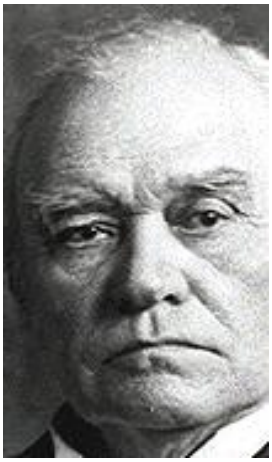
Les Maçons Célèbres

ABBOTT sir John Joseph Caldwel 12 mars1821 - 30 octobre 1893



L'honorable **sir John Joseph Caldwell Abbott**, C.P., C.R., K.C.M.G., B.C.L., D.C.L. était le 3e premier ministre du Canada du 16 juin 1891 au 24 novembre 1892. Il fut Maire de Montréal. Il est aussi l'arrière grand-père de l'acteur canadien Christopher Plummer. Né à St. Andrews (aujourd'hui St-André-Est), Québec, il fut le Premier ministre né en sol canadien. John Abbott épousa Mary Bethune (1823 - 1898) en 1849. Le couple eut quatre enfants.

Franc-maçon, il fut initié en 1847 à la St Paul's Lodge No 374, à Montréal. Il obtint un baccalauréat en droit civil de l'Université McGill en 1854 et mena une carrière réussie d'avocat. Un pilier de la communauté d'affaires anglophone de Montréal, il fut plus tard maire de Montréal en 1887 et 1888. Il siégea longtemps à la Chambre des communes du Canada, après quoi il fut nommé au Sénat canadien en 1887. Cette même année, il se joint aussi au cabinet de Sir John A. Macdonald en tant que ministre sans portefeuille. Il fut aussi chef du gouvernement au sénat du 12 mai 1887 au 20 octobre 1893 (incluant son mandat en tant que premier ministre). Prisé pour ses connaissances en droit et en administration, il devint rapidement un des membres les plus en vue au Sénat.

Lors du décès du premier ministre Macdonald, le sénateur Abbott accepta à contre-cœur les demandes d'un Parti conservateur divisé pour qu'ils prennent la direction du gouvernement. Au cours de ses dix-huit mois en poste, il revitalisa le gouvernement ainsi que le parti. Il tenta plus tard de transférer le contrôle du gouvernement à John Thompson, mais ceci était politiquement impossible dû à un sentiment généralisé d'anti-catholicisme (Thompson était catholique). La santé d'Abbott commença à se détériorer, et il se retira de la politique en 1892, sur quoi Thompson devint enfin premier ministre. Abbott mourut moins d'un an plus tard.

ABD EL KADER

Abd al-Qaädir Mascara (Algérie) 1808 – Damas (Syrie) 26 mai 1883.



Abdelkader fut tout à la fois saint, savant, poète, héros, militaire et homme d'Etat, il est né près de Mascara, en Algérie. L'activité intellectuelle d' Abdelkader n'a jamais fait de doute ; même ses contempteurs et ses ennemis de l'époque de la résistance en Algérie relèvent l'importance de sa culture philosophique et théologique : il emporte toujours avec lui, quelles que soient les circonstances, une bibliothèque. Le ***Diwan*****,** recueil de 760 poèmes publiés plusieurs fois, traite de tous les sujets qui préoccupèrent l'émir de 1832 à 1883.
Cependant son œuvre théologique est moins connue, bien que l'ouvrage fondamental, le ***Kitäb al-Mawäqif****,* ait fait l'objet de plusieurs éditions en langue arabe et d'une remarquable traduction en français par Michel Chodkiewicz.

La thèse de celui-ci est qu'Abdelkader est l'héritier légitime d'Ibn Arabi, qu'il participe ainsi à une renaissance plus importante – mais aussi moins bruyante – que la *Nahada*, celle de l'Islam indicible. Mais tout cela n'est rien à côté de son enseignement dont nous n'avons malheureusement que des traces éparses. L'émir en effet enseigna le *tassawuf* (enseignement des soufis), l'histoire de la théologie pendant plus de vingt ans, quotidiennement durant son séjour à Damas. Nous avons une idée de ces milliers d'heures d'enseignement qu'il prodige pendant la période la plus féconde de sa vie, entre 1855 et 1883, dans la mesure où le *Kitab al-Mawäqif* est tiré de son enseignement.

Dans sa jeunesse, la science et la sainteté de l'émir étaient attestées. Il est né en effet dans un milieu profondément religieux : son père fut son initiateur et portait le prénom prédestiné de *Muhyf al-din* – qui est aussi celui d'Ibn Arabi – ce qui signifie vivificateur ou « introducteur de la religion ». Cette éducation fit de lui, non seulement un musulman convaincu et un théologien, mais un initié sur la voie lors de leurs voyages communs en Orient, voie qu'il devait par la suite dépasser dans la réalisation de son propre itinéraire mystique. Abdelkader va en effet accomplir en sa personne la réalisation de *al-insan al-kamil* (l'homme parfait) dans l'exil, dans son refus, dans l'ascèse et dans l'extase. Cette sainteté est masquée par son destin éclatant, mais à ceux qui savent lire son œuvre magnifique, Abdelkader fait oublier que, par delà le *Sabreur magnanime*, il est sans doute l'un des plus grands mystiques de l'islam après son maître Ibn Arabi. S'il rejoint Damas dans son exil, en 1855, c'est pour se rapprocher du plus grand des maîtres spirituels : la maison dans laquelle il s'installe est celle où le maître andalou est mort six siècles plus tôt. C'est à côté de la tombe d'Ibn Arabi qu'il est inhumé avant que les autorités algérienne ramènent ses cendres à Alger en 1966.

L'itinéraire spirituel de l'émir est marqué par son initiation à au moins trois confréries : la *Quadiya*, la *Naqshabandiya* et la *Chadhiliya*. C'est en ce sens que la franc-maçonnerie lui apparaîtra comme la *tarîqa* (la voie) occidentale, ce qui explique en partie son acceptation ultérieure.

Mais c'est parce qu'il est avant tout musulman qu'il va s'opposer aux Français. en 1832, il proclame le *jihad* et défend la *Dar al-Islam*, ce qui va le conduire à créer un Etat relativement indépendant bien qu'éphémère et fera ainsi de lui le fondateur de la nation algérienne. Après sa reddition commence une période d'exil contradictoire dans ses effets car, malgré les promesses qui lui ont été faites, Abdelkader est retenu prisonnier en France, et en même temps, il réfléchit, étudie, correspond, écrit et reçoit beaucoup. Napoléon III, qui pense à ses projets d'Empire arabe, lui annonce le 16 octobre 1852 que la France l'autorise à s'installer en Turquie et va lui verser une pension alimentaire suffisamment importante pour que certains auteurs aient pu émettre des opinions malveillantes. C'est lors des émeutes antichrétiennes, qui se produisent à Damas en 1860, que va se constituer l'hagiographie française : son geste de protection envers les chrétiens lui vaut d'être couvert d'honneurs en Europe. Napoléon III rêvait de reconstituer un Empire arabe au Proche Orient mais, lors de l'expédition française en Syrie (1860-1861), il se heurta au refus catégorique d'Abdelkader dont il voulait faire l'empereur d'Arabie.

A Damas, où il est exilé, l'émir adhère à la franc-maçonnerie. C'est au moment où il a accompli la totalité de son parcours spirituel et où il n'a en rien abandonné les affaires privées, économiques et publiques, qu'il accepte l'invitation maçonnique. Il vit en effet une sorte d'incognito spirituel alors même qu'il joue son rôle dans les affaires publiques, mais comme s'il en était absent… Max Weber appelait cet « idéal-type » : la virtuosité religieuse *Innenweltlich /Aussenweltlich* : intra ou extra-mondanité…

L'émir écrit dans ses poèmes métaphysiques :

Seul peut savoir ce que je dis ici l'initié dont l'être et le rang
Sont passés au-delà du monde et de l'existence…

Et dans sa lettre ésotérique aux Français :

La religion est unique.
Si les musulmans et les chrétiens me prêtaient l'oreille, je ferais cesser leurs divergences et ils deviendraient frères à l'intérieur et à l'extérieur…

Après les événements sanglants de Damas, Abdelkader fut couvert d'honneurs et de décorations : cette affaire lui permit de rencontrer les francs-maçons : une fois encore bien qu'il n'en sut rien lors de la première occasion. En effet, certains protagonistes de la séquence algérienne étaient des maçons en place autour de Bugeaud, lui-même maçon : de Ben Duran au baron Desmichels en passant par le sinistre interprète, le commandant Abdallah… Cette fois les choses sont plus honorables mais pas moins ambigües.

Aussi dès le reçu de la première lettre du Grand Orient de France le félicitant de son action, l'émir se fait expliquer les tenants et les aboutissants de l'honorable société par un Libanais parmi les rares maçons arabo-musulmans connus de l'époque et qui est un de ses amis : Shahin Makarius. Celui-ci est tellement intime qu'il initiera plus tard deux des fils de l'émir (Muhyiddin, l'ainé, et Mohammad) à sa loge *«La Palestine »* à Beyrouth, tandis qu'un troisième fils sera reçu à Damas, bien plus tard. L'émir Omar, initié à *« La Lumière de Damas »*, finira Haut Grade de la loge *« Les Admirateurs de l'Univers »* à Paris. Enfin, un quatrième fils de l'émir a été maçon : Ali ibn Khalil. Nous n'avons pas la preuve qu'il ait parlé avec Churchill qui est le premier (1867) biographe à signaler l'initiation de l'émir : les patrons de la maçonnerie britannique sont toujours, à cette époque là, des militaires et des consuls, et les Frères voyagent beaucoup entre l'Egypte, la Syrie et le Liban…

Le témoignage d'un visiteur américain franc-maçon, Robert Morris, est très précis sur la rencontre qu'il fit à Damas le 7 avril 1868 ; le frère Nazif Meshaka l'emmena, après la tenue maçonnique chez l'émir qui lui donna «l'accolade fraternelle». Ce jour-là étaient présents, outre les fils maçons de l'émir, le Marseillais Joseph Pilastre, membre de la loge « La Vérité », ainsi que plusieurs membres de la grande famille Azm de Damas…

C'est donc dans ce contexte euphorique que les francs-maçons se manifestent pour féliciter, eux aussi, l'émir. Une première lettre émane de la loge parisienne *Henry IV*, qui a d'abord offert un bijou à l'émir. Celui-ci ne pouvait pas rester insensible à cette médaille qui était un symbole très parlant : un cercle posé sur un double carré rayonnant avec, au centre, sur fond d'émail vert, une équerre à laquelle sont suspendus les éléments du théorème du carré de Pythagore. Abdelkader a pu se dire que les francs-maçons avaient peut-être quelque chose dans leur besace…

Comme nous savons qu'il y a eu plusieurs demandes adressées à l'émir, il est intéressant de se demander pourquoi il n'a répondu qu'à celle-ci. Une partie de la réponse se trouve précisément dans cette lettre. Tout d'abord, c'est une demande explicite : elle propose à l'émir de devenir à la fois un enfant de cette maçonnerie qui est la mère de tous les hommes de bonne volonté qui pratiquent la fraternité et, en même temps, un Frère du groupe des francs-maçons. Les francs-maçons se disent les « Enfants de la Veuve », et le rapport Père-Frère est très occulté dans une confrérie dont les membres tuent « symboliquement » le Maître fondateur Hiram, dans un rituel et un grade d'accomplissement. L'émir a dû être sensible à cette invite, car il ne pouvait que sourire de l'image triadique que les maçons lui proposent de l'islam : leur lecture est aux antipodes de la sienne.

Les maçons pensent à la force guerrière (l'image de l'émir combattant qui va revenir sans cesse dans toute cette affaire), à la science (Ibn Rochd/Averroes et les rappels de la grandeur des Arabes sur ce plan) et à la philosophie (Al-Farabi). Or, et même si cela est, l'émir pense à la force de la gnose, au courage et à la sensualité, comme on peut le constater dans ses propres réponses, et cela posera des problèmes de traduction aux Frères… Nous possédons au moins une autre lettre adressée à l'émir qui conforte cette hypothèse. Certes, à la première lecture, il s'agit de la même image française d'un Abdelkader protecteur des victimes du fanatisme. C'est celle de la loge *« La Sincère Amitié »*, cosignée de Murat. Cette lettre est beaucoup plus de forme chrétienne ; or cette loge comprenait en son sein l'ambassadeur du Shah et plusieurs Persans musulmans. Alors que la loge *Henry IV* s'est efforcée de situer sa lettre dans une certaine connaissance culturelle arabo-musulmane, le texte de *« La Sincère Amitié »* commence par : « Il n'y a que Dieu qui soit Dieu » et insiste sur Dieu le père. « Notre père commun », « le Grand Architecte de l'Univers » et « Dieu », alors que la lettre de la loge *Henry IV* ne fait allusion qu'à ce « Dieu que nous adorons tous ».

L'émir a choisi de répondre à la première loge. Il a préféré la thématique Père-Frère parce que c'était son vécu maghrébin. Il n'avait en effet pas un inconscient structuré de façon œdipienne ; son père a joué un rôle capital dans son initiation, et, à travers la voie de *Qadriya*, il est à l'origine du glissement d'Abdelkader vers Ibn Arabi. Or l'émir ne croit pas au hasard, car à Amboise il a parcouru le dévoilement et il ne prend plus, ni la vision, ni le songe, à la lettre… d'autre part sa mère vient de mourir et l'a ainsi libéré pour son dernier parcours : entre 1861 et 1865, il ne fait que voyager y compris aux Lieux Saints.

L'hagiographie maçonnique d' Abdelkader commence par la brochure n° 293, du Grand Orient de France (1865), dans le contexte antimaçonnique de la Gazette de France, les francs-maçons valorisent, à travers l'initiation de l'émir à la loge *«Les Pyramides»*, le 18 juin 1864, le fait qu'ils récompensent l'homme ayant sauvé 125'000 chrétiens du fanatisme. En fait, Abdelkader se comporte comme tout musulman pieux le ferait envers les *dhimmis* (protégés) et il utilise pour cela, dans le cas grave d'une émeute, la notion et la pratique du *horm*, de la protection dans une enceinte sacrée. Et lorsque les maçons y voient une œuvre essentiellement maçonnique par anticipation, ou encore que l'Orateur de la loge *Henry IV* voit le « drapeau de la tolérance face à l'étendard du Prophète », c'est parce qu'ils n'ont pas perçu que cette action était essentiellement musulmane et ses paroles strictement coraniques. B.E.

ABETZ



Otto Schwetzingen (Bade-Wurtemberg). 26 mai 1903 et décédé le 5 mai 1958**.** Ambassadeur de l'Allemagne à Paris (France) pendant la Seconde Guerre mondiale.

Tout d'abord enseignant, il rejoint le Parti nazi en 1931. En 1932, Abetz épouse Suzanne de Bruyker, une Française qui était secrétaire de Jean Luchaire. De 1934 à 1939, il publie avec Fritz Bran une revue, les *Cahiers franco-allemands*, qui avait pour but de propager l'idéologie nazie dans le milieu des intellectuels français. Entré dans le service des affaires étrangères allemand en 1935, il représenta l'Allemagne en France en 1938 et en 1939, et fut **initié à la Franc-maçonnerie (il fut membre de la loge Goethe de la GLF).**

Il fut expulsé de France lors de la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne. Il travailla à mettre en place une politique de collaboration avec, notamment, son ami le journaliste Jean Luchaire, avec qui il organisa avant 1933 des congrès de jeunesses franco-allemandes prônant la réconciliation et qui sera fusillé lors de l'épuration. Le 8 juillet 1940, à la suite de l'armistice entre la France et l'Allemagne, il fut de nouveau envoyé en France.

Nommé ambassadeur de l'Allemagne en novembre 1940, il conserva ce poste jusqu'en 1944. En juillet 1949, le tribunal militaire de Paris le condamna, malgré la plaidoirie de Maître Floriot à 20 ans de travaux forcés pour crimes de guerre, en particulier pour son rôle dans l'organisation de la déportation des juifs de France vers les camps de la mort. Il fut libéré en avril 1954. Il trouva la mort avec son épouse en 1958 dans un accident de voiture.

ABOUT



Edmond Dieuze (Moselle) 14 février 1828 - Paris 16 janvier 1885.
Edmond François Valentin **About**, est un écrivain, journaliste et critique d'art français, membre de l'Académie française.

Fils d'épicier, il fait ses études au petit séminaire, puis entre au Lycée Charlemagne où il devient un élève brillant et remporta le prix d'honneur de philosophie au Concours général. Il entre ensuite à l'École normale supérieure en 1848. Il est nommé en 1851 membre de l'École française d'Athènes et séjourne deux ans en Grèce en compagnie de l'architecte Charles Garnier. Il séjourne en Égypte en 1867-1868. Il participe aussi au voyage inaugural de l'Orient-Express en 1883. Il tire de chacun de ses voyages des ouvrages satiriques marquants.

La Grèce contemporaine (1854) remporte un grand succès tout en insistant sur l'écart entre le mythe grec fondé sur l'Antiquité et la réalité contemporaine. *Le Roi des montagnes* ridiculise le mythe romantique du *pallikare*, guerrier-bandit héros de la guerre d'indépendance grecque. *Le Fellah* décrit comment un paysan égyptien élevé en Europe devient une personnalité dans son pays et finit par épouser une Anglaise, fascinée par l'exotisme.

De Pontoise à Stamboul parodie le célèbre *Itinéraire de Paris à Jérusalem* de Chateaubriand. Edmond About est également un critique d'art acerbe, très disposé à railler les peintres d'avant-garde. Ses comptes rendus de Salon en 1855 et 1857, d'une savoureuse verve comique, éreintent notamment les prétentions du réalisme de Gustave Courbet et appellent à la prudence face à ce qu'il considère comme une brèche ouverte à l'anarchie dans l'art. Favorable au Second Empire et violemment anticlérical, il se fait connaître comme polémiste. En 1871, il rallie la Troisième République et soutient la politique de Thiers. Il entre alors au *XIXe siècle* dont il devient rédacteur en chef. En 1881, il s'installe avec sa famille au château de Grouchy à Osny, dans le val d'oise.

Franc-maçon, il est initié le 7 mars 1862 à la loge Saint-Jean de Jérusalem, Orient de Nancy. Dans le journal *Le Siècle*, il publie plusieurs articles hostiles aux hauts grades maçonniques, position courante dans la gauche républicaine.

Élu le 24 janvier 1884 membre de l'Académie française, il meurt moins d'un an plus tard, peu de temps avant le jour prévu pour sa réception, à l'âge de cinquante-six ans. Son discours de réception était déjà imprimé. Edmond About est aussi un auteur comique tant il sait manier la satire. Il connaît la célébrité grâce à ses nouvelles au style vif, clair et concis, et à ses romans qui évoquent des situations imaginaires, souvent inspirées par les progrès de la science : *Mariages de Paris* (1856), *Le Roi des montagnes* (1857), *L'Homme à l'oreille cassée* (1862) ou *Les Mariages de province* (1868) sont autant de succès d'édition. Sa tombe au Cimetière du Père-Lachaise est ornée par une statue réalisée par le sculpteur Gustave Adolphe Désiré Crauk qu'il avait apprécié dans ses commentaires du salon de 1857.

ACHARD



Jean-François Marseille 23 mai 1751 - 29 septembre 1809**.**

Médecin, un lexicographe de la langue d'oc et un érudit français.
Claude François Achard est confié à l'un de ses oncles à Vivier (Ardèche) où il fait ses études au séminaire puis revient à Marseille où il termine son cursus de philosophie et de théologie. Il apprend aussi les langues anciennes (latin, grec, hébreu) et modernes (anglais, espagnol, italien). Renonçant à la prêtrise, il entreprend des études de médecine à Montpellier. Une surdité presque absolue le contraint à limiter son activité médicale. Membre de l'Académie de Marseille depuis 1786, Achard est chargé en 1792 de former une bibliothèque publique avec les ouvrages récupérés dans les bibliothèques des maisons ecclésiastiques supprimées. Il parvient à réunir 27.000 volumes. Achard fut l'un des membres influents de la commission des arts. Il fut directeur de la société formée en 1799 sous le titre Lycée des Sciences et des Arts. Achard a ainsi largement contribué à la préservation du patrimoine artistique et culturel de Marseille, à l'organisation de la bibliothèque publique, à la reconstitution de l'Académie de Marseille dont il devint le secrétaire perpétuel.

Claude-François Achard est très connu pour la publication des ouvrages suivants :

- *Dictionnaire de la Provence et du Comtat Venaissin* par une société de gens de lettres, travail collectif dont l'initiative et la conception générale lui reviennent ainsi qu'une large partie des notices. Cet ouvrage en quatre volumes est constitué d'un dictionnaire de langue « *Le vocabulaire Français-Provençal et Provençal-Français* » (Marseille, Mossy, 1785, 2 volumes, 732 et 654 p.)
- Dictionnaire biographique « *Histoire des hommes illustres de la Provence* » (Marseille, Mossy, 1786-1787, 2 volumes, 535 et 523 p.)*Description historique, géographique et topographique des villes, bourgs, villages et hameaux de Provence ancienne et moderne, du Comtat Venaissin et de la principauté d'Orange, du comté de Nice pour servir de suite au dictionnaire de la Provence*, Imprimerie Pierre Joseph Calmen, Aix 1787-1788.

Vénérable de la loge de la Triple Union qu'il réveilla en 1801 ; il fût avec Julien de Madon à l'origine du renouveau maçonnique dans la ville.

Frappé d'apoplexie, Claude-François Achard s'éteint le 29 septembre 1809 dans l'appartement de fonction établi près de la bibliothèque dans le bâtiment du couvent des Bernardines, actuellement Lycée Thiers. Son éloge funèbre sera fait en 1812 à l'Académie de Marseille par Simon Célestin Croze-Magnan (1750-1818).
Une rue du 4e arrondissement de Marseille porte son nom.

ADAMS



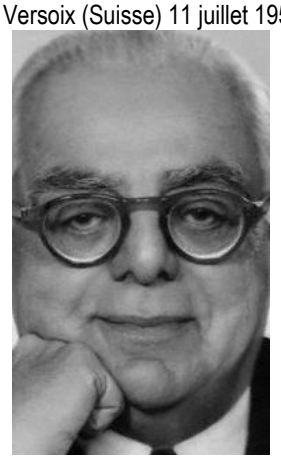
Samuel Boston 27 septembre 1722 — Boston 2 octobre 1803**.**

Homme politique, écrivain et philosophe américain, né dans le Massachusetts en Nouvelle-Angleterre. Considéré comme patriote et l'un des Pères fondateurs des États-Unis, Samuel Adams mena la fronde anti-britannique avant et pendant la Révolution américaine. Ses talents d'orateur et d'écrivain lui permirent de s'imposer dans les assemblées et les réunions ; il rédigea des pétitions et des résolutions qui firent avancer le processus révolutionnaire et l'organisation politique du pays. Il signa la Déclaration d'indépendance américaine, collabora à la rédaction de la constitution du Massachusetts et des Articles de la Confédération. Il termina sa carrière comme gouverneur du Massachusetts de 1793 à 1797. Samuel Adams est considéré comme l'un des principaux architectes du républicanisme et fut l'une des grandes figures politiques du Massachusetts et des États-Unis au XVIIIe siècle.

AGHA KHAN III

Mohammad Shah Qajar Karachi 2 novembre 1877 –

Versoix (Suisse) 11 juillet 1957.



Il est né à Karachi (alors colonie britannique), fils de Aga Khan II et de sa troisième femme, Nawab A'lia Shamsul-Muluk, petite-fille de Shah de Fath Ali de Perse (dynastie de Qajar).
Sous la garde de sa mère, il a reçu une éducation religieuse et Orientale que sa position comme chef religieux de l'Ismailis a rendue indispensable, mais par la volonté de son père et grand-père paternel, une éducation européenne. Il a fréquenté les universités de Cambridge et d'Eton. **Initié en 1899. Obsèques maçonniques.**

En 1885, à l'âge de sept ans, il succéde à son père l'Imam du Shi'a Isma'ili Musulmans. Aga Khan a voyage dans les parties lointaines du monde pour recevoir l'hommage de ses disciples et leur apporter aide financière et conseils personnels. En 1897, la reine Victoria lui confère le titre de Commandant de Chevalier de l'Empire indien (en 1902, Edward VII lui confère le titre de Chevalier Grand Commandant). Il reçoit la reconnaissance de l'empereur Allemagne, du sultan de la Turquie, du shah de Perse et d'autres souverains.

En 1906, Aga Khan fonde la Ligue de musulman de l'Inde dont il devient président. Parti politique qui a mission de créer une nation musulmane indépendante dans les régions ouest nord de l'Asie Sud, (futur Pakistan 1947) selon le règlement coloniale britannique. En 1912, il est fait Chevalier Grand Commandeur de l'Ordre de l'Empire indien par George V. En 1934, il est membre du Conseil Secret et membre de la Société des nations (1934–37), il devient président de la Société des nations en 1937.

Imamate

Sous le leadership de monsieur le Sultan Muhammad Shah, Aga Khan III, la première moitié du vingtième siècle est une période de développement significatif pour la communauté Ismāʿīlī. De nombreuses institutions pour le développement social et économique ont été établies dans l'Asie du Sud et en Afrique de l'est. Les Ismailis ont marqué les Jubilés de leur Imāms avec des célébrations publiques, qui ont raffermis les liens entre l'Ismāʿīlī Imām et ses disciples. Bien que les Jubilés n'aient aucune signification religieuse, ils servent à réaffirmer l'engagement mondial de l'Imamat à l'amélioration de la qualité de vie, dans les pays en voie développement.

Pendant les 72 ans d'Imamat (1885–1957), la communauté a célébré les Jubilés D'or (1937), de Diamant (1946) et de Platine (1954). En signe de reconnaissance, à chaque jubilé, l'Ismāʿīliyya reçoit son pesant d'or, de diamants et, symboliquement, de platine, dont le produit est utilisé pour développer la protection sociale et autres institutions de développement en Asie et Afrique.

En Inde et plus tard le Pakistan, les institutions de développement sociales ont été établies, selon les mots d'Aga Khan, "pour le soulagement d'humanité". Ils ont inclus des institutions telles que la Confiance de Soixantième anniversaire et Platinum Jubilee Investments Limité qui subviennent à tour de rôle à la croissance de types différents de sociétés coopératives. Les Écoles de Soixantième anniversaire pour les filles ont été établies partout dans les régions du Nord (Pakistan actuel). De plus, les programmes de bourse, établis au moment du Jubilé D'or pour donner l'assistance aux étudiants nécessiteux, ont été progressivement développés. En Afrique de l'est, la protection sociale et les institutions de développement économiques sont établies. Dans la protection sociale sont inclues le développement accéléré d'écoles et centres communautaires et un hôpital à Nairobi. Parmi les institutions de développement économiques établies en Afrique de l'est il y a des compagnies telles que le Fonds de placement de Soixantième anniversaire (maintenant la Confiance de Diamants du Kenya) et la Compagnie d'assurance de Jubilé, iompliqués sur la Bourse de Nairobi et qui sont devenus des acteurs majeurs dans le développement national.

Monsieur le Sultan Muhammad Shah introduit également des formes d'organisation qui donnent aux communautés Ismāʿīlī les moyens de structurer et de réguler leurs propres affaires, selon la tradition musulmane d'une éthique communitaire d'une part et de conscience individuelle responsable avec la liberté de négocier par un engagement moral au destin de l'autre. En 1905 il décréte la première Constitution Ismāʿīlī pour un gouvernement social de la communauté en Afrique de l'est. La nouvelle administration, pour les affaires de la Communauté, est organisée dans une hiérarchie de conseillers aux niveaux locaux, nationaux et régionaux. La constitution dispose également de règlememts pour le mariage, le divorce et l'héritage, les directives pour la coopération réciproque et le soutien parmi Ismāʿīlīs et leur interface avec d'autres communautés. Des constitutions semblables ont été promulguées dans l'Asie du Sud et sont périodiquement révisés pour les besoins et circonstances divers.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les changements sociaux, économiques et politiques extensifs ont été profondément affecté dans un certain nombre de régions où Ismāʿīlīs a eu résidé. En 1947, après le colonianisme britannique dans l'Asie du Sud, les nations souveraines, indépendantes prennent naissance : l'Inde, le Pakistan et plus tard le Bangladesh, ayant pour résultat la migration de millions de personnes et de perte significative de vie et de propriété. Dans le Moyen-Orient, la crise de Suez de 1956 aussi bien que la crise précédente en Iran, a démontré la montée pointue de nationalisme, désireux de développer des aspirations sociales et économiques de par leur indépendance politique. L'Afrique a également subit une décolonisation, balayée par ce que Harold Macmillan, Premier ministre britannique de l'époque, a appelé justement le "vent de changement". Dans les années 1960, la plupart des pays d'Afrique de l'Est et du Centre-Afrique, avaient obtenu leur indépendance politique :Tanganyika, le Kenya, l'Ouganda, Malagasy, le Rwanda, le Burundi et le Zaïre, avait atteint leur indépendance politique.

Propriétaire de chevaux de course
Passionné de courses équestres, Il est propriétaire de chevaux pur-sang, cinq fois vainqueurs du Derby Epsom et un total de seize vainqueurs de Courses Classiques britanniques. Il est le Propriétaire de Champions courant plat britannique treize fois. Selon Ben Pimlott, le biographe de la Reine Elizabeth II, Aga Khan a présenté à Sa Majesté une pouliche appelée *de l'Astrakan*, qui a gagné au Champ de courses de Parc de Bois en 1950. En 1926, il donne son nom à une coupe, (Aga Khan Trophy) pour les vainqueurs d'une compétition de sauts d'obstacles de la Société de Dublin Royale qui attire les spécialistes de toutes les nations.

Mariages et enfants
- Marié, le 2 novembre 1896, à Poona, en Inde, Bégum de Shahzadi, fill de son cousin germain et d'une petite-fille d'Aga Khan I.
- Marié, en 1908 (la forme de Mutah de mariage) et 1923 (juridiquement), Cleope Teresa Magliano (1888–1926), fille d'un danseur d'Opéra (Ballet de Monte-Carlo). Ils ont eu deux fils : Giuseppe Mahdi Khan (d. Le février de 1911) et Ali Solomone Khan (1911–1960) [5]
- Marié, le 7 décembre 1929 (civil), à Aix-les-Bains, le 13 décembre 1929 (religieux), à Bombay, Inde, avec Andrée Joséphine Carron (1898–1976), copropriétaire d'un magasin de couture à Paris, elle est devenue connue comme Princesse Andrée Aga Khan. Elle ne s'est pas convertie à l'Islam. Par ce mariage, ils ont eu un fils, Prince Sadruddin Aga Khan, (1933-2003). Le couple divorce en 1943.
- Marié, le 9 octobre 1944, à Genève, Suisse, Yvonne Blanche Labrousse (février 1906 - 1 juillet 2000). Selon une interview qu'elle a donné à un journaliste égyptien, son prénom était Yvonne, bien qu'elle soit appellée Yvette dans les références publiées. Fille d'un conducteur de tram et d'un couturier, elle travaillait comme secrétaire social de l'Aga Khan au moment de leur mariage. Elle avait été "Miss Lyon 1929" et "Miss France 1930". Elle s'est convertie à l'Islam et est devenue connue comme Umm Habiba (Petite Mère du Chéri). En 1954, son mari l'a appelée "Mata Salamat".

Publications
Il a écrit un certain nombre de livres et de documents dont :
- **India dans la Transition**, (politique de prépartition de l'Inde)
- **World Assez & le Temps**
- **Les Mémoires de monsieur le Sultan Mohammed Shah, Aga Khan III**, son autobiographie.

Mort et succession
Son petit-fils Karim Aga Khan, lui succède et est le présent Imam du Ismaili Musulmans. Au moment de sa mort le 11 juillet 1957, ses membres de famille étaient à Versoix. Un notaire a apporté la volonté d'Aga Khan III de Londres à Genève et le lit avant la famille :

"Depuis le temps de mon ancêtre Ali, le premier Imam, c'est-à-dire pour la durée de mille trois cents ans, il est de tradition dans notre famille que chaque Imam choisisse son successeur à sa discrétion absolue et sans entraves parmi n'importe lequel de ses descendants, pour autant qu'il soit un des fils d'une génération mâle lointaine. Dans ces circonstances et vu les conditions fondamentalement changées dans le monde ces dernières années en raison des grands changements qui sont survenus en incluant les découvertes de science atomique, je suis convaincu que c'est dans le meilleur intérêt de la Communauté de musulman Shia Ismailia que ma succession doit être à un jeune homme élevé et qui s'est développé pendant ces dernières années au milieu du nouvel âge et qui apporte une nouvelle attitude à l'égard de la vie à son bureau comme l'Imam. Pour ces raisons, je nomme mon petit-fils Karim, le fils de mon propre fils, Aly Salomone Khan pour devenir au titre d'Aga Khan et à l'Imam et à Pir de tout Shia Ismailian les disciples."

Il est enterré à Assouan, (Egypte) au Mausolée d'Aga Khan. 24°05′18″N 32°52′43″E /□24.088254°N 32.878722°E / 24.088254; 32.878722.

AIMÉ **Humbert** La Chaux-de-Fonds 26 juin 1819 - Neuchâtel 19 septembre 1900.



Homme politique, pédagogue et voyageur suisse. Né d'un père horloger, il entreprend des études de droit à Lausanne et Tübingen. En 1848, suite à la guerre civile du Sonderbund et à la révolution républicaine neuchâteloise, il devient secrétaire du nouveau gouvernement provisoire de Neuchâtel. Membre de l'assemblée constituante, il est nommé Conseiller d'Etat chargé de l'Instruction publique. En 1854, il est élu aux Conseil des Etats où il siège jusqu'en 1862. En novembre 1862, il est envoyé au Japon avec le rang de ministre plénipotentiaire. Le 6 février 1864, il signe avec le gouvernement shogounal des Tokugawa un traité d'amitié et de commerce.

Le récit de son voyage, richement illustré, est publié à partir de 1866 dans la revue *Le Tour du monde*. Il s'agit d'un des premiers grands récits de voyage au Japon en français. En 1866, il refonde l'Académie de Neuchâtel dont il est le recteur jusqu'en 1873. Il continue d'y enseigner jusqu'en 1893.

Aimé Humbert, d'origine modeste, naît d'un père horloger. Poussé à faire des études supérieures par l'avocat radical Auguste Bille, Aimé Humbert suit de nombreux cours à l'Académie de Lausanne puis, dès 1839, à celle de Tübingen.

Le décès de son père le poussera à mettre fin à ce qui n'est resté qu'une expérience. Ses connaissances lui permettront toutefois d'assurer un enseignement en littérature, à Morges tout d'abord, de 1840 à 1846, puis à Berne jusqu'en 1848. Il y fréquentera les républicains neuchâtelois, en exil depuis les soulèvements de 1831, et qui se sont regroupés autour de leur maître à penser : l'avocat Auguste Bille.

Il est le sixième Grand Maître de la Grande Loge suisse Alpina de 1871 à 1874.

Suivant de près les événements révolutionnaires de février-mars 1848, il est dès le 2 mars à La Chaux-de-Fonds et devient, le lendemain – il est alors âgé de 29 ans – secrétaire du gouvernement provisoire présidé par Alexis-Marie Piaget. Membre de l'Assemblée constituante, il en devient le secrétaire, et occupera, dès le mois de mai, le poste de Conseiller d'Etat en charge de l'Instruction publique. Pendant ses presque dix années au gouvernement, il participera, avec Alexis-Marie Piaget, dont il est très proche, à l'élaboration des lois fondatrices de la République. Sa carrière politique prendra une tournure nationale avec son élection au Conseil des Etats, siège qu'il occupera de 1854 à 1862.

La fin de cette première vie – il quitte le gouvernement en février 1859 – est relayée par un épisode hors du commun. Il prend en effet la présidence de l'Union horlogère : association chaux-de-fonnière destinée au départ à aider les fabricants d'horlogerie en difficulté, et s'étant transformée en une association de prospection de nouveaux marchés d'exportations. L'époque est alors à l'orient lointain, si bien qu'Aimé Humbert prépare une expédition en direction du Japon. En novembre 1862, avec l'aide de la Confédération qui lui offre le rang de ministre plénipotentiaire, il s'embarque de Marseille en direction du Japon qu'il atteindra en avril 1863. Le 6 février 1864, dans le temple de Choji (à Tokyo), la Suisse et le Japon signent un traité d'amitié et de commerce qui ouvre le marché japonais à l'industrie d'exportation helvétique. Le retour se fera par le Pacifique, New-York et l'Angleterre. S'ensuivent deux années de direction d'un pensionnat pour jeunes Espagnols protestants à Lausanne. Mais c'est en 1866 que commence la troisième vie d'Aimé Humbert, celle qui va l'occuper jusqu'en 1893 : la seconde Académie. Supprimée par la Révolution de 1848, l'Académie est reconstituée dès 1866 avec Aimé Humbert comme premier recteur. A ses débuts, l'Académie est une sorte de mélange entre la formation universitaire, un gymnase supérieur et une école normale formant les instituteurs. Jusqu'en 1873, date à laquelle Aimé Humbert remet son mandat de recteur, elle se développera dans le sens d'une université. Il y donnera des cours d'éducation civique, littérature française et littérature comparée jusqu'en 1893.

Derrière cette ouverture au monde et à la connaissance, il y a son appartenance à la franc-maçonnerie. Dès 1842 – il a donc 23 ans – Aimé Humbert participe activement à ce mouvement ; il sera grand-maître de la loge Alpina de 1874 à 1879. L'idéal pacifiste du mouvement le conduira à être très actif lors de la guerre franco-prussienne de 1870, notamment lors de l'accueil de l'armée de Bourbaki à Neuchâtel au début de l'année 1871. Pour ces raisons, il luttera aussi contre la prostitution aux côtés de l'anglaise Joséphine Butler avec laquelle il fonde la Fédération britannique et continentale pour l'abolition de la prostitution réglementée.

ALDRIN Edwin Eugène Jr.

Montclair (New Jersey) 20 janvier 1930



Buzz Aldrin est un astronaute américain. Il fut le deuxième homme à marcher sur la Lune.

En 1951 il obtient un *Bachelor of Science* à l'Académie Militaire américaine de West Point. En 1963 il obtient un doctorat de science en astronautique au MIT (Massachusetts Institute of Technology) et est sélectionné par la NASA. Il participe au dernier vol du programme Gemini comme pilote, aux côtés de Jim Lovell, le 11 novembre 1966. Au cours de ce vol de plus de près de quatre jours, il effectue trois EVAs (sorties extravéhiculaires) pour une durée totale de plus de 5 heures. En 1969 il prend part à la mission Apollo 11 au cours de laquelle il est le deuxième homme à marcher sur la Lune après Neil Armstrong.

Franc-maçon actif et passionné. Il appartient à la "*Montclair Lodge*" No. 144 de la Grande Loge du New Jersey. Il a été initié le 15 février 1965, est devenu Compagnon le 12 avril 1965 et Maître le 21 février 1968 au sein de la "*Montclair Lodge*". Il a également appartenu à la "*Clear Lake Lodge*" N° 1417 à Seabrook, Texas, Grande Loge du Texas.

Il est 33ème degré du REAA, membre du Suprême Conseil du Rite Ecossais Ancien & Accepté des Etats-Unis, Juridiction Sud. Il est également Shriner et Knight Templar (deux associations para-maçonniques américaines).



On a vu sur la première photographie Buzz Aldrin devant le drapeau américain. Ce que l'opinion publique sait moins c'est que ce ne fut pas le seul drapeau emmené lors de ce voyage lunaire mémorable. Buzz Aldrin avait aussi emporté avec lui le drapeau du Rite Ecossais Ancien et Accepté. On le voit sur la photo ci-dessus le 16 septembre 1969, avec son père Edwin E. Aldrin Senior (également 33ème du REAA) au Grand Temple de Washington présenter au Grand Commandeur Smith et à quelques dignitaires le drapeau du Suprême Conseil du Rite Ecossais du Rite Ecossais Ancien et Accepté,

juridiction Sud des Etats-Unis qui est allé sur la Lune.
C'est un drapeau en soie de 22 x 30 centimètres. Il a des côtés dorés et l'on peut lire "*Supreme Council, 33°, Southern Jurisdiction, USA*" et la devise du Rite Ecossais Ancien & Accepté "*Deus Meumque Jus*" sous l'aigle à deux têtes. Pour Buzz Aldrin ce drapeau qu'il avait emporté avec lui symbolisait l'universalité de la Franc-Maçonnerie.

Les médias ont propagé l'idée que Buzz Aldrin aurait observé un OVNI durant la mission Apollo 11, sur base d'une interview qu'il a accordée à Science Channel. Buzz Aldrin a par la suite précisé que l'idée qu'il aurait vu un OVNI provient du montage de son interview. En effet, la partie où il explique ce qu'il a vu a été coupée : la conclusion de Buzz Aldrin et de l'équipage d'Apollo 11 a été que ce qu'ils observaient était un des panneaux issus de la séparation d'un étage supérieur de la fusée. Buzz Aldrin quitte la NASA en 1971, puis l'armée en 1972 pour entrer comme conseiller technique dans l'industrie privée. Un cratère lunaire a été baptisé de son nom, de même que l'astéroïde n°6470. JCvL+Wikipédia+Jean Laurent

ALVES de Castro **Antonio**



Poète brésilien, disciple de Victor Hugo (1847 – 1871)

ALEMBERT **Jean le Rond** Paris 16 novembre 1717 - 29 octobre 1783.



Franc-Maçon de la Loge parisienne "*Les Neuf Sœurs*".
Fils naturel du chevalier Destouches et de Mme de Tencin qui l'abandonna dès sa naissance sur les marches de l'église Saint-Jean Le Rond dont on lui donna le nom. Géomètre et mathématicien, il entra à l'Académie des Sciences à 23 ans, et fut nommé à l'Académie de Berlin à 28 ans, il refusa plus tard à Frédéric II d'aller habiter Berlin, et à Catherine de Russie de se charger de diriger l'éducation de son fils, malgré le traitement annuel de cent mille livres qu'elle lui offrait. Membre de toutes les académies d'Europe, ami de tous les philosophes, familier de tous les salons, il fut pensionné par Mme Geoffrin, qui lui légua une rente viagère de 1275 francs et connut chez Mme du Deffant Mlle de Lespinasse avec laquelle il vécut vingt ans. Battu une première fois à l'Académie par Vauréal, il se retira devant Piron, protégé de Mme de Pompadour, pour le fauteuil de Languet de Gergy.
Il fut élu le 28 novembre 1754 à celui de Jean-Baptiste Surian, avec l'appui de Mme Du Deffant, de la duchesse d'Aiguillon et de Montesquieu, par 14 voix contre 9 à l'abbé de Boismont et 3 à Trublet ; il eut six boules noires au deuxième scrutin et fut reçu le 19 décembre suivant par Jean-Baptiste-Louis Gresset. Aidé de son amie, Mlle de Lespinasse, d'Alembert exerça à l'Académie une grande influence, despotique même, surtout du jour où le 9 avril 1772, il devint secrétaire perpétuel en remplacement de Duclos. Le maréchal de Richelieu s'était opposé à ce que cette fonction fût donnée à d'Alembert ; il avait même déclaré qu'il la ferait annuler par le Roi ; d'Alembert fut élu par 17 voix contre 10 données à l'abbé Batteux, et, contrairement aux précédents, il en demanda la confirmation au Roi.

Il soutint faiblement la candidature de Diderot, qui d'ailleurs ne désirait pas très vivement faire partie de l'Académie, mais il mit toute son ardeur à faire élire Marmontel, La Harpe et Condorcet ; il voulait que celui-ci remplaçât Voltaire, le Roi s'y opposa, poussé par son frère le comte de Provence ; pour calmer l'animosité de ce dernier contre l'Académie, d'Alembert dut se rabattre sur le secrétaire de ce prince, Ducis, qu'il fit nommer.

D'Alembert fut, depuis l'année 1745, l'ami fidèle de Voltaire ; leur amitié et leur correspondance dura trente-trois ans. Associé avec Diderot pour la publication de l'Encyclopédie, il écrivit le *Discours préliminaire* qui est resté sa meilleure œuvre ; il a laissé des ouvrages scientifiques, une importante correspondance avec Frédéric II et les philosophes ; il écrivit une histoire de l'Académie sous le titre *Éloges des académiciens morts de 1700 à 1770*, lus dans les séances publiques de l'Académie ; en 1775, à la réception de Malesherbes, il lut l'éloge de l'abbé de Saint-Pierre que son successeur Maupertuis avait été empêché de faire ; lors de la visite de Voltaire à l'Académie, en 1778, il lut l'*Éloge de Boileau* ; il proposa celui de Voltaire pour le concours de 1779 et, pour protester contre les agissements du clergé à la mort du grand ironiste, il ajouta une somme de six cents livres à celle de cinq cents livres ordinairement affectée à ce prix. Il fit don à l'Académie du buste de Molière par Houdon.

D'Alembert fut l'un des chefs des piccinistes ; il entretint une polémique avec J.-J. Rousseau, reçut chez lui la visite du tsar Paul 1er, répondit au discours de réception de l'abbé Millot, prépara avec Marmontel la cinquième édition du *Dictionnaire*. Buffon essaya de réagir contre l'influence toute-puissante de d'Alembert, mais il échoua dans cette lutte, quoique le caractère autoritaire de d'Alembert lui aliénât bien des sympathies. Il fut peu regretté à l'Académie, lorsqu'il mourut. Ses

œuvres forment dix-huit volumes in-8° ; il fut un « écrivain froid et sans idées nouvelles », a dit Villemain.

ALLEMANE Jean Sauveterre-de-Comminges (Haute-Garonne) 1843 - Herblay (Seine-et-Oise) 1935**.**



Syndicaliste et homme politique socialiste français. Originaire de Haute-Garonne, venu à Paris en 1853 avec ses parents qui y ouvrent un commerce de vins, puis embauché dans une imprimerie, Jean Allemane est emprisonné dès 1862, à 19 ans, pour avoir pris part à la première grève des ouvriers typographes de la capitale, ce mode d'action étant alors illégal1. Ce combat marque le réveil du mouvement ouvrier sous l'empire. Peu après, Allemane devient un des organisateurs de la chambre syndicale des typos parisiens. Caporal de la Garde nationale parisienne en 1870, il participe, dès le début des évènements à la Commune de Paris durant lesquelles, officier fédéré, il combat notamment du 18 mars jusqu'à la « Semaine Sanglante » dans son arrondissement du Quartier Latin.

Caché à Belleville mais rapidement dénoncé, arrêté, Allemane est condamné en 1872 aux travaux forcés à perpétuité pour être ensuite déporté en Nouvelle-Calédonie. Il y subit des conditions de détention particulièrement difficiles, surtout après l'échec d'une tentative d'évasion en 1876. En 1878, il refuse ainsi - ce que ne feront pas tous les communards emprisonnés avec lui - de participer à la répression armée contre les insurgés canaques. Pour autant, comme tous ses compagnons, il est amnistié en 1879, ce qui lui permet de rentrer en métropole.

Leader ouvrier non marxiste

Typographe dans l'imprimerie de *«l'Intransigeant»*, journal fondé en 1880 par Henri Rochefort qui y engage nombre d'anciens déportés, Allemane adhère ensuite au Parti Ouvrier, fondé la même année par Jules Guesde. Comme beaucoup de militants, il épouse ensuite par ses choix l'émiettement du mouvement ouvrier français en émergence. Il suit ainsi, avec Jean-Baptiste Clément, les « Possibilistes » de Paul Brousse lors du congrès de Saint-Étienne qui voit la rupture avec les guesdistes d'obédience marxiste. À cet instant, Allemane incarne la lutte active contre le boulangisme (1886-1889), stratégie qui le rapproche du parti républicain alors au pouvoir, notamment dans la direction du journal qu'il fonde alors, le *«Parti Ouvrier»*.

En 1890, lors du congrès de Châtellerault, Allemane, exclu du parti avec ses partisans, part ensuite fonder son propre mouvement, le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR) qui préconise la grève générale comme moyen d'action révolutionnaire. Sur le plan syndical sinon politique, les "allemanistes" sont proches des anarchistes (antiparlementaristes, ils sont partisans de la grève générale et adeptes de l'action directe) mais dans les faits restent marqués par la recherche de l'unité du socialisme et un pragmatisme qui les pousse à accepter le jeu électoral *"bourgeois"* qui leur permet de représenter avantageusement les prolétaires. De fait, en 1902, est fondé le Parti socialiste français (PSF), avec Jean Jaurès comme porte-parole, fusion des socialistes indépendants, de la Fédération des travailleurs socialistes de France (FTSF) de **Paul Brousse** et du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR) d'Allemane. En dépit de la méfiance de ses militants envers le carriérisme des parlementaires, le parti ouvrier envoie déjà des députés à l'Assemblée. Ces élus *"allemanistes"* sont soumis, non sans difficultés, à un contrôle très strict du parti5. Jean Allemane, dreyfusard déclaré, sera ainsi député de 1901 à 1902, puis encore de 1906 à 1910, pour le XI° arrondissement de Paris. Lors de ce deuxième mandat, il représente la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), dans laquelle s'est fondu le parti ouvrier en 1905. Par ailleurs, Allemane reste attaché à sa profession, y compris lorsqu'il est élu à la Chambre. Fondateur d'une imprimerie socialiste, *"la Productrice"*, il la transforme rapidement en coopérative ouvrière. Au sein du PSF, puis de la SFIO, il aura un rôle effacé sauf dans les années qui précèdent la guerre où il mène une opposition fractionnelle, marquée par l'action syndicale et l'antimilitarisme. Il publie, en 1910, ses *«Mémoires d'un communard»* qui sont moins une reconstitution historique qu'un discours militant mis au service de ses convictions politiques du moment.

Figure historique de la gauche française

Pour autant, comme beaucoup, au début du conflit mondial, en août 1914, il approuve la participation des partis ouvriers à la Défense Nationale. À l'issue de la guerre, Jean Allemane, au congrès de Tours, suit la majorité communiste dont la radicalité lui plait sans pour autant devenir membre du nouveau PCF. Ses positions politiques sont ensuite subtiles si on en juge par son rapprochement de militants socialistes (Alexandre Zévaès, Emile Tissier) qui soutiennent, autour de Gustave Hervé, le curieux socialisme national des années 1920-1930. Personnage singulier, dans l'ombre de Jean Jaurès et de Jules Guesde, sans jamais atteindre la renommée et l'influence de ces deux leaders qui furent souvent ses rivaux, Jean Allemane incarne un mouvement syndical et politique original, non marxiste, qui a joué un rôle dans la genèse du mouvement socialiste français. Souvent critique, peu apte à la soumission, libre-penseur absolu, ce dirigeant ouvrier, authentique plébéien, a eu beaucoup de mal à adopter les points de vues dogmatiques qui structurent toute organisation partisane. Défendant avec ardeur la prise du pouvoir comme un but en soi, son mouvement en envisageait la mise en oeuvre par tous les moyens possibles. L'originalité de cette position en fait à la fois sa richesse et sa faiblesse. Ne refusant pas la coopération avec les partis bourgeois, voire la participation au gouvernement pour faire avancer leurs idées ou - ainsi l'affaire boulangiste - conforter la République, les Allemanistes prônaient tout autant l'action directe et en premier lieu une grève générale, proprement révolutionnaire, qui ne vit jamais le jour en France en dépit de leurs efforts.

Franc-maçon actif, Jean Allemane fut initié à la Loge *Les Rénovateurs* de Clichy, loge du Grand Orient de France.

ALLENDE PADIN Ramon 19 mars 1845 Valparaíso - 14 octobre 1884 à Santiago**.**

Médecin et homme politique chilien du XIXe siècle.

Ramón Allende a fait sa carrière sous le pseudonyme de « El Rojo » dans la franc-maçonnerie. Ou fut-il initié ? On ne connaît que très peu de son enfance et de sa carrière avant son retour à Valparaíso, sa ville natale, en 1864. Dans cette ville, il fonde la première école contrôlée par la franc-maçonnerie au Chili, la « *Blas Cuevas*. »



Médecin depuis 1865, il a soigné beaucoup de pauvres. Ces derniers n'ayant pas d'argent lui paient en aliment, vêtement,... Il a présidé *Sociedad Médica de Santiago* de1876 jusqu'en 1879. Durant la guerre du Pacifique, il laisse son poste de député de la République. Il dirige le tout nouveau « servicio de ambulancias », hôpital ambulant, équipé d'une vingtaine de lits, de chirurgiens, d'infirmières et du matériel de chirurgie nécessaire. Député et sénateur du Parti radical, Ramón Allende était le grand-père du président de la République Salvador Allende Gossens.

En 1884 il devient grand maître de la grande Loge du Chili. Il n'a pu remplir cette fonction que quelques mois car il meurt du diabète la même année.

ALLENDE **Salvador** Valparaiso 1908 - Santiago 11 septembre 1973



Ce médecin père de famille d'origine bourgeoise né en 1908 à Valparaiso, franc-maçon, lecteur de Marx et Lénine mais légaliste est le fondateur du parti socialiste Chilien en 1933. Les ancêtres des Allende sont basques. Ils sont arrivés au Chili durant le XVIIe siècle, et se distinguent des autres familles aristocratiques dès la première moitié du XIXe siècle.

Le membre le plus important de la famille est son grand-père Ramón Allende Padín, surnommé « El Rojo », un radical et grand maître de la franc-maçonnerie chilienne. Son fpère Salvador Allende Pedro est aussi un radical et un franc-maçon. Il travaille comme fonctionnaire et comme notaire au port de Valparaíso. Salvador Allende est âgé de 27 ans lorsqu'il devient franc-maçon, suivant une tradition familiale qui remonte à son grand-père paternel. Tout comme lui, il décide de lutter pour son pays. Allende fut membre, pendant trente-sept ans, sans jamais le cacher de la fameuse loge maçonnique Hiram 65.

On peut s'interroger sur le rôle qu'eut la franc-maçonnerie dans la carrière et la pensée du président, si l'on se réfère notamment au discours significatif et inédit qu'il tint en tant que candidat à la présidence, en 1970 devant la Grande Loge du Chili (Le Monde, 12 septembre 2003). **A- t-il cherché le soutien des francs-maçons lorsqu'il gouvernait le pays ? Était-il maçon avant tout ? Était-il socialiste avant tout ?**

Il se distingue tôt par son activisme législatif social (création d'une sécurité sociale des ouvriers en 1937). Elu et réélu sénateur pendant un quart de siècle et accumulant les échecs électoraux, Allende se retrouve durant l'été 1970 à la tête d'une coalition de gauche (Unité Populaire) hétérogène allant du centre à l'extrême gauche révolutionnaire (trotskystes et maoïstes du MIR) en passant par les communistes, face à une droite elle même divisée. Le 4 septembre 1970, il est nommé également à la présidence de la république par la chambre des députés avec seulement 36.30% des suffrages et avec l'appui conditionnel de la démocratie chrétienne. Situation d'emblée difficile car Allende ne dispose ni d'une majorité au parlement, ni du pouvoir judiciaire, ni du pouvoir militaire.

Quel était le programme de l'Unité Populaire ?
Il fut définit par la convention de Chillan en 1967 :

- « L'état bourgeois au Chili ne peut servir de base au socialisme, il est nécessaire de le détruire. Pour construire le socialisme, les travailleurs Chiliens doivent dominer la classe moyenne pour s'emparer du pouvoir total et exproprier graduellement tout le capital privé : c'est ce qui s'appelle la dictature du prolétariat. »
- « La violence révolutionnaire est inévitable et légitime ; Elle est le résultat nécessaire du caractère violent et répressif de l'état classe. Elle constitue l'unique chemin qui mène à la prise du pouvoir politique, économique et à sa défense. »
- « Il est possible pour le gouvernement de détruire les bases du système capitaliste de production. En créant et en élargissant l'aire de propriété sociale aux dépens des entreprises capitalistes et de la bourgeoisie monopolistique, nous pourrons leur faire quitter le pouvoir économique. »

Nulle ambiguïté, donc : collectivisation forcée et instauration d'une dictature du prolétariat.

Le socialisme Chilien.
Elu, Allende entreprend de mettre en application son programme socialiste dans le cadre de cette union de la gauche (nationalisation à grande échelle, réforme du système de santé, réforme agraire, blocage des prix, impôts sur les bénéfices, moratoire sur le remboursement de la dette extérieure, etc.). Ces réformes tantôt trop modérées, tantôt trop radicales, ne feront jamais l'unanimité dans son camp, et cette **radicalisation** du régime vers le collectivisme va effrayer le principal partenaire démocrate chrétien, majoritaire au congrès. Cette polarisation du pays est essentielle à la compréhension du climat insurrectionnel de guerre civile qui va s'instaurer progressivement. Nombre d'observateurs civils dénoncent une **cubanisation** du régime, comparaison d'autant plus juste qu'Allende ne cache pas ses liens amicaux avec le dictateur Cubain, dont les services secrets (DGI) sont omniprésents sur le sol chilien dés 1970 et assurent notamment sa sécurité rapprochée.

La fin de l'expérience socialiste.
La dégradation rapide de la situation économique (500% d'inflation en 1973, chute de la production de 10% par année après les nationalisations, développement du marché noir, rationnement, etc.) alliée à la **radicalisation** du débat politique

expliquent la victoire de l'opposition en mars 1973, mais qui avec 55% des voix ne peut accéder au pouvoir.
Dans ce **climat insurrectionnel** entretenu par l'extrême gauche révolutionnaire, une première tentative de putsch militaire a lieu le 29 juin 1973, sans succès. Le 23 août, Allende nomme le général Augusto Pinochet commandant en chef des forces armées et décide la tenue d'un referendum, espérant un plébiscite. Quelques jours plus tard, le 11 septembre, c'est le putsch réussi des militaires avec Pinochet à leur tête, la mort (suicide ? meurtre ?) d'Allende dans son palais de la Moneda à Santiago, et l'instauration de la dictature militaire d'A Pinochet. Avec la chute d' Allende, c'est la fin d'une pratique démocratique originale vieille de plusieurs décennies qui avait valu à ce pays le surnom de "Prusse de l'Amérique du sud".

Le rôle des Etats-Unis.
En 1973, les USA ont impulsé depuis plusieurs décennies une politique d'**endiguement** face aux visées subversives, révolutionnaires ou terroristes des mouvements marxistes en Amérique latine. La guerre froide sur ce continent sud américain, zone d'influence traditionnelle des USA, prend la forme d'infiltrations, de subversions, d'attentats, de terrorisme de masse, de guérillas, de coups d'états et de dictatures militaires.

L'accession au pouvoir d'Allende rassemble les caractéristiques d'une marche vers un **régime totalitaire communiste à la Cubaine**. Dés 1970, les USA vont **tout** faire pour limiter les réformes de la coalition d'Allende, notamment les nationalisations et la réforme agraire, et faire capoter l'expérience collectiviste Chilienne. Il est acquis que les USA ont essayé de renverser Allende en 1970 (projet FUBELT), mais leur participation directe dans le coup d'état de 1973 n'est pas avérée à ce jour. L'impression d'ensemble est que les USA (la CIA et Kissinger notamment) n'ont pas eu de participation directe dans l'accession au pouvoir d'A Pinochet mais qu'ils ont créés les meilleures conditions possibles, notamment par le biais de pressions économiques et politiques constantes. JCvL

ALVAREZ



Juan Mendizábal, né Juan Álvarez Méndez Cadix, le 25 février 1790 - Madrid, le 3 novembre 1853.

Economiste et homme politique espagnol. Fils d'un père marchand de vêtements et d'une mère d'origine juive (raison pour laquelle il a échangé le matronyme Méndez par celui de Mendizábal à partir de 1811), il est élevé dans les milieux de la finance, travaille dans une banque, puis dans l'administration militaire**.**

Il devient franc-maçon et **entre dans la loge maçonnique "Le Sublime Tailleur".**

En 1820, il est chargé du ravitaillement des troupes envoyées par Ferdinand VII pour mater les révoltes des colonies d'Amérique. Il profite de cette situation pour financer le soulèvement de Rafael del Riego. Au cours de la Guerre civile de 1820-1823, il cesse d'être fonctionnaire, et participe activement aux révoltes contre l'absolutisme. Lorsque Ferdinand VII restaure son pouvoir absolu, en 1823, Mendizábal émigre au Royaume-Uni avec de nombreux autres révolutionnaires libéraux, et y ouvre une société de commerce.

En 1835, quand José María Queipo de Llano devient premier ministre, il est nommé ministre du Trésor. Le 14 septembre, il succède à Queipo de Llano, tout en conservant le portefeuille du Trésor, alors que la situation économique est très délicate en raison des dépenses dues à la Première guerre carliste. La régente Marie-Christine pensait qu'un premier ministre libéral saurait venir à bout de la rébellion. Le programme de Mendizábal incluait la *Desamortización Eclesiástica* (confiscation d'une partie des biens du clergé), la fin immédiate de la Guerre carliste et l'élimination de la dette publique. Le mouvement libéral, la régente et Mendizábal étaient soutenus par les nouveaux propriétaires des biens confisqués ; cette mesure n'avait toutefois bénéficié qu'aux gros propriétaires terriens.

L'impossibilité de mettre fin à la Guerre carliste força Mendizábal à démissionner en 1836. Mais quelques mois plus tard, la révolte de La Granja obligea la reine à accepter un gouvernement radical, et la restauration de la Constitution espagnole de 1812. Mendizábal est alors nommé ministre des Finances, et une série de mesure révolutionnaires sont mises en application (l'abolition des titres de noblesse, la liberté de la presse et de l'édition, la confiscation des biens de l'Église) jusqu'à ce que qu'un gouvernement plus modéré soit élu en 1837. Mendizábal reçoit à nouveau le portefeuille de ministre des Finances en 1843, mais doit partir en exil peu après, les modérés étant revenus au pouvoir. Il revient en Espagne en 1847, et occupe un siège aux Cortès jusqu'à sa mort, survenue en 1853.

AMBELAIN



Robert Paris, 2 septembre 1907 – Paris, 27 mai 1997**.**

Auteur français, spécialisé dans l'ésotérisme, l'occultisme et l'astrologie. Homme de lettres, historien et membre sociétaire des Gens de Lettres et de l'Association des écrivains de langue française « mer outre-mer », il est l'auteur de 42 ouvrages (dont certains sous le pseudonyme d'**Aurifer**). Son intérêt pour l'ésotérisme commença par l'astrologie, vers 1921. Entre 1937 et 1942 il a publié un *Traité d'astrologie ésotérique* en trois volumes. En 1946, il a été consacré évêque dans l'Église gnostique universelle sous le nom de Tau Robert. Fondateur de l'Église gnostique apostolique, il a été patriarche de l'Église gnostique universelle en 1960 sous le nom de Tau Jean III. Sa carrière littéraire va de pair avec une carrière maçonnique remarquable. Au plan opératif, il fut reçu à la sortie de la guerre Compagnon ymagier du Tour de France (Union Compagnonnique des Devoirs Unis) sous le nom de «Parisien-la Liberté », (1945).

Il fut reçu Apprenti le 26 mars 1939 à la loge « La Jérusalem des Vallées Égyptiennes », Rite de Memphis-Misraim. Avec le parrainage de C. Chevillon, Grand Maître. La période est risquée, nombre de francs maçons sont dénoncés et déportés dans les camps d'extermination. La question de la survie des loges et des rites est de première importance et seuls quelques hommes courageux œuvrent à la continuité de la transmission initiatique de sorte que la dévolution successorale ne soit jamais rompue.

Il est reçu Compagnon et Maître le 24 juin 1941. Chargé par C. Savoire, R. Wibaux, R. Crampon et G. Lagrèze, hauts dignitaires du Rite de Memphis-Misraim, du Rite Écossais Ancien Accepté, du Rite Écossais Rectifié, de maintenir le Rite de Memphis-Misraim dans la clandestinité, constitue avec des membres de diverses obédiences ralliés à la Résistance maçonnique, la Loge Alexandrie d'Égypte, puis son chapitre. Le Temple est tenu à son domicile, 12, square du Limousin, Paris (13e), avec insignes et accessoires rituels. Dans ces circonstances exceptionnelles, il reçoit pour cela, au cours des années d'Occupation, les pouvoirs et patentes nécessaires. La lignée est assurée successivement par le G∴ M∴ Jean Bricaud ayant pour successeur Constant Chevillon puis Charles Henri Dupont. De ces derniers, il reçu le pouvoir de constituer loges et chapitres pour le Rites Cerneau, Rite Ecossais Primitif, Rite de Memphis Misraïm.

Il reçu tous les degrés du Rite Écossais Ancien Accepté, jusqu'au 33e inclus; du Rite Écossais Rectifié, y compris ceux de l'Ordre Intérieur (Chevalier de la Cité sainte, Profès), tous les degrés du Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraim, jusqu'au 95e inclus; tous les degrés du Rite suédois, jusqu'au chevalier du Temple. À ce titre on affirmait qu'il fut le plus titré de ses contemporains au plan maçonnique. Son goût et son aptitude à prendre des responsabilités se traduisent dans les Grandes Maîtrises qu'il assuma avec une aisance naturelle. Ainsi il devint successivement :

- **Grand Maître ad vitam pour la France et substitut grand maître mondial du Rite de Memphis-Misraim (1943-1944).**
- **Grand maître mondial dudit Rite en 1962.**
- **Passé Grand Maître Mondial d'Honneur du Rite de Memphis-Misraim (1985)**
- **Grand Maître d'Honneur du Grand Orient Mixte du BréGrand Maître d'Honneur de l'ancien Grand Orient du Chili**
- **Président du Suprême Conseil des Rites Confédérés pour la France; où il fit dépôt d'un certain nombre de rites, tout en « extirpant » le Rite Ecossais Primitif à son départ.**
- **Grand Maître pour la France du Rite Écossais Primitif (Early Grand Scottish Rite), Rite rare qui continu d'être pratiqué sous l'égide de Désiré Arnéodo qu'il nomma Grand Maître Adjoint. Ce dernier tenant l'ensemble de ses grades, titres et patentes dans le cadre traditionnel de la dévolution successorale initiatique. C'est des États-Unis que nous revient le Rite Ecossais Primitif, patente étant donné le 30 septembre 1919 de réinstaurer le REP en France à Jean Bricaud. Cette patente est citée par Albert Lantoine dans son ouvrage « La Franc-Maçonnerie chez elle** » p. 298 ed Slatkine, Genève, 1981, 2eme édition **et par Albert Cools dans « Histoire du rite Ancien et Primitif de Memphis Misraïm en France » publié en 1971, qui lui-même en transmettra patente à Constant Chevillon en 1934 qui les transmettra à son tour à Charles Henri Dupont en 1944 avant d'être arrêté par la milice. Durant cet épisode les archives et les patentes furent confisquées par la milice. Enfin c'est Robert Ambelain qui succéda en patente à Charles Henri Dupont et réveille effectivement ledit rite dès 1985 dans la Loge de réveil « Saint André d'Écosse » le 20 mars 1985 à Paris. Enfin il crée la Grande Loge du rite.**

Le 20 décembre 1991 Désiré Arnéodo devient Vénérable de la « Lumière Ecossaise » (titre "ad vitam") conformément aux principes du REP et en vertu d'une patente d'exercice signée de Robert Ambelain. En 1993 nomination de Désiré Arnéodo au poste de Grand Maître régional pour le sud et l'Outre Mer. Remise en mains propres des patentes d'exercice, rituels et historiques le 20 décembre 1993. Après une période en Loge libre, nomination à la Grande maîtrise de la GLSREP en 2011. Cette loge a désormais essaimée en plusieurs LL\ filles dont les « Écossais de Saint Jean » à l'O\ de Hyères, formant ainsi la base de la Grande Loge Symbolique travaillant au Rite Ecossais Primitif.

AMENDOLA **Giovanni Battista** Salerne, en Campanie 15 avril 1882 - Cannes 12 avril 1926.



Homme politique italien, opposant au fascisme. Giovanni Amendola obtient un diplôme en philosophie.

Franc-maçon, il fut dignitaire du Rite écossais ancien et accepté.
Il était également membre de la Société théosophique. Dès 1900 , il collabore à plusieurs revues parmi lesquelles *La Capitale* de Eduardo Arbib (à l'âge de 17 ans), *Il Léonardo* de Giovanni Papini et *La voce* de Giuseppe Prezzolini. Par la suite, il obtient la chaire de philosophie théorétique de l'université de Pise. Attiré par la politique, il est élu par trois fois député dans le collège de Salerne. Au cours de années 1910, il adhère au mouvement libéral italien mais il est opposés aux idées de Giovanni Giolitti. Il participe en raison de sa position irrédentiste à la Première Guerre mondiale et obtient le grade de capitaine ainsi que la médaille de la valeur militaire. À la fin du conflit, il mène une activité de journaliste et prend la direction du*Resto del Carlino* et il est correspondant du *Corriere della Sera* et du *New York Herald*. Il est nommé ministre de Francesco Saverio Nitti alors président du conseil.
En 1922 il est un des fondateurs du *Il Mondo* qui diffuse des idées libéral-démocratiques. Il devient ministre des colonies dans le gouvernement de Luigi Facta, gouvernement qui précède l'arrivée au pouvoir de Benito Mussolini. En 1924, il est candidat à la présidence du conseil d'une coalition libérale. Nettement battu, notamment en raison de la mise en place de la nouvelle loi électorale dite *loi Acerbo* qu'il conteste, il continue son combat démocratique dans les colonnes du *Il Mondo*, et c'est dans ses colonnes qu'est employé pour la première fois le terme totalitarisme.

Après l'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti par les fascistes, il devient le chef de l'opposition démocrate-libérale et il prend part activement à l'acte de protestation des membres du parlement italien. Ses positions résolument antifacistes lui valent une série d'agressions. Il meurt à Cannes à l'issue d'une longue agonie en raison des blessures infligées par un groupe de squadristi à Rome. Cet épisode fut le dernier d'une longue série d'intimidations contre Giovanni Amendola, son fils Giorgio, et la rédaction du *Il Mondo*. Son fils Giorgio Amendola sera un homme politique et un écrivain, membre du Parti communiste italien. Les journalistes italiens ont dédié le nom de Giovanni Amendola à leur institut de prévoyance (INPGI "Giovanni Amendola").

AMERY



Leopold S. Gorakhpur, British India 22 November 1873 – Londres 16 September 1955.
Lord Harold **Julian Amery**, premier Baron Amery de Lustleigh (1919-1996, *PC*) fut Conseiller Privé de Grande-Bretagne, capitaine honoraire de la British Army, officier du SOE, agent du MI6 et homme politique.

Député du Parti conservateur de 1950 à 1966 puis de 1969 à 1992, puis secrétaire aux Finances au ministère de la Guerre (1957-1958), sous-secrétaire d'état au Bureau colonial (1958-60). Secrétaire d'état à l'Air (1960-62). Ministre de l'Aviation (1962-64). Ministre des Travaux publics (1970). Ministre du Logement et de la Construction (1970-72). Ministre d'état aux Affaires étrangères et du Commonwealth (1972-74). Gendre de Harold Macmillan et fils de Leopold Stennett Amery (1873-1955, *CH*), auteur de la Déclaration Balfour de 1917 et farouche opposant à la politique d'apaisement de Neville Chamberlain, il accomplit ses études à *Eton College* puis au *Balliol College* de l'université d'Oxford.

Il est correspondant de guerre pendant la guerre d'Espagne (1938-1939). Attaché d'ambassade à Belgrade en 1939-1940, il assure des missions spéciales en Bulgarie, en Turquie, en Roumanie et au Proche-Orient pour le compte de la Section D du *Secret Intelligence Service* (MI6). Sergent dans la RAF en 1940-1941, il est versé dans l'armée de terre (British Army) et nommé sous-lieutenant le 25 avril 1941[1]. Il sert en Égypte, en Palestine et en Adriatique en 1941-1942 avant d'intégrer le SOE. Officier de liaison avec la résistance albanaise en 1943-44, capitaine, il est parachuté en avril 1944 de cette même année, avec le lieutenant-colonel Neil McLean et le commandant David Smiley, dans le Nord de l'Albanie (mission SOE *Consensus 11*). Ils forment tous trois le groupe des "Mousquetaires" (*The Musketeers*).

En 1945, il sert à l'état-major du général Sir Adrian Carton de Wiart, conseiller militaire spécial auprès de Tchang Kaï-chek. Il termine la guerre capitaine à titre temporaire.

Après la guerre, Amery apparaît souvent dans les opérations où le MI6 est impliqué. Il fait partie du groupe de personnalités à l'origine, en 1949, du projet Valuable visant à déstabiliser l'Albanie communiste de Enver Hoxha. En 1956, il est secrétaire du Suez Group créé en 1953 pour trouver une alternative politique au régime de Nasser. De février 1957 à novembre 1958, pendant la crise omanaise, il est sous-secrétaire d'État à la Guerre et vice-président du conseil militaire de la Reine (*Her Majesty's Army Council*). En 1958, Ministre des colonies, il appuie l'intervention du MI6 contre l'EOKA chypriote, puis est chargé par Macmillan des pourparlers avec Makarios jusqu'à la conclusion de l'accord de 1959 sur l'indépendance de l'île.

Il entre en 1960 au Conseil Privé de la Reine (*Privy Council*). Ministre de l'aviation de 1960 à 1962 (il signe en 1962 l'accord de coopération anglo-français pour la construction du Concorde) dans le gouvernement du Premier ministre Macmillan, il soutient le lobby britannique de l'uranium au Congo lors des événements du Katanga et participe activement à la mise en œuvre de l'opération menée au Yémen par le MI6 dans les années soixante. Il est membre du Cercle Pinay, l'organisation clandestine anticommuniste, liée aux services secrets occidentaux, fondée en 1969 par l'ancien Premier ministre français Antoine Pinay (1891-1994). Le Cercle, qui regroupe des membres des services secrets, des officiers généraux, des hommes

politiques et des personnalités des affaires avec de fortes convictions de droite, n'a pas été dissous après la chute du bloc communiste européen. Ainsi, en 1990, avant le déclenchement de la première guerre du Golfe, Amery participe à une réunion du Cercle, à Oman, à laquelle assiste, entre autres, le général américain Norman Schwarzkopf, futur Commandant en chef en Irak en 1991.

Julian Amery a été anobli le 6 juin 1992 et fait Baron de Lustleigh le 8 juillet 1992. Il a reçu les décorations étrangères suivantes : Chevalier Commandeur de l'Ordre du Phénix (Grèce) ; Grand-Cordon de l'Ordre de Skanderberg (Albanie), Ordre d'Oman de 1re classe.

Il est l'auteur de *Sons of the Eagle. A Study in Guerilla War* (1948 – Éditions Macmillan & C° Ltd, Londres) consacré à ses missions en Albanie pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il est cité dans *La grande trahison* de Nicholas Bethell, *MI6* de Stephen Dorril, *Albanian Assignment* (1984), *Arabian Assignment* (1975) et *Irregular regular* (1994) du colonel David Smiley (traduction *Au cœur de l'action clandestine. Des Commandos au MI6* - L'Esprit du Livre Éditions - 2008).

Son frère aîné John Amery (1912-1945), fasciste convaincu, tenta en avril 1943 de recruter des prisonniers de guerre britanniques dans les camps en Allemagne pour former la Légion de Saint-George, une unité destinée à combattre les Soviétiques sur le front de l'Est, à l'image de la Légion des Volontaires Français. Il fut pendu pour haute trahison le 19 décembre 1945.

AMPERNET d' **Eleonor Constant seigneur de Kermadého** Mortain 20 novembre 1747 - Quimper 6 janvier 1796.



C'était un militaire français et un chef chouan. Sous l'ancien Régime, d'Amphernet était capitaine de cavalerie, il commanda également les troupes gardes-côtes de Quimper puis de Rosporden.

Franc-maçon, il fut l'un des premiers initiés de la loge maçonnique La Parfaite Union.
Il était également député de la noblesse au Parlement de Bretagne. Il n'émigra que très tard. Il rejoignit le régiment du Dresnay, puis se retrouva à Jersey avec son cousin Antoine-Henry d'Amphernet de Pontbellanger, et le chevalier de Tinténiac pour préparer le débarquement des émigrés à Quiberon. C'est en partie lui qui mobilisa plusieurs centaines de paysans pour les y emmener. Après le débarquement, il combattit lors des guerres de la Chouannerie et tenta d'organiser des troupes de chouans dans le Finistère.
Capturé, il fut fusillé par les Républicains le 6 janvier 1796 à Quimper.

ANDERSON **James** Aberseen (Écosse) 1684 – Exeter 28 mai 1739.



James Anderson est né et a grandi à Aberdeen, en Écosse. Son père, vitrier, était membre de la loge maçonnique d'Aberdeen, qui pratiquait le Rite du Mot de Maçon, d'origine calviniste. James Anderson fut lui aussi franc-maçon, Vénérable Maître d'une loge maçonnique et initia à ce même rite les gentilshommes qui en 1717, au titre de « maçons acceptés », allaient fédérer quatre loges de Londres sous le nom de « Grande loge de Londres et de Westminster » dont il devint Grand Surveillant.

James, diplômé de l'Université d'Aberdeen, s'installe à Londres en 1710 où il devient pasteur de l'Eglise presbytérienne d'Ecosse. Il obtient en 1698 un *Master of Arts* au Marischal College d'Aberdeen ainsi qu'une bourse de quatre ans pour étudier la théologie. Il fut ordonné pasteur dans la Church of Scotland en 1707 et partit alors vers Londres. Il épousa une veuve possédant quelques argent et officia dans la congrégation de Glass House Street jusqu'en 1710, puis dans l'église presbytérienne de Swallow Street jusqu'en 1734, et à la Chapelle de Lisle Street Chapel jusqu'à sa mort. Ruiné en 1720 par la faillite de la South Sea Company, il assure son ordinaire en se faisant polygraphe.

Personnage controversé, on ignore la date de sa réception en maçonnerie. Auteur de plusieurs compilations généalogiques, Il fut mandaté par la Grande Loge en septembre 1721 pour écrire une histoire de la franc-maçonnerie. Il est aujourd'hui surtout connu par les Constitutions données en janvier 1723 *(The Constitutions of the Free Masons. Containing the History, Charges, Regulations & c..., of the Most Ancient and Right Worshipful Fraternity. For the Use of the Lodges)* pour lesquelles on s'accorde à penser qu'elles furent une œuvre collective à laquelle Desaguliers prit une part déterminante. (Le nom d'Anderson n'apparaît pas dans la page de garde, mais est mentionné en appendice). Ces *Constitutions* furent éditées et réimprimées par Benjamin Franklin à Philadelphie en 1734. Une seconde édition, notablement augmentée, fut publiée en 1738. Elle fut traduite en plusieurs langues dont le néerlandais (1736), l'allemand (1741), et le français (1745). Parmi ses autres ouvrages publiés, on note: *Royal Genealogies* (1732), *A Defence of Masonry* (1738?), *News from Elysium* (1739), et *A Genealogical History of the House of Yvery* (1742).

ANDRADA **E SILVA** José Bonif'ácio José de Andrada et de Maria Barbosa da Silva



Santos (SP) 13 juin 1763 – Niterói 6 avril 1838.

Il fit des études de droit et de philosophie. Membre de l'Académie Royale des sciences de Lisbonne, il mène des missions d'études dans toute l'Europe (1790-1800), nommé intendant général des mines (1800) professeur de métallurgie et géognosie à l'université de Coimbra (1801). **Initié à une date et à un lieu inconnus (certainement Coimbra, 1802), il fait partie du chapitre des Chevaliers de l'Orient existant à l'époque à Lisbonne. Il fonde au Brésil une société paramaçonnique indépendantiste, le Noble Ordre des chevaliers de Santa Cruz, alors qu'il appartient à la loge « *L'Espoir de Niteroï* ». Il est élu Grand Maître du Grand Orient du Brésil, en 1822. Il cède sa place à Pedro 1er proclamé empereur ; relégué au poste de Grand Maître délégué qu'il occupe pendant la période de suspension de l'activité maçonnique et même pendant son exil. Il revient au Brésil, tire le Grand Orient de son sommeil et est à nouveau élu Grand Maître. C'est à lui que l'on doit la renaissance et l'expansion de la franc-maçonnerie brésilienne qui caractérise son histoire au XIXe s.** J.J.A.D. et A.H. de O.M.

ANTIN duc de **Gondrin Louis de Pardaillan** Paris 5 septembre 1665 - 2 novembre 1736.



Les premiers essais en France de rassemblement et d'organisation des loges se déroulent, à partir de 1738, avec la formation de la Grande Loge de France (ou Grande Loge Anglaise de France) qui reste très liée avec la Grande Loge de Londres. C'est le Duc d'Antin, qui avait été initié à la Loge d'Aubigny en 1737 par le Duc de Richmond qui devient le premier "Grand Maître" de ce qui est déjà la Franc-Maçonnerie française. Outre Manche, les "frères" anglais furent relativement fâchés par cette nouvelle organisation. Lorsque meurt le duc d'Antin, son successeur sera le Prince de Condé, prince de sang, il l'emportait sur deux autres candidats prestigieux, le Prince de Conti et le Maréchal de Saxe.

Fils légitime de Louis Henri de Pardaillan de Gondrin, marquis de Montespan, et de Madame de Montespan (1701).

1er duc d'Antin (1711), il fut élevé avec soin au château de Bonnefont en Gascogne par son père et vint à la Cour en 1683. Il entama alors une carrière militaire avec une place de lieutenant réformé qu'il obtint grâce à son père. Il épouse le 21 août 1686 Julie Françoise de Crussol d'Uzès, fille d'Emmanuel II, duc d'Uzès et de Marie-Julie de Sainte-Maure, et petite-fille du duc de Montausier.

Ils eurent pour fils :
- Louis de Pardaillan de Gondrin (1689-1712), marquis de Gondrin, qui épousa en premières noces Marie Victoire de Noailles, future comtesse de Toulouse ;
- Pierre de Pardaillan de Gondrin (1692-1733), évêque-duc de Langres et membre de l'Académie française.

Grâce à son mariage, Louis Antoine de Pardaillan était entré dans le cercle du Grand Dauphin. Il s'était également lié avec ses demi-frères, le duc du Maine et le comte de Toulouse, bâtards légitimés de la marquise de Montespan et de Louis XIV. Mais, en dépit de grands efforts, il ne parvenait pas à se concilier la faveur du Roi. À la suite d'une erreur de manœuvre à la bataille de Ramillies (1706), il fut même rayé des cadres de l'armée (1707). Pourtant, en cette même année, la mort de Madame de Montespan attira sur son fils la faveur royale. La cour persévérante de Louis Antoine de Pardaillan fut enfin récompensée par le gouvernement d'Orléans en 1707 et, en 1708, par la direction des Bâtiments du Roi, charge qui présentait l'intérêt de donner les entrées auprès du monarque.

En 1711, Louis XIV érigea le marquisat d'Antin en duché-pairie, et en 1724 d'Antin devint chevalier de l'Ordre du Saint-Esprit. C'était un excellent organisateur, avec une aptitude naturelle à commander, sachant plaire et sachant aplanir les difficultés. Il s'était enrichi puissamment dans le système de Law. Comme directeur des Bâtiments, le duc d'Antin supervisa les travaux de Versailles. Confident des projets de Louis XIV, il parvint à les faire exécuter par Louis XV, à l'instar du Salon d'Hercule. Il fit ouvrir dans le sud de la France de nouvelles carrières de marbre, telle celle de Beyrède, qui fournit un marbre appelé « brèche d'Antin », qui fut le préféré de Louis XIV et fut utilisé pour de nombreuses cheminées à Versailles, par exemple la cheminée monumentale du Salon d'Hercule. En 1692, le duc d'Antin avait acheté le château de Bellegarde à Bellegarde (Loiret), qu'il fit réaménager au début du xviiie siècle. Il reçut en héritage de sa mère le château d'Oiron et le château de Petit-Bourg à Évry-sur-Seine. Il fit refaire les jardins de ce dernier avant 1715, puis commanda vers 1720 un nouveau château à Pierre Cailleteau dit « Lassurance ». La construction fut achevée après la mort du duc par Jacques V Gabriel. Sous la Régence, le duc d'Antin accéda aux responsabilités politiques. Avec la Polysynodie, il fut président du Conseil du dedans. Après la suspension des conseils, il resta au Conseil de Régence, dans une position purement honorifique. Il le quitta en même temps que les autres ducs et maréchaux le 22 février 1722. À partir de là, il se retira peu à peu, renonçant en 1722 à son titre de duc au profit de son petit-fils. Il mourut en 1736.

ANXIONNAZ **Paul** Aime de Savoie, 31 décembre 1902 – 1997.



Paul Anxionnaz entre en maçonnerie en 1926 à la loge Liberté. GM du GO de France de septembre 1964 à septembre 1965 et de septembre 1966 à 1967. 33e, Lieutenant Commandeur du Grand Collège des Rites.

Fils d'instituteurs savoyards, polytechnicien Paul Anxionnaz fait ses études au lycée de Chambéry (1913-1920), puis entre à l'Ecole polytechnique (promotion 1921). Licencié en droit et titulaire de deux diplômes d'études supérieures de droit, il s'établit alors comme ingénieur dans l'industrie chimique et comme professeur de mathématiques. Candidat aux élections législatives de 1932 et 1936 en Savoie, il doit se désister par deux fois. Secrétaire général du parti radical et radical socialiste (1936-1945, 1946-1948 et 1955-1957), il est élu conseiller général de la Savoie (canton de Moutiers) en 1937 et le sera à nouveau en 1946.

Ayant accompli son service militaire dans l'aviation, mobilisé comme capitaine aviateur, il est envoyé comme attaché de l'air à Copenhague (1939) et à Budapest (1940), puis représente la France libre en Hongrie (1940). Expulsé de Budapest en 1941, il est attaché à l'état-major du général Catroux au Caire (1941), puis devient chef des 2e et 3e bureaux et chef d'état-major des forces aériennes de la France libre au Moyen-Orient (1942-1943). En 1944, il est, à Londres, attaché aux états-majors du général Cochet, puis du général Lombard. Ces diverses missions lui valent d'être titulaire de la Légion d'honneur (officier), de la croix de guerre 1939-1945 et de la médaille de la Résistance avec rosette, ainsi que chevalier des palmes académiques et grand officier du Ouissam alaouite.
Le conseil national de la Résistance le désigne comme membre de l'Assemblée Consultative provisoire d'Alger puis de Paris (1944-1945). Membre de la Commission de l'éducation nationale, de la Commission de la réforme de l'Etat, de la Commission de l'Alsace et de la Lorraine et de la Commission permanente de coordination (1944), il est élu vice-président puis président de la Commission des finances. Il prend très fréquemment part aux débats. Battu aux élections d'octobre 1945 dans le Lot (tête de liste du parti radical-socialiste) et de juin 1946 dans la Marne (tête de liste du Rassemblement des gauches républicaines), il est plus heureux le 10 novembre 1946, qui voit son élection comme député de la Marne pour la 1ère législature, comme tête de liste du Rassemblement des gauches républicaines (25 197 suffrages sur 171 425 votants). Il est nommé juré de la Haute cour de justice, successivement ou concurremment membre de la Commission du règlement et du suffrage universel, de la Commission de la défense nationale, de la Commission des pensions, de la Commission de la reconstruction, de la Commission de la presse, de la Commission des territoires d'outre-mer. Il fait partie de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du président du Conseil du 17 janvier 1950, de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (1951), de la Commission de la réforme administrative (1950) et du Conseil supérieur des transports (1951). Enfin, il est élu président de la Commission de la défense nationale (1947).

Paul Anxionnaz dépose une trentaine de propositions de loi ou de résolution, relatives notamment à l'organisation et à la réglementation militaires, et prend fréquemment part aux discussions, particulièrement en tant que président de la Commission de la défense nationale et lors de la discussion du projet de loi portant statut de la Compagnie Air-France (1948). Il vote en faveur de la candidature de Léon Blum comme président du Gouvernement provisoire (élection effective le 12 décembre 1946), pour la confiance au cabinet Blum (17 décembre 1946, confiance accordée) pour la question de confiance au Gouvernement Paul Ramadier (8 mai 1947), pour le statut de l'Algérie (27 août 1947), pour le plan Marshall (7 juin 1948) et pour le statut du Conseil de l'Europe (9 juillet 1949). Elu conseiller général du canton d'Ecory-sur-Coole en 1949, il est battu aux élections législatives du 17 juin 1951 dans la Marne, où il se présentait comme tête de liste sur la Liste d'entente républicaine. En 1951, il est élu conseiller municipal de Châlons-sur-Marne, mandat qu'il conservera jusqu'en 1956. Il retrouve son siège de député de la Marne le 2 janvier 1956, comme tête de liste du Parti républicain radical et radical socialiste, obtenant 38 123 suffrages sur 196 021 votants. Il est nommé membre de la Commission de la défense nationale, de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique, de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions et de la Commission des affaires étrangères. Paul Anxionnaz devient secrétaire d'Etat aux forces armées (marine) dans le cabinet Guy Mollet (1er février 1956-11 juin 1957). En tant que membre du Gouvernement, il prend part aux débats sur les questions relatives à la marine et en tant que député sur le projet de loi relatif à la police de la circulation. Il vote contre le Gouvernement Bourgès-Maunoury (30 septembre 1957, confiance refusée) pour la confiance à Pierre Pflimlin (13 mai 1958, confiance accordée) et pour la révision de la Constitution (27 mai 1958). Cependant, il refuse sa confiance au général de Gaulle (1er juin 1958) et les pleins pouvoirs que celui-ci a sollicités (2 juin 1958).

Son activité maçonnique est jusqu'a ces années restée discrète bien qu'il se soit toujours présenté comme maçon du Grand Orient. Il accède tardivement aux ateliers supérieurs, est admis au chapitre L'Avenir en 1964 au Conseil Philosophique de L'Étoile Polaire en 1967 et au Grand Collège des Rites en 1972. Cette démarche suit son élection au Conseil de l'Ordre en 1962. Il succède à Jacques Mitterrand comme Grand Maître en 1964. à la demande de ses amis socialistes Gérard Jacquet et Roger Fajardie, il présente à nouveau sa candidature au Conseil en 1966 et il est élu Grand Maître sans concurrent. Il exerce cette charge jusqu'en 1969. L'obédience en 1964, regroupe 450 loges. Elle traite alors des principes de la démocratie et de la reforme des structures agraires. Elle s'intéresse également à l'initiation et à l'adaptation du symbolisme aux données du monde moderne. En 1966, les loges travaillent sur les questions de logement, de droit au travail, puis, en 1967, elles débattent d'économie libérale et planifiée de la reforme de l'éducation nationale et du recrutement. Cette même année, trois journées d'études sont consacrées à la médecine, à l'urbanisme et au logement. Les loges de Basse Normandie se penchent sur l'aménagement du Bassin parisien ouest. Le Grand Orient prend également position pour la paix au Vietnam et contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaque. « Anxio » à la tristesse de recevoir la lettre de démission de Guy Mollet, maçon à Arras depuis une trentaine d'années, qui n'a pas supporte l'attitude de certains frères de la S.F.I.O. qui ont considère que sa mise

à l'écart devenait souhaitable. Il dirige le Grand Orient au moment des événements de 1968 qui provoquent un vif émoi dans les loges. L'obédience prend position en faveur des étudiants et des grévistes et couvre Paris d'affiches. Un groupe de jeunes maçons d'extrême gauche s'installe rue Cadet, forme un comité de vigilance révolutionnaire et n'accepte de se retirer qu'après négociations. Le Grand Orient fait parvenir des vivres et des médicaments aux étudiants retranchés dans la Sorbonne. En 1969, les loges décident de répondre aux aspirations de la jeunesse, et s'intéressent à la sexualité et à la loi du silence. A.C.

ARAGO **Emmanuel** Paris 6 août 1812 - 26 novembre 1896.



Membre du Gouvernement de la Défense nationale en 1870.

Franc-Maçon initié dans la loge « Le Réveil Maçonnique » Orient de Boulogne il devient, en 1878, Grand Orateur du Suprême Conseil du Rite Écossais de France, puis Lieutenant Grand Commandeur.

Son oncle, Etienne, créé le premier Figaro, établit le timbre-poste en 1848 et devient maire en 1870 ; il préside aux débuts politiques de Clemenceau. Emmanuel, avocat d'opposition sous la monarchie de Juillet et le second Empire, est ministre en 1870 avec Gambetta. Garde des Sceaux, ministre de l'intérieur, membre de l'Assemblée Nationale en 1871, sénateur des Pyrénées-Orientales (1876-1896) et ambassadeur en Suisse (1880-1894).

ARANDA comte d' **Pedro Pablo Abarca de Bolea** Huesca 1719 – Saragosse 1798

L'un des mythes les plus répandus de l'historiographique espagnole, depuis le dernier tiers du XIXe s., a été celui de l'appartenance à la maçonnerie de Charles III et de ses collaborateurs. Les figures de proue des Lumières (Camomanes, Olavide…) ont été choisies par de nombreux publicistes maçons afin d'ériger le panthéon des célébrités de l'Ordre. Leurs adversaires ont adopté la même démarche mais pour les dénoncer comme les diffuseurs des idées de Voltaire et les responsables de la déchristianisation de l'Espagne. Parmi ces hommes, celui qui fut le plus identifié à la maçonnerie à été le comte d'Aranda.

Aujourd'hui, les travaux d'Olaechea et de Ferrer Benimeli permettent de remettre les choses à leur place. A 17 ans, Aranda s'engage dans l'armée espagnole en Italie : il commence ainsi une très brillante carrière militaire. En 1756, alors qu'il est lieutenant général, il abandonne temporairement la vie militaire pour représenter l'Espagne en tant qu'ambassadeur du Portugal. C'est son premier et bref contact avec le monde diplomatique car, cinq mois plus tard, Ferdinand VI le nomme directeur général de l'artillerie et des ingénieurs. Au début de 1758, il s'éloigne à nouveau de la vie militaire jusqu'au milieu de 1762, quand le nouveau roi, Charles III, lui donne le commandement de l'armée espagnole en campagne contre le Portugal. Pendant l'interrègne, de 1760 à 1762, il a connu une seconde grande expérience diplomatique comme ambassadeur extraordinaire de Pologne. En 1763, il préside le haut tribunal militaire qui juge les officiers ayant perdu la Havane et est nommé capitaine général, ce qui est la plus haute dignité militaire. Il n'exerce plus cette activité car à partir de 1764, sa carrière se tourne vers la politique. Alors qu'il est encore pris par les sessions de l'armée, il est en effet nommé à la charge de capitaine général, gouverneur et président de l'audience de Valence, ce qui est une manœuvre du tout puissant Esquilache pour l'éloigner de Madrid. Le 11 avril 1766, il abandonne son « exil valencien » car il est nommé président du Conseil de Castille et capitaine général de Castille la Nueva. Il faut alors ramener la paix intérieure dans une Espagne en proie aux convulsions contre Esquilache. Il y parvient et réussit à établir les réformes nécessaires pour entrainer la prospérité du royaume. Au cours des sept ans pendant lesquels il gouverne l'Espagne, il a à signer, contre son gré, l'ordre d'expulsion des jésuites, ce qui sert a utilisé comme l'une des pièces maîtresse de sa légende noire.

ARBERG comte de **VALENGIN** et du Saint-Empire, seigneur d'Ollignies **Nicolas-Antoine**
20 juillet 1736 - Bruxelles 17 septembre 1813

Fils de Maximilien Nicolas Edmond Joseph (1726-1767), maréchal héréditaire du duché et pays de Limbourg, membre de l'État noble de Hainaut (1768), et de sa deuxième épouse, Henriette-Thérèse du Han de Martigny. Il avait épousé, le 8 novembre 1774, Claude (ou Claudine), princesse de Stolberg-Gedern (1756-1836), chanoinesse de Mons, fille de Gustave-Adolphe, prince de Stolberg-Gedern, général-major et gouverneur de Nieuport, et d'Élisabeth Philippine Claudine de Hornes. De leur mariage naquirent quatre enfants : Charles Philippe Alexandre (1776-1814), Louise-Caroline (1779-), Félicité (1790-1860) et Joséphine. Il fut chambellan de l'impératrice Marie-Thérèse (1768), puis de l'empereur Joseph II, lieutenant-général, chef d'une division des armées, colonel propriétaire d'un régiment de dragons et grand maître des cuisines de la cour des gouverneurs généraux des Pays-Bas, l'archiduchesse Marie-Christine et le duc Albert de Saxe-Teschen (1785-1789)2. Il fut nommé grand bailli de Hainaut par lettres patentes du 27 février 1788, en succession du duc d'Arenberg. Il était aussi membre de l'État noble de Hainaut et conseiller d'État d'épée.

Franc-maçon, il fut vénérable de la Loge "La Vraie et Parfaite Harmonie" de Mons de 1770 à 1777 et substitut du Grand Maître de la Grande Loge provinciale.

ARGÜELLES **Agustin** Ribadesella (Asturies) 18 août 1776 - Madrid mars 1844.



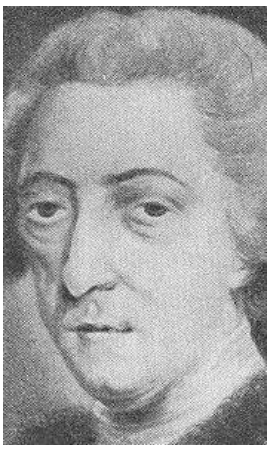
Né d'une famille noble, mais pauvre, il avait rempli avec succès diverses missions en Portugal et en Angleterre lorsque commença le soulèvement de l'Espagne contre les Français. Réfugié à Cadix avec les autorités supérieures, il contribua à y organiser une représentation nationale, fut élu député des Asturies et membre du comité chargé de rédiger une constitution. Il fit, à ce sujet, en 1810, le rapport d'où sortit la célèbre constitution de 1812. Argüelles était très actif dans la franc-maçonnerie, il devint Grand maître du Grand-Orient d'Espagne fondé par Joseph Bonaparte, puis parvint à faire fusionner les deux Grands Orients qui se faisaient concurrence en Espagne ; il en resta le Grand maître jusque 1821. Il créa ensuite un Suprême conseil, dont il fut le souverain Grand Commandeur. Proscrit comme libéral en 1814, il fut condamné par le roi Ferdinand VII à dix ans de galères au préside de Ceuta. Il ne recouvra la liberté qu'à la révolution de 1820, et fut alors nommé ministre de l'intérieur, puis président des Cortès. Il déploya au pouvoir autant de modération que de désintéressement, mais n'en fut pas moins forcé de s'exiler lors de la réaction de 1823, et ne put revoir sa patrie qu'en 1834.

Nommé en 1840 tuteur de la reine Isabelle II, il conserva ces hautes fonctions jusqu'à la majorité de la princesse : il se montra constamment l'adversaire de la reine mère Christine. Tout le monde rendait hommage à sa probité et à sa capacité. Son éloquence l'avait fait surnommer, avec quelque exagération, le *divin*.

ARMSTRONG Louis 4 août 1901 La Nouvelle-Orléans (Louisiane) - 6 juillet 1971 New York**.**
Musicien de jazz américain, trompettiste et chanteur. **Sois-disant Franc-Maçon de la Loge "*Montgomery No 18*" Obédience Prince Hall, New York. Il est inscrit sur des douzaines de listes des Maçons Célèbres. Sur certaines, il est affirmé qu'il était un membre de Montgomery Lodge 18 à New York, mais il n'y a aucune loge (section syndicale) (incluant le Prince le Hall de Grandes Loges (Sections syndicales)) à New York.**
Dans son autobiographie "Stachmo", M. Armstrong fait référence à son adhésion dans les Chevaliers de Pythias - une autre organisation fraternelle qui s'engage dans des causes caritatives (charitables) et fraternelles.
(Source : J. Walkes, Président de la Société Phylaxis)
Mais là encore, malgré d'excellentes références à certains ouvrages/lectures, "**la Franc-maçonnerie : une Célébration du Métier"**, aucune information sur son appartenance ne peut être prouvée. **Il n'était pas un Maçon.**

ARMSTRONG Neil Wapakoneta (Ohio) 5 août 1930 - ?
L'astronaute américain qui, comme le commandant d'Apollon 11 est devenu le premier être humain pour à marcher sur la lune, (le 20 juillet 1969) a été cité par certains comme étant un Maçon. Personne n'a été capable de fournir le nom de la Loge à laquelle Armstrong pourrait avoir appartenu. David O. Norris, un des auteurs de « Les Chansons de Franc-maçonnerie* a indiqué qu'en essayant d'envoyer un exemplaire gratuit de leur travail à Armstrong, son aide, conseillé, lui a répondu qu'Armstrong n'avais jamais été un Maçon et lui avait rendu l'enregistrement.
La confusion vient du fait que son père Neil Armstrong (Senior) était bien, lui, un franc-maçon actif au sein de la Grande Loge de l'Ohio. Neil Armstrong (Junior) n'était pas franc-maçon.

ARNE Thomas (vers le) 12 mars 1710 – Londres 5 mars 1778.



Musicien et compositeur britannique.
Membre de la Franc-Maçonnerie de l'Obédience Prince Hall à New York
Sa date de naissance n'est pas connue avec précision (vers le 12 mars 1710). Le bébé est baptisé 11 semaines plus tard, le 18 mai, à l'église Saint-Paul. Il est issu d'une famille de tapissiers catholiques dont la fortune a connu des hauts et des bas. Lorsqu'il était jeune, son père était suffisamment aisé pour occuper une grande maison à Covent Garden et envoyer son fils étudier à l'Eton College ; il voulait en faire un avocat. Mais le garçon était passionné et très doué pour la musique, le futur compositeur assiste un jour à un opéra italien (déguisé en livreur, il est vrai) et y rencontre Michael Festing, qui influença énormément le jeune homme. Étudiant le clavecin, le violon plus ou moins en cachette, il parvint à en faire son métier après que son père fut convaincu par l'un de ses professeurs. Néanmoins, sa religion lui interdit les fonctions officielles que son talent aurait pu lui ouvrir. Il apprit à sa sœur et à son frère à chanter et tous trois entamèrent une carrière musicale. C'est avec eux qu'il créa son premier Opéra, *Rosamond* en 1733.

Il se maria en 1736 avec une cantatrice, Cecilia Young, fille d'un organiste et élève de Geminiani. Il composa peu de temps après plusieurs masques qui connurent le succès, et il devint un compositeur très apprécié, tant pour les musiques de scène que pour les œuvres instrumentales. Ce fut en tout cas le plus populaire et le plus prisé des musiciens britanniques de son époque. Il fut nommé Docteur en Musique et les Britanniques l'appelaient *Dr Arne*.nIl semble qu'il était de caractère désagréable, et il se querella aussi bien avec sa sœur qu'avec son épouse, dont il vécut séparé pendant plus de vingt ans après une tournée à Dublin. Il était convenu de verser à cette dernière une rente annuelle mais il eut quelques difficultés à s'en acquitter vers 1770 pendant une période financièrement difficile. Néanmoins, ils se réconcilièrent complètement en octobre 1777, peu de temps avant la mort de Arne, qui légua tous ses biens « *à sa chère épouse Cecilia et à son unique fils Michael* ».

Son œuvre

On considère que la première œuvre importante de Arne est son arrangement de *Rosamond*, de Joseph Addison. Hélas, une bonne partie de ce morceau est maintenant perdue. La première interprétation de cet arrangement, en 1733, est familiale : la sœur du compositeur exécute la partie principale tandis que son frère occupe l'autre [celle de "page-boy" en anglais]. Rule Britannia, final de l'opéra *Alfred*, a fait et fait encore la renommée de Arne (en tout cas au Royaume-Uni, où il est fréquemment chanté). Il sut aussi, de son temps, acquérir une sérieuse renommée, qui lui permit de ne pas se faire totalement éclipser par Georg Friedrich Haendel ou d'autres compositeurs plus "importants". Il avait un sens inné de la mélodie qui lui attirait de nombreux amateurs. Son style est assez caractéristique du « style galant » en vogue au milieu du XVIII^{e} siècle. Il a composé de nombreuses œuvres, notamment :
plus de trente opéras (dont le plus célèbre et couronné de succès : *Artaxerxès*), diverses musiques de scène, par exemple pour des pièces de Shakespeare, 8 sonates pour clavecin, ainsi que des sonates pour d'autres instruments, 6 concertos pour orgue (formule inventée par Haendel), 8 ouvertures, 4 symphonies, 7 sonates en trio, des oratorios, cantates, etc

ARUNDALE — Francesca

Brighton 1847 - Adyar (Inde) 23 mars 1924.



Francesca Arundale est la sœur aînée, restée célibataire de Maria Martin, l'une des fondatrices du Droit Humain. Attirée par les formes de religiosité qui s'épanouissent dans le monde indien, les années qui précèdent son initiation sont essentiellement marquées par l'écriture d'un ouvrage intitulé Idea of Rebirth Including an Translation of an Essay on Re-incarnation by Karl Hechel (en 1890) qui développe des conceptions théosophiques personnelles concernant la réincarnation.

C'est en 1896 qu'elle fut initiée, à Paris dans la Loge n° I qui prit ultérieurement le nom de Maria Deraismes. Elle passe rapidement au compagnonnage, la même année à Zurich, puis atteint la maîtrise en 1899 dans sa loge mère* parisienne.

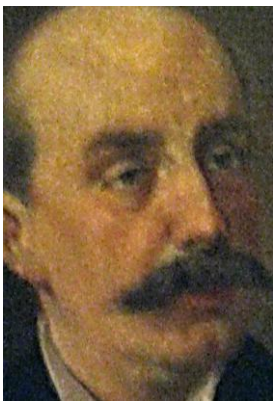
Cinq ans plus tard, elle se trouve au sommet de la hiérarchie des grades* du Rite Écossais Ancien et Accepte puis qu'elle est reçue au 33° en 1904. Mais son action ne se limite pas à la poursuite d'un perfectionnement individuel: elle est en effet soucieuse de diffuser la franc-maçonnerie mixte hors de France. Elle travaille donc très activement à l'expansion de celle-ci en Angleterre. Ainsi, grâce à son action et à son dévouement, la première loge du Droit Humain non française est fondée à Londres le 26 septembre 1902. Elle porte le nom de Human Duty, n°6. Amie et proche collaboratrice d'Annie Besant au sein de la Société Théosophique c'est Francesca Arundale qui a amené celle-ci à découvrir et à adhérer à une «association» où l'on pratiquait la vraie fraternité en complète mixité, travaillant cote à cote au perfectionnement de l'humanité. Lorsque Marie-Georges Martin Grand Maître du Droit Humain, installe cette précieuse recrue comme vénérable, elle ne manque pas de rendre un hommage appuyé à l'activité de la sœur Arundale. Cette première création à l'étranger est suivie par l'ouverture de nombreux autres ateliers en Angleterre et dans les pays dépendants de l'Empire britannique où Francesca Arundale à décide de s'installer.

Frappée par le sort misérable de la condition féminine, durant de nombreuses années elle consacre son temps à créer, à Bénarès, des écoles, à éduquer et enseigner des jeunes filles de 8 à 12 ans, souvent déjà mariées et mères. Ses talents pédagogiques ont d'ailleurs servi à former nombre de personnalités prestigieuses : Francesca Arundale éleva ainsi son neveu, George Arundale, celui la même qui succéda à Annie Besant en 1934 à la tête de la Société Théosophiques, et, à la suite de Leadbeater, le jeune Krisnamurti. D'une famille de brahmanes, ce dernier eut une véritable audience spirituelle puisque perçu par A. Besant comme futur « instructeur du monde », il fut choisi par elle pour diriger « L' Étoile d'Orient », à 16 ans (qu'il dissoudra en 1929).

Avec les ans, le poids de Francesca Arundale dans le monde maçonnique ne s'affaiblit pas : elle est en effet appelée à 75 ans par Annie Besant pour la remplacer à l'inspection des loges en Angleterre qui soulevaient quelques problèmes. Elle meurt peu après son retour, à Adhyar, aux Indes. I. M.

ARÙS — Rosendo

Barcelone 1845 vers 1891



Ecrivain. Fils d'une famille de commerçants aisés, il rencontre, dès 1860, Valentin Almirall, Conrado Roure, Victor Balaguer et d'autres radicaux qui l'aident à faire mûrir sa vocation littéraire naissante et le mettent sur la voie du nationalisme catalan et avivent son esprit de liberté.

Selon ses propres dires, il aurait été initié en 1870 dans la loge Fraternidad n° 1 de Barcelone (Grand Orient National d'Espagne). Il prend le titre symbolique de Fivaller, chevalier des XIVe-XVe s., considéré traditionnellement comme défenseur des libertés municipales catalanes. En mars 1874 il est initié au 9° degré du Rite Ecossais Ancien et Accepté. En 1877, il est affilié à la loge « Verdad » n°77 à Barcelone sous AZENZAl'égide du Gran Oriente Lusitano Unido. En 1880, l'obédience portugaise le nomme président du Grand Chapitre Catalan qu'elle venait de fonder.

En 1886, alors qu'il est titulaire du 33°, il érige la Grande Loge Symbolique Régionale de Catalane. Elu Grand Maître, avec une majorité écrasante, il va occuper ce poste jusqu'à sa mort. En 1885, il fonde le cercle *La Luz*, l'Union barcelonaise des libres penseurs et dirige le journal *La Luz* (La Lumière). Il s'investit aussi dans le domaine éducatif

et encourage le Centre des amis de l'enseignement laïc, qui est un organisme maçonnique regroupant une dizaine d'écoles laïques de Barcelone et des environs.

Ce philanthrope donne à l'Ordre ses idées, son travail et son argent. Il publie en fascicules le Dictionnaire encyclopédique de la maçonnerie, réédité jusqu'à nos jours. Accomplissant ses volontés, ses exécuteurs testamentaires et ses héritiers ont achevé de construire la Casa Comün, ont financé l'agrandissement de celle de Hospitalet de Liobregat et ont fondé la magnifique bibliothèque populaire de Barcelone qui porte son nom aujourd'hui.

ASGEIRISSON Asgeir 13 mai 1894 - 15 septembre 1972.



Président de la République d'Islande de 1952 à 1968 et Premier ministre entre 1932 et 1934, en tant que dirigeant du Parti du Progrès de 1932 à 1933. Ásgeir Ásgeirsson suit des études de théologie à l'Université d'Islande à Reykjavik et en sort diplômé avec mention en 1915. À cause de son jeune âge, il ne peut être ordonné tout de suite. Ásgeirsson est élu au Parlement islandais (*Alþingi* ou *Althing*) en 1923 sous la bannière du Parti du progrès (*Framsóknarflokkurinn*).

En tant que président du Parlement il s'exprime à Thingvellir en 1930 lors de la célébration du millénaire de l'Alþingi. Ásgeirsson devient ministre des finances en 1931, puis premier ministre entre le 3 juin 1932 et le 28 juillet 1934. Il quitte le parti du Progrès en 1934 et continue à se faire élire en candidat indépendant jusqu'en 1952 au Parlement. En 1952, Ásgeirsson est élu Président de la République d'Islande. Il est réélu sans opposition en 1956, 1960 et 1964 avant de laisser sa place en 1968 à Kristján Eldjárn.
Grand Maître de la Grande Loge d'Islande en 1961.

ASHMOLE Elias

Lichfield 1617 – 1692.



Il commence une carrière juridique à la Cour des plaids communs en 1640, en 1645 il entame des études de mathématiques, d'astronomie et d'astrologie à *Brasenose College*, à l'université d'Oxford. En raison de ses sympathies royalistes, il est nommé contrôleur des arsenaux, alors même que Charles 1er est mis en difficulté. Les royalistes vaincus par Cromwell, Ashmole perd son emploi et s'adonne à l'astrologie. A la Restauration il recouvre les faveurs du pouvoir et est nommé Héraut de Windsor, office très prestigieux. Après s'être intéressé à l'alchimie (il écrivit ***Theatrum Chemicum*** en 1652), il devient un *antiquarian*, c'est-à-dire un historien de l'antiquité, membre de la *Royal Society*, et un spécialiste d'héraldique. Il est également l'auteur de *Institutions* ***Laws and Ceremonies of the Order of the Garter*** (1672) et de ***The Antiquities of Berkshire*** (1719). Elias Ashmole a donné son nom au plus célèbre musée d'Oxford, *l'Ashmolean Museum*, fondé par l'université d'Oxford entre 1679 et 1683 pour abriter les collections qu'Ashmole lui avait léguées.

C'est dans son journal intime, en 1646, qu'Elias Ashmole mentionne son initiation en franc-maçonnerie. L'indication est très laconique : « J'ai été reçu maçon cette après-midi à 4h30 ». On sait en outre qu'il a rendu visite à une loge londonienne en 1682. L'appartenance d'Ashmole à la franc-maçonnerie a fait couler beaucoup d'encre, on a même écrit qu'il va être élu Grand Maître des opératifs. On a dit également qu'il avait appartenu à une société rosicrucienne, mais l'existence d'une telle société n'a jamais été prouvée pour cette époque. Il est probable, comme le signale Harry Carr en 1966, qu'Ashmole fut déçu par la l'astrologie. La seule influence significative de la maçonnerie sur les travaux d'Ashmole semble avoir été le choix du fil à plomb pour le blason de la Royal Society dont la conception lui avait été confiée.

ASKHERI Khan (?- ?) Ambassadeur de Perse auprès de la Cour de France.



Initié franc-maçon, en 1808, à *la Loge "Saint Alexandre d'Écosse",* Paris.

Askeri Khan est sans doute l'un des premiers *mahométans*, sinon le premier, à avoir été initié **en Europe**. On sait que l'ambassadeur de Perse à Londres fut également initié, en 1810. Asker-Khan Afchar, ambassadeur du Shah de Perse Fath-Ali Shah Kadjar, à Paris, arrive dans la capitale française en juillet 1808. Installé dans l'ancien hôtel de la princesse de Bourbon-Conti, rue Monsieur, il donne une grande fête orientale pour l'anniversaire de l'empereur, le 15 août, et lui est présenté le 4 septembre, à Saint-Cloud. Grand et beau, toujours élégamment vêtu, cultivé, d'un caractère affable et de mœurs parfaitement policées, il séduit la société parisienne autant que le monde politique et diplomatique.

ASSELINE Louis Versailles 1829 - Paris 1878.



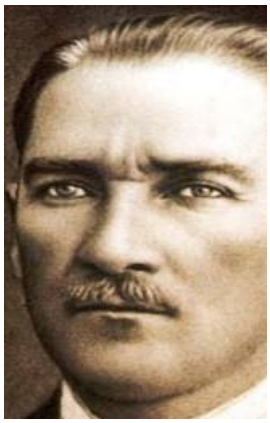
Louis Asseline qui a achevé ses études au lycée Charlemagne, puis pour suivi des études de droit, est reçu avocat en 1851. De 1851 à 1860, il vit tantôt à Bordeaux, tantôt à Montlieu (Charente inférieure) où son père possède une exploitation de pins résineux. De retour à Paris, il est engage par Louis Hachette et, à partir de 1863, il dirige le service de la publicité et de la presse de la célèbre librairie. En 1863, il collabore à La Reforme littéraire de Léon Laurent-Pichat. Deux ans plus tard, avec Albert Regnard et Onimus, il fonde la Revue encyclopédique, qui ne compte qu'un numéro; il est un conférencier remarque de la rue de la Paix. En 1866, il prononce une conférence qui fait quelque bruit sur « Diderot et le XIXe siècle». La même année, grâce à l'apport financier du pharmacien Louis Couderau, il peut fonder La Libre Pensée, qui disparaît au bout de quelques mois, ruinée par les amendes. En 1867, il lance La Pensée nouvelle, qui subsiste jusqu'en 1870, date à laquelle paraît une seconde Libre Pensée. Après la chute de l'Empire il participe au dépouillement des papiers du cabinet impérial.

En 1870, il est élu maire du XIVe arrondissement, organise des distributions de lait, de pain et de viande pour les enfants les vieillards et les malades. Il se présente aux élections législatives de février 1871, auxquelles il échoue de peu. Il se retire à Montlieu revient à Paris à la fin du mois de mai et adhère à la Ligue des droits de Paris, qui entend se poser en organe de conciliation avant de se transformer en Cercle parisien des familles et de jouer le rôle d'un véritable comité électoral. En 1872, il collabore à La République française de Gambetta assurant la « Revue des sciences historiques ». En 1873 il milite ardemment pour l'élection de Barodet. L'année suivante, il siège au conseil municipal de Paris, parmi les élus radicaux. Il collabore au Rappel, dirige Le Musée universel. Il meurt d'une attaque d'apoplexie le 6 avril 1878, à moins de 50 ans. Les obsèques civiles de Louis Asseline se déroulent au cimetière Montparnasse; l'assistance est considérable et plusieurs discours sont prononces au nom du conseil municipal, de la Société des Gens de lettres, des anciens rédacteurs de La Libre Pensée.

Il est initié à la loge Les Amis de la Tolérance le 9 mai 1877 et devient compagnon et maître le 14 novembre de la même année. Il participe activement à la préparation du centenaire de Voltaire et collabore à la grande édition de Diderot par Assézat. L'adieu maçonnique est donné sur la tombe par le vénérable de sa loge. Au mois d'octobre 1880 une délégation maçonnique assiste à l'inauguration du monument élevé sur sa sépulture - pour lequel le conseil municipal de Paris vote une subvention de 3 000 francs et sur lequel sont gravés les trois points.

ATATURK Mustapha Kemal

Salonique 19 mai 1881 - Istanbul 10 novembre 1938.



Mustafa Rıza selon l'état civil, surnommé *Gazi* (« le Victorieux ») est le fondateur et le premier président de la République turque. Chef des "Jeunes Turcs" et fondateur de la Turquie moderne dont il fut le Président de 1923 jusqu'à sa mort.
Franc-Maçon d'une loge italienne "*Macedonia Resortae Veritas*".

Après la Première Guerre mondiale et l'occupation alliée de l'Empire ottoman, ce militaire de carrière refuse de voir l'Empire ottoman être démembré par le traité de Sèvres. Accompagné de partisans, il se révolte contre le gouvernement impérial et crée un deuxième pouvoir politique à Ankara. C'est de cette ville qu'il mène la guerre contre les occupants à la tête de la résistance turque. Sous son commandement, les forces turques ont vaincu les armées arméniennes, françaises et italiennes. Puis il défait les armées grecques qui occupent la ville et la région d'Izmir, la Thrace orientale et des îles de la mer Égée (Imbros, aujourd'hui Gökçeada, Ténédos, aujourd'hui Bozcaada et Moschonisi, aujourd'hui Alibey).

Après la bataille du Sangarios (aujourd'hui Sakarya), la Grande assemblée nationale de Turquie lui donne le titre de **Gazi** (le victorieux)1 ; il parvient à repousser définitivement les armées grecques hors de Turquie. Suite à ces victoires, les forces britanniques choisissent de signer un premier armistice avec lui et s'engagent aussi à quitter le pays.

Mustafa Kemal affirme également une volonté farouche de rupture avec le passé impérial ottoman et de réformes radicales pour son pays. Inspiré par la Révolution française, il profite de ce qu'il considère comme une trahison du sultan lors de l'armistice de Moudros, pour mettre un terme au règne du sultan le 1er novembre 1922. Il instaure ainsi la laïcité : séparation entre le pouvoir politique (sultanat) et spirituel (califat). Après la proclamation de la République, il déplace la capitale d'Istanbul à Ankara et il occidentalise le pays à travers plusieurs réformes. Notamment, il inscrit la laïcité dans la Constitution, donne le droit de vote aux femmes et remplace l'alphabet arabe par l'alphabet latin. Sous sa présidence autoritaire, la Turquie a mené une révolution sociale sans précédent, qu'on appelle généralement « révolution kémaliste ». Le 24 novembre 1934, l'Assemblée lui donne le nom d'**Atatürk**, ce qui ne veut pas dire « père des Turcs », mais le « Turc-Père », au sens de « turc comme l'étaient les anciens », le mot *Ata* voulant dire ancêtre. Enterré au musée ethnographique d'Ankara. Sa dépouille repose aujourd'hui dans le mausolée dit de l'Anıtkabir.

AUERBACH Berthold



Ecrivain allemand, auteur des récits de villages de la Forêt Noire (1812 – 1882)

AUGAGNEUR **Victor** Lyon 16 mai 1855 - Le Vésinet (banlieue parisienne) 23 avril 1931.



Médecin et homme politique. Professeur à la Faculté de Médecine de Lyon, maire de Lyon, député, ministre des travaux publics, de l'Instruction Publique. Gouverneur de Madagascar. Né à Lyon, d'une famille de la bourgeoisie catholique. Après des études au séminaire de Semur-en-Brionnais, il opta finalement pour la filière médicale où il gravit les échelons: interne des hôpitaux en 1875, il fut reçu docteur en 1879. Chef de clinique chirurgicale à la faculté de médecine de Lyon en 1881, il fut nommé chirurgien à l'hôpital de l'Antiquaille avant de décrocher l'agrégation en 1886 et de devenir professeur titulaire de pathologie chirurgicale en 1894. Sa thèse de doctorat, en 1879, avait pour sujet "*La syphilis héréditaire tardive*". Dans ce domaine, il tranchait par ses prises de position, hostiles à la police des mœurs, et à la réglementation de la prostitution. A l'assaut de la mairie, en 1892, Augagneur conduisit sa propre liste, au pas de charge, prônant le réformisme des intellectuels socialistes indépendants ou républicains-socialistes. Les Lyonnais le rejetèrent ainsi qu'en 1896.

Il lui fallut attendre 1900 pour se voir enfin récompensé de ses efforts et s'installer dans le fauteuil de maire. Son autoritarisme lui valut des surnoms comme "Victor-le-Glorieux", "Victor Ier", "l'Empereur" ou "César". Il défendit la suppression des octrois de Lyon, qui frappaient les denrées de première nécessité et dont on dénonçait ici et là, depuis des lustres, l'existence pénalisante. L'affaire, houleuse lors des débats municipaux, remonta jusqu'à la Chambre pour aboutir, en juin 1901, au vote d'une loi sur la suppression des octrois, auxquels on substitua d'autres taxes, sur les alcools en particulier. Augagneur envisagea de repousser les frontières de sa ville. La formation d'un "Grand Lyon" reçut d'abord l'approbation unanime de son conseil. Mais le projet fut vigoureusement combattu et il regagna de profonds tiroirs où il dort, semble-t-il toujours.

Franc-Maçon, Augagneur fut Vénérable de la Loge "Les Amis de la Vérité" à Lyon. Membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient.

On s'interroge encore sur le choix qu'il fit en 1905 d'accepter le poste de gouverneur général de Madagascar et de renoncer à sa mairie. Certains y virent des motifs d'ordre personnel liés à sa vie privée. Le jeune Edouard Herriot, son surprenant successeur, ne lui laissera pas le loisir de la reconquérir. Premier gouverneur général civil à Madagascar, succédant au général Gallieni, de 1905 à 1910, le gouverneur Augagneur essaya de remédier à ce qu'il y avait de trop rigide dans la situation consécutive à la conquête: il supprima les derniers cercles militaires qui commettaient des abus regrettables, ainsi que les offices du travail fournissant de la main d'œuvre gratuite... Les faits marquants sous son administration furent le début de la production de vanille dans la région d'Antalaha, la découverte du gisement de charbon de la Sakoa, l'équipement en phares des côtes de Madagascar, la suppression de toute subvention à l'enseignement privé, le début de l'enseignement secondaire public.

Il a proclammé un décret organique créant la justice indigène à Madagascar, et surtout l'accession des Malgaches aux droits de citoyens français (décret du 3 mars 1909). Augagneur revint à Lyon en 1910. Il retrouva, au premier tour des élections d'avril de cette année-là, son siège de député du Rhône mais son destin national l'écarta une nouvelle fois de sa mairie. Appelé en juin 1911 par Joseph Caillaux au ministère des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes puis en 1914, dans un cabinet dirigé par Viviani, à l'Instruction publique et aux Beaux-arts, la guerre le vit ministre de la Marine, mais Augagneur fut mis en difficulté après l'échec des Dardanelles. Il retourna fin 1915 aux bancs de la Chambre, prenant place dans d'innombrables commissions parlementaires. La paix revenue, Augagneur connut des fortunes diverses. Non réélu aux élections de 1919, il s'abstint aux suivantes et se consola avec un poste de gouverneur de l'Afrique équatoriale française (1920-1923) où il renouvela de manière rationnelle l'organisation sanitaire de cette colonie et entrepris la construction de la ligne de chemin de fer "Congo-Océan" de triste mémoire. Mais son cœur battait toujours pour Lyon. S'il retrouva son siège le député du Rhône en 1928, l'année suivante, quoique septuagénaire, il repartit à l'assaut de la mairie mais la forteresse tenue par Herriot résista à cet entêtement mêlé de dépit. C'était son ultime combat puisqu'il mourra le 23 avril 1931 dans une maison de santé, la *Clinique Saint-Rémy,* du docteur Besançon, 46, boulevard Carnot au Vésinet. Le président de la Chambre, Fernand Bouisson, prononça devant les députés son éloge funèbre, tandis que *Le Progrès* lui consacra une modeste colonne à la Une, annonçant sa disparition. JCvL+Wikipédia

AUGEREAU duc de **Castiglione Pierre** Paris 21 octobre 1757 - La Houssaye 12 juin 1816.



Fait Maréchal de France par Napoléon.
Franc-Maçon de la loge "*Les Enfants de Mars*" à La Haye, 1801, Orient 27e Léger. 18e Chevalier Rose-Croix. Est présent à la tenue funèbre de la Loge « Heureuse Rencontre », Orient de Brest, en mémoire du Frère Bruix le 3 mai 1805. Grand Hospitalier du GO 23 brumaire an XIII. Grand Officier d'honneur du GO 1814. Vénérable d'honneur de la Loge « Les Amis de la Gloire et des Arts», O du 3e Léger 24 juin 1810. Loge « La Candeur » O de Strasbourg.

Issu d'une famille modeste, son père est domestique 2 et sa mère, marchande de fruits au faubourg Saint-Marceau, à Paris, est sans éducation. Il s'engage à l'âge de dix-sept ans dans les armées du Roi, au régiment de Bourgogne-Cavalerie puis dans celui des Carabiniers, qu'il quitte à la suite de quelques fredaines : ayant tiré l'épée contre un officier qui l'a insulté, il fuit la France, passe à Naples, où il vit jusqu'en 1787, comme maître d'armes. Il voyage en Grèce.
Cas unique parmi les maréchaux de Napoléon, Augereau sert dans l'armée prussienne où il combat contre l'Empire ottoman et l'Autriche. Devenu sergent, il déserte et réussit à rejoindre les frontières de la Saxe, entraînant son peloton avec lui. Pendant les années 1788 - 1791, on le retrouve au service de l'armée de Naples puis au Portugal. Les événements de la Révolution française le font rentrer en France, fin de 1792.

Soldat de la Révolution
Farouche jacobin, il s'engage dans la Garde nationale et devient sergent. Nommé capitaine puis lieutenant-colonel, il participe à la répression de la révolte des Chouans en Bretagne puis rejoint l'Armée des Pyrénées où il est rapidement promu général de division le 23 décembre 1793. Sa division se distingue encore plus lorsqu'elle est transférée à l'Armée d'Italie en 1795, où elle participe à la bataille de Loano.

Campagne d'Italie
En 1796, sous les ordres de Bonaparte, il s'illustre à la bataille de Montenotte et à la bataille de Millesimo puis lors de la prise du château de Cosseria, le 14 avril. Pendant la bataille du pont de Lodi, le 10 mai 1796, le mouvement tournant de ses troupes contribue à la victoire. Mais c'est surtout à Castiglione, le 5 août 1796, qu'il se couvre de gloire. La veille de la bataille, alors que l'armée française se trouve dans une position critique, il est le seul, en conseil de guerre, à préconiser l'attaque. Le lendemain, ses manœuvres et sa valeur sont pour beaucoup dans l'éclatant succès remporté par l'armée d'Italie et son général en chef. Il est aussi présent, le 15 novembre, à Arcole, où il s'élance sur le pont à la tête de ses troupes. Bonaparte apprécie Augereau au point de le désigner pour apporter les drapeaux pris à l'ennemi au Directoire. Éloigné de l'armée, Augereau se livre à toutes les intrigues politiques dont Paris est le théâtre. Il participe ainsi au coup d'État du 18 fructidor (4 septembre 1797) qui écarte les conseillers suspectés de sympathies monarchistes. En remerciement, il est nommé commandant de l'armée de Sambre-et-Meuse, puis de l'armée du Rhin. Il se fait élire député de la Haute-Garonne au Conseil des Cinq-Cents où il siège à gauche.
Jacobin, il manifeste son hostilité au coup d'État du 18 brumaire mais finit cependant par se rallier à Bonaparte qui lui confie le commandement de l'armée française en Batavie. L'année suivante, il est remplacé par Victor, et reste sans emploi pendant assez longtemps. Il recommence alors ses attaques contre le gouvernement consulaire. Son ardeur républicaine finit par se calmer, lorsque Napoléon Ier, empereur, le nomme maréchal d'Empire, le 19 mai 1804, grand officier de la Légion d'honneur, duc de Castiglione et Grand-croix de l'ordre de Charles III d'Espagne.

Guerres napoléoniennes
Commandant du VIIe corps de la Grande Armée l'année suivante, il est affecté en Autriche et en Allemagne mais ne prend pas part à la bataille d'Austerlitz. En 1806, il participe à la campagne d'Allemagne, il se distingue le 14 octobre 1806 à Iéna, où il bat les Saxons et écrase le corps de Rüchel venu au secours de l'armée prussienne, puis à la bataille de Golymin. Au début de l'année 1807, il tombe malade et doit se faire attacher sur son cheval lors de la bataille d'Eylau, le 8 février 1807. Alors qu'il doit attaquer le centre russe, son corps d'armée se perd dans une tempête de neige. Les soldats français sont décimés par les canons ennemis. Blessé au bras, Augereau rentre en France.

Le 19 mars 1808, il reçoit le titre de duc de Castiglione. Il sert ensuite en Espagne où il fait preuve de cruauté lors de la campagne de Catalogne en 1809. Ses premières victoires à la tête de l'armée de Catalogne sont bientôt suivies de défaites. L'Empereur renvoie Augereau dans ses terres mais le rappelle pour la campagne de Russie de 1812 où il lui confie le XIe corps de la Grande Armée en Allemagne (corps de réserve). Le maréchal est présent lors de la défaite française à Leipzig, du 16 au 19 octobre 1813. Sa défense acharnée lui fait regagner la faveur de Napoléon. En 1814, pendant la campagne de France, Augereau commande le corps d'armée posté à Lyon. Il a pour mission de couper les lignes de communications de l'armée de Bohême mais transige et refuse le combat. Sa conduite est qualifiée de défection par son entourage. Le 16 avril 1814, il lance une proclamation où il enjoint à ses soldats d'adopter la cocarde blanche des Bourbons et dénonce Napoléon comme un tyran. Louis XVIII le fait pair de France et chevalier de Saint-Louis.

Au retour de Napoléon, Augereau publie (le 22 mars) un ordre du jour pompeux en sa faveur. Mais l'Empereur biffe son nom de la liste des maréchaux, le qualifiant de « *traître à la France* » et le laissant sans emploi. Revenu sur le trône, Louis XVIII l'écarte également. Il se retire dans sa propriété de La Houssaye-en-Brie. Il meurt peu après et sans descendance, d'une hydropisie. Son corps est inhumé au Cimetière du Père-Lachaise à Paris. Wikipédia

AUGUST **Frederick** S.A.R. duc de Sussex Londres 27 janvier 1773 - 21 avril 1843.



Le **prince Augustus Frederick**, duc de Sussex, fut un membre de la famille royale britannique de la Maison de Hanovre.

Le prince Augustus Frederick, né en 1773 au palais de Buckingham, est le sixième fils du roi George III du Royaume-Uni et de la reine Charlotte de Mecklembourg-Strelitz. Après avoir passé son enfance en Grande-Bretagne, il est envoyé en 1786 en Allemagne avec ses frères Ernest et Adolphus, afin de faire ses études à l'Université de Göttingen. C'est un jeune homme aimable et droit, dont le caractère doux et réservé tranche avec la dissipation de ses frères aînés. Souffrant d'asthme, le prince Augustus ne reçoit pas d'éducation militaire contrairement de ses frères. Il envisage même d'embrasser la carrière ecclésiastique.

Les amours malheureuses avec Lady Murray

Du fait de sa mauvaise santé, le prince passe l'hiver 1792-1793 en Italie, à Rome. C'est là qu'il fait la connaissance de Lady Augusta Murray (1768-1830), fille du comte de Dunmore. C'est une protestante, descendante de Henri VII. Il tombe éperdument amoureux de la jeune femme et ce sentiment est partagé. Les deux jeunes gens envisagent alors de se marier en secret. L'acte de 1772 concernant les mariages royaux interdit en effet à tous les membres de la famille royale de se marier sans le consentement du souverain. Le 4 avril 1793, le mariage est célébré clandestinement à Rome. Deux enfants naissent de cette union: Augustus d'Este et Augusta Ema d'Este. Toutefois, lorsque les deux époux rentrent en Angleterre à l'automne 1793, ils apprennent que leur union est doublement illégale, à cause de l'acte de 1772, mais aussi parce qu'elle a été célébrée en territoire romain. Pourtant, Augustus et Augusta se marient une seconde fois, cette fois sur le sol britannique, le 5 décembre 1793. Cependant, George III refuse fermement de donner son consentement à son fils. Celui-ci propose d'abandonner titres, honneurs et charges pour garder Augusta, mais le roi est inflexible. Au printemps 1794, le mariage est annulé. Augusta vit malgré tout avec le prince encore quelques années, jusqu'en 1801. Toutefois, leurs enfants, s'ils sont illégitimes au Royaume-Uni, ne le sont pas au Royaume de Hanovre. Ainsi, Augustus d'Este peut figurer sur la liste de succession au trône hanovrien.

Un prince réservé

En 1801, Augustus, à 28 ans, reçoit les titres de duc de Sussex, de comte d'Inverness et de baron Arklow. Il est fait également membre de l'Ordre de la Jarretière. Il mène une vie discrète, enfermé dans son palais de Kensington, s'occupant de ses animaux et de son impressionnante collection de pendules. Prince cultivé, il est un grand protecteur des lettres et des arts. Il est d'ailleurs élu en 1816 président de la Society of Arts.

Sous les règnes de ses frères

Au cours des règnes de ses frères George IV et Guillaume IV, le duc de Sussex est l'un des chefs des whigs, desquels il préside de nombreuses réunions politiques. Il s'oppose ainsi à son frère, le très conservateur duc de Cumberland. En 1830, il est président de la Royal Society, poste qu'il conserve jusqu'en 1838. Un an plus tard, Guillaume IV le nomme Protecteur de St James's Park et de Hyde Park. Le 2 mai 1831, il se marie morganatiquement avec Lady Cecilia Letitia Buggin. Celle-ci est titrée en 1840 duchesse d'Inverness, mais n'est pas reconnue comme l'épouse du prince.

Sous Victoria

Sussex est l'oncle préféré de la jeune reine Victoria. Il encourage son mariage avec Albert de Saxe-Cobourg-Gotha. Le duc de Sussex meurt en 1843 au palais de Kensington, à l'âge de 70 ans. Selon son souhait, il ne reçoit pas de funérailles nationales. Il est inhumé au Kensal Green Cemetery de Londres. La duchesse d'Iverness continue à occuper le palais de Kensington jusqu'à sa mort survenue en 1873.

Titulature

Son Altesse Royale le prince Augustus Frederick (1773–1801)
Son Altesse Royale le duc de Sussex (1801–1843)
il devient en 1813 Grand-maître de la Grande Loge unie d'Angleterre, succédant à son frère le prince de Galles.

AUSTIN



Stephen alias Sam Houston Virginia 3 novembre 1793 – Texas 27 décembre 1836. Pionnier américain, le père du Texas. A partir de 1822, il est le chef des premiers colons américains au Texas. La cité de Houston porte son nom.
Initié franc-maçon à la Loge "*Louisiana Lodge No 109*", Sainte Geneviève, Missouri.

En 1821, Stephen Austin avait créé une colonie "anglo-américaine" le long du Rio Brazos, sur un territoire légalement concédé par le gouvernement mexicain. L'exemple des premiers colons fut rapidement suivi et de nombreux établissements apparurent sur ce territoire mexicain qui allait devenir le Texas. De plus en plus nombreux et puissants, les colons ne tardèrent pas à comploter afin de faire annexer leurs territoires par les Etats-Unis. Les citoyens du Texas étaient toutefois divisés en deux clans : ceux qui voulaient négocier leur indépendance et ceux qui voulaient combattre le Mexique. Un leader charismatique apparut en la personne de Sam Houston; il était de ceux qui pensait que l'indépendance devait être acquise par phases successives et était persuadé que le Texas ne pouvait gagner une guerre contre le Mexique. Nous connaissons la suite et la célèbre bataille de Fort Alamo.

JCvL

AVEZZANA

Giuseppe da Chieri Chieri 19 février 1797 - Rome 25 décembre 1879.



S'enrôle dans les armées napoléoniennes, s'exile à la Nouvelle Orléans passe au Mexique puis à New York. Revient en Italie en 1848 et sera élu au Parlement. Volontaire entre 1805 et 1812 dans l'armée napoléonienne, il pris part aux campagnes de 1813, 1814, et 1815. Après la fuite de Napoléon à l'île d'Elbe, il entre dans l'armée sarde avec le degré de sous-lieutenant.

Initié franc-maçon, il appartient au GO de Turin.

Il participe aux mouvements de 1821 et arrêté, il fuit la peine capitale en s'exilant en Espagne où il combat contre le corps d'envoi de la Sainte Alliance commandé par le duc d'Angoulême et que Carlo Alberto de Savoie servait également. A nouveau prisonnier, il est déporté à New Orléans, où il participe à la guerre d'indépendance du Mexique. En juin 1827, il combat pour la défense de l'État de Tamaulipas, contre les troupes espagnoles du général Barradas qui avaient envahi le territoire.

En 1832 une révolution fut organisée par Sainte Ana, contre le gouvernement du président Bustamente, Avezzana fut, comme toujours, prêt à être à la tête de la révolte. Au Tampico il fit triompher la cause de la libération et reçu le grade de général. En 1834 il quitte la vie militaire, fait commerce à New York, où il épouse une femme irlandaise ; mais, en Italie, les vents révolutionnaires de 1848 rallument son patriotisme. Il rentre immédiatement dans son pays, mais n'obtient pas sa réadmission dans l'armée. Le 26 février 1849, il est nommé commandant général de la Garde nationale de Gênes, mais des mouvements de révolte éclatent un mois plus tard, et Rome tombée, il est à nouveau condamné par contumace rejoint New York avec Garibaldi. En 1860, il revient pour combattre avec les chemises rouges au Volturno, et obtient l'ordre du mérite Militaire de la Savoie, pour le siège de Capua. En 1862 il est admis dans l'armée italienne avec le grade de général et placé en retraite en 1866 ; cependant, il combat encore avec Garibaldi dans la campagne de 1866 et l'an suivant à la bataille de Mentana. Elu député en 1878, il crée avec un groupe de patriotes, avec l'appui de Garibaldi, de Saffi et de Carducci, la Société Italie Non libérée dont il fut le président. Il meurt à Rome le 25 décembre 1879 et reçoit les honneurs de l'Etat.

JCvL

AZANZA



Miguel José duc de Santa Fe 1746 à Acoiz, Navarre - 20 juin 1826 à Bordeaux.
Politicien et diplomate espagnol, puis Vice-roi de Nouvelle-Espagne du 31 mai 1798 au 10 avril 1800.

Origines et carrière militaire

Il étudie à Sigüenza et Pamplona. Il arrive en Amérique à 17 ans, en compagnie de son oncle José Martín de Alegría, administrateur de la trésorerie royale de Veracruz. Il devient secrétaire du *visitador* (inspecteur), José de Gálvez, avec lui il parcourt la Nouvelle-Espagne, apprenant beaucoup sur ses problèmes. Apparemment Gálvez le fait arrêter à Sonora pour avoir divulgué ses (celles de Gálvez) intentions. Néanmoins, Gálvez continue à confier diverses missions importantes à Azanza. En 1771 il devient cadet au régiment d'infanterie Lombard en Espagne. En 1774 il est à La Havane en tant que secrétaire du Marquis de la Torre, capitaine général de Cuba. Avec Torre, il prend part au siège de Gibraltar (1781).

Carrières diplomatique et politique

Il quitte la carrière militaire pour la diplomatie. Entre 1784 et 1786 il est secrétaire de l'ambassade d'Espagne à Saint Petersbourg puis chargé d'affaires à Berlin. En 1788 il est *Corregidor* (magistrat représentant du Roi dans une ville) de Salamanque, puis l'année suivante intendant de l'armée à Valencia. En 1793 il est ministre de la guerre durant le mandat du premier Ministre Manuel Godoy. Il est à ce poste pendant trois ans, lors de la guerre avec la France.

Vice-roi de Nouvelle-Espagne

Le 19 octobre 1796 Azanza est nommé Vice-roi de Nouvelle-Espagne. Beaucoup pensent qu'il s'agit d'une forme d'exil. On sait Godoy désireux de se débarrasser d'Azanza à cause de ses critiques. Azanza prend possession de sa charge de Vice-roi en 1798, à Orizaba.

Le départ de Miguel de la Grúa Talamanca y Branciforte, vu comme un être immoral et un voleur, est salué par la population. Grúa avait stationné des troupes considérables à Jalapa, ce qui était une lourde charge pour la trésorerie de la colonie et l'absence des hommes de leur foyer laissait les champs à l'abandon. Azanza licencie graduellement ces troupes à partir du 15 mai 1799. Il renvoie les régiments de milices provinciales chez elles. Grâce à ces économies, il fortifie le port de San Blas et l'équipe de canons. Il prend des mesures pour protéger les côtes des britanniques. Il stationne des troupes à Buenavista, près de Veracruz et installe un escadron de 18 canonnières à Veracruz. On rapporte des affrontements avec les Lipanes et d'autres peuples indiens de l'intérieur. A cause des difficultés du commerce maritime, le nombre de fabriques de coton diminue durant son mandat. Afin d'accroître la population de Californie, le Vice-roi Azanza ordonne que les enfants des orphelinats y soient envoyés (17 mai 1799). L'année suivante il fait également établir un colonie de peuplement, sur les rives d'un lac salé, qui sera nommé *Candelaria de Azanza* (Nuevo León). Le 8 mars 1800, un violent tremblement de terre qui dure quatre minutes est ressenti à Mexico. Il sera nommé par la suite le *Temblor de San Juan de Dios*. Quelques maisons s'effondrent, mais on ne rapporte aucune victime. Azanza fait peu pour l'amélioration de la capitale ou de la colonie elle-même. A la fin de leurs contrats, la plupart des instructeurs allemands des mines rentrent dans leur pays. L'un de ceux qui resteront est Luis Lidner, qui occupe la chaire de chimie et métallurgie au Collège Royale des Mines.

La conspiration des *machetes*

En 1799 une conspiration est éventée. Pedro de la Portilla, un créole employé des services de la perception réunit une

vingtaine de jeunes dans l'allée des *Gachupines* à Mexico. On y discute de la position des créoles par rapport aux *Peninsulares*. (Les créoles sont des européens nés dans les colonies et les *Peninsulares* sont des colons nés en Europe. *Gachupines* devint une insulte à l'égard des *Peninsulares*.) Ceux qui sont présents à cette réunion s'entendent pour prendre les armes et chasser les Gachupines du pays. A cette fin ils rassemblent un grand nombre de vieilles machettes. Comme il s'agit pratiquement de leurs seules armes, cette conspiration est connue sous le nom de *Conspiration des machetes*.

Les conspirateurs ont l'intention de libérer des prisonniers et avec eux de prendre le Vice-roi en otage, de déclarer l'indépendance du Mexique et de déclarer la guerre à l'Espagne. Ils ont rassemblé 1 000 pesos d'argent, deux pistolets et 50 *machetes* pour lancer un soulèvement populaire sous le patronage de Notre Dame de Guadalupe. A la seconde réunion, Isidoro Francisco de Aguirre, un cousin de Portilla, s'alarme de ces préparatifs et prévient les autorités le 10 novembre 1799). Azanza les fait arrêter mais fait taire les motifs de leur conspiration afin de ne pas agiter la population. Tous les conspirateurs sont arrêtés, il passeront de nombreuses années en prison. Le procès est long et ne parvient pas à un verdict. Certains d'entre eux mourront en prison, Portilla, lui verra l'indépendance du Mexique. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une menace sérieuse sur la domination espagnole, il s'agit bien des prémices indiquant l'état d'esprit de la colonie influencé par la récente Révolution américaine et la Révolution française.

Fin de carrière et exil

Après avoir remis le gouvernement à son successeur, Félix Berenguer de Marquina, en 1800 à Villa de Guadalupe, Azanza rentre en Espagne. En 1808 il est ministre des finances du Roi Ferdinand VII et membre de la junta qui gouverne en l'absence du Roi. Peu après, il fait allégeance à Napoléon à Bayonne. Joseph Bonaparte le fait duc de Santa Fe. Franc-maçon, il devient Grand commandeur de la Grande loge nationale pour toutes les Espagnes, créée par ce dernier1. Après la défaite de la France, il est contraint à l'exil. Il est condamné à mort par contumace en Espagne et ses propriétés confisquées. Il meurt à Bordeaux, dans l'indigence, en 1826.

AZARA Don José Nicolás de Barbunales dans l'Aragon 5 décembre 1730 – Paris 26 janvier 1804.



Don José Nicolás de Azara Il fut longtemps ambassadeur à Rome, où il exerça une grande influence et où il protégea de tout son pouvoir les savants et les artistes; il était particulièrement lié avec le cardinal de Bernis et le peintre Anton Raphaël Mengs.

Il était aussi actif dans la franc-maçonnerie http://www. gle. org/historia. php.
Chargé de l'ambassade de France en 1798, il fut disgracié en 1803. Il a traduit en espagnol la Vie de Cicéron de Conyers Middleton, Madrid 1790. Il a publié les écrits de Mengs avec une Vie de ce peintre.

AZANA **Manuel Díaz** Madrid 10 janvier 1880 - Montauban (Midi–Pyrénées) 3 novembre 1940.



Homme politique espagnol, président du Conseil de 1931 à 1933 et deuxième et dernier président de la République de 1936 à 1939.
Azaña était aussi actif dans la franc-maçonnerie.

Né à Alcalá de Henares, Manuel Azaña Díaz participe en 1913 à la fondation de la Ligue d'éducation politique qui cherche à sensibiliser les Espagnols à l'idéal républicain et parlementaire, puis à celle d'*España*, hebdomadaire d'opposition créé par l'écrivain José Ortega y Gasset (1915). Directeur dudit journal en 1922, il devient un des porte-parole de l'opposition républicaine à la dictature de Miguel Primo de Rivera, qu'il critique en particulier pour la guerre du Maroc en rappelant la cuisante défaite à Cuba (1898). Homme pondéré mais peu avare de sens critique, Azaña s'affirme bientôt comme un vrai leader politique. Après la victoire de la gauche aux élections municipales de 1931, qui entraîne l'exil du roi Alphonse XIII et la proclamation de la République (14 avril 1931), Azaña est nommé président du Conseil (octobre).

Principal tenant de l'exécutif sous l'autorité du président de la République, Niceto Alcalá Zamora, il dirige, dit-il, un « gouvernement de raison » et mène une politique laïque radicale tout en essayant de préserver la difficile cohésion des partis républicains. Pratiquement, il épure l'armée, limite la puissance de l'Église (expropriation de nombreux couvents et monastères), met en chantier de grandes réformes agraires, électorales (suffrage universel) et administratives (autonomie provinciale).

Mais, en 1933, il perd les élections face à une coalition de droite regroupée dans la CEDA de José María Gil-Robles. Le 16 février 1936, après la dissolution de l'Assemblée nationale, il mène la gauche du Front populaire (*Frente Popular*) à la victoire. D'abord chef du gouvernement, il est élu président de la République en mai. Éloigné des leviers de l'État, il assiste impuissant au « printemps tragique ». En proie à une grave crise politique ponctuée de grèves, d'enlèvements, d'assassinats d'opposants comme José Calvo-Sotelo, le pays se délite sous ses yeux. En juillet 1936, les généraux Emilio Mola et

Francisco Franco organisent le soulèvement militaire nationaliste et le putsch qui rallient plusieurs régions d'Espagne et marquent le début de la Guerre civile. Réfugié à Barcelone durant toute la Guerre civile, Azaña conserve la présidence de la République mais n'a guère d'influence sur les gouvernements qui se succèdent jusqu'en 1939. En février 1939, peu avant la chute de la Catalogne, il fuit l'Espagne et rejoint la diaspora républicaine en France, où il meurt, à Montauban en 1940.

La mémoire d'Azaña à Montauban
Entré en France le 4 février 1939, il est mort le 3 novembre 1940 au siège montalbanais de la Légation du Mexique, sis à l'Hôtel du Midi, où il avait reçu asile en vue d'entraver les manœuvres des polices pétainiste et franquiste visant à son enlèvement ; le 5 novembre, son cercueil fut amené au cimetière de Montauban recouvert d'un drapeau mexicain, répliquant en cela à l'interdiction faite par « le préfet de l'époque Albert Durocher d'apposer des drapeaux républicains avant la visite du maréchal Pétain à Montauban. ».

Selon l'historien Max Lagarrigue: "Ce jour-là, plus de 3000 républicains espagnols et de nombreuses personnalités" l'accompagnèrent jusqu'au cimetière communal de la cité d'Ingres où il repose encore aujourd'hui. Depuis de nombreuses commémorations ont eu lieu devant la sépulture du dernier président de la République espagnole. Depuis 2004, d'abord sous l'impulsion de l'association Arkheia, puis de l'association "Présence de Manuel Azaña" des journées Manuel Azaña sont organisées chaque année. La 3e édition de ces journées de l'association Azaña, en octobre 2008, a été marquée par la réhabilitation de la tombe de l'ancien chef d'Etat. Une sculpture de l'artiste Christian André-Acquier a été disposée sur la tombew devant plus de 500 personnes. A cette occasion, Jean-Michel Baylet, président du conseil général de Tarn-et-Garonne annonçait l'ouverture prochaine à Montauban d'un collège d'enseignement qui portera le nom, pour la première fois au monde, de "Manuel Azaña".

Cet établissement ultra-moderne et répondant aux dernières normes environnementales a donc été inauguré, le 23 octobre 2009 en présence de nombreuses personnalités dont le consul général d'Espagne. Le président de l'association Présence de Manuel Azaña, Jean-Pierre Amalric confirmait dans son allocution: " En décidant de donner son nom à ce nouveau collège, le département de Tarn-et-Garonne a entendu notre appel et l'inscrit dans nos références communes. » D'autant ajoutait-il que « Azaña reste trop souvent encore « el desconocido, l'inconnu. » La faute à près de 40 ans de franquisme qui ont presque fait oublier l'importante du personnage, « son œuvre intellectuelle et son action politique au service de la démocratie ». Dans le même temps, le 24 octobre, l'Association Présence de Manuel Azaña a inauguré et mis en place une boite aux lettres dans le cimetière où repose l'ancien chef d'Etat espagnol. "Depuis des années, des anonymes écrivent et laissent des mots sur la tombe d'Azaña. C'est la raison pour laquelle à l'instar de ce qui se fait pour le poète Antonio Machado, à Collioure, l'association a mis en place cette boite aux couleurs de la République" confirmait l'historien Max Lagarrigue.

BACCIARELLI **Marcello**

Rome 16 février 1731 - Varsovie 5 janvier 1818.



Peintre italien de la période baroque, qui passa la plus grande partie de sa vie en Pologne. Après avoir étudié à Rome, Marcello Bacciarelli est appelé à Dresde en 1750 pour entrer au service de la cour de l'Électeur de Saxe Frédéric-Auguste II (aussi roi de Pologne sous le nom d'Auguste III). Il y travaille comme dessinateur mais il réalise déjà quelques portraits. De 1756 à 1764, il s'installe à Varsovie avec toute la cour saxonne, travaillant comme portraitiste pour l'aristocratie. À cette époque, il fréquente la noblesse polonaise et fait notamment la connaissance de la famille du futur roi de Pologne Stanislas II Auguste Poniatowski. En 1764, il entame un séjour de deux ans à Vienne, au service de Marie-Thérèse d'Autriche, afin de réaliser les portraits des membres de la famille impériale.

En 1766, il s'installe définitivement à Varsovie où il sera étroitement associé au roi Stanislas II Auguste Poniatowski et à sa cour. À la demande du roi, il crée une école de peinture au château royal. Il devient le responsable de la politique artistique de la monarchie.

En 1768, il est anobli. Il devient le principal peintre du roi, responsable de l'atelier du château royal, supervisant la décoration de la résidence royale (1776-1785), gérant les collections royales. En 1786, il devient le directeur général des édifices royaux. Progressivement, il est devenu le confident et l'ami du roi. En 1787, il effectue un voyage en Italie afin d'acheter des tableaux pour compléter les collections royales. En 1795, quand le roi est forcé de quitter la capitale et d'abdiquer, il reste à Varsovie, gardant sous contrôle la vie artistique de la ville. En 1798, à la mort de Stanislas II Auguste Poniatowski, il s'occupe de gérer le patrimoine royal. En 1816, en raison des services rendus à l'art polonais, il est nommé professeur et doyen honoraire de la nouvelle faculté des arts de l'université royale de Varsovie. Membre honoraire des académies des beaux-arts de Dresde, Vienne et Berlin, il s'éteint à Varsovie en 1818, laissant une œuvre monumentale principalement composée de portraits et de représentations de scènes historiques. Son influence sur la peinture polonaise a été

considérable.

BACH Jean-Chrétien

Leipzig 5 septembre 1735 - Londres 1er janvier 1782.



Johann Christian Bach (nom francisé en **Jean-Chrétien Bach**), était un compositeur et organiste allemand, onzième et dernier fils de Jean-Sébastien et d'Anna Magdalena Bach. Il fut surnommé le « Bach de Milan » et le « Bach de Londres ». Il reçut la formation musicale de son père mais, à la mort de celui-ci en 1750, ***Johann Christian*** partit pour Berlin afin de parachever sa solide formation musicale chez son demi-frère Carl Philipp Emanuel Bach. Il y découvre le style italien et, désireux d'approfondir cette voie, il se rend à Milan chez le comte Agostino Litta, change son prénom en Giovanni Christiano et se convertit au catholicisme, au grand dam de sa famille luthérienne. On le retrouve en 1757 à Bologne élève du Padre Martini puis en 1760 organiste de la cathédrale de Milan. Durant son séjour en Italie, il écrivit 16 opéras dont il tira tant de gloire que le King's Theatre de Londres le fit venir en 1762.

Deux années plus tard, Johann Christian obtint le poste convoité de maître de musique de la reine Sophie-Charlotte et, la même année, il eut la joie de jouer avec le jeune Mozart alors âgé de seulement 8 ans. Cette rencontre fut très importante car Johann Christian aura une influence considérable sur Mozart, et ils resteront très proches toute leur vie. Les concertos pour piano K. 107 de Mozart en sont une preuve tangible : ils sont en fait des arrangements des sonates opus 5 (n° 2, 3 et 4) de Johann Christian Bach. Il se rend à Mannheim en 1772, y écrit un opéra pour le théâtre de la ville, *Temistocle*, puis en 1776 un nouvel opéra (*Lucio Silla* sur un livret également utilisé par Mozart).

Cette même année 1776 à Londres il participe au concert inaugural du *Masonic Hall* le 23 mai avec Carl-Friedrich Abel. Ils furent reçu franc-maçon à la loge de *The Nine Muses* "avec dispense de tout droit à acquitter".

En 1778, **J. C. Bach** reçut une commande de Paris pour un opéra (*Amadis de Gaule*) qui n'eut aucun succès. Cette même année il est reçu Compagnon et fait Maître le même jour dans sa loge maçonnique de Londres : le 15 juin 1778. Ses dernières années furent peu glorieuses : il mourut à Londres le 1er janvier 1782, accablé de dettes, que la reine régla. Bien que marié début 1773 avec une chanteuse italienne, Cecilia Grassi, on ne lui connaît pas de descendance. Johann Christian fut un des premiers claviéristes à jouer du piano-forte et à composer pour ce nouvel instrument. Il est, encore aujourd'hui, injustement trop méconnu, et même s'il n'a pas élaboré des fugues complexes comme son père, il n'en n'avait pas moins un sens mélodique irréprochable, dont l'évidence eut une grande influence sur Mozart, et sur le style galant en général.

BACON DE LA CHEVALERIE Jean-Jacques

Lyon 8 janvier 1731 - Paris 1821.

Parmi les nombreuses variétés de FM que vit éclore le XVIIIe siècle, une des plus curieuses est sans contredit celle des rêveurs naïfs, imaginatifs convaincus, se livrant au travail spéculatif de loge, alchimie du cerveau. Parmi ces maçons, disciples de Swedenborg, de Martines de Pasqually ou de Saint-Martin, figurent les Willermoz, le duc de Luxembourg, Roettiers de Montaleau et Bacon de la Chevalerie. La branche des Bacon à laquelle appartenait Bacon de la Chevalerie, fixée dans le Lyonnais, sortait vraisemblablement des Bacon de Normandie dont la famille avait été illustre.



Par contrat du 10 juillet 1390, Jean de Luxembourg épousa Alice de Flandre, dame de Richebourg, fille de Jeanne Bacon, dame de Molay. Cette descendance incertaine n'était pas faite pour déplaire à Jean-Jacques Bacon, qui par la suite n'hésitait pas à rappeler qu'il tenait par alliance au templier Jacques Molay. En 1514, nous trouvons un Bacon tabellion en Normandie. A partir de cette époque, la famille des Bacon semble avoir mené une existence nomade. Thomas Bacon, officier des armées du roi vers 1760, laisse trois fils.

En 1700, Pierre Bacon de Lambrine, seigneur de Gourdet, ancien lieutenant au régiment d'Auvergne-infanterie et volontaire dans le régiment de cavalerie d'Audicourt, habitait à Saint-Marias-lez-Bourges, en la sénéchaussée de Guyenne, et fournissait ses lettres de noblesse.

Son frère aîné, Pierre, avait été successivement volontaire dans les gardes du roi, lieutenant au régiment de Jonzac et volontaire au régiment d'Audicourt ; son frère cadet, Girard de Bacon, seigneur de Bardes, avait servi en qualité de cadet aux régiments de Nazze et de Jonzac. On trouve enfin, à la date du 17 juillet 1709, le contrat de mariage de Henri-Louis Bacon, fils de Jean, qui épouse une de ses parentes, Marguerite Bacon, fille de Claude Bacon, conseiller du roi, lieutenant des traites foraines à Châlons.

Jean-Jacques Bacon de la Chevalerie naquit à Lyon, sur la paroisse Saint-Paul, le 8 janvier 1731. Il était fils de Daniel Bacon de la Chevalerie, et de Claudine André, sa légitime épouse. Il eut pour parrain Jean Bonnat de Mably, prévôt général des provinces de Lyonnais, Forest et Beaujolais, père du célèbre abbé, et pour marraine demoiselle Jacqueme Basset, épouse de Jean-Baptiste Bay, seigneur de Curis.

En 1746, Jean-Jacques Bacon, âgé de 15 ans, entre dans la seconde compagnie des Mousquetaires de la garde du roi, dits Mousquetaires noirs, dont le capitaine-lieutenant était, depuis 1729, le marquis de Montboissier. En 1747, il est successivement lieutenant en second et lieutenant au régiment de Custine-infanterie. En 1757, il est aide-major dans le corps des volontaires du Dauphiné ; l'année suivante, à la date du 1er mars, il prend rang comme major de ce régiment, puis passe la même année dans un régiment de dragons en qualité de capitaine. En août 1761, il est pensionné de 500 fr. ; en

octobre, il est lieutenant-colonel et commande un corps de 300 hommes d'infanterie, et le 15 octobre, il est décoré de Saint-Louis.

Par ordonnance du 3 décembre 1762, il est employé à Saint-Domingue avec 2.000 francs d'appointements. Au commencement de 1768, il remplissait encore les fonctions de lieutenant-colonel d'infanterie dans cette colonie, et il attendait, depuis sept ans, sa nomination de brigadier .Le retard apporté à sa nomination provenait des inimitiés puissantes qu'il s'était créées dans la famille de sa femme ; d'après une note sans date du bureau des colonies, « il avait épousé à Saint-Domingue une parente de Fournier de la Chapelle, procureur général, et ce fonctionnaire, mécontent de ce mariage, s'était dispensé d'assister au mariage. Bacon était en discussion et en échange d'injures avec son beau-père, et disait à qui voulait l'entendre que sans l'âge et la grosseur énorme du père de sa femme, il aurait terminé la discussion par des voies de fait. Un procès était en instance devant le juge du Cap. Il avait été décerné contre lui un décret d'arrestation lorsque le vicomte de Belzunce fit arrêter les poursuites en se faisant remettre la procédure ». Néanmoins, à la suite de ces scandales, Bacon du rentrer en France pour que l'affaire n'eut pas de suites. Il était du reste très éprouvé par le climat, et son frère venait de mourir de la dysenterie.

Le 20 août 1768, il prend rang comme colonel d'infanterie. Le 1er juillet sa pension est réglée à 2.650 francs, et le 1er mars 1780 il est nommé brigadier d'infanterie. Enfin, en décembre 1789, il est désigné par les électeurs des communes du département du nord de Saint-Domingue comme capitaine général des troupes patriotiques avec rang de lieutenant général.
Avec cette carrière si bien remplie, Bacon ajoutait de brillants états de service. Il s'était trouvé aux sièges de Berg-op-Zoom, des forts Rowere et Mormond, de Lille et de Maestricht ; il avait pris part aux batailles de Lawfeld, Minden et aux combats de Warburg et de Corbach. Il avait reçu un coup de feu à la jambe au siège de Berg-op-Zoom, avait eu le pied percé de part en part d'un coup de baïonnette, et l'épaule cassée à la surprise de Zierenberg ; après avoir eu trois chevaux tués sous lui, il avait été fait prisonnier.

Le 10 octobre 1759, il avait attaqué et enlevé à Kesselback un détachement de dragons ennemis, plus nombreux que celui qu'il commandait. Pendant la retraite de Minden, il avait pris le service d'aide maréchal général des logis à la tête de la colonne d'artillerie par ordre du maréchal de Contades. Aussi, en 1780, lorsqu'il prend sa retraite provisoire, ses notes sont-elles excellentes ; elles portent : « officier qui a des talents militaires, très intelligent ».

Sa nomination de lieutenant général commandant la partie nord de Saint-Domingue fut confirmée par un décret sanctionné par le roi en 1790. Rentré en France pour prendre les ordres de Louis XVI au sujet de cette colonie dont l'ordre était gravement compromis, il pouvait dire que, pendant son commandement, pas une goutte de sang n'avait été répandue. Lorsqu'il arriva à Paris, la monarchie allait succomber, il fut aussitôt arrêté, mis en prison, et dépouillé de tout ce qu'il possédait, même de ses papiers. Sa pension fut liquidée à 167 francs. Pendant « vingt ans il dut vivre du travail de ses mains, ne voulant pas plier devant l'usurpateur du trône de ses maîtres».

Le 16 mars 1815, il expose qu'il est dans une misère extrême, qui ne lui permet pas de se procurer un habit et une croix de Saint-Louis pour être présenté au roi qui lui a fait une pension de 1.200 francs ; qu'il ne peut retirer son brevet de maréchal de camp, parce qu'il ne peut payer le droit de sceau.
Qu'il a 85 ans et qu'il est chevalier de Saint-Louis depuis 54 ans ; qu'il est malade d'un catarrhe ; que, « vieux serviteur du roi, il brûle de sacrifier à son service le reste de sa vie. » Sur la chemise du dossier, il est fait mention qu'une pension supplémentaire de 800 francs lui avait été accordée le 1er juillet 1819.

Le 19 janvier 1821, il réclamait encore, rappelant qu'il avait 90 ans et que lorsqu'il parvint en France, en 1792, il avait été témoin « de la chute de son infortuné monarque et avait été plongé lui-même dans des cachots où il avait langui vingt-cinq mois ». Les recherches quant au lieu et la date de sa mort demeurèrent infructueuses. Son dernier domicile connu était 42, rue du Four-Saint-Germain (1821) près le Grand Orient

La vie maçonnique de Bacon fut aussi longue que sa vie militaire. Disciple de Martines de Pasqually et de Saint-Martin, Bacon dut débuter dans la maçonnerie entre 1750 et 1760. En 1762, il était vénérable de la Félicité à l'Orient de Rouen et en 1764 vénérable de la loge militaire de Saint-Jean de la Gloire, alors à Lyon. Dans cette dernière loge il faisait, le 17 janvier 1766, en qualité de Grand Orateur de la G L Provinciale, l'oraison funèbre de Bay de Thelius, capitaine de dragons au régiment d'Autichamp. En 1766 il était substitut universel du G M des Elus Coëns. En 1768 il figurait parmi les disciples de Martines de Pasqually. Il collabora activement, de 1771 à 1773, à la formation du Grand Orient.C'est en partie grâce à son concours que la paix put être conclue, le 26 juin 1773, entre la loge Saint-Alexandre et celle des Amis réunis. Le 27 octobre suivant, c'est sur sa proposition que le G O arrête que les artisans, domestiques et gens de maison ne pourront être reçus que comme ff servants et que les mots procès-verbaux et plumitifs seront remplacés par planches à tracer et esquisses. Très féru de la grande science, il est désigné, le 27 décembre de la même année, pour faire partie, avec le comte de Stroganoff et le baron de Toussaint, de la Commission des hauts grades.

Le 26 janvier 1774, il est président de la chambre de Paris et député de la G L provinciale de Lyon, de la Parfaite Amitié, des Vrais Amis réunis, de la Sagesse et de la Parfaite Union. Le 2 avril 1775, il est un des fondateurs de la loge militaire de la Candeur, dont il est Grand Orateur puis Grand Aumônier. En 1776, alors que l'on ne pouvait représenter que cinq loges au Grand Orient, il est député de l'Amitié et de la Française à l'Orient de Bordeaux, de la Concorde à l'Orient de Colmar, de la G L provinciale de Lyon, de l'Auguste Félicité à l'Orient de Nancy et du Directoire écossais de Strasbourg.

Le 31 mai 1776, en qualité de Grand Orateur du Grand Orient, il provoque le traité d'union entre le Grand Orient et les Directoires de la Stricte Observance de Lyon, Bordeaux et Strasbourg. De 1777 à 1782, il rédigera les États du Grand Orient et représentera la Bienfaisance à l'Orient de Lyon. Le 13 mai 1777, c'est lui qui fait à la Candeur le récit des persécutions subies à Naples par les FM ; Lors de la formation de la loge d'adoption annexée à cet atelier, il composera les couplets chantés parle comte et la comtesse de Bethizy pour la réception de la comtesse de Rochechouart.

De 1782 à 1785, il se brouillera avec le Grand Orient. De 1785 à 1789, il sera le député au Grand Orient de la Bienfaisance à 1'Orient de Grenoble, de l'Urbanité à l'Orient, de Montpellier, de Saint-Jean à l'Orient de Saint-Quentin, des Braves Maçons de Saint-Louis à l'Orient de Saarbruck, de la Parfaite Union et de la Bonne Amitié à l'Orient de la Martinique. En 1785 et en 1787, il sera convoqué aux convents organisés à Paris par les Philalèthes, en qualité de représentant de la Stricte Observance, dont il était grand profès sous le nom d'Eques ab apro. Sous l'Empire, nous le retrouverons officier d'honneur du Grand Orient, dont il sera Grand Expert en 1814. Il était aussi Vénérable d'honneur des Arts réunis à l'Orient de Rouen.

En 1806, il se faisait affilier à l'ancienne académie des vrais maçons de Narbonne (Philadelphes) et était en relations fréquentes avec les Chefdebien, fondateurs du régime. Le 20 janvier 1806, il écrivait à l'un d'eux : « Je ne suis pas Philalèthe, mais je suis, comme vous le savez, substitut universel pour la partie septentrionale de l' ordre des Elus Coëns, rite intérieurement peu connu », et le 6 septembre suivant : « Je suis au rang de ces vieux animaux domestiques qui ne sont plus bons à rien et qu'on laisse vivre par charité. »n En 1808, Bacon s'était retiré dans le giron du Grand Orient et à chaque changement de domicile s'en rapprochait de plus en plus. De la rue Guisarde (1808), il se rend 6, rue du Vieux-Colombier (1814), et enfin, 42, rue du Four-Saint-Germain-des-Prés (1815-1821).

Fanatique de FM le travail de loge avait quelque peu atrophié son intelligence, et, pendant toute une période de sa vie, il fut affligé d'une folie spéciale que l'on rencontre fréquemment chez les martinistes : il se croyait le fils de Dieu. Sorti de la FM il raisonnait comme tout le monde, ainsi que sa correspondance permet de le constater.

Le 31 octobre 1780, Willermoz, écrivant au duc de Brunswick, disait de lui « qu'il avait reçu depuis longtemps des connaissances distinguées, mais qui s'étaient fort effacées pour les avoir beaucoup négligées bien qu'il n'en convienne pas », et Willermoz ajoutait confidentiellement : « Il n'est point dans l'ordre intérieur de la classe de grand profès et il en ignore même l'existence. » Mais, ce qui est plus grave pour l'état mental de Bacon, c'est ce que Millanois écrivait sur lui à Willermoz le 14 août 1783: « J'ai vu la Chevalerie dont les affaires vont bien mal. Je ne suis pas étonné que vous soyez si éloignés l'un de l'autre; quoique vous ayez puisé dans les mêmes sources, vous pensez bien différemment : vous croyez en Jésus-Christ, et lui se croit semblable à lui. Voilà ce que je n'ai pas entendu sans étonnement et sans scandale. » Bacon de la Chevalerie est un des exemples les plus typiques des déformations cérébrales que produisait alors la FM même sur des cerveaux assez solidement constitués.

On se rendra compte de son état d'esprit par la lettre suivante, publiée par M. Baader :
"en y entrant que je me plongeais dans un bain tiède délicieux, qui remit mes esprits et répara mes forces dans l'instant. J'en sortis victorieux, et par une lettre de Pasqually, j'appris qu'il m'avait vu dans ma défaillance et que c'était lui qui m'avait inspiré la pensée de me jeter dans le grand cercle de la puissance suprême. " Et Bacon n'était pas un des plus exaltés parmi ceux qui s'occupaient de travail de loge ! hautsgrades.over-blog.com/article-21514688.html

BADIA Domingo y Leblich

Barcelone 1 avril 7 - Damas 1818.



Connu aussi sous le nom d'**Ali-Bey**, est un officier espagnol

Enfance et jeunesse

Son père s'appelle Pedro Badia, sa mère Catalina Leiblich, elle est la descendante d'un Belge qui avait lutté lors de la Guerre de Succession en Espagne. En 1778 Pedro Badia est nommé Compteur de Guerre et Trésorier de Vera (Granada) et la famille s'installe à Cuevas del Almanzora (Almeria). Le jeune Domingo est autodidacte et très précoce. À 14 ans, Domingo Badia est déjà fonctionnaire à Granada. Peu après, le roi Charles IV le nomme Compteur de Guerre en fonction de commissaire et Administrateur des Tabacs de Cordoba (Cordoue). Domingo a seulement 26 ans. En 1791, Domingo se marie avec Maria Berruezo, surnommée la «Mariquita». Notre homme ne se sépare d'elle que lors de ses voyages et aventures.

Ses voyages

En 1801 Badia présente à Manuel Godoy, le Premier Ministre du roi Charles IV, le projet d'une expédition scientifique en Afrique. Mais ce projet scientifique devient un plan politique qui consiste en fait à inciter quelques tribus à se soulever contre le Sultan et à ainsi conquérir le Maroc. Godoy finance l'aventure avec générosité. Badia, qui adopte le nom d'Ali-Bey, part en 1803. Il se déguise en prince abbasside, se dit né en Syrie et descendant du prophète Mahomet. Pour justifier qu'il ne maîtrise pas la langue arabe, il explique qu'il a été éduqué en Europe.

Il se conduit comme un musulman pieux et annonce son intention d'aller en pèlerinage à La Mecque. Justement pour se faire passer pour un musulman, avant d'entreprendre son voyage, il se fait circoncire à Londres. Ali-Bey reste 26 mois au Maroc. On ne sait pas clairement si son déguisement a du succès. Il parcourt le pays et observe le monde arabe avec des yeux européens. Pendant son séjour au Maroc, il reçoit peu de nouvelles de l'Espagne. Après l'échec de sa mission politique, le prétendu prince abbasside doit quitter précipitamment le Maroc pour échapper à la mort. Au lieu de retourner en Europe, il initie un périple vers l'est en direction de La Mecque. Bien que Domingo Badia ne soit pas le premier chrétien qui visite La Mecque - quelques voyageurs chrétiens y sont déjà arrivés au XVIe siècle, il est le premier qui laisse des témoignages de sa prouesse, spécialement des dessins.

Exil

Quand l'aventurier rentre en Europe, Godoy et le gouvernement espagnol qui l'avaient embauché sont tombés en disgrâce. Badia offre ses services à Napoléon et en 1808, il accompagne le frère de l'empereur, Joseph 1er, lors de son entrée à Madrid. Il travaille pour la cour napoléonienne et en 1813 doit s'exiler avec Joseph 1er. Lors de son exil en France il publie ses Voyages en Afrique et en Asie pendant les années 1803-1807, Paris, 1814, 3 vol. in-8. Ce livre est traduit dans de nombreuses langues. On y trouve d'intéressants détails qu'aucun chrétien n'avait pu connaître jusque-là ainsi que des aspects sociaux, culturels, économiques et religieux du monde arabe. De plus il dresse les plans des villes principales. En 1818 il entreprend un nouveau voyage vers l'Orient, mais meurt près de Damasc d'une dysenterie ou peut-être empoisonné.

BAKER Joséphine

Saint Louis 3 juin 1906 - Paris 12 avril 1975.



De son vrai nom Freda Josephine McDonald, Chanteuse, danseuse et meneuse de revue célèbre, elle apparaît également dans quelques films. Elle quitte le foyer familial à l'âge de 13 ans et travaille comme serveuse. Elle remporte son premier concours de danse à 14 ans puis débute à Broadway au Plantation Club.

Le 2 octobre 1925, elle passe en première partie dans la Revue Nègre au Théâtre des Champs-Elysées. À peine vêtue d'un pagne formé de bananes, elle danse et dandine de façon suggestive sur un rythme de charleston, musique alors encore inconnue du Vieux Continent. Le scandale faisant place à l'engouement général, elle devient l'égérie des cubistes qui vénèrent son style et ses formes profitant de l'enthousiasme des parisiens pour le jazz et les musiques noires. C'est aussi à cette époque qu'elle rencontre Georges Simenon. Après une tournée en Europe, elle mène la revue des Folies Bergère accompagnée d'un léopard, dont l'humeur fantasque terrorise l'orchestre et fait frémir le public.

C'est en 1927 qu'elle se lance dans la chanson. En 1930, elle remporte un succès inoubliable avec la chanson J'ai deux amours, composée par Vincent Scotto. Quelques rôles lui sont proposés au cinéma par des cinéastes tels que Marc Allégret. Ses deux films "Zouzou" et "Princesse Tamtam", ne rencontrent pas le succès espéré bien que sur les planches du music-hall elle en vient à faire de l'ombre à la grande Mistinguett. Sa tournée de 1936 aux USA ne rencontre pas non plus la réussite attendue face à une Amérique sceptique. Elle rentre donc en France où elle épouse un français et devient, à la veille d'une guerre naissante, résistante pour défendre les droits civils de l'Homme.
Dès le début de la Seconde Guerre mondiale, en 1939, elle se mobilise pour la Croix-Rouge puis gagne le Maroc où elle se met à la disposition des services de renseignements de la France libre. Elle s'acquitte de missions importantes qui lui vaudront la Légion d'honneur après les hostilités tandis que d'autres artistes comme Mistinguett, Maurice Chevalier ou Arletty se verront reprocher leur attitude ambiguë sous l'occupation.

initiée par la loge « Nouvelle Jérusalem » Grande Loge Féminine de France en 1960.

Ne pouvant avoir d'enfant, elle achète le domaine des Milandes, en Dordogne, et y accueille avec Jo Bouillon, son deuxième mari, qu'elle a épousé en 1947, les enfants de toutes origines qu'elle a adoptés et qu'elle appelle sa tribu arc-en-ciel. Elle y engloutit sa fortune et multiplie les concerts pour poursuivre son œuvre. C'est au cours d'une ultime revue, en 1975, qu'elle tombe malade ; elle meurt le 12 avril. C'est la première femme américaine à avoir reçu les honneurs militaires français à ses funérailles. Sa dépouille gît au cimetière de Monaco.

BAILLY Jean Sylvain

Paris 15 septembre 1736 - 12 novembre 1793.



Maire de Paris, président de la Constituante, membre de l'Académie française. Mathématicien et littérateur, il joua un rôle politique important ; il fut l'ami de Buffon dont l'influence finit, après trois échecs suscités par l'opposition de d'Alembert, par le faire entrer à l'Académie des sciences, puis à l'Académie française ; garde des tableaux du Roi, au Louvre ; Bailly appartint aussi à l'Académie des Inscriptions. À l'Académie française il obtint 15 voix contre Condorcet qui fut élu avec 16 voix, grâce à la manœuvre par laquelle d'Alembert fit avoir à ce dernier le suffrage du comte de Tressan. L'opposition que lui fit d'Alembert ne cessa qu'avec la mort de celui-ci ; Bailly fut élu le 11 décembre 1783 en remplacement du comte de Tressan, et reçu par le marquis de Condorcet le 26 février 1784. Une fois élu, il se brouilla avec Buffon, en votant pour Sedaine et en lui refusant sa voix en faveur de l'abbé Maury ; l'amertume de cette réception éloigna Buffon de l'Académie, où il ne parut plus.

Bailly a laissé une *Histoire de l'astronomie*, des écrits scientifiques, et des *Éloges* d'écrivains et de savants. La politique absorba ses dernières années ; le premier élu de Paris aux États généraux, il présida la fameuse séance du Jeu de Paume

et fut maire de Paris du 15 juillet 1789 à 1791. Arrêté après le 10 août 1792, condamné pour avoir favorisé la fuite de Louis XVI à Varennes-en-Argonne et pour complot contre la sûreté du peuple, il périt sur l'échafaud révolutionnaire ; il fut stoïque en face de la mort et des cruautés que la foule lui prodigua. Deux *Causeries* de Sainte-Beuve, son Éloge par Talleyrand à l'Institut (1796), une notice de F. Arago. **Franc-Maçon à la Loge "*Les Neuf Sœurs*", Paris.**

BAKOUNINE Mikhailé Alexandrovitch

Primuchin 1814 – Berne 1876.



Né de parents aristocrates, officier, Bakounine abandonne rapidement la carrière militaire, poursuit ses études à Moscou et à Saint-Pétersbourg et devient un pur hégélien. Sa rencontre avec Herzen et Ogarev, rescapés de la déportation, change sa vie. A 26 ans il se rend à Berlin où il fraternise avec les positions radicales et révolutionnaires. Il séjourne à Dresde et en Suisse puis de 1844 à 1847, il demeure à Paris où il fréquente Proudhon et Marx. Bakounine veut le nivellement des classes, la communauté des biens, le salaire unique et l'abolition de l'absolutisme. Il s'engage activement durant les événements européens de 1848. Il est arrêté lors de la Réaction et condamné, tout d'abord à Dresde, puis à Prague.

Le tsar obtient son extradition pour pouvoir le condamner à son tour. Après avoir été envoyé en Sibérie, il réussit à s'enfuir et se réfugie à Londres en 1861. Il y trouve tous ces amis et se consacre au projet d'un vaste mouvement anti-tsariste fondé sur la promesse de l'exportation des terres. Après avoir tenté d'intervenir politiquement dans les événements de Pologne et de Suède, Bakounine consacre son attention sur l'Italie, où il arrive en janvier 1864, en provenance de Genève.

Dans les textes sur Bakounine, on a souvent fait l'expérience à son appartenance à la maçonnerie à l'occasion de son voyage en Italie, dans la perspective des revers qu'il a rencontrés. Bakounine avait été initié en 1845 et c'est à Turin qu'il fut élevé au degré de Rose-Croix. A Caprera, Garibaldi l'élève au 30°. Son entrée dans les cercles démocratiques florentins est favorisée par Guiseppe Mazzini, Filippo De Boni, Aurelio Saffi, ainsi que par Garibaldi lui-même.

Bakounine nourrit l'espoir de transformer la maçonnerie italienne en un instrument de propagande de sa pensée politique, qui prône la liberté intégrale à conquérir contre le dogme qui asservit l'esprit et contre l'Etat qui crée les inégalités. Il insiste aussi sur la polémique antireligieuse et dénonce l'esclavage qui peut dériver de la croyance dans le Dieu chrétien. Il prône l'abolition de toute théologie et la substitution du culte du grand Architecte de l'Univers par celui de l'Humanité. A Florence, Bakounine s'est engagé dans une action politique intense et, n'ayant pas obtenu les résultats espérés, il se transfert à Naples en 1865 où il est en relation avec S. Friscia, C. Gambuzzi et S. Morelli, les fondateurs d'une loge atypique qui réunissait républicains et socialistes.

La tentative de Bakounine pour faire de la maçonnerie l'instrument de ses idées nihilistes était destinée à l'échec mais cela lui servit toutefois à ce faire connaître et à présenter sa pensée à de nombreux démocrates déçus qui, par son intermédiaire, se rapprochèrent des idées des socialistes et anarchistes. En 1866, il nie même dans une lettre à Herzen le fait d'être maçon.

Les années 1864-1867 sont une période d'intense élaboration spirituelle pour lui : il est désormais décidé à promouvoir un mouvement révolutionnaire anarchiste dans toute l'Europe en agissant au milieu des grandes masses agricoles au centre de sa propagande. Sa prédiction en Italie rallie plusieurs garibaldiens et républicains. C'est à partir de ce groupe, qui s'enrichit de jeunes recrues, que se développera dans les années qui suivirent 1870 le courant anarcho-collectiviste. En automne 1867, il s'installe en Suisse et continue de travailler sur son programme, sans grands résultats. En 1873-1874, il rêve encore de soulever l'Espagne et l'Italie. Vieux et déçu, il meurt en juillet 1876. A.-M.J.

BALMOSSIERE- CHARTROUX Augustin

né en 1729 et mort en 1813.

Homme politique français. Entré à la Société des défenseurs de la liberté et de l'égalité, bientôt dénommée Société populaire de Nice, il y occupa rapidement une situation de premier plan. Élu membre du comité de surveillance le 3 octobre 1792, il voit son mandat renouvelé le 3 décembre suivant. Dans l'intervalle, il est choisi en autres comme secrétaire du club, le 30 novembre 1792, et en deviendra l'archiviste le 10 avril de l'année suivante. Élu président de la Société des défenseurs, le 27 février 1793, réélu le 5 mars suivant, il est acclamé comme président de la Société populaire le 1er nivôse an II (22 octobre 1794). Il avait, à plusieurs reprises, fait partie du Comité central. En mars 1793, étant au fauteuil de la présidence, il fut insulté par le fougueux abbé Foncet, mais ne fut pour rien dans son arrestation.

Lors de l'organisation, par d'Anselme et Barras, de l'administration provisoire du comté de Nice, Augustin fut choisi comme l'un des membres et affecté au bureau de conciliation.

Élu notable par la 7e section de l'assemblée primaire aux élections des 17 et 18 décembre 1792, il fut choisi, par les électeurs du second degré, comme membre de la convention des « colons marseillais », prêta serment en renonçant aux privilèges de sa corporation le 2 janvier 1793 et contresigna en qualité de président de séance de cette assemblée les fameux décrets rendus par elle du 15 au 18 janvier 1794. Le 24 mars, il était commissaire de la section de Saint Jean-Baptiste, pour les élections municipales et fut notable dans la première municipalité Pauliani, président d'âge de l'assemblée générale des élections le 28 avril 1793.

Il y fut maintenu lors des diverses épurations successives pratiquées par les représentants du peuple. Plusieurs fois

désigné, par les délibérations du tribunal, comme directeur du jury criminel, il fut nommé juge au tribunal criminel révolutionnaire du département. Le 3 mai suivant, il est élu au tribunal de district de Nice. Nommé en la même qualité, par Jean François Ricord et Robespierre, le 7 germinal an II et installé le 1er avril, il fut maintenu dans ses fonctions à la deuxième commission civile, par Ritter et Louis Marie Turreau, le 30 brumaire an III comme juge au tribunal du département. L'arrêté de Beffroy, de floréal an III lui épargna les rigueurs de l'arrestation, ainsi que les ennuis du désarmement et de la surveillance à domicile. Il fut en dehors de toutes administrations publiques durant la réaction thermidorienne. Il réapparut en l'an VI (1798) comme juge au tribunal criminel présidé par l'ex abbé Volier. En décembre 1798 et janvier 1799. Le prudent Augustin ne se rendit acquéreur d'aucun bien national, chose que fit son fils Jean Joseph Dalmas.

Le botaniste François-Emmanuel Fodéré le nomme comme ayant établi le premier herbier des Alpes-Maritimes. Cet herbier de plus de six-cents plantes, se trouve aujourd'hui au musée d'histoire naturelle de Nice. Il est composé de trois volumes qui sont dédiés à madame la marquise De Gontault, « par son très humble et très obéissant serviteur Balmossiére Chartroux » et ce, en 1789. L'impératrice Joséphine lui envoyait en 1804, alors qu'il était administrateur des jardins de Nice, des plantes exotiques provenant des serres de la Malmaison : eucalyptus, melaleuca, fabricia… Il est nommé le 19 fructidor an XI, administrateur des bâtiments et jardins ayant appartenu à l'ex-école centrale. Et à la même date il est nommé conservateur et administrateur des trois établissements composant la pépinière du jardin botanique de Nice.

Il fut membre fondateur de la première loge maçonnique niçoise « les Vrais Amis Réunis » en 1796 avec Pierre Dominique Garnier et Hacquard.

BALSAMO **Joseph** Voir Gagliostro

BALZAC **Charles** Paris 1752 – 1820.



Architecte, accompagnant Bonaparte en Egypte, il écrit la *Description de l'Egypte* (publiée sous la direction de Fourier) et présente une notice sur les ruines d'un cirque situé à Alexandrie. En août 1799, il s'embarque à Boulaq pour la Haute-Égypte et visite Siout, Karnak, Louxor. De retour en France, il entre au service des travaux publics du département de la Seine. Il fait jouer au Caire en 1801 un opéra comique dont il fit le livret en vers et composé par Rigel : Les Deux Meuniers.

Il fréquente la Loge « Saint-Alphonse des Amis Parfaits de la Vertu » à l'O de paris de 1784 à 1786 et est membre fondateur de la loge « Le Grand Sphinx ».

BANKS Sir **Joseph** Londres 13 février 1743 - 19 juin 1820.

Botaniste anglais, membre de la Royal Society de 1778 à sa mort. Il fit le tour du monde avec le capitaine Cook, à bord de l'Endeavour, de 1768 à 1771. Avec les collections botaniques rapportées de son voyage avec Cook, il fonde Kew Gardens, jardin botanique proche de Londres, célèbre dans le monde entier. Joseph Banks fait ses études à Harrow School et à Eton puis à l'université d'Oxford. Il se découvre une passion pour la botanique et, héritant de la fortune de son père, décide de se consacrer à l'étude des végétaux. Il publie ses premières descriptions utilisant le tout jeune système linnéen et est élu à la Royal Society. Il fait un premier voyage en 1763 le long des côtes du Labrador et de Terre-Neuve.

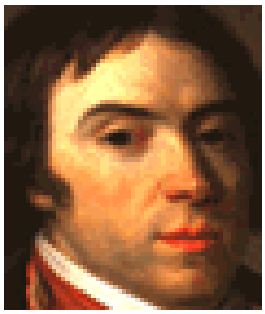


En 1768 Banks demande à faire partie du voyage de Cook auquel il contribue financièrement en emmenant avec lui un secrétaire, deux dessinateurs et un médecin suédois, le docteur Solander. Lors de ce voyage, il découvre le Brésil (où il décrit le bougainvillier) et d'autres régions d'Amérique du Sud, Tahiti, la Nouvelle-Zélande et finalement la côte est de l'Australie. Il rapporta de cette expédition d'abondants matériaux. C'est lui qui introduisit en Europe l'eucalyptus, l'acacia et le mimosa. À son retour au Royaume-Uni, il milite ardemment pour la colonisation de l'Australie. En 1772, il fait un voyage en Islande. Il est fait baron en 1781, trois ans après son élection à la présidence de la Royal Society. Il organise de nombreux voyages d'exploration dans le Pacifique et dans les Caraïbes. Il devient conseiller du roi, et obtint près de Georges III une influence dont il ne se servit que pour protéger les savants.

Il était franc-maçon, membre de la loge Old Horn n° 41

Banks est le principal financier du projet de cartographie géologique de la Grande-Bretagne mené par William Smith. Banks a peu écrit, mais il forma de précieuses collections qu'il ouvrait à tous ceux qui voulaient les consulter, et une riche bibliothèque qu'il légua au British Museum et dont Jonas Carlsson Dryander (1748- 1810) a publié le catalogue, 5 volumes in-8, 1796-1800. WIKIPEDIA

BARERE de **VIEUZAC** **Bertrand** Tarbes 1755 – 1841.



Fils d'un procureur au sénéchal de Tarbes, Bertrand Barere de Vieuzac (nom d'une seigneurie appartenant à sa famille) fit des études de droit à Toulouse et fut reçu au barreau de cette ville le 8 juillet 1775. Bien que pourvu l'année suivante d'une charge de conseiller au sénéchal de Bigorre, il se fixa dans la capitale du Languedoc et y entama une brillante carrière d'avocat ; mais c'est à Tarbes qu'il se fit élire, le 23 avril 1789, député du tiers état aux Etats généraux. Ses nombreuses interventions à l'Assemblée constituante et le succès de son journal Le Point du jour l'ayant désigné comme un des principaux acteurs du mouvement révolutionnaire, il fut nommé au tribunal de cassation le 29 avril 1791 et élu, le 4 septembre 1792, député des Hautes-Pyrénées à la Convention.

Président de l'Assemblée lors du procès de Louis XVI, il vota pour la mort, contre l'appel au peuple et le sursis ; rapporteur du Comité des Cinq-Cents (14 avril 1797), élection immédiatement invalidée. Amnistié après les 18 Brumaire, il se consacra à des travaux littéraires sans renoncer à briguer les suffrages de ses compatriotes bigourdans : candidat malheureux au Sénat et au Corps Législatif en 1805, il fut élu à la Chambre des représentants des Cent Jours le 15 mai 1815.

Proscrit en tant que régicide en 1816, il s'exila en Belgique où il demeura jusqu'en 1830. Il revint en 1832 à Tarbes ; son élection à la Chambre des députés en 1834 fut une nouvelle fois annulée, il siégea au conseil général du département de 1833 à 1840.

A Toulouse, alors qu'il se faisait admettre dans la plupart des sociétés académiques locales (le Musée en 1784, l'Académie des Sciences en 1787, l'Académie des Jeux floraux en 1788), il se contenta de visiter quelques ateliers *(«Les Vrais Amis Réunis»* le 31 juillet 1782) et attendit le 23 janvier 1788 pour s'affilier à « L'Encyclopédique », vraisemblablement plus attiré par l'orientation intellectuelle et philanthropique de cette loge atypique que par ses activités rituelles ; nommé le 23 février président du Comité des sciences, il ne put s'acquitter de cette fonction, ayant quitté la ville peu après, mais il écrivit en mars 1790 à ses anciens confrères pour les encourager à continuer de cultiver les arts et les sciences. A la même époque, il fréquentait le Cercle Social.

La tradition selon laquelle il aurait été chargé par le Comité de salut public d'un rapport sur le danger que pourrait constituer la franc-maçonnerie ne paraît pas fondée ; en juin 1794, il laissa sans réponse une des loges républicaines de Toulouse sur le tableau de la loge parisienne « *Le Temple des Muses* », rattachée au Rite Ecossais Ancien et Accepté : c'est la dernière trace reconnue de son appartenance maçonnique. M.T.

BAROIN **Michel** 1930 – 1987.



Fils de fonctionnaire, diplômé de l'Institut d'études politiques, docteur en droit, Michel Baroin a d'abord été commissaire principal de la Sûreté (1956-1964), sous-préfet de Nogent-sur-Seine (1064-1969), puis secrétaire du conseil général de l'Aube (1969-1971). Il est ensuite chargé de mission au cabinet de deux présidents de l'Assemblée nationale, Achille Peretti et Edgar Faure. Il se situe au centre gauche, avec des sympathies marquées pour le radicalisme et le gaullisme chiraquien, et il est élu maire de Nogent-sur-Seine, puis conseiller général de l'Aube en 1973. Il devient en 1974, PDG de la Garantie mutuelle des fonctionnaires. Il fait de cette entreprise moyenne une des plus importantes sociétés d'Europe (2'5000'000 sociétaires, 3'700 salariés…) et un pilote de l'économie sociale. Elle deviendra propriétaire de la FNAC. Barouin préside aussi la Fondation d'économie sociale, assure la vice-présidence du Comité national de liaison des activités mutualistes, coopératives et associatives et est l'un des créateurs de la Charte de l'économie sociale.

Il créée une fondation de l'homme-citoyen. Il est appelé en 1987 à présider le Comité du Bicentenaire de la Révolution française avant de mourir accidentellement au cours d'un voyage en Afrique.

Initié le 12 mai 1960 à la loge « Les Amis de l'Humanité », en même temps qu'un ami d'enfance, compagnon le 8 juin 1961 et maître le 25 avril 1962, il en devient le vénérable de 1973 à 1976. Il entre au Conseil de l'Ordre en septembre 1976 après avoir présidé, en 1974.1975, le congrès des loges de la région parisienne. Il est élu Grand Maître en septembre 1977, succédant à Serge Béhar, et est réélu en septembre 1978. Reçu au 32° en 1982, il accédera au Grand Collège des Rites. Il se réclame de la tradition du socialisme humaniste de Groussier et de Sembat tout en s'appuyant sur l'aile la plus modérée de l'obédience.

Dans son discours d'ouverture au Convent de 1978, il oppose le Temple et le Forum, insistant sur la valeur initiatique et symboliste, traditionnelle et progressive de la maçonnerie. L'une des questions les plus retenues par le convent est de savoir dans quelle circonstance et sous quelle forme la maçonnerie peut et doit se manifester pour défendre ses principes. Les autres questions concernant les problèmes posés par la révolution scientifique et technologique et la finalité du travail. Au cours de l'année, le Grand Orient propose la création de 17 loges. Au Convent de 1979, il définit la maçonnerie comme « *une harmonieuse conciliation entre une attitude de perfectionnement intérieur et une volonté enthousiaste et active de servir l'humanité* ».

De son mandat, on retient une motion dénonçant les massacres commis en Iran par les partisans du Shah et

surtout l'organisation du 26 au 28 janvier 1979 d'un convent extraordinaire centré sur la recherche d'une nouvelle éthique de société. Il s'achève par la mise en forme de questions auxquelles le Grand Orient de France affirment qu'aucune institution …, qu'aucune religion, qu'aucun pouvoir ne doit se substituer à la conscience humaine. La Loi, au contraire, doit favoriser la liberté des choix individuels. En conséquence, les francs-maçons du GODF, tout en réaffirmant la nécessité de développer l'information sur la contraception, se prononcent pour l'amélioration et l'application de la loi Veil sur l'interruption de grossesse ». Le Grand Maître qui le remplace est l'ingénieur Roger Leray qui, bien que relevant d'un courant gauche au sein de l'obédience, manifeste son estime pour son prédécesseur. Barouin, qui était croyant est le premier président de l'obédience à être enterré religieusement, depuis les Grands Maîtres du Second Empire. En hommage à son action, une loge née d'un essaimage des « *Amis de l'Humanité* », en 1990, porte le titre distinctif de L'Homme Citoyen. AC

BARROIS — Charles

Paris 1863 - Noisy-le-Sec 1929.



Autodidacte et soutien de famille (son père mourut alors qu'il avait quinze ans), il entra très jeune chez son oncle, architecte à Vincennes. Charles Barrois fut notamment l'architecte conseil des communes de Noisy le Sec, Bobigny et Bondy.

Initié en 1912, il suivit la Loge le Centre des Amis quand celle-ci quitta le Grand Orient (1913) et participa à la création de la nouvelle Grande Loge régulière. Pro-Grand Maitre de la Grande Loge Provinciale d'Aquitaine, puis Grand Maître de la Province de Neustrie. Il devint Grand Maître en 1919, succédant ainsi à Edouard de Ribaucourt, et le resta jusqu'à sa mort en 1929.

Buste en marbre de Charles Louis, deuxième G. M. de la G.L.N.F. ; oeuvre de Dieupart exécutée vers 1924.

BARTHOLDI — Frédéric Auguste

Colmar 2 août 1834 – Paris 4 octobre 1904.



Sculpteur. Il est né dans une famille protestante dont la présence est attestée en Allemagne et en Alsace dès le XVIIIe s. au décès de son père en 1836, sa mère, Charlotte Beysser, Auguste et son frère Charles s'installent à Paris. Il fait ses études au lycée Louis-le-Grand, qu'il abandonne souvent pour les ateliers d'Etex, de Soitoux et d'Arvy Scheffer. Il expose pour la première fois au Salon de 1853 où il présente un groupe intitulé *Un bon Samaritain*.
Garde national, il laisse de nombreux croquis de la guerre franco-prussienne, durant laquelle il séjourne à Tours et à Bordeaux ; comme tous les alsaciens, il est éprouvé par la défaite et la cession de l'Alsace. Il effectue son premier voyage aux Etats Unis en 1871.

Le 14 octobre 1875, il est initié dans la loge « Alsace-Lorraine », crée au mois de septembre 1872, il accède, dans sa loge mère, au grade de maître le 9 décembre 1880.

Il retourne aux Etats Unis et épouse Jeanne-Emilie Baheux de Puysieux le 20 décembre 1876. A cette date il est déjà un sculpteur reconnu et plusieurs de ses œuvres ont été inaugurées à Paris, Colmar, Marseille, Bordeaux, Avallon. L'amour et la défense de la patrie inspirent bon nombre de ses sculptures : les statues du général Rapp (Colmar), de Vauban (Avallon), de Vercingétorix (Clermont-Ferrand), le Lion de Belfort (Belfort et Paris), le monument à la mémoire des français tombés en 1870-1871 (Schinznach) et le monument des aéronautes (Paris).

La statue de la Liberté, offerte aux Etats Unis par la France grâce aux bons offices de l'Union franco-américaine, suscite l'intérêt de la franc-maçonnerie ; la première pierre du monument (5 tonnes) est posée le 5 août 1884. Une réplique est offerte à la ville de Poitiers par souscription sur l'initiative des loges maçonniques du département de la Vienne. Le 12 novembre 1891, la loge Alsace-Lorraine organise une tenue solennelle apes l'inauguration du monument élevé à Sèvres à la mémoire de Gambetta, dont la réalisation a été confiée à Bartholdi. Celui-ci meurt le 5 octobre 1904. J.L.

BARTON — Clara

Oxford 25 décembre 1821 - Glen Echo / Washington 12 avril 1912.



Fonde en 1877 le Comité National Américain qui devient en 1881 la Croix Rouge Américaine. Franc-Maçonne à la co-masonry "Eastern Star", initiée à son propre domicile par Rob Morris, fondateur de l'ordre.

C'est une enseignante, infirmière et humanitaire américaine, connue pour avoir été la fondatrice de la Croix-Rouge américaine. Son père est un fermier et éleveur de chevaux ; sa mère gère le ménage. Tous deux sont abolitionnistes et participent à la fondation de la première Église universaliste de Oxford. Son père, Stephen, a servi sous les ordres du général Anthony Wayne, lors des guerres indiennes dans le Territoire du Nord-Ouest. Il est également capitaine de la milice et sera élu, en 1836, à la Chambre des représentants du Massachusetts.

Cadette d'une famille de cinq enfants, est la fille de Stephen et Sarah Barton. Elle a deux frères, Stephen et David, ainsi que deux sœurs Dorothy (Dolly) et Sally, qui ont tous au moins dix ans de plus qu'elle. Elle est éduquée à la maison et se montre particulièrement brillante. Alors qu'elle est âgée de onze ans, un évènement va sans doute influencer sa vie. Son frère David tombe du toit d'une étable. Clara reste à ses côtés pendant deux ans, apprenant à lui donner des soins. Lorsque son frère se rétablit tout à fait, elle ressent un vide dans son existence. Elle écrira d'ailleurs : « J'étais à nouveau libre, ma tâche accomplie. Ma vie me semblait très étrange et vide. ». Ce vide, elle le comble, tout d'abord en s'occupant des enfants de sa

sœur Sally, puis en apprenant à lire et à écrire à des enfants de familles nécessiteuses. Elle reste cependant une enfant repliée sur elle même et timide. Certaines rencontres, tout d'abord avec sa cousine Julia, puis avec un ami de son frère, L. N. Fowler qui donnait des conférences de phrénologie. Fowler ressent le manque dont souffre Clara et voyant qu'elle est douée pour l'enseignement, incite sa mère à l'orienter dans cette voie. Elle commence donc à enseigner, âgée sans doute de dix-huit ans, elle mentionnera plus tard qu'elle commença vers l'âge de quinze ans, mais aucune trace ne le confirme. Elle enseigne jusqu'en 1854, sa dernière école est à Bordentown, puis elle part pour Washington.

Clara Barton vers 1851
À Washington, Clara rencontre quelques proches de sa famille et se voit offrir un travail de secrétaire au bureau des brevets. Il s'agit d'un poste bien rémunéré et qui lui permet d'avoir des contacts avec les milieux politiques et scientifiques. Cependant, en 1855, le Secrétaire à l'intérieur, Robert Mc Clelland met en place une politique qui vise à chasser les femmes des bureaux du gouvernement. Clara se voit donc contrainte, pour un salaire beaucoup moins enviable de faire un travail de copiste à domicile, pour le bureau des brevets. En 1858, Clara se rend à Worcester, où elle emménage dans la maison du juge Barton et entreprend des études dans une académie de la cité. Bien qu'elle réussisse parfaitement dans ces études, son besoin d'aider les autres est toujours impérieux. Il va pouvoir se manifester, lorsque la santé de son neveu Irving Vassal, âgé de 16 ans, se trouve sérieusement menacée. Pour lui, un changement de climat radical est prescrit, mais sa famille n'a pas les moyens de l'envoyer en cure. Clara, à cet effet, rend visite à de nombreuses connaissances et collecte des fonds, mais ces efforts ne suffisent pas. La somme récoltée ne permet pas d'envoyer Irving en cure. Son frère David tombe malade en 1859 et Clara se rend à Oxford pour le soigner. Pendant ce temps, l'état de santé d'Irving empire. Elle prend tout ce qu'elle peut sur ses économies et les envoie à Irving afin qu'il puisse se faire soigner.

Guerre civile
Lorsque débute la Guerre civile, Barton quitte son poste à Washington. Elle s'annonce, comme beaucoup d'autres femmes, comme volontaire pour soigner les soldats blessés. Très vite elle se rend compte que l'armée est très mal préparée dans le domaine médical. Après la première bataille de Bull Run en avril 1861, elle décide de fonder une société pour l'acquisition et la distribution matériel médical destiné aux soldats blessés. Il lui faut plus d'un an de lutte avec les bureaucrates pour y parvenir. Son expérience de Washington lui a été, sans doute, d'un grand secours. En juillet 1862, elle obtient enfin l'autorisation souhaitée, qui lui permet d'apporter son aide, sur certains des plus terribles champs de bataille de la guerre civile, comme le siège de Petersburg ou celui de Richmond. Le camp des soldats blessés lui importe peu, elle soigne aussi bien les combattants du Sud que ceux du Nord. Sans connaître l'expérience d'Henry Dunant, lors de la bataille de Solferino, en Italie, pendant l'année 1859, son action est guidée par les mêmes principes, qui, en 1863, conduiront à la création du « Comité international de secours aux militaires blessés », qui sera renommé en 1876, Comité international de la Croix-Rouge (CICR). En 1864, elle est officiellement nommée *lady in charge* (« Dame en charge ») des hôpitaux du front de l'*Army of the James*, par le général Benjamin Butler.

Son total engagement de trois ans sur le front, lui ont valu les surnoms élogieux d'« ange du champ de bataille » et de « Florence Nightingale américaine ». En 1865, Le président Abraham Lincoln charge Barton de la recherche des hommes de l'Armée de l'Union disparus au combat. Elle parviendra à retracer le destin de plus de 30 000 hommes. À la fin de la guerre, elle est envoyée à Andersonville, en Géorgie, pour y identifier et marquer les tombes des soldats de l'Union. Son travail à Andersonville est décrit dans l'ouvrage, *Numbering All the Bones* (« Compter tous les ossements ») d'Ann Rinaldi.

Cette expérience l'entraîne dans une campagne nationale pour l'identification des soldats disparus pendant la Guerre civile. Elle publiera des listes de noms dans les journaux et échangera des lettres avec les familles des soldats. Barton obtient alors une reconnaissance nationale en donnant des conférences sur ses expériences de guerre dans tout le pays. Elle rencontre Susan Anthony et entame une longue collaboration avec le mouvement pour le suffrage féminin Elle fait également la connaissance de Frederick Douglass et devient une activiste des droits civiques pour les Noirs.

Voyage en Europe
En août 1869, l'épuisement se fait sentir chez Clara Barton. Avec sa sœur, elle part pour un voyage de détente en Europe. Lors de leur séjour en Suisse, elle rencontre, entre autres, Louis Appia, un membre fondateur du Comité international de secours aux militaires blessés, futur CICR. Elle entend parler d'Henry Dunant et de son idée d'une organisation internationale humanitaire pour les blessés de guerre dans l'esprit voulu par l'adoption, en 1864, de la Convention de Genève. Pendant son séjour en Europe, en 1870, éclate la guerre franco-allemande. À Strasbourg, elle prend soin de la population civile, à Paris, elle crée des ateliers pour femmes, afin de leur assurer des moyens de subsistance. Pour son engagement, elle reçoit, de l'empereur allemand Guillaume Ier, la Croix de fer à ruban blanc (récompense civile).

La Croix-Rouge américaine
En 1873, elle rentre aux États-Unis, où elle s'efforce d'obtenir l'adhésion de son pays à la Convention de Genève et la mise en place d'une organisation de la Croix-Rouge aux États-Unis. Quand, en 1873, elle commence à mettre en place la Croix-Rouge américaine, personne aux États-Unis ne croit que le pays puisse connaître une nouvelle expérience comparable à la guerre civile. Elle parvient cependant à convaincre le gouvernement du président James Garfield que la Croix-Rouge peut être d'une grande utilité pour d'autres types de crises ou de catastrophes. Au cours de l'année 1878, elle rédige et publie, sous le titre *The Red Cross of the Geneva Convention. What It Is*, à l'attention de tous les citoyens des États-Unis, mais visant en particulier les sénateurs et députés au Congrès, dans lequel elle décrit les origines et les objectifs de l'idée de la Croix-Rouge et du contenu de la Convention de Genève. Trois ans plus tard, le 21 mai 1881, la Croix-Rouge américaine est officiellement fondée. Grâce à un don généreux de John D. Rockefeller, son quartier général se construit, à Washington, à proximité de la Maison Blanche. Clara Barton devient, par conséquent, en raison de son expérience et de don implication, la

première présidente de l'organisation. Un an plus tard, ses efforts en vue de la ratification de la convention de Genève par les États-Unis, sont couronnés de succès. Barton, en 1884, représente les États-Unis lors de la conférence internationale de la Croix-Rouge et de la Conférence internationale de la paix à Genève.

À sa demande, il y est ajouté un amendement, précisant que la Croix-Rouge doit, outre les victimes de guerre, apporter son aide aux victimes de catastrophes en temps de paix. Clara Barton n'apprécie guère les tâches de gestion dévolues à la présidence. Elle est une femme d'action et préfère se rendre sur le lieu des catastrophes et des guerres pour y venir en aide aux victimes. Ainsi se rend-elle sur place, lors d'inondations, de tornades, d'épidémies de fièvre jaune ou de typhus aux États-Unis, lors d'une famine en Russie, pendant la guerre arméno-turque, lors de la guerre à Cuba, la guerre russo-japonaise et bien d'autres endroits dans le monde. En tant que présidente de l'un des premiers mouvements d'aide humanitaire, Barton met en place des programmes. Ainsi, lors de catastrophes naturelles, on fournit aux victimes, grâce aux dons, non seulement des vivres, mais aussi des semences et des outils afin qu'ils puissent retrouver le plus rapidement possible leur autonomie. Cette « assistance à l'autonomie » fait aujourd'hui partie intégrante des programmes d'aide internationaux du mouvement de la Croix-Rouge Rouge et du Croissant-Rouge.

Dernières années
Après 20 années de présidence de la Croix-Rouge américaine, Clara Barton mit fin à ses fonctions en raison de luttes de pouvoir internes14. À 86 ans, mais toujours aussi motivée, elle fonde la première société nationale d'aide sociale. Elle vit les dernières années de sa vie à Glen Echo dans le Maryland. Sa santé décline de plus en plus et elle souffre, en outre, de dépression. En 1912, elle meurt à l'âge de 90 ans. Elle repose dans le caveau familial situé à seulement un peu plus d'un kilomètre de sa maison natale.

Hommages posthumes
À quelques trois kilomètres de Washington, dans le village de Glen Echo, où Barton a passé les quinze dernières années de son existence, fut fondé en 1974, le *Clara Barton National Historic Site*, un mémorial placé sous la sauvegarde du *National Park Service*. Il est un souvenir de sa vie et de son œuvre. La grande maison de 15 pièces peut être visitée, et l'on peut y voir en plus de son logement, le premier magasin et entrepôt de marchandises de la Croix-Rouge américaine.

BASIE PHOTO **William « Cunt »** 1904 – 1984.



Pianiste, organiste et chef d'orchestre de jazz. Son orchestre s'inscrit dans la tradition de Kansas City, ville-berceau du Middle Jazz orchestral. Il était surnommé la *machine à swing*.
Son big band représente, avec celui de Duke Ellington, la quintessence du *jazz classique* dont il a porté la bonne parole pendant 50 ans dans le monde entier. Il a abordé tous les registres, du blues aux succès de Broadway en passant par les grands standards, toujours avec la même ferveur sincère. Le Count Basie Orchestra aura été un tremplin pour nombre de musiciens majeurs de l'époque comme Lester Young, Herschel Evans, Buck Clayton, Harry "Sweets" Edison, Dickie Wells, Buddy Tate.

Franc-Maçon de la 'Franc-Maçonnerie de l'Obédience Prince Hall' à New York.

BAUDIN **Jean-Baptiste Alphonse Victor** Nantua 23 octobre 1811 – Paris 3 décembre 1851.
Médecin et député à l'Assemblée de 1849, célèbre pour avoir été tué sur une barricade à Paris en 1851. Il étudie la médecine à Lyon, puis à Paris. Il sert comme médecin militaire en Algérie, y rencontre Eugène Cavaignac.

Baudin est initié à la Franc-maçonnerie, le 15 juin 1842, à la loge *Le Temple des Amis de l'Honneur Français*, qui fut suspendue en 1846, à la demande du préfet de police.



Élu député le 13 mai 18494, il siège avec les représentants de la Montagne et fait partie du comité de résistance organisé par les républicains afin d'essayer de soulever les ouvriers du faubourg Saint-Antoine contre le coup d'État du 2 décembre 1851 du prince Louis-Napoléon Bonaparte (futur empereur Napoléon III). Lors du mouvement insurrectionnel provoqué par ce coup d'État, une barricade avait été dressée le 3 décembre par les ouvriers de la rue Sainte-Marguerite, auxquels s'étaient joints plusieurs députés, parmi lesquels Baudin, représentant de l'Ain à l'Assemblée législative de 1849. Alors que Victor Schoelcher, accompagné de plusieurs députés, sans armes, s'en allait au-devant d'une compagnie du 19e de ligne qui venait de la place de la Bastille dans l'intention de parlementer avec les soldats, des ouvriers se moquèrent de ces représentant du peuple en disant : « *Croyez-vous que nous allons nous faire tuer pour vous conserver vos vingt-cinq francs par jour !* »

Baudin, un drapeau à la main, monté sur la barricade les regarda fixement et leur dit : « *Vous allez voir comment on meurt pour vingt-cinq francs !* . » C'est à ce moment-là qu'une balle, partie on ne sait pourquoi de la barricade, blessa un soldat du 19e de ligne. Ses camarades répliquèrent aussitôt furieusement, et Baudin tomba, mortellement blessé. Il avait juste quarante ans. Le mot maintes fois rapporté n'est cependant attesté par aucun témoin. Il figure dans le récit historique du journaliste Eugène Ténot *Paris en décembre 1851* rédigé en 1868. Une souscription publique fut alors lancée par le journal *Le Réveil* pour élever un monument à ce martyr de la liberté. Cette initiative valut à Charles Delescluze, propriétaire de journal un procès au cours duquel s'illustra un jeune avocat, Léon Gambetta. Il est enterré secrètement au cimetière de Montmartre, où sa tombe devient un lieu de rendez-vous des républicains. Ses restes furent déposés au Panthéon de Paris,

le 4 août 1889 pour les cérémonies du centenaire de la Révolution française.

BAYLOT Jean

Pau 27 mai 1897 - Paris 3 février 1976.



Il reçoit entre 1921 er 1923 les trois degrés maçonniques dans la loge parisienne *La Fraternité des Peuples* et s'affilie en 1929 aux *Amis de l'Humanité*. A partir du printemps 1941, il devient l'un des principaux animateurs de la résistance maçonnique.

Ecrivain, partisan de l'Algérie française, rallié au général de Gaulle, Baylot fait campagne pour le oui au référendum de 1958. Il est alors député « indépendant » de la Seine (XVe arrondissement de Paris) jusqu'en novembre 1962, il devient vice-président du Cercle Républicain en 1960.
Durant ces années Baylot est réélu deux fois au Conseil de l'Ordre, il est également cofondateur des loges *Rectitude* (Marseille) et *Europe Unie* (Paris). Sa rupture avec le Grand Orient date de 1958.

Il quitte alors l'obédience de la rue Cadet pour la Grande Loge Nationale Française dite « Bineau ». Devenu Grand Maître Provincial de Guyenne, il cofonde plusieurs ateliers, notamment la loge de recherches n° 81 Villard de Honnecourt (1966). Il exerce également la charge de Grand Prieur des Gaules. Ecrivain fécond, il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages, notamment *Le Dossier français de la franc-maçonnerie traditionnelle* (Paris, Vitiano, 1972), *Oswald Wirth* (1860-1943), *rénovateur et mainteneur de la véritable maçonnerie* (Paris, Dervy, 1975). Grand collectionneur, il légua à la Bibliothèque nationale près de 2 500 ouvrages, documents et pièces maçonniques. Y.H.M.

BEAUGRAND Honoré

St-Joseph-de-Lanoraie, actuel, Lanoraie 24 mars 1848 (Québec) - 7 octobre 1906 Montréal**.**



Journaliste et politicien canadien. Il fut maire de Montréal de 1885 à 1887. Honoré Beaugrand, fils de Louis Beaugrand, dit Champagne, navigateur, et de Marie-Josephte (Joséphine) Marion, débuta ses études au Collège de Joliette. Comme jeune diplômé de l'école militaire, il joignit les forces militaires françaises sous le général Bazaine au Mexique appuyant l'infortuné empereur Maximilien du Mexique et retournant avec ces troupes en France après la chute de Chapultepec et l'exécution de Maximilien. Après quelques mois il déménagea à La Nouvelle-Orléans en 1868 et devint journaliste. Subséquemment il écrivit pour des journaux américains à Saint Louis, Boston et Fall River, Massachusetts. Le 5 octobre 1873, il épousa, à l'église méthodiste St Paul de Fall River, Eliza Walker (1854–1934). Ils eurent une fille, Estelle (1881–1918).

Il est devenu franc-maçon en 1873. En 1875, il lance à Boston le journal *La République* dont la publication se poursuit à Fall River. Il y précise ses opinions politiques et religieuses : il se dit «franc-maçon très avancé, libéral admirateur enthousiaste des principes de la Révolution française et partisan de la déclaration des droits de l'homme». Il participe en 1897 à la fondation de la loge maçonnique montréalaise « L'Émancipation », de tendance radicale, et reste proche par la suite des milieux anticléricaux.

Ce déiste anticlérical affirme pratiquer « ce que bon lui semble, la constitution américaine ne reconnaissant pas de religion d'État ». En 1878, il s'établit à Ottawa et fonde le *Fédéral*, qui durera jusqu'en septembre 1878. Un mois plus tard, Honoré Beaugrand est à Montréal, où il lance encore des journaux : d'abord un hebdomadaire satirique, *le Farceur*, puis, en février 1879, à la demande du Parti libéral, un quotidien promis cette fois au plus brillant avenir, *La Patrie*.
Ce journal qui exprime les thèmes du libéralisme sera une grande réussite commerciale et fera sa fortune. Il s'est fait un nom comme reporter et écrivain politique, et en 1885 reçut la croix de la Légion d'honneur française. Il écrivit de nombreux contes, dont La Chasse-Galerie (1891). Il se distingue par ses interventions en faveur de la vaccination obligatoire lors de l'épidémie de petite vérole, épidémie qui aurait fait 3164 victimes.

BEAUHARNAIS Alexandre François

Fort-Royal 28 mai 1760 - Paris 23 juillet 1794



Fils de François V de Beauharnais, baron de Beauville, marquis de La Ferté-Beauharnais et de Henriette Pyvart de Chastillé. Il est le frère de François de Beauharnais. Capitaine en 1779, il épousa le 13 décembre 1779 à Noisy-le-Grand, Marie-Josèphe Rose Tascher de la Pagerie, mieux connue sous le nom de Joséphine de Beauharnais, future impératrice des français, dont il eut deux enfants, Eugène en 1781 et Hortense en 1783.

Carrière militaire
En 1784, il servit dans le Régiment Royal-Champagne - cavalerie et fut major en 1788. Le bailliage de Blois l'envoya comme représentant de la noblesse aux États Généraux, puis à l'Assemblée constituante, où il occupait le fauteuil de la présidence lors de la fuite du roi. A la fin de l'Assemblée constituante, il devint adjudant-général et partit pour l'armée du Nord; il commanda le camp de Soissons, sous les ordres de Custine.

Le 7 septembre 1792, il fut promu maréchal de camp (général de brigade) et le 8 mars 1793, général de division. Le 23 mai

1793, il devenait général en chef de l'armée du Rhin. Le 13 juin 1793, il fut nommé ministre de la Guerre, mais il refusa. Après la perte de Mayence, il démissionna et rentra chez lui. Arrêté en janvier 1794, il comparut devant le Tribunal révolutionnaire pour trahison et complicité de conspiration dans la prison des Carmes, fut condamné à mort et guillotiné le 5 thermidor an II (23 juillet 1794) sur la place du Trône à Paris et inhumé dans une des fosses du Cimetière Picpus.
Franc-Maçon de la Loge '*La Pureté*' au régiment de la Sarre.

BEAUHARNAIS **Eugène** Paris 3 septembre 1781 - Munich 21 février 1824



Il est le fils du vicomte Alexandre de Beauharnais, un officier de l'armée royale, et de la créole Marie-Josèphe de Tascher de la Pagerie, que l'Histoire connaît plus volontiers sous le prénom que lui donnera son second époux : Joséphine. Membre de la famille impériale française, fils adoptif de l'Empereur, avec prédicat d'Altesse impériale, vice-roi d'Italie, prince de Venise, grand-duc de Francfort, duc de Leuchtenberg et prince d'Eichstätt. Eugène de Beauharnais meurt le 21 février 1824 à Munich, d'une attaque d'apoplexie, à l'âge de quarante-deux ans. Ses funérailles sont grandioses, le deuil étant conduit par son beau-père le roi de Bavière en personne. Il est sincèrement pleuré dans sa belle-famille et par le peuple de Bavière qu'il avait su séduire par son intelligence et la droiture de son caractère. Le couple ayant particulièrement bien marié ses enfants, Eugène de Beauharnais est ainsi l'ancêtre de la plupart des dynasties régnantes d'Europe (actuels roi de Norvège, Suède, Danemark et Grèce).

Initié à la Franc-maçonnerie, Eugène de Beauharnais était également Grand maître du Grand Orient d'Italie et du Suprême conseil italien, après avoir été Vénérable d'honneur de la loge Saint-Eugène, qui a pris pour titre distinctif son prénom, à l'Orient de Paris.

État de service

Sous-lieutenant (30 juin 1797) ;
Lieutenant (20 janvier 1799) ;
Capitaine (22 décembre 1799) ;
Chef d'escadron (9 juillet 1800) ;
Colonel (13 octobre 1802) ;
Colonel général des chasseurs (1er juillet 1804) ;
Général de brigade (17 octobre 1804) ;
Commandant des chasseurs à cheval de la Garde Impériale (17 octobre 1804 - 23 décembre 1805) ;
Commandant en chef du corps de blocus de Venise (23 décembre 1805 - 3 janvier 1806) ;
Lieutenant de l'Empereur pour le commandement en chef de l'armée d'Italie (3 janvier 1806 - 12 janvier 1806) ;
Commandant en chef de l'armée d'Italie (9 avril 1809 - 10 janvier 1812) ;
Commandant en chef du corps d'observation d'Italie (10 janvier 1812 - 1er avril 1812) ;
Commandant en chef du 4 corps de la Grande Armée (1er avril 1812 - 24 janvier 1813) ;
Lieutenant général de l'Empereur à la Grande Armée (24 janvier 1813 - avril 1813) ;
Commandant supérieur des Ve et XIe corps de la Grande Armée (avril 1813 - 16 mai 1813) ;
Commandant en chef de l'armée d'observation d'Italie, des provinces illyriennes et des 27e, 28e et 29e divisions militaires (16 mai 1813 - 17 avril 1814).

Autres fonctions

Grand officier de l'Empire (18 mai 1804) ;
Grand dignitaire de l'Empire (archichancelier d'État, 12 pluviôse an XIII (1er février 1805)) ;
Membre du Sénat conservateur (*sénateur de droit* en tant que grand dignitaire de l'Empire, 12 pluviôse an XIII (1er février 1805)) ;
Vice-roi d'Italie (7 juillet 1805 - 20 avril 1814) ;
Gouverneur général des États de Venise (12 janvier 1806 - 9 avril 1809) ;
Pair de France (2 juin 1815 (Cent-Jours)).

BEAUHARNAIS **Marie Josèphe Rose** Trois-Ilets, Martinique, 23 juin 1763 – Malmaison, 29 mai 1814.



Joséphine de Tascher de la Pagerie. Elle est issue d'une famille créole de la Martinique. Elle épouse à Noisy-le-Grand le 13 décembre 1779, un officier, Alexandre de Beauharnais. Celui-ci est membre, ainsi que son frère ainé François, marquis de Beauharnais, des loges Sainte Sophie et La Fidélité.

Joséphine fut vraisemblablement initiée à Strasbourg, lorsque le général de Beauharnais tenait garnison à l'armée du Rhin. Joséphine prend l'habitude, suivant l'identité de son destinataire, d'ajouter un signe maçonnique : il s'agit de deux ou trois barres parallèles ou bien de trois points disposés soit en ligne, soit en triangle, soit entre deux barres. Dans une lettre du 17 janvier 1782, adressée à Bacon de la Chevalerie, elle lui écrit : « Cher Frère ». Sous l'Empire, c'est d'ailleurs en ces termes qu'elle écrit encore au « Très Illustre Frère » Cambacérès.

Un fils, Eugène, est venu au monde en 1781, puis en 1783, une fille, Hortense. Elle se sépare en 1783 de son mari, puis devient veuve en 1794 après l'exécution de son époux pendant la Terreur. Elle devient une des égéries du Directoire et la maîtresse de Barras. Elle rencontre alors Bonaparte qui la nomme Joséphine. A la consternation du clan Bonaparte, le jeune général l'épouse le 9 mars 1796.

Franc-Maçonne. Couronnée impératrice le 2 décembre 1804, elle joue son rôle dans la prise de contrôle de la maçonnerie par le régime. Après avoir assisté à Strasbourg à une tenue mixte, le 15 septembre 1805, Joséphine

s'emploie, avec plus ou moins de succès, à raviver la maçonnerie d'adoption dont elle est la Grande Maîtresse, ainsi que de l'atelier Sainte Caroline, dont le vénérable d'honneur est son beau-frère Murat. Son divorce avec l'empereur est prononcé le 15 décembre 1809 ; elle conserve toutefois son titre d'impératrice.

Son fils fut également un maçon de qualité : vénérable d'honneur de la loge *Saint-Eugène*, qui a pris pour titre distinctif son prénom, il devient Grand Maître du Grand Orient d'Italie et Souverain Grand Commandeur du Suprême Conseil d'Italie. P.-Fr.P.

BEAUVEAU **Charles Juste** Lunéville 10 septembre 1720 - Paris 1793



Franc-Maçon à la loge "*La Parfaite Intelligence*", Albi.
Membre de l'Académie française. Maréchal de France, gouverneur de provinces, il fut ministre de la guerre en 1789. Ami des qu'une lettre à l'abbé Desfontaines quand il fut nommé à l'Académie le 7 février 1771 en remplacement du Jean-François Hénault et reçu par l'abbé de Voisenon le 21 mars suivant. Il fit de l'opposition au chancelier Maupeou, collabora au *Dictionnaire*, intervint auprès du roi pour faire approuver l'élection de Suard et de Delille ; cette attitude lui valut une chaleureuse ovation du public, lorsqu'il reçut Beauzée et Bréquigny. Il fut chargé par l'Académie de prendre la tête de la délégation qui alla complimenter Voltaire lorsqu'il vint à paris en 1778 et lui porter les vœux que la Compagnie formait pour son rétablissement pendant la maladie qu'il fit à cette époque. Il fut membre honoraire de l'Académie des Sciences et appartint aux deux académies italiennes de Cortone et della Crusca. Il fut hostile aux idées de la Révolution. JCvL

BECHSTEIN **Ludwig**
Ecrivain et poète allemand (1801 – 1860)

BEDARRIDE **Armand** Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis) 21 avril 1864 – Marseille 5 décembre 1935.
Écrivain, Avocat au barreau de Paris, conseiller municipal puis adjoint au maire de Paris.

Initié le 29 avril 1891 par la Loge « La Réunion des Amis Rèunis », GO de Marseille. 33e, membre du Grand Collège des Rites jusqu'à sa mort. Collabore aux revues maçonniques *L'Accacia* et *Le Symbolisme.* Reçoit le prix décennal du GO de Belgique (fondation Peters Baertsoen).
Auteur de : Doctrine maçonnique,
Les théories politiques et économiques vues à la lumière des principes maçonniques.
La Lettre G.
La morale du Franc-Maçon.
Laïsme et Humanisme.
Livres d'instruction du Maître, du Chevalier Rose+Croix, du Chevalier Kadosch.

BEDARRIDE Joseph
Frère de Marc et Michel. Capitaine au train d'artillerie. Garde magasins des fourrages du royaume de Naples. Demi-solde sous la Restauration et carbonaro.
Initié avec ses frères Marc et Michel à la Loge de campagne de l'armée d'Italie « La Candeur », O de Cézena. Co-fondateur et introducteur du rite de Misraïm en France en 1813.

BEDARRIDE Marc
Frère de Joseph et Michel. Chef de bataillon sous l'Empire. Garde magasins des fourrages du royaume de Naples. Demi-solde sous la Restauration et carbonaro.
Initié avec ses frères Joseph et Michel à la Loge de campagne de l'armée d'Italie « La Candeur », O de Cézena. Fonde plusieurs Loge militaires, notamment « Les Émules de Mars » à la suite du 18e régiment de Ligne, dont il est le premier Vénérable, et « La Gloire Militaire » à l'O de La Rochelle. Co-fondateur avec ses frères de l'Obédiance française de Misraïm en France en 1813, dont il reçoit les pouvoirs du Grand Commandeur de Naples. Membre des Carbonari, les Loges de Miaraïm étaient considérées comme des sociétés secrètes de la Chabonnerie.

BEDARRIDE Michel
Inspecteur des vivres sous l'Empire. Garde magasins des fourrages du royaume de Naples. Demi-solde sous la Restauration et carbonaro.
Initié avec ses frères Joseph et Marc à la Loge de campagne de l'armée d'Italie « La Candeur », O de Cézena. Co-fondateur avec ses frères du rite de Misraïm en France en 1813.

BEGEMANN **Wilhelm** Bückeburg 26 juillet 1843 - Berlin 7 septembre 1914.



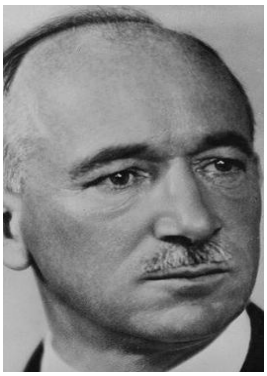
Philologue, docteur en philosophie, maître de conférences à l'Academie des langues vivantes de Berlin (1872-1876), directeur d'école à Rostock (1876-1895), puis à Charlottenburg.

Begemann est l'un des meilleurs historiens allemands de la franc-maçonnerie. Initie le 1er février 1879 à Rostock, dans la loge Irene zu den drei Sternen, Tempel der Wahrheit, und Prometheus (Grosse Landesloge von Deutschland}, il occupe les fonctions de Grand Maître Provincial du Mecklembourg, de 1888 à 1895. Runkel à souligne, en la déplorant, l'inflexible volonté de Begemann de ne rien Acceptér de l'histoire de la franc-maçonnerie qui ne soit atteste par un document.nCette approche amène en 1888 la Grosse Landesloge à abandonner la légende templière défendue avec Adolf Widmann (1818-1878).

Avec Henry Sadler, Begemann est l'un des 23 maçons qui, en février 1887, demandent à devenir membre du Cercle de correspondance de la loge de recherche *Quator Coronati*, fondée deux mois plus tôt. Dans un article publié dans le premier volume (1888) d'*Arts Quatuor Coronatorum* (AQC), il est le premier à établir une classification des *Olds Charges* qui fait toujours autorité, expliquant avoir collationné toutes les versions qui en étaient alors connues. Entre 1891 et 1908, il publie 9 articles dans *AQC*, mais il ne deviendra jamais membre de la loge *Quatuor Coronati*. Il est l'auteur de nombreux articles parus dans le *Zirkelkorrespondenz*, organe trimestriel puis mensuel de son obédience, et d'essais tels que *Die Tempelherren und die Fraumaurer* (Le Temple des hommes et la Franc-Maçonnerie ») en 1906.

***Der Alte und Angenommene Schottische Ritus und Friedrich der Grosse* (« Le rite Ecossais Ancien et Rectifié et Frédéric le Grand ») et *Von Hund's Masonic Career* (« La Carrière maçonnique de von Hund ») en 1913. Entre 1909 et 1914, il publie quatre ouvrages consacrés au débuts de la franc-maçonnerie en Angleterre (2 vol. 1909-1910), en Irlande (1909), en Ecosse (1914). Aucune de ses œuvres ne fit jamais l'objet d'une recension dans *AQC* au moment de sa sortie. En janvier 1914, le rapport annuel de la loge annonce une traduction anglaise, effectuée par Lionel Vibert, des deux volumes consacrés à l'Angleterre. Elle ne sera jamais publiée. Dans un article inclus dans le volume 54 (1943) d'*AQC*, Knoop et Jones ont effectué un survol prétendument administratif de l'œuvre de Begemann, où transparaît néanmoins une jalousie freudienne inexprimée.** A.B.

BENES **Edouard** Kozlany, en Bohême 28.05. 1884 - Sezimov Usti, Tchécoslovaquie 3.o9. 1946.



Président de la Tchécoslovaquie élu en 1935, il démissionna en 1938 lors de l'invasion des Sudètes. Président du gouvernement Tchécoslovaquie en exil dont le siège était à Londres, réélu Président en 1946.

Initié Franc-Maçon, vers 1924, à la Loge "*Ian Alos Komensky 1*", Prague .

Né dans une famille paysanne, Edvard Beneš est le benjamin de dix enfants. Sa famille est orientée à gauche. Il obtient son baccalauréat dans un lycée du quartier pragois de Vinohrady. Il étudia ensuite le droit et la sociologie à l'université Charles de Prague. Il continue ses études à Londres et à Berlin, mais surtout à Paris à la Sorbonne et à l'École libre des sciences politiques. Il obtient un doctorat en droit à l'université de Dijon en France, 1908. Ce long séjour en France imprègnera en lui, et en sa politique, une profonde francophilie qui durera jusqu'en 1938.

Beneš devient professeur à l'université Charles de Prague en 1909. Il adhère au parti progressiste tchèque de Masaryk. Il épouse, le 10 décembre 1909, Hana Vlčková. Grâce à une des tantes de sa femme, il obtient de larges moyens financiers. Ceux-ci seront mis à contribution pendant la Première Guerre mondiale. Edvard Beneš s'installa en France en 1915. Il milita aux côtés de son mentor Tomáš Masaryk et de Milan Rastislav Štefánik pour la disparition de l'Autriche-Hongrie. Il commença sa carrière politique dans le Conseil national tchécoslovaque en exil à Paris. Celui-ci avait été respectivement reconnu par la France, l'Angleterre et enfin les États-Unis en 1918. Lors de la négociation sur le traité de Versailles, il accomplit un lobbying très actif pour permettre à la future Tchécoslovaquie de garder les frontières occidentales de la Bohême malgré une forte minorité allemande.

L'homme politique de l'entre-deux-guerres

Il était un ardent défenseur de l'idée de la Tchécoslovaquie - réunion de la Bohême, de la Moravie et de la Slovaquie - entité sans fondement historique. En effet, même si ces deux peuples parlaient des langues très proches, leurs traditions culturelles et racines historiques étaient très opposées. La Bohême, où la tradition hussite était forte, avait fait partie du Saint-Empire, la Slovaquie, très imprégnée de catholicisme, jamais. …

D'autre part les minorités allemande, hongroise et ukrainienne, encore plus allogènes, étaient hostiles au nouvel État, où les Tchèques eux-mêmes étaient minoritaires. Cet État fut néanmoins créé par le traité de Saint-Germain-en-Laye en 1919 et agrandi par le Traité de Trianon en 1920, sur les décombres de l'Empire d'Autriche-Hongrie, sur la base du Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes, en application du 14e point de la déclaration du président Wilson.

Après avoir été ministre des Affaires étrangères de la nouvelle Tchécoslovaquie, député au Parlement, président de la SDN, Benes fut l'architecte du système de sécurité en Europe, fondé sur la Petite Entente et l'alliance avec l'Union soviétique. Il

devint le deuxième président de la première République tchécoslovaque le 18 décembre 1935 suite à la démission de Tomáš Masaryk. Il le demeure jusqu'aux accords de Munich; il renonce à sa charge le 5 octobre 1938 et est remplacé par Emil Hácha comme président de la république.

Il quitte alors son pays avec l'aide financière secrète de Staline pour un exil à Chicago où il enseigne la philosophie. Depuis le début du XXe siècle Chicago comptait le plus grand nombre de Tchèques aux États-Unis. En mars 1939, ce qui reste de la Tchécoslovaquie (« seconde République tchécoslovaque ») est démembré par l'Allemagne, donnant naissance au Protectorat de Bohême-Moravie et à la République slovaque indépendante. Beneš part pour à Londres où il fonde en 1940 le gouvernement tchécoslovaque en exil, et en assume la présidence. En 1941, Beneš signe avec Staline un traité d'alliance et organise avec l'aide des Anglais l'attentat contre Reinhard Heydrich, Reichprotektor et bourreau du pays tchèque (mai 1942). Cet attentat sera suivi d'une cruelle répression.

L'Armée rouge occupe l'est du pays et Prague en avril et mai 1945, tandis que l'armée américaine libère l'ouest et Pilsen. La restauration de l'État tchécoslovaque est proclamé, donnant naissance à la « troisième République tchécoslovaque ». Beneš est confirmé dans sa fonction de président de la République à ce moment par le gouvernement intérimaire présidé par le socialiste de gauche Fierlinger et réélu le 19 juin 1946. Après l'occupation allemande et en l'absence d'un parlement élu, mais en application des décisions prises par les Alliés à la conférence de Potsdam, il signe les « décrets Beneš » dont les plus connus concernent l'expropriation et l'expatriation forcée des Allemands des Sudètes et des Hongrois de Slovaquie. L'existence de ces décrets, par le biais de l'exploitation qui en est faite par les partis conservateurs de Bavière et d'Autriche, continue de polluer l'atmosphère des relations germano-tchèques. En l'état actuel des choses, ces décrets ont été maintenus par les républiques tchèques qui se sont succédé de 1945 à nos jours et intégrés dans le corpus juridique de l'Union européenne en 1996.

La victime du coup de Prague
Après les élections de 1946, le PCT qui avait obtenu 38% des suffrages domina la vie politique et son secrétaire général, Gottwald devint Président du Conseil. Beneš se fit beaucoup d'illusions sur ses rapports personnels avec Staline, grâce auxquels il croyait pouvoir maintenir une démocratie pluraliste en Tchécoslovaquie. Il sera broyé par la guerre froide. Gravement affaibli par une série d'attaques cérébrales, il laissa le Parti communiste tchécoslovaque liquider le Parti Démocrate Slovaque après une violente campagne de presse : ce parti représentait un véritable obstacle à la mainmise des communistes sur la Tchécoslovaquie.

Après ce succès, le Parti communiste comprit alors que la voie était libre pour le coup d'État qui vint en février 1948. Sous la pression de Staline, reprise par le Parti communiste, Beneš dût refuser l'aide du plan Marshall, ce qui aurait conduit le PCT à la défaite aux élections de 1948. Aussi, le 21 février 1948, Gottwald précipite la crise par une mainmise totale des communistes sur la police, ce qui provoque la démission des ministres libéraux, avec l'encouragement de Beneš : Gottwald procède alors à des arrestations massives dans l'armée, la presse et les partis d'oppositions, qui sont alors abandonnés par Beneš. C'est le coup de Prague.

Le 25 février 1948, il accepte, sous la pression du Parti communiste et de Klement Gottwald, la démission du gouvernement de coalition démocratique et confie au parti communiste le soin de former un nouveau gouvernement sous son contrôle quasi exclusif. Le parlement, épuré, vota la confiance au nouveau gouvernement à l'unanimité. Après des élections truquées ou seul le PCT et ses affidés pouvaient se présenter, il refuse de ratifier la nouvelle constitution qui consacre la mainmise totale du PCT sur le pays et démissionne de son poste de président de la République le 7 juin 1948. Il meurt le 3 septembre 1948.

Héritage
Benès a fait preuve de beaucoup d'aveuglement devant la montée du nazisme, jusqu'en 1938 et celle du communisme, jusqu'en 1948. Il refusa systématiquement toute alliance ou même simple coopération entre les Pays Danubiens par peur de voir reconstituer l'Autriche-Hongrie. Sa haine des Habsbourg était telle qu'elle lui fit prononcer ce mot : « *Plutôt Hitler que les Habsbourg !* ».

Ceci en dit long sur le rejet que cette dynastie avait engendré chez Beneš; mais aussi chez les Tchèques qui l'ont constamment réélu. Il commit la même erreur à partir de 1945 : fort de l'illusion de l'amitié personnelle de Staline, il pensait que les élections anticipées qui auraient dû se tenir après la démission des ministres libéraux au moment du Coup de Prague auraient marqué un recul des communistes : "*Pas trop ! Sinon Staline se fâcherait !* " croyait-il naïvement. Ce recul aurait permis un recentrage de la politique vers l'Ouest. Or, ni Gottwald, ni Staline, n'avait nullement l'intention de lâcher quoique que ce soit. Sa seconde faute fut d'encourager les libéraux dans leur projet de démission avant de les abandonner devant les menaces proférées par Gottwald et l'ambassadeur Soviétique Zorine. La Tchécoslovaquie, a été créée par un vote des députés Tchèques et Slovaques en 1918 mais elle ne résista ni à la montée du nazisme en 1938/39, ni à la naissance de la guerre froide en 1946/48, ni à l'effondrement du mur de Berlin en 1989; elle fut divisée en République tchèque et Slovaquie, comme le voulait l'histoire de ces deux peuples.

BENETT **Rich** Hopenwell Hill 3 juillet 1870 - Mickleham (AN) 26 juin 1947.



Onzième Premier Ministre du Canada.
Il est né à Hopewell Hill, au Nouveau-Brunswick, et fit ses études à l'université Dalhousie, finissant en 1893 avec un diplôme en droit. Bennett fut professeur, directeur d'école, avocat et homme d'affaires avant de se lancer en politique locale. Avant de déménager en Alberta, il fut partenaire à une firme d'avocats à Chatham, au Nouveau-Brunswick. Max Aitken (connu plus tard sous le nom de Lord Beaverbrook) était son garçon de bureau.

Il fut aussi *alderman* de la ville de Chatham pour un certain temps. En 1905, Bennett fut le premier chef du Parti conservateur de l'Alberta et, en 1909, remporta un siège à l'Assemblée législative avant de faire le saut en politique fédérale. Il fut élu à la Chambre des communes du Canada en 1911, nommé ministre des Finances en 1926 et devint chef conservateur en 1927 au premier congrès à la direction du parti.

Initié, en 1896, à "*Miramichi 18*", New Brunswick. Il devient ensuite membre de *"Aslar* n°14", Calgary, en Alberta.

Il fut élu Premier ministre du Canada en 1930, défaisant William Lyon Mackenzie King. Ceci arriva au même moment que la pire dépression économique du siècle frappait le pays. Bennett tenta de combattre la dépression en augmentant le commerce avec l'Empire britannique et en imposant des tarifs sur l'importation des produits non-impériaux, promettant que ces mesures propulseraient les produits canadiens sur les marchés mondiaux. Toutefois, il eut un succès limité, et son style impersonnel et sa réputation de richesse l'aidèrent à s'aliéner bon nombre de canadiens aux prises avec la pauvreté. Quand sa politique de préférence impériale ne donna pas les résultats escomptés, le gouvernement Bennett n'avait aucun plan de rechange. Leur inclination pro-affaires, pro-banques ne créa aucun soulagement pour les millions de chômeurs dont le désespoir et l'agitation étaient grandissants. Les conservateurs semblaient indécis et incapables de s'en sortir, et perdirent rapidement la confiance des canadiens, devenant au contraire un objet de haine, de ridicule et de mépris. Les automobilistes qui ne pouvaient plus payer pour leur essence devaient faire tirer leurs voitures par des chevaux ; ont donna à ces véhicules le nom de *Bennett buggies*.

R. B. Bennett faisait face à des pressions autant de l'intérieur que de l'extérieur de son parti :
- Le Co-operative Commonwealth Federation, fondé en 1932, se préparait à disputer ses premières élections sur un plateforme socialiste.

- Le mouvement du crédit social s'attirait des appuis dans l'Ouest et une onde de choc secoua le pays entier lorsqu'ils remportèrent les élections provinciales albertaines et formèrent le gouvernement en septembre 1935.

- Son propre gouvernement subit la défection du ministre du commerce, Henry Herbert Stevens, qui quitta les conservateurs pour fonder le Parti de la reconstruction du Canada lorsque Bennett refusa de mettre en œuvre les plans de Stevens pour une réforme économique drastique et l'interventionnisme économique gouvernementale pour gérer la crise.

- Réagissant au craintes de subversion communiste, Bennett utilisa la controversée section 98 du Code criminel canadien. Cette section permettait l'incarcération de toute personne membre d'une organisation qui visait officiellement à renverser le gouvernement par la violence, même si la personne en question n'avait jamais commis d'action violente où même ne prônait pas personnellement de telles actions.

Grâce à cette loi, les dirigeants du Parti communiste du Canada, dont Tim Buck, furent arrêtés et mis en prison pour cause de sédition. Toutefois, cette stratégie se révéla fort embarrassante pour le gouvernement lorsque Buck fut victime de d'une tentative apparente d'assassinat lorsque, durant un émeute dans la prison, on lui tira dessus même s'il ne participait d'aucune façon à l'émeute. Le gouvernement Bennett fut forcé d'avouer qu'il avait ordonné les tirs, soi-disant dans le but de faire peur à Buck. Bennett perdit toute crédibilité face à Buck et sa stratégie se retourna contre lui ; Buck fut bientôt relâché et accueilli en héros par la population qui voyait en lui un défenseur des libertés civiles. Bennett tenta de prévenir le désordre social en évacuant les chômeurs dans des camps de secours loin des villes.
Mais, ceci ne fit qu'exacerber les tensions sociales ; les chômeurs organisèrent une manifestation (*On to Ottawa Trek*, la marche vers Ottawa) et comptaient se rendre en train de Vancouver à Ottawa, cueillant des nouveaux manifestants en chemin, afin de se plaindre à Bennett en personne. La marche prit fin à Regina le 1er juillet 1935 lorsque la Gendarmerie royale du Canada, sur ordre du premier ministre, attaqua une réunion publique de 3000 personnes, faisant un mort et des dizaines de blessés. Suivant la mise en action du *New Deal* du président américain Franklin D. Roosevelt, Bennett changea de tactique et proposa son propre *New Deal*, comprenant des dépenses de fonds publiques et l'intervention de l'état dans l'économie. Bennett proposa des impôts progressifs sur le revenu, un salaire minimum, une maximum d'heures de travail par semaine, une assurance-emploi, une assurance-santé, un programme des pensions élargi et des subventions aux fermiers.

La conversion des conservateurs au concept de l'état-providence vint trop tard pour empêcher leur défaite aux mains des libéraux de Mackenzie King à l'élection fédérale en octobre 1935. Les libéraux remportèrent 173 sièges, contre seulement 40 pour les conservateurs. Richard Bennett prit sa retraite en Angleterre en 1938, et, en 1941, fut le premier (et dernier) ancien premier ministre canadien à être nommé à la Chambre des Lords britannique, devenant le 1ervicomte Bennett, de Mickleham, Surrey. Il mourut le 26 juin 1947 à Mickleham, en Angleterre, et fut enterré dans le cimetière St Michael's Churchyard. Il est le seul ancien premier ministre enterré hors du pays. JCvL+Wikipédia

BEQUET DEVIENNE **Marie née de Vienne** Paris 1854 – Hermanville / s. mer 25 septembre 1913.



Issue d'une famille très ancienne de grands bourgeois bourguignons acquis aux idées de la Révolution, Marie Bequet de Vienne est traumatisée dès sa jeunesse par de nombreux morts de la commune de Paris. Après avoir épousé un libre penseur et conseiller d'Etat, Léon Bequet, elle se lance dans le militantisme et crée de nombreuses œuvres durant 40 ans. Républicaine laïque, elle ouvre en 1876 un refuge de 32 lits réservé à l'accueil des mères célibataires dans le XIVe arrondissement de Paris. Peu après elle récidive : un deuxième refuge de 64 lits est ouvert dans le XVIIIe arrondissement. Veuve à 37 ans, sans enfants, elle poursuit inlassablement las mise en place de ses œuvres de bienfaisance en s'appuyant sur l'aide financière de généreux donateurs. Elle a également le soutient politique de son ami Georges Martin qui obtient pour ses œuvres un subvention du conseil municipal de Paris et des fondatrices du Droit Humain : Clémence Royer et Marie Georges Martin, l'épouse du docteur.

Parmi les nombreuses œuvres qu'elle anime, on doit remarquer son programme d'aide aux futures mères et femmes en couches, puis une société d'allaitement maternel et un refuge ouvert pour femmes enceintes, la création d'une société de solidarité à l'enfance. Des ministres d'Etat (Jules Ferry, Jules Simon, des présidents Loubet et Poincaré !) manifestent publiquement leur admiration pour son action sociale. On est donc peu étonné de la retrouver, en février 1892 et mars 1893, parmi les invités réunis par Maria Deraismes en son domicile du XVIIe arrondissement de Paris.

Elle est jugée digne de recevoir l'initiation maçonnique, avec Clémence Royer, Marie Georges-Martin, et Anna Feresse-Deraismes, la sœur de Maria. Le 14 mars 1893 a d'ailleurs lieu la première tenue de la première loge du Droit Humain chez elle : elle est initiée au grade d'apprenti avec onze femmes (Clémence Royer, Anna Feresse-Deraismes, Louise David, Marie Pierre, Marie Georges-Martin, Julie Pasquier, Eliska Vincent, Florestine Mariceau, Myrtille Reugnet, Charlotte Duval, Maria Martin) et un homme (Maurice Lévy). C'est Maria Deraismes en personne qui officie, avec Georges Martin à ses côtés. Les membres de ce groupes sont reçus Compagnons le 24 du même mois, puis maîtres le 1er avril. Marie Bequet est également élue première surveillante dans le premier collège d'officiers présidé par Maria Deraismes. C'est elle qui prête ses locaux du 33, rue Jacob, à Paris, pour que la nouvelle loge du Droit Humain puisse se tenir régulièrement la première année. En 1896, elle crée une troisième loge à Rouen, elle est vénérable pendant 4 ans. C'est encore elle qui prononce l'éloge funèbre de Maria Deraismes.

I.M.

BENITEZ Conrado

Pagsanjan (Philipines) 26 novembre 1889 – 4 janvier 1971.



Fils de Higinio Benitez et Soledad Francia qui eurent six enfants, il est le quatrième. Il fait son école primaire dans sa ville natale, puis une école secondaire à Manille. Ses résultats lui permirent de fréquenter l'Université de Chicago, de 1911 à 1918, où il obtint une maîtrise ès arts et un doctorat en philosophie. Son mémoire de maîtrise s'intitulait «Une étude de l'enseignement primaire aux Philippines pendant la domination espagnole». Il a également terminé un baccalauréat en droit de l'Université des Philippines en 1918.

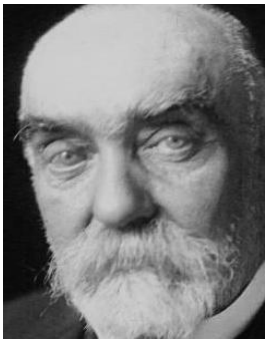
Il a épousé Francisca Tirona d'Imus, Cavite, un camarade de classe de lycée qui avec qui il a eu trois enfants, Helena (1914), Tomas et Alfredo.

Il fut Grand Maitre de la Grande Loge des Philippines.

Il fut le premier philippin doyen de la faculté des arts libéraux et le fondateur de l'Ecole Supérieure de Commerce et des arts à l'Université des Philippines. Avec sa femme et plusieurs de ses collègues, ils ont fondé l'Université des femmes philippines, le "Première Université pour les femmes, fondée par les Asiatiques». Il fut membre d'un comité de sept ans, surnommé les "Sept Sages" chargé de faire la version finale de la Constitution de 1935. Bien que plus connu en tant qu'économiste, il était aussi un remarquable historien et auteur de plusieurs livres et articles ayant trait à l'histoire des Philippines. Il fut également conseiller municipal pour la ville de Quezon.

BÉRARD Alexandre

Lyon 3 février 1859 – Paris 20 avril 1923.



Avocat et homme politique français. Il est le fils d'Ernest Bérard, fabricant de soieries et député du Rhône de 1889 à 1898Note 1. Ernest est engagé dans le mouvement fouriériste lyonnais, et lutte farouchement contre Napoléon III. Malgré l'engagement républicain et radical de son père, Alexandre étudie chez les chartreux de Lyon, avant d'obtenir le doctorat de Droit à la Faculté de la ville en 1882. En tant que jeune attaché du Procureur général de Lyon, Alexandre Bérard porte en 1883 la parole dans l'affaire *Antoine Cyvoct*, anarchiste qu'il réussit à faire condamner. L'affaire aura un certain retentissement et marquera Bérard qui se passionnera pour l'anarchisme.

CARRIERE POLITIQUE

Le parlementaire.

D'abord élu conseiller Général d'Ambérieua (il le restera jusqu'à sa mort), il deviendra en 1893, député de l'Ain, remportant l'élection dans la circonscription de Trévoux. Dès ses débuts au Conseil général, Bérard est très actif en séance. Il se place rapidement dans le camp de Joseph Pochon, facilitant la prise de pouvoir de celui-ci en 1892. À la mort de Pochon, il fait figure d'héritier naturel de ce dernier, ce qui lui assurera une carrière politique ; il deviendra ainsi président du conseil général de l'Ain à la mort de celui-ci. Le 9 février 1908, il est élu sénateur de l'Ain, il laisse donc son mandat de député. Il

sera réélu deux fois3 : le 7 janvier 1912 et le 9 janvier 1921. Il restera sénateur jusqu'à sa mort, devenant même vice-président de cette assemblée à partir de 1919 (d'ailleurs réélu chaque année à cette fonction, jusqu'à sa mort). Pendant sa carrière de sénateur, il est le chef de file de l'opposition au droit de vote des femmes, estimant notamment que :
« *Plus que pour manier le bulletin de vote, les mains de femmes sont faites pour être baisées, baisées dévotement quand ce sont celles des mères, amoureusement quand ce sont celles des femmes et des fiancées. Séduire et être mère, c'est pour cela qu'est faite la femme.* ».

Il est le promoteur de certaines lois :
- la loi sur les étangs de la Dombes (adoptée en 1901 via un subterfuge : le passage par un amendement à la loi de finances qui a permis de contourner l'opposition du gouvernement) ;
- la loi sur la retraite des pompiers (financée par une taxe de 1% sur les assurances) ;
- une loi interdisant le cumul d'indemnités parlementaires avec des traitements publics.

Le ministre
Il est nommé sous-secrétaire d'État aux Postes et Télégraphes, le 10 juin 1902, et appartiendra ainsi aux gouvernements Émile Combes, Maurice Rouvier II, Maurice Rouvier III et au gouvernement Ferdinand Sarrien. Il occupe cette fonction jusqu'au 25 octobre 1906, le temps de faire construire l'Hôtel des Postes d'Ambérieu et d'œuvrer à l'extension du réseau télégraphique à travers la France et dans les colonies, en encourageant divers projets de câbles sous-marins. Pour mémoire, c'est dans cette même période que le capitaine Ferrié utilise la tour Eiffel comme antenne pour son premier essai de radiodiffusion. Il est ainsi membre du Gouvernement lors de l'adoption de la Loi de séparation des Églises et de l'État, dont il fut un ardent défenseur.

FRANC-MAÇONNERIE
Alexandre Bérard est initié franc-maçon en 1882 au sein d'une loge lyonnaise du Grand Orient de France, la même année que son père Ernest. Il deviendra ensuite l'une des autorités de la loge d'Ambérieu-en-Bugey de la Fraternité bugeysienne. Il est un défenseur acharné de la laïcité, sur une ligne très anticléricale. À titre d'exemple; il écrivait en 1883 : « *C'est en France que doit se livrer la bataille décisive entre la liberté et le despotisme, entre la démocratie et la théocratie, entre la société laïque, égalitaire, et le cléricalisme* ». Pour autant, fidèle à la Constitution de l'Ordre maçonnique, Bérard ne stigmatise jamais les croyants *eux-mêmes*. De plus, et malgré les railleries de ses détracteurs, il comprend la nécessité d'entretenir les édifices religieux à fort intérêt historique, dont notamment l'abbaye d'Ambronay. Il va même jusqu'à coopérer avec le clergé quand il s'agit de défendre ce patrimoine départemental. Il ne manque pas non plus d'honorer régulièrement la mémoire de Castellion, « apôtre de la pensée libre » mais pasteur. En résumé, l'anticléricalisme de Bérard est avant tout une farouche opposition à toute insertion de la religion dans la vie de la cité. Il prône une laïcité comme gage du droit de croire à quoi que ce soit... ou de n'y pas croire.

BERESFORD lord Charles 7 avril 1709 – 1769.



1er Comte de Blessington était un pair anglo-irlandais et un membre de la Chambre des lords. Monsieur Guillaume Stewart est le fils de Guillaume Stewart, 2ème Vicomte Mountjoy (1675-1727) et Anne Boyle. Il s'est marié avec Eleanor Fitzgerald, la fille de Robert Fitzgerald le 10 janvier 1733. Ils ont eu deux enfants, Guillaume Stewart et Lionel Robert, tous deux décédés avant leur père. Il a hérité à la mort de son père, le 10 janvier 1727, des titres de : Vicomte de Mountjoy, 3ème Baron Stewart de Ramalton, co. Donegal 5ème Baronnet Stewart.
Il a occupé la place de Grand maître des Franc-maçons de l'Irlande entre 1738 et 1740.
Il a été créé 1er Comte de Blessington, co. Wicklow [Irlande] le 7 décembre1745, sa mère ayant été la soeur et l'héritière unique de Charles, 2ème et dernier Vicomte Blesington. Il a été nommé gouverneur du comté Tyrone Conseiller Secret de la Grande-Bretagne.

BERLIN **Irwing** Moguilev (Biélorussie) ou Tioumen (actuel Russie) 11 mai 1888 - New York (États-Unis) 22 septembre 1989.



Irving Berlin (de son vrai nom **Israel Isidore Baline** ou **Beilin**) est un compositeur américain d'origine juive russe, décédé le 22 septembre 1989 à New York (États-Unis), à l'âge de 101 ans. Il doit sa renommée aux nombreuses comédies musicales dont il a signé la musique. Sa chanson la plus connue est probablement *Cheek to cheek*, créée par Fred Astaire dans le film *Le Danseur du dessus*, emblématique de ce genre musical. Il est aussi l'auteur de *God Bless America*, chanson patriotique composée en 1918 et souvent considérée comme l'hymne national officieux américain. Il est également le compositeur de la chanson *White Christmas*, *single* le plus vendu de l'histoire de la musique (plus de 50 000 000 copies écoulées), enregistré entre autres par Bing Crosby en 1942 puis reprise en 1949 par cause d'usure de la bande originale.
Initié à Munn Lodge No 196, ville de New York

BERNADOTTE **Charles Jean-Baptiste** Pau (Pyrénées-Atlantiques) 26. 01 1763 – Stockhölm 8. 03 1844
Républicain convaincu, jacobin puis maréchal d'Empire et enfin roi de Suède, Bernadotte à une ascendance toute entière béarnaise. Son père, procurateur du roi, le destinait aussi à une carrière juridique, mais à la mort de ce dernier, Charles

s'engage comme soldat, le 3 septembre 1780, au Royal Marine auquel il appartient jusqu'à la Révolution. Resté major en 1878, la Révolution favorise son ascension, son talent et son courage lui d'être lieutenant en 1782, capitaine en 1783, colonel en avril de la même année puis, grâce à la protection de Kléber, major-général en octobre 1794.

Envoyé en Italie en 1797, il gagne la confiance de Bonaparte qui, le considérant comme « un des amis les plus solides de la République », lui confie la mission d'assurer la liaison entre le futur empereur et les membres du Directoire décidé à éliminer le danger royaliste par le coup d'Etat du 18 fructidor. Pour le remercier, le Directoire lui offre l'ambassade de Vienne, mais il y reste peu de temps. En effet à la cour de l'empereur, il arbore les trois couleurs frappées de la devise républicaine ! A son retour, il est envoyé commander l'armée du Rhin, mais son commandement lui est retiré à la suite des revers subis. Il regagne Paris, rejoint les généraux républicains et les néo-jacobins. Après le coup d'Etat su 18 prairial an VII (6 juin 1799), il devient ministre de la Guerre et fait preuve d'un autoritarisme et d'une ambition qui inquiète le régime. Son jacobinisme provoque bien des soupçons et il est « démissionne ». Entre-temps il a épousé Désirée Clary et est devenu le beau-frère de Joseph Bonaparte qui avait épousé Julie, la sœur de Désirée.

Parce qu'il est opposé au 18 Brumaire, Bonaparte lui offre l'ambassade des Etats Unis mais, la guerre reprenant, il lui confie le commandement d'un corps d'observation en Allemagne. C'est à ce moment qu'il noue des liens avec les Suédois ; il en profite aussi pour s'enrichir en spéculant à la Bouse de Hambourg. Bien que maréchal dès la première promotion des maréchaux d'Empire (1804) et prince de Porto Corvo (1805), son attitude inquiète l'Empereur qui le croit usé, seulement intéressé par l'argent et les plaisirs. En fait, il commence à jouer un jeu personnel. Son attentisme à Iéna (1807) décide Napoléon à lui enlever son commandement. Bernadotte renoue alors avec ses amitiés suédoises et se fait élire par la Diète.

Pendant les années de la fin de l'Ancien Régime, ses liens réels avec la franc-maçonnerie restent incertains. Il aurait été officier d'honneur du Grand Orient et, en 1785-1786, on le dit initié à « la Tendre Fraternité », mais les archives de cette loge ont disparu. Une réelle amitié avec un aristocrate franc-maçon commandant le Royal Marine, le marquis d'Ambert, plaide cependant en faveur d'une initiation possible. En outre, par deux fois avant sa carrière suédoise, il utilise une signature maçonnique (le 2 pluviöse an V quand il paraphe le Serment de haine à la royauté et à l'anarchie, puis en 1808). Prince de ce pays et héritier du trône (en août 1810), sa position politique nouvelle le place de plain-pied en contact avec le monde de la franc-maçonnerie, au plus haut niveau. La maçonnerie suédoise a en effet placé ses activités sous la protection des Vasa depuis le règne d'Adolphe Frédéric (1710-1711). Bernadotte est donc conduit à devenir Grand Maître de la maçonnerie suédoise et il exerce d'ailleurs cette fonction avant le décès de son père adoptif, Charles III (en 1818). Ce dernier a en effet résigné cette charge dès 1811 au profit de son héritier. A ce moment Bernadotte se comporte en ennemi ouvert de son ancienne patrie. Allié au tsar Alexandre, il a un rôle décisif à Lützen (1813). Il obtient de la Saint Alliance l'union de la Couronne de Suède et de Norvège.

Après l'invasion de la France, il se produit comme l'alternative à Bonaparte et aux Bourbons, mais la Russie et Talleyrand refusent. Il demeure dans son royaume de Suède et de Norvège, où il règne de 1818 à 1844. Devenu Charles XIV de Suède, il est « par la force des choses », en 1818, Grand Maître de la franc-maçonnerie suédoise avec, Charles III étant décédé, le titre de *vicarius Solomonis*. C.L.B.

BERNARDIN Charles

Plombières 1860 – Metz 1939.

Elevé par un père républicain et une mère catholique, Charles Bernardin entreprend des études à Epinal puis à Strasbourg avant de les poursuivre au lycée de Nancy. Sa formation en droit lui permet d'embrasser la carrière notariale à Beine, puis à Epinal.

C'est dans cette ville qu'il est initié, le 6 mars 1892, à la loge «La Fraternité Vosgienne» il en est, dès la première année, le secrétaire puis le trésorier. En 1894, il veut résider à Nancy. Disposant d'une honnête fortune, il est inscrit en qualité de « rentier » sur le registre de la loge Saint-Jean de Jérusalem, où il a sollicité et obtenu son affiliation le 7 janvier 1895. A partir de cette date, il s'engage dans une activité maçonnique concernant à la fois les relations franco-allemandes, l'affaire Dreyfus et l'anticléricalisme.



Confronté de très près à la question de l'Alsace-Lorraine, Bernardin devient la cheville ouvrière de la réconciliation entre les maçons des deux pays, dont les relations étaient rompues depuis 1870.

Son action commence en 1896, quand il représente son atelier à la fête solsticiale de la loge « *Les Enfants de la Concorde Fortifiée* » à l'orient de Luxembourg. Il parle alors des « maudits allemands » dans son rapport confidentiel adressé au Grand Orient. Cependant, son attitude évolue rapidement : en 1900, à l'initiative de Joseph Junck, vénérable de la loge de Luxembourg, il met la main dans celle du frère Ludwig, un médecin militaire qui est alors vénérable de la loge allemande « *Zum Tempel des Friedens* » de Metz. Le 8 février 1904, une seconde étape est franchie quand il assiste officieusement à une tenue de la « loge ennemie » ce qui lui vaudra une vive opposition dans sa loge, notamment de la part des frères alsaciens expatriés.

C'est le cas de Krug, l'ancien vénérable. Mais cela n'arrête pas une action qui prend de l'ampleur : le 7 juillet 1907, avec le frère Riess, vénérable de la loge « *Zur Treue* » de Colmar, il organise avec succès la première manifestation publique qui se tient au col de la Schlucht. Plus de 400 maçons français et allemands fraternisent à cette occasion

et, sur sa proposition, décident de renouveler tous les ans une telle manifestation. A Bâle en 1925, c'est à son initiative que ces rencontres fraternelles sont relancées et, en mai 1928, ses efforts permettent d'aboutir à l'organisation d'une réunion à Verdun ! Mais, avec la montée du nazisme, l'entreprise de Bernardin est anéantie.

Amer, on l'entend dire au Conseil de l'Ordre : « Ces francs-maçons de Heidelberg ont voué une haine féroce à tout ce qui se réclame de la France… ». Malgré son échec final, l'action de Bernardin, qui a présidé régulièrement le Comité d'organisation des rencontres maçonniques internationales, a marqué la maçonnerie d'Outre Rhin : affilié aux loges de Metz et de Strasbourg, il fut nommé membre d'honneur de plusieurs loges allemandes, telles «*Zur Treue*» à Colmar, (24 juin 1909), « *Osiris* » à Sarrebruck (18 mai 1923), « *Badenia zum Forschritt* », à Baden-Baden. Parallèlement on le voit avant le « J'accuse » de Zola, dans le cas dreyfusard alors que la maçonnerie montre plus globalement une attitude plus timorée. Le 10 mai 1897, il fait partie des officiers de sa loge qui démissionnent en bloc après le rejet (les 24 mai et 14 juin) par celle-ci de la candidature d'un profane de confession juive, Forest. Bernardin est d'ailleurs le dernier à revenir sur les colonnes du temple.

Enfin, Bernardin mène une action déterminée face aux cléricaux. Membre du Conseil de l'Ordre, il est en effet mis en cause nominativement par le député Guyot de Villeneuve lors de l'affaire des fiches. En octobre 1904, ce dernier évoque l'une des fiches dont Bernardin était l'auteur. Après avoir adopté une position de repli, il passe à l'offensive. Il publie ainsi, dans « Pour la République », une série d'articles sur les « Fiches cléricales » en défendant la légitimité de son action, puis il ne cesse de signaler à l'attention de l'obédience le comportement des officiers hostiles à la République… et les agissements qui trahissent leurs sentiments favorables à l'Eglise. Il est vrai que son rejet du cléricalisme s'est manifesté déjà en 1903 quand, nommé juge de paix à Pont-à-Mousson, il a pris l'initiative de décrocher le crucifix qui ornait la salle d'audience et de le remplacer par un buste de Marianne.

Amplifiée grâce au bruit fait par les « calotins » de la ville, « l'affaire » avait pris une ampleur nationale quand la loge nancéenne avait adressé un vœu au Grand Orient de France tendant à faire disparaître tous les emblèmes religieux des endroits où l'on rend la justice. Relayé par un frère à la Chambre, la demande avait débouché sur le vote d'une loi. Sous l'impulsion de la loge, la mesure était venue également applicable dans les conseils de guerre et la Marine. Dans ce contexte, on comprend que Bernardin et sa loge soient devenus la cible des chrétiens lors de la mise en place tumultueuse des dispositions de la loi relative à la séparation des Eglises et de l'Etat (décembre 1959 dans une ville où les faits se déroulent dans une atmosphère de guerre civile. Opéré à la cathédrale de Nancy le 13 mars 1906, l'inventaire des biens se fait sous la protection de la troupe. De jeunes catholiques, menés par deux abbés au service de l'évêque de Nancy, se porte partie civile contre les auteurs de cet assaut et fait apposer sur la façade du temple une plaque en marbre blanc sur laquelle on peut lire : « L'an 1906, le 13 mars, à l'heure où la République assurait la conservation des biens des Eglises malgré les catholiques, ceux-ci, conduits par deux prêtres, ont violé, pillé, saccagé et tenter d'incendier la loge « *Saint-Jean de Jérusalem* », Turinaz étant évêque et Beauchet maire de Nancy ».

Bernardin eut également une influence politique incontestable en Lorraine. Responsable en vue du mouvement républicain, il fonde la Fédération républicaine de Meurthe-et-Moselle dont il assume longtemps la présidence, puis le Cercle républicain de Pont-à-Mousson, des secteurs de la ligue des Droit de l'Homme et de la libre pensée. Il crée également un hebdomadaire au titre sans équivoque : « Pour la République ». Homme d'action, il a aussi laissé des écrits allant de l'histoire de la franc-maçonnerie à un livre sur les champignons qui fit autorité. Lors de ses obsèques, le Grand Orient, conscient des services rendus par ce frère à la forte personnalité mais plusieurs fois contesté, salue le courage dont il fit preuve. J.-C .C.

BERNIERI Cesare

Turin ? – Turin après 1887.

Peintre et photographe italien du XIXe siècle. Il existe peu d'informations sur la vie de ce patriote turinois, ami de Giuseppe Garibaldi et disciple de Giuseppe Mazzini. Émigré pour des raisons politiques à Londres1 le 28 février 1859, Cesare Bernieri signe le manifeste « mazzinien » *Pensée et Action* adressé aux Italiens afin d'« initier le peuple à la lutte au nom et pour le compte de la Nation ».

Parmi les différents signataires, on trouve Aurelio Saffi, Francesco Crispi, Rosalino Pilo et Antonio Mosto. Il participe dans les rangs des chasseurs des Alpes à la seconde guerre d'indépendance de 1859 et en 1860, il suit Garibaldi avec le grade de major dans la campagne l'Italie méridionale.

Le 30 avril 1860, il est promu « maître » de la loge maçonnique Dante Alighieri de Turin à laquelle sont affiliés Giuseppe Avezzana et Giuseppe Garibaldi.

Les 28 et 29 mars 1861, il participe au voyage à Caprera chez Giuseppe Garibaldi organisé par l'écrivain Franco Mistrali afin d'inviter le héros à reprendre la lutte pour l'unité italienne. Parmi la trentaine de participants, on trouve Carlo Comaschi, Luigi Cingia, Antonio Frigerio, Faustino Tanara et Adolfo Wolf. Bernieri lit le discours qui présente à Garibaldi les personnes présentes qui se partagent en trois catégories, des représentants des associations de travailleurs, des volontaires de l'armée méridionales et de simples citoyens. Avec le déclenchement de la troisième guerre d'Indépendance de 1866, Bernieri est nommé major commandant 4e bataillon du 2e régiment de volontaires italiens commandé par le lieutenant-colonel Pietro Spinazzi. Il opère à Cima Rest de Magasa à la tête d'une colonne de garibaldiens lors du siège du fort Ampola et, par la suite, il prend part à la libération de Campi, le petite hameau de Riva del Garda. À la fin de la guerre, il est décoré avec une mention « *onorevole* » pour « les activités et le zèle dont il a fait preuve au cours de la campagne ». En 1867 il suit de nouveau Garibaldi au cours de la campagne de l'*Agro Romano*. Il combat lors de la bataille de Mentana comme

commandant du 20e bataillon dans la 6e colonne commandée par Augusto Elia. Il est passionné d'échecs et il organise des tournois nationaux.

Le photographe de Garibaldi, Mazzini, du roi et de la reine.
Claudia Cassio qui a réalisé une étude approfondie sur l'activité de photographes piémontais XIXe siècle nous donne des informations intéressantes. Les premières informations documentées du travail des frères datent de 1853 dans un article de la *Gazzetta Piemontese*. Cesare est un professionnel reconnu à l'échelle internationale pour les portraits et en 1850-1851 il réalise une peinture à l'huile de Victor-Emmanuel II de Savoie dans un ovale. En novembre 1861 il ouvre avec son frère Luigi, un studio de photographie à Turin, au numéro 8 de la via Rocca, Giuseppe Garibaldi est présent à l'inauguration et, pour l'occasion, Cesare réalise son portrait. Précédemment, Cesare avait été miniaturiste et directeur d'un studio à Londres où il avait fréquenté assidûment Giuseppe Mazzini et d'autres patriotes qui s'y étaient réfugiés. Il perfectionna son art du portrait à Londres en tant que directeur d'un studio photographie de la reine Victoria.

Parmi les plus célèbres personnages dont il réalise le portrait, on trouve le prince Oscar II de Suède et de Norvège, Maria Pia de Savoie, fille de Victor-Emmanuel II et le roi Louis de Portugal avant leur mariage, et enfin de Giuseppe Mazzini. Les patriotes italiens comme Francesco Dall'Ongaro, Rosalino Pilo et Carlo Buffa comte de Pannero ou le compositeur Giorgio Miceli fréquentent le studio Bernieri. En 1864 les frères Bernieri réalisent l'album de la Cour de Savoie, à cette occasion le roi Victor-Emmanuel II confère à Cesare le titre honorifique de chevalier du Royaume. En 1867 Cesare participe à l'exposition universelle de Paris où, entre autres, il présente sa réalisation composée de 20 images photographiques qui reproduisent les tableaux de Massimo d'Azeglio. L'album se compose de vingt impressions à l'albumine de grand format. On doit à Bernieri l'important travail de documentation du chantier pour la construction du canal Cavour. On pense qu'il cessa son activité photographique vers 1887 parce que, cette année-là, son studio est géré par la photographe Le Liure.

BERRYER

Pierre-Antoine Paris 4 janvier 1790 - Augerville-la-Rivière (Loiret) 29 novembre 1868. dit « Berryer fils » Avocat et homme politique français. Fils de l'avocat Pierre-Nicolas Berryer (1757-1841), Pierre-Antoine Berryer fut un élève assez médiocre chez les Oratoriens du collège de Juilly. Il se destinait à l'état ecclésiastique, mais son père, qui avait reconnu en lui les qualités d'un orateur, contraria sa vocation et lui fit faire son droit. Il eut pour répétiteur Guillaume de Bonnemant (1747-1820), avocat à Arles et ex-membre de l'Assemblée constituante, et étudia la procédure avec un avoué nommé Normand. Encore étudiant, il épousa, le 10 décembre 1811, Caroline Gauthier, fille de l'administrateur des vivres militaires de la division de Paris. Vers la même époque, il publia une brochure de vers dans laquelle il célébrait avec enthousiasme l'entrée à Paris de Napoléon Ier et de Marie-Louise, et débuta au barreau peu de temps après.



Le défenseur du maréchal Ney était membre de la Loge Salomon, à Paris.

Une brillante carrière d'avocat
Contrairement aux attentes de son père, ses débuts furent sans éclat. Dès 1812, il se mit à afficher des opinions royalistes ; les désastres militaires de la fin du règne de Napoléon achevèrent de l'attacher définitivement aux opinions légitimistes qu'il défendit durant toute sa vie. Il s'engagea en 1815 dans les volontaires royaux et fit, dit-on, le voyage de Gand pendant les Cent-Jours. Sous la Seconde Restauration, il établit sa réputation en défendant des personnalités de l'Empire. Il fut adjoint à son père et à Dupin aîné pour défendre le maréchal Ney devant la cour des pairs, condamné et exécuté le 7 décembre 1815. L'année suivante, il plaida en faveur des généraux Debelle et Cambronne, qu'il fit échapper à la peine capitale.

Il plaida dans de nombreuses affaires de presse, défendant les journaux *Le Drapeau blanc*, le *Journal des Débats*, et *La Quotidienne*. Il défendit les généraux Canuel et Donnadieu, accusés de violences excessives lors de la répression des insurrections respectivement de Lyon (1817) et de Grenoble (4 mai 1816).
Lors du procès du général Donnadieu, il se sépara complètement du ministère et publia contre Decazes un mémoire très violent dans lequel il accusait le gouvernement d'avoir fomenté l'insurrection. Il représenta encore les intérêts de Chedel, illégalement emprisonné par le préfet de police Jules Anglès, de Nérac, de Séguin contre Ouvrard. Il défendit également devant la cour d'assises de Paris le Dr Edme-Samuel Castaing, accusé du meurtre d'Hippolyte et Auguste Ballet (1823). En 1826, il représenta Lamennais, poursuivi pour l'ultramontanisme de son essai intitulé *De la religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et social*. L'année suivante, il publia une brochure contre l'ordonnance soumettant les petits séminaires à l'inspection de l'Université.

Sous la monarchie de Juillet, il défendit Chateaubriand (1833), emprisonné pour avoir milité en faveur de la libération de la duchesse de Berry, et fit partie du conseil de défense du prince Louis Napoléon Bonaparte jugé devant la Chambre des pairs (26 septembre-6 octobre 1840) après l'expédition de Boulogne-sur-Mer. Il plaida pour la *Gazette de France*, *La Quotidienne*, *Le Rénovateur*, etc. Mais sa carrière politique lui fit négliger le barreau au point qu'il dut mettre en vente, le 6 août 1836, sa propriété d'Augerville-la-Rivière, qui fut rachetée par souscription et lui fut rendue.

Ré-élu sous la Seconde République, il siège au sein de la Commission sur l'assistance et la prévoyance publiques présidée par Thiers. Sous le Second Empire, il quitta la vie politique et revint au barreau qui le nomma bâtonnier en 1854. Il plaida avec éclat dans les affaires de Célestine Boudet, de Mme de Caumont La Force (1855) et de Joufosse (1857) et défendit

Montalembert (1858). À ses qualités oratoires, il joignait une prestance majestueuse et un magnifique organe, qui donnaient à ses discours un effet puissant à l'audition, mais en partie détruit à la lecture.

Le héraut du royalisme libéral

Vice-président du collège électoral du 2e arrondissement de la Seine depuis 1822, Berryer ne tarda pas à se lancer dans la politique. Après le décès de Georges Marcelin Chabron de Solilhac,(1769-1829) député de la Haute-Loire, le parti légitimiste songea à lui pour le remplacer ; il avait tout juste l'âge requis (40 ans), mais il fallut lui venir en aide pour qu'il pût justifier du cens d'éligibilité : avec le concours de ses amis, il acheta la terre d'Augerville-la-Rivière (Loiret) et fut, le 26 janvier 1830, élu à une large majorité par le collège départemental de la Haute-Loire. Il aborda la tribune de la Chambre des députés pour la première fois le 9 mars 1830, dans la discussion de l'adresse des 221 contre le ministère Polignac. Au milieu des applaudissements de la droite, des cris et des interruptions de la gauche, il défendit chaleureusement la couronne et attaqua très vivement l'amendement Lorgeril :

« Je ne m'étonne pas, conclut-il, que, dans leur pénible travail, les rédacteurs du projet aient dit qu'ils se sentaient condamnés à tenir au roi un pareil langage ; et moi aussi, plus occupé des soins de l'avenir que des ressentiments du passé, je sens que si j'adhérais à une telle adresse, mon vote pèserait à jamais sur ma conscience comme une désolante condamnation... »

« Voilà une puissance », aurait dit Royer-Collard à l'issue de cette séance en parlant de l'orateur.

Berryer déclina l'offre qui lui fut faite d'un portefeuille ministériel dans le cabinet Polignac, fut réélu le 5 juillet par le 3e arrondissement électoral de la Haute-Loire et, après la Révolution de Juillet, devint l'un des principaux orateurs de l'opposition. Le 7 août, il protesta à la Chambre des députés contre les événements et contesta que les députés eussent qualité pour délibérer sur la vacance du trône et élire un nouveau roi. Il prêta néanmoins le serment de fidélité exigé par la charte de 1830, mais entama une guerre acharnée contre la monarchie de Juillet. Elle s'ouvrit avec la discussion relative à la mise en accusation des anciens ministres de Charles X et se continua, dès lors, en toute occasion. Profitant habilement, dans l'intérêt de sa cause, de l'origine révolutionnaire de la monarchie nouvelle, Berryer entreprit de la pousser aux conséquences extrêmes de la souveraineté populaire et réclama, comme député de l'opposition, l'application du jury aux délits de presse, la nomination des maires par les communes, l'abolition du cens. Il soutint toutefois l'hérédité de la pairie.

Lorsque la duchesse de Berry vint en France pour organiser une insurrection royaliste en Vendée (V. Insurrection royaliste dans l'Ouest de la France en 1832), les chefs du parti légitimiste envoyèrent Berryer auprès d'elle pour tenter de l'en dissuader. Il la rencontra dans une ferme isolée et eut avec elle un long entretien dans lequel il usa vainement de son éloquence. La duchesse persista dans ses projets qui se soldèrent par une déroute complète. Berryer lui-même fut arrêté, conduit à Nantes de brigade en brigade et mis au secret. Il allait être traduit devant une commission militaire quand la protestation de l'ordre des avocats, par la voix de son bâtonnier, François Mauguin, le fit renvoyer devant les assises de Loir-et-Cher qui l'acquittèrent après une délibération d'une minute. Des bravos accueillirent la lecture du verdict. Quand l'accusé était entré dans la salle d'audience, les avocats avaient ôté leurs toques et les jurés s'étaient inclinés devant lui.

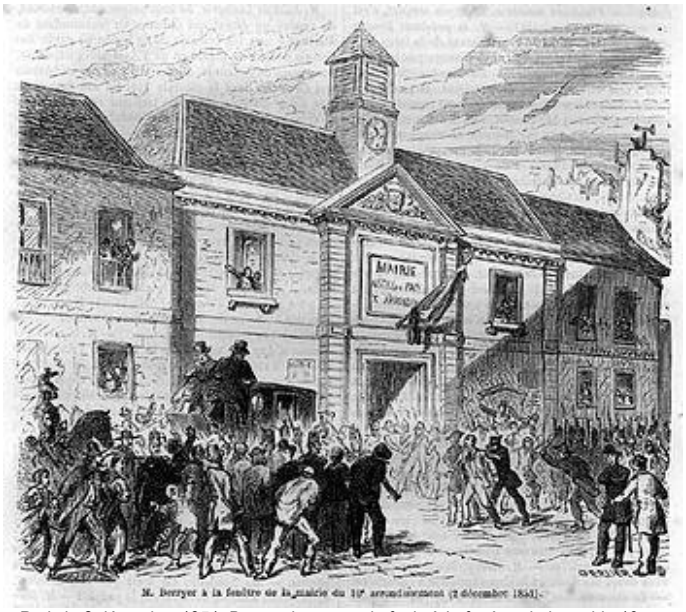
Une fois libre, Berryer appuya les pétitions en faveur de l'élargissement de la duchesse de Berry et poursuivit sa lutte avec le pouvoir, pour le plus grand bonheur des deux oppositions, républicaine et légitimiste, dont les intérêts se rencontraient souvent et qui faisaient parfois cause commune. Il fut réélu le 21 juin 1834 dans trois collèges électoraux (Marseille, Toulouse, Yssingeaux). Il opta pour Marseille où il reçut un accueil enthousiaste et fut réélu en 1837 et 1839 à Marseille et à Hazebrouck, et à Marseille seulement les 2 mars 1834 et 1er août 1846.

Il voyagea en Allemagne et, en 1835, rendit visite à Charles X et au duc d'Angoulême à Prague, et fut reçu par l'Empereur d'Autriche. De retour en France en 1836, il apprit la mort de Charles X. Le 27 novembre 1843, il fit partie des chefs légitimistes qui allèrent à *Belgrave Square* à Londres, jurer leur fidélité au comte de Chambord. Le gouvernement l'attaqua vivement et voulut que la Chambre « flétrît » cette attitude. Dans le débat très vif qui s'ensuivit, Berryer, blâmé par la Chambre, finit par donner sa démission et fut réélu, au milieu de la législature, en 1844. La Révolution de 1848, à laquelle Berryer n'avait pas peu contribué, ne lui causa ni peine, ni surprise.

Une fois la monarchie de Juillet renversée les légitimistes restèrent dans l'opposition et combattirent leurs anciens alliés républicains. Tandis qu'une minorité de légitimistes, autour du marquis de La Rochejaquelein, voulaient en appeler au suffrage universel et attendre le retour du roi de la volonté du peuple, Berryer opina, avec la majorité de ses amis et avec le comte de Chambord lui-même, qu'il fallait agir au sein de l'Assemblée nationale constituante contre la République et pour la reconnaissance parlementaire du droit divin. Il chercha, dans cette visée, à réaliser l'union des royalistes. À partir de décembre 1850, il fit partie, aux côtés d'Alexis de Tocqueville, du cercle qui se réunissait chaque semaine place de la Concorde chez le marquis de Pastoret pour défendre les intérêts de la monarchie.

Il fut élu à la Constituante le 23 avril 1848 par le département des Bouches-du-Rhône. Il siégea à la droite de l'Assemblée et s'en sépara pour voter, le 9 août, contre le rétablissement du cautionnement pour les journaux et, le 26 août, contre les poursuites intentées à Louis Blanc ; il opina avec elle contre l'abolition de la peine de mort, contre l'amendement Grévy sur la présidence de la République, contre la suppression du remplacement militaire, pour la proposition Rateau, pour l'interdiction des clubs, pour l'expédition de Rome et contre l'amnistie des transportés. Le 4 novembre 1848, il vota contre l'ensemble de la Constitution. Il fut réélu par le département des Bouches-du-Rhône le 13 mai 1849 au sein de l'Assemblée législative4 et continua de faire campagne avec la droite pour l'idée monarchiste, mais sans favoriser les menées de Louis-Napoléon Bonaparte. Lors du coup d'État du 2 décembre 1851, il fut au nombre des représentants qui, réunis à la mairie du

10e arrondissement de Paris, votèrent la déchéance du Prince-Président. Arrêté, il fut conduit à la caserne du quai d'Orsay et, de là, à Vincennes.



Paris le 2 décembre 1851. Berryer harangue la foule à la fenêtre de la mairie 10e arr.
Gravure tirée de l'*Histoire populaire contemporaine*, Paris, Ch. Lahure, 1864

Remis en liberté, il se retira ensuite de la vie politique et refusa de se présenter aux élections au Corps législatif *: « En prenant cette résolution, écrivit-il à un ami le 5 février 1852, je n'obéis pas au ressentiment des événements du 2 décembre. Mais qu'irais-je faire dans le nouveau Corps législatif d'où la vie politique est entièrement retirée, où je ne retrouverais ni l'action publique ni l'indépendance que les révolutions de 1830 et de 1848 ne nous avaient pas ravies ? »*

Il fut élu membre de l'Académie française en 1852 mais ne fut reçu qu'en 1855. À cette occasion, il écrivit à Jean-François Constant Mocquard, chef de cabinet de l'Empereur et son « ancien confrère », pour être dispensé de la visite obligatoire au chef de l'État : *« Je crois avoir acquis, il y a quinze ans, le droit de m'abstenir aujourd'hui d'une formalité dont l'accomplissement ne serait pas pénible pour moi seul. »*

Mocquard répondit que l'Empereur regrettait *« que dans M. Berryer, les inspirations de l'homme politique l'aient emporté sur les devoirs de l'académicien [...] M. Berryer est parfaitement libre d'obéir à ce que lui prescrit l'usage ou à ce que ses répugnances lui conseillent. »*

Depuis 1851, Berryer n'avait touché à la politique que par sa participation aux tentatives de fusion entre les deux branches de la maison de Bourbon. Le 1er juin 1863, il accepta, à la faveur de l'évolution libérale du Second Empire, rendant un peu de pouvoir au Corps législatif, d'être porté comme candidat d'opposition aux élections législatives dans la 1re circonscription des Bouches-du-Rhône (Marseille), et il fut élu8. Il prit souvent la parole à la Chambre et sut s'y faire écouter. Le 27 novembre 1863, il parla contre la mauvaise gestion des finances publiques et s'éleva contre l'accroissement du déficit du budget. En 1865, il fut invité outre-manche par ses collègues anglais, notamment lord Brougham et, lors d'un banquet donné en son honneur à Londres, il célébra les bienfaits de la monarchie. Le 6 mai 1865, il soutint la demande de désarmement présentée par l'opposition, ajoutant que la France payait cher sa gloire et qu'il était temps de lui rendre sa liberté. En juin de la même année, il parla contre la loi sur les chèques, « contraire aux habitudes commerciales françaises ». Le 23 juillet 1867, il jugea peu loyale l'attitude du gouvernement dans l'affaire des emprunts mexicains. En 1868, il soutint son jeune collègue du barreau Jules Ferry, qui avait dénoncé dans une série d'articles virulents parus dans le journal *Le Temps*, la destruction du vieux Paris par le préfet de la Seine, le baron Haussmann. La même année, il adhéra à la souscription Baudin et mourut le 29 novembre 1868 dans sa terre d'Augerville où il s'était retiré, se sentant malade. Quelques jours auparavant (18 novembre), une lettre qu'il adressait au comte de Chambord témoigna de son inaltérable fidélité à la cause légitimiste :

Ô Monseigneur,
Ô mon Roi, on me dit que je touche à ma dernière heure.
Je meurs avec la douleur de n'avoir pas vu le triomphe de vos droits héréditaires, consacrant le développement des libertés dont la France a besoin. Je porte ce vœu au Ciel pour Votre Majesté, pour Sa Majesté la Reine, pour notre chère France.
Pour qu'il soit moins indigne d'être exaucé par Dieu, je quitte la vie armé de tous les secours de notre Sainte Religion.
Adieu Sire, que Dieu vous protège et sauve la France.
Votre fidèle et dévoué sujet, Berryer.

Ses funérailles eurent lieu à Augerville avec une grande solennité, au milieu de députations des corps auxquels il avait appartenu. L'Académie française, malgré sa règle de ne pas prendre part aux cérémonies de cette nature qui ont lieu en dehors de la capitale, s'y fit représenter. Une souscription ouverte pour lui élever un monument produisit 100.000 francs en quelques jours.

HOMMAGES ET JUGEMENTS

Hommages posthumes

- La conférence Berryer rend hommage à Pierre-Antoine Berryer.
- La *rue Berryer*, dans le 8e arrondissement de Paris, anciennement *rue des Écuries d'Artois*, a reçu sa dénomination actuelle par décret du 10 novembre 1877.
- Une statue à son effigie a été dressée place Montyon à Marseille.
- La rue Léon Delagrange, située à Issy-les-Moulineaux a été rebaptisée en septembre 2011.

Elle porte désormais le nom de rue Pierre-Antoine Berryer. Ce baptême fait suite à la construction des nouveaux locaux de l'école de la formation professionnelle des barreaux de la cour d'appel de Paris (EFB) qui s'installera désormais à Issy les Moulineaux. La première promotion qui sera accueillie dans ces locaux sera la promotion Robert Badinter 2013-2014.

Jugements
« Depuis Mirabeau, personne n'a égalé M. Berryer. » (Cormenin)
« Il y a loin de l'éloquence prudente et de l'habileté tacticienne de M. Berryer, de ses questions habiles, de ses adroites interpellations, de sa sensibilité, au colossal bon sens de Mirabeau, à ses foudroyantes sorties, à cette parole dictatoriale qui gouverna les premiers essais de la Révolution. Il y a loin des passions comme il faut de l'honorable M. Berryer, aux *tempestueuses* folies de cette race des Riquetti dont le comte de Mirabeau fut le mâle le plus accentué. À la place de M. de Cormenin, j'aurais dit Barnave au lieu de Mirabeau, et sans rien ôter à M. Berryer de sa valeur, je me serais peut-être moins écarté de la vérité. » (Hippolyte Castille

BERTEAUX Maurice

Saint-Maur-des-Fossés (Seine actuellement Val-de-Marne) 3 juin 1852 – Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) le 21 mai 1911.

Homme politique français. Issu d'une famille bourgeoise fortunée, il fait de brillantes études au lycée Charlemagne (Paris 4e). En 1879, à 27 ans, il succède à son beau-père dans la charge d'agent de change.

Initié en 1893 à la Loge « Les Rénovateurs » à l'O de Clichy. Franc-maçon actif au Grand Orient de France, Maurice Berteaux fréquente assidûment la Loge de Saint-Germain-en-Laye. Par la suite une loge maçonnique, la *loge Maurice Berteaux*, portera son nom.

Maire de Chatou depuis 1891, député de Seine-et-Oise en 1893, président du Conseil général de Seine-et-Oise en 1908, Maurice Berteaux, à 56 ans, est devenu une personnalité marquante et influente de la banlieue ouest-parisienne de la Belle Époque. Il était notamment intervenu activement en 1904 pour empêcher la démolition du château de Maisons-Laffitte. Spécialiste des questions militaires et financières, ardent républicain et laïc convaincu, il contribue, après l'affaire Dreyfus, à défendre et à consolider une Troisième République encore fragile. Ministre de la Guerre puis président de la Commission de l'Armée, il participe à l'œuvre de rénovation de l'institution militaire entreprise par la IIIe République en prévision de "la revanche" sur l'Empire allemand qui a annexé le nord de la Lorraine et l'Alsace en 1871. Son action pour assurer l'égalité de tous devant le service militaire et pour développer le rôle social de l'Armée aura permis, peu de temps avant la Grande Guerre, la mise en place d'une armée qui s'identifie à la Nation. Il milite et participe activement à l'éducation populaire au sein de la ligue française de l'enseignement fondée par Jean Macé. Avec Jean Jaurès, il fait adopter une loi sur la prise en charge des accidents du travail favorable aux ouvriers et employés des chemins de fer. Il était également partisan de l'impôt sur le revenu progressif, de la séparation des Églises et de l'État (votée en 1905) et de la réduction du temps du service militaire.

Il décède accidentellement le 21 mai 1911, à l'âge de 58 ans, sur le terrain d'aviation d'Issy-les-Moulineaux, lors de la course d'aviation Paris-Madrid, alors que l'aviateur Louis Émile Train, sur un monoplan de sa conception, tente un atterrissage d'urgence qui finit catastrophiquement sur le groupe des personnalités qui avait envahi la piste. Dans de nombreuses communes d'Île-de-France, comme à Paris avec la rue Maurice-Berteaux, des voies portent son nom. Jusqu'en 1962, la commune algérienne d'Ouled Hamla se nommait Berteaux.

BERTHELOT Pierre Eugène Marcelin

Paris 25 octobre 1827 - 18 mars 1907.



Chimiste, essayiste, historien des sciences, homme politique et académicien. Reçu à l'Académie française. Issu d'un père médecin et républicain convaincu, Berthelot fit de brillantes études au lycée Henri-IV, s'intéressant entre autres à l'histoire et à la philosophie. C'est là qu'il fit la connaissance de Renan qui avait quitté le séminaire et travaillait dans cet établissement comme maître d'études ; ils nouèrent une amitié qui devait durer jusqu'à la mort. En effet, c'est à la Faculté des sciences de Paris qu'il entra par la suite. Il commença vraiment ses recherches dans le laboratoire privé de Théophile-Jules Pelouze, où il pouvait expérimenter à sa guise. Il entra au Collège de France comme préparateur d'Antoine-Jérôme Balard, son ancien maître, en 1851.

Franc-Maçon de la Loge "*La Fraternité Universelle*", Paris.

Comme plusieurs autres chimistes de son temps, Berthelot commença ses recherches sur des composés organiques de nature assez complexe. Il obtint son doctorat en 1854 grâce à sa thèse sur la structure et la synthèse des graisses et sur les combinaisons du glycérol avec les acides. Berthelot a fait sur les synthèses beaucoup de recherches fructueuses. Mais le domaine de ses intérêts était extrêmement large, et il est aussi l'auteur d'études historiques sur les alchimistes du Moyen Âge. Berthelot a été professeur à l'École supérieure de pharmacie en 1859, puis professeur de chimie organique au Collège de France en 1865 (la chaire avait été créée à son intention). Il fut inspecteur général de l'Enseignement supérieur en 1876.

Il a occupé les fonctions ministérielles suivantes :
- Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts, du 11 décembre 1886 au 17 mai 1887, gouvernement René Goblet.
- Ministre des Affaires étrangères, du 1er novembre 1895 au 23 avril 1896, dans le gouvernement Léon Bourgeois.

La mort de Marcellin Berthelot est assez particulière : il avait maintes fois répété qu'il ne souhaitait pas survivre à son épouse Sophie Niaudet, malade et, en effet, quelques minutes après la disparition de celle-ci, le 18 mars 1907, il s'éteignit lui-même. Son jubilé scientifique fut célébré solennellement. Désireux d'honorer le grand homme, mais prenant acte des circonstances de sa disparition, le gouvernement, qui décida le transfert des cendres de Marcellin Berthelot au Panthéon, estima logique de ne pas le séparer de sa femme, qui fut inhumée avec lui : c'est donc la première femme entrée au

Panthéon. Pour cette occasion, Clemenceau, toujours caustique, aurait déclaré : « Ci-gît Marcellin Berthelot. C'est la seule place qu'il n'ait jamais sollicitée ».

Marcellin Berthelot résida à Meudon, où l'on trouve encore la Tour Berthelot. En 1907, l'ancienne place Cambray située devant le Collège de France est renommée en hommage place Marcellin-Berthelot. Marcellin Berthelot est le père du diplomate Philippe Berthelot, du banquier, homme d'affaires et encyclopédiste André Berthelot, du chimiste Daniel Berthelot, du philosophe René Berthelot. Il est également l'arrière grand-oncle de René Berthelot, ancien directeur du conservatoire d'Orléans, compositeur, chef d'orchestre, et violoncelliste.

BERTRAND Francisco

Juticalpa, Olancho 9 octobre 1866 – 15 juillet 1926.



Fils de Pierre Bertrand Originaire de Catalogne, en Espagne et Mme Josefa Barahona originaire de Juticalpa, Olancho. Docteur en médecine et en chirurgie. Pendant ses études de médecine à l'Université d'El Salvador il a eu deux enfants : Lily et Laura Bertrand Francisco. **Franc-Maçon de la loge "*Francisco Morazan*".**

Il a épousé Victoria Alvarado Buchard et eu à nouveau quatre enfants :
- Bertrand Francisco Alvarado, qui fut colonel.
- Alvarado Martha Bertrand décédé à New York,
- Bertrand Luz Alvarado, représentant du Honduras auprès de l'Organisation des Nations Unies, décédé à New York.
- Victoria Alvarado Bertrand éminent poète qui a vécu à New York et décédé au Mexique, son pseudonyme était Alma Fiori.

Élu deux fois Président du Honduras du 28 mars 1911 au 1 février 1912 et du 21 mars 1913 au 9 septembre 1919. Son successeur et prédécesseur fut Manuel Bonilla. Pendant sa dernière présidence, impliqué dans un conflit armé avec ses adversaires politiques, sous la pression des Etats Unis, il partit en exil avant de revenir à La Ceiba, (Honduras) pour y mourir en Juillet 1926.

BERZELIUS Jöns Jacob PHOTO / RAGON

Stockholm 20 août 1779 - 7 août 1848.



L'un des fondateurs de la chimie moderne.
Destiné à devenir un personnage de la haute société suédoise, Berzelius naquit en 1779 à Väversunda Sörgård, près de Vadstena en Suède. Il était fils d'un maître d'école. Il commença ses études de médecine en 1796 à l'université d'Uppsala. Il fréquenta en même temps le laboratoire de chimie de Johan Afzelius et y prit un goût décidé pour la chimie. Il se mit très tôt à faire de nombreuses expériences. Il se fit connaître dès 1800 par des observations sur les eaux minérales de Medevi. Ses études de chimie se terminèrent en même temps que ses études de médecine, pour lesquelles il obtint un doctorat en 1802.
Il était franc-maçon, initié en 1805 à la loge Saint-Eric, Orient de Stokholm.

Il fut en même temps médecin praticien et maître assistant jusqu'en 1806 où il devint chargé de cours de chimie à l'Académie militaire Carlsberg. Il commença en 1806 avec Wilhelm Hisinger, la publication de *Mémoires relatifs à la physique, à la chimie, à la minéralogie*. De 1807 à 1831, il fut instituteur de botanique, de médecine et de pharmacie à Stockholm, tout en enseignant la chimie à l'Institut médico-chirurgical Caroline, de 1815 à 1832. Berzelius fut secrétaire permanent de l'Académie des sciences de Stockholm de 1818 à 1848 (il en était membre depuis 1808), membre étranger de la Royal Society et de l'Institut de France et membre de l'Académie suédoise de 1837 à 1848. Il a été fait friherre (*baron*) en 1835 par le roi Charles-Jean Bernadotte. Ses travaux lui valurent la médaille Copley en 1836.Désirant se livrer tout entier à ses recherches expérimentales, il renonça en 1832 à ses fonctions d'enseignement.

Son œuvre **La Chimie**
Berzelius enseigna la chimie, entre autres, à Johan August Arfwedson, Leopold Gmelin, Carl Gustaf Mosander, Heinrich et Gustav Rose, Nils Gabriel Sefström et Friedrich Wöhler.
Il correspondit avec les principaux savants français de son temps : André-Marie Ampère, François Arago, Claude Louis Berthollet, Louis Joseph Gay-Lussac, Pierre Louis Dulong, Augustin Fresnel, Pierre-Simon Laplace, Il fut le premier analyste du XIXe siècle : outre un nombre immense d'analyses faites avec la plus grande précision, on lui doit la découverte de plusieurs corps simples : Berzelius et Hisinger font la découverte de l'élément cérium en 1807, il identifie le sélénium avec Johan Gottlieb Gahn en 1817, puis, troisième et dernière découverte : le thorium en 1829. Deux autres éléments furent découverts par ses élèves : le lithium en 1817 par Johan August Arfwedson et le vanadium en 1830 par Nils Gabriel Sefström.

C'est Berzelius qui proposa les noms lithium, vanadium ainsi que celui de sodium. Il fut le premier chimiste à isoler les éléments silicium (en 1823), zirconium (en 1824), thorium (en 1828) ainsi que le titane.

Il apporta la connaissance des combinaisons du soufre avec le phosphore, l'étude du fluor et des fluorures, la détermination d'un grand nombre d'équivalents chimiques. Il fut presque le créateur de la chimie organique. Il introduisit en chimie les notions et les mots allotropie, catalyse, isomérie et protéine. Philosophe, aussi bien qu'expérimentaliste, il consolida la théorie atomistique ainsi que celle des proportions chimiques. Il inventa et fit admettre universellement, pour exprimer la

composition des corps, des formules chimiques analogues aux formules algébriques. Enfin, il adopta, pour expliquer les phénomènes, la célèbre théorie du dualisme électro-chimique, et fit au moyen de cette théorie de nombreuses réformes dans la nomenclature et la classification. Il fut à l'origine et développa une théorie électrochimique et une théorie sur les radicaux. Il fut aussi un des premiers à fonder la minéralogie sur la connaissance des éléments chimiques des corps. Le système actuel de notation chimique fut adopté grâce à Berzelius qui les proposa en 1813. Berzelius fut l'un des premiers à publier une table des masses moléculaires et atomiques d'une exactitude satisfaisante. WIKIPEDIA

BESANT Annie

Londres 1847 – Adyar 1933.



Fille unique d'un homme d'affaire londonien, William Persse Wood, et d'Emily Mary Roche, Annie Besant reçoit une éducation privée dans le Royaume Uni et à l'étranger. Elle a ainsi comme préceptrice Miss Maryatt, la sœur du romancier Frédérick Maryatt (1792-1848). En 1867, elle épouse le pasteur Frank Besant, vicaire de Sibsey dans le Lincolnshire (jusqu'à sa mort en 1917) et jeune frère du romancier Walter Besant (1836-1901). De 1870 – 1873, Annie traverse une crise psychologique et religieuse qui l'amène à rejeter la loi familiale et se proclamer athée. En 1873, elle quitte Sibsey et une séparation de biens entre elle et son mari est prononcée. Elle va vivre auprès de sa mère quand ses premiers travaux de plume se montrent peu rémunérateurs.

En 1874, elle adhère à la *National Secular Society*, association de libre pensée présidée par le *radical* Charles Braundlaught (1833-1891). En 1875, devenue vice-présidente de la *Secular Society*, elle est sa principale collaboratrice au *National Reformer*.

Elle publie un pamphlet « De la divinité de Jésus de Nazareth, par l'épouse d'un pasteur en exercice », puis elle édite avec Braundlaught « Gospel of Atheim » (1877). Pour avoir publié une brochure en faveur de la limitation des naissances, les deux auteurs sont condamnés à 6 mois de prison ferme, mais Braundlaught parvient à faire casser la sentence et, en deuxième instance, une simple amende est prononcée. La même année elle publie « La loi de la population » et réveille la ligue malthusienne dont elle sera secrétaire générale. Elle rédige également un autre pamphlet, « La Bible tombe-t-elle sur le coup de la loi ? ».

Par ailleurs éveillée depuis sa jeunesse par William P. Roberts (1806-1871), l'avocat des *Trades Unions*, aux questions politiques et sociales, elle participe à toutes les grandes batailles menées par les *radicals*, notamment à la manifestation de Trafalgar Square, dite *Black Sunday* (novembre 1877). Dans la décennie 1880, ses liens avec Edward Aveling (1849-1898), professeur d'anatomie et de biologie comparées au London Hospital (1875-1822), la conduise vers le socialisme, fascinée par Louise Michel, elle adhère à la *Fabian Society* (1886-1890), elle participe aux campagnes pour la liberté d'expression, dites *Free Speech* (1886-1887).

En 1833, elle fonde et dirige un journal *Our Coroner*, qui paraît jusqu'en 1887. A l'automne, elle rompt avec Braundlaught à propos du socialisme puis, en février 1888, elle lance et dirige un nouvel hebdomadaire, *The Linh*. Elle se rend célèbre à la suite d'une série d'articles où elle dénonce les conditions de travail des jeunes ouvrières de la fabrique d'allumettes Bryant & May,dans l'East End, à Londres. En juillet, elle soutient leur grève victorieuse. La même année elle est élue dans le quartier de l'East End au *London School Board*, sorte de conseil et de caisse des écoles londoniennes, et assiste au congrès international des syndicats réunis à Londres. L'année suivante, elle soutient activement la grève des dockers et assiste à Paris au congres préparatoire de la deuxième internationale. Elle s'intéresse de plus en plus à l'occultisme, au surnaturel et aux spiritualités extra-européennes.

Elle rencontre Elena Petrovna Blavatskaïa (Mme Blavastky) la cofondatrice avec le colonel H.S.Olcott de la *Theosophical Society* (Société Théosophique) en 1875, tombe sous son charme et, en mai 1899, annonce sa conversion à la théosophie. Si elle milite encore pour le socialisme, Annie s'investit de plus en plus dans la *Theosophical Society*, écrit pour elle nombres d'ouvrages « *Karma ou la Justice immanente*, 1899 ; *Le Pouvoir de la pensée*, 1903 ; *La Sagesse antique*, 1905 ; *Vers le Temple*, 1906 ; *Les Lois de la viesupérieure*, 1911 ; *Le Sentier du disciple*, 1913) et d'articles et tient de multiples conférences seule ou avec son « medium » Charles Leadbeater (1847-1934), le futur évêque de la *Liberal Catholic Church*.

C'est au cours de cette période qu'elle entre en maçonnerie. Durant ses voyages ou lors de congrès internationaux, Annie Besant avait côtoyé divers francs-maçons et, en 1902, présentée par Francesca Arundale (la femme de Georges) à la famille Georges Martin, elle est initiée à la loge n° 1 du Droit Humain. La même année, elle fonde à Londres la loge n° 6 *Human Duty*, dont elle devient vénérable et d'où naîtra la fédération britannique du Droit Humain. En décembre 1903, la loge mixte *Dharma* qu'elle préside, est allumée à Bénarès. Elle a découvert et aimé ce morceau d'Empire en 1893 (où elle prétendra s'être plusieurs fois réincarnée) et elle s'est déjà impliquée à la fois dans le jeune mouvement nationaliste indien et dans l'amélioration du sort des enfants, notamment des filles. Ainsi, en 1899, elle a persuadé le maharadjah de Bénarès de donner un site et des bâtiments pour fonder *The National Hindu College*, auquel s'ajoutera en 1904, une école de filles. L'année suivante, de retour en Europe, elle contribue à l'érection d'ateliers en Angleterre, à Amsterdam, à Rome et, un an après, à Edimbourg. En 1905 Annie Besant devient Grand Inspecteur Général (33°) et est admise au Suprême conseil International Mixte. Elle devient aussi présidente de la Société Théosophique en 1907.

Promue Lieutenant Grand Commandeur en 1909, elle réussit à faire ériger un important temple du Droit Humain Indien, ainsi qu'une loge mixte à Adyär, près de Madras, puis en allume une aitre à Colombo. Lors d'un nouveau

séjour en Europe en 1911 où elle contribue au succès du défilé des suffragettes à Londres (17 juin), elle pose la première pierre du temple maçonnique et théosophique de la capitale britannique (3 septembre). De retour en Inde, elle initie trois Australiens qui seront à l'origine de l'atelier de Sidney.

Engagements théosophiques et maçonniques se mêlent étroitement. En effet, en 1911, ayant « découvert » le jeune **Jiddi Krishnamurti** (1895-1986) en qui elle a vu le grand instructeur spirituel, la réincarnation pour notre temps du seigneur Maitreya, elle fonde l'Ordre de *l'Etoile d'Orient* à Adyär, pour prépare son avènement. Durant ces années elle joint à ses deux engagements majeurs la défense de la cause nationaliste en adhérant à *l'Indian National Congres*. Elle dispose de deux journaux (*The Madras Standard* devenu *The New India* et *The Commanwealth*) et fonde en 1916 la *Home Rule for India League*. En 1917, avec ses lieutenants Georges Arundale et l'Indien Wadia, ses activités lui valent d'être assignée à résidence par les autorités britanniques. Libérée, elle l'insigne honneur de présider la cession 1917 de l*'Indian National Congres* mais, malgré ses efforts, Annie Besant demeure une européenne qui parle le sanscrit des lettrés mais peu l'Hindi populaire. Ses ambiguïtés et son refus de condamner le massacre d'Amritsar (avril 1919) la font exclure du parti du Congrès qui est pris en charge par Gandhi, avec lequel elle sera souvent en désaccord idéologique et tactique. Malgré cela, elle tente par l'intermédiaire des députés du *Labour Party* de faire aboutir son projet de Home Rule pour l'Inde. En 1925, il est adopté en première lecture par la Chambre des communes… mais le contexte politique l'empêche d'aller plus loin. Très affaiblie à partir de 1931, Annie Besant meurt en 1933. Y.H.M.

BESANT-SCOTT Mabel Émily

Cheltenham 28 août 1870 - 22 mai 1952.

Théosophe, maçonne et rosicrucienne. Mabel Besant-Scott était la fille d'Annie Besant et du révérend Frank Besant. Après la séparation de ses parents 1873, elle fut confiée à sa mère. Cependant, son père récupéra sa garde après un procès en 1878. Elle ne revit pas sa mère au cours des dix ans qui suivirent. Elle vit à peine son père qui l'avait placée en pension. Mabel Besant épousa en 1892 Ernest Scott, un journaliste à Marylebone à Londres. Le couple émigra en Australie où Ernest se convertit au Catholicisme. Il aurait été arrêté et condamné à une peine de prison après avoir proposé des relations sexuelles à un garçon de dix ans. Le couple aurait alors divorcé et Mabel Besant-Scott retourna en Angleterre.

Là, Mabel Besant-Scott aida sa mère dans la maçonnerie mixte britannique, dont elle prit la direction après la mort de sa mère, et la Société théosophique. Elle quitta cependant la franc-maçonnerie en 1934 pour rejoindre la Confrérie de Crotone de l'Ordre rosicrucien, avec certains de ses amis maçons. Elle fut alors, avec George Alexander Sullivan un des membres les plus actifs du « Christchurch Garden Theatre », le Premier Théâtre Rosicrucien d'Angleterre, qui jouait des pièces mystiques.

BEURNONVILLE Pierre de Riel

marquis de Champignol-lez-Mondeville 10 mai 1752 - Paris 23 avril 1821.



Il fut destiné par ses parents à l'état ecclésiastique, il vient très jeune suivre des cours à Paris ; mais, entraîné par son goût pour l'état militaire, il fut admis à 14 ans, le 11 mars 1766 dans la gendarmerie de Lunéville, il s'inscrit comme surnuméraire avec rang de sous-lieutenant, dans la compagnie des gendarmes de la reine. Le 10 janvier 1774, il s'engage comme volontaire au régiment d'Île-de-France, s'embarque dans l'escadre du bailli de Suffren, est blessé deux fois dans des combats sur mer. Le 10 août 1775, il devient porte-drapeau. Sous-lieutenant en 1777 dans le régiment colonial de l'Ile-de-France, il se signala dans les trois campagnes de l'Inde, sous les ordres de Suffren. Pendant qu'il est à Saint-Denis de l'île Bourbon, le 27 octobre 1778, il épousa une riche veuve créole, Geneviève Gillot L'Étang

Il était grand dignitaire de l'ordre de la Franc-maçonnerie. Vénérable, en 1780, de la Loge "l'Amitié", St Denis de la Réunion et, plus tard en 1815, Grand Maître Adjoint du GO. Son nom figure sur la face nord de l'Arc de triomphe de l'Étoile de Paris.

Le 13 août 1780, il est lieutenant sous aide major des milices de l'île Bourbon, il remplit les fonctions de major de place à Saint-Denis, mais à la suite de démêlés avec le gouverneur qui le destitue, il doit rentrer en France. Sa femme refuse de le suivre, ils divorcent un peu plus tard. Le 22 novembre 1788, il achète la charge de colonel lieutenant de la compagnie des Suisses du comte d'Artois. Le 10 décembre 1789, il est breveté colonel d'infanterie. Le 8 août 1790, il est commandant de la Garde Nationale de son canton de Longchamp.

La Révolution

Aide de camp du maréchal Luckner à l'armée du Rhin le 6 mars 1792, il passa maréchal de camp dans la même année le 13 mai 1792. Il fait campagne à l'armée du Nord. Il participe à la prise de Menin et de Courtrai, commande le camp de Mauldre sous Dumouriez. Chargé de la défense du camp de Maulde, il résista pendant plusieurs mois à des forces supérieures et fit, à cette occasion, que Dumouriez le surnomma, à cause de sa haute stature et de son courage impétueux, *l'Ajax français*. Le 22 août 1792, il devient lieutenant général. Commandant de l'avant-garde de Dumouriez, il combat à Valmy, et à Jemmapes (6 novembre). Nommé ensuite, sous Custine, commandant en chef de l'armée du Luxembourg et de Moselle fin 1792, il s'empare d'Arlon, mais échoue contre Trèves et est mis en congé par le Conseil provisoire (18 janvier 1793). Chargé de conquérir le Luxembourg, il n'opéra pas cette conquête sans faire quelques pertes qu'il dissimulait dans ses rapports. Il ne craignit pas de dire dans l'un d'eux que l'ennemi avait perdu beaucoup de monde, mais que les Français en avaient été quittes pour le petit doigt d'un chasseur.

Le 4 février 1793, Beurnonville fut nommé par la Convention ministre de la guerre, en remplacement de Jean-Nicolas Pache. Dumouriez lui écrit, pensant qu'il peut soutenir ses projets. Mais Beurnonville remet la lettre au Comité de défense générale qui décide l'arrestation de Dumouriez.

Le 1er avril 1793, Beurnonville est envoyé, avec quatre autres commissaires de la Convention, auprès de l'armée du Nord pour procéder à l'arrestation. Adjoint aux commissaires chargés d'aller arrêter Dumouriez dans son camp, Dumouriez donna ordre d'arrêter ces commissaires eux-mêmes et voulait en excepter Beurnonville qui lui dit tout bas : *Vous me perdez !* Dumouriez le comprit et le fit arrêter comme les autres deux jours plus tard. Il les livra aux Autrichiens qui les jetèrent dans les prisons d'Olmütz, où ils restent trente mois. Le 3 novembre 1795, ils sont échangés contre la fille de Louis XVI, Marie-Thérèse de France. À son retour, il est attaché à l'armée de l'Intérieur, puis adjoint au ministre de la Guerre, Aubert-Dubayet.

Fin de la Révolution

Il passe au commandement en chef de l'armée du Nord et de Batavie dans le courant de l'année 1796, puis, le 9 septembre, à l'armée de Sambre-et-Meuse qu'il ne conserva que quelques mois. En 1797, il fut sur le point, soutenu par comte de Vaublanc d'être nommé membre du Directoire au lieu de François de Barthélemy. Selon l'analyse du Comte de Vaublanc (*mémoire du Comte de Vaublanc*, tome 2, page 387), « Il avait un grand ascendant sur Barras, ce qui aurait entraîné Carnot vers Barras et Beurnonville, tous en intimidant les deux autres », et donc par conséquent aurait mieux servi la cause royaliste. Revenant ensuite à l'armée du Nord puis, celle-ci ayant été supprimée, à l'armée de Batavie (octobre 1797), devenue une simple armée d'observation, il se montre favorable au coup d'État du 18 fructidor. Il reçut le commandement de l'armée de Hollande, fut bientôt remplacé par Joubert et revint à Paris avec le titre d'inspecteur général. Il se montre également favorable au Coup d'État du 18 brumaire. Bonaparte le nomme quelques jours plus tard ministre plénipotentiaire à Berlin. À son retour, il rapporta une correspondance qui révélait les intrigues du parti royaliste, et qui fut imprimée sous le titre de : *Papiers saisis à Bareuth et à Mende, département de la Lozère*. Il fut ensuite envoyé le 16 septembre 1802 comme ambassadeur à Madrid, et à son retour, nommé grand officier de la Légion d'honneur (15 juin 1804), sénateur (2 juin 1805), comte de l'Empire (28 mai 1808) ; mais de tous les généraux de la Révolution française, il fut le seul exclu du titre de maréchal, Napoléon, dit-on, ne lui accordant aucune capacité militaire. En 1803, il fait l'acquisition du château de Balincourt. En 1805, il épouse Félicité-Louise-Julie-Constance de Durfort (1782-1870), fille du comte de Durfort, ancien ambassadeur de France près la République de Venise. Le 21 août 1806, il est admis à la retraite et pourvu de la sénatorerie de Limoges. Le 9 décembre 1809, il est pourvu de lasénatorerie de Florence. Le 20 mars 1812, il est chargé d'organiser les cohortes du 1er ban de la garde nationale dans la 21e division militaire.

La Restauration

Membre du gouvernement provisoire le 3 avril 1814, le 26 avril 1814, il est conseiller d'État de Louis XVIII. Le 13 mai 1814, il est Ministre d'État, puis le 4 juin 1814, Pair de France et enfin le 22 juillet 1814, Grand-croix de la Légion d'honneur. Proscrit par un décret pendant les Cent-Jours, il suivit le roi Louis XVIII à Gand et lui resta toujours dévoué. Le 19 septembre 1815, après avoir retrouvé toutes ses anciennes dignités, il est nommé au Conseil privé. Le 23 octobre 1815, il est Président de la commission chargée de l'examen des titres des anciens officiers et des armées royales de l'intérieur, puis le 25 décembre 1815, président de la commission chargée d'établir les rapports de service de la garde royale et de la maison militaire du roi. Le 3 juillet 1816, il devient Maréchal de France, puis le 31 juillet 1817, Marquis et le 30 septembre 1820, Commandeur du Saint-Esprit. Le 23 avril 1821, il meurt à Paris, des complications de la goutte. Wikipédia

BICQUILLEY Charles François

Toul (Saint Amand) 30 août 1738 – 21 décembre 1814.



Militaire, philosophe et mathématicien des XVIII[e] et XIX[e] siècles. Fils cadet d'un conseiller du roi et échevin de Toul, Charles François de Bicquilley naquit à dans cette ville en 1738. Il est d'abord destiné à la carrière des armes et devient écuyer, gardes du corps du roi dans la compagnie écossaise le 16 janvier 1764. C'est à cette époque qu'il est fait chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis.

La poésie parut d'abord vouloir en faire un de ses favoris. Ses productions seraient connues du public si la modestie de l'auteur ne s'y fut toujours refusée : Voltaire le remarqua et l'encouragea. Ayant un jour dédié des vers à ce « *prince du Parnasse* », il en reçut la réponse « *qu'il faisait mieux des vers qu'il ne choisissait ses sujets ; que Voltaire était charmé et flatté de plaire à quelqu'un qui, comme lui, joignait la bonne poésie à la bonne philosophie* ».

Bicquilley entretint long temps des liaisons et des relations particulières avec Marmontel, Condorcet, Cousin et autres membres de l'académie royale des sciences. Abandonnant son goût pour la poésie, il se livra à la culture des sciences abstraites, et devint très bon mathématicien. En 1787, son *Traité sur les Assurances maritimes* lui mérita l'honneur de partager le prix académique avec M. Lacroix. Cet ouvrage, non imprimé, a servi de matière à celui qui a pour titre : *Théorie élémentaire du Commerce*, travail unique dans son genre, accueilli favorablement en l'an VIII par l'Institut de France, qui invita l'auteur à le rendre public par la voie de l'impression. Il est le premier qui ait traité mathématiquement la science du commerce. On lui doit également un autre ouvrage sous le titre : *Du Calcul des probabilités* dont le style est aussi correct qu'élégant. Ce véritable philosophe, cet homme de bien fut, à l'époque de la Révolution, nommé maire de sa ville natale par ses compatriotes, qui reconnaissaient en lui le partisan d'une liberté sage et amie de l'ordre. Passé membre du Directoire du département de la Meurthe, il fut, sous le régime de la Terreur, accusé de fédéralisme et de liaisons avec les girondins. Incarcéré, il partagea la captivité d'une foule d'honnêtes gens.

Cherchant toujours à se rendre utile, quelques années avant sa mort il donna gratuitement des leçons de mathématiques à l'école secondaire de Toul : il avait pareillement dans sa maison des élèves qui y recevaient des leçons particulière. Il termina son honorable carrière sur la fin de 1814.

Bicquilley était également franc-maçon et devint vénérable de la loge maçonnique de Toul, *les Neuf-Sœurs*, créée le 17 janvier 1782 et qui, en 1783, comptait 55 membres.

BIDEGAIN Jean-Baptiste

Paris 26 avril 1870 – 1926.



Personnalité du Grand Orient de France impliquée dans l'affaire des fiches. Il devint par la suite militant et essayiste antimaçon. Il se suicida en 1926.

Celui qui deviendra le « Judas du Grand Orient » au moment de l'affaire des fiches est né à Paris, dans le quartier du Sentier, le 26 avril 1870 d'une famille de pauvres paysans catholiques basques. La journaliste Séverine le décrivait comme étant « d'aspect quelconque, ni bien ni mal, mais entaché de vulgarité ; visage rond, moustache insignifiante, binocle – de ceux dont chaque article du passeport s'accompagne de la mention "ordinaire"».

Après des études chez les Frères des écoles chrétiennes, assailli par le doute, Bidegain fréquente « durant douze années, les occultistes, les spirites, les collectivistes, les anarchistes même et généralement tous les dévots de l'Erreur.

Engagement maçonnique

Il entre « par curiosité » dans la Franc-maçonnerie en 1893 à la Loge Le Travail et Vrais Amis Fidèles de la Grande Loge symbolique écossaise. Influencé par le spiritualiste Oswald Wirth qui en est la figure de proue, Jean-Baptiste Bidegain est ensuite accueilli au Grand Orient de France par le docteur Blatin. Ce dernier, « le marchand de pommades », président de l'Obédience en 1894, lui procure « sans l'avoir consulté », selon Bidegain, un emploi au secrétariat de la rue Cadet en mai 1894. Il devient dès lors « un scribe consciencieux aux appointements modestes de 150 F par mois ». Maçon actif et zélé, il fonde en 1902 la très républicaine *Revue du XXe siècle* et, avec le collectiviste Lucien Deslinières, la Loge L'Action Socialiste.

Bidegain devient secrétaire de cette Loge de tendance guediste et antisémite, composée exclusivement de socialistes. L'occultisme hérité de Wirth et ses idées politiques font du futur traître un élément original et marginal au Grand Orient. Il n'en est pourtant pas moins appelé à assister aux séances du Conseil de l'Ordre à partir de 1900, nommé secrétaire adjoint le 1er janvier 1901 et initié au 18e grade. Le poste de secrétaire adjoint procure à Bidegain un pouvoir considérable au sein du Grand Orient. En l'absence du secrétaire Narcisse-Amédée Vadecard, il est « le véritable chef de l'Ordre ».

Ce franc-maçon idéaliste se retourne pourtant progressivement vers l'Église avec l'aide de son parrain, l'abbé Odelin, vicaire général de l'archevêque de Paris et avec l'abbé de Bessonies. Un deuil et une déception professionnelle en 1903 ne sont pas étrangers à ce retournement. L'annonce d'un départ imminent du secrétaire général Vadecard lui donnait en effet l'espoir d'une promotion. Cependant, ce départ n'eut lieu qu'en… 1919, privant Bidegain de tout espoir d'avancement. Pour ce dernier, ce n'est bien sûr ni l'ambition ni la jalousie mais la déception et le dégoût du patriote vis-à-vis de la Franc-maçonnerie qui provoquent son éloignement progressif de la rue Cadet. Il déclare d'ailleurs n'avoir jamais caché ses sentiments sur la délation à ses frères.

L'AFFAIRE DES FICHES

En 1904, le député nationaliste Jean Guyot de Villeneuve est contacté par un mystérieux franc-maçon, « G.T », qui, « écœuré de l'usage que l'on faisait des fiches, voulait, dans un but patriotique, quitter la Franc-maçonnerie en criant tout haut la vérité ». Cet énigmatique personnage n'est autre que le sous-secrétaire du Grand Orient de France, la « brebis galeuse », Jean-Baptiste Bidegain.

Il annonce au député de Neuilly qu'il possède les preuves de la délation dans l'armée, preuves pouvant entraîner la chute du ministère Combes et discréditer les radicaux dans l'opinion. Bidegain, en effet, dégoûté par son travail de délation, a confié un dossier « composé de quelques lettres et fiches originales et de photographies » à l'abbé de Bessonies.
L'abbé de Bessonies, alias Gabriel Soulacroix, vicaire de la basilique Notre-Dame-des-Victoires, est l'ami de l'abbé Odelin qui fait revenir Bidegain vers le catholicisme. Cet abbé, qui a déjà publié deux brochures hostiles à la Franc-maçonnerie, voit immédiatement l'intérêt du dossier. Après réflexion, il décide d'en faire part à un homme politique pour mener une campagne de presse et faire éclater le scandale. M. Piou, président de l'Action Libérale, envisagé, est absent pour une quinzaine de jours. Le chanoine Odelin et l'abbé de Bessonies demandent alors conseil à l'abbé Tourmentin, spécialiste reconnu de la lutte antimaçonnique, directeur du Bulletin de l'Association antimaçonnique de France. Ce dernier, étonné et ravi, préconise une interpellation à la Chambre. Il les dissuade de faire appel à M. Piou, peu enclin à ce genre de polémique, et Guyot de Villeneuve, parlementaire et ancien officier est finalement préféré. Après une courte enquête auprès du curé de Neuilly qui se révèle excellente, Odelin, Bessonies et Bidegain décident de contacter le député. Ils profitent d'une grande réception chez Boni de Castellane, avenue du Bois, le samedi 28 mai 1904 pour le faire prévenir et lui proposer une entrevue.

Ce n'est que trois semaines plus tard, le lundi 20 juin, au Palais-Bourbon, que l'abbé Gabriel de Bessonies révèle au député le retournement du sous-chef du secrétariat du Grand Orient et l'existence d'un dossier capable de renverser le ministère. Guyot de Villeneuve est étonné mais réservé et ce n'est que lors de la deuxième entrevue, le lendemain, après s'être renseigné sur son interlocuteur auprès de M. Laurent Prache et avoir pris connaissance des documents, qu'il se déclare prêt à intervenir. Les rendez-vous se succèdent alors entre l'abbé, « M. G. S. », comme le nomme Bidegain et le député.

Pendant que celui-là copie les fiches au Grand Orient, celui-ci rencontre Bessonies chez lui, le 30 septembre et le 7 octobre. Villeneuve revient le 10 octobre avec un ami, Gabriel Syveton. « De taille élancée, souple dans ses mouvements, doué d'un regard agile, d'une voix forte aux inflexions rondes, d'une vaste érudition », cet ambitieux député nationaliste du 2e arrondissement, trésorier de la Patrie Française, est redouté par la gauche et son soutien paraît nécessaire à Villeneuve. Cette entrevue décide du plan à suivre pour faire éclater le scandale. Pour Bidegain, l'objectif n'est pas la chute du ministère Combes, mais la disparition de « la tyrannie occulte des FF :. et de leurs alliés ». Ce but est sans cesse répété dans ses livres sur l'affaire des fiches. Selon lui, « on devait intervenir à la Chambre très peu de temps avant les élections générales. (…). Il fallait porter, en temps favorable un coup dangereux au régime en se réservant toutes les chances possibles de réussite. ». L'intervention ne devait donc avoir lieu qu'au début de l'année 1906, juste avant les élections. Ce plan prévoyait une période d'un an pendant laquelle Bidegain continuerait ses activités au Grand Orient et poursuivrait la copie des fiches.

Pour Villeneuve et Syveton le but est à court terme : faire tomber Combes. Le plan d'attaque est le suivant : intervenir le plus tôt possible, provoquer l'indignation de la Chambre et de l'opinion et entraîner le départ d'André puis du président du Conseil. Bidegain est finalement obligé de renoncer à son plan et d'adopter le projet à court terme visant le seul ministère. Un informateur maçon de la Sûreté Générale, présent chez Boni de Castellane, prévient en effet le Grand Orient des offres faites à Guyot de Villeneuve et d'une interpellation prochaine.

Le secrétaire général Narcisse-Amédée Vadecard, sûr de son entourage, n'y croit pas et d'ailleurs Bidegain se charge de le rassurer. André, informé à son tour, convoque Louis Lafferre qui, confiant, le tranquillise. Cependant, après une entrevue le 15 octobre durant laquelle Bessonies remet le dossier complété au député, l'interpellation est décidée pour le 28 octobre, jour d'une interpellation du lieutenant-colonel Rousset. Informé à leur tour des fuites, Syveton et Villeneuve décident de lancer l'information à la presse selon laquelle le député de Neuilly est en possession de preuves accablantes sur la délation dans l'armée. Villeneuve rencontre une dernière fois Bidegain le 25 octobre pour lui présenter son discours et le modifier selon ses indications. Gaston Méry prit la défense dans La Libre Parole de Jean-Baptiste Bidegain, attaqué médiatiquement durant l'Affaire des fiches. Se revendiquant de thèses très proches du socialisme, *La Libre Parole* se fera surtout connaître par la dénonciation de différents scandales dont le scandale de Panama qui doit son nom à la publication d'un dossier dans le journal de Drumont.

Mais c'est surtout avec l'affaire Dreyfus que *La Libre Parole* connaît un succès considérable en devenant l'organe principal de l'antisémitisme parisien. Parallèlement, *La Libre Parole* prône un anticapitalisme virulent en raison du lien établi par Drumont et ses collaborateurs entre juif et capital. Drumont quitte la direction du journal vers 1898 alors qu'il fait son entrée en politique (élection comme député d'Alger jusqu'en 1902). Vers 1908, désireux de céder *La Libre Parole* à Léon Daudet, Drumont tente de fusionner le journal avec *L'Action française*, mais le projet échoue. À partir de 1910, le journal est dirigé par des catholiques ultra-conservateurs et ne connaîtra plus le succès que lui avait assuré le style pamphlétaire et belliqueux de Drumont. Parmi ses rédacteurs en chef, on compte Gaston Méry. En janvier 1919, il publie une déclaration du marquis de l'Estourbeillon en faveur de l'enseignement du breton à l'école.

BIRON



Armand Louis de Gontaud

13 avril 1747 - 31 décembre 1793.

Comte de Biron à sa naissance, marquis de Gontaut (1758), puis duc de Lauzun (1766), puis duc de Biron et Pair de France (1788), marquis de Châtel et de Caraman, baron de Lesquelen. Officier de la guerre d'Amérique, député de la noblesse du Quercy aux États Généraux. Général en chef de l'Armée du Rhin, destitué, condamné à mort, en 1790. Guillotiné en 1793. Après une jeunesse orageuse, quelques mois avant son quatorzième anniversaire, Armand Louis de Gontaut-Biron intégra le régiment des Gardes-Françaises en janvier 1761, alors commandé par son oncle le duc de Biron, avec le grade d'enseigne à drapeau : le même année, il est nommé sous-lieutenant. Il est nommé lieutenant en février 1764 et aide-major surnuméraire en février 1766. À 19 ans, en février 1766, il épousa Amélie de Boufflers, fille de Charles Joseph duc de Boufflers. Le couple vécut presque toujours séparé et n'eut jamais d'enfant.

Franc-Maçon, il appartint aux Loges "*Saint Jean de Montmorency Luxembourg*" et "*La Candeur*", à Paris, avant 1789, et en 1791, à la Loge "*Les Pyrénées*", à Bagnères de Bigorre.

Favori de Marie-Antoinette, Armand Louis de Gontaut-Biron fut donné comme son amant. Armand Louis de Gontaut-Biron fut créé *duc de Lauzun* en 1766 par brevet d'honneur du roi Louis XV à l'occasion de son mariage et reçut son brevet de colonel en 1767. Il est nommé capitaine-commandant de la compagnie colonel des Gardes françaises, en octobre 1767. En 1769, il se battit en Corse sans ordres ni autorisation mais avec un grand courage : il reçut pour cette campagne, par dispense d'âge la croix de Saint Louis. Il reçut le commandement de la Légion royale en février 1774, avant de prendre le commandement du régiment Royal-Dragons en 1776. Il se porta volontaire pour servir contre l'Angleterre, lors de la Guerre d'indépendance américaine. Le 1er septembre 1778, il obtint le commandement du Corps des volontaires étrangers de la Marine, fort à l'origine de 8 légions. Il fut alors chargé de commander l'expédition de conquête du Sénégal (1778-1779). Nommé Brigadier de Dragons, le 1er mars 1780 sous les ordres de Rochambeau, il devint colonel-propriétaire de la Légion des volontaires étrangers de Lauzun, ancienne 2e Légion des volontaires étrangers de la Marine, le 5 mars 1780. Avec cette légion mixte d'un millier de volontaires (infanterie, cavalerie et artillerie), il joua un rôle décisif dans la guerre d'indépendance américaine, notamment au siège de Yorktown en octobre 1781 - combat de Gloucester.

De retour aux États-Unis, il rentra définitivement en France en juin 1783. Pour son action en Amériques, il devint en 1783,

mestre de camp-propriétaire du régiment des hussards de Lauzun, 6e régiment de hussards en 1791, qui devint 5e régiment de hussards en 1793. Élu député aux États généraux de 1789 par la noblesse du Quercy, il se rallia à la Révolution, et entra dans le parti du duc d'Orléans. A partir de cette époque, il se fit appeler le général Biron. Lieutenant général en 1792 sous la Convention, il combat d'abord à l'Armée du Nord, puis à l'Armée du Rhin. Il commanda l'armée d'Italie début 1793, puis à partir de mai, les armées de l'Ouest contre les Vendéens. Il prit Saumur sur les Vendéens et les battit à Parthenay. Il n'en fut pas moins accusé de trahison par le Comité de salut public pour avoir offert sa démission ; traduit devant le tribunal révolutionnaire, il fut arrêté et guillotiné le 31 décembre 1793 place de la Révolution à Paris. Son épouse Amélie de Boufflers fut guillotinée le 9 messidor an II (27 juin 1794). Ses *Mémoires* qui vont de 1747 à 1783, ont été publiés en 1822, et depuis, en 1858 avec biographie par Louis Lacour de La Pijardière.

BJORNSSON **Sveinn** Copenhague 27 janvier 1881 - 25 janvier 1952.



Franc-Maçon de la Loge "*Edda*", Rekjavik. Grand Maître de la Grande Loge d'Islande.

Il fut le premier président de la République d'Islande depuis l'instauration de la République le 17 juin 1944. Né le 27 janvier 1881 à Copenhague au Danemark alors que l'Islande dépendait encore du Danemark. Il rentre sur l'île et en 1912 il est membre du conseil municipal de Reykjavik. Il prend une envergure nationale en 1914 en se faisant élire au Parlement islandais (*Alþingi* ou *Althing*). Björnsson est battu en 1916 au Parlement. En 1918 l'Islande devient autonome du Danemark (sauf pour les questions de politiques étrangère et de défense) et Sveinn Björnsson obtient la présidence du conseil municipal de la nouvelle capitale Reykjavik. Il retrouve son siège au Parlement en 1920 et sert de ministre-résident à Copenhague entre 1920 et 1924 puis entre 1926 et 1940.

En 1940, lors de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne envahit le Danemark et l'Islande refuse de se soumettre à ses nouveaux maîtres. Björnsson, rentré sur l'île, se fait élire régent par le Parlement et remplace institutionnellement le roi du Danemark de 1941 à 1943. Le 25 mai 1944 se tient un référendum en Islande qui décide de l'indépendance totale de la Couronne danoise et l'institution d'une république. Sveinn Björnsson est élu premier Président par l'Alþingi, il est réélu sans opposition en 1945 et 1949. Björnsson meurt dans l'exercice de ses fonctions le 25 janvier 1952.

BLAIR **John** Williamsburg (Virginie) 1732 - 31 août 1800.



Blair était un membre d'une éminente famille de Virginie. Son père siéga au conseil McDonalds et a été pendant un temps gouverneur royal. Son grand-oncle, James Blair, a été le fondateur et premier président de l'Université de William et Mary.
Franc-maçon, il avait été initié à la loge de Crown Taverns.

En 1755, il se rend à Londres pour étudier le droit à la Middle Temple. De retour à la maison, il commença sa carrière publique, après la fin de la Guerre française et indienne, et est élu au siège réservé pour le Collège de William et Mary dans la Chambre des Bourgeois (1766 - 70). Il devient greffier du Conseil Royal Gouverneur, la chambre haute de la législature coloniale (1770-1775). Blair rejoint l'aile modérée de la cause patriote. Il s'oppose à Patrick Henry, contre des résolutions extrémistes et proteste contre le Stamp Act, mais la dissolution de la Chambre des Bourgeois, par le Parlement, modifie profondément son point de vue.

En réponse à une série de taxes parlementaires sur les colonies, Blair rejoint George Washington et d'autres (1770 et à nouveau en 1774) pour élaborer des accords de non importation sur des marchandises britanniques jusqu'à ce que les impôts aient été abrogés. Pendant la révolution Blair est profondément impliqué dans le gouvernement de son État. Il devient membre de la Convention qui élabore la constitution de la Virginie (1776) et occupe plusieurs postes importants du comité, y compris un siège au sein du Comité du 28 qui encadre la Déclaration des droits de Virginie et le plan du gouvernement.
Il est élu à juge à la cour générale en 1778 et peu de temps après au poste de juge en chef. Il est également élu à la Haute Cour de la chancellerie de la Virginie (1780). Ces nominations judiciaires rendent automatiquement Blair membre du tribunal de première Virginie de recours. En 1786, le législateur, tout en reconnaissant le prestige de Tony Blair en tant que juriste, nomme Thomas Jefferson successeur d'un comité sur la révision des lois de la Virginie. Le 24 Septembre 1789, Blair est nommé, par le président George Washington, à la Cour suprême des États-Unis . Il est confirmé par le Sénat des États-Unis le 26 Septembre 1789, et reçoit sa commission le 30 Septembre. Blair démissionne le 25 Octobre 1795, et décéde à Williamsburg, cinq ans plus tard, à l'âge de 68 ans.

BLANC **Louis** Madrid 29 octobre 1811 - Cannes 6 décembre 1882.



Journaliste et homme politique, membre du gouvernement provisoire en 1848.
Franc-Maçon à la Loge "*Les Philadelphes*" Londres.

Fils de l'inspecteur général des finances du roi Joseph Bonaparte, frère de l'empereur français, Louis Blanc connaît une enfance difficile, sa famille ayant d'importantes difficultés financières. Contraint de gagner sa vie, il est tour à tour répétiteur à la faculté de droit et précepteur avant de se lancer dans le journalisme. Il se met à fréquenter les milieux républicains et entre au journal *National* puis au *Bon Sens* dont il devient rédacteur en chef en 1837. Deux ans plus tard il fonde *La Revue du Progrès* qui milite pour l'extension du suffrage universel. Militant républicain, il rédige 'L'Organisation du travail', une brochure où il explique que la fraternité doit guider l'évolution de l'économie et préconise la création d'associations ouvrières de production, les ateliers sociaux. Louis Blanc publie en 1842 son 'Histoire de dix ans, 1830-1840' qui remporte un franc succès.

En 1843, il participe à *La Réforme*, un journal résolument dans l'opposition. Il devient membre du gouvernement provisoire en 1848 et reprend ses idées socialistes dans 'Le Droit au travail'. Son projet d'ateliers sociaux est alors dénaturé et conduit à l'échec sous la forme des ateliers nationaux. Suite aux journées de juin 1848, il doit s'exiler en Angleterre et y reste jusqu'en 1870, terminant son 'Histoire de la Révolution française'. Elu à l'Assemblée nationale, il y siège à l'extrême gauche et s'oppose à la Commune. En 1879, il soutient avec Victor Hugo le projet d'amnistie des communards.

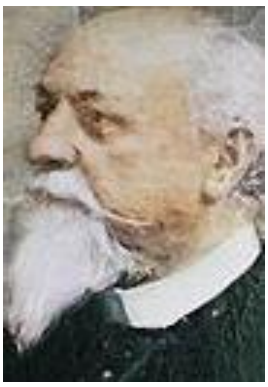
BLANCHE **Francis Jean** Paris 11e 20 juillet 1921 - Paris 15e 6 juillet 1974



Auteur, acteur et humoriste français. Issu d'une famille d'artistes, en particulier d'acteurs de théâtre (parmi lesquels son père Louis Blanche, mais aussi son oncle le peintre Emmanuel Blanche), il est, à l'âge de quatorze ans, le plus jeune bachelier de France. Il forme, avec Pierre Dac, un duo auquel on doit de nombreux sketches dont *Le Sâr Rabindranath Duval* (1957), et un feuilleton radiophonique, *Malheur aux barbus !*, diffusé de 1951 à 1952 sur Paris Inter (deux cent treize épisodes), et publié en librairie cette même année; personnages et aventures sont repris de 1956 à 1960 sur Europe 1, sous le titre *Signé Furax* (soit mille trente-quatre épisodes). Ces émissions sont suivies par de nombreux auditeurs. Toujours avec Pierre Dac il crée le *Parti d'en rire*. Il est également l'auteur de canulars téléphoniques qui sont régulièrement diffusés à la radio dans les années 1960
.

On lui doit également des poèmes, des paroles de chansons comme *Débit de l'eau, débit de lait* chanté par Charles Trenet ou bien *Le complexe de la truite* (sur l'air de *la Truite* de Schubert) chantée par Les frères Jacques. Parallèlement à sa carrière sur scène, il tourne sans discontinuer dans des films où il est souvent intervenu aussi comme scénariste et dialoguiste. Sa composition la plus populaire est celle du commandant Obersturmführer Schulz face à Brigitte Bardot dans *Babette s'en va-t-en guerre* (1959). Il est un des acteurs favoris de Georges Lautner (*Les Tontons flingueurs*).
(Mais, s'il a bien fréquenté les milieux maçonniques, était-il Franc-Maçon ?)

BLANCO-GUZMAN **Antonio** Caracas 1829 - Paris1899.



Général. élu à trois reprises Président du Venezuela entre 1870 et 1888.
Initié Franc-Maçon à la "Loge Militaire". On lui doit la construction du très beau temple maçonnique de Caracas.

Homme d'État vénézuélien, né le 28 février 1829 à Caracas, mort le 20 juillet 1899 à Paris.
Le général Antonio Guzmán Blanco est le fils d'un homme politique et journaliste réputé, Antonio Leocadio Guzmán (1801-1884), que son mariage a introduit dans une famille aristocratique de Caracas, les Blanco. Il commence sa carrière en s'assurant un soutien renforcé des caudillos de province, ce qui augmente son pouvoir quand il est nommé commissaire extraordinaire aux finances pour négocier des emprunts auprès de banquiers londoniens. Chef du Parti libéral, il prend le pouvoir en 1870 et se fait élire président constitutionnel en 1873.

Pendant dix-huit ans (1870-1888), il est le chef absolu du Venezuela, exerçant le pouvoir directement ou par l'intermédiaire de dirigeants dévoués. Antonio Guzmán Blanco sort le Venezuela de la guerre civile et de la stagnation économique et l'engage sur la voie de l'ordre et de la modernisation. Il fait construire des bâtiments publics, des voies ferrées et des écoles. Caracas, modernisée, devient le centre du nouveau réseau télégraphique, portuaire et routier.

BLATIN **Antoine** Clermont-Ferrand 1841 – Paris 1911.



Antoine Blatin est l'une des personnalités les plus représentatives de la franc-maçonnerie sous la Troisième République. Ce Clermontois, alors étudiant, est initié à Paris à la loge « l'Avenir » le 14 décembre 1864.

Il retourne ensuite à Clermont où il enseigne à la faculté de médecine, il est élu maire (1884), puis député du Puy-de-Dôme (1885-1899). Sa carrière politique est interrompue par la vague boulangiste.

Il réveille, en 1881, la loge locale, « Les Enfants de Georgovie », dont il prend la présidence en 1882. Elu orateur au Convent de 1883, il prononce le discours de clôture où il se livre à un vibrant éloge de la symbolique maçonnique. En 1884, l'article 1er de la Constitution de l'obédience est à l'étude.

Blatin y fit incorporer le troisième paragraphe suivant : « *Considérant les conceptions métaphysiques comme étant du domaine exclusif de l'appréciation individuelle de ses membres, elle (la franc-maçonnerie) se refuse à toute affirmation dogmatique* ».

Ce paragraphe sera maintenu jusqu'à nos jours. Il est désormais élu en permanence au Conseil, de 1884 à 1887, puis après l'année de rémission, de 1888 à 1891. En 1892, il accède à la vice-présidence. Le président Thuilé, gravement malade, se trouve contraint à la démission en novembre 1894 et Blatin assure l'intérim jusqu'au Convent de 1895 qui élit Lucipia.

Il dirige donc l'obédience dans le contexte postélectoral de 1893, où la maçonnerie élabore un programme destiné à la maintenir (à la tête de l'armée républicaine). Outre « l'écrasement définitif du cléricalisme », il inclut la reprise des monopoles, l'impôt progressif sur les successions en ligne directe, la suppression de l'héritage en ligne collatérale, l'assistance publique intégrale, organisée de façon à assurer à tout homme, incapable de gagner sa vie, la satisfaction de son minimum de besoins.

Blatin s'inscrit en 1894, aux « Vrais Amis » à Paris (la loge du « traître » Bidegain) en prend le premier maillet de 1896 à 1911. En 1895, il publie ses célèbres rituels maçonniques d'adoption et de reconnaissance conjugale où il explique que les époux sont unis par un contrat humain, librement consenti qui a pour but la conversation de l'espèce humaine. Du « libre jeu des attractions affectives » et de la pratique de la solidarité sociale, il attend une amélioration des générations futures. Il est également l'auteur des rituels pour pompes funèbres et pour tenues blanches, d'une brochure sur le droit des minorités électorales, et comme médecin, des « causeries d'une accoucheuse » destinées à prévenir les accidents. Après un court répit, il est réélu au Congrès de 1898 à 1901, puis de 1902 à 1905 et de 1906 à 1909. Rose-Croix en 1885, membre du Grand Collège en 1888, il en devient en 1901 le Grand Commandeur. Il invite les chapitres et les conseils philosophiques à être les « écoles normales de l'Ordre » et à veiller à l'éducation maçonnique. Il définit, en rationaliste, le symbolisme comme un signe de ralliement, mais aussi comme un procédé d'éducation philosophique, l'emblématisassions de vérités morales. Il demande aux ateliers supérieurs de se pencher sur les traditions rituéliques du grade d'apprenti.

Il préside le Convent de 1898 qui prend à l'unanimité, position en faveur de Dreyfus et celui, tout aussi combatif, de 1902. Il aura l'intelligence d'accepter l'incorporation, au sein du Grand Orient, du Rite Ecossais Rectifié, de facture chrétienne, mais il en laïcise le rituel, remplaçant la prière préliminaire par « un prélude non dogmatique » expliquant la référence au Grand Architecte de l'Univers (1910). D'autres modifications apportées ensuite par son successeur Gaston Bouley feront échouer cette expérience. A.C.

BLAVIGNAC Jean-Daniel

Genève 15 mai 1817 - 21 février 1876.



Architecte, archéologue, initié le 5 octobre 1854 à la loge La Fidélité, passé Maître en 1856. Orateur et Vén. Adjoint. En 1857, il est membre honoraire de l'Union des Cœurs et accède aux grades supérieurs du Régime Rectifié, mais rompt ses liens avec la maçonnerie fin 1861.

Ce protestant va très vite être attiré par le catholicisme, ce qui est était plutôt mal vu dans la Genève calviniste de l'époque. Architecte de profession, il participe à la restauration de la cathédrale Saint-Pierre. En 1847, il est primé pour trois des dix- huit projets de fontaines présentés pour Lausanne. Dès 1854, il siège au Conseil municipal de la ville de Genève. En 1866, il commence la rédaction d'une Histoire de Carouge qui restera à l'état de manuscrit. Membre de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève dès 1845, il publia dans ses mémoires ses premiers travaux sur Saint-Pierre.

Blavignac redécouvrit les fresques de Saint-Gervais, travailla à la restauration de Saint-François à Lausanne (1855), fut expert pour les collégiales de Romont (1863) et Neuchâtel (1867) et pour la cathédrale de Lausanne (1864). En 1869, il fut nommé directeur des eaux de Carouge (GE), dont il construisit les quatre fontaines monumentales. L'activité de B. comme historien est considérable. Membre des sociétés savantes régionales, il fut aussi correspondant de la Société française pour la conservation des monuments (1852). Il fonda la Société des architectes de Genève (1848).
L'ouvrage fondamental qui fit sa renommée internationale s'intitule *Histoire de l'architecture sacrée du quatrième au dixième*

siècle dans les anciens évêchés de Genève, Lausanne et Sion (1853) et, du point de vue méthodologique, son apport reste la publication des comptes relatifs à la construction du clocher de Saint-Nicolas à Fribourg. Outre ses fontaines carougeoises, l'homme a laissé un autre témoignage, la bâtisse originale proche de boulevard de la Cluse en ville de Genève. Dotée d'une tour, elle était décorée de divers symboles maçonniques. Asocial, réduit à une extrême solitude par son caractère, Blavignac meurt le 21 février 1876, après cinq semaines de maladie.

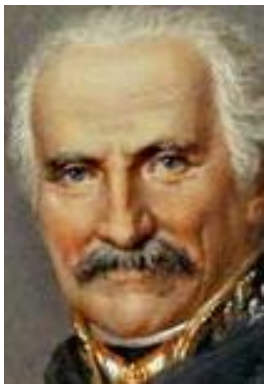
BLIGH **Edward** 9 November 1715 – 22 July 1747.

Edward Bligh, 2nd Earl of Darnley (9 November 1715 – 22 July 1747) was an English peer.
He was educated at Westminster and at Geneva. He succeeded his mother to become Baron Clifton in 1722 and, in 1728, succeeded his father as Earl of Darnley.

He was a Grand Master of Freemasons (1737 to 1738), a Fellow of the Royal Society (1737 to 1738) and in 1742 was made a Lord of the Bedchamber to the Prince of Wales : a position that he held until his death. He was one of the Whigs who, under the auspices of William Pulteney, 1st Earl of Bath, opposed Robert Walpole's office. He never married, but seems to have been the lover of the popular Irish actress Margaret Woffington.

According to Westminster Abbey's Funeral Book and Burke's Peerage he died at the family seat Cobham Hall and was buried at Westminster Abbey on 1 August 1747, aged 31.

BLÜCHER **Gebhard** **Leberecht von** – prince de Walenstadt Rostock 1742 – Krieblowitz Breslau 1819.



Blücher est issu d'une famille de petite noblesse poméranienne, le cadet de 7 enfants dont le père, un ancien capitaine de cavalerie, avait épousé une demoiselle von Bülow. Blücher reçoit une éducation très succincte et s'engage à 15 ans dans l'armée suédoise. Fait prisonnier en 1760 par les Prussiens, il termine la guerre de Sept Ans au service de Frédéric, devient lieutenant des hussards en 1761 et capitaine en 1771, son goût du vin et du jeu semble avoir nui à son avancement. Il s'en plaint à Frédéric qui le fait mettre 9 mois aux arrêts, puis le renvoie de l'armée en 1773, avec la remarque : « *Le capitaine von Blücher peut aller au diable* ». Le roi ne revint jamais sur sa décision malgré les supplices de Blücher. Celui-ci se consacre alors à l'agriculture et épouse la fille du colonel von Mehling. Ce n'est qu'après l'accession au trône de Frédéric-Guillaume II (1786) que Blücher est autorisé à reprendre du service en 1787, il prend part, avec le grade de commandant, à la campagne de Hollande et devient colonel de son ancien régiment, les Hussards Rouges, en 1794.

Il est reçu maçon le 6 février 1782 dans une loge relevant de la Loge Mère Aux Trois Globes « *Augusta zur goldenen Krone* » (Auguste à la Couronne d'Or), à Stargard, petite ville de Poméranie proche de Stettin.

En 1799, il s'affilie à la loge « *Zum hellen Licht* », à Hamm. Général de brigade en stationnement à Emmerich en 1801 et 1802, il visite fréquemment la loge « *Pax inimica* » malis dans laquelle il fait initier ses deux fils, Gustave Siegfried et Franz Joachim Bernhard, et 9 de ses officiers. En 1803, Blücher est nommé gouverneur militaire de la ville de Münster qui venait d'être acquise par la Prusse, ce qui amène la loge locale, « *Zu den drei Balken des neuen Tempels* » (aux Trois Poutres du Nouveau Temple), à passer de l'obédience de l'Alliance Éclectique à celle de la Mère Loge, Aux Trois Globes. Celle-ci recommanda Blücher aux frères de Münster ; il devient maître de la loge le 18 août 1802 et le reste 4 ans, pendant lesquels il dirigea personnellement 190 réunions, utilisant son sabre d'officier en guise d'épée. La loge le nomme membre d'honneur en 1807.

Mis à la tête de l'armée de 15'000 hommes réunis à Bayreuth, il y est reçu par la loge « *Zur Sonne* » (Au Soleil) le 6 janvier 1806. Forcé de capituler et fait prisonnier à Ratkau (7 novembre 1806), Blücher devient ensuite l'un des dirigeants du mouvement patriotique après la paix de Tilsitt. Son commandement lui est retiré en 1811 par Napoléon Bonaparte en raison de ses liens avec Scharnhorst et Stein, mais dès le début de la guerre de libération, il est placé en 1813 à la tête de l'armée de Silésie.

En avril, quelques jours avant la bataille de Lützen, il passe plusieurs heures avec Gneisenau et Scharnhorst à la très ancienne loge « *Archimedes* » d'Altenburg qui le nomme membre d'honneur. Vainqueur de Marmont à Möckern (ce qui lui vaut d'être promu maréchal et surnommé maréchal En Avant) et de Napoléon à Leipzig, il entre dans Paris en mars 1814. Frédéric-Guillaume III le crée prince de Wahlstadt le 3 juin. A son retour du front, la Mère Loge « *Aux Trois Globes* » organise un banquet en son honneur à Berlin, le 21 août. Il se retire alors en Silésie. Rappelé au moment des Cent Jours, il est avec Wellington l'un des vainqueurs de Waterloo ; il entre de nouveau Paris, le 7 juillet 1815. Il devait mourir quatre ans plus tard sur ses terres. Des quatre loges allemandes qui portèrent son nom, l'une est toujours en activité. A.B.

BLUMAUER **Aloïs**

Poète autrichien, rédacteur du « Journals für Freymaurer » (1755 – 1798)

BLUNTSCHLI **Johann Kaspar** 7 Mars 1808 – 21 Octobre 1881.



Johann Caspar (also **Kaspar**) **Bluntschli** was a Swiss jurist and politician. **Professeur de droit, Maçon actif en Suisse avant d'être appelé à l'Université de Heidelberg.**

He was born in Zurich to a soap and candle manufacturer. From school he passed into the Politische Institut (a seminary of law and political science) in his native town, and proceeding thence to the universities of Berlin and Bonn, took the degree of doctor juris in the latter in 1829. Returning to Zurich in 1830, he threw himself with ardour into the political strife which was at the time unsettling all the cantons of the Confederation, and in this year published *Über die Verfassung der Stadt Zürich* (On the Constitution of the City of Zurich). This was followed by *Das Volk und der Souverän* (1830), a work in which, while pleading for constitutional government, he showed his bitter repugnance of the growing Swiss radicalism. Elected in 1837 a member of the Great Council (German: *Grosser Rath*), he became the champion of the moderate conservative party.

Fascinated by the metaphysical views of the philosopher Friedrich Rohmer (1814-1856), a man who attracted little other attention, he endeavoured in *Psychologische Studien der Staat und Kirche* (1844) to apply them to political science generally, and in particular as a panacea for the constitutional troubles of Switzerland. Bluntschli, shortly before his death, remarked, "I have gained renown as a jurist, but my greatest desert is to have comprehended Rohmer." This philosophical essay, however, coupled with his uncompromising attitude towards both radicalism and ultramontanism, brought him many enemies, and rendered his continuance in the council, of which he had been elected president, impossible. He resigned his seat, and on the overthrow of the Sonderbund in 1847, perceiving that all hope of power for his party was lost, took leave of Switzerland with the pamphlet *Stimme eines Schweizers über die Bundesreform* (1847), and settled at Munich, where he became professor of constitutional law in 1848.

At Munich he devoted himself with energy to the special work of his chair, and, resisting the temptation to identify himself with politics, published *Algemeines Staatsrecht* (1851-1852); *Lehre vom modernen Staat* (1875-1876); and, in conjunction with Karl Ludwig Theodor Brater (1819-1869), *Deutsches Staatswörterbuch* (11 vols, 1857-1870; abridged by Edgar Loening in 3 vols., 1869-1875). Meanwhile he had assiduously worked at his code for the canton of Zurich, *Privatrechtliches Gesetzbuch für den Kanton Zürich* (1854-1856), a work which was much praised at the time, and which, particularly the section devoted to contracts, served as a model for codes both in Switzerland and other countries.

In 1861 Bluntschli received a call to Heidelberg as professor of constitutional law (Staatsrecht), where he again entered the political arena, endeavouring in his *Geschichte des algemeinen Staatsrechts und der Politik* (1864) to stimulate, as he said, the political consciousness of the German people, to cleanse it of prejudices and to further it intellectually. He was a Freemason and was Master of Lodge Ruprecht zu den fünf Rosen[1] and in 1865 published a public letter against Pope Pius IX's apostolic exhortation *Multiplices inter*.[2] In his new home, Baden, he devoted his energies and political influence, during the Austro-Prussian War of 1866, towards keeping the country neutral. From this time Bluntschli became active in the field of international law, and his fame as a jurist belongs rather to this province than to that of constitutional law. His *Das moderne Kriegsrecht* (1866); *Das moderne Völkerrecht* (1868), and *Das Beuterecht im Krieg* (1878) are likely to remain invaluable text-books in this branch of the science of jurisprudence. He also wrote a pamphlet on the Alabama case.

Bluntschli was one of the founders, at Ghent in 1873, of the Institute of International Law, and was the representative of the German emperor at the conference on the international laws of war at Brussels. During the latter years of his life he took a lively interest in the Protestantenverein, a society formed to combat reactionary and ultramontane views of theology. He died suddenly at Karlsruhe on the October 21, 1881. His library was acquired by Johns Hopkins University. Among his works, other than those before mentioned, may be cited *Deutsches Privatrecht* (1853-1854) ; *Deutsche Slaatslehre für Gebildete* (1874) ; and *Deutsche Staatslehre und die heutige Staatenwelt* (1880).

BODE **Johan Joachim Christoph** 12 janvier 1730 – décembre 1793.



Cible privilégiée des attaques antimaçonniques depuis Barruel, qui l'accuse d'être l'inspirateur démoniaque des complots des *Illuminaten*, des francs-maçons, protestants et autres philosophes, et d'avoir précipité la France d'Ancien Régime dans l'apocalypse révolutionnaire, Joachim Christoph Bode mérite un tout autre sort. Bode que l'on commence à redécouvrir depuis les travaux de Klaus Werner et d'Hermann Schüttler, est incontestablement une figure majeure des Lumières radicales et un intermédiaire culturel des plus actifs. « Il fut sa vie durant un chercheur de vérité » (H. Schüttler). Les réseaux de correspondances et d'édition, profanes et maçonniques, qui innervent l'Europe des Lumières n'ont pas de secret pour lui. Il publie Leissing, Goethe, Klopstock, traduit Sterne, Fielding et Montaigne, gagne à la cause des *Illuminaten* Nicolaï, mais aussi Herder ou encore Goethe. Sa correspondance, son « *Journal de voyage de Weimar en France* », inédit en français, ses essais polémiques, nous plongent au cœur des grands combats des Lumières et représentent une mine d'informations exceptionnelles.

L'itinéraire de Bode, rappelle ceux des représentants de la « *bohème littéraire* » et Bode sera d'ailleurs très lié à Louis-Sébastien Mercier.

Fils d'un journalier, berger, il est à 14 ans joueur de fifre dans un régiment au service de Brunswick en garnison à Helmstedt.

C'est là qu'il fait la connaissance de Johann Christoph Stockhausen (1725-1784), lettré et pédagogue, auquel il restera associé toute sa vie. A son contact, Bode découvre la littérature allemande, et s'initie au français et à l'anglais. Mais pour l'essentiel, sa formation est celle d'un autodidacte. En 1757, Bode est frappé par le premier des nombreux drames familiaux qui marqueront toute son existence. Il perd brutalement son épouse et ses trois enfants, et décide de s'installer à Hambourg, porte de *« l'Allemagne sur le monde* », pour recommencer sa vie. Au total, Bode sera marié trois fois, aura sept enfants, dont aucun ne vivra plus de quelques années.

Fréquemment dépressif, Bode se réfugie dans le travail. A Hambourg, il s'installe comme imprimeur-éditeur, et traducteur. Parallèlement, le journalisme l'attire, et en 1762-1763, il est rédacteur au *Hamburgische unpatheyische Correspondent*. La réussite de Bode est incontestable. Son entreprise compte jusqu'à onze ouvriers. Il associe à son projet de *Buch handlung der Gelehrten* (librairie des savants) Lessing, auquel il s'est lié d'amitié en 1766, mais aussi Basedow, célèbre pédagogue allemand. Homme de théâtre, à l'instar de Bonneville, qui lui empruntera notamment la psychose du complot, et mélomane, ses traductions sont reconnues dans toute l'Allemagne.

Cet engagement en faveur de l'Aufklärung est indissociable chez Bode d'un engagement maçonnique intense, dont chacune des étapes reproduit parfaitement l'évolution de la franc-maçonnerie allemande. Membre de la plus vieille loge d'Allemagne, « *Absalom zu den drei Nesseln* », Bode lui restera toujours fidèle et en deviendra maître en chaire de 1782 à 1786. Ses talents d'orateur sont réels. Mais très vite, en 1765, Bode gagne les rangs de la « *Stricte Observance Templière* ». Reçu dans l'ordre intérieur, avec pour nom d'ordre à *Lilio Convallium*, Bode devient dès 1766 *procurator generalis* de la VIIe province de l'Ordre (dite d'Allemagne Inférieure), la plus importante. A ce titre il participe à plusieurs des convents de la Stricte Observance, avant d'adopter au convent de Wilhelmsbad (1782) pour les Lumières radicales et les *Illuminaten* et de rompre avec un Ordre investi par la réforme lyonnaise de Jean-Baptiste Willermoz, chrétienne et mystique, dans laquelle il voit les mains des jésuites et des anti-Lumières. Mais entre-temps, Bode exerce aussi des fonctions publiques auprès des princes allemands éclairés, pour la plupart des francs-maçons, voire par la suite membre des *Illuminaten.* A Weimar depuis 1778, il devient conseiller aulique de Saxe-Meiningen, conseiller de légation de Saxe-Gotha en 1782, puis conseiller secret de Hesse-Darmstadt.

C'est en 1782 qu'il recruté par Knigge qui assiste comme lui au Convent de Wilhelmsbad. Promu *illuminatus major* dès janvier 1783, il devient de facto chef de l'Ordre en 1785 après le début des persécutions orchestrées contre ses membres dirigeants. Il participe aux nombreuses polémiques sur le cryptocatholicisme qui déchainent les passions en Allemagne : les rumeurs annonçant la conversion au catholicisme de nombreux princes protestants vont bon train et raniment l'hostilité antipapiste de nombreux protestants, y compris au sein de la Stricte Observance.

Au cours de ses voyages en Allemagne et en France, Bode ranime les énergies – ainsi à Strasbourg en 1787 – et recrute de nouveaux membres. Invité à participer par les *Philalèthes* au Convent de Paris de 1787, il s'y rend à contrecœur et arrive en juin, trop tard pour participer aux travaux. Ses entretiens avec Savalette de Langes et les principaux membres des *Philalèthes* sont cependant riches et fructueux. Ils conduisent, le « Journal de voyage » de Bode l'atteste, à la fondation d'un noyau secret de *Philalèthes*, équivalent français des Illuminaten germaniques. Ce qui ne signifie bien évidemment pas qu'il ait précipité les événements prérévolutionnaires. Son Journal est d'ailleurs plus celui d'un touriste allemand éclairé, mélomane, amateur de théâtre, observateur incrédule de la fièvre engendrée par le mesmérisme qui étreint le Paris de la fin des Lumières, que celui d'un comploteur ; preuve de la richesse du personnage et de la diversité de ses centres d'intérêt. P.-Y.B.

BOÏELDIEU François-Adrien

Rouen 16 décembre 1775 - Varennes-Jarcy 8 octobre 1834.

Artiste né sous l'Ancien Régime, Boieldieu fit ses armes pendant la Terreur, acquit la célébrité durant le Consulat et l'Empire, fut honoré par les Bourbons puis ruiné par la Révolution de Juillet. Il demeure le principal compositeur français d'opéras du premier quart du XIXe siècle. La Révolution ne freina pas l'activité musicale du théâtre de Rouen, qui continua de présenter les œuvres de jeunes auteurs tels Étienne Nicolas Méhul.



Pendant la Terreur, Rouen fut même une des rares villes à conserver une activité musicale importante et, en 1793, plusieurs concerts furent organisés avec les célèbres violoniste Rode et ténor Garat. Boieldieu composa alors ses premières œuvres sur des textes écrits par son père, *La Fille coupable* en 1793, puis *Rosalie* et *Mirza* en 1795, qui lui apportèrent un succès immédiat. Boieldieu fut initié à la musique par le maître de chapelle puis par l'organiste de la cathédrale Notre-Dame de Rouen.

Durant la période révolutionnaire, Boieldieu partit pour Paris et, prudemment, s'y installa comme accordeur de pianos. Seul l'opéra-comique offrait alors des débouchés pour ces œuvres hybrides, proches de l'opéra classique mais comportant des dialogues parlés. L'œuvre la plus typique en est Médée de Cherubini (1797).

L'opéra-comique, traditionnellement représenté à la Salle Favart, fut également joué au théâtre de Monsieur dès 1789 et, en 1791, s'installa dans un théâtre neuf, le Théâtre Feydeau, auparavant réservé à la troupe de l'opera buffa. Durant une dizaine d'années, les troupes de Favart et de Feydeau se concurrencèrent, Favart multipliant les spectacles patriotiques et présentant des œuvres plus légères de Méhul, Feydeau proposant plutôt des drames héroïques de Cherubini ou Lesueur. En 1797, Boieldieu proposa à Feydeau *La Famille suisse* et *L'Heureuse Nouvelle*.
En 1798, il proposa à Favart *Zoraime et Zulmare*. Le succès fut foudroyant. Fils spirituel de Grétry, Boieldieu privilégiait les

mélodies sans ornements superflus qu'il mettait en valeur avec une instrumentation légère mais soignée et des dialogues spirituels. Berlioz attribuait à sa musique une « *élégance parisienne de bon goût qui plaît* ». En 1800, il remporta un véritable triomphe avec *Le Calife de Bagdad*. En 1804, il partit pour Saint-Pétersbourg afin d'occuper le poste de compositeur de la cour du Tsar jusqu'en 1810 à l'invitation personnelle du tsar Alexandre. Il y composa neuf opéras dont *Aline, reine de Golconde* (1804) et *Les voitures versées* (1820).

De retour en France, il reconquit le public parisien avec *La jeune femme en colère* (1811), *Jean de Paris* (1812), *Le Nouveau Seigneur du village* (1813) et une dizaine d'autres œuvres. En 1825, il publia son chef-d'œuvre, *La Dame blanche*, reprise salle Favart en 1997 et enregistrée sous la direction de Marc Minkowski. Basé sur un roman de Walter Scott — fait inhabituel à cette époque —, le livret est construit sur le thème de l'enfant perdu puis heureusement reconnu *in extremis*. Le style de cet opéra a été repris pour *Lucia di Lammermoor*, *I Puritani* et *La jolie fille de Perth*. Reconnu comme une des premières tentatives d'introduction du fantastique dans l'opéra, *La Dame blanche* a également été un modèle pour les opéras *Robert le Diable* ou *Faust*.

Boieldieu devint professeur de composition au Conservatoire de Paris et, en 1817, succéda à Méhul à l'Académie des Beaux-Arts de l'Institut de France. Il reçut la Légion d'honneur en 1820. Son opéra suivant, *Les Deux Nuits* (1829) fut admiré par Wagner qui loua « *la vivacité et la grâce naturelle de l'esprit français* » et qui s'inspira d'un des chœurs pour la « marche des fiançailles » de *Lohengrin*. Boieldieu perdit progressivement l'usage de la parole, sans doute du fait d'un cancer du larynx. La faillite de l'Opéra-Comique et la Révolution de 1830 ajoutèrent à son malheur. Afin de lui éviter la misère, Thiers lui assura une pension de l'État de 6000 francs. Le 25 septembre 1834, il fit sa dernière apparition publique pour la première du *Chalet* d'Adolphe Adam. Peu avant son décès, il eut ainsi l'élégance de passer le flambeau à son brillant élève. Le 13 novembre 1834, son cœur fut déposé au cimetière monumental de Rouen dans un tombeau offert par la ville de Rouen, il est inhumé au Cimetière du Père-Lachaise. Son fils, Adrien Boieldieu, fut aussi un grand compositeur français.

Il était franc-maçon initié à la loge *Les Art et l'Amitié* du Grand Orient de France à Paris. Mais également il fut membre de la Loge *la Palestine*, et membre d'honneur de la Loge *les Amis Réunis*.

BOISLANDRY Chevalier de **Charles Robert Le Grand de Boislandry** 1755 – Orléans 31 décembre 1831.
Appelé le **chevalier de Boislandry** fut officier, négociant, agent secret, chevalier de l'ordre de Saint-Louis. Ce fils cadet de Damien Le Grand de Boislandry négociant, d'une famille de L'Aigle (Orne), et de Marie Magdeleine Tassin, d'une famille d'Orléans fut baptisé à Orléans le 2 août 1755. Il fut garde du Corps du Roi (Compagnie de Luxembourg) dans sa jeunesse, avec son frère aîné, Damien Orphée Le Grand de Boislandry.

Franc maçon, secrétaire de la loge de "L'Union-Parfaite" à Orléans en 1779.
Homme de confiance et ami intime, sa vie durant, d'Anne-Charles de Montmorency, duc de Luxembourg (1737 + 1803), fondateur du Grand Orient de France en 1773, président de la noblesse aux États Généraux, émigré à Londres puis Lisbonne. Lié aussi au prince de Luxembourg, frère cadet du duc, capitaine des Gardes du Corps du Roi, émigré en Suisse.
Robert de Boislandry a été employé comme agent secret par le duc de Luxembourg, au service de ce grand seigneur et du Roi. Il voyageait sous couvert d'activités de négoce dans le "Levant" (Empire Ottoman) et aux Amériques, utilisant le nom de "La Chalousière" (terre normande). Les lignes les plus sensibles de sa correspondance avec le duc de Luxembourg étaient chiffrées.

Boislandry épouse vers juillet 1783, probablement au château de Mazières, près de Tours, Antoinette Picault, jeune créole de Saint-Domingue, fille de Charles Picault, riche planteur de cannes à sucre de cette île, seigneur de Mazières. Elle est la sœur aînée d'Henriette Picault (1769 + 1838), vicomtesse de Belloy, émigrée à Londres, amie de Chateaubriand, remariée en 1810 à Pierre Victor Malouet.

En janvier 1784, "La Chalousière" effectue une mission secrète de négociation à Constantinople. Ses directives, approuvées par Vergennes, ont été conservées : « Il s'agirait d'engager les Turcs à prendre à leur solde une Légion Européenne et à l'établir dans une grande isle de l'archipel. Elle se chargerait non seulement de contenir les possessions intéressantes dans leur devoir et de les préserver de toute invasion, mais il serait possible que, en présentant aux Ottomans le tableau d'un corps à leur solde, armé, instruit d'après notre tactique, cet Empire se décida à prescrire à leurs militaires une formation et un régime que leur position critique rend indispensable » (Archives familiales). Ce plan avait pour but de contenir les ingérences russes, autrichiennes et britanniques, et de renforcer l'influence française dans l'Empire Ottoman. Au mois de mars 1784, "le capitaine de La Chalousière" obtient d'être reçu en audience par le grand vizir et de lui présenter la proposition du duc de Luxembourg. Cependant, le gouvernement de la Porte décline diplomatiquement l'offre d'assistance française transmise par "La Chalousière". Elle est à la fois trop tardive, trop limitée et en contradiction avec la ligne adoptée par le comte de Saint-Priest, Ambassadeur du Roi, qui a déjà conseillé à l'allié turc de céder à la Russie.

De 1785 à 1789, Robert de Boislandry assiste le duc de Luxembourg dans le combat souterrain qui l'oppose au duc d'Orléans et à la faction radicale du Grand Orient. Il est encore à ses côtés à Versailles, en juin 1789, puis en émigration à Londres dès le mois suivant, et lui sert encore d'agent de liaison avec la France et la Suisse en 1790. La décision du duc de Luxembourg de se retirer à Lisbonne, faute d'influence et de subsides, incite Boislandry à se tourner vers les Amériques pour y sauver ce qui peut l'être de moyens d'action. En 1792-1793, Robert de Boislandry est gérant des vastes plantations de la famille Picault à Saint-Domingue.
En 1793-1794, il porte le titre de "commissaire du Roi" pour cette île et tente infructueusement d'obtenir une assistance

militaire britannique au profit des colons royalistes de Saint-Domingue. En 1794, après la sanglante insurrection de l'île, il se réfugie à Baltimore (Maryland) où il devient négociant et armateur, en relation commerciale avec les Antilles et l'Angleterre. Il retrouve aux États-Unis nombre de français, parmi lesquels son cousin-germain Louis de Boislandry (1750 + 1834), ancien député à la Constituante, mais aussi les Dupont de Nemours ou Talleyrand. Veuf, Robert de Boislandry se remarie en septembre 1796, à Baltimore, à Louise Buscaille de Kermassé (1775 + 1854), comme lui réfugiée de Saint Domingue. En 1797, étant en séjour à Londres, il y intervient au profit du duc de Luxembourg, qui tente sans succès de reprendre du service en levant un régiment à la solde de l'Angleterre. ("Avant de faire auprès de lord Grenville les démarches que vous désirez, j'ai cru vous devoir quelques observations préliminaires..."). William Wyndham Grenville, lord Grenville (1759 - 1834), était alors ministre des Affaires étrangères.

La "quasi-guerre" entre la France et les États-Unis (1798 - 1800), guerre maritime non déclarée, compromet puis ruine les affaires de Robert de Boislandry. Il perd un navire marchand, saisi par l'US Navy, et doit en vendre un autre à la marine française à l'île de Saint-Barthélemy. Vers la fin de l'année 1801, le duc de Luxembourg, qui envisage de regagner la France, s'en ouvre auprès de Robert de Boislandry. Celui-ci préconise une solution prudente : « Tous nos ducs ont quitté Londres pour la France, à l'exception des ducs de Castries et de Mortemart… Je sens ce qu'un homme de votre sorte peut avoir de répugnance à aller vivre sous un régime dont il est inutile que je vous fasse la peinture, parce que vous le connaissez aussi bien que moi. Mais il me semble que vous pouvez aller en France comme un grand seigneur étranger qui voyage et, après que vous aurez jugé par vous-même l'état de vos affaires, vous pourrez retourner en Portugal. »

Rentré en France en 1802, venant de faire banqueroute, Robert de Boislandry intègre l'administration des Finances comme receveur des douanes. A la Restauration, il est décoré de l'ordre de Saint-Louis au mois d'octobre 1814.
Il meurt à son domicile d'Orléans le 31 décembre 1831.

BOISSY D'ANGLAS François-Antoine

Saint-Jean, Vivarais 1756 – Paris 1826



Petit-fils d'un juge de Lamastre, fils d'un médecin, François-Antoine Boissy est issu d'une famille aisée de la bourgeoisie réformée ardéchoise. Orphelin de père à 4 ans, il reçoit une éducation maternelle soignée mais ferme. Il vit son enfance et son adolescence en compagnie des 630 volumes de la bibliothèque que son père avait constitué. Elevé dans un protestantisme militant mais tolérant, il a dès son plus jeune âge l'exigence de la liberté de conscience, l'horreur du fanatisme, dont un nombre important des membres de ses familles paternelle et maternelle ont eu à souffrir. En 1772, il est envoyé dans une des « premières maisons d'instruction » de la capitale. Après avoir achevé des études de droit, il rentre à Annonay. En 1773, il hérite de son oncle maternel Barthélemy Alléon le domaine d'Anglas sur le territoire de Vauvert (Gard).

Il épouse en 1777 Françoise Michel, une protestante, la fille du président du présidial de Nîmes. Après ce mariage confortable, Boissy se fixe à Nîmes où il demeure dix ans en voisin et ami du pasteur Rabaut-Saint-Etienne. Il écrit et passe le plus clair de son temps à l'étude, et entretient de nombreuses relations parisiennes. 1777 marque aussi le début de ses échanges épistolaires avec La Harpe et Malesherbes et de ses rencontres avec La Fayette. C'est par l'entreprise de son ami d'enfance Montgolfier qu'il avait fait leur connaissance. Il correspond également avec les Académies de Nîmes, La Rochelle, Valence et Lyon ; les trois premières le reçoivent. En 1781, il obtient une licence en droit à l'université d'Orange et achète une charge d'avocat au Parlement de Paris. Cependant, il vit noblement en s'occupant de ses propriétés. Il adjoint alors à son nom celui d'Anglas et tente de s'agréger à l'élite. Bien qu'il fréquente les salons parisiens, La Harpe étant alors son cicérone, il reste très attaché à ses racines bourgeoises ardéchoises, mène une vie familiale stable (il est père de 4 enfants), apprécie un confort matériel et intellectuel qu'il désire renforcer en acquérant une charge de maître d'hôtel ordinaire chez le comte de Provence en 1783.

C'est en raison de cette stratégie familiale visant à renforcer ses liens avec les privilégiés qu'il demande son affiliation à la loge « *La Vraie Vertu* » d'Annonay. Cette dernière, créée en 1766 et reconstituée en décembre 1775, rassemblait au cénacle de 40 membres qui refusa, à deux reprises en 1777 et 1779, l'affiliation aux artisans de la ville. En revanche, elle avait accueilli deux femmes le 30 janvier 1772 en créant une loge d'adoption et l'on sait qu'en 1788 les structures de la loge ont été utilisées afin de créer une société philanthropique, œuvre de bienfaisance dont les fonds seraient devenus « *le trésor de guerre de la Révolution Française* ». Si Boissy ne fut membre officiel de la loge que le 14 juillet 1788, sa signature apparaît dès juin 1788 et il retrouve donc de vieilles amitiés bourgeoises auprès de la noblesse locale. Dès les élections aux Etats généraux, il vit à Paris, et en 1971 fréquente la *Société des Amis de la Constitution* ou les divers clubs de la ville d'Annonay qui se sont substituées aux loges. La participation de Boissy à la vie maçonnique fut donc brève mais intéressante parce qu'elle illustre bien la trajectoire suivie par de nombreux robins bientôt promus parmi les principaux acteurs de la Révolution.

Cet homme que la Révolution révéla, connu alors une carrière politique remarquable : député de la Constituante, procureur général, syndic de l'Ardèche conventionnel, « père de la Constitution de l'an III et héros du Ier pararial (jour de gloire qui lui servit de viatique tout au long de ses 35 années de carrière politique) « fructidorisé » en l'an V puis récupéré par Bonaparte en 1800, comte d'Empire, pair de France, rédacteur de la Charte, membre du Consistoire réformé de Paris, il meurt à Paris en 1826 attaché indéfectiblement aux valeurs libérales de 1789 qui lui fit quitter de nombreux navires politiques, même si ses trois voyants ralliements en seize mois (1814-1815) furent longtemps utilisés pour renvoyer seulement l'image d'un sinistre opportuniste occultant ainsi sa fidélité aux acquis de 1789.

En 1826, les anciens membres encore en vie de « La Vraie Vertu » d'Annonay entretenaient toujours des relations

d'amitié avec Boissy d'Anglas. Toutefois, il semblait ne plus fréquenter les ateliers maçonniques qui étaient, il est vrai, engagés à ce moment là dans une opposition maçonnique peut-être ostensiblement radicale pour ce grand notable. C.L.B.

BOLIVAR **Simon** Caracas / Vénézuela 24 juillet 1783 - 17 décembre Santa Marta / Colombie 1830



Simón José Antonio de la Santísima Trinidad Bolívar y Palacios, plus connu sous le nom de **Simón Bolívar.** Héros de l'Indépendance sud-américaine, "El libertador", sa lutte pour l'égalité raciale et le rejet de l'esclavage est à l'origine de son amitié avec La Fayette. Sa ville natale est la capitale de la Capitainerie Générale du Venezuela. Il est le fils du colonel Juan Vicente Bolivar Ponte et de Doña María de la Concepción Palacios Blancos, tous deux issus de familles espagnoles de grande lignée. Ces deux familles, vivant sur le sol américain depuis de nombreuses générations, font parti de la puissante classe sociale des "Mantuanos", ce qui leur vaut de grands privilèges. C'est dans ce cadre que vient de naître Simon Bolivar, à qui un des membres de la famille, le Père Juan Félix Jérez-Aristiguieta Bolivar rédige un testament en sa faveur, lui assurant une très grande fortune. Simon, que sa mère ne peut allaiter, se voit confier à une nourrice noire, Hipolita, une des esclaves de la famille. Celle-ci fait plus que de nourrir Simon, elle s'en occupe comme si c'était son propre enfant, et surtout à la mort du colonel Bolivar alors que son fils a à peine sept ans. Simon Bolivar gardera toujours dans son cœur beaucoup de tendresse pour Hipolita.

Initié Franc-Maçon, en 1803, à Cadix (Espagne) par Miranda_Francisco à la "*Grande Réunion Américaine*", il reçoit à Paris le grade de Compagnon dans la loge "*Saint- Alexandre d'Écosse*", le 11 novembre 1805, fil reçoit le 33e à Caracas. On lui attribue la fondation de la loge "*Orden y Libertad 2*", à Lima (Pérou). Cependant il en vient à suspendre l'activité des loges.

Aux alentours de l'année 1790, María Antonia, Juana, Juan Vicente, et Simon, se promènent assez souvent avec leur mère sur leurs terre de la vallée de Aragua. Simon est touché par la beauté et la tranquillité des paysages qu'il découvre. Mais le charme se brise le 6 juillet 1792, quand meurt sa mère, qui a toujours eu une santé fragile. Les Bolivar restent orphelins. Les deux filles, bien que très jeunes ne tardent pas à se marier, et c'est le grand-père maternel, don Feliciano, qui devient le tuteur de Simon qui a peine 9 ans. Mais le jeune Simon souffre beaucoup de la disparition de ses parents. Simon a appris à lire, écrire et compter avec différents précepteurs. Il va à l'Ecole Publique, dirigée par Simon Rodriguez, un homme original et progressiste, dont les idées pédagogiques et sociales auront beaucoup d'influence sur un jeune au caractère encore très malléable. Mais entre temps, don Feliciano s'éteint à son tour, et la tutelle revient à Carlos Palacios, son oncle, avec qui Simon ne s'entend pas du tout. Don Carlos, célibataire, passe beaucoup de temps dans ses haciendas, et Simon, livré à lui-même, se promène dans les rues de Caracas avec des gamins qui ne sont pas de son rang. A 12 ans, Simon Bolivar fait une fugue et s'en va chercher réconfort auprès de sa sœur María Antonia. Mais l'enfant est reconduit chez lui, puis confié, comme interne, à la charge de son maître Simon Rodriguez.

Rodriguez ne tarde pas à gagner la confiance de Simon, et en quelques mois des liens étroits vont les liés, des liens de sympathie, qui dureront jusqu'à la mort. Admirateur de Rousseau et autres philosophes français, Rodriguez va apprendre beaucoup à Simon Bolivar, usant de beaucoup de tact, de sensibilité et de fermeté également. C'est à ce moment que Simon ouvrir les yeux, son esprit et son cœur sur les idéaux qui vont marquer sa vie.

Simon Bolivar en Europe.
En 1799, il voyage pour la première fois en Espagne, visitant au passage Veracruz et Mexico, faisant une courte escale à La Havane. A Madrid, il est entouré par ses oncles Esteban et Pedro Palacios, ainsi que par le Marquis de Ustariz qui devient son maître. Simon approfondit ses connaissances littéraires et scientifiques et, comme tout homme du monde qui se respecte, il perfectionne son escrime et sa façon de danser. Il fréquente de nombreux salons où ont le remarque, à la fois pour son élégance et son intelligence.

Rapidement, il fait la connaissance de María Teresa Rodríguez del Toro y Alaiza, une jeune espagnole dont il tombe amoureux. Il pense immédiatement à fonder une famille, avoir une descendance et revenir au Venezuela pour profiter de ses biens. Mais son oncle, pense que c'est un peu précipité et lui conseille de voyager quelque temps. Il sera temps de penser au mariage un peu plus tard. Au printemps 1801, il voyage à Bilbao où il séjourne le reste de l'année. Puis il se rend en France, A Paris et Amiens. Le pays, sa culture, les gens l'enchantent. Au mois de mai 1802, il est de nouveau à Madrid où il se marie, le 26, avec María Teresa. Les deux jeunes époux voyagent au Venezuela, passent de moments heureux jusqu'en janvier 1803, date à laquelle meurt María Teresa. Dans une lettre adressée à un ami qui vit en France, Bolivar exprime ses sentiments après la mort de son épouse: "Je l'ai perdue; et avec elle la vie de douceur qui réjouissait ma tendre poitrine... La douleur ne me laisse pas un seul instant d'apaisement". C'est une émotion profonde et sincère, exprimée avec beaucoup de romantisme. Le jeune veuf repart en Europe à la fin de cette même année, passe par Cadix et Madrid, et s'installe à Paris au printemps 1804.

A Paris, Bolivar mène une vie sociale très intense, tout en profitant des plaisirs qu'offre la capitale française. Il a des amours furtives avec une dame française, Fanny Du Villars, dont il fréquente les salons, dans lesquels viennent des hommes politiques, des militaires, des diplomates, des scientifiques, des marchands et de jolies femmes.
Il lit beaucoup, assiste à des conférences et observe avec sagacité les événements politiques et militaires qui sont en train

de changer le monde. C'est l'époque, en 1804, où Napoléon est couronné Empereur. Ceci impressionne beaucoup Bolivar qui admire le génie militaire de Bonaparte, mais il critique sa montée sur le trône impérial. Au cours de ses conversations avec les savants Humboldt et Bonpland, Bolivar commence à aborder le sujet de l'indépendance de l'Amérique du Sud.

En France, il retrouve son maître et ami Simon Rodriguez. La même passion du savoir les anime. Ensemble ils voyagent en Italie, en 1805. A Rome, au mois d'août, ils font l'ascension du Mont Sacré où Bolivar, d'un ton solennel, jure de jamais laisser son âme en repos ni son bras tant que l'Amérique Hispanophone ne sera pas libre de la domination espagnole. C'est un beau geste romantique, mais cela ne sera pas seulement un geste... Il sera le Libertador, celui qui promet et qui tient ses promesses. Après avoir visité Naples, Bolivar revient à Paris au début de l'année 1806, et il intègre pour un temps les loges maçonniques. A la fin de cette année là, il embarque à Hambourg à bord d'un navire qui le conduit à Charleston, en janvier 1807. Il parcourt une partie des Etats Unis et revient au Venezuela vers le milieu de l'année. Pendant son séjour dans la République du Nord, il prend conscience de ce que représente la "Liberté rationnelle".

Triomphe et échec de la révolution vénézuélienne.
De 1807 au premiers jours de l'année 1810, Simon Bolivar reste à Caracas et dans ses haciendas. Cependant, il n'oublie pas son serment de Rome. Au cours des réunions avec son frère Juan Vicente et ses amis, ils parlent de littérature mais aussi de l'indépendance du Venezuela. Le Moment arrive quand, le 19 avril 1810, commence à Caracas la révolution d'indépendance. Bolivar devenu Colonel, est commissionné par la Junte de Caracas, avec Luis Lopez Mendez et Andrés Bello, pour voyager à Londres, et exposer devant le gouvernement britannique les souhaits du Venezuela, désireux de se maintenir, tout au moins, autonome du gouvernement qui en Espagne a pris le pouvoir, après l'arrestation du Roi Ferdinand VII par Napoléon. Bolivar, dans son fort intérieur, aspire à la totale indépendance. Mais le gouvernement anglais observe une prudente réserve. A Londres, où il reste durant deux mois, Bolivar -qui compte sur l'appui franc et enthousiaste de Miranda - peut apprécier le fonctionnement des institutions britanniques. A la fin de cette année, Bolivar est de retour. Peu de temps après, Miranda revient aussi dans sa patrie. En tant que membre éminent de la Société Patriotique, Club Révolutionnaire, Bolivar est un des plus ardents à demander au Congrès qu'il proclame l'indépendance.

Après le 5 juillet 1805, il combat sous les ordres du général Miranda afin de soumettre les royalistes qui tiennent Valencia. Le 23 juillet 1811, Bolivar reçoit son baptême du feu et combat pour la première fois. Le 26 Mars 1812, alors qu'un tremblement de terre cause d'énormes dégâts et de nombreuse pertes humaines à Caracas et aux environs, Bolivar, sur la Place de San Jacinto, juché sur un tas de ruines, lance cette fameuse déclaration: "Si la nature s'oppose à nos desseins nous lutterons elle et ferons en sorte qu'elle nous obéisse". C'est l'attitude d'un homme qui ne cède pas, quelques soient les difficultés qu'il peur rencontrer sur son chemin; c'est, aussi, un moyen de contrecarrer le découragement et la terreur qui se sont emparés de beaucoup de républicains face à une telle catastrophe.

Quelques mois plus tard, commandant la place forte de Puerto Cabello, Bolivar ne peut, malgré ses efforts, empêcher qu'elle ne tombe aux mains des royalistes. Ses propres soldats l'abandonnent et se rangent sous les ordres des espagnols. Il doit fuir avec une poignée de fidèles officiers. Quelques semaines plus tard, Miranda doit capituler devant le chef royaliste Monteverde, et la première République du Venezuela s'éteint.

A la Guaira, un groupe de jeunes officiers, parmi lesquels se trouve Bolivar, arrêtent l'infortuné Précurseur, Francisco de Miranda, et le livrent aux espagnols. Bolivar obtient un passeport grâce à la généreuse intervention de son ami Iturbe, et peut se rendre, en exil, à Curaçao. De là il va à Carthagène, où le 15 décembre 1812 il publie un manifeste dans lequel il expose ses principales idées qui guideront son action dans les prochaines années: un seul commandement pour lutter jusqu'à la victoire, et l'union de tous les pays hispano-américains pour réussir et consolider l'indépendance et la liberté. Ces principes sont clairs et simples. Bolivar se rend compte que l'échec de 1812 vient de la désunion. Il faut concentrer les efforts de tous les américains pour gagner la guerre et organiser ensuite les nouvelles nations. Il faut convaincre les créoles de la justesse de sa cause et les entraîner dans la lutte pour l'indépendance. Cette lutte ne peut se dérouler que dans un seul pays, mais sur tout le continent afin de faire plier la domination royaliste. www.americas-fr.com/histoire/bolivar.html

Bolívar est aujourd'hui une icône politique et militaire dans de nombreux pays d'Amérique latine et dans le monde, il a donné son nom à un très grand nombre de places, de rues ou de parcs. Son nom est aussi celui d'un État du Venezuela, d'un Département de la Colombie et surtout d'un pays, la Bolivie. On retrouve des statues à son effigie dans la plupart des grandes villes d'Amérique hispanophone, mais aussi à New York, Lisbonne, Paris, Londres, Bruxelles, Le Caire, Tôkyô, Québec, Ottawa. JCvL

BONAPARTE

Si l'appartenance de Napoléon Bonaparte à la franc-maçonnerie demeure une énigme qui n'a pas été résolue de façon définitive malgré les nombreux ouvrages qui ont été consacrés à cette question, il n'en est pas de même pour d'autres membres de cette illustre famille corse. Charles Marie Bonaparte (1746-1785), le père du futur empereur était lui-même probablement franc-maçon. Conseiller du roi, avocat au conseil supérieur de Corse, député d'Ajaccio à l'assemblée provinciale de Corse (1776-1778 et1781), député de la noblesse de Corse auprès de Louis XVIII (1777), membre du Conseil des douze nobles de l'île, il fut en effet très vraisemblablement membre d'une loge d'Ajaccio, la Grande Loge dite De Clermont. Les archives ont été détruites et la chose ne peut cependant être attestée par les sources.

MAIS… PREUVES A L'APPUI, PLUSIEURS ENFANTS DE CHARLES FURENT INITIES :

Joseph NAPOLEON Corte 7 janvier 1768 - Florence 28 juillet 1844.



Frère ainé de l'empereur, avocat avant la Révolution, président du district d'Ajaccio en 1791. Egalement lieutenant-général de l'Empire et commandant de la Garde nationale de Paris, il s'exile alternativement en Amérique (de 1815 à 1823, puis de 1837 à 1839) et en Angleterre (de 1832 à 1837 et de 1839 à 1841). Il était destiné au barreau quand l'exil de la famille, conséquence de la brouille avec le chef corse Paoli l'obligea à rejoindre la Provence. Le 1er août 1794, il épouse à Cuges-les-Pins, Julie Clary (1771-1845), fille d'un négociant de Marseille. Ils ont trois enfants : Julie Joséphine (1796-1796), Zénaïde Bonaparte (1801-1854) et Charlotte Bonaparte (1802-1839).

Il est initié le 8 octobre 1793 à la loge « La Parfaite Sincérité » à l'Orient de Marseille. Devenu ministre plénipotentiaire, il est élu membre du Conseil des Cinq-Cents avant d'être conseiller d'Etat, grand électeur de l'Empire (le 8 mai 1804).

Grand Maître du Grand Orient le 11 octobre 1805 – il le restera jusqu'en 1814. Il fut également Grand Maître des Grands Orients de Naples puis d'Espagne, au moment où il est roi de Naples et de Sicile (1806-1808), puis roi d'Espagne et des Indes (1808- 1813)… avec le succès que l'on sait.

Vie sous le Directoire
Après avoir été, grâce à son frère, nommé commissaire des guerres à l'armée d'Italie, il est, en 1796, élu par la Corse député au conseil des Cinq-Cents. L'opposition des royalistes ne lui permit pas de siéger avant le coup d'État du 18 fructidor an V. Il entame en 1797 une carrière diplomatique, d'abord à Parme puis à Rome auprès de Pie VI. Il quitte la ville après l'émeute du 28 Décembre 1797 et le meurtre du général Duphot, son aide de camp. Il retourne alors siéger au conseil des Cinq-Cents et y tient un rôle effacé. Il tentera cependant de concilier son frère Napoléon et le Général Bernadotte lors des préparatifs du coup d'État du 18 Brumaire, ce dernier étant son beau-frère depuis son mariage avec Désirée Clary. C'est à cette époque qu'il achète sa propriété de Mortefontaine.

Vie pendant le Consulat et l'Empire En France
Membre du Corps législatif et du Conseil d'État, Joseph se consacre principalement aux missions diplomatiques du Consulat et signe le traité de Mortefontaine (1800) avec les États-Unis, la paix de Lunéville (1801) avec l'Autriche, et la paix d'Amiens (1802) avec le Royaume-Uni. Titré prince français au couronnement de son frère, il assure la régence de l'Empire pendant la campagne de 1805. Le sénatus consulte proclamant l'Empire désigne les potentiels héritiers du trône parmi la descendance de Joseph, Napoléon et Louis.

À Naples
Devenu roi de Naples le 31 mars 1806, il tâchera de se faire aimer de la population mais échouera à rallier la noblesse. Entouré d'une équipe très compétente (Saliceti, Roederer, Miot, Girardin, Mathieu Dumas) il réforme les ordres monastiques et réorganise le système judiciaire, éducatif et financier. Sur ordre de l'empereur, il remet son royaume à son beau-frère Murat le 5 juillet 1808.

En Espagne
Son court règne ibérique sera quasiment totalement occupé par les combats menés à la fois contre les insurgés des Cortès et le Général Wellington. À l'exception des périodes où Napoléon se trouve dans la Péninsule, Joseph n'aura de cesse de se chamailler avec les Maréchaux commandants les forces françaises, à commencer par Soult. Bien que ses réformes eurent moins de succès qu'à Naples, l'un de ses actes les plus retentissant sera l'abolition en 1808 de l'Inquisition espagnole qui sera rétablie par Ferdinand VII. Obligé de quitter deux fois Madrid devant l'approche des armées ennemies, Joseph abandonne son royaume et rentre en France en 1813 après la défaite de Vitoria.

La chute
Lieutenant-général de l'Empire en 1814 (avec mission de défendre la capitale) et aux Cent-Jours, il se heurte sans cesse aux maréchaux d'Empire, comme Soult et Masséna, il ne peut maîtriser les évènements, quitte Paris à l'approche des alliés et accompagne l'impératrice à Blois. À ce titre, il est un des principaux responsables de l'échec des manœuvres militaires françaises. Après l'abdication de son frère, il vit à Bordentown dans l'état de New Jersey près de Philadelphie sous le nom de comte de *Survilliers*, s'y faisant construire la résidence de Point-Breeze et s'occupant d'agronomie. Après la mort de sa fille Charlotte Bonaparte, il revient en Europe où il habite successivement l'Angleterre puis l'Italie. Il meurt en Italie le 28 juillet 1844. Son corps se trouve aujourd'hui aux Invalides au côté de son illustre frère.

Personnalité
Homme simple dans ses manières, Joseph n'avait pas la qualité propre au rôle élevé que son frère lui fit jouer. Il aimait et cultivait les lettres ; cependant, c'est à tort qu'on lui a attribué un poème en dix chants intitulé *Napoléon*, et consacré au héros de sa famille (ce poème est de Hubert-Louis Lorquet, professeur à l'Île de France, qui le publia dans cette île en 1822). Le roi Joseph a laissé des *Mémoires* et une *Correspondance*, qui ont été publiés par Albert du Casse de 1852 à 1854 (Paris, 10 volumes in-8), et qui jettent un grand jour sur l'histoire de l'Empire. Le nom de *Survilliers* fut par la suite donné au village où il séjournait, village situé au sud de Senlis. Joseph Bonaparte a laissé un très mauvais souvenir en Espagne où il était surnommé "Pepe Botella" ("Jojo la bouteille") en raison de son penchant pour l'alcool. Wiklipedia

Louis **NAPOLEON** Ajaccio 2 septembre 1778 - Livourne 25 juillet 1846.



Neuvième enfant de Charles, nommé colonel après le 18 brumaire puis, en 1804, général de division, conseiller d'Etat, prince français et connétable de l'Empire. Roi de Hollande le 5 juin 1806, il abdique en 1810 et, en échange, reçoit le titre de comte de Saint-Leu. Par obligation ou prudence, il se retire en Italie. Dès l'âge de 16 ans il fut aide de camp de son frère à l'armée d'Italie, nommé capitaine au 5e régiment de hussards ; le suivit en Égypte, fut marié en 1802, presque malgré lui, à la fille de Joséphine de Beauharnais : Hortense de Beauharnais.

Il devient Grand Maître Adjoint du Grand Orient de 1803 à 1806. Il est initié le même jour, à très grande vitesse, du grade d'apprenti à celui de 33° par la grâce de Cambacérès.

Un nouveau roi

Il reçut, à la création de l'Empire, le titre de grand connétable ; occupa en 1805, à la tête de l'armée du Nord, le territoire de la République batave ; il quitta loyalement le pays aux premières nouvelles de la paix, ce qui lui concilia l'estime des Hollandais. En 1806, Napoléon décida de mettre fin à la République batave : la Hollande constituant un point stratégique, il fallait la placer sous une autorité forte. C'est pourquoi il mit sur le trône son plus jeune frère Louis : il croyait qu'en nommant un membre de sa famille il pourrait exercer plus d'influence.

Louis émit cependant des réserves contre les plans de son frère. Depuis des années sa mauvaise santé (il avait des rhumatismes) l'obligeait à fréquenter régulièrement des lieux de cure, et il se voyait mal s'installant dans un pays froid. Il ne lui plaisait pas non plus d'être obligé d'obéir sans discuter aux ordres de l'empereur. Mais, devant l'obstination de Napoléon, il fallut bien que Louis s'inclinât. Sur l'ordre de l'empereur, une délégation du gouvernement batave partit pour Paris afin de discuter le changement de pouvoir. Napoléon refusa toutefois de la recevoir lui-même, et, à leur grande humiliation, les membres de la délégation durent demander à Louis, au nom du peuple hollandais, d'être leur souverain. Une façade de légalité ne pouvait dissimuler le fait qu'on imposait un roi aux Hollandais. Le 5 juin 1806, la cérémonie officielle eut lieu à Paris. En présence de la délégation batave, Louis devint souverain du royaume de Hollande.

Comment imposer son autorité

Lors de son arrivée en Hollande, Louis rencontra donc un problème d'autorité, parce que les Hollandais se trouvaient devant un roi qui leur avait été imposé. Voici qu'une république séculaire avait été, pour la première fois de son histoire et avec brutalité, transformée en monarchie, alors que les patriotes s'étaient précisément opposés avec énergie aux ambitions du stadhouder de devenir roi. Il est vrai que la Hollande jusqu'à l'arrivée de Louis n'avait été une république que de nom puisque le stadhouder avait tenu le pouvoir entre ses mains et avait, de plus, avec l'approbation du Conseil d'État, pu nommer son fils comme successeur. Aux yeux des patriotes, un roi sur le trône de Hollande n'en représentait pas moins une provocation, qui bouleversait la plus pure tradition républicaine et les principes de la Révolution batave. De résistance, il en fut peu question. L'entrée de Louis à La Haye laissa voir dans le public plus de curiosité que d'enthousiasme. Seuls quelques tracts incitaient à la protestation et à la révolte. Les Hollandais attendaient avec apathie ce qu'allait apporter le nouveau maître.

Les historiens se sont toujours demandé pourquoi la résistance s'était tant fait attendre. À cela, il y a plusieurs raisons. Au début la Hollande n'a pas été incorporée à la France. Bien sûr, par l'intermédiaire de son frère c'était Napoléon qui tirait les ficelles, mais le pays restait nominalement indépendant et conservait ses lois propres et sa religion; en particulier, il était dispensé de conscription. Somme toute, l'assujettissement à la France n'était pas total. En second lieu, la transition politique n'a pas été abrupte : le stadhouder Guillaume V gouvernait en fait comme un monarque et, dans la République batave, le pouvoir était détenu par un petit nombre d'individus. Et puis beaucoup de citoyens caressaient l'espoir qu'après toutes ces révolutions, on jouirait d'un peu de tranquillité avec un homme fort.

L'administration du nouveau roi

Face à cette opposition contre un souverain étranger, Louis ne se contenta pas que le pays se résignât à sa présence, il tâcha de gagner son affection et de justifier son autorité. Dès son discours de réception il se hâta de rassurer les Hollandais : même s'il était né en France, il jura de veiller aux intérêts de ses sujets. Louis prit sa tâche au sérieux, suivit des cours de langue auprès de Willem Bilderdijk, écrivain et poète de cour, dans l'idée de maîtriser le néerlandais. De plus Louis fit maintenir le néerlandais comme langue officielle de l'administration, et bien que cette décision fût surtout destinée à gêner dans leur tâche les espions français, elle lui valut la sympathie du peuple.

Ses tournées d'inspection dans le royaume

Le roi Louis ne s'enferma pas dans son palais de La Haye, mais fit des visites régulièrement dans son royaume, même là où le Stathouder Guillaume V ne s'était montré que rarement, voire jamais. Ces tournées n'étaient pas simplement faites pour donner le change : il se tenait au courant des problèmes qu'il rencontrait et tâchait de les résoudre. C'est ainsi que dans le Brabant où une mystérieuse maladie faisait rage, il rendit visite aux malades au risque d'altérer sa propre santé. Choqué par la souffrance il fit venir immédiatement les médicaments nécessaires, distribua de l'argent pour couvrir les premières nécessités et fit venir un médecin de Boxmeer. En quelques semaines l'épidémie fut jugulée. Étant venu au-devant de ceux qui avaient besoin de son aide, trouvant toujours la solution nécessaire, il acquit rapidement le respect de la nation.

Les réformes administratives

La ligne directrice de Louis tant qu'il fut roi fut de créer l'unité nationale dans un pays profondément marqué par le sentiment

régional. Le roi renforça les pouvoirs de l'administration centrale sur les administrations locales.

À ses yeux, la Hollande était en morceaux et devait constituer une unité organique : c'est que les villes et les régions menaient la plupart du temps leur politique propre et se sentaient peu concernées par les décisions prises lointainement, à La Haye. Louis divisa le pays en dix départements/provinces, plaçant à la tête de chacun un gouverneur (*landdrost*) qui, à l'exemple des préfets français, surveillait à son niveau la politique locale. Les maires des grandes villes furent désormais nommés par le souverain.

La législation
Louis s'occupa également de démêler le maquis juridique car le manque d'une législation uniforme avait pour résultat que les peines variaient considérablement à l'intérieur du pays. Dans tel village, par exemple, le vol pouvait être puni de mort, alors que le même délit n'encourait qu'une amende dans un autre village. Le souverain, pour cette raison, adopta le Code civil français et fit en outre rédiger un code national de droit pénal qui fut achevé en 1808. Les idées libérales de Louis transparaissaient dans le nouveau code avec l'abolition de la torture et du travail forcé et, bien que la peine de mort eût été maintenue, le roi pouvait toujours faire grâce. Les minorités religieuses obtinrent davantage de droits. Certes, la révolution batave avait accordé l'égalité civile aux juifs et aux catholiques, mais dans la pratique la discrimination n'avait absolument pas disparu. C'est pourquoi en 1808 il proclama officiellement l'égalité religieuse, fit entrer en toute connaissance de cause des juifs dans l'administration et s'irrita du manque d'intérêt des catholiques qui continuaient à se tenir à l'écart. Sur ordre du roi, les protestants rendirent même quelques lieux de culte aux catholiques, comme la cathédrale Saint-Jean à Bois-le-Duc.

La résistance à ce roi qui dérangeait les usages séculaires se fit attendre. Louis avait assez de bon sens pour ne pas s'attaquer aux dirigeants locaux, aussi bien la noblesse rurale que le patriciat urbain, dans la mesure où ils lui promettaient de se conformer à sa politique. Et puis ils espéraient qu'un pouvoir central fort pourrait arrêter le déclin de la République, jadis si puissante. Ils étaient certes submergés par un déluge d'ordonnances qui leur venaient de la Haye, mais au moins Louis était celui qui les protégeait d'une dépendance plus directe. Et ils comprenaient que leur roi perdrait son trône sans recours si ses réformes échouaient. S'il était mécontent, Napoléon annexerait le pays ; il faudrait alors supporter la conscription et contribuer à remplir des caisses de l'État, désespérément vides.

La culture
Louis s'intéressait beaucoup à la culture et aux sciences. Pour cette raison il fonda différents instituts qui existent encore sous une forme inchangée, comme l'Institut royal des Sciences, la Bibliothèque royale et le Musée royal. Lui-même allait souvent visiter le musée Teylers à Haarlem et il n'oubliait pas d'encourager également les arts libéraux en organisant différentes expositions artistiques publiques.

Les catastrophes nationales
Deux catastrophes nationales donnèrent à Louis de façon inattendue l'occasion de se conduire comme un roi soucieux de son peuple. Un après-midi glacial de janvier 1807, un navire chargé de poudre explosa dans le centre de Leyde. On entendit la détonation jusqu'à La Haye ; du cargo seule l'ancre fut retrouvée, dans un pré à l'extérieur de la ville. Louis se rendit le jour même sur les lieux de la catastrophe et les ravages causés l'affectèrent profondément. Des centaines de maisons avaient disparu, une classe d'école tout entière était ensevelie sous les décombres et entre les ruines noircies par le feu on voyait les restes des victimes. Le roi intervint efficacement. Il employa la garde royale pour déblayer les décombres, coordonna les activités de sauvetage, demanda aux boulangers de Delft de faire cuire du pain pour les sinistrés, fit venir à Leyde son chirurgien personnel et fit aménager le palais Bosch en hôpital pour soigner les blessés. Ce n'est que le lendemain qu'il retourna à la Haye.

Louis veilla également à l'avenir : il interdit le transport de poudre dans les endroits densément peuplés, créa un fonds pour les catastrophes où il versa lui-même 30.000 florins et il exempta d'impôts la ville de Leyde pour les dix années suivantes. Le peuple apprécia tout de suite son souverain. Partout on ne parlait plus que de Louis le Bon, le père des malheureux. Le poète de cour Willem Bilderdijk chanta ses louanges, tandis que se multipliaient les dessins, les gravures et les tableaux destinés à glorifier la compassion du roi pour son peuple. Les inondations de 1809 lui donnèrent à nouveau l'occasion d'agir. Des villages entiers avaient été submergés par les rivières en crue, la Betuwe était devenue une immense mer intérieure. Sans laisser voir la moindre peur, Louis aida lui-même à renforcer les digues avec des sacs de sable, il coordonna les actions de secours et se rendit dans les villages les plus isolés du territoire pour redonner courage à la population. A nouveau, Louis donna aux illustrateurs l'occasion de représenter ses actes de bienveillance : une gravure célèbre le montre sur une digue étroite, les pieds dans l'eau, en train de réconforter de ses paroles des villageois désemparés. Cette offensive de charme et son énergie dans l'action eurent le plus grand succès car, au cours d'un voyage en Hollande du Nord, la population d'Edam lui pardonna son origine française. Il espéra à ce moment-là que les Hollandais oublieraient un jour qu'il n'était pas né dans leur pays, en entendant dire à un vieil homme : « *Depuis Leyde nous avons déjà oublié tout cela.* ».

Critiques contre le souverain
Les sujets de Louis ne lui prodiguaient pourtant pas que des éloges. Son penchant pour le luxe et la pompe monarchique passait mal auprès des Hollandais habitués à l'économie et qui voyaient d'un mauvais œil ce roi qui se transportait à grands frais d'un palais à l'autre après les avoir fait luxueusement aménager. Jugeant mauvais pour sa santé le climat de la Haye, trop proche de la mer, il décida de déménager à Utrecht en 1807, et il y dépensa des sommes énormes pour la réalisation d'un palais royal au centre-ville.
D'ailleurs il n'y habita pas longtemps, car à peine quelques mois plus tard il s'installait au palais d'Amsterdam, sur le barrage, où il fit tout démolir pour avoir une plus belle vue. Mais à Amsterdam non plus il ne put se sentir à l'aise, si bien qu'il

passait son temps de préférence à l'extérieur de la ville dans des endroits ombragés comme à Haarlem au Soestdijk ou Amelisweerd.

Le conflit avec Napoléon
Le problème était que Napoléon n'appréciait pas la politique de son frère auquel il reprochait de faire passer les intérêts de la Hollande avant ceux de la France. Effectivement, même s'il avait la plupart du temps exécuté les ordres de son frère, en fermant par exemple les ports hollandais aux navires britanniques, il cherchait la plupart du temps l'avantage de son pays. Ce qui mécontenta dès le début l'Empereur, ce fut le refus de Louis d'introduire dans son royaume la conscription, alors que Napoléon exigeait toujours plus de soldats.

Son frère s'estimait incapable de répondre à ses demandes puisque, sur une population de deux millions d'âmes, on ne pouvait fournir une contribution militaire de 40 000 soldats. Il refusait également de réduire autoritairement des deux tiers la dette publique, comme le lui demandait Napoléon : une pareille mesure aurait ruiné nombre de particuliers qui avaient des créances sur l'État et l'économie, déjà affaiblie, aurait reçu un nouveau coup. C'est pourquoi Louis s'opposa à l'exigence de Napoléon de respecter strictement le Blocus continental.

Pour obliger le Royaume-Uni, son ennemie déclarée, à venir à composer, Napoléon avait interdit tout commerce avec elle, ce qui mettait Louis en colère parce qu'une telle mesure ne pouvait que donner le coup de grâce à une économie déjà chancelante. Le système était en principe inflexible et les ports étaient fermés, mais le roi essayait de fermer les yeux sur les contrebandiers qui profitaient de la longueur de la côte. Lorsqu'en 1809 une armée britannique débarqua dans l'île de Walcheren et eut conquis la forteresse stratégique de Bath, ouvrant ainsi la route vers Anvers, Napoléon déversa contre son frère un nouveau flot de critiques.

Bien que Louis eût réussi à arrêter à temps la marche des Britanniques, qui se virent décimés par les fièvres et qu'ayant rassemblé des troupes à la hâte il eût repris la forteresse, Napoléon jugea que son frère était un incapable. Selon lui, c'était le refus de Louis d'introduire en Hollande la conscription, sous prétexte qu'elle était impopulaire, qui avait permis au Royaume-Uni de réussir son invasion. Napoléon essaya d'abord de séduire son frère en lui proposant le trône d'Espagne, mais Louis refusa. L'empereur décida alors de prendre le commandement lui-même. Pendant l'été 1809, Louis dut, sur l'ordre de son frère, se rendre à Paris, bien qu'en traînant les pieds et là, après des mois de querelle, il fut obligé de signer un traité cédant à la France le sud de la Hollande. En 1810 Louis revint vers ses sujets, mais peu de temps après les « troupes françaises de surveillance » étendirent encore leur contrôle sur les villes de l'ouest du pays.

Louis se rendit compte que l'affaire était perdue ; sans consulter son frère il abdiqua en faveur de son jeune fils Napoléon Louis Bonaparte, qui fut aussi roi de la Hollande (Lodewijk II en néerlandais) mais pour quelques jours seulement, et s'enfuit à Vienne. La Hollande fut occupée par Napoléon et annexée à l'Empire français.

PUBLICATIONS
Le prince philosophe vécut alors dans la retraite sous le nom de *comte de Saint-Leu* et resta étranger au retour de Napoléon en 1815. Il a publié des *Documents historiques sur le gouvernement de la Hollande* (3 volumes in-8, Paris, 1820), ouvrage essentiel pour l'histoire du royaume de Hollande. Comme ses frères Lucien et Joseph, il cultiva les lettres. Il avait en 1814 dans un *Essai sur la versification*, proposé de substituer le rythme à la rime en scandant les vers français suivant l'accent prosodique : il voulut même appliquer ce système et composa quelques poésies en vers *rythmiques* (*Lucrèce*, tragédie, *Ruth et Noémie*, opéra comique) ; mais cette tentative n'eut aucun succès.

On a encore de lui :
- des *Odes* (Vienne, 1813).
- des *Poésies diverses* (Florence, 1828), où l'on trouve, avec une philosophie douce, de nobles sentiments exprimés en vers.
- un roman *Marie ou les peines de l'amour* (publié dès 1800, réimprimé en 1814 sous le titre de *Marie ou les Hollandaises*), un roman qui paraît être sa propre histoire.

MARIAGE ET ENFANTS
En 1802, Napoléon Ier avait marié son frère Louis à sa belle-fille Hortense de Beauharnais (1783-1837), issue du premier mariage de Joséphine avec Alexandre de Beauharnais, mais cette union ne fut pas heureuse. Hortense ne voulut pas resterlongtemps avec son mari en Hollande qu'elle trouvait trop froide et elle revint en France. Puis le couple se sépara. Ils ont eu cependant trois fils :
- Napoléon Louis Charles Bonaparte (1802-1807), qui passe parfois pour être le fils de Napoléon Ier.
- Napoléon Louis Bonaparte (1804-1831), grand-duc de Berg, et roi de Hollande sous le nom de Louis II.
- Louis-Napoléon Bonaparte(1808-1873), qui devint empereur des Français sous le nom de Napoléon III.

Louis Bonaparte avait acquis en 1804 le château de Saint-Leu-la-Forêt. Son fils Napoléon III y a fait construire en 1851 une église pour y réunir les sépulcres de sa famille. Dans la crypte reposent son père, Louis Bonaparte, Roi de Hollande, et les deux frères de Napoléon III. La reine Hortense repose dans l'église de Rueil-Malmaison. JCvL+Wikipédia

Caroline Marie **NAPOLEON Annonciade** Ajaccio 18 mai 1782 - Florence 18 mai 1893.



Troisième sœur de l'empereur, elle est devenue une princesse française en 1804, grande duchesse de Clèves et de Berg en 1806, puis reines de Naples et des Deux-Siciles le 15 juillet 1808. Elle reste comtesse de Lipona après 1815.

Epouse, depuis le 20 juillet 1800, de Joachim Murat, elle exerce le rôle de Grande Maîtresse des loges d'adoption du royaume des Deux-Siciles.

Jeunesse

Maria-Annunziata Bonaparte fut baptisée à Ajaccio le 25 mars 1782. Elle était la troisième et dernière fille de Charles Bonaparte et de Maria Letizia Ramolino, et leur avant-dernier enfant, le dernier étant Jérôme Bonaparte.,Pendant son enfance, sa famille ayant peu d'argent, elle reçut une éducation rudimentaire dans un couvent de religieuses, et dut probablement travailler comme couturière.

En juin 1797, Napoléon Bonaparte fit venir sa famille à Mombello, où Caroline assista le 14 juin au mariage de ses sœurs Élisa et Pauline. Lors de leur voyage de noces dans les lacs italiens, Caroline fit la connaissance de Joachim Murat, aide de camp de Napoléon, dont elle tomba amoureuse. Grand séducteur, soupçonné d'avoir eu une liaison avec Joséphine de Beauharnais, Murat ne fut d'abord pas accepté par Napoléon comme prétendant pour sa sœur. Napoléon estimait également que l'éducation de Caroline était insuffisante, c'est pourquoi il l'envoya en 1798 au pensionnat de jeunes filles de Madame Campan à Saint-Germain-en-Laye. Caroline y eut pour camarades, notamment, Hortense et Stéphanie de Beauharnais ; Hortense, en particulier, devint son amie. Après la fin de la campagne d'Égypte, Napoléon invita Caroline et Hortense chez lui pour participer aux réceptions qu'il donnait ; Caroline y rencontra à nouveau Murat. À l'approche de Brumaire, Caroline fut renvoyée au pensionnat. Après le coup d'État du 18 brumaire, Murat se rendit en personne chez Madame Campan pour annoncer la nouvelle à Caroline. Cependant, Napoléon était toujours réticent à l'idée de marier sa sœur à Murat ; il envisagea de la donner au général Jean-Victor Moreau. Mais celui étant déjà fiancé à Mademoiselle Hulot, Napoléon finit par donner son consentement à Murat.

Le 18 janvier 1800, le contrat de mariage fut signé en présence de la famille et Caroline reçut une dot. Le 20 janvier, le mariage civil fut célébré à Mortefontaine. Le couple s'installa à l'hôtel de Brionne et, le 27 mai, Napoléon leur fit don d'une partie du domaine de Villiers. Caroline était aux côtés de Joséphine quand l'attentat de la rue Saint-Nicaise les manqua de peu. Caroline était alors enceinte de son premier fils, Achille, mais sa grossesse ne fut pas remise en cause. Pour la naissance d'Achille le 21 janvier 1801, Caroline reçut de son mari des cadeaux qui provenaient du tribut de l'armistice de Foligno le 27 février 1801. Murat lui fit envoyer ces cadeaux mais ne put rentrer de Toscane, où Napoléon lui ordonna de rester. En avril, Caroline fut autorisée à rejoindre son mari à Florence. En juillet 1801, Murat fut nommé général en chef des armées de la République cisalpine, et fut chargé de préparer l'arrivée des souverains du royaume d'Étrurie, Louis et Marie-Louise, qui furent accueillis le 2 août 1801 au Palazzo Vecchio de Florence.

Envoyés par la suite à Milan, Caroline et son mari revinrent à Paris pour la naissance de leur second enfant, Letizia. Ils se marièrent à l'église le 4 janvier 1802, en même temps que Louis Bonaparte et Hortense de Beauharnais. Entre 1802 et l'été 1803, Caroline séjourna alternativement à Paris et à Milan, où elle reçut plusieurs personnalités de France et d'Italie, organisant pour eux des dîners et des spectacles. Le 23 août 1803, les Murat revinrent à Paris. Joachim Murat fut nommé par Napoléon gouverneur de Paris et commandant de la première division militaire. En avril 1804, Caroline s'opposa vivement à l'adoption par Napoléon de Napoléon Louis Charles Bonaparte, fils d'Hortense de Beauharnais, alors que ses propres enfants n'avaient ni titre ni terre. Le 18 mai 1804, à la proclamation de l'Empire, les frères de Napoléon prirent le titre de princes impériaux, mais rien de particulier n'était prévu pour ses sœurs. Jalouse de voir ses belles-sœurs porter le titre de princesses impériales, Caroline accabla Napoléon de plaintes ; il finit par céder et conféra à Caroline, Pauline et Élisa le titre d'altesses impériales. À la naissance de sa fille Louise, le 22 mars 1805, Caroline reçut de Napoléon la permission et l'argent pour faire l'acquisition du palais de l'Élysée. Avec son mari, elle fit restaurer le palais qui était en mauvais état, et le décora d'œuvres d'art. Murat se rendit à Vienne pour y livrer bataille le 1er décembre 1805, et Caroline le rejoignit peu de temps après. Elle assista au mariage d'Eugène de Beauharnais avec la princesse Augusta-Amélie de Bavière, fille du Grand Électeur, les 13 et 14 janvier 1806.

Grande-duchesse de Berg.

Au début de l'année 1806, Napoléon distribua des terres et des titres à ses proches, et pensa d'abord attribuer à Caroline la principauté de Neuchâtel, mais celle-ci n'acceptait pas un territoire aussi petit. Le 15 mars 1806, Napoléon attribua aux Murat le grand-duché de Berg, formé du duché de Berg et du duché de Clèves, et destiné à servir de « barrage » entre la France et la Prusse en cas de conflit. Murat s'y rendit le 24 mars, mais Caroline resta à Paris. Sa venue fut annoncée pour juillet, mais devant la menace d'une guerre, le voyage fut annulé. Le 2 décembre 1806, elle ouvrit un salon à l'Élysée, invitant des gens de pouvoir et donnant de somptueuses fêtes, notamment des bals costumés. Espérant obtenir la nomination de son mari comme roi de Pologne, elle reçut chez elle la noblesse polonaise, mais Napoléon ne créa finalement pas de statut particulier pour la Pologne. À partir du 21 septembre 1807, la cour impériale résidant à Fontainebleau, Caroline fit la connaissance de Klemens Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris. Le 20 février 1808, Napoléon ordonna à Murat de commander ses troupes en Espagne. Restée à Paris, Caroline espérait obtenir des titres espagnols à l'issue de la guerre. Cependant, Napoléon confia l'Espagne à son frère Joseph Bonaparte. Quant à Murat, il eut le choix entre le royaume de Naples et celui du Portugal ; il choisit Naples.

Reine de Naples

Le 15 juillet 1808, le traité de Bayonne conféra la couronne de Naples aux Murat ; cependant, l'article 3 précisait que : «

(...)Si son Altesse Impériale la Princesse Caroline survit à son auguste époux, elle restera reine des Deux-Siciles. » Une autre clause du traité précisait qu'en contrepartie du royaume de Naples, le couple devait faire don à Napoléon de tous les biens qu'ils possédaient en France. Cependant, Caroline fit emballer et emporter vers Naples une bonne partie des meubles et des œuvres d'art de l'Élysée, son frère Joseph, le précédent roi de Naples, ayant prélevé des sommes importantes sur les comptes de l'État et vidé de ses meubles le Palazzo Reale en quittant Naples. Murat entra à Naples le 6 septembre 1808 ; Caroline, partie après lui, y arriva le 25 septembre. Affaiblie par son voyage, Caroline ne commença à organiser les fêtes et les bals royaux qu'à partir de novembre 1808. Durant une bonne partie de son règne, Caroline ne s'entendit pas très bien avec son époux, celui-ci étant frustré de ne devoir ses titres qu'à son mariage avec elle, et la soupçonnant de favoriser son frère. Il ne lui laissa que peu de pouvoir politique.

Caroline s'occupa alors de la décoration des palais royaux, en particulier le Palazzo Reale qu'elle fit remeubler et où elle fit replanter des jardins. Elle s'intéressa également aux fouilles archéologiques de Pompéi, où elle suggéra de reconstruire et remeubler l'une des maisons de l'ancienne ville romaine. Certains des meubles qu'elle commanda pour ses palais étaient d'inspiration romaine ; l'une de ses tables intégrait une véritable mosaïque romaine provenant d'Herculanum, représentant Méduse la Gorgone. Elle fit moderniser les équipements des fabriques, notamment pour les fabricants de soie, pour lesquels elle mit en place des formations pour les ouvriers et des plantations de mûriers sélectionnés. Elle aida également les filatures de coton et les fabricants d'ornements de corail. Elle consacra également de l'attention à l'éducation des jeunes filles napolitaines. En s'inspirant de l'Institut Élisa créé par Élisa Bonaparte, elle fonda en 1808 un pensionnat de jeunes filles dans les bâtiments de l'ancien couvent Santa Maria della Providenza, dit des « Miracoli ». Elle fit également inspecter et rénover les établissements existants, comme la Casa Carolina d'Aversa fondée par Joseph Bonaparte. Elle importa et favorisa également les arts français à Naples, notamment la mode, le théâtre et la cuisine. Elle appréciait le peintre Ingres, à qui elle acheta en 1808 un tableau intitulé *La Dormeuse* ; en 1814, elle lui commanda *La Grande Odalisque*, qui fut livrée en décembre.

Les premières tensions avec Napoléon

Le 15 décembre 1809, Murat et Caroline, rentrés à Paris, assistèrent au divorce de Napoléon et de Joséphine. Peu de temps après, Napoléon réclama à Murat le paiement des contreparties du traité de Bayonne, et Caroline dut intercéder en faveur de son époux. Napoléon ayant décidé de se remarier avec Marie-Louise d'Autriche, Caroline fut chargée de préparer le trousseau de la mariée, puis d'escorter Marie-Louise de Munich à Paris. Le 18 décembre 1810, Murat dirigea une expédition en Sicile qui se solda par un échec, ce qui raviva encore les tensions entre lui et Napoléon. Le 20 mars 1811, pour la naissance de Napoléon II, Murat se rendit aux Tuileries mais reçut un accueil froid de la part de Napoléon, qui refusa de retirer les troupes françaises stationnées à Naples. Caroline, pourtant choisie comme marraine du prince, ne se rendit pas en France, craignant que Napoléon lui enlève le royaume de Naples : elle déclara que « comme on voulait lui prendre sa couronne, elle préférait recevoir cet affront à Naples plutôt qu'à Paris ». Ce fut Hortense de Beauharnais qui fut désignée comme marraine par procuration.

Le 14 juin 1811, craignant une montée en force du « parti français » à Naples, Murat décréta que tous les étrangers occupant des emplois civils à Naples devaient demander leur naturalisation ou renoncer à leurs emplois ; la mesure visait particulièrement les Français qui étaient nombreux à Naples. Napoléon réagit violemment en rappelant que tous les citoyens français devaient être également considérés comme citoyens du royaume de Naples. Le 17 août, le comte de Daure, ami de Caroline, fut privé de ses fonctions de ministre et rapporta les agissements de Murat à Napoléon, qui fit arrêter certains conseillers de Murat avant de lui rappeler son rôle de vassal de l'Empire. Caroline fut alors envoyée en France pour apaiser la colère de Napoléon. En avril 1812, Murat fut appelé à combattre aux côtés de Napoléon en Russie et la régence de Naples ut confiée à Caroline, malgré les réticences de Murat. Malade, Murat dut quitter le champ de bataille le 7 janvier 1813 après avoir confié le commandement à Eugène de Beauharnais. Rentré à Naples, il désapprouva une grande partie des décisions prises par Caroline durant sa régence.

L'alliance avec l'Autriche

Les premières négociations d'alliance avec l'Autriche furent faites par Murat à l'insu de Caroline. Le 7 mars 1813, il envoya à Vienne un agent qui fut reçu par Klemens Metternich. Son principal souci était de conserver le royaume de Naples ; en effet, il craignait que Napoléon ne décide de le rattacher à l'Empire de France ou au royaume d'Italie. De plus en plus en froid avec Napoléon, Murat s'indigna également que l'empereur ait confié, au début du mois de juillet 1813, le commandement des armées d'Italie au vice-roi Eugène et pas à lui. Ce fut à cette période qu'il mit Caroline au courant de ses négociations avec l'Autriche. En août 1813, Murat fut invité par Napoléon à rejoindre son armée à Dresde, et Caroline fut nommée régente en son absence. À ce moment, Metternich et ses représentants l'assurèrent que si Naples entrait dans la coalition contre la France, tous les membres de la coalition reconnaîtraient le royaume et ses souverains.

Afin de conserver son royaume, et doutant de plus en plus des desseins de Napoléon, Caroline accepta l'alliance avec l'Autriche. Rentré à Naples le 4 novembre, Murat accepta également d'entrer dans la coalition. Dans la nuit du 7 au 8 janvier 1814, un accord avec l'Autriche fut signé : Murat promettait une armée de 30 000 hommes pour combattre aux côtés des coalisés à condition de ne pas envahir le sol français, et en échange, l'Autriche garantissait les États de Naples. Le 23 janvier 1814, Joachim quitta Naples avec son armée et Caroline fut à nouveau régente. Cependant, les Anglais se révélèrent rapidement représenter une menace, car ils n'avaient pas ratifié l'accord austro-napolitain et ne reconnaissaient pas Murat comme roi. Le 12 février, Caroline fit renvoyer de Naples tous les officiers et agents français, et coupa les communications et le commerce entre Naples et la France.

Le 29 mars 1814, après l'abdication de Napoléon, Murat rentra à Naples. Lui et Caroline refusèrent toute aide à Napoléon exilé sur l'île d'Elbe ; cependant, ils accueillirent Pauline Bonaparte à Naples, qui communiqua avec Napoléon mais sans

l'aval officiel des souverains de Naples. S'ensuivit une période de relative tranquillité à Naples, mais dans le même temps, les Alliés réfléchissaient au partage de l'Europe et envisagèrent un temps d'accorder l'Italie aux Bourbons ; ils préférèrent laisser provisoirement Naples à Murat. Les Anglais, de leur côté, ne reconnaissaient toujours aucune alliance avec les souverains de Naples. Le soir du 26 février 1815, Napoléon s'évada de l'île d'Elbe ; Murat décida alors de renouer avec lui et de libérer en même temps l'Italie pour en devenir le roi. Caroline chercha à l'en dissuader, mais elle échoua : il quitta Naples le 17 mars 1815.

Destitution et exil

Devant cette rupture de l'alliance, Metternich rompit avec le royaume de Naples le 5 avril 1815, et demanda à Caroline la reddition du royaume le 26 avril. Caroline refusa. Le 7 mai, elle fit partir de Naples sa mère, son oncle Fesch et son frère Jérôme. Le 12 mai, les Anglais lui donnèrent l'ordre de quitter Naples ; ils s'engagèrent à mettre à sa disposition le navire anglais *Tremendous* pour la ramener en France avec ses enfants et sa suite. Le 17 mai, Murat parvint à revenir à Naples pour n'y rester que quelques jours, et quitta le royaume discrètement. Le 22 mai 1815, Caroline fut déclarée prisonnière de l'Autriche, et l'amiral anglais Esmouth refusa de la conduire en France. Après avoir embarqué ses enfants, le *Tremendous* mit le cap vers Trieste le 25 mai. Là-bas, Caroline fut provisoirement installée au Palazzo Romano, mais sa présence fut vite jugée indésirable pour les Autrichiens. Elle partit donc et s'installa le 16 septembre au château de Haimbourg près de Vienne. Malgré les protestations autrichiennes, elle prit le nom de comtesse de Lipona (anagramme de *Napoli*, Naples en italien). En 1817, elle put s'installer au château de Frohsdorf. Elle y vécut entourée de peu de monde, sa sœur Pauline et son frère Jérôme s'étant détachés d'elle. Le 3 mars 1818, Jérôme écrivit à Élisa Bonaparte : « Je n'espère rien de Caroline, ils sont anti- français et anti-famille. », puis : « Notre position par rapport à Caroline est un enfer, je n'y puis plus tenir. » De plus, ses deux fils Achille et Lucien, ne voyant aucun avenir dans leur vie d'exilés en Autriche, décidèrent d'émigrer vers les États-Unis. Achille partit le premier en 1822, Lucien en 1824. En 1824, elle obtint à nouveau le droit de s'installer à Trieste, mais pas celui d'entrer sur la péninsule italienne. En 1830, Louis-Philippe accorda à Caroline le droit de faire quelques séjours en France, et en 1831, elle obtint la permission de s'installer à Florence, au Palazzo Griffoni. Elle mourut à Florence le 18 mai 1839, à l'âge de 57 ans. Wikipédia

Jérôme



NAPOLEON

Ajaccio 15 novembre 1784 - Seine et Oise 24 juin 1860.

Le plus jeune frère de Napoléon, capitaine de vaisseau, contre-amiral puis général de division, participe activement à la conquête de la Silésie avant de devenir roi de Westphalie (du 18 août 1807 au 28 octobre 1813). Sous le Second Empire, il est nommé gouverneur des Invalides, maréchal de France et président du Sénat. Il n'a que neuf ans lorsqu'en 1793, sa famille se réfugie en France, par suite de son bannissement politique de la Corse et douze ans quand son frère Napoléon, général dans l'armée républicaine se distingue lors de la campagne d'Italie et signe, sans en avertir au préalable son gouvernement, le Traité de Campoformio qui donne à la France toute la rive gauche du Rhin jusqu'à la mer du nord... Il a quinze ans, lorsque ce même frère prend le pouvoir en 1799 et devient premier consul. Au sortir du collège de Juilly, où il a fait ses études, il entre dans la marine en janvier 1800, et, l'année suivante, obtient le grade de lieutenant.

Initié depuis le 2 avril 1801 à « La Paix » (Toulon), **il est le Grand Maître de la franc-maçonnerie de Westphalie avant de se battre à Waterloo puis d'être exilé jusqu'en 1848.**

Son beau-frère, le général Leclerc, l'emmène à Saint-Domingue. Il est renvoyé peu de temps après par Leclerc, avec des dépêches importantes pour le premier Consul. Sa mission remplie, Jérôme qui avait le commandement de la frégate *l'Épervier*, repart sur-le-champ pour la Martinique, et, à la fin de 1802, par suite de la reprise des hostilités entre la France et le Royaume-Uni, reçoit ordre d'établir une croisière devant la rade de Saint-Pierre et l'île de Tobago.

Quelques mois après, obligé par les forces ennemies de cesser sa surveillance, il se retire à New York, il y épouse en 1803, quoique mineur et sans le consentement de sa famille, Elizabeth Patterson, fille d'un commerçant de Baltimore. Ce mariage, comme celui de son autre frère Lucien, déplaît à Napoléon qui, malgré la douleur et la résistance de Jérôme, tendrement attaché à sa femme dont il a un fils, le fera casser pour cause de minorité. En 1805, il revient en France et court plusieurs fois le risque d'être enlevé par les Britanniques pendant la traversée. L'Empereur le charge immédiatement de se rendre à Alger pour y racheter 250 Génois que le dey d'Alger retient en esclavage. À la suite de cette mission, qu'il remplit avec succès, il est élevé au grade de capitaine de vaisseau. Commandant un vaisseau de 74, le *Vétéran*, avec un bon second pour l'aider, le futur amiral Halgan, il participe à la croisière de l'escadre du contre-amiral Willaumez vers le cap de Bonne-Espérance puis la Martinique.

En août, un fort coup de vent disperse les bâtiments, Monsieur Jérôme en profite pour quitter l'escadre sans prévenir son supérieur, et rentre en France. Poursuivi par les Britanniques jusqu'aux Glénans, sauvé par son pilote Jean Marie Furic, il parvient à se réfugier à Concarneau où le *Vétéran* restera trois ans. Cette année même, il est nommé contre-amiral, prince français, avec une rente d'un million, décoré du Grand-Aigle de la Légion d'honneur (correspondant à la dignité actuelle de Grand-Croix) et retrouve sa place dans l'ordre de l'hérédité familiale. En 1807, il quitte le service de mer pour prendre le commandement d'un corps d'armée de Bavarois et de Wurtembourgeois, à la tête duquel il enlève la Silésie au roi de Prusse, succès qui lui vaut le grade de général de division, trois mois après la paix de Tilsitt.
Dans le mois d'août 1807, Jérôme épouse la princesse Catherine de Wurtemberg, fille de Frédéric Ier de Wurtemberg, et six jours après, il est créé roi de Westphalie. Les diverses puissances reconnaissent ce nouveau monarque, qui reçoit en même

temps de l'empereur Alexandre Ier de Russie la décoration de l'ordre de Saint-André de Russie. Le roi Jérôme a alors vingt-cinq ans et toute la fougue de la jeunesse. Fier de la position de son frère et de la sienne, il manque souvent de modération et de prudence dans le choix de ses amis. Dépensier et frivole, il multiplie les maîtresses. La reine qu'on appelle « la dinde de Westphalie », ferme les yeux car elle adore son mari qu'elle surnomme Fifi... Ses ministres Beugnot et Reinhart, nommés par Napoléon pour mener les affaires, ne peuvent le raisonner. Bientôt « le roi trouvera son trésor épuisé, ses sujets accablés, ses ministres désolés, le crédit anéanti, les ressources dévorées à l'avance »...Napoléon s'exprimera ainsi sur son compte à l'île Sainte-Hélène avec quelque sévérité, à juste titre...

Celui qu'on nomme *« König Lustig »* établit sa résidence à Cassel, introduit dans son royaume les institutions françaises et abolit de nombreux abus. Il commence à y joindre l'entente des affaires publiques, lorsque les événements politiques viennent rendre le prince à la vie privée. État modèle, le Royaume de Westphalie devait servir de référence aux autres territoires allemands, ayant reçu la première constitution et abrité le premier parlement en pays germanique. Jérôme importe de Paris le style Empire au langage conforme aux nouvelles visées politiques et Cassel connaît un essor culturel sans pareil. En tant que membre de la Confédération du Rhin, Jérôme veut son armée.

C'est le général Eblé, le futur héros de la Bérézina qui mène à bien l'entreprise où l'on trouve le général normand Allix, devenu divisionnaire westphalien. Le roi de Westphalie fait la campagne de Russie de 1812 à la tête d'une division allemande qui se distingue au combat d'Ostrovno et au combat de Moguilev1. Malheureusement à la suite d'un fâcheux conflit avec le maréchal Louis Nicolas Davout, il se fait surprendre à la bataille de Smolensk, laissant échapper le général russe Bagration. Faute désastreuse qui le fait rétrograder sous les ordres du maréchal Davout. Vexé, Jérôme quitte l'armée sans prévenir, ce qui entraîne des retards dans les mouvements, et rentre à Cassel. Napoléon furieux, fait dire que le roi est malade... Les désastres de 1812 et de 1813 forcent Jérôme à quitter son royaume. La princesse son épouse ne le quitte pas dans les jours d'adversité et l'accompagne à Paris ; mais, au mois de mars 1814, les époux doivent se séparer, Jérôme pour rejoindre l'impératrice Marie-Louise d'Autriche à Blois, et la reine pour rentrer dans les États de son père.

C'est en quittant Paris, à peu de distance de la capitale, à Fossard, sur la route de Fontainebleau, qu'elle est attaquée par une bande armée que commande un ancien Chouan, le marquis de Maubreuil, qui avait fait partie de sa maison en qualité d'écuyer à Cassel. La princesse y perd ses diamants, son argent et ses effets les plus précieux, qui lui sont enlevés. Catherine montre, à cette occasion, qu'elle n'est pas si « dinde » : se souvenant qu'elle est la cousine du tsar, elle alerte Alexandre Ier, alors maître de Paris. Il fait aussitôt rechercher les escrocs par le baron Vitrolles qui retrouve une grande partie du butin. Après l'abdication de l'Empereur, en 1814, Jérôme retourne à la cour de Wurtemberg. Il est à Trieste avec sa femme, quand la nouvelle de l'événement du 20 mars le ramène à Paris. Il obtient de Joachim Murat une frégate sur laquelle il parvint à s'embarquer secrètement. Il assiste à la cérémonie du Champ-de-Mai, le 1er juin, et le 2 juin, il prend séance parmi les Pairs.

Le maréchal Davout, ministre de la Guerre, qui le déteste cordialement, ne lui donne pas de commandement. Jérôme suit Napoléon en Belgique, autorisé à marcher avec le général Guilleminot, qui commande la 6e division d'infanterie du le corps du général Reille. Il déploie aux Quatre-Bras la plus grande bravoure, mais le surlendemain, à Waterloo, lui qui n'a jamais été capable de commander une compagnie, outrepasse les ordres dans le bois d'Hougoumont. C'est un désastre où sa division est mal utilisée toute la journée et décimée. Sans préparation d'artillerie, il culbute deux fois l'élite des troupes britanniques, qui, protégées par une ferme fortifiée où elles s'étaient établies, font un feu des plus meurtriers. Enfin il reste maître du bois après avoir été blessé au bras.

Cette affaire coûte cher. Alors qu'il était seulement prévu un point de fixation sur ce bois de Hougomont, Jérôme, ayant mal compris, engage tout le corps du général Reille, qui manque par la suite. Après la bataille de Waterloo, il gagne Avesnes où il réunit les restes de l'armée puis les regroupe sous Laon. Le maréchal Grouchy, qui a bien retraité depuis Namur, le rejoint et ils se dirigent sur Soissons... Après la seconde abdication, Jérôme quitte secrètement la capitale, le 27 juin, et parvient, non sans peine, après avoir erré longtemps en Suisse et en France, à rejoindre sa femme qui s'était réfugiée chez son père. Il obtient de ce dernier le château d'Ellwangen, mais à la condition de ne pas s'en éloigner et de ne conserver aucun Français à son service.

Au mois de juillet 1816, le roi de Wurtemberg confère à son gendre le titre de prince de Montfort, sous lequel va être longtemps connu. Il l'autorise, dans le mois d'août suivant, à se rendre avec sa femme et ses enfants, un fils et une fille, au château de Bimbourg, près de Vienne, pour y voir sa sœur Caroline, veuve du roi Murat. Dorénavant et jusqu'à sa rentrée en France, Jérôme réside alternativement dans un château près de Vienne et à Trieste. Jérôme Bonaparte sollicite en 1847 de rentrer en France, la monarchie de juillet le lui accorde mais pour trois mois, à la suite des événements de février 1848 il rentre définitivement. Il vit quelque temps dans la retraite, à Paris, dans un appartement situé 3, rue d'Alger.

La popularité toujours croissante de son neveu, le prince Louis Napoléon, le force alors à beaucoup de réserve pour donner moins d'ombrage au gouvernement d'alors. Cet état cesse à la nomination de Louis à la présidence, par six millions de suffrages. Jérôme reçoit, le 23 décembre 1848, sa nomination de gouverneur général des Invalides, et celle de maréchal de France le 1er janvier 1850. Il est nommé président du Sénat (1851), et est réintégré, après le rétablissement de l'Empire, dans le titre et les honneurs de prince impérial (1852). Il repose aux Invalides, non loin de ses frères Napoléon et Joseph. Ses *Mémoires* et sa *Correspondance* ont été publiés en 1863.

Famille

En 1803, le 24 décembre à Baltimore (États-Unis), il épouse Elisabeth Patterson (1785-1879), sans l'aveu de Napoléon. Par

décret impérial du 11 mars 1805, le mariage est déclaré nul (et l'enfant qui naquit de cette union illégitime), car contracté à l'étranger et sans autorisation familiale. Un fils est né de cette union :
- Jérôme Napoléon Bonaparte (1805-1870), qui aura lui-même deux fils :
- Charles Joseph Bonaparte-Patterson (1851-1920), qui sera secrétaire à la Marine puis procureur général dans le cabinet du président américain Théodor Roosevelt.
- Jérôme Napoléon Bonaparte II (1830 - 1893), officier dans l'US Army puis colonel dans l'armée française sous Napoléon III.

En 1807, le 22 août à Paris (France), il épouse la princesse Catherine de Wurtemberg (1783-1835) fille de Frédéric Ier roi du Wurtemberg. Ils eurent cinq enfants dont :
- *Jérôme Napoléon* Charles, dit « prince de Montfort », né à Trieste le 24 août 1814 : il fut colonel dans l'armée de Wurtemberg et mourut le 12 mai 1847 à Florence ;
- *Mathilde* Létizia, dite *la princesse Mathilde*, née le 27 mai 1820 et morte le 2 janvier 1904, qui épousa en 1840 le comte Anatole Demidoff, prince de San Donato (1813-1870) ; ils se séparèrent en 1847 ;
- *Napoléon Jérôme* Joseph Charles, prince français, « le prince Napoléon », né le 9 septembre 1822 et mort le 17 mars 1891, qui épousa en 1849 Clotilde de Savoie (1843-1911), fille de Victor-Emmanuel II roi d'Italie.

Jérôme Bonaparte épouse en 1840 la marquise Justine Percoli (1811-1903) une première fois religieusement à Florence, puis civilement le 19 janvier 1853 à Paris, mariage tenu secret. Il aura un fils adultérin Charles-Henri Bach (1811-1870), père de Ferdinand Bac. L'actuel aîné des Bonaparte, Charles Napoléon (né en 1950, fils de Louis Napoléon (1914-1997), est un descendant en ligne directe du prince Jérôme. Jérôme Bonaparte eut d'innombrables maîtresses et notamment :
La Génoise Blanche Carrega, sa préférée. La comtesse Truchsess-Waldburg, née princesse de Hohenzollern-Hechingen, dame d'honneur de son épouse. L'épouse du général de Coudras. La comtesse de Bocholtz. La comtesse de Lowenstein-Wertheim. La marquise d'Azzolino. La comtesse Collin de Plancy Wikipédia

BONGO Omar Albert Bernard

Lewaï (Bongoville) 1936 - 8 juin 2009 ?



Président de la République du Gabon.
Franc-Maçon, initié à "Parfaite union" d'Angoulème, Grand Maître de la Grande Loge du Gabon en 1983.

Né sous le nom d'Albert-Bernard Bongo dans la province du Haut-Ogooué à Lewaï (depuis rebaptisée Bongoville), il est le benjamin d'une famille d'agriculteurs de douze enfants, issue des ethnies Batéké du Congo-Brazzaville (à l'époque Congo et Gabon formait une même entité) et Obamba. À sept ans, il perd son père, puis, à douze ans, sa mère. Il effectue ses études primaires et secondaires au Congo. En 1952, il rejoint Brazaville où il devient employé des PTT. Lors des grandes vacances, en 1955 à Franceville, il fait la connaissance de Louise Mouyabi Moukala. De cette liaison naitra Pascaline Bongo Ondimba, en 1956.

Sur les conseils d'un de ses nouveaux collègues, il intègre à cette époque la franc-maçonnerie.
Après son service militaire (de 1958 à 1960), qu'il conclut au grade de lieutenant, il rejoint l'armée de l'air, puis les services secrets français, tout en intégrant les PTT de Libreville. C'est durant son service militaire qu'il devient père de son deuxième enfant, Ali Bongo. En s'impliquant dans les élections législatives de 1961, il est repéré par Jean-Hilaire Aubame, ministre des affaires étrangères, qui l'intègre à son cabinet. Le président Léon Mba le repère alors à son tour, et lui confie la direction-adjointe, puis, en octobre 1962, la direction de son cabinet. En octobre 1964, Albert Bongo est arrêté et interné au camp Baraka de Libreville suite à un coup d'État militaire visant à placer Aubame au pouvoir. Très rapidement libéré par les forces françaises accourues au secours de Mba, il restera néanmoins profondément marqué par cette expérience, au point de ne jamais accorder la moindre confiance à son armée tout au long de ses quatre décennies de pouvoir.

En septembre 1965, il est nommé ministre délégué à la présidence, en charge de la Défense et des affaires étrangères. Lorsque Mba tombe gravement malade, le général de Gaulle et son éminence grise en charge des Affaires africaines, Jacques Foccart, décident, avec le soutien du président gabonais moribond, de faire d'Albert Bongo l'héritier du pouvoir. A cet effet, ce dernier prend en novembre 1966 le titre de vice-président. Il accède à la présidence de la République gabonaise le 28 novembre 1967, à la mort de Léon Mba.

Au pouvoir
En 1968, il fonde le Parti démocratique gabonais, socle du monopartisme jusqu'en 1990. La même année, il se fait baptiser dans le seul but d'obtenir une audience avec le pape Paul VI4. En 1973, il se convertit à l'islam et devient *El Hadj Omar Bongo*. Pour certains, cette conversion ne fut qu'un moyen de se faire bien voir des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, principalement à majorité musulmane, le Gabon étant producteur de pétrole. Fin 1968, Bongo, toujours sous l'influence de Jacques Foccart, est contraint par la France de reconnaître la pseudo-indépendance du Biafra (Sud-Est du Nigéria). Il doit même accepter que l'aéroport de Libreville serve de plaque tournante aux livraisons d'armes opérées en faveur du colonel Ojukwu (le leader sécessionniste du Biafra). Son principal opposant, Germain Mba, est assassiné en 1970 à Libreville, par deux mercenaires français. Rien, cependant, ne permet d'incriminer le président gabonais.
En février 1973, Omar Bongo organise une première élection présidentielle, que, seul candidat, il remporte avec 99,6 % des voix. La même année, le choc pétrolier lui ouvre une décennie de prospérité (le cours du baril ayant explosé). Il en profite

pour mener une politique d'infrastructures de grande envergure : créations de routes, de chemins de fer, de ports, d'Air Gabon, de centrales électriques... Mais aussi, nouveau palais présidentiel, Palais des conférences, Cité du 12 mars... La presse internationale parle en ce temps-là de « miracle gabonais ».

En 1977, un nouvel opposant, le poète Ndouna Depenaud, est assassiné dans des conditions mystérieuses. Une nouvelle fois, aucune preuve ne permet d'impliquer Bongo. Omar Bongo est réélu président de la République du Gabon en 1979 : toujours candidat unique, il obtient 99,8 % des suffrages. Dans les années 1980, le Gabon est victime d'une crise économique qui oblige son président à faire appel à la France.
Le Fonds monétaire international (FMI) critique alors durement la politique économique gabonaise. Cette situation délicate n'empêche toutefois pas Omar Bongo d'être réélu une seconde fois, en 1986, avec 99,97 % des voix. En 1990, Bongo, suite à une grève générale initiée par une révolte étudiante, est néanmoins poussé à organiser une conférence nationale à l'issue de laquelle il accepte la restauration du multipartisme et diverses réformes démocratiques. Il nomme alors Premier ministre le pseudo opposant Casimir Oyé Mba.

Mais la mort, dans des circonstances encore obscures aujourd'hui, d'un autre leader de l'opposition, Joseph Rendjambe, relance la révolte. En septembre, des élections législatives, libres et transparentes , ne donnent qu'une faible majorité au Parti Démocratique Gabonais (PDG). Le Président gabonais démontre qu'en dépit de 20 ans de pouvoir, il maîtrise parfaitement le jeu politique d'une démocratie, et parvient ainsi à asseoir de nouveau son autorité. En décembre 1993, il concourt à sa première élection présidentielle concurrentielle. Il est réélu au premier tour avec 51% des suffrages. En 1994, il s'oppose vainement à la dévaluation du franc CFA. En 1998, il est une nouvelle fois réélu, avec 66 % des voix. Dans les années 2000, Omar Bongo profite d'une nouvelle flambée du baril de pétrole. La dette extérieure gabonaise demeure cependant très importante. En 2004, il ajoute le nom de son père au sien et devient *Omar Bongo Ondimba*. Il est réélu le 27 novembre 2005 avec 79,18 % des suffrages, selon les résultats officiels. L'opposition, avec à sa tête Pierre Mamboundou, a constatées ce scrutin. Omar Bongo Ondimba a, durant toute sa présidence (près de 42 ans), dirigé le pays de façon très directe, monopartisme ou multipartisme important peu.

Décès
Le 6 mai 2009, Omar Bongo Ondimba suspend ses activités pour se reposer et faire le deuil de son épouse, Édith Sassou Nguesso, décédée le 14 mars 2009, alors que des rumeurs circulent sur son état de santé. Depuis le 11 mai 2009, le président gabonais était hospitalisé dans un état grave mais stationnaire en Espagne, et non en France, sans doute du fait de l'affaire dite des biens mal acquis. Omar Bongo faisait simplement un bilan de santé, selon la présidence gabonaise, mais il était atteint d'un cancer de la prostate selon un diplomate africain. Le Conseil national de la Communication gabonais s'était alors indigné du traitement de l'information par les médias français « en diffusant des informations non officielles et alarmistes », des démentis repris par le Premier ministre français François Fillon.

Le site Internet du magazine *Le Point* annonce son décès le 7 juin 2009, mais le gouvernement gabonais avait alors démenti l'information, et convoqué l'ambassadeur de France Jean-Didier Roisin. Le 8 juin 2009, sa mort est officiellement confirmée à 14 h 30 par le Premier ministre Jean Eyeghe Ndong actuel opposant à Ali Bongo Ondimba, dans une déclaration écrite. Le site ***visionafricaine.com***, repris par ***infosplusgabon.com***, émet l'hypothèse selon laquelle le président Omar Bongo serait décédé le 7 mai 2009, et sa mort n'aurait été rendue publique que plus tard, pour des raisons politiques, et de convenances de la famille.

Ses obsèques nationales ont lieu le 16 juin 2009, en présence de Nicolas Sarkozy, Jacques Chirac et d'une quinzaine de chefs d'État d'Afrique francophone (Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo-Brazzaville, République démocratique du Congo (RDC), Mali, Sénégal et Tchad). De nombreuses personnalités françaises dont le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, le secrétaire d'État à la Coopération Alain Joyandet, les anciens ministres Michel Roussin, Jean-Louis Debré, Jacques Godfrain devaient s'incliner devant le cercueil. Bruno Joubert, Robert Bourgi, Patrick Balkany, Loïk Le Floch-Prigent et l'ancien grand maître du Grand Orient de France, Alain Bauer, sont également présents. Omar Bongo est inhumé le 18 juin 2009 à Franceville, capitale du Haut-Ogooué.

Au Gabon, ayant pour Président le F\Léon M'ba**, un certain nombre de ressortissants, gabonais en majorité étudiants initiés en France particulièrement à Angoulême, retrouvent sur place des FF\ français avec qui ils forment, toutes obédiences confondues, un triangle. Le souvenir y est souvent évoqué de la première loge de 1904 transférée au Congo Brazzaville. La réunion au Palais Présidentiel, le 30 décembre 1964, avec le F\ Léon Mba, Président de la République, en présence du F\ Albert Bongo**, son Directeur de Cabinet, fait franchir une étape décisive vers la mise en place d'une loge socle d'une prochaine obédience nationale. En avril 1967, le GODF, obédience de la majorité des FF\au Gabon, accorde la Patente à la loge « Europafrique » à Libreville, qui sur 24 membres comprend 17 Gabonais. A peine installée la loge est profondément marquée par le décès, en fin d'année, du F\Léon Mba.

BONNAFOUS Irénée Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse 8 avril 1865 – Montauban 16 janvier 1947
Journaliste, directeur départemental de La Dépêche de Toulouse à Carcassonne puis à Montauban, directeur de l'hebdomadaire l'Indépendant du Tarn-et-Garonne puis du Démocrate; dirigeant du Parti radical-socialiste.

Franc-maçon, vénérable de la loge La Parfaite Union de Montauban, dirigeant d'un réseau de renseignements en faveur de la Résistance, co-organisateur des Jacobins Montalbanais, informateur du 2 bureau de l'état-major de

l'Armée secrète puis FFI de Tarn-et-Garonne, boîte aux lettres de l'état-major AS et F FI. Il fut élu membre du Conseil de l'ordre du Grand Orient de France, de septembre 1911 à septembre 1918. Il fut réélu à ce poste, de septembre 1920 à 1923. Durant près d'une demi-siècle, il fut incontestablement le principal animateur et "chef" spirituel de la maçonnerie tarn-et-garonnaise, voire régionale. Sa solidarité maçonnique s'exprima à plusieurs reprises en faveur des républicains espagnols, et ce, dès 1937. C'est probablement l'une des raisons pour laquelle Montauban devint un des centres les plus importants de l'immigration espagnole. Le vénérable émérite Bonnafous aida ses frères Espagnols à reconstituer une loge maçonnique, en leur prêtant gracieusement des locaux.

Mais, ce qui resta son œuvre la plus accomplie fut, l'évasion de tous les maçons internés au camp de Septfonds, arrivés en mars 1939. Environ six milles ex-militaires de l'armée républicaine espagnole furent *parqués* à la hâte dans le camp dit des *Judes*. Bonnafous, délégué du préfet pour tout ce qui concerne les réfugiés, et grâce au soutien complice de nombreux maçons de la Parfaite Union, parvint à faire évader de nombreux internés du camp en les dissimulant dans des camions. En leur donnant des papiers et un asile, La Parfaite Union joua un rôle prépondérant dans l'accueil et l'insertion des réfugiés espagnols, qu'ils soient maçons ou profanes. Cette aide apportée aux espagnols, valut à Bonnafous le surnom élogieux de " El Padre ".

JCvL+Wikipédia

BONNEVIAL Marie



Rive-de-Gier (42) 28 juin 1841 - 4 décembre 1918.

Issue d'une famille modeste, Marie Bonnevial devient institutrice sous le Second Empire. Engagée contre les injustices sociales, elle rejoint le mouvement de la Commune en 1871. Cela lui vaudra d'être renvoyée de l'instruction publique. Exilée en Turquie où elle enseigne le français aux enfants de la bourgeoisie commerçante, elle revient en France en 1877. Elle crée alors une école professionnelle dans le 18e arrondissement de Paris.

Militante de la Ligue des droits des femmes, elle y rencontre Maria Deraismes, fondatrice de l'obédience maçonnique mixte internationale Le Droit Humain. Marie Bonnevial est alors initiée, le 3 novembre 1894, dans la loge n°1. Elle crée, l'année suivante, à Lyon, la loge n°2, *Évolution et Concorde*. La loge n°4, qu'elle a fondée en 1904, porte désormais son nom. Présidente de la Commission permanente du Suprême Conseil en 1913, elle succède, l'année suivante, à Marie-Georges Martin, comme Grand Maître de l'Ordre.

Le 4 décembre 1918, elle meurt, renversée par une ambulance militaire.

BORDEN sir Robert Laird



Grand-Pré, Nouvelle-Écosse 26 juin 1854 - Ottawa (Ontario) 10 juin 1937.

Huitième Premier ministre du Canada 1911-1920, durant la Première Guerre Mondiale et donne au Canada une influence internationale. Il fut le troisième néo-écossais à occuper ce poste. Borden est né et fut éduqué à Grand-Pré, en Nouvelle-Écosse, une communauté agricole dans le nord de la vallée Annapolis où son arrière-grand-père (Perry Borden, père) s'était installé sur des terres acadiennes en 1760. Il fait ses études au Acacia Villa Academy. De 1869 à 1874, il travailla comme enseignant à Grand-Pré et à Matawan, au New Jersey. Ne voyant aucun avenir dans l'enseignement, il retourna en Nouvelle-Écosse en 1874 pour être stagiaire pendant quatre ans chez une firme d'avocats à Halifax (sans formation universitaire) ; il fut reçu au barreau de la Nouvelle-Écosse en 1878, se classant premier aux examens du barreau. Borden se rendit alors à Kentville (Nouvelle-Écosse) comme pertenaire junior de l'avocat conservateur John P. Chipman. En 1882, Wallace Graham lui demanda de revenir à Halifax pour se joindre à la firme d'avocat conservatrice dirigée par Graham et Charles Hibbert Tupper.

Maître Franc-Maçon, en 1881, à la Loge "*St Andrew's 1*", Halifax, Nouvelle-Écosse.

Suivant le départ de Graham, qui fut nommé juge, et de Tupper qui se lança en politique, Borden devint le partenaire senior à l'automne de 1889, à l'âge de seulement 35 ans. Sa sécurité financière désormais assurée, il épousa la fille d'un quincailler de Halifax, Laura Bond (1863- 1940), le 25 septembre 1889. Ils n'eurent aucun enfant. En 1894, il acheta une grande propriété sur le côté sud du chemin Quinpool ; le couple baptisa leur nouveau domicile Pinehurst. En 1893, il gagna la première de deux causes qu'il porta devant le comité judiciaire du Conseil privé du Royaume-Uni. Il représentait la plupart des entreprises les plus importantes de Halifax, et faisait partie des conseils d'administrations de plusieurs compagnies néo-écossaises, incluant la Bank of Nova Scotia et la compagnie d'assurances Crown Life. Président de la Nova Scotia Barristers' Society en 1896, il prit l'initiative d'organiser les réunions fondatrices de l'Association du Barreau canadien à Montréal en 1896. Lorsqu'il commença à être sollicité pour se lancer en politique, Borden détenait le plus grand cabinet d'avocats des provinces maritimes, et était devenu très riche.

Carrière politique de 1896 à 1920

Borden fut élu député d'une circonscription de Halifax lors de l'élection fédérale de 1896, la même où Wilfrid Laurier devint premier ministre. Borden prit la direction du Parti conservateur, devenant chef de l'opposition, en 1901. Il rebâtit tranquillement le parti, qui avait perdu de son pouvoir et de son influence avec la défaite de sir Charles Tupper en 1896.

Aux élections de 1911, il fut porté au pouvoir, faisant campagne contre le plan de Laurier d'instaurer le libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Borden et les conservateurs prônaient plutôt la « préférence impériale », c'est-à-dire l'utilisation de

tarifs douaniers pour diminuer les importations provenant de l'extérieur de l'Empire britannique. En tant que premier ministre du Canada pendant la Première Guerre mondiale, Borden transforma son gouvernement en une administration de temps de guerre, adoptant la *Loi sur les mesures de guerre* en 1914. Borden engagea le Canada à fournir 500 000 soldats pour l'effort de guerre. Toutefois, les volontaires se firent rares lorsque les canadiens se rendirent compte qu'il n'y aurait pas de fin rapide et facile à la guerre. Borden était pourtant déterminé à respecter ses engagements : il fit adopter la *Loi concernant le service militaire*, ce qui mena à la crise de la conscription de 1917, qui divisa le pays sur des lignes linguistiques.

La question impopulaire de la conscription aurait surement sonné le glas de son gouvernement à l'élection de 1917, mais Borden recruta des membres du Parti libéral (Laurier refusa) pour la création d'un gouvernement unioniste. À l'élection de 1917, les candidats du « gouvernement » (incluant les libéraux-unionistes) écrasèrent les « libéraux de Laurier » de l'opposition au Canada anglais, ce qui donna une très grande majorité parlementaire à Borden. Les « libéraux de Laurier » représentaient presqu'uniquement des circonscriptions francophones. En pratique, très peu de conscrits furent envoyés au front, l'armée canadienne ne disposant pas des moyens logistiques pour entraîner, encadrer et mener 500 000 hommes rapidement en Europe. En revanche, pour ce premier ministre reconnu pour son aversion pour le fait français, la polarisation que devait immanquablement susciter cette mesure n'était pas un désavantage, et de fait la division du parti libéral lui bénéficia.

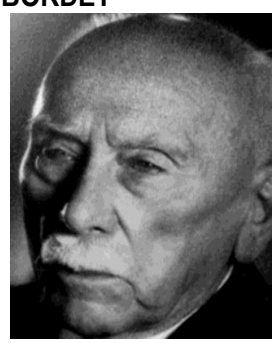
La guerre permit au Canada de s'affirmer comme pouvoir indépendant. Borden voulait créer une armée canadienne unique, plutôt que d'avoir des soldats séparés et assignés à des divisions britanniques. Sam Hughes, le ministre de la milice, s'assura que les Canadiens étaient bien entraînés et préparés à se battre au sein de leurs propres divisions, et le général Arthur Currie fut un chef sensé pour les divisions canadiennes en Europe, quoiqu'ils furent toujours sous le commandement britannique. Néanmoins, les troupes canadiennes montrèrent qu'ils étaient parmi les meilleurs au monde, se démarquant à la Somme, Ypres, Passchendaele, et surtout la bataille de la crête de Vimy. Sam Hughes fut toutefois critiqué pour son insistance à équiper les soldats canadiens d'un fusil canadien mal adapté aux conditions des tranchées. De plus, il fut critiqué au Québec parce que, francophobe notoire, il réagit par l'immobilisme aux initiatives visant à permettre plus facilement aux francophones d'occuper des postes d'officier et de servir dans des unités au commandement francophone.

En matière d'affaires internationales, Borden joua un rôle crucial dans la transformation de l'Empire britannique en un partenariat d'états égaux : le Commonwealth, un terme qui fut discuté pour la première fois à une conférence impériale à Londres pendant la guerre. Borden introduisit également les premiers impôts sur le revenu, qui devaient à l'époque être une mesure temporaire, mais elle ne fut jamais abrogée par la suite. Convaincu que le Canada avait acquis le statut de nation sur les champs de bataille en Europe, Borden exigea que le pays ait un siège séparé à la conférence de paix de Paris. Le Royaume-Uni s'y opposa initialement, mais aussi les États-Unis d'Amérique, qui considéraient qu'une telle délégation ne serait qu'un vote supplémentaire pour les britanniques. Borden répliqua que puisque le Canada avait perdu plus d'hommes que les États-Unis dans la guerre, il avait au moins mérité la représentation d'un pouvoir mineur. Le premier ministre britannique David Lloyd George finit par céder, et par convaincre les Américains réticents d'accepter la présence de délégations séparées canadiennes, australiennes, néo-zélandaises et sud-africaines. Non seulement la persévérance de Borden permit-elle au premier ministre de représenter le Canada à Paris en tant que nation, elle assura aussi que chaque dominion pouvait signer le traité de Versailles individuellement, et recevoir leur statut de membre à la Société des Nations séparément.

À l'insistance de Borden, le traité fut ratifié par le Parlement du Canada. Borden fut le dernier premier ministre à être fait chevalier : la Chambre des communes vota pour que la pratique de décerner des titres à des canadiens ne soit plus Winnipeg. Entre 1914 et 1917, en réponse à la xénophobie dirigée contre les citoyens de l'Empire austro-hongrois, résultat de la Première Guerre mondiale, 8 579 européens de l'est furent internés. Ceci inclut à peu près 5 000 canado-ukrainiens, dont certains étaient nés au Canada. Quatre-vingt mille personnes de plus furent enregistrés, enlevant leurs droits civils de base. On leur enleva le droit de vote en 1917. Le gouvernement Borden nationalisa les compagnies de chemin de fer Canadian Northern Railway et Grand Trunk Railway pour créer ce qui allait devenir le Canadien National. Sir Robert Borden démissionna du poste de premier ministre en 1920. Il fut chancelier de la Queen's University de 1924 à 1930, et fut président de deux institutions financières. Borden mourut à Ottawa le 10 juin 1937. Il est enterré au cimetière Beechwood, à Ottawa (Ontario). Borden fut le dernier premier ministre à naître avant 1867, l'année de la confédération. Il figure sur le billet de cent dollars canadien.

Wikipédia + JCvL

BORDET



Jules Jean-Baptiste Vincent Soignies, Belgique 13 juin 1870 - Bruxelles 6 avril 1961. Médecin immunologiste et microbiologiste belge. Il découvrit le microbe de la coqueluche. Il est lauréat du prix Nobel de physiologie ou médecine de 1919. Les bactéries du genre *Bordetella* lui doivent leur nom.

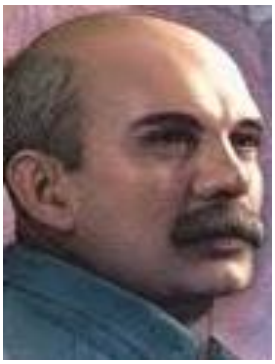
Il devint docteur en médecine en 1892 et commença ses travaux dans le laboratoire d'Elie Metchnikoff à l'Institut Pasteur de Paris. En 1894 il y observa les globules blancs phagocytant des bactéries. En 1898, il décrivit l'hémolyse d'un sérum sanguin exposé à des globules rouges étrangers. Il quitte Paris en 1900 pour fonder l'Institut Pasteur du Brabant, qu'il dirige de 1901 à 1940.

Il y découvrit que l'effet bactéricide des anticorps spécifiques acquis est considérablement amélioré *in vivo* par la présence d'un élément du sérum qu'il nommera *alexine* mais qui sera plus tard nommé complément.

Ce mécanisme fut utilisé pour développer un test sérologique de dépistage de la syphilis (réaction Bordet-Wasserman), puis son emploi sera généralisé à tous les tests reposant sur la méthode de fixation de complément utilisée pour dépister un très grand nombre de maladies aujourd'hui encore. En coopération avec Octave Gengou, il isola la bactérie *Bordetella pertussis* (« bacille de Bordet-Gengou ») en 1906 et formula, à raison, l'hypothèse qu'elle était à l'origine de la coqueluche. Il devint professeur de bactériologie à l'université de Bruxelles en 1907, il y enseignera sa vie durant. Il devient membre étranger de la Royal Society en 1916. Il est lauréat du prix Nobel de physiologie ou médecine de 1919 « pour ses découvertes relatives à l'immunité ». Éminent pionnier de la microbiologie, Jules Bordet a été le premier scientifique belge à se voir récompensé du prix Nobel de physiologie ou médecine.

Fédéraliste résolu, il a milité dans l'entre-deux-guerres pour la promotion de la Wallonie et de la Belgique francophone. En 1935, il est parmi les lauréats du Prix quinquennal des Amis du Hainaut, avec Jules Destrée et Georges Lemaître. Dès 1924, il fait partie de la direction scientifique du *Centre des Tumeurs* de l'hôpital Brugmann à Bruxelles et suite à ça en 1935 un nouvel institut portera son nom. En 1933, il sera appelé à présider le Conseil scientifique de l'Institut Pasteur de Paris.
Paul Delvaux immortalisera Bordet sur toile en 1950. Il est enterré au cimetière d'Ixelles.

BORGLUM **Gutzon** Saint Charles (Idaho) 25 mars 1867 - Chicago 6 mars 1941.



Franc-Maçon actif, depuis 1904, à la Loge "*Howard Lodge No 35*", New York City.

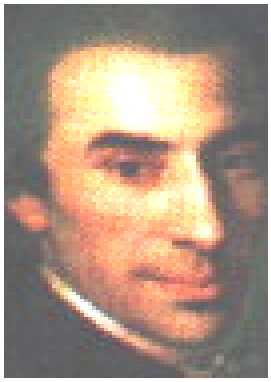
Gutzon Borglum est né à Saint Charles, dans l'Idaho. A l'âge de sept ans, il déménage au Nebraska, et sera plus tard diplômé de la Creighton Preparatory School. Il fut formé à Paris à l'Académie Julian, où il connut Auguste Rodin et fut influencé par son œuvre. De retour aux États-Unis, il sculpte les saints et apôtres de la nouvelle Cathédrale Saint-Jean le Divin de New York en 1901. Une de ses sculptures est acceptée au Metropolitan Museum of Art – il s'agit de la première sculpture d'un américain vivant que le musée ait jamais acheté – et impose un peu plus sa présence par quelques portraits. Il gagne aussi la Logan Medal of the arts. Sorti diplômé du Harvard Technical College, sa réputation dépasse celle de son frère cadet Solon Borglum, sculpteur déjà reconnu.

Une fascination pour les échelles gigantesques et les thèmes du nationalisme héroïque a convenu à sa personnalité extravertie. Sa tête d'Abraham Lincoln, taillé dans un bloc de marbre de 6 tonnes, a été exposé à la Maison Blanche et se trouve aujourd'hui dans la Rotonde du Capitole de Washington. Borglum pensait que « les monuments que nous avons construits ne nous appartiennent pas », il cherchait à créer de l'art qui était « américain, tiré de sources américaines, perpétuant l'accomplissement américain », comme il le souligne dans un article de 1908. Son équation d'être « américain » et être né de parents américains - «la chair de notre chair» - était caractéristique des croyances nativistes du début du XXe siècle. Il était très compétitif pour remporter les contrats lancés pour les édifices et monuments publics. En 1908, Borglum gagne la compétition pour la statue du général Philip Sheridan qui doit être érigée au Sheridan Circle, à Washington D.C. Une seconde version fut placée à Chicago en 1923.

Mont Rushmore
Le projet fut initialement imaginé par l'historien américain Doane Robinson. Les deux visages présidentiels de George Washington et d'Abraham Lincoln furent vite rejoints par ceux de Thomas Jefferson et Theodore Roosevelt. La dynamite fut en partie utilisée pour enlever de grosses parties de la roche brute de la colline. Borglum fut également obligé de parcourir le monde pour trouver des fonds pour que son travail puisse être mené à terme. Il sculpta en parallèle le mémorial de Thomas Paine à Paris et de Woodrow Wilson en Pologne. Durant ses périodes d'absence, le travail du Mont Rushmore était supervisé par son fils Lincoln. Lorsqu'il mourut à Chicago en 1941, son fils acheva le travail de son père.



BORN seigneur **Ignaz** **Edler** von Karlsburg 1742 – Vienne 1791.



Géologue et minéralogiste autrichien, Born, de bonne heure orphelin, à fait ses études primaires à Hermannstadt (Sibiu) et ses humanités à Vienne, au lycée des poursuites. Il entre dans leur ordre en août 1760 et le quitte 16 mois plus tard. Après des études de droit à Prague (1762-1763), il entreprend un voyage à travers l'Europe (France, Allemagne, Pays-Bas), puis retourne dans cette ville étudier la minéralogie. Nommé conseiller des Mines à Chemnitz en 1769, Born subit l'année suivante une grave intoxication dans une mine, dont les suites affaibliront sa santé déjà marquée par une sciatique chronique. Il quitte ses fonctions dans sa maison d'Alt-Sedlitsch le catalogue raisonné de sa collection de fossiles, dont la publication lui vaut de devenir membre des académies de Stockholm, Sienne et Padoue. Sa situation financière le force à vendre pour 1'000 livres sa collection minéralogique à Charles Francis Greville (1749-1809), membre de la *Royal Society*, dont Born est élu f*ellow* le 2 juin 1774 (Teich).

Quatre ans plus tard, son nom apparaît sur les listes de la franc-maçonnerie viennoise. On ne sait où, ni quand Born a été initié. Sur la foi d'indications fournies par Alois Irmler, Abafi (1891) suppose qu'il aurait été reçu en cours d'un voyage à l'étranger et affirme qu'en 1770 Born avait réveillé une loge de Prague, « *Zu den drei gekrönten Säulen* » dont il se serait séparé lorsqu'elle se rattacha à la Stricte Observance. Les procès-verbaux de la loge « *Zum waren Eintracht* » fondée le 12 mars 1781, indiquent le 14 novembre suivant que « Born a été rectifié et reçu membre de cette loge avec tous les honneurs de notre Ordre Royal ». Angelo Soliman qui présente sa demande est alors précepteur des princes Lobkowitz et Liechstenstein et le fils d'un roi africain. Born est élevé deux semaines plus tard au grade de maître et élu maître de la loge le 9 mars 1782. Sa culture, son ironie et son intelligence transforment cette loge en une académie de l'esprit à laquelle appartiennent les plus célèbres intellectuels de Vienne. A l'instigation de Born, à partir du 4 novembre 1782, la loge tient chaque mois des réunions de travail au grade de maître, au cours desquelles, à la suite de l'instruction habituelle par questions et réponses, des frères lisent des essais sur des questions maçonniques. Ces travaux sont publiés dans une revue trimestrielle créée par la loge « *Journal für Freymaurer* », dont 12 livraisons sont tirées à mille exemplaires entre 1784 et 1786. Dirigée par le poète Blumaurer, la revue est réservée aux maçons, ce qui lui évite d'être soumise à la censure. On y lit l'éloge de la raison, de la liberté de l'esprit et de la lutte contre les préjugés et la superstition. Born y publie un essai, « *Sur les mystères des Egyptiens* », qui est utilisé pour le livret de la « *Flüte enchantée* ». On a écrit que le personnage de Sarastro fut inspiré par Born – auquel Mozart dédia sa cantate Die Maurerfreude (Köchel 471).

Au mois d'août 1784, Georg Foster écrit de Vienne à Sömmering : « *On ne peut que se réjouir de voir l'esprit des Lumières* (Aufklärung) *et la liberté de pensée se répandre chaque jour davantage, même dans les pays catholiques… la loge Zum Wahren Eintracht est celle qui agit le plus en ce sens. Elle publie un journal pour les francs-maçons dans lequel on parle de la foi, du serment, du fanatisme, des cérémonies, en un mot où on parle de tout bien plus librement qu'on ne le ferait chez nous en Basse-Saxe. Les meilleurs érudits de Vienne et ses meilleurs poètes en font partie. On en a fait une société de scientifiques, amants de la Lumière et, surtout, libres de préjugés* ».

La solidarité avec les « *Illuminaten* » est illustrée par la publication de deux lettres que Born adresse en 1785 au président de l'Académie des sciences de Münich, le baron von Kreitmayr, après la fermeture de la loge munichoise «*Theodor zum guten Rath*» que l'Académie avait approuvée. Born souligne sa fierté d'être maçon, qualifie son correspondant de « président du tribunal inquisitorial contre les francs-maçons » et lui adresse sa démission. Born et sa loge contribuent à l'unification de la maçonnerie réalisée en 1784 avec la fondation de la Grande Loge Nationale d'Autriche dont il est Grand Secrétaire a la fin de l'année suivante, lorsque Joseph II réduit à deux le nombre des loges de Vienne. Born dirige les travaux de la nouvelle loge « *Zur Wahrheit* », mais il quitte à la fin de 1786 et ne s'occupera jamais plus de franc-maçonnerie. A.B.

BÖRNE Ludwig



Ecrivain allemand (1786 – 1837)

BOSWELL James

Edimbourg 1740 – Londres 1795

Fils d'Alexandre Boswell, lord Auchinleck, juriste de formation, James Boswell est surtout connu pour sa biographie de Samuel Johnson, auteur en 1755 du premier dictionnaire britannique digne de ce nom. Il fait partie du même club que plusieurs de ses amis francs- maçons dont Burke et Wilkes qui se réunissaient à l'auberge *Turk's Head*, à Londres, au même endroit que certaines loges maçonniques. Il y côtoie aussi le célèbre historien Edward Gibbon, également maçon, ainsi que le Grand Maître d'Ecosse, sir William Forbes of Pitsligo.



Boswell est initié à la loge « *Canongate Kilwinning* » n°2 d'Edimbourg, à l'âge de 19 ans, le 14 août 1759. Son oncle John Boswell, occupe alors le poste de vénérable adjoint. James sera lui-même vénérable adjoint (*depute master*) de cette même loge, de 1767 à 1769, puis vénérable de 1773 à 1775. Il exerce les fonctions de Grand Maître Adjoint de 1776 à 1778, pour seconder son ami sir William Forbes au moment de l'indépendance américaine.

James Boswell ne fait pas allusion à son appartenance maçonnique dans son œuvre principale. *Like of Johnson* (1791), mais uniquement dans ses *Private Papers*. Il y rapporte un fait significatif lorsqu'il évoque l'organisation d'une rencontre entre son ami très conservateur, Samuel Johnson, qui n'est pas maçon, un patriote américain, Arthur Lee, qui ne l'est pas non plus, et Wilkes, qui l'est depuis peu. Il se réjouit d'avoir à cette occasion, rapproché « des personnes qui auraient pu rester à une perpétuelle distance », reprenant ainsi presque mot pour mot l'article 1 des Constitutions d'Anderson. C.R.

BOSSOUTROT Lucien

Tulle 16 mai 1890 - Viry-Chatillon 1er septembre 1958.



Un pionnier de l'aviation commerciale.

Aviateur et un homme politique français. Il obtient ses brevets de pilote civil et militaire lors de la Première Guerre mondiale et. En 1917, il "est mis aux arrêts par le Général Philippe Pétain pour avoir bombardé le bassin sidérurgique de Briey (Meurthe-et-Moselle) qui fournit du minerai de fer à l'Allemagne... et à la France."1; puis il devient pilote réceptionnaire. Après la guerre, il est d'abord pilote d'essai chez Farman, puis chez Blériot. En février 1919 il effectue le premier vol commercial international avec passagers de Paris à Londres à bord d'un bimoteur Goliath Farman. Il bat plus de vingt records du monde, de durée, de vitesse et de distance, notamment celui de la distance en circuit fermé en compagnie de Maurice Rossi : ils effectuent alors, en 1932, un vol de 10 601 km sur le Blériot 110 Joseph Le Brix.

En 1934, il établit la première liaison commerciale sur l'Atlantique Sud à bord de l'hydravion Blériot 5190 Santos-Dumont. Lucien Bossoutrot s'est également illustré au tout début du vol à voile en France : en 1922, lors du 1er congrès de vol sans moteur de Combegrasse, il remporte le prix de la durée et celui du gain d'altitude sur planeur Farman.

Le militant radical-socialiste

Il est également membre du Parti radical-socialiste ; sous cette étiquette, il est élu député de la Seine en 1936, lors du scrutin général qui voit la large victoire de la coalition de Rassemblement populaire. Il devient alors président de la Commission de l'aéronautique à la Chambre des députés. Il s'investit également dans le développement de l'aéronautique populaire en soutenant la création d'aéro-clubs.

La Résistance contre Vichy

Il vote, le 10 juillet 1940, en faveur de la remise des pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. Mais il rentre très vite dans l'opposition au nouveau régime, ce qui lui vaut d'être interné par les autorités de Vichy. Il parvient toutefois à s'enfuir et rejoint la Résistance dans le Sud-Ouest de la France. Cet engagement lui vaut d'être rétabli dans ses droits par un Jury d'honneur quand, à la Libération, il est frappé d'une peine d'inéligibilité en raison de son vote du 10 juillet 1940. En dépit de son remarquable engagement, il ne retrouve pourtant pas de mandat parlementaire.

BOTHWELL GOSSE Aimée

Liverpool 1866 – 1954.



Fille d'un ingénieur, élevée par sa mère, ayant reçu une formation éclectique (brillante pianiste et violoniste, elle étudie aussi les sciences et la philosophie), Aimée Bothwell Gosse part à 20 ans pour Le Cap où elle dirige une école normale d'enseignants ; elle revient en Angleterre et entame de brillantes études de sciences physiques, de médecine et d'égyptologies, rapidement interrompues par des problèmes de santé.

Marquée par une éducation religieuse presbytérienne, de culture philosophique tôt empreinte de spiritualité, de 1893 à 1924 elle est membre de la *Society Théosophique*. Elle s'y investit sans compter en y donnant de nombreuses conférences.

C'est durant cette période qu'elle est initiée, en 1904, à la loge n°6 de Londres, *Human Durty*, qui fut fondée par Annie Besant et Francesca Arundale en 1902 et rattachée au Droit Humain. Parvenue au 30° en 1912, elle accède au 33° à Paris en 1914. Elle fonde par la suite cinq loges bleues. Mais son engagement maçonnique dépasse rapidement le cadre de cette obédience. En effet, en 1910, en relation avec Clement Stretton, elle est initiée à l'Ordre des Opératifs, au sein de la loge Mount Bardon n°110 et, plus tard, elle devient membre de la loge Leicester n°91 qui lui confère le 6° de Passé Maître.

Elle atteint par la suite le degré le plus élevé de la hiérarchie des opératifs en étant reçue 3° Grand Maître Maçon du 6° de cet Ordre. Il s'agit bien là d'une ascension surprenante… et rocambolesque, car on proposa à Aimée d'entrer dans cet Ordre exclusivement masculin parce qu'elle dirigeait la revue *The Speculative Mason* et qu'elle signait ses articles « *John Lloyd* », pensant que seul un homme pouvait diriger une telle revue.

Sretton la fit quand même initier. Ses relations avec les opératifs s'interrompent avec la Première Guerre mondiale et les décès de Yarker (1913) et Sretton (1915). Les loges « *Mount Bardon* » et « *Leicester* » ne peuvent reprendre leurs travaux et Robert Grant, survivant des Opératifs, déjà très âgé, entré en relation avec Miss Bothwell Gosse, refuse aimablement d'en réanimer l'activité. Pensant que l'Ordre des Opératifs avait définitivement disparu, elle publie dans la revue qu'elle dirige la correspondance adressée par Stretton à Yarker, ce qui tenait lieu de divulgations. Parallèlement aux pérégrinations qui l'ont menée près des opératifs.

Aimée Bothwell Gosse, fait preuve d'une activité importante au Droit Humain : elle fonde la première loge pratiquant le degré de « *la Marque* » en 1911 au Rite d'Emulation, ainsi que l'atelier du premier chapitre du *Royal Arch* en 1916 qui admet des femmes. En 1914, elle a reçu également à Paris le 33° du Rite Ecossais Ancien et Accepté des mains de Georges Martin. Cependant, elle se trouve en désaccord avec les dirigeants du Droit Humain influencés par des conceptions théosophiques qu'elle juge déviationnistes. Certaines d'entre elles se prétendent inspirées par le comte de Saint Germain ! Elle fonde une nouvelle obédience, *The Order of Ancient, Free end Accepted Masonry for Men end Women* en 1925. Elle exerce jusqu'à sa mort, en 1954, la fonction de Grand Commandeur avec un respect scrupuleux de la Tradition, mais aussi une grande rigueur dans l'observation de la transmission des rituels régulièrement reçus. Elle est remplacée par Majorie Cecily Debenham, sa secrétaire. Par ailleurs, après avoir fondé une revue trimestrielle, *The Co-Mason*, en 1909, elle poursuit son activité éditoriale dans les colonnes de *The Speculative Mason*, qui lui succéda et accueillit régulièrement des collaborateurs étrangers, notamment Guénon. Ayant une bonne connaissance du français, Aimée Bothwell Gosse fut aussi en relations épistolaires suivies avec Marius Lepage et Johannis Corneloup.

Dans *The Speculative Mason*, elle publia également régulièrement des comptes rendus de revues maçonniques françaises célèbres, comme *Le symbolisme*, *La Chaîne d'Union* et *Le Voile d'Isis* (qui prit en 1936 le nom d'Etudes traditionnelles). Elle contribua donc à construire un pont culturel et spirituel entre les franc-maçonneries britannique et française. Parallèlement, Aimée Bothwell Gosse écrivit plusieurs ouvrages spiritualistes, dont *The Rose Immortal*, The Lily of Light, *The Knigh Templars* et *The Ancient and Accepted Rite*. Elle avait aussi l'ambition d'éditer une « Encyclopédie maçonnique du XXe siècle » en rassemblant les différents articles parus dans *The Speculative Mason* mais elle put mener à bien ce projet. I.M.

BOTTEMANN Antoine

Varsovie 5 juillet 1762 – Trajanov 29 juillet 1805.

Antonius Bottemann, Médecin et le conseiller aulique du dernier roi de Pologne, Stanislas II Augustus. Issu d'une famille roturière originaire du Hainaut dans les Pays-Bas du Sud, il naît le 5 juillet 1762 à Varsovie. Il est le fils de Antoine-Joseph Bottemann, intendant du comte Oginski, le grand hetman de Lituanie, et de Anne-Marie de Basta, descendante du gouverneur de Transylvanie George Basta, comte d'Hust et du Saint-Empire. Il est envoyé très jeune en France par son père au collège de Mazarin de Paris. Créé en 1661 par le cardinal Mazarin, qui y destine dans son testament l'emploi de sa fortune, le collège est dressé par Louis Le Vau face au palais du Louvre et voué à l'instruction gratuite de soixante gentilshommes des nations réunies à l'obédience royale par le traité de Westphalie (1648) et le traité des Pyrénées (1659). Il dédicace sa thèse de physique expérimentale au roi de Pologne, Stanislas II, né Stanisław August Poniatowski, en 1781 : c'est le premier hommage que cette institution ait présenté à un souverain.

Conseiller aulique

Il est nommé conseiller aulique du roi Stanislas de Pologne le 7 janvier 1783. Il retourne peu après à Paris, où il est reçu maître ès arts le 9 août 1785. Le 20 décembre suivant, il est fait docteur en médecine à Reims, sous Didier Le Camus, arborant ses trois inscriptions à l'université et une attestation de François Doublet, son professeur de pathologie. Après avoir reçu le bonnet de docteur, il prononce un discours sur *La nature de l'homme, comparaison faite avec les autres animaux*. Après son doctorat à Reims, il retourne à Paris où il suit les cours d'anatomie de Jean-Joseph Sue, professeur au collège royal de chirurgie, et Philippe-Jean Pelletan, chirurgien à l'Hôtel-Dieu. Il obtient le titre de médecin de la faculté de Paris.

Parallèlement à son activité â la Cour, il intègre la Franc-maçonnerie, tout d'abord la loge de *Sainte Sophie* jusqu'en 1783, puis la *Nouvelle Astrée* de 1783 à 17892.

Terminant ses études, il s'installe au 33 rue du Foin-Saint-Jacques, rue détruite lors des travaux entrepris par le baron Haussmann pour tracer le boulevard Saint-Germain sous le Second Empire dans le V^e^ arrondissement de Paris. Il publie en 1788 le *Cours d'anatomie à l'usage des artistes* : il présente dans cet ouvrage les grandes notions anatomiques, afin de permettre aux artistes d'en comprendre les principes. L'ouvrage est divisé en quatre parties :

- *Traité du squelette*
- *Muscles et écorché*
- *L'homme recouvert de ses téguments*
- *L'homme en mouvement*

Son œuvre est alors considérée comme le premier manuel d'anatomie plastique moderne.

Médecin du roi

Conservant sa charge de conseiller aulique, il est nommé médecin personnel du roi de Pologne Stanislas II. Le pouvoir royal polonais est fragile : Catherine II de Russie, qui a fortement appuyé la venue de Stanislas au pouvoir, garde une profonde emprise sur le roi. Il épouse Elizabeth-Anne Angélique Glénisson, née Mongalvy, veuve de Antoine-Louis Glénisson (1734 - 1786), directeur des messageries de Bordeaux et directeur des messageries royales françaises. Ils n'auront pas de descendance.

Il assiste à la déchéance progressive de la monarchie polonaise : le deuxième partage en 1793, où la Russie reçoit la Biélorussie lituanienne et l'ouest de l'Ukraine, et la Prusse les villes de Dantzig et Thorn, ainsi que le reste de la Grande-Pologne et une partie de la Mazovie, puis la fin du royaume indépendant des Deux-Nations, jusqu'à l'abdication du Roi en 1795, le jour de la sainte Catherine, qui conduit finalement à la partition de la Pologne. Après la fin du Royaume de Pologne, il meurt le 29 juillet 1805, à Trajanov, territoire polonais annexé par la Russie, laissant tous ses biens à sa veuve.

BOUCHARD **Télesphore-Damien** 20 décembre 1881 à Saint-Hyacinthe - 13 novembre 1962 à Westmount



Homme politique québécois. Il a été ministre dans les deux gouvernements d'Adélard Godbout. Il est journaliste, puis échevin et maire de cette ville. Il devient le président de l'Union des municipalités du Québec après la Première Guerre mondiale. Membre du Parti libéral du Québec, il est élu pour la première fois député à l'Assemblée législative du Québec dans la circonscription de Saint-Hyacinthe lors de l'élection générale québécoise de 1912 et il dirige l'aile radicale du parti. Son anticléricalisme déplaît aux évêques. Louis-Alexandre Taschereau le nomme ministre de l'Industrie et du commerce. De 1930 à 1935, il est le président de l'Assemblée législative du Québec. En 1936, il est ministre des Terres et Forêts et ministre des Affaires municipales dans le premier gouvernement Godbout. De 1936 à 1939 il est chef de l'Opposition officielle à l'Assemblée législative parce que le chef du Parti libéral, Adélard Godbout, n'a pas pu se faire élire comme député à l'élection générale de 1936. Lorsque les libéraux reviennent au pouvoir à l'élection générale de 1939, il est ministre des Travaux publics et de la Voirie dans le deuxième gouvernement Godbout.

En 1940, le premier ministre Adélard Godbout menace de démissionner et d'être remplacé par Bouchard pour faire taire l'opposition au suffrage féminin. Lorsque Hydro-Québec est créée en 1944, il en devient le premier président. Il devient sénateur de la division des Laurentides en 1944. Lors de son premier discours comme sénateur, il dénonce l'Ordre de Jacques-Cartier et les nationalistes canadiens-français.

Il était membre de la loge maçonnique *L'Émancipation* avec Arsène Bessette.

BOUCHER **Jules** Paris 28 février 1902 - 9 juin 1955.



Écrivain franc-maçon. Jules Boucher est entré en maçonnerie à l'âge de 41 ans, c'est-à-dire pendant l'occupation allemande. Initié en 1943 à la loge clandestine "L'arche d'alliance" de la Grande Loge de France à l'orient de Paris, il fut membre de plusieurs loges de cette obédience. Franc-maçon exemplaire, il prodiguait avec générosité les trésors de son érudition.

***La Symbolique maçonnique*, Dervy 1948, 1979.**

***Manuel de magie pratique*, Dervy 1953.**

Jules Boucher a participé à de nombreuses revues maçonniques, mais son unique ouvrage connu fait partie de la tradition. En maçonnerie, on parle du Boucher comme on parle du Larousse. En effet *La Symbolique maçonnique* est une somme et le livre de référence de tous les maçons de 1948 à 2000, année à laquelle une nouvelle version a été écrite par Irène Mainguy.

BOUCHET **Berthe née Boulanger** Laxou 1896 – Ravensbrück 1945.

Engagée comme infirmière volontaire en 1916 dans un hôpital où elle rencontre Emile Bouchet, son futur mari (1918), Berthe Bouchet reçoit la médaille d'honneur des infirmières pour acte de courage. Emile, lui dévoué à la patrie est décoré pour faits d'armes. Cet instituteur vendéen, militant à la Ligue des Droits de l'Homme, devient alors franc-maçon, mais il meurt des suites de ses blessures de guerre. Jeune veuve, Berthe Bouchet retourne alors dans sa région natale, près de Nancy, où elle est recrutée dès 1926 comme employée auxiliaire dans un service dépendant de la préfecture, en dépit d'un militantisme humaniste peu apprécié.

C'est en 1930 qu'elle est initiée à la loge n°36 « *Paix-Humanité* » du Droit Humain, à l'Orient de Nancy. En 1937, elle est la première femme de la loge à être vénérable. Parallèlement à son engagement maçonnique, elle devient aussi, en 1936, la rédactrice principale en charge des Services des eaux et forêts. Partisane du droit de vote des femmes, admiratrice de marie Curry et de Simone Weill, elle s'engage également au Parti radical et devient vice-présidente de la section locale de Nancy de la Ligue des Droits de l'Homme. Consciente de la menace que représente alors la montée du nazisme, elle alerte ses amis de la Ligue. Fonctionnaire mise à l'écart en raison de son appartenance maçonnique, elle est mise sous surveillance dès le début de l'occupation nazie. Elle est arrêtée le 20 mai 1943 par la Gestapo pour fait de propagande et de résistance. Déportée à Ravensbrück, elle est gazée au printemps de 1945.

I.M

BOURBON-CONDÉ de **Louis** Versailles 15 juin 1709 - Paris 16 juin 1771.

Louis de Bourbon-Condé, prince du sang, abbé de Saint-Germain-des-Prés (1737), comte de Clermont-en-Argonne. Aristocrate, ecclésiastique et militaire français du XVIII^e^ siècle. Louis de Bourbon-Condé est le benjamin de Louis III de Bourbon-Condé (1668-1710), prince de Condé, et de Mademoiselle de Nantes (1673-1743).



Carrière ecclésiastique

Il est nommé abbé commendataire de Saint-Claude (7 mai 1718), de l'abbaye de Buzay en 1733 puis de Marmoutiers, Cercamps, de Chaalis en 1736 et du Bec. À Chaalis, il entreprit d'immenses travaux, sous la direction de l'architecte Jean Aubert, qui ruinèrent l'abbaye dont les moines durent se disperser. Il se démit de Saint-Claude lorsqu'il reçut du roi l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés (15 août 1737) ; il obtint ses bulles le 26 août suivant et en prit possession le 7 septembre par le R. P. dom René Laneau, supérieur général de la congrégation de Saint-Maur.

Carrière militaire

Bien qu'entré dans les ordres, il obtient du pape Clément XII, en 1733, l'autorisation de porter les armes. Lieutenant général en 1735, il participe aux campagnes des Pays-Bas. Chargé du commandement de l'armée de Bohême, il est vaincu à la bataille de Krefeld (1758). Il commande l'armée du Rhin en 1758. Après les déboires rencontrés par la France face à Frédéric II de Prusse lors de la guerre de Sept Ans, il élabore des plans de remise en ordre de l'armée.
Il est aussi gouverneur de Champagne.

Vie civile

Il est nommé chevalier de l'ordre du Saint-Esprit lors de la promotion du 24 juin 1724.
En 1729, il fonda l'*Académie du Petit-Luxembourg*, dans l'hôtel du Petit Luxembourg, où se réunissaient des savants et des artistes comme les architectes Jean Aubert, Germain Boffrand, Jean-Michel Chevotet ou Pierre de Vigny. En 1733, il devint l'amant de la danseuse de l'Opéra Marie-Anne de Camargo dont il fit une véritable esclave. Lassée, celle-ci dit-on pousse sa condisciple Élisabeth Leduc dans les bras du comte. Il devient l'amant de cette dernière en 1741.
En 1743, il succède au duc d'Antin à la tête de la franc-maçonnerie française, en tant que « Grand Maître de toutes les loges régulières de France ».

Très cultivé, protégeant les savants et les artistes, il devient membre de l'Académie française en 1753.
« Le personnage est curieux à connaître : prince du sang, abbé, militaire, libertin, amateur de lettres ou du moins académicien, de l'opposition au Parlement, dévot dans ses dernières années, il est un des spécimens les plus frappants, les plus amusants à certains jours, les plus choquants aussi (bien que sans rien d'odieux) des abus et des disparates poussés au scandale sous le régime de bon plaisir et de privilège. »

— Sainte-Beuve

Il est l'ami de Madame de Pompadour, dont il portait la cocarde en montant au feu. Il vivait avec M^lle^ Élisabeth Claire Leduc, danseuse de l'Opéra, au château de Berny à Fresnes, résidence de campagne des abbés de Saint-Germain-des-Prés, et contracte avec elle un mariage secret en 1765. Il en eut deux enfants naturels, l'abbé Leduc (1766-1800), qui porta le titre d'Abbé de Vendôme, et une fille (née en 1768). Il lui acheta la seigneurie de Tourvoie à Fresnes à proximité du domaine de Berny, pour pouvoir avoir un peu de liberté et lui rendra ses hommages pendant trente années à l'occasion de ses loisirs. Le Château de Tourvoie et le Château de Berny était relié par une galerie souterraine. M^lle^ Leduc était aussi volage que son amant, mais celui-ci était d'une jalousie féroce. Un jour, plus emporté qu'à l'ordinaire il lui griffa le front avec un canif. Honteux et repentant, il l'a fait Marquise pour se faire pardonner. Il meurt à Paris le 16 juin 1771, à cinq heures du soir et est inhumé, selon ses désirs à Enghien le 19 suivant, son cœur étant déposé à Saint-Paul-Saint-Louis, rue Saint-Antoine.

BOURDOIS de la **MOTTE Edmée Joachim** Joigny 24 septembre 1754 - Paris 7 décembre 1835.



BARON DE L'EMPIRE Médecin des Armées d'Italie et des enfants de France
Franc-maçon, membre de la loge « L'Aigle de Saint-Jean à l'Orient », à Joigny ; vénérable en 1790.
Premier médecin du roi de Rome Chevalier de la Légion d'honneur.
Fils du légitime mariage de Edme Joachim Bourdois, docteur en médecine, et de Edmée Moreau, fille d'Edme Moreau, notaire au comté de Joigny. Marié en 1788 à Marie Geneviève d'Hermand de Cléry, sans héritiers mâles. Après des études au collège d'Auxerre (C'est à cette époque qu'il voit Jean-Jacques Rousseau en prière dans la cathédrale et s'éprend des idées des Lumières) Edme Joachim gagne Paris avec sa maîtrise des arts. Il devait obtenir en 7 ans sa licence de docteur en médecine après une suite d'examens réputés sévères en 1778.

Nommé à la charité et médecin des pauvres des paroisses de Saint-Sulpice et du Gros Caillou, il dut interrompre ses fonctions à la suite d'une hémoptysie violente et réitérée. Il fut nommé parmi les docteurs régents de la faculté de médecine. Depuis l'an 1779. Monsieur, le futur Louis XVIII se l'attacha à sa personne comme médecin du Luxembourg et du château de Brunoy, puis comme premier intendant de sa bibliothèque. A la mort de son père, en 1785, il hérite d'une maison située 20, rue Saint-Jacques, à Joigny.

Resté à Paris, Bourdois fut considéré en 1793 comme suspect en raison de ses fonctions officielles à la cour et à cause de ses frères émigrés dont l'un était aide de camp du général Dumouriez. Malgré ses titres d'officier de santé des indigents de la section des Tuileries et de commissaire au salpêtre, il fut arrêté et écroué à la prison de la Force d'où il ne tarda pas à sortir grâce à l'appui de Dubois, chirurgien membre du conseil de santé des armées qui lui donne un brevet de médecin en chef de l'armée des Alpes, le 7 septembre 1794 (21 fructidor an II). Membre des sociétés de médecine de Paris et au comité de vaccine.

Il est proposé comme médecin en chef de l'aile droite (de Menton à Savone), en remplacement de Desgenettes nommé à l'expédition maritime. Il bénéficia alors de la protection de Turreau de Linières qui l'avait pourtant dénoncé comme suspect en signalant l'émigration de ses deux frères. Précédemment Administrateur du département de l'Yonne, Turreau avait alors épousé en premières noces la Veuve Davout, mère du futur maréchal, qui avait préféré divorcer rapidement, effrayée par les allures révolutionnaires du futur persécuteur de la Vendée.

Bourdois déploie science et dévouement pour secourir et soigner une armée misérable et malade, transforme en hospice les églises, couvents et châteaux du Var. Il y a 54000 malades en six mois. Malade à son tour, il rentre à Paris et se voit de nouveau menacé d'arrestation par le Directoire. Il est sauvé cette fois par Talleyrand. Bourdois, qui avait été nommé entre-temps médecin en chef de l'armée des Côtes de Cherbourg, avait donné sa démission pour raison de santé. Il est licencié, le 13 octobre 1795. Ayant sollicité un emploi qu'on avait pu lui donner à Paris, Bourdois fut rappelé par Bonaparte, comme Médecin en chef de l'armée de l'Intérieur, à Paris, le 26 octobre 1795, avec Verger, chirurgien en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, et Flammand, pharmacien en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales. Les rapports de Bonaparte et de Bourdois furent excellente et le général en chef de l'armée d'Italie, soutint fermement son médecin auprès de Aubert-Dubayet, ministre de la guerre. Mais Bourdois, se jugeant sans doute peu fait pour la vie militaire, eut le courage de refuser sa nomination pour la campagne d'Italie qui établit définitivement la réputation du jeune général. Médecin en chef de la 17e division militaire (Paris) Il cessa ses fonctions le 5 décembre 1796.

Médecin en chef du département de la Seine, pour les épidémies, depuis 1805.Inspecteur général de l'Université en 1809 et conseiller en 1811. En 1811, l'Empereur nomma Bourdois, **Premier médecin du roi de Rome**. Il était également médecin du collège des princes et médecin en chef des trois premières légions de la garde nationale de Paris.

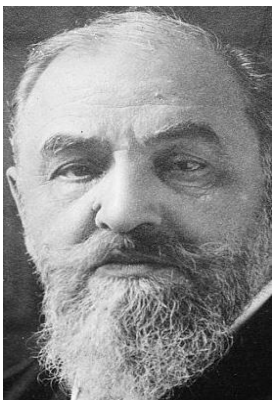
- *Sous la Restauration, il devient médecin du département des affaires étrangères.*
- *Médecin consultant des rois Louis XVIII et Charles X.*
- *Membre puis président de l'Académie de médecine.*

Décorations :
Chevalier de la Légion d'honneur, par décret impérial du 29 décembre 1811.
Titres et donations :
- Chevalier de l'Empire, par décret impérial et lettres patentes du 27 février 1812.
- Baron de l'Empire.
- Donataire (rente de 4000 francs) en Illyrie, le 1er janvier 1812.

Jean-Pierre BIBET - Archives nationales

BOURGEOIS Léon

Paris 21 mai 1851 – château d'Oger (Marne) 29 septembre 1925**.**



Homme politique français, parlementaire radical de la III[e] République, premier président de la Société des Nations, lauréat du prix Nobel de la paix en 1920.

Radicalisme et solidarisme

On tient Léon Bourgeois pour l'un des théoriciens du radicalisme, et notamment de sa doctrine sociale. Son programme politique, le « solidarisme », se voulait une « synthèse » entre le libéralisme et le socialisme, mais qui leur serait « supérieure ». Sa doctrine s'opposait à la fois au « laisser faire » prôné par les libéraux et au collectivisme des socialistes, dont la montée dans l'opinion, et surtout chez les ouvriers, inquiétait les radicaux. Dans son ouvrage *Solidarité*, publié pour la première fois en 1896, il présente la solidarité comme le principe central de sa doctrine ; une solidarité aussi bien entre les hommes qu'entre les générations.

Pour lui, « l'individu isolé n'existe pas ». Les hommes sont interdépendants et ont tous une dette envers la société, qui leur a permis de s'épanouir. Mais puisqu'ils ne disposent pas des mêmes avantages, cette dette ne peut être la même pour tous. Pour Léon Bourgeois et les solidaristes, un « quasi-contrat » est passé à la naissance entre les hommes, dont ils héritent des droits et des devoirs, qui évoluent selon la réussite. Ce contrat est la reconnaissance d'une dette vis-à-vis de la société, qui nous a éduqué, mais aussi vis-à-vis des générations futures à qui l'on doit le progrès humain. L'homme n'est réellement libre que lorsqu'il se sera acquitté de cette dette. Il expose cette idée de « devoir social » dans *La Revue nouvelle*.

La philosophie de la solidarité, selon Bourgeois, peut seule favoriser la construction d'une République de la main tendue contre le poing fermé, de la mutualité « règle suprême de la vie commune » contre la charité réduite à une « pitié agissante ». Le solidarisme se montre ainsi favorable au mutualisme et à la prévoyance sociale, que l'État doit encourager. C'est au nom de la solidarité que Léon Bourgeois défendit le principe de l'impôt sur les successions, sur les revenus et la mise en place d'une retraite pour les travailleurs. Il est difficile de classer le solidarisme dans un courant de pensée plus large. Certains, à l'image de Serge Audier, considèrent sa doctrine comme appartenant au « socialisme libéral » ; il se réfère notamment à un échange entre Geogres Renard, directeur de *La Revue socialiste*, et Léon Bourgeois où ce dernier affirmait être un « socialiste libéral, le plus libéral des socialistes ».

Pour d'autres, telle Janet Horne **(en)**, il s'agit davantage d'un « libéralisme social » puisque Léon Bourgeois était étranger à l'idée de lutte des classes et se prononçait en faveur de la paix sociale. Durant l'entre-deux-guerres, le solidarisme a un impact important sur la pensée politique. Célestin Bouglé, par exemple, publie *Le Solidarisme* en 1924.

Il y rappelle l'opposition des solidaristes à l'abolition de la propriété privée et à la lutte des classes ; mais également la nécessité que l'État intervienne pour corriger la question sociale, qui n'est pas que morale. Néanmoins, après la Seconde Guerre mondiale, l'effondrement du radicalisme entraîne la disparition du solidarisme ; même s'il est parfois considéré comme un précurseur de l'État providence.

Il fut par ailleurs un membre influent du Grand Orient de France. Paul Anxionnaz, Grand Maître du Grand Orient de France, déclarait en 1967 : « Si nous, francs-maçons du Grand Orient de France, vouons un culte particulier à sa mémoire, c'est parce qu'il n'est sans doute pas d'homme d'action, d'écrivain, de penseur dont l'œuvre tout entière ait été à un plus haut degré imprégnée de pensée et de fraternité maçonniques. »

Dès son enfance, Léon Bourgeois se passionne pour les arts. Il était sculpteur et a laissé quelques œuvres dont le buste de sa fille. Une salle non permanente du Musée des Beaux-Arts et d'Archéologie de Châlons-en-Champagne lui est consacrée, on peut découvrir des souvenirs, dont son diplôme du prix Nobel. Wikipédia

BOURNEVILLE Désiré

Garencières, 20 octobre 1840 - Paris 28 mai l909.



Né de Charles Alexandre Marcel Bourneville, propriétaire agriculteur, et de Rose Clémentine Legras, sa cousine germaine, Désiré Bourneville fréquente le lycée d'Evreux, puis celui d'Alençon. Il fait ses études de médecine à Paris; alors qu'il est interne des hôpitaux, il part pour Amiens participer à la lutte contre l'épidémie de choléra (1866). Il écrit dans quelques journaux de médecine, La Médecine contemporaine, Le Mouvement médical, Les Annales de l'hydrothérapie. Il se lie aux milieux publicains; en 1867, il collabore au Panthéon de l'industrie et des arts, fondé par Charles Delescluze. Il achève ses études en 1870, soutenant une thèse intitulée Etudes de thermochimie clinique dans l'hémorragie cérébrale et dans quelques autres maladies de l'encéphale. Pendant la guerre franco-prussienne, il est nommé aide major au 160e bataillon de la garde nationale de la Seine et demeure à son poste pendant la Commune*.

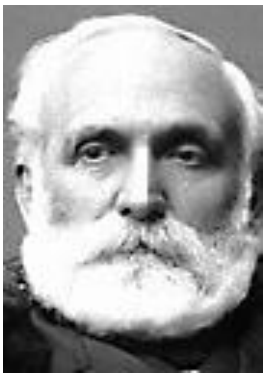
En 1871, il est nommé assistant de Charcot à la Salpetrière. En 1873, il fonde Le Progrès médical, dont il devient le directeur. La même année, il figure dans le Comité fédéral républicain chargé de soutenir la candidature de Désiré Barodet contre celle de Charles de Rémusat. Lors des élections législatives de 1877 date à laquelle il devient conseiller municipal de Paris et en 1881, il est membre du comité électoral qui assure l'élection de Louis Blanc dans la Ire circonscription du Ve arrondissement. Bourneville milite activement dans cet arrondissement; ainsi il siège au comité d'administration de la bibliothèque des Amis de l'instruction publique. Conseiller municipal, il est le grand artisan de la laïcisation des hôpitaux de l'Assistance publique; il fonde quatre écoles pour la formation des infirmières laïques destinées à remplacer les congréganistes. En 187S, il devient médecin chef du service des enfants épileptiques à l'hospice de Bicêtre. Louis Blanc étant décédé en 1882, Bourneville se présente comme candidat radical-socialiste et est élu; dans son programme, la séparation des Eglises et de l'Etal figure en bonne place. Ayant été réélu en 1885, il est encore député lorsqu'il épouse Maria Breugnon le 22 juin 1887; le mariage semble bien avoir été exclusivement civil et son fils unique, Marcel, né le 12 juillet 1887, n'est pas baptisé. Cela correspond bien aux engagements du Dr Bourneville, membre du groupe Etienne-Dolet, société de libre pensée* du Ve arrondissement, et fondateur, en 1882, d'une société de libre pensée à Gentilly (Seine). De nouveau candidat aux élections législatives de 1889, Bourneville est battu par le candidat boulangiste, Alfred Naquet celui-ci ayant été invalidé, de nouvelles élections ont lieu et Bourneville est battu une seconde fois, en mars 1890.

Le 21 janvier 1891, il est initié à la loge La Clémente Amitié; il ne dépasse pas le grade d'apprenti* et devient honoraire le 21 novembre 1906. Il **fut un maçon peu actif, du moins défendit'il dans la société profane diverses causes qui étaient chères à la franc-maçonnerie.**

Entre temps, en 1896, 1897, 1899 et 1900, il avait vainement brigue les suffrages des délégués sénatoriaux. En 1902, il adhère à l'Association nationale des libres penseurs de France. Il meurt le 29 mai l909 et, conformément à son désir, son corps est incinéré au crématorium du Père-Lachaise. Sa fin est ainsi conforme à ses engagements, en effet il avait été un ardent crématiste et avait reçu la présidence de la Société française pour la propagation de la crémation en 1890, puis avait été nommé membre du Comité de perfectionnement des services de la crémation par le préfet Poubelle J. L.

BOWELL sir Mackenzie

27 décembre 1824 - 10 décembre 1917.



Cinquième premier ministre du Canada, du 21 décembre 1894 au 27 avril 1896.

Origines

Bowell est né à Rickinghall, Suffolk, Angleterre. Sa famille émigra de là jusqu'à Belleville, en Ontario, où il fut apprenti au journal local. Il connut le succès en tant qu'imprimeur et éditeur, ainsi qu'un membre éminent de l'ordre d'Orange, ce qui l'en fit le Grand-maître canadien en 1870. Il appartenait aussi à la franc-maçonnerie. En 1847 il épousa Harriet Moore (1829–1884) et ensemble ils eurent quatre fils et cinq filles.

Carrière politique Ministre

Élu à la Chambre des communes du Canada lors de l'élection fédérale canadienne de 1867, Bowell intègra le cabinet conservateur en 1878 comme ministre des douanes.

Un administrateur compétent et travaillant, Bowell demeura au cabinet comme ministre des affaires et douanes et ministre de la milice et de la défense lorsqu'il fut nommé au Sénat en 1892. Il devint devient Leader du gouvernement au Sénat le 31 octobre 1893 et, en 1894, en tant que ministre senior, accéda au poste de premier ministre quand Sir John Thompson mourut soudainement. Sa visite en Australie en 1893 mena à la première conférence des colonies et territoires Britanniques, qui se déroula à Ottawa en 1894.

Question des écoles du Manitoba
En tant que premier ministre du Canada, Bowell fit face à la dissension dans son parti sur la question controversée des écoles catholiques au Manitoba. En 1890, le Manitoba avait aboli ses commissions scolaires catholiques, contrairement aux dispositions prévues pour les catholiques dans la *Loi sur le Manitoba* de 1870. Bowell et ses prédécesseurs avaient peiné à trouver une solution au problème. Lorsqu'il décida de créer une nouvelle commission scolaire catholique pour la province en 1896, sept ministres claquèrent la porte du cabinet en guise de protestation. Bowell les dénonça, les qualifiant de « nid de traîtres ». Ils revinrent peu après, mais avec des élections à l'horizon, Bowell consentit à se retirer. Charles Tupper, haut commissaire du Canada à Londres, fut rappelé pour le remplacer.

Sir Mackenzie Bowell avait 93 ans et était toujours sénateur lorsqu'il mourut d'une pneumonie à Belleville. Il est enterré au cimetière de Belleville, en Ontario. Aucun ancien membre ou membre du gouvernement n'assistèrent à ses funérailles, quoiqu'un grand nombre de membres de l'ordre d'Orange y étaient.

BOWSER — William John

Rexton (Nouveau-Brunswick) 3 décembre 1867 – Vancouver 25 octobre 1933.



L'honorable **William John Bowser** (né à Rexton (Nouveau-Brunswick) le 3 décembre 1867 et décédé à Vancouver le 25 octobre 1933) était un homme politique en Colombie-Britannique, province canadienne. Il déménage à Vancouver pour pratiquer le droit en 1891 et est d'abord élu à l'Assemblée législative de la province dans l'élection de 1903, sous la bannière du Parti conservateur de la Colombie-Britannique. Bowser sert à titre de procureur-général au sein du cabinet de Sir Richard McBride de 1907 à 1915, puis succède à McBride en tant que premier ministre de la Colombie-Britannique.

Il était franc-maçon, initié en 1895 à *Mount Hermon Lodge No. 7, de Vancouver puis devient* Provincial Grand Master : 1904-1905

BRADLEY — Omar Nelson

Clark, Missouri, aux Etats-Unis 12 février 1893 – New-York City 8 avril 1981.



Fils unique de John Smith Bradley (1868-1908) et de Mary Elizabeth Hubbard (1875-1931), il est né dans la pauvreté. Il a fréquenté les écoles de pays où son père était enseignant. Alors qu'il nétait agé de 13 ans son père décède et sa mère se remarie à Moberly. Bradley termine ses études au Lycée Moberly en 1910, il est un étudiant remarquable et un capitaine tant du base-ball et de football.

Bradley travaillait comme un fabricant de chaudière pour le Chemin de fer de Wabash quand son professeur d'école, à l'Église Chrétienne Centrale dans Moberly l'encourage à passer l'examen d'entrée pour l'Académie militaire U.S. de West Point, NEW YORK. Bradley économise son argent et entre à l'Université du Missouri en Colombie, pour étudier le droit. Il termine second des examens de placement militaire de West Point, au Poste de Baraques Jefferson à St. Louis.

Le premier de classe ne pouvant accepter sa nomination, elle est reportée à l'avantage de Bradley. Bradley excelle dans le sport ; il est une star du base-ball, et joue souvent comme semi-pro pour des équipes sans aucune rémunération. Il est considéré comme un des joueurs universitaire les plus remarquables dans les championnats juniors et seniors au West Point, tant comme puissance de frappe, qu'un joueur de champ extérieur. Alors qu'il poursuit son école militaire au West Point, Bradley rejoint la Loge maçonnique locale.

Il sort officier de l'école militaire de West Point pendant la Première Guerre mondiale, en 1915. Il devient dans les premières années de sa carrière le commandant de l'Ecole d'infanterie à Fort Benning en Géorgie, puis commandant de la 82ème division aéroportée et de la 28ème division d'infanterie.

Ses premières actions militaires de la Seconde Guerre mondiale se déroulent en Afrique du nord, sous le commandement du général Patton. Bradley est à l'origine de la capture en mai 1943 de la Tunisie et de près de 250 000 soldats allemands. Puis il se lance dans la conquête de la Sicile qu'il occupe en août 1943. Quelques mois plus tard, Bradley est appelé en Angleterre, dans le but de préparer l'invasion en Europe du nord-ouest et de commander le 1er corps d'armée américain, sous les ordres du général britannique Bernard Montgomery, qui doit entamer cette invasion.

Le 6 juin 1944, Bradley se trouve sur le cuirassé USS Augusta et observe le déroulement du débarquement sur les plages de Utah Beach et de Omaha Beach. La situation sur Omaha est si désastreuse qu'il pense même interrompre le débarquement sur cette plage, réembarquer les troupes américaines et les rediriger vers Gold Beach.

Mais les embarcations ne sont pas suffisantes pour permettre une telle opération. Ainsi fait-il poursuivre l'opération qui se solde par une semi-réussite, les pertes américaines étant extrêmement élevées.

Plus tard, en août 1944, il prend le commandement du 12ème groupe d'armées, alors composé des 1er, 3ème, 9ème et 15ème armées, l'ensemble le plus importante ayant jamais été formé par les Américains. Après la guerre, Omar Bradley, est retourné aux Etats-Unis et il s'est occupé du département américain des vétérans entre les années 1945 et 1947, durant lesquelles il reçoit une quatrième étoile de général. A partir de 1948, jusqu'en 1949, il est le chef suprême des armées américaines, il remplace ainsi Dwight Eisenhower. Bradley est un officier supérieur très apprécié par ses collègues, autant les officiers que les hommes du rang. Ainsi devient-il en 1949 le premier président des chefs d'Etat-major. A la fin de sa carrière, en 1950, il est nommé général de l'armée américaine.

Elevé à la maîtrise à West Point lodge No 877, High Falls, État de New York, en 1923, il reçoit la médaille de la Grande Loge de l'État de New York en 1946

En 1951 il publie ses mémoires, intitulé : *A Soldier's Story* (*Une Histoire de Soldat*). De retour à la vie civile en 1953, il travaille alors dans une entreprise privée. Omar Bradley meurt en 1981 à New York. Il est enterré au cimetière militaire national d'Arlington, en Virginie. Deux ans après sa mort, en 1983, est publié, grâce au travail de Clay Blair effectué à partir des manuscrits de Bradley, un autre volume de ses mémoires : *A General's Life* (*La Vie d'un Général*).

BRAUNSCHWEIG de **Brunswick Ferdinand** Wolfenbüttel 9 octobre 1735 – Ottensen 10 novembre 1806.



Cette maison princière allemande comprit de nombreux francs-maçons. Le duché de Braunschweig et Lüneburg fut créé par l'empereur Frédéric II en 1235. Le duc régnant Ferdinand Albrecht II, mort en 1735, eut 5 enfants. Karl 1er (1713-1780), son fils ainé, le duc régnant, duc de Braunschweig-Beven et depuis 1735 duc de Braunschweig-Lüneburg, épouse Philippine Charlotte (1716-1801), sœur de Frédéric le Grand.
Karl 1er fut protecteur de la loge de Braunschweig sans être franc-maçon.

Elisabeth Christina (1715-1797) épouse Frédéric le Grand le 12 juin 1733.
Ferdinand (Wolfenbüttel, 12 janvier 1721- Brunswick, 3 juillet 1792), duc de Braunschweig-Lüneburg-Wolfenbüttel, est une personnalité centrale de l'histoire de la Stricte Observance.

Proposé par son beau-frère, le prince Auguste-Wilheim, il est initié à Berlin par la loge « *Aux Trois Globes* » le 21 décembre 1740 et élevé à la maîtrise à Breslau par la loge « *Aux Trois Squelettes* » le 7 juillet 1742. Au cours de la guerre de Succession d'Autriche. il accompagne en 1741 Frédéric qui le décore de « *l'Ordre de l'Aigle Noir* ». Schröder (1806) indique qu'il est reçu Chevalier de Saint-André à Berlin en 1745.

Vainqueur du comte de Clermont à Krefeld (23 juin 1758), promu maréchal, il est nommé gouverneur de Magdebourg une fois la guerre de Sept Ans terminée. Il se retire en 1796 près de Brunswick dans son château de Vechelde.

En mai 1770, il accepte la charge de Grand Maître Provincial, que lui offre le duc de Beaufort, Grand Maître de la Grande Loge d'Angleterre (Modernes). Mais ayant assisté à Brunswick, le 15 janvier 1771, à une tenue rituelle des quatre premiers grades de la Stricte Observance, il « abandonne la franc-maçonnerie anglaise » (Gould) et devient deux jours plus tard *amivus et protector* e la Stricte Observance avec pour nom d'ordre *Eq. A Victoria*. Elu Grand Maître de toutes les loges écossaises avec le titre *de magnus Superior ordinus* au cours du Convent de Kohlo, le 23 juin 1772, installé à Brunswick le 21 octobre suivant dans le Chapitre de Préfecture présidé par Lestwitz, il en fait part à lord Petre. En janvier 1773, il visite deux fois la loge « *La Candeur* » à Strasbourg.

Une médaille reproduite par Bugge (1855), et qui représente un lion jouant avec des instruments de mathématiques et dont la légende est : *Veni, vici, quiesco*, est gravée en son honneur, ce dont la loge de Strasbourg est informée au mois de juin suivant. Après le Convent de Brunswick (mai-juillet 1775), il a plusieurs entretiens secrets avec von Hund qui lui remet la plupart des archives et de la correspondance de la Stricte Observance (les archives du duc Ferdinand furent ensuite placées sous scellés par ses créanciers).

Le directoire, dont la création à Dresde avait été décidée au Convent de Hohlo, siège désormais à Brunswick. En décembre 1776, un mois après la mort de von Hund, le duc Charles de Södermanland exprime par écrit au duc Ferdinand son vœu d'un rapprochement entre le Grand Chapitre de Suède et la Stricte Observance. Le 29 juin 1778, le duc Ferdinand reçoit les hauts grades suédois au château de Maltesholm. Le 15 juillet 1778, il ouvre les travaux du Convent de Wolfenbüttel qui élit le duc Charles *Orden+Meister* de la VIIe Province, le duc Ferdinand conservant son titre de *magnus Superior ordinis*. L'alliance est ratifiée le 2 septembre 1779. Sans en prévenir les autres Provinces de l'Ordre, le duc Charles décide alors de restaurer en Suède la IXe Province. Il est installé à sa tête le 15 mars 1780 et l'annonce un mois plus tard au duc Ferdinand. Le Directoire de Brunswick marque sa stupeur et sa désapprobation dans plusieurs lettres adressées à Stockholm.

Lorsque, au cours de la réunion du 5 février 1781, le Grand Chapitre suédois apprend l'intention du duc Ferdinand de convoquer un convent général cinq mois plus tard, il adresse au Directoire une circulaire du duc Charles exprimant son opposition à ce projet et interdisant aux membres de la VIIe Province d'y assister.

La lettre du Directoire du 28 mars à cette circulaire amène l'abdication du duc Charles à la tête de la VIIe Province, qu'il rend publique par une très longue lettre du 10 avril 1781 notifiant sa décision. Le convent général se tiendra à Wilhelmsbad au cours de l'été 1782 sous la présidence du duc Ferdinand qui y est nommé Grand Maître Général de l'Ordre. En 1784, le duc devient membre des Illuminés sous le nom de Josephus et, en 1786, membre des Frères d'Asie. Son décès coïncida avec la disparition de la Stricte Observance. A.B.

BRAZZA de **Pierre Savorgnan** Castel Gandolfo 26 janvier 1852 – Dakar 14 septembre 1905.



Explorateur de l'Afrique équatoriale. Généreux et humain, sans jamais employer la force, il organisa la colonie du Congo français.

Initié Franc-Maçon, en 1888, à la "*Loge Alsace Lorraine*", Paris

Pierre Savorgnan de Brazza est l'un des visages emblématiques de l'histoire coloniale sur lequel s'est construite toute la franc-maçonnerie africaine. L'érection du mausolée dédié à Pierre Savorgnan de Brazza et aux membres de sa famille a donné lieu à une grande polémique. L'opinion congolaise est convaincue que le monument est si gigantesque et luxueux parce que lieu de rendez-vous des Frères de cette société secrète. Les descendants de l'explorateur s'indignent de ce que pensent les Congolais. Le 27 juillet 1886, de Brazza, qui avait consacré sa vie à la création de la colonie du Congo français, recevait le titre et les fonctions de Commissaire général du Gouvernement. Il fut de nouveau de retour à Libreville au début de mars 1887. De Brazza ne partit pas immédiatement. Il avait besoin d'organiser « sa » colonie, de lui assurer des appuis politiques et de normaliser ses relations économiques avec la métropole.

Il effectua donc de longues tournées en province auprès des Chambres de Commerce des grandes villes, auprès des industriels, chez les artisans. Avec chacun, il étudia dans les moindres détails les produits qu'il pourrait emporter ou faire venir et qui, constituant ainsi un premier embryon de commerce méthodique, permettraient, à qualité égale, de concurrencer les marchandises anglaises. C'était donc en bon précurseur de l'impérialisme industriel et commercial que de Brazza fut nommé au Congo français. Ne perdons pas de vue que c'était la période de l'expansion coloniale. La Conférence de Berlin s'étant déjà tenue, des règles d'occupation y étaient clairement définies.

Le 28 juin 1888, Pierre Savorgnan de Brazza était initié à la Loge de l'Alsace Lorraine sur présentation de Colfavreux alors Président du conseil de l'Ordre, après avoir failli être ajourné. C'est à cette même loge qu'appartenait déjà Jules Ferry, le grand artisan français de l'expansion coloniale ; mais aussi reconnu notoirement comme l'antichrist, le père de la laïcisation de l'enseignement en France. De Brazza s'était-il fait initier pour avoir de la côte auprès des Gouvernants français ? On peut le supposer aujourd'hui. Une autre question naïve reste posée. Comment un franc-maçon, sans doute peu notoire en tant que tel, avait-il pu être accepté par l'Eglise catholique ?

Il démissionna de la franc-maçonnerie en novembre 1904 bien qu'il ait été puissamment aidé par la maçonnerie, à cause de la circulaire du 3 novembre. Il refusa de la retirer malgré la démarche faite auprès de lui. Dans ces conditions, la Loge Alsace Lorraine avait décidé « de ne pas tirer de batterie de deuil à la mémoire de ce Frère démissionnaire, dont les obsèques ont d'ailleurs été entourées de toutes les pompes de la religion », ainsi écrivait le Président du Suprême Conseil pour la France et les possessions françaises du Grand Orient de France le 20 octobre 1905. Cette même note ajoutait, « le Frère Christmann, vénérable, n'a rien dit au Convent de crainte de créer un incident dont se serait emparé la presse hostile, mais croit utile de donner ces explications, car l'attitude de la Loge Alsace Lorraine pourrait surprendre ceux qui ignorent les raisons qui l'ont dictée ».

S'appuyant sur tous ces faits, les descendants de Pierre Savorgnan de Brazza ont négocié avec le Gouvernement congolais et obtenu que le :
« Le lieu précis de la sépulture dans le mausolée de Brazzaville sera consacré par une autorité religieuse compétente selon la tradition catholique, laquelle exige la présence du symbole de croix sur chacune des tombes ». Tout cela a été consigné dans le communiqué final sanctionnant les négociations entre le Gouvernement congolais et les descendants de Pierre Savorgnan de Brazza, signé à Rome le 29 septembre 2006.
Par ailleurs, les mêmes descendants, soucieux du repos éternel de leur aïeul et de toute sa famille, ont prévu dans le même communiqué final :
« au cas où le mausolée de Brazzaville venait à être détruit pour une quelconque raison, les restes mortuaires de Pierre Savorgnan de Brazza et des membres de sa famille seront transférés à la Basilique Sainte-Anne de Brazzaville ».

Voilà donc Savorgnan de Brazza, catholique à naissance, franc-maçon par opportunisme, catholique au moment de mourir.

Professeur Côme KINATA

BREST DE LA CHAUSSEE Henri-Joseph Paris 1733 - ?

Directeur de la Loterie royale et militaire, maître de la loge « L'Exactitude » depuis mai 1761, Henri-Joseph Brest de la Chaussée devient la même année Grand Garde des Sceaux, Timbres et Archives de la Grande Loge de France et du Conseil des Chevaliers d'Orient. Un fonctionnaire conscient et honnête qui trace ainsi son auto portrait : « Je jouis d'un état décevant, ma fortune n'est pas brillante, mais au moins elle me met à l'abri du besoin ; jamais je n'ai été dans le cas de mériter le plus léger reproche dans mon honneur ; ma réputation est intacte ».

On sait que plusieurs anciens membres de la Grande Loge du plumassier Peny, nommés officiers « lors de la réunion » de la Grande Loge, n'avaient pas retrouvé leurs postes aux élections du 27 décembre 1765, qu'ils avaient exprimé leur mécontentement par des libellés et que, pour cette raison, certains avaient été exclus en 1766. Après la suspension imposée le 21 février 1767 par l'autorité royale, ces exclus tentent de faire croire aux loges de province qu'avec l'accord du Substitut Général Chaillon et La Chaussée, adressent aux loges de province une double lettre circulaire dénonçant l'inexactitude de ces allégations. La Chaussée ajoutant : « *par la pièce cy jointe vous verrez que plusieurs de ces f. qui l'audace de s'annoncer comme G.L. ont été par le G.L. même, déclarés indigne de la qualité de M. de Loge et du nom de maçon* ».

Or, après la mort du comte de Clermont, ses frères exclus sont parvenus à obtenir que le duc de Chartes (Orléans) accepte la Grande Maîtrise, la Grande Loge convoquée par eux c'est réunie le 24 juin 1771, un procès-verbal antidaté au 21 juin 1771 a été rédigé et un accord conclu la 17 octobre suivant « qui impose un silence absolu sur les plaintes & recherches réciproques sur tout ce qui s'était passé précédemment », ce qui, comme l'écrira La Chaussée, signifiait respecter « un silence éternel sur tout ce qui pouvait être relatif aux décrets rendus contre les FF exclus ». Cet accord est rompu lors de la réunion de Grande Loge du 18 avril 1772, au cours de laquelle La Chaussée est accusé de détournement de fonds, condamné par la Grande Loge, le 9 octobre, ne parvenant pas à faire appel de sa condamnation.

La Chaussée se résout à écrire « *Mémoire justificatif* », le fait imprimer et le publie dans les premiers jours de mars 1773. Ainsi qu'il l'expliquera lors de la dernière assemblée de la Grande Loge Nationale, le 1er septembre 1773 : « *J'avois à démontrer que ce jugement étoit enfanté par une cabale monstrueuse ; il falloit que je découvrisse les causes, les progrès et les ressorts cachés de cette cabale ; ils étoient liés aux détails historiques de la Grande Loge* ». *Le Mémoire justificatif* ayant été distribué aux représentants de la Grande Loge Nationale de France, celle-ci nomme le 11 mars une commission « pour juger des faits relatifs à ce mémoire et énoncés en icelui » qui se réunit pendant cinq mois entend des témoins et rend le 13 août 1773 un « jugement définitif », en dernier ressort, imprimé et adressé à toutes les loges du royaume.

PASSAGE CLE DE CE *JUGEMENT* :
« *Nous avons déclaré téméraires & indiscrètes, les qualifications par lui données au Jugement du 9 octobre 1772, & demeurera supprimé* ». Autrement dit : La Chaussée n'a pas respecté la raison d'Etat, mais pas un mot des huit pages du *Jugement* ne lui reproche d'avoir été inexact. Réhabilité, La Chaussée, alors « commis pour l'examen des comptes de la Marine », est nommé le 27 décembre 1773 officier honoraire du Grand Orient de France où il occupe le 3e rang, après Carbonnel et Le Lorrain, comme l'indique le tableau général du 14 juin 1776. Le « Tableau des RR. Commissaires nommés par le GO » de ce même tableau général indique ses nominations successives comme Commissaire pour le Secrétariat et la Correspondance le 12 août 1774, pour le Traité d'Union entre le Grand Orient et les Directions écossais le 14 avril 1775, pour la Rédaction et la Révision des Règlements le 5 juillet 1775, et pour la rédaction des Grades le 14 mars 1776.

Alain Le Bihan a relevé son nom sur le tableau du 15 juillet 1781 de la loge « Saint-Etienne de la Vraie et Parfaite Amitié » dont il est alors vénérable. Il faudra attendre deux siècles pour que soit retrouvé le texte intégral de son Mémoire justificatif, l'un des documents essentiels de la maçonnerie française du XVIIIe s., qui n'était alors connu que par les citations falsifiées qu'en avait faites Thory et celles de Jouaust. En 1976, dans les archives léguées par Jean Baylot à la Bibliothèque nationale, une copie dactylographiée du mémoire est identifiée par Pierre Chevallier qui la publie chez Lauzeray un an plus tard. Par une coïncidence étonnante, un exemplaire de la brochure originale est alors retrouvé presque simultanément à Zürich par Daniel-Paul Lobreau et à Londres par A.C.F. Deux éditions en fac-similé suivent, en 1979 par Robert Amadouv et en 1981 par Lobreau. A l'exception de l'introduction dont Pierre Chevallier avait accompagné son édition, il n'y eut aucun commentaire pendant quatorze ans. A.B.

BREWSTER



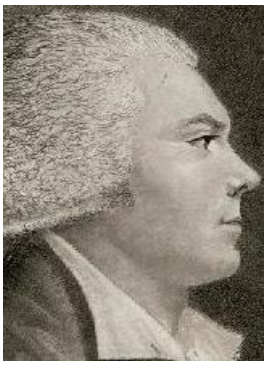
Harlan Carey né le 10 novembre 1870, décédé le 1er mars 1918.

Homme politique, premier ministre de la Colombie-Britannique 1916-18 (Harvey, N.-B., 10 nov. 1870 -- Calgary, 1er mars 1918). Il fait ses études au Nouveau-Brunswick et à Boston, au Massachusetts, et devient imprimeur et navigateur de haute mer. Il s'installe en Colombie-Britannique vers 1893 et occupe successivement divers postes, dont celui de commissaire de bord, de comptable et de directeur d'une conserverie de saumon, avant d'acquérir la Clayoquot Sound Cannery, en 1907. En 1909, il est élu député libéral de la circonscription d'Alberni à l'Assemblée législative. Chef de l'Opposition, il affronte le premier ministre Richard MCBRIDE dans Victoria en 1912, mais est défait comme tous les autres candidats libéraux. Il revient à l'Assemblée législative en 1916, à la faveur d'une élection partielle dans une circonscription de Vancouver et, réélu aux élections générales, il devient premier ministre, fonction qu'il occupe jusqu'à sa mort.

Quoique de courte durée, son gouvernement s'est distingué par l'adoption de mesures réformistes sur le DROIT DE VOTE DE LA FEMME et la PROHIBITION, et par sa volonté de mettre un terme à la corruption politique, notamment celle entourant la société Pacific Great Eastern Railway.

Initié en 1909, Vancouver et Quadra Lodge No. 2, Victoria. PATRICIA E. ROY

BRIOT **Pierre Joseph** Orchamps-Vennes 17 avril 1771 - Auteuil 18 mars 1827



Il fut un révolutionnaire français et un personnage politique important. Il s'engage sur les valeurs de la Révolution française en devenant volontaire dès 1792. En 1798 il devient membre du Conseil des Cinq-Cents et se fait connaître sur ses prises de position en faveur de la République en Italie. Profitant de certaines hautes protections, il est nommé secrétaire général de la préfecture du Doubs à Besançon de 1800 à 1801. Puis, devenant gênant à cause de son activisme politique, il est exilé à l'Île d'Elbe, de 1802 à 1803 en tant que commissaire général du gouvernement. Après une période où l'on perd sa trace, il réapparaît en Italie, en 1806 en tant qu'intendant de la province des Abruzzes, sous l'autorité de Joseph Bonaparte. En 1807, il est affecté en Calabre et en 1809, il est nommé conseiller d'État de Joachim Murat à Naples.Il en démissionne en 1813. Il revient en France lors du déclin de l'Empire Napoléonien et à la perte du trône de Naples par Joachim Murat.

En 1817 il devient conseiller secret du ministre de la Police, le Duc Decazes jusqu'à sa révocation en juin 1822 quand il est indirectement mis en question dans le procès pour activités carbonaristes des « quatre sergents » de La Rochelle. Un rapport confidentiel du 20 mai 1825 atteste un tel état de fait :

« *Le sieur Briot est un homme très dangereux, et par l'exaspération de ses opinions et par l'influence que sa place le met à même d'exercer. Il n'a cessé depuis longtemps de se livrer à des intrigues révolutionnaires, et en 1822 il avait fait des commis principaux du Phénix autant d'agents d'insurrection. Chacun des inspecteurs de cette compagnie était chargé de répandre dans plusieurs départements qui lui étaient désignés, les doctrines libérales et d'y organiser des ventes de Carbonari.*»

Il fut membre de la franc-maçonnerie de Besançon et aussi membre des Bons cousins charbonniers du rite du Grand Alexandre de la Confiance. Pierre-Joseph Briot aurait été initié à la société secrète républicaine des Philadelphes, composée de nombreux francs-comtois pro-républicains. Lors de son séjour à l'Île d'Elbe il fonde à Portoferraio la loge "Les amis de l'Honneur français".

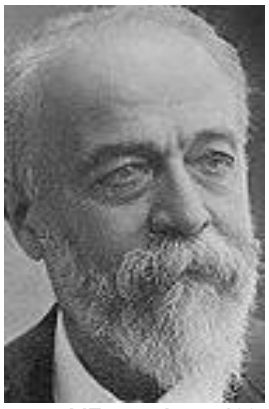
De 1804 à 1806, Briot commence à se livrer à certaines activités clandestines et a des contacts avec Philippe Buonarroti, alors exilé à Sospel, qui préparait discrètement l'élaboration d'une société secrète italienne à des fins révolutionnaires. Il y introduit la Charbonnerie franc-comtoise, sorte d'opposition à la franc-maçonnerie encouragée par Napoléon. Lors de sa présence en Calabre, il crée un nouveau foyer de charbonnerie et lance la loge "La Concorde" à Lanciano.

En 1810, il s'affilie au Rite de Misraïm des frères Bèdarride auquel il restera fidèle jusqu'à la fin de sa vie. Il y deviendra rapidement "Grand Maître ad vitam 90° degré" dès 1815 et fondera la loge-mère "Arc en Ciel". Lors de la campagne d'Italie il développe la charbonnerie au sein de l'armée napolitaine. Il fut également membre de la loge "La Constellation Napoléon" à Naples. De retour en France, il intègre la loge maçonnique misraïmique de Besançon "Les Sectateurs de la Vérité" et en sera le représentant à Paris.

Malgré une surveillance policière, **Pierre-Joseph Briot** sut toujours ne pas prêter le flanc à des attaques directes. Il employa un pseudonyme, **M. SAINT-EDME**, alias Edme Théodore Bourg, pour s'affranchir le plus possible de sa responsabilité d'avoir importer les rituels de Bons Cousins Charbonniers à Naples et faire paraître les thèses carbonaristes en rapport avec l'avancée des idées républicaines et humanistes dans l'Europe du XIXe siècle.

« *Néanmoins, malgré ces réserves et toutes ces précautions, Pierre-Joseph Briot semble à tous égards avoir gardé une tendresse particulière pour les thèses du Carbonarisme italien et, en tant que républicain anti-Bourbons déclaré, affirme par l'édition de cet ouvrage sa vocation occulte à dynamiser la Charbonnerie française des années 1820-1823* ». WIKIPEDIA

BRISSON **Henry** Bourges 31 juillet 1835 – Paris 14 avril 1912.



Henri Brisson est souvent présenté comme le l'œil et le bras de la maçonnerie radicalisme d'avant 1914. La tradition veut même qu'il ait contribué de façon décisive, en juin 1899, à rallier la Chambre au ministère Waldeck-Rousseau en faisant le signe de détresse à la tribune. C'est peut être une légende, mais il est sûr que son aura maçonnique était l'une des composantes de son influence politique. Pourtant, Brisson n'a été réellement actif dans la maçonnerie qu'au début de sa carrière. Il l'à reconnu dans un discours de distribution des prix aux élèves des cours commerciaux du Grand Orient, en janvier 1898 : il est entré en maçonnerie en 1856, car c'était « *le seul endroit en France où l'on pût encore parler bas, mais parler encore avec une certaine liberté* ». Mais il évoque avec un certain détachement son « ancienne vie maçonnique » : « *Si j'ai fréquenté beaucoup les temples de 1856 à 1870, la vie m'a jeté ailleurs* »…

Le jeune avocat et journaliste républicain a été, dans les années 1960, vénérable de la loge « *L'Ecossaise* » 133, fréquentée par d'autres futures gloires radicales comme Floquet ou Mesureur, et aussi par de futurs communards. Cet atelier, qui milite pour la démocratisation du Rite Ecossais et pour l'abandon de la référence au Grand Architecte de l'Univers, jouera un rôle moteur dans la scission écossaise en 1880. Mais, quand se crée la Grande Loge Symbolique, où Mesureur sera très actif, Brisson a déjà cessé de fréquenter assidument les loges.

Son prestige dans le milieu maçonnique est peut-être dû principalement à sa collaboration à La Morale indépendante, revue fondée en 1865 par Massol, l'un des ennemis personnels du Grand Architecte au Grand Orient.

En 1871, Brisson est élu député de la Seine, qu'il représentera jusqu'en 1902 (sauf entre 1885 et 1889, où il a opté pour son département natal, le Cher). Menacé d'un ballotage difficile, il est parachuté. Entre les deux tours ders élections de 1902, à Marseille, dont il restera député jusqu'à sa mort. Le radicalisme de Brisson s'est déjà éloigné de la politique des groupes : peu attiré par les responsabilité gouvernementales, nourrissant des ambitions élyséennes (il sera trois fois candidat à la présidentielle), il succède à Gambetta à la présidence de la Chambre en 1881. Il va occuper cette fonction jusqu'en 1885 ; il la retrouvera en 1894-1898, en 1904, puis de 1906 à sa mort. Ses expériences gouvernementales se limitent à deux brefs passages à la présidence du Conseil : après la chute de Ferry, il dirige d'avril 1885 à janvier 1886 un éphémère cabinet de « concentration républicaine » ; en juin 1898, il constitue un gouvernement radical modéré qui sera emporté en octobre par la tourmente de l'affaire Dreyfus. Dans les années 1980, Brisson s'est rapproché des radicaux les plus avancés, essentiellement sur les terrains de l'anticléricalisme. Il est de ceux qui ne croient pas à la sincérité du ralliement de l'église à la République, qui voient dans la politique d'apaisement religieux de Spuller et de Méline une « désertion des vieilles doctrines », un « abandon de la vigilance nécessaire ».

Avec Goblet, Floquet, Allain Targé et Léon Bourgeois, il parraine en 1894 la création du comité central d'action républicaine, d'où sortira l'année suivante le Comité d'action pour les réformes républicaines, ancêtre du Parti républicain radical et radical-socialiste de 1901. Son retour au pouvoir, en 1898, est une expérience douloureuse. Il déçoit d'emblée les radicaux de conviction en présentant une version très édulcorée du programme radical et il laisse se déployer l'antidreyfusisme virulent de son premier ministre de la Guerre, Cavaignac.

Il ne se ressaisit qu'après le suicide du faussaire Henri et c'est son gouvernement qui décide, le 26 septembre, d'engager la procédure de révision du procès Dreyfus. Mais Brisson ne parvient à rallier à la révision aucun des trois ministres de la Guerre successifs, ce qui provoque la chute du ministère le 25 octobre. Ses hésitations, son impuissance à empêcher que le colonel Picquart soit traduit devant la justice militaire, lui ont valu de sévères critiques des dreyfusistes. La présidence de la Chambre, retrouvée en 1904, suffit à satisfaire son ambition. Il accepte pourtant, avec Gobet et Bourgeois, de patronner la création du Parti radical en 1901. Son discours au congrès fondateur ne fait aucune allusion aux réformes économiques et sociales et se caractérise toujours par un anticléricalisme à toute épreuve. Il veut aussi ouvrir le parti sur son aile droite à « ces républicains qui, sans avoir jamais reçu ni pris l'épithète de radicaux ou de radicaux-socialistes, se sont joints avec honneur, avec indépendance, aux radicaux et aux radicaux-socialistes pour livrée la bataille qui se livre depuis deux années». La vénération dont Brisson est entouré dans son parti pendant les dernières années de sa vie peut surprendre.

« C'est un faux col et rien dedans », aurait déjà dit Gambetta. Pendant l'affaire Dreyfus, Clemenceau se demandait si Brisson était « plus bête que lâche ou plus lâche que bête ». en 1909, Combes traite en privé le président de la Chambre, dont « l'austérité » fait partie des poncifs journalistiques du temps, de « jouisseur » qui ne songe qu'à « vivre tranquillement à l'abri de toutes secousses ». Et la fraternité maçonnique n'empêche pas le socialiste Sembat de dénoncer les « crasses » et les « cochonneries » de Brisson lorsque celui-ci, en octobre 1910, refuse l'accès au Palais-Bourbon d'une délégation de cheminots grévistes…

La gloire de Brisson, finalement, est un peu la contrepartie de la méfiance fréquemment éprouvée par les radicaux pour les trop fortes personnalités, pour les véritables hommes de gouvernement, qu'ils s'appellent Gambetta, Ferry ou Clemenceau.

BROSSOLETTE Pierre

Paris 25 juin 1903 - 22 mars 1944.



Initié Franc-Maçon, en 1927, par la loge "*Émile Zola*" Paris, avant de s'affilier à "*l'Aurore Sociale*" Troyes. Résistant, arrêté en 1944, il se suicida le 22 mars, respectant jusqu'à la mort la loi du silence.

Fils de Léon Brossolette, Inspecteur de l'enseignement primaire à Paris et ardent défenseur de l'enseignement laïque au début du XXe siècle, neveu de Francisque Vial, directeur de l'enseignement secondaire, il entre premier à l'École normale supérieure en 1922. Cacique de sa promotion, il est reçu seulement deuxième à l'agrégation d'histoire, derrière Georges Bidault, à la suite d'un petit scandale. Il épouse en 1926 Gilberte Bruel, avec qui il aura deux enfants, Anne et Claude, et qui, après sa mort, prendra le relais de ses idées et deviendra la première femme sénateur en France.

Il adhère à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) en 1929. D'abord fervent défenseur des idéaux pacifistes et européens d'Aristide Briand, ses conceptions évoluent lorsqu'il prend conscience de la réalité de la menace nazie et de l'inévitabilité de la guerre.

Il est également membre de la Ligue des droits de l'homme, de la Ligue internationale contre l'antisémitisme et de la franc-maçonnerie. Journaliste au sein de plusieurs journaux (*l'Europe nouvelle*, *le Quotidien*, *le Progrès civique*, *les Primaires*, *Notre temps*, *Excelsior*, *Marianne* et à la *Terre Libre*), ainsi que celui de la SFIO *Le Populaire* (où il est rédacteur de politique étrangère) ; il travaille également pour Radio-PTT, dont il est licencié en janvier 1939 lorsqu'il s'oppose dans une émission aux accords de Munich.

Résistance

Au début de la Seconde Guerre mondiale, il rejoint l'Armée avec le grade de Lieutenant, est promu Capitaine avant la défaite de la France et a été décoré avec la Première Croix de Guerre en 1940 par son attitude au cours de la retraite de son unité. Hostile au régime de Vichy, il rejoint le Groupe du musée de l'Homme présenté à Jean Cassou par Agnès Humbert, écrit le dernier numéro du journal *Résistance* du mouvement et échappe de peu à son démantèlement. Puis, il participe à la formation des groupes de résistance Libération-Nord et Organisation civile et militaire dans la zone occupée et devient, après sa rencontre avec le Colonel Rémy, chef de la section presse et propagande de la Confrérie Notre-Dame. Quand le régime de Vichy lui interdit d'enseigner, Brossolette et son épouse rachètent une librairie russe à Paris, au 89 rue de la Pompe, qui sert de lieu de rencontre et de « boîte aux lettres » pour les résistants. En avril 1942, Brossolette entreprend un voyage à Londres en tant que représentant de la résistance pour rencontrer Charles de Gaulle. Il travaille dès lors, promu Commandant, pour le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA), en liaison avec la section RF du Special Operations Executive (SOE) britannique. Il est parachuté à trois reprises en France, la deuxième fois avec André Dewavrin, alias le Colonel Passy, et Forest Yeo-Thomas alias « *Shelley* », agent du SOE surnommé familièrement « le Lapin Blanc ». Ils vont parvenir à unifier l'ensemble des mouvements de résistance de la Zone Occupée, dans le cadre de la mission « Arquebuse-Brumaire », du nom de code de Passy et Brossolette.

Pierre Brossolette est aussi le porte-voix à Londres des combattants de l'ombre. Dans un discours au Albert Hall le 18 juin 1943, il rend un vibrant hommage aux « soutiers de la gloire », expression qui deviendra par la suite usitée. Il prendra la parole à 38 reprises au micro de la BBC en remplacement de Maurice Schumann et écrira des articles, dont un dans *La Marseillaise* qui par la suite sera considéré par certains comme un des textes fondateurs du gaullisme de guerre.

Politique

Pierre Brossolette est très critique vis-à-vis de la IIIe République qu'il rend responsable de la défaite, et estime que la Libération à venir devra être l'occasion d'une profonde rénovation démocratique, notamment par la naissance d'un grand parti de la Résistance appelé à réaliser une politique de transformation sociale ambitieuse. Un programme commun très proche de ces aspirations sera élaboré par le Conseil national de la Résistance en mars 1944, le mois de la mort de Brossolette. Cette critique de la Troisième République sera le principal sujet de discorde avec Jean Moulin, et lui vaudra par ailleurs l'opposition des partis, soucieux de leur propre survie. Ainsi à la veille de son arrestation, Brossolette est exclu de la SFIO par Daniel Mayer et Gaston Defferre, décision qui ne sera pas appliquée à cause de sa disparition. Si dans un premier temps la IVe République renouera avec les mœurs de la IIIe, l'instauration de la Ve République représentera pour certains la validation a posteriori des idées de Brossolette sur l'après-guerre. En effet, le projet d'un grand parti rassemblé autour de De Gaulle pour gérer l'immédiate après-guerre et limiter les dégâts prévisibles d'une épuration incontrôlée sera vivement critiqué et soupçonné même de dérives fascisantes. De Gaulle, conscient des soupçons d'autoritarisme qui pesaient déjà sur lui, tranchera pour le maintien du système de partis de la IIIe République, donnant ainsi gain de cause à Jean Moulin. Ce choix aura des conséquences importantes sur l'image de ces deux grands chefs de la Résistance et de leur place dans la mémoire nationale. Ainsi s'opposeront a posteriori l'image d'un Jean Moulin homme d'État proche du radicalisme d'avant-guerre, défenseur des valeurs républicaines et de la démocratie voire du statu quo, face à celle, complexe, d'un Pierre Brossolette homme politique certes visionnaire, précurseur du gaullisme bien que socialiste, dénonciateur féroce du danger fasciste et communiste avant la guerre mais partisan de méthodes radicales voire révolutionnaires.

Cependant son idée d'un parti unique issu de la Résistance ne devait servir qu'à réorganiser l'après-guerre et il aurait envisagé de créer lui-même un nouveau parti de gauche, travailliste sur le modèle anglo-saxon donc non-marxiste ou en tout cas réformiste. Pour cela, Brossolette avait travaillé sur une ambitieuse critique du marxisme pendant ses missions, que sa stature d'intellectuel, normalien de haut vol permettait de croire respectable et qui aurait été jetée par dessus bord lors du naufrage sur les côtes bretonnes ayant amené son arrestation.

Arrestation

Après avoir échappé plusieurs fois à des arrestations, Brossolette veut rentrer à Londres pour présenter le nouveau chef du CNR, Émile Bollaert, au Général de Gaulle. Plusieurs tentatives d'exfiltration par Lysander échouent. Brossolette décide de rentrer par bateau. Le 3 février 1944, près de Douarnenez, la pinasse *Jouet des Flots* qui doit les conduire à une frégate britannique fait naufrage à cause du mauvais temps près de la pointe du Raz. Les deux chefs de la Résistance échouent sur la côte, où ils sont accueillis par la résistance locale. Lors d'un barrage de routine, dénoncés par une collaboratrice, ils sont contrôlés et emmenés en prison à Rennes. Plusieurs semaines passent sans qu'ils soient reconnus. Finalement, Ernst Misselwitz (du Sicherheitsdienst) se rend en personne pour identifier Brossolette sur place et le fait transférer, le 19 mars, au quartier général de la Gestapo à Paris, 84 avenue Foch. On ne sait toujours pas ce qui a pu le dénoncer : soit des fuites sur les tentatives d'évasion qui se préparaient sous l'initiative de Forest Yeo-Thomas, capturé à Paris quelques jours auparavant ; soit un rapport non codé de la part de Claude Bouchinet-Serreules et Jacques Bingen vers Londres qui aurait été intercepté sur la frontière espagnole ; soit encore, selon la légende, sa mèche blanche caractéristique apparue sous la teinture.

Décès

Pour le faire parler, Pierre Brossolette est torturé pendant deux jours et demi. Le 22 mars, profitant d'un moment d'inattention du gardien, il se serait levé de sa chaise, les menottes derrière le dos, aurait ouvert la fenêtre de la chambre de bonne dans laquelle il était enfermé, et serait tombé d'abord sur le balcon du 4e étage et ensuite devant l'entrée de l'immeuble côté avenue. Gravement blessé, il succombe à ses blessures vers 22 heures à l'hôpital de la Salpêtrière, sans avoir parlé. Le 24 mars, il est incinéré au cimetière du Père-Lachaise, où ses cendres sont conservées avec celles d'un autre résistant (Jacques Delimal), dans deux urnes dans la division 87 numérotées 3920 et 3913.

BROUSSE **Paul** Montpellier 1843 – Neuilly-sur-Seine 1912.



Fils d'un professeur de agrégé de médecine et lui-même médecin, Paul Brousse obtient la médaille d'or des hôpitaux pour son dévouement lors de l'épidémie de choléra qui sévit, en 1867, dans sa ville natale. Il se consacre à l'activité révolutionnaire. Favorable à la Commune, proche de Jules Guesde, il doit s'enfuir en 1872 en Espagne où il édite une feuille anarchiste, La Solidarité révolutionnaire, émanation, en 1873, d'un fantomatique Comité de propagande révolutionnaire socialiste de la France méridionale.

Il est reçu maçon en 1870, vraisemblablement à la loge du Suprême Conseil de France « *Les Libres Pionniers du Progrès* » qui s'est ouvert l'année précédente à Montpellier où le Grand Orient n'est pas représenté. Nous n'avons pas la preuve d'une activité maçonnique avant 1903. Expulsé pour propagande républicaine, il s'installe à Berne où il devient assistant dans un laboratoire de chimie. Il participe au Congrès de l'Association internationale des travailleurs à Genève en 1873, où il fait l'apologie de l'anarchisme. Il est alors un des dirigeants de la fédération jurassienne.

En 1877, il est condamné à trois mois de prison à la suite d'une manifestation de rue et se trouve expulsé du canton de Berne. A nouveau arrêté, en décembre 1878 pour article approuvant le régicide, il est banni de Suisse.

Il s'installe à Bruxelles d'où il est expulsé, puis à Londres avant de revenir en France en juillet 1880. Il peut maintenant soutenir da thèse devant la faculté de médecine de Montpellier et il s'installe à Paris. Il a alors évolué et se prononce pour un socialisme réformiste. Devenu le chef de la tendance dite « positiviste » ou « broussiste », il est, en 1833, l'un des fondateurs et le principal dirigeant de la Fédération des travailleurs socialistes de France d'où se retire, en 1890, une tendance la plus révolutionnaire conduite par Allemane (allemanisme).

Adepte du socialisme municipal, médecin des pauvres, il met en pratique ses théories en tant qu'élu parisien, de 1887 à 1908, du quartier des Epinettes. Maintenant de bonnes relations avec les radicaux, très anticlérical, il défend la République parlementaire contre le boulangisme et se mobilise (tardivement) en faveur de Dreyfus. Il approuve l'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau. Brousse participe à la création du PSF en 1902, puis de la SFIO en 1905. Après avoir connu deux échecs à la députation (à Montpellier en 1881 et à Pari en 1902), il est élu député de la 3° circonscription du XVIIe arrondissement en 1906.

Brousse ne reprend une activité maçonnique qu'en 1903. Il est élu vénérable par les neuf fondateurs de la loge de Grand Orient « *Les Travailleurs socialistes de France*», ouverte le 22 février 1904. Cette loge destinée à regrouper des militants ouvriers compte quatre autres conseillers municipaux « broussistes » parisiens (L. Paris, J. Poiry, S. Paulard, P. Morel). Dès le première séance, s'y sont affiliés Frédéric Brunet (futur député), Henry Bagnol (député de la Seine), Jean Colly (conseiller municipal), Auguste-Louis Heippenheimer, du Conseil supérieur du travail et futur conseiller municipal, l'économiste Victor Dalle ; ce jour-là un autre conseiller municipal, Arthur Rozier, prononce une conférence, « Socialisme et franc-maçonnerie ».

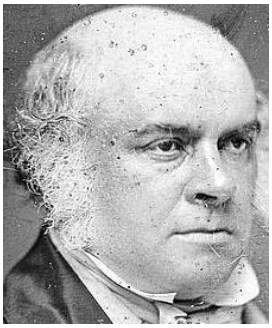
Parmi les futurs affiliés, on relève les noms de Jean-Baptiste Dumay (député et maire du Creuzot), du Dr. Meslier (député socialiste), et d'Abdel Craissac, trésorier de la Fédération nationale des syndicats d'ouvriers peintres, qui mène la campagne, avec la loge, pour l'interdiction de l'emploi de composés du plomb et notamment du blanc de céruse dans les travaux publics ou particuliers. La loge travaille en relations étroites avec deux autres ateliers parisiens : « *La France Socialiste* » et « *L'Union Socialiste* », mais elle décline dans les années 1910. Brousse, et pour cause, déclare au Grand Orient, lors de la fondation, avoir « égaré » son diplôme de maître, grade qu'il dit avoir obtenu le 30 avril 1870. Au bout de deux mois, il abandonne la présidence à Frédéric Brunet et devient vénérable d'honneur. Il ne semble pas s'être beaucoup investi dans la maçonnerie, mais son courant y est bien implanté. C'est notamment un groupe de maçons possibilistes, la plupart très actifs au sein de l'obédience (Brunet, Dalle, Bachelet, Lahy, Jacques Cohen), qui l'aide à relancer en 1908, l'hebdomadaire *Le Prolétaire*.

A.C.

BROWN **Antony** 3e vicomte de Montagu (1732)15e G. M. de la Grande Loge Unie d'Angleterre.

BRUCE **James** Kinnaird (Perthshire) 14 décembre 1730 – 27 avril 1794.

Franc-Maçon de la Loge "*Cannogate Kilwinning*", Edimbourg



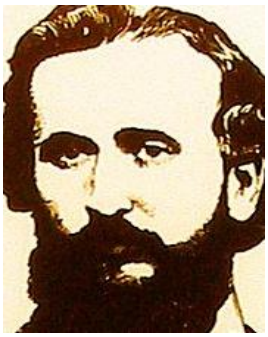
Il fait ses études à Harrow School puis à l'université d'Édimbourg. Il voyage d'abord en Europe (Espagne, Portugal). En 1763, il est nommé consul à Alger et profite des facilités que lui offre ce titre pour parcourir toute l'Afrique septentrionale, puis pénétre en 1768 en Abyssinie (aujourd'hui l'Éthiopie) et atteint, en 1770, les sources du Nil bleu. Il retourne en Grande-Bretagne en 1774, où on le croyait mort, et publie en 1790 son récit de voyage sous le titre de *Travels to Discover the Source of the Nile* (cinq volumes)
(*Voyage à la recherche des sources du Nil*, traduit par Castéra).

Selon le Dictionnaire Bouillet, sa vanité notoire, les singulières aventures qu'il relate et sa narration excessive ont fait que ce livre a été accueilli avec un grand scepticisme et a inspiré de nombreuses satires. On mesure mieux à partir du XIXe siècle la contribution de James Bruce à l'enrichissement des connaissances géographiques.

Il a beaucoup ajouté aux connaissances que l'on avait sur la géographie de l'Abyssinie, mais il n'a pas découvert, comme il le croyait, les sources du vrai Nil. Il est seulement remonté jusqu'à la source du Nahr-el-Azrek, un des principaux affluents du fleuve. Les spécimens d'histoire naturelle qu'il récolte sont envoyés au roi de France et utilisés par Buffon (1707-1788) pour son *Histoire naturelle*.

BRUNET Jean

Avignon 27 décembre 1822 – Avignon 1894.



Il fut l'un des sept membres fondateurs du Félibrige avec Frédéric Mistral, Joseph Roumanille, Théodore Aubanel, Paul Giéra, Anselme Mathieu et Alphonse Tavan. Poète mélancolique et utopiste, il découvrit dans le Félibrige un mouvement qui combla ses aspirations démocratiques et sa fougue juvénile. Il commença sa vie professionnelle comme peintre-décorateur et verrier d'art tout en tenant un magasin d'antiquités au 1bis de la rue des Fourbisseurs à Avignon. Il se maria avec Cécile Bernard, qui fut la marraine par procuration de Geneviève, la fille de Stéphane Mallarmé qui s'était liée d'amitié avec le couple lors de son séjour avignonnais. Réuni avec ses amis, au château de Fontségune, à Châteauneuf-de-Gadagne, le 21 mai 1854, Brunet fut l'un des sept *primadié*, fondateurs du Félibrige.

Ce fut lui aussi, alors que le couple avait déménagé au 17 de la rue Galante qui reçut Víctor Balaguer (1824-1901), chef du parti libéral catalan et franc-maçon comme lui, lors de son exil en 1867.

Fervent républicain

Après la défaite de Sedan, après que la III^e^ République eut été proclamée à Paris le 4 septembre 1870, et à Avignon, par les soins d'Alphonse Gent, Mallarmé lui écrivit :

« La journée, si amèrement commencée, ne pouvait finir d'une façon plus grandiose. Seulement, c'était à vous de monter au balcon de l'Hôtel de Ville d'Avignon, pour y proclamer la République à la Provence. »

Devenu capitaine des pompiers, il fut aussi élu conseiller municipal sur la liste républicaine le 30 avril 1871.

Poète triste et généreux

Il ne publia que quelques poésies empreintes de tristesse dans l'*Armana*, sous le pseudonyme de *Felibre de l'Arc-de-Sedo*4, et travailla surtout à la rédaction d'un répertoire, resté inédit, de proverbes provençaux. Ruiné par ses largesses, il décéda à l'hôpital d'Avignon en 1894, après avoir tenté de se suicider. Ce fut la municipalité qui paya ses obsèques. Devant son tombeau, au cimetière Saint-Véran, son ami Félix Gras, en tant que capoulié fit son éloge funèbre :

« Ce poète républicain a bataillé toute sa vie pour l'humanité sur la barricade de la charité. »

Œuvres

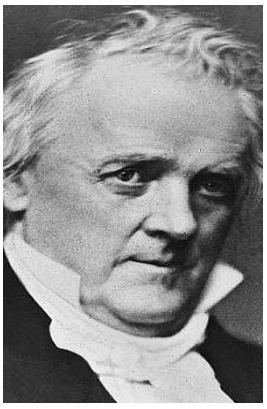
Toute son œuvre, restée sous la forme manuscrite est déposée à la bibliothèque du Musée Arbaud à Aix-en-Provence. Il en publia trois extraits :

Bachinello e proverbi sus la Luno (1876)
Études des mœurs provençales par les proverbes et dictons, première version, (1882)
Études des mœurs provençales par les proverbes et dictons, seconde version, (1884)

BUCHANAN James

23 avril 1791 - 1 juin 1868 Quinzième Président des USA. 1857-1861.

Initié à la Franc-Maçonnerie, le 11 décembre 1816, à la Loge "*Lancaster Lodge 43*" Pennsylvania. A été assistant Grand Maître à la Grande Loge de Pennsylvanie et a aussi travaillé au Royal Arch.



James Buchanan naît le 23 avril 1791 à Cove Gap (Pennsylvanie). Ses parents, James Buchanan et Elizabeth Speer Buchanan, sont d'origine irlandaise et se sont enrichis dans le commerce. Il est diplômé de l'université de Dickinson à 18 ans et commence des études de droit et obtient son admission au barreau à 21 ans. Il est l'un des premiers à s'enrôler pour prendre part à la guerre anglo-américaine de 1812 contre les Britanniques où son régiment est affecté à la défense de Baltimore. Il revient à Lancaster où il poursuit sa carrière de juriste avec succès en parallèle avec sa carrière politique.

C'est pendant son mandat que les conditions qui amèneront la sécession des États du Sud éclatent au grand jour. Buchanan traite le problème sur le plan du droit et ne fait rien pour endiguer la crise. De nombreux historien le rendent responsable d'avoir jeté de l'huile sur le feu entraînant ainsi l'une des crises les plus graves de l'histoire des États-Unis.

En 1814, J. Buchanan, âgé seulement de 23 ans, est élu député de l'assemblée de l'État de Pennsylvanie. Il devient ensuite député de son État à la chambre des représentants des États-Unis. Il s'inscrit au Parti démocrate et est un fervent soutien du président Andrew Jackson qui, en retour, le nomme ambassadeur en Russie. Avec les changements de parti au pouvoir, J. Buchanan devient successivement sénateur, puis il est nommé ministre des Affaires étrangères et ambassadeur au Royaume-Uni par le président Polk. À sa troisième tentative, il est enfin, à 65 ans, le candidat du Parti démocrate à l'élection de 1856. Ce choix est en partie dû au fait que J. Buchanan est originaire d'un Etat du Nord, mais qu'il est partisan du droit des États du Sud à maintenir l'esclavage. La campagne électorale voit s'affronter esclavagistes et abolitionnistes. C'est à cette époque le sujet principal des controverses politiques. Il est élu le 4 novembre 1856.

PRESIDENCE

Le 4 mars 1857, James Buchanan est investi en tant que quinzième président des États-Unis. En 1859, Buchanan décide le blocus des côtes cubaines pour arraisonner les navires américains qui transportent des esclaves.

Politique étrangère

Confronté à la crise interne sur l'esclavage, Buchanan ne peut se consacrer à la politique étrangère. Il se contente d'intervenir à Cuba, au Nicaragua et à la frontière mexicaine, mais ces tentatives ont pour conséquence de renforcer le sentiment anti-américain.

Politique intérieure

J. Buchanan commence son mandat en 1857 et il est tout de suite confronté au problème de l'esclavage. Son discours inaugural insiste sur le droit des citoyens de chaque état à décider individuellement de leur statut sur ce sujet – il faut toutefois noter que seul les hommes blancs ont le droit de vote. Il essaye de se débarrasser du problème en s'appuyant et en influençant les décisions de la Cour suprême. Il tente de trouver un compromis en proposant l'admission du Kansas dans l'Union en tant qu'état esclavagiste, mais ne réussit qu'à attiser la colère des Républicains tout en s'aliénant certains membres de son propre Parti. Les Républicains détenant la majorité au Congrès le fonctionnement du gouvernement se trouve bloqué. L'élection d'Abraham Lincoln à la présidence déclenche le processus de sécession alors que le mandat de Buchanan n'est pas terminé. Les démocrates sudistes préfèrent la sécession plutôt que l'élection d'un Républicain. J. Buchanan tergiverse, il considère que les états du sud n'ont pas le droit de faire sécession mais que le gouvernement fédéral ne peut rien faire pour les en empêcher.

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration

L'opposition entre partisans et opposants de l'esclavage reste le problème majeur qui influence toute la politique de la période. L'équilibre difficile entre États esclavagistes et abolitionnistes est rompu par une décision de la Cour suprême qui considère qu'un esclave reste la propriété de son maître même si ceux-ci sont en déplacement dans un État qui ne reconnaît pas l'esclavage ; cette décision entraîne implicitement une reconnaissance de l'esclavage dans tous les États. Buchanan qui est partisan du droit de chaque État à décider de sa propre politique intérieure ne fait rien pour calmer les esprits et les États du Sud décideront de faire sécession après l'élection d'Abraham Lincoln.

Politique partisane

Les tensions dues à la controverse sur l'esclavage montent au sein du Parti démocrate si bien que pour l'élection présidentielle de 1860 le Parti présente un candidat nordiste et un candidat sudiste face au Républicain A. Lincoln qui, dans ces conditions, a toute chance d'être élu. Buchanan déclare : « J'espérais être le candidat du Parti républicain pour l'élection de 1844, puis pour celle de 1848, et même celle de 1852, mais maintenant, je n'en veux plus. Je pense que les abolitionnistes vont déclencher la guerre dans ce pays au cours du prochain mandat ». Buchanan s'était engagé à ne pas se représenter pour un second mandat et n'avait plus qu'une envie : quitter la Maison-Blanche avant que la guerre n'éclate.

RETRAITE

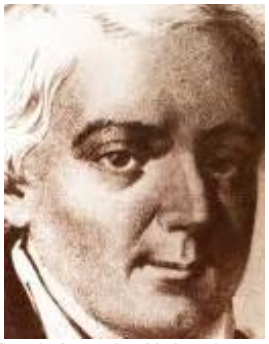
En 1861, à la fin de son mandat, J. Buchanan se retire en Pennsylvanie où il meurt le 1er juin 1868. Bien que la guerre de Sécession ne débute qu'après son départ, il en est considéré comme le responsable par beaucoup.

ANECDOTES

Alors qu'il est jeune député de son état J. Buchanan est amoureux d'Ann Coleman, la fille d'un riche négociant en métaux. Sa famille est opposée au mariage et les ragots locaux finissent par entraîner la rupture des fiançailles quelques jours avant la mort d'Ann. J. Buchanan ne se remet jamais de cet incident et il ne courtisera plus sérieusement d'autres femmes — certains le diront homosexuel. C'est, encore aujourd'hui, le seul président célibataire.

BUONARROTI Filippo

Pise 1761 – Paris 1837.



Issu d'une grande famille de l'aristocratie toscane, Buonarroti poursuit des études de droit à l'université de Pise où il se lie d'amitié avec le futur conventionnel Saliceti. Passionné par l'enseignement philosophique de Sarti et Lampredi qui l'initient à la pensée de Rousseau et l'encouragent à la lecture de Mably et de Morelly, il obtient un doctorat en droit en 1782. Il s'oriente cependant vers le journalisme et publie en 1788 une gazette politique. Il critique alors les timides réformes de l'archiduc Pierre Léopold.

Surveillé par la police, il est improbable que son initiation maçonnique ait eu lieu à Florence, et il n'y a aucune preuve de son appartenance à l'Ordre à la veille de la Révolution française.

Fasciné par le déclenchement de celle-ci, il est inquiété par les autorités toscanes et émigre en Corse durant l'automne de 1789. Il y fonde Le Journal patriotique de Corse, un instrument de propagande des idées nouvelles. Nommé à la direction de la vente des biens ecclésiastiques au sein du directoire départementale, il s'attire l'hostilité de la population attachée au culte catholique et indignée par son anticléricalisme militant. Il est contraint à quitter la Corse lors de la journée contre-révolutionnaire qui agite Bastia le 3 juin 1791. Emprisonné dès son arrivée à Livourne, il est libéré à la faveur de l'intervention de la Constituante. De retour sur l'île, il devient commissaire national de l'arrondissement de Corte. Il n'hésite plus à dénoncer les agissements paolistes. Chargé de la coordination de l'expédition manquée qui visait à la conquête de la Sardaigne, il participe en janvier 1793 à la prise de l'île de Saint-Pierre, « île de la Liberté », qui est dotée d'une constitution inspirée clairement des principes rousseauistes.

En mars, reçu aux Jacobins de Paris, il critique l'orientation politique de Paoli qu'il rend responsable de l'échec de

l'expédition de Sardaigne. Naturalisé le 27 mai 1793, il est nommé commissaire du pouvoir exécutif en Corse, le 7 juin. Il ne peut cependant accomplir sa mission en raison de la crise fédéraliste car, arrivé à Nice, il ne peut traverser la Méditerranée. Commissaire national de l'armée d'Italie en avril 1794, il est chargé d'administrer les territoires conquis sur le royaume de Piémont et, sous son proconsulat, l'ancienne principauté d'Oneille constitue un véritable laboratoire jacobin qui perdure après Thermidor. Arrêté le 5 mars 1795, il est conduit à Paris, rejoint les robespierristes et hébertistes enfermés à la prison du Plessis… et fait la connaissance de Babeuf. Libéré le 9 octobre 1795 et progressivement gagné aux thèses de Babeuf, il devient l'un des animateurs de la Société du Panthéon et appartient au directoire secret de la conspiration babouviste formé le 26 mars 1796. Véritable théoricien du projet insurrectionnel, il est arrêté et traduit devant la Haute Cour de justice siégeant à Vendôme.

Condamné à la déportation le 27 mai 1797, incarcéré au fort national de Cherbourg jusqu'en mars 1800, transféré à l'île d'Oléron et à Sospel (Alpes Maritimes) avant d'être placé en résidence surveillée à Genève (juin 1806), il s'engage dans une activité souterraine aux multiples ramifications en Europe ; il rencontre alors la maçonnerie. Il joue un rôle de premier plan au sein de la loge « Les Amis Sincères », un atelier qui a été fondé à la fin du XVIIIe s. Placé sous les hospices du Grand Orient et très étroitement surveillé par les préfets successifs du département du Léman, il compte dans ses colonnes un certain nombre d'anciens jacobins hostiles au régime napoléonien (T.B. Terray, Thomas Villard). Secrétaire, puis vénérable Buonarroti est suspecté de se servir de l'outil maçonnique afin de recruter sur une base politique des adeptes pour sa société secrète, les Sublimes Maîtres Parfaits. Accusée d'être un club subversif, la loge « Les Amis Sincères » est fermée le 12 avril 1811. Soupçonné de complicité dans la conspiration du général Malet, Buonarroti est expulsé de Genève et astreint à résidence à Grenoble en 1813. Dès son retour en mai 1814, il renoue avec l'activité maçonnique en retrouvant le vénéralat des « Amis Sincères » qui a repris ses travaux après quelques années d'interruption. Il s'affilie également à deux autres ateliers « L'Union des Cœurs » et « Les Anciens Réunis », puis inaugure en 1820 un nouveau chapitre. Le 24 avril 1823, ses activités lui valent d'être expulsé une nouvelle fois de Suisse ; il se réfugie à Bruxelles. Fixé dans cette ville sous le nom de Camille, Buonarroti appartient à la direction de la vente centrale de la Charbonnerie.

Sa nouvelle société secrète, Le Monde, est une organisation internationaliste fondée sur les principes de Liberté et Egalité… et la maçonnerie apparaît de nouveau dans la stratégie de Buonarroti comme un modèle à la structure clandestine et un abri derrière lequel peut se dissimuler l'action conspiratrice fondée sur la lutte armée. Très hiérarchisée, la société secrète buonarrotienne ne dévoile son véritable objectif qu'aux membres du corps suprême qui fixent la ligne de conduite à laquelle tous les adeptes obéissent. C'est pendant ces années bruxelloises que Buonarroti publie, en 1828, la *Conspiration pour l'Egalité dite de Babeuf*. De retour à Paris en 1830, il tente de donner une nouvelle vigueur é la Charbonnerie réformée et démocratique universelle. Vers la fin de sa vie, Buonarroti connaît la misère. Il est hébergé par le républicain avancé Voyer d'Argenson. Atteint de cécité, il interrompt toute activité à partir de 1835, mais il reste inébranlablement fidèle aux idéaux égalitaires de sa jeunesse. Maçonniquement actif durant une période de transition culturelle, le patriarche révolutionnaire a contribué aussi à transmettre les valeurs républicaines à un Ordre maçonnique encore peu enclin sous la Restauration à voir perturber ses paisibles travaux. La stèle funéraire de Buonarroti érigée en sa mémoire est d'ailleurs une initiative du frère Teste, et cela montre bien la réapprobation dont sa personne fut l'objet par les maçons sensibles aux nouveaux courants de pensée. M.I.

BURGER

Gottfried August Molmerswende 31.12 1746/1er janvier 1747 - Göttingen 8 juin 1794.



Né près de Halberstadt dans le Harz, fils de pasteur, Gottfried August Bürger étudie d'abord la théologie avant de se tourner vers le droit. À Göttingen, il fréquente les membres du Göttinger Hain, cercle d'écrivains auquel appartient Voss, traducteur célèbre de L'Iliade et de L'Odyssée. Bürger s'essaye, lui aussi, dans cette voie. Il diffuse en Allemagne sa version des Aventures du baron de Münchhausen (1786), publiées peu auparavant en Angleterre, et sa traduction de Macbeth (1783) ne manque pas d'intérêt. Ayant abandonné son poste de bailli, il prend la direction de l'Almanach des Muses ; dès lors sa situation financière et sa situation personnelle vont s'assombrissant. Il épouse Dorette Leonhart, erreur tragique puisqu'il aime la sœur de celle-ci, la « Molly » de ses poèmes d'amour. À la mort de Dorette, il trouve auprès d'elle un court bonheur : héroïne de l'Élégie (1776), elle sera aussi La Petite Fleur enchantée (Das Blümchen Wunderhold, 1789).

Le troisième mariage de Bürger s'achève en catastrophe : beaucoup plus jeune que lui, sa femme le trompe. Miné par la tuberculose, accablé par la critique sévère que Schiller fait de lui lors de l'édition de ses poèmes (1791), Bürger se pend.

À l'automne de 1773 ont été publiées les trente-deux strophes de Lénore dans l'Almanach des Muses. Avec Lénore, un genre nouveau accède à la scène littéraire. La ballade, il est vrai, a toujours existé : les recueils des romantiques anglais et allemands en fournissent la preuve. Tout en respectant la forme traditionnelle (strophe de huit vers et refrain), les sujets et surtout le ton du genre, Bürger arrache la ballade aux hasards de l'anonymat et en fait la création d'un auteur unique. Bürger est un des poètes allemands dont la réputation s'est le plus répandue à l'étranger. Au lieu de s'enfermer dans l'école de poésie nationale qui prenait Klopstock pour modèle, il chercha à se rapprocher de Wieland, en modifiant les données exclusives des anciennes traditions germaniques par la libre mise en œuvre de tous les sentiments humains, et en admettant dans la versification allemande tous les éléments de rythme et d'harmonie propres aux langues modernes au point qu'on lui a quelquefois reproché, en son temps, d'avoir abaissé sa poésie à la vulgarité pour la rendre plus populaire. Les œuvres les plus remarquables de Bürger sont ses *Ballades*, dont les principales ont été traduites ou imitées dans toutes

les langues et mises en musique par des compositeurs célèbres. Suivant Germaine de Staël qui, la première, en a donné de saisissantes analyses, « Bürger est de tous les Allemands celui qui a le mieux saisi cette veine de superstition qui conduit si loin dans le fond du cœur. » *Lénore*, traduite par Gérard de Nerval en 1830, et *le Féroce Chasseur* (*Der wilde Jäger*) produisent au plus haut point cette émotion superstitieuse, dont la raison ne peut nous défendre entièrement. Dans la première, la révolte d'une jeune fille contre la douleur et la Providence qui la lui envoie, est punie d'une façon terrible lorsque la terre l'engloutit dans les bras du squelette de l'amant qu'elle accusait le ciel de lui avoir ravi. Un indicible effroi sort de cette poésie ; on sent dans toute l'histoire, suivant l'expression de Germaine de Staël, quelque chose de funeste, et l'âme est constamment ébranlée. Il règne d'un bout à l'autre des trente-deux strophes de huit vers de la ballade de *Lénore* une rapidité vertigineuse ; les objets paraissent et fuient, les sentiments se précipitent, la catastrophe arrive en toute hâte et éclate formidable. Au terrible refrain « *Hurra ! die Todten reiten schnell !* » (Les morts vont vite !) répond ce cri de douleur de la fiancée : « *O weh ! lass ruhe die Todten !* » (De grâce, laisse en paix les morts !)

Les trente-six strophes de six vers du *Féroce chasseur* sont, comme *Lénore*, remplis d'intérêt dramatique et d'effets de style. Cette une mise en scène, toute chrétienne, de l'éternelle légende de l'homme entre le bon et le mauvais génie monte qu'à toute action méchante ou inhumaine que veut accomplir le chasseur, il trouve devant lui le chevalier blanc pour le retenir, le chevalier noir pour l'y pousser. Il cède à l'esprit du mal et, en punition de toutes ses cruautés, il est dévoré par sa propre meute. Au-dessus de la forêt, on voit passer, la nuit, dans les nuages, le chasseur poursuivi par ses chiens furieux. On peut citer presque au même rang : *Des Pfarrers Tochter von Taubenhain* (*la Fille du Pasteur*), scène de séduction remarquable par la simplicité tragique et la profondeur de l'analyse ; *le Brave homme*, *les Chiens fidèles*, *l'Empereur et l'Abbé*, etc.

Bürger a aussi donné, comme poète lyrique, des odes, des chansons populaires, des chants d'amour, échos passionnés de ses sentiments personnels, des tableaux champêtres, des sonnets qui rendirent à ce genre la beauté de forme qui lui est propre, des épigrammes, etc. Il a, en outre, traduit les cinq premiers livres de *l'Iliade* en vers métriques, le quatrième livre de l'*Énéide*, et *Macbeth* en prose. On lui doit aussi la traduction (très remaniée) de l'anglais des *Voyages et aventures merveilleuses du baron de Munchhausen* de Rudolf Erich Raspe (Göttingen, 1787), dont on l'a même considéré comme l'auteur tant la traduction qu'il en a faite en allemand diffère de l'original anglais. Il rédigea, en 1790-1791, le *Journal de l'Académie des belles-lettres* (*Akademie der schönen Redekünste*), et depuis 1779 jusqu'à sa mort *l'Almanach des Muses* (*Musenalmanach*). À part les recueils des *Poésies* de Bürger (*Gedichte*, Göttingen, 1778, avec gravures, et 1789), ses *Œuvres complètes* ont eu de nombreuses éditons. La première est celle de Charles de Reinhard (*Sämtliche werke*, Göttingen, 1796-1798, 4 vol. ; nouv. édit., 1844). L'édition compacte donnée par Bohtz (*Gesamtausgabe*, *Ibid.*, 1835, 1 vol.), contient toutes les lettres connues du poète et sa biographie par Althof. Une autre édition a été aussi publiée avec la vie de l'auteur par Dœring (*Werke Bürgers*, Berlin, 1824-1825, 7 vol. ; nouvelle édition, Göttingen, 1847). Les *Ballades* ont été très souvent imprimées à part avec ou sans illustrations. Outre la *Vie de Bürger*, dans les éditions citées, O. Millier, *Bürger, ein deutsches Dichterleben* (Francfort, 1845), roman assez maladroitement mis en drame par Mosenthal et en poème par Léonard. La traduction de *Lénore* par Nerval a inspiré le tableau *Lénore* à Ary Scheffer.

BURKE

Edmund

Dublin 12 janvier 1729 – Beaconsfield 9 juillet 1797.



Né d'un père protestant et d'une mère catholique, Burke reçut une éducation protestante dans l'université la plus prestigieuse d'Irlande, Trinity College. C'est cependant en Angleterre qu'il commença sa carrière p hilosophique et politique. En 1756, il écrivit ses deux premières œuvres, *Vindication of Natural Sosiety* et *Inquiry into the Origin of out Ideas of the Sublime and Beautiful*. Il devint député à la Cambre des Communes en 1765 où il critiqua l'absolutisme de Georges III à plusieurs reprises, en particulier à propos de la question américaine. Il prononça deux discours au Parlement sur ce sujet : *American Taxation* (1774) et *On Conciliation with the Colonies* (1775). En 1788 il poursuivit en justice le gouverneur britannique du Bengale, Warren Hastings, l'accusant de corruption, en vain, car il perdit le procès en 1795. L'ouvrage qui le rendit le plus célèbre fut *Reflections on the Revolution in France* (1790), condamnation sans appel de la Révolution française. Sa francophonie est plus criante encore dans les lettres qu'il écrivit à la fin de sa vie afin de protester contre la paix avec la France, *Letters on a Regicide Peace* (1796).

L'affiliation maçonnique du célèbre philosophe et homme politique britannique est méconnue, sans doute en raison du mystère qui entoure la date exacte de sa réception dans une loge. Il fut membre de la « *Jerusalem Lodge* » n°14, à laquelle il donna lui-même son nom, puisque cette dernière fut mieux connue sous l'appellation « Burke Lodge ». On ignore si Burke devint maçon sur une autre loge avant de s'affilier à la « *Jerusalem Lodge* » n°44 ou si ce fut cette loge qui le reçut, avant 1769, date à laquelle les membres de la loge de Burke se seraient rendus à la célèbre prison de Londres, *Kind's Bench Prison*, pour y initier John Wilkes. Selon William R. Denslow, Burke aurait joué un rôle important dans cette démarche originale de la loge. Burke est essentiellement connu pour sa condamnation de la Révolution française et sa fidélité à la tradition et aux préjugés en faveur de la monarchie, de l'Eglise et de l'ordre établi. Or, ces préjugés sont conformes aux principes inviolables de la franc-maçonnerie que les Anglais appellent *landmarks*. Burke défend aussi souvent le principe de « prescription » pour justifier la validité de la propriété de certains aristocrates, même en l'absence de titres, pour expliquer que la tradition a force de loi. Ce goût de la tradition est puisé chez lui notamment dans le cérémonial maçonnique, dans le respect des landmarks. Sur le plan politique, ce respect du passé se traduit par l'allégeance à la Constitution britannique, qui a l'heur de lui plaire justement parce qu'elle n'est pas écrite, parce qu'elle repose sur des conventions orales.
Au nom du respect des traditions, et dans une moindre mesure, de l'intégrité morale, il défend les coutumes

ancestrales indiennes et accuse le gouverneur Hastings de ne pas les respecter et de vouloir corrompre des valeurs fondamentales. En termes maçonniques, Burke aurait très bien pu dire qu'il enfreignait les anciens landmarks.

Burke respecte la « glorieuse » Révolution de 1688 parce qu'elle a servi l'équilibre des pouvoirs en mettant un terme à l'absolutisme de Jacques II. Cette notion d'équilibre, fondamentale chez Burke, est également centrale dans tous les écrits maçonniques de son époque. Il s'agit d'équilibre architectural, mais également d'équilibre moral, d'équilibre de la pensée ; les proportions doivent être respectées, la géométrie est une science chère à tous les maçons britanniques du XVIIIe s. ainsi, Burke, est trop attaché à la monarchie pour permettre qu'elle se compromette en péchant par absolutisme : il prend la défense du parlementaire John Wilkes parce qu'il estime qu'il est victime de l'absolutisme du roi.

C'est sans doute Burke qui incite Wilkes à rejoindre la franc-maçonnerie. Il critique la politique de North parce qu'il estime qu'elle met en péril l'équilibre entre la métropole et les colonies américaines, et donc, l'Empire britannique naissant. C'est pour éviter le pire qu'il prend la défense des colons américains, et non parce qu'il soutient la Révolution d'Amérique. Il abhorre la Révolution française, avant même le début de la Terreur, parce que ses auteurs ont attaqué ses institutions à ses yeux intouchables que sont la monarchie, l'aristocratie et le clergé. Lorsque Barruel se réfugie en Angleterre, c'est d'ailleurs Burke qui l'héberge. Bien qu'initié, il le félicite pour ses Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme, pourtant très antimaçonniques. Burke n'éprouve aucune solidarité avec les francs-maçons d'outre-Manche et prône un soutien indéfectible à ce qu'aujourd'hui l'on nommerait *l'Establishment.* C.R.

BURNS Robert

Ayr 25 janvier 1759 – Dumfries 21 juillet 1796.



Evoquer la vie de ce poète, c'est aussi retracer l'itinéraire du maçon. C'est sans doute ce qui explique l'extraordinaire popularité de Robert Burns, à son époque mais également de nos jours puisque, chaque année en janvier, des dîners, les Burns Dinners, rassemblent les francs-maçons écossais ainsi que des admirateurs « profanes » du poète. Né dans un village écossais, fils de petits paysans, Burns est entièrement autodidacte. Il a 18 ans lorsqu'il commence à travailler à la ferme de son père, près de Tarbolton. C'est dans ce village qu'il adhère à un club de jeune célibataires libertins, *The Tarbolton Bachelors' Club*, qu'il préside bientôt, ce qui n'est sans doute pas totalement le goût de sa famille, calviniste de père en fils.

La loge maçonnique de Tarbolton se réunissant dans la même auberge que le club, Robert Burns a tôt fait de franchir le pas : il est initié à la loge « *St. David* » le 4 juillet 1781, à l'âge de 22 ans.

Il reçoit les grades de compagnon et de maître au cours d'une même soirée, le 1er octobre 1781, comme en attestent les anales de cette loge. En 1782, la loge se scinde et Burns, en compagnie de quelques frères, recrée une ancienne loge, « *St. James* » à Tarbolton. Le 27 juillet 1784 il est élu *deputy master*, c'est-à-dire vénérable adjoint. En Ecosse, à cette époque, le poste de vénérable maître est essentiellement honorifique, occupé dans la mesure du possible par un aristocrate, et la loge dans les faits gouvernée par le *deputy master*. De nombreux procès verbaux de l'atelier sont signés de la main de Burns qui occupe ce poste stratégique jusqu'en 1788. C'est sans doute un des frères de sa loge, Gavin Hamilton, qui lui conseille de rassembler ses poèmes et de les publier. Il organise une souscription parmi les francs-maçons des loges avoisinantes et c'est également un franc-maçon, John Wilson, qui imprime la première édition des poèmes de Burns, connue sous le nom de *Klimarnock Poems*. La même année, Burns adresse un poème d'adieu aux membres de sa loge, *The Farewell*, lorsqu'il envisage de s'exiler à la Jamaïque, sans doute pour régler sa situation financière alors très précaire car, quand l'édition de *Klimarnock* remporte un succès inespéré, il renonce à ce projet et envisage une seconde édition, toujours avec le soutien de ses frères. De plus il fait la connaissance de son principal mécène, lord Glencairn, au sein de la loge *Canongate Kilwinning* d'Edimbourg, qui lance en sa faveur la souscription connue sous le nom de *Caledoniam Hunt* pour cette seconde édition. Burns est « exalté » dans le chapitre du Royal Arch d'Edimbourg, le 19 mai 1787.

Même si la vie sentimentale agitée de l'ancien membre du club des célibataires ne fut pas toujours du goût des loges maçonniques, Burns bénéficia de l'appui et de la complicité d'un grand nombre de ses frères. Outre les deux poèmes dédiés aux loges auxquelles il appartint : « L'Adieu » (*The Farewell*) et « Le chant maçonnique » (*Masonic Song* », il composa de nombreux chants et ballades empreints de symbolisme maçonnique : ainsi (***Tam o'Shanter*** « Rien ne changera l'Homme ») (***A Man's a man or a'that***), sans oublier l' « Adresse au Diable » (***Sdress to the De'il***).

Burns manifesta longtemps des sympathies pour les partisans des Stuart, les jacobites et, contrairement aux aristocrates de la Grande Loge d'Ecosse, il fit preuve de peu d'enthousiasme pour l'Union de 1717. Son hostilité aux Hanovriens le porta à soutenir la Révolution américaine et, plus tard, les prémisses de la Révolution française. Il joignit cependant sa voix au chœur des francophones et adhéra même aux corps des *Volunteers,* la milice chargée de donner à la population locale un entrainement militaire pour faire face à une éventuelle invasion française… Burns doit beaucoup aux francs-maçons qui lui apportèrent le soutien matériel nécessaire à sa réussite littéraire. Cependant Burns s'est bien acquitté de sa dette puisque la Grande Loge Écossaise est aujourd'hui encore très fière d'avoir compté le poète parmi les siens. C.R.

BUSCH George Walker

New Haven, Connecticut (États-Unis) 6 juillet 1946 -



Fils de George Herbert Walker Bush et de sa femme, née Barbara Pierce, il est le 43e président des États-Unis, en fonction du 20 janvier 2001 au 20 janvier 2009.

Membre du Parti républicain, il est élu deux fois gouverneur de l'État du Texas (entre 1994 et 1998 puis entre 1998 et 2000), date à laquelle il quitte son poste de gouverneur à la suite de sa victoire, fortement disputée, à l'élection présidentielle. Il est élu président pour un second mandat le 2 novembre 2004. Ses présidences sont, entre autres, marquées par les attentats terroristes du 11 septembre 2001, par la politique internationale dite de « guerre contre le terrorisme », par les guerres d'Afghanistan et d'Irak, par l'adoption par le Congrès des États-Unis du *Patriot Act* et la création du département de la sécurité intérieure, puis par la crise des subprimes et le plan Paulson mis en place pour faire face à la crise financière de 2008 à la fin de son mandat.

Aîné d'une famille de six enfants, George W. Bush naît la première année du baby boom à New Haven, dans l'État du Connecticut. Il a deux sœurs, dont une décédée quand elle avait trois ans à la suite d'une opération pour traiter sa leucémie ayant mal tourné et trois frères, dont John Ellis Bush (« Jeb ») qui naît sept ans après lui.

La famille Bush emménage en 1959 à Houston où le père a déménagé sa prospère compagnie pétrolière. À l'adolescence, George W. Bush est envoyé au pensionnat pour garçons de la Phillips Academy à Andover, au Massachusetts, considéré à l'époque comme la « plus dure école privée d'Amérique » par le *Time Magazine*. Il est ensuite admis à Yale, dont son grand-père était administrateur, pour poursuivre des études supérieures. Il obtiendra un *Bachelor of Arts in History* (licence d'histoire). Il est à l'époque membre d'une confrérie étudiante secrète devenue célèbre par la suite : les *Skull and Bones*, comme son père George H. W. Bush (1948), son grand-père Prescott Bush (1917) et John Kerry, son futur rival à l'élection présidentielle de 2004.

Il fait son service militaire en s'engageant dans la Garde nationale aérienne du Colorado en 1968 où il devient pilote d'un F-102. Son unité est chargée de la défense aérienne du sud du pays et du golfe du Mexique. Lors de la campagne électorale de 2004, une controverse eut lieu autour de cette affectation. En effet, la garde nationale ne participait pas à la guerre du Viêt Nam. George Bush a été critiqué pour avoir évité de participer à cette guerre en entrant dans la Garde Nationale.

Pendant son incorporation, il profite de ses congés pour participer à des campagnes électorales auprès de son père ou d'amis. Lorsque son service militaire se termine, après avoir été cependant refusé à la faculté de droit de l'université du Texas, le jeune Bush est admis à la prestigieuse Harvard Business School. Il y obtient son MBA en 1975. Il se marie avec Laura Welch en 1977. Ils auront des jumelles, Barbara Pierce Bush et Jenna, nées en 1981.

En 1978, il se présente au Texas à l'élection pour la Chambre des représentants mais avec 47 % des voix, il est battu par le représentant sortant, Kent Hance, son adversaire du parti démocrate. Il commence alors sa carrière dans l'industrie du pétrole avec la création de *Arbusto Energy* (*arbusto* signifie *bush*(buisson) en espagnol), une entreprise de recherche de pétrole et de gaz. Cette entreprise doit faire face à la crise en 1979 et, après l'avoir renommée *Bush Exploration*, George W. Bush la revend en 1984 à *Spectrum 7*, un de ses concurrents texans dont il prend la tête. De 1983 à 1992, il fait partie du directoire de la société de productions cinématographiques Silver Screen Partners, détenue par Roland W. Betts, un ami et ancien confrère d'université.

Après avoir travaillé sur la campagne victorieuse de son père, en 1988, il rassemble de proches amis et achète les Rangers du Texas, une équipe de la Major League Baseball, en 1989. On l'accuse par la suite d'avoir bénéficié de pressions politiques dans le cadre de cet achat. Il est domicilié à Crawford, où il possède un ranch dans lequel il passe ses vacances.

SA PERSONNALITE

Convictions religieuses

George W. Bush a eu des problèmes d'alcoolisme jusqu'à l'âge de quarante ans, problèmes qu'il finit par résoudre en 1986 en puisant dans la foi chrétienne d'un « Born Again Christian » c'est-à-dire d'un chrétien qui est « né de nouveau », en référence à la parole de Jésus à Nicodème (évangile de Jean 3.3) : « En vérité, en vérité, je te le dis, si un homme ne naît de nouveau, il ne peut voir le royaume de Dieu ». Élevé par des épiscopaliens, les plus proches des catholiques anglicans, George W. Bush est en réalité un chrétien, de culture protestante et de type évangélique, pour qui la conversion individuelle passe par l'acceptation de Jésus comme un sauveur qui favorise une transformation de la vie de ceux qui croient en lui.

C'est au Texas, qu'il a rejoint plus particulièrement les presbytériens, des calvinistes purs et durs. Il affirme que c'est la foi et sa femme, une méthodiste ralliant son courant, qui l'ont aidé à sortir de l'alcoolisme. Questionné au cours d'un débat sur son philosophe ou penseur préféré, il déclare que c'est « le Christ » « parce qu'il a changé » son cœur. Quand il était gouverneur du Texas, ses convictions religieuses ont parfois influencé ses activités politiques. Par exemple, il a financé avec des fonds publics une agence religieuse chargée de trouver un emploi à des chômeurs, par la rencontre avec Jésus-Christ. Il a été soutenu dans ses campagnes électorales par des chrétiens évangéliques. Il a conquis plus de 50 % de ses suffrages de l'électorat catholique en 2004 et remporté l'élection contre un candidat pourtant issu de cette communauté. Une fois à la Maison-Blanche, George W. Bush a imprimé la foi religieuse au cœur du travail gouvernemental, en instituant notamment une séance régulière d'étude de la Bible et des prières au début de chaque Conseil des ministres.

Des événements tels que ceux du 11 septembre et de la catastrophe de La Nouvelle-Orléans apparaissent, pour lui, dans sa perspective mystique, comme des faits pouvant être analysés sur le plan religieux. L'expression « combattre l'axe du mal »,

mot d'ordre de sa politique internationale contre le terrorisme après les évènements du 11 septembre, l'illustre.

Langage et expressions
La connaissance de l'espagnol a été un atout précieux pour Bush au cours de sa carrière politique, notamment pour séduire une partie de l'électorat hispanophone au Texas puis au niveau fédéral. Sa pratique souvent approximative de l'anglais, accumulant « erreurs et maladresses d'expression labellisées *bushisme* par la presse américaine8 » a été régulièrement brocardée de par le monde, et a alimenté de nombreux commentaires ironiques9. Selon Mark Crispin Miller, professeur de communication à la *New York University*, ces distorsions de langage étaient particulièrement grossières lorsque le président ne disait pas la vérité ou cherchait à faire preuve de compassion alors que lorsqu'il croyait à ce qu'il disait, il parlait parfaitement bien.

Le gouverneur du Texas (1995-2000)
Bush revend l'équipe des Texas Rangers en 1994, lors de son élection au poste de gouverneur du Texas. Pour atteindre ce poste, il bat la très populaire démocrate et gouverneur sortante, Ann Richards. Il est alors le deuxième gouverneur républicain du Texas depuis 1877 et le premier gouverneur de cet État à remplir deux mandats complets de quatre ans car en 1998, il est réélu avec 69 % des voix. Sa politique est très remarquée en Europe pour l'utilisation prononcée de la peine de mort : il refuse de suspendre l'exécution de 152 condamnés à mort. Il manœuvre habilement avec les élus démocrates, majoritaires au Congrès local, si bien qu'une part d'entre eux se rallieront à lui lors de sa campagne présidentielle de 2000, alors qu'il s'est déjà posé comme candidat adverse.

SCRUTINS PRESIDENTIELS
Élection de 2000
L'élection présidentielle de 2000 met face à face George W. Bush à Al Gore, vice-président des États-Unis et candidat du parti démocrate. Après s'être imposé avec difficulté lors des primaires contre John McCain, le sénateur de l'Arizona, George W. Bush axe sa campagne sur les affaires intérieures du pays, proposant notamment d'abaisser substantiellement le niveau d'engagement extérieur des États-Unis, conformément à la tradition isolationniste du parti républicain.

Durant cette campagne, Bush s'entoure d'experts politiques comme Karl Rove (un ami de la famille et stratège confirmé en campagne électorale), Karen Hughes, une conseillère du Texas ou encore Dick Cheney, ancien secrétaire à la défense, qu'il choisit comme candidat à la vice-présidence. Au soir des élections, Gore devance Bush de près de 550 000 voix au niveau national mais les deux candidats sont au coude à coude au niveau des États et des grands électeurs lesquels élisent le Président. Les résultats sont si serrés dans certains États, comme le Nouveau-Mexique et la Floride, qu'il faut parfois mettre en place un second décompte. Des défauts et ambiguïtés dans certains formulaires de vote provoquent des disputes dans des bureaux de votes, en particulier en Floride où l'écart n'est que d'une centaine de voix, et où plusieurs milliers de bulletins sont déclarés invalides. Au Nouveau-Mexique, après avoir été déclaré vainqueur avec dix mille voix d'avance, un nouveau recomptage voit l'avance d'Al Gore fondre à trois cents voix. En Floride, certains bureaux de votes sont officiellement fermés pour irrégularités. Le décompte des voix est long car un recomptage méthodique est ordonné en particulier dans trois comtés litigieux, mais à la fin de celui-ci George Bush est encore gagnant avec 1 500 voix environ d'avance.

Les avocats d'Al Gore obtiennent cependant de la cour suprême de Floride (dont six juges sur sept sont démocrates) un nouveau recomptage manuel dans trois comtés, ceux de Miami-Dade, Palm Beach et Broward. Ce faisant, la cour de Floride dépasse ses compétences judiciaires et réécrit le code électoral ce qui sera immédiatement contesté devant la Cour suprême des États-Unis par les avocats de George W. Bush, d'autant plus que les trois comtés litigieux sont majoritairement dominés par les démocrates et sont les plus aptes à apporter à Al Gore une réserve de voix suffisante pour le faire élire.

Après un premier avertissement à la Cour suprême de Floride sur le dépassement de ses prérogatives et son empiètement sur le domaine législatif, la Cour suprême des États-Unis (dont sept juges sur neuf ont été nommés par des présidents républicains) finit par annuler par l'arrêt Bush v. Gore l'ultime recomptage manuel des voix en Floride, jugé illégal par cinq voix contre quatre alors que seul le comté de Miami-Dade n'a pas fini de procéder au recomptage manuel et qu'Al Gore est toujours devancé de plus d'une centaine de voix. Et c'est ainsi que George W. Bush est finalement désigné président des États-Unis par la Cour suprême, de justesse, grâce aux voix de Floride qui lui permettent d'obtenir les suffrages de 271 grands électeurs contre 266 à Al Gore. Le résultat officiel final est donc de 50 459 211 voix pour Bush (47,9 %), 51 003 894 pour Gore (48,4 %), Ralph Nader (écologiste) en obtient 2 834 410 (2,7 %) et Patrick Buchanan (Reform Party) 446 743 (0,4 %). Douze autres candidats obtinrent également des voix (en tout 0,6 %).

À aucun moment, Al Gore n'a réussi à devancer George Bush lors des recomptages de Floride. En mars 2001, un consortium de plusieurs journaux américains font effectuer à leurs frais un recomptage des bulletins dans les trois comtés clés, mais aussi dans toute la Floride. Selon les différentes hypothèses envisagées, leurs conclusions furent que si la Cour n'avait pas interrompu le recomptage manuel, George Bush aurait quand même gagné l'élection ou l'aurait perdue de trois voix dans une seule hypothèse face à Al Gore. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire du pays qu'un président est investi avec moins de voix que son adversaire au plan national. Au XIX^{e} siècle, Rutherford B. Hayes et Benjamin Harrison ont été aussi élus avec moins de voix que leur adversaire. John F. Kennedy a gagné contre Richard Nixon en 1960 avec 120 000 voix d'avance. Le 29 octobre 2002, Bush signa un projet de loi du Congrès, intitulé le Help America Vote Act of 2002, afin de généraliser l'utilisation des machines pour enregistrer les votes.

Réélection de 2004
Lors de l'élection présidentielle de 2004, George W. Bush est opposé au sénateur démocrate John Kerry. Tout d'abord à la

traîne dans les sondages, il profite du manque de dynamisme de son adversaire pour prendre une avance importante, avec une argumentation fondée sur le manque de constance politique du sénateur. Ce dernier surprend cependant le public lors du premier débat télévisé, attaquant frontalement le président sur la « colossale erreur » de la guerre en Irak : la campagne est relancée. Lors des deux débats suivants, les candidats s'affrontent sans que l'un des deux prenne réellement l'avantage. Le scrutin se présente une fois de plus comme étant très serré et c'est George W. Bush qui est réélu lors du vote du 2 novembre 2004 avec un score historique de plus de 62 millions d'électeurs contre 59 millions à John Kerry lequel admet sa défaite dès le lendemain du scrutin. Le camp républicain remporte également une victoire historique dans les élections pour le renouvellement du Sénat et de la Chambre des représentants.

Le clivage entre les « États rouges » républicains et les « États bleus » démocrates est aussi tranché qu'en 2000 entre Bush et Gore. Les villes intellectuelles du Nord-Est et du Nord comme Boston, New York et Chicago, les villes de la côte ouest comme San Francisco, Los Angeles et Seattle, qui représentent les États ayant les plus fortes concentrations de population, s'ancrent dans le camp démocrate. En fait, les 32 villes de plus de 500 000 habitants que comptent les États-Unis ont presque toutes voté démocrate alors que la majorité d'entre elles se trouvent cependant dans des États républicains (Atlanta, Miami, Las Vegas, La Nouvelle-Orléans, etc.).

C'est en termes de comtés que l'avantage bascule nettement et largement vers les républicains. Les trois quarts des comtés américains ont voté pour Bush et seuls ceux des États de la Nouvelle-Angleterre et d'Hawaii ont voté majoritairement pour John Kerry. Ainsi, 54 des 67 comtés de Pennsylvanie ont voté pour George W. Bush mais l'État a été remporté de justesse par Kerry grâce à ses scores dans les deux grandes villes de Pittsburgh et Philadelphie. Les démocrates auraient aussi pu perdre les États de l'Illinois, du Michigan, de Washington et du Wisconsin s'ils n'avaient pas bénéficié de leur énorme majorité à Chicago, Détroit, Seattle ou Milwaukee. À l'inverse, les électeurs de San Diego en Californie choisissent George W. Bush dans un État « pro-Kerry ». Cette opposition géo-politique s'explique notamment par le profil sociologique des habitants de la plupart des grandes villes qui correspond ainsi à celui de l'électeur démocrate traditionnel (prépondérance des célibataires, des femmes, et des minorités ethniques) alors que la sociologie des banlieues (le *borough* de Staten Island à New York ou le comté d'Orange près de Los Angeles par exemple) et des villes rurales (Charleston en Caroline du Sud) correspond à celui de l'électeur républicain (hommes blancs, couples mariés avec enfants).

Le résultat définitif de l'élection est le suivant : George W. Bush obtient 62 041 268 voix (50,7 %) contre 59 028 548 à John Kerry (48,3 %), 463 635 à Ralph Nader (0,4 %) et 397 157 à Michal Badnarik (libertarien, 0,3 %). Les autres candidats recueillent ensemble 365 170 suffrages (0,3 %). Les grands électeurs se répartissent ainsi : 286 pour George W. Bush, 251 pour John Kerry et 1 pour John Edwards, le colistier de John Kerry.En raison de la plus forte participation électorale, George W. Bush et John Kerry ont l'un et l'autre établi des records en ce qui concerne le nombre de voix recueilli. George Bush est passé de 50,4 à 62 millions (gain de 11,6 millions), John Kerry par rapport à Al Gore a gagné 8 millions de voix (de 51 à 59 millions). Ralph Nader s'est effondré, passant de 2,9 à 0,46 million.

COMPOSITION DU CABINET
Premier (2001-2005) et second mandat (2005-2009)

Fonction	**Nom**	**Mandat**
Président	**George W. Bush**	2001-2009
Vice-président	**Dick Cheney**	2001-2009
Secrétaire d'État (*Chef de la diplomatie*))	**Colin L. Powell**	2001-2005
	Condoleezza Rice	2005-2009
Secrétaire à la Défense	**Donald H. Rumsfeld**	2001-2006
	Robert Gates	2006-2009
Secrétaire au Trésor	**Paul H. O'Neill**	2001-2003
	John W. Snow	2003-2006
	Henry Paulson	2006-2009
Procureur général	**John D. Ashcroft**	2001-2005
	Alberto R. Gonzales	2005-2007
	Paul D. Clément	2007
	Peter Keisler	2007
	Michael B. Mukasey	2007-2009
Secrétaire à l'Intérieur	**Gale A. Norton**	2001-2006
	Dirk Kempthorne	2006-2009
Secrétaire à l'Agriculture	**Ann M. Veneman**	2001-2005
	Mike Johanns	2005-2007
	Chuck Conner	2007-2008
	Edward Schafer	2008-2009
Secrétaire au Commerce	**Donald L. Evans**	2001-2005
	Carlos M. Gutierrez	2005-2009
Secrétaire au Travail	**Elaine L. Chao**	2001-2009
Secrétaire à la Santé et aux Services humains	**Tommy Thompson**	2001-2005
	Michael O. Leavitt	2005-2009
Secrétaire au Logement et au Développement urbain	**Mel Martinez**	2001-2003
	Alphonso R. Jackson	2004-2009

Secrétaire aux Transports	**Norman Y. Mineta**	2001-2006
	Maria Cino	2006
	Mary Peters	2006-2009
Secrétaire à l'Énergie	**Spencer Abraham**	2001-2005
	Samuel W. Bodman	2005-2009
Secrétaire à l'Éducation	**Rod Paige**	2001-2005
	Margaret Spellings	2005-2009
Secrétaire aux Anciens combattants	**Anthony J. Principi**	2001-2005
	Jim Nicholson	2005-2007
	Gordon H. Mansfield	2007
	James Peake	2007-2009
Secrétaire à la Sécurité intérieure	**Tom Ridge**	2003-2005
	Michael Chertoff	2005-2009

POLITIQUE NATIONALE

George W. Bush est lié aux franges les plus conservatrices du Parti républicain. Dès le début de son mandat, il bénéficie d'une majorité républicaine au Congrès des États-Unis. Bien que momentanément fragilisé en 2001 au Sénat par la défection du sénateur James Jeffords (Vermont), il renforce cette majorité dans les deux chambres lors des élections au Congrès de novembre 2002 et novembre 2004 avant de finalement la perdre simultanément dans les deux chambres lors des élections de mi-mandat de novembre 2006.

La justice

George W. Bush est en faveur de la peine de mort comme 66 % de ses compatriotes et 80 % des Texans. Il juge que cette peine est dissuasive. Le 19 juillet 2005, George W. Bush procède à sa première nomination de juge à la Cour suprême des États-Unis afin de remplacer le juge Sandra Day O'Connor. Son choix se porte sur John Roberts, un juge de la Cour d'appel fédérale de Washington et républicain modéré, âgé d'à peine 50 ans.

Le 5 septembre 2005, Bush nomme John Roberts à la présidence de la Cour suprême, à la suite du décès de l'ancien titulaire du poste, William Rehnquist, survenue le 3 septembre 2005.

Le 3 octobre 2005, c'est dans un second temps Harriet Miers, sa chef des services juridiques de la Maison Blanche, qu'il désigne pour remplacer Sandra Day O'Connor à la Cour suprême des États-Unis mais le 27 octobre, il doit annoncer le retrait de cette nomination à la suite des très nombreuses critiques de l'aile la plus à droite du parti républicain.

Le 31 octobre 2005, Samuel Alito est son troisième choix pour succéder à Sandra O'Connor. Il est confirmé par le Sénat le 31 janvier 2006.

À la fin de son mandat, George W. Bush aura également fait un usage très modéré de sa prérogative d'accorder une grâce présidentielle. Il aura ainsi prononcé 190 grâces et 11 commutations alors que son prédécesseur en avait accordé 459 et Harry Truman 2031, le record absolu.

L'écologie et l'environnement

Une de ses premières décisions dans ce domaine est le retrait des États-Unis du protocole de Kyoto. Bill Clinton avait échoué à faire ratifier ce protocole par le Sénat et son retrait définitif par Bush participe à son impopularité en Europe. Le 30 juillet 2005, les États-Unis signent un accord moins contraignant12 dit du *groupe Asie-Pacifique* avec la Chine, l'Australie, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud sur le climat auquel s'est joint le Canada le 24 septembre 2007 dans ce qui est devenue en 2006 le Partenariat Asie-Pacifique sur le développement propre et le climat (*Asia-Pacific Partnership on Clean Development and Climate*). basée sur des cibles volontaires et sur des objectifs de réduction à long terme.

En 2002 et 2003, George W. Bush fait voter des lois permettant l'exploitation des ressources naturelles souterraines des forêts des parcs naturels. Lors des incendies liés à la sécheresse planétaire de l'été 2003, il met en avant le besoin de déboiser davantage pour des raisons de sécurité. En novembre 2005, la Chambre des représentants renonce à voter le projet d'exploitation pétrolière dans un territoire protégé de l'Alaska et fait retirer du budget des projets d'exploitation pétrolière dans des secteurs protégés par un moratoire.

Il modifie le *clean air act*, texte sur le contrôle de la pollution de l'air, afin de le rendre moins strict.

En juin 2006, c'est après avoir visionné le film de Jean-Michel Cousteau (*Voyage to Kure*) que le président Bush fait classer les îles du nord-ouest de l'archipel d'Hawaii comme monument national américain.

Ces îles constitueront alors la plus grande zone marine protégée du monde à l'abri de la pêche commerciale. D'une superficie de plus de 350 000 km², ce nouveau monument national s'étire sur près de 2 300 km, comprend une dizaine d'îles inhabitées ainsi qu'une centaine d'atolls et abrite également de nombreuses espèces en danger. Ce faisant, il a enjoint le Congrès à passer des lois sur le contrôle des pêcheries et le développement de l'aquaculture qualifiant la surpêche de « nuisible à notre pays et nuisible au monde ».

Lors de son discours sur l'état de l'Union de janvier 2007, il annonce un plan de réduction de la consommation d'essence de 20 % au cours des dix prochaines années. En vertu de l'initiative présidentielle, les émissions annuelles de gaz carbonique résultant de la circulation automobile aux États-Unis diminueraient de 10 % d'ici à 2017. Cette réduction s'ajouterait au plan déjà en place de réduction de l'intensité des gaz à effet de serre de l'économie américaine de 18 % d'ici à 2012.

Le 6 janvier 2009, le président Bush désigne trois « monuments nationaux marins » dans l'océan Pacifique d'une superficie totale de plus de 505 000 km². Il s'agit protéger les fonds sous-marins de la fosse des Mariannes, de

l'atoll Rose et des îles mineures éloignées des États-Unis couvrant le récif Kingman, les atolls Palmyra et Johnston ainsi que des îles Howland, Baker, Jarvis et Wake.

Les minorités ethniques

Le gouvernement Bush, premier comme second mandat, est le plus ouvert aux minorités ethniques que n'a jamais été jusque là un gouvernement américain :

- Colin Powell est le premier afro-américain (new-yorkais d'origine jamaïcaine) à occuper le poste de secrétaire d'État.
- Condoleezza Rice est la première femme afro-américaine à occuper ce poste en 2005, après avoir été la première femme afro-américaine conseillère à la sécurité nationale.
- Elaine Chao est la première femme asiatique (née à Taïwan) membre du gouvernement américain.
- Mel Martinez est en 2001 le premier hispanique (né à Cuba) à entrer au gouvernement américain.
- Alberto Gonzales.en 2005 le premier hispanique (texan d'origine mexicaine) au poste aussi élevé que celui d'Attorney General.
- Outre ces personnalités, il faut rappeler la présence au gouvernement de Norman Mineta, californien d'origine japonaise et démocrate déjà en poste dans l'administration Clinton qui fut secrétaire aux Transports, ainsi que Rod Paige, afro-américain et secrétaire à l'Éducation.
- En 2003, Bush fait personnellement pression sur Trent Lott, le leader républicain au Sénat, pour qu'il démissionne à la suite de ses déclarations nostalgiques de la ségrégation raciale, prononcées lors d'un hommage à l'ancien candidat à l'élection présidentielle de 1948, le sénateur centenaire ex-démocrate Strom Thurmond.

L'immigration

En 2006, il se prononce tout à la fois pour la régularisation des clandestins présents sur le territoire américain (11 millions de personnes selon certaines estimations) et l'envoi de 6 000 gardes nationaux pour contrer l'immigration illégale à la frontière mexicaine. Il s'agit pour lui de rallier à son projet de réforme l'aile droite de son parti (très divisé) en durcissant la répression. Dans son discours télévisé du 15 mai 2006, il précise qu'il ne s'agit pas d'«amnistier» les clandestins mais d'instaurer un programme de travail temporaire pour les étrangers, insistant sur la maitrise de l'anglais pour pouvoir prétendre à la citoyenneté. Cette tentative de régularisation massive a échoué en juillet 2007 devant le refus de ramener la question de l'immigration à l'ordre du jour au Congrès à la suite des dissensions des deux grands partis qui voulaient amender ce projet selon leurs points de vue divergents.

Économie

Les deux mandats présidentiels de George W. Bush ont été d'abord marqués par une forte réduction des impôts de 1 350 milliards de dollars sur cinq ans, avec la suppression notamment de la double imposition des dividendes et de la réduction des impôts sur les successions et sur les intérêts16, bénéficiant d'abord aux classes les plus aisés mais aussi aux classes moyennes et populaires avec des tranches d'imposition pour ces derniers à leurs niveaux les plus bas en 30 ans, à la fin de son second mandat. Ils ont été aussi marqué par une progression de la dette publique, du déficit commercial ainsi que de l'endettement des entreprises et des ménages, par une triple injection massive d'argent dans l'économie mais aussi par une aggravation globale du taux de chômage, suite de la crise des subprimes et la crise financière débutée en septembre 2008.

- George W. Bush obtient un vote majoritaire du Sénat, alors dominé par le parti républicain, pour réduire les impôts de 1 350 milliards de dollars sur cinq ans18. Le taux d'imposition sur le revenu le plus faible passe de 15 à 10 %, le taux le plus élevé de 39,6 % à 35 %18, avec de nombreuses exonérations fiscales permettant de diviser par deux le taux d'imposition des plus hauts revenus.
- Réaction rapide après la bulle Internet. Le premier mandat commence quelques mois après l'éclatement de la bulle internet: les républicains estiment que George W. Bush a eu à souffrir d'une purge après le surinvestissement technologique des années Clinton, les démocrates pensant au contraire qu'il a eu la chance d'hériter d'une économie mieux équipée (télécoms, informatique) et donc plus productive. L'éclatement de cette bulle suscite une baisse immédiate et profonde des taux d'intérêt permettant de prévenir tout risque de récession économique, tandis qu'au même moment, une large réduction d'impôts annoncée par le nouveau président, pour stimuler la consommation, vise à « rendre au contribuable américain » le surplus budgétaire.
- Baisse du dollar et repli de l'investissement : La valeur de l'euro en dollars a progressé de 82 % en huit ans car la Réserve fédérale américaine a abaissé ses taux directeurs à des niveaux historiquement bas (1 %), une dévaluation de fait, qui n'a que très partiellement dopé les exportations américaines, le déficit commercial se creusant à des niveaux records, avec toutes les régions du monde. L'investissement des entreprises est resté faible car beaucoup ont souffert de sous-capitalisation, en raison du rachat massif de leurs propres actions ou de politiques de dividende critiquées pour être trop centrée sur la séduction des actionnaires à court terme.
- La politique commerciale de George Bush tente, sans succès, d'imposer des taxes douanières élevées sur certains produits subissant une concurrence étrangère importante dans des secteurs primaires déclinants (sidérurgie, agriculture). Sous ses deux mandats, le déficit commercial se creuse quasiment chaque année et la part de marché des trois grands constructeurs automobiles de Détroit, tous les trois en grande difficulté financière, tombe à son plus bas historique. À partir de la fin 2003, l'accélération de la croissance profite essentiellement aux importations et le déficit commercial devient trois fois plus élevé que sur la période 1997-2000, la pire de l'administration Clinton. Le déficit commercial se stabilise à partir de 2006, à un niveau toujours considérable, l'affaiblissement marqué du dollar rendant les importations de produits étrangers plus onéreuses.

La politique budgétaire : George Bush augmente les budgets de sécurité intérieure et extérieure ainsi que certaines dépenses sociales, pour la santé et les retraites mais baisse les dépenses de plusieurs programmes non militaires.

La dette des administrations publiques a progressé de moitié sous les deux mandats de George Bush, alors qu'elle avait fondu d'un tiers au cours des 6 années précédentes durant les deux mandats de Bill Clinton. Au cours des huit dernières années, les États-Unis ont perdu l'essentiel de leur avance sur l'Europe continentale, mauvaise élève sur ce plan. En 2006 cette dette représente 61,5 % du PIB américain et en 2007 l'écart s'est encore resseré23. Le budget fédéral, en excédent de 236 milliards de dollars en 2000, s'est dégradé très rapidement, se transformant en déficit, avec la pire année en 2004 (déficit de 413 milliards de dollars). Ce déficit s'est ensuite un peu réduit au début du second mandat de George Bush, sous l'effet d'une forte augmentation des recettes de l'impôt sur les plus-values boursières et immobilières. La baisse du dollar, qui a dopé les bénéfices des entreprises, a permis aussi de limiter l'impact pour le budget de la baisse du taux d'imposition. Le déficit budgétaire représente encore 248 milliards de dollars en 2006, au sommet du cycle économique, soit encore presque 2 % du PIB.

Le taux de chômage a augmenté de moitié en huit ans, passant de 3,9 % (en décembre 2000) à 6,1 % (en septembre 2008)26, en raison d'une contraction dans le secteur industriel. L'année 2004, celle de l'élection présidentielle, a été la meilleure année depuis 1999 pour l'emploi américain avec la création de plus de 2,2 millions d'emplois nouveaux, soit une progression de 4,4 %. Le mois de décembre 2004 fut le seizième mois consécutif de création d'emplois, avec un taux de chômage à 5,4 % tombé à 5,1 % au mois de mai 2005 et à 4,4 % en octobre 2006 selon les chiffres de l'OCDE27,28. Ainsi, entre août 2003 et décembre 2006, plus de 7,2 millions d'emplois ont été créés pour un total de 52 mois consécutif de création d'emplois29. Mais durant l'été 2008, le taux de chômage dépasse à nouveau 6 % et les demandeurs d'emplois sont 9,5 millions, soit le plus haut niveau depuis septembre 199230. Lors de la dernière année de son mandat, le pays confronté à une récession économique supérieure à celle des années 1974-1976, 1981-1983 et 1990-1993 connait 3 078 000 chômeurs de plus ce qui est alors un record mais vite dépassé l'année suivante durant la première année de présidence de son successeur.

La confiance des ménages a souffert du sous-emploi, l'indice de la chambre patronale Conference Board passant de plus de 140 points en décembre 2000 à 38 points en octobre 2008, soit son plus bas niveau historique.

La faible croissance au cours du début du premier mandat, pénalisée par l'absence de créations d'emplois, a fait place à un redressement dès la fin de l'année 2003 grâce à une stimulation monétaire exceptionnelle, les taux directeurs de la Réserve fédérale des États-Unis ayant été abaissés au printemps 2003 à 1 %, soit le niveau le plus bas de leur histoire. Ce taux de croissance est relativement élevé entre la fin 2003 et la fin 2006, mais, en termes réels33, il reste inférieur au taux de croissance des mandats Clinton34. La hausse des cours du pétrole, qui passent en quatre ans de 40 à 160 dollars le baril, a en effet réveillé l'inflation.

En octobre 2005, George W. Bush choisit Ben Bernanke, président du Conseil économique de la Maison Blanche, pour succéder à Alan Greenspan à la tête de la Réserve fédérale des États-Unis à partir du 1er février 2006.

Malgré ces difficultés économiques, un nombre important d'américains sont devenus propriétaires de leur logement au cours des deux mandats de George Bush, grâce à des aides fiscales et des taux d'intérêts historiquement bas, qui ont généré une forte progression de la dette des ménages, doublée au cours de ses huit années de présidence. Cet endettement reposait cependant sur une bulle immobilière, qui a abouti à la crise des subprime, et ensuite à une chute de 16 % des prix de l'immobilier entre avril 2007 et septembre 2008.

L'endettement des ménages et la crise des subprimes : au début de l'année 2008, à la suite des difficultés de plusieurs banques et à la menace concrète d'une récession, George W. Bush obtient des leaders démocrates et républicains du Congrès un accord sur un plan de relance par la consommation de l'économie américaine, pour un montant de 150 milliards de dollars, concernant 117 millions de foyers, et axé notamment autour des baisses d'impôts et des déductions fiscales pour les entreprises. Environ neuf mois plus tard, le congrès refuse de voter le plan Paulson prévoyant que l'État rachète aux banques, sans fixer de prix, des créances immobilières (subprime), qui les mettent en difficulté. Le congrès, qui a une majorité démocrate depuis décembre 2006, accepte finalement de voter le plan Paulson, lorsqu'une garantie des dépôts bancaires y est ajoutée. Quinze jours plus tard, à la mi-octobre, ce plan est amendé, avec une mesure supplémentaire: l'injection de 125 milliards de dollars de fonds publics dans le capital de neuf grandes banques, par création de nouvelles actions, en échange de la présence d'administrateurs publics dans ces banques.

L'impact des ouragans Katrina et Rita

En septembre 2005, l'ouragan Katrina ravage le Sud de la Louisiane, du Mississippi et de l'Alabama. L'administration fédérale est mise en accusation pour ne pas avoir réagi suffisamment tôt et de ne pas avoir organisé l'évacuation des habitants, même si cette tâche était d'abord de la responsabilité du gouvernement de la Louisiane et de la municipalité de La Nouvelle-Orléans tout comme celle de planifier les besoins, organiser les évacuations et les secours. Dans une vidéo de visioconférence entre des experts de la FEMA et George W. Bush, les spécialistes alertent le président des problèmes prévus (dégâts importants, ruptures des digues…), ce dernier n'essaie pas d'en savoir davantage et répond que tout est prêt pour affronter le danger.

Par la suite, en baisse dans les sondages, George W. Bush reconnaît dans un discours les erreurs commises au niveau fédéral et en prend la responsabilité. « Quatre ans après l'horrible expérience du 11 septembre, les Américains ont tous les droits d'attendre une réponse plus efficace en cas d'urgence. Lorsque le gouvernement fédéral ne parvient pas à faire face à cette obligation, je suis en tant que président responsable du problème, et de la solution », déclare t-il.

Au cœur de La Nouvelle-Orléans désertée de ses habitants, George W. Bush annonce alors un plus grand engagement fédéral, qui prendra en charge la « grande majorité » du coût de la reconstruction, « des routes aux ponts, en passant par

les écoles et le système des eaux », ainsi qu'un rôle accru des forces armées. Il annonce également un vaste plan de reconstruction afin d'enrayer la pauvreté (issue de « de la discrimination raciale, qui a coupé des générations de l'opportunité offerte par l'Amérique ») et fondé sur la création dans la région d'une zone à fiscalité réduite, d'une aide de 5 000 dollars aux réfugiés cherchant à retrouver du travail et la distribution gratuite (par tirage au sort) de terrains aux plus démunis, afin qu'ils puissent y construire leur maison.

Par la même occasion, George W. Bush ordonne au département de la Sécurité intérieure de lancer un réexamen des plans d'urgence dans toutes les grandes villes d'Amérique. Quelques jours plus tard, l'ouragan Rita ravage les côtes du Texas mais cette fois-ci, ni la gestion fédérale ni celle de l'État du Texas ne sont prises en défaut ou remises en cause. Les journalistes parlent même d'effet Rita pour expliquer la sensible remontée de George W. Bush dans les sondages (71 % des personnes interrogées déclarent approuver son action au moment du passage du cyclone Rita contre 40 % en ce qui concernait Katrina).

Politique spatiale, énergie, relance du nucléaire et appel aux nouvelles technologies
Le 15 janvier 2004, il lance dans sa Vision for Space Exploration le projet Constellation de développement d'un nouvel engin spatial (l'Orion devant remplacer la navette spatiale américaine et l'objectif d'un retour de l'Homme sur la Lune à la fin des années 2010. Dans son discours annuel sur l'état de l'Union le 31 janvier 2006, George W. Bush a fixé comme objectif de réduire de 75 % la dépendance du pays au pétrole du Moyen-Orient d'ici 2025. Pour ce faire, il évoque le développement de toute une série d'énergies alternatives — solaire, éolienne (les États-Unis ont accru de 300 % la production d'électricité par ce moyen entre 2001 et 2007), charbon propre, nucléaire, hydrogène ou encore éthanol — allant jusqu'à encourager l'utilisation de voiture hybride.

Le discours est reçu avec scepticisme car il vient d'un président lié à l'industrie du pétrole et les éditorialistes parlent de « promesses sans lendemain ». Le financement de celles-ci concernant notamment les nouvelles technologies est aussi mis en doute mais a été réaffirmé dans le cadre de loi de 2007 sur l'indépendance et la sécurité énergétique. Le 20 février 2006, au nom de la sécurité nationale, il annonce que le pays doit recommencer à construire des centrales nucléaires d'ici la fin de la décennie afin de rompre avec une dépendance énergétique « pathologique » qui les rend « otages de nations étrangères qui peuvent ne pas les aimer ». Cette annonce intervient alors que les États-Unis n'ont plus construit de centrales nucléaires depuis les années 1970, lesquelles fournissent un peu plus de 20 % de l'électricité consommée par les Américains. À cette occasion, une fois n'est pas coutume, il cite la France en exemple (laquelle produit ainsi 78 % de son électricité).

La religion
George W. Bush est un protestant méthodiste qui est parfois appelé « le premier président catholique américain » bien que John F. Kennedy ait été le seul catholique titulaire du poste39. Lors de sa campagne présidentielle de 2000, il s'était présenté comme un « conservateur compassionnel » et citait Jésus Christ comme son philosophe préféré. Sa politique fut ainsi influencée d'une manière relativement importante par des considérations religieuses conservatrices.

C'est notamment pour des raisons religieuses que George W. Bush s'oppose à l'euthanasie, aux recherches sur les cellules souches à partir d'embryons humains et est formellement contre le mariage homosexuel. Il soutient des positions hostiles à l'avortement mais les plus conservateurs doutent de sa volonté de remettre en cause l'arrêt Roe v. Wade de 1973 qui avait légalisé le recours à l'IVG. C'est sous son mandat en 2003 que la loi "Partial Birth Abortion Act" interdisant la technique de l'avortement par naissance partielle est votée par le Congrès puis validée en avril 2007 par la Cour suprême des États-Unis.
En revanche, il ne s'oppose pas à la peine de mort : selon George W. Bush, celle-ci « sauve des vies » en vertu de son « effet de dissuasion ».

Le 9 avril 2005, à la suite du décès de Jean-Paul II, George W. Bush a été le premier président américain en exercice à assister personnellement à l'enterrement d'un pape. Il était accompagné de ses prédécesseurs Bill Clinton et George Bush père. Le 16 octobre 2007, en étant le premier président américain à apparaître en public avec le dalaï-lama, en le gratifiant de « symbole universel de paix et de tolérance » et que la médaille d'or du Congrès lui est remise, George Bush provoque l'indignation du gouvernement de Pékin qui voit en la personne du dalaï-lama un séparatiste en exil qui menace l'unité du pays, accusant également les États-Unis d'intervenir dans les affaires internes du pays.
Le 15 avril 2008, geste sans précédent aux États-Unis, George W. Bush et Laura Bush accueillirent le pape Benoît XVI à la descente de la passerelle de son avion, puis le reçurent à la Maison-Blanche au côté de 9 000 invités et donnèrent un diner officiel en son honneur. Le président américain justifia le traitement exceptionnel réservé à son hôte par le désir « d'honorer les convictions » de Benoît XVI sur le bien et le mal, la valeur sacrée de la vie humaine et le danger du « relativisme moral ».

Les mœurs
- Dès son élection en 2001, il nomme John Ashcroft, connu pour ses positions *pro-life*, comme *attorney general* (secrétaire à la Justice). Il supprime les aides fédérales à des associations étrangères favorables à l'IVG et à la contraception. Pour faire face à la levée de boucliers consécutive, il confie à sa femme Laura Bush le soin de préciser que l'IVG aux États-Unis ne sera pas remise en question.
- Des fonds d'aide humanitaire octroyés à des associations étrangères encourageant l'usage du préservatif ou venant en aide à des prostituées sont supprimés en faveur d'autres prônant l'abstinence dans le cadre de la lutte contre le Sida, y compris la stratégie ABC.

- L'association homosexuelle républicaine, *Log Cabin Republicans* se désolidarise de sa candidature lors de l'élection présidentielle de 2004 à cause notamment de son hostilité au mariage homosexuel d'autant plus que Bush en

soutient l'interdiction constitutionnelle. Lors des onze référendums locaux sur le sujet en novembre 2004, les électeurs ont refusé toute possibilité de mariage homosexuel.

L'éducation
George W. Bush se déclare favorable à l'enseignement du dessein intelligent dans les écoles, au côté de l'évolution darwinienne : « [...] avant tout, les décisions doivent être prises au niveau local, celui des districts scolaires, mais je pense que les deux parties doivent être enseignées correctement [...] Ainsi, les personnes peuvent comprendre de quoi retourne le débat ». [...] « Une partie de la mission de l'éducation est de présenter aux personnes les différentes écoles de pensée ».

POLITIQUE INTERNATIONALE
George W. Bush est relativement impopulaire en dehors de son pays, en particulier dans certains pays d'Europe et dans les pays arabes depuis la guerre d'Irak. Cette guerre entraîne également un certain de contestation de la politique du président au Moyen-Orient et au Proche-Orient. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la stratégie en matière de sécurité nationale fait de l'aide au développement l'un des trois piliers de la politique étrangère des États-Unis, aux côtés de la diplomatie et de la défense, cela étant une partie intégrante du soft power.

Grandes lignes de la politique de défense
Du fait que des conflits peuvent se déclencher sans préavis sur le globe, les forces armées des États-Unis se doivent d'être plus réactives et effectuer leur révolution des affaires militaires. À cette effet et avec l'objectif affiché de ne pas perdre leur supériorité technologique sur les concurrents, le budget de la défense a cessé sa baisse entamée depuis la fin de la guerre froide et est passée à 3 % du produit national brut en 200147 à 3,7 % en 2007. La plupart des grandes garnisons en Europe et en Asie se sont peu à peu démantelées dans le cadre du BRAC et se sont remplacées par des points d'appui logistique48. Parallèlement à l'édification d'une défense antimissile et en vertu du traité de réduction des arsenaux nucléaires stratégiques signé en 2002 avec la Russie49, les États-Unis se sont engagés à réduire à entre 2 200 et 1 700 le nombre de leurs armes nucléaires déployées d'ici 2012 contre les 4 000 en service en 200850 (soit un retour au niveau des stocks des années 1950).

La « guerre au terrorisme » et « l'expansion de la démocratie »
À la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York et Washington D.C., George W. Bush réunit le pays derrière lui (avec 90 % d'opinions favorables), en particulier après son discours prononcé au Capitole, devant les deux chambres réunies51,52,53. Il déclare la « guerre au terrorisme » et utilise un vocabulaire contesté par ses détracteurs (« mort ou vif », « croisade » et « États voyous »), mais bien perçu dans une Amérique traumatisée. Parallèlement aux préparatifs de la guerre contre les Talibans en Afghanistan, qui ont refusé d'extrader Oussama Ben Laden et les membres d'Al-Qaida, Bush instaure une politique de sécurité incarnée par le Patriot Act, voté par le Congrès à l'unanimité en novembre 2001, mais jugé dangereux pour les droits de l'homme par la Fédération internationale des droits de l'homme54.

Le 7 octobre 2001, en réponse aux attaques du 11 septembre et dans le but de traquer Oussama Ben Laden et les responsables d'Al-Qaida selon les autorités américaines, les troupes américaines commencent à pilonner les grandes villes d'Afghanistan. C'est l'opération Liberté immuable, à laquelle participent plusieurs pays de l'OTAN. L'intervention américaine s'accompagne d'une série d'opérations militaires menées en divers points du territoire par les différentes composantes du « Front Uni Islamique et National pour le Salut de l'Afghanistan » plus connue sous le nom d'Alliance du Nord. Elle débouche en décembre sur la chute du régime des Talibans et la mise en place du gouvernement d'Hamid Karzai.

Parallèlement à l'intervention en Afghanistan, il met en place fin 2001 sur la base militaire de Guantánamo à Cuba le camp de détention du même nom où sont incarcérés les combattants islamistes capturés. Incarcérés en dehors de tout cadre juridique, plusieurs rapports et témoignages font mentions d'actes de tortures lors des interrogatoires. Avec le temps, cette prison devient un symbole de la lutte des associations de défense des droits de l'homme contre la politique sécuritaire de l'administration de George W. Bush. La torture elle-même (désignée par l'euphémisme « méthodes fortes d'interrogatoire ») est autorisée par différents mémorandums du ministère de la Justice (John Yoo, etc.), induisant un débat national et international sur la légitimité de la torture dans la lutte anti-terroriste.

L'autorisation accordée à sa pratique par l'administration Bush n'empêche pas celui-ci de déclarer, le 26 juin 2003, date de la Journée internationale de soutien aux victimes de la torture de l'ONU, que les États-Unis « se consacrent à l'élimination mondiale de la torture et qu'[ils] sont à la tête de ce combat en montrant l'exemple ». En dépit de cette déclaration, les procédures d'*extraordinary rendition* et l'autorisation de la torture ont étendu l'usage de celle-ci dans d'autres États, qui se voyaient légitimés par l'« exemple » américain.

Thème central de la pensée des néo-conservateurs, l'« expansion de la démocratie » devient le credo et l'objectif officiel de la politique américaine à partir du discours de George W. Bush devant le Congrès en janvier 2002, durant lequel il pointe du doigt les pays dit de l'Axe du Mal en visant nommément l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, à l'encontre de laquelle les néo-conservateurs renforcent la politique américaine de sanctions.

En février 2005, George W. Bush nomme John Negroponte à la tête de la toute nouvelle Direction du renseignement américain (DNI), nouvelle fonction créée dans le cadre de la réforme des services de renseignement américains à la suite des recommandations de la Commission du 11 septembre, dont les conclusions avaient été publiées durant l'été 2004.
En octobre 2005, il donne son aval à la création d'un nouveau service de renseignements, le National Clandestine Service (NCS) patronné par la CIA, pour s'occuper des opérations d'espionnage à l'étranger. Ce service des opérations clandestines

coordonnera les opérations d'espionnage de la CIA, du FBI et du département de la défense, mais sans avoir le pouvoir d'ordonner ou de les diriger. C'est dans un tel contexte qu'en février 2006, l'entreprise émiratie "Dubai Ports World" annonce la reprise de l'opérateur portuaire britannique P&O, qui gère des terminaux portuaires dans six grands ports américains de la côte Est. Ce transfert de gestion déclencha une crise politique entre la Maison blanche favorable et les parlementaires américains, soutenus par l'opinion publique, qui y voient une menace pour la sécurité du pays.

Hillary Clinton proposa alors l'adoption d'une loi interdisant à toute société contrôlée par un État étranger de racheter des activités portuaires aux États-Unis. D'autres élus démocrates travaillèrent sur un amendement interdisant toute prise de contrôle d'opérations portuaires par "une société possédée ou contrôlée par un gouvernement qui avait reconnu le gouvernement des talibans" en Afghanistan tandis que les élus républicains de la Chambre des représentants promettaient de voter une loi bloquant le projet de rachat, défiant le président au nom de la sécurité nationale, alors que celui-ci était prêt à mettre son veto si le Congrès légiférait pour torpiller la transaction. Au bout du compte, l'entreprise émiratie annoncera le transfert de la gestion des six grands ports à une « entité américaine », au nom de l'amitié entre les États-Unis et les Émirats arabes unis.

Le 17 octobre 2006, George W. Bush signa et promulgua une *loi sur les commissions militaires* controversée autorisant la torture dans les interrogatoire contre les suspects de terrorisme (notamment le programme d'interrogatoires de la CIA), leur détention dans des prisons secrètes à l'étranger et leur jugement par des tribunaux militaires. Cette loi fut vivement critiquée par Amnesty International ou l'American Civil Liberties Union (ACLU). Toujours dans le domaine de la légalisation de la torture, il met son veto à une loi interdisant la torture par l'eau.

En novembre 2010, George W Bush a d'ailleurs reconnu qu'il avait personnellement autorisé l'utilisation de cette « technique coercitive ». Contre l'avis de la plupart des juristes, il refuse pourtant de reconnaître qu'il s'agit d'une torture. C'est en application de cet ordre nominatif que les agents de la CIA ont utilisé le «waterboarding» à 183 reprises sur Khalid Cheikh Mohammed.

La guerre d'Irak

En 2002, influencé par les théories des néo-conservateurs, George W. Bush évoque la nécessité d'un changement de régime en Irak, indiquant que les États-Unis ont des raisons de croire que le président irakien Saddam Hussein possède des liens avec des groupes terroristes et continue de développer un programme d'armes de destruction massive (ADM). Le 8 novembre 2002, la résolution 1441 du Conseil de sécurité des Nations unies exige du régime iraquien une « coopération active, totale et immédiate » avec les équipes d'inspections dépêchées sur place.

Estimant que les conditions de coopération ne sont pas remplies, George W. Bush donne le signal le 20 mars 2003 d'une invasion militaire de l'Irak en vue de renverser le régime en place. La victoire militaire est acquise rapidement dès le 10 avril et début mai, le président Bush proclame unilatéralement la cessation des hostilités.

George W. Bush fait passer le décret 13303 donnant l'immunité totale aux compagnies pétrolières en Irak, tout procès à leur encontre étant immédiatement considéré comme nul et non avenu aux États-Unis.

À partir de juin 2003, des attentats terroristes sont commis contre les forces militaires américaines puis contre les civils irakiens sans distinction ainsi que des prises d'otages. Depuis le début de l'invasion en mars 2003, on estime que plusieurs dizaines de milliers d'Irakiens ont été tués par l'armée américaine ou par des attentats terroristes, ainsi que plus de 2 000 soldats américains. Les armes de destruction massive (un « prétexte bureaucratique » selon Paul Wolfowitz) qui avaient effectivement servi sous le régime de Saddam Hussein contre les Kurdes ou les Chiites, n'ont pas été trouvées et auraient finalement bien été détruites dans les années qui avaient suivi la guerre du Golfe de 1991. Quant aux liens du régime avec les organisations terroristes, ils avaient cessé depuis longtemps (Abou Nidal, Carlos) ou restaient faibles se limitant au financement des familles des kamikazes palestiniens et à la présence sur le sol iraquien de membres d'organisations terroristes (Moudjahidines iraniens).

Cependant, selon le général Georges Sada **(en)**, deuxième adjoint des forces aériennes irakiennes sous la dictature de Saddam Hussein, troisième personnalité militaire du régime, des armes de destruction massive étaient bien encore détenues par l'Irak au début de l'année 2003. Il explique en effet dans son livre *Saddam's secrets*, avoir recueilli les témoignages de pilotes de 747 qui ont utilisé leurs avions pour transporter des ADM en Syrie, en février 2003.

Pour les partisans de l'intervention américaine, la mise à jour de charniers contenant des centaines de milliers de victimes du régime de Saddam Hussein, a justifié le renversement par la force du dictateur irakien. D'autre part, l'intervention américaine a permis au pays de connaître le 31 janvier 2005 ses premières élections démocratiques depuis cinquante ans puis en octobre 2005, l'adoption d'une constitution démocratique approuvée par référendum. Les sondages d'opinions longtemps très favorables à George W. Bush concernant sa gestion de la guerre d'Irak ont commencé à basculer en juin 2005 et sont devenus négatifs à partir du mois de septembre 2005. Si une majorité d'Américains considèrent dorénavant que l'engagement en Irak était une erreur, ils souhaitent un retrait de leurs troupes (mais pas cependant encore dans n'importe quelle condition). La guerre d'Irak fut à l'origine d'un mouvement non officiel d'opposants réclamant la destitution de ses fonctions par le biais de la procédure de l'impeachment, autrefois utilisée sans aller à son terme contre Richard Nixon ou sans rencontrer de succès contre Andrew Johnson et Bill Clinton.
Une tentative en ce sens, menée par le représentant démocrate de l'Ohio, Dennis Kucinich, en juin 2008, avait été déposée à la chambre des représentants dans l'indifférence générale des membres du Congrès et renvoyée en commission. Cette

guerre fut à l'origine de graves tensions diplomatiques au sein de l'ONU, de l'OTAN et avec certains pays comme la France et l'Allemagne. Les motivations américaines dans cette affaire sont encore discutées.

Le 24 septembre 2005, plusieurs dizaines de milliers de manifestants s'étaient rassemblés à Washington D.C. pour protester contre l'engagement américain en Irak.

Le 6 octobre 2005, devant le National Endowment for Democracy (NED), Bush s'en est pris aux opposants à la guerre aux États-Unis, qui préfèrent, selon lui, la facilité. « Il y a toujours la tentation au milieu d'une longue lutte de chercher une vie tranquille, d'échapper à ses devoirs et aux problèmes du monde et d'espérer que l'ennemi se lasse du fanatisme et des meurtres. Nous allons conserver notre sang-froid et remporter cette victoire. » Évoquant au moins dix attentats déjoués dans le monde depuis le 11 septembre 2001, il dénonce par ailleurs l'« islamo-fascisme » des terroristes d'Al-Qaida soutenus par des « éléments dans les médias arabes qui incitent à la haine et à l'antisémitisme » et « abrités par des régimes autoritaires, alliés de circonstances, comme la Syrie et l'Iran, qui partagent l'objectif de faire du mal à l'Amérique et aux régimes musulmans modérés et utilise la propagande terroriste pour reprocher leurs propres échecs à l'Occident, l'Amérique et aux juifs. »

Il faut attendre le 14 décembre 2005 au cours d'une interview sur Fox News pour que George W. Bush reconnaisse avoir commis des « erreurs tactiques » en Irak notamment des décisions inadaptées dans l'entraînement des forces irakiennes, d'avoir fait le choix initial de grands projets de reconstruction au lieu de chantiers aux « effets immédiats sur la vie des gens ». Il a aussi regretté de ne pas avoir enclenché plus tôt le transfert de souveraineté aux Irakiens après la guerre mais a cependant réaffirmé que la décision d'attaquer Saddam Hussein était juste.

Le 25 mai 2006, George W. Bush et Tony Blair reconnaissent leurs erreurs en Irak. Le président américain a notamment déclaré que ses propos avaient « envoyé de mauvais signaux », que« les choses ne se sont pas déroulées comme nous l'avions espéré » et que « la plus grosse erreur, du moins en ce qui concerne l'implication de notre pays, c'est Abou Ghraïb ».

Le 10 janvier 2007, lors d'une allocution télévisée, le président annonce que 21 500 militaires supplémentaires seront envoyés en Irak pour permettre un retour à la paix plus rapide. Cette décision se heurte à un congrès et une opinion publique hostile et majoritairement sceptique par cette démarche. En décembre 2007, des experts militaires estiment que la situation militaire et sécuritaire est désormais maîtrisée depuis l'arrivée de renforts mais restent extrêmement circonspects sur l'évolution politique de l'Irak. En fin d'année 2007, devant la baisse des pertes militaires, l'opinion publique devient plus optimiste.

Le 8 mars 2010, soit plus d'un an après la fin de sa présidence, le magazine Newsweek, consacrant sa couverture à George W. Bush, titrait « Enfin, la victoire : l'émergence d'un Irak démocratique » *(Victory at last: The emergence of a democratic Iraq)* à propos des élections législatives tenues en Irak au début du mois de mars 2010, y voyant le signe de l'émergence de la démocratie. Le magazine faisait ainsi écho à l'annonce jugée prématurée par George W. Bush faites le 1er mai 2003, de la fin des « combats majeurs » dans le pays. Ainsi, selon le magazine américain, « le pays possède désormais des partis et institutions politiques diverses, une presse libre et une armée "respectée" partout dans le pays [concluant que] l'Irak, pour le meilleur ou pour le pire, démocratique ou pas, sera une puissance avec laquelle il faudra compter. Telle est la sombre victoire de l'Amérique ».

La lutte contre les armes de destruction massives

La menace que des armes de destruction massive au mains d'États ou d'organisations hostiles aux États-Unis puissent être utilisées fait que l'administration américaine tente de désarmer et/ou de contrôler les stocks de ces produits à travers le monde74. Toutefois les actes de l'administration américaine sous la présidence Bush contrastent en partie avec cet objectif déclaré, notamment en compliquant les négociations avec la Russie sur une poursuite du désarmement nucléaire. Une initiative lancée par les États-Unis et l'Allemagne au mois d'avril 2002 au sein du G8 porte sur un *Partenariat mondial de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes* où le gouvernement américain s'est engagé à verser la moitié des 20 milliards de dollars mobilisés sur 10 ans pour cette action. Cela s'est traduit entre autres par l'initiative de sécurité en matière de prolifération.

Le 15 juin 2006, les présidents américain Bush et russe Vladimir Poutine annoncent le lancement de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire (GICNT) qui s'appuie sur le droit international, vise à renforcer les capacités nationales et internationales pour lutter contre la menace d'actes de terrorisme nucléaire et empêcher l'accès des terroristes aux matières nucléaires et radioactives regroupant en 2010 plus de 80 nations.

Les tensions diplomatiques avec l'Iran et la Corée du Nord sont dues principalement au développement des armes de destruction massive en Iran et des armes nucléaires en Corée du Nord. Des succès ont eu lieu dans ce domaine comme le démantèlement des programmes d'ADM libyen par la diplomatie et la neutralisation de divers stocks d'armes et de produits chimiques et radioactifs datant de la période de la guerre froide dans les territoires de l'ancienne Union soviétique et de l'Europe de l'Est. Ainsi, en juillet 2007, un stock clandestin de 16 tonnes d'armes chimiques découvert en Albanie a été détruit.

Le conflit israélo-palestinien

George W. Bush a été critiqué pour une action politique considérée comme révélatrice d'un soutien exclusif à Israël. Il a

cependant été le premier président américain à évoquer officiellement la création d'un État palestinien.
La « feuille de route », pour le règlement du conflit israélo-palestinien, rédigée par les États-Unis, la Russie, l'Union européenne et l'ONU, prévoyait la création d'un État palestinien en 2005. En janvier 2005, les négociations reprennent alors dans un nouveau contexte entre Palestiniens et Israéliens, appuyés par les Américains.

Le 26 mai 2005, George W Bush reçoit Mahmoud Abbas à la Maison Blanche et rappelle que le respect de la feuille de route pour la paix de part et d'autre est fondamental pour l'aboutissement du processus de paix. Au cours du conflit israélo-libanais de 2006, son administration a été critiquée pour s'être opposée à un cessez-le-feu pendant la 1re partie du conflit.

À un an de la fin de son mandat, George W. Bush, accusé d'avoir négligé la question du conflit israélo-palestinien au profit de l'Irak, s'implique de nouveau sur le sujet. Du 26 au 28 novembre 2007, il organise dans le Maryland la conférence d'Annapolis réunissant une cinquantaine de pays et d'organisations dans le but d'avancer sur la voie d'un règlement du conflit israélo-palestinien et de parvenir à un accord de paix avant la fin 2008. Il obtient du premier ministre israélien Ehud Olmert et du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas un engagement écrit pour de nouvelles discussions sur des questions clés du conflit comme le statut de Jérusalem, le sort de plus de quatre millions de réfugiés palestiniens, le sort des colonies juives, le partage des ressources en eau et la délimitation des frontières. Il est également mis en place un comité de pilotage alors que deux conférences internationales de suivi devraient ensuite se dérouler à Paris puis à Moscou. C'est durant cette conférence que la Syrie en appelle à reprendre les négociations de paix avec Israël, suspendues depuis 2000.

C'est en janvier 2008 qu'il entame sa première visite dans plusieurs pays du Moyen-Orient (Israël, Cisjordanie, Égypte, Koweït, Bahreïn, Émirats arabes unis et Arabie saoudite) en tant que président des États-Unis, afin d'aboutir avant la fin de son mandat à un accord conduisant à la création d'un État palestinien coexistant en paix avec Israël81, d'obtenir le soutien des dirigeants arabes aux négociations israélo-palestiniennes et de discuter de l'Iran.

Les relations avec l'Europe
Les relations entre les États-Unis et une partie des pays européens se sont détériorées à partir du discours sur l'« axe du mal » et ont atteint un grave niveau de dissension (aux niveaux nationaux, mais pas globalement, aux niveaux gouvernementaux) au moment de la guerre d'Irak. C'est à cette époque que Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense, fait une distinction entre la « vieille Europe », représentée par l'Allemagne, la France et la Belgique, et la nouvelle Europe américanophile représentée par les anciens pays de l'Est et quelques pays de l'Ouest comme la Grande-Bretagne, l'Italie, le Danemark ou l'Espagne (lettre des dix de soutien à la stratégie américaine en Irak en janvier 2003). Après la chute de Saddam Hussein, la stratégie américaine, définie par Condoleezza Rice, est de « punir la France, ignorer l'Allemagne et pardonner à la Russie ».

En 2004, les États-Unis ajoutent l'Espagne à leur liste des pays hostiles à la prépondérance américaine, après la victoire du socialiste José Luis Rodríguez Zapatero, lequel souhaite publiquement et imprudemment la victoire de John Kerry aux présidentielles de novembre 2004, énonçant à voix haute le souhait de pays européens comme la France ou l'Allemagne.

En février 2005, Bush effectue le premier voyage à l'étranger de son second mandat en Europe pour reconquérir l'opinion publique et se raccommoder avec les dirigeants européens. Il est le premier chef d'État américain à se rendre au siège de la Commission européenne à Bruxelles où il constate de nombreux points de désaccords persistants avec quelques pays européens, et plus particulièrement la France et l'Allemagne :

- George W. Bush s'oppose ainsi à la levée de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine, notamment afin de protéger Taïwan, alors que les Français font pression auprès des européens pour lever cette interdiction ;
- George W. Bush souhaite que l'Europe inscrive également le mouvement chiite pro-iranien Hezbollah comme organisation terroriste, ce à quoi la France s'oppose ;
- George W. Bush souhaitait appliquer un nouvel embargo économique contre la Syrie pour que celle-ci se retire du Liban et cesse d'être une base arrière pour les groupes terroristes actifs notamment en Irak ou contre Israël, mais là encore il se heurte à un refus de la France, doutant de l'efficacité de cette mesure. Cependant à la suite de l'attentat qui coûta la vie à Rafic Hariri, la pression commune des deux pays et le soutien à la « rue libanaise » via notamment les ONG américaines finit par aboutir à l'évacuation contrainte des forces Syriennes de ce pays en 2005.
- George W. Bush, tout d'abord favorable à un durcissement de la communauté internationale envers l'Iran pour la contraindre à renoncer à son programme nucléaire, finit par se rapprocher de la position des Européens qui sont partisans d'un dialogue constructif avec le régime des Mollahs ;
- Les Européens souhaitent la participation des États-Unis à la mise en œuvre du protocole de Kyoto ce que l'administration américaine refuse catégoriquement ;
- Enfin, les Européens laissent seul George W. Bush s'inquiéter de l'évolution de la Russie et demander des gages de démocratie à Vladimir Poutine.

La visite présidentielle, si elle a rétabli le contact, a ainsi permis à l'opinion publique d'apprécier l'étendue des divergences entre Européens et Américains. Toutefois, les Européens de l'Est sont nettement moins hostiles au président américain, notamment en Pologne, dans les pays baltes, en Géorgie ou en Slovaquie.

Le 7 mai 2005, George W. Bush se rend en Lettonie où il est chaleureusement accueilli. Dans son discours, en pleine controverse historique entre les États baltes et la Russie sur l'occupation soviétique de 1945, Bush n'hésite pas à apporter

son soutien aux États baltes en rappelant que ces derniers n'ont été libérés qu'en 1991, après la fin de l'occupation soviétique, au risque de crisper ses relations avec la Russie. Après avoir admis que « l'esclavage et la ségrégation raciale avaient été une honte » pour les États-Unis, il a regretté la division de l'Europe, conséquence, selon lui, des accords de Yalta et que « les Américains aient sacrifié la liberté des plus faibles à une illusion de stabilité internationale ».

La suite de son voyage le conduit notamment dans l'ancienne république d'URSS en Géorgie. Premier président américain à fouler le sol géorgien, il y est là encore chaleureusement reçu par une foule enthousiaste de 150 000 personnes en dépit d'un attentat à la grenade manqué.

Le 23 juin 2005, les représentants officiels de L'Union européenne et le président des États-Unis font, en l'absence de Jacques Chirac, une déclaration commune sur l'avenir de la paix et de la démocratie au Moyen-Orient.
En août 2008, lors du conflit entre la Géorgie et la Russie à propos de la souveraineté de la province séparatiste d'Ossétie du Sud, il décide que les États-Unis ne prendraient pas la direction d'une mobilisation occidentale pour aider la Géorgie afin d'éviter que le conflit ne dégénère en confrontation entre les États-Unis et la Russie. En retrait, il apporte son soutien à une mobilisation internationale menée par l'Europe et en l'occurrence par la France, alors présidente en exercice de l'Union Européenne pour mettre fin au conflit.

Les relations avec l'Asie
Réunion de l'APEC en 2004 avec le président de la RPC Hu Jintao.
Lors de sa tournée en Asie à l'automne 2005 à l'occasion de l'APEC, Bush se rendit successivement au Japon, en Corée du Sud, en Chine et en Mongolie. En Chine, ses entretiens avec le président Hu Jintao et le premier ministre Wen Jiabao, n'aboutirent à aucune décision politique d'envergure. Tous les sujets de discorde ou d'intérêt commun entre les deux pays furent évoqués, y compris la liberté religieuse, les droits de l'homme et la démocratie. Le résultat concret de ces discussions fut une commande chinoise de 70 Boeing 737 et un contrat de 4 milliards de dollars. Au moment où les États-Unis connaissent un déficit bilatéral avec la Chine de près de 200 milliards de dollars, ce geste *a priori* commercial de Pékin fut qualifié de politique. Bush termina par une visite en Mongolie, la première d'un président américain dans ce pays, afin de remercier un allié dans la guerre en Irak (132 soldats soit le troisième contingent étranger relatif au nombre d'habitants).

En août 2008, George W. Bush fut l'un des 90 chefs d'État et de gouvernements à assister à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin et également à plusieurs compétitions auxquelles participaient des athlètes américains. Il profita de son voyage pour soulever de nouveau la question des droits de l'homme auprès de son homologue, Hu Jintao, mais aussi celle de la liberté religieuse déclarant, après avoir assisté à un service dans un temple protestant, qu'aucun pays ne devait la craindre.

Relations avec l'Afrique
Depuis l'arrivée de George W. Bush, l'intérêt grandissant pour l'Afrique est palpable à tous les niveaux. Au niveau humanitaire, l'aide a triplé entre 2001 et 200786; au niveau diplomatique, en 2006, Cindy Courville est le tout premier ambassadeur d'un pays non africain à être accrédité auprès de l'Union africaine. Au niveau militaire, la constitution de l'United States Africa Command opérationnel en 2008 montre l'importance croissante de l'Afrique dans la géopolitique des Etats-Unis.

L'ONU
Dès 2001, l'administration de George W. Bush se montre peu encline au multilatéralisme et au fonctionnement de l'ONU (Affaire Pétrole contre nourriture, guerre d'Irak sans aval du Conseil de sécurité). En août 2005, il nomme John R. Bolton comme nouvel ambassadeur américain à l'ONU alors qu'il en est un inlassable détracteur. Cependant, après les ravages de l'ouragan Katrina dans le Sud des États-Unis et l'aide humanitaire apporté par de nombreux pays (dont les plus pauvres), Bush modifie sa conduite lors de son discours à l'ONU lors du 60e anniversaire de cette organisation. Le 14 septembre 2005, il tient au sein de l'assemblée générale un discours atypique par rapport à sa politique traditionnelle, portant sur les sujets de l'aide au développement et de la pauvreté. Il annonça ainsi son soutien à la mise en place d'un partenariat international sur la grippe aviaire qui obligerait les nations à rendre des comptes à l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Affirmant sa volonté de respecter les objectifs du millénaire, il plaide pour la suppression des subventions et des barrières douanières sur les produits agricoles. Enfin, Il félicite la mise en place du Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD), dont il est le principal auteur, composé uniquement de pays démocratiques et auquel la France a promis de s'associer.

Aide internationale
En matière d'aide humanitaire, le président Bush a plus que doublé l'aide américaine au développement, qui est passée d'environ 10 milliards de dollars en l'an 2000 aux environs de 23 milliards de dollars en 2006.

Il annonce en 2002 le Millennium Challenge Account et son corollaire la Société du compte du millénaire (Millennium Challenge Corporation ou MCC) qui seront opérationnel en 2004; La MCC a conclu avec 16 pays des accords d'aide économique et de réduction de la pauvreté portant sur plus de 5,5 milliards de dollars en janvier 2008.

Il présente en 2003 le President's Emergency Plan for AIDS Relief pour lutter contre le SIDA à l'étranger (principalement en Afrique sub-saharienne) dont le budget initial de 15 milliards de dollars sur cinq ans fut monté à 18,3 milliards. En 2007, il propose de monter le budget pour les cinq prochaines années à 30 milliards.
Le gouvernement américain intervient au niveau d'un tiers du financement étatique du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme par le biais de ce programme. Le volet prévention de celui-ci est principalement basé

sur l'abstinence et en dernier ressort sur la prévention par la pratique du sexe sans risque *via* le préservatif. Cette politique est jugé par plusieurs associations de lutte contre le VIH/Sida comme contre-productive et mettant à l'écart des populations à haut risque comme les prostituées.

Lors du tremblement de terre du 26 décembre 2004 en Asie du Sud-Est, un groupe aéronaval et 16 500 militaires américains sont déployés dans la plus grande opération militaire d'aide humanitaire qui ait eu lieu jusqu'à présent.

L'administration Bush a augmenté l'aide humanitaire et au développement à l'Afrique : elle est passée de 1,4 milliard de dollars en 2001 à plus de 4 milliards en 2006. Divers programmes sur différents niveaux sont en cours dont l'Initiative du Président pour la lutte contre la malaria (President's Malaria Initiative) lancé le 30 juin 2005 et dotée d'un fonds de 1,2 milliard de dollars pour une durée de cinq ans, la PMI a pour objectif de réduire de 50 % le taux de mortalité due au paludisme dans 15 pays africains en collaboration avec les autres programmes internationaux et l'Initiative en faveur de l'éducation en Afrique lancée en 2002 et qui doit assurer des bourses d'étude à 550 000 filles et former plus de 920 000 enseignants d'ici à 2010.

FIN DE MANDAT

L'élection de Barack Obama en novembre 2008 fait entrer George W. Bush dans la dernière étape de sa présidence. La transition avec l'administration Obama s'achève le 20 janvier 2009, date de passation des pouvoirs au quarante-quatrième président des États-Unis. Lors des dernières conférences et discours de fin de mandat, prononcés en janvier 2009, le président George W. Bush a fermement défendu sa présidence en parlant d'un "bilan bon et fort", rejetant les critiques sur sa gestion de la "guerre contre le terrorisme", l'Irak et l'économie. Il reconnaissait toutefois quelques erreurs dont le déploiement de la bannière "mission accomplie" annonçant prématurément la fin des combats en Irak, le fait qu'on n'ait pas découvert d'armes de destruction massive en Irak et le scandale des abus dont ont été victimes des détenus à la prison d'Abou Ghraïb. Il estime néanmoins que l'histoire sera son juge "une fois qu'un certain temps aura passé", comme ce fut le cas pour Harry Truman, président impopulaire lorsqu'il quitta ses fonctions mais aujourd'hui admiré pour l'ensemble de sa politique durant la guerre froide. Le 13 janvier, les membres démocrates de la Commission Justice de la Chambre des Représentants publient un rapport à charge de 486 pages titrés sur les leçons et recommandations liées à la présidence de George W. Bush, recommandant la création d'une commission d'enquête officielle. Ces recommandations resteront sans suite faute de soutien des élus du Congrès et du gouvernement américain.



George H. W. Bush, Barack Obama (président-élu), George W. Bush, Bill Clinton et Jimmy Carter, 5 présidents américains réunis à la Maison-Blanche le 7 janvier 2009

Dans sa dernière allocution télévisée, prononcée le 15 janvier 2009, cinq jours avant de quitter la Maison-Blanche, il a défendu de nouveau son bilan dans le domaine de la sécurité nationale, invoquant la création du département de la Sécurité intérieure, la transformation de l'armée, du FBI, des services de renseignement, et la mise en place de nouveaux instruments pour "surveiller les mouvements des terroristes, geler leurs avoirs financiers et déjouer leurs complots". Il a cité en exemple l'Afghanistan et l'Irak, deux nouvelles démocraties, a expliqué sa philosophie et rendu hommage à son successeur.

Opinions de contemporains

Si, en juin 2005, les téléspectateurs américains avaient placé George W. Bush en sixième position dans leur liste des plus grands Américains, et s'il avait atteint les records de la popularité pour un président à la fin de l'année 2001 avec 89 % d'approbation102, il ne recueillait plus, sur l'année 2008, que 25 à 33 % d'opinions favorables, soit, dans l'histoire moderne des États-Unis (Les premiers sondages, ceux de l'institut Gallup, ne mesurent cet indice de popularité que depuis le début des années 1930), un peu mieux que les indices les plus bas des présidents Harry S. Truman et Richard Nixon avec un pic d'opinions négatives atteint en avril 2008 selon l'institut Gallup.

L'EVOLUTION DES SONDAGES ENTRE 1999 ET 2010 EST SIGNIFICATIVE.

En mai 2008, le *Time* le classait septième sur sa liste des cent personnes les plus influentes au monde.

Dans un éditorial du 18 janvier 2009 du journal *Le Monde*, le quotidien écrit que George W. Bush quitte la Maison Blanche « avec une popularité au plus bas, dans son pays et dans le reste du monde » et que, faisant référence à un sondage de Gallup107 « rares sont les historiens de la présidence américaine à douter que le 43e ait été le dirigeant le plus calamiteux que les États-Unis aient connu ».

Pour l'éditorialiste du *Monde*, si « depuis le 11 septembre 2001, les États-Unis n'ont pas connu d'attentat sur leur sol, ce résultat voisine avec une interminable liste d'échecs » comme la guerre d'Irak, les mensonges sur les armes de destruction

massive, la torture dans les prisons d'Abou Ghraib et de Guantanamo, les vols secrets de la CIA, la non capture de Ben Laden, la montée de l'antiaméricanisme dans le monde et le radicalisme islamiste108.

Pour Pierre Rousselin, l'éditorialiste du *Figaro*, George W. Bush a pris sur lui, avec abnégation, chacune des critiques qui ont pu être adressées aux États-Unis, que ce soit la guerre d'Irak, Guantanamo ou la débâcle bancaire et la récession. Si l'échec de sa présidence paraît évident dans bien des domaines, le portrait qui en est fait, reste souvent simpliste et caricatural109. Pour son collègue, Ivan Rioufol, George W. Bush a été victime de la pensée unique et, en Europe de l'Ouest, d'un antiaméricanisme pavlovien, citant, selon lui, au crédit du 43e président l'installation de la « démocratie » en Irak et la « lutte contre l'islamo-fascisme ». Pour *Presse canadienne*, les succès de George W. Bush sont ainsi restés à l'ombre des deux guerres impopulaires et de la crise financière de sa fin de mandat.

Parmi ses succès, ses partisans notent le fait qu'il n'y ait eu aucune attaque terroriste sur le sol américain depuis le 11 septembre 2001, le triplement de l'aide à l'Afrique concernant la lutte contre le Sida et contre le paludisme, l'amélioration des relations avec la Corée du Nord et l'Iran ainsi que l'amélioration du système d'éducation, à la suite de l'instauration d'une réforme scolaire, et du programme d'assurance-médicaments. Pour Stephen Hess, un expert de la *Brookings Institution*, les historiens, avec le temps, « pourraient aller au-delà des échecs de George W. Bush et examiner ses succès de même que les impacts à long terme de ses politiques les plus critiquées ».

Pour l'historien Jean-Michel Lacroix, « la stratégie de George Bush consistait [après le 11-Septembre] à capitaliser sur l'émotion collective et la psychose sécuritaire en se posant en “défenseur du monde libre” au risque de prendre une posture impériale et d'alimenter une vision manichéenne du bien et du mal ».

Dans ses mémoires, Tony Blair, Premier ministre du Royaume-Uni du 2 mai 1997 au 27 juin 2007, évoque ainsi le président George W. Bush : « L’une des caricatures les plus grotesques à propos de George, c’est qu’il serait un illustre crétin arrivé à la présidence par hasard.» […] « J’en suis venu à [l’]aimer et à [l’]admirer. […] C’était, d’une façon bizarre, un véritable idéaliste, […] d’une grande intégrité. ».

Pour José María Aznar, président du gouvernement espagnol durant les années 1996-2004, l'action internationale du président George Bush mérite d’être saluée. Pour Alexandre Adler, historien et expert géopolitique, « le grand courage du président George Bush à l’heure de l’épreuve » doit être reconnu.

Suite aux événements du Printemps arabe (2010-2011), Ivan Rioufol pense qu'il faut réhabiliter George Bush, à qui il attribue un rôle important dans le déclenchement de ces événements. Raphaël Gutmann estime de même qu'il « ne faut négliger le rôle de la doctrine Bush dans les révoltes arabes ».

APRES LA PRESIDENCE

La présidence Bush s'acheva le 20 janvier 2009 à 12 h 00 (17 h 00 GMT). Après avoir assisté à la prestation de serment solennelle sur la Bible de son successeur, George W. Bush et sa femme Laura furent raccompagnés par Barack Obama et son épouse Michelle à un hélicoptère attendant devant le Capitole qui les amena à la base militaire d'Andrews, dans le Maryland. L'ancien président fit alors ses adieux à des dizaines de collaborateurs avant de s'envoler pour le Texas, à bord d'Air Force One, rebaptisé pour l'occasion « Special Air Mission 28000 »120, accompagné notamment de ses parents mais aussi de son ancien conseiller, Karl Rove et de plusieurs anciens membres de son cabinet comme Alberto Gonzales, Margaret Spellings et Donald Evans. Arrivé à Midland, il fut accueilli, au palais des congrès Centennial Plaza, par 20 à 30 000 de ses partisans.

Résidant dorénavant dans son ranch de Crawford ou dans sa nouvelle résidence de la banlieue de Dallas, il a notamment prévu de s'occuper de sa bibliothèque présidentielle, la *George W. Bush Presidential Library*, dont l'inauguration est prévue en 2013 sur le campus de la Southern Methodist University, et d'écrire un livre portant sur ses deux mandats. Durant l'année 2009, il prononce plusieurs discours consacrés à sa vie à la présidence, notamment lors de conférences à Calgary, Toronto ou Montréal.

En janvier 2010, à la demande de Barack Obama, il accepte avec Bill Clinton de diriger le "Fonds Clinton-Bush pour Haïti", chargé de rassembler des moyens financiers qui permettront au plus vite d'aider les victimes du séisme qui a dévasté Haïti en janvier 2010 et de financer la reconstruction de l'île.

En mars 2010, George W. Bush bénéficie d'un regain d'intérêt de la part de la presse américaine concommitante à la baisse de popularité de Barack Obama. Ce regain d'intérêt tiendrait notamment du fait que l'administration Obama n'aurait fait qu'édulcorer certaines politiques ou pratiques de l'époque de l'administration Bush, bonnes ou mauvaises (la non fermeture de Guantanamo, la loi “No child left behind”, l'exacerbation des divisions partisanes, la décision de ne pas faire finalement juger les suspects de l'attentat du 11 septembre par un tribunal civil...).

L'intervention la plus remarquée en un an et demi depuis son départ de la présidence aura été son intervention le 5 mars 2010, auprès de David Cameron, le chef du Parti conservateur britannique, pour tenter de le convaincre de faire signer par les unionistes nord-irlandais l'accord transférant les pouvoirs de la justice et de la police locale de Londres à Belfast.

En novembre 2010, il publie ses mémoires « Decision Points » (Instants décisifs) dans lesquels il évoque 14 décisions majeures, évoquant notamment le Patriot Act suite aux attentats terroristes anti-américains du 11 septembre 2001, la guerre

en Irak, l'Ouragan Katrina, la crise économique... Il révèle au passage avoir songé à remplacer Dick Cheney pour la vice-présidence lors de l'élection présidentielle de 2004, exprime le regret de ne pas avoir trouvé d'armes biologiques ou chimiques en Irak tout en légitimant sa décision de faire tomber Saddam Hussein et reconnait avoir autorisé la méthode de la noyade simulée sur Khaled Cheikh Mohammed, un responsable d'Al Qaida.

Liens de famille
Prescott Bush, son grand-père ;
George H. W. Bush, son père ;
Barbara Bush, sa mère ;
Barbara Pierce et Jenna Bush, ses filles ;
Jeb Bush, son frère, gouverneur de Floride ;
Lauren Bush, sa nièce, mannequin ;
George Prescott Bush, son neveu, avocat.

BUSCH **Vannevar** Everett (Massachusetts) 11 mars 1890 – Belmont (Massachusetts) 30 juin 1974.



Ingénieur américain, conseiller scientifique du président Roosevelt et chercheur au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il est principalement connu en tant que maître d'œuvre de la recherche scientifique des États-Unis lors de la Seconde Guerre mondiale et comme l'un des pionniers d'Internet.

Chargé des inspections du matériel de la US Navy entre 1914 et 1915, il obtient un doctorat au MIT et à l'université Harvard entre 1916 et 1917. En 1919, il intègre le département d'électrotechnique du MIT auquel il appartiendra 25 ans durant. En 1922, il est l'un des fondateurs de l'American Appliance Company, renommée en 1925 en Raytheon. En 1927, il est le co-inventeur de l' « analyseur différentiel », ordinateur résolvant des équations différentielles simples et se consacre dès lors aux appareils optiques, ainsi qu'au traitement automatisé des microfilms.

En 1932, Bush est nommé doyen de l'Institut, puis président du *Carnegie Institute of Technology*, (maintenant *Carnegie Mellon University*, voir Andrew Carnegie) et titulaire d'une chaire au NACA (*National Advisory Committee for Aeronautics*, centre de recherche dans le domaine de l'aéronautique et ancêtre de l'agence spatiale NASA) en 1938. C'est à cette époque que l'État américain fait appel à lui pour réorganiser différentes officines gouvernementales. En 1940, il est notamment chargé de l'organisation de la nouvelle *National Defense Research Committee* (NDRC) voulue par le Conseil de défense nationale et le président Franklin D. Roosevelt.

Le but du NDRC était principalement la conception de nouvelles armes. D'éminents scientifiques y furent employés, tels Nikola Tesla et Edward Condon (qui sera chargé de faire taire les rumeurs et de conclure scientifiquement à la non-viabilité de l'étude du phénomène OVNI). En 1947, le NDRC sera dissous en même temps que l'*Office of Scientific Research and Development* (OSRD), dont il était partie intégrante depuis juin 1940 par ordre exécutif.

En 1941, Bush prend la tête du OSRD et devient le maître d'œuvre de la recherche scientifique des États-Unis en guerre, avec d'importants effectifs, environ 6 000 scientifiques. Il sera une des têtes pensantes du projet Manhattan qui conférera l'arme atomique aux États-Unis.

Il est l'un des pionniers d'Internet, à travers notamment son article *As We May Think*, paru en 1945 dans le magazine *Atlantic Monthly*, dans lequel il prédit l'invention de l'hypertexte, selon les principes énoncés par Paul Otlet dans son *Traité de documentation*. Dans cet article, il décrit un système, appelé Memex, sorte d'extension de la mémoire de l'homme. Ce texte jette les bases de l'ordinateur et des réseaux informatiques. Il envisage de pouvoir y stocker des livres, des notes personnelles, des idées et de pouvoir les associer entre elles pour les retrouver facilement. Il y évoque déjà les notions de liens et de parcours, prenant pour modèle le fonctionnement par association du cerveau humain.

Au mois de juillet 1946, Bush est nommé directeur des *Joint Research and Development Board* (JRDB) aux départements de la guerre et de la marine. Cette organisation dépendait du Département de la Défense des États-Unis et s'efforçait de coordonner les travaux de recherche et de développement des différentes armes. C'est au sein de cette organisation qu'il aurait rencontré Lloyd Viel Berkner, et lui aurait proposé d'intégrer l'hypothétique agence *Majestic 12*. De septembre 1947 à octobre 1948, il dirige le *Development Board of the National Military Establishment* avant d'être nommé en 1948 à la tête de la firme AT&T, puis de Merck & Co. Directeur dès 1950 de la *National Science Foundation* (NSF), qui se proposait de « promouvoir l'avancement de la science, faire évoluer la santé, la prospérité et le bien-être national et sécuriser la Défense nationale ». Il en restera membre jusqu'en 1955. Il est président de la MIT Corporation de 1957 à 1959, puis président honoraire jusqu'en 1971.

Il était franc-maçon. Grand Maître de la Loge Richard C. Maclaurin de Cambridge, Massachusetts.

BYRD **Richard E.** Winchester (Virginie 25 octobre 1888 - 11 mars 1957



Amiral américain, pionnier de l'aviation et explorateur polaire. Premier homme à survoler le Pôle Nord en 1926. De 1928 à 1956 il organisa cinq expéditions au Pôle Sud. Byrd naît le 25 Octobre 1888 à Winchester (Virginie), dans une des familles les plus anciennes et plus distinguées de Virginie. En 1904, il entre à l'Académie militaire de Shenandoah et à l'Institut Militaire de Virginie. En 1907, il entre à l'Université de Virginie.

Marine (1912-1919)
Byrd entre à l'Ecole Navale en 1908. Une fois diplômé, il entre dans la Marine US en 1912, où il est affecté en service à bord du *USS Kentucky*, puis sur le USS *Wyoming*, où il a un accident qui rouvre une blessure d'athlétisme. Il est réaffecté sur le *USS Missouri*. En 1914 il est affecté sur le *USS Washington* lors de l'occupation navale de Vera Cruz (Mexique).

Le sauvetage d'un marin à Santo Domingo lui vaut la Médaille de Sauvegarde de la Vie du Congrès. Il fait son 1er vol dans un avion. Il est affecté au *USS Dolphin*, le yacht du Secrétaire à la Marine. En 1915 il se marie, et est affecté au yacht présidentiel *Mayflower*. Byrd quitte la marine et le service actif en 1916, nommé administrateur de la milice navale de l'état du Rhode Island. Il est nommé en tant qu'officier à la retraite en service actif au Bureau du Personnel Naval à Washington (D.C.) et sert comme Secrétaire de la Commission sur le Campus d'Entraînement. Byrd est particulièrement intéressé par la nouvelle technologie des avions et est cadet de l'aviation navale de 1916 à 1917, à Pensacola. En Juillet, il reçoit ses ailes de pilote et devient superintendant adjoint à Pensacola avec la responsabilité d'enquêter sur les crashes d'appareils. A la fin de la 1ère guerre mondiale, sa passion pour l'aviation toujours présente aide à la planification et la navigation pour l'équipage de la Marine US qui traverse l'Atlantique en avion en 1919.

Sur chaque pôle, il lança un drapeau maçonnique. Initié Franc-Maçon à "*De-Federal Lodge*" à Washington D.C. En 1935, il fonda la Loge "*First Aritartic Lodge*", G.L. de Nouvelle-Zélande.

Pôle Nord (1926-1928)
Après avoir commandé les pilotes de la Marine US assistant l'expédition de Donald MacMillan dans le Groenland en 1925, Byrd lève des fonds pour sa propre expédition visant à voler au-dessus du Pôle Nord en 1926, ce à quoi il parvient le 9 Mai. En signe de reconnaissance, le Congrès américain lui décerne la Médaille d'Honneur et le promeut commandant. Il défile en parada à New York. Byrd considère avec fierté mais aussi parfois exaspération, ce qu'il appelle "le business des héros". Peu après, en 1927, il dirige une équipe volant au-dessus de l'Océan Atlantique, étant ainsi le 3ème depuis Charles Lindbergh cette année-là.

Pôle Sud (1928)
C'est l'Antarctique, cependant, qui va faire la véritable carrière de Byrd. Il dirige ou participe à 5 expéditions en Antarctique, à partir de 1928. Il fait son 1er vol au-dessus du Pôle Sud le 29 Novembre 1929, et en 1930, au retour de cette 1ère expédition, il est à nouveau acclamé dans les rues de New York. Il fait une 2ème expédition au pôle Sud est en 1935, puis une 3ème de 1939 à 1941, année où les Etats-Unis entrent dans la 2ème guerre mondiale. Byrd va être nommé adjoint spécial du directeur des opérations navales, l'amiral Ernest J. King, et devenir un ami proche et personnel du président Roosevelt. Entre 1941 et 1945, il se rend sur les fronts de la guerre en Europe, en Alaska et dans le Pacifique Nord. Mais le fougueux amiral de la vague Antarctique de 1930 ne commande jamais le moindre navire de combat durant la guerre.

Highjump (1946)
Avec la fin de la guerre, la marine découvre tout à coup qu'elle a besoin de Byrd. Sa réputation a florit durant la guerre. Si elle ne veut pas être déchargée de son rôle, en particulier celui de l'aviation navale, un plan doit être rapidement élaboré pour mettre en évidence sa valeur. Pas une personne n'est plus responsable de l'Opération Highjump que Byrd. D'après Paul Siple, c'est Byrd qui persuade le Secrétaire de la Navy James Forrestal et le Directeur des Opérations Navales Chester Nimitz de lancer une énorme expédition navale en Antarctique. En parallèle, l'obsession de Forrestal pour la menace soviétique trouve une sympathie et un support grandissants au Capitol. Un autre allié proche est le frère de Byrd, le sénateur Harry Flood Byrd, alors chef de la puissance machine familiale qui a soutenu le parti Démocrate en Virginie. Harry est une figure-clé des Démocrates du "Sud Solide" des années 1930s et 1940s. Harry possède une grande influence sur la chambre des députés et de nombreux présidents, en particulier les nouveaux présidents à la popularité vascillante, le suivent. Comme on peut s'y attendre, Harry suit Richard quoi que veuille Richard et en 1946, Richard veut retourner en Antarctique.

Opération (1946-1947)
De 1946 à 1947, Byrd est donc responsable du programme connu sous le nom de Opération High Jump, qui aurait vu pour la première fois 25 % (3,9 millions de km carrés ou 1,5 millions de miles carrés) du territoire Antarctique. Ce fut le vol de l'une des sorties exploratoires qui causèrent peu de sensations. Le 11 Février 1947, une zone rocailleuse et sans neige de 260 km carrés (100 miles carrés), parsemée de lacs est découverte dans les Collines Bunger, près de la croûte glacière de Shackleton. Un communiqué de presse de la Marine US la décrit comme un 'Shangri-La' et, par erreur, comme comprenant de la végétation. Les plus fameuses expéditions polaires de Byrd furent d'abord dépeintes dans la controverse sur la Terre creuse lorsque de nombreux articles et libres - notamment *Les mondes au-delà des Pôles* de Amadeo Giannini et *La Terre creuse* par le docteur Raymond Bernard - déclarant que Byrd aurait en fait volé, non pas au-dessus des pôles Nord et Sud, mais à l'intérieur des grandes cavités qui mènent à l'intérieur de la Terre.

Ray Palmer, citant intégralement le livre de Giannini (comme le fit le docteur Bernard), introduisit cette théorie dans le numéro de *Flying Saucers* de Décembre 1959, et par la suite mena une correspondance volumineuse sur le sujet. D'après

Giannini, Bernard et Palmer, Byrd annonça en Février 1947, avant un vol supposé à 2750 km (1700 miles) au-delà du Pôle Nord : J'aimerai voir cette terre au-delà du pôle. Cette région au-delà du Pôle est le centre du Grand Inconnu.

Giannini, Bernard et Palmer déclarent également que, lors du vol supposé de Byrd au-dessus du Pôle Nord en Février 1947, celui-ci rapporta par radio qu'il vit en-dessous de lui non pas de la glace et de la neige, mais des zones de terre constituées de montagnes, forêts, végétation verdoyante, lacs et rivers et, dans la broussaille, un animal étrange qui ressemblait à un mammouth. En fait, il est peu probable que Byrd ait volé au-dessus du Pôle Nord en Février 1947, occupé qu'il était par son opération High Jump en Antarctique.

De plus, d'après Giannini, Bernard et Palmer, en Janvier 1956, après sa dernière expédition en Antarctique, Byrd déclara que son expédition avait pénétré jusqu'à 3700 km (2300 miles) au-delà du Pôle Sud. Ils déclarèrent par la suite qu'avant sa mort en 1957, Byrd avait appelé la terre au-delà du Pole ce continent enchanté dans le sciel, terre du mystère sans fin. Cette terre, d'après d'autres théoricien de la Terre creuse, était en fait la Cité d'Arc-en-Ciel légendaire, berceau d'une fabuleuse civilisation disparue.

Pour les défenseurs de la théorie de la Terre creuse, ces commentaires confirment pratiquement ce qu'ils avaient supposé tout du long : que la Terre est formée "bizarrement" aux pôles, quelque chose comme un beignet, avec une dépression qui, soit descend à une énorme distance dans les entrailles de la Terre, soit forme un trou géant passant juste à travers le coeur de la Terre, d'un pôle à l'autre.

Comme, géographiquement parlant, il serait possible de voler 2750 km (1700 miles) au-delà du Pôle Nord ou 3700 km (2300 miles) au-delà du Pôle Sud sans voir d'eau, il paraît censé — du moins selon la logique de la Terre creuse — que Byrd doit avoir volé vers le bas dans les énormes dépressions convexes aux pôles et donc dans le Grand Inconnu de l'intérieur de la Terre. S'il avait volé plus loin, ont toujours déclaré les adeptes de la Terre creuse, il serait au final arrivé à une base ovni secrète appartenant à la "super-race cachée", les habitants de la légendaire Cité Arc-en-Ciel que Byrd a peut-être pu voir se réfléchir dans le ciel de l'Antarctique.

Byrd en 1955, préparant sa 5ème expédition "Deep Freeze"
En 1955 Byrd prépare sa 5ème expédition en Antarctique, l'opération Deep Freeze (I et II) Le 21 Février il reçoit la Médaille de la Liberté. Il décède quelques jours plus tard, le 11 Mars 1957. A cette époque, il était si associé à l'exploration et l'investigation scientifique de l'Antarctique que certains le qualifiaient de maire de l'Antarctique. HOME

CABALLERO DE PUGA Eduardo Madrid 1847 – 1942

La franc-maçonnerie a généralement reposé sur les épaules d'anonymes ou de semi inconnus qui, par leurs efforts, l'ont

enrichi et fait avancer et fait avancer. Edouardo Caballero de Puga, écrivain discret, appartient à ce groupe qui a tout fait pour solidifier le Grand Orient National d'Espagne pendant le dernier tiers du XIXe s. et s'est révélé comme l'un des meilleurs écrivains rituélistes espagnols de l'époque.

Son activité maçonnique commence au début de 1867, dans la loge « *Fraternidad* » de Madrid : elle est enregistrée sous le n°1 au Grand Orient d'Espagne et, arborant depuis 1872 le grade de Chevalier Rose Croix, il fonde pour la nouvelle obédience la loge « *Fraternidad Ibérica n°15* ». Poursuivant son ascension dans la carrière des hauts grades (30e en 1873, 32e en 1874 et 33e en 1876), il est de plus en plus influent sur le plan institutionnel. Orateur (1873) puis vénérable (1874) de la « *Fraternidad Ibérica* », il devient ainsi Grand Secrétaire du Suprême Conseil et de la Grande Chambre des rites en 1876. Son ascendant sur les frères espagnols se consolide d'ailleurs puisqu'il reste vénérable de sa loge et Grand Secrétaire du Suprême Conseil sans interruption jusqu'en 1896. De plus, il est devenu Grand Secrétaire de la Souveraine Grande Loge et diète maçonnique et assure nombre de présidences et secrétariats de chapitres, chambres ou aréopages d'ateliers philosophiques. Loges et organisations maçonniques l'honorent de nominations variées et de titres honorifiques.

Bien que les Grands Maîtres soient Calatrava (1873-1876), le marquis de Seoane (1876-1887) ou José Maria Pantoja (1887-1896), le frère Moreto (c'est le nom symbolique qu'il a choisi lorsqu'il fut initié) est le cerveau du Grand Orient National d'Espagne pendant les années 1875-1896. Il modernise la mentalité et la structure de son obédience sans trop s'écarter de l'orthodoxie andersonnienne. En effet, son action, en maintenant l'obligation de reconnaître institutionnellement l'Être suprême, en interdisant les discussions politiques et religieuses et en rédigeant de nouveaux rituels, vise à occuper un esprit libéral et conservateur sur l'échiquier maçonnique espagnol. Il essaie également d'expliquer, dans son œuvre symbolique, les contenus des grades du Rite Ecossais Ancien et Accepté et du Rite Français. De plus, il introduit par paliers, en tant qu'enseignant spécifique des grades, les valeurs propres au citoyen démocrate. Visant à adapter la maçonnerie à l'évolution du temps, il défend surtout ardemment la constitution du Grand Orient d'Espagne promulgué en 1893 pour remplacer celle, plus autoritaire, de 1866. Etablissant la séparation des pouvoirs, la Constitution de 1893 consacre les pouvoirs de l'assemblée et ouvre les portes aux élections démocratiques.

L'écroulement de l'empire espagnol à Cuba, Porto Rico et aux Philippines entraine la fin de la carrière maçonnique de cet homme qui est parvenu en 1887, à faire légaliser le Grand Orient National d'Espagne. La maçonnerie étant accusée de saper l'autorité de la métropole, Caballero de Puga est emprisonné en 1896 et le Grand Orient d'Espagne cesse alors d'exister. Son ancien Grand Secrétaire vivra encore 45 ans ! Néanmoins, son passé d'initié le poursuivra. En effet, à la suite de la découverte de papiers par la police franquiste, ou de la possible dénonciation d'un frère qui le croyait mort, le 21 janvier 1942, l'instance n°2 du Tribunal spécial de la Maçonnerie et du Communisme décide d'entamer une procédure contre ce vieil homme alors âgé de 95 ans, il ne supporte pas les rigueurs de la prison et meurt quelques mois plus tard.

Outre ses activités maçonniques, Caballero de Puga a eu de multiples activités journalistiques et culturels en faisant partie des cercles d'auteurs nationaux et internationaux. Il rappelait lui-même son activité au sein de l'Association des écrivains et artistes en 1876 et ses interventions lors du Congrès international littéraire de Venise de 1888 et du Congrès géographique hispano-portugais-américain de 1892. Il laisse surtout de nombreuses publications. En effet, étudiant en droit devenu avocat, il a cultivé des vocations de publiciste et de poète il a montré sa culture humaniste essentiellement dans des articles de presse. Rédactiond'un journal républicain, La Discussion, il a fondé aussi El Vigilante, un journal à petit tirage qui connut des jours plus brefs. Caballero lègue aussi divers ouvrages de poésie et de politique. P.A.

CABANIS



Pierre Jean Georges Cosnac (Corrèze) 5 juin 1757 - Seraincourt 5 mai 1808.

Médecin, physiologiste et philosophe français. Cité généralement sous le nom de **Cabanis**, on le voit parfois nommé avec l'un de ses prénoms mais, curieusement, pas toujours le même. Les ouvrages essentiels de Cabanis peuvent être classés en trois catégories : les uns à propos de l'histoire de la médecine ; d'autres sur l'organisation de l'enseignement médical et des hôpitaux ; d'autres enfin, et ce sont les plus importants, sur la philosophie de la médecine et particulièrement sur les rapports du physique et du moral, de la physiologie avec la psychologie.

Jean-Baptiste Cabanis, père, était avocat, et s'occupait d'agriculture, d'économie rurale et d'astronomie. À dix ans, Cabanis fut envoyé au collège de Brive où il passa quatre années. Envoyé à Paris pour achever ses études, il cultiva d'abord la poésie, se lia avec Roucher et entreprit une traduction d'Homère (traduction de l'Iliade, poésies etc.) mais il n'obtient qu'un succès d'estime dans les salons parisiens.

En 1773, il accompagna un seigneur polonais à Varsovie en qualité de secrétaire. De 1773 à 1775, il voyagea en Allemagne et en Pologne. Pressé par son père de prendre un état, affecté par ce qu'il considère comme un échec littéraire, il choisit la médecine. Il consulte le médecin Dubreuil qui devina qu'il fallait prescrire au jeune homme des études positives et de longue haleine. Il lui conseilla la médecine et devint son maître.
Il fut admis Franc-Maçon, en 1778, à la Loge "*Les Neuf Soeurs*", Paris.

Cabanis avait trouvé sa voie et voua à Dubreuil une profonde reconnaissance. Admis dans la société de Mme Helvétius à Auteuil, il y connut Turgot, d'Holbach, Condorcet et d'autres hommes marquants de l'époque. Il embrassa chaudement les principes de la Révolution, se lia étroitement avec Mirabeau et lui donna ses soins comme médecin dans la maladie qui l'emporta. Le 14 mai 1796, Cabanis épousa Charlotte de Grouchy, sœur du maréchal de Grouchy et de la veuve de Condorcet. Professeur à l'École de Médecine de Paris.

Il fut député aux Cinq-Cents ; il approuva le coup d'État du 18 brumaire et fut appelé Sénat conservateur lors de l'établissement du Premier Empire. L'Empereur le créa comte de l'Empire le 26 avril 1808. À la réorganisation des écoles, il fut nommé professeur d'hygiène, puis de clinique à l'école de médecine, devint membre de l'Institut de France (Académie des Sciences morales et politiques) le 14 décembre 1795 et membre de l'Académie française (no 280) le 28 janvier 1803. Huit jours après sa mort, son corps fut transféré au Panthéon de Paris où son éloge fut prononcé par Garat entouré des députations de l'Institut, du Sénat et de l'École de médecine. Son cœur repose au cimetière d'Auteuil.

Domaine philosophique

Défenseur farouche du matérialisme au sein des Idéologues, notamment avec Destutt de Tracy, il prendra tardivement une attitude plus spiritualiste en accordant à la nature une finalité. Cabanis est fortement inspiré par Locke, dont il lut les écrits pendant ses études, et qui le mit sur la voie de la philosophie classique et de la philosophie de son temps, et notamment du sensualisme de Condillac. Son apport original à la postérité de ces deux penseurs sera l'introduction de la physiologie dans la psychologie. Selon lui, la formation de nos idées est conduite par la *sensibilité organique*, qui dirige aussi l'activité de nos organes, et donc la totalité de chaque être vivant.

Par l'observation d'états pathologiques, ou de l'effet de narcotiques, et des états psychologiques associés, il présente nos pensées comme un résultat physiologique d'une perception par un organe approprié, le cerveau. Ainsi, il ancre l'instinct au sein de la charpente matérielle de chaque être vivant, comme l'est chaque organe par sa prédisposition à effectuer telle ou telle tâche dans l'organisme. Trouvant son origine dans un rejet de l'innéisme par Locke et dans la dichotomie de Condillac entre les sensations externes et les idées réfléchies par l'intermédiaire du langage, la philosophie de Cabanis constitue une sorte de retour à l'innéisme, mais après avoir sorti l'innéité du domaine spirituel pour la placer au sein du matérialisme. Elle forme ainsi un appui de l'idéalisme dans le domaine médical qu'utiliseront Schopenhauer dans sa philosophie de la volonté et Maine de Biran dans sa psychologie.

En ce qui concerne les questions religieuses, la philosophie de Cabanis n'est pas férocement athée car elle attaque plus les religions telles qu'elles sont que l'idée de Dieu elle-même. Considérant le fait que les religions ont apporté plus de maux que de bienfaits, il en conclut que l'on doit s'en méfier. Il attribue l'origine des idées religieuses à un besoin naturel de l'humain, qui lui faitadopter les idées les plus agréables sur ce qu'il est lui-même. Malgré ces contributions importantes à la pensée occidentale, Cabanis a souffert parfois d'une image médiocre entretenue par ses détracteurs, suite à des citations plus ou moins adroites qui ont desservi le matérialisme. C'est lui qui a dit que le «cerveau digère les pensées comme l'estomac digère les aliments, et opère ainsi la sécrétion de la pensée», et que «le moral n'est que le physique considéré sous certains points de vue particuliers ».

CABARUS François

Bayonne 15 octobre 1752 - Séville 17 août 1810



François Cabarrus ou Francisco de Cabarrús, comte de Cabarrús et vicomte de Rambouillet. Financier et économiste. Il est conseiller du roi Charles III d'Espagne et le fondateur de la banque San Carlos, la première banque centrale espagnole. Il crée en Espagne le premier papier-monnaie et est fait comte par le roi d'Espagne. Accusé de détournement et emprisonné en 1790, il est libéré deux ans plus tard. Joseph Bonaparte en fait son ministre des finances, fonction qu'il occupe jusqu'à sa mort. Cabarrus tient une place au premier rang parmi les Espagnols du siècle des Lumières, du fait de son caractère volontaire, de ses immenses capacité de travail, de la variété de ses centres d'intérêts intellectuels, de sa volonté de changer la société1. Jean Sarrailh le cite parmi les hommes illustres espagnols de la fin du XVIII^{e} siècle.

Jeunesse

François Cabarrus descend d'une famille de négociants avec l'outre-mer et de marins du Pays basque, anoblie en 1789, son père est un riche négociant, un savant et un défenseur de la doctrine des solitaires de Port-Royal. Il est le fondateur de la loge maçonnique *La Zélée* de Bayonne. Il envoie son fils, à l'âge de 11 ans, chez les pères oratoriens, à Condom. Comme tous les membres de sa famille, il apprend à parler le français, le basque et l'espagnol. François Cabarrus passe au collège de l'Esquille à Toulouse pour y faire son cours de philosophie; il multiplie les aventures amoureuses et revient à Bayonne3. Son père l'envoie à Saragosse pour parler la langue espagnole couramment et s'y perfectionner dans le commerce. Mais ce genre d'études ne lui convient guère, il quitte Bayonne. Il part en 1770 à Valence. Il est accueilli par la famille d'un négociant important, un Français établi en Espagne et marié à une Espagnole.

Cet industriel est un correspondant des sociétés commerciales des Cabarrus. L'une des filles de ses hôtes, Maria Antonia de Galabert y Casanova (1755-1827) tombe amoureuse de lui, ils se marient le 2 octobre 1772, sans l'accord des Galabert, à Valence. Dominique, le père de François lui coupe les vivres. Le jeune couple s'établit au château de Carabanchel Alto. Là, François Cabarrus reprend la fabrique de savon du grand-père et parrain de sa femme.

Le financier (1773)
François Cabarrus devient l'ami des élites intellectuelles madrilènes. Il est un grand admirateur des philosophes des Lumières, notamment Rousseau. Gaspar Melchor de Jovellanos, Pablo de Olavide et Pedro Rodríguez de Campomanes, vont lui permettre de devenir un familier de la cour, où les conseillers étrangers sont nombreux et très écoutés. Le roi Charles III, lui-même, est très favorable aux réformes, qui sont défendues par un cercle d'hommes politiques, comme Jovellanos, Campomanes, Floridablanca et Aranda. Il faut moderniser un pays qui est très arriéré dans bien des domaines.
Cabarrus se distingue, en particulier dans le domaine financier. Il participe aux réunions des *Sociedades Económicas de Amigos del Pais*, avec des francs-maçons, comme lui. Il est membre de *La Grande Loge indépendante d'Espagne*. Il participe aussi à la *Sociedad Económica Matritense*. En 1781, il se fait naturaliser Espagnol avec toute sa famille.
En 1773. il fait nommer, comme commissionnaires, pour percevoir les fonds de l'emprunt du canal de Murcie, les frères Dubernad, qui sont aussi amis
.

Le papier monnaie (1779)
La guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique est déclarée, et en 1779, l'Espagne rejoint l'alliance conformément au pacte de famille entre les Bourbons. Privée de ses ressources du Mexique, le roi éprouve de l'embarras pour fournir aux dépenses de la guerre. Le gouvernement recherche les avis des personnes expérimentées, et le ministre des finances, qui avait distingué Cabarrus, le consulte sur les moyens de rétablir les finances et le crédit de l'État. Cabarrus conçoit alors le projet de la création des billets royaux, espèce de papier-monnaie portant intérêt. On adopte son plan, et on crée pour dix millions de piastres en billets royaux, qu'on divise en coupures qui peuvent rendre plus facile le calcul des intérêts que chaque billet produit par jour. Ces billets doivent être renouvelés chaque année, et les intérêts échus payés au dernier porteur. Ils ont d'abord un très grand succès, et sont même préférés à la monnaie effective sur laquelle ils gagnent une prime, ce qui donne une grande influence à Cabarrus.

La banque centrale espagnole (1782)
Cabarrus fonde la *Banco de San Carlos*, ancêtre de la future banque d'Espagne. En réalité, il est à l'origine d'un plan de rétablissement d'une ancienne banque de Saint Charles, qui est recréée le 2 juin 1782, et dont il est nommé directeur. Cette banque est chargée d'acquitter toutes les obligations du trésor. Elle est aussi chargée de l'administration des fonds des armées de terre et de mer. Elle a un rayonnement intérieur, aussi bien qu'à l'étranger, et le roi lui alloue une commission d'un sixième pour cent sur tous ses services. Le taux de ses escomptes est fixé à quatre pour cent. Le fonds capital de cette banque est porté à 15 millions de piastres fortes, et divisé en cent cinquante mille actions de 3 000 réaux chacune. Les avantages de l'établissement de cette banque sont consignés dans les comptes-rendus des assemblées générales des actionnaires du 20 décembre 1783 et 22 décembre 1784.

Dans toute l'Espagne et en Europe, des commissionnaires sont désignés pour recevoir les souscriptions. Les parents de Cabarrus achètent de grosses quantités d'actions de la banque de Cabarrus et sont commissionnaires. François Cabarrus nomme à Bayonne *Dominique Cabarrus et fils jeune*, la société de son père. François Cabarrus fait appel à Bordeaux à *Dominique Cabarrus cadet*, fondée par son oncle. Quand la première assemblée des actionnaires s'ouvre dans la résidence du gouverneur du Conseil de Castille, parmi les 112 personnes ou institutions, les Cabarrus, les Lannux-Dubernad et les familles alliées sont très présents. Les Lannux sont aussi nommés consuls d'Espagne en France et maires de Morlaix. Ils allient le pouvoir politique au pouvoir économique. Cabarrus, dispose également de l'appui des représentants du gouvernement, ce qui lui permet de conduire à sa guise les travaux de l'assemblée des actionnaires.

Michel Zylberberg, dans son étude sur les Français en Espagne au xviii^{e} siècle, ajoute que les autres commissionnaires de la banque nationale de San Carlos sont pour la plupart Français ou d'origine française et que beaucoup parmi eux, avaient participé et participent avec Cabarrus, aux opérations de financement de la guerre toujours en cours. « Six maisons commerciales sont chargées de placer les 45 000 actions devant financer la guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique et elles appartiennent à des proches qui soutiennent ses projets ». La principale tâche de l'Assemblée, consiste à élire la direction de la banque. Cela ne l'empêche pas de faire la traite des noirs, comme son père avant lui, et son fils lui succèdera dans cette activité.

La *Real Compañia de Filipinas* (1783)
La compagnie des Caraques avait essuyé des pertes considérables pendant la guerre. Elle avait été privée du commerce exclusif du cacao, dont elle n'a plus le privilège depuis 1784. Elle cherche à se rétablir. Cabarrus propose d'unir le commerce de l'Amérique avec celui de l'Asie par les Philippines. Son plan est adopté, la *Real Compañia de Filipinas* est créée le 10 mars 1783. La compagnie est instituée par une cédule royale du 10 mars 1785. Le roi donne son nom à une île de cet archipel des Philippines.

Le canal de Cabarrus
Après avoir attaché son nom à la *Banco de San Carlos* et à la *Real Compañia de Filipinas*, Cabarrus veut acquérir de nouveaux droits à la reconnaissance de sa patrie adoptive. À l'origine, Cabarrús avait observé que la position de la capitale l'expose à une disette de subsistances et à l'impossibilité de ne s'en procurer en tous temps qu'à des prix très élevés à cause de la cherté des longs transports par terre.
Il conçoit le plan d'un canal de navigation prenant sa source dans la sierra de Guadarrama, passant à Madrid, et s'unissant au Guadalquivir. Il veut aussi mettre à profit les eaux abondantes des rivières Jarama et Lozoya, pour irriguer les terres sèches du sud de la Castille. Cabarrús, avec ses fonds propres acquiert les droits des eaux des deux rivières, que la famille Echauz détenait. Le projet démarre. Le gouvernement approuve ce plan. Le ministre Pedro López de Lerena **(es)** , fait ordonner la suspension des travaux en 1784. Le projet du canal de Cabarrus **(es)**, fut repris et devint le canal de Isabel

Il **(es)**, alimentant en eau la ville de Madrid.

Le Conseil des Finances
François Cabarrus est responsable des hôpitaux (1786) et député de Madrid. Les assemblées de la noblesse de Madrid conçoivent le projet de l'établissement d'un Mont-de-Piété pour secourir les veuves et les enfants des gentilshommes, à l'instar de pareilles institutions existantes dans d'autres parties du royaume, mais qui n'ont rien de commun que le nom de Mont de Piété établi en France. Cabarrus lit dans une séance de la société royale économique, un mémoire où il s'élève contre les Mont-de-Piété en général. Il préfère les enrichir par le développement de l'industrie, du négoce, des échanges financiers ou par de nouvelles techniques agricoles comme en Angleterre. Mais la noblesse espagnole n'est pas prête, excepté dans deux provinces, le Pays basque et les Asturies.

Attaques contre Cabarrus
Les agioteurs de Madrid, de Genève et de Paris se liguent contre Cabarrus. Ils conçoivent le projet d'accaparer les actions de la banque de Saint-Charles. Pour atteindre ce but, ils font baisser le cours de ses effets, qui jouissent de la plus grande faveur. Ces spéculateurs ont recours à la plume de Mirabeau. Il publie un libelle intitulé : *De la Banque d'Espagne, dite de Saint-Charles, par le comte de Mirabeau*. L'auteur attaque les bases de cet établissement, les billets royaux, la *Real Compañia de Filipinas*, et François Cabarrus. Cet ouvrage a beaucoup d'impact. Cabarrus profite de tout son crédit pour faire interdire l'ouvrage en Espagne et en empêcher l'introduction. En vain. Les actions de la banque tombent presque dans un discrédit total, dont la principale cause vient des négociants français, qui veulent diminuer le crédit espagnol. Cabarrus, qui jouit de l'estime et de l'affection publique, perd beaucoup dans l'esprit du peuple, qui le voit avec peine s'opposer à ces calomnies.

Cabarrús, achète le 31 décembre 1789 la baronnie de Rambouillet, dans la province du Languedoc, diocèse d'Aleth. Cette baronnie est composée des terres de Rambouillet, Prats, Frivillach et des châteaux Saquera et Rocabert et vaut 440 000 reales de vellon. Cet achat a été effectué par son Excellence Don Pedro Pablo Abarca Bolea, Ximénez d'Urrea, comte d'Aranda et de Castelflorida, Marquis de Torner de Villamant, lequel en a été autorisé par le roi de France Louis XVI, dans ses lettres d'avril 1782, et annotée dans les registres de la Salle du Parlement de Toulouse et par arrêté royal. Cela n'est qu'une partie de sa fortune qu'il estime à douze millions de reales.

La prison (1790)
L'achat des fonds publics français achève de le discréditer aux yeux des monarchistes et catholiques espagnols, ennemis de la Révolution française. Il est accusé de disposer de la banque comme de son propre bien et de confier à ses *créatures* tous les emplois qui en dépendent.

Quand Charles III meurt en 1788, l'administration de Charles IV met un terme aux réformes. Cabarrus, réplique en prononçant l'éloge de Charles III dans une séance de la Société économique de Madrid, fin 1789 et insiste sur le rôle crucial et positif de la philosophie des Lumières dans le développement économique de l'Espagne. Cela lui vaut la haine des membres de l'Inquisition et de tous les ennemis des Français et de leur Révolution. Ce discours est prononcé cinq mois après le 14 juillet 1789. .Les hommes qui avaient été ses conseillers sont suspectés et poursuivis. Cabarrus lui-même est accusé de détournement de fonds, arrêté le 24 juin 1790, et jeté en prison au château de Batres, 11 lieues au sud de Madrid.

Membre de la Grande Loge Indépendante d'Espagne, dénoncé à l'Inquisition, il fut arrêté en juin 1790 et incarcéré à La Corogne. Rentré en grâce, il fut créé comte, par lettres patentes du roi Charles IV.

Ambassadeur
Le roi lui accorde la liberté deux ans après, par la médiation de Manuel Godoy. Un jugement solennel le déclare innocent. Il reçoit des indemnités d'un montant de six millions de reales y est créé conde de Cabarrús, vizconde de Rambouillet et nommé gentilhomme de la Chambre par Charles IV, contre tous les statuts de la Castille. C'est à la prière de la comtesse de Galvez, femme de Bernardo de Gálvez que le Godoy a recours à lui pour faire parvenir une ouverture à la République au moyen de la correspondance qui subsiste entre lui et sa fille, madame Tallien. Cabarrus, dont la fille a épousé le conventionnel Tallien, n'est pas étranger à la conclusion de la paix avec la France en 1795, et paraît avoir noué des intrigues à Paris en 1796 pour mettre sur le trône de France un infant.

En 1797, Godoy le fait envoyer en qualité de ministre plénipotentiaire au congrès de Rastadt. Cabarrus choque par ses prétentions. Le ministre et favori du roi l'éloigne de la cour. Puis, ils se réconcilient, et Cabarrus est nommé ambassadeur de *Sa Majesté Catholique près la république française*. Mais le Directoire refuse de le reconnaître comme étant né Français, et Godoy l'envoie à La Haye. Murat, envoyé en Espagne par Napoléon Bonaparte, fait appel à ses conseils après les évènements de Bayonne. François Cabarrus ne prend aucune part dans les intrigues par lesquelles Charles IV est contraint d'abdiquer en faveur de Joseph Bonaparte. Il est assigné à résidence à Torrelaguna, une toute petite ville à quatorze lieues au nord de Madrid.

Dernières années
En 1808, Joseph Bonaparte, frère de Napoléon Bonaparte, nomme François Cabarrus surintendant de la caisse de consolidation et ministre des Finances. Cabarrus est prié par le roi de le rejoindre à Séville. Au début de la réunion gouvernementale, le ministre est atteint d'une attaque de goutte à la tête. Il meurt à Séville, le 27 avril 1810. Son corps est déposé dans l'église de Sainte-Marie. En raison de son soutien à Joseph Bonaparte, durant son court règne sur l'Espagne,

François Cabarrus est considéré comme un *afrancesado*. Lorsque Ferdinand VII reviendra sur le trône, la famille de François Cabarrus est persécutée, sa fortune et ses biens confisqués. Avec la tourmente politique qui suivit cette période, son héritage sera tantôt rendu, tantôt confisqué, à plusieurs reprises. Ses biens sont partagés entre le seul de ses fils encore en vie en 1810, Domingo de Cabarrús y Galabert, à sa veuve María Antonia Galabert y Casanova (1755-1827), à son frère Pedro Cabarrús y Lalanne, et à son oncle Paulino Lalanne, frère de sa mère, et à son beau-frère Paul Faurie. Thérésa Cabarrus hérite elle-aussi de son père. Outre la vicomté de Rambouillet et des biens à Madrid et des fonds importants dans différentes banques, Cabarrus laisse des milliers d'hectares de terres dans la région de Valence, sur lesquelles il a fait creuser des canaux d'irrigation et qu'il a rendues fertiles par de nouvelles techniques agricoles.

CACHIN **Marcel** Plourivo, près de Paimpol, 20 septembre 1869 - Choisy-le-Roi, 12 février 1958



Directeur de l'Humanité en 1918. Membre du Comité directeur du parti communiste.
Initié Franc-Maçon à la Loge "*La Concorde castillonnaise*" en 1889, démissionna en 1901.

Vie professionnelle
Il était fils de Marcel, gendarme et de Marie-Louise Le Gallou, fileuse de lin. Après des études aux lycées de Saint-Brieuc à Saint-Charles et à Rennes, il suit les cours de la faculté des lettres de Bordeaux et passe sa licence en 1893. Professeur de philosophie à Bordeaux pendant quinze ans. Marcel Cachin fut très attaché au breton «langue de la paysannerie et du prolétariat breton».

Vie politique
Dès 1891, il adhère au Parti ouvrier français de Jules Guesde. Il participe aux congrès socialistes d'Amsterdam (1904) et de Paris (1905), ce dernier prononçant la création de la SFIO qu'il rejoint. Élu député de 1914 à 1932, il se rallie à la politique d'union nationale pendant la Première Guerre mondiale, et soutient donc la guerre. Il est envoyé en mission en Russie en 1917. En 1920, lors du congrès de Tours, il est l'un des fondateurs du Parti communiste français et fait partie de la majorité approuvant la révolution russe et le bolchévisme. Il adhère alors à la IIIe Internationale. En 1923, il est emprisonné pour ses prises de position contre l'occupation de la Ruhr et la présence française au Maroc. En 1936 il est l'un des piliers du Front populaire.

Refusant de désavouer le pacte germano-soviétique il est déchu de ses fonctions politiques en 1940 et mène pendant la guerre une existence clandestine, dans son village natal puis en région parisienne. Après la Libération, il reprend ses activités jusqu'à sa mort en 1958. Directeur de *L'Humanité* (1918-1958), il fut membre du bureau politique du Parti communiste français (1923-1958) et sénateur (1935) puis député de la Seine (1946). Après la guerre il est député doyen de 'Assemblée nationale et ce jusqu'à sa mort. A l'âge de 88 ans, il est le premier étranger à être décoré de l'Ordre de Lénine. Il est inhumé au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

CADWALLADER lord **Blayney**



Cadwallader, the 9th Lord, was one of the most famous and influential Freemasons, achieving the highest possible position (Grand Master of England 1764-66), where he reconciled the "Antient" and "Modern" forms. During his Grand Mastership Lord Blayney constituted seventy-four lodges (62 in England and Wales), of which nineteen are "alive" to-day, all bearing honoured names. Blayney was the first Grand Master of the 'Moderns' to foster the Royal Arch Degree (known initially as "The Excellent, Grand and Royal Chapter" in 1766, which until that date had not been regarded as part of the masonic system, although undoubtedly practised unofficially in many 'Modern' lodges. He himself "passed the Arch" (was exalted) during his Grand Mastership. By his 1766 Charter of Compact he founded the Supreme Grand Royal Arch Chapter of England and was the first "Grand Master of the Royal Arch of Jerusalem" (1766). The chapter was renamed the "Grand Lodge of Royal Arch Masons" in 1796 and renamed the "Supreme Grand Chapter" in 1801.
On 6th May 1768 he was elected Grand Master of Ireland but had resigned by June 29 of the same year (reason unclear).
Other points of interest include:

A tradition of Irish aristocracy living in thatched houses. The Rev J. Burrows, tutor to Lord and Lady Dartrey's children at Dawson's Grove, Co. Monaghan, visited Lord and lady Blayney at nearby CastleBlayney "*Lord Blayney is the only Man of his Quality in Ireland, who lives in a thatched house, or rather many thatched cabins, thrown and huddled together in such a manner, as to makes a most ridiculous jumble of fine and mean magnificence and nastiness, knick knack dressing rooms, and ladders to scale them with, state Bed chamber, and sashes without any Lines or Pullies.*"

Card Playing. The Duchess of Northumberland notes in her dairy that Lady Blayney was a prolific card player and gamer - "*among other card games, she played Loo and Pharaoh. On 26 September 1763 she lost 48 gns on 5 October 1764 she lost 41 gns and 19 December 1763 one of her lovers, '9', won £1,000*" Mmmm ? lovers!!

CAGLIOSTRO **Giuseppe** Palerme 1743 – forteresse de San Leo 1795



Il ne fut jamais reçu maçon, mais son parcourt mérite d'être cité.

Giuseppe Balsamo est né le 2 juin 1743, baptisé le 8, à Palerme en Sicile. Des pages écrites sur sa dictée, récemment mise à jour, montrent qu'il parlait avec un fort accent italien, ce que suggéraient déjà quelques bribes de conversations transcrites phonétiquement. En 1781, selon Chefdebien, « *le comte de Cagliostro est d'une taille médiocre. Sans avoir un gros ventre, il est gros dans la carrure et dans tous ses membres. Il a la figure pleine et presque ronde, le teint fort brun, les cheveux, sourcils et barbe très noirs. Il m'a paru environ 45 ans* ».

Après avoir défroqué, dit-on, du noviciat des frères de la « *Merci* », Balsamo avait épousé à Rome, le 20 avril 1768, Lorenza Feliciani qu'il renomme Serafina.

Il entreprit des voyages en Europe, mais ceux-ci restent aussi obscurs que son enfance et sa jeunesse. On est mieux renseigné à partir de 1776, quand on le retrouve à Londres. De 1777 à 1780, on le suit aux Pays- Bas, en terres germaniques, en Courlande, en Russie. En 1785, une comédie de Catherine II, *Le Trompeur*, ridiculise l'aventurier ; la souveraine en compose une autre, *Le Trompé, ses dupes*, dans laquelle elle confond les Rose-Croix d'or, les *Illuminaten* et les Templiers de la Stricte Observance qu'elle désigne sous le nom de martinistes.

De Pologne le couple gagne Strasbourg, où il séduit le cardinal-prince de Rohan et Jacques Sarrasin, le Suisse à jamais fidèle, puis Bordeaux, Lyon, Paris. La capitale leur fait un triomphe mais, en 1785, l'implication de Cagliostro dans l'affaire du Collier entraine dix mois d'embastillement ; le Parlement érigé en tribunal l'acquitte l'année suivante. Aussitôt une lettre de cachet l'expulse de France.

Le couple part pour Bruxelles, Bâle, puis Vienne, après s'être arrêté pour une cure à Aix-les-Bains, et revient en Italie : Roverdo, Trente et, fin mai 1789, la folie de Rome. La police pontificale emprisonne Cagliostro au château Saint-Ange. Après sa condamnation à mort, commuée en détention à perpétuité, il est transféré à la forteresse de San Léo. Une apoplexie l'y emporte à trois heures du matin, le 26 août 1795. Le Sicilien a termine son périple, mais ce fut un périple missionnaire, et la mission était celle de l'Egyptien par excellence, *alias* Cagliostro. Le comte de Cagliostro se découvre sage, d'aucuns diraient initiés, sous ce nom symboliquement emprunté à la marraine d'une deuxième naissance baptismale, à Londres en 1776, et surtout lors de son voyage en Europe du Nord. Ses prodiges frappent ; les mots, les herbes, les pierres dont il use guérissent ; il secourt les miséreux et déroute les imbéciles. Au fond de Cagliostro un prophète est à l'affût.

Le Grand Copte (ou Cophte) s'intronise en Courlande. Le « maître inconnu » (Marc Haven) enseigne et célèbre une sorte de culte éternel. Il refuse l'antinomie de la révélation primitive, d'ailleurs en progrès constant, nonobstant ses éventuelles perversions /dénoncées par son disciple Devismes en Egypte même : *Corruptio optimi*…), et de la révélation judéo-chrétienne, où la première s'épanouit. Le christianisme avant la lettre glorifie l'Egypte ; le christianisme à la lettre aussi. Moïse « fut introduit dans toute la sagesse des Egyptiens », même si le Seigneur l'attendait au Sinaï, et déjà « il était puissant en ses paroles et en ses actions ». Le protomartyr Etienne, à Jérusalem, en remémore ses bourreaux : c'est un judéo-chrétien. Les premiers chrétiens d'Egypte le seront, avant peu d'années, au sein du judaïsme alexandrin.

Balsamo, Cagliostro, le Grand Copte coexistent en un seul homme, comme corps, âme, esprit ; le malheur est qu'ils ne font pas toujours bon ménage. Balsamo s'en va faire tuer à Rome Cagliostro, au motif légitime qu'il incombe au Grand Copte de perfectionner la foi du pape. L'initié succombe aux vanités humaines de Balsamo dans son effort pour aider le Grand Copte à se manifester. Le Grand Copte, enfin, dépend de Balsamo et de Cagliostro, pour le meilleur et le pire, car il n'est pas Dieu, quoiqu'il en soit l'Ami, et accomplisse, en cette fonction, l'initiation de Cagliostro, au détriment de Balsamo, un peu charlatans l'un et l'autre au besoin. Joséphin Péladan déplore cette « misère de la nature humaine qui réduit le sage à emprunter les traits de l'histrion ». nature humaine des fous, nature humaine du sage… Mais par l'amitié de Dieu, l'initié devient adepte.

« Je ne suis d'aucune époque ni d'aucun lieu ; en dehors du temps et de l'espace, mon être spirituel vit son éternelle existence (…) Participant consciemment à l'être absolu, je règle mon action selon le milieu qui m'entoure. Mon nom est celui de ma fonction et je le choisis, ainsi que ma fonction, parce que je suis libre ; mon pays est celui où je fixe momentanément mes pas (…). Quant au lieu, à l'heure, où mon corps matériel, il y a quarante ans se forma sur cette terre ; quant à la famille que j'ai choisie pour cela, je veux l'ignorer (…). Me voici : je suis noble et voyageur ; je parle, et votre âme frémit en reconnaissant d'anciennes paroles (…). J'agis, et la paix revient en vos cœurs, la santé dans votre corps, l'espoir et le courage dans vos âmes (…). Tous les hommes sont mes frères ; tous les pays me sont chers ; je les parcours pour que, partout, l'Esprit puisse descendre et trouver un chemin vers vous (…) jusqu'à ce que je sois enfin arrêté et fixé définitivement au terme de ma carrière, à l'heure où la rose fleurira sur la croix. Je suis Cagliostro ».

Ainsi parle le Grand Copte en 1786, voilà son mystère et l'assomption de Cagliostro. « Moi, je suis celui qui est », résume-t-il : l'apparent blasphème relève du langage mystique, avec son corrélat : « je n'ai qu'un père, mais les mystères de cette origine, et les rapports qui m'unissent à ce père inconnu sont et restent mes secrets ». Le secret de Cagliostro découle des secrets du Grand Copte.

Il tient dans sa pratique, honnête et parfois maladroite, des sciences occultes, grâce aux « forces supérieures de la nature que la Providence communique à quelques personnes pour les mettre à même de faire du bien à des millions d'autres, selon

l'exemple du Christ, de Moïse et d'Êlias ». Elizabeth von der Recke rapporte ce propos de Cagliostro, elle excelle à décrire les faits qui les illustrent, sans guère le savoir.

A Cagliostro reviennent aussi l'ordonnance alchimique de « quarantaines » purificatoires et le rituel théurgique, kabbalistique, alchimique, astrologique de la Haute Maçonnerie égyptienne, en trois grades supérieurs accessibles aux deux sexes, sous l'autorité directe du Grand copte. Cette Haute Maçonnerie domine les autres rites égyptiens ; ceux-ci discutent de sa succession et se la disputent.

Balsamo portait les arcanes de la régénération morale et physique et du commerce avec les anges. Sur la terre historique et idéale d'Egypte, le Grand Copte réconcilie mystiquement la religion, la magie et la franc-maçonnerie. Christian Rosenkreutz, le chrétien à la croix rouge comme une vraie rose, s'était instruit à Damcar et à Fès ; dans la tradition rosicrucienne, Cagliostro, moins retenu que Martines de Pasqually, réclame – mais sous quel rapport subsidiaire ? – l' Afrique et les Arabes : « Toute lumière vient de l'Orient ; toute initiation de l'Egypte », Moïse, Elie et le Christ que Cagliostro cite en exemples de science et de charité, président à la terre et sont les meilleurs des maçons en même temps que leurs supérieurs inconnus.

Elie dirige le Grand Copte, Moïse et le Christ ne sauraient en être séparés. Cette antique christologie a leurré Saint Martin et Jean-Baptiste Willermoz. Balsamo affichait au surplus, un air trop flamboyant pour qu'ils ne le crûssent impie. (Mais « ça ne vaut rien » disait Cagliostro à Chefdebien du premier livre de Saint Martin). De même, combien de maçons verront en lui un émissaire des jésuites et combien d'anti maçons un agent de la révolution française. Lourde rançon d'une fortune littéraire et musicale exceptionnelle, et le prix d'un apostolat sans calcul !

Les termes du mémoire en défense déjà cité conviennent, certes, à un adepte. Certains encore, à droite et à gauche, ont douté de leur sincérité. Balsamo-Cagliostro n'était-il qu'un charlatan. Et le Grand Copte qu'un imposteur. Un document récapitule l'homme et son message, nous en propose le nœud à dénouer ou à trancher, selon que le désir est d'expliquer ou de comprendre : c'est le testament de Cagliostro, tracé en graffiti peu cohérents sur les murs de sa geôle mortelle. R.A.

CAILLAVET Henri

Agen 13 février 1914 - ?



Son appartenance au Grand Orient de France — il est initié en mai 1935 à l'Orient de Toulouse par la Loge "Vrais Amis Réunis Indépendance Française" (VARIF) — n'y est pas étrangère. Son père occupe d'ailleurs dans cette obédience les plus hautes responsabilités durant l'entre-deux-guerres, celle de Vénérable à Agen.

Homme politique français. Avocat de formation, Henri Caillavet eut une longue carrière politique et parlementaire (38 années de mandats électoraux — 29 ans député ou sénateur du Lot-et-Garonne). Après un brillant cursus universitaire, il est licencié es-lettres et docteur en sciences politiques. Il exerce la profession d'avocat à la Cour de Bagnères-de-Bigorre. Dès 1940, Il s'oppose à la politique du Maréchal Pétain.

Il est interné le 28 octobre 1940, durant 24 heures, au camp de Noé. Empêché de passer son agrégation de Droit, "faute de mieux", il plaide au barreau de Bagnères-de-Bigorre. Ses actions contre le régime de Vichy provoquent son arrestation en mai 1942, qui " le relâche faute de preuve ".

Conseiller général radical-socialiste du canton d'Astaffort de 1951 à 1963, il est élu par la suite député le 2 juin 1946, et préserve son mandat jusqu'en 1958. En janvier 1953, on lui confie le porte-feuille ministériel à la France d'Outre-mer dans le gouvernement René Mayer, puis celui à la Marine nationale dans le gouvernement Pierre Mendès France en 1954. En 1958, il s'oppose au général de Gaulle en votant contre son investiture et la nouvelle Constitution.

Il quitte ensuite le Lot-et-Garonne et est élu maire de Bourisp (Hautes-Pyrénées) de 1959 à 1983. Il se présente aux élections sénatoriales en Lot-et-Garonne et est élu en juin 1967. Sénateur de 1967 à 1983, il cumule ce mandat avec celui de député européen de 1979 à 1984. Il s'illustre notamment par l'élaboration de projets de loi concernant l'interruption volontaire de grossesse (IVG), le divorce par consentement mutuel, les greffes d'organes en 1976, le tribunal de l'informatique, l'euthanasie, et aussi l'acharnement thérapeutique.

Il fait aussi des propositions législatives concernant l'homosexualité et le transsexualisme. Il perd son mandat de sénateur en 1983 contre Jean François-Poncet. Mais il contribue à lancer de nombreuses initiatives, comme la création de la Commission nationale informatique et liberté (CNIL) et le think tank Réseau Voltaire. C'est ainsi qu'il a présidé la commission pour la transparence et la pluralité de la presse (juin 1985). Plusieurs fois président de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD), il en démissionne le 23 juin 2007.

Il se présente comme athée et rationaliste et a été intégré au Comité national consultatif d'éthique depuis 1981. Dans le livre *Les frères invisibles*, les journalistes Renaud Lecadre et Ghislaine Ottenheimer révèlent que Caillavet était une sommité dans le Grand Orient de France.

CALLES Plutarco Elias

Sonora (Mexique) 25 septembre 1877 - Mexico 19 octobre 1945.



Francisco Plutarco Elías Campuzano fut président du Mexique entre 1924 et 1928.

Né d'une relation hors mariage, Plutarco Elías Calles est le fils de Plutarco Elías Lucero et de María de Jesús Campuzano membre d'une famille aisée du Sonora. Enfant il vécut avec sa mère jusqu'à que celle-ci décède, il avait alors quatre ans. Il fut recueilli par sa tante María Josefa Campuzano et son mari Juan Bautista Calles. Il fit ses études à Hermosillo puis sans fortune personnelle il dut pour subsister s'adonner à de nombreux métiers, instituteur, trésorier municipal du port de Guaymas, inspecteur général de l'éducation, administrateur d'un hôtel.

En 1911 alors qu'il travaillait dans un commerce qui vendait aussi bien des machines que des liqueurs, le gouverneur issu de la révolution José María Maytorena alors ami et partisan de Francisco Villa le nomme commissaire de la ville d'Agua Prieta pour maintenir l'ordre révolutionnaire, administrer la justice et les douanes.

En 1911, il défendit cette ville contre les attaques des magonistes. En 1913, il fut nommé général par Álvaro Obregón. Après la rupture de Villa et de Maytorena avec Venustiano Carranza, Calles qui cherchait à affermir son pouvoir dans l'État de Sonora, devint un partisan de celui-ci et combattit alors ses anciens amis. Venustiano Carranza qui est alors le Primer Jefe autoproclamé des constitutionnalistes le nomme gouverneur militaire de l'État de Sonora (1915-1916). Durant cette période, il fait ouvrir des écoles primaires dans tous les villages de plus de 500 habitants, oblige les entreprises minières et industrielles à ouvrir des écoles, instaure un système de bourses pour les étudiants pauvres, crée des bibliothèques, fonde des écoles pour adultes, propose un nouveau régime fiscal, crée des mutuelles ouvrières et légalise le divorce. Il interdit par décret, l'importation, la vente et la fabrication de n'importe quelle quantité des boissons enivrantes, sous peine de cinq ans de prison, mais pour bien montrer qu'il fallait le prendre au sérieux il fit fusiller un ivrogne à Cananea. Le salaire minimum devient une réalité, d'autres décrets interdisent les jeux de hasard et les paris. Il fait aussi fermer les salles de torture dans les pénitenciers.

Il est par ailleurs franc-maçon, initié à la Lodge Hélios (section syndicale) à Guyana, et il a officié comme Secrétaire.

Gouvernement

En 1920, il s'associe avec Álvaro Obregón pour renverser le président Venustiano Carranza et devient ministre de l'Intérieur (*Secretario de Gobernación*). Avant son élection à la présidence, Calles, lors d'une visite à Cuautla, se proclama l'héritier d'Emiliano Zapata : en quatre ans il fit distribuer dans 15 000 villages plus de 3 millions d'hectares de terres. Le mandat présidentiel étant limité à une période de quatre ans, il succède à Obregón en 1924 à l'instigation de celui-ci qui le préfère à son rival Adolfo de la Huerta qu'il juge moins malléable. Durant cette période de l'ordre est remis dans les finances publiques, les salaires des fonctionnaires sont baissés, la bureaucratie simplifiée. Il fait construire de barrages, des systèmes d'irrigation, des routes (Mexico-Acapulco, Mexico-Puebla), la voie ferrée du Pacifique sud, fait établir des relations téléphoniques avec la Grande-Bretagne. Des banques dites agraires sont créées, il fondera aussi des académies de médecine vétérinaire.

En septembre 1925 la société anonyme de Banco de México est inaugurée, elle seule pourra émettre des billets de banque5. Calles influencé par le marxisme décide d'appliquer à la lettre la Constitution mexicaine de 1917 promulguée par Venustiano Carranza, son gouvernement reconnait la validité du divorce civil. Il fait expulser les prêtres étrangers, la plupart d'entre-eux espagnols ou américains6. Basées sur la Constitution les lois « Calles » interdisent les manifestations religieuses hors des églises et limitent le nombre des prêtres, elle exigent aussi la laïcité de l'enseignement, (que Cárdenas changera plus tard en enseignement socialiste).

Guerre des Cristeros

La Guerre des Cristeros qui fit près de 80 000 victimes, culmine entre 1927 et 1929 lorsque les catholiques, en grande partie d'humbles paysans, prirent les armes, n'ayant plus d'autre recours, pour défendre leurs libertés, y compris religieuses. Soutenus en cela par Pie XI et sa prudente encyclique Quas Primas, promulguée le 11 décembre 1925, qui instituait la fête du Christ Roi. Après nombre de violents massacres de ces malheureux révoltés, le gouvernement de Calles par des promesses et surtout des menaces obligea les évêques à leur faire déposer les armes. En juin 1928 Obregón est déclaré président élu, mais il est assassiné par un fanatique catholique José de León Toral. À l'initiative de Calles est fondé le 4 mars 1929 le PNR (parti national révolutionnaire) qui en 1946 deviendra le PRI. Après le décès d'Obregón, Calles devint le *Jefe maximo de la Revolución*7, le chef suprême de la Révolution et la période entre 1929 et 1935 est parfois appelée le *maximato*. Jusqu'en 1934, Calles continue de diriger la politique du Mexique par le truchement de successeurs dociles désignés par lui : Emilio Portes Gil (1928-1930), Pascual Ortiz Rubio (1930-1932) qui fatigué d'être manipulé, démissionna et Abelardo L. Rodríguez (1932-1934). Calles ainsi que ses partisans qui furent exclus du PNR perdirent tout pouvoir politique peu après l'élection de Lázaro Cárdenas del Río. En 1924 Calles voyagea en Allemagne où il s'intéressa à l'organisation du travail et y étudia les statuts internes des syndicats et des coopératives agricoles. Il s'intéressa aussi aux remembrements parcellaires effectués en Prusse et au système bancaire Raiffeisen. Il visita aussi la France où il fut reçu avec de grands honneurs par Édouard Herriot. Une fois au pouvoir, en 1934, Cárdenas l'envoya en exil aux États-Unis. Calles se fixa à San Diego, il ne revint au Mexique qu'en 1941, sous la présidence du général Manuel Avila Camacho. Il s'abstint dès lors de toute activité politique et vécut en simple citoyen. JCvL+Wikipédia

CALLOWAY Cab Rochester 25 décembre 1907 - Hockessin 18 novembre 1994**.**



Chef d'orchestre et chanteur de jazz américain. Il passe son enfance à Baltimore puis à Chicago, où en compagnie de sa sœur Blanche Calloway, il danse, chante, joue de la batterie et comme nul autre pareil, joue le rôle de « maître de cérémonie ». En 1928, il fait partie des *Missourians* et des *Alabamians* respectivement à Chicago et New York. Il participe à la revue *Hot Chocolate* de Irving Mills **(en)**. Il est à l'affiche du Savoy Ballroom de Harlem dès l'âge de 22 ans, où il remporte une mémorable *battle of bands* face à l'orchestre de Duke Ellington. Suite à cette entrée en matière très remarquée, Irving Mills et Duke Ellington s'entendent avec Cab pour que les deux orchestres tournent alternativement dans le célèbre club de jazz le *Cotton Club* à New York sur Lenox Avenue.

La route du succès

Dès lors sa popularité grandit dans le petit monde du Harlem noctambule, lorsqu'en 1931 sort dans le commerce le morceau qui, du jour au lendemain, lui apporte une renommée nationale et ensuite internationale : *Minnie the moocher*. Hit emblématique de l'orchestre, cette chanson où il lance le célèbre *Hi de Hi de Ho* suivi du *Zah Zuh Zah*, au cours d'un dialogue avec l'orchestre sur des onomatopées hululées et entrecoupées de gloussements et autres vocalises exotiques, fera sa gloire pendant plus de cinquante ans. En 1934, il parcourt l'Europe et deviendra en France l'inspirateur du mouvement *zazou* qui adopta son style vestimentaire à la fois chic et excentrique. Fait notable, en 1939 il engage un tout jeune trompettiste inconnu qui va révolutionner le jazz : Dizzy Gillespie.

L'orchestre recrute nombre de musiciens de tout premier plan : les saxophonistes ténors Chu Berry et Ben Webster, le trompettiste Jonah Jones, le contrebassiste Milt Hinton, les trombonistes Tyree Glenn et Quentin Jackson, et le batteur Cozy Cole. Suivent dans l'orchestre au long des années 1940: le trompettiste Shad Collins (1941-1946), le tromboniste Fred Robinson, le saxophoniste alto Hilton Jefferson (1941-1949), le saxophoniste ténor Ike Quebec, et les batteurs J. C. Heard et Panama Francis.

En 1943, l'orchestre fait une brillante prestation dans le film Symphonie magique (*Stormy Weather*) de Andrew Stone avec Lena Horne et Fats Waller aux côtés des danseurs de claquettes Bill Robinson et les Nicholas Brothers. La fin des années 1940 sonnant le déclin des big bands, Cab Calloway dissout l'orchestre et se produit dans le cadre du sextet *The Cabaliers* avant de tenir le rôle de *Sportin Life* dans l'opéra Porgy and Bess de George Gershwin. Dans les années 1950 et 1960, il apparaît en vedette dans quelques comédies musicales, notamment Hello, Dolly!. Il fait partie du show des Harlem Globe Trotters tout en se produisant dans différents festivals et clubs. Dans les années 1970 et 1980, sa popularité ne faiblit pas ; c'est le triomphe à chacune de ses apparitions, surtout en France. Son apparition dans le film culte The Blues Brothers de John Landis en 1980 sera son chant du cygne. Le 18 novembre 1994, le dandy de Harlem inspirera au Président des États-Unis Bill Clinton ces quelques mots : « le roi du Hi de Ho est mort, vive le Hi de Ho ».

Cab Calloway est devenu franc-maçon en 1937 en même temps que Ben Webster, Milt Hinton et Garvin Bushell au sein de la *Pionneer Lodge n°1* de la Grande Loge de Prince Hall à Saint Paul. Beaucoup de musiciens de l'orchestre de Cab Calloway étaient francs-maçons et ils avaient pratiquement tous été admis à Saint-Paul. Ce qui fait qu'à chaque passage dans la région, ils se rendaient à leur loge.

Tous les grands musiciens de jazz américains (ou presque...) appartenaient à la Franc-Maçonnerie de Prince Hall (la Franc-Maçonnerie noire américaine). Dans un pays alors fortement ségrégationniste, la Fraternité, vertu éminement maçonnique, pouvait se révéler fort utile. Parmi les très nombreux jazzmen francs-maçons on peut citer Louis Armstrong, "Duke" Ellington, Oscar Peterson, Kenny Clarke, Eubie Blake, Count Basie, Nat King Cole, Glenn Miller, Paul Whiteman, W.C. Handy...

CAMBACERES — Jean Jacques Régis — Montpellier 1753 – Paris 1814



L'homme de confiance de Napoléon, qui est « plus qu'un numéro deux moins qu'un numéro un », commence sa carrière comme conseiller à la Cour des aides de Montpellier avant la Révolution.

A cette époque, il fréquente déjà la maçonnerie : Cambacérès est en effet reçu franc-maçon à Montpellier dans la loge « *L'Ancienne et la Réunion des Elus* », avec son ami le chimiste Chaptal. A la veille de la Révolution, il est Chevalier Rose-Croix et plusieurs membres de sa famille sont connus comme maçons, dont plusieurs à la loge des « *Neufs Sœurs* » ou des « *Amis Réunis* ».

De 1789 à 1792, il est élu membre de la commission municipale de cette ville, puis président du bureau de subsistances, procureur-syndic et président du tribunal criminel de l'Hérault. Elu en août 1792 député à la Convention, il vote la mort du roi.

En mars 1793, il est l'un des créateurs du Tribunal révolutionnaire et président du comité de législation. Excellent juriste, il rédige un premier projet de Code Civil en août 1793 et participe à l'élaboration de la Constitution de l'an III. Membre du Conseil des Cinq-Cents, il en assume la présidence en octobre 1796, mais il est battu aux élections de mai 1797. Il quitte pour un temps la scène politique puis devient le dernier ministre de la Justice du Directoire avant de participer activement au coup d'Etat du XVIII brumaire au VIII.

Lors du Consulat provisoire, il conserve son portefeuille, puis devient Second Consul en l'an VIII. Il se montre alors l'homme

clef du régime et, à la proclamation de l'Empire, il est nommé archichancelier. Dès lors, il est couvert de titres et de fonctions (sénateur, conseiller d'Etat, membre du conseil privé, prince avec le titre d'altesse sérénissime et duc de Parme) et devient une sorte de premier ministre : c'est à lui que Napoléon donne de larges délégations lorsqu' il s'absente de Paris. Il assure la présidence du Sénat, du Conseil d'Etat et du Conseil des ministres. C'est lui qui propose la plupart des nominations du Consulat et de l'Empire tant la connaissance du personnel politique et administratif de cet homme de réseau est étendue. Il conserve durant toute cette période la haute main sur la justice.

Initié de longue date, artisan avec son ami Roëttiers de Montaleau du renouveau de la maçonnerie après 1799 et homme clef du nouveau régime, il est peu étonnant qu'il soit « choisi » comme le fédérateur de la franc-maçonnerie française sous le Premier Empire. Ses frères apprécient sa modération, son goût de la conciliation et du compromis, mais aussi sa parfaite urbanité et sa cordialité un peu distante. Ils acceptent de lui des décisions et des arbitrages que son prestige seul pouvait imposer. Il est donc à la fois le surveillant et le protecteur de la maçonnerie impériale. Il pondère l'influence maçonnique en la divisant et en acceptant avec un égal zèle en apparence, mais au fond avec une égale indifférence, la Grande Maîtrise de tous les risques.

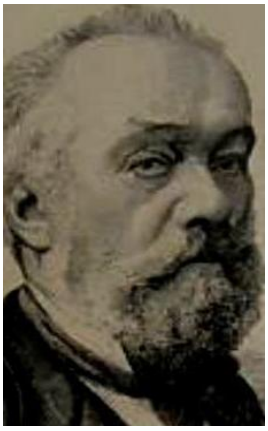
Dans les mois et les années qui suivent son installation en tant que Grand Maître Adjoint du Grand Orient, il est nommé à la dignité de Très Puissant Souverain Grand Commandeur du Suprême Conseil de France le 1er juillet 1806. Puis Grand Commandeur d'Honneur du Rite d'Herodom le 25 octobre. Il devient Grand Maître du Rite Ecossais Philosophique le 4 mars 1807, Grand Maître du Rite Primitif de Narbonne sous le titre de Protecteur le 8 mars 1808, Grand Maître du Régime Rectifié et de l'Ordre des Chevaliers Bienfaisants de la Cité Sainte le 18 juin 1808, Grand Maître du Directoire d'Auvergne le 9 mars 1809, Grand Maître du Directoire de Septimanie (Montpelier) le 127 mai 1809 et, enfin, le 19 janvier 1811, il est président du Grand Consistoire.

A toutes ces fonctions il ajoutait celle de vénérable de la loge parisienne *« Saint-Jean de la Grande Maîtrise* » qui réunissait tous les grands noms de la maçonnerie impériale. Lors de la Première Restauration, il quitte la vie politique. A son corps défendant, il fait une réapparition discrète lors des Cents-Jours et, lors de la Seconde Restauration, il est banni de France (1816). Il obtient rapidement le pardon royal et termine sa vie en administrant son immense fortune.

Mais son activité de maçon ne s'achève pas avec l'écroulement de la maçonnerie impériale. Lors de son exile à Bruxelles, il a participé aux travaux des « *Amis Philanthropes* » et du Suprême Conseil de Belgique dont les fondateurs étaient d'anciens régicides. Il y a trouvé son ami Ramel, l'ancien ministre des finances du Directoire, mais aussi le peintre David d'Angers. Lors de son retour en France il est reçu Grand Commandeur Honoraire du Suprême Conseil ; il continue jusqu'à sa mort à fréquenter les loges, mais avec plus de discrétion. A son décès, il comptait plus de quarante ans de vie maçonnique. P.-Fr.P.

CAMPANELLA Federico

Gênes 10 juillet 1804 - Florence 1884



Homme politique et un patriote italien du Risorgimento. Fils de Sebastiano Campanella et de Benedetta Tassara, Federico Campanella s'inscrit le 11 février 1822 à l'université de Gênes, où il connait quelques soucis en raison de son anticléricalisme, qui lui valut diverses sanctions disciplinaires et suspensions. Malgré tout, il obtient son diplôme en droit à l'été 1829. Ami de Giuseppe Mazzini, il est parmi les fondateurs, avec les frères Jacopo et Giovanni Ruffini, de la première « Commission jeunesse » de la Jeune Italie et participe à l'expédition mazzinienne en Savoie en 1834. L'échec de la tentative d'insurrection l'oblige à s'exiler d'abord en Suisse, puis à Marseille, auprès de Luigi Melegari.

Rentré en Italie, il participe au soulèvement des Cinq journées de Milan. À l'annonce des nouvelles de l'insurrection de Milan, des volontaires gênois forment la « Compagnie Mazzini » ; Campanella en fait partie et avec elle part pour Milan où il arrive le 23 mars 1848 après avoir participé à l'occupation de Pavie.

L'année suivante il figure parmi les chefs de l'insurrection à Gênes en tant que membre du gouvernement provisoire et chef d'État-major de la Garde nationale avec le grade de colonel. L'insurrection étant violemment réprimée par le général La Marmora, il réussit à s'échapper grâce un navire de guerre américain avec Goffredo Mameli et Nino Bixio et se rend à Rome où s'engage comme simple soldat avec Garibaldi pour la défense de la République romaine. Après le retour du Pape à Rome, il s'enfuit à Athènes, puis à Paris. En 1851, il a été parmi ceux qui se sont opposés au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, mais avec l'accession au trône de ce dernier, il doit se réfugier à Londres. Resté en contact avec Mazzini et il s'efforce d'organiser le Parti d'action. Il revient en Italie au moment de la seconde guerre d'indépendance, et suit Garibaldi dans l'expédition des Mille. Après la proclamation du Royaume d'Italie, il est élu le 22 juin 1862 député au Parlement par le collège de Corleto Perticara en Basilicate, mais sa foi républicaine l'amène à démissionner de son mandat de député en 1863 parce que la Chambre avait approuvé la répression en Sicile.

Après cette démission, il a continué à s'engager en politique et a été parmi les organisateurs les plus infatigables du Parti républicain et du mouvement maçonnique italien. En 1868, il devient Grand Maître de l'obédience écossaise (dépendant du Conseil suprême de Palerme).

CAMPE Johann Heinrich



Ecrivain allemand (dictionnaire de la langue allemande) (1746 – 1818)

CAMPION Léo

Paris 24 mars 1905 – 6 mars 1992



« Il faut faire avec humour les choses graves et avec sérieux les choses drôles. »
C'était la devise de Léo Campion, elle illustre le mieux possible sa double personnalité. Chansonnier-humoriste, histrion comme il aimait à le dire, et haut-dignitaire de la Franc-maçonnerie qu'il fréquenta pendant plus de 60 ans.

Léo, Louis, Octave Campion naquit à Montmartre en 1905 d'un père belge et d'une mère montmartroise, ce qui faisait de lui le plus belge des Parisiens et le plus parisien des Belges. Installé depuis 1923 à Bruxelles, il fait la connaissance, en 1928, de Marcel Dieu, bouquiniste qui lui fera connaître l'anarchie.
C'est le 7 avril 1930 que Léo sera initié à l'atelier bruxellois des "Amis Philanthropes" (GOB).

En 1932, il assistera à l'initiation de Marcel Dieu au Droit Humain (Atelier "Vérité n°852) à Bruxelles. À cette époque, il commence une carrière de dessinateur humoriste, dessine pour les journaux et présente un numéro sur scène. Mais Bruxelles est trop petite pour lui; on ne peut réussir qu'à Paris. Il y tente sa chance et se produit dans divers cabarets et, très rapidement abandonne le dessin sur scène pour ne garder que le texte humoristique. À cheval sur Paris et Bruxelles, il reste citoyen belge et en 1933, outré d'un projet de loi interdisant toute propagande pacifiste, avec son ami Marcel Dieu il renvoie son livret militaire au ministre de la défense nationale d'alors, M. Albert Devèze. Suit un procès retentissant le 19 juillet 1933 où Léo Campion se sert de son humour pour couvrir de ridicule le tribunal et les autorités. Sa carrière de chansonnier devient de plus en plus brillante et son nom commence à être connu.

Au moment de l'Occupation il vit à Paris. En tant qu'étranger et probablement aussi sur sa réputation sulfureuse il est interné au camp d'Argelès. Il réussit grâce à ses amitiés à se faire libérer. Après la Libération, sa carrière de chansonnier prend une autre dimension car il y ajoute aussi celle de comédien. Jean Renoir, entre autres, le fait tourner et son plus amusant titre de gloire est d'avoir chanté le rôle-titre de Phi-Phi au théâtre, lui qui était absolument imperméable à la musique. Il tint aussi vers 1965 le rôle principal (un inspecteur de police) d'une série télévisée de 6 épisodes, *La brigade des maléfices*. Dans les années 1960 il prêta sa voix au personnage de Clodomir, président de la planète Astérix, dans le feuilleton radiophonique Signé Furax, de Pierre Dac et Francis Blanche.

Parallèlement, son ascension en maçonnerie continue, il gravira successivement tous les degrés jusqu'au 33e et siégera au Consistoire d'Ile-de-France. Mais il aimait à dire: « Ça ne m'empêche pas de rester simple ». Son engagement maçonnique était profond.

Son œuvre littéraire est double. D'un côté un grand nombre d'œuvres d'humeur, dont la plus connue est « Le Petit Campion illustré », et de l'autre des ouvrages maçonniques, par exemple « Sade Franc-Maçon » et celui réédité aujourd'hui, « Le drapeau noir, l'équerre et le compas ». Léo repose au cimetière de Saint-Ouen. Heureux hasard, dans le même cimetière qu'Alphonse Allais, qu'il admirait tant.

CAMUS DE PONTCARRE Louis-François Elie

Paris 1746 – Londres 1810

Fils d'intendant et petit-fils d'un Premier Président du Parlement de Normandie, Camus de Pontcarré acquiert la charge de Premier Président du même parlement le 12 août 1782. Bien que membre du parlement lui-même depuis 1764, Camus est à ce moment là un jeune aristocrate plus attiré par la vie mondaine parisienne que par la magistrature.

Son intérêt pour la réflexion philosophique doit beaucoup à un père académicien qui a exercé un vrai magistère sur lui. Cette éducation lui fait tôt rencontrer les loges les plus prestigieuses du Paris des Lumières où il réside. Le 3 mai 1777, on le retrouve ainsi parmi les membres de la célèbre loge des « *Amis Réunis* ». Il en est l'un des fondateurs et le secrétaire. Le choix de cet atelier, parmi les plus engagés dans le développement des œuvres philanthropiques, n'est pas surprenant. On le trouve en effet parmi les philanthropes qui, à l'initiative du groupe réuni autour du *Journal de Paris*, donnent l'impulsion véritable en 1780 à la Société Philanthropique dont il est l'un des premiers souscripteurs. Il s'agit là de la première institution d'envergure émancipée des autorités religieuses et royales qui substitue à la charité traditionnelle une action fondée sur l'unité sociale des indigents. A Paris, Camus fréquente les tenues des *« Amis Réunis »* jusqu'en 1784 et fréquente Savalette de Langes et Saint-Martin.

Martiniste, il participe en 1785 aux travaux des Philalèthes et est délégué auprès de Savalette, de Joseph de Maistre,

de Saulx de Tavannes et de Virieu. Camus délaisse toutefois la maçonnerie parisienne et concentre ses activités maçonniques autour de Rouen lorsqu'il acquiert la charge de Premier Président du Parlement de Normandie, en 1782. Membre honoraire de la « *Céleste Amitié* » de 1783 à 1787, la loge la plus prestigieuse, il ne dédaigne pas fréquenter les tenues des « *Bons Amis* ». Ce sont les loges les plus engagées dans la préservation du prestige social de la franc-maçonnerie locale.

Pourtant, plus que les réunions maçonniques, c'est vers l'Académie de Rouen qu'il se tourne alors. Il en est membre titulaire à partir de 1783 ; il fréquente aussi la Société d'agriculture locale. Le Premier Président semble se détourner des loges maçonniques vers 1787 car il est fort accaparé par les troubles qui agitent le Parlement de Normandie en cette période de prérévolution.

Chef de file de ceux qui refusent la fin de l'institution parlementaire et bien qu'ayant maçonné avec de futurs révolutionnaires radicaux dans le temple des « *Bons Amis* », son action politique va être motivée par une détermination farouche contre les réformes politiques engagées par la Révolution.

Refusant l'égalité devant l'impôt lors des réunions de la noblesse aux Etats généraux, sa belle demeure de la rue Saint-Lö, mise à sac durant l'été 1789, fait de lui le symbole du régime honni. De Hollande puis d'Angleterre où il a émigré, il participe à la propagande contre-révolutionnaire à Rouen où il entretient un réseau d'agents royalistes menés par un ancien procureur, Pottier, qui fut maçon dans la même loge que lui. A la différence de nombre d'émigrés, Camus ne survit pas à la période révolutionnaire. Inscrit à la Caisse de Secours des Emigrés (Bruxelles), il meurt dans la misère à Londres.

CANDEILLE



Julie Paris, paroisse Saint-Sulpice, 30/31 juillet 1767 - Paris 4 février 1834

Femme exceptionnelle aux multiples talents artistiques. Elle fut une brillante compositrice pour le piano et excellente musicienne, actrice et auteure dramatique, mais elle commença sa carrière comme cantatrice.

Elle baigna dans un milieu familial entièrement tourné vers la musique et grâce à son père musicien, elle développa certains dons naturels pour le clavecin et le chant. Encore enfant, elle participait à des orchestres de chambre, parut à un concert devant le roi à l'âge de sept ans et on dit qu'elle fut une fois amenée à jouer en compagnie de Mozart adolescent. Elle se produisit également comme pianiste et comme compositeur au *Concert spirituel*. On lui doit des sonates pour le clavecin et le piano-forte, des romances et des airs dont certains ont été récemment redécouverts. Julie Candeille se décrit ainsi dans ses *Mémoires*: « De fort beaux cheveux blonds, les yeux bruns, la peau blanche, fine et transparente, l'air doux et riant ». Sa vie durant, elle mit son physique avenant, ses talents multiples et sa séduction naturelle au service de son ambition qui n'était pas médiocre.

Dans ses *Mémoires*, elle raconte aussi avoir bénéficié de protections puissantes, entre autres celle du marquis de Louvois, aristocrate contestataire, l'ami intime du chevalier de Champcenetz qui comme lui fut envoyé au fort de Ham pour inconduite, de la mélomane duchesse de Villeroy qui avait composé un salon majoritairement féminin et dont l'influence s'étendait dans les milieux du théâtre, et le baron de Breteuil, ministre de la maison du roi, qui fut peut-être un amant.

En 1781, encore très jeune, elle fut initiée dans une loge franc-maçonne – *la Candeur* –, où elle rencontra un certain nombre d'auteurs de théâtre, comme Olympe de Gouges, mais aussi des personnages influents susceptibles de favoriser sa carrière artistique dans l'univers complexe de la mondanité parisienne et des intrigues de l'Ancien régime agonisant.

Munie de ces protections, elle débuta à l'Académie royale de Musique le 27 décembre 1782 dans le rôle titre d'*Iphigénie en Aulide* de Gluck où elle remporta un succès mitigé. M^me^ Saint-Huberty qui avait succédé à M^lle^ Levasseur et M^lle^ Laguerre, ne lui laissa d'ailleurs aucune chance, car elle n'avait pas la voix pour s'imposer sur ce terrain si exigeant. Elle se retourna vers la Comédie-Française où elle se fit remarquer le lundi 19 septembre 1785 dans Hermione d' *Andromaque* de Racine. Sa personnalité forte et ses idées originales ne plaisaient pas et elle fut toujours un peu tenue à l'écart par ses collègues de la Comédie française tels que Molé, Dazincourt, Fleury ou Louise Contat qu'elle-même regardait comme de plats courtisans de Versailles. Elle se rapprocha de Talma et de ceux des comédiens qui accueillirent avec enthousiasme la Révolution de 1789. Cette même année, elle tint le rôle de la jeune esclave Mirza dans une pièce dénonçant la condition des esclaves des colonies intitulée l'Esclavage des Nègres, ou l'Heureux naufrage, drame en trois actes d'Olympe de Gouges, qui fut le prétexte à un affrontement en règle entre les représentants du puissant lobby des propriétaires coloniaux en France et la Société des amis des Noirs, club co-fondé par Brissot, Condorcet et l'abbé Grégoire. Julie Candeille fut l'ornement des salons constituants, et on la vit aussi bien chez Mme de Lameth où venait Robespierre, que chez Mmes de Villette, Helvétius ou Condorcet.

C'est à cette époque (1791) qu'Adélaïde Labille-Guiard, qui partageait ses idées, fit son portrait. Les pièces pour lesquelles elle était à l'affiche au début de la Révolution eurent un succès considérable, tant au nouveau théâtre des Variétés amusantes de la rue de Richelieu qu'au Théâtre de la République. La Révolution relança véritablement sa carrière et elle se fit de nombreux amis dans les cercles politiques avancés.
On prétend que c'est pour elle que Fabre d'Églantine écrivit la romance Je t'aime tant, mise en musique par Garat. En 1792,

elle était à une fête que les Talma donnaient chez eux rue Chantereine en l'honneur du général Dumouriez, vainqueur de Valmy, lorsque Marat à la tête d'un groupe d'énergumènes armés, se fit bruyamment annoncer. La plupart des convives tels que Antoine-Vincent Arnault ou Pierre Victurnien Vergniaud firent, dès le lendemain, l'objet d'une dénonciation en règle dans l'Ami du peuple. On dit que Julie Candeille était lors l'amie de Vergniaud, qui était devenu le brillant orateur du parti des girondins. Elle fit représenter au Théâtre-Français, en 1792, Catherine ou la Belle fermière, comédie en 3 actes et en prose, qui eut une vogue prodigieuse. Les représentations avaient commencé à l'époque du procès de Louis XVI. Michaud, en a inféré sous la Restauration qu'elle avait joué le rôle de la déesse Raison, ce qu'elle a démenti, preuves à l'appui, mais les frères Goncourt, qui ne sont pas à une inexactitude historique près, ont allégué le contraire.

Compromise par ses amitiés girondines, Julie Candeille fut, malgré sa popularité, inquiétée en 1793. Trop proche de Vergniaud et des Girondins, elle fut l'objet de dénonciations. Une perquisition fut ordonnée à son domicile de la rue Neuve des Mathurins. Mais grâce au député montagnard Julien de Toulouse qui appartenait encore au Comité de sûreté générale, Julie Candeille ne fut pas arrêtée au titre de suspecte.

La citoyenne Simons

Une fois la Terreur terminée, elle se maria sur un coup de tête avec un jeune médecin qui lui plaisait, le citoyen Laroche, dont elle ne porta jamais le nom. En janvier 1795 on la voit occupée à écrire une nouvelle pièce de théâtre. Cette pièce un peu scandaleuse, *La Bayadère ou le Français à Surate*, le succès ne fut pas à la hauteur de ses espérances. En 1797, la comédienne Élise Lange, ancienne protégée et amie de Julie Candeille, épousa l'homme d'affaires Michel Simons, lui-même fils d'un carrossier belge que M^lle^ Candeille avait rencontré en août 1796 à Bruxelles, ville où elle était venue représenter *Catherine ou la belle fermière*. Jean Simons le père n'avait pas été insensible au charme de Julie qu'il épousa à Bruxelles, le 11 février 1798, après qu'elle eut divorcé de Laroche et rompu un engagement au théâtre, ce qui lui valut un procès qu'elle perdit.

Le nouvelle M^me^ Simons mena dès lors une vie luxueuse entre Bruxelles et Paris. Comme beaucoup de parvenus de l'époque, le couple voulut avoir sa *petite maison* qui fut construite à grands frais sur des plans dessinés par Bellanger à la pointe Bellevue, sur l'ancien domaine de Mesdames6. On dit qu'elle voulut seconder son mari dans l'exercice de ses tâches industrielles et que c'est grâce à sa vielle amitié avec Joséphine qu'elle avait connu dans les salons constituants qu'elle obtint la commande de la voiture du sacre de Napoléon. Ce joyau de la technologie du Premier Empire fut détruit avec plusieurs objets du musée Tussaud de Londres lors de l'incendie de 1925. En 1803, elle avait partagé avec son ex-amie M^me^ Lejay, devenue comtesse de Pontécoulant, le soin de faire les honneurs de la ville de Bruxelles au Premier consul et à son épouse. Au début de l'Empire, lorsque la guerre reprit, les affaires de Jean Simons périclitèrent. Son épouse se retira dans son hôtel parisien rue Cérutti, n^o^ 3, et elle donna des récitals de piano dans les soirées aristocratiques de la capitale. Elle devait aussi bénéficier d'une pension que lui versait la nouvelle impératrice Marie-Louise.

La passion pour Girodet

Julie Candeille avait toujours beaucoup d'indulgence pour les jeunes gens, et parmi eux, elle distingua le talentueux peintre Girodet, son cadet de quelques bonnes années, avec lequel elle eut une liaison toute platonique et principalement épistolaire. Fils adoptif du docteur Trioson, Girodet s'était fait connaître en 1793 avec son portrait d'Endymion dans lequel il concourut à mettre au goût du jour l'esthétisation de l'anatomie masculine. Un dessin non localisé de Girodet le représente en double profil avec une Julie Candeille méconnaissable qui semble avoir sacrifié sa longue et blonde chevelure pour une coupe « à la garçonne » avant la lettre. Elle lui adressa des lettres passionnées jouant le rôle d'une complice et amie plutôt que d'une amoureuse transie, comme cela a été avancé. Elle signait « Votre vieille Galathée » et s'offrait à l'occasion comme intermédiaire amoureux puisque, connaissant ses dessins homo-érotiques, elle n'ignorait pas que les goûts de Girodet l'inclinaient vers les autres hommes.

Lorsqu'elle devint veuve, elle tenta quand même sa chance : — Mon ami, lui dit-elle, je suis libre. Je sais que vous avez pensé à moi. Je viens vous offrir ma main. L'autre, éberlué, hésite et cherche une sortie : — Sachez, lui répondit-il, que je suis l'homme le plus violent qui se puisse trouver. Je bats mes domestiques. Il n'y a pas d'excès auxquels je ne sois capable de me livrer. Delescluze, qui raconte cette histoire, ajoute que « la belle Fermière » trouva ces raisons suffisantes pour abandonner son projet.

Elle ne renonça pas pour autant au mariage et jeta son dévolu sur un autre homme fort beau, de trente ans plus jeune qu'elle, Henri Périé de Sénovert, qui accepta. Une fois mariés, ils vécurent d'abord dans le magnifique hôtel de Julie, rue Neuve Saint-Augustin (l'hôtel de Gesvres). Elle était devenue très riche si l'on s'en tient à la seule description de sa chambre : « L'estrade d'ébène incrustée d'argent qui supportait le lit de M^me^ Périé, était placée dans un hémicycle dont chaque panneau contenait une figure peinte, de grandeur naturelle, représentant une des heures de la nuit. Chacune de ces cinq pages poétiques portait un nom illustre : David, Prud'hon, Girodet, Franque, Gérard, Guérin avaient tous signé leur heure. »

Nîmes

Comme on venait de créer le musée de Nîmes, elle intrigua et réussit à faire nommer son mari au poste de conservateur. Ils devaient y vivre neuf ans, y étant logés par un un ami de Julie, Jean Roman, autrefois membre des académies d'Ancien régime et fondateur de la société des Valmusiens qui regroupait des poètes des deux sexes. Elle collabora aux Annales de la Littérature et des arts, organe de la Société des Bonnes lettres, et, pour se faire admettre dans la bonne société catholique et royaliste nîmoise, elle publia une « lettre sur Nîmes et ses environs ».
Jouissant de sa réputation d'ancienne sociétaire de la Comédie française et d'écrivain, elle ouvrit un salon où à la suite du

préfet et de l'évêque se pressèrent les célébrités de la ville et de la région.

En 1827, elle invitait Victor Hugo à venir séjourner et il lui adressait en retour un exemplaire dédicacé de Bug-Jargal. À plus de soixante ans, elle était toujours séduisante avec ses beaux cheveux blonds et ses yeux noirs, le sourire aimable et l'air distingué. En 1832, elle annonçait à son ami Charles Nodier qu'elle désirait revenir à Paris. Éprouvée dans ses intérêts, elle subit les premières atteintes de la maladie. Périé meurt brusquement en 1833. Elle-même est frappée d'une attaque d'apoplexie. Découragée, elle demande à Nodier de la rapatrier dans une maison de santé parisienne où elle meurt le 3 février 1834.

CANNING George

Londres 11 avril 1770 - 8 août 1827.



Homme d'État britannique, né à Londres. Élevé à Londres par un oncle négociant en vins, les dépenses de son éducation sont couvertes par le revenu d'une petite propriété en Irlande. Il va d'abord à l'école de Hyde-Abbey, près de Winchester, puis à Eton, puis en 1788 à Oxford. Il publia, dès l'âge de 16 ans, le *Microcosme*, journal littéraire plein de goût et de fine raillerie, entra en 1793 à la Chambre des communes, où il se fit bientôt remarquer par son éloquence; devint le séide aveugle du Premier ministre William Pitt le Jeune, qui le fit nommer sous-secrétaire d'État en 1796.

En 1799, il soutient, avec Pitt, le principe de l'abolition de la traite des Noirs. Pitt la voulait parce qu'il y voyait la ruine des colonies françaises. Ensuite, il se manifeste pour la liberté du culte pour les catholiques irlandais.

Ce problème épineux est simultanément la carotte et le bâton de George Canning, il s'en sert tour à tour de moyen de chantage pour accéder ou rester au ministère, ou pour entretenir l'espoir des Irlandais et son électorat ; mais il sait très bien qu'un forte majorité se dégage contre, malgré les promesses qui avaient été faites à l'époque de l'Union. En 1799, toujours, il est nommé un des commissaires pour la direction des affaires de l'Inde. Le 8 juillet 1800, il épouse la plus jeune des filles du général John Scott de Balcomie, qui s'est prodigieusement enrichi dans les Indes orientales. La chute du ministère, en 1801, amène pour Canning la fin de tous ses emplois.

En 1802, il reparaît au parlement comme représentant du bourg irlandais de Tralee. Il siège dans l'opposition. En mai 1804, Pitt rentre au ministère, et nomme Canning de trésorier à la Marine. En janvier 1806, Pitt meurt et le nouveau ministère de coalition, Fox, lord Sudmouth, lord Grenville, écarte à nouveau Canning qui déclare : « Ma fidélité politique est ensevelie dans la tombe de M. Pitt » et retourne siéger dans l'opposition. Fox meurt en septembre 1806.

Dans le nouveau cabinet du duc de Portland, il devint ministre des Affaires étrangères en 1807. En avril 1807, la question irlandaise est remise à l'ordre du jour et sera comme de coutume rejetée. Partisan de la guerre à outrance contre Napoléon Ier, souilla son administration par l'inique bombardement de Copenhague. Dans le même gouvernement, Lord Castlereagh est ministre de la Guerre. Les deux hommes, qui se méprisent se battent en duel et pour ce fait, sont « démissionnés » du ministère en 1809. Il resta quelque temps éloigné du gouvernement.

Le 22 juin 1812, Canning, qui n'est plus ministre, remet sur le tapis la question irlandaise et le cabinet renoue les relations avec lui. Il se défausse de la question irlandais sur son « vénérable collègue », M. Grattan, qui possède, dit-il, beaucoup plus de talent que lui pour la faire triompher. L'ajournement de la question l'emporte une fois de plus. En 1814, il est nommé ambassadeur extraordinaire au Portugal, poste duquel il démissionne fin 1815. En 1816, il se rabiboche avec son ancien ennemi Castlereagh et est nommé plénipotentiaire près la République helvétique. En juillet 1817, de retour au Royaume-Uni, et au cabinet, il est président du bureau des Indes. En 1819, il est contre la formation d'un comité pour l'examen du numéraire en circulation; contre une réforme parlementaire, contre la révision des lois pénales; mais pour de nouvelles taxes. Démissionnaire en 1820, il reparaît à la chambre en 1821, et reparle de la question irlandaise. Il est nommé gouverneur général de l'Inde. Canning se hâte lentement de faire ses bagages lorsque Castlereagh se suicide le 12 août 1822. Canning déclare publiquement à Liverpool, que vu les circonstances, la question irlandaise n'était plus d'actualité, moyennant quoi George IV du Royaume-Uni en fait son ministre des Affaires étrangères en 1822. George IV aurait demandé à Canning de suivre la même ligne que son prédécesseur, ce à quoi le nouveau ministre des Affaires étrangères aurait répondu : « Mais, Sire, il s'est tué ».

Il s'oppose à une motion de M. Buxton pour l'abolition de l'esclavage dans les colonies d'Amérique, et propose trois résolutions qui, repoussent le principe de l'affranchissement subit, pour une amélioration graduelle. Dans son discours il présente le christianisme comme parfaitement compatible avec le principe de l'esclavage, et prétend que la doctrine du Christ n'a contribué en rien à éteindre cette plaie du monde romain; ensuite la question catholique est réenfourchée à laquelle sir Francis Burdett conclut de supprimer « cette comédie annuelle qui consiste à former en faveur des catholiques des demandes qu'on était certain de voir rejeter ».

En 1824, le Royaume-Uni, de façon officieuse soutient la Grèce contre l'Empire ottoman. En 1825, Canning se donne une image de libéral en étant pour la reconnaissance immédiates des anciennes colonies espagnoles qui ayant déclaré leur indépendance, sont devenus des États, avec lesquels il est bénéfique pour le Royaume-Uni de commercer. Canning est devenu membre de la Royal Society le 12 janvier 1826.
Le 19 mai 1826, il s'oppose à une motion tendant à l'amélioration du sort des esclaves. « Le principe, dit-il, est juste, mais

les mesures sont prématurées : aller trop vite, c'est risquer de manquer son but; y tendre lentement, c'est le moyen de rendre le succès certain ». Le 6 juillet 1826, Canning signe avec la France et la Russie un traité qui tend à réconcilier la Turquie et la Grèce, et, en cas de refus, de mettre fin à la querelle par les armes. Le 11 décembre 1826 Canning déclare que le gouvernement britannique honorera ses engagements, si le Portugal le demande, et soutiendra la constitution portugaise par des secours militaires. À la mort en 1826 de son ami Wyld négociant, il prend sous sa protection son fils William Wyld auquel il obtient le poste de secrétaire du Consulat britannique à Calais. Son protégé deviendra un célèbre peintre orientaliste. Le 12 avril 1827, Canning remplace Lord Liverpool, depuis longtemps malade, au poste de Premier commissaire du Trésor, équivalent à celui de Premier ministre. Tous les ministres démissionnent et il forme un nouveau gouvernement avec ses ennemis politiques de la veille. Il se montra plus favorable qu'auparavant aux idées libérales, s'unit aux whigs, appuya l'émancipation des catholiques d'Irlande, détacha son pays de la Sainte-Alliance, et prépara l'indépendance de la Grèce. Il mourut d'une pneumonie, au milieu de ses travaux trois mois plus tard.

Il avait cultivé la poésie avec succès dans sa jeunesse; son poème de *l'Esclavage de la Grèce* révèle une imagination brillante en même temps qu'un vif amour de la liberté.

Distinction posthume

Une médaille de F. Galle laudative, frappée en France, à l'honneur de Canning, contient d'un côté : « Liberté civile et religieuse dans tout l'univers » ; de l'autre : « Au nom des peuples, les Français à George Canning ».

CARDON Antoine Alexandre

Bruxelles 1739 - 1822

Peintre et graveur bruxellois, né autrichien comme habitant des Pays-Bas, il devint tour à tour Français, et Néerlandais, au gré des changements de souveraineté et brilla dans les arts en chacun de ces régimes. Antoine Cardon a longtemps habité rue du Persil, près de la place Saint-Michel (actuelle place des Martyrs). Il fut à Bruxelles l'élève de Hyacinthe de La Pegna, peintre de l'impératrice Marie-Thérèse, et suivit un moment son maître à Vienne. Grâce à la protection de Charles de Cobenzl, ministre plénipotentiaire de Marie-Thérèse à Bruxelles, il devint pensionnaire du gouvernement et séjourna à Rome et à Naples. Rappelé à Bruxelles par Cobenzl, il y devint professeur à l'Académie et fit en cette ville une brillante carrière de peintre, portraitiste et surtout de graveur. Il figure en 1803 parmi les membres fondateurs de la Société de peinture, sculpture et architecture de Bruxelles, dont il fut le trésorier. En 1810 il fonda à Bruxelles, avec Antoine Brice, une association d'artistes et d'amateurs d'art. nEn 1822, le roi Guillaume II des Pays-Bas le nomma membre de l'Institut royal des Pays-Bas.

Il fut un membre très enthousiaste de la franc-maçonnerie, qui avait alors un immense succès dans la haute société des Pays-Bas autrichiens, et son nom figure parmi les premiers initiés de la loge de l'Union (troisième loge de Bruxelles, n° 9, inscrit aux tableaux de 1783 et de 1786). Il grava de nombreux diplômes et emblèmes destinés à la maçonnerie.

Antoine Cardon est le père du graveur Antoine Cardon le Jeune ou Antony Cardon (1772-1813) qui s'établit en Angleterre en 1793 et mourut à Londres ainsi que du dessinateur Philippe Cardon.

CARDUCCI Giosuè

Valdicastello Pietrasanta, Toscane 1835 – Bologne 1907



Né de Michele Carducci, médecin du service de santé, et d'Ildegonda Celli, Giosuè Carducci tenait de son père, soupçonné d'être un sympathisant de la Carboneria (Charbonnerie), le caractère fier, la fougue obstinée et une impulsivité qui finissait souvent en colère, mais aussi le courage, l'abnégation et un sens civique empreint de droiture et d'honnêteté. Il étudie chez les pères Scolpi, est admis gratuitement à l'Ecole normale de Pise et obtient son diplôme de Lettres et de Philosophie en 1850. Il commence en même temps une carrière d'enseignant, de poète et de prosateur mais perd cette année là son frère Dante, mort dans des circonstances mystérieuses après une dispute avec son père. Quelques mois plus tard, son père meurt aussi et, seul avec peu de moyens, Carducci doit subvenir à l'entretien de sa mère et de son frère cadet Valfredo. Quelques mois plus tard il épouse sa cousine Elvira Menicotti qui lui donne quatre enfants.

Sa réputation de poète, liée à son recueil *Juvenilia*, ses premières polémiques littéraires et sa collaboration avec l'éditeur florentin Barbera invitent le ministre de Instruction publique Terenzio Mamiani à lui confier la chaire de Littérature italienne de l'Université de Bologne. Il y reste toute sa vie, déclinant toutes les offres des autres universités. La période la plus intense et la plus féconde de sa production poétique et littéraire commence en 1860 et coïncide avec sa participation passionnée à la vie politique du pays. Carducci devient en effet le poète officiel de la Nation. Il aime et étudie les auteurs classiques, de Vigile à Horace.

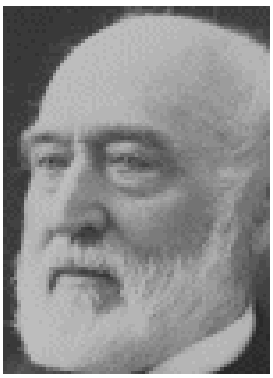
Toute sa poésie est empreinte de nostalgie pour les aspects héroïques de ce monde, qui revivaient dans les éléments de la Révolution française et du Risorgimento. Il intègre les nouvelles idées de liberté et de justice que Parini, Alfieri et Monti avaient diffusées à la fin du siècle précédent. Jeune, il est un ardent défendeur de Garibaldi, puis il devient un admirateur de Crispi et de sa politique autoritaire. Il est aussi un fidèle ami du Grand Maître Lemmi. Devenu vigoureusement anticlérical après les déceptions de 1848 et les conflits qui résultent de la *Question romaine* mais sans être anti religieux, sa poésie est empreinte d'une religiosité laïque liée aux thèmes de l'amour, de la souffrance et de la mort. Son « *Hymne à Satan »*, publié à Pista en 1865 sous le pseudonyme d'Enotrio Romano, est célèbre et republié le jour de l'ouverture du concile Vatican I, en 12869. Républicain convaincu, il finit par accepter la monarchie comme un instrument nécessaire à l'unité italienne.

La date et le lieu de son initiation à la franc-maçonnerie ne sont pas connus et, pour certains, Carducci fut initié

dans la loge « *Galvani* » de Bologne, alors que pour d'autres il le fut dans la loge « *Severa* » qu'il quitte peu après. En 1866, la loge « *Felsinea* » se constitue à Bologne et Carducci devient Secrétaire. La liste originelle des membres de cette loge contenait trente-six frères, parmi lesquels onze étaient professeurs d'université, dix officiers dans l'armée et cinq médecins. Huit frères de cette loge devinrent députés et cinq sénateurs. « *Felsinea* » est supprimée par le Grand Orient d'Italie l'année suivante, lorsqu'elle décide d'adhérer au Rite Symbolique de Milan d'Ausonio Franchi, un groupe dissident. Carducci est aussi, en avril 1886, affilié à la loge « *Propaganda Massonica* » de Rome (matricule 7280), fondée en mars 1877 par le Grand Maître Guiseppe Mazzoni, qui en était aussi le vénérable, pour regrouper à Rome les frères autorisés qui ne pouvaient pas fréquenter régulièrement leurs loges respectives. En 1888, il est élevé au 33° du Rite Ecossais Ancien et Accepté. En 1890, il est nommé Sénateur du Royaume pour ses mérites littéraires et, en 1906, on lui remet le prix Nobel de littérature. Il meurt à Bologne dans la nuit du 16 février 1907. Sa maison est déclarée monument national.

CARNOT Lazare

Saint-Omer (Pas-de-Calais) 6 avril 1801 - Paris 16 mars 1888.



Hippolyte Carnot est le fils cadet de Lazare Carnot dit le *Grand Carnot*. Mathématicien et ingénieur brillant, élève de Gaspard Monge, auteur d'un *Essai sur les machines en général* (1754), Lazare Carnot a également été soldat, meneur d'hommes et patriote. Il fut élu à l'Assemblée constituante de 1789 puis à la Convention, et vota la mort du roi Louis XVI. Pendant les guerres de la Révolution française, au sein du Comité de Salut Public, il est l'organisateur de la Victoire de l'an II. En août 1807 Lazare Carnot, rendu à la vie privée par la suppression du Tribunat, décide de s'occuper lui-même de l'éducation de ses deux fils, vivant l'hiver à Paris dans leur appartement du quartier des Marais, l'été dans leur propriété de Presles, auprès de La Ferté-Alais. Comme son frère, Hippolyte acquiert, en plus d'une solide formation morale et d'une excellente éducation classique, des connaissances en mathématiques, physique et mécanique.

En octobre 1815, après la défaite de Napoléon, Lazare Carnot est exilé en Belgique, puis en Pologne, enfin à Magdebourg où il s'installa définitivement en novembre 1816 avec son jeune fils Hippolyte qui vivra ainsi plusieurs années auprès de son père exilé. Par application de la loi du 10 mars 1818 sur le recrutement de l'armée, Hippolyte avait été en 1822 exempté du contingent en raison de l'activité militaire de son frère et à la suite de l'intervention de celui-ci auprès de la mairie du 8e arrondissement. Après la mort de Lazare il vint rejoindre Sadi à Paris et partage avec lui l'héritage paternel. Au début de son séjour dans la capitale il loge dans l'appartement de la rue du Parc-Royal et se met à fréquenter de jeunes avocats ou publicistes de tendance libérale.

Les débuts de la carrière d'Hippolyte Carnot

Plus enthousiaste que son frère malgré une froideur apparente, Hippolyte fréquente grâce à ses relations chez les jeunes avocats tous ceux qui aspirent à renverser les Bourbons et à améliorer l'ordre social. Animé par l'idéal républicain transmis par son père, il s'emploie à diffuser les thèses libérales. Doté d'un solide bon sens, il répugne à l'action violente encore prônée par des groupuscules, car il sent qu'elle provoquerait de sévères mesures de répression 1. Le 13 décembre 1824 il se fait admettre à la *Société de la Morale Chrétienne*, fondée en 1821 par Guizot pour faire pièce à la Congrégation ; dès 1826 il y fait partie du Comité des prisons et du Comité de charité et de bienfaisance. Il s'exerce à l'art de bien dire à la *Société de Littérature et de Morale*, qui groupe surtout de jeunes avocats dans ses réunions rue des Poitevins et où il fait la connaissance de Laurent de l'Ardèche. En avril 1826 il suit les trois premiers cours de philosophie positive, qu'Auguste Comte (X 1814) donne en son appartement de la rue du Faubourg-Montmartre, mais qu'il doit interrompre à la suite d'une crise de délire général. Il sera alors interné dans la maison du docteur aliéniste Esquirol qui accueillera plus tard son frère Sadi. Hippolyte croit trouver avec Laurent un doctrine de progrès à l'Ordre du Temple, mais tous deux avec seize autres libéraux prennent congé le 12 juillet 1827, lorsqu'ils s'aperçoivent de leur méprise.

Le rétablissement de la censure par Villèle le 24 juin 1827 amène les rédacteurs du *Globe* à réunir toutes les fractions de l'opinion libérale dans une organisation légale qui pourra suppléer au silence forcé des journaux par l'édition de brochures. Cette organisation, c'est la société Aide- toi, le ciel t'aidera, présidée par Guizot dès sa fondation en août 1827 et à laquelle Hippolyte adhère. En 1828 il entre au comité de la société lorsque le groupe du *Globe* se retire. Entraîné par Laurent chez les saint-simoniens, Hippolyte en reçoit quelques-uns dans son appartement 26, rue des Saints-Pères, s'enthousiasme pour la nouvelle doctrine et collabore à la rédaction de son exposition. Il collabora pendant plusieurs années au journal *Le Producteur*, avec Enfantin, principal propagateur de cette doctrine.

A la loge des Trinosophes, il rencontre le littérateur Hippolyte Auger, qui obtient son appui financier pour faire imprimer sur les presses d'Honoré Balzac une revue, *le Gymnase, recueil de morale et de littérature*, dont le premier cahier paraît le 8 mai 1828. Ce sont en définitive son tempérament généreux (les saint-simoniens répudient l'héritage illimité), son dynamisme, son sens pratique et son aisance pécuniaire qui font d'Hippolyte Carnot une personnalité marquante dans la jeunesse libérale de la capitale. Il était par ailleurs franc-maçon et avait été initié dans la loge *Les Amis Incorruptibles* en 1840.

La carrière de ministre d'État

Ministre de l'Instruction publique en 1848, Carnot fonda l'École d'administration destinée à préparer les administrateurs gouvernementaux ; elle fut de courte durée mais l'idée en fut reprise pour l'École nationale d'administration.
Il introduisit la méthode de Lancaster dans beaucoup d'écoles (cours du soir, supports d'adultes et petites bibliothèques). Il

accrut les salaires des professeurs des écoles, auxquels il demandait « d'enseigner aux enfants les vertus de la République démocratique. Son projet de loi le plus célèbre fut soumis à l'Assemblée le 30 juin. Supplantées par la loi Falloux de 1850, plusieurs de ses propositions furent néanmoins reprises postérieurement (loi Falloux et surtout Ferry en 1880).

Le premier, il rendait obligatoire et gratuite l'instruction primaire pour les deux sexes « de sorte que les citoyens puissent correctement exercer le suffrage universel et supprimer les distinctions entre riches et dans les établissements publics. » Les professeurs recevraient trois ans de formation dans une école normale gratuite mais, en contrepartie, seraient obligés d'enseigner pendant dix ans, avec un salaire minimum garanti de 600 à 1 200 francs pour les hommes et de 500 à 1 000 francs pour des femmes. En dépit des exhortations du corps enseignant décidé « à dispenser un catéchisme républicain », le projet de Carnot n'avait pas prévu d'étendre le monopole d'État et incluait même une disposition garantissant la liberté de l'éducation. Défait aux sénatoriales de 1849, Carnot regagna son siège dans une élection partielle en 1850 et fut l'un des députés qui s'opposa au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851. Il démissionna après avoir refusé le serment de fidélité à Louis-Napoléon. De nouveau sénateur en 1875, il fut élu membre de l'Académie des sciences morales et politiques en 1881.

CASANOVA Giovanni **Jacopo de Seingalt** Venise 1725 – Dux 1798.



Le célèbre aventurier italien est surtout connu pour des mémoires sulfureux (*Histoire de ma vie*), dont le destin posthume fut aussi une aventure, puisqu'il fallut attendre les années 1960-1962 pour en connaître la version intégrale. Mais on lui doit aussi divers textes qui ne manquent pas d'intérêt, dont un roman utopique publié à Prague en 1788 (*Isocaméron ou Histoire d'Edouard et d'Elisabeth qui passèrent quatre-vingt ans chez les Mégamicres*). Homme de son siècle, Casanova a parcouru l'Europe dans tous les sens et rencontré les meilleurs esprits du temps.

Comme beaucoup de ses contemporains, il se fit franc-maçon. Quand et où fut-il reçu en loge ? On ne dispose que du témoignage de Casanova lui-même :

« *Un respectable personnage que j'ai connu chez M. de Rochebaron, me procura la grâce d'être admis parmi ceux qui voient la lumière. Je suis devenu franc-maçon apprenti. Deux mois après j'ai reçu le second grade et, quelques mois après le troisième qui est la maîtrise. C'est le suprême. Tous les autres titres que dans la suite du temps on m'a fait prendre sont des inventions agréables, qui quoique symboliques n'ajoutent rien à la dignité de maître* ».

On peut conjecturer que Casanova à Lyon en 1750 ; fin avril, il devient compagnon à Paris dans la loge du comte de Clermont ; enfin, début 1751, il est exalté à la maîtrise. La rapidité des augmentations de salaire ne doit pas surprendre et fait partie des usages du temps, puisque alors la franc-maçonnerie n'était pas considérée comme une société « initiatique », mais d'abord comme une forme originale de sociabilisassion rassemblant des élites – ce que Casanova explique avec un certain cynisme dans ses mémoires :
« ***Tout jeune homme qui voyage, qui veut connaître le grand monde, qui ne veut pas se trouver inférieur et exclu de la compagnie de ses égaux dans le temps où nous sommes, doit se faire initier dans ce qu'on appelle la franc-maçonnerie, quand ce ne serait que pour savoir au moins superficiellement ce que c'est*** ».

L'appartenance à une loge constitue donc un laissez-passer international, dont on a la preuve que Casanova a usé et abusé : à Amsterdam, fin 1759, quand il est reçu dans la loge des diamantaires (« *La Bien Aimée* »), mais aussi à Vienne, en 1783, quand il rencontre Da Ponte et participe à la rédaction du livret de *Don Giovanni*, à Paris où il se lie avec Benjamin Franklin… Finalement, on sait qu'il mourra à Dux, chez le frère comte de Waldstein qui l'avait recueilli… Ajoutons que la plupart des souscripteurs de son Isocaméron étaient des francs-maçons, de sorte que son œuvre donne une idée exacte des réseaux maçonniques qui s'étaient tissés dans l'Europe des Lumières, même si Casanova ne figure pas parmi les esprits les plus éclairés de son temps (le prince Charles-Joseph de Ligne disait plaisamment de lui : « *il n'y a que ses comédies qui ne soient pas comiques ; il n'y a que ses ouvrages philosophiques où il n'y ait pas de philosophie : tous les autres en sont remplis* »).

Il reste que son œuvre, parfois pesante, doit se lire comme un document, un témoignage, dont la maçonnerie reste, après le libertinage, l'index le plus voyant. Ch.P.

CASSINI **César François** Thury-sous-Clermont 17 juin 1714 - Paris 4 septembre 1784.



Directeur de l'Observatoire de Paris créé par son père.
Il fut surtout l'initiateur de la Carte de France en 180 feuilles.
Franc-Maçon de la Loge "*La Philosophie*", Paris 1779.

Biographie
Il est le second fils de Jacques Cassini et de Suzanne Françoise Charpentier de Charmois. Élevé par son grand-oncle Jacques-Philippe Maraldi, il montre très tôt des dons pour l'astronomie. Sa carrière scientifique s'engage au moment du débat des cartésiens contre les newtoniens, concernant la forme de la Terre. Il entre à l'Académie des sciences comme adjoint astronome surnuméraire en 1735, adjoint astronome en 1741, puis pensionnaire astronome en 1745.
Il épouse en 1747 Charlotte Drouin de Vandeuil, dont il a deux enfants, Jean-Dominique

(Cassini IV), qui lui succèdera à l'Observatoire, et Françoise Elisabeth. Il est par ailleurs maître ordinaire à la Chambre des comptes et conseiller du roi, membre étranger de la Royal Society et de l'Académie de Berlin. Comme tous les Cassini, il habite le même appartement du premier étage de l'Observatoire de Paris et obtient que ce droit devienne héréditaire. Ses travaux astronomiques ne sont pas restés dans l'histoire des sciences. Cassini III fut avant tout un cartographe de grand talent. Sa carte de France est un des classiques du genre. Il corrigea la méridienne qui passe par l'Observatoire et fut chargé de la description géométrique de la France. Le fruit de ses travaux fut cette belle carte de la France, composée de 180 feuilles, qui fut publiée au nom de l'Académie des sciences de 1744 à 1793, et qui offrait la représentation la plus fidèle du pays, sur une échelle d'une ligne pour 100 toises. César Cassini n'ayant pu achever cette vaste entreprise, son fils Jean-Dominique Cassini fut chargé de la terminer.

CAULAINCOURT comte **Gabriel Louis** Leschelles 15 novembre 1749 - Paris 27 octobre 1808.

Gabriel Louis, 4e marquis de Caulaincourt Militaire et homme politique français des XVIIIe et XIXe siècles. Maréchal de camp, comte d'Empire. Son fils, Armand, Auguste, Louis de C., duc de Vicence, général de division, fut ambassadeur en Russie. Grand Officier d'Honneur du Grand Orient.
Il appartient à la Loge Les Amis Réunis, à Paris.

Il nait à Leschelles (aujourd'hui dans le département de l'Aisne), dans une illustre famille de Picardie. Il suit la carrière militaire et s'y distingue. Il est fait Chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis le 14 janvier 1772. Le 5 décembre 1781, il est Brigadier d'Infanterie.

Du 9 mars 1788 au 1er février 1792, il est maréchal de camp et gouverneur militaire de l'Artois.
Il parvient au grade de lieutenant-général le 1er février 1792 (équivalent au grade actuel de général) et est affecté à l'armée du Nord. Il prend alors son fils Armand Augustin Louis de Caulaincourt pour aide de camp. Le 22 mai 1792, il est porté démissionnaire. Destitué en tant qu' *ancien noble*, il quitte l'armée. Il ne recouvre son grade (et la retraite associée) que le 8 février 1795, après la Terreur. Le 5 novembre 1804 (14 brumaire an XII), il devient membre de la Légion d'honneur. Le 1er février 1805 (12 pluviose an XIII), Napoléon le nomme au Sénat conservateur, où il se montre un dévoué serviteur de l'empereur. Il est fait comte de l'Empire le 24 avril 1808, quelques mois avant sa mort survenue le 27 octobre 1808 à Paris. Il est inhumé au Panthéon.
Il était le père d'Armand Augustin Louis marquis de Caulaincourt, le ministre et général de Napoléon.

CAVOUR Comte dit **Camillo** Turin 10 août 1810 - 6 juin 1861



Fondateur de l'unité italienne, il en devint le premier chef de gouvernement en 1861.
Franc-Maçon, ses activités maçonniques se restreignirent à son Piémont natal.

Deuxième fils de Michel de Cavour et d'Agnès Sellon, il naît à Turin, pendant l'occupation française, dans une famille de la noblesse piémontaise, d'ascendance savoyarde. Sa grand-mère paternelle, Philippine de Sales, (1761-1849) est l'arrière-petite-nièce de Saint François de Sales. Prénommé Camille, il est le filleul du prince et de la princesse Borghese. Il passa l'essentiel de sa vie au Palais Cavour, à Turin et sa langue maternelle resta le français, Cavour n'utilisant l'italien que dans sa vie publique. Il est d'abord éduqué par un précepteur, l'abbé Frezet, puis il entre à l'académie militaire de Turin.

Nommé à seize ans page du prince de Carignan grâce aux relations de son père, il vit ce qui est censé être un honneur comme une servitude. En février 1827, il est nommé lieutenant du génie à Turin. En 1828, il participe à des travaux de fortification dans les Alpes (Vintimille, Exiles, l'Esseillon. En 1830, il espère que la révolution de Juillet, en France, va inciter à la libéralisation du royaume de Piémont-Sardaigne. Envoyé au fort de Bard, dans la Vallée d'Aoste, en raison de ses opinions politiques, il y démissionne de l'armée le 12 novembre 1831 et se consacre à la gestion du domaine de Grinzane, qui appartient à son père. Il est élu maire de la commune de Grinzane, aujourd'hui Grinzane Cavour.

Au premier semestre de 1835, il effectue un voyage de cinq mois pour visiter Paris, Londres, où il rencontre Alexis de Tocqueville, la Belgique, l'Allemagne et la Suisse. Il y conforte son intérêt pour la démocratie parlementaire et la modernité, notamment les premiers chemins de fer. À son retour, il devient régisseur du domaine de son père, à Leri. En 1837, il effectue un nouveau voyage à Genève, Lyon et Paris, où il rencontre le roi Louis-Philippe, pour liquider la succession de son oncle Clermont-Tonnerre. Il retourne à Paris et à Londres en 1840, où il suit les progrès du parlementarisme et des chemins de fer. En novembre 1846, il est le principal actionnaire de la société du premier chemin de fer piémontais, qui relie Turin à Gênes.

L'homme politique
En 1847, il crée un *parti patriote modéré*, qui prône l'unité de l'Italie, sous la forme d'une monarchie constitutionnelle, soutenue par son journal, le *Risorgimento*. Le 8 février 1848, le roi Charles-Albert promulgue une constitution libérale, comparable à celle de la Monarchie de Juillet en France, et, le 15 mars, lance le Piémont dans la guerre contre l'Empire d'Autriche, pour libérer la Lombardie.

Battu à Novare, le 23 mars 1849, il cède le trône à son fils Victor-Emmanuel II. Le 26 juin 1848, Cavour est élu député de Turin au parlement. La chambre est dissoute le 20 novembre 1849, mais il est réélu le 9 décembre 1849.
Le 11 octobre 1850, Cavour devient ministre du commerce, de l'agriculture, et de la marine. Pendant l'été, il entreprend un

voyage à Londres, où il rencontre Disraeli, puis à Paris, où il rencontre Louis-Napoléon Bonaparte. Le 2 novembre 1852, il est nommé président du conseil (premier ministre) du royaume de Piémont-Sardaigne. En novembre 1853, il organise une rencontre à Paris entre Victor-Emmanuel et Napoléon III, puis à Londres, avec la reine Victoria. Au printemps 1854, il convainc le parlement d'envoyer des troupes pour soutenir la France et le Royaume-Uni dans la guerre de Crimée. La participation sarde à cette guerre lui permettra d'avoir voix au chapitre au congrès de Paris de 1856, pour d'aborder la « question italienne ». La même année, Cavour ajoute les affaires étrangères à ses autres portefeuilles ministériels. En 1857, il fait entreprendre les travaux du tunnel du Mont-Cenis, qui doit permettre au chemin de fer de relier Lyon à Turin.

L'homme de l'unité italienne

Article détaillé : deuxième guerre d'indépendance italienne. Le 21 juillet 1858, Cavour rencontre Napoléon III, en cure à Plombières-les-Bains dans le département français des Vosges. Lors de cette entrevue secrète, Napoléon III accepte d'aider le Piémont-Sardaigne à unifier l'Italie (mouvement du Risorgimento), à condition que le pape reste maître de Rome et que le comté de Nice et la Savoie soient cédés à la France. La guerre contre l'Autriche a lieu en 1859. L'armée franco-piémontaise est victorieuse à Magenta, le 4 juin et à Solferino, le 24 juin. Le 11 juillet, l'armistice de Villafranca, négociée entre Napoléon III et François-Joseph, permet la création d'un Royaume de Haute Italie, qui, outre le royaume de Piémont-Sardaigne, comprend la Lombardie. Déçu de l'arrêt porté à l'unification de l'Italie par une paix qu'il juge trop rapide, Cavour quitte le gouvernement, mais reviendra en 1860, en tant que président du conseil. Au printemps 1860, les parlements de Toscane, de Parme, de Bologne, de Modène et d'Émilie- Romagne demandent leur rattachement au nouveau royaume. Le 24 mars, Turin cède Nice et la Savoie à la France, sous réserve d'approbation des populations concernées. En mai 1861, Garibaldi conquiert le Royaume des Deux-Siciles et le remet au roi d'Italie en novembre. Cavour meurt le 6 juin 1861, d'une crise de paludisme. À cette date, il ne manque à l'Italie que Venise et Rome pour être totalement unifiée. Wikipédia

CERNEAU Joseph

Villeblevin 1763 – 1846 ?

Il nait en 1763, à Villeblevin, dans l'Yonne, dans une famille sinon aisée du moins bien établie puisque son père Etienne était Directeur de l'Ecole Primaire, ce qui le plaçait haut dans la hiérarchie des notables locaux. L'on connaît le nom de sa mère, Félicité née Gâteau, mais l'on ignore tout de sa jeunesse. Cette même année 1763, Etienne Morin qui avait collaboré aux *Constitutions de Bordeaux* quelques mois plus tôt, débarquait à Saint-Domingue, chargé d'exporter les hauts-grades. Leurs destins maçonniques se croiseront sans pour autant jamais se rencontrer, puisque Joseph Cerneau avait 8 ans lorsque le promoteur de *l'Ordre du Royal Secret* rejoignit l'Orient Éternel.



Le rôle important joué par Joseph Cerneau dans l'histoire du Rite Ecossais Ancien et Accepté n'est pas encore aujourd'hui défini avec précision. En 1801, sur le tableau de la « *Réunion des Cœurs Franco-Américains* », constituée en 1789 à Port-au-Prince par la Grande Loge de Pennsylvanie avec le n°47, loge dont le vénérable maître est alors le notaire Germain Hacquet, Joseph Cerneau est garde des sceaux et archiviste de la loge, marchand orfèvre de profession. Lorsque la loge de Pennsylvanie fonde une Grande Loge Provinciale pour Saint-Domingue en janvier 1802, il y occupe les fonctions de Second Grand Surveillant.

Deux ans plus tard, réfugié à Cuba, il adresse à la Grande Loge de Pennsylvanie une pétition pour créer la loge « Le Temple des Vertus Théologales » à La Havane, qui reçoit le n°103, et dont il est vénérable fondateur.

Le 15 juillet 1806, à Baracoa, Antoine Mathieu-Dupotet le crée « Député Grand Inspecteur pour la partie du nord de l'Isle de Cuba » et lui remet une patente à cet effet. Une lettre de sa loge, lue à Philadelphie en janvier 1807 devant la Grande Loge, fait son éloge et explique qu'à la suite des dénonciations de frères indignes, Joseph Cerneau et sa famille ont été expulsés de Cuba. Arrivé à New York en novembre 1806, Cerneau s'y lie d'amitié avec John W. Mulligan (1768-1862), futur Grand Trésorier (1814) et député Grand Maître (1820) de la Grande Loge de New York, et fonde avec lui plusieurs ateliers dont un Grand Consistoire en octobre 1807 et un Grand Conseil, « De la Très Sainte Trinité », le 28 octobre 1808, lequel annonce sa création dans une lettre lue le 7 décembre suivant à la Grande Loge de New York. Dans le *New York City Directory* de 1809-1810, Cerneau est porté comme Grand Inspecteur Général, ancien Grand Commandeur et membre de ce Souverain Grand Conseil de Princes du Royal Secret. Le 2 janvier 1810, il devient membre de la « *Washington Lodge* n°21 » (Grande Loge de New York) à laquelle il appartiendra jusqu'à son retour en France. Deux jours plus tard, un imprimé anonyme attaquant Cerneau avec violence est publié à Philadelphie.

Le 25 mai 1802, dans des circonstances aussi obscures que celles qui présidèrent à la fondation du Suprême Conseil de Charleston en 1801, Cerneau ouvre un Suprême Conseil à New York. Le 4 décembre suivant, un député de ce Suprême Conseil forme le Grand Consistoire de Louisiane à la Nouvelle Orléans. Le 14 décembre 1813, une rencontre a lieu à New York entre Joseph Cerneau et Emmanuel de la Motta, membre du Suprême Conseil de Charleston (Dalcho). Elle se termine par une fin de non recevoir réciproque, chacun des protagonistes refusant de reconnaître l'autorité de l'autre, et donne naissance à une polémique dans la presse new-yorkaise. En janvier 1813, La Motta déclare expulser Cerneau de la franc-maçonnerie avec l'approbation du Suprême Conseil de Charleston. Mais il n'est nullement établi que la fondation d'un Suprême Conseil à New York par La Motta ait alors reçu la même approbation, ni même qu'elle ait été portée à la connaissance du Suprême Conseil de Charleston.

Pendant les années suivantes, le Suprême Conseil (Grand Consistoire) de Cerneau crée de nombreux ateliers aux

Etats-Unis alors que le Suprême Conseil de Charleston et celui de La Motta (New York) n'en fondent aucun. Germain Hacquet est son représentant auprès du Suprême Conseil de France en 1811, auprès du Suprême Conseil du Grand Orient de France en 1816. La confusion est à son comble lorsque le Grand Commandeur Dalcho, au mois de décembre 1821, propose à Cerneau de partager le territoire des Etats-Unis entre leurs Suprêmes Conseils respectifs.

En 1826, les ateliers de hauts grades, fondés à Charleston par Cerneau, avaient à leur tête le Grand Maître et l'ancien Grand Maître de la Grande Loge de Caroline du Sud. Au mois de novembre 1827, Joseph Cerneau retourne en France, muni d'un document, qui a été découvert et publié en 1998, dans lequel ses frères new-yorkais lui expriment leur reconnaissance. En 1841 et 1842, il recevait un secours financier du Grand Orient de France. Son certificat de membre d'honneur de la Grande Loge de Cuba porte trois visas de loges qu'il visita en France, dont le dernier fut apposé le 28 juin 1846 par les « *Cœurs Unis* » à l'Orient de Melun. Le caractère et l'activité maçonnique de Joseph Cerneau ont été l'objet de violentes attaques depuis plus d'un siècle. Mais l'historien de la Washington Lodge écrit à ce sujet : « *Le frère Cerneau semble avoir été un maçon enthousiaste aussi bien qu'un organisateur. Pendant les dix-sept animées de son appartenance à notre loge et, en tant que tel, à la Grande Loge (de New York), nous n'avons rien trouvé dans les archives de ces deux corps permettant d'ajouter foi aux accusations portées contre lui* ».

Les ateliers que le Suprême Conseil de Cerneau avaient fondés aux Etats-Unis (et au Brésil) devaient empoisonner l'existence des deux Suprêmes Conseils des Etats-Unis pendant le XIXe siècle. Le Grand Commandeur Albert Pike consacra de nombreux articles à démontrer leur irrégularité. Mais comme à ce jour aucun document n'a permis de déterminer l'autorité en vertu de laquelle le Suprême Conseil de Charleston fut fondé, la question ne peut être tranchée en droit sinon en fait. L'expression « Rite de Cerneau » ne recouvre aucune réalité. Jusqu'en 1812, en vertu de la patente qu'il avait reçue en 1806, Joseph Cerneau et les ateliers fondés par lui pratiquaient les 25 grades de l'Ordre du Royal Secret d'Estienne Morin. A.B.

CHAGALL Marc

Vitebsk, Biélorussie (Empire russe) 7 juillet 1887 – Saint-Paul de Vence, France 28 mars 1985.



Il est l'aîné d'une famille de neuf enfants. Son père travaille dans un dépôt de harengs, tandis que sa mère tient un modeste commerce d'épicerie. Les séjours passés à la campagne, chez son grand-père, vont marquer son imaginaire. Son œuvre témoigne de la fascination qu'exerçaient sur l'enfant les animaux de la ferme, chèvres, vaches, poules… et l'univers du quotidien rural.

Initié en 1912, probablement à la Loge de Vitebsk, Biélorussie.

Très tôt, il aime dessiner et arrive à convaincre ses parents de partir étudier les Beaux-Arts à Saint-Pétersbourg, puis à Paris où il arrive en 1910. Dans le quartier de Montparnasse, il va habiter « La Ruche », une maison où travaillent des artistes du monde entier, poètes, peintres, sculpteurs. Il observe les œuvres des peintres Fauves qui lui inspirent l'utilisation des couleurs pures, gaies et claires. La peinture cubiste lui donnera le goût de la déconstruction des objets et de l'espace. Tout en adoptant Paris comme sa seconde ville natale, Chagall n'oubliera jamais ses origines russes et restera fidèle à ses souvenirs d'enfance.

En 1914, Chagall commence à exposer ses œuvres à Paris, puis à Moscou. Il rentre au pays natal, et la guerre ayant éclaté, il doit y rester. Durant la Révolution Russe de 1917, il est nommé commissaire des Beaux-Arts de la région de Vitebsk. Il se marie avec sa bien-aimée Bella, et peint des toiles inspirées par l'amour qu'il porte à sa jeune épouse. A Moscou, il travaille aux décors et aux costumes du théâtre juif. Mais les difficultés de vie en Russie obligent le jeune couple à quitter le pays. En 1923, la famille revient en France. Chagall s'installe dans un atelier et retrouve Robert et Sonia Delaunay, peintres amis. Il s'intéresse à la naissance du surréalisme ; malgré tout ii exprimera toute sa vie dans ses peintures, la nostalgie de son village de Vitebsk et des paysages russes. Ces paysages peints dans des couleurs vives et jamais réalistes traduisent la symbolique de son univers personnel et la sensibilité de leur auteur. Son amour pour Bella inspire aussi son œuvre ; les sujets de ses toiles reflètent le bonheur d'aimer et de peindre.

A la demande d 'Ambroise Vollard, grand marchand d'art de l'époque, Chagall réalise plusieurs séries d'illustrations :
« Les Ames Mortes » de Gogol en 1924-25
« « Les Fables » de La Fontaine en 1931
« La Bible » de 1931 à 1952

Il prend la nationalité française en 1937, mais la deuxième guerre mondiale et les menaces qui pèsent sur les communautés juives obligent la famille Chagall à fuir aux Etats-Unis, à New-York en 1941.

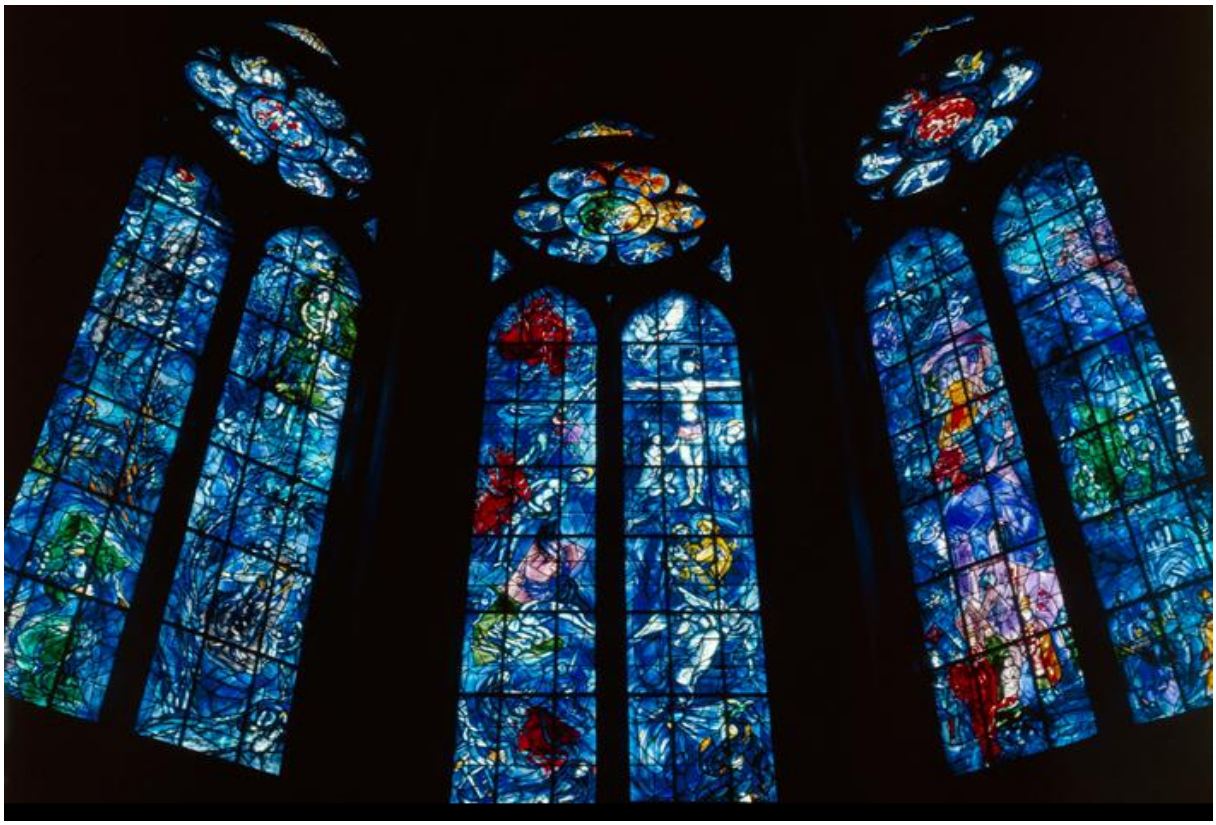
La guerre et ces persécutions inspirent à l'artiste des scènes douloureuses. Mais il va aussi découvrir la lithographie et crée à nouveau des décors et costumes de théâtre pour des spectacles chorégraphiques (l'Oiseau de Feu, sur une musique de Stravinsky). Chagall va perdre sa femme Bella et, face à ce deuil, cessera de peindre pendant plusieurs mois.
Pour la première rétrospective de ses œuvres à Paris au Musée d'Art Moderne (1947), Chagall revient s'installer en France.

Il aborde la céramique et la sculpture, et son œuvre prend une dimension monumentale.

En 1956, il découvre le vitrail et la mosaïque. Ces techniques deviennent son mode d'expression privilégié pour traduire le message biblique (église d'Assy, cathédrales de Metz, de Reims, synagogue de Jérusalem…). A Nice, il réalise le Message Biblique en 1973 qui le consacre comme un des plus grands peintres de son temps. La même année le Musée National Biblique Marc Chagall est inauguré à Nice. Marc Chagall est l'un des artistes installés en France les plus connus du XXème siècle avec Picasso et Matisse. En 1985, il meurt à Saint-Paul-de-Vence en Provence à l'âge de 97 ans.

© MEN/DGESCO eduscol.education.fr/ecole

VITRAUX DE MARC CHAGALL



En 1974, Marc Chagall (1887-1985) exécute, avec la collaboration de l'Atelier Jacques Simon, trois verrières destinées à la chapelle d'axe de la cathédrale. La réalisation de ces vitraux, rendue possible grâce au mécénat du Comité des bâtisseurs de Champagne-Ardenne et à une souscription lancée par les Amis de la cathédrale de Reims, s'étend sur six années (1968-1974), pour un coût de 300 000 francs de l'époque (47 500 €).

Aux origines du projet

Dès 1957, Marc Chagall vient régulièrement à Reims, où il travaille, en collaboration avec l'Atelier Jacques Simon, à la réalisation d'un certain nombre de projets importants en France et dans le monde (cathédrale de Metz, siège des Nations-Unies à New-York, église de Tudeley, chapelle Rockefeller à Pocantino Hill, etc.). En novembre 1968, le Comité des bâtisseurs de Champagne-Ardenne, groupement qui réunit un certain nombre d'entreprises, de négociants en matériaux de construction, de maîtres d'ouvrage et d'architectes de la région, décide de passer commande à Marc Chagall pour des vitraux dans la cathédrale de Reims en remplacement de ceux réalisés au XIXe siècle par Coffetier et Steinheil. En 1971, Jacques Duhamel, alors ministre de la Culture, décide officiellement de l'emplacement des vitraux dans la chapelle d'axe.

Dans la seconde moitié du xlxe siècle et au début du xxe siècle, en dépit des persécutions, de nombreux francs-maçons russes tentent d'infléchir le devenir de leur pays dans un sens toujours plus libéral. Ils font partie du monde artistique (le peintre Marc Chagall fut franc-maçon en 1912) du monde juridique, du corps diplomatique, de l'armée et de la noblesse.
Initié en 1912, probablement à la Loge de Vitebsk, Biélorussie.

CHALGRIN Jean

Paris 1739 - 21 janvier 1811.



Auteur du Collège de France et des dessins des plans de l'Arc de Triomphe. Architecte emblématique du style Louis XVI caractérisé par sa monumentalité austère, il représente la phase dite « grecque » ou « dorique » du néoclassicisme. Chalgrin se distingue par l'ampleur de ses conceptions plus que par la précision des détails.

Jean-François-Thérèse Chalgrin naquit sur la paroisse Saint-Sulpice à Paris, dans une famille modeste, et reçut d'abord les leçons de Servandoni. Il s'inscrivit à l'Académie royale d'architecture parmi les élèves de Louis-Adam Loriot avant d'entrer en 1755 dans l'atelier d'Étienne-Louis Boullée. Âgé de seulement dix-neuf ans, il remporta le grand prix d'architecture en 1758 avec pour sujet : « un pavillon sur le bord d'une rivière ».
Cherpitel reçut le premier prix au titre de 1758 et Chalgrin au titre de l'année 1757, année où

le prix n'avait pas été décerné, tandis que Gondouin et Jallier de Savault se partageaient le second prix.

Chalgrin séjourna au Palais Mancini à Rome de novembre 1759 à mai 1763, son zèle lui valant une prolongation de sa pension. « Il leva en plan et en élévation des édifices de l'Antiquité – trop nombreux au goût de Marigny – mais aussi de l'époque moderne (Viel). » À son retour en France, il fut employé comme inspecteur des travaux de la Ville de Paris sous la direction de Moreau-Desproux, ce qui lui permit de parfaire sa formation technique. Il aurait travaillé sur le piédestal de la statue équestre de Louis XV, commencée par Edme Bouchardon et achevée par Jean-Baptiste Pigalle, qui fut inaugurée le 20 juin 1763 au centre de la nouvelle place Louis-XV (actuelle place de la Concorde). Il se lia à cette occasion avec Soufflot, qui construisait, derrière la façade dessinée par Gabriel, l'hôtel du Garde-Meuble, qui borde la place sur le côté nord, à l'est de la rue Royale.

C'est probablement aussi à ce moment-là qu'il fut remarqué par le comte de Saint-Florentin, secrétaire d'État à la Maison du Roi. Celui-ci lui fit demander en 1767 les plans de la nouvelle église Saint-Philippe-du-Roule à construire rue du Faubourg-Saint-Honoré. Si le projet de Chalgrin fut approuvé dès 1768 par l'Académie, il ne fut réalisé qu'entre 1774 et 1784. Dans le même temps, entre 1767 et 1769, Chalgrin construisit pour le comte de Saint-Florentin l'hôtel de Saint-Florentin, à l'angle nord-est de la place Louis-XV. Cette réalisation établit sa notoriété. Il fut reçu à l'Académie royale d'architecture dès 1770 dans la 2e classe et l'année suivante dans la 1re classe, et jouit de la protection du duc de Choiseul.

Il est entré dans la loge Les Cœurs Simples de l'Etoile Polaire (1777) après son admission à l'Académie d'architecture (1770).
La comtesse de Langeac, maîtresse en titre du comte de Saint-Florentin, lui commanda la construction d'une élégante folie sur les Champs-Élysées, connue sous le nom d'hôtel de Langeac, qui fut terminée en 1773. En 1770, à l'occasion du mariage du Dauphin et de l'archiduchesse Marie-Antoinette, le comte de Mercy-Argenteau, ambassadeur d'Autriche, chargea Chalgrin de construire en matériaux provisoires une salle de bal dans les jardins de l'hôtel du Petit Luxembourg. L'architecte bâtit une sorte de basilique, similaire à celle que Victor Louis édifia, pour la même occasion, pour le compte de l'ambassadeur d'Espagne. Cette réalisation, très admirée, fit de lui un architecte à la mode. Chalgrin eut, dès lors, une importante clientèle : « Poyet a écrit, non sans dépit, que Chalgrin était plus occupé que tous les architectes réunis. Sollicité de toutes parts, il est peu de programmes architecturaux qu'il n'ait abordés. » Pour le ministre Bertin, dans sa propriété de Chatou, il effectua « des travaux considérables ». Il travailla à Neuilly pour le financier Radix de Sainte-Foix6, pour le comte d'Orsay, pour la duchesse de Mazarin, pour la duchesse de Chaulnes...

Chalgrin entra au service du comte de Provence (futur Louis XVIII) dès la formation de sa Maison en avril 1771, d'abord comme secrétaire du conseil des finances, de pair avec l'avocat Linguet, tout en sollicitant d'emblée une place dans l'administration des bâtiments du prince.
Il n'obtint pas la place de contrôleur des bâtiments, qui échut à Gillet, mais il eut celle d'intendant des bâtiments – estimée à 10 000 livres et aux appointements de 1 800 livres par an – tandis que celle de premier architecte allait à Charles Lécuyer. Toutefois ce dernier se retira dès le 12 mars 1773 en raison de son « grand âge » en « suppliant Monseigneur qu'il permette qu'il se démette de sa charge en faveur du S. Chalgrin qui la réunira à celle d'Intendant des Bâtiments dont il est revêtu. Le S. Chalgrin est un architecte distingué dont les talents sont avantageusement connus par des édifices publics ».

Chalgrin travailla également pour le comte d'Artois, quoique la responsabilité officielle de ses bâtiments incombât à Bélanger, et eut un moment le titre de Premier architecte de l'archevêque-électeur de Cologne. Chalgrin épousa en 1776 Marguerite Émilie Vernet10, fille du peintre Claude Joseph Vernet, ami intime de Soufflot. Ils eurent une fille, Louise-Josèphe Chalgrin (1777-1794). Il « était un homme de belle apparence, affable et conciliant dans les relations d'affaires. [...] Selon Viel, dans la vie mondaine, Chalgrin représentait avec un certain faste, à l'égal de Ledoux et de Soufflot. Orgueilleux en apparence, ajoute Quatremère de Quincy, il était profondément modeste et bienveillant.

Prodigue, il dépensait plus que ses gains et négligeait parfois les intérêts d'autrui : dans une lettre de sa dernière année, Voltaire lui reproche affectueusement d'avoir oublié une clause importante en négociant pour le Patriarche et sa nièce l'achat d'une maison rue du Mail. » En 1777, il fut chargé de restaurer la façade de l'église Saint-Sulpice, dont le fronton avait été frappé par la foudre : il le remplaça par la balustrade actuelle, construisit le monumental buffet d'orgue et édifia en outre la tour Nord (1777-1780). Pendant la Révolution, Chalgrin fut un instant détenu au Palais du Luxembourg, où il avait travaillé pour le comte de Provence et qu'il fut chargé, après le 9 thermidor, de réaménager pour y installer le Directoire. Il fut élu en 1799 à l'Académie des Beaux-Arts - 3e section (architecture), au fauteuil V, occupé précédemment par Charles De Wailly, et devint membre du conseil des Bâtiments civils. Architecte des fêtes publiques sous le Consulat, il ordonna brillamment en 1802 les célébrations de la paix d'Amiens. En 1806, Napoléon Ier le chargea de construire un monument à la gloire de la Grande Armée. L'arc de triomphe de l'Étoile a, pour l'essentiel, été conçu par Chalgrin, mais celui-ci mourut peu après le début effectif de la construction. Le projet fut modifié par Louis-Robert Goust et Mercier et la réalisation ne fut achevée qu'en 1836 sous la monarchie de Juillet.

CHALON Jean Namur 6 juillet 1846 - Saint-Servais 9 avril 1921.
Botaniste, un folkloriste, un pédagogue, un photographe amateur, un vulgarisateur scientifique et un militant laïc belge. Docteur en sciences naturelles diplômé de l'Université catholique de Louvain, Jean Chalon est l'auteur de plus de 450 publications. Parmi celles qui illustrent son œuvre de botaniste, on notera les *Arbres remarquables de la Belgique* (1910-1912). *Fétiches, idoles et amulettes* (1920-1921) constitue son principal apport au domaine du folklore.
Son *Manuel de sciences naturelles* (cinq éditions entre 1881 et 1890) rappelle son travail d'enseignant à l'École industrielle

de Namur, à l'École normale de l'État pour jeunes filles devenue École laïque libre pour institutrices, également à Namur, ainsi qu'à l'Université nouvelle (Bruxelles). *Le microscope* (1889), une œuvre de vulgarisation scientifique, a été couronné par l'Académie royale de Belgique. *Au couvent* (1898), *Le trou des chiens* (1895) et *Josée* (1899), sont trois romans où il défend le principe de l'enterrement civil et celui de l'instruction des jeunes filles à l'abri de toute emprise cléricale. Doté d'une belle fortune personnelle, il a aussi beaucoup voyagé, de préférence *Hors des sentiers battus* (1891). Membre de l'Association belge de photographie de 1893 à 1897, il est l'auteur d'une remarquable série de clichés pris dans la région namuroise et aujourd'hui conservés dans les collections de la Société archéologique locale.

Jean Chalon a contribué au financement du temple de la loge namuroise *La Bonne Amitié* où il a été initié quelques années plus tôt (1900). Conformément à ses dernières volontés, deux de ses Frères ont publié sous le titre *Comment je veux mourir !*, un supplément de son testament philosophique. Sans la moindre hésitation, la réponse fut celle-ci :
- Je veux mourir en libre-penseur. […] À défaut d'incinération, je voudrais la descente lente au fond des gouffres insondables, ou même le repos à de moindres profondeurs sur un lit de goémons verts. […]
- Je veux être enterré à la suite du dernier venu, sans aucune pièce métallique ou pierre gravée qui puisse faire reconnaître la place, l'année – ou la semaine – suivante.
Une rue de Saint-Servais, où il habitait, porte toutefois son nom.

CHAMBERS Éphraïm

Kendall, Westmorland 1680 - Islington, banlieue de Londres, 1740.
Éditeur et encyclopédiste anglais. D'origine modeste, il accomplit ses études à Kendal puis entre comme apprenti chez un cartographe. Il publia la *Cyclopaedia or Universal Dictionary of Arts and Sciences* à Londres en 1728, par souscription (2 vol. in-f°). L'ouvrage récolta un franc succès et le fit admettre à la Société royale de Londres. Pour la seconde édition de *Cyclopædia*, Chambers écrivit un texte intitulé *Considération*, aujourd'hui perdu, qui donnait un aperçu de ses travaux. Il prévoyait un remaniement de l'encyclopédie, qui ne fut jamais effectué. En revanche, cinq éditions parurent en dix-huit ans, dont une des plus estimées au XIXe siècle est selon le Dictionnaire Bouillet celle de Abraham Rees, 1788-1791.

Franc-Maçon, la traduction de sa *Cyclopaedia or Universal Dictionary of Arts and Sciences* est la base de l'*Encyclopédie* de Diderot. Dans son *Discours* de 1736, Andrew Michael Ramsay, haut dignitaire de la nouvelle Grande Loge de France, annonçait la publication d'un *dictionnaire universel des arts libéraux et des sciences utiles*, commencé à Londres. C'est André-François Le Breton, vénérable d'une des premières loges françaises, qui proposa la traduction de la *Cyclopædia* à Denis Diderot et se fera par la suite l'éditeur de l'*Encyclopédie*.

Éphraïm Chambers fonda aussi un magazine littéraire et traduisit du français l'*Usage de la perspective* de Jean Dubreuil. En tant que membre de la Royal Society, il est inhumé dans l'abbaye de Westminster, à Londres. WIKIPEDIA

CHAMFORT Nicolas Sébastien Roch

Clermont-Ferrand 6 avril 1741 - Paris 13 avril 1794.
Moraliste. Se suicida pour éviter d'être guillotiné sous la Terreur.
Franc-Maçon à la loge "*Les Neuf Soeurs*", Paris.



Sébastien-Roch Nicolas, qui prit par la suite le nom de **Chamfort**, est un poète, un journaliste et un moraliste français. Se suicida pour éviter d'être guillotiné sous la Terreur. La naissance de Chamfort est entourée, encore aujourd'hui, de maints mystères. D'après le registre des naissances de la paroisse de Saint-Genès, à Clermont-Ferrand, Chamfort est né le 6 avril 1740, fils légitime de François Nicolas, marchand épicier, et de Thérèse Croiset, son épouse. Toutefois, un second registre, le nommant « Sébastien Roch » le fait naître le 22 juin de « parents inconnus ». Selon Claude Arnaud, en revanche, il est baptisé le 22 juin en l'église Saint-Genès ; il reçoit exactement le même nom de baptême qu'un autre enfant mort, baptisé le 5 avril.
Quoi qu'il en soit, tous ses biographes s'accordent pour considérer que Chamfort était un enfant naturel. Selon la tradition locale, il est le fils naturel de Jacqueline de Montrodeix, née Cisternes de Vinzelles, et de Pierre Nicolas, un chanoine de la cathédrale Notre-Dame de Clermont-Ferrand tandis que d'après Roederer, il s'agirait d'un chanoine de la Sainte-Chapelle.
D'après cette version, l'enfant a été adopté par l'épicier François Nicolas, parent de Pierre Nicolas, et sa femme, Thérèse Creuzet ou Croizet, qui auraient, selon Joseph Epstein, perdu leur propre enfant, né le même jour que lui. Par ailleurs, certains ouvrages le font naître le 6 avril 1741, voire le présentent comme le fils d'une paysanne, ou d'une dame de compagnie d'une riche famille14, et d'un père inconnu. À partir de 1750, il fit ses études comme boursier au collège des Grassins, sur la Montagne Sainte-Geneviève, à Paris, et remporta les premiers prix de l'Université. Il s'y montra un élève brillant et fantasque, qui alla jusqu'à faire une fugue au cours de laquelle il pensa s'embarquer pour l'Amérique avec un camarade, Pierre Letourneur, futur introducteur d'Ossian en France, et partit pour le port de Cherbourg. On lui pardonna et il put terminer ses études. Il prit en entrant dans le monde le nom de «Chamfort», à la place, du simple nom de Nicolas qu'il avait porté jusque-là.

Sa carrière littéraire
Débutant par quelques articles au *Journal encyclopédique* et une collaboration au *Vocabulaire français*, il se fit de bonne heure connaître par des prix de poésie remportés à l'Académie, donna au Théâtre-Français quelques comédies qui réussirent, et s'attacha pour vivre à diverses entreprises littéraires.
Sa réputation le fit choisir par le prince de Condé pour être secrétaire de ses commandements; il devint ensuite en 1784

secrétaire ordinaire et du Cabinet de Madame Elisabeth, sœur du roi Louis XVI. Avant la Révolution, il fut un des écrivains les plus apprécié par les salons parisiens, brillant et spirituel, il écrivit des pièces de théâtre.

Initié à la Franc-maçonnerie en 1778, il fut élu à l'Académie française en 1781 au fauteuil no 6. Il fit une carrière d'homme de lettres qui le conduisit à l'Académie, mais très tôt contracta une maladie vénérienne dont il ne guérit jamais véritablement et qui le tint dans un état valétudinaire tout le reste de sa vie. L'œuvre la plus célèbre et la seule lue de Chamfort a été publiée en 1795 par son ami Pierre Louis Ginguené : *Maximes et pensées, caractères et anecdotes*, tirée des notes manuscrites qu'il avait laissées de *Maximes et Pensées* et de *Caractères et Anecdotes*. L'amertume de ces écrits annonce déjà Ambrose Bierce ou George Bernard Shaw. Sébastien-Roch Nicolas de Chamfort souhaitait les publier sous le nom de *Produits de la civilisation perfectionnée*.

La Révolution
Accueillant avec enthousiasme la venue de la Révolution française, il suivit les États généraux à Versailles. Engagé par Mirabeau comme rédacteur anonyme de son journal, il assista au serment du Jeu de Paume et applaudit à la prise de la Bastille. Éminence grise de Talleyrand et de Mirabeau, dont il rédigeait partiellement les discours et les rapports, il entra avec lui au Club des Trente. Lié à Sieyès, il trouva le titre de sa brochure : *Qu'est-ce que le tiers état ?*. Par ailleurs, plusieurs journaux l'accueillaient dans leurs colonnes, en particulier le *Mercure de France*.

Il entra, avec Talleyrand et Mirabeau, à la Société de 1789, fondée par La Fayette en avril 1790, où il ne demeura qu'un an, avant de la quitter au moment de la fuite de Louis XVI et son arrestation à Varennes, et rejoignit le Club des Jacobins, où il fut élu au comité de correspondance, avec pour mission d'empêcher l'adhésion des filiales provinciales au Club des Feuillants. Quand l'Assemblée constituante se sépara, il quitta les Jacobins et se présenta, en vain, à l'Assemblée législative, avant de se consacrer à la publication des *Tableaux de la Révolution française*.

À l'époque, il appela à une radicalisation de la Révolution. Opposé, comme Robespierre à la guerre contre l'Autriche, il rallia cependant la Gironde, plus « par affinité de personne que par choix politique ». Rédacteur en chef de la *Gazette de France*, selon toute probabilité, de mai 1792 à janvier 1793, le ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Roland de La Platière le nomma bibliothécaire de la Bibliothèque nationale, le 19 août 1792, cependant que Manon Roland l'accueillait dans son salon. Il fut chargé [Quand ?] par le ministre des Affaires étrangères Lebrun d'une correspondance secrète avec les indépendantistes irlandais, afin de sonder leurs dispositions, correspondance qui fut saisie lors de son arrestation.

En effet, pour s'être réjoui de la mort de Marat, il fut dénoncé le 21 juillet 1793 par un employé de la bibliothèque et emprisonné aux Madelonnettes, le 2 septembre. Relâché deux jours plus tard sur ordre du Comité de sûreté générale, il demeura sous surveillance avec deux autres bibliothécaires, le neveu de l'abbé Barthélemy et Desaunays, et tenta en vain de se disculper. Le 9 septembre, il démissionna de la Bibliothèque nationale.

Son suicide « raté »
Toutefois, de nouveau menacé d'arrestation, il essaya de se suicider, le 14 novembre et fut sauvé par une intervention chirurgicale. Il ne s'était pas remis de ses blessures quand, fin janvier 1794, les poursuites à son encontre furent abandonnées. Très affaibli, il s'éteignit le 13 avril suivant. La mort de Chamfort représente le comble du suicide raté. Ne supportant l'idée de retourner en prison, il s'enferme dans son cabinet et se tire une balle dans le visage. Le pistolet fonctionne mal et, s'il perd le nez et une partie de la mâchoire, il ne parvient pas à se tuer. Il se saisit alors d'un coupe-papier et tente de s'égorger, mais malgré plusieurs tentatives ne parvient pas à trouver d'artère. Il utilise alors le même coupe-papier pour « fouiller sa poitrine » et ses jarrets. Épuisé, il perd connaissance. Son valet, alerté, le retrouvera dans une mare de sang. Malgré tous les efforts de Chamfort pour se supprimer, on parviendra quand même à le sauver. Il mourra quelques mois plus tard d'une humeur dartreuse.

CHAMISSO von Adalbert



Poète et chercheur allemand (1781 – 1838)

CHAMPVILLE Gustave Fabius

Magnétiseur, dramaturge et poète, journaliste, essayiste et conférencier français. Il fut rédacteur en chef de *la Medecine française*, de *l'Herboristerie française* et de la *Revue générale de l'hygiène en France*. Il apprit le magnétisme animal auprès d'Hector Durville. Il était membre du Parti républicain, radical et radical-socialiste, dont il fut un des vice-présidents.
Franc-maçon, il anima les convents de la Grande Loge de France, son obédience maçonnique. Il fut membre du Conseil Fédéral de la GLDF.
Albert Vigneau soutint et dénonça que, lors d'un atelier dans la *loge maçonnique Jean Jaurès* de l'obédience

maçonnique de la Grande Loge de France, Fabius de Champville, en tant que franc-maçon du 33e degré, aurait défendu la possibilité de l'assassinat politique, y compris au moyen du magnétisme animal, pour défendre la République menacée. Vigneau souligne qu'il est alors président de la société magnétique de France. Toujours selon Vigneau, il fit initier l'aviateur Ramón Franco (frère du général Franco) dans la franc-maçonnerie française au sein de la *loge maçonnique Plus Ultra*.

CHAPTAL Jean-Antoine

Nojaret, dans la Lozère 1756 - 1832.



Chimiste, homme politique. Il créa en France les premières fabriques de produits chimiques et fonda la première École des Arts et Métiers.
Initié Franc-Maçon, avant 1789, à la Loge "*La Parfaite Union*" à Montpellier.

Chimiste et homme politique français qui mit au point la "chaptalisation" des vins, et fut ministre de l'Intérieur sous Napoléon Ier. Chaptal, comte de Chanteloup, étudia la médecine à Montpellier jusqu'en 1777, puis la chimie à Paris. De retour à Montpellier, en 1780, il ne tarda pas à occuper la chaire de chimie de l'université. Ses applications de la chimie dans le domaine industriel, telles que l'amélioration de la production de l'acide chlorhydrique, firent sa renommée. Chaptal inventa également un procédé intervenant dans la production des vins, baptisé "chaptalisation" (ou sucrage en première cuvée) : cette méthode consiste en l'ajout de sucre dans les moûts avant le début de la fermentation, afin d'augmenter la teneur en alcool du vin.

Ce procédé est aujourd'hui interdit dans les régions productrices de vins destinés à la vente. À partir de 1795, les activités industrielles de Chaptal se développèrent avec la production de poudres et de salpêtres (ou nitrates). Après le coup d'État du 18 brumaire, Bonaparte le nomma ministre de l'Intérieur (1800-1804). Par la suite, il occupa successivement les fonctions de trésorier du Sénat, et de ministre d'État pendant les Cent-Jours. Mais le politicien préserva cependant des activités dans le secteur de l'industrie chimique, en développant la teinture du coton en rouge d'Andrinople, la culture du pastel, les méthodes de blanchiment. Il travailla également à la santé publique, et créa la première école des arts et métiers. Chaptal contribua à la vulgarisation de la chimie et à son implication dans les arts. On peut citer, entre autres ouvrages, Éléments de chimie (1790), l'Art de faire les vins (1801), et Chimie appliquée aux arts (1807). Son fils ayant dilapidé sa fortune, Chaptal finit sa vie à Paris, dans la misère. HOME

CHARLES X roi de **France**

Château de Versailles, 9 octobre 1757 – Görz, Empire d'Autriche, 6 novembre 1836.



Charles X dit *le Bien-Aimé* surtout connu sous le titre de **comte d'Artois** (1757-1824), fut roi de France et de Navarre de 1824 à 1830. Succédant à ses deux frères, Louis XVI et Louis XVIII, il est celui dont l'avènement à 66 ans et le décès à 79 ans ont eu lieu aux âges les plus avancés. Il était très attaché aux conceptions et aux valeurs de l'Ancien Régime qu'il tenta de faire revivre, après le passage révolutionnaire, tout en acceptant en majorité les valeurs de son temps. Sacré en 1825, il est renversé en 1830 par une nouvelle révolution qui l'oblige à s'exiler. La fuite de Charles X permet à son cousin le duc d'Orléans, fils de Philippe Égalité, qui avait voté la mort de Louis XVI, de se proclamer d'abord régent du royaume, ensuite d'évincer le duc de Bordeaux, puis de se faire reconnaître en 1830 roi des Français.

Petit-fils de Louis XV, roi de France et de Navarre, Charles-Philippe est le cinquième fils du dauphin Louis-Ferdinand et de son épouse, la dauphine, Marie-Josèphe de Saxe. Charles est ondoyé le 9 octobre 1757, jour de sa naissance, par l'abbé de Bouillé, doyen des comtes de Lyon.

L'enfant est le plus jeune frère du roi Louis XVI, alors duc de Berry, et du comte de Provence, futur Louis XVIII. Deux filles le suivront Marie-Adélaïde-Clotilde, future reine de Sardaigne et Élisabeth, victime de la terreur révolutionnaire. Il est d'abord titré *comte d'Artois*, en mémoire de Robert de France, comte d'Artois, frère de saint Louis, mais le choix de ce titre serait également lié aux conséquences de la tentative d'assassinat menée par Damiens contre Louis XV. L'enfant est baptisé le 19 octobre 1761, le lendemain du baptême du futur Louis XVI et du futur Louis XVIII, avec les prénoms *Charles Philippe* par l'archevêque Charles Antoine de La Roche-Aymon dans la chapelle royale du château de Versailles, en présence de Jean-François Allart, curé de l'église Notre-Dame de Versailles. Sa marraine est sa tante Sophie-Philippine de France, et son parrain le roi Charles III d'Espagne (ce qui explique le choix de ses prénoms), représenté par Louis Auguste de France, duc de Berry.

Mariage et famille
Il épouse le 16 novembre 1773 Marie-Thérèse de Savoie dont il a quatre enfants :
- Louis-Antoine d'Artois (1775-1844), duc d'Angoulême (1775-1824) puis dauphin de France (1824-1844) ;
- Sophie d'Artois (1776-1783) ;
- Charles-Ferdinand d'Artois (1778-1820), duc de Berry ;
- Marie-Thérèse d'Artois (1783).

Sa préférence va à son plus jeune fils, Charles-Ferdinand, qui lui ressemble beaucoup, au physique comme au moral.

L'aîné, Louis-Antoine, au contraire, est timide et souffre de problèmes d'impuissance et de tics nerveux. En 1772, âgé de 15 ans, il est colonel général des Cent-Suisses et Grisons. Il assiste au sacre de son frère Louis XVI en 1775, où il "tient lieu de duc de Normandie", pair du Royaume et est apanagé par lui du comté du Poitou et des duchés d'Angoulême et de Mercœur.

Louise d'Esparbès de Lussan

À un certain moment, il s'attache durablement à Louise d'Esparbès de Lussan, épouse de Denis de Polastron (1758-1821), demi-frère de la future duchesse de Polignac, confidente de la reine, liaison qui ne lui donne aucune descendance. Devenue par son mariage vicomtesse de Polastron elle se trouve donc être la belle-sœur de la comtesse de Polignac, gouvernante des enfants de France, amie de la reine Marie-Antoinette. Également proche de cette dernière, le comte d'Artois se rend comme elle impopulaire par ses dépenses inconsidérées, et le public leur attribue une liaison, à tort sans doute. Denis de Polastron, le mari de Louise, embrasse la carrière militaire, et combat lors de la guerre d'indépendance américaine, durant laquelle il est nommé colonel dans le régiment de La Fayette ; il mourra à l'âge de 63 ans en 1821. Louise d'Esparbès de Lussan meurt précocement de la tuberculose en 1804 à l'âge de 39 ans.

Le comte d'Artois est très affligé par cette disparition, car il a été réellement amoureux. On peut même dire que Louise a été l'un des grands amours de sa vie, sinon le seul qui ait eu une véritable importance. Très marqué par ce deuil, il décide de rester chaste et se tourne vers la religion, au point de devenir un véritable dévot ; sa vie privée devient dès lors irréprochable. Peu de temps après, il se rapproche du courant ultramontain de l'Église catholique de France dont il soutient avec enthousiasme l'influence.

CARRIERE POLITIQUE

Philosophie politique

Bon vivant et léger, il entraîne dans un tourbillon de fêtes mondaines sa belle-sœur, la reine Marie-Antoinette. Il acquiert le château de Maisons où il s'en va chasser en joyeuse et galante compagnie dont fait partie la jeune vicomtesse de Beauharnais… En 1777, à la suite d'un pari avec sa jeune belle-sœur, il fait construire en deux mois la célèbre folie de Bagatelle dans le bois de Boulogne qu'il décore et meuble avec faste.

Il commence à s'intéresser à la politique à l'âge de 29 ans avec la première grande crise de la monarchie, en 1786, après laquelle il prend la tête de la faction réactionnaire à la cour de Louis XVI. Le comte d'Artois devient le chef de file des réformateurs de ce que Jean-Christian Petitfils appelle la « révolution royale », c'est-à-dire le projet radical de Calonne. Il se heurte donc aux notables réunis en assemblée : Charles accepte la suppression des privilèges financiers de l'aristocratie, mais non la réduction des privilèges sociaux dont jouissent l'Église et la noblesse. Il pense qu'on peut réformer les finances de la France sans renverser la monarchie. Selon ses propres mots, « *le temps est venu de réparer mais non de démolir* ». Il suscite la colère du tiers état en s'opposant à toute initiative d'accroître son droit de vote en 1789. En liaison avec le baron de Breteuil, il noue des alliances politiques pour chasser Necker. Ce plan échoue quand Charles essaie de le faire renvoyer le 11 juillet, sans que Breteuil soit au courant, beaucoup plus tôt que prévu à l'origine. C'est le début d'une brouille qui se change en haine réciproque.

Émigration

Le comte d'Artois est l'un des premiers à émigrer, le 16 juillet 1789. Il parcourt les diverses cours de l'Europe pour chercher des défenseurs à la cause royale. Il se trouve à Turin — chez son beau-père et son beau-frère — de septembre 1789 à juillet 1791, où il porte alors le titre de « marquis de Maisons », ainsi qu'à Bruxelles, Coblence, résidence de son oncle maternel l'archevêque-électeur de Trêves et Liège. Il quitte Hamm en août 1794 comme « comte de Ponthieu ». Il se rend enfin en Grande-Bretagne et assiste aux conférences de Pillnitz, en 1791.

Nommé lieutenant général du royaume par son frère le comte de Provence (alors connu sous le titre de « Monsieur » avant le 21 janvier 1791) après la mort de leur frère Louis XVI, du 28 janvier 1793 à 1814. À la mort de son neveu Louis XVII le 8 juin 1795, il est appelé Monsieur. Il veut opérer, avec le secours des Anglais, un débarquement à l'île d'Yeu sur les côtes de Vendée (1795) afin d'aider les insurgés Vendéens, mais il n'y peut réussir. Il se rend en Grande-Bretagne où il passe le reste de la Révolution et du Premier Empire.

Restauration

En 1814, il est nommé lieutenant-général du royaume, il pénètre en Suisse allemande, à la suite des alliés, et fait son entrée à Berne le 15 avril. Au premier moment, il sait se concilier les esprits par l'aménité de ses manières ; mais il se perd bientôt dans l'opinion en signant, avec un empressement que condamne Louis XVIII même, un traité qui enlève à la France toutes les places conquises depuis 1792. Après le second retour de Louis XVIII (1815), il se tient éloigné des affaires et emploie tout son temps soit à la chasse qui est pour lui une passion, soit à des pratiques religieuses. Il oublie la guerre. Malgré les apparences, il reste secrètement actif dans la sphère politique, en étant le chef occulte du parti ultra-royaliste.

Roi de France et de Navarre

À la mort de son frère Louis XVIII, en 1824, il monte sur le trône. Il renoue avec la tradition du sacre, le 29 mai 1825 en la cathédrale de Reims. Ce sacre marque un retour à la logique d'Ancien Régime tout en acceptant les changements de la société française qui sont liés à la Révolution française et à l'Empire napoléonien. Ce sacre respecte les phases principales du cérémonial de l'Ancien Régime comme les sept onctions ou les serments sur les Évangiles. Malgré tout, on peut observer certains changements comme le fait que le roi prête un serment de fidélité à la Charte de 1814 ou encore le fait que les grands princes participent au cérémonial en aidant l'archevêque de Reims.

Ce sacre a eu lieu sur plusieurs jours : le 28 mai il y a eu la cérémonie des vêpres ; le 29 mai ce fut la cérémonie du sacre

en elle-même ; le 30 mai ce fut la remise de récompense pour les chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit et enfin ce sacre se termina le 31 mai par le toucher des écrouelles. Ainsi le sacre de Charles X apparaît comme un compromis entre la logique d'Ancien Régime et les changements de la société française depuis la Révolution française. Ce sacre symbolisait pour le roi et pour les élites un retour à l'image de la monarchie absolue en essayant d'effacer de manière relative les idées de la Révolution et de l'Empire. Malgré tout ce sacre a eu un effet limité sur la population puisque comme les mentalités de celle-ci n'étaient plus celles de l'Ancien Régime, ce sacre provoqua dès lors une certaine incompréhension de la part des populations.

Il débute par quelques mesures libérales, et abolit la censure des journaux, mais il ne tarde pas à se jeter dans les bras des ultra-royalistes, dont Jean-Baptiste de Villèle est le chef, et s'aliène l'opinion par la loi du sacrilège, la concession d'indemnités aux émigrés, par la loi dite du « milliard des émigrés » ; le licenciement de la garde nationale, le rétablissement de la censure (1825-1827). Son règne est marqué par la domination des « ultras », la frange revancharde des royalistes, opposée à la Charte de 1814.

Son catholicisme dévot indispose le peuple de Paris, volontiers anticlérical voire anticatholique ; comme à l'enterrement de Louis XVIII, il est habillé de violet, couleur de deuil des rois de France, le bruit court qu'il est évêque ; des caricatures le montrent en train de célébrer la messe devant les membres de sa famille. Pour calmer les mécontents, il forme en janvier 1828 un ministère modéré, présidé par le vicomte de Martignac. Ce ministère réparateur a déjà réussi à ramener les esprits, lorsqu'il est brusquement congédié et remplacé, le 8 août 1829, par le ministère de Jules de Polignac, qui fait renaître toutes les défiances. En effet, peu de mois après, et malgré le respectueux avertissement donné par l'adresse des 221 députés, Charles X tente de rétablir son autorité face au développement de l'opposition libérale. Il promulgue pour cela les « ordonnances de Saint-Cloud » qui dissolvent les chambres, convoquent les collèges électoraux en changeant de mode d'élection, et suspendent la liberté de la presse (25 juillet 1830).

Deux événements importants marquent la politique étrangère de Charles X :
- l'intervention en faveur des Grecs, qui aboutit à la victoire de Navarin (1827) et entraîne l'affranchissement de la Grèce (1830) ;
- l'expédition contre le dey d'Alger, qui aurait offensé par un coup d'éventail le consul de France, expédition qui conduit à la prise d'Alger (6 juillet 1830) par le maréchal de Bourmont.

Révolution de juillet
Ces ordonnances inconstitutionnelles excitent immédiatement une réprobation universelle ; Paris se soulève les 27, 28 et 29 juillet : ce sont les Trois Glorieuses de 1830, ou « Révolution de juillet », qui renversent finalement Charles X. Le 30, Louis-Philippe, duc d'Orléans, est nommé *lieutenant général du royaume* par les députés insurgés, poste qu'il accepte le 31. Il s'enveloppe alors d'un drapeau tricolore avec M. de La Fayette et paraît ainsi à son balcon.

Abdication
Le 2 août, Charles X, retiré à Rambouillet, abdique et convainc son fils aîné le dauphin Louis-Antoine de contresigner l'abdication. Il confie à son cousin le duc d'Orléans la tâche d'annoncer que son abdication se fait au profit de son petit-fils Henri, duc de Bordeaux, âgé de dix ans, faisant du duc d'Orléans le régent. Leur résolution est annoncée dans une lettre du roi déchu au duc d'Orléans :
« Mon cousin,
Je suis trop profondément pénétré des maux qui affligent et qui pourraient menacer mes peuples pour n'avoir pas cherché un moyen de les prévenir. J'ai donc pris la résolution d'abdiquer la couronne en faveur de mon petit-fils le duc de Bordeaux.
Le dauphin, qui partage mes sentiments, renonce aussi à ses droits en faveur de son neveu.
Vous aurez, en votre qualité de lieutenant général du royaume, à faire proclamer l'avènement de Henri V à la Couronne. Vous prendrez d'ailleurs toutes les mesures qui vous concernent pour régler les formes du nouveau gouvernement pendant la minorité du nouveau roi…
Vous communiquerez mes intentions au corps diplomatique et vous me ferez connaître le plus tôt possible la proclamation par laquelle mon petit-fils sera reconnu sous le nom de Henri V. »

Il existe une controverse sur l'abdication : Charles X ne peut forcer son fils à renoncer à ses droits, car la dynastie de France est successive et non héréditaire. Ce dernier, devenu fictivement « Louis XIX » entre le moment où son père signe l'abdication et le moment où lui-même la contresigne, aurait pu conserver la Couronne pour lui-même et reprendre en main l'armée et le pays, mais finalement, il renonce par obéissance ou par faiblesse. Malgré l'abdication, le duc d'Orléans prend le pouvoir sous le nom de « Louis-Philippe Ier ». Le 3 août, en effet, devant les Chambres réunies, il annonce bien l'abdication de Charles X, contresignée par le dauphin… mais ne mentionne pas qu'elle est effectuée en faveur du duc de Bordeaux. Par ailleurs, Charles X - déjà en exil - interdit à la duchesse de Berry, la mère du duc de Bordeaux, d'amener son fils à Paris ; il embarque à Cherbourg sans laisser de consigne à ses fidèles ; c'est alors le début de la monarchie de Juillet. En exil, Charles X porte le titre de courtoisie de « comte de Ponthieu », nom de localité qui sera donné à une rue de Paris. Le roi déchu se retire d'abord au palais de Holyrood, en Écosse. Grâce à ses bonnes relations avec les Habsbourg-Lorraine, il s'installe au Château de Prague, où il reçoit des visites de Chateaubriand. Il part ensuite à Český Budějovice puis doit fuir une épidémie de choléra et arrive enfin à Görz (alors en Autriche), actuelle Gorizia en Italie et Nova Gorica en Slovénie (ville divisée en 1947 par la ligne militaire Morgan).

Il meurt dans cette ville du choléra le 6 novembre 1836 et est inhumé à Kostanjevica (Nova Gorica, Slovénie).
MORT

« […] Mme Adélaïde [sœur de Louis-Philippe] mande à M. de Talleyrand que la Cour ne prendra pas le deuil à l'occasion de la mort de Charles X, faute de notification […] (la mort) divise, à Paris, sur tous les points. Chacun y porte le deuil à sa façon, depuis la couleur jusqu'à la laine noire, avec des gradations infinies, et des aigreurs nouvelles à chaque aune de crêpe en moins. Puis, les uns disent le comte de Marnes et Henri V, les autres Louis XIX. Enfin, c'est la tour de Babel ; on n'est même pas d'accord sur la maladie dont Charles X est mort ! […] Il y a eu division sur la question du deuil jusque dans la famille royale actuelle : la Reine, qui l'avait pris spontanément le premier jour, a été très peinée que le Ministère le lui ait fait quitter. Le Cabinet a craint la controverse des journaux […]. »

— duchesse de Dino, de Rochecotte, les 21 et 28 novembre 1836 dans *Chronique de 1831 à 1862*, Plon, 1909, pp.107 et 108.

À la mort de Charles X, l'effet de la double abdication du 2 août 1830 aurait dû conduire à la proclamation de son petit-fils, le duc de Bordeaux, sous le nom de Henri V. Pourtant, le fils aîné de Charles X, le dauphin Louis Antoine, signe une proclamation dans laquelle, tout en confirmant sa renonciation de 1830, il déclare que « dans les circonstances actuelles », l'intérêt de son neveu exige qu'il soit « chef de la maison de France » et investi de l'autorité royale, sous le nom de « Louis XIX » et avec le titre de courtoisie de « comte de Marnes », jusqu'au jour où « la monarchie légitime sera rétablie » : il transmettrait alors la Couronne à son neveu. Cette subtilité s'explique par le fait que, la mort de Charles X investissant *ipso facto* le dauphin de la royauté, il suffit de notifier le décès aux cours européennes pour notifier également « l'élévation » au trône du dauphin sous le nom de Louis XIX ; en revanche, la reconnaissance de l'accession au trône d'Henri V implique la notification de la double abdication de 1830, dont on peut redouter que les Cours refusent de la recevoir dès lors qu'elles ont toutes reconnu la monarchie de Juillet. Un descendant de Charles X règne de nos jours : le grand-duc Henri de Luxembourg ; son grand-père, Félix de Bourbon-Parme, époux de Charlotte de Luxembourg, a pour grand-mère Louise d'Artois, fille du duc de Berry et petite-fille de Charles X.

Littérature et arts décoratifs

Le nom de Charles X est resté à un style dans les arts décoratifs. Ce style reste proche de celui du Premier Empire. Mais ce qui caractérise la courte période de son règne est un le regain d'intérêt artistique pour le Moyen Âge et l'essor du style troubadour. Même si elles sont parues avant, certaines œuvres de Chateaubriand comme le *Génie du Christianisme* sont caractéristiques de l'esprit du règne.

SOURCES MAÇONNIQUES

Les Rois Louis XVIII et Charles XII francs-maçons ?

Ils s'en sont repentis chacun un peu avant leur mort, mais toute leur vie a été marquée par leur Initiation. Voici donc un texte qui vient à l'appui de nos affirmations (texte que nous garantissons authentique, puisque nous l'avons recopié de son texte original que nous avons trouvé à la Bibliothèque Nationale de France) :

« Discours prononcé à la loge écossaise d'Emeth, O.˙. de Paris, dans la séance du 3 novembre 1824 (S.˙. V.˙.) ; par le F.˙. F.-T. Begue-Clavel, 32e, Vénérable titulaire de cette loge, à l'occasion de la mort de S. M. Louis XVIII et de l'avènement au trône de S. M. Charles X. (Paris, imprimerie du F.˙. Sétier, cour des Fontaines, n°7, 1824).

« Mes FF.˙.,

Notre sage Monarque, Louis XVIII, a cessé de vivre ! Nos pleurs ont coulé sur sa mort. L'histoire, toujours juste, le placera au rang des grands rois ; et nous, Maçons, et avant tout citoyens, nous garderons le souvenir des bienfaits de son règne. C'est à lui, mes FF.˙., que nous devons la charte : œuvre sublime par laquelle sont prévenues à jamais ces commotions terribles qui ébranlent la société jusque dans ses fondements ; par laquelle la tyrannie est désormais impuissante, et la révolte sans objet. C'est à lui que nous devons la tranquillité intérieure dont nous jouissons. […] Louis était trop magnanime pour prêter l'oreille aux calomnies dont la maçonnerie est l'objet. Loin de là, il applaudit à nos nobles travaux et il permit qu'une médaille en constatât l'événement, et en perpétuât la mémoire ! Admis autrefois à la connaissance de nos mystères, il en avait apprécié les moyens et la fin. […]

Joignez-vous à moi, mes FF.˙., dans l'expression du deuil qui remplit notre âme.

(Batt.˙. fun.˙. – 1er repos : Pleurons le Roi sage ; - 2ème repos : Pleurons notre Père ; - 3ème repos : Pleurons un Frère chéri).

Aux sentiments pénibles dont nous sommes la proie, vient se mêler un sentiment bien doux, que fait naître l'avènement de Charles X au trône. […] Charles X autrefois a pénétré dans le sanctuaire de nos Temples ; la lumière de l'initiation a brillé à ses yeux ; le grand et noble but qui nous rassemble s'est déroulé à son esprit : comment pourrait-il donc ne pas nous protéger ! J'entrevois déjà dans un avenir très près de nous, sous son protectorat puissant, la maçonnerie reprendre tout à coup son antique splendeur. […]

A moi, mes FF.˙., par une éclatante batt.˙. !

(Batt.˙. : - 1er repos : Vive le Roi ! – 2ème repos : Vive Charles X ! – 3ème repos : Vive notre bien-aimé Frère !) »

Vous demandez sûrement quand ont-ils été initié ?

Nous pouvons trouver la réponse parmi plusieurs sources maçonniques. Voici notamment ce que l'on peut lire dans la réédition de l'histoire de la Franc-Maçonnerie de Robert-Freke Gould (un très Haut Maçon), dans la section index :

« Louis XVIII, Louis, Stanislas, Xavier roi sous le nom de (1755-1824). Petit-fils de Louis XV, fils du dauphin Louis et de Marie-Josèphe de Saxe, comte de Provence, frère de Louis XVI. Roi de France de 1814 à 1824. Initié avec son frère le comte d'Artois (c'est-à-dire le futur Charles X) en 1784. »

ET LOUIS XV ET LOUIS XVI, FURENT-ILS FRANCS-MAÇONS ?

Louis XV ne fut jamais franc-maçon (il avait même, dès 1727, interdit la franc-maçonnerie en France) et Louis XVI non plus : il écrivit sévèrement au Prince de Condé et au Duc de Bourbon qu'une telle adhésion « était indigne de Princes de notre sang ! » Par contre Louis XVIII et Charles X le furent…

CHARLES duc de **Berry** Versailles 24 janvier 1778 - Paris 14 février 1820.



Second fils de CHARLES X Roi de France de 1824 à 1830, héritier du trône de France, et de Marie Thérèse de Sardaigne, assassiné le 13 février 1820, à Paris par Louvel.
Franc-Maçon à la Loge "*La Trinité*".

Dès les débuts de la Révolution française, il émigra avec son père. De 1792 à 1797, il servit dans l'armée de Condé puis passa en Grande-Bretagne. Là, il se maria secrètement à Amy Brown (1783-1876), d'où deux filles (dont il avoua l'existence sur son lit de mort): Charlotte de Bourbon, comtesse d'Issoudun, princesse de Lucinge Louise de Bourbon, comtesse de Vierzon, baronne de Charrette. À partir de 1807, Monsieur le comte de La Fare, évêque de Nancy, est chargé par Louis XVIII de lui verser, ainsi qu'à son frère Louis Antoine d'Artois, duc d'Angoulême, des sommes importantes pour l' entretien de sa Maison et les pensions de l'armée des princes pour assurer la subsistance de ses compatriotes.

Toutes les communications du continent avec l'Angleterre étaient interdites et les militaires de l'armée de Condé ne pouvaient plus recourir à Londres pour y toucher du gouvernement britannique leurs pensions alimentaires. Monseigneur de La Fare était chargé d'ordonnancer et de vérifier le paiement de ces pensions sur des maisons de banque de Vienne, notamment celle de Baron J.J. de Boesner, banquier viennois, qui plaçaient les fonds sur Hambourg et Augsbourg ainsi que chez M.A. Gnecco & cie et M.Heath & cie à Gênes. Pour les mois de mars et d'avril 1807, le versement fut de 18.676 livres tournois, soit la somme de 149.408 euros 2006, compte tenu de la commission de 130,5 livres de Baron J.J. de Boesner. Parmi les bénéficiaires des pensions, on trouve les noms du marquis de Montaignac, du capitaine chevalier de Badasset et du marquis d' Anjorrant entre autres. Monseigneur de La Fare exerça cet emploi périlleux jusqu'à la Restauration. Il retourna en France lors de la Première Restauration. Pendant les Cent-Jours, il suivit Louis XVIII à Gand.

Il revint en France en 1814 avec son père. En 1816 dans Notre-Dame de Paris, il épousa la princesse Caroline des Deux-Siciles (1798- 1870), fille aînée de François Ier des Deux-Siciles (1777-1830) et de Clémentine d'Autriche (1777-1801), dont il eut quatre enfants, dont deux parvinrent à l'âge adulte : une fille, Louise d'Artois (1819-1864), qui épousa en 1845 Charles III de Parme, duc de Parme (fils de Charles II, duc de Parme et de Marie Thérèse de Sardaigne). Louise fut la grand-mère paternelle de l'impératrice d'Autriche Zita. Un fils posthume, Henri d'Artois (29 septembre 1820 † 1883), duc de Bordeaux, puis « comte de Chambord ». Celui-ci épousa en 1846 Marie Thérèse de Modène (1817-1886) ; sans postérité, il fut le dernier Bourbon descendant de Louis XV. Apparenté aux « ultras », ces royalistes prônant le retour à l'Ancien Régime et à ses valeurs traditionnelles, il fut assassiné à sa sortie de l'Opéra de la rue de Richelieu le 13 février 1820, vers onze heures du soir, par l'ouvrier Louvel, qui voulait éteindre en lui la race des Bourbons. Transporté dans une des salles du théâtre, le prince mortellement blessé expira le lendemain à six heures du matin, en ayant pardonné à son assassin. Le duc de Berry est inhumé dans la basilique Saint-Denis.

La chute de Decazes
Le meurtre en février 1820 du duc de Berry par Louis-Pierre Louvel, un bonapartiste, engendre immédiatement la chute du ministre de la Police Élie Decazes. Ce dernier est en effet accusé d'être le responsable du crime, et dès lors, la presse ultra se déchaîne sur lui, certains allant même jusqu'à demander sa mise en accusation. Decazes est un homme politique haï des ultras et du comte d'Artois, le futur Charles X et frère du roi Louis XVIII. Redoutable manœuvrier, il a épuré l'administration des ultras aux élections de 1816. Il rompt également avec la droite du duc de Richelieu et, ministre de l'Intérieur, s'impose comme le chef officieux d'un cabinet théoriquement dirigé par Dessolle jusqu'en novembre 1819. Il mène une politique qui se veut libérale (sans pour autant le dire ouvertement), en s'appuyant sur les doctrinaires (qui ont choisi Louis XVIII et qui lui sont donc favorables).

Son ambition est alors de « *royaliser la nation et nationaliser les royalistes* » ; il doit, pour ce faire, manœuvrer avec des groupes parlementaires méfiants. Désireux de développer l'économie française, il met en place des actions en faveur de l'agriculture, de l'industrie, et du commerce. Il aide également le développement de la presse grâce à la loi de mars 1819, la loi De Serre : désormais, pour fonder un journal, il suffit seulement d'une déclaration et du dépôt d'un chèque de 10 000 Francs. L'autorisation préalable et la censure sont abolies. Cela permet à la presse nationale et régionale, qu'elle soit ultra ou libérale, de se développer. Decazes s'attire au fil des mois les foudres des ultras, qui le trouvent trop libéral, mais aussi celles des libéraux, qui critiquent la timidité de ses réformes. Il tente de se rapprocher des ultra pour modifier la loi électorale, dans un sens plus favorable aux grands propriétaires, ce qui l'amène à la tête d'un gouvernement « droitisé » en novembre 1819. Dans les semaines qui précèdent la mort du duc de Berry, il tente de mettre sa réforme électorale.

Après l'assassinat du duc, la chambre des pairs refuse de voter la loi, et il est alors contraint de démissionner. Chateaubriand écrit, dans ses mémoires, pour relater cet évènement « *le pied lui a glissé dans le sang* ». La mort du duc de Berry marque donc la fin d'une expérience qui ne réussit pas réellement à trouver sa place entre une droite ultra qui refuse de changer ses positions, et une gauche libérale qui glissera petit à petit vers une opposition de plus en plus forte, dès lors que les libertés seront remises en cause.
Le changement de politique sous le ministère Richelieu

Après la démission de Decazes, la politique du pays change radicalement. Le roi Louis XVIII rappel le duc de Richelieu à la tête du gouvernement, pour un deuxième ministère, qui sera marqué par un réel retour en arrière. En effet, il suspend grâce aux vote de lois, les libertés précédemment acquises. Les libertés individuelles et les libertés de presse sont suspendues, la censure et l'autorisation préalable pour fonder un journal sont rétablies. De plus, les ultras imposent le vote d'une loi électorale qui est censée freiner la montée des libéraux ; de nombreuses réactions éclatent, comme la manifestation des étudiants qui se rendent au palais Bourbon pour protester. La loi voulue par les ultras est cependant votée le 30 juin 1820.

Cette loi, appelée loi du « double-vote », réorganise l'élection des députés. En effet, 258 d'entre eux seront élus par tous les électeurs lors d'un scrutin d'arrondissement, et les 172 restants seront élus dans les chefs-lieux par le quart des électeurs les plus imposés. Ces derniers voteront donc deux fois. Une autre loi électorale permet également de faire passer certains des électeurs « suspects » sous la barre d'imposition des 300 francs, nécessaire pour avoir le droit de vote. Cela permet donc aux ultras de remporter une large victoire aux élections de novembre 1820, et d'écraser les oppositions.

Richelieu continue sa politique avec l'adoption de nouvelles lois. Le 5 juillet 1820, les universités, et donc le corps enseignant et étudiant, sont contrôlées par les autorités ; le 27 février 1821, l'enseignement secondaire est placé sous surveillance du clergé. Richelieu devra nommer des ultras au sein du gouvernement, et sera contraint de démissionner, en raison des exigences toujours plus grandes de ses ministres, et en l'absence du soutien du comte d'Artois. Il sera remplacé en décembre 1821 par Villèle, l'homme de confiance du comte d'Artois, qui continue une politique ultra dans la lignée de celle de Richelieu : il placera les universités sous tutelle de l'Église, la presse sera de plus en plus contrôlée, et il luttera contre la Charbonnerie. WIKIPEDIA

CHARLES XIV **Jean de SUEDE** Voir BERNADOTTE

CHARVET **Camille née Kahn** Besançon 1881 – Auschwitz 1944.

Camille Charvet se rend à Paris à 21 ans pour poursuivre de brillantes études. Reçue à l'agrégation de physique, elle y fit également des études de médecine puis de chirurgie qui lui permettent d'exercer à la Pitié-Salpêtrière, entre 1902 et 1904. Pendant cette période, elle est profondément marquée par l'enseignement de Marie Curie et de Paul Langevin. A partir de 1914, elle retrouve la vie provinciale en créant et dirigeant l'hôpital militaire du Puy. Dans cette ville, parallèlement à son activité médicale, elle enseigne dans les deux lycées de la ville. Polyglotte à l'esprit éclectique, elle fait également de nombreux voyages : elle rencontre aussi Rodin et Kipling avec lequel elle entretient une correspondance épistolaire suivie. Ses préoccupations humanistes, sociales et internationalistes l'amènent, durant l'entre-deux-guerres, à être membre de la Ligue des Droits de l'Homme, du Groupe socialiste féminin, de l'Union rationaliste et de la Libre Pensée puis enfin, de la Ligue internationale contre l'Antisémitisme et le Racisme. Elle est également initiée (dans les années 1920) à la fédération du Droit Humain et y déploie rapidement une activité importante, marquée notamment, à partir de 1930, par son engagement en faveur des thèses pacifistes. Elle devient rapporteur national, au Convent de la Fédération.

Elle est par la suite élue au Conseil national, de 1931 à 1937, et préside, pendant cette période, le Congres régional des Loges de l'Est établi à Besançon, en 1934. Elle entreprend, dans cette région, un important cycle de conférences maçonniques sur le pacifisme. Commencé en 1945, celui-ci s'achève vers 1940. Parallèlement, elle entretient une correspondance dans le monde entier avec des militants internationalistes, progressistes et pacifistes. Camille Charvet montre aussi une sensibilité aigüe à la question sociale : elle est en effet pionnière en matière de formation ouvrière et met en place des cours du soir dispensés au profit des ouvriers de Besançon. La Seconde Guerre mondiale la mène vers une tragique destinée : résistante très active dès le début du conflit, c'est le 25 janvier 1943 qu'elle est arrêtée par la Gestapo. Torturée, elle est expédiée au camp de Drancy puis à Auschwitz le 2 juillet 1944. Servant alors comme infirmière dans un bloc affecté aux malades, elle meurt quelques semaines seulement avant la Libération.

Représentative des engagements et des valeurs défendues par nombre de membres du Droit Humain, il est peu étonnant que cette obédience ait donné le nom de cette femme exceptionnelle au chapitre de Besançon. I.M.

CHAUSSARD **Jean-Baptiste** Tonnerre (Yonne) septembre 1729 - Paris 26 juin 1818.



Architecte du roi, associé de Pierre Contant d'Ivry et de Jean-Michel Chevotet, il est aussi le genre de ce dernier, le neveu du peintre du roi Jean Valade, et le père du révolutionnaire Pierre-Jean-Baptiste Chaussard. Son père François Nicolas Chaussard fait profession d'arpenteur juré royal. Le fait n'est pas négligeable : c'est sans doute dans l'agence paternelle, au contact des compas, des règles et des relevés, que le jeune Jean-Baptiste prend conscience de sa vocation : il sera architecte. On ignore tout, malheureusement, de sa formation initiale et de ses humanités. Il faut attendre 1752 pour retrouver sa trace à Paris, dans l'agence de Pierre Contant d'Ivry, mais il est aussi élève à l'Académie royale d'architecture. Nul n'ignore l'importance de cette officielle et docte institution, qui règle et mène le goût en France depuis près d'un siècle, et des prix qu'elle décerne à l'occasion de ses concours annuels : c'est là que se font les carrières.

L'entrefilet du Journal de Paris annonçant le décès de Jean-Baptiste Chaussard, le 16 juin 1818, précisera : *l'un des plus anciens et des plus laborieux architectes de Paris....* Ce commentaire est aussi sibyllin que son épitaphe au Cimetière de Montmartre : *Homme de mœurs antiques, d'un talent distingué et d'un caractère ferme.*

Il y a tout lieu de croire que pareilles oraisons n'ont guère retenu l'attention des lecteurs, et que la disparition de Chaussard

passe inaperçue, dans une indifférence quasi générale. Cet homme de son temps, a pourtant connu une certaine notoriété : les débuts de sa carrière, dans les années 1760, s'inscrivent dans le sillage du grand Pierre Contant d'Ivry (1698-1777) et de Jean-Michel Chevotet (1698-1772), dont il devient le gendre. Son activité se clôt - dans l'état actuel de nos connaissances - auprès de Pierre-Louis Moreau-Desproux, de François-Joseph Bélanger et de La Folie Saint-James, à Neuilly-sur-Seine. Aujourd'hui ses réalisations sont à nouveau étudiées.

Ses débuts

Chaussard est candidat à plusieurs des concours de l'Académie royale d'architecture : le 20 mai 1754 et un an plus tard, le 12 mai 1755. Le premier prix lui échappe, mais il se voit gratifié, pour chacune de ses tentatives, d'une médaille décernée par le marquis de Marigny, directeur de l'Académie. Près de quinze ans plus tard, cette célèbre et sévère Maison continue d'exercer une réelle attraction sur bien des architectes de talent : en 1767, puis en 1770, Chaussard y brigue un poste de professeur vacant. Il rédige à cette occasion un curriculum vitae qui est, avec la série z1j des Archives nationales, l'une des sources essentielles pour la connaissance de son œuvre, et a le mérite de nous entraîner sur son itinéraire. Jean-Baptiste Chaussard assiste Pierre Contant d'Ivry au Palais-Royal en 1752, et à l'église de l'abbaye de Penthemont, l'année suivante, et à la Ferme des Tabacs, en 1759 : trois édifices majeurs dans l'œuvre de son maître, et qui ont sans doute beaucoup compté dans sa formation. Mais quelle a été sa participation ?

Probablement, comme c'est alors l'usage, a-t-il fait office de maître d'œuvre, veillant à la bonne exécution des plans qu'il a peut-être dessinés lui-même sous la conduite de leur auteur ? On imagine difficilement meilleure école. Chaussard semble se dégager ensuite de la tutelle de Contant, mais sans que les liens soient rompus entre eux, pour connaître dès le début des années 1760 une intense activité personnelle, tant à Paris et en Ile-de-France que dans les provinces parfois les plus reculées du royaume, et tout en travaillant aux côtés de l'architecte Jean-Michel Chevotet, son beau-père. À cette époque il faut obligatoirement avoir des relations et de riches commanditaires pour être architecte. Il travaille pour certains personnages très en vue dans les milieux de la finance, de la magistrature et même de l'Église : les Boullongne, les Parseval et les Caze, qui sont au nombre des meilleurs contrôleurs ou fermiers généraux, les Ogier, les Lévis-Léran.

Son mariage (1765)

C'est auprès de cette clientèle richissime et assidue que Chaussard commence sa propre carrière. Dans les années 1760, c'est un jeune architecte *rempli de talent*, mais ses attaches familiales n'ont pas dû rester étrangères à ce succès. Son mariage le 18 février 1765 avec Anne-Michelle, la fille de Chevotet:, en fait le neveu d'un pastelliste réputé, Jean Valade (1710-1787) à qui l'on doit son portrait. Il est associé avec son beau-père, Jean-Michel Chevotet, et Pierre Contant d'Ivry.Jean-Baptiste Chaussard travaille sur différents projets, notamment l'église Saint-Wasnon à Condé-sur-l'Escaut (1751), avec Emmanuel de Croÿ-Solre, qui parlera de lui dans ses *Mémoires*. Strictement contemporaine, mais inconnue il y a peu de temps encore, l'intervention de Pierre Contant d'Ivry à L'Hermitage est plus difficile à cerner : elle concerne surtout l'implantation des deux premiers pavillons de communs et le schéma de l'avant-cour. Et si l'architecte promet d'étudier le plan d'une *maison carrée*, pour le futur château, c'est pour mieux s'en décharger, à son retour de Paris, sur Chaussard.

On peut d'ailleurs imaginer que Contant, sollicité par d'autres chantiers, a voulu signifier à son élève l'estime dans laquelle il le tient, lui laissant ainsi l'occasion de faire ses premières armes. En tout état de cause, Chaussard devient, dès lors, l'ami et le conseiller fidèle des Croÿ. Est-ce à sa demande que Jean-Michel Chevotet est consulté à son tour pour le même château de L'Hermitage, en 1754, ou est ce le fruit du hasard, en l'occurrence les liens étroits qui unissent Emmanuel de Croÿ-Solre et Claude Lamoral II de Ligne ? Toujours est-il qu'à cette date Chevotet, qui ordonne les jardins de Belœil, à quinze kilomètres de là, donne aussi un projet général pour la *maison de campagne* de Condé. La participation des trois architectes au château de L'Hermitage est donc bien réelle, quoique à des degrés divers. Elle l'est autant à Arnouville-lès-Gonesse, où l'intendant du Hainaut devenu ministre des Finances, le célèbre Jean-Baptiste de Machault d'Arnouville, lui fait construire un important château de la Muette et l'église Saint-Denis d'Arnouville-lès-Gonesse. Contant et Chevotet y oeuvrent de concert entre 1750 et 1760, et en 1782 c'est à Chaussard que l'on doit l'église paroissiale, à l'entrée de la perspective.

Après la mort de son beau-père (1772)

À la mort de Jean-Michel Chevotet en 1772, il reprend son chantier de Mareuil-sur-Ay, près d'Epernay, où il termine peu après le château des Domangeville. Il ressort donc de tout ceci une étroite collusion des principaux acteurs, qui permet de supposer qu'il existe entre eux, au-delà de l'estime et de l'amitié, sinon une identité de vue du moins une parenté d'esprit sans laquelle toute réalisation commune eût été impossible.

JEAN-BAPTISTE CHAUSSARD ET LA FRANC-MAÇONNERIE

Leurs liens d'amitié sont-ils plus forts du fait de leur appartenance à la franc-maçonnerie ? Non, Chaussard n'est pas encore à cette époque franc-maçon. Ce n'est qu'après la mort de Chevotet en 1772, puis celle de Contant en 1777, que Chaussard, dont la carrière est pourtant bien assise, se retrouve affilié, dès 1773, à la puissante loge maçonnique de *l'Étoile polaire*, où se réunissent entre autres Dumont et Nicolas Le Camus de Mézières. Trois ans plus tard, on les retrouve parmi *les Cœurs simples de l'Etoile polaire*, entourés cette fois de Jean-François Chalgrin, Augustin Pajou, Charles De Wailly, son associé Pierre-Louis Moreau-Desproux et Henry de Mars. Rien n'indique, bien sûr, que cette affiliation ne répondît à une aspiration profonde, et au désir de la partager au sein d'une société de pensée. Quelle influence cela va-t-il avoir sur son œuvre et sur le parcours politique de son fils et ses idées politiques. Quelles sont ses idées ? Il semble avoir approuvé les idées révolutionnaires de son fils. En tous les cas cela lui évitera la guillotine. Mais ses papiers *disparaissent* pendant la Révolution, comme il l'explique à la duchesse douairière de Croÿ, dans un de ses rares courriers non détruits.

Ses lectures et ses idées

L'inventaire de ses biens permet à peine d'entrouvrir la porte de sa réserve. Tout au plus les titres de sa bibliothèque permettent-ils de mieux cerner ses goûts, très diversifiés, en matière d'architecture : Oppenort, Dumont, Jacques François Blondel voisinent avec Vitruve, Andrea Palladio et Neufforge, Pierre Patte et Daviler, mais aussi Bullet de Chamblain, Desgodetz, Jean-François Félibien, Jean-Baptiste Courtonne, et encore Chambers. Élève des uns, Chaussard ne reste pas sourd aux appels des autres. Il apparaît finalement comme un éclectique, au talent très souple (juste avant la Révolution, il collabore avec Pierre-Louis Moreau-Desproux). Autant d'atouts qui lui permettent de se plier aux exigences d'une riche clientèle aristocratique, fidèle à la tradition du *grand goût*, et au service de laquelle il met sa connaissance très approfondie de l'architecture française. Ceci ne l'empêche pas, de remplir scrupuleusement toute commande d'un type nouveau, réclamant sinon une adaptation, du moins une réelle compréhension des tendances contemporaines. Il est regrettable que Publicola, son fils aîné, ne croira pas nécessaire de nous livrer un portrait de Chaussard. La chose aurait dû lui être facile, rapprochés qu'ils étaient par un goût commun de l'architecture. Jean-Baptiste Chaussard sait quel parti on peut en tirer et la concevoir grandiose. À telle enseigne, ses fameux *Monuments de l'héroïsme français*, vaste projet révolutionnaire qui propose de faire une sorte de voie sacrée depuis le Muséum national d'histoire naturelle jusqu'au pont de Neuilly.

La fin de sa vie.
Dans les années 1780, ce sont les réalisations essentielles de l'âge mûr. Il acquiert une jolie fortune, mais sans ostentation.
Il semble ne plus avoir travaillé dès 1789. À cette époque tous ses clients sont morts guillotinés ou assassinés.
En 1802, il acquiert une maison à Paris, rue Taillepied. Il est mort à Paris le 26 juin 1818 et passe à l'Orient éternel.

CHAUTEMPS Alphonse

Valleiry en Haute-Savoie 18 octobre 1860 –
Saint-Jean-Saint-Germain dans l'Indre-et-Loire 4 avril 1944.

Homme politique français. Il est le frère d'Émile Chautemps et l'oncle de Camille Chautemps, autres personnalités radicales de la Troisième République. Docteur en droit, avocat, il s'inscrit à l'âge de 21 ans au barreau de Saint-Julien-en-Genevois. Il choisit en 1885 de rejoindre la magistrature ; il est nommé successivement à Largentière, puis au Blanc et enfin à Tours.
Actif dans la franc-maçonnerie, il est membre de la loge Les Enfants de Rabelais à Chinon.

Attiré par la politique, il se présente en 1897 à une élections législative partielle au Blanc. Campant sur des positions républicaines très intransigeantes, il est non seulement battu mais de plus très mal vu par sa hiérarchie. Il rejoint le Parti républicain, radical et radical-socialiste à sa création. Sous cette étiquette, il devient finalement député d'Indre-et-Loire lors des élections législatives de 1902. Il est régulièrement réélu jusqu'en 1919 ; cette dernière année, il choisir de ne pas se représenter et de céder son siège à son neveu Camille. Il retrouve le Parlement l'année suivante en se faisant élire sénateur. Il sera constamment réélu jusqu'à la chute de la Troisième République. Il vote, le 10 juillet, en faveur de la remise des pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. Il se retire ensuite de la vie politique et meurt en avril 1944 à l'âge de 84 ans.

CHAUTEMPS Camille

Paris 1er février 1885 – Washington 1er juillet 1963.



Il appartient à une famille de maçons. Son père, Emile Chautemps (1850-1918), président du Conseil municipal de Paris, député de la Seine (1889-1897), puis député et sénateur de Haute-Savoie (1897-1918), deux fois ministres, en 1895 et 1914, est initié à « *Isis- Montyon* » (1890) et fréquente diverses loges « *L'Amitié, Cosmos 288* ». Félix (1877- 1915), un de ses fils, député de Savoie (1906-1914), est initié en 1904 à « *L'Action* », vénérable de « *La République* » (Grande Loge) en 1914 avant de tomber au champ d'honneur. Alphonse (1860-1944), frère d'Emile, député d'Indre-et-Loire (1902-1919), puis sénateur, est membre des « *Enfants de Rabelais* » à Chinon. Camille est initié le 8 décembre 1906 aux « *Démophiles* » (Grand Orient) à Tours, à l'âge de 21 ans ; il est reçu compagnon et maître le 25 juillet 1908, et est élu vénérable le 26 novembre 1910 à l'âge de 25 ans !

Il est réélu l'année suivante. Il retrouve dans sa loge le député René Besnard, conseiller de l'Ordre en 1906. En 1907, les locaux des « *Démophiles* » sont ouverts au comité des francs-maçons franco-américains – mais ce rapprochement sera sans lendemain.

Camille entre au Conseil municipal de Tours en 1912. En 1917, il gère de facto la mairie et, en 1919, il devient député puis maire de Tours. Il a cependant dû, contre les socialistes, s'allier avec la droite, ce qui a dû déplaire à certains maçons mais, en 1924, il se retrouve au sein du Cartel des Gauches qui fait élire les cinq députés du département dont trois maçons (Chautemps, Bernier et Proust). Chautemps amorce une brillante carrière ministérielle dans les cabinets Herriot et Painlevé.

Il s'affilie aux « Enfants de Rabelais », en 1925, et accède au 18°, en 1919, puis au 30°, en 1925, du Rite Ecossais au chapitre puis à l'Aréopage des « *Démophile*s ». Il est très appuyé par la maçonnerie locale, numériquement importante avec une forte base populaire. Les « *Démophiles* » le nomment vénérable d'honneur, et sa présence est remarquée à la fête solsticiale du 18 janvier 1925. Il est alors ministre de l'intérieur.

En 1928, il juge plus prudent de se présenter à Chinon, mais il est battu par un conservateur. Il va quitter le département et profiter d'une élection partielle pour ce faire élire à Blois, dont il sera le député jusqu'en 1935, avant de représenter le Loir-et-Cher au Sénat. Il reste inscrit dans les divers ateliers maçonniques, mais il ne semble plus les fréquenter. De 1930 à 1940, il est quatre fois président ou vice-président du Conseil et six fois ministres.
Selon la fiche établie par Vichy, il se serait affilié, en 1931, à la loge « *La République* » (Grande Loge de France) qui

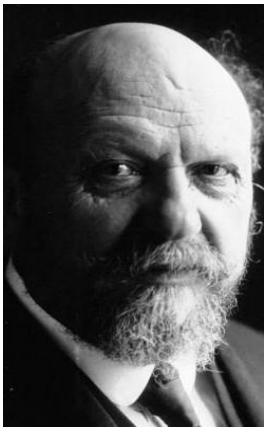
réunit plusieurs parlementaires. L'affaire Stavisky le contraint à abandonner la présidence du Conseil, car des membres de sa famille sont compromis, ainsi qu'un membre des « *Démophiles* », Louis Proust, aussitôt radié par le Grand Orient. La maçonnerie est mise en cause au congrès radical de Clermont. Chautemps en prend la défense, lui attribuant le mérite d'avoir formé son intelligence et son caractère. L'extrême droite le présente comme l'instrument de la maçonnerie, lui attribuant à la suite d'une erreur de l'abbé Tourmentin, le grade de Souverain Prince Rose-Croix (32° du Rite Ecossais).

En 1938, la loge « *L'Unité Maçonnique* » le met, ainsi que Jean Zay, en accusation en tant que membre du gouvernement Daladier, pour ne pas avoir secouru les républicains espagnols et avoir laissé les nazis s'emparer de l'Autriche, puis dépecer la Tchécoslovaquie. Chautemps écrit à Groussier, le président du Conseil de l'Ordre, pour s'indigner que les maçons les plus anciens et les plus « courageusement fidèles » soient ainsi attaqués, alors que ceux qui ont appartenu aux gouvernements d'Union Nationale (dirigés par et pour le profit de la réaction) ont été épargnés. Groussier lui répond que le Conseil de l'Ordre a voté un passage à l'ordre du jour et infligé un blâme sévère à « *L'Unité Maçonnique* »

Chautemps est ministre d'Etat, vice-président du Conseil, dans le cabinet Pétain en 1940. A Vichy, Paul Ramadier, qui s'était, en 1934, porté garant de son intégrité auprès de Groussier, l'aborde : « *Et la maçonnerie, qu'allez-vous en faire ?* » Il répond : « *Elle sera dissoute. D'ailleurs, peu m'importe. Je lui ai donné plus qu'elle m'a apporté* ». Selon les Cahiers secrets de l'armistice publiés par Chautemps après la guerre, le maréchal lui aurait conseillé de quitter la maçonnerie avant sa dissolution ; Chautemps aurait refusé et obtenu la promesse verbale qu'aucune sanction ne serait prise contre les maçons fonctionnaires. Après la publication du décret prononçant sa dissolution, le 14 août 1940, il aurait conseillé aux frères de se soumettre pour ne pas déclencher de nouvelles querelles entre Français en un tel moment. Il est envoyé par Pétain aux Etats-Unis, mais sa mission prend fin à la suite de la loi du 10 novembre 1941 qui interdit aux maçons toute participation aux fonctions publiques. Il se met alors au service du président Roosevelt. Il meurt aux Etats-Unis en 1963. A.C.

CHAUTEMPS Émile

Valleiry (duché de Savoie, royaume de Sardaigne) 2 mai 1850 – Paris 10 décembre.



Homme politique français. Il est le fils de Jean-Marie Chautemps, métayer du comte de Viry, qui fut syndic puis maire de la commune après la réunion de la Savoie à la France en 1860. Il était le frère d'Alphonse Chautemps. Ses deux fils, Félix (1877-1915) et Camille (1885-1963), auront une carrière politique.

Docteur en médecine en 1875. Député de la Seine de 1889 à 1897, député de la Haute-Savoie de 1897 à 1905 (Circonscription de Bonneville), sénateur de la Haute-Savoie de 1905 à 1918, ministre des Colonies du 26 janvier au 1er novembre 1895, ministre de la Marine du 9 au 13 juin 1914. En 1895, il est élu conseiller général de Chamonix. Il vota en faveur la loi de séparation des Églises et de l'État le 6 décembre 1905. Il fut le président de la Société philanthropique savoisienne de Paris, dont il est l'un des membres fondateurs avec les avocats François Quétand et Basile Rubin.

Émile Chautemps était actif dans la franc-maçonnerie. Il a été initié à la loge *Isis-Montyon* en 1880. Il a plus tard fréquenté diverses loges (*L'Amitié, Cosmos 288*).

CHASTENET DE PUYSÉGUR Armand Marie Jacques

1751 – 1825.



Le plus célèbres disciples de Messmer. Il laissa le souvenir d'un magnétiseur remarquable.
Franc-Maçon de la Loge "*La Candeur*" 1778

Carrière militaire et politique

Puységur se distingue en tant que colonel d'artillerie lors du grand siège de Gibraltar (1779-1782) puis est envoyé en mission officielle en Russie. En 1785, il reprend le commandement de son régiment d'artillerie à Strasbourg. Homme des Lumières, il commence par suivre les idées nouvelles du courant révolutionnaire, puis est dépassé par la tournure que prennent les événements. Nommé général d'artillerie en 1791, il démissionne en mai 1792. Alors que ses deux frères se réfugient à l'étranger, il refuse de les suivre. Sous la Terreur, Puységur passe deux années en prison avec sa femme et ses enfants mais évite le pire et n'est pas spolié de ses biens. Sous l'Empire, de 1800 à 1805, il est maire de Soissons. Puységur tombe gravement malade à Reims en 1825 lors du sacre de Charles X et meurt peu après.

Puységur et le magnétisme animal

Comme ses deux plus jeunes frères, Jacques Maxime (1755-1848) et Antoine-Hyacinthe (1752-1809), Puységur est l'élève de Franz-Anton Mesmer dans le cadre de la *Société de l'Harmonie* à partir de 1782. Puységur se distingue de Mesmer en déclarant n'être qu'un vecteur pour les malades qui seraient leurs propres médecins, là où Mesmer prétend soigner par une action exclusivement physiologique dont le magnétiseur serait la source. Il met également en doute le fait que la crise, dont Mesmer avait fait la manifestation par excellence du magnétisme, soit autre chose qu'un élément parasite.

A partir de 1784, dans son domaine de Buzancy dans le Soissonnais, Puységur commence à pratiquer la *mesmerisation*,

une mise en état de transe réputée apporter la guérison, pour soigner les maux du personnel de son château. C'est à la suite d'un mauvais déroulement de cette pratique qu'il dit constater chez Victor Race, un paysan dont la famille est à son service, un état de somnambulisme. C'est ainsi qu'il décrit l'état profondément endormi mais pleinement conscient qu'il reproduira ensuite. Il décrira notamment une clairvoyance des malades sur leur propre maladie, sur celle des autres et sur les remèdes qui leur conviennent. Ce premier évènement se déroule le 4 mai 1784, année de la publication de son premier ouvrage sur le magnétisme animal.

C'est aussi l'année de la publication des deux rapports officiels sur le magnétisme animal commandités par Louis XVI. En 1785, il amène Victor Race à Paris pour faire une démonstration de ses découvertes devant Mesmer. La même année, il crée à Strasbourg la *Société harmonique des amis réunis* au sein de laquelle il forme quelque deux cent magnétiseurs et instituera de nombreux centres de traitements. Cette société continue à exister jusqu'en 1789 et publie de nombreux articles sur les différents cas traités par magnétisme. Toujours décrié et remis en cause, il effectue de nombreuses actions pour répondre à cette incrédulité ambiante. Pour un de ces biographes (Jean-Pierre Petter) cette mise en avant du pouvoir de chacun a joué contre lui, et, au lieu de le voir comme une personnalité purifiant et codifiant le magnétisme et le phénomène du somnambulisme, on préfère le représenter comme un aristocrate manipulateur pour ne pas perdre l'image du pouvoir hiérarchique. C'est un point de vue qui rappelle que ce genre de pratiques ne pouvait pas être neutre dans le contexte politique et religieux de la Révolution française. Puységur est le chef de file de l'école de magnétisme animal "*psychofluidiste*". On compte notamment parmi eux le naturaliste Joseph Philippe François Deleuze, le médecin Alphonse Teste, l'officier et écrivain Charles de Villers, Casimir Chardel, Auguste Leroux, A.A. Tardy de Montravel et Jules Charpignon.

CHATRIAN Alexandre

Abreschviller 18 décembre 1826 - Villemomble 3 septembre 1890



En collaboration avec Erckmann, auteur de romans rustiques se rapportant à l'Alsace. Le plus célèbre est L'Ami Fritz.

Initié Franc-Maçon, en 1875, à la loge "*Alsace*- *Lorraine*" Paris.

Les débuts

Né à Abreschviller, Alexandre Chatrian entra au collège de Phals-bourg vers 1842, en classe industrielle. Il arrêta ses études en 1844 et partit gagner sa vie en Belgique, comme comptable, pendant 2 ans. En 1847, il était maître d'étude au collège de Phalsbourg lorsqu'il rencontra Erckmann. Ils devinrent amis et passèrent l'été ensemble dans les Vosges.

Après la Révolution française de 1848, ils commencèrent à publier des feuilletons mais le succès escompté n'arriva pas aussi vite qu'ils l'avaient cru. Chatrian chercha alors un autre travail et fut embauché en 1852 comme employé de bureau à la Compagnie des chemins de fer de l'Est.

Le succès

Après une période de rodage, ils commencèrent à être connus vers 1859 : la publication régulière de contes et de nouvelles fantastiques leur attire de nombreux lecteurs. Ils s'installèrent donc tous deux à Paris, près de la Gare de Paris-Est pour pouvoir revenir régulièrement en Lorraine. Chatrian acheta une propriété (la villa Plaisance) au 56 avenue Franklin au Raincy, dont il sera maire pendant 6 mois en 1878, et où il emménagea en mai 1869 avec Adélaïde Riberon, sa compagne avec qui il a eu deux enfants. Après 1872, Chatrian écrivit plutôt du théâtre tandis qu'Erckmann s'occupait des romans. Chatrian prit sa retraite d'employé des chemins de fer en 1884 et se retira alors à Villemomble.

La fin

En 1885, après le succès mitigé de *Myrtille*, Chatrian abandonna le théâtre et s'installa à Saint-Dié, 2 place Stanislas. Il tomba alors malade et sa santé mentale s'en ressentit. Il négocia une nouvelle convention avec leur éditeur en 1886, qu'Erckmann refusa de signer. L'année suivante, il révèle à Erckmann qu'il rémunérait des « nègres » avec leurs fonds communs : c'est la fin de leur association et de leur amitié. Il meurt à Villemomble en 1890 et y est inhumé.

CHEDEL André

Neuchâtel 4 mars 1915 – Le Locle 1984.

C'est un philosophe et chercheur suisse autodidacte, écrivain, orientaliste et journaliste. Initié en 1954 à la loge du Locle *Les Vrais Frères Unis », malgré un fort handicape physique il deviendra Grand Orateur de la GLSA.

Enfant unique d'une famille du Locle, terrassé en 1919 par la paralysie infantile, il porte très jeune un grand intérêt pour les langues et civilisations orientales. Il étudie d'abord en autodidacte puis à Paris à l'Ecole pratique des hautes études, à l'Ecole des langues orientales et à la Sorbonne entre 1936 et 1939. Docteur honoris causa de l'Université de Neuchâtel quelques années avant sa mort, survenue en 1984.

Passionné par l'Orient et s'intéressant aux idées philosophiques, spirituelles et religieuses, il compose en 1944 une anthologie de textes religieux et sacrés orientaux, puis plusieurs essais, notamment :

- *Judaïsme et christianisme, les bases d'une entente entre juifs et chrétiens, vers une religion spiritualiste* (1951)
- *Pour un humanisme laïc* (1963),
- *Au seuil du temple de Salomon : réflexions sur la franc-maçonnerie* (1977)
- *L'absolu, cette recherche : analyse des religions monothéistes* (1980).



Son activité littéraire est riche, variée et accessible. Entre autres, il écrit également un roman, *La montée au Carmel* (1958), un recueil de nouvelles *Contes et portraits* (1958), un ensemble de courts textes *Vagabondages : évocations et réflexions* (1974), ainsi que différents récits de voyage.

Parallèlement, il traduit en français de nombreux textes, notamment des œuvres en russe (*La Russie face à l'Occident* de Dostoïevski en 1945, les *Nouvelles* d'Anton Tchekhov en 1959), en grec ancien (*Les Perses* d'Eschyle en 1946), en arabe (*Choix de Contes des mille et une nuits* en 1949), en sanskrit (*Bhagavad-Gîtâ* en 1971).

En outre, il rédige plusieurs préfaces. En plus de ses publications abondantes, André Chédel est aussi journaliste indépendant et collabore avec de nombreux quotidiens et revues : le Journal de Genève, la Gazette de Lausanne, L'Essor (dont il est à la tête de 1950 à 1952), L'Impartial, La Revue de Suisse, La Vie protestante et d'autres. JCvL + Wikipédia

CHEMIN-DUPONTES Jean-Baptiste Paris 1767 – Belleville 1850.

Fils de merciers, Chemin-Dupontès fit de brillantes études au collège de Navarre. Après avoir envisagé de devenir ecclésiastique, il se destine à l'enseignement puis dirige une entreprise de librairie ; gagné aux idées révolutionnaires, ardemment républicain, il est incarcéré au Luxembourg sous la Terreur ; il est libéré après le 9 Thermidor. Il prend, en 1796, une part active aux côtés de Mandar et Valentin Hausÿ, avec l'appui du directeur.

La Revellière-Lépeaux, à la naissance d'une religion de filiation rousseauiste, déiste et républicaine : la théophilanthropie, pour enseigner l'amour de Dieu et de l'Humanité. Le culte de cette religion adogmatique se limite à des discours de morale et des hymnes à l'Être Suprême. Chemin-Dupontès, devenu « le pape de la théophilanthropie », rédige un *Code de la Religion naturelle* et un *Manuel de la Théophilanthropie*. Cette religion est interdite par le Premier Consul quand il se rapproche de Rome, le 4 octobre 1801. Chemin-Dupontès reprend sa carrière d'enseignant par la Révolution ; professeur de belles-lettres et chef d'institution, il publie divers ouvrages destinés à l'éducation et dirige un périodique littéraire, *Le Censeur*. En 1816, il doit renoncer à diriger son établissement sous la pression d'une administration ultraroyaliste.

C'est vraisemblablement en 1815 qu'il est initié. Il va trouver dans l'institution maçonnique le moyen de poursuivre son apostolat théophilanthrope. Il sera prisé par une génération de maçons dépourvue de maîtres à penser et son influence ne déclinera que sous la Monarchie de Juillet. Très demandé, il s'affilie dans plusieurs loges, chapitres ou conseils philosophiques. Il est élu, en 1823, vénérable des « *Sept Ecossais Réunis* », en 1827, des « *Rigides Ecossais* » puis, de sa loge fille, « *Les Fidèles Ecossais* » ; en 1835, il dirige ensemble la loge, le chapitre et le conseil philosophique d'« *Isis-Montyon* », loge constituée par la fusion de trois ateliers dont « *Les Fidèles Ecossais* ». il est également Très Sage du chapitre des « *Sept Ecossais* ». Il instaure en 1828, aux « Rigides Ecossais », le prix de vertu pour récompenser de bonnes actions. Les prix qu'il décerne à la loge « *Isis-Montayon* » sont remis au cours de solennités en présence des profanes. En 1821, il est admis au 33°. En 1839, le Grand Orient lui délivre une médaille d'or en récompense pour son apostolat et ses travaux. Il participe aux séances de l'obédience en étant élu député du Conseil Philosophique des Commandeurs du Mont-Thabor et Expert de la Chambre du Suprême Conseil des Rites (1823). Il a également été orateur de la Chambre de Correspondance et préside, en 1833, la Chambre du Suprême Conseil. En 1839, il accède à l'honorariat.

Ses écrits maçonniques ont marqué une génération. Il publie de 1819 à 1832, par livraisons, quatre volumes réunis sous le titre d'*Encyclopédie maçonnique*. Il écrit également une *Histoire des initiations et expiations de l'ancienne Egypte*, un *Mémoire sur l'Ecossisme* et un *Cours pratique de franc-maçonnerie pour les grades symboliques capitulaires et philosophiques*, comprenant cinq cahiers.

Sous le pseudonyme de Jean Le Rond, il prodigue des conseils aux ouvriers, aux patrons et aux gouvernants, conseillant aux ouvriers d'être sérieux, économes, prévoyants et de placer leurs économies dans des caisses d'épargne et de cotiser à une mutuelle. Sa devise – « Bien penser, bien dire et bien faire » - devient celle des « *Trinosophes* » où il s'affiliera momentanément.

Esprit rationnel, il se défie de ceux qui prêtent à la maçonnerie des origines antiques, des amateurs de titres et hauts grades, des courants ésotériques ; pour lui la maçonnerie doit « désenseigner » l'erreur (autrement dit la superstition et le fanatisme), élever un temple à la sagesse et offrir des « jouissances religieuses » avec pour finalité le bonheur des hommes éclairés par la raison. Dieu, l'immortalité (éventuelle) de l'âme, la croyance dans le progrès forment les bases de son enseignement. Les loges doivent pratiquer la bienfaisance, la tolérance, cultiver les arts, étudier les sciences, combattre l'ignorance, honorer le travail manuel, célébrer les bienfaiteurs de l'humanité, les grandes époques de la nature et les tournants de la vie humaine. Il fait l'apologie du déisme qui « n'obscurcit pas l'intelligence » et fait consister le mérite religieux dans l'accomplissement des principes de la morale. Il oppose la foi éclairée à la superstition aveugle, acceptant cependant que les maçons relèvent d'autres écoles de pensée. La maçonnerie doit réserver son enseignement à des hommes éclairés, car les notions de liberté qu'elle propage, jetées dans des esprits faux, pourraient conduire à des violences comme sous la Terreur.

Chemin-Dupontès aura notamment pour disciples le philosophe Henry Carle, fondateur de l'Alliance Religieuse Universelle et, sous la Troisième République, l'écrivain Décembre-Alonnier, vénérable des « *Zélés Philanthropes* ». A.C.

CHERUBINI Luigi

Florence 14 septembre 1760 – Paris 15 mars 1842.



Musicien Italien, naturalisé Français. Maria Luigi Carlo Zenobio Salvatore Cherubini, plus connu sous le nom de Luigi Cherubini. Fils d'un célèbre claveciniste, Luigi Cherubini étudie à Bologne en 1778, puis à Milan, de 1778 à 1782, sous la direction de Giuseppe Sarti. C'est pendant cette période qu'il fait la connaissance du compositeur bohémien Václav Pichl, maître de chapelle auprès de l'archiduc Ferdinand d'Este, gouverneur autrichien de la Lombardie. En 1785, on donne deux de ses œuvres à Londres. En automne 1787, il est à Londres et est engagé par le roi. Il compose quelques morceaux pour le souverain, dont le *King's Theatre*. Il s'installe en 1787 à Paris et il est nommé, en 1789, codirecteur du Théâtre de Monsieur, fonctions qu'il quitte en 1792. En 1796, il est nommé inspecteur de l'enseignement au tout nouveau Conservatoire.

Franc-Maçon, vers 1784, de la Loge "" *Saint-Jean de Palestine",* Paris. En 1786, il compose une cantate, pour la Loge *"l'Olympique de la Parfaite Estime".*

En 1816, il devient surintendant de la Chapelle de Louis XVIII. Il retrouve le Conservatoire, où il exerce comme professeur de composition, avant d'en être nommé directeur en 1822. Il conserve cette fonction pendant vingt ans et ne l'abandonne que quelques semaines avant sa mort. Il a beaucoup contribué à réhausser la qualité de l'ensemble de la formation. Il a été actif dans l'organisation de manifestations publiques d'élèves, comme les exercices de musique et d'art dramatiques. Il a aussi permis la naissance de la Société des Concerts du Conservatoire. Son décès donna lieu à des funérailles nationales, durant lesquelles fut joué son *Requiem en ré mineur*. Cherubini repose au cimetière du Père-Lachaise (division 11, section VII). Son tombeau a été conçu par l'architecte Achille Leclère et inclut notamment un buste du compositeur, surmonté d'un groupe sculpté d'Augustin Dumont représentant *la Musique*. WIKIPEDIA

CHEVALIER SAINTGEORGE Joseph de Bologne

Baillif 25 décembre 1745 - Paris 10 juin 1799.



Fils d'un ancien conseiller au parlement de Metz, devenu planteur en Guadeloupe, George de Boulogne Saint-Georges, et d'une esclave, Nanon. Excellent escrimeur il est, en tant que musicien le "Mozart Noir" ou le "Voltaire de la Musique". Pour défendre la Révolution, il crée un régiment de hussards composé uniquement de noirs et de métis : la "Légion de Saint-George".

Membre de la célèbre Loge des Neuf Sœurs du Grand Orient de France, il fut sans doute l'un des rares anciens esclaves à être reçu maçon.

Saint-George est né esclave en Guadeloupe, sa mère, Anne, dite Nanon (née vers 1723 au Lamentin, en Guadeloupe) étant elle-même une esclave d'origine africaine. Son père, Georges de Bologne de Saint-George (1711-1774), colon protestant d'origine néerlandaise, lui donna une éducation soignée. Il excella très jeune dans plusieurs disciplines : équitation, escrime, danse et musique.

Arrivé définitivement en métropole en 1753, il y fut rejoint, deux ans plus tard, par ses parents et entra à l'académie de Nicolas Texier de la Boëssière afin de se préparer au métier d'officier. En 1761, il fut admis dans le corps prestigieux des gendarmes de la garde du Roi et devint rapidement célèbre pour ses remarquables capacités artistiques et sportives. Il se fit notamment connaître comme violoniste prodige et escrimeur hors pair. Saint-George dirigea l'orchestre des Amateurs et composa de nombreux concertos pour violon, des quatuors à cordes, des symphonies concertantes. Candidat pour diriger l'opéra (l'Académie royale de musique), il fut évincé lorsque deux chanteuses, Sophie Arnould et Rosalie Levasseur, ainsi qu'une danseuse, Marie-Madeleine Guimard, adressèrent un placet (pétition) à la reine pour « représenter à Sa Majesté que leur honneur et la délicatesse de leur conscience ne leur permettraient jamais d'être soumises aux ordres d'un mulâtre ».

Saint-George reçut le soutien de la communauté musicale parisienne. Louis XVI, pour trancher, attribua la responsabilité de l'opéra à son Intendant des Menus Plaisirs, Papillon de La Ferté. Ceci n'empêcha pas Saint-George d'être reçu à la cour et de devenir l'intime de Marie-Antoinette, ce qui explique, peut-être, une tentative d'assassinat menée par des hommes de la police secrète de Versailles. En 1777, il fit jouer Ernestine, une comédie à ariettes en trois actes dont le livret avait été rédigé par Choderlos de Laclos. Protégé par la maison d'Orléans et ami du futur Philippe-Égalité, Saint-George se lia, à l'occasion de ses séjours à Londres, avec un autre grand escrimeur, le chevalier d'Éon.

À la Révolution, Saint-George s'installa à Lille et s'engagea dans la Garde nationale avec le grade de capitaine. Le 7 septembre 1792, il devint colonel de la légion franche des Américains et du Midi, en partie composée d'Afro-Antillais ; il y fit nommer lieutenant-colonel son protégé Alexandre Dumas, futur général et père de l'écrivain. La Légion se forma à Laon avant de rejoindre Lille et l'armée du Nord sous la nouvelle désignation de 13e régiment de chasseurs à cheval où elle fut engagée dans les combats contre les Autrichiens. Plusieurs fois dénoncé et accusé de royalisme — notamment au moment de la trahison de Dumouriez — le chevalier fut destitué de son commandement par Bouchotte, ministre de la Guerre.

Le 4 novembre 1793, il fut arrêté à Château-Thierry, malgré le soutien de la municipalité. Incarcéré d'abord à Chantilly, puis au château d'Hondainville (Oise) il fut enfin libéré, après presque une année de détention, par ordre du Comité de sûreté générale.

Tombant sous le coup d'une loi visant à épurer l'armée de ses officiers royalistes après l'insurrection de Vendémiaire (octobre 1795), il fut définitivement révoqué. Une légende affirme que le chevalier de Saint-George se serait rendu de 1795 à 1797 à Saint-Domingue où il aurait rencontré Toussaint Louverture. Il est mort à Paris le 10 juin 1799 d'une infection de la vessie consécutive à une blessure reçue à la jambe durant la Révolution. Contrairement à ce qui a pu être écrit, sa mort est honorée dignement et tous les journaux de l'époque lui ont rendu hommage.

Saint-George connût une deuxième mort quand le général Bonaparte, premier consul de la première République française (et non pas encore l'empereur Napoléon Ier), après avoir rétabli illégalement l'esclavage aux Antilles le 20 mai 1802, fit brûler toutes ses œuvres le même jour. Napoléon Ier interdit par la suite aux « noirs et gens de couleur » l'entrée à l'armée (29 mai 1802), l'accès au territoire métropolitain (2 juillet 1802) et — pour ceux qui s'y trouvaient déjà — par l'intermédiaire de Claude Régnier, les mariages entrent les Noirs et les Blancs (8 janvier 1803). La destruction de ses œuvres plus les lois raciales qui furent édictées par la suite ont conduit à l'oubli total de Saint-George. Saint-George revint à la mode à l'époque romantique, et fut notamment cité par Balzac, Alexandre Dumas et surtout le dandy Édouard Roger de Bully (dit Roger de Beauvoir) qui lui consacra un roman adapté au théâtre.

CHEVILLON



Constant Martin Annoire (Juras), 26 octobre 1880 – Saint-Fons (Rhône) 25 mars 1944. Grand Maître de l'Ordre martiniste. Aîné de trois enfants d'une modeste famille paysanne, il suit ses études secondaires au collège de Montciel, puis fréquente le petit séminaire, et enfin le grand séminaire de Lons-le-Saunier où il reçoit vraisemblablement le diaconat. Il suit des études supérieures à la Faculté de Lettres de Lyon, couronnées par une licence et peut-être l'agrégation. Après un passage à l'abbaye de Solesmes, il enseigne la philosophie religieuse chez les Jésuites, puis entre comme employé à la Société générale, à Lyon, qu'il quitte pour la Banque nationale pour le crédit industriel (1913), dont il gravit tous les échelons : inspecteur à Paris (1927), puis contrôleur et fondé de pouvoir (Deuxième Guerre mondiale) chargé de contrôler, puis de liquider les comptes de différentes succursales, dans la France des années 1939-1944 : Paris, Lyon (septembre 1939), Bordeaux (novembre 1939), etc. Après avoir fondé l'Attique, une société littéraire (1911), une rencontre avec le poète-astrologue Jean-Baptiste Roche, l'oriente vers l'occultisme.

Il entre dans la franc-maçonnerie (vers 1913-1914) fait la connaissance (avant 1914) de Gérard Encausse-Papus et (vers 1914) de Jean Bricaud qui, au sortir de la Grande Guerre, le reçoit dans l'Ordre martiniste (14 décembre 1919), très probablement après l'avoir agrégé à la franc-maçonnerie égyptienne de Memphis-Misraïm. Admis au Suprême Conseil de l'Ordre martiniste (10 mars 1921), sans doute est-il dans le même temps reçu au 95e degré du rite de Memphis-Misraïm (1923 au plus tard). Il seconde désormais Bricaud dans la direction de différents ordres, et celui-ci le désigne comme substitut grand maître (vers 1932).

A la mort de celui-ci (21 février 1934), il lui succède dans toutes ses fonctions : grand maître de l'Ordre martiniste, grand maître du rite de Memphis-Misraïm, recteur de la Rose-Croix kabbalistique et gnostique. Il hérite de même du patriarcat de l'Eglise gnostique universelle et, comme Bricaud avant lui, reçoit de Mgr Louis-François Giraud la prêtrise (3 novembre 1935) puis la consécration épiscopale (5 janvier 1936), sous le nom de T. Harmonius.

Reprenant la direction (1934-1939) de la revue Annales initiatiques, il poursuit le développement de ces différentes organisations, en France et dans de nombreux pays, s'oppose aux séparatistes unis à Bruxelles sous les auspices d'une Fédération universelle des ordres et sociétés initiatiques (FUDOSI) (août 1934) qui conteste ses pouvoirs, et noue à son tour de nombreux contacts à l'étranger, notamment avec le Suisse Hans Rudolf Hilfiker-Dunn (? -1955) et l'Américain R. Swinburne Clymer (1878–1966) avec lequel il fonde (20 mars 1939) la Fédération universelle des ordres, sociétés et fraternités des initiés (FUDOSFI), rivale de la FUDOSI.

Après l'interdiction des sociétés initiatiques par le Gouvernement de Vichy (13 août 1940), il subit à Lyon des perquisitions de la Milice (septembre 1941), est arrêté puis relâché à Clermont-Ferrand (1943), avant d'être arrêté à Lyon (25 mars 1944) et assassiné en banlieue lyonnaise, par le MNAT de Doriot dit-on. Sous prétexte qu'il aurait détenu un exemplaire du fameux Pacte synarchique, on a prétendu qu'il entretenait des liens avec le mouvement politique occulte dit de la Synarchie d'Empire. Cette affirmation est purement gratuite. Son œuvre littéraire marquée d'une forte empreinte catholique romaine, témoigne d'une profonde connaissance des doctrines traditionnelles de l'ésotérisme chrétien : *Orient ou Occident* (1926), *Réflexions sur le Temple social* (1937), *Le vrai visage de la franc-maçonnerie* (1939), *Du néant à l'être* (1942), *Et verbum caro factum est* (1944). Il faut y ajouter deux titres posthumes : *La Tradition universelle* (1946), *Méditations initiatiques* (1953) et ses *Lettres à Marcelle* (2000-2001) Institut Eléazar

CHIAVACCI

Vinzenz Ecrivain autrichien (1847 – 1916)



CHODERLOS de **LACLOS** Amiens 18 octobre 1741 - Tarente 5 septembre 1803.

Pierre Ambroise François Choderlos de Laclos, est un écrivain et officier militaire français. Ce cas unique dans la littérature française a été longtemps considéré comme un écrivain aussi scandaleux que le marquis de Sade ou Restif de la Bretonne. Il était un militaire sans illusions sur les relations humaines, et un écrivain amateur, cependant son projet phare était de « faire un ouvrage qui sortît de la route ordinaire, qui fît du bruit, et qui retentît encore sur la terre quand j'y aurais passé » ; de ce point de vue il a largement atteint son but, car la renommée de son livre maître *les Liaisons dangereuses* est telle qu'il peut être considéré comme un des livres parmi les plus connus au monde. L'un des chefs-d'œuvre de la littérature romanesque du XVIIIe siècle met en scène les intrigues amoureuses de l'aristocratie et a inspiré un très grand nombre de travaux critiques et analytiques, de pièces de théâtre et de films. Le roman a été plusieurs fois porté au cinéma, par Roger Vadim (1959), Stephen Frears et Milos Forman (1989) ou Roger Kumble (1999).

Initié Franc-Maçon à Toul vers 1763 dans une loge militaire, "*L'Union*", dont il devint Vénérable.

La carrière militaire

Deuxième fils d'un secrétaire à l'intendance de Picardie et d'Artois, d'une famille de robe récente, il est poussé par son père à s'engager dans l'armée, bien que les perspectives de promotion soient restreintes, puisqu'il choisit l'artillerie, arme technique convenant à son esprit mathématique mais aussi à sa peur pour la guerre en général — qui apparaîtra dans *Les Liaisons dangereuses*. Il est admis en 1760 à l'École royale d'artillerie de La Fère — ancêtre de l'École polytechnique. Il est nommé successivement sous-lieutenant en 1761 puis lieutenant en second en 1762. Rêvant de conquêtes et de gloire, il se fait affecter à la Brigade des colonies, en garnison à La Rochelle. Mais le traité de Paris en 1763, met fin à la guerre de Sept Ans. Faute de guerre, le jeune lieutenant de Laclos est obligé d'étouffer ses ambitions dans une morne vie de garnison : au 7e régiment d'artillerie de Toul en 1763, à Strasbourg de 1765 à 1769, à Grenoble de 1769 à 1775, puis à Besançon de 1775 à 1776.

Nommé capitaine à l'ancienneté en 1771 – il le restera durant dix-sept ans jusqu'à la veille de la Révolution – cet artilleur, froid et logicien, à l'esprit subtil, s'ennuie parmi ses soldats grossiers. Pour s'occuper, il s'adonne à la littérature et à l'écriture. Ses premières pièces, en vers légers, sont publiées dans l'*Almanach des Muses*. S'inspirant d'un roman de Marie-Jeanne Riccoboni, il écrit un assez mauvais opéra-comique *Ernestine*, le chevalier de Saint-Georges se chargeant de la partition. Cette œuvre n'aura qu'une seule désastreuse représentation, le 19 juillet 1777 devant la reine Marie-Antoinette. Lors de cette même année 1777, il reçoit la mission d'installer une nouvelle école d'artillerie à Valence qui recevra notamment Napoléon. De retour à Besançon en 1778, il est promu capitaine en second de sapeurs. Durant ses nombreux temps libres en garnison, il rédige plusieurs œuvres, où il apparaît comme un fervent admirateur de Jean-Jacques Rousseau et de son roman *la Nouvelle Héloïse*, qu'il considère comme « le plus beau des ouvrages produits sous le titre de roman ». En 1778, il commence à rédiger *Les Liaisons dangereuses*.

Les Liaisons dangereuses

En 1779, il est envoyé en mission dans l'île d'Aix pour assister le marquis de Montalembert dans la direction des constructions de fortifications contre les Britanniques. Néanmoins, il passe beaucoup de temps à l'écriture des *Liaisons dangereuses*, ainsi qu'une *Épître à Madame de Montalembert*. Promu en cette fin d'année capitaine de bombardier, il demande un congé de six mois qu'il passe à Paris où il écrit ; il sait que désormais son ambition littéraire doit passer avant son ambition militaire en impasse. Son ouvrage en gestation contient ses frustrations militaires – n'avoir jamais pu faire valoir ses qualités lors d'une guerre – mais aussi les nombreuses humiliations qu'il estime avoir subies au long de sa vie, de la part des vrais aristocrates, ainsi que des femmes qu'il pense inaccessibles. *Les Liaisons dangereuses* sont donc aussi pour lui une sorte de revanche et une thérapie.

En 1781, promu capitaine-commandant de canonniers, il obtient une nouvelle permission de six mois, au cours de laquelle il achève son chef-d'œuvre. Il confie à l'éditeur Durand Neveu la tâche de le publier en quatre volumes qui sont proposés à la vente le 23 mars 1782. Le succès est immédiat et fulgurant ; la première édition comprend deux mille exemplaires qui sont vendus en un mois — ce qui pour l'époque est déjà assez extraordinaire — et dans les deux années qui suivent une dizaine de rééditions sont aussi écoulées. La publication de cet ouvrage sulfureux, considéré comme une attaque contre l'aristocratie, est jugée comme une faute par le commandement de Choderlos de Laclos. Ordre lui est donné de rejoindre immédiatement sa garnison en Bretagne, depuis laquelle il est envoyé à La Rochelle en 1783 pour participer à la construction du nouvel arsenal.

C'est là qu'il fait la connaissance de Marie-Soulange Duperr, qu'il séduit et qui rapidement attend un enfant de lui. Il a 42 ans, elle seulement 24, mais, réellement amoureux, il l'épousera en 1786 et reconnaîtra l'enfant. Marie-Soulange sera le grand amour de sa vie et lui donnera deux autres enfants. Choderlos de Laclos ne ressemble en rien au séducteur archétype du personnage de Valmont et n'en a aucune des tares. Il n'est en rien un séducteur, et on le décrit comme « un monsieur maigre et jaune » à la « conversation froide et méthodique ». Sa vie sentimentale se limite à son épouse Marie-Soulange à qui il est fidèle, de même qu'il est pour ses enfants un père attentionné. Par la suite, il participe à un concours académique dont le sujet est « Quels seraient les meilleurs moyens de perfectionner l'éducation des femmes ? », ce qui lui permet de développer des vues plutôt féministes sur l'égalité des sexes et l'éducation donnée aux jeunes filles.

Dans ce texte resté inachevé, il dénonce l'éducation donnée aux jeunes filles qui ne vise, selon lui, « qu'à les accoutumer à la servitude, et à les y maintenir ». Le thème de l'émancipation féminine avait déjà dans *Les Liaisons dangereuses* un rôle important. Le 17 juin 1787, il écrivait au Journal de Paris son projet de numérotation des rues de Paris.

La Révolution
En 1788, il quitte l'armée. Après une période de recherche personnelle du meilleur moyen de favoriser son ambition, et diverses tentatives pour approcher un grand seigneur, il entre au service du duc d'Orléans dont il partage les idées sur l'évolution de la royauté. La révolution qui éclate est enfin pour lui l'occasion de vivre intensément, il s'engage dans la Ligue des aristocrates, un groupuscule de petits nobles qui sera interdite par Robespierre. Dès le début il mène des intrigues en faveur de son maitre et organise complots et machinations. Les 5 et 6 octobre 1789, il travaille aux journées versaillaises et rédige avec Brissot la pétition à l'origine de la fusillade du Champ-de-Mars. Le 17 juillet 1791, il négocie le rachat des six cents piques du 14 juillet. Il se rallie à l'idée républicaine et quitte le duc d'Orléans pour un poste de commissaire au ministère de la Guerre où il a la charge de réorganiser les troupes de la jeune République. Ce poste de commissaire du ministère est équivalent au grade de général de brigade. Grâce à ses activités, il est chargé de l'organisation du camp de Châlons en septembre 1792 et il prépare de façon décisive la victoire de la bataille de Valmy. À cause de la trahison de Dumouriez, il est emprisonné comme orléaniste, mais il sera libéré ensuite sous la Convention thermidorienne.

Il met alors au point, lors d'expériences balistiques, un « boulet creux » chargé de poudre. Choderlos de Laclos est donc l'inventeur de l'obus. En 1795, espérant être réintégré dans l'armée, il rédige un mémoire intitulé « *De la guerre et de la paix* » qu'il adresse au Comité de salut public, mais sans effet. Il tente aussi d'entrer dans la diplomatie et de fonder une banque mais sans plus de succès. Finalement, il fait la connaissance du jeune général Napoléon Bonaparte, le nouveau Premier consul, artilleur comme lui, et se rallie aux idées bonapartistes. Le 16 janvier 1800, il est réintégré comme général de brigade d'artillerie et affecté à l'Armée du Rhin, où il reçoit le baptême du feu à la bataille de Biberach. Affecté au commandement de la réserve d'artillerie de l'armée d'Italie, il meurt le 5 septembre 1803 à Tarente, non pas lors d'un affrontement, mais affaibli par la dysenterie et la malaria. Il est enterré sur place — au retour des Bourbons en 1815, sa tombe fut violée et détruite. JCvL+Wikipédia

CHOISEUL duc de **Claude Antoine Gabriel** Lunéville 26 août 1760 - 1er décembre 1838**.**



Duc de Choiseul et pair de France (1787). Il était neveu du ministre Étienne François de Choiseul et fut élevé par lui. Colonel du régiment Royal Dragons en 1791, il coopéra à la tentative d'évasion de Louis XVI, fut pour ce fait arrêté à Verdun, et ne recouvra la liberté que lors de l'acceptation de la constitution par le roi. Chevalier d'honneur de la reine, il resta auprès d'elle jusqu'à son incarcération à la prison du Temple, et n'émigra que quand sa tête eut été mise à prix.

Arrêté en 1795 à Calais à la suite d'un naufrage, il échappa au supplice à la faveur du coup d'État du 18 brumaire, et en fut quitte pour être déporté. Il rentra en France en 1801, fut, à la Restauration, appelé à la Chambre des pairs, s'y posa en défenseur des institutions constitutionnelles, opina pour un simple exil dans le procès du maréchal Ney.

Il défendit en 1820 le général Eugène Antoine François Merlin impliqué dans une conspiration, se démit, à l'avènement du ministre Villèle, des fonctions de major général de la garde nationale, et devint tellement populaire qu'à la révolution de 1830 son nom fut porté, avec ceux du maréchal Étienne Maurice Gérard et La Fayette, sur la liste du gouvernement provisoire. Dévoué à la nouvelle *monarchie de Juillet*, il lui donna un constant appui. Ayant reçu en héritage le château aujourd'hui disparu d'Houécourt près de Vittel, le duc passa de longues périodes dans les Vosges. Maire d'Houécourt, conseiller général des Vosges, il présidait l'assemblée départementale en 1822, se déclara le zélé partisan de renseignement mutuel dont il fit profiter tout aussitôt l'école primaire de sa commune et il poussa à l'ouverture du musée d'Épinal.

Il contribua même à augmenter le fonds de façon fort généreuse. des Vosges pour le canton de Châtenois, Il conserva son mandat de conseiller général jusqu'en 1836, où il céda sa place à son petit-fils, le duc Alfred de Marmier. Il était aussi gouverneur du Louvre.

Il fut membre du comité philhellène de Paris et « Grand Commandeur » du Suprême Conseil de France.
Le duc de Choiseul a laissé des *Mémoires*, dont il n'a paru que quelques fragments : *Départ de Louis XVI le 20 juin 1791*, Paris, 1822; *Procès des naufragés de Calais*, 1823. C'est avec sa galerie de tableaux qu'a été fondé le Musée départemental d'art ancien et contemporain (Épinal). De son mariage, le 6 octobre 1778 à Saint-Denis d'Amboise, avec Marie Stéphanie de Choiseul (1763-1833), fille aînée du maréchal de France Jacques Philippe de Choiseul (1727-1789), duc de Choiseul-Stainville, il n'eut qu'une seule fille :
- Jacqueline Béatrix Gabrielle *Stéphanie* (Paris, 24 février 1782 - Paris, 13 mars 1861), dame du palais (1810-1814) de l'impératrice Marie-Louise, et dame pour accompagner (1831-1848) la reine Marie-Amélie de Bourbon-Siciles, mariée, le 11 juillet 1804 à Besançon, avec Philippe-Gabriel, duc de Marmier (1783-1845), dont postérité.

CHURCHILL Lord **Randolph Henry Spencer** Londres 13 février 1849 – 24 janvier 1895.
homme d'État britannique. Il est le fils du 7e duc de Marlborough et le père du premier ministre Winston Churchill. Il fut député à vingt-cinq ans et fit carrière dans les rangs conservateurs où il souhaita des réformes démocratiques et une

politique extérieure pacifique.



Conservateur sincère (il fait partie des fondateurs (1883) de la Ligue de Primevère, consacrée à soutenir les établissements nationaux), il était néanmoins opposé à la structure traditionnelle de la règle conservatrice. À son arrivée à la Chambre des communes, en 1874, il attaqua au ministère conservateur avec une rhétorique incisive qui le rendit célèbre. Pendant le ministère libéral de William Gladstone (1880-1885) il s'allia avec d'autres conservateurs indépendants pour former un prétendu "quatrième parti", préconisant un nouveau conservatisme, plus démocratique et plus réceptif au besoin de réformes sociales et politiques.

Mis au courant de certains des problèmes de l'Irlande, en y ayant accompagné son père le vice-roi, (1876-1880), il a fut chargé du difficile problème de l'union entre l'Irlande et la Grande Bretagne. Il avait identifié l'ampleur de la mauvaise gestion des autorités britanniques et s'opposa aux mesures coercitives.

La nomination de Churchill (1884) comme Président de l'union nationale des associations conservatrices et sa prise de position pour une participation populaire accrue à l'organisation du parti souligna son désaccord avec la conduite aristocratique de Lord Salisbury, leader des conservateurs mais la popularité de Churchill contraignit Salisbury à l'accepter dans le nouveau gouvernement conservateur en 1885. Secrétaire d'état pour l'Inde (1885-1886) et chancelier de l'Échiquier il devint leader des conservateurs à la Chambre des Communes (1886). Son premier budget critiquait implicitement la politique étrangère en diminuant les subsides alloués aux forces armées. Le texte fut rejeté par le Cabinet et Churchill démissionna. Ce coup d'éclat ne fut pas suivi par un tollé de l'opinion (comme il l'avait escompté) et les conservateurs le laissèrent ensuite de côté.

Personnellement endetté (financé discrètement par la famille Rothschild) affecté par une maladie indéterminée (probablement la syphilis) durant les dernières années de sa vie, il fit des tirades totalement absurdes à la Chambre des Communes. Sa très belle épouse américaine, Jennie Jerome, qu'il avait épousée en 1874, publia son autobiographie *The Reminiscences of Lady Randolph Churchill,* en 1908. Elle est morte en 1921.

CHURCHILL Sir **Winston Leonard Spencer** Londres 30 novembre 1874 - 24 janvier 1965.



Premier Ministre de la Grande- Bretagne pendant la seconde guerre, inspirateur de la lutte contre le nazisme. Prix Nobel de littérature en 1953.
Initié Franc-Maçon, en 1901, à "*Studholme Lodge*", Londres et membre de la Loge "*Studholme Lodge 1591*", de Londres.

Surtout connu pour avoir dirigé le Royaume-Uni pendant la Seconde Guerre mondiale, cet homme d'État fut premier ministre du Royaume-Uni de 1940 à 1945 et de nouveau de 1951 à 1955, officier de l'armée britannique, journaliste, historien, écrivain lauréat du prix Nobel de littérature et artiste. Durant sa carrière militaire, Churchill combat en Inde, au Soudan et lors de la Seconde Guerre des Boers. Il est surtout un correspondant de guerre auteur de livres sur ses campagnes militaires. Il sert aussi brièvement sur le front occidental pendant la Première Guerre mondiale, en tant que commandant du 6e Bataillon du *Royal Scots Fusiliers*.

Durant sa carrière civile, longue de près de soixante ans, il occupe de nombreux postes politiques et ministériels. Avant la Première Guerre mondiale, il est ministre du Commerce, secrétaire du *Home Office* et premier lord de l'Amirauté du gouvernement libéral d'Asquith. Au cours de la guerre, il reste premier lord de l'Amirauté jusqu'à la désastreuse bataille des Dardanelles qui cause son départ du gouvernement. Il y est rappelé (ministre des munitions, secrétaire d'État à la Guerre et secrétaire d'État de l'air). Durant l'entre-deux-guerres, il sert en tant que chancelier de l'Échiquier dans le gouvernement conservateur. Au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, Churchill est de nouveau nommé Premier Lord de l'Amirauté. Après la démission de Neville Chamberlain, le 10 mai 1940, il devient premier ministre du Royaume-Uni et conduit le pays à la victoire contre les puissances de l'Axe. Ses discours marquent le peuple britannique et les forces alliées. Après avoir perdu les élections législatives de 1945, il devient chef de l'opposition conservatrice dénonçant dès 1946 le rideau de fer. En 1951, il redevient premier ministre. Il prend sa retraite en 1955. À sa mort, la reine lui fit l'honneur d'avoir des obsèques nationales, qui furent l'un des plus importants rassemblements d'hommes d'État dans le monde.

CHRISLER

Walter Percy

Wamego, Kansas 2 avril 1875 - 18 août 1940.



Walter Percy Chrysler fait partie de ces hommes qui ont participé à la naissance et au développement de l'automobile. Originaire de Wamego, au Kansas, Chrysler est le fils de Henri Chrisler ingénieur travaillant à l'Union Pacific Railroad, d'Anna Maria (née Breymann). Il trouve son premier emploi comme balayeur dans une usine de réparation de locomotives de cette compagnie en 1892. Il a alors 17 ans et gagne… 5 cents de l'heure ! Il commence son apprentissage comme machiniste au cours de la même année, puis devient journalier en 1895.

À 18 ans, il construit un train à vapeur miniature qui se déplace sur un rail de 1/8 mille. Il s'inscrit ensuite dans un cours d'ingénieur par correspondance. Peu de temps après, le jeune Chrysler se promène déjà un peu partout dans le Midwest américain pour exploiter son talent en mécanique.

Des roues d'acier aux roues de caoutchouc

En 1910, Walter Chrysler quitte son emploi chez Union Pacific pour devenir directeur d'usine chez American Locomotive Company, à Pittsburgh. Son nouveau patron, James J. Storrow, est également le président de General Motors, jeune compagnie automobile. Connaissant les compétences de Chrysler et son amour de l'automobile, Storrow l'incite à entrer en contact avec Charles Nash, alors président de la division de Buick (il deviendra plus tard président de GM), qui cherche un bon administrateur.

Chrysler se rend à Flint, au Michigan, afin de visiter les installations de Buick. Il en sort tellement emballé qu'il accepte un poste de contrôleur pour la moitié de son salaire annuel de 12 000 $ que lui accorde l'American Locomotive Company. Dès 1911, Chrysler augmente la marge de profit et l'efficacité, et coupe dans les dépenses. Il est un homme de valeur, mais à 6 000 $ par année, il se sent vite exploité. À la fin de 1915, il entre dans le bureau de Charles Nash et exige 25 000 $ pour un an, et le double l'année suivante. Il obtient son augmentation sur-le-champ. Ce n'est qu'un début…

De contrôleur à vice-président

Entretemps, le fondateur de GM, William Durant, qui avait perdu sa compagnie aux mains des banquiers en 1910, rachète son siège de président grâce aux actions de Chevrolet. Il reprend sa place en juin 1916 et reçoit presque aussitôt une lettre de démission de Chrysler, qui connaît le style de gestion de Durant. À New York lorsqu'il apprend les intentions de Chrysler, Durant prend le premier train vers Flint. Il lui propose 10 000 $ par mois, en plus de 500 000 $ comptant à la fin de l'année ou, au choix, 500 000 $ en actions de GM sur une base renouvelable pendant trois ans. Difficile de refuser, quand on sait que le salaire moyen aux États-Unis de cette époque était de 3 000 $ par année. Chrysler dirige la destinée de Buick durant trois ans et est nommé vice-président de GM en 1919. Il quitte GM cette même année au terme de son contrat : malgré la promesse formelle de non-ingérence de Durant trois ans plus tôt, ce dernier ne la respecte pas.

Une première retraite

À 45 ans, Chrysler se retrouve sans emploi et songe pendant un moment à la retraite. Mais quelques mois après son départ, il reçoit un appel du banquier qui lui avait avancé l'argent pour acheter sa locomobile en 1908. La compagnie Willys-Overland (l'ancêtre de Jeep) a besoin d'un sauveur. Chrysler accepte le poste de président de la compagnie, moyennant 750 000 $ par année et des bonis, pour un total d'un million par année. Après avoir ressuscité la compagnie, Chrysler rêve de bâtir des voitures qui porteront son nom. En juin 1923, Chrysler jette les bases de son premier véhicule à ses ingénieurs. Il veut un véhicule moderne capable de faire 100 km/h. Le 31 juillet de la même année, le prototype roulant est déjà prêt, et on lui fait faire 25 000 kilomètres en cinq semaines.

Nous sommes en 1924 et dans le hall de l'hôtel Commodore de New York, le public acclame la première voiture portant la marque Chrysler - la Six de Chrysler. Pour Walter P. Chrysler, c'est probablement le jour où il se sent le plus fier de sa vie. Un jour qui démontre à la fois son habileté technique et sa capacité de marketing. On raconte que Chrysler voulait que son véhicule soit exposé au New York Automobile Show, mais, comme le véhicule n'était pas encore en production, les organisateurs lui avaient refusé l'entrée. La solution trouvée par Chrysler a été alors d'exposer la voiture dans le hall de l'Hôtel Commodore, où de nombreux investisseurs et exposants passaient chaque jour. Cette stratégie a payé puisqu'un banquier de la Chase Securities a souscrit une participation de 5 millions de dollars dans la Maxwell Motor Corp. (La société dans laquelle Walter Chrysler était Président) en certificats d'obligation pour financer les projets de développement futurs.

Au final, c'était cependant le point culminant de longues années d'expérience des études industrielles et une conviction que le consommateur était le lien le plus important dans la chaîne de la conception. La voiture Six de Chrysler réussira en 1924 à devenir la première voiture vendue à un prix abordable et qui intégrait des freins hydrauliques sur les quatre roues ainsi qu'un moteur six cylindres à haute compression développant plus de chevaux que tous les autres moteurs comparables (six cylindres, 201 chevaux). Chrysler Motors était née.

Une année plus tard, Chrysler rachetait la compagnie qu'il présidait et créait la Chrysler Corporation le 6 juin 1925. Cette nouvelle société se développait rapidement avec plus de 3800 concessionnaires sur le territoire des Etats-Unis à la fin de cette même année et un bénéfice impressionnant de 17 millions de dollars. La prospérité de la société se poursuivra pendant les dix années suivantes avec le lancement de nombreux véhicules qui connaîtront la réussite, notamment l'Imperial 80 en 1927. Non seulement cette voiture était la première voiture réellement décapotable de Chrysler, mais c'était aussi le

premier modèle de Chrysler à faire l'objet d'une campagne publicitaire en couleurs.

Une expansion impressionnante

Les modèles de voitures CHRYSLER ont toujours été très sollicités par le public, grâce à leur design et la spécialisation de la marque dans plusieurs domaines d'activités. C'est l'un des constructeurs automobiles qui a pu mettre en vente sur le marché les modèles les plus prestigieux, surtout ceux destinés aux Stars d'Hollywood ou de Broadway.

La sortie de la Six fut pour CRHYSLER un grand succès commercial qui a vite accru son chiffre d'affaires. C'est une voiture très appréciée du grand public qui remplacera facilement la mythique Ford T dans les garages américains. La Chrysler Six fur produite de 1924 à 1930. CHRYSLER "Six"

En 1927, Chrysler construit 182 000 voitures, mais n'occupe que le septième rang des grands constructeurs. Il désire aller plus loin. Un an plus tard, il achète la compagnie Dodge pour 170 millions de dollars. La banque, qui avait racheté la compagnie aux veuves des défunts Horace et John Dodge pour 146 millions, était fière de la revendre. L'expansion continue avec la création de la division Plymouth et De Soto. Chrysler vaut maintenant 500 millions ! Mais la crise économique de 1929 fait des ravages : les ventes de Chrysler baissent de 40,5 %. C'est la division Plymouth, aux voitures bon marché, qui gardera Chrysler en vie durant la dépression. En 1934, Chrysler introduit le design Airflow, qui n'obtient pas le succès escompté. À la fin des années 1930, Chrysler produit un million de véhicules par année. Il décide de laisser la présidence de la compagnie à K. T. Keller. Deux ans plus tard, à 63 ans, Chrysler, malade et affaibli, quitte définitivement la compagnie qu'il a fondée. Sa femme Della meurt à l'automne 1938 ; il la rejoint deux ans plus tard, le 18 août 1940. JCvL+ **Benoît Charette**

CITROËN André

Paris 5 février 1878 - 3 juillet 1935.

Ingénieur et constructeur automobile. Producteur de la célèbre 2 CV.

Citroën: une marque prestigieuse, évocatrice de réussite et d'innovations technologiques, mais aussi le nom d'un homme au parcours brillant, symbole d'une réussite industrielle hors du commun. Lévie Citroën, père d'André, émigrant hollandais arrivé à Paris en 1873, était diamantaire ; sa mère, Mazra Kleinmann, Polonaise originaire de Varsovie, fille d'un négociant en pierres précieuses.



La situation de la famille Citroën est pour le moins aisée; journellement, plusieurs centaines de milliers de francs de l'époque passent entre leurs mains, sous forme de pierres précieuses et d'effets commerciaux. Pourtant, Lévie Citroën met fin à ses jours; il laisse cinq enfants dont le plus jeune, André, a cinq ans.

Ses études conduisent André à intégrer l'École polytechnique en 1898 ; son rang de sortie (162e) ne lui permet pas d'envisager une carrière au service de l'État ou d'un grand corps. Mais ce n'est justement pas cela qui l'intéresse; d'ailleurs, au cours d'un voyage en Pologne en avril 1900, il découvre un procédé de taille des engrenages à denture inclinée et symétrique dits à chevrons; pressentant tout l'intérêt de cette technique, il achète le brevet de ce qui deviendra l'emblème de sa firme.

Initié Franc-Maçon, en 1904, à la Loge "*La Philosophie Positive*", Paris.

Il entre chez Jacques et Paul Hinstin qui fabriquent entre autres des engrenages, et chez qui il investit une grande partie de l'héritage de ses parents. De là naît une société, la «Citroën, Hinstin et Cie». L'entreprise se spécialise alors vraiment dans la fabrication des engrenages, en particulier ceux à chevrons. La société est implantée à l'étranger: Bruxelles, Londres, Moscou; et en Autriche-Hongrie où Skoda exploite ses brevets. L'usine de Paris s'installe quai de Grenelle, à côté de l'usine des frères Mors, et près du quai de Javel.

En 1900, l'industrie automobile naissante est en pleine effervescence: des usines se créent et disparaissent, la recherche bouillonne, et la France est à la tête de la production mondiale (4 800 véhicules par an contre 4 000 pour les États-Unis, 800 pour l'Allemagne et 175 en Angleterre). Mais les fabrications sont très dispersées; le constructeur produit des châssis qu'il équipe de moteurs achetés à un motoriste. La société Mors Frères se lance dans la construction électrique, fait breveter des appareils de signalisation électrique pour le chemin de fer, et construit des automobiles en y appliquant des dispositifs innovants comme l'allumage électrique.

En 1908, les frères Mors engagent André Citroën comme directeur; il applique ses conceptions quant à la gestion, les méthodes de fabrication, la prise en compte des besoins des clients potentiels, et investit dans de nouveaux équipements. La production fait un bond spectaculaire. En 1912, il visite les nouvelles usines de Henry Ford à Detroit conçues pour une production en série, organisées pour une circulation rationnelle des flux de matières premières et d'équipements sous-traités, et qui appliquent les principes de Frederick W. Taylor. La guerre terminée, André Citroën décide de convertir son usine afin de fabriquer des automobiles.

Dès 1919, il annonce que ses usines produiront 100 voitures par jour d'un même modèle; dix ans plus tard, on en est à 500. « Il faut produire vite, bien, économiquement, pour mettre les produits fabriqués à la portée du plus grand nombre possible de consommateurs », écrit-il; il s'agit de créer un marché de masse pour un objet qui est encore un produit de luxe. En septembre 1919 sort la première voiture française fabriquée en série: le type A, livrée avec une roue de secours. Trois ans après, les usines du quai de Javel sont insuffisantes; il faut s'étendre pour produire une torpédo à trois places vendue 8 500 F. Puis se succèdent les types B et C. Citroën détient bientôt 30 % du marché. Il faut encore s'étendre, à Javel, mais aussi à

Saint-Ouen (presses), et à Clichy (forges et fonderies).
Dès 1923, il adopte la carrosserie entièrement en acier; une presse emboutit 400 longerons à l'heure, que l'on assemble par soudage avec le reste de la caisse. Citroën, ce sont aussi des autocars qui sillonnent bientôt toute la France, des taxis, des véhicules utilitaires de toute sorte: voitures de pompiers, camions, et les fameuses autochenilles qui s'illustrent au cours de la Croisière noire (1924-1925) et de la Croisière jaune (1931-1932). Ce sont également les panneaux de signalisation routière, l'illumination de la place de la Concorde et de l'Arc de Triomphe, alors que la tour Eiffel devient enseigne lumineuse géante.

Printemps 1933 : André Citroën engage l'ingénieur André Lefebvre qui a travaillé chez Voisin et Renault. En un an, celui-ci va concevoir et préparer la fabrication de la célèbre Traction qui sera présentée aux concessionnaires le 24 mars 1934. Révolutionnaire à plus d'un titre, cette traction avant utilise les joints homocinétiques inventés en 1926 par Pierre Fenaille et Jean Grégoire, sa carrosserie est autoporteuse sans châssis, et son moteur chemisé est de type flottant comme celui des Rosalie. Et par-dessus tout elle offre une tenue de route qui deviendra légendaire!

Des conflits entre direction et ouvriers surgissent comme partout ailleurs; André Citroën intervient personnellement, explique, négocie; en 1933, il a été le premier à affronter des discussions tripartites patronat, ouvriers et syndicats, ministère. Mais en 1934 survient la crise chez Citroën; au conflit de six semaines en 1933 et à la reconstruction complète de l'usine du quai de Javel se sont ajoutées des difficultés financières. La liquidation judiciaire intervient fin 1934; la société est reprise par les frères Michelin. André Citroën ne survit pas longtemps à son entreprise; entré en clinique en mars 1935, il y meurt le 3 juillet.

WIKIPEDIA

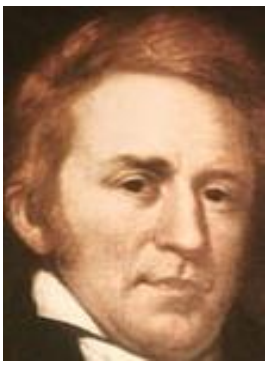
CLARETIE dit **Jules, Arsène Arnaud** Limoges 3 décembre 1840 - Paris 23 décembre 1913.



Aviatrice et surtout parachutiste qui effectua des essais pour l'armée de l'air. Elle se tua au cours d'un saut expérimental. Elle se nommait Mlle Boiteux et ne prit le pseudonyme d'Edith Clark qu'au moment où elle commença à faire du parachute. On raconte que toute petite fille - elle avait alors cinq ans et se trouvait en Angleterre - c'est elle qui remit une gerbe de fleurs à Louis Blériot quand, après sa mémorable traversée de la Manche, le 25 juillet 1909, il venait d'atterrir près de Douvres. On raconte également qu'elle avait été mariée et que son mari s'étant suicidé, elle en avait conçu un chagrin immense qui décida de sa carrière de parachutiste. Elle pensait qu'un jour une expérience finirait mal et elle acceptait cette idée sans crainte. Par la suite, elle acquit d'ailleurs, dans l'efficacité du parachute, une confiance qui paraissait sans réserve.

Initiée en 1926 à la Loge Général Peigné (Loge d'Adoption de la Grande Loge de France), dont elle devint ensuite Vénérable Maîtresse. JCvL

CLARK **William** 1er août 1770 - 1er septembre 1838.



Explorateur américain. Il participa à la célèbre expédition Lewis et Clark à travers l'Amérique du Nord. William Clark est né dans le comté de Caroline en Virginie. Son frère aîné, William Rogers, s'est illustré pendant la Révolution américaine. Après la guerre, en 1784, la famille Clark, entraînée dans le mouvement vers l'ouest, s'installe à Louisville, Kentucky. Attiré par la vie militaire, le jeune Clark s'engage dans l'armée.

C'est à l'occasion des guerres indiennes sur la rivière Wabash dans les années 1789-1790 qu'il a ses premiers contacts avec les autochtones. Au début des années 1790, il devient lieutenant d'infanterie et sert sous les ordres du général Anthony Wayne avec qui il participe à une autre guerre indienne dans la vallée de l'Ohio. Il est d'ailleurs un des artisans de la victoire de Fallen Timbers. C'est à cette époque qu'il croise pour la première fois Meriwether Lewis, qui sert dans sa division. Les deux hommes deviennent vite amis.

Prémices de l'expédition

Au début du XIXe siècle, Clark quitte l'armée active et va s'installer à La Nouvelle-Orléans. C'est là, dans le courant de 1803, que lui parvient le message de Lewis, devenu secrétaire particulier du président Thomas Jefferson. Son ancien compagnon lui propose de partager avec lui le commandement d'une expédition, organisée par Jefferson lui-même, dans le but d'explorer les territoires à l'ouest du Mississippi et de son affluent le Missouri. En fait, la véritable mission du voyage est de découvrir une voie de communication avec le Pacifique en empruntant le Missouri. Enthousiaste, Clark accepte. À la fin de l'année, il se retrouve au Camp Dubois, au nord de Saint Louis avec Lewis et 45 volontaires dont deux bateliers français, Pierre Cruzatti et Francis Labiche, et neuf Canadiens-français, spécialistes du canot et de l'aviron.

Sur le Missouri

Le 14 mai 1804, l'expédition Lewis-Clark commence à remonter le Missouri. Le 26 octobre, elle parvient chez les Mandans, dans l'actuel Dakota du Nord, où elle décide d'hiverner. En 165 jours, elle a fait un trajet de 250 km. Les Mandans, dont la tribu comprend environ 1200 personnes et qui appartiennent à la famille des Sioux, se comportent très amicalement. Dans le courant de l'automne, Lewis et Clark rencontrent le Français Toussaint Charbonneau qui vit avec les Sioux depuis 1796 et qui est marié avec une petite Indienne de seize ans nommée Sacagawea (*Femme-oiseau* en langage sioux).

Charbonneau accepte de servir d'interprète à l'expédition. Quant à Sacagawea, elle fera un excellent guide car sa tribu, les Shoshones, vit dans les Rocheuses et connait très bien les passes menant des Plaines à la vallée du Pacifique. Le 7 avril 1805, quatorze hommes repartent pour Saint-Louis, tel que prévu dans le plan initial. La trentaine d'hommes qui restent font

route vers l'ouest en empruntant toujours le Missouri.
Le 26 avril, ils passent devant l'embouchure du Yellowstone. Le 27 juillet, ils arrivent aux Trois Fourches (Three Forks of Missouri) dans l'actuel Montana. C'est là que le Missouri prend sa source. Sacagawea leur indique le cours d'eau descendant de l'ouest comme la direction à prendre. Lewis et Clark le nomment Jefferson, celui du centre le Madison et le dernier, venant de l'est, le Gallatin. James Madison et Albert Gallatin sont respectivement le secrétaire d'État et le secrétaire du Trésor du gouvernement Jefferson.

Dans les Rocheuses
Le 30 juillet 1805, Lewis et Clark commencent à remonter le Jefferson à contre-courant. Quelques jours plus tard, ils établissent leurs premiers contacts avec les Shoshones, la tribu d'où est originaire Sacagawea. Ce sont eux qui leur indiquent la direction de la piste des Nez-Percés, par où ils entrent en Idaho. Les Nez-Percés sont aussi amicaux que l'ont été les Shoshones et les Mandans. Ils les aident à construire des canots et leur indiquent la route menant au Pacifique. L'expédition emprunte alors la rivière Clearwater, un affluent du Columbia qui se jette dans l'océan. Le 18 octobre, le groupe parvient au confluent du Clearwater et du Columbia. Enfin, en décembre, il atteint l'estuaire du Columbia et y fonde Fort Clatsop. Lewis et Clark décident d'y prendre leurs quartiers d'hiver. Au début du printemps 1806, Clark explore seul le cours de la Willamette et parvient au futur site de Portland, Oregon.

Le voyage du retour
Lewis et Clark amorcent leur voyage de retour à la fin mars. Le 3 juillet, ils franchissent Lolo Pass et se retrouvent sur le flanc est des Rocheuses. Le groupe décide alors de se scinder en deux. Pendant que Lewis et neuf hommes se dirigent vers les grandes chutes du Missouri par le nord, Clark et le reste de la troupe font route vers les Trois Fourches. Les deux hommes doivent se retrouver au confluent du Yellowstone et du Missouri. Clark ne fait pas exactement le même trajet qu'à l'aller puisque, arrivé aux Trois Fourches, il file vers le sud-est rejoindre le cours supérieur du Yellowstone qu'il descend jusqu'au Missouri. Le 3 août, Clark est à l'angle des deux fleuves mais Lewis n'est pas au rendez-vous. Clark décide de continuer seul. Lewis parvient à le rejoindre une dizaine de jours plus tard. Le 14 août, l'expédition parvient au village mandan où elle se sépare de Charbonneau et de Sacagawea. Le 24 septembre, Lewis et Clark atteignent Saint-Louis. En deux ans et demi, ils auront parcouru 6657 km, et leur voyage a été un succès total.

Fin de carrière
En 1807, Clark quitte définitivement l'armée et devient brigadier-général de la milice du Territoire de Louisiane. En 1812, il fonde la *Saint Louis Missouri Fur Company*, une compagnie de traite des fourrures dont il est le premier président. Son commerce prospère, ce qui ne l'empêche pas de cumuler les postes de gouverneur du Territoire du Missouri de 1813 à 1820, et de superintendant des Affaires indiennes de 1822 à 1838. William Clark est devenu membre de la Royal Society le 28 janvier 1836. Il décède à Saint-Louis en 1838.

CLAUSSAT Joseph

Pont-du-Château 12 octobre 1874 - La Ferté-Vidame 9 novembre 1925.



Homme politique français du début du XX^e^ siècle, député socialiste du Puy-de-Dôme de la Troisième République. Il est le fils de Joseph Claussat (13 mars 1846 Pont-du-Château - 11 avril 1910 Clermont-Ferrand). Engagé au 3e régiment de zouaves, à 18 ans, il fait les campagnes d'Algérie et du Mexique.

Il étudie au collège de Thiers puis au lycée de Chateauroux. Inscrit à la faculté de médecine de Clermont puis de Lyon il est reçu docteur en médecine en 1899. Il est élu conseiller municipal de Châteldon puis nommé maire en 1881, il le restera jusqu'en 1891 Il est élu conseiller général en 1883, l'élection ayant été annulé il est réélu en 1884. Il est nommé inspecteur des enfants de l'Assistance publique de l'Indre en 1890 puis en Savoie en 1895 puis dans le Puy-de-Dôme en 1901. Il épouse le 22 avril 1872 Elisabeth Dassaud fille d'un aubergiste de Châteldon.

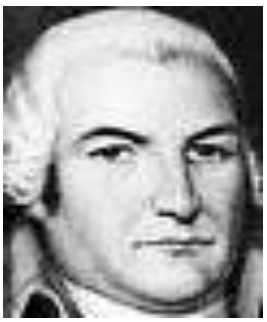
Le couple aura huit enfants dont :
- Jean (1872-1916) commandant d'infanterie mort lors de l'opération consécutive à sa blessure de guerre lors d'un combat à Verdun.
- Elisabeth, Eugénie, Marie, Marguerite, **Jeanne** (1888-1959) qui épousera Pierre Laval
- Pierre, Clovis, François, Joseph, député du Puy-de-Dôme

Joseph Claussat avait été initié à la loge maçonnique de Clermont fondée en 1868 *Les enfants de Gergovie* du Grand Orient de France. Ses deux fils le seront également.

Parcours politique
Pendant ses études de médecine, il rejoint le comité révolutionnaire de Clermont en 1894 et est initié à la franc-maçonnerie. Il est élu conseiller général du canton de Châteldon en juin 1907. De nombreuses réclamations sont introduites en Conseil d'État en raison de pression de la famille qui règne à travers le canton. Il y aura même contestation sur une fausse lettre de soutien du député Noël Chamerlat. Son élection est entérinée en mai 1908 alors qu'il est élu maire de Châteldon le même mois. Il le restera jusqu'à sa mort. Le 11 juin 1911, se qualifiant de *candidat des pauvres* il est élu député de Thiers suite au décès du député Chamerlat décédé le 13 avril. Son élection vaut plébiscite et il obtient 12 343 voix contre seulement 704 voix à M. Guillemin et 31 voix à M. Cotillon, sur 13.888 votants.

En 1914, il l'emporte au premier tour face à M. Thave (9 525 voix contre 7 342). Il sera reconduit dans ses fonctions au scurtin de liste en 1919 et 1924. Il siège à la commission de l'agriculture et à la commission de l'hygiène. Le 14 août 1914 il épouse une savoyarde Marguerite Sacouman (24 février 1883 Genève - 12 novembre 1925). Il meurt brutalement d'une hémorragie cérébrale lors d'une partie de chasse près de Chartres. Le couple n'ayant pas d'enfants, sa femme se suicidera trois jours plus tard. Son buste figure à l'entrée de Châteldon où une rue porte son nom. Un monument lui est également consacré à Ris sur le chemin de Châteldon à Bancherelle. Des rues portent également son nom à Chamalières, Puy-Guillaume, Thiers, Clermont-Ferrand et des places à Billom et Royat.

CLEAVELAND **Moses** 29 janvier 1754 - 16 novembre 1806.



Avocat, politicien et militaire américain. Arpenteur du Connecticut, il fonda la ville de Cleveland alors qu'il menait une étude sur la Connecticut Western Reserve en 1796.
Initié Franc-Maçon, en 1779, dans une loge militaire "*American Union*".

Il est né à Canterbury dans le Connecticut et étudia à Yale dont il sortit diplômé en 1777. La même année, avec le développement de la guerre d'indépendance, il fut enrôlé au grade d'aspirant dans le 2e régiment du Connecticut de l'Armée continentale. En 1779, il fut promu capitaine d'une compagnie de « sapeurs et mineurs » (génie militaire) dans le nouveau Corps des ingénieurs. Il quitta l'armée le 7 juin 1781 et commença à exercer comme avocat à Canterbury.

Connu comme une personne énergique et de forte capacité, il est en 1788, membre de la convention du Connecticut qui ratifie la constitution des États-Unis. Il est élu plusieurs fois à l'Assemblée générale du Connecticut et 1796 est nommé brigadier général de la milice. Il est actionnaire de la Connecticut Land Company, qui a acheté pour 1 200 000 dollars au gouvernement de l'État du Connecticut des terres dans le Nord-Est de l'Ohio, réservées au Connecticut par le Congrès américain et connues lors des premières installations sous le nom de New Connecticut, puis plus tard sous celui de Western Reserve. Claeveland est alors approché par les directeurs de la Connecticut Land Company en mai 1796 pour mener l'étude, des mesures et la localisation précise des terres acquises. Il est aussi responsable de la négociation avec les Amérindiens vivant sur ces terres. En juin 1796, il part de Schenectady (New York) avec une cinquantaine de personnes dont six arpenteurs géomètres, un médecin, un aumônier, un marinier, trente sept employés, quelques immigrants et deux femmes accompagnant leur mari. Certains voyagèrent par voie terrestre avec les chevaux et le bétail, tandis que le gros de l'expédition remontèrent par bateau la rivière Mohawk, descendirent la rivière Oswego, longèrent la côte du lac Ontario et remontèrent le Niagara, portant leur bateaux sur plus d'une dizaine de kilomètres pour contourner les chutes du Niagara.

A Buffalo, une délégation de Mohawks et de Senecas s'opposa à leur entrée dans la Western Reserve, faisant valoir leur propriété sur ces terres, mais renoncèrent à leurs droits en échange de marchandises évaluées à 1'200 dollars. L'expédition longea la côte du lac Érié et atterrit le 4 juillet 1796 à l'embouchure du ruisseau Conneaut, qu'ils nommèrent Port Independence. Les Indiens furent amadoués avec des cadeaux de perles et du whisky, et autorisèrent l'étude du terrain. Le Général Cleaveland, avec une équipe d'arpenteurs, longea la côte et 22 juillet 1796, accosta à l'embouchure de la Cuyahoga River. Il gravit la berge, découvrant une belle plaine couverte d'une jeune forêt en croissance, devinant que l'endroit où il se trouvait avec la rivière à l'ouest et le lac Érié au nord était un site favorable pour une ville. Il procéda alors à un lotissement urbain et les employés nommèrent le lieu Cleaveland, en l'honneur de leur chef. Il n'y eut que quatre colons la première année, et à cause de l'insalubrité du lieu, la croissance de la population fut lente au départ, atteignant seulement 150 habitants en 1820. Moses Cleaveland était rentré au Connecticut après cette expédition et ne retourna jamais ni dans l'Ohio ni dans la ville portant son nom. Il mourut à Canterbury.

Aujourd'hui, une statue le représentant se trouve dans un square public du centre de Cleveland. Le lieu initialement appelé "Cleaveland" devint connu sous l'orthographe "Cleveland". En 1830, quand le premier journal, le *Cleveland Advertiser* fut créé, le rédacteur découvrit que le titre était trop long pour le format du journal et ses caractères d'imprimerie et en conséquence supprima la lettre "a" de la première syllabe de "Cleaveland", cette orthographe étant adoptée par le public

CLEMENT **Fernand** 1883 – 1950.



Historien de la franc-maçonnerie belge. Ingénieur de formation, Fernand Clément est initié à Namur (La Bonne Amitié) en mars 1914. En juillet 1922, il participe au relèvement des colonnes du Souverain Chapitre de l'Intérieur de Temple en la Vallée de Namur. 33e actif et grand chancelier secrétaire général le 22 octobre 1937, il devient le seizième chef de rite (souverain grand maître) du Suprême Conseil de Belgique le 7 novembre 1948. Une cérémonie funèbre *in memoriam* est célébrée le 17 décembre 1950.

CLEMENT de RIS **Dominique** Paris 1er février 1750 – 21 octobre 1827 Château de Beauvais commune de Thilouze (Indre-et-Loire)

Baron de Mauny. Homme politique français. Clément de Ris était fils d'un procureur au Parlement. Il devint avocat, et venait d'acheter une charge de maître d'hôtel de la reine (17871), quand éclata la Révolution française, dont il adopta avec

enthousiasme les idées.



Révolution française

Administrateur (1791) puis membre du Conseil général d'Indre-et-Loire (1792), il fut, comme suspect de modérantisme, enfermé à la Conciergerie de Paris, en 1798, et n'en sortit que par l'intervention de Sieyès qu'il avait connu « grand-vicaire à Tréguier2 » (Sieyès était, à Tréguier, chanoine). Nommé, en l'an III, chef de division dans les bureaux de l'instruction publique, il fit partie, avec Garat et Ginguené de la commission de réorganisation qui provoqua la création de l'École normale.

Consulat et Empire

Démissionnaire en 1795, il se retira dans ses prorietés de Touraine et fut appelé par Bonaparte (4 nivôse an VIII) à faire partie du Sénat conservateur. Ce fut quelques mois après, en vendémiaire an IX, que Clément de Ris, étant dans une de ses terres de Touraine, fut enlevé en plein jour par, un parti de chouans pour certains, qui l'enfermèrent pendant dix-neuf-jours dans un souterrain.

Cette disparition, qui parut avoir le vol pour mobile, fit alors beaucoup de bruit, mais ne fut jamais vraiment expliquée ; trois des auteurs présumés furent condamnés à mort, et M^me^ Lacroix, dans le château de laquelle la détention avait eu lieu, subit plusieurs années de prison. Nommé questeur du Sénat (on le trouve plus souvent qualifié de « préteur »), Clément de Ris dirigea les embellissements du palais du Luxembourg, et la reconstruction de l'Odéon, qui appartenait au Sénat, et qui avait été détruit par un incendie. Il devint membre de la Légion d'honneur (9 vendémiaire an XII), commandant du même ordre (25 prairial), comte de Mauny et de l'Empire (26 avril 1808), grand officier de la Légion d'honneur (30 juin 1811), et grand-croix de l'ordre de la Réunion (3 avril 1813).

Une ténébreuse affaire

Ce fut le 23 septembre 1800 que lui arriva l'aventure singulière qui donna lieu à tant de conjectures et de fables. Enlevé en plein jour par des agents de Fouché, il fut enfermé dans un souterrain, et ne fut rendu à la liberté qu'après une captivité de dix-neuf jours (sur ordre du Ministre de la Police). En effet, il n'était pas dans l'intention de Fouché de faire enlever le sénateur, ses agents auraient commis un excès de zèle, mais de faire cambrioler son château pour récupérer des documents compromettants naguère confiés à Clément de Ris. Le drame de cette affaire réside dans la mesure où Bonaparte informé de l'enlèvement, demande à son Ministre d'arrêter et de condamner sévèrement les coupables de cette indélicatesse. Fouché se souvenant de l'existence d' Auguste de Canchy, qu'un différend personnel avait dressé contre lui et dont le passé de chouan était un excellent prétexte, le fit arrêter en compagnie de son beau frère Mauduison et d'un chouan, Gaudin, malgré des alibis incontestables. Après un jugement rapide, et le manque de courage du sénateur qui n'a pas voulu témoigner au procès des royalistes, et qui aurait pu les disculper, ceux-ci sont condamnés à mort et exécutés à ANGERS le 3 novembre 1801. Le seul membre de la cour spéciale qui eut le courage de protester, le capitaine Viriot, fut mis d'office à la retraite. L'éloquence habituelle de M^e^ Chauveau-Lagarde lui permit d'obtenir des acquittements pour certains des ravisseurs de Clément de Ris.

Honoré de Balzac s'est inspiré de cet épisode pour son roman *Une ténébreuse affaire*, ce qui lui a été reproché, d'autant plus que Clément de Ris avait été le protecteur de son père : Bernard-Francois Balssa.

Restauration française

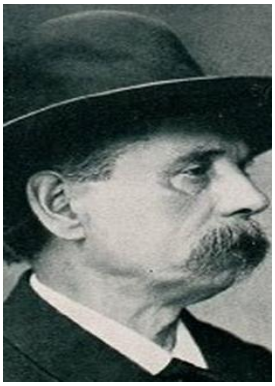
Il fut des premiers (avril 1814) à adhérer a la déchéance de Napoléon I^er^, et reçut de la Restauration le titre de pair de France (4 juin 1814), et une pension viagère de 36 000 francs. Au retour de l'île d'Elbe, l'Empereur le comprit pourtant dans la promotion des pairs des Cent-Jours (2 juin 1815). Atteint, à la seconde Restauration, par l'ordonnance d'exclusion du 24 juillet 1815, il rentra de nouveau à la Chambre haute, le 21 novembre 1819, lors de la fournée de pairs nommés par le ministère Decazes : il siégea jusqu'à sa mort parmi les défenseurs des libertés constitutionnelles.

En 1815, la chute de l'Empire, auquel elle était très liée, ouvre une période difficile pour la franc-maçonnerie. Soucieux de resserrer les rangs dans un contexte devenu hostile, une majorité des membres du Suprême Conseil encore présents (Hacquet, Massena, d'Alès d'Anduze, Régnier, Dominique Clément de Ris, Beurnonville, Rampon, Roettiers de Montaleau, de Joly)4 décide alors d'intégrer celui-ci dans la structure du Grand Orient.

Il était le cousin du général Clément de la Roncière, autre figure de l'Empire et de la Restauration.

CLEMENT Jean-Baptiste

Boulogne-sur-Seine 30 mai 1836 – Paris 26 février 1903.



Jean-Baptiste Clément est le fils d'un meunier aisé de l'Île Saint-Ouen, et de Marie-Thérèse Compoint. Il ne trouve affection et joie qu'auprès de sa grand mère Charlotte, aubergiste dont l'établissement retentit de chansons. Il quitte l'école à quatorze ans, entre en apprentissage chez un tourneur sur cuivre, puis exerce divers métiers avant de se faire embaucher pour la construction du viaduc de Nogent. Il se donne une culture d'autodidacte, lisant Balzac, Flaubert, Hugo Dickens, avant de découvrir Proudhon puis Marx. Il fréquente des membres de la Première Internationale et commence à composer poèmes et chansons. En 1866, il s'installe à Montmartre mais, en 1867, il doit se réfugier à Bruxelles pour avoir écrit une chanson intitulée *Quatre-vingt-neuf*.

C'est dans cette ville qu'il publie *Le Temps des Cerises*, sa plus célèbre chanson, créée à Paris en 1866 et qu'il dédiera plus tard à une ambulancière de la Commune, Louise.
De retour à Paris en février 1868, il fonde un journal Le Casse-Tête, et collabore à La Réforme de Vermorel. Entre le mois de janvier et le mois d'avril 1870, il est successivement condamné à 3, 2, 4 et 6 mois de prison, pour publication d'un journal, offenses à l'Empereur et pour provocation à commettre des crimes.

La chute du Second Empire le tire de Sainte-Pélagie où il est incarcéré depuis février. Il participe aux combats contre les Prussiens dans le 129e bataillon de marche, prend part aux journées du 30 octobre 1870, du 22 janvier et du 18 mars 1871. Successeur de Clémenceau à la mairie du XVIIIe arrondissement, le 10 mai 1871, il adresse aux directeurs et aux directrices des écoles un avis relatifs à la laïcisation des locaux et des programmes scolaires cité par Froumov :
« *On ne doit plus avoir dans nos écoles ni tableaux, ni livres religieux, ni croix, ni statuettes représentants des saints. Bref, vous nous comprenez, le règne de l'erreur est fini ; nous avons à propager la vérité et à la faire aimer. Les prières sont naturellement supprimées ; nous les remplaceront par des leçons plus morales et plus utiles* ».

Il siège à la commission des subsistances avant d'être délégué à la fabrication des munitions et d'être nommé de la Commission de l'enseignement. Il collabore au *Journal officiel* de la Commune. Il participe aux combats de la Semaine sanglante, dont il rappellera le souvenir tragique dans une célèbre chanson intitulée *La Semaine sanglante*. Grâce à un compagnon d'armes, il peut se cacher pendant plus de deux mois dans la capitale avant de s'enfuir à Londres, où il vit en donnant quelques leçons de français et en encadrant des estampes. Condamné à mort par contumace le 24 octobre 1874, il rentre à Paris en 1880. Il collabore à divers journaux, *Le Cri du peuple*, *Le Prolétaire*, *La Justice sociale*, et publie des brochures (*Le Quatrième Etat* et *La Science de Jacques Bonhomme*). Il prononce des conférences pour les sociétés de libre pensée du XVIIIe et XXe arrondissement, prend la parole dans diverses réunions publiques et défend la cause de l'émancipation des femmes. Membre du Parti ouvrier, il suit les possibilistes, et adhère à la Fédération des travailleurs socialistes de France – Parti Ouvrier Socialiste et Révolutionnaire -.

En 1885, année où il publie un premier recueil de chansons, il est délégué à la propagande ; il soutient une grève des boulonniers de Château-Régnault (Ardennes). Il se fixe plusieurs années dans ce département, s'y présente vainement à une élection législative partielle en décembre 1888, aux législatives de 1889. Il encourage les métallurgistes, les carriers et les travailleurs du textile à la lutte et contribue à la fondation de syndicats, de coopératives et de cercles d'études sociales. Il fonde successivement deux journaux, *L'Emancipation* (1889-1890) puis *L'Emancipateur* (1891-1892). En 1890, lors du Congrès de Châtellerault, il défend les thèses allemanistes contre les thèses broussistes et devient membre du Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, de Jean Allemane.

Le 1er mai 1891, il est arrêté, condamné à 2 ans de prison et 5 ans d'interdiction de séjour, mais il fait appel du jugement ; sa peine est ramenée à 2 mois de prison, après une plaidoirie de Millerand. Il se présente de nouveau aux législatives de 1893, sans succès. En 1895, il revient dans la région parisienne, alors que, sous la direction d'Albert Poulain, la Fédération des Ardennes prend une orientation réformiste et électoraliste. Il est employé à la mairie de Saint-Denis en 1895-1896, collabore à *La Petite République* de Géraut-Richard, au *Socialiste ardennais*. En 1900, il publie *La Chanson populaire* qui, outre des chansons, comprend des considérations sur la chanson populaire : Jean-Baptiste Clément ne veut pas la voir confondue « avec les élucubrations des cafés-concerts et des beuglants ». Pour lui, elle doit être un moyen de propagande simple et efficace permettant de « faire pénétrer les idées de justice et d'indépendance dans les cœurs » et de lutter contre le capital.

Il est initié le 28 octobre 1898 à la loge « *Les Rénovateurs de Clichy* », qui lui confère les grades de compagnon et de maître le 6 juillet 1901. D'après « *La Chaîne d'union* » de 1938-1939, il s'affilie à « *L'Evolution Sociale* ».

Il meurt le 23 février 1903. Lors de ses obsèques, la Librairie de propagande socialiste fait distribuer gratuitement une brochure contenant ses meilleures chansons. Plusieurs milliers de personnes suivent son cercueil, recouvert d'un drap rouge ; plus de 60 couronnes sont déposées sur sa tombe et divers discours sont prononcés, au nom des socialistes ardennais, du Parti Ouvrier Belge, de la Société des auteurs et compositeurs. Sincholle prend la parole pour les « *Rénovateurs* » de Clichy. L'Evolution Sociale étant elle aussi représentée. Le poète socialiste Clovis Hugues lit une pièce de vers sur sa tombe. Le Conseil municipal de Paris lui vote l'octroi d'une concession perpétuelle, qui se trouve près du Mur des Fédérés. Le 27 juin 1937, lors de l'inauguration de son buste dans la petite ville ardennaise de Nouzonville, son ami Léon Troclet déclare que « le souvenir d'un tel homme ne s'effacera jamais ». J.L.

CLEMENS **Samuel L.** Voir Mark **Twain**

CLINTON **Bill** Hope (Arkansas) 19 août 1946 -



William Jefferson Clinton, né **William Jefferson Blythe III**, plus communément appelé **Bill Clinton**. Homme d'Etat américain. Il fut, de 1993 à 2001, le quarante-deuxième président des États-Unis. Il s'appelle initialement William Jefferson Blythe III, le même nom que son père, un voyageur de commerce tué dans un accident de voiture trois mois avant sa naissance. Sa mère se remarie avec Roger Clinton et William adoptera ce nom à l'âge de 15 ans.

Il grandit dans un milieu difficile puisque son beau-père est joueur, buveur et bat sa femme. Bill Clinton est un bon élève et un bon joueur de violon. Il pense même devenir musicien professionnel. Alors qu'il est au lycée, il fait partie d'une délégation d'élèves sélectionnés pour leur mérite et invitée à la Maison-Blanche.
Il y rencontre le président John Fitzgerald Kennedy et on dit que cet événement est le catalyseur de son envie d'entrer en politique. Bien qu'originaire d'une famille pauvre, il réussit à obtenir son diplôme de politique internationale à l'université de Georgetown. Parmi ses professeurs figurent Carroll Quigley. Il reçoit une bourse Rhodes qui lui permet d'aller étudier à l'université d'Oxford au Royaume-Uni pendant deux ans, et revient à l'université Yale pour y faire ses études de droit. C'est là qu'il rencontre Hillary Rodham avec qui il se marie en 1975 ; ils auront une fille Chelsea Clinton, née en 1980.

Pendant sa jeunesse, il était brièvement membre de DeMolay, qui est une organisation de jeunesse maçonnique.

Symbole des Nouveaux démocrates, ouvert à la déréglementation dans les secteurs de l'agriculture et des télécommunications, son mandat est marqué par la plus longue période d'expansion économique en temps de paix de l'histoire moderne américaine, par la ratification de l'ALENA (Accord de libre échange nord-américain), par l'intervention de l'armée américaine en Haïti, par les accords d'Oslo, par l'intervention des troupes de l'OTAN dans la guerre du Kosovo, par le premier attentat contre le World Trade Center à New York (1993) et par les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Il est aussi marqué par un certain nombre d'affaires comme le Scandale Whitewater et celui de l'affaire Lewinsky, qui lui vaut d'être l'objet devant le Congrès d'une procédure d'impeachment qui n'aboutit pas.

Sa présidence s'est déroulée avec un Congrès dominé par les Républicains à partir de janvier 1995.
Le 19 mai 2009, il est nommé émissaire spécial de l'ONU pour Haïti par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.
Depuis 1997, il dirige la Fondation Clinton.

Carrière politique
Clinton commence par être professeur de droit à l'université d'Arkansas et tente, sans succès, d'être élu à la Chambre des représentants. Il est élu procureur général de l'Arkansas en 1976 puis gouverneur de l'Arkansas en 1978. À 32 ans, il est alors le plus jeune gouverneur d'un État. Son premier mandat n'est pas facile, car il fait adopter une loi impopulaire créant une vignette sur les automobiles et doit gérer la crise causée par la fuite de prisonniers cubains, immigrés illégaux détenus dans une prison de l'État. Sa femme décide aussi de conserver son nom de jeune fille dans un État plutôt conservateur, alors qu'elle doit remplir le rôle d'hôtesse dans les réceptions officielles. Toutes ces raisons font que Clinton n'est pas réélu en 1980 pour un second mandat de 2 ans et laisse son poste à Frank D. White, un républicain.

Clinton comprend ses erreurs et renoue de bonnes relations avec les entrepreneurs et les politiciens en place. Sa femme porte son nom et adopte une attitude plus traditionnelle, tout en continuant à s'intéresser à la politique au travers de son emploi d'avocat. En 1982, Bill Clinton se présente de nouveau et prend sa revanche sur Frank D. White. Il est ensuite réélu en 1984 et 1988 pour des mandats de 4 ans. Grâce à ses contacts amicaux avec les entrepreneurs, il réussit à amadouer ses critiques. Il a pour priorité l'éducation dont il augmente le budget. Sous sa gouvernance, le chômage baisse et l'Arkansas se développe. Les résultats de l'Arkansas en matière de santé, de réduction de la pauvreté, d'éducation, d'emploi et de développement dépassent la moyenne nationale.

Présidence
Désigné candidat du parti démocrate à l'élection présidentielle de 1992 contre le président républicain sortant, George H. W. Bush, il choisit Al Gore comme co-listier, bien que ce dernier soit aussi un politicien issu d'un État du Sud. La campagne électorale est pleine d'attaques personnelles, car Clinton s'est fait réformer pour ne pas accomplir son service militaire, admet avoir fumé de la marijuana mais sans en avoir avalé la fumée, aurait eu plusieurs aventures avec des femmes de son entourage et aurait conclu quelques contrats douteux.

En novembre 1992, il est élu président avec une large majorité des grands électeurs (370 contre 168) mais seulement 43 % des suffrages contre 37,4 % à George Bush. Cette élection est en effet marquée par le score important d'un troisième candidat, l'homme d'affaires conservateur, Ross Perot, qui remporte 19 % des voix et prive Bush de majorité dans de nombreux États de l'Ouest et du Midwest. Bill Clinton est élu en promettant de réformer l'État-providence, de réduire les impôts pour la classe moyenne, de réduire les impôts pour 90 % des petits entrepreneurs4, de les augmenter pour les 1,2 % des contribuables les plus aisés5, d'étendre le crédit d'impôt sur les revenus pour les travailleurs pauvres. Son élection marque ainsi l'arrivée au pouvoir des Nouveaux démocrates, un courant centriste du Parti démocrate, pronant des positions sociales et culturelles plutôt conservatrices et des politiques fiscales proche des néo-libéraux, assez éloignées des prises de positions de George McGovern (en 1972) ou de Walter Mondale (en 1984).

La mise en place de son gouvernement est assez chaotique, notamment dû au fait qu'il a nommé nombre de ses

collaborateurs plus ou moins au dernier moment et que certains ne se sont pas révélés adapté au poste, comme son Chef de cabinet Mack McLarty, un ami très proche, qui est remplacé un an plus tard. La nomination de l'Attorney General des États-Unis est également difficile, où les deux premiers choix de Clinton, Zoë Baird et Kimba Wood, ont toutes les deux dû renoncer à la nomination pour avoir employé des étrangers en situation irrégulières. Le début de son mandat est marqué par plusieurs lois symboliques comme celle autorisant les salariés des grandes entreprises à s'absenter pour des motifs familiaux ou en cas d'urgence médicale et l'admission des homosexuels dans l'armée, en dépit de longues tergiversations avec le Pentagone.

Au début de son mandat, Clinton adopte un mode de gouvernement très personnel ; alors que ses prédécesseurs déléguaient leur autorité et travaillaient par la voie hiérarchique, Clinton s'appuie sur un nombre de confidents restreints, dont sa femme Hillary. C'est elle qui prépare un projet de loi sur la sécurité sociale et l'assurance maladie, qui aurait assuré à tous les Américains une couverture maladie.
Mais le projet est bloqué par le Congrès à majorité démocrate en partie en raison de sa complexité et de son aspect institutionnel. L'une des conséquences de cette politique est néanmoins le renversement de majorité dans les 2 chambres du Congrès lors des élections de mi-mandats en novembre 1994.

Les disputes entre le président et le Congrès, désormais à majorité républicaine, à partir de janvier 1995, se traduisent par des retards dans le vote du budget et le gouvernement se trouve dans l'obligation de fermer tous les ministères pendant plusieurs jours. En effet, Clinton refuse de céder aux Républicains sur le budget et ces derniers finiront par adopter le budget proposé par Clinton.

En 1996, Clinton réussit toutefois à se faire réélire, bien que la majorité républicaine du Congrès soit renforcée. Ce dernier l'obligera à adopter un budget en équilibre pour la première fois depuis 1969, du temps du président Nixon. De plus, il fait voter une loi interdisant la vente d'armes d'assaut. Il augmente le nombre de policiers afin d'assurer la sécurité et crée un service civil volontaire. De plus, il fait voter la loi sur les congés parentaux permettant aux salariés de prendre des congés pour la naissance d'un enfant ou la mort d'un proche. Il engage une lutte contre la drogue et la criminalité, et prend de plus de nombreuses mesures en faveur de l'environnement et crée de nombreuses réserves naturelles.

CABINET DU PRESIDENT CLINTON

Politique extérieure

Clinton fait intervenir les forces armées des États-Unis à plusieurs reprises et en même temps réduit drastiquement le budget de la Défense et les effectifs. Depuis fin 1992, des troupes américaines sont engagées en Somalie dans le cadre de l'opération Restore Hope et tentent de ramener la stabilité dans le pays ; une opération visant à arrêter un chef de guerre local s'opposant aux actions de l'ONU tourne mal les 3 et 4 octobre 1993 et 18 soldats américains sont tués. Face à de violentes critiques à propos de ces morts, Clinton décida de retirer tous les militaires américains du pays.

L'armée intervient aussi à Haïti pour aider le président Jean-Bertrand Aristide, victime d'un coup d'État.
Les troupes américaines participent aussi aux missions de l'OTAN dans les guerres de Yougoslavie et de maintien de la paix au Kosovo. C'est sous l'impulsion de Clinton que l'OTAN organisera des frappes aériennes, dite Bombardements humanitaires, sur la Serbie pour empêcher le "nettoyage ethnique" des musulmans bosniaques. Il fera reculer le président serbe Milosevic et sera à l'origine du plan de paix dans les Balkans. Il est à l'origine de l'armement illégale des forces paramilitaires croate et bosno-musulmane, en compagnie de François Léotard, lors de l'éclatement de l'ex Yougoslavie protégé par son armée régulière, la JNA. En 1995, lors de l'attaque croate sur la région de Krajina (à majorité Serbe) protégé par l'ONU, l'armée américaine apportera son aide logistique et stratégique lors de cette opération baptisé "Oluja" (Tempête comme Tempête de désert) qui fera des milliers de civils morts et provoquera le plus grand exode (250 000 personnes expulsés) humain depuis 1945. Il avouera dans son auto-biographie qu'il fut pendant cette guerre "supporter" de la Croatie. Après ses mandats présidentiels, il inaugure le 20 septembre 2003, le Mémorial de Potocari-Srebrenica, où repose des victimes du massacre de Srebrenica. Enfin, plusieurs raids sont effectués sur l'Irak en punition des violations des sanctions imposées par l'ONU après la Guerre du Golfe.

Clinton sera particulièrement fier des accords d'Oslo entre les Israéliens et les Palestiniens. Toutefois malgré toute sa volonté il ne parviendra pas à faire accepter à Yasser Arafat et à Yitzhak Rabin un plan de paix qui aurait pu mettre fin au conflit.

Il admettra qu'il n'aura pas réussi à empêcher les massacres du Rwanda. C'est aussi pendant ses mandats que des terroristes liés au mouvement Al-Qaida tenteront de détruire le World Trade Center à New York, détruiront les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie et réussiront à endommager l'USS Cole en escale au Yémen.

Pendant sa présidence il entretiendra d'excellentes relations avec le président Jacques Chirac ; ce dernier apportera son soutien à Clinton lors de l'affaire Lewinsky. Les deux présidents resteront amis à partir de ce moment-là et s'entendront politiquement dans plusieurs domaines, ce qui explique en partie les relations tendues entre Jacques Chirac et les conservateurs américains dont le successeur de Clinton, George W. Bush.

Clinton et l'économie américaine

Bill Clinton est resté pour les américains le président qui a créé 22,5 millions d'emplois en huit ans (1992-2000), dont 20,6 millions dans le secteur privé, record depuis inégalé, qui a largement éclipsé les 14,7 millions d'emplois créés par Ronald Reagan sur la même durée (1980-1988)11. Le taux de chômage des noirs a en particulier été divisé par deux, passant de

14,2 % à 7,3 % en huit ans11, grâce à 116 mois consécutifs de croissance.

En arrivant au pouvoir, il trouve le pays dans une situation économique très dégradée dans plusieurs domaines : le chômage et la pauvreté ont augmenté, contribuant aux six jours d'Émeutes de 1992 à Los Angeles, qui causent 55 morts. Surtout les déficits publics atteignent des sommets, à 400 milliards de dollars.

Conformément au pacte passé avec le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, Clinton équilibre le budget, afin de faire diminuer les taux d'intérêts à long terme, puis dégage des excédents importants lors de ses deux dernières années à la présidence. Il est aidé en cela par l'imposition des plus-values générées par la très forte hausse de Wall Street, la plus forte de l'histoire des bourses de valeurs après celle de la Bourse japonaise au cours de la décennie précédente. La forte croissance a contribué aux excédents budgétaires, bien plus que le mix de hausses des impôts et de baisse des dépenses de Clinton.
Son prédécesseur Georges Bush avait réussi à contrôler le taux d'inflation, ce qui lui a facilité aussi la tâche. Pendant la double mandature Clinton, les États-Unis bénéficient d'une économie en expansion à un rythme moyen de 4 % par an, comparé au taux moyen de 2,8 % pendant les douze années précédentes.

Soucieux de ne pas multiplier les conflits avec le congrès républicain, il ne met pas son veto au Gramm-Leach-Bliley Act Financial Services Modernization Act de 1999, qui abolit une partie du Glass-Steagall Act de 1933, même si 44 des 45 sénateurs démocrates ont voté contre la version initiale et qu'une une partie significative d'entre eux a voté aussi contre sa version finale. Le texte permet la création du conglomérat financier Citigroup.
En quittant la présidence, Clinton laisse une économie en bien meilleur état qu'à son arrivée. Il a réussi à :

- créer plus de 22 millions d'emplois ;
- sept millions d'Americains ne vivent plus dans la pauvreté ;
- ramener le taux d'inflation à son plus bas niveau depuis les années 1960 ;
- permettre à un nombre record d'Américains d'être propriétaires de leur maison ;
- abaisser le chômage au taux le plus bas depuis 30 ans ;
- augmenter les salaires à tous les niveaux ;
- rembourser 360 milliards USD de la dette nationale ;
- convertir un déficit budgétaire record en un surplus budgétaire record ;
- ramener les dépenses fédérales à leur plus bas niveau depuis 30 ans ;
- augmenter le taux maximum d'imposition de 31 % à 40 %.
- diminuer les impôts pour les entreprises et la classe moyenne ;
- permettre à un nombre record d'Américains de posséder des actions boursières.

Le 22 août 1996, à la fin de son premier mandat, il signe le *Personal Responsibility and Work Opportunity Act* (« loi sur la responsabilité individuelle et le travail ») qui selon le sociologue Loïc Wacquant « instaure le dispositif social le plus régressif promulgué par un gouvernement démocratique au xx^{e} siècle ».

Clinton et l'opinion publique
Premier président appartenant à la génération de l'après-guerre, Clinton apparaît comme différent de ses prédécesseurs. Il se conduit comme un homme du commun. Le fait qu'il soit souvent client de la chaîne de restauration rapide McDonald's le rend sympathique auprès des couches populaires. Ses options politiques se traduisent par des phrases courtes semblables à des couplets de chansons à la mode et ses détracteurs l'appellent « le président MTV ». Il réussit toutefois à faire voter un grand nombre d'électeurs de la jeune génération, dont beaucoup lui donnent leur voix. Il est aussi très populaire auprès des Afro-Américains qui le considèrent comme l'un d'entre eux : « Sa mère l'a élevé seule, il est né pauvre dans une famille ouvrière, il joue du saxophone et il adore les sandwiches du McDo ». Ils s'amusent souvent à dire qu'il est « le plus noir des présidents » ou encore « plus noir que Barack Obama ».

Sa femme Hillary Clinton joue un grand rôle dans son gouvernement et est vivement critiquée. Beaucoup de gens considèrent le couple comme des partenaires politiques et certains pensent même que c'est Hillary qui « porte la culotte ».

La bonne société, conservatrice, a du mal à accepter les frasques de Clinton dans les années 1960, l'ère hippie. Clinton avait réussi à ne pas être appelé sous les drapeaux en allant étudier à l'étranger pendant la Guerre du Viêt Nam et, s'il a admis avoir essayé la marijuana, il affirme « ne pas avoir avalé la fumée »16 Une partie des blancs du sud considèrent aussi que Clinton les a trahis, car s'il appartient à la classe populaire, il a fait des études dans les meilleures universités et a adopté des idées proches de l'anti-conformisme. Il n'est pas conforme au modèle traditionnel des politiciens du sud même si, au même moment, d'autres conservateurs tels que Newt Gingrich, président de la Chambre des représentants, ont à faire face à des accusations similaires à celles de Clinton.

Pourtant, le nouveau président se place résolument à droite des démocrates sur les sujets de société, en s'affirmant favorable à la peine de mort, à l'interdiction de laisser les adolescents traîner dans la rue, aux uniformes dans les écoles. Il intensifie aussi la lutte contre la drogue et annonce au début de 1994, un an après sa prise de fonctions, le recrutement de 100.000 policiers supplémentaires17. On parle alors de Nouveau Démocrate. Ainsi lors du discours de l'État de l'Union de 1994, le président Clinton se prononce en faveur de la prière à l'école. Il en résulte qu'au cours des années 1990, le parti démocrate s'éloigne, dans sa majorité, des quelques représentants de l'aile gauche du parti, comme Ted Kennedy et Howard Dean. Hillary Clinton se recentre aussi politiquement depuis 2004, la gauche américaine étant alors plutôt incarnée par le parti de Ralph Nader.

Dès le début de la campagne électorale de 1992, des rumeurs courent sur les liaisons extraconjugales de Clinton. L'une de ses anciennes collaboratrices, Paula Jones, l'accuse de harcèlement sexuel et d'autres aventures sont rendues publiques, en particulier lorsque l'enregistrement d'une conversation téléphonique entre Monica Lewinsky et Paula Jones révèle que la première affirme avoir pratiqué des fellations alors qu'elle était stagiaire à la Maison-Blanche.

Accusations, scandales et tentative de destitution

Dès le début de sa présidence, Clinton fait face à de nombreuses attaques personnelles de la part de ses adversaires politiques. Il sera ainsi victime d'un véritable acharnement de la droite conservatrice et de l'extrême droite. On l'accuse d'avoir bénéficié de donations illégales pendant sa campagne électorale, en particulier en provenance de la République populaire de Chine. On ressort des dossiers sur des contrats douteux qu'il aurait passés pendant ses mandats de gouverneur en Arkansas.

L'une de ses anciennes collaboratrices, Paula Jones, l'accuse de harcèlement sexuel. Ces accusations sont tellement nombreuses que ses partisans sont persuadés qu'il s'agit d'une conspiration nationale menée par les républicains à des fins purement politiques. C'est lors des interrogatoires lors de ce procès, qui va jusqu'à la Cour suprême en mai 1997, que Clinton fait ses déclarations concernant Monica Lewinsky, une stagiaire de la Maison-Blanche, avec qui il nie avoir eu quelque relation que ce soit, ce qui lui vaudra l'accusation de parjure par le procureur Kenneth Starr. Dans *Clinton versus Jones, la Cour juge qu'un président en exercice peut être poursuivi au civil pour des actes commis avant sa prise de fonction et sans rapport avec celle-ci. Sur le fond, Paula Jones perdit toutefois son procès ; en appel, elle passa un accord négocié hors-tribunal avec Clinton en novembre 1998, celui-ci acceptant de lui payer 850 000 dollars contre l'abandon des charges.*

Mais l'accusation de parjure et d'obstruction de l'instruction permit au Congrès d'entamer une procédure d'*impeachment*. Le vote est strictement politique, beaucoup de sénateurs et de représentants rendant publique leur intention de vote avant que le procès ait lieu. Le 19 décembre 1998, les républicains votent pour la destitution et les démocrates contre (accusé de parjure par 228 voix contre 206, et d'obstruction par 221 voix face à 212). En janvier 1999, il passe en procès devant le Sénat, mais la condamnation d'impeachment n'est pas votée par la majorité requise des deux-tiers. De nombreux sénateurs républicains refusent de voter contre la destitution de Clinton, jugée politique. À la fin de son mandat, son innocence sera déclarée dans plusieurs affaires, notamment sur des contrats passés lorsqu'il était gouverneur. De plus, il était accusé d'avoir encouragé plusieurs personnes à mentir sous serment ; son innocence a toutefois été prouvée.

RETRAITE

Comme beaucoup d'anciens présidents, Clinton, après son mandat, est devenu un conférencier recherché ; ses interventions lui auraient rapportées plus de 100 millions de dollars (de 200 000 à 475 000 dollars par conférence) depuis qu'il a quitté la Maison-Blanche19. Il discourt sur les problèmes politiques d'actualité et il a soutenu la candidature de sa femme au siège de sénateur de l'État de New-York en ouvrant son bureau à Harlem, le quartier noir de Manhattan.

En juin 2004, Clinton publie ses mémoires dans un livre intitulé *Ma vie*. Ce livre reste longtemps en tête des meilleures ventes, en particulier sur les sites Internet, lui rapportant au total 12 millions de dollars. Le 26 juillet 2004, il s'adresse à la Convention nationale du parti démocrate, pour la cinquième fois de suite, en soutien du candidat John Kerry. De nombreux critiques considèrent son discours comme l'un des meilleurs. Il y critique le candidat républicain George W. Bush en ces termes « l'utilisation de la force et de l'intelligence ne sont pas forcément exclusives l'une de l'autre ». En septembre 2004, pendant la campagne électorale, il subit une intervention à cœur ouvert et les chirurgiens affirment qu'il aurait subi une attaque cardiaque majeure à brève échéance s'il n'avait pas été opéré. Peu de temps après le tremblement de terre du 26 décembre 2004, il est nommé émissaire spécial de l'ONU pour l'aide humanitaire aux pays frappés par les raz de marée. Depuis la fin de sa présidence, Clinton dirige la Fondation Clinton et préside la *Clinton Global Initiative*, une ONG vouée à combattre la pauvreté en Afrique, la malaria et le sida.

En 10 ans, la Fondation Clinton a levé plus de 500 millions de dollars, grâce à des donations provenant essentiellement de contributeurs étrangers, notamment de la famille royale saoudienne, du roi du Maroc et de plusieurs monarchies pétrolières du Moyen-Orient. La Fondation a cependant été critiquée pour son manque de transparence. En novembre 2008, alors que le nouveau président élu Barack Obama envisage de nommer Hillary Clinton à un poste de son administration, l'équipe de transition doit s'assurer que les activités lucratives de son mari ne présentent pas un «Conflit d'intérêts». Par ailleurs, l'ancien président siège au conseil d'administration de plusieurs entreprises et est également associé à un fonds d'investissement qui gère des avoirs de Dubaï et place des capitaux en Chine.

Bill Clinton a en outre érigé à Little Rock, la *William J. Clinton Presidential Center and Park* pour 500 millions de dollars comprenant une bibliothèque présidentielle, les locaux de sa Fondation Clinton et la Clinton School of Public Service, école rattachée à l'université de l'Arkansas. Les rumeurs continuent à courir sur son futur politique. Certains le voient au poste de Secrétaire général des Nations unies. Le 8 janvier 2009, il participe au déjeuner réunissant à la Maison-Blanche tous les présidents des États-Unis encore vivants : George H. W. Bush, Barack Obama (président élu), George W. Bush (président en exercice) et Jimmy Carter. Bill Clinton a été nommé émissaire spécial des Nation unies pour Haïti après le seïsme qui a ravagé le pays le 12 janvier 2010, faisant plus de 200 000 morts, par le secrétaire général Ban Ki-moon. L'ancien président américain va œuvrer pour attirer l'attention du monde sur ce pays, le plus pauvre du continent américain. Le 11 février 2010, Bill Clinton a subi à New York une seconde intervention cardiaque : une angioplastie d'une artère coronaire.

Bill Clinton est venu soutenir Barack Obama à la convention démocrate du 6 septembre 2012, où il reçoit une longue ovation debout, en insistant sur le thème central de l'emploi et déclarant que si "la Maison Blanche a été occupée durant 28 ans par

un républicain, et 24 ans par un démocrate" depuis 1961, le bilan de très long terme est favorable à ces derniers, avec 24 millions d'emplois créés sous les républicains et 42 millions sous les démocrates. Les plus grands médias américains, comme CNN, CBS et l'Associated Press et Bloomberg s'empressent de lancer une vérification, et doivent constater que l'ex-président dit vrai, sa propre mandature (1992-2000) ayant en particulier permis la création de 20,6 à 22,5 millions d'emplois, selon que l'on inclue ou pas les salariés du secteur public. Selon le site officiel de la Maison Blanche, c'est la seule mandature au cours de laquelle ait été créé autant d'emplois.

COCQ **A.L.J. Fernand** Huy 5 juillet 1861 - Ixelles 11 décembre 1940.
Avocat, personnalité politique belge. Il est le père du peintre Suzanne Cocq. Il a longtemps été échevin de l'Instruction publique, et bourgmestre d'Ixelles entre 1918 et 1921. Il fut également député, ministre de la justice (de 1931 à 1932) et **haut dignitaire de la franc-maçonnerie**.
Comme militant wallon, Fernand Cocq défend surtout la langue française, son usage à l'Université de Gand et dans les premiers Congrès wallons plaide aussi en faveur du bilinguisme généralisé. La place Fernand Cocq (en néerlandais Fernand Cocqplein) est une place animée d'Ixelles. Elle fut d'abord appelée place Léopold, ensuite place communale suite à son élargissement, et elle lui fut dédiée en 1920.

CODY William dit «Buffalo Bill» **Frederick** North Plate (Iowa) 26 février 1846 - Denver 10 janvier 1917.



Aventurier américain, il s'illustre lors des combats menés contre les Indiens, lors de la Conquête de l'Ouest. Son père était un homme du Kansas, blessé par ses adversaires pro-esclavagistes après un discours lors des évènements qui précédèrent la guerre de Sécession. Il finit par en mourir en 1857. Le jeune W.F. Cody devint soldat pendant la guerre. Après une vie aventureuse, débutée à quatorze ans, où il participe aux guerres indiennes en tant qu'éclaireur et au développement du Pony Express. Après une vie aventureuse, débutée à quatorze ans, où il participe aux guerres indiennes en tant qu'éclaireur et au développement du Pony Express. Il entre dans la légende grâce à l'écrivain Ned Buntline qui raconta ses aventures. Son nom en langue indienne (Sioux) était « Pahaska ».

Son surnom provient du fait qu'il fournissait en viande de bison (*buffalo* en anglais) les employés des chemins de fer Kansas Pacific et qu'il gagna un duel contre Bill Comstock en tuant soixante-neuf bisons contre quarante-huit en une journée. Pour l'anecdote, beaucoup de ces bisons tués n'étaient pas consommés. Ils furent juste abattus pour le prestige des chasseurs. Les bisons consommés, par ailleurs, ne furent dépecés que de leurs flancs n'étant pas en contact avec le sol, évitant ainsi aux chasseurs de se fatiguer à les retourner.

De 1882 à 1912, il organise et dirige le spectacle le plus populaire au monde : le *Buffalo Bill's Wild West*. Une tournée le conduit lui et sa troupe dans toute l'Amérique du Nord et en Europe. Sitting Bull participe au Wild West Show en 1885 aux États-Unis et au Canada mais n'est pas autorisé à se rendre en Europe. En 1905, le spectacle connait un immense succès à Paris. La cavalerie de sa troupe participe, de façon très remarquée, au grand cortège du Carnaval de Paris, sorti pour la Mi-Carême. Le spectacle proprement dit, sera présenté, au pied de la Tour Eiffel et attirera trois millions de spectateurs. C'était un spectacle étonnant pour l'époque, destiné à recréer l'atmosphère de l'Ouest américain dans toute son authenticité. Les scènes de la vie des pionniers illustraient des thèmes tels que la chasse au bison, le Pony Express, l'attaque d'une diligence et de la cabane d'un pionnier par les Indiens, la présence de vrais indiens constituant le clou du spectacle.

Pour des millions d'Américains et d'Européens commença alors le grand mythe du *Far West* qui ne s'éteindra plus et que le cinéma, avec ses figures mythiques des géants de l'Ouest, contribuera à développer. Un spectacle équestre permanent est donné en l'honneur des exploits de cet as de la gâchette depuis 1992 dans le Disney Village de Disneyland Paris. La troupe de ce spectacle participera au cortège du Carnaval de Paris, en 1999. Sa vie est retracée dans le film *Buffalo Bill* de William A. Wellman réalisé en 1944 avec Joel McCrea et Maureen O'Hara. Il est une des rares personnes ayant reçu la Medal of Honor. Son plus célèbre cheval est un cheval blanc nommé *Isham*.

Maître à la loge *"Platte Valley 32*", Nebraska puis, en 1871, devient Franc-Maçon de Marque au chapitre *"Euphrates 15*". Il devient 32 du Rite Écossais, Chevalier Templier et sera enterré avec les honneurs maçonniques.

COHEN **Antonio** Paris 1885 – 1956.
En 1908, il est admis avocat au barreau de Paris. En 1920, il devient membre du comité directeur et du Bureau du PC durant une année. Durant la Première Guerre mondiale, il sert comme sergent. La guerre terminée, il est membre de la 17e section de Paris du Parti socialiste et devient, en 1920, titulaire de la commission exécutive de la fédération de la Seine. Partisan de la IIIe Internationale, il signe, dans le *Bulletin communiste*, l'appel à la rejoindre. Quelques mois plus tard, il devient membre du comité directeur du PC, dont il fait partie du Bureau. Mais, son rôle sera éphémère. En 1921, au congrès de Marseille, il n'est pas reconduit au comité directeur. L'année suivante, il démissionne du Parti.

En 1907 il adhère à la franc-maçonnerie dans l'obédience Grande Loge. En 1926, il est un des orateurs d'un meeting du Secours rouge international et, en 1931, il préside une conférence de la franc-maçonnerie sur le thème d'un rapprochement pacifiste entre la France et l'Allemagne. Adhérent de la SFIO après son départ du Parti communiste, il devient grand-maître de la Grande Loge de France.

COHEN **Francis Lyon** Aldershot 14 novembre 1862 - Potts Point 26 avril 1934.



Francis Lyon Cohen est un rabbin progressiste et expert en musicologie juive anglo-australien des XIXe et XXe siècles. Il naît à Aldershot, dans le Hampshire où son père Woolf Henry travaille dans le commerce maritime puis la fabrication de tabac. Il reçoit une éducation juive classique au Jews' College de Londres, où il s'intéresse particulièrement à la liturgie juive. Il suit parallèlement à ses études des cours de musique dans le département artistique de l'University College de la même ville et passe l'examen intermédiaire de musique en 1883.

Période anglaise

Il commence, alors qu'il n'est pas détenteur d'une nomination rabbinique à en assumer les fonctions auprès des congrégations des South Hackney (1883-1885), Dublin (1885-1886) et de la Borough New Synagogue (1886-1904). En 1886, il épouse également Rose Harst, fille du *hazzan* (chantre et officiant) Marcus Harst, et est nommé tuteur au Jews' College. En 1892, il devient aumônier militaire auprès des Juifs engagés dans l'armée anglaise. En 1896, il est nommé aumônier officiel de la Jewish Lads' Brigade, un mouvement de jeunesse où il promeut l'ardeur patriotique et militaire des Juifs anglais. Il organise en outre des offices pour soldats à *Hanoucca* dans sa synagogue et dans d'autres.

Période australienne

Après sa nomination à la tête de la Grande Synagogue de Sydney, Francis L. Cohen obtient son diplôme rabbinique et émigre en Australie en 1905 avec sa famille. Il y est pendant la majeure partie de son mandat la seule figure spirituelle sanctionnée par un diplôme rabbinique et assume donc toute autorité sur le tribunal rabbinique de Sydney, bien que certaines de ses opinions et décisions (surtout en matière de rite) s'écartent franchement de la norme orthodoxe.
Fort actif au sein de la communauté juive et membre de la franc-maçonnerie, il s'occupe de l'éducation juive, du développement de nouvelles synagogues, de la *Hevra Kaddisha* locale et de la culture juive en général.

Comme en Angleterre, son patriotisme britannique l'amène à rejoindre l'Australian National Defence League et l'aumônerie de l'armée australienne en 1909. Il est décoré en 1929 de la médaille des Colonial Auxiliary Forces Officers. Il manifeste en revanche un dédain affiché pour le sionisme et pour ce qui n'est pas britannique, y compris les émigrants juifs d'Europe de l'Est arrivés en Australie. Francis Lyon Cohen décède d'un cancer à l'hôpital de Potts Point et est inhumé au cimetière de Rookwood.

COLFAVRU **Jean-Claude** Lyon 1820 – Paris 1891.



Il naît dans une modeste famille lyonnaise le 1er décembre 1820. Sa conduite héroïque lors de la Révolution de juillet 1830, lui vaut d'être admis comme tambour réglementaire au collège de sa ville natale d'y faire des études secondaires gratuites. Pour payer ses études supérieures, il exerce divers métiers dont celui de clerc d'avoué à Grenoble où il est reçu avocat en mars 1845. Il s'installe ensuite à Paris. Dans les dernières années de la Monarchie de juillet, il affirme ses convictions républicaines ; il est l'un des protagonistes de la campagne des banquets sans prendre part à la Révolution de février 1848. Il devient cependant rédacteur en chef du journal d'extrême gauche *Le Père Duschesne*. Arrêté après les journées de Juin, il est envoyé sur les pontons de Brest, puis relégué à Belle-Isle-en-Mer. Au printemps de 1849, il est transféré à Paris pour être jugé devant le conseil de guerre : il se serait fait délivrer une attestation par des officiers de la garde nationale de Paris précisant qu'il aurait combattu « pour l'ordre ». Libéré, Colfavru est élu, le 28 avril 1850, député (démocrate socialiste) de la Saône-et-Loire, après l'invalidation d'Isidore Buvignier.

Le 1er juillet 1850, il est reçu apprenti dans la loge parisienne Saint-Vincent-de-Paul.
Opposé au coup d'Etat du 2 décembre 1851, il s'exile en Belgique, à Londres, puis à Jersey où il fonde un journal, *La Ligue*. Avec d'autres membres de la Commune révolutionnaire sise à Jersey (Alavoine, Vallière), il publie *L'Empire, la Famine et la Honte*. De retour en France, Colfavru reprend son métier d'avocat et publie divers ouvrages spécialisés (Le Droit commercial comparé de la France et de l'Angleterre, 1861) et demeure un opposant politique. Maître le 21 février 1863, il devient en 1868 vénérable de la loge « *Le Travail* » ancien *Temple des Familles*. Au Convent de 1864, il anime, avec Rouselle et Massol, la tendance ultra novatrice du Grand Orient. A l'assemblée générale de 1868, toujours avec Massol, il défend une proposition de réunir un convent maçonnique international en réponse à la convocation du premier concile du Vatican. Devant le refus, les deux frères présentent néanmoins un *Projet à tous les membres de la franc-maçonnerie française et des orients du monde* (1869) en vue d'un convent « extraordinaire ».

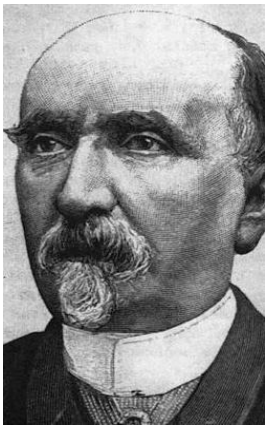
En 1870, il mène une campagne active contre le plébiscite. Durant le conflit franco-allemand, il est élu commandant du 85e bataillon de la garde nationale de Paris. Il sera décoré pour sa bravoure à la bataille de Buzenval et nommé juge de paix du XVIIIe arrondissement. Il refuse d'adhérer à la Commune. Au cours de la séance du 7 septembre du Convent de 1871, Colfavru est élu au Conseil de l'Ordre en 26e position, avec 143 voix sur 226 votants, puis, le 29 octobre, il préside l'assemblée chargée de condamner maçonniquement les frères Guillaume 1er, Kaiser et Frédéric, Kronprinz d'Allemagne. Le 26 octobre 1872, le Conseil de l'Ordre prend acte de sa mise en congé.

En effet, pendant huit ans, Colfavru sera avocat au Caire. Il publie une *Lettre sur la réforme judiciaire en Egypte* (Alexandrie 1873) et un petit ouvrage, *Les Français en Egypte* (Paris 1878). Revenu en France en octobre 1880, il s'installe à Pontoise. En juillet 1881, avec Auguste Dide, il crée la revue *La Révolution française*. Comme parlementaire, il fait preuve de zèle en

présentant de nombreux rapports et projet de loi, notamment sur la réforme de la justice, mais il devient un « tombeur de ministère » (Freycinet en janvier 1887, Rouvier en novembre 1887, Tirard en mars 1888) et contribue à la démission du président Jules Grévy. Il ne fut pas réélu en 1889. L'année suivante, au sein du Grand Orient, il conduit l'épuration antiboulangiste, puis meurt le 18 mai 1891.

Membre d'honneur de la loge « *Les Amis de la Patrie* », vénérable fondateur de La Constante Amitié, sis à Paris. Pour sa promotion, il avait présenté un travail, « De la mission de la franc-maçonnerie dans notre patrie la France », dans lequel il défend et illustre le rôle de la franc-maçonnerie dans l'établissement de la République et la laïcité de l'Etat et de la société. Y. H.M.

COLLODI **Carlo** (Carlo, Lorenzini) Florence 24 novembre 1826 - 26 octobre 1890.



Ecrivain italien. Il est connu pour être l'auteur du chef d'œuvre de la littérature enfantine, mondialement connu, *Pinocchio*. **Carlo Collodi** (il prit le pseudonyme de Collodi en hommage à sa mère, native de ce village toscan, à mi-chemin entre Florence et Pise) débute dans le journalisme, dans des journaux humoristiques, puis s'engage dans la lutte pour l'indépendance italienne en 1859. Il redevient journaliste en mai 1860. Il écrivit quelques romans et pièces qui n'eurent pas un grand succès. Ce n'est qu'en 1875 que Carlo Collodi commence à écrire pour les enfants en adaptant les *Contes* de Charles Perrault en italien. À la suite, dit-on, de dettes de jeux, il commence à écrire *Pinocchio* en 1881, qui paraîtra en feuilleton dans le *Journal des enfants* jusqu'en 1883. Ce roman lui amènera le succès, mais Collodi ne retrouvera jamais la même inspiration pour ses œuvres ultérieures. Un de ses neveux, écrivain également, aura une certaine célébrité, notamment aux États-Unis et grâce à la notoriété de son oncle sous le pseudonyme de Collodi Nipote de son vrai nom Paolo Lorenzini.

COLT **Samuel** Hartford (Connecticut) 19 juillet 1814 - 10 janvier 1862.



Il fit breveter son revolver en 1835 : il avait 21 ans. Ses armes furent utilisées pour la conquête de l'Ouest et font partie du folklore de cette période.

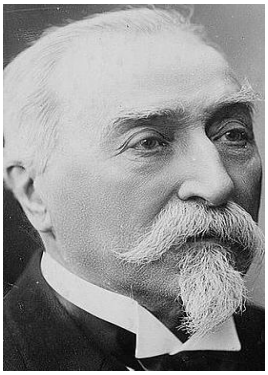
Franc-Maçon de la Loge "*Pythagoras*" à Harfort, Connecticut et "*St John's*" au Cap.

Samuel Colt crée en 1835 le premier revolver, une arme simple dans laquelle les charges sont logées dans un barillet, c'est-à-dire dans un cylindre rotatif percé de plusieurs chambres s'alignant tour-à-tour avec le canon et le système de percussion, Samuel Colt mit au point un revolver à simple action, le *Colt Paterson* ; le chien est armé à la main, faisant tourner le barillet en même temps pour aligner la chambre chargée en face du canon. Les premiers revolvers Colt *Paterson* sont fabriqués en 1836. C'est un calibre 0.36 (en centièmes de pouce) à cinq coups. Il est vendu à la marine du Texas, jeune république qui vient de proclamer son indépendance, et à ses Rangers engagés contre les Mexicains et les Indiens.

En 1846, Colt, en collaboration avec le Capitaine Walker, obtient un contrat de 1 000 revolvers Colt, modifiés selon les demandes de Walker qui represente l'armée américaine. Le *colt Walker* modèle 1847 possède les caractéristiques des revolvers des années suivantes : peu de pièces mobiles, pontet coulé avec la sous-garde, refouloir, nez du chien comportant une encoche pour viser, barillet à 6 chambres... Le long barillet prévu pour 3,25 g de poudre et une balle ogivale de calibre 44, ainsi que le canon d'une longueur de 22,9 cm, donnent un aspect monstrueux à ce revolver de 2 kg à vide. Cette commande permet à Colt de produire des revolvers moins artisanaux que le *Paterson*. Il lance sur le marché le Colt *Holster Pistol* 1848 (premier de la série des *Dragoon*, aussi en calibre .44, mais canon de 20 cm).

Plus léger que le *Walker*, il est adopté par les régiments de cavalerie (les dragons). Des modèles de calibre 31, et donc moins lourds encore (jusqu'à 70 % inférieur au *Walker*) voient aussi le jour ; Les *Colt Baby Dragoon* (1847/48, 5 coups, les premiers sans refouloir, pontet droit à l'arrière), *Pocket* (1849, 5 à 6 coups, avec refouloir, pontet rond). Ils sont surtout utilisés par des particuliers, mais aussi par la police, des messagers et des compagnies de diligence. Entre 1848 et 1873, Colt fabrique 340 000 *Pocket Revolvers* (« revolvers de poche »). En 1851, Le modèle *Navy* (cal .36) ou *Belt Model* (porté à la ceinture) devient une des armes à feu les plus vendues (215 000 exemplaires). Le Capitaine Dansan avait réussi d'ailleurs le 23 janvier 1851 avec le modèle Navy à tirer sur une cible portée à plus de 28 mètres. Enfin, en 1860 est construit le *New Model Army* pour remplacer les *Dragoons*. Son calibre est identique (.44) mais l'arme est allégée de 30 %. La série des *New Army* (1860), *New Navy* (1861 cal .36) et *New Police* (1862 cal .36, 5 coups) est la dernière des armes sans cartouche. Wikipédia

COMBES **Emile** Roquecourbe, Tarn 6 septembre 1835 – Pons, Charente Maritime 25 mai 1921.



On a du mal à se représenter les passions déchainées entre 1902 et 1905, par le ministère Combes. Toute une France de gauche a cru que sa « campagne laïque » préparait l'avènement de la démocratie sociale. Les catholiques ont pensé vivre une version Belle Epoque de la Terreur, évidemment décidée dans le secret des loges. D'origines très humbles, le jeune Tarnais se destinait à la carrière ecclésiastique. Mais on lui refuse l'ordination, et c'est comme professeur qu'il s'installe en 1860 dans la petite ville charentaise de Pons. Il reprend alors des études qui le conduisent au doctorat en médecine.

Il a rompu avec l'Eglise, mais reste un philosophe spiritualiste, qui croit en l'immortalité de l'âme. Il a répandu le Dieu chrétien, mais il est persuadé que les événements de l'histoire, comme les existences individuelles, sont régis par une force mystérieuse, la «loi du Progrè».

Il a été initié en 1869 à Bordeaux. De cette époque date l'unique « planche » conservée dans ses archives, un texte où il prend acte du déclin du catholicisme ennemi du monde moderne. « La franc-maçonnerie est destinée à recueillir l'héritage du catholicisme, (car) elle conserve du christianisme ce qui en a fait la force et le succès, la pensée que tous les hommes sont frères ».

Maire de Pons, conseiller général, Combes devient en 1855 sénateur de la Charente-Inférieure. C'est un « opportuniste », qui défend la politique de Ferry. Mais son refus du ralliement et de « l'esprit nouveau » le rapproche des radicaux, et Léon Bourgeois lui confie en 1895 son premier portefeuille ministériel. Il scandalise les catholiques en faisant à Beauvais un éloge provocateur de la maçonnerie : « A l'époque où les vieilles croyances absurdes, et en tout cas erronées, tendent à disparaître, c'est dans les loges que se réfugient les principes de la morale ». Il paie de sa personne dans la campagne des radicaux contre le ministère Méline. Reçu en mars 1897 par les loges lyonnaises, il incite un peu contradictoirement la maçonnerie à ne pas craindre de davantage s'extérioriser sans renoncer à son « caractère d'intimité ».Il prend la succession gouvernementale de Waldeck-Rousseau, au lendemain de la victoire électorale du Bloc des Gauches en 1902. Un véritable culte de la personnalité s'organise autour du « petit père », qui déplace les foules lors de ses voyages provinciaux et reçoit quotidiennement une masse impressionnante d'adresses de félicitations.

Les francs-maçons, qui se demandaient au début s'il oserait enfoncé assez profondément le « bistouri » dans « l'abcès » clérical (Blatin au Convent de 1902), sont vite acquis au culte combiste : « Pour la première fois dans notre démocratie, nous voyons un président du Conseil qui marche en avant de la majorité républicaine et donne l'exemple à de plus jeunes, dont la sincérité ne vaut pas toujours la sienne » (Delpech, Convent de 1903).

C'est évidemment la vigueur des coups portés à l'Eglise qui fonde la popularité de Combes. En prenant le pouvoir, il ne jugeait pas la France mûre pour la séparation des Eglises et de l'Etat (il ose même dire en 1903 que l'enseignement « superficiel et borné » des écoles primaires ne remplace pas les idées morales transmises par les Eglises). Mais il est résolu à utiliser la loi de 1901 sur les associations pour briser la puissance des congrégations. Il fait rejeter les demandes d'autorisations des ordres religieux, il fait voter une loi interdisant l'enseignement à tout membre d'une congrégation. En 1904, c'est la rupture des relations diplomatiques avec le Vatican et l'adhésion explicite de Combes à la Séparation (votée en 1905, après sa démission).

La gauche a perçu le combisme comme potentiellement réformateur dans le domaine social. « Les réformes économiques d'ordre social, déclare Delpech au Convent de 1902, s'accompliront par la force des choses lorsque les esprits affranchis des liens de servitude intellectuelle seront sensibles au culte du vrai, au culte du droit ». Les réalisations sociales du Bloc sont pourtant modestes. Mais la solidité de l'alliance des radicaux et des socialistes semblait garantir la crédibilité des promesses réformatrices. Le combisme, c'est assez le triomphe de l'œcuménisme républicain qu'exprime le fameux slogan : « Pas d'ennemis à gauche ». Le combisme, c'est enfin la « République en bataille », qui répudie toute prétention à l'impartialité et au libéralisme dans ses rapports avec la « réaction ». Les préfets doivent refuser de nommer ou de promouvoir des fonctionnaires dont le zèle laïque laisserait à désirer. Comités et loges sont assurés d'être écoutés par l'administration quand ils viennent plaider la cause de leurs protégés en quête d'une place, d'une promotion, d'une décoration, d'un passe-droit. Dans les communes mal pensantes, un « délégué administratif » est l'informateur officieux de la préfecture.

En octobre 1904, l'Affaire des fiches révèle que le ministre de la Guerre recourait pour « républicaniser » l'armée aux renseignements fournis par le Grand Orient sur les opinions politiques et religieuses des officiers. Abandonné par une partie de sa majorité, Combes démissionne en janvier 1905. Le « petit père » n'exercera plus le pouvoir (sauf comme ministre d'Etat pendant la guerre). La politique qu'il incarne n'est plus celle de la République clémenciste, qui croise le fer avec la S.F.I.O. et la C.G.T., encore moins celle de Briand ou de Poincaré qui voudraient enterrer la guerre religieuse. Mais Combes garde une énorme popularité chez les militants radicaux. Pendant le ministère Clemenceau, il est considéré comme un recours possible par l'aile gauche du parti. De 1909 à 1913, il combat résolument le projet de représentation proportionnelle (que soutenait la S.F.I.O. et le Grand Orient. A la veille de la guerre, il appuie les efforts de Caillaux pour ramener à gauche le Parti radical et le rapprocher des socialistes.

Au lendemain des élections de 1914, plusieurs journaux radicaux verraient bien le quasi-octogénaire reprendre la présidence du Conseil, mais il refuse le portefeuille ministériel qui lui offre Viviani par fidélité au programme de son parti, qui réclame le retour au service militaire de deux ans. Pendant la guerre, s'il siège dans le même gouvernement que le catholique Cochin, s'il décore des religieuses infirmières, il redoute de voir le cléricalisme opérer un retour en force à la

faveur de l'Union Sacrée. Il meurt au moment où la Bloc National rétablit les relations diplomatiques avec le Vatican. +Avec lui. Ecrit dans Le Populaire le frère Sembat, disparaît l'homme en qui s'incarne la dernière période héroïque et militante du parti républicain ». G.B.

COMPANYS Lluís i Jover

Tornabous 21 juin 1882 - Barcelone 15 octobre 1940.



Avocat et homme politique espagnol, nationaliste catalan, qui fut président de la Généralité de Catalogne de 1934 à sa mort. Exilé en France après la Guerre civile espagnole, il a été livré au régime franquiste par la Gestapo et exécuté à Montjuïc, au cri de « *Per Catalunya!* » (« Pour la Catalogne ! »). Personnage fondamental du catalanisme historique, des discussions sont actuellement menées dans le but d'annuler le procès qui a conduit à son exécution.Ses parents, Josep Companys et Maria Lluisa de Jover, étaient fermiers. Il suivit ses études de droit à l'Université de Barcelone. Dès sa jeunesse il participa activement à la vie politique de la Catalogne. En 1906, il participa à la création de « Solidarité Catalane » dont il devint le plus jeune dirigeant. Postérieurement il milita et devint Président de la section politique de l'Union fédérale nationaliste républicaine en 1910.

Il écrivit dans des journaux républicains en qualité de rédacteur en chef sur « La Barricada » ou la « Publicidad ». À cause de à son intense activité politique, travaillant avec les syndicats il commença à être perçu comme agitateur, et fut arrêté quinze fois. Après « la Semaine tragique de Barcelone » les rapports de police le qualifiaient comme « un individu dangereux ». Avec Francesc Layret, qu'il connut à l'université et qui fut son inspirateur politique et son ami, il s'inscrivit au « Parti républicain catalan », qu'il représentait comme conseiller municipal de la mairie de Barcelone en 1917.

En novembre 1920, en compagnie d'autres syndicalistes, Salvador Segui surnommé « el noi de sucre », Marti Barrera et Josep Viadiu, il fut emprisonné et déporté au château « de la Mola ». Malgré sa déportation, il remporta les élections législatives en décembre 1920 en prenant le siège de son ami Layret assassiné, ce qui lui assura ainsi l'immunité parlementaire, et lui permit d'éviter la prison. Il devint ainsi député de Sabadell.

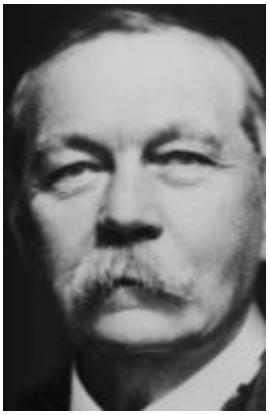
En 1922 il fut, l'un des fondateurs de l'Union des rabassaires, où il travailla comme directeur du magazine *La Terra* pendant les années de dictature. Puis en 1925 comme avocat (assessor). Emprisonné à nouveau, il ne put participer à la Conférence « d'Esquerres » du 12 au 19 mars 1931 où fut fondé le parti Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), alors qu'il était membre exécutif de ce parti.

Il fut nommé gouverneur civil de Barcelone le 16 avril 1931, et le resta jusqu'au mois de mai de la même année, où il fut remplacé par Carles Esplà. Le premier président de la Generalitat de Catalogne, Francesc Macià, mourut le 1er janvier 1934, et Lluis Companys le remplaça. Il forma alors un conseil exécutif dominé par la Gauche catalane et qui remporterait les élections de 1934. Le 28 juin 1931, pendant les élections générales, il fut élu membre député dans la ville de Barcelone et s'intéressa à la ratification par le parlement catalan du « Statut d'autonomie de Catalogne » connu sous le nom d'*Estatuto de Nuria*. Entre autres fonctions, il exerça la présidence du Parlement catalan puis fut Ministre de la Marine de juin à novembre 1933. En même temps ses travaux de presse continuaient. Il dirigeait *La Humanitat* (l'organisme officiel de ERC) de novembre 1931 jusqu'à janvier 1934. Après la mort de Francesc Macià, le 1er janvier 1934 il le remplaça comme Président du « Gouvernement autonome Catalan ». Le 6 octobre de la même année il proclama l'État catalan dans la République fédérale espagnole. Cette action politique fut un échec et il fut jugé et condamné à 30 ans de réclusion. En 1936, après la victoire du Front populaire, il dut gérer la coalition avec les forces de gauche.

Après l'occupation de la Catalogne par les troupes franquistes le 5 février 1939, les mouvements anarchistes débordaient. Toutes les forces de gauche furent harcelées, exécutées. Il s'exila finalement à La Baule-Escoublac, en France, mais il fut livré à la dictature militaire franquiste par la police secrète de l'Allemagne nazie. Il fut jugé par un tribunal militaire, condamné et fusillé au château de Montjuic à Barcelone le 15 Octobre 1940.

CONAN DOYLE Arthur

Edimbourg 22 mai 1859 - Crowborough, dans le Sussex 7 juillet 1930.



C'est un écrivain et médecin écossais. Il doit sa célébrité à ses romans mettant en scène le détective Sherlock Holmes, considérés comme une innovation majeure du roman policier, et les aventures du professeur Challenger. Cet écrivain prolifique a également été l'auteur de livres de science-fiction, de romans historiques, de pièces de théâtre, de poésies et d'œuvres historiques. Conan Doyle était lié à l'écrivain J. M. Barrie. Il a été fait Chevalier par le roi Édouard VII le 24 octobre 1902.

Arthur Conan Doyle est né d'un père anglais Charles Altamont Doyle, et d'une mère irlandaise, née Mary Foley, mariés en 1855 et qui serait une descendante des Plantagenêts. Conan Doyle effectue sa scolarité primaire à l'école préparatoire des jésuites de Hodder Place, dans le village de Hurst Green, près de Clitheroe dans le Lancashire. À l'âge de neuf ans, il est inscrit au collège de Stonyhurst qu'il quitte vers 1875, rejetant le christianisme avant de devenir agnostique.

Initié Franc-Maçon, en 1886, à la Loge "*Phoenix 257*", Portsmouth. Parmi les frères présents se trouvait un Docteur

Watson qui partit bientôt pour l'Écosse et ne parait pas avoir servi de modèle à l'ami de Sherlock Holmes.

De 1876 à 1881, il étudie la médecine à l'université d'Édimbourg et effectue plusieurs stages à Aston (actuellement un district de Birmingham) et à Sheffield. Tout en pratiquant la médecine, il commence à écrire des nouvelles dont les premières sont publiées dans le *Chambers's Edinburgh Journal* avant sa vingtième année. Il obtient son doctorat en 1885 avec une thèse consacrée au tabès, une manifestation fréquente à l'époque des complications nerveuses tardives de la syphilis. Après ses études, il sert comme médecin de bord d'un navire effectuant un voyage sur la côte d'Afrique de l'Ouest. Il parcourt les mers, de l'Arctique aux côtes de l'Afrique et prend part aux campagnes du Soudan et à la guerre des Boers.

En 1882, il s'associe avec son ancien camarade d'université, George Bud, dans un cabinet médical à Plymouth mais leur relation s'avère difficile, et Conan Doyle finit par s'installer indépendamment. Arrivant à Portsmouth en juin de cette même année avec moins de 10 £ à son nom, il ouvre son cabinet médical à l'adresse *1 Bush Villas* à Elm Grove, Southsea. Au début, le cabinet n'a pas un grand succès ; en attendant les patients il recommence à écrire des histoires. Son premier travail d'importance est *Une étude en rouge* qui paraît dans le *Beeton's Christmas Annual* en 1887 et voit la première apparition de Sherlock Holmes, personnage en partie inspiré par son ancien professeur d'université Joseph Bell, à qui Conan Doyle écrit : « C'est très certainement à vous que je dois Sherlock Holmes. Autour du noyau déduction, inférence et observation que je vous ai entendu enseigner, j'ai essayé de construire un homme ».
Les nouvelles de Sherlock Holmes sont publiées dans le mensuel anglais *Strand Magazine*. Robert Louis Stevenson a pu, même de la lointaine Samoa, reconnaître la forte similitude entre Joseph Bell et Sherlock Holmes : « mes compliments pour vos ingénieuses et intéressantes aventures de Sherlock Holmes… Peut-il s'agir de mon vieil ami Joe Bell ? » D'autres auteurs suggèrent des influences supplémentaires, par exemple le fameux personnage Auguste Dupin d'Edgar Allan Poe. Vivant à Southsea, Conan Doyle joue au football dans un club amateur, le club de football de l'association de Portsmouth, occupant le poste de gardien, sous le pseudonyme de A. C. Smith1415. Conan Doyle est également un bon joueur de cricket et entre 1899 et 1907, il joue dix matches de première classe pour le *Marylebon Cricket Club*. Son meilleur score : 43 contre le *London County* en 1902.

En 1885, il épouse Louisa Hawkins, connu comme *Touie*, qui souffre d'une tuberculose et meurt le 4 juillet 1906. En 1907, il se remarie avec Jean Elizabeth Leckie, qu'il avait rencontrée en 1897, mais avait maintenu une relation platonique tant que sa femme était en vie en toute loyauté. Jean est morte à Londres le 27 juin 1940. Conan Doyle avait cinq enfants, deux de sa première femme, Mary Louise (28 janvier 1889 - 12 juin 1976) et Arthur Alleyne Kingsley, connu sous le nom de Kingsley (15 novembre 1892 - 28 octobre 1918) et trois de sa seconde épouse, Denis Percy Stewart (17 mars 1909 - 9 mars 1955), qui devint le second époux en 1936 de la princesse Georgienne Nin Mdivani (environ 1910 - 19 février 1987 ; ancienne belle-sœur de Barbara Huton), Adrian Malcom (1910 - 1970) et Jean Lena Annette (1912-1997). En 1893, sa sœur Constance épouse Ernest William Hornung, créateur de Raffles, un gentleman cambrioleur.

Ses engagements politiques
Après la seconde guerre des Boers en Afrique du Sud à l'aube du XXe siècle et la condamnation de la conduite du Royaume-Uni par le monde entier, Conan Doyle a écrit un court pamphlet intitulé, *La Guerre en Afrique du Sud : sa cause et sa conduite*, qui justifiait le rôle de son pays dans cette guerre et qui a été largement traduit. Conan Doyle pensait que ce pamphlet était à l'origine de son adoubement, qui l'avait fait chevalier en 1902, et de sa nomination au titre de Lieutenant adjoint du Surrey. Il écrivit en 1900 un livre plus important, *La Grande Guerre des Boers*.

Au début du XXe siècle, Sir Arthur se présenta par deux fois au Parlement sous la bannière du parti des unionistes libéraux, une première fois à Édimbourg et une autre à Hawick Burghs. Bien qu'il ait obtenu un score respectable, il n'a pas été élu. Conan Doyle a été impliqué dans la campagne pour la réforme de l'État indépendant du Congo, menée par le journaliste E.D Morel et par le diplomate Roger Casement. Au cours de l'année 1909, il écrivit *Le Crime du Congo*, un long pamphlet dans lequel il dénonce les horreurs de ce pays. Il devint proche de Morel et Casement et il est possible qu'avec Bertram Fletcher Robinson. ils soient la source d'inspiration des personnages du roman *Le Monde perdu* (1912). Il a rompu avec ses deux partenaires quand Morel est devenu l'un des meneurs du mouvement pacifiste pendant la Première Guerre mondiale et quand Casement a été reconnu coupable de trahison envers le Royaume-Uni pendant l'insurrection de Pâques. Conan Doyle a tenté, en vain, de sauver ce dernier de la peine de mort, en faisant valoir qu'il était devenu fou et n'était pas responsable de ses actes.

Les erreurs judiciaires
Conan Doyle était aussi un fervent défenseur de la justice et a personnellement enquêté sur deux affaires classées, ce qui a permis à deux hommes d'être innocentés des crimes dont ils étaient accusés. Le premier cas, en 1906, impliquait un timide avocat anglo-indien, du nom de George Edalji, qui aurait rédigé des lettres de menaces et mutilé des animaux. La police était persuadée de la culpabilité d'Edalji, bien que les mutilations aient continué après l'emprisonnement de son suspect. Ce fut en partie à la suite de cette affaire que la *Court of Criminal Appeal* britannique a été créée en 1907, non seulement Conan Doyle a aidé George Edalji, mais en plus il a permis par son travail de créer un moyen de corriger d'autres dysfonctionnements de la justice. Le deuxième cas, celui d'Oscar Slater, un Juif allemand, exploitant d'une maison de jeu, reconnu coupable de matraquage sur une vieille femme de 82 ans dans Glasgow en 1908, titilla la curiosité de Conan Doyle en raison d'incohérences dans le dossier de l'accusation et un sentiment général que de fausses charges avaient été créées contre lui.

Spiritualisme
Il sort agnostique des écoles catholiques de son enfance, mais ce scepticisme ne l'empêchera pas par la suite de se

consacrer au spiritualisme, et d'écrire divers ouvrages dans lesquels il prétend prouver l'existence de la vie après la mort et la possibilité de communiquer avec l'au-delà). Après la mort de sa femme Louisa en 1906, de son fils Kingsley, son frère Innes, ses deux beau-frères (dont l'un était Ernest William Hornung, l'auteur de *Raffles*), et de ses deux neveux pendant la Première Guerre mondiale, Conan Doyle sombra dans une dépression. Il trouva le réconfort en défendant le spiritualisme et ses supposées preuves scientifiques de l'existence outre-tombe. Kingsley succomba d'une pneumonie le 28 octobre 1918, qu'il avait contractée au cours de sa convalescence après avoir été sérieusement blessé pendant la bataille de la Somme en 1916. Le Brigadier-General Innes Doyle mourut en 1919, également à cause d'une pneumonie. Conan Doyle s'est impliqué dans le spiritualisme dans la mesure où il a écrit un roman professeur Challenger sur le sujet, *Au pays des brumes*. Son livre *La Venue des fées* (1921) montre qu'il était apparemment convaincu de la véracité des photographies des Fées de Cottingley, qu'il a reproduit dans son livre, regroupées avec des théories sur la nature et l'existence des fées et des esprits.

Dans son ouvrage *L'Histoire du spiritualisme* (1926), Conan Doyle loua les phénomènes psychiques et les matérialisations d'esprits produites par Eusapia Palladino et Mina Crandon. Son travail sur le sujet était une des raisons pour laquelle une série de ses nouvelles des *Aventures de Sherlock Holmes* a été interdite en Union Soviétique en 1929 pour occultisme. Conan Doyle s'était lié d'amitié pendant un temps avec le magicien américain Harry Houdini, qui devint lui-même un fervent opposant au mouvement spiritualiste dans les années 1920 suite au décès de sa mère bien-aimée.

Bien qu'Houdini insistât sur le fait que les médiums spiritualistes utilisaient des supercheries (et essayât continuellement d'en révéler les tricheries), Conan Doyle se convainquit qu'Houdini possédait lui-même des pouvoirs supranaturels ; il exprime ce point de vue dans son livre *Le Bord de l'inconnu*. Houdini se trouvait apparemment dans l'impossibilité de convaincre Conan Doyle que ses exploits n'étaient que des tours de magie.

Ce conflit entraîna l'épuisement d'un public amer tiraillé entre les deux interprétations. Richard Milner, un historien des sciences américain, présenta une affaire dans laquelle Conan Doyle pourrait avoir été l'auteur du canular de l'homme de Piltdown en 1912, créant des contrefaçons de fossiles d'hominidé qui ont trompé le monde scientifique pendant plus de 40 ans. Milner affirme que Conan Doyle avait un mobile, à savoir une vengeance concernant la création scientifique pour discréditer l'un de ses médiums préférés, et que *Le Monde perdu* contient plusieurs indices cryptés concernant son implication dans le canular. Samuel Rosenberg, dans son livre de 1974 **(en)** *Naked is the best disguise* (traduction : *La Nudité est le meilleur des déguisements*), vise à expliquer comment Conan Doyle a laissé, à travers ses écrits, des indices qui ont trait à des aspects occultés de sa mentalité.

Mort de Conan Doyle

Conan Doyle a été retrouvé entrant dans le hall de *Windlesham*, sa maison de Crowborough, dans l'East Sussex, au Royaume-Uni, le 7 juillet 1930. Il était mort d'une attaque cardiaque, agé de soixante-et-onze ans. Ses derniers mots avaient été adressés à sa femme : « Tu es merveilleuse ».

L'épitaphe de sa tombe dans le cimetière de l'église de Minstead à New Forest, Hampshire dit :

STEEL TRUE
BLADE STRAIGHT
ARTHUR CONAN DOYLE
KNIGHT
PATRIOT, PHYSICIAN & MAN OF LETTERS

Traduction :

VRAI COMME L'ACIER
DROIT COMME UNE LAME
ARTHUR CONAN DOYLE
CHEVALIER
PATRIOTE, MÉDECIN & HOMME DE LETTRES

Undershaw, la maison que Conan Doyle a construite près de Hindhead, dans le Sud de Londres, et où il a vécu pendant dix ans, devint un hôtel de 1924 à 2004. Puis elle a été rachetée par un promoteur immobilier ; depuis, des écologistes et des fans de Conan Doyle se battent pour la conserver. Une statue honore Conan Doyle à Crowborough Cross dans Crowborough, où il a vécu pendant 23 ans. Une statue de Sherlock Holmes est également dressée sur la place *Picardy* d'Édimbourg, en Écosse, près de la maison où Conan Doyle est né. Ironie de l'histoire, son œuvre historique, à laquelle il accordait la plus grande importance, est aujourd'hui presque oubliée. En revanche, son personnage de Sherlock Holmes, qu'il considérait comme une création de littérature alimentaire, est aujourd'hui mondialement célèbre. Wikipédia

CONDORCET de **Nicolas** Ribemont 17 septembre 1743 - Bourg-la-Reine 29 mars 1794.



Marie Jean Antoine Nicolas de Caritat, marquis de Condorcet. Philosophe, mathématicien et politologue français. Il est l'un des descendants de la famille Caritat. Les Caritat tiennent leur titre de la ville de Condorcet (Dauphiné) dont ils sont originaires. Il perd son père alors qu'il n'avait que trois ans. Sa mère, très dévote, confie son éducation au collège des Jésuites de Reims, puis au collège de Navarre, à Paris. Condorcet se distingue rapidement par ses capacités intellectuelles. Les premières distinctions publiques qu'il reçoit sont en mathématiques. À l'âge de 16 ans, ses capacités d'analyse sont remarquées par d'Alembert et Clairaut, et bientôt, il devient l'élève de d'Alembert.

Mathématicien

De 1765 à 1774, il se concentre plus particulièrement sur les sciences. En 1765, il publie son premier travail sur les mathématiques, intitulé *Essai sur le calcul intégral*, qui reçoit un accueil très favorable et lance sa carrière de mathématicien de renom. Cet essai est le premier d'une longue série. Dès 1767-1769, il écrit ses premiers articles sur l'arithmétique politique et le calcul des probabilités. Condorcet est influencé par les savants des Lumières de l'Italie du Nord et par leurs essais de formalisation du réel (Cesare Beccaria, les Pietro et Alessandro Verri, Paolo Frisi, etc.). Il envisage ainsi des calculs en matière de jurisprudence (voir le texte inachevé « Sur les lois criminelles en France »). Mais il faut attendre 1784 pour que Condorcet développe une théorie d'ensemble de l'arithmétique politique. Le 25 février 1769, soutenu par d'Alembert, il est élu à l'Académie royale des sciences. En 1772, il publie à nouveau des travaux sur le calcul intégral, qui sont unanimement acclamés et considérés comme révolutionnaires dans de nombreux domaines. C'est peu après cela qu'il rencontre et se lie d'amitié avec l'économiste Turgot, qui allait devenir administrateur sous Louis XV (1772), puis contrôleur général des Finances sous Louis XVI (1774). En 1786, il épouse Sophie de Grouchy, la sœur du futur maréchal de Grouchy, lui-même déjà beau-frère de Cabanis.

Homme en politique
En 1774, Condorcet est appelé au ministère par Turgot. Dès lors, Condorcet déplace son centre d'intérêt des mathématiques vers la philosophie et la politique. La première année, il écrit essentiellement des pamphlets, défendant les idées des amis de Julie de Lespinasse.
Les années suivantes, il prend la défense des droits de l'homme, et particulièrement des droits des femmes, des juifs, et des Noirs. Il soutient les idées novatrices des tout récents États-Unis, et propose en France des projets de réformes politiques, administratives et économiques.

Il est nommé inspecteur général de la Monnaie en 1775 par Turgot, et chargé, avec Charles Bossut et d'Alembert, d'une expertise sur les canaux (en particulier un projet de canal souterrain en Picardie). Cette expertise « présente un épisode de la lutte du parti encyclopédiste face aux ingénieurs des Ponts et Chaussées ». Il faut alors mesurer non seulement la résistance que présente le fluide face au bateau, mais aussi calculer le rapport du coût aux bénéfices. Avec Turgot, il propose aussi une réforme de la jauge, visant à évaluer le contenu des navires afin d'établir une juste fiscalité. Celle-ci se heurte à l'opposition de la Ferme générale et de la Cour des aides, ainsi que de Lavoisier, qui défend ses intérêts financiers.

En 1776, il publie les *Fragments sur la liberté de la presse* qui serviront de base aux propositions que l'Abbé Sieyès fera avec lui près de 20 ans plus tard en 1790, un an après l'abolition des privilèges, pour établir un droit d'auteur ou, plus exactement, instituer une responsabilité des auteurs en tant que propriétaires de leurs œuvres. Si l'essentiel de l'écrit de 1776 porte sur la question des délits d'auteurs (pour en distinguer la responsabilité qui revient à l'auteur, à l'imprimeur, et au libraire), cet écrit comporte également quelques pages sur la « propriété » intellectuelle qui limitent les privilèges de l'auteur et plaident ouvertement pour la libre circulation des écrits. Le projet de Sieyès et Condorcet est critiqué puis modifié par Beaumarchais qui avec Mirabeau renforce les droits des auteurs, par exemple en accordant à l'auteur et à ses descendants le droit exclusif d'autoriser la reproduction de ses œuvres pour une durée de cinq ans *post mortem* (cinq ans encore au-delà de la mort de l'auteur) à la place de la durée de dix ans seulement (commençant à la publication de l'œuvre et limitée par la mort de l'auteur) accordée par le projet initial.

En 1776, Turgot est démis de son poste de contrôleur général. Condorcet choisit alors de démissionner de son poste d'inspecteur général de la Monnaie, mais sa démission fut refusée, et il reste en poste jusqu'en 1791. Plus tard, Condorcet écrira la *Vie de M. Turgot* (1786), où il exposera et démontrera le bien fondé des théories économiques de Turgot.

Condorcet continue à se voir attribuer des fonctions prestigieuses : en 1773, il est nommé secrétaire de l'Académie des sciences, et en 1782, secrétaire de l'Académie française. Il s'intéresse alors au « Rapport sur un projet pour la réformation du cadastre de Haute-Guyenne de 1782 », problème scientifique qui soulève deux types d'enjeux : comment effectuer l'opération d'arpentage ? Comment estimer à leur juste valeur les terres ? Il avait préalablement écrit l'article sur l'arpentage dans le *Supplément* paru en 1776. Or, selon la théorie physiocrate en vigueur, l'impôt juste est proportionnel au produit net des terres, exigeant donc un cadastre précis et rationnel, qui n'existait pas encore.

À partir du printemps 1785, il milite auprès des politiques afin que l'arithmétique politique soit enseignée comme science à part entière, et lui donne un rôle central en ce qui concerne l'instruction publique ; celle-ci sera l'ancêtre de la statistique moderne.

Théoricien des systèmes de votes
Dans de nombreux ouvrages, (*Essai sur l'application de l'analyse à la probabilité des décisions rendues à la pluralité des voix - Essai sur la constitution et les fonctions des assemblées provinciales - Sur les élections*), Condorcet s'intéresse à la représentativité des systèmes de vote. Il démontre que le vote à la pluralité peut très bien ne pas représenter les désirs des électeurs dès lors que le premier candidat ne récolte pas plus de la moitié des voix.

Il propose son propre système de vote, la méthode Condorcet, dans lequel l'unique vainqueur est celui, s'il existe, qui comparé tour à tour à tous les autres candidats, s'avèrerait à chaque fois être le candidat préféré. Néanmoins, il admet que ce système est peu réalisable à grande échelle et échange une correspondance très riche avec Jean-Charles de Borda concepteur d'un autre système, la méthode Borda. Il met en évidence une faille dans son propre système de vote — le paradoxe de Condorcet — qui prouve l'impossibilité, dans son système, de dégager avec certitude une volonté générale à partir d'une somme de volontés individuelles. Kenneth Arrow prouvera par la suite que cette impossibilité est inhérente à tout système de vote (Théorème d'impossibilité d'Arrow).

Autres travaux
En 1786, Condorcet travaille à nouveau sur le calcul intégral et les équations différentielles, montrant une nouvelle manière de traiter les calculs infinitésimaux. Ces travaux ne furent jamais publiés. En 1789, il publie la *Vie de Voltaire*, où il se montre tout aussi opposé à l'Église que Voltaire. Il donne vingt-quatre articles sur l'analyse mathématique au *Supplément* de l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert. Il s'intéresse aussi aux assurances agricoles (article anonyme dans le *Journal de Paris*), à la mesure du risque et à celle de la valeur des pertes.

Révolution française
En 1789, lorsque la Révolution éclate en France, l'activité politique de Condorcet devient intense et son rôle majeur. Lui, grand défenseur de nombreuses causes libérales espère une reconstruction rationaliste de la société. Après la prise de la Bastille le 14 juillet 1789, il est élu au conseil municipal de Paris. En 1790 il fonde avec Sieyès la *Société de 1789* et dirige le *Journal de la Société de 1789*, la *Bibliothèque de l'homme public* (1790-1792), la *Chronique de Paris* (1792-1793), le *Journal d'instruction sociale* (1793). De plus, il prend une part active à la cause des femmes, en se prononçant pour le vote des femmes dans un article du *Journal de la Société* de 1789, et en publiant en 1790 *De l'admission des femmes au droit de cité*. En 1791, il est élu député de Paris au sein de l'Assemblée législative, dont il devient même le secrétaire et où il se trouve parmi les membres qui demandent l'établissement de la République.
Il y présente en avril 1792 un projet de réforme du système éducatif visant à créer un système hiérarchique, placé sous l'autorité d'hommes de savoir, qui agiraient comme des gardiens des Lumières et qui, indépendants du pouvoir, seraient les garants des libertés publiques. Le projet est jugé contraire aux vertus républicaines et à l'égalité, livrant l'éducation de la Nation à une aristocratie de savants. En 1792, il fut élu député de l'Aisne à la Convention nationale. Il y siège avec les Brissotins. Il est également membre du comité de constitution qui adopta à peu près sans modifications le projet de constitution qu'il avait rédigé mais qui n'est finalement pas adopté par l'Assemblée. Condorcet se trouve bientôt en mauvaise posture. Deux courants de pensée s'affrontent quant à la manière de réformer l'État français : les Girondins, et les Jacobins, ces derniers dirigés par Maximilien de Robespierre. Condorcet, Girondin et opposé à la peine de mort, vote contre l'exécution de Louis XVI, mais n'est pas partisan de la clémence : Il prône la condamnation aux galères à vie, idée qu'il est d'ailleurs l'un des seuls à défendre. Les Girondins perdent le contrôle de l'Assemblée en faveur des Jacobins, en 1793. Le Jacobin Marie-Jean Hérault de Séchelles propose alors une nouvelle constitution, très différente de celle de Condorcet. Mais celui-ci la critique, ce qui le fait condamner pour trahison. Le 8 juillet 1793, la Convention vote un décret d'arrestation contre lui.

La fuite
Ce décret d'arrestation force Condorcet à se cacher. Il trouve refuge pendant neuf mois dans la demeure de M^me^ Vernet, rue Servandoni, à Paris. Il en profite pour écrire l'un de ses ouvrages les plus appréciés par la postérité, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* qui fut publié après sa mort, en 1795. Le 25 mars 1794, il quitte sa cachette, convaincu de ne plus y être en sécurité et d'être un trop grand danger pour Madame Vernet, sa généreuse hôtesse. Il tente de fuir Paris. Il est arrêté à Clamart deux jours plus tard, et mis en prison à Bourg-Égalité (Bourg-la-Reine). On le retrouve deux jours plus tard mort, dans sa cellule. Les circonstances de sa mort restent énigmatiques (suicide, meurtre ou maladie).

TRANSFERT AU PANTHEON DE PARIS
À l'occasion des fêtes du bicentenaire de la Révolution française, en présence de François Mitterrand, président de la République, les cendres de Condorcet sont symboliquement transférées au Panthéon de Paris en même temps que celles de l'abbé Grégoire et de Gaspard Monge, le 12 décembre 1989. En effet, le cercueil censé contenir les cendres de Condorcet est vide : inhumée dans la fosse commune de l'ancien cimetière de Bourg-la-Reine – désaffecté au xix^e^ siècle –, sa dépouille n'a jamais été retrouvée.

DESCENDANCE DE CONDORCET
Du mariage de Condorcet avec Sophie de Grouchy naît, au mois de mai 1790, une fille unique : Alexandre-Louise Sophie de Condorcet, qui sera appelée toute sa vie Élisa, prénom qu'elle n'avait pas reçu. "Élisa" épouse, en 1807, le général Arthur O'Connor, réfugié, ami de Cabanis, qui avait mis, en 1804, son épée au service de la France, croyant par là servir la liberté. Le général meurt en 1852, et Elisa en 1859. Ils sont inhumés dans le parc du château familial de Bignon. Les époux O'Connor-Condorcet ont cinq enfants, dont un seul, Daniel O'Connor laisse une postérité : deux fils, dont le général Arthur O'Connor qui se marie, en 1878, à Marguerite Elizabeth de Ganay. De cette union, naissent deux filles : la première, Elizabeth O'Connor, se marie à Alexandre Étignard de La Faulotte ; la seconde, Brigitte O'Connor, au comte François de La Tour du Pin qui lui donne trois enfants : Philis, Aymar et Patrice de La Tour du Pin.

CONNAUGHT duc de et **Strathearn, Arthur du Royaume-Uni** Buckingham Palace, London 1^er^ mai 1850 -



Bagshot Park, Surrey 16 janvier 1942.
Membre de la famille royale britannique. Il a notamment servi en tant que 10e gouverneur général du Canada. 7e enfant et 3e fils de la reine Victoria et du prince Albert de Saxe-Cobourg-Gotha, Arthur est éduqué par des tuteurs particuliers jusqu'à l'âge de 16 ans, date à laquelle il intègre l'académie royale militaire de Woolwich. Sa carrière dans la British Army durera près de 40 ans et le conduira à divers endroits dans l'empire britannique. En 1906, il fait une visite officielle au Japon et est représenté sur l'une des trois cartes postales de l'exposition anglo-japonaise de 1910. Crée duc de de Connaught et Strathearn et comte de Sussex, il est nommé en 1911 gouverneur général du Canada par son neveu le roi George V sur recommandation du Premier ministre Lord Asquith. Il occupera cette fonction jusqu'en 1916.A sa mort en 1942, il est le dernier fils survivant de la reine Victoria et du prince Albert. Par sa fille Margaret, il est l'arrière-grand-père de deux souverains actuels : le roi Charles XVI Gustave de Suède et la reine Marguerite II de Danemark.

MARIAGE

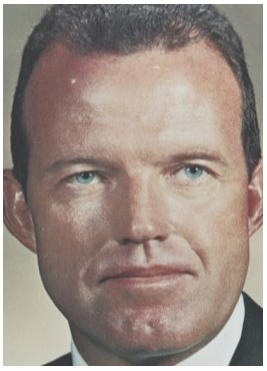
Il épousa le 13 mars 1879 la princesse Luise-Margarete de Prusse, dont il eut trois enfants :

- Princesse Margaret de Connaught 15 janvier 1882 - 1er mai 1920. Épouse le Prince héritier de Suède (futur roi Gustave VI Adolphe)
- Prince Arthur de Connaught 13 janvier 1883 - 12 septembre 1938. Épouse la Princesse Alexandra, duchesse de Fife.
- Princesse Patricia de Connaught 17 mars 1886 - 12 janvier 1974. Épouse Sir Alexander Ramsay.

COOPER Leroy Gordon

Shawnee dans l'Oklahoma aux États-Unis 6 mars 1927 – Ventura, Californie 4 octobre 2004.

De son vrai nom Leroy Gordon Cooper, surnommé « Gordo » par ses amis et collègues – était un astronaute américain. Il fut l'un des sept astronautes du groupe baptisé « *The Original Seven* » constitué dans le cadre du programme Mercury, programme de vols orbitaux habités d'une grande importance dans la compétition que se livraient alors les États-Unis et l'Union soviétique en matière de conquête spatiale.



Membre de Carbondale Lodge N° 82 à Carbondale, Colorado.
Fils d'un lieutenant-colonel de l'US Air Force, le jeune Cooper mène ses études à Shawnee (Oklahoma), puis à Murray, dans le Kentucky. Engagé dans les Marines à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il rejoint la US Air Force en 1949. Après avoir suivi l'entraînement des pilotes de la US Air Force sur les bases de Perrin, au Texas, et de Williams, en Arizona, il est affecté au 86e Groupe de chasseurs-bombardiers à Munich, Allemagne.

Puis, dans la deuxième moitié des années 1950, il effectue de nombreux vols en tant que pilote d'essai rattaché à la base d'Edwards, près de Los Angeles, Californie. En avril 1959, il est sélectionné pour le programme Mercury. Les 15 et 16 mai 1963, il pilote la capsule *Faith 7* pour la dernière mission de la phase opérationnelle du projet Mercury.

Il bat au cours de ce vol de 22 orbites le record américain de la mission la plus longue (34 heures, 19 minutes et 49 secondes), et il est le premier astronaute américain à dormir en orbite. Il fut le dernier américain à aller seul dans l'espace. Le 21 août 1965, il est le premier à réaliser un second vol orbital en tant que commandant de Gemini 5, accompagné par Charles Conrad pour une mission de 8 jours, qui est un nouveau record de durée. Cooper fut également remplaçant sur les missions Gemini 12 (en tant que pilote) et Apollo X (en tant que commandant). Il totalise plus de 7 000 heures de vol sur des avions militaires et commerciaux et 225 heures de vols spatiaux. Cooper quitte la NASA et l'US Air Force le 31 juillet 1970 avec le grade de colonel. Par la suite, il dirigera ou collaborera à plusieurs sociétés dans les domaines de l'aérospatiale et de l'électronique.

CORBETT Harvey Wiley

San Francisco Californie 8 janvier 1873 - 21 avril 1954.



Architecte. Concepteur du Rockefeller Center à New York et du mémorial de George Washington, plaidoyer en faveur de grands immeubles et de modernisme dans l'architecture.
Franc-Maçon de la loge "*Sangamore*" de New York.

Harvey Wiley Corbett était originaire de San Francisco. Il a été diplômé en 1895 du programme de génie à l'Université de Californie, Berkeley, puis a étudié à l'Ecole des Beaux Arts de Paris. Après avoir obtenu son diplôme en 1900, il a commencé à travailler dans l'entreprise de Cass Gilbert. Une des commissions début Corbett au cours des années 1910 a été le point de repère pour groupe Springfield Municipal, deux grands bâtiments municipaux avec une tour à Springfield, dans le Massachusetts.Dans le cadre de l'entreprise de Helmle & Corbett, Harvey Wiley Corbett conçu Bush Tower, un gratte-ciel de 30 étages, néo-gothique, construit pour le Terminal Company Bush sur la 42e Rue à proximité de Times Square, Manhattan.

La tour, avec sa position de premier plan et de légers reculs en brique chamois, blanc et noir, marque ses débuts en tant que designer gratte-ciel influents. Plus tard, dans les années 1920, Harvey Wiley Corbett fait partie de l'une des trois

entreprises qui a conçu le Rockefeller Center à New York. Corbett cependant quitte le projet Rockefeller Center en 1928 pour qu'il puisse travailler sur les plans de l'édifice nord de la Metropolitan Life. Projeté pour un gratte-ciel de 100 étages qui devait être le plus haut bâtiment du monde, mais finalement construit comme une tour de 32 étages pendant la Grande Dépression. HW Corbett a continué à concevoir des structures pendant la Grande Dépression, y compris la structure 1939-1941 palais de justice de la ville de New York Building (Les tombeaux). Dans les années 1920, l'impact de gratte-ciel sur les villes et centres-villes était encore chaudement débattue. Harvey Corbett a défendu les avantages des bâtiments gratte-ciel contre les détracteurs dans des articles publiés dans le New York Times Magazine et le Journal National municipale en 1927. En 1930, Corbett décrit le modernisme dans l'architecture comme une «libération du carcan de style qui pendant des années ont obligé les architectes à construire des copies de temples grecs pour les bâtiments bancaires, indépendamment des exigences modernes de la lumière, de l'air et de l'utilité». HW Corbett a enseigné à l'Ecole d'Architecture de Columbia à Columbia University à New York à partir de 1907 aux années 1930, en donnant une influence sur une génération d'architectes.

CORNELOUP **Johannis** La Clayette 1888 – Garches 1978.



Né dans une famille aisée de tanneurs et de meuniers de Saône-et-Loire Loire, Joannis Corneloup conservera toute sa vie un accent bourguignon prononcé. Son père, Jules Isidore (1851-1907), maître tanneur et franc-maçon, épouse en 1880 Antoinette Royer (décédée en 1935) qui lui donne cinq enfants. Ruinés en 1897 (la tannerie chimique vient de faire son apparition et latannerie familiale a été mise trop tard en vente), les Corneloup vont habiter Soissons. Le père devient manutentionnaire dans une entreprise d'abattage, puis servant de la loge du Grand Conseil du Grand Orient de France où son fils est reçu *lowton* à 10 ans par Jean-Baptiste Blatin, Grand Commandeur du Grand Collège des Rites. Après avoir obtenu son certificat d'études en 1899 et fait des études comme boursier au collège de Soissons, il est admis 7e sur 400 candidats à l'Ecole des Arts et Métiers de Lille, à 16 ans. Il en sort en 1907 et est engagé comme dessinateur au bureau d'études de l'artillerie de la Compagnie des forges et aciéries de la Marine et d'Homécourt avec un salaire mensuel de 180 francs.

Reçu maçon à Paris le 10 décembre 1908 à la loge « *Les Etudiants* », il y fait la connaissance du professeur Lapicque qui restera son ami. Quelques mois plus tard, à l'occasion d'un bal rue Cadet, il rencontre une Géorgienne, Thamara Korganiantz, et l'épouse en septembre 1909. Il fait ensuite deux ans de service militaire. Chargé d'installer un atelier de réparations mécaniques pour une société de pétroliers, il part à la fin de 1911 pour Bakou où naît sa fille en janvier 1912. Stationné au début de la guerre à l'aérostation militaire d'Epinal, il est envoyé en Roumanie en 1916 et revient en France après être passé par Moscou (où il a fait la connaissance de Lénine), en 1918.

Le 14 avril 1919, Corneloup reçoit les grades de compagnon et de maître et devient secrétaire de sa loge et est élu vénérable dix ans plus tard. Il reçoit entre-temps le 18° en juillet 1923, le 30° en juin 1928, puis le 31°, 32° et 33° de 1932 à 1938. Sous la proposition d'Oswald Wirth, son maître, dont il a fait la connaissance en 1922, Corneloup est élu f*ellow* de la *Philalethes Society*, fondée en 1928. Il en sera radié en 1955 parce que, lui écrit le nouveau président, Alphonse Cerza, « *les loges françaises ne sont généralement pas reconnues actuellement* ». Coopté au Grand Collège des Rites après la Libération, le 7 juillet 1945, il en est élu Grand Commandeur en 1958. Mais, écrira-t-il en janvier 1977, « *mon influence (y) est limitée parce que je ne sais pas remplir le rôle représentatif indispensable. C'est la raison qui m'a fait abandonner assez rapidement la Grande Commanderie en passant le flambeau à Viaud* ». Ce qu'il fait en 1962 ; il reçoit alors le titre de Grand Commandeur d'honneur *ad vitam*.

A partir de 1945, il dirige *Le Symbolisme* revue fondée par Oswald Wirth en 1913 ; il en transmet la direction à son ami Lepage en 1955. Après avoir effectué la traduction de *The Scottish Rite for Scotland* (1958) de Robert Strathern Lindsay, il écrit 5 livres maçonniques, publiés en 1963 (*Universalisme et franc-maçonnerie*) et en 1976 (*Histoire et cause d'un échec*). Il apporte ses observations sur l'évolution de la franc-maçonnerie et décrit les événements maçonniques auxquels il a été mêlé ou dont il a été témoin. Il en profite pour exposer les idées qui ne sont pas toujours accueillies comme elles auraient pu l'être au sein du Grand Orient de France auquel il resta toute sa vie indéfectiblement attaché. Il ne se lasse jamais de répéter que « *le Convent de 1877 n'a pas aboli le symbolisme du Grand Architecte de l'Univers. Il a simplement modifié l'article 1er de la constitution de 1849* ».

En décembre 1945, Corneloup publie dans *Le Symbolisme* un « *Plaidoyer pour le Grand Architecte de l'Univers* », reproduit dans son second livre, *Schibboleth* (1965). Dans une lettre de 1975, il ajoute à ce propos : « *Contrairement aux affirmations intéressées inlassablement répétées, la Bible n'a jamais figuré au G.O. de France, du moins au Rite Français. Le Régulateur de 18012 en apporte la preuve* ». la fin de sa vie est assombrie par le décès de sa femme en 1967 et celui de sa fille en 1971. A.B.

CORTOT **Jean- Pierre** Paris 20 août 1787 - 12 août 1843.



Dès l'âge de treize ans, il fréquente l'atelier du sculpteur Charles Bridan. Parallèlement, il travaille pour les statuaires Louis Boizot, le baron Lemot, Pierre Étienne Moitte, Claude Ramey ou Philippe Roland pour lesquels il exécute des réductions de célèbres statues antiques. Devançant François Rude, il remporte en 1809 le Grand Prix de Sculpture de l'École des beaux-arts de Paris - ou Prix de Rome - avec une figure en ronde-bosse *Marius méditant sur les ruines de Carthage*. Pensionnaire de l'Académie de France à Rome à la Villa Médicis de 1810 à 1813, il y fait la rencontre du peintre Dominique Ingres.

Cortot prolonge alors son séjour de cinq ans, Vivant Denon l'ayant chargé en 1812 d'exécuter une statue colossale de Napoléon Ier. Ce travail fut abandonné à la chute de l'Empire et remplacé par une statue colossale de Louis XVIII.

De retour à Paris, Cortot exposera au Salon jusqu'en 1840. Dès leur première apparition - en 1819 - ses sculptures en marbre *Narcisse couché* et *Pandore* lui vaudront le Grand Prix de l'exposition. En 1822, le plâtre du *Soldat de Marathon annonçant la victoire* assoit définitivement sa réputation et l'État lui en commande la traduction en marbre. Cortot exposera ses œuvres au Salon parisien jusqu'en 1840. Élu membre de l'Institut en 1825, il succède à Charles Dupaty comme professeur à l'École Royale des Beaux-Arts. Il sera le professeur notamment du sculpteur Pierre Louis Rouillard. Très apprécié lors de la Restauration et de la Monarchie de Juillet, Cortot connaît à partir de 1830 une période d'intense activité. Il sera promu officier de la Légion d'honneur en 1841.

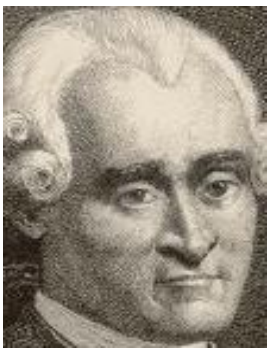
Son style néo-classique austère, héritier à la fois des modèles classiques de la fin du xviiie siècle et de la tradition gréco-romaine s'applique à de nombreuses statues ou groupes mythologiques, religieux ou tirés de l'histoire moderne, souvent de très grandes dimensions. Son art se nuança toutefois à la fin de sa vie par des tentatives d'expression plus romantique. Il est inhumé au cimetière du Père-Lachaise). **Franc-Maçon à la Loge "*Grand Sphinx*", Paris.**

COURT DE GEBELIN Antoine

Genève 1719 – Francoville 1784.

Né d'un « prédicant du Désert », réfugié après avoir restauré le protestantisme rn France, Court de Gébelin est consacré ministre du Saint Évangile en 1754 et enseigne la théologie à l'Académie de Lausanne. Son père mort, il vient à Paris et participe au synode de 1763. Sans abandonner la défense de sa religion, puisqu'il aide à préparer l'édit de Tolérance, il renonce au ministère pastoral.

Et le voilà franc-maçon pseudo-rationaliste, du moins à en juger par ses appartenances : « Saint-Jean d'Ecosse du Contrat Social » et surtout « Les Neufs Sœurs ».



Membre des « Amis Réunis » (à partir de 1778) dont la 12e classe abrite les Philalèthes, Court de Gébelin, réformé nommé censeur royal, semble fraterniser avec les philosophistes Lalande et Bailly ou avec les Illuminés comme Savalette de Langes, mais en 1784, il est exclu des Philalèthes au motif d'inassiduité.

Il reste président du musée de Paris, issu de 1781 de la Société Apollonienne fondée en 1780 par Les Neufs Sœurs, comme il avait été presque sans interruption depuis le commencement de cette dernière société. A peine vient-il de publier une *Lettre à Mesmer sur le magnétisme animal* qui l'a guéri d'une maladie des reins, qu'il meurt d'une rechute, le 12 mai.

Court de Gébelin fut Elu coen. La date approximative de sa réception se situe en mai 1781 ; lié à Willermoz, Tavannes et son célèbre coreligionnaire Pierre de Joux, dont il sollicitera la collaboration littéraire, à Saint-Martin aussi qui l'aimera, il fraye avec l'illuminisme radical. Les grands thèmes entrepris au XVIIIe siècle paraissent ambigus tant dans leurs interprétations contre-illuministe que dans leur interprétation illuministe. Cette contradiction déchire la vie de Court de Gébelin. Elle est sous-jacente à l'ambigüité un peu dissimulée et de son livre et de la pensée qu'il trahit.

Le Monde primitif analysé et comparé avec le monde moderne s'étend sur 30 volumes. Neuf ont paru (1773-1782) : du génie allégorique et des allégories (I), de la grammaire universelle et comparative (II), de l'origine du langage et de l'écriture (III), de l'histoire civile, religieuse et allégorique du calendrier ou almanach (IV), de l'étymologie française (V) et latine (VI-VII), de l'histoire, des blasons, monnaies, jeux, des voyages des Phéniciens autour du monde, des langues américaines (VIII), de l'étymologie grecque (IX) ; en supplément, un Plan Général (1783).

L'allégorie rigoureusement expliquée est la clef et la base de l'Antiquité. « Le génie allégorique » expulse l'histoire et le développement des emblèmes et des symboles découvre les vérités. Ainsi, au volume VIII, du tarot, dont les 22 arcanes majeurs seraient les feuillets lisibles de livre égyptien de Thot. En linguistique, en mythologie, en histoire des religions, et dans leur étude comparative, le *Monde primitif* marque une étape majeure. Mais quel en est le sens intrinsèque ? Il est, lui aussi, peu cohérent, à l'image d'une vie qu'il a absorbée et d'une pensée dont l'ouvrage suit et confirme l'armature en même temps que sa fragilité. Court de Gébelin recherche dans le monde primitif, précisément dans sa langue, les secrets de la nature et l'exploitation des origines lui permet de dessiner une utopie universelle : grammaire unique, ordre social unique, religion unique.

Les hiéroglyphes, objet privilégié du déchiffrement général, conduisent-ils à l'Egypte de Cagliostro ou à celle de Dupuis ? Et, par conséquent, la religion unique est-elle celle de Martines de Pasqually ou bien celle de Voltaire, ses deux frères en deux loges antinomiques ? Court prône une religion naturelle, mais il n'imagine pas de se passer d'une révélation. « La vérité est de tous pays et de toute nation » : est-ce indifférentisme, latitudinarisme ou cette religion unique dont le bienheureux Augustin disait qu'elle existait depuis le début du monde, avant de s'appeler chrétienne après l'Incarnation ? La société idéale est-elle celle des Physiocrates, que Court fréquentait, ou la « déocratie » du Philosophe inconnu ? Pour Court de Gébelin, les consonnes étaient l'image des idées et les voyelles, celle des sensations. Saint-Martin le convainquit du contraire et Court se plia avec douceur et docilité. De même, Saint-Martin le corrigea, à propos des signes et de la langue primitive : » J'ai su de lui-même que par la suite ses idées avaient pris une autre direction, comme on s'en aperçoit dans ses derniers volumes. Il m'a même avoué plusieurs fois que mes conversations avec lui avaient un peu contribué à sa nouvelle manière de voir ». Voilà, en bref, l'homme, la pensée. L'œuvre, au supplice d'une théorie complète du monde écartelé.

R.A.

COSTA Alfonso

Seia 6 mars 1871 - Paris 11 mai 1937.

Avocat, un professeur universitaire portugais. Costa était républicain anticlérical et franc-maçon.
Principal dirigeant du Parti républicain portugais, il fut l'un des principaux artisans de l'implantation de la république au Portugal et l'une des figures dominantes de la Première République. Il fut président du Ministère à trois reprises.

COUTHON Georges

Orcet 22 décembre 1755 - Paris 28 juillet 1794.

Egalement connu sous le nom d'**Aristide Couthon,** homme politique, membre de la Convention et du Comité de Salut Public, il forma un triumvirat avec Robespierre et Saint- Just.
Franc-Maçon, il fut orateur de la Loge "*Saint-Maurice*", Clermont-Ferrand.



Issu d'une famille de notaires royaux originaire de Saint-Sauves-d'Auvergne (village de Beauberty), Georges Couthon est le fils de Joseph Couthon, un notaire né à Orcet le 15 juillet 1721, mort au même endroit le 13 novembre 1787, et de Marie Lafond (née le 28 octobre 1721), fille de Georges Lafond, un marchand de bestiaux clermontois. Marié le 24 mai 1751, le couple a huit enfants, dont quatre morts en bas âge. Georges est le quatrième enfant du couple et le second fils survivant. Son frère aîné Pierre devint hériter de l'office de notaire de leur père, il se destine au métier d'avocat.

Après avoir étudié le droit auprès d'un procureur royal de Riom, il se rend en octobre 1780 à Reims, où il séjourne quelques mois, afin d'y achever ses études à l'université. Muni de son titre, il emménage à Paris le 1er avril 1781, dans un appartement, au troisième étage, rue Sainte-Avoye, près du Châtelet, et s'inscrit comme avocat au Parlement de Paris.
Toutefois, il semble avoir eu des difficultés à se trouver une clientèle, où il n'est pas connu, et quitte son logement en juillet 1782, avant de rentrer à Clermont-Ferrand. Inscrit au nombre des avocats stagiaires le 21 mai 1783 au barreau de la ville, il s'installe dans un appartement du 18 rue Ballainvilliers. Reçu avocat en 1785 au barreau de Clermont-Ferrand, il se fait remarquer « par la douceur et la politesse de ses manières, son caractère bienveillant et serviable », ainsi que son langage clair, précis et persuasif. Par ailleurs, il donne des consultations gratuites aux pauvres et favorise les intérêts des institutions charitables (il est commissaire du bureau de charité de la paroisse de Saint-Genès en mars 1790). Grâce à sa bonne réputation, il est, avec Jean-François Gaultier de Biauzat, l'un des trois avocats désignés pour former le conseil judiciaire adjoint à l'assemblée du tiers état, à l'assemblée provinciale, le 13 novembre 17874. En septembre 1787, il adhère à la Société littéraire de Clermont-Ferrand.

Par ailleurs, le 2 décembre 1786, il est initié franc maçon, à la loge Saint Maurice (la plus huppée), à l'Orient de Clermont, soit à une date assez tardive; mais il est reçu maître dès le 3 juin 1787 puis élu orateur six jours plus tard. Surnommé l'avocat des pauvres, il a pu être attiré, selon Pierre-Yves Beaurepaire, par le but philanthropique de la Maçonnerie. Par ailleurs, son déisme et son attachement à la vertu et à la pureté lui semblent en adéquation parfaite avec les *Constitutions d'Anderson*.

Souffrant de douleurs articulaires depuis l'enfance, il perd progressivement l'usage de ses jambes à partir de 1782. Malgré sa maladie, il se marie, le 16 janvier 1787 avec Marie Brunel, fille du notaire-greffier et lieutenant du bailliage d'Orcet Antoine Brunel âgée de 22 ans, avec laquelle il a deux enfants, Antoine-François-Xavier, né le 17 décembre 1787 à Clermont-Ferrand, mort le 8 novembre 1867 à Orcet, et Jean-Pierre-François-Hippolyte, né le 21 janvier 1790 à Clermont- Ferrand.

Partisan de la Révolution, il est choisi pour représenter sa paroisse d'Orcet pour les élections aux États généraux. Membre du conseil municipal permanent de Clermont-Ferrand le 14 juillet 1789, il est élu troisième officier municipal de Clermont-Ferrand dès le premier tour de scrutin le 24 janvier 1790 ; Jean-François Gaultier de Biauzat, le maire, représentant le département aux États généraux, il préside souvent le conseil municipal. En mars 1790, il est l'un des initiateurs de la « Société populaire des Amis de la constitution », affiliée au club des Jacobins. Le 8 novembre suivant, il devient juge président du tribunal du district de Clermont-Ferrand. En 1791, il fait paraître sans nom d'auteur une comédie en deux actes intitulée *L'Aristocrate converti*. Le 9 septembre 1791, il est élu député du Puy-de-Dôme à l'Assemblée législative, le 8e sur 12 avec 283 voix sur 433 votants. Se distinguant dès les premiers jours par son éloquence et ses idées démocratiques, il propose notamment la suppression des mots « sire » et « majesté » du cérémonial à observer lorsque le roi se présente à l'Assemblée. Le 29 mai 1792, il attaque directement la Cour, qu'il accuse d'être le « foyer de toutes les conspirations contre le peuple ».

Pendant l'été, il quitte Paris pour prendre les eaux à Saint-Amand-les-Eaux, en Flandre, dans l'espoir de rétablir sa santé. C'est là qu'il apprend la chute de la royauté, qu'il applaudit. En revanche, il blâme publiquement les massacres de septembre. Le 6 septembre 1792, il est réélu député du Puy-de-Dôme à la Convention nationale, le 1er sur 11 « à la pluralité des voix », sur 695 votants. Il refuse d'abord de prendre parti dans la lutte qui oppose Girondins et Montagnards, mais, lié d'amitié avec Robespierre, il prend position en sa faveur quand il est attaqué, par Barbaroux en octobre et Louvet en novembre, et finit par rejoindre les bancs de la Montagne devant les attaques répétées de la Gironde contre la Commune de Paris et les menaces fédéralistes. Lors du procès de Louis XVI, il vote la peine de mort sans appel ni sursis. Le 26 novembre 1792, il est envoyé en mission dans le Loiret pour y rétablir l'ordre et la circulation des grains. Le 2 et le 3 mars 1793, la Convention le charge par décret, avec Goupilleau de Montaigu et Michel, d'organiser la réunion à la France de la principauté de Salm, intégrée dans le département des Vosges. Rappelés le 30 avril suivant, les trois députés sont de retour à Paris au plus tard le 1er mai. Le 31 mai 1793, il contribue à la chute des Girondins mais demande que l'on use de modération à l'égard des vaincus et se propose comme otage pour tranquilliser Bordeaux sur le sort de ses députés. Il est également l'un des rédacteurs de la Constitution de l'an I.

Un membre du comité de salut public

Adjoint au Comité de salut public le 31 mai et chargé de la correspondance générale, il est nommé membre du comité lors du renouvellement du 10 juillet. Le lendemain, il présente un rapport sur la révolte de Lyon dans lequel il réclame des mesures énergiques mais s'oppose à ce que la ville soit déclarée « en état de rébellion », ne voulant pas qu'on confonde les bons citoyens avec les mauvais. Défenseur des paysans, il fait voter, le 17 juillet, l'abolition complète, sans indemnité, des droits féodaux et le brûlement des titres féodaux. De même, le 20 août, il prend un arrêté contre les anciens privilèges prévoyant notamment la destruction des « châteaux-forts, donjons, tours et autres monuments de la féodalité », ainsi que le comblement des fossés, des citernes et des souterrains, dans son département.

Le 21 août, il est envoyé en mission à l'armée des Alpes et dans le Rhône-et-Loire avec Châteauneuf-Randon et Maignet, afin de faire rentrer Lyon dans le rang. Le 1er septembre, sa mission est élargie à la Lozère, mais il ne s'y rend pas. Après s'être assuré du Puy-de-Dôme, où il lève des troupes, il prend la tête d'une armée de 10 000 hommes et fait le siège de Lyon, dont les autorités ont passé outre les tentatives de conciliation en faisant guillotiner Chalier. Entré dans la ville le 9 octobre, il mène une répression modérée : n'appliquant qu'en partie le décret de la Convention qui prescrit sa destruction, il ne fait abattre que quelques maisons. Rappelé à Paris le 9 brumaire an II (30 octobre 1793), la répression deviendra extrêmement violente avec la désignation de Collot d'Herbois et de Fouché19. À son arrivée, il reçoit les félicitations de l'Assemblée. Reprenant ses travaux au Comité de salut public, il est élu président de la Convention le 21 décembre 1793, intervient fréquemment sur les questions militaires, fait décréter d'accusation le général Westermann et contribue à la chute des Hébertistes et des Dantonistes.

Conformément au décret du 27 germinal an II (16 avril 1794), il est élu avec Cambacérès et Merlin de Douai, tous deux députés de la Plaine et membres du comité de législation, le 3 floréal (22 avril 1794) au sein de la commission parlementaire « chargée de rédiger en un code succinct et complet les lois qui ont été rendues jusqu'à ce jour, en supprimant celles qui sont devenues confuses ». Une autre commission étant, quant à elle, « chargée de rédiger un corps d'instruction civile propre à conserver les mœurs et l'esprit de la liberté », il fait adopter le principe qu'elle sera choisie par le comité de salut public, indiquant qu'« un membre du comité », en l'occurrence Saint-Just, « s'est déjà occupé du travail ». Le 18 floréal (7 mai 1794), il défend le décret présenté par Robespierre d'après lequel la République française reconnaît l'Être suprême et propose que son discours soit traduit dans toutes les langues et diffusé dans tout l'univers. Il est rapporteur de la loi du 22 prairial (10 juin 1794), dite de « Grande Terreur », réorganisant le Tribunal révolutionnaire, loi co-rédigée avec Robert Lindet dont ses adversaires devaient se servir pour noircir sa mémoire.

Toutefois, selon plusieurs historiens, cette loi – qui reprenait de nombreux éléments introduits par le comité de salut public lors de la création de la commission populaire d'Orange – limitait les causes d'exclusion politique et remettait en cause la systématicité de la répression en rapport avec la faute reprochée; elle offrait une définition plus précise des motifs d'accusation (article 6), ce qui réduisait l'arbitraire; enfin, les articles 10, 11 et 18 stipulaient que les comités de salut public et de sûreté générale devaient pouvoir contrôler les poursuites engagées devant le tribunal révolutionnaire. Pour Albert Mathiez, Jacques Godechot, Jean-Clément Martin ou Olivier Blanc, la Grande Terreur vient de ce que la loi a été sabotée par les adversaires de Robespierre, afin de le discréditer. Le 15 et le 19 messidor (3 et 7 juillet 1794), le comité de salut public l'envoie par arrêté en mission aux armées du Midi, lui délivrant le 19 un passeport « pour aller en mission dans l'intérieur de la République et près les armées du Midi » en compagnie de sa famille, mais il reste à Paris.

Le 9-Thermidor et la postérité

Accusé le 9-Thermidor avec Robespierre et Saint-Just de former un « triumvirat » aspirant à la dictature, il est mis en accusation avec ses collègues, ainsi que Robespierre le Jeune et Le Bas. Enfermé à la prison de la Bourbe, il en est extrait dans la nuit, une heure après minuit, par les membres de la Commune insurrectionnelle, qui lui remettent ce mot signé de Saint-Just et de Robespierre : « Couthon, tous les patriotes sont proscrits, le peuple tout entier est levé ; ce serait le trahir que de ne pas te rendre avec nous à la Commune, où nous sommes actuellement. » Puis ils le conduisent à la Maison commune. Là, il est arrêté peu après par les troupes fidèles à la Convention ; laissé au bord de l'escalier, il tombe et se blesse à la tête. Porté vers cinq heures à l'Hospice de l'Humanité, il est pansé par le docteur Desault, qui le fait ensuite coucher dans le lit n° 15 de la salle des opérations. Interrogé par Jean-Antoine Bucquet, juge de paix de la section de la Cité, envoyé par Léonard Bourdon pour s'assurer de son état, il déclare: « On m'accuse d'être un conspirateur, je voudrais bien qu'on lise dans le fond de mon âme. »

De leur côté, Barras et Delmas ordonnent à la section de la Cité d'établir un poste à l'hospice, en rendant le commandant de ce poste responsable sur sa tête de la personne de Couthon. Peu après, le juge de paix Bucquet reçoit l'ordre de le conduire, avec l'officier municipal Gobeau, au Comité de salut public, où il retrouve Robespierre à neuf heures. Transféré à la Conciergerie à dix heures et demie, il est exécuté le premier, le 10 Thermidor an II (28 juillet 1794), vers dix-sept heures, demeurant jusqu'à la mort fidèle à la politique et à l'amitié de Robespierre. Puis il est inhumé avec les autres robespierristes au cimetière des Errancis. Parmi les adresses envoyées à la Convention à la suite du 9-Thermidor, celle des administrateurs du département du Puy- de-Dôme demande pardon d'avoir donné naissance à « l'infâme Couthon ».

À Orcet, le fils aîné de Couthon, âgé de six ans et demi, est rebaptisé le 30 thermidor « Antoine Brunel » à la demande de son grand-père maternel, Antoine Brunel, maire de la commune, en séance publique de la municipalité, tandis que son frère Pierre prend le nom de sa mère, Lafond. Le 9 ventôse an III (27 février 1795), la veuve de Couthon obtient 238 francs pour un mois et neuf jours d'indemnité de représentant. De même, le 10 germinal (30 mars 1795), les scellés sont levés, et les biens de Couthon sont remis le 4 floréal (23avril 1795) à sa veuve et à son père, Antoine Brunel. Fidèle à la mémoire de son mari, elle rentre à Orcet, où elle se remarie le 20 floréal an IX (10 mai 1801) avec Louis Charreyre, un officier de santé originaire de Vic-le-Comte, avec lequel elle a deux filles.

Après la mort de son second époux, elle décède, oubliée, 4, rue Saint-Jacques à Clermont-Ferrand le 17 septembre 1843, à l'âge de 78 ans, et est inhumée au cimetière des Carmes. La ville de Clermont a donné le nom de Couthon à une rue. Une loge parisienne du Grand Orient de France porte également son nom, ainsi qu'une loge du Grand Orient de France à l'Orient de Clermont-Ferrand, créée en 1961 et intitulée « Les Frères de Georges Couthon ». Une plaque a été apposée par le Conseil municipal d'Orcet sur la maison natale de Couthon lors du colloque de 1981, et son tablier de Maître maçon est conservé au musée d'Orcet.

COWAN **Edith** Geraldton, née Brown le 2 août 1861 - Geraldton le 9 juin 1932**.**



Personnalité politique australienne, militante sociale et notoirement connue comme étant la première femme élue pour siéger au Parlement d'Australie. En 1915, membre de la Commission de la justice pour les enfants. O.B.E. (Officer of the British Empire).Elle apparaît depuis 1995 sur le billet de 50 $ australien avec David Unaipon.

L'Université Edith Cowan à Perth est ainsi nommée en son honneur.
Initiée à la Fédération Australienne du Droit Humain en 1916.

CREMIEUX **Adolphe** Nîmes 30 avril 1796 - Paris 10 février 1880.



Initié Franc-Maçon, en 1818, à la Loge "*Bienfait Anonyme*", Nîmes. Devint par la suite président du Suprême Conseil Maçonnique de France jusqu'à sa mort.
Isaac-Jacob Crémieux, plus connu sous le nom d'Adolphe Crémieux. Ses parents, des Juifs du Pape vivant à Carpentras (dans l'enclave pontificale), émigrèrent à Nîmes où son père David Crémieux joua un rôle actif dans la vie politique de la commune. Il voulait briser les mythes antijuifs vivaces à l'époque et dont il eut à souffrir enfant comme adulte Français, juif et franc-maçon, Adolphe Crémieux se voulait universaliste et refusait tout sectarisme. Avocat, homme politique, président du Consistoire central et de l'Alliance israélite universelle. Le décret du 24 octobre1870, dit *Décret Crémieux*, accorde d'office la citoyenneté française aux 35 000 Juifs d'Algérie.

Une carrière d'avocat
Il fut avocat au barreau de Nîmes, puis auprès de la Cour de cassation. En 1830, il s'installa à Paris. En 1840, il se rendit en Syrie auprès de Méhémet Ali, pour assurer la défense de certains Juifs de Damas, au côté de Sir Moïse Montefiore, ambassadeur britannique. Ceux-ci étaient accusés de "crimes rituels", dans l'affaire de la disparition du Père Thomas, jésuite, et de son valet musulman Ibrahim, dont on avait perdu la trace dans le quartier juif de Damas. Il fut élu député de Chinon, de 1842 à 1848. Il devint, en 1843, Président du Consistoire central israélite de Paris.

Ministre républicain de la Justice
Le 24 février 1848, lorsque la révolution républicaine triompha à Paris, Crémieux, avocat de la famille Bonaparte, conseilla au roi Louis-Philippe Ier d'abdiquer et de s'enfuir. Le lendemain 25 février 1848, il devint Ministre de la Justice (jusqu'au 7 juin 1848), du gouvernement provisoire qui s'autoconstitua et proclama la Deuxième République. Il fit prendre immédiatement un décret qui décida que la justice serait désormais rendue au nom du Peuple français. Le 1er mars, il fit supprimer par un autre décret le serment de fidélité à la Couronne. Le 3 mars, dans l'affaire du procès de Saverne où il était l'avocat du rabbin, il obtint de la Cour de cassation l'abolition du serment more judaïco, contribuant ainsi à faire cesser la dernière discrimination légale à l'égard des Juifs de France.

Dès le 31 mars, il demanda la démission d'une vingtaine de hauts magistrats et suspendit ceux qui refusaient d'obtempérer. Ces juges furent frappés, les uns par Crémieux lui-même, les autres à la demande des commissaires du gouvernement (préfets provisoires). Un décret du 10 août 1849 leva les suspensions de Crémieux (démissionnaire le 5 juin 1848). Le 9 mars 1848, Crémieux reçut « une délégation de noirs et de mulâtres des colonies françaises » et leur déclara: « *la nouvelle*

République accomplira ce que la République de 92 avait proclamé. Vous redeviendrez libres ». Cependant, le 15 mars 1848, François Arago envoie aux colonies, une dépêche contenant « *un ajournement de l'émancipation, et les vagues promesses qui l'accompagnent ne sont guère que d'un Guizot républicain* ».

Crémieux fut représentant du peuple aux Assemblées constituante et législative de 1848-1849. Le 11 juin 1851, en tant qu'avocat, il assista Victor Hugo, dans la défense de son fils Charles Hugo, journaliste à *l'Événement*, qui était poursuivi devant la Cour d'assises de Paris, pour avoir « avoir outragé la loi en décrivant l'exécution d'un braconnier guillotiné à Poitiers ». Le 17 mai 1860, fut créée l'Alliance israélite universelle, à l'instigation de Crémieux et de Charles Netter. Il en prit la présidence en 1864. Il fut élu député de la Drôme au Corps législatif, de 1869 à 1870.

Les décrets Crémieux

Il devint membre du gouvernement de la Défense nationale, du 4 septembre 1870 au 17 février 1871, comme Ministre de la Justice. Alors que Paris était assiégée par deux armées allemandes , on lui reprocha d'avoir promulgué six décrets règlementant la vie en Algérie, dont :

- Le décret mettant fin à l'administration militaire de l'Algérie.
- Le décret interdisant la polygamie aux Juifs d'Algérie.
- Le décret du 25 novembre 1870, réformant l'usage de la peine capitale (suppression de l'échafaud) et uniformisant la charge de bourreau (suppression des exécuteurs provinciaux). Mais le plus fameux d'entre eux fut le décret du 24 octobre / 7 novembre 1870, dit *Décret Crémieux*, accordant d'office la citoyenneté française aux 37 mille Juifs d'Algérie, en ces termes : « *Les Israelites indigènes des départements de l'Algérie sont déclarés citoyens français ; en conséquence, leur statut réel et leur statut personnel, seront, à compter de la promulgation du présent décret, réglés par la loi française. Toutes dispositions législatives, décret, règlement ou ordonnance contraires sont abolis* ». Crémieux fut député du département d'Alger, de 1872 à 1875.

REFORMATEUR DE LA FRANC-MAÇONNERIE

Adolphe Crémieux, fut initié à la franc-maçonnerie en 1818, à la loge du *Bienfait anonyme* (à Nîmes), qui dépendait du Grand Orient de France. En 1860, il quitte le Grand Orient pour se faire initier au Suprême Conseil de France (Rite écossais ancien et accepté), dont il devient le "Souverain Grand Commandeur". En 1875, Crémieux réunit à Lausanne en Suisse, une assemblée des Suprêmes conseils de la franc-maçonnerie, pour harmoniser le rite écossais ancien et accepté avec les « légitimes exigences de la civilisation moderne ». Véritable acte fondateur de la franc-maçonnerie moderne, cette déclaration de l'assemblée de Lausanne proclame « l'existence d'un Principe Créateur ».

CROCKETT Davy

17 août 1786 - au siège de Fort-Alamo 6 mars 1836.



Soldat, trappeur, et homme politique américain. Plusieurs fois élu représentant de l'État du Tennessee au Congrès, il devient un héros populaire de l'histoire des États-Unis, fréquemment surnommé **Davy Crockett**.

Le lieu de naissance de David Crockett n'est pas connu avec certitude, et plusieurs lieux de naissance possibles sont parfois cités :

- dans le comté de Greene, sur les rives de la Nolichucky River, dans l'état du Tennessee
- à Limestone Cove, dans le Comté de Washington, Caroline du Nord
- à Franklin, dans le Tennessee, dans le comté de Hawkins, au Tennessee

Les Crockett sont originaires d'Irlande, descendants de Monsieur de Croquetagne, un capitaine huguenot de la garde de Louis XIV, et dont le nom a été anglicisé.

David Crockett est le cinquième enfant d'une fratrie de neuf, et n'a pas reçu une éducation élaborée. Il est le fils de John Crockett qui tenait une taverne et fut un notable local. Veuf de Mary Finley, surnommée Polly (1788-1815), qui a donné naissance à trois enfants, il se remarie en 1816 avec Elizabeth Patton et a quatre enfants avec elle. **Il était franc-maçon.**

Carrière politique

Le 24 septembre 1813, il sert dans le Second Regiment of Tennessee Volunteer Mounted Riflemen pendant 91 jours et participe en compagnie de tribus indiennes amies à la guerre des Creeks de 1813, au cours de laquelle les Creeks sont manipulés par les spéculateurs immobiliers, dans le sillage de la Guerre anglo-américaine de 1812, sous les ordres du futur président Andrew Jackson. Il devient juge de paix en 1817 avant d'intégrer le grade de colonel de la milice l'année suivante. Il est ensuite désigné pour siéger à l'assemblée législative du Tennessee en 1821 et 1823, où il défend les coureurs de bois et les premiers colons contre les spéculateurs.

De 1827 à 1835, il est plusieurs fois élu représentant du Tennessee au Congrès. Il siège au Capitole avec ses vêtements de trappeur et y soutient les pionniers du Tennessee qui vivent sur des terres distribuées après la guerre d'indépendance à des soldats qui les ont souvent ensuite revendues à des spéculateurs. Ces pionniers pensaient pouvoir occuper ces terres, qu'ils croyaient abandonnées par les militaires, mais se voient ensuite réclamer des fermages par les spéculateurs, pour des montants qu'ils ne peuvent guère honorer, car ils vivent pour la plupart de chasse, de pêche et d'agriculture de subsistance.

Ami proche de nombreux Indiens, dont il partage la vie sur la frontière sauvage, Davy Crockett s'oppose au président démocrate Jackson, pourtant membre comme lui du parti démocrate, sur l'Indian Removal Act de 1830, qui vise à ouvrir de nouveaux territoires à la colonisation. Son opposition à Jackson ne l'empêche pas d'être réélu en 1827 avec l'étiquette

démocrate, mais est la cause de son échec à l'élection de 1830. Crockett est cependant réélu en 1833, à une époque où le Parti démocrate est profondément divisé sur la question de l'abolitionnisme et du traitement à réserver aux Indiens. La majorité des élus du parti est acquise aux planteurs et aux spéculateurs fonciers à partir des années 1840, entrainant de nombreux départs. En 1834, il publie une autobiographie : *A Narrative of the Life of David Crockett*. En 1835, il est à nouveau défait à l'élection et part pour le Texas.

La Révolution texane

Il s'engage peu après cette défaite électorale dans la Révolution texane au Mexique. Le 14 janvier 1836, il prête serment avec 65 hommes d'aider le gouvernement provisoire du Texas, sous la houlette de Sam Houston. Chaque homme reçoit la promesse d'une récompense de 4 605 acres (19 km²) de terre. Le Texas est alors disputé entre les 70 000 colons américains qui s'y sont installés, dont des Français venus de Mulhouse à Castroville, et les colons mexicains. Il prend part à la défense d'Alamo (23 février - 6 mars 1836) et se voit confier la garde de la palissade sud. La légende a retenu qu'il aurait disparu en effectuant une sortie ; le journal de Jose Enrique de la Pena affirme qu'il a été fait prisonnier par le général mexicain Manuel Fernandez Castrillon et qu'il a été exécuté sommairement avec une douzaine d'hommes sur l'ordre du commandant des troupes Antonio López de Santa Anna. Cette version est cependant contestée. Les rares survivants d'Alamo affirment avoir vu le corps de Davy Crockett lors de l'assaut final. En 1838, Robert P. Crockett vient au Texas réclamer les terres promises à son père.

La légende

Des années 1830 à la guerre de Sécession, les almanachs mettent en scène Davy Crockett dans des contes humoristiques et grotesques. Il symbolise le pionnier tout puissant qui vient à bout des animaux sauvages et des Amérindiens6. Son image se transforme en celle d'un ambassadeur de la Destinée manifeste qu'il n'a jamais été, le parlementaire Crockett s'opposant au contraire, contre le chef de son propre parti, à la déportation des Amérindiens.

À la fin du XIXe siècle, Davy Crockett est le héros d'une pièce de théâtre jouée au moins 2000 fois aux États-Unis et au Royaume-Uni. Depuis 1909, de nombreux films de cinéma et séries télévisées ont raconté la vie de Davy Crockett, dont un feuilleton en cinq épisodes de la Walt Disney Company en 1954. Crockett a été incarné, entre autres, par John Wayne dans le premier film qu'il a réalisé *Alamo*, en 1960. Il est devenu le symbole de l'ouest américain. En 1956, Disneyland proposa, dans la section du parc baptisée Frontierland, un petit musée sur le personnage. Des figurines en cire tailles réelles de Fess Parker et Buddy Ebsen, les acteurs incarnant les héros de la série produite par Walt Disney Pictures, étaient présentées dans un décor d'Alamo. Le musée ferma rapidement mais les mannequins de cire furent déplacés sur la Tom Sawyer Island située à proximité et furent visibles plusieurs décennies. Wikipédia

CRUDELI



Tommaso Poppi, (province d'Arezzo, Toscane) 21 décembre 1702 - Poppi 27 mars 1745**.**
Homme de lettres italien. Tommaso Crudeli naît dans une famille aisée de juristes et étudie de le droit à Pise où il est diplômé en 1726. C'est toutefois aux lettres et à l'enseignement qu'il préfère se consacrer. Après un séjour à Venise, il s'installe à Florence où il entretient des contacts étroits avec le monde culturel anglais.

Il est initié à la franc-maçonnerie en mai 1735. Le 9 mai 1739, il est arrêté à Florence par l'Inquisition, emprisonné et torturé durant 16 mois à l'église Santa Croce. Il est libéré en avril 1741, très marqué physiquement, mais est condamné pour hérésie et confiné à son domicile de Poppi. Il décède quatre ans après. Il est évoqué comme un martyr de la franc-maçonnerie. Son œuvre est mise à l'Index et brûlée en Piazza della Signoria à Florence.

CZARTORYSKI



Adam Jerzy Varsovie 14 janvier 1770 - Montfermeil près de Meaux 15 juillet 1861**.**
Adam Jerzy Czartoryski (prononcer Tchartoryski) est un homme d'État polonais.
Homme d'État, écrivain et diplomate, il fut notamment ministre des Affaires étrangères de la Russie impériale de 1804 à 1806, président du Conseil des ministres de la Russie impériale de 1804 à 1806, président du gouvernement national polonais (1830), sénateur palatin de Pologne.

Fils du prince Adam Kazimierz Czartoryski et d'Izabela Fleming (bien qu'il fût dit à cette époque que le prince était le fruit d'une liaison entre l'ambassadeur de Russie en Pologne, le prince Nicolaï Vassilievitch Repnine, et la princesse Czartoryska.). Le prince possédait aussi du sang royal et était issu d'une des familles les plus anciennes de Pologne.

Adam Jerzy Czartoryski naquit à Varsovie et reçut un enseignement à domicile d'éminents pédagogues, français pour la plupart. Le prince ne fut jamais influencé par les idées des Lumières à la française ou plus tard par celles de la révolution française, mais plutôt par une certaine logique à la française. Il considérait aussi la Russie, comme un pays arriéré, et ressentait du mépris pour le peuple russe.

Mariage et descendance

Le 25 septembre 1817 Adam Jerzy Czartoryski épousa la princesse Sofia Anna Sapieżanka (1799-1864).
Trois enfants naquirent de cette union :

- Witold Czartoryski (1824-1865).
- Ladislas Czartoryski (1828-1894), père du bienheureux Auguste Czartoryski.
- Isabelle (Izabella) Czartoryska, (1830-1899) qui épousa en 1857 Jan Kanty Działyński.

Le prince Czartoryski fut célèbre comme ministre des Affaires étrangères de la Russie impériale et aussi comme patriote polonais. Il aurait été très épris de la jeune et belle Elisabeth, l'épouse du tsar Alexandre Ier de Russie. Le prince se distingua pour avoir dirigé, à des moments différents, les gouvernements de deux pays mutuellement hostiles. Le prince jouit constamment de la faveur d'Alexandre Ier. Il tint un salon à Paris extrêmement réputé.

.

En 1786, Adam Jerzy Czartoryski se rendit à l'étranger, principalement en Allemagne. À Gotha, le prince entendit Goethe faire la lecture de son *Iphigénie en Tauride* et il fit la connaissance de Johann Gottfried Herder, et du poète Christoph Martin Wieland (1733-1813). Le jeune prince Czartoryski visita l'Angleterre avec sa mère en 1789. Au cours de ce voyage, il assista au procès du gouverneur-général des Indes Lord Hastings (1732-1818). Au cours de sa seconde visite en 1793, le prince se lia avec un grand nombre d'aristocrates britanniques et il étudia la Constitution anglaise. Le prince Czartoryski combattit pour son pays natal pendant la seconde Guerre de partition (1793).
Lors du troisième partage de la Pologne (1795), ses domaines lui furent confisqués (mai 1795). Le prince et son jeune frère Constantin furent appelés à la cour de Saint-Pétersbourg.

Au service de la Russie
En 1795, après la disparition de la Pologne de la scène européenne, les deux frères Czartoryski furent contraints de servir la Russie. Adam Jerzy Czartoryski devint officier de cavalerie et son frère Constantin servit dans la Garde à Pied. La Grande Catherine fut favorablement impressionnée par les deux jeunes Polonais, car elle leur rendit une partie de leurs biens en 1796. Czartoryski fit la connaissance de son petit-fils, le grand-duc Alexandre Pavlovitch de Russie (futur empereur Alexandre Ier), au cours d'un bal donné par la princesse Galitzine, et une forte *amitié intellectuelle* naquit entre les deux jeunes gens. Après l'accession au trône de Paul Ier (1796), le prince Czartoryski fut nommé aide de camp au service d'Alexandre Pavlovitch (devenu tsarévitch) et fut autorisé à se rendre dans ses domaines polonais pendant trois mois.

Carrière diplomatique
Le prince Czartoryski fut en faveur auprès de Paul Ier pendant tout son règne. Il fut nommé ambassadeur de Russie à la Cour de Charles Emmanuel IV de Sardaigne en décembre 1798. En arrivant en Italie, il constata que ce monarque était un roi sans royaume, de sorte que sa première mission diplomatique se résuma à un agréable voyage à travers l'Italie : il apprit l'italien et visita avec minutie les vestiges de Rome. Au printemps 1801, le nouveau tsar Alexandre rappela son ami à Saint-Pétersbourg.
Ministre des Affaires étrangères
Alexandre Ier nomma le prince Czartoryski conservateur de l'Académie de Vilna (en lituanien Vilnius) le 13 avril 1803. Le prince fut nommé ministre des Affaires étrangères en 1804 et dirigea ainsi toute la diplomatie russe.
Sa première action fut de protester énergiquement contre l'exécution du duc d'Enghien (20 mars 1804). Il était de plus favorable à une rupture immédiate avec le gouvernement révolutionnaire français et le Premier Consul Napoléon Bonaparte. Le ministre français, le comte d'Hédouville quitta donc Saint-Pétersbourg le 7 juin 1804 et le 11 du même mois une note dictée par le prince Czartoryski à Alexandre Ier fut envoyée à l'ambassadeur de Russie à Londres. Il demandait la formation d'une coalition anti-française. Il fut également l'auteur de la Convention du 6 novembre 1804 par laquelle la Russie mettait 115 000 hommes et l'Autriche 235 000 hommes afin de combattre Napoléaon.

En avril 1805, le prince signa une alliance offensive et défensive avec le Royaume-Uni. Cependant, l'acte ministériel le plus célèbre du prince fut rédigé en 1805 ; celui-ci visait à transformer l'ensemble de la carte de l'Europe. La Prusse et l'Autriche se partageraient l'Allemagne, quant à la Russie, elle voulait s'octroyer les Dardanelles, les bords de la Mer de Marmara, le Bosphore avec Constantinople et Corfou; l'Autriche recevrait la Bosnie, la Valachie et Raguse, le Monténégro élargi de Mostar et des Îles Ioniennes afin de former un État séparé. Le Royaume-Uni et la Russie se donnaient pour mission de maintenir l'équilibre en Europe. En contrepartie de leurs acquisitions en Allemagne, l'Autriche et la Prusse consentaient à la fondation de la ville libre de Dantzig, peuplée d'Allemands, aux bouches de la Vistule sous la protection de la Russie. Ce projet présentait à l'époque la meilleure garantie pour l'existence d'une Pologne indépendante, mais dans l'intervalle l'Autriche négocia avec l'Angleterre et une guerre s'ensuivit.

Le prince Czartoryski accompagna l'empereur Alexandre en 1805 en voyage à Berlin et Olmütz. Le prince considéra cette visite à Berlin comme une erreur fondamentale, car il se méfiait de la Prusse, mais le tsar ignora les conseils de son ami et le prince perdit la faveur impériale deux ans après. Plus tard, au Congrès de Paris, alors qu'il était au sommet de sa carrière politique, il fut extrêmement frappé par la nouvelle de son renvoi. Il avait cru qu'Alexandre mettait en pratique ses propres idées, mais il découvrit alors qu'il avait été utilisé pour son expérience et son érudition3. Il fut remplacé par Budberg. En fait, le prince travaillait, pendant la durée de son portefeuille aux Affaires étrangères, à la restauration de la Pologne, ce que n'ignorait pas le tsar.

Malgré tout, Czartoryski continua à jouir de la confiance qu'Alexandre lui accordait en privé. Ce dernier confessa au prince en 1810 que la politique qu'il avait suivie en 1805 était erronée, qu'il n'avait pas fait bon usage de ses possibilités.
Cette même année, Czartoryski quitta Saint-Pétersbourg pour toujours, mais les relations entre le tsar et le prince demeurèrent excellentes. Peu de temps avant la signature de l'alliance russo-prussienne du 20 février 1813, après la retraite de Russie de Napoléon, les deux amis furent de nouveau réunis à Kalisz (Grande-Pologne). Le prince fit partie de la suite de l'empereur de Russie, lors de son entrée à la tête de ses troupes à Paris en 1814, à Paris. Adam Czartoryski fut d'une aide

efficace pour l'empereur de Russie pendant le congrès de Vienne.

Carrière post-ministérielle
Il était communément admis que le prince Czartoryski, plus que tout autre, avait préparé la voie du Congrès de Pologne et avait également permis l'élaboration de la Constitution du royaume de Pologne, et tout le monde pensait donc qu'il serait nommé régent du royaume de Pologne, mais il n'en fut rien. Il continua à garder son titre de sénateur palatin de Pologne et à diriger une partie de l'administration polonaise. Ce fut Józef Zajączek qui obtint cette fonction. Il se retira des affaires, quand il se reconnut impuissant à protéger ses compatriotes.

Le 25 septembre 1817, le prince épousa Izabela Sapieżanka. Avant son union avec la princesse, un duel l'opposa à son ami le comte Ludwik Pac4. Au décès de son père survenu en 1823, le prince Czartoryski se retira dans le château ancestral de Puławy, mais l'insurrection de novembre 1830 le contraignit à revenir à la vie politique. Devenu Président du gouvernement provisoire de Pologne, poste auquel il fut nommé le 18 décembre 1830, il fut élu chef du Conseil suprême du gouvernement national polonais par 121 voix sur 138 en janvier 1831. Czartoryski désapprouva les excès révolutionnaires du peuple de Varsovie et manifesta cette désapprobation le 6 septembre 1831, en démissionnant du gouvernement, alors qu'il avait sacrifié la moitié de sa fortune à la cause nationale. Pendant toute la durée des émeutes il ne fut pas à la hauteur de sa réputation. Sexagénaire, il fit pourtant preuve d'une grande énergie. Le 23 août 1831, il rejoignit l'armée du général italien Gerolamo Ramorino (1792-1849) qui, avec un corps de volontaires, s'était mis au service de la cause polonaise. Par la suite, il fonda une confédération de trois provinces méridionales : Kalisz, Sandomir et Cracovie. À la fin de la guerre, lorsque le soulèvement polonais fut écrasé par l'armée russe, il fut condamné à mort mais sa peine fut commuée en condamnation à l'exil.

Exil en France
Le prince Czartoryski fonda *l'Association littéraire des Amis de la Pologne* en Angleterre, le 25 février 1832, puis se réfugia définitivment en France en 1833, où demeurait la plupart des Polonais de l'émigration acquis à la cause nationale. Il acheta grâce à sa fortune considérable, le magnifique hôtel Lambert sur l'île Saint-Louis à Paris, qui resta dans la famille Czartoryski jusqu'au milieu du xx^{e} siècle; il aida aussi à la fondation en Turquie en 1842 d'un village polonais du nom d'Adampol (ville d'Adam, aujourd'hui Polonesköy). L'hôtel Lambert devint un véritable foyer de la cause polonaise en Europe, de tendance conservatrice et aristocratique. Le prince y installa une bibliothèque et diverses sociétés littéraires ou d'entraide et y donnait souvent de magnifiques réceptions où se côtoyaient l'aristocratie française et européenne de l'époque et de grandes figures comme George Sand qui y amena à un bal de 3500 personnes, lors du Carnaval de 1846, sa fille Solange Dudevant et sa petite cousine et protégée, ou Frédéric Chopin, Adam Mickiewicz ou Lamartine, Delacroix ou Balzac, Berlioz ou Liszt, etc...

CZARTORYSKI **Adam Kazimierz** Gdańsk 1er décembre 1734 - Sieniawa 22 mars 1823.



Homme politique polonais. Neveu de Constance Czartoryska, il se porta vainement candidat au trône de Pologne en même temps que son cousin Stanislas Auguste Poniatowski, à la mort d'Auguste III, entra au service de l'Autriche et devint feld-maréchal. Il épousa Izabella Fleming qui lui donna au moins deux fils :

- Adam Jerzy (1770-1861), qui épouse en 1817 Anne Sophie Sapieha
- Constantin (1773-1860)

Il prit part aux diverses tentatives que firent les Polonais pour secouer le joug de l'étranger, et ses terres furent confisquées par le pouvoir russe en 1795. Ses deux fils furent appelés à la cour de Russie et impressionnèrent tant la tsarine Catherine II qu'elle leur rendit leurs terres. L'aîné des deux garçons se lia d'amitié avec le futur Alexandre I^{er} de Russie. A son avènement, celui-ci le nomma premier ministre de Russie.

Pendant ce temps, Adam Kazimierz fut nommé par Napoléon I^{er} maréchal de la diète de Pologne et organisa la confédération de 1802. De 1815 à sa mort, il vécut retiré dans ses domaines, cultivant et protégeant les lettres. Ses compatriotes l'ont surnommé le *Mécène de la Pologne*.

DAC

Pierre Châlons-sur-Marne act. Châlons-en-Champagne 15 août 1893 - Paris 9 février 1975.



André Isaac dit **Pierre-Dac** était un humoriste et comédien français. Il fut, également, pendant la Seconde Guerre mondiale une figure de la résistance contre l'occupation de la France par l'Allemagne nazie. Issu d'une modeste famille juive d'Alsace, installée après la défaite de 1870 à Châlons-sur-Marne où le père est boucher, Pierre Dac vit, après la Première Guerre mondiale, de petits métiers à Paris. Dans les années 1930, il devient chansonnier au cabaret de la Lune rousse, à Montmartre ; Sarvil lui écrit de nombreux textes pour ses spectacles.

En 1938, il fonde *L'Os à Moelle, organe officiel des loufoques*, une publication irrégulière et humoristique au nom inspiré par Rabelais et par son père boucher (le mot *loufoque* vient de l'argot des bouchers, le louchébem, et signifie *fou*) qui a pour collaborateurs le chansonnier Robert Rocca, les dessinateurs Jean Effel, Moisan, etc.

Dès son premier numéro, il annonce la constitution d'un « Ministère loufoque », dont les portefeuilles ont été distribués « au Poker Dice ». Ses petites annonces vendent de la pâte à noircir les tunnels, des porte-monnaie étanches pour argent liquide, des trous pour planter des arbres, etc. Le monde de cette époque pratiquant un style différent de loufoquerie, le journal disparut en mai 1940. Il reparaîtra épisodiquement en 1945-1946, puis vers 1965, avec des talents nouveaux comme René Goscinny (*Les aventures du facteur Rhésus*) et Jean Yanne (*Les romanciers savent plus causer français en écrivant*). Pierre Dac décide de rejoindre Londres dès 1941, mais est plusieurs fois arrêté et emprisonné en Espagne. Devenu l'humoriste des émissions en français « Les Français parlent aux Français » de Radio Londres à partir de 1943, il y parodie des chansons à la mode pour brocarder le gouvernement de Vichy. Il fut, parmi d'autres, la voix du slogan célèbre de Jean Oberlé : « Radio Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand » sur l'air de *la Cucaracha*, chant révolutionnaire d'Amérique latine. Lorsque, le 10 mai 1944, Philippe Henriot, sur Radio-Paris, s'en prend aux Juifs français réfugiés à Londres pour qui la France ne compterait pas, Pierre Dac, dans un discours lapidaire, répond que son frère Marcel, décédé au front lors de la Première Guerre mondiale, a bien sur sa tombe l'inscription « Mort pour la France », alors que sur celle de Philippe Henriot on écrirait « Mort pour Hitler, fusillé par les Français ». Cette réponse est prémonitoire et Henriot est abattu par la résistance quarante-cinq jours plus tard.

À la Libération, il rentre à Paris où il est reçu apprenti à la loge « Les Compagnons ardents » de la Grande Loge de France le 18 mars 1946. Il en restera membre jusqu'en 1952 et rédigera une parodie de rituel maçonnique devenue célèbre dans la franc-maçonnerie française.

Il forme à la même époque avec Francis Blanche un duo auquel on doit de nombreux sketches dont *Le Sâr Rabindranath Duval* (1957), et un feuilleton radiophonique, *Malheur aux barbus*, diffusé de 1951 à 1952 sur Paris Inter (213 épisodes), et publié en librairie cette même année; personnages et aventures sont repris de 1956 à 1960 sur Europe 1, sous le titre *Signé Furax* (soit 1034 épisodes). Ces émissions sont suivies par de nombreux auditeurs. Plus tard, entre 1965 et 1974, en compagnie de Louis Rognoni, Pierre Dac crée la série *Bons baisers de partout* (740 épisodes), une parodie des séries d'espionnage des années 1960, diffusée sur France Inter. Il a été surnommé par certains le « Roi des Loufoques », pour son aptitude à traquer et créer l'absurde à partir du réel. Son texte *Le biglotron* fut souvent cité par les amateurs de *dépédantisation*. Il est l'inventeur du Schmilblick, qui « ne sert absolument à rien et peut donc servir à tout. Il est rigoureusement intégral ! ». Le mot « Schmilblick » sera repris par Guy Lux pour un jeu télévisé, puis par Coluche pour une parodie de ce jeu restée célèbre.

En 1965, il se déclare candidat à la présidentielle, soutenu par le MOU, *Mouvement ondulatoire unifié*, dont le slogan était : « Les temps sont durs ! Vive le MOU ! ». À la demande de l'Élysée, l'ancien résistant renonce et abandonne sa campagne. En 1972, un square et une statue sont inaugurés en son honneur, à Meulan. Devant les photographes, Pierre Dac et Francis Blanche posent à leur manière, c'est-à-dire en satisfaisant sur le monument un besoin naturel. Malgré le succès, Pierre Dac est resté un homme modeste, presque effacé. Il est mort dans la plus grande discrétion. « La mort est un manque de savoir-vivre » avait-il repris d'Alphonse Allais. Il est inhumé au cimetière du Père-Lachaise (division 87). Pierre Dac est chevalier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1914-1918, 1939-1945, deux palmes et cinq étoiles, médaille de la Résistance.

DACHEZ Roger

Né en 1955 est chargé d'enseignement à l'Université Paris VII-Denis-Diderot, et président de l'Institut Alfred Fournier à Paris. Il est médecin, historien et franc-maçon.

Roger Dachez a été initié à la Grande Loge de France en 1980. Il est depuis 1985 membre de la Loge nationale française (LNF) dont il fut président du Conseil national de 1992 à 1997. Également président de l'Institut maçonnique de France (fondé en 2002), il est aussi membre du Comité scientifique du Musée de la franc-maçonnerie à Paris. Parallèlement, il dirige la revue d'études maçonniques *Renaissance traditionnelle*. Il est l'auteur de nombreux articles de recherche sur les origines historiques et les sources traditionnelles de la franc-maçonnerie.



Principales publications

- Des maçons opératifs aux francs-maçons spéculatifs. Les origines de l'Ordre maçonnique, coll. « L'Encyclopédie maçonnique », EDIMAF, 2001. (ISBN 2903846871)
- Histoire de la franc-maçonnerie française, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2003. (ISBN 2130558070)
- Les Francs-maçons de la légende à l'histoire, Tallandier, 2003. (ISBN 2847341110)
- Les Plus Belles Pages de la franc-maçonnerie, Dervy, 2003.
- Histoire de la médecine de l'Antiquité au XXe siècle, Paris, Tallandier, 2004.
- Les Mystères de Channel row, roman écrit avec Alain Bauer, Paris, JC Lattès, 2006.
- Les 100 mots de la franc-maçonnerie, écrit avec Alain Bauer, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2007.
- L'Invention de la franc-maçonnerie, Paris, Véga, 2008.
- Le Convent du sang, roman écrit avec Alain Bauer, Paris, Éditions JC Lattes, coll. « Crimes et loges », 2009.

DALAYRAC Nicolas

Muret 8 juin 1753 - Paris l7 novembre 1809.



Musicien et compositeur d'opéras-comiques français Baptisé le 13 juin 1753, Nicolas Alayrac est l'aîné d'une fratrie de cinq enfants. Il contractera au début de la période révolutionnaire son nom de compositeur **d'Alayrac** en **Dalayrac** afin que ce patronyme, déjà populaire, ne devienne pas méconnaissable, la loi du moment obligeant à supprimer la particule. Destiné à une carrière d'avocat par son père, subdélégué du Comminges, il termine rapidement le premier cycle dans un collège de Toulouse. Il a l'occasion d'approcher le violon et réussi à obtenir la permission d'en apprendre quelques rudiments. Cette rencontre avec le monde musical décide de son destin; son intérêt trop vif pour l'instrument fait craindre à son père qu'il ne se détourne de ses études de droit : le professeur est congédié. Pourtant l'autorité paternelle ne peut avoir raison de son penchant irrésistible pour la musique.

La poétique légende raconte que la journée il étudie assidûment le droit et que, la nuit, de peur d'être entendu par son père, il s'isole sur le toit de la maison pour améliorer son archet. Jusqu'au jour où son stratagème est découvert par le voisinage. Devant cette obstination et cet engouement son père est convaincu d'assouplir sa discipline, et permet ainsi à son rejeton de parfaire dans le même temps ses connaissances juridiques et musicales, deux matières où Dalayrac donne déjà satisfaction.

Pour un jeune homme bien né et qui a fini sa formation, la carrière est toute tracée : soit la robe, soit l'épée. S'il achève brillamment son droit, Dalyrac n'a décidément pas l'esprit à cette profession. Il est dit médiocre avocat et on le place finalement, en 1774, dans l'une des deux compagnies de « Gardes du corps de Monsieur » (comte d'Artois), sous les ordres

du bailli de Crussol. Son père lui octroie une modeste pension de vingt-cinq louis auxquels s'ajoute sa solde de 750 livres. Heureusement peu occupé par cette fonction, il a le loisir de s'adonner à sa passion pour la musique et il est souvent soit aux représentations lyriques, où dominent alors Monsigny, Philidor et Grétry qu'il rêve d'imiter et dont il reçut plus tard les plus précieux conseils, soit aux concerts donnés par les meilleurs musiciens dans les salons les plus cotés. Non seulement à cette époque la fréquentation des lieux mondains permet de rencontrer rapidement la majeure partie des artistes qui comptent mais aussi de nouer facilement dans son domaine de prédilection de solides et durables amitiés, pour peu qu'on sût avoir de l'esprit et de l'entregent. Si Adolphe Adam décrit Dalayrac avec un visage ingrat : « sa figure couturée par la petite vérole n'avait rien d'attrayant au premier aspect... [mais] il avait une de ces laideurs qu'on finit par trouver charmantes », il possède, en revanche, une physionomie avenante et douce qui attire la sympathie. Son intelligence et son enthousiasme lui permettent de se lier avec Saint-George et Langlé qui lui apprend les premiers éléments de composition.

Les premières tentatives de composition de Dalayrac sont des pièces pour le violon, un instrument qu'il connait bien pour le pratiquer. C'est par ses quatuors à cordes qu'il se fait connaître, lesquels sont exécutés en première audition chez le baron Besenval. Le jeune homme les publie timidement sous le pseudonyme d'un maître italien. Mais ils ont un succès assez vif pour l'encourager et le décider à abandonner la carrière militaire. En 1781, on donne à l'hôtel du baron Besenval qui les lui a commandées, deux « petites comédies de salon » : *Le Petit Souper* et *Le Chevalier à la mode*. Ces petites pièces « représentées en partie par les Comédiens-Italiens », dont les partitions sont aujourd'hui perdues, plaisent à la Reine qui ne dédaigne pas, pour assouvir sa passion du chant, de se déplacer vers le beau monde. Ces deux œuvres mineures ne sont pas comprises dans les 56 opéras du compositeur. On aime à dire, en effet, que Dalayrac a composé autant d'opéras qu'il a vécu d'années de sa vie.

En septembre 1790, son père meurt et, un peu plus de six mois plus tard, sa mère suit son époux dans la tombe. Dalayrac aurait été le légataire universel de la fortune paternelle. Il aurait refusé le testament pour que son frère cadet hérite à sa place. Malheureusement, selon Pixerécourt, peu de temps après, Dalayrac perd la plus grande partie de sa fortune – quelque quarante mille francs - à la suite de spéculations hasardeuses de Savalette de Langes, son banquier et protecteur. L'on comprend donc qu'il mènera un procès contre Savalette de Langes qui devra acquitter sa dette
.
Il épouse le 6 décembre 1792 « une jeune femme charmante et d'une rare beauté, intelligente et spirituelle quoique sans instruction », Gilberte Sallard. Actrice, elle « s'était fait connaitre au théâtre sous le nom d'Adeline ». Elle lui survivra dix ans mais le couple n'aura pas de descendance.
Le 8 juin 1794 (20 prairial an II) Dalayrac contribue à la fête de l'Être suprême. Ainsi il est rapporté que « Le 19 au soir, dans toutes les sections, les plus grands musiciens du temps se sont rendus sur place accompagnés de choristes et d'instrumentistes : Méhul à la section des Tuileries, Catel à celle de Marat, Dalayrac à celle des Lombards… pour apprendre au public populaire, jeunes et vieux, les hymnes du lendemain ». Cette fête nationale avait été voulue par Robespierre. Dans une atmosphère musicale, omniprésente, ce grand rassemblement parti des Tuileries a gagné le Champ-de-la-Réunion (futur Champ-de-Mars). Le plus grand nombre a participé à la musique. On écrira « Ce chant de la *Marseillaise*, le 8 juin 1794, méritait d'être proclamé le plus beau concert qu'aient entendu les hommes. ».

Le 28 avril 1798, par jugement du Tribunal civil de la Seine, Dalayrac acquiert moyennant 29.000 francs des époux Wuy une propriété à Fontenay-sous-Bois. Il en fait sa maison de campagne. Les tours de Notre-Dame sont visibles de celle-ci. La propriété est limitée au sud par la « ruelle qui conduit aux champs » actuelle rue Boschot. La rue de Mauconseil-des-champs, future rue Dalayrac, traverse la propriété. Elle gêne l'accès au « clos des Bonhommes », verger de deux arpents qui fait partie du jardin. Après autorisation préfectorale du 3 février 1808, il fait creuser un souterrain permettant d'aller de la maison au clos. À son décès la maison est léguée à son épouse conformément au contrat de mariage.

Sa réputation s'établit : certaines de ses pièces seront jouées et appréciées fort loin en Europe ; la plupart de ses opéras sont traduits. En 1798, il est inscrit comme le vingt-deuxième membre à titre étranger de l'Académie royale de Stockholm.
Il est admis dans l'ordre récemment créé de la Légion d'honneur le 17 juillet 1804. Le titre de « chevalier » lui est officiellement accordé le 3 mai 1809 et il accède alors à la noblesse d'Empire. Il choisi comme armoiries le blason suivant : Tranché de gueules et d'azur à la bande d'or, soutenue d'une champagne de gueules du tiers de l'écu au signe des chevaliers.

Dalayrac se décrit comme un écorché vif au caractère passionné et soucieux de justice : « Je suis très vif, je m'emporte aisément ; je suis extrêmement sensible à la joie et à la douleur ; je m'exagère facilement la crainte et l'espérance ; je ne sais pas attendre ; je donne aveuglément ma confiance ; quelquefois aussi je me laisse aller au soupçon sur de légères apparences ; je me passionne facilement et outre mesure ; l'injustice, par tout où je crois la voir, me révolte et m'indigne. ».

Ses biographes soulignent sa générosité et sa bienveillance. Il n'hésite pas à secourir un ancien compagnon d'armes émigré, seul rescapé de sa famille, le faire revenir en France, le cacher en son domicile puis faire les démarches afin d'obtenir sa radiation de la liste et la restitution de tous ses biens. Il interviendra avec Jean-Claude Fulchiron pour que Benoît-Joseph Marsollier, arrêté sur les ordres de Joseph Fouché parce qu'il avait consenti à accepter la correspondance des émigrés d'Angleterre, soit libéré.

Quand Langlé perd sa place de maître de chant à la suite de la fermeture de l'École royale de chant et de déclamation, à laquelle succèdera le Conservatoire de musique, Dalayrac aurait intercédé pour qu'il obtienne, au-delà de son poste de professeur de musique, celui de bibliothécaire. Il conserva cette fonction jusqu'à sa mort. Le compositeur est allé, un jour, intercéder en faveur de jeunes fauteurs de trouble arrêtés lors d'une représentation d'une de ses œuvres (*Le Rocher de*

Leucade). Il est rapporté une conversation surprise entre deux étudiants toulousains qui louaient l'aide matérielle apportée l'un par Antoine Portal lors de ses études de médecine, l'autre par Nicolas Dalayrac lors de ses études de droit.

Dalayrac compose pour la scène pendant vingt-huit ans, et ses ouvrages sont majoritairement très bien accueillis. Pour le public, il est le « second Grétry » et pour les plus éclairés le « musicien de la nature » ; pour ses confrères et collaborateurs, il demeure le « musicien poète». Un terme qu'il a pris comme titre de sa dernière production où il a apporté tout le soin et toute l'âme que lui permirent ses forces mais qu'il ne verra jamais représentée. En effet, le sort lui joue un dernier tour : il a désiré ardemment que cet ouvrage soit achevé afin d'honorer la présence de l'Empereur pour l'anniversaire de son couronnement, le 2 décembre 1809. Malheureusement les répétitions se sont éternisées à cause d'une longue maladie de Jean-Blaise Martin qui en est la vedette; puis l'Empereur a dû entretemps partir pour l'Espagne et sa pièce trop longtemps ajournée est finalement déprogrammée. Selon le compositeur albigeois, Justin Cadaux, c'est pour Dalayrac « le coup de la mort », et un « coup de foudre » pour ses amis car il s'éteint le 27 novembre 1809 à son domicile parisien.

Les honneurs militaires lui ont été rendus et exceptionnellement une escorte d'infanterie l'a accompagné jusqu'à sa dernière demeure. Il est inhumé, comme il l'a demandé dans le jardin de sa propriété de campagne à Fontenay-sous-Bois, le 29 novembre. Son oraison funèbre est prononcée par Marsollier, son complice de toujours.

Des travaux de voirie obligeront à déplacer les tombes de Dalayrac et de son épouse. Guilbert de Pixerécourt s'est opposé au transfert vers le cimetière du Père-Lachaise pour trois motifs dont « l'antipathie bien connue qu'avait Dalayrac pour le Conservatoire de musique, et qui seule détermina sa veuve à le faire inhumer à Fontenay pour que sa tombe ne fut pas à côté de celles des jaloux qui ont tourmentés sa vie et causé sa fin prématurée. ». Leur sépulture sera transférée le 25 mai 1838 au cimetière paroissial. Les frais ont été assumés aussi bien par le dramaturge et que par leur deux neveux Sallard. Le 26 juin 1839, pensant trouver des bijoux, des voleurs ont tenté de profaner le tombeau des époux Dalayrac.

Ainsi Dalayrac a présenté ses compositions à la Cour, traversé la Révolution française et accédé à la nouvelle noblesse de l'Empire. L'artiste appartient à la fin du siècle des Lumières et à l'aube du Romantisme. Ce contemporain des dernières années de Voltaire, l'est aussi de Chateaubriand. Le titre d'une de ses œuvres est d'ailleurs mentionné dans les *Mémoires d'outre-tombe*.

La franc-maçonnerie

Initialement Dalayrac fréquente surtout l'hôtel de Savalette de Langes, garde du Trésor royal et comme de nombreux francs-maçons mécène des plus célèbres musiciens. Ce haut personnage est une personnalité de la franc-maçonnerie française. Il est en 1771 membre fondateur de la loge *Les Amis Réunis*, également de 1783 à 1788 membre de la loge *Parfaite Estime et Société Olympique* dont dépend la *Société Olympique*. Il figure en 1786 au Tableau de cette société comme membre-administrateur. Il appartiendrait en 1793 à la loge *Le Centre des Amis*. Il préside à cette époque la loge *Les Neuf Sœurs* qui tient ses séances dans son hôtel particulier. Barruel qui ne l'aime guère, résume ainsi : « ... homme de tous les mystères, de toutes les loges et de tous les complots ».

Ces appartenances pourraient expliquer que Savalette de Langes, établi sous l'Ancien Régime dans une fonction à haut risque mais lié d'amitié avec Barère, future figure emblématique de la Terreur, lui-même franc-maçon, ait pu passer sans trop de difficultés l'orage révolutionnaire. Il sera même nommé dès 1791 comme l'un des commissaires nationaux de la trésorerie. Barère aurait toujours efficacement veillé sur lui et tous ses amis notamment musiciens.

On retrouve donc Dalayrac membre de la loge *Les Neuf Sœurs* riche en savants et artistes, il a probablement été initié entre 1774 et 1777 date de son arrivée à Paris. Aux Tableaux de 1778 et 1779, il est « directeur des concerts ». Au Tableau de 1806, alors « officier », il est l'un des « directeurs des couvents ». On le retrouve également en 1786 au Tableau comme l'un des vingt-quatre membres « Associés libres » de l'orchestre de la *Société Olympique*. Cette société donne régulièrement un concert qui se substitue à celui du *Concert des Amateurs*, disparu vers 1780 sans doute pour des raisons financières. Selon le règlement, il est également membre de la loge *Parfaite Estime et Société Olympique* dont dépend cette société.

Son éloge funèbre sera prononcé au cours d'un Atelier dans cette loge par Pierre-Alphonse Moulon de la Chesnaye, ex-vénérable, ami de collège

.

Malgré cet engagement d'une vie, il ne reste apparemment rien de la musique maçonnique de Dalayrac. Guilbert de Pixerécourt rapporte qu'il aurait composé la musique pour le rituel d'initiation de Voltaire le 7 avril 1778, mais il n'est pas témoin de la scène. Le récit de l'initiation de Voltaire que l'on trouve dans *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des Lettres en France depuis 1762 jusqu'à nos jours* de Louis de Bachaumont et, de façon tout aussi détaillée, dans la *Correspondance littéraire* de Grimm et Diderot, ne fait mention que du « premier morceau de la troisième symphonie à grand orchestre de Guénin ».

Toujours selon Pixerécourt, la loge *Les Neuf Sœurs* lui aurait demandé de composer la musique pour la fête qu'elle va donner en honneur de Benjamin Franklin, de passage à Paris. Anne-Catherine Helvétius aurait, à son habitude, reçu la loge en son salon rue d'Auteuil. En réalité, la fête organisée à l'occasion de l'affiliation de Franklin, est bien rapportée par les *Mémoires secrets* du 17 juillet 1778. Cependant cette fête du jour de la Saint-Jean d'été (24 juin 1778) s'est tenue à Passy dans la salle du Ranelagh, ainsi que l'expose La Dixmerie dans le *Mémoire pour la loge*

***des Neuf-Sœurs* de 1779, et non pas à Auteuil chez M^me^ Helvétius. Dalayrac n'y est pas mentionné, il n'est donc pas certain qu'il ait pris part à l'élaboration de la musique.**

Rappelons que le frontispice de l'ouvrage de Guilbert de Pixerécourt est une gravure de Dalayrac par Gauthier, d'après le buste de Cartellier, or sous-jacent se trouve un huitain qui évoque Les neuf Muses de la loge *Les Neuf Sœurs* commençant ainsi : « De la lyre d'Orphée, aimable légataire […] ».

Le droit d'auteur

Les auteurs, agissant isolément, étaient contraints d'accepter pour rétribution la partie de recette décidée par les comédiens. Le 3 juillet 1777, lors d'un souper auquel il convie les auteurs du Théâtre français, Beaumarchais fait adopter une première résolution unissant vingt et un auteurs dramatiques61. Puis Dalayrac sera parmi les trente et un qui signeront la *Délibération prise à l'Assemblée des auteurs dramatiques, au Louvre, ce 12 août 1791*. Celle-ci impose aux comédiens une rémunération invariable d'un auteur à l'autre, et proportionnelle à la recette. La première réunion de 1777 et l'association ultérieure de certains auteurs dramatiques est considérée comme fondatrice de l'actuelle Société des auteurs et compositeurs dramatiques

.

L'Assemblée nationale constituante procède à l'abolition des privilèges le 4 août 1789. Il en découle la dissolution de communauté des libraires et des imprimeurs de Paris en 1791. Leur privilège d'impression en faisait les intermédiaires obligés entre les créateurs et les directeurs de théâtre puisqu'il faut posséder livret et partition pour produire un ouvrage. Certes les écrits et la musique étaient confiés à l'imprimeur mais les auteurs revendiquaient un droit persistant sur leurs œuvres alors que les entrepreneurs de spectacles le déniaient puisqu'il semblait avoir été cédé. Conformément à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui pose pour principe le droit de propriété, l'Assemblée constituante a réglé par deux décrets, les 13 janvier et 19 juillet 1791, les droits de propriété des auteurs quant à la représentation théâtrale de leurs ouvrages. Il s'agit de la première loi ainsi édictée dans le monde pour protéger le droit d'auteur dramatique. Selon les auteurs, la traduction de pièces françaises ensuite rejouées en France menacent aussi ces décrets. Le sujet concerne d'autant plus Dalayrac que son drame lyrique *Nina* a été transposé en italien. Saisisant cet exemple Grétry adresse une lettre courroucée à Beaumarchais : « On répète Nina aux bouffi ; il ni a pas une scène dérangée ; on a traduit le poëme en italien, on a fait d'autre musique et ils se croyent en droit de nous prendre ainsi nos poëmes ! ».

Sa signature est donc retrouvée le 17 septembre 1791 au bas de la *Pétition adressée à l'Assemblée nationale par les auteurs dramatiques sur la représentation, en France, des pièces françaises traduites en langue étrangère*68. Néanmoins les entrepreneurs de spectacles continuent à avancer des arguments pour se soustraire aux conséquences financières du droit de propriété. En 1791 ceci amène Dalayrac à signer *Réponse des auteurs dramatiques soussignés, à la pétition présentée à l'Assemblée nationale par des directeurs de spectacle*69. Puis procédant d'une pétition individuelle, mais qui se joint chronologiquement à celle que Beaumarchais défend à titre collectif et Sedaine à titre propre, il publie une réfutation. Il s'agit d'une brochure parue sous le titre *Réponse de M. Dalairac, à MM. les directeurs de spectacles, réclamans contre deux décrets de l'Assemblée nationale de 1789, lue au comité d'instruction publique le 26 décembre 1791*. Les directeurs de théâtre poursuivent leur offensive législative et obtiennent un décret paru le 30 août 1792. Ce dernier conduit Dalayrac et d'autres à signer le 18 septembre 1792, une lettre de protestation : *Pétition des auteurs dramatiques. À Monsieur le président de l'Assemblée nationale.*. Un écho favorable sera donné à cette requête en abolissant le décret et en confortant le droit des auteurs. Il compte donc parmi les premiers défenseurs de la propriété artistique et littéraire.

La loi reconnaissait les auteurs, il leur restait à surveiller leur dû. Cette tâche confiée à l'agence de Framery n'était pas aisée. Dalayrac fait partie des signataires qui acceptent que pour la province la redistribution se fasse au prorata de la recette annuelle et non de la recette journalière. Il est, le 5 novembre 1805, l'un des quatre membres fondateurs du Comité des auteurs dramatiques qui délègue une partie de son pouvoir de contrôle à l'agent général Sauvan. En janvier 1806 toujours membre du Comité, il prend une part active à ses travaux ; du classement des productions théâtrales selon leur importance en termes de nombre d'actes et taille de la ville, résulte les droits d'auteur afférents. Le 28 octobre 1806 au nom de l'intérêt général ce Comité sanctionne les initiatives individuelles qui consentiraient des prix non conformes à la règle pour être plus facilement joués. Dalayrac met tout en œuvre pour qu'aucun ne soit privé des ses droits, il applique ainsi le sous-titre de son mémoire : « Sic vos non vobis mellificatis apes ».

Musique lyrique

Les opéras de Dalayrac ne sont aujourd'hui plus représentés. La liste de ses œuvres est cependant bien établie, notamment celles qui ont été du répertoire de l'Opéra-Comique. Enfin sa présence constante sur la scène de son époque nous laisse les jugements de ses contemporains et de nombreux comptes rendus de critiques musicaux du XIX^e^ siècle, notamment de Castil-Blaze, Adolphe-Gustave Chouquet et de Félix Clément.

Musique instrumentale

La musique instrumentale de Dalayrac qui nous est parvenue est pour une grande partie répertoriée, bien que pas précisément datée. Les quatuors à cordes y dominent. Parfois la composition est complètement originale aillleurs ils « se composent d'airs empruntés aux opéra-comiques à la mode, airs variés et brodés de mille manières, souvent de façon très habile [...]».

Chansons

Dalayrac a composé la musique de chansons « de circonstance » qui sont très largement dominées par les chansons

révolutionnaires.

Théâtre
Dalayrac est l'auteur de *Lamentine ou Les Tapouis*, pièce tragi-comique en deux actes et en vers, en collaboration avec MM. de la Chabeaussière, T. A. et M. créée au Théâtre-Italien en 1779. Selon Michaud, cette pièce, « destinée à rivaliser avec Jeannot au spectacle des Variétés-Amusantes, fut retenue par les Comédiens-Italiens, mais n'obtint sur leur théâtre que deux ou trois représentations, en 1779, parce que les longueurs, un grand nombre de vers pris dans diverses tragédies et des plaisanteries graveleuses y remplaçaient trop souvent la bonne et franche bouffonnerie. Cette parade fut imprimé en 1780, in 8°, sans nom d'auteur ». La note qui accompagne cette analyse semble erronée, bien qu'elle soit reprise dans de nombreux écrits. Les *Almanachs des Spectacles* ne mentionnent pas Rozet, mais bien Dalayrac comme coauteur
.
LE STYLE DE DALAYRAC
L'œuvre de Dalayrac est parfois qualifiée de « sentimentalité mièvre » ou d'« aimable facilité ». Toutefois ce jugement émis à deux siècles de distance a-t-il une grande signification à l'égard d'une œuvre qui, depuis, n'est plus exécutée et qui, interprétée autrefois par des artistes au talent exceptionnel et au goût différent du nôtre, a répondu tout à fait à l'attente de son époque ? La seconde moitié du XX^{e} siècle ressuscite à peine Philidor, Méhul et Grétry, Boieldieu ou Auber. Pendant toute la période où il compose des opéras-comiques, Dalayrac enregistre presqu'à chaque fois un succès considérable et est estimé et honoré de ses contemporains autant pour son talent que pour sa personnalité. En seulement guère plus d'un quart de siècle, il a été un des plus prolifiques compositeurs de son temps.

Un opéra-comique en plein développement
Quand le compositeur voit le jour, on peut penser que cette vieille querelle des Bouffons est près de s'éteindre mais elle est ranimée par Jean-Jacques Rousseau entre Gluckistes et Piccinistes. Le siècle de l'Encyclopédie est un bouillonnement d'idées permanent et l'opéra est devenu « une des manifestations les plus importantes, les plus actives de la vie intellectuelle. ». Les discussions musicales sont passionnées et on dispute toujours la suprématie ou des Italiens ou des Français. Ce qui doit concerner l'opéra concerna aussi inévitablement l'opéra-comique (*opera buffa*). Les productions de Dalayrac, éloignées du sérieux et du pompeux *opera seria*, sont appréciées durant une époque assombrie par les événements révolutionnaires pendant lesquels, « …les œuvres théâtrales affectent plus ou moins un aspect mélodramatique et déclamatoire… la gaieté a perdu son rire franc et joyeux ».

Voltaire écrit : « L'opéra-comique n'est autre chose que la Foire renforcée. Je sais que ce spectacle est aujourd'hui le favori de la nation ; mais je sais aussi à quel point la nation s'est dégradée. ». L'opéra-comique, en effet, est né des comédies montées à l'occasion des foires, pièces parlées mais entrecoupées de refrains faciles à retenir ou de scies musicales parodiées et adaptées à la circonstance. Après Rousseau pour qui seule la musique italienne peut réellement exister mais qui s'est finalement incliné devant le génie de Gluck, Voltaire reconnaît à son tour le mérite des nouveaux compositeurs, avec un goût prononcé pour Grétry qu'il défend farouchement et à qui il donne deux ouvrages pour les Comédiens-Italiens. Méhul qui a suivi l'exemple de Gluck et Grétry, véritable fondateur du genre, a eu Dalayrac comme disciple.

Dalayrac en son temps
Plus encore que le Liégeois Grétry, son modèle, il représente l'esprit français, « esprit essentiellement français » certifie Chouquet. Les jugements sur l'œuvre de Dalayrac sont contrastés. Le compositeur s'est attaché à plaire au public le plus large et son succès ne s'est jamais démenti sans qu'il n'ait élargit ses capacités orchestrales. Autant les représentations de ses pièces sont régulièrement saluées par les journaux et font accourir le public populaire, autant elles sont, surtout à ses débuts, la cible de musicographes pour lesquels il possède « un genre de talent nécessaire pour réussir auprès des Français, plus chansonniers que musiciens ». Interrogé à propos d'ouvrage en cours, il affirme, dit-on, composer « de la musique à quarante-quatre sous » - le prix d'un billet de parterre -.

Dalayrac, se caractérise par « le sentiment de la scène qu'il possédait au plus haut degré. C'est à cet instinct excellent qu'il dut en partie ses nombreux succès, tant pour le choix heureux de ses sujets, que pour la manière réservée, habile et ingénieuse dont il savait les présenter sous la forme musicale ». Il essaie de choisir les meilleurs livrets, « convaincu de cette vérité que jamais, à Paris, une mauvaise musique ne fait tomber un bon poème, mais aussi que la meilleure musique ne soutient pas une mauvaise pièce ». Il produit aussi bien des vaudevilles que des drames, l'approche de ces deux genres fait écrire : « son chant est gracieux et facile dans ses ouvrages comiques; il est plein de chaleur et de passion dans ses opéras sérieux ».

Pour Chouquet, l'orchestre de Dalayrac « plus nourri que celui de Grétry, offre des variétés de timbres qu'on ne recherchait pas encore à l'époque [...] et l'harmonie en est toujours à quatre parties ». Mais, joignant son opinion à celle d'Adolphe Adam, il ne le reconnait pas pour un plus grand musicien que son devancier Grétry : si celui-ci n'a pas une formation complète il a davantage l'instinct de la musique. Toujours pour Adolphe Adam, élève de Luigi Cherubini, « la mélodie est facile et abondante mais un peu commune ». Grétry n'a pourtant pas eu d'autre ambition que d'apporter la « vérité » dans la ligne mélodique, et écrit : « ma musique [...] dit juste les paroles suivant leur déclamation locale ». Dalayrac comme son aîné, reste avant tout un mélodiste, « ses derniers ouvrages ne sont pas plus richement instrumentés que les premiers », et il devient rapidement le spécialiste des romances et des ensembles de voix comme les duos, les trios et les finales.

Dalayrac et la postérité
Adolphe Adam donne son sentiment sur la musique de Dalayrac : « Dalayrac est peu musicien : il sait à peu près tout ce qu'il a besoin de savoir pour exécuter sa conception. Jamais il n'a voulu faire plus qu'il n'a fait, et, eut-il possédé toute la

science musicale que de bonnes études peuvent faire acquérir, il n'eût produit que des œuvres plus purement écrites mais sa pensée ne se fût pas étendue plus loin et ne se fût pas élevée davantage l'instinct des combinaisons et de l'intérêt de détail lui manquait complétement ». Félix Clément stigmatise : « l'éducation musicale était encore si incomplète en France, même chez les gens d'esprit, qu'on appelait charivari ultramontain *les Nozze di Figaro* de Mozart, et *il Matrimonio segreto* de Cimarosa »; leur musique cherche à exprimer à elle seule tous les sentiments, en laissant les voix comme simples accompagnements. Richard Strauss écrit que l'orchestre moderne est devenu le seul instrument capable de représenter cet « incommensurable » auquel seuls accèdent des sentiments inconnus. Autant dire qu'il est a priori inaccessible à un public populaire et toute comparaison entre une telle musique luxuriante et celle trop simple de Dalayrac ne peut se faire qu'à son détriment. Les musicologues jugent aujourd'hui la musique de Dalayrac, ainsi que celle des compositeurs de son temps, à l'aune des avancées de celles de Berlioz, Verdi ou Wagner, c'est-à-dire comme appartenant à un passé musical demeuré embryonnaire.

Le problème a pu se poser autrement : la musique vocale française peut-elle avoir une place spécifique ? Si Dalayrac ne crée aucun genre musical, les chanteurs qui servent ses pièces lyriques à la charnière de deux siècles ont créé une typologie vocale particulière. Dans une lettre, Mozart expose la difficulté à créer un éventuel opéra à Paris : « …cette maudite langue française est si chienne (*hundsföttisch*) pour la musique ! C'est vraiment une pitié ! ». Roland Mancini ne dit pas le contraire en déclarant la langue française peu propice au chant. Ceci s'entend pour le « grand opéra » et le « chant orné ». De fait, Berlioz ne bouleverse pas le système vocal et la France se donne un « lyrisme propre », notamment avec Jacques Offenbach (longtemps méprisé), Gounod qui « sut le mieux exploiter la riche grisaille d'une langue sans accents… », jusqu'à Bizet et *Le Docteur Miracle*.

Dans *Mémoires d'un touriste*, Stendhal grand amateur d'opéras, écrit, après une représentation : « Qu'est-ce que la musique qui, avant tout, n'est pas un bonheur pour l'oreille ? C'est cette douceur que n'avait jamais la musique de ce soir, imitée de Weber. Grand Dieu ! Rendez-nous Dalayrac. » Plus récemment, Philippe Vendrix estime que « les meilleures œuvres de Dalayrac, théâtralement séduisantes et solides techniquement, ont également quelque chose à dire. Si leurs messages n'atteignent pas les auditeurs modernes, peut-être est-ce nous qui y perdons ».

Pour la plupart « il créa deux chefs d'œuvre de la comédie du XVIIIe siècle, *Nina* (1786) et *Les Deux Petits Savoyards* (1789) ». Ceci n'efface pas que pour d'autres, tel Castil-Blaze, *Léon* et *Camille* sont ses deux premiers chefs-d'œuvre.

HOMMAGES

À Fontenay-sous-Bois

Dès 1810, un buste est présent auprès de la sépulture de Nicolas Dalayrac dans le jardin de sa maison de campagne. Guilbert de Pixerécourt le décrit ainsi : « Plus loin, dans un renfoncement, sort du milieu d'une touffe de rosiers, un buste dont la ressemblance transmettra à la postérité les traits d'un des hommes les meilleurs et les plus estimables ». En 1838, les restes de Dalayrac sont transférés au cimetière communal. Le monument funéraire d'époque, peint par l'architecte Lion, nous est parvenu. Il comprend un buste de marbre blanc attribué à Cartellier. Le piédestal est gravé d'une lyre et du titre des opéras composés. En 2002, ce buste est restauré par l'atelier de moulage Lorenzi à Paris sous forme d'une copie en poudre de marbre.

À l'origine le plâtre de ce buste se trouve dans la maison de campagne de Dalayrac. En 1935, il est mentionné pour la dernière fois par Adolphe Boschot, qui habite la maison, et Georges Naudet : « 36, rue du Parc, à Fontenay-sous-Bois [...], on peut voir [...] un buste ancien, en plâtre, de Dalayrac. ». Puis il se perd.

Parallèlement, le 16 janvier 1834, une délibération municipale décide de donner le nom de Dalayrac à la rue Mauconseil-des-Champs (qui n'était d'ailleurs que le prolongement de la rue Mauconseil) au numéro 7 de laquelle se trouvait la maison de campagne de Dalayrac.

À Paris

Sculptures

À la suite à d'une souscription d'auteurs et de compositeurs, dont Guilbert de Pixerécourt donne les noms, un buste en marbre est réalisé par Pierre Cartellier et installé dans le foyer du public de l'Opéra-Comique (salle Feydeau). En 1813, un groupe de fanatiques de musique allemande jette le buste aux égouts (deux anonymes démentent la participation des dénommés « musiciens de Perpignan ») mais il est heureusement récupéré. Le 12 avril 1829, l'Opéra-Comique s'installe au théâtre Vendatour, mais la troupe va traverser une crise économique192. De ce fait, les propriétaires de la salle deviennent également propriétaires du mobilier, donc du nouveau buste placé dans le nouveau foyer. L'Opéra-Comique réintègre la salle Favart en 1847. Cependant, le 12 juin 1853, le buste est toujours « relégué dans les combles du théâtre Vendatour » : Sallard se heurte aux propriétaires qui ne souhaitent pas qu'il soit « rendu à l'Opéra-Comique ou placé au musée de Versailles ».

En juillet 1852, le directeur des Beaux-arts commande à Jean-Louis Jaley un buste en marbre pour le foyer de l'Opéra-Comique. Présenté au Salon des artistes français en 1853196 avant sa mise en place, il est qualifié de « très bon. ». « L'Opéra-Comique va perdre dans l'incendie de 1887 le buste de Cartellier. Il le remplacera onze ans plus tardN 25 par un médaillon de Bottée à la façon de David d'Angers ». Ce médaillon sculpté est l'un des six qui ornent la partie supérieure du grand mur du foyer du public de la salle Favart.

En 1867, l'État commande un buste en marbre à Pierre-Amédée Brouillet pour la bibliothèque du Conservatoire impérial de

musique et de déclamation. Il est achevé en 1870. Il s'agit d'une copie du plâtre du buste de Jaley. En 1894 le plâtre préparatoire de cette œuvre a été offert au musée Rupert-de-Chièvres à Poitiers par la Société des antiquaires de l'Ouest.

En 1881 est commandé un buste en marbre à Eugène Basly pour l'Académie nationale de musique. Après exposition au salon annuel de 1890, il est livré en 1891. Le plâtre de ce buste se trouve au musée du vieux Toulouse.

Voie
En 1826, une rue est ouverte en même temps que la rue Marsollier comme rue de pourtour du théâtre Ventadour. La salle est construite cette année sur l'emplacement de l'Hôtel de Lionne pour y recevoir la troupe de l'Opéra-comique. Située dans le second arrondissement, elle reçoit en 1829 le nom du compositeur Dalayrac. La salle Ventadour abrite désormais un des restaurants et une des salles de sports de la Banque de France.

Écrits
Les Violons de Dalayrac est un roman d'Alexandre Fourgeaud paru en 1858. Le sujet rapporte que « le père de Dalayrac, austère magistrat, n'entendait pas que son fils négligeât les Pandectes, et lui brisait tous ses violons ».
Les Trois Nicolas est un opéra-comique en 3 actes, musique de Louis Clapisson, livret de Eugène Scribe, Gabriel de Lurieu et Bernard Lopez, créé le 16 décembre 1858 à l'Opéra-Comique (salle Favart). L'histoire est inspirée d'un épisode de la jeunesse de Dalayrac qu'incarnait le ténor Achille-Félix Montaubry **(en)** pour ses débuts à Paris. On a surtout retenu un air du personnage de Dalayrac : « Aussitôt que je t'aperçois » pris dans *Azémia ou les Sauvages*.

À Toulouse
Le 28 mai 1838, le conseil municipal décide de placer un buste de Dalayrac réalisé par Bernard Griffoul-Dorval208 dans la salle des Illustres du Capitole209. Son inauguration a lieu le 29 juillet 1839 en présence d'élus municipaux, de membre de la société Sainte-Cécile (à l'origine de la demande), de membres de la famille et d'artistes 210. Partisans du latin ou du français débattront211 avant de choisir une inscription qui énonce notamment que « [...] ses romances et ses airs ont nationalisé son nom212. ».

En 1835, le passage Parmentier est réuni à la rue Bures en une voie unique. En 1851, celle-ci est rebaptisée rue Dalayrac

.
À Muret
En 1877, le conseil municipal commande à Gustave Saint-Jean une statue en bronze de Dalayrac. L'inauguration du 8 avril 1888 se fait en présence d'élus municipaux et de membres de la famille. Cette statue est placée à l'une des extrémités des allées Niel. Le musicien « est représenté assis, tenant un rouleau de musique à la main ; sous son fauteuil se trouvent un violon et un archet ».

En 1942, cette statue est arrachée de son socle pour être expédiée à la fonte. Les militaires allemands procédent eux-mêmes au geste refusé par les ouvriers muretins. Dès le 12 mai, le conseil municipal commande une réplique en pierre à M. Valette, marbrier à Toulouse. Ceci est possible grâce à Joseph Séverat, président du syndicat d'initiative, qui a obtenu du fondeur toulousain un moule de plâtre avant la disparition de l'original. Le 3 juillet 1949 a lieu l'inauguration de l'actuelle statue en pierre. Sont présents le conseil municipal, le lieutenant-colonel Gibert Dalayrac, arrière petit-neveu du compositeur, Joseph Niel, arrière petit-neveu du maréchal dont la statue avait subi le même sort, ainsi que les sculpteurs Valette et Fonquernie. De chaque côté sont inscrits le titre de ses œuvres.

En 1885, lors de l'exposition au Salon des artistes français, une réduction de la statue est remise à Gilbert Dalayrac neveu du compositeur. Le 27 octobre 1990, Annette Cuzin-Dalayrac en a fait don au musée Clément-Ader de Muret. En 1880 est fondée l'Harmonie Dalayrac. Cet ensemble associe choristes et instrumentistes. « Ses musiciens rapportaient à Muret des médailles d'or gagnées dans les concours nationaux, [...] faisaient œuvre de pédagogie auprès des jeunes muretains, en un temps où il n'existait pas d'écoles de musique. ». En 2000 est constitué l'Ensemble Instrumental Nicolas Dalayrac. Cette société permet « à des musiciens amateurs qui maîtrisent un instrument à vent ou de percussions de pratiquer leur art dans un groupe ».

Le 28 septembre 1989, le conseil municipal décide de donner le nom de Nicolas Dalayrac à son École municipale d'enseignement artistique.

Le 19 juin 2009, le parc Dalayrac (anciennement parc Monzon) est inauguré. Il s'agit du troisième parc de Muret qui s'étend sur 18 000 m^2 au cœur du quartier Saint-Jean. Il existe également une rue Nicolas-Dalayrac.

DALCHO **Frederick** Londres octobre 1770 - Charleston 24 novembre 1836



Les parents de Frederick Dalcho, personnalité centrale de l'histoire du Rite Ecossais Ancien et Accepté étaient allemands. Son père, Johan Friedrich Dalcho, officier dans l'armée de Frédéric, prend sa retraite à Londres. Sa mère, Euphemia Wiesenthal, née le 12 novembre 1732, était originaire de Pasewalk, près de Stettin. En 1787, après la mort de son père, Frederick Dalcho va aux Etats-Unis vivre chez son oncle maternel, Karl Friedrich (Charles Frédéric) Wiesenthal, médecin à Baltimore. Les Wiesenthal étaient maçons : Charles Frédéric était membre des loges n°1 et n°16 de Baltimore et son fils Andrew venait d'être élu Député Grand Maître de la Grande Loge du Maryland lorsqu'il meurt en 1798. Frederick Dalcho termine ses études de médecin à Baltimore en 1790 et s'engage dans l'armée comme médecin militaire.

Il devient maçon lorsqu'il est stationné à Savannah en 1792.

En 1794, il épouse Eliza Vanderlocht, veuve de William Vanderbilt. Elle meurt l'année suivante. Le lieutenant Frederick Dalcho exerce deux ans la médecine dans la marine marchande avant de retourner dans l'armée de 1797 à 1799, au port de Charleston. Il y reprend ses activités médicales, est élu membre de la Société de Médecine de Caroline du Sud le 1er juillet 1801, en devient secrétaire en décembre 1804. Il se remarie le jour de Noel 1805 avec Mary Elisabeth Thresdcraft. Deux semaines plus tard, il abandonne la profession médicale pour devenir corédacteur en chef du *Charleston Courier*, journal fédéraliste fondé en 1801. Il exerce ce second métier jusqu'en 1813 et entre alors dans les ordres. Il est ordonné diacre de l'Eglise épiscopale l'année suivante et restera homme d'Eglise jusqu'à sa mort.

On ne sait rien de son parcours maçonnique avant 1801. Il a 30 ans et possède la grade de Chevalier du Soleil lorsque, le 24 mai 1801, le colonel John Mitchell (1742-1816) lui délivre à Charleston deux patentes. L'une, rédigée en anglais, élève Dalcho au grade de Kadosh et de Prince du Royal Secret et le nomme Député Inspecteur Général. L'autre, rédigée en anglais et en français, l'élève aux mêmes grades et le nomme Député Grand Inspecteur Général. Le lendemain, Mitchell lui décerne une troisième patente, en anglais, certifiant que Dalcho est Kadosh, Prince du Royal Secret et Grand Souverain Grand Inspecteur Général, membre et Lieutenant Grand Commandeur à vie du Suprême Conseil du 33° dans les Etats-Unis d'Amérique. Telles sont les dates et les indications portées sur ces trois documents.

Le 23 septembre 1801, Dalcho prononce un discours *(Oration)* dans la Sublime Loge de Perfection de Charleston. Ce texte est imprimé la même année en une brochure dont la couverture indique que Dalcho est alors orateur de cette Loge de Perfection et membre du Suprême Conseil du 33°. Un an plus tard, le 10 octobre 1802, ce Suprême Conseil décide d'adresser une lettre circulaire aux Grandes Loges et aux conseils des hauts grades du monde entier pour leur faire part de sa création. Un comité composé de Dalcho, d'Isaac Auld et d'Emanuel de La Motta, est chargé de sa rédaction. Le texte est approuvé le 4 décembre et la circulaire expédiée au début janvier 1803.

Elle affirme qu'en 5761 (1761) S.M. le roi de Prusse (Frédéric le Grand) était le Grand Commandeur de l'Ordre du Royal Secret ; qu'Estienne Morin a été nommé Inspecteur Général le 27 août 1761 par le Grand Consistoire de Princes du Royal Secret, réuni à Paris sous la présidence de Chaillon de Joinville, député du roi de Prusse ; que les Grandes Constitutions maçonniques ont été ratifiées à Berlin, le 25 octobre 5762 (1762) ; que S.M. le roi de Prusse a ratifié la Grande Constitution du 33°, le 1er mai 1786 à Berlin.

La circulaire annonce enfin que le Suprême Conseil du 33° dans les États-Unis d'Amérique a été ouvert (was opened) le 31 mai 1801 par John Mitchell et Frederick Dalcho et que le nombre de ses membres a été complété au cous de l'année 1802 conformément aux Grandes Constitutions. Le 21 mars 1803, Dalcho prononce un second discours dans la Sublime Loge de Perfection de Charleston, qui est imprimé et accompagné de plusieurs annexes dont l'une reproduit la Circulaire de décembre 1802 ainsi que quatre articles de la Grande Constitution de 1786 dont le texte est imprimé ici pour la première fois. Les deux *Orations* de Dalcho et ses annexes sont réimprimés par le Collège de Heredom à Dublin en 1808. Dalcho devient le successeur de John Mitchell, décédé au début de 1816.

Lorsque Emanuel de La Motta meurt le 17 mai 1821, les documents qu'il avait publiés à New York au cours de sa polémique avec Cerneau tombent entre les mains de jeunes maçons dont certains appartiennent aux *Knights Templars*. En décembre Dalcho, propose à Cerneau de partager le territoire des Etats-Unis entre leurs deux Suprêmes Conseils, ce qui revient à considérer le Suprême Conseil fondé par La Motta à New York en 1813, comme éteint ou irrégulier. Une révolution de palais éclate le 9 février 1822 ; Dalcho refuse e réunir le Suprême Conseil, qui ne comprend plus que quatre membres, et se démet de sa charge. Le même jour, les jeunes maçons en possession des archives de La Motta sont initiés aux premiers grades du rite par les trois autres membres du Suprême Conseil, Isaac Auld, Moses Clava Levy et James Moultrie, Auld agissant comme Grand Commandeur *pro tempore*, et reçoivent des patentes créant à Charleston un Conseil de Prince de Jérusalem et une Grande Loge de Perfection présidée par le Dr Moses Holbrook, Street, Joseph M'Cosh et Alexander McDonald reçoivent le 33° et sont cooptés au Suprême Conseil dont Holbrook devient Lieutenant Grand Commandeur, alors qu'il est déjà Grand Commandeur du Camp *(Encampment)* des *Knight Templar* de Charleston.

Au mois de juin 1823, l'ensemble du dossier est publié par Joseph M'Cosh dans un petit livre fort rare, *Documents upon Sublime Free-Masonry*. Il contient des allusions blessantes pour le Grand Maître de la Grande Loge de Caroline du Sud. Celle-ci prononce des exclusions qui seront annulées grâce à Dalcho qui s'entremet et parvient à

faire adopter un compromis. Mais les conséquences de ses événements sont incalculables : le Grand Maître se retire, Dalcho fait de même et n'assistera plus jamais aux travaux de la Grande Loge ni à ceux du Suprême Conseil. A la mort d'Auld, au mois d'octobre 1826, Holbrook devient Grand Commandeur. Pendant les dix années suivantes, et jusqu'à sa mort, le 24 novembre 1836, Dalcho évitera tout contact avec Holbrook, allant jusqu'à refuser de lui communiquer les rituels et de lui transmettre les archives du Suprême Conseil. A.B.

DANDELIN **Germinal Pierre** au Bourget France 12 avril 1794 - Bruxelles 15 février 1847



Mathématicien belge. Il est surtout connu pour ses travaux en géométrie. Germinal-Pierre Dandelin est le fils de Anne-François Botteman originaire d'Ecaussines et de Noël-Pierre Dandelin. Ses parents déménagent à Gand où son père est attaché à la préfecture du Département de l'Escaut. De 1807 à 1813, Dandelin suit sa scolarité au lycée de la ville où il se fait vite remarquer par son excellence.

Cette année-là, il s'enrôle volontairement dans l'armée pour défendre l'Empire français contre les Anglais qui ont envahi l'île de Walcheren. Il retourne ensuite aux études et obtient le premier prix de mathématiques spéciales au lycée. En novembre 1813, il entre à l'école polytechnique à Paris, mais est contraint de prendre à nouveau les armes et est blessé le 30 septembre 1814.

Il quitte l'École polytechnique le 1er juillet 1815. En 1815, Dandelin retourne à Gand et se consacre aux mathématiques et à la poésie. En 1816, il présente, avec Adolphe Quetelet, un opéra *Jean Second* qui est représenté deux fois au théâtre de Gand. Le 4 avril 1816, Dandelin obtient la naturalisation grâce à l'appui du duc Bernard de Saxe-Weimar, général au service des Pays-Bas. C'est également à ce dernier que Dandelin doit son brevet de sous-lieutenant du génie, le 16 avril 1817. Il est envoyé à Namur et employé aux constructions militaires voisines de la citadelle. A la fin de 1821, les travaux sont achevés et Dandelin est envoyé à Anvers pour aider à la construction de forteresses entre la Lys et l'Escaut. Il est élu membre de l'Académie royale des Sciences et Belles-Lettres de Bruxelles, le 1er avril 1822. En 1824, il est envoyé dans la petite ville de Venloo et devient lieutenant en premier du génie.
Dans les années 1820, son nom apparaît dans les listes de la loge La Bonne Amitié à l'Orient de Namur.

Il est élu à l'Académie royale des sciences de Bruxelles en 1825. Il dispense le cours d'exploitation des mines et devient docteur honoraire de l'Université de Gand. La même année, il se rend à La Haye au nom d'une commission chargée d'organiser les institutions scolaires du service public. Il va également en Allemagne afin de visiter les mines et les établissements scientifiques pour les comparer avec ceux des Pays-Bas. En 1827, il s'acquitte de la même mission en Angleterre. En 1829, il est désigné pour examiner les ressources potentielles des mines de fer et des forêts de Hertogenwald et de Grunhaut.

Lors de la révolution de 1830, Dandelin reprend les armes. Le 13 septembre, il est nommé commandant de la légion d'artillerie de la garde urbaine. Accusé de trahison, il échappe à l'exécution grâce à l'intervention de ses amis et à un démenti placardé sur les murs de la ville et signé à la date du 28 septembre 1830 par le comte de Berlaymont, commandant général de la garde urbaine. A partir de 1830, Il fait partie des jurys d'examen de l'École militaire et de ceux pour les aspirants du corps des ponts et chaussées. Le 12 octobre 1830, Dandelin est envoyé à Ypres par le gouvernement provisoire et obtient le brevet de major du génie de l'armée des deux Flandres.

Il revient à Gand le 24 juin 1831 et est nommé lieutenant colonel. Il échappe au Conseil de guerre suite à une intervention de Quetelet et est envoyé à Namur le 7 septembre 1831. Le 9 novembre 1835, il est désigné pour enseigner la physique et l'astronomie à l'Athénée de Namur. En 1841, il est appelé au commandement du génie dans les places de Bruxelles, Louvain et Vilvorde mais presque aussitôt, le 23 octobre 1841, il est muté à Liège pour prendre la direction des fortifications de la 3e division territoriale. La même année, il est décoré de la croix de l'ordre de Léopold.

En 1843, il s'établit à Bruxelles et est chargé de la direction des fortifications d'Anvers. Il devient colonel du génie et s'occupe également de travaux administratifs. En 1845, il est nommé, par la chambre des représentants, membre d'une commission qui examine les causes de l'effondrement d'un tunnel à Kumtich près de Tirlemont. Il est membre de la commission instituée le 9 février 1846 et chargée d'*examiner les documents géodésiques de la triangulation du royaume exécutée antérieurement à 1830, et arrêter les bases principales et le mode d'exécution du travail complémentaire de celui auquel ces documents appartiennent*. En 1846, il devient directeur de la classe des sciences de l'Académie royale des Sciences et des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique qui vient d'être réorganisée. Il est choisi par le roi pour occuper la présidence annuelle. Il décède le 15 février 1847.

Travaux
Dandelin publie en mai 1815, deux problèmes de géométrie descriptive, "Géométrie descriptive solution à ces deux questions". En 1817, il présente un mémoire à l'Académie royale des Sciences et Belles-Lettres de Bruxelles, "Sur quelques parties de la géometrie", mais ce dernier n'est pas édité. Suite aux travaux de Quetelet sur la focale et les sections coniques présentées à l'Académie en 1820, Dandelin reprend ses travaux en mathématiques. Il présente en 1822, un "Mémoire sur quelques propriétés remarquables de la focale parabolique" qui lui permet d'être élu académicien. Dandelin poursuit ses travaux par d'autres ouvrages qu'il publie pour la plupart dans les mémoires de l'Académie. Parallèlement aux recherches en géométrie, Dandelin rédige des travaux de pure analyse mathématique. Dandelin compose également quelques

ouvrages qui lui servent de support pour donner ses cours. Suite aux évènements politiques, Dandelin abandonne pendant quelques années ses travaux scientifiques. Il rédige en 1835, un mémoire "Sur la détermination géométrique des orbites cométaires" qui n'est publié que quatre ans plus tard. L'article de Dandelin, extrait par Quetelet dans le volume de la *Correspondance mathématique et physique* (1825) contient les théorèmes qui sont connus sous l'appelation *théorèmes belges.*

DANTON



Georges Jacques Arcis-sur-Aube 26 octobre 1759 - Paris 5 avril 1794.
Ministre de la Justice, membre du Comité de salut public.
Franc-Maçon à la loge "*les Neuf Soeurs*", Paris

Ce turbulent Champenois, fils d'un procureur au bailliage d'Arcis-sur-Aube (mort dès 1762), fait de bonnes études à Troyes, chez les Oratoriens, puis à Paris, et obtient son diplôme de droit à Reims. En 1785, il s'installe à Paris, avec l'intention de devenir avocat ; engagé chez un procureur, il peut, grâce à la dot de sa femme, Gabrielle Charpentier, fille du riche propriétaire du café du Parnasse, acheter une charge d'avocat au Conseil du roi (1787). Il établit son cabinet cour du Commerce, rue des Cordeliers (aujourd'hui rue de l'École-de-Médecine). Sa réputation ne tarde pas à s'affirmer, mais il est surtout intéressé par la politique : il sent venir la Révolution.

Paris ayant été divisé en soixante districts, Danton, électeur primaire pour les États généraux, reçoit la présidence du district de l'église des Cordeliers (1789), où il fréquente Camille Desmoulins et Marat. Il ne semble pas payer de sa personne lors de la prise de la Bastille, mais peu à peu son influence grandit. Danton est le principal fondateur, en avril 1790 de la Société des amis des Droits de l'Homme et du citoyen qui, par la suite, poussa sans cesse aux mesures extrêmes. Il mène campagne contre La Fayette et Bailly et déploie une grande activité, plaidant pour la liberté de la presse, pour la liberté d'association, s'occupant des problèmes de la subsistance de la capitale. Membre de la Commune (janvier 1790), puis membre du directoire du département de Paris (janvier 1791), il est, à cette époque, encore royaliste. Peut-être travaille-t-il pour le duc d'Orléans. On racontera d'autre part que la Cour, espérant provoquer des dissensions parmi ses adversaires, le paie. Lors de la fuite du roi à Varennes (20 juin), ses opinions politiques se précisent : il demande la déchéance du roi et la proclamation de la république. Mais la famille royale ayant été ramenée à Paris, la Constituante invente la fiction de l'enlèvement du souverain : un groupe de républicains, venus surtout du club des Cordeliers (fondé l'année précédente par Danton) va porter au Champ-de-Mars une pétition réclamant l'organisation d'un nouveau pouvoir exécutif. Un incident provoque alors la « fusillade du Champ-de-Mars » (17 juillet) ; plusieurs manifestants sont abattus. Les responsables, comme Danton et Marat, doivent se cacher.

Après un séjour en Angleterre, Danton regagne Paris, où il est amnistié en septembre et élu, avec l'aide de la cour, qui pratique alors la politique du pire, substitut du procureur de la Commune (8 décembre).
Il fréquente le club des Jacobins. S'il ne participe pas à la journée du 20 juin 1792, il travaille, la veille du 10 août, à la préparation de l'assaut contre les Tuileries. Sur ce point précis de la chute de la monarchie, l'importance de son rôle a beaucoup été discutée. On sait cependant qu'il trinque avec les Marseillais et les pousse à l'action. Dans la nuit, il est appelé à l'Hôtel de Ville et y donne ses directives. Il se vantera plus tard, devant le Tribunal révolutionnaire, d'avoir fait arrêter Mandat, le commandant de la garde nationale chargé de la défense des Tuileries. Jusqu'au soir, il demeure à son poste. Il y apprend la chute des Tuileries et les décrets de l'Assemblée : suspension du souverain, arrestation de la famille royale, convocation d'une Convention nationale. Il se voit nommé ministre de la Justice dans le Conseil exécutif provisoire.

Le ministre Danton
Grâce à l'appui de la Commune de Paris, grâce aussi à l'effacement de ses collègues du ministère, Danton se trouve en fait maître du pouvoir exécutif, dont il use pour faire adopter la révolution du 10 août dans tout le pays et surtout pour stopper l'invasion étrangère. La guerre, déclarée à l'Autriche par le ministère girondin, a en effet très mal commencé : Verdun est menacé (la ville capitulera le 2 septembre). Dans un discours fameux (2 septembre), Danton va dresser la nation entière contre l'envahisseur. Il refuse d'abandonner Paris, organise l'enrôlement de volontaires, les réquisitions d'armes, l'arrestation de suspects. Son éloquence est à la mesure de son patriotisme : « Pour vaincre l'ennemi, s'écrie-t-il, il nous faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! ». Le fils du député Thibaudeau laisse de lui à cette époque ce saisissant portrait : « Je fus frappé de sa haute stature, de ses formes athlétiques, de l'irrégularité de ses traits, labourés de petite vérole, de sa parole âpre, brusque, retentissante, de son geste dramatique, de la mobilité de sa physionomie, de son regard assuré et pénétrant, de l'énergie et de l'audace dont son attitude et ses mouvements étaient empreints. » C'est alors que surviennent les massacres dans les prisons. Danton ne les a pas préparés, ni souhaités, mais il ne fait rien pour les arrêter.

À la Convention
Les électeurs de Paris portent le tumultueux orateur à la Convention le 5 septembre, juste derrière Robespierre. Optant pour la députation, il doit (21 septembre) abandonner son portefeuille de ministre. Il siège à gauche, avec la Montagne, mais désire l'union de tous les républicains face au danger extérieur et tend la main aux Girondins. Main refusée : le tribun débraillé, avide de jouissance, est en effet exécré par Mme Roland. À l'Assemblée, le 10 octobre, ses adversaires lui demandent des comptes de ses dépenses. La question est indiscrète : Danton serait bien en peine d'expliquer où passe l'argent qui lui coule entre les doigts. (Il semble probable qu'il ait payé Brunswick pour évacuer le territoire français après Valmy : si cela est exact, il ne pouvait rendre publique cette tractation.) Il se justifie d'ailleurs auprès de la Gironde : « S'il paraît surprenant qu'il ait été fait des dépenses extraordinaires, il faut se reporter aux circonstances dans lesquelles elles ont

été faites : la patrie était en péril, nous étions comptables de la liberté, et nous avons rendu bon compte de cette liberté. »

En cette fin d'année 1792, la France attend la prochaine mise en jugement de Louis XVI. Danton, soucieux de sauver le monarque (peut-être a-t-il reçu de l'argent de la Cour par l'intermédiaire du feuillant Théodore de Lameth), a vainement cherché à éluder le procès. Mais, le jour du vote, il vote la mort, sans sursis. Toutes ses préoccupations vont du reste aux problèmes extérieurs. Il souhaite donner la liberté aux pays opprimés par les « tyrans ». (« La nature m'a donné en partage les formes athlétiques et la physionomie âpre de la Liberté. ») Il est chargé de « révolutionner » la Belgique (il s'y rendra quatre fois de décembre 1792 à mars 1793) et prône le grand principe des frontières naturelles. Son patriotisme ardent le pousse à préconiser les mesures énergiques qui sauveront le pays et la Révolution de l'invasion : levée de 300 000 hommes, établissement du tribunal et des comités révolutionnaires, institution du Comité de salut public dont il sera le chef (mars-avril 1793).

En avril, Dumouriez trahit la Convention et passe la frontière. Girondins et dantonistes s'accusent réciproquement des responsabilités de cette défection. Mais Danton se dresse et crie à la calomnie : ainsi, il rompt définitivement avec la Gironde. Il laisse préparer les journées du 31 mai et du 2 juin, qui verront la chute des Girondins, mais il accueillera avec peine la nouvelle de leur exécution en octobre. Entre-temps, le tribun s'attire l'hostilité, d'abord sourde, des robespierristes (Marat et Saint-Just appellent le comité Danton « Comité de la perte publique »). On lui reproche de négocier avec l'envahisseur. Il se voit, en outre, attaqué à la Convention à propos de défaites vendéennes (le général Westermann, plusieurs fois mis en déroute, est un de ses amis). Lors du renouvellement du Comité, il n'est pas réélu (10 juillet 1793).

Remarié en juin 1793, il est mis en congé par la Convention le 11 octobre. Sa grande erreur est alors de quitter Paris avec sa nouvelle épouse, Louise Gély (sa première femme est morte quelques mois plus tôt) : en son absence, Robespierre sape sa position. Danton perd sa place dominante au club des Cordeliers, où son ancien ami Hébert répand des idées socialistes auxquelles lui, Danton, bourgeois et propriétaire, n'adhère pas. Il blâme les violences antireligieuses et déconseille l'exécution de Marie-Antoinette. Au début de 1794, il s'oppose à la continuation de la Terreur. Désapprouvant totalement la politique extrémiste des hébertistes, Danton, à son retour de province, voit dans leur chef l'homme à abattre. Il veut mettre un terme aux violences (« Je demande qu'on épargne le sang des hommes » ; « mieux vaut cent fois être guillotiné que guillotineur »). Sous son influence, Camille Desmoulins fonde le Vieux Cordelier, qui fait campagne pour la clémence. Après la chute d'Hébert, en mars 1794, Robespierre se retourne contre Danton et Desmoulins : après les « ultras », il faut abattre les « citras » révolutionnaires. Pour l'aider dans cette tâche, il a appelé à Paris Saint-Just, alors aux armées.

La chute du tribun

Danton a le tort d'être lié avec de douteux personnages, en particulier avec Fabre d'Eglantine, un fripon notoire compromis dans l'affaire de la liquidation de la Compagnie des Indes. L'Incorruptible est heureux, à travers Fabre, d'attaquer son grand rival. Autour de lui, d'autres réclament la tête du tribun : « Nous viderons ce gros turbot farci », s'écrie le Montagnard Vadier.

Danton est averti du terrible rapport que Saint-Just prépare contre lui, mais il refuse de fuir : « On n'emporte pas sa patrie à la semelle de ses souliers. » Le 30 mars 1794, il est arrêté comme ennemi de la République, ainsi que Desmoulins, Hérault de Séchelles et plusieurs autres. Seul Legendre essaie timidement, mais en vain, de le défendre à la Convention. À son procès, Danton n'a aucune peine à démentir les accusations portées contre lui. L'éloquence de ses dénégations est telle que l'assistance, d'abord hostile, commence à se retourner en sa faveur. Sur la demande de l'accusateur public, Fouquier-Tinville, Saint-Just obtient de la Convention un décret de mise hors la loi des accusés, qui seront ainsi jugés sans être entendus, et finalement condamnés à mort. Le 5 avril, Danton monte sur l'échafaud avec treize autres condamnés.

Des jugements partagés

Parmi les chefs révolutionnaires, Danton a été l'un de ceux dont l'action et l'influence ont été le plus discutées. Ses panégyristes se sont montrés aussi passionnés que ses détracteurs. Les premiers considéraient Danton comme l'incarnation du patriotisme révolutionnaire. Les seconds soutenaient la thèse opposée, s'attachant à démontrer que Danton était un opportuniste avide d'argent et corrompu. Plus tard, l'historien Georges Lefebvre, après avoir minutieusement étudié les comptes de Danton, conclut à la probabilité de la vénalité du tribun. Un autre historien, Gabriel Pioro, a découvert de nouveaux documents ne laissant aucun doute sur certaines « indélicatesses » de Danton (notamment quand celui-ci acheta son office d'avocat au Conseil du roi). Ce fait étant admis, bien des points demeurent à l'actif du grand Cordelier. Patriote intransigeant, à la décision rapide autant qu'audacieuse, Danton a tout mis en œuvre pour sauver la France de l'invasion. D'un tempérament généreux, il a été exempt de petitesse et de jalousie ; ignorant la rancune (« La haine, disait-il, est étrangère à mon caractère »), il a – bien en vain – cherché à réaliser l'union entre les partis. Il n'est pas douteux non plus que son activité ait largement contribué à la marche en avant de la Révolution. Article Larousse

DARUTY Jean-Emile

Île Maurice 1839 - ?

Fort rare, le livre de Daruty, « Recherche sur le Rite Ecossais Ancien et Accepté, précédées d'un historique et de l'introduction de la franc-maçonnerie en Angleterre, en Ecosse et en France », publié à l'Île Maurice en 1879, fut heureusement réimprimé par Patrick Bunout en 1988 aux élections Déméter. Sa lecture permet de constater que Daruty fut l'un des meilleurs historiens français de la franc-maçonnerie, sans doute plus précis et plus critique à bon escient, scrupuleux dans l'indication de ses sources et, pour toutes ces raisons, l'une des pères français de l'école dite « authentique ». Prendre l'initiative d'écrire en 1877 au Grand Commandeur Albert Pike pour savoir s'il existait encore une copie de la patente de Morin dans les archives du Suprême Conseil de Charleston fait montre d'un état d'esprit rare à l'époque, auquel nous devons de connaître la leçon de cette patente d'après le registre de

Delahogue, considéré aujourd'hui comme perdu ou égaré par Washington.

Sa vie commence à l'Île Maurice, possession hollandaise de 1598 à 1719, ainsi nommée en l'honneur du comte Jean Maurice de Nassau-Siegen, administrateur de la Compagnie hollandaise des Indes occidentales. Elle prend le nom de l'île de France lorsque les Français s'y établirent en 1715. La plus ancienne loge de sa capitale, Port-Louis, est créée en 1778 par le Grand Orient de France sous le titre distinctif de « *La Triple Espérance* » et devient loge chapitrale en 1789. Conquise par les Anglais en 1810, l'île reprend son ancien nom et demeure colonie britannique en vertu du traité de Paris (1814) qui permet aux Mauriciens de conserver leurs coutumes et l'usage de la langue française. Sir Robert Townsend Farquhar en est nommé Grand Maître Provincial en 1811 et la première loge anglaise y est créée en 1816.

Dans l'Avant-propos de ses *Recherches*, Daruty écrit qu'il fut adopté comme *Lowton* le 14 février 1844 par la loge « les Trinités n°3 (fondée à Paris par le Suprême Conseil de France le 11 janvier 1899) et retourna ensuite à Maurice où, sur les conseils de son père qui était le représentant du Suprême Conseil de France et avait vainement tenté à plusieurs reprises d'y fonder une loge du Rite écossais, il s'affilie en 1861 à « la Triple Espérance ». Il en reste membre jusqu'en 1876 et y prend ses divers degrés, jusque et y compris le 32°.

Il a voulu, écrit-il, à la suite des polémiques que le Convent de Lausanne (1875) a soulevées en France, connaître l'histoire des deux obédiences et a alors, sans être animé d'aucun esprit de parti, commencé à l'étude qu'il publie. Le 14 septembre 1876, il adresse une lettre au Suprême Conseil de France en lui demandant de « régulariser sa situation maçonnique ». Le 4 novembre, il fonde « L'Amitié » avec quelques amis et démissionnaires du Grand Orient de France, après avoir appris que celui-ci avait rompu ses relations avec le Suprême Conseil de France le 26 août précédent. Dans sa séance du 3 novembre 1876, le Suprême Conseil de France régularise Daruty, l'élève au 33° et accordera à « L'Amitié » le n°245 sur ses listes, après en avoir informé le Suprême Conseil pour l'Angleterre. D'après le récent livre de Mandelberg, un colonel O'Brien, 18° du Grand Orient de France à Maurice, vint à Londres le 12 mars 1878 déclarer au Suprême Conseil que Daruty faisait publiquement profession d'athéisme.

Le 31 janvier 1878, Daruty commence la rédaction de son livre. Le 30 septembre, dans une circulaire adressée aux sous scripteurs qui ont « bien voulu faciliter son entreprise en assurant… une partie notable des frais d'impression », il annonce un volume d'environ de 300 pages en deux parties. Mais le livre terminé en a quatre dont les 340 pages du volume imprimé en septembre 1879 ne représentent que les deux premières. Dans un appel « Aux souscripteurs » daté du 1er mai 1879, Daruty écrit : « Ces deux dernières parties sont entièrement rédigées et prêtes à être livrées à l'impression ; mais l'auteur ne peut le faire sans un nouvel appui. Il espère donc que ses lecteurs, après s'être rendu compte du plan de l'ouvrage, dans l'esprit dans lequel il a été conçu et de l'impartialité qui a présidé à la rédaction de ses Recherches, voudront bien l'honorer d'une nouvelle adhésion. En ce cas, la fin de l'ouvrage leur sera bientôt livrée ». Tel ne sera pas le cas et la seconde moitié du manuscrit ne sera jamais publiée. A.B.

DAVID Jacques-Louis

Paris 30 août 1748 – Bruxelles 29 décembre 1825.



Peintre, membre de l'Académie des beaux-arts, et conventionnel français. Il est considéré comme le chef de file de l'École néoclassique, dont il incarne le style pictural et l'option intellectuelle. Il opère une rupture avec le style galant et libertin de la peinture rococo du xviii[e] siècle représentée à l'époque par François Boucher et Carl Van Loo, et revendique l'héritage du classicisme de Nicolas Poussin et des idéaux esthétiques grecs et romains, en cherchant, selon sa propre formule, à « régénérer les arts en développant une peinture que les classiques grecs et romains auraient sans hésiter pu prendre pour la leur ».

Formé à l'Académie royale de peinture et de sculpture, il devient en 1785 un peintre renommé avec *le Serment des Horaces*. Membre de l'Académie des beaux-arts, il combat cette institution sous la Révolution et entame en parallèle à sa carrière artistique une activité politique en devenant député à la Convention et ordonnateur des fêtes révolutionnaires. Son engagement l'amène à voter la mort du roi Louis XVI, et son amitié pour Maximilien de Robespierre lui vaudra, à la chute de celui-ci, d'être emprisonné lors de la réaction thermidorienne.

Ses activités politiques prennent fin sous le Directoire, il devient membre de l'Institut et se prend d'admiration pour Napoléon Bonaparte. Il se met à son service quand celui-ci accède au pouvoir impérial, et il réalise pour lui sa plus grande composition *Le Sacre de Napoléon*.

Sous la Restauration, son passé de révolutionnaire régicide et d'artiste impérial lui vaut d'être exilé. Il se réfugie à Bruxelles et continue jusqu'à sa mort en 1825 son activité artistique. Son œuvre, importante par le nombre, est exposée dans la plupart des musées d'Europe et aux États-Unis, et pour une grande partie au musée du Louvre. Elle est constituée principalement de tableaux d'histoire et de portraits. Il fut un maître pour deux générations d'artistes, venues de toute l'Europe pour se former dans son atelier qui, à son apogée, comptait une quarantaine d'élèves, dont Girodet, Gros et Ingres furent les plus réputés.

Il fut l'un des artistes les plus admirés, enviés et honnis de son temps, autant pour ses engagements politiques que pour ses choix esthétiques. Par le passé, rarement un artiste a épousé à ce point les grandes causes de son temps en mêlant

intimement art et politique.

Enfance
Jacques-Louis David naît à Paris le 30 août 1748, quai de la Mégisserie, dans une famille de la petite bourgeoisie. Son père, Louis-Maurice David, est marchand-mercier de fers en gros à Paris. Pour s'élever socialement, il acquiert une charge de « commis aux aydes » (équivalent de receveur fiscal) à Beaumont-en-Auge dans la Généralité de Rouen (actuellement dans le département du Calvados). Sa mère, Marie-Geneviève, née Buron, appartient à une famille de maîtres-maçons ; son frère François Buron est architecte des Eaux et Forêts, son beau-frère Jacques-François Desmaisons est architecte et son second beau-frère Marc Desistaux est maître-charpentier. Elle est aussi, du côté maternel, cousine issue de germain du peintre François Boucher. Jacques-Louis est baptisé à l'église Saint-Germain l'Auxerrois le jour de sa naissance en présence de Jacques Prévost et Jeanne-Marguerite Lemesle, ses parrains et marraine.

Le jeune David est mis en pension au couvent de Picpus jusqu'au 2 décembre 1757, date à laquelle son père meurt, à l'âge de trente ans. Parmi les premiers biographes de David, Coupin, suivi par Delécluze et Jules David, attribuait la cause du décès à un duel à l'épée. Mais A. Jal constatait que l'acte de décès ne donnait aucune indication sur les circonstances de la mort de Louis-Maurice David. David a alors neuf ans et sa mère fait appel à son frère François Buron pour l'aider à s'occuper de l'éducation de son fils. Après l'avoir fait suivre des cours chez un répétiteur, elle le fait entrer au collège des Quatre-Nations dans la classe de rhétorique. Dès lors, elle se retire à Évreux et laisse l'entière éducation de David à la charge de son frère. Ayant remarqué ses dispositions pour le dessin, sa famille envisage d'abord de lui faire embrasser la carrière d'architecte, comme ses deux oncles.

Formation
En 1764, après avoir appris le dessin à l'Académie de Saint-Luc, David est mis en relation par sa famille avec François Boucher, premier peintre du roi, afin d'être formé au métier de peintre. Boucher étant malade et trop âgé pour enseigner (il meurt en 1770), celui-ci estime qu'il pourrait tirer un meilleur bénéfice de l'apprentissage des nouvelles tendances picturales que peut lui apporter Joseph-Marie Vien, artiste dont le style antiquisant n'est pas encore exempt d'inspirations galantes.

En 1766, entré à l'atelier de Vien mais encore influencé par l'esthétique de Boucher, David commence à étudier l'art à l'Académie royale, dont l'enseignement devait permettre aux élèves de concourir pour le Prix de Rome. Jean Bardin compte parmi les autres professeurs de l'académie qui lui enseignent les principes de la composition, de l'anatomie et de la perspective, et il a comme condisciples Jean-Baptiste Regnault, François-André Vincent et François-Guillaume Ménageot. Michel-Jean Sedaine, ami proche de la famille, secrétaire de l'Académie d'architecture et auteur de théâtre, devient son protecteur et s'occupe de parfaire son éducation intellectuelle en le faisant rencontrer quelques-unes des personnalités culturelles de l'époque. C'est peut-être lors de ces années d'apprentissage qu'il développe une tumeur dans la joue gauche, consécutive à un combat à l'épée avec l'un de ses condisciples d'atelier. En 1769, la troisième médaille qu'il reçoit au « Prix de quartier » lui ouvre la voie vers le concours du grand Prix de Rome.

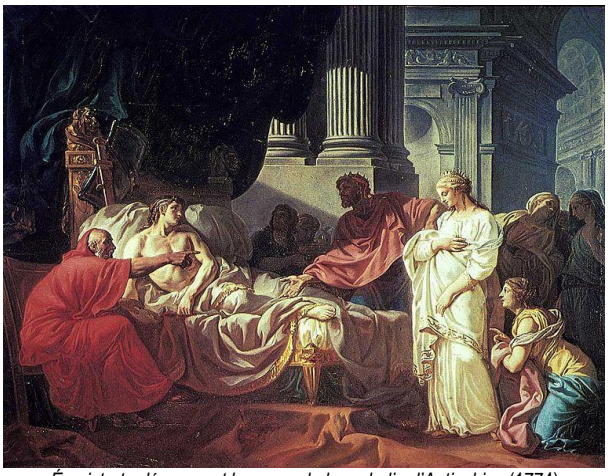


Combat de Mars contre Minerve (1771), Paris, musée du Louvre.

En 1771, il obtient le second prix avec son œuvre le *Combat de Mars contre Minerve*, dans un style hérité du Rococo et d'une composition jugée faible par le jury de l'académie ; le lauréat fut Joseph-Benoît Suvée. En 1772, il manque à nouveau le premier prix avec *Diane et Apollon perçant de leurs flèches les enfants de Niobé*, le grand prix étant décerné ex-æquo à Pierre-Charles Jombert et Gabriel Lemonnier, à la suite d'un vote arrangé du jury. Après cet échec, qu'il vécut comme une injustice, il résout de se laisser mourir de faim, mais après deux jours, l'un des jurés, Gabriel-François Doyen, le convainc d'abandonner sa tentative de suicide. En 1773, c'est encore un échec avec *La Mort de Sénèque*, sujet inspiré de Tacite ; le lauréat fut Pierre Peyron, dont le style antique était récompensé pour sa nouveauté, la composition de David étant jugée trop théâtrale. Ne pouvant recevoir deux fois le second prix, en guise de consolation, l'Académie lui décerne le prix de l'*Étude des têtes et de l'expression* pour son pastel intitulé *La Douleur*.

Ces échecs successifs ont une incidence sur l'opinion de David contre l'institution académique. En 1793, il s'en sert d'argument lorsqu'il fait adopter le décret pour la suppression des académies.

À la fin de l'année 1773, Marie-Madeleine Guimard, première danseuse de l'Opéra, charge David de reprendre la décoration de son hôtel particulier transformé en théâtre privé, que Fragonard avait laissé inachevé à la suite de mésententes.



Érasistrate découvrant la cause de la maladie d'Antiochius (1774), Paris, École nationale supérieure des Beaux-Arts.

Pensionnaire de l'Académie à Rome

En 1774, il gagne finalement le premier prix de Rome, qui lui permet de séjourner pendant quatre ans au palais Mancini, alors résidence de l'Académie de France à Rome. L'œuvre présentée, *Érasistrate découvrant la cause de la maladie d'Antiochius* (Paris, École nationale supérieure des beaux-arts), est conforme au nouveau canon de la composition dramatique.

Vers le 2 octobre 1775, David accompagne son maître Joseph-Marie Vien, qui vient d'être nommé directeur de l'Académie de France à Rome, et deux autres lauréats, le premier prix de sculpture en 1774, Pierre Labussière, et Jean Bonvoisin, second prix de peinture en 1775.

Lors de son périple, il s'enthousiasme pour les peintures de la Renaissance italienne qu'il voit à Parme, Bologne et Florence. La première année de son séjour à Rome, David suit le conseil de son maître en se consacrant essentiellement à la pratique du dessin. Il étudie attentivement les Antiques, réalisant des centaines de croquis de monuments, de statues et de bas-reliefs. L'ensemble de ses études compose cinq volumineux recueils in-folio.

Il réalise en 1776 un grand dessin, *Les Combats de Diomède* (Vienne Graphische Sammlung Albertina), qui représente un de ses premiers essais dans le genre historique, essai qu'il concrétise deux ans plus tard avec *Les Funérailles de Patrocle* (Dublin, National Gallery of Ireland), une étude de grandes dimensions peinte à l'huile, destinée à la commission de l'Académie des beaux-arts, qui était chargée d'évaluer les envois des pensionnaires de Rome. Celle-ci encouragea le talent de David, mais souligna des faiblesses dans le rendu de l'espace et déplora l'obscurité générale de la scène, ainsi que le traitement de la perspective. Il peint aussi plusieurs tableaux dans un style emprunté au caravagisme : deux académies d'homme, l'une intitulée *Hector* (1778) et la seconde dite *Patrocle* (1780), inspirée du marbre *Galate mourant* du musée du Capitole, un *Saint Jérôme*, une *Tête de philosophe* et une copie de la *Cène* de Valentin de Boulogne.

De juillet à août 1779, David se rend à Naples en compagnie du sculpteur François Marie Suzanne. Durant ce séjour, il visite les ruines d'Herculanum et de Pompéi. Il attribua à ce voyage l'origine de sa conversion au nouveau style inspiré de l'Antiquité ; il écrit en 1808 : « Il me sembla qu'on venait de me faire l'opération de la cataracte [...] je compris que je ne pouvais améliorer ma manière dont le principe était faux, et qu'il fallait divorcer avec tout ce que j'avais cru d'abord être le beau et le vrai ». Le biographe Miette de Villars suggère que l'influence de l'amateur d'Antiquité Antoine Quatremère de Quincy, adepte des idées de Winckelmann et Lessing, dont David, selon lui, fait la connaissance à Naples, n'y fut pas étrangère, mais aucune source contemporaine ne confirme une rencontre entre les deux hommes à cette époque.

Après ce voyage, il est sujet à une profonde crise de dépression qui dure deux mois, dont la cause n'est pas clairement définie. Selon la correspondance du peintre à cette époque, elle est due à une relation avec la femme de chambre de madame Vien, associé à une période de doute après la découverte des vestiges de Naples. Pour le sortir de cette crise de mélancolie, son maître lui fait avoir une commande pour un tableau à thème religieux commémorant l'épidémie de peste survenue à Marseille en 1720, *Saint Roch intercédant la Vierge pour les malades de la peste*, destiné à la chapelle du Lazaret de Marseille (Musée des beaux-arts de Marseille). Même si l'on perçoit quelques résurgences du caravagisme, l'œuvre témoigne d'une nouvelle manière de peindre chez David, et s'inspire directement du style de Nicolas Poussin, en reprenant la composition en diagonale de l'*Apparition de la Vierge à saint Jacques le majeur* (1629, musée du Louvre). Achevé en 1780, le tableau est présenté dans une salle du palais Mancini et produit une forte impression sur les visiteurs romains. **Lors de son exposition à Paris en 1781, le philosophe Diderot est impressionné par l'expression du**

pestiféré au pied de saint Roch.

Agrément par l'Académie
Pompeo Batoni, doyen des peintres italiens et un des précurseur du néoclassicisme, tenta sans succès de le convaincre de rester à Rome, mais David quitte la ville éternelle le 17 juillet 1780 en emportant avec lui trois œuvres, le *Saint Roch*, et deux toiles alors inachevées, *Bélisaire demandant l'aumône* et le *Portrait du comte Stanislas Potocki*. Stanislas Potocki est un gentilhomme et esthète polonais qui a traduit Winckelmann ; le peintre l'avait rencontré à Rome et il le représente en s'inspirant des portraits équestres d'Antoon Van Dyck.

Il arrive à Paris à la fin de l'année et termine son *Bélisaire* (Lille, musée des Beaux-arts), tableau de grandes dimensions destiné à l'agrément de l'artiste par l'Académie royale de peinture et de sculpture, seul moyen pour les artistes de l'époque d'obtenir ensuite le droit d'exposer au Salon de l'Académie, suite à la décision du comte d'Angiviller, directeur général des Bâtiments du Roi, de limiter l'accès du Salon aux seuls artistes reconnus par l'Académie et à interdire les autres expositions publiques.

C'est après avoir vu le tableau sur le même sujet peint pour le cardinal de Bernis par Pierre Peyron, ancien concurrent pour le prix de Rome, que David décide de réaliser lui aussi une toile sur le général byzantin déchu. Tous les deux s'inspirent du roman de Marmontel. L'œuvre témoigne de sa nouvelle orientation picturale et de son affirmation du style néoclassique. **Reçu à l'unanimité, il peut présenter ses trois peintures ainsi que sa grande étude des *Funérailles de Patrocle* au Salon de 1781, où elles sont remarquées par la critique, en particulier par Diderot qui, paraphrasant Jean Racine dans Bérénice, avoue sa fascination pour le *Bélisaire* : « Tous les jours je le vois et crois toujours le voir pour la première fois ».**

Il épouse, en 1782, Marguerite Charlotte Pécoul, de dix-sept ans plus jeune que lui. Son beau-père, Charles-Pierre Pécoul, est entrepreneur des bâtiments du Roi, et dote sa fille d'une rente de 50 000 livres, fournissant à David les moyens financiers pour installer son atelier au Louvre où il dispose aussi d'un logement. Elle lui donnera quatre enfants, dont l'aîné Charles-Louis Jules David, qui naîtra l'année suivante.

Il ouvre son atelier, où il reçoit des candidatures de la part de jeunes artistes désirant faire leurs apprentissages sous son enseignement. Fabre, Wicar, Girodet, Drouais, Debret sont parmi les premiers élèves de David.

Après l'agrément, David peint en 1783 son « Morceau de réception », *La douleur d'Andromaque* (musée du Louvre), sujet qu'il choisit d'après un épisode de l'*Iliade* et dont le motif est inspiré du décor d'un sarcophage antique, *La mort de Méléagre*, qu'il avait copié sur ses carnets à Rome. Avec cette œuvre, David est reçu comme membre de l'Académie le 23 août 1783, et, après la confirmation, il prête serment entre les mains de Jean-Baptiste Pierre, le 6 septembre.


Le Serment des Horaces (1784, achevé en 1785), musée du Louvre.

Chef de file de la nouvelle école de peinture
Depuis 1781, David pensait faire, pour répondre à la commande des Bâtiments du Roi, une grande peinture d'histoire inspirée du thème du combat des Horaces et des Curiaces et indirectement de la pièce de Pierre Corneille, *Horace*. Mais c'est trois ans plus tard qu'il mène à bien ce projet en choisissant un épisode absent de la pièce, *Le Serment des Horaces* (1785, musée du Louvre), qu'il reprend peut-être de *l'Histoire romaine* de Charles Rollin, ou s'inspire d'une toile du peintre britannique Gavin Hamilton *Le Serment de Brutus*.

Grâce à une aide financière de son beau-père, David part pour Rome en octobre 1784, accompagné de son épouse et d'un de ses élèves et assistant Jean-Germain Drouais, qui concourt pour le grand prix de Peinture. Il poursuit dans le Palazzo Costanzi la réalisation de son tableau, qu'il avait commencé à Paris. David ne s'est pas tenu à la dimension de dix pieds sur dix (3,30 m sur 3,30 m) imposée par les Bâtiments du Roi, mais agrandit le tableau, lui donnant une largeur de treize pieds sur dix (4,25 m sur 3,30 m). Sa désobéissance aux instructions officielles lui vaut une réputation d'artiste rebelle et indépendant. Il prend l'initiative d'exposer sa toile à Rome, avant la présentation officielle au Salon, où elle connaît un grand retentissement dans le milieu des artistes et des archéologues.

Le thème du serment que l'on retrouve dans plusieurs œuvres comme *Le Serment du jeu de paume*, *La Distribution des aigles*, *Léonidas aux Thermopyles*, fut peut-être inspiré à David par les rituels de la franc-maçonnerie. À la suite de l'historien d'art Jacques Brengues, Luc de Nanteuil et Philippe Bordes (avec des réserves, reprochant à Brengues l'absence de preuves), ont avancé que le peintre avait été franc-maçon. En 1989 lors du colloque *David contre David* Albert Boime a pu attester sur la base d'un document daté de 1787 de l'appartenance du peintre à la loge maçonnique de la Modération comme membre affilié. (*Les thèmes du serment, David et la Franc-maçonnerie* ; Boime précise que pour être affilié, il fallait d'abord avoir été initié à la société maçonnique).

Malgré son succès à Rome, et le soutien du marquis de Bièvre, il doit se contenter d'un mauvais emplacement pour sa toile au Salon de 1785, qu'il impute à ses mauvaises relations avec Jean-Baptiste Pierre, premier peintre du roi et directeur de l'Académie royale de Peinture et de Sculpture, mais qui en fait est dû au retard pris pour envoyer l'œuvre à Paris après l'ouverture du Salon. Cela n'empêche pas *Le Serment des Horaces* de connaître un grand succès public et critique, et de faire considérer David comme le chef de file de la nouvelle école de peinture, que l'on ne nomme pas encore le néoclassicisme. Les succès de David comme artiste établi et reconnu par ses pairs, comme portraitiste de la haute société de son temps et comme professeur, l'exposent cependant aux jalousies de l'Académie. Le concours de 1786 pour le Prix de Rome est annulé car les artistes candidats sont tous des élèves de son atelier, et sa candidature pour le poste de directeur de l'Académie de France à Rome est refusée.



La Mort de Socrate (1787), New York, Metropolitan Museum of Art.

Cette même année, en l'absence de commande officielle du roi, il satisfait à celle de Charles Michel Trudaine de la Sablière, un aristocrate libéral, seigneur du Plessis-Franc et conseiller au parlement de Paris, en peignant *La Mort de Socrate* (1787, New York, Metropolitan Museum of Art), un tableau de demi-figure (1,29 mètre sur 1,96 mètre). Le geste de la main dirigée vers la coupe fut suggéré au peintre, selon le biographe P. A. Coupin, par son ami le poète André Chénier :

« Dans l'origine, David avait peint Socrate tenant déjà la coupe que lui présentait le bourreau. — *Non ! non !* — lui dit André Chénier qui mourut également victime de l'injustice des hommes ; — *Socrate, tout entier aux grandes pensées qu'il exprime, doit étendre la main vers la coupe ; mais il ne la saisira que lorsqu'il aura fini de parler* ».

Exposée au Salon de 1787, l'œuvre se trouve en concurrence avec la version que Peyron présente de la même scène, et qui était commandée par les Bâtiments du Roi. De fait, en choisissant sciemment le même sujet, David se confronte à nouveau avec son ancien rival du prix de Rome de 1773 et prend sa revanche par le succès qu'il rencontre lors de son exposition. Il peint en 1788 *Les Amours de Pâris et d'Hélène* (1788, musée du Louvre) pour le comte d'Artois, futur Charles X, qu'il avait commencé deux ans auparavant. C'est la seule commande émanant directement d'un membre de la famille royale ; celle d'un portrait de Louis XVI montrant la Constitution au Dauphin, que le roi lui demande en 1792, ne sera jamais réalisée. L'année 1788 fut troublée par la mort précoce de son élève favori Jean-Germain Drouais, des suites de la petite vérole. À l'annonce de cette nouvelle, le peintre écrivit : « J'ai perdu mon émulation ».

Époque révolutionnaire

En 1788, David fait le *Portrait d'Antoine-Laurent Lavoisier et de sa femme*. Le chimiste Antoine Lavoisier, qui est aussi fermier général et occupe à l'époque la fonction d'administrateur de la régie des Poudres et salpêtres, a provoqué en août 1789 une émeute à l'arsenal de Paris pour y avoir entreposé de la poudre à canon. Suite à cet incident, l'Académie Royale de Peinture et de sculpture juge plus prudent de ne pas exposer le tableau au Salon de 1789. C'est aussi ce qui faillit arriver pour le tableau *Les licteurs rapportent à Brutus les corps de ses fils*. D'Angiviller, craignant une comparaison entre l'intransigeance du consul Lucius Junius Brutus sacrifiant ses fils qui conspiraient contre la république romaine et la faiblesse de Louis XVI face aux agissements du comte d'Artois contre le tiers état, ordonna de ne pas l'exposer, alors qu'il s'agissait d'une commande des Bâtiments du roi. Les journaux de l'époque se saisirent de l'affaire, y voyant une censure des autorités. Peu après cette campagne de presse, le tableau est exposé au Salon, mais le peintre consent à enlever les têtes tranchées des fils de Brutus plantées sur des piques, qui figuraient initialement sur la toile. Le *Brutus* connaît une grande popularité auprès du public, allant jusqu'à influencer la mode et le mobilier. On adopte des coiffures « à la Brutus », les femmes abandonnent les perruques poudrées, et l'ébéniste Jacob réalise des meubles « romains » dessinés par David.

David fréquente depuis 1786 le milieu des aristocrates libéraux. Par l'intermédiaire des frères Trudaine, il fait la connaissance entre autres de Chénier, Bailly et Condorcet ; au salon de Madame de Genlis, il rencontre Barère, Barnave et Alexandre de Lameth, futurs protagonistes de la Révolution. Deux anciens condisciples nantais rencontrés à Rome,

l'architecte Mathurin Crucy et le sculpteur Jacques Lamarie, lui proposent de faire une allégorie pour célébrer les événements pré-révolutionnaires qui se sont déroulés à Nantes à la fin de l'année 1788 : le projet n'aboutit pas mais affirme la sympathie de David pour la cause révolutionnaire. En septembre 1789, prenant la tête, avec Jean-Bernard Restout, des « Académiciens dissidents », un groupe fondé pour réformer l'institution des Beaux-arts, il demande la fin des privilèges de l'Académie, et notamment le droit pour les artistes non agréés de pouvoir exposer au Salon.



Dessin pour *le Serment du jeu de paume* (1791), musée national du château de Versailles et de Trianon.

En 1790, il entreprend de commémorer *le Serment du jeu de paume*. Ce projet inspiré à David par Dubois-Crancé et Barère, est la plus ambitieuse réalisation du peintre. L'œuvre qui, une fois terminée, devait être le plus grand tableau de David (dix mètres de large sur sept mètres de haut soit un peu plus grand que le *Sacre*), représente les 630 députés présents lors de l'événement. Le projet est d'abord proposé, par son premier secrétaire Dubois-Crancé, à la Société des amis de la Constitution, premier nom du Club des Jacobins, à laquelle David vient d'adhérer.

Une souscription pour la vente d'une gravure d'après le tableau pour le financement du projet est lancée, mais celle-ci ne permet pas de réunir les fonds nécessaires pour l'achèvement de la peinture. En 1791, Barère proposa à l'Assemblée constituante de prendre la suite du financement du *Serment*, mais, malgré le succès de l'exposition du dessin au Salon de 1791, le tableau ne fut jamais achevé, David abandonnant définitivement le projet en 1801.

Selon les biographes, les causes sont multiples, d'abord financières : la souscription est un échec, une somme de 6 624 livres est réunie au lieu des 72 000 livres prévues ; ensuite pour des raisons politiques : l'évolution des événements fait que parmi les personnages du groupe principal, Barnave, Bailly et Mirabeau (mort en avril 1791) sont discrédités par les patriotes pour leurs modérantismes et leurs rapprochements avec Louis XVI ; et pour des raisons esthétiques, David n'étant pas satisfait de la représentation de costumes modernes dans un style antique.

Tout en poursuivant son activité artistique, il entre en politique, en prenant la tête en 1790 de la « Commune des arts », issue du mouvement des « Académiciens dissidents ». Il obtient en 1790 la fin du contrôle du Salon par l'Académie Royale de Peinture et de Sculpture et participe comme commissaire adjoint au premier « Salon de la liberté », qui ouvre le 21 août 1791. En septembre 1790, il milite auprès de l'Assemblée pour la suppression de toutes les Académies. La décision n'est entérinée, par un décret soutenu par le peintre et l'abbé Grégoire, que le 8 août 1793 ; entre-temps, il fait aussi supprimer le poste de directeur de l'Académie de France à Rome.

Le 11 juillet 1791, a lieu le transfert des cendres de Voltaire au Panthéon ; des doutes subsistent quant au rôle de David dans son organisation. Il semble en fait n'avoir été qu'un conseiller et ne pas avoir pris une part active à la cérémonie.

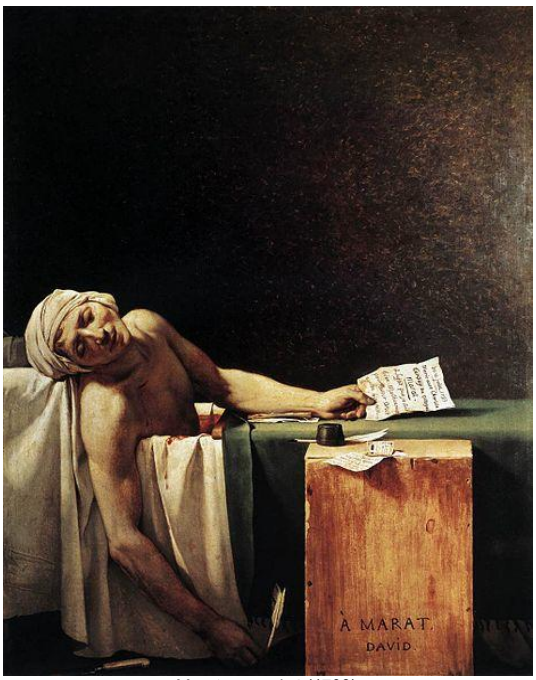
Peintre et conventionnel

Dès août 1790, Charlotte David, en désaccord avec les opinions de son mari, engage leur séparation et se retire un temps dans un couvent. Le 17 juillet 1791, David fait partie des signataires de la pétition demandant la déchéance de Louis XVI, réunis au Champ de Mars juste avant la fusillade ; il fait à cette occasion la connaissance du futur ministre de l'intérieur Roland. En septembre de la même année, il tente sans succès de se faire élire comme député à l'Assemblée législative. Son activité artistique se fait moins présente : s'il trouve le temps de faire son deuxième autoportrait dit *Autoportrait aux trois collets* (1791, Florence, Galerie des Offices), il laisse inachevés plusieurs portraits, dont ceux de Madame Pastoret et de Madame Trudaine.

En 1792, ses positions politiques se radicalisent : le 15 avril, il organise sa première fête révolutionnaire en l'honneur du régiment suisse de Chateauvieux, qui s'étaient mutinés dans leur garnison de Nancy. Son soutien à cette cause provoque la rupture définitive avec ses anciennes relations libérales, notamment André Chénier et Madame de Genlis.

Le 17 septembre 1792, il est élu 20e député de Paris à la Convention nationale, avec 450 voix aux élections du second degré, et le soutien de Jean-Paul Marat qui le classe parmi les «excellents patriotes». Représentant du peuple à la section du muséum, il siège avec le parti de la Montagne. Peu après le 13 octobre, il est nommé au Comité d'instruction publique et, à ce titre, est chargé de l'organisation des fêtes civiques et révolutionnaires, ainsi que de la propagande. Au Comité, de 1792 à 1794, il s'occupe de l'administration des arts, qui s'ajoute à son combat contre l'Académie. Également membre de la Commission des monuments, il propose l'établissement d'un inventaire de tous les trésors nationaux et joue un rôle actif dans la réorganisation du Muséum des Arts. Il conçoit au début de l'année 1794 un programme d'embellissement de Paris et fait installer les chevaux de Marly de Guillaume Coustou à l'entrée des Champs-Élysées.

Du 16 au 19 janvier 1793 (27 au 30 nivôse an I), il vote pour la mort du roi Louis XVI, ce qui provoque la procédure de divorce intentée par son épouse. Le 20 janvier, le conventionnel Louis-Michel Lepeletier de Saint-Fargeau est assassiné pour avoir, lui aussi, voté la mort du roi. David est chargé par Barère de la cérémonie funéraire et fait exposer le corps place des Piques. Il représente ensuite le député sur son lit de mort dans un tableau *Les Derniers moments de Michel Lepeletier*, exposé à la Convention. Cette œuvre, qui est ensuite récupérée par le peintre en 1795, a probablement été détruite en 1826 par Suzanne Lepeletier de Mortefontaine la fille du conventionnel assassiné. Elle reste connue par un dessin de son élève Anatole Devosge, et une gravure de Pierre Alexandre Tardieu.



Marat assassiné (1793),
Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique.

À l'annonce de l'assassinat de Marat le 13 juillet 1793, la Convention, par la voix de l'orateur François Élie Guirault, porte-parole de la Section du Contrat-Social, commande à David de faire pour Marat ce qu'il avait fait pour Lepeletier. Proche relation du conventionnel, David avait fait partie des derniers députés à l'avoir vu vivant, la veille de l'assassinat. Il peint, avec *Marat assassiné* (1793), un de ses tableaux les plus célèbres et emblématiques de sa période révolutionnaire, exposant l'assassinat dans sa crudité. Il s'occupe aussi des funérailles en organisant le 16 juillet une cérémonie quasi-religieuse dans l'église des Cordeliers, précédée par un cortège funèbre. En octobre 1793, David annonce l'achèvement de sa toile. De novembre 1793 jusqu'à février 1795, les tableaux de Lepeletier et Marat vont siéger dans la salle des séances de la Convention.

Avec *La Mort du jeune Bara* David fait son troisième et dernier tableau sur le thème du martyr révolutionnaire, en prenant cette fois comme exemple le cas d'un jeune tambour de treize ans, Joseph Bara, tué lors de la guerre de Vendée pour avoir, selon la légende, refusé de crier « Vive le Roi ». Il était aussi chargé d'une célébration révolutionnaire pour sa panthéonisation et celle de Viala, mais les évènements du 9 thermidor, date de la chute de Robespierre, font abandonner le projet.

David avait aussi envisagé de célébrer le général marquis de Dampierre, dont il a fait quelques croquis préparatoires à une toile qui ne sera pas réalisée ; le projet fut peut-être interrompu à l'annonce de l'assassinat de Marat.

À partir de la seconde moitié de l'année 1793, David occupe plusieurs postes à responsabilité politique. En juin, il est nommé président du club des Jacobins ; le mois suivant, il est secrétaire de la Convention. Il prend une part active dans la politique de la Terreur en devenant le 14 septembre 1793 membre du Comité de sûreté générale et président de la section des interrogatoires. À ce titre, il contresigne environ trois cents mandats d'arrestation, et une cinquantaine d'arrêtés traduisant les suspects devant le tribunal révolutionnaire. Il présida le comité lors de la mise en accusation de Fabre d'Églantine, et cosigna l'arrestation du général Alexandre de Beauharnais, et dans le cadre du procès de Marie-Antoinette, il participe comme témoin à l'interrogatoire du Dauphin, et fait peu après un célèbre dessin de la reine déchue alors qu'elle est conduite vers l'échafaud. Il n'empêche pas l'exécution d'anciens amis ou commanditaires comme les frères Trudaine, Lavoisier, la duchesse de Noailles, pour qui il avait peint un Christ en Croix, ou André Chénier. **Carle Vernet lui imputa la responsabilité de l'exécution de sa sœur Marguerite Émilie Vernet qui avait épousé l'architecte Chalgrin**.

Cependant, il protège Dominique Vivant Denon en le faisant rayer de la liste des émigrés et en lui procurant un poste de graveur, appuie la nomination de Jean-Honoré Fragonard au conservatoire du Muséum des Arts, et aide son élève Antoine Jean Gros, dont les opinions royalistes pouvaient en faire un suspect, en lui donnant les moyens de partir en Italie. En 1794, David est nommé président de la Convention, fonction qu'il occupe du 5 au 21 janvier (16 nivôse au 2 pluviôse an II).

Comme ordonnateur des fêtes et cérémonies révolutionnaires, il conçoit avec l'aide de l'architecte Hubert, du menuisier Duplay (qui est aussi le logeur de Robespierre), du poète Marie-Joseph Chénier, frère d'André Chénier, et du compositeur Méhul, la fête de la réunion du 10 août, la translation des cendres de Marat au Panthéon (qui ne sera organisée qu'après la chute de Robespierre), la fête de la reprise de Toulon, et, l'année suivante, le 8 juin, il organise la cérémonie de l'Être suprême dont il dessine les chars du cortège et les éléments de la cérémonie. Il fait aussi des caricatures de propagande pour le Comité de salut public, et dessine les projets de costumes pour les représentants du peuple, les juges... et même pour les simples citoyens un temps invités par les autorités révolutionnaires à arborer un habit républicain. Une tradition lui attribue aussi d'avoir en 1794, dessiné le pavillon national de la marine qui deviendra ensuite le drapeau tricolore français et d'avoir choisi l'ordre des couleurs (bleu à la hampe, blanc et rouge flottant au vent).

Pendant le Directoire

Le 8 thermidor an II (26 juillet 1794), Robespierre est mis en difficulté par les députés de la Convention pour avoir refusé de nommer les membres des comités qu'il accuse de conspiration. Lors de cette séance, David déclare publiquement son soutien à l'incorruptible quand celui-ci prononce comme défense la phrase « s'il faut succomber, eh bien ! mes amis, vous me verrez boire la ciguë avec calme », en lui répondant « je la boirai avec toi ». Le 9 thermidor, jour de la chute de

Robespierre, David est absent de la convention pour des raisons de santé selon ses propres dires ; étant malade, il avait pris un émétique. Mais Barère, dans ses mémoires, affirme l'avoir prévenu de ne pas se rendre à l'assemblée : « ne viens pas, tu n'es pas un homme politique ». Par son absence, il échappe ainsi à la première vague d'arrestations qui entraîne les partisans de Robespierre dans sa chute.

Le 13 thermidor, à la Convention, David est sommé par André Dumont, Goupilleau et Lecointre, d'expliquer son soutien à Robespierre ainsi que son absence à la séance du 9 thermidor. Celui-ci tente maladroitement, selon le témoignage de Delécluze de se défendre et de renier son passé robespierriste. Lors de cette séance, il est exclu du Comité de sûreté générale, ce qui marque la fin de ses activités politiques. Décrété d'accusation le 15 du même mois en même temps que Joseph Le Bon, son arrestation déclenche la réaction contre les terroristes. David est emprisonné à l'ancien hôtel des Fermes générales, puis, le 10 fructidor, il est transféré au Luxembourg, mais on lui permet de disposer de son matériel de peinture durant son incarcération. Le 29 frimaire (30 novembre 1794) ses élèves se mobilisent, et, avec le soutien de Boissy d'Anglas, font une pétition pour demander sa libération. Entre-temps, Charlotte Pécoul, pourtant divorcée, apprenant son arrestation, revient auprès de son ancien époux ; le remariage sera prononcé le 12 novembre 1796. Le 10 décembre, après l'examen par les trois comités (salut public, sûreté générale et instruction publique) des pièces d'accusation de Lecointre contre David, Barère, Billaud-Varenne, Vadier et Collot d'Herbois constatant l'insuffisance de charges, le non-lieu et la mise en liberté du peintre sont décrétés.

David se retire en banlieue parisienne, à la ferme Saint-Ouen (Favières, Seine-et-Marne), dans la maison de son beau-frère Charles Sériziat. Mais à la suite des émeutes de prairial, et d'une nouvelle mise en accusation émanant de la Section du Muséum, il est de nouveau arrêté, et emprisonné, le 11 prairial (29 mai 1795), au Collège des Quatre-Nations (son ancienne école, devenue alors maison d'arrêt). À la demande de Charlotte David, il est transféré et mis sous surveillance à Saint-Ouen, avant de bénéficier le 4 brumaire an IV (26 octobre 1795) de l'amnistie politique des faits relatifs à la Révolution, qui marque la séparation de la Convention.

Durant son emprisonnement, David peint l'*Autoportrait* du Louvre (1794), et revient à la peinture d'histoire classique en concevant le projet d'un *Homère récitant ses vers aux Grecs*, qui n'aboutira pas et n'est connu seulement que par un dessin au crayon et lavis (1794, Paris, musée du Louvre, cabinet des dessins) ; il fait aussi une première esquisse inspirée par le thème des Sabines, et peint de la fenêtre de sa cellule du Luxembourg un paysage, dont les historiens d'art pensent avec réserves qu'il s'agit de celui exposé au Louvre. Durant son second emprisonnement, il fait les portraits de conventionnels qui sont, comme lui, emprisonnés, notamment celui de Jeanbon Saint-André (1795, Chicago, The Art Institute of Chicago). Peu après son amnistie, il accepte d'être membre de l'Institut, nouvellement créé par le Directoire, dans la section peinture de la Classe de Littérature et Beaux-arts. En octobre 1795, il revient au Salon, où il n'avait pas exposé depuis 1791, avec deux portraits des membres de la famille Sériziat, réalisés lors de ses séjours à Saint-Ouen dans la résidence familiale. Il peint cette même année les portraits de Gaspar Mayer et Jacobus Blauw, les deux diplomates chargés de faire reconnaître par la France la jeune République batave.
Mais son activité sous le Directoire sera principalement accaparée par la réalisation des *Sabines*, qu'il peint de 1795 à 1798, et dans lequel sont symbolisées les vertus de la concorde. En revendiquant le retour vers le « grec pur », David fait évoluer son style par le choix considéré à l'époque comme audacieux de représenter les héros principaux nus, ce qu'il justifie par une notice qui accompagne l'exposition de l'œuvre *Notes sur la nudité de mes héros*98. Cet exemple est suivi et radicalisé par une faction de ses élèves qui se constituent autour de Pierre-Maurice Quays sous le nom des « Barbus », ou « groupe des primitifs », qui prônent un retour encore plus extrême au modèle grec, au point d'entrer en dissidence et de s'opposer à leur maître, lui reprochant le caractère insuffisamment archaïque du tableau. David finit par renvoyer les meneurs du groupe, Pierre-Maurice Quays et Jean-Pierre Franque, son assistant pour *Les Sabines*, qu'il remplace par Jérôme-Martin Langlois. Un autre élève collabore à sa réalisation, Jean-Auguste Dominique Ingres, nouvellement entré à l'atelier en 1797.

La présentation des *Sabines* est pour David l'occasion d'innover. Refusant de participer au Salon de peinture, et s'inspirant de l'exemple des peintres américains Benjamin West et John Singleton Copley, il organise une exposition payante de l'œuvre dans l'ancienne salle de l'Académie d'architecture, prêtée par l'administration du Louvre. Il installe en face du tableau un miroir où par un effet d'illusion, les visiteurs peuvent se croire intégrés dans l'œuvre. À cause du retentissement dû à la nudité des personnages et à la rumeur que les sœurs de Bellegarde, célèbres dans la société du Directoire, ont posé comme modèles, et à la controverse liée à son caractère payant, l'exposition, qui se déroule jusqu'en 1805, connaît un grand succès, attirant près de 50 000 visiteurs et rapportant 66 627 francs, ce qui permet à David de s'acheter en 1801 un ancien prieuré devenu une propriété de 140 hectares, la ferme des Marcoussis, à Ozouer-le-Voulgis en Seine-et-Marne.

David peintre de Bonaparte
L'admiration de David pour Bonaparte prend son origine à l'annonce de la victoire de Lodi le 10 mai 1796102. L'artiste projetant de faire un tableau sur la prise du pont de Lodi, envoie une lettre au général pour lui demander un dessin du site103. Un an plus tard, lors du coup d'État du 18 fructidor an V, prévenu des attaques dont David fait l'objet de la part du parti royaliste, Bonaparte envoie son aide de camp pour proposer au peintre de venir se mettre sous sa protection dans son camp de Milan, mais David décline l'invitation, devant se consacrer à son tableau des *Sabines*. C'est à la fin de l'année 1797, au retour triomphal de Bonaparte après la signature du traité de Campo-Formio, que les deux hommes se rencontrent lors d'une réception donnée par le Directoire ; à cette occasion, David propose à Bonaparte de faire son portrait, qui demeure inachevé (1798, Louvre). À la suite de l'unique séance de pose que Bonaparte ait acceptée, David manifeste auprès de ses élèves son enthousiasme pour celui qu'il nomme « son héros ».

Après le coup d'État de brumaire, qu'il accueille avec fatalité : « J'avais toujours bien pensé que nous n'étions pas assez

vertueux pour être républicains », David entreprend un nouveau projet de grande peinture d'histoire, avec comme sujet la résistance des spartiates de Léonidas au passage des Thermopyles, qu'il commence en 1800 mais qu'il n'achèvera que quatorze ans plus tard ; de même, à la suite d'insatisfactions et peut-être de l'impatience du modèle, il ne termine pas le portrait de *Madame Récamier*.



Bonaparte franchissant le Grand-Saint-Bernard (1800), château de Malmaison.

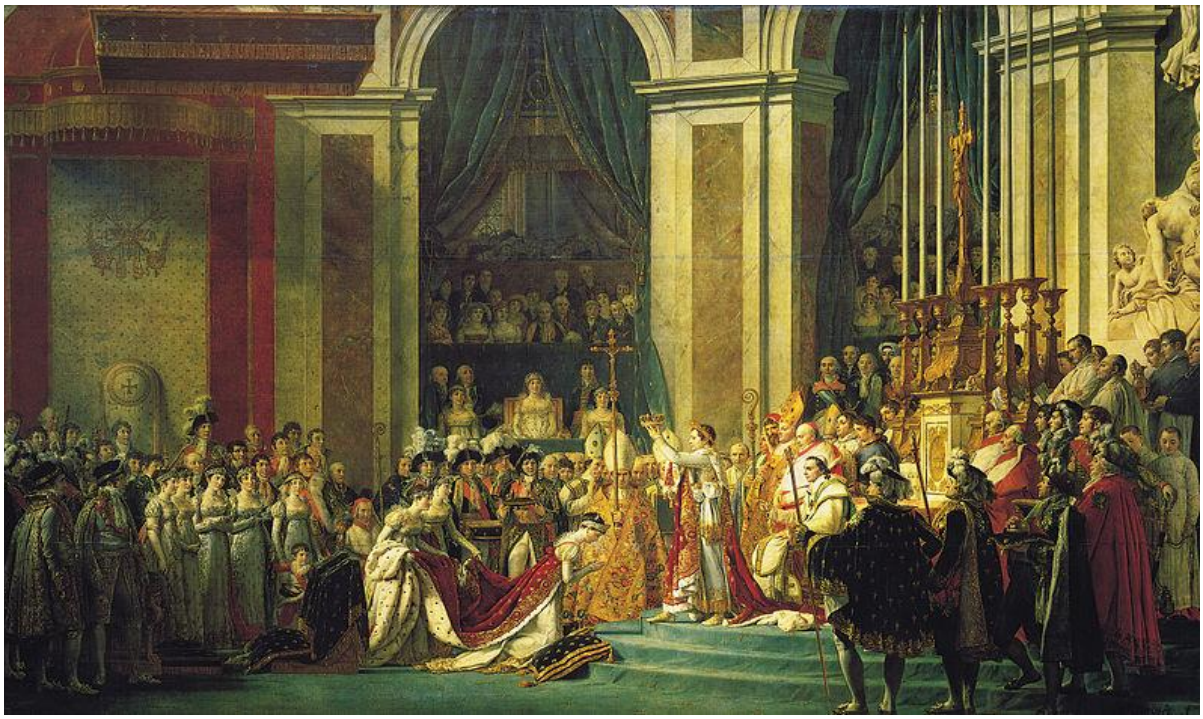
En août 1800, le roi d'Espagne Charles IV, dans le contexte d'une consolidation des relations diplomatiques et de coopération avec le nouveau pouvoir lié aux récentes victoires de Napoléon Bonaparte, commande, par l'intermédiaire de l'ambassadeur Charles-Jean-Marie Alquier, à l'ancien régicide David un portrait du Premier Consul pour son palais royal. Il peint *Bonaparte franchissant le Grand-Saint-Bernard*, qui est suivi de trois répliques exécutées à la demande du modèle, faisant de cette œuvre le premier portrait officiel du Premier Consul, qui sera largement diffusé par la gravure, ce qui contribue à en faire l'un des portraits les plus célèbres de Napoléon. David décide de présenter les deux premières versions du portrait équestre dans le cadre de l'exposition payante des *Sabines*, ce qui provoque un tollé dans la presse qui critique le peintre de ne pas les avoir exposé au Salon dont l'accès est libre, alors que les deux toiles ont été payées par leurs commanditaires. Cela vaut à David une réputation de cupidité, aggravée par l'affaire de la gravure du *Serment du jeu de paume*, dont des souscripteurs, encouragés par Lecointre, réclament le remboursement. David fera paraître une lettre de justifications dans plusieurs journaux.

Sous le Consulat, David est sollicité par le pouvoir comme conseiller artistique ; il conçoit un costume pour les membres du gouvernement, qui n'est pas retenu, participe à la décoration des Tuileries, et il est chargé de réfléchir sur le projet de colonnes nationales et départementales. Il prépare aussi un projet de réforme des institutions artistiques, dont il envisage de devenir administrateur des arts, qui est refusé par le ministre de l'intérieur Lucien Bonaparte. Ce dernier lui propose à la place de devenir « Peintre du gouvernement », mais l'artiste refuse, selon Delécluze, par dépit de n'avoir pu accéder à de plus hautes fonctions. Il refuse aussi de devenir membre de la *Société libre des arts du dessin*, créée par le ministre Chaptal. Indirectement impliqué dans la conspiration des poignards, une tentative d'assassinat contre Bonaparte qui devait avoir lieu en octobre 1800 à l'Opéra de la rue de Richelieu, notamment pour avoir laissé distribuer dans son atelier des billets de la représentation des *Horaces* (pièce lyrique de Bernardo Porta inspiré par son tableau *Le Serment des Horaces*), à des membres de la conspiration, David doit expliquer lors du procès ses relations avec deux des conjurés, son ancien élève François Topino-Lebrun, ancien partisan babouviste et le sculpteur romain Giuseppe Ceracchi. Son témoignage à décharge n'empêche pas leur exécution en janvier 1801 peu de temps après l'Attentat de la rue Saint-Nicaise, et réveille le passé jacobin du peintre qui voit son atelier mis sous surveillance par la police de Fouché.

Plusieurs voyageurs britanniques profitent de la Paix d'Amiens pour voyager en France, visiter entre autres le Louvre, et rencontrer David considéré par John Carr, l'un de ces voyageurs, comme le plus grand artiste français vivant. C'est dans ces circonstances que l'entrepreneur et quaker irlandais, Cooper Penrose, demanda au peintre son portrait. La commande fut acceptée pour une somme de 200 louis d'or (1802, San Diego, Californie, Timken Museum of Art).

Le « Premier peintre » de l'empereur

Le 18 décembre 1803, David est nommé chevalier de la Légion d'honneur et est décoré le 16 juillet de l'année suivante. En octobre 1804, David reçoit de Bonaparte devenu empereur sous le nom de Napoléon Ier, la commande de quatre tableaux de cérémonie : *Le Couronnement*, *La Distribution des Aigles*, *L'Intronisation* et *l'Arrivée à l'hôtel de ville*. Peu après la cérémonie il l'investit dans la fonction de « Premier peintre », mais sans disposer des mêmes attributions liées à ce titre que Charles Le Brun auprès de louis XIV. En fait, depuis 1802, l'administration des arts était confiée à la seule charge de Dominique Vivant Denon.



Le Sacre de Napoléon (1808, Paris, musée du Louvre).

Il dispose d'une loge à Notre-Dame d'où il peut suivre les épisodes et les détails de la cérémonie du sacre. Il y prend des croquis, et réalise *Le Sacre de Napoléon* en trois ans. Il a relaté lui-même comment il opéra :
« J'y dessinai l'ensemble d'après nature, et je fis séparément tous les groupes principaux. Je fis des notes pour ce que je n'eus pas le temps de dessiner, ainsi on peut croire, en voyant le tableau, avoir assisté à la cérémonie. Chacun occupe la place qui lui convient, il est revêtu des habillements de sa dignité. On s'empressa de venir se faire peindre dans ce tableau, qui contient plus de deux cents figures... »

David, qui, comme les autres artistes résidents, venait d'être expulsé du Louvre où il possédait deux ateliers, disposa de l'ancienne église de Cluny pour les besoins de la réalisation du tableau dont les dimensions importantes (9,80 mètres sur 6,21 mètres) nécessitaient un grand local.

Si David a conçu seul la composition de l'œuvre, qui à l'origine devait montrer l'empereur se couronnant lui-même mais qui fut remplacé par le couronnement de **Joséphine de Beauharnais** sur la suggestion de son ancien élève François Gérard, Napoléon lui fait subir d'autres modifications, dont la plus remarquée est d'ajouter la mère de l'empereur Letizia Bonaparte, qui, en réalité, n'avait pas assisté à la cérémonie. Il fait aussi attribuer au pape Pie VII un geste de bénédiction, alors que David lui avait fait prendre une attitude passive : « Je ne l'ai pas fait venir de si loin, pour qu'il ne fasse rien ». David profite de la venue du souverain pontife pour faire aussi son portrait (1805, Paris, musée du Louvre), ce qui mécontente Napoléon. De même, celui-ci refuse un portrait impérial destiné à la ville de Gênes qu'il juge : « ... si mauvais, tellement rempli de défauts, que je ne l'accepte point et ne veux l'envoyer dans aucune ville surtout en Italie où ce serait donner une bien mauvaise idée de notre école. »

L'exposition du *Sacre* est l'évènement du Salon de 1808 ; Napoléon, voyant l'œuvre terminée, témoigne de sa satisfaction et promeut l'artiste, qui est fait officier de la Légion d'honneur. Dans le tableau *La Distribution des Aigles*, David doit, sur ordre de l'empereur, réaliser deux modifications importantes : il vide le ciel de la « Victoire qui fait pleuvoir sur la tête des Drapeaux une pluie de laurier » et, après 1809, il fait disparaître de la scène Joséphine répudiée, la première modification rendant sans objet le mouvement de tête des maréchaux qui regardent désormais le vide à l'emplacement où se trouvait l'allégorie.

À partir de 1810, les relations entre David et le pouvoir se distancient, principalement à cause des difficultés de paiements des tableaux du *Sacre* et de *La Distribution des Aigles*, qui fut son dernier travail pour Napoléon. Le pouvoir, par l'intermédiaire de l'administration des arts, conteste les prétentions financières du peintre, jugées exorbitantes. Par ailleurs, il est exclu de la commission pour la réorganisation de l'école des Beaux-arts. Le dernier portrait qu'il peint de l'empereur, *Napoléon dans son cabinet de travail*, est une commande privée émanant d'un politicien et collectionneur écossais, Alexander, marquis de Douglas et Clydesdale futur dixième duc de Hamiltonn La même année, l'Institut organise le concours des Prix décennaux, qui distinguait les œuvres considérées comme marquantes pour la décennie 1800-1810. *Le Sacre* est récompensé du prix du meilleur tableau national, mais David considéra comme un affront de voir *les Sabines* classé deuxième derrière la *Scène de déluge* de Girodet, primé meilleur tableau d'histoire de la décennie.

Vers la fin de l'Empire, David reprend les commandes privées, dont une scène mythologique, *Sapho, Phaon et l'Amour*, destinée au prince et collectionneur Nicolas Youssoupov, où le peintre renoue avec une antiquité galante déjà traitée avec *Les Amours de Pâris et d'Hélène*. Il achève en mai 1814 *Léonidas aux Thermopyles*, commencé quatorze ans auparavant,

inspiré de l'antiquité grecque, et dont il renforce l'esthétique du retour au grec pur qu'il avait prôné quinze ans plus tôt avec *les Sabines*, et qui en constitue le pendant. Conçu dès 1800, le sujet du tableau prend une signification particulière en 1814, année de la première abdication de Napoléon après la campagne de France.

Durant les Cent-Jours, David est réintégré dans son rang de Premier peintre, dont il avait été déchu sous la première Restauration, et est élevé à la dignité de commandeur de la Légion d'honneur. En mai 1815, David reste fidèle au régime impérial en signant les Actes additionnels aux constitutions de l'Empire, d'inspiration libérale.

Exil et mort à Bruxelles.
Si ses anciens élèves Antoine-Jean Gros, François Gérard et Girodet, se rallient à la monarchie, David, pressentant des représailles dues à son passé révolutionnaire et son soutien à Napoléon, décide, après Waterloo, de mettre en sûreté ses tableaux des *Sabines*, du *Sacre*, de *la Distribution des Aigles* et *Léonidas*, et de se réfugier en Suisse ; il revient en France en août 1815. Malgré la proposition du ministre de la police Élie Decazes de le soustraire à la loi du 12 janvier 1816 qui exclut de l'amnistie et qui proscrit du royaume les régicides ayant signé l'Acte additionnel125, le peintre décide de s'y soumettre, et après avoir confié la gestion de son atelier à Antoine Gros, il quitte définitivement la France. Deux mois après, son nom est rayé du registre de l'Académie des beaux-arts.

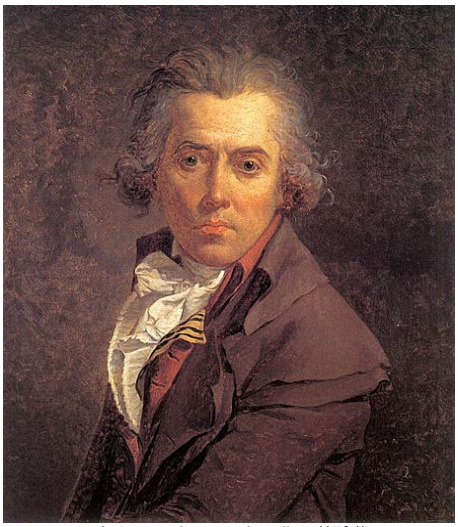
Dans un premier temps, il sollicite l'asile auprès de Rome, qui le lui refuse. Il choisit alors la Belgique, qui l'accueille le 27 janvier 1816, et il retrouve à Bruxelles d'autres anciens conventionnels régicides : Barère, qui avait suggéré le projet du *Serment du Jeu de paume*, Alquier, qui avait été à l'origine de la commande du portrait équestre de Bonaparte, et Sieyès, dont il fait le portrait. Il retrouve aussi plusieurs anciens élèves belges, Navez, Odevaere, Paelinck et Stapleaux, qui l'assiste dans la réalisation de plusieurs tableaux.

Refusant les nombreuses interventions de Gros et de ses élèves, qui ont fait une pétition pour obtenir son retour en France, et les offres de pardon du roi Louis XVIII, ainsi que la proposition du roi de Prusse Frédéric-Guillaume III qui désire faire de David son ministre des arts, il choisit de rester en Belgique. Il devient un spectateur privilégié du théâtre de la Monnaie et s'enthousiasme pour les œuvres des maîtres hollandais et flamands, qu'il voit à Bruxelles, et qui font évoluer sa manière en ravivant sa palette. Il peint à cette époque un nombre important de portraits d'exilés et de notables belges, et plusieurs tableaux inspirés de la mythologie. Il fait les portraits des filles de Joseph Bonaparte de passage avec leur mère à Bruxelles, et pour qui il donne aussi à l'une des filles, Charlotte Bonaparte, des cours de dessin126. Il peint deux tableaux inspirés de l'*Iliade* et l'*Odyssée*, *La Colère d'Achille* (1819) et *Les Adieux de Télémaque et d'Eucharis* (1822), qui tire son origine du texte de Fénelon *Les Aventures de Télémaque*, ainsi que *L'Amour et Psyché* (1817, Cleveland Museum of Art) pour le comte Sommariva, qui, lors de son exposition à Bruxelles, choque les visiteurs par le traitement réaliste de Cupidon directement peint d'après modèle et loin de l'idéalisme antique dont le peintre est coutumier. En 1822, assisté de Georges Rouget, il peint pour des commanditaires américains une copie du *Sacre* (1822, musée national du château de Versailles et de Trianon).

À 75 ans, il exécute *Mars désarmé par Vénus et les grâces* (1824, Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique), tableau de plus de trois mètres de haut qui est sa dernière grande peinture d'histoire. Il organise l'exposition du tableau à Paris, qui attire neuf mille cinq cent visiteurs. À l'occasion de cette exposition, paraît la deuxième biographie du peintre, *Notice sur la vie et les ouvrages de M. J.-L. David*, dont l'auteur est anonyme.

.
À partir de 1820, David connaît plusieurs problèmes de santé qui s'aggravent quand, en 1824, revenant du théâtre de la Monnaie, il est renversé par une calèche, ce qui provoque un œdème. En novembre 1825, il est paralysé des mains à la suite d'une congestion cérébrale et ne peut plus peindre. À son retour du théâtre, il prend froid. Peu avant de mourir, il a le temps de donner à Stapleaux des indications pour la gravure d'après *Léonidas*. Il expire dans son lit le 29 décembre 1825, au numéro 7 de la rue Léopold, située à l'arrière du théâtre de la Monnaie.
Son corps gît dans l'église Sainte-Gudule, dans l'attente d'une réponse du gouvernement français à la demande de sa famille de faire revenir sa dépouille en France. Le 11 octobre 1826, après que le gouvernement français eut refusé son rapatriement, il est d'abord enterré au cimetière du Quartier Léopold à Saint-Josse-ten-Noode; seul le cœur du peintre repose à Paris au cimetière du Père-Lachaise, auprès de son épouse Charlotte David, morte peu après lui, le 26 mai 1826. En 1882 les restes de David furent transférés au cimetière de Bruxelles à Everen.

PERSONNALITE
La tumeur de David
David est souvent identifié par ses contemporains par la tumeur à la joue gauche qui lui déformait le visage, et qui enfla avec le temps. Ce qui lui valut le surnom de « Grosse-Joue » ou « la grosse joue » par la presse royaliste pendant le Directoire. Dans ses autoportraits il dissimulait ce défaut physique par une ombre, mais d'autres artistes comme Jérôme-Martin Langlois dans le dernier portrait du peintre fait de son vivant et François Rude montrent sans complaisance la déformation causée par le kyste.



Autoportrait aux trois collets (1791)
musée des Offices, Florence.

Selon les biographies l'origine de cette tumeur est consécutive d'une blessure dans la bouche due à un combat à l'épée ou un exercice d'escrime qui se serait déroulé dans l'atelier de son maître Vien. Hormis la déformation de la joue cette tumeur eut aussi des conséquences sur son élocution, l'empêchant de s'exprimer normalement, difficulté ajoutée à un grasseyement dans la prononciation qui lui rendait difficile la lecture des discours en public. J. Wilhelm attribue cette déformation à une exostose de la parotide, ou d'après Hautecœur à « une tumeur mixte de la parotide à évolution lente ».

Un article du *Journal of the Royal Society of Medicine*, « *Jacques-Louis David and his post-traumatic facial pathology* », précise que la profonde blessure sur le pourtour gauche de la lèvre supérieure provoqua une asymétrie du visage et une paralysie partielle rendant difficiles et éprouvants les mouvements de mastication et la parole. Il remarque aussi dans l'autoportrait de 1794 une cicatrice traversant la joue sous l'orbite gauche qui peut justifier la présence d'un granulome ou d'un neurome résultant d'un traumatisme du nerf facial.

Revenus et patrimoine

David doit en partie le lancement de sa carrière à l'importante dot que son beau-père procura à sa fille Charlotte pour son mariage. Ce qui lui permit d'installer son atelier au Louvre, et d'organiser l'exposition des *Horaces* à Rome. Il vendait ses peintures à des prix élevés pour l'époque, *le Serment des Horaces* lui rapporta 6 000 livres, le *Bonaparte au Grand-Saint-Bernard* lui fut payé 25 000 livres tournoi par la Couronne d'Espagne. Comme autre source de revenus, ses élèves lui payaient douze livres mensuelles pour recevoir son enseignement, ce qui lui faisait selon les calculs d'Antoine Schnapper de 4 à 5 000 livres par an135. Il initia en France la pratique des expositions payantes pour ses *Sabines*, dont la présentation durant cinq années dans une salle du Louvre lui permit de se constituer une fortune de 66 627 francs. L'autre exposition payante qu'il organisa pour *Mars désarmé par Vénus* en 1824 attira 9 538 personnes qui payèrent deux francs la visite135. Sous l'Empire il bénéficiait d'un traitement de « Premier peintre » de 12 000 francs annuels. Une autre source de revenus importante lui était procurée par le « droit de gravure » que lui rapportait la reproduction de ses tableaux. Pierre Rosenberg indique que « les David étaient quasiment millionnaires ».

Mariage et descendance

Jacques-Louis David se marie en 1782 avec Marguerite Charlotte Pecoul, et postérité :

- Charles, baron David (1783-1854), diplomate, archéologue, philologue. Il reconnaît pour fils Jérôme David (1823-1882), en réalité fils naturel de Jérôme Bonaparte et de son épouse, Marie Capinaki (décédée en 1879), d'où postérité (éteinte) ;
- Eugène, baron David (1784-1830), dont deux fils : Eugène et Jacques Louis Jules, sans postérité ;
- Laure David (1786-1863), qui épouse le général Claude Marie Meunier, dont postérité : Jules, 2ème baron Meunier (1813-1867), notaire et ancien maire de Lille, Alfred et Émilie ;
- Pauline David (1786-), qui épouse le général baron Jean-Baptiste Jeanin (1771-1830), dont postérité : Louis-Charles, 2ème baron Jeanin (1812-1902), préfet de Côte d'Or, et nombreuse descendance, notamment dans les familles Bianchi, Fleury, de Hauteclocque et Ustinov.

Titre

Chevalier David et de l'Empire (à la suite du décret du 26 frimaire an XII le nommant membre de la Légion d'honneur, lettres patentes du 10 septembre 1808 signées à Saint-Cloud) ;

Distinctions

Légion d'honneur :

Légionnaire (décret du 26 frimaire an XII : 18 décembre 1803), puis,
Officier (décret du 22 octobre 1808), puis,
Commandant de la Légion d'honneur (décret du 6 avril 1815),
Rayé des registres matricules par décision royale du 2 mars 1816,
Réintégré par décision du 22 novembre 1830 « en conformité de la loi du 2 septembre précédent ».

DEBENHAM Marjorie Cecily

Londres 1893 – 1990.

Issue d'une famille de la grande bourgeoisie (son pére Ernest Debenham était propriétaire des grands magasins Debenham et Freebody), Marjorie C. Debenham consacra sa vie et son énergie à la franc-maçonnerie, soucieuse de transmettre rituel et tradition Trés discrète sur son parcours personnel, les étapes de sa vie sont parfois difficiles à reconstituer.

On sait cependant qu'elle est initiée à la Fédération britannique du Droit Humain* au début du siècle, probablement à la loge n° 21, Golden Rule, où elle connaît Aimée Bothwell-Gosse*. Elle en fut vénérable* en 1922-1923. Secrétaire de celle-ci, elle la suit avec le groupe qui fait scission avec la Fédération du Droit Humain en 192.5 et fonde The Order of Ancient and Accepted Masonry for Men and Women (A.F.A.M.). En 1922, elle est au 18° du Rite Écossais Ancien et Accepte*, puis 30° et membre du Suprême Conseil en 1925, et 33° en 1937-1938. Elle en devient Grand Commandeur de 15354 à 196S, date à laquelle elle reçoit ce titre ad vitam.

Théosophe et bouddhiste (elle aura des funérailles bouddhistes et sera incinérée), polyglotte, corédactrice de la revue Spéculative Mason, puis directrice de celle-ci (a la suite de Miss A. Bothwell-Cosse) jusqu'en 1957, elle entretient une correspondance suivie avec Marius Lepage, René Guénon et Joannis Corneloup. Elle en interrompt la publication pour des raisons financières. Grand Commandeur, elle est sollicitée par la Grande Loge Féminine de France et accepte de transmettre aux soeurs les hauts grades du Rite Écossais Ancien et Accepte et de créer le Suprême Conseil Féminin de France.

Elle fonde également, à Paris, une loge franc,aise dépendante de son obédience L'Échelle de Jacob n° 27 (1970), qui travaille au Rite Anglais, style Émulation, et en pratique les degrés supérieurs de la marque* et de l'arc royal. Cette loge s'attache notamment sur les formes que doit revêtir la bienfaisance.

Privilégiant les relations internationales, Marjorie Debenham constitue également le Suprême Conseil mixte de langue allemande qui regroupe l'Allemagne, l'Autriche et la Hollande, puis fonde une ligue internationale en 1961, Catena. Celle-ci regroupe plusieurs obédiences mixtes scissionnaires du Droit Humain, auxquelles s'ajoutent la Grande Loge d'Italie et la Grande Loge Féminine de France. Ayant des difficultés financières, son obédience se retire de Catena et perd son siège social à Londres, ce qui freine momentanément son expansion. Marjorie Debenham garde cependant une activité remarquable. à la suite de défaillances de santé de ses successeurs, elle assure l'intérim de la fonction de Grand Commandeur de 1979 à 1981, puis de l982 à 1985. I.M.

DEBIERRE Charles Marie Claude

Etelfay, Somme 1853 – Lille 1932.



Né dans une modeste famille, Debierre fait de très bonnes études secondaires à Montdidier, puis entame ses études de médecine à Amiens et les poursuit à Paris. Elève de l'Ecole d'application de médecine du Val-de-Grâce, il en sort à un très bon rang en 1878.

Il est initié le 15 novembre 1879 à la loge « *L'Ecole Mutuelle* » de Paris, mais ne figure plus sur les tableaux de cette loge à partir de 1882.

Il exerce la fonction d'aide-major à Vincennes, est nommé médecin-major à Lyon en 1883, année où il obtient l'agrégation de médecine. En 1888, il quitte l'armée pour occuper la chaire d'anatomie de la faculté de médecine de Lille. Il publie divers ouvrages de médecine traitant de l'anatomie (*L'Anatomie, son passé, son importance et son rôle dans les sciences biologiques* 1888), de l'hérédité (L'Hérédité normale et pathologique 1897), de l'embryologie (*L'Embryologie en quelques leçons* 1902), du cerveau (*Le Cerveau et la Moelle épinière, avec applications physiologiques et médico-chirurgicales* 1907).

Il publie aussi un *Atlas d'ostéologie* (1896). Il est membre de la Société de biologie et de la Société d'anthropologie, membre correspondant de l'Académie de médecine. Sa carrière médicale se double d'une carrière politique : en 1896, il est élu conseiller municipal de Lille et devient adjoint au maire, lequel es alors Gustave Delory. Il est également administrateur des hôpitaux jusqu'en 1904.

Il s'affilie à « *La Lumière du Nord* » entre avril 1898 et avril1899. Aucune source consultée ne donne d'information sur sa vie maçonnique entre 1882 et 1898. En novembre 1899, il est délégué à Paris par « *La Lumière du Nord* » pour assister à l'inauguration du Triomphe de la République de Dalou ; en 1900, il est élu vénérable (et le restera jusqu'à sa mort) et parvient au grade de Rose-Croix. Il atteindra celui de Chevalier Kadosh en 1909, est 32° puis 33° en 1912. Il est T4S4du chapitre *La Lumière du Nord de Lille* de 1906 à 1932. Il est élu au Conseil de l'Ordre en 1910 et le préside en 1912-1913- favorable à l'extériorisation des principes maçonniques, il contribue à la fondation de l'Université populaire lilloise en 1902 et y donne des conférences.

Médecin, franc-maçon et radical-socialiste, il a une triple raison de s'intéresser aux problèmes sociaux ; en 1904, il publie Le Capital et le Travail devant l'évolution économique, les maladies du corps social, leurs remèdes : individualisme, collectivisme d'Etat, coopération. Anticlérical, il est déçu par le texte sur la Séparation voté par la Chambre et transmis au Sénat. Le 5 juillet 1905, il publie dans *L'Action* un texte intitulé « *Séparation libérâtre* » ; il estime que les républicains ont capitulé devant la droite catholique, nationaliste ou progressiste, que l'Etat abandonne à l'Eglise un véritable trésor de guerre et que ni la liberté de conscience et de laïcité ne sont véritablement respectés.
Figure importante du Parti radical-socialiste – il a publié un exposé de la doctrine du parti radical-socialiste en 1905 – il est élu sénateur en 1911, après plusieurs échecs aux élections législatives en 1902 et aux élections sénatoriales de 1903, 1904 et 1906. Il siège à la Chambre haute jusqu'à sa mort et s'y fait le champion de l'école laïque, de l'hygiène, de assistance, de la protection de la famille, des questions hospitalières. Le 14 mars 1912, il prononce au Sénat un grand discours qui lui vaut les félicitations de plusieurs dizaines de loges. Il exerce aussi une activité de journaliste, ayant fondé *Le Petit Nord* et la *Démocratie du Nord*. Pendant la Grande Guerre, il est commissaire parlementaire aux armées et à ce titre, visité à diverses reprises le front ; il intervient souvent sur la question des pensions, sur celles des dommages de guerre et du fonctionnement des tribunaux militaires.

Après la guerre, sa carrière maçonnique est brillante : élu au Grand Collège des Rites en 1913, il y siège jusqu'en 1932 ; il connaît donc la réforme de cette institution, survenue en 1924-1025. Elle se marque par une autonomie administrative et financière et par un nouveau règlement. En 1920, il préside le Conseil Philosophique La Lumière

du Nord ; la même année il dirige les travaux d'installation du Souverain Chapitre, *L'Effort de la Vallée de Paris*. A cette date il préside le Conseil de l'Ordre pour la seconde fois. Il donne son adhésion à l'œuvre de la bouchée de pain des enfants russes en 1922, il est nommé président d'honneur de l'Université populaire de Lille en 1931.

Au terme d'une longue vie de travaux et de recherches, n'ayant pas « trouvé la solution de l'énigme de la vie », il récuse le scientisme matérialiste au bénéfice d'un agnosticisme tolérant. Il meurt le 8 mars 1932, son décès ayant été éclipsé par celui d'Aristide Briand.

Albert Lebrun prononce son éloge au Sénat le 10 mars ; le 13 mars, Groussier, président du Conseil de l'Ordre, annonce le « grand deuil qui a frappé la franc-maçonnerie » et rappelle « les qualités exceptionnelles de ce maçon d'élite, travailleur supérieurement doué. Savant reconnu, homme politique respecté ». J.L.

DEBRET François

Paris 1777 - Saint-Cloud en 1850.



Fils de Jacques Debret, greffier au tribunal criminel du Parlement de Paris, et de sa femme Élisabeth, marchande lingère, frère cadet de Jean-Baptiste Debret, il fut l'élève de Charles Percier et de Pierre-François-Léonard Fontaine. Il fut chargé de l'entretien et de la réfection de la basilique de Saint-Denis, et nommé architecte en chef de la Ville de Paris, inspecteur général des bâtiments civils, membre du Conseil des bâtiments civils. Il fut élu membre de l'Académie des Beaux-Arts de l'Institut de France en 1825. En 1808, il épousa une sœur de Félix Duban, dont il eut un fils, François, né en 1809, élève de l'École des Beaux-Arts et logiste, puis architecte de la ville de Paris.

François Debret fut membre de la loge « Le Point Parfait », initié le 24 juin 1823. Il fut Expert du Suprême Conseil des Rites du Grand Orient de France, chargé de tout l'aspect rituel des travaux en Loge.

Il enseigna avec son beau-frère Félix Duban à l'École des Beaux-Arts. Il eut entre autres pour élèves Antoine-Nicolas Bailly, Simon-Claude Constant-Dufeux et Félix Duban.

Réalisations

Restauration de plusieurs théâtres et de l'École des Beaux-Arts (1822-1832), ancien musée des monuments français. Ces travaux furent poursuivis par son beau-frère Félix Duban. Architecte de l'Opéra et du Conservatoire de musique de Paris (1838). Il remplaça Jacques Célerier sur le chantier permanent de la basilique de Saint-Denis en 1813. Il restaura, sur les plans de son prédécesseur, les façades, la tour, la rose du transept, créa la chapelle du chapitre et intervint sur le décor intérieur de l'église. Napoléon lui demanda d'y prévoir sa tombe. Sous la Restauration, il fut chargé d'y réinstaller les tombeaux royaux exilés jusqu'alors au musée des Petits-Augustins. C'est sous sa direction que des lézardes apparurent dans la tour nord et que celle-ci dut être démontée. François Debret fut remplacé par Eugène Viollet-le-Duc en 1846. Cette triste histoire (la tour attend toujours en pièces détachées sous un hangar qu'on la remonte) a valu à François Debret sa place dans l'histoire de l'architecture.

DECAZES Elie

Saint-Martin-de-Blaye 1790 – Decazeville 1860.



Issu d'une famille libournaise anoblie au XVIe siècle. Elie naît au château de Malfard (Gironde), le 28 septembre 1790, de Michel Decazes, sieur de Monlabert, alors Lieutenant Particulier au Présidial de Libourne et futur conseiller général de Gironde, et de Catherine Rigant, fille de Philippe, seigneur de Brau. Il fait des études secondaires au collège de Vendôme, puis les études supérieures à la faculté de droit. Ses relations familiales et mondaines, puis son mariage le 1er août 1805 avec Elisabeth Fortunée Muraire, fille du président de la Cour de cassation, lui assurent un début de carrière prometteur. A 20 ans, il est chef de division au ministère de la Justice, puis juge au tribunal civil de la Seine. Deux ans plus tard il est nommé conseiller auprès du roi de Hollande, Louis Bonaparte.

Après l'abdication de ce dernier qui le protégea toujours, au grand déplaisir de Napoléon, Decazes occupe les fonctions de conseiller à la Cour impériale d'appel de Paris, puis celle de secrétaire des commandements de Madame Mère.

Durant ces années, il est reçu maçon dans la très brillante loge « *Anacréon* », à Paris, dont il deviendra le vénérable. Plutôt hostile à l'empereur, Decazes se rallie à Louis XVIII. Lors de la seconde abdication de Napoléon, Decazes est nommé préfet de police le 7 juillet 1815. Travaillant directement sous les ordres de Fouché, il réussit à gagner la confiance intime du roi. Les 2 000 lettres autographes de Louis XVIII en réponse aux rapports quasi quotidiens envoyés par Decazes montrent que, progressivement, il était devenu le fils spirituel du monarque.

Durant ces années 1814-1815 qui virent la rupture définitive entre le Grand Orient et le Suprême Conseil dit d'Amérique, sis rue de Pompeï, Decazes suit l'obédience pratiquant le Rite Ecossais Ancien et Accepté.

Elu député de la Seine en août 1815, Decazes fut, le 24 septembre suivant, appelé au ministère de la Police générale en remplacement de Fouché. Face à la « Chambre introuvable », il tente d'infléchir l'action gouvernementale vers plus de libéralisme politique en tentant de « royaliser la nation et nationaliser le royaume ». Des lettres patentes du 27 janvier 1816,

Decazes est créé comte héréditaire, titre confirmé sur institution de majorat, le 31 janvier 1817. Le 14 juin 1818, un diplôme du roi de Danemark, Frédéric VI, le fait duc de Glücksberg. Veuf depuis douze ans, Decazes se remarie le 11 août suivant avec Mlle Beaupoil de Saint-Aulaire.

En février 1818, il devient Grand Officier d'honneur du Suprême Conseil et Président de l'Aréopage. Le 15 septembre, le Souverain Grand Commandeur, le comte Alexandre de Grasse-Tilly, le nomme Grand Commandeur. Durant les premiers mois de sa présidence, Decazes travaille à réunifier les diverses fractions de l'écossisme.

Le 29 décembre 1818, il devient ministre de l'Intérieur dans le cabinet Dessolles-Gouvion Saint-Cyr. Véritable « vice-roi », Decazes porte un vif intérêt aux problèmes agricoles (création d'un Conseil de l'agriculture le 27 janvier 1819), à l'industrie (exposition inaugurée par le roi en août 1819), au commerce… mais sa principale préoccupation demeure la politique. Il fait voter des lois plus libérales sur la presse, brise l'opposition ultraroyaliste à la Chambre haute par une « fournée » de 59 nouveaux pairs (mars 1819). Mais les constant succès de la « gauche libérale » aux élections partielles le poussent à se rapprocher des ultras. Cette politique de bascule entraine la démission de trois ministre (Gouvion Saint-Cyr, Louis, Dessolles). Le 19 novembre 1819, Decazes devient officiellement président du Conseil des ministres avec l'attribution du ministère de l'Intérieur. Son cabinet ne dure pas cent jours car, le 13 février 1820, veille du jour où une nouvelle loi électorale doit être déposée, le frère (ou prétendu tel) Charles, duc de Berry, fils ainé de Monsieur (futur Charles X) et héritier de la couronne, est assassiné. Les ultras obtiennent son renvoi le 20 février. Nommé ambassadeur de France à Londres (1820-1821), Decazes abandonne sa charge de Grand Commandeur le 21 avril. Le 7 mai 1821, il est remplacé par le général comte Cyrus de Valence. Pair de France cette même année, Decazes reçoit le titre de duc-pair héréditaire par lettres patentes du 2 août 1822, mais il demeure écarté des affaires publiques. Rallié à la Monarchie de Juillet, il sera de 1834 à 1838 grand référendaire à la Chambre de Paris.

Le 24 juin 1838, après le décès du duc Claude de Choiseul-Stainville, Grand Commandeur du Suprême Conseil de France. L'obédience compte alors dix-neuf loges « bleues » et neuf ateliers de hauts grades. Decazes occupe cette fonction jusqu'à sa mort et l'obédience écossaise voit ses effectifs tripler.

Après la Révolution de 1848, Decazes rentre définitivement dans la vie privée, s'occupant surtout de travaux agricoles et d'entreprises industrielles – dont la principale fut la création des forges de Decazeville dans l'Aveyron. Il meurt dans cette ville, le 24 octobre 1860. Y.H.M.

DE COSTER Charles

Munich 27 août 1827 – Ixelles 7 mai 1879.



Parrainé par son ami Potvin, Charles De Coster fut initié le 7 janvier 1858 à la loge "Les Vrais Amis de l'Union et du Progrès réunis", à l'Orient de Bruxelles, sous le Vénéralat d'André Fontainas. Il est sans conteste le plus grand écrivain de langue française que la Franc-Maçonnerie belge ait accueilli. Mais son appartenance maçonnique ne le mettait pas à l'abri des fatalités qui le vouaient au malheur : sa nature chimérique et l'incompréhension de ses contemporains, une grande passion amoureuse dont il lui fallut se détacher, le tourment d'une oeuvre littéraire exigeante devenue son unique raison de vivre au milieu des ennuis pécuniaires et les démarches pour trouver de l'argent sous la forme d'emprunts, d'acomptes d'éditeurs, de subsides ou d'une sinécure problématique. Son existence mouvementée et pathétique a été admirablement retracée par Raymond Trousson dans *Charles De Coster ou La vie est un songe* (1990).

Né à Munich d'un père flamand et d'une mère wallonne, Charles De Coster étudie à l'Université libre de Bruxelles où, formé à l'esprit du libre examen, il acquiert des convictions démocrates et anti-cléricales. D'abord journaliste, il devient professeur de littérature à l'École de guerre de Bruxelles. Il se consacre ensuite à la littérature.

Les Légendes flamandes, publiées dans la revue Uylenspiegel à laquelle il collabore, connaissent un certain succès mais le reste de son œuvre a dû attendre la génération de la Jeune Belgique, celle de Camille Lemonnier, de Georges Eekhoud par exemple, pour être reconnu. Le chef d'œuvre de De Coster, *La Légende et les Aventures héroïques, joyeuses et glorieuses d'Ulenspiegel et de Lamme Goedzak au pays de Flandres et ailleurs*, déplut aux milieux conformistes belges. Connu dans le monde entier, traduit dans toutes les langues européennes, il est ignoré dans son propre pays.

La Légende d'Ulenspiegel incarne le cœur et l'esprit de la Flandre dont elle évoque le folklore, le climat et les traditions. Elle mêle l'histoire et le mythe, l'aventure d'une famille à celle d'un peuple. De Coster, écrivain francophone, reconstitue une époque en poète visionnaire et crée une langue nouvelle dans la grande tradition rabelaisienne. **Till Ulenspiegel** (voir Till l'espiègle) est surtout le défenseur de la Liberté, celui qui a lutté contre l'oppression de Philippe II et du duc d'Albe, le héros qui s'est dressé contre toutes les formes d'oppression. Il y a plus de 70 ans, Abel Lefranc, du Collège de France, demandait «que la France, en particulier, songe qu'Ulenspiegel honore sa langue» et qu' elle se décide enfin à l'installer « fraternellement dans son Panthéon littéraire ». L'œuvre connaîtra un succès universel. Gérard Philipe a adapté son œuvre à l'écran mais la meilleure adaptation cinématographique restera celle des réalisateurs soviétiques Alov et Naoumov produite en 1977.

DECUSSY Gabriel

Caen 1759 – Paris 1793.



C'est en 1780, que le nom de Gabriel Decussy apparaît sur les tableaux de la loge « La Constante Amitié et les Cœurs Sans Fard » la mieux fréquentée de Caen. Agé de 21 ans il commence une carrière maçonnique, marquée par le désir de perfectionnement initiatique (il devient Chevalier Rose-Croix) et la prise de responsabilité au sein du lieu de sociabilité le plus élitaire de la ville. Il est d'ailleurs remarquable que, bien qu'étant protestant, il devienne en 1786, le vénérable de « La Constante Amitié et les Cœurs Sans Fard », atelier dans lequel mentionne priotairement la noblesse catholique au moment où le négoce huguenot fréquente Union et Fraternité. Il se trouve alors impliqué dans les turbulences de la maçonnerie bas-normande quand celle-ci doit faire face de la petite bourgeoisie (à Bayeux) et de frères voulant implanter un atelier en milieu rural.

En raison de sa fonction, Decussy voit aussi son avis souvent sollicité par le Grand Orient… et force est de constater qu'il ne manifeste pas un enthousiasme démesuré à l'idée de voir la maçonnerie s'ouvrir à ces « nouveaux initiés ». Approuvant l'attitude de fermeture de la noblesse maçonnique de Bayeux réunie au sein de La Constance, il soutient le rejet d'un atelier bourgeois, mené il est vrai par l'encombrant Lepesqueur de Conjon, puis, s'agissant de la loge située dans un village bas-normand (Trois-Monts), on l'entend s'exprimer en ces termes : « il est peu utile que la maçonnerie soit diffusée dans un lieu où les villageois pourrait se méprendre sur le sens réel de l'Art royal et diffuser le secret ». A partir de 1788, on perd la trace de Decussy au sein de la nébuleuse maçonnerie.

Conventionnel rendu célèbre pour avoir demandé la mise en accusation de Marat, puis pour avoir refusé le coup de force lors des Journées des 31 mai et 2 juin 1793 et joué un rôle actif dans l'importance insurrection du Calvados, Gabriel Decussy fut aussi, à la fin de l'Ancien Régime, un maçon actif et très influent dans tout l'Ouest normand. Sa carrière illustre la culture et les désirs portés par nombre d'acteurs politiques de la Révolution française passés par les loges maçonniques avant 1789. Roturier protestant, Decussy appartient à une riche et influente famille caennaise. Il accède d'ailleurs à l'office prestigieux de directeur de la Monnaie, alors que son frère Joachim, qui sera maçon dans la même loge que lui, devient colonel de la milice bourgeoise locale jusqu'à la Révolution.

Député à la Constituante et animateur du Comité des Monnaies qu'il a constitué, puis élu à la Convention où, siégeant à droite, il vote l'appel au peuple et la réclusion jusqu'à la paix lors du procès du roi, aurait-il comme tant d'autres, préféré au Temple l'arène politique ? Rien n'est sûr car, en raison de l'implication des maçons caennais lors de l'insurrection du printemps de 1793, la fin de sa carrière maçonnique suscite quelques questions. Mis en place sous sa direction, le Comité insurrectionnel caennais est en effet aux mains de très nombreux maçons qui étaient encore actifs en 1792. Ils appartenaient à des loges réunies en un comité local depuis 1788 et porteuses d'une solide culture décentralisatrice, laquelle va constituer l'essentiel du message antijacobin. Union et Fraternité et Thémis ayant seul envoyé les tableaux de leurs adhérents, les liens de Decussy avec la maçonnerie caennaise en 1793 restent plausibles, mais ne sont pas avérés. Bien que non proscrit avec les Girondins, il est arrêté mais réussit à s'enfuir, en juillet 1793. Après avoir vagabondé dans l'Ouest et en Gironde, il est reconnu par Tallien, arrêté une seconde fois et exilé, le 15 septembre 1793. E.S.

DECROLY Ovide

Renaix 1871 – Uccle 1932.



Médecin et psychologue belge aux méthodes d'éducation originales, fondées sur le "centre d'intérêt". Né d'un père d'origine française et d'une mère renaisienne, médecin et psychologue, il lutta pour une réforme profonde de l'enseignement basée sur la méthode globale d'apprentissage de la lecture et de l'écriture, participa par ses travaux au mouvement de l'éducation nouvelle et adhèra à la Ligue internationale pour l'éducation nouvelle, créée en 1921.

Etudes neurologiques et des maladies mentales

Les questions concernant l'éducation se posent à lui à partir de ses travaux sur les enfants atteints de maladies mentales. La démarche pédagogique de Decroly a des bases scientifiques et intellectuelles dans laquelle la théorie et la pratique se mêlent intimement. La théorie n'a de sens que si la pratique la confirme. Ainsi il pense que l'éducation doit se faire à partir des intérêts de l'enfant. Il dira que le développement de l'enfant est le **résultat de sa croissance biologique et de son expérimentation active dans le milieu où il se trouve**.

"L'école devra se trouver partout où est la nature, partout où est la vie, partout où est le travail."

Initié Franc-Maçon, en 1902, à la Loge "*Les Amis Philanthropes*" à Bruxelles. Appartint également au Droit Humain

Sa pédagogie a 4 fondements :

- Les centres d'intérêts de l'enfant comme guide de l'éducation.
- La globalisation c'est-à-dire que l'enfant apprend globalement, sans ordre. C'est une idée complète qu'il faut donner à l'enfant, pour qu'il passe ensuite au particularisme et à l'analyse.
- La classe d'atelier ou classe laboratoire dans laquelle l'enfant vit et agit. La "classe" à proprement parler est partout ; il préconise l'éclatement des lieux d'apprentissage : la cuisine, les magasins, la rue...
- L'importance de l'environnement naturel qui met l'enfant dans une situation de découverte.

La pédagogie de Decroly préconise *"l'initiative et la responsabilité personnelle et collective ; le respect de la personne dans la singularité, la solidarité, la valorisation des rapports sociaux, la tolérance, le respect de la différence, la priorité donnée à*

l'épanouissement personnel, à la créativité et au plaisir." Cependant, cette pédagogie qui donne une vision inconditionnellement positive de l'enfant, *"n'évoque jamais la violence, la peur, la tristesse, le désarroi, les conflits. Les valeurs de bien et de beau sont très prégnantes et l'enseignant est celui qui choisit les bonnes lectures par exemple."* Il ne tient pas compte non plus *"de la dimension socio économique, ni culturelle ou politique dans sa démarche."* Aucune critique jamais n'est adressée au régime social comme si l'individu devait se contenter et se débrouiller des conditions imposées par l'existence. Dans ce sens l'individu évolue dans un certain déterminisme social.

DELILLE abbé Jacques

Clermont-Ferrand 22 juin 1738 - Paris 2 mai 1813.



Poète devenu célèbre par sa traduction en vers des géorgiques de Virgile, a développé une poésie didactique et pittoresque de la nature dans 'Les Jardins'. Membre de l'Académie française. Le lieu de sa naissance est sujet à controverse : certains biographes le font naître à Sardon ou à La Canière, d'autres à Pontgibaud, à Aigueperse (Puy-de-Dôme) (où résidaient ses parents) ou enfin à Clermont-Ferrand, ce qui est le plus probable, rue des Chaussetiers ou rue de l'Écu (aujourd'hui avenue des États-Unis). Delille porta quelque temps le titre d'abbé parce qu'il possédait l'abbaye de Saint-Séverin ; mais il ne suivit pas la carrière ecclésiastique et obtint même une dispense pour se marier.

Jacques, enfant naturel, conçu dans un jardin d'Aigueperse (Puy-de-Dôme), sous un ciel étoilé de septembre, naquit chez un accoucheur, rue des Chaussetiers, à Clermont-Ferrand, le 22 juin 1738 de Marie-Hiéronyme Bérard, de la famille du chancelier Michel de l'Hospital.

Il fut reconnu par Antoine Montanier, avocat au Parlement de Clermont-Ferrand, qui mourut peu de temps après en lui laissant une modeste pension viagère de cent écus. Sa mère, aussi discrète que belle, lui transmit un pré, sis à Pontgibaud, ce qui lui permit d'adjoindre à son prénom le nom de famille Delille. Jusqu'à douze ou treize ans, il fut placé chez une nourrice à Chanonat et reçut ses premières leçons du curé du village.

Envoyé à Paris, il fit de brillantes études au collège de Lisieux et devint maître de quartier au collège de Beauvais puis professeur, d'abord au collège d'Amiens puis au collège de la Marche à Paris. Il s'était déjà signalé par un remarquable talent de versificateur, notamment par une aptitude exceptionnelle à la poésie didactique. Sa gloire fut assurée d'un coup par sa traduction en vers des *Géorgiques* de Virgile, qu'il publia en 1770. Louis Racine avait tenté de le dissuader de cette entreprise, qu'il jugeait téméraire, mais Delille avait persisté dans son dessein et Louis Racine, convaincu par ses premiers essais, l'y avait encouragé. Son poème fut accueilli par un concert de louanges, troublé seulement par la voix discordante de Jean-Marie-Bernard Clément de Dijon.

Franc-Maçon à la Loge "*Les Neuf Sueurs*" Paris.

« *Rempli de la lecture des* Géorgiques *de M. Delille,* écrivit Voltaire à l'Académie française en mars 1772, *je sens tout le prix de la difficulté si heureusement surmontée, et je pense qu'on ne pouvait faire plus d'honneur à Virgile et à la nation. Le poème des* Saisons [de Jean-François de Saint- Lambert] *et la traduction des* Géorgiques *me paraissent les deux meilleurs poèmes qui aient honoré la France, après l'*Art poétique. »

Delille fut élu à l'Académie française en 1772, mais le maréchal-duc de Richelieu fit bloquer son élection par le Roi au motif qu'il était trop jeune. Il fut à nouveau élu en 1774 et, cette fois, il fut reçu par l'illustre Compagnie. Jean-François de La Harpe ayant fait observer dans le *Mercure de France* qu'il était indigne qu'un talent aussi exceptionnel en soit réduit à dicter des thèmes latins à des écoliers, Delille fut en outre nommé à la chaire de poésie latine du Collège de France.

L'ascension de Delille s'accéléra encore après la mort de Voltaire, qui pouvait passer pour son seul rival. Tant la cour que le monde des lettres reconnurent unanimement la supériorité de son talent. Il fut à la fois le protégé de Madame Geoffrin et celui de Marie-Antoinette et du comte d'Artois. Ce dernier lui fit attribuer le bénéfice de l'abbaye de Saint-Séverin, qui rapportait 30.000 francs tout en permettant de se borner aux ordres mineurs, que Delille avait reçus à Amiens en 1762. Cette même année, la publication du poème des *Jardins*, sans doute l'œuvre la plus célèbre de Delille, fut un nouveau triomphe, amplifié par le talent avec lequel l'auteur savait lire ses vers à l'Académie, au Collège de France ou dans les salons. Le comte de Choiseul-Gouffier parvint néanmoins à le persuader de s'arracher à tant d'adulation pour le suivre dans son ambassade de Constantinople. En 1786, il se mit en ménage avec sa gouvernante, Marie-Jeanne Vaudechamps, qu'il épousa en 1799.
Sous la Révolution française, Delille perdit le bénéfice qui était sa seule source de revenus et fut inquiété mais conserva la liberté, sacrifiant aux idées de l'heure en composant, à la demande de Pierre-Gaspard Chaumette, un *Dithyrambe sur l'Être suprême et l'immortalité de l'âme*. Sous le Directoire, il se retira à Saint-Dié, pays de sa femme, puis quitta la France après le 9 thermidor, au moment où d'autres y rentraient, et passa en Suisse, en Allemagne et en Angleterre. Durant cet exil, poussé par sa femme, qui avait pris beaucoup d'ascendant sur lui, il travailla énormément. Il composa *L'Homme des champs* et entreprit *Les Trois règnes de la nature* en Suisse, composa *La Pitié* en Allemagne et traduisit *Paradise Lost* (*Le Paradis perdu*) de John Milton à Londres. Il rentra en France en 1802 et reprit sa chaire au Collège de France et son fauteuil à l'Académie. Il effectua de longs séjours dans la maison de plaisance du baron Micout d'Umont à Clamart1, où il aurait écrit en 1808 *Les Trois Règnes de la Nature*. À la fin de sa vie, il devint aveugle, comme Homère, et cette infirmité ajouta encore à l'admiration proche de l'idolâtrie qui lui était vouée. Il mourut d'une attaque d'apoplexie dans la nuit du 1er au 2 mai 1813. Son corps fut exposé pendant trois jours sur un lit de parade au Collège de France, le front ceint d'une couronne de lauriers

et, considéré comme le plus grand poète français, il reçut des funérailles grandioses, suivies par une foule immense. Il est enterré au cimetière du Père-Lachaise.

DE MILLE **Cecil B.** Ashfield, Massachusetts 12 août 1881 - Los Angeles 21 janmvier 1959.



Pionnier d'Hollywood. Producteur de films à grand spectacle: Les Dix Commandements, Samson et DaLilah. **Cecil Blount DeMille**, plus couramment appelé **Cecil B. DeMille**, est un réalisateur et producteur américain de cinéma surtout connu pour avoir été l'un des premiers cinéastes à envisager le cinéma comme divertissement et à en faire un très grand spectacle, parfois avec des énormes budgets à l'image de son dernier film, *Les Dix Commandements*. Pionner dans de nombreux domaines, il fut l'un des réalisateurs les plus prolifiques du cinéma muet, et un des inventeurs d'Hollywood : son premier film, *Le Mari de l'Indienne* est aussi le premier long-métrage tourné sur place, en 1914.

Franc-Maçon de la Loge "*Prince of Orange*", New York City

Fervent garant des valeurs morales de l'Amérique puritaine, il su pourtant transgresser les règles de moralité imposées au cinéma par le code Hays et son œuvre réserve bien des surprises, certains films contenant des scènes de sensualité exacerbée (*Le Signe de la croix*) ou de métaphores à caractère érotique (*Cléopâtre*). En outre, ses idées conservatrices affichées l'ont amenées à jouer un rôle non négligeable dans la chasse aux sorcières des années 50, tout comme l'un de ses acteurs fétiches, Gary Cooper. Son nom reste aujourd'hui associé excessivement à l'idée de démesure et de gigantisme au cinéma, DeMille apparaissant comme le représentant archétypale du film biblique (il n'en tourna pourtant que quatre dans sa carrière), éclipsant de fait une riche carrière éclectique et son rôle fondamental dans l'histoire du cinéma. "La disparition de l'éthique et de l'esthétique qu'il représentait à la perfection en fait un produit dont l'exotisme s'accuse à chaque nouvelle vision et le soustrait pratiquement à toute critique, favorable ou hostile. Tel pourrait être le sort, ambigu mais finalement justifié, de l'œuvre entière de DeMille".

Enfance et carrière théâtrale

Cecil Blount DeMille naît le 12 août 1881 à Ashfield. Il est le deuxième fils de Henry Churchill DeMille et de Mathilda Beatrice, le premier, William, étant né le 25 juillet 1878. Le 23 avril 1891 naîtra Agnès (décédée prématurément en 1895). Le grand-père paternel de Cecil était William Edward DeMille, négociant important en Caroline du Nord qui fit faillite dans les années 1860. Henry DeMille exerça plusieurs métiers : pasteur, instituteur et auteur dramatique. Il ne rencontra pas grand succès jusqu'à sa rencontre avec le dramaturge David Belasco en 1887. Cecil Blount assista à sa première représentation théâtrale à l'âge de huit ans au théâtre de Madison Square. Son père mourut le 10 février 1893, emporté par la typhoïde. Cecil entra au collège militaire de Pensylvannie à l'âge de quinze ans. Il voulut s'engager dans la guerre que menait les Etats-Unis contre l'Espagne, mais fut recalé en raison de son jeune âge. Il sortit de l'établissement en 1898 et, suivant l'exemple de son frère, se lança dans le théâtre. Il s'inscrit dans un cours d'art dramatique à New York et obtint son diplôme en 1900. Il joua dans une pièce à succès de Cecil Raleigh, *Hearts Are Trumps*. En tournée, il tomba amoureux d'une des actrices, Constance Adams : "Le 31 décembre 1900, à minuit, assis sur les marches d'une pension de famille, au 9 Beacon Street, Boston, complètement oublieux du froid, nous célébrâmes la nouvelle année et le nouveau siècle en devenant fiancés". Ils se marièrent le 16 août 1902 dans le New-Jersey. Après une tournée au cœur de l'Amérique, il commença à écrire des pièces, parfois avec son frère. Il s'occupa également de la compagnie du Standard Opéra pendant quelques temps. Il fut engagé par David Belasco en 1907 pour une pièce écrite par son frère, *The Warrens Of Virginia*. Figurait également à l'affiche de cette pièce la future star Mary Pickford. La collaboration entre DeMille et Belasco prit fin, pour un contentieux sur la paternité d'une pièce, en 1911. Administrateur au sein de la Société américaine de théâtre, il rencontra Jesse Lasky, un producteur de vaudevilles et d'opérettes.

Décès et postérité

Cecil B. DeMille effectua un voyage en Europe où il rencontra entre autres Churchill, le pape Pie XII et Konrad Adenauer. A son retour, il se remit au travail. Il voulu faire un remake des *Flibustiers* (le film sera dirigé par son gendre Anthony Quinn sous le titre *Les Boucaniers* avec Charlton Heston et Yul Brynner) et s'atteler à la réalisation de *Queen of the Queens*, sur la vie de la Vierge Marie. Un dernier projet dont on ne connaît presque rien, appelé *Projet X*, est évoqué plusieurs fois dans ses mémoires et ses dernières correspondances. Mais fatigué, il s'éteint sans n'avoir pu en concrétiser aucun, le 21 janvier 1959. Il est inhumé au Hollywood Forever Cemetery de Hollywood. Une récompense, le Cecil B. DeMille Award récompense les artistes pour l'ensemble de leur carrière dans l'industrie du cinéma. Il est attribué tous les ans depuis 1952 lors de la cérémonie des Golden Globe Awards à Hollywood. Wikipédia

DENECHAU **Claude** Québec 8 mars 1768 à Québec - Berthier 30 octobre 1836.



Médecin, et député à la Chambre d'assemblée du Bas-Canada comme représentant de la haute-ville de Québec. Il y siégea trente ans, ne recevant aucun salaire pour cette fonction. En 1807, il est nommé membre du Conseil du Gouverneur. En 1813, il est juge de paix. En 1826, il nommé Major au 1er Régiment de Québec et deux ans plus tard, soit en 1815 Lieutenant-Colonel du 6e Bataillon de Saint-Roch.

Chrétien franc-maçon, il devient en 1823 Grand Maître du district de Québec et de Trois-Rivières. Curieusement, son frère était un prêtre, ce qui causa un embarras pour son village natal. Une loge maçonnique montréalaise porte son nom.

Pierre-Georges Roy raconte qu'il quitta le maçonnisme et mourut en bon catholique en 1836. Décédé le 30 octobre 1836, à l'âge de 68 ans, et inhumé sous le banc seigneurial de l'église de Berthier-sur-Mer.

DERAISMES

Maria

Paris 15 août 1828 – 1894.



Marie-Adélaïde dite Maria, fille de François Deraismes et d'Anne Soleil, naît à Paris dans une riche famille de commerçants républicains et voltairiens. Elle reçoit une éducation intellectuelle et artistique soignée, bien plus complète que celles des jeunes filles (et même des garçons) de la « bonne » société de l'époque. En 1852, les Deraismes s'installent à Nice, où le père de Maria meurt l'année suivante. La famille retourne é Paris ; sa mère y décède en 1861. Quatre ans plus tard, la sœur ainée, Anna, veuve et sans enfants, revient vivre avec Maria, qui a 37 ans, 75 000 francs de revenus annuels et est restée célibataire. Depuis quelques années, elle peint, compose et écrit des petites pièces de théâtre publiées en 1864 (Le Théâtre chez soi). L'année suivante, elle se lance dans le pamphlet féministe, un tantinet moraliste, avec notamment Aux femmes riches…, puis publie plusieurs articles dans : *Le Nain jaune* et *Le Grand Journal*.

En 1866, des maçons acquis aux idées féministes, dont Léon Richer, décident d'organiser en l'hôtel du Grand Orient, tous les dimanches, des « conférences maçonniques » ouvertes aux femmes. Sollicitée, Maria refuse puis accepte, décidée par la publication d'une série d'articles antiféministes de Barbey d'Aurevilly. Les réunions durent jusqu'en 1870. Cette année-là, chez Andrée Léo (Léodile Bréa), elle participe à la création de la Société pour la revendication des droits de la femme, qui fusionne, le 16 avril 1870, avec la Société pour l'amélioration de la femme qu'elle a cofondée en 1869 avec Léon Richer. Le 11 juillet 1870, ils organisent le premier banquet féministe français, mais huit mois plus tard éclate la guerre franco-allemande. Maria et sa sœur Anna financent alors une ambulance, mais elles doivent se retirer en Bretagne.

Enthousiasmée par la République, mais pas par la Commune, Maria écrit néanmoins une protestation en faveur des « pétroleuses » condamnées par les conseils de guerre. Elle reprend son combat féministe. En juin 1872, elle préside le second banquet féministe – dit des droits des femmes – puis publie *Eve contre M. Dumas fils*, une réponse à un violent pamphlet antiféministe de l'auteur de La Dame aux camélias. En 1875, elle adhère à *La Libre Pensée* et ouvre son salon aux cadres du parti républicain. Mais la République des ducs interdit l'association et le périodique du tandem Richer-Deraismes. Quand l'interdiction est levée, les deux militants organisent le premier Congrès international du droit des femmes (août 1878), dans la salle du Grand Orient de France, boulevard des Capucines. Pour soutenir les candidats républicains à Pontoise, Maria Deraismes achète *Le Républicain de Seine-Et-Oise* dès que la loi de 1881 sur la presse autorise les femmes à prendre la direction d'un journal.

C'est alors que Maria aurait demandé son admission dans une loge maçonnique du Grand Orient de France, « *La Cémente Amitié* », sise à Paris. Mais c'est un atelier qui s'était déclaré indépendant de la Grande Loge Symbolique Ecossaise qui va procéder à son initiation. Le 14 janvier 1882, Maria est reçue apprentie franc-maçonne à la loge « *Les Libres Penseurs* », au Pecq. Malgré son opposition, la Grande Loge Symbolique Ecossaise publie dans son bulletin le compte rendu in extenso de la cérémonie et dont voici quelques extraits :

« *La tenue a été présidée par le vénérable Houbron. En exécution du règlement particulier de la loge, aucune épreuve physique n'a été imposée. L'histoire et les principes de la franc-maçonnerie ayant été exposées par le vénérable et après les questions d'usage auxquelles a répondu la néophyte la prestation du serment a eu lieu et Mlle Maria Deraismes a été régulièrement constituée par le vénérable et reconnue par les frères présents comme notre sœur maçonnique au premier degré symbolique* ».

A l'issue de la tenue, un banquet réunit environ 400 convives, dont de nombreux profanes, femmes et enfants. Sur la proposition du frère Constans, Maria Deraismes fut acclamée présidente d'honneur du banquet. Selon ce dernier, la réunion eut « *un caractère anticlérical et profondément démocratique* ». Durant celle-ci, Maria Deraismes porte un toast à la loge « *Les Libres Penseurs » de l'orient de Pecq et félicite celle-ci, qui est sa loge mère, « d'avoir réouvert à la femme, cette fois toutes grandes et au nom du droit, les portes des temples maçonniques qui jusqu'à ce jour ne lui avaient permis que par privilège et par exception de consacrer ses efforts intellectuels à l'œuvre d'humanité et de progrès, poursuivie de tous temps par la maçonnerie universelle* ».

Par la suite, elle dénonce le rejet des femmes comme étant responsable de leur goût pour la dévotion et la

prostitution, puis salue une ère nouvelle pour la franc- maçonnerie. Après cette cérémonie et cette fois organisée par le maire de Pecq, le frère Ray, l'atelier est pourtant mis au ban de la société maçonnique et Maria Deraismes sera pour douze ans une maçonne sans loge, malgré les tentatives des frères, notamment de Georges Martin, pour la faire affilier à un autre atelier masculin.

Maria Deraismes n'en continue pas moins son combat public. En 1885, elle devient présidente des groupes de la Libre Pensée de Seine-Et-Oise et, en 1891, vice-présidente du premier Congrès anticlérical de France. Elle poursuit son combat en faveur de l'émancipation des femmes en participant aux deuxième (1889) et troisième (1892) Congrès des sociétés féministes.

Malgré l'ostracisme des frères, Maria Deraismes et Georges Martin élaborent discrètement une structure maçonnique autonome pour les femmes, et des réunions informelles se déroulent chez Maria, au 72, rue Cardinet, entre 1891 et 1893. Quatre tenues de mars-avril 1893 créent officiellement la loge-obédience dite Grande Loge Symbolique Ecossaise, le Droit Humain, dont Maria Deraismes est la première présidente. Elle préside dix tenues de la nouvelle obédience puis meurt à Paris, le 6 janvier 1894. Y.H.M.

DERMOTT Laurence

Dublin 1720 – Londres 1791.



Les historiens de la maçonnerie anglaise n'ont guère accordé d'importance à Laurence Dermott, bien qu'il ait joué un rôle clef dans l'expansion de la Grande Loge des Anciens. C'est Henry Sadler qui lui rendit justice en 1887 dans *Masonic Facts and Fiction*, et nous devons à Georges Lamoine d'avoir publié la première édition bilingue de l'œuvre de Dermott qui servit de constitutions aux Anciens (Ahiman Rezon, ed. S.N.E., 1997), permettant ainsi aux lecteurs français de le découvrir. Laurence Dermott avait des origines modestes qu'il se fit un point d'honneur à évoquer dans la troisième édition de son *Ahiman Rezon* pour répondre aux attaques que les « Modernes » multipliaient alors contre lui. L'ostracisme social teinté de racisme anti-irlandais, semble avoir été pour beaucoup dans ce silence. Dermott disait lui-même : « Les Modernes varient en matière de calomnie car, pendant que certains m'accusent de faux, d'autres disent que jesuis illettré au point de ne savoir écrire mon nom. Mais le plus étrange est que d'aucuns veulent que je n'aie ni père ni mère, et que j'aie spontanément poussé dans un carré de pommes de terre d'un potager d'Irlande ».

Les silences de l'historiographie et les calomnies dont fut victime Dermott nécessitent donc de faire le point sur la figure de proue des Anciens, Laurence Dermott est initié à la loge n°26 de la capitale irlandaise en 1740, dès l'âge de 20 ans. Il devient vénérable de cette loge six ans plus tard. En bon Irlandais, il est catholique. Il émigre en Angleterre peu après 1746 et est admis dans une loge « Moderne » mais, lorsque se crée la Grande Loge des Anciens, il rejoint les loges « anciennes ».

il est tour à tour ouvrier peintre, *journeyman painter* (employé à la journée), puis marchand de vin et couturier entre le continent et les acheteurs anglais. Son statut professionnel assez précaire attire le mépris de l'aristocratique Grande Loger des Modernes pour un homme qui, malgré ce handicap certain, aspire à de très hautes responsabilités maçonniques. Laurence Dermott est élu Grand Secrétaire en 1752 de la Grande Loge des Anciens ; il exerce cette fonction jusqu'en 1771, date à laquelle il devient Grand Maître Adjoint (Depute Grand Master). C'est un poste essentiel puisque le Grand Maître, presque toujours aristocrate, n'a qu'un rôle honorifique. Il occupe cet office jusqu'en 1777, puis de nouveau de 1783 à 1787, assurant ainsi la continuité du pouvoir au sein de la Grande Loge.

***Ahiman Rezon* sert véritablement de constitutions aux Anciens, au même titre que l'ouvrage d'Anderson pour les Modernes. L'ouvrage, qui connaît de nombreuses rééditions jusqu'en 1813, se compose d'une introduction, d'une profession de foi sur les objectifs de la franc-maçonnerie, rédigée à la fois à l'intention des profanes et des initiés, et des « anciennes obligations » et des règlements généraux de l'Ordre. Ces deux dernières parties s'inspirent très fortement du texte d'Anderson. Cependant les références à la franc-maçonnerie « opérative » sont plus appuyées chez Dermott que chez Anderson. Contrairement aux Modernes, les Anciens pourront d'ailleurs revendiqués une loge « opérative » au XVIIIe siècle : la *Domatic Lodge* de Londres.**

Dermott ridiculise les prétentions historiques d'Anderson qui avait daté la franc-maçonnerie du Paradis terrestre. Dermott traite ensuite du fonctionnement de la nouvelle Grande Loge qui est règlementé de façon plus précise et plus démocratique que celui des Modernes. Ainsi le choix du Grand Maître doit être approuvé à l'unanimité par les membres de la Grande Loge, les officiers de la Grande Loge sont élus et non nommés par le Grand Maître comme chez les Modernes ; le déroulement des assemblées de loge est lui aussi réglementé : aucun membre n'est autorisé à prendre la parole plus d'une fois sur un même sujet afin de garantir la liberté d'expression de tous et d'éviter à quelques-uns de monopoliser la parole.

Il introduit l'obligation de réciter une prière au moment de l'ouverture et de la clôture des travaux ; il fait alors preuve d'un certain éclectisme religieux, puisqu'il propose à la fois des prières chrétiennes et des prières juives. Une prière spécifique sera récitée au 4°, celui de Royal Arch, dont il n'a sans doute pas eu la paternité, comme cela

a pu être affirmé. Dermott accorde beaucoup d'importance au comité de bienfaisance – Committe of Charity - , tout en décourageant l'entrée en franc-maçonnerie de personnes indigentes. La personnalité de Royal Arch, dont il n'a sans doute pas eu la paternité, comme cela a pu être affirmé. Dermott a souvent été critiquée, surtout par les Modernes. Il est certain que l'auteur d' *Ahiman Rezon* ne pécha pas par modestie, mais cela s'explique en grande partie par la nécessité de faire face au mépris social dont firent preuve ses adversaires à son égard. Laurence Dermott fut la figure de proue des Anciens, il sut faire preuve d'offensive quant il le fallut. Sans son acharnement, il est vraisemblable que la Grande Loge des Anciens n'aurait jamais connu cet essor. Dermott arrêta de déterminer la politique des Anciens pour des raisons de santé. M.-C.R.

DESAGULIERS John Théophilius

La Rochelle 1633 – 1744.



On sait de Desaguliers, Grand Maître de la Grande Loge d'Angleterre en 1719, qu'il joue un rôle fondamental dans les Constitutions attribuées à Anderson et qu'il fut l'un des propagateurs de la science newtonienne, mais on méconnaît en revanche ses positions philosophiques exactes et les liens précis entre le contexte scientifique dans lequel il vécut et le projet constitutionnel et politique qu'il déploya dans la société maçonnique.

Les débuts de sa carrière ont été profondément marqués par la nature des liens qu'il entretien avec Newton, président de la *Royal Society*, et par les motivations politiques qui animèrent son volontarisme.

John Théophilus, né à La Rochelle et chassé de France, dès son très jeune âge, avec son père huguenot, fait ses études universitaires à Oxford, puis entre dans les ordres de l'Eglise anglicane. Son admission dans l'aristocratie lui permet de consacrer beaucoup de son temps à l'activité scientifique et technique. En 1710, il est chapelain de James Brydges, futur duc de Chandos, puis après avoir obtenu une rente de William Cooper, *Lord High Chancellor*, il s'approche de la famille royale et s'emploie à la tenir informée des dernières avancées en matière de philosophie naturelle. Il commence sa carrière d'expérimentateur en devenant assistant de John Keill, à l'université d'Oxford, auquel il succède en 1709 dans la fonction de lecteur démonstrateur. Installé à Londres depuis janvier 1713, il acquiert rapidement une solide expérience dont la réputation atteint les cercles de la Royal Society.

Le décès en avril 1713 de Francis Hauskbee, curateur des expérimentations au sein de l'institution, ouvre une place que Newton, président depuis 1704, ne peut laissé inoccupée. John Keill l'informe alors de la compétence de son ancien adjoint étudient et la candidature de Désaguliers est présentée en juillet 1713 : il avait d'ailleurs présenté de nombreuses expérimentations cette année-là, notamment celle qui portait sur la théorie de la physique du rayon lumineux et des couleurs que Newton souhaitait voir définitivement reçue par la communauté scientifique européenne. Il est élu sociétaire de la société savante en 1714, et peut-être a-t-il existé un lien entre cette élection fortement soutenue par Newton et la volonté de la *Royal Society* d'affirmer l'hégémonie newtonienne. Son élection coïncide aussi avec la crise de succession des Hanovre qui durait et la possible venue, à Londres de Leibniz. Il se peut que, élu *felow* de la société savante trois jours avant la mort de la reine Anne, Désaguliers se soit alors vu confier la mission de suprématie newtonienne en matière de philosophie naturelle. De fait, auparavant, Keill avait informé Newton qu'il n'était pas impossible que, sous une semaine, un bateau permis à Leibnitz d'embarquer à Hanovre en compagnie de Georges. Dès juillet 1714, Désaguliers reprenait devant les membres de la *Royal Society* les expérimentations sur le prisme, démonstrations dont il maîtrisait parfaitement l'exercice pour les avoir faites en public à la fin de 1713. Newton a probablement pu apprécier combien Désaguliers pourrait servir la légitimation et la propagation de ses acquis. Il intégrera d'ailleurs à sa 4ème édition de l'*Opticks* des résultats issus directement des expérimentations de son collaborateur. Celui-ci visite plusieurs pays en Europe, en particulier en France, en février 1715. Il y rencontre Pierre Coste et lui demande de traduire l'*Opticks* en français.

Dans ses discours dispensés hors de la Royal Society, le plus souvent à son domicile, il illustre l'existence des forces attractives, explique la gravitation comme une forme universel inhérent de la matière, et la cohésion des particules comme une « attraction de nature électrique ».

Cette philosophie naturaliste, parfois appelée newtonisme, inspire fortement les *Constitutions* qu'il rédige avec le pasteur Anderson et que la toute récente Grande Loge de Londres — dont il est élu Grand-Maître en 1719 — adopte pour règle en 1723, fondant ainsi la Franc-maçonnerie moderne.

En outre, après avoir été ordonné prêtre en décembre 1717 – il avait été ordonné diacre de l'Eglise anglicane en octobre 1710 -, Désaguliers obtient en 1718 le titre de docteur de droit de l'Université d'Oxford. La formation juridique qu'il dût acquérir pour y parvenir à marquer le caractère philosophique et les visées politique de l'ensemble de son œuvre. Le projet politique de Désaguliers vise à concrétiser l'idée de volontarisme selon laquelle l'homme peut trouver sa dignité dans l'administration des œuvres terrestres, tout autant que dans sa recherche à connaître le Créateur. Le juriste en explique ses arguments dans Le Système newtonien du monde : meilleur modèle de gouvernement…, édité en 1728, et dédicacé au roi Georges II. Sous le voile de l'allégorie cosmologique, il projette, à partir de l'irréfutabilité du modèle gravitationnel newtonien, un ordre constitutionnel de la vie civile, éclairé par les lois de la gravitation de Newton, et fort éloigné des pratiques parlementaires anglaise du moment car il dénonce les conséquences néfastes engendrées par une justice achetée et la corruption politique qui en découle.
Dans *Cambria's Complaint*, second texte de l'ouvrage, il récuse les arguments des autorités politiques et religieuses,

opposées à la substitution du calendrier grégorien au modèle julien. S'adressant aux antitrinitaires, il prévient que « *la réconciliation des calendriers ne revient pas à introduire en Angleterre la doctrine religieuse papale », mais peut contribuer à « l'augure de la paix en Europe* ». A cet égard, l'engagement politique de Désaguliers trouve, dans le contexte d'effervescence juridique que connaît la vie parlementaire, une pertinence constitutionnelle. Rappelant le droit, voire le devoir, qu'ont les « patriotes » à résister à des lois opposées au bien commun, il souligne le caractère légitime et inaliénable de leur engagement politique dans la vie de la cité.

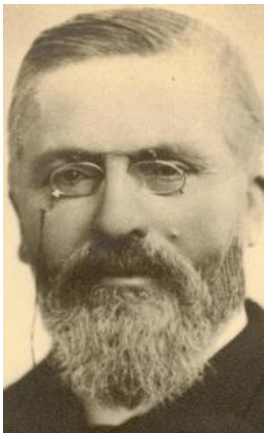
Auteur du préambule à l'histoire de la confraternité et des deux premiers articles des Obligations des Constitutions d'Anderson, Désaguliers y avait réalisé dès 1723 la concrétisation constitutionnel et politique. Dès le préambule, il rappelle que l'homme a été constitué par le Créateur responsable de l'accomplissement des œuvres terrestres. Il y établit les prémices du droit constitutionnel maçonnique dont le caractère positif apparaît comme novateur. De fait, la visée politique des articles constitutionnelles prétend à une ambition politique : l'homme, promu individu créateur et sujet de droit au sein d'un espace de sociabilité du droit des Eglises, dispose de la capacité juridique d'atteindre à sa dignité par ses œuvres. Dans De Dieu et de la religion, le lien est défini qui unit le maçon à la loi morale.

La nature juridique de la relation du Créteur-Maître horloger confère un caractère de ce type à la responsabilité du contractant, qui s'engage à accomplir son ouvrage terrestre. Cet engagement rend supérieur l'accomplissement de l'œuvre par rapport à son appartenance religieuse. Ainsi l'engagement pris par l'individu de consentir à respecter la loi morale crée un lieu juridique et institutionnel de passage à l'état de sociabilité. Fait juridiquement remarquable, par l'incorporation du contractant à l'espace de sociabilité, cet engagement légitime juridique même de l'institution. Mais cet espace juridique privé ne rompt pas pour autant les liens du maçon avec les cadres de la sphère civile de la cité à laquelle il appartient. Il est un paisible sujet dans l'environnement civil gouverné par le magistrat suprême.

Ainsi, la fonction politique de l'article 1 s'étend à l'article 2, « Du magistrat civil suprême et subordonné ». Sa signification est institutionnelle. Prolongeant la vidée juridique de la « définition » de l'article 1, la seconde « définition » vient préciser les fins politiques du centre de l'union. Construire la cité et en administrer les œuvres. Le caractère juridique de cette relation qui lie, à la fois, le maçon et l'institution à l'Etat s'inscrit en parfaite continuité de l'obéissance à la loi morale, puisque celle-ci dans l'intérêt général des membres de la cité, régit la construction du bien commun. Pour Désaguliers, l'homme a la capacité de comprendre les phénomènes physiques de la nature et de s'approprier la maîtrise des savoirs qui lui assurera les moyens d'administrer les affaires terrestres. Sans que soient rompus, à aucun moment, les liens qui l'unissent au Créateur-Maître horloger, il y trouvera une source de sa dignité. P.B.+JCvL

DESMONS Frédéric

Brignon 14 octobre 1832 – Paris 4 janmvier 1910.



Issu d'une famille bas-cévenole huguenote, né le 14 octobre 1832 à Brignon (Gard), Frédéric est le fils posthume de Frédéric Desmons père, notaire, et de Françoise Emile Bernis. Sa scolarité primaire se passe à Brignon. Ensuite Frédéric commence des études au collège d'Alès, puis au lycée de Nîmes, où il est interne à la pension Lavondès qualifiée « d'école préparatoire au ministère évangélique ». Bachelier en 1851, Frédéric part pour Genève où il passe un an à cette faculté. Le 11 août 1856, il soutient sa thèse à Strasbourg, devant un jury présidé par le pasteur Mathias Richard, professeur de « dogmatique calviniste » à la faculté de Théologie de la capitale alsacienne. Elle a pour titre : « *Essai historique et critique du mormonisme* ». Frédéric Desmons est alors nommé pasteur suffragant à Ners (Gard). Le 13 décembre 1856 il est consacré à Vézenobres (Gard). Le 34 mai 1857, il devient pasteur à Vals (Ardèche) puis, le 5 septembre suivant, à Saint-Génies-de-Lalgoires (Gard). Il exerce son ministère jusqu'en 1881. Durand ces années un conflit doctrinal et ecclésiastique au sein de l'Eglise réformée, oppose les « orthodoxes » (évangélistes) et les libéraux qu'il soutient. En 1860, Frédéric épouse sa cousine germaine, Juliette Bernis.

Il est initié à la loge nîmoise « *L'Echo du Grand Orient* » le 8 mars 1861. Compagnon le 5 janvier 1862, maître le 15 janvier 1863, Desmons est un des membres fondateurs de la loge « *Le Progrès* », sise à Saint-Genièse (1867). A partir de 1868, Desmons représente son atelier au Convent. Il en devient vénérable de 1870 à 1888. Au Convent de 1869, il demande l'admission des femmes en maçonnerie. Comme ses trois autres projets, il est repoussé par le Conseil de l'Ordre du Grand Orient. Au Convent de 1871, il présente un vœu favorable à l'amnistie des communards, qui n'est même pas mis aux voix. En 1873, Desmons est élu au Conseil de l'Ordre et réélu en 1876. L'année suivante, il est choisi comme rapporteur de la commission chargée d'examiner le vœu n°9 dont le premier alinéa précise « *que la franc-maçonnerie n'a point affirmer dans sa Constitution des doctrines et des dogmes*…) Malgré un certain cafouillage, le texte est adopté, paragraphe par paragraphe.

En 1877, le « candidat républicain » Desmons est élu conseiller général de Vézénobres. Après un échec à une législative partielle en 1877, il est élu les 19-26 juin 1881 député radical du Gard. Il sera renouvelé en 1882, 1885 1889 et 1893. Dans le même temps, Desmons est réélu au Conseil de l'Ordre dont il devient vice-président (1886), puis président (1887-1889). Malgré une attitude quelque peu ambiguë au début du boulangisme, il est élu sénateur au début en janvier 1894 et le demeure jusqu'à sa mort. Il siège au groupe de la Gauche Démocratique, présidé successivement par les frères Arthur Ranc et Emile Combes.
A son tour, de 1899 à 1902, Desmons préside ledit groupe avant de devenir vice-président de la Haute Assemblée (1902-

1906). Il va également trouver la présidence du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de 1896 à 1898, de 1900 à 1902, de 1905 à 1907, et de 1909 à 1911. Désormais, sa vie publique et maçonnique se confond avec la République, le radicalisme et le Grand Orient. Proche politiquement des frères Léon Bourgeois et Camille Pelletan, hostile à Clemenceau, ennemi de toute exclusive à gauche, Desmons soutient les cabinets Waldeck-Rousseau et Combes. Il est mêlé de très près au scandale de l'affaire des Fiches.

Sur le plan maçonnique, le frère Desmons s'opposa, notamment en 1900-1901, aux efforts des ultranationalistes qui voulaient abandonner peu ou prou toute pratique ritualiste et toute référence symboliste. Mais surtout, il a essayé de faire de l'obédience de la rue Cadet le laboratoire politique et culturel du Bloc Républicain. Voulant qu'elle soit également la « structure liante » entre radicaux et socialistes, il favorisa la progression de ces derniers notamment Arthur Groussier et Marcel Sembat, dans l'exécutif du Grand Orient.

Le 20 février 1910, à l'hôtel d'Orsay, on fête, sous la présidence de Gaston Doumergue, son triple jubilé matrimonial, politique et maçonnique. Malade depuis plusieurs années, Frédéric Desmons meurt à son domicile parisien, le 4 janvier 1911. Le 5, une cérémonie funèbre se déroule à la gare de Lyon lors de la levée du corps. Ses obsèques civiles ont lieu le lendemain à Saint-Geniès. Y.H.M.

DESMOULINS Camille

Guise 2 mars 1760 – Paris 5 avril 1794.



Si on ne sait rien de sa carrière maçonnique, il est cependant attesté qu'il a appartenu, fort jeune, à la « *Loge des Maîtres* », orient d'Amiens, où son nom apparaît après 1776 en compagnie de celui de Calonne, avec le grade de maître.

Camille Desmoulins est le fils de Jean-Benoît-Nicolas Desmoulins (1725-1794), seigneur de Bucquoy et de Sémery, lieutenant général au bailliage de Guise, en Picardie et de Marie-Madeleine Godart. Il aura 7 frères et soeurs. Camille entre comme boursier au lycée Louis-le-Grand, où il fait de bonnes études : il est primé au concours général, la même année que son condisciple Maximilien de Robespierre. Il devient ensuite avocat à Paris. Il fait alors partie de l'entourage de Mirabeau. Malgré un bégaiement remarqué, il devient un des principaux orateurs de la Révolution française.

Son premier grand discours a lieu devant la foule réunie dans les jardins du Palais-Royal devant le café de Foy le 12 juillet 1789 après le renvoi de Necker. Il fait ses débuts de journaliste en novembre 1789, où il publie *Les Révolutions de France et de Brabant*, journal qui comptera 86 numéros. Il y dénonce constamment l'idée du complot aristocratique. Il s'oppose également au suffrage censitaire, en déclarant qu'un tel mode d'élection aurait exclu Jésus-Christ ou Jean-Jacques Rousseau. Son journal est suspendu après la manifestation du Champ-de-Mars du 17 juillet 1791, bien qu'il n'ait lui-même pas participé à cet événement. Avant la déclaration de guerre de 1792, il est plutôt partisan de la paix, comme son ami Robespierre. Mais il change ensuite d'avis et se range aux côtés de Danton et Marat. Après le 10 août 1792 et la chute de la Monarchie, il devient secrétaire du ministère de la Justice, dirigé par Danton. Il devient de plus en plus engagé dans la voie d'une répression des contre- révolutionnaires. Il est élu à la Convention nationale, où il siège parmi les Montagnards, mais ne joue pas de rôle important.

Beaucoup de ses contemporains voient en lui un brillant orateur, mais incapable de jouer un rôle politique. Il s'oppose beaucoup à Jacques-Pierre Brissot, qui l'accuse d'être corrompu. Il publie contre lui *Brissot dévoilé* et *Histoire des brissotins*, où il rappelle la versatilité de son adversaire, ancien proche de La Fayette. Il s'éloigne peu à peu des Montagnards, notamment après la condamnation des Girondins le 30 octobre 1793. Il fonde alors un nouveau journal, *Le vieux cordelier*, où il attaque les Enragés et lance des appels à la clémence. Considéré comme dantoniste, il est arrêté en même temps qu'eux, le 31 mars 1794 et est guillotiné le 5 avril 1794. Camille Desmoulins avait épousé en 1790 Anne Lucile Laridon-Duplessis. Ce jeune couple, qui s'est écrit de nombreuses lettres d'amour, est considéré comme un symbole des « Amours sous la Révolution française ». Elle sera également guillotinée une semaine plus tard, le 13 avril 1794. Wikipédia + JCvL

DESSEAUX Louis-Philippe

Honfleur 1798 – Paris 1881.

Louis-Philippe Desseaux incarne, par la multiplication et l'évolution de ses engagements, les mutations qui touchent la culture maçonnique sous les monarchies censitaires et le Second Empire. Devenu étudiant en droit après le retour des Bourbons (1816), il est initié dans sa jeunesse, le 17 juillet 1822, à « *La Persévérance Couronnée* », une loge rouennaise de constitution récente, majoritairement formée de représentants de la petite bourgeoisie commerçante. Orateur dès 1823, le jeune avocat est vénérable de la loge en 1835 ; il la dirige régulièrement durant vingt ans.

Conseiller de l'Ordre en 1831, il poursuit parallèlement une brillante carrière professionnelle et politique dans la cité. Bâtonnier des avocats du barreau de Rouen en 1837, il sera réélu neuf fois à cette fonction et également choisi comme membre du Comité Consultatif des communes et établissements publics, de l'assistance judiciaire et du conseil de ville de Rouen. Acquis au parti républicain, réformiste, il est désireux d'éviter à la fois la remise en cause de la propriété et des turpitudes révolutionnaires. Son modèle politique reste d'ailleurs l'ancien constituant Thouret auquel il rend un vibrant hommage en 1844 dans un « Eloge prononcé à la cour ».

Le choix qu'il fait de se référer au « père des départements », figure emblématique d'une révolution libérale soucieuse

d'arrêter le funeste événement dès 89 par la mise en place d'une politique de compromis avec la noblesse, révèle cette sensibilité. Selon Desseaux, il faut d'ailleurs « *frapper d'impuissance les théories aventureuses en entrant résolument dans la voie des grandes réformes économiques* ». Conseiller municipal en 1845, il devient conseiller général et député en 1848. Il refuse la charge de Premier Président à la cour de Rouen en 1849, malgré l'offre faite par Odilon Barrot. Déchu de la députation en 1852, il récupère celle-ci en 1863.

La maçonnerie rouennaise inclinant alors majoritairement vers le républicanisme, il lie pendant ces années engagements profanes et maçonniques dans une relation fondée sur la réciprocité des influences. Il crée ainsi, en 1842, « *La Fraternité* », une feuille au nom évocateur dont la carrière est arrêtée en 1848. Les loges sont alors, dans cette ville qui est maçonniquement parlant l'une des plus importantes (six loges actives en 1848), le lieu de rencontre des dirigeants du journal, dirigé par le frère Lebreton. En 1843, dans les notices philosophiques inspirées qu'il dirige, Desseaux déclare son idéal politique et social porteur de l'esprit des œuvres maçonniques rouennaises qu'il a contribué à susciter. Ainsi, après avoir reçu la médaille d'honneur du Grand Orient, il propose aux loges de Rouen de participer aux caisses de secours mutuel en 1848. En 1858, il organise les conférences puis devient président d'honneur du Comité de la bibliothèque publique de circulation. Il est également l'un des fondateurs de l'Enseignement (1868) où, à Rouen, comme ailleurs, les milieux maçonniques sont fortement représentés.

Il est candidat libéral au Corps législatif en 1869. Opposé à la guerre en 1870, il est délégué par la République naissante pour administrer la Seine-Inférieure ; il devient préfet de ce département le 4 septembre 1870.
Cette carrière impressionnante fait l'objet de l'administration des frères rouennais et il n'est pas étonnant que le cinquantenaire maçonnique organisé en son honneur en 1872 ait été l'occasion de le célébrer dignement. On y lit les strophes de Lebreton et Frédéric Deschamps, maçon et grande figure quarante-huitarde rouennaise, fait un discours. Des frères viennent de toute la Normandie et de la région parisienne et le Grand Orient délègue Viénot vice-président du Conseil de l'Ordre, Duhamel, secrétaire, Bécourt, Massol et Renaud, membres dudit Conseil.

Malgré son âge avancé, la carrière de Desseaux n'est pourtant pas totalement achevée au moment où la plus durable des Républiques est encore balbutiante et fragile. De nouveau député à partir de 1877, il siège à gauche et « meurt au combat », le 3 avril 1881, alors qu'il est devenu le doyen d'âge de la Chambre. E.S.

DIAGNE Blaise

Gorée 13 octobre 1872 - Cambo-les-Bains 11 mai 1934.



Député du Sénégal de 1914 à sa mort, sous secrétaire aux colonies, maire de Dakar.
Initié Franc-Maçon à la Loge "*L'Amitié*" Saint Denis de la Réunion. Fréquenta, au gré de ses mutations, les loges de Madagascar, la Guyane et enfin "P*ythagore*" Paris.

Blaise Adolphe Diagne est né le 13 octobre à Gorée. Fils de Niokhor, qui était cuisinier et marin, et de Gnagna Preira, originaire de Guinée-Bissau. *"Je suis le fils d'un **cuisinier nègre et d'une pileuse de mil**"* lancera - t - il, lors de sa campagne électorale de 1914. Blaise Diagne est très tôt adopté par une famille respectée de métis originaires de Gorée et de St Louis. Il s'agit de la famille Crespin dont Adolphe, son parrain, est le patriarche des mulâtres. Il apprend très tôt à lire et à écrire à l'Ecole des Frères de Ploërmel de Gorée où son père adoptif, Adolphe Crespin l'inscrivit. Il fréquentera après l'école laïque de St Louis. Boursier du gouvernement, le jeune Diagne va poursuivre ses études en France, à Aix-en-Provence.

Il s'y adapte mal et revient au Sénégal, à Saint-Louis en 1891, pour poursuivre et terminer ses études à l'école secondaire des frères de Ploërmel, et en janvier 1892, il est reçu au concours des douanes coloniales. Ce qui, en soi, est un exploit : les places réservées aux Noirs étant très réduites.

Le fonctionnaire
Douanier, il sert successivement au Dahomey(actuel Bénin), au Congo, à La Réunion de 1898 à 1902, puis il est affecté à Madagascar de 1902 à 1909 (où il s'oppose avec fermeté à l'Administration coloniale pour la reconnaissance de ses droits, ce qui lui vaut un blâme de la part de Gallieni).

L'homme privé
Blaise Diagne épouse en 1909, à l'âge 37 ans, une femme métropolitaine originaire de l'orléanais, Odette Villain qui lui donnera 4 enfants dont trois garçons : Adolphe qui a fait sa carrière dans l'armée française où il deviendra médecin, Raoul, footballeur professionnel au Racing Club de Paris jusqu'en 1932 et Rolland, fonctionnaire dans les chemins de fer, le seul à avoir suivi les traces de son père en embrassant une carrière politique et en participant à la formation du Rassemblement démocratique africain (Rda) et enfin Odette, une fille, qui mourut à l'âge de 9 ans. C'est après son mariage qu'il est nommé en Guyane, sa dernière affectation avant le grand saut dans la politique.

L'homme politique
Absent du Sénégal pendant une bonne décennie, Blaise Diagne est élu député le 10 mai 1914, avec 2 424 voix, devant Heimburger (2 249) et Carpot qui arrive seulement troisième avec 472. Blaise Diagne met ainsi fin au règne sans partage des Français et des mulâtres qui ont occupé ce poste sans désemparer depuis 1871. Ce faisant il réalise ainsi la première alternance politique au Sénégal en devenant le premier député noir au Palais Bourbon.
Blaise Diagne doit son élection au soutien sans faille des mourides (dont Cheikh Ahmadou Bamba et son frère Cheikh Anta

Mbacké), de l'association "Les Jeunes sénégalais" conduite par Lamine Guèye et des lébous dirigés par Assane Ndoye. Candidat du petit peuple, réformateur et socialiste - il s'inscrira à la SFIO. Son élection sera donc un triomphe, la métropole est surprise et exige des explications au gouverneur William Ponty. On a appelé à l'époque l'élection de Blaise Diagne "la révolution du 10 mai". Ngalandou Diouf et l'étudiant Lamine Guèye furent parmi ses compagnons de la première heure. Il sera constamment réélu de 1914 à 1934 et appartiendra aux cabinets de Clemenceau et de Laval. Il devient maire de Dakar et le reste de 1924 à 1934. Assimilationniste, partisan de l'égalité du traitement, il dénoncera (29 juin 1917) "le véritable massacre" des recrues indigènes de la Grande Guerre.

Il se jette de toutes ses forces dans la défense de la communauté Lébou dont les terrains ont été réquisitionnés par l'administration militaire pour construire l'actuel aéroport de Yoff ; communauté qui grâce à son combat va être correctement indemnisée. Il défendra avec vigueur, à la Chambre, les intérêts des 4 communes au grand dam de l'administration coloniale et des milieux d'affaires. Il proposera, dans une vision fulgurante et historiquement féconde, une représentation parlementaire de l'ensemble "des indigènes non citoyens", bien qu'il défendît presque, à force d'édulcoration le travail forcé à la Conférence du Bureau international du travail à Genève en 1930. Mais c'est pendant la grande guerre que s'accomplira l'essentiel de l'oeuvre de Blaise Diagne. C'est ainsi qu'il est nommé par le président du conseil, Georges Clemenceau, le 16 janvier 1918, commissaire de la République pour l'Ouest africain puis, le 11 octobre, commissaire général aux troupes coloniales, fonctions qu'il conservera jusqu'en 1921, dans les cabinets Millerand, Leygues et Briand. Sa mission : chercher des renforts pour les tranchées du Nord de la France en recourant aux tirailleurs sénégalais, contre l'avis du gouverneur Van Vollenhoven. Blaise Diagne réussit à lever une armée de tirailleurs de plus de 180.000 hommes, tout en demandant un traitement équitable des minorités ethniques au sein de l'armée française.

Au faîte de sa gloire, il est considéré en France, notamment par le Parlement, comme la voix de l'Afrique. Néanmoins Blaise réclame une contrepartie : échanger "l'impôt du sang" contre l'octroi "aux plus évolués de la population africaine" de la citoyenneté française. Ce qui fut fait en mars 1916 par une loi par laquelle les natifs de quatre communes, Saint-Louis, Gorée, Rufisque, Dakar cessent d'être des sujets pour devenir des citoyens à part entière sur qui pèse par voie de conséquence le service militaire obligatoire. Pour eux, "l'égalité est reconnue à travers le sacrifice des soldats de la force noire". Sous-secrétaire d'Etat aux colonies en 1931, il devient ainsi un des hommes politiques les plus importants de son temps et exerça plus d'influence que n'importe quel autre africain francophone de son époque. Il meurt le 11 mai 1934 à Combo les Bains, dans les Pyrénées et Ngalandou Diouf lui succède à la députation du Sénégal.

D'une alternance à une autre

Que le nouvel aéroport international portât le nom de Blaise Diagne est donc logique et mérité. Aucun Africain n'a eu le prestige de Blaise Diagne quand il était aux affaires. Adepte des lumières, grand voyageur devant l'éternel, défenseur des lébous durant la construction de l'aéroport de Yoff, premier député noir, il n'est ni usurpé ni indigne que le nouvel aéroport soit baptisé du nom de cet illustre fils du Sénégal et de l'Afrique. Il est significatif et hautement symbolique que celui qui a permis la première alternance post-indépendance - Le Président Abdoulaye Wade - ait choisi celui qui est à l'origine de la première alternance coloniale Blaise Diagne pour le nom du nouvel aéroport.

DICKENS Charles

Ecrivain britannique (1812 – 1870)



DIDEROT Denis

Langres 5 octobre 1713 – Paris 31 juillet 1784.

Écrivain, philosophe et encyclopédiste français.

Bien qu'il ne semble pas avoir été initié, Diderot est entouré de près de francs- maçons : Louis de Jaucourt, André Le Breton, Montesquieu, Jean-Baptiste Greuze, Claude-Adrien Helvétius, Friedrich Heinrich Jacobi, Voltaire, Otto Hermann von Vietinghoff, Carlo Goldoni... On notera également l'intérêt particulier qui lui est porté par des françs-maçons qui ne le connaitront pas de son vivant : Goethe, Guizot, Frédéric Bartholdi...

Les premiers écrits (1743-1749)

Au début de l'année 1743, s'opposant à son mariage, son père le fait enfermer quelques semaines dans un monastère près de Troyes. Il s'en échappe et en novembre épouse secrètement Anne-Antoinette Champion (1710-1796) le 6 novembre 1743 en l'église Saint-Pierre-aux-bœufs. Ce mariage ne sera pas heureux : Diderot est infidèle (sa première liaison, avec Madeleine de Puisieux, est attestée en 1745) et son épouse très éloignée sans doute de ses considérations littéraires. Ils auront toutefois quatre enfants dont seule la cadette, Marie-Angélique (1753-1824), atteindra l'âge adulte. La même année (1743) marque également le début de la carrière littéraire de Diderot, par le biais de la traduction.



Il traduit *The Grecian history* de Temple Stanyan. En 1745 paraît sa traduction, largement augmentée de ses réflexions personnelles, de *An inquiry concerning virtue or merit* de Shaftesbury, sous le titre *Essai sur le mérite et la vertu*, premier manifeste du glissement de Diderot de la foi chrétienne vers le déisme, bientôt confirmé par la publication de sa première œuvre originale, les *Pensées philosophiques* en 1746. De 1746 à 1748, il collabore avec Marc-Antoine Eidous et François-Vincent Toussaint à la traduction du *Medicinal dictionnary* de Robert James. *Les Bijoux indiscrets*, conte orientalisant parodiant entre autres la vie à la cour et ses *Mémoires sur différents sujets de mathématiques*. Il rencontre à cette époque Jean-Philippe Rameau et collabore à la rédaction de sa *Démonstration du principe de l'harmonie*.

Château de Vincennes (24 juillet au 3 novembre 1749)

Les positions matérialistes de sa *Lettre sur les aveugles à l'usage de ceux qui voient* qui paraît en 1749 achèvent de convaincre la censure que leur auteur, surveillé depuis quelque temps, est un individu dangereux. L'œuvre est condamnée et Diderot est incarcéré 3 mois au château de Vincennes sur ordre de Berryer qui saisit le manuscrit de *La promenade du sceptique*. Durant sa détention, Diderot reçoit la visite de son ami Jean-Jacques Rousseau qui, en chemin, a eu la fameuse illumination qui l'amènera à écrire, sans doute avec l'aide de Diderot son *Discours sur les sciences et les arts*. Sa pénible détention traumatise Diderot et l'incite à une grande prudence dans ses publications, préférant même réserver certains de ses textes à la postérité.

***L'Encyclopédie* (1747-1765)**

L'année 1747 marque le début des pleines responsabilités de Diderot dans le vaste projet éditorial de l' *Encyclopédie*. Le *Prospectus* paraît en 1750 et le premier volume l'année suivante. Il consacrera 20 ans de sa vie à ce projet qu'il n'achève qu'en juillet 1765, rempli de l'amertume due au manque de reconnaissance, aux errements de l'édition et au comportement des éditeurs (Le Breton en particulier). Cette période de travail intense, avec les charges, les menaces, les satisfactions et les déceptions qui l'accompagnent est également marquée par quelques événements privés importants pour Diderot. En 1750, il est nommé à l'Académie royale des sciences et des Belles lettres de Berlin. En 1753 naît Marie-Angélique, seul de ses enfants qui lui survivra. En 1755 il rencontre Sophie Volland amante pour la vie. En 1759, son père décède. Le voyage nécessaire à Langres pour régler la succession donne l'occasion à Diderot de retrouver sa terre natale et de repenser à l'intégrité de son père. Il en sortira des textes importants, comme le *Voyage à Langres* et l'*Entretien d'un père avec ses enfants*. En 1762, enfin, Diderot pense à vendre sa bibliothèque pour doter correctement sa fille. Catherine II intervient et achète le bien.

Non seulement elle l'achète "en viager" pour permettre au philosophe d'en garder l'usage jusqu'à sa mort mais en plus elle le nomme bibliothécaire de ce fond et le rétribue en tant que tel. Suite à un retard de paiement, l'impératrice lui paye même 50 années d'avance. Cette vente permettra au philosophe de mettre sa fille et ses vieux jours à l'abri du besoin, mais aura un impact important sur la réception de son œuvre. Diderot marque par sa culture, son esprit critique, sa puissance de travail et un certain génie. Il laisse son empreinte dans l'histoire de tous les genres littéraires auxquels il s'est essayé : il pose les bases du drame bourgeois au théâtre, il révolutionne le roman avec *Jacques le Fataliste*, il invente la critique à travers ses Salons, il est le maître d'œuvre d'un des ouvrages les plus marquant de son siècle, la célèbre *Encyclopédie*. En philosophie également, Diderot se démarque en proposant plus de la matière à un raisonnement autonome du lecteur qu'un système complet, fermé et rigide. Rien en fait ne représente mieux le sens de son travail et son originalité que les premiers mots de ses *Pensées sur l'interprétation de la nature* (1753) :

« Jeune homme, prends et lis. Si tu peux aller jusqu'à la fin de cet ouvrage,
tu ne seras pas incapable d'en entendre un meilleur.
Comme je me suis moins proposé de t'instruire que de t'exercer,
il m'importe peu que tu adoptes mes idées ou que tu les rejettes,
pourvu qu'elles emploient toute ton attention.
Un plus habile t'apprendra à connaître les forces de la nature;
il me suffira de t'avoir fait essayer les tiennes. »

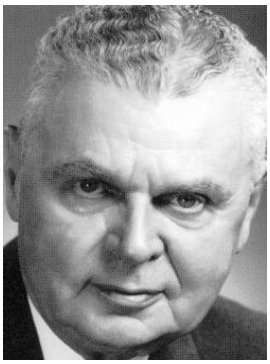
Mal connu de ses contemporains, éloigné des polémiques de son temps et des conventions sociales, mal reçu par la Révolution, il devra attendre la fin du XIXe siècle pour recevoir enfin l'intérêt et la reconnaissance de la postérité dans laquelle il avait placé une partie de ses espoirs.

DIDEROT LOGE

En 1882, au sein de la Grande Loge Symbolique Ecossaise, est fondée, à l'Orient de Paris (46 boulevard Soult) sous le n°24, un atelier nommé « *Diderot* » qui se signale rapidement par un engagement dans l'aile radicale du « parti » républicain, notamment en se mobilisant pour la laïcité, le féminisme et les problèmes sociaux. Cet atelier se fait également remarquer par ses positions hardies lors de l'affaire Dreyfus. Dès le 9 janvier 1895, le journaliste Pascal Grousset s'indigne des formes du procès, approuvé par le futur ministre Yves Guyot (L'Ecole mutuelle) et par Louis Minot, futur directeur de la revue maçonnique. L'atelier ne se départira jamais de cette attitude favorable au capitaine. En 1896, après deux ans de négociations et de tentatives avortées, la Grande Loge Symbolique s'unit à la Grande Loge de France. Par circulaire du 15 janvier 1897, *Diderot* « *émet l'idée originale de continuer à elle seule, malgré vents et marées, l'ancienne Gr4L4Symb4 disparue* ». En juin, avec « *Les Inséparables de l'Arc-en-ciel* », le projet se concrétise.

Durant la vie de la Grande Loge Symbolique II, *Diderot* (désormais avec le n°1) en constituera le noyau dur. Au demeurant, l'obédience et la loge, ainsi qu'une Université populaire Diderot, partagent les mêmes locaux, 8, rue Rondelet. Le 26 mai 1899, Diderot reçoit les sœurs et frères du Droit Humain. Ensuite, les travaux de *Diderot* leur sont régulièrement ouverts. Cette attitude entraine la rupture avec les autres obédiences françaises. Néanmoins, la Grande Loge Symbolique II persiste. Sa nouvelle constitution promulguée le 15 juin 1901 laisse à ses ateliers la possibilité d'admettre les femmes. *Diderot* est encore la première loge à franchir le pas. Le 21 juin, elle affilie Aline Marx et Vera Starkoff, le 19 juillet, Marie Bonnevial… Ces choix sont vécus par Georges Martin comme une concurrence. Le Droit Humain rompt avec la Grande Loge Symbolique II désormais mixte. Diderot initie également plusieurs profanes de qualité dont Isabelle Gatti de Gamond, fondatrice de l'enseignement féminin laïque à Bruxelles. Le 14 septembre 1904, la toute nouvelle apprentie maçonne, Louise Michel, y donne une conférence sur le féminisme. A partir de mars 1909, après le départ de La Philosophie Sociale, Diderot demeure pendant deux ans la seule loge de l'obédience, avant de rejoindre à son tour la Grande Loge de France en 1911. Y.H.M.

DIEFENBAKER **John George** Neustadt (Ontario) 18 septembre 1895 - Ottawa 16 août 1979.



Premier Ministre du Canada de 1957 à 1963.
Franc-Maçon d'une loge de l'Ontario. Il fut initié le 11 septembre 1922.

Le très honorable **John George Diefenbaker**, C.H., C.P., C.R., B.A., M.A., LL.B., LL.D., D.C.L., M.S.R.C., F.R.S.A., D.LITT., D.S.L. (né le 18 septembre 1895, décédé le 16 août 1979) était le treizième premier ministre du Canada du 21 juin 1957 au 22 avril 1963. Diefenbaker fut affublé de plusieurs surnoms durant sa carrière, incluant "Dief", "Dief the Chief", "J.G.D.", et "The Leader" (il continua à traîner ce dernier même après son départ du poste de premier ministre). Né à Neustadt (Ontario) de ses parents William et Mary (Bannerman), il compléta son baccalauréat en 1915, une maîtrise en science politique et en économie en 1916, et une licence en droit en 1919 à l'Université de la Saskatchewan.

John George Diefenbaker fit du service dans l'armée canadienne brièvement dans la Première Guerre mondiale, du mois de mars 1916 à juillet 1917, acquérant le rang de lieutenant dans le 29e Light Horse. Il fut envoyé en Angleterre pour de l'entraînement de pré-déploiement. Il ne fut jamais déployé en France, ayant subi une blessure qui lui faisait tousser du sang. Il fut déclaré invalide et renvoyé au Canada, où il fut libéré de son service militaire, étant médicalement inapte au service à cause d'irrégularités cardiaques.

Il fut reçu au barreau de la Saskatchewan en 1919, et devint avocat en droit criminel. En 1920, Diefenbaker fut élu alderman pour le conseil municipal de la ville de Wakaw (Saskatchewan). Il échoua dans sa tentative de se faire réélire en 1923. À cette époque, sa carrière d'avocat réussissait mieux que sa carrière politique, et il fut nommé au Conseil du Roi en 1929. Diefenbaker dirigea le Parti conservateur de la Saskatchewan de 1936 à 1938, prenant les rênes du parti après son anéantissement total lors de l'élection provinciale de 1934 qui fit tomber le gouvernement conservateur du premier ministre James T.M. Anderson. La carrière de Diefenbaker, à ses débuts, fut marqué surtout par une absence singulière de succès ; il se présenta, sans succès, dans plus d'une douzaine d'élections au niveau municipal, provincial et fédéral, tant en Saskatchewan qu'en Alberta, avant de se faire finalement élire de nouveau. Diefenbaker fut élu pour la première fois à la Chambre des communes du Canada à l'élection fédérale de 1940. Il fut parmi une petite poignée de conservateurs de l'Ouest à être élus députés sous la plateforme infructueuse d'un Gouvernement national avancée par le parti. Le parti conservateur passa les années entre 1935 et 1957 dans l'opposition, sans aucune chance au pouvoir, et Diefenbaker fut un des rares députés inspirants de l'opposition durant cette période. En 1952, il fut le délégué du Canada à l'ONU. Diefenbaker fut candidat lors de quatre courses à la direction du Parti progressiste-conservateur. En 1943, il fut vaincu par le premier ministre manitobain John Bracken. En 1948, il fut défait par le premier ministre ontarien George Drew. Il remporta finalement la victoire en 1956. Il fut également défait par le premier ministre néo-écossais Robert Stanfield dans sa tentative de demeurer à la direction du parti en 1967.

Premier ministre du Canada

Diefenbaker dirigea le Parti progressiste-conservateur du Canada de 1956 à 1967, et fut premier ministre du Canada du 21 juin 1957 au 22 avril 1963. Il mena son parti à la victoire à l'élection de 1957, ce qui lui permit de former un gouvernement minoritaire. Diefenbaker mena de nouveau son parti à l'élection de 1958 et remporta la plus grande majorité parlementaire dans l'histoire du Canada jusqu'alors. Il nomma Ellen Fairclough comme première femme ministre au Canada. Diefenbaker prit ce que certains considèrent comme l'une des décisions politiques les plus controversées du dernier siècle au Canada, le 20 février 1959, quand son gouvernement annula le développement et la production du Avro CF-105 Arrow. Le Arrow était un avion de chasse technologiquement avancé pouvant atteindre des vitesses supérieures Mach 2, construit par A.V. Roe Canada (Avro) à Malton, en Ontario (à l'ouest de Toronto). 40000 emplois directs et indirects furent perdus. Le Canada, de ce fait, qui avait toutes les cartes pour devenir leader mondial en aéronautique, redevint dépendant dans ce domaine.

Après avoir annulé le projet, le gouvernement canadien acheta des missiles Bomarc et des intercepteurs F-101 Voodoo, tous usagés, aux Américains, pour défendre le Canada dans l'éventualité d'une attaque de bombardiers nucléaires soviétiques en provenance du Nord. Toutefois, bien que le gouvernement ait initialement approuvé les Bomarc et Voodoo, il rechigna, réalisant que les deux seraient équipés d'ogives nucléaires. Le refus de Diefenbaker de permettre la présence d'armes nucléaires sur le sol canadien mena à plusieurs démissions des membres de son cabinet et la chute de son gouvernement en 1963.

Son hostilité envers le gouvernement américain et son agacement envers le président John F. Kennedy lorsque celui-ci omit de le consulter à l'avance sur la question rendit Diefenbaker sceptique quant à la gravité de la crise des missiles de Cuba. Il fut également lent à réagir à la demande américaine de hausser le niveau d'alerte des forces armées canadiennes au Defcon. Le ministre de la défense, Douglas Harkness, défia Diefenbaker et mit l'armée en état d'alerte deux jours avant la décision du cabinet de l'y autoriser.

Diefenbaker joua un rôle important dans l'adoption de la Déclaration canadienne des droits en 1960. Ceci était la première tentative d'énoncer les droits fondamentaux des citoyens canadiens dans un projet de loi. Parce que la Déclaration des droits était une simple loi, et non une partie de la constitution canadienne, les droits n'étaient pas codifiés d'une manière légalement applicable, puisque les tribunaux ne pouvaient l'utiliser pour annuler des lois fédérales ou provinciales qui y étaient contradictoires. Donc son effet sur les décisions des tribunaux, contrairement à la Charte canadienne des droits et libertés de 1982, était limité. Les progressistes-conservateurs perdirent leur majorité parlementaire aux élections de 1962. Immédiatement après, le gouvernement minoritaire de Diefenbaker entama un programme pour réduire les dépenses gouvernementales et hausser les tarifs douaniers et les taux d'intérêt des banques.

Il réorganisa son cabinet, transférant son ministre des finances Donald Fleming au poste de ministre de la justice, le remplaçant par George C. Nowlan. En septembre 1962, Diefenbaker assista à la conférence des premiers ministres du Commonwealth à Londres. Il y attaqua l'adhésion britannique à la Communauté économique européenne, déclarant que ce serait au frais du Canada qui deviendrait de plus en plus dépendant économiquement des États-Unis. Il critiqua également la politique de l'apartheid en Afrique du Sud, et s'opposa avec succès à la réadmission de ce pays au Commonwealth après sa transformation en république.

Chef de l'opposition

Diefenbaker fut battu dans l'élection fédérale de 1963 par les libéraux de Lester B. Pearson. Diefenbaker demeura chef du Parti progressiste-conservateur après l'élection de 1963. Au débat sur le drapeau en 1964, Diefenbaker mena l'opposition à l'unifolié, préférant garder le Red Ensign canadien comme drapeau national. À la surprise de plusieurs, il mena une campagne agressive en 1965, confinant les libéraux de Pearson à un gouvernement minoritaire. Pearson avait déclenché l'élection en s'attendant à récolter une majorité. L'intervention la plus passionnée de Diefenbaker comme chef de l'opposition fut son opposition au drapeau unifolié proposé, qu'il appelait le *Pearson Pennant* (fanion de Pearson). Toutefois, une insatisfaction grandissante envers lui mena à une dissension ouverte dans le parti. Le président du parti, Dalton Camp, demanda un vote de confiance, une éventualité qui n'était pas prévue dans la constitution du parti. Les efforts de Camp menèrent à une course à la direction du parti en 1967. Bien qu'il fut candidat à sa propre succession, Diefenbaker fut battu par le premier ministre néo-écossais Robert Stanfield. Il retint toutefois son siège au parlement pour les douze prochaines années, jusqu'à sa mort.

En 1969, il fut nommé chancelier à l'Université de la Saskatchewan à Saskatoon. Diefenbaker décéda le 16 août 1979 à Ottawa, en Ontario. En conformité avec ses dernières volontés, sa dépouille fut transportée par train d'Ottawa jusqu'à Saskatoon pour y être enterrée. Des milliers de canadiens s'assemblèrent près des rails du chemin de fer pour faire leurs adieux à "Dief" avant qu'il fusse enterré à côté du Right Honourable John G. Diefenbaker Centre à l'Université de la Saskatchewan. Il avait prévu une cérémonie spéciale selon laquelle l'unifolié couvrirait son cercueil en premier, qui serait ensuite couvert par l'enseigne rouge qu'il avait défendu avec tant d'intensité au parlement. Ses funérailles d'État eurent lieu comme il les avait planifiées des années auparavant. Elles furent présidées par le gouvernement éphémère du premier ministre Joe Clark, un collègue conservateur qui l'avait exclu de son cabinet, non sans controverse. Pendant les services funéraires, Clark prononça un éloge funèbre.

DITFURTH Franz Dietrich Freiherr von

Dankersee, bei Rinteln 1738 – Wetzlzar 1813.



Juge adjoint au tribunal de Wetzlar, membre fondateur de la loge « *Joseph zu den drei Helmen* » (Joseph aux trois Casques), créée le 10 décembre 1772, à Wetzlar et dont il est élu vénérable le 9 janvier 1777, Franz Ditfurth devient membre de la Stricte Observance (*Eques ab Orno*) et, d'après Kloss, *Eques Professus*, le 4 septembre 1776 à Braunschweig. Le Chapitre Préfectoral « *Kreuznach* » ayant été transféré de Francfort-sur-le-Main à Wetzlar le 2 mars 1777, Franz Ditfurth en devient Préfet. Il participe en 1778 au Convent de Wolfenbüttel au cours duquel les il supprime les grades supérieurs au 4° au sein de son Chapitre et tente d'y réintroduire les anciens rituels, convaincus qu'ils étaient les seuls corrects. En mars 1780, influencé par le marquis de Costanzo (Diomedes), il devient sous le nom de *Minos* un membre enthousiaste des Illuminaten.

Délégué au Convent de Wilhelmbad, il s'y montre opposant résolu à la légende de la filiation templière. On connaît la réaction de Willermoz au discours de Franz Ditfurth, telle qu'elle est rapportée dans la « *Réponse aux assertions du f. a Fascia* » (1784).

On connaît les mots que Wuillermoz prononça à Wilhelmsbad même, tels que Ditfurth les nota : « *Le frère ab Orno vient de nous tenir un discours scandaleux, impie, contraire à la foi chrétienne et séditieux, indigne d'être ouï par des maçons et par des bons sujets, et donc je propose de lui faire révoquer ces discours et de lui faire confesser d'autres principes s'il veut continuer à tenir séance avec nous* ».

Ditfurth réplique en déclarant avoir commis l'erreur de penser se trouver dans une assemblée de maçons et non dans une réunion ecclésiale du VIIIe siècle. Il vénère la religion chrétienne, unique religion vraie et véritable, mais on ne doit pas la confondre avec les systèmes compilés par des clercs et enseignés par des sectes. Tous les éléments de son discours se trouvent dans des livres autorisés par la censure de l'Empire. D'où sa stupéfaction de se voir diffamé par une assemblée de maçons dont le but ne peut consister à défendre l'orthodoxie d'une où de plusieurs sectes chrétiennes parmi tant d'autres, et de voir qu'on exige de lui une rétraction. Il termina en déclarant retirer son discours. L'incident fut clos grâce à des mots apaisants que prononça le prince Carl von Hessen-Kassel. En mars 1783, Ditfurth rédige avec d'autres maçons de Francfort la circulaire qui donna naissance à l'*Eklektischer Bund* au développement duquel il prendra une part active.

Le Ditfurth « rationaliste pur-sang » décrit par Le Forestier semble éloigné de la réalité car ses convictions religieuses semblent avoir été voisines de celles d'Anderson. Le portrait qu'en donne Kloss d'après le témoignage de ceux qui l'ont connu, « *un homme droit et de bon sens, mais souvent emporté et aux manières brusques* », correspond au rapport plein d'humour rédigé par Ditfurth peu après avoir quitté Wilhelmsbad. A.B.

DOMBROWSKI **Jean-Henri** Pierzchowice près de Cracovie 29 août 1755 - Winna Góra 6 juillet 1818.



(En polonais *Jan Henryk Dąbrowski*) Général polonais ayant servi dans les armées de la Révolution française. Issu d'une ancienne famille noble polonaise, il fait ses premières armes dans l'armée de l'Électeur de Saxe où il sert de 1788 à 1791. Il rejoint l'armée polonaise en 1791, lorsque la Constitution polonaise du 3 mai 1791 est promulguée pour prendre part à la campagne de 1792.

En 1793, après la victoire de Tadeusz Kościuszko à la bataille de Racławice qui permet la victoire française de Fleurus car une armée prussienne est envoyée du Rhin sur la Vistule, il soulève pour lui l'ouest de la Pologne. Il se fait remarquer dans la guerre d'indépendance de 1794. Il bat les Prussiens et leur prend la forteresse de Bydgoszcz. Il combat sous les ordres de Tadeusz Kościuszko qui lui confie le commandement de l'aile droite du camp retranché de Varsovie.

Après avoir tenu tête avec autant de talent que de courage aux armées prussiennes et moscovites, il est fait prisonnier ainsi que les autres généraux polonais et conduit devant Alexandre Souvorov qui le reçoit avec distinction et lui fait obtenir des sauf-conduits pour l'Allemagne. Dombrowski refuse le titre de lieutenant-général que Frédéric II de Prusse, lui offre. Après le troisième partage de la Pologne en 1795, il part en France, en pensant que servir la Révolution française serait le meilleur moyen de libérer son pays.

Légion polonaise

Il est présenté à Cologne au général Jean-Baptiste Jourdan qui obtient pour lui, du Directoire, la formation de la première légion polonaise, le 18 novembre 1795. Les cadres sont promptement remplis ; une seconde légion est organisée à Strasbourg. Ces légions se composent chacune de quatre bataillons, quatre escadrons et une compagnie d'artillerie à cheval. Nommée Légion italique, elle est intégrée à l'armée d'Italie commandée par le général Napoléon Bonaparte. Dombrowski se distingue particulièrement à la bataille de Novi, et est nommé général en 1797.

La première légion commandée par Dombrowski entre à Rome le 3 mai 1798 et à Naples en 1799. Étienne Jacques Joseph Macdonald ajoute à cette légion la 8e demi-brigade légère. C'est avec cette petite division qui n'a pas 3 600 hommes que Dombrowski vient rejoindre l'aile gauche de l'armée française à la bataille de La Trébie, le 19 juin 1799. Il soutient avec un admirable sang-froid le feu de l'artillerie ennemie. Débordée par les forces russes, supérieures en nombre, puis enveloppées, la légion polonaise se forme en carré, se défend longtemps avec le courage du désespoir et est presque détruite. Dombrowski est atteint d'une balle dans la poitrine et ne doit son salut qu'à l'exemplaire de l'*Histoire de la guerre de Trente Ans*, par Friedrich von Schiller, qu'il portait sous son habit et qui arrête une balle.

La légion polonaise se renforce avec les hommes tirés des dépôts ; Barthélemy Catherine Joubert y réunit la 17e légère et la 55e de ligne. Avec cette division, Dombrowski donne, sous les ordres de Gouvion-Saint-Cyr et de Masséna, de nouvelles preuves de dévouement et de capacité. Après la bataille de Marengo, Napoléon Bonaparte ordonne la formation de deux nouvelles légions polonaises que Dombrowski est chargé d'organiser à Milan. Il participe au blocus de Venise en 1805, puis est affecté à l'armée de Naples. À la paix d'Amiens, il passe au service de la République cisalpine en qualité de général de division et contribue à hâter l'organisation militaire de ce pays.

En 1806, Napoléon annonçant le projet de rétablir la Pologne, Dombrowski reparait, après quinze ans, dans ces mêmes voïvodies où il avait cueilli ses premiers lauriers. En moins de deux mois 30 000 hommes sont levés et équipés par ses soins ; deux divisions sont réunies sous ses ordres et font partie du corps du maréchal Mortier. Renforcé ensuite par un corps de troupes badoises, Dombrowski est employé au siège de Dantzig jusqu'à sa reddition. Lors de la campagne de 1806, il commande la division polonaise qui combat à la bataille de Friedland, puis est intégrée à l'armée du duché de Varsovie commandée par Joseph Poniatowski. Après la paix de Tilsitt, Dombrowski reste en Pologne à la tête d'un corps d'armée nationale et établit son quartier général à Poznań.

À la reprise des hostilités en 1809, l'armée autrichienne, devenue quatre fois plus forte, force le prince Poniatowski à évacuer Varsovie. Dombrowski organise des corps volants sur les arrières de l'ennemi et lui fait beaucoup de mal. Nommé commandant de la 3e division du grand-duché de Varsovie en 1809, il repousse les Russes qui envahissent alors la Pologne.

Lors de la campagne de Russie, en 1812, il commande une des trois divisions du 5e corps polonais et reste dans la Russie blanche. Il occupe Moguilev sur le Dniepr et se montre de tous côtés, poussant ses partisans dans toutes les directions avec une admirable activité. Quand l'armée française évacue Moscou, Dombrowski est chargé de maintenir les communications entre Minsk et Vilnius. Avec les débris du corps de Poniatowski, il contribue avec succès à couvrir les ponts de la Bérézina, le 26 novembre. Il se distingue en défendant, face à des Russes très supérieurs en nombre, la ville de Borissov au moment du passage de la Bérézina. Il y est grièvement blessé mais combat cependant à la bataille de Mockern et à celle de Leipzig, où il succède, à la tête du VIIIe corps, au maréchal Joseph Poniatowski, noyé dans l'Elster Blanche. Il ne rentre à Varsovie que vers la fin de décembre 1812. Il ramène les débris de l'armée polonaise en deçà du Rhin et est nommé commandant du dépôt de l'armée polonaise formé à Sedan en 1813. Il forme une nouvelle légion polonaise sur les bords du Rhin et avec elle reparait, en automne, dans le 7e corps. Cette division se couvre de gloire dans toutes les rencontres et surtout à Leipzig.

Après l'abdication de Napoléon en 1814, Dombrowski retourne en Pologne et y reforme l'armée polonaise pour le tsar Alexandre Ier qui le fait sénateur palatin du nouveau royaume de Pologne. Il fait partie du comité des généraux à qui le vainqueur confie le soin de réorganiser l'armée polonaise et, en 1815, il est élevé au grade de colonel général de cavalerie, nommé sénateur palatin et décoré de la première classe de l'ordre de Saint-Vladimir et de l'ordre de Sainte-Anne. Il se retire en 1816 et passe ses dernières années à rédiger son *Histoire de la légion polonaise en Italie*, publiée par Chodzo à Paris, en 1829. Il meurt le 6 juillet 1818 à Winna Góra, dans ses terres du grand-duché de Posen passé en 1815 sous le joug de la Prusse.

Dombrowski dans la mémoire des Polonais
L'hymne national polonais, *Mazurek Dąbrowskiego*, lui rend hommage. Elle a été composée pour la Légion polonaise qui combattit en Italie auprès des armées révolutionnaires françaises. C'est le seul hymne national au monde à célébrer Napoléon Bonaparte. En 1936-39, une unité de volontaires communistes polonais portant son nom a combattu lors de la guerre civile espagnole. Mais il s'agit en fait d'un hommage à son homonyme, le général communard Jaroslav Dombrowski, mort en 1871 en défendant la Commune de Paris face aux Versaillais.

DORNES Yvonne

Paris 1910 – 1994.



D'origine hongroise (par sa mère), issue d'une famille bourgeoise liée à Jules Ferry (elle est son arrière petite nièce), Yvonne Dornès, après des études supérieures en droit et en économie politique, entreprend une carrière politique l'année même de l'arrivée au pouvoir du Front populaire. En 1937, elle est chargée de mission à la présidence du Conseil. Parallèlement, elle mène une carrière professionnelle dans le domaine de la communication : c'est elle qui diriges les services de renseignements téléphoniques SVP de 1938 à 1953.

Durant la guerre, son savoir faire dans le domaine de la communication favorise son activité dans la Résistance. Dès la fin du conflit, en 1946, elle est chargée de mission au ministère de l'Information. Elle soutient Henri Langlois lorsqu'il veut créer la Cinémathèque française, avant la guerre, et quitte SVP en 1953 pour la réorganiser.

En 1977, après le décès d'Henri Langlois, elle est chargée par le secrétariat de l'Etat à la Culture de diriger la Cinémathèque, ce qu'elle fait jusqu'en 1987. Elle est, après cette date, élue « présidente d'honneur » à vie. Attachée à la défense des libertés, Yvonne Dornès développe également une action sociale et humaniste importante. Dès 1955, elle crée le Planning familial puis, dix ans plus tard, la Société d'édition et de librairie pour la diffusion de la contraception et de l'éducation sexuelle.

Toutefois, déçue par la politique, elle suit la voie maçonnique pour donner une dimension spirituelle à sa vie. Après avoir rencontré Giselle Faivre, Grande Maîtresse de la Grande Loge Féminine de France de l'époque, elle est initiée au rite d'adoption, à la loge « *Isis* », le 22 juin 1955. Elle en devient vénérable Maîtresse en 1961. Elle s'affilie aux loges « *La nouvelle Jérusalem* » et « *Minerve* », et fonde d'autres loges. En 1968, elle participe ainsi à la création de la loge « *Diane* » à Rouen et, en 1971, à celle de la loge « *Arc-en-Ciel* » à Paris (qu'elle dirige également).

En 1970, elle fait partie du groupe des 9 Sœurs qui vont à Londres chercher les hauts grades puis, en 1974, elle participe à l'expansion européenne de la Grande Loge Féminine de France. Elle fonde alors Irini à Bruxelles puis, avec les sœurs belges, « *La Source* » qui travaille au Rite Français rétabli. Enfin, en 1981, elle fonde à Paris la loge « *La Française* », travaillant aussi à ce rite par la pratique duquel elle dépense une grande énergie. Conseillère fédérale de 1977 à 1980, elle est élue pendant ces trois ans Grande Maîtresse de la Grande Loge Féminine de France et est la première représentante d'une association féminine importante reçue officiellement à l'Elysée par le président de la République. Elle devient par la suite Très Puissant Lieutenant Grand Commandeur du Suprême Conseil de France auprès de Giselle Faivre (Grand Commandeur). .M.

DOUMER Paul

Aurillac 22 mars 1857 – Paris 7 mai 1932.



Professeur de mathématiques, universitaire journaliste radical, Paul Doumer est initié à la loge « *L'Union Fraternelle* », le 1er décembre 1879. Elu député de l'Aisne en 1899, il devient vénérable de la loge « *Patrie et Humanité* » à Soissons, en 1899, et, en 1890, tout en s'inscrivant aux Frères du Mont-Laonnois, après un échec électoral, il préside la cabinet de Charles Floquet, président de la Chambre. Il ouvre alors à Paris la loge « *Voltaire* » dont il prend le premier maillet et qu'il va diriger à plusieurs reprises. Elu député de l'Yonne en 1891 et de 1896 à 1914, il s'inscrit à la loge d'Auxerre, « *Le Réveil de l'Yonne* ». Paul Doumer fait ses premiers pas au convent, en 1884, comme rapporteur de la commission des finances ; il récidive en 1886 où il s'oppose à une augmentation de la capitation suscitée par l'application des nouvelles dispositions judiciaires de la constitution. En 1887, il est élu orateur du convent. Un incident est provoqué par un délégué qui interpelle le conseil à propos de Laguerre, membre de l'exécutif, auquel il reproche d'avoir soutenu la candidature de l'ex-frère Andrieux à la vice- présidence de la Chambre.

Paul Doumer a beau faire valoir que ses choix politiques n'ont rien à voir avec l'accomplissement du mandat maçonnique, il ne peu écarter un débat et Laguerre n'est absout que par 138 voix contre 125. Son discours de clôture prend appui sur l'incident pour rappeler que les travaux maçonniques doivent rester dans une sphère élevée et sereine. Le Convent de 1888 le porte à la présidence de la commission des finances et l'élit au Conseil de l'Ordre. Au sein de l'exécutif, il propose en 1890, la mise à l'étude des loges de quatre questions : la réforme de l'impôt, le droit à l'assistance, la production et la distribution des richesses et l'assurance par l'Etat. Au Convent de 1890, il appuie la motion de Benoît-Levy de mise en œuvre de la justice maçonnique pour exclure ceux qui ont coopérés à la direction du mouvement boulangiste. Il intervient brutalement, considérant que le boulangisme n'est pas un parti mais une « aventure » que ses dirigeants ne méritent aucun pardon, aucune indulgence.

Doumer est élu président du Convent de 1892. Il doit faire face à deux situations délicates. Le délégué de Vidau met en accusation deux députés, conseillers de l'Ordre, Lombard et Surchamp, qui ont votés le budget des Cultes. Ils sont conduits à démissionner de cette instance ainsi que Ferdinand Faure qui désapprouve leur départ. Il faut dire, dit Doumer, à un moment où une lutte dangereuse va s'engager contre le cléricalisme, que ceux qui vont la soutenir puissent le faire avec toute l'autorité que leur confèreront leurs actes personnels et, « votre propre confiance ». Il s'oppose, en revanche, au vœu demandant qu'un élu au Conseil s'engage à se faire civilement enterrer et à interdire à sa famille tout acte ayant un caractère religieux. Au cours du Convent, il est réélu au conseil. Il s'y montre très actif, visitant de nombreuses loges. Son second mandat prend fin en septembre 1895. En 1896, il entre au gouvernement Léon Bourgeois, le plus maçonnisé de la Troisième République, où il tente vainement de faire adopter le projet d'impôt progressif sur le revenu. Nommé gouverneur en Indochine, il visite les loges sans pour autant prendre leur avis. Il s'abstient, en particulier, de toute hostilité à l'égard des Missions.

De retour en 1903, il participe à une fête populaire démocratique anticléricale organisée par des loges parisiennes et s'affilie à « *L'Alsace-Lorraine* ». Indigné par l'affaire des Fiches, par ailleurs très hostiles à Combes, il se retire du Grand Orient. A l'ouverture de la session de 1905, il est élu contre le frère Brisson à la présidence de la Chambre, mais les radicaux prennent leur revanche en 1906 et il est battu par l'inconsistant Fallières aux élections pour la présidence de la République. Doumer est ministre des Finances du cabinet Briand et président du Sénat. Il est élu président de la République en 1931 et meurt assassiné en 1932. Des loges tirent une batterie de deuil à sa mémoire, en rappelant qu'il est resté membre honoraire, depuis 1894, de « *L'Union Fraternelle* ». A.C.

DOUMERGUE Gaston

Aigues-Vives (Gard) 1er août 1863 - 18 juin 1937.



Président de la république française.

Franc-Maçon de la Loge "*L'Écho*" du Grand Orient, Nîmes.

Gaston Doumergue est issu d'une famille protestante de la petite bourgeoisie. Son père était un propriétaire exploitant en Vaunage. Après une licence et un doctorat de droit à Paris, il s'inscrit en 1885 au barreau de Nîmes. En 1893, alors qu'il est juge de paix à Alger, il revient en France à Aigues-Vives et présente sa candidature aux élections législatives de décembre 1893. Il est élu député radical de Nîmes, et réélu le 8 mai 1898 et le 27 avril 1902. Sous la présidence d'Émile Loubet, il est ministre des Colonies (7 juin 1902-18 janvier 1905) dans le gouvernement Combes. Il est ministre sans interruption de 1906 à 1910. Du 9 décembre 1913 au 8 juin 1914, il est président du Conseil, ministre des Affaires étrangères à la demande du président Poincaré.

Le 3 août 1914, le jour même de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, marquant le début de la Première Guerre mondiale, le président du Conseil René Viviani fait appel à lui, pour le remplacer au Ministère des Affaires étrangères, lors du remaniement de son premier gouvernement. Puis, il sera ministre des Colonies dans les gouvernements qui se succèderont du 26 août 1914 (Gouvernement Viviani II et Briand VI) au 19 mars 1917.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sa carrière culmina avec son élection à la présidence de la République le 13 juin 1924 (mandat achevé le 13 juin 1931).

La gauche, qui avait obligé Alexandre Millerand à démissionner, croyait pouvoir porter Paul Painlevé à la présidence, mais la droite déjoua ses ambitions en se reportant massivement sur Gaston Doumergue, qui bénéficiait déjà d'une partie des voix de gauche. Il se déclara partisan d'une politique de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne face au nationalisme renaissant. Son septennat a été marqué par une forte instabilité ministérielle. Il participe à l'inauguration de la Mosquée de Paris en 1926.

Président du Conseil
Sa bonhomie et son sympathique accent du midi le rendirent vite populaire, au point qu'après les événements sanglants du 6 février 1934, on le rappela comme président du Conseil pour former un gouvernement d'union nationale où se côtoyaient André Tardieu et Édouard Herriot. Cette tentative ne réussit pas : en mauvaise santé, il lui fut difficile d'arbitrer à l'intérieur d'un de ces cabinets dans lesquels on met généralement les plus grands espoirs parce qu'ils symbolisent l'unité de la nation, mais qui sont en réalité composé de ministres venus de tous les bords de l'échiquier politique et qui ne s'entendent pas. Il fut d'ailleurs affaibli par l'assassinat de Louis Barthou, le 9 octobre, et préféra démissionner peu après, le 8 novembre. René Viviani disait de lui : «Dans une démocratie bien organisée Doumergue serait juge de paix en province.»

DOYLE **Sir Arthur Conan** Voir CONAN 1859 - 1930

DRAKE **Edwin L.** Greenville 29 mars 1819 - Bethlem (Pennsylvania) 9 novembre 1880.



Pionnier américain du pétrole, il fut le premier à extraire le pétrole par forage pour la plus vieille compagnie pétrolière du monde (Pennsylvania Rock Oil). Souvent appelé "colonel Drake" bien que n'ayant jamais réellement détenu ce grade, était un entrepreneur américain, donc on dit souvent qu'il a foré le premier véritable puits de pétrole en 1859, près de Titusville (Pennsylvanie). En réalité, il y a plusieurs autres prétendant à cette action, en Allemagne, en Roumanie, dans le Caucase, au Canada, qui ont précédé Drake d'un an ou deux. Néanmoins, le puits de Drake provoqua une "ruée vers l'or noir" et la véritable naissance de l'industrie pétrolière, ce que n'avaient pas fait les tentatives précédentes.

Franc-Maçon de la Loge "*Oil Creek Lodge*", Titusville Pennsylviana.

DUBERNARD **Armand Joseph** Bayonne 23 novembre 1741 - Morlaix 9 mai 1799.

Homme d'affaires et homme politique français.

Avant la Révolution
Armand Joseph est le fils légitime du sieur Bernard Dubernad, bourgeois et marchand, et de sa femme Magdelaine Fourcade. Une grande partie de la famille de Dubernad, très puissante à Bayonne, est aussi implantée en Espagne, où ils sont négociants avec l'outre-mer, armateurs, banquiers, diplomates. Armand Joseph Dubernad fait des études au collège catholique de Bayonne. Il part très jeune en Andalousie. Il établit des sociétés de commerce entre Morlaix et l'Espagne, notamment Séville. Il contribue ainsi à un certain renouveau de la ville de Morlaix. En 1776-1777, il s'installe à Cadix, port finalement favorisé par le décret de commerce libre, du 12 octobre 1778, supprimant le monopole de Cadix et Séville sur le commerce avec les colonies.

En 1773, son cousin François Cabarrus fait nommer les frères Dubernad comme commissionnaires pour percevoir les fonds de l'emprunt du canal de Murcie. Les deux frères prêtent une partie des douze millions de livres nécessaires au roi d'Espagne. Cette participation au développement économique du pays leur fait croire, à tort, qu'ils vont être traités comme les financiers espagnols. Son frère, Salvat Dubernad, est Consul du grand-duché de Toscane. Il se marie avec la sœur de la femme d'Armand Joseph Dubernad et ce denier devient Consul général du Saint-Empire romain germanique.

Armand Dubernad est actionnaire de la première maison de commerce à Séville, connue sous la raison sociale *Pratmeur-Dubernad et cie*. Cette société est dirigée par son frère et ses beaux-frères, les Lannux. En 1777, les activités de Dubernad à Cadix ne font que démarrer. Au niveau de ses maisons de commerce, il multiplie les échanges avec l'Amérique du Sud. Ils développent aussi leurs échanges avec les Indes orientales, la Chine, les Philippines. Mais, les affaires des Dubernad et Lannux ne se limitent pas au négoce avec l'outre-mer.

À la création de la banque nationale de San Carlos, le 2 juin 1782, sur l'initiative de François Cabarrus, les Dubernad achètent de grosses quantités d'actions. Les frères Dubernad et Lannux, et leurs associés, les Jauréguiberry, créent la *Compagnie d'assurances de Cadix*. Ils sont des précurseurs[réf. nécessaire], mais leurs affaires qui les mènent désormais en Chine les y obligent[Pourquoi ?]. Ils assurent les risques des bâtiments partant pour la Chine et assurent plusieurs bâtiments qui quittent Lorient ou Marseille et vont soit aux Indes, soit en Chine, ou bien encore ceux qui se rendent en Afrique. Les Dubernad et les Lannux ne font pas la traite des noirs refusent d'assurer les bâtiments négriers, laissant ces activités à des concurrents comme *Mercy et Lacaze*.

Armand Joseph Dubernad va continuer à faire des affaires en Espagne, mais contrairement à son cousin François Cabarrus qui devient ministre, il ne vit plus dans ce pays en permanence, et il ne s'est pas marié avec une Espagnole.

A Cadiz, l'une des villes les plus riches et les plus cosmopolites du monde. Du fait de la proximité de Gibraltar, colonie britannique, les loges maçonniques y sont nombreuses et puissantes. Les négociants avec l'outre-mer, les marins et les diplomates des plus diverses nationalités sont très souvent francs-maçons. Cela leur permet d'être accueillis par des frères dans le monde entier.

Ils ont une vision de la société moins figée que le paysan ou le bourgeois qui vit au fin fond des provinces. Joseph a une raison supplémentaire d'adhérer à la maçonnerie, toute sa famille en est, à commencer par son protecteur, François Cabarrus, et les Lannux, sa belle-famille.

Armand Joseph Dubernad en revenant d'Andalousie occupe des fonctions importantes dans la principale loge maçonnique de Morlaix, *l'École des Mœurs* et sera plusieurs fois cité par Augustin Cochin, dans son étude sur *Les Sociétés de pensée et la révolution en Bretagne*, et par la suite par Henri Stofft et Jean Ségalen. Il est l'un des officiers de cette loge, son orateur. Il semble ne pas avoir été Vénérable Maître de cette loge maçonnique. De 1816 à 1820, le Vénérable Maître est un Armand Dubernard, dit *aîné*, négociant, mais c'est son fils.

Les ateliers maçonniques sont à l'origine de *La Chambre de littérature et de politique de Morlaix*. Après la cabale des dévots en 1780 contre l'*Encyclopédie*. Néanmoins la belle tenue de la Chambre fait l'admiration de tous. Joseph Dubernad est, comme la plupart des membres de sa belle-famille, l'un de ses 112 membres. Il va aussi, quand il en a le temps, disserter avec certains moines sur les Jansénistes, la bulle Unigenitus, et *Du contrat social.*

Armand Joseph Dubernad est l'un des négociants les plus influents de la région de Morlaix de 1776 à 1791. Il devient président du comité du commerce de Morlaix8. Puis, en janvier 1783, il devient maire de Morlaix. Dès qu'Armand Joseph Dubernad est élu maire, il lutte contre Jean-François de La Marche, évêque de Léon et son collègue de Tréguier, Augustin-René-Louis Le Mintier. Dubernad demande, des années avant la Révolution, la suppression des monastères de la ville.

Du 18 août au 25 septembre 1785, messieurs Dubernad, Beau, Varennes, et Le Loup sont désignés par la communauté de Morlaix, pour concourir à la charge de maire, après délibérations. Dubernad est à nouveau maire en de la ville en 1787. En 1788, Armand Joseph Dubernad est le lieutenant du maire, Michel Behic. Dubernad devient l'un des membres actifs du Club breton. Il est nommé, par l'assemblée des délégués, électeur du second degré et est chargé avec onze autres électeurs d'aller porter le cahier de doléances à l'assemblée de la sénéchaussée, où va avoir lieu le vote pour les députés aux États Généraux.

Après la Révolution
Pour dénoncer la mauvaise gestion de la ville et les traîtres, dès 1790, il est le cofondateur de *La Société populaire de Morlaix*. Cette Société des Amis de la Constitution locale est l'une des premières de Bretagne. Elle s'affilie à la Société mère de Paris, déjà connue sous le nom de Club des Jacobins. Dubernad en est souvent le président.

En octobre 1793, le Léon se soulève de nouveau et menace Morlaix. Dubernad est une cible pour les Chouans en tant que notable républicain et négociants en produits agricoles. En 1793, Dubernad tente de faire de Morlaix un port corsaire. Il achète des vaisseaux capturés, mais ses résultats sont bien modestes. Les corsaires des Dubernad finissent par tomber les uns après les autres aux mains de l'ennemi. La liquidation du *Trois Amis* ne sera achevée qu'en 1820.

Armand Joseph Dubernad est très riche au début de la Révolution, mais les affaires en Espagne et avec l'outre-mer deviennent difficiles vers l'an II. Il investit dans l'achat, en 1794, du château de La Bourdaisière à Montlouis-sur-Loire. Après le 9 Thermidor, dans la nuit du 14 au 15 vendémiaire an IV, une affiche est placardée à Morlaix, le dénonçant comme « aristocrate, royaliste et banquier de Charette. » Elle est signée par le frère du général Moreau et par d'autres anciens prisonniers à peine sortis des geôles révolutionnaires. Cette affiche n'a aucune conséquence.

Armand Joseph Dubernad meurt le 9 mai 1799 à Morlaix, dans sa maison. Il n'est âgé que de 57 ans. Il est presque ruiné du fait du blocus britannique.

Famille et descendance
Armand Joseph Dubernad épouse Magdeleine Lannux de La Chaume (1759-1820), en 1776. Ils ont quatre enfants :
- Armand Dubernad (1784-1844), se marie avec la fille de son ami et associé, Michel Behic ;
- Madeleine-Henriette (1778-1804), se marie avec le négociant Augustin-Raymond Goüin ;
- Jeanne Élisabeth Dubernad (1783-1829), se marie avec François Gaudelet d'Armenonville.

DUCOMMUN **Elie** Genève 19 février 1833 – 7 décembre 1906.



Né à Genève le 19 février 1833 d'un père horloger originaire du canton de Neuchatel, Elie Ducommun partit à l'âge de dix-sept ans, après avoir terminé ses études, comme précepteur en Allemagne où il demeura trois ans. De retour à Genève avec l'intention d'entrer dans l'enseignement, il fut bientôt saisi par le virus de l'action politique. James Fazi, qui avait pu apprécier la force de travail et la lucidité de pensée du jeune homme, l'appela en 1855 à la direction de la *Revue de Genève* qu'il venait de fonder.
Une année plus tard, Elie Ducommun est initié dans la loge genevoise La Prudence.

Il a vingt-trois ans. L'année qui suit son initiation, répondant à l'appel de James Fazi dont il était un des chauds partisan, Elie Ducommun devient vice-chancelier de l'Etat de Genève puis chancelier en 1862. Après le revirement politique qui amène les "Indépendants" au pouvoir en 1865, Elie Ducommun se démet de ses fonctions et retourne à la presse.

Son travail l'appellera dès lors dans le Jura (qui à l' époque était du canton de berne), à Delémont, où il créera le journal *Le Progrès,* puis à Berne où il sera rédacteur du journal de langue française l'*Helvetia*, tout en remplissant la fonction de traducteur au Conseil national.

La carrière d'Elie Ducommun au sein de la franc-maçonnerie genevoise a donc été brève, puiisqu'elle n'aura duré que neuf ans. Pourtant, en si peu d'années, Elie Ducommun a considérablement marqué les esprits à Genève. Comme sa grande passion était d'unir ce qui était épars, il avait participé avec ardeur à la création du Temple Unique. Elie Ducommun a accédé très rapidement à des fonctions au sein de sa loge, puisque le 21 juin 1858 déjà, soit tout juste après son élévation à la maîtrise, il fut nommé en qualité de secrétaire du temple Unique. Quelques années plus tard il en deviendras le Vénérable, puis le Maître député. Michel Cugnet

DUMAS Alexandre Général

Saint-Domingue 25 mars 1762 – Villers-Cotterêts 28 février 1806.



Thomas-Alexandre Davy de La Pailleterie, dit Alexandre Dumas, naquit esclave en 1762 à Saint-Domingue (depuis République d'Haïti). Sa mère, Césette, était une esclave. Son père, Antoine-Alexandre de La Pailleterie, un aristocrate déclassé devenu colon. Arrivé à 14 ans en France, Thomas-Alexandre suivit son père en Normandie, avant de s'engager à Verdun sous le pseudonyme d'Alexandre Dumas comme simple cavalier dans les dragons de la Reine où il rencontra trois camarades : Piston, Carrière de Beaumont et Espagne. Premier général d'armée antillais et afro-descendant de l'histoire de l'Occident, la carrière fulgurante de Dumas fut brisée par la réglementation raciste mise en place par Napoléon Bonaparte à partir de 1802, au moment du rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises.

Héros de la Révolution, le général Dumas, qui commanda l'armée des Pyrénées, l'armée des Alpes, l'armée de l'Ouest et l'armée des côtes de Bretagne, et combattit sous les ordres de Bonaparte en Italie et en Égypte, s'illustra notamment par les victoires du Petit-Saint-Bernard et du Mont-Cenis, de Mantoue, de Klausen, de Brixen.

Il contribua au succès de la prise d'Alexandrie et de la bataille des Pyramides. Fervent républicain, fondateur des Chasseurs alpins en 1794, le général Dumas échappa de justesse à l'échafaud pour avoir démissionné avec éclat de l'armée de l'Ouest afin d'épargner les civils vendéens et préféra briser son sabre pour rester en paix avec sa conscience.

Le général Dumas, franc-maçon, fut très probablement initié à la loge Carolina de Villers-Cotterêts par son beau-père, Claude Labouret.

Le général Dumas avait fondé une famille en 1792 à Villers-Cotterêts (Aisne), là où il avait rencontré la jeune Marie-Louise Labouret, le jour du 250e anniversaire - et sur les lieux mêmes où l'événement s'était produit - de l'ordonnance imposant la langue française dans le monde. Le général Dumas mourut pauvre, miné par le chagrin pour avoir été chassé de l'armée française par la législation raciste de Bonaparte qui lui interdit de prendre part, comme ses compagnons, tous dignitaires de l'Empire et de la Légion d'Honneur, à la bataille d'Austerlitz. Il n'eut droit à aucune récompense pour ses exploits et, sur ordre de Bonaparte, ne fut jamais remboursé d'une somme de 28 500 F qui lui était due pour une période de captivité où il fut particulièrement maltraité dans les geôles du roi de Naples. Son nom est gravé, ainsi que celui de deux de ses compagnons, sur l'arc de triomphe à Paris.

Le fils du général, reprenant le même pseudonyme d'Alexandre Dumas, est l'écrivain français le plus lu dans le monde. Son plus célèbre roman, Les Trois Mousquetaires, qui s'inspire des aventures du général Dumas et de ses compagnons, est l'œuvre littéraire la plus adaptée à l'écran. L'écrivain Alexandre Dumas, qui se considérait comme franco-haïtien, avait réclamé en 1838 qu'une statue de son père soit installée sur une place de Paris et qu'une copie de cette statue soit offerte «par les hommes de couleur du monde entier» à la jeune République d'Haïti. Alexandre Dumas se proposait d'accompagner lui-même cette statue sur un bateau de guerre mis à sa disposition par le gouvernement français.

Dans le cadre d'une démarche de réhabilitation menée depuis plus de sept ans, Claude Ribbe et l'association des amis du général Dumas, soutenus par de nombreux élus – dont la municipalité de Villers-Cotterêts - ont entrepris d'obtenir du président de la République française la réintégration symbolique du général Dumas, à, titre de régularisation, dans l'ordre national de la Légion d'honneur dont le général Dumas était membre de droit (ès qualités d'attributaire d'un sabre d'honneur par Bonaparte dès 1798) et dont il fut privé simplement à cause de la couleur de sa peau et de son origine servile. Cette réintégration, présentée à Jacques Chirac en 2006 - pour le bicentenaire de la mort du général Dumas - avait été refusée. Le gouvernement de M. Dominique de Villepin avait également refusé d'inscrire la mort du général Dumas au calendrier des commémorations nationales pour 2006. Mais les chasseurs alpins avaient malgré tout rendu hommage à leur fondateur en juin de la même année au col du Petit-Saint-Bernard. A l'occasion de cet hommage, l'hymne national avait été sifflé par des manifestants hostiles au général Dumas.

Dans une lettre adressée à l'association des amis du général Dumas le 23 octobre 2008, M. Nicolas Sarkozy, président de la République française, déplorant «l'affront fait à sa mémoire en 1943 » a rendu un hommage appuyé « à l'un des plus grands hommes que la Caraïbe a donnés à la France ». Il a reconnu que le général Dumas était un « ardent républicain » et regretté qu'il soit « encore trop peu connu des Français » tout en considérant que l'œuvre de Driss Sans Arcidet « rappellera à tous ce que la France doit au général Dumas. »

Tout en s'abritant derrière le principe que la Légion d'honneur est réservée à titre posthume aux soldats morts au combat dans le mois qui suit le décès, le président de la République ne s'est pas prononcé sur le cas d'une éventuelle régularisation d'une personne décédée qui aurait dû être membre de droit ou qui était membre de la Légion d'honneur mais qui n'a pu faire valoir ses prérogatives, privée du fait d'une réglementation raciste ou xénophobe, contraire aux droits de l'homme et donc imprescriptible, en vigueur à l'époque du décès.

Communiqué de l'association des amis du général Dumas par Claude Ribbe, mardi 24 mars 2009
Grand rassemblement républicain place du Général-Catroux à Paris, (17e arrondissement)
Samedi 4 avril 2009 inauguration officielle du monument au général Dumas, par le plasticien Driss Sans-Arcidet (Musée Khômbol) en présence du maire de Paris, M. Bertrand Delanoë, et de nombreuses personnalités (manifestation placée sous le patronage de l'UNESCO- programme « La route de l'esclave »). Une œuvre particulièrement spectaculaire, financée par la ville de Paris et réalisée par le plasticien Driss Sans Arcidet, représentant des fers d'esclaves brisés de plus de cinq mètres de haut, pesant plusieurs tonnes – une première en Europe pour un monument à l'esclavage de cette importance -.
La journée exceptionnelle d'inauguration de cette œuvre est organisée par l'association des amis du général Dumas, avec le soutien du conseil régional de la Guadeloupe, en coordination avec la mairie de Paris et avec la participation de toutes les associations de l'outre mer et de la diversité.

L'association des amis du général Dumas a notamment convié à cette journée M. Barack Obama - de passage sur le territoire français les 3 et 4 avril - ainsi que M. René Préval, président de la République d'Haïti. Cet important monument en hommage au général Alexandre Dumas, financé par la ville de Paris après un vote unanime sur une proposition de l'écrivain Claude Ribbe en 2002, viendra s'associer à celui de Gustave Doré (1883) consacré à Alexandre Dumas, fils du général et auteur des Trois Mousquetaires, ainsi qu'à celui de René de Saint-Marceaux (1906) consacré à Alexandre Dumas fils, petit fils du général, auteur de La dame aux Camélias et inspirateur de La Traviata. Il remplacera une statue d'Alphonse de Perrin de Moncel installée l'hiver 1912-1913 et abattue par les collaborateurs en 1943 parce que les origines afro-antillaises du général Dumas y étaient particulièrement mises en valeur.

Ainsi la place du général-Catroux retrouvera-t-elle, comme au début du XXe siècle, sa vocation de «place des Trois Dumas». Bien évidemment, au-delà du général Dumas, le choix du monument - qui figure des fers d'esclaves géants et brisés - est un hommage à tous les esclaves et à leurs descendants et à l'abolition de tous les esclavages.
JCvL + www.sangonet.com/hist/

DUMESNIL de **GRAMONT Michel** Paris 1893 – 4 février 1953.

Michel Dumesnil de Gramont est le petit fils du poète Ferdinand de Gramont (1812-1897), traducteur en vers de Pétrarque et éditeur d'Andersen, et le neveu de l'auteur dramatique Louis-Ferdinand de Gramont (1855-1912).

A 24 ans il est reçu apprenti, le 16 février 1909, à la loge parisienne Cosmos n°288, présidée par Lucien Le Foyer, qui sera Grand Maître en 1928. Compagnon le 13 septembre 1920, il est maître le 18 janvier 1921. Son activité maçonnique est immédiatement remarquable. Il fonde Le Portique, une loge dont il est le vénérable en 1924 (il écrira pour ses frères une « Ode en l'honneur des plus insignes porticiens et de leur amie, la Raison », Le Sagittaire (1922), La Grande Triade (1948), et La France (1951). Conseiller fédéral en 1923 pour la première fois, Dumesnil est Grand Secrétaire Adjoint en 1929. Entre- temps, il reçoit les divers grades supérieurs écossais et devient Grand Inspecteur Général et accède au 33° du Rite Ecossais Ancien et Accepté en 1926, avant de devenir membre du Suprême Conseil de France en 1931. Grand Orateur de la Grande Loge de France en 1930-1931, puis Grand Maître Adjoint en 1933-1934, il est coauteur avec Antonio Cohen de la Franc-Maçonnerie écossaise. Dumesnil de Gramont devient pour la première fois Grand Maître en 1934-1935. Favorable au Front Populaire, il est réélu Grand Maître Adjoint en 1937-1938, puis Grand Maître en 1938. Il publie La Franc-Maçonnerie et l'Eglise catholique, un ouvrage dans lequel il se montre réticent à l'égard des ouvertures vers les catholiques d'Albert Lantoine et d'Oswald Wirth.

Dumesnil de Gramont est coauteur avec Arthur Groussier de l'adresse du 1er février 1939 au président Roosevelt l'exhortant à réunir une conférence internationale pour sauver la paix.

Quelques semaines plus tard, il préside la cérémonie d'intégration à la Grande Loge de l'atelier autrichien en exil « Mozart » et y déclare : « *C'est à nous, maçons libres encore de poursuivre leurs travaux, de proclamer notre reconnaissance envers vous, maçons proscrits qui, en ces jours chargés d'angoisse, êtes venus nous donner une retentissante profession de foi et d'espérance maçonniques* ».

Jusqu'au printemps 1940, Dumesnil de Gramont dirige tant bien que mal l'obédience, puis, après l'offensive, organise le déménagement des archives dont il brûlera une partie à Niort. Il gagne ensuite le Sud-Ouest où il rejoint la Résistance naissante. Membre de Libération-Sud délégué du Mouvement de libération nationale-Sud à Alger, il est désigné par la Résistance intérieure pour siéger à l'assemblée consultative provisoire. Il en sera le rapporteur de la Commission de législation. En septembre 1943, il gagne Londres, et le mois suivant Alger. Là, il œuvre pour faire supprimer officiellement la législation antimaçonnique prise par Vichy.

Grâce à ses nombreuses relations et après une entrevue avec le général de Gaule, Dumesnil obtient satisfaction par l'ordonnance du 15 décembre 1943. Par deux fois, de Gaule le charge de mission diplomatique auprès du gouvernement américain (1943 et 1945). Directeur administratif de l'Office national de la recherche scientifique et industrielle et des inventions, il sera après la guerre président directeur général de la compagnie d'assurances L'Urbaine-Capitalisation.

A partir de 1944, Dumesnil de Gramont travaille à réveiller l'Ordre en France. Suivant le choix de son obédience, il s'oppose à la fusion avec le Grand Orient. Au Convent de septembre 1945, il est réélu Grand Maître.
Sa vision de la maçonnerie peut être résumée par cet extrait d'un discours qu'il y prononce : « Le sentiment national n'a marqué à l'égard de la maçonnerie une réserve qu'à partir du moment où cette organisation est sortie de son cadre normal d'association de pensée. Le remède est, par suite, évident ; il consiste à redonnera la franc-maçonnerie ce statut moral de famille spirituelle qu'elle ne devra plus abandonner ».

De 1945 à 1948, il est à la tête de l'exécutif de l'obédience de la rue Puteaux. En 1947, il est cofondateur du Cercle Condorcet-Brossolette, puis en septembre 1950, il retrouve à nouveau la présidence de l'exécutif de la rue Puteaux jusqu'en 1952. Dumesnil de Gramont fut également un homme de lettres reconnu. Les œuvres dont il est l'auteur sont principalement : *N'Dri et Rodelia* (Belles-Lettres), 1922) ; *Cendre de jours* (Bernouard, 1926) ; avec N.Klugmann : Essai de psychologie *ethnique : De Luther à Wagner* (J.Vrin, 1931) et *Essai sur le marxisme : le prophète rouge* (Rieder, 1938). Il est aussi le traducteur de nombreux auteurs russes : I. Bounine, *Le Sacrement de l'amour* (Stock, 1925) ; M. Gorki, *Les Cafards* (Calmann-Lévy, 1928) ; *La Vie de Klim*, Sanguine, (Villeneuve-Saint-Georges, IUT, 1949-1952) ; D.M. Merejkovsky, *La Naissance des dieux* (Calmann-Lévy, 1924) *; Le Roman de Léonard de Vincy* (Bossard, 1926) ; L. Tolstoï, *Le Chemin des tourments* (Rieder, 1930). Michel Dumesnil de Gramont meurt à Paris le 4 février 1953. Y.H.M.

DUNCKERLEY Thomas



1724-1795), fils naturel du roi George II,
Officier de la Royale, Cité comme Grand Maître Provincial pour divers comtés et Ordres. Il fut le commandant du Vanguard.

No one, among the Freemasons of England, occupied a more distinguished position or played a more important part in the labors of the Craft during the latter part of the eighteenth century than Thomas Dunckerley, whose private life was as romantic as his Masonic career was honorable. Thomas Dunckerley was born in the city of London on the 23d of October, 1724. He was the reputed son of a Mr. and Mrs. (Mary) Dunekerley, but really owed his birth to a personage of a much higher rank in life, being the natural son of the Prince of Wales, afterward George II, to whom he bore, as his portrait shows, a striking resemblance. It was not until after his mother's death that he became acquainted with the true history of his birth; so that for more than half of his life this son of a king occupied a very humble position on the stage of the world, and was sometimes even embarrassed with the pressure of poverty and distress.

At the age of ten he entered the navy, and continued in the service for twenty-six years, acquiring, by his intelligence and uniformly good conduct, the esteem and commendation of all his commanders. But having no personal or family interest, he never attained to any higher rank than that of a gunner. During all this time, except at brief intervals, he was absent from England on foreign service.

He returned to his native country in January, 1760, to find that his mother had died a few days before, and that on her death-bed she had made 3 solemn declaration, accompanied by such details as left no possible doubt of its truth, that Thomas was the illegitimate son of King George II, born while he was Prince of Wales. The fact of the birth had, however, never been communicated by the mother to the prince, and George II died without knowing that he had such a son living.

Dunckerley, in the account of the affair which he left among his posthumous papers, says: "This information gave me great surprise and much uneasiness; and as I was obliged to return immediately to my duty on board the Vanguard, I made it known to no person at that time but Captain Swanton. He said that those who did not know me would look on it to be nothing more than a gossip's story. We were then bound a second time to Quebec, and Captain Swanton did promise me that on our return to England he would endeavor to get me introduced to the king, and that he would give me a character; but when we came back to England the king was dead." Dunckerley had hoped that his case would have been laid before his royal father, and that the result would have been an appointment equal to his birth. But the frustration of these hopes by the death of the king seems to have discouraged him, and no efforts appear for some time to have been made by him or his friends to communicate the facts to George III, who had succeeded to the throne.

In 1761 he again left England as a gunner in Lord Anson's fleet, and did not return until 1764, at which time, finding himself embarrassed with 3 heavy debt, incurred in the expenses of his family, for he had married in early life, in the year 1744, knowing no person who could authenticate the story of his birth, and seeing no probability of gaining access -to the ear of the king, he sailed in a merchant vessel for the Mediterranean. He had previously been granted superannuation in the navy in consequence of his long services, and received a small pension, the principal part of which he left for the support of his family during his absence.

But the romantic story of his birth began to be publicly known and talked about, and in 1766 attracted the attention of several persons of distinction, who endeavored, but without success, to excite the interest of the Princess Dowager of Wales in his behalf.

In 1767, however, the declaration of his mother was laid before the king, who was George III, the grandson of his father. It made an impression on him, and inquiry into his previous character and conduct having proved satisfactory, in May 7, 1767,

the king ordered Dunckerley to receive a pension of £100, which was subsequently increased to £800, together with a suite of apartments in Hampton Court Palace. He also assumed, and was permitted to bear, the royal arms, with the distinguishing badge of the bend sinister, and adopted as his motto the appropriate words Fato non merito, meaning By destiny, not merit. In his familiar correspondence, and in his book-plates, he used the name of Fitzy George.

In 1770 he became a student of law, and in 1774 was called to the bar ; but his fondness for an active life prevented him from ever making much progress in the legal profession.

Dunckerley died at Portsmouth in the year 1795, at the ripe age of seventy-one; but his last years were embittered by the misconduct of his son, whose extravagance and dissolute conduct necessarily afflicted the mind while it straitened the means of the unhappy parent. Every effort to reclaim him proved utterly ineffectual; and on the death of his father, no provision being left for his support, he became a vagrant, living for the most part on Masonic charity. At last he became a bricklayer's laborer, and was often seen ascending a ladder with a hod on his shoulders. His misfortunes and his misconduct at length found an end, and the grandson of a king of England died a pauper in a cellar at St. Giles.

Dunckerley was initiated into Freemasonry on January 10, 1754, in a Lodge, No. 31, which then met at the Three Tuns, Portsmouth; in 1760 he obtained a Warrant for a Lodge to be held on board the Vanguard, in which ship he was then serving; in the following year the Vanguard sailed for the West Indies, and Dunckerley was appointed to the Prince, for which ship a Lodge was warranted in 1762; this Warrant Dunckerley appears to have retained when he left the service, and in 1766 the Lodge was meeting at Somerset House, where Dunckerley was then living. In 1768 the Vanguard Lodge was revived in London, with Dunckerley as its first Master, and it exists to the present day under the name of the London Lodge, No. 108.

In 1767 he joined the present Lodge of Friendship; in 1785 he established a Lodge at Hampton Court, now No. 255. In 1767 he was appointed Provincial Grand Master of Hampshire, and in 1776 Provincial Grand Master for Essex, and at various dates he was placed in charge of the provinces of Bristol, Dorsetshire, Gloucestershire, Somersetshire, and Herefordshire. In Royal Arch Masonry Dunckerley displayed equal activity as in Craft Masonry; he was exalted at Portsmouth in 1754 and in 1766 joined the London Chapter, which in the following year became a Grand Chapter.

He was especially active in promoting Arch Masonry all over the country and was in charge of the English counties of Essex, Hants, Kent, Wilts, Dorset, Devon, Somerset, Gloucester, Suffolk, Sussex and Durham.
He was also a most zealous Knight Templar, being in 1791 the first Grand Master of the Order when the Grand Conclave was formed in London.

He was also a Mark Mason. A Charge, or Oration, is still extant, which was delivered by him at Plymouth in April, 1757, entitled The Light and Truth of Masonry Explained. He was also the author of A Song for the Knights Templar, and of an Ode for an Exaltation of Royal Arch Masons. These will be found in Thomas Dunckerley—his Life, Labors and Letters, by H. Sadler, 1891. Brother Hawkins in submitting the foregoing article points out that it is often asserted that Dunckerley revised the Craft Lectures and reconstructed the Royal Arch Degree, but there is no proof forthcoming of these statements. However, we may add to the comment by Brother Hawkins an observation by Brother Sadler (page 224) where he tells us that the publication of the various Charges, etc., by Brother Dunckerley are of such a character that they not unlikely thereby originated the tradition that he had revised or remodeled the Craft Lectures; but to Brother Sadler it seemed more than probable that the compiler of the Lectures made a very free use of Dunckerley's brains in the work of compilation.

DUPONT DE L'EURE



Jacques Dupont, dit Le Neubourg 27 février 1767 – Rouge-Perriers 2 mars 1855.
Figure de proue du libéralisme politique de 1815 à 1848, date à laquelle il devient président du gouvernement provisoire de la République, Dupont de l'Eure fut longtemps présenté comme un « maçon de passage ». Fils d'un marchand de fer aisé, Dupont de l'Eure est avocat au parlement de Normandie quand éclate la Révolution française. Elu maire de Neubourg en septembre 1792 (il a 25 ans), administrateur et juge de district de Louviers entre 1793 et 1795 puis au canton de Neubourg de 1795 à 1797, sa carrière politique ne connaît pas de vraie rupture pendant la période révolutionnaire. Au moment où les administrateurs des districts et des cantons de l'Eure doivent choisir entre la fidélité à la Convention épurée et l'adhésion au fédéralisme, Dupont, bien qu'actif dans un district séditieux (Evreux) aux mains de Buzot, refuse en effet de suivre l'insurrection.

Prenant discrètement le parti de la Convention, il assume la Terreur, puis, passé Thermidor, il continue de servir la Révolution avec fidélité en répondant dans l'exercice de ses fonctions aux problèmes posés par les crises frumentaires sous le Premier Directoire. En 1798, il accède au destin national : il est élu représentant de la nation à l'assemblée des Cinq-Cents, à côté des personnalités du néo-jacobinisme dans l'Eure (Lindet et Crochon). A l'exception du bref des intermèdes des années 1815 et 1817, il ne quittera plus son mandat de député… jusqu'en 1849. Parallèlement il connaît une ascension professionnelle remarquable : ancien avocat du Parlement, il devient substitut auprès du tribunal criminel de l'Eure en 1797, accusateur public en 1798, puis après un 18 brumaire vécu sans état d'âme, il est président dudit tribunal (1801) .

C'est à l'apogée du Premier Empire qu'il est initié dans une loge maçonnique fondée en 1800, « *La Constance* », qui réunit tout ce qu'Evreux compte de fonctionnaires importants et de négociants satisfaits par la prospérité économique. Simple membre en 1809, il devient second surveillant de la loge en 1810.

Sa carrière est alors en train d'atteindre son sommet : Chevalier d'Empire en 1810, il devient en effet conseiller à la Cour Impériale de Rouen en 1811, puis président en 1812 (jusqu'à sa révocation en 1818). Le passage par la maçonnerie semble donc, pour ce grand notable qui fréquente également les cercles animés par l'impératrice Joséphine, un passage « obligé » plutôt éphémère. Fut-ce simplement cela ? Voire. Le tableau du personnel de la loge ébroïcienne, au moment où Dupont en est un membre, montre que ce dernier a pu y côtoyer un groupe important de futurs opposants aux Bourbons.

On y retrouve le maire libéral d'Evreux sous la Restauration, Alexandre Dumeilet, et le receveur Charles Gazzan qui anime au château de Condé l'un des principaux chefs d'opposants entre 1815 et 1817. Devenu vice-président de la Chambre des Cent-Jours, Dupont fréquente ce lieu avec assiduité jusqu'en 1817, pendant le bref moment durant lequel il n'est pas député. A partir de 1820, il devient véritablement, après l'arrivée au pouvoir des ultras, la figure de proue des opposants aux Bourbons, avec La Fayette. Rescapé d'une hécatombe électorale en 1821 (80 députés élus seulement), il se montre alors, en dénonçant notamment la « loi du milliard aux émigrés » (qui propose de rembourser les spoliations faites à l'ancienne noblesse durant la Révolution), l'un des défenseurs de l'idéologie du mérite social contre le retour au pouvoir de l'aristocratie foncière que veut imposer le ministère Villèle.

C'est durant ces années difficiles qu'il rencontre à nouveau le réseau maçonnique, à partir de 1827. On assiste non seulement à une véritable appropriation de cette figure du libéralisme par la franc-maçonnerie, mais aussi à une imbrication directe du rôle des loges et de l'action publique de Dupont. Si on sait qu'il est l'un des dignitaires de la vente suprême de la Charbonnerie sans que des liens réels entre l'opposant politique et la société secrète aient pu être avérés, il est en revanche certain que la maçonnerie parvient à « capter le personnage ». La chose est attestée par les activités des loges de la vallée de la Seine entre 1827 et 1830. En effet, lors de la campagne en 1827 et à l'occasion de laquelle Dupont, Laffitte, Benjamin Constant et Louis Bignon participent à des banquets à Rouen et à Elbeuf, les loges locales se mobilisent pour accueillir les héros et les célébrer dans les ateliers et hors d'eux, Dupont est reçu à plusieurs reprises à Elbeuf à partir de1827. Il figure ainsi sur les tableaux de « *L'Union* » en 1829 puis, en 1830, comme membre honoraire. Il est cette année là Garde des Sceaux (démissionnaire en 1830).

La suite est connue. Vite insatisfait par la mise en place de la Monarchie de Juillet, Dupont regagne les rangs de l'opposition jusqu'en 1848. Cela lui vaut une reconnaissance méritée de la part des Républicains. Elle a lieu de son vivant, en février 1848, puis à titre posthume. En effet, deux des plus grands noms de la République, l'un maçon éphémère, Gambetta, en 1881, et l'autre profane, Herriot, en 1948, viennent honorer au Neubourg la statue de celui qui fut l'un des principaux représentants du libéralisme politique entre 1815 et 1848. E.S.

DUPORT Jean-Louis

4 octobre 1749 - 7 septembre 1819.



Souvent désigné comme *Duport le cadet* ou *le jeune* pour le distinguer de son frère ainé Jean-Pierre Duport. Il fut un violoncelliste français. Il commença par étudier la danse, le violon, avant d'adopter le violoncelle à l'exemple de son frère, Jean-Pierre qui a été son professeur.

Ses débuts au Concert Spirituel en 1768, sont si triomphaux qu'on le réclame partout : à la Société Olympique, au Concert des amateurs, chez le Baron de Bagge, célèbre musicien amateur et franc-maçon. Jean-Louis Duport sera lui-même affilié à la Franc-maçonnerie et est signalé comme membre des loges

Il épouse la fille du sculpteur Jean-Pierre-Antoine Tassaert. En 1789, fuyant la Révolution, il rejoint à Berlin son frère, qui y est musicien à la Chapelle Royale depuis 1773, d'abord engagé par Frédéric le Grand, puis, après qu'il eut succédé à son oncle en 1786, par Frédéric Guillaume II, lui aussi violoncelliste. Jean-Louis est également engagé et perçoit d'excellents revenus. Après l'invasion de Napoléon en 1806, il regagne la France, à Marseille d'abord, puis à Paris en 1813. Il devient professeur au Conservatoire et premier violoncelle à la Chapelle Impériale.

Influence

Il fit faire de grands progrès à la technique du violoncelle. Pendant son séjour à Berlin, il rédigea son *Essai sur les doigtés du violoncelle, et sur la conduite de l'archet avec une suite d'exercices*. **Wolfgang Amadeus Mozart** composa, en 1789, ses Variations K 573 sur le thème du menuet de la Sonate pour violoncelle et basse op. 4 numéro 6 de son frère, Jean-Pierre Duport -dit "l'aîné"-, (Paris, 27 novembre 1741-Berlin, 31 décembre 1818). En 1796, Jean-Louis créa les sonates pour violoncelle et piano de l'opus 5 de Ludwig Van Beethoven, avec le compositeur au piano.

Citations

- Monsieur Duport le jeune, élève de monsieur son frère, a exécuté sur le violoncelle une sonate accompagnée par M. Duport l'aîné, une exécution précise, brillante, étonnante… des sons pleins, moelleux, flatteurs, un jeu sûr et hardi annoncent le plus grand talent, celui d'un virtuose, à un âge habituellement fixé pour l'étude.
Le Mercure de France (mars 1768)

- Monsieur Duport, vous me feriez croire aux miracles quand je vois que vous pouvez transformer un bœuf en rossignol !
Voltaire, à Ferney en 1780

- Il est capable de réussir des effets qui étaient précédemment inconnus en appliquant la méthode large et brillante de Viotti au violoncelle. Jean-Baptiste de la Borde, Essai sur la musique ancienne et moderne (1780)

Œuvres

Traité : *Essai sur le doigté du violoncelle et la conduite de l'archet* (1804)
6 concertos à violoncelle principal, op. 1 (1785) et op. 2 (1788)
des sonates pour violoncelle et basse
études pour le violoncelle
pièces pour violoncelle et harpe, écrites avec Nicolas-Charles Bochsa et François Joseph Naderman, op. 40, 69, 70

Son Stradivarius

Il jouait un violoncelle de Stradivarius datant de 1711, nommé en son honneur *le Duport*, joué par Mstislav Rostropovitch jusqu'à sa mort survenue en avril 2007.
En 1812 à Paris, il eut une amusante rencontre avec Napoléon, qui insista pour tenir l'instrument de Stradivarius entre ses bottes à éperons, criant, "comment diable tennez cette chose, Monsieur Duport?". Duport avait tellement peur que Napoleon l'endommageât, et l'implora d'un *Sire* si inquiet, que Napoléon le lui rendit. En fait, on raconte que l'Empereur est responsable de l'accroc encore visible sur le "Duport" aujourd'hui.

DUPUY Richard

Alger 20 décembre 1914 – Paris 1985.



Richard Dupuis est né le 20 décembre 1914, de Léonie Beaumenail et de Léon Dupuy, officier. Il devient en 1937, avocat à la cour d'appel d'Alger. Le 28 septembre 1940, il épouse Arlette Garcia dont il a cinq enfants. En 1943, il est nommé sous directeur du contentieux de la justice militaire au Gouvernement provisoire de la République française, à Alger, puis directeur de la justice de l'air à Paris après la libération. A ce poste, il contribue à créer la gendarmerie de l'air. A partir de 1946, il est avocat à la Cour de Paris.

C'est le 5 mars 1947 que Richard Dupuis, qui choisit la Grande Loge de France est reçu apprenti dans la loge parisienne « *La Jérusalem Ecossaise* ». Compagnon le 19 mai 1948, maître le 21 septembre 1949, il s'affilie en 1958 à l'atelier « *Le Portique* n°427 » à Paris.

Il est un des membres fondateurs des loges « *Les Hospitaliers de Saint-Jean* n°803 » à Vichy (1966), « *Semper Fidelis* n°817 » à Paris (1970), et « *Le Temple d'Abydos* n°825 » à Saint-Germain- en-Laye (1971). Au Convent de 1953, député de sa loge mère, Richard Dupuis, lors du débat sur le rétablissement du volume de la Loi sacrée (Bible) sur l'autel, observe que cette faculté existe déjà mais qu'il ne faut pas la rendre obligatoire. L'année suivante, il préside le Convent puis est élu pour la première fois conseiller fédéral de l'obédience. En 1956, il devient Grand Maître Adjoint, mais le Grand Maître Antonio Cohen meurt en cours de mandat, le 21 avril 1956 et Richard Dupuy lui succède. Il est confirmé dans sa charge par le Convent de septembre 1956. Durant ces mois, Richard Dupuis cherche à rapprocher les diverses obédiences masculines françaises.

Réélu au Conseil Fédéral en septembre 1958, il retrouve la Grande Maîtrise, reprend ses objectifs œcuméniques, puis tente de s'accorder avec la maçonnerie anglo-saxonne. Au convent suivant, il fait rompre les relations entre la Grande Loge de France et le Grand Orient de France, mais n'obtient pas pour autant la « reconnaissance » de la Grande Loge Unie d'Angleterre. Malgré ces échecs Richard Dupuis est réélu à la Grande Maîtrise au Convent de septembre 1960. En 1961, il propose la reprise des relations avec la rue Cadet et le boulevard Bineau.

En 1962, Dupuy retrouve le Conseil Fédéral. Au Convent de 1963, il est porté à la Grande Maîtrise pour la cinquième fois. Ne pouvant obtenir un exécutif favorable à ses idées, il démissionne de sa charge, puis après intervention du Passé Grand Maître Louis Doignon, il reprend sa démission. En décembre 1963, il obtient en tenue de Grande Loge mission de reprendre contact avec les autres obédiences françaises.

Au printemps 1964, devant le refus de la Grande Loge Nationale Française, il poursuit les négociations avec le seul Grand Orient de France. Après des discussions agitées, le Convent de1964 adopte le traité avec le Grand Orient, mais sa décision va entrainer des tensions avec le Suprême Conseil de France. L'année suivante, des frères, dont le Souverain Grand Commandeur Charles Riandey rejoignent la Grande Loge Nationale Française. Après une année de pause, Dupuy est réélu Grand Maître au Convent de 1967 et de 1969. Cette année là il est également élu membre du Conseil de l'Ordre du barreau parisien. En septembre 1970, Dupuy préside le Convent et regagne le Conseil Fédéral.

En septembre 1971 et 1972, il retrouve la présidence de l'exécutif de la rue Puteaux. Les relations avec le Grand Orient sont à nouveau tendues. Conseiller Fédéral en 1974, Grand Maître un an après, Richard Dupuis rencontre à Marseille Roger Etchegaray, archevêque de la ville, le 21 avril 1976, mais au Convent suivant il doit défendre la franc-maçonnerie contre les attaques de l'évêque intégriste Marcel Lefebvre. Il est alors Grand Maître pour la onzième fois (1976-1977). Richard Dupuis est l'auteur d'un ouvrage (La foi d'un franc-maçon, Paris, Plon, 1975) dans lequel il donne de manière à la foi lapidaire et pertinente une définition possible de l'Art Royal : « la franc-maçonnerie cela sert à passer de la conjugaison du verbe avoir à celle du verbe être ». Y.H.M

DUPUYTREN **Guillaume** Pierre-Buffière Haute-Vienne 5 octobre 1777 – 8 février 1835.



Anatomiste et chirurgien militaire français. Il a laissé son nom à une contracture qu'il a décrite en 1831 et à la **fracture de Dupuytren**.

Il est nommé à 18 ans prosecteur de la Faculté de Paris et, à 24 ans, chef des travaux anatomiques. Il est professeur de médecine opératoire en 1812, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu en 1815. Il est également inspecteur général de l'Université en 1808, baron en 1816 et premier chirurgien du roi. Il est élu membre de l'Académie des sciences en 1825.

Dupuytren fut avant tout professeur et praticien. Il a exécuté et perfectionné presque toutes les opérations chirurgicales. On lui doit plusieurs opérations nouvelles au xix^{e} siècle, notamment la cicatrisation de l'intestin dans les hernies étranglées.
Il amassa une grande fortune, que l'on estime à 3 000 000 francs en 1830. Il en offrit le tiers à Charles X exilé. Il légua à la Faculté une somme de 200 000 francs, qui servit à la fondation d'une chaire d'anatomie pathologique et à la création d'un musée anatomique, qui porte son nom : le Musée Dupuytren fondé par Mathieu Orfila.

Dupuytren contribua à plusieurs articles dans le *Dictionnaire de médecine* et il est l'auteur de mémoires sur les anus contre nature, sur la ligature des principaux troncs artériels [réf. nécessaire] sur la fracture de la fibula. La tombe de Guillaume Dupuytren se trouve dans la 38^{e} division du cimetière du Père-Lachaise.

ÉPONYMIE

La fracture de Dupuytren

Elle combine une fracture de la cheville et une dislocation provoquées par une torsion forcée ou violente. La fibula est fracturée juste au-dessus de la cheville, et le tibia se fracture à l'extrémité inférieure, siège d'un arrachement des ligaments. La cheville est alors disloquée. Il faut procéder à une réduction des os pour les replacer dans la position anatomique correcte et immobiliser ensuite à la fois le pied, la cheville et la jambe dans le plâtre pendant environ dix semaines.

La maladie de Dupuytren

Elle se caractérise par une rétraction indolore de l'aponévrose palmaire suivie d'une fibrose progressive. La cause en est inconnue même s'il existe des facteurs génétique. Le traitement est chirurgicale dans la majorité des cas.

EBOUÉ **Félix** Cayenne, Guyane française 26 décembre 1884 - Le Caire 17 mai 1944.



Petit fils d'esclave, il devient le premier Gouverneur Général de couleur d'une colonie française (Tchad 1938). En 1940, il rallie le Congo aux Forces Françaises Libres. Après la guerre, il participe à la décolonisation.

Initié Franc-Maçon, en 1922, à la Loge "*La France Équinoxiale*", Cayenne. Son épouse appartint au Droit Humain et sa fille, Ginette, à la Grande Loge Féminine de France.

Adolphe Sylvestre Félix Eboué était un administrateur colonial et homme politique français. Il est membre de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) jusqu'en septembre 1939 et franc-maçon. Il fut, d'une part, un grand humaniste noir mais, en même temps, un serviteur zélé de l'ordre colonial.

Félix Éboué est né le 26 décembre 1884, petit-fils d'esclave, à Cayenne. Il est le quatrième d'une famille de cinq frères. Son père Yves Urbain Éboué était orpailleur, d'abord sur le placer « Enfin » (Haute Mana), puis directeur-adjoint du placer « Dieu Merci ». Sa mère, Marie Joséphine Aurélie Léveillé, épicière originaire de Roura, remplaça les absences fréquentes et prolongées de son mari pour élever ses enfants. Madame Éboué possédait une connaissance pointue des traditions guyanaises en particulier des dolos (proverbes guyanais) qui émaillaient ses phrases.

Études

Après de brillantes études à Cayenne, il obtient en 1898 une bourse d'étude pour la France et part à Bordeaux au lycée Montaigne. Dans la capitale girondine, en complément de ses études, Félix Éboué s'adonne au sport et particulièrement au football et devient capitaine de l'équipe du lycée, les « Muguets ». Avec celle-ci, il se déplace à Strasbourg, en Belgique et en Angleterre. Ces déplacements lui permettent d'étudier sur le vif le tempérament des joueurs et des habitants de la région. Les comptes rendus des journaux régionaux (*Le Phare de la Loire*, *Le Populaire*) enregistraient les succès de l'équipe bordelaise et rendaient avec détails, l'entrain et l'adresse d'un joueur noir de cette équipe auquel était due en grande partie la victoire. Sous les couleurs du Stade bordelais U.C. (SBUC) et du Sporting Club Universitaire de France (SCUF), il connaît les joies du stade. Il obtient à Bordeaux son baccalauréat ès lettres, puis part s'installer à Paris où il suivra des études de droit tout en suivant l'enseignement de l'École coloniale (où est formée l'élite des administrateurs de la France d'Outre-Mer). Il obtient en 1908 sa licence à la faculté de droit.

Carrière d'administrateur en Afrique équatoriale française (AEF)

Élève administrateur des colonies puis administrateur-adjoint Félix Éboué est affecté en 1910 en Afrique équatoriale française à Madagascar puis en Oubangui. Il s'efforce d'apprendre les usages et coutumes de ses administrés, ce qui lui permet de mieux asseoir son administration. Ainsi, il fait publier en 1918 une étude sur les langues Sango, Banda et Mandjia. Son approche de l'administration basée sur l'épanouissement des valeurs humaines et sociales dans un cadre de concertation et de respect des traditions africaines est très appréciée et il est nommé en 1927 chevalier de la Légion d'honneur sur la proposition du ministre de l'Instruction Publique. Il passe vingt années de service en Afrique équatoriale française qui lui permettront de donner sa mesure et de révéler ses qualités d'administrateur.

Congés en Guyane

Durant trois congés successifs, Félix Éboué revint en Guyane retrouvant avec plaisir sa famille et ses amis et partageant avec eux souvenirs et expériences africaines. C'est ainsi qu'il fit découvrir l'écrivain René Maran, guyanais comme lui, adjoint des Affaires Civiles en AEF, qui en 1921 reçut le prix Goncourt pour son roman *Batouala*. Au cours d'un de ses congés en Guyane (1921), il épouse Eugénie Tell à Saint-Laurent-du-Maroni.

Aux Antilles françaises

Félix Éboué est nommé secrétaire général en Martinique, de juillet 1933 à janvier 1934 pour remplacer le gouverneur titulaire parti en congé pour deux ans. Après un passage au Soudan français, il est élevé au rang de gouverneur et nommé en Guadeloupe en 1936. C'est le premier noir à accéder à un grade aussi élevé. En Guadeloupe, il met en pratique son esprit de conciliation dans un contexte social troublé. À l'occasion de la remise solennelle des prix le 1er juillet 1937 au lycée Carnot de Pointe-à-Pitre, il adresse à la jeunesse d'Outre-Mer son célèbre discours « Jouer le jeu ».

Pendant la Seconde Guerre mondiale

Devant la menace d'un futur conflit, il est nommé en 1938 gouverneur du Tchad, avec mission d'assurer la protection de la voie stratégique vers le Congo français ; il fait construire les routes qui devaient permettre en janvier 1943 à la colonne Leclerc de remonter rapidement à travers le Tibesti vers l'Afrique du Nord. Dès le 18 juin 1940, Félix Éboué se déclare partisan du général de Gaulle, dont il a entendu l'appel à la radio. Le 26 août, à la mairie de Fort-Lamy, il proclame, avec le colonel Marchand, commandant militaire du territoire, le ralliement officiel du Tchad au général de Gaulle, donnant ainsi « *le signal de redressement de l'empire tout entier*» et une légitimité politique à la France libre, jusqu'alors dépourvu de tout territoire. René Pleven, envoyé du général de Gaulle assistait à cette proclamation. Le 15 octobre Félix Éboué reçoit de Gaulle à Fort-Lamy, qui va le nommer, le 12 novembre, gouverneur général de l'Afrique équatoriale française. Le 29 janvier 1941, il sera parmi les cinq premières personnes à recevoir du général de Gaulle la croix de l'ordre de la Libération. Il transforme l'AEF en une véritable plaque tournante géostratégique d'où partent les premières forces armées de la France libre, conduites par les généraux de Larminat, Kœnig et Leclerc.

Résidant à Brazzaville, il organise une armée de 40 000 hommes et accélère la production de guerre où il peut enfin appliquer la « politique indigène » qu'il a eu le temps de mûrir au cours de sa longue carrière.

Sa "Politique indigène"
À l'exemple de Lyautey, il souhaitait que les autochtones puissent conserver leurs traditions et pensait que l'appui des chefs coutumiers était indispensable. Il combattit pour l'insertion de la bourgeoisie indigène dans la gestion locale. Il a consigné toutes ses idées dans son étude intitulée *La Nouvelle Politique indigène pour l'Afrique équatoriale française*. La conférence des hauts dirigeants administratifs des territoires africains tenue à Brazzaville le 22 janvier 1944 retient la thèse d'Éboué sur l'assimilation. Il ne verra pas les réalisations issues de cette conférence, fatigué, il part se reposer en Égypte, après avoir séjourné en Syrie. Il meurt au Caire le 17 mai 1944 d'une congestion cérébrale. Entouré de sa femme, de sa fille et de son fils cadet.

ÉBOUÉ- FONTAINE Ginette 1923 – 1992.



Fille de Félix Éboué qui rallia le Congo à la France Libre. En 1942, elle s'évada de France et entra dans la Résistance à Brazzaville. Femme engagée, résistante active pendant la guerre, elle est, dès 1961, responsable à l'UNESCO, du programme d'aide aux Mouvements de Libération nationale et de lutte contre l'apartheid en Afrique.

Initiée Maçonne, en 1968, à la Loge "*le Libre Examen*", Grande Loge Féminine de France. Elle fonde par la suite plusieurs loges en France et en Espagne. Elle contribue notamment au développement de la Franc-maçonnerie dans la Caraïbe dont elle était originaire.

ECKLEFF Carl Friedrich Stockholm 1723 – 1786.



Comme Estienne Morin et von Hund, Eckleff est le fondateur d'un rite qui existe encore aujourd'hui, le Rite Suédois. Rudbeck a montré que la famille Eckleff était d'origine bourgeoise. Georg Henning Eckleff, conseiller à la cour de Suède, épouse en 1722 Inge Stenhagen dont le père, chef des cuisines du roi Charles XII, sera anobli en 1743. Lorsque Georg Henning Eckleff meurt en 1732, la famille habite Kiel. Sa veuve retourne habiter Stockholm avec son fils Carl Friedrich. En 1738, celui-ci est immatriculé à l'université d'Uppsala. Plusieurs auteurs suédois suggèrent qu'il aurait acquis ses connaissances de français et d'allemand aux cours de voyages à l'étranger vers 1740. Sauf pour un séjour à Kief, il n'en existe aucune trace. Carl Friedrich Eckleff fut un petit fonctionnaire. Engagé en 1742, à l'âge de 19 ans, comme secrétaire suppléant à la chancellerie de la cour de Suède, promu copiste en 1746 avec un salaire annuel de 200 thalers d'argent, il est titularisé en 1754. Ses appointements passent à 300 thalers comme droits d'initiation. Au moment de sa démission en 1767, il a atteint le rang de chancelier du Conseil avec un salaire inchangé.

Son premier contact connu avec la franc-maçonnerie se situe le 8 décembre 1753 lorsqu'il demande à être reçu à Stockholm dans la loge « *Saint Jean Auxiliaire* ». refusé, il devient membre de la loge sauvage du bijoutier Lijdberg régularisée les 3 septembre et 322 octobre 1756 par *Saint-Jean Auxiliaire*, dont une partie des membres forme le 24 juin 1757 la loge « *Saint Edward* ». Le 30 novembre 1756, en vertu d'une patente dite étrangère dont on ne connaît ni l'origine ni la teneur, Eckleff fonde à Stockholm une loge de Saint-André dénommée « *L'Innocente* » et, le jour de Noël 1759, crée le Grand Chapitre Illuminé qui comporte alors 7 grades. Le 1er mai suivant, il fonde la loge n°7 de Stockholm. Lorsque la Grande Loge Nationale de Suède est établie, sans doute le 27 décembre 1761, Eckleff est assistant du Grand Maître Carl Friedrich Scheffer.

En mars 1764, Eckleff autorise le frère Schopp, envoyé de Berlin par le médecin général Zinnemdorf, à prendre copie des différents grades en provenance de France et d'Angleterre dont on ne sait pas comment ils sont entrés en sa possession. Zinnendorf paye à Eckleff 220 ducats pour une patente l'autorisant à établir une loge et un chapitre à Berlin. Eckleff s'achète alors une propriété de 20 000 m2 pour 4 000 thalers d'argent, une impressionnante quantité de livres et quitte définitivement son poste de fonctionnaire le 16 mars 1767. Mais dès l'année suivante, n'étant pas en mesure de payer les intérêts des hypothèques, il risque d'être saisi. Il se met à boire, n'assiste plus aux réunions du Grand Chapitre, abandonne sa charge à la tête de *L'Innocente* en novembre 1768 et n'est plus Grand Maître Adjoint l'année suivante. La vente aux enchères d'une partie de sa bibliothèque (4 000 livres et 1 500 brochures, mais il conserve ses ouvrages maçonniques) a lieu du 22 juillet au 22 septembre 1769. Le 14 mai 1774, il remet sa charge de Maître de l'Ordre au duc Carl de Södermanland auquel un an plutôt il a vendu ses archives maçonniques.

Devenu Grand Maître de la Grande Loge de Suède le 30 novembre suivant à la suite de la démission de Scheffer, le duc Carl casse la patente qu'Eckleff avait transmise à Zinnendorf et la déclare inégale en avril 1777. Deux ans plus tard Zinnendorf se rend à Stockholm où il fait enfin la connaissance d'Eckleff. Celui-ci meurt le 30 juin 1786. A.B.

EDOUARD **Auguste duc de Kent** Buckingham Palace 2 novembre 1767 – 23 janvier 1820.



Le prince Edouard, 4ème fils du roi George III, il est le cinquième enfant et quatrième fils du roi George III du Royaume-Uni et de la duchesse Charlotte de Mecklembourg-Strelitz, père de la future reine Victoria. Il épousa le 29 mai 1818 la princesse Victoria de Saxe-Cobourg- Saalfeld (1786-1861), veuve du prince de Linange ("*Leiningen*") dont elle avait deux enfants et dont il eut une fille, Victoria, reine du Royaume-Uni (24 mai 1819 - 22 janvier 1901) qui épouse son cousin Albert de Saxe-Cobourg-Gotha.

Il mourut six jours avant son père (qui décéda le 29 janvier), des suites d'une pneumonie, apparemment provoquée par une longue marche dans le froid et l'humidité. L'Île du Prince-Édouard, au Canada, a reçu le nom de ce prince en 1798 et une ville de Nouvelle-Écosse, Kentville, a été nommée ainsi en son honneur.

Initié, le 5 août 1789, dans la Loge L'Union de Genève dont il fut brièvement le second surveillant, du 9 décembre 1789 jusqu'à son retour en Angleterre le 17 janvier 1790 (où il deviendra Grand Maître de la Grande Loge des "Anciens" jusqu'à l'union des deux Grandes Loges en 1813). Ne pas confondre la Loge L'Union, fondée en 1787 et éteinte en 1792, qui n'a jamais pratiqué le Rite Rectifié, avec la Loge Union des Cœurs, fondée en 1769 et "rectifiée" en 1810.

ÉDOUARD VII **Roi d'ANGLETERRE** Buckingham 9 novembre 1841 - 6 mai 1910.



Ses efforts de rapprochement des différents pays européens lui valent le surnom d'Édouard le Pacificateur. En 1874, avant de monter sur le trône, en son titre de Prince de Galles.

Franc-Maçon il devient Grand Maître de la Grande Loge Unie d'Angleterre, lors d'une cérémonie tenue au *Royal Albert Hall*. Il nomme ses deux frères, le duc de Connaught et le duc d'Albany, Premier et Second Grand Surveillant. La franc-maçonnerie anglaise connaît un grand essor sous son règne.

Édouard VII, né le 9 novembre 1841 et mort le 6 mai 1910 a été roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, roi des royaumes du Commonwealth, et empereur des Indes. Il était le fils de la reine Victoria et le premier monarque britannique appartenant à la Maison de Saxe-Cobourg-Gotha. Il a régné du 22 janvier 1901 jusqu'à sa mort, le 6 mai 1910.

Avant son accession au trône, Édouard porta le titre de Prince de Galles. Il est le deuxième plus long héritier au trône de l'histoire de la monarchie britannique, après son arrière-arrière-petit-fils, le Prince Charles, prince de Galles actuel, qui a battu son record de longévité le 28 janvier 2008. Le règne d'Édouard, appelé maintenant la période édouardienne, vit la première reconnaissance officielle du bureau du Premier ministre. Il a été le premier monarque britannique à visiter la Russie (1907). Édouard a aussi joué un rôle dans la modernisation de la flotte britannique et dans la réforme des services médicaux de l'armée après la Seconde Guerre des Boers.

Premières années

Édouard est né le 9 novembre 1841 au palais de Buckingham. Sa mère était la reine Victoria, la seule fille du prince Edward Augustus, duc de Kent et Strathearn et la petite-fille du roi George III. Son père était Albert, prince de Saxe-Cobourg-Gotha, le cousin germain et le Prince Consort de Victoria. Baptisé Albert Édouard à la chapelle Saint-Georges, à Windsor, le 25 janvier 1842, il a été surnommé « Bertie » tout au long de sa vie. En tant que fils aîné d'un souverain britannique, il était automatiquement duc de Cornouailles et de Rothesay, comte de Chester et de Carrick, baron Renfrew, lord des Îles et prince et grand sénéchal d'Écosse. En tant que fils du prince Albert, il a tenu aussi les titres de prince de Saxe-Coburg-Gotha et de duc de Saxe. La reine Victoria a également titré son fils prince de Galles et comte de Chester le 8 décembre 1841. Il a été titré comte de Dublin et chevalier de la Jarretière le 9 novembre 1853 et chevalier du Chardon le 24 mai 1867. En 1863, il a renoncé à ses droits de succession au duché de Saxe-Coburg-Gotha en faveur de son plus jeune frère, le prince Alfred, duc d'Edimbourg. La reine Victoria et le prince Albert avaient décidé que leur fils aîné aurait une éducation le préparant à être un monarque constitutionnel modèle. À l'âge de sept ans, Bertie a entamé un programme éducatif rigoureux conçu par le prince consort sous le contrôle de plusieurs professeurs. Cependant, contrairement à sa sœur aînée, le prince de Galles n'a pas excellé dans ses études. Il a essayé de répondre aux espérances de ses parents, mais sans résultat. Il n'était pas un étudiant diligent et ses vrais talents étaient son charme, sa sociabilité et son tact. D'autres observateurs dans sa jeunesse l'ont trouvé gâté, paresseux et, de temps en temps, cruel. Dans sa jeunesse, il a gagné une réputation de Don Juan. En décembre 1861, son père meurt de la typhoïde deux semaines après avoir rendu visite à Bertie à Trinity College (Cambridge) ; le prince Albert avait réprimandé son fils à propos de sa liaison avec une actrice pornographique devenue le sujet de commérage dans la presse. La reine, qui était inconsolable et a porté le deuil pour le reste de sa vie, a blâmé Bertie pour la mort de son père. Elle considérait son fils comme frivole, indiscret, et irresponsable.

Mariage

Après son veuvage, la reine Victoria s'est retirée de la vie publique, mais peu après la mort du prince consort, elle a arrangé le mariage de son fils avec Alexandra de Schleswig-Holstein-Sonderburg-Glücksburg, fille aînée du futur roi Christian IX de Danemark. Le couple se maria à la chapelle Saint-Georges, à Windsor, le 10 mars 1863. Ils eurent cinq enfants :

Albert-Victor (1864-1892), duc de Clarence, fiancé en 1892 à Mary de Teck
Georges, qui lui succéda qui épouse en 1893 Mary de Teck (1867-1951) (ex fiancée de son frère)
Louise-Victoire (1867-1931) qui épouse en 1889 Alexandre Duff (1849-1912), créé duc de Fife
Victoria (1868-1935), sans alliance
Maud (1869-1938) qui épouse Charles de Danemark (1872-1957) roi de Norvège en 1905 sous le nom de Haakon VII

Édouard et sa femme choisirent l'hôtel de Marlborough comme résidence londonienne et Sandringham House dans le Norfolk comme maison de campagne, où ils organisaient de nombreuses réceptions. Leur mariage a rencontré la désapprobation de certains cercles parce que la plupart des relations de Victoria étaient allemandes, et le Danemark était en désaccord avec la Prusse à propos des territoires du Schleswig et du Holstein. Victoria elle-même était partagée sur le sujet. Après le mariage du couple, elle a exprimé son anxiété sur leur manière de vivre et a tenté de leur imposer ses vues sur de nombreux sujets, jusqu'aux noms de leurs enfants. Le Schleswig et le Holstein ayant été annexés par la Prusse au détriment du Danemark, il s'ensuivra une inimitié d'Alexandra, princesse de Galles, envers la Prusse. Elle parviendra à convaincre de cette inimitié Édouard, puis Victoria, contribuant ainsi à détacher le Royaume-Uni de l'Allemagne.

L'héritier apparent
Pendant le veuvage de Victoria, Bertie est chargé de représenter la souveraine lors des rassemblements publics. Mais même une fois mari et père, il ne put endosser un rôle d'envergure dans le gouvernement du royaume. Plusieurs incidents — y compris un simulacre de procès en divorce, notoire — émaillèrent la période précédant son accession au trône et Bertie avait mauvaise presse, apparaissant comme un mauvais candidat à la monarchie. Il s'est adonné avec enthousiasme à la pratique des sports nationaux. Édouard était également féru d'art et avait un goût prononcé pour les sciences. Il a contribué à fonder l'Université royale de musique.

Roi
Quand la reine Victoria mourut le 22 janvier 1901, Bertie devint roi. Alors âgé de 60 ans, il était le deuxième plus vieil homme à monter sur le trône dans l'histoire britannique (le plus vieux ayant été Guillaume IV, qui est monté à l'âge de 65 ans). À la surprise de beaucoup, il choisit de régner sous le nom d'Édouard VII au lieu d'Albert-Édouard Ier. Le nouveau roi a choisi le nom Édouard parce qu'il avait été porté par six de ses prédécesseurs, et aucun souverain britannique n'avait jamais régné sous un nom double. Édouard VII et la reine Alexandra furent couronnés à l'Abbaye de Westminster le 9 août 1902 lors d'une cérémonie très importante, qui rassembla des invités du monde entier, dont un envoyé éthiopien, le Ras Makonnen.

Le père de l'Entente Cordiale
En tant que roi, les principaux intérêts d'Édouard relèvent du champ des affaires étrangères et des questions navales et militaires. Ayant des facilités en français et en allemand, il a fait plusieurs visites à l'étranger. Comme beaucoup de Britanniques, il manifesta de l'inquiétude devant la montée en puissance de l'Allemagne, notamment dans le domaine naval. En plus, une forte animosité l'opposait à son neveu, le Kaiser Guillaume II. Aussi, il décide de tout faire pour favoriser un rapprochement avec la France, malgré la rivalité coloniale qui caractérisait les relations entre ces deux pays. Conscient de la nécessité de rallier d'abord l'opinion française, il entreprend de très fréquents séjours en France, rencontre des parlementaires, des ministres et des journalistes en répétant le même discours sur l'amitié à reconstruire entre les deux peuples. Un de ses voyages les plus importants fut une visite officielle en France au printemps 1903, comme hôte du président Émile Loubet. Accueilli d'abord avec hostilité, il reppart sous les applaudissements, obtenus grâce à son savoir-faire personnel. En rentrant à Londres, il pût informer le Cabinet que l'alliance était prête. Cette visite contribua à créer l'atmosphère nécessaire à la conclusion de l'Entente Cordiale, un accord simple délimitant les colonies britanniques et françaises en Afrique du Nord, et rendant pratiquement inconcevables les guerres qui avaient si souvent divisé les deux pays par le passé. Négocié entre le ministre des Affaires étrangères français, Théophile Delcassé, et le secrétaire aux Affaires étrangères britannique, le marquis de Lansdowne, et signé le 8 avril 1904 par Lord Lansdowne et l'ambassadeur français Paul Cambon, l'Entente a marqué la fin d'un siècle de rivalités franco-britanniques et mis un terme à l'isolement du Royaume-Uni des affaires continentales.

« L'oncle de l'Europe »
Édouard VII était, principalement par sa mère et son beau-père, apparenté à presque tous les monarques européens et devint rapidement « l'oncle de l'Europe. » L'empereur allemand Guillaume II, le tsar Nicolas II de Russie, Alphonse XIII le roi d'Espagne, et Carl Edouard, duc de Saxe-Cobourg-Gotha étaient les neveux du souverain britannique ; Haakon VII, le roi de Norvège, était son gendre et son neveu par alliance ; Georges Ier, roi des Hellènes et Frédéric VIII, roi de Danemark étaient ses beaux-frères ; Albert Ier, roi des Belges, Manuel II le roi de Portugal, Ferdinand Ier le roi de Bulgarie, Wilhelmina la reine des Pays-Bas, et le prince Ernst Auguste, duc de Brunswick-Lüneburg, étaient ses cousins. La relation volatile d'Édouard avec son neveu, Guillaume II, a aggravé les tensions entre l'Allemagne et le Royaume-Uni dans la décennie précédant la Première Guerre mondiale. Dans la dernière année de sa vie, Édouard fut entraîné dans une crise constitutionnelle initiée par la majorité conservatrice à la Chambre des Lords qui refusait de passer « le Budget du Peuple » proposé par le gouvernement libéral du Premier Ministre Herbert Henry Asquith. Édouard fit savoir à Asquith qu'il pourrait, si la crise se prolongeait, user de sa prérogative royale et nommer de nouveaux pairs à la Chambre des Lords, favorables au « Budget du Peuple ». Le roi mourut avant la victoire libérale en 1910 aux élections législatives qui permit de résoudre la situation. En tant que roi, Édouard VII a connu plus de succès que n'importe qui ne l'avait annoncé, mais il était déjà un vieil homme et avait peu de temps pour apprendre son nouveau rôle. Il s'est assuré que son deuxième fils et son deuxième héritier, qui deviendrait Georges V, étaient mieux préparés à monter sur le trône. Édouard VII fut enterré en la chapelle St. Georges, au Château de Windsor. Wikipédia

EDOUARD VIII **Roi d'ANGLETERRE** Londres 23 juin 1894 - Neuilly-sur-Seine 28 mai 1972.



Roi d'Angleterre 1936. Célèbre pour avoir abdiqué moins d'un an après son couronnement.
Initié Franc-Maçon, en 1919, à la Loge "*Household Lodge 261*"

Édouard VIII (*Édouard Albert Christian Georges André Patrice David*1) (23 juin 1894 - 28 mai 1972) fut roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des autres dominions du Commonwealth et empereur des Indes du 20 janvier 1936 jusqu'à son abdication le 11 décembre 1936, et ensuite **duc de Windsor**. Il est le seul monarque britannique à avoir abdiqué volontairement.

Edouard VIII nait à Richmond upon Thames dans le Surrey, fils aîné de Leurs Altesses Royales le duc et la duchesse d'York.

Le duc d'York, qui devint ensuite le roi Georges V, était le deuxième fils d'Albert Édouard, prince de Galles (le futur Édouard VII), lui-même fils aîné de la reine Victoria Ire. La duchesse d'York, antérieurement Son Altesse Sérénissime la princesse Marie de Teck, était arrière-petite-fille du roi Georges III et nièce de la reine Victoria Ire. Dès sa naissance, Édouard était troisième en l'ordre de succession au trône, derrière son grand-père et son père. Appelé David au sein de sa famille, il devint automatiquement duc de Cornouailles et de Rothesay, comte de Carrick, baron de Renfrew, seigneur des Îles, prince et grand sénéchal d'Écosse, lors de la succession de son père le 6 mai 1910. Il fut créé prince de Galles et comte de Chester le 2 juin 1910 et fut officiellement investi de ces titres lors d'une cérémonie spéciale au château de Caernarfon au pays de Galles. Ce fut la première fois depuis le Moyen Âge qu'un tel événement se produisait au pays de Galles; la décision fut prise à l'instigation du politicien gallois David Lloyd George, alors chancelier de l'Échiquier du gouvernement libéral. Il commença alors un voyage en France qui durera trois ans, instruit par un precepteur, M. Escoffier, un des premiers professeurs de l'Ecole libre des sciences politiques.

Au début de la Première Guerre mondiale, David était d'âge mûr et avait hâte de participer. Il lui fut permis de se joindre à l'armée mais il ne fut jamais envoyé servir là où sa sécurité aurait pu être compromise. Après la guerre, une série de relations amoureuses avec des femmes mariées contribua à inquiéter ses parents très conservateurs. Parmi ses amoureuses sont dénombrées Freda Dudley Ward (née Winifred May Birkin, femme de William Dudley Ward puis de Pedro, marquis de Casa Maury), ainsi que la vicomtesse Furness, née Thelma Morgan.

La crise dynastique de 1936
Cette dernière lui fit connaître Wallis Simpson, une Américaine qui avait divorcé de son premier époux en 1927 et était alors la femme d'un homme d'affaires américain. Mme Simpson et le prince de Galles tombèrent amoureux pendant que la maîtresse du prince, lady Furness, était à l'étranger. Suite à la mort de son père le 20 janvier 1936, il fit scandale en regardant la proclamation de sa propre accession au trône par une fenêtre, en compagnie de Mme Simpson, elle-même toujours mariée. Il parut impossible pour le roi de se marier avec Mme Simpson, même après son deuxième divorce. Les deux précédents époux étaient tous les deux en vie et lui même était le chef de l'Église d'Angleterre, qui interdisait le remariage après le divorce. On proposa des alternatives, comme un mariage morganatique, mais Édouard s'obstina à vouloir se marier avec Mme Simpson et il finit par renoncer au trône le 11 décembre 1936. Deux raisons politiques sont aussi avancées pour expliquer son abdication. Tout d'abord, le couple aurait voulu intervenir en politique, alors qu'en Angleterre, "le roi règne, mais ne gouverne pas". Ensuite, le roi, apparenté à plusieurs familles princières allemandes, était proche de nombreux notables qui soutenaient le nazisme. Dans ces conditions, le gouvernement - et Stanley Baldwin - n'a pas souhaité conserver Edouard VIII comme roi. L'abdication d'Édouard VIII provoqua une instabilité constitutionnelle, et le trône passa à l'héritier présomptif, le frère cadet du roi, Albert, duc d'York, qui devint le roi Georges VI du Royaume-Uni.

Après son abdication
Le 8 mars 1937, Georges VI éleva son frère au rang de duc de Windsor, mais spécifia que ni sa femme, ni ses descendants, n'auraient la qualification d'Altesse Royale. Cela contribua à envenimer encore davantage les relations entre le duc et la famille royale, relations qui étaient devenues tendues à cause de l'indulgence du duc sur le sujet des régimes totalitaires en Europe. En effet, il n'avait jamais caché son admiration pour le volontarisme du chancelier Adolf Hitler sur le plan économique suite à la crise mondiale du début des années 1930. Le duc épousa Mme Simpson dans une cérémonie privée le 3 juin 1937 au château de Candé à Monts en France appartenant à Charles Bedaux. Leur voyage de noces sera une croisière sur la mer Méditerranée, qu'ils commencent à partir d'un port de l'Italie mussolinienne. Le duc pensait revenir au Royaume-Uni après un ou deux ans d'exil en France (où il bénéficia d'une exonération d'impôts et d'un hôtel particulier de la part du gouvernement français), mais le roi, avec l'appui de sa mère, la reine Marie, et de sa femme, la reine Élisabeth, le menaça de lui retirer sa pension s'il revenait au Royaume- Uni sans y être invité.

Après la défaite de la France, il se réfugia en Espagne, puis au Portugal. Il suscita l'inquiétude de Churchill qui craignait que le Duc ne soit manipulé par les partisans d'une paix de compromis avec le Reich. Il fut alors nommé gouverneur des Bahamas, un poste qu'il garda jusqu'en 1945 ; le couple retourna ensuite en France, où il passa la plupart du restant de sa vie très mondaine. Il revint plus tard voir les autres membres de la famille royale à plusieurs reprises, mais sa femme n'y fut jamais acceptée. Il est mort en 1972 à Paris, et son corps fut renvoyé au Royaume-Uni pour être enterré à Frogmore, près du château de Windsor. La duchesse de Windsor, lors de sa mort une décennie et demie plus tard, fut enterrée à ses côtés. Ils n'eurent aucun enfant. Le livre "The love of a Queen" explique très bien ce passage de la vie d'Eward.

EHEMANN **Johan Christian** Strasbourg 29 avril 1749 - Spire dans le Palatinat du Rhin 31 août 1827.



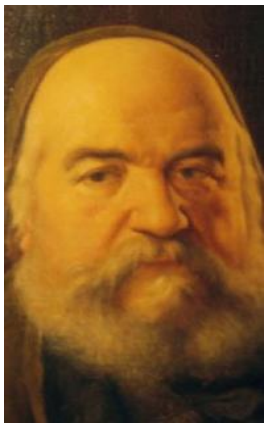
Médecin, essayiste et satiriste germanophone. Fils d'un professeur en médecine de Strasbourg. Il étudie lui-même la médecine à l'université de Bâle où il passe un doctorat en 1772. Il exerce à partir de 1779 à Francfort-sur-le-Main, et devient médecin de garnison en 1796. De 1804 à 1817 il est médecin épidémiologiste au *Rochushospital*. Il prend sa retraite en 1821 à Spire où il meurt en 1827.

En 1780, il devient membre de l'Académie allemande des sciences Leopoldina. En 1784, il devient membre de la loge maçonnique « Zur Einigkeit », puis des Illuminés de Bavière. Il a fondé avec Friedrich Christian Matthiä en 1809 l'*Orden der verrückten Hofräthe,* à but satirique. Louis-Claude de Saint-Martin lui a adressée une lettre, plusieurs fois publiée.

Thèse

En 1816 Ehrmann publie en Allemagne anonymement une théorie du complot par un livre et l'adressant comme un avertissement aux allemands appuyant la thèse d'un complot judéo-maçonnique affirmant que les juifs francs-maçons de Francfort voulaient une république mondiale fondée sur l'humanisme.

ÉLIPHAS LÉVI dit **Alphonse-Louis CONSTANT** Paris 8 février 1810 - 31 mai 1875.



Écrivain, fut d'abord ecclésiastique avant de devenir une figure de l'occultisme.

Initié Franc-Maçon, le 14 mars 1861, à la Loge "*La Rose du Parfait Silence*", Paris

1810-1845 : Enfance, jeunesse et vocation religieuse.

Maison natale d'Eliphas Levi

Alphonse-Louis Constant naquit le 8 février 1810, au nº5 de la rue des Fossés-Saint-Germain-des-Prés (devenue depuis rue de l'Ancienne Comédie) à Paris, de Jean Joseph Constant et Jeanne Agnès Beaucourt. Son père était cordonnier. Grâce à l'abbé J.B. Hubault Malmaison, qui avait organisé dans sa paroisse un collège dispensant gratuitement les bases de l'instruction aux enfants pauvres, il fit ses premières études, puis entra en 1825 au petit séminaire Saint-Nicolas du Chardonnet, dirigé alors par l'abbé Frère-Colonna, qui l'orienta peut-être déjà vers l'étude de la magie.

En 1830, ayant terminé sa rhétorique, il passa selon la règle au séminaire d'Issy pour finir ses deux années de philosophie. La mort de son père intervint cette même année. Après Issy, il aboutit au séminaire de Saint- Sulpice pour faire sa théologie. Il y fut ordonné sous-diacre et tonsuré. En 1835, alors qu'il avait la charge de l'un des catéchismes de jeunes filles de Saint-Sulpice, la jeune Adèle Allenbach lui fut confiée par sa mère, avec mission de « la protéger tout spécialement et de l'instruire à part, comme si elle était la fille d'un prince ». Sa mère, ferventecatholique et épouse d'un officier suisse, avait émigré en France en 1830 parce que la religion de sa fille lui semblait menacée, et toutes deux vivaient depuis dans un grand dénuement. Le jeune abbé tomba peu à peu éperdument amoureux de sa protégée, en qui il crut voir la Sainte Vierge apparue sous une forme charnelle. Ordonné diacre le 19 décembre 1835, il quitta finalement le séminaire en juin 1836 avant de recevoir le sacrement de l'ordre ; mais entre- temps la jeune fille pour laquelle il s'était perdu l'a délaissé. Sa vieille mère infirme, qui avait mis toutes ses espérances en lui, fut très abattue par le départ de son fils du séminaire et se suicida quelques semaines plus tard en s'asphyxiant avec les émanations de son réchaud à charbon. A. Constant eut un instant l'idée d'entrer à la Trappe, mais ses amis l'en détournèrent. Il passa une année dans un pensionnat près de Paris, puis accompagna un ami comédien ambulant nommé Bailleul dans une tournée en province.

En 1838, il se lia d'amitié avec la socialiste **Flora Tristan (qui sera la grand-mère du peintre Paul Gauguin)**, et collabora avec Alphonse Esquiros, rencontré au petit séminaire, à une revue : *les Belles Femmes de Paris*, qui révèla au public ses dons de dessinateur. Alors qu'il parcourait les salons pour sa revue, il fit un jour la connaissance d'Honoré de Balzac, alors en pleine gloire, chez Mme de Girardin. Songeant encore à accéder à la prêtrise, il partit pour l'abbaye de Solesmes, bien résolu à y passer le reste de ses jours. L'abbaye possédait une bibliothèque d'environ 20000 volumes, dans laquelle il puisa abondamment. Il étudia la doctrine des anciens gnostiques, celle des Pères de l'Église primitive, les livres de Cassien et d'autres ascètes, les pieux écrits des mystiques, et spécialement les livres de Mme Guyon. Durant son séjour, il fit paraître son premier ouvrage : *le Rosier de Mai* (1839). À cause d'une mésentente avec l'abbé de Solesmes, A. Constant quitta finalement l'abbaye au bout d'un an, sans le sou.

En intercédant auprès de l'archevêque de Paris, Mgr Affre, il finit par obtenir un poste de surveillant au collège de Juilly. Ses supérieurs le maltraitaient, et dans son écœurement il composa, au grand scandale du clergé et des bien-pensants, *la Bible de la liberté* (1841). L'ouvrage parut le 13 février et fut saisi à Versailles une heure après sa mise en vente. Un grand nombre d'exemplaires purent tout de même être sauvés, et l'abbé Constant fut arrêté dans les premiers jours du mois d'avril. Le procès eut lieu le 11 mai 1841, l'abbé fut condamné à 8 mois de prison et 300 francs d'amende. À la prison de Sainte-Pélagie, où il passa 11 mois (n'ayant vraisemblablement pas de quoi régler l'amende...) il retrouva son ami Esquiros et l'abbé de Lamennais. Tous les moyens furent apparemment employés pour le faire mourir de chagrin et de misère. On intercepta ses lettres pour en dénaturer le sens, l'accusa d'être un vendu à la police, et il dut en outre subir l'animosité de certains autres détenus. Il chercha des consolations dans l'étude, lisant pour la première fois les écrits de Swedenborg.

Mais ses amis du dehors ne l'oubliaient pas. Une certaine Mme Legrand, très riche amie de Flora Tristan, fit en sorte d'adoucir l'ordinaire du prisonnier en lui faisant porter une nourriture plus variée. À sa sortie en avril 1842, il obtint une commande de peintures murales pour l'église de Choisy-le-Roi grâce à l'aumônier de Sainte-Pélagie. En 1843, habitant le presbytère de Choisy, il commença l'écriture de *la Mère de Dieu*. Sa conduite était si exemplaire, que Mgr Affre décida de le recommander à Mgr Olivier, évêque d'Evreux. L'évêque était prêt à accueillir l'abbé à condition qu'il change son nom pour celui de sa mère, afin d'éviter tout scandale en rapport avec l'affaire de *la Bible de la liberté*.

C'est donc l'abbé Beaucourt qui partit pour Évreux en février 1843. Ses prédications y rencontrèrent un grand succès et suscitèrent beaucoup de jalousies parmi les prêtres du diocèse. Au mois de juin le journal *l'Univers* annonça la mort de l'abbé Constant, information démentie ensuite par *le Populaire*, puis le 22 juillet 1843 parut dans *l'Écho de la Normandie* un article intitulé *le Nouveau Lazare* dans lequel était dévoilée toute l'histoire de l'abbé Beaucourt : son identité, son procès et sa condamnation. Obligé de sortir du séminaire, il ne fut pas oublié par l'évêque d'Évreux qui pourvut à sa subsistance et chercha encore à l'aider par la commande d'une peinture murale pour un couvent.

C'est dans la même année 1843, qu'il fut parrainé par des connaissances de son père pour intégrer une société secrète à Lausanne, montée en 1677 par Louis Quinault : l'Ordre Hermétique de la Rose-Croix Universelle, d'où il obtiendra le grade de Grand-Maître.

Malheureusement, Mgr Olivier fut très affligé par la sortie de *la Mère de Dieu* (1844), et fin février 1844, l'abbé retourna à Paris en laissant sa peinture inachevée. Il revit son amie Flora Tristan, qui mourut peu de temps après à Bordeaux. Il hésita longtemps avant de publier le manuscrit intégral de Flora Tristan, pensant qu'on l'en rendrait responsable, abandonna finalement le projet et édita le premier manuscrit sous le titre : *l'Émancipation de la femme ou le Testament de la paria*. À l'automne 1844, Mme Legrand lui demanda de venir à Guitrancourt afin d'achever l'éducation de ses enfants. Il y demeura un an puis retourna à Paris et fit paraître son manifeste pacifique, inspiré par Silvio Pellico : *la Fête-Dieu ou le Triomphe de la paix religieuse* (1845).

Les idées utopistes et humanitaires du temps l'absorbèrent alors tout entier. Deux mouvements surtout suscitèrent de sa part de profondes et longues méditations : le Saint-Simonisme et le Fouriérisme. « L'école Saint-Simonienne, malgré ses qualités estimables, m'a toujours inspiré une vive répulsion. Ils ont de la vraie religion tout excepté l'esprit de piété; leur femme libre me fait horreur et ils ne peuvent comprendre la charité puisqu'ils méconnaissent l'amour. Ils sont froids comme l'industrialisme, tranchants, despotes et calculateurs. Je me fâche quand je les vois toucher si près à nos grandes vérités que leur sécheresse de cœur compromet et profane. Enfantin a certainement des aperçus remarquables mais il est plein d'égoïsme et de fatuité. »

— (*Correspondance avec le baron Spedalieri*)

« Fourier retourna le système de Swedenborg, pour créer sur la terre le paradis des attractions proportionnelles aux destinées. Par les attractions il entendait les passions sensuelles auxquelles il promettait une expansion intégrale et absolue. Dieu, qui est la suprême raison, marqua d'un sceau terrible ces doctrines réprouvées : les disciples de Fourier avaient commencé par l'absurdité, ils finirent par la folie. »

— (*Histoire de la magie*, p. 470)

1845-1855 : Vers l'ésotérisme et l'occultisme

En 1845, dans *le Livre des larmes*, il développe pour la première fois des notions ésotérisantes. Durant cette période, il compose aussi des chansons et illustre deux ouvrages d'Alexandre Dumas : *Louis XIV et son siècle* et *le Comte de Monte-Cristo*. Adèle Allenbach, devenue actrice, vient le voir souvent. Elle conserva toujours la même admiration pour son « petit-père » dont elle accompagna le cercueil jusqu'à sa dernière demeure. A. Constant habite quelque temps à Chantilly, puis revient se fixer à Paris, au nº 10 de la rue Saint-Lazare. Il devient l'ami de Charles Fauvety et les deux hommes fondent en 1845 la revue mensuelle : *la Vérité sur toutes choses*. Celle-ci ne parut que pendant 4 mois. Depuis son retour d'Évreux, il se rendait fréquemment à Choisy-le-Roy où il avait rencontré en 1843 Mlle Eugénie Chenevier, sous-maîtresse à l'Institution Chandeau. Parmi les pensionnaires de l'Institution se trouvait la jeune Marie-Noémi Cadiot, à laquelle Eugénie s'était liée d'amitié. Lorsque les deux jeunes filles sortaient le dimanche, A. Constant les accompagnait, et ils passaient tous trois de bons moments.

Eugénie Chenevier accepta d'être sa femme devant Dieu. Confiante en l'avenir, elle s'était déjà donnée à lui et attendait un enfant. Ce fils, Xavier Henri Alphonse Chenevier, qui naquit le 29 septembre 1846, vécut jusqu'en 1916, et eut lui-même un fils, Pierre (par la ligne d'Eugénie, la descendance d'Éliphas Lévi représente aujourd'hui plus de 40 personnes, à la sixième génération). Mais Marie-Noémi Cadiot tomba amoureuse... Après avoir entretenu une correspondance enflammée avec A. Constant, elle s'échappe un beau jour de chez ses parents pour aller se réfugier dans la mansarde de celui-ci. Son père exige alors le mariage, sous la menace d'une accusation de détournement de mineure, car la jeune fille n'avait alors que 18 ans. A. Constant dut se résigner. La cérémonie civile eut lieu à la mairie du Xe arrondissement, le 13 juillet 1846. La famille Cadiot n'avait pas voulu doter Noémi, et les deux époux étaient tellement dénués de ressources qu'ils firent leur repas avec quelques sous de pommes de terres frites achetées sur le Pont-Neuf. Depuis l'affaire de la *Bible de la liberté* (1841), on empêchait A. Constant d'exprimer sa pensée en lui refusant l'insertion dans les journaux. À l'instigation de Noémi, il se remet à faire de la politique. Il collabore notamment à *la Démocratie pacifique*, et écrit un pamphlet virulent : *la Voix de la famine*.

Le 3 février 1847, on le condamne encore à un an de prison et 1 000 francs d'amende. Sa femme demande grâce pour elle et l'enfant qu'elle porte auprès des ministères et obtient finalement sa libération au bout de 6 mois. Mme Constant accouche en septembre 1847 d'une fille, Marie.

La petite Marie mourra en 1854 à l'âge de 7 ans, au grand désespoir de A. Constant qui l'adorait. La révolution de février 1848 lui donnant plus de liberté, il commence à diriger une revue gauchiste : *le Tribun du peuple*, qui n'eut que quatre numéros, du 16 au 30 mars 1848. Il fonde ensuite avec ses amis Esquiros et Le Gallois un club politique : le *Club de la montagne*, composé surtout de travailleurs. Arrivent les journées de juin, insurrection des classes laborieuses amenée par la réaction pour faire périr la République naissante. Le 23 juin 1848 faillit être fatal à A. Constant : on fusilla, croyant avoir affaire à lui, un marchand de vin qui lui ressemblait au coin de la rue Saint-Martin et de la rue d'Arcis. Le 24, Mgr Affre, voulant apaiser les insurgés, reçut une balle et mourut trois jours plus tard.

A. Constant désirait représenter le peuple à l'Assemblée nationale, mais sa tentative échoua. Son ami Esquiros fut en revanche élu le 13 mai 1849, et les deux hommes ne se fréquentèrent plus. *le Testament de la liberté* (1848), qui résume ses idées politiques, sera son dernier ouvrage du genre. À cette époque, Madame Constant, qui avait déjà publié dans la revue de son mari et fréquenté le *Club des femmes* de Mme Niboyet, se lance dans le monde parisien. Elle écrit dans *le Tintamarre* et *le Moniteur du soir* des feuilletons littéraires sous le pseudonyme de Claude Vignon (tiré d'un roman de Balzac). C'est une période de relative aisance pour le couple. Noémi prend des leçons du célèbre sculpteur Pradier, et grâce à cette haute relation A. Constant obtient deux commandes de tableaux du ministère de l'Intérieur. Parallèlement, il lit la *Kabbala Denudata* de Knorr de Rosenroth, étudie les écrits de Jacob Boehme, Louis-Claude de Saint- Martin, Emanuel Swedenborg, Antoine Fabre d'Olivet, Chaho, et Görres. Fin 1850, il rencontre l'abbé Jean-Paul Migne, fondateur et directeur de la librairie ecclésiastique de Montrouge, qui lui commande pour sa collection un *Dictionnaire de la littérature chrétienne*.

Paru en 1851, l'ouvrage étonne par la science profonde qu'il renferme. Vers cette époque A. Constant rencontre le savant polonais Hoëné-Wronski, dont l'œuvre fait sur lui une impression durable et l'oriente vers la pensée mathématique et le messianisme napoléonien. Commence alors la rédaction du *Dogme et rituel de la haute magie*. Il prend le pseudonyme d'Éliphas Lévi, ou Éliphas Lévi Zahed (traduction en hébreu de Alphonse-Louis Constant) que lui avait légué l'Ordre Hermétique de la Rose-Croix Universelle.

« La foi n'est qu'une superstition et une folie si elle n'a la raison pour base, et l'on ne peut supposer ce qu'on ignore que par analogie avec ce qu'on sait. Définir ce qu'on ne sait pas, c'est une ignorance présomptueuse; affirmer positivement ce qu'on ignore, c'est mentir. »

— (*Dogme et rituel de la haute magie*, p. 360)

Mme Constant, qui avait une liaison avec le marquis de Montferrier (beau-frère de Wronski) depuis quelque temps, s'enfuit un jour à Lausanne pour ne plus revenir. Profondément blessé, il se remet au travail pour tenter d'échapper au chagrin.

1854-1859 : Voyage et rencontres

Au printemps 1854, il se rend à Londres, y rencontre le Dr. Ashburner et Sir Edward Bulwer-Lytton, célèbre auteur de romans fantastiques (*Zanoni, le Maître Rose-Croix* est son ouvrage le plus connu), qui devient son ami et le fait admettre au sein des cercles rosicruciens. Encouragé par une amie de celui-ci initiée de haut grade, il tente une série d'évocations. Au cours de l'une d'elles, le fantôme d'Apollonius de Tyane lui apparaît en lui indiquant l'endroit de Londres où il pourrait trouver son *Nyctemeron* (cf. le récit du séjour dans *Dogme et rituel de la haute magie*, pages 132 à 135). Pourtant Éliphas Lévi demeurera toujours opposé aux expériences de magie. Quand plus tard il eut quelques disciples, il leur fit promettre de ne jamais tenter la plus petite expérience et de ne s'occuper que de la partie spéculative de la philosophie occulte. Mle Eugénie Chenevier était à Londres depuis quelques années, où elle gagnait péniblement de quoi élever son enfant. A. Constant lui écrivit pour lui demander son pardon et il l'obtint. Pendant ce temps à Paris, son ami Adolphe Desbarolles prend avec l'ex-Mme Constant les arrangements nécessaires et fait déménager les affaires personnelles du Maître.

Revenu en France en août 1854, Eliphas loge quelque temps dans l'atelier de peintre de son ami Desbarolles, puis habite une modeste chambre d'étudiant au 1er étage du nº 120 boulevard du Montparnasse, où il achève *Dogme et rituel de la haute magie*, qui paraît de 1854 à 1856. Alors commence le succès, mais non la fortune. En 1855, il fonde avec Fauvety et Lemonnier la *Revue philosophique et religieuse* qui paraîtra pendant trois ans et dans laquelle il écrit de nombreux articles sur la Qabbale.

Délaissant un peu la philosophie occulte, il se remet à composer des chansons. L'une d'elle, dans laquelle il compare Napoléon III à Caligula lui vaut une nouvelle fois la prison. Mais quelques jours après son incarcération il écrit une autre chanson où il explique satiriquement que les juges ont commis une méprise, qu'il n'a jamais comparé personne à Caligula, et la fait porter à l'empereur qui lui pardonne. D'avril à juin 1856 il publie des chansons dans *le Mousquetaire* d'Alexandre Dumas grâce à Desbarolles. Le 3 janvier 1857, un événement sanglant plonge Paris dans la stupeur. L'archevêque de Paris, Monseigneur Sibour, est assassiné par un prêtre interdit, Louis Verger, alors qu'il inaugurait la neuvaine de Sainte Geneviève à Saint-Étienne-du- Mont. Les deux nuits précédentes, Eliphas avait fait (selon ses dires) un rêve prémonitoire qui se terminait pas les paroles : « viens voir ton père qui va mourir ! ». Son père étant mort depuis longtemps, il n'en comprit pas immédiatement le sens. Le 3 janvier vers quatre heures de l'après-midi, Eliphas se trouvait parmi les pèlerins qui assistaient à l'office au cours duquel l'archevêque devaitsuccomber. Mais ce n'est qu'en lisant plus tard la description de l'assassin dans les journaux, qu'il se souvint d'un prêtre pâle rencontré avec Desbarolles un an auparavant chez Mme A. et qui cherchait le grimoire d'Honorius. Cet épisode est relaté en détail dans *la Clef des grands mystères* (1861), pages 139 à 151. Après trois années passées boulevard du Montparnasse, il va loger au nº 19 avenue du Maine vers juin 1857. Cette chambre ensoleillée, qu'il décore en mettant à profit ses talents d'artiste, verra les sept meilleures années de sa vie.

1859-1874 : Publications significatives, fin de vie
En 1859, la publication de l'*Histoire de la magie* lui rapporte 1 000 francs, ce qui est une somme pour l'époque, et le consacre en attirant à lui la plupart des ésotérisants français (notamment Henri Delaage, Luc Desages, Paul Auguez, Jean-Ragon, Henri Favre, et le Dr. Fernand Rozier, que l'on retrouvera plus tard aux côtés de Papus). Il connut aussi le cartomancien Edmond et le magnétiseur Cahagnet.

Sollicité par ses amis Fauvety et Caubet, il se fait recevoir maçon. Initié le 14 mars 1861 dans la loge *la Rose du parfait silence*, dont Caubet était le Vénérable, il déclare dans son discours de réception : « Je viens apporter au milieu de vous les traditions perdues, la connaissance exacte de vos signes et de vos emblèmes, et par suite, vous montrer le but pourlequel votre association a été constituée...Car la rose et la croix m'ont tout donné »
— (Caubet, *Souvenirs*, Paris, 1893)

La cérémonie eut lieu en présence d'un grand nombre de frères à qui il tenta d'expliquer que le symbolisme maçonnique est emprunté à la Rose-Croix et la Kabbale. Mais ce fut peine perdue, on ne l'écouta pas.

Entre temps, Mle Eugénie Chenevier et son fils étant revenus à Paris, Eliphas fait savoir qu'il désire s'occuper de l'enfant. La mère cède à ce désir, mais une brouille survient en 1867 pour des questions d'argent et il ne reverra plus ni la mère, ni le fils jusqu'à sa mort. En 1861, il publie *la Clef des grands mystères*, dernier volet de la trilogie commencée avec *Histoire de la magie* et *Dogme et rituel de la haute magie*.

Le Maître travaille beaucoup, initiant à l'occultisme des érudits appartenant à la plus haute aristocratie, et même l'évêque d'Évreux, Mgr Devoucoux, à qui il donne de leçons de Qabbale. Grâce à l'argent perçu en rémunération de ses leçons, il vit dans un relatif confort matériel, enrichissant sans cesse sa bibliothèque. Avec le comte Alexandre Branicki, hermétiste, il réussit quelques expériences probantes du Grand Œuvre dans un laboratoire installé au château de Beauregard, à Villeneuve-Saint-Georges. Ce château appartenait à la veuve d'Honoré de Balzac et Eliphas devint bientôt l'ami du beau-fils de Madame de Balzac, le comte Georges Mniszech. Le château, saccagé par les Prussiens en 1870, est aujourd'hui la mairie de Villeneuve-Saint-Georges. En mai 1861, il retourne à Londres, accompagné du comte Alexandre Branicki, passer quelques mois auprès de Bulwer- Lytton, arrivé cette année-là à la tête de la *Rosicrucian Society of England*. Au cours de ce deuxième séjour, Eliphas Lévi rend plusieurs fois visite à Eugène Vintras, qui lui avait envoyé deux de ses disciples pour l'inviter des années auparavant. Il le considère non pas comme un prophète, mais comme un médium singulier, un intéressant sujet d'études, et lui achète même son livre *l'Évangile éternel*. En juillet 1861, le baron italien N-J Spedalieri avait acheté chez un libraire de Marseille le *Dogme et rituel de la haute magie* et décidait de prendre contact avec l'auteur. S'ensuivit une correspondance de plus de 1 000 lettres qui dura du 24 octobre 1861 au 14 février 1874. C'est un cours de Qabbale unique, précis, rempli de figures explicatives et d'anecdotes. Spedalieri fut l'un des plus importants *mécènes* du professeur de sciences occultes.

Rentré à Paris, Eliphas Lévi publie *le Sorcier de Meudon*, dédié à Mme de Balzac**. Depuis son retour de Londres, il assiste régulièrement aux réunions maçonniques de la loge *Rose du parfait silence*. Le 21 août 1861, on lui confère le grade de Maître. À la suite d'un long discours sur les *Mystères de l'initiation* qu'il prononça le mois suivant, un Frère, le professeur Ganeval, ayant voulu présenter quelques observations sur ce qui venait d'être dit, se heurta aux protestations d'Eliphas, qui se retira et ne reparut plus en loge. Les tentatives de Caubet pour le faire revenir sur sa décision le lendemain furent infructueuses. La loge *Rose du parfait silence* sera mise en sommeil en 1885, mais n'y cherchons peut-être pas, comme Oswald Wirth, une relation de cause à effet. « J'ai cessé d'être Franc-Maçon parce que les Francs-Maçons, excommuniés par le Pape, ne croyaient plus devoir tolérer le catholicisme. »**
— (*le Livre des sages*)

Le 29 août 1862 paraît *Fables et symboles*, ouvrage dans lequel Eliphas Lévi analyse les symboles de Pythagore, des Évangiles apocryphes, du Talmud...etc. Quelques fois il fréquente incognito les réunions spirites pour se documenter. Pierre Christian, auteur de l'étrange roman *l'Homme rouge des Tuileries*, fut le voisin et l'ami d'Eliphas et profita de ses entretiens et de ses leçons toutes bénévoles. En 1863 meurt Louis Lucas, chimiste initié aux secrets d'Hermès, disciple de Wronski et ami d'Eliphas.

Le 15 mai 1864, Eliphas déménage dans un trois pièces au 2e étage du nº 155 rue de Sèvres, sa dernière demeure. En 1865 paraît la *Science des esprits*, recueil d'essais traitant à nouveau du symbolisme des Évangiles apocryphes, du Talmud, etc.(absolument rien à voir avec le spiritisme). À l'été 1865, l'éditeur Larousse lui demande d'écrire quelques articles de Qabbale pour son *Grand Dictionnaire*. Il travaille en même temps à un ouvrage superbe, mais d'une valeur historique contestable, le *Livre des splendeurs*, qui traite surtout de la Qabbale du Zohar et qui ne paraîtra qu'après sa mort. À cette époque il commence à ressentir souvent des douleurs névralgiques à la tête, qui le font beaucoup souffrir.

Durant le siège de Paris en 1870, sa vie fut des plus pénibles car les communications avec la province étant coupées, il ne pouvait plus recevoir de subsides de la part de ses élèves. La dureté de son service comme Garde National révèle une maladie de cœur. Une fois la Commune terminée, le Maître totalement dénué de ressources une fois de plus, trouve chez une de ses élèves, Mme Mary Gebhard, qui habitait Elberfeld en Allemagne, une longue et chaude hospitalité. Les événements lui inspirent quelques pensées qu'il réunit sous le titre *les Portes de l'avenir*.

A son retour d'Allemagne, il apprend la mort de la baronne Spedalieri. La mort de sa femme affecte tellement le baron qu'il se croit devenu matérialiste et athée et finit par se détourner du Maître.

En décembre 1871, Eliphas Lévi termine un autre manuscrit : le *Grimoire franco-latomorum*, consacré à l'explication des rites de la Franc-maçonnerie. À l'automne 1872, son ex-femme, écrivain et sculpteur désormais reconnue, se marie avec le député de Marseille, Maurice Rouvier, qui deviendra ministre du commerce. Sa santé continue de se détériorer. À cause d'une maladie de cœur il est sujet à des évanouissements au cours desquels il dit avoir des visions extatiques. Pendant l'année 1873, il achève le manuscrit de *l'Évangile de la science*.

En novembre 1873, Judith Mendès, fille de Théophile Gautier, avait eu besoin pour un de ses romans orientaux, de renseignements sur la Kabbale chaldéenne. La renommée l'avait conduite tout droit chez Eliphas Lévi, qui invité un jour chez son père, avait prédit à la jeune fille ses succès de jeune femme en lisant dans sa main. Son mari Catulle Mendès présenta Eliphas à l'écrivain Victor Hugo, qui paraît-il connaissait les ouvrages du Qabbaliste et les avait même appréciés. L'année 1874 fut très douloureuse à passer : une bronchite assez grave, des étouffements, et une fièvre persistante ne lui laissèrent presque aucun repos. Ses jambes s'enflèrent peu à peu et une sorte d'éléphantiasis se déclara bientôt. En janvier 1875, le Maître achève son dernier manuscrit : *le Catéchisme de la paix*. Le 31 mai 1875, il s'éteint au nº 155 rue de Sèvres, à l'âge de 65 ans. On l'inhuma au cimetière d'Ivry, une simple croix de bois marquant l'emplacement de sa tombe. En 1881, son corps fut exhumé et ses restes placés dans la fosse commune. JCvL+Wikipédia

ELLINGTON Edward Kennedy "Duke"

Washington 29 avril 1899 - New York 24 mai 1974.



Musicien de jazz américain. Compositeur, arrangeur et pianiste, il a été une figure marquante de la musique du vingtième siècle. Il a donné ses impressions d'initiation dans la chanson 'beginning to sec the Light', chantée par Louis Armstrong.

Initié Franc-Maçon à la Loge "*Social Lodge Washington D.C.*" de Prince Hall

Son orchestre comprenait des musiciens qui étaient parfois considérés, tout autant que lui, comme des géants du jazz. Quelques uns de ces grands musiciens sont restés dans son orchestre pendant des décennies. Certains d'entre eux étaient dignes d'intérêt par eux-mêmes, mais c'était surtout Ellington qui les transformait en l'un des orchestres les plus connus de l'histoire du jazz.

Il avait l'habitude de composer spécifiquement pour certains de ses musiciens en tenant compte de leurs points forts, comme par exemple « Jeep's Blues » pour Johnny Hodges, « Concerto for Cootie » (« Do Nothing Till You Hear from Me ») pour Cootie Williams et « The Mooche » pour Tricky Sam Nanton.

Il a aussi enregistré des morceaux composés par les membres de son orchestre, comme « Caravan » et « Perdido » de Juan Tizol. Après 1941, il collabore fréquemment avec le compositeur et arrangeur Billy Strayhorn qu'il appelle son *alter ego*. Il a laissé au jazz de très nombreux standards. Il était une des personnalités noires américaines les plus célèbres du xxe siècle, a enregistré pour un grand nombre de maisons de disque américaines, et a joué dans plusieurs films. Ellington et son orchestre font des tournées régulières aux États-Unis et en Europe depuis la création de l'orchestre en 1923 jusqu'à sa mort en 1974. Son fils Mercer Ellington prit ensuite les rênes de l'orchestre jusqu'à sa mort.

ÉMERIAU de BEAUVERGER Maxime Julien

Carhaix 20 octobre 1762 – Toulon 2 février 1845.



Officier de marine qui, ayant commencé comme mousse dans la Marine royale française a fait une brillante carrière qui l'a mené, sous la Révolution, puis sous l'Empire, au grade d'amiral et à la Pairie de France. Son père, un petit noble breton était receveur des devoirs de campagne au département de Carhaix et sa mère, Suzanne Pourcelet, était la fille d'un maire de Carhaix et la sœur d'un bailli du Roi et subdélégué de l'Intendance de la Province.

La guerre d'Amérique

Descendant d'une ancienne famille réputée être d'origine écossaise, il commença sa carrière à moins de treize ans dans la Marine royale comme volontaire en septembre 1775 sur le transport malouin, *la Silphe*. En août 1778, il sert ensuite sur le vaisseau *L'Intrépide* au sein de la flotte du comte d'Orvilliers et participe à la bataille d'Ouessant en 1778.

Il passe ensuite comme enseigne de vaisseau deux ans sur le vaisseau *le Diadème* au sein de l'escadre aux ordres de l'amiral d'Estaing et participe à toute la campagne d'Amérique : prise de la Grenade en juillet 1779 où il est blessé, puis au opération de Savannah lors de laquelle il est de nouveau blessé, cette fois à l'œil. Il sert sous La Motte Picquet au combat de la baie du Fort-Royal, à la Martinique (1781). Nommé lieutenant de frégate à 19 ans, il fait la campagne sous le comte de Grasse comme officier d'état-major, sur différents vaisseaux dont le *Triomphant* ; en avril 1782, il participe notamment aux combats de l'île Saint-Christophe ; il subit encore deux blessures lors de la bataille des Saintes.

Le Congrès des États-Unis lui confère, à dix-huit ans, la prestigieuse décoration de la croix de l'Ordre de Cincinnatus. À la paix, il navigue quelque temps comme capitaine au commerce sur la *Marie-Hélène* de Morlaix sur lequel il est second capitaine quand il va à *Lisbonne* et en revient, lors d'une campagne de 5 mois. Comme beaucoup des anciens officiers bleus de la guerre d'Amérique, il est réintégré en 1786 comme sous-lieutenant de vaisseau. Il effectue plusieurs campagnes à destination des Antilles successivement sur les flûtes *le Chameau* et *le Mulet* ainsi que sur le vaisseau *le Patriote* puis la frégate *la Fine* jusqu'en 1791.

Les guerres de la Révolution
Juste revenu en Bretagne à l'été 1789, il repart à la Martinique sur une frégate, puis, lorsqu'il revient à Brest, il obtient de la commune de Brest un certificat de civisme, ce qui indique qu'il accepte le nouveau régime. Il est promu lieutenant de vaisseau au 1er janvier 1792 et commande la corvette *le Cerf* en 1793.

Commandant la corvette, l'Embuscade à partir de septembre 1793, il est présent à Saint-Domingue au moment de la révolte des esclaves qu'il doit combattre à terre à plusieurs reprises. La ville de Cap Français (Saint Domingue/Haïti). ayant été incendiée, il convoie les réfugiés vers New-York. Il y supervise l'achat de 50 000 barils de farine de blé et autres denrées, alors que la France est menacée par la famine. Son vaisseau participe à l'escorte du grand convoi de 400 navires de commerce d'Amérique jusqu'à Brest sous les ordres du contre-amiral Van Stabel. Le 7 décembre 1794, il est promu capitaine de vaisseau et commande successivement les vaisseaux de 74 *Le Conquérant* et *Le Timoléon* au sein de l'escadre de la Méditerranée sous les ordres de l'amiral Pierre Martin. La fiche de son dossier de promotion, signée par l'amiral Villaret de Joyeuse porte : "*Ses mœurs sont dures, il n'est enclin, ni au vin, ni au jeu, remplit ses devoirs avec la plus grande exactitude, il est aimé des équipages*." Il participe à plusieurs batailles navales : bataille du Cap Noli, celle des îles d'Hyères, etc. Repositionné dans l'Atlantique, Il commande ensuite le vaisseau *le Jemmapes* et participe à l'expédition d'Irlande (1796). Nommé chef de division au début de 1797, il est désigné commandant du flambant neuf *Spartiate* qui est incorporé à la flotte de l'amiral Brueys destinée à assurer le transport des troupes et la protection de l'armée du général Bonaparte lors de l'expédition d'Égypte. Le 19 mai 1798 (30 floréal) le corps expéditionnaire français quitte Toulon, et s'empare au passage de Malte le 11 juin. C'est *Le Spartiate* qui force le premier l'accès au port de La Valette, après avoir réduit au silence les forts qui en fermaient le passage. Puis le corps expéditionnaire poursuit sa route échappant miraculeusement à la chasse lancée par Nelson et débarque à Alexandrie le 1er juillet.

Le 1er août 1798, Nelson surprend la flotte que Brueys avait aligné à l'ancre, derrière la flèche d'Aboukir, à quelques miles d'Alexandrie. Malgré l'heure avancée l'amiral anglais attaque aussitôt: c'est la 1ère bataille d'Aboukir. Les vaisseaux français sont attaqués un par un, des deux bords, de façon croisée, comme au casse-pipe, par les navires anglais dont la moitié s'est glissée entre la côte et la ligne d'ancrage, et l'autre remonte la ligne côté large. Emeriau sur *Le Spartiate*, troisième de la ligne de bataille, est au cœur de l'action où il s'illustre remarquablement. Après avoir été encore blessé deux fois, résisté plusieurs heures à des vaisseaux ennemis qui faisaient croiser leurs feux sur le *Spartiate*, touché sous la ligne de flottaison par 49 impacts côté babord et 27 côté tribord, Emeriau est contraint d'amener son drapeau, le nouveau pavillon tricolore de la République. Il aura auparavant rendu coup pour coup au *Vanguard* sur lequel se trouvait l'amiral Nelson. Celui-ci ordonna qu'on rende son épée « à un homme si digne de la porter. » Libéré en novembre et il est affecté à terre à Toulon pour se remettre de ses blessures. Promu contre-amiral en juillet 1802, il commande une escadre sur le *80 canons L'Indomptable* lors de la désastreuse expédition de Saint-Domingue et assure la défense de Port-au-Prince. Il rentre en France après avoir échappé de peu à une puissante flotte anglaise. En juin 1803, il commande à Ostende une division de la flottille préparée pour l'invasion de la Grande-Bretagne projetée par Napoléon Bonaparte, mais le projet est abandonné. A nouveau, chef de division où il se retrouve sur le *Jemmapes*, il est chargé de mener une flotte de Lorient à Rochefort, en dépit du Blocus continental.

Préfet maritime puis commandant en chef à Toulon
Il est nommé, fin 1803, préfet maritime de la 6e région maritime, à Toulon, où il laisse le souvenir d'un bon administrateur. Début 1811, il prend le commandement en chef de l'escadre de la Méditerranée en tant que vice-amiral. La flotte est bloquée en rade par la grande escadre britannique aux ordres de l'amiral Lord Exmouth (Edward Pellew) jusqu'à la fin de l'Empire et il ne pourra envoyer occasionnellement en mission que quelques petites divisions, le plus souvent limitées à quelques frégates. En octobre 1809, il se marie avec Marie Anne Barbe Victoire Lemaistre, fille d'un commissaire écrivain de la marine, et dont il adopte les deux enfants issus d'une union précédente. Ceux feront une carrière dans la Marine royale. Il lui naît une fille. Dans les premiers mois de 1812, Napoléon le fait venir à Paris pour, officiellement, participer à un conseil de guerre ; en fait l'Empereur fatigué de Denis Decrès veut sonder Émeriau comme possible successeur du ministre. Toutefois, probablement jugé trop indépendant et trop peu courtisan, il ne sera pas retenu et reprendra son commandement à Toulon en avril 1812 : Decrès a sauvé sa place. En 1813, il est nommé inspecteur général des côtes de la Ligurie et dut déployer beaucoup d'habileté pour amener les Anglais à ne pas poursuivre une attaque à Toulon, alors qu'il n'y avait que 1 800 hommes contre 20 000. À la chute de l'Empire, il négocia avec l'amiral Lord Exmouth pour obtenir un armistice et la libération de 4 000 prisonniers. Ainsi, la flotte de Toulon ne fut pas livrée, mais seulement désarmée. Il garde son commandement lors de la Première Restauration et se voit attribuer la croix de Saint-Louis le 8 juin 1814.

Il est nommé Pair de France lors des Cent-Jours sans avoir le temps de siéger, mais cela est pris comme prétexte pour sa mise en retraite en 1816 par la Seconde Restauration. Malgré ses courriers et demandes d'audience, il resta en disgrâce, ayant pourtant offert de servir à la tête d'une escadre ou comme gouverneur de la Guadeloupe ou comme conseiller d'État. La Monarchie de Juillet le fit de nouveau Pair de France en 1831, mais il ne se mit guère en valeur.

Son nom est sur l'Arc de Triomphe (pilier sud).
Émeriau de Beauverger était franc-maçon, membre de quatre Loges : "la Mère Loge Écossaise" et "Paix et Parfaite Union" de Toulon, "L'Amitié à l'Épreuve" et "Les Amis Fidèles de Saint Napoléon" à Marseille.

Lors de l'expédition de Nicolas Baudin dans les mers australes de 1800 à 1803, on nomma Île Émeriau, ce qui fut reconnu comme un cap en 1821 et rebaptisé *Emeriau Point* sur la carte de l'Australie.

ENCAUSSE Gérard dit "PAPUS"

La Corogne 13 juillet 1865 - Paris 25 novembre 1916.



Gérard Anaclet Vincent Encausse, dit **Papus.** Papus est son nom magique, son nom mystique, son nomen, le nom qui peut conduire au numen. Il l'emprunte au nuctéméron d'Apollonyus de Tyane, ce qui indique un chemin qui permet d'arriver à l'une des formes de l'initiation. Il est un occultiste français, cofondateur de l'Ordre Martiniste avec Augustin Chaboseau.

Né d'un père français et d'une mère espagnole, Gérard Encausse passa toute sa jeunesse à Paris, où il fut reçu docteur en médecine (juil. 1894). Avant même de terminer ses études, dès 1886 environ, il se donna pour tâche de lutter contre le scientisme de l'époque en répandant une doctrine nourrie aux sources de l'ésotérisme occidental d'alors : le chimiste Louis Lucas, le mathématicien Wronski, l'alchimiste Cyliani, le pythagoricien Lacuria, le magnétiseur Hector Durville, Antoine Fabre d'Olivet, Alexandre Saint-Yves d'Alveydre. Encausse, qui se fit appeler Papus d'après le nom d'un esprit du *Nuctaméron*, attribué à Apollonius de Tyane, fut un chef de file incontesté. Il se défendait d'être un thaumaturge ou un inspiré et se présentait comme un savant, un expérimentateur. Par ailleurs, la pensée de Louis-Claude de Saint-Martin a laissé sur lui une trace profonde à partir de 1889 environ, peu après sa rupture (1890) avec la Société Théosophique de Mme Blavatsky.

Initié Franc-Maçon, en 1895, à la Loge "Golden Dawn" Paris, où il ne vint qu'une fois. Fondateur de l'Ordre kabbalistique de la Rose-Croix en 1888. Il doit ses idées à Saint- Yves surtout à Éliphas Lévi. Il s'affilia à de nombreuses organisations initiatiques, dont : le martinisme de Henri Delaage (1882), l'Hermetic Brotherhood of Luxor de Max Théon (en 1885 ?), la Société Théosophique de Helena Blavatsky (en 1887), l'Ordre Kabbalistique de la Rose-Croix de Péladan et Guaita (en 1888), l'Église gnostique universelle de Jules Doinel (en 1892), l'Hermetic Order of the Golden Dawn (en 1895), la franc-maçonnerie (vers 1900), le Rite Swedenborgien (1901), le Rite de Memphis-Misraïm (1908), etc. L'Ordre Martiniste, créé par Papus et par Augustin Chaboseau en 1891, doit son nom au souvenir de Louis-Claude de Saint-Martin et peut-être à celui de J. Martinès de Pasqually. Dans sa revue officielle, *L'Initiation*, fondée par Papus en 1888, on relevait les noms de Stanislas de Guaita, Péladan, Charles Barlet, Matgioi, Marc Haven, Paul Sédir, Albert de Rochas, Lucien Chamuel. Mais, du moins pendant longtemps, les noms de Martines de Pasqually, Saint-Martin, ou Willermoz y sont beaucoup moins cités que ceux de Fabre d'Olivet et d'Eliphas Lévi. Les premiers martinistes de renom furent Paul Adam, Maurice Barrès, Stanislas de Guaita, Victor-Émile Michelet et Péladan.

D'autre part il se constitua un groupe organisant des cours et des conférences visant à faire découvrir aux chercheurs les valeurs de l'ésotérisme occidental. Il devint bientôt le cercle extérieur de l'Ordre Martiniste, sous le nom de *Faculté Libre des Sciences Hermétiques* (mars 1897). Les cours étaient nombreux (une douzaine par mois environ), et les sujets étudiés allaient de la Kabbale à l'Alchimie et au Tarot, en passant par l'histoire de la philosophie hermétique. Papus, Sédir, Victor-Emile Michelet, et A. Chaboseau, entre autres, jouaient les professeurs.

La section Alchimie, dirigée par François Jollivet- Castelot, est à l'origine de la *Société Alchimique de France*. Ce vaste mouvement hermétique, dont Papus était l'une des âmes agissantes, est sans nul doute inséparable de la littérature symboliste de cette époque, bien qu'il fût lui-même naturellement beaucoup plus orienté vers les mystères de l'occultisme que vers les recherches esthétiques de Mallarmé ou de Villiers de l'Isle-Adam. De leur côté, les symbolistes ne trouvaient guère dans le renouveau ésotérique que des thèmes d'inspiration. Le martinisme, d'ailleurs, n'apparaît à cette époque que comme l'une des nombreuses manifestations de ce renouveau. Papus eut une production littéraire impressionnante, qui lui valut le surnom de « Balzac » de l'occultisme. D'aucuns lui reprochent cependant d'avoir manqué de rigueur dans ses travaux sur la Qabbale. Par ses talents de vulgarisateur, il contribua à ouvrir les esprits de son temps aux sources vives de la pensée analogique et de l'imagination créatrice, poursuivant en cela le travail qu'Eliphas Lévi avait entrepris (*Les Disciples de la science occulte : Fabre d'Olivet et Saint- Yves d'Alveydre*, Paris, 1888 ; *Traité élémentaire d'occultisme*, Paris, 1888 ; *Traité méthodique de sciences occultes*, Paris, 1891, etc.)

En automne de 1905, Nicolas II, aux prises avec les troubles sociaux, l'appela à Tsarskoïe Selo pour lui demander conseil. Papus évoqua alors, au cours d'une opération magique, l'esprit d'Alexandre III, qui préconisa la répression et annonça une révolution de grande envergure. Papus affirma au tsar que cette révolution n'éclaterait pas tant que lui-même serait vivant. Le Maître Philippe de Lyon, véritable guide de Papus, jouit, lui aussi d'une grande autorité morale auprès du tsar, à qui il avait prédit la naissance du successeur au trône, mais la venue de Raspoutine l'évinça. Les visites de Papus à Nicolas II, séjours auréolés de mystère, ne sont qu'épisodes parmi d'autres dans cette vie étrange mais féconde.

L'Ordre Martiniste, qui recruta vite des membres dans de nombreux pays, connaîtra des périodes de sommeil causées par les guerres, mais il est de nouveau en activité depuis 1952, grâce à l'action de Philippe Encausse, le fils de Papus. Pierre-Augustin Chaboseau, avec l'aide de Victor-Emile Michelet, crée l'Ordre Martiniste Traditionnel en 1931. Ses membres sont répartis en trois degrés et travaillent dans des heptades (en maçonnerie, on dirait des grades et des loges). Le degré le plus élevé est celui de S.I. (Supérieur ou Serviteur Inconnu). Les femmes y sont admises aussi bien que les hommes. Papus est mort le 25 octobre 1916, à Paris. Pierre Piobb fut accusé à tort d'en être responsable. Papus a laissé 160 ouvrages, almanachs, revues et articles.

Thèses
Dans sa brochure *Ce que doit savoir un maître maçon*, il dénonce l'influence d'agents étrangers sur la franc-maçonnerie française et lui reproche de s'être laisser aller à un engagement politique, d'être tombée dans le matérialisme et de s'être coupée de la franc-maçonnerie universelle à cause de la querelle du Grand Architecte de l'Univers.

Papus vu par ses contemporains
« Chez les anciens mystagogues, Papus est le nom du Génie de la Science et de la Guérison. Le bon Gérard Encausse, officier de santé, s'était affublé de ce nom sans le trouver ridicule. Carré d'épaules, trapu, presque bedonnant avant la trentaine, avec des traits à la fois poupins et sévères, les cheveux noirs, la barbe taillée en carré, il faisait craquer aux entournures sa redingote, qu'il portait toujours, et qu'on sentait trop étroite pour ses membres épais. » (Michel de Lézinier, *Avec Huysmans - Promenades et souvenirs*, Paris, Delpeuch, 1928, p.167)

« Celui-là était le bœuf parmi ces évangélistes improvisés. Très travailleur, organisateur excellent, il creusa son sillon avec la charrue d'un encyclopédisme malheureusement trop hâtif. Il fabriqua des livres énormes de bric et de broc, avec des citations et des gravures cueillies un peu partout, amalgamant les textes, sans y apporter cette saveur perverse et personnelle qui du moins émane des pages de Guaita. (Jules Bois, *Le Monde Invisible*, Paris, Flammarion, s.d., p.30).

ENDRES Franz Carl
Ecrivain allemand qui a vécu en Suisse dès 1926. Membre de la ligue allemande des Droits de l'Homme. (1878 – 1954)

ÉON CHEVALIER d' Charles de Beaumon
Tonnerre (France) 5 octobre 1728 - Londres 21 mai 1810.



Charles-Geneviève-Louis-André-Thimothée d'Eon de Beaumont, avocat, agent secret de Louis XV en mission à la cour impériale russe, où il se fait passer pour une femme. Il ne quittera plus ses habits féminins, se présentant comme : **'La Chevalière d'Éon'.** À sa mort, cependant il fut reconnu par un concile de médecins, comme étant de sexe masculin et parfaitement constitué.

Il est le fils de Louis d'Éon de Beaumont, directeur des domaines du roi, et de Françoise de Charanton, fille d'un Commissaire Général des Guerres aux armées d'Espagne et d'Italie. Il commence ses études à Tonnerre, puis en 1743, il les poursuit à Paris chez son oncle, au Collège Mazarin et obtient un diplôme en droit civil et en droit canon en 1749 à un âge relativement jeune. Il s'inscrit comme avocat au Parlement de Paris. Il a 21 ans. Il se met à écrire, publie plusieurs *Considérations Historiques et Politiques*. Remarqué par le roi Louis XV, il est nommé censeur royal pour l'Histoire et les Belles-Lettres.

Sollicité, il s'affilie au « Secret du Roi », une politique que mène Louis XV en parallèle des conseils officiels (le prince de Conti, le maréchal de Noailles, Beaumarchais, M. de Tercier en font également partie). Il est aussitôt dépêché à la Cour de Russie, pour obtenir de la tsarine Élisabeth une alliance avec la France. Il y est dépêché comme secrétaire d'ambassade. Il racontera plus tard y avoir été « lectrice » de la tsarine sous le nom de Lia de Beaumont. Celle-ci aurait percé à jour le déguisement et aurait tenté de consommer, mais il serait resté mou et aurait été traité de fou. En fait, le poste n'existait pas à la cour de Russie, et l'histoire n'apparaît qu'à l'époque où il est en Angleterre.

Carrière
Sollicité, il s'affilie au « Secret du Roi », une politique que mène Louis XV en parallèle des conseils officiels (le prince de Conti, le maréchal de Noailles, Beaumarchais, M. de Tercier en font également partie). Il est aussitôt dépêché à la Cour de Russie, pour obtenir de la tsarine Élisabeth une alliance avec la France. Il y est dépêché comme secrétaire d'ambassade. Il racontera plus tard y avoir été « lectrice » de la tsarine sous le nom de Lia de Beaumont. Celle-ci aurait percé à jour le déguisement et aurait tenté de consommer, mais il serait resté mou et aurait été traité de fou. En fait, le poste n'existait pas à la cour de Russie, et l'histoire n'apparaît qu'à l'époque où il est en Angleterre.

Il est de nouveau à Saint-Pétersbourg comme secrétaire d'ambassade de 1758 à 1760. Capitaine de dragons en 1760, il quitte l'armée en 1762 pour redevenir agent secret. Il est envoyé à Londres en 1762, où il collabore à la rédaction du traité qui sera signé à Paris le 10 février 1763. Sa grande habileté diplomatique lui vaut de recevoir une des plus rares distinctions du temps : l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis.

Parallèlement, il est chargé par le Secret du Roi de la composition d'un plan d'invasion sur la Grande-Bretagne, plus précisément d'un projet de descente sur l'Angleterre et le Pays de Galles dont il a reconnu les côtes avec le marquis Carlet de la Rozière. Il est nommé par la suite ministre plénipotentiaire de l'ambassade du duc de Nivernois. À l'arrivée du nouvel ambassadeur, Claude Louis François Régnier, comte de Guerchy, il en devient le secrétaire. Les deux hommes n'arrivent pas à s'entendre, le chevalier, imbu de l'estime du Roi, accepte difficilement les remarques de son supérieur. Lors d'un repas, l'ambassadeur, selon le témoignage de la « victime », tente d'empoisonner son secrétaire. Une guerre ouverte s'installe alors à l'ambassade de France, deux camps se forment et une guerre de libelle voit le jour. Le conflit est marqué par deux procès devant la Cour de sa Majesté Britannique, dont le dernier, en septembre 1767, donne raison au chevalier d'Éon.

Sexe
Sa prétendue folie devait alimenter les arguments de Treyssac de Vergy et d'Ange Goudar, deux hommes de plume aux ordres de l'ambassadeur. La rumeur se fit persistante, alimentée par l'attitude équivoque, non-conformiste du chevalier. Son changement de sexe n'y est pas non plus étranger. De fou, on le prétend hermaphrodite, puis femme. Les Britanniques réalisent de nombreuses caricatures du chevalier qu'ils baptisent *Épicène d'Éon* (noms qui sont communs aux deux sexes). Ils vont même jusqu'à ouvrir des paris sur son sexe. Ce changement de sexe et ce travestissement supportent plusieurs interprétations, interprétations freudiennes comme des lectures purement politiques ou stratégiques.

À cette même époque, d'Éon est en liaison avec le libelliste français Charles Théveneau de Morande. En 1775, Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais est envoyé à Londres par le roi de France Louis XVI pour récupérer auprès du Chevalier d'Éon la correspondance échangée avec le feu roi Louis XV. Après maintes péripéties, une transaction de plus de vingt pages est conclue entre eux deux qui stipule notamment la remise intégrale des documents et que la *chevalière* ne quittera plus jamais ses vêtements féminins. En échange de quoi la rente viagère lui était accordée. Les négociations ont duré quatorze mois. D'Éon quitta Londres le 13 août 1777 et se présenta à la cour en capitaine de dragons. Une ordonnance fut prise le 27 août 1777 par le roi lui donnant ordre « de quitter l'uniforme de dragons qu'elle continue à porter et de reprendre les habits de son sexe avec défense de paraître dans le royaume sous d'autres habillements que ceux convenables aux femmes ». Il est exilé à Tonnerre, où il resta six ans.

Fin de vie
En novembre 1785, il regagne la Grande-Bretagne et perd sa rente. Il se retrouve dans une demi-misère et est recueilli par une dame britannique de son âge, Mrs Cole. Il accueille favorablement la Révolution française, propose à l'Assemblée nationale de conduire une unité d'Amazones, se voit accorder un passeport, mais la déclaration de guerre du 1er février 1793 et de lourdes dettes le contraignent à demeurer sur le sol britannique.

En 1804, il est emprisonné pour dettes ; libéré, il vivra encore quatre ans dans la misère, avant de mourir, à Londres, le 21 mai 1810. En effectuant la dernière toilette de la défunte, on découvrit avec stupéfaction que cette vieille dame... était un homme. Un chirurgien accompagné de plusieurs membres de la Faculté médicale de la Grande-Bretagne déclara dans un rapport médico-légal, le 23 mai 1810 : « Par la présente, je certifie que j'ai examiné et disséqué le corps du chevalier d'Éon et que j'ai trouvé sur ce corps les organes mâles de la génération parfaitement formés sous tous les rapports ». Le chevalier d'Éon est enterré dans le Middlesex.

ERNEST II de **Sax-Cobourg et Gotha** Cobourg 21 juin 1818 – Reinhardsbrunn 22 août 1893.

Ernest II de Saxe-Cobourg et Gotha, duc souverain de Saxe-Cobourg et Gotha de 1844 à 1893. Le duc Ernest II appartient à la cinquième branche de la Maison de Wettin, elle-même issue de la deuxième branche. Les Saxe-Cobourg-Gotha appartiennent en effet à la branche « ernestine », fondée par Ernest de Saxe.

Ernest II est le fils aîné du duc Ernest Ier de Saxe-Cobourg et Gotha et de son épouse, la princesse Louise de Saxe-Gotha-Altenbourg. Le 3 mai 1842, il épouse la princesse Alexandrine de Bade (1820-1904), fille du grand-duc Léopold Ier de Bade, mais leur union reste sans postérité.

Ernest II de Saxe-Cobourg-Gotha succède à son père à la tête du duché de Saxe-Cobourg-Gotha en 1844.
Malgré les conseils de modération de son frère, le prince consort Albert du Royaume-Uni, il souffre d'alcoolisme et se montre un mari volage, ce qui conduit sa femme à demander le divorce.

Pendant son règne, le duc, qui professe des opinions libérales, a des relations étroites avec les États-Unis. Il est pourtant le seul souverain d'Europe à avoir reconnu les États confédérés d'Amérique. En 1862, il est parmi les candidats à la succession du trône de Grèce, mais refuse finalement d'abandonner son duché. La même année, à la demande de son oncle Léopold Ier de Belgique, il titre barons von Eppinghoven, les deux fils illégitimes de Léopold Ier et Arcadie Claret : Georges-Frédéric et Arthur. Arcadie reçoit le même titre en 1863.
À sa mort, son neveu, Alfred d'Édimbourg (lui aussi envisagé comme roi de Grèce en 1862), hérite du duché.

ESTAING comte d' **Charles Henri** Château de Ravel (Puy-de-Dôme) 24 novembre 1729 –



Aristocrate et militaire français. Guillotiné Paris 28 avril 1794.
Il débute dans l'infanterie pendant la guerre de Succession d'Autriche avant d'entrer dans la Marine royale dans laquelle il sert pendant la guerre de Sept Ans. Fait prisonnier par les Anglais, il est libéré sur parole et reprend les armées dans la mer des Indes. Bon marin et habile courtisan, il est promu lieutenant général des armées navales.

Pendant la guerre d'indépendance américaine, il reçoit le commandement d'une flotte envoyée en aide aux *insurgents* américains, et échoue devant Rhode Island et le siège de Savannah. Il rentre en France en 1780. Il reste en France pendant la Révolution française de 1789, et est promu amiral de France en 1792. Cependant, ses prises de position et ses origines lui valent d'être condamné à mort et guillotiné sous la Terreur.

Origines et famille
Jean Baptiste **Charles Henri** Hector **d'Estaing**, marquis de Saillans, seigneur de Ravel, est le fils de Charles-François d'Estaing, marquis de Saillans (1683-1746), et de sa première femme, Marie-Henriette Colbert de Maulévrier (1703-1737), descendante d'un frère cadet du Grand Colbert. Son père est lieutenant général des armées du Roi, et il descend d'une famille qui compte un grand nombre d'officiers ayant servi la couronne de France. Il devient l'héritier de la branche aînée de la famille d'Estaing, comte d'Estaing et propriétaire du château d'Estaing, après le décès en 1729 de son cousin François d'Estaing.

Le jeune d'Estaing fait ses études aux côtés de Louis, le Dauphin (le père du futur roi Louis XVI), qui est né à peu près au même moment4. D'Estaing devient ainsi l'un des amis proches du Dauphin et sert dans sa suite. En mai 1738, il intègre les mousquetaires et gravit les échelons de la hiérarchie militaire. Ainsi, il est promu lieutenant au régiment de Rouergue en 1746. La même année, il épouse Sophie Rousselet de Crozon (1727-1792), petite fille du vice-amiral le marquis de Châteaurenault (1637-1716), qui lui donne un fils unique, décédé accidentellement à l'âge de six ou de douze ans, en tombant du balcon du salon de musique du château de Ravel.

N'ayant pas d'enfants, il fait légitimer en 1768 sa demi-sœur Lucie Madeleine d'Estaing (1743-1826 dont il est le parrain) (et non celui de Lucie-Madeleine d'Estaing (1769-1844)), il lui donne le vicomté de Ravel et en fait son héritière.

Les débuts pendant les guerres de Succession d'Autriche et de Sept Ans
Son régiment sert pendant la guerre de Succession d'Autriche, il participe très jeune aux batailles de Rocourt et de Lauffeld en 1746 et 1747. Il sert alors comme aide de camp du maréchal de Saxe et suit ce dernier dans sa campagne en Flandre (1746-1748). De cette époque date sa promotion au grade de colonel du régiment du Rouergue, et il est blessé au siège de Maastricht (avril-mai 1748). La guerre terminée, Louis XV entreprend un programme de modernisation de son armée, à l'image de ce qu'avait fait Frédéric le Grand avec l'armée prussienne. D'Estaing fait partie des principaux réformateurs et, au bout de quelques années, le régiment de Rouergue est vu comme « un modèle d'infanterie». Cherchant à acquérir de l'expérience en matière de diplomatie, il accompagne un temps l'ambassadeur de France à Londres. Officier d'infanterie, il obtient de Choiseul d'être transféré à la Marine royale à la même époque que Bougainville. Lorsque les hostilités reprennent entre les colonies anglaises et françaises en Amérique du Nord, d'Estaing envisage un temps de s'engager dans les forces qui, sous Louis-Joseph de Montcalm, sont envoyées en renfort en 1755, mais sa famille l'en dissuade.

Lorsqu'une expédition à destination des Indes orientales est organisée, il se porte volontaire sans consulter sa famille cette fois. Sa participation est assurée par le fait qu'il se voit offrir une promotion antidatée au grade de brigadier-général, à condition qu'il transfère le commandement de son régiment à quelqu'un d'autre, ce qu'il parvient à faire. Début janvier 1757, peu de temps avant d'embarquer, d'Estaing est fait chevalier de Saint-Louis.

Après un long voyage, la flotte du comte d'Aché, transportant le corps expéditionnaire commandé par le comte de Lally-Tollendal, arrive au large de Cuddalore au sud de l'Inde le 28 avril 1758. Cuddalore est alors aux mains des Britanniques. Lally-Tollendal fait débarquer ses troupes, établit un blocus autour de la ville, et se rend à Pondichéry pour organiser l'acheminement de l'équipement destiné au siège. Le 4 mai, les forces françaises occupent la ville et se postent autour du Fort Saint-David. L'arrivée du matériel de siège est retardée, mais la garnison britannique en place est forcée de se rendre après 17 jours de siège. D'Estaing commande alors l'aile gauche des forces de Lally-Tollendal, dirigeant les attaques et le positionnement des batteries.

Il continue à servir sous Lally-Tollendal pendant sa campagne contre les Britannique au sud de l'Inde. Il s'oppose à la décision de son supérieur de lever le siège de Tanjore (il est le seul à s'y opposer lors du conseil de guerre tenu à cette occasion) suite à la prise de Karikal par les Britanniques. Lorsque Lally-Tollendal commence à assiéger Madras en décembre 1758, le régiment de D'Estaing est positionné au centre de la ligne française. Lorsque les Britanniques décident une sortie contre ce secteur, d'Estaing s'était avancé seul pour reconnaître leurs mouvements. Entouré, sans cheval, et blessé à deux reprises par les baïonnettes ennemies avant de se rendre.

D'Estaing est fait prisonnier et ramené à Madras où il est détenu sur ordre du gouverneur de la ville George Pigot. Pigot lui propose de le libérer sur parole, ce que d'Estaing refuse, préférant au lieu de cela attendre d'être échangé contre des prisonniers britanniques, afin de pouvoir continuer à combattre17. L'arrivée d'une flotte britannique au large de Madras en février 1759 convainc d'Estaing d'accepter l'offre de libération sur parole, qui était conditionnée au fait qu'il ne reprenne plus les armes contre les Britanniques dans les Indes orientales.

Au service de la Compagnie des Indes orientales
En mai 1759, il embarque pour l'Isle de France (actuelle Maurice). Alors que D'Estaing est à l'Isle de France, la nouvelle parvient qu'un accord concernant un échange de prisonniers entre la France et la Grande-Bretagne était sur le point d'être signé. Cependant, d'Estaing est exclu de l'accord ayant été libéré sur parole avant cette date. Alors qu'une demande est envoyée en Inde pour négocier son inclusion dans l'accord, il décide d'entrer au service de la Compagnie française des Indes orientales. À la tête de deux vaisseaux de la flotte de la Compagnie, le *Condé* (50) et la frégate *l'Expédition*, d'Estaing entame une brillante campagne corsaire. D'Estaing pense alors à un moyen de contourner la parole donnée, en se déclarant « spectateur » au cas où il viendrait à d'affronter une flotte britannique ou ses alliés, permettant à son commandant en second de diriger les opérations. Il met les voiles en direction du golfe Persique en septembre 1759. Lors de la capture d'un convoi arabe à la fin du mois, il apprend la présence d'un vaisseau britannique à Mascate, le *Mery*.



Au cours d'une attaque audacieuse, 50 hommes du *Condé* entrent au sein du port fortifié, abordent et prennent le navire anglais sans résistance. Dans la précipitation, les hommes coupent les cordes nécessaires pour le remorquage du navire, et l'alerte est finalement donnée dans le port. Les petites embarcations lancées pour reprendre le vaisseau anglais sont repoussé par les tirs précis du *Condé*, permettant aux hommes à bord d'attacher une nouvelle corde et de remorquer la prise hors du port21. Plus tard, il capture les garnisons anglaises des forts de Gombron et de Bender-Abassi, repousse 8 000 Persans alliés des Anglais, détruit Gombron, avant de mettre les voiles vers Sumatra. En route, il détache les prises qu'il avait faites, et les envoie en Isle de France. Les victoires de D'Estaing gagnent en célébrité : en trois mois il accumule les prises au prix de seulement 5 morts au sein de son équipage (bien qu'il ait également perdu 28 hommes de la variole).

Après une longue traversée (retardée par des vents contraires), la flotte commandée par d'Estaing atteint la côte de Sumatra, au début du mois de février 1760. Sur place, il capture la manufacture britannique de Natal, qu'il remet aux Hollandais, avant de se diriger vers l'avant-poste britannique de Tappanooly (actuel Tapian Nauli). Son commandant oppose un vive résistance, et ne s'échappe dans les montagnes qu'au moment où il se rend compte que la victoire française est inéluctable. D'Estaing décide de détruire les fortifications plutôt que de poursuivre les Britanniques. Il se dirige ensuite vers Padang, un important établissement hollandais où il se ravitaille et recrute des marins parmi la population locale. Il se dirige ensuite vers Bencoolen, le principal établissement britannique de Sumatra.

La ville est défendue par le fort Marlborough et une garnison de 500 Européens et de sepoys locaux, avec la possibilité de mobiliser 1 000 miliciens malais supplémentaires. Bien que ces forces aient été alertées de l'arrivée de la flotte française d'Estaing, les premières bordées tirées en direction du fort sèment la panique parmi ses défenseurs, qui s'enfuient dans la jungle environnante. D'Estaing et ses hommes passent la journée à essayer de poursuivre ces troupes. Il utilise alors Fort Marlborough comme base à partir de laquelle il attaque plusieurs comptoirs fortifiés sur la côte occidentale de l'île : Saloma, Manna, Cahors, Groës, Ypou-Pali, Caytone, Sablat, Bautaar, La Haye. Il rentre à l'Isle de France dix mois après l'avoir quittée. Ayant reçu l'ordre de rentrer en France, il embarque sur un vaisseau se rendant en métropole. Au large des côtes de France, le vaisseau sur lequel il se trouve est capturé par une patrouille britannique. Il est fait prisonnier et emmené à Plymouth, accusé d'avoir manqué à sa parole. Conformément aux lois de la guerre, il est destiné à la corde. Cependant, réclamé par Versailles en raison de sa naissance, il est libéré et accompagné de propositions de négociations de paix.

Gouverneur général des îles du Vent

Au début de l'année 1762, la France prépare une expédition contre les possessions portugaises en Amérique du Sud. De retour à Paris la même année, il obtient de Choiseul d'être promu lieutenant général des Armées du Roi (grade de l'armée de terre) et celui de chef d'escadre dans la marine royale en récompense pour ses exploits dans l'océan Indien, un rang inférieur à celui occupé dans l'armée de terre. Afin de clarifier sa position de commandement dans l'expédition en préparation, le Roi lui retire son grade de lieutenant général des armées de terre et le nomme lieutenant-général des armées navales, le 25 juillet 1762. L'expédition est annulée lorsque des pourparlers de paix sont entamés.

En 1764, il est nommé gouverneur général des îles du Vent. Il occupe ce poste pendant deux ans, entre le 23 avril 1764 et le 1er juillet 1766. C'est aussi un excellent courtisan qui sait se faire remarquer de l'entourage royal. Le 1er janvier 1767, il est élevé au Chevalier dans l'ordre du Saint-Esprit.

Basé principalement à Saint-Domingue (actuel Haïti), il recrute les Acadiens, qui avaient été expulsés de leur terres par les Britanniques pendant la guerre, et les encourage à s'établir dans les Antilles. Ces efforts ne sont pas couronnés de succès, nombre d'entre eux meurent de maladie, beaucoup d'autres cherchent à s'établir ailleurs en raison du climat et de la pauvreté des terres. Son gouvernement de l'île est un échec et sa démagogie laisse la colonie en effervescence.

Retour en France
D'Estaing rentre en France en 1767. La raison de son retour est d'ordre privé, il doit régler les termes du divorce et de la séparation des biens auquel sa femme et lui ont consenti par écrit en 1756, avant son départ pour l'Inde. La division de leurs biens et propriétés est problématique, conduisant les ex-époux à s'affronter devant les tribunaux et malgré les différents appels, ces jugements ne parviennent pas à les départager. En 1772, d'Estaing est nommé inspecteur de la Marine et gouverneur du port de Brest, le principal port français sur la côte atlantique.

La Guerre d'indépendance américaine
En 1774, à la mort de Louis XV, il se trouve sur une liste d'officiers à promouvoir donnée au jeune Louis XVI, alors qu'il est nettement plus jeune que nombre d'officiers de marine à compétences égales. En 1777, il est promu vice-amiral des mers d'Asie et d'Amérique. C'est ainsi qu'il reçoit le commandement de l'escadre envoyée en 1778-1779 soutenir les *Insurgents* américains et tous les volontaires français déjà présents, comme le marquis de La Fayette.

En 1778, l'escadre française commandée par d'Estaing appareille avec 12 vaisseaux pour intervenir aux Antilles et sur les côtes américaines. Arrivé devant New York au terme d'une interminable traversée, il n'ose pas forcer les passes de la ville qui par ailleurs est défendue par une forte garnison anglaise. Il se porte ensuite sur Newport (août 1778), mais c'est un nouvel échec, même si l'un de ses subordonnés, Suffren réussit à détruire plusieurs frégates anglaises. Mis en difficulté, l'amiral d'Estaing demande des renforts et se replie sur les Antilles. Il ne peut récupérer l'île de Sainte-Lucie malgré une tentative de débarquement en force.


La canonnade de Sainte-Lucie, le 15 décembre 1778.

C'est un lourd échec et il laisse aussi échapper les 7 vaisseaux de Barrington qu'il a surpris au mouillage, mais qu'il n'ose attaquer alors qu'il en a 12. Trois divisions le rejoignent, placées respectivement sous les ordres du comte de Grasse, de La Motte-Picquet et de Vaudreuil. La division confiée à de Grasse comporte quatre vaisseaux, *Le Robuste* sur lequel flottait sa marque, *Le Magnifique*, *Le Dauphin* et *Le Vengeur*. D'Estaing dispose d'une puissante flotte (25 vaisseaux) et peut engager de nouveaux combats. Il porte alors ses efforts sur l'île de la Grenade qui est conquise sans coup férir en juillet 1779 et livre une violente bataille navale à l'escadre du vice-amiral Byron venu secourir l'île.

Byron est lourdement battu, mais d'Estaing ne saisit pas l'occasion de détruire l'escadre anglaise, malgré les demandes pressantes de Suffren et de La Motte-Picquet. Byron réussit à se replier en prenant en remorque ses vaisseaux démâtés. La destruction de cette importante escadre aurait porté un coup terrible à la *Royal Navy* et livré à la France toutes les Antilles. Mais d'Estaing, qui reste fondamentalement un homme de l'armée de terre (son corps d'origine) ne perçoit pas la portée stratégique de la maîtrise des mers et ne regarde les escadres que comme des transports de troupes.

Il reçoit en juillet 1779 l'ordre de rentrer en France pour y faire réparer ses vaisseaux, mais il apprend que les insurgés américains, qui venaient de perdre la Géorgie, se trouvent dans une situation désespérée et demandent le secours de la flotte française. D'Estaing décide de se porter à leur secours et fait voile sur la ville de Savannah avec un important contingent de troupes des Antilles. Il réussit à débarquer, mais l'assaut qu'il mène en personne et un échec total. Blessé lui-même aux deux jambes il doit rembarquer ses troupes et il est mis en sérieuse difficulté par le mauvais temps.

Subissant de gros dommages, il décide de faire voile vers la France, laissant le commandement des forces navales des Antilles au chef d'escadre de Grasse. Il arrive piteusement sur des béquilles à Brest, en décembre 1779, mais sa popularité considérable lui vaut des acclamations et même une pièce de théâtre au sujet de sa victoire à la Grenade.

Son action durant la première période de la guerre d'indépendance américaine est vigoureusement contestée par ses subordonnés, qui ont eu pour leur part un rôle glorieux au combat. Tous conviennent dans leurs lettres de l'inexpérience de leur vice-amiral. Simultanément, les navires flambant neufs lancés par le ministre Sartine depuis 1775 permettent aux Français de battre régulièrement les Anglais chaque fois que d'Estaing n'est pas impliqué dans le combat.

Il rentre à Versailles où il est accueilli en héros sur ses béquilles, sa victoire à la Grenade ayant fait oublier tout le reste. Il est reçu par le roi, couvert d'éloges et on compose même un opéra pour lui… Néanmoins, pour la suite de la guerre, il ne joue plus qu'un rôle secondaire, même si on le retrouve encore en 1780 en Atlantique à la tête d'une forte escadre pour aider les Espagnols entrés en guerre aux côtés de la France. Charles Henri d'Estaing est nommé gouverneur de Touraine.

Il participe à l'assemblée des notables de 1787, où il soutient la politique de Charles Alexandre de Calonne, puis à celle de 1788. Le traité de commerce de Calonne avec l'Angleterre est perçu comme un marché de dupes : l'Angleterre de William Pitt n'ayant eu de cesse de se venger du roi de France pour lui avoir fait perdre ses colonies d'Amérique, le traité ne serait qu'une couverture pour mieux préparer cette vengeance. La révolution de 1789, en détruisant la royauté française et sa marine, permet aux Anglais d'asseoir définitivement leur influence sur le monde.

Sous la Révolution française
Nommé commandant de la garde nationale de Versailles après la prise de la Bastille, le 14 juillet 1789, il embrasse les idées révolutionnaires et ne réprime pas la foule les 5 et 6 octobre 1789 et accompagne le roi à Paris. Peu après, il démissionne de ses fonctions.

Il participe à la Fête de la Fédération en uniforme national, le 14 juillet 1790, désapprouve la fuite à Varennes, en juin 1791, prête volontairement le serment civique, brigue en vain le ministère de la Marine et obtient seulement le titre d'Amiral de France en janvier 1792.

Convoqué comme témoin au procès de Marie-Antoinette en octobre 1793 où il défend la reine. Arrêté en mars 1794, il est incarcéré à Sainte-Pélagie et inculpé de complicité dans une prétendue « conspiration du 6 octobre ». Se sachant condamné à mort il refuse de se défendre, énumère ses états de service et conclut par cette phrase restée célèbre : « Quand vous aurez fait tomber ma tête, envoyez-la aux Anglais, ils vous la paieront cher. » Il est guillotiné le 28 avril.

Note
Axel de Fersen, colonel du Royal Suédois, l'homme qui organisa la fuite à Varennes de la famille royale, appartenait à L'Olympique de la Parfaite Estime. Dans cette Loge il retrouvait un lieutenant- général qui se nommait... Charles d'Estaing. (Maçonnerie Militaire)

FABRY-GARAT **Joseph Dominique** 1774 Bordeaux - ?



Chanteur, professeur de chant et compositeur de romances français des XVIIIe et XIXe siècles. « Fabry-Garat », frère consanguin de Garat, le brillant chanteur qui fit les délices des salons aristocratiques durant l'Empire, naquit à Bordeaux en 1774. La nature lui avait donné une voix de ténor fort belle ; malheureusement, il ne songea point à la cultiver dans l'âge où la souplesse de l'organe pouvait faciliter ses études, et surtout il négligea son éducation musicale qui, depuis lors est toujours restée incomplète.

Il commença par entrer dans l'armée ; mais, ne pouvant s'habituer à cette discipline sévère sans laquelle il n'y a pas de soldats, il donna sa démission.De retour dans sa ville natale, Bordeaux, et déjà arrivé à l'âge de vingt-cinq ans, il se livra à l'art du chant. Doué d'une belle voix de ténor, il s'y prit trop tard pour l'assouplir, et il lui fut impossible de lui donner cette flexibilité qui seule constitue les grands chanteurs. Ce qui, surtout, fit défaut à Fabry Garat, ce fut une solide éducation musicale. Les maîtres, dont il suivit les leçons à son retour de l'armée furent, il est vrai, Mengozzi et Ferrari ; mais l'élève était déjà trop âgé.

Séparé de ces deux artistes habiles, Fabry Garat vint ensuite à Paris, où son frère jouissait d'une grande et légitime réputation. Celui-ci lui donna des conseils et le mit entre les mains de Gérard6, professeur au conservatoire impérial de musique, grand musicien, né à Liège, comme Grétry, ayant comme lui le goût uni au savoir.

Mais ce fut surtout aux conseils de son livre qu'il fut redevable des progrès qu'il fit dans le chant français, pour lequel il avait des dispositions particulières. Fabry Garat brillait surtout par l'expression des paroles qu' il « disait à merveille » ; exprimant avec âme les paroles des mélodies, il s'attacha surtout à l'interprétation des romances, genre de musique alors fort en vogue, et c'est à elles qu'il dut sa réputation. Il faisait admirer, en disant ces cantilènes, une prononciation nette et bien articulée, trésor rare, mais que possèdent généralement la plupart des chanteurs méridionaux.

Cultivant particulièrement le genre de la romance, auquel il a dû sa réputation, il en composait par instinct de fort jolies qui ont en beaucoup de succès ; on peut citer entre autres : *Le printemps et l'amour*, *Elisca ou le Russe*, *l'Étoile du soir*, *Vais vous revoir*, *La valse*, *La mort d'Erbal*, *le Guerrier écossais*, etc... Ses compositions musicales, qui forment huit recueils de romances et pièces fugitives, ont eu le plus grand succès, et sont recherchées avec le même empressement par les artistes et par les amateurs.

Dans les premières années, Fabry Garat ne chantait que comme amateur, car il occupait, depuis 1808, un « emploi de finances » dans les départements de la Belgique. Lorsque la France eut perdu cette partie de son territoire (1814), il se vit privé de sa place car, à cette époque, le nom de Garat était un motif d'exclusion : on n'avait point oublié que ce fut un Garat (Dominique Joseph, l'oncle de Fabry-Garat) qui signifia au roi Louis XVI la sentence de mort).

Forcé de chercher des ressources dans son talent pour subvenir à son existence, Fabry Garat fut forcé de donner des leçons de chant, et voyagea pour donner des concerts. Certaines de ses mélodies parurent en 1817 à Paris dans l'*Almanach lyrique des Dames*. En 1830, il rentra enfin au ministère des Finances en qualité de sous-chef de bureau, et il y termina paisiblement son existence

Franc-maçon, comme son père, son oncle et son frère aîné, le *Frère* Fabry Garat est l'auteur, en 1806, d'un *Chant funèbre* et de *Stances*, qu'il chanta lors de la pompe funèbre de la *Chère Sœur* Elisabeth-Fortunée Muraire et, en 1807, d'un *Chant funèbre maçonnique* en l'honneur de Montaleau.

FAIRBANKS Sir **Douglas Ullman** Denver 23 mai 1833-Santa Monica (Californie) 12 déc. 1939.



Acteur, réalisateur et scénariste de cinéma américain, devenu célèbre pour ses rôles dans des films de cape et d'épée muets comme *Le Signe de Zorro*, *Les Trois Mousquetaires*, *Robin des Bois* ou *Le Voleur de Bagdad*. Il fut un moment surnommé "The King of Hollywood" et fait partie des premières « étoiles » de l'histoire du cinéma.
Franc-Maçon de la Loge "*Beverly Hills Lodge*", Californie.

Il est né **Douglas Elton Ullman** à Denver, Colorado, le fils de Hezekiah Charles Ullman (né en septembre 1833) et Ella Adelaide Marsh (née en 1850). Il eut un frère, Robert Payne Ullman (13 mars 1882 - 22 février 1948), et un demi-frère, John Fairbanks (né en 1873). Son père, qui était né dans une famille juive en Pennsylvanie, était un avocat renommé de New York. Sa mère, catholique, était née à New York. Elle avait auparavant épousé un homme du nom de John Fairbanks, qui la laissa veuve, puis un certain Wilcox, qui la maltraita.

Son divorce fut alors traité par Ullman, qu'elle épousera bientôt. Vers 1881, Charles Ullman se porta acquéreur de plusieurs intérêts miniers dans les Montagnes Rocheuses et fit déménager la famille vers Denver, où il installa son nouvel office.
Puis Ullman abandonna la famille alors que Douglas avait cinq ans, laissant sa femme s'occuper de ses deux enfants.

Douglas Fairbanks commence très tôt à jouer sur scène à Denver, dans le théâtre amateur. Il joue dans des représentations estivales du Elitch Gardens Theatre, où il fait sensation dans son adolescence. Il fréquente le lycée de l'East Denver, d'où il est un jour renvoyé pour avoir déguisé les statues du campus le jour de la St. Patrick. Il quitte l'établissement la dernière année. Il dit avoir été étudiant à la Colorado School of Mines, puis à l'Université Harvard mais aucun registre ne contient son nom. Toutefois, un article à ce sujet rapporta le témoignage d'un professeur des Mines qui évoquait le renvoi du futur acteur peu après son arrivée. Il part s'installer à New York au début du siècle pour exercer son métier d'acteur, où il rejoint la troupe de l'acteur anglais Frederick Warde qui avait découvert Fairbanks sur scène à Denver. Mais il est d'abord vendeur dans une quincaillerie et employé d'un bureau de Wall Street avant ses débuts à Broadway en 1902. Le 11 juillet 1907 à Watch Hill Rhode Island, il épouse Anna Beth Sully, la fille d'un riche industriel, Daniel J. Sully. Ils auront un fils, Douglas Elton Fairbanks, qui deviendra lui aussi acteur à succès. La famille part pour Hollywood en 1915.

Hollywood

Fairbanks signe un contrat avec la Triangle Pictures en 1915 et commence à travailler sous la direction de D. W. Griffith. Dès son premier film, *The Lamb*, il fait la démonstration de ses grandes qualités athlétiques qui le fera remarquer par le public. Mais ses prouesses ne sont pas du goût de Griffith, et il attire plutôt l'attention de Anita Loos et John Emerson, qui vont écrire et réaliser ses premières comédies romantiques. En 1916, il fonde sa première compagnie, la Douglas Fairbanks Film Corporation et trouve du travail à la Paramount3. En 1918, Fairbanks est l'acteur le plus populaire d'Hollywood. Il s'éprend de l'actrice Mary Pickford qu'il rencontre dans une soirée en 1916. L'année suivante, le nouveau couple s'associe à Charlie Chaplin, un ami proche, pour parcourir le pays en train afin de vendre des coupons de soutien à l'engagement dans la Première Guerre mondiale. Pickford et Chaplin sont alors les deux stars les plus payées d'Hollywood. La réussite éclair de Fairbanks lui permettra rapidement de rejoindre le troisième rang. Mais dans le but de réduire les salaires élevés de ces trois grandes stars, les grands studios tentent de monopoliser les distributeurs et les exploitants de salles. Le 1er décembre 1918 à la Nouvelle-Rochelle, sa femme obtient un décret de divorce ainsi que la garde de leur fils. Ils seront officiellement divorcés le 5 mars 1919.

En 1919, pour éviter le contrôle des studios et pour protéger leur indépendance, Fairbanks, Charles Chaplin, D.W. Griffith et Mary Pickford fondent la société de distribution United Artists qui leur procure une complète liberté artistique et de plus grands profits. La compagnie devra une grande partie de son bénéfice aux succès des films de Fairbanks. Il est déterminé à épouser Mary Pickford, mais elle est alors encore mariée à l'acteur Owen Moore. Tous deux soucieux de la mauvaise publicité que leur apporterait leur liaison extra-conjugale, il lui soumet un ultimatum et elle obtient un divorce rapide dans la petite ville de Minden (Nevada) le 2 mars 1920. Fairbanks loue Grayhall, sa villa de Beverly Hills qu'il aurait utilisée pendant sa cour à l'actrice.

FAIVRE Gisèle

Macinaggio 1902 – Paris 1997.



Née le 27 septembre 1902 en Corse, Rose Marie Angèle Stéphani, épouse Faivre, fit toute sa carrière professionnelle au ministère des Postes et consacra sa vie à l'expansion et au rayonnement de la franc-maçonnerie féminine. Dès 1930, elle s'engage également dans la protection de l'enfance et lutte aussi pour la reconnaissance des droits de la femme.

Spiritualiste, laïque, elle est initiée par Anne-Marie Gentily en janvier 1934 à la loge d'adoption « *Minerve* » n°410 bis de la Grande Loge de France, elle est durablement marquée par sa rencontre avec son « maître » Oswald Wirth. Elle fréquente aussi Marius Lepage, le continuateur de Wirth au sein de la revue maçonnique « *Le Symbolisme* », et Joannis Corneloup.

Son activité maçonnique prend une activité remarquable à la fin des années 40. Poursuivant ses activités à la Libération, elle remplit pendant 21 ans plusieurs mandats de conseillère fédérale. Elle devient aussi Grande Maîtresse de l'obédience féminine de l'Union Maçonnique de France, de 1948 à 1950, puis de la Grande Loge Féminine de France de 1953 à 1954, de 1959 à 1961 et de 1963 à 1965. Pendant ces mandats, elle fonde près de 20 loges où elle remplit de nombreuses fonctions et présente souvent des travaux.

Affiliée à « *La Nouvelle Jérusalem* », elle fonde en 1953 la loge « *Cybèle* » à Paris, puis « Isis » en 1954, dont elle fut vénérable maîtresse pendant sept ans. Elle en reste membre jusqu'à sa mort. Ultérieurement elle fonde encore « *Jean la Candeur* », en 1963, à Saint-Germain-en-Laye ; « *Cérès* », en 1964, à Chartres ; « *L'Olivier* », en 1967, à Strasbourg ; « *Iona* », en 1972, à Blois ; « *Kaliste* », en 1974, à Bastia ; « *Irini* », en 1974, à Bruxelles ; « *Aurore* », en 1977, à Lausanne ; « *Circé* », en 1978, à Ajaccio ; et « *Ermesinde* », en 1980, à Luxembourg.

Cette activité impressionnante s'accompagne d'un intérêt profond pour les questions rituelles : dès 1947, elle exprime la volonté de voir la jeune obédience abandonner le rite d'adoption pour pratiquer le Rite Ecossais Ancien et Accepté et ses hauts grades. Ses vœux se concrétisent en 1959. A partir de 1963, elle entreprend les premières démarches pour obtenir les hauts grades. Grâce à la médiation de ses amis Lepage et Corneloup, Gisèle Faivre entre en relation avec Miss Majory Debenham, Souverain Grand Commandeur pour la Grande-Bretagne et le Commonwealth de l'obédience mixte *The Order of Ancient Free and Accepted Masonry*. Cette dernière accepte de transmettre à 9 conseillères fédérales de la Grande Loge Féminine de France les hauts grades du Rite Ecossais Anciens et Acceptés, jusqu'au 33°.

Le 25 septembre 1970 est constitué à Londres le premier Suprême Conseil Féminin de France dont Gisèle Faivre devient le Premier Souverain Grand Commandeur ; elle gère les ateliers des hauts grades à partir de 1972. A 90 ans, en 1992, c'est encore elle qui est l'agent déterminant pour l'acquisition des locaux permettant au suprême Conseil Féminin de France d'obtenir son autonomie administrative et la libre organisation de ses réunions.

Elle remplit la fonction de Souverain Grand Commandeur avec énergie durant 24 ans avant d'introniser son successeur en 1994. Finalement elle reçoit le titre honorifique de Souverain Grand Commandeur ad vitam. Elle a aussi introduit des pratiques pionnières qu'elle diffuse dans maints domaines de la franc-maçonnerie féminine. Elle met aussi en place des instructions pour former les jeunes apprenties et compagnonnes. C'est elle qui fait adopter par sa propre loge, Isis d'abord, le port par tous les membres de l'obédience d'une robe noire, et celui d'une médaille par chaque membre représentant symboliquement le titre distinctif de chaque loge, cela pour retrouver une tradition maçonnique du XIXe siècle.

Gisèle Faivre fut également une européenne convaincue, qui incita à la fondation de loges en Belgique, en Suisse et au Luxembourg, dans l'objectif de créer par la suite d'autres obédiences spécifiquement féminines en Europe I.M.

FALSAN François

Lyon 28 juillet 1760 – 1839.

Claude François Falsan, parfois appelé **Claude Falsan**, **François Falsan** ou **Falsan aîné**, industriel et économiste français Négociant et fabricant de soieries lyonnaises, syndic de la Chambre de commerce et d'industrie de Lyon, il écrit sur l'économie et les moyens de paiement, préconisant le système de virements pour fluidifier les échanges économiques. Claude François Falsan est le fils aîné de Gatien François ou Gratien François Falsan, négociant à Lyon et recteur de l'Hôtel-Dieu de Lyon, et de Jeanne Bouclon.

Soyeux lyonnais

Claude François Falsan est associé avec son père. Au moment de son mariage en 1789, il reçoit une somme de 80 000 livres, qui est citée comme représentant le haut de la fourchette des contrats de mariage des négociants lyonnais. Cette somme lui permet de monter une deuxième société, toujours en association avec son père.

Comme conscrit, il est employé vers 1800 au ministère de la Guerre à Paris. François Falsan est ensuite négociant à Paris, puis il revient à Lyon et continue ensuite les affaires de son père et les siennes, sous le nom de *Falsan aîné*. Il devient un important soyeux lyonnais, négociant et fabricant de soieries et de velours. Il reçoit la Légion d'honneur en janvier 1815. Claude François Falsan est membre puis syndic de la Chambre de commerce et d'industrie de Lyon, membre du conseil municipal de Lyon, assesseur ou suppléant du juge de paix du deuxième arrondissement, administrateur du bureau de bienfaisance et président du conseil d'administration du dispensaire.
C'est aussi un dignitaire franc-maçon, il est vénérable de la loge *la Candeur* en 17867.

Économie et moyens de paiement

Dès 1790, Falsan s'intéresse activement aux moyens de paiement, et interpelle l'Assemblée nationale sur les assignats et leurs risques, il participe aux adresses envoyées par la municipalité de Lyon, comme syndic de la chambre de commerce.
Il écrit en 1800 un ouvrage intitulé *Quelques vues sur l'Economie politique et commerciale, ou Moyens d'éteindre avec facilité les dettes publiques et particulières*9. Il le publie sous les initiales F.F. ; son identité est indiquée notamment par Renouard et Quérard, ainsi que dans le *Dictionnaire des ouvrages anonymes* et dans le *Dictionnaire de l'Économie Politique*.

Ayant pour but de fluidifier les échanges économiques et financiers en rétablissant à Lyon les virements de parties, cette œuvre est vivement controversée à sa publication. Antoine-Augustin Renouard rapporte qu'il a suscité « la colère des prêteurs d'argent. Ils traitèrent l'auteur de fou ». Pour sa part, il juge cette « brochure beaucoup mieux écrite qu'on n'auroit le droit de l'exiger d'un commerçant en rubans et soieries », et il indique qu'elle est propre à « rendre le commerce de marchandises et de manufacture, moins dépendant des secours pécuniaires » et porteur d'une « grande et heureuse conception commerciale, dont l'exécution ne sera peut-être pas toujours impossible ».

En 1830 Falsan publie une nouvelle version de cet ouvrage, sous le titre *Payements et virements de Lyon, ou moyens d'éteindre avec facilité et le moins d'argent possible toutes les dettes commerciales*, en l'actualisant. Il y affirme que « le moyen donc le meilleur et le plus prompt pour rendre l'argent abondant serait l'établissement des virements de Lyon puisqu'ils forcent l'emploi du numéraire au minimum le plus exigu ». Il montre les avantages de l'institution lyonnaise des paiements et virements, en souhaite le rétablissement, et sa généralisation à toute la France. Ces deux titres sont utilisés en bibliographie d'ouvrages sur l'histoire des virements, sur l'histoire de la banque à Lyon, et en économie politique.

FARGÈS-MÉRICOURT Phillipe Jacques

Paris 1776 - Strasbourg 1843.

Philippe Jacques Fargès-Méricourt, né à Paris en 1776 et mort à Strasbourg en 1843, est un avocat et secrétaire général de la ville de Strasbourg, auteur de plusieurs ouvrages historiques consacrés à l'Alsace. Outre ses travaux historiques et statistiques, Philippe Jacques Fargès-Méricourt est l'auteur de plusieurs pièces de théâtre. Il écrivit également, sur une musique de Jupin, les paroles d'une *Hymne alsacienne*, exécutée pour la première fois à Strasbourg le 13 avril 1830.
Personnalité de la franc-maçonnerie française, il fut longtemps Vénérable Maître de la loge des Cœurs Fidèles et membre honoraire de la loge des Frères Réunis1. Sa maison, située au 13 quai des Bateliers, fit office de temple maçonnique.

FAUCHER Jean André Clichy 19 octobre 1921 - 20 novembre 1999.

Jean-André Faucher (parfois surnommé **JAF** et connu comme écrivain sous les pseudonymes de **Asmodée** et **Le Cousin Jean**). Journaliste français, homme d'influence atypique, militant nationaliste et vichyste dans sa jeunesse, il passa plus tard à la gauche radicale-socialiste et devint un dignitaire de la franc-maçonnerie.

JEUNESSE

Lointain parent de Léon Faucher, ministre de Napoléon III, il est né à Clichy, de père limousin et d'une mère alsacienne, et étudie au Lycée Gay-Lussac de Limoges, où il fait la connaissance de Roland Dumas. À l'âge de 16 ans, il s'engage au Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot. Dès 1939, il est secrétaire à la Jeunesse du PPF à Paris, comme adjoint de Paul Marion, et écrit à *L'Émancipation nationale*. À la fin de la même année, il regagne sa famille dans le Limousin, où il est nommé inspecteur régional du PPF, avant d'en être exclu pour des raisons politiques.

LA COLLABORATION

Il s'engage après la défaite dans la Légion française des combattants en Haute-Vienne, organisation vichyste d'anciens combattants, et devient conseiller ouvrier des Chantiers de jeunesse. Paul Marion le fait devenir délégué à la Propagande du maréchal Pétain. Jean-André Faucher contribue à des revues telles que *Réagir* (des *Gardes du peuple révolutionnaire*), et fut un des responsables de la Jeunesse de France et d'Outre-mer (dont la revue était *Franc-Jeu).* En juin 1943, il aurait déserté alors qu'il devait être requis pour le STO, et aurait été arrêté, puis incarcéré au camp allemand de Soulac-sur-mer, d'où il se serait échappé peu après. Il participe au journal collaborationniste *Je suis partout*, dans lequel il fait l'éloge de la Révolution nationale.

ACTIVISME D'APRES-GUERRE

Lors de l'épuration, Jean-André Faucher est dénoncé comme étant un indicateur de la Gestapo, et la Cour de justice de Limoges le condamne (juin 1946) à l'indignité nationale, et à la peine de mort par contumace pour « crime de trahison en temps de guerre ». Il vit ainsi une cavale de 3 ans, pendant lesquelles il est, sous diverses identités, au 14e régiment de tirailleurs sénégalais, professeur dans une école privée d'Angers, ou encore employé dans une société d'assurance parisienne. Il contribue ensuite sous un faux nom au journal *La Seine*, proche de la SFIO.

Parallèlement, il est l'un des animateurs du Rassemblement travailliste français, fondé en 1947 par Julien Dalbin (devenu Mouvement travailliste national en 1955), « point de ralliement de l'extrême droite sociale » rassemblant d'anciens collaborationnistes du PPF ou du RNP (notamment Henri Barbé). Il est à nouveau reconnu, puis se réfugie à Montbéliard en 1947, où il travaille chez Peugeot. C'est alors que, sous le pseudonyme « colonel Clark », il fonde l'Armée française loyale une organisation paramilitaire clandestine et anticommuniste, impliquée dans le Plan bleu (ou encore « complot de Lamballe »), qui visait à renverser la Quatrième République.

Faucher est arrêté en octobre 1948, mettant fin à ses 3 ans de clandestinité. Il est amnistié pour ses activités de la Seconde Guerre mondiale, mais néanmoins condamné à 20 mois de prison pour son implication dans le Plan bleu. Il est libéré en juillet 1951. Il participe ensuite brièvement au journal *La Sentinelle*, prônant le « racisme scientifique ». Il lance ensuite plusieurs lettres confidentielles, telles que *La lettre à un cousin* et *La lettre de l'oncle Pierre*, contenant un certain nombre d'informations sur la presse. Son activité journalistique s'exerce alors autant dans des journaux d'extrême-droite que de gauche : *Rivarol*, *Charivari*, *L'Heure Française* (sous le pseudonyme « docteur Guillotin »), *Dimanche matin*, *L'Echo de la presse et de la publicité*, *Jeune Nation*, *L'Indiscret de Paris*, ou encore *Aux écoutes*. Il a par ailleurs soutenu le mouvement de Pierre Poujade.

Il soutient les partisans de l'Algérie française, comme il l'écrit dans quatre ouvrages : *L'Algérie rebelle* en 1957, *L'Agonie d'un régime* en 1959, *Les Barricades d'Alger* en 1960, et *Alger la maudite* en 1963. Pourtant, un tract de l'OAS distribué en 1964 brise la réputation de Faucher dans le milieu, l'accusant d'être un indicateur des Renseignements généraux infiltré dans l'OAS pour dénoncer ses membres.

RADICAL-SOCIALISME ET FRANC-MAÇONNERIE

C'est lors de ces activités qu'il rencontre le radical-socialiste Charles Hernu, après un droit de réponse de celui-ci, qui faisait suite à article de *Dimanche Matin* relatif à son passé vichyste. Il est alors initié à la franc-maçonnerie, comme membre de la Grande Loge de France (GLF), adhère au Parti radical-socialiste, et écrit un *Dictionnaire maçonnique* (1984), publié par les éditions Jean Picollec, dévoilant certaines informations confidentielles sur la franc-maçonnerie.

Proche d'André et Jacques Maroselli, il est l'un des fondateurs du club Louise Michel (1962), et le secrétaire général de l'Atelier républicain (fondé en 1962), club exclusivement composé de maçons, qui incarnait l'aile gauche du Parti radical, et dont l'objectif était de « redéfinir un socialisme solidariste en face du socialisme de tradition marxiste ».

SOUTIEN A FRANÇOIS MITTERRAND

Lors de l'élection présidentielle de 1965, il est l'un des artisans du rapprochement entre les radicaux de gauche, les francs-maçons d'un côté et François Mitterrand de l'autre : les mouvements de Faucher (Atelier républicain et club Louise-Michel) se fondent dès lors dans la Convention des institutions républicaines (CIR), fondée en 1964 par Mitterrand. Ce dernier fait de Faucher l'un de ses attachés de presse pour la campagne (le directeur de la communication étant Charles Hernu).

Pas à court de paradoxes, il participe, au cours même de la campagne, à la fondation de l'assiciation Les amis d'Édouard Drumont, et écrit un article dans la revue nationale-européenne *Europe-Action*, où il exprime son soutien à Mitterrand au nom de la « gauche patriote [qui] ne pouvait que prendre dans le front de gauche ». Dans le même article, il salue ses « camarades d*Europe-Action* et de la Fédération des étudiants nationalistes » comme les « héritiers authentiques d'un socialisme, dans la filiation de Blanqui et de Sorel ». Tout en écrivant des ouvrages sur la gauche (*La Gauche française sous de Gaulle* en 1969) et la Commune de Paris (*La Véritable histoire de la Commune*, 1969), Faucher contribue à des publications réputées très à droite, comme *Le Crapouillot* (sous le pseudonyme de « Frédéric Vareuil »), *Minute* à partir de 1968, *Valeurs actuelles* à partir de 1970, où il anime la chronique politique signée « Eugène de Rastignac », et au *Spectacle du Monde* au cours de la même période. Il est d'ailleurs proche de Roland Gaucher.

Il poursuit en même temps son ascension dans la franc-maçonnerie : en 1977, il est fait grand secrétaire de la Grande Loge de France (GLF). Plus tard, il crée sa propre obédience, la Grande loge d'orient et d'occident. Il crée également deux mouvements radicaux mineurs, le Rassemblement de la gauche radicale en 1977, qui devient la Fédération nationale des républicains de gauche en 1984.

Secrétaire général du Syndicat de la presse parisienne (SPP), il est nommé au Conseil économique et social après la victoire de Mitterrand en 1981, sur proposition de Laurent Fabius. Peu après, il est nommé conseiller au secrétariat d'État aux départements et territoires d'outre-mer que dirige Georges Lemoine, où, via ses réseaux francs-maçons, il est chargé d'établir le dialogue entre Caldoches et Kanaks en Nouvelle-Calédonie. Suite à cette mission, il est fait chevalier de la Légion d'Honneur en 1986, ce qui créa une polémique en raison du passé de Jean-André Faucher.

Il meurt en 1999. Il est le père de Jean-Pierre Faucher, rédacteur en chef du *Figaro* et ancien membre de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

FAURE Félix

Paris 30 janvier 1841 - 16 février 1899.



Président de la république française de 1895 à 1899.
Franc-Maçon de la loge "*La Parfaite Aménité*" du Havre.

Outre le cliché lié aux circonstances de sa mort, deux images sont accolées au président Félix Faure. La première est saisie par la presse en 1895 : le « président issu du peuple », « l'ouvrier tanneur » Félix Faure succède au président bourgeois Jean Casimir-Perrier démissionnaire. Bien que fils de menuisier, Félix Faure appartient à la petite bourgeoisie de l'artisanat. Son père, Jean-Marie Faure, est déjà devenu fabricants de fauteuils au moment de sa naissance et a créé une solide fabrique de meubles faubourg Saint-Antoine en 1844. Plus tard, Félix Faure bénéficie d'une éducation soignée en devenant élève des Frères de la Doctrine chrétienne à Paris, puis à Beauvais, et en se préparant aux Arts et Métiers à l'Institution Pompéi d'Ivry.

Marié à la fille d'un notaire d'Indre-et-Loire en juillet 1865, il y a loin de l'iconographie développée en 1895 par une presse qui prit soin de mettre en scène le passage de Félix Faure comme apprenti tanneur en 1861-1862 à Amboise, à une réalité plus conforme aux mécanismes des ascensions sociales dans la France du XIXe siècle.

La seconde image, liée à sa carrière maçonnique, mérite tout autant d'être corrigée. C'est celle d'un frère fugitif et opportuniste, initié en 1864 pour amorcer sa carrière, cessant ses activités maçonniques vers 1873-1874 à un moment où il les jugeait nuisibles pour celle-ci, puis les reprenant en 1884 jusqu'à son accession à la magistrature suprême. Son adhésion aurait donc été essentiellement motivée par les besoins de sa carrière politique, et sa désertion d'une décennie au désir de ne pas trop heurter un électorat catholique, important dans ce département. La réputation maçonnique de Faure ne doit, ici, rien à la presse mais aux effets de jugement sévère du vénérable de la loge havraise « *L'Aménité* » en février 1894. En réponse à une note confidentielle émanant du Grand Orient pour connaître les positions éventuelles des hauts fonctionnaires et parlementaires initiés, le vénérable Ernest Robin, après avoir exprimé sa méfiance envers les deux profanes, le sénateur Casimir-Perrier, dont il dénonce les « tendances à incliner vers les cléricaux », et Jules Siegfried, qualifié de « calviniste intransigeant (et) au fond plutôt hostile », présente un portrait du frère Faure plutôt cinglant. Selon lui « il est venu prendre part à nos travaux et il y a plusieurs années qu'il a cessé de le faire ».

Plus loin, son jugement reste très négatif : « C'est un maçon plus que tiède et sa correspondance ne contient aucune formulation maçonnique ». Le vénérable conclut en disant qu'il est « peu apte à soutenir la maçonnerie au Parlement ». On reste ainsi sur l'impression d'un « maçon de circonstance » et Félix Faure n'occupa jamais il est vrai le moindre office dans son atelier. Doit-on pour autant porter un crédit absolu aux propos du vénérable ? Le caractère rétrospectif du jugement est évident et on pardonne mal à un maçon impliqué dans la cité la prudence excessive en matière religieuse dont il fit preuve dans l'exercice de ses mandats. Battu honorablement aux législatives de 1876, Félix Faure avait en effet eu soin d'éviter des positions trop tranchées, ce qui lui valut d'ailleurs, en 1878, une mise à l'écart de la liste républicaine. Elu à la 3ème circonscription de Seine-Maritime en 1881 au moment où sa carrière politique prend une dimension nationale (il devient sous-secrétaire d'Etat aux Colonies du grand ministère constitué par Gambetta), il refuse alors encore d'aborder les questions de fond portant sur la laïcité et l'obligation de l'enseignement.

La profession de foi de maintien du Concordat et un retour en maçonnerie en 1884, quand le député Faure, réélu en 1885, 1889 et 1893, a moins à craindre d'un électorat clérical affaibli, renforceront. Méfiance et rancœurs. L'argument du simple opportunisme politique montre l'excès du jugement. Elu conseiller municipal en août 1781, peu de temps après la répression de la Commune qu'il a approuvée, l'élection de Faure a lieu plus de cinq ans après son initiation, le 25 octobre 1865, et la municipalité du Havre ne compte que 5 maçons. En outre les frères de *L'Aménité* émirent parfois un jugement plus nuancé sur son cas. Lorsque, ayant repris ses activités en 1884, (il est de nouveau mentionné sur les tableaux le 12 mars), il est admis à l'honorariat, en mars 1896, les propos du nouveau vénérable, Horst, diffèrent de ceux de son prédécesseur. Il souligne notamment qu'il fut garant d'amitié pour une loge coloniale, « *La Fraternité Tonkoise* ».

La carrière maçonnique de Félix Faure mérite donc d'être repensée. Un désir d'ascension, mais plus social et culturel que politique, joue de toute évidence à un moment où les ateliers maçonniques exercent sous l'Empire libéral un rôle crucial dans l'ascension d'une petite bourgeoisie à laquelle il appartient. L'affiliation au sein de *L'Aménité* constitue une première étape pour s'insérer dans le « cercle de notabilité » du Havre où il s'est installé en 1863. Avant même l'ouverture d'une maison de négoce en cuir, huile et lin (juin 1866), la maçonnerie lui permet de rencontrer les hommes influents de la cité. Une fois les activités maçonniques provisoirement arrêtées et devenu consul de Grèce, il est élu à la Chambre (1874) puis au tribunal de Commerce (décembre 1878) et, parallèlement, il assure ses entrées successives dans les autres lieux où s'épanouit la sociabilité bourgeoise (Société de gymnastique, Société de tir, Lyre havraise…).

L'image de nullité de son engagement maçonnique est tout aussi exagérée. Félix Faure se porte à la tête de la Société de secours mutuel de Sainte-Marie en juin 1871, puis il fonde la Société d'épargne et de prévoyance. Ce sont là des engagements dans la cité qui concordent avec la morale maçonnique. Il est aussi l'un des fondateurs de *l'Union pour la Paix*, auprès du frère Santallier. Il y défend notamment les droits des Crétois et, lors d'une conférence prononcée devant les frères havrais en octobre 1888 sur le budget est achevée par un hommage appuyé à l'esprit de 1789, il critique, au nom de la fraternité universelle des maçons français du XVIIIe siècle, les mesures récentes prises à l'encontre des étrangers. E.S.

FAUVETY Charles

Uzès 1813 – Asnières 1894.



Issu d'une famille cévenole protestante, Charles Fauvety naît à Uzès le 10 août 1813. Son grand père paternel, Jean Fauvety (1763-1795), président du tribunal révolutionnaire d'Orange, fut guillotiné comme robespierriste. Son père, Jean- David (1790-1863), est un solide négociant. De sa famille Charles hérite d'une culture biblique certaine, un intérêt jamais démenti par le protestantisme, de solides relations dans les milieux huguenots libéraux, une morale stricte, une haine pour les excès révolutionnaires et une certaine aisance financière. Il fait des études secondaires à l'institution Sainte-Barbe, place du Panthéon, et aurait participé aux Trois Glorieuses. Sa jeunesse est partagée entre la direction d'un commerce de bonneterie fondé par son oncle maternel et la fréquentation de diverses écoles socialistes utopistes, notamment le saint-simonisme, le fouriérisme (d'où une longue amitié avec Jean-Baptiste Godin) et le communisme icarien. Mais aucun de ces mouvements ne séduit totalement le jeune homme. Il se tourne alors vers Lamennais.

A 32 ans, il devient journaliste. Sa première publication est un modeste mensuel, La Vérité sur toutes choses, qui subsiste d'octobre 1845 à janvier 1846. Fauvety en est l'éditeur, mais c'est son ami Alphonse Constant, dit plus tard Eliphas Levi, qui semble être l'idéologue. Fauvety épouse une pensionnaire de la Comédie Française, un temps rivale de Rachel, Fortunée Gariot dite Maxime (1812-1887), future vénérable de la loge d'adoption « Le Temple des Familles » et présidente de divers cercles gnostiques et ésotériques. Fauvety publie divers opuscules, notamment un *Catéchisme d'économie politique et industrielle. Question de libre-échange* (1847). Il a ensuite en 1847-1848 une période proudhonienne. En octobre 1847, il fonde avec un disciple bisontin, Jules Viard, *Le Représentant du peuple* qui ne paraitra régulièrement qu'à partir du 27 février 1848. Proudhon y collabore officiellement à compter du 19 avril. Les Journées de Juin entraînent la rupture entre les deux hommes car Fauvety juge la révolte coupable. JCvL

Fauvety avait été initié, en 1847, dans un atelier misraïmide, « *Le Buisson Ardent* », mais il mena longtemps la loge buissonnière. En 1858, son ami Luc-Pierre Riche-Gardon l'invite à intégrer la loge parisienne « *La Renaissaance* » par les *Emules d'Hiram* (Grand Orient de France) dont il devient orateur (1859-1860). En 1859, son article publié dans trois numéros du *Monde Maçonnique* pose une question qui va diviser les maçons durant deux décennies : *La franc-Maçonnerie est-elle une religion ?*

En 1860, Fauvety est élu vénérable de « La Renaissance ». A ce poste, il contribue au retrait du prince Murat de la tête de l'exécutif de la rue Cadet. Magnan étant nommé Grand Maître par l'empereur en 1861, Fauvety est élu conseiller de l'Ordre et le reste jusqu'en 1867. Il va vainement chercher à faire partager par ses frères sa conception de la maçonnerie. En 1862, il rédige un *Catéchisme maçonnique à l'usage des aspirants à l'initiation*. En 1863, il s'affilie à la loge « *Les Frères Unis Inséparables* » avant de la quitter (1865). Au Convent de 1865, entre les traditionnelistes de Riche-Gardon et les moralistes indépendants de Massol, Fauvety réussit à faire voter un texte de compromis qui définit de manière ambiguë la Franc-Maçonnerie : « Elle a pour principe l'existence de Dieu, l'immortalité de l'âme et la solidarité humaine. Elle regarde la liberté de conscience comme droit propre à chaque homme et n'exclut personne pour ses croyances ».

Da tentative de faire de l'Ordre l'Eglise d'une religion laïque rencontre de plus en plus d'hostilité, notamment de la part des massoliens. Contre leur chef, il publie en 1865 une *Réflutation de la morale indépendante. Epître à Massol*. Cette année-là, il s'affilie à la loge « *Mars et les Arts* », présidée par le féministe Léon Richer. Mais les manifestations d'hostilité à son égard l'éloignent de l'obédience de la rue Cadet. En décembre 1886, Fauvety lance La Solidarité. Journal des Principes. Ce péridique « libre penseur croyant » paraît jusqu'en 1870. Après bien des hésitations, Fauvety donne son adhésion à *L'Alliance Religieuse Universelle* de frère Henri Carle et participe au premier congrès mondial de l'association en 1870.

Favorable à la Troisième République, opposée à la Commune de Paris mais indigné cependant par la répression versaillaise, retiré dans sa propriété d'Asnières, Charles Fauvety continue sa quête d'une religion rationnelle, universaliste, naturelle, fraternelle, progressive, laïque et démocratique. En 1874, il publie un *Catéchisme pèhilosophique de la religion universelle* et fonde, deux ans plus tard, sa dernière revue, *La Religion laïque* qui dure jusqu'en 1879. Elle est reprise en 1887 par le dernier disciple du solitaire d'Asnières, Jules Jacques Toussaind Lessard, dit P. Verdad, futur évêque gnostique. Sous divers titres, la revue paraît jusqu'en 1914. Dans la décennie 1880, presque aveugle, Fauvety continue à écrire de nombreux articles, brochures ou livres, notamment *Nouvelle Révélation. La Vie. Méthode et connaissance* (1892). Il meurt à Asnières le 11 février 1894. Lessard-Verdad publie plus tard quelques œuvres posthumes notamment *Théonomie. Démonstration scientifique de l'existence de Dieu*. Son éloge funèbre, écrit par Louis Amiasble, fut prononcé à la séance du 11 septembre du Convent de 1894 du Grand Orient par le conseiller de l'Ordre Dequaire. Y. H.M.

FAVON Georges

Genève 2 février 1843 - 15 mai 1902.



Publiciste et homme politique genevois. Rédacteur du 'Petit Genevois".
Franc-Maçon, a été Vénérable de la Loge "*Fidélité et Prudence*" de 1893 à 1895 et Grand Orateur de la GLSA.

Publiscite et homme politique, il joua un très grand rôle dans la vie sociale genevoise. Il fut le fondateur et le rédacteur jusqu'à sa mort du *Petit Genevois* qui devint plus tard le *Genevois.* Georges Favon entra au Grand Conseil en 1876 et fut conseiller d'Etat de 1899 à 1902. Il a fait partie en 1880 du Conseil des États . Ses efforts d'homme politique amenèrent sur le plan genevois de très grands progrès sociaux. Au plan fédéral, il soutient la création de diverses assurances sociales dont l'Assurance Vieillesse et Survivants (AVS) et Assurance Invalidité (AI). Malheureusement ces projets furent refusés par le peuple en 1900. Ce n'est que 46 ans plus tard que l'idée de Favon se réalisa.

Né le 2.2.1843 à Plainpalais (auj. comm. Genève), mort le 17.5.1902 à Plainpalais, protestant puis libre-penseur, de Genève. Fils de François, riche marchand et propriétaire, et de Louise Choisy. Issu d'un milieu conservateur, Georges Favon passa son baccalauréat classique à l'académie de Genève, puis suivit des cours de droit à Heidelberg. Après avoir milité dans une association politique conservatrice (1864), il rallia le camp radical vers 1872. En 1875 il fonda *Le Petit Genevois* (devenu *Le Genevois* en 18777), organe du radicalisme populaire; Georges Favon conserva jusqu'à la mort la propriété et la rédaction du journal. Il fut député au Grand Conseil genevois (1876-1902), conseiller aux Etats (1880-1881), conseiller national (1881-1893, 1894-1902) et conseiller d'Etat chargé de l'instruction publique (1899-1902). Dès 1883, il donna un cours sur les systèmes sociaux à l'université de Genève.

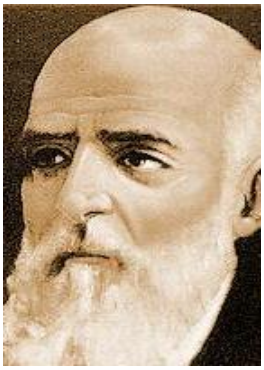
Au sein du radicalisme genevois, Georges Favon appuya d'abord la politique anticatholique d'Antoine Carteret, puis il s'en éloigna et orienta le parti vers l'action sociale, prônant l'alliance avec les socialistes et courtisant même l'électorat catholique. En 1889 il se retrouva à la tête d'un parti cantonal divisé et désormais minoritaire, qu'il ramènera au pouvoir en 1897, allié aux socialistes. Georges Favon se signala aussi par son opposition épicurienne au piétisme réformé; voulant faire de Genève une ville où l'on s'amuse, il prit notamment la défense des jeux de hasard et des maisons de tolérance. Sur le plan cantonal et fédéral, il préconisa des mesures étatistes souvent repoussées par le peuple; il proposa ainsi sans succès l'assurance maladie généralisée et les syndicats obligatoires. A Genève, il s'opposa en vain à l'introduction de la représentation proportionnelle, au vote à la commune et à la loi sur l'incompatibilité. Il fut par contre l'un des artisans de la loi scolaire de 1886 qui modernisa l'instruction publique genevoise. Au Conseil d'Etat, il développa l'université par la création des policliniques, l'agrandissement des bâtiments et l'extension des sciences sociales; il voulait ouvrir ce dernier enseignement aux principales écoles de pensées, libérale, socialiste et chrétienne. Chef charismatique, tribun et polémiste plus qu'homme de gouvernement, Georges Favon donna un nouveau souffle au parti radical genevois en l'engageant sur le terrain social, mais son bilan est contrasté: succès dans le domaine scolaire et universitaire, échec de projets sociaux pour lesquels l'opinion n'était pas mûre et défense d'options dépassées en matière de droits électoraux. Site FP

FERA Saverio

Petrizi 1850 – Florence 1915.

A seize ans, Saverio Fera participe à la troisième guerre d'indépendance dans les formations garibaldiennes et, comme beaucoup de sa génération, il se rallie au protestantisme. En 1782, il se convertit avec toute sa famille au méthodisme de Wesley et devient ministre du culte de cette Eglise, avec des charges pastorales à Naples, puis à Palerme.

C'est là qu'il est initié maçon dans une loge du rite écossais. Au cours des années suivantes, il se distingue comme publiciste et polémiste anticatholique, mais également par son engagement social et par ses aptitudes au prosélytisme religieux. Désormais en conflit avec les dirigeants méthodistes, il rallie avec tous ces fidèles, en 1888, L'Eglise Chrétienne Libre, puis s'installe, deux ans plus tard à Florence, comme secrétaire du Comité d'évangélisation.



Fera est présenté à Florence par les frères palermitains les plus importants, tandis que son groupe évangélique, qui survit entre mille difficultés. Finit par se dissoudre à la fin du siècle dans d'autres Eglises. Membre actif de la loge « *XX Settembre* » de Florence, la place forte du Rite Ecossais dans la cité, Fers se distingue parmi ceux qui se définissent comme les défenseurs du courant spirituel en opposition au courant laïque. En 1906, à la mort de Lemmi, Achille Ballori est nommé Grand Commandeur Souverain, alors que Saverio Fera accède au grade de Lieutenant du Rite Ecossais Ancien et Accepté. Il devient alors la référence de ceux qui n'acceptent pas la transformation qui touchait le Grand Orient d'Italie, ni l'anticléricalisme qui, chez certains, se teintait d'athéisme. Il s'oppose en effet à l'unification des rites, que beaucoup désirent, et à l'enseignement politique de nombreux maçons italiens.

En 1908, lors de la discussion parlementaire sur la motion Bissolati concernant la laïcité de l'enseignement à l'école primaire, la franc-maçonnerie italienne se divise, mettant fin à un vieux conflit. Fera est l'un des artisans de cette séparation. Il refuse de faire un procès maçonnique aux frères du Rite Ecossais qui avaient désobéi à la demande du Grand Maître de défendre au Parlement la laïcité de l'école italienne. A l'intérieur du Rite Ecossais Ancien et Accepté se crée une fracture inguérissable avec Ballori qui donne sa démission. Les conflits internes à ce Rite s'achèvent le détachement du groupe de Fera, constitué d'un millier de frères, du Grand Orient d'Italie et avec la naissance de la Sérénissime Grande Loge d'Italie en 1910. Saverio Fera se consacre au Rite Ecossais et à la Grande Loge avec un grand dévouement et obtient d'excellents résultats. Il est aussi très habile dans les rapports internationaux et réussit à ce faire reconnaître et à nouer des relations d'amitié avec de nombreux Conseils Suprêmes étrangers. En 1912, la Conférence Internationale des Conseils Suprêmes de Rite Ecossais, réunie à Washington, reconnaît comme unique obédience italienne celle que dirige Fera. A-M.I.

FERMI PHOTO



Enrico Rome 29 septembre 1901 - Chicago 28 novembre 1954.

Physicien italien. Ses recherches serviront de socle à l'exploitation de l'énergie nucléaire.
Il est lauréat du prix Nobel de physique de 1938 « pour sa démonstration de l'existence de nouveaux éléments radioactifs produits par bombardements de neutrons, et pour sa découverte des réactions nucléaires créées par les neutrons lents1 ». Il fut également lauréat de la médaille Hughes en 1942, de la médaille Franklin en 1947 et du prix Rumford en 1953.

Enrico Fermi naît le 29 septembre 1901 à Rome. Fils d'Alberto Fermi, inspecteur-chef au ministère des Communications et d'Ida de Gattis, enseignante d'école élémentaire, Enrico est le dernier d'une fratrie de trois (sa sœur Marie et son frère Giulio, âgés respectivement de deux et un an de plus que lui). Très jeune, Enrico Fermi fait preuve d'une mémoire exceptionnelle et d'une grande intelligence, qui lui permettent d'exceller dans les études. Durant son enfance, il est inséparable de son frère Giulio. Mais en 1915, Giulio meurt au cours d'une opération chirurgicale visant à lui ôter un abcès de la gorge. Enrico, profondément marqué, se jette alors dans l'étude de la physique pour surmonter sa douleur.

Bon élève, il se passionne très vite pour la physique et les mathématiques et commence à étudier divers ouvrages qu'il achète et qui traitent de mécanique, d'optique, d'astronomie et d'acoustique. Un ami de son père, l'ingénieur Adolfo Amidei, qui prend conscience des qualités hors du commun du jeune Fermi, lui prête divers ouvrages traitant de mathématiques. Ainsi, à 17 ans, Enrico Fermi maîtrise la géométrie analytique, la géométrie projective, le calcul infinitésimal, le calcul intégral et la mécanique rationnelle.

À partir d'octobre 1918, Fermi étudie à l'Université de Pise au sein de l'École normale supérieure de Pise avec Franco Rasetti. Comme à son habitude, il étudie seul, divers problèmes de physique mathématique et consulte des ouvrages de Poincaré, de Poisson ou d'Appell. À partir de 1919, il s'intéresse aux nouvelles théories comme la relativité ou la physique atomique, ainsi il acquiert une grande connaissance de théories telles que la relativité restreinte, la théorie du corps noir ou encore le modèle de l'hydrogène de Bohr. Ainsi Enrico Fermi, le seul à l'université au fait de ces théories, en arrive, sur l'insistance de ses professeurs, à donner des conférences où il expose aux professeurs et aux assistants les dernières découvertes de physique atomique.

En janvier 1922, après quatre ans passés à l'université, Enrico Fermi publie son premier article qui traite de la relativité générale. Dans une communauté scientifique italienne hostile aux travaux d'Einstein, il est l'un des rares avec Levi-Civita à défendre la théorie de la relativité.

En 1922, Fermi obtient son diplôme de fin d'études après avoir présenté un mémoire sur la diffraction des rayons X. Il fréquente ensuite divers physiciens de haut rang dans l'Italie de l'époque, avant de devenir, pendant deux ans, conférencier à l'université de Florence. En 1926, il devient professeur de physique théorique à l'université La Sapienza de Rome. C'est durant cette période qu'il développe la théorie statistique quantique que l'on appellera plus tard la statistique de Fermi-Dirac. En 1929, il fait partie des premiers membres, nommés par décret, de l'Académie d'Italie, créée trois ans plus tôt par Mussolini.

À partir de 1932, il se tourne plus précisément vers la physique nucléaire, et c'est cette même année qu'il rédige un article sur la radioactivité β. En 1934, il développe sa théorie sur l'émission de rayonnement bêta en y incluant le « neutron » postulé en 1930 par Wolfgang Pauli, qu'il rebaptise neutrino (le nom neutron étant déjà utilisé pour une autre particule), et s'oriente vers la création d'isotopes radioactifs artificiels par bombardement de neutrons lents.

L'INSTITUT DE *VIA PANISPERNA* ET LA PHYSIQUE NUCLEAIRE ITALIENNE

Peu avant la Seconde Guerre mondiale, Fermi émigre aux États-Unis le 2 janvier 1939 avec toute sa famille et enseigne à l'Université Columbia avec son collègue Leó Szilárd. Ils travaillent ensuite ensemble à l'université de Chicago à l'élaboration d'une pile atomique, le premier réacteur nucléaire. Le 2 décembre 1942 est obtenue la première réaction en chaîne contrôlée de fission. Il travaille ensuite au Laboratoire national de Los Alamos jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale au sein du projet Manhattan. Il sera fait citoyen américain en 1945 en récompense de ses travaux sur la bombe atomique. En 1946, il accepte le poste de professeur au sein de l'INS (*Institute for Nuclear Studies*) qui deviendra plus tard l'Institut Enrico-Fermi créé par l'université de Chicago. C'est en son honneur que sera créé le prix Enrico Fermi, qui sera décerné à partir de 1954 en récompense de travaux ou d'avancées exceptionnels dans le domaine de l'énergétique. Il passera la fin de sa vie à Chicago. Il meurt le 28 novembre 1954 d'un cancer de l'estomac à l'âge de 53 ans.

FERGUSON Howard

Ontario 18 juin 1870 – Toronto 21 février 1946.



Homme politique conservateur canadien. Il a été premier ministre de l'Ontario de 1923 à 1930. Fils de Charles Frederick Ferguson membre de la Chambre de la commune canadienne. Ferguson étudie à l'Université de Toronto et le Hall Osgoode. Appelé au barreau d'Ontario en 1894, il pratique à Kemptville. Il est élu au conseil municipal, de cette ville et en devient pendant trois ans le premier magistrat. Il a épousé Ella Cumming en 1896.

Il appartenait à la franc-maçonnerie (initié 10/02/1895 Mount Zion Lodge No. 28, Kempvill).

Élu en 1905 à l'Assemblée législative de l'Ontario Ferguson devient Ministre des Terres, Forêts et Mines dans le gouvernement de William Hearst de 1914 à 1919, puis leader du parti conservateur après la défaite du gouvernement Hearst en 1919. En 1923, le parti conservateur de l'Ontario arrive au pouvoir sous la direction de Ferguson, il encourage l'investissement privé dans l'industrie et le développement des ressources naturelles de la province. Ferguson est réélu en 1926 et en 1929.

En 1911, Ferguson soutient qu'aucune langue autre que l'anglais doit être pratiquée comme un moyen d'instruction aux écoles de cette Province, et ce, malgré une proportion significative de la population franco-canadienne. La politique sectaire est de rigueur à Ontario et les Conservateurs comptent sur l'assistance d'Orange. Ferguson se plie aux Orangistes avec la rhétorique anti-catholique et anti-française. En 1912, l'utilisation d'instruction de langue française est réduite à un minimum. Cette législation outrage le Québec. Quand Ferguson devient premier ministre, faisant fi des orangistes, il renverse la législation en permettant plus d'instruction de langue française. Les Tories n'ont pas été préparés pour fournir le soulagement social quand la Grande Dépression a jeté des milliers de sans emploi et dans la pauvreté, mais le gouvernement Ferguson s'oppose aux plans gouvernementaux fédéraux pour la création d'une pension de vieillesse. En décembre 1930, le Premier ministre Ferguson quitte la politique provinciale et devient Haut commissaire canadien à Londres. De 1945 à 1946, il est Chancelier de l'Université de l'Ontario Occidental. Ferguson meurt d'insuffisance cardiaque à sa maison à Toronto en 1946.

FERRARI Ettore

Rome 1845 – 1929.



Le père d'Ettore Ferrari, Filippo, est un sculpteur aux idées républicaines qui a combattu, en 1859, pour défendre la République romaine. Politiquement, Ettore Ferrari est un homme de la gauche démocratique. De 1877 à 1907, il est conseiller à la mairie de Rome ; de 1882 – 1892, il est député à la Chambre. Il combat la politique coloniale du gouvernement et s'oppose à la naissance de la colonie d'Erythrée. C'est aussi un opposant tenace de la Triple-Alliance. Il est lié à la démocratie française et est l'adversaire de Crispi. Peintre et sculpteur célèbre, il enseigne la sculpture et devient président de l'Académie des Beaux-Arts de Rome : ses œuvres les plus célèbres sont le monument de Giordano Bruno au *Campo dei Fiori* et celui de Giuseppe Mazzini.

Il est initié en maçonnerie durant l'été 1881, dans la loge « *Rienzi* » de Rome, et est Grand Secrétaire du Grand Maître Adriano Lemmi, puis d'Ernesto Nathan auquel il resta toujours lié.

En 1900, il est élu Grand Maître Adjoint. Enfin, le 15 décembre 1904, Ferrari devient Grand Maître du Grand Orient d'Italie. Il donne à l'obédience italienne une orientation décisive, démocratique et anticléricale, soutenant les sociétés pour la liberté de pensée et la Société pour l'arbitrage international pour la paix de Teodoro Moneta. Il insiste sur l'engagement en faveur de la priorité du mariage civil, de la loi sur le divorce et pour l'école laïque. La politisation de l'institution maçonnique entraine le retour du schisme provoqué par certaines loges milanaises et livournaises, qui avaient des positions favorables au socialisme, et est en même temps la cause de conflits tout aussi graves avec les frères qui ne partagent pas des positions jugées trop radicales.

Ettore Ferrari cherche, par son action, à contrer l'avancée des catholiques dans la vie politique en engageant les frères dans une totale et radicale opposition : il s'ensuit des procès et les expulsions de tous ceux qui – et ils étaient nombreux – préfèrent prendre position en faveur du monde catholique plutôt que pour le socialisme. En 1908, on en arrive à la rupture et à la naissance du groupe de Piazza del Gesù, dirigé par Saverio Fera. Parallèlement Ferrari se bat pour garder unie toutes les forces progressistes, les socialistes cherchent à se débarrasser du conditionnement lié aux idéaux réformateurs maçonniques. Ils y réussissent en 1914, lorsqu'ils font voter su Congrès d'Ancône l'incompatibilité de la double inscription au parti et à l'Ordre. Durant la première décennie du XXe siècle, les nouvelles forces politiques, qui se renforcent sur la scène italienne et sont représentées par les catholiques, les nationalistes et les socialistes maximalistes, font de la guerre contre l'institution maçonnique un point essentiel de leur action.

La campagne antimaçonnique se radicalise au cours du printemps et de l'été 1913, en vue des élections politiques générales de septembre (les premières au suffrage universel masculin), dans le but d'enlever leur légitimité aux groupes démocratiques laïques. Le Grand Orient ne sait pas, ou ne veut pas se défendre et ce n'est que lorsque la campagne d'opinion se calme qu'il décide de fonder un hebdomadaire qui défend et diffuse les principes démocratiques et les idées de l'Ordre. La direction de « L'Idée Démocratique » revient à Bandini. Lié à la culture démocratique du XIXe siècle, Ferrari est un interventionniste convaincu et il considère la Grande Guerre comme la quatrième guerre d'indépendance pour laquelle il projette de former des groupes de jeunes maçons volontaires.

Il participe en juin 1917 au Congrès de Paris, où se rencontrent les maçonneries de l'entente, exceptées celles de Grande-Bretagne, avec pour objectif la préparation d'un projet de Société des Nations. Dans la crainte que la délégation italienne vote une résolution en faveur du principe d'autodétermination des peuples, la presse italienne et nationaliste déchaine une campagne hostile et Ferrari est obligé de démissionner. Ayant quitté la Grande Maîtrise, Ferrari est appelé en 1918 à assumer la charge de Grand Commandeur Souverain du Conseil Suprême des 33°, charge qu'il conserve jusqu'à sa mort. En 1919, il est nommé Grand Maître honoraire à vie. Dès la fin de 1922, aussitôt après la marche de Mussolini sur Rome, Ferrari consacre tous ses efforts à renforcer le Rite Ecossais. L'année suivante, il parcourt toute l'Italie. Il semble clair que l'on s'y prépare à resserrer les rangs pour se défendre contre les attaques fascistes, tandis que les portes s'ouvrent aux frères du Rite Symbolique qui se rallient au Rite Ecossais.

Les nouvelles orientations sur l'école primaire et élémentaire voulues par le ministre Gentile, qui confient l'enseignement aux catholiques, le poussent à rappeler que l'Etat n'a pas la compétence de donner une instruction religieuse. Le chef du Rite Ecossais se lamente car l'Etat renonce « *à la plus haute de ses fonctions, la fonction éthique ; il abdique sa plus jalouse prérogative de souveraineté ; il confie à d'autres mains l'Ecole – l'Ecole qui est la Patrie de demain* ».

La pensée maçonnique de Ferrari peut être résumée par ce qu'il écrivait en décembre de cette année là : « *La maçonnerie n'est pas un parti ou un courant politique, dans le sens que l'on donne communément à ce mot, mais une école, et nous voudrions presque dire une grande Eglise laïque qui rassemble et accorde des hommes de différents credo politiques en un ordre plus élevé de principes humains éternels. Nous pouvons donc affirmer, comme nous affirmons qu'elle est apolitique, dans le sens où elle se tient non pas en dehors de la vie nationale, mais à l'écart des grilles étroites des partis, qu'elle est au-dessus des petites et grandes rivalités de factions. Mais elle s'implique également et profondément dans la vie publique en créant de vastes courants, en disciplinant et en organisant les phalanges aguerries qui agissent pour défendre la liberté et pour la conquête de progrès toujours plus grands dans le domaine moral et civil* ».

Ferrari ne dissout pas son Rite, même après que la loi contre les sociétés secrètes présentée par Mussolini, qui voulait abattre la maçonnerie, eut été approuvée en novembre 1925. Son atelier d'artiste est plusieurs fois envahi par des opposants. Surveillé par la police, il est dénoncé le 25 mai 1929, sur l'accusation d'avoir tenté de réorganiser la maçonnerie, et il reçoit un avertissement. Il entretien en effet des rapports épistolaires avec G. Leti, avocat et antifasciste connu qui avait émigré en France, son lieutenant, auquel il transmit en mai 1929 les pleins pouvoirs. Il meurt à Rome le 19 août 1929.

FERRARIS de **Joseph** 20 avril 1726 - Vienne 1er avril 1814.



Le comte **Joseph** Jean **de Ferraris**, né et baptisé à Lunéville (duché de Lorraine) le 20 avril 1726 et décédé à Vienne le 1er avril 1814 est un officier général au service d'Autriche, cartographe, feldmaréchal, directeur de l'école de mathématique du corps d'artillerie des Pays-Bas, colonel propriétaire du régiment de Ferraris, établi dans les Pays-Bas autrichiens. Joseph de Ferraris est le fils du comte Louis de Ferraris (1685-1733) et de son épouse, Anne-Thérèse de Fontette (1692-1754), fille d'honneur de la duchesse de Lorraine et descendante d'un bâtard du roi de France Henri II. La famille de Ferraris est originaire de Biella, au Piémont, et est entrée au service du duc Charles V de Lorraine lorsque celui-ci était exilé à Innsbruck. Lors du retour du duc Léopold dans ses duchés, les Ferraris le suivirent et s'installèrent en Lorraine (début du XVIIIe siècle).

Joseph de Ferraris avait épousé tardivement, le 25 novembre 1776 en l'église Sainte-Gudule à Bruxelles, Marie-Henriette-Christine d'Ursel (1743-1810), fille Charles, deuxième duc d'Ursel. Ils n'eurent qu'une fille, la comtesse Thérèse-Josèphe-Marie-Anne de Ferraris (1779-1866), qui épousa en 1799 le comte François Zichy. Ils sont la souche des Zichy-Ferraris, dont leur fille, Mélanie de Zichy-Ferraris, épouse du Prince de Metternich.

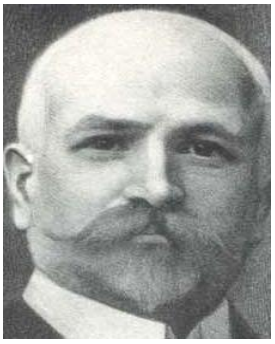
Carrière
À l'âge de neuf ans (en 1735), le comte Joseph de Ferraris fut nommé page de l'impératrice douairière Amélie. Six ans plus tard, en 1741, il entra dans le métier des armes en devenant enseigne au régiment d'infanterie *Grünne* n° 264. Sa carrière connaîtra une ascension assez rapide, puisqu'en 1742 il accéda au grade de capitaine-lieutenant, en 1750, il devint major et en 1757, lieutenant-colonel. En 1758, alors âgé de trente-deux ans, il reçut le commandement du régiment d'infanterie *Charles de Lorraine* n° 3. La même année, il participa et se distingua à la bataille de Hochkirch (14 octobre 1758) et reçut, à ce titre, l'ordre de Marie-Thérèse. En 1761, il accéda au grade de général-major et fut nommé, l'année suivante, directeur de l'artillerie des Pays-Bas autrichiens.

Il faisait partie comme beaucoup d'aristocrates bruxellois de son temps de la loge *l'Heureuse Rencontre*, seconde loge de Bruxelles, loge fréquentée principalement par des membres de la haute noblesse et des Lignages de Bruxelles (nº 8, membre agrégé - tableau de 1777 et tableau de 1786).

Exemple de carte de Ferraris.
Le comte de Ferraris s'est fait connaître par la carte publiée en 1777 où tous les Pays-Bas autrichiens sont repris dans le moindre détail. Cette carte, composée à des fins militaires, est cependant le témoin d'un territoire métamorphosé depuis par l'industrialisation. Elle reprend les Pays-Bas autrichiens et la principauté de Liège, à l'échelle 1:11520, en 275 planches d'un format de 135 x 85 cm.

FERRER GUARDIA Francisco

Barcelone 1859 – 1909.



Le pédagogue catalan Francisco Ferrer Guardia est une des personnalités mythiques du laïcisme occidental du XIXe siècle. Bien qu'on le classe souvent parmi les meilleurs éducateurs contemporains, son prestige est davantage dû aux circonstances particulières de sa mort qu'à la réelle valeur de son œuvre. Fils d'une famille de petits propriétaires terriens, il émigre à Barcelone à 14 ans et sympathise très tôt avec le radicalisme fédéral de la ville. En 1813, il est initié dans la loge « *Vérité* » et choisit « Cero » (Zéro) comme nom symbolique. Il y rencontre d'illustres républicains qui le renforcent dans ses convictions politiques et le décident à adopter une mentalité de libre penseur. Animé par un esprit révolutionnaire, il profite de son travail de contrôleur sur la ligne de chemin de fer Barcelone-Port-Bou pour servir de liens avec les « zorrillistes » exilés en France.

En 1886, après avoir participé à la tentative se putsch antimonarchique, il s'expatrie à Paris jusqu'en 1901. Lors de son séjour dans la capitale française, son idéologie politico-religieuse devient plus radicale.

En 1890, il s'affilie à la loge « *Les Vrais Experts* ». Il atteint le 31° en 1897. Il prend d'importants engagements dans le Grand Orient de France et lui prête d'éminents services d'information et de représentation.

Dans le même temps, il continue de tisser d'importants liens avec le mouvement libre penseur, fréquente les associations qui lui sont attachées, et assiste à tous les congrès organisés par la Fédération française ou la Fédération internationale de la Libre Pensée. Dans les dernières années du XIXe siècle, il travaille également comme professeur d'espagnol pour l'association philotechnique, le lycée Condorcet et les cours de commerce de Grand Orient de France. C'est ainsi qu'il fit son incursion décisive dans le monde de l'enseignement. Dépité par les scandales de l'affaire Dreyfus et du boulangisme, et animé par sa propre expérience de l'enseignement ainsi que par l'exemple de P. Robin et de quelques autres éducateurs anarchistes, il abandonne le combat politique direct et cherche une solution aux problèmes sociaux du côté de l'enseignement rationaliste. En 1901, grâce à l'argent dont il hérita d'Ernestine Meunier, une de ses anciennes élèves, il fonda à Barcelone l'Ecole Moderne, petite école indépendante de l'Eglise et de l'Etat où il proposait un enseignement « rationnel et scientifique ». Dans la pratique, l'Ecole Moderne n'apporte rien de nouveau dans la pédagogie et prodigue un constant endoctrinement antiétatique, antinationaliste, anticapitaliste et antireligieux. Elle forme des militants combatifs. La capacité d'organisation de Francisco Ferrer le conduit également à fonder une maison d'édition et un service d'extension de la culture. Outre ses activités pédagogiques, il soutient financièrement plusieurs journaux, comme *La Huelga général* (La Grève générale), dans lesquels il fait part des idées de l'enseignement rationaliste et prêche la révolution sociale. En 1906, il est emprisonné en tant que complice présumé de l'attentat avorté contre Alphonse XIII, perpétré par Mateo Moral, un employé de l'Ecole Moderne. Le gouvernement décide de fermer définitivement les portes de l'école. En 1907, il est déclaré innocent et remis en liberté, bien que son prosélytisme soit toujours considéré comme dangereux par le gouvernement et les classes conservatrices. Il n'abandonne pas le combat pour autant et, un an plus tard, il fonde la Ligue internationale pour l'éducation rationnelle de l'enfance, dont le comité de direction édite, la revue *L'Ecole rénovée*. Cependant, en 1909, il est à nouveau incarcéré et accusé d'être à l'origine de la Semaine tragique à Barcelone. Lors d'un procès irrégulier et arbitraire, il est condamné à la peine capitale par un tribunal militaire et immédiatement fusillé au château de Montjuich.

Sa mort, un crime légal, provoque un tollé international. Bien que le « frère Zéro » se soit formellement affranchi des ateliers franc-maçonniques depuis son retour en Espagne, et que la loge « Les Vrais Experts » lui ait donné son congé en 1908, tant le Grand Orient de France que la Grande Loge Symbolique Régionale Catalogne-Baléares sont parmi les premiers à protester. Le Grand Orient Espagnol se montre beaucoup plus réticent. De même que tous les secteurs progressistes de gauche, de nombreuses obédiences et loges européennes et américaines réclamèrent alors le titre de « martyr de la libre pensée » pour Francisco Ferrer Guardia.

FERRY **Jules** Saint-Dié 1832 – Paris 1893.



Journaliste, il fut rédacteur du journal Le Temps. Son nom est attaché aux grandes lois de la IIIe république qui organisèrent l'enseignement laïque, gratuit et obligatoire.

Jules Ferry entre en maçonnerie, à « *La Clémente amitié* », en compagnie de Littré et du linguiste belge Honoré Chavée, le 8 juillet 1875, puis il s'affilie à la Loge "*Alsace- Lorraine*", Paris. Cette tardive adhésion peut s'expliquer par des affinités philosophiques, des liens personnels et la conjoncture politique. Il est positiviste à un moment où cette philosophie, dans son courant laïque, imprègne la maçonnerie. Ferry fréquente des maçons depuis ses débuts en politique, comme Méline ou Floquet, et sept de ses douze collègues du gouvernement provisoire de 1870 sont des frères (Arago, Gambetta, Crémieux, Garnier-Pagès, Pellatan, Rochefort, Simon). La conjoncture joue un rôle décisif.

En 1875, les républicains doivent se regrouper pour faire face à l'Ordre moral clérical, et le Grand Orient tend à les souder dans la bataille politique qui s'annonce.

La presse accorde une large place à ces trois initiations. Ferry est reçu pour le compte de la loge « *L'Alsace-Lorraine* », ce qui se conçoit étant donné ses origines. Mais le vénérable de *La Clémente*, Charles Cousin, est aussi un de ses chauds partisans. La cérémonie est spectaculaire. Elle se tient en présence d'Antoine de Saint-Jean et de treize conseillers de l'Ordre, d'une délégation du Suprême Conseil conduite par Emmanuel Arago. Des centaines de maçons ne peuvent trouver place dans le temple et doivent la suivre sur le parvis. La séance s'ouvre à 9h30. Après la lecture des testaments, les profanes sont introduits – Ferry, conduit par Garnier-Pagès, porte un véritable bandeau et répond à plusieurs questions.

Le discours qu'il devait tenir est reporté et seul Gambetta prononce quelques paroles en soulignant « *qu'au moment où le spectre de la réaction menace d'inquiétude la France (…) c'est dans le sein d'une société laborieuse, progressive, libre et fraternelle comme l'est la franc-maçonnerie, que nous trouvons des consolations et des encouragements pour lutter contre les outrages grossiers faits à nos lois physiques, sans cesse violées par les ridicules exagérations et les prétentions sans bornes de l'Eglise* ».

Il souligne ainsi que c'est pour renforcer le combat anticlérical que les trois impétrants sont reçus maçons. Au cours de la tenue ou du banquet familial qui suit, se presse l'élite du parti républicain avec les maçons Louis Blanc, Brisson, Floquet, Heredia, Edmond About, Antonin Dubost, Casse, Valentin, et quelques profanes comme Edmond Adam et Challemel-Lacour. Ferry s'inscrit donc à « *L'Alsace-Lorraine* » et y parraine vraisemblablement son beau-frère, Charles Risler, initié le 9 mars 1876. Il figure sur le tableau jusqu'à sa mort. Il y est reçu compagnon le 22 juin 1876. Le 9 juillet, *La Clémente* fête l'anniversaire des réceptions devant 750 maçons dont plusieurs parlementaires. Après des exposés de Littré et de Wyrouboff sur l'éducation, Jules Ferry présente un exposé sur les lins entre le positivisme et la maçonnerie, les fondements de la morale sociale et laïque qui permet à l'homme de « *jeter ses béquilles théologiques et marcher librement à la conquête du monde* ». Lorsqu'il reçoit une délégation de la loge « *L'Etoile du Nord* », en 1879 il reconnaît être un maçon peu assidu mais luttant « *pour le triomphe de nos principes* ».

Son entourage, quand il prend en charge l'instruction publique, comprend peu de maçons (Jules Steeg, Alfred Rambaud, initié à La Clémente en 1881), mais sa politique est approuvée par les autorités maçonniques. Le Convent du Grand Orient décide pourtant de ne pas lui adresser de motion approbatrice pour éviter de fournir des armes à ses adversaires. A l'opposé, Jules Simon se retire du Suprême Conseil, ulcéré des critiques qu'il subit pour avoir voulu maintenir l'enseignement des devoirs envers Dieu.

Dans le premier ministère Ferry, formé en 1880, on ne compte qu'un seul maçon : Tirard, à l'Agriculture. Mais dans son second cabinet, constitué en 1833, on relève la présence de plusieurs membres ou anciens membres de l'Ecole Mutuelle : Tirard aux Finances, Méline à l'Agriculture, Hérisson au Commerce… David Raynal (du Rite Ecossais) est aux Travaux Publics.

La maçonnerie est alors plus radicale que ferryste ou gambettiste, même si Charles Cousin préside aux destinées du Grand Orient assisté par Wyrouboff, le directeur de La Philosophie positive. Le Conseil de l'Ordre, dès 1883, est majoritairement radical. Cousin, excédé par les attaques portées par certains collègues contre Ferry, démissionne en mars 1885, de la présidence. Dans des Ultima verba, il invite les loges à ne pas se laisser entrainer par « *des violents, des exaltés, des beaux parleurs* » et à fuir « *comme la peste les politiciens de profession qui caressent l'espoir de se faire nourrir par la République* ». Le départ de Cousin ouvre l'ère du radicalisme triomphant. A.C.

FERSEN comte de **Jean Alex** Stockholm 4 septembre 1755 - 20 juin 1810.

Axel de Fersen est issu d'une grande famille noble suédoise d'origine écossaise. Son père le feld-maréchal Frédéric de Fersen a servi treize ans en France en tant que commandant du régiment Royal Suédois. Axel de Fersen termine ses études en Europe pour parfaire son éducation. Officier des dragons de la garde suédoise, il est présenté le 1er septembre 1774 à Versailles au roi Louis XV. C'est à cette occasion qu'il rencontre Marie-Antoinette qui n'est encore que dauphine dont il va tomber follement amoureux.



Beau garçon, toutes les femmes tombent amoureuses de lui. Il aura de nombreuses aventures et passera une bonne partie de son temps à faire la fête. Après un séjour en Suède, il revient en France en août 1778. Grâce à Marie-Antoinette il est nommé colonel au régiment Royal-Deux-Ponts. En mars 1780, avec l'appui du baron de Breteuil et du comte de Vergennes il devient aide de camp du comte de Rochambeau. La même année, il part pour l'Amérique qui est en pleine guerre d'Indépendance. Il y séjournera environ trois ans. A son retour en juin 1783, toujours appuyé, voir imposé par Marie-Antoinette il prend le commandement du régiment Royal-Suédois. Il songe un moment à se marier avec Germaine Necker (future madame de Staël), mais finalement il décide de rester libre pour la reine qui l'aime véritablement. Dès octobre 1789, Alex de Fersen va essayer d'aider au mieux Marie-Antoinette. Instigateur de la fuite de Varennes, il va même être le cocher de la voiture qui conduit la famille royale jusqu'au premier relais.

Franc-Maçon, en 1786, de la Loge "*L'Olympique de la Parfaite Estime*".
Il entre en contact avec Léopold II frère de Marie-Antoinette et avec le roi Gustave III de Suède pour les convaincre de déclarer la guerre à la France. Il manque peu de choses pour que le projet aboutisse, mais en 1792, Gustave III qui s'apprêtait à lutter contre la Révolution française est assassiné. Ne pouvant sauver la reine, Fersen rentre en Suède à la Cour de Charles XIII où il sera successivement ambassadeur au congrès de Rastatt, feld-maréchal, chancelier de l'université d'Upsala. Le prince héritier Christian-Auguste duc d'Augustenborg meurt, des bruits non fondés courent qu'Alex de Fersen l'aurait empoisonné. Le 20 juin 1810, jour des obsèques du duc, la foule prend à partie Fersen et le lapide.

Père de Louis XVII ?
Si tous les historiens s'accordent à dire qu'il y eut une très grande passion entre Marie-Antoinette et Axel de Fersen, certains avancent aussi l'hypothèse suivante : *Lors de la fête de la Saint-Jean en donnée en l'honneur de Gustave III en juin 1784, Axel de Fersen était présent. Or, neuf mois après, Marie-Antoinette donna naissance à un fils le futur Louis XVII. Louis XVI écrivit dans son journal intime : « La reine à mit au monde le duc de Normandie, tout c'est passé comme lorsque mon fils est né » , comme s'il ne se sentait pas concerné. Cette dernière phrase et une certaine ressemblance avec Axel de Fersen ont contribué à accréditer la thèse de sa paternité...*

Correspondance perdue
Marie-Antoinette et Axel de Fersen ont échangé de très nombreuses lettres qui malheureusement ont presque toutes disparues. Fersen à aussi correspondu de nombreuses fois avec son père et sa soeur. Ces lettres, conservées, puis publiées en 1930 sous le nom de Correspondance témoignent de la passion que le comte avait pour la reine.

www.**histoire-en-ligne.com**

FICHTE **Johann Gottlieb** Rammenau en Lusace 19 mai 1762 - Berlin 27 janvier 1814.



Philosophe allemand du XIXe siècle. Johann Gottlieb Fichte est né en Saxe, il est le premier des huit enfants de Christian Fichte, né en 1737 et décédé en 1812, et de Dorothea, née Schurich, née en 1739 et décédé en 1813. Il descendait d'une famille suédoise, établie en Allemagne pendant la guerre de Trente Ans. Son père, simple mercier et fabriquant de rubans, n'aurait pu lui donner une bien haute éducation, si un voisin, qui avait remarqué chez l'enfant d'heureuses dispositions, n'eût pris soin de le faire instruire à ses frais, précise le Grand Dictionnaire Larousse du XIXe siècle.

Dans le village de Rammenau en Saxe, le duc Ernst Haubold von Miltitz, remarqua Johann à l'âge de 10 ans, car il arrivait à réciter les prêches du curé. C'est pour cette raison que le duc prit le garçon en charge, d'abord auprès du curé Gotthold Leberecht Krebe, puis il l'envoya à l'école de Meissen, et en 1774, à l'école de École régionale de Pforta proche de Naumburg.

Formé à l'École régionale de Pforta, il poursuit des études de théologie à Iéna et à cette occasion découvre la philosophie. N'ayant pas été retenu dans les fonctions cléricales, il se fait précepteur à Königsberg. Il dispense des cours notamment sur la philosophie critique de Kant qu'il étudiera avec ferveur. Il est également un disciple de Lessing. Il doit son premier succès à un malentendu : son premier essai *Essai d'une critique de toute révélation* (1792) est publié anonymement et le public l'attribue à Emmanuel Kant.

La Révolution française
Dès 1789, Fichte demande une place de prédicateur auprès des armées françaises et pense s'installer en France. Fichte prend part aux débats concernant la révolution française dans les années 1793-1794 où seront publiés :

Demande aux princes en restitution de la liberté de penser
Contributions pour rectifier le jugement du public sur la Révolution française.

Ces textes soutiendront les évènements français et souligneront par ailleurs la dignité de l'homme, ses droits, et la faculté qu'à le peuple de modifier la constitution du pays auquel il appartient. Cela s'oppose à l'aisance confortable que le clergé et la noblesse s'étaient assurés, puisque les privilèges peuvent être abolis par la volonté du peuple, conformément au principe de **contrat social**. C'est en écrivant son ouvrage sur la Révolution qu'il déclare recevoir les premiers pressentiments de son système philosophique.

Enseignement philosophique
Fichte devient en 1793 professeur de philosophie à Iéna, où il suscite un grand enthousiasme par son éloquence, ainsi que par la nouveauté de ses idées.
Tandis que ses cours prodigués à Iéna deviennent célèbres, il écrit :
en 1794 *Leçon sur la destination du savant* (all. *Über die Bestimmung des Gelehrten*)
en 1796 *Fondements du Droit naturel* (deuxième partie du livre publiée en 1797) (all. *Grundlage des Naturrechts*)
en 1798 *Système d'éthique* (all. *System der Sittenlehre*)

La réalité n'est rien d'autre que l'effort du Moi transcendantal pour prendre conscience de soi comme liberté. Pour ce faire, il doit s'opposer à lui-même une limite, un non-moi. Aussi toute réalité doit être déduite, c'est-à-dire exposée comme condition nécessaire de cette prise de conscience. Pour autant, on ne saurait parvenir à la suppression de toute limite, l'homme continue à progresser après sa mort, comme le voulait Kant dans ses postulats de la Raison pratique.

Dans *le Fondement du Droit naturel*, Fichte découvre l'intersubjectivité, l'appel d'un autre moi que moi comme condition de ma propre conscience de moi-même. Ainsi autrui est moins celui qui me limite, me fait prendre conscience que je ne suis pas absolu, que je ne suis pas Dieu, que celui qui me provoque à l'infinie liberté dont je suis porteur. Il assimile cet appel à l'éducation (Fichte connaissait le pédagogue suisse Johann Heinrich Pestalozzi). En ce sens, Fichte peut être considéré comme le fondateur de la philosophie de l'éducation moderne, et sans doute de toute la philosophie post-kantienne, hantée par la question d'autrui. Il théorise la possibilité d'influencer autrui sans le soumettre à une contrainte. Le Droit est cependant distinct de l'Éthique. Il naît de la possibilité qu'a le sujet de ne pas reconnaître autrui comme un autre moi. Il faut alors lui opposer une contrainte. Enfin, si l'éducation a pour fin la liberté, elle suppose une souveraineté absolue des parents sur leur progéniture.

En 1798 on propose à Fichte un poste dans un nouveau type d'école centrale à Mayence sous le patronage de la République française. Fichte esquisse alors le projet d'un *institut pédagogique purement scientifique* mais il ne répond pas à cette invitation. En 1799 il est accusé d'athéisme et se voit assailli d'ennemis qui ne partagent pas ses vues sur la Révolution. Il doit donc démissionner et quitter la ville d'Iéna. Il publie en 1800 *L'État commercial fermé* puis achève quatre ans plus tard ce qu'il avait commencé en 1797 sous le titre de *Doctrine de la science*. Entre 1804 et 1805, Fichte expose quatre fois, à Berlin puis à Erlangen, sa *Doctrine de la science*. Il enseigne à Berlin où il devient en 1811 recteur de l'université. Mais, il ne délaisse pas pour autant la réflexion philosophique. Sa reconnaissance n'a toutefois pas résisté au succès de son successeur Georg Wilhelm Friedrich Hegel.

La Nation et l'État
Alors que Fichte est prêt à combattre contre ses compatriotes pour la République, il change de position en 1806 avec les guerres napoléoniennes, car il estime que la France n'apporte plus la liberté mais la tyrannie. Lors de l'invasion des Français en Prusse, il prononça ses *Discours à la nation allemande*, en 1807, qui ranimèrent vivement l'esprit public contre la France. Déçu par la franc-maçonnerie dont il fut membre, il opposa à la réalité de la franc-maçonnerie de son temps l'idéal maçonnique, à savoir celui d'une élite dont la mission est de propager le modèle d'une organisation nouvelle de l'humanité. Il donne notamment une série de conférences devant la loge Royal York de l'Amitié (Berlin) en 1800, qu'il publiera en 1802 sous forme de lettres.

Pour Fichte, la Nation se détermine de façon objective par la culture, l'histoire et la langue. Certaines nations ont su conserver au cours des âges la langue originelle de leurs ancêtres, ce sont les « nations-mères ». Le peuple allemand, supposé avoir conservé sa langue depuis l'antiquité est ainsi une de ces nations-mères, par opposition aux nations de langues latines, puisque celles-ci ont oublié le latin antique au bénéfice de nouvelles langues dérivées. Le peuple allemand doit s'unifier. Fichte est ainsi un des premiers penseurs pangermanistes. La Nation s'incarne dans l'État, lequel représente et décide « l'orientation de toutes les forces individuelles vers la finalité de l'espèce ». L'État doit être démocratique, assurant la liberté de chacun, et la possibilité pour chacun d'avoir une vie heureuse et profitable, en assurant une distribution équitable des richesses. L'homme « doit travailler sans angoisse, avec plaisir et joie, et avoir du temps de reste pour élever son esprit et son regard au ciel pour la contemplation duquel il est formé... C'est là son droit puisque enfin il est homme».

Doctrine de la science
Dans le but de compléter le système de Kant et de donner une base inébranlable aux connaissances humaines, Fichte imagina une théorie qu'il appelle la **Doctrine de la science** : partant de la seule idée du moi, il prétend en faire sortir la notion du monde et celle de Dieu même.

Ce système est connu sous le nom d'idéalisme transcendantal. Il le modifia lui-même considérablement dans la suite, et tomba dans une espèce de panthéisme. Il reconnut enfin la vanité de la spéculation et la nécessité de s'en rapporter aux convictions naturelles de la conscience. Les commentateurs contemporains, comme Alexis Philonenko, tendent cependant à souligner plutôt la profonde unité de la pensée de Fichte. Ses revirements seraient plus apparents que réels.
Il décède en 1814 du typhus.

INFLUENCE
Fichte et l'idéalisme allemand
Fichte eut un grand nombre de disciples, entre autres Schelling, qui devint ensuite son adversaire, puis Hegel qui prit sa succession à l'université de Berlin.

Mais ce fut d'abord Hölderlin, son auditeur direct à Iéna en 1794 - 1795, qui transmit sa « réception » *critique* de l'enseignement de Fichte, reconnu par lui comme un « titan », à ses anciens compagnons du *Stift* de Tübingen Hegel et Schelling, lesquels « entendirent » plus ou moins bien, et après coup pour ce qui est de Schelling, l'objection de Hölderlin à l'idéalisme allemand dont celui-ci participe10, et qui est justement en train de se former, après Fichte, autour du « trèfle » fondateur : Hölderlin — Hegel — Schelling. L'objection capitale de Hölderlin dans *[Être, jugement]*, c'est qu' « il ne faut pas confondre l'être avec l'identité » (« *Aber dieses Seyn muss nicht mit der Identität verwechselt werden* »). L'influence de Fichte sur Hölderlin, *via* aussi celle que le philosophe de Iéna (à quelques foulées de cheval de Weimar) exerce sur la pensée de Schiller, est également grande dans le corps de l'œuvre poétique de Hölderlin, par rapport à l'aspect philosophique, et d'une manière plus masquée en plein absolutisme des « pays allemands » — politique (les idées révolutionnaires « jacobines » de Fichte), que revêt la pensée poétique hölderlinienne: dans le roman solaire *Hypérion ou l'ermite de Grèce* surtout, ainsi que peut-être dans ce poème « parfait », mais qui pourrait être « à clé », qu'est *Moitié de la vie* (*Hälfte des Lebens*).

Fichte et la France

Fichte connut une première réception en France pendant la Révolution française de 1789. Il est lu comme une philosophie pour sans-culottes. Parmi ses étudiants, il compte le Français Claude Camille Perret en 1793. En 1795, Fichte est cité avec Kant dans le Moniteur universel. Son expression "Je suis Dieu" est connue en 1797.

Madame de Staël rend Fichte populaire dans son livre *De l'Allemagne*. Victor Cousin le mentionne dans ses cours. Mais Fichte ne commence à être traduit qu'au milieu du xix^{e} siècle par Grimbolt, F. Bouilier, Jules Barni. C'est seulement sous la Troisième République que Fichte trouve en France sa pleine réception en particulier avec Xavier Léon. Jaurès écrit deux livres sur Fichte.

Fichte est surtout connu en France pour être le concepteur de la théorie de la *Nation allemande*, fondée sur le droit du sang. En cela il est traditionnellement opposé à Ernest Renan (qui se rattache au droit du sol). Ses *Discours à la Nation allemande* renferment également un programme pédagogique. Il prononça ses discours lors de l'invasion des Français en Prusse. Il fut considéré comme un des initiateurs du mouvement pangermaniste par Victor Delbos, Emile Boutroux ou Charles Andler. Mais Xavier Léon et Victor Basch ont montré au contraire son attachement aux valeurs rationalistes, républicaines et démocratiques.

FISCO **Claude** Louvain 22 janvier 1736 - Kwerps 4 février 1825.

ingénieur militaire, d'abord au service d'Autriche puis des États belgiques unis. Décédé dans l'oubli à Kwerps où son neveu était curé.

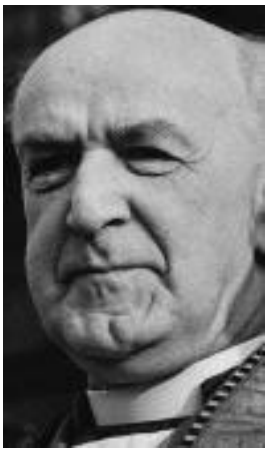
Il interrompit sa carrière au sein des armées autrichiennes pour devenir architecte et contrôleur des travaux de la ville de Bruxelles, mais reprit ensuite du service comme ingénieur des fortifications dans les armées belgiques lors de la Révolution brabançonne.

Comme beaucoup de personnalités bruxelloises de l'époque autrichienne, il fut un adepte de la Franc-maçonnerie, membre de la loge *l'Heureuse Rencontre*, seconde loge de Bruxelles, n°8, où il est inscrit aux tableaux de 1777 et de 1786.

Ses œuvres

- l'Amigo, reconstruit en 1791.
- projet refusé pour une nouvelle place Royale.
- la place Saint-Michel, actuelle place des Martyrs, dont il fit les plans ainsi que ceux des bâtiments qui l'entourent, les travaux furent terminés en 1775.
- l'église Saint-Pierre à Uccle, réalisée de 1778 à 1782.

FISHER **Geoffrey** Cantorbéry 5 mai 1887 - 15 septembre.



Pasteur de l'Église d'Angleterre en 1913, évêque de Chester en 1932, de Londres en 1939 puis archevêque de Canterbury en 1945, c'est-à-dire chef spirituel de l'Église, le roi ou la reine étant le chef temporel.

Initié Franc-Maçon, en 1916, Grand Chapelain de la Grande Loge Unie d'Angleterre (1937 et 1939), Grand Maître Provincial du Norfolk. Aurait appartenu à la Loge La Constante Amitié, Arras.

Fisher grandit dans une famille anglicane et poursuivit ses études au Marlborough et Execter College à Oxford. Il était maître assistant au Marlborough College quand il décida de devenir prêtre et fut ordonné en 1913. A cette époque les Public Schools anglaises avaient des liens étroits avec l'Eglise d'Angleterre et il n'était pas rare que les professeurs fussent dans les ordres. Les chefs d'établissement étaient spécifiquement prêtres. En 1914, Fisher fut nommé directeur de Repton, succédant à William Temple qui fut également Archevêque de Cantorbéry.

D'après la plupart des comptes-rendus, Temple ne fut pas un bon directeur et Fisher dut restaurer la discipline. L'écrivain pour enfants Roald Dahl (1916-1990) fréquenta Repton sous la direction de Fisher et, dans son autobiographie, il rapporte qu'un de ses amis fut fouetté avec une canne par Fisher de façon désinvolte et cruelle — « coups vicieux » —

Une procédure qui apparemment a été répétée de nombreuses fois avec d'autres garçons, provoquant chez Dahl une « impression durable d'horreur » et des doutes quant à la sincérité des hommes d'église en général. En fait, Dahl s'étonne que Fisher ait jamais pu devenir archevêque de Cantorbéry. Fisher a été nommé évêque de Chester en 1932 puis évêque de Londres en 1939.

Archevêque de Cantorbéry
En 1942 Cosmo Lang, archevêque de Cantorbéry fut remplacé par William Temple. Temple était un fervent chrétien et socialiste, et les opinions publique et ecclésiale prévoyaient des bouleversements dans l'après-guerre. Toutefois, Temple mourut en 1944. Certains estimèrent que le meilleur choix était désormais George Bell, l'évêque de Chichester. Toutefois Fisher fut nommé, ce qui donna lieu à des controverses. Fisher fit un effort dans la révision du droit canon de l'Église d'Angleterre. Bien que largement dépassés, les canons de 1603 étaient encore en vigueur à l'époque. Fisher a présidé la cérémonie du mariage de la futur reine Elisabeth et en 1953, celle de son couronnement qui fut retransmis en direct à la télévision dans le monde entier. Il rendit visite au Pape Jean XXIII en 1960, première rencontre de l'archevêque de Cantorbéry et du pape depuis la Réforme.

Fisher était un franc-maçon engagé. Bien que de nombreux évêques de l'Église d'Angleterre de son époque fussent également membres de la Franc-maçonnerie, Fisher avait atteint lui-même à de très hauts grades maçonniques et était Grand Aumônier de la Grande Loge unie d'Angleterre.

Succession
Fisher prit sa retraite en 1961. Il informa le Premier Ministre Harold Macmillan, qu'il ne considérait pas Michael Ramsey qui avait été son élève à Repton, comme un successeur valable. Ramsey relata plus tard au Reverend Victor Stock la conversation que Fisher avait eu avec le Premier Ministre, Fisher disant :
« Je viens de vous donner quelques conseils au sujet de mon successeur. Qui que vous choisissiez, ce ne doit être en aucun cas Michael Ramsey, l'Archevêque d'York. Le docteur Ramsey est un théologien, un savant et un homme de prière. Par conséquent, il est totalement inadapté comme archevêque de Cantorbéry. Je le connais depuis toujours, j'étais son proviseur à Repton. » Macmillan répondit : *« Je vous remercie, Votre Grâce, pour votre aimable conseil. Vous fûtes le proviseur du docteur Ramsey mais vous n'avez pas été le mien. »* En conséquence, Macmillan méprisa le conseil et nomma Ramsey qui est considéré par certains comme le plus grand archevêque de Cantorbéry du XXe siècle.

Retraite
Fisher fut nommé pair non héréditaire avec le titre de baron de Lambeth Fisher (Lambeth faisant référence à Lambeth Palace, résidence des archevêques de Cantorbéry). Il est conventionnellement admis depuis que les archevêques de Cantorbéry en retraite soient nommés pairs et membres de la chambre des Lords.

Héritage
Lorsqu'il a pris sa retraite, Fisher pensait laisser l'Église d'Angleterre en bonne santé, mais peu de temps après elle fut plongée dans le tumulte des années 1960 et elle y fit difficilement face. On a rétrospectivement critiqué Fisher de ne pas avoir gouverné dans un esprit constructif. Nombre d'anglicans doutent que les énergies de l'Église devaient se focaliser sur la réforme du droit canon. Si Temple avait vécu, il aurait peut-être joué un rôle de premier plan dans la reconstruction d'après-guerre, où il avait trouvé beaucoup de points communs avec les dirigeants du gouvernement travailliste de Clement Attlee. Dans un sens, la critique est injuste car elle suppose que Fisher aurait dû être quelqu'un d'autre. Ce fut un homme simple, satisfait de l'Église d'Angleterre et qui voulait bien faire son travail. Son expérience a été d'une certaine façon limitée, n'ayant jamais été curé de paroisse. Ces critiques de Fisher sont souvent dues à sa réputation de comportement de chef d'établissement. Il convient également de noter que ces critiques des années 1950 comme une période d'occasions manquées ne se limite pas à Fisher et à l'Église d'Angleterre mais aux Églises en général ainsi qu'aux gouvernements britanniques de la période. Wikipédia

FITZ de Charles James Saint-Germain-en-Laye 4 novembre 1712 – Paris 22 mars 1787.

Charles de Fitz-James duc de Fitz-James, était un militaire français du XVIII[e] siècle, pair et maréchal de France. Fils du maréchal de Berwick et petit-fils de Jacques II Stuart, roi d'Angleterre. Né le 4 novembre 1712, et connu d'abord sous le nom de « comte de Fitz-James », il n'avait que dix-sept ans, lorsque, sur la démission du comte Henri de Fitz-James, son frère aîné, et après que François de Fitz-James, son autre frère, eut embrassé l'état ecclésiastique, il fut pourvu, le 28 décembre 1729, du gouvernement et de la lieutenance-générale du Limousin. En 1730, le comte Charles entra aux mousquetaires, obtint une compagnie au régiment de cavalerie de Montrevel, le 31 mars 1732, et, l'année suivante, un régiment de cavalerie irlandaise, auquel on donna le nom de Fitz-James.

Guerre de Succession de Pologne
Cette même année, la paix, dont jouissait l'Europe depuis près de vingt ans, fut troublée par la mort d'Auguste, roi de Pologne. La guerre s'alluma de toutes parts.

Une armée française, sous la conduite du maréchal de Berwick, pénétra en Allemagne : Charles de Fitz-James y fit ses premières armes, à la tête de son régiment : d'abord au siège de Kehl (1733), puis à celui de Philippsbourg (1734). Il était auprès de son père, lorsque celui-ci fut tué d'un coup de canon, et il fut convert de son sang et de sa cervelle. Le duc Charles continua de servir à l'armée du Rhin, en 1735, sous les ordres du maréchal de Coigny, jusqu'aux préliminaires de la paix de Vienne (1738). Il fut créé duc de Fitz-James et pair de France en 1736.

Il fut l'un des premiers francs-maçons français dans la Loge de Bussy (1735).
Guerre de Succession d'Autriche
La mort de l'empereur Charles VI devint, en 1740, le signal d'une guerre nouvelle, celle de la succession d'Autriche. La France appuyait les prétentions de l'électeur de Bavière au trôné impérial.

En 1741, une armée de quarante mille hommes passe le Rhin au Fort-Louis, sous les ordres du maréchal de Belle-Isle, une autre armée, forte aussi de quarante mille hommes, passe la Meuse dans le même temps. C'est dans cette dernière que servait, comme brigadier, le nouveau duc de Fitz-James, sous les ordres du maréchal de Maillebois. Il est peu d'actions, dans cette guerre, auxquelles il n'ait pris quelque part. Il se trouvait à l'armée du maréchal de Belle-Isle, lors du siège et de la retraite de Prague.

Rentré en France, au mois de juillet 1743, il finit la campagne en Basse-Alsace, sous le maréchal de Noailles.
L'année suivante, il fut promu au grade de maréchal-de-camp, et employé, en cette qualité, à l'armée du roi. Il commandait les travaux du siège de Tournay, en 1745, le jour où le roi gagna la bataille de Fontenoy, à laquelle il eut la douleur de ne pouvoir participer. Il servit ensuite aux sièges d'Oudenarde et de Dendermonde.

En 1746, il fut employé à l'armée des Flandres, sous les ordres du maréchal de Saxe. Il couvrit, avec l'armée, les sièges de Mons, de Saint-Guilhain et de Charleroi, servit à celui de Namur (1746), et prit part à la victoire de Rocourt. La bataille de Lawfeld, moins disputée et plus sanglante que celle de Fontenoi, ouvrit la campagne de 1747 dans les Pays-Bas. Le duc de Fitz-James, après y avoir donné de nouvelles preuves de courage, marcha, avec l'armée, au siège de Bergen-op-Zoom (1747), que Lowendahl devait investir : il eut encore l'honneur de contribuer à la prise de cette place.

Il était aussi devant Maestricht, lorsque furent signés entre la France, l'Angleterre et la Hollande, les préliminaires d'Aix la-Chapelle (1748). Cette paix vint enfin mettre un terme aux calamités dont l'Europe gémissait depuis huit ans. La guerre avait été surtout ruineuse pour la France, victorieuse, il est vrai, en Provence, sur le Rhin et dans les Pays-Bas, mais sans cesse menacée dans ses colonies, et voyant s'anéantir son commerce et sa marine. Les hostilités avaient à peine cessé, lorsque, le 10 mai 1748, le duc de FitzJames fut promu au grade de lieutenant-général. En attendant qu'il pût, par sa valeur, honorer cette nouvelle dignité sur d'autres champs de bataille, il alla se faire recevoir pair de France au parlement, et chevalier des Ordres du roi (reçu le 2 février 1756).

Guerre de Sept Ans
La guerre de Sept Ans le rappela en Allemagne : il eut alors le commandement de plusieurs corps détachés, et contribua à la victoire de Hastenbeck (1757) et à la prise de plusieurs places de l'électorat de Hanovre.

Il se trouva, l'année suivante, à la bataille de Crefeld, et fut chargé, quelques mois après, de conduire au prince de Soubise, qu'il joignit heureusement le 9 octobre, dix bataillons et douze escadrons détachés de l'armée que commandait le maréchal de Contades. Le lendemain 10, il combattit avec la plus grande distinction à Lutzelberg. À la malheureuse bataille de Minden, livrée le 1er août 1759 par le maréchal de Contades, et perdue par la désobéissance du maréchal de Broglie, le duc de Fitz-James chargea les Hanovriens à la tête de toute la cavalerie française, dont il avait le commandement.

Il revint en France an mois de novembre suivant. La guerre n'était point terminée, lorsqu'en 1761, il fut nommé commandant de la province de Languedoc et des côtes de la Méditerranée.

Conflit avec le parlement de Toulouse
Ce fut en 1763 qu'éclatèrent, entre le parlement de Toulouse et lui, ces dissentiments qui donnèrent lieu de part et d'autre à des violences et à des abus de pouvoir. Chargé de faire enregistrer des « édits bursaux » (portant création d'impôts) à la publication desquels le parlement se refusait, le duc de Fitz-James se rendit à Toulouse dans les premiers jours de septembre de la même année. Peu instruit, sans doute des formes parlementaires, plus habitué à celles des camps, il déploya tout d'abord un appareil de force armée qui irrita la magistrature au lieu de l'intimider.

Le 13 dudit mois, il vint prendre au parlement son rang de duc et pair, et requérir l'enregistrement des édits du roi. Usant des lettres de cachet dont il était porteur, il y procéda lui-même, assisté du premier président François de Bastard et du procureur général Riquet de Bonrepos, tandis que le parlement quittait la salle de l'assemblée et se retirait dans une autre chambre du Palais. Le duc s'y présenta après la transcriplion finie, et commanda aux magistrats de se séparer, sous prétexte qu'à minuit la cour entrait en vacation.

Un silence profond fut leur seule réponse : « *Messieurs, leur dit alors le duc de Fitz-James, j'ai des ordres très-précis du roi : si vous ne les exécutez pas, je les ferai exécuter avec la plus grande douleur, mais avec la plus grande fermeté.* » Le silence continuant à régner autour de lui, il descendit dans la grand'chambre, et fit appeler successivement les trois premiers présidents à mortier : il signifia en particulier à chacun d'eux une lettre de cachet, qui leur enjoignait de la part du roi de se retirer à l'instant chez eux et de sortir du Palais, sans remonter dans la chambre où le parlement était assemblé. Ils obéirent : d'ailleurs, pour assurer l'exécution de ses ordres, le duc avait fait placer a toutes les portes des sentinelles, dont la consigne était d'empêcher que nul officier du parlement ne pût y rentrer après en être sorti. Espérant continuer ainsi jusqu'au dernier membre de la cour, il fit appeler le quatrième président, mais celui-ci, n'ayant pas vu revenir ses collègues et concevant quelques soupcons, se fit suivre du parlement en corps, et se présenta ainsi escorté dans la salle de l'assemblée des chambres. Il était une heure du matin; la pâle clarté de deux bougies près de s'éteindre éclaira seule, aux yeux du duc de Fitz-James, cette longue file de magistrats vêtus de noir, marchant un à un et prenant place danus un morne silence.

Cet aspect lui causa une vive émotion, et, dans son trouble, il laissa au parlement la faculté de se proroger, ne prévoyant sans doute pas les suites qu'allait amener cette condescendauce. Ce fut seulement à neuf heures du matin, le 14 septembre, que se termina cette séance mémorable, pendant laquelle le Palais, entouré de troupes, ressemblait à une place de guerre investie de toutes parts. Malgré cet appareil menaçant, la cour arrêta d'énergiques remontrances, et les fit imprimer et afficher dans tous les carrefours de la ville.

Dès ce moment, le duc, justement blessé, ne mit plus de bornes à sa sévérité : par son commandement les magistrats furent arrêtés et contraints de garder les arrêts dans leurs propres maisons : des factionnaires furent placés dans la chambre de ceux des conseillers qui se refusèrent à donner une promesse écrite de ne point sortir de chez eux jusqu'à nouvel ordre. Ils étaient ainsi gardés à vue, et défense était faite de les laisser communiquer avec qui que ce fût, hors leurs plus proches parents, qu'ils ne pouvaient voir que l'un après l'autre, et en présence des sentinelles.

Ces arrêts rigoureux se prolongèrent pendant plus de six semaines : ce ne fut que dans les premiers jours de décembre qu'un ordre du roi vint rendre les magistrats à la liberté, et au parlement la faculté de s'assembler. Il en profita pour venger l'honneur de son corps, et, malgré l'entremise officieuse du premier président, François de Bastard, dont la sagesse et la fermeté dans ces circonstances étaient demeurées impuissantes à calmer les esprits, le duc de Fitz-James fut décrété de prise de corps, et le parlement fit afficher son arrêt en plein jour jusque sur la porte de l'hôtel du commandant de la province. Le parlement de Paris et les pairs du royaume réclamèrent : ils prétendirent avoir seuls le droit de juger les pairs. Les autres parlements appuyèrent de leur coté les prétentions du parlement de Toulouse. Le mot de *classes* fut alors prononcé, et il fallut un arrêt du conseil du roi pour mettre un terme à ces contestations qui duraient encore en 1767.

Dans ses démêlés avec le parlement de Toulouse, le duc de Fitz-James n'avait fait qu'obéir aux ordres de la cour. Cependant il perdit son commandement à la suite de cette affaire, qui devint pour lui la cause d'une longue disgrâce, et l'une des circonstances les plus importantes de sa vie.

Ce ne fut que plusieurs années après, en 1766, qu'il fut pourvu du commandement du Béarn, de la Navarre et de la Guyenne. Il fut appelé, en 1771, à celui de la province de Bretagne, dont il présida les États à Morlaix, et cette assemblée, qui avait la réputation d'être un peu récalcitrante, lui accorda toutes ses demandes. Il fut créé maréchal de France le 24 mars 1775. Depuis lors son nom ne se rattache à aucun événement important. Il mourut en mars 1787, au moment où commençaient à s'amonceler les nuages de la Révolution française.

FLEMING Alexander

Lochfield 6 août 1881 - Londres 11 mars 1955.



Découvrit la pénicilline.
VM de la loge *"Santa Maria"*. Franc-Maçon du Souverain chapitre "*Victory*".
Il disait que "la Maçonnerie était le balancier des États-unis".

Alexander Fleming est né dans une ferme du Ayrshire, située dans le fin fond de l'écosse, le 6 août 1881. A 14 ans, il part à Londres rejoindre son frère aîné Tom, où il suit les cours de section commerciale, puis trouve du travail comme employé aux écritures dans une compagnie de navigation. En juillet 1901, il entre en possession d'un petit héritage qui lui permet de reprendre ses études. Il obtient une bourse de début d'études en médecine à la St-Mary's Hospital Medical School où il présentera une thèse sur les infections microbiennes et les moyens de les combattre. Il obtient son diplôme de docteur en médecine et une médaille d'or de l'université de Londres, en 1908.

Comme il pense devenir chirurgien, Alexander Fleming obtient le titre de Compagnon du Collège royal des chirurgiens. La perspective de travaux avec son professeur Sir Almroth Wright, enthousiasme alors Alexander Fleming influencé lui aussi par l'énergie, la pensée fertile et le génie technique de Wright. Wright en effet n'est pas n'importe qui: médecin, c'est un familier de l'Institut Pasteur et de Jules Bordet (prix Nobel), il dirige le laboratoire de bactériologie du St.-Mary's Hospital. La perspicacité et les aptitudes techniques de Fleming sont des qualités auxquelles Wright est également sensible. Alexander Fleming commence ses travaux sur le traitement des infections bactériennes, qui à l'époque font des ravages. Il dispose pour cela d'un petit laboratoire de recherche en sous-sol au centre d'inoculation de l'hôpital St Mary's, qui deviendra par la suite l'Institut Wright-Fleming.

En septembre 1915 Fleming épouse Sarah Marion Mac Elroy, une infirmière. La nomination de Fleming au poste de professeur de bactériologie, en 1928, atteste sa contribution à tous ces secteurs d'activités de recherches sur les maladies infectieuses.

A son retour de vacances le 3 septembre 1928, survient un véritable miracle. Alors qu'il observe l'inhibition de la croissance de colonies staphylococciques sur une une boîte de Petri, contenant une culture de bactéries se développant sur une couche d'agar-agar, une moisissure verte, ressemblant à celle du fromage de Roquefort, trouble sa culture. "That's funny !" s'exclame Alexander Fleming. Il observe que la moisissure verte, est probablement venue d'un laboratoire contigu où travaille le jeune mycologue Charles J. Latouche, sur des champignons provoquant des allergies chez des malades atteints d'asthme. Cette moisissure a littéralement anéanti la culture de bactéries. Il constatera bien vite que cette moisissure est active sur un grand nombre de bactéries. Au microscope il découvre un champignon, qu'il appellera "penicillium notatum". La substance anti-bactérienne portera le nom de pénicilline, tiré du nom latin du champignon "penicillium".

Alexander Fleming sait entrevoir que ce produit est sécrété et qu'il peut par conséquent être extrait. Ce constat mène Alexander Fleming paralysé par la peur et les doutes, à la publication et à la présentation de sa découverte fabuleuse devant le gratin de la science et de la médecine du Medical Research Club, qui reste cependant sceptique, le 13 février 1929. Ayant découvert une substance anti-bactérienne, il fait l'essai du produit en application topique locale (irrigation de plaies, conjonctives, sinus,...). En injection cela ne marche pas bien, parce qu'une fois injectée, la pénicilline est instable et rapidement inactivée. Fleming est alors entouré d'un certain nombre de diplômés, mais il n'est pas un biochimiste dans l'âme et il ne sait pas faire appel aux compétences nécessaires pour produire et purifier le produit.

Malheureusement, il rencontre de nombreuses difficultés et doit abandonner ses recherches. Sa découverte prend toute son importance au niveau médical douze ans plus tard avec les travaux majeurs de Sir Howard Florey et de son équipe de l'université d'Oxford, avec Ernst Boris Chain. Ces derniers réussissent l'extraction et la purification de la pénicilline qui peut être utilisable, bien que semi-pure. En 1935, Fleming donna un exemplaire d'une boîte de Pétri ensemencée de Penicillium à un collègue du St Mary's Hospital qui travaillait avec lui. Pourquoi cet exemplaire est-il si, important ? lui demanda-t-il. Bien que cela ne soit pas évident, il représente le premier chapitre de l'histoire d'une observation intéressante conduisant au développement des antibiotiques modernes. (Cette boite de Pénicillium est visible au Musée des Sciences à Londres) Il faudra attendre le 16 août 1941 pour que soit reconnu l'effet thérapeutique de la pénicilline et son innocuité. C'est la date à laquelle est publié un article de la revue médicale britannique The Lancet, intitulé "Further observations on penicillin."

Aux fins d'un premier essai clinique qui donne des résultats stupéfiants, Fleming intervient à cette étape, on est en 1942, pour mettre au point les protocoles et trouver des moyens de vérifier la force et le degré d'activité du produit dans le sang, c'est ainsi qu' en 1943, il aide à soigner à la pénicilline l'infection d'un adolescent, présentant une septicémie. Après utilisation de la pénicilline, la fièvre est tombée spectaculairement et, après trois jours, le malade était apparemment guéris. Il collabore directement à l'avancement du programme de recherches britannique. Toutefois, en ces temps de guerre, c'est au Canada et aux états-Unis principalement que la pénicilline est mise au point en vue de son exploitation commerciale. Chaque dose coûte une fortune. Mais la substance sera vitale pour vaincre non seulement les infections des plaies de soldats blessés, mais pour combattre des épidémies de fièvre typhoïde et de typhus. Le Canada a toutes les raisons de lui être reconnaissant de sa découverte. En effet, l'une des premières usines où l'on fabrique la pénicilline, à la fin de la deuxième guerre mondiale est affiliée à l'université de Toronto. Simultanément, Ayerst, McKenna & Harrison, aujourd'hui connu sous le nom de Wyeth-Ayerst Canada Inc., prépare à produire de la pénicilline pour l'état Canadien.

A Bruxelles, les 29 et 30 novembre 1945, alors que les universités de Bruxelles, Louvain et Liège l'honorent et lui discernent le titre de docteur honoris causa, voici ce que Fleming déclare,: ***"J'ai été accusé d'avoir inventé la pénicilline. Aucun homme n'aurait pu "inventer" la pénicilline, car elle a été produite, de temps immémorial, par la nature et par une certaine moisissure. Non, je n'ai pas inventé la substance pénicilline..." "Ce fut un accident, un pur accident"***, confie Alexander Fleming à l'académicien André Maurois, qui le rencontre en 1945 et rédige une étude sur la vie de Fleming.

Malgré tout, Alexander Fleming portera pour le reste de sa vie les honneurs de sa découverte et mérite amplement les hommages qui lui sont rendus. - il est fait membre de la Royal Society de Londres en1943, - il recevoit la Croix de Chevalier en1944, - il est anobli par le roi George VI en Juillet 1944 - le 7 décembre 1945 Alexander Fleming partage le prix Nobel de médecine avec Howard Florey et Ernst Boris Chain, pour leurs contributions à la mise au point du traitement antibiotique par la pénicilline et leurs apports au développement de la médecine moderne. - il reçoit la médaille du Mérite des états-Unis, pour ne citer que les titres honorifiques les plus importants. Un peu partout dans le monde, on décerne à Fleming des diplômes, des médailles et des prix. En 1922 Fleming avait découvert le lysozyme par hasard, dans les sécrétions nasales et dans les larmes: une substance qui lyse certaines bactéries mais pas les leucocytes et qu'il dénomme "lysozymeau" cette substance constitue une de nos défensesnaturelles contre les infections. Après le décès de sa femme Sarah le 22 novembre 1949, il épouse quatre ans plus tard, le 9 avril 1953 Amalia qui poursuivra les travaux de son célèbre mari et sera connue sous le nom "Lady Fleming". A la veille de sa retraite Alexander Fleming décède à sa résidence Londonienne le 11 mars 1955. Ses efforts désintéressés dans le domaine des sciences médicales afin d'apaiser les effets des maladies infectieuses restèrent en fait sans écho pendant douze ans avant de sortir de l'ombre. Son nom et ses recherches resteront gravés dans notre mémoire.

www.medarus.org

FLORIAN Chevalier de **Jean-Pierre Claris** 6 mars 1755 - 12 septembre 1794.



Auteur dramatique, romancier, poète, fabuliste, petit neveu de Voltaire.
Franc-Maçon, en 1779, de la loge "*Les Neuf Soeurs*", Paris.

Élu en 1788 au fauteuil 29
Prédécesseur : *Paul d'ALBERT de LUYNES*
Successeur : *Jean-François CAILHAVA*
Travaux : Discours de réception et réponse de Michel-Jean Sedaine, **14 mai 1788.**

Né dans les Cévennes, le 6 mars 1755. Officier de dragons, il était un des familiers du château de Sceaux et le protégé de Voltaire qui était allié de sa famille. Auteur dramatique, romancier, poète, fabuliste, il fut lauréat de l'Académie. Il y remplaça, le 6 mars 1788, le cardinal de Luynes et fut reçu le 14 mai 1788 par Michel-Jean Sedaine.

Banni de Paris pendant la Révolution, il fut emprisonné sous la Terreur et relâché au 9 thermidor ; il mourut des souffrances endurées pendant sa détention, une année après, âgé de trente-neuf ans. Il a laissé des *Fables*, les meilleures après celles de La Fontaine, quelques pièces de théâtre et des pastorales, plus une traduction un peu trop libre de Cervantès.

www.academie-francaise.fr

FLORIDABLANCA de **José Monino y Redondo** Murcie 21 octobre 1728 - Séville 30 décembre 1808.



Don José Moñino y Redondo, Comte de Floridablanca (en espagnol: *José Moñino y Redondo, conde de Floridablanca*), Homme politique espagnol. D'abord ambassadeur près de la cour de Rome en 1772, il s'efforça d'obtenir du pape Clément XIV la suppression de l'ordre des jésuites. Il fut aussi le secrétaire d'État (équivalent de premier ministre) de Charles III d'Espagne à partir de 1777.

Le comte de Floridablanca appartenait à la franc-maçonnerie.

Il gouverna selon les principes du despotisme éclairé, mais ne sut pas associer l'opinion publique à ses réformes. Il échoua dans une expédition contre Alger et dans l'entreprise de chasser les Anglais de Gibraltar. En outre, il engagea son pays dans une guerre ruineuse contre l'Angleterre (1779/1783) en prenant parti pour les États-Unis d'Amérique. Disgracié par Charles IV d'Espagne en 1792, il resta plusieurs années emprisonné à Pampelune. Il ne reparut qu'en 1808, lors du soulèvement de la péninsule ibérique contre Napoléon et fut alors élu président de la junte centrale; mais il mourut la même année.

FONTANES marquis de **Louis Jean Pierre** Niort 6 mars 1757 - 17 mars 1821.



Écrivain et journaliste, membre de l'Institut puis de l'Académie française, professeur à l'École Centrale, Grand Maître de l'Université.

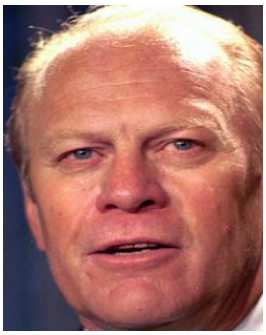
Franc-Maçon de la Loge "*Les Neuf Soeurs*", Paris.

Élu en 1803 au fauteuil 17
Prédécesseur : *Jean-François MARMONTEL*
Successeur : *Abel-François VILLEMAIN*
Travaux : Réponse au discours de réception de Raymond de Sèze, 25 août 1816.

Il fut poète et journaliste, traducteur de Pope, l'ami de Chateaubriand, professeur, grand-maître de l'Université en 1808 ; homme politique, il fut proscrit en 1793 et au 18 fructidor, député en 1801, président du Corps législatif en 1805, sénateur en 1810, comte de l'Empire, pair de France. Orateur, il prononça l'éloge de Washington aux Invalides.

Membre de l'Institut, élu dans la troisième classe le 27 septembre 1795, section de poésie, il lut une poésie à la séance d'inauguration ; en 1800, il prépara, avec Morellet et Suard, un projet de reconstitution de l'Académie française ; l'organisation de 1803 le plaça dans la deuxième classe où il occupa le fauteuil de Jean-François Marmontel : il reçut de Sèze et prononça un discours important à la première réunion annuelle des quatre Académies, le 24 avril 1816. Il fut Grand-croix de la Légion d'honneur, et résista au courant d'adulation napoléonienne. www.academie-francaise.fr

FORD Gerald **Rudolph** Omaha (Nebrasca) 14 juillet 1913 Trente-huitième Président, 1974- 1977.



Initié en 1949 à "*Malta Lodge 465*", Grand Rapid, Michigan. Franc-Maçon, il reçoit les grades de Compagnon et Maître à la Loge *"Colombia Lodge 3*", Washington DC.

Gerald Rudolph Ford, Jr**.** (né Leslie Lynch King, Jr.) a été le quarantième (1973-1974) Vice-président et le 38e (1974-1977) président des États-Unis. Il est le seul président qui a exercé sans avoir été élu à la présidence ou à la vice-présidence.

Gerald R. Ford est né de l'union entre Leslie Lynch King et Dorothy Ayer Gardner. Ses parents ont divorcé deux ans après sa naissance et sa mère prit pour second époux Gerald Ford, de qui il prit le nom. Ford a grandi dans le Michigan et a joué au Football américain à l'Université de Michigan.

Seconde Guerre Mondiale

En 1942, il rejoignit la marine américaine.

Chambre des Représentants: Leader de la minorité

Il a été un membre de la Chambre des Représentants pendant 24 ans (1949-1973) et est devenu le leader de la minorité du Parti républicain à la chambre. Pendant cette période, il fut choisi pour participer à la commission Warren (commission sur l'assassinat de John F. Kennedy. Aujourd'hui, Ford reste le seul survivant de cette commission et continue à défendre les conclusions faites par le travail de la commission à l'époque.

Vice-président

Après le renvoi du vice-président (Spiro Agnew) le 10 octobre 1973, le président Richard Nixon le nomma Vice-président. Le Sénat des États-Unis confirma Ford dans ses nouvelles fonctions avec 92 voix pour et 3 contre le 27 novembre 1973. Le 6 décembre, la Chambre des Représentants fit de même avec 387 voix pour et 35 contre.

Présidence

C'est lorsque Richard Nixon démissionna à la suite du scandale du Watergate que Ford prit la présidence en proclamant que "notre long cauchemar national est fini".

Le pardon à Nixon
Un mois après, Ford donna à Nixon un pardon global pour tous les crimes qu'il aurait pu commettre pendant sa présidence ou tout ce qu'il aurait pu faire. Cette décision de pardon est, pour beaucoup d'historiens, une des raisons de sa défaite aux élections de 1976.
Economie
L'économie a été une des grandes préoccupations de l'administration de Ford. En réponse à l'inflation galopante, Ford se présenta devant le peuple américain (à la télévision) en octobre 1974 et lui demanda de "Whip Inflation Now", en français : "donner un coup de torchon (ou essuyer) le plus vite possible sur l'inflation" ; les initiales de l'expression américaine donnant le mot "WIN" qui signifie "gagner" en anglais (il recommandait même, dans une partie de son programme, de porter des boutons "WIN"). Quoiqu'il en soit, la majorité vu ceci comme une astuce (ou une "raffarinade" dirait-on aujourd'hui) qui n'offrait pas de solutions réelles pour résoudre le problème. A l'époque, l'inflation était aux alentours de 7% et cela était suffisant pour décourager les investissements aux États-Unis et pour freiner les investissements directs à l'étranger. La focalisation sur l'économie évolua quand le pays rentra dans une récession modeste. Et en mars 1975, Ford et le Congrès signèrent des dégrèvements d'impôts afin de relancer l'économie.
L'après Watergate
A la suite du scandale du Watergate, le Parti démocrate prit la majorité à la Chambre des Représentants et au Sénat aux élections de mi-mandat de 1974. Le législatif fut un terrain de luttes entre le président et le Congrès, Ford opposant son veto aux propositions démocrates.
Politique étrangère
Ford a également dû affronter une crise internationale avec l'incident de Mayaguez. En mai 1975, un peu après que les Khmer Rouge aient pri le pouvoir au Cambodge, les cambodgiens s'emparèrent d'un navire marchand américain (le "Mayaguez") dans les eaux internationales. Ford envoya des Marines américains pour sauver l'équipage mais les soldats atterrirent sur la mauvaise île et ils rencontrèrent une résistance d'une force inattendue alors qu'au même moment, les marins du *Mayaguez* étaient relâchés. Dans cette opération, 50 hommes furent blessés et 41 furent tués.
Tentative d'assassinat
Alors qu'il était à Sacramento en Californie le 5 septembre 1975,un membre de la secte de Charles Manson pointa son arme sur Ford mais un agent du Secret-Service (protection du président américain) fit obstacle à l'attentat. Soixante-dix jours plus tard, Sara Jane Moore tenta également de tuer Ford à San Fransisco mais sa tentative fut déjouée par un spectateur (Oliver Sipple).
Election présidentielle de 1976
Il est globalement accepté que le pardon fait à Nixon et la continuation des problèmes économiques ont empêché sa réelection en 1976. Sa campagne a aussi été handicapée par le challenge féroce qu'il a fallu mené contre le candidat démocrate : Ronald Reagan. Il a également commit une gaffe monumentale durant la campagne quand il insista sur le fait que l'Europe de l'est n'était par occupée par l'Union Soviétique.
Personnalité
Malgré son passé athlétique, Ford gagna la réputation d'être un président maladroit. Les bétisiers le montrant souvent trébucher dans les escaliers, sa tête frappant la porte d'Air Force One (avion présidentiel). Ce mythe fut repris par des shows américains qui le caricaturaient comme une personne incapable de marcher sans casser quelque chose en tombant. La plus célèbre de ces saillies le décrit comme incapable de faire deux choses en même temps comme marcher et mâcher un chewing gum. Beaucoup de partisans de Ford dénoncèrent cette image, disant qu'il n'était pas plus maladroit que quiconque. Ses interviews politiques ne donnent pas en effet cette impression, en particulier en matière d'analyses géopolitiques.

La fin de sa vie politique
A la convention du Parti républicain, Ford faillit être nommé comme vice-président par Ronald Reagan mais le candidat Reagan préféra finalement prendre George H. W. Bush. Il était toujours présent à la convention républicaine de 2000 où il essuya un léger revers.

Distinctions honorifiques
Ford s'est vu remettre la médaille de liberté présidentielle (, équivalence de la Légion d'honneur française) par le président Bill Clinton en 1999 pour ses efforts après le scandale du Watergate pour guérir le pays. De plus, un aéroport porte son nom depuis 1999 (dans le Michigan).

L'administration de Gerald R. Ford
Secrétaire d'État - Henry A. Kissinger
Secrétaire au trésor - William E. Simon
Secrétaire à la défense - James R. Schlesinger, puis Donald Rumsfeld (1975)
Attorney General - William B. Saxbe, puis Edward H. Levi (1975)
Secrétaires aux affaires intérieures - Rogers C. B. Morton, puis Stanley K. Hathaway (1975), puis Thomas S. Kleppe (1975)
Secrétaire à l'agriculture - Earl L. Butz, puis John A. Knebel (1976)
Secrétaire au commerce - Frederick B. Dent, puis Rogers C. B. Morton (1975) puis Elliot L. Richardson (1975)
Secrétaire au travail - Peter J. Brennan, puis John T. Dunlop (1975), puis W. J. Usery, Jr (1976)
Secretary of Health, Education, and Welfare - Caspar Weinberger, puis F. David Mathews (1975)
Secrétaire au développement urbain - James T. Lynn, puis Carla A. Hills (1975)
Secrétaire aux transports - Claude S. Brinegar, puis William T. Coleman, Jr (1975)
Chef de cabinet à la Maison-Blanche - Donald Rumsfeld, puis Dick Cheney
(provided by Fixed Reference: snapshots of Wikipedia from wikipedia.org)

FORD **Henry** Dearborn (Michigan) 30 juillet 1863 - Dearborn 7 avril 1947.



Industriel connu pour sonn organisation du travail à la chaîne. A partir de 1914, il établit un système d'intéressement aux bénéfices pour ses ouvriers.
Franc-Maçon de la Loge "*Palestine lodge*" de Detroit, Michigan.

Il est le fondateur de la Ford Motor Company. Sa conception de l'automobile Modèle T révolutionne le transport et l'industrie américaine. En tant que propriétaire de la Ford Company, il devient une des personnes les plus riches et les plus connues au monde dans la première moitié du xxe siècle. Son nom est attaché au fordisme, à la fois mode de production en série basé sur la ligne d'assemblage et modèle économique basé sur des salaires élevés. Inventeur prolifique, il a déposé au total 161 brevets américains.

Ford a une vision globale de son action : il voit dans la consommation la clé de la paix. L'important engagement d'Henry Ford à réduire les coûts aboutit à de nombreuses innovations techniques et commerciales, notamment un système de franchise qui installe une concession dans toutes les villes en Amérique du Nord et dans les grandes villes, sur les six continents. La Fondation Ford hérite de la majeure partie de la fortune de Ford, mais l'industriel veille néanmoins à ce que sa famille conserve le contrôle de la fondation de façon permanente. En collaboration avec Samuel Crowther, il écrit *My Life, and Work* (1922), *Today and Tomorrow* (1926) et *Moving Forward* (1930) qui décrit le développement de la *Ford Motor Company* et expose ses théories sociales et industrielles. Le diplôme de docteur en ingénierie lui est délivré par l'université du Michigan et le collège de l'État du Michigan et il reçoit par ailleurs un *LL.D.* honoraire de l'université Colgate. Wikipédia

FORSTER **Johann Georg**



Né en Prusse, mort en France. Il a participé à la deuxième expédition au Pacifique de James Cook. Lors de ce voyage il écrit « A Voyage round the world ». (1754 – 1794).

FOUCHÉ duc d'**Otrante** **Joseph** au Pellerin près de Nantes 21 mai 1759 - Trieste 26 décembre 1820.



Celui dont on a surtout retenu qu'il fut ministre de la Police pendant les Cent-Jours.
Initié Franc-Maçon, avant 1789, à la Loge "*Sophie Madeleine, Reine de Suède*", Arras

Il était préfet des études chez les Oratoriens de Nantes lorsqu'éclata la Révolution française. Il en embrassa la cause avecardeur, et fut élu député en septembre 1792 par la ville de Nantes à la Convention, où il fit partie du comité de l'instruction publique. Il appartint au parti des Girondins avant de voter la mort lors du procès de Louis XVI et de basculer sur les bancs des Montagnards. Dans la Nièvre, l'Allier et la Côte-d'Or en 1793, il fut l'animateur du mouvement de déchristianisation et de la répression antinobiliaire. Sur proposition de Barère, Jean-Marie Collot d'Herbois et Montaut avaient été nommés par la Convention pour remplacer Dubois-Crancé, qui avait pourtant déjà pris le contrôle de l'insurrection lyonnaise.

Fouché, alors dans la Nièvre, fut prié de les y rejoindre le 30 octobre 1793 : *« Le salut de la patrie vous appelle à Ville-Affranchie, partez, votre patriotisme nous répond de votre zèle et de la fermeté avec laquelle il faut opérer dans cette ville rebelle ».* Et il lui conseilla de rapporter discrètement son arrêté ordonnant de verser aux comités de surveillance l'or et l'argent monnayés, manière d'en laisser la destination à sa discrétion1. Ainsi Fouché fut-il chargé de faire exécuter le décret qui ordonnait la destruction de cette ville, et il encouragea les cruautés qui furent commises alors : à cette occasion, il gagna le surnom de « mitrailleur de Lyon », pour avoir substitué à la guillotine, jugée trop lente, l'exécution de masse des habitants jugés suspects par la mitraille (des canons tiraient sur des groupes de plusieurs dizaines de condamnés). Le 2 frimaire (22 novembre), il écrivait avec Collot d'Herbois, à la Convention :
« On n'ose pas encore vous demander le rapport de votre premier décret sur l'anéantissement de la ville de Lyon, mais on n'a presque rien fait jusqu'ici pour l'exécuter. Les démolitions sont trop lentes, il faut des moyens plus rapides à l'impatience républicaine. L'explosion de la mine et l'activité dévorante de la flamme peuvent seules exprimer la toute puissance du peuple. Sa volonté ne peut être arrêtée comme celle des tyrans, elle doit avoir les effets du tonnerre. Signé Collot d'Herbois et Fouché. »

Les violences inouïes qui furent perpétrées à Lyon ne pouvaient que satisfaire les vœux du cabinet britannique dont les directives étaient de fomenter à l'intérieur un maximum de troubles, en sorte que la nation française soit déconsidérée aux yeux de l'Europe unie dans une même réprobation, et que les États disposés à la neutralité n'entament aucun pourparlers avec les républicains.

Dans l'exercice de son mandat, Fouché fut aussi accusé de dilapidations et de détournements, ainsi cet arrêté pris par lui et son collègue Albitte que la Terreur devait enrichir lui aussi : *« Les représentants du peuple envoyés à Commune affranchie pour y assurer le bonheur du peuple requièrent la commission des séquestres de faire apporter chez eux deux cents bouteilles du meilleur vin qu'ils pourraient trouver, et en outre, cinq cent bouteilles de vin rouge de Bordeaux, première qualité, pour leur table.»* Au même moment (nivôse an II), il intriguait discrètement par des rapports fallacieux adressés aux comités réunis pour remplacer le citoyen Brillantais à la direction de la grosse manufacture d'arme de Moulins (Allier) et y placer le banquier du gouvernement de William Pitt, William Harris, dit Herries, le principal agent de financement des manœuvres de déstabilisation de la République. Ce banquier politique cité dans la *Lettre anglaise* (recommandations aux agents anglais de l'intérieur), maintenant bien connu pour son implication dans les affaires intérieures de la France de la Terreur au Consulat, demeura en relation avec Fouché jusqu'au Consulat et peut-être au-delà. Rappelé à Paris le 7 germinal (27 mars 1794) à la demande de Robespierre malgré la protection de Billaud-Varenne, Fouché réintégra la Convention le 17 germinal (8 avril), qui renvoya son rapport au comité de salut public. À son retour, il eut une entrevue avec l'Incorruptible :
« Mon frère lui demanda compte du sang qu'il avait fait couler et lui reprocha sa conduite avec une telle énergie d'expression que Fouché était pâle et tremblant. Il balbutia quelques excuses et rejeta les mesures cruelles qu'il avait prises sur la dureté des circonstances. Robespierre lui répondit que rien ne pouvait justifier les cruautés dont il s'était rendu coupable ; que Lyon, il est vrai, avait été en insurrection contre la Convention nationale, mais que ce n'était pas une raison pour faire mitrailler en masse des ennemis désarmés. »

— Charlotte Robespierre, *Mémoires*

Par la suite, après le reflux de la Terreur, il chercha à rejeter la faute sur Collot d'Herbois. Se justifiant devant les Jacobins, il parvint à se faire élire à la présidence du club le 16 prairial (4 juin), en l'absence de l'Incorruptible. Toutefois, quand des délégations de Nevers et du Morvan vinrent l'accuser, celui-ci l'attaqua ouvertement aux Jacobins. Celui-ci l'accabla de reproches, particulièrement l'usage infâme des pouvoirs qu'on lui avait confiés et il lui dit qu'il lui serait demandé des comptes du sang dont il s'était couvert. Chassé le 24 prairial (12 juin) des Jacobins sous l'influence de Robespierre, Fouché sut alors, comme il l'écrira dans ses Mémoires, *« qu'il avait l'honneur d'être inscrit sur ses tablettes à la colonne des morts ».* Se battant avec énergie pour sauver sa vie, il participa activement au complot qui aboutit à la chute de Robespierre et joua un rôle décisif, dans la nuit du 8 au 9 thermidor, dans les négociations avec les chefs de la Plaine, leur promettant la fin de la Terreur pour prix de leur alliance. Après le 9-Thermidor, Fouché fut marginalisé, et il se rapprocha de Gracchus Babeuf qui avait formé un groupe d'opposition aux Thermidoriens. Menacé après les insurrections du 12 germinal et du 1er prairial an III, il obtint la protection de Barras et bénéficia de l'amnistie de brumaire an IV. Discrédité, sans emploi, Fouché vécut quelque temps d'expédients. Chargé d'une mission dans les Pyrénées-Orientales pour la délimitation des frontières franco-espagnoles, il fut employé ensuite par le Directoire dans sa police secrète. Puis il fit des affaires avec les banquiers Ouvrard et Hainguerlot et obtint, grâce à Réal, une participation dans une compagnie de fournisseurs aux armées.

Nommé le 11 vendémiaire an VII (1er octobre 1798) ministre plénipotentiaire près la République cisalpine, il fut remplacé dès le 26 frimaire (16 décembre) et dut de nouveau se cacher. Faisant sa réapparition après les élections de l'an VII, Barras le fit nommer ambassadeur auprès de la République batave le 16 messidor (4 juillet 1799). Il y préparait un coup d'État avec le général Brune quand il fut nommé ministre de la police le 2 thermidor (20 juillet) pour s'opposer à l'agitation jacobine et mettre fin à l'activité du club du Manège. Il déploya dans ce poste une grande activité ainsi qu'une sagacité rare, et rendit service à Napoléon Bonaparte lors du coup d'État du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799) ne prenant aucune mesure contre lui. Sans avoir confiance en sa probité, le premier Consul le maintint dans son poste et il conserva ainsi son portefeuille de ministre.

Mais le 26 fructidor an X (13 septembre 1802), critiqué par Talleyrand, son ennemi de toujours, et les frères de Bonaparte, il fut congédié, le ministère fut dissous, conservant toutefois un rôle dans l'arrestation de Pichegru, Moreau et du duc d'Enghien. À titre de compensation, Napoléon lui offrit un siège au Sénat conservateur, la Sénatorerie d'Aix et un million deux cent mille francs de gratification. Il redevint ministre de la police en juillet 1804 et le resta jusqu'en juin 1810. Comte d'Empire en 1808, duc d'Otrante en 1809, il fut à nouveau disgracié pour avoir essayé de soumettre des propos de paix avec l'Angleterre auprès du ministre Arthur Wellesley.

À la faveur d'un retour en grâce et après la campagne de Russie, il fut nommé gouverneur des Provinces illyriennes en 1813, poste fort difficile. Une fois dans les Provinces, il y montre de la modération, il y plaide pour l'abolition totale du servage, joue pleinement son rôle de gouverneur en organisant des réceptions pour les notables locaux, et en s'intéressant aux problèmes de la population. Il ne s'enfuit de Laybach (aujourd'hui Ljubljana) que quelques jours avant l'arrivée des Autrichiens pour continuer à faire croire à la population qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Il trahit de nouveau l'Empereur avec Joachim Murat en 1814, et se trouva à Paris pour offrir au comte d'Artois (le futur Charles X) la lieutenance générale du royaume après la défaite impériale.

Il fut nommé à nouveau ministre de la police pendant les Cent-Jours. Après la défaite de Waterloo, il devint président du gouvernement provisoire, et négocia avec les puissances alliées. Le 9 juillet 1815, il devient ministre de Louis XVIII. Ce dernier le nomma, pour l'éloigner, ambassadeur à Dresde. « Ensuite, je me rendis chez Sa Majesté : introduit dans une des chambres qui précédaient celle du roi, je ne trouvai personne ; je m'assis dans un coin et j'attendis. Tout à coup une porte s'ouvre: entre silencieusement le vice appuyé sur le bras du crime, M. de Talleyrand marchant soutenu par M. Fouché ; la vision infernale passe lentement devant moi, pénètre dans le cabinet du roi et disparaît. Fouché venait jurer foi et hommage à son seigneur ; le féal régicide, à genoux, mit les mains qui firent tomber la tête de Louis XVI entre les mains du frère du roi martyr ; l'évêque apostat fut caution du serment. »

— François-René de Chateaubriand, *Mémoires d'Outre-tombe*

Frappé par l'ordonnance du 12 janvier 1816, comme ayant voté la mort de Louis XVI, il fut proscrit et exilé en tant que régicide. Il mourut en exil à Trieste en 1820, assisté par le prince Jérome Bonaparte, qui, sous ses ordres et sa surveillance, brûla, durant cinq heures, tous ses papiers. Ainsi disparaissait sans doute l'histoire secrète du Directoire, du Consulat et du Premier Empire.

Le 14 juin 1875, ses cendres sont transférées au cimetière de Ferrières-en-Brie, en Seine-et-Marne. On a fait paraître sous son nom en 1824 des *Mémoires*, d'un certain intérêt au plan historique, mais déclarés apocryphes par sa famille qui, protégée par Bernadotte, deviendra suédoise (seul titre ducal de Suède). Toutefois, suite aux travaux de Louis Madelin, André Castelot considère que ces *Mémoires* sont bien de la main de Joseph Fouché

FOURCROY comte de **Antoine François** Paris 15 juin 1755 - 16 décembre 1809.



Chimiste, naturaliste, médecin, fut directeur de l'Instruction publique, député à la Convention nationale. il participa à l'organisation de l'enseignement public.
Franc-Maçon de la Loge "*Les Neuf Soeurs*", Paris.

Fils d'un apothicaire de la maison du duc d'Orléans, il fait des études de médecine auprès de l'anatomiste Félix Vicq d'Azir (1748-1794) et, malgré de grandes difficultés dues à sa pauvreté, obtient en 1780 son titre de docteur.

Il est remarqué par le chimiste Jean-Baptiste Bucquet (1746-1780), professeur de chimie à la faculté de médecine de Paris, lequel le choisit, en 1784, pour succéder à Pierre Joseph Macquer (1718-1784) comme lecteur de chimie au Jardin du roi. Ses cours lui valent une grande renommée. En 1783, il devient membre de la Société d'Agriculture et collabore à l'*Encyclopédie méthodique*.

En 1787, il devient associé chimiste à l'Académie des sciences et membre de la Société linnéenne de Paris. Avec Berthollet, il est l'un des premiers à se convertir aux vues d'Antoine Lavoisier dont il aide à publier les écrits, notamment la *Méthode rationnelle de nomenclature*. Bien que son nom apparaisse dans de nombreux écrits de chimie, de physiologie et de pathologie, seul ou comme coauteur, il est plutôt un enseignant et un administrateur qu'un véritable chercheur. En 1789, favorable aux idées révolutionnaires, il participe à la rédaction des cahiers du tiers état, et, en 1791, publie un périodique : *La médecine éclairée par les Sciences physiques*. En novembre, il est élu adjoint au secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, Nicolas de Condorcet, et devient directeur de la Société de médecine, puis de la Société d'agriculture. En 1792, il refuse la charge de régisseur des Poudres et des Salpêtres et, début 1793, celui d'administrateur du département de Paris. Cependant, en 1792, il avait été élu quatrième député suppléant de Paris à la Convention nationale.

Le 25 juillet 1793, il remplace Marat, qui a été assassiné le 13 juillet, à la Convention nationale, et il est élu au Comité d'instruction publique. Il soutient le plan d'éducation de Le Peletier et soutient l'épuration des académies de médecine et des sciences. On ira jusqu'à l'accuser d'avoir provoqué la mort de Lavoisier ou, pour le moins, de n'avoir rien fait pour le sauver. Le 1er septembre 1794, il est élu au Comité de salut public, où il siège jusqu'au 3 juin 1795. Il est chargé des Poudres et Salpêtres. Il développe un plan d'éducation et il est à l'origine de la création, fin 1795, de l'Institut national des sciences et arts et de l'École centrale des travaux publics, qui deviendra en 1796, l'École Polytechnique, ainsi que de plusieurs écoles de médecine.

C'est dans le laboratoire de Fourcroy que Bernard Courtois fait ses premières armes. En novembre 1795, il est élu par la Sarthe au Conseil des Anciens, où il siège jusqu'en mai 1797. Après le 18 brumaire, il devient directeur général de l'Instruction publique et siège au Conseil d'État. Secrétaire d'État, il se rend notamment en Vendée et rédige un compte rendu sur la situation de la région en janvier 1801, peu après la paix provisoire conclue par Napoléon Bonaparte. En 1808, il est écarté de la grande maîtrise de l'Université impériale par Louis de Fontanes. Fourcroy a été très actif dans l'organisation de l'instruction publique et a pris une grande part dans l'établissement de programmes scientifiques pour les écoles primaires et secondaires. Élevé au titre de comte d'Empire en avril 1808, il meurt d'apoplexie l'année suivante.

Travaux scientifiques
Hormis ses travaux sur la nomenclature chimique, Fourcroy est considéré comme ayant participé à la découverte de l'iridium. En 1803, il observe en compagnie de Louis-Nicolas Vauquelin qu'après dissolution du platine dans l'eau régale, un résidu noir insoluble et difficilement fusible apparaissait. Malheureusement ils n'obtiennent pas assez de ce nouveau matériau, qui est découvert par Smithson Tennant en 1804. Wikipédia

FOY Maximilien Sébastien Ham 3 février 1775 - Paris 28 novembre 1825.
Il servit à l'armée du Nord, à celle du Rhin, en Espagne et au Portugal.
Franc-Maçon, il sera Vénérable d'Honneur de la Loge "*La Bienfaisance*", Le Havre.

Foy (Maximilien-Sébastien), né à Ham (Somme) le 3 février 1775. Entra au service comme aspirant au corps d'artillerie à l'école de la Fère le 1er novembre 1790. En 1792, il partit pour l'armée du Nord avec le grade de lieutenant en second au 3e régiment d'artillerie à pied. Il fit en cette qualité la campagne sous les ordres de Dumouriez. Il combattit à Jemappes, puis passa dans le 2e régiment d'artillerie légère, nouvellement formé, et y devint capitaine.



Arrêté à Cambray par les ordres de Joseph Lebon et traduit devant le tribunal révolutionnaire, il fut libéré après le 9 thermidor et réintégré dans son grade. Il fit les campagnes de 1796 et 1797 à l'armée du Rhin, et obtint le grade de chef d'escadron. En 1799, il obtint à l'armée d'Helvétie les grades d'adjudant général, puis de chef de brigade.

En 1800, il combattit à l'armée du Rhin sous Moreau, et devint en 1801 colonel du 5e régiment d'artillerie légère. Républicain convaincu, Foy fut compromis dans l'affaire du général Moreau. Il vota contre l'Empire, ce qui lui valut de rester longtemps sans avancement. En 1807, il fut envoyé à Constantinople pour organiser l'artillerie turque, et il se distingua à la défense des Dardannelles contre la flotte anglaise. Passé à l'armée du Portugal, il fut nommé général de brigade après la bataille de Vimeiro (3 septembre 1808). Nommé général de division par Napoléon après qu'il lui ait rendu compte de la situation des armées d'Espagne. Il prend une part active à toutes les campagnes de la Péninsule et des Pyrénées, jusqu'à la bataille d'Orthez, où il est gravement blessé. Nommé inspecteur général d'infanterie en 1814, il se rallia à l'Empire pendant les Cent-Jours et commanda la 9e division d'infanterie (2e corps d'armée, lieutenant général Reille) dans la campagne de Belgique. Il reçut à Waterloo la 15e blessure de sa carrière. www.1789-1815.com

FRANCKEN **Henry Andrew** Hollande vers 1720 – Kingston, Jamaïque 1795.

Hollandais naturalisé Anglais. Fonctionnaire de police puis interprète.

Franc-Maçon, il rencontre Morin à la Jamaïque. Fonde, en 1768, aux USA, la Loge "*The Ineffable*", Albany. Nommé Député Inspecteur, en 1770, par Morin.

Franken arrive en février 1757 à la Jamaïque où il est naturalisé citoyen anglais le 2 mars 1758. Il occupe pendant plusieurs années les fonctions d'expert, de fonctionnaire de police et de sergent d'armes auprès de la cour de la vice-amirauté. Il fait sans doute à cette époque la connaissance d'Estienne Morin qui passe par la Jamaïque avant de débarquer à Saint-Marc (Saint-Domingue) le 20 janvier 1763. En 1765, Franken est nommé interprète pour le néerlandais et l'anglais auprès de la cour de la vice-amirauté, ce qui permet d'inférer qu'il était né en Hollande ou dans une colonie hollandaise. Il effectue un séjour de deux ans en Amérique du Nord, arrive à New York au mois d'août 1767, se remarie avec Johanna Low à Newark (New Jersey) et rentre à la Jamaïque. Toujours interprète officiel pour le néerlandais en 1783, il est nommé directeur des douanes. Ce poste ayant été supprimé en 1790, il présente l'année suivante une requête à l'assemblée de la Jamaïque en demandant un secours financier. Il expose qu'à près de 71 ans, deux fois veuf, ruiné, il a été forcé de vendre tout ce qui lui appartenait pour subsister et aurait été mis en prison pour dettes si des amis n'avaient pas organisé à son profit un concert de charité. Une aide de 100 livres lui sera octroyée à deux reprises. Le 7 septembre 1794, le lieutenant-gouverneur Adam Wiléliamson le nomme juge adjoint au tribunal de Port-Royal et l'année suivante, commissaire auprès de la Cour suprême de Kingston et de Port-Royal. Le 28 décembre 1794, Franken rédige son testament qui contient les dispositions habituelles suivantes : « *Je demande expressément que le coût de mes obsèques ne dépasse pas 20 £ ; que mon cercueil soit en sapin, sans garniture intérieure et seulement peint en noir extérieurement ; je demande à y être déposé avec les vêtements que je porterai au moment de mon décès sans que mon corps soit lavé, et à être porté en terre sans passer par l'église* ».

Pendant son séjour en Amérique du Nord, Franken fonde une loge de Perfection dénommée *The Ineffable*, ouverte le 11 janvier 1768 à Albany (New York) dont le premier registre de procès-verbaux existe encore. Le texte de la patente que Franken remet aux fondateurs est du plus haut intérêt pour deux raisons. D'une part, il indique que Franken agit en vertu d'un pouvoir à lui conféré par Estienne Morin, Grand Inspecteur de toutes les loges relatives aux grades supérieurs de la maçonnerie, et confirmé par le Grand Conseil des Princes Maçons en l'île de la Jamaïque. D'autre part, ce document porte pour la première fois une date indiquée au moyen des chronologies hébraïque et grégorienne (datation). Par patente délivrée le 6 décembre 1768, Franken nomme Moses Michael Hays Député Inspecteur Kadosh, avec pouvoir de constituer des Grands Chapitres de Chevaliers du Soleil et de Kadosh aux Indes occidentales et en Amérique du Nord. Franken remet le même jour une autre patente à Samuel Stringer, alors Premier Grand Surveillant de L'Ineffable d'Albany. Hays jouera un rôle de première importance dans l'histoire maçonnique américaine. Vénérable de la loge King's David à New York en 1769, Grand Maître de la Grande Loge du Massachusetts en 1788, il créera plusieurs inspecteurs en 1781, dont l'un, Barend Moses Spitzer, nommera en 1795 Député Inspecteur John Mitchell, le futur Grand Commandeur du Suprême Conseil ouvert à Charleston le 31 mai 1801.

Le 30 avril 1770, lorsque Morin établit à Kingston un Grand Chapitre de Princes du Royal Secret, Franken est l'un des Députés Inspecteurs nommément désignés qui en sont membres fondateurs. Aussitôt après, Franken adresse à Stringer les statuts et règlements des loges de Perfection. Le 30 août 1771, moins de deux mois avant la mort d'Estienne Morin qui réside alors à la Jamaïque, Franken termine le volume contenant les rituels du 15° au 25° de l'Ordre du Royal Secret, et le signe comme Prince du Royal Secret, Député Inspecteur. Ce manuscrit a été redécouvert à Londres dans les archives du Suprême Conseil pour l'Angleterre et le pays de Galles en 1796. Il convient également la plus ancienne version connue des Constitutions dites de 1762. Franken recopiera ultérieurement les rituels du 4° au 25° dans au moins deux manuscrits. L'un. Terminé le 30 octobre 1783 pour le Député Grand Inspecteur général David Small, est redécouvert dans les archives de la Grande Loge du Massachusetts et remis en 1935 au Suprême Conseil des Etats-Unis, Juridiction Nord. L'autre, est retrouvé dans les archives de la Grande Loge Provinciale du Lancashire vers 1970 et remis à la bibliothèque de la Grande Loge Unie d'Angleterre en 1980. A.B.

FRANCO **Ramón** Ferrol (Galice) 1896 – 1938.



Ramón Franco y Bahamonde Salgado Pardo de Andrade, né en 1896 à Ferrol (Galice) en Espagne, décédé en 1938, est le frère cadet du général Franco. Aviateur célèbre et populaire, en 1926 il va être le protagoniste d'un des chapitres les plus marquants que l'histoire de l'aviation espagnole a connu en effectuant la traversée de l'Atlantique Sud à bord de l'hydravion « Plus Ultra ».

Il appartenait à la franc-maçonnerie
Un Franco républicain
Ses convictions républicaines vont le conduire en prison sous la dictature de Miguel Primo de Rivera, après une tentative de rébellion contre la Monarchie en décembre 1930. Emprisonné, puis évadé à l'étranger, il retourne en Espagne lors de la proclamation de la République. Élu député aux Cortes par l'Esquerra Républicaine à Barcelone, il se retire du corps militaire pendant un certain temps, pour se consacrer à la politique.

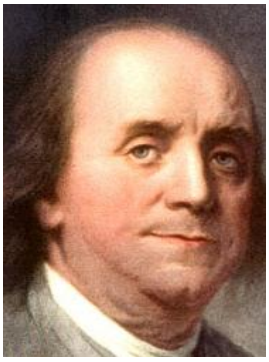
La famille Franco à l'avènement de la République en 1931
La famille **Franco** est représentative des réactions que suscitent les réformes. **Nicolas**, l'aîné des trois frères, reste dans l'attentisme et essaye de conduire ses affaires au mieux. **Francisco** lance quelques coups de semonce sans s'engager. **Ramón** a plus de raisons de se réjouir : grâce à ses positions outrées, il trouve une sorte de vedettariat politique. Il voyage dans un avion qu'il pilote personnellement, et vole en quelques heures de Madrid à Barcelone ou Séville, les grandes capitales du républicanisme triomphant. Ses positions sont radicalisées. Il milite pour cette *Fédération des républiques ibériques* dont la création de la *Generalitat* de Catalogne lui paraît la première pierre. Il est candidat pour l'Andalousie sur la liste républicaine révolutionnaire dont le programme est l'autonomie, la disparition des latifundiums, la distributions de la terre aux paysans, la participations des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise, la liberté religieuse, etc., avec des succès très inégaux. Il connaît des réussites électorales, dues sans doute en partie à sa notoriété. Le système des candidatures multiples lui vaut d'être élu à Séville et Barcelone. Il choisit finalement de représenter Barcelone et siège dans la majorité catalane. Mais il ne parvient pas à gagner l'estime de ses pairs et sa carrière politique n'atteindra pas le niveau de ses prouesses d'aviateur. Très attaqué au Parlement pour ses liens avec les révolutionnaires andalous, il se défend avec maladresse et se déconsidère. Dans *Raza* (l'œuvre cinématographique de Francisco), on présente son frère comme un agité, égaré par quelques idées assimilées, ce qui coïncide assez bien avec l'impression généralement produite par Ramón à cette époque. Sur le plan sentimental aussi, il dérange sa famille, son frère Francisco en tout cas. Il profite de la loi sur le divorce adoptée par la république pour se séparer de sa femme et se remarier en 1935 avec Engracia Moreno, rencontrée à Barcelone. Francisco n'acceptera jamais ce second mariage ni l'enfant qui en naîtra. Cependant, s'il admet mal ce frère qui bouscule en permanence ses convictions profondes, jamais il ne s'en sépare longtemps ni ne le condamne publiquement.

Les 3 frères du même côté en 1936
Lorsque la guerre civile éclate en juillet 1936, Ramón se trouvait aux États-Unis comme un attaché de l'armée de l'Air à l'Ambassade d'Espagne. En retournant au pays, malgré son idéologie politique, il s'incorpore au côté « national ». Il est promu au grade de lieutenant colonel et fut nommé chef de la Base Aérienne des îles Baléares. En 1938, près de l'île de Majorque, d'où il entendait bombarder la zone républicaine, il perd la vie dans un accident à bord de son avion le 28 octobre.

FRANCOIS de la **René** FRANCOIS-PRIMAUDIERE Sablé (Sarthe) le 18 octobre 1751 - 24 janvier 1816.
Greffier au grenier à sel de Sablé, procureur-syndic du district de cette même ville, il fut élu par la Sarthe à la Législative, puis à la Convention où il vota la mort du roi. Il fut envoyé en mission en Vendée avec Esnuë-Lavallée, puis dans le Midi, mais son rôle resta obsur. Membre du Conseil des Anciens jusqu'en 1798, il fut nommé inspecteur des forêts du département de la Mayenne sous le Consulat en 1801 et le resta sous l'Empire. Il mourut en rêtractant son vote sous la préssion du prêtre venu l'assister qui lui refusait les sacrements.
Franc-maçon, il avait partie de la Loge *Le Siècle d'Or* à Sablé, dont il était le vénérable.

Une branche de sa famille fut anoblie sous l'Empire et son proche parent Joseph Michel Jean Doussault de la Primaudière né à Prinié (Ile-et-Vilaine) le 8 mai 1778, mort à Gagnac (Dordogne) le 9 mai 1839, fils de Joseph René François Doussault de la Primaudière, greffier en chef du Parlement de Bretagne, fut créé chevalier de l'Empire le 13 juillet 1813, puis baron par le roi le 15 août 1821. (Dictionnaire des Franc-maçon français).

FRANKLIN **Benjamin** Boston 1706 – Philadelphie 1790.



Philosophe. Un des 13 signataires de la Constitution des États-unis.
Franc-Maçon, il fut Vénérable de la Loge "*Les Neuf Soeurs*", à Paris, qui lui servit de tremplin pour sensibiliser et obtenir le soutien de la France à la cause de l'indépendance de l'Amérique.

Fils d'un fabricant de chandelles et de savon, Benjamin Franklin s'échappe de l'atelier d'un imprimeur à 17 ans. A 24 ans, il possède la Pennsylvania Gazette, journal qui publie des informations maçonniques. Il est reçu en 1731 à la loge « *St. John* » de Philadelphie, où il s'était établi en 1729. En 1734, il fait paraître la première édition américaine des Constitutions de 1723.

C'est là, après la fondation par Henry Price de *St. John*, qui devint ensuite *St. John's Grand Lodge*, à Boston, l'un des événements fondateurs de la vie maçonnique des colonies anglaises d'Amérique. La même année, Franklin devient Grand Maître Provincial de Pennsylvanie et il apparaît avec ce titre sur les registres de la Grande Loge d'Angleterre, lors d'un séjour à Londres en 1760.

Plein de ressources, dévoué corps et âme à sa ville de Philadelphie, Franklin est un homme impliqué dans la vie de la cité : il crée un corps de pompiers, une bibliothèque de prêts, un hôpital public. Il organise des milices pour lutter contre les Indiens et crée le *Junto*, club fameux consacré à la chanson, au vin et à l'éducation personnelle. Surtout, il fonde la première société savante des colonies, *l'American Philosophical Society*, en 1743.

En franc-maçonnerie comme dans la vie profane, Benjamin Franklin défend les intérêts et l'autonomie de sa « chère Philadelphie », vis-à-vis de Boston et de la métropole anglaise. Il s'inquiète notamment de l'avenir et de l'autonomie de sa Grande Loge Provinciale de Pennsylvanie, lorsque Henry Price est reconnu Grand Maître Provincial pour toute l'Amérique du Nord par la Grande Loge de Londres (Modernes).

Il est vrai que la *Grande Loge Saint-John* est particulièrement obéissante à l'égard de Londres et Boston une métropole maçonnique très active et entreprenante. Pour lui, l'indépendance maçonnique précède et accompagne l'indépendance politique et Franklin ne saurait renoncer à sa Grande Maîtrise tant que le Grand Maître Provincial pour l'Amérique du Nord sera nommé par la métropole. Il aspire à l'indépendance et à une structure fédérale qui permette de coordonner l'action des loges, mais garantisse les droits de chaque partie contractante. En 1778, la Grande Loge de Pennsylvanie se sépare de la Grande Loge d'Angleterre. C'est cette année-là que Franklin, âgé de 42 ans, après avoir fait fortune dans l'édition commerciale (grâce au succès du Poor Richard's Almanach), se retire.

Son prestige scientifique, ses talents d'organisateurs, son activité débordante et sa connaissance des dossiers coloniaux lui permettent de défendre à Londres, à partir de 1757, et pendant 17 ans, la cause américaine. Il est tour à tour représentant de la Pennsylvanie, du Massachusetts, du New Jersey ou de la Géorgie ; il parvient à défendre la cause des Insurgents auprès des élites éclairées et à obtenir des autorités françaises une assistance financière et militaire. Condorcet, qui prononce l'hommage funèbre de Franklin à l'Académie des Sciences, témoigne de l'enthousiasme provoqué par son arrivée à Paris : « *La célébrité de Franklin dans les sciences lui donna pour amis tous ceux qui les aiment ou les cultivent* ».

***Il devait donc logiquement « se joindre au grand nom de Voltaire et enrichir le catalogue des Neufs Sœurs* ». Dans le contexte de la lutte de prestige dans le Paris maçonnique, où « *La Candeur* » rivalise d'initiatives fracassantes, l'affiliation de Franklin, en 1778, était particulièrement opportune. Après son élection comme vénérable, qui survint après une période de tension avec le Grand Orient, il soutient, avec Court de Gébelin, Voltaire lors de son entrée tardive aux « *Neufs Sœurs* ». Bésuchet évoque même l'insistance de Court Gébelin et de Franklin pour que Voltaire se fasse initier.**

C'est le 21 mai 1779 que Franklin avait succédé à Lalande à la tête des « *Neufs Sœurs* » et il en tint le maillet jusqu'en mai 1781. Son vénérable fut marqué par l'importance des tenues à sujets culturels. Le 16 août 1779, en son absence, la tenue fut consacrée à la littérature et aux beaux-arts, Greuze et Houdon présentant leurs productions récentes. La Dixmerie, orateur de la loge, lut son « *Eloge de Montaigne* », et Roucher son poème « *Novembre* » où il stigmatisait l'avocat général Séguier, ennemi juré du « parti philosophique ».

Enfin, l'abbé Robin, l'auteur de Nouveau Voyage dans l'Amérique septentrionale, prononça un discours sur les relations entre la littérature antique et les rites maçonniques à partir de ses Recherches sur les initiations anciennes et modernes. A l'instar de ce qu'il avait entrepris à Philadelphie, Franklin encouragea, au cours de son second vénéralat, la création d'une société de type académique où des conférenciers, la plupart membres des « *Neufs Sœurs* », parlaient de sujets littéraires, artistiques et scientifiques. Ce fut la création de la *Société apollonienne* en novembre 1780, à l'origine du Musée de Paris de Court de Gébelin.

Mais les tenues suivantes montrent que Franklin incite la loge des « *Neufs Sœurs* » à devenir également un foyer actif de soutien à la cause des Insurgents. Si, par la suite, elle se démarque de l'initiative maladroite de « *La Candeur* » qui proposait d'armer par souscription un navire de ligne, *Le Franc-Maçon*, qui serait offert à Louis XVI pour combattre la Royal Navy aux côtés des Insurgents, après la défaite de l'amiral de Grasse aux Saintes, ses membres prirent clairement position en faveur de la Révolution américaine.

En 1780, Hilliard d'Auberteuil y lit la préface de ses *Essais historiques et politiques sur les Anglo-Américains*. Les Américains sont présentés comme des défenseurs des libertés naturelles et la lutte des Insurgents est justifiée par la tyrannie du roi d'Angleterre. Hilliard d'Auberteuil se fait l'écho des demandes de soutien formulées par Franklin.

Admirant les Constitutions des Etats de New York, de Pennsylvanie et de Virginie, qui garantissaient la séparation des pouvoirs, la liberté de parole, d'expression et de religion, Hilliard d'Aubertreuil exalte aussi la contribution de Franklin et de Washington à la liberté américaine, affirmant qu'ils remplissaient ainsi à la fois les idéaux des Lumières et ceux de la franc-maçonnerie. A la fin du discours d'Hilliard d'Aubertreuil, le commodore John Paul Jones, qui avait osé défier la Royal Navy et attaquer les ports anglais, est accueilli avec effusion par les « *Neufs Sœurs* ».

En juin 1785, peu avant le retour de Benjamin Franklin aux Etats-Unis, une tenue solennelle est organisée. Louis-Alexandre duc de Rochefoucauld d'Anville, figure de l'aristocratie libérale, lit des traductions d'écrits politiques américains et distribue des copies de la Déclaration d'indépendance et d'autres documents fondateurs de la jeune République, affirmant qu'il s'agit de contributions fondamentales à la pensée des Lumières. La Rochefoucauld d'Anville était le coéditeur des Affaires de l'Angleterre et de l'Amérique et soutint la cause des Insurgents de 1776 à 1780. Houdon dévoile le buste de Washington qu'il vient d'achever et Elie de Beaumont annonce un prix de 600 livres à qui enverra le meilleur mémoire sur « *Benjamin Franklin vivant* ». Décédé à Philadelphie en 1790, on voit donc à quel point la longue et importante carrière maçonnique du frère Franklin s'inscrit dans un engagement global en faveur des Lumières et de la liberté politique. P.-Y.B.

FRANKLIN John

Spilsby 16 avril 1786 - île du Roi-Guillaume 11 juin 1847.



Explorateur britannique. Au cours de plusieurs expéditions, il aura cartographié près des deux tiers de la côte nord de l'Amérique. John Franklin nait en 1786 à Spilsby, dans le Lincolnshire, il suit les cours de la King Edward VI Grammar School à Louth. C'est le neuvième d'une famille nombreuse de 12 enfants. Une de ses sœurs est la mère d'Emily Tennyson. Le père de Franklin s'oppose d'abord à l'intérêt de son fils pour une carrière maritime. Mais son fils est déterminé et il finit par lui permettre de s'embarquer sur un navire marchand. La vocation de Franklin en sort renforcée et à l'âge de 14 ans son père l'autorise à s'engager dans la Royal Navy sur le HMS *Polyphemus*. À partir de cette date Franklin participe à des voyages restés célèbres et à des batailles navales. Il prend part à la bataille de Copenhague en 1801 puis à l'expédition dirigée par son oncle, le capitaine Matthew Flinders qui explore les côtes de l'Australie sur le HMS *Investigator*. De retour en Europe, il sert à bord du HMS *Bellerophon* au cours de la bataille de Trafalgar en 1805 et il participe aussi à la bataille de La Nouvelle-Orléans en 1814.

Expédition de David Buchan (1818)

Sous la direction de David Buchan une expédition comprenant deux navires le *Dorothea* et le *Trent* est chargée de rechercher l'existence d'une mer libre de glace, la mer polaire ouverte, au pôle Nord. John Franklin, alors lieutenant, commande le *Trent*. Les deux navires sont bloqués par les glaces au nord-ouest du Spitzberg et doivent faire demi-tour après plusieurs semaines d'effort.

Première expédition arctique (1819-1822)

L'expédition Coppermine de 1819-1822 est guidée par le métis et coureur des bois François Beaulieu. L'objet de cette expédition est d'explorer la côte nord du Canada en y accédant par la Coppermine River. Cette expédition britannique est organisée par la Royal Navy et fait partie de ses tentatives de découvrir et de cartographier le passage du Nord-Ouest. John Franklin a sous ses ordres George Back et John Richardson qui deviendront à leur tour des explorateurs polaires connus.

Mariage puis seconde expédition arctique

En 1823, après son retour en Angleterre, Franklin épouse la poétesse Eleanor Anne Porden. Leur fille, Eleanor Isabella, nait l'année suivante. Sa femme meurt de tuberculose en 1825, peu de temps après avoir convaincu son mari de ne pas laisser sa mauvaise santé l'empêcher de partir pour autre expédition dans l'Arctique. Cette expédition, un voyage le long du fleuve Mackenzie pour explorer les rives de la mer de Beaufort, est mieux préparée que la première. Le 29 avril 1829, il est élevé au rang de chevalier par George IV. Le 5 novembre 1828, il épouse Jane Griffin, une amie de sa première femme et une grande voyageuse. Le 25 janvier 1836, il est fait chevalier commandeur de l'Ordre royal des Guelfes par le roi George IV. Il est nommé Lieutenant-Gouverneur de Tasmanie (1836-1843)

Expédition à la recherche du Passage du Nord-Ouest (1845-1847)

Le 19 mai 1845, Franklin et 134 hommes quittent l'Angleterre à bord des HMS *Erebus* et HMS *Terror*. Ces deux navires robustes disposent du matériel dernier cri : moteur à vapeur, chauffage, riche bibliothèque et vivres pour trois ans. Mais ces dernières ont été mises en conserve négligemment et s'avèrent contaminées par le plomb de soudure des couvercles. Après une erreur de navigation, il fait une escale à Whitefish Bay, au Groenland.

L'équipage doit hiverner sur la banquise à bord de ses navires et tentera de survivre par la suite sur l'île du Roi-Guillaume. De nombreux hommes y moururent, dont Franklin, et le reste de l'équipage mourut en voulant revenir par le territoire canadien. Trois années plus tard, l'amirauté lance les recherches avec forte récompense.

FREDERIC de GALLES Frédéric Louis

1er février 1707 – 31 mars 1751.



Le **prince Frédéric** (Frederick Louis) prince de Galles et duc d'Édimbourg et de Cornouailles, fut un membre de la famille royale britannique et héritier présomptif à la couronne de Grande-Bretagne. Il est le premier enfant et le fils aîné du roi George II de Grande-Bretagne et de la margravine Caroline de Brandebourg-Ansbach. Sa mésentente avec son père était célèbre au point qu'un esclandre se produisit en public le jour de son mariage. L'année suivante, le prince de Galles et son épouse furent chassés du palais royal. Autour d'eux se réunirent les opposants à la politique royale.

Il fut initié à la franc-maçonnerie par Jean Théophile Désaguliers dans palais de Kew, et devint en 1737 le premier membre de la famille royale élu grand-maître de la franc-maçonnerie anglaise, inaugurant ainsi la tradition plaçant celle-ci sous la protection de la famille royale britannique.

FREDERIC d' **Orange-Nassau** Berlin 28 février 1797 - Wassenaar 8 septembre 1881.



Prince des Pays-Bas.

Initié Franc-Maçon, le 20 juin 1816, dans la loge " *Zu den Drei Weltkugeln* ". Grand Maître de l'ordre regroupant des loges belges et hollandaises, la Belgique ayant été annexée à la Hollande. Il poursuivra son rôle de Grand Maître aux Pays-Bas après l'indépendance de la Belgique qui a entraîné la séparation de la maçonnerie belge et hollandaise. Il offre à l'Ordre la bibliothèque de Kloss.

Le 30 juillet 1825, les 4 Loges de Bruxelles (par ordre d'ancienneté : *Les Vrais Amis de l'Union*, *Les Amis Philanthropes*, *la Paix et Candeur*, *l'Espérance*) organisèrent une *Fête maçonnique solennelle* offerte par *les Maçons réunis des Provinces Méridionales* au Prince Frédéric, Grand Maître, à l'occasion de son récent mariage, le 21 mai, avec la princesse Louise de Prusse.

FREDERIC II **HOHENZOLLERN** Berlin 24 janvier 1712 – Potsdam 17 août 1786.



Roi de Prusse.

Initié Franc-Maçon, le 14 août 1738, dans une auberge de Brunswick, il reçut les trois grades d'apprenti, de compagnon et de maître, conférés pour la première fois à un musicien allemand. Il autorisa la maçonnerie en Prusse par les lettres patentes de 1774. Il fréquenta l'année suivante à la cour la loge "*Rhenisberg*"

Son père le « roi-sergent » avec qui il entretint longtemps des relations détestables, était un anti maçon résolu. Toutefois, un proche de Frédéric, le comte Albrecht Wolfgang zu Schaumberg-Lippe, joua un rôle décisif dans son initiation. Cet humaniste avait été reçu maçon en Angleterre en 1723-1724, et il défendit la fraternité face au père de Frédéric.

Le prince héritier aimait les sociétés d'hommes et les ordres de la chevalerie – il avait ranimé l'Ordre Bayard dans son château de Rheinsberg en 1736, où il installa la même année sa Kronprinzloge (loge du prince héritier). Le baron Oberg qui avait initié le prince héritier en tint le maillet, avant d'être remplacé par Frédéric lui-même en novembre 1739. La fondation d'une loge privée est caractéristique de la sociabilité aristocratique et princière du XVIIIe siècle. Le duc de Richmond battait maillet en son château d'Aubigny-sur-Nère, tandis que les rois de Suède et de nombreux princes allemands avaient également leur loge royale ou princière. Frédéric installe ensuite sa Hofloge (loge de cour) au château de Charlottenbourg, où il initie son propre frère, Guillaume, le duc von Holstein-Beck et son beau-frère, le margrave Friedrich von Brandenburg-Bayreuth qui deviendra ensuite « maître perpétuel » de la loge Zur Sonne fondée le 21 janvier 1741 au château de Bayreuth. Toute sa vie, Frédéric ne cesse d'affirmer sa foi dans les principes maçonniques, et notamment dans l'amitié entre les hommes fondée sur le respect mutuel et la compréhension réciproque, à laquelle il rendait un véritable culte.

Cependant, cet homme pétri de contradictions troque son Antimachiavel (1739), pour la raison d'Etat, lorsqu'il monte sur le trône en 1740. Il cesse toute participation aux travaux maçonniques, dont il dénonce le formalisme, préférant ses « tables rondes » informelles du château de Sans-Souci, probablement à partir de 1742-1743.

Pour autant, il faut souligner que les critiques qu'il adresse à l'Ordre datent pour la plupart des années 1770, et visent la Stricte Observance, saisie du « mal des titres ». Dotzauer évoque la « réserve sympathique » de Frédéric II à l'égard de l'Ordre. En fait, monarque conscient de ce que la franc-maçonnerie peut se révéler une véritable « masse de granite » avant la lettre pour l'Etat des Hohenzollern, Frédéric II s'est employé tout au long de son règne à la protéger dans ses Etats. Grâce à lui, elle devient *hffähig*, c'est-à-dire qu'elle bénéficie d'une sorte de « capacité de Cour » qui attire nombre d'aristocrates et de *Junker*. Frédéric II encourage la fondation de la loge « *Zu den drei Weltkugeln* » (Aux Trois Globes) le 13 septembre 1740, à la tête de laquelle il place son ami Charles Estienne Jordan. Cette mère loge ne fonda pas moins de quinze ateliers dans ses six premières années d'existence et donna naissance par la suite à l'une des principales obédiences allemandes. D'ailleurs, le Journal de Berlin souligne, dès l'accession de Frédéric au trône, que l'Ordre dispose désormais d'un protecteur puissant : « *Une société infortunée, à laquelle il semble qu'on prépare le même sort qu'aux anciens templiers peut aussi se promettre un asile dans la généreuse protection de Sa Majesté. Je parle des francs-maçons* ».

Logiquement, la réputation de Frédéric II protecteur des francs-maçons se répandit hors de Prusse et hors d'Allemagne. Les frères français lui rendirent hommage et reçurent des loges prussiennes le portrait du roi, tandis que les francs-maçons en détresse suppliaient le prince éclairé de voler à leurs secours. Ce fut le cas notamment lors de l'affaire d'Aix-la-Chapelle, qui fit grand bruit en 1779. Le 26 mars 1779, le magistrat de la ville avait interdit toute réunion de francs-maçons et encouragé la délation ; puis, à l'occasion du carême, plusieurs prédicateurs catholiques stigmatisèrent les francs-maçons « précurseurs de l'Antéchrist ». Des membres de la loge « *La Constance* » furent insultés et molestés par la population. *Le Courrier du Bas-Rhin*, véritable organe de Frédéric II au dire de Louis Trénard, publia à Clèves, ville sous autorité prussienne, une protestation de la loge incriminée et un vibrant appel à l'aide de frères qui craignaient pour leur sécurité.

Ils obtinrent « *la protection du roi de Prusse, du roi de Suède, du duc de Brunswick, du duc de Sudermanie (frère du roi de Suède), du prince de Saxe-Meiningen, et de plusieurs grands d'Europe* ». Frédéric II exprimait sa solidarité envers des frères persécutés et s'affichait comme prince éclairé, ennemi de la superstition.

A la fin de son règne, la protection que Frédéric II accorde à la Franc-maçonnerie prussienne, dès lors qu'elle participe à la consolidation de l'édifice monarchique, ne se dément pas. La Grande Loge Provinciale des francs-maçons d'Allemagne à Berlin en bénéficie en 1774 et, peu avant sa mort, le souverain assure encore à la loge Royale York de l'Amitié que tout franc-maçon vertueux, dévoué à l'Etat, peut compter sur sa protection. Cette relation construite par Frédéric II avec la franc-maçonnerie prussienne tient moins à l'influence des Lumières qu'à son attachement aux valeurs « purement maçonniques » et surtout à sa clairvoyance d'homme d'Etat pragmatique. En fortifiant et en soudant les strates dirigeantes de la société de l'Etat, le lien maçonnique sert la Prusse des Hohenzollern. D'ailleurs, son successeur, Frédéric-Guillaume III, considéré comme l'homme de l'Ordre – réactionnaire – des Rose-Croix d'Or, intégra la franc-maçonnerie dans « l'ordre social existant », alors qu'il interdit toutes les sociétés secrètes par l'édit du 20 octobre 1798. Il loua même, en 1833, les francs-maçons comme les «meilleurs de ses sujets». P.-Y.B.

FREDERIC III Hohenzollern

Potsdam 18 octobre 1831 - 15 juin 1888.



Frédéric III d'Allemagne Roi de Prusse et Empereur allemand, de son nom complet **Frédéric Guillaume** Nicolas Charles **de Hohenzollern**. il ne survivt que trois mois à son père, régnant du 9 mars 1888 au 15 juin de la même année, il est le huitième roi de Prusse et le deuxième kaiser allemand. Issu de la très conservatrice maison de Hohenzollern, Frédéric acquiert cependant, en grandissant, des idées libérales qui lui viennent en partie de sa mère, Augusta de Saxe-Weimar-Eisenach.

Initié Franc-Maçon par son père Guillaume Ier en 1853. Il devient Grand Maître en 1860 et prend le titre de «Grand Protecteur de la Maçonnerie»

Après des études mêlant à la fois formation militaire et arts libéraux, le jeune homme épouse, en 1858, la princesse royale Victoria du Royaume-Uni qui le conforte dans ses idées progressistes.

Peu à peu, le prince s'éloigne de son père, le roi Guillaume Ier de Prusse, et surtout du chef de son gouvernement, le Ministre-président Otto von Bismarck. Bien qu'héritier du trône, le prince est alors écarté des affaires politiques et cantonné à un rôle essentiellement représentatif. Choqué par la politique bismarckienne « du sang et du fer », Frédéric n'en est pas moins désireux d'unifier l'Allemagne et d'en faire une grande nation en Europe. Plutôt opposé à la guerre, il s'illustre tout de même dans les conflits déclenchés par son pays dans les années 1860-1870 : guerre des Duchés (1864), guerre austro-prussienne (1866) et guerre franco- allemande (1870). Mais, malgré ses gloires militaires, le *Kronprinz* continue à être éloigné du pouvoir par son père. D'ailleurs, la proclamation de l'Empire allemand en 1871 ne s'accompagne, pour lui, d'aucune promotion politique. Resté 27 ans héritier du trône, Frédéric succède finalement à son père comme roi de Prusse et empereur allemand le 9 mars 1888. Mais il est alors atteint d'un cancer du larynx avancé et il meurt après seulement 99 jours de règne, ce qui l'empêche de mener à bien les réformes dont il avait rêvé. Aujourd'hui encore, l'empereur Frédéric III est une personnalité controversée chez les historiens : tandis que certains considèrent qu'il aurait pu empêcher le déclenchement de la Première Guerre mondiale en faisant de l'Allemagne une démocratie libérale, d'autres pensent qu'il n'aurait pu réformer en profondeur son pays et doutent même qu'il en aurait eu la volonté.

FREDO Aleksander

Suróchow près de Jarosław en Galicie orientale 20 juin 1793 - Lwów (aujourd'hui Lvov en Ukraine) 15 juillet 1876**.**



Poète, dramaturge et auteur de pièces de théâtre en langue polonaise. Il est éduqué dans le domaine familial par des précepteurs et n'ira jamais à l'école ou dans une université. Son éducation se fait surtout en français, puis en polonais, en allemand et en latin. Après la mort de sa mère en 1806 morte dans un incendie, la famille déménage à Lwów.

Le comte Fredro s'est engagé dans la Grande Armée napoléonienne dans une division du Duché de Varsovie, création des Français. Il combat aussi inlassablement la domination austro-hongroise sur la plus grande partie de la Galicie. Il reçoit la médaille Virtuti Militari en 1812 pour avoir accompagné les troupes napoléoniennes à la prise de Moscou. Il vit ensuite dans son domaine familial.

Il se marie en 1828 avec la comtesse Sophie Skarbek, née Jablonowska, dont il a un fils Jan-Aleksander futur auteur de théâtre et une fille, mère du futur métropolite uniate André Szeptycki (1865-1944) dont le procès de béatification est ouvert. Il s'installe à Lwów en 1846 et devient membre du conseil de la ville, pendant la période révolutionnaire en Galicie en 1848. Il s'exile ensuite en France, jusqu'en 1855.

Il écrit des pièces et des comédies, décrivant souvent avec humour les situations politiques de l'époque, tandis que ses personnages sont entrés dans les consciences polonaises. Il est considéré aujourd'hui comme le Molière polonais.

FREIRE DE ANDRADE Gomez

Vienne 1757 – San Juliäo da Barra, Portugal 1817.



Général contre Napoléon. Après la victoire, son grand prestige inquiète le pouvoir, il est est jugé et exécuté. Gomes Pereira Freire de Andrade e Castro est le fils d'Ambrosio Pereira Freire de Andrade e Castro, représentant du Portugal à la cour de Vienne, et de la comtesse autrichienne Elisabeth von Schaffgotsch. Il est élevé à Vienne où il habite jusqu'en 1780. Il part alors pour le Portugal (1781) où il fait carrière dans la marine, puis dans l'armée.

Il est initié franc-maçon en 1785, probablement à Vienne, dans la loge *« L'Espérance Couronnée* » à laquelle il appartient encore en 1790 (tout comme Mozart). **Il a alors le grade de maître. Au Portugal, il fait partie de la loge « *Regeneraçäo* » (Régénération) dont il est le vénérable.**

Il combat comme volontaire dans l'armée russe (1788-1792) et prussienne, se distingue au cours de plusieurs campagnes contre la Turquie, la Suède et la France, et obtient le grade de colonel, qu'il détient également au Portugal.

Il part ensuite pour la Catalogne où il prend part à la guerre contre la France (1793-1795). De retour au Portugal, à Lisbonne, il est promu au rang de maréchal de camp et participe à la guerre de 1801 contre l'Espagne, où il se distingue.

La même année, il accueille chez lui une grande assemblée à l'origine de l'organisation définitive de la franc-maçonnerie portugaise. Lorsque est créée le Grand Orient Lusitanien en 1802, Gomez Freire est élu dignitaire.

Parallèlement, entre 1801 et 1807, il joue un rôle politique et militaire important, adhérant au parti dit « anglais » qui est une lutte contre l'influence de la France. En 1803, il est jugé instigateur d'émeutes et incarcéré puis, en 1808, après l'occupation du Portugal par les Français, il est nommé avec le marquis de Alorna, à la tête d'une « légion portugaise ». Il combat dans les rangs de l'armée napoléonienne en Espagne, en Allemagne, en Suisse, en Autriche, en Pologne et en Russie (1803-1813), à Dresde et à Iéna (1813). Cette année-là, il devient docteur honoris causa de l'université d'Iéna. Peu de temps après, il est fait prisonnier, part pour la France puis l'Angleterre, et revient finalement au Portugal en mai 1815 où, après un nouveau séjour en prison, on le déclare innocent. L'armée ne le réintègre pas dans ses rangs pour autant.

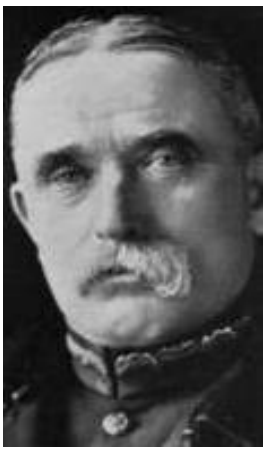
A la fin de cette année, il est élu Grand Maître du Grand Orient Lusitanien, et il dirige, durant les deux années qui suivent, l'expansion fulgurante de la franc-maçonnerie portugaise. C'est ce qui inquiète le pouvoir absolutiste et le mène à la prison puis à la potence.

Fort d'un prestige considérable, partisan des idées libérales, c'est tout naturellement qu'il devient chef du mouvement à la fois contre l'influence anglaise qui s'exerce en politique et dans les forces armées, fortement et mal ressentie depuis la libération du Portugal de l'occupation française, et contre le pouvoir absolu et despotique de la Régence. On ne lui connaît pas de participation active dans une quelconque conspiration mais, en mai 1817, on l'incarcère de nouveau.
On ne lui accorde qu'un simulacre de procès à l'issue duquel il est condamné à mort. Il est pendu au château de San Juliäo da Barra, à 10 kilomètres de Lisbonne. Onze autres conspirateurs ou pseudo-conspirateurs, francs-maçons pour la plupart, sont également exécutés à Lisbonne. Gomez Freire est l'un de ces maçons qui ont laissé leur nom dans l'histoire en tant que personnalité symbolique des martyrs pour la Liberté.

Aujourd'hui encore, il est considéré comme l'un des grands noms de la franc-maçonnerie. Il a donné son nom à de nombreuses loges et un grand nombre de nouveaux initiés choisissent « Gomes Freire » comme nom symbolique. Pendant une centaine d'années, le 18 octobre, jour de son martyre, fut un jour de deuil pour les francs-maçons.
J.J.A.D. et A.H. de O.M.

FRENCH PHOTO JOHN

Ripple, 28 septembre 1852 - Deal, 22 mai 1925.



John Denton Pinkstone French KP, GCB, OM, GCVO, KCMG, ADC, PC. 1er comte d'Ypres, maréchal de l'armée britannique, fut le premier commandant du Corps expéditionnaire britannique lors de la Première Guerre mondiale

Il était le fils du Commander John French, officier de la Marine Royale britannique. Il s'est engagé dans la Royal Navy en 1866 mais transféré dans l'armée britannique en 1874. Comme lieutenant-colonel il a servi comme commandant de cavalerie dans la deuxième Guerre des Boers de 1899 à 1902. Il a été promu général en 1907 et il est devenu le chef d'État-major de l'armée britannique en 1911, le chef de l'État-major de l'Empire britannique en 1912 et nommé Maréchal de Camps en 1913. C'est lui qui commande la Corps expéditionnaire britannique, en anglais *British Expeditionnary Force* (BEF) engagé sur le front belge et du Nord de la France lors de la Première Guerre mondiale. Il est resté au commandement de la FEB pour superviser les combats de Neuve-Chapelle et de Ypres qui ont conduit à la destruction quasi complète de la FEB.

En 1915, il refuse de coopérer avec les Français et, après les attaques manquées d'Aubers Ridge et Loos, les opérations offensives britanniques s'arrêtent. En décembre 1915, il est remplacé par Douglas Haig. Il retourne en Angleterre pour être nommé Commandant des Forces britanniques de l'Intérieur, poste qu'il conserva jusqu'à la fin de la guerre.

Il est fait vicomte d'Ypres en 1916. Après avoir dirigé la répression de la révolte irlandaise en 1916, il est nommé Lord lieutenant d'Irlande de 1918 jusqu'à son départ en retraite en 1921 et il reçoit en récompense de l'ensemble de ses services le titre de comte d'Ypres en 1922.

Premières années
Né à Ripple dans le Kent (où il est également enterré), Fils du Commandeur John French, un officier de la Royal Navy, il entra dans la Navy en 1866. Après avoir suivi les cours de l'Académie Navale Eastman à Portsmouth il quitta la Navy pour rejoindre la British Army en 1874.

Carrière militaire
French prit part à l'expédition du Soudan et y reçu une rapide promotion. Il commandait le 19e Hussard en 1889-1893 fut nommé adjoint au Général de brigade en 1893-1897. En 1897 il obtint le commandement de la 2e Brigade de Cavalerie qu'il échangea deux ans plus tard pour la 1re Brigade de Cavalerie avec laquelle il prit part à la seconde Guerre des Boers 1899-1902. Après la guerre, il fut Commandant en Chef à Aldershot de 1901 à 1907, après quoi il fut promu au rang de Général d'armée et nommé Inspecteur Général de l'Armée (1907-1912). En 1911, il fut nommé Aide de Camp Général de Sa Majesté le Roi. De mars 1912 à avril 1914, il servit comme Chief of the Imperial General Staff mais démissionna à la suite de la Mutinerie Curragh et fut à nouveau nommé Inspecteur-Général de l'Armée, poste dans lequel il était en fonction quand la guerre éclata.

Première Guerre mondiale
French était le candidat tout désigné pour le poste de Commandant en Chef de la Force Expéditionnaire Britannique (BEF) en août 1914. Homme de caractère, il argumenta en accord avec le Ministère contre l'avis du Général Kitchener et du Général Sir Douglas Haig, soutenant que la BEF devrait être déployée en Belgique, plutôt qu'à Amiens, où aussi bien Haig que Kitchener croyaient qu'elle serait bien placée pour fournir une vigoureuse contre-attaque une fois que la route de l'avancée allemande serait connue. Kitchener considérait que placer la BEF à Mons reviendrait à abandonner sa position et la plus grande partie de ses équipements presque immédiatement, car l'armée belge serait incapable de tenir contre les Allemands ; compte-tenu de la solide confiance que l'on accordait à cette époque aux forteresses, il n'est pas surprenant que French et le Ministère britannique ne fussent pas d'accord avec Kitchener sur ce point.

Après les premières batailles à Mons et au Cateau, où comme Kitchener l'avait prévu, il dut battre en retraite de sa position pour éviter d'être débordé sur le flanc quand les positions belges tombèrent, French devint de plus en plus irrésolu et concerné avant tout par le souci de préserver ses troupes, il proposa même de les retirer vers les ports de la Manche, plutôt que de tenter d'aider les Français. Il amorça un début de retrait qui menaça de rompre la ligne entre les armées française et belge et il fallut une rencontre non souhaitée avec Kitchener le 2 septembre 1914, pour réorganiser ses pensées et diriger une contre offensive à l'occasion de la première bataille de la Marne. French fut particulièrement énervé par le fait que Kitchener arriva en portant son uniforme de Field Marshal, impliquant ainsi qu'il était le supérieur de French et non pas simplement un membre du Ministère, un fait qu'il mentionna dans une lettre à Sir Winston Churchill. Personne ne sait exactement ce qui fut dit pendant cette rencontre, car aucun des deux hommes n'en garda des notes, mais French devint de plus en plus opposé à Kitchener dans les mois qui suivirent.

Durant la première bataille de Mons, French émit une série d'ordres hâtifs enjoignant d'abandonner les positions et le matériel, ordres qui furent ignorés par son subordonné en charge du IIe Corps de la BEF, le général Sir Horace Smith-Dorrien. Smith-Dorrien au contraire, monta une vigoureuse action défensive, relâchant la pression et permettant aux troupes de se réorganiser, de rassembler leurs équipements et fournitures et de mener un confortable combat de retraite. Smith-Dorrien ignora d'autres ordres émanant de French, qu'il considérait comme étant irréalistes. Smith-Dorrien fut relevé de son commandement après avoir plaidé pour un retrait tactique loin des lignes allemandes à Ypres, juste après l'emploi pour la première fois de gaz asphyxiants par les troupes allemandes. Plusieurs jours plus tard, French se rendit à l'avis du général Plumer de réaliser un retrait presque identique à celui que Smith-Dorrien avait recommandé.

French resta au commandement jusqu'à ce que la guerre de tranchée commence et supervisa les combats de Neuve-Chapelle et d'Ypres, qui achevèrent de détruire les derniers restes de la BEF originale. En 1915, il refusa de coopérer avec les Français et après les échecs à Aubers Ridge et Loos, les opérations britanniques furent presque complètement arrêtées. En décembre 1915, il fut remplacé par Sir Douglas Haig. French retourna en Angleterre pour y être nommé Commandant en Chef des Forces de l'Intérieur 5 et supervisa la répression du soulèvement en Irlande de 1916. En janvier 1916, il fut nommé 1er vicomte French d'Ypres et du Haut Lac du Comté de Roscommon.

Fin de vie
En mai 1918, il fut nommé Lord lieutenant d'Irlande et Gouverneur Général de l'Irlande. En 1919, il fut l'objet d'une tentative ratée d'assassinat par l'Irish Republican Army naissante. Il conserva son poste jusqu'à sa retraite en 1921.
En mai 1922, il fut élevé au rang de 1er Comte d'Ypres.
Grades successifs

- 1868- Élève officier de la Royal Navy.
- 1874- Lieutenant (Cavalerie)
- 1880- Capitaine
- 1895- Colonel
- 1897- Général de Brigade
- 1899- Général de Division
- 1902- Général de Corps d'Armée
- 1907- Général d'Armée
- 1913- Maréchal

FRIED **Alfred Hermann**



Ecrivain autrichien, fondateur du Mouvement allemand pour la Paix. (1864 – 1921)

FRONDEVILLE de Thomas Lisieux 1750 - Paris 13 juin 1816.

Thomas Louis César Lambert, marquis de Frondeville, homme politique français.
D'une famille noble, mais peu riche, Frondeville dirigea ses études vers la jurisprudence, et, après avoir été reçu avocat à Rouen, il devint conseiller au parlement de cette ville, où ses connaissances étendues le firent bientôt remarquer.

Frondeville occupait une charge de président à mortier, qu'il avait achetée, lorsque la Révolution éclata en 1789. Nommé depuis aux États généraux par la noblesse du bailliage de Rouen. Il montra toujours à l'Assemblée nationale et ensuite constituante, le zèle le plus ardent pour la monarchie. Ses opinions, un extérieur avantageux et des manières très agréables, lui procurèrent, du reste, beaucoup de succès dans le grand monde parisien. Le 11 novembre 1789, il défendit, avec autant d'adresse que de sensibilité et de convenance, sans toutefois que le succès couronne ses efforts, la chambre des vacations de la cour souveraine à laquelle il appartenait, chambre qui était signalée comme s'opposant ouvertement à l'exécution des décrets de l'Assemblée nationale. Le 9 janvier 1790, ce fut la chambre des vacations du parlement de Rennes, accusée du même genre de désobéissance, dont il se constitua le défenseur.

Le 8 août, lorsque Alexandre de Lameth s'éleva contre la résistance persévérante de l'ancienne magistrature aux progrès de la Révolution, Frondeville demanda la suppression de toutes les chambres des vacations, afin de les délivrer des persécutions qu'elles éprouvaient. L'Assemblée nationale ayant créé un comité des recherches qui, plus tard, donna naissance, aux deux comités de sûreté générale et de salut public de la Convention, et Bonne-Savardin ayant été, en vertu des ordres de ce comité, arrêté comme conspirateur. Frondeville parla en faveur de l'accusé, et en même temps il attaqua avec force l'existence de la nouvelle inquisition d'état. À cette occasion il témoigna l'indignation la plus vive de ce que, depuis six mois, les assassins parcouraient librement l'enceinte de la capitale, et ajouta, eu se tournant vers Mirabeau et ceux de ses collègues qu'on accusait d'avoir été les promoteurs des journées des 5 et 6 octobre, qu'ils se trouvaient peut-être même assis parmi les députés. À ces mots, une grande portion de l'assemblée se souleva, et il fut censuré. Frondeville publia bientôt un écrit avec cette épigraphe : *Dat veniam corvis, vexat censura columbas*, où il déclarait s'honorer de la censure ; et le 21, protégé par l'indulgente bienveillance de Bounay, alors président, défendu avec une énergie qui alla jusqu'à l'emportement, par Faucigny, il fut condamné aux arrêts dans son domicile pour huit jours.

Le 25 mai 1791, Frondeville s'opposa à la réunion d'Avignon à la France. Son nom figure parmi les signataires des protestations des 12 et 13 septembre, de la même année. Après les derniers travaux de l'Assemblée constituante, il émigra en Angleterre, où il ne tarda pas à se marier. Rentré après le coup d'État du 18 brumaire, il vivait loin des affaires publiques, quand le retour de Louis XVIII le remit en mesure de servir. Envoyé comme préfet dans le département de l'Allier, en 1814, Il suivit le roi à Gand lors des Cent-jours, en mars 1815. Il fut nommé, dans le courant de cette même année, conseiller d'état honoraire. On assure que lorsqu'il fut question, au second retour des Bourbons, d'ajouter à la liste des pairs de France, Louis XVIII, qui laissait une très grande latitude à Talleyrand pour les nouveaux choix à effectuer, se prononça de la manière la plus formelle en faveur de Frondeville, le désignant ou plutôt le nommant lui-même. Frondeville était donc revêtu de cette dignité à sa mort. Il a laissé une fille.

Franc-maçon, de la loge et chapitre "Raoul" à Pavilly, il accusa la maçonnerie de conspiration antiroyaliste contre Louis XVI dans un essai publié après sa mort.

FROSSARD **Ludovic-Oscar** Foussemagne (Territoire de Belfort) 5 mars 1889 - Paris 11 février 1946.
Souvent désigné sous les noms de **L-O Frossard** ou **Ludovic-Oscar Frossard**. Il a été secrétaire général de la SFIO à partir de 1918 puis secrétaire général du jeune Parti communiste français issu du Congrès de Tours. Il sera ministre dans sept gouvernements entre 1935 et 1940.

Fils d'un artisan bourrelier radical-socialiste anticlérical et anti-dreyfusard, Louis-Oscar Frossard suit des études en école primaire supérieure puis entre à l'école normale de Belfort en 1905 pour devenir instituteur et est ensuite nommé à l'école de Petit-Croix. Militant socialiste, il est à plusieurs reprises inquiété par sa hiérarchie et son antimilitarisme lui vaut finalement d'être révoqué de l'enseignement1 en 1913, peu de temps après la fin de son service militaire. Il s'installe alors dans le Haut-Rhin et devient le premier responsable socialiste de ce département, principal rédacteur du journal local Germinal et candidat socialiste à l'élection législative de 1914 dans la 1re circonscription de Belfort.



Il fut initié à la Loge L'Internationale. Il en démissionna en 1937.
Pendant la guerre, il participe avec Jean Longuet et Paul Faure aux combats de la minorité socialiste, de tendance "pacifiste", mais "patriote". Il devient délégué permanent à la propagande, puis secrétaire du parti socialiste en octobre 1918. En 1919, il est candidat sur la liste socialiste menée par Longuet aux élections législatives dans le département de la Seine, mais n'est pas élu. Partisan de la "reconstruction" d'une Internationale socialiste, il se convertit à l'adhésion à l'Internationale communiste (IC) à la suite d'un voyage en Russie en 1920, il défend cette thèse lors du Congrès de Tours. Secrétaire général du jeune Parti communiste français, mais hostile à la "bolchévisation" du parti, désavoué par l'Internationale sur son attitude au IIe Congrès du PCF, et refusant la 22e condition de Moscou (le Komintern interdisant l'appartenance à la franc-maçonnerie), il démissionne le 1er janvier 1923.

Il crée alors le *Parti communiste unitaire* (PCU) qui devient en 1924 après fusion avec d'autres groupes dissidents l'Union socialiste communiste. Il est alors candidat aux législatives sur une liste du Cartel des gauches dans le département de la seine, mais n'est pas élu. Il rejoint ensuite la SFIO, d'abord en se rapprochant de Longuet au sein de la rédaction de la "nouvelle revue socialiste", qu'il dirige de 1925 à 1930, puis par l'adhésion. Il est élu député socialiste en 1928 de la Martinique et 1932 de Haute-Saône, succédant dans la circonscription de Lure à un autre socialiste, Charles Cotin. Homme de presse, il est le patron du quotidien *Le Soir*. Il est aussi conseiller général de Lure et maire de Ronchamp (Haute-Saône). Il quitte le parti et le groupe socialistes pour être ministre du Travail dans les cabinets Bouisson, Laval IV et Sarraut II (1er juin 1935-4 juin 1936). Peu associé au mouvement du Front Populaire, il n'en reste pas moins lié à la gauche modérée. Réélu député "républicain-socialiste" de la Haute-Saône en 1936, il retrouve des fonctions ministérielles dès janvier 1938 : ministre d'État de 4e cabinet Chautemps, puis ministre de l'Information de 2e cabinet Blum (mars-avril 1938) et enfin ministre des Travaux publics de 3e Daladier (10 avril-23 août 1938). Il démissionne pour protester contre le "virage à droite" du gouvernement sur les quarante heures. Il reprend le ministère des travaux publics le 21 mars 1940 dans cabinet Paul Reynaud comme président du Conseil, maintenu en fonctions dans le gouvernement que forme Pétain en juin 1940 pour signer l'armistice (jusqu'au 27 juin). En juillet, il vote pour donner les pleins pouvoirs à Pétain. Il refuse de siéger au Conseil national de l'État français, mais poursuit des activités de journaliste sous l'Occupation. Il anime, en zone Sud *Le Mot d'ordre*, où il vante les bienfaits de la Révolution nationale, seule à même de réformer l'injustice de la société3. Ses activités vichystes lui vaudront d'être inquiété, mais il sera acquitté à la Libération. Il meurt en 1946.

Il était le père d'André Frossard converti au catholicisme à 20 ans, ami de Jean-Paul II, écrivain, journaliste au *Figaro*.

FROST Leslie

20 septembre 1895 - 4 mai 1973.



Leslie Miscampbell Frost, homme politique canadien de la province de l'Ontario. Il a été premier ministre de l'Ontario de 1949 a 1961. Surnommé "Old Man Ontario", Frost dirige la province durant le boom économique des années 1950.
Il était franc-maçon. ***Grand Lodge of British Columbia and Yukon*.**

Au cours de la Première Guerre mondiale, il sert en tant qu'officier dans le 157e et dans le 20e bataillon en France et en Belgique. Blessé au cours de l'année 1918, il est libéré de ses fonctions au rang de capitaine. Frost est un avocat de profession. Il est d'abord ministre des Mines lors du mandat comme premier ministre de George Drew. Il est ensuite élu chef du Parti progressiste-conservateur de l'Ontario suite à la décision du premier ministre de se lancer en politique fédérale en 1948.

Lors de son mandat, Frost travaille avec le gouvernement fédéral pour la réalisation des grands projets tels que la voie maritime du Saint-Laurent, le transport du gaz naturel par pipeline (TransCanada) entre l'Alberta et l'Ontario et le renouvellement des équipements des centrales nucléaires de type Candu et des centrales au charbon.

Avec sa politique fiscale, Frost vient essentiellement encourager l'industrie privée à se développer. Il instaure des lois progressistes en santé, en éducation et en droits de la personne (notamment une loi sur l'équité salariale et en donnant le droite de vote aux Premières Nations). Après trois mandats consécutifs, il se retire en 1961 en cédant son poste à son ministre de l'Éducation, John Robarts.

FROTTÉ de Louis

Alençon 5 août 1766 - Verneuil-sur-Avre, fusillé 18 février 1800.



Franc-Maçon de la Loge "*Cannogate Kilwinning*", Edimbourg Marie Pierre Louis de Frotté, surnommé « **Blondel** », chef emblématique de la chouannerie normande.
Louis est un fils de Pierre Henry de Frotté, écuyer, sieur de la Rimblière, et d'Agathe de Clairambault, mariés à Port-Louis en Bretagne le 15 octobre 1765.

Le comte Louis de Frotté commence sa carrière militaire en 1781 au régiment Colonel-Général. Officier d'infanterie lors de la Révolution, jeune, ardent, et d'un caractère décidé, il s'en montra de bonne heure l'adversaire et prit le parti de l'émigration. Il passe dans l'armée de Brunswick après la fuite manquée de Louis XVI, dans une nouvelle unité, les Chevaliers de la couronne. Il combat l'armée républicaine à la bataille de Valmy avant d'émigrer en 1792 en Italie puis en Allemagne.

L'insurrection en Bretagne
En Angleterre, il sert dans le régiment des Chevaliers de la couronne du vicomte de Bussy et prépare l'insurrection de sa province natale. Voulant signaler son dévouement pour la cause des Bourbons, il sollicita vivement à Londres, en 1794, auprès de Joseph de Puisaye, chargé des intérêts du roi en Bretagne, l'autorisation de passer en France pour faire insurger la Normandie, où il avait des intelligences. Il reçut ses pouvoirs ainsi qu'un brevet de colonel. Débarquant sur la côte de Saint-Malo au commencement de 1795, avec plusieurs autres gentilshommes, il y soutint un combat contre les troupes républicaines, leur échappa, et parvint en Normandie à travers mille dangers.

Il y apportait, avec un grand courage, une patience à toute épreuve, des talents militaires naturels, mais peu exercés, et une suite imperturbable dans ses desseins. Dévoré d'ailleurs du besoin de se faire un nom, il se précipita dans la carrière de la guerre civile, la seule qui fût ouverte à son audace. Mais il était question alors dans la Vendée et en Bretagne d'un rapprochement et d'une suspension d'armes entre les républicains et les royalistes. La convention nationale se flattait de diminuer le nombre de ses ennemis intérieurs par un système pacifique, repoussé jusqu'alors par les révolutionnaires.

La Normandie
Opposé à toute pacification, Frotté se rendit le 1er avril 1795 en Bretagne aux réunions pour la rédaction du traité de la Mabilais. Là, refusant de signer le traité négocié par Pierre Dezoteux de Cormatin, il déclara qu'il ne ferait jamais fléchir ses principes, et qu'il n'y avait pour les royalistes de sécurité que dans les armes. Il regagna aussitôt la Normandie ; et organisant pour l'insurrection les cantons limitrophes du Calvados et de la Manche, il parvint à établir une ligne de correspondance avec Jersey par les îles Saint-Marcouf. Il chercha ensuite, par les districts de Domfront et de Tinchebray, à lier ses opérations avec celles des royalistes du Maine.

Frotté n'eut d'abord que trois cents hommes sous ses ordres, et encore étaient-ils peu aguerris. Mais sa persévérance et son infatigable activité lui valurent des succès partiels et répétés contre les nombreux cantonnements républicains. Il s'efforçait de gagner la confiance des habitants des campagnes, et augmentait chaque jour le nombre de ses partisans. Sa correspondance avec l'Angleterre et les princes français fut bientôt en pleine activité. On lui envoya de Londres plusieurs officiers émigrés, et des transfuges vinrent grossir, son parti. Ayant refusé déposer les armes, il vit avec joie, au mois de juillet 1795, le renouvellement des hostilités entre les royalistes et les républicains dans resque tous les départements de l'Ouest, il fit vers cette époque, une incursion dans le Maine, où, réuni à d'autres chefs, il s'empara momentanément de la ville de Mayenne.

Au retour de cette expédition, il ramena en Normandie le fameux Picot, chef secondaire, qu'il eut l'art d'employer, il s'efforça de coordonner ses opérations avec celles des autres chefs de l'Anjou, du Maine et de la Bretagne ; mais l'issue de l'expédition de Quiberon vint arrêter l'essor de ses vastes projets. Le 15 novembre il fut attaqué dans son quartier général par la garnison de Mortain ; il la repoussa, se porta aussitôt sur le poste du Teilleul, et à la suite d'un engagement très vif, y fit mettre le feu, forçant ainsi les républicains à la retraite, il les tint en échec en se montrant partout, étendit son organisation dans la Basse-Normandie, eut un état-major, des chefs de division, et s'efforça d'introduire une discipline sévère parmi ses troupes, qui, toutes réunies, auraient pu former un corps de quatre à cinq mille hommes ; mais la nature de cette guerre ne permettait presque jamais de réunion générale.

Frotté cependant joignit aux environs de Mayenne les colonnes de Scépeaux et de Rochecotte ; il attaqua, de concert, plusieurs bataillons républicains qui furent d'abord enfoncés, mais, renforcés ensuite par la garnison de Mayenne, ils revinrent à la charge et culbutèrent à leur tour les royalistes. Ceux-ci se rallièrent pourtant après leur déroute, et les chefs tinrent conseil pour statuer sur leurs opérations ultérieures. Mais comment concilier tant de prétentions et d'intérêts divers ?
Les généraux royalistes préféraient agir isolément dans leurs arrondissements respectifs ; et les expéditions combinées n'avaient presque jamais d'heureux résultats. Rochecotte, Scépeaux et Frotté se séparèrent ; chacun rentra dans son territoire.

De retour en Normandie, Frotté fut joint par son père, qui venait de débarquer avec des dépêches et des subsides du ministère anglais. Ainsi encouragé, il redoubla d'efforts ; il forma une compagnie, organisée sous le nom de *gentilshommes de la couronne* ; son système d'insurrection s'étendit et se propagea. Frotté devint redoutable aux républicains, qu'il inquiétait et harcelait sans cesse. Il forma à cette époque un rassemblement nombreux dans la forêt d'Halouze, où il tenait d'ordinaire son quartier général ; et il marcha avec environ mille cinq cents hommes pour attaquer Tinchebray, dont il avait à se plaindre. La garnison n'était pas nombreuse, mais un grand nombre de républicains, renfermés dans la ville, avaient pris les armes pour résister aux royalistes. La ville était d'ailleurs palissadée ; le clocher et l'église étaient crénelés et entourés de meurtrières. L'attaque fut vive et le combat sanglant. Frotté y montra de l'intrépidité et du sang-froid ; il était partout : mais après différents assauts il faillit battre en retraite. Le résultat de l'expédition ne servit qu'à faire redouter les royalistes, et ce succès moral fut presque le seul réel.

Retour en Angleterre
L'insurrection gagnait de proche en proche en Normandie. Presque tous les cantons avaient des chefs qui obéissaient à Frotté. Mais dans la Vendée, sur les bords de la Loire, en Bretagne et dans le Maine, les affaires des royalistes étaient dès lors désespérées. Le général Hoche soumettait tout, en employant tour à tour la force des armes, la politique et la modération ; il couvrait déjà toute la Normandie et la Bretagne de ses nombreux bataillons. Malgré la résistance la plus opiniâtre, Frotté se vit contraint de se rembarquer pour l'Angleterre, refusant toute espèce d'adhésion ou de soumission personnelle au gouvernement républicain.

Avant son départ, il avait licencié ses divisions jusqu'à nouvel ordre et chargé le conseil royal de Normandie des détails de la pacification, recommandant à ses soldats de conserver leurs armes, et établissant entre la Normandie et l'Angleterre deux points de correspondance, l'un par les îles Marcou, l'autre par Carteret.

Arrivé à Londres en 1796, il fut envoyé par le comité royaliste établi dans cette ville, à Monsieur, comte d'Artois, alors à Édimbourg, pour engager *Son Altesse Royale* à tenter une expédition en Bretagne. Les circonstances ne semblèrent pas favorables.

Deuxième insurrection

Ce ne fut qu'après la rupture du congrès de Rastadt et pendant la guerre de 1799, que les royalistes de l'Ouest de la France purent reprendre les armes. Frotté débarqua en Normandie vers la fin de septembre, avec le grade de maréchal de camp, des pouvoirs très étendus, et le commandement en chef des royalistes de la Normandie et du Perche. En septembre 1799, il revient prendre la tête des « brigands » normands sous le nom de guerre de « Blondel ». La guerre civile prit alors un caractère plus imposant. Des forces au moins égales étaient opposées aux royalistes. Frotté attaqua Vire sans succès ; il prit plusieurs bourgs, mais qui furent repris ensuite. Il délivra sa mère et un grand nombre de royalistes qui venaient d'être emprisonnés en exécution de la loi des otages. Il fit ensuite dans le midi du département de la Manche une expédition assez heureuse d'abord, puis mêlée de revers. Cependant, au milieu de cette guerre active, sa troupe s'exerçait, se disciplinait, et Frotté lui-même parvenait à étendre son influence sur presque toute la Normandie. Le contrôle de ses divisions, s'élevait son armée à près de onze mille hommes.

Prise de pouvoir par Bonaparte

L'avènement de Napoléon Bonaparte au suprême pouvoir dans la journée du 18 brumaire devint funeste au parti royaliste armé. Frotté fut peut-être celui de tous les chefs qui en pressentit avec le plus de justesse les conséquences ; et dans une de ses proclamations il retraça avec les couleurs les plus vives cette journée de Saint-Cloud. Il y représentait Bonaparte tombant presque défaillant dans les bras de ses grenadiers, et à la veille d'échouer dans son usurpation. Un semblable manifeste ne pouvait être oublié par Bonaparte. La guerre menée contre la République par l'irréductible « Général des Royalistes de Normandie » est si impitoyable que le Premier Consul le considère comme son ennemi personnel.

Dès ce moment la perte de Frotté fut résolue. On commençait à dissoudre la confédération royaliste avec des paroles de paix. Dans les conférences de Montfaucon, Frotté fut constamment pour la continuation de la guerre.

Presque tous les autres chefs avaient déjà capitulé, et il résistait encore rejetant toute espèce de pacification. Voulant rallier sous ses drapeaux les insurgés du Maine, dont les chefs venaient de se soumettre, il se porta avec plusieurs colonies sur la route d'Alençon. Il livra à Mortagne-au-Perche, à Chaux et au Mesle-sur-Sarthe au cœur de l'hiver, trois combats sanglants, où il perdit ses meilleurs officiers, tandis que son lieutenant, Hinguant de Saint-Maur, menaçait Évreux et répandait l'alarme aux environs. Mais abandonné par son parti et accablé par des forces toujours croissantes, Frotté écrivit au général d'Hédouville, chargé de la pacification, qu'il souscrivait aux lois acceptées par les autres chefs royalistes ; et il l'annonça, le 28 janvier 1800, au général Guidal, qui commandait le département de l'Orne. On lui envoya aussitôt un sauf-conduit pour se rendre à Alencon, afin de négocier son accommodement.

FIN

Frotté était en route quand, au mépris de la foi jurée, il fut arrêté avec six de ses officiers : le 15 février 1800, il est fait prisonnier par trahison à Alençon, à l'Hôtel du Cygne, alors qu'il négociait avec le général Guidal.

Trois jours plus tard, une commission militaire le condamne à mort, sans avocat ni témoins, à Verneuil, où il est fusillé. Une légende prétend que l'officier qui l'avait fait tomber involontairement dans le piège se tua de désespoir à l'instant où il vit les suites de son imprudente confiance. En fait le citoyen Delenape, maréchal des logis chef du 5e régiment de dragons qui ne faisait pas partie du tribunal militaire, se serait suicidé à cause de malversation. Celui qui participait au tribunal se nommait Soulez. Frotté parut devant ses juges avec l'audace qui l'avait toujours caractérisé.

On produisit contre lui une lettre interceptée, par laquelle il annonçait à un de ses amis qu'il fallait se soumettre à tout hors au désarmement. Au milieu des débats il se fit apporter du vin ; et sur son invitation, ses coaccusés crièrent avec lui, en buvant, « Vive le roi ! » Le lendemain il fut conduit à pied au lieu ou il devait recevoir la mort. Un grenadier de son escorte lui fit observer qu'il ne marchait point au pas : *Tu as raison, reprit Frotté, je n'y faisais pas attention* et il reprit le pas. Il ne souffrit pas qu'on lui bandât les yeux et attendit les coups de fusil debout et avec sérénité.

Aujourd'hui, il subsiste une plaque à sa mémoire à l'intérieur de l'église Sainte Madeleine de Verneuil-sur-Avre. Un monument commémoratif érigé à l'endroit de son exécution est également visible, rue des frères Lumière, dans le parc d'entreprises de Verneuil-sur-Avre (27130).

FURRER **Jonas** Winterthour 3 mars 1805 - Bad Ragaz 25 juillet 1861.



C'est une personnalité politique suisse, membre du parti radical-démocratique.

En 1830, il est admis dans les francs-maçons (Loge Akazia de Winterthour), il fut nommé Grand Orateur de la Grande Loge Suisse Alpina en 1844 avant de devenir, quatre années plus tard, le premier président de la Confédération helvétique.

Biographie

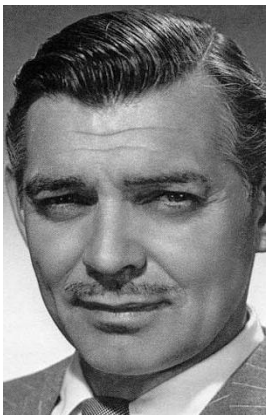
Fils d'un contremaître serrurier de Winterthour, il suit des études de droit aux universités de Zurich, d'Heidelberg et de Göttingen jusqu'en 1826 où il devient juriste et bourgeois de Winterthour. **Il** devient avocat en 1832. De 1834 à 1839, puis de 1842 à 1848, il est élu au Grand Conseil du canton de Zurich, puis, en 1849, au Conseil d'État de la ville dont il est maire et président en 1845. En 1847, il fait partie de la commission désignée pour trouver une issue pacifique à la crise du Sonderbund, sans succès.

Après la guerre du Sonderbund, il est élu comme député au Conseil des États et participe activement à la rédaction de la nouvelle constitution fédérale. Le 16 novembre 1848, il est élu comme membre du premier Conseil fédéral, dont il est le premier président.

Fait docteur *honoris causa* de l'université de Zurich en 1838, il est président de la Confédération en 1848, 1849, 1852, 1855, 1858. Pendant son mandat, il occupe successivement le Département politique de 1848-1849, 1852, 1855 et 1858, puis le Département de justice et police en 1850, 1851, 1853, 1854, 1856, 1857, 1859 et 1861. GLSA + JCvL + Wikipédia

GABLE Clark

Cadiz (Ohio) 1er février 1901 – Los Angeles, Californie 16 novembre 1960.



Acteur américain, et la plus grande star au box-office du début du cinéma parlant.
Au cours de sa longue carrière, il apparaît avec les plus grandes actrices de l'époque. Joan Crawford, qui était sa partenaire favorite, joue avec lui dans huit films, Myrna Loy est à ses côtés dans sept films et il forme un duo avec Jean Harlow dans six productions. Il est aussi la star de quatre films avec Lana Turner, et trois avec Norma Shearer.

Gable remporte l'oscar du meilleur acteur en 1934 pour son interprétation dans le film *New York-Miami*. Suit une autre nomination pour son rôle de Fletcher Christian dans *Les Révoltés du Bounty* (1935). Mais il reste surtout célèbre pour avoir été Rhett Butler dans le classique *Autant en emporte le vent*, sorti en 1939. Il est un des rares acteurs à avoir joué dans trois films ayant obtenu un Oscar du meilleur film.
L'*American Film Institute* l'a classé septième acteur de légende.
Il était franc-maçon, initié franc-maçon à la loge Beverly Hills N° 528

GAGES marquis de François Bonaventure du Mont, marquis de

Mons 1739 – 1787.



Après avoir suivi les cours du collège des jésuites à Mons et étudié le droit à l'université de Louvain, à la mort de son père, François Bonaventure du Mont devient l'unique héritier de celui-ci et de son oncle Jean Baptiste Bonaventure du Mont, lieutenant général des armées du roi d'Espagne et vice-roi de Navarre. Il adresse à l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche une requête qui lui permet d'assumer le titre de marquis. Il épouse, le 5 octobre 1761, sa cousine Alexandrine de Bousies : deux enfants sont issus du couple.

En 1766, le marquis est admis à la Chambre de la noblesse du Hainaut puis, en 1767, il est nommé chambellan de leurs Majestés impériales, royales et apostoliques. Ce titre honorifique lui donne accès à la cour du gouverneur des Pays-Bas autrichiens. En 1784, il obtient l'autorisation d'ajouter des ornements à son blason et atteint le sommet de sa carrière de courtisan.

Il est vraisemblable qu'il a entamé sa carrière maçonnique en France comme en témoigne sa correspondance avec le comte de Clermont, Grand Maître de la Grande Loge de France. Ce dernier l'aurait nommé à la tête d'une Grande Loge Provinciale à Mons, vers 1760. En 1770, les loges des Pays-Bas autrichiens dépendent d'au moins quatre Grandes Loges, la Grande Loge d'Angleterre, la Grande Loge de France, la Grande Loge des Pays-Bas et peut-être la Grande Loge d'Ecosse. L'ambition du marquis vise à l'unification de ces loges sous une seule autorité. Il espère arriver à ses fins avec l'appui du comte de Clermont, mais la détérioration de la Grande Loge de France l'amène à introduire une demande de patente auprès de la Grande Loge d'Angleterre qui a fondé deux loges dans les Pays-Bas autrichiens, à Alost (« *La Discrète Impériale* », sous le n°34, reçoit une patente le 5 juin 1765) et à Gand (« *La Constante Union* », sous le n°427, dont la patente est datée de juillet 1768). Il entre en relation avec le marquis de Vignoles, Grand Maître Provincial pour les loges d'outre-mer. Malgré ce titre prestigieux, il est simplement l'adjoint du Grand Secrétaire pour la correspondance étrangère.

En janvier 1770, la Grande Loge d'Angleterre délivre une patente à la loge « *La Parfaite Harmonie* », à Mons, sous le n°394, tout en l'instituant Grande Loge Provinciale, et deux jours plus tard, une patente de Grand Maître Provincial pour les Pays-Bas autrichiens est délivrée au nom de marquis de Gages. Il va créer une véritable entité autonome, négliger les paiements à effectuer à Londres, délivrer des patentes qui ne lui sont jamais enregistrées à des gens de qualité. Il réunit sa Grande Loge Provinciale au moins huit fois et visite fréquemment ses loges. En 1786, 23 loges reconnaissent son autorité et les listes publiées ou conservées démontrent une grande activité. A Ostende, une loge est fondée par une patente datée du 10 mars 1784, n°223, par la Grande Loge des Anciens. De même, les loges de principauté de Liège ne se trouvent pas sous son autorité.

Quand Joseph II succède à sa mère, la franc- maçonnerie en subit les effets puisque le nombre de loges est limité à trois dans la capitale des Etats. Le marquis de Gages va tenter d'éviter la disparition de son œuvre, mais ni Vienne, sollicitée en premier pour s'y intégrer, ni le Grand Orient de France, pour obtenir une reconnaissance en tant que Grand Orient indépendant, ne donnent une suite à ses demandes. Le 26 juin 17867, il préside pour la dernière fois sa Grande Loge Provinciale et abandonne ses fonctions. Il n'y survit que quelques mois. M.B.

GAMBETTA Léon

Cahors 8 avril 1883 – 31 décembre 1832

Avocat, il fut l'un des chefs de l'opposition à la fin du second Empire, puis l'animateur de la Défense nationale en 1870-1871, et de la Défense républicaine après le 16 mai 1877.
Initié Franc-Maçon, , en 1869, à la Loge "*La Réforme »*
Les francs-maçons se sont toujours enorgueillis d'avoir compté parmi leurs adeptes le père fondateur de la Troisième République. En fait, l'appartenance de Gambetta à la maçonnerie avait plus le sens d'un hommage rendu à l'institution que d'un militantisme actif.



C'est sa retentissante plaidoirie au procès Baudin de 1868 qui a fait du jeune avocat le chef de file de l'opposition « irréconciliable » à l'Empire. Le programme électoral qu'il défend en 1869 à Belleville reste le texte fondateur de la tradition radicale. C'est à ce moment-là qu'il est initié à Marseille où il est candidat aux élections législatives (en même temps qu'à Belleville).

Il semble n'être revenu en loge que le 8 juillet 1875, lors de la fameuse initiation de Jules Ferry et d'Emile Littré à « *La Clémente Amitié* ». Le discours qu'il prononce en cette circonstance révèle le rôle qu'il attribue à la maçonnerie. Il apprécie l'action de cette « société laborieuse, progressive, libre et fraternelle », face aux « prétentions sans bornes de l'Eglise », mais il ne juge pas utile de s'y investir personnellement : « Ces réunions sont les nôtres, elle sont faites par nous, mais nous sommes constamment retenus au-dehors. C'est ce qui nous empêche d'être ici chaque fois que nous désirons vous rencontrer ».

Membre du gouvernement de la Défense nationale formé le 4 septembre 1870, il s'oppose à ses collègues demeurés à Paris quand ils acceptent de signer l'armistice. Son bellicisme contribue à faire perdre aux républicains les élections de février 1871. Silencieux pendant la Commune, Gambetta rentre en scène en juin 1871 et entame l'évolution d'un parti de gouvernement, ennemi des utopies et des chimères, qui s'interdit d'alarmer inutilement les intérêts, pour mieux rallier la paysannerie et les « couches nouvelles » (les classes moyennes). « Commis voyageur de la démocratie », il est leader de l'opposition à l'Ordre moral de Mac Mahon. En 1875, il persuade ses amis d'accepter au moins provisoirement une constitution qui ne satisfait pas toutes leurs aspirations, mais qui a le mérite de consacrer l'établissement de la République. Pendant la crise du 16 mai 1877, c'est un parti républicain uni derrière Gambetta qui affronte le « gouvernement des curés ».

Après la victoire républicaine, Gambetta est écarté des ministères par l'inimité du chef de l'Etat, Jules Grévy. Relégué à la présidence de la Chambre, il exerce une magistrature d'influence. Son « opportunisme » le fait accuser par l'extrême-gauche radicale d'avoir renié le programme de Belleville. Il s'accommode en effet de l'existence d'un Sénat élu au suffrage restreint, et il ne pense pas qu'il soit possible de séparer du jour au lendemain l'Eglise et l'Etat. Contre Clemenceau et ses amis, il soutient les premières manifestations d'impérialisme colonial de la Troisième République. Au lendemain des élections d'octobre 1881, Grévy l'invite enfin à former un gouvernement, le Grand Ministère », mais celui-ci est renversé dès janvier 1882 par la conjonction de la droite, des radicaux et d'une partie des modérés. Gambetta meurt à la fin 1882.

Blessé à la main, officiellement en réparant son pistolet ou plus probablement par sa maîtresse Léonie Léon, il contracta une septicémie. Pendant sa convalescence, une appendicite aiguë (qu'on n'osait pas encore opérer avant 1885) survint et l'emporta le 31 décembre, à l'âge de 44 ans. Léon Gambetta est mort à Sèvres dans les Hauts-de-Seine, dans la maison des Jardies, demeure qu'il avait acheté en 1878. Gambetta fut inhumé à Nice (cimetière du château), à côté de sa mère.

Selon l'embaumeur Baudrian, ses amis se partagerent les parties du cadavre transformé en relique republicaine:V... desossait le bras, l... coupait l'appendice, Bert empaquetait le cœur.... (*source Historia no491 de Novembre 1987 page 88, d'après Gheuzi).* Le 11 novembre 1920, jour où fut inhumé sous l'Arc de triomphe le soldat inconnu, le cœur de Gambetta a été transféré au Panthéon.

S'il est clair que la maçonnerie a contribué au succès des campagnes de Gambetta contre l'Ordre moral, l'activité maçonnique du tribun a été extrêmement modeste.

GAMOND de **Isabelle Gatti** Paris 28 juillet 1839 - 11 octobre 1905.



Isabelle Gatti de Gamond, féministe, spécialiste belge de l'éducation.Fille de Zoé de Gamond, pédagogue, féministe et fouriériste et de Jean-Baptiste Gatti, artiste peintre et républicain italien.

La famille s'installe à Bruxelles. En 1847, sa mère est nommée inspectrice des asiles d'aliénés, écoles primaires pour filles et écoles normales d'institutrices. De santé fragile, Zoé de Gamond meurt en 1854. La famille a peu de moyens. Dès lors, vers dix-sept ans, Isabelle part travailler pour cinq ans comme préceptrice de deux jeunes filles dans une riche famille patricienne en Pologne. Durant ses temps libres, et profitant de la riche bibliothèque, elle complète sa formation en étudiant le grec, le latin, la philosophie et les sciences.

Vers 1861, elle rentre à Bruxelles et entreprend de suivre les cours publics organisés par la Ville de Bruxelles où elle retrouve comme professeur Henri Bergé, un ami de la famille. Elle se lie également avec Marie Errera.

En 1862, Isabelle lance la revue *L'éducation de la femme* où elle affirme la nécessité d'un enseignement féminin plus poussé. Deux ans plus tard, ses idées vont prendre corps. Grâce à l'entregent d'Henri Bergé, elle obtient l'aide de la Ville de Bruxelles pour créer son école. C'est ainsi qu'en octobre 1864, le premier *Cours d'Éducation pour jeunes filles* s'ouvre sous son égide rue du Marais à Bruxelles, administrant aux jeunes filles une formation scientifique solide délivrée de toute emprise cléricale. Il s'agit de la première véritable école communale laïque d'enseignement moyen pour filles de Belgique. Si l'école répond aux vœux de la bourgeoisie libérale, elle provoque l'ire de l'opinion catholique.

La presse conservatrice déclenche une violente campagne contre Isabelle Gatti de Gamond qui va durer plusieurs années, certains journaux allant même jusqu'à se livrer à des insinuations malveillantes sur sa vie privée et à la surnommer "la fille Gatti". Malgré cette opposition pugnace, son ouvrage *Cours d'Éducation pour jeunes filles* connait un franc succès. L'école s'étend, de nouvelles implantations voient le jour. Isabelle Gatti de Gamond y développe une pédagogie novatrice, rédigeant ses manuels scolaires et formant elle-même son équipe d'institutrices dont Marie Popelin et mademoiselle Henriette Dachsbeck. En 1880, elle crée une section de régentes avec Charles Buls et en 1891, elle installe une section pré-universitaire.

L'âge de la retraite venu, elle quitte la direction de l'école en 1899. Si, en tant que directrice, elle s'était imposé un certain devoir de réserve, elle affiche dès lors ses convictions féministes, rationalistes et politiques rejoignant notamment les rangs du Parti Ouvrier Belge (POB). Elle y œuvre pour la justice et l'émancipation affirmant que "Le socialisme est en même temps le féminisme". Elle collabore régulièrement avec les Cahiers féministes, Le Peuple, le Journal de Charleroi et Le Conscrit, un journal antimilitariste. Secrétaire de la Fédération nationale des Femmes socialistes, elle milite pour les droits politiques des femmes, exigeant le suffrage universel. Espoir malheureusement déçu lorsque le Conseil général du POB suspend le mouvement pour le suffrage féminin en 1901 sous prétexte qu'il favoriserait les cléricaux.

Membre du *Comité de la Fédération nationale des libres penseurs*, elle participe aux travaux de la *Libre Pensée* et ira notamment au *Congrès international de la Libre pensée* à Madrid en 1892. Elle fait partie du comité de surveillance de l'*Orphelinat rationaliste* dès sa fondation en 1893. En 1900, Elle en devient directrice, fonction qu'elle assumera jusqu'à sa mort. C'est sous sa direction qu'est créée la première école primaire mixte, annexée à l'Orphelinat, et construite l'annexe de la rue Marconi, à l'époque rue Verte.

Dans un texte de 1903, elle décrit les méthodes éducatives mises en œuvre à l'Orphelinat : "Que sera l'Orphelinat laïque? L'ancien système éducatif avait pour formule: la religion et le prêtre; le nouveau aura pour devise: l'hygiène et le médecin.(...) Quand la vieille pédagogie parle de répression et de punition, la nouvelle parle d'attention vigilante et de soins physiques. Les principaux traits de ces nouveaux établissements ont été ébauchés à Cempuis, et reproduits à Forest-Bruxelles: coéducation, instruction rationnelle, travaux manuels, culture des sens par la musique et le dessin, voyages, chants, etc".

C'est à cette époque, vers 1903, qu'elle est initié à la loge "Diderot" de la Grande Loge symbolique écossaise, à Paris. C'est la première femme belge franc-maçonne.

Elle meurt le 11 octobre 1905 des suites d'une opération chirurgicale. Ses funérailles sont l'occasion d'un imposant rassemblement. Elle est enterrée au cimetière du Dieweg à Uccle où sa sépulture est toujours visible. Par testament, elle lègue sa fortune entre trois organismes : l'*Orphelinat rationaliste*, le *Cours d'infirmiers et d'infirmières rationalistes* créé par César De Paepe et la *Libre Pensée*.

GANTEAUME

Honoré Joseph Antoin La Ciotat 13 avril 1755 - Pauligne / d'Aubagne 28 juillet 1818.



Honoré Joseph Antoine Ganteaume. Officier de marine français. Il sert pendant la guerre d'indépendance des Etats-Unis, les guerres de la Révolution et de l'Empire et termine sa carrière avec le grade de vice-amiral.

Il se destina de bonne heure au service de la marine et débuta dans la guerre d'Amérique. Il était officier auxiliaire en 1778, et devint sous-lieutenant de vaisseau en 1786. Élevé au grade de capitaine de vaisseau après sa sortie des prisons d'Angleterre, où il avait été conduit au commencement de 1793, il est chef de division en 1795 ; contre-amiral sous le Directoire. Il est le chef d'état-major lors de la bataille d'Aboukir. Il part alors à Brest, où il prend la tête d'une escadre de secours devant porter des renforts à l'armée d'Égypte. Il appareille en janvier 1801, mais ses hésitations lui valent de rester enfermé deux mois dans Toulon, et d'arriver près des côtes égyptiennes sans oser faire débarquer ses troupes. En cela, il a une lourde part de responsabilité dans la perte de l'Égypte.

Conservant cependant la confiance du Premier consul, Ganteaume poursuit une belle carrière, puisqu'il commande l'escadre de Méditerranée de 1800 à 1802. En février 1802, il emmène les troupes de l'expédition de Saint-Domingue. La même année, il est nommé préfet maritime de Toulon en remplacement de Vence, et enfin vice-amiral le 30 mai 1804. Il commande les flottes de l'Atlantique jusqu'en 1806 (il n'ose pas sortir de Brest pour rejoindre Villeneuve avant Trafalgar) et celles de la Méditerranée de 1808 à 1810. Dans le cadre de cette dernière fonction il commande l'expédition de ravitaillement de Corfou en février 1808, avec notamment Cosmao, Lhermite et Dubourdieu sous ses ordres, mais est incapable d'apporter la moindre aide à l'armée d'Espagne. Il est nommé en 1808 inspecteur général des côtes de l'Océan.

Comte d'Empire en 1810, Napoléon le nomme « colonel commandant le bataillon des marins de la Garde » le 1er août 1811. Sous la Restauration, il est aussi pair de France en 1815 puis Inspecteur des classes. Il vote la mort du maréchal Ney lors de son procès. Le roi le nomma pair de France le 17 août 1815. Il mourut à Pauligne et repose au cimetière d'Aubagne.

Napoléon en a porté un jugement sévère quand il a dit à Sainte-Hélène : « *Ganteaume n'était qu'un matelot, nul et sans moyens.* »

GARAT Dominique

Ustaritz 12 décembre 1735 - 16 novembre 1799.



Dominique Garat dit « *Garat-Ainé* », avocat et homme politique français d'origine basque.
Il est souvent confondu avec son jeune frère Dominique-Joseph Garat dit « Garat-Cadet » ou « Garat-le Jeune ».

Notable bordelais

Né le 12 décembre 1735 à Ustaritz, siège, en cette époque, du Biltzar et du tribunal de bailliage de Labourd, Dominique Garat était le fils aîné d'un médecin du pays, fermier de la dîme, lequel entretenait aussi un « dépôt de commerce » à *Arruntz*. Son père avait donc suffisamment d'aisance financière pour pouvoir payer des études à ses deux fils. Garat fit ses premières études sous la direction de l'abbé Istiart, prêtre à Ustaritz, puis son droit à Bordeaux et s'y fit recevoir avocat au parlement de Bordeaux en 1755 : il ne tarda pas à devenir un des meilleurs de cette ville et fut même syndic de son ordre.

Grand amateur de musique et de danse, on le vit un soir dans un théâtre s'irriter à la représentation d'une pièce où des artistes exécutaient assez mal un pas appelé *les sauts basques* ou le « *muchico* », et s'élancer sur la scène pour faire voir au public comment il fallait s'y prendre. Cette incartade, qui fut punie par quelques jours d'interdiction, ne nuisit pas d'ailleurs à ses succès ni à sa renommée. À l'image de nombreux membres de la bourgeoisie, Dominique fit partie de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux1. Participant au mouvement des Lumières, il fit partie de la loge maçonnique *l'Amitié* établie aux Chartrons à Bordeaux, mais en fut expulsé1. Il fonda avec quelques autres avocats la loge *l'Harmonie* dont il devint secrétaire.

Il épousa à Bordeaux, en 1762, M^lle^ Françoise Gouteyron, fille du chirurgien du maréchal de Saxe, musicienne et cantatrice distinguée, et, avec son jeune frère, comme lui avocat à Bordeaux, acquit une réelle popularité dans toute la région : tous deux furent députés du tiers aux États généraux.

États généraux et Constituante

Élu, le 22 avril 1789, par le bailliage de Labourd (Ustaritz), Dominique prit une part assez active aux travaux de la Constituante. Garat-*Ainé* prit une part active dans la victoire du Tiers lors des journées de juin 1789, dans l'élaboration et la mise en place du nouvel appareillage institutionnel, judiciaire et administratif ; il accéda au secrétariat de l'Assemblée nationale constituante le 3 juillet 1790 et assuma cette charge jusqu'au 30 septembre 1791. Les comptes rendus des interventions de Dominique Garat ont été rapportés aussi bien par *Le Moniteur universel* que par le *Journal des assemblées*. On peut ainsi répertorier une quarantaine d'interventions de Dominique Garat entre le 4 août 1789 et le 20 août 1791. Elles ont trait à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, au nouveau découpage départemental2, à l'organisation judiciaire, à la suppression des privilèges seigneuriaux, comme des ordres religieux, à la constitution civile du clergé, à la peine de mort, à la condition carcérale, au système censitaire qu'il refuse au nom de la démocratie. Il fut un des commissaires chargés de négocier la réunion des trois ordres (27 juin) ; et, le 17 juillet, après la chute de la Bastille, il fit partie de la députation chargée d'accompagner le roi à Paris.

Départementalisation

En 1789, il vota pour que les départements pussent élire leurs députés parmi tous les citoyens du royaume. On avait proposé que ces députés ne fussent choisis que parmi les *éligibles* :
« *Je ne puis,* dit Garat, *adopter cet avis parce qu'il me semble que, d'après tous les principes, chaque assemblée de département doit avoir la liberté de fixer ses regards sur les vertus et les lumières partout où elles se trouveront.* »

Les deux frères Garat tenaient beaucoup à ce que la Navarre, province qui les avait vu naître, gardât son nom et « sa nationalité, son caractère particulier », et lors du débat (février 1790) sur la division en départements, « l'amour du pays » les porta à combattre vivement le décret « qui allait réunir en un seul département (Basses-Pyrénées) le Béarn, la Navarre et le pays de Labourd » :
« *Je réclame,* dit Dominique, *contre l'avis du comité* [de constitution]. *Ma réclamation n'intéresse que des peuples pauvres et peu nombreux ; mais n'ont ils pas, par là même, des droits plus sacrés à votre justice éclairée ? La différence des langues est un obstacle insurmontable. L'assemblage qu'on vous propose est physiquement et moralement impossible. Réunissez des hommes dont les uns parlent une langue, les autres une autre : ce que voulez-vous qu'ils se disent ? Ils finiront par se séparer, comme les hommes de la tour de Babel... Les Béarnais et les Basques ont le même évêque. Mais, de tous les administrateurs, ceux qui voient le moins en détail sont les évêques. Les deux pays ont le même parlement[Lequel ?]. C'était un vice de l'ancien ordre judiciaire, et vous ne le consacrerez pas. Je ne sais si quand un peuple a conservé pendant des siècles un caractère excellent et des mœurs patriarcales, il peut être bon, et en morale et en politique, de le mêler avec des peuples policés.* »

Garat *aîné* réclamait ; Garat *jeune* alla plus loin encore : il protesta et se fit rappeler à l'ordre. Dominique Garat combattit également la proposition de nommer trente-six administrateurs par département :
« *En établissant une administration, on doit toujours avoir devant les yeux l'économie et la célérité de l'expédition des affaires ; or, je demande si les trente-six administrateurs dont on propose d'ordonner la nomination auront une rétribution ? S'ils en ont une, cette dépense deviendra énorme ; s'ils n'en ont pas, ils ne pourront être pris que parmi les gens riches, et l'aristocratie renaîtra. Je demande encore si un aussi grand nombre d'administrateurs n'occasionnera pas une grande lenteur dans les opérations. Je réclame contre l'avis du comité.* »

La république de Gênes ayant réclamé contre la réunion de la Corse à la France, Garat *aîné* en exprima son étonnement et obtint que l'assemblée déclara qu'il n'y avait lieu à délibérer et la réclamation fût écartée :
« *Il y a lieu de s'étonner*, dit Garât l'Aîné, *que la république de Gênes se prétende encore propriétaire de la Corse, et ne nous considère que comme agents de sa souveraineté, nous par qui cette province a été conquise. On n'a plus ce qu'un autre a conquis. On ne cède pas les hommes, on ne cède pas les nations. Il ne faut laisser aucun doute sur ce principe. La proposition de la république doit être tout-à-fait écartée.* »

La religion et ses ministres
En février 1790, il se prononça *pour* la suppression des ordres monastiques : il demanda si « *la vraie piété, les mœurs publiques et même l'éducation n'avaient pas à gagner dans l'abolition des ordres religieux* » ; et il n'hésita pas à donner une triple réponse affirmative. C'est avec un peu d'emphase qu'il établit la nécessité de cette abolition :
« *Je jure,* s'écria-t-il, *que méditant sur les institutions religieuses, je n'ai jamais pu concevoir qu'il fut plus permis à l'homme de se priver de la vie civile que de la vie naturelle. Je jure que je n'ai jamais pu concevoir que Dieu aimât à reprendre de l'homme les dons qu'il a faits à l'espèce humaine, et que ce fût un moyen de lui plaire que de sacrifier la liberté qu'on a reçue de lui. Je jure...* »

À ce moment, de violents murmures s'élevèrent du côté droit, et l'abbé Maury cria au « *blasphème* ». En vain Garat essaya-t-il d'expliquer sa pensée : « *Je jure*, s'écria-t-il encore... » Il eut beau déclaré que « *personne n'était meilleur chrétien catholique que lui* », sa voix se perdit dans l'orage qu'il venait d'exciter. Les cris à l'ordre retentirent avec force du côté droit. Ce fut alors que l'évêque de Nancy, Mgr de La Fare, fit la motion que la religion catholique fut déclarée religion nationale ; et dans une autre séance (13 avril), sur la même demande reproduite par le chartreux dom Gerle, l'Assemblée déclara que, sur cette question, elle ne pouvait ni ne devait délibérer. Il fit un rapport, *empreint de modération*, sur les troubles qui s'étaient élevés à Bordeaux contre les Juifs. Il demanda que les possesseurs de dîmes eussent un traitement et que le sort des curés de campagne fût amélioré.

Le Roi et l'organisation judiciaire
Il proposa, avec Fréteau, que l'Assemblée conservât au monarque français le titre de roi de Navarre :
« *Ce n'est pas, sans dessein,* disait-il, *que nos rois ont conservé le titre de roi de Navarre. Cette province n'a pas ici de députés ; elle en a cependant nommé qui sont venus sonder le terrain, et ne se sont pas présentés : elle a prétendu qu'elle pouvait avoir des états-généraux particuliers ; elle se considère comme un royaume séparé : ne favorisons pas les prétentions de l'Espagne, et ne nous opposons pas, sans un mûr examen, aux dispositions connues de la Navarre française.* »

Cette proposition ne fut point adoptée.
Il ne se sépara que rarement de la majorité constitutionnelle, et, tout en se montrant favorable à la cause de la Révolution, jamais il ne fut hostile au gouvernement de Louis XVI à qu'il voulait lui conserver le titre de *roi de Navarre*. Il trouva satisfaisante la réponse du Roi à la demande de sanctionner les articles décrétés de la constitution de 1791. Il s'opposa à ce qu'on lui rappelât que ses demandes devaient être contre-signées des ministres. Il vota pour l'institution des juges par le roi ; il fit observer sur ces mots *établis par la constitution*, que l'assemblée, en reconnaissant la suprématie du pouvoir exécutif, avait décidé d'avance que l'établissement des tribunaux appartenait au monarque ; et il s'éleva contre ceux qui voulaient dépouiller la royauté pour se montrer populaires. Il appuya le projet qui portait à cent mille francs le traitement des ministres, et qui accordait cinquante mille francs en sus au ministre des affaires étrangères. Enfin, il fit rejeter, d'un article qui concernait le douaire de la reine, cette condition : *tant qu'elle restera en France* ; et il s'opposa à ce qu'un député pût être élu gouverneur du dauphin.

Garat fut un des secrétaires de l'Assemblée constituante. Il parla plusieurs fois sur les subsistances, sur les affaires de grains, sur les finances, sur le commerce et sur les colonies ; il vota le maintien de la franchise du port de Bayonne, et s'opposa à la formation d'un comité colonial. Dès 1789, il avait fait décréter une adresse aux Français, relative aux finances ; il réclama contre le décret qui établissait la contribution du marc d'argent. Il parla des services rendus par la caisse d'escompte, et demanda que les billets de cette caisse fussent convertis en promesses d'assignats, et tinssent lieu de ce papier jusqu'à sa fabrication. Il avait annoncé au nom de ses commettants,
« *qui tous,* disait-il, *étaient aussi zélés citoyens que lui, qu'aucun d'eux ne refuserait de faire à la patrie, dans ce moment de crise et de malheur, le sacrifice du quart de son revenu.* »

Il prit souvent la parole dans les délibérations sur l'organisation judiciaire, et se montra contraire à l'établissement du jury. Lorsque le jury eut été décrété, il s'opposa à ce que les auteurs d'écrits incendiaires fussent jugés par lui, et demanda qu'on suivît contre eux la marche des affaires ordinaires. Il vota pour que l'instruction des jurés fût faite par des preuves écrites. Il se prononça contre l'ambulance des juges, contre leur éligibilité, et réclama la permanence du tribunal de cassation. Il demanda, pour les militaires traduits devant les conseils de guerre, le droit de récusation et d'appel. Il prit la parole dans les discussions relatives à la durée des fonctions judiciaires, à la haute cour nationale, aux tribunaux d'exception, à la compétence des juges de paix. Enfin ce fut Dominique Garat qui fit la proposition d'ajouter, à la privation de la vie pour le parricide, l'amputation de la main droite, peine qui, passée dans les dispositions du code pénal français, y est restée jusqu'à la modification des rigueurs de ce code en 1833.

On ne connaît d'autre écrit imprimé de Garat qu'une *Opinion contre les plans présentés par MM. Duport et Sieyès à l'Assemblée nationale, pour l'organisation du pouvoir judiciaire*, Paris, et Bordeaux, 1790, in-8° de 69 pag. Cet ouvrage a été attribué par erreur à son frère.

« *On voit que si Dominique Garat ne fut pas un de ces grands talents qui brillèrent dans la première assemblée nationale, il s'y rendit utile par ses travaux, et s'y montra souvent honorable par ses opinions en général sages et modérées.* »
— Louis-Gabriel Michaud, *Biographie universelle ancienne et moderne*

Il semblait avoir pris, pour règle de conduite, ces paroles qu'il dit un jour à la tribune : « *Instruire les peuples et les conduire à l'obéissance par la raison, c'est leur rendre le plus grand de tous les services.* »

Après la session
La constitution de 1793 fut élaborée en huit jours, texte très démocratique et inapplicable, d'ailleurs jamais appliqué. Garat *le Jeune*, alors ministre de l'Intérieur, fut chargé de sa diffusion. Il rapportait alors à la Convention nationale l'accueil enthousiaste qu'il recevait, mais il ne parla pas du Pays basque, où à Ustaritz, son frère Dominique et le maire avaient refusé de le diffuser prétextant qu'il n'était pas traduit en basque. Cette attitude incivique fut très mal perçue par les représentants du peuple en mission, Monestier et Pinet, qui, le 2 octobre 1793, envoyèrent les organisateurs de la réunion méditer dans les prisons de Montauban. Garat-*Ainé* ne fut libéré qu'après la chute de Robespierre (9 thermidor an II : 27 juillet 1794), le 2 septembre 17941.

Voulant éviter un nouveau séjour en prison, il se réfugia à Urdax, en Navarre, dans un monastère des Prémontrés où de nombreux Labourdins, dont l'évêque de Bayonne, Mgr Pavée de Villevielle, s'étaient réfugiés. En décembre 1795, Dominique Garat devint président de l'administration municipale d'Ustaritz dont l'aire s'étendait, outre Ustaritz, sur Arbonne, Villefranque et Jatxou. C'est à ce titre que, le 30 ventose an IV (20 mars 1796), Dominique Garat présida le jury qui devait procéder à la nomination du nouvel instituteur le citoyen Pierre Claverie. On vérifia sa connaissance de la « Dernière Loi constituant de la République », mais aussi sa maîtrise de la grammaire basque, car, « *dans les communes basques, un instituteur doit savoir très bien le basque et le français, autrement les écoliers pourroient oublier le basque, sans apprendre le français* ». Il fut remplacé par M. Dassance, depuis juge de paix du canton.

« Il vécut en philosophe chrétien » dans ses montagnes chéries, et mourut à Ustaritz, le 16 novembre 1799, quelques jours après le coup d'État du 18 brumaire.

Quand la Restauration française vint après la chute de l'Empire, Garat *jeune* écrivit dans le « pays des Basques » :
« *Si mon frère vivait encore, comme il serait content !* »
Dominique laissa quatre fils, Pierre-Jean Garat, célèbre chanteur, M. Fabry-Garat, chanteur aussi, et compositeur distingué. Les deux autres, suivant avec honneur différentes carrières, y ont trouvé moins de célébrité.
Le bicentenaire de sa mort, 1999, ne fit l'objet d'aucune commémoration ni dans le monde abertzale, ni dans le monde culturel basque (mis à part l'Université Basque d'Été).

GARAT



Dominique Joseph Bayonne 8 septembre 1749 - Ustaritz 9 décembre 1833**.**
Avocat, journaliste, philosophe et homme politique français. Il a été élu à l'Académie française en 1803 et radié en 1816.
Né dans le Labourd, Dominique Garat arrive fort jeune à Paris, et se lance dans la carrière des prix académiques. Il obtient en 1779 le prix d'éloquence de l'Académie française pour son *Éloge de Suger*. Ses *Éloge de Montausier* et *Éloge de Fontenelle* sont couronnés dans les concours de 1781 et 1784.

Rédacteur du *Mercure de France* pour sa partie littéraire, il passe ensuite au *Journal de Paris*, est élu député aux États généraux de 1789 du Labourd (pays basque). Le 9 octobre 1792, il remplace Danton au ministère de la Justice, et à ce titre notifie à Louis XVI la sentence de mort (20 janvier 1793) et lui amène un confesseur.

Le 22 janvier 1793, il remplace Jean Marie Roland au ministère de l'Intérieur et reste à ce poste jusqu'en août 1793. En octobre 1793, il est arrêté comme girondin, mais rapidement libéré. Le 9 thermidor an II (27 juillet 1794), il vote contre Maximilien de Robespierre. Il est alors chargé du cours d'analyse de l'entendement à l'École normale, puis envoyé ambassadeur à Naples, après le 12 fructidor.

Sous le Directoire, il est élu au Conseil des Anciens (1799). Après le coup d'État du 18 brumaire (9 novembre 1799), Napoléon Bonaparte le nomme sénateur, et en 1808, comte de l'Empire. Bien qu'il fût membre de la Chambre des représentants pendant les Cent-Jours, il n'est pas inquiété sous la Restauration mais est cependant radié de l'Académie française par Ordonnance du 21 mars 1816. Il devient membre de l'Académie des sciences morales et politiques après 1830. Dominique Joseph Garat mourut au château d'Urdains, à Bassussarry.

On dit que Dominique Joseph Garat devint, après avoir notifié à Louis XVI la sentence de mort le 20 janvier 1793, de plus en plus grognon et renfermé et que ses lunettes d'or qui servirent ce 20 janvier 1793, ne sortirent plus d'un tiroir auquel il était interdit de toucher. Familier de la maison de Dominique Joseph Garat, le curé d'Ustaritz les utilisa un jour pour lire son bréviaire et lorsque Dominique Joseph Garat revenant d'une visite les aperçut, il s'écria : « *Les lunettes de la sentence* » et tomba foudroyé.

Franc-maçon, Garat est recensé en 1779 comme membre des Neuf Sœurs. (Musée virtuel de la musique maçonnique - Salle I : Compositeurs Maçons)

Carrière politique

- Ministre de la justice du 9 octobre 1792 au 19 mars 1793,
- Ministre de l'Intérieur (par intérim entre le 23 janvier et le 14 mars 1793) puis nommé le 14 mars à cette fonction qu'il occupe jusqu'au 20 août 1793.

GARAT Pierre-Jean

Paris 26 avril 1762 - 1er mars 1823.



Pierre-Jean Garat, musicien et chanteur baryton (ténorisant) français. Des témoins assurent qu'il pouvait chanter en voix de basse-taille toute en ayant une tessiture de haute-contre, probablement en voix de fausset ; sa flexibilité devait donc être surprenante, à l'instar de son confrère Martin. Aîné d'une fratrie de cinq enfants, bercé selon la tradition par une nourrice ou une mère au chant merveilleux, négligeant les études de droit à Bordeaux voulues par son père Dominique Garat-*Ainé*, natif d'Ustaritz et avocat au Parlement de Bordeaux, il se consacre très jeune à la musique. Il excelle d'abord à chanter les airs de son pays. Doué d'une voix exceptionnelle, d'une pureté inouïe, d'une musicalité innée, d'une oreille sans faille, d'une incroyable mémoire — il peut répéter un opéra quasi entier, entendu une seule fois — il chante avec une facilité déconcertante et un instinct infaillible. C'est pourtant toutes ces qualités que lui attribuent ses contemporains. Fétis le présente même comme « le chanteur le plus étonnant qu'ait eu la France ».

Garat, de son côté, se déclarait volontiers ignorant de la science musicale, bien qu'il ait appris un temps la vocalisation auprès d'un Italien, un certain Lamberti, qui habitait à Bayonne et l'harmonie auprès du directeur du grand Théâtre de Bordeaux, François Beck. Ce dernier personnage, qui fit beaucoup pour la culture musicale de la ville, fut un directeur décisif pour le jeune élève qui lui dut « ce qu'il savait en musique et la direction donnée à son talent2 ». Le chant de son époque était fondé sur une mélodie simple que l'interprète devait embellir selon son goût et ses possibilités. C'est dans cet art que Garat fut éblouissant et inégalable.

En 1782, ayant complètement délaissé le droit contre les volontés paternelles, il est à Paris sans subsides, mais, pendant tout son séjour parisien, il sera soutenu de son oncle Joseph politiquement en place. Introduit bientôt dans les salons et ayant rapidement acquis quelque notoriété en chantant avec deux cantatrices reconnues, mesdames Saint-Huberti et Todi, il fut présenté à la Marie-Antoinette qui raffolait du beau chant.

Il séduisit l'assistance et gagna le soutien du comte d'Artois. Certains auteurs rapportent que Antonio Sacchini qui l'avait accompagné au clavecin, aurait déclaré que « Garat est la musique même3 ». Pour l'encourager, le comte lui donna un emploi de secrétaire et la reine qui sera amenée par deux fois à payer ses dettes, une pension de six mille livres. Garat fut appelé régulièrement à chanter devant cette dernière, et il conserva toujours de ces exhibitions un souvenir vivace. Il a été dit qu'il donnait des cours de chant à la reine mais Madame Campan, dans ses mémoires, n'est pas de cet avis et rapporte la prudence constante de la souveraine en proie aux médisances, et son grand regret : « Je devais entendre chanter Garat, et ne jamais chanter de duo avec lui ». Il revint un jour dans son pays natal où un concert y avait été organisé au profit de François Beck, son ancien maître, alors sans plus beaucoup de ressources. À cette occasion, après une prestation mémorable et de haute volée, Pierre-Jean put enfin se réconcilier avec son père qui avait jusque là résisté même aux instances du Comte d'Artois.

En 1783, il est membre de la loge maçonnique des Neuf Sœurs, et de la *Société Olympique* en 17864. Il composera, après la journée du 6 octobre 1789 pendant laquelle fut malmenée Marie-Antoinette, la romance *Vous qui portez un cœur sensible*. Beaucoup d'artistes qui avaient connu ces cénacles de culture raffinée deviendront nostalgiques et se joindront aux rangs des réactionnaires, appelés « Muscadins », tout comme ses collègues et amis, Jean Elleviou et Jean-Blaise Martin.

Avant les événements de 1789, il chanta régulièrement en simple amateur et essentiellement dans les salons. Durant le tumulte révolutionnaire, il préféra changer d'air et on le retrouve à Rouen en compagnie du violoniste Pierre Rode du Concert spirituel, lui aussi ancien élève de Beck, avec tous deux le projet en tête de se réfugier en Angleterre. Les deux compères séjourneront environ huit mois dans cette ville et on compte dix-sept concerts à leur bénéfice5. C'est sans doute lors de ces tours de chant qu'il se fit inquiéter comme « royaliste ». La légende veut que ce soit pour avoir chanté la *Romance de la reine* qu'il fut quelque temps emprisonné à Rouen. Il faut tenir compte que ces deux Parisiens fraîchement débarqués avaient inévitablement éveillé la méfiance, puis la suspicion des autorités. Dans sa prison, fidèle à sa protectrice, il écrira une autre romance : *Vous qui savez ce qu'on endure*.

Libéré mais sans argent et sans plus de protecteurs, il partit pour l'étranger pour oublier et se faire oublier, visita entre autres l'Espagne, l'Angleterre et l'Allemagne, des pays où il se fit connaître et obtint le même succès. Il ne revint que sous le Directoire, aux alentours de 1795. Contraint de gagner professionnellement sa vie, il enchaîne les concerts au Théâtre Feydeau et rue de Cléry. Il eut une vogue extraordinaire.

Son oncle, nommé comte d'Empire et sénateur, lui fit accorder une pension pour que son neveu ne chantât plus en public comme un vulgaire histrion. Pierre-Jean chanta aux Tuileries devant l'empereur, et devant la reine Hortense qui l'entendit à plusieurs reprises. Sous le Consulat, il eut la faveur de Bonaparte qui aimait l'écouter. Et c'est malheureusement à la même soirée que fut représentée à l'Opéra *La Création* de Haydn, où Garat tenait le rôle de l'ange Gabriel, et qu'eut lieu l'attentat de la rue Saint-Nicaise.

Secrétaire du comte d'Artois, il sera nommé, en 1816, professeur de chant au Conservatoire de Paris où il perfectionna de nombreux chanteurs chevronnés : Nourrit, Ponchard, Roland, Despéramons, Levasseur, Mlle Chevalier et Mmes Duret, Boulanger, Cinti-Damporeau, Barbier Walbonne et Rigaud-Pallard… Fétis, qui tient constamment l'encensoir, écrit : « […] il a su mieux qu'un autre […] faire naître en eux le sentiment du beau et leur inspirer la confiance du talent […] Un professeur comme Garat est une espèce de miracle, un effort de la nature ».

Exemple type de l'Incroyable et du muscadin, Garat affecta longtemps de ne pas prononcer les « R » quand il parlait, et il est vraisemblable qu'il créât cette mode car on parla alors de « garatisme ». Cependant, il observait la pureté de la prononciation française et la justesse des accents quand il chantait, « signes distinctifs de l'école formée par lui ». Avide de se donner en spectacle, il fut la coqueluche de la jeunesse dorée qui copiait ses tenues vestimentaires extravagantes — cravate nouée obligatoirement à droite, bottes rouges pour femme, lorgnons, boucles dorées, etc. — et sa coiffure (cheveux ramenés en oreilles de chien). Il gardera toujours, même à un âge avancé, l'apparence d'un mirliflore, avec une attitude hautaine et maniérée. « Il eût été difficile de dire ce que Garat estimait le plus de son talent ou de son empire sur la mode7 ». Cette attitude exhibitionniste et efféminée ne l'empêcha pas d'être très empressé auprès des femmes car il eut de nombreuses liaisons. Garat avait aussi la susceptibilité des grands artistes et Léon Techener en donne un exemple : « Garat, à une soirée chez Cambacérès, ayant été prié, après d'autres artistes, de bien vouloir chanter, fit sentir qu'on eût dû l'engager plus tôt. Il tira sa montre et, feignant d'y regarder l'heure, il dit que sa voix était couchée. »

Mais le temps passe et les modes changent et, au soir de sa vie, la voix éteinte, artiste oublié et aigri de ne plus être remarqué, il s'exclamait : « Les misérables ! Autrefois, ils m'auraient suivi jusqu'au Bois de Boulogne ! ». Celui qui n'a jamais cessé de chanter et « finit par ne chanter que dans sa tête », mais qui, alors, comme lui-même il le disait : « n'aura jamais mieux chanté », s'éteignit à l'âge de soixante ans. Peu versé dans l'harmonie mais avec une certaine pratique du piano8 qui lui permettait de déchiffrer les partitions, il limita ses compositions qu'on estime à une cinquantaine, aux romances, avec de belles réussites comme : *Le Ménestrel exilé*, *Je t'aime tant* (paroles de Fabre d'Églantine), *Y sera-t-elle ?*, *Le Convoi du pauvre*, *Le Chant arabe*, *Le Premier Amour*, *Firmin et son chien* (paroles de M. de Ségur), *Pauvre Jacques*, *Le Chevrier*, *Il était là*, *Mlle Lafayette*…

Certaines de ses chansons à sujets trop allusifs le firent soupçonner, notamment à l'époque du procès du général Moreau, et il y perdit jusqu'à quatorze mois de son traitement de professeur, qui lui fut rendu en 1814 : *Bélisaire* (paroles de Lemercier), *Henri IV à Gabrielle d'Estrées*, *Bayard*…

Le livret de la *Fille du régiment* (scène III de l'acte II) de Donizetti (1840) fait référence à une de ses compositions : « La Marquise : "Nous allons essayer cette romance nouvelle, d'un nommé Garat, un petit chanteur français." » Mais il chanta beaucoup de partitions qui n'étaient pas les siennes. Il défendit les musiques de Gluck, de Boieldieu, de Pergolèse, de Haydn… Il admirait par-dessus tout Mozart dont il fut un interprète remarqué.

Il avait épousé sa maîtresse Mlle Duchamp, une jeune contralto qui avait été son élève et qui sera sa veuve. Il avait eu auparavant deux enfants naturels d'une liaison avec une comtesse provinciale venue à Paris, Adélaïde Noyel de Bellegarde (1772 - Les Marches (Savoie) † 7 janvier 1830 - Paris, inhumée au cimetière du Père-Lachaise (11e division)), dite « Adèle de Bellegarde », dame de Chenoise , qui avait eu auparavant une liaison prolongée avec Marie-Jean Hérault de Séchelles. Il est enterré au Cimetière du Père-Lachaise, près de Méhul et Grétry.
« Nul ne saisit mieux toutes les intentions du compositeur et ne les rend avec plus d'expression ».

Garat avait la typologie vocale des chanteurs renommés de son époque, qui correspondait à un style spécifique à la France et qu'on pourrait, selon l'expression de l'époque, appeler « voix concordante », c'est-à-dire voix de peu de volume mais d'une souplesse hors du commun qui s'adapte à presque toutes les tessitures : « …un résumé de toutes les voix, un composé de tous les registres». Non seulement il passait dans la même soirée, de la voix de basse à celle de soprano, de la voix de ténor à celle de haute-contre mais « de l'expression la plus pathétique à l'expression la plus légère, du style le plus simple à la broderie et à la roulade ».

Fétis dans ses *Curiosités historiques de la musique* disait de Garat : « Sa chaleur entraînante, son débit spirituel, sa prononciation parfaite, et sa richesse d'imagination dans les ornements qu'il introduisait dans ses romances, leur donnaient un prix qu'elles n'avaient point quand elles étaient chantées par d'autres ». Appréciant la qualité de son chant, Castil-Blaze lui attribue l'honneur d'avoir fait connaître Mozart à la France. Il eut un art si parfait et une renommée si étendue qu'il peut être considéré comme un des plus grands chanteurs lyriques français. On le surnommait le « Protée musical » ou encore l'« Orphée moderne ».

GARFIELD **James Abram** Orange (Ohio) 19 novembre 1831 - 19 septembre 1881.
Vingtième président des États-Unis d'Amérique.
Il est élu pour un mandat à partir de 1881 mais est assassiné quelques mois plus tard.
Initié Franc-Maçon, le 19 novembre 1861, à la Loge "*Magnolia 20*", Columbus, Ohio. Appartint à la Mark, Royal Arch et aux Knight Templars.

Garfield était un autodidacte issu d'un milieu modeste dans une ferme de l'Ohio où il fut élevé par sa mère veuve et ses frères. Après ses études secondaires il entre au Williams College de Williamston, dans l'État du Massachusetts où il est un étudiant brillant dans toutes les matières sauf la chimie. Pour financer ses études, Garfield travailla en tant que charpentier.



Il obtient son diplôme à 25 ans et débute une carrière de professeur en lettres classiques. Ambidextre, on dit qu'il pouvait simultanément écrire le latin d'une main et le grec de l'autre. Lassé de la vie académique, Garfield se met à l'étude du droit. Il entre en politique au sein du parti républicain où il fit campagne contre l'esclavage dans l'Ohio. Il épouse Lucretia Garfield en 1858 et en 1860 il fut admis au barreau tout en étant élu au Sénat de l'Ohio (1859-1861). Il avait alors été élu au Sénat de son État et était un membre ardent du Parti républicain. Ses dons ne se limitent pas au droit mais également aux mathématiques : on lui doit une démonstration du théorème de Pythagore.

Carrière militaire

Dès le début de la Guerre de Sécession, J. Garfield s'engage dans l'armée de l'Union. Il prend le commandement d'un régiment d'infanterie et se voit assigner la mission d'expulser les forces confédérées de la partie Est du Kentucky. Il est victorieux à la bataille de Jenny's Creek le 6 janvier 1862 ce qui lui vaut une certaine célébrité. Il participe ensuite à d'autres batailles et termine la guerre avec le rang de *major général*.

Carrière politique

Tout au long de sa longue carrière au Congrès après la guerre de Sécession, il s'opposa avec véhémence aux Greenback et gagna une réputation d'orateur doué. Il fut président du comité sur les affaires militaires et de celui sur les affectations du budget ainsi que membre du comité des affaires fiscales. Garfield était initialement en accord avec les vues des républicains-radicaux concernant la Reconstruction puis il favorisa une approche modérée pour l'application des droits civiques des esclaves affranchis. En 1880, à l'age de 49 ans, la législature de l'Ohio l'élut au Sénat des États-Unis ; la même année, les principaux prétendants républicains à l'élection présidentielle, Ulysses S. Grant, James G. Blaine et John Sherman, ne parvinrent pas à rassembler un soutien suffisant lors de la convention. Garfield devint le candidat du compromis pour l'élection présidentielle de 1880 et il battit le candidat démocrate, à une très faible majorité, moins de 2000 voix Winfield Hancock.

Présidence 1881

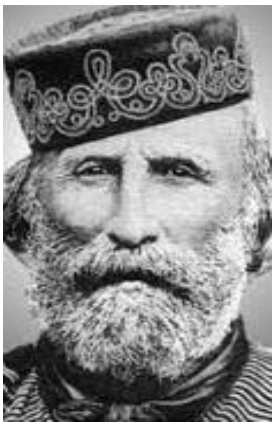
La présidence de Garfield dura seulement 200 jours, du 4 mars 1881 jusqu'à sa mort le 19 septembre 1881, car il fut abattu par Charles J. Guiteau le 2 juillet 1881. Seule la présidence de William Henry Harrison de 32 jours fut plus courte. Garfield fut le second des quatre présidents américains à avoir été assassiné. Il lui tire plusieurs balles dans le dos dont une que les médecins ne purent extraire. Le 19 septembre, Garfield décède après une maladie peut-être causée par une infection suite à la tentative d'extraction de la balle. Son assassin, Charles Guiteau, condamné à mort, sera pendu le 30 juin de l'année suivante.Le président Garfield était un avocat du bimétallisme, de la technologie agricole, d'un électorat éduqué et des droits des Afro-Américains. Il proposa une profonde réforme de la fonction publique qui fut finalement promulguée en 1883 par son successeur Chester A. Arthur sous la forme du Pendleton Civil Service Reform Act.

Politique intérieure

Garfield tente d'apaiser les conflits au sein du Parti républicain et continue le travail entrepris par son prédécesseur, Rutherford B. Hayes. Le vice-président, Chester A. Arthur, est, lui, un inflexible partisan d'une attitude ferme vis-à-vis des États du Sud et de leur mise sous tutelle. JCvL+G.B.

GARIBALDI Giuseppe

Nice 1807 – Caprera 1882.



Fut un des grands artisans de l'unification de l'Italie moderne.

Initié Franc-Maçon, en 1844, à "*L'Asile de la Vertu*", Montevideo, une loge irrégulière. Il obtient toutefois sa régularisation la même année, auprès de la loge « *Les Amis de la Patrie* », Paris. En 1881, il fut élu Grand Maître Mondial du Rite de Memphis-Misraïm.

Deuxième fils de Domenico et de Rosa Raimondi, Garibaldi étudie en cours privé l'histoire, l'italien, l'anglais et le latin. Il poursuit une carrière dans la marine marchande et devient capitaine. En 1832, il commence à s'intéresser aux événements politiques italiens. Il découvre la pensée des saint-simoniens et, à la fin de 1833, à Marseille, il entre en rapport avec Mazzini qui l'implique dans les préparatifs du mouvement contre le royaume sarde. Après l'échec de l'insurrection génoise en 1834, Garibaldi est obligé de fuir à Marseille, puis en Amérique du Sud.

De 1837 à 1841, il reste au service de Rio Grande del Sul : il est corsaire et il participe à la campagne dans l'Etat de Santa Caterina. C'est là qu'il rencontre Anita, qu'il épouse à Montevideo et qui lui donne trois enfants. De 1841 à 1848, il commande les expéditions sur le Paraná et l'Uruguay. Il combat pour défendre Montevideo. En 1843, il fonde la Légion italienne. Son nom et ses exploits deviennent célèbres en Europe grâce aux journaux de Mazzini. En 1848, dès qu'il apprend que la guerre a éclaté en Italie, il s'embarque avec ses hommes pour venir combattre pour l'indépendance. Le roi de Sardaigne Carlo Alberto refuse l'aide de ce guérillero condamné par ses tribunaux. En revanche, le gouvernement provisoire de Lombardie accepte son aide. Les bouleversements de Rome, la fuite du pape à Gaeta et la proclamation de la République romaine, le 9 février 1849, le convainquent de rejoindre la ville. C'est là. Durant le long assaut contre l'armée française, que Garibaldi consolide le mythe qui allait l'accompagner toute sa vie. Avec ses volontaires vêtus de chemise rouge, il écrit des pages de gloire.

Le 3 juillet 1849, la République tombe et Garibaldi échappe à la capture par une longue fuite à pied vers le nord, au cours

de laquelle Anita meurt. A la fin des événements de la première guerre d'indépendance, il quitte à nouveau l'Italie pour les Etats-Unis et reprend ses activités de marin dans le Pacifique. Il rentre en Italie en 1853 : il se détache de Mazzini en adoptant des positions philo-piémontaises, convaincu que pour battre l'Autriche il faut une armée bien organisée et une diplomatie. Il adhère en 1857 à la Société nationale, une association de démocrates disposés à renoncer aux aides républicains pour obtenir l'aide du royaume de Sardaigne indispensable pour réussir l'unité de la Péninsule. En 1859, la seconde guerre d'indépendance ayant éclaté grâce à l'alliance entre Cavour et Napoléon III, Garibaldi obtient le commandement des forces volontaires réunies dans le Corps des Chasseurs des Alpes. L'année suivante, il commandas l'expédition des Mille qui, partie de Ligurie, débarque en Sicile et conquiert tout le sud de l'Italie. Garibaldi, très connu dans le monde entier, a pu compter sur l'appui économique et diplomatique de l'Angleterre (où il fera un voyage triomphal en 1864).

A Palerme, en juin 1860, il est élevé au grade de maître maçon. Pendant l'entreprise garibaldienne, il y a une large floraison de loges dans toute la péninsule, les ateliers devenant un lieu politiques libéraux modérés et les courants plus démocratiques. En 1861, Cavour refusant d'inclure dans l'armée italienne tous les volontaires qui ont combattu avec Garibaldi, celui-ci rompt ses rapports avec le gouvernement. Lors de la première Constituante Maçonnique Italienne qui se réunit à Turin à la fin de cette année-là, Garibaldi est acclamé Premier franc-maçon italien.

En 1862, le Conseil Suprême de Palerme l'élève au 33° et c'est avec l'aide des loges de cette obédience que Garibaldi organise, fin juin 1862, l'expédition vers Rome. A cette occasion, il fait « initier » tout son état-major. L'échec de son initiation déplace l'hégémonie maçonnique au nord, à Turin, où l'on proclame que l'Ordre est en dehors des luttes politico-parlementaires. En mai 1864, à Florence, Garibaldi est élu Grand Maître du Grand Orient d'Italie avec Francesco De Luca à ses côtés. Quelques mois plus tard, il donne sa démission, en se voyant dans l'impossibilité de garder unies les trop nombreuses âmes de la démocratie italienne et à cause de l'hostilité avec laquelle l'obédience palermitaine avait accueilli son élection par la Constituante florentine.

En 1866, durant la troisième guerre d'indépendance, il a également commandé un corps volontaires, auxquels on doit les seules victoires de cette guerre, puis, en 1867, après avoir conquis Monterotondo, pour aller à Rome, il combat les français à Mentana où il connaît un douloureux échec.
En 1867, Garibaldi accepte aussi la charge de Grand Maître honoraire à vie du Grand Orient d'Italie.

Lincoln lui offre un poste de commandement lors de la guerre de Sécession. Oublieux des torts subis, en 1870, Garibaldi, vieux et malade, accourt à la défense de la Troisième République, dans la guerre contre la Prusse, à la tête de l'armée des Vosges qui se bat à Autun et à Dijon. En 1881, il épouse Francesca Armosino qui lui avait donné deux enfants. Il meurt et est enterré dans l'île de Caprera. Sa réputation de héros romantique, cosmopolite, anti-tyrannique a été exaltée par Victor Hugo, George Sand, W. Scott, Dumas, G. Carducci et E. Salgari. Aucune autre figure du XIXe siècle n'a marqué avec autant de force, par ses traits populaires, l'imaginaire du romantisme tardif. Connu également comme guérillero, le personnage de Garibaldi présente une réalité complexe et le rôle qu'il a joué dans l'histoire de la démocratie italienne et européenne est loin d'être secondaire. Garibaldi et ses chemises rouges restent le symbole des guerres justes, menées au nom du respect de la liberté des peuples contre les dictatures et les Etats absolus. C'est dans un contexte où la sociabilité des loges participe activement aux événements et est utilisée à des fins politiques que son parcours maçonnique doit être restitué. A.M.I.

GARNETT vicomte de Wolseley

4 juin 1833 – 25 mars 1913.



1er vicomte de Wolseley, est un maréchal britannique qui servit en Birmanie, durant la Guerre de Crimée (1854-1856), la Révolte des Cipayes (1857-1858), en Chine durant l'expédition franco-anglaise de 1860 qui s'acheva par le sac du Palais d'Eté, au Canada et en Afrique (dont la brillante campagne ashantie de 1873-74 - et au Soudan). Il a dirigé l'armée de secours britannique venue parer au Siège de Khartoum, mais il arrive trop tard, en janvier 1885, pour éviter le massacre des assiégés affamés.

Un portrait en pied a été exécuté par le peintre français Albert Besnard durant le séjour à Londres de ce dernier 1880-1883.

GARNIER Pierre-Dominique

Marseille 19 décembre 1756 – Nantes 11 mai 1827.



Le général Garnier est le fondateur de la loge « Les Vrais Amis Réunis », l'un des ateliers dont l'histoire représente les mutations de la sociabilité maçonnique sous le Directoire et le Consulat.

Engagé à 17 ans dans le régiment d'infanterie de Beauce, il est signalé, après son retour de la Guadeloupe où il a appartenu à un corps de dragons (1784-1788), comme architecte dans sa ville natale. Il se montre très vite attaché aux principes de la Révolution française et milite dans la garde nationale de Marseille. Il dirige le 21e bataillon de fédérés lors de la prise des Tuileries, le 10 août 1792. Le 15 septembre suivant, ce « héros » de la chute de la royauté est nommé à l'état-major de l'arméedes Alpes. En septembre 1793, Garnier participe au siège de Toulon. Nommé général de brigade, il est envoyé dans le tout nouveau département des Alpes-Maritimes.
Payeur général de l'armée des Alpes, il distribue des secours aux indigents du département qui reçoivent environ 35 000

livres (28 avril 1794). Il tente aussi d'éradiquer le phénomène contre- révolutionnaire qui frappe cette région frontière : les Barbets. Il organise une colonne mobile, instrument efficace de la contre-guérilla rurale. A partir du mois d'août 1795, il est intégré à l'armée d'Italie et participe à la plupart des campagnes militaires de l'époque italienne.

Le contexte devient alors favorable à l'éclosion du premier atelier maçonnique à Nice et Garnier fonde « Les Vrais Amis Réunis ». Le département est en effet pacifié dans son ensemble et le roi de Sardaigne a abandonné ses droits sur l'ancien comté de Nice (traité de Paris, 15 mai 1796). La naissance de cette loge a sans doute lieu au cours de l'automne 1796. Garnier aurait bété initié lors de son séjour à la Guadeloupe, sa loge mère étant certainement Les Vrais Soutiens de la Guadeloupe, constituée par le Grand Orient en 1786. Vénérable des « Vrais Amis Réunis », il trouve de nouvelles recrues parmi les milliers de fonctionnaires et de militaires d'outre-Var qui stationnent à Nice.
A partir de juillet 1798, ce général républicain est accaparé par le commandement des départements des Alpes-Maritimes et des Basses-Alpes. Son rôle est très contesté par ses adversaires qui l'accusent de prévarication, car il a acquis quelques biens nationaux. Il se rend en Italie durant la campagne de l'an VII marquée par le reflux des armées françaises. Commandant d'armes à Rome, il doit capituler le 30 septembre 1799. Poursuivis par les Austro-Russes, il défend le Var en mai 1800. Suspecté alors par le Premier Consul pour ses opinions anticléricales et jacobines, il est réformé en 1801.

Il va pouvoir, à l'image de Gastaud, se consacrer au rayonnement des « Vrais Amis Réunis », Régularisés le 10 novembre 1801 en son absence. Très Sage du chapitre de Rose-Croix souche sur l'atelier, il anime l'activité niçoise et multiplie les initiations, la loge des « Vrais Amis Réunis » à largement dépassé le nombre de 100 affiliés en 1802.
Rappelé en activité militaire en 1809, il commande les troupes impériales en Illyrie. Il figure aussi au conseil municipal de Nice et il dispose de 6 000 francs de revenus annuels. Admis à la retraite sous la Restauration, il a été élevé au rang de baron et de commandeur de la Légion d'honneur par Louis XVIII (janvier 1815). Sa fidélité aux idéaux de la Révolution n'est pourtant pas entamée puisqu'il prête ses services à Napoléon au cours des Cent-Jours. C'est dans un contexte de semi-exil qu'il finit ses jours à Nantes, mais l'honneur est posthume. Son patronyme est gravé sur l'Arc de triomphe de l'Etoile. M.I.

GARNIER-PAGES Etienne

Marseille 27 décembre 1801 – Paris 23 juin 1841.



Le premier des deux frères, Etienne Joseph Louis, commis de commerce puis avocat à Paris, est entré fort jeune en maçonnerie. Selon La Revue Maçonnique (juillet 1836), il appartient en 1826 à une loge « irrégulière », vraisemblablement dépendant du Suprême Conseil de France. En 1827, il est vénérable de la loge « Saint-Louis de France » qui avait été, selon Bésuchet, compromise dans la Charbonnerie. Il entre la même année, dans la prestigieuse loge des « Neufs Sœurs ». Dirigée par l'avocat Delagrange, elle ne compte plus qu'une vingtaine de membres. Il a déjà amorcé une avancée dans les hauts grades puisqu' il se présente comme chevalier Kadosh. Les deux loges fusionnent en octobre 1827, ne conservant que le titre distinctif des « Neufs Sœurs ». le nouvel atelier, en 1828, sous le maillet du banquier Richard de La Hautière, propose une réforme des statuts du Grand Orient. Etienne Garnier-Pagès le remplace l'année suivante.

L'atelier, sous sa direction, étudie les fondements de la morale définie comme « la règle des rapports qui existent entre les hommes ». Issue de la nature même de l'homme, « elle est donc indépendante des religions qui changent suivant les lieux et les temps ». La loge considère que la maçonnerie doit rester « indifférente aux opinions religieuses et métaphysiques qu'ils ont adoptées, et ne leur en fait jamais un titre d'exclusives ». Une conclusion audacieuse, dans la continuité de celle des « Amis de la Vérité » et qui précède les recherches conduites par Massol dans La Morale indépendante.

Etienne Garnier-Pagès ne figure pas sur la liste, au réveil en 1836. Il est devenu, après les Trois Glorieuses, l'un des chefs du parti républicain et il préconise le suffrage universel. Député de l'Isère puis de la Sarthe de 1831 à 1835, il disparaît précocement en 1841, et son frère Louis tirera profit de son prestige, A.C.

GARNIER-PAGES Louis

Marseille 16 février 1803 – 31 octobre Paris 1878.



C'est un homme politique français. Il fut membre du gouvernement provisoire de 1848, maire de Paris (1848) et enfin membre du gouvernement de la Défense nationale (1870-1871).

Louis Garnier-Pagès a vraisemblablement été initié aux « *Amis de la Vérité* » ; il est signalé comme maçon en 1843 par La Revue Maçonnique de Lyon et du Midi. Il n'apparaît cependant sur la scène maçonnique qu'en février 1848 quand, membre du gouvernement provisoire de la Deuxième République, il reçoit, revêtu de son cordon, ainsi que Marrast et Crémieux, la délégation du Grand Orient venue féliciter le gouvernement. Il aurait, selon la même revue, travaillé à l'union des obédiences. Nous n'avons trouvé la trace de sa présence en loge qu'en 1870, à Boulogne, au « *Réveil Maçonnique* ». Il assiste alors à l'initiation d'Allain-Targé et, en 1875, à « *La Clémente Amitié* », il guide les pas de Jules Ferry.

Frère utérin d'Étienne Garnier-Pagès, Louis-Antoine Pagès était le fils de Simon Pagès, ancien professeur de rhétorique au

collège de Sorèze devenu maître de pension à Marseille. Unis par une étroite fraternité, les deux frères décidèrent de porter le nom de *Garnier-Pagès*. Louis-Antoine, courtier de commerce à Paris, souhaite refaire la fortune de sa famille. Avec son frère, ils participent activement à des colloques de sociétés secrètes sous la restauration, prennent part aux combats de la révolution de juillet 1830 et particulièrement Louis-antoine qui organisa la résistance des ouvriers de son quartier (Sainte-Avoye). À la mort de son frère en 1842, suite à une maladie de poitrine, Louis-Antoine revendra sa charge : il sera élu à la chambre des députés par le collège électoral de Verneuil (Eure) ou il siègera avec les républicains. Faisant partie de la petite bourgeoisie républicaine, il représentait alors les garanties républicaines incontestables.

Révolution de 1830 et mise en place de la monarchie de Juillet

Louis-Antoine Garnier-Pagès soutient son frère aîné, Étienne Garnier-Pagès, grand orateur républicain sous la Monarchie de Juillet avec une carrière brillante au palais de justice depuis 1827. Les deux frères marchent comme une sorte de tandem : selon Étienne, Louis-Antoine aurait dit : " fais notre nom, moi je ferais notre fortune." Lors des Trois glorieuses du 27 au 29 juillet 1830, "la commune centrale" républicaine a établi son quartier général dans la maison des frères Garnier- Pagès, rue sainte-Avoye, dans le 7e arrondissement. Louis et Étienne, alors officiers de la garde nationale, ont joué un rôle important grâce à un dévouement et une efficacité remarquable : Louis organisait les barricades, tandis qu'Étienne dirigeait les opérations de la municipalité. Grâce à leur soutien, la commune a accompli un véritable tour de force à l'abri un grand nombre d'armes pour se parer à la bataille.

Au lendemain des trois glorieuses, le pouvoir est entre les mains de La Fayette, commandant en chef de la Garde nationale. Cette période est caractérisée par l'éviction de Charles X et la mise au pouvoir de Louis-Philippe. A la mort de son frère en 1842, Louis-Antoine reprend son flambeau et il est élu à la chambre des députés, le 9 juillet 1842, par le 2e collège de l'Eure (Verneuil). Il prit place sur les bancs de la gauche et vota avec l'opposition. De 1846 a début 1848, Louis-Antoine travaille avec Laurent-Antoine Pagnerre, Michel Goudchaux et Armand Marrast pour la mise en place d'un état major républicain clandestin; Louis-Antoine participe aussi à la campagne de presse antimonarchiste, avec la collaboration de tous les chefs républicains, la "résistance par la plume". Réélu député le 1er août 18462, il reprit sa place dans l'opposition, se prononça pour la réforme électorale et fut un des promoteurs de la campagne des banquets en 1847-1848. Il se trouva notamment au banquet de Montpellier et, lorsque le ministère eut interdit celui du 12e arrondissement de Paris, Garnier-Pagès fut un des députés qui persistèrent dans l'intention de s'y rendre. Il participa à l'élaboration de la loi sur les sucres, en proposant le nivèlement du droit sur le sucre indigène et sur le sucre colonial par l'abaissement des taxes, et soutint la proposition Gouin sur la conversion des rentes.

Il voyagea en Espagne et mit à profit les observations qu'il recueillit au cours du débat sur l'adresse de 1844. Un peu plus tard, il obtint le retrait de l'autorisation que le ministère avait d'abord accordée de coter à la bourse de Paris un nouvel emprunt 3% espagnol. Il prit une part active aux débats sur les chemins de fer et obtint une réduction notable de la durée des concessions consenties par l'État aux compagnies. Il vota contre l'indemnité Pritchard. Au printemps 1847, Odilon Barrot, convaincu qu'il n'y avait plus rien à espérer de la chambre, amena les opposants dynastiques à chercher des appui au parlement et surtout du côté des radicaux (Louis-Antoine Garnier-Pagès étant un radical modéré). Mais les radicaux se rebellent contre Odillon Barrot et l'utilisent pour la campagne de grands banquets, pour discréditer le régime de Louis-Philippe et la chute de la monarchie.

Louis-Antoine dans son " Histoire de la révolution de 1848 " relate au jour le jour les réunions du printemps 1847. Un extrait du premier banquet, le 10 juillet à Montmartre, raconté par Garnier-Pagés :
« Au jour indiqué, douze cents personnes vinrent s'asseoir à cette grande agape de la Révolution. Electeurs, députés, journalistes, toutes les nuances de l'opposition sauf les légitimistes s'y rencontraient, dégagées toutes du souvenir des dissidences antérieures [...]. Tous les députés réformistes avaient reçu l'invitation. Quatre-vingt-six l'avaient acceptée [...]. Le "tiers-parti", se croyant à la veille d'occuper les positions ministérielles, avait décidé qu'il repousserait une solidarité éventuellement gênante; mais il éluda avec un soin égal de faire une réponse qui l'engageât collectivement contre la réforme : MM. Billault, Tocqueville, Lanjuinais [...].

M. Thiers fit connaître par ses amis qu'il approuvait entièrement la pétition et le banquet ; qu'il s'associait de grand cœur à l'impulsion vigoureuse que l'on voulait donner à l'opinion publique; que les réformistes pouvaient compter sur son concours dans la chambre ; mais qu'ayant été président du Conseil, il ne croyait pas pouvoir assister à une réunion dans laquelle de vives attaques seraient dirigées contre la politique entière du règne. Une déclaration analogue vint du promoteur de la réforme parlementaire, M. de Rémusat. Un député de Paris voulut poser la charte et au roi ; le comité central ne lui répondit pas [...]. François Arago, qui devait répondre à un toast porté aux classes laborieuses, fut empêché par la maladie. »
La campagne des banquets avait duré vingt-trois semaines, en parcourant la France, et la révolution de 1848 se mit en place.

La révolution de 1848 et la proclamation de la deuxième république

Le 24 février 1848 au matin, Paris est insurgé. Louis-Philippe abdique en faveur de son petit-fils, le comte de Paris, sous la régence de sa mère la duchesse d'Orléans, qui tente de le faire "investir" au palais Bourbon. Mais les députés ont déjà envahi la salle des séances, les insurgés crient " pas de régence ! pas de ministère ! la République !" et élisent les membres du gouvernement provisoire : Dupont de l'Eure, Arago, Lamartine, Crémieux, Marie, Ledru-Rollin et Garnier-Pagès. Leur première tâche est de se rendre à l'Hôtel de Ville pour maîtriser les républicains, et adopter une proclamation selon laquelle il "*veut la République sauf ratification par le peuple qui sera immédiatement consulté*". En vingt-quatre heures, cette monarchie qui n'avait su conquérir de légitimité était renversée par une République.
Pour assurer le pouvoir exécutif de cette deuxième République, les députés désignent sept membres : Arago, Dupont de

l'Eure, Garnier-Pagès, Marie, Lamartine, Crémieux et Ledru-Rollin. Garnier-Pagès, à l'époque maire de Paris, aida à organiser la nouvelle Garde nationale, à gérer les problèmes d'assistance et à préparer les Ateliers nationaux, mais les représentants de l'ancien état-major républicain qui sont au pouvoir appellent à l'aide, débordés par les difficultés de la tâche à assumer. C'est ainsi que le 4 mars, Goudchaux propose à Garnier-Pagès de le remplacer au ministère des finances. Le plus illustre rôle incombé à Garnier-Pagés fut ce ministère, malgré un contexte difficile dû à l'annonce du renversement de Louis-Philippe qui avait engendré un vent de panique, incitant les Français à retirer leur argent des caisses d'épargnes. Dès lors, l'argent ne circule plus, provoquant une pénurie monétaire qui figea l'économie française et l'endettement progressif de la France.

Le bilan financier est désastreux ; Garnier-Pagès décide alors de restreindre les remboursements : on ne rembourse en numéraire que les dépôts inférieur à 100 Francs ainsi que l'obligation d'accepter les bons du trésor au- delà de 100 Francs. Il propose également un emprunt national patriotique. La mesure est populaire, et le peuple donne ses économies mais l'offrande est insuffisante pour renflouer les caisses. Le 15 mars est donc créé le fameux impôt des 45 centimes, c'est-à-dire l'augmentation de 45 centimes par franc d'impôt à payer au titre de quatre contributions directes : contribution foncière, contribution mobilière, portes et fenêtres, et patentes. Le discrédit s'installe sur les nouvelles mesures qui sont contestées et vilipendées à cause du sentiment d'injustice ressenti dans les campagnes. Le bilan économique et financier du gouvernement n'est guère satisfaisant : la banqueroute est évitée, le crédit est restauré mais il a reculé devant les mesures radicales comme l'impôt progressif, revendication fondamentale des républicains. Garnier-Pagès est rendu impopulaire par l'impôt des 45 centimes.

Fin du régime républicain et Second empire
Effacement de la vie politique
Les élections présidentielle se déroulèrent du 10 au 11 décembre 1848. Cependant la situation politique s'est modifiée depuis les débats constitutionnels, la droite monarchiste reprenant de l'influence. Garnier-Pagès est indigné par l'élimination des ministres républicains et de l'entrée des ministres monarchistes au pouvoir, alors que l'assemblée est encore majoritairement républicaine. Il ne supporte pas que les républicains n'aient été qu'un entracte entre deux gouvernements royalistes. Il envoie alors un réquisitoire à pour accuser Louis Eugène Cavaignac d'avoir trahi la Commission exécutive, c'est-à-dire le gouvernement provisoire mis en place par les républicains pour diriger l'exécutif jusqu'à la formation d'un véritable ministère. Ce dernier apparaîtra après l'élection présidentielle.

Cavaignac riposte à l'Assemblée le 25 novembre et obtient 503 voix contre 34 : Garnier-Pagès s'efface de la vie politique et Cavaignac se présente à la présidence; mais c'est Louis-Napoléon qui l'emporte avec environ les trois quarts des suffrages exprimés avec 5 434 226 voix contre Cavaignac avec seulement 1 448 107. Le 13 mai 1849, pour les élections législatives, presque tous les chefs de file ou personnages symboliques de la république sont évincés du gouvernement : Lamartine, Dupont de l'Eure, Marie, Marrast, Goudchaux et bien sûr Garnier-Pagès. Celui-ci se fait plus transparent de la vie politique par opposition à Napoléon qui, le 2 décembre 1851, organisa un coup d'État et parvint à constituer le Second Empire, malgré la résistance parisienne républicaine.

1864 : "Le procès des 13"
En 1864, le 13 mars - quelques jours avant l'ouverture de scrutin pour l'élection de deux députés aux première et cinquième circonscriptions de Paris - la police intervient chez Garnier-Pagès pour interrompre une réunion qui s'y tenait. Trente-quatre noms sont alors relevés, ce qui justifiait l'inculpation pour « réunion d'association non autorisée de plus de vingt personnes ». Outre Garnier-Pagès et son gendre Dréo, on retrouve dans cette liste Carnot, Charton, Jules Ferry, Gambetta, Herold, Floquet… Finalement, le Tribunal Correctionnel de la Seine, décidera le 21 juillet de ne citer à comparaître que treize personnes: « pour lesquelles, il y avait prévention suffisante d'avoir, en 1863 et 1864, fait partie d'une association dont le siège était à Paris, ladite association composée de plus de vingt personnes et non-autorisée ». Les noms de tous les membres de la commission de Paris furent cités à l'audience, dont celui des "non- poursuivis" qui étaient pourtant, pour certains, membres fondateurs. Avant le procès, les "non-inculpés" solidaires de leurs amis républicains publièrent une lettre ouverte dans plusieurs journaux, dont 'Le Siècle' du 12 juillet 1864. En voici un extrait : « Paris le 9 juillet 1864. Chers collègues et amis, membres comme vous du comité électoral de 1863, […] Nous demandons à vos juges de nous faire rejoindre les prévenus sur le banc des inculpés. »

Curieusement, cette lettre signée de Édouard Charton, Marie, Jules Simon et Henri Martin n'entraina nulle conséquence pour eux, le gouvernement étant déjà fort embarrassé par ce procès et son retentissement politique. Les prévenus Garnier-Pagès et Carnot étaient députés (membres du Corps législatif), Corbon était sculpteur. Tous les autres étaient avoués ou avocats. Garnier-Pagès et Carnot avaient plus de soixante ans, Jules Ferry, le futur ministre et la plupart des autres avaient la trentaine. Le benjamin était Paul Jozon, âgé de vingt-huit ans. On peut remarquer que presque tous les accusés étaient républicains, dont Jules Favre, Jules Grévy, Marie, Emmanuel Arago…

Trois monarchistes, ou plus précisément un légitimiste et deux anciens orléanistes ralliés à la République, ainsi que Berryer qui avait été élu à Marseille avec les voix républicaines, Jules Dufaure et Michel Hébert qui avaient été ministres de l'ancienne monarchie, sont également sur le banc des accusés. Ce fut une énorme erreur tactique que commirent les gouvernants que de ressouder l'opposition. La présence des trois défenseurs monarchistes démontrait, à l'occasion de ce nouveau procès politique, la toute nouvelle solidarité des opposants à l'Empire. Jules Favre s'empressa de le faire remarquer. Lui seul plaida, les autres avocats ayant renoncé à le faire.

Porte- parole de ses confrères, Berryer expliqua cette attitude en ces termes : *«Élevés dans le respect de la Magistrature,*

nous renonçons à prolonger la défense, convaincus qu'après de telles paroles, de telles démonstrations et de telles vérités historiques, il n'y a pas un juge en France qui puisse prononcer une condamnation contre les hommes assis sur ces bancs.»

Cette plaidoirie fut pour Jules Favre un véritable triomphe (peut-être le plus grand de sa carrière) mais aussi un grand sacrifice pour Berryer, remarquable orateur. Acquitté, Garnier-Pagès, cet "antimonarchiste absolu", opposant de toujours à Louis Napoléon Bonaparte, attendra 1869 pour revenir à la politique militante. Le 4 septembre 1870, l'Assemblée proclame la déchéance de Napoléon III et l'établissement de la République et forme un gouvernement provisoire : Garnier-Pagès devient membre du Gouvernement de la Défense nationale en 1871; il se retirera, après avoir échoué aux élections de 1873, et mourra en 1878. A.C.+Wikipédia

GASTAUD André

Nice 1755 – 1821.

La trajectoire maçonnique de Gastaud montre comment, à partir du Directoire, les loges, comme « *Les Vrais Amis Réunis* », purent servir de réceptacle à des anciens jacobins pour qui l'adhésion à la franc-maçonnerie entrait dans desstratégies fort différentes. Certains, comme Gastaud, étaient soucieux de faire oublier un passé compromettant et, en pays niçois, de faire jouer un rôle à la maçonnerie dans la mise en place des processus d'intégration à la nation française.

Marié le 28 août 1773 à la fille d'un négociant d'Antibes, Gastaud représente l'archétype du représentant de la petite bourgeoisie niçoise rallié aux principes de la Révolution. Simple fils de vermicellier victime de deux faillites dans ses affaires commerciales, il a cessé d'être négociant en 1790. Membre de la Société populaire de Nice dès sa fondation en octobre 1792, il fait sa première expérience politique. Il appartient à la Convention nationale des colons marseillais et espère devenir le représentant du nouveau département des Alpes-Maritimes qui est organisé en février 1793. En avril, il participe à l'administration départementale et appartient au comité de surveillance jusqu'à la fin du brumaire an III. Dirigeant jacobin niçois, Gastaud est l'interprète de l'orthodoxie robespierriste et victime de la réaction thermidorienne de ventôse an III menée par le représentant Beffroy. Incarcéré à Nice avec d'autres patriotes, comme Tiranty, il est transféré à la prison d'Antibes. Libéré quelques mois plus tard, Gastaud est désigné par Barras pour diriger le département des Alpes-Maritimes (28 décembre 1795). Sa fonction de commissaire du directoire exécutif départemental le met alors dans une position favorable pour acquérir des biens nationaux. Bien qu'abonné au journal de Babeuf, *Le Tribun du Peuple*, il dénonce la conspiration et défend l'idée du rassemblement des modérés.

Il rejoint la franc-maçonnerie au moment de l'apparition de la première loge autochtone à Nice, au cours de l'automne 1796. « *Les Vrais Amis Réunis* » « remplacent » en quelque sorte la société populaire qui s'est dissoute le 1er mai 1795, et la loge maçonnique est composée de nombreux anciens cadres jacobins. Si les autochtones francophiles, comme Gastaud ou Tiranty, sont minoritaires, ils composent l'élément stable de l'atelier qui n'est pas un nouveau club politique.

Durant l'an V, devenu commissionnaire, Gastaud est préoccupé par l'ampleur prise, dans le haut pays, par les activités contre-révolutionnaires animées par les Barbets, dont les rangs se sont grossis de nombreux déserteurs et de conscrits réfractaires. Alerté par les rapports municipaux, il considère son département comme une nouvelle Vendée. Elu au Conseil des Anciens (10 avril 1798), Gastaud perd son poste de commissaire. Il se brouille avec son ancien ami Joseph Dabray (1752-1831), membre des Cinq-Cents qui avait pu bénéficier comme lui de la grande « braderie » des biens nationaux. La rancune de Dabray sera tenace et, après le 18 Brumaire, c'est lui qui intervient auprès du ministre de l'Intérieur Lucien Bonaparte pour que Gastaud n'obtienne pas la préfecture du département des Alpes-Maritimes. Le 12 mars 1800, c'est l'ancien oratorien Florens qui est installé. Gastaud peut participer davantage aux travaux de son atelier.

En ventôse an X, il est membre de la commission chargée de préparer le nouveau règlement intérieur des « Vrais Amis Réunis ». Sa loge est alors suspectée de politisation et de ne pas se rallier au Consulat. Le nouveau règlement insiste sur la motivation principale de la société maçonnique : « s'éclairer mutuellement sur les vrais principes de la morale et de la vertu… », et non s'occuper de questions politiques.

Inscrit sur la liste des notables du département, Gastaud propose sans succès sa candidature au conseil général en 1803. Paradoxalement, l'ancien président de la Société populaire niçoise reçoit la croix de Saint-Louis avant de mourir retiré sur ses terres, en 1821. Patriote francophile, l'ancien député aux Anciens a trouvé dans l'Ordre une « foi » éloignée des dogmes de la religion catholique. Il a contribué à mettre en place un modèle administratif efficient et fut un authentique républicain.

M.I.

GAULTIER de BIAUZAT Jean-François

Vodable 23 octobre 1739 - Paris 22 février 1815.



Jean-François Gaultier de Biauzat est un avocat, homme politique et journaliste français. Le jeune Jean-François est né dans une famille nombreuse de Vodable (actuel Puy-de-Dôme), propriétaire d'une métairie située au lieu-dit de Biauzat. Il est le fils de François Gaultier, avocat au parlement, châtelain et lieutenant général au mandement de Vodable, et de Jacquette Jourde. Il étudie au collège jésuite de Billom puis de Toulouse. Après son droit, il exerce le métier d'avocat à Clermont-Ferrand, auprès de son père, à partir de 1767. **Appartenant à la notabilité éclairée, il s'affilie à la Franc-maçonnerie.**

La carrière politique

Il entre en politique en devenant en 1787 membre du conseil judiciaire de l'Assemblée provinciale d'Auvergne. L'année suivante, il publie un pamphlet favorable à l'abolition des droits féodaux : *Doléances sur les surcharges que les gens du peuple supportent en toute espèce d'impôts, avec des observations historiques et politiques sur l'origine et les accroissements de la taille*. Élu député du Tiers état pour représenter la sénéchaussée de Clermont aux États généraux, il est à Paris lors des émeutes Réveillon, auxquelles il assiste avec frayeur, à la fin d'avril 1789.

Il prête le serment du jeu de paume le 20 juin 17891. Du succès de sa correspondance quotidienne avec ses amis politiques de Clermont-Ferrand naît l'idée du *Journal des débats* dont le premier numéro est publié le 30 août 1789. Lors du choix des noms de département en 1790, il plaide pour que le département dont Clermont-Ferrand est le chef-lieu ne s'appelle pas *Mont-d'Or* mais Puy-de-Dôme, craignant que le nom « Mont-d'Or » ne fasse trop riche.

Il est élu maire de Clermont-Ferrand en janvier 1790, mais démissionne en 1791 quand il est choisi comme juge par le 4e arrondissement de Paris ; Georges Couthon est chargé d'expédier les affaires en cours du cabinet d'avocat. Membre du Club des Jacobins, il rejoint quelque temps, semble-t-il, le Club des Feuillants après la fuite du roi. Au lendemain de la journée du 10 août 1792, il retourne en Auvergne, où il est arrêté le 22 mars 1794. Libéré après le 9-Thermidor (27 juillet 1794), ce modéré adopte des opinions plus radicales devant les progrès de la Contre-révolution. Nommé maire de Clermont-Ferrand en novembre 1794 par le représentant en mission Joseph-Mathurin Musset, il est destitué le 16 juillet 1795.

De retour à Paris, il est nommé commissaire du Directoire près le tribunal de cassation et devient l'un des seize jurés choisis pour siéger à la Haute Cour de Vendôme lors du procès de Gracchus Babeuf mais se montre favorable aux accusés. Favorable au coup d'État du 18 fructidor an V, il adhère à la Société des Amis des Noirs et des Colonies et fréquente le Club de la rue du Bac, où il s'affirme contre le suffrage censitaire. Lors des élections de l'an VI, l'assemblée électorale de Paris l'envoie au Conseil des Cinq-Cents, mais ce choix est invalidé par la loi du 22 floréal an VI (11 mai 1798). Après le Coup d'État du 18 brumaire par Napoléon Bonaparte, il perd sa place de juge au tribunal de cassation, qu'il occupait depuis deux ans. Toutefois, son amitié avec Cambacérès lui permet d'obtenir le poste de commissaire et accusateur public auprès du tribunal de la Seine en juillet 18001. Le 9 décembre 18102, il doit démissionner pour raisons de santé (il finit sa vie aveugle). Il est nommé conseiller à la Cour impériale de Paris et le reste jusqu'à sa mort.

LA VIE PRIVEE
Il épouse en 1769, à Ambert, Puy-de-Dôme, Claudine Antoinette Vimal (1739-1789). Leur fille Marie Antoinette (1773-1845) et son époux Jean Baptiste Abraham (1768-1815), avocat au barreau de Clermont-Ferrand, secrétaire général du Puy-de-Dôme, sont les grands-parents d'un autre maire de Clermont-Ferrand, Agis-Léon Ledru.

GAUTIER **Théophile**



Poète romancier, dramaturge et critique français, auteur des *Émaux et Camées*, de *Mademoiselle de Maupin*, du *Capitaine Fracasse* et du ballet *Giselle*. (1811 – 1872)

GAVARD **Alexandre** Perly-Certoux 25 mars 1845 - Nice 29 novembre 1898.

Membre de la loge Fidélité et Prudence dès 1883 (vénérable de 1895 à 1898).

Fils de Claude François, instituteur, et de Constance-Véronique Martin. Ecole industrielle et collège à Genève, puis études préparatoires à l'académie. Professeur au collège de Carouge (GE) dès 1864, puis à l'école industrielle et commerciale de Genève en 1872. En 1873, G. est nommé secrétaire général du Département de l'instruction publique. Conseiller municipal (législatif) à Carouge (1873-1877), sa contribution à la fondation de l'Eglise catholique nationale de Genève lui vaut d'être élu en 1874 sur la liste radicale au Grand Conseil genevois, où il se fera le rapporteur du conseiller d'Etat Antoine Carteret dans les lois relatives à la suppression des corporations religieuses. En 1877, il accède au Conseil d'Etat et en 1884 au Conseil des Etats, où il siège jusqu'en 1890 (président en 1887). A la tête du Département genevois des travaux publics, il commet des erreurs de gestion, qui lui vaudront une féroce campagne de dénigrement. En 1887, il obtient le Département de l'instruction publique. Les luttes internes au parti radical lui coûteront sa réélection au Conseil d'Etat en 1889. Echouant également aux élections du Grand Conseil en 1890, G. quitte provisoirement la politique et exerce différentes activités. Rédacteur au journal radical *Le Genevois* (1889-1892), professeur d'histoire à l'académie de Neuchâtel (1892-1894) et rédacteur en chef du journal officiel de l'Exposition nationale de 1896, il est à nouveau élu au Grand Conseil en 1892 et au Conseil des Etats en 1896. L'année 1897 voit son retour au Conseil d'Etat en tant que chef l'Instruction publique, département qu'il dirigera jusqu'à sa mort. Auteur notamment d'une *Histoire de la Suisse au XIXe siècle* (1898).

Dictionnaire historique de la Suisse

GÉMIER **Firmin Tonnerre,** dit **Gémier** Aubervilliers 21 février 1869 - Paris 1933

De son vrai nom Firmin Tonnerre, est un acteur, metteur en scène et directeur de théâtre français, promoteur du Théâtre populaire et créateur du premier Théâtre national populaire (TNP) à Paris en 1920.



Franc-Maçon, il appartint aux Loges "*La Clémente Amitié*" et "*Ernest Renan*", à Paris.
Firmin Gémier naît à Aubervilliers, d'un compagnon tanneur et d'une « Mère des compagnons charpentiers ». Installé à Belleville, il suit sa scolarité à l'école primaire supérieure Turgot grâce à une bourse. Refusé deux fois à l'entrée du Conservatoire, il apprend l'art dramatique dans des théâtres de quartier, notamment au Théâtre de Belleville et aux Bouffes du Nord, avant d'entrer au Théâtre Libre d'André Antoine en 1892 comme acteur et régisseur. Il découvre avec Antoine la volonté de proposer un théâtre de qualité et bon marché. Il débute sur scène, et se fait connaître par la première interprétation d'Ubu dans *Ubu Roi* d'Alfred Jarry, au Théâtre de l'Œuvre d'Aurélien Lugné-Poe.

Il quitte Antoine avec quelques membres de la troupe, et joue au Théâtre du gymnase une saison puis dirige le Théâtre de la Renaissance où il s'essaye une première fois au théâtre populaire avec la mise en scène de *Quatorze Juillet* de Romain Rolland en 1902.

Redevenu acteur un an plus tard, pour payer les dettes contractées à la Renaissance, il s'associe à Camille de Sainte-Croix, pour créer un théâtre populaire parisien, soutenu par la commission de la Chambre des Députés en 1906, mais refusé par le Conseil municipal de Paris. Il met également en scène à l'Odéon *La Rabouilleuse* d'après Balzac, pour laquelle il interprète Philippe Bridau. À la tête du théâtre Antoine entre 1906 et 1919, il alterne pièces à succès, et nouveaux auteurs, pour équilibrer les recettes. Influencé par Romain Rolland et son « théâtre pour le peuple » et par le Théâtre du Peuple de Bussang, il crée, avec l'appui de Joseph Paul-Boncour, le Théâtre national ambulant (1911-1912).

À la tête de la troupe du Théâtre Antoine, avec un plusieurs camions puis wagons pour le transport d'une salle démontable de 1650 places, il parcourt la France pour présenter les pièces montées à Paris, tel qu'*Anna Karénine*, *la Rabouilleuse* et *les Gaîtés de l'escadron*. Faute de recettes suffisantes, malgré le gros succès populaire, l'expérience est rapidement abandonnée. Il fonde la Société Shakespeare en 1917 et créé *Le Marchand de Venise*. Comme Antoine, Gémier cherche à renouveler la mise en scène : il investit la salle comme un élément de la scène, il utilise les effets de foule, poursuit le travail d'Antoine sur la lumière, en supprimant la rampe, il travaille avec Émile Jaques-Dalcroze l'intégration de la musique dans la représentation… Il fonde ensuite le Théâtre national populaire (1920-1933) et dirige le Théâtre de l'Odéon de 1922 à 1930. Il est chargé d'organiser le cérémonial du transfert de la dépouille de Jean Jaurès au Panthéon le 23 novembre 1924.

GENT



Alpohonse Roquemaure 27 octobre 1813 - Avignon 26 janvier 1894.
Avocat**, franc-maçon**, homme politique républicain, fut maire d'Avignon, député de Vaucluse, puis sénateur. Il fit ses études à Nîmes, commença son droit à Paris, le termina à Aix-en-Provence. Il commença sa carrière comme avocat et fut d'abord inscrit au barreau de Nîmes puis à celui d'Avignon.

Maire, député et commissaire général d'Avignon
Lors de la révolution de 1848, il devint maire provisoire d'Avignon entre mars et avril 18485. Nommé commissaire du gouvernement provisoire dans le Vaucluse après le 24 février, ce fut alors qu'il fonda une loge maçonnique « Les Vrais Amis » qui fut affilée au Grand Orient de France.

La même année, Agricol Perdiguier fut élu député dans le Vaucluse et à Paris, il choisit de siéger pour la capitale. En remplacement, Gent fut élu le 4 juin 1848, en tant que représentant de Vaucluse à l'Assemblée constituante, il devançait Albert-Joseph-Augustin d'Olivier de Pezet, de Bédarrides et Victor Courtet, de L'Isle-sur-la-Sorgue.

Cette élection ayant été annulée par l'Assemblée, sous l'accusation d'avoir, en tant que fonctionnaire d'autorité, exercé pression sur certains de ses électeurs8, ceux-ci furent convoqués à nouveau le 17 septembre 1848, et confirmèrent son mandat. Mais sa venue à Paris fut retardée par des blessures consécutives à deux duels qu'il eut avec ses adversaires politiques. Pour le premier, ce fut le comte Raousset-Boulbon, rédacteur en chef du journal légitimiste *La Liberté d'Avignon*, qu'il avait battu aux élections, pour le second, Léo de Laborde, qui lui cassa le bras d'un coup de pistolet. Gent ne put siéger à l'Assemblée qu'au mois de décembre 1848. Non réélu, il resta à Paris pour collaborer à la *Révolution démocratique et sociale*, journal dont le directeur était Charles Delescluze, qui ne réussit pas le faire élire à l'Assemblée législative à lors d'une partielle8. Il participa à l'émeute du boulevard des Capucines, lors de la journée du 13 juin 1849, mais ne fut point inquiété car il sauva la vie à Théobald de Lacrosse, ministre des travaux publics, pris à parti par les manifestants devant l'*Ambigu*.

Le complot des républicains du Sud-Est
Il se rendit à Lyon pour défendre quelques-uns des accusés de l'émeute du 13 juin et obtint plusieurs acquittements. Cette notoriété gagnée, il resta sur place à la demande de ses amis politiques. Ses positions fermement républicaines lui firent organiser la résistance dans plusieurs départements. Son dessein était de fédérer toutes les forces éparses sous le nom de « *Nouvelle Montagne* ». Ce qui ne tarda pas à éveiller l'attention de la police qui le mit sous étroite surveillance. Il fut suivi dans tous ses déplacements dans le Lyonnais, la Drôme et le Vaucluse et les indicateurs découvrirent ses relations avec les responsables démocrates de ces départements.

Un de ceux-ci réussit à infiltrer le groupe et à assister, le 29 juin, à Valence, une réunion secrète des délégués de quatorze départements qui avait pour objet de connaître « l'état des forces disponibles dans chaque département et de donner un commandement général à l'insurrection ». Y furent fichés Marescot, représentant les Bouches-du-Rhône et le Var ; Robert, les Hautes-Alpes, et Montanier, le Vaucluse.

Gent mit sur pied, dès la fin de l'année 1849, un rassemblement politique dit du « Sud-Est ». Une réunion des délégués montagnards des départements fédérés se tint, le 30 septembre 1850, à Mâcon. Ils proposèrent de porter à leur direction Michel de Bourges, mais ce fut Mathieu de la Drôme qui passa8. Gent fut mandaté pour se rendre en Suisse afin de rallier les républicains exilés. Il se rendit le 16 octobre, à Genève, avec Amédée Antoine Bruys (1817-1871), un député montagnard de Bourgogne. De retour à Lyon le 28 octobre, il fut arrêté sous l'accusation de complot contre la sûreté de l'État. Gent logeait alors chez un dénommé Borel, aubergiste de son état, qui logeait des compagnons. La police apprit, par ses indicateurs, que du courrier lui arrivait régulièrement sous double enveloppe, au nom de ceux-ci. Elle saisit plusieurs de ces lettres avant de procéder à son coup de filet.

Peu après, les responsables connus des départements du Sud-Est furent arrêtés dont, parmi d'autres, Louis Langomazino, journaliste à Digne, Albert Ode, avocat et ancien procureur de la République à Uzès, Isidore Gent, son frère. À Paris, ce furent une jeune actrice du Théâtre français, Maria Lopez, Henri Delescluze puis Charles Lesseps, rédacteur-en-chef du journal *Le Vote Universel*. Un peu plus tard, la presse gouvernementale annonça des ramifications en Suisse et en Angleterre. Il s'agissait bien d'un complot.

Le procès de Lyon

Pour être sûr que les comploteurs fussent condamnés, le gouvernement et les magistrats instructeurs hésitèrent sur la juridiction adéquate. Ils éliminèrent la Haute Cour, puis la Cour d'assises, pour adopter enfin la proposition du procureur général Gilardin : le conseil de guerre. L'acte d'accusation fut rédigé en ce sens. Il y était expliqué que Gent avait comploté afin de renverser le gouvernement par une insurrection programmée le 11 novembre, date de la rentrée de l'Assemblée. D'après le rapport du procureur général, elle devait d'abord éclater dans le pays d'Apt, où 6 000 hommes devaient se regrouper dans le Luberon, sous les ordres de l'horloger Hubert, le chef montagnard local. À ce signal, Marseille et Toulon se seraient soulevés, les insurgés s'emparant des ports pour tenter de rallier les marins de la Flotte et l'Algérie. Le mouvement s'amplifiant, les frontières suisse et savoyarde passaient sous le contrôle des réfugiés de Genève.

Après dix mois de prison préventive, au cours du printemps et l'été 1851, Gent, principal accusé, passa en jugement à Lyon en compagnie d'un autre vauclusien le docteur Étienne Daillan, maire de Bédarrides, qui s'était opposé en tant qu'élu au prince-président. Avec eux furent jugés, par le 2e Conseil de guerre de la 6e division militaire, cinquante républicains accusés d'attentat contre la sûreté de l'État et d'affiliation à des sociétés secrètes afin de renverser le gouvernement. Afin d'en mieux convaincre l'opinion, le procès fut placé sous haute surveillance militaire. Les débats furent présidés par le colonel Couston. Les prévenus étaient assistés par nombre d'avocats sous la direction de Michel de Bourges et de Madier de Montjau. Ceux-ci eurent recours à une méthode qui fut jugée déplorable. Gent ayant voulu questionner un témoin, le président s'y opposa et la défense tout entière se retira des débats. Les accusés furent donc jugés et condamnés sans avoir été défendus.

Gent, convaincu d'être l'instigateur du complot en tant que chef de l'association secrète de la Nouvelle Montagne fut condamné, le 28 août 1851, à la déportation, Ode et Longomazino à la même peine, Henri Delescluze à dix ans de détention, les autres, à la prison. Ils furent reconduits dans leurs cellules au cri de : « Vive la République ! ». Le gouvernement voulut aggraver la sentence. En vertu de la loi du 16 juin 1850, il décida que tous les condamnés devraient purger leurs peines, aux îles Marquises. Mais, à cause du coût du voyage, ils furent déportés en Algérie. Les cas de Gent, Ode et Longomazino furent réservés et ils durent partir en Océanie, ce qui provoqua de vives interpellations à l'Assemblée de la part d'Adolphe Crémieux et de Désiré Bancel. Accompagné de Louis Longomazino et d'Albert Ode, Gent fut contraint de se rendre à pied de Lyon à Brest. Là les trois hommes furent embarqués, le 21 décembre, pour purger leur peine dans une forteresse de Nouka-Hiva où ils arrivèrent en juin 1852. Ce furent les premiers déportés des Marquises. Ils y restèrent jusqu'en novembre 1854, les îles Marquises ayant été déclassées comme lieu de déportation. Gent vit alors sa peine commuée en vingt ans de bannissement, et fut contraint de s'exiler au Chili où il devint avocat à Valparaíso.

Retour en grâce

Sa peine fut partiellement élargie et il put rentrer en Europe pour vivre tout d'abord en Italie, en 1861, puis à Madrid où il devint le correspondant des journaux *Le Siècle* et *Le Temps* en 1863. L'autorisation de rentrer en France lui fut accordée après la défaite de Sedan. Décidé à entrer à nouveau en politique, Gent se présenta, dans le Vaucluse, en tant que candidat d'opposition aux législatives du 24 mai 1869. Ce fut un échec face au candidat officiel. Le 22 novembre de la même année, il se soumit une seconde fois au suffrage des électeurs dans la 8e circonscription de la Seine et se fit battre par **Emmanuel Arago.** Disponible, il lui fut proposé, le 4 septembre 1870, la charge gouvernementale de Commissaire de la Défense Nationale dans le Vaucluse, il refusa mais accepta une mission en Algérie. Il fut rappelé, en novembre, par Gambetta pour être en poste comme administrateur à la préfecture de Marseille.

La Ligue du Midi

Il y rejoignit Alphonse Esquiros, l'administrateur supérieur des Bouches-du-Rhône. Le 3 octobre 1870, Gent fut élu « Commissaire Général de la Ligue du Midi pour la défense de la République » qui regroupait quinze départements15. Le conflit qui régnait au sein du Conseil municipal de Marseille entre républicains modérés et révolutionnaires était arbitré sinon attisé par la Garde nationale (bourgeoise) et la Garde civique (ouvrière). De plus, tous savaient qu'Esquiros s'opposait à Gambetta et au gouvernement provisoire de Tours. Cela suffit pour provoquer une réaction populaire.

Le 1er novembre 1870, l'Hôtel de Ville fut occupé et la Commune proclamée. La popularité de l'administrateur général qui présidait en fait un véritable gouvernement restait intacte. Il demanda à Gent de rejoindre Tours pour tenter de convaincre Gambetta d'adhérer à la Ligue, mais le délégué marseillais fut retenu par le chef du gouvernement comme membre du « Comité de guerre ». Ce fut alors qu'Esquiros, effondré par la mort de son fils qui venait de succomber à la typhoïde, fit savoir qu'il souhaitait être remplacé par Alphonse Gent qui rejoignit aussitôt Marseille.

Les circonstances jouèrent en faveur de celui-ci. Victime d'un attentat de la part d'un communaliste qui le blessa légèrement au bas ventre d'un coup de pistolet, il reçut immédiatement le soutien populaire. Cette sympathie à son égard lui permit de reprendre le pouvoir en main au nom du Gouvernement. Et le 13 novembre, le nouvel administrateur général, qui avait rôle de préfet, put télégraphier à Tours que l'ordre régnait à Marseille. Après la capitulation de Paris, le 28 janvier 1871, il donna sa démission, après avoir proclamé « Alors, gardez les Prussiens comme gendarmes » et s'engagea dans l'armée de **Garibaldi**.

Député et sénateur
Décidé de revenir à la vie politique, il se présenta aux élections du 8 février 1871, et fut élu représentant de Vaucluse à l'Assemblée nationale. Comme elles furent invalidées en bloc et une enquête ordonnée, de nouvelles élections eurent lieu le 2 juillet 1871, et Gent fut réélu. Siégeant à l'extrême-gauche, il s'inscrivit à l'Union républicaine dont il fut vice-président et président. Il allait désormais rester député de Vaucluse de 18713 à 18815, ce qui lui permit de soutenir la politique coloniale et scolaire de Jules Ferry. Candidat dans son département aux élections sénatoriales du 30 janvier 1876, il échoua mais fut plus heureux aux élections législatives du 20 février suivant où il fut élu député de l'arrondissement d'Orange. Il reprit sa place à l'Union républicaine. Au cours de cette législature, il vota pour la protestation des gauches, le 18 mai 1877, et fut des 363 députés qui se prononcèrent contre le ministère de Broglie-Fourtou. Aux élections du 14 octobre 1877 qui suivirent la dissolution de la Chambre, Gent échoua, à Orange face au candidat officiel et légitimiste.

Mais la nouvelle majorité de la Chambre invalida cette élection à cause des fraudes de la part du candidat éluet, au scrutin du 7 avril 1878, il retrouva son siège. Le 21 octobre 1879, Alphonse Gent démissionna de son mandat pour accepter le poste de gouverneur de la Martinique qui lui était offert. Mais la presse bonapartiste se déchaîna contre lui mettant en cause sa vie privée, vieille accusation datant de 1848 et dont un jury d'honneur l'avait déjà blanchi. Pourtant le ministère revint sur sa nomination le 25 novembre. Gent se représenta à nouveau et ses électeurs lui renouvelèrent leur confiance le 21 décembre suivant. Réélu lors des élections du 21 août 1881 face à son principal concurrent Eugène Raspail, il profita du renouvellement triennal pour entrer au Sénat, le 8 janvier 1882, en tant que sénateur de Vaucluse. Siégeant à l'extrême-gauche, il vota pour le rétablissement du scrutin d'arrondissement, le 13 février 1889 et pour la procédure sénatoriale à suivre pour juger le général Boulanger.

Le sénateur décéda le 26 janvier 1894 et fut inhumé au cimetière Saint-Véran d'Avignon. C'est Félix Devaux qui réalisa, en 1895, le buste qui orne sa tombe. Son second buste au rocher des Doms d'Avignon a été sculpté en 1897 par Louis Demaille.

GENTILY **Anne-Marie**, née Pédenau Paris 1882 – 1972.
Secrétaire au contentieux avant la guerre de 1940, juge au tribunal pour enfants et première femme assesseur d'un juge.
Anne-Marie Gentily fut l'une des figures de proue de la maçonnerie féminine des années d'avant-guerre et d'après-guerre. C'est en 1925 qu'elle a été initiée à la loge d'adoption « *La Nouvelle Jérusalem* » n°373 bis de la Grande Loge de France. Compagnonne en 1927, elle est élevée à la maîtrise la même année. Elle fonde la nouvelle loge d'adoption « *Minerve* » n°410 bis dont elle est la première vénérable de 1931 à 1937, puis vénérable d'honneur.

C'est en loge d'adoption qu'elle rencontre son mari, Maxime Gentily, qui est membre de la Grande Loge de France. En 1936, sa carrière maçonnique prend de l'envergure : elle est élue à l'unanimité Première Présidente du secrétariat du Congrès annuel des loges d'adoption, qu'elle préside aussi l'année suivante. De confession juive, l'année 1940 l'oblige à partir en zone libre avec son époux. La guerre terminée, elle se consacre à reconstituer les loges d'adoption. A l'instar des frères de la Grande Loge de France, les sœurs du secrétariat général (Suzanne Galland et Anne-Marie Gentily qui entourent Germain Rhéal) créent un comité de reconstruction dans lequel elle s'intègre.

Il s'agit alors de reconstruire le plus de loges possibles avec les sœurs restantes. Seules quatre loges reprennent leurs activités : « *Le Libre Examen* n°1, *La Nouvelle Jérusalem* n°2, *Minerve* n°3 et *Thébah* n°4 ». C'est encore aux côtés de Germain Rhéal et de Suzanne Galland qu'Anne-Marie Gentily formule une demande officielle auprès du Grand Maître de la Grande Loge de France, Dumesnil de Gramont, en faveur de la réintégration des loges d'adoption dans leur sein. Elles essuient alors un refus en raison de la propre requête parallèle des membres de la Grande Loge de France qui étaient en train de chercher à se faire reconnaître de la Grande Loge Unie d'Angleterre.

Sous l'égide d'Anne-Marie Gentily les loges d'adoption se réunissent en un Convent en 1946 puis en 1947, sous le titre d'Union Maçonnique Féminine de France (U.M.F.F.). Elle en devient la première Grande Maîtresse, puis elle est nommée Grande Maîtresse ad vitam de l'obédience en remerciement de son dévouement. Elle reçoit, en 1970, le 33° du Rite Ecossais Ancien et Accepté, devenant ainsi l'un des neuf premiers membres du Suprême Conseil Féminin de France de la Grande Loge Féminine de France nouvellement créée, deux ans avant sa mort. I.M.

GEORGE 1er.



Roi de Grèce Copenhague 24 décembre 1845 - Thessalonique 18 mars 1913.

Georges Ier de Grèce, né Christian Guillaume Ferdinand Adolphe Georges de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glücksbourg, prince de Danemark puis, par son élection, roi des Hellènes. Second souverain de la Grèce moderne et fondateur de la dynastie royale hellène contemporaine, il règne presque cinquante ans, de 1863 à 1913. Il meurt assassiné.

Initié Franc-Maçon au Danemark où il est né.

En 1863, le prince Guillaume de Danemark est élu roi des Hellènes sous le nom de Georges Ier. Désireux de ne pas commettre les mêmes erreurs que son prédécesseur, le roi Othon Ier de Grèce, le jeune monarque ne tarde pas à s'helléniser et à aller à la rencontre de ses nouveaux sujets. À son arrivée au pouvoir, la scène politique grecque est en effet divisée et de graves problèmes financiers secouent le pays. L'agitation nationaliste est par ailleurs très forte et la Grande Idée, autrement dit le désir de réunir tous les Grecs dans un seul et même pays, est au cœur de la politique nationale.

Le règne de Georges Ier est donc largement marqué par les velléités expansionnistes de la population hellène et par l'annexion, tantôt pacifique, tantôt belliqueuse, de plusieurs provinces majoritairement peuplées de Grecs : les Îles ioniennes (1864), la Thessalie (1880) et surtout la Macédoine, l'Épire et la Crète (1913). Malgré tout, la politique de Georges et de ses gouvernements est loin d'être toujours couronnée de succès et des humiliations nationales (comme lorsque les « Puissances protectrices » organisent un blocus contre le pays en 1885) et de graves défaites militaires (comme lors de la Guerre gréco-turque de 1897) ponctuent également son règne. Sur un plan plus personnel, Georges Ier donne naissance à une importante famille, dont plusieurs membres règnent encore sur des États européens. Le mariage du roi avec la grande-duchesse Olga Constantinovna de Russie donne en effet naissance à plusieurs enfants, avec lesquels le souverain entretient des relations étroites mais parfois orageuses. Georges Ier meurt assassiné à Thessalonique en 1913 et son fils Constantin Ier lui succède alors sur le trône de Grèce.

GEORGE VI



Roi du Royaume Uni Sandringham Norfolk 14 décembre 1895 - 16 février 1952.

Né Albert Frederick Arthur George de Saxe-Cobourg-Gotha. Il est l'arrière-petit-fils de la reine Victoria et le second fils du roi George V, couronné en 1910. C'est son frère aîné, Edward, qui est héritier du trône, il a passé les premières années de sa vie dans l'ombre de son frère aîné, Edward. Le prince Albert a une enfance difficile, étant de santé fragile. Il passe néanmoins par les écoles navales de Osborne et de Dartmouth avant de rejoindre la *Royal Navy*. Il participe à la Première guerre mondiale et notamment à la bataille de Jutland à bord du *HMS Collingwood* puis rejoint le *Royal Naval Air Service* en 1917. La Première guerre mondiale pose un sérieux problème moral à la famille royale à cause de ses origines allemandes. Suivant le sentiment anti-germanique de la population britannique à ce moment, la famille royale décide de changer son nom de Saxe-Cobourg- Gotha en celui de Windsor. En 1919, George rejoint la nouvelle *Royal Air Force* avant d'entrer au *Trinity College* de Cambridge.

Initié Franc-Maçon par la *Loge "Royal Navy Lodge"* en 1919, il deviendra Grand Maître des francs-maçons d'Écosse de 1936 à 1937.

En 1920, il est fait Duc d'York et participe aux affaires publiques avec son père. Il visite de nombreuses installations industrielles et fait plusieurs voyages royaux en Afrique de l'Est, Australie et Nouvelle-Zélande. En 1923, il se marie à l'Abbaye de Westminster (Londres) avec Elizabeth Bowes-Lyon qui lui donne 2 filles : Elizabeth, née en 1926, et Margaret, née en 1930. En janvier 1936, la mort de son père, le roi George V, amène son frère Edward sur le trône. Mais la relation de celui-ci avec l'Américaine Wallis Simpson devient une affaire publique et politique de grande ampleur. Malgré le soutien de Winston Churchill et de quelques autres personnalités, le roi Edward VIII sait qu'un mariage avec Miss Simpson ne serait pas bien vu de l'opinion publique britannique, d'autant que l'archevêque de Canterbury s'y oppose formellement. Le 10 décembre 1936, Edward VIII signe un document par lequel il renonce au trône "pour lui-même et ses descendants". George de Windsor devient donc roi sans y avoir été particulièrement préparé. Il est couronné à l'Abbaye de Westminster le 12 mai 1937 sous le nom de George VI. Il fut roi du Royaume-Uni et des dominions britanniques du 11 décembre 1936 jusqu'à sa mort. Il succède à son frère Édouard VIII en 1936 après son abdication. Il fut également le dernier empereur des Indes (jusqu'en 1947), le dernier roi d'Irlande (jusqu'en 1949), et le premier chef du Commonwealth. Son épouse, la reine Elizabeth, l'assiste dans sa tâche et le soutient sans relâche.

En 1940, il s'oppose à la désignation de Winston Churchill comme premier-ministre mais les deux hommes deviennent vite d'étroits et bons alliés. George VI notera plus tard dans son journal : "*Je ne pouvais avoir de meilleur premier-ministre*". Pendant la bataille d'Angleterre et les durs bombardements des villes anglaises et surtout de Londres, il visite avec la reine chaque quartier afin de partager les souffrances du peuple britannique. Après le bombardement qui a détruit une partie de Buckingham Palace en septembre 1940, la reine déclare : "*Je suis fière que nous ayons été bombardés. Je peux désormais regarder les gens de l'East End en face*". Il inspecte également les usines d'armement et les différents fronts où se battent les sujets de sa Majesté, notamment en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, après la victoire à El Alamein, en 1942, puis en Normandie, après le débarquement du 6 juin 1944.

Après la guerre, en 1947, la famille royale fait un voyage officiel en Afrique du Sud. Mais la mauvaise santé du Roi obligera la famille royale à annuler les voyages officiels prévus en 1949 pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. En 1948, le Roi renonce à son titre d'Empereur des Indes. George VI est décédé le 6 février 1952 à Sandringham, Norfolk. Il a été inhumé à la Chapelle Saint George, au château de Windsor. Elizabeth II, sa fille, lui a succédé. Le roi George VI était titulaire de nombreuses décorations britanniques et étrangères.

GIACOMETTI



Augusto Stampa (Val Bregaglia, Grisons) 16 août 1877 – Zürich 9 juin 1947.
Peintre suisse, son cousin, Giovanni Giacometti, est le père d'Alberto Giacometti
Initié en 1919 à Zurich, il est membre de la Grande Loge suisse Alpina.
Auto portrait

Augusto Giacometti fait partie de la célèbre dynastie de peintres Giacometti. Situé à quelques mètres de la maison de son cousin Giovanni Giacometti, il a grandi et commencé tôt dans la vie pour se consacrer à la peinture. Il devient professeur de dessin de 1894 à 1897 à l' École des arts appliqués de Zurich . Après ses années universitaires 1897 à 1901 avec Eugène Grasset à Paris , et après avoir travaillé pour des résidences à Florence et Zurich , il finit par s'installer à Zurich en 1915. En 1917 Giacometti rencontre le dadaïste Tristan Tzara, Marcel Janco, Sophie Taeuber-Arp et Hugo Ball savoir.

Il participe à la 8ème Soirée Dada et part à la Kaufleutensaal Zurich et adevient membre du groupe d'artistes "La Vie Nouvelle" (1918-1920). Avec l'exécution de son dessein sur le hall d'entrée du poste de police à la Chambre officiel, à Zurich de 1923 à 1925 il réussi une de ses œuvres majeures, aussitôt nommée Giacometti Hall. Cette mission fut payante et lui a ouvert la voie à d'autres commandes importantes. En 1929, il a créé les vitraux dans le mur est de l'église protestante à Frauenfeld, 1933, la fenêtre de chœur Grossmünster à Zurich, en 1937, la fenêtre chœur de l'Adelboden église du village et 1945, deux vitraux de la Fraumünster à Zurich. Il a été parmi les premiers artistes du 20e Siècle, a donné à la peinture une autonomie presque complète et à faire le grand saut dans le non figuratif. Giacometti fut par la suite remarqué parmi les grands coloristes . Sur sa tombe, se lit comme suit : «Maître de la couleur».

GIBBON



Edward
Ecrivain et historien britannique – « The History of the Decline & Fall of thr Roman Empire ».
(1737 – 1794)

GIDE



André
Ecrivain français. Prix Nobel de littérature 1947. (1869 – 1951)

GILKES



Peter William Londres 1765 – 1833.
Consacrant sa vie à sa fonction de Précepteur, il refusa tous les honneurs qui lui furent proposés.

Initié Franc-Maçon, en 1786, à la *Loge "British Lodge* 8", fut Vénérable de 9 loges différentes et membre de la Colombie-Lodge, de la Royal York Lodge de la persévérance, de l'Espérance Lodge, Globe Lodge, Lodge de l'unité, Cadogan Lodge, Old Concord Lodge, Saint Jame's Union Lodge, Lodge de bonnes intentions, Lodge Saint-Michel, Lodge des syndicats. Spécialiste du Rite Émulation, il tint un rôle considérable dans les débuts de "*l'Emulation Lodge of Improvement*" fondée, en 1823, à Londres et réputée pour la qualité de ses travaux.
Un mémorial érigé en 1834, se trouve à Saint James Church, Piccalilli, Londres.

GILLETTE **King C.** Le Wisconsin 5 janvier 1855 – Los Angeles 9 juillet 1932.



Il inventa le rasoir de sûreté à qui il donna son nom et demeura à la tête de son industrie pendant près de trente ans.

Fils de George et Fanny Wolcott Gillette Lemira Camp. Son père est rédacteur en chef d'un hebdomadaire. Il eut 3 frères, dont il est le cadet, et deux sœurs. Ils reçoivent une éducation stricte et sont encouragés à travailler très jeunes de leurs mains, à comprendre le bon fonctionnement de toutes choses afin de pouvoir travailler dans le meilleur environnement. A cette époque ils habitaient Chicago et c'est dans cette ville que King fit ses études, mais en octobre 1871, un incendie ravagea cette ville, ruinant la famille Gillette qui déménagea à New-York. King resta à Chicago et à l'âge de 17 ans il devint stagiaire pour une entreprise de matériel en gros, puis vendeur ambulant à 21 ans.

Pendant les 20 années suivantes King devint un vendeur prospère et un inventeur, souvent sans succès, de nouveaux produits. En 1890, il épouse Atlanta Ella Gaines (surnommé Lantie), qui était la fille d'un magnat du pétrole dans l'Ohio. Ils ont un fils, King Gaines Gillette, surnommé Kingie. Il se lie d'amitié avec William Painter, directeur de la Baltimore Seal Company, société fabricant des capsules de bouteille revêtant un film de liège, dont King est le représentant.

« King, toi qui penses toujours à quelque chose et qui invente toujours, ne pourrais-tu pas inventer un objet qui, une fois utilisé, serait jeté. Le consommateur viendrait toujours en demander encore plus. Avec chaque nouveau client, tu construis une base de profit ».

Précieux conseil que celui donné par William Painter, à l'un de ses voyageurs de commerce. Nous sommes en 1891. Mais King a, pour l'heure, d'autres obsessions, il est préoccupé par la santé morale de ses concitoyens. Ironie de l'histoire : celui qui sera l'inventeur du rasoir à lame jetable et le fondateur de l'entreprise Gillette, numéro un mondial du rasage, est un utopiste, dans la lignée des Fourier et Cabet. En 1894, il publie "The Human Drift" (La dérive humaine), un livre dans lequel il dénonce la concurrence économique et la compétition, sources, selon lui, de tous nos maux. Il prône l'avènement d'une entreprise universelle dont le peuple serait l'actionnaire.

Un an plus tard, King C.Gillette inaugure l'ère de l'éphémère avec le premier rasoir à lame jetable! Comment passe-t-on de l'utopie au rasoir ? Réponse de l'inventeur génial, au sommet de sa gloire... industrielle : *« un beau matin, je trouvais que mon coupe-chou rasait mal. Or je l'avais déjà passé sur le cuir. Il avait donc besoin d'être aiguisé. Alors que je me tenais là, le rasoir à la main, mes yeux posés dessus aussi légèrement qu'un oiseau qui se pose sur son nid, le rasoir Gillette était né. Je l'ai vu entièrement dans un flash, et au même moment, beaucoup de questions inexprimées trouvèrent leurs réponses, plus par la rapidité du rêve que par le lent processus de la raison ».*

Ce même jour, - nous sommes en 1895 - il achète, dans une quincaillerie de Boston, du ruban d'acier, quelques morceaux de cuivre, des limes, un petit étau et se met à l'œuvre pour fabriquer un modèle de son invention personnelle. A sa femme, en visite chez des amis dans l'Ohio, il écrit, avec une confiance extrême: *« Je l'ai. Notre fortune est faite ! ».*

Baptisé rasoir de sûreté ("safety razor"), ce rasoir mécanique se compose d'une lame très fine et à double tranchant coincée dans un support. Inutile de la passer sur un cuir pour l'affûter: elle est jetable ! Quatre années seront nécessaires pour affûter... l'idée: en 1899, grâce aux trois prototypes réalisés par Steven Porter, mécanicien à Boston, King. C. Gillette se rase, pour la première fois, avec un rasoir à lame jetable. Il reste néanmoins à le parfaire, durcir et aiguiser davantage les lames d'acier, élargir le manche pour qu'il tienne plus facilement dans la main. Autant de "perfections" que l'on doit à William Emery Nickerson, chimiste à l'Institut de technologie du Massachusetts. Lequel, annonce: "je suis certain que l'on peut réaliser un rasoir qui aurait beaucoup de succès. Si les lames sont fabriquées selon des méthodes appropriées, un résultat hors du commun nous attend". King C. Gillette voulait changer le monde!

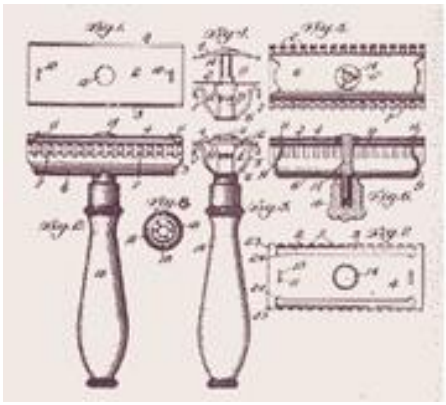
Il changera son visage. Sa "cité idéale" installée au-dessus d'une poissonnerie à Boston sera enregistrée, le 28 septembre 1901 sous le nom d'"American Safety Razor Company". Elle devient Gillet te Safety Razor Company l'année suivante. Et c'est en qualité d'actionnaire de la société que William Emery Nickerson conçoit les machines capables de produire en quantité des lames de qualité.

La production débute en 1903, annoncée par une première publicité - une demi-page dans le Systems Magazine -: ***« Nous offrons un nouveau rasoir ».*** Prix de vente : 5 dollars le rasoir, un dollar le paquet de 20 lames. Le succès n'est pas au rendez- vous : 51 rasoirs et 168 lames sont vendus et la société affiche une dette de 10000 dollars ! L'accueil est plutôt mitigé surtout chez les couteliers qui jugent l'idée de Gillette chimérique. Changement de cap en 1904 grâce à une commande de la Townsend & Hunt Company: 90 884 rasoirs et 123 648 lames. Le paquet de lames est toujours vendu un dollar mais le nombre de lames passe de 20 à 12 ! Dépôt du brevet, premier d'une longue série, le 15 novembre 1904. La signature et le portrait de King C. Gillette apparaissent sur les publicités et les emballages de lames en 1905 avec la mention "King C. Gillette's Patents". 250 000 rasoirs et deux millions de lames sont vendus cette année-là.

L'expansion internationale accompagne la société dès sa naissance. Un bureau de vente ouvre à Londres en 1905. Breveté dans un certain nombre de pays étrangers, le rasoir Gillette risquait de tomber dans le domaine public s'il n'était pas exploité avant une certaine période (généralement 3 ans).

De surcroît, le produit devait être fabriqué dans le pays qui accordait le brevet. En France, la date, limite tombait fin 1905. La première fabrique étrangère de Gillette voit donc le jour à Paris, en 1905, au 24 de la rue Cauchy. Suivent le Canada en 1906, l'Allemagne en 1908 et l'Angleterre en 1909.

Le savoir-faire sans le faire-savoir n'est rien. King C. Gillette ne l'ignore pas qui affirme: "tout le succès de cette affaire dépend de la publicité". Et des méthodes commerciales originales comme celle proposée par le revendeur français Kirby, Beard & CO en 1906 : "nous offrons, pour faire essayer le rasoir "Gillette", de le vendre à l'essai, c'est-à-dire de reprendre et rembourser tout rasoir "Gillette" ne donnant pas entière satisfaction". Durée de l'essai : 15 jours !





En 1908, on peut lire dans L'Illustration :
« Ce merveilleux instrument vous évitera à coup sûr tous les ennuis ordinaires et vous épargnera du temps et de l'argent. Vous aurez, en l'employant, la certitude d'être toujours rasé de près sans danger de blessure ou de maladie transmissible. Sa simplicité est idéale. Il est toujours près à être employé.

Ses lames à double tranchant servent chacune de 10 à 40 fois et ne nécessitent ni repassage ni affilage. Elles sont remplacées à bon compte par des lames de rechange vendues séparément. Le Rasoir de sûreté Gillette est le compagnon indispensable du touriste moderne ».

Pour preuve de la sécurité de ce rasoir, une publicité datant de 1909 où l'on voit un bébé, rasoir à la main, le regard souriant : « commencez tôt à vous raser ; Gillette, ni repassage, ni affilage ». Thème récurrent en 1911, quand une petite fille rase son grand-père : « c'est un jeu d'enfant que de se raser avec un Gillette. Le Rasoir Gillette s'ajuste à volonté suivant l'épaisseur de la barbe. C'est à la courbure de la lame Gillette que l'on distingue le Rasoir Gillette » !

La réclame sert aussi à lutter contre les imitations. Gillette prévient ainsi ses clients en 1909 : "toutes les lames qui imitent la lame "Gillette" restent rigides et par conséquent mauvaises. La lame du « Gillette » peut être courbée à volonté et donner ainsi au rasoir l'angle nécessaire pour raser parfaitement de près ou non, Où l'on parle - déjà! -des "perfections" qui rendent le "Gillette" inimitable malgré ses nombreuses imitations. Que faire pour les déjouer ? Innover.

En 1910, Gillette sort un nouveau rasoir doté d'un mécanisme qui serre la lame. Une publicité de 1913 affirme qu'il y a, dans le monde, six millions de rasoir Gillette en usage. Avec Gillette, vous avez "une peau douce comme du velour". Et c'est pour cette peau et son confort que le groupe se diversifie depuis 1909 avec le savon "Gillette" pour la barbe. Il existe, à l'époque, trente modèles différents dont les Nécessaires Gillettes avec un rasoir Gillette, un savon Gillette et un blaireau. Et, à partir de 1915, le Milady Decollete, premier rasoir féminin, "la méthode la plus sûre et la plus hygiénique d'avoir des aisselles douces".

Every man in khaki ought to have one
Depuis un an, l'Europe est à feu et à sang. La Première Guerre mondiale va offrir à Gillette un vaste marché: le rasoir devient le compagnon du soldat. Non seulement pour l'hygiène des soldats qui restent des mois interminables dans les tranchées, mais aussi parce qu'une peau sans barbe permet une meilleure tenue des masques à gaz. La première commande militaire date de 1915 : 80000 rasoirs et 600000 paquets pour la Russie. L'entrée en guerre des Etats-Unis, en 1917, change les proportions. Le gouvernement américain souhaite que le nécessaire de rasage, "khaki set", soit fourni avec l'uniforme. Le War Department achète à Gillette 3,5 millions de rasoirs et 36 millions de lames pour les soldats. Au sortir de la guerre, Gillette a une présence commerciale à Madrid, Milan, Istanbul, Shanghai, Tokyo. En 1925, Gillette compte déjà 44 filiales à l'étranger, en Europe, Amérique latine et Asie. Pour son 25ème anniversaire, en 1926, Gillette annonce 60 millions de rasoirs vendus et 3,5 billions de lames. En décembre 1929, Gillette est la première société américaine à construire sa propre usine en Union Soviétique, projet abandonné après le krach boursier.

Le 15 novembre 1921, les droits exclusifs sur le rasoir Gillette arrivent à expiration. Certains pensent que la marque ne va pas survivre aux nombreux rasoirs qui arrivent sur le marché. Gillette répond par l'innovation avec son "New Improved Gillette Safety Razor" et une campagne de communication de deux millions de dollars. Pour contrer Schick, inventeur en 1921 du premier rasoir mécanique à chargeur ("injector") et du premier rasoir électrique en 1931, Gillette lance en 1932, année de la mort du fondateur, la Blue Super-Blade qui remplace la Kroman Blade introduite en 1928 (Kroman pour chrome). Plus qu'une innovation, c'est une révolution puisque cette lame à fente succède à la lame à trois trous.

"Son mordant incroyable est dû à cette fente qui a rendu possible une double trempe électrique: intense aux tranchants, douce au centre", explique la réclame. Cette "superlame" est "la lame de l'homme qui veut en tout la perfection" (déjà !), affirme une publicité parue dans l'Illustration en 1935. La perfection, encore, lorsque Gillette lance en 1936, Aristocrat, le rasoir d'une seule pièce: "c'est le rasoir de l'homme qui veut la perfection". JCvL+**Jean Watin-Augouard**

GINGUENE **Pierre-Louis** Rennes 25 avril 1748 - Paris 16 novembre 1816.



Il fut membre actif de la loge maçonnique les Neuf Sœurs

Journaliste, écrivain, professeur et poète français. Il fit ses études au collège des Jésuites de sa ville natale où il eut pour condisciple Évariste Parny. Il commença par publier quelques poésies légères dans l'*Almanach des Muses*. En 1778, il publia *la Satire des Satires*, et, l'année suivante, un conte, *La Confession de Zulmé*, écrit plusieurs années auparavant et que plusieurs auteurs, qui en avaient pris copie, s'étaient attribués.

Cette œuvre fut remarquée et donna quelque renommée à son auteur. Elle lui valut notamment un emploi dans les bureaux de Jacques Necker. En 1789, partisan modéré des idées de la Révolution, il collabora à *la Feuille villageoise*, au *Moniteur universel* puis à la *Décade philosophique*. Emprisonné sous la Terreur du 3 mai au 10 août 1794, il fut sauvé par le 9 thermidor.

Sous le Directoire, il fut nommé directeur de l'Instruction publique au ministère de l'Intérieur (novembre 1795 - mars 1798). Il fut membre de l'Institut dans la classe des Sciences morales et politiques (section d'Analyse des sensations et des idées) et dans la classe d'Histoire et de Littérature ancienne (Académie des inscriptions et belles-lettres). Il fut enfin ambassadeur de la République française à Turin, où il ne resta que peu de temps. Revenu en France, il fut membre du Tribunat, mais ses articles dans *La Décade philosophique*, opposée au régime, l'en firent éliminer en 1802.

Après cet intermède administratif et politique, il retourna à la littérature : « Il a fini ses jours, indique Chateaubriand dans les *Mémoires d'Outre-tombe*, en littérateur distingué comme critique, et, ce qu'il y a de mieux, écrivain indépendant dans *La Décade philosophique*. La nature l'avait mis à la place d'où la société l'avait mal à propos tiré. » Il devint professeur de littérature italienne, collabora à la *Revue philosophique, littéraire et politique* et signa des articles de critique musicale. Homme foncièrement honnête et bon, on le surnommait « le bon Ginguené ».

GIRAUD **Sébastien** Pignerol 1730 – Turin 1803.

Originaire des environs de Pignerol, docteur en médecine et en philosophie de l'université de Turin, médecin consultant du roi de Sardaigne, fondateur de la Société Royale de l'Agriculture de Turin en1785, puis membre correspondant de l'Académie des Sciences de cette ville en 1801.

Sébastien Giraud est un intermédiaire culturel et maçonnique majeur entre la France et le Piémont, et avec toute l'Italie. Il est la clef de la voûte septentrionale – complétée à l'autre extrémité de la Péninsule par les frères du Collège des Chevaliers bienfaisants de la Cité Sainte de Naples – du dispositif mis en place par Willermoz pour assurer la promotion de la « réforme de la réforme » templière dans la péninsule italienne. De ce fait, c'est sous l'impulsion de Sébastien Giraud, passé à la Strict Observance et devenu Grand Prieur d'Italie, que le Grand Chapitre de Lombardie, implanté à Turin conformément à la géographie templière, se rallie à la réforme lyonnaise des Chevaliers Bienfaisants de la Cité Sainte en 1779.

En Italie, deux collèges de Chevaliers Bienfaisants ont été créés à Turin et à Naples. Le premier réunit, outre Giraud, Gabriel comte de Breneze, nom d'Ordre *a Turri aurea*, Président du collège et Grand Maître Provincial de la 8e Province de la Stricte Observance – l'une des plus puissantes de l'ordre -, le marquis d'Albarey, capitaine au régiment de Piémont-Cavalerie, son parent le marquis de Caluse, et Ferdinand Scarampi de Courte-mille, capitaine au régiment des Gardes-Infanterie. Tous les membres du collège de Turinont été élevé à la Grande Profession et au grade de Chevalier Bienfaisant de la Cité Sainte dans la capitale des Gaules, où est installé le collège Métropolitain de l'Ordre. Ils effectuent d'ailleurs de fréquents voyages à Lyon. L'envoyé des Illuminaten (très hostiles à la réforme de Willermoz) en Savoie et en Italie, Friedrich Münter, ne s'y est pas trompé. Il déclare : « Ici tout est lyonnais ! ».

Sébastien Giraud a su à merveille utiliser le carrefour stratégique du Piémont et les relations étroites entre Lyon et Turin pour diriger vers la capitale des Gaules les francs-maçons étrangers séjournant en Italie susceptibles d'être convertis à la réforme lyonnaise.

Citons le baron Charles-Adolphe de Plessen, nom d'ordre *a Tauro Rubro*, chambellan et envoyé extraordinaire du roi du Danemark à Naples, qui allait devenir pour J.-B. Willermoz un informateur précieux en Allemagne et en Scandinavie. Recommandé par le frère *a fabrone* de Naples, puis *a serpente*, alias Sébastien Giraud, de Turin, Plessen arrive à Lyon le 9 octobre 1779. A. Faivre peut donc écrire à juste titre que « Giraud (*a Serpente*), médecin à Turin, Elu coën et Grand Profès, est l'un des représentants autorisés du willermozisme en Italie ».

Grand voyageur, Giraud entretient d'étroites relations avec les piliers strasbourgeois de la maçonnerie templière, notamment les banquiers luthériens Jean et Bernard Frédéric de Turckheim avec lesquels il échange une correspondance suivie et chaleureuse. Ce réseau « lotharingien » prend un relief tout particulier lorsqu'on constate qu'il épouse les principales routes du Grand Tour, qui mène les fils des bonnes familles germaniques de Göttingen à Naples en passant par Strasbourg, Lyon et les régions transalpines. Sébastien Giraud, chancelier de Lombardie, était d'ailleurs bien décidé à défendre et à promouvoir les intérêts transalpins au sein d'une 8e Province Templière dominée par les dirigeants germaniques dont les abus de pouvoir et les décisions d'autorités dans la Péninsule blessaient profondément les frères italiens.
On connaît leurs démêlés avec Weiler et Wächter, auquel Giraud s'opposa violemment lorsque Wächter fonda des

ateliers à Naples et à Padoue sans en référer aux frères italiens. Sébastien Giraud profita du Convent de Wilhelmsbad pour demander et obtenir avec le soutien de Willermoz, qui n'avait rien à lui refuser après le ralliement des Députés du Grand Chapitre de Lombardie à la réforme lyonnaise, l'érection d'une nouvelle Province, la 9e, puis 4e après l'adoption de la nouvelle matricule. Dans un discours remarqué, Giraud souligna avec force que l'organisation de l'espace maçonnique européen ne devait plus faire abstraction de la donne politique et territoriale profane. Les loges rectifiées du duché de Savoie ne pouvaient être durablement rattachées à la 2e Province d'Auvergne, dont Lyon était la capitale, sans risquer d'encourir les foudres des autorités « savoisiennes ».

De même, les loges italiennes des Etats du roi de Sardaigne ne pouvaient plus dépendre de la direction allemande de la 8e Province. Toutes devaient être réunies dans une nouvelle Province, dont le ressort territorial épouserait les contours des Etats sardes. D'une activité débordante, Sébastien Giraud devint également, à l'instar du maître lyonnais, un chaud partisan du mesmérisme, après avoir été invité par Willermoz à Lyon où Franz Anton Mesmer venait de fonder la Société de l'Harmonie. Il fut d'ailleurs à l'origine de l'implantation du mouvement mesmérien en Italie du Nord. L'invitation à participer au Convent des Philalèthes de Paris apparaît comme une évidente reconnaissance de sa qualité de chercheur en « science maçonnique », trop longtemps méconnue. P.-Y.B.

GLAYRE **Pierre-Maurice** Romainmôtier 25 juillet 1743 - 26 mars 1819.



Homme politique, diplomate, il fut aussi le secrétaire privé du roi de Pologne et le premier président de l'Assemblée provisoire du Pays de Vaud.

Fils et petit-fils de pasteur, il perd son père à six mois et sa mère à six ans. Élevé par oncles et tantes, il fait ses études à l'Académie de Lausanne. Il est appelé en 1764 par le roi de Pologne Stanislas-Auguste en qualité de secrétaire privé de son cabinet. En 1768, il est secrétaire de délégation à Saint-Pétersbourg avec le diplôme de Conseiller privé du roi Stanislas. En 1787, il revient en Suisse et se marie avec Mlle Marie-Bartholomé de Crousaz. Ils auront deux enfants, Suzanne qui reçoit la propriété du château à la mort de son père, gérant le domaine agricole et viticole avec son mari, et Stanislas Sabin qui décède en 1804 à l'âge de 13 ans.

Franc-maçon convaincu, il organise des loges en Pologne et dans le canton de Vaud et préside le Grand Orient national helvétique romand en 1810.

GLENN **John** Cambridge Ohio 18 juillet 1921 - ?



John Herschel Glenn Jr, astronaute, pilote de chasse et homme politique américain. Il est le troisième Américain dans l'espace et le premier astronaute à avoir effectué le tour de la Terre. Il a ensuite été sénateur de l'Ohio de 1974 à 1999.
Franc-Maçon de la Loge "*Concord Lodge 688*" à New Concord (Ohio).

Engagé dans l'US Marine Corps en 1942, il pilota des Corsairs durant les campagnes du Pacifique à partir de 1944. Durant la guerre de Corée, il abattit au total 3 Mig avec un F-86 Sabre. Devenu pilote d'essai, il accomplit le 16 juillet 1957 le premier vol supersonique transcontinental de la Californie à New York à bord d'un Vought F8U « Crusader ». Rejoignant la NASA en 1959, il fit partie du premier groupe d'Américains à être astronautes au sein du programme Mercury.

Il pilota la première mission orbitale des États-Unis à bord de Friendship 7 le 20 février 1962. Après avoir effectué 3 orbites, il amerrit au bout de 4 heures, 55 minutes et 23 secondes de vol. Une étude après l'amerrissage sur la capsule qui a emmené John Glenn a montré une faille dans le bouclier thermique, ce dernier empêchant la capsule de brûler pendant la rentrée dans l'atmosphère.

Cette faille aurait pu être fatale, d'autant plus que John Glenn a été contraint de rentrer au bout de 3 orbites au lieu de 7 comme prévu en raison d'un signal suspect du bouclier thermique. Devenu un héros national, il devient un ami personnel de la famille Kennedy. Il quitta le corps des astronautes le 30 janvier 1964. Son deuxième et dernier vol dans l'espace eut lieu le 22 octobre 1998 à bord de la navette spatiale Discovery pour étudier les conséquences d'un séjour spatial sur un corps âgé, plus exactement à étudier les similitudes des effets du vieillissement et de la microgravité sur l'organisme. Cette mission dura 8 jours, 21 heures, 44 minutes et 56 secondes. À 77 ans, il devient ainsi l'astronaute le plus âgé jusqu'à présent. Après être entré dans le monde des affaires en 1964, John Glenn se lança dans la politique sous les couleurs du parti démocrate et devint sénateur de l'Ohio de 1974 à 1999.

GOBLET comte **d'ALVIELLA** **Eugène Félicien Albert** Bruxelles 1846 – 1925.

Homme d'état belge et historien des religions. Son ouvrage 'La migration des symboles' fait encore autorité. Il lutta pour la tolérance religieuse en Belgique.
Initié Franc-Maçon, en 1870, à la loge "*Les Amis Misanthropes*".
Grand Maître du G..O..B.. en 1884. Souverain Grand Commandeur du Suprême Conseil en 1900.



Eugène Félicien Albert comte Goblet d'Alviela est le petit fils du général Goblet, ministre de la guerre en 1830-1831, ambassadeur au Portugal en 1837, qui a reçu le titre portugais de comte d'Alviella. A son retour en Belgique, ce titre est incorporé à l'armorial national en sa faveur. Sa mère, une demoiselle Packard, qui aurait eu un père franc-maçon, américaine, lui donne la maîtrise de la langue anglaise. Son père, dernier vénérable maître de la loge des «*Amis Philanthropes*» à Bruxelles, décède avant l'initiation de son fils dans la même loge.

Elle a lieu le 28 mai 1870 après qu'Eugène eut suivi des études au collège Saint-Louis à Paris et fut devenu docteur en sciences politiques (1868), puis docteur en droit en 1870 à l'Université libre de Bruxelles. Il poursuit alors une triple carrière politique, universitaire et maçonnique.

La franc-maçonnerie belge est à cette époque intensément mêlée aux querelles politiques qui divisent la nation, et cette implication motive toutes les activités de Goblet d'Alviella. Orateur adjoint de sa loge en 1872, il est second surveillant en 1873, orateur en 1876 et vénérable maître en 1879. Elu député au Grand Orient depuis 1874, il a été envoyé peu après à Londres pour rétablir les relations avec la Grande Loge Unie d'Angleterre. Si cette mission ne rencontre pas un grand succès, une lettre du Grand Secrétaire à Londres propose que les relations soient maintenues au niveau des secrétariats. Eugène Goblet est invité à assister à l'installation du prince de Galles (le futur Edouard VII) comme Grand Maître de la Grande Loge Unie d'Angleterre en 1875, et il établit d'excellentes relations dans la bonne société anglaise et parmi les francs-maçons anglais.

C'est cependant au seul titre de journaliste qu'il est invité à accompagner le prince de Galles lors de son voyage aux Indes.

En 1884, à l'âge de 32 ans, il est élu pour trois ans Grand Maître du Grand Orient de Belgique. A la fin de son mandat, il devient membre du Suprême Conseil pour la Belgique dont il devient le Souverain Grand Commandeur en 1900 et Souverain Grand Commandeur *ad vitam* en 1920. Il rétablit les rituels anciens, revoit ceux qui sont plus récents et rédige d'innombrables instructions de grades et conférences maçonniques.

Par ce dernier canal, il rejoint ses activités universitaires et, en pionnier, il crée la chaire d'histoire des religions à l'Université libre de Bruxelles. Sa renommée s'étend à l'étranger : il participe à des congrès et est invité à donner en 1891 les célèbres *Hilbert Lectures* à Oxford. Elu député en 1878, il perd son siège lors de la victoire cléricale de 1884, mais est sénateur de 1894 à 1896, puis nommé ministre d'Etat en 1914.

Il participe au gouvernement pendant la guerre de 1914-1918. Vénérable maître fondateur de la loge « *Les Amis Philanthropes* n°2 », il est invité à devenir membre de la loge « *Quator Coronati* » en 1919 et produit des articles pour les *Ars Quatuor Coronatorum*, son ouvrage (récemment réédité), *La Migration des Symboles* (1891), est une approche universelle des sentiments religieux.

Eugène Goblet meurt en 1925, renversé par une automobile à Bruxelles. En tant que président de la Société belge pour la crémation, alors interdite en Belgique, il avait exigé que son corps soit incinéré, ce qui, à l'époque, ne pouvait être fait à Paris. Il a néanmoins droit à des funérailles nationales avec honneurs militaires. M.B.

GODECHARLE Gilles-Lambert

Bruxelles 1751 - 1835.

Sculpteur bruxellois. Éminent représentant de l'École de sculpture bruxelloise il produisit une œuvre d'un classicisme impeccable mais non dépourvue de vie, de grâce et de mouvement. Il commença à se former à Bruxelles chez le sculpteur J. Dansaert de la Corporation des Quatre Couronnés. Il se perfectionna à Nivelles chez Laurent Delvaux, alors au faîte de son talent, puis à Paris où les artistes "flamands" formaient encore, comme au siècle précédent, un petit monde vivant, chez Jean-Pierre-Antoine Tassaert, disciple du grand R.-M. Slodtz, puis à l'Académie chez Pigalle lui-même. Il ne resta pas à Paris et continua à se perfectionner encore à Rome parmi les "maestri" du Capitole.

Chargé d'un tel bagage il retourna dans sa patrie, qui sous un régime autrichien éclairé, favorisait les talents. Il figure en 1803 parmi les membres fondateurs de la Société de peinture, sculpture et architecture de Bruxelles. Il put ainsi se mettre à l'ouvrage et produire une œuvre abondante, qui procura également à sa famille une importante fortune matérielle.
Comme beaucoup d'artistes de l'époque autrichienne, il adhéra à la maçonnerie.

Outre une œuvre de petit format, tel que des bustes qui répondaient à la demande d'une clientèle lettrée, désireuse de passer à la postérité ou d'avoir dans sa bibliothèque la présence marmoréenne de ses écrivains favoris (Virgile, Platon, Milton ou Voltaire), ou des grands hommes dont elle admirait les exploits livresques (Frédéric II, Bonaparte etc...), il produisit une œuvre publique dont la plus connue est le fronton du Conseil Souverain de Brabant (actuel Palais de la Nation) ainsi que les bas-reliefs allégoriques de l'actuel château royal de Laeken, où la présence du vieillard Saturne, nous fait pénétrer dans une composition symbolisant la fuite du temps.

Son fils **Napoléon Godecharle** légua à la Ville de Bruxelles une partie importante de sa fortune afin de constituer un prix en faveur de jeunes peintres d'histoire, mais qui fut décerné ensuite à d'autres arts comme l'architecture.

GODEBSKI Cyprian

(Polesie Wołyńskie) 1765 - Raszyn 19 avril 1809.

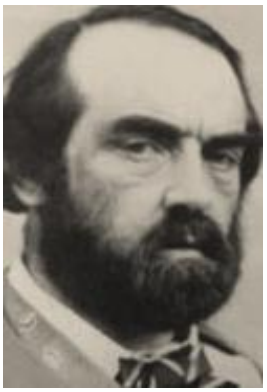


Poète et nouvelliste polonais, père de Franciszek Ksawery. Cyprian Godebski sert dans les Légions polonaises de 1798 jusqu'à 1801. En 1803-1806, il devient avec Ksawery Kossecki, un éditeur de l'almanach *Zabawy Przyjemne i Pożyteczne*. À partir de 1805, il est membre des amis de la société des sciences. En 1806 Cyprian Godebski rejoint l'armée polonaise du Duché de Varsovie, mais il est déçu par la politique de Napoléon envers la Pologne. Il meurt le 19 avril 1809 lors de la bataille de Raszyn.

Initié à la loge maçonnique « Temple d'Isis » il fut membre le 30 en Septembre 1805 de la loge « Temple de la Sagesse ».

GODIN Jean-Baptiste André

Esquéhéries 26 janvier 1817 - Guise 15 janvier 1888.



Industriel et philanthrope français, inspiré par le socialisme utopique et acteur du mouvement associationniste, créateur de la société des poêles en fonte Godin (les cheminées Godin) et du familistère de Guise.

Fils d'artisan serrurier, Jean-Baptiste Godin est formé très jeune au travail des métaux et entame son tour de France à 17 ans. De retour à Esquéhéries, sa ville natale, en 1837, il ouvre un petit atelier de fabrication de poêles en fonte de fer pour lesquels il dépose un brevet en 1840. En 1842, il découvre les théories de Charles Fourier. En 1846, il transfère à Guise sa manufacture d'appareils domestiques. En 1854, il en crée une autre près de Bruxelles, le Familistère Godin. En 1855, il participe financièrement à l'expérience du phalanstère de *La Réunion* de Victor Considerant, au Texas. Il y perd la moitié de sa fortune personnelle, mais en tire les leçons et décide de se consacrer seul à ses grands projets.

Sensible à l'idée de la redistribution des richesses industrielles aux ouvriers, il souhaite créer une alternative à la société industrielle en plein développement à son époque, et offrir aux ouvriers le confort dont seuls les bourgeois pouvaient alors bénéficier. À partir de 1859, il entreprend de créer un univers autour de son usine de Guise, le familistère, dont le mode de fonctionnement peut être considéré comme précurseur des coopératives de production d'aujourd'hui. Il favorise le logement en construisant le Palais social (logements modernes pour l'époque), des lavoirs et des magasins d'approvisionnements, l'éducation en construisant une école obligatoire et gratuite, les loisirs et l'instruction avec la construction d'un théâtre, d'une piscine et d'une bibliothèque. Tous les acteurs de l'entreprise avaient accès aux mêmes avantages quelle que soit leur situation dans l'entreprise. La construction du familistère de Guise s'étend de 1859 à 1884. Au cours de cette période, l'activité de la manufacture se développe considérablement pour employer jusqu'à 1500 personnes. Une expérience similaire sera également développée autour de son usine belge, à Laeken.

Jean-Baptiste André Godin fut également député de l'Aisne de 1871 à 1876. Il se montra un fervent adepte de la doctrine spirite et des thèses sociales qu'elle défendait1.En 1882, il est fait chevalier de la légion d'honneur. En 1886, deux ans avant sa mort, il épouse sa collaboratrice Marie Moret, fille de son cousin Jacques Moret qui l'a accompagné dans son compagnonnage : elle a 46 ans.

La société qu'il a fondée existe encore aujourd'hui (2011). Cependant, l'association coopérative qui la détenait a été dissoute en 1968. Son activité a alors été rachetée par la société Le Creuset et fait maintenant partie du groupe Cheminées Philippe. De même, le Familistère a cessé de fonctionner en tant que tel à la même époque, mais ses bâtiments sont toujours utilisés à des fins d'habitation et ont été classés au patrimoine en 1991. Il est dorénavant utilisé comme musée, de même que toutes les installations de vie sociale.

GOETHE Johann Wolfgang von

Francfort 28 août 1749 - Weimar 22 mars 1832



Poète allemand, ses chefs-d'oeuvre, Faust et Wilhem Meister. Il fut également actif dans le monde politique et scientifique.

Initié Franc-Maçon à la Loge "*Amalia zu den drei Rosen*" à Weimar (1780). Fit partie de la Stricte Observance et des Illuminés de Bavière

Il est l'auteur d'une œuvre prolifique aux accents encyclopédiques qui le rattache à deux mouvements littéraires : le Sturm und Drang et le classicisme de Weimar (*Weimarer Klassik*). Il proposa une théorie de la lumière et fit la découverte d'un os de la mâchoire. Il est souvent cité en tant que membre des Illuminés de Bavière. Son *Divan* doit beaucoup à Hafez.

Il est notamment l'auteur des *Souffrances du jeune Werther* (*Die Leiden des jungen Werther*). *Les affinités électives* (*Wahlverwandschaften*), *Faust I et II*, *Les Années d'apprentissage de Wilhelm Meister* (*Wilhelm Meisters Lehrjahre*) ainsi que de nombreux poèmes dont beaucoup sont si célèbres que des vers en sont entrés comme proverbes dans la langue allemande : *Willkommen und Abschied* (« es schlug mein Herz, geschwind zu Pferde / es war getan fast eh gedacht »), Mignon (« kennst du das Land wo die Zitronen blühen... », *Connais-tu le pays où fleurit le citronnier*), *Le Roi des aulnes* (« Wer reitet so spät durch Nacht und Wind / es ist der Vater mit seinem Kind… ») Der *König in Thule*, etc.

Origines et jeunesse (1749-1765)

Les Goethe, vieille famille d'artisans originaires de la Thuringe, habitaient, au moment de la naissance de Johann Wolfgang,

une maison de Francfort, aujourd'hui appelée *Goethe-Haus*.

Son père, Johann Caspar Goethe (1710-1782), un juriste, qui consacra une large partie de sa vie à la création d'un cabinet d'Histoire naturelle et à une collection de tableaux, n'avait nullement besoin d'exercer quelque profession que ce soit à côté de ces activités et de l'éducation de ses enfants, étant donné qu'il avait acheté un titre de conseiller impérial. Homme cultivé, il voyagea en Italie (son fils se souviendra d'ailleurs dans *Poésie et vérité* d'une gondole qu'il aurait ramenée de Venise), et tira de ce voyage un journal qui ne fut publié qu'en 1932. La mère de Goethe, Catharina Elisabeth Goethe, née Textor (1731-1808), était quant à elle issue de la noblesse de robe. Fille d'écoutète (prévôt),elle épousa à 17 ans le conseiller Goethe, alors âgé de 38 années. Mais Johann Wolfgang était rien moins que soumis et la relation qu'il entretint avec ses parents se révéla souvent conflictuelle, du fait notamment de l'extrême sévérité de son père.

Des nombreux enfants du couple, seuls Johann Wolfgang, le cadet, et sa soeur Cornelia Friderike Christina (née le 7 décembre 1750), survécurent, malgré une petite vérole qui manqua l'emporter en 1758. Son éducation humaniste rigoureuse consistait en l'apprentissage de plusieurs langues dont notamment le grec ancien, le latin, le français, l'anglais, l'hébreu, mais aussi de la plupart des sciences enseignées en ce temps comme la danse, l'équitation, l'escrime etc. Elle fut alors faite notamment par son père, homme sévère auquel il préfère souvent la compagnie de sa mère. La relation qu'il entretenait avec ses parents, et notamment avec son père, était particulièrement conflictuelle, d'autant plus que le jeune Goethe n'a rien d'une nature joviale. Pourtant, ses études parurent le transformer : de querelleur, il devint garçon modèle, apprit avec une grande facilité, se passionna pour le dessin, mais éprouva parallèlement de grandes difficultés en musique.

La guerre de Sept Ans fut pour lui l'occasion de découvrir la civilisation française : un officier français, le comte de Thorane, s'installa en effet dans la maison des Goethe en 1759, alors que l'armée française stationnait à Francfort. Thorane et le père de Goethe devinrent rapidement bons amis. Tant et si bien que ce dernier soutint les Français lors de la bataille de Rossbach, au grand scandale de son beau-père, Textor. Grâce aux bonnes relations qu'il entretenait avec ce dernier, le jeune Goethe put assister au couronnement du Roi des Romains Joseph II en 1764.

Études et premiers écrits (1765-1775)
Dans sa ville natale, Francfort, il s'éprit de la jeune et belle Lili Schoenemann. Goethe étudie le droit à Leipzig de 1765 à 1768 et à Strasbourg de 1770 à 1771. Il y rencontre Johann Gottfried Herder, et a une idylle avec Frédérique Brion. En 1772, il est reçu docteur, revient à Francfort de mai à septembre où il est nommé avocat de la chambre impériale, et devient magistrat à Wetzlar. En 1773, il recommence à écrire. Au cours d'un voyage avec Basedow et Lavater sur la Lahn, il compose devant le château fort de Lahneck, le poème *Geistesgruss*, traduit par Madame de Staël. C'est en 1774 qu'il écrit le livre qui le rend immédiatement célèbre, les *Souffrances du jeune Werther*.

Weimar (1775-1786)
En 1775, il s'installe à Weimar en tant qu'attaché à la cour du duc Charles Auguste, puis Conseiller secret de légation dès 1776. Trois années plus tard, il se voit nommé Commissaire à la guerre, avant d'être anobli en 1782 et de se voir confier la direction des finances de l'État. Il y entame une liaison platonique qui dura dix ans avec Charlotte von Stein, de sept ans son aînée, à qui il écrivit 1 700 lettres. Il écrivit durant cette période deux grands drames, tout d'abord rédigés en prose, puis retranscrits en pentamètres iambiques : *Iphigénie en Tauride* et *Torquato Tasso*. Le 3 septembre 1786, il quitta Carlsbad (maintenant Karlovy Vary en République Tchèque) où il faisait une cure et se rendit secrètement en Italie, afin que personne ne puisse le gêner dans ce qui constitue à ses yeux la réalisation de l'un de ses rêves les plus chers, la découverte d'un pays que son père lui avait tant vanté.

Vie en Italie (1786-1788)
« En Italie! En Italie! Paris sera mon école, Rome mon université. Car c'est vraiment une université ; qui l'a vue a tout vu » écrivait déjà Goethe en 1770. Faisant de brèves étapes à Vérone, Vicence, Padoue puis, après un séjour de deux semaines à Venise, à Ferrare, Bologne, Florence et Pérouse, il atteint enfin la Ville éternelle le 29 octobre. Il s'y décide à résider au n°18 de la via del Corso. Il y fréquente là des artistes allemands tels que Tischbein qui peindra son portrait le plus célèbre en 1787, ainsi que la peintre Angelica Kauffmann, et italiens, tel que le graveur Giovanni Volpato. Il assiste au Carnaval de Rome, grande fête dont il laissera une description. De mars à juin 1787, Goethe part pour le sud de l'Italie et la Sicile, accompagné de Christoph Heinrich Kniep, peintre et graveur, chargé d'illustrer ce voyage. Après un bref séjour à Naples, il se rend à Palerme et y parvient le 2 avril après un voyage en mer difficile (il a le mal de mer) de quatre jours.

Ce séjour l'impressionne vivement : « Sans la Sicile, l'Italie n'est pas en nous un tableau achevé ; c'est ici que se trouve en effet la clef de toute chose ». L'atmosphère méditerranéenne l'amenant à commencer une tragédie intitulée *Nausicaa* dont il n'écrira que quelques scènes. Il visitera de nombreux temples et ruines antiques (Ségeste le 20 avril, Agrigente le 24 avril, le théâtre de Taormina le 7 mai), mais ne portera aucun intérêt aux autres vestiges culturels de la Sicile (qu'ils soient byzantins, arabes ou gothiques). En effet, comme l'a noté Jean Lacoste: « Faute de pouvoir se rendre en Grèce à cause de l'occupation ottomane, le poète trouve en Sicile, la Grande Grèce de l'Antiquité, la possibilité de se rapprocher le plus possible de l'origine grecque, du modèle grec, sans être vraiment en présence de celui-ci, selon une démarche indirecte qui sera celle de Heidegger allant en Provence retrouver une Grèce oubliée, ou l'oubli de la Grèce. » Dans une lettre datée du 3 décembre 1786, soit seulement trois mois après son départ, Goethe voit déjà dans ce voyage « Une vraie renaissance… Une deuxième naissance. »

Weimar (1788-1805)
Deux ans plus tard, il revient à Weimar, devient ministre du Duc et s'installe avec Christiane Vulpius, issue de la petite

bourgeoisie, fleuriste. En 1791, il devient directeur du nouveau théâtre de la Cour grand-ducale, poste qu'il conserve jusqu'en 1817. Lassé par la banalité et le provincialisme de la cour ducale, il la fuit autant que possible. Mais il ne peut faire autrement que d'accompagner le duc de Saxe-Weimar, officier de l'armée prussienne en 1792, lors la bataille de Valmy. Il va avoir, à cette occasion, très tôt le sentiment de l'extrême nouveauté de la Révolution française, déclarant ainsi dans sa *Campagne de France*: « Aujourd'hui s'ouvre une ère nouvelle de l'histoire du monde ». En 1794, il se lie d'amitié avec Schiller. Ils se connaissaient déjà depuis 1788 (date du retour en Italie de Goethe), mais n'avaient jusque-là que fort peu de sympathie l'un pour l'autre : Goethe se sentant bien éloigné des préoccupations du dramaturge rousseauiste, tandis que Schiller redoutait que Goethe ne lui fasse trop d'ombre. La rencontre décisive de juillet 1794 va se faire par l'intermédiaire d'amis communs, leur entretien ne portera pas sur la littérature mais sur les sciences naturelles et la philosophie, qui comptaient alors parmi les préoccupations principales de Goethe. S'ensuivra une célèbre correspondance entre les deux écrivains allemands.

Goethe participera en 1795 à la revue de Schiller, *Les Heures*, et y fera publier les *Entretiens d'émigrés allemands* dont fait partie le célèbre Conte (*Märchen*), plus tard intitulé *Le Serpent vert*, et quelques poésies. L'année suivante, Goethe termine *Les Années d'apprentissage de Wilhelm Meister*, le premier grand roman de formation (*Bildungsroman*) allemand. Schiller en sera l'un des tous premiers lecteurs, et donnera à Goethe un certain nombre de remarque sur l'œuvre mais celui-ci ne tiendra finalement compte que de quelques unes d'entre elles. Schiller va décéder en 1805, provoquant l'avènement de ce que certains tiennent pour une troisième période dans la vie de Goethe.

Weimar (1805-1832)
En 1806, Goethe prend la décision d'épouser Christiane Vulpius. En 1808, il rencontre à Erfurt l'empereur français Napoléon Bonaparte, présent dans le cadre du Congrès d'Erfurt, qui l'y décore de la Légion d'honneur. Bien que le philosophe Schopenhauer y ait été présent, ils attendront une rencontre en 1813 pour discuter de la théorie des couleurs élaborée par Goethe. Visiteur assidu du salon littéraire tenu par sa mère Johanna, il y rencontre artistes et philosophes dont Heinrich Reiss et le peintre Füssli. En 1814, il se prend de passion pour Marianne von Willemer. En 1822, son épouse étant décédée depuis six ans déjà, il demande en mariage Ulrike von Levetzow (18 ans), qui refuse (il en a 73!). Il finit sa vie sous le nom de *« Sage de Weimar »*, fréquenté, courtisé et adulé par l'ensemble des milieux littéraires européens (et plus particulièrement par Carlyle). Il s'éteignit le 22 mars, c'est-à-dire à peine plus d'un mois après avoir achevé son *Second Faust*. Ses dernières paroles, suivant un "W" mystérieux qu'il aurait tracé dans l'air, auraient été : « Mehr Licht! Mehr Licht! » (*« Plus de lumière! Plus de lumière! »*), interprétées de manières bien différentes, certains y voyant le désespoir d'un grand homme de n'avoir pu amasser assez de savoir dans sa vie, tandis que d'autres, comme par exemple Friedrich von Müller, ne le veulent comprendre que comme une prière qu'on lui ouvrît la fenêtre, pour lui donner encore l'occasion de contempler

GOLDONI Carlo

Venise 25 février 1707 - Paris 6 février 1793.



Auteur dramatique italien, de langues italienne, vénitienne et française. Créateur de la comédie italienne moderne, il s'était exilé en France en 1762 à la suite de différends esthétiques avec ses confrères.

Né d'un père apothicaire, il est attiré dès son enfance par le théâtre en jouant avec des marionnettes. Ses parents l'ayant envoyé faire ses études à Rimini, il quitte le collège pour accompagner une troupe de comédiens ambulants, puis revient à Venise. En 1723, son père l'inscrit à l'austère Collegio Ghislieri de Pavie, qui impose la tonsure et l'habit monastique aux étudiants. Carlo Goldoni poursuit des études de droit et, découvrant les comédies grecques et latines, commence à écrire.

Lors de sa troisième année, il compose un poème satirique, *Il colosso*, dans lequel il ridiculise les filles de certaines familles de la ville, ce qui — ajouté à d'autres débordements — le fait exclure du collège et l'oblige à quitter Pavie en 1725. Il poursuit alors ses études à Udine et à Modène et commence une carrière d'avocat à Chioggia, puis à Feltre, avant de revenir dans sa Venise natale où il réussit professionnellement. Il abandonne ensuite partiellement sa carrière de juriste pour s'occuper de théâtre et écrire des pièces. En 1732, après la mort de son père et pour échapper à un mariage qu'il ne désire pas, il part pour Milan, puis Vérone, où le directeur de théâtre Giuseppe Imer l'encourage à écrire dans la veine comique et lui présente Nicoletta Conio, que Goldoni épouse avant de revenir avec elle une nouvelle fois à Venise en 1743. Sa vie sera dès lors liée à ses activités théâtrales.

Sa carrière théâtrale en Italie
Sa première œuvre est une tragédie, *Amalasunta*, représentée sans succès à Milan : Goldoni accepte les critiques et, évoluant vers le drame italien en délaissant les règles d'Aristote, il fait jouer avec plus de succès *Belisario* en 1734. Il écrit ensuite plusieurs tragédies, mais il se rend vite compte que sa vraie voie est celle de la comédie. Il combine plusieurs influences, dont celle de la *commedia dell'Arte* et de Molière, et produit sa première œuvre véritable en 1738 avec *L'uomo di mondo*. Il ne cesse alors d'écrire tout en parcourant l'Italie. Installé enfin à Venise, il collabore pour deux opéras avec Antonio Vivaldi, est nommé directeur du teatro Sant'Angelo, dont il devient l'auteur attitré, et abandonne définitivement le barreau. Par son talent, il fonde la comédie italienne moderne avec des œuvres comme *Momolo Cortesan* (qui reste en partie improvisée) et *La donna di garbo* en 1744 (*La Brave Femme*, première comédie entièrement rédigée).

En 1757, une polémique l'oppose au traditionalisme de Carlo Gozzi, qui critique dans ses *fiabe* le réalisme dangereux des comédies de Goldoni. Il est également critiqué par les partisans du théâtre baroque comme Pietro Chiari, dont le théâtre

bouffon et poétique conquiert les spectateurs. Ces querelles incessantes ainsi que l'état précaire de ses finances, l'incite à accepter, en 1761, l'invitation d'Antonio Zanuzzi et plus largement des Comédiens-Italiens. La France lui propose un engagement de deux ans avec un salaire de 6000 livres, ce qui représente le double de ce que lui versait Vendramin (avec qui Carlo Goldoni est, depuis 1752, en contrat pour le théâtre Saint Luc). Mais ce qu'il ignorait au moment de partir, c'est, d'une part, qu'un bon comédien du théâtre italien pouvait gagner jusqu'à 15 000 livres et, d'autre part, qu'avec la moitié on ne pouvait vivre décemment à Paris1. Goldoni mène aussi l'ambitieux projet de diriger le théâtre-italiens de Paris, Cependant, les comédiens-italiens ne lui offraient pas de diriger leur troupe mais de leur fournir des pièces pour renouveler leur répertoire. Ses dernières pièces italiennes, *Le baruffe chiozzotte* (*Baroufe à Chioggia*) et *Una delle ultime sere di Carnovale* (*Un des derniers soirs de Carnaval*), sont représentées à Venise au début de 1762. C'est à cette même date qu'il effectue son voyage à Paris.

Sa carrière en France

En 1762, il gagne la France. Adopté à la cour, où il enseigne l'italien aux princesses royales, et nommé à la tête du Théâtre-Italien à Paris, il écrit la plupart de ses pièces en français. Très apprécié par le public français, il écrit en particulier *Le Bourru bienfaisant* à l'occasion du mariage de Louis XVI et de Marie-Antoinette : la pièce est représentée à la Comédie-Française en 1771. Le roi lui accorde une pension que suspendra la Révolution avant qu'elle ne soit rétablie pour sa veuve par la Convention comme le demandait Marie-Joseph Chénier. Pendant plusieurs années, de 1784 à 1787, il écrit en français ses *Mémoires pour servir à l'histoire de ma vie et celle du théâtre* et meurt à Paris le 6 février 1793.

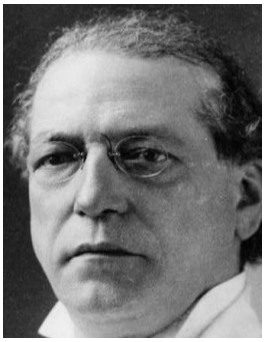
Regards sur l'œuvre

Au total, Carlo Goldoni a écrit en 20 ans plus de 200 pièces d'importance diverse et dans différents genres : tragédies, intermèdes, drames, livrets d'opéra ou saynètes de carnaval ; mais ce sont ses comédies, écrites après 1744 qui assurent sa célébrité. Carlo Goldoni a transformé la comédie italienne par ses productions plus que par ses écrits théoriques (*Il teatro comico*, 1750). Il a su garder le dynamisme de la *commedia dell'arte* et le jeu des masques en les associant à la comédie d'intrigue et en recherchant un certain réalisme dans la représentation des comportements. En Italie, il s'était heurté aux choix esthétiques de ses confrères, s'étant fait moquer par le dramaturge traditionaliste Carlo Gozzi, qui condamnait son réalisme dangereux, et critiqué par les partisans du théâtre baroque comme Chiari avec son théâtre bouffon et poétique. Ces oppositions et la désaffection du public le conduisirent à l'exil en France.

Il se proclamait toujours admirateur de Molière, tout en reconnaissant ne pouvoir égaler son génie. Il s'en différencie cependant par la légèreté des thèmes et par l'absence de pessimisme. Son œuvre est en effet marquée par sa confiance dans l'homme, et son approche humaniste défend les valeurs de l'honnêteté, de l'honneur, de la civilité et de la rationalité. Certains de ses thèmes le rapprochent également de Marivaux.

Les personnages qu'il a créés ne sont ni des abstractions vertueuses, ni des monstres immoraux, mais des représentants ordinaires du peuple et de la bourgeoisie. Ce regard amusé et moqueur sur les classes sociales dans un monde changeant fait toujours le charme de ses comédies, qui s'inscrivent aussi dans le courant des Lumières en luttant contre l'intolérance et les abus de pouvoir. Toutefois, dans ses pièces italiennes, Goldoni n'aborde jamais les sujets touchant l'Église et la religion, alors que ses comédies en français ont souvent un ton anticlérical et critiquent l'hypocrisie des moines et du clergé. Les pièces italiennes sont écrites en toscan littéraire, à la base de l'italien moderne, ou en dialecte vénitien, selon les moments et les lieux où elles ont été écrites.

GOMPERS **Samuel** Londres 26 janvier 1850 - San Antonio Texas 13 décembre 1924.



Fondateur et premier président de la fédération syndicale américaine American Fédération of Labour.

Franc-Maçon de la Loge "*Dawson Lodge*", Washington, D.C.

Né en Angleterre de parents juifs hollandais issus de milieux très modestes, Samuel Gompers devient cordonnier à l'âge de dix ans. En 1863, sa famille émigre aux États-Unis et s'installe à New York. Il devient alors fabricant de cigares. Il se marie en 1867 avec une dénommée Sophia Julian et devient citoyen américain en 1872. C'est en tant que fabricant de cigares qu'il fait ses premières armes de syndicaliste. En 1885, il devient président du local 144 de la Cigarmakers' International Union.

En 1881, il participe à la fondation de la Federation of Organized Trades and Labor Councils et milite dans cette organisation qui s'avère faible et inefficace. En 1886, il participe à sa restructuration et devient ainsi le président de la Fédération américaine du travail (AFL), poste qu'il occupe pendant 38 ans jusqu'à sa mort à l'âge de 74 ans.

Le gomperisme

Samuel Gompers est à l'origine d'une doctrine syndicale, le « gomperisme », selon laquelle le rôle des syndicats consiste à occuper l'espace et à exercer de l'influence dans les structures politiques traditionnelles sans jamais s'y impliquer directement. De son côté, l'État doit se garder d'intervenir dans les conflits ouvriers et ne pas s'immiscer dans la relation syndicat-patronat. Samuel Gompers mit ainsi toute son énergie à combattre l'idée de former un parti ouvrier. Le gomperisme vise plus à s'intégrer au monde du capitalisme et à en tirer le plus d'avantages possibles qu'à le combattre.

Cette doctrine voit le syndicalisme comme un vecteur de l'amélioration économique du niveau de vie des travailleurs et de leur famille. Les syndicats doivent se concevoir comme des agents économiques au même titre que les industries et les

corporations. C'est grâce à la négociation et à l'expression d'un rapport de force, notamment en s'adonnant à la grève ou en détenant un monopole de la main-d'œuvre, que les syndicats pourront négocier de bonnes conditions pour leurs membres. Cette doctrine continue aujourd'hui à influencer les syndicats d'affaires et l'AFL-CIO. Cette vision s'oppose farouchement au syndicalisme de combat et au syndicalisme révolutionnaire.

GONDRIN de GÖRRES Louis de Perdaillon de Gondrin – Voir ANTIN

Joseph Coblence 25 janvier 1776 - Munich 29 janvier 1848.



Johann Joseph von Görres, Écrivain allemand, il étudie dans un collège dirigé par le clergé catholique romain. Les sympathies du jeune Görres vont dès le début à la Révolution française, et la conduite des émigrés français en Rhénanie le confirme dans sa haine des princes. Il harangue les clubs révolutionnaires et insiste sur l'unité des intérêts qui unissent toutes les nations civilisées entre elles. Il fonde un journal républicain appelé *Das rote Blatt*, et plus tard le *Rubezahl*, dans lequel il condamne rapidement l'administration des provinces rhénanes par la France, après l'abandon de la République de Mayence.

Après le Traité de Campo-Formio (1797), il y a l'espoir que les provinces rhénanes seraient constituées en une république indépendante. En 1799, les provinces envoient une ambassade, dont Görres est un membre, à Paris pour mettre leur cas devant le Directoire. L'ambassade arrive à Paris le 20 novembre 1799; quelques jours avant, Napoléon Bonaparte s'est emparé du pouvoir par le coup d'État du 18 brumaire.

Avec un certain retard, il reçoit l'ambassade; mais la seule réponse qu'ils obtiennent est « qu'ils pourraient compter sur la parfaite justice, et que le gouvernement français ne perdrait jamais de vue leurs désirs. » À son retour, Görres publie un tract appelé *Resultate meiner Sendung nach Paris*, dans lequel il passe en revue l'histoire de la révolution française.

Durant les treize années de la domination napoléonienne, Görres vit une vie calme, se consacrant principalement à l'art ou à la science. En 1801, il se marie avec Catherine de Lasaulx et, pendant plusieurs années, enseigne à l'école seconaire de Coblence; en 1806, il se déplace à Heidelberg, où il devient conférencier à l'université. Principal membre du groupe romantique de Heidelberg, il édite en collaboration avec Clemens Brentano et Achim von Arnim le fameux *Zeitung für Einsiedler* (rebaptisé, par la suite, *Trost-Einsanzkeit*) et, en 1807, il publie *Die deutschen Volksbücher*. Il retourne à Coblence en 1808, où il trouve une nouvelle place d'enseignant dans une école secondaire, financée par des fonds municipaux. Il étudie alors le Persan et, en deux ans, publie *Mythengeschichte der asiatischen Welt*, qui est suivi, dix ans après, par *Das Heldenbuch von Iran*, une traduction d'une partie de *Shâh Nâmâ*, le poème épique de Firdawsi.

En 1813, il embrasse la cause de l'indépendance nationale et, l'année suivante, fonde *Der rheinische Merkur*. L'extrême sérieux du journal, l'audacieuse franchise de son hostilité à Napoléon et sa fière éloquence lui assurent presque immédiatement une position et une influence uniques dans l'histoire de la presse allemande. Napoléon lui-même l'appelle *la cinquième puissance*. Il réclame une Allemagne unifiée, avec un gouvernement représentatif, mais avec un empereur - Görres abandonne le républicanisme de sa jeunesse. Quand Napoléon est en exil à l'île d'Elbe, Görres écrit une proclamation imaginaire publiée par lui au peuple; l'extrême ironie dont il fait preuve est si voilée que nombre de Français la confondent avec une proclamation originale de l'Empereur. Görres critique la seconde paix de Paris (1815), déclarant que l'Alsace et la Lorraine devrait être retirées à la France.

Le baron Karl von Stein utilise le *Merkur*, à l'époque du congrès de Vienne pour diffuser ses idées. Mais Karl August von Hardenberg, en mai 1815, appelle Görres à prendre garde de ne pas soulever l'hostilité contre la France, mais contre le seul Napoléon. Dans le *Merkur*, on trouve aussi une réelle antipathie à l'égard de la Prusse, une continuelle expression du désir que le prince autrichien assume le titre impérial et une tendance au libéralisme prononcé - ce qui le rend plus désagréable à Hardenberg et à son maître, Frédéric-Guillaume III. Görres néglige les avertissements que lui envoie la censure et continue à faire montre de la même férocité dans son journal. Aussi est-il supprimé au début de 1816, à l'initiative du gouvernement prussien, et, peu après, Görres perd son poste d'enseignant.

À cette époque, ses ouvrages sont sa seule source de revenue, et il devient le pamphlétaire politique le plus assidu. Dans l'ébullition qui suit l'assassinat de Kotzebue, on élabore les décrets réactionnaires de Carlsbad, dont Görres fait le sujet principal de son célèbre pamphlet *Teutschland und die Revolution* (1820). Dans ce travail, il passe en revue les circonstances qui ont conduit au meurtre de Kotzebue et, tout en exprimant l'horreur que lui inspire cette mort, déclare instamment qu'il n'est ni possible ni souhaitable de réprimer la libre expression de l'opinion publique par des mesures réactionnaires. Le succès de cet ouvrage est très important, malgré son style lourd. Il est interdit par le gouvernement prussien, et des ordres sont donnés pour arrêter Görres et faire saisir ses papiers. Il s'enfuit à Strasbourg, d'où il passe en Suisse. Deux autres tracts politiques, *Europa und die Revolution* (1821) et *In Sachen der Rheinprovinzen und in eigener Angelegenheit* (1822), méritent également d'être mentionnés. Dans le pamphlet *Die Heilige Allianz und die Völker auf dem Kongress zu Verona*, Görres affirme que les princes se sont réunis pour briser les libertés du peuple et que le peuple doit chercher de l'aide ailleurs. Cet « ailleurs » est Rome - Görres devient, à cette époque, un auteur véhémentement ultramontain. Il est appelé à Munich par Louis I^{er} de Bavière comme professeur d'histoire à l'université, où ses écrits jouissent d'une grande popularité.
Son *Christliche Mystik* (1836-1842) donne une série de biographies de saints, avec une exposition du mysticisme catholique romain. Mais son plus célèbre ouvrage ultramontain est polémique. Il est écrit à l'occasion de la déposition et de

l'emprisonnement par le gouvernement prussien de l'archevêque Clement Wenceslaus, suite au refus du prélat de sanctionner dans certaines instances le mariage entre Protestants et Catholiques. Görres, dans son *Athanasius* (1837), défend violemment le pouvoir de l'Église, bien que les libéraux qui, par la suite, se sont réclamés de Görres aient nié qu'il ait jamais combattu en faveur de la suprématie absolue de Rome. *Athanasius* fait l'objet de plusieurs rééditions et lance une longue et amère controverse. Dans l'*Historisch-politische Blätter*, un journal munichois, Görres et son fils Guido (1805-1852) ont régulièrement défendu les réclamations de l'Église. Görres reçoit du roi l'ordre du mérite pour ses services.

GOSSEC



François-Joseph Vergnies 17 janvier 1734 - Passy 16 février 1829.

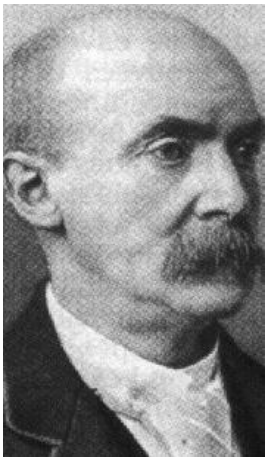
(Gossé de son vrai nom) Compositeur, violoniste, directeur d'opéra et pédagogue français. Né sous Louis XV, deux ans après Haydn (1732-1809), il a 16 ans à la mort de Bach (1750), 22 ans à la naissance de Mozart (1756) qui deviendra son ami, 32 à la mort de Jean-Philippe Rameau (1764); il sert le Prince de Condé et le Prince de Conti et dirige l'École royale de Chant, futur Conservatoire de Musique dont il est membre du Directoire. Nommé compositeur officiel pendant la Révolution française, c'est aussi le musicien le plus honoré sous Napoléon Ier (membre de l'Institut, Légion d'honneur…).

François-Joseph Gossé dit "Gossec" est né à Vergnies, un village français enclavé dans le Comté de Hainaut alors domaine de la couronne autrichienne. Ce village est aujourd'hui situé en Belgique dans la province de Hainaut.

Formé à Walcourt avant de devenir choriste à la cathédrale d'Anvers (où il accomplit ses études musicales), puis à Bruxelles et Liège, Gossec s'installe en 1751 à Paris où il est engagé comme violoniste dans l'orchestre de La Pouplinière. La même année il est initié franc-maçon à la loge "La réunion des Arts". Entre 1762 et 1770, il dirige le théâtre du Prince de Condé à Chantilly (comme maître de musique). Il sert ensuite comme Intendant de la Musique du Prince de Conti. Il fonde le *Concert des Amateurs* en 1769, qu'il dirige jusqu'en 17731. Entre 1773 et 1777, il est directeur du Concert Spirituel. En 1780, il devient sous-directeur de l'Opéra puis, après la démission d'Antoine Dauvergne à Pâques 1782, directeur général. Toutefois, ses pouvoirs sont limités car contrebalancés par celui du secrétaire d'État à la maison du Roi et celui du comité des artistes. En 1784, il quitte la direction du comité pour diriger la nouvelle École royale de chant.

Il se fait connaître aussi par son action dans le mouvement révolutionnaire. Il est en effet reconnu en tant que « musicien officiel de la Révolution », se faisant une réputation d'inventeur de la musique démocratique et de l'art choral populaire; il fait pour les grandes cérémonies de la Révolution la musique dont le peintre Jean-Louis David fait la scénographie, comme l'entrée des manes de Marat au Panthéon (Paris), en 1793 le *Triomphe de la République*. Cette caractéristique lui vaut du reste la disgrâce lors de la Restauration. Après 1789, il écrit de nombreuses œuvres inspirées de la Révolution, telles des hymnes. Considéré comme le père de la symphonie française, il est très ami avec Mozart et fonde avec un musicien liégeois André-Modeste Grétry, le Conservatoire de Paris où il enseigne la composition entre 1795 et 1814 et dont il est ensuite l'un des inspecteurs. Ses quelque 50 symphonies — dont les premières, composées en 1756, sont antérieures à celles de Joseph Haydn — ont contribué au développement du genre en France. Composée en 1809, la *Symphonie à 17 parties*, célébrant le 20e anniversaire de la prise de la Bastille, est la dernière de la série. Il compose également des opéras, notamment *Le Pêcheur* (1766) et *Toinon et Toinette* (1767), *Sabinus* ou *Thésée*, des œuvres de musique de chambre et des pièces sacrées, tel l'oratorio *La Nativité* (1774). Sa *Missa pro defunctis* — encore appelée *Grande Messe des morts* et connue comme son *Requiem* — composée en 1760 est une œuvre novatrice d'une grande beauté qui a vraisemblablement inspiré Wolfgang Amadeus Mozart pour son célébrissime *Requiem* mais également la *Grande Messe des morts* de Berlioz. La *Messe des Vivants*, composée en 1813 et tristement nommée, est l'une de ses dernières compositions. Il meurt à Passy en 1829, sous la Seconde Restauration, après soixante-cinq ans d'une carrière qui se termine avec son dernier *Te deum*, en 1817. Gossec est inhumé au cimetière du Père-Lachaise, où il repose près de la tombe de son ami Grétry.

GOULD



Robert Freke Luccombe 1837 – Woking 1915.

Gould est le fils d'un recteur de paroisse dans un petit village du sud-ouest de 'Angleterre. On ne sait rien de sa jeunesse ; il s'engage en 1855 dans l'armée en acquérant un brevet de porte-drapeau dans le 86e régiment irlandais d'infanterie. Il est promu lieutenant dans le 31e régiment d'infanterie en garnison à Walmer.

il est initié à la « *Royal Navy Lodge* » de Ramsgate (Kent) le 8 décembre 1855 et élevé au grade de maître le 20 février 1856. Son régiment est envoyé à Malte où Gould reçoit les grades de *Past Master* et *Royal Arch* (3 avril), de *Knight Templar* (10avril) et de *Knigt of Malta* (17 avril 1856) au *Melina Chapter* n°349, puis à Gibraltar où, le 10 février 1858, Gould est installé vénérable de l'«*Inhabitant Lodge* » qui ne s'était pas réunie depuis 17 ans. Après un bref séjour en Afrique du Sud, à Poona. Gould n'y reste que six mois pendant lesquels il s'affilie à deux loges, créée au sein de son régiment la « *Meridian Lodge* » dont il est élu vénérable, participe à la création de ceux camps (*encampments*) de *Knight Templars* et est nommé Député Grand Commandeur Provincial du Conclave.

Son régiment repart pour Hong Kong le 7 juin 1860 et retournera trois ans plus tard en Angleterre sans lui, car il quitte l'armée et occupe pendant deux ans le poste de secrétaire du conseil municipal de Shanghai.

Gould revient à Londres où il s'affilie à la « *Moira Lodge* » n° 92, fait des études de droit et devient avocat le 6 juin 1868. Il n'exerce que deux ans et consacre le reste de sa vie à la franc-maçonnerie et à son histoire. Gould est l'un des 10 membres de la commission nommée le 5 décembre 1877 par la Grande Loge Unie d'Angleterre pour prendre en considération les décisions adoptées en septembre par le Convent du Grand Orient de France. Trois mois plus tard, cette commission présente la résolution refusant de reconnaître « *comme authentiques et véritables des frères qui ont été initiés dans des loges niant ou ignorant cette croyance* ». Adoptée à l'unanimité, cette résolution marque la rupture officielle de la Grande Loge Unie d'Angleterre avec la franc- maçonnerie française. Ces relations ne reprendront que lorsque la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière sera fondée à Paris en novembre 1913, mais la franc-maçonnerie britannique n'a plus jamais reconnu le Grand Orient de France comme puissance maçonnique régulière depuis 1878.

Gould fait partie du *board of général purposes* en 1876 et de 1878 à 1883. Il publie en 1879 *The Four Old Lodges*, consacré aux quatre loges fondatrices de 1717, et *The Atholl Lodges*. De 1882 à 1887. A raison d'un volume par an, paraît son Histoire de la franc- maçonnerie dont le texte a été plusieurs fois réédité en 6 ou en 3 volumes. Une deuxième édition, révisée par Dudley Wright, est publiée en 5 volumes en 1931. Une troisième édition, révisée par le révérend Herbert Poole, est publiée en 4 volumes en 1951. A partir de 1864, plusieurs éditions pirates sont imprimées aux Etats-Unis. Depuis 1896, elles comprennent une section supplémentaire de 400 pages consacrées à l'histoire de la maçonnerie américaine, *The American Addenda,* dont la version originale incluait trois excellentes études par Josiah H. Drummond, T.S. Parvin et Enoch T. Carson.

Cofondateur de la loge *Quator Coronati* n°2076 dont il est le second vénérable, installé le 8 septembre 1887, Gould est l'auteur de plus de 30 articles publiés dans *Ars Quator Coronatorum* jusqu'en 1903. La même année, il publie *A Concise History of Freemasonry*. Publiée à Bruxelles en 1910, *l'Histoire abrégée de la franc-maçonnerie* a été rééditée à Paris en 1989. En 1981 – John Cooper avait présenté l'année précédente une communication sur la vie et l'œuvre de Gould devant la loge *Quator Coronati* - ,John Hamill découvre dans les archives de la bibliothèque de la Grande Loge Unie d'Angleterre deux manuscrits de la main de George William Speth, fondateur et premier secrétaire de la loge *Quator Coronati* jusqu'à sa mort en avril 1901. Il constate que le texte de ces deux manuscrits dont l'un est intitulé : « *Chapter IV. The Craft Guilds* (Corps d'état) *of France* », est identique à deux chapitres de l'*Histoire* de Gould. Sa découverte amène Hamill à poser deux questions : d'autres auteurs pourraient-ils avoir écrit des chapitres de l'œuvre que Gould avait signé seul ? Le fait d'avoir signé un livre qu'il n'avait pas entièrement écrit expliquerait-il pourquoi Gould ne fut pas lauréat au prix Peeters Baertsoen, créé par le Grand Orient de Belgique en mars 1879 ? Décerné pour la première fois en 1889, ce prix fut alors partagé entre six lauréats dont Gould ne faisait pas partie, alors que la loge *Quator Coronati* avait officiellement posé sa candidature. Vingt ans plus tard, en 1909, le prix fut décerné à Gould pour sa *Concise History*. « Par une heureuse coïncidence », écrit Cooper, le comte Goblet d'Alviella, ancien Grand Maître du Grand Orient de Belgique, avait été élu membre actif de la loge Quator Coronati le 5 mars précédent. A.B.

GOUPY Edmond-Alfred

Mayenne 6 avril 1838, Mayenne - 1919.



Écrivain et médecin français. Son père, *Victor Goupil*, hôtelier à Mayenne, fut conseiller municipal en 1848, capitaine de la Garde Nationale. Décédé en 1868, il fut enterré civilement, ce qui provoqua la stupeur des autorités. Il a eu 4 fils : Léon Goupy, Edmond, Auguste et Victor. Il est médecin à Paris et connu pour avoir mis au point l'uroscopie. Il fut membre de la Commune. Il écrit dans de nombreuses revues médicales (*Revue populaire de médecine et d'hygiène...* 1869, *L'Uroscopie...* 1877-1888, *La Santé, revue populaire de médecine et d'hygiène...* 1880-1886, *La Femme, ses fonctions et ses maladies*, 1892-1905, *L'Homme et ses maladies*, *La Lutte pour la vie... revue de vulgarisation médicale...*, 1904).

Membre de la loge maçonnique *L'Alliance fraternelle*, durant le siège de Paris par les Allemands (septembre 1870-mars 1871).

Il est élu commandant du 115e bataillon de la Garde nationale, il participe à l'insurrection du 31 octobre 1870, contre le Gouvernement de la Défense nationale. Il se présente vainement comme candidat socialiste révolutionnaire aux élections du 8 février 1871, pour l'Assemblée nationale. Le 26 mars il est élu au Conseil de la Commune par le VIe arrondissement, il siège à la commission de l'Enseignement (30 mars). Il démissionne le 7 avril, trouvant la Commune trop révolutionnaire. Il se réfugie à Mayenne après la Semaine sanglante. Arrêté à Mayenne en raison de ses activités sous la Commune, il est libéré en 1874.

GRASSE-TILLY Alexandre de

Versailles 14 février 1765 – Paris 10 juin 1845.

Capitaine de l'armée du Roi il débarque à St Domingue en 1789 pour recueillir de son père une riche plantation. La révolte le chasse aux USA avant qu'il ne revienne en Europe.

Initié Franc-Maçon, le 8 janvier 1783, à la loge "*Saint Lazare*" devenue "*Le Contrat Social*". Il installera, en 1804, La Grande Loge Générale Écossaise qui ouvre l'aventure en France puis en Europe du REAA.



Alexandre François Auguste, comte de Grasse, marquis de Tilly, lieutenant général des armées navales, et d'Antoinette Rosalie Accaron. Il figure au tableau de la loge jusqu'en1787. Il est à ce moment lieutenant, puis capitaine au régiment d'infanterie du roi. Fin 1789, Grasse-Tilly débarque à Saint-Domingue pour recueillir la succession de son père, décédé en janvier 1788, à savoir une importante plantation. Le 17 septembre 1792, il épouse Anne Sophie Gelahogue, fille d'un notaire alors maître dans l'atelier « *La Vérité* », sis au Cap Français. La révolte des Noirs le conduit à quitter l'île le 23 juillet 1793 pour Charleston, non sans avoir perdu ses biens ; le brick Le Thomas qui le transporte ayant été pillé.

Dans cette ville, il fait partie des fondateurs de « *La Candeur* » (juillet 1796), intégrée en 1798 au sein de la Grande Loge des Maçons Francs et Acceptés de Caroline du Sud sous le n°12. Sur son tableau du 27 décembre 1798, Grasse-Tilly figure comme vénérable et « Grand Commandant du Temple et Prince Maçon ».

L'année suivante, en août, il démissionne de « *La Candeur* » pour rejoindre l'autre Grande Loge rivale, « *Anciens York Masons* », et fonder « *La Réunion Française* » (août 1800). Ce changement d'obédience n'est pas sans rapport avec la création du Suprême Conseil de Charleston en mai 1801.

Citoyen américain le 17 juin 1799, mais sans ressources, Grasse-Tilly reprend du service dans l'armée française, à Saint-Domingue. Dans l'île, il reste au Cap Français jusqu'à la reddition du fort du Picolet qu'il commandait, le 29 novembre 1803. **D'après le registre Bideau, il est porté sur « le tableau des membres du Suprême Conseil au 33° établis aux Iles françaises de l'Amérique », le 21 février 1802. Si l'orthographe d'« établis » est exacte, il faut comprendre qu'il s'agit de l'établissement des Grands Inspecteurs Généraux du Suprême Conseil aux Iles et non le Suprême Conseil des Iles des Grands Inspecteurs Généraux.**

Prisonnier des Britanniques, il est libéré comme Américain au début de 1804. Il regagne Charleston, puis rentre en France, une décision du 10 juin 1804 le mettant à la disposition du ministre de la Guerre. Il débarque à Bordeaux le 4 juillet et arrive à Paris à la fin du mois.

Il devient vénérable de la loge écossaise parisienne « *Saint-Napoléon* », établit le 22 septembre 1804 le Suprême Conseil, sis à Paris, retrouve son ancienne loge mère réveillée sous le nom « *Saint-Alexandre d'Ecosse* » et, à partir d'elle, constitue le 22 octobre 1804 la Grande Loge Générale Ecossaise sous l'autorité de Kellermann et Masséna, et du ministre des Relations extérieures de la République italienne, Mareschalchi, la Grande Maîtrise *ad vitam* ayant été offerte au prince Louis Bonaparte. A partir du 10 novembre, la nouvelle obédience commence à délivrer des constitutions et à se poser en rivale du Grand Orient, mais le nouveau régime désigne Cambacérès comme Grand Maitre de la Grande Loge Générale Ecossaise. Le 10 juin 1806, on oblige donc Grasse-Tilly, alors à Strasbourg, à abandonner sa charge de Souverain Grand Commandeur et, le 1er juillet 1806, Cambacérès lui succède. Il est installé le 13 août suivant, alors que Grasse-Tilly est en campagne depuis 1804-1805 comme aide de camp du frère Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie. Le 5 mars 1805, il constitue le Suprême Conseil d'Italie, sis à Milan, dont il devient Grand Commandeur, avant de céder le 11 juin cette charge au prince Eugène.

En 1806, Grasse-Tilly est muté en Espagne, comme aide de camp de Kellermann ou d'Augerau.

Durant l'été de 1809, le Suprême Conseil d'Amérique se reconstitue sous l'autorité de son beau-père, Delahogue. Il est toujours Grand Commandeur ad vitam de l'institution qui passe un accord, flou, avec le Grand Orient. Le 4 juillet 1811, Grasse-Tilly complète la hiérarchie écossaise dans la péninsule en créant un Suprême Conseil des Espagnes et des Indes dont il sera Grand Commandeur jusqu'en 1812, date à laquelle il est fait prisonnier par les Britanniques. La chute de l'Empire provoque un sommeil *de facto* du Suprême Conseil de France. Le Grand Orient croit alors pouvoir s'approprier la totalité de l'écossisme, d'autant que la majorité des membres de l'ex Suprême Conseil l'a rejoint. Le 16 août 1814, il charge sept de ses membres de définir les moyens de centraliser tous les rites, mais une fraction du Suprême Conseil, autour du comte Muraire, refuse l'absorption. Le 13 novembre 1814, malgré tout, le Grand Orient proclame la centralisation des rites. Le 16 août 1815, une circulaire signée par cinq dignitaires écossais, dont Jean-Baptiste Pyron, fait connaître la protestation de Muraire, mais, le 12 septembre 1815, le Grand Orient forme « en son sein, le Grand Orient des Rites », inauguré officiellement le 22 novembre. Sa deuxième section est la seule habilitée à conférer le 33° du Rite Ecossais Ancien et Accepté.

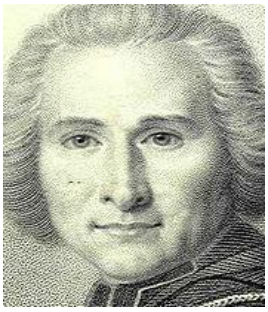
Mais, c'est sans compter avec Grasse-Tilly qui, libéré après le premier traité de Paris, occupe ses semaines en vaines démarches et sollicitations auprès du ministre de la Guerre. Après avoir suivi Louis XVIII à Gand lors des Cent-Jours, il retourne en France après Waterloo. Mis en demi-solde le 1er janvier 1816 par le licenciement de la garde de la porte du roi, il est pensionné jusqu'au 30 décembre 1824.

Utilisant le fait qu'il est toujours Grand Commandeur du Suprême Conseil des Iles française d'Amérique, il déclare cette obédience apte à gérer provisoirement le Rite Ecossais Ancien et Accepté en France et, le 21 novembre 1814, constitue un Grand Orient Ecossais pour administrer loges et ateliers supérieurs.

Très rapidement des rivalités entraînent la formation de deux Conseils : le Suprême Conseil dit de Pompéi (galerie 36, rue Neuve-des-Petits- Champs), resté fidèle à Grasse-Tilly, et le Suprême Conseil dit de Prado (30, place du Palais-de-Justice, dans l'île de la Cité). Au Conseil dit de Pompéi, la réorganisation de l'obédience est menée par le Lieutenant Grand Commandeur, le général comte César de Fernig et, le 3 septembre 1818, cette obédience décide de supprimer les charges *ad vitam*, ce qui permet de destituer Grasse-Tilly *de jure* de sa charge de sa charge de grand Commandeur du Suprême Conseil. Il est remplacé, le 15 septembre 1818, par le comte Decazes. Après de nombreuses tractations, Pompéi et Prado se réconcilient au printemps de 1821, la réunion officielle ayant lieu le 7 mai. Le Suprême Conseil de France est ainsi recréé (ou créé). Une Grande Commanderie, pour gérer les loges bleues, est formée le 6 juin 1821 et devient, le 12 juillet 1822, la Grande Loge Centrale. Pour présider la nouvelle obédience réunifiée, Decazes est remplacé par Cyrus de Timbrune-Thiembronne, comte de Valence, et Grasse-Tilly ne fait plus partie du Suprême Conseil. Il prend une retraite civile et maçonnique, et rédige une « Notice sur l'amiral-comte François Joseph Paul de Grasse, son père. Il meurt en l'hôtel des Invalides, le 10 juin 1845. Y.-H.M.

GRÉGOIRE Henri

Vého (Trois-Évêchés) 4 décembre 1750 – Paris 28 mai 1831.



Henri Jean-Baptiste Grégoire, également appelé l'**abbé Grégoire**, est un prêtre catholique et homme politique français, l'une des principales figures emblématiques de la Révolution française. L'abbé Grégoire se rallie au Tiers état et, à l'Assemblée Constituante, il réclame non seulement l'abolition totale des privilèges et de l'esclavage mais prône aussi le suffrage universel. Fondateur du Conservatoire national des arts et métiers et du Bureau des longitudes, il participe à la création de l'Institut de France dont il devient membre.

Il naît français, puisque sa paroisse fait partie de la province des Trois-Évêchés, et non du duché de Lorraine.

Son père, Sébastien Grégoire, est un tailleur d'habits respecté, ayant eu un temps un office d'échevin, et sa mère Marguerite Thiébaut, est une femme unanimement décrite comme d'une grande piété et ayant un souci constant des choses de la religion. Henri Grégoire commence ses études avec le curé de son village puis, lorsque celui-ci n'a plus rien à lui apprendre, il rejoint l'abbé Cherrier dans le village voisin d'Emberménil. Il a alors huit ans. Il étudie, en compagnie de fils de hauts fonctionnaires au service du duc de Lorraine Stanislas Leszczyński, sur des livres de Jean Racine, de Virgile, mais aussi à partir de la *Grammaire générale de Port-Royal*. Grégoire suit ensuite des études au collège jésuite de Nancy de 1763 à 1768, où il se lie avec un de ses professeurs, M. de Solignac, ancien secrétaire de Stanislas Leszczyński, qui semble avoir eu une influence intellectuelle importante sur son élève, et lui avoir ouvert les portes des milieux intellectuels lorrains. Grégoire conserve un excellent souvenir de ses études chez les Jésuites, même s'il a des reproches à formuler contre l'ordre : « J'étudiais chez les Jésuites de Nancy où je ne recueillis que de bons exemples et d'utiles instructions. […] Je conserverai jusqu'au tombeau un respectueux attachement envers mes professeurs, quoique je n'aime pas l'esprit de la défunte société dont la renaissance présagerait peut-être à l'Europe de nouveaux malheurs. »

Lorsque la Compagnie de Jésus est supprimée en 1763, l'enseignement est réorganisé par le diocèse et Grégoire rejoint la toute neuve Université de Nancy où il a comme professeur Antoine-Adrien Lamourette, futur évêque constitutionnel de Lyon. De 1769 à 1771 il y étudie la philosophie et la théologie, pour faire suite aux humanités et à la rhétorique qu'il avait étudiées auparavant. Alors qu'il passe une année comme régent de collège hors du séminaire, Grégoire commence à se lancer dans le monde. Il consacre notamment une grande partie de son temps à la poésie. Son premier succès public est le prix de l'Académie de Nancy, décerné en 1773 pour son *Éloge de la poésie* (il a alors 23 ans).

En 1774, il rejoint le séminaire et est ordonné prêtre le 1er avril 1775. Henri Grégoire est passé, durant ses années de formation, par une phase de doute sur sa foi et sa vocation religieuse. S'il rend hommage au milieu profondément croyant de son enfance, il ne cache pas dans ses *Mémoires* avoir goûté aux philosophes des Lumières et être revenu à la foi après d'intenses réflexions : « Après avoir été dévoré de doutes par la lecture des ouvrages prétendus philosophiques, j'ai ramené tout à l'examen et je suis catholique non parce que mes pères le furent, mais parce que la raison aidée de la grâce divine m'a conduit à la révélation. »

Portrait d'Henri Grégoire

Les sources concernant l'abbé Grégoire sont assez abondantes. Elles décrivent aussi bien l'homme que ses idées et permettent d'avoir une bonne idée de son allure physique. Grégoire a laissé le souvenir d'un homme de caractère fortement trempé et d'une certaine prestance. Ses camarades d'enfance ont laissé de lui la description d'un enfant au « front large, élevé, au regard profond », décrivant « la fierté de sa démarche », mais aussi son penchant contemplatif.

Du Grégoire adulte, outre les portraits, on a beaucoup de descriptions, doublées des interprétations de ces descriptions. L'engouement pour la physiognomonie à la fin du XVIIIe siècle avait conduit Grégoire à demander à son ami le pasteur Jean-Frédéric Oberlin de dresser par écrit son portrait détaillé, en 1787 : « Le front, le nez : très heureux, très productif, très ingénieux ; le front : haut et renversé, avec ce petit enfoncement : un jugement mâle, beaucoup d'esprit, point ou guère d'entêtement, prêt à écouter son adversaire ; idées claires et désir d'en avoir de tout ; le nez : witzig… spirituel, plein de bonnes réparties et de saillies heureuses, mais bien impérieux : la bouche : talent admirable d'un beau parleur, fin, moqueur, excellent satirique… c'est une bouche qui ne reste en dette avec personne et paye argent comptant ; le menton : hardi, actif, entreprenant. »

Outre ce portrait amical (certainement flatteur), fait avant la Révolution et donc dans la jeunesse de Grégoire, on dispose d'un portrait minimal pour son passeport en 1820, lui attribuant une taille de 1,77 mètre, des cheveux châtains et les yeux bruns, mais également du témoignage d'une *lady* anglaise, qui fréquente Henri Grégoire sous la Restauration, donc dans ses vieux jours : « dans son air, dans ses manières, jusque dans ses expressions une sorte d'originalité, un je ne sais quoi qui sortait de la ligne d'un caractère ordinaire. […] on remarque peu de vieillesse dans l'évêque de Blois, quoiqu'il approche de 70 ans. Ses manières vives et animées, son esprit actif et vigoureux, son extérieur intéressant et portant un grand caractère, tout en lui semble défier les ravages du temps et être inébranlable aux chocs de l'adversité. »

« Un grand caractère » : de son vivant déjà, mais également dans l'historiographie, Grégoire est vu comme ayant un caractère très affirmé. Ses amis mêmes le reconnaissent, comme Hippolyte Carnot qui note la ténacité, mais aussi la vive irritabilité de Grégoire. Oberlin note que « l'acquisition de la profonde et cordiale humilité évangélique vous fera un peu de peine », façon aimable de signaler la dualité que Charles-Augustin Sainte-Beuve exprime plus clairement : « l'homme de bien, homme de colère, et souvent si loin du pardon. » Le caractère vif et parfois emporté de Grégoire est donc souligné, mais on met en valeur également son ouverture d'esprit (« Nous le verrons faire preuve d'un certain éclectisme », dit de lui Augustin Gazier16) et sa carrière est marquée par une extrême diversité.

Le curé de campagne « éclairé »
Après son ordination et comme la majorité des jeunes prêtres à l'époque, Henri Grégoire devient vicaire de paroisse, d'abord à Château-Salins puis à Marimont-lès-Bénestroff. Ce n'est qu'en 1782 que l'abbé Cherrier, son ancien professeur à Emberménil, le désigne pour prendre la charge de ses deux paroisses d'Emberménil et de Vaucourt.

L'abbé Grégoire est alors très préoccupé par l'éducation de ses paroissiens. Selon lui, le curé est la pierre d'angle de l'Église mais aussi de toute la société. Il est le directeur spirituel et le guide temporel de ses paroissiens. Il souhaite combattre un certain nombre de leurs préjugés, notamment en matière d'agronomie. Il aide les agriculteurs à rationaliser leur production et à l'augmenter. Il lutte également contre les almanachs, qui selon lui pérennisent de fausses méthodes de culture :
« Pour huit sols, chaque paysan se nantit de cette collection chiromantique, astrologique, dictée par le mauvais goût et le délire. Le débit, à la vérité, en est moindre depuis quelques années, parce que, grâce au clergé du second ordre, des idées plus saines de toutes espèces, pénètrent jusque dans les hameaux »

L'éducation morale et hygiénique de ses ouailles est également importante pour lui. Il a dans sa cure une bibliothèque mise à la disposition des habitants du village, et qui contient 78 ouvrages pratiques qu'il leur laissera à la fin de sa charge :
« J'avais une bibliothèque uniquement destinée aux habitants des campagnes ; elle se composait de livres ascétiques bien choisis et d'ouvrages relatifs à l'agriculture, à l'hygiène et aux arts mécaniques. » Le village d'Emberménil compte alors seulement 340 communiants, ce qui permet à Grégoire d'avoir des activités annexes à sa charge pastorale. Il est connu localement comme un bon prédicateur et est souvent invité à prêcher dans les paroisses voisines. Son désir de faire sortir ses paroissiens de ce qu'il appelle l'« obscurantisme » l'amène à aller chercher ailleurs des exemples de bons pasteurs, y compris lorsque ceux-ci sont protestants. C'est ainsi qu'il rencontre le pasteur Jean-Frédéric Oberlin, considéré comme un modèle, mais qui habite assez loin d'Emberménil. Oberlin vient visiter Grégoire en 1785, et celui-ci se rend chez son ami protestant au Ban de la Roche en 1787 pour voir sur place les résultats de la méthode d'éducation des campagnes mise en place par Oberlin.

Vie intellectuelle et philanthropie
En dehors de sa paroisse, et dans la lignée de son *Éloge de la poésie*, Grégoire mène une vie intellectuelle active. Il parle l'anglais, l'italien et l'espagnol, et dans une moindre mesure l'allemand, ce qui lui permet d'être au courant des nouveautés intellectuelles. Il s'intéresse notamment au fonctionnement démocratique de la Confédération helvétique. Il se rend en Suisse où il rencontre Johann Kaspar Lavater et Johannes Gessner, qui l'aident également dans ses travaux d'agronomie. Depuis 1776 il est membre de la Société philanthropique et charitable de Nancy. Cette appartenance a souvent fait dire de lui qu'il avait appartenu à la franc-maçonnerie. Il apparaît cependant qu'il n'a pas été membre d'une quelconque loge, même si les francs-maçons lui ont souvent rendu hommage et qu'une loge porte son nom. L'amalgame viendrait des liens entre le philanthropisme allemand, mouvement d'origine piétiste, et la franc-maçonnerie.

Grégoire est également membre de la Société des philanthropes de Strasbourg, fondée par Jean de Turckheim vers 1776. Ouverte à toutes les confessions, cette société a des membres à travers toute l'Europe, dont de nombreuses autorités maçonniques allemandes, françaises et suédoises. Elle s'inspire du piétisme allemand et du philanthropisme développé notamment par Basedow. Outre la pratique de la charité, on s'y intéresse à l'agronomie, à l'économie, à la géographie, à la pédagogie et on y prône la tolérance.

En 1778, cette société lance un concours sur l'amélioration du sort des juifs, pour lequel Grégoire rédige un mémoire, qui servira de base pour le concours de Metz quelques années plus tard ; un exemplaire de ce mémoire est conservé au Musée Lorrain de Nancy. Faute d'argent, le prix ne sera jamais versé, mais le curé d'Emberménil dira plus tard avoir remporté ce prix. L'intérêt de Grégoire pour la question juive pourrait trouver son origine dans un philanthropisme d'inspiration piétiste mais aussi du fait de l'importance de la communauté juive en Lorraine - et notamment dans le Saulnois où il avait exercé. Quoi qu'il en soit, cet intérêt pour la philanthropie lui a permis de rencontrer de nombreuses personnalités, notamment protestantes. Ses activités sont principalement tournées vers le perfectionnement de l'agriculture et l'instruction des pauvres. Il revient sur ce thème lors du concours de l'Académie de Metz en 1787, pour lequel il reprend son premier mémoire en le remaniant. C'est son *Essai sur la régénération physique, morale et politique des Juifs*. Il partage le prix avec deux autres candidats.

Dans cet essai, Grégoire affirme qu'il tient une partie de sa documentation de ses relations dans le milieu des érudits juifs, et notamment par Isaac Berr Bing et Simon de Gueldres, deux rabbins qui le conseillent et lui font connaître la presse juive éclairée de Berlin. Il fustige l'attitude des gouvernements européens, qu'il accuse de cruauté et d'injustice envers les israélites. Il considère que la discrimination qui frappe les Juifs est contraire à l'utilité sociale. Il plaide également pour une « tolérance » religieuse, qui se comprend non comme un relativisme religieux, mais comme une humanité dans les rapports avec les Juifs, à l'image du discours des Évangiles. Si pour lui le peuple juif est un « peuple témoin » dont la dispersion a été un événement fondamental de l'histoire humaine, son but est cependant la conversion des juifs. L'essai est un succès, et il est traduit dès l'année suivante en Angleterre.

Dans le même esprit, il avait déjà prononcé un sermon dans l'église Saint-Jacques de Lunéville en 1785, à l'occasion de l'inauguration de la synagogue de la ville. Il y développe le thème de la conversion des Juifs dans une vision figuriste qui tend à le rapprocher dès cette époque du mode de pensée janséniste. Le texte de ce sermon a été perdu, mais Grégoire en parle dans plusieurs courriers et dans son *Histoire des sectes religieuses* en 1810.

Le prêtre citoyen et richériste

Les prémices de la Révolution française se font sentir avec acuité dans le clergé lorrain. En 1787, une assemblée provinciale réunissant le clergé et contrôlée entièrement par l'évêque cristallise le mécontentement des curés. L'un d'eux, Guilbert, curé de la paroisse Saint-Sébastien de Nancy, appelle ses confrères à former un syndicat. Il est secondé dans sa tâche par Grégoire. Ils participent à la fin de l'année 1788 à une réunion avec le tiers état à l'hôtel de ville de Nancy, où est prise la décision de dépêcher deux députés au roi pour lui demander la confirmation de la tenue des États et leur mode d'organisation. En vue de cette démarche, ils font signer une pétition aux curés, qui recueille près de 400 signatures.

L'action des curés lorrains a plusieurs buts : qu'ils aient des députés aux États provinciaux et généraux, mais aussi que des avancées soient faites dans le mode d'organisation de ces États. Ils demandent notamment, en totale adéquation avec le tiers état, que le vote soit fait par tête et non par ordre aux États généraux. Ils renoncent également à tout privilège fiscal, solidairement avec la noblesse. Dans cette organisation syndicale, Grégoire a le rôle de « commissaire du clergé », qu'il partage avec onze autres confrères. Il diffuse le procès-verbal de la réunion du 21 janvier 1789 qui a fixé les buts du clergé auprès des curés et des vicaires lorrains, en élargissant le débat : il demande à ses confrères « des observations et des mémoires sur tous les objets à traiter dans ces États », sortant clairement des simples doléances du bas-clergé. Le mouvement des curés lorrains s'enlise ensuite dans des querelles de personnes, mais l'abbé Grégoire s'en tient prudemment éloigné, ce qui lui permet d'être élu député du clergé aux États généraux de 1789.

Il part donc pour Versailles le 27 avril 1789, accompagnant son évêque monseigneur de la Fare. Son mandat va bien plus loin qu'une simple représentation de son ordre, il considère qu'il a un « ministère sacré » à remplir. En ce sens il s'inscrit parfaitement dans cette « insurrection des curés » (selon l'expression du temps) qui agite la France pré-révolutionnaire. Mais il la pousse plus loin qu'un simple mécontentement et, à l'instar de ses confrères lorrains dont la réflexion va plus loin que dans les autres provinces, lui donne une « expression doctrinaire ». René Taveneaux, comme avant lui Edmond Préclin, y voit une mise en pratique des idées richéristes et d'une démocratie inspirée par Pasquier Quesnel.

En effet, les curés remettent en cause l'ordre traditionnel à l'intérieur de l'Église, fondé sur la hiérarchie. Ils appliquent un « janséno-richérisme », qui souligne le rôle spirituel fondamental des curés et leur institution divine, tout en proclamant par conséquence des revendications politiques et sociales novatrices.

Dans un contexte lorrain marqué pendant toute la seconde moitié du XVIII^{e} siècle par une lutte entre, d'une part, l'évêque et les curés, et, d'autre part, le clergé régulier et le clergé séculier, les idées quesnelliennes sur l'importance des curés comme conseils de leur évêque ont fait florès. Les mauvaises conditions économiques de la décennie pré-révolutionnaire touchent de plein fouet les curés des paroisses modestes et accentuent une aigreur qui se fait plus grande encore quand la réaction nobiliaire ferme l'accès aux évêchés et même aux chapitres cathédraux (celui de Metz est anobli en 1780).

Cette analyse d'Edmond Préclin et de René Taveneaux, qui expliquent la grogne des curés par une individualisation du jansénisme et une rencontre profonde avec le richérisme, formant un corps de pensée politique et moins religieux, est cependant combattue par l'historien américain William H. Williams : il considère que cette tendance au corporatisme, doublée d'une nostalgie de l'Église primitive, n'est pas véritablement janséniste mais plutôt une exaltation de l'utilité sociale du curé. Il nomme l'ensemble « parochisme », en ce sens que pour les curés de l'époque pré-révolutionnaire, la paroisse est l'unité de base de la vie religieuse, fer de lance de la lutte contre des Lumières anticléricales. Il pense que si jansénisme il y a, celui-ci est profondément religieux et verserait plutôt vers le conservatisme anti-révolutionnaire.

Dale Van Kley, dans sa somme sur *Les Origines religieuses de la Révolution française*, reprend cependant l'analyse de Taveneaux en soulignant le profond lien entre théologie et politique dans la jansénisation des curés Français à la fin du xviii^{e} siècle. Il montre comment le jansénisme de cette époque, nourri de gallicanisme, de richérisme et de « patriotisme » (au sens de l'époque) mène à la fois vers un engagement révolutionnaire, comme pour Grégoire, et parfois à l'engagement inverse (c'est le cas d'Henri Jabineau).

L'intégration d'Henri Grégoire dans le personnel révolutionnaire dès le début des événements n'est donc pas un hasard. Il part à Versailles soutenu par ses confrères et nourri par des années de réflexion théologico-politique. Il retrouve également à Versailles un certain nombre de confrères imprégnés des mêmes idées.

Député à la Constituante
Élu député du Premier Ordre (le Clergé qui avait 291 élus) en 1789 par le clergé du bailliage de Nancy aux États généraux, Henri Grégoire se fit rapidement connaître en s'efforçant, dès les premières sessions de l'Assemblée, d'entraîner dans le camp des réformistes ses collègues ecclésiastiques et de les amener à s'unir avec le Tiers état.

À l'Assemblée constituante, l'abbé Grégoire réclama l'abolition totale des privilèges, proposa le premier la motion formelle d'abolir le droit d'aînesse, et combattit le cens du marc d'argent, exigeant l'instauration du suffrage universel. Nommé l'un des secrétaires de l'Assemblée, il fut l'un des premiers membres du clergé à rejoindre le Tiers état, et se joignit constamment à la partie la plus démocratique de ce corps. Il présida la session qui dura 62 heures pendant que le peuple prenait la Bastille en 1789, et tint à cette occasion un discours véhément contre les ennemis de la Nation. Il proposa que la Déclaration des droits de l'homme soit accompagnée de celle des Devoirs.

Il contribua à la rédaction de la Constitution civile du clergé et parvint, par son exemple et par ses écrits, à entraîner un grand nombre d'ecclésiastiques hésitants. Il fut ainsi considéré comme le chef de l'Église constitutionnelle de France. Il prête serment, devenant ainsi un prêtre jureur ou assermenté. Il restera toute sa vie fidèle à son serment, se refusant même à son lit de mort en mai 1831 de le renier. jusqu'à la fin de ses jours également il œuvra à la création d'une église constitutionnelle gallicane. Il plaida chaleureusement la cause des Juifs, multiplia les écrits favorables aux Noirs et contribua au vote le 4 février 1794 aboutissant à la première abolition de l'esclavage, qui sera rétabli par Napoléon Bonaparte à la suite de la loi du 20 mai 1802, puis à nouveau aboli par le décret du 27 avril 1848 de Victor Schoelcher.

Il est un des principaux artisans de la reconnaissance des droits civiques et politiques accordés aux Juifs (décret du 27 septembre 1791). Pendant la période de l'Assemblée législative, dont il ne pouvait faire partie, puisque les membres de l'Assemblée constituante avaient été déclarés inéligibles, il donna tous ses soins à son diocèse de Blois. En effet, premier prêtre à avoir prêté serment à la Constitution civile du clergé, il fut élu évêque constitutionnel à la fois par deux des départements nouvellement créés : la Sarthe et le Loir-et-Cher (1791). Il opta pour ce dernier et fut consacré évêque, le 14 mars 1791, par Talleyrand, Gobel et Miroudot. Il administra ce diocèse pendant dix ans avec un zèle exemplaire. Après la fuite de Louis XVI et son arrestation à Varennes en Argonne, dans le débat sur la question de l'inviolabilité de la personne du roi qui s'ensuivit, Grégoire se prononça vivement contre le monarque, et demanda qu'il fût jugé par une Convention.

Anti-esclavagiste et émancipateur
En décembre 1789, en relation avec la publication de son premier mémoire sur la question des hommes de couleur, il adhère à la Société des amis des Noirs de Brissot de Warville qui milite pour l'égalité des droits des blancs et des hommes de couleur libres (des mulâtres propriétaires d'esclaves pour la plupart), l'abrogation immédiate de la traite des Noirs et la suppression progressive de l'esclavage dans les Antilles. La publication de deux autres mémoires s'ensuivent en octobre 1790 et juin 1791. Il prononce également un discours longtemps inédit au club des Jacobins le 16 septembre 1791, contre la prochaine révocation par le comité des colonies de l'assemblée constituante - dominé par Barnave - des droits des mulâtres apparemment acquis le 15 mai 1791 mais finalement abrogés le 24 septembre 1791 jusqu'en mars 1792.

Les 4 et 5 février 1794, il participa aux débats sur la promulgation de l'abolition de l'esclavage des Noirs dans les colonies, se faisant le porte-voix des plus radicaux partisans du décret abolitionniste (dont certains déchristianisateurs, comme *Le Sans-Culotte Observateur* qui l'avait attaqué en novembre 1793) ; également à l'opposé de de ce qu'il écrivit en 1807 dans ses mémoires quand il affirma avoir jugé — en tant qu'ancien membre de la Société de Amis des Noirs — comme une catastrophe ce décret d'abolition immédiate. La restauration de l'esclavage, devenue officielle avec la loi du 20 mai 1802 ne l'empêcha de continuer à militer pour son abolition, comme en témoigne les nombreux ouvrages qu'il consacra à ce sujet dont l'appel qu'il lança au congrès de Vienne (1815) :*De la traite et de l'esclavage des Noirs*. À l'approche de la mesure, il édita une apologie de Las Casas abordant indirectement le problème : blanchir l'évêque du Chiapas de l'accusation d'avoir défendu les droits des Indiens en plaidant la mise en esclavage des Noirs. Sous la restauration, cette notice fera débat chez ses correlégionnaires antiesclavagistes.

Député à la Convention
Le département de Loir-et-Cher l'élut député à la Convention nationale. Dès la première séance, le 21 septembre 1792, fidèle à ses prises de position antérieures, il monta à la tribune pour défendre avec vigueur la motion sur l'abolition de la royauté proposée par Collot d'Herbois, et contribua à son adoption. C'est dans ce discours que l'on retrouve cette phrase mémorable : « les rois sont dans l'ordre moral ce que les monstres sont dans l'ordre naturel. »

Élu président de la Convention, l'abbé Grégoire la présida en tenue épiscopale. Il ne participa pas au vote sur la mort de Louis XVI : il est alors en mission à l'occasion de la réunion de la Savoie à la France. Après la révolution, jusqu'à sa mort il se défendra de l'accusation portée par des royalistes ou des épiscopaux au second concile de Synode de 1801 (peut-être même au premier de 1797) de régicide. Ses dénégations ont été validées sur parole par de nombreux des historiens au nom de sa religion ou de sa philosophie abolitionniste qui lui interdiraient de verser le sang. Quoiqu'on puisse penser en bien ou en mal des votes de janvier 1793 qui aboutirent à l'exécution du roi, ses multiples positions s'inscrivent en faux contre cette légende.mIl se prononça une première fois avant son départ en Savoie le 15 novembre 1792. Certes, il s'exprime en faveur de l'abolition de la peine de mort (mais pas du pardon chrétien, du fait même de sa volonté de juger et de punir Louis XVI). Mais loin de demander à ce que Louis XVI bénéficie le premier d'une abolition, dans le cadre d'une peinture au vitriol de la royauté, il entend a priori mettre le roi à égalité avec tous les autres repris de justice et se demande même s'il ne faut pas faire une exception :

« Et moi aussi je réprouve la peine de mort ; je l'espère ce reste de barbarie disparaîtra de nos lois. Il suffit à la société que le coupable ne puisse plus nuire : assimilé en tout aux autres criminels, Louis partagera le bienfait de la loi si vous abrogez la peine de mort, vous le condamnerez alors à l'existence afin que l'horreur de ses forfaits l'assiège sans cesse et le poursuive dans le silence de la solitude... Mais le repentir est-il fait pour les rois ? »

De nombreux conventionnels abolitionnistes (Robespierre, Saint-Just, Jeanbon Saint-André, Marat, Lequinio, Lepelletier de Saint-Fargeau) voteront inconditionnellement la mort du roi, considérant que de toute façon en janvier 1793 la peine de mort étant encore dans la loi, la république ne pouvait faire d'exception pour Louis XVI. Le problème se posera aussi pour Grégoire ce fameux 13 janvier 1793. Selon ses allégations post-révolutionnaires il écrivit ce jour-la avec Hérault de Séchelles, Simond et Jagot, à Chambéry une lettre pour demander « la condamnation de Louis Capet par la Convention nationale sans appel au peuple », mais en n'y mettant pas contrairement au premier vœu de ses trois collègues le mot « mort ». La réalité est tout autre.

Le 28 janvier 1793-matin, un journal jacobin bi-quotidien, *le Créole Patriote*, publia avec un mot d'accompagnement de Jeanbon Saint-André, une note de Grégoire et de ses trois collègues. Elle indiquait le « vœu formel » des quatre commissaires, censé dissiper l'ambiguïté des termes « pour la condamnation de Louis Capet sans appel au peuple » et dénoncée à ce titre au club des jacobins) : « pour la mort de Louis sans appel au peuple. » Dans ses mémoires en 1808 tout en niant avoir voulu la mort du roi, Grégoire reconnut l'existence d'une intervention en faveur des 4 députés missionnaires de Jeanbon Saint-André au club des jacobins, en même temps qu'il se refusa « à émettre une opinion sur ses collègues régicides qui ont suivi la voix de leur conscience ». De surcroît, à l'annonce de la mort de Louis XVI, Grégoire écrivit dans une adresse aux habitants du Mont-Blanc : « Grâce au ciel, on ne jurera plus fidélité à un roi, puisque le fléau de la Monarchie a été anéanti ainsi que le tyran qui en était revêtu ». Il ne manqua pas davantage dans l'année qui suivit (et dans deux écrits successifs) de glorifier la décapitation de Louis XVI, la comparant à l'exécution de « Pisitrate, le Capet d'Athènes qui avait à peu près l'âge et la scélératesse de celui que nous avons exterminé. »

Il s'inscrivait ainsi dans les doubles concepts religieux et antiques du « tyrannicide ». Quoi qu'en aient dit des analystes subtils[non neutre], sa haine viscérale de la monarchie, ses appels au meurtre des rois étrangers n'étaient nullement séparables de son opinion clairement assumée sur la journée du 21 janvier 1793: il soutint « les chansons triomphales » par lesquelles « nous célèbrons l'époque où le tyran monta sur l'échafaud ». (*Essai sur historique et patriotique sur les arbres de la liberté 12 germinal an II- 1er avril 1794*). Parallèlement il s'occupa de la réorganisation de l'instruction publique en étant un des membres les plus actifs du Comité de l'Instruction publique. Dans le cadre de ce comité, il entreprit une grande enquête sur les « patois » pour favoriser l'usage du français. Grégoire contribua aussi à la création, en 1794, du Conservatoire national des arts et métiers pour « perfectionner l'industrie nationale », du Bureau des longitudes et de l'Institut de France.

Il participe également à la sauvegarde contre les pillages de certains lieux, comme la Basilique de Saint-Denis, au motif qu'ils font partie de l'histoire de France. Cette action préfigure la création du statut de Monument historique qui sera effective à partir de 1840.Cependant là aussi il ne faut pas prendre à la lettre ses déclarations post-thermidoriennes comme l'ont montré James Guillaume puis Serge Bianchi. D'après le premier, notamment, en l'an II il a toujours agi en osmose avec le comité de salut public qu'il a accusé par la suite d'avoir organisé le vandalisme: protection des monuments patrimoniaux, exigée par le comité et destruction de toutes les pièces royales ; sous réserve qu'elles ne symbolisent pas un acte régicide. Ainsi le 14 fructidor an II-31 août 1794, (donc après la chute de Robespierre) il qualifia d'agents de l'Angleterre, des vandales qui avaient détruit une estampe de l'exécution de Charles Ier en 1649. Et de regretter l'absence d'estampes de ce type pour chacun des rois de France.

Malgré la Terreur, il ne cessa jamais de siéger à la Convention en habit ecclésiastique et n'hésita pas à condamner vigoureusement la déchristianisation des années 1793 et 1794. Plusieurs fois, il faillit être arrêté. Il ne continua pas moins à se promener dans les rues en tenue épiscopale et à célébrer tous les jours la messe chez lui.

Après la chute de Robespierre, le 24 décembre 1794, devant la Convention, Grégoire prononce sous les huées son *Discours sur la liberté des cultes* où il demande la liberté pour les cultes et la réouverture des églises.
« Pendant de longues années, je fus calomnié pour avoir défendu les mulâtres et les nègres, pour avoir réclamé la tolérance en faveur des juifs, des protestants, des anabaptistes. J'ai décidé de poursuivre tous les oppresseurs, tous les intolérants ; or je ne connais pas d'êtres plus intolérants que ceux qui, après avoir applaudi aux déclarations d'athéisme faites à la tribune de la Convention nationale, ne pardonne pas à un homme d'avoir les mêmes principes religieux que Pascal et Fénelon. »

Universaliser l'usage de la langue française
Dès août 1790, l'abbé Grégoire, membre de la Constituante, lance une importante enquête sur l'utilisation des patois en France. Puis, à partir de 1793, pendant la Convention, au sein du Comité d'instruction publique où il se montre très actif, il lutte pour l'éradication de ces patois. L'universalisation de la langue française par l'anéantissement, non seulement des patois, mais des parlers des communautés minoritaires (yiddish, créoles) est pour lui le meilleur moyen de répandre dans la masse les connaissances utiles, de lutter contre les superstitions et de « fondre tous les citoyens dans la masse nationale », de « créer un peuple ». En ce sens, le combat de Grégoire pour la généralisation (et l'enseignement) de la langue française est dans le droit fil de sa lutte pour l'émancipation des minorités.

En, 1794 l'abbé Grégoire présente à la Convention son « Rapport sur la Nécessité et les Moyens d'anéantir les Patois et d'universaliser l'Usage de la Langue française », dit Rapport Grégoire, dans lequel il écrit :

« […] on peut uniformiser le langage d'une grande nation […]. Cette entreprise qui ne fut pleinement exécutée chez aucun peuple, est digne du peuple français, qui centralise toutes les branches de l'organisation sociale et qui doit être jaloux de consacrer au plus tôt, dans une République une et indivisible, l'usage unique et invariable de la langue de la liberté. »

La réorganisation de l'Église constitutionnelle

Fin 1794, il constitue avec Royer, Desbois et Saurine le groupe des « Évêques réunis à Paris » qui se donne pour mission de régénérer l'Église de France gravement affaiblie par la campagne de déchristianisation et les démissions d'évêques et de prêtres. En 1795, il crée avec les évêques constitutionnels Saurine et Debertier, ainsi qu'avec des laïcs, la Société libre de philosophie chrétienne, qui a pour but de reprendre les études théologiques arrêtées à cause de la Révolution, de lutter contre la déchristianisation et contre la théophilanthropie et le culte de la Raison et de l'Être suprême. L'organe de cette société, les *Annales de la religion*, est un journal gallican et virulent, supprimé par Bonaparte à la suite du Concordat.

Il œuvre aussi à la réhabilitation de Port-Royal des Champs en publiant, en 1801 puis en 1809, *Les Ruines de Port Royal des Champs*, qui mettent en valeur les vertus des religieuses jansénistes et des Solitaires. Cet écrit contribue à la naissance du mythe de Port-Royal comme foyer intellectuel et comme foyer de résistance à l'absolutisme. La constitution de l'an III le fit entrer au conseil des Cinq-Cents (député de l'Hérault) ; le coup d'État du 18 brumaire le porta au Corps législatif (député de Loir-et-Cher).

Sous le Directoire, il s'efforce de réorganiser l'Église constitutionnelle. Il organise avec les évêques constitutionnels deux conciles nationaux, en 1797 et 1801, pour tenter de mettre sur pied une véritable Église gallicane. D'autre part, il tente de s'opposer à la signature du Concordat de 1801. Il publie en 1799 un *Projet de réunion de l'Église russe à Église latine*.
Cependant, fidèle à ses convictions républicaines, l'homme à la « tête de fer » (comme le définit l'historien Jules Michelet) fera toujours suivre son nom de la mention « évêque constitutionnel de Blois ». Présenté par le Corps législatif, le Tribunat et le Sénat conservateur, pour faire partie de ce dernier corps, ce ne fut qu'après une assez longue hésitation qu'il accepta ces hautes fonctions (4 nivose an X : 25 décembre 1801). Il fut nommé membre de la Légion d'honneur le 9 vendémiaire an XII et commandant de l'Ordre le 25 prairial suivant. Il devint comte de l'Empire en 1808.

L'opposant aux régimes « aristocratiques »

Pendant l'Empire et sous la Restauration, il écrit de nombreux ouvrages, notamment une *Histoire des sectes* en deux volumes (1810). Il fait partie, au Sénat conservateur, des rares opposants irréductibles à Napoléon Ier. Il est l'un des cinq sénateurs qui s'opposent à la proclamation de l'Empire. Il s'oppose de même à la création de la nouvelle noblesse puis au divorce de Napoléon Ier et de Joséphine.

Le 1er avril 1814, Grégoire est l'un des 64 sénateurs qui répondent à la convocation de Talleyrand pour proclamer la déchéance de Napoléon. Depuis le mois de janvier, avec Lanjuinais, Garat et Lambrechts, il se réunit régulièrement pour préparer un plan en cas de défaite de l'Empereur : ils envisagent la création d'un gouvernement provisoire et la réunion d'une assemblée constituante.

À la première Restauration, Grégoire voulait que le Sénat déclarât que la nation française choisissait pour chef un membre de l'ancienne dynastie, et qu'elle se réservait de présenter une constitution libérale à l'acceptation et au serment du roi élu par lui. Sa proposition fut rejetée49 et son auteur ne fut pas compris dans la liste des nouveaux pairs. L'ordonnance d'épuration de l'Institut de France qui frappait **Carnot, Monge** et quelques autres, ne pouvait pas épargner Grégoire. Sa pension même d'ancien sénateur fut quelque temps suspendue, et il dut s'en prendre à ses livres pour fournir à ses besoins.

Il était retiré à Auteuil, lorsqu'à l'occasion des élections partielles du 11 septembre 1819, qui constituent une victoire pour les libéraux (35 sièges remportés sur 55 à pourvoir), Henri Grégoire est élu député de l'Isère. Sa candidature est soutenue par le journal Le Censeur, et par le comité directeur du parti libéral. Mais il doit son élection au report des voix ultraroyalistes, contre le candidat soutenu par le ministère.

Par cette manœuvre, les ultras montrent à la fois leur opposition au gouvernement, et leur rejet de la loi électorale. Chateaubriand écrit dans *Le Conservateur* : « Le mal est dans la loi qui couronne, non le candidat régicide, mais l'opinion de ce candidat, dans la loi qui peut créer ou trouver cinq cent douze électeurs décidés à envoyer à Louis XVIII le juge de Louis XVI ». A l'autre bord, c'est bien « l'ancien juge de Louis XVI » déterminé dans les grandes occasions à verser le sang, que Stendhal vient soutenir à Grenoble quand il le qualifia de « plus honnête homme de France ». Car dans sa correspondance avec Adolphe Mareste, le 21 décembre 1819 il écrivit : « Le bon entre amis c'est d'être francs ; comme cela on se donne le plaisir de l'originalité. Donc à l'âge près, je voudrais être Grégoire. Je ne trouve rien de plus utile qu'un twenty one j(anvier).(sic) Sans cela on n'aurait peut-être (sic) la const(itut)ion. Mon seul défaut est de ne pas aimer *the Blood*. » Cette élection crée un choc, d'autant plus que Grégoire conserve une réputation, méritée ou non, de régicide. Elle va provoquer un retournement d'alliance au gouvernement, obligeant le centre alors aux affaires à s'allier à la droite. L'historien Benoît Yvert écrit : « L'élection de Grégoire annonce par conséquent la fin de la Restauration libérale ».

Ouverte le 29 novembre, la nouvelle session parlementaire va dès le 6 décembre s'enliser dans un débat sur la manière d'exclure Grégoire de l'assemblée. Les libéraux, qui l'avaient soutenu, essaient d'obtenir de lui sa démission, qu'il leur refuse. Une commission formée pour l'occasion découvre un vice de forme, mais on renonce à l'employer car il s'appliquerait de même à un grand nombre de députés. Finalement, le député Ravez propose de statuer sur l'exclusion en renonçant à lui donner un sens acceptable par tous les partis : elle est votée à l'unanimité moins une voix.

Il vit dès lors dans la retraite mais, toute pension lui ayant été supprimée, il est contraint de vendre sa bibliothèque. À la fin de sa vie, il demande les secours de la religion. L'archevêque de Paris – le très légitimiste Monseigneur de Quélen – y met pour condition que Grégoire renonce au serment qu'il avait prêté à la Constitution civile du clergé. Le vieil évêque, fidèle à ses convictions, refuse tout net. L'archevêque lui refuse donc l'assistance d'un prêtre et toute messe funéraire. Cependant, malgré les ordres de la hiérarchie, il reçoit les derniers sacrements, dont l'extrême-onction par l'abbé Guillon. Âgé de 80 ans, l'abbé Grégoire meurt à Paris à l'emplacement actuel du 44 de la rue du Cherche-Midi, le 28 mai 1831. En dépit de l'interdit, la messe de funérailles est célébrée dans l'église de l'Abbaye-aux-Bois. Rassemblées autour de La Fayette, deux mille personnes accompagnent le corps de l'évêque humaniste et gallican au cimetière Montparnasse.

GREUZE



Jeam-Batiste Tournus (Saône-et-Loire) 21 août 1725 - Paris le 21 mars 1805.
Peintre et dessinateur français. Après avoir été l'élève du peintre Charles Grandon à Lyon, Greuze s'installe en 1750 à Paris, où il est l'élève de Charles-Joseph Natoire à l'Académie royale de peinture et de sculpture. En 1755, son *Père de famille expliquant la Bible à ses enfants* connaît un grand succès. Sa popularité se confirma avec d'autres toiles mélodramatiques. Diderot l'encense pour la moralité de ses sujets. Présent régulièrement aux Salons, sa réputation s'étendit largement au-delà des frontières, jusqu'en Russie (l'impératrice Catherine II lui acquit *La piété filiale/Le paralytique* l'un de ses tableaux les plus célèbres actuellement au musée de l'Ermitage considéré comme la suite de son chef d'œuvre *L'accordée de village* visible au Louvre. Véritable innovateur en matière de peinture de genre, Greuze est le premier en France à introduire la morale dans sa peinture domestique. Au moment où émerge la critique d'art, son *Septime-Sévère reprochant à Caracalla d'avoir attenté à sa vie* (1769) constitue un immense scandale au sein de l'Académie et les critiques y vont bon train.

Se présentant comme peintre d'histoire avec cette toile, il se voit refusé le titre, pour celui de peintre de genre. En effet, Greuze eût l'audace de vouloir dépasser les limites de la hiérarchie des genres picturaux en présentant un tableau qui ne fait appel ni à la convenance du genre noble, ni aux expressions contenues des personnages selon leur position sociale.

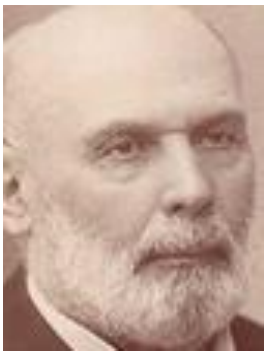
En 1792, il rencontre le jeune capitaine Napoléon Bonaparte à Paris, d'une manière que l'on ignore encore, mais vraisemblablement suite aux évènements de la prise des Tuileries, et peint ce qui allait devenir une véritable œuvre de transition entre la peinture du XVIIIème et celle néoclassique du début du XIXème et un des premiers portraits connus du futur empereur. Il conserva ce tableau dans sa chambre jusqu'à sa mort (ainsi que sa fille).

Greuze peignit de nombreux portraits et subit quelques critiques pour ses toiles libertines. Il s'est également essayé aux thèmes allégoriques — *l'Offrande à l'Amour* (1769) — mythologiques — *Danaé* — et religieux — *Sainte Marie L'Égyptienne* — mais sans convaincre. La Révolution de 1789 amena la vogue de l'antique et dévalorisa son travail, le conduisant à vivre de leçons. Déjà très diminué, son grand portrait en pied de Napoléon Bonaparte en costume de Premier Consul (Musée du Château de Versailles) qu'on lui commanda à la fin de sa vie en 1803, en grande partie réalisé par son atelier (et sa fille), et reprenant le visage du portrait d'après nature de 1792, ne l'empêcha pas de mourir dans la pauvreté.

Un thème récurrent chez Greuze est la perte de la virginité qu'il symbolisa notamment dans *La Cruche cassée*, *Le Malheur imprévu*, *Les Œufs cassés* ou encore *L'Oiseau mort*. Ses représentations d'enfants et ses portraits sont conventionnels mais intéressants : *Babuti, le Dauphin, Fabre d'Églantine, Fillette soulevant un coffre, Gensonné, Le Graveur Wille, La Liseuse, Le Libraire Babuti, Madame Greuze, Marquise de Chauvelin, Pigalle, Silvestre, Tête de garçon, Wille, Robespierre*. Meilleur dessinateur que coloriste, Greuze excella dans les représentations de jeunes filles, dans lesquelles pouvaient se mêler l'innocence et l'érotisme : *La Jeune Femme au chapeau blanc* (1780). Malgré des compositions habiles, le recours à des gestes outranciers ou des figures pâmées, rend ses toiles moralisantes souvent monotones, quand elles ne tombent pas dans le travers du sentimentalisme.

Ses nombreuses toiles sont conservées au musée du Louvre, à la Wallace Collection, au musée Fabre, au musée Condé et au musée de Tournus, sa ville natale. Jean-Baptiste Greuze a eu entre autres pour élèves Jeanne Philiberte Ledoux (1767-1840), Marie Renée Geneviève Brossard de Beaulieu, Charles-Henri Desfossez, Anna-Geneviève Greuze, Constance Mayer, Pierre Alexandre Wille. **Greuze était franc-maçon et faisait partie de la loge des Neuf Sœurs.**

GRÉVY



Jules Mont-sous-Vaudrey (Jura) 15 août 1807 - 9 septembre 1891.
Homme d'État français. Avocat de profession, parlementaire engagé aux côtés des républicains, il est arrêté lors du coup d'État de 1851. À la tête de l'Assemblée nationale de 1871 à 1873, il préside ensuite la Chambre des députés. Quatrième président de la République française du 30 janvier 1879 au 2 décembre 1887, il démissionne suite au scandale des décorations.

Il est né dans une famille aux convictions républicaines. Son idéal républicain repose sur un pouvoir impersonnel, exercé par une assemblée. Il est le frère d'Albert Grévy et de Paul Grévy. Jules Grévy se marie le 29 août 1848 à Paris, avec Coralie Fraisse, fille d'un tanneur de Narbonne. Ils ont une fille : Alice (1849-1938). Jules Ferry fut plus tard, le témoin du mariage de sa fille avec Daniel Wilson, en 1881.

Il suit de brillantes études au collège de l'Arc à Dole. Mais lorsqu'en 1823 celui-ci est repris par les Jésuites, son père le retire et l'inscrit au collège de Poligny. Il obtient une licence de droit à Paris et devient avocat. Il publie, en 1836, un recueil général de formules pour tous les actes judiciaires, *Le Procédurier*.
Sous la monarchie de juillet, il plaide lors de procès politiques contre les monarchistes.

Débuts en politique
Sa carrière politique débute à la suite lors de la révolution de 1848 : il est alors nommé commissaire de la République dans le Jura par le gouvernement issu de la révolution, puis est élu député du Jura en avril de la même année, à l'Assemblée constituante. Lors des débats relatifs à l'élaboration de la Constitution, il propose « l'amendement Grévy », contre l'élection du président de la République au suffrage universel, qui est repoussé. Cet amendement montrait son refus de légitimer le pouvoir d'une seule personne au-dessus de tout.

En 1849, Jules Grévy est élu à l'Assemblée législative, puis vice-président de celle-ci. Le 2 décembre 1851, lors du coup d'État, il est arrêté, puis libéré. Retourné au barreau, il est élu membre du conseil de l'ordre des avocats du Barreau de Paris en 1862, puis, en 1868, bâtonnier de l'ordre des avocats.

VERS LA IIIE REPUBLIQUE
Il revient en politique à la fin du Second Empire : élu député du Jura en 1868, il siège dans l'opposition. Il est hostile, avec Léon Gambetta et Adolphe Thiers, à la déclaration de guerre contre l'Allemagne, en 1870. En février de l'année suivante, il est élu président de l'Assemblée nationale, jusqu'à sa démission en avril 1873. Il confie le pouvoir à Thiers lors de l'insurrection de la commune, qu'il condamne. Jules Grévy est président de la Chambre des députés à partir du 8 mars 1876 où il est élu président provisoire avec 414 voix. Son élection est confirmée le 13 mars avec 462 voix. Républicain modéré, il est chargé de la direction du parti républicain à la mort de Thiers, en 1877. Il est une première fois candidat à l'élection présidentielle de 1873, sans succès, face au légitimiste Patrice de Mac Mahon.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
Premier mandat
La République devient pérenne
Le 30 janvier 1879, le président Mac Mahon démissionne. Le jour-même, les parlementaires élisent Jules Grévy à la présidence de la République, par 563 voix. Il annonce qu'il n'ira jamais à l'encontre de la volonté populaire, et de fait, abandonne l'exercice du droit de dissolution. Les prérogatives constitutionnelles sont mises à l'écart, pour préserver la séparation de la fonction de l'exécutif et du législatif. Léon Gambetta déclare le lendemain de l'élection : « Depuis hier, nous sommes en République ». On parle alors de « Constitution Grévy » (l'expression est du constitutionnaliste Marcel Prélot), pour l'affaiblissement de l'exécutif (présidents de la République et du Conseil), au profit d'une république parlementaire : la révision de la Constitution a lieu du 19 au 21 juin. Elle porte notamment sur des mesures symboliques mais qui pérenisent les symboles de la République : le 14 juillet et La Marseillaise sont adoptés comme symboles, les chambres parlementaires sont transférées à Paris et le président de la République officiellement au sein du palais de l'Élysée.

Une politique anticléricale incarnée dans les réformes sur l'Éducation
Le 9 août est votée la « loi Paul Bert », qui créé des Écoles normales : elles forment désormais les professeurs dans un cadre et une idéologie républicaine. Le président soutient les mesures anticléricales de ses ministres, notamment contre les congrégations religieuses. Le président du Conseil Charles de Freycinet est ainsi fortement opposé à l'Église. Le 15 mars 1880 passe la loi de Jules Ferry, qui réforme le Conseil supérieur de l'Instruction publique et qui exclut de fait les ecclésiastiques en ne réservant les places qu'à des professeurs. Trois jours plus tard, une autre loi retire le droit aux universités catholiques de porter le nom de « faculté », ceci dans le but d'attirer les étudiants dans les universités laïques. Mais le coup le plus important porté à l'influence de l'Église sur la religion a lieu le 29 mars, alors qu'une loi interdit aux congrégations non autorisées d'enseigner, en amenant certaines comme les Jésuites à quitter la France. Le 21 décembre 1880, des collèges et lycées pour filles sont créés, sous l'impulsion de Jules Ferry, à la fois président du Conseil et ministre de l'Instruction publique. Les lois Jules Ferry rendent progressivement l'école gratuite (1881), l'éducation obligatoire et l'enseignement public laïque (1882).

Politique générale
Il célèbre la première fête nationale le 14 juillet 1880 à Longchamp, où il remet de nouveaux drapeaux aux armées françaises. Ses ministères doivent faire face aux krach financier de l'Union générale, le 19 janvier 1882. Gambetta, porté par le succès des élections législatives de 1881 doit pourtant démissionner l'année suivante en raison des oppositions à son projet de réforme de la Constitution. En 1881, la liberté de réunion sans autorisation est accordée et en 1884, les anciens membres de la famille royale déclarés inéligibles aux élections républicaines.

En politique extérieure, le président Grévy se montre très attaché à la paix, ce qui lui vaut un conflit avec le boulangisme naissant, revanchard contre l'Allemagne. Il s'oppose également à l'expansion coloniale, pourtant voulue par Gambetta ou encore Ferry. Ainsi en 1881, un protectorat sur la Tunisie est créé, entre 1883 et 1885 l'Annam et le Tonkin sont occupés et en 1885, un protectorat instauré sur le royaume de Madagascar. Dans *L'Histoire des Présidents*, les auteurs écrivent : « Grévy n'était pas un homme de premier plan mais il exerça une influence certaine quoique discrète. Malgré son autoritarisme il affecta de laisser gouverner ceux qu'il avait choisi. Mais il évita de confier le soin de former le gouvernement à une personnalité trop forte qui aurait pu lui porter ombrage ». Ainsi, sa rivalité avec Léon Gambetta se manifeste dans la mesure où il s'efforce de l'écarter de la présidence du Conseil ; celui-ci ne siége ainsi que 73 jours au sein de son « Grand ministère ».

Second mandat
Jules Grévy est facilement réélu à la présidence de la République, lors de l'élection présidentielle de décembre 1885.
C'est à l'occasion du décès de Victor Hugo, le 22 mai 1885, qu'il décide de rendre au Panthéon de Paris le statut de temple républicain, statut qu'il a conservé depuis lors. Des funérailles y seront organisées le 1er juin 1885.

En 1887, éclate le scandale des décorations : le gendre du président, Daniel Wilson, est accusé de trafic d'influence. Il vendait des nominations dans l'Ordre de la Légion d'honneur. Les chambres appellent alors Grévy à la démission, qui dans un premier temps refuse, puis se soumet, le 2 décembre. Cette affaire a contribué à l'agitation nationaliste. Par aversion à l'égard de Gambetta, Jules Grévy a faussé le jeu parlementaire en écartant le chef de la majorité de la chambre des députés et en confiant la Présidence du Conseil à des personnalités plus proches de lui. Il est responsable de l'absence d'un pouvoir exécutif fort et donc de l'instabilité des gouvernements successifs de la Troisième République.

Liste des gouvernements sous sa présidence

Dates	Gouvernement
4 février 1879 - 21 décembre 1879	Gouvernement Waddington
28 décembre 1879 - 19 septembre 1880	Gouvernement Freycinet I
23 septembre 1880 - 10 novembre 1881	Gouvernement Ferry I
14 novembre 1881 - 26 janvier 1882	Gouvernement Gambetta
30 janvier 1882 - 29 juillet 1882	Gouvernement Freycinet II
7 août 1882 - 28 janvier 1883	Gouvernement Duclerc
29 janvier 1883 - 17 février 1883	Gouvernement Fallières
21 février 1883 - 30 mars 1885	Gouvernement Ferry II
6 avril 1885 - 29 décembre 1885	Gouvernement Brisson I
7 janvier 1886 - 3 décembre 1886	Gouvernement Freycinet III
11 décembre 1886 - 17 mai 1887	Gouvernement Goblet
30 mai 1887 - 4 décembre 1887	Gouvernement Rouvier I

DECES
Jules Grévy meurt le 9 septembre 1891 à Mont-sous-Vaudrey des suites d'une congestion pulmonaire5. Il reste le symbole de la mise en place des idées républicaines dans les institutions politiques. Il a imposé un style dans la manière d'exercer la fonction de président de la République.
DECORATIONS
- Grand-croix de la Légion d'honneur en 1879
- Grand-Maître de la Légion d'honneur du 30 janvier 1879 au 2 décembre 1887 en tant que président de la République.
- Chevalier de l'ordre de la Toison d'or (Espagne) en 1882

ICONOGRAPHIE
Une médaille à l'effigie de la République, œuvre du graveur Maximilien Louis Bourgeois, fut distribuée aux députés et aux sénateurs pour commémorer la réélection de Jules Grévy à la présidence de la République le 28 décembre 1885. L'exemplaire ayant appartenu à Henri Rochefort est conservé au musée Carnavalet (ND 5160).
POSTERITE
Ayant reçu un spécimen d'une nouvelle espèce de zèbre, en 1882, il en fit don au Jardin des plantes. On nomma alors cette espèce « zèbre de Grévy ». WIKIPEDIA

GRIFFITH



David W. Crestwood (Kentucky) 22 janvier 1875 - Hollywood (Californie) 23 juillet 1948.
Franc-Maçon de la Loge "*St. Cecile Lodge*", New York City.

Réalisateur prolifique, il a tourné environ 400 courts métrages en 5 ans, de 1908 à 1913 et réalisé le premier film tourné à Hollywood, *In Old California*. Il a également grandement fait évoluer le montage cinématographique. Il est fondateur en, 1913, avec Charlie Chaplin, Douglas Fairbanks, Mary Pickford de United Artists, premier studio de cinéma indépendant. Fils de Jacob "Roaring Jake" Griffith et Mary Perkins Oglesby. Son père était un colonel de l'Armée des États confédérés, un héros de la Guerre de Sécession et un législateur du Kentucky. Il fut éduqué par sa grande sœur dans une école d'une seule pièce. Il avait 7 ans à la mort de son père, qui valut de sérieux ennuis financiers à la famille, et 14 ans lorsqu'ils abandonnèrent la ferme pour Louisville. Sa mère y ouvrit une pension, qui tomba rapidement en faillite.

Il quitta l'école pour subvenir aux besoins de la famille, d'abord dans un bazar, puis dans une librairie. Griffith commença sa carrière en écrivant pour le théâtre. Mais sans grand succès, une seule de ses pièces étant représentée sur scène. Il décida de devenir acteur et apparut en figurant dans de nombreuses pièces.

***Naissance d'une nation*, une prise de position qualifiée de "xénophobe"**

En 1915, en réalisant le film qui est souvent vu comme étant le premier vrai long métrage de l'histoire du cinéma américain (les Italiens produisent des proto-peplums qui durent trois, quatre, voire cinq heures), Griffith (après de nombreuses difficultés pour faire accepter le projet) décide de donner sa vision d'un pan de l'histoire des Afro-Américains :

Le film s'intéresse à la Guerre de Sécession, et prend le parti de faire jouer le rôle des Noirs par des acteurs blancs grimés (mais faire jouer des rôles de non occidentaux à des Occidentaux était une pratique courante qui n'a pris fin que des dizaines d'années plus tard). Le film est une apologie du Ku Klux Klan qui est ici dépeint comme un groupe de preux chevaliers venus défendre les Blancs de féroces Noirs venus du nord libérer des noirs du sud en esclavage mais très contents de leur condition.

Griffith rêvait depuis longtemps à une fresque historique américaine. Il s'est attelé à une reconstitution d'une minutie rarement atteinte des lieux, mais surtout des costumes, des coupes de cheveux, des barbes et autres moustaches. Ce film au succès colossal pour l'époque a eu comme effet la renaissance du Ku Klux Klan en 1915. Pourtant, paradoxalement, Griffith ne se considérait pas comme raciste, et ne comprenait pas que son film soit taxé comme tel. Il partageait la vision de beaucoup d'Américains à l'époque sur la période esclavagiste (le bon maître blanc et le bon esclave vivant en bonne intelligence dans une entente cordiale bon enfant; une vision paternaliste qui est morte des décennies plus tard). Mais Griffith a construit le scénario de son film à partir de l'ouvrage d'un révérend raciste, et les Noirs y campent systématiquement des figures de fourbes et de malfaisants.

***Intolérance*, oeuvre majeure et originale**

Profondément choqué par l'étiquette raciste qui colle à son film, il s'estime victime d'une injustice et réalise *Intolérance* (1916). Ce film est un des chef-d'oeuvres de l'histoire du cinéma en raison des moyens gigantesques qui lui sont consacrés, de sa trame dramatique audacieuse (quatre histoires se déroulant à différentes époques illustrent le thème central de l'intolérance) et d'un montage de plus en plus rapide entrelaçant ces différentes intrigues jusqu'au dénouement final. Alors que les studios se lancent dans la réalisation des longs métrages, ces premières oeuvres de Griffith sont déjà des références marquantes du point de vue de l'originalité formelle et de la tension dramatique. « Quand on se penche attentivement sur son oeuvre, on a l'impression d'assister à la genèse d'un chant ou à la première utilisation consciente du levier ou de la roue, d'être témoin de l'apparition, de l'organisation et des débuts du langage et de la naissance d'un art ».

Fin de carrière difficile

D'autre œuvres majeures suivront, comme Le Lys brisé (1919), A travers l'orage (1920) ou la Rue des rêves (1921). Malheureusement D W Griffith connu ensuite une fin de carrière difficile, marquée par les échecs financiers, une perte d'indépendance artistique et des problèmes d'alcoolisme. Souffrant d'un manque de reconnaissance de la part des producteurs et d'un déficit de confiance et de créativité, sa carrière déclina rapidement dans la deuxième partie des années 20 et se termina en 1931.

L'apport de Griffith au montage

Selon Jean Mitry, « si le cinéma doit à Louis Lumière, essentiellement, son existence en tant que moyen d'analyse et de reproduction du mouvement (et, de ce fait, en tant que spectacle et industrie du spectacle), c'est à Griffith essentiellement qu'il doit son existence en tant qu'art, en tant que moyen d'expression et de signification. D'autres par la suite, sont allés beaucoup plus loin. ». Même si Jean Mitry reconnaît l'apport des prédecesseurs de Griffith (Georges Méliès, Edwin S. Porter, Louis Feuillade et Léonce Perret) il affirme que « s'il n'a pas tout inventé, s'il a pris bien des choses de ses devanciers, il a du moins l'immense mérite d'avoir donné un sens, une justification aux procédés qu'il utilisa ».

L'une des premières innovations de Griffith est d'avoir conçu le montage comme une succession de plans d'une même action envisagés sous différents angles et points de vue afin de créer une émotion. Ainsi, au lieu de filmer une action complète en laissant la caméra à un seul endroit, Griffith décide d'approcher la caméra ou de l'éloigner.

Une autre grande innovation chez Griffith est d'avoir envisagé la longueur des plans d'une manière totalement indépendante de la longueur de l'action afin de créer le suspense. Il perfectionne également le montage alterné. Le summum de cet art se retrouve dans *Intolérance* où il mène de front quatre histoires, qui constitue selon Jean Mitry un film phare. L'actrice Lillian Gish (avec laquelle il a tourné 5 longs-métrages) présente Griffith comme "le père du cinéma" : "Il l'a créé tout seul, de façon artisanale. Faites-vous projeter des films de 1900 et regardez ce qu'ils étaient, puis regardez les siens, et vous commencerez à comprendre ce qu'il a fait avec la caméra. Et avec les acteurs. D'autres ont suivi, mais il est celui qui a donné aux films leur forme et leur grammaire."

GRIS



Juan José Gonzales Madrid 23 mars 1887 - Boulogne-sur-Seine 11 mai 1927.

José Victoriano Carmelo Carlos González-Pérez, connu sous le nom de **Juan Gris**, peintre espagnol proche du cubisme qui vécut et travailla en France à partir de 1906. Juan Gris suivit des études de dessin industriel à la Escuela de Artes y Manufacturas à Madrid entre 1902 et 1904, période pendant laquelle il contribua par des dessins à des journaux locaux. En 1904 et 1905, il étudia la peinture avec l'artiste académique José Maria Carbonero. En 1906 il s'installa à Paris où il devint l'ami d'Henri Matisse, Georges Braque et Fernand Léger, et en 1915 il fut peint par son ami Amedeo Modigliani. Il y retrouva et se lia d'amitié avec son compatriote Pablo Picasso. Son portrait de Picasso de 1912 est l'une des premières peintures cubistes réalisées par un autre peintre que Pablo Picasso ou Georges Braque.

Initié Franc-Maçon,en 1923, à la Loge "*Voltaire*", Paris .

Bien qu'il soumît des illustrations humoristiques à des journaux comme *L'assiette au beurre*, *Le Charivari*, et *Le Cri de Paris*, Gris commença à peindre sérieusement en 1910. Dès 1912, il avait développé un style cubiste personnel. Sa plus grande période se situe entre 1914 et 1918. Au début, il était sous l'influence du cubisme analytique, mais après 1915 il commença sa conversion au cubisme synthétique duquel il devint un interprète persistant.

En 1922, le peintre peignit les premiers décors et costumes pour Sergei Diaghilev. Gris articula la plupart de ses théories esthétiques entre 1924 et 1925. Il délivra sa lecture définitive, *Des possibilités de la peinture*, à la Sorbonne en 1924. Des expositions majeures eurent lieu à la Galerie Simon à Paris et à la Galerie Flechtheim à Berlin en 1923, et à la Galerie Flechtheim à Düsseldorf en 1925. Juan Gris mourut à Boulogne-Billancourt le 11 mai 1927 à l'âge de 40 ans, laissant ainsi sa femme Josette et son fils Georges.

Bien qu'il regardât Picasso comme son éducateur, Gertrude Stein reconnaît que Gris « était la seule personne que Picasso aurait volontairement éliminé de la carte ». Salvador Dalí dit de lui : « Juan Gris est le plus grand des peintres cubistes, plus important que Picasso parce que plus vrai. Picasso était constamment tourmenté par le désir de comprendre la manière de Gris dont les tableaux étaient techniquement toujours aboutis, d'une homogénéité parfaite, alors qu'il ne parvenait jamais à remplir ses surfaces de façon satisfaisante, couvrant avec difficulté la toile d'une matière aigre. Il interrogeait sans cesse : « Qu'est-ce que tu mets là ? — De la térébenthine. » Il essayait le mélange, échouait, abandonnait aussitôt, passant à autre chose, divin impatient ».

GRISSOM Virgil "Glis" 3 avril 1926 - 27 janvier 1967.



Franc-Maçon de la Loge "*Mitchell Lodge*", Indiana.

Virgil Grissom fait partie du premier groupe de sept astronautes sélectionnés pour le programme Mercury. Il décède tragiquement lors d'un entraînement au sol, dans l'incendie de la capsule Apollo 1. Virgil Grissom a été inhumé au cimetière national d'Arlington. Vol suborbital à bord de Mercury 4, le 21 juillet 1961. Le 23 mars 1965, il est commandant à bord de Gemini 3, premier vol habité de la capsule Gemini. Il devait être également commmandant de bord du premier vol de la capsule Apollo (mission Apollo 1) mais est décédé dans l'incendie du vaisseau lors d'une répétition au sol.

Mercury 4 et la controverse autour du système d'ouverture de l'écoutille

Le premier vol de Grissom à bord de la capsule Mercury 4 fut entaché par la perte de la capsule Mercury après son amerrissage.

Quelques minutes après l'amerrissage de la capsule Mercury 4, le système pyrotechnique déclencha l'ouverture de l'écoutille que l'astronaute avait utilisé pour s'installer dans la capsule. Cette procédure ne devait normalement pas être utilisée car cette écoutille était placée trop bas sur l'eau ; l'astronaute devait, soit rester dans la capsule en attendant d'être hélitreuillé, soit sortir de la capsule par une deuxième écoutille aménagée dans la partie supérieure de la capsule. La capsule se remplit d'eau et coula, emportant avec elle les télémesures enregistrées sur bande magnétique durant le vol et qui devaient être exploitées pour analyser le déroulement de la mission et le comportement du vaisseau.

Gus Grissom, qui s'était mis à l'eau, manqua lui-même de couler car il avait omis de fermer une valve de sa combinaison qui se vida de l'air qui devait lui permettre de flotter. Gus Grissom sera accusé plus tard par certains responsables de la NASA d'avoir déclenché l'ouverture de l'écoutille dans un moment de panique. Son attitude lors de la tentative d'hélitreuillage fut également mise en cause, Grissom n'ayant pas suivi les procédures prévues. Plusieurs années après, une enquête plus approfondie menée sur l'épave de la capsule récupérée à grande profondeur, privilégia l'hypothèse d'un problème technique (le mécanisme d'ouverture de l'écoutille se serait déclenché tout seul), mais Gus Grissom mourut avant d'avoir été définitivement mis hors de cause. Les responsables de la NASA ne lui tinrent pas rigueur de cet incident, puisqu'on lui confia par la suite successivement le commandement du premier vol des capsules Gemini et Apollo. D. Slayton, responsable de la composition des équipages du programme Apollo, a affirmé que si Grissom avait été encore en vie, le commandement de la première mission lunaire, Apollo 11, lui aurait été sans doute confié.

L'incendie d'Apollo 1

Gus Grissom est mort dans l'incendie de sa capsule Apollo 1 durant une répétition du lancement. L'incendie provenait sans doute d'un court-circuit provenant d'une partie non identifiée du câblage électrique. L'étincelle ainsi créée a enflammé l'atmosphère de la capsule composée à 100 % d'oxygène. L'enquête montrera que le câblage était de mauvaise qualité et que l'incendie a été alimenté par un grand nombre de composants inflammables présents dans la cabine ; revêtement intérieur, combinaison spatiale, etc.. Après cet accident, le vaisseau Apollo sera revu en profondeur (composants, connexions, gainage, etc.), ce qui fait perdre un an au programme Apollo. Au départ de l'incendie, les astronautes n'avaient pu évacuer le vaisseau car le mécanisme d'ouverture de l'écoutille était particulièrement complexe, conséquence partielle de l'accident de Gus Grissom sur le vaisseau Mercury 4. Le mécanisme fut revu et une procédure d'ouverture rapide et simplifié fut mise au point. Wikipédia

GROCK Kart Adrian Wettach Loveresse (Jura Bernois) 10 janv 1880-Imperia-Oneglia IT 14 juil 1959.

Artiste de cirque suisse, clown, aux nombreux talents. **Franc-Maçon de la GLSA.**

Né en Suisse, dans une famille d'horlogers, Adrien Wettach fut d'abord acrobate amateur. Après avoir débuté en Hongrie, il devint le partenaire d'un clown nommé Brick et prit son nom de scène : Grock.



Lorsque Brick se maria, Grock rejoignit le célèbre Antonet. Grock est considéré par ses pairs comme le plus grand clown musical du XXe siècle. Il a conquis, en 60 ans de music-hall mondial, en 15 langues et sur autant d'instruments, des millions de spectateurs, et a composé plus de 2 500 mélodies. En passant de la piste à la scène avec Antonet, à Berlin, ils essuyèrent d'abord des échecs, puis, maîtrisant leur technique, ils obtinrent un engagement à Londres en 1911. Deux ans plus tard, Grock met au point un numéro avec lequel il fera rire le monde entier et qu'il conservera jusqu'à la fin de sa carrière.

Son héros est un nigaud qui, placé au milieu d'instruments de musique, cherche les cordes de son violon alors qu'il tient celui-ci du mauvais côté et s'efforce de s'asseoir plus près du piano en tirant ce dernier plutôt que le tabouret et ponctuant ses découvertes du célèbre : « sans blââgue ! ». Assimilé à la catégorie des clowns musicaux, Grock était aussi excellent acrobate ; son art, plus proche par ailleurs du music-hall, tendit vers une certaine forme d'universalité. En 1924, il quitta l'Angleterre et passa sur le continent. Il fit ses adieux à la scène, à Hambourg, en 1954.

GROUCHY comte de **Emmanuel** Paris 23 octobre 1768 - Saint-Etienne 29 mai 1847.



Officier de l'Ancien Régime qui se rallia à la Révolution puis à l'Empire. Maréchal. Grand Aigle de la Légion d'honneur. Pair de France il participe de la défaite à Waterloo.
Franc-Maçon de la Loge "*L'Héroïsme*" à Beauvais 1787

Pendant la Monarchie
Aristocrate, fils d'officier, sa famille, normande d'origine, est connue pour être liée aux grands écrivains et penseurs de la fin de l'Ancien Régime. Grouchy entra à 13 ans au corps royal de l'artillerie de Strasbourg en qualité d'aspirant, en 1780, il est promu lieutenant en second au régiment d'artillerie de La Fère en 17811. Passé dans la cavalerie en 1782, Grouchy fut en 1784 promu au grade de capitaine dans le régiment royal étranger Cavalerie, avant d'être nommé en 1786 à la compagnie écossaise de la Garde Royale, avec rang de lieutenant-colonel.

La Révolution française
Les principes de 1789, qu'il adopte avec enthousiasme, le poussent à donner sa démission de son emploi de lieutenant aux gardes. Rallié aux idées nouvelles, il est le beau-frère de Condorcet par sa sœur Sophie et de Cabanis par son autre sœur Charlotte. Il réintègre l'armée et devient colonel en 1792 du 12e régiment de chasseurs à cheval, puis du du 2e régiment de dragons du 5 février au 8 juillet 1792) puis très rapidement du 5e régiment de hussards (ancien régiment de Lauzun Hussards).

La même année, il est envoyé à l'armée du Midi en qualité de maréchal de camp ; il commanda la cavalerie et prit une part glorieuse aux opérations et à la conquête de la Savoie. Sa conduite dans les diverses batailles qui suivirent lui valut le grade de général de division, qui lui fut conféré par les représentants en mission. Il défend Nantes contre les Vendéens, mais est suspendu comme noble et exclu de l'armée. Proscrit comme noble par le décret du 15 thermidor an II, Grouchy se retira dans le département de la Manche ; il reste discret et passe la Terreur sans encombre. Après la chute de Robespierre, il reprend du service. Rappelé en l'an III, il est envoyé à l'armée des côtes de l'Ouest comme chef d'état-major, opère sa jonction avec les troupes commandées par Hoche et contribue à la victoire sur les émigrés débarqués à Quiberon.

À la suite de cette affaire, il obtient le commandement en chef de l'armée de l'Ouest, et devient, en qualité, de chef d'état-major général, l'adjudant du général Hoche, chargé du commandement des trois armées réunies. Il part pour l'expédition d'Irlande et revient après l'échec de débarquement. En l'an VI, Grouchy passa sous les ordres de Joubert à l'armée d'Italie. Envoyé en Piémont, il contraignit à l'abdication le roi Charles-Emmanuel, et reçut en récompense le commandement du Piémont. Dans toutes les affaires qui précédèrent la bataille de Novi, Grouchy fit des prodiges de valeur. Il fut blessé à Valence et eut à la bataille de la Trebbia deux chevaux tués sous lui. À Novi, il commandait l'aile gauche et fit prisonniers 4300 Autrichiens. Cerné dans les défilés de Paturna, où il reçut 14 blessures, il fut fait prisonnier.

Le Consulat
Échangé après une année de captivité, il vit avec désespoir le 18 brumaire et protesta par écrit contre l'établissement du Consulat. Il reprit néanmoins du service et, affecté dans l'armée des Grisons à l'été 1800, il chassa les Autrichiens de l'Engadine. Chargé du commandement d'une des divisions de la seconde armée de réserve, il la commanda en chef pendant une maladie de Macdonald. Il passa ensuite à l'armée du Rhin sous les ordres de Moreau ; il y combattit avec sa valeur ordinaire et prit à la bataille de Hohenlinden une part des plus glorieuses. Il continue vers Vienne, arrive à Steyer où est signé l'armistice. Son amitié avec le général Moreau vaut à Grouchy la suspicion de Bonaparte, qui ne lui donne aucun commandement jusqu'à la campagne de 1805. À la paix, il obtint une inspection générale de cavalerie, fut chargé de reconduire en Toscane le fils du roi Louis Ier, et de le faire reconnaître comme roi d'Étrurie.

L'Empire
Le 19 brumaire an XII, il fut créé membre de la Légion d'honneur et grand officier le 25 prairial suivant. À cette occasion, il dut prêter serment de fidélité à l'empereur Napoléon Ier, et à ce serment, jamais il n'y a manqué.

En 1805, le général Grouchy fut promu au commandement d'une division de l'armée gallo-batave, à la tête de laquelle il assista auxbatailles de Wertingen, de Guntzbourg et d'Ulm. Après Ulm, il tomba malade et dut quitter sa division pour rentrer en France. Passé, en 1806, au commandement d'une division de dragons, il pourchasse les débris de l'armée prussienne après Iéna, contraint Hohenlohe à la capitulation. Il conduit sa division, le 25 octobre, dans Berlin; le 26, il combat avec elle à Zehdenick, et deux jours après à Prentzlow. Après s'être distingué à Lubeck, au passage de la Vistule, à Thorn, etc, il assista le 8 février 1807 à la meurtrière bataille d'Eylau. Le matin, il avait mené 4 000 hommes au combat; le soir, il lui en restait 1 200 à peine. Son cheval avait été tué sous lui. Grièvement blessé lui-même, il dut la vie au dévouement du jeune Lafayette, son aide-de-camp. Après cette bataille, il reçut de l'Empereur la grand'croix de l'Ordre de Maximilien Joseph de Bavière ; quatre mois plus tard, sa conduite à Friedland lui valut une mention flatteuse dans le 19e bulletin.

Après la paix de Tilsitt, le général Grouchy fut décoré du grand aigle de la Légion d'honneur : en 1808, l'Empereur le créa comte de l'Empire et l'envoya en Espagne. Il est envoyé en Espagne en 1808 sous les ordres de Murat, il devient gouverneur de Madrid, et réprime l'insurrection de mai 1808. Le général signala sa présence dans cette capitale par d'importants services; mais bientôt il sollicita et obtint la permission de rentrer en France. Comte de l'Empire au début de l'année 1809. À peine arrivé, il reçut ordre de rejoindre l'armée en Italie (1809). Après des prodiges de valeur, dans cette campagne, il alla rejoindre avec le prince Eugène de Beauharnais la Grande Armée en Allemagne. Il décide de la victoire à la bataille de Raab. Le 6 juillet, il prit une part glorieuse à la bataille de Wagram, où il battit la cavalerie ennemie et enveloppa le corps de l'archiduc Charles. Deux jours après, il défit complètement l'arrière-garde ennemie sous les ordres du prince de Rosamberg. Napoléon le récompensa en lui conférant le grade de commandeur de l'ordre de la Couronne de fer et le nomma colonel général des chasseurs à cheval de la Garde. Ce grade plaçait le général Grouchy au nombre des grands dignitaires de l'Empire.

En 1812, le général comte Grouchy reçut le commandement d'un des trois corps de cavalerie de la Grande Armée. Il commande le 3e corps de cavalerie lors de la campagne de Russie. Il passa le premier le Borysthène et combattit à Krasnoïe, à Smolensk et à la Moskowa. C'est à lui que l'on dut le succès de cette dernière bataille, dans laquelle il reçut un biscaïen dans la poitrine, vit son fils blessé à ses côtés et eut un cheval tué sous lui. Lors de la retraite de Moscou, Grouchy combattit à Maloyaroslavets sous les ordres de Eugène de Beauharnais, reçut l'ordre de couvrir l'armée, et eut l'honneur de sauver à Viazma une partie de l'artillerie française.

Remplacé à l'arrière-garde par Davout, Grouchy reçut le commandement de l'escadron sacré, « bataillon sacré », qui protège l'Empereur durant la retraite. Rentré en France à la fin de 1812, il se fâche avec Napoléon en 1813, ce dernier voulant le maintenir à la tête de la cavalerie alors que Grouchy souhaite un commandement dans l'infanterie. Il renvoya alors ses ordres de service au ministre et se retira dans ses terres ; mais bientôt les frontières françaises furent envahies, et le général Grouchy, oubliant tout ressentiment personnel, écrivit à l'Empereur pour lui redemander du service. Ce fut encore la cavalerie de la Grande Armée qu'on lui confia. Grouchy arrêta l'ennemi dans les plaines de Colmar, joignit l'Empereur à Saint-Dizier, après avoir défendu contre les alliés le passage des Vosges, prit une part des plus glorieuses aux combats de Brienne, de La Rothière et de Vauchamps, à Montmirail, et fut blessé à Troyes qu'il reprit à l'ennemi. Blessé de nouveau très grièvement à Craonne, il dut quelque temps renoncer au service. À l'arrivée de Louis XVIII, il se rallie et devient inspecteur général de la cavalerie. La Restauration enleva à Grouchy le grade de colonel général des chasseurs à cheval pour le donner au duc de Berry. On lui accorda toutefois la croix de commandeur de l'ordre de Saint-Louis.

Les Cent-Jours

Mais dès le retour de l'Empereur, ce fidèle parmi les fidèles est l'un des premiers à le rejoindre : en mars 1815, le général Grouchy, mandé aux Tuileries, dit à Napoléon que son dévouement était acquis à la patrie.

Chargé du commandement en chef des 7e, 8e, 98 et 10e divisions militaires, il partit pour Lyon et trouva à Donzère le duc d'Angoulême qui réclamait l'exécution de la convention de la Palud ; Grouchy en écrivit à Napoléon, et sur son ordre exprès, fit embarquer le prince à Sète, puis se rendit à Marseille. Cet acte lui vaut son bâton de maréchal et d'être nommé pair de France. Le 17 avril, il reçut le brevet de Maréchal de France. Envoyé à l'armée des Alpes comme général en chef, il organisa cette armée, mit les frontières de la Savoie et du Piémont en état de défense, puis revint à Paris, appelé à la Chambre des pairs par un décret impérial. Bientôt, il fut chargé du commandement en chef de la cavalerie à l'armée du Nord. Il suit l'armée pendant la campagne de Belgique.

Waterloo

Il contribue à la victoire de la bataille de Ligny le 16 juin, mais, chargé par Napoléon de poursuivre les Prussiens, il exécute cet ordre aveuglément malgré les supplications de son adjoint, le futur maréchal Gérard, et ne comprend que trop tard son erreur de ne pas avoir été présent à Waterloo. Dans les journées du 17 et du 18 juin se place une série de faits dont beaucoup ont fait contre le maréchal Grouchy l'objet d'une grave accusation. Détaché le 17 avec un corps de 30 000 hommes pour aller à la poursuite des Prussiens que Napoléon croyait retirés vers la Meuse, il aurait laissé échapper le corps de Blücher, fort de 40 000 hommes, qu'il ne devait pas perdre de vue, et se serait laissé masquer par le petit corps prussien de Thielman, qui lui cacha la contre-marche de Blücher se dirigeant sur le canon de Wellington. L'ordre donné par Napoléon de marcher sur Wavre n'était pas absolu et était subordonné aux manœuvres de l'ennemi. Las Cases rapporte, dans le Mémorial, qu'à Sainte-Hélène Napoléon aurait dit : « Le maréchal Grouchy avec 34 000 hommes et 108 pièces de canon a trouvé le secret qui paraissait introuvable de n'être, dans la journée du 18, ni sur le champ de bataille de Mont-Saint-Jean, ni sur Wavre… La conduite du marechal Grouchy était aussi imprévisible que si, sur sa route, son armée eût éprouvé un tremblement de terre qui l'eût engloutie. »

La part faite à ce fatal malentendu qui priva Napoléon de sa droite et changea la victoire en déroute, le maréchal arriva à Wavre le soir, à peu près à l'heure où Blûcher arrivait à Waterloo. À Wavre, il attaqua le corps prussien qui occupait cette ville et le battit. Attaqué à son tour le lendemain par des forces plus considérables, il repoussa de telle sorte l'ennemi qu'il se disposait à marcher sur Bruxelles, lorsqu'il reçut le message de l'Empereur. Le maréchal se replia sur Namur, exécutant sa retraite à travers toute l'armée anglo-prussienne et arriva à Reims, sans avoir fait aucune perte. Ce fut là qu'il apprit qu'une dernière fois, l'Empereur venait d'abdiquer en faveur du roi de Rome. Il fit à ses soldats une proclamation dans laquelle il les engageait à défendre, sous les ordres du nouveau chef de l'Empire, les intérêts de la patrie et de la liberté.

L'exil en Amérique
À Soissons, le maréchal reçut le 28 juin un décret du gouvernement provisoire, en date du 25, par lequel il était appelé au commandement en chef de l'armée du Nord. À son arrivée à Paris, il remit ce commandement au maréchal Davout. Proscrit par l'ordonnance du 24 juillet 1815 de Louis XVIII qui ne lui pardonne pas l'arrestation du duc d'Angoulême, il se réfugie aux États-Unis, à Philadelphie où il demeure cinq années.

Le retour en France
Deux fois le 2e conseil de guerre de la 1re division, chargé de juger le maréchal, s'était déclaré incompétent. Par ordonnance royale du 24 novembre 1819, Louis XVIII permit à Grouchy le retour dans la patrie, en le rétablissant dans ses titres, grades et honneurs, au 19 mars 1815. Rentré en France en 1821, le comte Grouchy, redevenu lieutenant-général (général de division), fut mis à la retraite. Louis-Philippe lui rend ses anciens titres et le nomme de plus pair de France. Une ordonnance royale du 19 novembre 1831 lui rend son titre de maréchal de France. Une autre ordonnance du 11 octobre 1832 lui restitue son siège à la Chambre des pairs. Il meurt le 29 mai 1847 à Saint-Étienne, de retour d'un voyage en Italie.
Son nom est inscrit sur l'arc de triomphe de l'Étoile, côté Nord. (Wikipédia)

GROUSSIER Arthur

Orléans 16 août 1863 – Enghien-les-Bains 6 février 1957



Ingénieur, homme politique.
Initié en mai 1885 à « *L'Emancipation* », il s'affilie, en 1892, à la loge « *Bienfaisance et Progrès* », dans le Xe arrondissement. Il en devient le vénérable en 1896 et la préside presque sans interruption jusqu'en 1922, année où il cède son maillet à Feuillette, l'archiviste du Grand Orient.

Diplômé des Arts et Métiers d'Angers, dessinateur industriel, premier secrétaire de la Fédération syndicale de la métallurgie de 1890 à 1893, Arthur Groussier adhère au P.O.S.R. d'Allemagne et est battu aux élections municipales à Charonne, en 1890. Il est élu en 1893, dans la 1ère circonscription du Xe arrondissement, il démissionne et fonde l'Alliance communiste révolutionnaire qui s'associe avec les blanquistes au sein du Comité révolutionnaire central. Il adhère au parti Socialiste de France. Battu aux législatives de 1902, il entre en 1905 à la S.F.I.O., retrouve son siège en 1906, réélu en 1910 et en 1914.

Pour déstabiliser les radicaux, les socialistes présentent, aux convents, des vœux inconséquents, et Groussier, en 1902, veut ajouter à la liste des délits maçonniques le mariage religieux, le fait de laisser baptiser ou circoncire, communier ou enterrer religieusement ses enfants mineurs, de les faire élever ou instruire dans un établissement tenus par des religieux de toutes confessions.

Le vote des crédits destinés au traitement des clergés, au fonctionnement des religions, à leurs œuvres, à la représentation de l'Etat auprès du Vatican, deviendraient également des délits. La discussion s'achève par un ordre du jour simple adopté de justesse par 151 voix contre 141. Il se met à nouveau en évidence, en 1905, à la suite de l'affaire des Fiches.
Il propose, avec le socialiste Imbert, une motion demandant que le Convent soit solidaire des frères inquiétés mais précise que, ce n'est « *pas le rôle de la franc-maçonnerie de servir d'instrument complaisant au gouvernement en se substituant à un service public* ».

Animateur de la Fraternelle socialiste et de ce fait suspect aux radicaux, Arthur Groussier n'est élu au Grand Conseil de l'Ordre qu'en 1907 ; il y est élu à nouveau en 1911 et en assure la vice présidence en 1914. Il prend des positions de plus en plus pondérées. Président du Convent de 1911, dans son discours introductif, il émet le vœu que l'assemblée se préoccupe moins de politique et revienne à des questions philosophiques comme l'étude d'une morale sociale laïque.

Au début de la guerre, il est nommé vice-président du Comité de défense du camp retranché de Paris. Premier vice-président de la Chambre de 1917 à 1921, il est élu député en 1919, dans la circonscription de la Seine, puis battu en 1924 et en 1928. Au Parlement, il se spécialise dans les questions sociales. Il représente, de 1906 à 1924, la Chambre au Conseil Supérieur du Travail. Groussier s'attache particulièrement aux thèmes de la législation prud'homale, du repos hebdomadaire, de la protection des femmes et des enfants, de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, de la réglementation du travail, de l'arbitrage obligatoire en cas de conflits, et se spécialise dans l'étude du code du travail qui rassemble tous les textes qui assurent la protection légale des travailleurs et leur garantissent le droit d'association… ce qui le rend populaire auprès des maçons.

Il est, en novembre 1923, le rédacteur d'un *Appel (du Grand Orient), à l'union des partis de gauche*, tiré à 500 000 exemplaires, qui fixe aux radicaux et aux socialistes un programme complet de réformes. Ce manifeste est la dernière implication directe de l'obédience dans les luttes politiques. En effet, en 1928, Groussier adjure les partisans des diverses factions républicaines à ne « *jamais introduire leurs querelles politiques dans le Temple* ». En 1929, il fait adopter par le Conseil de l'Ordre de 1923 à 1926 et, en 1925, accède à la présidence. Il va ensuite le présider de 1927 à 1930, de 1931 à 1934, de 1936 à 1940. Il reprend en 1934 le maillet de sa loge qu'il garde jusqu'en 1939. Son action se confond donc avec celle de l'obédience et son prestige est considérable. Le Grand Orient doit faire face, en 1934, à une vague d'antimaçonnisme virulent et élabore, contre les doctrines fascistes, un programme partiellement repris par le Front Populaire.

Groussier avec sa longue barbe blanche couvrant sa poitrine, un patriarche, très éloigné du militant fougueux de sa jeunesse. Il entre au Grand Collège des Rites le 20 juillet 1926, en devient le Grand Commandeur après la guerre et le demeure jusqu'en 1952 où il accède à l'honorariat. Sous l'influence de Feuillette, il fait paraître en 1931 une *Constitution du Grand Orient de France par la Grande Loge Nationale*. Il est également l'inspirateur de nouveaux rituels au Rite Français. Arthur Groussier est un spécialiste des questions maçonniques internationales, il préside le comité exécutif de l'A.M.I. de 1927 à 1930 qu'il est contraint de gérer avec prudence.

Il écrit une lettre, le 7 août 1940, à Pétain pour défendre l'obédience face à ses détracteurs et pour lui annoncer sa dissolution. Il espère ainsi éviter aux maçons des représailles. Président du Grand Orient dans l'attente du Convent de 1945, il suit les étapes de la reconstruction clandestines des loges et les tentatives de fusion entre le Grand Orient et la Grande Loge de France. Son prestige est très amoindri par le fait qu'il a écrit à Pétain, et il subit un échec au congrès des loges de la région parisienne lors de la désignation des candidats au Conseil. Le Convent ne l'absout qu'à une voix de majorité. Ce vote d'humeur ne diminue cependant pas son prestige. Arthur Groussier est aussi l'auteur d'une philosophie de l'énergie, rédigée en 1948, effort de synthèse entre le matérialisme et le spiritualisme. A.C.

GRUYER Louis

Bruxelles 15 novembre 1778 - 15 octobre 1866.



Inspecteur des douanes et philosophe, membre de l'Académie royale de Belgique. Fils du directeur des douanes des Pays-Bas autrichiens puis des douanes françaises à Bruxelles Claude Gruyer (1741-1807).

Après avoir échoué à l'examen d'entrée à Polytechnique à Paris, il s'engage comme canonnier le 25 novembre 1799, au 3e Régiment de canonniers au 58e de Ligne. En 1800, il franchit les Alpes avec le Premier Consul au Saint Bernard et le colonel Dufour, son protecteur. Louis Gruyer est à ce moment sergent major au 58e de ligne. Il est nommé sous-lieutenant par le général Brune au 4e régiment des Chasseurs à cheval. Mais, une fois la paix signée, son père s'oppose à la ratification de son brevet de sous-lieutenant signé par le général Brune parce qu'il n'a nullement l'intention de le voir poursuivre une carrière militaire.

Il rentre alors dans les douanes françaises où il occupera divers postes en Belgique, France et Italie.
En poste à Narbonne, il est initié au Rite primitif de Narbonne par le marquis de Chefdebien, le 14 février 1808, à la loge des Philadèlphes, GODF dont il sera secrétaire et sera élevé au degré de SPRC.

Il quitte les douanes en 1820 et fut par la suite membre de la Société de littérature de Bruxelles, puis de la Société des douze et de l'Académie royale de Belgique. Il partageait son temps entre la Belgique, l'Italie et le sud de la France où il fit de nombreux voyages pour revoir ses tout aussi nombreux "amis". Il a publié une œuvre philosophique abondante. Il existe de lui un portrait lithographié1par son ami Jean-Baptiste Madou. Avant de mourir, Louis Gruyer fit imprimer cinq exemplaires de ses *Mémoires et Correspondances*, en cinq volumes. Il est enterré au cimetière de Saint-Gilles.

GUENON René

Blois 15 novembre 1886 – Le Caire 7 janvier 1951.



Écrivain maçonnique, préoccupé de Tradition Primordiale et Universelle. Se penche sur l'Hindouisme et l'Islam. Après ses contact avec les occultiste il est initié Franc-Maçon à la Loge "*Tébah 347*", Paris, Loge qu'il déserte rapidement.

Le projet de restauration de « *La Tradition* », né avec le siècle chez René Guénon, jeune Blésois d'éducation et de formation catholiques, passe par la maçonnerie sans toutefois s'identifier ou se limiter à elle. Il prend un premier contact en 1906 avec les maçonneries occultisantes et l'Ordre martiniste de Papou après avoir abandonné les classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques ; reçu « *Supérieur Inconnu* » par Phaneg (Georges Descomiers 1867-1945, loge « *Hermanubis* »). Il fréquente ensuite la loge « *Humanidad* » du Rite National Espagnol dont le vénérable était Teder (Charles Détré 1855-1919), ainsi que le chapitre et temple I.N.R.I. du Rite Swedenborgien.

Il assiste au Congrès spiritualiste et maçonnique de 1908 revêtu du cordon de Kadosh et devient 30-90° dans le Rite de Memphis-Misraïm dont un souverain Grand Conseil a été créé en France par une patente signée de Theodor Reuss (1855-1923), Humanidad servant de loge mère.
Guénon se fâche très vite avec Papus et ses amis pour avoir tenté de recruter dans une autre loge martiniste les

membres d'un Ordre du Temple rénové créé par ses soins. Une polémique s'engage par laquelle participent les revues *Hiram* et l'*Acacia* : elle attire l'attention d'Oswald Wirth, le rénovateur du symbolisme maçonnique. Déjà intéressé par les articles de ce débutant dans La Gnose sur « Les hauts grades maçonniques », Wirth tente sans succès de récupérer les transfuges papusiens dans sa loge en 1911. Finalement, seul Guénon intègre « *Thébath 347* », un atelier de la Grande Loge de France, au début de 1912, puis il donne l'année suivante dans Le Symbolisme. Il semble néanmoins, avoir déserté assez vite, même s'il accorde une place très importante à la maçonnerie dans son œuvre écrite. Ses premiers livres sont publiés en 1921.

La crise du monde moderne (1927) dresse un bilan catastrophique pour l'Occident par l'affirmation que seule l'Eglise catholique dans le domaine exotérique et la franc-maçonnerie dans celui de l'ésotérisme, demeurent « traditionnelles ». La continuité de la transmission initiatique garantit à celle-ci sa régularité, laquelle va de pair avec une orthodoxie de son enseignement fondé sur les symboles de la construction, un des aspects fondamentaux de la science sacrée. Il publie ainsi une série d'articles dans «*Le Voile d'Isis* », une revue occultisante connue sous le nom d'Etudes traditionnelles à partir de 1936, et dans la revue catholique Regnabit sur ce symbolisme et l'usage qu'en avaient fait les corporations médiévales.

L'Esotérisme de Dante (1925) lui accorde une place particulièrement importante dans son argumentation ainsi qu'aux thèmes chevaleresques. L'ensemble des articles de Guénon a été réuni dans une publication posthume intitulée *Etudes sur la franc-maçonnerie et le compagnonnage* (1964, 2t.), qui est augmenté des comptes rendus d'ouvrages et de revues maçonniques tant français qu'anglais ou américains. Il s'est intéressé tout particulièrement à la question des Anciens.

Les lecteurs de Guénon qui le considèrent comme un guide spirituel ont éprouvé le souci de donner à son œuvre un aboutissement dans leur vie en se tournant soit vers l'ésotérisme islamique, soit vers la maçonnerie comme prolongement d'une pratique religieuse juive ou chrétienne, encouragés par le maître qui entretenait depuis Le Caire (de 1930 – 1951) une abondante correspondance avec des maçons français et anglais (utilisant les formules conventionnelles entre frères) portant sur des sujets parfois très techniques tels que les mots sacrés ou l'usage des invocations. La convergence de ces liens aboutit à la création en 1946, de la loge « guénonienne » « *La Grande Triade* », dépendant de la Grande Loge de France. Cet atelier est suivi, après que des dissensions eurent gêné son développement, par d'autres tentatives comme « *Les Trois Anneaux* » (qui réunissent les religions du Livre), au sein d'obédiences reconnues ou « sauvages » qui n'ont pas cessé depuis sa mort, y compris dans la maçonnerie féminine. Une influence diffuse s'est également répandue dans un très grand nombre d'ateliers où l'on fait référence à ce maître de la « Tradition », même si l'interprétation est aléatoire.

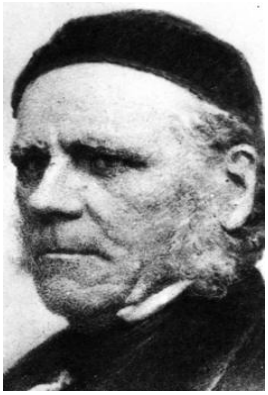
Le successeur de Wirth à la tête du symbolisme, Marius Lepage, est l'un des correspondants les plus importants de Guénon et il contribue largement é la diffusion des idées de ce dernier en raison du crédit dont jouit la revue, des orientations de celle-ci et de son rôle dans les tentatives de rapprochement entre l'Eglise catholique et la maçonnerie. J.-P.L.

GUEPIN Ange

Pontivy 30 août 1805 – 21 mai Nantes 1873.

Etudiant en médecine à Paris, Ange Guépin s'éveille à la vie politique et aux idées républicaines sous les monarchies censitaires. Arrivé à Nantes, reconnu rapidement à la fois comme opposant et « médecin des pauvres », il est élu conseiller municipal en 1846, puis préfet de la Loire-Inférieure en février 1848. Passé les années difficiles, il retrouve son mandat municipal en 1846.

C'est seulement à 61 ans que Guépin est initié. Il est cité pour la première fois le 16 janvier 1867, dans le compte rendu des travaux de la loge « *Mars et les Arts* » où il fait offrir par son neveu un « rituel lévique » auquel il a joint deux lettres.



La loge ayant pris connaissance de sa candidature le 6 février 1867 et l'ayant accepté le 13, son initiation a lieu le 20 février en présence d'une centaine de participants. Reçu compagnon et maître le 8 mai, la progression dans les responsabilités qui lui sont confiées est alors fort rapide. Orateur « par intérim » à partir de 11 septembre, il prononce le 8 novembre, devant plusieurs milliers de personnes, l'éloge funèbre maçonnique de Victor Mangin. Elu de fait à cet office d'orateur le 2 décembre 1867, il représente sa loge au congrès de la maçonnerie bretonne d'octobre 1868, puis, quelques jours plus tard, à celui des loges de l'Ouest. Il y présente à chaque fois un travail. Vénérable le 9 décembre 1868, il est réélu en 1869 et en 1870. Il devient conseiller de l'Ordre et membre de l'exécutif du Grand Orient de France, en juillet 1869. Nommé à nouveau préfet de la Loire-Inférieure à la faveur des événements de 1870, il dirige tant bien que mal la loge jusqu'en juin 1871.

Souffrant, il préside encore, le 6 janvier 1872, l'installation de son remplaçant et du nouveau collège des officiers de l'atelier, puis assiste aux dernières réunions d'une loge en crise depuis 1871. Ange Guépin passe à l'Orient éternel trois mois plus tard, le 21 mai 1873. L'activité maçonnique d'Ange Guépin révèle ainsi à la fois un engagement tardif et une fulgurante carrière au sein du Grand Orient de France… qui a dû étonner et en irriter plus d'un.
Pourtant Guépin devient vite une figure tutélaire de la maçonnerie nantaise, car l'engagement républicain des

maçons pendant les décennies suivantes favorise l'identification des frères avec la figure du célèbre opposant à la Monarchie de Juillet et au Second Empire. Au prix d'affirmations fausses, on en fait le chef de la maçonnerie nantaise. L'idéalisation du docteur permet à son nom de devenir un emblème : ainsi, le cercle associé au réveil de la loge « *Mars et les Arts* » dans les années 1890 se réclame de lui, puis, plus tard, c'est le tour de la loge nantaise du Droit Humain d'adopter la même aptitude.

Les tendances à l'hagiographie sont perceptibles sous les plumes de Gallery des Granges, d'Auguste Pageot (1911) et d'Henri Librec (1946). Pourtant les livres d'architecture de sa loge, qui compte plus de 200 membres dans les années 1860, redécouverts récemment, montrent que le vénéralat de Guépin fut un moment difficile. Les sorties excèdent ainsi peu à peu les entrées : la moyenne annuelle des présents qui atteignait 34 frères en 1867 tombe à 19 en 1870. Réunions et membres de votants diminuent durant les années Guépin et on ne saurait évoquer les funestes événements des années 1870-1871.

D'autre part, sa mort suit la mise en sommeil de la loge au lieu de la précéder. Malgré ses incontestables qualités, Ange Guépin fut aussi un piètre gestionnaire. La lecture des « planches tracées » montre en effet une loge se débattant avec des dettes non seulement parce que moins de frères cotisent, mais aussi parce que Guépin mène une activité philanthropique imprudente à une époque où la « mendicité maçonnique » est de notoriété publique. La loge répond à toutes les demandes, multiplie dons et aides, soutient l'école « libre » (qui devient laïque) et organise même une infirmerie en 1870.

Elevé au grade de compagnon et de maître trois mois seulement après son initiation et après avoir assisté seulement cinq fois aux réunions, Guépin publie sans gêne *Esquisse d'une philosophie maçonnique*. Se rendant ensuite, pour la première fois, à un congrès régional, en 1868, il y donne un travail intitulé « *Des croyances que la maçonnerie considère comme facultatives et de celles qu'elle impose comme obligatoires* », puis propose au Convent de 1869 rien moins qu'un « *Projet de rituel d'initiation au second grade* » (qui est davantage un catéchisme scientiste qu'un rituel maçonnique). Ces éléments amènent donc à apprécier différemment le rôle réel joué par Ange Guépin au sein de sa loge d'accueil et de la maçonnerie nantaise. On retiendra que le ralliement de cette figure républicaine emblématique à la maçonnerie fut tardif et assorti d'un bilan interne plus contestable que ne l'a laissé entendre la « légende dorée ». L.M.

GUERRERO Vincente

Guerrero 10 août 1782 - Oaxaca 14 février 1831.



Vicente Ramón Guerrero Saldaña Homme politique mexicain, l'un des premiers présidents du Mexique. Il est né dans une famille pauvre dans la petite ville de Tixla, à 100 km de la ville d'Acapulco en Sierra Madre Occidentale.il etait afro-indien et ses origines africaines remonte au royaume kongo, il est important de noter que les esclaves originaires du royaume kongo, constituaient , 80 % des esclaves de la nouvelle espagne qui est aujourdhui, le mexique(patrick.j.caroll:black in colonial veracruz,race,ethnicity and regional developpement,austin university of texas press 1991)

Il rejoignit les premières révoltes contre l'Espagne en 1810, d'abord se battant aux côtés de José María Morelos et ensuite en prenant le commandement de ses troupes après la mort de ce dernier.Il avait combatu 491 batailles sans defaites, s'etait un guerrier redoutable avec du sang kongo et il entrainait ses troupes sur les montagnes de la sierra madre, des troupes formés en majorité de noirs et de metis.

Lorsque le Mexique obtint l'indépendance, il collabora d'abord avec Agustín de Iturbide (il accepta même sa *Grande croix de l'ordre de la Guadeloupe* et le rang de général dans son armée impériale). Cependant, peu après qu'Iturbide se fut proclamé lui-même empereur, Guerrero déclara être en faveur d'une république avec le *Plan de Casa Mata*.
Quand le conservateur Manuel Gómez Pedraza gagna les élections et sembla en mesure de succéder à Guadalupe Victoria comme président du Mexique, Guerrero avec l'aide du général Antonio López de Santa Anna, organisa un coup d'État et prit la présidence le 1er avril 1829. (La nature violente de ce coup déplut à des libéraux d'Amérique latine qui autrement sympathisaient avec les buts de Guerrero, et ses actions furent condamnées par Simón Bolívar.)

Parcours politique
Guerrero qui avait un quart de sang noir1 décreta le 15 septembre 1829 une abolition immédiate de l'esclavage et l'émancipation de tous les esclaves, l'article 3 de ce décret prévoyait une indemnisation des anciens propriétaires d'esclaves dans la mesure des moyens du gouvernement.Il avait nommer Pedro Ascencio, un natif indien au grade de Général de l'armée du mexique à un moment ou les indiens etait une couche sociale très basse. Il avait fait un discours sur la démocratie avant Abraham Lincoln. Il avait financer une révolte pour liberer l'ile de cuba et il etait également accusé de financer la république haitienne.

Guerrero fut déchu par un contre coup d'État le 4 décembre 1829. Il espérait revenir au pouvoir mais le ministre de la Guerre le général Antonio Facio offrit la somme de 50 000 pesos (équivalent exact de 250 000 francs or) au génois Francisco Picaluga capitaine du navire "Colombo" pour que celui-ci se valant de l'amitié que lui portait Guerrero le capture à son bord.
Une fois prisonnier Guerreo fut livré au un officier nommé Miguel González dans le port d' Huatulco.

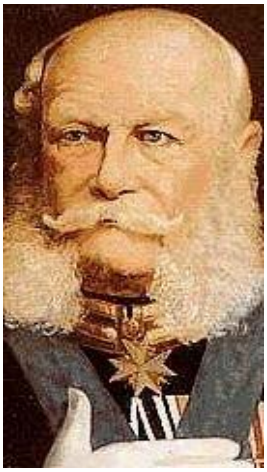
Conduit à Oaxaca où il fut rapidement jugé par un conseil de Guerre qui le condamna à mort pour rebéllion le 15 janvier

1831 et le fit passer par les armes à Cuilapanle 14 février 1831. Francisco Picaluga fut condamné à mort par contumace par le Conseil Supérieur Royal de l'Amirauté, résident à Gènes2 L'état mexicain de Guerrero lui est dédié et sa ville de naissance a été rebaptisée Tixla de Guerrero. **Franc maçon, il était Grand Maître dans l'ordre d'York (Yorkinos).**

Ses restes reposent dans le mausolée situé à la base d' *El Ángel de la Independencia* à Mexico, en compagnie de ceux de: Juan Aldama, Ignacio Allende, Nicolás Bravo, Miguel Hidalgo y Costilla, José Mariano Jiménez, Mariano Matamoros, Francisco Javier Mina, José María Morelos y Pavón, Andrés Quintana Roo, Leona Vicario et Guadalupe Victoria.

L'historien américain J.A.ROGERS la surnommer, le "GEORGE WASHINGTON DU MEXIQUE", tandisque l'historien américain THEODORE.G.VINCENT à écrit un livre autobiographique sur GUERRERO: '*THE LEGACY OF VICENTE GUERRERO,MEXICO FIRST BLACK PRESIDENT,UNIVERSITY OF FLORIDA PRESS 2001.*

GUILLAUME 1er



roi de Prusse

26 mars 1797 - Berlin 9 mars 1888.

Wilhelm Friedrich Ludwig von Preußen, fut le cinquième roi de Prusse de 1861 à 1888, et le premier empereur allemand de 1871 à 1888.

Fut initié Franc-Maçon par son père - seul un roi pouvant initier un autre roi ou futur roi - Frédéric-Guillaume III.

Guillaume est le fils cadet de Frédéric-Guillaume III de Prusse (1770-1840), roi de Prusse, et de Louise de Mecklembourg-Strelitz (1776-1810). N'ayant pu épouser comme il le souhaitait la princesse Radziwill (jugée de trop petite noblesse par certains), il épouse le 11 juin 1829 Marie-Louise-Auguste-Catherine de Saxe-Weimar-Eisenach (1811-1890), fille de Frédéric-Charles de Saxe- Weimar-Eisenach (1783-1853), grand-duc de Saxe-Weimar-Eisenach, et de Marie Pavlovna de Russie (1786-1859). De cette union sont issus :

- Frédéric III (1831-1888), son successeur comme roi de Prusse et empereur allemand (1888).
- Louise de Prusse (1838-1923), mariée en 1856 avec Frédéric Ier (1826-1907), grand-duc de Bade.

Il se consacre d'abord à la carrière militaire et prend part aux campagnes contre Napoléon Ier en 1814 et en 1815. Nommé gouverneur de la Poméranie en 1840, à l'avènement de son frère au trône, il a le commandement de plusieurs régiments en Prusse et à l'étranger. Aristocrate un peu trop prononcé, il est la cible des libéraux en 1848 et doit se réfugier en Angleterre. L'année suivante, il écrase les révolutionnaires de Bade. En 1854, il est nommé colonel général de l'infanterie et gouverneur de la forteresse fédérale de Mayence. En 1856, il marie sa fille Louise au grand-duc de Bade Frédéric Ier. Frédéric-Guillaume IV (1795-1861), son frère aîné, étant atteint d'une maladie mentale, Guillaume assure la régence à partir de 1858. Il lui succède le 2 janvier 1861 quand celui-là meurt sans postérité.

En 1858, la Prusse connaît un tournant libéral, les partis progressistes remportent plusieurs succès électoraux (1858, 1861). La question militaire va cependant opposer le roi au Parlement. Bloqué par le *Landtag* qui refuse de voter les crédits militaires dans la mesure souhaitée par le roi et son ministre de la guerre Albrecht von Roon, Guillaume songe à abdiquer. Il appelle Otto von Bismarck, dont il craignait jusqu'alors les idées d'alliance avec la France, au pouvoir et dès lors son gouvernement évolue vers l'absolutisme. Bismarck, premier ministre de Prusse en 1862, veut résoudre les problèmes politiques par *le fer et le sang*. Il compte diriger la politique étrangère de la Prusse au service exclusif de la raison d'État prussienne. Pour cela, Bismarck va s'employer à dominer par tout moyen le roi : en l'isolant de sa famille et d'autres conseillers, en corrompant la presse, en lui faisant des scènes etc.

En 1864, Bismarck entraîne la Prusse dans une guerre victorieuse contre le Danemark (guerre des duchés) et donne à la Prusse le Holstein. Deux ans plus tard, Bismarck tend un piège à François-Joseph en poussant celui-ci à déclarer la guerre à Guillaume Ier: le roi de Prusse est maître de la Confédération allemande après la victoire de Sadowa sur les Autrichiens le 3 juillet 1866. Le 18 janvier 1871, quatre mois après la défaite française au cours de la guerre de 1870, Guillaume Ier est proclamé empereur dans le cadre prestigieux (et passablement humiliant pour les vaincus) de la galerie des Glaces au château de Versailles. Le titre *Deutscher Kaiser*, « Empereur allemand », a été méticuleusement choisi entre Bismarck et lui. « Empereur d'Allemagne » eût été malvenu aux yeux des autres monarques fédérés, la formulation « empereur des Allemands » étant rejeté par Guillaume Ier car elle fait écho à la révolution de 1848 et que le nouvel empereur ne désire pas ce titre aux relents démocratiques puisqu'il se considère souverain « par la grâce de Dieu ». Aussi, Guillaume Ier n'accepte-t-il ce titre qu'avec réticence, la direction d'une Allemagne unie allant à l'encontre de son conservatisme, l'unité de la nation faisant figure d'idéal libéral et progressiste. Il devient donc le chef, *primus inter pares*, d'un Reich allemand qui fédère les royaumes de Bavière, de Wurtemberg et de Saxe, les duchés de Bade et de Hesse sans oublier les Sénats des villes libres de Hambourg, Lübeck et Brême et la *Terre d'empire* d'Alsace-Lorraine.

Durant son règne, il échappe à plusieurs attentats perpétrés par des anarchistes qui le considèrent comme un tyran : le 11 mai 1878, Max Hödel lui tire deux coups de révolver sans l'atteindre, le 2 juin de la même année, il est blessé par un coup de feu tiré par Karl Nobiling, en 1885, la pluie fait avorter un attentat à l'explosif organisé par August Reinsdorf. Ces attentats confortent le pouvoir personnel de Bismarck qui les prétexte pour cerner les oppositions et rendre populaire ses législations anti-socialistes.

Généalogie

Guillaume Ier de Prusse appartient à la première branche de la Maison de Hohenzollern. Cette lignée donna des Électeurs, des rois, des empereurs à la Prusse et l'Allemagne. Guillaume Ier de Prusse est l'ascendant de l'actuel chef de la Maison de impériale d'Allemagne, le prince Georges Frédéric de Prusse.

GUILLAUMOT Charles

Stockholm 9 févrtier 1730 - Paris 7 octobre 1807.



Architecte. Membre de l'Académie Royale d'Architecture (1773), Intendant Généraux des Bâtiments du Roi.

De parents français installés en Suède pour y commercer, en liaison avec la diplomatie française, aussi eut-il la nationalité suédoise durant son enfance. Les Guillaumot, reçus dans toute l'aristocratie suédoise connurent le comte Hans Axel de Fersen qui accepta d'être le parrain de leur fils, si bien que Axel sera un prénom porté par plusieurs membres de leur famille a chaque génération. Les Guillaumot quittèrent Stockholm pour Hambourg quelques années plus tard, puis rentrèrent en France en 1741, notamment pour l'éducation de leur fils, qui, particulièrement brillant dans les domaines artistiques, ne put néanmoins concourir pour un prix d'architecture, faute de posséder la nationalité française.

Charles Axel parfait alors ses connaissances en voyageant : il obtient en 1750 le grand prix de Rome, parcourt les royaumes de Naples, d'Espagne, d'Angleterre et sert quelque temps comme officier dans les gardes wallonnes.

Le jeune architecte

Charles Axel Guillaumot rentre en France vers 1754 et se fixe à Paris où l'Intendant général Berthier de Sauvigny le charge de construire des casernes pour loger des régiments de Gardes Suisses à Courbevoie, Rueil et Saint-Denis. Seule subsiste aujourd'hui, longeant une rue portant son nom, la caserne de Rueil, classée monument historique le 28 août 1974. Il construisit aussi la caserne dite Quartier Saint Florentin à Joigny et deux châteaux dans l'Yonne. En 1757, Charles Axel est nommé Inspecteur des casernes. **Il fut envoyé en mission à Vézelay pour y construire, sur les ruines du monastère, un palais abbatial qui sera vendu comme bien national en 1789, puis démoli.** Il participa avec Jardin et Mique à la consolidation et a la restructuration de la cathédrale d'Orléans. Marié à Mademoiselle Le Blanc, fille du Premier Architecte de la Généralité de Paris, et dont il aura deux filles, Charles Axel remplace en 1761 son beau-père a ce poste qu'il occupera pendant dix-huit ans.

L'architecte renommé

Vers 1770, Charles Axel Guillaumot est initié à la franc-maçonnerie qui attire alors les membres de la haute société. Il appartient aux *Neufs Sœurs* entre 1779 et 1784.

Architecte réputé, il rédige plusieurs traités d'architecture, ce qui lui permet d'entrer en 1773 a l'Académie Royale d'Architecture fondée par Colbert (qui, supprimée en 1793, sera fondue dans l'Académie des Beaux-Arts). Voltaire le congratule pour ses ouvrages, lui écrivant ainsi, à propos des *"Remarques sur les observations sur l'architecture de l'abbé Laugier"* qu'il avait publié en 1768 :
"Au château de Ferney, 24 auguste 1768. "Si ma mauvaise santé me l'avait permis, monsieur, il y a longtemps que je vous aurais remercié. J'ai trouvé votre ouvrage aussi instructif qu'agréable. J'en suis devenu un peu moins indigne, depuis que je n'ai eu l'honneur de vous voir. J'ai fort augmenté ma petite chaumière, et j'en ai changé l'architecture; mais j'habite un désert, et je m'intéresse toujours à Paris, comme on aime ses anciens amis avec leurs défauts. "Je suis toujours fâché de voir le faubourg Saint-Germain sans aucune place publique; des rues si mal alignées; des marchés dans les rues; des maisons sans eau, et même des fontaines qui en manquent, et encore quelles fontaines de villages !
Mais, en récompense, les Cordeliers, les Capucins, ont de très grands emplacements. J'espère que dans cinq ou six cents ans tout cela sera corrigé ! En attendant, je vous souhaite tous les succès que vos grands talents méritent. "

Et plus tard, a l'occasion de "Lettre sur l'administration des corvées", Voltaire écrit à Charles Axel Guillaumot: *"8 février 1773, à Ferney. "Les maladies qui m'accablent, monsieur, ne m'ont pas permis de vous remercier plus tôt. Votre ouvrage m'a paru très judicieux. Il est bien plus aisé de se plaindre des corvées que de construire des chemins nécessaires. Vous rendez service à l'état par vos travaux, et vous éclairez les citoyens par vos réflexions."*

L'inspecteur général des carrières de Paris

En 1777, Charles Axel Guillaumot est Architecte des Bâtiments du Roi, Inspecteur Général des Casernes et Inspecteur Général des Pépinières. C'est alors qu'un fontis détruit trois cents mètres de route et plusieurs immeubles aux environs de l'actuel Boulevard Saint-Michel de Paris. En effet, il existait des vides considérables dans le sous-sol parisien que les carriers exploitaient depuis le XIIème siècle pour en extraire les pierres destinées à la construction de la ville : remparts, Notre-Dame, Palais du Louvre, églises et immeubles divers.

Les conclusions du rapport demandé par Louis XVI (devenu Roi a peine trois ans plus tôt) furent fort inquiétantes : tout le sud de Paris, sous Vaugirard, était susceptible de s'écrouler! Le 4 avril 1777, une commission spéciale est nommée pour résoudre ce problème ; peu après, sur proposition du Comte d'Angivillier et du Lieutenant Général de Police, Louis XVI crée l'Inspection des Carrières, dont, le 24 avril 1777, il confie la charge à Charles Axel Guillaumot, promu Contrôleur Général et Inspecteur des Carrières.
Ce même jour, un accident rue d'Enfer justifiait cette nomination ; la tâche s'annonçait rude, car il fallait informer le public

des dangers du sous-sol, en cartographier les vides, puis le consolider. Pendant les deux premières années, Charles Axel Guillaumot et ses ingénieurs parcoururent toutes les carrières, effarés du travail a accomplir : 800 hectares, soit six millions de mètres cubes de vides souterrains! D'énormes sommes sont englouties ; le nombre de collaborateurs passe de quarante à quatre cents! Une équipe creuse a la recherche de galeries et de chantiers oubliés, tandis qu'une autre équipe consolide.

Des piliers, des bourrages soutiennent les plafonds des chantiers au droit des immeubles de surface. Les premiers travaux réalisés portent la marque de l'esprit artistique et organisateur de Charles Axel Guillaumot : soin des parements en pierres de taille constituant les piliers de soutènement, ciselures des cadres saillants, marquage historique des travaux de consolidation à l'aide d'inscriptions gravées ou peintes sur les pierres. C'est ainsi que "25G1777" signifie "vingt-cinquième confortation de Guillaumot en 1777" et "1G7R" signifie "première confortation de Guillaumot en l'an 7 de la République". Héricart de Thury et les successeurs de Guillaumot poursuivront ces travaux avec le même soin pendant deux siècles, et cestravaux, encore suivis aujourd'hui, constituent l'un des ensembles architecturaux les plus importants de France. Les carrièresde gypse, dont est extraite la "pierre a plâtre", étaient situées hors des enceintes du Paris du XVIIIème siècle; ellesrecèlent aussi parfois de véritables cathédrales souterraines, aussi la fermeture de toutes les carrières situées sousMénilmontant fut-elle ordonnée dès 1779.

L'architecte des "Catacombes de Paris"
Dans le même temps, Charles Axel Guillaumot fut chargé de construire l'aqueduc de Paray, et il retrouve en 1784 l'aqueduc construit au début du XVIIème siècle par les Médicis. En 1785, l'éboulement d'une fosse commune du cimetière des Innocents(actuelle place de la Fontaine des Innocents) dans la cave d'une maison, provoqua des asphyxies ainsi que l'apparitionde tumeurs sur les membres d'ouvriers qui travaillaient parmi des odeurs pestilentielles liées à l'accumulation decadavres insuffisamment enterrés. Il en résulta une certaine panique qui se répandit dans Paris, et l'inspection des Carrières fut chargée de trouver un endroit suffisamment grand pour y aménager un ossuaire susceptible d'accueillir les deux millions de squelettes accumulés pendant huit siècles dans les cimetières et charniers parisiens destinés à disparaître.

Charles Axel Guillaumot envisage d'utiliser à cette fin des carrières souterraines situées hors les murs de la ville. Il fait exécuter les travaux nécessaires au lieu dit "la Tombe Issoire", au Petit Montrouge : assèchement du sol inondé par l'aqueduc Médicis, consolidation des carrières. Les "catacombes de Paris" sont consacrées en 1786, sur onze mille mètres carrés. Durant quinze mois, a la tombée du jour, des ossements y sont transportés ; un siècle plus tard, ces lieux recèleront six millions de corps...

Les années révolutionnaires
En 1787, Charles Axel Guillaumot se voit confier le projet d'agrandissement des écuries royales de Versailles, projet qui est abandonné en raison de son coût exorbitant. En 1789, Charles Axel Guillaumot est nommé Directeur des Manufactures des Gobelins, mais, trop marqué par ses relations avec la haute noblesse en ces temps révolutionnaires, il est écarté de ces responsabilités en 1791 et arrêté, car suspecté d'avoir aidé la famille royale à s'enfuir: selon des bruits courants alors, la famille royale envisageait de se cacher dans les "carrières" de Paris.

Mais la famille royale fut arrêtée à Varennes. Jean Augustin Renard, architecte des Tuileries, prix de Rome, accompagnait souvent Charles Axel Guillaumot dont il épousa la fille en 1788. Jean Augustin Renard fut nommé Inspecteur adjoint des Carrières en 1785, chargé en 1786 avec Brébion de la restauration de l'Observatoire de Paris dirigé depuis 1784 par Cassini - le quatrième et dernier Cassini à occuper ce poste - et admis à l'Académie Royale d'Architecture en 1791. Son fils Axel Augustin François Renard (1788-1874), futur consul a Palerme, épousera Elisa Adèle Taupin de Magnytot (1797-1874), dont la mère née Elise de Lesseps est mon aïeule, tant du côté paternel que du côté maternel. Charles Axel Guillaumot et Jean Augustin Renard étaient en relations avec la famille d'Axel de Fersen. Aussi furent-ils accusés de s'être impliqués dans le départ de la famille royale vers Varennes : ils sont arrêtés et ne seront relâchés que trois ans plus tard, faute de preuves : en témoigne la transcription des interrogatoires par Lenôtre, parus dans les ouvrages de la série "Vieilles maisons, vieux papiers".

Le 7 octobre 1791, le Maire et le procureur de la Commune, accompagnés d'un membre du comité de la Sûreté Générale, en l'occurrence le peintre David, interrogent longuement Madame Elisabeth et Madame Royale, respectivement belle-soeur et fille de la Reine Marie-Antoinette. Ils n'en obtiennent rien, aussi tentent-ils de les confronter séparément avec le Dauphin, qui avait déposé la veille en présence d'Hébert. Le Dauphin et Madame Royale furent notamment interrogés sur l'architecte Jean Augustin Renard. Madame Royale soutenait ne pas le connaître, mais, contredite avec autorité par le Dauphin son frère, elle dût en convenir.

Le 12 octobre 1793, la Reine Marie-Antoinette, convoquée au palais de Justice, fut encore interrogée sur la préparation de la fuite vers Varennes : Lafayette, Bailly et Renard n'auraient-ils pas favorisé et conduit cette évasion? Indignée, elle assura que Lafayette et Bailly auraient été les derniers auxquels elle se serait confiée, mais garda le mutisme quant à Renard. Elle admet la fourniture de la voiture par Axel de Fersen, car elle savait ce dernier a l'abri en Suède. Quelques mois après son beau-père, Renard était libéré. Sur la cheminée du salon de ma grand-mère, se trouvait une boite d'écaillé à fond amovible, ornée d'une jolie miniature signée Sauvage. Sous ce fond, se trouvaient deux mèches de cheveux blond cendré ainsi qu'un billet daté de Vérone le 6 août 1795, signé Louis (futur roi Louis XVIII, frère de Louis XVI), disant : *"J'ai été instruit par le compte que m'en rendit le comte d'Entraigues de l'attachement et des services que le Sieur Guillaumot Intendant de mes Bâtiments a rendus au feu Roi mon frère et je charge M. l'abbé (illisible) de l'apport de mon estime et de ma bienveillance "Vérone 6 août 1795 Louis "*
C'est moi-même qui ai fait authentifier cette boite au musée Galiéra, il y a une quarantaine d'années. Le soir même, le comte

de Paris, prétendant au trône de France, me téléphonait pour me l'acheter, mais il n'a jamais été question de la vendre : elle fut tirée au sort lors du décès de ma grand-mère, et attribuée alors a l'un de mes cousins germains, Jean-François Triniac de Parade. Nous sommes convaincus que ces remerciements ont, en cette période troublée, un autre objet que les travaux d'architecture de Charles Axel Guillaumot.

Les dernières années
Après sa libération en 1794, Charles Axel Guillaumot est réintégré dans ses fonctions, mais uniquement comme Inspecteur des Carrières et Directeur de la Manufacture des Gobelins (bientôt Manufacture Impériale des Gobelins). Il est l'auteur de nombreux ouvrages traitant de l'architecture, des carrières et des tapisseries. Il décéda le 7 octobre 1807 et fut inhumé au cimetière sainte Catherine, sous cette épitaphe:

ICI REPOSE
CHARLES AXEL GUILLAUMOT
MEMBRE DE L'ACADEMIE D'ARCHITECTURE
ADMINISTRATEUR DE LA MANUFACTURE IMPERIALE DES GOBELINS
INSPECTEUR GENERAL DES CARRIERES SOUS PARIS
MEMBRE DE LA LEGION D'HONNEUR

Cette épitaphe disparut lors de la suppression du cimetière Sainte Catherine, réalisée en 1883 lors des grandes opérations d'urbanisme visant à éliminer les cimetières du Paris des Fermiers Généraux. Ironie du sort, les restes de Charles Axel Guillaumot ont été transférés dans l'ossuaire de Paris dont il avait mené les travaux à partir de 1886 !
Sources : inédites, documents et témoignages familiaux.

L'inspection générale des carrières à la suite du décès de Guillaumot
A la suite du décès de Guillaumot, en octobre 1807, l'inspection générale des carrières entra dans une période floue. Une commission administrative fut constituée par les 3 anciens collaborateurs directs de Guillaumot (Le Bossu, Caly, Husset). Mais ces personnes ne semblent pas avoir eu le niveau voulu pour diriger le service. Guillaumot lui-même avait souhaité que le corps des ingénieurs des mines reprenne la responsabilité du service, et dès 1807, le Conseil des mines demande à Héricart de Thury de faire une visite des carrières. Cette proposition est approuvée par le ministre de l'intérieur. Cependant, Napoléon aurait lui-même souhaité que les ingénieurs des mines s'occupent de mettre de l'ordre dans les carrières souterraines de Paris. Le 21 mars 1809, le ministre, sur proposition du Conseil des mines, charge l'ingénieur en chef des mines Hassenfratz d'examiner et de vérifier les projets du service des carrières.

Mais Hassenfratz lui-même estime que la situation n'est pas claire, et propose au Conseil des mines de confier officiellement la direction du service des carrières à Héricart de Thury. Le 21 avril 1809, le Préfet de la Seine signe un arrêté portant organisation de la direction du travail des carrières. Mais le nom de Héricart de Thury n'apparaît toujours pas officiellement. Le décret impérial du 18 novembre 1810 rend statutaire que l'inspecteur général des carrières appartienne au corps des mines (article 8) : *A l'avenir, le remplacement de ces ingénieurs , ainsi que celui de l'inspecteur général des carrières , actuellement ingénieur en chef des mines, s'opérera par des individus du corps impérial des mines.* Il semble bien que le décret fasse allusion à Hassenfratz, alors ingénieur en chef des mines. Héricart de Thury a été nommé ingénieur en chef par décret du 13 décembre 1810, ce qui lui a probablement permis d'accéder au titre d'inspecteur général des carrières fin 1810. Ce n'est que le 5 février 1812, lorsque l'ingénieur des mines Trémery est nommé adjoint de Héricart de Thury, que le Préfet de la Seine mentionne Héricart de Thury comme inspecteur général des carrières. La nomination de Trémery sera approuvée par le ministre le 18 février 1812. Trémery deviendra lui-même inspecteur général des carrières en 1831.

www.annales.org/archives/x/guillaumot.html

GUILLOTIN Joseph Ignace

28 mai Saintes 1738 - Paris 26 mars 1814.



Médecin. Homme politique. Inventeur de la guillotine.
Initié Franc-Maçon à la Loge "*Parfaite Union*" Angoulême.

L'homme politique
Bien avant la Révolution française, Guillotin est célèbre pour avoir publié plusieurs ouvrages politiques et avoir proposé un certain nombre de réformes. Dans son livre *Pétition des six corps*, il demande que le nombre des députés du tiers état soit au moins égal à celui des députés des deux autres ordres. Si au départ cette proposition lui vaut de passer en jugement (il est acquitté), elle est acceptée en 1788 par le Conseil du roi.

Médecin et professeur d'anatomie à la Faculté de Paris, élu député du Tiers-État de la ville et des faubourgs de Paris aux États-Généraux de 1789. C'est lui qui propose la réunion dans la salle du Jeu de paume, lorsque les députés trouvèrent leur salle fermée le 19 juin.

Guillotin et la guillotine
Avec l'appui de Mirabeau, député et secrétaire de l'Assemblée nationale constituante, Guillotin propose le 9 octobre 1789 un projet de réforme du droit pénal dont le 1er article dispose que « les délits de même genre seront punis par les mêmes genres de peines, quels que soient le rang et l'état du coupable. » Il demanda dans la séance du 1er décembre 1789 que « la décapitation fût le seul supplice adopté et qu'on cherchât une machine qui pût être substituée à la main du bourreau. »

L'utilisation d'un appareil mécanique pour l'exécution de la peine capitale lui paraît une garantie d'égalité, qui devait selon lui

ouvrir la porte à un futur où la peine capitale serait finalement abolie. En effet, jusqu'alors, l'exécution de la peine capitale différait selon le forfait et le rang social du condamné : les nobles étaient décapités à l'épée, les roturiers à la hache, les régicides écartelés, les hérétiques brûlés, les voleurs roués ou pendus.

La proposition de Guillotin vise également à supprimer les souffrances inutiles. En effet, les pauvres ne pouvant se payer une exécution de qualité, étaient décapités à l'aide d'une arme émoussée, ce qui entraînait une exécution longue et douloureuse. Son idée est adoptée en 1791 par la loi du 6 octobre et, malgré ses protestations, on attribue son nom à cette machine, qui existait pourtant depuis le XVIe siècle. Après plusieurs essais sur des cadavres à l'Hospice de Bicêtre, la première personne guillotinée en France fut un voleur, du nom de Nicolas Pelletier, le 25 avril 1792. L'appareil est mis au point en 1792 par son confrère Antoine Louis, secrétaire perpétuel de l'Académie de chirurgie (d'où son premier nom de *Louison*), et se voit rapidement affublé du nom de guillotine, contre la volonté du docteur Guillotin qui en manifesta le regret jusqu'à sa mort en 1814. Guillotin espérait instaurer une exécution plus humaine et moins douloureuse. Mais, pendant la Terreur, celle qui est désormais affublée de nombreux noms (comme *le rasoir national*, *le moulin à silence*, *la veuve*, puis *la cravate à Capet* après son emploi sur Louis XVI) a largement contribué à multiplier les exécutions capitales.

Un médecin jusqu'à la fin de ses jours
Emprisonné durant la Terreur, Guillotin est remis en liberté après la mort de Robespierre. Il passa le restant de ses jours loin de la vie politique et ne se consacra plus qu'à la médecine, s'activant à propager la pratique de la vaccination contre la variole et, sous le Consulat, il est chargé d'installer le premier programme cohérent de santé publique en France à l'échelle de la nation. Il est nommé médecin chef de l'hôpital Saint-Vaast d'Arras. Guillotin est également le fondateur de la Société des premiers médecins de Paris, ancêtre de l'actuelle Académie de médecine. La croyance que Guillotin soit mort lui-même guillotiné n'a pas de fondement historique. Pourtant, il s'agit d'une idée assez répandue, probablement basée sur l'ironie du sort que cela eût été si l'initiateur de l'utilisation de cette machine eût lui-même été emporté dans la masse innombrable de victimes dont l'engin a facilité l'exécution durant la Terreur.

GUILLY René

Paris 27 juillet 1921 – 11 juin 1992.



Issu d'une famille originaire de Trucy-sur-Yonne en Bourgogne où l'un de ses ascendants était syndic en 1789, René Guillya été Conservateur en chef des Musées de France, chef du service de restauration des musées classés et contrôlés, professeur titulaire à l'Ecole du Louvre.

Initié le 9 mai 1951 et élevé à la maîtrise le 14 janvier 1953 à *« La Clémente Amitié* » (Paris), il quitte le Grand Orient de France en 1964 pour adhérer à la Grande Loge Nationale Française-Opéra, où il occupe les fonctions de Trésorier Fédéral de 1965 à 1967. Il est initié Maître Ecossais de Saint-André le 11 juin 1961, reçu *Ecuyer Novice* le 28 avril 1962 et armé *Chevalier Bienfaisant de la Cité Sainte* le 10 novembre 1962, au Grand Prieuré de France, par Pierre de Ribaucourt. Il se choisit comme nom d'Ordre Eques a Latomia Universa et comme devise : *A scientia patentia*.

Il rejoint en 1967 le Grand Prieuré Indépendant des Gaules, en devient Grand Prieur Adjoint en 1969, et se rattache finalement au Grand Prieuré de Neustie où il occupe successivement les fonctions de Chancelier et Préfet de Paris (28 septembre 1978), puis de Grand Prieur (6 janvier 1982), fonction à laquelle il est réélu le 7 janvier 1986. Créée le 26 avril 1968 sous son impulsion. La Loge Nationale Française, qui se définit non pas comme une Grande Loge mais comme une fédération de loges, adopte le 26 janvier 1969 une Charte de la maçonnerie traditionnelle libre. L'autre grand œuvre de sa vie est la *Renaissance traditionnelle* dont le premier numéro paraît en janvier 1970. Sous le pseudonyme de René Désaguliers, il en sera le directeur unique jusqu'à sa mort. Sous sa direction la revue publie 90 numéros en 81 cahiers comprenant plus de 7 000 pages. *Renaissance traditionnelle* est une revue d'études sans aucune attache obédientielle.

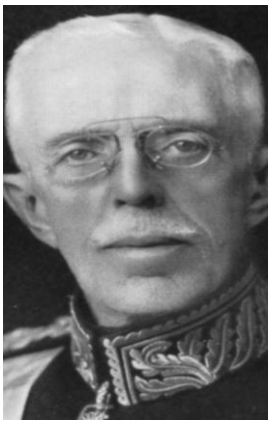
La revue publiera tous les travaux de René Guilly. Citons notamment les instructions anglaises rassemblées par Knoop, Jones et Hamer dans *The Early Masonic Catechisms* (1943), qu'il est le premier à traduire en français, et son étude du Régime Ecossais Rectifié sur le triple plan de l'histoire, des rituels et du symbolisme, depuis *Le Symbolisme du temple de Salomon dans les 4 premiers grades du RER* (1972) à l'*Essai sur la chronologie des rituels du RER pour les grades symboliques jusqu'en 1809* (1992). Ses recherches sur l'apparition de l'Ecossaise en France l'amènent à publier et commenter des rituels et des documents inédits. Autre monument, l'hommage qu'il consacra aux Pierres de la Franc-Maçonnerie, cycles d'articles parus entre 1987 et 1991.

René Guilly a indiqué les influences qui l'ont marqué et s'est décrit lui-même mieux que quiconque ne saurait le faire pour lui : « *Je suis un maçon traditionnaliste. Je reconnais le bien-fondé spirituel et traditionnel des points essentiels énoncés en 1929 par la Grande Loge Unie d'Angleterre. Mais je conteste l'application temporelle qui en est faite. J'aime l'histoire maçonnique et l'histoire tout court, j'essaie de la connaître et de la comprendre. Elle est pour moi un guide sûr et elle empêche d'avoir recours à ces armes si faciles de l'anathème global de l'excommunication collective. La Tradition maçonnique véritable n'appartient nullement au passé. Elle est totalement vivante.*

Mais ces procédés totalitaires, eux, sont périmés définitivement et leur survivance n'est que la honte de notre

***Ordre et de certains pays. Ils sont la négation de tout universalisme et de tout œcuménisme. (…) trois hommes : Oswald Wirth, par la lecture de qui (et de René Guénon) je suis entré en franc-maçonnerie il y a vingt-cinq ans, Marius Lepage que j'ai connu et aimé depuis cette période jusqu'à son départ pour la Grande Loge d'En Haut, Jean Baylot, qui ne permet pas qu'on l'aime mais que je respecte. Un quatrième en second plan si honnête et si fidèle : Joannis Corneloup. En toile de fond, la franc-maçonnerie française depuis cent ans. A l'affiche : le drame de la spiritualité de l'Occident. Un beau spectacle, triste* ». (*Renaissance traditionnelle*, juillet 1972 et avril 1976).** A.B.

GUSTAVE V **Roi de Suède** *Oscar Gustaf Adolf* 16 juin 1858, au château de Drottningholm – 29 octobre 1950, roi de Suède de 1907 à1950.



Fut initié Franc-Maçon, en 1877, par son père, le roi Oscar II, à la loge "*Nordiska Forsta*".

Fils d'Oscar II de Suède et de Sophie de Nassau, il est d'abord titré duc de Värmland. En 1881, il épouse la fille de Frédéric Ier, grand-duc de Bade et de Louise de Prusse, Victoria (1862-1930). Par ce mariage, la famille Bernadotte s'allie à une princesse issue de l'ancienne famille Vasa, qu'elle remplace depuis 1818. En effet la princesse est l'arrière-petite-fille du roi déchu Gustave IV de Suède.
Trois enfants naissent de cette union :
- Gustave VI (1882-1973)
- Guillaume (1897-1965)
- Éric, duc de Vestmanland (1899-1918)

Le 24 juillet 1907, le roi Gustave V accueille le président de la République française Armand Fallières en voyage officiel à Stockholm. Optimiste, il commence son testament par ces mots : « Si je meurs, ... »

Un passionné de tennis
Gustave V apprend à jouer au tennis en 1878, à l'occasion d'un séjour au Royaume-Uni et fonde dès son retour en Suède le premier club dévoué à ce sport de son pays. Il appréciait la France et plus particulièrement Nice où il prit l'habitude de séjourner chaque année à partir de 1904. En tant que roi, il joue fréquemment sous le pseudonyme de *Mr G.* dans des tournois d'exhibition, aux côtés de champions de tennis, tels que Suzanne Lenglen ou Gottfried von Cramm. Durant la Seconde Guerre mondiale, il intervient auprès des autorités nazies afin d'obtenir la grâce de champions de tennis emprisonnés. Gottfried Von Cramm peut ainsi s'exiler en Suède.

Il est membre du *International Tennis Hall Of Fame* depuis 1980 (30 ans après son décès).

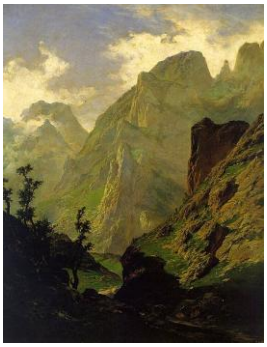
HACQUET **Germain** Paris 22 septembre 1756 - 5 décembre 1835.

Germain Nicolas Hacquet des Naudières, est un franc-maçon français, Chevalier de Saint-Louis.
« Entré au dépôt des recrues des troupes coloniales le 26 juin 1775, M. Hacquet des Naudières servit dans le régiment de Port-au-Prince jusqu'au 3 mai 1784. Le 17 janvier 1788 est nommé sous-lieutenant dans le régiment des Dragons de la milice royale et, en 1794 il rejoignit l'armée des Anglo-émigrés avec lesquels il fit contre les insurgés [de Saint-Domingue] cette campagne et celles de 95 à 99 inclus ». Lorsque les colons français recouvrent, provisoirement, leur emprise sur l'île, il s'établit comme notaire à Port-au-Prince. Il rentre à Paris en juillet 1803 et y demeure jusqu'à sa mort en 1835.

Responsabilités maçonniques
Il est probablement initié dans la loge Les Cœurs Franco-américains en 1790 qui a la particularité d'avoir été créée par la Grande Loge de Pennsylvanie (loge n°47) et donc de pratiquer le rituel « des Anciens ». On le trouve, en 1797, sur les tableaux de L'Aménité à Philadelphie. En 1802, il est Député Grand Maître de la Grande Loge Provinciale des Anciens de Saint-Domingue constituée par Philadelphie. Il est lié avec Pierre Le Barbier Duplessis qui le constitue Député Inspecteur Général en 1798.

À Paris, Germain Hacquet est un des principaux promoteurs de la maçonnerie des Anciens et de l'écossisme. Il apparait comme l'un des créateurs de la Grande Loge générale écossaise en 1804 dont il devient Premier Grand Surveillant et Maître des Cérémonies du Suprême Conseil du Rite écossais ancien et accepté. En 1815, il est à la tête des membres du Suprême Conseil qui réorganise le Rite écossais ancien et accepté au sein du Grand Orient de France. Parallèlement il veillera toujours à maintenir le « Rite de Perfection » en 25 grades que le Conseil du Phénix pratiquera jusqu'en 1848 sous le nom de Rite écossais d'Hérédom. « Compulsant les bibliothèques […] sa modestie l'a détourné de publier le fruit de ses recherches [sur la maçonnerie] ». Germain Hacquet est Membre des loges Le Phénix et La Triple Unité à Paris.
Il est considéré aujourd'hui comme le père fondateur du Suprême Conseil Grand Collège du Rite écossais ancien accepté du Grand Orient de France.

HAES de **Carlos** Bruxelles 25 janvier 1829 - Madrid 17 juin 1898.



Peintre espagnol d'origine belge. Il fut essentiellement un peintre paysagiste, discipline qu'il enseigna à partir de 1857 à l'Académie royale des beaux-arts de San Fernando de Madrid. Il a laissé une œuvre considérable (environ 4 000 toiles et esquisses) dont une bonne partie peut être vue dans les musées de Málaga, de Lérida (*Museu Diocesà i Comarcal*) et de Madrid (musée du Prado).

Lors de son séjour à Bruxelles, il adhéra à la loge "Les vrais amis de l'union et du progrès réunis" (GOB).

HAHNEMANN **Samuel** Meissen (Saxe) 10 avril 1755 - Paris 2 juillet 1843.



Médecin allemand. Père de l'homéopathie en 1796. Mort à Paris.
Initié Franc-Maçon, en 1777, à la Loge "*Sankt Andrea zu den drei Seeblattern*", Hermanstadt en Transylvanie

Il était le troisième enfant de Christian Gottfried Hahnemann et de sa deuxième femme, Johanna Christiane Spieß. Son père était peintre sur porcelaine dans la célèbre manufacture de porcelaine de Meissen. Il fréquenta l'école municipale et reçut ensuite une bourse à l'école princière de St. Afra à Meissen. Quand il en sortit, en 1775, il commença des études de médecine à Leipzig, gagnant sa vie grâce à des cours de langues et des traductions en allemand d'ouvrages de physiologie et de médecine.

Bientôt il alla à l'université de Vienne pour trois trimestres où, jusqu'à ce que l'argent lui fît défaut, il entendit les cours que faisait au chevet des malades le baron Joseph von Quarin, professeur de médecine et directeur médical de l'hôpital des Frères de la Charité.

En octobre 1777, le baron Samuel von Brukenthal, que l'impératrice Marie-Thérèse venait de nommer gouverneur de Transylvanie, lui proposa un poste comme bibliothécaire et médecin personnel. Hahnemann l'accompagna à Hermannstadt (aujourd'hui Sibiu en Roumanie) et il y resta pendant presque deux ans. Il y vit, semble-t-il, de nombreux cas de paludisme, et il serait tombé malade lui-même (ce qui est important pour ses essais avec le quinquina). Ensuite il termina ses études de médecine à Erlangen, et en août 1779, passa son doctorat.
Pendant son séjour à Hermannstadt, il adhéra à une loge maçonnique.

Au cours des années qui suivirent, il exerça avec plus ou moins de succès dans un grand nombre de villes d'Allemagne du Nord et d'Allemagne moyenne comme médecin, chimiste, traducteur et écrivain.
Par moments il délaissait complètement la pratique médicale, « parce qu'elle me coûtait plus qu'elle me rapportait et le plus souvent n'était payée que d'ingratitude » (lettre du 29 août 1791, cit. d'après Jütte, page 48), et il se consacrait aux expériences uniquement chimiques, aux traductions et aux publications. À d'autres moments, c'est à peine s'il pouvait échapper aux patients : « J'ai failli ne pas pouvoir écrire parce ces dernières semaines la clientèle est si abondante à Eilenburg qu'il m'arrive souvent de ne pas avoir le temps de manger » (lettre du 18 septembre 1801, cit. d'après Jütte, page 74). Le succès de son activité comme psychothérapeute, chimiste et écrivain était aussi des plus variables, comme on le verra plus loin.

Les raisons de cette instabilité vagabonde chez Hahnemann sont peut-être diverses ; Anthony Campbell les résume assez pertinemment en disant : « Il était sans cesse poussé toujours plus loin par son esprit toujours agité et la nécessité d'assurer sa subsistance ». Il n'était pas facile évidemment pour un travailleur intellectuel indépendant et sans fortune comme l'était Hahnemann de se nourrir et d'entretenir une famille qui s'accrut bien vite ; il ne faut pas oublier non plus parmi ses traits de caractère une ambition incontestable qui l'incitait à tenter des expériences diverses (comme l'a été son séjour à Altona). Et puis il eut souvent maille à partir avec des pharmaciens en raison de ses activités « interdisciplinaires » : le chimiste se faisait volontiers médecin ou pharmacien. La querelle qu'il eut à Leipzig n'en est qu'un exemple.

On considère qu'il est à l'origine de l'introduction de la pratique de la mise en quarantaine dans le royaume de Prusse lors de son emploi auprès du duc de Anhalt-Köthen (Saxe-Anhalt.) Attaqué par ses confrères et par les pharmaciens, dont il ruinait l'industrie par la simplicité de ses remèdes, il se vit plusieurs fois contraint de changer de résidence : il trouva pendant 14 ans asile à Köthen (Anhalt) (1820-1834). Il vint en 1835 se fixer à Paris, après s'être remarié, à 80 ans, avec une jeune Française, Mélanie d'Hervilly, et y mourut dans sa 89e année (2 juillet 1843). Il termina sa vie à Paris, où il est enterré au cimetière du Père-Lachaise.

HALL **Prince** La Barbade Bridgetown 12 septembre 1748 - Boston 1807.



Prince Hall est d'origine française par sa mère, qui était antillaise. Il a été, comme son père, *leather worker*, travailleur du cuir, peut-être une sorte de sellier. En février 1765, il s'embarque pour se rendre sur le continent américain. A Boston, il mène une vie laborieuse, travaillant le jour et étudiant la nuit. En 1773, il devient propriétaire d'une parcelle de terrain. Il est donc soumis à l'impôt et accède au statut d'électeur ce qui est remarquable pour l'époque. Touché par la grâce, il devient Méthodiste et ministre du culte à Cambridge (Massachusetts).

Lorsque la guerre d'indépendance commença, il présenta une requête au nom de la communauté noire déclara que celle-ci souhaitait servir dans les forces américaines.

Premier franc-maçon américain de couleur. Pasteur de l'église Méthodiste, initié en 1775 dans une "l*oge militaire irlandaise*". En 1784, une charte pour African Lodge est émise par la Grande Loge d'Angleterre... et parvient en 1787. En 1791 est fondée Africain Grand Lodge avec Prince Hall comme Grand Maître. La Franc-Maçonnerie Prince Hall est solidement établie aux États- Unis et dans d'autres parties du monde. Prince Hall (c.1748, 1807) est considéré comme le fondateur de la franc-maçonnerie noire des États-Unis, dénommée de manière éponyme "*Prince Hall Freemasonry*". À la fin du XXe siècle, la Grande Loge unie d'Angleterre puis de très nombreuses Grandes loges blanches (dites "caucasiennes") des États-Unis décidèrent de la reconnaître comme l'une des composantes de la Franc-maçonnerie aux États-Unis d'Amérique.

Biographie

Des documents, retrouvés dans le Massachusetts et montrant que le propriétaire d'esclaves William Hall libéra un certain Prince Hall le 9 avril 1765 ne peuvent conduire à aucune conclusion puisque les registres mentionnent que plus de 21 personnes, y compris plusieurs à Boston, portaient ce nom. Les histoires concernant sa naissance et sa jeunesse auraient été inventées de toutes pièces par leurs auteurs et en particulier par un certain William H. Grimshaw en 1903. Prince Hall était propriétaire et votait à Boston. Il milita pour l'abolitionnisme et les droits civils, combattit pour que la loi interdise aux marchands d'esclaves de kidnapper les noirs libres du Massachusetts, fit campagne pour la création d'écoles pour les noirs, et fonda lui-même l'une d'entre elles à son domicile.

Le 6 mars 1775, Prince Hall et quatorze autres afro-américains furent initiés aux trois premiers degrés de la franc-maçonnerie au sein de la *Military Lodge no 441*, qui était attachée à l'armée britannique et stationnait à Boston. Prince Hall semble avoir servi dans les forces américaines pendant la guerre d'indépendance et pourrait avoir participé à la bataille de Bunker Hill. Toutefois, dans ce cas aussi, ses états de services sont incertains car plusieurs personnes portant ce même nom apparaissent dans les registres des milices du Massachusetts.

Quand l'armée britannique quitta Boston en 1776, les francs-maçons noirs obtinrent une dispense les autorisant à pratiquer la franc-maçonnerie de manière limitée au sein d'une loge nommée *African Lodge No. 1*. Ils étaient autorisés à se réunir, à prendre part à la procession maçonnique le jour de la Saint Jean et à enterrer leurs morts selon les rites maçonniques, mais il n'étaient pas autorisés à initier de nouveaux membres ni à occuper des responsabilités maçonniques. Exclus par la Grande Loge provinciale du Massachusetts, ils obtinrent une patente de la *Premier Grand Lodge of England* en 1784 sous la dénomination d' *African Lodge no 459*. Cependant, du fait des difficultés de communications, cette patente ne leur parvint qu'en 1787.

Peu de temps après, des francs-maçons noirs établis dans le reste des États-Unis le contactèrent pour lui demander de créer des loges dans leur propres villes. Selon les usages maçonniques alors en vigueur en Europe, l'African Lodge leur accorda des patentes et servit de "mère-loge" pour les nouvelles loges noires à Philadelphie, Providence et New York. Un problème apparut rapidement lorsqu'un homme de couleur voulait devenir franc-maçon dans les États-Unis. Selon les usages de ce pays, les membres d'une loge doivent accepter une candidature à l'unanimité lors d'un vote anonyme. Pour cette raison, à de très rares exceptions près, les loges et obédiences des États-Unis refusaient généralement les afro-américains. Cette ségrégation perdura jusque dans les années 1960 et se poursuit encore aujourd'hui dans certaines juridictions nord-américaines. En 1791, les francs-maçons noirs américains se réunirent à Boston et constituèrent l' *African Grand Lodge of North America*. Prince Hall fut élu grand-maître à l'unanimité et le resta jusqu'à sa mort, en 1807.

Postérité

L'*African Grand Lodge of North America* fut renommée après la mort de Prince Hall, en son honneur, *Prince Hall Grand Lodge*. En 1827, elle déclara son indépendance vis à vis de la Grande Loge unie d'Angleterre, comme l'avait fait la Grande loge du Massachusetts 45 ans plus tôt. Elle se déclara aussi indépendante de toutes les grandes loges blanches des États-Unis. De nos jours, des Grandes Loges de Prince Hall existent aux États-Unis, au Canada, dans les Caraïbes et au Libéria. Elles ont des loges dans le monde entier. Après près de deux siècles de controverses, la Grande Loge unie d'Angleterre décida de réétudier la question de la légitimité de la franc-maçonnerie de Prince Hall. Après une étude soigneuse des archives, elle décida de reconnaître la *Prince Hall Grand Lodge of Massachusetts*, malgré la tradition selon laquelle une seule Grande loge pouvait être reconnue dans chaque état. Ceci eut pour conséquence que la plupart (mais pas toutes) des Grandes loges du courant "*mainstream*" de la franc-maçonnerie nord-américaine (presque exclusivement blanches) décidèrent d'établir à leur tour des relations de reconnaissance fraternelle avec leurs homologues noires. La dernière Grande Loge Prince Hall à avoir été reconnue est celle du Texas en décembre 2006.

A ce jour, les Grandes loges du courant "*mainstream*" ne reconnaissent pas les loges Prince Hall dans les états suivants: Alabama, Arkansas, Delaware, Floride (Union Grand Lodge), Georgie, Kentucky, Louisiana Mississippi (Stringer Grand Lodge), Caroline du Nord, Caroline du Sud, Tennessee et West Virginia. Wikipedia + JCvL

HAMILTON Georges

Chilston Park vers 1695 – Genève 1757.



Banquier anglais, décrit par Lüthy comme « l'un des plus forts spéculateurs d'Amsterdam », Hamilton était issu de la branche Abercorn des Hamilton. Le premier comte d'Abercorn, mort en 1619, était son trisaïeul ; son cousin, le 7e comte d'Abercorn, fut élu Grand maître de la Grande Loge d'Angleterre le 28 décembre 1725. Il épouse à 22 ans, le 2 octobre 1717, Marie Marguerite, fille du banquier genevois Jean Vasserot, établi à Amsterdam. Quatre ans plus tard, Georges Hamilton fait faillite – les fonds de son compte à la Banque d'Amsterdam passent de 777 319 florins au second semestre de 1720 à 46 florins au premier semestre de 1721 – et se retire à Rolle chez ses beaux-parents. Il s'installe en 1729 à Genève ou il fait connaissance d'Edward Bligh, futur comte de Datnley (1715-1747), qui y fait ses études sous la férule d'un savant hollandais nommé Timback. En 1734, Hamilton est condamné aux arrêts domestiques par le Magnifique Conseil genevois pour avoir aidé Edward Bligh à rosser son précepteur.

Devenu Grand Maître de la Grande Loge d'Angleterre le 28 avril 1737, Darnley le nomme Grand Maître Provincial de Genève, ainsi que l'indique Anderson dans l'édition 1738 de ses Constitutions, bien que son activité maçonnique semble avoir cessé. Le nom de Georges Hamilton est lié à l'apparition de la franc-maçonnerie à Genève, mentionnée pour la première fois dans les registres du vénérable consistoire le jeudi 1er mars 1736 :
« *On a rapporté qu'il s'est formé depuis peu dans cette ville, Une Société, sous le Titre de Massons libres, dont les Membres sont obligés, en y étant admis, de faire Un serment des plus solennels, au Président qui est à Londres, de garder le secret de tout ce qui se passe dans l'assemblée, Que le S. Hamilton tient icy la place de Chef, & qu'ils y ont agrégé diverses personnes de cette Ville* ».

Convoqué à plusieurs reprises par les autorités genevoises en mars et en avril 1736, Hamilton promet d'obéir à la défense « *de recevoir à l'avenir dans cette société aucune personne de cette ville soit citoyen bourgeois, natif ou habitant de même que des étrangers mineurs à moins qu'ils n'aient le consentement de leur gouvernement* ». **Son nom ne sera plus jamais évoqué en rapport avec la franc-maçonnerie dans les registres des autorités genevoises.**

En 1751, Mme Hamilton demandera au Conseil l'autorisation de faire emprisonner son mari dont le « mauvais train » et la violence rendent las vie conjugale bien pénible. Le Conseil ne crut pas donner suite à cette demande mais, 5 ans plus tard, toujours sur le désir de sa femme qui l'avait installé à Thônes, il interdit l'entrée de Genève à Hamilton. La découverte de son corps noyé dans le Rhône est mentionnée sur le registre des décès de Genève. A.B.

HANCOCK John

Braintree (Massachusetts) 12 janvier 1737 - 8 octobre 1793.

Président du Congrès Continental et Gouverneur du Massachusetts

Il fut le président du second Congrès continental, au cours duquel il signa en premier la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique. De 1780 à 1785, il fut le premier gouverneur de l'État du Massachusetts.



John Hancock est né à Braintree (Massachusetts) dans un quartier qui fait aujourd'hui partie de la ville de Quincy. Très jeune, il devient orphelin de père et est adopté par son oncle paternel, Thomas Hancock, un riche marchand de Nouvelle-Angleterre. Après avoir suivi les cours de la Boston Latin School, il entre à Harvard où il obtient son diplôme en 1754, à 17 ans. Il travaille ensuite pour son oncle. De 1760 à 1764, Hancock vit en Nouvelle-Angleterre où il tisse des liens avec les clients et les fournisseurs des chantiers navals de son oncle. Peu après son retour d'Angleterre, son oncle meurt et il hérite de sa fortune et de ses affaires, devenant ainsi l'un des hommes les plus riches de Nouvelle-Angleterre à cette époque. À la mort de sa tante en 1776, il hérite également du Hancock Manor. Hancock épouse Dorothy Quincy (la tante de Dorothy Quincy, qui portait le même nom que sa nièce était l'arrière grand-mère du poète américain, Oliver Wendell Holmes) avec laquelle ils auront deux enfants, Lydia Hancock, en 1777, qui ne vivra que 10 mois et John George Washington Hancock, en 1778, qui ne verra pas son neuvième anniversaire.

En raison de la célébrité de Hancock et de la fréquence de son nom de famille, nombre d'Américains persistent à croire qu'ils sont ses descendants, parmi eux, on peut citer l'écrivain Ernest Hemingway. Les deux seuls enfants connus de Hancock étant morts avant l'adolescence, ceci est impossible.

Début de sa carrière révolutionnaire

En tant que membre de l'exécutif de la ville de Boston, représentant à l'assemblée législative du Massachusetts et riche commerçant, Hancock, tout naturellement se doit de résister au Stamp Act de 1765, qui impose une taxe sur tous les contrats commerciaux. Le Stamp Act est rejeté, mais de nouvelles lois (comme le Townshend Acts) conduisent à la taxation des biens de consommation. Hancock commence alors à intégrer la pratique de la contrebande du verre, du plomb, du papier et du thé, dans son commerce.

Franc-Maçon, un des 9 Francs-Maçons signataires de la Déclaration d'indépendance américaine.
En 1768, lors d'un retour d'Angleterre, son sloop *Liberty* est saisi par les douanes britanniques pour violation de la loi sur les droits de douane. Une émeute, déclenchée par des Bostoniens qui attendent ces marchandises, éclate alors. Ses activités commerciales légales et moins avouables servent à financer la résistance à l'autorité britannique dans la région, ce qui mène à une plaisanterie de la part des habitants de Boston disant :
« Sam Adams écrit les lettres (aux journaux) et John Hancock en paie les timbres. »

La révolution américaine
N'étant alors que le financier de la rébellion, Hancock devient ensuite un critique influent du mode de gouvernement britannique. Le 5 mars 1774, lors du quatrième anniversaire du massacre de Boston, il fait un discours, condamnant vivement les Britanniques. La même année, il est élu à l'unanimité président du Congrès provisoire du Massachusetts (anglais : *Provisional Congress of Massachusetts*), puis il en préside son *Conseil de sécurité*. Sous la présidence de Hancock, le Massachusetts lève des troupes de *Minutemen* et lance un boycott du thé, importé par la Compagnie anglaise des Indes orientales, qui mènera à la fameuse Boston Tea Party.

En avril 1775, les intentions des Britanniques étant évidentes, Hancock et Samuel Adams quittent Boston pour ne pas être arrêtés, ils résident alors à Hancock-Clarke House à Lexington, Massachusetts. C'est là que Paul Revere vient les chercher aux environs de minuit avant que n'arrivent les troupes britanniques pour la bataille de Lexington et Concord. C'est alors que, le général Thomas Gage ordonne l'arrestation de Hancock et Adams pour trahison. Après la bataille, une proclamation promet le pardon à tous ceux qui démontreront leur loyauté à la Couronne, à l'exception de Hancock et Adams.

Le 24 mai 1775, Hancock est élu président du Second Congrès continental, succédant à Peyton Randolph. Il occupera ce mandat jusqu'au 30 octobre 1777, lorsque lui succèdera Henry Laurens. Lors du premier mois de sa présidence, le 19 juin 1775, Hancock commissionne George Washington en tant que *Commander in Chief* de l'Armée continentale. Un an après, il envoie à Washington une copie de la résolution du Congrès, du 4 juillet 1776, appelant à l'indépendance (*Lee Resolution*) ainsi qu'une copie de la Déclaration d'indépendance. Hancock est le seul à signer la Déclaration d'indépendance le 4 juillet, les 55 autres membres du Congrès ne la signeront que le 2 août. Il demande également que Washington fasse lire la déclaration à l'Armée continentale. Selon une légende populaire, il signa son nom en gros et le plus clairement possible, afin de s'assurer que le roi George III puisse le lire sans ses lunettes, ce qui fit de son nom aux États-unis un éponyme de « signature ». Cependant, d'autres sources montrent que Hancock signait toujours de la même façon.

De 1780 à 1785, il est gouverneur du Massachusetts. Les talents d'orateur de Hancock font l'admiration de ses contemporains, mais lors de la révolution, il fut surtout reconnu pour son habileté à lever des fonds et obtenir des provisions pour les troupes américaines. Malgré ses talents commerciaux, il eut cependant quelques difficultés à assurer les requêtes pressantes, en bétail, du Congrès continental visant à nourrir les bouches affamées de l'Armée. Le 19 janvier 1781, le général Washington avertit Hancock :
« *Je ne devrais pas ennuyer votre Excellence, avec de telles requêtes réitérées concernant l'approvisionnement, si la sécurité de nos postes sur cette rivière, et par conséquent l'existence même de l'armée n'étaient en jeu. De par les extraits, ci-joints, d'une lettre du major-général Heath, vous comprendrez notre situation actuelle et nos perspectives. Si la fourniture en bétail réclamée par les réquisitions du Congrès de votre État, n'est pas régulièrement livrée à l'Armée, je ne puis plus me considérer comme responsable du maintien des garnisons en dessous de West Point, New York, ou du maintien du moindre régiment sur le terrain*. » (United States Library of Congress, 1781.) Wikipedia

HANSSENS Charles-Louis Gand en 1802 - mort en 1871.
Compositeur belge. Neveu de Charles-Louis-Joseph Hanssens, il fut, dès l'âge de dix ans, deuxième violoncelle au Théâtre national d'Amsterdam. En 1822, il en devint le chef d'orchestre attitré. En 1824, il se rendit à Bruxelles où il s'installa après quelques séjours en Hollande, à Gand et à Paris. C'est en 1848 qu'il reçut le poste de directeur musical du Théâtre de la Monnaie. Selon François-Joseph Fétis, sa « conscience inflexible ne transige point avec les fantaisies de la mode ».
Il reçut son initiation à la Franc maçonnerie à la Loge gantoise de « La Félicité Bienfaisante ». Puis, en 1862, il rejoignit les « Les vrais amis de l'union et du progrès réunis » à Bruxelles.

ŒUVRES
Il composa 8 opéras, dont *Le siège de Calais* (1861) et *Marie de Brabant*, 15 ballets, de la musique chorale, un *Requiem* (1837), de la musique symphonique, concertante et de chambre. Il était peu soucieux de faire éditer ses œuvres. Il créa également une caisse de pension, « l'Association des Artistes-musiciens ».
Il composa deux œuvres maçonniques :
- une cantate (1845) en hommage à Eugène Defacqz.
- la cantate (1866) pour l'Hommage funèbre à Léopold I^{er} de Belgique, intitulée *Aux Mânes d'un Frère qui fut Roi*.

HARDENBERG von **Karl August** Château d'Essenrode le 31 mai 1750 – Gènes 26 novembre 1822.



Diplomate allemand, fut ministre des affaires étrangères puis chancelier du royaume de Prusse pendant les guerres de la Révolution et les guerres napoléoniennes. Comte, il est titré prince en 1814.
Il est aussi un cousin du grand poète romantique allemand Novalis (Friedrich Leopold von Hardenberg).

Karl August von Hardenberg naît de Christian Ludwig von Hardenberg (49 ans) et d'Anne-Sophie- Ehrengart von Bülow (19 ans), son épouse, le 31 mai 1750 à *Essenrode* (appartenant aujourd'hui à la municipalité de Lehre), près de Brunswick, château de sa famille maternelle. Son père est colonel dans l'armée de la maison de Hanovre. Karl-August reçoit de son institutrice Gavell puis de son précepteur Wedekind une éducation moderne et éclairée. On parle le français à la maison et il étudie le latin à partir de l'âge de sept ans, etc... Fin 1766, alors qu'il a seize ans, il est inscrit à l'université de Göttingen.

Il est affilié le 23 mai 1768 à la loge maçonnique *Augusta zu den drei Flammen*. Dans le même temps, il change de précepteur et s'établit à Leipzig, où il rencontre le jeune Goethe.

En 1770, à vingt ans, il intègre l'administration du Hanovre et travaille successivement comme assistant judiciaire puis dans l'administration financière de l'électorat. C'est alors que survient le décès de son protecteur Behr : le successeur de ce dernier, Bremer, amène avec lui son équipe, privant Hardenberg d'une promotion rapide. S'en plaignant auprès de son souverain, qui est également roi d'Angleterre, celui-ci lui conseille de s'ouvrir l'esprit en entreprenant un grand voyage plutôt que de rester sous protection dans les administrations.

Son Grand Tour débute le 15 juillet 1772. Durant celui-ci, il visite de nombreuses cours princières, faisant successivement étape à Wetzlar, Ratisbonne (où il se familiarise avec les rouages administratifs du Saint-Empire), Vienne puis Berlin. Il voyage également en France, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, où le roi l'accueille chaleureusement. À son retour, et sur les conseils de son père, il épouse la toute jeune (15 ans) comtesse Christiane von Reventlow le 8 juin 1774.

Dans le même temps, il avait été nommé le 23 novembre 1773 comme Conseiller des Domaines (*Kammerrat*) auprès de la cour de Hanovre. Sa tâche l'amène à proposer le 13 janvier 1780 une réforme de l'administration du Hanovre et il embarque avec sa femme le 15 février pour Londres afin de présenter sa réforme au souverain du Hanovre, George III. Là, sa femme a une liaison avec le prince de Galles. Le scandale est tel qu'il est contraint de quitter Londres le 28 septembre 1781 et de démissionner du service des Hanovre. Heureusement pour lui, il est nommé le 30 mai 1782 au service du duc de Brunswick. En tant que Conseiller Secret du duc, il lance une série de réformes dans l'esprit du despotisme éclairé et des idées de Pestalozzi, s'attirant les foudres des pasteurs luthériens conservateurs et des chambres hautes. De plus, sa femme n'a pas arrêté les frasques qui l'avaient poussé à quitter le service de la cour de Hanovre. En 1790, il finit par divorcer. Il épouse alors une femme elle aussi divorcée, Sophie von Lenthe. Ses démêlés sentimentaux le rendant indésirable à la cour du Brunswick, il accepte une charge de ministre dirigeant auprès du margrave Charles-Alexandre des principautés d'Ansbach et de Bayreuth

Au service de la Prusse
Cependant, en 1791, Charles-Alexandre abdique et vend son margraviat à la Prusse. Hardenberg, qui à ce moment-là est en mission à Berlin, est nommé, sur recommandation du comte Hertzberg, gouverneur des deux principautés (1792). Il s'agit d'un poste à risque, compte tenu de l'empiètement de ces territoires sur des fiefs Habsbourg. Hardenberg s'acquitte néanmoins des difficultés avec beaucoup de dextérité, en réformant le droit coutumier et en modernisant l'administration, tout en s'efforçant d'étendre l'influence de la Prusse en Allemagne méridionale. Son talent diplomatique lui vaut, lors de la déclaration de guerre de la France à l'Autriche (1792), d'être nommé ministre plénipotentiaire de la Prusse en Rhénanie, afin de rallier à la Prusse les principautés de la région.
Enfin, lorsque la Prusse n'a plus d'autre choix que de faire la paix avec les Républicains français, il prend la succession du comte von der Goltz en tant que ministre plénipotentiaire de Prusse à Bâle et est, à ce titre, chargé de la signature du traité de Bâle (28 février 1795).

Lors du couronnement de Frédéric-Guillaume III de Prusse en 1797, il est rappelé à Berlin pour y être nommé à un poste éminent au sein du conseil particulier, en tant que gouverneur des districts de Magdebourg et d'Halberstadt, de Westphalie, et de la Principauté de Neuchâtel. Il s'est lié d'amitié depuis 1793 avec le comte Haugwitz, l'influent ministre des affaires étrangères de Prusse et les deux hommes sont tellement proches que lorsqu'en 1803 Haugwitz se met en congés (août-octobre), il demande à Hardenberg d'assurer son intérim. La période est critique : Napoléon Ier vient d'occuper Hanovre, et Haugwitz pousse le roi à prendre des mesures énergiques, lui vantant l'opportunité d'une alliance avec la Russie. Pourtant, en son absence, l'irrésolution du roi se prolonge et Hardenberg se borne à exécuter les volontés de son souverain, qui reste attaché à une neutralité jusque-là favorable à la Prusse. Au retour d'Haugwitz, l'attitude intransigeante de Napoléon amène finalement le roi à faire de timides propositions à la Russie, mais les déclarations mutuelles des 3 et 25 mai 1804 engagent les deux royaumes à ne prendre les armes que dans l'éventualité d'une attaque directe des Français contre la Prusse ou dans le nord de l'Allemagne. Incapable d'engager le cabinet ministériel à poursuivre une politique plus volontariste, Haugwitz démissionne et, le 14 avril 1804, Hardenberg lui succède.

Un ministre détesté de Napoléon

Hardenberg milite pour une alliance avec la France, en échange de laquelle Napoléon propose la rétrocession du Hanovre à la Prusse. Malgré l'opposition des puissances d'Europe orientale à une telle extension territoriale de la Prusse et surtout l'attitude attentiste du roi, héritée d'Haugwitz, le ministre ne désespère pas d'atteindre ce but par la voie diplomatique. Dans le même temps, probablement excédé par l'attentisme du roi de Prusse, le tsar Alexandre Ier masse ses troupes à la frontière prusso-russe. Hardenberg parvient de justesse à éviter la guerre, aidé en cela par l'intrusion de Napoléon à Ansbach, en territoire prussien. Cette manœuvre inamicale tire Frédéric-Guillaume III de son indécision et le 3 novembre 1805, il cosigne à Potsdam un ultimatum contre la France avec Alexandre Ier de Russie.

Haugwitz est dépêché à Vienne avec cette déclaration, mais il ne s'y rend pas rapidement : en feignant de mettre un mois pour approcher Napoléon, il pense permettre aux armées prussiennes, massées à la frontière russe, de se préparer à une guerre sur un front plus occidental. Napoléon prend les devants, mystifie Haugwitz, mène et gagne la fameuse Bataille d'Austerlitz. De fait, le plénipotentiaire prussien n'a plus qu'à tenter de négocier avec le vainqueur. Par le traité signé à Schönbrunn le 15 décembre 1805, la Prusse obtient bien le Hanovre, mais en échange de toutes ses possessions d'Allemagne méridionale, Clèves, Ansbach et Neuchâtel. De plus, une clause particulière du traité exige la démission d'Hardenberg, que Napoléon déteste, même si le ministre prussien a préconisé une alliance avec la France.

Cependant, après le désastre de la bataille d'Iéna, il est rappelé au gouvernement en tant que ministre de premier plan. Le comte parvient donc à revenir pour quelques mois aux affaires (avril-juillet 1807) mais la haine de Napoléon contre lui est implacable, et une clause du Traité de Tilsitt exige à nouveau son départ du cabinet ministériel. Le diplomate s'installe alors à Riga, d'où il continue de conseiller son monarque. Entre autres, il lui conseille le choix du baron von Stein comme chancelier. Il rédige également ses *Denkwürdigkeiten*, un mémoire où il expose ses propositions de réformes en ce qui concerne l'organisation de l'état prussien. Le 19 juin 1807, Hardenberg épouse en troisième noces une comédienne, Charlotte Schönemann, sa maîtresse rencontrée à Berlin en 1801.

Chancelier de Prusse

Après la démission forcée du baron de Stein en 1810 et l'intermède du ministère fantoche d'Altenstein (pour la démission duquel il insiste lourdement), Hardenberg est à nouveau rappelé à Berlin, cette fois en tant que chancelier (6 juin 1810). La bataille d'Iéna et ses conséquences l'ont profondément affecté ; dans son esprit, les traditions de l'ancienne diplomatie ont cédé la place au sentiment nationaliste, déchaînant chez lui un désir brûlant de rétablir la position de la Prusse et d'écraser ses oppresseurs. Depuis sa retraite de Riga, il a élaboré pendant des années un plan de régénération de la monarchie sur des bases libérales. Aussi s'applique-t-il, dès son retour au pouvoir et bien que les circonstances ne lui permettent pas de poursuivre une politique étrangère autonome, à préparer une revanche militaire contre la France en reprenant à son compte les projets visionnaires de von Stein concernant la réorganisation politique et sociale du royaume.

Il réforme de fond en comble l'armée en ouvrant le recrutement des officiers à toutes les classes sociales, obtient l'abolition du servage, institue des autorités municipales autonomes et enfin accorde une attention particulière à l'instruction publique, secondé par des professeurs de la trempe de Friedrich August Wolf. Il met ces réformes en application, avec l'appui de la reine Louise. C'est également Hardenberg qui, après la campagne de Russie de 1812, incite Frédéric-Guillaume III à profiter de la trahison du général Yorck en déclarant ouvertement la guerre à la France. Les patriotes voient en Hardenberg leur premier porte-parole à la Cour, si bien qu'après la signature du premier Traité de Paris, il est élevé au rang de prince (3 juin 1814) en témoignage de reconnaissance pour son action dans la campagne d'Allemagne et reçoit du roi le château de Neuhardenberg.

Perte d'influence

Hardenberg fait désormais partie du cercle très fermé de diplomates et de princes qui gouvernent l'Europe. Il accompagne les souverains alliés en Angleterre et, lors du Congrès de Vienne (1814-1815), il est à la tête de la délégation de la Prusse. Alors au zénith de sa puissance et de sa gloire, son influence décline rapidement. En matière de diplomatie, il ne peut faire face à Metternich, dont l'influence éclipse la sienne non seulement dans les cours européennes et en Allemagne, mais également en Prusse.

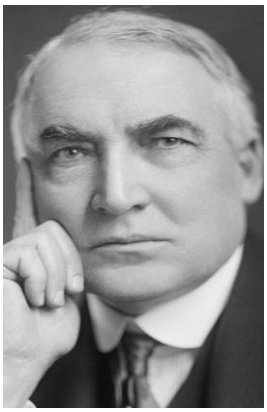
Malgré le soutien indéfectible d'Alexandre Ier au Congrès de Vienne, il ne parvient pas à obtenir l'annexion de la Saxe à la Prusse ; au second Congrès de Paris qui suit la bataille de Waterloo, il ne peut faire aboutir sa proposition de démembrer la France. Dans un moment de faiblesse, il laisse Metternich traiter directement avec les états de la défunte Confédération du Rhin, abandonnant à l'Autriche la prépondérance au sein de la Diète Fédérale d'Allemagne. La veille de la conférence de Karlsbad (1819), il signe avec Metternich un protocole par lequel (pour reprendre les propos de l'historien Treitschke) « comme un pécheur repenti, et sans contrepartie formelle, la couronne de Frédéric le Grand [concède] à une puissance étrangère un droit de regard sur sa politique intérieure. »

Lors des congrès d'Aix-la-Chapelle (1818), de Troppau (1820), de Laibach (1821) et de Vérone (1822), Hardenberg n'est plus que l'écho de Metternich. Cela tient bien sûr en partie à la situation difficile de l'état prussien morcelé, mais aussi au caractère instable d'Hardenberg, qui se dégrade en vieillissant. Toujours aussi aimable, charmeur et cultivé qu'autrefois, ses écarts, pardonnables chez un jeune diplomate, font scandale pour un chef de gouvernement, et ne peuvent qu'affaiblir son influence auprès d'un *Landesvater* tel que Frédéric-Guillaume III. Il faudrait, pour prévenir la défiance du roi à l'encontre des expériences libérales, tout le talent d'un conseiller à la fois habile et pondéré. Si Hardenberg est suffisamment fin pour saisir la nécessité d'une réforme constitutionnelle, il s'accroche néanmoins avec une ténacité toute sénile aux petits avantages de sa position et, une fois passé son enthousiasme pour les idées libérales, il se contente de se laisser bercer par les circonstances. Dans le secret des commissions royales, il continue à fourbir des projets de constitution qui ne verront jamais le jour : l'Allemagne, revenue de l'ivresse de la reconquête, ne voit plus en lui qu'un partisan de Metternich, un complice de

la politique réactionnaire engagée par les Décrets de Karlsbad et le Protocole de Troppau. Il meurt à Gênes peu après la clôture du Congrès de Vérone.

FAMILLE
Sa fille Lucie (1776-1854) épouse en premières noces le comte von Pappenheim et en secondes noces le prince von Pückler, écrivain et créateur de jardins, des plus originaux.

HARDING Warren G. Blooming Grove, Ohio 2 novembre 1865 - 2 août 1923.



Warren Gamaliel Harding est le vingt-neuvième président des États-Unis d'Amérique. Il est élu pour un mandat à partir de 1921 et meurt avant de le terminer en 1923. Élu sur un programme conservateur, il freine les réformes progressistes de ses prédécesseurs. Son mandat sera surtout marqué par une série de scandales qui impliqueront son gouvernement et ses amis.

Ses parents, George Harding et Phoebe Dickerson sont tous deux médecins, sa mère ayant elle aussi obtenu le titre, rare à cette époque, grâce à son expérience de sage-femme. Il est l'aîné de six enfants et ses héros d'enfance sont Alexander Hamilton et Napoléon. Après ses études secondaires au « Central College » de l'Ohio il commence à travailler et finit, à 19 ans, par racheter un journal local dont il est rédacteur pendant les cinq années suivantes. À l'âge de 24 ans, Harding est sujet à une dépression nerveuse et il passe plusieurs semaines dans un hôpital psychiatrique.

Deux ans plus tard, il épouse Florence « Flossie » Mabel Kling DeWolfe, âgée de trente ans, divorcée et mère d'un enfant. Florence avait hérité l'entêtement et le sens des affaires de son père et avait poursuivi Warren de ses ardeurs jusqu'à ce qu'elle obtienne satisfaction. Son père était opposé au mariage et n'adressa pas la parole au couple pendant plusieurs années. Leur mariage n'est pas un exemple de passion amoureuse, Harding prêtant plus d'attention au poker et aux autres femmes qu'à la sienne.
Initié Franc-Maçon, en 1920. Chevalier Templier, 33°du REAA. Premier Président devenu Shriner.

Carrière politique
Son influence en tant qu'éditeur de journal lui permet d'être élu au Sénat américain en 1899, puis lieutenant-gouverneur de l'Ohio (1903-1905). Dans les deux cas, ses états de service passent relativement inaperçus et il retourne à une vie normale en 1905. Il se présente de nouveau au Sénat en 1914 et reste sénateur jusqu'en 1921, devenant ainsi le premier sénateur en fonction à être élu président des États-Unis. Comme au cours de son premier mandat, il ne se distingue pratiquement que par ses absences lors des deux-tiers des votes à main levée dont celui du XIXe amendement donnant le droit de vote aux femmes.
L'élection de 1920
W. Harding était quasiment inconnu hors de son état et il n'obtient la nomination en tant que candidat du Parti républicain que grâce aux manœuvres de ses amis. Questionné sur son passé pour s'assurer qu'il n'existait pas un épisode malencontreux que ses concurrents pourraient utiliser contre lui, il répond non à tout alors que ses études supérieures sont limitées, qu'il a souffert d'une dépression et passé plusieurs années en psychiatrie, que ses relations avec son épouse sont difficiles (il l'appelle « la duchesse »), qu'il était pendant longtemps l'amant de la femme d'un de ses amis et qu'il buvait de l'alcool pendant la Prohibition. L'opposition déterrera ces problèmes pendant sa présidence. Le candidat démocrate aux élections de 1920, est le gouverneur de l'Ohio, James M. Cox (dont le co-listier est Franklin Delano Roosevelt. En fait ces élections sont un référendum en faveur ou non de la continuation de la politique progressiste de Woodrow Wilson. Le programme d'Harding, de « retour à la normale », est isolationniste, centré sur les Américains de souche et sur la non-intervention de l'Etat fédéral dans les affaires intérieures. Pendant la campagne électorale la rumeur prétend que le trisaïeul de W. Harding est un noir des Caraïbes et que d'autres noirs se cachent dans son arbre généalogique.

En réponse, le responsable de sa campagne annonce que « Aucune famille de l'état de l'Ohio n'a un passé aussi clair et honorable que les Harding, des pionniers aux yeux bleus et au sang pur issus de la Nouvelle-Angleterre et de la Pennsylvanie ». En privé, W. Harding admettra toutefois la possibilité qu'un de ses ancêtres ait pu franchir la barrière des couleurs. W. Harding est élu très facilement. Dans l'ensemble, son programme, basé sur le "retour à la normale" (sous-entendu, à l'isolationnisme après les ingérences de Woodrow Wilson dans la politique européenne), recueille l'adhésion d'une opinion publique qui n'a pas apprécié l'interventionnisme américain durant la Première Guerre mondiale. Eugene V. Debs le candidat du Parti socialiste, en prison pendant le vote, obtient quant à lui 3 % des suffrages.

Présidence
1921
4 mars : investiture de Warren G. Harding en tant que vingt-neuvième président des États-Unis d'Amérique.
19 mai : Harding signe une loi restreignant l'immigration annuelle en fonction de la nationalité. Cette loi gêne l'immigration en provenance des pays d'Europe du Sud et d'Europe centrale.
27 mai : Harding et le Congrès votent une loi pour augmenter les droits de douane afin de protéger l'économie.
31 mai : Harding nomme Albert Fall, sénateur du Nouveau-Mexique, au poste de secrétaire à l'Intérieur. Il transfère par décret le contrôle des réserves de pétrole de la Marine à l'Intérieur. La gestion est sous-traitée à des industriels et Fall reçoit une gratification de Modèle:Unité:100000. C'est le début du scandale du « Teapot Dome » qui

durera plus de deux ans.

2 juillet : Harding signe une résolution déclarant officiellement la fin de la guerre avec l'Allemagne. La question de la réparation des dommages de guerre n'est pas réglée.

23 nov. : Harding signe une loi interdisant aux médecins de prescrire de la bière ou des spiritueux pour soigner un malade ainsi qu'une loi finançant les soins prénataux.

11 nov. : le président Harding inaugure la Tombe du soldat inconnu au cimetière national d'Arlington. Elle contient le corps d'un soldat américain non identifié prélevé dans un cimetière français.

1922

26 mai : Harding signe la loi créant le Bureau fédéral de contrôle des substances narcotiques.

14 juin : Harding est le premier président à prononcer un discours radiodiffusé.

1923

10 janvier : Harding signe le décret mettant fin à l'occupation américaine en Allemagne.

20 juin : Harding entame avec son épouse un voyage à travers le pays pour expliquer sa politique et tenter de ramener la confiance malgré les scandales qui éclatent quasi quotidiennement dans la presse.

2 août : Harding est victime d'une pneumonie pendant le voyage de retour d'Alaska vers San Francisco. Il meurt dans sa chambre d'hôtel. Dans le climat de scandales à répétition qui entoure le président et son gouvernement certains pensent qu'il a été empoisonné mais aucune preuve ne viendra étayer cette rumeur.

Politique étrangère

En raison de la brièveté de son mandat et de son manque d'intérêt pour la politique étrangère Harding n'a laissé aucune marque dans ce domaine. Il laisse la main à son ministre des affaires étrangères (Charles Evans Hughes) qui négocie, à la conférence navale de Washington de 1921-1922, une limitation des flottes militaires en vue de réduire les tensions existantes entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon dans le Pacifique.

Politique intérieure

La politique de son gouvernement est celle du laissez-faire et il reste peu de souvenirs de son action ; on lui doit toutefois la création du « Bureau du Budget » ce qui accroît les pouvoirs du président en lui donnant la responsabilité du budget fédéral global plutôt que ministère par ministère. En fait W. Harding préfère jouer au golf et au poker deux fois par semaine et, bien qu'ayant voté en faveur de la Prohibition quand il était sénateur de l'Ohio, il maintient à la Maison-Blanche un bon stock d'alcools de contrebande. Il assiste régulièrement aux matchs de baseball.

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration

Harding revient à une politique plus isolationniste et nationaliste. La loi instaurant des quotas d'immigration en fonction de la nationalité favorise les pays d'Europe anglo-saxone au détriment de ceux de l'Est et du Sud. L'économie de guerre a permis aux femmes d'acquérir des positions qui leur étaient jusque là interdites. Elles ont voté, pour la première fois, aux élections de 1920 et deviennent une force politique à qui il faut faire des concessions d'où le passage de lois sur les soins prénataux, par exemple. La minorité Noire reste défavorisée. Au retour de la guerre les Noirs, en particulier au Sud, ne veulent pas reprendre « leur place ». Beaucoup d'entre eux émigrent vers le Nord qui, s'il n'est pas égalitaire, ne pratique pas ouvertement la discrimination.

Politique partisane

Scandales

Une fois élu W. Harding nomme de nombreux alliés et amis aux plus hautes fonctions politiques. Connus sous le nom de « gang de l'Ohio », certains d'entre eux profitent de leurs pouvoirs pour voler le gouvernement. La corruption est endémique dans le gouvernement Harding sans qu'on sache exactement si ce dernier était réellement au courant des agissements illégaux de ses amis. L'un des plus célèbres scandales est celui du Teapot Dome qui choquera les américains bien des années encore après la mort de Harding. Ce scandale impliquait le ministre de l'intérieur (Albert B. Fall) qui fut finalement reconnu coupable d'avoir concédé des terres fédérales à des intérêts privés en échange de prêts personnels. En 1931, Fall devient le premier membre d'un gouvernement à être envoyé en prison. Il n'existe pas de preuve démontrant l'implication de W. Harding dans ces affaires mais il ne semble pas qu'il ait pu les en empêcher. Harding dira : « Mon dieu, ce boulot est infernal ! Je n'ai pas de problèmes avec mes ennemis, mais ce sont mes fichus amis qui me rendent insomniaque ».

Décès

En juin 1923, Harding parcourt les États-Unis pour un « voyage de compréhension » (de communication en d'autres termes) afin de rencontrer l'américain moyen et lui expliquer sa politique. Il devient le premier président américain à visiter l'Alaska. À la fin de juillet, au retour d'Alaska, W. Harding souffre d'un empoisonnement, il développe une pneumonie en arrivant au Palace Hotel de San Francisco et meurt dans la matinée du 2 août 1923, âgé de 57 ans. Les médecins militaires émirent l'hypothèse d'une crise cardiaque, mais Mme Harding refusa l'autopsie d'où les rumeurs d'attentat. C'est son vice-président Calvin Coolidge qui lui succède. Le corps de W. Harding fut rapatrié à la Maison-Blanche en l'attente de funérailles nationales. Un livre de 1931 appelé « La mort étrange du Président Harding » (d'après les souvenirs et le journal de Gaston B. Means et écrit par Dixon Thacker May) émit l'idée qu'il y avait de nombreuses personnes, y compris sa femme, qui aurait pu vouloir assassiner le président mais rien ne fut jamais prouvé.

HARDY **Oliver** Harlem 18 janvier 1892 - Hollywood 7 août 1957.



Acteur de cinéma, il forme avec Stan Laurel, le duo comique *Laurel et Hardy*.
Franc-Maçon de la Loge "*Salomon Lodge*", Jacksonville, Floride

À l'âge de 2 ans, Hardy perd son père et sera élevé par sa mère Emilly Norvell. Il suit une scolarité normale et se passionne pour le chant lyrique. Sa mère l'encourage, mais la perspective de devenir chanteur professionnel ne l'enchante guère. Il poursuit son cursus scolaire et décroche son diplôme d'avocat — profession qu'il n'exercera pas.

En 1910, Hardy découvre le cinéma, il ouvre dans la foulée une salle de cinéma. Vers 1913-1914, il passe devant la caméra et débute dans des rôles de « méchants ». Entre 1913 et 1916, il apparaît dans plus de quatre cents films muets, il fait merveille dans les rôles de traître. La nuit « Babe » (surnom de Hardy) chante dans les cabarets, à la même époque il devient franc-maçon.

Comme Stan Laurel, Hardy travaille derrière la caméra et apprend ainsi les techniques de fabrication d'un film. Il tourne en 1921 dans le film *The Lucky Dog*, film produit par Broncho Billy Anderson et tourné sur deux bobines. Il s'agit du premier film qu'il tourne aux côtés de Stan Laurel. Laurel joue le rôle du héros alors qu'Hardy joue celui d'un voleur.
Oliver Hardy s'est marié à trois reprises :

- Madelyn Saloshin du 7 novembre 1913 jusqu'en 1921
- Myrtle Reeves (1897-1983) du 24 novembre 1921 jusqu'au 18 mai 1937
- Virginie Lucille Jones du 7 mars 1940 jusqu'à son décès le 7 août 1957.

Il n'a pas eu d'enfant.

HARE Henry

East Betchworth, Surrey, 10 May 1693 -



3rd Baron Coleraine was an English antiquary.
Born at East Betchworth, Surrey, 10 May 1693, he was the eldest son of the Hon. Hugh Hare, by his wife Lydia, daughter of Matthew Carlton of Edmonton, Middlesex. He was educated at Enfield under Robert Uvedale. On the death of his grandfather, Henry Hare, 2nd Baron Coleraine, in 1708, he succeeded to the title, and was admitted a gentleman-commoner of Corpus Christi College, Oxford, under the tuition of John Rogers, who married in 1716 his sister Lydia. He became a good classic, and was versed in history.

Coleraine visited Italy three times; the second time, about 1723, in company with Conyers Middleton, when he made a collection of prints and drawings of the antiquities, buildings, and pictures in Italy, given after his death to Corpus Christi College. He was a member of the Republica Letteraria di Arcadia, and a friend of the Marquis Scipio Maffei, who renewed their friendship at Coleraine's country seat, Bruce Castle, Tottenham.

He was elected Fellow of the Society of Antiquaries, 8 December 1725, and frequently acted as vice-president. On 18 May 1727 he became a member of the Gentleman's Society at Spalding, Lincolnshire, and was also a member of the Brasenose Society. In the following year he was Grand Master of Freemasons. He was chosen Fellow of the Royal Society on 8 January 1730. During the same month was elected M.P. for Boston, Lincolnshire, in the place of the late Henry Pacey; he retired at the general election of 1734.

Coleraine was a patron of George Vertue, and took him antiquarian tours in England to make drawing. He died in August 1749, and was buried at Tottenham. A copy of Latin alcaics from his pen was printed in the *Academiæ Oxoniensis Comitia Philologica in honorem Annæ Pacificæ*, 1713, and in the *Musæ Anglicanæ*, iii. 303, under the title of *Musarum Oblatio*. Basil Kennett, who in 1714 succeeded Thomas Turner in the presidency of Corpus, inscribed to Coleraine an epistolary poem on his predecessor's death.

Coleraine bequeathed, with certain reservations; his drawings and prints of antiquities and buildings in Great Britain to the Society of Antiquaries; but the codicil being declared void, and the society not caring for a chancery suit for their recovery, Rose Duplessis (see below), at the persuasion of Coleraine's friend Henry Baker, presented them to the society, and afterwards a portrait of Coleraine when young by Richardson, with other minor bequests. His library was purchased in 1754 by Thomas Osborne, the bookseller, who took many private papers and deeds lodged in presses behind the bookcases. Among them was the second Lord Coleraine's manuscript history of Tottenham. The pictures and antiques were sold by auction on 13 and 14 March 1754.

Coleraine married, 20 January 1718, Anne, eldest daughter of John Hanger, Governor of the Bank of England 1719-1721, grandson of Sir Lewis Roberts, who brought him a dowry of nearly £100,000. The couple lived together until October 1720, when Lady Coleraine left her husband for ever. Coleraine, finding a reconciliation impossible, formed on 29 April 1740 a "solemn engagement" with Rose Duplessis (1710–1790), daughter of François Duplessis, a French clergyman, by whom he had a daughter, Henrietta Rosa Peregrina, born at Crema, Lombardy in Italy 12 September 1745. Having had no issue by his wife, Coleraine bequeathed his Tottenham estates to this illegitimate daughter; but she being an alien they escheated to the crown. A grant of them was later obtained for James Townsend, whom she married on 2 May 1763. Lady Coleraine survived until 10 January 1754, and asked to be buried at Bray, Berkshire. Gabriel, third son of her uncle Sir George Hanger, was, in

1762, created Baron Coleraine.

HAUGWITZ von Christian Peucke près d'Œls en Basse Silésie 11 juin 1752 - Venise 9 février 1832.



Christian August Heinrich Curt von Haugwitz, à partir de 1786 **comte von Haugwitz** homme politique, diplomate et juriste prussien. Von Haugwitz a été ministre des Affaires étrangères de Prusse à partir de 1792. Haugwitz, issu de la vieille aristocratie morave et silésienne, étudia le droit à Halle et Göttingen, puis voyagea en Italie, avant d'administrer le domaine familial de Silésie pendant une dizaine d'années.

Il fut initié dans la franc-maçonnerie en 1774, avec le grade de *Chevalier errant* auprès de la loge leipzigoise *Minerve aux Trois Palmes*. Son nom dans la F.M était " a Monte Santo ". En 1775 il adhéra avec les frères Stolberg à la société qui avait recueilli l'adhésion de Goethe lors de son voyage en Suisse.

En 1791, la Haute Chambre de Silésie l'élut administrateur général. Après bien des démarches il parvint à obtenir du roi Frédéric-Guillaume II un poste au gouvernement et en 1792 fut envoyé en ambassade à la cour de Vienne. Fin 1792, il était appelé au cabinet ministériel à Berlin, chargé notamment des Affaires Étrangères : à ce poste, il négocia le 19 avril 1794 avec le Royaume-Uni à La Haye le versement de subsides de guerre pour poursuivre le combat contre les Républicains français dans les Pays-Bas, et par son habileté parvint ensuite à conclure avec la France le Traité de Bâle (5 avril 1795) qui évitait à la Prusse un funeste enlisement. En récompense de ces exploits, il reçut du roi une récompense de 200 000 thalers. À partir de 1802, il dirigea à sa guise les Affaires Étrangères, mais il s'en remit le plus souvent à un de ses collaborateurs, Johann Wilhelm Lombard, qui de son côté menait une politique pro-française. Mais lorsqu'en 1803 les Français occupèrent Hanovre au mépris de la neutralité des principautés d'Allemagne du nord, le comte Haugwitz, n'ayant pu obtenir du roi ni la déclaration de guerre à la France, ni même un ultimatum, préféra s'en retourner sur ses terres en août 1804, le comte von Hardenberg prenant sa succession.

Tout au long de sa retraite, Haugwitz restait en contact avec les milieux dirigeants, et il usait de toute son influence pour ruiner la politique pro-française de Hardenberg. Mais ses représentations au roi restaient sans effet jusqu'au jour où Napoléon fit traverser la Prusse Rhénane à son armée pour annexer la Principauté d'Ansbach. Une visite du tsar Alexandre Ier à Berlin finit de décider le roi de Prusse à se dresser contre l'envahisseur : il rappela Haugwitz aux Affaires Étrangères, et le chargea de transmettre l'ultimatum de la Prusse à Napoléon. Mais cette fois, le courage manqua à Haugwitz ; par des détours il retarda son arrivée à l'État major ennemi, inquiet des rumeurs de paix séparée entre l'Autriche et la France, et comptant aussi donner un peu de temps au duc de Brunswick pour lever une armée.

Lorsqu'enfin le ministre prussien se présenta devant Napoléon, ce dernier devina ses pensées et fit semblant de temporiser. Le 2 décembre, la bataille d'Austerlitz vidait de son sens la mission du ministre prussien, qui eut la tâche accablante de parapher au nom de la Prusse le Traité de Schönbrunn le 15 décembre suivant. Par ce traité, la Prusse cédait à la France les principautés d'Ansbach, de Clèves et de Neuchâtel en contrepartie du Hanovre (s'aliénant par là-même l'Angleterre!).

Le 15 février 1806, von Haugwitz signait à Paris un nouvel armistice qui cette fois isolait définitivement la Prusse des autres puissances coalisées et l'opposait *de facto* à la Grande-Bretagne. Haugwitz conservait cependant la direction des affaires (Hardenberg étant, lui, déchu à la demande expresse des vainqueurs). Enfin une nouvelle confrontation avec la France devint inévitable, mais la campagne militaire de 1806 tourna au désastre pour la Prusse. Haugwitz, qui travaillait pendant les hostilités au quartier général, suivit la famille royale dans sa fuite en Prusse Orientale, et enfin se vit signifier son congé à Osterode en novembre 1806. Retourné sur ses terres, il fut nommé en 1811 régent de l'Université de Breslau, mais à partir de 1820 il passa le plus clair de son temps en Italie, se partageant entre Venise, Padoue et dans sa villa des environs d'Este, et rédigeant ses mémoires(« *Fragment des mémoires inédits du comte de Haugwitz* », Iéna, 1837), où il tente de justifier son action politique. Il mourut à Venise en 1832.

Thèses

Pourtant franc-maçon lui-même, il dénonce la franc-maçonnerie comme instigatrice de la Révolution française ainsi que le martinisme en loge. Il publia un ouvrage où il exposa ses griefs contre la maçonnerie, *Hirten-Brief an die wahren und ächten Freymäurer alten Systems*.

HAUSAMANN Hans Appenzell 6 mars 1897 - Orselina 17 décembre 1974.

Photographe et officier de renseignement suisse. Il a lutté contre les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Hans Hausamann est le fils du photographe Ernst Gottfried Hausamann (1871-1958) et de son épouse, Erika Neuhauser (union en 1923), fille de l'industriel du textile Emil Neuhauser. Hausamann fréquente les écoles de Heiden et Lausanne. Il travaille ensuite pour son père comme photographe. Il fonde en 1925 la société Hausamann-Photo avec des ateliers et des laboratoires à Saint-Gall et Zurich. Il ouvre le premier magasin de photo par correspondance en Suisse.

« Homme aux opinions modérées, radical **et franc-maçon depuis 1922 dans la loge Concordia de Saint-Gall**, Hans Hausamann, issu d'un milieu protestant [...], est un défenseur acharné de la démocratie et de la cause alliée »

— *op. cit.* Jeau-Pierre Richardot (2002), p. 60

Après une brève période de sympathie de jeunesse pour le national-socialisme, il crée, dans les années 1930, un service de

presse pour contrer l'anti-militarisme promouvoir et renforcer un fort esprit de résistance en Suisse. En même temps, il est actif dans les organisations militaires. Il a dirigé un service de production de films destiné à la formation de l'Armée suisse. Il est, jusqu'en 1936, attaché de presse de l'Association des Officiers Suisses (SOG). En leur nom, il a dirigé la campagne de votation en faveur du « projet de loi de défense » sur l'organisation de l'armée (prolongation de la durée du service), loi adoptée en 1935. En 1938 à l'initiative de Hans Oprecht, il est nommé conseiller politique de défense du Parti social-démocrate suisse. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, il est promu lieutenant puis capitaine.

Services de renseignement
Il s'est spécialisé dans le domaine du renseignement. En effet, le commandant Hausamann avait implanté en Allemagne un réseau secret pour fournir à l'état-major suisse les renseignements sur les préparatifs et les objectifs des nazis. Ce réseau semble avoir été implanté au sein même du haut-commandement allemand4. Il met, en 1935, son "service de presse" à disposition du renseignement militaire suisse. À cet effet, il a créé le bureau Ha dans les années 1940, à Teufen puis le déplace près de Lucerne, dans un château, pour la durée de la guerre. Il l'associe comme service autonome du renseignement militaire suisse et collabore avec Max Waibel, chef de la Section 1 *Nachrichtenstelle* (NS-1) du renseignement militaire suisse. Son principal fournisseur de renseignements en 1939, Christian Schneider, est un employé de l'agence de presse de Rudolf Roessler. Cependant, Hausamann réalise que sans la Suisse ne survivrait pas une coalition anti-hitlérienne. Il fait en sorte que les informations pertinentes militaires soient transmises à l'ennemi principal de l'Allemagne nazie, l'URSS. Schneider lui demande des informations qu'il transmettra au service de renseignements militaires soviétique, le GRU. Le trésor de renseignements du bureau HA sera exploité par Rudolf Roessler puis par Alexandre Radó. Parallèlement, toutes les informations vont sur le bureau du général Henri Guisan, chef de l'armée suisse.

Résistance intérieure
En novembre 1939, Hausamann s'oppose l'extradition des ressortissants allemands vivant en Suisse, notamment l'ancien membre du NSDAP et adversaire d'Hitler, l'anti-nazi Otto Strasser. En juillet 1940, il fait partie du groupe restreint de fonctionnaires fédéraux, dont les membres voulaient inconditionnellement offrir une résistance contre une attaque allemande. La Suisse, par Henri Guisan, a eu connaissance de ces actions et les participants ont été sanctionnés par l'action de la justice militaire disciplinaire. Après une brève période en garde à vue, Hausamann est cofondateur d'une organisation, la Ligue des officiers qui relaie l'Action Nationale de Résistance7, lancée, avec le Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Auguste R. Lindt. Hausamann est, de 1940 à 1943, l'inspirateur d'une propagande contre le conseiller fédéral Marcel Pilet-Golaz dont les idées sont parfois jugées trop proches des nazis. En automne 1945 Hausamann était en liaison avec les troupes françaises en Vorarlberg où il a travaillé pour l'armée suisse.

Période d'après-guerre
Après la dissolution du bureau Ha bureau en 1946, il s'impliqués à nouveau dans la gestion de son entreprise photographique. Il donne des conférences sur la guerre et sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. En 1954, il fonde les Journées équestres internationales de Saint-Gall, qu'il dirigera jusqu'en 1965. En 1973, il est reçu à l'Université de Saint-Gall comme Docteur *honoris causa* en sciences politiques.

Franc-maçon depuis 1922 dans la loge Concordia de Saint-Gall.
Il a également été membre de la Grande Loge Suisse Alpina.

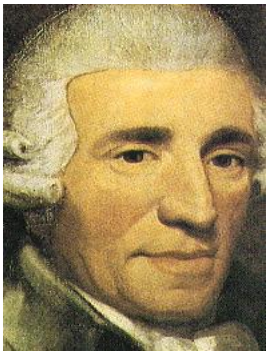
HAYDN Joseph

Rohrau 31 mars 1732 – Vienne 31 mai 1809.

Compositeur autrichien, le premier grand compositeur symphonique, également célèbre pour sa musique de chambre, ses messes et ses deux oratorios, La Création et Les Saisons. Chanteur à la maîtrise de la cathédrale de Vienne, qu'il quitte à sa puberté. Joseph Haydn connaît des débuts difficiles : il vit, dans la précarité, des cours qu'il prodigue, avant d'accepter le poste de maître de chapelle auprès du prince d'Estherazy. Il est reconnu par la qualité de ses œuvres religieuses.

C'est alors qu'il est au fait de sa gloire qu'il adresse, le 29 décembre 1784, une lettre de candidature à Franz Philip von Weber, le maître des cérémonies de la loge viennoise « La Vraie Concorde » : « *Le sentiment extrêmement favorable que j'ai formé depuis longtemps à l'égard de la franc-maçonnerie a éveillé en moi le vœu le plus sincère de devenir membre d'un Ordre dont la sagesse et l'amour de l'humanité sont les principes* ».

Encouragé à devenir Franc-Maçon par Mozart, il fut initié à Vienne en 1785, à la Loge "*Zur Wahren Eintracht*".



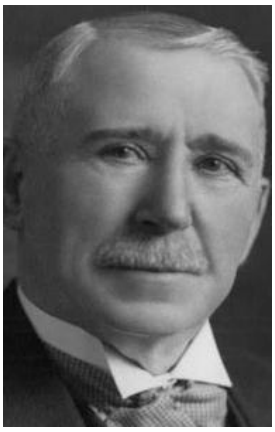
Parmi les motivations supposées du compositeur, l'influence de Mozart est plausible, d'autant que les deux compositeurs étaient des proches du négociant et mélomane Puchberg, membre éminent de « *La Vraie Concorde* ». Cette loge convient de la date du 28 janvier 1785 pour l'initiation de Haydn ; le frère visiteur Mozart, membre de « *La Bienfaisance* », se déplace pour la réception de son ami… mais le candidat ne se présente pas ! Il envoie une lettre d'excuse dans laquelle il explique n'avoir pas reçu l'invitation à temps. *La Vraie Concorde* reporte l'initiation au 11 février mais, cette fois, Mozart ne vient pas : il est retenu par un concert. Les deux maçons ne se rencontreront pas en loge car Haydn aurait porté, selon l'expression de Philippe Autexier, « un tablier pur et sans tache ». Il n'a jamais rejoint les colonnes de sa loge après son initiation.

Lorsque « *La Vraie Concorde* » fusionne, par décret impérial, avec d'autres ateliers viennois et prend le titre distinctif « *La Vérité* » (1786), il est inscrit parmi les apprentis absents. Après juin 1787, la loge cesse de se réunir et, en 1789, elle est officiellement dissoute. Joseph Haydn n'a jamais rejoint ses rangs. Faisant état des recherches de H.C. Robbins Landon, Gérard Gefen pense que l'appartenance de Haydn à la maçonnerie ne serait pas purement nominale car, si Haydn ne se déplaçait pas pour maçonner à Vienne, ce serait peut-être parce que son entourage proche lui permettait de le faire au château d'Eberau : presque tous les membres de la famille Estherazy étaient francs-maçons, et il existait une petite loge sur place, « *La Roue d'Or* ». On ne peut cependant parler de parcours initiatique é propos de Haydn. En revanche, il fut l'un des plus prestigieux compositeurs de musique à destination d'une loge. En mars 1785, Haydn reçoit une commande d'une loge parisienne (*L'Olympique*). On ne sait pas comment elle a pu être informée par la loge viennoise, car celle-ci n'entretenait qu'une relation ténue avec la loge « Le Patriotisme ». Quoi qu'il en soit, Haydn écrit six Symphonies parisiennes (n°82-87) jouées pour la première fois au palais des Tuileries, en janvier 1786, par l'orchestre de la Société Olympique, souchée à la loge du même nom.

Le succès des symphonies se transmet au monde profane. Edités en janvier 1788 par Imbault, elles font l'objet d'arrangements divers (dont celui du frère Rigel fils) et, en 1801, un programme de concert du Grand Orient comprend une symphonie en ré de Haydn, probablement la 5e, selon l'ordre établi par le compositeur pour la publication.

En 1788, Haydn a reçu une nouvelle commande de trois autres symphonies (n°90-92) par la loge « *Olympique* ». Il les achève en 1789, et les publie chez Leduc l'année suivante. Haydn entreprend des voyages en Angleterre, en 1791-1792, puis en 1794-1795. Samuel Arnold, un ami de Peter Salomon (lequel faisait office d'imprésario de Haydn en Angleterre et appartenait à une loge allemande de Londres), invite le compositeur à diriger une des symphonies pour un concert maçonnique de bienfaisance. Ce concert est prévu le 30 mars 1795, au *Freemason's Hall*. Haydn accepte puis se dédit quand il apprend qu'aucune répétition n'est envisagée. Cet épisode semble le dernier contact indirect que le compositeur ait eu avec la franc-maçonnerie. Pourtant la production de Haydn a suscité des travaux musicologiques sur l'existence d'éléments maçonniques dans ses œuvres. Ce sont des analyses symboliques qui reposent, par exemple, sur l'étude de formules rythmiques et leur comparaison avec les batteries maçonniques. Il est certain que les francs-maçons français se sont appropriés des œuvres qui ne sont pas originellement maçonniques, mais qui le devinrent « par adoption ». Il en est ainsi de *La Création* (1796-1798), oratorio dont la portée humaniste est évidente et dont certains passages rappellent « *La Flûte enchantée* ». a Haydn la différence de son frère et ami Mozart, rien ne permet d'établir que les relations qu'entretint Haydn avec la franc-maçonnerie influèrent sur sa démarche créatrice ou sur sa spiritualité. Chr. N.

HEARST sir **William Howard** Ontario 15 février 1864 – Toronto 29 septembre 1941.



Avocat et un homme politique ontarien (canadien anglais). Il était premier ministre de l'Ontario de 1914 jusqu'à sa défaite en 1919 sous la barrière du Parti conservateur de l'Ontario. William Hearst est né dans le comté de Bruce au Haut-Canada (aujourd'hui Ontario). Il étude la loi à Osgoode Hall, Toronto, et il devient avocat en 1888. Il pratique la loi à Sault-Sainte-Marie, où il prend de l'importance dans les affaires municipales. Il échoue à se faire élire à Algoma Est en 1894. En 1902, il organise le soutien en faveur de James Pliny Whitney dans le nord de l'Ontario.

Carrière politique

Lors de l'élection ontarienne du 8 juin 1908 William bat le député sortant du Parti libéral ontarienne Charles Napier Smith, et devient député du Parti conservateur ontarienne de la circonscription provinciale de Sault-Sainte-Marie. Il occupe ce mandat du 8 juin 1908 jusqu'à sa défaite à l'élection ontarienne du 23 septembre 1919. En 1911, il est nommé Ministre des forêts et des mines de l'Ontario.

Premier ministre

Après la mort de James Whitney, le 25 septembre 1914, Hearst lui succède comme chef du Parti conservateur de l'Ontario et comme Premier ministre de la province canadienne de l'Ontario, du 2 octobre 1914 jusqu'à sa défaite, le 14 novembre 1919. Sous son administration est prise une mesure visant à fournir une compensation aux ouvriers blessés. Il a obtenu des prêts pour résoudre les problèmes de logement à fournir aux colons. L'Hôpital de Orpington en Angleterre a été construit et offert aux gens de l'Ontario. Son gouvernement accorde le droit de vote aux femmes, pour les élections provinciales, et organise un référendum sur la prohibition de l'alcool.

Défaite par les United Farmers

La consultation populaire se tient le même jour que les élections générales de 1919. Bien que la prohibition soit approuvée par les électeurs, le gouvernement de Hearst est défait de façon inattendue par le parti United Farmers of Ontario qui participait à sa première élection. Hearst est battu dans sa circonscription par le député ouvrier James Bertram Cunningham lors de élection ontarienne du 23 septembre 1919. Son nom est dédié à la ville de Hearst en son honneur.

Il était franc-maçon.

HEEREN **Arnold Hermann Ludwig** Brême quartier d'Arbergen 25 octobre 1760 –

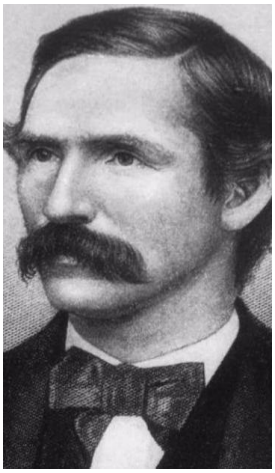


Göttingen 6 mars 1842

Historien allemand. Heeren fréquente l'école cathédrale de Brême. Il étudie à partir de 1779 à l'Université de Göttingen la théologie avant de se réorienter vers la philosophie puis l'Histoire. En 1784, devenu chargé de cours il entreprend un voyage en Italie, en France et aux Pays-Bas afin de préparer une édition de Jean de Stobée. Après son retour à Göttingen en 1787, il devient professeur de Philosophie à titre exceptionnel, puis en 1794 à titre régulier. En 1801, il passe professeur d'Histoire. Il est par la suite nommé conseiller à la cours puis en 1837 conseiller secret à la justice, toujours à la cours.
Il était membre de la loge maçonnique de Göttingen « *Augusta zum goldenen Zirkel* ».

Son travail fait dans le domaine de l'histoire du commerce et des transports. Avec Friedrich August Ukert, il fonde en 1829 le cercle "histoire des pays européens" et rédige de 1833 à 1840 le « *Göttingischen gelehrten Anzeigen* » (la parution scientifique de Göttingen).
Heeren s'est marié en 1796 avec Wilhelmine Heyne (1779–1861), fille d'un de ses collèges : Christian Gottlob Heyne.

HEDGES **Cornelius** Westfield, Massachusetts 28 octobre 1831 - Helena, Montana 29 avril 1907.



Il fut à l'origine de la fondation du parc national de Yellowstone.
Franc-Maçon de la Loge "*Independence Lodge*" Independence, Iowa.

Son père était un agriculteur et forgeron. Hedges est allé à l'école de l'académie locale à Westfield. Il s'inscrit à l'Université Yale en 1849, et obtient son diplôme en 1853. En 1855, il est diplômé de la Harvard Law School et est admis au barreau du Massachusetts. C'est au cours de ses années de collège qu'il a d'abord commencé à tenir son journal. En Juillet 1856 Hedges épouse Edna Smith Layette dans le Connecticut. Immédiatement après leur mariage, le nouveau couple s'installe à l'indépendance, dans l'Iowa et Hedges ouvre un cabinet d'avocat, lors de l'édition et de la publication de la *civile indépendante.* Le premier enfant du couple, Wyllys A. Hedges, est né à Independence le 3 Juillet 1857, et leur deuxième fils Dennis, le 3 Juin 1860. En 1862, le jeune Dennis décéde. Leur troisième fils, Cornelius Jr., est né le 28 octobre 1874. La première fille de la famille, Emma Marion, est née le 19 septembre 1867. Les Hedges ont eu huit enfants, dont trois moururent en bas âge.

Dans l'impossibilité de réussir financièrement, Hedges part en avril 1864 avec un chariot, un fusil, des fournitures, et une équipe de muletiers, pour les mines d'or de l'Idaho. Il arrive à Virginia City, Montana, le 12 Juillet 1864, toutes les concessions étant prises et comme il y avait peu de travail il se voit contraint de travailler comme pelleter de résidus.
Il vend l'attelage de mules et le 1er septembre, il peut enfin acheter une concession à Highland Gulch, avec trois partenaires. En Janvier 1865 Hedges déménage à Last Chance Gulch à Helena, Montana. La barreau de Montana l'a accepté et il commence à pratiquer le droit, en devenant procureur à la Cour suprême du territoire de 1865 à 1975, tout en travaillant sur les concessions minières pour compléter ses revenus.

En 1866, il retourne en Iowa pour chercher sa famille et la ramener au Montana. En 1868, il est nommé commissaire américain dans le territoire du Montana, et travail pour l'Association « Helena Bibliothèque publique » afin de construire une bibliothèque dans la capitale de l'Etat. En 1870, il rejoint l'expédition de Washburn-Langford-Doane dans le parc de Yellowstone qui sera achevé en 1872, cette expédition va susciter son intérêt toujours plus croissant pour la création d'un réseau de parcs nationaux. En 1872, le gouverneur Benjamin F. Potts le nomme surintendant des écoles publiques de Montana. Il occupe ce poste jusqu'en 1878, puis de nouveau de 1883 à 1885.

En 1866, il participe à la création d'une loge maçonnique à Helena. En 1878, il est élu Grand Secrétaire de la loge maçonnique d'Helena. Tout au long de sa vie, il restera un membre apprécié de la franc-maçonnerie.

De 1876 à 1888, il est rapporteur de la Cour suprême des territoires. En 1875, il est élu juge des successions pour Lewis et Clark County, il le restera jusqu'en 1880. Dès lors, ses amis appelaient affectueusement le juge Hedges. En 1878, il fait l'acquisition d'une maison à Helena, pour $ 4,550, dont la bibliothèque fera référence à Helena. Arrivé dans le Montana en 1864, le juge Hedges est considéré comme un véritable pionnier, et en 1884, il devient membre fondateur de la Société des Pionniers Montana. En 1889, il se présente et gagne l'élection de sénateur républicain de l'État de Lewis et Clark County, il gardera ce poste jusqu'en 1892. En 1889 Montana est constitué en tant qu'Etat.

Hedges continue à pratiquer le droit jusqu'à ce que la maladie l'oblige à se retirer en 1901. Hedges a joué un rôle actif dans les mouvements responsables du système de parc national, le développement des écoles territoriales dans le Montana, de la Bibliothèque publique d'Helena, et le développement de la Franc-Maçonnerie comme un élément cohérent de la « Montana Société ». Il a également été membre de la Société d'État des monuments historiques du Montana. Hedges meurt à Helena, Montana, le 29 avril 1907 à l'âge de soixante-six ans. Son épouse Edna meurt en 1912.

HEINE **Heinrich**



Ecrivain et poète allemand (1797 – 1856)

HELVETIUS Claude Adrien

Paris 28 février 1715 - Versailles 26 décembre 1771.



Philosophe.

Franc-Maçon, il aurait été, avec Jérôme Lalande, l'un des fondateurs de l'éphémère Loge "*Les Sciences*", vers 1766. Son tablier sera remis à Voltaire le soir de son initiation par la loge "*Les Neuf Soeurs*". Toutefois, il ne figure sur aucune liste du Grand Orient.

Claude-Adrien Helvétius devient fermier général dès l'âge de vingt-trois ans puis, en 1751, il obtient la charge de maître d'hôtel de la reine. Au sein des matérialistes de son siècle, Helvétius (latinisation de Schweitzer) développe un sensualisme matérialiste, où l'intérêt seul dirige les jugements et considère l'éducation comme l'élément constitutif principal de l'esprit des humains, qui sont, selon lui, tous susceptibles de s'instruire également.

Il est fortement inspiré par Locke, dont il lit très tôt l'*Essai sur l'entendement humain*. Ses idées sur la constitution de l'esprit humain en seront nettement influencées. Il veut dépasser cependant toute idée de Dieu en défendant un athéisme relatif. Il considère la croyance en Dieu et en l'âme comme le résultat de notre incapacité à comprendre le fonctionnement de la nature, et voit dans les religions, notamment la religion catholique, un despotisme n'ayant comme but que le maintien de l'ignorance pour une meilleure exploitation des hommes. Souvent présenté comme un physiocrate (il monte une manufacture, fait faillite, puis connait le succès) et un philosophe matérialiste, selon Michel Onfray.

Helvétius est pourtant plus à rapprocher d'un philosophe nominaliste et déiste. On trouve dans ses textes plusieurs références à Dieu et à son existence : « l'être suprême », « l'éternel », « le législateur céleste » sont des expressions qui reviennent plusieurs fois dans son ouvrage *De l'Homme* ; il y définit même Dieu comme étant « la cause encore inconnue de l'ordre et du mouvement ». La raison de cet amalgame est en partie due à la récupération politique de ses textes, qu'il s'agisse de discréditer son œuvre (jésuites, jansénistes, le pape Clément XIII ou encore le pouvoir royal de Louis XV) ou d'en faire un penseur incontournable du socialisme scientifique (marxistes). Ainsi, si Helvétius est anti-chrétien, il ne nie pas l'existence d'une force dans la nature et il défend même l'idée d'une philosophie plutôt positive dans cette religion une fois épurée de son fanatisme, superstitions et institutions.

Philosophie

Helvétius était à la fois matérialiste et sensualiste. Le matérialisme est un système philosophique qui n'admet pas d'autre substance que la matière : il s'oppose notamment à la religion et à la notion d'âme immatérielle. Selon le sensualisme, toutes nos connaissances et nos idées découlent des sensations, dont elles ne sont que la combinaison de plus en plus complexe. Le sensualisme s'oppose à l'activité spontanée de l'esprit.

Postérité

Outre la postérité due à sa philosophie, on peut rattacher l'histoire des Idéologues à Helvétius. En effet, ce groupe philosophique de la fin du xviiie siècle conduit par Destutt de Tracy, se réunissait régulièrement chez sa femme Anne-Catherine Helvétius, avec Cabanis qui, dès 1778, s'était installé dans la propriété de l'inconsolable veuve.

HERDER Johann Gottfried



Ecrivain et philosophe allemand (1744 – 1803)

HIERNAUX **Jules** Montigny-le-Tilleul 29 août 1881 – (assassiné) Mont-sur-Marchienne 29 juillet 1944.



Militant wallon et homme politique belge de tendance socialiste. Il fonda puis dirigea l'*Université du Travail* de Charleroi. Il fut ministre de l'éducation nationale de 1934 à 1935. Il avait milité dans de nombreux mouvement wallons avant la guerre, siégé à l'Assemblée wallonne puis il entra dans la Résistance et adhéra au mouvement Wallonie libre. Il fut assassiné par les Rexistes.

Il était également Grand-Maître du Grand Orient de Belgique de 1937 à 1939.

HOGARD **Henri** Épinal 16 mars 1808 - Gérardmer (Vosges) 29 novembre 1880.

Géologue français. Précurseur d'une modélisation géomètrique de la stratigraphie en accord avec les observations de géomorphologie, ce dessinateur-géomètre et arpenteur de formation, membre assidu de la société d'Émulation des Vosges, fut l'un des premiers jeunes géologues lorrains à montrer l'inclinaison des strates sédimentaires à l'approche du massif sommital vosgien, mais aussi à défendre et suivre les hypothèses du scientifique suisse Louis Agassiz et à affirmer l'existence de glaciers dans les Vosges aux époques anciennes.

Grâce à son métier d'agent-voyer directeur du département des Vosges constamment aux prises avec le terrain et les accotements de voies, il est également l'auteur d'un grand nombre de cartes et de plans. Il livre avec un premier essai géologique couvrant le département une carte géologique des Vosges en 4 feuilles (1845), une des premières à être publiées à l'échelle 1/12000e, qui dépasse localement en précision la carte géologique de la France publiée en 1841 par Élie de Beaumont. D'abord arpenteur-adjoint avec son père, le géomètre Henry-Joseph Hogard, Henri-Charles est nommé par le préfet en 1840 agent voyer supérieur des chemins de grande communication du département des Vosges. À ce titre, il dirige le service vicinal vosgien, alors autonome vis-à-vis du Corps des Ponts et Chaussées, de 1840 à 1872.

Hogard, qui rencontre Napoléon III à Plombières, l'initie à la géologie et à la mission du désenclavement routier des Vosges. De 1861 à 1969, avec le soutien impérial, on lui doit notamment le tracé et la construction ardue, constamment reprise, de la route de la Schlucht, côté lorrain. Il construira sa maison-chalet en surplomb de sa grande œuvre routière à la gloire de l'Empire et s'y éteindra en 1880.

Dessinateur de talent, Henri Hogard réalisa lui-même les planches qui illustrent certaines de ses publications.

Sélection d'œuvres

Trois œuvres capitales marquent son apport à la géologie de l'Europe occidentale : sa *Description géologique et minéralogique des régions granitiques et arénacées du système des Vosges*, en 1837, puis son livre sur les glaciers et sur les formations erratiques des Alpes de la Suisse en 1858, enfin ses notes et croquis sur les glaciers, 1867

Suivant également en cela les traces de son père, il fut franc-maçon de la loge d'Épinal et fit partie des fondateurs de la loge *la Fraternité vosgienne*.

HOGARTH **William** Londres 10 novembre 1697 – 26 octobre Londres 1764.



C'est un peintre et graveur anglais du XVIIIe siècle.

Son père, originaire du Westmorland, fait modestement vivre sa famille de son métier de maître d'école, puis de correcteur d'épreuves d'imprimerie. À seize ans, l'adolescent entre comme apprenti dans l'atelier d'un graveur sur argent, Ellis Gamble, où il cisèle des emblèmes sur des pièces d'orfèvrerie.

C'est pour l'anti-maçonnisme que ce fils d'un maître d'école besogneux, formé à la technique de la gravure chez le réputé Ellis Gamble, entre en contact avec l'univers maçonnique. En effet, la gravure *The Mystery of Masonry brought to light by the Gormogons* (1724) met en scène une procession hostile à la maçonnerie, organisée par les Gormogons, dans laquelle figure le seul portrait connu d'Anderson représenté en tabliers et gants, la tête émergeant entre les barreaux d'une échelle.

En 1725, il réalise dix-sept gravures pour *Hudibras*, de Samuel Butler, qui lui fournit

également le sujet de douze estampes publiées séparément. Parallèlement, le jeune homme entre cette même année dans l'académie de dessin fondée trois ans auparavant par sir James Thornhill.

Peu de temps après, le 27 novembre 1725, on obtient cependant la première mention de l'appartenance maçonnique de Hogarth. Son nom figure sur le registre des membres de sa loge « *Hand and Apple Tree* », domiciliée Little Quenn Street. On y retrouve sir James Thornill, le peintre des fresques du dôme de la cathédrale Saint-Paul et le directeur de l'Académie, sise à Covent Garden. Hogarth, qui était son élève, épousa secrètement sa fille, Jane, à Paddington Old Church avant d'obtenir le consentement de son influent beau-père. Député de Veymouth, ce dernier était aussi Premier Grand Surveillant en 1728. Hogarth s'affilie ensuite à « *Bear and Harrow* », en 1730, et au prestigieux « *Corner Stone* », l'année suivante. En 1734, il est nommé Grand Steward à l'instigation de son ami Thomas Slaughter, propriétaire d'un café de St. Martin's Lane et son prédécesseur dans cette charge. Il dessine d'ailleurs le bijou arboré, depuis, par les Grands Officiers.

Malgré cet engagement, les références maçonniques demeurent secondaires dans la production de l'artiste. On doit cependant noter deux œuvres de commande qui mettent en relief la prééminence chez les maçons spéculatifs des Whigs inspirés par la philosophie newtonienne. La première s'intitule *A. Performance of the Indian Emperor or The Conquest of Mexico* (1732-1735) : elle décrit la représentation privée (devant les enfants de George II) par des jeunes filles de la haute aristocratie d'une pièce de John Dryden, à Drury Lane, dans la demeure du commanditaire, sir John Conduit. Directeur de la Monnaie, ce dernier est l'époux de la nièce préférée de Newton.

D'éminentes personnalités maçonniques ont tenu à être présentes, notamment deux anciens Grands Maîtres, les duc de Montagu et de Richemond, tandis que s'active, dans le rôle du souffleur, Desaguliers. Le véritable animateur du cénacle fut Newton, alors récemment disparu : son buste est là, posé sur le manteau de la cheminée. Dans la seconde œuvre, *The Hervey Conversation* (vers 1738), due é la générosité du baron John Hervey of Ickworth, Hogarth place Désaguliers au centre d'une scène champêtre, debout sur une chaise, et observant à l'aide d'un télescope une église. Il est entouré de deux maçons éminents : Charles Spencer, 3e duc de Malboroufh, et Stephen Fox qui, assis à une table, semble prendre des relevés.

En 1735, l'artiste est l'un des signataires d'une pétition qui aboutira au vote par le Parlement de la « Loi Hogarth », qui interdit de tirer des estampes d'une œuvre d'art sans le consentement de l'auteur. Le souci de toucher le plus de monde possible, et dans toutes les couches de la société, pousse également le graveur à varier le style de ses estampes. Ainsi, Hogarth n'hésite pas à faire réaliser «par les plus grands maîtres de Paris», comme il l'annonce les six gravures sur cuivre du *Mariage à la mode* (v. 1743-1745), description satirique mais raffinée d'« une aventure moderne dans la plus haute société. » En revanche, il se rapproche de l'estampe populaire pour opposer les effets bienfaisants de la bière aux désastres provoqués par le gin (*Beer Street and Gin Lane - La Rue de la Bière et la Ruelle du Gin*, 1751) ou pour « écrire » les douze chapitres truculents d'une fable où s'opposent les carrières de deux apprentis (*Industry and Idleness - Le Zèle et la Paresse*, 1747). Les vertus de l'un l'amènent à devenir lord-maire de Londres, les vices de l'autre sont sanctionnés par l'échafaud.

Si Hogarth réussit pleinement comme « peintre d'histoire comique » ainsi que l'appelle Fielding, il s'essaye également à la grande peinture d'histoire et à la peinture religieuse : il réalise notamment en 1735-1736 *Le Bon Samaritain* et *La Piscine de Béthesda* pour l'escalier d'honneur du St. Bartholomew's Hospital et, en 1756, un grand triptyque pour St. Mary Redcliffe, à Bristol. Mais dans la protestante Angleterre, la peinture religieuse est peu prisée.

Hogarth consacre, en outre, une série de gravures à des personnalités influentes de la Première Grande Loge, comme le numismate Martin Folkes, président de la Royal Society, en 1741, puis de la Society of Antiquaries en 1752, membre des loges « *Bedford Head* » (Covent Garden) et « *Maid's Head* » (Norwich), et Député Grand Maître en 1724 : John Henley, initié en 1730 dans la loge éphémère « *Prince William Tavern* », Grand Chapelain en 1734 et conférencier émérite dans les ateliers ; le physicien John Misaubin, maître de la « Lodge of Friendship » en 1731. Il tint également à rendre hommage à des artistes et maçons reconnus, comme John Pine, graveur du frontispice des *Constitutions* et membre en 1725 de la loge « *Globe Tevern's Moorgate* », le graveur John Faber, Grand Steward en 1732, ou le peintre John Highmore, 2e Grand Surveillant en 1725. Toutefois, son œuvre maçonnique la plus célèbre est un épisode de la série *The Four Times of Day, The Night*, dont la large diffusion, à partir de mars 1738, assura la renommée. Elle dépeint une scène qui se déroule à l'extérieur de la Rummer and Grapes Tavern, à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la restauration de Charles II Stuart, le 29 mai 1660. Le maître de la loge, en état d'ébriété, est accompagné par son tuileur, tous deux arborants leur tablier de cuir et les insignes distinctifs de leurs fonctions respectives (équerre et épée). Il s'agit de Thomas de Veil, magistrat strict mais débauché, juge de paix pour la cité de Westminster et la Tour de Londres, lieutenant-colonel de la milice, récemment promu inspecteur général des Exportations et des Importations, et membre, comme Hogarth avec lequel il avait eu des démêlés, de la loge « *Hand and Apple Tree* ». Le tuileur est tout simplement le Grand Tuileur de la première Grande Loge : Andrew Montgomery.

Dans son *Analysis of Beauty* (*Analyse de la beauté*, 1753), Hogarth affirme que le principe de la beauté réside dans la ligne ondulée ou *serpentine* baptisée par lui du nom de ligne de beauté. Dans la préface, Hogarth fait part des grandes motivations qui animent son projet : en bonne logique des Lumières, il s'agit, dans ce domaine comme dans tant d'autres, de sortir le discours sur la beauté et sur la grâce des brumes élitistes (le je-ne-sais-quoi, le « mystère de la création ») et des hiérarchies académiques (seule la copie des modèles anciens permet d'atteindre le beau idéal).
Le traité est ensuite divisé en 17 chapitres : 6 consacrés aux grands principes de la composition picturale, 5 à une théorie

des lignes, 3 à l'éclairage et la couleur, et 3 au visage, à l'attitude et enfin à l'action. Sa mort, le 26 octobre 1764, allait priver l'Angleterre d'un artiste éminemment original dont le réalisme et la puissance dramatiques sont restés inégalés.

Hogarth faisait partie de l'avant-garde culturelle de Londres, et passait beaucoup de temps avec des dramaturges, des acteurs et des artistes. Premier peintre anglais à donner à son pays une identité picturale distincte de celle du continent[réf. nécessaire], Hogarth est une figure majeure de l'Europe artistique du xviiie siècle. Par son oeuvre de théoricien, Hogarth ouvre la voie à une reconnaissance des genres mineurs que sont le portrait, le paysage et la gravure, qui joueront un rôle essentiel dans l'émergence d'une école anglaise, de Joshua Reynolds et Thomas Gainsborough, jusqu'à Joseph Mallord William Turner et John Constable, en passant par Thomas Rowlandson, William Blake et James Gillray.

Wikipedia + JCvL+ Fr.D.

HOHENZOLLERN Dynastie

La dynastie est d'origine souabe. Friedrich VI von Hohenzollern, margrave de Nuremberg, devient margrave de Brandebourg au début du XVe siècle et prend le titre de Friedrich 1er. Le duché de Prusse est rattaché au Brandebourg en 1618. Friedrich (1657-1713), électeur de Brandebourg, devient « roi de Prusse » en 1701. Son fils, Friedrich Wilhelm 1er (1688-1740), le Roi Sergent, épouse en 1706 Sophia Dorothea d'Angleterre, sœur du futur roi de Grande Bretagne et d'Irlande, Georges II. Ils ont de nombreux enfants, dont le plus célèbre est leur fils aîné, Frédéric le Grand.

- Wilhelmine (1709-1758), leur fille aînée, épouse Friedrich (1711-1763), margrave de Brandebourg-Bayreuth, reçu maçon par Friedrich dans sa loge du château de Rheinsberg, fin octobre 1740. Le margrave fonde la première loge « *Schloss-loge zur Sonne* » de Bayreuth le 21 janvier 1741 et la dirige jusqu'à sa mort. Charlotte (1716-1801) épouse le duc Karl 1er von Braunschweig qui n'est pas maçon, mais trois de leurs fils appartiendront à la Stricte Observance.

- Auguste Wilhelm (Berlin 9 août 1722 – Oranienburg 22 juin 1758), époux de Luise-Amalie von Braunschweig, est reçu maçon par Frédéric en juin 1740 au château de Charlottenbourg.

- Friedrich Heinrich Ludwig (1726-1802) époux de Wilhemine von Kassel, est reçu maçon probablement en 1745.

- August Ferdinand (Berlin 23 mai 1730-9 mai 1813), époux d'Anna Élisabeth Luise von Brandebourg-Achwedt, assiste le 24 janvier 1744 à la fête organisée par la mère loge « *Aux Trois Globes* » en l'honneur de l'anniversaire de Frédéric et tient le premier maillet pendant une partie de la cérémonie, à laquelle assistent la plupart des maçons de Berlin.

- Friedrich Wilhelm II (Frédéric-Guillaume 25 septembre 1744 - 16 novembre 1797), prince héritier, fils d'Auguste Wilhelm, devient roi de Prusse à la mort de son oncle, Frédéric le Grand. On ignore quand il devient maçon. Le 16 novembre 1770, il adresse une lettre autographe à Cothenius, médecin de Frédéric et, membre de la Stricte Observance, dans laquelle il accepte de devenir protecteur de la Mère Loge Aux Trois Globes, alors ralliée à la Stricte Observance. Il est nommé membre d0honneur de la loge « *Zu den drei goldenen Schlüsseln* » de Berlin 1er octobre 1772. Très religieux, enclin au mysticisme et adonné au surnaturel, Bischoffwerder et Wöllner l'amènent à devenir membre de l'Ordre des Rose-Croix d'or, le 8 août 1781, où il reçoit le nom d'Ormesus. Il voit apparaître à Charlottenbourg les esprits de Marc Aurèle, de Leibnitz et du Grand Electeur, dont les admonestations l'amènent à quitter sa maîtresse. Devenu roi, il ne participe pas aux travaux maçonniques mais confirme son protectorat, le 9 février 1796.

- Friedrich Wilhelm III (Frédéric-Guillaume 3 août 1770 - 7 juin 1840), est le fils du précédent par son second mariage avec Frederika Louisa von Hessen-Darmatadt, roi de Prusse à la mort de son père. Aucun document ne permet d'étayer l'affirmation de la Geschichte der Freimaurerei in Deutschland (1859) de Wilhelm Keller (1815-1895) selon laquelle il aurait été reçu franc-maçon à Paris en 1814 par une loge militaire russe.
Le roi étend alors à la Grande Loge Royal York le protectorat accordé par son père à la mère loge « *Aux Trois Globes* ». Quelques semaines avant sa mort, il autorise son second fils, le prince Wilhelm, à devenir franc-maçon à la condition d'appartenir simultanément aux trois Grande Loges de rites différents existants alors en Prusse, lesquelles venaient de fonder ensemble le Grossmeister-Verein le 28 dlécembre1839, et de leur accorder son protectorat.

- Friedrich Wilhelm IV (Frédéric-Guillaume 15 octobre 1795, 2 janvier 1861), fils aîné du précédent et roi de Prusse à la mort de son père, il n'était pas franc-maçon. Frère cadet du précédent Wilhelm Friedrich Ludwig (22 mars 1797 – 9 mars 1888) assure la régence à partir du 7 octobre 1858 ; il accédera au trône en 1861 sous le nom de Wilhelm (Guillaume 1er). Les trois Grands Maîtres allemands se réunissent le 18 mai 1840 pour déterminer comment procéder à la réception du prince Wilhelm et, le lendemain, lui demandent son avis. Le prince décide de leur laisser le choix des circonstances et fixe la date de son initiation au 22 mai suivant. Le comte Henkel von Donnersmark, Grand Maître de la Grande Loge Nationale (*Grosse Landesloge*), procède à sa réception aux trois grades symboliques dans le temple de son obédience, car ayant été l'aide de camp de Friedrich Wilhelm III durant de nombreuses années, il connaît bien son fils.

DEVENU PROTECTEUR DE TOUTES LES LOGES PRUSSIENNES, LE PRINCE WILHELM NE MANQUE JAMAIS DE FAIRE ETAT DE SA QUALITE MAÇONNIQUE ET DE PROTEGER LES LOGES FACE AUX ATTAQUES DU PARI CLERICAL.
LE 31 MAI 1840, QUELQUES JOURS APRES SA RECEPTION, IL ENUMERE PAR ECRIT LES DOCUMENTS RITUELS ET ADMINISTRATIFS QU'IL SOUHAITE LUI ETRE ADRESSES AFIN D'ETRE EN MESURE DE REMPLIR DE MANIERE

EFFECTIVE SA CHARGE DE PROTECTEUR. IL PRONONCE UN DISCOURS ELOQUENT A CET EGARD LORS D'UNE VISITE A LA LOGE DE SOLINGEN LE 16 JUIN 1853, ASSISTE A UNE FETE ORGANISEE PAR LES LOGES DE BRESLAU LE 24 JUIN 1855, ET EST ACCOMPAGNE PAR SON FILS A LA LOGE DE MAYENCE LE 13 OCTOBRE SUIVANT. IL EXERCE LA PRESIDENCE EFFECTIVE DU GROSSMEISTER-VEREIN JUSQU'EN 1861, ANNEE DE SON ACCESSION AU TRONE. LE 22 MAI 1865, A L'OCCASION DES 25 ANS DE SON JUBILE MAÇONNIQUE, LES TROIS GRANDS MAITRES LUI PRESENTENT LEURS VŒUX DANS UNE ADRESSE A LAQUELLE LE SOUVERAIN REPOND DANS LES TERMES LES PLUS CHALEUREUX EN EVOQUANT LA MANIERE DONT IL AVAIT REPONDU AUX ATTAQUES CONTRE LA FRANC-MAÇONNERIE PRUSSIENNE. BISMARK EVOQUE DANS SES MEMOIRES (*GEDANKEN UND ERINNERUNGEN*, 1898) LA FIDELITE QUASI RELIGIEUSE AVEC LAQUELLE IL REMPLISSAIT SES DEVOIRS ENVERS SES FRERES. DE NOMBREUSES CEREMONIES MAÇONNIQUES ON LIEU A L'OCCASION DE SA MORT.

Friedrich III (Frédéric 18 octobre 1831 – 15 juin 1888) fils aîné du précédent, est reçu maçon le 5 novembre 1853, en présence de son père, des 3 Grands Maîtres et de 12 membres de chacune des trois Grandes Loges prussiennes, dans une salle du palais transformée pour l'occasion en temple maçonnique. Le Grand Naître de la Grande Loge Nationale, Dietrich Wilhelm Heinrich Bush, lui confère les trois grades symboliques. Son père avait en effet décidé que, tout en exerçant le protectorat sur les trois Grandes Loges prussiennes, son fils deviendrait membre de la seule Grande Loge Nationale et non pas des trois à la fois. Le prince est nommé Grand Architecte de l'Ordre (*Ordens Ober-Architekt*), le 10 mai 1853. A la mort du général Karl Friedrich von Selasinsky (24 janvier 1786 – 26 avril 1860), *Ordens+Meister*, il devient son successeur le 18 juin 1860.

En 1858, le prince avait épousé Victoria (Vicky), fille aînée de la reine Victoria. C'est en partie à son influence que Runkel attribue l'évolution du prince qui se détache progressivement de la tradition chrétienne et templière de Grande Loge Nationale. Cette évolution devient publique lors du discours qu'il prononce le 24 juin 1870, à l'occasion du centenaire de la fondation de la Grande Loge Nationale par Zinnendorf, en présence des représentants des trois Grandes Loges prussiennes. Les déclarations du prince sont d'autant plus révolutionnaires qu'il occupe alors la plus haute charge de l'Ordre. Il estime que les traditions de celui-ci doivent être soumises à une critique historique impartiale et non, comme cela avait été jusqu'alors le cas, être acceptées comme des vérités révélées. Il insiste sur l'importance prépondérante des loges bleues. Il souhaite que soit levé le secret qui entoure l'enseignement des hauts grades de l'Ordre qu'il compare à une chape de glace et déclare qu'il n'existe qu'une seule franc-maçonnerie, alors que la Grande Loge Nationale enseigne qu'elle est seule à établir la vérité. De telles déclarations apparaissent inacceptables pour ses aînés et d'autant plus scandaleuses qu'elles sont prononcées, trois semaines avant la publication de la dépêche d'Ems, par un jeune prince de 39 ans, en présence des membres des deux autres Grandes Loges prussiennes.

Si ce discours amène la création en 1872 de la revue de la Grande Loge Nationale (*Zirkelkorrespondenz unter den Johannis-Logenmeistern der Grossen Landesloge von Deutschland*), placée sous la direction de Widmann, et facilite la diffusion des travaux de Gustav Adolph Schiffmann (30 juillet 1814 – 18 juillet 1883) qui en expose les résultats au cours des conférences prononcées en 1873 en réunions du 8° de la Grande Loge Nationale, l'opposition qu'il a suscitée force le prince à se démettre de sa charge le 7 mars 1874. L'ancien Grand Maître National, Cäsar Karl Ludwig von Dachröden (1864 – 1872), alors âgé de 68 ans, lui succède. Schiffmann devient alors *Ordens Ober-Architekt* et successeur automatique de Dachröden lorsque celui-ci serait amené à cesser d'exercer ses fonctions. Pour éviter une telle situation, les dispositions régissant l'élection de l'Ordens+Meister sont modifiées. Il s'ensuit la publication d'écrits polémiques qui entrainent l'exclusion de Schiffmann le 1er juillet 1876, approuvée par l'empereur le 18 septembre suivant. Schiffmann sera réintégré en 1882, une fois reconnue l'exactitude de ses travaux historiques. Le prince continue néanmoins à assumer les fonctions de protecteur suppléant de la maçonnerie prussienne jusqu'à la mort de son père. Lors d'une visite rendue à Strasbourg, le 12 septembre 1886, il fait l'éloge de la liberté de conscience. Pendant les trois mois de son propre règne, il s'adresse à deux reprises aux maçons prussiens. Son fils, l'empereur Wilhelm II (Guillaume 1859 – 1941), ne fut pas franc-maçon. A.B.

HORTA baron **Victor** Gand 6 janvier 1861 - Bruxelles 8 septembre 1947.



Architecte belge. C'est le chef de file incontesté des architectes Art nouveau en Belgique. Son père, Pierre Horta est cordonnier. Celui-ci est âgé de 66 ans à la naissance de Victor et eut au total 12 enfants (issus de deux mariages différents). Le jeune Victor, qui a très vite un caractère rebelle, entretient des rapports conflictuels avec sa mère, dont il n'apprécie pas les excès d'autorité, et notamment l'insistance de cette dernière pour qu'il étudie le droit ou la médecin. Il a également des rapports conflictuels avec ses écoles, dont il se fait régulièrement renvoyer. Il rêve d'innovations, nage à contre-courant des modes. Il a la fibre artistique, surtout musicale, comme son père. Il se passionne alors pour le violon. Ce serait à 12 ans, en aidant son oncle entrepreneur sur un chantier, que Victor Horta aurait été pour la première fois attiré par l'art de bâtir. Ses parents, estimant peu probable le fait que leur fils réussisse ses études au lycée (tant à cause de ses renvois que de ses résultats), l'envoient chez un architecte décorateur d'intérieur, Jules Dubuysson, habitant Montmartre à Paris.

À cette époque, Paris est en pleine effervescence artistique. Les premiers peintres impressionnistes y exposent leurs

œuvres. Victor Horta y découvre ainsi les principaux mouvements picturaux (impressionnisme, pointillisme...), mais aussi l'architecture classique et surtout les nouveaux matériaux de construction, en particulier l'acier et le verre1. Il constate la remarquable corrélation entre l'évolution de la peinture et l'architecture de l'époque. Ces deux arts sortaient d'une lourde phase de classicisme et avaient vu un retour à des styles passés. Il voulait être à l'architecture ce que Vincent Van Gogh avait été à la peinture, l'émancipateur des éternelles règles classiques.

À Paris, le futur architecte étudie les bâtiments classiques et leurs matériaux. Néanmoins, le plus important est qu'il entre en contact, grâce à son maître, avec les nouveaux matériaux que certains décorateurs utilisaient, comme l'acier ou encore la verrerie évoluée. Il y comprend aussi que la grande renommée ne s'acquiert qu'en dessinant de grands bâtiments publics. Lorsque son père meurt en 1880, il se hâte de retourner en Belgique. Il s'installe à Bruxelles et s'inscrit à l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles, dont il sortira avec une médaille d'or. Il épouse une amie d'enfance, Pauline Heyse.

Sa vie à l'académie
Victor Horta y fait la connaissance de Paul Hankar. Ils se lient d'amitié, ne devinant pas que leur admiration commune en ferait de grands concurrents. Victor Horta, élève exceptionnellement brillant, attire l'attention de beaucoup de ses professeurs. On retiendra parmi eux surtout Alphonse Balat, l'architecte du roi. Il prend son élève favori comme assistant. Ensemble ils dessinent les Serres royales de Laeken, où sont à nouveau combinés les éléments que Horta admire le plus : les jeux de lumière, la verrerie et l'acier. Horta reprendra le cabinet d'Alphonse Balat à sa mort, en 1895. De son mentor, il retiendra surtout l'amour du détail parfait, étudié au cas par cas. Mais il se détachera, cependant, de la tradition classique de l'Académie à laquelle Alphonse Balat était lui, resté attaché toute sa vie.

L'architecte
Une fois leur alliance rompue, il entreprend la construction (en 1885) de trois maisons mitoyennes rue des Douze Chambres (Twaalfkameren) à Gand, pour avoir tout de même son nom gravé quelque part et ne pas d'ores et déjà enterrer sa future carrière.

Ayant pour objectif clair et marqué de ne pas se satisfaire d'un succès facile, il refuse pendant huit ans tout autre projet résidentiel. Il participe à des concours publics, bâtit des petites constructions abritant des statues, des tombeaux et d'autres petits monuments. Il peaufine ainsi son art, développe sa propre sensibilité. Il découvre petit à petit les courbes et refuse les lignes verticales droites. Pour lui, ces courbes sont le résultat d'une réflexion tout à fait posée : elles amplifient l'impression d'espace, guident le regard, supportent mieux les constructions.

Pendant cette longue période d'apprentissage, il se fait connaître des nouveaux bourgeois de Bruxelles. Les professeurs d'université (il le deviendra en 1912), les scientifiques font partie de son cercle de connaissances. **Il entre ainsi dans la loge franc-maçonnique et humaniste, « Les Amis philanthropes ».** Tous les éléments sont réunis pour initier une magnifique carrière. Son esprit est mûr et dans l'air du temps, il fréquente les meneurs des changements sociaux de l'époque. Dès qu'il se dit prêt à entamer la construction de demeures résidentielles, les commandes affluent. C'est en 1892 qu'il réalise la Maison Autrique, passionnante œuvre de transition, puis l'Hôtel Tassel, le premier d'une longue série d'hôtels particuliers aussi inventifs que raffinés. L'Hôtel Tassel est considéré comme le premier édifice Art nouveau au monde. Il est ainsi l'un des premiers architectes à faire de l'Art nouveau, il servira d'exemple à Guimard. C'est en 1902, qu'il fait la connaissance de Gustave Malbert, dont il fera par la suite son élève. On parle alors de lui dans toutes les revues spécialisées d'Europe. Habiter du Horta est un signe de statut, d'ouverture et surtout de richesse. Évidemment, étant donné son rythme de travail effréné, les besoins des riches bourgeois de Bruxelles sont assez vite satisfaits. Il est concurrencé par Henry van de Velde et Paul Hankar, deux autres architectes moteurs du renouveau de l'architecture moderne belge. Il entreprend alors de plus en plus la réalisation de lieux publics et de magasins.

Il passe ensuite deux années (1916-1918) aux États-Unis où il découvre de nouveaux matériaux de construction, tout en se détournant du mouvement art nouveau. C'est ainsi qu'il construit le palais des beaux-arts de Bruxelles avec une esthétique beaucoup plus géométrique.

De 1920 à 1927 Victor Horta devient directeur de la section architecture de l'Institut Supérieur des Beaux Arts à Anvers.
En 1927, il devient pour quatre années le directeur de l'Académie des beaux-arts de Bruxelles.
En 1932, le roi Albert I^{er} lui confère le titre de baron.
Lorsque l'Art nouveau fut passé de mode, beaucoup des édifices de Horta furent détruits, mais sa maison (qu'il avait conçue en 1898) est devenue le Musée Horta.

Victor Horta meurt le 8 septembre 1947 à Bruxelles. Il est inhumé au cimetière d'Ixelles.

HOUDON **Jean Antoine** 20 mars 1741 Versailles - 15 juillet 1828 Paris**.**
Sculpteur, élève de Pigalle. Sa statue la plus célèbre est le Voltaire du Théâtre- Français.
Franc-Maçon de la Loge "*Les Neuf Soeurs*", à Paris.

Bien connu pour ses œuvres réalistes, est un sculpteur français. Habile non seulement dans le travail en marbre, Houdon avait aussi un talent et aptitude pour façonner l'argile, le plâtre, le bronze et la terre cuite. On l'appelle souvent « le sculpteur des Lumières ». Sa mère était peintre et Houdon lui ressemblait beaucoup.



Après l'Académie, Houdon obtient en 1761 la bourse qui va avec le prix de Rome. Il arrive à Rome lorsque le classicisme florissant commence à détrôner le berninisme. Houdon étudie les œuvres de l'antiquité et les artistes de la Renaissance comme Michel-Ange. Il apprend rapidement à combiner le réalisme avec l'idéalisme grec. Il séjourne à Rome de 1764 à 1768, date à laquelle il revient à Paris. En 1771, Houdon devient membre de l'Académie royale, où il commence à enseigner sept ans plus tard. Il se marie en 1786 et a trois filles qui lui servent plusieurs fois de modèles.

Houdon fait partie d'une loge maçonnique, *Les Neuf Sœurs*, qui a soutenu la jeune république américaine. Il y côtoie Benjamin Franklin, et lorsque celui-ci retourne en Amérique, fait la connaissance de son remplaçant, Thomas Jefferson, qui lui commande un buste et le persuade de faire une statue de George Washington.

En 1785, « appelé par l'État de Virginie pour fixer les traits de Washington », Houdon traverse l'Atlantique et passe plusieurs semaines à Mount Vernon. Une des statues de Washington se trouve aujourd'hui au capitole de Richmond. Houdon est un des seuls artistes européens de son temps à avoir fait le voyage en Amérique du Nord. En 1795, sous le Directoire, Houdon est nommé membre de l'Institut. Lorsque il prend sa retraite en 1814, Il aura successivement travaillé sous Louis XVI, sous la Révolution française et sous l' Empire. Il continue à sculpter jusqu'à sa mort. Selon lui : *« C'est la nature dans toute sa noblesse, sa parfaite santé que nous recherchons, ou si non, nous ne sommes que de chétifs imitateurs »*.
Il est fait Chevalier de l'Empire le 1er avril 18092. À Paris, il existe une rue Houdon nommée en l'honneur du sculpteur en 1864, dans le 18e arrondissement.

Œuvres
Écorché, sculpté en 1767 avant son retour à Paris, est le premier succès d'Houdon. Celui-ci s'intéresse vivement à l'anatomie du corps humain et veut que ses œuvres soient fidèles à la nature. C'est de cet intérêt qu'est issu l'Écorché, œuvre qui continue à être reproduite aujourd'hui. C'est l'œuvre caractéristique du réalisme tel que le conçoit Houdon.
D'autres œuvres (la frileuse) démontrent sa virtuosité dans le modelé.

Le Salon
Peu après être retourné à Paris en 1768, Houdon présente au Salon « des statues mythologiques et allégoriques,» notamment une Diane et une Baigneuse, aujourd'hui au Metropolitan Museum de New York . Parmi ses bustes exposés au salon, on peut mentionner ceux de Lafayette, de Benjamin Franklin, d'Honoré de Mirabeau, de Jacques Necker, et de Jean Sylvain Bailly.

Les portraits
Houdon est principalement connu comme portraitiste ; ses portraits sont extrêmement précis et vivants et de nombreuses personnalités de son temps posent pour lui ; On lui doit les bustes de la tsarine Catherine II de Russie et du philosophe Denis Diderot, quatre bustes différents de Voltaire et un buste de Rousseau réalisé après la mort de celui-ci. Les yeux de ses portraits sont célèbres et Grimm, frappé par le jeu de la lumière et l'expressivité de leurs regards, remarquait que : *« Houdon était peut être le premier sculpteur qui ait su modeler les yeux ».*

On peut encore citer ses portraits de Voltaire (en buste, sur pied au Panthéon, ou assis à la Comédie-Française), de la comédienne Sophie Arnould, de Molière, de Napoléon Bonaparte, ainsi que ceux de plusieurs grands hommes américains : celui de Washington déjà évoqué, de Robert Fulton, Benjamin Franklin ou Thomas Jefferson. JCvL+Wikipédia

HOUDINI

Harry (Erich Weiss) Budapest 24 mars 1874 - Détroit 31 octobre 1926.
Illusionniste, prestidigitateur américain d'origine hongroise. Auteur d'ouvrages de magie.
Initié Franc-Maçon, en 1923, à la Loge "*St. Cecil Lodge*", New York City.



Houdini est né à Budapest, en Hongrie. Une copie de son certificat de naissance fut trouvée et publiée dans le « Rapport du Comité de Recherche sur la Naissance d'Houdini » (1972). À partir de 1907, Houdini prétendra être né le 6 avril 1873 à Appleton dans le Wisconsin. Le père d'Houdini était Mayer (Mayo) Samuel Weiss (1829-1892), un rabbin ; sa mère était Cecilia Steiner (1841-1913). Ehrich avait 6 frères : Herman M. (1863-1885) ; Nathan J. Weiss (1870-1927) ; Gottfried William Weiss (1872-1925) ; Theodore Weiss (Dash) (1876-1945) ; Leopold D. Weiss (1879-1962) et Gladys Carrie Weiss (1882- ?).

Il émigra avec sa famille aux États-Unis le 3 juillet 1878, à l'âge de 4 ans, sur le SS Fresia avec sa mère, alors enceinte, et ses quatre frères. Son nom sur la liste était Ehrich Weiss. Ses amis l'appelaient « Ehrie » ou « Harry ». Ils vécurent tout d'abord à Appleton dans le Wisconsin, où son père était rabbin de la Congrégation de Réforme Sioniste Juive. En 1880, sa famille vivait sur « Appleton Street ». Le 6 juin 1882, le rabbin Weiss devint citoyen américain. Après avoir perdu ses droits, il alla à New York avec Ehrich en 1887. Ils vivaient dans un pensionnat de famille situé sur « East 79th Street ». Le reste de la famille les rejoignit lorsqu'il trouva un logement plus stable. Enfant, Ehrich eut plusieurs emplois avant de devenir champion de cross country. Il fit ses premières apparitions publiques dès l'âge de 9 ans, en tant que trapéziste, se surnommant lui-même « Ehrich, le prince des airs ». Il devint magicien professionnel et commença à se faire appeler « Harry Houdini » car il était fortement influencé par le magicien français Jean Eugène Robert-Houdin, et son ami Jack Hayman lui dit qu'en français, le fait d'ajouter un « i » à Houdin signifiait « comme Houdin ». Plus tard, Houdini déclara que son nouveau prénom Harry était un hommage à Harry Kellar. Cependant, Harry est naturellement dérivé de « Ehrie ».

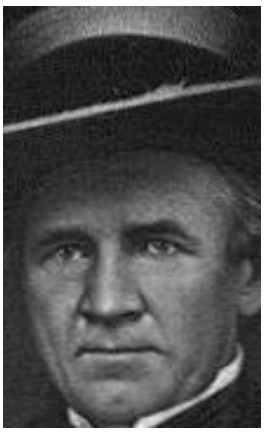
Carrière
Il commence sa carrière comme magicien dans les foires, accompagné de son frère Théodore.
En 1893, il rencontre sa femme Wilhelmina Béatrice Rahner (Bess Raymond), qu'il surnomme Bessie. Elle rejoint le duo Houdini et ils se marient la même année. Avant de devenir célèbre il sera le compagnon de tournée des Trois Keaton dans un « Medecine show ». Il est intéressant de savoir que le troisième Keaton est Joseph Frank "Buster" Keaton et que ce dernier tient son nom de Houdini lui-même. Après une chute du jeune garçon, Houdini s'écria « What a Buster » et le nom resta.

Ses meilleurs tours consistent à s'évader d'une malle remplie d'eau, fermée et enchaînée, ou d'un bidon en métal. Au moment où naît le spiritisme, il cherche à démasquer les faux médiums en parcourant le pays. D'autres scientifiques s'intéressent aussi de très près aux médiums, comme l'American Society for Psychical Research, ou Pierre et Marie Curie, mais il ne rend visite qu'à ceux soupçonnés d'imposture pour tenter de les démasquer. Cette activité lui coûte l'amitié de Sir Arthur Conan Doyle, le créateur de Sherlock Holmes. Après la mort de sa femme et de certains de ses proches, Conan Doyle s'était mis à croire au spiritisme. Il croyait ainsi que Houdini possédait de véritables pouvoirs paranormaux, qu'il utilisait pour bloquer ceux des médiums qu'il confondait.

Cette méthode lui permet néanmoins d'accroître sa notoriété. Il garde secrètes ses meilleures astuces mais prend le soin de montrer qu'il y a toujours un truc dans ses tours, accessibles au commun des mortels, tout en recommandant au public non entraîné de ne pas les tenter vu le danger qu'ils représentent. En 1908, il publie le livre *The Unmasking of Robert-Houdin* (Robert-Houdin démasqué) où il s'attaque violemment à la réputation de Robert-Houdin, minimisant la révolution de la prestidigitation que celui-ci aurait apportée. La justification de cette attaque est toujours discutée entre les magiciens eux-mêmes : Houdini voulait avoir la réputation du plus grand magicien de tous les temps, et cela l'amena à des imprudences. Il affirmait par exemple pouvoir comprendre n'importe quel tour de prestidigitation s'il le voyait faire trois fois. Dai Vernon, qui fut consacré plus tard comme étant une des plus grandes figures de la prestidigitation, lui présenta un tour sept ou huit fois, et Houdini dut s'avouer vaincu : Vernon en profita pour ajouter dans ses publicités : « The Man Who Fooled Houdini », l'homme qui a trompé Houdini. Cela donne une idée de la réputation immense qu'Houdini avait à cette époque.

En 1920, le grand Harry Houdini a joué dans *The Master Mystery*, de Harry Grossman et Burton L. King : une série de 15 épisodes qui introduit l'un des premiers robots à l'écran. En fait, il s'avère en fin de compte que c'est un homme qui se fait appeler « l'automate » et court dans un costume de robot. Il est aussi le héros et co-scénariste de « L'Homme de l'au-delà » : film de Burton L. King, en 1922. Wikipédia

HOUSTON



Samuel Rockbridge County 2 mars 1793 – Huntsville 26 juillet 1863.
Homme d'État, homme politique et militaire américain. Né en Virginie, il est l'une des figures principales de l'histoire du Texas. Il a été successivement président de la République du Texas, sénateur des États-Unis après que le Texas a rejoint l'Union et finalement gouverneur. Bien que propriétaire d'esclaves et opposant à l'abolitionnisme, ses convictions unionistes le poussèrent à refuser de prêter serment de loyauté à la Confédération quand le Texas fit sécession de l'Union, l'amenant à renoncer à son mandat de gouverneur. Pour ne pas avoir à rougir de son appartenance texane, il refusa néanmoins l'offre de l'Union d'un commandement militaire pour abattre la rébellion et se retira à Huntsville au Texas où il mourut avant la fin de la guerre.

Au début de sa vie, il émigra au Tennessee, passa du temps dans la nation Cherokee (dans laquelle il fut adopté et se maria), fit son service militaire lors de la Guerre de 1812 et s'impliqua avec succès dans la politique du Tennessee.

Jusqu'à aujourd'hui, Houston est la seule personne de l'histoire américaine à avoir été gouverneur dans deux États différents, le Tennessee et le Texas. Un duel avec un membre du Congrès suivi d'un procès le poussa à émigrer au Texas, alors territoire mexicain, où il devint rapidement un chef de file de la révolution texane. Il fut partisan du rattachement aux États-Unis. La ville de Houston porte son nom depuis cette période. Sa réputation et son nom lui survécurent avec un musée mémorial, une base de l'US Army, le Fort Sam Houston, un parc historique, une université, la *Sam Houston State University* et la plus grande statue dressée à un héros américain.

Sa vie au Texas
Sam Houston quitta sa femme Diana Rodgers pour s'installer au Texas mexicain en décembre 1832. Il participa à la Convention de 1833 en tant que représentant de Nacogdoches et soutint William Harris Wharton et son frère, deux partisans radicaux de l'indépendance du Texas vis-à-vis du Mexique. Il prit également part à la Consultation de 1835 et fut nommé général puis commandant de l'armée texane pendant la guerre d'indépendance du Texas. Après la déclaration d'indépendance du 2 mars 1836, il rejoignit son armée de volontaires à Gonzales, mais dut battre en retraite devant les troupes du général et dictateur mexicain Antonio López de Santa Anna, qui massacra les défenseurs du fort Alamo à San Antonio le 6 mars 1836. Cependant, il remporta la bataille de San Jacinto le 21 avril 1836, au cours de laquelle Santa Anna fut capturé. Sam Houston assista aux négociations avant de retourner aux États-Unis pour se soigner.

Profitant de sa popularité, Sam Houston fut élu deux fois président de la République du Texas du 22 octobre 1836 au 10 décembre 1838, puis du 12 décembre 1841 au 9 décembre 1844.

Le 20 décembre 1837, il présida la convention des francs-maçons qui fonda la Grande Loge de la République du Texas.

Il fit échouer la rébellion de Cordova en 1838. Au cours de son second mandat, il chercha à faire la paix avec les Amérindiens et à éviter la guerre avec le Mexique après les deux invasions de 1842. En août 1836 les frères J.K. Allen et A.C. Allen baptisèrent leur nouvelle colonie du nom de Houston. La ville fut la capitale du Texas jusqu'à ce que le président Mirabeau Bonaparte Lamar la fasse déménager à Austin le 14 janvier 1839. Entre ses deux mandats de président, Sam Houston fut député à la chambre des représentants du Texas pour San Augustine. Il critiqua beaucoup Mirabeau B. Lamar et milita pour préserver l'indépendance du Texas et son extension vers l'ouest.

HOUZEAU-MUIRON Jean Nicolas

Reims 17 juin 1801 - 19 octobre 1844.

Jean Nicolas Houzeau, pharmacien, fabricant de produits chimiques, fut adjoint au maire en 1839, député de la Marne de 1838 à 1844. Il fit d'importantes découvertes sur la fabrication des produits chimiques et l'épuration des huiles. Il dut sa célébrité à l'idée qu'il eut de recueillir les eaux de lavage des laines, d'en extraire l'huile qu'elles contenaient pour en fabriquer un gaz d'éclairage. **.** Il épousa Marguerite Françoise Muiron (1807-1874) et repose au Cimetière du Nord.

Chevalier de la Légion d'honneur, franc-maçon, il fonda à l'Orient de Reims la loge La Sincérité dont il fut le vénérable. Il passe pour être un des fondateurs de la chimie organique.

HOWARD Thomas

11 December 1683 – 23 December 1732.

8th Duke of Norfolk, Earl Marshal (11 December 1683 – 23 December 1732) was the son of Lord Thomas Howard (of Worksop) and Mary Elizabeth Savile. Upon his uncle's death, he gained the title of 17th Baron Furnivall and 8th Duke of Norfolk. He married Maria Shireburn, daughter of Sir Nicholas Shireburn, 1st and last Bt., of Stonyhurst Hall, on 26 May 1709, when she was age 16 and a half, with a fortune of more than £30,000.

At the time of the Jacobite Rising of 1715 he used his influence to secure the acquittal of his brother Edward from the charge of high treason. The Duke himself was arrested on 29 October 1722 under suspicion of involvement in a Jacobite plot, and was imprisoned in the Tower of London. His wife, refused permission to visit, prevailed upon the Earl of Carlisle to act as surety for his bail in May 1723. **Howard was Grand Master of the Grand Lodge of England 1729-30.**
His marriage is said to have been unhappy, and his wife, a staunch Catholic and Jacobite, separated from him when he—in her words—"truckled to the Usurper".

The Duke died childless died on 23 December 1732 at age 49. Upon his death, the title passed to his brother Edward.

HUBERT Esprit-Eugène

Toulouse 1819 – Paris ? 1897.



Employé des contributions puis conseiller de préfecture, littérateur et administrateur.

il est initié le 17 mars 1848 à « *La Parfaite Harmonie* » à Toulouse et il représente sa loge au Grand Orient où il est admis comme député en avril 1849. Spiritualiste passionné, il adhère également au Rite de Misraïm et aux Chevaliers Croisés, loge templière du Suprême Conseil de France. Il devient chef du secrétariat particulier du Grand Orient, le 25 avril 1851. Il fournit un remarquable effort de remise en ordre. Sa nomination lui ouvre le 33°.

Il dépend alors du secrétaire général Adolphe Périer et est amené à réagir rapidement, au moment du coup d'Etat du 2 décembre 1851.

Prévenu par son frère que les maçons qui devaient avoir leur tenue, le soir même, allaient être arrêtés, il avise les loges parisiennes qu'elles ne peuvent se réunir. Il sert de mentor au nouveau Grand Maître, le prince Murat, qui s'inscrit dans sa loge. Au moment du choix des dignitaires, il se trouve pris dans un conflit opposant Heullant et Berville et se trouve accusé d'avoir manipulé les députés. Murât lui reproche d'avoir appuyé la candidature de Bugnot comme Grand Maître Adjoint et d'avoir fait élire plusieurs officiers. Révoqué, il répond par une circulaire de protestation aux loges. Le Conseil limite cependant l'inévitable sanction à trois ans de suspensions de ses droits maçonniques. Il sort provisoirement de la scène maçonnique.

Revenu au Grand Orient par l'intermédiaire de la loge « *Jérusalem des Vallées Egyptiennes* », où pontife le vieux Simon Jean Boubée, écrivain initié en 1795, nommé Grand Conservateur en 1861 par le prince Murat pour assurer l'intérim, Hubert lui succède comme vénérable. Puis il s'inscrit, le 13 juin 1868, au « *Temple des Amis de l'Honneur Français* », la loge de Thévenot, le secrétaire général en titre. Il y commence une seconde carrière maçonnique en prenant, en 1869, la direction de « *La Chaîne d'Union* », revue créée à Londres par des proscrits. Elle sera, de 1872 à 1889, la meilleure et la plus indépendante des revues maçonniques et une source très riche de documentation sur la vie maçonnique française et internationale. Hubert a la nostalgie de l'ancien Grand Orient avec les réunions bimensuelles de ses chambres. Il est déiste, très attaché au maintien à la référence au Grand Architecte de l'Univers, mais accepte, en 1877, de se plier à la loi de la majorité. Républicain de toujours, il s'abstient de parler de la Commune, appuie les réformes politiques des années 1880 et condamne vigoureusement le boulangisme.

Il ne va pas accepter le coup de force du Conseil de l'Ordre approuvé par le Convent, en 1886, pour dissoudre le Grand Collège sous le prétexte fallacieux qu'il ne répondait plus aux nouveaux statuts généraux. Il s'agissait d'affaiblir le courant déiste. Hubert et son ami Wyse, Duhamel, Francolin et Brémond sont écartés. Hubert, sollicité par Amiable et Colfavru, les responsables du putsch, refuse de réintégrer et s'affilie à la loge « Le Héros de l'Humanité ». Elle dépend du Suprême Conseil de France qui, flatté, l'accueille aussitôt en son sein. Hubert met fin à ses activités maçonniques en décembre 1889, se satisfaisant de divers honorariats. Les obsèques de ce grand maçon, en 1897, sont civiles. A.C.

HUGO comte **Joseph Léopold Sigisbert** Nancy 15 novembre 1773 - 19 janvier 1828.



Le général, père du poète Victor Hugo. (qui ne fut jamais maçon).
Franc-Maçon de la Loge "*L'Initié*", Aix- en- Provence.

Fils d'un ancien adjudant de l'armée royale, ses quatre frères combattirent dans les armées de la République. Il s'engagea à quatorze ans comme simple soldat, et fut nommé officier en 1790. Il parcourut de la manière la plus brillante la série des guerres de la Révolution française et se signala surtout sur le Rhin, en Vendée et sur le Danube. Il s'engage dès 1791 dans l'armée du Rhin. Blessé devant Mayence, il est affecté dans l'ouest de la France comme chef de bataillon pour lutter contre les insurgés de Vendée et de Bretagne. En 1796, il rencontre à Châteaubriant Sophie Trébuchet, et l'épouse le 15 novembre 1797 à Paris.

Parmi ses faits d'armes : à Vihiers (Maine-et-Loire), avec cinquante hommes seulement, il arrêta 3 à 4 000 Vendéens ; au combat de Caldiéro (Italie), il voit l'armée repoussée sur le point de repasser l'Adige ; simple chef de bataillon, il enlève à la baïonnette le village de Caldiéro, s'y maintient pendant quatre heures malgré les efforts de l'ennemi, et laisse aux Français le temps de reprendre l'offensive et de vaincre.

Dans les années 1800 à 1802, il est en garnison à Besançon au 20e régiment d'infanterie de ligne, et fait la connaissance de Joseph Bonaparte à l'occasion de la signature du traité de Lunéville (qu'il aurait aussi pu connaître à la loge du Grand Orient de Marseille). Il est ensuite muté à Marseille (et devient colonel en 1803), puis à Bastia.

Il passa ensuite au service de Joseph Bonaparte, alors roi de Naples. Le pays était infesté de bandes de brigands qui tous obéissaient au terrible Fra Diavolo, à la fois chef de voleurs et chef d'insurgés calabrais, qui répandait la terreur dans les campagnes et jusque dans les villes. Hugo détruisit les bandes les unes après les autres, s'empara de Fra Diavolo et le fit juger, condamner et exécuter en deux heures, le 1er novembre 1806. Grâce à l'intrépide commandant, le pays était délivré. En récompense, le roi Joseph le nomma colonel, maréchal du palais et chef militaire de la province d'Avellino. Hugo suivit bientôt Joseph en Espagne et y rendit encore des services signalés, où il est nommé colonel du Royal Étranger, régiment espagnol composé d'étrangers.

Nommé général et gouverneur des provinces centrales, d'Ávila, de Ségovie, de Soria, puis de Guadalajara, etc., il guerroya trois ans contre le célèbre Empecinado, le battit en trente-deux rencontres et parvint ainsi à délivrer tout le cours du Tage des guérillas qui l'infestaient et à rétablir les communications entre les divers corps de l'armée française. On a estimé à la valeur de 30 millions de réaux le nombre des convois qu'il enleva aux insurgés pendant les années 1809, 1810 et 1811.

À sa tête, il prend Avila le 15 janvier 1809, qu'il fortifie et qui sert de point d'appui au maréchal Soult. Il est nommé général de brigade le 20 août 1809. En 1810, il est nommé inspecteur général de l'armée, et créé commandeur de l'ordre royal d'Espagne. Après avoir pacifié la province de Guadalajara, qu'il gouverne avec les villes d'Avila et Ségovie, il obtient le titre de comte de Siguenza, authentique titre espagnol, le 27 septembre. En 1812, il fut nommé au commandement de la place de Madrid, et il commanda l'arrière-garde lorsque, peu de temps après, les Français durent évacuer cette ville. Dans cette retraite désastreuse, il sauva plusieurs milliers de Français, et peut-être le roi lui-même, en arrêtant les Anglais à la hauteur d'Alagria.

Après la retraite d'Espagne et la bataille de Vitoria (21 juin 1813), il est rétrogradé par ordre de l'Empereur comme tous les officiers. C'est avec le grade de major qu'il reçoit la charge de défendre Thionville le 9 janvier 1814. Il résiste quatre-vingt-dix-huit jours aux Coalisés sans se rendre, avant de se rallier avec la garnison à Louis XVIII le 14 avril (l'Empereur abdique le 11 avril). Demi-solde à partir de septembre 1814, il reçoit néanmoins la croix de Saint-Louis, puis est fait officier de la légion d'honneur le 14 février 1815. Le 31 mars 1815, il est à nouveau affecté à la défense de Thionville où, avec une faible garnison et des munitions insuffisantes, il soutint pendant quatre-vingt-huit jours un blocus très serré auquel mit fin la déchéance de Napoléon. Durant les Cent-Jours, ce fut encore lui qui la défendit contre les alliés qui voulaient la démanteler et en voler le matériel. Mis à la retraite par l'ordonnance de 1824, il se retira à Blois; il s'occupa de plusieurs ouvrages qu'il publia sous le pseudonyme de Genti.

HUMBERT **Aimé** La Chaux-de-Fonds 26 juin 1819 - Neuchâtel 19 septembre 1900.

Homme politique, pédagogue et voyageur suisse. Né d'un père horloger, il entreprend des études de droit à Lausanne et Tübingen. En 1848, suite à la guerre civile du Sonderbund et à la révolution républicaine neuchâteloise, il devient secrétaire du nouveau gouvernement provisoire de Neuchâtel. Membre de l'assemblée constituante, il est nommé Conseiller d'Etat chargé de l'Instruction publique. En 1854, il est élu aux Conseil des Etats où il siège jusqu'en 1862.

En novembre 1862, il est envoyé au Japon avec le rang de ministre plénipotentiaire. Le 6 février 1864, il signe avec le gouvernement shogounal des Tokugawa un traité d'amitié et de commerce. Le récit de son voyage, richement illustré, est publié à partir de 1866 dans la revue *Le Tour du monde*. Il s'agit d'un des premiers grands récits de voyage au Japon en français. En 1866, il refonde l'Académie de Neuchâtel dont il est le recteur jusqu'en 1873. Il continue d'y enseigner jusqu'en 1893. **Il est le sixième Grand Maître de la Grande Loge suisse Alpina de 1871 à 1874**

HUMMEL **Johan NEPOMUCK** Presbourg (alors en Hongrie royale aujourd'hui Bratislava en Slovaquie 14.11.1778 – Weimar (Grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach) 17.10.1837.



Jean-Népomucène Hummel (en allemand *Johann Nepomuk Hummel*), est un compositeur allemand, élève de Mozart, de Haydn et de Salieri. Ayant surtout composé des pièces pour le piano, il était considéré comme l'un des meilleurs pianistes de concert d'Europe.

Johann Nepomuk est le fils de Joseph Hummel, musicien de l'École impériale de musique militaire et chef d'orchestre du théâtre. Doué pour la musique, il est l'élève de Mozart à Vienne dès l'âge de sept ans (1785). Mozart, qui le trouve particulièrement doué, l'héberge pendant deux ans. Hummel donne son premier concert à neuf ans. Hummel entreprend assez jeune une tournée européenne.

Il rencontre pendant cette période de prestigieux compositeurs, tel que Joseph Haydn (1791), qui, à l'issue d'un concert du jeune musicien, lui donne en remerciement une guinée. Hummel étudie aussi à Londres, où il reste quatre ans, auprès du compositeur italien Muzio Clementi, puis auprès d'Antonio Salieri, et il commence alors à composer. Vers cette époque, le jeune Ludwig van Beethoven arrive à Vienne. On dit souvent qu'entre les deux compositeurs, il y eut une rivalité très marquée. En fait, ils furent amis, même si leurs relations connurent des hauts et des bas et que leurs partisans formaient deux camps rivaux. Hummel a 26 ans lorsqu'il succède à Joseph Haydn comme *Konzertmeister* chez le prince Esterházy (1804). Il a déjà écrit de très nombreuses œuvres (Concerto pour trompette en mi bémol majeur, musiques de scène dont 22 opéras) et consacre cette période de sa vie à l'écriture de pièces religieuses (cinq messes). En 1811, il quitte la cour du Prince puis devient maître de chapelle à Stuttgart de 1816 à 1818.

Hummel est également pianiste, le plus grand virtuose de l'époque selon ses contemporains, dont la renommée rivalise avec celle de Beethoven. Il donne ainsi des concerts dans toute l'Europe entre 1820 et 1830.

LES CONCERTOS POUR PIANO
Parmi les œuvres les plus intéressantes et les plus appréciées de Hummel figurent les huit concertos pour piano. Le premier (en do, opus 34a, 36), le deuxième (la mineur, op. 85) et le cinquième (la bémol, op. 113) furent créés à Vienne, respectivement vers 1811, 1821 et 1830. Le troisième, représenté à Leipzig vers 1821, est en si mineur (op. 89). Hummel compose dans cette même ville son quatrième concerto en mi (op. 110) vers 1814.nSon concerto en fa (op. posthume 1) ne fut créé que deux ans après sa mort à Leipzig, en 1839. Les deux autres, en la, furent joués vers 1790 et 1791.

POSTERITE
Même s'il fut l'intermédiaire entre le classicisme (Joseph Haydn, Wolfgang Amadeus Mozart) et le romantisme (Felix Mendelssohn-Bartholdy, Franz Schubert), sa musique, qui servit de modèle à Franz Liszt et à Niccolò Paganini, ne fut que très peu reprise après sa mort. On lui doit une méthode pour piano, *Anweisung zum Pianofortespiel*, qui eut une importance considérable dans la première moitié du XIX^{e} siècle. De son œuvre, qui influença entre autres Frédéric Chopin et Robert Schumann dans leurs débuts, on connaît surtout son Concerto pour trompette (1803), sa musique de chambre et ses huit concertos pour pianos, qui connurent en leur temps un succès considérable.

HUND baron von und **Altengrotkrau Carl Gotthelf** Manua, Lipse, Haute-Lusace 1722 - Meiningen, Thuringe 1776.



Initié Franc-Maçon, en 1841, à Francfort il créé, en 1751sa loge "*Aux Trois colonnes*" à Kittlitz. De là, il propage, avec l'aide de Zinnendorf, la Stricte Observance Templière en Allemagne

Le fondateur de la Stricte Observance templière était le descendant d'Otto Heinrich von Hund Altengrotkau qui vivait à Ratisbonne en 1312. L'une des branches de la famille s'établit en Silésie au XVIIe siècle. La qualité de baron fut décernée à Hildebrand Rodolph, petit cousin de Joachim Hildebrand qui était le père de Carl Gotthelf von Hund, mais non à ce dernier. Orphelin de père à 8 ans. Héritier d'une fortune importante, Carl Gotthelf fait ses études à Leipzig.

Le 24 juin 1751, il crée sur sa terre de Kittlitz la loge « *Aux Trois Colonnes* ». Merzdorf en recopia les procès verbaux inédits, rédigés en français, et les reproduisit en 1842 dans le *Cirkelkorrespondenz der Engbünde* (Schröder) dont un exemplaire se trouve aux archives de la ville de Hambourg. Des indications biographiques de première main concernant von Hund se trouve au folio 71 :

« *Charle Gotthelf de Hund et Altengrokau, Seigneur de Unwürde, Kittlitz, Gebeltzig, Oppeln, Manua, Liske etc. Chambelan de S.A.S. l'Electeur de Cologne, naquit le 11. De Sept 1772 à Manua, fut reçu franc-maçon l'an 1741, le 18. d'Octobre à francforth sur le Mayn dans la Grande (Loge) sous la conduite du comte de Schönborn, Conseiller Privé actuel de S.M.I. le prince Auguste de Baden et le prince George de Hesse d'Armstadt, .tant surveillants ayant pour répondant le Prince frederic de Hesse d'Armstadt, le prince de Nassau Welbourg et le comte de Wilt, et fut fait le même jour Compagnon, l'an 1742 le 21 de juillet il fut reçu Maître dans la (loge) aux 3 Roses à Gent, par Messer Bocland, maître en Chaire, et le 22 d'Aoust Ecossais par Mylord duc d'Albermarle à Bruxelles, et prit le surnom de Chev : de l'Epée. Il fut second surveillant dans sa (loge) nommée à l'Arbre rompu, et après Premier Surveillant dans la même. Le 13 d'Octobre de la même année il fut fait Maçon Sapant et reçut des nouvelles lumières. Il entra en qualité de I. Surveillant dans la nouvelle (loge) aux 3 Compas à Paris le 12 Decbre 1742. Le 3 janvier de l'année 1743. La (loge) le choisit pour maître en chaire, et le 6e Janvier il la cassa au nom de Grand Maître et la forma de nouveau sous le nom de la (loge) Etrangère le 24. de Janvier 1743. Le 13 de Novb. 1743 il résigna en faveur du Baron Merklem, se réservant ses droits en cas de son retour à Paris. Il reçut avant son départ des Instructions particuliers, et en passant par Strasbourg il aida à établir une (loge) sous le nom de l'Epée d'or, et eriga enfin cette (loge) aux 3 Colonnes le 24 Juin 1751* ».

La présence de von Hund au couronnement de l'empereur Charles VII est attestée par la liste des participants vérifiée par Kloss. **Depuis plus de deux siècles se posent la même question : von Hund a-t-il reçu un grade chevaleresque ou templier à Paris ?** La question a été obscurcie par les écrits de son ami Christian Friedrich Kesseler von Sprengseyen (1730-1809), reçu maçon en avril 1754 à Unwürde par von Hund qui l'arme chevalier, *Eques a Spins*, le 16 janvier 1764. Dans l'éloge funèbre prononcé par Kessler et dans les quatre livres qu'il publia après 1786 pour défendre la mémoire de von Hund, se rencontrent de nombreux éléments inexacts. Le témoignage de Carl Heinrich Ludwig Jacobi apparaît plus digne de foi. Né le 8 mai 1745, secrétaire de l'ordre à 21 ans, Jacobi rédigea un *Bref examen de l'histoire de la franc-maçonnerie et de l'ordre des Templiers en Allemagne, en particulier des frères appartenant au système dit de la Stricte Observance depuis 1742*. Dans ce manuscrit en partie inédit, Jacobi admet que la plupart des membres de la Stricte Observance étaient convaincus que von Hund avait été reçu à Paris en 1743 dans l'Ordre de Jérusalem par le Grand Maître de l'Ordre, Charles Edouard ou Jacques III, qui l'aurait nommé Grand Maître de la 8e Province. Tout en estimant que von Hund a fréquenté à Paris une loge d'exilés jacobites qui auraient attendu de lui une aide financière pour le débarquement qu'ils préparaient en Ecosse, Jacobi affirme ne jamais avoir entendu von Hund faire de déclarations à ce sujet.

Lorsqu'en juin 1751, à Kittlitz, von Hund crée avec des frères fort jeunes – ils ont 27 ans en moyenne – une loge et un chapitre dont le champ d'activité ne s'étend pas au-delà de la Lusace, il n'exerce aucune activité maçonnique depuis près de huit ans. Or Jacobi, qui grandit à Kittlitz, se rappelle qu'en 1750 ou en 1751 un officier écossais nommé O'Keith vint y rendre visite à von Hund. Il aurait été porteur d'un message du Grand Maître. Il semble probable que ce visiteur était le général James Keith. Issu d'une célèbre famille de jacobites écossais proscrits, Keith avait dû à la position qu'il occupait à la tête des troupes de l'impératrice Anna l'autorisation de se rendre en mars 1740 à Londres où le *Grand Master Elect*, son cousin John Keith *General-Feldmarschall* en septembre 1747 et gouverneur de Berlin en octobre 1749. Sa visite fournirait une explication à l'activité maçonnique manifestée par von Hund à partir de 1751 à propos de laquelle Schröder dans ses *Materialien* a publié des documents. La guerre de Sept Ans interrompt les travaux du chapitre qui reprennent en 1763, une fois la paix revenue.

On sait qu'un chapitre dit « de Clermont » avait été ouvert à Berlin par un prisonnier de guerre français au sein de la Mère Loge Aux Trois Globes le 19 juillet 1760, que son légat général, le pasteur Rosa, en modifia le rituel et créa de nombreux chapitres de ce système en Europe dont l'un à Jena (Iéna). En septembre 1763, un escroc de génie se présente au chapitre de Jena sous le nom de Johnson, Grand Prieur de l'Ordre du Temple de Jérusalem, *Eques a Leone magno*, arrivant d'Ecosse. Il déclare que les rituels sont faux et les constitutions reçues de Berlin, sans valeur. Il répète ses dires en présence de Rosa qu'il a eu l'audace de convoquer et dont la comparution se termine en déroute. Le 12 octobre 1763, ces événements sont annoncés à von Hund. Persuadé que cet envoyé est un ambassadeur authentique, von Hund entre en correspondance avec lui. Les deux hommes se rencontrent six mois plus tard au Convent d'Altenberg. Démasqué, Johnson s'enfuit. Rejoint, il est emprisonné sans jugement et meurt à la Wartburg dans la cellule qu'avait occupé Luther. Entouré par deux organisateurs de talent qui se sépareront vite de lui, Zinnendorf en 1766, Schubart deux ans plus tard, von Hund et la Stricte Observance domine la maçonnerie allemande pendant 12 ans. Von Hund meurt le 8 novembre 1766, un an après le Convent de Braunschweig. Il fut enseveli, comme Schubart, dans sa grande cape blanche. A.B.

HURTAULT-PINCHARD Nicolas

Reims 19 novembre 1732 - 26 mai 1810.

Homme politique français. Fils de Nicolas Hurtault, marchand, et de Marguerite Pinchart, Nicolas Hurtault-Pinchart fait des études de droit à l'Université de droit de sa ville natale. Il devient avocat en parlement en 1758, puis docteur agrégé à la faculté de droit et professeur de cette école. Il achète une charge de conseiller du roi auprès du bailliage de Reims, receveur des consignations et commissaire aux saisies réelles.

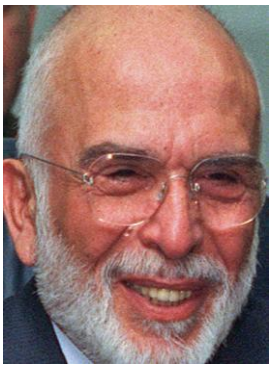
Partisan des idées nouvelles, il fait partie de l'assemblée du tiers état du bailliage de Reims, en 1789, puis de l'assemblée électorale de la Marne, réunie à Châlons du 17 au 31 mai 1790 pour l'organisation du département. Notable à partir du 1er mars, il devient maire de Reims du 26 novembre 1790 au 9 janvier 1793. Il est également élu premier suppléant de la Marne à l'Assemblée législative le 6 septembre 1791 par 190 voix sur 367 votants, mais ne siège pas. Ce patriote ardent, démocrate sincère et ami de Prieur de la Marne, participe avec lui à la défense du territoire lors de l'invasion de la Champagne, en septembre 1792. Après son départ de la mairie, il n'en continue pas moins, comme notable, à faire partie du conseil général de la commune.

À la suite de désaccords avec le représentant Jean-Baptiste Massieu sur l'opportunité des mesures de déchristianisation, qu'il juge trop brutales, celui-ci le destitue le 3 nivôse an II (23 décembre 1793). Il conserve néanmoins son influence à la Société des Jacobins de la ville, qu'il préside du 29 floréal au 28 prairial an II (18 mai-16 juin 1794). Il épouse à Reims, dans la paroisse Saint-Jacques, le 12 décembre 1763, sa cousine germaine, Marguerite Pinchart (1732-1810). Il meurt pensionné de l'État à Reims le 26 mai 1810. Son nom a été donné à une rue de Reims par une délibération du conseil municipal du 16 octobre 1894.

Franc-maçon, il est l'un des fondateurs La Triple Union, dont il est vénérable en 1784-1785 et 1790-1791 et le président en 1792.

HUSSEIN de Jordanie

Amman 14 novembre 1935 – 7 février 1999.



Hussein ben Talal, Roi des Ashémites et de Jordanie.

Le Roi Hussein de Jordanie, Roi du Royaume de Jordanie de 1952 à 1999, Franc-Maçon. Affilié à la Grande Loge de Jordanie qui dépend de la Grande Loge de Londres, il était Grand Commandeur et Grand Maître au 33° et Grand Maître d'Honneur de la Grande Loge des Pays-Bas. Il a été initié à La Grande Loge Libanaise des Pays Arabes (Obédience fondée en 1936 par le Vénérable Maître Georges Risqallah) sous le mandat du Grand Maître Hunein Kattini.

Hussein ben Talal (en arabe : طلال بن حسين) a été roi de Jordanie pendant plus de 46 ans du 11 août 1952 au 7 février 1999. Hussein a su faire de la Jordanie un « îlot de stabilité ».

Son règne exceptionnellement long durant la seconde moitié du XXe siècle contraste avec les autres dirigeants dans une région marquée par les guerres (guerre des Six Jours, guerre du Kippour, guerre civile libanaise, guerre Iran-Irak, guerre du Koweït, guerre civile yéménite de 1994, les coups d'État (Salah Jedid, Hafez el-Assad au Liban, Abdul Karim Qasim, Abdel Salam Aref, Ahmad Hassan al-Bakr en Irak, etc.) et assassinats politiques (Salah al-Din al-Bitar, Anouar el-Sadate, Bachir Gemayel, René Moawad, Yitzhak Rabin, etc.).

Hussein est né le 14 novembre 1935 à Amman, c'est le troisième souverain hachémite à avoir régné sur la Jordanie. La famille Hachémite prétend descendre du prophète de l'islam Mahomet. Élevé à Amman, son grand-père le roi Abdallah Ier l'envoie étudier au collège Victoria d'Alexandrie en Égypte avant de l'envoyer en Angleterre au collège d'Harrow et à l'école militaire de Sandhurst. Cependant il fait de nombreux retours dans son pays natal pour apprendre la manière de gouverner. Le 20 juillet 1951, son grand-père, le roi Abdallah Ier se fait assassiner sous ses yeux à Jérusalem par Mustapĥa Ashu, âgé de 21 ans, de deux balles dans la poitrine et une dans la tête, et ce, sur ordre probable de Hadj Amin al-Husseini via le colonel El Tell. Cet assassinat est lié à l'annexion de la Cisjordanie par Abdallah Ier lors de la première guerre israélo-arabe.
À l'âge de seize ans, il devient donc l'héritier du trône. Le 11 août 1952, poussé par le Parlement qui ne le considère pas à la hauteur, son père, le roi Talal, abdique officiellement pour raisons de santé (il souffrait de schizophrénie).

Hussein, roi de Jordanie
Il monte sur le trône le 11 août 1952, après l'abdication de son père. Dans l'attente de sa majorité un conseil de régence est institué1. C'est son oncle maternel, Chérif Nasser ben Djemil qui prend la présidence de ce conseil.

Entre occidentalisme et orientalisme
Le début de son règne paraît dans un premier temps difficile. En effet, bien qu'il soit parfaitement accepté par les autorités occidentales, notamment grâce à son interdiction en 1953 du parti politique communiste (créé en 1951), il semble que son propre peuple remette en cause sa légitimité à cause de l'influence des différents mouvements panarabes et de la propagande nassérienne qui s'oppose à l'occident. Le Parlement jordanien forme rapidement une opposition. La famille Hachémite semble alors trop en accord avec la politique britannique, ce qui va à l'encontre des idées des Palestiniens jordaniens, qui ne veulent plus de la tutelle des Occidentaux, et principalement des Britanniques. Dans les années 1950, la carrière politique du roi Hussein prend une tournure totalement différente. Il rejette l'influence occidentale et l'alliance avec la Grande-Bretagne après la crise du canal de Suez en 1956 durant laquelle il se rapproche de l'Égypte de Nasser. Il se voit ainsi obligé d'accepter un gouvernement nationaliste progressiste pour ainsi disposer du soutien d'un Parlement élu en octobre 1957.

La mise en place d'un régime autoritaire
Mais en avril 1957, il dissout le parlement et instaure un régime autoritaire pour asseoir son autorité et limiter l'emprise des radicaux. Le 25 avril, la loi martiale est décrétée, et la constitution mise en place en 1952, qui affirmait que « le Royaume hachémite de Jordanie est un souverain indépendant et son système de gouvernement est parlementaire avec une monarchie héréditaire » et qui mettait en place la répartition des différents pouvoirs sur le territoire jordanien est suspendue.
Devant les instabilités externes, le roi Hussein fait appel aux Américains, pour notamment faire face à la menace Syrienne dans le nord de le Jordanie.

L'union hachémite et la désillusion
En 1958 la République arabe unie (RAU) est créée entre les deux grandes menaces de la Jordanie : l'Égypte de Nasser, et la Syrie de Shukri al-Kuwatli.

Ainsi, pour faire face à ces pays, Hussein va essayer de trouver de l'aide et du soutien auprès de son cousin hachémite, Fayçal II, qui est à la tête de l'Irak. Ensemble, ils mettent en place la Fédération arabe d'Irak et de Jordanie pour contrer une éventuelle attaque de la RAU. Mais en juillet 1958, la révolution en Irak mené par Abdul Karim Qasim met fin au règne de Fayçal II qui est exécuté ainsi que toute sa famille. Hussein décide alors de nouveau faire appel aux États-Unis, et parvient à sauver la Monarchie de son pays.

Une certaine stabilité jordanienne

Il parvient alors à garder une certaine stabilité, jusqu'en 1960, où il s'oppose de nouveau à Nasser, qui lui demande de l'aide pour la guerre civile yéménite opposant les républicains pro-nassériens aux royalistes pro-saoudiens. Néanmoins, malgré les tensions entre les deux gouverneurs, leurs relations tendues ne s'arrêtent qu'à de petites provocations notamment lors du premier sommet arabe au Caire le 13 janvier 1964. La même année, Hussein décide de faire alliance avec les Palestiniens et est l'un des précurseurs de l'OLP, l'Organisation de la Libération de la Palestine en 1964. Mais l'OLP tente de s'établir en Cisjordanie. Hussein l'interdit alors dans tout son royaume.

Alliance arabe pro-palestinienne à la guerre des Six Jours

Le 30 mai 1967, l'Égypte et la Jordanie signent un commun accord de défense. Hussein est alors contraint de s'engager sous la pression de sa population avec la Syrie, l'Irak et l'Égypte, dans la guerre des Six Jours, contre Israël entre le 5 et le 10 juin 1967. Les pertes sont importantes pour la Jordanie et lors de ce conflit, il perd Jérusalem-Est et la Cisjordanie désormais occupés par Israël.

L'OLP menaçant en Jordanie

À la fin des années 1960, le Fatah, faction de l'OLP, a installé en Jordanie un véritable « État dans l'État » : nombre sans cesse croissant de postes de contrôle tenus par les fedayins, des impôts perçus, le refus des Palestiniens de voyager avec des plaques minéralogiques jordaniennes sur leurs véhicules, etc. L'OLP organise des détournements d'avions. Très rapidement, le Mouvement national palestinien va s'opposer rapidement au gouvernement jordanien qui est prêt à reconnaitre Israël. Les régions de Jordanie où les Palestiniens rejettent en masse l'autorité du roi Hussein se multiplient. De ces zones palestiniennes, l'OLP effectue des raids et des attaques terroristes contre le reste du territoire jordanien et contre Israël. C'est l'époque où Yasser Arafat appelle ouvertement au renversement de la monarchie hachémite en s'appuyant sur le fait que 75 % des habitants de la Jordanie étaient alors Palestiniens à un degré ou à un autre. Le roi Hussein cherche désespérément un compromis avec l'OLP pour calmer le jeu. Ces tentatives de médiations sont rejetées en bloc par Arafat.
Absorbé par sa lutte de palais avec Arafat, Hussein cherche également un compromis et la paix avec Israël. C'est le « plan Rogers » qui prévoit la fin des opérations militaires jordaniennes contre l'État hébreu, et la paix également entre l'Égypte et Israël. Le Fatah et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache considèrent ce plan comme une trahison de la cause palestinienne. En 1970, le VII^{e} Congrès national palestinien déclare que tout état arabe qui ne soutienne pas l'OLP serait déclaré comme traitre et pourrait être renversé. Au début de l'année 1970, le roi Hussein décide de réduire l'influence d'Arafat et des fedayins en Jordanie. Les choses vont alors s'envenimer et les événements s'accélérer.

Septembre Noir

Le 1er septembre 1970, le roi Hussein échappe à un attentat palestinien. Le 6 septembre, le FPLP détourne en même temps quatre avions de ligne : une tentative échoue (le détournement du vol d'El Al Amsterdam-New York par un groupe mené par Leïla Khaled), mais les trois autres avions se posent sur l'ancienne base aérienne Dawson à Zarka. Ce détournement est connu le nom de Dawson's Field hijackings. Georges Habache déclare : « Tout ce que nous voulons, c'est combattre Israël et rien d'autre. Mais le régime jordanien considère que notre seule présence dans le pays représente pour lui un danger (...) Pour nous, le roi Hussein est un dirigeant réactionnaire, chef d'un État réactionnaire et donc un obstacle. Et pour réussir notre révolution, nous devons supprimer cet obstacle ». Le 10 septembre, l'armée jordanienne prend d'assaut l'hôtel où sont retenus 125 femmes et enfants occidentaux en otages et les libère.

Le 12 septembre 1970, sur Dawson Field, où sont retenus des otages juifs et israéliens, les pirates de l'air du FPLP font exploser les trois avions vides devant la presse internationale. C'est l'événement qui met le feu aux poudres, et Hussein ne peut plus reculer. Le 16 septembre, il décrète la loi martiale. Le 17 septembre 1970, l'armée jordanienne intervient massivement contre les fedayins, et l'artillerie commence à bombarder les camps de réfugiés et les bâtiments qui abritent les organisations palestiniennes. Au bout de dix jours de pilonnages, les camps sont rasés et les organisations palestiniennes doivent trouver refuge au Liban et même en Israël, certains des fedayins de Yasser Arafat préfèrent traverser la frontière israélienne pour ne pas se faire massacrer par les soldats Jordaniens.

La Syrie envoie alors des blindés à la frontière afin de venir en aide aux Palestiniens, mais Hussein sollicite l'aide des États-Unis et de quiconque prêt à empêcher la Syrie d'intervenir. Israël répond à l'aide des Jordaniens en envoyant des avions simuler des attaques contre les chars syriens. L'armée syrienne fait demi-tour, abandonnant les troupes d'Arafat à leur sort.
Le 27 septembre 1970, le président égyptien Nasser parvient à faire cesser les hostilités entre la Jordanie et l'OLP. Les estimations du nombre de victimes palestiniennes oscillent entre 3 500 (source jordanienne) et 10 000 morts et plus de 110 000 blessés (source palestinienne). L'implantation en masse de combattants palestiniens au Liban, pays politiquement fragile, a été l'un des facteurs déclenchant de la guerre du Liban.

La tentative de réconciliation avec l'OLP

Le 15 mars 1972, il déclare vouloir un État rassemblant les deux rives du Jourdain pour les Palestiniens. Il présente ce qu'on appellera le « plan Hussein » : il veut que ce soit la Cisjordanie qui serve de territoire palestinien autonome et formant un état fédéral avec la Jordanie.

Hussein obtient le soutien des États-Unis, mais pas des Israéliens qui doivent leurs rendre la région pour que le plan prenne forme, ainsi que la désapprobation de l'OLP, et des États Arabes, qui pensent qu'il veut rétablir une autorité Hachémite sur la Cisjordanie qui ne lui appartient plus. Durant la guerre du Kippour en 1973 (ou troisième guerre israélo-arabe), Hussein va rester à l'écart des combats ce qui lui a valu des reproches de l'Égypte, de la Syrie et de l'OLP. Du 26 au 29 octobre 1974, lors du sommet de Rabat, le roi Hussein reconnaît l'OLP comme « l'unique représentant légitime du peuple palestinien », ce qui les amène à des relations plus ou moins correctes. De plus, il s'accorde avec tous les chefs d'État arabes pour le refus de la signature d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël. Pour continuer d'améliorer ses relations avec l'OLP, il les autorise à revenir à Amman, et reçoit même Yasser Arafat en juin 1980, dans son pays. Néanmoins, Hussein ne renonce toujours pas à récupérer la Cisjordanie, et devant le refus de négociations des États arabes et des Palestiniens, ainsi que des soulèvements de plus en plus nombreux des Palestiniens, des réunions secrètes sont organisées et tout liens, que ce soit au niveau économique ou politique, avec les territoires occupés sont rompus. Néanmoins en 1983, en accord avec l'OLP, il tente de faire une Fédération jordano-palestinienne. Mais le 31 juillet 1988, devant l'échec de son projet, il finit par renoncer totalement à la Cisjordanie, qui était annexé depuis le règne de son grand-père, Abdallah Ier (premier roi de Jordanie).

Soutien à Saddam Hussein à la guerre du Golfe
Lors de la guerre du Koweït, qui oppose l'Irak de Saddam Hussein et 34 états coalisés et soutenus par l'ONU (Organisation des Nations unies) entre 1990 et 1991, le roi Hussein se positionne en faveur de l'Irak et de Saddam Hussein qui prononce un discours panarabiste, ce qui provoque la colère des États-Unis et des monarchies du Golfe. Mais contrairement aux pays extérieurs, la population palestinienne semble apprécier ce choix, ce qui le rend de plus en plus populaire au sein de son pays. Malgré tout, il arrive quand même à devenir l'un des principaux interlocuteurs dans les conférences visant la paix dans la région.

Traité de paix avec Israël et alliance avec les USA
Après les accords d'Oslo (signés à Washington, le 13 septembre 1993) qui posent les premières pierres quant à la résolution du conflit israélo-palestinien, le roi Hachémite se range du côté des États-Unis et signe un traité de paix avec Israël le 26 octobre 1994. L'année d'après, il cesse toutes sortes de négociations et d'associations avec l'Irak, et laisse la surveillance de ce pays aux États-Unis par l'intermédiaire son propre territoire.

Dernières années de sa vie
Mais atteint d'un cancer, il se fait régulièrement hospitaliser aux États-Unis, tout en continuant à jouer un rôle important sur la scène politique, notamment dans les accords de Wye Plantation le 23 octobre 1998 entre les Israéliens et les Palestiniens. Ces accords ont pour but de retirer l'occupation des Israéliens de 13 % du territoire de la Cisjordanie. Mais ces accords sont gelés puis abandonnés deux ans plus tard. Le roi Hussein meurt des suites de sa maladie le 7 février 1999, laissant son fils Abdallah II monter sur le trône. Ainsi, malgré ses nombreux changements de position et les différentes crises, autant intérieure que venant de l'extérieure, le roi Hussein de Jordanie a su ramener la paix dans son territoire, et une certaine stabilité. La dynastie Hachémite est ainsi complètement ancrée et installée en Jordanie. Son fils, le roi Abdallah II est aujourd'hui encore à la tête du royaume. Il est considéré comme le père de la Jordanie moderne, en ayant mené son peuple vers la paix et vers une certaine stabilité autant interne qu'externe.

Famille
Le roi Hussein de Jordanie s'est marié quatre fois :
1) le 18 avril 1955 à Sharifa Dina Abdul-Hamid (devenue la reine Dina), née en Égypte le 18 avril 1929 ; ils ont eu une fille avant leur divorce en 1957 :
la princesse Alia (née le 13 février 1956)
2) le 25 mai 1961 à Antoinette Avril Gardiner (dite Toni Gardiner), Britannique née le 25 avril 1941, devenue la princesse Mouna après leur divorce en 1971. Ils ont eu deux fils et deux filles :
le roi Abdallah II (né le 30 janvier 1962), qui dirige actuellement le pays,
le prince Fayçal (né le 11 octobre 1963)
les princesses jumelles Aisha et Zein (nées le 23 avril 1968)
3) le 24 décembre 1972 à Alia Baha ed-Din Toukan (dite la reine Alia), née en Égypte le 25 décembre 1948, elle était jordanienne d'origine palestinienne, et est décédée dans un accident d'hélicoptère le 9 février 1977. Ils ont eu une fille et un fils :
la princesse Haya (née le 3 mai 1974) qui a épousé le prince héritier de Dubaï, Mohammed ben Rached al-Maktoum.
le prince Ali (né le 23 décembre 1975), marié à la journaliste algérienne de CNN, Rym Brahimi.
4) le 15 juin 1978 à Lisa Najeeb Halaby (devenue la reine Noor), née aux États-Unis le 23 août 1951. Ils ont eu deux fils et deux filles:
le prince Hamzah (né le 29 mars 1980), marié avec la princesse Noor al-Hamza, il a été le prince héritier de Jordanie de1999 à 2009.
le prince Hashim (né le 10 juin 1981).
la princesse Iman (née le 24 avril 1983)
la princesse Raiyah (née le 9 février 1986)
De ses quatre épouses, le roßi Hussein a eu onze enfants (six filles et cinq garçons).

HUTCHINSON William Durham 1732 – 1814.

Les premiers historiens maçonniques anglophones du début du siècle, Albert Mackey et A.E. Waite, considèrent Hutchinson comme « *l'esprit novateur qui s'attacha à élever le niveau intellectuel de la franc-maçonnerie anglaise du XVIIIe siècle en expliquant, d'une manière rationnelle et scientifique, les principes moraux et philosophiques de l'Ordre* ».



William Hutchinson est le deuxième enfant et le premier fils d'un avocat estimé. Il fait ses humanités à la Grammar School locale sous la houlette de deux ecclésiastiques diplômés de Cambridge et d'Oxford, Richard Dongworth et son adjoint (puis successeur) Thomas Randall, qui lui transmettent leur inclinaison pour l'histoire et les auteurs classiques dont il parsèmera ses multiples écrits. Après un apprentissage juridique à Londres, il s'installe vers 1756 à Barnard Castle.

Le 30 septembre 1758, il épouse Elizabeth Marshall et aménage dans The Grove. Son rôle déterminant dans la réorganisation de la milice des volontaires du comité lui permet de devenir intendant des domaines du comte de Darligton, Henry Vane. Admis au sein de l'establishment, il devient, vers 1770, l'intime de Georges Allan, riche avocat féru d'histoire locale.

C'est cette année-là qu'Hutchinson est initié, le 4 juin, par une loge Moderne encore dépourvue de patente et se réunissant alternativement dans deux auberges : *Le Lièvre et la Meute* et *L'Equerre et le Compas*. En 1785, elle adoptera le nom de « *Lodge of Concord* ». Très actif, il en est le maître en 1771. Il occupe à nouveau cet office en 1773 et 1776. Il participe en 1784, avec le rang de Premier Vénérable, la fondation de l'éphémère second atelier de sa cité, Raby Lodge n°461, et entretient aussi des relations régulières avec des frères de la Marquis de Granby Lodge, qui se retrouvaient au sein de chapitres Harodim. Il ne réussit pas toutefois à obtenir, en 1775, la Grande Maîtrise Provinciale de Durham alors vacante.

Le 9 février 1774 il adresse à James Hesletime, Grand Secrétaire de la Grande Loge des Modernes, un recueil de ses conférences prononcées devant les différents ateliers du comté. Hutchinson, prenant acte de l'hétérodoxie du message maçonnique qui juxtapose principes moraux rudimentaires et interprétations newtoniennes parfois bien confuses, met l'accent sur la dimension chrétienne du métier, explicitée avec une rare intensité dans le 3° : « *Ainsi, le maître maçon est un homme sauvé du tombeau de l'iniquité et élevé par la foi du salut* ». Pour y parvenir, l'impétrant, dès l'initiation, disposait d'un cadre, la loge, et de tous ses attributs, et d'une morale inscrite dans les quatre vertus théologales (Prudence, Courage, Tempérance et Justice) destinées à développer en lui les qualités inhérentes à la « philosophie » maçonnique (compassion, bienveillance, paix, régularité, bienséance, silence et discrétion). Le manuscrit retient l'attention de la première Grande Loge, fait auquel Preston, à l'époque son Député Grand Secrétaire, n'est certainement pas étranger.

En effet, les Modernes, depuis 1760, sont en proie à une désaffection de leurs membres consécutive à la négligence de leurs Grands Maîtres successifs, aux attaques grossières de la presse et aux critiques acrimonieuses de leurs rivaux. Les Anciens, qui dénoncent l'ignorance des maîtres de loge et la déchristianisation délibérées des rituels. Aussi, lord Petre, leur très actif nouveau Grand Maître, demande à Hutchinson des modifications qui réitèrent avec vigueur la filiation historique entre la franc-maçonnerie et la culture biblique et classique. Il publie donc, en 1775, le recueil sous le titre *The Spirit of Masonry in Moral and Elucidatory Lectures*. Cette première édition, qui compte 237 pages, est ornée d'un frontispice illuminé par une étoile à cinq branches portant un triangle entrelacé avec la lettre G inscrite dans son centre. Les critiques sont favorables à, l'exemple de celle parue en 1797 dans le *Freemason's Magazine*. Il veille avec attention sur les éditions ultérieures ; il précise, dans celle de 1802, que la franc-maçonnerie est une institution morale et que la première obligation des maçons réside en une observation inconditionnelle de ses principes moraux.

Outre ses écrits maçonniques, devenu f*elow* de la *Society of Antiquaries* en 1781, il se consacre désormais à la compilation de pointilleuses monographies, *The History of Cumberland* (1794) et *The History of Durham* (1794), en dépit de déboires avec Samuel Hodgson et John Vichols, ses imprimeurs successifs, qui altèrent sa fortune. En plus de nouvelles sur les joies de la vie pastorale (*The Hermitage, A Week at a Cottage*), il compose deux tragédies (*Baleazar, King of Tyre*, en 1758, et *The Princess of Zanfara*, en 1789). La seconde est une corrélation avec les campagnes antiesclavagistes menées par les Quakers et les Méthodistes mais, convaincu de l'indifférence du public, Thomas Harris, le directeur de Covent Garden, refusa de la montrer. William Hutchinson disparaît le 7 avril 1814, trois mois seulement après la formation de la Grande Loge Unie d'Angleterre. Fr.D.

HUYSMANS **Camille** Bilzen 26 mai 1871 - Anvers 25 février 1968.



Homme politique belge, de tendance socialiste. C'était une figure importante du mouvement flamand. En 1911, il rédigea avec les députés démocrates chrétiens Frans Van Cauwelaert et Louis Franck une proposition de loi afin de créer une université néerlandophone à Gand.

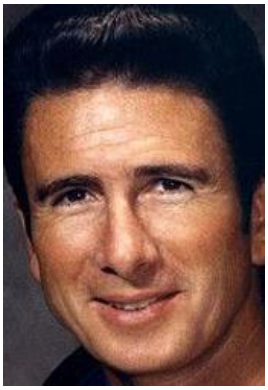
Il a occupé les fonctions de bourgmestre de la ville d'Anvers et de président de la Chambre des Représentants. Durant la Première Guerre Mondiale, réfugié en France avec des parlementaires de tous les partis ainsi que le gouvernement, Huysmans participe à une tentative de conciliation initiée par des socialistes de pays en guerre. C'est en 1916, à Stockolm, qu'a lieu la rencontre, mais ce sera sans lendemain, les partisans de la guerre étant dominants dans les grands pays belligérants.

Durant la Seconde Guerre mondiale, Huysmans rejoint le libéral Marcel-Henri Jaspar à Londres et tente avec lui de mettre sur pied un « Comité national belge », chargé de continuer la lutte contre l'Allemagne au côté des alliés. Ensuite, il se rallie au premier ministre belge Hubert Pierlot et au ministre des affaires étrangères Paul-Henri Spaak qui se sont réfugiés en France dans l'espoir d'y patronner la continuation de la guerre et qui, obligés de fuir lors de l'armistice franco-allemand, arriveront à Londres pour y installer le gouvernement belge en exil.

Après la libération, Huysmans assuma les fonctions de chef du gouvernement belge de août 1946 à mars 1947. Camille Huysmans fonda en 1926 l'école supérieure de la Cambre qui eut comme premier directeur Henry van de Velde (1863-1957).

Cette institution vouée aux arts plastiques a contribué à un nouvel épanouissement, en Belgique de la peinture, de la sculpture et de l'architecture. Plus tard, elle s'adjoindra le décor de théâtre et le cinéma d'animation. Dénommée, au début du XXIe siècle, École Nationale Supérieure des Arts Visuels, cette école a compté, parmi les enseignants et les étudiants, les peintres Paul Delvaux, Jean-Michel Folon et Serge Creuz, les architectes Léon Stijnen et Victor Bourgeois.

IRWIN **James Benson** Pittsburgh, 17 mars 1930 - Glenwood Springs 8 août 1991.



Astronaute américain de la mission Apollo 15 . Huitième homme à marcher sur la lune. Pilote du module lunaire lors de la mission Apollo 15.
Franc-Maçon de la Loge "*Tejon*", Colorado Spring, Colorado.

Irwin fut d'abord officier de l'US Air Force et pilote d'essai. Il obtint son *Bachelor of Science* en 1951 à l'académie navale. Il fut l'un des 19 astronautes sélectionnés par la NASA en avril 1966. Avant Apollo 15, il fit partie de l'équipage de remplacement pour Apollo 10 et fut également remplaçant pour le pilotage du module lunaire d'Apollo 12. Irwin a passé en tout 295 heures et 11 minutes dans l'espace. Outre sa carrière d'astronaute à la NASA, Irwin est peut-être surtout retenu aujourd'hui pour ses tentatives de répandre sa foi chrétienne au moyen de son expérience sur la Lune.

Il quitta la NASA et l'Air Force en 1972 avec le grade de colonel, et fonda High Flight, une organisation chrétienne. Il expliqua fréquemment comment son séjour dans l'espace lui avait fait sentir encore plus vivement qu'auparavant la présence de Dieu. À partir de 1973, Irwin lança en vain plusieurs expéditions vers le mont Ararat, en Turquie, en vue d'y rechercher les restes de l'arche de Noé. En 1982, il se blessa au cours de la descente de la montagne et dût être transporté pour le reste du trajet. Il est mort en 1991 d'une crise cardiaque. Wikipedia

ISMAIL **Pacha** Le Caire 31 décembre 1830 - Istanbul 2 mars 1895.



Khédive -Vice roi - d'Égypte 1863- 1879. Il encouragea la construction du canal de Suez. En 1879 il fit présent aux États- Unis de l'obélisque érigé à New York.
Franc-Maçon, il fut Grand Maître de la Grande Loge d'Égypte.

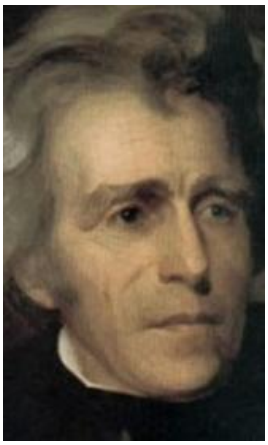
Il est le petit-fils de Mohamed Ali et le fils d'Ibrahim Pacha. , il succéda à son oncle Saïd Pacha et régna sur l'Egypte de 1863 à 1879. Il était très imprégné de la culture occidentale car il avait fait ses études à Paris.

Le Khédive Ismail continua la modernisation de l'Egypte, il décida aussi de poursuivre avec Ferdinand de Lesseps le projet du canal de Suez que son prédécesseur avait commencé. Le canal de Suez fut inauguré le 17 novembre 1869. Pour célébrer l'événement, le Khédive Ismail construisit un grand et magnifique Opéra qui fut appelé l'opéra du Caire, qui disparaîtra malheureusement beaucoup plus tard dans un incendie en 1971. C'est dans cet opéra que Giuseppe Verdi orchestra l'opéra Aïda pour la première fois en 1871.

Pendant le règne d'Ismail Pacha, la dette extérieure de l'Egypte avait énormément augmenté. Pour régler ce problème, le Khédive Ismail s'était résolu à vendre ses actions du canal de Suez. Il suspendit aussi le paiement des intérêts de la dette, ce qui entraîna l'ingérence occidentale dans les affaires égyptiennes, surtout par les Britanniques qui voulaient à tout prix contrôler la route du coton.

En juin 1879, Ismail Pacha fut destitué de ses fonctions par le Sultan ottoman. Son fils, le Khédive Tewfik lui succéda. Ismail Pacha partit à Constantinople en exil jusqu'à sa mort.

JACKSON **Andrew** Région de Waxhaws 15 mars 1767 - Nashville, Tennessee 8 juin 1845.



Septième Président des USA 1829-1837.
Franc-Maçon, il reçut les trois degrés à la Loge"*Harmony Lodge 1*" Nashville, Tennessee en 1820.
Grand Maître de la Grande Loge du Tennessee de 1822 à 1824. Arch Royal

Andrew Jackson est élu pour deux mandats de 1829 à 1837. Il a été le gouverneur militaire de la Floride (1821), commandant des forces américaines durant la bataille de la Nouvelle-Orléans (1815) et l'homme à la base de l'ère démocratique "jacksonienne". Il a été une figure importante qui domina la politique américaine dans les décennies 1820 et 1830. Ses ambitions politiques combinées à une participation politique plus grande par la population amena la création des partis politiques tels que nous les connaissons aujourd'hui. Son héritage est vu de manière plus contrastée aujourd'hui, comme un protecteur de la démocratie populaire et de la liberté individuelle mais décrié par certains pour son soutien à la déportation des Amérindiens à l'ouest du Mississippi et à l'esclavage.

Renommé pour être impénétrable et dur, il était surnommé *Old Hickory* (faisant référence à la dureté du bois de noyer). Basant sa carrière dans le Tennessee naissant, Jackson a été le premier président à être associé à la "frontière américaine". Son portrait apparait sur les billets de vingt dollars.

Jeunesse
Andrew Jackson est né de l'union d'Andrew et d'Élizabeth Jackson, une famille d'Irlandais-Écossais ayant des racines presbytériennes, le 15 mars 1767, approximativement deux ans après leur émigration de Carrickfergus. Trois semaines après la mort de son père, Andrew est né dans les environs de Waxhaws entre la Caroline du Nord et du Sud. Il était le plus jeune des trois fils Jackson. L'exactitude de son lieu de naissance est sujet à débat, Jackson déclarait être né dans une cabane à l'intérieur des frontières de la Caroline du Sud. Il a reçu une éducation sporadique à l'école du village. Durant la guerre d'indépendance, Jackson, à l'âge de 13 ans, rejoint le régiment local. Andrew et son frère Robert Jackson sont capturés par les Anglais et tenus comme prisonniers de guerre; ils sont presque morts de faim en captivité. Lorsqu'Andrew refuse de nettoyer les bottes d'un officier britannique, celui-ci lui envoie des coups d'épée, le laissant avec des cicatrices sur sa main gauche et sur sa tête, ainsi qu'une grande haine pour les Anglais. Durant leur emprisonnement, les deux frères attrapent la variole. Leur mère obtient leur libération en arguant de leur âge, mais Robert meurt quelques jours plus tard. Sa mère meurt six mois après du choléra. Tous les membres de la famille immédiate d"Andrew Jackson meurent d'une cause liée à la guerre, que celui-ci impute aux Anglais. Il devient orphelin à l'âge de 14 ans. Jackson a été le dernier président des États-Unis à être vétéran de la guerre d'Indépendance et le deuxième à avoir été prisonnier de guerre.
Le Tennessee
Retournant à ses études, après l'expulsion des Anglais, il devint avocat au barreau de Salisbury en Caroline du Nord (1784), puis nommé avocat général de district à Nashville, dans le Tennessee, où il transporta sa résidence (1788). Le magistrat Jackson fit aussi ses débuts dans le commandement militaire, à la tête de quelques milices, contre les Indiens qu'il repoussa loin des frontières. Lorsque l'État du Tennessee fut admis à faire partie de l'Union, ce fut le jurisconsulte Jackson que la Convention, dont il était membre, chargea de rédiger la Constitution du nouvel État.
Élu représentant du Tennessee au Congrès général (1796), et Sénateur l'année suivante, il donna sa démission et revint dans ses foyers.
Carrière militaire
Nommé juge de la Cour suprême et commandant en chef de la milice de son État, il ne conserva que ce dernier titre (1799), et, retiré à la campagne, il s'était, depuis 14 ans, consacré aux travaux de l'agriculture, lorsque les hostilités qui éclatèrent en 1812, entre les États-Unis et l'Angleterre, en ouvrant à l'armée nationale américaine une carrière, firent de Jackson, ancien magistrat, législateur et laboureur, le premier homme de guerre de l'Union, ou, selon l'expression emphatique adoptée par les Anglais, le *lion de l'Amérique du Nord*.
La guerre de 1812
Élevé au grade de major général des milices, et chargé de conduire sur le Mississippi, en décembre 1812, un corps d'élite entièrement composé de volontaires, Jackson, en résistant aux ordres contradictoires et injustes d'un employé du gouvernement central, acheva de gagner l'affection des miliciens. C'est au cours de cette guerre qu'il semble avoir gagné son surnom de *Old hickory*, en référence à sa dureté similaire à celle du bois de noyer.
Guerre des Creeks
Après la Guerre de 1812 qui oppose les États-Unis au Royaume-Uni, les pionniers se dirigent vers les territoires de la vallée

du Mississippi récemment acquis. Jackson participe aux guerres indiennes contre les tribus Creeks puis les Séminoles qui ont pour objectif de forcer les Indiens à se regrouper toujours plus à l'ouest (à l'Ouest du Mississippi) pour permettre aux pionniers de s'installer. Sa difficile et périlleuse campagne contre les Indiens Creeks (1813) se termina par un coup de force qui fit date dans les *Annales militaires* de l'Union. Jackson est informé que les Creeks, réfugiés dans les Florides, possession de l'Espagne, sont armés et poussés à la guerre par le gouverneur espagnol de Pensacola, en violation ouverte de sa neutralité. Sans attendre l'autorisation qu'il demande à son gouvernement, Jackson pénètre dans les Florides. Deux espions anglais qu'il fait juger par une cour martiale, sont pendus. La place de Pensacola est emportée de vive force ; le gouverneur espagnol, les indiens et les Anglais sont châtiés et Jackson se retire.
En 1814, Jackson commande à la bataille de Horseshoe Bend, Alabama où 700 Indiens Creek sont tués alors qu'il ne perd que 49 hommes. Un traité de paix est signé donnant aux Américains accès à un territoire de près de 100 000 km2. À la fin de la même année, Jackson est en Floride où il se bat contre les Indiens Séminoles. Ce peuple agricole occupait le nord de la Floride à la demande des Espagnols, afin de protéger la colonie contre les États-Unis. Ils accueillaient également les esclaves en fuite, esclaves qui ont combattu à leur côté. Jackson est nommé gouverneur militaire de l'état en 1819 et le territoire est cédé par l'Espagne en 1821 par le traité d'Adams-Onís, moyennant une somme d'argent plutôt dérisoire compte tenu de la superficie de la Floride, et sans la moindre bataille avec les Espagnols (qui, il est vrai, avaient d'autres chats à fouetter avec l'Amérique du Sud et leurs possessions des Caraibes).

La Nouvelle-Orléans

Enfin, le 13 décembre 1814, Jackson est à La Nouvelle-Orléans en Louisiane pour se battre contre les Britanniques dans ce qui sera la dernière bataille de la guerre de 1812. La nouvelle de l'armistice signé la veille de Noël 1814 (le 24 décembre) par le traité de Gand ne leur étant pas parvenue, la bataille se déroule le 8 janvier 18151 entre 8 000 soldats britanniques entraînés et environ 4 000 rustauds dont une grande partie sont des partisans du corsaire-pirate Jean Lafitte qui fait la loi dans la région des Caraïbes. La victoire vaudra à Jackson d'être considéré comme un héros national ; les pertes britanniques s'élèvent à 2 036 hommes alors qu'il n'a perdu que 7 hommes. C'est l'époque où le ressentiment contre l'Angleterre reste fort et la tentation d'aller vers le Mexique, pour peupler de nouveaux territoires, de plus en plus vive. Le gouvernement donne son feu vert à la Vine and Olive Colony, vaste compagnie coloniale cultivant en fait du coton et s'étendant sur 370 kilomètres carrés de terres vierges, fondée par des centaines de planteurs français de Saint Domingue, dans ce qui n'était pas encore l'État d'Alabama mais le vaste territoire de Louisiane, racheté à la France napoléonienne en 1803. Ce secteur devient un haut-lieu de l'histoire de la culture du coton.

Avant la suprême magistrature

Le 17 juillet 1821, Jackson est élu gouverneur de Floride. Il se retira de nouveau à la campagne, et l'on peut remarquer que c'est après y avoir passé encore quatorze ans, comme cultivateur, qu'il fut élevé par les suffrages de ses concitoyens à la suprême magistrature (4 mars 1829). Il se présente à l'élection présidentielle de 1824 et obtient plus de suffrages populaires et de voix des grands électeurs que ses concurrents mais il n'a pas la majorité absolue. C'est un vote de la Chambre des représentants qui donne la présidence à John Quincy Adams. Jackson se représente en 1828 et, cette fois, emporte l'élection avec une majorité substantielle. C'est le premier président élu au suffrage universel qui vient d'être instauré dans un grand nombre d'États et sa réputation d'homme du peuple et de chasseur d'Indiens n'y est pas étrangère.
Il appartenait aussi à la franc-maçonnerie.

Présidence

1829	4 mars	Investiture d'Andrew Jackson en tant que septième président des États-Unis. C'est le premier président élu qui ne fait pas partie du cercle des politiciens qui ont participé à la Guerre d'indépendance et à la rédaction de la Constitution. Il bénéficie autant du soutien des fermiers de l'Ouest que de celui des citadins, qui apprécient ses origines modestes (il est surnommé le "friend of the common man"). Dans son discours inaugural il annonce qu'il fera le nécessaire pour vider l'Est du continent des Indiens, et occuper leurs territoires.
1830	28 mai	Le Congrès vote et Jackson signe la loi d'expulsion des Indiens de tous les États de la côte Est et leur implantation dans les territoires à l'ouest de la plaine du Mississippi. Plus exactement ce fut ce que l'on appela "La piste des larmes", car il fit déporter près de 80 000 indiens dont plus de 10 000 moururent avant qu'ils ne soient "évacués" en Oklahoma. Cet acte est le plus spectaculaire du génocide qui a touché les amérindiens. A ce souvenir, beaucoup d'Américains refusent encore actuellement de se servir du billet de 20 dollars à son effigie.[réf. nécessaire](Particulièrement les Amérindiens bien sûr).
1831	21 mai	Première convention nationale du Parti Démocrate qui choisit Jackson comme candidat à l'élection présidentielle.
1832	10 juillet	Jackson met son veto à la création d'une banque centrale.
	5 déc.	Jackson est réélu pour un second mandat contre le candidat du Parti Whig.
1834	29 janvier	Jackson utilise pour la première fois l'armée pour briser une grève des ouvriers qui construisent le canal entre Washington et l'Ohio.
1836		Jackson met de nouveau son veto à la création d'une banque centrale. La Federal Reserve n'aura le monopole de l'émission de monnaie qu'à partir de 1913.

Politique étrangère

Les États-Unis sont toujours confrontés à la rivalité entre la France et le Royaume-Uni qui gêne le commerce. Il soutint avec énergie la réclamation des 25 millions, élevée par le gouvernement des États-Unis auprès du cabinet français. Les problèmes ne seront réglés que vers 1836. Jackson réussit toutefois à négocier un accord qui, en 1830, autorise le commerce avec les possessions britanniques des Caraïbes. En 1837 Jackson reconnaît l'indépendance de la République du Texas qui était sous domination mexicaine.

Politique intérieure
Populiste, Jackson ne supporte pas les politiciens professionnels et les institutions qui tendent à acquérir un pouvoir indépendant. Il met son veto à la reconduction de la banque centrale créée en 1781 par Hamilton pour gérer la dette nationale et renforcer le pouvoir fédéral. Il ne s'embarrasse pas non plus d'un gouvernement avec qui il se dispute souvent et il s'entoure de conseillers "son gouvernement dans la cuisine" avec qui il prend ses décisions. Le sud, surtout agricole, ne voulait pas des droits de douane élevés, au contraire du nord qui mettait en place son industrie. La crise est résolue en 1833 par une forte baisse des droits de douane et marque la victoire de l'intérêt individuel des États sur le gouvernement fédéral.

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration
En 1829 avec l'augmentation de la population et la découverte d'or sur les territoires des Cherokees Jackson signe le Indian Removal Act (loi permettant le déplacement (removal) de force des Indiens) votée par le Congrès pour l'utilisation de ces terres. La Cour Suprême juge la loi contraire à la Constitution mais Jackson refuse d'appliquer la décision. L'État de Géorgie attribue les terres Cherokee au cours d'une loterie et Jackson envoie des troupes pour déporter les Indiens à marches forcées au-delà du Mississippi. Cet épisode coûte la vie à environ 4000 indiens Cherokee (25 % de la population) au cours d'un périple empruntant la piste connue sous le nom de "Piste des Larmes" *(Trail of Tears)*".
Politique partisane
Il introduit le système où les hautes fonctions fédérales sont attribuées aux amis qui ont aidé pendant la campagne électorale (Système des dépouilles) et il fait pression sur les États pour élargir la base électorale. Ainsi, sous sa présidence, le nombre de citoyens participant à la vie politique est multiplié par 7.
Retraite
À la fin de son second mandat, en 1837, Jackson retourne dans sa maison au Tennessee. Après avoir servi dans l'armée, être devenu un héros et après avoir été président pendant huit ans il déclare qu'il rentre chez lui avec "à peine 80 dollars dans sa poche". Il meurt le 8 juin 1845 ; son décès est aujourd'hui attribué à un empoisonnement au plomb à la suite d'une blessure reçue en 1813. Wikipédia

JACOBI **Friedrich Heinrich** Dusseldorf 25 janvier 1743 - Munich 10 mars 1819.



Philosophe et écrivain allemand. Il est issu d'une riche famille juive. Son père l'envoya comme apprenti dans une maison de commerce, à Genève. Là, le physicien Georges-Louis Le Sage lui fit connaître la philosophie. Il retrouve ses aspirations intimes en lisant l' *Émile* de Jean-Jacques Rousseau, plus précisément "La confession du vicaire savoyard". De retour en Allemagne, en 1762, il se mit à la lecture de Spinoza. Son attention fut attirée, en 1763, par les réponses apportées par Kant et Moses Mendelssohn à une question proposée par l'Académie de Berlin : "Sur l'évidence dans les sciences métaphysiques" (Mendelssohn fut couronné devant Kant !).

En 1764, il assuma la gestion du commerce de son père et épousa Betty de Clermont. Il fut franc-maçon à partir de 1765 et trésorier de la Loge « La Parfaite Amitié ». En 1772, il laissa le commerce pour une charge de conseiller des finances.

Il fit, grâce à son frère aîné, Johann Georg Jacobi, la connaissance de Christoph Martin Wieland (1733-1813), fondateur du "Mercure allemand". Goethe qualifia cette revue de "vrai fil conducteur à travers une longue période de la littérature allemande" (de 1773 à 1810). En 1774, Goethe lui rendit visite : "Nous nourrissions le vif espoir d'une activité commune et je le priai de décrire, sous une forme quelconque, tout ce qui s'agitait en lui." Jacobi écrivit ses deux romans philosophiques en 1775 et 1777, *Lettres d'Allwill* et *Woldemar* ; pour lui "l'agir humain se fonde sur des expériences et non sur des concepts, les systèmes de morale sont inefficaces, l'unique moyen d'influer moralement sur l'individu est de lui montrer l'humanité telle qu'elle est" (Valerio Verra). De janvier à juin 1779, sous l'électorat de Charles Théodore de Bavière, Jacobi fut appelé à Munich comme conseiller secret et rapporteur ministériel pour les douanes et le commerce : ses idées "libérales" lui firent cesser cette activité. Dès 1787, il défendait la foi (*Glauben*) (*David Hume et la croyance*) et attaquait Kant (*Sur l'idéalisme transcendantal*, appendice au *David Hume*).

Après un entretien, en 1780, avec Lessing, qui avouait être un disciple de Spinoza, Jacobi étudiait en profondeur Spinoza. Le résultat de cette réflexion fut que la philosophie, lorsqu'elle entreprend de connaître ou de prouver l'infini au moyen d'un entendement fini, aboutit nécessairement à réduire le divin à quelque chose de fini. C'est pourquoi il faut renoncer au projet rationaliste de prouver l'existence de Dieu; la volonté philosophique de rester attaché au rationalisme ne saurait au contraire conduire qu'au mécanisme, au fatalisme et à l'athéisme.

Ce sont ces réflexions que Jacobi a développées, en particulier dans ses *Lettres à Moses Mendelssohn sur la doctrine de Spinoza* (1785), ce qui eut pour effet de provoquer un regain d'intérêt pour la philosophie de Spinoza dans les années qui suivirent et d'engendrer la querelle du panthéisme : Mendelssohn, qui voulait écrire sur Lesing, mort en 1781, fut stupéfait en apprenant que ce dernier se disait spinoziste. Pour Jacobi, le spinozisme n'est que l'aboutissement de la philosophie démonstrative. Il n'y a que le choix entre l'athéisme (le panthéisme est un athéisme) et le "saut périlleux" de la foi. Jacobi était alors anéanti par la mort de sa femme et d'un de leurs enfants. Il se montra critique à l'égard de la Révolution française, dans laquelle il voyait la contrepartie politique du nihilisme qu'il associait au rationalisme. En 1794, il quitta Düsseldorf, alors que les troupes françaises approchaient, pour s'installer principalement à Eutin. Une débâcle financière, dix ans plus tard, lui fit perdre les deux tiers de ses revenus. En 1801, dans *Foi et Savoir*, Hegel critiqua sévèrement Jacobi.

Il devint en 1804, sous l'électorat de Maximilien IV Joseph (futur Maximilien Ier de Bavière), conseiller de Bavière et, en 1805, président de l'Académie des Sciences de Munich, où il finit par entretenir des relations houleuses avec Friedrich Schelling à la suite de son livre *Des choses divines et de leur révélation* (1811). En 1815 (*Préface pouvant servir d'introduction à l'ensemble des écrits philosophiques de l'auteur*), il fit une mise au point : on a confondu, depuis Aristote, la raison (*Vernunft*) avec l'entendement (*Verstand*) ; j'ai eu tort d'appeler "raison" "la simple faculté des concepts, jugements et raisonnements" ; la *Critique de la raison pure* de Kant rétablit la distinction, même si elle méconnaît que la raison est une faculté de "percevoir le supra-sensible" immédiatement, qu' "elle assume une authentique fonction de révélation" du vrai, du beau, du bien.

Philosophie

Jacobi a publié un grand nombre d'ouvrages de philosophie et de littérature. Comme philosophe, il fut un adversaire de Kant, et proposa une doctrine mystique qui fondait toute connaissance philosophique a priori sur les perceptions de la raison, organe suprasensible par lequel l'âme peut atteindre immédiatement les vérités les plus importantes, Dieu, la Providence, l'immortalité de l'âme. Il se fit le défenseur d'une philosophie du sentiment et se présenta comme un critique sévère à l'égard de toute forme de rationalisme. Ses écrits ne présentent pas de forme systématique, mais consistent plutôt en recueils de lettres ou de conversation. Ses disputes avec Goethe, Johann Gottlieb Fichte ou Friedrich Schelling sont restées célèbres, ainsi que la Querelle du panthéisme par laquelle il s'opposa à G. E. Lessing, à Moses Mendelssohn et à Kant, qui répondit à ces questions dans la *Critique de la faculté de juger*. Il existe pourtant selon Jacobi un type de certitude qui n'a pas besoin de preuve rationnelle : il s'agit de la croyance ou de la foi. Celle-ci est donc l'instance la plus haute dont procède tout savoir - qu'il soit sensible ou suprasensible. Cette instance est désignée par le terme de *Vernunft* (« raison ») comprise comme faculté intuitive, et ce par opposition au *Verstand* (« entendement ») compris comme faculté discursive de connaître. Jacobi ne se considérait ainsi nullement comme un irrationaliste, mais il tenait au contraire son concept de certitude de la croyance pour quelque chose de strictement rationnel.

"Toute connaissance humaine procède de la révélation et de la foi, parce que tout procédé de démonstration porte au fatalisme et l'on ne peut démontrer que des ressemblances ; par la foi nous connaissons le fini et l'infini, l'existence de notre corps" (*Lettres à Moses Mendelssohn sur la doctrine de Spinoza*).

Pensée économique

Jacobi apporta enfin des contributions importantes dans le domaine de la pensée économique, où il s'inspire notamment de l'œuvre d'Adam Smith. Il est considéré comme le premier penseur libéral allemand. Il était reçu au salon littéraire de la comtesse von Reventlow au château d'Emkendorf.

JANSON Paul

Herstal 11 avril 1840 — Bruxelles 19 avril 1913.



Personnalité politique libérale belge. Janson étudie la philosophie et les lettres (doctorat obtenu en 1859) et le Droit (doctorat obtenu en 1862) à l'Université libre de Bruxelles. Il fut un brillant avocat, plaidant et remportant de nombreux procès, et manifesta très tôt un fort soutien aux réformes électorales ainsi qu'à la branche progressiste libérale. Janson fut élu à la Chambre pour le parti libéral en 1877, ne fut pas réélu en 1884, et devint conseiller régional pour Bruxelles. Réélu en 1889, il a continué à militer pour le suffrage universel, fondé la *Fédération progressiste*, aile progressiste du mouvement libéral belge.

En 1894, soit dix ans après une défaite libérale, le parti essuya à nouveau un échec électoral : Paul Janson perdit son siège à la Chambre. Repêché grâce à l'intervention de Paul Hymans en 1900, il regagna une place auprès des libéraux modérés et son siège à la Chambre jusqu'à sa mort. Il plaida pour une diminution des heures de travail.

Ses liens politiques étroits permirent que sous son influence, une alliance avec les socialistes fut formée en 1912 afin de gagner les élections prévues face au parti catholique. Le cartel échoua, et les catholiques obtinrent la majorité absolue. Vers la fin de sa carrière, il favorisa la coopération avec le Parti socialiste ; homme d'État sans jamais avoir siégé au gouvernement, il fut nommé Ministre d'État honoraire le 14 août 1912.

POSTERITE

- Paul Janson voulant instaurer l'instruction scolaire obligatoire et gratuite, le service militaire et le suffrage universel. Continué par Paul Hymans après la mort de Paul Janson, le combat pour le suffrage universel s'est soldé par une mise en place à partir de 1919, et le premier vote à suffrage universel eut lieu en 1921.
- Paul Janson fut le père de Paul-Émile Janson et Marie Janson, première femme politique belge à devenir membre du sénat belge.
- Plusieurs places, rues et lieux portent son nom en Belgique : la *Place de la Belle Alliance* ou *Place de la Barrière* fut renommée *Place Paul Janson*. Située à l'intersection de la rue Moris, rue de la Victoire, de la rue Defacqz et rue de l'Aqueduc, la Place Paul Janson s'apparente plutôt à un carrefour qu'à une place.

JANSSEN Charles

Tirlemont 4 novembre 1851 - Bruxelles 29 mai 1918.

Charles Janssen, Commandeur de l'Ordre de Léopold avec rayure d'or, avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles, homme politique belge, bruxellois, naquit à Tirlemont le 4 novembre 1851 et mourut à Bruxelles le 29 mai 1918. Il repose au cimetière de Bruxelles sous un monument funéraire Art nouveau, œuvre de son cousin, l'architecte Henri van Dievoet, et orné de son portrait en médaillon par Isidore De Rudder.

Il avait épousé à Bruxelles le 4 septembre 1877, Berthe Poelaert, née à Bruxelles le 28 juin 1858, fille de Constant Poelaert, avocat, frère du célèbre architecte Joseph Poelaert, et de Marie-Henriette-Ernestine Jacobs.
Il fut membre de la Députation permanente de la province de Brabant et échevin de la ville de Bruxelles.

La ville de Bruxelles gère une bibliothèque *Bibliothèque Charles Janssen*, boulevard Jacqmain 62. *L'Heure Joyeuse Charles Janssen, salle de lecture pour la jeunesse*, fut créée en 1930, rue de Schaerbeek, par la famille Janssen en mémoire de Charles Janssen. Après quelques déménagements, elle s'installa en 1985 à son adresse actuelle, fusionna avec la bibliothèque publique n° 5 et fait partie des bibliothèques publiques francophones de la ville de Bruxelles.

Membre du parti libéral il adhéra à la franc-maçonnerie (33e degré du Rite Ecossais Ancien et Accepté, président de l'Aréropage *Les Amis du Commerce*, secrétaire-général du Suprême Conseil de Belgique).
Charles Janssen est le père du baron Emmanuel Janssen (1879-1955), fondateur de la Générale de Banque et de l'Union Chimique Belge.

JAUCOURT de **Louis**

Paris 27 septembre 1704 - Compiègne 3 février 1779.



Le chevalier **Louis de Jaucourt** est un philosophe, écrivain et encyclopédiste français.
Louis de Jaucourt, homme d'une immense culture, disciple de Montesquieu, est, avec Buffon, l'un des auteurs scientifiques de l'*Encyclopédie* dirigée par Diderot et d'Alembert. Il a rédigé près de la moitié des articles des derniers tomes, ou près de 18 000 pour un total de 60 000, au point d'être surnommé l'« esclave de l'Encyclopédie ». Jaucourt est notamment l'auteur de l'article « esclavage » et « traite des nègres » (demandant son abolition) en 1755, ou encore d'articles engagés tels que « guerre », « inquisition », « monarchie », « patrie », « peuple » ou « presse »…

Loin d'être beau, il est dépeint comme « Un jeune homme au caractère aimable. Ses connaissances sont sûres et étendues ». Appartenant à la religion réformée, sa famille de vieille noblesse bourguignonne est en butte à la suspicion des autorités.
Ceci l'oblige à prendre un faux nom pour se rendre à l'Université de Genève et y étudier la théologie. Il étudie ensuite les sciences exactes et naturelles à l'Université de Cambridge et la médecine à l'Université de Leyde, où il fait la connaissance de Tronchin et de Boerhaave et prend le grade de docteur en médecine, sans toutefois avoir l'intention de pratiquer cet art. Revenu en France en 1736, il mène pendant trente ans une vie presque solitaire, « sans besoins, sans désirs, sans ambition, sans intrigue. » Ne pratiquant la médecine qu'auprès des pauvres, il a fait don de ses biens pour vivre dans l'austérité. D'un caractère doux et affable, sa seule passion est de rendre service, et quoique de fortune médiocre, il aide de sa bourse tous ceux qui s'adressent à lui.

Le 8 janvier 1756, Louis de Jaucourt devient membre de la Royal Society de Londres. Ayant décidé de consigner l'enseignement médical qu'il a acquis dans un grand dictionnaire encyclopédique qui lui demande vingt ans de travail, son *Lexicon medicum universalis*, il désire, une fois l'ouvrage fini, le faire imprimer à Amsterdam pour échapper à la censure. Malheureusement le manuscrit, dont il n'existait aucune copie, disparaît dans le naufrage du vaisseau qui l'amenait à l'imprimeur hollandais.

C'est alors que Diderot lui propose de contribuer à l'*Encyclopédie* qu'il vient de commencer. Il accepte et fournit un grand nombre d'articles, mais les adversaires des Lumières réussissent à faire interdire en 1757 la publication, quand elle en est au septième volume (jusqu'à l'article Gythium). Alors que les autres collaborateurs renoncent, Jaucourt n'en continue pas moins son travail grâce à des secrétaires qu'il paye de sa poche, allant jusqu'à rédiger quatre articles par jour. Il a écrit principalement sur les sciences, en particulier la médecine et la biologie, abordant le sujet dans une perspective résolument mécaniste en contraste avec l'autre grand contributeur en ce domaine, Menuret de Chambaud, qui tient pour le vitalisme. Quand, après huit ans d'interdiction, les livraisons reprennent, Jaucourt a accumulé assez de matière pour que les dix derniers volumes puissent paraître la même année, en 1765. Une contribution sur deux émanait de sa plume.

Dans une telle masse d'écrits, on ne pouvait éviter que tout ne fût pas égal, mais on lit sous la plume de Philipp Blom (« Der Ritter ohne Gesicht », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14 octobre 2004, p. 48) : « Alors que certaines définitions sont plutôt mal rédigées, on trouve sous le nom de Jaucourt des contributions dont l'éloquence ne le cède en rien aux plus grands noms de son époque, comme les droits des citoyens, les persécutions religieuses ou la liberté de religion. »

En public, Diderot faisait l'éloge de Jaucourt mais, en privé, il ne se gênait pas pour le traiter de pédant et ce jugement méprisant a fini par s'imposer, au point qu'on cite rarement Jaucourt parmi les auteurs de l'*Encyclopédie*, bien que, sans lui, jamais l'ouvrage n'eût été achevé. L'importance de sa contribution à l'*Encyclopédie* transparait pourtant clairement dans l'éloge dithyrambique que fait de lui Diderot dans son *Avertissement* du tome 8 en 1765 :
« Si nous avons poussé le cri de joie du matelot, lorsqu'il aperçoit la terre, après une nuit obscure qui l'a tenu égaré entre le ciel et les eaux, c'est à M. le Chevalier de Jaucourt que nous le devons. Que n'a-t-il pas fait pour nous, surtout dans ces derniers temps ? Avec quelle constance ne s'est-il pas refusé à des sollicitations tendres et puissantes qui cherchaient à nous l'enlever ? Jamais le sacrifice du repos, de l'intérêt et de la santé ne s'est fait plus entier et plus absolu. Les recherches les plus pénibles et les plus ingrates ne l'ont point rebuté. Il s'en est occupé sans relâche, satisfait de lui-même, s'il pouvait en épargner aux autres le dégoût. Mais c'est à chaque feuille de cet ouvrage à suppléer ce qui manque à notre éloge ; il n'en

est aucune qui n'atteste et la variété de ses connaissances et l'étendue de ses secours. »

Ainsi que les différentes allusions présentes dans sa correspondance :
« Ne craignez pas qu'il s'ennuie de moudre des articles : Dieu le fit pour cela. »
En plus de nombreux articles touchant à la médecine et à la science dans l'*Encyclopédie* et de son *Lexicon medicum universalis* en 6 volumes disparu, il est également l'auteur d'une *Vie de Leibniz*, en 1756, ainsi que d'un grand nombre de mémoires adressés à diverses académies ou sociétés savantes. Il était membre de l'Académie de Berlin, de Stockholm et de Bordeaux. La rue Jaucourt dans le 12e arrondissement de Paris porte son nom en hommage depuis 1885.

JEANBON Saint André

Montauban 25 février 1749 - Mayence 10 décembre 1813.



André Jeanbon, dit **Jean-Bon Saint-André** ou **Jeanbon Saint André** est un pasteur, un révolutionnaire et un homme politique français. De famille protestante, fils d'un foulon, élevé chez les jésuites, d'où il est retiré par son père calviniste, il étudie la navigation à Bordeaux, s'enrôle dans la marine marchande, atteint le grade d'officier et devient capitaine. Après trois naufrages et la perte de ses économies, il abandonne la marine, étudie la théologie à Genève et devient pasteur à Castres en 1773, puis est amené à démissionner en 1782 après un conflit avec le consistoire de Castres, reprend son ministère à Montauban en 1788, où il préside la Société des Amis de la Constitution au début de la Révolution en 1789.

Sous la Révolution
Il échoue aux élections de l'Assemblée législative en 1791, mais entre au conseil municipal.
Élu, le 4e sur 9, député du Lot à la Convention nationale en 1792, Jeanbon quitte ses amis Jacobins pour rejoindre Paris, où il siège d'abord à droite en compagnie de ses amis Girondins.

Mais il s'en désolidarise progressivement et rejoint bientôt les rangs de Montagne. Le 12 octobre 1792, il achève son évolution en se prononçant contre les Girondins, qui attaquent la Commune de Paris et réclament le renforcement de la garde de la Convention. En janvier 1793, il vote la mort du roi sans appel ni sursis, car, dit-il, « un roi par cela seul qu'il est roi, est coupable envers l'humanité, car la royauté même est un crime ». Devant les périls que court la République, avec la guerre contre les monarchies coalisées, et la guerre civile déclenchée par les royalistes, en Vendée, et par les fédéralistes, il prône l'union de la Convention avec le peuple contre ses ennemis. Il se prononce contre les poursuites visant les massacreurs de septembre 1792, car « une grande révolution ne peut s'opérer que par des évènements de toute nature ». Il est un des promoteurs et un défenseur de la création du Tribunal révolutionnaire. Il est envoyé dans le Lot et en Dordogne pour accélérer la levée des 300 000 hommes et assiste, à son retour, à l'agonie de la Gironde. Président de la Convention du 11 au 25 juillet 1793, il entre, le 10 juillet 1793 au comité de salut public, où il prend la charge de la Marine. Chargé, en tant que président de la Convention, de prononcer l'éloge funèbre de Jean-Paul Marat, il s'exécute avec une sécheresse qui témoigne clairement de son peu de sympathie pour la victime de Charlotte Corday. La plupart du temps en mission, il se tient à l'écart des affrontements entre factions. D'abord envoyé en mission aux armées de l'Est, le conventionnel est bientôt chargé de la réorganisation de la marine militaire, minée par l'insubordination. À Brest, où il est représentant en mission de septembre 1793 à mai 1794, il rétablit la discipline par des mesures très sévères, avec son collègue Prieur de la Marne, puis il participe, sur mer, aux opérations de Villaret de Joyeuse contre les Anglais ; Jeanbon participe ainsi en mer à la bataille du 13 prairial an II au large d'Ouessant le 1er juin 1794 (célèbre pour la résistance du *Vengeur du Peuple*) à bord du vaisseau la *Montagne*, en compagnie de ce contre-amiral.

En mission lors du 9 Thermidor, qu'il désapprouve, il est remplacé par un thermidorien au sein du comité de salut public, sous prétexte des empêchements de ses missions en province. De fait, de juillet 1794 à mars 1795, Jeanbon est chargé d'une nouvelle mission dans les départements maritimes du Midi, spécialement Toulon, où il montre les mêmes qualités d'administrateur. Alors que la Terreur blanche sévit en France, il est arrêté le 9 prairial an III, lors de la réaction qui suit l'insurrection du 12 germinal et celle du 1er prairial. Cependant, après l'adoption de la constitution de l'an III, le 24 septembre 1795 et l'échec de l'insurrection royaliste le 13 vendémiaire, une loi d'amnistie générale « pour les faits proprement relatifs à la Révolution » est votée le 26 octobre 1795, et il est libéré le 29 octobre. Le Directoire le nomme alors consul général à Alger, puis à Smyrne en 1798. Lorsque l'Empire ottoman rompt avec la France, il est arrêté et passe trois ans en captivité.

Sous le Consulat et le Premier Empire
Après sa libération, Bonaparte le nomme commissaire général des trois départements de la rive gauche du Rhin, en décembre 1801, puis préfet du département du Mont-Tonnerre à Mayence en septembre 1802, où il confirme sa réputation d'administrateur exceptionnel. En remerciement de ses services, Napoléon le fait chevalier de la Légion d'honneur en 1804, puis baron d'Empire, baron de « Saint-André », en 1809. Le typhus l'emporte en 1813.
Franc-maçon actif, Jean Bon de Saint André fut le premier Vénérable Maître de la Loge « Les Amis de l'Union » de Mayence, fondée en 1803, et qui existe toujours aujourd'hui dans cette ville sous l'appellation « Die Freunde zur Eintracht ».

JEHOTTE Louis

Liège 7 novembre 1803 - Bruxelles 3 février 1884.

Louis Jehotte (dont le nom s'écrit avec un e muet) Sculpteur belge. Son père, Léonard Jehotte (1772 - 1851), était graveur auprès de la Monnaie de Liège. Louis Jehotte se forme d'abord à l'Académie de Dessin de Liège où il étudie sous François Joseph Dewandre. Il continue sa formation à Paris, puis à Florence et Rome où il séjourne de 1824 à 1829 grâce à une

bourse de la fondation Lambert Darchis; il y travaille dans les ateliers de Mathieu Kessels et de Bertel Thorvaldsen. Rentré dans sa patrie, il enseigna à l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles, où il succéda à Gilles-Lambert Godecharle.
Il fit partie de la franc-maçonnerie, loge à Bruxelles.
SON ŒUVRE

- 1848: Statue de Charles-Alexandre de Lorraine sur la place du Musée à Bruxelles
- 1850: Caïn maudit, devant le Palais des Académies à Bruxelles.
- 1867: Statue équestre de Charlemagne à Liège, boulevard d'Avroy.
- *Mausolée de Monseigneur François-Antoine de Méan*, à la cathédrale Saint-Rombaut, à Malines.
- *Buste de Louis Dewez, secrétaire perpétuel de l'Académie royale de Belgique*, au Palais des Académies, à Bruxelles.

JELLICOE John

5 December 1859 – 20 November 1935.



Admiral of the Fleet **John Rushworth Jellicoe, 1st Earl Jellicoe**, GCB, OM, GCVO SGM was a Royal Navy officer. He fought in the Egyptian war and the Boxer Rebellion and commanded the Grand Fleet at the Battle of Jutland in May 1916 during World War I. His handling of the fleet at that battle was controversial: he made no serious mistakes and the German High Seas Fleet retreated to port – at a time when defeat would have been catastrophic for Britain – but at the time the British public were disappointed that the Royal Navy had not won a victory on the scale of the Battle of Trafalgar. Jellicoe later served as First Sea Lord but was removed at the end of 1917 as a result of his pessimistic view, declaring that nothing could be done to defeat the U-boats. He also served as the Governor-General of New Zealand in the early 1920s.

Born the son of John Henry Jellicoe, a captain in the Royal Mail Steam Packet Company and Lucy Henrietta Jellicoe (née Keele) and educated at Field House School in Rottingdean, Jellicoe joined the Royal Navy as a cadet in the training ship HMS *Britannia* in 1872. He was made a midshipman in the steam frigate HMS *Newcastle* in September 1874 before transferring to the ironclad HMS *Agincourt* in the Mediterranean Fleet in July 1877. Promoted to sub-lieutenant on 5 December 1878, he joined HMS *Alexandra*, flagship of the Mediterranean Fleet, as signal sub-lieutenant in 1880. Promoted to lieutenant on 23 September 1880, he returned to HMS *Agincourt* in February 1881 and commanded a rifle company of the Naval Brigade at Ismailia during the Egyptian war of 1882.

Jellicoe qualified as a gunnery officer in 1883 and was appointed to the staff of the gunnery school HMS *Excellent* in May 1884. He joined the turret ship HMS *Monarch* as gunnery officer in September 1885 and was awarded the Board of Trade Silver Medal for rescuing the crew of a capsized steamer near Gibraltar in May 1886. He joined the battleship HMS *Colossus* in April 1886 and was put in charge of the experimental department at HMS *Excellent* in December 1886 before being appointed assistant to the Director of Naval Ordnance in September 1889.

Promoted to commander on 30 June 1891, Jellicoe joined the battleship HMS *Sans Pareil* in the Mediterranean Fleet in March 1892. He transferred to the battleship HMS *Victoria* in 1893 and was aboard when it collided with HMS *Camperdown* (the flagship of the Commander-in-Chief of the Mediterranean Fleet, Vice-Admiral Sir George Tryon) and was wrecked off Tripoli on 22 June 1893. He was then appointed to the new flagship, HMS *Ramilies*, in October 1893.

Promoted to captain on 1 January 1897, Jellicoe became a member of the Admiralty's Ordnance Committee. He served as Captain of the battleship HMS *Centurion* and chief of staff to Vice Admiral Sir Edward Seymour during the Seymour Expedition to relieve the legations at Peking during the Boxer Rebellion in June 1900. He was badly wounded during the Battle of Beicang and told he would die but confounded the attending doctor and chaplain by living. He was appointed a Companion of the Order of the Bath and given the German Order of the Red Eagle, 2nd class, with Crossed Swords for services rendered in China. He became Naval Assistant to Third Naval Lord and Controller of the Navy in February 1902 and was given command of the armoured cruiser HMS *Drake* on the North America and West Indies Station in August 1903.

High command
Under Admiral John Fisher, Jellicoe became Director of Naval Ordnance in 1905 and, having been appointed a Commander of the Royal Victorian Order on the occasion of launching of HMS *Dreadnought* on 10 February 1906, he was also made an Aide-de-Camp to the King on 8 March 1906. Promoted to rear-admiral on 8 February 1907, he pushed hard for funds to modernise the navy, supporting the construction of new Dreadnought type battleships and Invincible class battlecruisers. He supported F. C. Dreyer's improvements in gunnery fire-control systems, and favoured the adoption of Dreyer's "Fire Control Table", a form of mechanical computer for calculating firing solutions for warships.

Jellicoe was appointed second-in-command of the Atlantic Fleet in August 1907, hoisting his flag in the battleship HMS *Albemarle*. He was appointed Knight Commander of the Royal Victorian Order on the occasion of the King's Review of the Home Fleet in the Solent on 3 August 1907. He went on to be Third Sea Lord and Controller of the Navy in October 1908 and, having taken part in the funeral of King Edward VII in May 1910, he became Commander-in-Chief, Atlantic Fleet in December 1910, hoisting his flag in the battleship HMS *Prince of Wales*. He advanced to Knight Commander of the Order of the Bath on the Coronation of King George V on 19 June 1911 and confirmed in the rank of vice-admiral on 18 September 1911. He went on to be Second-in-Command of the Home Fleet, hoisting his flag in the battleship HMS *Hercules*, in December 1911 and joined an inquiry into the supply and storage of liquid fuels in peace and war on 1 August 1912. He became Second Sea Lord in December 1912.

World War I

At the start of World War I, Admiral George Callaghan, Commander-in-Chief of the Home Fleet, was removed by First Lord of the Admiralty Winston Churchill. Jellicoe was promoted to full admiral on 4 August 1914 and assigned command of the renamed Grand Fleet in Admiral Callaghan's place, though he was appalled by the treatment of his predecessor. He was advanced to Knight Grand Cross of the Order of the Bath on 8 February 1915.

Jellicoe was in command of the British Grand Fleet at the Battle of Jutland in May 1916, history's largest (and only major) clash of dreadnoughts, albeit an indecisive one. His handling of the Grand Fleet during the battle remains controversial, with some historians describing Jellicoe as too cautious and other historians faulting the battlecruiser commander, Admiral David Beatty, for making various tactical errors. Jellicoe certainly made no significant mistakes during the battle : based on limited intelligence, he correctly deployed the Grand Fleet with a turn to port so as to "cross the T" of the German High Seas Fleet as it appeared. After suffering heavy shell damage, the German fleet turned 180 degrees and headed away from the battle. At the time the British public were disappointed that the Royal Navy had not won a victory on the scale of the Battle of Trafalgar. Churchill described Jellicoe later as 'the only man on either side who could lose the war in an afternoon. Nevertheless he was appointed a member of the Order of Merit on 31 May 1916, advanced to Knight Grand Cross of the Royal Victorian Order on 17 June 1916 and awarded the Grand Cross of the French Legion of Honour on 15 September 1916. He was also awarded the Grand Cordon of the Belgian Order of Leopold on 21 April 1917, the Russian Order of St. George, 3rd Class on 5 June 1917, the Grand Cross of the Italian Military Order of Savoy on 11 August 1917 and the Grand Cordon of the Japanese Order of the Rising Sun on 29 August 1917.

Jellicoe was appointed First Sea Lord in November 1916: his term of office in that role saw Britain brought within danger of starvation by German unrestricted U-Boat warfare: he took a pessimistic view, declaring that nothing could be done to defeat the U-boats, and was rather abruptly dismissed by the new First Lord of the Admiralty, Sir Eric Campbell Geddes, in December 1917.

JENNER



Edward Dr. Berkeley, Gloucestershire 17 mai 1749 - 26 janvier 1823.

L'inventeur de la vaccination qui permit d'éradiquer la variole dans le monde entier.

Franc-Maçon de la Loge "*Faith and Friendship*" à Berkeley, Angleterre, dont il fut Vénérable.

Membre de la Royal Society (17 mai 1749 - 26 janvier 1823) était un scientifique et médecin anglais qui a étudié les sciences naturelles dans son environnement à Berkeley, dans le Gloucestershire, en Angleterre. Il est connu comme le premier médecin à avoir introduit et étudié le vaccin contre la variole, bien que Benjamin Jesty, un agriculteur, ait précédemment été vacciné par la vaccine pour induire une immunité contre la variole. Il est admis que Jenner avait fait la même découverte indépendamment. Il naît en 1749 à Berkeley en Angleterre. Jenner fut formé à Chipping Sodbury, dans le Gloucestershire comme apprenti de M. Ludlow, un chirurgien, pendant huit ans à partir de l'âge de 14 ans.

Jenner est parti à Londres en 1770 pour étudier la chirurgie et l'anatomie sous la direction du chirurgien John Hunter et également à l'Université St George de Londres. Hunter était un expérimentateur renommé qui fut plus tard membre de la Royal Society. William Osler rapporte que Jenner était un étudiant à qui Hunter répétait une maxime de William Harvey, très célèbre dans le milieu médical (et caractéristique de l'époque des Lumières), « Ne croyez pas, essayez ». Jenner fut très tôt remarqué par des hommes célèbres pour avoir fait progresser la pratique médicale et les institutions de la médecine. Hunter a continué à correspondre avec lui sur des sujets d'histoire naturelle et l'a recommandé à la Royal Society. De retour dans sa région natale en 1773, il devint médecin généraliste et chirurgien, exerçant son activité d'abord à Berkeley. Jenner et d'autres collègues fondèrent une société de médecine à Rodborough dans le Gloucestershire et ils se réunissaient pour dîner ensemble et lire des documents traitants de sujets médicaux. Jenner a apporté sa contribution à des articles sur l'angine de poitrine, l'ophthalmie, les maladies des valves cardiaques et fit des observations sur la Vaccine. Il a également appartenu à une société analogue qui se réunissait à Alveston, près de Bristol.

Dans le domaine de la cardiologie, il était partisan de la théorie expliquant l'angine de poitrine par les calcifications observables sur les coronaires. Mais si cette théorie semble plus proche de la vérité que les théories concurrentes de l'époque ("névralgie" pour l'école française, par exemple), il faut se garder d'y voir simplement une correspondance avec l'explication moderne par l'athérosclérose. En effet, la calcification n'était pas censée agir par le rétrécissement du calibre des artères, mais par l'obstacle que leur durcissement mettait à la dilatation du cœur.

Il fut élu membre de la Royal Society en 1788 à la suite d'une étude détaillée sur la vie méconnue du coucou dans son nid en combinant pour son étude l'observation, l'expérimentation et la dissection. La description par Jenner du coucou tout juste éclos poussant les œufs et les oisillons de son hôte hors du nid a été confirmée au xxe siècle lorsqu'il est devenue possible de le photographier. Ayant observé son comportement, il a mis en évidence une adaptation anatomique du bébé coucou qui

présente une dépression dans le dos qui n'était plus présente après 12 jours de vie et dans laquelle il rassemble les œufs et les autres poussins pour les pousser hors du nid. On avait supposé que les oiseaux adultes étaient responsables de cette pratique mais l'adulte n'est pas présent dans le nid suffisamment longtemps. Ses conclusions ont été publiées dans les *Philosophical Transactions* de la Royal Society en 1787.

Il a épousé en mars 1788 Catherine Kingscote (décédée en 1815 d'une tuberculose) qu'il avait rencontrée lorsque les aérostats sont apparus dans l'actualité des sciences et qu'il les avait expérimentés avec d'autres curieux. Au cours de la tentative, son ballon a atterri à Kingscote Parc, propriété d'Anthony Kingscote dont Catherine était l'une des trois filles. En 1792, il a obtenu son doctorat en médecine de l'université de St Andrews. Il quittera peu le comté du Gloucestershire où il est né et lorsque James Cook l'invite à participer à son second voyage autour du monde mais il refuse.

Variole

À cette époque, la variole était redoutée, car un tiers de ceux qui contractaient la maladie en mouraient et ceux qui survivaient étaient généralement défigurés. Voltaire, quelques années plus tard, rapportait que 60 % des personnes contractaient la variole, et que 20 % de la population en mourait. À partir de 1770 et dans les années qui ont suivi, six personnes au moins en Angleterre et en Allemagne (Sevel, Jensen, Jesty 1774, Rendall, Plett 1791) avaient expérimenté avec succès la possibilité d'utiliser le vaccin de la vaccine comme vaccination contre la variole chez l'homme.3 Par exemple, un agriculteur du Dorset, Benjamin Jesty, a réussi à induire une immunité artificielle chez sa femme et ses deux enfants avec la vaccine au cours d'une épidémie de variole en 1774, mais ce n'est qu'après les travaux de Jenner une vingtaine d'années plus tard, que le procédé a été largement compris. En effet, il est généralement admis que Jenner n'était pas au courant du succès de Jesty et est arrivé indépendamment aux mêmes conclusions.

En partant de l'observation courante que les trayeuses ne contractaient généralement pas la variole, Jenner a théorisé que le pus présent dans les vésicules des trayeuses qui avaient contracté la vaccine (une maladie semblable à la variole, mais beaucoup moins virulente), protégeait les trayeuses de la variole. Il est possible qu'il ait été aidé par le fait d'avoir entendu l'histoire de Benjamin Jesty et peut-être d'autres pionniers qui avaient délibérément infecté leurs familles par la vaccine et constaté une réduction des risques dans ces familles. Le 14 mai 1796, Jenner a testé sa théorie en inoculant James Phipps, un jeune garçon de huit ans, avec le contenu des vésicules de vaccine de la main de Sarah Nelmes, une trayeuse qui avait contracté la vaccine transmise par une vache nommée Blossom. Phipps a été le 17e cas décrit dans le premier article de Jenner sur la vaccination.

Jenner inocula Phipps avec le pus de la vaccine dans les deux bras le même jour, en grattant le pus des vésicules de Nelmes avec un morceau de bois puis en le transférant sur les bras de Phipps. Cette inoculation a provoqué de la fièvre et un malaise général mais pas de maladie grave. Plus tard, il a inoculé Phipps selon la technique de la variolisation qui était auparavant la méthode de routine pour obtenir l'immunité contre la maladie. Aucune maladie ne s'est déclarée. Jenner a indiqué que plus tard, le garçon a été de nouveau soumis à la variolisation et n'a pas non plus présenté de signe d'infection.

Il a poursuivi ses recherches et les a transmises à la Royal Society, qui n'avait pas publié le rapport initial. Après l'amélioration de la méthode et d'autres travaux, il a publié une étude sur vingt-trois cas. Certaines de ses conclusions étaient correctes et d'autres erronées – les méthodes modernes de microbiologie et de microscopie peuvent permettre de répéter cette étude plus facilement. La communauté médicale, aussi prudente à l'époque qu'aujourd'hui, a étudié ses conclusions un certain temps avant de les accepter. Finalement, la vaccination a été acceptée et, en 1840, le gouvernement britannique interdit la variolisation et encourage la vaccination gratuite. Le vaccin contre la variole a ensuite été accepté dans toute l'Europe. Napoléon Ier tiendra même à ce que son fils, le roi de Rome, reçoive le traitement préventif.

La poursuite de ses travaux sur la vaccination empêchait Jenner de continuer sa pratique médicale habituelle. Il a été appuyé par ses collègues et après une requête du Parlement le roi lui a accordé 10000 £ pour ses travaux sur la vaccination. En 1806, il a reçu à nouveau 20000 £ pour ses travaux. En 1803 à Londres, il s'est impliqué dans le développement de la Jennerian Institution, une société s'occupant de la promotion de la vaccination pour éradiquer la variole. En 1808, avec l'aide du gouvernement, cette société devient le National Vaccine Establishment. Jenner est membre de la Medical and Chirurgical Society à sa fondation en 1805 et il y présente un certain nombre de ses articles. C'est maintenant la Société Royale de Médecine. De retour à Londres en 1811, il observe un nombre significatif de cas de variole survenus après une vaccination. Il constate que, dans ces cas, la gravité de la maladie a été considérablement atténuée par la vaccination antérieure. En 1821, il est nommé médecin éminent par le roi George IV, un honneur national, et a été élu maire de Berkeley et juge de paix. Il a poursuivi ses recherches dans le domaine de l'histoire naturelle. En 1823, dernière année de sa vie, il a présenté ses observations sur *la migration des oiseaux* à la Royal Society.

Il a été victime le 25 janvier 1823 d'une crise d'apoplexie qui s'est manifestée par une hémiplégie droite. Il n'a jamais récupéré de sa paralysie, et est décédé des suites de ce qui était apparemment un accident vasculaire cérébral (il avait déjà subi une première attaque cérébrale) le 26 janvier 1823, à 73 ans. Il a eu un fils et une fille, son fils aîné est mort de tuberculose à l'âge de 21 ans.

JOFFRE **Joseph Jacques Césaire** Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) 12 janvier 1852 -



Paris 3 janvier 1931

Maréchal qui commanda les troupes alliées pendant la guerre 1914- 1918. Vainqueur de la bataille de la Marne.

Initié Franc-Maçon, en 1875,. à la Loge "*Alsace Lorraine*", Paris

Officier militaire français pendant la Première Guerre mondiale, responsable de la bataille de la Marne et de la stabilisation du front nord au début de la guerre. Il a été nommé maréchal de France en 1916. C'est aussi un des responsables militaires les plus controversés du XXe siècle, notamment en raison de l'emploi de la stratégie militaire de l'« offensive à outrance », extrêmement coûteuse en vies humaines pour des résultats relativement médiocres sur le terrain, notamment lors de la bataille de Verdun. Il sera remplacé alors par le général Nivelle. En 1918, il fut élu à l'Académie française.

JOHNSON

Andrew



Raleigh, Caroline du Nord 29 décembre 1808 - Elizabethton, Tennessee 31 juillet 1875

Dix-septième Président USA 1865- 1869. Successeur de Lincoln.

Franc-Maçon, il reçut, en 1851, les trois degrés à la Loge "*Greenville Lodge 19*", Greenville, Tennessee. Il fut le premier Président à appartenir au Rite Écossais Ancien et Accepté, où il devint 32°. Également Chevalier Templier.

Il est élu vice-président d'Abraham Lincoln en 1864. Il lui succède après son assassinat et devient le dix-septième président des États-Unis pour un mandat de 1865 à 1869. Andrew Johnson est le seul sénateur sudiste à ne pas démissionner lors de la formation de la Confédération des États d'Amérique. Abraham Lincoln le choisit comme candidat à la vice-présidence lorsqu'il se représente aux élections de 1864. Après l'assassinat de Lincoln en 1865, Johnson devient président sous les couleurs des républicains.

Il préside le début de la période de réunification des États du Sud avec ceux du Nord mais ses sympathies lui attirent les critiques des radicaux républicains du Congrès, en particulier Thaddeus Stevens, qui lanceront une procédure de destitution échouant à une voix près. Il est le premier président à subir la procédure de destitution. Ses parents sont de simples ouvriers, quasiment illettrés. Il exerce le métier de tailleur après son apprentissage et n'a jamais fait d'études.

Carrière politique

Il participe à la vie politique en entrant au conseil municipal de sa ville et gravit les échelons en étant successivement maire, député, sénateur et enfin gouverneur du Tennessee avant d'être élu député au Congrès. Il appartient à la franc-maçonnerie [1]. Ses opinions sont alignées sur celles des députés sudistes démocrates, c'est-à-dire qu'il soutient l'esclavage. Il diverge sur un point important car il est partisan du maintien à tout prix de l'Union. Il est d'ailleurs le seul sénateur sudiste à ne pas démissionner lors de la création de la Confédération ce qui lui vaut d'être considéré comme un traître par le Sud et comme un héros par le Nord et aussi d'être choisi comme co-listier d'Abraham Lincoln à l'élection présidentielle de 1864. Il n'abdiquera d'ailleurs pas ses positions esclavagistes durant la campagne présidentielle, déclarant que « le gouvernement des États-Unis est un gouvernement d'hommes blancs » et que « le nègre doit accepter [...] le statut qui lui est assigné »2. Une fois élu, il parvient à convaincre Lincoln de faire du Tennessee le seul état Sudiste dans lequel la proclamation d'émancipation n'est pas applicable.

Présidence

1865	15 avril	investiture d'Andrew Johnson en tant que dix-septième président des États-Unis à la suite de l'assassinat du président A. Lincoln au début de son second mandat.
	2 mai	Johnson offre une récompense de Modèle : Unité : 100000 pour l'arrestation du président de la Confédération Jefferson Davis.
	20 août	Johnson proclame la fin des hostilités au Texas.
1866	27 mars	Johnson met son véto à la loi garantissant les droits civiques des esclaves émancipés par l'adoption du Treizième amendement à la Constitution.
	2 avril	Johnson proclame la fin des hostilités dans tous les États du Sud.
	9 avril	Johnson met son véto à une loi sur les droits civiques des esclaves émancipés autorisant le gouvernement fédéral à intervenir dans les États pour les faire respecter.
	20 août	Johnson déclare la fin de la Guerre de Sécession ; les combats ont en réalité cessé plus d'un an auparavant. Il met son véto à une loi attribuant aux anciens esclaves un terrain et une mule. Johnson signe un décret de regroupement des indiens Shoalwater qui vivent dans l'état de Washington dans une réserve.
1867	8 janvier	La loi donnant le droit de vote aux Noirs de Washington, DC passe malgré le véto du président Johnson.
	20 juin	Johnson annonce l'acquisition du territoire de l'Alaska.
	25 juillet	Johnson signe la loi de création du territoire du Wyoming.
	12 août	Début de la procédure de destitution lancée par le Congrès à l'encontre du président Johnson. Les Républicains radicaux du Nord lui reprochent de bloquer les lois permettant les garanties des droits civiques dans les États du Sud.

7 sept. Johnson signe la loi amnistiant tous les responsables de la Confédération.

1868 16 mai Fin de la procédure de destitution. Le Sénat acquitte le président, la majorité des deux-tiers n'est pas acquise à une voix près.

25 déc. Johnson accorde la grâce présidentielle à toutes les personnes qui ont participé à la Confédération et qui ont causé la Guerre de sécession.

Politique étrangère

La politique étrangère de Johnson passe à l'arrière plan en raison des problèmes liés à la réunification des États après la Guerre de sécession. Le Secrétaire d'État des États-Unis, William H. Seward est l'artisan du traité permettant l'achat du territoire de l'Alaska en 1866, une décision dont beaucoup se moquent à cette époque. Il envoie aussi des troupes à la frontière mexicaine pour exiger le départ du gouvernement mis en place par la France.

Politique intérieure

La présidence est marquée par le problème de la reconstruction des états sudistes. La doctrine officielle, en particulier celle de Lincoln, refusant d'admettre la sécession il en résulte que les États du Sud reviennent dans l'Union, à la fin de la Guerre civile, de plein droit sans qu'il soit possible de leur imposer des pénalités. En dehors de l'obligation d'abolir l'esclavage au niveau de la Constitution de chacun des états, A. Johnson est partisan de les laisser définir leur politique en particulier sur le thème crucial du droit de vote. Cette politique de soutien de toutes les lois ségrégationnistes ainsi qu'un pardon généralisé accordé à la très grande majorité des politiciens, militaires etc. qui avait lutté pour la Confédération lui attire l'animosité de nombreux députés et sénateurs républicains qui l'avaient amené au pouvoir. A. Johnson et le Congrès sont en violente opposition chaque partie utilisant son droit de véto pour bloquer les lois proposées par l'autre partie. Finalement le Congrès entame une procédure de destitution à l'égard du Président mais celle-ci échoue à une voix près. A. Johnson termine son mandat en ayant perdu pratiquement tout pouvoir au profit des Commissions sénatoriales.

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration

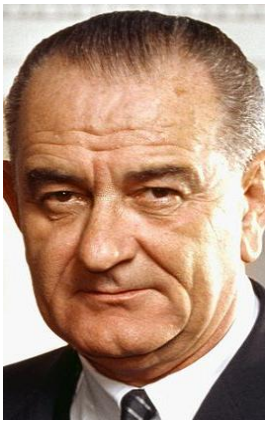
Johnson accède à la présidence grâce à un concours de circonstances. Il est le seul sénateur sudiste qui défend l'Union ce qui lui vaut son élection à la vice-présidence puis l'assassinat de Lincoln le propulse au sommet. Il reste malgré tout partisan du droit des États du Sud à décider eux-mêmes des questions concernant les droits civiques des Noirs et met son véto à toutes les tentatives d'ingérence du gouvernement fédéral. Cette attitude entraîne la procédure de destitution lancée à son encontre.

Politique partisane

Élu par opportunisme au poste de vice-président Johnson et considéré comme traître par les États du Sud car il n'a pas démissionné lors de la Sécession, il est ensuite considéré comme traître par les États du Nord car il met son véto aux lois étendant les droits civiques aux Noirs. À une voix près il n'est pas destitué et termine son mandat sans pouvoir réel et sans penser à une éventuelle réélection.

A. Johnson se retire au Tennessee. Il se présente aux élections législatives et sera élu au troisième essai.

JOHNSON



Lyndon B. Stonewall, Texas 27 août 1908 - Johnson City, Texas 22 janvier 1973**.** Trente-sixième Président USA 1963-1969.

Initié Franc-Maçon, en 1937, à la Loge "*Johnson City Lodge 561*" Johnson City, Texas. Resta Apprenti toute sa vie.

Il est le trente-sixième président des États-Unis d'Amérique. Vice-président de John F. Kennedy lorsque ce dernier est assassiné en cours de mandat, le 22 novembre 1963, il lui succède en tant que président. Il est élu en 1964. Connu sous ses initiales, **LBJ**, il est le président qui a dû gérer la première partie de la guerre du Viêt Nam. Il signe en août 1965 le Voting Rights Act. Il a aussi lancé un programme de « guerre contre la pauvreté », créant ainsi le Medicare et le Medicaid.

Ses parents, Samuel Johnson et Rebkah Baines ne possèdent qu'une modeste ferme et ne peuvent lui offrir que le minimum.

Il fréquente l'école publique et obtient son diplôme de fin d'études secondaires au lycée de Johnson City en 1924. En 1926, Johnson s'inscrit au « Southwest Texas State Teachers College » pour devenir enseignant. Il participa aux débats et à la politique du campus, éditant le journal de l'école. Il abandonna l'école en 1927 et revint un an plus tard pour finalement obtenir son diplôme en 1930.

Juste après son diplôme, Johnson enseigne « la prise de parole en public » et « le débat » dans un lycée de Houston mais il démissionnera rapidement pour se lancer dans la politique. Le père de Johnson avait été élu pour cinq mandats au parlement du Texas et était l'ami du sénateur Sam Rayburn, l'une des figures montantes de la politique texane. En 1931, Johnson fait campagne pour Richard M. Kleberg et est récompensé par un poste au secrétariat du sénateur fraîchement élu. En tant que secrétaire parlementaire, Lyndon B. Johnson se lie avec des personnes influentes, découvre comment elles en sont arrivées là et gagne leur respect grâce à ses compétences. Il compte bientôt parmi ses amis des proches du président

Franklin D. Roosevelt, mais aussi des Texans comme lui, parmi lesquels le vice-président John Nance Garner. Pendant qu'il est secrétaire, Johnson rencontre Claudia Alta Taylor, qui sera connue sous le nom de « Lady Bird », une jeune femme elle aussi originaire du Texas. Ils se marient le 17 novembre 1934 après s'être fréquentés pendant une courte période. Ils ont deux filles, Lynda Bird, née en 1944 et Lucy Baines, née en 1947. On peut remarquer que Johnson aimait bien donner ses initiales à de nombreuses choses. Les prénoms de ses filles en sont un exemple.

En 1935, Johnson devient directeur d'une agence gouvernementale de l'état du Texas chargée de la jeunesse. Ce poste lui permet de proposer des formations et des emplois à des jeunes et donc de montrer aux électeurs texans qu'il a de l'influence. Il reste directeur pendant deux ans, puis quitte son poste pour se présenter au Congrès. Johnson est connu pour être un patron très exigeant avec ses employés, leur demandant de nombreuses heures supplémentaires ; toutefois il en fait autant, sinon plus, lui-même.

Johnson reçoit son premier brevet de franc-maçon le 30 octobre 1937. Il s'aperçoit peu de temps après que ses tâches au Congrès lui prennent trop de temps et il ne cherchera pas à s'élever dans la hiérarchie franc-maçonne.
Carrière politique
En 1937, Johnson se présente au Congrès lors des élections partielles du 10e district du Texas pour représenter Austin et le comté voisin de Hill. Il base sa campagne sur le principe du New Deal et est aidé efficacement par sa femme, Lady Bird Johnson. Le président Franklin Delano Roosevelt montre un intérêt personnel pour le jeune Texan dès qu'il entre au Congrès. Johnson est affecté au Comité des affaires navales, position d'une grande importance pour un jeune élu. En 1941, Johnson se présente au Sénat dans une élection partielle, contre le gouverneur sortant du Texas, W. Lee « Pappy » O'Daniel. Johnson est battu, mais seulement après un recomptage de bulletins de votes dans une élection marquée par des fraudes massives de part et d'autre.

Johnson sert brièvement lors de la Seconde Guerre mondiale en tant que *lieutenant commander* (capitaine de corvette) dans la Marine et est décoré de la *Silver Star* (étoile d'argent), de la médaille de la campagne dans le Pacifique Sud et de la médaille de la Victoire. Cependant, les circonstances durant lesquelles il aurait « gagné » cette récompense sont controversées et que la politique en aurait été l'une des motivations. En 1948, Lyndon B. Johnson se présente de nouveau au Congrès et, cette fois ci, est élu. Mais il faut remarquer que les résultats de cette élection furent aussi très discutés. Bien qu'il ait remporté l'élection générale avec une majorité écrasante, il n'avait gagné l'élection primaire que par 87 voix sur un million de suffrages exprimés. Une plainte est officiellement déposée, mais Johnson engage Abe Fortas pour le représenter devant la cour fédérale. Grâce à des manœuvres légales, Fortas parvient à interrompre l'enquête. Une fois arrivé au Sénat, il est affecté au Comité des forces armées, et plus tard, en 1950, il participe à la création du Sous-comité d'enquête sur la mise en état d'alerte des forces armées. Johnson en devient le directeur et dirige plusieurs enquêtes sur les coûts et l'efficacité de la défense américaine. Ces investigations lui valent l'attention nationale ainsi que le respect de ses aînés au Sénat. Après seulement quelques années passées au Sénat, Johnson gravit les échelons du pouvoir. En 1953, il est choisi par ses camarades démocrates pour être le chef de l'opposition. Il devient au passage la plus jeune personne à avoir été nommée à ce poste, tous partis confondus. En 1954, Johnson est réélu au Sénat, et comme les démocrates y remportent la majorité des sièges, Johnson est nommé chef de la majorité. Son travail consiste à préparer un programme législatif et à aider au passage des mesures proposées par les démocrates.

Vice-présidence
Le succès de Johnson au Sénat fait de lui un candidat démocrate potentiel pour les primaires des présidentielles de 1956. Il est le « fils préféré » du Texas lors de la convention nationale du parti en 1956. En 1960, Lyndon B. Johnson obtient 409 voix lors la convention démocrate, mais c'est John F. Kennedy, sénateur du Massachusetts, qui est élu après ballottage. Plus tard, la même année, Kennedy choisit Johnson comme co-listier et candidat au poste de vice-président. En novembre 1960, le duo Kennedy/Johnson devance de peu Richard Nixon et Henry Cabot Lodge Jr.

Après son discours d'investiture, Kennedy place Johnson à la tête du Comité présidentiel pour l'égalité des chances dans le travail, ce qui lui permet de s'occuper des minorités. Durant son mandat de vice-président, il s'occupe de quelques missions internationales, ce qui lui donne un aperçu des problèmes rencontrés en politique étrangère.

Présidence
Lyndon Johnson est investi comme président à bord d'Air Force One à Dallas à l'aéroport de « Love Field » après l'assassinat du président Kennedy le 22 novembre 1963. Depuis, des milliers de livres et de documentaires ont apporté des éléments soutenant l'hypothèse selon laquelle Johnson aurait fait partie des conspirateurs responsables du meurtre de John F. Kennedy. Au moment de l'assassinat, le président Kennedy avait fait part à des confidents, parmi lesquels sa secrétaire particulière à la Maison Blanche, Evelyn Lincoln, qu'il pourrait remplacer Johnson lors de la campagne électorale de 1964. Johnson est en effet impliqué dans pas moins de quatre enquêtes criminelles. Ces quatre enquêtes furent classées après l'assassinat, après que Johnson fut devenu président.

Johnson doit faire face à de nombreux problèmes à son arrivée à la Maison-Blanche. Il a l'impression que les personnels en poste et nommés par Kennedy restent attachés à ce dernier, et ne le respectent pas, lui. Il les remplace rapidement à l'exception de Bobby Kennedy qui reste Ministre de la justice et dont Johnson a besoin malgré une animosité réciproque. La première année de son mandat, Johnson se dispute avec pratiquement tout le monde, cela va des sénateurs au rédacteur de ses discours, qui veulent tous conserver la mémoire de Kennedy et refusent de soutenir ses propositions. Johnson utilise la carotte et le bâton pour faire passer sa politique et en 1964 le Congrès vote une loi sur la réduction des impôts et la Loi sur l'égalité des chances, dans le cadre de la guerre contre la pauvreté, que Johnson a décrété lors de son discours sur

l'état de l'Union de janvier 1964.

Aux élections de 1964, Johnson remporte la présidence avec 61 % des voix et la plus large avance, plus de 15 millions de voix, de l'histoire des États-Unis. Toutefois, cette même année, on note qu'à la Convention nationale du Parti démocrate, Johnson avait soutenu les délégués racistes du Mississippi en refusant de faire une place à ceux élus par une branche dissidente, le Parti démocrate du Mississippi pour la liberté. Johnson inscrit sa politique de « Great Society » au programme de travail du Congrès en janvier 1965 : aide à l'éducation, lutte contre la maladie, sécurité sociale, rénovation urbaine, embellissement, écologie, développement des zones négligées, lutte à grande échelle contre la pauvreté, contrôle et prévention du crime et de la délinquance, soutien au mouvement des droits civiques en signant, en août 1965, le Voting Rights Act. Le Congrès vote rapidement les lois correspondant aux recommandations de Johnson.

À partir de 1965, des millions de personnes âgées ont bénéficié de l'amendement *Medicare* à la Loi sur la Sécurité sociale. En 1966, il signe la loi sur la liberté de l'information (FOIA) qui permet au public d'accéder plus facilement aux documents de l'administration américaine.

Sous l'influence de Johnson, les États-Unis explorent l'espace de façon spectaculaire dans le cadre d'un programme qu'il a soutenu dès ses débuts. Lorsque trois astronautes du programme Apollo font le tour de la Lune en décembre 1968, Johnson les félicite en disant : « Vous nous avez emmenés... nous tous, tout autour du monde, dans une nouvelle ère… ». Néanmoins, deux crises importantes prennent de l'ampleur à partir de 1965. En dépit des nouveaux programmes anti-pauvreté et anti-discrimination, des troubles et des émeutes dans les ghettos noirs désorganisent le pays. Le président Johnson a toujours pesé de tout son poids contre la ségrégation et pour l'ordre et le droit.

Les émeutes raciales et la Commission Kerner
Après les émeutes de Newark et de Détroit en juillet 1967 (*Hot summers*), Johnson ordonne la création d'une commission d'enquête sur les causes des émeutes raciales ayant lieu tous les étés depuis 1964, dirigée par le gouverneur de l'Illinois Otto Kerner. La Commission Kerner publia son rapport en mars 1968, stigmatisant le « racisme blanc » et mettant en garde la Maison Blanche contre une fracture sociale et raciale grandissante, ainsi que contre le risque de la mise en place d'un « système d'apartheid » dans les grandes villes. Elle affirmait ainsi: « *Our nation is moving toward two societies, one black, one white—separate and unequal*. » Pour lutter contre ce danger, la commission Kerner appelait à approfondir les programmes de protection sociale et d'aider les bidonvilles. Un mois après la publication du rapport, l'assassinat de Martin Luther King provoqua des émeutes dans plus de cent villes. Les recommandations de la Commission Kerner furent cependant rejetées par Johnson.

La guerre du Viêt Nam
L'autre crise vient du Viêt Nam. Malgré les efforts de Johnson pour combattre les communistes vietnamiens, les affrontements continuent. La controverse sur la guerre devient critique à partir de mars 1968, lorsqu'il limite les bombardements du Viêt Nam du nord pour entamer des négociations. En même temps, il stupéfie le monde en annonçant son intention de ne pas se représenter aux élections et de consacrer tout son temps à la recherche de la paix. Johnson renforce constamment l'effort de guerre entre 1965 et 1968, ce qui entraîne la mort de milliers de soldats américains, et peut-être 60 fois plus de soldats vietnamiens (les estimations vont de 500 000 à 4 000 000).

En même temps, Johnson craint que la guerre ne détourne l'attention de son programme social, c'est pourquoi l'escalade militaire, bien que significative, n'est jamais suffisante pour faire pencher la balance sur le plan militaire. Cette approche est très mal vue par le Pentagone et les alliés des États-Unis au Viêt Nam du sud. La stratégie de Johnson est perçue par certains comme la cause de la défaite des Américains au Viêt Nam. La présidence de Johnson est très vite dominée par la guerre du Viêt Nam. Alors que de plus en plus de soldats américains meurent au Viêt Nam, la cote de popularité de Johnson diminue, particulièrement lorsqu'il est confronté aux manifestations étudiantes (*« Hé, hé, LBJ, combien d'enfants as-tu tué aujourd'hui ? »*) et après l'Offensive du Têt, en 1968, où les Vietcongs bousculent l'armée américaine et prennent d'assaut l'ambassade des Etats-Unis à Saigon.

Retraite
Le 31 mars 1968, à l'occasion d'un discours retransmis en direct à la télévision, Johnson annonce, à la surprise générale, qu'il ne cherchera pas à obtenir un second mandat. Il annonce également l'arrêt immédiat et sans condition des raids au Viêt Nam et appelle Hô Chi Minh à négocier la paix 2. Les démocrates donnent finalement leur investiture à son vice-président, Hubert Humphrey, qui est battu par Richard Nixon lors des élections de 1968. À la fin de son mandat en 1969, Johnson se retire dans son ranch de Johnson City au Texas. C'est là qu'il décède le 22 janvier 1973 des suites d'une crise cardiaque. Le ranch, le cimetière familial où il est enterré et quelques lieux environnants sont devenus depuis le Lyndon B. Johnson National Historical Park.

JOLY de **Etienne** Montpellier 22 avril 1756 – Paris 3 avril 1837.



Étienne Louis Hector de Joly est un avocat au conseil du roi, qui devient ministre de l'Intérieur, puis ministre de la justice de Louis XVI, le 3 juillet 1792, dans le cabinet composé principalement par des membres du Club des Feuillants. Pendant la Révolution française, il change son nom en **Étienne Dejoly**.

Joly est le fils d'un notaire de Loret, village près de Montpellier. Il part très jeune à Paris, où il épouse Marie Éléonore Michaut (1764-1842), fille d'un procureur au Châtelet. Il achète une charge d'avocat1. En octobre 1780, Joly est nommé premier assesseur au tribuna. Avant la Révolution française, Joly est avocat aux conseils du roi. Il est partisan des idées nouvelles. Joly devient ensuite secrétaire de l'Assemblée générale des représentants de la Commune de Paris.

Il est élu député à l'assemblée des représentant de Paris par le district des Enfans-Rouges, le 25 juillet 1789, après avoir été élu vice-président de ce district et s'être occupé de former la Garde nationale de son quartier. Étienne Joly préside la chambre d'administration du Suprême Conseil de France. C'est l'orateur habituel des fêtes de l'Ordre. Ses amis lui conseillent de devenir ministre.

Au gouvernement du roi

Après le 13 juin 1792 et la chute du Gouvernement girondin, un cabinet formé principalement de membres du Club des Feuillants le remplace. Étienne de Joly est ministre de la Justice du 3 juillet au 9 août 1792, et est donc le dernier ministre de la justice de Louis XVI. Du 17 juillet 1792 au 21 juillet 1792, il est temporairement ministre de l'Intérieur, mais Clément Felix Champion de Villeneuve le remplace.

La formation d'un gouvernement du roi avec les Feuillants, a créé un fossé entre lui est les chefs de l'Assemblée nationale. Un mouvement de radicalisation est en route. C'est l'Assemblée qui bénéficie des pouvoirs les plus essentiels, et pas le gouvernement. Joly, va donc à l'Assemblée. Il y peint les périls de la situation, l'urgence des mesures, et déclare que le roi désire qu'une députation de la représentation nationale vienne à ses côtés pour défendre la constitution et par sa présence protéger sa famille. Mais l'Assemblée ne lui répond pas. Lors de la journée du 10 août 1792, Étienne de Joly est au cabinet du roi, et assiste là à une réunion avec six ministres. Pétion rend compte au roi de la situation dans Paris. Lorsque l'insurrection est connue, Joly et Champion sont envoyés à l'Assemblée pour s'informer du danger, et pour solliciter son aide et celle des commissaires. Étienne de Joly passe le reste de la journée dans la loge du logographe avec Louis XVI et le futur Louis XVII.

Fin de vie

Étienne de Joly conserve les sceaux jusqu'à la chute de la monarchie et doit les apposer sur le décret promulguant la suspension du monarque8. Georges Jacques Danton le remplace comme ministre de la justice. Il est traduit au Tribunal révolutionnaire, le 10 décembre 1792, sur la motion de Pierre Philippeaux, mais a le bonheur d'être oublié et n'est point mis en jugement. Il reste quelques mois à Paris et travaille consciencieusement pour les Girondins. Suite aux décrets d'arrestations des Girondins, il part au début du printemps 1793 pour Bagnères de Bigorre, où il est arrêté peu de temps après. Il échappe de peu à l'échafaud. Au mois de juillet 1793, les administrateurs de l'assemblée départementale refusent sa translation à la prison de Mont-de-Marsan. Mis en accusation par les proconsuls Izabeau et Garrau, il doit comparaître devant la Convention nationale. Il est donc envoyé à Paris, où il survit un an dans une prison révolutionnaire, jusqu'à sa libération après le 9 Thermidor.

Après la Révolution, Napoléon le nomme avocat au Conseil d'État, fonction qu'il occupe de 1806 à 1815. Il est aussi élu maire de Créteil, en 1815, mais au printemps de cette même année, il quitte ce poste à la nouvelle du retour de l'empereur. Étienne de Joly est à nouveau maire de Créteil de 1819 à 1831. Il témoigne en faveur de Charles-Guillaume Naundorff. Il décède le 3 avril 1837 à Paris. Il termine sa vie dans l'obscurité. Il s'était marié trois fois.

JONES



John Paul Arbigland près de Kirkbean (Écosse) 6 juillet 1749 - Paris 18 juillet 1792.

Officier de marine écossais, et l'un des héros sur mer de la guerre d'indépendance des États-Unis. Bien qu'il se soit fait des ennemis au sein de l'élite politique américaine, son action dans les eaux britanniques pendant la révolution lui valent une réputation qui dépassent les frontières de la jeune nation et qui persiste aujourd'hui. Il sert par la suite dans la Marine impériale russe. Au cours de son combat contre le HMS *Serapis*, Jones prononce, selon le récit qui sera fait par la suite par son premier lieutenant, une réplique passée à la postérité. Au capitaine britannique qui l'enjoint à se rendre, il répond : « *I have not yet begun to fight !* » (« Je n'ai pas encore commencé à me battre »).

Origines et débuts

John Paul (il ajoutera « Jones » par la suite à son nom) naît le 6 juillet 1749 sur le domaine d'Arbigland près de Kirkbean dans le Stewartry of Kirkcudbright **(en)** sur la côte sud-ouest de l'Écosse. Selon d'autres source, il serait né dans la presqu'île de Sainte-Marie sur les côtes de Galloway vers 1736.

Son père, John Paul (Sr.), est jardinier du comte de Selkirk à Arbigland, et sa mère se nomme Jean Duff. Ses parents se marient le 29 novembre 1733 à New Abbey, Kirkcudbright. John Paul entre dans la Marine marchande à l'âge de 13 ans,

mettant les voiles depuis Whitehaven, situé dans le comté de Cumberland, en tant qu'apprenti-contremaître à bord du *Friendship* sous les ordres du Captain Benson. Son frère aîné, William Paul s'était marié et installé à Fredericksburg en Virginie, qui sera la destination de plusieurs voyages de son frère cadet.

Pendant plusieurs années John Paul navigue à bord de différents navires marchands et négriers, parmi lesquels le *King George* en 1764 en tant que troisième lieutenant, et le *Two Friends* en tant que premier-lieutenant en 1766. Après quelques années passées en mer, il est dégoûté par la cruauté de la traite négrière et, en 1768, il abandonne son poste à bord du *Two Friends* alors que ce dernier est à l'ancre en Jamaïque. Il parvient à négocier son retour en Écosse à bord d'un autre navire et retrouve un poste équivalent.

Pendant son voyage suivant à bord du brick *John*, qui prend la mer en 1768, le jeune John Paul va voir sa carrière progresser rapidement et de manière inattendue après la mort soudaine du capitaine et d'un sous-officier de la fièvre jaune. John prend le commandement du navire et parvient à le ramener sain et sauf au port le plus proche. En remerciement, les propriétaires écossais du navire le nomment commandant du brick et de son équipage et lui offrent 10 % de la valeur du chargement1. Il commande ce bâtiment lors de deux voyages aux Indes occidentales avant de rencontrer des difficultés.

Pendant son second voyage en 1770, John Paul fouette vigoureusement l'un de ses marins, et sera accusé de maintenir la discipline par des moyens « inutilement cruels ». Bien que ces accusations aient été — dans un premier temps — rejetées, sa bonne réputation est détruite lorsque le marin fouetté décède quelques semaines plus tard. Les sources divergent sur le fait qu'il ait été arrêté pour son implication dans la mort de cet homme, mais, quoi qu'il en soit, les conséquences négatives que cause cette mort sur sa réputation sont indiscutable.

Quittant l'Écosse, John Paul reçoit le commandement d'un bâtiment enregistré à Londres, le *Betsy*, pendant une période de 18 mois, au cours de laquelle il s'engage dans la spéculation commerciale avec Tobago. Cependant, son commandement prend fin lorsque John tue avec son épée un membre de son équipage, le charpentier Blackton, qui s'était mutiné pour une question de salaire2. Des années plus tard, dans une lettre adressée à Benjamin Franklin il décrira l'incident et affirmera qu'il était dans un état de légitime défense. N'ayant pas été jugé par une Admiral's Court, il se sent obligé de fuir, dans l'espoir d'éviter la prison, et de trouver refuge auprès de son frère ainé à Fredericksburg, Province de Virginie, laissant sa fortune derrière lui. Il est dès lors considéré comme un pirate par les Britanniques.

À Fredericksburg, il entreprend de remettre en ordre les affaires de son frère, qui était mort sans laisser de descendance ; et il ajoute alors Jones, à la fin de son nom de naissance. Il existe depuis longtemps en Caroline du Nord des récits qui affirment que John Paul aurait ajouté « Jones » à son nom en l'honneur de Willie Jones d'Halifax, en Caroline du Nord, sans qu'on puisse établir leur véracité. Ses prédispositions en faveur de l'indépendance de l'Amérique se renforcent et seront confirmées par la suite. À partir de cette époque, et comme il le confirmera par la suite au baron Joan van der Capellen tot den Pol, l'Amérique devient « le pays de son tendre choix ». Peu de temps après, John Paul « Jones » rejoint la Marine américaine pour se battre contre les Britanniques.

En Amérique du Nord

Les sources divergent quant à cette période de la vie de John Paul Jones, en particulier en ce qui concerne sa situation de famille, rendant difficile l'explication des motifs qui poussent Jones à émigrer en Amérique. Que les plans qu'il avait d'établir une plantation aient échoués ou qu'il ait été motivé par son esprit révolutionnaire, ces questions font aujourd'hui encore l'objet de débats. Ce qui est tenu pour certain, c'est que Jones part pour Philadelphie peu de temps après s'être établi en Amérique du Nord pour se proposer en tant que volontaire dans la *Continental Navy* nouvellement créée, qui est l'ancêtre de la *United States Navy*.

À cette époque, vers 1775, la *Navy* et les Marines sont en train d'être mis sur pieds et la demande est forte d'officiers supérieurs et de capitaines de qualité. Sans le soutien et la protection de Richard Henry Lee qui connaissait ses talents de marins, la carrière de Jones aurait pris un autre tournant. Cependant, avec l'aide de membres influents du *Continental Congress*, Jones est nommé — le 7 décembre 1775 — 1st Lieutenant de la frégate de 24 canons USS *Alfred* récemment commissionnée au sein de la *Continental Navy*.

La guerre d'indépendance des États-Unis

Premiers commandements

Jones met les voiles depuis la rivière Delaware en février 1776 à bord de l'*Alfred* dans ce qui devait être la première croisière de la *Continental Navy*, l'ancêtre de l'*United States Navy*. À bord de ce bâtiment, Jones a l'honneur de hisser pour la première fois le pavillon américain sur un navire de guerre. Jones arbore en réalité le *Grand Union Flag*, et non pas l'actuel drapeau des États-Unis qui apparaîtra par la suite. La flotte, qui devait selon les plan initiaux croiser le long des côtes, reçoit l'ordre du Commodore Esek Hopkins de mettre les voiles en direction des Bahamas, où un raid est lancé sur Nassau pour s'emparer du matériel militaire qui y était stationné. Au retour de la flotte, elle fait une rencontre malheureuse avec un paquebot britannique. Jones reçoit par la suite le commandement du sloop *Providence*. Le Congrès avait alors récemment ordonné la construction de treize frégates pour la Marine américaine, et l'une d'entre elles devait être confiée à Jones. En échange de cette commission prestigieuse, Jones accepte de commander la *Providence*, de taille inférieure, en attendant. Pendant ses six semaines de croisière, Jones capture seize prises et inflige des dégâts conséquents à la flotte de pêche britannique au large des côtes de Nouvelle-Écosse. Jones reçoit un nouveau commandement après que le commodore Hopkins a ordonné de libérer des centaines de prisonniers américains forcés de travailler dans les mines de charbon de

Nouvelle-Écosse et d'attaquer la flotte marchande britannique dans les parages. Le 1er novembre 1776, Jones met les voiles à bord de l'USS *Alfred* pour mener à bien cette mission. Bien que les conditions climatiques hivernales aient empêché la libération des prisonniers, les Américains parviennent à capturer le *Mellish*, un vaisseau transportant des vêtements d'hiver, ravitaillement vital destiné aux troupes de John Burgoyne, présentes au Canada.

Commandement du *Ranger*
Malgré ses succès en mer, à son retour à Boston le 16 décembre 1776, les désaccords de Jones avec les autorités en place atteint un niveau supplémentaire. Alors qu'il se trouve au port, une dispute éclate entre lui et le commodore Hopkins, dont Jones pensait qu'il ralentissait son avancement et s'employait à faire rejeter ses plans de campagnes. Suite à cette altercation et à d'autres plus ancienne, Jones est puni en se voyant confier le commandement d'un bâtiment moins important, l'USS *Ranger* nouvellement construit. Il reçoit ce commandement le 14 juin 1777 (le jour même où le nouveau drapeau *Stars and Stripes* est adopté).

Après avoir effectué les préparations nécessaires, Jones reprend la mer en direction de la France le 1er novembre 1777 avec l'ordre de défendre la cause américaine que quelque manière que ce soit. Les commissaires envoyés en France par le Congrès américain, Benjamin Franklin, John Adams et Arthur Lee, écoutent les recommandations stratégique de Jones. Ces derniers lui assurent le commandement de *L'Indien*, un nouveau vaisseau en train d'être construit pour les États-Unis à Amsterdam. Cependant, la Grande-Bretagne, parvient à empêcher la livraison de *L'Indien* aux Américains en exerçant des pressions sur les Provinces-Unies et en obtenant qu'à la place il soit vendu à la France (qui n'était pas encore allié aux *insurgents* américain à l'époque). Jones se voit à nouveau privé de commandement, ce qui lui rappelle la période qu'il a connu à Boston entre la fin 1776 et le début de l'année 1777. Il est probable que c'est pendant cette période que Jones développe une solide amitié avec Benjamin Franklin, qu'il admirait grandement.

En 1778, il est admis, en compagnie de Benjamin Franklin, dans la loge maçonnique « Les Neuf Sœurs ».

Le 6 février 1778, le royaume de France signe le Traité d'alliance avec les États révoltés d'Amérique, reconnaissant formellement l'indépendance de la nouvelle république américaine. Huit jours plus tard, l'USS *Ranger* commandé par le Captain Jones est le premier bâtiment de guerre américain à être salué par une nation étrangère, par neuf coups de canons tirés sur ordre du capitaine de vaisseau Lamotte-Picquet. Jones écrit à propos de cet événement : « *I accepted his offer all the more for after all it was a recognition of our independence and in the nation* » (« J'ai accepté cette offre d'autant plus qu'après tout il s'agissait de la reconnaissance de notre indépendance et de notre nation. »).
Finalement, le 10 avril 1778, Jones quitte Brest et dirige le *Ranger* vers la côte occidentale de la Grande-Bretagne.

Attaque des côtes britannique à bord du *Ranger*
Après quelques succès initiaux contre des navires marchands britanniques en mer d'Irlande, le 17 avril 1778, Jones persuade son équipage de lancer une attaque le port côtier de Whitehaven, la ville où il avait débuté quelques années auparavant sa carrière maritime. Jones écrira par la suite à propos des médiocres qualités de commandement de ses officiers (ayant dans un premier temps évité avec tact ces questions dans son rapport officiel) : « “Leur objectif,” disaient-ils, “était le gain et non l'honneur.” Ils étaient pauvres : au lieu d'encourager la moralité de leur équipage, ils les incitaient à la désobéissance ; ils les persuadaient qu'ils avaient le droit de juger si une mesure qui leur était proposée était bonne ou mauvaise. ».

Des vents contraires, contraignent le capitaine du *Ranger* à renoncer à l'attaque de la ville, et pousse son bâtiment en direction de l'Irlande, causant de nouvelles pertes à la marine marchande britannique en chemin. Le 20 avril 1778, Jones apprend par des marins qu'il venait de capturer que le man'o'war de la *Royal Navy* le HMS *Drake* était à l'ancre à Carrickfergus en Irlande.

Selon le journal tenu par le chirurgien du *Ranger*, la première intention de Jones est alors d'attaquer le vaisseau en plein jour, mais ses hommes sont « peu disposés à la mener » dans ces conditions (cet autre incident qui est également omis dans le rapport officiel). Ainsi, l'assaut sur le vaisseau britannique est lancé juste après minuit, mais dans la pénombre (ou peut-être, comme Jones l'affirmera dans des mémoires, parce que l'homme était ivre) le marin chargé de jeter l'ancre pour arrêter la course du *Ranger* aux côtés du *Drake* commet une erreur de jugement de telle sorte que Jones n'a pas d'autre choix que de couper le câble et de prendre la fuite.

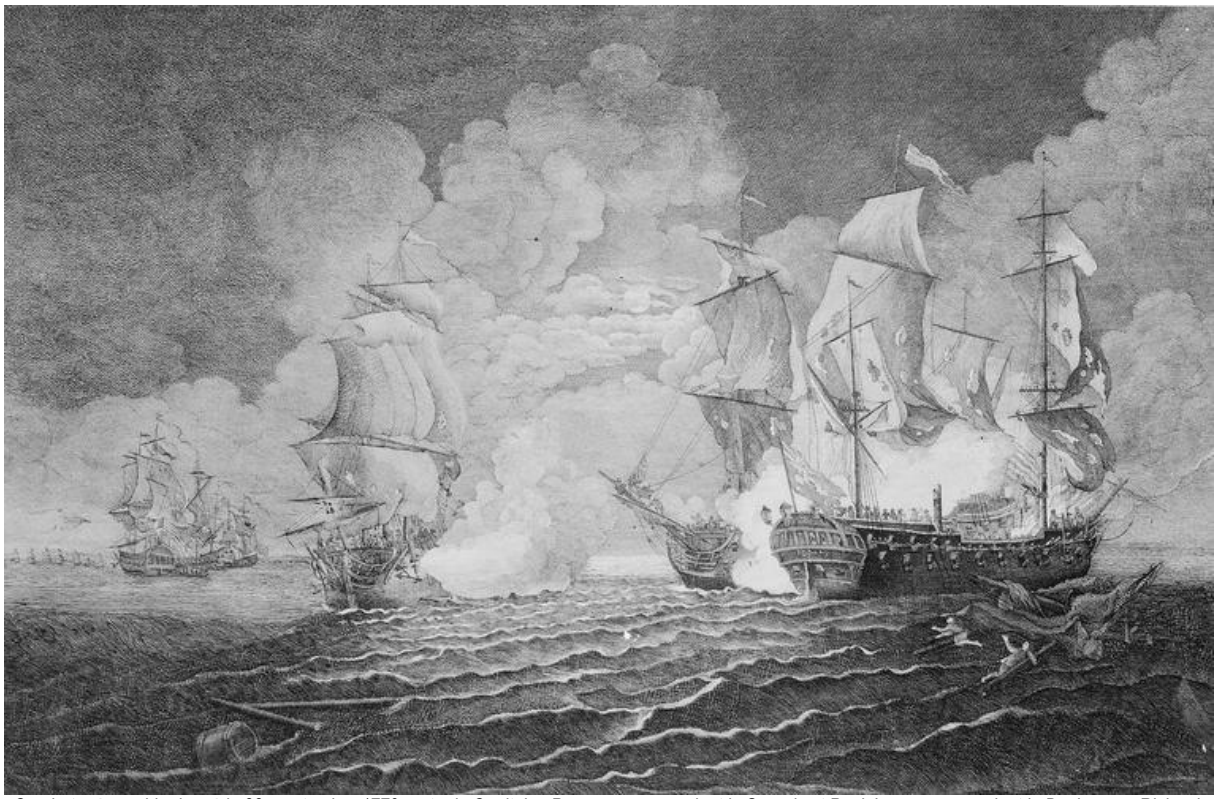
Les vents ayant changé de direction, le *Ranger* traverse de nouveau la mer d'Irlande pour faire une nouvelle tentative d'assaut sur Whitehaven. Jones mène l'attaque avec deux canots de quinze hommes le 23 avril 1778, juste après minuit, espérant mettre le feu et couler tous les bâtiments à l'ancre dans le port de Whitehaven (dont le nombre était compris entre 200 et 400), principalement des navires marchand et des navire de transport de charbon. L'attaque est également destinée à terroriser les habitants de la ville. Cependant l'attaque est rendue difficile par un vent de terre qui ralentit l'atterrage, ainsi que par une marée descendante. Les Américains parviennent à enclouer les gros canons défensifs de la ville, mais la mise a feu des vaisseau s'avère plus compliquée que prévue, les lanternes des deux canots ayant consommé toute leur huile. Pour y remédier, des hommes sont envoyés attaquer une taverne située à proximité des quais, mais la tentation de s'arrêter pour boire un verre retarde ces derniers. Lorsque ces derniers reviennent, les assaillants entreprennent de mener à bien leur mission, mais l'aube approchant, les efforts sont concentrés sur un seul bâtiment, le *Thompson*, navire de transport de charbon, dans l'espoir que les flammes mettraient le feu aux bâtiments alentours, reposant tous sur la vase à marée basse9. Cependant, dans la pénombre, un des membres d'équipage s'éclipse et alerte les habitants d'une rue proche du port. L'alerte est donnée et un grand nombre de personnes accourent en direction des quais, contraignant les Américains à se

retirer, et éteignent les flammes grâce aux deux pompes à incendie de la ville. Cependant, les tentatives de couler le vaisseau de Jones, resté au large, échouent grâce à l'enclouage prudent des canons.

Traversant le Solway Firth entre Whitehaven en direction de l'Écosse, Jones espère prendre en otage le comte de Selkirk, qui vivait sur St Mary's Isle près de Kirkcudbright, et contre lequel il pourrait demander une rançon. Jones pensait également pouvoir échanger le comte contre des marine Américains enrôlés de force dans la *Royal Navy*. En apprenant que le comte était absent de son domaine, Jones affirme qu'il voulait alors retourner directement à son vaisseau et continuer à se mettre à la recherche de nouvelle prises, mais que son équipage était désireux de « piller, brûler et saccager tout ce qu'ils pouvaient ». Finalement, Jones n'autorise son équipage qu'à se saisir d'un plat en argent gravé des armoiries de la famille, afin de satisfaire leur volonté de pillage, mais rien d'autre. Jones rachètera lui-même le plat lorsque ce dernier sera vendu en France, et le fera parvenir au comte de Selkirk à la fin de la guerre. Bien que l'effet de ces attaques sur le moral de la population côtière ait été significatif et que la présence d'un bâtiment américain ait nécessité la mobilisation de troupes à terre14, les attaques sur St. Mary's Isle et Whitehaven n'entraînèrent ni prises ni profits qui, en temps normal, étaient partagés parmi les équipages. Tout au long de la mission, l'équipage, conduit par le commandant en second de Jones, le lieutenant Thomas Simpson, se comportera en corsaires, et non en équipage de navire de guerre.

Le *Bonhomme Richard*

En 1778, avec l'appui de Benjamin Franklin, il obtient de la France un navire, le *Bonhomme Richard*, qu'il équipe et arme à ses frais. Il prend ensuite la tête d'une flotte franco-américaine de cinq navires (*Bonhomme Richard* (42 canons), *Pallas* (32 canons), *Alliance* (32 canons), *Vengeance* (12 canons), et *Le Cerf*. La petite flottille quitte Lorient en août 1779. Le 14 de ce même mois, elle rencontre un convoi venant de la Baltique escorté par le *Countess of Scarborough* (20 canons) et le HMS *Serapis* (50 canons).



Combat mémorable donné le 22, septembre 1779, entre le Capitaine Pearson commandant le Serapis et Paul Jones commandant le Bonhomme Richard, gravure de Richard Paton, 1779

En 1779, le captain Jones prend le commandement de l'USS *Bonhomme Richard* (ou, comme il préférait l'appeler, *Bon Homme Richard*), un navire marchand armé de 42 canons, reconstruit et offert aux États-Unis par le riche armateur français, Jacques-Donatien Le Ray de Chaumont. Le 14 août, pendant qu'une important flotte d'invasion franco-espagnole met les voiles en direction de l'Angleterre, il fournit une diversion en se dirigeant vers l'Irlande à la tête d'une petite escadre de cinq bâtiments comprenant l'USS *Alliance* (36 canons), le *Pallas* (32), le *Vengeance* (12), et *Le Cerf*, accompagnés par deux navires corsaires français le *Monsieur* et le *Granville*. Quelques jours seulement après avoir quitté Groix, le *Monsieur* se sépare du reste de l'escadre en raison d'un désaccord entre son capitaine et Jones.

Plusieurs vaisseaux de la *Royal Navy* sont envoyés en direction de l'Irlande à la poursuite de Jones, mais ce dernier continue sa route, dépasse le nord de l'Écosse et s'engage en mer du Nord, créant un sentiment de panique le long de la côte est de Grande-Bretagne et jusqu'à l'estuaire du Humber au sud. Les principaux problèmes auxquels Jones doit faire face, comme lors de ses précédents voyages, tiennent à l'insubordination de ses hommes, en particulier de la part de Pierre Landais, capitaine de l'*Alliance*16. Le 23 septembre 1779, l'escadre rencontre un important convoi de navires marchands au large de Flamborough Head, à l'est du Yorkshire. La frégate britannique HMS *Serapis* (50 canons) et le *Countess of Scarborough* (22) chargés d'escorter le convoi, viennent à la rencontre de l'escadre commandée par Jones, permettant aux navires marchands de s'échapper.

Peu après 19 h 0, la bataille de Flamborough Head débute. Le *Serapis* engage le combat avec *Bonhomme Richard*, et peu de temps après, l'*Alliance* ouvre le feu, à une distance considérable, sur le *Countess*. Se rendant rapidement compte qu'il ne pourrait remporter le combat contre un bâtiment mieux armé, et tenant compte du vent qui faiblissait, Jones ordonne à son équipage de s'approcher le plus possible de la frégate ennemie et de lancer des grappins pour attacher le *Bonhomme Richard* au *Serapis* (sa fameuse tirade, « *I have not yet begun to fight !* » est lancé en réponse à une raillerie britannique pendant cette phase d'approche entre les deux navires), finalement après une heure de manœuvres, au cours de laquelle ses hommes postés sur le pont et ses tireurs d'élite infligent des pertes importantes aux Britanniques. L'*Alliance* passe à quelque distance et lâche une bordée, causant autant de dégâts au *Bonhomme Richard* qu'au *Serapis* qui ne faisaient désormais plus qu'un. Pendant ce temps-là, le *Countess of Scarborough* avait attiré le *Pallas* sous le vent, à l'écart du combat. Lorsque l'*Alliance* finit par se rapprocher de ces deux navires, une heure après qu'ils ont commencé à se battre, le *Countess* — gravement endommagé — abaisse son pavillon et se rend.

Le *Bonhomme Richard* doit déplorer, lui aussi, d'importants dégâts et commence à brûler et à couler. Au cours des échanges de feu, un tir britannique atteint son pavillon et un des officiers américains, pensant apparemment que son capitaine avait été tué, crie pour signifier que le navire se rendait, le commandant britannique redemande, plus sérieusement cette fois, si le *Bonhomme Richard* avait abaissé son pavillon. Jones se souviendra par la suite lui avoir répondu « Je suis déterminé à ce que ce soit vous qui abaissiez [le vôtre] », mais, selon plusieurs membres d'équipage et les journaux d'époque qui rapportent le combat, il aurait en réalité dit : « Je vais peut-être couler, mais que je sois maudit si j'abaisse [mon pavillon] ».

Une tentative britannique d'abordage du *Bonhomme Richard* est repoussé, et une grenade américaine cause l'explosion d'une important quantité de poudre sur le pont inférieur du *Serapis*.
C'est alors que l'*Alliance* revient au centre du combat, lâchant deux nouvelles bordées qui, une fois encore, causent autant de dégâts au *Bonhomme Richard* qu'au *Serapis*. Cependant, la tactique américaine fait son effet dans la mesure où, incapable de se dégager d'un navire qui commençait à prendre l'eau et exposé aux tirs de l'*Alliance* — restée hors de portée de ses propres canons —, le *Captain* Pearson du *Serapis* se rend à l'évidence que sa situation et compromise et accepte de se rendre. Immédiatement, la plupart des membres d'équipage du *Bonhomme Richard* sont transférés sur la frégate britannique, alors que le reste tente désespérément de sauver le *Bonhomme Richard*. Après un jour ennemis d'efforts désespérés, les Américains prennent conscience qu'ils n'arriveront pas à le sauver et le laissent couler. Jones prend le commandement du *Serapis* et met les voiles et direction de l'île de Texel en Hollande, restée neutre (mais globalement favorable à la cause américaine). L'année suivante, Louis XVI, le roi de France, lui accorde le titre « Chevalier ». Jones accepte cet honneur et exprime le désire que ce titre soit utilisé. Lorsqu'en 1787, le *Continental Congress* décide qu'une médaille d'or serait frappée en mémoire de sa « vaillance et de ses éminents services » le verso est gravé de la mention « Chevalier John Paul Jones ». Il reçoit également de Louis XVI une décoration de l'Institution du Mérite militaire et une épée au pommeau en or. Célébré en France et aux États-Unis, John Paul Jones est alors considéré en Grande-Bretagne comme un simple pirate.

Au service de la Russie
Articles détaillés : Marine impériale de Russie et Guerre russo-turque de 1787-1792.
En juin 1782, Jones se reçoit le commandement de l' USS *America*, un vaisseau de 74 canons, mais ce commandement lui est retiré lorsque le Congrès américain décide d'offrir l'*America* à la France en remplacement du vaisseau *Le Magnifique*, qui avait fait naufrage peu de temps auparavant. Finalement, John Paul Jones reçoit en 1783 la mission de se rendre en Europe afin d'y percevoir les parts de prise qui lui étaient dues. Une fois cette tâche accomplie, Jones est laissé sans emploi. Aussi, il entre en 1788 au service de l'impératrice Catherine II de Russie, qui place en lui une grande confiance, allant jusqu'à dire : « Il parviendra jusqu'à Constantinople ». Il prend le nom de « Pavel Dzhons ».

Jones pose néanmoins comme condition de pouvoir servir tout en conservant sa nationalité américaine et son rang d'officier. Il est fait contre-amiral de la marine impériale russe et embarque à bord du *Vladimir* (24 canons), sur lequel il prend part à la campagne naval dans le Liman (un bras de la mer Noire, dans lequel se déversent le Boug méridional et le Dniepr) contre les Turcs. Jones repousse avec succès la flotte ottomane de la zone, mais les intrigues et le jalousie du Prince Grigory Alexandrovich Potemkin et du Prince consort Charles de Nassau-Siegen font qu'il est rappelé à Saint-Pétersbourg au prétexte qu'il allait être transféré à un commandement en mer du Nord. Sur place, il est laissé sans emploi et peu à peu mis à l'écart. Pendant ce temps-là, ses rivaux s'emploient à le discréditer y compris par de fausses accusations de scandale sexuel. Malgré tout, il rédige à cette époque *Narrative of the Campaign of the Liman*.

Le 8 juin 1788, Jones est décoré de Ordre de Sainte Anne, mais aigri par l'injustice dont il est victime, il finit par quitter la Russie et se rend à Paris en 1790.

Fin de vie à Paris
En mai 1790, Jones arrive à Paris, où il restera jusqu'à la fin de ses jours, bien qu'il ait à plusieurs reprise tenté de reprendre du service au sein de la Marine russe. En juin 1792, Jones est nommé consul des États-Unis à Alger pour négocier avec le Dey la libération de prisonniers américains. Cependant, il décède avant que sa nomination ne lui parvienne, d'une néphrite interstitielle. Il est retrouvé mort étendu sur le ventre sur son lit, dans son appartement situé au troisième étage au n° 42 (devenu aujourd'hui le n° 19) de la rue de Tournon, le 18 juillet 1792. Une petite procession de serviteurs, amis et soldats loyaux accompagnera son corps sur les 6 km qui séparaient sa résidence du cimetière. Il est enterré à Paris dans le cimetière Saint-Louis, qui appartenait à la famille royale française. Grâce à la généreuse donation d'un admirateur français,

Pierrot Francois Simmoneau, ancien commissaire du Roi, qui offre alors la somme de 460 francs, le corps de Jones est préservé dans l'alcool et enseveli dans un cercueil de plomb « dans l'éventualité où les États-Unis décidaient de réclamer ses restes, ceux-ci pourraient être identifiés plus facilement ».

Quatre ans plus tard, le gouvernement révolutionnaire vend le terrain et le cimetière est oublié. Le terrain sera par la suite transformé en jardin, puis d'endroit ou seront déposées les carcasses d'animaux morts avant d'accueillir des parieurs misant de l'argent sur des combats d'animaux.

RECHERCHE DU CORPS DE JOHN PAUL JONES
Une mission américaine est envoyée à Paris en 1899 pour retrouver les restes de John Paul Jones, les identifier et les rapatrier. En 1905, après six ans de recherches, l'ambassadeur américain en France, le général Horace Porter, ancien aide de camp d'Ulysses Grant, aidé d'une équipe qui comptait notamment l'anthropologiste Louis Capitan, retrouve le lieu de l'ancien cimetière Saint-Louis des protestants étrangers de Paris, qui est devenu avec les années un terrain vague, puis le sous sol d'immeuble, de cours, de laveries et de baraques de la rue de la Grange-aux-Belles.

Lorsque les Américains contactent les propriétaires, ceux-ci ne veulent céder le terrain qu'à des prix astronomiques qui dissuadent d'abord l'entreprise. Finalement, un accord est conclu et en février 1905, les recherches sont organisées dans les sous-sols et on a recours a des travaux d'excavation pour accéder à son cercueil de plomb. Les sols sont sondés à la recherche d'un cercueil en plomb et cinq cercueils sont finalement exhumés. Le troisième, sorti de terre le 7 avril 1905, sera par la suite identifié suite à des examen *post-mortem* méticuleux conduits pars les docteurs Capitan et Georges Papillault comme étant celui de Jones. L'identification est réalisée par une autopsie, un recoupement d'informations sur son enterrement et une comparaison de son visage avec son buste réalisé par Jean-Antoine Houdon en 1781.

RETOUR POSTHUME AUX ÉTATS-UNIS
Les restes de John Paul Jones sont extraits de ce charnier au cours d'une cérémonie et rapatriés aux États-Unis à bord de l'USS *Brooklyn*, escorté par trois autres croiseurs. À l'approche des côtes américaines, sept autres navires de guerre de l'*US Navy* se joignent au convoi et escorte le corps jusqu'à la côte. Le 24 avril 1906, les restes de Jones sont déposés dans un nouveau cercueil installé dans Bancroft Hall à l'intérieur de l'Académie navale d'Annapolis, dans le Maryland, à l'issue d'une cérémonie qui a lieu dans Dahlgren Hall, présidée par le président des États-Unis Théodore Roosevelt qui prononce à cette occasion un long discours au cours duquel il rend un hommage appuyé au marin36, en présence de son cabinet, d'une partie du Congrès et du corps diplomatique. Le 26 janvier 1913, les restes du *Captain* Jones sont finalement placés dans un majestueux sarcophage de marbre et de bronze, au style rappelant celui du tombeau de Napoléon Bonaparte, placé dans la Naval Academy Chapel à Annapolis.

JONES



Melvin Fort Thomas (Arizona), 13 janvier 1879 - Flossmoor (Illinois), 1er juin 1961.
Homme d'affaires américain. Fondateur du Lions Club International en 1917.
Franc-Maçon de la Loge "*Garden City lodge*", Chicago, Illinois

Propriétaire d'une agence de courtage d'assurance, il adhère au Business Circle de Chicago, dont il devient le secrétaire. Il fonde le Lions Clubs le 7 juin 1917 et abandonne son commerce pour se consacrer à plein temps à la croissance du club, aux États-Unis et à l'étranger. Ses efforts ont été reconnus par le Conseil d'organisation international du club qui lui décerne le titre de Secrétaire général à vie du *Lions Club International*, en 1958.

Il était aussi franc-maçon. Il a été initié en 1906, à la loge 141 de Garden City, Illinois.

Naissance du mouvement
« On ne va pas bien loin si l'on ne fait pas quelque chose pour quelqu'un d'autre. » Cette idée simple est le point de départ du « lionisme ». Melvin Jones, créateur le 7 juin 1917 du Lions Clubs, est né le 13 janvier 1879 à Fort Thomas dans l'Arizona aux États-Unis. Devenu propriétaire d'une compagnie d'assurance, il adhère au Business Circle de Chicago dont il devient le secrétaire. Cette association permet à 200 dirigeants de sociétés industrielles et commerciales de se rencontrer et de servir leurs intérêts. Mais ce dessein ne satisfait pas Melvin Jones, auteur de ce sentiment généreux dont il persuade les membres du *Business Circle* de Chicago ainsi que d'autres Cercles. Apparaît alors la notion de « Club-Service ». Le 7 juin 1917, les représentants des Cercles se réunissent à Chicago, sur l'initiative de Melvin Jones. Ils choisissent pour emblème le lion, qui symbolise la force et le courage. Le lionisme va devenir une manière d'être et de se comporter généreusement, une ouverture d'esprit au bénéfice de l'homme quelle que soit sa nationalité, sa religion ou sa philosophie.

Internationalisation
En 1920, est défini l'acronyme « LIONS » : « *Liberty, Intelligence, Our Nations' Safety* (liberté et compréhension sont la sauvegarde de nos nations) » et la devise « *We Serve* » (« nous servons») est adoptée. Dès lors, les actions du Lions International s'étendent au-delà des frontières des États-Unis. Des clubs se créent sur tout le continent américain, en Asie et dans le Pacifique. Aujourd'hui, le Lions International est la plus grande association internationale de Clubs-Services du monde avec 1,3 million de membres dans 45 000 clubs répartis dans 202 pays, chaque pays disposant d'ailleurs d'une large autonomie qui lui permet de manifester son identité culturelle dans l'Association.

En 1930, le Lions Club International participe a la diffusion de la canne blanche pour aider les personnes non voyantes et

malvoyantes à se déplacer et pour sensibiliser l'opinion à ce handicap. C'est en 1956 que tous les États américains adoptent la Loi de Sécurité de la Canne Blanche, rendant prioritaires les aveugles dans leurs déplacements.

Le Lionisme s'implante en Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en Suède d'abord, puis en Suisse et en France où se crée, en 1948, à Paris, le premier Lions Club Français. Progressivement, il essaime sur tout le territoire. À ce jour, on compte en France 31 500 membres et 1 200 clubs réunis en 15 districts regroupés dans le district multiple 103. Le club est animé et représenté par un président, le district par un gouverneur, le district multiple par un président du Conseil des gouverneurs, élus tous pour un an.

Les actions du Lions Clubs

Les actions des membres de Lions Clubs consistent à organiser des activités de levée de fonds et à encourager le volontariat pour des actions sociales. Chaque club local participe, selon ses propres choix, à des actions locales, nationales ou internationales. La multiplicité des actions qui en découlent constituent une spécificité du Lions Clubs par rapport à d'autres organisations plus « ciblées ». Les actions internationales des Clubs sont coordonnées par la *Lions Clubs International Foundation* (LCIF). Parmi les actions de la LCIF, on relève la lutte contre la cécité et la malvoyance avec la campagne "SightFirst II" (la vue d'abord). Son objectif est de recueillir 200 Millions de US$ pour pouvoir prevenir de la cécité une quarantaine de millions d'hommes. En France, grâce aux fonds distribués par la LCIF dans le cadre de Sightfirst I, il a été créé le Centre du Glaucome.

Parmi les actions soutenues par les Lions Clubs, on peut relever le support à la recherche médicale (maladies orphelines, cancers de tous types et plus particulièrement ceux qui frappent les très jeunes et participation au Téléthon3), l'aide aux malades (la création de centres d'accueil de jour pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de centres pour la dépistage du glaucome), l'aide aux familles (résidence d'accueil et de séjour a proximité des malades).
L'aide aux handicapés (équipement, formation et accompagnement pour la canne blanche ou de la canne blanche électronique et activités sportives d'handicapés) , la création et le développement des Bibliothèques Sonores, l'aide médicale et ophtalmologique dans les pays en voie de développement avec "Medico LCF", la construction d'écoles, de bibliothèques, de dispensaires et de points d'eau dans les pays en voie de développement.

En France, les Lions recueillent 18 millions d'euros de dons et 1 million d'heures de bénévolat par an.

Adhésion

L'adhésion au Lions Clubs international est basée sur le volontariat. Toutefois, la plupart des clubs préfèrent prendre l'initiative de contacter des candidats. Un candidat est généralement présenté par un parrain et le processus contrôlé par le Comité ou la Commission d'admission. Le processus précis varie de club en club, mais après une durée variable, les membres du Club sont consultés, la forme de cette consultation dépendant de la façon dont le club s'organise. Selon les remarques ou oppositions émises, le candidat sera ou non admis selon le type de majorité (simple, qualifiée, consensus ou unanimité) requise.

La LCIF

Selon un classement publié par le Financial Times6, la Fondation du Lions Clubs International (LCIF) est classée première organisation non gouvernementale (ONG) mondiale sur sa capacité à canaliser et coordonner l'engagement social et philanthropique des entreprises. La LCIF souligne l'intérêt croissant des entreprises pour les partenariats sur le long terme visant à traiter toute une série de problèmes sociaux. Sur 34 organismes internationaux retenus, la LCIF a obtenu le meilleur classement en matière d'exécution des programmes, de responsabilité manifeste, de communication interne et externe, d'adaptabilité des programmes aux communautés environnantes et de prise en compte des objectifs de ses membres.

JOTTRAND



Lucien Léopold Genappe 31 janvier 1804 - Saint-Josse-ten-Noode 17 décembre 1877.
Avocat et un homme politique belge, ainsi qu'un militant flamand se définissant comme un heel-néerlandiste wallon. Jottrand, fils d'un notaire, termina ses études secondaires en néerlandais à Vilvorde et obtint son doctorat en droit en 1825 à l'Université de Liège, où il subit également l'influence d'un professeur néerlandais, Johannes Kinker. Il devint avocat au barreau de Bruxelles, où il plaida en néerlandais.

Initialement Jottrand resta fidèle au Royaume-Uni des Pays-Bas, mais, de plus en plus, il critiquait le gouvernement autoritaire de Guillaume Ier. Depuis 1826, il était rédacteur d'un journal d'opposition, le *Courrier des Pays-Bas*, qu'il avait repris sous le nom de *Courrier Belge* en 1832 en tant que propriétaire et rédacteur en chef.

C'est au cours de la révolution belge de 1830 que Jottrand, avec Édouard Ducpétiaux, conçut le futur drapeau de la Belgique qui devrait remplacer le tricolore français, en usage chez les révolutionnaires français.

Congrès national

Fin octobre 1830, il rejoignit le Congrès national. Il n'avait été élu que comme cinquième suppléant, mais par le refus d'un des élus effectifs et de quatre des suppléants, il siègera au Congrès à partir du 15 novembre. Avec quelque 125 interventions plus ou moins longues, il devint le troisième des participants les plus actifs aux débats en séance plénière. Sur ses instances, la liberté linguistique fut inscrite dans la Constitution belge, ce qui permit de briser le monopole de la langue

française. Jottrand marqua son accord avec la déclaration d'indépendance et vota pour l'exclusion perpétuelle de la maison d'Orange-Nassau du trône de Belgique. Au cours des premiers tours de vote pour un chef d'État, il soutint le duc de Leuchtenberg, et plus tard ce mois-là, Surlet de Chokier ; ce dernier comme régent. Il fut l'un des 45 membres du Congrès qui ne voteront pas pour Léopold de Saxe-Cobourg. Il prétendit être contre une élection immédiate dans les circonstances de l'époque. Il votera également contre l'acceptation du Traité des XVIII articles.

Le « cultuurflamingant »
En 1844, Jottrand apporta la moitié des capitaux d'amorçage pour le journal *Vlaemsch België* (la Belgique flamande), mais ce journal disparut déjà la même année. En 1848, il fonda le journal *Débat social*. Il était en correspondance avec Karl Marx, dont les contributions au *Neue Rheinische Zeitung* obtinrent son attention. Entre 1855 et 1861, il siégea au conseil communal de Saint-Josse-ten-Node, où il était également avocat. En 1856, il devint le premier président de la commission des griefs flamands (*Vlaamse Grievencommissie*), créée cette année-là par le roi Léopold Ier.

Le recueil de réclamations que cette commission avait établi, fut cependant rejeté par le Ministre Charles Rogier.
Jottrand était membre de divers groupes de pression flamingants comme *Vlamingen vooruit* (Flamands en avant) et le *Vlaemsch Verbond* (L'Alliance flamande). En 1872, il proposa de présenter une liste unitaire flamande pour les élections législatives. L'année suivante, grâce en partie à ses efforts, une diète flamande avec dix mille participants fut tenue à Bruxelles. La première loi sur l'emploi des langues de 1873, dite *Loi Coremans*, lui est redevable de beaucoup.

Jottrand avait également apporté le sien à l'épanouissement du théâtre flamand à Bruxelles.
Son fils **Gustave Jottrand**, lui aussi, fut un homme politique prêtant l'oreille aux revendications flamingantes. Il devint échevin de la ville de Bruxelles en 1870 et garda son mandat jusqu'à sa mort en 1884.

Idéologie
De patriote belge, Jottrand se transforma en flamingant. Il se décrivit comme *Nederlandschen Wael*, un Wallon néerlandais, et occupa une place particulière au sein du mouvement flamand par sa défense d'un état néerlandais fédéral qui inclurait aussi bien les Wallons que les Luxembourgeois. Ainsi, il fut un précurseur de l'esprit bourguignon de Joris Van Severen. Jottrand est un maillon dans l'évolution du mouvement flamand d'un mouvement culturel vers le nationalisme émancipatoire et politique. Sous le concept du *néerlandais*, se cachait pour lui une conception politique plutôt qu'une dénomination linguistique ou ethnique. La décentralisation et l'égalité des différents groupes de population furent pour lui aussi d'une grande importance.

Jottrand était un libéral un peu plus porté vers le social, qui fréquenta les premiers représentants belges du socialisme naissant. Il fut également un républicain, à la défense du suffrage universel.

JOUAUST Achille Godefroy Rennes 1825 – Saint-Malo 1889 ?

Avocat, en 1851, docteur en droit de la faculté de Rennes, Jouaust est reçu à la *« Parfaite Union »* le 15 septembre 1856. C'est à lui, le plus jeune apprenti, que sa loge confie le soin de répondre aux quatre questions adressées par le Grand Maître Lucien Murat sur proposition du Grand Maître Adjoint de France le 14 août précédent sous forme de concours. Quatorze rapports recevront une mention honorable, dont le sien. Devenu maître maçon le 29 mai 1857 et secrétaire de sa loge. Il reçoit le grade de Rose-Croix le 2 février 1859. Son premier article d'histoire maçonnique, « *La Maçonnerie à Rennes jusqu'en 1789* », fondé sur les archives de sa loge, est publié avec la permission du Grand Orient dans Le Monde maçonnique, en décembre de la même année.

En 1861, Jouaust fait partie du groupe de 11 frères, « suspendus provisoirement » par un décret de Murat du 14 mai, en raison de l'article publié un mois plus tôt dans la revue *L'Initiation ancienne et moderne* par Riche-Gardon.

L'article suggérait d'élire le prince Jérôme Napoléon comme successeur de Murat plutôt que de réélire ce dernier dont le mandat venait à expiration le 30 octobre. Murât suspend la revue, son directeur et sa loge par deux décrets pris le 2 mai. Puis, suivant les conclusions d'un rapport de son représentant particulier, Réxès, Murat signe quatre autres décrets dans les jours qui suivent. Celui du mai 14 suspend 11 frères, dont Jouaust, coupables « *à des degrés divers, de manœuvres destinées à fausser la sincérité de l'élection du Grand Maître* », celui de 21 suspend les séances de l'assemblée générale du Grand Orient. Enfin l'assemblée législative maçonnique pour 1861 est déclarée dissoute et les ateliers du département de la Seine se voient notifier l'interdiction de se réunir par deux décrets datés du 23 mai.

Dans un article publié en septembre dans *Le Monde maçonnique*, Jouaust se défend en expliquant qu'une « *réunion de cinq ou six maçons avait examiné, dans le calme le plus parfait, la situation faite à chacun de nous par l'expiration prochaine des pouvoirs du Grand Maître* ». Napoléon III nomme le 11 janvier 1862 le profane et maréchal Bernard Pierre Magnan (1791-1865) « Grand Maître de tous les maçons de France » : Magnan lève l'ensemble des suspensions décrétées par Murat et lance un appel pour une révision de la constitution du Grand Orient. Jouaust y répond par un article constructif, « *Réforme de la constitution* », paru deux mois plus tard dans *Le Monde maçonnique* et, le 12 juin, il est élu par 113 voix sur 149 votants au Conseil de l'Ordre.

Jouaust commence alors la rédaction de son *Histoire du Grand Orient de France* dont le chapitre II paraît en bonnes feuilles dans *Le Monde maçonnique* de mai 1863. Il y indique en note les buts qu'il poursuit : « refondre l'ouvrage

de Thory, en redresser les nombreuses erreurs… publier un livre qui soit le *vade-mecum* de toute loge française », et fait l'éloge de l'historien Emmanuel Rebold dont l'Histoire générale de la franc-maçonnerie est parue en 1851. Un an plus tard, tout change car l'*Histoire des trois Grandes Loges de francs-maçons de France*, que Rebold publie au printemps 1864, vient occuper la place que Jouaust assignait à son propre livre. Une savoureuse polémique s'ensuit : il ne s'agit plus maintenant pour Jouaust de rectifier les erreurs de Thory, mais bien celles de Rebold.

Lorsque le livre de Jouaust paraît (sans nom d'auteur) au début de 1865, il est salué dans le Bulletin du Grand Orient de mars comme « un travail complet d'une irréprochable exactitude, une histoire impartiale » et Le *Monde maçonnique* d'avril estime qu'il s'agit de « l'un des écrits les plus sérieux qui aient été publiés, jusqu'à ce jour, sur l'histoire de la maçonnerie ».

Jouaust est réélu au Conseil de l'Ordre le 9 juin 1865 par 149 voix sur 200 votants. En novembre, Le Monde maçonnique publie « *L'Excommunication* », article où Jouaust répond aux « remontrances respectueuses » que des maçons lyonnais viennent d'adresser publiquement au pape Pie IX. Il leur rappelle que les excommunications qui se sont succédé depuis 1738 et leur montre qu'en raison des expressions qu'il contient (recherche de la vérité, morale universelle, liberté de conscience), le premier article de la constitution du Grand Orient de France est critiquable aux yeux de l'Eglise romaine. Il conclut en constatant que « la papauté ayant des opinions directement contraires aux nôtres sur les mêmes questions », il est complètement inutile de répondre à ses attaques. Il fait partie de la minorité battue le 13 juin 1867 par 180 voix contre 67, qui souhaite supprimer le Grand Architecte de l'Univers de l'ennemi obligatoire des planches maçonniques. Au mois de juin suivant, il est une fois encore réélu au Conseil de l'Ordre par 242 voix sur 281 votants.

On connaît le vœu, aussi bref que célèbre, soumis par la loge « *La Fraternité progressive* » de Villefranche (Rhône) à l'assemblée générale de 1876 qui le renvoya à l'étude des loges : « Supprimer, à l'article premier de la constitution, les deux premiers termes du deuxième paragraphe ». Depuis juin 1865, ces deux premiers termes (l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme) définissaient ensemble avec la solidarité humaine les trois principes de la franc-maçonnerie dans la constitution du Grand Orient de France. Jouaust fait partie de la commission de sa loge de Rennes qui l'étudie et rédige un rapport publié en 1926 par Adrien Juvanon. Après un rappel historique, Jouaust écrit : « Nous allons soulever un tollé général dans tout le reste de la maçonnerie étrangère, sans compter les attaques violentes du parti clérical auxquelles nous allons être en butte ». Mais n'en conclut pas moins en faveur de la suppression. Ce n'est pas l'avis de sa loge qui lui donnera mandat impératif de voter contre le vœu en 1877. Le 18 septembre 1880, il prononce le discours de clôture de l'assemblée générale du Grand Orient sur le thème « Tableau des évolutions de l'idée maçonnique en France », discours reproduit dans Le Monde maçonnique. La même revue publie en janvier 1883 ses commentaires sur Le Secret des francs-maçons (1744) de l'abbé Pérau. Il meurt quelques années plus tard à Saint-Malo. A.B

JUAREZ **Benito** Oaxaca, Mexique 21 mars 1806 - Mexico 18 juillet 1872.



Il fut Président du Mexique. Indigène zapotèque, Benito Juárez est né au village de San Pablo Guelatao, dans la région connue aujourd'hui sous le nom de Sierra Juárez, dans l'État d'Oaxaca. Ses parents étaient paysans et moururent lorsqu'il était âgé de 3 ans. Il fut ensuite ouvrier agricole et berger jusqu'à 12 ans, quand il partit le 18 décembre 1818 à Oaxaca dans le but d'étudier et d'obtenir un meilleur niveau de vie, alors qu'il ne savait ni lire, ni écrire et qu'il ne parlait pas l'espagnol mais uniquement le zapotèque. À Oaxaca, il avait une sœur qui travaillait comme cuisinière, qui le reçut et lui trouva un travail de domestique. Un prêtre franciscain, nommé Antonio Salanueva, fut impressionné par l'intelligence du jeune garçon et sa facilité d'apprentissage. Il l'aida à intégrer le séminaire de la ville, dans laquelle il commença ses études et se dédia plus au droit qu'à la théologie. Il mourut par la suite en 1879.

Gouverneur de l'État d'Oaxaca en 1847, Juárez se distingua pour ses mesures progressistes, reconstruction du palais du gouvernement, amélioration des routes, établissement d'une carte de l'État et d'un plan de la ville d'Oaxaca, réorganisation de la garde nationale et rétablissement des finances publiques. Antonio López de Santa Anna, de retour au pouvoir, de nombreux libéraux furent exilés, lui-même s'en fut à La Nouvelle-Orléans. À la chute de Santa Anna, et pendant le gouvernement de Juan Álvarez, Juárez fut nommé ministre de la Justice et de l'Instruction publique, fit proclamer les lois sur l'administration de la justice et de l'organisation de tribunaux de la nation, du district et territoires (loi Juarez) qui abolissait les *fueros*, privilèges qu'avaient les militaires et le clergé sur les autres citoyens. Nommé à nouveau gouverneur d'Oaxaca, il convoqua des élections et fut réélu.

Juárez proclama à Oaxaca la constitution de 1857, il fut nommé la même année *ministro de Gobernacion* et plus tard président de la Cour suprême de justice pendant le gouvernement de Comonfort. Ce dernier ne reconnut plus la Constitution de 1857 et, après un coup d'État, Juarez avec d'autres libéraux fut emprisonné. Il fut libéré le 11 janvier 1858 et devint président de la république à Guanajuato. Il expédia alors les lois dites de la réforme (*leyes de Reforma*) qui assuraient l'indépendance de l'État vis-à-vis de l'Église, la loi sur le mariage civil et du registre civil, celle de cimetières et la nationalisation des biens de l'église.

Un soulèvement conservateur provoqua la guerre de Réforme, pendant laquelle Juárez assuma la présidence de la république (1858), et promulga les Lois de Réforme un an plus tard. Ces lois constituent encore la base de l'État mexicain

moderne : confiscation des biens du clergé et vente de terre de l'Église et séparation de l'Église et de l'État, fin de la reconnaissance des biens collectifs appartenant aux villageois, pour la plupart indigènes. Ces terres furent achetées par des spéculateurs pour la plupart issus du gouvernement de Juárez et les propriètaires terriens en profitèrent pour constituer ou agrandir leurs domaines.

McLane-Ocampo
En 1859, son gouvernement signa avec les États-Unis le traité McLane-Ocampo, concédant des droits de passage perpétuels sur le territoire mexicain. En 1860, il entra dans la ville de Mexico et fut désigné de nouveau président en 1861. Pendant cette période, devant une situation financière grave à cause de la guerre civile, il décida de suspendre le 17 juillet 1861 le paiement de la dette extérieure, ce qui causa les protestations de la France, de l'Espagne et de la Grande-Bretagne. Cette situation entraîna l'invasion française, autrichienne, anglaise et espagnole, avec le soutien des conservateurs et de l'église défaits par la guerre de Réforme. Il s'ensuivit la proclamation de Maximilien d'Autriche (époux de Charlotte de Belgique) comme empereur du Mexique. Juárez est l'auteur de la loi dite « mortuaire » du 25 janvier 1862 contre les traîtres à la patrie. Cette loi ne prévoyait que deux peines : huit ans de prison ou la mort. Elle fut rétablie pendant la guerre civile mexicaine par Venustiano Carranza.

Menée par la bourgeoisie libérale et par ceux que les lois de la réforme avaient enrichis, une résistance à l'envahisseur s'organisa, couronnée par l'entrée de Benito Juárez dans la capitale, sa réélection comme président en 1867 et l'exécution de Maximilien. Cette nouvelle période se caractérisa par un autoritarisme et par de nouvelles difficultés financières. La perte de l'appui des libéraux, la montée du bandolérisme et les désordres sociaux minèrent les capacités politiques de Juárez.
Il était franc-maçon, fondateur de la loge *Rito Nacional Mexicano* y adoptant le nom symbolique de *Guillermo Tell*.

De nouveau élu président (mais seulement par le congrès) en 1871, Juárez qui n'a jamais été élu à la présidence, se confronta à des soulèvements, dirigés principalement par le général Porfirio Díaz. En 1871, Díaz, au cri de *sufragio efectivo - no reeleccion* (« suffrage effectif - pas de réélection », que reprendra plus tard contre lui Francisco I. Madero), se souleva contre Juárez, qu'il accusa de fraude et proclama le plan de la Noria qui donne le départ de la révolution de la Noria. Presque vaincu, Juárez mourut au Palais national le 18 juillet 1872 d'un infarctus. Lui succède alors Sebastián Lerdo de Tejada. Avant de terminer son mandat celui-ci organise sa réélection au moyen de fraudes massives. Porfirio Diaz reprend les armes et proclame le plan de Tuxtepec et le principe de la non-réélection. À la fin de 1876, Diaz se déclare président provisoire du Mexique.

Benito Juárez a figuré sur les pièces de 10 centavos frappées de 1956 à 1967, sur les pièces de 25 pesos de 1972, sur celles de 50 pesos dans les années 1980. Une série commémorative de 1, 5 et 10 pesos en 1957 pour le 100e anniversaire de la constitution libérale. Il a aussi figuré sur de billets de banques et l'actuel billet de 20 pesos est a son effigie. Il figure aussi sur de nombreuses médailles.

KEAN **Edmund** Londres 17 mars 1787- 15 mai 1833.



Acteur anglais, le plus grand tragédien de son temps, spécialiste du théâtre de Shakespeare.
Franc-Maçon de la Loge "*St. Mark Lodge*", Glasgow, Écosse.

Ce génie turbulent, l'un des plus grands acteurs tragiques anglais, dut sa célébrité au moins autant à sa mégalomanie et à son caractère impossible qu'à la façon dont il sut interpréter les « méchants » dans les pièces de Shakespeare.

En l'absence de tout acte officiel d'état civil, on a pu néanmoins établir qu'il était le fils naturel d'Ann Carey, qui se définissait elle-même comme une actrice itinérante et une marchande ambulante, et d'Edmund Kean, un jeune homme mentalement fragile qui se suicida à l'âge de vingt-deux ans. L'enfance de Kean a donné lieu à bien des légendes, dont il sera par la suite l'un des principaux auteurs.

À quinze ans, il décida de voler de ses propres ailes et de partir à la conquête du théâtre, le seul univers qu'il connaissait. Il entra dans la troupe d'un certain Samuel Jerrold, dans le Kent. Moyennant 15 shillings par semaine, il s'était engagé à jouer dans « toute sorte de tragédie, de comédie, d'opéra, de farce, d'interlude et de pantomime ». Il s'ensuivit dix années de galère qui lui furent d'autant plus difficiles à supporter que s'ajoutaient pour lui, aux privations inhérentes à la vie d'un comédien errant, les angoisses d'une ambition frustrée. En 1808, il épousa Mary Chambers, une actrice de la troupe.

L'auteur dramatique français du XIXe siècle Alexandre Dumas lui a consacré une pièce de théâtre fameuse qui a participé à l'élaboration de sa légende. (pièce dont s'est inspiré Jean-Paul Sartre pour sa pièce du même nom : Kean). Sa vie a été portée plusieurs fois au cinéma, dans un film allemand de Rudolf Biebrach (*Kean*, 1921), un film français d'Alexandre Volkoff (*Kean*, 1923) et deux italiens, l'un de Guido Brignone (*Kean*, 1940) l'autre de Vittorio Gassman et Francesco Rosi (*Kean*, 1956).

KELLERMANN duc **François Etienne Christophe** de **VALMY** Strasbourg 1735 – Paris 1820.



Vainqueur à Valmy face aux troupes du Duc de Brunswick, franc-Maçon lui aussi. Maréchal de France.
Vénérable d'honneur de la loge "*Saint Napoléon*" orient de Paris dès 1804

Issu d'une famille noble originaire de Saxe, Kellermann est soldat à l'âge de 15 ans. Il combat pendant la guerre de Sept Ans (1756-1763) en qualité de capitaine en second, puis se distingue à Bergen en 1759. Il est capitaine des volontaires du Dauphiné en 1760 quand il fait prisonnier 300 grenadiers ennemis à Orsten. Il réorganise la cavalerie en Pologne en 1765-1766 « par son intelligence et son instruction » et mérite le grade de maréchal de camp en second des hussards de Conflans en 1788. Commandant militaire en Alsace au moment de l'invasion prussienne, il est placé sous les ordres de Dumouriez au moment de Valmy.

Il accède à la notoriété en prenant possession de Longwy et de Verdun, le 25 août 1792. Le militaire de la Guerre Servan le nomme au commandement de l'armée de Metz. Il est à son retour relevé le 5 novembre 1792 et, en décembre, le gouvernement le nomme commandant en chef de l'armée des Alpes. Le 14 août 1793, il commande su siège de Lyon. Le Comité de salut public l'accuse alors d'intelligence avec l'ennemi et il est traduit devant le Tribunal révolutionnaire et emprisonné à l'Abbaye. Il échappe à la guillotine puis, le 15 janvier 1795, il est réintégré dans son grade et nommé commandant en chef de l'armée des Alpes et d'Italie jusqu'en octobre 1795. Sous le Directoire, il est placé dans la réforme et nommé membre du Comité militaire et inspecteur général des troupes. Après le 18 Brumaire, Bonaparte le juge « *brave soldat, avec beaucoup de bonnes qualités, mais privé des moyens nécessaires pour la direction en chef d'une armée* ». Il est cependant couvert d'honneurs grâce aux titres de Grand Aigle de la Légion d'honneur en 1801, sénateur, maréchal de France (1804) et duc de Valmy en 1807.

S'il n'occupe que des commandements à l'arrière, son action dans l'institution maçonnique a son importance car ce maçon de longue date est, depuis 1803, *Grand Garde des Architectes du Grand Orient*. Il est également vénérable d'honneur de la loge « *Saint-Napoléon* » à Paris, à partir du 22 septembre 1804 jusqu'à la chute de l'Empire. C'est toutefois en raison de son action pour le rapprochement du Grand Orient et de la Grande Loge Ecossaise constituée le 22 octobre par de Grasse-Tilly. Le 6 juillet 1806, il est nommé à la présidence de son consistoire. En 1811 il est député du Grand Orient. Il était 33°, mais, bien qu'il joue un rôle important dans le Rite Ecossais, son action est éclipsée par celles de Grasse-Tilly et de Cambacérès.

En 1812, il est placé à la tête du corps d'observation du Rhin où il organise les renforts destinés à l'armée d'Allemagne. A la chute de l'Empire, il se rallie aux Bourbons : Louis XVIII le fait gouverneur militaire de Strasbourg et pair de France en 1814. Il siège jusqu'à sa mort, en 1820, à la Chambre haute parmi les libéraux. P.-Fr.P.

KELLOGG



Frank B. Potsdam (New York) 22 décembre 1856 - St. Paul, Minnesota 21 décembre 1937
Franc-Maçon, il avait été reçu maître à la Loge de "*Rochester*", Minnesota, en 1880

De Potsdam (New York), sa famille a déménagé dans le Minnesota en 1865. Il commença à exercer le droit à Rochester (Minnesota) en 1877. Il fut le procureur de la ville de Rochester de 1878 à 1881 et procureur du comté d'Olmsted de 1882 à 1887, et il déménagea à Saint Paul (Minnesota) la même année et devint sénateur républicain du Minnesota de 1917 à 1923. Il fut délégué à la Cinquième conférence internationale des États américains, à Santiago du Chili en 1923, et servit comme Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume-Uni de 1923 à 1925. Il fut Secrétaire d'État sous la présidence de Calvin Coolidge de 1925 à 1929. En tant que Secrétaire d'État, il a donné son nom au pacte Briand-Kellogg signé en 1928. il reçut le prix Nobel de la Paix en 1929 pour le Pacte Briand / Kellogg, signé à Paris par quinze nations en 1928 et par soixante quatre en 1934.

Le pacte établissait une Cour Permanente de Justice internationale pour éviter le recours à la guerre entre les états. Kellogg y fut juge de 1930 à 1935.

KEMAL



Namik Tekirdağ 21 décembre 1840 - île de Sakîz-Chio 2 décembre 1888.
Écrivain et penseur politique, appartient au mouvement des Jeunes Turcs.
Initié Franc-Maçon, en 1872, à la loge GODF "*Proodos*", Istambul. Laquelle initia, en 1876, le futur sultan Mourad alors gagné aux idées libérales.

Homme de lettres et penseur politique, Namik Kemal est une des principales figures du mouvement des Jeunes-Ottomans dont l'action fut notable dans la modernisation et l'introduction des idées libérales dans l'Empire ottoman. **Il fut initié à la franc-maçonnerie en 1872-1873 dans la loge « *Prodos* » du Grand Orient de France (créée en 1868). Cette loge était l'une des premières loges maçonniques d'Istanbul à avoir accueilli des musulmans en grand nombre et permis que la franc-maçonnerie s'intégrât davantage dans le tissu oriental en utilisant un rituel en langue turque.**

Namik Kemal qui possédait déjà son système de philosophie politique avant de rallier sa loge a pu néanmoins s'entretenir là avec de nombreux autres penseurs et écrivains réformistes ottomans, et à des libéraux persans en poste à l'ambassade d'Iran. Elle initia secrètement, en 1876, le futur sultan Mourad alors gagné aux idées libérales. Kemal aimait comparer les idées des Lumières à la pensée politique traditionnelle de l'Islam. Montesquieu était son maître en science politique et il pensait que la Constitution française, mieux que celles des autres Etats européens, pouvait servir de modèle à l'Empire ottoman. On peut noter un parallélisme très net entre les idées exposées dans ses écrits et celles avancées par la franc-maçonnerie de son temps. Namik Kemal a pu trouver dans la franc-maçonnerie un laboratoire d'idées et un centre de solidarité intellectuelle. Il a influencé la société de son temps par la publication de plusieurs ouvrages et d'innombrables articles dans des périodiques dont il était lui-même l'éditeur, dans lesquels il apportait, outre son projet de synthèse entre l'islam et la pensée occidentale, certains concepts politiques clefs (patrie, liberté, progrès, constitutionnalisme …) qui ont marqué des générations de penseurs jusqu'à Ziya Gökalp (1875-1924), le principal idéologue de la Turquie moderne. Accusé, avec d'autres Jeunes-Ottomans, de comploter contre le sultan, Namik Kemal fut exilé, en 1877, dans les îles grecques ; il y mourra en 1888.

La loge « *Prodos* » a souffert des mesures prises contre les libéraux ottomans et s'est vidée de ses membres turcs vers 1877, au moment où s'imposait le pouvoir autoritaire du sultan Abdoulhamid II. T.Z.

KING



Charles Glen

Entiat, Washington, 22 octobre 1896 - 22 janvier 1988.

Biochimiste nutritionniste américain. Il a isolé (1932) puis synthétisé la vitamine C. A la même période, en Hongrie, Albert Szent-Györgyi menait des recherches similaires à l'Université de Szeged en se concentrant sur hexuronique acide. Szent-Györgyi allait recevoir le prix Nobel, mais la controverse s'installa sur le mérite a apporter à chacun d'ente eux. King a par la suite travaillé en particulier sur la vitamine B, et rédigé plus de 200 articles sur la nutrition et les effets des vitamines.

Initié Franc-Maçon, en 1919, à la Loge "*Whitman Lodge 49*" Pulman, Washington.

KING James PHOTOS

1693, d. 26 December 1761.

James **King**, 4th Baron Kingston was born in 1693 at France. He was the son of John **King**, 3rd Baron Kingston and Margaret **O'Cahan**. He married, firstly, Elizabeth **Meade**, daughter of Sir John **Meade**, 1st Bt. and Hon. Elizabeth **Butler**. He married, secondly, Isabella **Ogle** in July 1751 at Pangbourne, Berkshire, England. He died on 26 December 1761 at Martyr Worthy, Hampshire, England, without legitimate surviving male issue. He was buried at Mitchelstown, County Cork, Ireland. His will was probated in February 1762.

On 8 January 1707/8 as an infant, he petitioned for naturalisation, as "born out of her Majesty's allegiance, but are good Protestants." He held the office of Grand Master of the Freemasons between 1728 and 1730. He succeeded to the title of *4th Baron Kingston, of Kingston, co. Dublin [I., 1660]* on 15 February 1727/28.He was invested as a Privy Counsellor (P.C.) [Ireland] on 24 April 1729. He held the office of Grand Master of the Freemasons [Ireland] between 1730 and 1732.

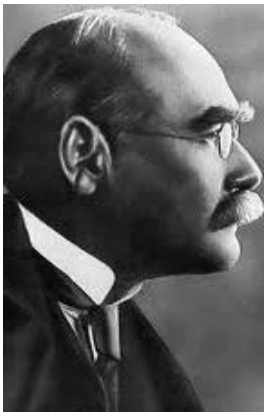
He held the office of Grand Master of the Freemasons [Ireland] from 1735 to 1736. He held the office of Grand Master of the Freemasons [Ireland] between 1745 and 1747.

On his death, the Barony of Kingston became extinct.

Children of James King, 4th Baron Kingston and Elizabeth **Meade**

Margaret **King** d. 29 Jan 1763
Hon. William **King** d. 7 Dec 1755
Elizabeth **King**

KIPLING



Rudyard

Bombay 30 décembre 1865 – Londres 18 janvier 1936.

Connu comme le chantre de l'Empire britannique, il est aussi l'auteur de poèmes maçonniques célèbres - If. (Si...), The Mother Lodge (La Mère Loge), My freshly-cut Ashlar (Ma pierre fraîchement taillée), et de contes initiatiques : Le Livre de la Jungle, Kim, L'homme qui voulait être roi, etc. Né à Bombay. Prix Nobel en 1907.

Rudyard Kipling est le petit-fils de deux pasteurs méthodistes et le fils de John Lockwood Kilpling (1835-1911) alors directeur de la nouvelle Ecole d'art de Bombay, et d'Alice Mac Donald (1837-1910). A partir de 1871, il passa 5 ans en pension dans une famille de Southesa, en Angleterre, puis, en 1877, est admis au collège *United Service de Westward Ho !*, à Bideford Bay, dans le Devon, qu'il décrira dans *Stalky and Company* (1899). Ses études s'arrêtent 5 ans plus tard. C'est le 20 septembre 1882 qu'il s'embarque pour les Indes : il s'installe à Lahore en octobre où il devient rédacteur en chef adjoint du journal local, la *Civil and Military Gazette*.

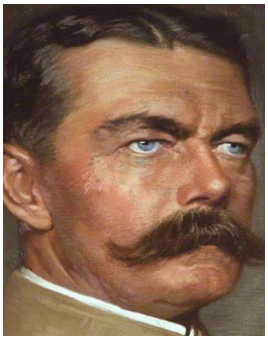
Il reçoit la lumière dans la loge « *Hope and Perseverance n° 782* », le 5 avril 1886. Cette loge est alors présidée par le colonel G.B.Wolseley. Kipling reçoit une dispense du Grand Maître du District du Pendjab parce qu'il n'a pas 21 ans. Le 3 mai 1886, il est augmenté au grade de compagnon et, le 6 décembre, à celui de maître. En janvier 1887, il est élu secrétaire de son atelier et, le 14 avril, il est « avancé » au grade de Maître Maçon dans la loge de Marque « *Fidélité n°98* », puis élevé au grade de marinier de l'Arche Royale dans la loge d'Ark Mariner du Mont Arabat n°98. Kipling entre au « *Pionnier* », à Allahabad et, en mars 1888, il démissionne de la loge mère et s'affilie dans l'atelier de sa nouvelle résidence, « *Independance with Philanthropy n°391* », qu'il quittera le 31 décembre 1895.

Kipling a écrit articles, récits et poèmes publiés dans la presse anglo-indienne. Certains paraissent cependant dans l'édition métropolitaine du Pionnier, ce qui lui vaut une notoriété qu'il ne soupçonne pas. A partir de 1888, Kipling voyage, se fixe un temps en Amérique du Nord, Caroline Balestier, sœur d'un journaliste et éditeur devenu son ami, Wolcott Balestier. C'est alors qu'il produit ses chefs-d'œuvre, le ***Premier*** et le ***Second Livre de la Jungle*** (*Jungle Books*), en 1894 et 1895. En 1896, le couple Kipling s'installe définitivement en Angleterre, dans le Surrey. En 1897, il publie ***Captains Courageous*** et ***Kim*** en 1901, puis ***Just so Stories for Little Children*** en 1902. Il défend et illustre l'impérialisme britannique durant la guerre des Boers. En 1903, il publie un volume de poésies inspirées par l'Afrique du Sud, ***The Five Nations***.

En 1908, Kipling reçoit le prix Nobel et, l'année suivante, en juillet, il entre à la *Societas Rosicrucian in Anglia*. Il y choisit comme devise latine : *Fortuna non virtute*. Les récipiendaires devant être « membres cotisants d'une loge régulière sous l'autorité de la Grande Loge d'Angleterre », il se déclare membre de la loge « *Hope and Perseverance* ». Ami de Baden-Powell, supporter actif du *National Service*, ligue qui se bat pour le rétablissement du service militaire, anti-libéral, Kipling milite au sein de l'aile droite du Parti conservateur et soutient l'effort britannique militaire durant la Grande Guerre. De 1917 à sa mort, en 1936, il est l'un des membres dirigeants de l'*Imperial War Graves Commission*. Ladite Commission britannique pour les sépultures militaires s'installe à Saint-Omer et, en janvier 1922, une loge y est érigée sous les auspices de la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière (actuelle Grande Loge Nationale Française) sous le numéro 12 et le titre distinctif ***The Builders of the Silent Cities*** (Les Bâtisseurs des Cités Silencieuses).

Après plusieurs années de maçonnerie buissonnière, Kipling est fondateur dudit atelier. Il figure également comme membre honoraire de la « *Motherland Lodge n°3861* » (1918), sise à Londres, mais ne semble pas l'avoir fréquentée. Il est également fondateur (sans fréquentation) de la loge n°4948, « *The Builders of the Silent Cities* », fondée à Londres en 1927. Kipling publie encore diverses œuvres, notamment ***Debits and Credits*** (1926) et ***Limits and Renewals*** (1932). En 1927, malgré ses réticences est fondée la *Kipling Society*, présidée par un *stalky*, le général Lionel Dunsterville. Kipling meurt le 18 janvier 1936. Il est enterré dans le Poet's Corner, à l'abbaye de Westminster. En 1937 paraît sa discrète autobiographie, ***Something of Myslf*** (Quelque chose de moi-même). Si l'inspiration maçonnique ne domine pas la totalité de l'œuvre de Kipling, l'influence hiramique est présente dans ***The Man who Would be King*** (1888, L'homme qui voulait être roi), ***The Rout of the White Hussards*** (1888) et ***With the Main Guard*** (1890).
Le poème ***My New-Cut-Ashlsar*** (1891, Ma pierre cubique) est la prière d'un artisan maçon : « Quand ma Pierre Cubique, à l'instant ciselée, / Transmet franche lumière aux vitraux dérobée, / Par ce travail mien, quand revient la nuit, / Vers toi, l'Omnivoyant, ma prière s'enfuit … ». Kipling utilise des tournures maçonniques pour exprimer ses idées sur des sujets non maçonniques, dans ***The Widow at Windsor*** (La Veuve à Windsor) et ***The Ballad of East and West*** (tous deux dans *Barrack-Room Ballads*, 1892). Dans le recueil ***The Seven Seas*** (1896), on trouve son texte maçonnique le plus connu, le poème ***The Mother Lodge*** (la Loge Mère). Kipling imagine de références à la maçonnerie spéculative, une loge dite des Locomotives (*007, in The Day's Work 1898*). *Kim* (1901) contient également nombre d'allusions à des valeurs maçonniques. Le travail, l'effort et la persévérance sont des thèmes présents dans le poème *The Palace* (1903) qui tend au mysticisme. Outre le poème maçonnisant ***A Trutfful Song***, qui le précède, le conte ***The Wrong Thing*** (1910) a pour thème la maçonnerie opérative *If.* Enfin, l'action de la loge londonienne n°5837 « *Faith and Works* » en faveur des permissionnaires et des blessés de la Grande Guerre a inspiré à Kipling quatre textes dans *Debits and Credits* (1926), dont le poème ***Banquet Night*** (Soir d'agape) et surtout le conte ***In the Interest of the Brethren*** (Dans l'intérêt des frères). Y.H.M.

KITCHENER



Horatio Herbert

Bally Longford (comté de Kerry, Irlande) le 24 juin 1850 – Les Orcades le 5 juin 1916.

Initié Franc-Maçon à la Loge "*Concordia*" au Caire

Gouverneur Général du Soudan et Ministre de la guerre, en 1914, au Royaume Uni.

Il entre à la Royal Military Academy de Woolwich en 1868 et s'engage comme volontaire dans l'armée de Napoléon III pendant la guerre de 1870. Devenu officier des Royal Engineers, il effectue plusieurs séjours en Palestine et à Chypre. En Égypte et au Soudan, il écrase en 1898 l'État Madhiste fondé par Muhammad Ahmad ibn Abd Allah Al-Mahdi lors de la guerre des Mahdistes. Il se confronte notamment à Jean-Baptiste Marchand pendant la crise de Fachoda et fait campagne en Afrique du Sud lors de la deuxième Guerre des Boers.

Sa carrière fait de lui un véritable héros national. Son effigie sur les affiches de recrutement, d'après un portrait d'Alexander Bassano, encourage des millions de volontaires à s'enrôler. Il réussit à faire passer en peu de temps l'armée britannique de 150 000 soldats de métier à plus de 1,5 millions de mobilisés. Par la loi de conscription de janvier 1916, il gonfle encore les effectifs à plus de 3 millions de soldats. Aux yeux de la communauté des historiens, Lord Kitchener est l'un des grands instigateurs de la guerre moderne, notamment par l'emploi systématique des mitrailleuses Maxim contre la cavalerie Mahdiste ainsi que par la mise en place des premiers camps d'internement pendant la deuxième Guerre des Boers.

Ministre de la Guerre pendant la Première Guerre mondiale, il périt au cours d'une mission qui devait le conduire en Russie : le 5 juin 1916, au nord-ouest des Orcades, le croiseur de la Royal Navy *HMS Hampshire* faisait route vers l'empire russe lorsqu'il heurta une mine allemande et s'enfonça dans les eaux glacées, emportant lord Kitchener âgé de 66 ans. Alors que ses collègues n'avaient plus pour lui une grande considération, il avait conservé toute sa popularité et sa disparition choqua les Britanniques. Wikipédias

KLOPPEL **Gérard** Puteaux 5 mars 1940 – Châteaurenard 5 octobre 2008.



Honorée par les uns, vilipendée par les autres, cette figure incontournable de la maçonnerie égyptienne (de même que celle de Robert Ambelain, n'en déplaise !) ne laisse en aucun cas indifférent ceux qui s'en réclament pour justifier (et se légitimer) hier, aujourd'hui et demain.

L'on ne sait pratiquement rien de sa famille, de ses origines sociales mais grand travailleur, il entreprend des études de très haut niveau : ingénieur en électronique, diplôme de *l'E.H.E.S.S. (École des Hautes Éludes en Sciences Sociales)*, titulaire d'un D.E.A de psychopathologie et psychiatrie sociale (Psychologie de l'enfant). Chargé de cours à *l'Université Paris XI.* Chevalier des Palmes Académiques. Dès l'âge de 14 ans, il « dévore » tous les ouvrages d'ésotérisme accessibles à l'époque, ainsi que d'alchimie. A 16 ans, il est abonné à la *Revue l'Initiation*, il répond à une petite annonce et il fait la rencontre de Robert Ambelain, dans un café de la Place de la Madeleine. Le Grand-Maître lui offre et dédicace *La Kabbale Pratique*, ce qui va déterminer tout son parcours. En 1960 : Premier article dans la revue martiniste *l'Initiation* : l'évolution de la mystique.

1963 : Reçu le 13 mars, Apprenti, *Loge Papus N° 719, à la G.L.D.F*.
1965 : Reçu Compagnon, Loge Hermes, *Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm, (Rite de Cerneau).*
1966 :Reçu Maître, Loge Hermes, *Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm, (Rite de Cerneau).*
1967 : 29 Novembre**,** Membre du Tribunal Souverain
1972 : Reçu le 4 décembre, 18° Chevalier Rose-Croix, *Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm, (Rite de Cerneau).*
1976 : Reçu le 2 avril, 33°, Souverain Grand-Inspecteur-Général, *Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm, Rite de Cerneau* (équivalence avec le 85° de *Memphis-Misraïm*) puis 66e – 90e – 95e le lendemain, 3 avril. Le 4 novembre, il est nommé Grand-Maître des Cérémonies.
1977 : Chevalier Bienfaisant de la Cité-Sainte.
1982 : Substitut-Grand-Maître de *Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm,* 98°.

1983 : Thèse de Doctorat, *Université Paris V René Descartes.*
- Novembre : Grand-Maître-Mondial-Substitut, au *Grand-Convent du Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm.*
- Président de la *Loge Martiniste Joseph de Maistre N°7* à Saulx-les-Chartreux *(Ordre Martiniste Initiatique).*
- Grand Souverain du *Sanctuaire des Chevaliers de Palestine*, regroupant *l'Ordre des Elus-Coëns, l'Ordre Martiniste Initiatique et l'Eglise Gnostique Esotérique* (Tau Jean IV). Grand-Maître de *l'Ordre de la Rose-Croix*.

1984 : Grand-Maître pour la France du *Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm, Grand-Maître-Mondial et Souverain-Grand-Commandeur du Souverain-Sanctuaire des Chevaliers de Palestine,* Ordre intérieur à *l'Ordre Martiniste Initiatique.*
1985 : 1° janvier, *Grand-Maître Mondial du Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm* (Succession Garibaldi,Dupont, Ambelain).
- 4 juillet : Président du *Suprême Conseil des Rites-Confédérés*.
1987 : Nouvelle appellation : *Ordre International du Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm* (dépôt I.N.P.I. N° 14022643 du 10.04.1987).

En trois ans, l'ardeur et le dynamisme du nouveau Grand-Maître va permettre de doubler les effectifs, en même temps que s'établissait un nouveau relationnel avec les autres obédiences. 9 Loges en France, 26 à l'extérieur, un effectif de plus de 7000 frères, c'est l' oeuvre de Gérard Kloppel. Mais, sur l'impulsion donnée les années précédentes par Robert Ambelain, débute également une phase qui conduira aux graves débats sur la *Grande-Hiérophanie.*

1996 : Création de la *Grande Loge Mixte Française de Memphis-Misraïm*. Phase expérimentale, sans octroi de patente.
1998 : Révolution de palais : création par scission du 24 janvier, de la Grande Loge Symbolique de France par les Frères Vieilledent, Gaillard, Dumaine et Vosjiski. Lourde conséquence : Dissolution par le Tribunal de Créteil de la structure administrative loi 1901 de l'Ordre International du Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm - le 14 mars, Gérard Kloppel se retire et nomme successeur Cheickna Sylla.

Les modalités de cette passation de pouvoir entachées d'irrégularités, vont aboutir l'année suivante à une manœuvre à l'origine de tous les conflits actuels. Dés lors dans l'entourage de Gérard Kloppel, lassé et fatigué, se profilent de vrais faux-amis, mais s'installent aussi des hommes de cœur et de foi, qu'une certaine « communauté » maçonnique à beau jeu d'épingler sans discernement (ni vergogne). Pour abréger, car l'histoire est complexe de rebondissements (***Réflexions sur trois points*** ne veut pas se faire l'écho des détracteurs patentés et se convertir en forum) cet imbroglio aboutit à deux structures co-existentes, seconde phase du désastre à venir : la *Grande Loge Traditionnelle de Memphis-Misraïm* (C. Sylla, succession Kloppel) et la *Grande Loge Symbolique de France* (G.C. Vieilledent, lequel crée son propre Souverain Sanctuaire International).

La confusion se dessine…

1999 : le 5 mai, Gérard Kloppel juge incompétent son successeur, lance un avertissement solennel.

- La *Grande Loge Symbolique de France* (G.C. Vieilledent) éclate à son tour, une seconde sous le contrôle de François Bourcier

2000 : Gérard Kloppel reprend ses pouvoirs et fonctions. Obligation courageuse pour les uns, faute impardonnable pour les autres, l'histoire jugera ! Mais il y eu des précédents célèbres (Charles-Henri Dupont par exemple… Il est vrai que la l'exploitation par déviance d'internet n'existait pas à cette époque).

La confusion s'installe !

La scission G.C. Vieilledent se divise en deux, à nouveau ! Vont suivre des groupes et parfois groupuscules qu'il est plus sage de repérer par le nom du leader plutôt que de citer par l'appelation (souvent usurpée, fréquemment temporaire) c'est déjà suffisamment…compliqué pour suivre ! Ce sont donc les périodes et/ou épisodes Kieffer, Lovat, Francoz, Bernadac, Lebensold, j'en passe obligatoirement et j'en oublie sûrement.

La confusion est consommée !

Désormais, il y aura prétention à succession exclusive à chaque démission, à chaque scission... D'où la constellation actuelle et la bonne foi ou l'ingénuité de certains.

2007 : 21 juillet : Il nomme Joseph Castelli *Grand-Maître-International 97°* et le charge de finaliser la Restauration et le suivi de *l'Ordre des Rites Unis de Memphis & Misraïm* (voir détail dans citation ci-après).

2008: 29 mars, il confirme Joseph Castelli dans ses qualités Magistrales de 97°, ainsi que de Président du *Souverain Sanctuaire International des Rites Unis,* et de Vice-Président du *Suprême Conseil des Rites Confédérés*. Tous deux prennent alors un Decret Magistral de Restauration (Voir détail dans citation ci-après).

- 11 aout : Gérard Kloppel nomme Joseph Castelli 98°, et l'installe à sa succession dans la Présidence du *Suprême Conseil des Rites Confédérés*.
- Création de *l'Ordre Martiniste des Rites Unis, l'O.M.R.U*. (Filiation Martiniste Russe (contestable), Moscou 1788 – Petrograd 1802 – Tchernigov 1820,Sâr Aurifer, Robert Ambelain). -

Décès de Gérard Kloppel le Dimanche 5 octobre, à son domicile de Châteaurenard.

Divers non daté :

• Selon Serge Caillet : Gérard Kloppel a pratiqué au laboratoire la voie alchimique du cinabre et il hérita également de Robert Ambelain, de la Grande Maîtrise de l'Ordre Kabbalistique de la Rose-Croix où il continua d'utiliser l'épée d'Eliphas Lévi pour les initiations.

• Date de son initiation et progression dans l'Ordre Martiniste Initiatique de Robert Ambelain, où il prit le nom de Sar Signifer.

Article Publié par Jacques Courtois *REFLEXIONS SUR TROIS POINTS*

KLOPSTOCK Friedrich Gottlieb



Poète allemand (Messias) (1724 – 1803)

KLOSS Johan Georg Burckhard Franz



Francfort-sur-le Main 31 juillet 1787 – 10 février 1854.

Fils d'un chirurgien renommé, devenu *lowton* le 28 septembre 1805 à la loge « *Zu Einigkeit* (L'Union) de Francfort-sur-le-Main, loge de son père, Kloss commence la même année ses études de médecine à l'université de Heidelberg puis à celle de Göttingen.

Il reçoit le grade de maître en 1812, est élu vénérable de « *L'Union* » en 1826 et Grand Maître de L'Union Eclectique en 1836.

Il consacre son premier écrit historique, publié en 1840 à Altenburg, à démontrer que la Charte de Cologne, apparue aux Pays-Bas en 1818 et prétendant datée du 24 juin 1535, est un faux. A l'occasion du centenaire de la fondation de sa loge, il en écrit l'histoire (*Annalen der Loge zur Einigkeit*) et la publie en 1842. Il publie en 1844 l'une des toutes premières bibliographies consacrées à la franc-maçonnerie (*Bibliographie der Freimaurerei*).

Egalement en 1844, il prononce dans sa loge une conférence, « De l'inadmissibilité de la tentative d'entraîner les loges maçonniques vers un christianisme positif », qui est publiée en 1845 dans la *Maurerhalle*, revue que dirige Rudolph Richard Fischer. Après plus de 18 ans de recherches, Kloss termine en 1847 l'*Histoire de la franc-maçonnerie en Angleterre, en Irlande et en Ecosse* dont la publication est saluée dans la *Free-Masons Quarterly Review*. Les deux volumes de son *Histoire de la franc-maçonnerie en France* paraissent en 1852-1853. Ce dernier

ouvrage n'a malheureusement jamais été traduit en français. Dans la préface, Kloss explique comment il acquit dans une vente publique, le 7 janvier 1835, 188 des 552 pièces qui composaient les archives maçonniques du frère Lerouge (1766-1833) qu'avaient utilisées avant lui Thory et Bésuchet. Ces pièces étaient signalées dans sa Bibliothèque.

En 1943, Douglas Knoop et G.P. Jones ont qualifié Kloss de « père de l'école historique ». L'ensemble de la production littéraire de l'historien maçonnique hors pair que fut Kloss confirme leur jugement. A.B.

KNIGGE Adolf Franz Friedrich Ludwig Freiherr von Bredenbeck, près de Hanovre 1752 – Brême 1796.



Philippe Karl, Freiherr (baron) von Knigge était vénérable de la loge « *Friedrich* » de Hanovre de 1747 à 1750 et membre du chapitre fondé par Rosa le 4 juin 1762 à Hambourg. Son fils Adolf refusa toujours d'utiliser la particule *von* devant son nom. Après avoir étudié le droit à Göttingen, il est juge à Kassel en 1771, s'établit à Hanau en 1777 où il est nommé chambellan (weimarscher Kammerherr) et termine sa carrière à Brême.

Initié le 20 février 1773 à la loge « *Zum gekrönten Löwen* » de Kassel, il devient membre de la Stricte Observance (*Eq.a cygno*) à Hanau. Il adresse en 1779 plusieurs lettres à Charles de Hesse dans lesquelles il expose sa conception de la franc-maçonnerie. Sous le nom de « *Philo* », Knigge sera l'un des membres les plus célèbres des *Illuminaten*, mouvement auquel il appartient de 1780 à 1784.

Il a combattu la fatuité, l'intolérance, la superstition et l'inégalité avec une ironie qui s'exprime dans les notes manuscrites, citées dans le second volume (1824) de l'*Encyclopädie de Lenning* qu'il rédige en 1790 en guise de commentaires sur quelques-unes de ses propres œuvres.

A propos de ***Über den Umgang mit Menachen***, livre publié en 1788 consacré aux bonnes manières, qui le rendit célèbre dans toute l'Allemagne : « Traduit en plusieurs langues étrangères. Dommage que je n'applique pas toujours l'excellent enseignement qui y est prodigué ». Son ***Philo's endliche Erklärung***, publié la même année, reçoit la remarque : « On trouvera ici plusieurs exemples de ce qui peut résulter de l'union des forces et de l'action incessante, de ce à quoi peut mener l'enthousiasme dont on peut influencer et abuser des hommes ». Au début de ***Beitrag zur neuesten Geschichte des Freymaurerordens*** (Berlin 1786), Knigge affirme rassembler des éléments épars différents autres ouvrages imprimés des nombreuses phrases qu'il donne entre guillemets. Le cinquième des neuf dialogues que comprend ce livre contient des indications inexactes concernant von Hund reprises par Servati en 1787, Fessler en 1803 et Nettelbladt dans les années 1830. A propos de son propre ouvrage, Knigge notait en 1790 : « J'estime avoir appliqué ici un point de vue correct, à savoir qu'il convient de porter un jugement sur l'ordre. Peu nombreux sont ceux qui ont voulu ou qui ont pu comprendre cela ». A.B.

KOSSUTH Lajos Monok 19 septembre 1802 - Turin 20 mars 1894.



.

Patriote hongrois, nommé gouverneur de la Hongrie pendant la courte période d'indépendance. Il rejoignit ensuite Garibaldi en Italie où il se fixa.
Il fut initié Franc-Maçon, en 1852 à la Loge "*Cincinnati Lodge*", Ohio

Kossuth « Louis » Lajos (en hongrois on écrit toujours en premier le nom de famille suivi du prénom) naquit dans une famille de petite noblesse protestante d'origine slovaque. Kossuth devint avocat et participa aux Diètes de 1825-1827 et de 1832-1836. Il a donc débuté sa carrière politique en 1825, en tant que porte-parole du Parti libéral. Celle-ci sera alors interrompue entre 1837 et 1847. En 1841, il prend la direction du *Pesti Hírlap* (Journal de Pest). Libéral, il se prononce pour l'indépendance de la Hongrie, la suppression du servage et veut rendre son mouvement populaire, notamment avec le soutien de la paysannerie. Il est aussi réputé pour être un grand orateur. Il reviendra sur la scène politique en 1848 à l'occasion de la révolution qui secoue l'Europe.

Durant la Révolution de 1848, il est député de Pest, chef de file des libéraux. Il accédera peu après au poste de ministre des finances dans le gouvernement de Batthyani et devient président-régent. En juillet 1848, Kossuth obtient de la Diète la levée d'une armée hongroise forte de 20 000 hommes contre les indépendantistes croates menés par Josip Jelačić. Après plusieurs succès, l'abdication de Ferdinand Ier, et la fuite de Metternich, il fait voter le 14 avril 1849 par la Diète la proclamation de l'indépendance de la République de Hongrie et la déchéance de la dynastie des Habsbourg. Mais le Chancelier autrichien, Felix von Schwarzenberg, refuse cette indépendance et attaque la Hongrie (avec l'aide des Russes) qui capitule le 13 août.

Lajos Kossuth s'exila alors en Angleterre, puis aux États-Unis, tente de se rapprocher de l'empire de la Grande-Bretagne, mais la reine Victoria n'y consentira pas. Elle a peur des représailles sur le continent, pour son royaume, si elle soutient ce révolutionnaire. Napoléon III refusa lui aussi de le soutenir. Il meurt à Turin, en Italie, le 20 mars 1894, sans avoir été réhabilité par l'Empire d'Autriche.

KOZIETULSKI baron **Jan Leon** Skierniewice 4 juillet 1781 - Varsovie 3 février 1821.



Noble polonais, officier des armées du duché de Varsovie pendant les guerres napoléoniennes. Il s'illustra particulièrement pendant bataille de Somosierra où il chargea héroïquement les batteries espagnols.

Né à l'époque de la République des Deux Nations c'est un ami du baron Wincenty Krasiński, militaire et homme politique, enthousiaste partisan de Napoléon qui vient de créer le duché de Varsovie. Kozietulski rejoint la garde d'honneur de Varsovie, avec laquelle il participe à la bataille de Pułtusk et à la bataille d'Iława. Cavalier distingué, en avril 1807 il est devient commandant du 3e escadron du 1er régiment polonais de chevau-légers de la garde impériale, commandé par Krasiński. En mars 1808 Kozietulski gagne l'Espagne avec son unité, pour prendre part à la guerre d'indépendance espagnole.

À la bataille de Somosierra, le commandant Kozietulski mène la cavalerie polonaise contre l'artillerie et l'infanterie espagnoles. Même s'il n'est pas reconnu comme l'unique artisan de la victoire, il demeure en Pologne, comme le vétéran le plus connu de cette campagne. Ainsi que 18 officiers polonais, il se voit attribuer la Légion d'honneur. Après la guerre d'indépendance espagnole Kozietulski reste au service de Napoléon et se distingue à la bataille de Wagram, où son unité de cavaliers polonais affronte d'autres unités polonaises combattant aux côtés des Autrichiens. En 1811 il est fait baron d'Empire. Pendant la campagne de Russie, Kozietulski se distingue le 25 octobre 1812, à la bataille de Horodnia, où il sauve la vie de l'Empereur, qu'il protège en s'interposant devant les Cosaques qui l'assailent1. Après avoir récupéré de ses blessures il revient au service actif et participe à toutes les principales batailles de la campagne de Saxe en 1813. Il participe également à la bataille des nations. En 1814 il est fait commandant du 3e régiment d'éclaireurs de la garde impériale.

Après la défaite de Napoléon, Kozietulski revient en Pologne, devenue Royaume du Congrès dont le tsar de Russie est le roi, et devient commandant du 4e régiment polonais de Uhlans.

KRAUSE

Karl Christian Friedrich

Eisemberg 6 mai 1781 – Munich 27 septembre 1832.



Ce philosophe, dont la pensée eut une notable influence sur les cercles intellectuels et politiques en Espagne, en Belgique et en Amérique du Sud, est l'une des plus éminentes personnalités de la maçonnerie allemande : ses écrits lui valurent les noms de « philosophe de la maçonnerie » (Th. Busch), de « père de l'histoire maçonnique » (J. Schauberg) et de « cofondateur de la nouvelle historiographie allemande » avec Fessler (G.J. Findel).

Sa carrière commence en 1700, date à laquelle il devient étudiant à l'université de Iéna et assiste aux cours de Fichte et de Schelling.

Devenu docteur en philosophie en 1801, il se consacre en 1802 à l'enseignement, donnant des cours en tant que Privatdozent jusqu'en 1814, en même temps que Schelling et Hegel. Il enseigne également dans les universités de Berlin (1813-1815) et de Göttingen (1823-1831). Résidant à Dresde entre 1805 et 1813 puis de 1815 à 1823, il développe d'innombrables activités englobant toutes les branches du savoir.

Krause s'initie à la maçonnerie, le 5 avril 1805, dans la loge « *Archimedes zu den drei Reisbrettern* » à Altenburg. Son ami et protecteur en était le vénérable et député depuis 1801. Fixé à Dresde en 1805, Krause quitte sa loge mère pour s'affilier à la loge indépendante « *Zu den drei Schwestem und wahren Freunden* » dans laquelle l'érudit F. Mossdorf occupait l'office de secrétaire. En 1806, il devient compagnon puis maître l'année suivante. Orateur de l'atelier en 1808, il est admis comme *Vertrauter Bruder* dans le cercle de Dresde du *Grosser Bund Scientifischer Freimaurer*, fondé à Berlin en 1802 par Fessler, et garde des relations avec celui du Engbund, fondé à Hambourg par Schröder. D'après Urena, on sait que son initiation eut lieu à un moment crucial d'effervescence et de réforme maçonnique, quand la maçonnerie en Allemagne voit émerger un courant favorable au « retour à l'ancienne et authentique maçonnerie anglaise » dans lequel Krause se plonge totalement, ses positions apparaissent au grand jour dans *Vier Freimaurererreden* et, en 1810, dans la traduction de *Hitory of Freemasonry* (Lawrie). Il y ajoute une préface personnelle d'investigation de l'histoire maçonnique selon des critères scientifiques.

La même année, il publie le premier tome de ***Die drei ältesten Kunsturkunden der Freimaurerbrüderschaft***, le second tome paraît en 1813. Tous ces écrits l'impliquent dans la « polémique sur la publicité des écrits maçonniques ». En effet, les « partisans du secret » s'opposent à la vente aux profanes d'écrits portant sur l'histoire de la maçonnerie et sur le sens des rituels et des constitutions. Krause, déjà inquiété en raison de la publication de ses deux premiers livres, est soumis à des pressions pour qu'il ne publie pas le premier tome de ***Die drei ältesten Kunsturkunden***. Bien qu'il n'accepte de la vendre qu'aux maçons, il refuse la censure absolue et, le 17 décembre 1810, il est exclu de la loge pour une durée indéfinie. Mais le contenu de son œuvre influe tout autant sur son exclusion, car il prétend avoir démontré que la finalité essentielle de la maçonnerie des opératifs et des spéculatifs dans lesquelles celui-ci ne serait que vaguement contenu dans les symboles de construction, suivrait une troisième et dernière étape dans laquelle l'idée directrice de ce « purement humain » deviendrait consciente et permettrait à la fraternité maçonnique de se transformer en une « alliance de l'humanité » ouverte à tous les êtres humains.

Cette étape maçonnique nouvelle coïnciderait avec le début de la dernière ère d'un processus historique de perfectionnement de l'humanité dont il donne les fondements dans sa philosophie de l'histoire ainsi que dans son œuvre maîtresse, *Das Urbild der Menschheit*. Il la recommande, dans le sous-titre de la première édition (1811), « particulièrement » aux maçons.

Dans cette œuvre, Krause déploie précisément l'organigramme de l'idéal vers lequel tendrait l'histoire de la société humaine et, au cours de ce processus, apparaissent les « sociétés fondamentales de vie » et les « alliances pour la réalisation des fins humaines ». Les premières englobent de l'individu à l'humanité entière les entités humaines comme la famille, le peuple, les associations de peuples … Les secondes sont les alliances impliquant la religion, le droit, la science, l'art ou l'éducation, chacune étant conçue de manière autonome dans leur fonctionnement mais liée avec les autres. En effet, le perfectionnement de chacune d'entre elles exige la complémentarité des finalités des unes et des autres.

Cette structure idéale culmine dans « l'alliance de l'humanité » dont l'objectif est de veiller au maintien des associations ainsi qu'à leur lien harmonieux, et à favoriser entre elles toutes l'idéal du « purement humain ». Dans le système de Krause, si les « alliances » pour la religion et le droit sont conçues comme s'étant développées entre l'Eglise et l'Etat, l'instauration de « l'alliance pour l'humanité » doit revenir à la maçonnerie qui est invitée à se défaire de son aspect actuel. Cette conception philosophico-maçonnique devait sembler ambivalente à de nombreux frères car aucune conception n'avait autant exalté le rôle de la confrérie maçonnique en l'identifiant au germe principal dans le développement historique de l'humanité. D'autre part, la transformation de la franc-maçonnerie en « alliance de l'humanité » équivaut, dans la pratique, à sa dissolution. Les francs-maçons allemands se divisent alors en partisans et adversaires de Krause. La loge qui l'expulse en 1810 le réhabilite lors du centenaire de sa naissance, et son influence sur la maçonnerie allemande et la société civile est grande. Il joue notamment un rôle certain dans la distinction qui est opérée par juristes et économistes entre société et Etat et dans la réflexion sur l'éducation des Fröbel. P.A.

KREUTZER



Rodolphe

Versailles 16 novembre 1766 - Genève 6 janvier 1831.

Violoniste et compositeur, auteur d'opéras comiques.

Franc-Maçon de la Loge "*La Concorde*" de la cour de Versailles.

Violoniste français, également professeur, compositeur et chef d'orchestre, né et baptisé le 16/11/1766 en l'église Notre-Dame de Versailles et mort à Genève où il fut inhumé. Fils de Jean Jacob Kreutzer (mort vers 1782/1783), musicien du roi dans le régiment des Gardes Suisses et de Elisabeth Trabol (morte vers 1782/1783), le parrain fut Rodolfe Krettly, musicien au régiment des Gardes Suisses et la marraine Louise Vincent. Son épouse Adélaïde Charlotte, enterrée au cimetière du Père-Lachaise à Paris (13ème division) près du cénotaphe élevé à la mémoire de son mari, fut exhumée en 1995.

Fils d'un musicien allemand, il reçut ses premiers cours de musique de son père, et étudia plus tard avec Anton Stamitz. Il se fit remarquer dès l'âge de 13 ans en exécutant avec une rare perfection un concerto qu'il avait composé lui-même. Il voyagea ensuite en Italie, en Allemagne et se fixa en France. À 16 ans, il est nommé premier violon de l'orchestre royal à la suite de son père par faveur spéciale de la reine Marie-Antoinette car il venait de perdre ses parents et il était chargé de leurs trois plus jeunes enfants. Il prend ensuite la place du violoniste solo au *Théâtre Italie*, mais pense à composer un opéra. Il est membre de la loge maçonnique parisienne *La Concorde* dès 1785. Dans les trente années suivantes, il écrit une quarantaine d'opéras, dont il dirige les représentations.

En 1817, il devient chef de l'Opéra Parisien, et membre de l'Académie de musique. Il était professeur de violon au Conservatoire depuis sa fondation en 1795 jusqu'en 1826. Il est membre de la commission des sciences et des arts lors de la campagne d'Italie, à la suite du général Bonaparte. Après que Ludwig van Beethoven l'eût entendu à Vienne en 1803, ce dernier lui dédie sa sonate pour violon nº 9, qui devient « sonate à Kreutzer ». Avec ses collègues Pierre Rode et Pierre Baillot, il met au point la *Méthode de violon du Conservatoire*. On peut désigner le trio comme fondateurs de l'École française du violon. Rodolphe Kreutzer meurt le 6 janvier 1831 à Genève.

Parmi les ancêtres de Rodolphe Kreutzer figure le compositeur Henry Purcell (1658 - 1695). Rodolphe Kreutzer était le frère du violoniste et compositeur Jean Nicolas Auguste Kreutzer (1778 - 1832) et un oncle du compositeur Léon Charles François Kreutzer (1817 - 1868). Le nom de Rodolphe Kreutzer (1766 - 1831) n'est aujourd'hui plus guère connu qu'à travers une sonate ... qui n'est pas de lui: celle (op. 47) que lui dédicaça Beethoven (et qu'il n'a jamais interprétée en public). Enfant prodige, il interpréta à 14 ans un concerto pour violon de son maître Stamitz au *Concert Spirituel*. Virtuose renommé, il fut aussi professeur au Conservatoire, compositeur, directeur d'opéra, éditeur de musique en association avec Cherubini, Boieldieu et Mehul notamment). Il est notamment l'auteur d'une quarantaine d'opéras, de 19 concertos pour violon, de pièces de musique de chambre, et de 61 *Caprices* pour violon seul.

Une de nos sources le signale en 1785 comme membre de la Loge *La Concorde* à l'Orient de la Cour de Versailles ; une autre comme membre en 1787 des *Trois Frères Unis* au même Orient, Loge (qui deviendra plus tard *Les Frères Unis*, puis *Les Frères Unis Inséparables*) au tableau de laquelle il est recensé comme *ordinaire de la musique du roi* (source : *Discours sur l'Histoire de la Loge « Les Frères Unis inséparables »* prononcé par le Frère archiviste Octave Brimont, Paris, impr. F L. Hugonis, 1875, p.4). On ne lui connaît pas de musique spécifiquement

maçonnique. Selon Alain Guédé, le biographe de Saint-Georges, Kreutzer s'initia à la clarinette pour pouvoir jouer en Loge, où seuls étaient admis les instruments à vent. JCvL

KROHM Joseph

Neuville 1766 - Saint-Jean-d'Angély 1823.

Joseph Krohm dit « Chevalier Krohm », était un marin français. Il est mousse dans la marine royale en 1778. Dès son premier combat contre une division britannique, il est blessé à la tête. Il est ensuite volontaire sur la frégate l'*Engageante* en 1780 puis sur les vaisseaux le *Saint Michel* et l'*Illustre*. Il participe à la campagne de Suffren dans l'océan Indien et assiste à presque tous ses combats. Il est blessé lors du siège de Trincomalé puis deux fois à Gondelour. Après la guerre d'indépendance américaine, il est volontaire sur la frégate la *Pomone* et s'illustre lors de la prise à l'abordage d'un pirate dans le port de Vitulo (1787) ; il y est de nouveau blessé deux fois et promu à l'issue de la bataille sous-lieutenant par le chef d'escadre Saint-Félix.

La Révolution

Il sert sur différentes corvettes et avisos au début de la Révolution. Il est promu lieutenant de vaisseau en février 1793 pour commander la frégate la *Charente*. Capitaine de vaisseau dès 1794, il reçoit le commandement du vaisseau le *Timoléon* au sein de l'escadre du contre-amiral Martin croisant en Méditerranée. Lors de la bataille du Cap Noli (1795) le *Timoléon* est l'un des vaisseaux les plus engagés et combat pendant six heures ; toutefois Krohm y est encore blessé assez sérieusement ; il est contraint de quitter l'escadre après cette bataille et parvient à regagner Toulon avec son vaisseau mal-en-point. En 1801, il commande l'*Ulysse*, vaisseau acheté à l'Espagne et convoie des troupes à deux reprises jusqu'à Saint-Domingue. Il commande le *Vengeur* (118 canons), l'un des fleurons de la marine française en 1804.

L'EMPIRE

Fin 1805, il commande le *Patriote* (74 canons) dans l'escadre Willaumez initialement envoyée comme diversion vers Sainte-Hélène et les Antilles. Cette opération, comme les autres campagnes de course lancées au même moment (escadres du contre-amiral Leissègues, du capitaine Zacharie Allemand, division du capitaine Lhermitte vise à contraindre la Royal Navy de détacher un certain nombre de bâtiments de la défense de la Manche afin de dégager l'accès du Royaume-Uni pour les troupes massées à Boulogne. Toutefois les retards dans la préparation feront que ces escadres ne partiront qu'après l'abandon du projet d'invasion. L'escadre Willaumez est dispersée par un ouragan dans la zone des Antilles dans la nuit du 18 au 19 août 1806.

Ses bâtiments endommagés et isolés sont aussitôt poursuivis et attaqués par une division britannique : deux vaisseaux et une frégate sont perdus. Le chevalier Krohm réussit à rejoindre la Chesapeake où il parvient à réparer son vaisseau. Toutefois, le *Patriote* demeure bloqué par le blocus britannique des côtes américaines et ne réussit à s'échapper et à rejoindre l'île-d'Aix qu'en décembre 1807, s'emparant toutefois au retour d'un gros navire marchand. Il commande la *Ville de Varsovie* (80 canons) brièvement à Rochefort en 1808 mais doit quitter ses fonctions en raison de ses anciennes blessures dont les conséquences continuent à le handicaper.

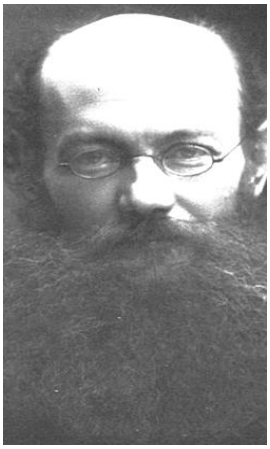
Il est quelques mois plus tard désigné comme membre du conseil de guerre devant juger quatre capitaines de vaisseau à la suite du désastre de l'attaque par des brûlots britanniques de la flotte rassemblée en rade de l'île-d'Aix sous le commandement du vice-amiral Allemand. Le ministre Decrès manipule le conseil en souhaitant que des têtes tombent tout en empêchant que la responsabilité d'Allemand ne soit mise en cause. Le Chevalier Krohm s'oppose d'abord à ce que Laffon, ancien capitaine du vaisseau du *Calcutta*, ne soit condamné et met en cause explicitement la responsabilité d'Allemand. Il manque une voix pour établir une majorité décidant la condamnation à mort de Lafon et le contre-amiral Bedout, président du conseil de guerre, appliquant à la lettre les ordres du ministre, fait pression sur Krohm toute la nuit jusqu'à ce qu'il révise son vote. Lafon sera fusillé le lendemain matin. Krohm adressera dans les jours qui suivent à l'avocat des accusés, Faure, copie de son vote initial et un document affirmant qu'il a été contraint de voter la condamnation à mort contre sa conscience. Decrès ne pardonnera jamais à Krohm sa résistance et ne lui confiera plus aucun commandement ni promotion jusqu'à la fin de l'Empire, y compris pendant les Cent-Jours.

Ce n'est que lors de première Restauration qu'il reçoit de nouveau un commandement, le vaisseau de 110 canons, le *Duc d'Angoulême*. Comme beaucoup de ses pairs, il est mis en retraite en 1816. Sept blessures, pour la plupart assez graves, font de Joseph Krohm le capitaine de vaisseau le plus blessé de sa génération. Krohm ne se pardonnera jamais le rôle qu'on lui a fait jouer lors du conseil de guerre de Rochefort et en gardera une grande amertume.

Le chevalier Krohm était franc-maçon: il apparaît dans la liste des membres de la Loge *l'Union* de Lorient qui comptait de nombreux capitaines de vaisseau et officiers de marine sur ses colonnes.

KROPOTKINE Pierre

Moscou 9 décembre 1842 - Dmitrov, près de Moscou 8 février 1921.



Théoricien anarcho-communiste, géographe et scientifique. Descendant du grand-prince de Kiev Vladimir II Monomaque, donc issu de la haute noblesse moscovite, Pierre Kropotkine entre dans l'armée impériale russe à partir de 1857. Il est alors affecté comme officier de Cosaques en Sibérie. À partir de 1867, il quitte l'armée pour faire des études de mathématiques et de géographie à l'université de Saint-Pétersbourg. Il publie plusieurs travaux sur l'Asie septentrionale et explore la péninsule scandinave. À partir de 1872, il fait partie de la Fédération jurassienne de la Première Internationale. Il repart à Saint-Pétersbourg où il mène une activité de militant clandestin. Il est emprisonné en 1874 et s'évade deux ans plus tard.

Réfugié en Grande-Bretagne, il revient en Suisse, reprend son activité militante et publie plusieurs ouvrages politiques. Il fonde en 1879 le journal *Le Révolté*, dans lequel il écrit : « La révolte permanente par la parole, par l'écrit, par le poignard, le fusil, la dynamite […], tout est bon pour nous qui n'est pas la légalité » (25 décembre 1880).

Il est arrêté en France en 1883 à la suite des grèves des soieries lyonnaises. Il est jugé à Lyon et, après une courte détention dans la ville de son procès, transféré dans la maison centrale de Clairvaux où il reste trois ans, bénéficiant des conditions de détention assouplies appliquées aux prisonniers politiques. Il est amnistié en 1886, grâce à l'intervention de plusieurs personnalités dont celle de Victor Hugo.

De son expérience pénitentiaire, il tire l'ouvrage *Dans les prisons russes et françaises* (1887), dans lequel il décrit le système de travail, profitant à des entrepreneurs privés, mis en place dans les prisons françaises. La fréquence de la récidive lui paraît être inscrite dans le principe même de la prison, notamment parce qu'elle « tue en l'homme toutes les qualités qui le rendent mieux appropriés à la vie en société ». Il conclut « qu'on ne peut pas améliorer une prison. Sauf quelques petites améliorations sans importance, il n'y a absolument rien à faire qu'à la démolir »1. Il change par ailleurs d'avis concernant l'usage de la violence, peu de temps avant qu'une partie du mouvement anarchiste s'engage dans la propagande par le fait, en écrivant, toujours dans *Le Révolté*, qu'« Un édifice basé sur des siècles d´histoire ne se détruit pas avec quelques kilos d´explosifs. »

Il s'installe ensuite en Angleterre et publie différents ouvrages de géographie et de politique. Son ouvrage *L'Entraide, un facteur d'évolution* en fait un scientifique internationalement respecté. Il collabore notamment à la *Géographie Universelle* d'Élisée Reclus ainsi qu'à la *Chambers Encyclopædia* et à l'*Encyclopædia Britannica*. En 1916, la signature du « manifeste des 16 » lui vaut de la part de ses anciens amis le petit nom d'« anarchiste de gouvernement ». Il retourne en Russie en 1917 et refuse un poste de ministre, proposé par Aleksandr Kerenski. Il prend une attitude critique vis-à-vis du pouvoir bolchévique notamment sur la personnalité de Lénine et des méthodes autoritaires de la nouvelle URSS. En 1919, l'insurrection anarchiste menée par Nestor Makhno à travers l'Ukraine revendiquera l'application effective des principes exposés dans *l'Entraide*, lorsque paysans libérés et ouvriers émancipés organiseront un système de troc massif entre les productions manufacturières & industrielles et celles agricoles.

Pensée politique

Jusqu'alors, parmi les bases idéologiques de l'anarchisme, fondée par Fourier, Proudhon, Guillaume, Bakounine, etc., l'on trouvait :

- la collectivisation des moyens de production, gérés par des sociétés ouvrières,
- un salaire en fonction du travail réalisé par chacun,
- la disparition de l'État et du gouvernement.

Le thème central des nombreux travaux de Kropotkine est l'abolition de toute forme de gouvernement en faveur d'une société qui puisse être exclusivement régie par les principes d'entraide et de coopération, sans avoir recours à des institutions étatiques. Contrairement à l'individualisme anarchiste, Kropotkine place la création de petites communes autosuffisantes au centre de sa pensée politique. Si sa pensée de la coopération sociale est fondée sur une interprétation naturaliste, symétrique inversé du darwinisme social (*L'Entraide, un facteur de l'évolution*, 1902), sa confiance envers la création de petites communes va de pair avec un espoir fondé sur le progrès technique, et en particulier l'arrivée de l'électricité (*Champs, usines et ateliers*, 1910). Ces thèses seront reprises dans les années 1970 par Murray Bookchin.

Cette société idéale (cf. communisme anarchiste ou anarcho-communisme) serait alors le dernier pas d'un processus révolutionnaire qui passerait avant par une phase de collectivisme (le collectivisme libertaire)[réf. nécessaire]. Son idéologie se fonde aussi sur des principes tels que : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », contrairement à ce que pensait Bakounine. *La Conquête du Pain (1888)* est sans doute le livre de Kropotkine qui aura le plus influencé la pensée anarchiste quant à sa mise en pratique.

La pensée de Kropotkine se fonde principalement autour de trois axes :

- comment organiser la production et la consommation dans une société libre ? À travers la collectivisation des moyens de production et des biens obtenus, ainsi qu'une rationalisation de l'économie et la création de communes autosuffisantes (la commune supprime les différences entre les villes et la campagne, crée une décentralisation industrielle et supprime aussi la division du travail). De plus, et contrairement au capitalisme, il écarte le principe de bénéfice individuel maximum, au détriment d'un autre plus juste et plus égalitaire : « chacun selon ses besoins », et qui repose sur l'entraide (le second axe) ;

l'entraide : il s'agit d'une interprétation plus large de l'évolutionnisme darwinien : Kropotkine affirme que la coopération et l'aide réciproque sont des pratiques communes et essentielles dans la « nature humaine ». Si l'on renonce à la solidarité par cupidité, alors on tombe dans la hiérarchisation sociale et le despotisme ;

conception morale et éthique : seule une morale basée sur la liberté, la solidarité et la justice est à même de dépasser les instincts destructeurs qui eux aussi font partie de la nature humaine. Dans ce but, la science se doit de suivre des fondements éthiques, et non pas des principes surnaturels. La recherche des structures sociales est la clé de la connaissance des besoins humains, base du développement de la société libre.

On a parfois opposé le communisme libertaire de Kropotkine aux thèses de Proudhon et de Bakounine.
Dans l'*Esprit de Révolte*, Kropotkine s'interroge sur le moyen de faire passer un peuple d'une situation d'indignation générale à celle d'une insurrection. En effet, même si le recul historique donne le sentiment d'un soulèvement déterminé à partir de causes évidentes (pauvreté, rejet du système politique en place...), l'élan général est déclenché par un acte solitaire et incertain. Il nomme leurs auteurs les *Sentinelles perdues* :
« Au milieu des plaintes, des causeries, des discussions théoriques, un acte de révolte, individuel ou collectif, se produit, résumant les aspirations dominantes. »

LABRIOLA **Arturo**

Naples 23 janvier 1873 – 23 juin 1959.



Jeune homme aux idées socialistes révolutionnaires, Arturo Labriola prend part aux agitations politiques de 1898 et est obligé de s'exiler à Paris. C'est là qu'il prend connaissance des théories de Sorel. Lorsqu'il revient en Italie, il fait connaître la vocation révolutionnaire du syndicat ouvrier. Après le réveil des forces conservatrices italiennes en 1904, Labriola devient plus modéré. Il écrit l'*Histoire des dix années* : 1899-1909, publiée en 1910. Il se montre favorable à l'entreprise libyenne, puis il devient député en 1913 en tant que socialiste indépendant. Intervenant en 1915, il combat comme officier d'infanterie. Il est le premier titulaire du ministère du Travail et de l'Assurance sociale dans le gouvernement Giolitti (1920-1921). Il présente le projet de loi sur le contrôle syndical des entreprises. En 1926, il devient professeur d'économie politique à l'université de Messine, mais il est démis de ses fonctions et obligé de s'exiler en France et en Belgique à cause de son opposition au fascisme. Pendant neuf ans, il enseigne à l'Institut des Hautes Etudes à Bruxelles.

L'appartenance maçonnique de Labriola date de 1914. En janvier de cette année-là, il avait fait demande pour entrer dans la loge « *Propaganda Massonica* ». La date est particulièrement significative, car c'est exactement à cette époque que les socialistes se préparaient à exclure les maçons du Parti. Initié le 5 février, Labriola déclare qu'il est entré dans l'Ordre pour libérer l'Etat italien de toutes les influences confessionnelles. Après l'installation du régime fasciste et le vote de la loi qui interdit aux fonctionnaires de s'inscrire dans des sociétés secrètes, le Grand Maître Torrigiani décrète la suspension des travaux de toutes les loges du royaume et des colonies. En 1927, il est arrêté

et déporté dans l'île Lipari. Parti en exil, Labriola entre dans la loge « *Italie* » de Paris avec de nombreux autres exilés italiens. Le 12 janvier 1930, le Grand Orient d'Italie, installé à Paris, est reconstitué à l'orient de Londres. Considérant que le Grand Maître Torrigiani et le Premier Grand Maître Adjoint Meoni étaient encore en fonction, Eugenio Chiesa assume la charge de Second Grand Maître Assesseur. A la mort de Chiesa, Labriola est élu à son poste. L'Obédience peut compter sur les ateliers italiens à l'étranger, sur une loge active à Milan et sur l'aide des frères américains. Les maçons déploient alors toutes leurs forces pour redonner une unité au front démocratique antifasciste. Ils mettent au service de la lutte antifasciste leur tradition et leur expérience politique, mais ils n'en tirent aucune reconnaissance particulière. Le Grand Orient d'Italie reconstitué à Londres ne réussit même pas à se faire reconnaître par les puissances maçonniques malgré les tentatives réitérées de faire reconnaître cette souveraineté extra territoriale.

Le 29 novembre 1931, Labriola quitte sa charge, mais reste actif. En 1934, il propose de transformer le Grand Orient en un comité maçonnique. Sa proposition est rejetée et il se rapproche peu après du régime.

Ayant obtenu de Mussolini la possibilité de rentrer en Italie après la crise éthiopienne, il vit isolé jusqu'à la fin du fascisme. Une fois la démocratie revenue en Italie, il entre à l'Assemblée nationale et à l'Assemblée constituante. En 1948, il est nommé sénateur à vie. Il est également directeur du quotidien Roma à Naples. A.M.I

LACEPÈDE, Bernard **Germain** Étienne de Laville, comte de

Agen 26 sept. 1756 - Epinay-sur Seine 6 oct. 1825.



Zoologiste et un homme politique français, surtout connu pour ses oeuvres de naturaliste et quelques ouvrages de musique.
Franc-Maçon de la Loge "*Les Neuf Soeurs*". En 1815, il se joignit à la minorité attachée à l'indépendance du Rite Écossais et Accepté, mais en 1821, il accepta d'être membre du Suprême Conseil de France Unifié.

Sa famille est d'une vieille noblesse d'Agen. Orphelin de mère très tôt, c'est son père, Jean-Joseph Médard, comte de La Ville, qui se charge de son éducation. Il hérite du nom de Lacépède d'un oncle qui lui lègue sa fortune à condition de conserver son patronyme.

D'une nature peu sociable, il se consacre tout d'abord à l'étude de la philosophie et de la musique. Joueur de violoncelle, il entretient d'ailleurs une correspondance avec Gluck (1714-1787) et lui soumet un opéra, *Omphale* ; Gluck lui en fera compliment. Il se rend à Paris, à dix-neuf ans, en 1777 et fait paraître en 1785 une *Poétique de la Musique*.

Il se lie d'amitié avec Buffon (1707-1788) qui l'encourage à étudier l'histoire naturelle. Ambiteux, voulant se faire connaître soit par la musique, soit par la science, il fait paraître en 1781 un *Essai sur l'électricité naturelle et artificielle* et en 1784 une *Physique générale et particulière*. Il collabore alors à l'*Histoire Naturelle* de Buffon et publie de nombreux ouvrages dans ce domaine, notamment sur la faune marine. Il fait paraître, en 1788-1789, son *Histoire naturelle des quadrupèdes ovipares et des serpens*. Il s'agit du premier ouvrage d'envergure sur les amphibiens et les reptiles destiné à un large public. Mais ses illustrations sont médiocres et son livre n'améliore pas la taxinomie de ces animaux. Le travail de Josephus Nicolaus Laurenti (1735-1805), pourtant plus ancien (1768), est bien supérieur. Malgré ces défauts, l'œuvre de Lacépède contribue à favoriser l'étude de ces animaux.

Il fuit Paris en proie aux excès de la Terreur et il est alors remplacé au Jardin du roi devenu le Muséum national d'histoire naturelle par Étienne Geoffroy Saint-Hilaire (1772-1844). Il se réfugie dans le village de Leuville sur Orge. En 1795, il devient Secrétaire Perpétuel de l'Académie des sciences. Il est reçu à l'Académie de Rouen le 3 août 1803. Entre 1798 et 1803 il fait paraître un important ouvrage sur les poissons intitulé *Histoire naturelle des poissons*. Lacépède s'inspire largement des notes et des collections laissées par Philibert Commerson (1727-1773). Il écrit *Histoire des cétacés* en 1804. Son impact sur l'ichtyologie est immense. Ainsi, Constantine Samuel Rafinesque (1783-1840) s'appuie sur ses clés analytiques lorsqu'il décrit de nouveaux genres. Il devient conservateur du Cabinet de curiosités du Jardin du Roi. Lors de la transformation du Jardin en Muséum National d'Histoire Naturelle, Lacépède est absent de Paris car il craint pour sa vie du fait d'être noble et d'avoir exercé des activités politiques. Il n'est donc pas intégré au Muséum. Ce n'est que lorsque la chaire des vertébrés est scindée en deux, qu'il reçoit la nouvelle chaire d'ichtyologie et d'herpétologie. Mais il abandonne peu à peu l'histoire naturelle, ses activités politiques l'occupant de plus en plus. Officieusement, il abandonne tout enseignement au Muséum dès 1803 et est remplacé par André Marie Constant Duméril (1774-1860).

Homme politique
Lacépède commence sa carrière d'homme politique en étant député de Paris à l'Assemblée législative (1791-1792). Il en sera Vice-présidentle 17 novembre 1791, puis Président du 28 novembre au 9 décembre 1791. Ayant fui les excès de la Terreur, il revient à Paris après la Chute de Robespierre le 9 thermidor an II. Après le 18 brumaire, il est désigné pour faire partie du Sénat conservateur dès sa création le 24 décembre 1799, et sera nommé Secrétaire de cette assemblée lors de la première session le lendemain. Il devient le 14 août 1803 le premier grand chancelier de la Légion d'honneur, poste qu'il perdra le 6 avril 1814 après la Restauration Il sera désigné par la suite Président du Sénat conservateur à deux reprises (du 1er juillet 1807 au 1er juillet 1808 puis du 1er juillet 1811 au 1er juillet 1813). Il est titulaire de la Sénatorerie de Paris, est fait pair de France une première fois en 1814, une seconde fois lors des Cent-Jours, une troisième fois en 1819.

LA CHAPELLE Vincent 1690 ou 1703 – 1745.

Vincent La Chapelle est un cuisinier français employé par l'ambassadeur britannique à La Haye, Philip Stanhope, 4e comte de Chesterfield, entre 1728 et 1731. En mars 1734, Vincent La Chapelle suit le prince d'Orange lorsque celui-ci retourne aux Pays-Bas après avoir épousé Anne de Hanovre à Londres. Il est très possible qu'ils se connaissent depuis plusieurs années, puisque Vincent a été le cuisinier de l'ambassadeur anglais. La Chapelle a aussi travaillé chez Jean V de Portugal puis chez Madame de Pompadour, maîtresse de Louis XV de France.

En 1731 il fréquente la loge maçonnique *Grand Lodge of the Freemasons of England de Londres*. Vincent La Chapelle fonde une loge maçonnique le 8 novembre 1734, probablement à La Haye ou à Leeuwarden. Une loge des Pays-Bas porte encore son nom.

Écrivain culinaire

En 1733, alors qu'il est employé chez le comte de Chesterfield, Vincent La Chapelle publie, en anglais, le *Modern cook* en trois volumes. Une édition française en quatre volumes, le *Cuisinier moderne*, parait en 1735 à Amsterdam. C'est l'un des grands classiques du XVIIIe siècle qui a eu une forte influence sur la cuisine de l'aristocratie en Angleterre. Dans une certaine mesure, La Chapelle a adapté certaines des recettes de son prédécesseur François Massialot, qui a composé *Le Cuisinier royal et bourgeois*, livre portant sur la cuisine et la confiserie, en 1691. Les deux auteurs se sont d'ailleurs livrés à une querelle sur la propriété des recettes. La Chapelle est le premier écrivain à insister sur une véritable rupture avec le passé et à caractériser sa cuisine de moderne. Son ouvrage est le précurseur d'une série de réceptaires abondamment illustrés qui pourraient tout aussi bien être considérés comme des livres d'art. En 1742, il publie, en cinq volumes, *Le cuisinier moderne, qui apprend à donner toutes sortes de repas, en Gras & en Maigre, d'une manière plus délicate que ce qui en a été écrit jusqu'à présent : divisé en cinq volumes, avec de nouveaux modèles de Vaisselle, & des Desseins de Table dans le grand goût d'aujourd'hui, gravez en Taille-douce ... / par le sieur Vincent La Chapelle* à La Haye. Facile à lire, le livre de cuisine comporte des gravures de parures de table.

De nombreuses recettes sont basées sur des plats traditionnels néerlandais ou anglais, comme les tourtes et le steak. Il utilise beaucoup d'herbes ou des huîtres chères. Certaines recettes sont faibles en matières grasses, d'autres, qu'il appelle « indiennes », sont accompagnées de riz. Les bouillons médicinaux issus des pratiques culinaires des siècles précédents sont présentés comme des recettes de mets particulièrement utiles à la marine et d'autres destinés à une « soupe populaire » avant la lettre. L'ouvrage traduit l'expérience d'un chef, d'un intendant et d'un maitre de cérémonie.

Autres publications

- *Chansons de la Très-Vénérable Confrairie des maçons libres*
- *Chansons Originaires des Francs-Maçons suivie de la Muse Maçonne ou Recueil de nouvelles Chansons sur la Maçonnerie*

LACHENAL Adrien Genève 19 mars 1849 - Versoix GE 29 juin 1918.

Avocat, député, Conseiller National. Président de la confédération suisse en 1896.

Adrien-Louis Lachenal, avocat, député au Grand Conseil de 1880 à 1891. Il présida ce corps à plusieurs reprises ; il fut élu au Conseil des États en 1881 et au Conseil national dès 1884. Il présida cette assemblée en 1891. Il devint conseiller fédéral en 1893 et dirigea le département politique, puis celui de l'Intérieur. Il fut nommé Président de la Confédération en 1896. Il quitta le Conseil fédéral en 1900 pour reprendre un siège au Conseil des États, qu'il présida jusqu'en 1904 et ne quitta qu'à sa mort.



A son retour de Berne Adrien pris le maillet de Vénérable de la Loge "Fidélité et Prudence" jusqu'en 1903. Il fut à nouveau vénérable de 1909 à 1912. C'est le seul Frère de la Loge à avoir occupé cette fonction à deux reprises.

Adrien Lachenal, devenu un des principaux leaders du parti radical, s'occupa de tous les grands projets de lois : modification du droit civil et du droit pénal, assurances ouvrières, lois sur les fabriques, rachat des chemins de fer , etc. Colonel à l'état major judiciaire , il fut membre du tribunal militaire de cassation en 1906 qu'il présida de 1912 à sa mort. Il fut aussi un membre éminent pendant vingt ans du conseil d'administration des CFF et de la commission du musée national suisse.

Son attachement à la Franc-Maçonnerie était fort et il n'hésita pas lors d'un débat vif qui eu lieu à Fidélité et Prudence le 2 décembre 1909 à défendre les catholiques et le conseiller d'Etat William Rosier, membre de la Loge "Union des Coeurs", qui était violemment attaqué par William Vogt ainsi que par une fraction des catholiques hostiles à la Franc-maçonnerie. www.**fideliteprudence.ch/lachenal**.htm

LA DIXMERIE de Nicolas Bricaire Lamothe, (Haute-Marne) vers 1731 - ? 1791.

Nicolas Bricaire de La Dixmerie est un homme de lettres français, membre de l'Académie d'Arras. Assez rapidement la Dixmerie vient s'installer à Paris.

À la fin des années 1770, il apparaît comme membre de la loge maçonnique des « Neuf Sœurs » où il est très actif. Admirateur de Voltaire, il en parraine l'initiation dans la loge.

Œuvres

La Dixmerie est un auteur prolifique. On peut citer ses *Contes philosophiques et moraux* (1765), *les Deux Ages du goût et du génie sous Louis XIV et sous Louis XV* (1769), qui tranche en faveur de l'époque de Louis XV ; *l'Espagne littéraire* (1774) ; '*La Sibyle Gauloise ou la France telle qu'elle fut, telle qu'elle est et telle à peu-près qu'elle pourra être. Ouvrage traduit du Celte et suivi d'un Commentaire*, Londres (1775), *Éloge de Voltaire* (1779), *Éloge de Montaigne* (1781).

Il est en outre l'auteur d'un « Discours sur l'origine, les progrès & le genre des Romans » (dans : Toni et Clairette, vol. 1, Paris : Didot l'aîné, 1773, p. v-lxxvi). Ce discours est analysé dans l'article Réflexions sur le roman au XVIIIe siècle.

Il est également connu pour ses œuvres satiriques, qui s'inspirent à la fois des récits utopiques et des récits de voyages,

- *Le Sauvage de Taïti aux Français, avec un envoi au philosophe ami des Sauvages*, Londres, Paris : Lejay, 1770. L'auteur s'appuie sur le rapport de Philibert Commerson sur son voyage avec Bougainville pour décrire Tahiti.
- *L'île taciturne et L'île enjouée, ou Voyage du génie Alaciel dans ces deux îles*, *Voyages imaginaires* volume 27 sur 39 volumes parus entre 1787 et 1789 à Amsterdam et à Paris, Charles-Georges-Thomas Garnier et Jean-Louis Deperthes éd. (La Rochelle : La Rumeur des âges, 1995), œuvre satirique qui reprend un thème populaire, l'opposition entre ceux qui préfèrent rire de tout comme Démocrite et ceux qui s'affligent de tout comme Héraclite, ou *Jean qui pleure et Jean qui rit*.

Citations

Dans ce récit de voyage imaginaire, un voyageur s'aventure vers des îles lointaines.

Il descendit d'abord dans l'île Taciturne, climat où tout le monde croit être sage, ose le dire, et est cru sur parole.

Puis aborde dans l'île de la Gaieté où :

La nation qui l'habite ne s'attriste communément de rien, chante du même ton ses avantages et ses pertes, affiche la frivolité, s'occupe des petites choses, s'amuse des grandes, et ne redoute pas moins l'extérieur de la sagesse que ses voisins n'en ambitionnent la réalité.

LA FAYETTE



Gilbert du Motier de Château de Chavaniac 6 septembre 1757 - Paris 20 mai 1834.

Né d'une famille de vieille noblesse, admis aux *Mousquetaires noirs* en 1771, La Fayette hérite de l'immense fortune du cote de La Rivière avant d'épouser Adrienne de Noailles en 1774.

C'est à ce moment, au contact de l'abbé Raynal et de sa famille qu'il s'adonne à des activités maçonniques. Son oncle, le comte de Ségur, est vénérable de *« La Candeur »* où il apparaît, même s'il fut peut-être initié antérieurement, selon Pierre Chevalier, dans une loge militaire messine. Sa présence comme visiteur est attestée lors de l'allumage des feux de cette loge le 25 décembre 1775.

Très lié à Franklin, il arme à ses frais la frégate *La Victoire*. Hostile à ses idées, son beau-père tente de le faire embastiller. Mais il s'enfuit à Philadelphie afin de convaincre les Américains de l'accepter à leurs côtés et fréquente un atelier de cette ville où passa également Miranda. En 1777, le Congrès américain le nomme major-général … sans solde ni commandement. Il participe aux combats et, à son retour en France, il est reçu comme le « héros des deux mondes ». Il est promu maréchal de France.

Resté en relation avec les milieux maçonniques en Amérique, il s'affilie encore, le 24 juin 1782, à la loge « *Saint-Jean d'Ecosse du Contrat Social* » à l'initiative de Jean-Charles Adolphe Grant, baron de Blairfindy. Cependant, il ne s'acquitte pas de ses devoirs et « disparaît » des registres en 1784 quand la mort emporte Grant.

Cette année-là, il reçoit la citoyenneté américaine. Après un troisième voyage triomphal en Amérique, de retour en France, il se déclare un adversaire de l'esclavage des Noirs. Il est appelé à l'Assemblée des notables en 1787 pour discuter des réformes où il défend surtout les intérêts protestants, dénonce les pratiques des fermiers généraux et réclame la convocation d'une assemblée nationale. Détesté par Marie-Antoinette, il est destitué de son grade de major-général. Député « libéral » de la noblesse, il propose le 11 juillet une Déclaration européenne des droits de l'homme et du citoyen. Vice-président de la Constituante, il conduit à Paris une délégation afin de féliciter la Ville pour la prise de la Bastille. Il en ordonne la démolition et envoie les clés à Washington. Placé à la tête de ce qui ne tarde guère à devenir la Garde nationale, il se pose un homme de la réconciliation entre le roi et la Nation. Le 14 juillet 1890, la fête de la Fédération est son « triomphe français ». Il prononce au nom des 250 000 fédérés le serment de fidélité à la Nation, au roi et à la loi. Mirabeau lui propose une alliance qu'il refuse alors que Talleyrand, qui le « sonde », le trouve « vide d'esprit et de décision ». La fusillade du Champs-de-Mars (17 juillet 1791) lui fait perdre définitivement une popularité déjà entamée par la nouvelle des châtiments ordonnés contre la garnison de Nancy. Quittant les Jacobins pour aller fonder à Barnave le *Club des Feuillants*, il pousse l'armée du Nord qu'il commande pour se présenter à la barre de l'Assemblée afin de condamner la journée du 20 juin 1792. Après le 10 août, il proteste contre la déchéance du roi et est décrété d'arrestation ; il passe dans le camp des Autrichiens qui le retiennent prisonnier jusqu'en 1797. Radié de la liste des émigrés en 1800, il refuse toute fonction officielle sous l'Empire et vit dans son château de la Grange-Bléneau-en-Brie.

C'est là qu'il retrouve ses activités franc-maçonnes. En effet, en 1806, il est élu vénérable des « *Amis de l'Humanité* » de Rozoy-en-Brie. Alors propriétaire, il transmet le flambeau à son fils George-Washington qui sera honoré avec son père lorsque, la Restauration venue, « le marquis » deviendra la figure de proue d'une maçonnerie convertie au libéralisme politique.

Député des Cent-Jours ayant réclamé l'abdication de Napoléon après Waterloo, le retour des Bourbons en fait l'héritier et le symbole des idées de la Révolution française. Il s'implique rapidement dans la nébuleuse de sociétés politiques contestant le régime en place dans laquelle s'insèrent les loges. Député de la Sarthe en 1818, ses voyages en province sont le prétexte fréquent pour que les libéraux organisent des banquets.

Le 17 août 1820, on le voit ainsi recevoir Carriol et Joubert, les meneurs mandatés par les groupuscules opposants et les loges « *Les Amis de l'Armorique* » et « *Les Amis de la Vérité* ». Il fréquente les tenues de cette dernière et s'engage dans la charbonnerie qu'il soutient et finance. Battu en 1824, il profite de la défaite électorale pour effectuer un dernier voyage triomphal en Amérique. A son retour, il est reçu triomphalement par la loge « *Le Parfait Silence* » à Lyon, le 5 septembre 1829. « *Les Trinosophes* » le reçoit également à la fête de l'Ordre le 15 janvier 1830 avec son fils.

« *Les Trois Glorieuses* » entrainent un véritable ralliement de la maçonnerie autour de sa figure : « *Les Trois Jours* », éphémère loge du Suprême Conseil constituée dès 1830, l'agrège opportunément. Il en devient vénérable d'honneur alors que le maillet est tenu par Laffitte. En avril 1830, il accepte le titre de Grand Maître d'honneur du Conseil des Grands Chevaliers Elus Chevaliers Kadosh. Présent lors de la fête du 10 octobre 1830 organisée à l'Hôtel de Ville, il est fêté le 16 de ce mois devant 500 maçons, puis entre au Suprême Conseil le 21 novembre. De retour au Parlement en 1830, il est la figure de proue du parti du Mouvement, fortement maçonnisé. Il reprend ses combats pour la liberté et continue de réclamer l'émancipation des Noirs et l'abolition de la peine de mort. A 76 ans, en 1833, il était encore maçon et même vénérable de sa loge de Rozoy. Fidèle à son idéal de maçon jusqu'au bout, il meurt à Paris. En mai 1834, lors de ses obsèques, la loge « *La Rose du Parfait Silence* » déploie sa bannière.

La longue carrière du marquis, assez peu consistante à la fin de l'Ancien Régime, prit donc une réelle dimension idéologique durant les années noires de la Restauration. C.L.B. et E.S.

LAFONTAINE **Henri** Bruxelles 22 avril 1854 - 14 mai 1943.



Homme politique belge, socialiste, professeur à l'université nouvelle de Bruxelles de 1894 à 1819. Prix Nobel de la paix en 1913.
Initié Franc-Maçon au sein de la loge " Les Amis Philanthropes (n° 1) Bruxelles" du Grand Orient de Belgique, il fut l'un des fondateurs de la première loge mixte du Droit Humain en Belgique.

Inscrit à l'Université libre de Bruxelles en Droit, il réalise un stage chez Edmond Picard (1836-1924). En 1883, il est poussé par Hodgson Pratt à fonder une société pacifiste belge, la Société belge de l'arbitrage et de la paix. Passionné par l'alpinisme, la littérature et la politique, il écrit plusieurs ouvrages sur ces sujets. Sa rencontre avec Paul Otlet (1868-1944) le conduit à participer à la publication en 1890 d'un *Essai de bibliographie de la Paix* et à soutenir le projet du Mundaneum.

Il s'investit également à la publication de la Classification décimale universelle (CDU). Il participe très tôt à la vie politique de la Belgique en étant sénateur de plusieurs province, et défend fermement ses opinions sur l'éducation, le droit des femmes, etc. Il contribue à la création du Bureau international permanent de la paix (BIPP) et le préside dès 1907. Henri La Fontaine reçoit le Prix Nobel de la paix en 1913 et publie en 1916 *The great solution : magnisissima charta*. Dans cet ouvrage, il défend l'idée d'une organisation internationale du travail intellectuel.

LAFFORGUE **René-Louis** San Sebatien 13 mars 1928 – Albi 3 juin 1967.



Poète et chanteur, RENE-LOUIS LAFFORGUE est surtout connu comme l'auteur-compositeur-interprète de l'inoubliable chanson "Julie la Rousse" (1957). Né en à San Sebastian (Espagne), il quitta son pays natal au moment de la guerre civile pour se réfugier en France.

René-Louis LAFFORGUE qui, selon les souvenirs de témoins oculaires, chantait "Le Grand Manitou" en se tenant ostensiblement à l'*ordre d'Apprenti*, était membre de la Loge parisienne *L'Etoile Polaire*.

Il fut également acteur au cinéma, au théâtre et à la télévision.

LAGUARDIA **Fiorello H.** New York 11 décembre 1882 - 20 septembre 1947.

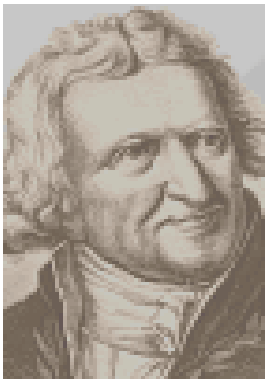


Initié Franc-Maçon, en 1913, à la Loge "*Garibaldi Lodge*", New York City.

Homme politique américain qui fut notamment maire de New York à trois reprises de 1934 à 1945. Surnommé *the Little Flower* (« la petite fleur ») du fait de sa petite taille et de la traduction de son prénom italien (*Fiorello*), il reste dans l'histoire comme un maire important du fait de sa gestion de la ville au lendemain de la Grande dépression des années 1930. LaGuardia était ainsi un fervent supporter de la politique de New Deal de Franklin D. Roosevelt. Il naquit dans Greenwich Village à Manhattan, d'un père, Achille Luigi LaGuardia, immigrant italien et d'une mère, Irene Cohen, juive originaire d'Autriche-Hongrie. Il passa néanmoins son enfance dans l'Arizona avec sa mère, et fut très tôt attiré par l'étranger.

Il réalisa des missions dans les ambassades américaines à Budapest ; Trieste et Rijeka entre 1901 et 1906, avant de reprendre des études à l'université de New York. Durant cette même période, il travailla en tant qu'interprète à Ellis Island. Il a donné son nom à l'un des aéroports internationaux de New York, ainsi qu'à une école : la *Fiorello H. LaGuardia High School of Music & Art and Performing Arts*, créée par lui en 1936 et popularisée par le film *Fame*.

LAKANAL **Joseph** Serres-sur-Arget 14 juillet 1762 - Paris 14 février 1845.



Scientifique, homme politique français, il fit adopter par la Convention les décrets établissant les trois degré d'instruction et la loi sur l'enseignement 1794.

Franc-Maçon, on ignore la date de son initiation, mais sous l'Empire il était membre des Loges "*Le Point Parfait*" et "*La Triple Harmonie*" à Paris.

Biographie

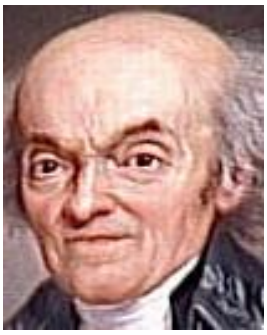
Il fut professeur de rhétorique puis de philosophie chez les Pères de la Doctrine Chrétienne dans diverses villes de France avant de se rallier à la Révolution. Il fut député de l'Ariège à la Convention, où il siégea parmi les Montagnards, et vota la mort de Louis XVI. Membre du Comité de l'Instruction publique de la Convention, Lakanal remit un rapport sur les Écoles militaires, signalant celle de Paris comme « un des monuments les plus odieux élevés par le despotisme à l'orgueil et à la vanité ».

C'est également sur son rapport que, le 19 juillet, la Convention rendit le décret relatif à la propriété des auteurs d'écrits en tous genres, des compositeurs de musique, des peintres et dessinateurs ; c'est lui qui fit accorder à Claude Chappe, l'inventeur du télégraphe, le titre d'ingénieur appointé comme lieutenant du Génie et qui fit construire la première ligne télégraphique. Sur sa proposition, le 18 novembre 1794, la Convention décide la fondation de 24 000 écoles primaires. En 1795, il fit voter l'organisation des écoles normales et d'un projet d'instruction publique. Il y développe les idées chères aux idéologues sur l'enseignement : « L'analyse seule est capable de recréer l'entendement, et la diffusion de sa méthode détruira l'inégalité des lumières. » Nommé député à deux reprises par le département de Seine-et-Oise en 1798, il refusa cet honneur. L'année suivante il fut envoyé à Mayence en qualité de commissaire pour organiser les nouveaux départements réunis à la France. Il fit à la Convention un rapport sur l'établissement d'une École publique des langues orientales vivantes. On lui doit aussi la conservation du Jardin des Plantes, qu'il fit réorganiser sous le nom de Muséum national d'histoire naturelle. Réélu au Conseil des Cinq-Cents, Lakanal présenta le règlement de fondation d'un Institut national, qui deviendra bientôt l'Institut de France, et proposa la liste des membres qui devaient en former le noyau complété par des élections. Ce corps savant contenait trois classes : la première s'occupait des sciences physiques et mathématiques, la seconde des sciences morales et politiques, la troisième de la littérature et des beaux-arts.

Lakanal fut élu membre de la deuxième classe dont il devint secrétaire. Sous l'Empire, il accepta la chaire de langues anciennes à l'École centrale de la rue Saint-Antoine, et fut plus tard attaché au lycée Bonaparte comme économiste. En 1809, il devint inspecteur des Poids et Mesures. Il prépara une édition des œuvres de Rousseau et rédigea un traité d'économie politique. À la Restauration, il partit pour les États-Unis et finit après quelques pérégrinations par devenir président de l'université de Louisiane à la Nouvelle-Orléans, puis planteur en Alabama, où en 1817, plusieurs centaines de réfugiés de Saint-Domingue, menés par deux ex-généraux de Napoléon Bonaparte, fondent la Vine and Olive Colony, et obtiennent 370 kilomètres carrés du gouvernement américain.

Très vite, ces colons, dont fait partie aussi l'éditeur de presse Jean-Simon Chaudron, abandonnent le vin et les olives pour devenir des pionniers de l'histoire de la culture du coton. Après la Révolution de Juillet, il attendit trois ans pour regagner Paris et siéger de nouveau à l'Académie des sciences morales et politiques. Il mourut le 17 février 1845, laissant sa jeune épouse et leur enfant démunis malgré sa longue carrière et fut enterré au cimetière du Père-Lachaise. Sa tombe située dans la 11e division, est une concession gratuite par arrêté préfectoral en date du 16 février 1847.

LALANDE **Jérôme Le Français de** Bourg-en-Bresse 11 juillet 1732 – Paris 4 avril 1807.



Ses parents l'envoient à Paris pour y étudier le droit. Il loge dans la capitale à l'Hôtel Cluny, où Joseph-Nicolas Delisle (1688-1768) a installé un observatoire. Lalande découvre alors l'astronomie et devient un élève zélé et favori de Delisle ainsi que de Pierre Charles Le Monnier (1715-1799).

Après la fin de ses études, il retourne à Bourg-en-Bresse pour exercer le métier d'avocat. Le Monnier obtient la permission pour envoyer Lalande à Berlin pour y observer la parallaxe lunaire, simultanément, l'abbé Nicolas-Louis de Lacaille (1713-1762) fait de même au Cap (ce qui permet de déterminer la distance Terre-lune). Le succès de sa mission le fait entrer à l'Académie des sciences de Berlin à 21 ans.

Il obtient un poste d'assistant à Paris et il est élu membre de l'Académie des sciences en 1753. Il fonde la Société d'émulation de l'Ain en 1755 et il est élu membre de l'Académie de Rouen le 4 mars 1761.

S'étant consacré à l'étude des planètes du système solaire, il publie en 1759 une édition corrigée des tables d'Edmond Halley (1656-1742), à laquelle il ajoute une histoire de la comète de Halley qui est observable cette année-là. Avec l'aide d'Alexis Clairaut et de Nicole-Reine Lepaute, il en calcule la date de retour et les éléments orbitaux. En 1762, Delisle démissionne de sa chaire d'astronomie au Collège de France en faveur de Lalande qui occupe cette fonction 46 ans. Sa maison devient une école d'astronomie, ses élèves comptent Jean-Baptiste Joseph Delambre (1749-1822), Giuseppe Piazzi (1746-1826), Pierre Méchain (1744-1804) ainsi que son propre neveu Michel Lefrançois de Lalande (1766-1839). Il utilise nombre d'amateurs pour calculer ses éphémérides plus rapidement. Sa renommée vient de son travail sur l'orbite de Vénus en 1769, mais son caractère difficile lui vaut de nombreuses inimitiés. En 1768, il entre à la loge maçonnique du Grand Orient de France.

En 1778, délaissant momentanément les étoiles pour l'hydrologie, il rédige *Des Canaux de Navigation, et spécialement du Canal de Languedoc*, une somme sur la navigation intérieure en tous temps et sur tous les continents qui fait encore autorité, consacrant un tiers de l'ouvrage au canal du Midi, déjà présenté comme une réalisation exemplaire. En 1795, il participe à la création du Bureau des longitudes avec l'abbé Grégoire. Lalande a participé à la création du Calendrier républicain, et contribue grandement à populariser l'astronomie. Il fait paraître de 1789 à 1798 son *Histoire céleste française* où il décrit 50 000 étoiles. Il est également l'auteur d'une chronique des sciences de son époque (deux volumes, *Bibliographie astronomique*, 1804). Il fonde, en 1802, un prix destiné à récompenser l'œuvre d'astronomes, le prix Lalande.

Bien qu'il fut astronome, professeur au Collège de France et membre de l'Académie des Sciences, Lalande reste surtout connu des historiens de l'astronomie ; pourtant, en plus de nombreux mémoires scientifiques, on lui doit un intéressant *Voyage d'un Français en Italie* en huit volumes (1769), et un *Mémoire sur l'intérieur de l'Afrique* (1795) où il attire l'attention de ses contemporains sur la richesse de ce continent inconnu. Il fut aussi l'instigateur du Dictionnaire des athées anciens et modernes (1800) de son ami Sylvain Maréchal. Formé à l'école de la cour du roi de Prusse, esprit libre et parfois singulier (il se proclame « doyen des athées » mais demande audience au pape lorsqu'il passe par Rome ; on le dit aussi amateur d'araignées …), Lalande a été curieux de tout.

Reçu à la loge « *Saint-Jean des Elus* » de Bourg-en-Bresse, il est, avec Helvétius, à l'origine de la loge « *Des Sciences* » à l'orient de Paris qui, à la mort de ce dernier se transforma en loge des « *Neufs Sœurs* » (1776). Vénérable de cette loge en 1778, il en devient l'orateur en 1784 ; il reçoit l'honorariat en 1784. Membre du Souverain Conseil des Empereurs d'Orient et d'Occident, Lalande fut, en 1772, l'un des quatre commissaires chargés d'opérer la fusion du Conseil des Empereurs et de la Grande Loge. D'autre part, en tant que membre de l'assemblée générale, il prit une part active à la fondation du Grand Orient en 1772-1773, dont il devint Grand Officier. Lalande est aussi l'un des premiers historiens de la franc-maçonnerie. Son *Mémoire sur l'histoire de la franc-maçonnerie* parut d'abord sous la forme d'un article dans l'édition d'Yverdon (1773) de l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert ; il y remplaçait les quelques lignes reprises de la Cyclopaedia (1728) de Chambers consacrées au sujet et qui avaient été insérées dans la première encyclopédie.

L'article est publié séparément en 1774 et, en 1777, le Grand Orient l'annexe à l'Etat du Grand Orient de France (I, II, 86-103), ce qui lui donne un caractère officiel. Simultanément, il paraît dans l'édition de Genève de l'Encyclopédie, mais avec de nombreuses variantes, dont un paragraphe supplémentaire consacré aux persécutions subies par les francs-maçons en Espagne, au Portugal et en Italie, ainsi qu'un développement sur la réception de Voltaire en 1778. Finalement le premier état du texte est repris dans l'Encyclopédie méthodique, de Panckoucke en 1786.

Ce texte, peut-être à cause de son caractère « officiel », a connu un long purgatoire.
Les historiens le tenaient en piètre estime (A. Lantoine, Histoire de la Franc-maçonnerie, 1925) ou se montraient réservés à son endroit (G. Martin, Manuel d'histoire de la franc-maçonnerie française, 1929), mais Henri-Félix Marcy et Daniel Ligou ont attiré les premiers l'attention sur ce texte avant que Pierre Chevallier, dont les recherches ont renouvelé la connaissance que nous avions des premiers pas de la maçonnerie continentale, ne réhabilite véritablement Lalande (Les Ducs sous l'acacia, 1964), en établissant le bien-fondé de son rôle historique. Ch.P.

LAMARTINE de **Alphonse** Mâcon 21 0ctobre 1790 – Paris 28 février 1869.



Lamartine n'était pas franc-maçon mais sa philosophie, très proche de la leur, et sa littérature ont fortement influencé le XIXe siècle et la Révolution ; c'est un hommage à lui rendre que de la considérer comme « maçon sans tablier… et quel maçon ».

Le poète naît à Macon du mariage, célébré le 7 janvier 1790 entre Pierre de Lamartine, chevalier de Praz, officier au Dauphin-Cavalerie et, Alix des Roys, chanoinesse séculière du chapitre de Saint-Martin-de-Salles, dans le Beaujolais. Son père, qui aurait été initié dans une loge militaire alors qu'il servait en Bretagne, participe à la défense des Tuileries le 10 août 1792 et échappe de peu à la mort. Alphonse fréquente l'école de Bussières et, en 1801, devient interne de la pension Puppier à Lyon ; il achève ses études chez les Pères de la Foi – autrement dit les jésuites – de Belley, où il accomplit une année de rhétorique particulièrement brillante.

En 1810, ses parents lui évitent la conscription en lui achetant un remplaçant ; il part pour Lyon où il consacre plus de temps à ses plaisirs qu'à ses études de droit. Lamartine accomplit son premier voyage en Italie (1811-1812), est nommé maire de Milly (1812), entreprend deux tragédies. En 1820, il publie les ***Méditations poétiques***, qui remportent un immense succès et épouse Mary-Ann Birch, s'installe à Naples où il est attaché d'ambassade. Un fils naît à Rome le 15 février 1821 ; il meurt à Paris le 4 novembre de l'année suivante.

Lamartine publie les ***Nouvelles Méditations Poétiques*** en 1823 et, en 1825, ***Le Dernier Chant du pèlerinage d'Harold***, inspiré par la mort de Byron. Nommé secrétaire de légation à Florence, il arrive dans cette ville le 2 octobre 1825, devient un familier de l'archiduc Léopold, grand duc de Toscane, et transmet au gouvernement de précieuses informations sur les affaires de Toscane et sur la politique de Metternich. Il regagne la France en 1828. A cette date, ses conceptions politiques ont déjà évolué. Légitimiste et « réacteur », il a progressivement conçu une politique libérale et « rationnelle » et, en 1828, il refuse de servir Polignac. En 1829, année de la rencontre avec Chateaubriand, Hugo, Sainte-Beuve, il est élu à l'Académie française, où il succède au comte Daru. En juin 1830, il publie les ***Harmonies poétiques et religieuses***. Ne voulant pas conserver sous Louis-Philippe un poste qu'il devait au règne précédent, il démissionne et abandonne la carrière diplomatique. Quelques mois plus tard, le procès des ministres de Charles X lui inspire l'***Ode contre la peine de mort***. En 1831, il publie ***De la politique rationnelle***, opuscule fondamental dans lequel il exprime sa conviction que les hommes peuvent et doivent orienter le cours de l'histoire par leur action et que la démocratie est l'avenir du monde. En 1811 encore, il échoue à la députation dans trois circonscriptions, échec qui se répète lors d'une élection partielle en 1832. Il s'embarque alors pour le Moyen-Orient avec sa femme et sa fille Julia, visite Jérusalem, séjourne à Beyrouth où Julia meurt de phtisie le 7 décembre 1832. Cette mort lui fait abandonner ses dernières croyances chrétiennes pour une forme de panthéisme mystique. En 1833, élu député de Bergues (Nord), il veut occuper à la Chambre « une place solitaire et neutre », alors que tous les partis lui font des avances. Il est réélu en 1837 dans deux circonscriptions, choisit celle de Mâcon où il est encore réélu en 1842 et en 1846. Il défend les humbles et plaide toujours la cause de l'humanité.

Grand orateur, il prononce d'importants discours sur l'instruction publique et contre la peine de mort (1834), sur l'émancipation des esclaves (1835), sur les enfants trouvés (1838). En 1840, les inondations de Lyon et de Mâcon lui inspirent ***Le Cri de charité***, long poème en faveur des sinistrés. En 1840 encore, à l'occasion du retour des cendres de Napoléon, il fait sensation en refusant de s'associer à « cette religion napoléonienne » et de « défier la guerre ». Cette position annonce ***La Marseillaise de la paix*** (1841).

Convaincu que la presse peut être un instrument d'éducation du peuple, en 1842, il fonde Le Bien public, dans lequel, en 1843, il se prononce pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Partisan de la réforme électorale, il s'éloigne de plus en plus de Guizot ; à la mort du duc d'Orléans (1842), il se rallie au principe d'une régence élective. En 1843, il rompt avec le régime ; sa dernière intervention à la Chambre sous la Monarchie de Juillet se situe en juin 1846. Dans La Presse du 31 octobre 1847, il expose un programme politique, dans lequel Proudhon ne voit qu' « eau bénite de rhéteur ». Il reproche au poète, qui n'est plus qu' « une idole à démolir », son absence de réflexion économique. Blanqui, de son côté, estime regrettable que le poète ne passe pas ses écrits « au crible de l'expérience et de la réalité ».

Durant toutes ces années sont édités le ***Voyage en Orient*** (1835), Jocelyn (1836), ***La Chute d'un ange*** (1838), œuvres toutes mises à l'Index. L'***Histoire des Girondins*** est publiée en 1847 ; le 18 juillet, à Mâcon, est organisé un grand banquet en l'honneur de cette œuvre, dont l'influence politique fut considérable. Le 24 février 1848, l'intervention de Lamartine contribue au triomphe de la République sur la régence. Ministre des Affaires étrangères, Lamartine est le chef effectif du gouvernement provisoire ; le 4 mars, il envoie aux ambassadeurs de France des consignes leur enjoignant de rassurer les différents gouvernements : la France souhaite la paix et ne désire pas propager la Révolution. Il est encore à l'origine de mesures intérieures rassurantes : rejet du drapeau rouge au bénéfice du drapeau tricolore « qui fait le tour du monde », abolition de la peine de mort en matière politique.
Le 10 mars, précédés d'un drapeau tricolore portant l'inscription « Francs-Maçons », 300 francs-maçons républicains appartenant presque tous à l'obédience du Suprême Conseil, se rendent à l'Hôtel de Ville, pour exprimer leur soutient à la République et au gouvernement provisoire. Sept d'entre eux, revêtent leur tablier – symbole d'égalité et de travail – se présentent devant Lamartine qui répond au discours du frère Jules Barbier :
« *Je n'ai pas l'honneur de savoir la langue particulière que vous parlez, je n'ai jamais eu dans ma vie l'occasion d'être affilié à une loge, (…). Ces sentiments de fraternité, de liberté, d'égalité, qui sont l'Evangile de la raison humaine, ont été laborieusement, quelquefois courageusement scrutés, propagés, professés par vous dans les enceintes particulières où vous renfermiez jusqu'ici votre philosophie sublime, (…).*

Je vous remercie au nom de ce grand peuple qui à rendu la France et le monde témoins des vertus, du courage, de la modération et de l'humanité qu'il a puisés dans vos principes, devenus ceux de la République française » .

Après l'élection de l'Assemblée nationale, Lamartine est élu dans 10 départements – le gouvernement provisoire se retire tandis qu'est élue une commission exécutive de cinq membres, parmi lesquels se trouve Lamartine. Le 24 juin, lors de la grande insurrection ouvrière, l'Assemblée met Paris en état de siège et exige la démission des pentarques. L'homme fort est désormais le ministre de la Guerre, Cavaignac, au grand dan de Lamartine, plus désireux que jamais d'éviter toute effusion de sang. Les débats sur la Constitution entamés dès le mois de mai par le Comité constitutionnel commencent à la Chambre le 4 septembre ; le 6 octobre, Lamartine soutient le principe de la fonction présidentielle er se montre favorable à une élection du président au suffrage universel. Le 19 novembre 1848, jour de la fête de la promulgation de la Constitution dans toutes les communes de France, il prononce à Mâcon un grand discours dans lequel sont répétés à satiété tous ces grands mots de Dieu et de Providence qui indisposent tant Proudhon. Candidat malheureux à la présidence – en faveur de qui Le Franc-Maçon a fait campagne -, il obtient moins de 18 000 voix, score qui provoque l'hilarité de la droite, laquelle tient Lamartine nias « pour la liquidation des dettes et la vente des terres de M. de Lamartine » organise une souscription ; celle-ci est autorisée par le gouvernement mais elle échoue par suite des manœuvres du ministre de l'intérieur et de la campagne du ministre de l'intérieur et de la campagne malveillante de Louis Veuillot.

Pour cette opération, les frères des « *Arts Réunis* » sollicitent les loges. Quelques-unes souscrivent et Lamartine exprime sa reconnaissance ; comme en 1848, il expose sa conception de la franc-maçonnerie : « *Vous écartez tout ce qui divise les esprits, vous professez tout ce qui unit les cœurs, vous êtes les fabricateurs de la Concorde. Vous jetez avec vos truelles le ciment de la vertu dans les fondements de la société, vos symboles ne sont que des figures. Si je ne me trompe pas dans cette interprétation de vos dogmes, on peut soulever le rideau de vos mystères sans crainte d'y découvrir autre chose que des services rendus à l'humanité* » Daniel Ligou

Cette lettre est reproduite et diffusée en 1866 dans des circonstances particulières. Lors des obsèques catholiques d'Emmanuel de Cessiat, neveu de Lamartine, libre penseur et franc-maçon, tous les frères portent un rameau d'acacia à la boutonnière et le vénérable des « *Arts Réunis* » tient l'un des cordons du poêle. Le prêtre exige qu'un membre de la famille se substitue à François Martin, et, au cimetière, empêche celui-ci de prononcer un discours ; quant aux rameaux d'acacia, ils doivent disparaître. Pour ne pas rester sur cet affront, le vénérable diffuse le texte de son allocution, dans laquelle se trouve incluse la lettre de 1858. Le 1er mai 1867, Lamartine est frappé par une attaque d'apoplexie. Une nouvelle attaque le terrasse le 22 février 1869 et il meurt à Passy (où le conseil municipal lui a offert un chalet) le 28 février 1869, ayant reçu les derniers sacrements qui lui ont été administrés par l'abbé Deguerry.

L'année de son décès, une souscription lancée pour un monument Lamartine à Mâcon échoue. L'initiative est vigoureusement défendue par la loge « Les Arts Réunis » qui adresse une circulaire aux loges de toutes les obédiences : « *Si l'illustre poète ne faisait pas partie de notre institution, il était notre frère par le cœur et notre ami sincère par les nobles aspirations de son âme élevée. (…) Il s'est associé à nous ; unissons nous, TT.:CC.:FF.:, pour immortaliser les traits de ce puissant génie qui a tout fait pour la construction de ce temple symbolique, dont l'enceinte sacrée doit recevoir un jour l'humanité entière* ». (Daniel Ligou). La lettre de 1858 est reproduite et vendue 50 centimes, mais le Conseil de l'Ordre refuse d'appuyer cette initiative, sans l'interdire toutefois. Seules 16 loges souscrivent, sur 200 environs, pour la faible somme de 300 francs. En 1879, François Martin étant maire de Mâcon, une statue du poète, due au ciseau de Falguière, est érigée enfin devant l'Hôtel de Ville de Mâcon. J.L.

LAMBALLE de **Marie-Thérèse Louise,** princesse Turin 8 septembre 1749 - Paris 3 septembre 1792.



Maçonne, fondatrice de la Loge d'Adoption "*Saint-Jean de la Candeur*". En 1780 elle devint la Grande Maîtresse des Loges Écossaises Féminines Régulières de France (Rite Écossais Philosophique)

Marie-Thérèse Louise de Savoie-Carignan (en italien, « Maria-Teresa di Savoia-Carignano »), plus connue sous le nom de « princesse de Lamballe », est issue d'une branche cadette de la famille royale de Piémont et devient membre d'une branche légitimée de la famille royale de France par son mariage en 1767 avec le fils du duc de Penthièvre (lui-même fils du comte de Toulouse fils légitimé de Louis XIV et de Madame de Montespan).

Elle est la fille de Louis-Victor de Savoie-Carignan (1721-1778), en italien « Luigi-Vittorio di Savoia-Carignano, principe di Carignano », et de Christine-Henriette de Hesse-Rheinfels-Rothenbourg (1717-1778), en allemand « Christine, Landgräfin von Hessen-Rheinfels-Rotenburg ».

Sœur des défuntes duchesse de Bourbon et reine Polyxène de Piémont-Sardaigne, défunte épouse du roi Charles Emmanuel III. Elle est tante à la 7ème génération de l'actuel chef de la Maison Royale d'Italie, Victor-Emmanuel de Savoie et à la 8ème génération de son fils Emmanuel-Philibert de Savoie, époux de l'actrice Clotilde Courau. La princesse grandit à Turin et y mène une existence maussade et stricte, mais éloignée des complots et des intrigues de la cour. Elle passe pour une enfant douce, sage et pieuse, traits de caractère qui vont pousser le duc de Penthièvre à la choisir comme épouse pour son fils Louis Alexandre de Bourbon (1747-1768), prince de Lamballe. Le prince est un dévergondé et son père pense l'assagir en lui donnant une épouse vertueuse.

Elle épouse le prince de Lamballe, arrière-petit-fils de Louis XIV (branche légitimée), fils d'un des hommes les plus riches d'Europe, le 17 janvier 1767 par procuration à Turin; puis, le 31 janvier suivant à Nangis.

Le couple ne va pas connaître le bonheur. Très vite, le prince reprend ses habitudes et délaisse son épouse qui se réfugie auprès de son beau-père. Elle commence à développer ses accès de mélancolie et ses vapeurs qui la plongent dans des évanouissements plus ou moins longs. En 1768, son époux décède d'une maladie vénérienne. La princesse se retrouve veuve et sans enfant à 19 ans. Son beau-père la garde auprès de lui et, ensemble, ils sont très actifs dans diverses œuvres pieuses et charitables. L'année suivante, le duc d'Orléans, prince du sang, épouse la belle-sœur de Marie-Thérèse : Mademoiselle de Penthièvre est certes issue d'une branche illégitime de la Maison de France, mais elle est aussi, depuis la mort de son frère, la plus riche héritière du royaume. En 1769 également, après la période de deuil qui a suivi la mort de la reine, le parti des dévots, soutenu par Mesdames, les filles du roi, n'ayant pu remarier Louis XV à l'archiduchesse d'Autriche Marie-Elisabeth, pense à Marie-Thérèse. Ironie du sort, comme cela fut pour son défunt mari, il est encore une fois question pour Marie-Thérèse de convoler avec un homme esclave de ses sens. Le projet fait long feu : la comtesse du Barry, nouvelle maîtresse avant d'être officiellement la nouvelle favorite, ne voulant pas perdre ce prestigieux amant qu'elle tient, justement, par le plaisir des sens.

En 1770, le dauphin Louis-Auguste, futur Louis XVI, épouse l'archiduchesse d'Autriche Marie-Antoinette. C'est la première rencontre entre les deux femmes. Marie-Thérèse a vingt-et-un ans, Marie-Antoinette bientôt quinze. À partir de 1771, la princesse de Lamballe fréquente de plus en plus assidûment la cour et se rapproche de la dauphine, qui voit en elle une alliée sûre et une amie sincère. Devenue reine en 1774, Marie-Antoinette continue à fréquenter la princesse, mais de fausses et venimeuses rumeurs lancées à dessein pour nuire, attisées par les ennemis de la reine, commencent déjà à entacher leur amitié. Toutefois, la princesse conserve son caractère pieux et raisonnable, alors que la reine se laisse aller à ses penchants de plus en plus frivoles.

Louis XV étant mort le 10 mai 1774, Marie-Antoinette devient par là même reine de France. En 1775, la reine offre à son « cher cœur », le titre très lucratif de « surintendante de la Maison de la reine », dont la charge consiste à organiser les plaisirs de la reine. Mais très vite, celle-ci se rend compte que son amie (et cousine) est trop sérieuse pour l'emploi, n'a pas l'étoffe de la fonction et s'ennuie. Elle se tourne alors vers « la plus fraîche et plus insolente » Yolande de Polignac. Si la reine délaisse la princesse, elle ne l'oublie pas pour autant, mais il semble clair que, pour longtemps, Yolande de Polignac prend la place de l'amie dévouée.

Pour occuper son temps, la princesse part à la campagne, reprend ses activités charitables, rachète l'hôtel de Toulouse (actuelle Banque de France à Paris) à son beau-père et entre dans la franc-maçonnerie auprès du duc d'Orléans. En 1781, elle est nommée « grande maîtresse de toutes les loges Écossaises régulières de France ».

La Révolution

En 1789, la Révolution gronde et la reine commence à prendre conscience de ses erreurs. Elle se fait plus sage et se rapproche à nouveau de la princesse. Rapprochement d'autant plus aisé qu'elle a demandé à Mme de Polignac de quitter Versailles et de partir pour l'étranger après la prise de la Bastille.

En octobre 1789, la famille royale est ramenée à Paris et la princesse la suit dans sa nouvelle résidence, le palais des Tuileries. La princesse reste l'un des derniers soutiens de la reine et leur amitié s'en trouve renforcée. En 1791, la reine l'informe de sa fuite et l'enjoint de quitter la France. La famille royale est rattrapée à Varennes, mais la princesse avait envisagé son départ par Dieppe et Londres, munie d'un passeport en règle. Les deux femmes échangent alors une abondante (?) correspondance dans laquelle la reine avait réaffirmé ses sentiments d'affection envers la princesse: « j'ai besoin de votre tendre amitié et la mienne est à vous depuis que je vous ai vue », lui écrivait-elle en juin 1791.

À la fin de l'été 1791, la princesse de Lamballe fut chargée par Marie-Antoinette d'une mission – dont on ignore les motifs – à Aix-la-Chapelle, où elle se rendit. Mue par un pressentiment, elle y dicta ses dernières volontés, le 15 octobre 1791, nommant le marquis de Clermont-Gallerande son exécuteur testamentaire. Fin 1791, la reine suppliait la princesse de ne pas revenir à Paris, mais cette dernière, craignant pour la sécurité de ses biens menacés par les lois en préparation sur les biens d'émigrés, et aussi par dévouement, rentra à Paris, reprenant ses fonctions de surintendante aux Tuileries.

Chose ignorée de la totalité de ses biographes, la princesse de Lamballe émargeait sur les fonds secrets du ministère des Affaires étrangères, et il est peu douteux qu'en diverses circonstances, elle se fût chargée de porter des dépêches pour le compte des souverains. Son passeport d'avril 1791 avait été délivré par le ministre Montmorin, et on a dit que la princesse avait été chargée de rencontrer William Pitt, qui lui avait opposé une fin de non-recevoir. Quoi qu'il en soit, elle n'est évidemment pas demeurée passive pendant les mois précédant sa mort.

La presse révolutionnaire relaya bientôt une dénonciation lancée contre elle par le comité de surveillance de l'Assemblée législative. On lui reprochait d'avoir coordonné ou encouragé les activités du « Comité autrichien », nom de la cellule secrète principalement dirigée par Antoine Omer Talon, Maximilien Radix de Sainte-Foy et Charles-Louis Huguet de Sémonville (conseillers occultes de Louis XVI), et financée par les fonds de la Liste civile. Il semble qu'elle y représentait la reine, qui ne pouvait se permettre d'y paraitre directement. Ce comité, qui disposait aussi d'un financement privé, avait permis de peser dans les délibérations des comités révolutionnaires, de se rallier certains gens de plume et de faire retarder le vote du décret de déchéance. Ce qu'on appelait encore les « conciliabules de la Cour » fut avéré par de nombreuses pièces originales découvertes dans l'armoire de fer - le coffre fort personnel de Louis XVI. Elles mettaient en cause un certain nombre

d'individus - souvent des révolutionnaires bon teint - qui avaient effectivement reçu de l'argent de la Cour et qui se sentirent soudain menacés par des témoins, tels que l'Intendant de la Liste civile Arnault de Laporte ou la princesse de Lamballe.

Le massacre
Le 10 août 1792, la foule envahit le palais et la princesse suit la famille royale qui se réfugia à l'Assemblée législative. C'est alors qu'est prononcée la déchéance du roi et décidée son incarcération au Temple. La princesse fait partie du convoi, mais dix jours plus tard, on vient chercher tous ceux qui n'appartiennent pas à la famille royale stricto sensu. Les deux amies doivent se dire adieu. La princesse fut conduite à la prison de la Force. Les 2 et 3 septembre 1792, une foule armée de barres de fer, de piques et de bûches encercla les prisons de Paris. La princesse, tirée de sa cellule au matin du 3, fut, d'après la reconstitution des procès-verbaux de la section des Quinze-Vingts, introduite devant une commission improvisée en hâte par les membres du comité de surveillance de la Commune du 10 août, et sommée de « nommer ceux qu'elle avait reçu à sa table ». On lui demanda surtout de témoigner sur la réalité de connivences de Louis XVI et Marie-Antoinette avec les puissances de la Coalition. Elle s'y refusa et c'est pour cette raison qu'on l'aurait mise à mort.

Il est possible qu'on ait voulu éviter un procès équitable au cours duquel elle aurait pu mettre en cause un certain nombre de pêcheurs en eaux troubles soudoyés par la cour, comme par exemple Dossonville, Stanislas Marie Maillard ou le général Antoine Joseph Santerre, partie prenante dans les massacres de septembre avec son beau-frère Étienne-Jean Panis. Dans les minutes qui suivirent ce semblant d'interrogatoire, elle fut « élargie ». Talleyrand, qui était encore à Paris à ce moment et qui devait embarquer pour Londres le surlendemain du crime, a indiqué à lord Grenville, secrétaire du Foreign Office, que Madame de Lamballe avait été tuée à la suite d'une atroce méprise. En sortant dans la cour de la prison, elle aurait eu, selon lui, un malaise, et les tueurs aux aguets, armés de bûches et de piques, croyant qu'elle avait reçu un premier coup, l'avaient frappé à leur tour. Cette version fut prise suffisamment au sérieux pour faire l'objet, le 24 septembre 1792, d'un mémorandum du ministère anglais.

Post-mortem
Tandis que sa tête était promenée au bout d'une pique jusqu'à la tour du Temple, Adam Pitt raconte que son corps fut transporté sur des kilomètres, profané, jusqu'au comité civil de la section des Quinze-Vingts. Enfin, la tête fut portée à son tour au comité, à sept heures du soir, après avoir été repoudrée, afin d'être « inhumée auprès du corps » dans une tombe du cimetière des Enfants-Trouvés. Quelques heures plus tard, le duc de Penthièvre dépêcha son fidèle valet Fortaire de retrouver sa dépouille, en vain. Sa mort donna lieu à une profusion de témoignages, très largement diffusés à l'époque et jusqu'à aujourd'hui, tant parmi les révolutionnaires que dans les milieux royalistes et contre-révolutionnaires, qui sont souvent sujets à caution, traduisant moins la réalité des faits qu'une vision fantasmatique. Ces textes, qui décrivent avec force détails macabres, la mise à mort, la mutilation, le dépeçage, la fragmentation et l'exposition du corps abandonné dans un chantier de construction, vers le Châtelet, jusqu'au petit matin, « expriment les craintes et les luttes qui animent alors les différents protagonistes de la Révolution ». Côté révolutionnaire, on a présenté les « cadavres réparateurs » des victimes des massacres de Septembre, laissés sur le pavé, comme une réponse au complot fomenté dans les prisons et à la menace extérieure. Pour Antoine de Baecque, la description morbide de la mise à mort et des outrages visait à « exprimer l'anéantissement du complot aristocratique ». De même, il considère qu'ils servaient à « punir la femme de cour, ainsi que le supposé complot féminin et lesbien – menaçant la prééminence masculine – de « la Sapho de Trianon », vilipendée par les chroniqueurs et les gazetiers sous l'Ancien Régime ». Les royalistes ont repris à leur compte ces récits, « en retournant leur sens pour montrer la régression du révolutionnaire à l'état de barbare et la monstruosité de la Révolution, opposée à la délicatesse du corps de la victime ».

Parmi ces récits, on peut noter *La Famille royale préservée au Temple. Extrait du récit de ce qui s'est passé au Temple dans les journées des 2 et 3 septembre 1792*, dont le manuscrit a été cité par Georges Bertin en 18887, le récit des événements dans la *Révolution de Paris*, qui présente la princesse de Lamballe comme une comploteuse, *La Vérité tout entière sur les vrais acteurs de la journée du 3 septembre 1792*, le *Bulletin du comte de Fersen au prince régent de Suède sur ce qui s'est passé en France* ou *Idée des horreurs commises à Paris dans les journées à jamais exécrables des 10 août, 2, 3, 4 et 5 septembre 1792 ou Nouveau Martyrologe de la Révolution française*.

Après les événements, plusieurs auteurs ont repris ces descriptions des événements dans leurs ouvrages, qu'il s'agisse de l'abbé Barruel, Antoine Serieys, Mme de Créquy ou Mme Guénard. Plus récemment, des biographes comme Stefan Zweig ont repris ces descriptions dans leur récit des derniers instants de la princesse de Lamballe.

LANDREMONT de **Charles Hyacinthe LECLERC** Fénétrange 21 août 1739 - Nancy 26 septembre 1818**.**

Charles Hyacinthe Leclerc de Landremont est un officier militaire qui devient général durant les Guerres de la Révolution française et qui est quelque temps commandant en chef de l'Armée du Rhin.
Landremont est tout d'abord officier de cavalerie. Il est cité comme capitaine de dragons, à Nancy. À l'époque, en 1786, il est capitaine en second au régiment de Schomberg-dragons, cantonné à Mirecourt. **Chevalier du Temple, membre de la Stricte observance**

Après trente ans de service dans l'armée, il est chef d'escadron depuis le 1er mai 1788, au régiment de Schomberg-dragons, futur 17e régiment de dragons, à Commercy. Il est aussi, dès 1786, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis.

Officier à l'Armée du Rhin
En 1791, Landremont est promu lieutenant-colonel, puis colonel le 12 juillet 1792, et enfin maréchal de camp le

5 octobre 1792. Landremont est employé sous les ordres du général Custine. Il est toujours à l'avant-garde. Il conquiert la principauté de Deux-Ponts, en 1792. Il est loin d'être aussi heureux devant Carlsberg.

Le 13 décembre 1792,	Landremont repousse les Impériaux jusqu'à leurs batteries de seconde ligne, et menace Konsaarbruck, mais est attaqué par des troupes de réserve ennemies.
Le 2 avril 1793,	Landremont, demeuré sur la rive gauche de la Lauter (rivière), avec une avant-garde de six bataillons et de 2 000 chevaux couvre la communication entre Weissembourg et Landau.
Le 6 mai 1793,	Landremont attaque la brigade von Hotze et la chasse de la position d'Herxheim.
Le 17 mai 1793,	Custine, avec une division du camp de Geisberg et l'avant-garde aux ordres de Landremont, s'avance sur la grande route de Landau vers Impflingen. Landremont repousse avec vigueur les Autrichiens qui s'efforcent de déboucher du côté de Germersheim.
Le 18 mai 1793,	Landremont est élevé au grade de général de division9. Il est à l'avant-garde de six bataillons et de 2 000 chevaux et couvre la communication entre Weissembourg et Landau.
Le 19 juillet 1793,	Landremont, avec l'avant-garde soutenue de l'aile gauche, débouche sur Franckweiler et chasse les ennemis. Seule l'armée de Condé réussit à reprendre Zeiskam.

Commandant en chef de l'Armée du Rhin
Le 20 août, l'ennemi attaque avec des forces considérables sur tout le front. Les Républicains se replient. Le lendemain, le général Landremont fait attaquer sans succès les coalisés dans leur nouvelle position. Puis c'est aux coalisés de contre attaquer. Le régiment de Rohan émigré est repoussé dans les gorges de Berzgabern.
Le 25 août 1793, Landremont est nommé commandant en chef de l'Armée du Rhin, en remplacement de Alexandre François Marie de Beauharnais. Dans les faits, il est déjà le commandant en chef depuis le 18 août, car Beauharnais est malade**.** Il n'y aucun succès marqué de part et d'autre en août et septembre 1793. Landremont tente en vain deux passages du Rhin. L'un à Fort-Louis, l'autre à Kehl.
Landremont crée les hussards du corps des Partisans de l'Armée du Rhin.

Son arrestation, la prison
Cette tâche de commandant en chef de l'Armée du Rhin est immense. Déjà, des députés en mission, comme Carnot, annonce sa nomination à la Convention, mais demande soit son remplacement, soit sa nomination officielle. Il doit sans cesse justifier ses actes, en particulier à Jean-Baptiste Lacoste, député du Cantal. Le 29 septembre 1793, Landremont est suspendu, décrété d'arrestation et conduit à la prison de l'Abbaye à Paris, sans en connaître le motif. Antoine Guillaume Delmas prétexte son rôle dans la défense de Landau et refuse de le remplacer. Landremont n'est donc commandant que du 18 août 1793 au 23 août par intérim, puis du 23 août au 29 septembre 1793 provisoirement. Beauharnais et Landremont ont été successivement frappés par l'anathème lancé contre tous les ex-nobles.

Les jacobins supposent la trahison partout. En réalité l'accusation vient de plus haut. Maximilien de Robespierre le considère comme dangereux. Il détaille la conduite de Landremont : « noble et très-noble, comblé des faveurs du tyran, [et qui] n'avait rien fait des excellentes troupes qu'il commandait ». Maximilien de Robespierre parle également d'un « général perfide ». Il accuse les Brissotins et le côté droit de la Convention montagnarde de le soutenir. Lors de son procès, Landremont argumente que tous ses frères et ses cousins étaient volontaires et partis se battre pour défendre la patrie. Il retrouve la liberté à la chute de Robespierre, le 9 thermidor an II (27 juillet 1794). Il est nommé, au début de l'an III, inspecteur général des troupes à cheval, dans la 17e division militaire de Paris.

Les naufragés de Calais
Landremont est employé sur les côtes du nord de la France. En novembre 1795, à Calais, il sauve des naufragés, qui sont pour certains d'entre eux des émigrés français, car il craint que les jacobins les massacrent. Le général de Landremont commence par faire mettre en liberté tous les naufragés qui sont de nationalité étrangère. L'accusateur public, du nom de Gosse, le seconde. Le ministre de la justice se met en colère et crée une commission spéciale pour juger les 53 survivants à Saint-Omer et les accusent d'être des émigrés pris les armes à la main. Cette commission se déclare incompétente du fait des réactions des habitants de la région et d'un parlementaire anglais et demande à ce qu'il soit jugé par un tribunal militaire. Merlin de Douai fait destituer le général de Landremont pour « lenteurs complaisantes envers les émigrés naufragés à Calais ». Le tribunal militaire se déclare incompétent. Les naufragés seront détenus dans des conditions lamentables pendant des années…. Landremont prend sa retraite en 1796 (an IV). Il ne prend part à aucune bataille sous le Premier Empire. Il se retire à Nancy. Son nom fait partie des noms gravés sous l'Arc de Triomphe de l'Étoile.

LANNEAU de **Pierre Antoine Victor** Bard-lès-Époisses, en Côte-d'Or 25 décembre 1758 - ? 1830.

Pierre Antoine Victor de Lanneau de Marey. Prêtre défroqué et éducateur français de la fin du XVIIIe siècle et du début du XIXe, qui se lia à la franc-maçonnerie après sa rupture avec l'Église pendant la Révolution française.
Ancien prêtre théatin, Victor de Lanneau achève en 1791 sa rupture avec le milieu ecclésiastique en acceptant de prêter serment à la Constitution. Quatre ans plus tard, il intègre le Grand Orient de France à Paris.

Il s'est toujours intéressé aux questions d'éducation, comme le montre l'adresse qu'il présente à l'Assemblée en juillet 1792, « tendant à déclarer libres et indépendants et délivrer de tout joug monacal les individus qui composent les collèges ». Victor de Lanneau, arrêté sous la Convention, est relâché rapidement. Sous le Directoire, il est nommé directeur au Prytanée

français. En 1798, il achète les terrains du collège Sainte-Barbe et reconstitue l'établissement qu'il dirige ensuite jusqu'à sa mort. En 1880, la rue Saint-Hilaire, voisine du collège Sainte-Barbe, est renommée rue de Lanneau en son hommage.

LA PÉROUSE de **Jean-François de GALAUP** Près d'Albi 23 août 1741 - Vanikoro ? 1788-1789 ?



Né en Albigeois au manoir du Gô à deux lieues d'Albi, est un officier de marine et un explorateur français. L'expédition maritime autour du monde, qu'il commandait, a disparu corps et biens à Vanikoro (îles Salomon) en 1788. Il a laissé son nom à une localité de la banlieue de Sydney près de l'endroit où il aborda en 1788 (voir La Perouse). Cinq navires de la Marine nationale française ont porté son nom.

Jean-François de Galaup, issu d'une famille albigeoise dont la noblesse remonte à 1558, entre à l'Ecole des Gardes de la Marine à 15 ans, le 19 novembre 1756, ayant ajouté au sien le nom de La Pérouse, celui d'une terre reçue de son père. Il est encouragé par l'un de ses parents, le marquis Clément Taffanel de la Jonquière. Pendant ses études à Brest, il est engagé dès l'âge de 17 ans dans les conflits maritimes de la guerre de Sept Ans avec la Grande-Bretagne au large de l'Amérique du Nord, notamment à Terre-Neuve et sur le Saint Laurent avec son cousin Clément puis avec le chevalier de Ternay, qui deviendra son véritable tuteur, ainsi qu'aux Antilles.

LA MARINE

À 15 ans, il entre dans la marine. À 18 ans, il est blessé et fait prisonnier pendant la bataille des Cardinaux, près de Quiberon, entre le maréchal de Conflans et l'amiral Hawke. En septembre 1763, Bidé de Chézac prend avec lui quelques Gardes de la Marine, dont La Pérouse, pour conduire de Lorient à Brest le vaisseau neuf *Les Six Corps*. Après d'autres activités sur les côtes françaises, il effectue un séjour de cinq ans à l'île de France (aujourd'hui île Maurice), et exécute plusieurs missions dans les îles voisines. La Pérouse est promu au grade d'enseigne le 1er octobre 1764. Il fut initié à la franc-maçonnerie dans la loge de Brest « l'Heureuse rencontre ». Chargé de deux voyages aux Indes comme commandant de la *Seine*. A l'île de France, il rencontre sa future épouse, Eléonore Broudou, fille d'un armateur nantais, devenu administrateur de la marine. L'intervalle de quatorze ans de paix, qui s'écoula de 1764 à 1778, le mit à même de se livrer tout entier à la navigation ; il navigua pendant ce temps en Atlantique et dans l'océan Indien, d'abord en qualité de simple officier, ensuite comme commandant de plusieurs bâtiments du roi.

La Guerre d'indépendance américaine

Rentré en France en 1777, il est nommé lieutenant de vaisseau et obtient la croix de Saint-Louis pour avoir sauvé Mahé des assaillants indiens. Lors de la reprise des hostilités (en 1778), il reçut le commandement de la frégate *l'Amazone*, et se distingua dans l'escadre du comte d'Estaing par la prise d'une frégate britannique, nommée *l'Ariel*. Il participe ensuite à la guerre d'indépendance des États-Unis et aux combats contre les Britanniques aux Antilles jusqu'au Labrador (expédition de la baie d'Hudson), où il démontre sa valeur maritime et militaire en capturant deux forts britanniques.

En 1779 il rentre en franc-maçonnerie, Initié Franc-Maçon , en 1779, à la loge "*L'Heureuse Rencontre*", Brest.

La Baie d'Hudson

Devenu capitaine de vaisseau, en 1780, il se rendit avec *l'Astrée* sur les côtes de la Nouvelle-Angleterre ; s'y étant réuni à la frégate *l'Hermione*, commandée, par Louis-René-Madeleine de Latouche-Tréville, il rencontra près de l'île royale une frégate ennemie et cinq petits bâtiments. La frégate fut prise avec un des cinq bâtiments ; les autres s'échappèrent. La Pérouse se rendit ensuite au cap Français. C'est là qu'on lui apprit qu'il était chargé d'aller attaquer les établissements britanniques de la baie d'Hudson. Cette expédition ne fit pas dans le temps une grande sensation, à cause de son peu d'importance ; mais elle développa les talents de la Pérouse, et le fit connaître comme un officier capable de diriger une campagne de découvertes. Il venait de parcourir des parages peu connus, et il avait eu à surmonter, dans un espace très restraint, la plupart des dangers que la navigation peut offrir dans toute l'étendue du globe. Ce furent ces épreuves et cette gloire nouvellement acquise qui lui firent confier la direction de la belle campagne qui a mis fin à sa carrière et qui a illustré son nom. Nommé capitaine de vaisseau à 39 ans pour sa brillante conduite pendant la guerre, il épouse religieusement Eléonore Broudou en 1783, malgré quelques objections paternelles, et l'installe à Albi.

L'EXPEDITION

Après le traité de Paris, il est choisi par le marquis de Castries, ministre de la Marine et par Louis XVI pour diriger une expédition autour du monde visant à compléter les découvertes de James Cook dans l'océan Pacifique.9 Au Kamtchatka, il reçoit sa Commission de chef d'escadre arrivée de France. Après un long voyage jusqu'en Australie, l'expédition maritime disparut corps et biens à Vanikoro, îles Salomon, en 1788.

RECHERCHE DES TRACES DE L'EXPEDITION

D'Entrecasteaux

Une expédition partit à sa recherche en septembre 1791. Dirigée par l'amiral d'Entrecasteaux, elle part de Brest le 28 septembre avec deux frégates *La Recherche* et *L'Espérance*. Elle atteint l'île des Pins le 16 juin 1792 ; puis le 19 mai 1793, l'expédition découvrit une île nouvelle que d'Entrecasteaux baptisa l'île de La Recherche. Or c'est sur cette île (également appelée Vanikoro) que les survivants de l'expédition La Pérouse (et peut-être Monsieur de La Pérouse lui-même) avaient trouvé refuge. L'expédition poursuivit sa route vers Surabaya sans jamais l'atteindre.

Des bruits

Cependant, de temps à autre, des bruits avaient rallumé quelques lueurs d'espoir, et une des déclarations qui eurent le plus de retentissement fut celle que fit, en 1793, le Britannique George Bowen, capitaine du navire *l'Albemarle*, devant les autorités de Morlaix. Cet officier prétendit avoir vu, dans la nuit du 30 décembre 1791, sur la côte de la Nouvelle-Géorgie, des débris de vaisseau, des filets de main-d'œuvre européenne. Les contradictions que présentait cette déclaration ne permirent pas d'en faire la base d'une tentative sérieuse. Toutefois, malgré le peu de succès des recherches faites avec zèle et persévérance pour retrouver les traces de l'infortuné la Pérouse, ses compatriotes n'avaient jamais perdu de vue cet illustre navigateur ; ils avaient au contraire toujours conservé l'espoir de retrouver quelques-uns de ses compagnons de voyage, ou au moins de recueillir quelque indice de nature à fixer leurs idées sur le sort qui leur avait été réservé. Divers bruits de cette nature se succédèrent presque d'année en année, mais ils parurent trop peu fondés pour mériter de fixer l'attention.

Dumont d'Urville

Enfin, vers la fin de 1825, un officier britannique répandit dans le public les particularités suivantes. Il tenait, disait-il, d'un capitaine américain, que celui-ci, après avoir découvert un groupe d'îles bien peuplées et entourées de récifs, avait eu des communications avec les habitants, et avait vu entre leurs mains une croix de Saint-Louis et des médailles telles que la Pérouse en avait sur son expédition. Ces indices pouvaient faire croire que les bâtiments de la Pérouse avaient péri sur ces îles. Il ne manquait à des renseignements aussi bien circonstanciés que de faire connaître le nom et la position du groupe d'îles où avaient été découverts ces témoignagnes irrécusables de la présence des bâtiments de la Pérouse. Quoique l'espoir de le retrouver fût presque évanoui, et que le rapport du capitaine américain manquât de l'objet le plus important, c'est-à-dire de celui qui pouvait aider à diriger les recherches, on ne crut pas devoir négliger un bruit qui avait ranimé l'espérance dans tous les esprits. Les bruits dont nous venons de parler se répandirent vers la fin de 1825.

Dumont d'Urville, alors capitaine de frégate, en fut vivement frappé. Il allait commander en chef une nouvelle entreprise de circumnavigation. D'Urville partit de Toulon le 25 avril. On s'était décidé, par le motif exprimé plus haut, à entreprendre une nouvelle campagne de découvertes, qui devait dans sa route passer au milieu des parages où l'on pouvait supposer que devait se trouver le groupe d'îles visité par le capitaine américain. Assurément il n'était guère possible de se flatter de le retrouver d'après des renseignements aussi vagues que ceux qui avaient été donnés sur sa position. Quelques personnes auraient même pu croire que les bruits répandus sur le témoignage de ce capitaine américain étaient dénués de fondement. Nous ne sommes pas même éloignés de croire qu'elles eussent eu raison ; car depuis on n'a plus entendu parler ni du récit du capitaine américain, ni de la croix de St-Louis, ni des médailles qu'il aurait vues entre les mains des habitants du groupe dont il s'agit. C'est par des renseignements bien plus circonstanciés, obtenus peu de temps après le départ de M. d'Urville, que l'on put enfin concevoir légitimement l'espoir de retrouver les traces de la Pérouse. Quatre mois après, le 15 août, un vaisseau de la compagnie anglaise des Indes orientales, expédié spécialement à la recherche des traces de la Pérouse, mouillait dans la rade de Tonga-Tabou, où il était venu sur des indications moins vagues que les précédentes, et dont il est à propos d'écrire la singulière filiation. En 1828, Dumont d'Urville reconnut après l'explorateur britannique Peter Dillon, dans l'île de Vanikoro le lieu probable du naufrage et de la mort de Jean-François de La Pérouse. Il retira du corail des ancres, des pierriers ayant appartenu à *l'Astrolabe* mais toujours pas de trace de *la Boussole*.

Peter Dillon

Il fallut attendre 1826-1827 pour que le capitaine marchand Peter Dillon découvre les restes du naufrage à Vanikoro, Îles Santa Cruz (Îles Salomon), au nord du Vanuatu. Il découvrit la cloche de *l'Astrolabe* (le deuxième navire commandé par Fleuriot de Langle) et des pierriers de bronze qui avaient été conservés par les habitants. Quant à *la Boussole* pas la moindre trace. Il apprit sur l'île de Vanikoro « comment deux grands navires s'étaient échoués par une nuit de grande tempête : l'un aurait coulé, l'autre se serait échoué et les survivants auraient pu s'installer sur un point de Vanikoro, nommé Paiou. Cinq ou six mois après, une partie des survivants seraient repartis à bord d'un petit bateau fabriqué avec les débris du grand. L'autre partie resta à Vanikoro, se mêla aux affrontements des indigènes. Le dernier des survivants serait mort peu avant la venue de Peter Dillon. » Dans les années qui suivirent, deux autres explorateurs français passent par Vanikoro : Legoarant de Tromelin retrouve les ancres et les canons qui sont déposés, depuis 1884, au pied du monument dressé en l'honneur de Lapérouse par la ville d'Albi.

Centenaire de la mort de La Pérouse

Le centenaire de la mort de La Pérouse fut célébré le 20 avril 1888 en séance solennelle dans le grand amphithéatre à la Sorbonne, par la société de géographie, sous la présidence de M. F. de Lesseps, de l'Institut. Monsieur Norbert de Barthès de Lapérouse, commissaire de la Marine en retraite et petit-neveu de l'illustre navigateur, le contre-amiral vicomte Fleuriot de Langle étaient membres du Comité d'organisation. Victor, Marie, Norbert de Barthès de Lapérouse était né le 21 juillet 1826, à Albi, au manoir du Go, commissaire de la Marine, membre de la société de géographie, chevalier de la Légion d'honneur et chevalier de l'Ordre d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne.

La grand-mère paternelle de Victor, Marie, Norbert de Barthès de Lapérouse était la propre soeur de J.-F. de La Pérouse : Victoire de Galaup, née en 1758 et son grand grand-père paternel était Bernard, Louis de Barthès (1758-1793).

Norbert de Barthès de Lapérouse, fut l'un des principaux organisateurs de la célébration en 1888, du premier centenaire de la mort de La Pérouse. Il avait réuni pour l'occasion une importante collection d'objets lettres, portraits, ouvrages, etc. concernant son grand-oncle La Pérouse. Sur les 173 articles qui furent exposés à la séance solennelle du 20 avril 1888 à la Sorbonne, plus de cent provenaient de sa collection personnelle. L'épouse de Norbert de Barthès de Lapérouse née Lucienne François était la fille d'un conseiller d'État et la petite fille du baron Fain, secrétaire particulier de Napoléon 1er et de Louis-Philippe Ier. Henri Rieunier, futur amiral et ministre de la marine, et Norbert de Barthès de Lapérouse, commissaire

de la marine, étaient compagnons d'armes notamment en Cochinchine et avaient participé ensemble à la dure campagne de la prise de Saigon en 1860/1861, d'où des liens forts qui unissaient ces deux amis.

Les années 1960

En juin 1962, un plongeur néo-zélandais fixé à Port Vila avait accompagné Pierre Anthonioz dans son expédition. Reece Discombe va prospecter le récif de part et d'autre du gisement de *l'Astrolabe* et repérer rapidement, par 15 mètres de fond, des formes d'ancres et de canons pris dans le corail. Il remontera un plomb de sonde qu'il pense être de *La Boussole*. En février 1964, Reece Discombe va revenir sur les lieux et il remontera des pierriers, une poulie de bronze... Et en mars, il va revenir avec l'amiral de Brossard de la Marine Nationale. Les plongeurs vont retrouver beaucoup d'objets dont une partie est exposée au musée d'Albi ; parmi les objets retrouvés, une cloche fut attribuée à *La Boussole*.

LES RECHERCHES DE L'ASSOCIATION SALOMON

L'Association Salomon a été créée dans le but de lever le mystère sur la fin tragique de l'expédition de La Pérouse. Il y a eu six campagnes de fouilles : 1981, 1986, 1990,1999, 2003 et 2005.

1981

Réalisée par des passionnés, environ trois cents pièces sont sorties des eaux : de la vaisselle, de la monnaie... mais l'issue de cette campagne ne lève pas le voile sur l'identification des deux navires la Boussole et l'Astrolabe.

1986

Cette fouille a permis l'identification des deux épaves. L'Astrolabe s'est échoué sur un rocher non loin de la Boussole qui se serait déchiré sur les récifs de Vanikoro.

1990

Des archéologues essayent de retrouver à terre les traces d'un campement français. Mais sans succès.

1999 et la médiatisation

Cette campagne de fouille est filmée par France 3 pour le magazine Thalassa *Le mystère de Vanikoro* et diffusé le 12 janvier 2001. Les chantiers de fouilles à terre confiés à Jean-Christophe Galipaud, archéologue de l'IRD ont permis de mettre à jour l'existence d'un camp des survivants à terre sur la rive droite de la rivière Lauwrence. En mer, de nombreux objets sont remontés à la surface.

2003

Le temps fort de cette expédition est la découverte du squelette d'un compagnon de La Pérouse. Quelques mois plus tard grâce au travail de l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale au fort de Rosny-sous-Bois, il a été établi un portrait-robot. Il s'agirait d'un scientifique de l'expédition mais son nom reste un mystère. À nouveau l'expédition est filmée pour Thalassa *Sur les traces de Lapérouse : portés disparus* et diffusée sur France 3, le 11 juin 2004 à 20 h 50.

2005

La découverte d'un sextant portant le nom « Mercier », nom de son fabricant est la confirmation avec bien d'autres éléments que le comte de La Pérouse aurait bien sombré sur le site dit de « La Faille » et n'aurait donc pas survécu au naufrage...

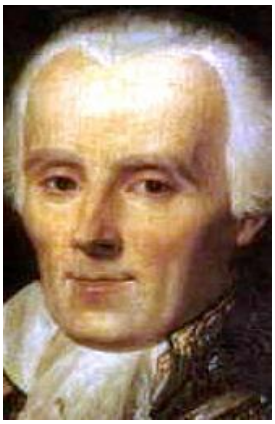
2008

Une autre expédition était prévue cette année entre avril et mai. (30/4) Le planning va connaitre quelques modifications suite à une panne majeure du navire d'acheminement *le Jacques Cartier* : Actu Vanikoro 2008 Mais l'expédition aura bien lieu cette année entre le 15 septembre et le 15 octobre.

2009

Déterminée par une étude approfondie de Jacques Thomas, reconnue par l'Institut de France, la seule orthographe à respecter dans l'écriture du nom du navigateur est celle de "La Pérouse". Wikipédia

LAPLACE de **Pierre Simon** marquis Beaumont-en-Auge 23 mars 1749 - Paris 5 mars 1827.



Mathématicien, astronome et physicien, il prit part à la fondation de l'École polytechnique et de l'École normale supérieure. Il fut membre de l'Académie française.

Franc-Maçon, il est Grand Officier d'honneur du Grand Orient de France en 1804.

Laplace est l'un des principaux scientifiques de la période napoléonienne ; en effet, il a apporté des contributions fondamentales dans différents champs des mathématiques, de l'astronomie et de la théorie des probabilités ; il a été l'un des scientifiques les plus influents de son temps, notamment par son affirmation du déterminisme ; il a contribué de façon décisive à l'émergence de l'astronomie mathématique reprenant et étendant le travail de ses prédécesseurs dans son traité intitulé *Mécanique Céleste* (1799-1825). Ce chef-d'œuvre, en cinq volumes, a transformé l'approche géométrique de la mécanique développée par Newton en une approche fondée sur l'analyse mathématique. En 1799 il est nommé ministre de l'intérieur sous le Consulat.

Napoléon Ier, en 1806 lui confère le titre de comte de l'Empire. Il est nommé marquis en 1817, après la restauration des Bourbons. Normand et fils d'un petit propriétaire terrien ou d'un ouvrier agricole, Simon Laplace doit son éducation à l'intérêt de quelques riches voisins pour ses capacités et pour sa belle prestance. On ne sait pas grand chose de ses premières années car il coupa les ponts, aussi bien avec ses parents qu'avec ses bienfaiteurs. Il semblerait que tout jeune, il devient l'assistant de l'école de Beaumont puis, après avoir terminé ses études à l'université de Caen, où il a comme professeur Christophe Gadbled, il rencontre d'Alembert, qui reconnaît son talent, l'encourage dans ses recherches et lui procure une lettre de recommandation grâce à laquelle il est nommé professeur de mathématiques à l'École militaire, poste peu exigeant qui lui laisse le temps de poursuivre ses études personnelles.

L'ascension
Confiant dans ses capacités, Laplace se voue à une recherche originale et durant dix-sept ans de 1771 à 1787, il produit une grande partie de sa contribution à l'astronomie. Son travail débute par un mémoire lu devant l'Académie française en 1773, dans lequel il montre que les mouvements planétaires sont restés voisins de ceux prévus par la théorie de Newton pour des longs intervalles de temps et il vérifie la relation jusqu'aux cubes de l'excentricité et de l'inclinaison des orbites. Plusieurs articles suivent sur certains points du calcul intégral, des différences finies, des équations différentielles et d'astronomie. Cependant certaines découvertes importantes proposées dans ces articles, comme les correspondances des harmoniques sphériques dans l'espace bidimensionnel ont déjà été publiées par Adrien-Marie Legendre dans un article envoyé à l'Académie en 1783. En 1785, il devient pensionnaire de la chaire de mécanique de l'Académie royale des sciences, puis, en 1795, membre de la chaire de mathématiques du nouvel Institut des sciences et des arts, dont il est président en 1812.

En 1816, il est élu à l'Académie française. En 1821, il devient lors de sa fondation le premier président de la Société de géographie. En outre, il devient membre de toutes les principales académies scientifiques d'Europe. Par son intense activité académique, il exerce une grande influence sur les scientifiques de son temps, en particulier sur Adolphe Quetelet et Siméon-Denis Poisson. Il est comparé à un Newton français pour son aptitude naturelle et extraordinaire pour les mathématiques. Il ne semble pas que Laplace ait été modeste et n'ait pas mesuré l'effet de son comportement. Anders Johan Lexell en visite à l'Académie des sciences à Paris en 1780-1781 rapporte que *Laplace laisse vraiment transparaître le fait qu'il se considère le meilleur mathématicien de son temps en France*.

Laplace est l'un des premiers savants à s'intéresser de près à la question de la stabilité à long terme du système solaire. La complexité des interactions gravitationnelles entre le Soleil et les planètes connues à l'époque ne semblait pas admettre une solution analytique simple. Newton avait d'ailleurs déjà pressenti ce problème après avoir remarqué des irrégularités dans le mouvement de certaines planètes ; il en déduisait d'ailleurs qu'une intervention divine était nécessaire de manière à éviter la dislocation du système solaire. Après ses travaux sur la mécanique céleste, Laplace se propose d'écrire un ouvrage qui aurait dû « offrir une solution complète au grand problème de la mécanique représenté par le système solaire et porter la théorie à coïncider aussi étroitement avec l'observation que les équations empiriques n'auraient plus trouver place dans les tables astronomiques. » Le résultat est contenu dans ses ouvrages *Exposition du système du monde* et *Mécanique céleste*.

Sa *Mécanique céleste* est publiée en cinq volumes. Les deux premiers, publiés en 1799, contiennent les méthodes pour calculer les mouvements des planètes, pour déterminer leurs formes et pour résoudre les problèmes liés aux marées. Le troisième et le quatrième, publiés respectivement en 1802 et en 1805, contiennent les applications de ces méthodes et diverses tables astronomiques. Le cinquième volume publié en 1825 est principalement historique mais il fournit en appendice les résultats des dernières recherches de Laplace. Celles-ci sont très nombreuses mais il s'approprie beaucoup de résultats d'autres scientifiques avec peu ou pas de reconnaissance et les conclusions sont souvent mentionnées comme si elles étaient les siennes. D'après Jean-Baptiste Biot, qui aide l'auteur dans la relecture avant impression, Laplace est fréquemment incapable de retrouver les détails des démonstrations et est ainsi souvent conduit à réétudier ses résultats pendant plusieurs jours. Mécanique céleste n'est pas seulement la traduction des Principia Mathematica dans le calcul différentiel, mais complète certaines parties que Newton n'avait pas été en mesure de détailler. Dans cet ouvrage, Laplace expose l'hypothèse de la nébuleuse selon lequel le système solaire se serait formé suite à la condensation d'une nébuleuse. L'idée de la nébuleuse avait déjà été énoncée par Kant en 1755, mais il est probable que Laplace n'en fut pas informé.

Laplace, qui avait effectué ses premiers travaux sur les probabilités entre 1771 et 1774, en redécouvrant notamment après Thomas Bayes les probabilités inverses, dites loi de Bayes-Laplace, ancêtre des statistiques inférentielles, publie en 1812 sa *Théorie analytique des probabilités*. Dans cet ouvrage, Laplace donne des éléments déterminants à la théorie des probabilités dont il est considéré comme un des pères. En 1814 il publie son *Essai philosophique sur les probabilités*. Il est le premier à publier la valeur de l'intégrale de Gauss. Il étudie la transformée de Laplace, étude plus tard complétée par Oliver Heaviside. Il adhère à la théorie d'Antoine Lavoisier, avec qui il détermine les températures spécifiques de plusieurs substances à l'aide d'un calorimètre de sa propre fabrication. En 1819, Laplace publie un simple résumé de son travail sur les probabilités.

Laplace est connu également pour son « démon de Laplace », lequel a la capacité de connaître, à un instant donné, tous les paramètres de toutes les particules de l'univers. Il formule ainsi le déterminisme généralisé, le mécanisme. L'état présent de l'univers est l'effet de son état antérieur, et la cause de ce qui va suivre. « Une intelligence qui, à un instant donné, connaîtrait toutes les forces dont la nature est animée, la position respective des êtres qui la composent, si d'ailleurs elle était assez vaste pour soumettre ces données à l'analyse, elle embrasserait dans la même formule les mouvements des plus grands corps de l'univers, et ceux du plus léger atome. Rien ne serait incertain pour elle, et l'avenir comme le passé seraient présents à ses yeux. »
Dans cette perspective, l'auteur adopte une position déterministe, soit une position philosophique et scientifique capable d'inférer de ce qui est, ce qui sera. Ce concept de démon sera notamment remis en cause par le principe d'incertitude de Heisenberg.

Carrière politique
La capacité et la rapidité avec laquelle Laplace réussit à changer d'opinion politique est surprenante. Quand le pouvoir de Napoléon augmente, Laplace abandonne ses principes républicains (qui sont fidèlement le reflet des opinions du parti au pouvoir) et il implore le premier consul de lui donner le poste de ministre de l'Intérieur. Napoléon, qui désire le soutien des hommes de science, accepte la proposition mais, en moins de six semaines, la carrière politique de Laplace voit sa fin. Le

bulletin de Napoléon à sa démission est le suivant : « Géomètre de première catégorie, Laplace n'a pas tardé à se montrer un administrateur plus que médiocre ; de son premier travail nous avons immédiatement compris que nous nous étions trompés. Laplace ne traitait aucune question d'un bon point de vue : il cherchait des subtilités de partout, il avait seulement des idées problématiques et enfin il portait l'esprit de l'infiniment petit jusque dans l'administration. »

Ainsi Laplace perd sa charge mais il maintient sa fidélité. Il entre au Sénat conservateur et, dans le troisième volume de la *Mécanique céleste*, il réalise une note dans laquelle il déclare qu'entre toutes les vérités contenues dans celui-ci, la plus chère à l'auteur est la déclaration faite à sa dévotion envers le médiateur de l'Europe. Dans le tirage vendu après la Restauration celle-ci est effacée. En 1814, il est évident que l'Empire allait faillir et Laplace se dépêche d'offrir ses services aux Bourbons. Durant la restauration, il est récompensé avec un titre de marquis. Le mépris que ses collègues ont à son égard en raison de sa conduite en cette occasion peut être lu dans les pages de Paul-Louis Courier. La connaissance de Laplace est utile pour les nombreuses commissions scientifiques auxquelles il appartient et probablement justifie la manière dont on ferma les yeux sur sa fausseté politique. Que Laplace soit présomptueux et égoïste n'est nié par aucun de ses plus passionnés admirateurs ; sa conduite à l'égard de ses bienfaiteurs lors de sa jeunesse et envers ses amis politiques est ingrate et, de plus, il s'approprie les résultats de ceux qui sont relativement inconnus. Parmi ceux qu'il traite de cette manière, trois deviennent très connus : Adrien-Marie Legendre et Jean Baptiste Joseph Fourier en France et Thomas Young en Angleterre. Ceux-ci n'oublieront jamais l'injustice dont ils furent les victimes.[réf. souhaitée] D'autre part, sur certaines questions, il fait preuve d'un caractère indépendant et ne cache jamais sa manière de voir les questions de religion, de philosophie ou de science même si cela n'est pas apprécié des autorités au pouvoir. Vers la fin de sa vie, et spécialement pour les travaux de ses élèves, Laplace est généreux et une fois, il omet un de ses articles de sorte qu'un élève reçoive le mérite exclusif de la recherche.

CONTRIBUTIONS SCIENTIFIQUES

Mécanique céleste

Laplace apporte une importante contribution à la mécanique céleste en utilisant les conceptions lagrangiennes pour mieux expliquer le mouvement des corps. Il passe une grande partie de sa vie à travailler sur l'astronomie mathématique et son travail culmine avec la vérification de la stabilité dynamique du système solaire avec l'hypothèse que celui-ci consiste en un ensemble de corps rigides qui se meuvent dans le vide. Il établit seul l'hypothèse de la nébuleuse et il est un des premiers scientifiques à concevoir l'existence des trous noirs et la notion de collapsus gravitationnel. Selon l'hypothèse de la nébuleuse, le système solaire se serait développé depuis une masse globulaire de gaz incandescent qui tourne autour d'un axe passant par son centre de masse. En refroidissant cette masse se serait réduite et quelques anneaux concentriques se seraient détachés de son bord externe. Ces anneaux en se refroidissant se seraient condensés en planètes. Le soleil représenterait le noyau central de la nébuleuse qui, resté encore incandescent, continue à irradier. De ce point de vue, nous devrions nous attendre que les planètes plus distantes soient plus vieilles que celles plus voisines du soleil. L'idée substantielle de la théorie, même avec quelques importantes modifications est acceptée encore aujourd'hui. Laplace en outre conjecture le concept de trou noir. Il montre qu'il pourrait y avoir des étoiles massives dotées d'une gravité si grande que la lumière elle-même n'aurait pas une vitesse suffisante pour sortir de leur intérieur. Laplace suppose que certaines étoiles de la nébuleuse découvertes à l'aide des télescopes ne font pas partie de la Voie lactée et qu'elles sont elles-mêmes des galaxies. Donc, Laplace anticipe la grande découverte de Edwin Hubble, un siècle avant que cela se produise.

Au cours des années 1784 à 1787, il produit plusieurs mémoires contenant des résultats exceptionnels. Parmi ceux-ci, celui de 1784 qui est particulièrement relevé, réimprimé dans le troisième volume de la Mécanique Céleste, à l'intérieur duquel il détermine complètement l'attraction d'un sphéroïde sur une particule externe à lui. Ceci est mémorable pour l'introduction en analyse des harmoniques sphériques ou coefficients de Laplace. Si les coordonnées de deux points sont **(r,μ,ω) et (r',μ',ω'), et si r' ≥ r**, alors la réciproque de leur distance peut être développée en fonction du rapport de r/r', et les coefficients respectifs sont les coefficients de Laplace. Leur utilité dérive du fait que chaque fonction avec des coordonnées d'un point sur la sphère peut être développé en série de cette manière. Cet article est aussi très important pour le développement de l'idée de potentiel, appropriée et utilisée par Joseph-Louis Lagrange dans ses mémoires de 1773, 1777 et 1780. Laplace montre que le potentiel satisfait toujours à l'équation différentielle :

$$\nabla^2 V = \frac{\partial^2 V}{\partial x^2} + \frac{\partial^2 V}{\partial y^2} + \frac{\partial^2 V}{\partial z^2} = 0,$$

et sur ce résultat, est basé son travail suivant sur l'attraction. La quantité $\nabla^2 V = 0$ est définie comme la densité de V et sa valeur en chaque point indique l'excès de V au regard à sa valeur moyenne autour du point. L'équation de Laplace ou la forme plus générale $\nabla^2 V = -4\pi\rho$, apparaît dans toutes les branches de la physique mathématique.

Entre 1784 et 1786, il publie un mémoire concernant Jupiter et Saturne où il vérifie, par l'intermédiaire des séries perturbatives, que dans des temps très longs, l'action réciproque des deux planètes ne peut jamais influer significativement sur les excentricités et sur les inclinaisons de leurs orbites. Il fait noter que les particularités du système de Jupiter sont dues au fait que les mouvements moyens de Jupiter et Saturne sont très voisins de la commensurabilité. Il découvre aussi la cyclicité du mouvement des deux planètes estimée à peu près à 900 ans, les deux planètes paraissent exécuter des accélérations et des décélérations réciproques. De telles variations étaient déjà notées par Joseph-Louis Lagrange, mais seul Laplace les rattacha à un mouvement cyclique, confirmant l'idée que le système solaire présente des mouvements non occasionnels même à grande échelle temporelle. Les développements de ses études sur le mouvement planétaire sont exposés dans ses deux mémoires de 1788 et de 1789. L'année 1787 est rendue mémorable par les analyses de Laplace sur

les relations entre l'accélération lunaire et les changements séculaires dans l'excentricité de l'orbite de la Terre : Cette recherche complète la démonstration de la stabilité du système solaire entier. Il cherche par exemple à expliquer comment le mouvement orbital de la Lune subit une très légère accélération qui fait varier la longueur du mois lunaire d'une seconde en trois mille ans en attribuant la cause à une lente variation de l'excentricité terrestre. En vérité, il a été démontré successivement que de telles accélérations sont dues à l'attraction réciproque qui tend à synchroniser le mouvement de révolutions et de rotations des corps.

Physique
La théorie de l'attraction capillaire est due à Laplace, qui accepte l'idée proposée par Francis Hauksbee dans Philosophical Transactions en 1709, selon laquelle le phénomène est dû à une force d'attraction qui est imperceptible à une distance raisonnable. Il ne développe que partiellement l'étude de l'action d'un solide sur un liquide et de l'action réciproque de deux liquides, qui est complétée ultérieurement par Carl Friedrich Gauss. En 1862 Lord Kelvin (Sir William Thomson) démontre que, si nous supposons le caractère moléculaire de la matière, les lois de l'attraction peuvent être dotées des lois de Newton de la gravitation.

Laplace en 1816 est le premier à mettre en évidence explicitement le motif pour lequel la théorie de Newton du mouvement oscillatoire fournit une valeur imprécise de la vitesse du son : la vitesse effective est supérieure à celle calculée par Newton, à cause de la chaleur développée par la compression imprévue de l'air, qui augmente l'élasticité et donc la vitesse du son transmis. Les recherches de Laplace en physique pratique se limitent à celles réalisées avec Antoine Lavoisier dans les années 1782 à 1784 sur la chaleur massique de différents corps.

Théorie des probabilités
Alors qu'il mène plusieurs recherches en physique, un autre thème auquel il dédie ses forces est la théorie des probabilités. Dans son *Essai philosophique sur les probabilités*, Laplace formalise la démarche mathématique de la logique par induction basée sur les probabilités, que nous reconnaissons aujourd'hui comme celle de Thomas Bayes.

En 1774, il déduit le théorème de Bayes sans être probablement au courant du travail (publié en 1763) de Thomas Bayes (mort en 1761). Une formule très connue qui dérive de sa méthode est la règle de succession. Supposons qu'un événement ait seulement deux tirages possibles valant « succès » et « insuccès ». Avec l'hypothèse que l'on sache peu ou rien *a priori* en rapport aux probabilités relatives aux tirages, Laplace détermine une formule de probabilité pour que le tirage suivant soit un succès :

$$\Pr(\text{le prochain tirage est un succès}) = \frac{s+1}{n+2}$$

où *s* est le nombre de succès observés précédemment et *n* est le nombre total des essais observés. Une telle formule est encore aujourd'hui utilisée comme une estimation de la probabilité d'un événement si on connaît l'espace des événements, dont on dispose d'un petit nombre d'échantillons.
La règle de succession est sujette à beaucoup de critiques, dues en partie à l'exemple que Laplace choisit pour l'illustrer. En fait, il calcule la probabilité que le soleil se lèvera demain, considérant le fait qu'il s'était constamment levé *depuis la plus ancienne époque de l'histoire*, avec l'expression :

$$\Pr(\text{le soleil se lèvera demain}) = \frac{d+1}{d+2}$$

où *d* est le nombre de fois que le Soleil s'était levé dans le passé. Laplace estimait *d* à *cinq mille ans ou à 1826313 jours*. Ce résultat a été retenu comme absurde et certains auteurs ont conclu que toutes les applications des règles de successions sont absurdes par extension. Laplace était pleinement conscient de l'absurdité du résultat, immédiatement après l'exemple, il écrit *Mais ce nombre [c'est-à-dire, la probabilité que le Soleil se lève demain] est beaucoup plus grand pour qui, considérant les principes qui règlent les jours et les saisons dans la totalité des événements, réalise que nul dans l'instant actuel peut arrêter son cours.*

Toujours en 1774 il explicita l'intégrale d'Euler :

$$\int_{-\infty}^{+\infty} e^{\frac{-u^2}{2}}\,du = \sqrt{2\pi}$$

mais il ne peut être considéré comme le père de la loi normale, parce qu'il ne l'associa pas aux lois sur les erreurs.

En 1779, Laplace indique la méthode pour estimer le rapport des cas favorables ramenés au nombre total de cas possibles. Ceci consiste à considérer les valeurs successives d'une quelconque fonction comme les coefficients du développement d'une autre fonction avec référencement à une variable différente. Cette seconde fonction est donc appelée la fonction génératrice de la précédente.

Laplace démontre comment, par le moyen de l'interpolation, ces coefficients peuvent être déterminés à partir de la fonction génératrice. Ensuite, il traite le problème inverse, en trouvant à partir des coefficients la fonction génératrice au moyen de la résolution d'une équation aux différences finies. La méthode est peu pratique et, compte tenu des développements successifs des analyses, rarement utilisée aujourd'hui. Son traité *Théorie analytique des probabilités* inclut un exposé de la

méthode des moindres carrés, important témoignage de la paternité de Laplace sur les méthodes analytiques. La méthode des moindres carrés, par l'intermédiaire de nombreuses observations, est expliquée empiriquement par Carl Friedrich Gauss et Adrien-Marie Legendre, mais le quatrième chapitre de ce travail contient une démonstration formelle de celui-ci, sur laquelle depuis s'est basée toute la théorie des erreurs.

Mathématiques
Parmi les découvertes mineures de Laplace en mathématiques pures, on peut mentionner sa discussion (avant Alexandre-Théophile Vandermonde) de la théorie générale des déterminants en 1772 : sa démonstration que n'importe quelle équation paire doit avoir au moins un facteur quadratique réel, sa réduction de la solution des équations différentielles linéaires à intégrales définies ; et sa solution à l'équation différentielle linéaire partielle du second ordre. Il est l'inventeur de la méthode de variation des constantes, permettant de résoudre les équations différentielles linéaires avec second membre, lorsque l'on connaît la solution de l'équation sans second membre. Il est aussi le premier à considérer les difficiles problèmes dans les équations aux différences mixtes, et à démontrer que la solution d'une équation aux différences finies de premier grade et du second ordre pourrait être toujours obtenue sous la forme d'une fraction continue. En plus de ces découvertes originales, il détermine, dans sa théorie des probabilités, les valeurs des plus communes intégrales définies; et dans le même livre, il donne la démonstration générale du théorème énoncé par Joseph-Louis Lagrange pour le développement en série d'une fonction quelconque impliquée au moyen de coefficients différentiels.

La transformée de Laplace, par contre, bien qu'elle soit appelée ainsi en son honneur parce qu'il l'utilisa dans son travail sur la théorie des probabilités, fut découverte à l'origine par Leonhard Euler. La transformée de Laplace apparaît dans toutes les branches de la physique mathématique - champ d'étude auquel Laplace contribua de manière importante.

En mathématiques appliquées on lui doit également la Méthode de Laplace qui permet d'estimer des intégrales de la forme :

$$\int_a^b e^{Mf(x)}\,dx$$

quand *M* est grand.

Convictions philosophiques
À la différence de beaucoup d'autres mathématiciens, Laplace ne donne pas aux mathématiques un statut particulier, il y voit plutôt un instrument utile pour la recherche scientifique et pour les problèmes pratiques. Par exemple, Laplace a considéré l'analyse comme un outil pour affronter les problèmes physiques, tout en se montrant extrêmement habile pour inventer les concepts dont il a besoin pour atteindre cet objectif. Tant que ses résultats ne sont pas avérés, il ne se préoccupe pas d'expliquer les phases démonstratives ; il ne soigne pas l'élégance ; pour lui, n'importe quel moyen est bon s'il permet de résoudre le problème qui le préoccupe.

Il croit fermement au déterminisme causal comme il l'écrit dans l'introduction de son ouvrage sur les probabilités:
« Nous pouvons considérer l'état actuel de l'univers comme l'effet de son passé et la cause de son futur.

Une intelligence qui à un instant déterminé devrait connaître toutes les forces qui mettent en mouvement la nature, et toutes les positions de tous les objets dont la nature est composée, si cette intelligence fut en outre suffisamment ample pour soumettre ces données à analyse, celle-ci renfermerait dans une unique formule les mouvements des corps plus grands de l'univers et des atomes les plus petits ; pour une telle intelligence nul serait incertain et le propre futur comme le passé serait évident à ses yeux »

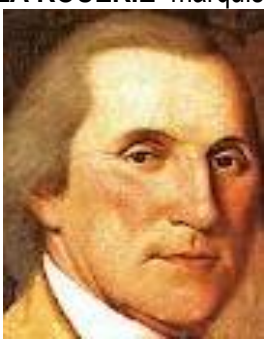
— *Essai philosophique sur les probabilités*, Pierre-Simon Laplace

Il est souvent fait référence à cette intelligence comme au « démon de Laplace » (de manière analogue au démon de Maxwell). La description de l'hypothétique intelligence décrite au sujet de Laplace comme un petit diable ne vient pas pourtant de Laplace, mais de biographies excessives : Laplace espérait que l'humanité aurait amélioré sa compréhension scientifique du monde et croyait que, si elle fut complétée, elle aurait encore eu besoin d'une extraordinaire capacité de calcul pour la déterminer complètement en tout instant particulier. Cette question de la possibilité d'atteindre par le calcul des prévisions fiables dans les domaines complexes ne sera mise en doute qu'avec les travaux de Henri Poincaré, et ne touchera le grand public qu'avec la théorie du chaos. Entretemps, l'opposition à ce sujet entre Von Neumann et Wiener est restée célèbre. Il a été récemment proposé une limite sur l'efficacité du calcul de l'univers, c'est-à-dire sur l'habileté du petit diable de Laplace à traiter une quantité infinie d'informations. La limite fait référence à l'entropie maximale de l'univers, à la vitesse de la lumière et à la quantité minimum de temps nécessaire pour transporter l'information sur une longueur égale à la longueur de Planck ; celle-ci étant égale à $\mathbf{2}^{130}$ bit. En conséquence, n'importe quelle chose demandant plus que cette quantité de données ne peut être calculée dans la quantité de temps qui est passée jusqu'à présent dans l'univers.
Laplace est aussi connu pour une anecdote reléguant Dieu au rang de supposition :
Laplace vint un jour faire hommage à Napoléon d'un exemplaire de son ouvrage, et le récit suivant de l'entrevue peint d'une façon caractéristique les caractères des deux hommes. On avait dit à Napoléon que l'ouvrage ne faisait nulle part mention du nom de Dieu et, comme Napoléon aimait à poser des questions embarrassantes, il fit, en acceptant l'ouvrage, cette remarque : « M. Laplace, on me dit que vous avez écrit ce volumineux ouvrage sur le système de l'Univers sans faire une seule fois mention de son Créateur ».

Laplace, bien que souple courtisan, avait sur tous les points qui touchaient à sa philosophie, l'obstination du martyr ; il se redressa aussitôt et répondit brusquement : « Sire, je n'ai pas eu besoin de cette hypothèse. » Napoléon, grandement

amusé, fit part de cette réponse à Lagrange, qui s'écria : « Ah ! c'est une belle hypothèse ; elle explique beaucoup de choses. » Napoléon répéta cette réponse à Laplace, qui répondit habilement que si cette hypothèse explique *tout*, elle ne permet de prédire *rien* et n'entrait donc pas dans son domaine d'étude (cité par Richard Dawkins). Wikipédia + JCvL

LA ROUËRIE marquis **Armand TUFFIN** de Fougères 13 avril 1751 – Château de La Guyomarais à Saint-Denoual 30 janvier 1793.



Militaire français, héros de la guerre d'indépendance américaine et l'organisateur de l'Association bretonne. Parti en Amérique après une jeunesse orageuse, La Rouërie participe à la guerre d'indépendance américaine au sein de l'armée continentale. Connu sous le nom de *Colonel Armand*, il se distingue à la tête de la 1re légion de dragons et participe activement à la bataille de Yorktown. Admirateur de la Révolution américaine, ami de George Washington, La Rouërie revient en France avec le grade de brigadier-général, la croix de Saint-Louis et l'ordre de Cincinnatus. De retour en Bretagne, La Rouërie défend le parlement de Bretagne contre les édits de Versailles, ce qui lui vaut d'être enfermé à la Bastille le 14 juillet 1788.

Opposé à l'absolutisme, il voit d'abord avec joie les signes de la Révolution française mais le refus de la noblesse bretonne de députer à Versailles l'empêche de jouer un rôle aux États généraux. Royaliste libéral et franc-maçon, La Rouërie rallie la contre-révolution suite à la suppression des lois et coutumes particulières de la Bretagne. Il crée l'Association bretonne afin de lever une armée contre les révolutionnaires. Trahi, La Rouërie meurt avant de pouvoir terminer son entreprise mais le mouvement organisé par le marquis devait par la suite être précurseur à la Chouannerie.

LA TIERCE de **Louis-François** Province de Brabant, 1699 – Braunfels 1782.



Le nom de Louis-François de La Tierce est attaché à un livre paru à Francfort en 1742, l'*Histoire, Obligations et Statuts de la Très Vénérable Confraternité des Francs-Maçons*, qui a contribué à la diffusion des Constitutions d'Anderson (1723) et du Discours de Ramsay (1733) sur le continent européen. Mais l'*Histoire* de La Tierce est bien plus qu'une traduction en langue française des Constitutions. Son auteur s'y fait le Hérault d'une franc-maçonnerie cosmopolite, humaniste, artisan du progrès moral et scientifique de l'humanité, de la paix entre les nations et les confessions chrétiennes. Héritier de Leibniz et de l'abbé de Saint-Pierre, auteur d'un célèbre *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe* (1713), La Tierce annonce Lessing dont les Dialogues pour des francs-maçons insistent moins sur l'Ordre en tant qu'organisation que sur son essence, n'hésitant pas à reconnaître comme franc-maçon un non initié qui en a les vertus. Par son parcours maçonnique et profane au cours des années 1730-1740, La Tierce fait figure de pionnier de la franc-maçonnerie européenne.

De noblesse militaire ancienne, Louis-François de La Tierce, dont la famille est originaire d'Arles, est né dans la province de Brabant. Deux événements familiaux ont déterminé ses engagements futurs. Tout d'abord, La Tierce appartient à une famille acquise de longue date à la réforme calviniste. Lui-même élevé dans la foi protestante, il dénonce le fanatisme religieux et rapproche les chrétiens, par une commune appartenance à la franc-maçonnerie. D'autre part, la mort de son père à la bataille de Ramillies (1706) le convainc de la nécessité d'établir une paix solide en Europe, et de pousser à se consacrer entièrement au rapprochement entre les peuples, indispensable préalable. Ingénieur de formation, La Tierce est à Versailles en 1717. De sa présentation à Pierre le Grand qui effectue son second voyage européen, naissent à la fois son admiration pour la Russie et son attirance pour la carrière diplomatique, dans laquelle il s'engage au cours des années 1730. Mais La Tierce quitte la France en 1724, ne pouvant espérer un emploi à sa mesure en raison de sa foi protestante. Il séjourne en Hollande, puis se rend avant 1730 en Angleterre. Il est précepteur, sans doute chez lord Stafford, fonction qu'il occupera plus tard en Allemagne.

La Tierce est incontestablement un homme de grande culture. D'ailleurs l'*Histoire de la Vénérable Confraternité des Francs-Maçons* qu'il commence alors à rédiger mobilise toutes les armes de l'érudition classique : philologie, histoire de l'Antiquité, littérature, histoire de l'art ou encore philosophie. Mais sa formation d'ingénieur inscrit également La Tierce dans le courant des Lumières techniciennes.

Dans son ***Histoire***, il met l'accent sur l'indispensable communication entre les hommes. Il n'y a pas de progrès sans commerce par-delà les frontières, sans échange de connaissances.

Et La Tierce d'imaginer déjà le percement du canal de Suez, d'évoquer l'union des Romains et des Sabines comme un véritable métissage culturel, avant d'appeler les francs-maçons occidentaux à redécouvrir leurs frères de Chine ! Lui-même est alors affilié à une loge cosmopolite, la « *Loge Française de Londres* », encore dénommée « *L'Union* », fille de la Grande Loge de Londres. Fondée par une majorité de Français mais largement ouverte aux étrangers de passage, cette loge regroupe nombre des pionniers de la franc-maçonnerie en Europe. Aux côtés de La Tierce, on rencontre en effet Philipp Steinheil, futur pilier de l'Ordre à Francfort, Charles de Labelye, Suisse d'origine française, élève de Désaguliers et fondateur de la première loge espagnole, Vincent La Chapelle, fondateur de la première loge authentiquement hollandaise en 1734, John Coustos, fondateur de loges à Paris et au Portugal, rendu célèbre par ses démêlés avec l'Inquisition, ou encore le baron Kettler, qui protégera de 1741 à 1762 les réunions d'écrivains francs-maçons russes. Peut-être sont-ce ses frères qui

incitèrent La Tierce à publier son ***Histoire***. Toujours est-il que la Loge Française de Londres lui donne son approbation. Pourtant en 1733, des « raisons particulières », dont nous ignorons tout, en empêchent la publication.

Finalement, l'*Histoire* sort des presses du célèbre éditeur franc-maçon François Varentrapp en 1742. Entre-temps, La Tierce a clairement opté pour une carrière diplomatique et choisi de s'établir en Allemagne. Il accompagne le baron Kettler à Berlin et se lie d'amitié avec plusieurs ambassadeurs prussiens. En 1741, il est à Francfort où il retrouve de nombreuses connaissances rencontrées au cours de ses voyages. La Tierce appartient à la suite du duc de Belle-Isle chargé de représenter les intérêts français à l'occasion de l'élection du successeur de Charles VI à la tête du Saint Empire. Franc-maçon notoire, Belle-Isle est le chef de file du courant anti-autrichien à Versailles. Conformément à ses vues, c'est le duc de Bavière – et non François de Lorraine, époux de Marie-Thérèse d'Autriche – qui est élu le 24 janvier 1742 et couronné le 12 février.

L'intense activité diplomatique dont Francfort est le centre amène les différents ambassadeurs et leurs suites à se fréquenter en dehors des rencontres officielles en adhérant à l'Ordre. Dès le début de l'année 1742, les travaux de la loge « *L'Union* », qui devait rapidement s'affirmer comme l'un des plus brillantes d'Allemagne, réunissent de nombreux diplomates. La Tierce, second puis premier surveillant, y retrouve Philipp Steinheil, alors secrétaire de l'ambassade du roi de Pologne et vénérable de l'atelier, ainsi que le baron von Barckhausen, dont La Tierce épousera une fille en 1742. Pour obtenir des *constitutions*, La Tierce s'adresse tout naturellement à la Loge Française de Londres, celle-ci transmet la requête à la Grande Loge de Londres, qui répond favorablement le 8 février 1743. La loge qui a déjà accueilli le frère Uriot et publié sa *Lettre d'un franc-maçon* à Mr de Vaux, décide de publier l'*Histoire* de La Tierce. A la différence des *Constitutions* de 1723, l'ouvrage n'est pas réservé aux francs-maçons. Présenté au public dans un somptueux coffret, il apparaît comme un ouvrage d'érudition.

Mais, peu après cette publication, La Tierce voit l'élection impériale précipiter le vieux continent dans la guerre de Succession d'Autriche, parallèlement, les interdictions s'abattent sur les francs-maçons. La Tierce semble alors s'écarter de la vie maçonnique. Ses amis sollicitent un emploi de précepteur auprès du prince Friedrich-Wilhelm von Solms-Braunfels. Il sera ensuite intendant puis grand écuyer de la cour de Braunfels jusqu'à sa mort. Au cours de la guerre de Sept Ans, La Tierce, qui s'est remarié en 1758 avec Johanna von Reitzenstein, sert d'agent de liaison avec les troupes françaises qui occupent Braunfels. Il n'en continue pas moins à écrire. En 1771, il rédige *Le Triomphe de la Vertu*, prosopopée dans laquelle le héros assiste en rêve à un débat entre les dieux à propos de la nature humaine et des différents moyens pour conduire l'humanité vers le meilleur des mondes possibles. La Tierce dénonce la guerre, l'intolérance, exalte la raison eu justifie une sorte de féodalité vertueuse et harmonieuse où chacun aurait sa place à tenir. En 1773, paraît *Le Temple de la Gloure*, long poème de 3 000 alexandrins à Catherine II dans lequel il place désormais tous ces espoirs. Dans la lignée de Leibniz, La Tierce appelle à l'union des chrétiens que cimentera la lutte contre les Turcs et l'Islam, qu'il considère comme une religion fanatique. Il meurt à Braunfels en 1782, à l'âge de 83 ans, après avoir créé une fondation charitable qui existe toujours.

P.-Y.B.

LATOUCHE-TÉVILLE de Louis-René-Madeleine

Rochefort 3 juin 1745 –
à bord du *Bucentaure* en rade de Toulon 19 août 1804.



Louis-René-Madeleine Le Vassor de La Touche, comte de Tréville dit *Latouche-Tréville*, est un officier de marine français du XVIII[e] siècle. Issu d'une famille de marins, il se distingue particulièrement pendant la guerre d'indépendance des États-Unis. Député de la noblesse en 1789, il vote néanmoins l'abolition des privilèges et fera partie de l'Assemblée constituante jusqu'à sa dissolution en 1791. Retiré dans sa propriété de Montargis, il est sans affectation jusqu'en 1799, avant d'être rappelé par le Consulat. Promu vice-amiral et placé successivement à la tête de la flotte de Brest et de la flotille de Boulogne, il défait l'amiral Nelson par deux fois et est chargé par Napoléon I[er] de se rendre maître de la Manche avant de lancer une invasion de l'Angleterre.

La famille La Touche-Tréville est originaire de Paris, de son vrai nom était Vassor ou Le Vassor. Elle embarque pour La Martinique et à la Guadeloupe en 1640, et prend une part importante à la fondation de ces colonies française des Antilles françaises.

La branche cadette de cette famille, qui prend le nom de Le Vassor de La Touche, rentre en France, et fournira de nombreux et braves marins. Louis XIV récompense les « Le Vassor de La Touche » en leur octroyant, en 1706, des lettres de noblesse. Un peu plus tard cette branche se divisa elle-même en « Le Vassor de la Touche » et en « Le Vassor de La Touche-Tréville ».

Son oncle, Charles-Auguste Levassor de La Touche-Tréville (1712-1788), chef d'escadre (grade équivalent à celui de contre-amiral) sous Louis XVI était le chef de la nouvelle branche. Le frère aîné de ce dernier, Louis-Charles Le Vassor de La Touche (1709-1781), lui même lieutenant général des armées navales et gouverneur de la Martinique (1761-13 février 1762), qui avait conservé le nom de Le Vassor de La Touche, est le père Louis-René-Madeleine de Latouche-Tréville et Madeleine Rose de Saint-Légier de la Sausaye (1718-1745), sa mère.

Il a trois demi-frères, du second mariage de son père avec Marie-Louise Céleste de Rochechouart (1730-1764) :
- Louis Jean François (1753-1807), officier de cavalerie

- Louis Charles (1754-1780), abbé
- Pierre Jules Camille (1764-1788), lieutenant de vaisseau

Louis-René-Madeleine n'ajouta à son nom celui de Tréville qu'après la mort de son oncle en 1788.

Une formation maritime lors de la guerre de Sept Ans
Latouche-Tréville entre dans la Marine royale en février 1758, à l'âge de 13 ans, comme garde de la marine. Sur vaisseau *Le Dragon*, 64 canons, commandé par son père, il prend part au combat de Belle Isle en Mer les 20 et 21 novembre 1759. Le 11 août 1760, il embarque sur la prame *La Louise*, commandée par son oncle et participe au bombardement des vaisseaux anglais à l'île d'Aix dans l'embouchure de la Charente.

En début 1761, il sert sur différentes chaloupes canonnières. En juin, il embarque sur *L'Intrépide*, un vaisseau de 74 canons, et participe à deux combats[Lesquels ?]. Il débarque de *L'Intrépide* le 27 décembre 1762. Après le Traité de Paris de 1763, il effectue plusieurs campagnes d'évolutions sous les ordres de son oncle et de l'amiral d'Estaing, en Guyane, à Saint-Domingue et à la Martinique sur différents bâtiments, *Le Tonnant*, 80 canons, d'avril à juin 1763, *La Couronne*, 74 canons de juin à août 1763 puis à bord de la flûte *La Garonne* de janvier à juillet 1764, sur *Le Hardi*, 64 canons, puis *La Bricole* jusqu'à février 1767. En mars 1767, il demande et obtient un congé d'une année.

Cavalier aux Antilles puis officier bleu à Rochefort
Bien que promu enseigne de vaisseau en septembre 1768, il quitte peu après la marine, à la faveur d'une réformeNote 2. L'année suivante, il rejoint le service de terre de la Maison du Roi au sein des « mousquetaires noirs »Note 3 puis intègre la cavalerie et devient aide-de-camp du gouverneur de la Martinique le comte d'Ennery. Il obtient son brevet de capitaine de dragons en 1771 dans le régiment de La Rochefoucauld-Dragons, puis de nouveau aide de camp l'état-major du général Valière, commandant des Îles du Vent.

En janvier 1772, il retourne finalement en France et rejoint de nouveau la marine, grâce aux relations de sa famille avec le ministre de la Marine et des Colonies marquis de Boynes4. Le 28 septembre 1772, il est capitaine de brûlot, c'est-à-dire « officier bleu » malgré son passé de garde de la marine, et obtient le commandement de la flûte *Le Courtier*. Il sert essentiellement au port de Rochefort de 1773 à 1775. En mars 1775, La Touche accueille, avec son père, le duc de Chartres à Rochefort lors de son admission dans la marine royale.

La guerre d'Amérique



Bataille de la baie de Chesapeake, 5 septembre 1781

Après une campagne en 1776 jusqu'aux États-Unis sur la flûte *Le Courrier*, il est finalement réintégré dans le Grand Corps comme lieutenant de vaisseau en mai 1777 et est nommé aide-major du port de Rochefort. Il commande la corvette *Le Rossignol*, armée de vingt canons, essentiellement pour des escortes de convois dans le golfe de Gascogne, puis la frégate *L'Hermione*, vingt-six canons, à partir de janvier 1779.

Le soir du 28 mai 1779, alors qu'il croise à l'ouest de l'île d'Yeu, il aperçoit un trois-mâts anglais fonçant sur lui toutes voiles dehors. Prenant conscience que ce bâtiment le croyait moins fort qu'il n'était, il feint de l'éviter pour mieux l'attirer dans un piège. Il prend en chasse, et règle sa marche pendant la nuit, de manière à laisser à l'Anglais l'espérance de l'atteindre au

jour. Il fait allumer des feux toutes les heures pour permettre à son poursuivant de le suivre. Mais, au matin du 29 mai 1779, lorsque le navire anglais se trouve à portée de canon de *L'Hermione*, La Touche revire soudain sur lui. L'Anglais à son tour essaye de prendre la fuite mais trop tard : deux volées de canon de *L'Hermione* le forcent à amener son pavillon. Il s'agissait d'un corsaire de dix-huit canons, basé à Falmouth et nommé *La Dissidence*. Le lendemain, La Touche est à nouveau poursuivi par un corsaire de dix-huit canons, *La Résolution des dames de Londres*.

En plus de ces deux navires corsaires, il s'empare de trois bâtiments de commerce, ce qui lui vaut d'être fait chevalier de l'ordre de Saint-Louis en 1779. C'est à bord de *L'Hermione* qu'il conduit La Fayette jusqu'à Boston en Amérique, au cours d'un voyage qui dure du 10 mars au 28 avril 1780. À son arrivée en Nouvelle-Angleterre, le général des Touches le charge de diriger la construction de plusieurs batteries pour la défense de Rhode IslandNote 4. Ayant été autorisé à croiser quelques semaines sur Long Island et à l'entrée de New York, pour y intercepter les bâtiments à la destination de cette ville, il fait deux nouvelles prises. Le 7 juin 1780, il découvrit quatre navires ennemis se dirigeant vers lui. C'étaient la frégate anglaise *HMS Iris*, de trente-deux canons, et trois autres bâtiments de guerre de moindre taille. Après un rude combat, au cours duquel il a le bras transpercé par une balle, La Touche parvient à mettre en fuite quatre bâtiments britanniques.

Le 16 mars 1781, il se trouve avec l'escadre du capitaine des Touches à la bataille du cap Henry, contre l'escadre anglaise aux ordres de l'amiral Arbuthnot, et est chargé d'aller annoncer au Congrès américain, siégeant à Philadelphie, l'heureuse issue de cet engagement aux insurgés.

Toujours sur *L'Hermione*, il part croiser au large de l'île Royale (actuelle île du Cap Breton), sous les ordres du célèbre navigateur Lapérouse, commandant la frégate *L'Astrée*, de vingt-six canons. Le 21 juillet 1781, les Français entre en vue d'une flotte marchande anglaise escortée par plusieurs bâtiments de guerre anglais. Lapérouse, ordonne des les prendre en chasse et *L'Astrée* et *L'Hermione*, toutes voiles au vent, foncent sur les bâtiment ennemis qui, ayant détaché leurs six bâtiments de guerre du convoi, attendaient en ligne. Il est 19h ce soir là, lorsque les frégates françaises tirent les premiers coups de canon. Lapérouse et La Touche manœuvrèrent avec habileté et parviennent à désorganiser l'escadrille ennemie, qui se composait du HMS *Allegeance*, 24 canons, du HMS *Charleslown*, 20, HMS *Jack*, 14, du HMS *Vulture*, 20, et du HMS *Thompson*, 18. *L'Hermione*, après avoir envoyé plusieurs bordées au *Vulture* et au *Jack*, alla combattre le *Charleslown*, qui déjà avait affaire à l'Astrée et qui est obligé d'amener son pavillon. La Touche retourne aussitôt après sur le Jack, l'écrase de son feu, et le force à se rendre. Tous les ennemis vaincus, seule la nuit profonde leur permit de se dérober aux vainqueurs, non sans dommages. Seul le HMS *Jack* seul put être conduit à Boston.

De retour en France, à la suite de cette belle campagne, Latouche-Tréville apprend qu'il avait été nommé capitaine de vaisseau par brevet le 20 juin 1781.

Campagne franco-américaine aux États-Unis en 1782.
En 1782, il commande une division de deux frégates, *L'Aigle* et *La Gloire*, parties de Rochefort et chargées d'apporter trois millions de livres en Amérique pour les insurgés et du matériel pour l'escadre du marquis de Vaudreuil. Dans la nuit du 4 au 5 septembre 1782, au large des Bermudes, il rencontre le vaisseau HMS *Hector*, ancien vaisseau français de 74 canons pris par les Anglais. En raison de l'importance de sa mission, il cherche dans un premier temps à éviter le combat. Mais, voyant que De Vallonge, le capitaine de *La Gloire* sous ses ordres, n'avait pas suivi ses intentions, il prend le parti de mener le combat et coule le navire anglais.

Cependant, dix jours plus tard, il rencontre une forte division anglaise et doit amener son pavillon. Il est alors conduit en Angleterre où il reste prisonnier jusqu'à la paix.

Le 12 septembre suivant, alors qu'elles s'approchent des côtes américaines, les deux frégates croisent la route d'une escadre anglaise, commandée par le commodore Elphinstone, composée de deux vaisseaux de ligne, d'une frégate, de deux corvettes et d'un brick. La Touche s'empare du brick, louvoie ensuite pour s'approcher du fleuve Delaware, pénètre dans la baie et jusqu'au milieu des bancs espérant que les bâtiments ennemis n'oseraient pas s'y aventurer. Mais il est poursuivi, La Touche parvient néanmoins à faire évacuer les passagers et les trésors qu'il portait. Il les envoie à terre dans les canots des deux frégates ainsi que les dépêches dont il était chargé. Dans un ultime mouvement, il tente de remonter le Delaware au risque de s'échouer sur un banc de sable, ce qui finit par arriver à *L'Aigle*. *La Gloire*, dont le tirant un pied d'eau était plus faible, parvient à franchir le haut fond et gagne le grand canal.

Condamné par la marée descendante à ne pas pouvoir se défendre, il ordonne la sabordage de sa frégate (les mâts sont abattus et des voies d'eau ouvertes) afin qu'elle ne soit pas récupérée par l'ennemi. Après un ultime combat, il finit par amener son pavillon. Cette défense héroïque sera comptée à La Touche comme une victoire. Fait prisonnier de guerre et sa frégate étant perdue, il avait néanmoins rempli sa mission: le trésor et ses passagers étaient parvenus et l'honneur était saufs.
Conduit en tant que prisonnier à New York, il y reste jusqu'au Traité de Paris de 1783 qui met un terme à la guerre d'indépendance des États-Unis. Ses services lors de la guerre d'Amérique lui vaudront d'être décoré de l'ordre de Cincinnatus.

Retour en France et changement de nom
De retour en France, il est directeur du port de Rochefort et chargé de dresser une carte de l'île d'Oléron. Directeur adjoint des ports et arsenaux de 1784 à 1787, puis chancelier du duc d'Orléans (futur Philippe Égalité) en 1787, il finit par être nommé à l'inspection générale des canonniers aux classes de la marine. Au mois de juillet 1786, il embarque Louis XVI sur

une corvette, et le fait passer de Honfleur au Havre.

En 1788, Louis-René-Madeleine de Latouche, que l'on appelait le *comte de La Touche* depuis la mort de son père, prend le nom de La Touche-Tréville qui était celui de son oncle.

Député au début de la Révolution et missions en Méditerranée
Le 7 janvier 1789, il fait l'acquisition de la terre de Platteville à Montargis pour 500 000 livresNote 6. Grand bailli d'épée, il est élu, la même année, député de la noblesse du bailliage de Montargis aux États généraux et fait partie du groupe des 47 députés de la Noblesse qui se rallient au Tiers état et vote l'abolition des privilèges le 4 août 1789. En 1790, il rejoint le Club des jacobins et, le 20 décembre 1790, lors de la réforme de la marine, il est promu au grade de contre-amiral. Il fait partie de l'Assemblée constituante jusqu'à sa dissolution, le 10 octobre 1791. En 1792, il prend part à une expédition contre l'île de Sardaigne. Il commande alors le vaisseau *Le Languedoc*, 80 canons, dans l'escadre de l'amiral Morard de Galles et assure même l'intérim du commandement de la flotte de Brest par manque d'officiers généraux (tous ou presque ont émigré). Il est chargé de commander la forte division au départ de ce port et à destination de la Méditerranée pour étoffer l'escadre de Toulon aux ordres du contre-amiral Truguet. L'année suivante, il est chargé de commander une escadre de dix vaisseaux, les deux tiers des forces de la Méditerranée, pour effectuer une mission d'intimidation à Naples et obtenir les excuses du gouvernement Acton dont l'ambassadeur à Constantinople a intrigué pour faire refuser ses lettres de créance à l'ambassadeur de la République française, Sémonville. Il effectue cette mission avec brio : embossant ses vaisseaux au long du littoral et menaçant de toute son artillerie le palais royal, il fait parvenir un message par l'intermédiaire d'un grenadier, le citoyen Belleville :

Message adressé par Latouche-Tréville au Roi de Naples, 12 décembre 1792
En deux heures il obtient satisfaction. Repartant pour rejoindre Truguet au sud de la Sardaigne, une tempête démâte *Le Languedoc* et *L'Entreprenant* qui se retrouvent isolés et qui doivent retourner à Naples pour réparer. Malgré sa situation critique, les Napolitains non seulement ne tentent rien contre lui, mais lui fournissent même les moyens de réparer les avaries des deux vaisseaux.

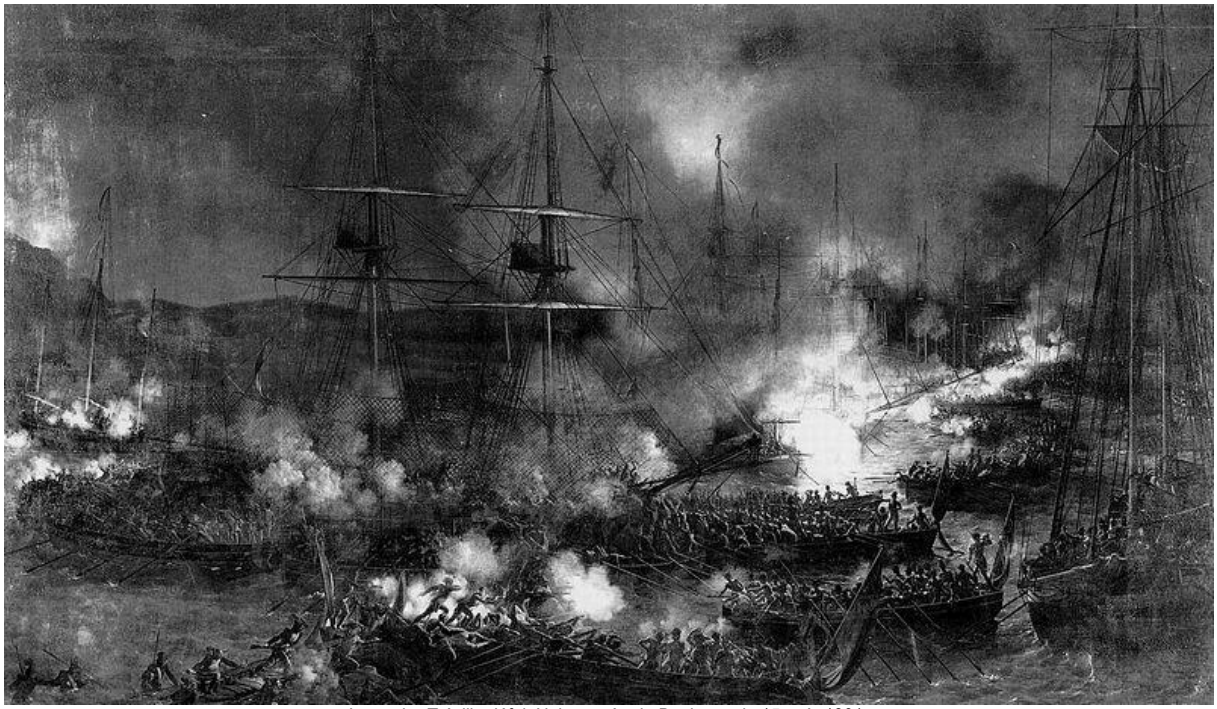
Il rejoint finalement la baie de Cagliari où il participe au bombardement de la ville et assiste impuissant à la panique des volontaires marseillais censés s'en emparer. Il s'entend assez mal avec Truguet, sensiblement moins expérimenté que lui, mais discipliné, il obéit aux ordres. Il apprend à cette occasion sa nomination comme contre-amiral avec effet à compter du 1er janvier 1793. Bien que six autres capitaines de l'escadre ait été simultanément promus, il demeure le commandant second des forces de la Méditerranée. Une fois de retour à Toulon, il se plaint de Truguet auprès du ministre Monge. Il est désigné pour prendre un commandement à Brest mais, dénoncé comme suspect par le Comité de salut public, il est emprisonné à la prison de la Force le 15 septembre 1793 et destitué de son grade de contre-amiral le 30 novembre 1793.

Lettre de La Touche au représentant du peuple Le Fiot du 23 ventôse An II (13 mars 1794)
Libéré à la chute de Robespierre le 9 Thermidor (27 juillet 1794), il se retire à Fontainebleau puis à Montargis.

Sans affectation pendant de nombreuses années
Il est officiellement réintégré dans son grade mais ne reçoit aucune affectation. À Montargis, il est nommé chef de la légion du district. Là, il se livre alors à des activités agricoles et manufacturières, fait de très mauvaises affaires et accumule les dettes. À l'été 1795, il s'installe à Créteil dans le Val-de-Marne, où il vit avec Marie Julie Joly, dont il aura trois enfants.

Le général Hoche le demande pour remplacer le vice-amiral Villaret Joyeuse au commandement de l'escadre devant conduire ses troupes en Irlande mais Truguet, devenu ministre, l'écarte, officiellement en raison de ses liens anciens avec la famille d'Orléans. Les ministres suivant, Pléville Le Pelley et Bruix vont l'ignorer de la même façon.

Le grand homme de la marine du Consulat
Il faudra le Consulat pour qu'enfin lui soit confié un nouveau commandement en 1800. Le 3 avril, il reçoit le commandement de la flotte de Brest par intérim, l'amiral Bruix, malade, se faisant soigner à Paris; le 11 mai, il est nommé responsable de la défense du port de Brest. Le 16 février 1801, il rencontre Napoléon Bonaparte une première fois à Paris. Ce dernier lui confie le commandement d'une division de quatre vaisseaux à Rochefort, avant de le nommer commandant en chef des forces navales de la Manche, basé à Brest en mars. Le 8 juin 1801, il rencontre à nouveau Bonaparte à la Malmaison et expose au Premier Consul un plan de traversée de la Manche. Il commande successivement les vaisseaux *Le Mont-Blanc* et *Le Terrible*. Par deux fois, les 5 et 15 août, il repousse les attaques de l'amiral Nelson qui tente de détruire la flottille. Ce furent probablement les seuls échecs de la carrière de Nelson, ce qui vaudra un prestige considérable à Latouche-Tréville que Bonaparte considère dès lors comme son meilleur amiral.



Latouche-Tréville défait Nelson près de Boulogne, le 15 août 1801.

Nelson écrit à ses amis :
« M. Latouche est tout prêt à prendre la mer, et, à la manière dont manœuvrent ses vaisseaux, je m'aperçois qu'ils sont bien armés ; mais, de mon côté, je commande une flotte telle que je n'en ai jamais vu, et certes aucun amiral, à cet égard, n'a le droit de se dire plus heureux que moi. M. Latouche s'aventure souvent en dehors du cap Sepet. Qu'il ait la bonté de venir jusque par le travers de Porquerolle, et nous verrons de quel bois sont faits ses vaisseaux… Toutes ses manœuvres n'ont été jusqu'ici que des gasconnades. Cependant je ne doute pas que, dès qu'il recevra une mission, il ne soit homme, pour l'accomplir et exécuter ses ordres, à courir le risque de nous rencontrer et de nous combattre. »

Expédition de Saint-Domingue.
Le 14 octobre 1801, il reçoit l'ordre de rallier Rochefort où lui est confié l'escadre stationnée à l'île d'Aix. Son escadre est chargée de conduire les 23 000 hommes de l'Armée du Rhin à Saint-Domingue pour rejoindre sur place les forces de Villaret-Joyeuse. Il s'empare avec le général Boudet de Port-au-Prince et de Léogâne, avant d'obtenir la reddition du général Laplume en 1802.

Il est promu vice-amiral et rejoint la France pour prendre le commandement de la flotte de la Méditerranée en juillet 1803 et reçoit la croix de la Légion d'honneur le 11 décembre suivant9 (19 frimaire an XII). Il conçoit alors un plan de grande envergure pour permettre à la flotte impériale se rendre maître de la Manche et permettre l'invasion de l'Angleterre : il s'agit, en échappant au blocus de la Royal Navy, de faire converger les escadres du Levant (basée à Toulon) et du Ponant (basée à Brest), renforcées d'escadres de l'Atlantique (Rochefort, Le Ferrol) et espagnoles (amiral Gravina), jusqu'en mer des Caraïbes y menacer les colonies anglaises des Antilles pour y attirer la *Royal Navy*. Une fois celle-ci dans les Antilles, lui fausser compagnie en mettant cap sur le Pas de calais pour couvrir la traversée de la grande armée regroupée autour du camp de Boulogne. Mais, épuisé, il meurt à bord du navire amiral *le Bucentaure* en rade de Toulon, le 18 août 1804 après avoir prononcé ces dernières paroles : « Un officier de mer doit mourir sous le pavillon de son vaisseau. ». Le ministre de la Marine et des Colonies Denis Decrès le remplacera par l'infortuné Villeneuve.
ß
Son nom est sur l'arc de triomphe de l'Étoile (côté Nord).
Son tombeau - une pyramide - se dresse au milieu du cimetière militaire franco-italien de Saint-Mandrier-sur-Mer (Var).

BILAN
Latouche Tréville est un marin exceptionnel ayant déjà acquis une solide expérience de combat dès la guerre de Sept Ans. Il est l'un des meilleurs capitaines de la guerre d'Amérique. Le fait qu'il n'ait pas été employé de 1795 à 1800 est certainement une faute qui n'est pas à la gloire des différents ministres qui le considéraient tous comme un rival. Sa mort prématurée prive la marine de l'Empire d'un marin de qualité.

« Napoléon regrettait fort Latouche-Tréville ; lui seul lui avait présenté l'idée d'un vrai talent ; il pensait que cet amiral eût pu donner une autre impulsion aux affaires. L'attaque sur l'Inde, celle sur l'Angleterre, eussent été du moins entreprises, et se fussent peut-être accomplies. »

Latouche Tréville était franc-maçon : il était vénérable en 1793 de la Loge *Les Disciples d'Heredom et de la Madeleine Réunis* de Montargis.

LA TOUR d'AUVERGNE

Carhaix (Bretagne) 23 novembre 1743 - Oberhausen (Bavière), 27 juin 1800.



Théophile Malo Corret de Capitaine, premier grenadier de la République (1799). Il aurait été membre d'une Loge dépendant du Grand Orient de Bouillon.

Théophile Malo de La Tour d'Auvergne-Corret, est un militaire français, premier grenadier des armées françaises.

Ancien Régime

Fils de l'avocat Olivier Corret et de Jeanne Lucrèce Salaün, il naquit à Saint-Hernin (où son père était régisseur du château de Kergoat) et fut baptisé à Carhaix. Mais ce lieu de naissance a donné lieu à des controverses et les historiens ont dénombré pas moins de neuf lieux de naissance supposés, dont huit sont identifiables : à Pontivy, Laniscat, Carnoët, Maël-Carhaix, Trébrivan, Trémargat, Saint-Hernin et finalement Carhaix.

À la sortie du collège des Jésuites à Quimper, il choisit l'armée (vers 1765 ?) alors que son père voulait qu'il devienne avocat et sa mère un dignitaire de l'Église. En 1767, il entra, en qualité de soldat, dans la deuxième compagnie des mousquetaires. Né Théophile-Malo Corret, il ajouta à son nom de famille celui de Kerbauffret précédé d'une particule, sans pouvoir prétendre être de condition noble.

Prétendant descendre d'un fils naturel de Turenne et d'Adèle Corret, nommé Henri Corret, il ajouta à son nom celui de La Tour d'Auvergne en 1777, après avoir obtenu d'un descendant du duc de Bouillon un courrier attestant d'une souche commune, le 23 octobre de cette même année. Le 20 mai 1785 un diplôme autorisa Malo Corret à faire précéder son nom de naissance de celui de La Tour d'Auvergne.

Il passa ensuite au service de l'Espagne, où il fit preuve de sa valeur militaire. Pendant une action meurtrière, il sauva la vie à un officier espagnol blessé en le rapportant au camp sur ses épaules, puis il revint au combat. Le roi d'Espagne lui accorda une décoration qu'il accepta, mais en refusant la pension qui y était attachée.

Révolution française

Il rallia les armées de la République française et fut promu capitaine de grenadiers en 1792. Lazare Carnot, ministre de la guerre, dit de lui qu'il était « *le plus brave parmi les braves* ». Engagé dans l'ancien régiment de Bretagne, le 46e régiment d'infanterie, il servit dans les armées révolutionnaires de Savoie et l'armée des Pyrénées orientales, où il commandait toutes les compagnies de grenadiers formant l'avant-garde et appelées colonnes infernales. Presque toujours cette phalange avait décidé de la victoire lorsque ce corps d'armée arrivait sur le champ de bataille.

Ses loisirs étaient consacrés à des méditations ou à des travaux littéraires, et il était appelé pour ses avis à tous les conseils de guerre. Malade, il quitta l'armée, s'étant embarqué après la paix avec l'Espagne pour se rendre dans sa province, il fut pris en 1794 par un corsaire britannique alors qu'il rentrait chez lui : le voilier sur lequel il avait embarqué à Bayonne à destination de Brest fit naufrage au large de Camaret, et La Tour d'Auvergne fut fait prisonnier par une escadre britannique en même temps que l'équipage. On voulut le forcer à quitter sa cocarde ; mais la passant à son épée jusqu'à la garde, il déclara qu'il périrait plutôt en la défendant.

Il fut interné sur des pontons dans le sud-ouest de l'Angleterre. Durant son internement, il se consacre à l'écriture d'un dictionnaire français-celtique. Il fut libéré en 1797.

À son retour en France, il se rend à Paris, où il apprit qu'un de ses amis nommé Le Brigant, vieillard octogénaire, venait d'être séparé de son jeune fils (le seul encore en vie) par la réquisition ; il se présenta aussitôt au Directoire, obtint de remplacer le jeune conscrit qu'il rendit à sa famille. Il rejoignit l'armée en tant que simple soldat afin de servir à la place du jeune fils de son ami. Il se rendit célèbre par son courage et sa modestie.

Il partit pour l'armée du Rhin, comme simple volontaire. Il fit la campagne de 1799, en Suisse, fut élu membre du Corps législatif, après le 18 brumaire, mais refusa de siéger, en disant : *Je ne sais pas faire des lois, je sais seulement les défendre, envoyez-moi aux armées.* Il refusa plusieurs promotions et fut alors nommé « *premier grenadier de la République* » par Napoléon Bonaparte. Le 27 juin 1800 au soir du combat de Oberhausen, en Bavière, il est touché au cœur par un coup de lance alors que la 46e demi-brigade de l'armée du Rhin est assaillie par la cavalerie adverse.

Hommages[

Toute l'armée regretta ce vieux brave qu'elle aimait à nommer son modèle. Son corps enveloppé de feuilles de chêne et de laurier fut déposé au lieu même où il fut tué. On lui éleva un monument sur lequel on grava cette épitaphe : *LA TOUR D'AUVERGNE*. On sait que son cœur embaumé était précieusement conservé par sa compagnie, et qu'à l'appel par son régiment jusqu'en 1814, le plus ancien sergent répondait au nom de La Tour d'Auvergne : *Mort au champ d'honneur*. Il devint ensuite, via Madame Guillart de Kersauzie, héritière de La Tour d'Auvergne, dont la fille se maria avec un ancêtre de la famille du Pontavice de Heussey, propriété de cette famille qui possédait le château de La Haye en Locmaria-Berrien.

Sa carrière militaire lui valut d'être cité sur l'Arc de Triomphe sous le nom « L Tr Dauvergne » sur la 18e colonne.

Sa dépouille, venant de Bavière, fut déposée au Panthéon de Paris le 4 août 1889 lors des cérémonies du centenaire de la Révolution française. Une statue en bronze sculptée par le baron Carlo Marochetti a été érigée à Carhaix-Plouguer le

27 juin 1841.
En cette occasion, le cœur embaumé de La Tour d'Auvergne fut transporté en grande cérémonie de Paris à Carhaix via Rennes. Le journal La Presse écrit ainsi en mars 1841 : "Lundi 8 mars est passé à Rennes M. Du Pontavice de Heussey, porteur de l'urne qui renferme le cœur de La Tour d'Auvergne, premier grenadier de France.
L'urne est en argent et a trente centimètres de hauteur en y comprenant la grenade en vermeil qui la surmonte. Au milieu est un cœur surmonté d'une lance. (...). À la partie inférieure de l'urne est gravé le dystique suivant :
La Tour d'Auvergne est mort, mais c'est au champ d'honneur. Envions son trépas, et conservons son cœur".

À Carhaix, en 1900, les fêtes du centenaire de son décès durèrent quatre jours en présence d'une foule énorme, présidées par le ministre de la guerre, le général André3. En 1904, l'urne d'argent renfermant son cœur est remise au cours d'une cérémonie militaire et patriotique aux Invalides par la famille du Pontavice de Heussey. Une statue de La Tour d'Auvergne, peut-être par Élias Robert, est sur une des façades du Louvre, près de l'entrée du Carrousel, rue de Rivoli à Paris.

.**LATOUR- MAUBOURG Marie Victor, Nicolas** de **Fay,** marquis de

La Motte-de-Galaure (Drôme) 1768 - Dammarie-lès-Lys 1850.



Colonel de cavalerie de l'armée de La Fayette, aide de camp de Kléber. Après 1815, il fut ambassadeur à Londres. Il passe son enfance au château de Maubourg (Haute-Loire), mousquetaire de la reine à 14 ans, il émigre avec le reste de sa famille en 1792.

Victor de Fay de Latour-Maubourg (ou La Tour Maubourg) est un militaire et homme politique français qui exerça son activité pendant les périodes de la Révolution et de l'Empire, tout comme son frère, Charles César de Fay de La Tour-Maubourg (1756-1831). Il est général de division en 1807, et ministre de la Guerre de 1819 a 1821.
Franc-Maçon de la Loge "*L'Intimité*", à Niort.

Sous l'Empire
Il rejoint Napoléon Ier. Aide-de-camp dans l'expédition d'Egypte, il devient colonel à la bataille d'Austerlitz et y reçoit le grade de général de brigade. Il fait ensuite la campagne de Prusse et de Pologne. Blessé au combat de Dreypen, il reçoit le 14 mai 1807 le titre de général de division. Il est blessé de nouveau à la bataille de Friedland. Il se signale en Espagne en 1808 à la tête de la cavalerie de l'armée du Midi, fait la campagne de Russie, commande le 1er corps de cavalerie en 1813, et il est chargé du Bataillon sacré, composé uniquement d'officiers de cavalerie. Il se couvre de gloire à Dresde et surtout à la bataille de Leipzig où un boulet de canon lui emporte la cuisse. Voyant son domestique pleurer, il lui dit :
« Console-toi, mon ami, le mal n'est pas si grand pour toi… Après tout tu n'auras plus qu'une botte à cirer ».

L'amputation est pratiquée par le célèbre chirurgien des armées impériales, Dominique Larrey qui note dans ses mémoires :
« Il reçut un boulet de petit calibre qui lui fracassa le genou droit, blessure grave qui nécessita l'amputation de la cuisse, réclamée par le blessé lui-même : je la pratiquai immédiatement sous le canon de l'ennemi. Elle fut faite en moins de trois minutes. »

Sous la Restauration
Latour-Maubourg adhère à la déchéance de l'Empereur et est nommé pair de France le 2 juin 1814 par Louis XVIII. Il ne remplit aucune fonction pendant les Cent-Jours. En 1817, il est créé marquis. Il occupe les fonctions de Président du Comité de Cavalerie, Ambassadeur à Londres, et ensuite Ministre d'État et ministre de la Guerre de 1819 à 1821 dans le cabinet d'Élie Decazes et d'Armand Emmanuel du Plessis de Richelieu.

Dans ses *Mémoires*, le comte d'Agoult rapporte que, ministre de la Guerre, Victor de Latour-Maubourg présente à Louis XVIII un document visant à réduire le nombre des Maréchaux de France. Le roi lui dit : « Je signe avec regret cette ordonnance car j'avais l'intention de vous nommer Maréchal. » Le ministre avait fait son devoir, note le comte d'Agoult, et n'accèda jamais à cette dignité suprême. On lui doit l'ordonnance du 25 octobre 1820 portant réorganisation de l'infanterie française. Il est nommé en 1821, gouverneur des Invalides. Personnage sévère, ce grand soldat était probablement plus à l'aise sur les champs de bataille que dans les salons.

Le comte de Basterot, neveu du marquis César-Florimond de Latour-Maubourg, raconte l'anecdote suivante :
« Victor de Latour-Maubourg se trouva invité à un repas où se firent les mêmes extravagances (vaisselle et cristaux brisés). Impassible tant qu'avait durée la scène de destruction. Il se leva au moment où ces enragés de convives n'eurent plus rien à briser, mais un couteau entre ses dents, montant sur la table sans dire un mot, grimpa dans le lustre auquel personne n'avait pensé et s'étant mis à califourchon sur la partie la plus élevée, coupa la corde à laquelle était suspendu ce lustre… après quoi il se dépêtra comme il put, prit son sabre et son chapeau et, plus ou moins meurtri ou blessé, s'en alla sans proférer une parole ».

Il refuse de reconnaître la monarchie de Juillet et devient Gouverneur du duc de Bordeaux en exil. Il décède à Dammarie-lès-Lys en 1850. Grand-croix de l'ordre de la Réunion et de l'ordre de la Légion d'honneur par Napoléon, il sera nommé grand-croix de l'ordre de Saint-Louis par Louis XVIII et chevalier de l'ordre du Saint-Esprit. « Gloire sans nuage », Victor de Latour Maubourg semble avoir été particulièrement apprécié par ses contemporains. Arthur Wellesley de Wellington avait une haute opinion de lui et l'invita durant son ambassade à Londres, Chateaubriand, de son côté, note dans les *Mémoires d'outre-tombe* au Livre 21, Chapitre 6 : « J'ôte mon chapeau en passant devant lui, comme en passant devant l'honneur ».

Il avait épousé une Hollandaise dont il n'aura pas d'enfant. Protestante, elle se convertit au catholicisme après son mariage. Le comte d'Agoult rapporte que « Madame de Maubourg fut atteinte d'hydropisie à l'époque de la Restauration. L'archevêque de Paris lui parla du prince abbé de Hohenlohe qui jouissait dans l'Église d'une réputation de sainteté et s'offrit pour servir d'intermédiaire. L'abbé répondit qu'il célèbrerait pendant neuf jours la messe à l'intention de Madame de Latour-Maubourg. Il indiquait l'heure pour qu'elle pût s'unir par la prière. Le neuvième jour, elle alla communier. À partir de ce moment-là, le mal cessa et elle recouvra toute sa santé ! »

Un portrait de Victor de Latour-Maubourg et une gravure représentant César de Latour-Maubourg sont conservés à la *National Gallery* de Londres. Victor de la Tour-Maubourg figure également sur le tableau du *Sacre de Charles X à Reims*, de François Gérard, conservé au château de Versailles. Victor de Latour-Maubourg donnera son nom à un grand boulevard parisien, une station du métro de Paris ainsi qu'à une caserne à Valence (Drôme), aujourd'hui Centre Universitaire Latour-Maubourg. Il a fait construire le château de Moyeux (Seine-et-Marne).

LAURISTON de **Jacques Alexandre Bernard Law,** marquis Pondichéry 1 février 1768 - Paris 11 juin 1828



Petit neveu de John Law, il fut condisciple de Bonaparte à l'École de Brienne, fut comte de l'Empire, marquis de Lauriston (1817), maréchal de France en 1823. De plus, il fut élu en 1822 à l'Institut de France (Académie des beaux-arts) et nommé commandeur de la Légion d'honneur.

Franc-Maçon de la Loge "*Sully*" à l'orient de Toul- Artillerie. Grand Maître Adjoint du Grand Orient de France.

Lauriston était le 3e des six fils de Jean Law de Lauriston et de Jeanne de Carvalho (née en 1735). Il était également le petit-neveu de John Law le célèbre économiste.
Il se maria en 1789 avec Claude-Antoinette Julie Le Duc (1772-1873), dont il eut : Auguste (1790-1860), Coralie (1800-1891) et Napoléon Adolphe (1805-1867).

Jacques-Alexandre-Bernard, amené en France, fit ses études au collège des Grassins. Il entre à l'École militaire de Paris en 1784. Quand Napoléon Bonaparte arriva à l'École militaire, le 19 octobre 1784, il ne se lia d'abord qu'avec Lauriston et Dupont. Lauriston y était entré le 1er septembre; il en sortit le 1er septembre 1785, avec le grade de lieutenant en second au régiment de Toul. Capitaine en second en août 1791, il devint aide-de-camp du général Beauvoir en 1792, fit cette campagne jusqu'à l'an IV aux armées du Nord, de la Moselle et de Sambre-et-Meuse. Il fut mis à l'ordre du jour de l'armée au siège de Maastricht en 1793, se distingua au siège de Valenciennes, et fut nommé en l'an III chef de brigade du 4e régiment d'artillerie à cheval.

Le 16 germinal an IV, il donna sa démission et quitta l'armée ; mais Bonaparte, devenu premier Consul, le rappela au service et le nomma l'un de ses aides-de-camp. Il est aide de camp de Bonaparte à Marengo. Il reçut l'ordre de licencier le 1er régiment d'artillerie qui s'était mutiné et de le réorganiser. Il en eut ensuite le commandement. Après avoir rempli en 1801, une mission diplomatique à Copenhague et secondé les efforts des habitants de cette ville contre les Britanniques qui la bombardaient, il fut chargé de porter à Londres la ratification du traité de paix conclu à Amiens entre la France et le Royaume-Uni. L'aide-de-camp du Premier Consul fut reçu avec enthousiasme par la population de Londres. On coupa les traits des chevaux et on traîna sa voiture jusqu'à son hôtel.

De retour en France, il fut nommé général de brigade, commandeur de la Légion d'honneur, et reçut au mois de brumaire an XIII le commandement des troupes de l'expédition préparée pour Batavia, sous les ordres de l'amiral Villeneuve. Il fut élevé au grade de général de division en pluviôse de la même année. L'escadre appareilla le 9 germinal et arriva à la Martinique au commencement de prairial. Lauriston débuta par la prise du fort Diamant, réputé imprenable. Dix jours après cette action hardie, la flotte remit à la voile pour l'Europe, eut une affaire au cap Ortegal et se présenta devant Cadix. Lauriston se fit descendre à terre, puis revint à Paris. Il fit la campagne de l'an XIV en Autriche, et eut le gouvernement de Braunau et celui de Raguse dont il s'empara, et des Bouches de Kotor, en 1806. Le 19 décembre 1807, il fut fait gouverneur général de Venise jusqu'en 1808. À son arrivée dans cette ville, il fit opérer la translation du corps du célèbre Law, son grand-oncle, dans l'église San Moïse. En 1808, il accompagna Napoléon à la conférence d'Erfurth, fut créé comte de l'Empire, et suivit l'Empereur à Madrid. Il contribua à la prise de cette ville. De retour en Allemagne en 1809, il passa à l'armée d'Italie. Il prit une part active aux batailles de Raab et Wagram, où il commandait l'artillerie de la Garde. À Wagram, l'aile gauche française était débordée par suite d'une faute énorme commise par l'ennemi, le général comte de Lauriston, à la tête d'une batterie de 100 pièces d'artillerie, marcha au trot à l'ennemi et porta la mort dans ses rangs. L'Empereur lui donna le grand cordon de la Couronne de Fer.

Après la paix de Presbourg, Lauriston se rendit à Vienne, quitta un moment cette ville pour remplir une mission en Hollande, et s'y trouvait de retour lorsque le prince de Neufchatel y arriva avec le titre d'ambassadeur pour épouser, au nom de l'Empereur, l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche. Il remplit auprès de cette princesse les fonctions de colonel général de la Garde impériale, et l'accompagna lors de son premier voyage en France. Il fut encore chargé d'aller chercher à Haarlem et de ramener en France les enfants de Louis Napoléon Bonaparte, qui venait d'abdiquer la couronne de Hollande. Le 5 février 1811, Napoléon nomma Lauriston son ambassadeur en Russie à Saint-Pétersbourg. Il devait demander à Alexandre l'occupation des ports de Riga et de Reval, et l'exclusion des vaisseaux britanniques de la Baltique.

Un an plus tard, pendant la campagne de Russie, il est de nouveau aide de camp de Napoléon. Ce fut lui qui, après la prise de Moscou, conclut un armistice avec Koutouzov. Il commanda l'arrière-garde dans la retraite, et montra dans ces circonstances difficiles les talents d'un général consommé. Arrivé à Magdebourg, il y organisa le 5e corps de la grande armée, à la tête duquel il assista aux batailles de Lützen, de Bautzen et de Wurschen. Il emporta de vive force le village de Weissig, culbuta le corps d'Yorck, et le rejeta de l'autre côté de la Sprée.

À la tête des 5e et 11e corps, il battit les Prussiens en plusieurs rencontres. À Leipzig, quand on fit sauter le grand pont, il se trouvait de l'autre côté de l'Elster Blanche, et *le Moniteur* annonça sa mort. Conduit prisonnier à Berlin, il rentra en France après les événements de 1814. À sa libération, il est nommé aide de camp du comte d'Artois. Louis XVIII le fit chevalier de Saint-Louis, grand cordon de la Légion d'honneur et capitaine de la 1re compagnie des mousquetaires gris. Il accompagna le roi à Béthune, revint à Paris, et se retira dans sa terre de Richecourt, près de La Fère. Lors du retour du Roi, Lauriston alla au-devant de ce prince à Cambrai, fut envoyé à Laon pour présider le collège électoral de l'Aisne, et créé pair de France le 17 août, eut le commandement de la 1re division d'infanterie de la Garde royale. Il votera la mort de Michel Ney.
En 1816, il présida les conseils de guerre formés pour juger l'amiral Linois, le baron Boyer de Peyreleau et le général Delaborde. Linois fut acquitté, Boyer condamné à mort et Delaborde non jugé. Cette même année, le roi lui accorda la croix de commandeur de Saint-Louis et le titre de marquis. En 1820, il eut le commandement supérieur des 12e et 13e divisions militaires, présida le collège électoral de la Loire-Inférieure, entra au ministère comme ministre de la maison du roi, et reçut la grand-croix de Saint-Louis. Le 6 juin 1823, il fut élevé à la dignité de maréchal de France, reçut le commandement en chef du 2e corps de réserve de l'armée des Pyrénées. Entré en Espagne dans le cadre de l'expédition d'Espagne, il assiégea et prit Pampelune le 17 septembre, fut nommé chevalier du Saint-Esprit et de l'ordre espagnol de la Toison d'Or. À son retour de France, il fut nommé grand veneur. Il quitta le ministère le 4 août 1824 et fut nommé ministre d'État.

Il mourut à Paris d'une apoplexie foudroyante le 11 juin 1828, dans les bras de la danseuse Amélie Legallois. Le nom du maréchal Lauriston est inscrit au côté Est de l'arc de triomphe de l'Étoile. De nombreux souvenirs du maréchal se trouvent aujourd'hui dans le château de Filières appartenant à ses descendants. Wikipédia

LAVAL de **Anne-Alexandre-Marie** de **LAVAL-MONTMORENCY** Paris 22 janvier 1747 – Paris 30 mars 1817.



militaire français né à Paris le 22 janvier 1747 et mort à Paris, le 30 mars 1817. Il est marquis puis 2e duc de Laval et pair de France, lieutenant-général des armées du roi, et « cordon rouge » (Ordre de Saint-Louis). Il participe à la guerre d'indépendance des États-Unis, et est membre fondateur de la Société des Cincinnati. Maréchal de camp en 1789, il dut émigrer pendant la Révolution française.

Depuis 1773, le duc de Laval était affilié à la franc-maçonnerie.

Au retour des Bourbons, il fut fait « pair à vie » le 4 juin 1814 et accéda au grade de lieutenant général le 8 juin suivant. Il vota pour la mort au procès du maréchal Ney.
Le duc était commandeur de l'ordre de Saint-Louis.
Mort le 30 mars 1817, la pairie attachée au titre de duc de Laval est rendue héréditaire le 31 août suivant (sans majorat).

Famille

Fils de Guy-André-Pierre de Montmorency-Laval, *duc de Laval-Montmorency*, maréchal de France, et de Jacqueline Hortense de Bullion de Fervacques. Il avait épousé, le 30 décembre 1764, Marie-Louise-Mauricette de Montmorency-Luxembourg, fille de Joseph-Maurice-Annibal, comte de Luxe. Elle a été présentée le 16 février 1766.
De ce mariage sont issus :

- Guy-Marie-Anne-Louis de Montmorency, *marquis de Laval*, capitaine au régiment du roi, dragons, mort le 12 février 1786, sans enfants de Pauline-Renée-Sophie le Voyer de Paulmy d'Argenson qu'il avait épousée le 28 mai 1784.
- Anne-Pierre-Adrien.
- Achille-Jean-Louis de Montmorency-Laval, né le 25 juin 1772, chevalier de Malte de minorité le 18 mai 1782, mort le 14 septembre 1793, d'une blessure qu'il reçut à la défense du camp retranché de Bundenthal, à l'avant-garde de l'armée de Condé.
- Eugène-Alexandre.

LAVATER **Diethelm** Zurich 15 novembre 1743 – 4 mars 1826.



L'organisateur du Rite Ecossais Rectifié en Suisse, qui fut le premier Grand Prieur du Prieuré Indépendant d'Helvétie, était le frère cadet de Johann Kaspar Lavater, l'auteur des célèbres *Physiognômische Fragmente*.

Diethelm Lavater quitte Zürich le 22 avril 1765 pour faire ses études de médecine en Allemagne. Il passe par Erlangen où il reçoit les deux premiers grades à la loge « *Zu den derien Zeder* », va étudier à Leipzig où il fait la connaissance de Goethe. Au cours de son voyage à Berlin, il est élevé au grade de maître le 17 avril 1766 dans la loge « *Aux Trois Globes* », alors dirigée par Zinnendorf, puis reçoit le grade de Maître Ecossais de la Stricte Observance le 4 août 1766 à la loge « *Minerva zu den drei Palmen* » de Leipzig.
Promu docteur en médecine à Halle le 18 avril 1767, il est admis quelques jours plus tard Novice dans l'Ordre Intérieur à Guben, puis est reçu Armiger (*Frater ab Aesculapio*) par Schubart, alors Visiteur Général et bras droit de von Hund, sans attendre les délais habituels, en raison de son retour à Zürich où il arrive le 2 juin suivant. Lavater n'a alors aucune activité maçonnique pendant cinq ans mais, à partir de 1768, il entame une correspondance avec Andreas Buxtorf, un conseiller bâlois. Muni des constitutions que lui a accordées la loge rectifiée de Francfort-sur-le-Main « *Zu den drei Disteln* », Buxtorf vient de fonder à Bâle la première loge de la Stricte Observance en Suisse, « *Zur Freiheit* », dont il est vénérable. Dans ses lettres, Buxtorf incite Lavater à organiser la Stricte Observance en Suisse sur une base nationale indépendante.

« *La Discrétion* », loge d'expression française, est fondée à Zürich le 13 août 1771 par des membres de la Grande Loge de Genève. En juin 1722, y fait en visiteur, l'éloge de la Stricte Observance avec une éloquence telle que « *La Discrétion* » décide quelques jours plus tard de se faire rectifier et demande à Lavater d'être son nouveau vénérable. Le 22 juin, Lavater écrit à Schubart, ignorant que celui-ci n'exerce plus aucune fonction au sein de la Stricte Observance depuis quatre ans. Il lui décrit son succès auprès de « *La Discrétion* » et lui demande conseil. En même temps que la lettre de Lavater, Schubart reçoit une autre lettre, écrite le 21 juin pendant le **Convent de Kohlo**, dans laquelle von Hund et quatre dignitaires de la Stricte Observance lui expriment leurs remerciements pour ses services passés et prennent officiellement acte de sa démission de Visiteur Général que Schubart leur a adressée en 1768.

Schubart n'informe pas Lavater de cette situation. Bien au contraire, il le place devant le choix suivant : s'adresser à von Hund auquel Lavater devrait obéir aveuglément et payer des redevances, ou bien devenir le chef d'une Préfecture totalement indépendante, puis un Sous-Prieuré, puis d'une Province englobant la Suisse et l'Italie, ce que Schubart se déclare prêt à organise pour lui. Le choix de Lavater est vite fait. Schbart lui adresse son propre exemplaire du *Livre rouge* avec les rituels de l'Ordre Intérieur pour qu'il en prenne copie.

Le 4 avril 1773, muni d'une autorisation écrite de Schbart, Lavater arme Jean Näguelin, son prédécesseur à la tête de la loge de Zürich, puis Buxtorf et Peter Burckart le 13 mai suivant. Par une lettre qu'il adresse le 3 mai 1775 à Lavater, Schubart élève la Préfecture de Zürich au rang de Sous-Prieuré de Suisse et la Commanderie de Bâle à celui de Préfecture. Alors que des contacts sont établis entre Strasbourg et la Suisse, les rapports de Buxtorf avec sa loge de Bâle et avec Lavater se dégradent. La loge de Buxtorf interrompt ses travaux et la décision de former une seconde loge est prise à Bâle en avril 1778 à l'initiative de Burckhardt et avec l'accord de Lavater.

Cette situation explique pourquoi, plutôt que d'assister à Lyon au Convent des Gaules en novembre 17878, les suisses préfèrent déléguer à Rodolphe Salzmann des pouvoirs pour les représenter, pouvoirs signés par Lavater (*ab Aesculapio*), Burckhardt (*a Serpente curvata*) et Nägelin (*a [tribus] Stellis*), mais non par Buxtorf (*a Libertate*).

La matricule nouvelle des trois Provinces françaises, adoptées par le Convent des Gaules, prévoit que la V^e^ Province comprend désormais trois Grands Prieurés dont celui de l'Helvétie avec siège à Zürich, décision qui semble être la conséquence de la création du Sous-Prieuré de Suisse par Schubart. Or, des six Préfectures composant sur le papier le Grand Prieuré d'Helvétie, seule celle de Zürich est en activité. L'installation de la seconde loge de Bâle, « *Zur volkommenen Freundschaft* », constamment reportée en raison des dissensions locales, représente donc une dimension nécessaire, préalable à celle d'un Grand Prieuré d'Helvétie en vert du titre 3 du Code général arrêté à Lyon, qui dispose que deux Préfectures constituent le minimum requis pour tenir Chapitre Prioral. Représentant Lavater absent, Burckhardt procède le 30 juillet 1779 à l'installation de la nouvelle loge de Bâle, plus d'un an après sa création.

Deux semaines plus tard, le samedi 14 août, Lavater et Näguelin arrivent à Bâle où les rejoint Jean de Tückheim, Commissaire de la Province de Bourgogne. Ensemble, pendant quatre jours, ils vont tenir le Convent de Bâle. L'un des documents qui y sont signés rappellera que « *l'élection régulière du visiteur général et du chancelier de la province (était) différée depuis six mois pour pouvoir être faite avec le concours des établissements de l'Helvétie* ». Lavater réunit les Bâlois le 16, entend leur exigence de ne plus jamais avoir à faire à Buxtorf et y accède. En vertu des pouvoirs qu'il a reçus de Schubart, il élève leur Commanderie au rang de Préfecture dont Burckhardt est élu Préfet.

Le 17, Lavater ouvre les travaux du Chapitre Prioral en présence de Türckheim entre les mains duquel il dépose ses pouvoirs et sort laisser pour les membres des deux Préfectures procéder à l'élection du Grand Prieur d'Helvétie. Il rentre, apprend son élection, remercie, fait procéder à l'élection des autres officiers et clôture les travaux. Ceux-ci sont alors à nouveau ouverts et Jean de Türckheim procède à l'installation rituelle du Grand Prieur d'Helvétie. Le caractère ombrageux

de Lavater amène sa brouille avec Burckhard en 1780. En 1782, Lavater assiste au début du Convent de Wilhelmsbad mais n'y reste que jusqu'à la suspension des travaux le 2 août.

Dans une lettre inédite, retrouvée par Antoine Faire, que Bernard de Türckheim adresse en décembre 1783 à Willermoz, on lit que Lavater « *veut absolument de l'extraordinaire, du merveilleux et son cœur ne se rend pas à moins* ». Il ne répond pas aux lettres qui lui sont adressées, l'Ordre Intérieur ne se réunit plus depuis 1783. Le Convent de la V[e] Province qui se tient à Strasbourg en septembre 1784, conclut à l'extinction du Grand Prieuré d'Helvétie. Depuis 1784, Lavater n'assiste plus aux travaux de la loge « *Modestia* » de Zürich qui se réunit pour la dernière fois le 1[er] mars 1786. Deux mois plus tard, au nom du Directoire Ecossais Helvétique Romand récemment créé à Lausanne, Bergier d'Illens vient à Zürich rencontrer Lavater et lui soumet un « *traité de réunion et d'identité* » dont on ne sait pas s'il fut conclu ».

.

Si Lavater n'a plus guère d'activité maçonnique jusqu'à sa mort, sinon une dizaine de discours prononcés à Zürich à des occasions diverses, par exemple pour l'initiation de son fils, également prénommé Diethelm, le 19 mars 1811, il entretient cependant des rapports écrits avec plusieurs maçons célèbres. Sa correspondance pour la période allant de 1801 à sa mort, publiée en 1994 par Werner Zimmermann, a révélé l'existence de 200 lettres inédites dont 79 échangées avec Johann August Starck entre 1809 et 1815. Lavater dépose sa charge de Grand Prieur à la fin de 1809 et refuse de la reprendre après la mort de son successeur Pierre Burckhardt, le 24 mars 1817. A.B.

LAVOISIER de **Antoine Laurent** Paris 26 août 1743 - guillotiné 8 mai 1794.



Chimiste, philosophe et économiste français. Il a énoncé la première version de la loi de conservation de la matière, démis la théorie phlogistique, baptisé l'oxygène et participé à la réforme de la nomenclature chimique. Il est souvent fait référence à Antoine Laurent de Lavoisier en tant que père de la chimie moderne.

Né le 26 août 1743 à Paris, dans une famille aisée, Antoine Laurent de Lavoisier est baptisé le jour de sa naissance en l'église Saint-Merri. Il hérite d'une grande fortune à l'âge de cinq ans, après le décès de sa mère. De 1754 à 1761, il fréquente le collège des Quatre-Nations, où il étudie la chimie, la botanique, l'astronomie et les mathématiques. De 1761 à 1763, il étudie le droit à l'université de Paris, et il devient diplômé en droit en 1763. Au cours de cette même époque, il continue à assister à des conférences sur les sciences naturelles. Sa première publication dans le domaine de la chimie paraît en 1764.

En 1767, il travaille sur une étude géologique de l'Alsace et de la Lorraine avec Jean-Étienne Guettard. Parrainé par Henri Louis Duhamel du Monceau, grand ami de son père, il est élu membre de l'Académie des sciences le 18 mai 1768, à l'âge de vingt-quatre ans. En 1769, il travaille sur la première carte géologique de la France.

Le 16 décembre 1771, il épouse, en l'église Saint-Roch à Paris, Marie-Anne Pierrette Paulze, la fille d'un fermier général, alors âgée de treize ans3. Au fil du temps, celle-ci se révèle une aide et une collaboratrice scientifique de son époux. Elle traduit pour lui des ouvrages anglais, parmi lesquels l'*Essai sur le Phlogistique* de Richard Kirwan et les recherches de Joseph Priestley. Elle réalise de nombreux croquis et gravures des instruments de laboratoire utilisés par Lavoisier et ses collègues. Elle écrit et publie également les mémoires de Lavoisier, et accueille des soirées où d'éminents scientifiques débattent de questions liées à la chimie. À partir de 1775, Lavoisier sert à l'Administration royale des poudres : son travail se traduira par des améliorations dans la production de la poudre et dans le domaine de l'agrochimie, par la création d'une nouvelle méthode de production du salpêtre avec la potasse d'Alsace.

Son étude des lois est d'une importance capitale dans la vie de Lavoisier. Elle l'amène en effet à s'intéresser à la politique française, et en conséquence, il obtient un travail comme percepteur d'impôt à l'âge de vingt-six ans dans la Ferme générale, une compagnie privée de collecte d'impôts. Il a essayé de présenter des réformes du système monétaire français et du système d'imposition. Dans son travail pour le gouvernement, il a participé au développement du système métrique pour fixer l'uniformité des poids et des mesures dans l'ensemble de la France. Curieusement, son poste de fermier général est à l'origine de ses principales découvertes scientifiques en chimie. Ce poste met en effet à sa disposition la balance la plus précise d'Europe, qui lui permet de procéder à des pesées moléculaires de divers gaz avec une marge d'erreur inégalée jusqu'alors.

Étant l'un des vingt-huit fermiers généraux, Lavoisier est stigmatisé comme traître par les révolutionnaires en 1794 et guillotiné lors de la Terreur à Paris le 8 mai 1794, à l'âge de cinquante ans, en même temps que l'ensemble de ses collègues. Ayant demandé un sursis pour pouvoir achever une expérience, il s'entend répondre par Jean-Baptiste Coffinhal, le président du tribunal révolutionnaire : « La République n'a pas besoin de savants ni de chimistes ; le cours de la justice ne peut être suspendu. » (cette célérité s'explique par le fait que les biens des condamnés étaient confisqués au profit de l'État, or les fermiers généraux possédaient les plus grosses fortunes de France). Il est inhumé au cimetière des Errancis. Le lendemain de l'exécution de Lavoisier, le grand savant Louis Lagrange regretta le geste du tribunal révolutionnaire en prononçant ces paroles : « Il ne leur a fallu qu'un moment pour faire tomber cette tête et cent années, peut-être, ne suffiront pas pour en reproduire une semblable. ».



Laboratoire d'Antoine Lavoisier au Musée des arts et métiers.

Lavoisier, père de la chimie moderne

L'une des plus importantes recherches de Lavoisier a été de redéterminer la nature du phénomène de combustion (oxydation rapide). Ses expériences permirent de démontrer que la combustion est un processus qui implique la combinaison d'une substance avec l'oxygène. Il démontre également le rôle de l'oxygène dans la respiration végétale et animale, ainsi que son rôle dans la formation de la rouille. L'explication de Lavoisier sur la combustion remplace la théorie phlogistique, qui postule que les matériaux relâchent une substance appelée « *phlogiston* » lorsqu'ils brûlent dans le récipient en question.

Il découvre aussi que l'air inflammable de Henry Cavendish, qu'il baptise hydrogène (du grec « formeur d'eau »), réagit avec l'oxygène pour former une rosée, qui est de l'eau, comme l'a remarqué Joseph Priestley. Le travail de Lavoisier est en partie basé sur celui de Priestley. Lavoisier est le premier à infirmer l'antique théorie des 4 éléments (eau, air, feu, terre).

Dans les ouvrages *Sur la combustion en général* et *Considérations générales sur la nature des acides* (1778), il démontre que l'air responsable de la combustion est aussi une source d'acidité. En 1779, il nomme cette partie de l'air « oxygène » (du grec « formeur d'acide ») et l'autre partie « azote » (du grec « sans vie »). Dans ses *Réflexions sur le phlogistique* (1783), Lavoisier démontre que cette théorie phlogistique n'est pas cohérente.

Les expériences de Lavoisier sont parmi les premières expériences chimiques véritablement quantitatives jamais exécutées: c'est en ce sens qu'il assure le passage de l'alchimie (souvent imaginaire et peu expérimentale) à la chimie, dont il est le fondateur. Il a prouvé que, bien que la matière change d'état dans une réaction chimique, la masse totale des réactifs et des produits reste identique du début jusqu'à la fin de la réaction. Il brûla du phosphore et du soufre dans l'air, et montra que les produits pesaient plus que les réactifs de départ. Néanmoins, le poids gagné était perdu par l'air. Ces expériences ont été des preuves à la base de la loi de conservation de la matière. Lavoisier a aussi étudié la composition de l'eau, et il appelle ses composants « oxygène » et « hydrogène ».

En 1784, Lavoisier fait partie d'une commission nommée par Louis XVI pour étudier la pratique du magnétisme animal avec le médecin Joseph Ignace Guillotin, l'astronome Jean Sylvain Bailly et l'ambassadeur des États-Unis en France, Benjamin Franklin.

Avec le chimiste Claude Louis Berthollet et d'autres, Lavoisier conçoit une nomenclature chimique ou un système des noms qui sert de base au système moderne. Il la décrit dans la *Méthode de nomenclature chimique* (1787). Ce système est toujours en grande partie en service au XXIe siècle, y compris des noms tels que l'acide sulfurique, les sulfates et les sulfites. Son *Traité élémentaire de chimie* (1789) est considéré comme le premier manuel chimique moderne, et présente une vue unifiée des nouvelles théories de chimie, fournit un rapport clair de la loi de la conservation de la masse et nie l'existence du phlogiston. En outre, Lavoisier clarifie le concept d'un élément comme substance simple qui ne peut être décomposée par aucune méthode connue d'analyse chimique, et conçoit une théorie de la formation des composés chimiques des éléments. De plus, son ouvrage contient une liste d'éléments ou substances qui ne peuvent être décomposés davantage, incluant l'oxygène, l'azote, l'hydrogène, le phosphore, le mercure, le zinc et le soufre. Sa liste, cependant, inclut également la lumière et la chaleur, qu'il pensait être des substances matérielles.

Les contributions fondamentales de Lavoisier à la chimie sont le résultat d'un effort conscient d'adapter toutes les expériences dans le cadre d'une théorie simple. Il a établi l'utilisation cohérente de l'équilibre chimique, a utilisé ses découvertes sur l'oxygène pour renverser la théorie phlogistique, et a développé un nouveau système de nomenclature chimique qui soutient que l'oxygène est un constituant essentiel de tous les acides (ce qui plus tard se révéla incorrect). Pour la première fois, la notion moderne d'élément est présentée systématiquement. Les trois ou quatre éléments de la chimie classique ont conduit au développement du système moderne, et Lavoisier a traduit des réactions dans les équations chimiques qui respectaient la loi de conservation des masses.

La maxime « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme » attribuée à Lavoisier, est simplement la reformulation d'une phrase d'Anaxagore de Clazomènes : « Rien ne naît ni ne périt, mais des choses déjà existantes se combinent, puis se séparent de nouveau ». Dans son *Traité élémentaire de chimie* de 1789, Lavoisier parle de la matière en ces termes : « On voit que, pour arriver à la solution de ces deux questions, il fallait d'abord bien connaître l'analyse et la nature du corps susceptible de fermenter, et les produits de la fermentation ; car rien ne se crée, ni dans les opérations de l'art, ni dans celles de la nature, et l'on peut poser en principe que, dans toute opération, il y a une égale quantité de matière avant et après l'opération ; que la qualité et la quantité des principes est la même, et qu'il n'y a que des changements, des modifications. » (à noter que pour Lavoisier, la « quantité de matière » signifiait le poids ou la masse ; de nos jours la quantité de matière est plutôt le nombre de moles, et il faut dire qu'il y a une masse égale avant et après l'opération).

Lavoisier, un agronome discret

En 1778, trois ans après la mort de son père, Lavoisier achète le domaine de Fréchines près de Blois et se prend d'une

passion discrète pour l'agriculture. Il se rend trois fois par an sur ses terres, pour deux à trois semaines, en compagnie de Madame Lavoisier qui assure la correspondance avec le gestionnaire local, le notaire Lefebvre.

Ce domaine est l'occasion pour Lavoisier de mettre en pratique les travaux de Duhamel du Monceau. Après dix ans, Lavoisier rédige un compte-rendu de ses recherches à la Société royale d'agriculture et déclare qu'il lui faudra encore une décennie pour confirmer ses résultats. Peu avant sa mort sur l'échafaud, il rédige un traité d'agriculture qu'il déclare pratiquement terminé en 1793.

Le bétail, un mal nécessaire

En 1791, Lavoisier présente à la Constituante un mémoire, *De la richesse territoriale du royaume de France*, dans lequel il chiffre en vue d'en évaluer la ponction fiscale, le « produit national net », notion physiocratique qui prend en compte une seule catégorie de revenus, celle des propriétaires du sol9. C'est dans ce mémoire que Lavoisier constate que « les bestiaux ne sont que les instruments employés pour cultiver et pour fumer et [que] le bénéfice qu'ils procurent n'est qu'un léger accessoire ». Il affirme alors — et la formule connaîtra une grande fortune — que « le bétail est un mal nécessaire ».

La « végétalisation »

Ses idées sur l'utilisation du fumier sont très conventionnelles pour l'époque. Ainsi, il montre que des apports massifs permettent d'augmenter lentement les rendements. Vers la fin de sa vie il est confronté à la théorie de l'humus soutenue par Jean Henri Hassenfratz. Cette théorie, qui postule que seul l'humus est capable de nourrir les végétaux, est fausse et prévalut jusqu'aux travaux de Justus von Liebig en 1840. Lavoisier rédige anonymement un programme de recherche que l'Académie des sciences aurait dû proposer au concours en 1794, date où la Convention supprima l'Académie et condamna Lavoisier. Dans ce programme, Lavoisier décrit le cycle des composants de la matière à la surface de la terre (le cycle réduction-oxydation) et oppose la « végétalisation » (la photosynthèse) à la combustion et aux fermentations. En ce sens, il annonce les grandes découvertes agronomiques du XIX^{e} siècle.

POSTERITE

Les contemporains de Lavoisier étaient convaincus que la matière était composée des quatre éléments fondamentaux : la terre, l'air, l'eau et le feu et la théorie du phlogistique était aussi très vraisemblable à cette époque.

Avec de réelles qualités scientifiques, des instruments et une méthode de travail précise, Lavoisier installa la chimie sur une base nouvelle qui conduisît à la chimie moderne. Les chimistes qui l'ont suivi purent alors s'orienter dans leur science grâce à des recherches contrôlées.

Son nom est inscrit sur la tour Eiffel, façade Trocadéro, il est, en outre, représenté sur l'hôtel de ville de la capitale.

Publications de Lavoisier

- *Instruction sur les moyens de suppléer à la disette des fourrages, et d'augmenter la subsistance des bestiaux, Supplément à l'instruction sur les moyens de pourvoir à la disette des fourrages, publiée par ordre du Roi le 31 mai 1785*, Paris : Impr. royale, Strasbourg : Impr. de Levrault, Lille : impr. de N.-J.-B. Peterinck-Cramé, et Lyon : Impr. de la Ville (Aimé de La Roche), 1785, in-4°, 16 p.
- *Traité élémentaire de chimie, présenté dans un ordre nouveau et d'après les découvertes modernes*, 1789, deux volumes ; rééd., Bruxelles : Cultures et Civilisations, 1965.
- *Œuvres complètes d'Antoine Lavoisier en ligne*, publié sous la direction de Pietro Corsi et Patrice Bret, CRHST-CNRS, Paris, 2003. Ce site est développé par le centre de recherche en histoire des sciences et des techniques du CNRS.

LAW de **Lauriston Jacques Alexandre** Pondichéry dans les Indes françaises 1er février 1768 - Paris 11 juin 1828.



Jacques Jean Alexandre Bernard Law, marquis de Lauriston est un militaire, diplomate et homme politique français, né le 1er février 1768 à Pondichéry dans les Indes françaises, et mort le 11 juin 1828 à Paris. Il devient successivement général de division en 1805, comte de l'Empire en 1808, ambassadeur de France en Russie en 1811, marquis de Lauriston en 1817, maréchal de France en 1823 et ministre d'État en 1824. Il est par ailleurs élu en 1822 à l'Institut de France (Académie des beaux-arts) et promu commandeur de la Légion d'honneur.

Lauriston est le troisième des six fils de Jean Law de Lauriston et de Jeanne de Carvalho (née en 1735). Il est également le petit-neveu de l'économiste John Law, contrôleur général des finances. Il se marie en 1789 avec Claude-Antoinette Julie Le Duc (1772-1873), dont il eut : Auguste (1790-1860), Coralie (1800-1891) et Napoléon Adolphe (1805-1867).

La Révolution française

Après son retour en France, Jacques Alexandre de Lauriston fait ses études au collège des Grassins, à Paris. Il entre à l'École militaire de Paris en 1784 où il se lie avec Napoléon Bonaparte. Lauriston en sort le 1er septembre 1785, avec le grade de lieutenant en second au régiment de Toul. Capitaine en second en août 1791, il devient aide-de-camp du général Beauvoir en 1792. Il combat les armées de la première coalition dans les armées du Nord, de la Moselle et de Sambre-et-Meuse. Il participe au siège de Maastricht en 1793, se distingue au siège de Valenciennes et est nommé en l'an III chef de brigade du 4^{e} régiment d'artillerie à cheval. Le 5 avril 1796 (16 germinal an IV), il démissionne de l'armée.

Le consulat et l'Empire
En 1800, Napoléon Bonaparte, devenu premier Consul, le rappelle au service et en fait un de ses aides-de-camp et participe à ce titre à la bataille de Marengo le 14 juin 1800. Il reçoit l'ordre de licencier le 1er régiment d'artillerie qui s'était mutiné et de le réorganiser. Il en eut ensuite le commandement. Lauriston est envoyé en mission diplomatique à Copenhague en 1801 et assiste au bombardement de la ville par la flotte britannique de l'amiral Nelson. Au printemps 1802, il est chargé de porter à Londres la ratification du traité de paix conclu à Amiens entre la France et le Royaume-Uni. L'aide-de-camp du Premier Consul est reçu avec enthousiasme par la population de Londres : celle-ci coupe les traits des chevaux et traîne sa voiture jusqu'à son hôtel.

De retour en France, il est nommé général de brigade, commandeur de la Légion d'honneur et reçoit en novembre le commandement des troupes de l'expédition préparée pour ravitailler Batavia, sous les ordres de l'amiral Villeneuve. Il est élevé au grade de général de division en février 1805. L'escadre appareille de Toulon le 29 mars et arrive à la Martinique à le 12 mai. Lauriston participe à la prise du rocher du Diamant, occupé par une garnison britannique et réputé imprenable. Dix jours plus tard, Villeneuve apprend le départ de Nelson pour les Antilles et la flotte remet à la voile pour l'Europe. Elle arrive à Cadix après la bataille du Cap Finisterre. Lauriston rentre à Paris.
Il fait la campagne de 1805 en Autriche. Il devient gouverneur de Braunau, Raguse et des Bouches de Kotor, en 1806. Le 19 décembre 1807, il est nommé gouverneur général de Venise. À son arrivée dans cette ville, il fait opérer la translation du corps de l'économiste Law, son grand-oncle, dans l'église San Moisè. En 1808, Lauriston accompagne Napoléon au congrès d'Erfurt. Il est fait comte de l'Empire et combat en Espagne. De retour en Allemagne en 1809, il passe à l'armée d'Italie et prend une part active aux batailles de Raab et de Wagram, où il commandait l'artillerie de la Garde. À l'issue de la bataille de Wagram, Napoléon lui octroie le grand cordon de la Couronne de Fer.

Après le traité de Schönbrunn, Lauriston, en tant que colonel général de la Garde impériale, accompagne l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche en France pour son mariage avec Napoléon. Il est ensuite chargé d'aller chercher à Haarlem et de ramener en France les enfants de Louis Bonaparte, qui venait d'abdiquer la couronne de Hollande.

Le 5 février 1811, Napoléon nomma Lauriston son ambassadeur en Russie à Saint-Pétersbourg. Il devait demander à Alexandre l'occupation des ports de Riga et de Reval, et l'exclusion des vaisseaux britanniques de la Baltique. Un an plus tard, pendant la campagne de Russie, il rejoint l'armée et sert de nouveau comme aide-de-camp de Napoléon. Après la prise de Moscou, l'Empereur charge Lauriston d'une mission de négociation de paix avec le général Koutouzov. Après une journée de tergiversations aux avant-postes, Lauriston est admis dans la nuit du 5 octobre 1812 auprès du commandant en chef russe. Celui-ci l'éconduit en feignant devoir en référer au tsar pour maintenir les Français dans l'incertitude et retarder leur départ. Lauriston commande l'arrière-garde durant la retraite et montre dans ces circonstances difficiles les talents d'un général consommé.

Arrivé à Magdebourg, il y organise le 5e corps de la Grande Armée, à la tête duquel il combat durant la campagne d'Allemagne aux batailles de Lützen, de Bautzen. À la tête des 5e et 11e corps, il battit les Prussiens en plusieurs rencontres. Il est fait prisonnier lors de la bataille de Leipzig, le 14 octobre 1813. Il se trouvait toujours dans la ville lorsque le pont sur l'Elster Blanche a été détruit ; *le Moniteur* annonça sa mort. Conduit à Berlin, il rentre en France après la chute de l'Empire et le retour des Bourbons en avril 1814.

La Restauration
À sa libération, il est nommé aide-de-camp du comte d'Artois. Louis XVIII le fait chevalier de Saint-Louis, grand cordon de la Légion d'honneur et capitaine de la 1re compagnie des mousquetaires gris. Pendant les Cent-Jours, il accompagne le roi jusqu'à Béthune, revient à Paris et se retire dans sa terre de Richecourt, près de La Fère.

Après la bataille de Waterloo, Lauriston retrouve le roi à Cambrai. Il est envoyé à Laon pour présider le collège électoral de l'Aisne. Il est créé pair de France le 17 août et reçoit le commandement de la 1re division d'infanterie de la Garde royale. Lors du procès du maréchal Ney en décembre 1815, Il vote la mort.

En 1816, il préside les conseils de guerre formés pour juger l'amiral Linois, le baron Boyer de Peyreleau et le général Delaborde. Linois fut acquitté, Boyer condamné à mort et Delaborde non jugé. Cette même année, le roi lui accorde la croix de commandeur de Saint-Louis et le titre de marquis. En 1820, il reçoit le commandement supérieur des 12e et 13e divisions militaires, préside le collège électoral de la Loire-Inférieure, devient ministre de la maison du roi et reçoit la grand-croix de Saint-Louis. Le 6 juin 1823, Lauriston est élevé à la dignité de maréchal de France et il commande du 2e corps de réserve de l'armée des Pyrénées. Entré en Espagne dans le cadre de l'expédition d'Espagne, il assiège et prend Pampelune le 17 septembre. Il est nommé chevalier du Saint-Esprit et de l'ordre espagnol de la Toison d'Or. À son retour de France, il est nommé grand veneur. Il devient ministre d'État le 4 août 1824.

Il meurt à Paris d'une apoplexie foudroyante le 11 juin 1828, dans les bras de la danseuse Amélie Legallois. Il est inhumé au Père Lachaise. Le nom du maréchal Lauriston est inscrit au côté Est de l'arc de triomphe de l'Étoile. De nombreux souvenirs du maréchal se trouvent aujourd'hui dans le château de Filières appartenant à ses descendants.

LAW de **Lauriston John** Édimbourg 21 avril 1671 - Venise 21 mars 1729.



Jean ou **John Law de Lauriston**1, né le 21 avril 1671 à Édimbourg, mort le 21 mars 1729 à Venise, est un aventurier, banquier et économiste écossais. Le nom du banquier se prononçait *Lass* en français au XVIIIe siècle, car on le prononçait ainsi en Écosse (*Law's [son]*).

Il fut ministre des Finances du royaume de France, qui lui doit l'introduction du billet de banque. Son idée économique est que l'argent est un moyen d'échange et ne constitue pas une richesse en soi. La richesse nationale dépend du commerce. Pour la France, il est le père de la finance et de l'utilisation du papier-monnaie à la place du métal et des factures. Il est aussi un acteur central de l'Histoire des bourses de valeurs pour avoir réalisé les premières grandes émissions de titres.
Il était membre de la Loge Sully à l'orient de Toul-Artillerie.
Grand Maître Adjoint du Grand Orient de France.

Sa vie d'avant 1715
Il était le fils d'un orfèvre d'Édimbourg très influent dans sa corporation, qui savait mener avec brio des opérations de change aussi complexes que risquées, ce qui sans doute fut à l'origine de la propre vocation de banquier et de preneur de risques de John Law. Il est aussi joueur et possède d'étonnantes capacités de calcul mental.
À dix-sept ans, il hérite de la fortune de son père. Le 9 avril 1694, lors d'un duel, il tue son adversaire, Edward Wilson, pour obtenir les faveurs d'Elizabeth Villiers, plus tard comtesse d'Orkney. À vingt-trois ans, il est jugé coupable et condamné à mort, par pendaison. Du fait qu'il s'agit d'un homicide involontaire, la peine est commuée en amende, mais le frère de Wilson fait appel et Law est condamné à une peine de prison. Il échappe à cette nouvelle sentence en s'enfuyant à Amsterdam, où il se met à étudier la banque.

Il publie plusieurs essais théoriques sur la masse monétaire dans l'économie, mais ses écrits n'ont pas un grand retentissement. Pendant vingt ans, il va parcourir l'Europe – Amsterdam, Paris, Genève, Venise… – pour proposer ses idées, mais elles sont partout rejetées. À Venise, il étudie les jeux d'argent, et ses observations lui permettent d'accumuler méthodiquement une fortune considérable. Toujours à Venise, il s'initie aussi aux techniques bancaires les plus évoluées de l'époque. Il observa que les négociants vénitiens se séparaient facilement de leur monnaie d'or et d'argent pour prendre du papier, afin de faciliter leurs affaires et ainsi accroître leurs profits.

Il mûrit alors l'idée de créer une banque dans l'un des multiples royaumes européens qui n'en possédaient pas. Les banques commerciales qui fonctionnaient déjà à Amsterdam, à Nuremberg, à Stockholm et à Londres émettaient des billets à ordre en échange de dépôts en monnaie métallique, ce qui assurait la convertibilité des billets à tout moment, gage de sécurité pour les clients, mais interdisait à la banque de prêter à grande échelle. Pour se différencier, il imagine de garantir ses billets par les revenus d'une certaine quantité de terres agricoles, constituant le capital de base. La convertibilité à tout moment, contre des espèces sonnantes et trébuchantes, ne serait pas garantie, mais les clients auraient l'assurance que la valeur indiquée sur chaque billet émis correspondait bien à une richesse foncière existante. Ce système est une véritable révolution et un premier pas vers l'abandon de l'or et de l'argent comme unique moyen de paiement.

Son système, où une nouvelle monnaie, indépendante de l'or et de l'argent, pouvait prendre le relais, correspondait alors à un véritable besoin des économies européennes de disposer de beaucoup plus de moyens et de souplesse de paiement. L'Europe est alors à la veille de sa révolution industrielle. Or les arrivages de métaux précieux, notamment en provenance des Amériques, étaient de moins en moins abondants, la monnaie devenait rare et les économies s'ankylosaient, ce qui confirmait les théories mercantilistes selon lesquelles la prospérité est fonction de la quantité d'or et d'argent en circulation. Un autre avantage de son système était de pouvoir régler l'émission de la nouvelle monnaie en fonction des besoins de l'économie et de l'État.

Il fait une première proposition au roi de Sicile, qui est rejetée, ce qui l'incite à venir en France. En 1708, une première proposition est rejetée par le vieux roi Louis XIV, qui se méfia de lui car John Law n'était pas catholique.

Le *système de Law* (1715-1720)
En 1715, l'année de la mort de Louis XIV, Law revint en France pour offrir ses services en tant qu'économiste à Philippe d'Orléans. La situation financière du pays était dramatique. La dette de l'État français était considérable, car l'ancien roi avait énormément dépensé dans les guerres et les constructions ; de plus, quelques dizaines de financiers s'étaient fortement enrichis aux dépens du royaume et étaient toujours à l'affût de quelque bonne affaire. Les ministres et les personnalités influentes ne proposaient que des solutions de replâtrage.

Le Régent se décida alors à suivre les audacieuses théories de Law, qui semblaient lui permettre de régler le problème de l'endettement et de relancer vigoureusement l'activité économique du pays. John Law est autorisé à créer en 1716 la Banque générale et à émettre du papier-monnaie contre de l'or. Le Régent lui-même participe à la souscription des actions de la nouvelle banque. Il ne s'agissait pas d'une banque foncière, mais d'une banque ordinaire, sur le modèle hollandais, qui échangeait des dépôts de monnaie métallique contre des billets, sans frais de courtage, les bénéfices étant obtenus grâce au change et aux opérations d'escompte. Le succès fut rapidement au rendez-vous, car la monnaie émise était plus pratique pour les négociants. La banque commença à accroître le volume de ses émissions, imprimant plus de papier-monnaie qu'elle n'avait réellement d'or et d'argent en dépôt. À ce niveau, la création monétaire était garantie par divers revenus que la banque pouvait s'assurer grâce à l'appui du Régent.

En 1717, pour se lancer lui-même dans le grand commerce avec l'outre-mer, John Law crée la Compagnie d'Occident, après avoir racheté la Compagnie du Mississippi, créée en 1713 par le financier Antoine Crozat et responsable de la mise en valeur de la grande Louisiane française. Une vaste opération de propagande en faveur de la colonisation est lancée. John Law fait valoir auprès du grand public qu'il a lui-même investi dans un immense domaine en Louisiane, juste pour donner confiance, car il n'a l'intention de développer rien que ce soit là-bas.

En 1718, la Banque générale devint Banque Royale, garantie par le roi. En 1719, la Compagnie d'Occident absorbe d'autres compagnies coloniales françaises, dont la Compagnie du Sénégal, la Compagnie de Chine et la Compagnie française des Indes orientales, et devint la Compagnie perpétuelle des Indes. La nouvelle compagnie dispose d'une souveraineté de fait sur le port de Lorient, qui connaît alors une activité commerciale sans précédent. Cette même année, la Compagnie renégocia pour le compte du Royaume la multitude de rentes dont il était redevable, qu'elle obtint aux meilleurs taux. Elle offrit au Royaume de lui prêter 1 200 millions de livres, nécessaires à cette vaste opération de rachat, contre une annuité égale à 3 % du total. Quant aux règlements, ils se firent en billets de banques. Les nouvelles souscriptions furent très bien accueillies, alors que les nouveaux billets avaient une valeur supérieure à leur équivalent en monnaie métallique, ce qui engendra un début d'inflation, cachée par l'appréciation des billets-papier. Seuls les plus importants possesseurs de ces billets commencèrent à avoir des craintes.

En août 1719, la compagnie obtint de l'État le privilège de percevoir les impôts indirects et celui de la fabrication de la monnaie. En 1720, la Banque royale et la Compagnie perpétuelle des Indes fusionnèrent, et John Law en fut nommé Contrôleur général des finances le 5 janvier, puis surintendant général des Finances. Ce mois-là, plus d'un milliard de livres de billets de banque furent émis, et le capital de la banque se monta à 322 millions de livres. Cependant, la fin du système Law était proche ; les ennemis de John Law – parmi eux, se trouvaient le duc de Bourbon et le prince de Conti – poussèrent à une spéculation à la hausse dans le but de faire s'effondrer le système. Le prix des actions passa de 500 à 20 000 livres. Puis certains des plus gros possesseurs de billets commencèrent à demander à réaliser leurs avoirs en pièces d'or et d'argent, ce qui fit immédiatement s'écrouler la confiance dans le système. Dès le 24 mars, ce fut la banqueroute du système de Law. Les déposants se présentèrent en masse pour échanger le papier-monnaie contre des espèces métalliques, que la société ne possédait plus. Plus personne n'eut confiance ; la banqueroute du système avait ruiné les déposants. Bien qu'il eût complètement échoué à relancer l'économie et à réduire la dette de la France, 300 ans après, la théorie monétaire moderne intègre de nombreux concepts clés issus du système Law.

La fuite
En décembre 1720, John Law, ruiné, est obligé de s'enfuir du royaume. Sous la protection officieuse du Régent, Law est contraint à se réfugier à Venise. Son système a appauvri ou ruiné 10 % environ de la population française, principalement les riches actionnaires. Quelques autres par contre, bénéficiant de renseignements de première main, purent s'enrichir considérablement.

Cependant, son système, s'il a fait perdre confiance dans le papier-monnaie et dans l'État, a paradoxalement assaini la dette de celui-ci en la faisant prendre en charge par de nombreux épargnants, et sauvé l'économie de la France en un moment où le pays était paralysé par l'endettement généralisé et par la pénurie de liquidités. Les agents économiques ont été en effet libérés de l'endettement chronique, et l'inflation a permis d'alléger les dettes privées d'au moins 50 %. Les grands perdants ont été les rentiers – hors immobilier – mais, *a contrario*, les petites gens ont vu leur situation générale s'améliorer.

Après la mort du Régent en décembre 1723, John Law se retrouve sans protecteur. Il vit ses dernières années abandonné de tous et presque sans ressources. Après un séjour en Bavière, il revient à Venise, où il meurt le 21 mars 1729, d'une pneumonie. Il est inhumé dans l'église San Moisè.

LEBEY André

Dieppe 10 août 1877 – Paris 3 janvier 1938.

Ecrivain maçonnique. Initié à la Loge Victor Hugo en 1908. Vice-président du Conseil de l'Ordre en 1913-1919. Au Congrès des maçonneries alliées et neutres (28, 29 et 30 juin 1917), il présenta un projet de Société des Nations, réclama le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, le démembrement de l'empire austro-hongrois, l'indépendance de la Bohême et de la Pologne. Il était en 1935 Grand Orateur du GCDR.

Il fit ses études au Lycée Michelet. Poète, historien, homme de lettres, ami de Paul Valéry, de Pierre Louÿs, de Jean de Tinan, André Lebey fut également militant coopérateur et socialiste. Il adhère à la franc-maçonnerie en 1908 et au socialisme en 1910. Rédacteur en chef de la Revue socialiste de 1910 à 1914, dirigée par son ami Albert Thomas, il est élu député SFIO de Seine-Et-Oise en 1914. Dans son programme, Lebey se déclarait en faveur de la loi de deux ans « par l'organisation d'une armée nationale qui constitue, enfin, l'instrument efficace, toujours prêt, dons nous avons besoin », de même qu'il souhaitait une représentation proportionnelle basée sur le système du quotient et une révision de la Constitution.

La guerre étant toute proche, Lebey la fit d'abord comme simple soldat, puis comme sergent au 17e régiment territorial d'infanterie et, promu sous-lieutenant le 4 février 1915, il la termina dans l'aviation.

A la Chambre, il fut membre de la commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies ainsi que de la commission de réparation des dommages causés par les faits de guerre. Effacer dans la mesure du possible les conséquences du récent conflit mondial était son souci primordial. Il déposa de nombreuses propositions de lois ou de

résolutions : création d'un service national de reconstruction des habitations et locaux privés dans les départements dévastés par la guerre ; compléter pour les seuls blessés ou mutilés de guerre, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents de travail, etc…proposition tendant au transfert des cendres de La Fayette au Panthéon. Plan d'aménagement et d'embellissement des villes, révisions et extensions des routes et chemins, renouvellement du privilège de la Banque de France, alliance franco-russe, expropriations pour cause d'utilité publique.

Partisan de la défense nationale, il rompt en 1919 avec le Parti socialiste SFIO et se présente aux législatives suivantes sur une liste dissidente ; il est battu. Il rejoint le Parti socialiste français et se représente aux législatives de 1924 sans plus de succès. Il continue à publier de nombreux ouvrages historiques et de souvenirs, tout en collaborant à des journaux et revues. Il meurt en 1938.

LE BRETON André

Paris mois d'août 1708 - 5 octobre 1779.

Editeur français à l'origine de l'*Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers* de Diderot et D'Alembert. Le Breton était fils d'un conseiller en l'élection de Paris et petit-fils par sa mère de Laurent d'Houry, fondateur de l'*Almanach royal*. Il devint juge consul, syndic de sa corporation et premier imprimeur du roi.

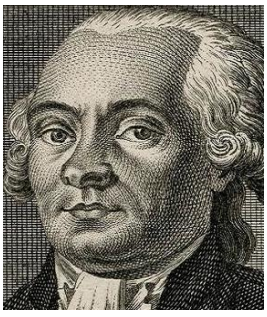
Le succès de la *Cyclopaedia* anglaise de Chambers avait donné l'idée aux libraires associés de Paris de la faire traduire en français ; l'abbé de Gua s'était chargé d'y faire les corrections et additions nécessaires, mais celui-ci ne s'occupant pas de ce travail avec assez de suite, les libraires proposèrent à Diderot et à D'Alembert, qui étaient unis de la plus étroite amitié depuis plusieurs années, de rassembler les matériaux de cet ouvrage, de les ranger dans l'ordre qui leur conviendrait, de retrancher ce qui leur paraîtrait erroné, et d'ajouter ce qui leur semblerait utile, pour compléter l'histoire des sciences et des arts. Les deux amis y consentirent, et tracèrent le plan d'un ouvrage qui, tout en conservant ce qu'il y avait de bon dans celui de Chambers, devait être en même temps un dictionnaire raisonné des sciences, des arts et métiers, un vocabulaire universel de la langue, objet qui n'a pu être rempli qu'en partie. D'Alembert fit le *Discours préliminaire*, Diderot le prospectus, le tableau des connaissances humaines et l'explication de cette table. Le Breton donna l'article « encre noire à l'usage de l'Imprimerie ».

L'Encyclopédie fut commencée en 1751, sept volumes avaient paru lorsque l'impression fut arrêtée, par un arrêt du conseil en 1759. D'Alembert se retira, et tout le poids de l'ouvrage retomba sur Diderot. Tout ce que celui-ci put obtenir de son collègue après une année de peine, ce fut que D'Alembert achèverait la partie mathématique. Voltaire engageait les deux philosophes à aller terminer leur œuvre à l'étranger ; Diderot répondit que les manuscrits appartenaient aux libraires.
Enfin, Le Breton obtint de pouvoir continuer l'impression d'une manière clandestine en mettant la rubrique de Neuchâtel sur les volumes. On fit de nouvelles conditions à Diderot, qui compare son nouveau traité avec les libraires à celui du diable et du paysan de La Fontaine : « Les feuilles sont pour moi, écrit-il à Voltaire, les grains pour eux, mais au moins ces feuilles me seront assurées : voilà ce que j'ai gagné à la désertion de mon collègue. » Le Breton, effrayé, revoyait les épreuves de l'*Encyclopédie* marquées *N* ou *Nb* par son contremaitre Brullé avant de les mettre sous presse, supprimait et adoucissait tout ce qui lui paraissait trop fort.

Diderot fut quelque temps sans s'en apercevoir ; mais lorsqu'il le sut il écrivit à Le Breton une lettre sévère où il disait : « Vous avez oublié que ce n'est pas aux choses courantes et communes que vous devez vos premiers succès ; qu'il n'y a peut-être pas un homme dans la société qui se soit donné la peine de lire dans *l'Encyclopédie* un mot de géographie, de mathématiques ou d'arts, et que ce que l'on y recherche c'est la philosophie ferme et hardie de quelques-uns de vos travailleurs. »

LECHAPELIER Isaac René Guy

Rennes 12 juin 1754 - Paris 22 avril 1794.



Député du tiers de Rennes aux États-Généraux, rédacteur du Serment du Jeu de Paume, président de la Constituante le 4 août, fit abolir la loi interdisant les corporations.
Franc-Maçon, Vénérable de la Loge "*La Parfaite Union*", Rennes.

Il fait ses études à la faculté de droit de Rennes. Avocat à Rennes, il se fit remarquer en combattant les ordres privilégiés. Élu député du tiers état, il se montra un orateur brillant. Il fut d'ailleurs le quatrième président de l'Assemblée nationale constituante du 3 au 16 août 1789, succédant à François Alexandre Frédéric, duc de La Rochefoucaud-Liancourt et à Jean-Guillaume Touret qui avait refusé la présidence.

Avec Lanjuinais, Defermon et Coroller, il fut un des fondateurs du Club breton, ancêtre du Club des jacobins, où, quelques jours avant l'ouverture des États généraux, les députés de Bretagne se réunirent pour débattre ensemble de leur attitude, avant d'être rejoints par des députés d'autres provinces.

Lorsque, après les journées d'octobre 1789, le club se transporta à Paris, s'installant au couvent des Jacobins et prit le nom de Société des Amis de la Constitution, Le Chapelier en devint le premier président. Le Chapelier fut un de ceux qui réclamèrent la transformation des biens du clergé en biens nationaux et se consacra à la préparation des lois les plus importantes. Il fut notamment l'auteur de la loi qui porte son nom (Loi Le Chapelier) du 14 juin 1791, interdisant les corporations, le compagnonnage, les coalitions ouvrières et le droit de grève. Certaines amitiés qu'il contracta au Club des

Feuillants le rendirent suspect aux Jacobins, qui l'accusèrent de vouloir rétablir l'autorité royale. Se sentant menacé, il s'enfuit en Angleterre, mais rentra pour empêcher la confiscation de ses biens. Retiré à Forges-les-Eaux, il eut la mauvaise idée de provoquer Robespierre, qui le fit arrêter. Traduit devant le tribunal révolutionnaire, Le Chapelier fut condamné à mort et guillotiné le même jour que Malesherbes.

LE COUTEULX (FAMILLE)

La célèbre banque est l'une des trois plus grandes maisons du Paris des années 1775-1790. Elle a fourni un contingent impressionnant d'affiliés à la franc-maçonnerie. Au moins cinq représentants des Le Couteulx ornent en effet les colonnes du temple à la fin du XVIIIe siècle : Barthélémy-Gabiel Le Couteulx de Vertron, Jacques-Jean Le Couteulx du Molay, Barthélémy-Gabiel Le Couteulx de la Noraye, à Paris ; Antoine Barthélémy-Gabiel Le Couteulx de Verclives et Louis Barthélémy-Gabiel Le Couteulx de Caumont à Rouen. Cette dualité géographique correspond aux stratégies des financiers. Installés à Paris dès le XVIIe siècle. Les affiliations maçonniques accompagnent donc l'organisation des activités bancaires séparées en deux pôles géographiques activés par l'apport de la filiale implantée à Cadix depuis 1722. Lieu de passage obligé pour la formation des futurs banquiers, le comptoir caditan joue un rôle déterminant dans la redistribution des produits venus de l'Empire espagnol : ses bénéfices ont alimentés les caisses des maisons de Paris et de Rouen qui optent pour une stratégie de diversification des capitaux particulièrement efficace, qui va de l'implication dans la traite négrière à des placements dans le secteur productif (manufacture de tabac, savonnerie, fonderies de cuivre …).

L'auditeur à la Cour des comptes Barthélémy-Gabriel Barthélémy-Gabiel Le Couteulx de Vertron semble avoir été le premier membre de l'illustre famille à adhérer au mouvement maçonnique : il figure parmi les affiliés à la loge parisienne « *La Bonne Union* » à Paris de 1773 et occupe l'office de maître des cérémonies jusqu'en 1776. En 1779, on le retrouve encore parmi les frères de « *Thalie* », entourés de robins et de représentants des talents, dont le Dr Guillotin. Cette loge mal perçue car ouverte aux comédiens, est une émanation des « *Neufs Sœurs* ». Les deux membres les plus illustres de la famille Barthélémy-Gabiel Le Couteulx affiliés à la maçonnerie sont toutefois Jacques-Jean Le Couteulx du Molay (1740-1823), le principal responsable de la banque qui figure parmi les fondateurs en mai 1777 des « *Amis Réunis* », et Barthélémy-Gabiel Le Couteulx de la Noraye (1752-1799), son cousin présent en 1782. Les deux hommes fréquentent les tenues de la célèbre loge parisienne.

C'est au moment où la banque entre dans sa période d'apogée que les Le Couteulx se montrent sensibles à l'Art Royal, l'attitude s'inscrivant dans un mouvement d'ensemble caractérisé par l'influence exercée par la maçonnerie sur le milieu bancaire. En 1776, l'année même où le chef de la branche parisienne Le Couteulx du Molay entre en maçonnerie, la famille acquiert le domaine de Malmaison, le lieu de la résidence stratégique où se réunit le clan et qui devient un lieu connu du tout-Paris. Ancien partisan de Turgot, sensible aux thèses des encyclopédistes, Le Couteulx du Molay y reçoit nombre d'artistes (il fréquenta d'ailleurs la Société Olympique) et des figures importantes du mouvement philosophique, notamment l'Espagnol Pablo de Olavide. Affiliés aux « *Amis Réunis* », les Le Couteulx montrent leur affinité avec l'air du temps, l'atelier jouant un rôle primordial dans la fondation de la première œuvre philanthropique laïcisée. La vocation philanthropique des Le Couteulx semble cependant plus le fait des dames, qui donnent huit membres à la Société de charité maternelle.

A partir de 1782, la vocation maçonnique de la famille atteint la branche rouennaise. L'ancien maire de Rouen, Antoine Le Couteulx de Verclives (1722-1794), est maçon entre 1783 et 1786. Il est alors maître d'une fonderie de cuivre qui, acquise par la famille à Romilly-sur-Andelle, participe à l'armement de la marine espagnole. Présent aux réunions de l'atelier de « *La Parfaite Union* » qui initie les milieux académiques et affilie librement les figures emblématiques du parti philosophique (Benjamin Franklin, le président du parlement de Bordeaux, Dupaty), Verclives est bientôt rejoint par son neveu, Louis Barthélémy-Gabiel Le Couteulx de Caumont, en 1785.

Il est alors maître et 3e expert couvreur. Caumont est membre des « *Bons Amis* », où se retrouve la bourgeoisie robine qui prend bientôt en mains les rênes de la cité. Le fait est peu surprenant de la part de cet homme réputé pour son enthousiasme envers la République américaine et qui s'installe d'ailleurs bientôt outre-Atlantique. Les débuts de la Révolution voient les Le Couteulx suivre sans difficultés le mouvement d'ensemble derrière leur chef de file, Louis Le Couteulx de Canteleu, qui, député du tiers, est élu à la Constituante … Ils semblent cependant abandonner les loges maçonniques, à Paris comme à Rouen. Libéraux les Le Couteulx sont débordés par la radicalisation révolutionnaire et presque tous internés sous la Terreur, avant de retrouver un rôle important sous le Directoire. Sortis de la maçonnerie, les Le Couteulx laissent pourtant un « legs » à celle-ci sous le Premier Empire en la personne du richissime maire d'Alençon, Jacques Mercier. Maire à partir de 1808, il fut l'un des hommes les plus influents de l'atelier « *La Fidélité* », puis tout en restant un maçon actif, un représentant du libéralisme politique sous les Bourbons. Député en 1827, Jacques Mercier n'est autre que le gendre de Le Couteulx de la Noraye et le neveu par alliance de Le Couteulx de Canteleu. E.S.

LEISSÈGUES de **Corentin** Hôpital-Camfrout (Finistère) 29 août 1758 – Paris 26 mars 1832.



Corentin Urbain de Leissègues. Officier de marine français. Lorsqu'il s'enrôla à l'âge de 20 ans, en 1778, la France était en guerre avec l'Angleterre. En compagnie de Julien Marie Cosmao-Kerjulien2, il s'embarqua sur la frégate *l'Oiseau*, qui croisait dans la Manche. Il passa ensuite sur *la Nymphe* : cette frégate faisait partie de la division qui s'empara du Sénégal, de la Gambie et de la Sierra Leone. Sa naissance avait facilité son avancement. En 1780, il était lieutenant de frégate à bord de *la Magicienne*, avec laquelle il reprit la croisière de la Manche.

L'année suivante, placé sous les ordres du bailli de Suffren, il prit sa part dans les six combats livrés à l'amiral Hughes ; dans celui qui eut lieu devant Provédien (Ceylan), il reçut une large blessure à la tête. Cette campagne dura quarante mois.

En 1785, Leissègues croisait dans les mers du Nord, à bord de la frégate *la Vigilante*. De 1787 à 1791, devenu sous-lieutenant de vaisseau, il fit une campagne d'observation dans la mer des Indes à bord de *la Méduse*, et commanda ensuite, en qualité de lieutenant, le brick *le Furet* sur les côtes de Terre-Neuve. Dès les premiers mois de 1793, il était capitaine de vaisseau : il prit alors, à bord de la frégate *la Pique*, le commandement d'une division chargée de transporter aux îles du Vent trois commissaires de la Convention et un bataillon de troupes de ligne. Il trouva la Guadeloupe au pouvoir des Anglais, la reprit tout entière dans l'espace de quatre mois, et sut s'y maintenir quoique bombardée pendant trois mois consécutifs par l'escadre de l'amiral Jervis, qui était arrivé trop tard pour empêcher la conquête française. Ce succès lui valut le grade de contre-amiral (16 novembre 1793) et le commandement des Îles du Vent jusqu'en 1793. À son retour en France, en l'an VIII, le Directoire le chargea de l'inspection des côtes de Saint-Malo à Flessingue, et le nomma ensuite commandant d'armes dans les ports d'Ostende, de Flessingue et d'Anvers, ainsi que des forces navales françaises et bataves, réunies dans les ports et dans les rades de l'île de Walcheren. Les mesures furent si bien concertées que les Anglais n'osèrent rien entreprendre contre lui.

Lorsqu'en l'an X, le Premier consul voulut rappeler les puissances barbaresques au respect du pavillon français, il fit choix de l'amiral Leissègues pour commander la division navale chargée de cette mission. Leissègues obtint à Alger et à Tunis toutes les satisfactions exigées par le Premier consul, et ramena avec lui les présents du dey d'Alger et l'ambassadeur extraordinaire de celui de Tunis. La même année, il conduisit à Constantinople le général Brune, accrédité auprès de Selim III en qualité d'ambassadeur extraordinaire, et puis il alla installer dans les Échelles du Levant les consuls de Chypre, de Rhodes, de Chio et de Salonique : c'était le temps de la paix d'Amiens. Il se dirigea ensuite sur Alexandrie pour s'assurer si les Anglais l'avaient évacuée, et de là sur Malte, où il lui fut aisé de reconnaître que l'Angleterre ne se disposait nullement à rendre cette île à l'ordre de Malte, selon les prescriptions du traité. La reprise des hostilités était imminente : elles ne tardèrent pas à recommencer, et Leissègues fut appelé au commandement d'une des escadres de l'armée navale de Brest, aux ordres de l'amiral Ganteaume.

Nommé membre de la Légion d'honneur le 19 frimaire an XII, il reçut la croix de commandeur de l'ordre le 25 prairial suivant. En 1806 son escadre de cinq navires apporte des troupes et leurs supports à Saint-Domingue mais l'attaque par l'escadre du vice-amiral Duckworth la détruit. Le 7 avril 1809, Leissègues fut chargé de la défense de Venise, attaquée par terre et par mer. Commandant des forces navales françaises, italiennes et napolitaines dans la mer Ionienne en 1811 il fit ravitailler Corfou, où il restera jusqu'à la remise de l'île aux Alliés sur l'ordre du gouvernement royal, en 1814. Au mois d'août 1811, l'Empereur l'envoya à Corfou. Il plaça sous ses ordres toutes les forces navales françaises, italiennes et napolitaines dans les îles Ioniennes. Le but de cette mission était d'assurer l'approvisionnement et les communications de l'île de Corfou ; elle eut un plein succès. L'île était encore approvisionnée pour deux ans, lorsqu'il en fit la remise aux troupes alliées en 1814. Au mois d'août de la même année, il rentrait à Toulon sur l'escadre du contre-amiral Corneas. Sous la Restauration, Leissègues devint successivement chevalier et commandeur de Saint-Louis et vice-amiral en 1816. Dix-huit mois après, une retraite prématurée le condamna au repos. Il est mort à Paris le 26 mars 1832.

LEMMI

Adriano

Livourne 30 avril 1822 – Florence 23 mai 1906.



Commerçant avisé, s'exile pour raisons politiques. Devient un inconditionnel de Mazzini.
Initié Franc-Maçon, en 1877, à la loge "*Propagganda Massonica*", il deviendra Grand Commandeur du REAA en Italie.

La jeunesse de Lemmi se déroule à Livourne dans le climat patriotique et humanitaire du début du *Risorgimento*. Lemmi est fasciné par les idéaux mazziniens qu'il fait siens en y adhérant avec conviction. La police grand-ducale le soupçonne à un exil volontaire en France, à Marseille, puis à Malte et enfin en Turquie, à Constantinople. Il s'y donne au commerce avec succès. A 26 ans, pour des raisons de travail, il se rend à Londres où il rencontre Mazzini. La rencontre est décisive pour la formation politique de Lemmi, qui ne trahira jamais la pensée du Génois qui lui demandera plusieurs fois son aide. En 1849 Lemmi revient à Livourne sur sa demande et s'occupe de l'embarquement de la Légion Manara, envoyée à l'aide de Garibaldi et de la Révolution Romaine.

Rentré à Constantinople, il se concentre à ses activités commerciales qui lui permettent de s'enrichir au point de contribuer au financement de l'expédition de Carlo Pisacane à Sapri en 1857. Toujours à la demande de Mazzini, il participe en 1853 à la préparation d'un mouvement insurrectionnel en Ligurie, qui échoue avant même de commencer. Soupçonné, il est

expulsé. Il sert d'intermédiaire entre Mazzini et Lajos Kossuth, enfermé dans la forteresse de Koutaja, en réussissant à le faire évader en 1850 ; il l'accompagne ensuite à Londres et aux Etats-Unis. Il rentre définitivement en Italie en 1860, désormais riche. A sa foi mazzinienne, jamais démentie, il unit un grand enthousiasme pour l'action de Garibaldi, qu'il a connu à Naples, qu'il soutient et qu'il aide.

Lemmi est initié à la maçonnerie en 1877, dans la loge « *Propaganda Massonica* » : il y fait une carrière fulgurante. En 1879, il devient Grand Trésorier et, en 1885, il est élu Grand Maître, charge qu'il conserve jusqu'en janvier 1896. Ensuite, il demeure Souverain Grand Commandeur du Rite Ecossais Ancien et Accepté jusqu'à sa mort, à Florence en mars 1906. Lemmi théorise une maçonnerie politique. Il veut construire un parti maçonnique transversal, qui contrôlerait et déterminerait la marche de l'Etat. Sa proposition s'adresse à une jeune classe politique et se fonde avec des principes maçonniques élevés qui voulaient unifier un pays de constitution récente. Il pense en conséquence que la maçonnerie doit sortir de ses temples pour voir, étudier et opérer dans le monde profane. Il crée une organisation capillaire, fondée sur des commissions composées de frères sûrs ; il donne des directives d'obéissance absolue aux dispositions données, favorisé par une nouvelle constitution de l'Ordre. Il a des partisans convaincus, de Carducci à Giovanni Bovio et Francesco Crispi lui-même, président du Conseil et grand ami de Lemmi.

Un sentiment anticlérical commun, dont la maçonnerie italienne était pénétrée, permet de réunir dans le Pacte de Rome de 1890 les différentes âmes de la gauche laïque italienne, qui partagent le projet qui était aussi celui de Nathan, Ferrari et Lemmi, au cri de « ….écartons le prêtre de la vie et de la mort ». les premières années de la Grande Maîtrise assumée par Lemmi sont marquées par la réforme structurelle du Grand Orient d'Italie dans un sens de modernisation et de centralisation, par le renforcement de l'Institution, et a pour conséquence la démission de Lemmi. Sa tentative n'a donc pas eu de succès. L'Italie dont il rêvait ne se réalise pas. Mais la maçonnerie, en suivant son projet politique, s'éloigne nettement de sa propre tradition, anticipant ainsi un scénario de déviations, dont on a retrouvé les thèmes à des époques plus récentes et qui semblent aujourd'hui toujours présents. F.R.

LEMPEREUR — Rachel née NUEZ

Lille 1er février 1896 – Saint André 8 octobre 1980.



Franc-Maçon du Droit Humain, elle fut V.M. d'une loge à l'orient de Lille.
Résistante pendant l'occupation. Député du Nord de 1945 à 1958. Élue en 1945 à la 1ère Assemblée constituante.

Rachel Nuez, qui a épousé Marcel Lempereur en 1923, est devenue institutrice au terme d'études primaires et primaires supérieures à Lille. L'ardeur de ses convictions laïques et son militantisme syndical la font remarquer par Jean-Baptiste Lebas, maire de Roubaix et dirigeant de la Fédération socialiste du Nord, qui lui confie des fonctions de propagandistes, auprès notamment des ouvrières du département. En 1934 elle est membre de la conférence départementale des Femmes socialistes du Nord, puis secrétaire à la propagande du Comité fédéral du Nord de la SFIO.

En 1939 elle est élue membre du Comité national des femmes socialistes. Directrice d'école dans un quartier ouvrier de Lille, elle maintient pendant l'Occupation les structures clandestines du syndicat des instituteurs et rend de nombreux services à la Résistance. A la Libération, elle est donc tout naturellement désignée par son parti dans le cadre du renouvellement des élus socialistes. Dès 1945, elle est élue conseiller général du canton de Lille Sud-Est, mandat qu'elle conservera jusqu'en 1949 et retrouvera en 1955, et siège au conseil municipal comme adjointe au maire Augustin Laurent, chargée des questions scolaires. Les 21 octobre 1945 et 2 juin 1946, elle est élue à l'Assemblée nationale Constituante, en troisième position sur la liste socialiste conduite par Augustin Laurent. Membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, ainsi que de la Commission de la famille et de la population, ses interventions sont peu nombreuses, essentiellement consacrées aux personnels enseignants.

Par la suite, ses élections à l'Assemblée nationale présentent de grandes similitudes, à tel point qu'il est apparu préférable de procéder à une analyse groupée. Le 10 novembre 1946 et le 17 juin 1951, Rachel Lempereur est élue dans la deuxième circonscription du Nord (Lille), en troisième position sur la liste SFIO conduite par Augustin Laurent en 1946, par le Docteur Cordonnier en 1951. La conclusion d'un apparentement, cette année-là, avec le MRP, les Indépendants et le RGR, permet du reste à la SFIO d'obtenir cinq sièges, les listes apparentées ayant obtenue la majorité absolue des suffrages exprimés. En 1956, elle figure en seconde position derrière Victor Provo et la liste obtient quatre élus. Dans cette circonscription en partie ouvrière, la SFIO a maintenu tout au long de la IVe République des scores très honorables, de l'ordre de 24 à 27 % des suffrages exprimés, échappant à la déperdition de voix qui a été observée au niveau national dès 1946. Durant les trois législatures, Rachel Lempereur a appartenu à la Commission de l'éducation nationale dont elle a été vice-présidente de 1946 à 1955 et présidente de 1956 à 1958. Elle a également appartenu, au fil des législatures, aux Commissions du travail et de la sécurité sociale, de la production industrielle, de la famille et de la population, à la Commission de la presse. En 1948, elle a été appelée à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice. Elle a été secrétaire de l'Assemblée nationale entre 1951 et 1955.

Relativement effacée dans les Assemblées constituantes, Rachel Lempereur fait montre d'une intense activité à l'Assemblée nationale. Pour la première législature (1946-1951), elle ne dépose pas moins de vingt-quatre propositions de loi, sept propositions de résolution et participe à la rédaction de douze rapports. Ses interventions sont à peu près exclusivement

centrées sur les questions de l'enseignement. Elle partage avec son collègue socialiste Maurice Deixonne un quasi monopole dans ce domaine, ce dernier - mormalien et agrégé de lettres - étant davantage spécialisé dans l'enseignement secondaire. Fidèle à son passé d'institutrice, Rachel Lempereur manifeste une sollicitude inlassable pour le personnel de l'enseignement primaire : traitements, avancement, indemnités, congés, retraites, reclassement..., aucun domaine n'échappe à sa vigilance, notamment lors de la discussion annuelle du budget de l'Education nationale. Ses interventions sont également fort nombreuses en faveur des bourses, des constructions et de l'hygiène scolaire, des colonies de vacances, des centres d'apprentissage, des pupilles de l'Assistance publique, etc. Elle est aussi le porte-parole de son groupe lors des grands débats de 1951 autour des lois Marie et Barangé. Elle professe avec vigueur l'intransigeance de ses convictions laïques (séance du 6 septembre 1951 notamment), et n'a de cesse, après l'adoption de ces lois, d'en demander l'abrogation (22 décembre 1951, 17 février et 9 mars 1954).

Durant la troisième législature, ses interventions se font plus rares et s'élargissent à la réforme de l'enseignement entamée en 1956 par le ministre Billères. Durant ces trois mandats, Rachel Lempereur a toujours suivi les consignes de vote de son parti, favorables à la Troisième force jusqu'en 1951, dans l'opposition ensuite, hormis l'expérience Mendès France. Cédiste, elle a voté contre la motion Aumeran le 30 août 1954. Le 1er juin 1958 elle refuse l'investiture au général de Gaulle et contre ses pleins pouvoirs le lendemain. L'avènement de la Ve République et le retour au scrutin d'arrondissement vont être fatals à sa carrière parlementaire. Elle se reconnaît mal du reste, dans le nouveau Parti socialiste. Très anticommuniste elle rejette le Programme commun et dénonce la stratégie d'alliance avec le Parti communiste. Lors des élections cantonales de 1973, elle maintient sa candidature contre le candidat choisi par la section socialiste et, en conséquence, fut exclue du PS.

Assemblée nationale

LENNOX **Charles** Goodwood, Sussex 18 mai 1701 – Godalming, Surrey 8 août 1750.

2e duc de Richmond et 2e duc de Lennox, fils de Charles Lennox, 1er duc de Richmond et un petit-fils du roi Charles II. Il a occupé plusieurs postes dans le cadre de ses hautes fonctions, mais il est surtout connu pour son haut patronage de cricket, et il a été décrit comme le plus important patrons au début de ce sport. Lennox a reçu le titre de comte de March à sa naissance en 1701 comme héritier du titre de duc de son père. Il a également hérité de son père l'amour du sport, notamment le cricket. Il a eu un grave accident à 12 ans quand il tomba de cheval lors d'une chasse, mais il a récupéré et il ne se détourna pas de l'équitation.



March a conclu un mariage arrangé en décembre 1719, quand il n'avait encore que 18 ans et son épouse, Lady Sarah Cadogan avait juste 13 ans. Ils se sont mariés à La Haye. En 1722, March est devenu membre du Parlement de Chichester en tant que premier membre avec sir Thomas Miller comme son second. Il a abandonné le poste après la mort de son père en mai 1723 et lui a succédé en tant que 2e duc de Richmond.

Richmond a eu de nombreux titres, notamment chevalier de l'Ordre de la Jarretière (KG), Ordre du Bain (KCB), conseiller privé (PC) et Membre de la Royal Society (FRS). Il a servi comme gentilhomme de la Chambre du roi George II de 1727 et, en 1735, il est nommé maître de la cavalerie.

Il a été admis un Fellow de la Royal Society le 6 Février 1724. Dans cette même année, il suit son père, le 1er duc, dans la franc-maçonnerie et devient Grand Maître Maçon peu de temps après la formation de la Grande Loge d'Angleterre. Son père avait été un maître maçon à Chichester en 1696.

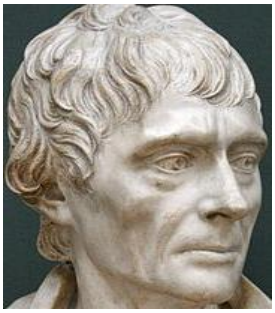
Richmond a été l'un des gouverneurs de fondation de l'hôpital hospice de Londres, qui a reçu sa charte royale de George II en 1739. L'hospice est un organisme de bienfaisance dédié à sauver des enfants abandonnés de Londres. Le duc et la duchesse ont pris un grand intérêt dans le projet. Le duc a assisté aux réunions du comité et les deux ont participé au baptême et la désignation des premiers enfants acceptés par l'hôpital en mars 1741. Richmond était lieutenant général dans l'armée britannique et a servi sous le célèbre duc de Cumberland dans la campagne de Hanovre contre la rébellion jacobite en 1745. Richmond est décédé le 8 août 1750 à Godalming et est enterré dans la cathédrale de Chichester. Sa femme Sarah lui a survécu une seule année.

Famille et descendance

Richmond a épousé Lady Sarah Cadogan (1706-1751), fille de William Cadogan, 1er comte Cadogan, le 4 décembre 1719 à La Haye, Pays-Bas. Ils avaient douze enfants, dont plusieurs sont morts dans l'enfance. Les enfants qui ont survécu à l'âge adulte étaient les suivants :

- Lady Georgiana Caroline Lennox (1723-1774): mariée à Henry Fox, 1er baron Holland avec descendance ;
- Lady Emilia Mary Lennox (1731-1814): d'abord mariée à James Fitzgerald, 1er duc de Leinster avec descendance, et, deuxièmement William Ogilivie avec descendance ;
- Charles Lennox, 3e duc de Richmond (1735 - 29 décembre 1806) ;
- Général Lord George Henry Lennox (1738-1805) ;
- Lady Augusta Louisa Lennox (1743-1821): Thomas Connolly marié mais n'avait pas de question ;
- Lady Sarah Lennox (1745-1826): d'abord mariées sir Charles Bunbury, 6e baronnet, et avec descendance (mais pas par son mari, mais par Lord William Gordon) et deuxièmement, George Napier dont elle a eu descendance ;
- Lady Cecily Lennox (20 mars 1750-1769).

LENS **André** Anvers 31 mars 1739 - Bruxelles 30 mars 1822.



André Corneille Lens. Peintre belge. Ce peintre flamand fut élève de Charles Ykens et de Balthazar Beschey. Voulant réagir contre l'art du xviii[e] siècle et réformer la peinture en Flandre, il s'attacha aux traditions classiques et s'inspira de Raphaël. L'empereur Joseph II, qui recherchait les artistes, venu dans les « provinces belgiques », voulut emmener Lens à Vienne, mais le peintre s'y refusa. En 1781, Lens se fixa à Bruxelles où il se maria. Il fut plus tard membre correspondant de l'Institut.

Il fit partie de la franc-maçonnerie, membre de la loge l'Union (tableau de 1783).
En 1803, il figure parmi les membres fondateurs de la Société de peinture, sculpture et architecture de Bruxelles, dont il fut le président.

Ses œuvres

- *L'Annonciation à l'église Saint-Michel*, à Gand
- Une autre *Annonciation*, le portrait du graveur *Martenasie*, ancien directeur de l'Académie d'Anvers, et *Hercule protégeant la Peinture contre l'Ignorance et la Jalousie* **(**1763) au Musée royal des Beaux-Arts, à Anvers
- Divers autres tableaux à Lille (église Sainte Marie-Madeleine), à Vienne et en Angleterre
- *Coridon, Hélène et Paris*.
- *Moïse sauvé des eaux*, collection de l'ancienne impératrice d'Iran Farah Pahlavi.

Lens a écrit plusieurs ouvrages de théorie où il expose ses idées sur la peinture :

- *Le Costume, Essai sur les habillements et les usages de plusieurs peuples de l'antiquité prouvés par les monuments*, avec figures (Liège, 1776)
- *Du Bon Goût et de la Beauté de la peinture considérée dans toutes ses parties* (1811).

LENS Jacques-Joseph

Anvers 23 février 1746 - Saint-Josse-ten-Noode 31 mars 1814.

Peintre belge. Il est le frère d'André Lens. Après avoir été apprécié à l'Académie d'Anvers, il fit de 1764 à 1768, en compagnie de son frère aîné André Lens, le voyage d'Italie que leur avait offert Charles de Lorraine. Il commença par être l'assistant de son frère puis il s'installa à Bruxelles où il eut beaucoup de commandes. Il entra au service de Charles-Alexandre de Lorraine en 1779. Partisan du gouvernement légitime lors de la Révolution Brabançonne, il s'exila en Allemagne en 1789 où il resta deux années et revint ensuite dans sa patrie.
Il fut surtout peintre d'histoire et portraitiste et devint un familier des *salons* organisés dans les Pays-Bas autrichiens.
Il figure parmi les membres de la Société de peinture, sculpture et architecture de Bruxelles.
Il fit partie de la franc-maçonnerie et fut membre de la loge *l'Heureuse Rencontre*

LEPAGE Marius

Château-Gontier 23 septembre 1902 – Laval 1 juin 1972.



Marius Lepage habite Laval (Mayenne) presque toute sa vie. Il occupe les fonctions de chef de division à la préfecture.
Initié le 24 janvier 1926 et élevé à la maîtrise le 27 novembre 1927 à la loge « *Volney* » du Grand Orient de France de Laval, il y déclare le 24 mars 1929 : « *Reprenons l'étude des symboles, observons scrupuleusement et strictement les rites, donnons à la loge le caractère spiritualiste qui est celui de la véritable maçonnerie* ». Six mois plus tard il écrit dans la revue L'Acacia : « *Qu'est-ce qu'une religion ? C'est selon le sens étymologique du terme, ce qui replie les hommes les uns aux autres. A ce titre, la F.M. elle même est une religion. (…) Mais comprenez-moi bien ! La religion que je défends ici n'est ni catholique, ni protestante, ni autre. La religion telle que je la comprends n'a point de nom ni de prêtres. Chacun de nous trouve en soi sa propre satisfaction et ne peut prétendre expliquer à autrui ce qu'il doit croire, ce qu'il doit rejeter. Quelqu'idée que nous nous fassions de la divinité (…), nous la formons selon notre pensée, nul n'a le droit de nous imposer un dogme et une foi !* ».

Archiviste de sa loge, il découvre la revue *Le Symbolisme* qu'Oswald Wirth a fondée en 1912. Il écrit à Wirth , et leur dialogue se poursuit dans la revue dès 1930. Le dernier numéro (244) du *Symbolisme* paraît en juin 1940. A la mort de Wirth survenue le 9 mars 1943, Corneloup écrit à Lepage qu'il lui apportera sa collection pour la reparution du *Symbolisme* , le moment venu. Le numéro 245 paraît en décembre 1945 avec Corneloup comme directeur et pour rédacteur en chef Lepage, que Volney choisit comme vénérable, le 17 novembre 1946. La même année, il est élu *felow* de la *Philalethes Society* et, pour la même raison que Corneloup, qui est radié en 1955.

En 1956, Lepage publie *L'ORDRE et les Obédiences*. La typographie inhabituelle du titre du livre en illustre l'idée directrice que son auteur résume ainsi : « *L'Ordre – la Franc-Maçonnerie traditionnelle et initiatique – n'a pas d'origine historiquement connue. Pour reprendre l'expression ordinairement employée, il date « de temps immémoriaux » (…). Les Obédiences, au contraire, sont des créations récentes, dont on peut – bien qu'avec quelques difficultés et imperfections – décrire la naissance (…). L'Ordre est d'essence indéfinissable, et absolue ; l'Obédience est soumise à toutes les fluctuations inhérentes à la faiblesse congénitale de l'esprit humain* ».

Dans ce livre, Lepage révèle à la plupart des maçons français l'importance de l'école moderne historique anglaise et de son principal organe, la revue Ars Quatuor Coronatorum. Avec l'accord écrit du Grand Maître du Grand Orient, Marcel Ravel, la loge « *Volney* » invite le R.P. Riquet, s.j., à venir parler de l'athéisme au cours d'une tenue blanche fermée le 18 mars 1961. Les mots avec lesquels Lepage l'y accueille et le texte de sa conférence sont publiés dans

***Le Symbolisme* n°353. Devant le tollé suscité par cette conférence à laquelle la presse a donné un retentissement considérable, le Grand Maître Ravel déclare devant le Convent du Grand Orient, le 4 septembre 1961 : « L'initiative de Laval fut une initiative personnelle et particulière à une loge, le Conseil de l'Ordre n'en fut pas partie prenante ».**

Lepage et sa loge, contre lesquels des plaintes ont été déposées, sont jugés et absous par la Chambre Suprême de Justice Maçonnique du Grand Orient. Mais un mauvais prétexte sert à déposer de nouvelles plaintes. Lepage démissionne du Grand Orient le 19 mai 1963 et s'affilie é la Grande Loge Nationale Française le 22 juin. Il le regrettera et l'écrira. Vénérable Maître d' « *Ambroise-Paré* », nouvelle loge créée à Laval avec le n°80 par la Grande Loge Nationale Française, malgré les interdictions officielles, il y reçoit « *des FF. : de n'importe quelle obédience, à une seule condition qu'ils acceptent de prêter un serment d'allégeance, celui de la reconnaissance d'un Grand Architecte de l'Univers, manifestation du Principe Suprême de tout être et de toute chose, inconnaissable et incompréhensible à une intelligence humaine* ». Le 3 mars 1965, avec Jean Baylot, il est coopté au Suprême Conseil pour la France. A.B.

LEPESQUEUR de CONJON Charles-Pierre

Ranchy, Calvados 1763 - ?

Etudiant en droit à l'université de Cahen, Lepesqueur de Conjon appartient à la bohème littéraire des années 1780-1789. Grâce à ses talents littéraires, Lepesqueur, installé à Bayeux où son père exerçait déjà la profession d'avocat, essaie de faire carrière. Il compose des chansons et des poèmes, et un parrainage paternel lui vaut facilement l'accès à la chambre littéraire locale, en 1784. A 21 ans, il peut y rencontrer la frère du naturaliste Buffon, franc-maçon au sein de l'atelier nobiliaire « *La Constance* » et le baron de Wimpffen, héros de la guerre d'Amérique. Très vite, Lepesqueur prend en main les rênes de cette institution culturelle et tisse un réseau important qui le met notamment, en relation avec les membres des prestigieux musées de Paris et de Bordeaux, mais aussi avec la Société des Rosatti à laquelle a appartenu Robespierre.

Presque naturellement, il frappe à la porte du temple maçonnique qui regroupe à Bayeux, tout ce que cette ville compte d'hommes influents. A côté d'une loge nobiliaire, *La Constance*, Lepesqueur et les quelques robins qui l'accompagnent font preuve d'initiation en voulant redonner vie aux « *Cœurs Unis par Excellence* », une loge mise en sommeil après le décès de son vénérable, le marquis de Bricqueville, en 1782.
A partir de 1783, il anime irrégulièrement les tenues de cette loge. Elle essaiera en vain d'obtenir la reconnaissance du Grand Orient. Malgré la morgue et l'opposition de la loge nobiliaire, obstiné Lepesqueur parvient à ses fins en fondant « *Saint-Charles de la Bonne Union* » le 24 février 1788. Les propos qu'il tient lors du discours d'installation, où il valorise le beau siècle de la République de Rome et oppose la franc-maçonnerie aux ordres de Saint-Lazare et de Malte, permettent de mieux comprendre les motifs de rejet d'une noblesse initiée qui lui est toujours restée hostile.

Entré en maçonnerie dans des conditions difficiles, Lepesqueur regarde vite vers d'autres cieux et de nouveaux réseaux. Le Journal de Normandie, qui est dirigé par le maçon rouennais Milcent, attire en effet ses convoitises. Il est vrai que Lepesqueur connaît bien cet ami de Diderot et que le Journal de Rouen lui permet de faire diffuser chansons et vers. La Révolution approche.

Enthousiasmé mais conscient qu'il n'aura pas d'avenir s'il reste à Bayeux, Lepesqueur s'installe à Rouen en 1792. C'est là que, durant la Terreur, il accède enfin à la notoriété politique. Il a l'idée de fonder une feuille radicale, *Le Flambeau du républicanisme*. Durant 261 jours, ce quotidien est la principale caisse de résonnance de l'opinion radicale. Lepesqueur, plus hébertiste que robespierriste, peut laisser libre cours à son admiration pour le philosophe de Genève et montrer son inclinaison pour les mascarades antireligieuses. Ensuite, on perd sa trace. Ses démêlés avec le milieu maçonniques nobiliaire d'une petite ville de province nous rappellent en tout cas la prégnance des refoulements sociaux dans les loges entre 1785 et 1789. E.S.

LESSING Gotthold Éphraïm



Kamenz en Saxe 22 janvier 1729 -
Braunschweig dans le Brunswick 15 février 1781.

Écrivain et dramaturge. Bibliothécaire du duc de Brunswick. Fils d'un pasteur et théologien réputé de Lusace, Lessing est l'aîné de dix garçons. Déjà lecteur assidu à douze ans, il entre dans la célèbre *Furstenschule* (école des nobles) de Saint Afra de Meissen où il acquiert une bonne connaissance du grec, du latin et de l'hébreu. À cette époque, son admiration pour Plaute et Térence lui donne envie d'écrire des comédies. À l'automne 1746, il entre à l'université de Leipzig pour y étudier en théologie, mais ses vrais centres d'intérêt sont la littérature, la philosophie et l'art. Il se livre aux exercices qui développent la force et la souplesse du corps, fréquente le théâtre et se lie avec les comédiens.

Initié à la Loge "*Zu den Drei Rosen*", Hambourg, en 1771. Il ne fut pas un franc-maçon très actif, mais pourtant son oeuvre est très empreinte de ce qu'on pourrait appeler l'idéologie maçonnique.

Après avoir étudié quelque temps la médecine et les mathématiques, il s'installe, en 1747 chez son cousin l'écrivain Mylius, un auteur comique avec qui il débute au théâtre. Devenu l'ami des écrivains Mylius et Weiße, dont les opinions peu orthodoxes eurent sur lui de l'influence, son père, affligé de cette direction d'esprit, le rappela subitement auprès de lui. Après avoir reconnu que son fils avait acquis des connaissances solides et variées, il voulut lui faire reprendre ses études

théologiques. Lessing retourna donc à Leipzig, puis passa à Berlin, où il resta trois ans, et à Wittemberg, où il étudie la philologie. En 1752, il obtient une maîtrise de lettres, ce qui lui permet de vivre de sa plume et devient précepteur. Cette petite ville lui étant devenue insupportable, il retourne à Berlin en 1753 où il se lie étroitement avec Ramler, Nicolai, von Kleist, Sulzer et surtout Mendelssohn, etc. De 1756 à 1758, il voyage en Angleterre.

Lessing fit ensuite à Leipzig un séjour de trois années, qui comptent parmi les plus actives et les plus fécondes de sa vie. En 1760, il accompagna, en qualité de secrétaire, le général de Tauenzien à Breslau, revint de nouveau à Berlin en 1765, et alla, deux ans plus tard, fonder à Hambourg un théâtre national, qu'il ne put soutenir deux ans, mais qui, malgré son insuccès, accrut sa réputation littéraire. Il essaya aussitôt, mais non moins infructueusement, de fonder une librairie savante à Hambourg.

Enfin, en 1770, il devint bibliothécaire et conseiller à Wolfenbüttel, où le prince héréditaire de Brunswick, Ferdinand, l'établit libéralement, en disant qu'il ne mettait pas Lessing au service de la bibliothèque, mais la bibliothèque au service de Lessing. Il visita l'Italie vers cette époque. Ses dernières années furent remplies par des controverses théologiques, dans lesquelles il prit contre Goetze le parti de la tolérance. En 1776, Lessing avait épousé une veuve, Eva König, avec qui il était lié depuis plusieurs années, et qui mourut en 1778 en mettant au monde un enfant qui ne put vivre. À partir de ce moment, il devient dépressif et s'éteindra le 15 février 1781.

Les thématiques
Lessing a surtout marqué sa trace dans la littérature allemande par ses travaux de critique et ses écrits didactiques ou de controverse où éclata son originalité comme écrivain. Là, sa langue est un modèle de clarté, de vivacité, d'agrément et souvent de force. Il a au plus haut point le sentiment de l'art et de ses rapports avec la nature et la vie.

Ayant subi l'influence des critiques français de l'école encyclopédique, Lessing était, dans l'art, réaliste par tendance autant que par système, et en philosophie, proche du scepticisme de Bayle et de Voltaire. La vue de la stérilité produite en Allemagne par l'imitation servile de la littérature française lui faisant préférer les auteurs anglais, il professa pour Shakespeare la même admiration que Klopstock pour Milton.
Germaine de Staël l'a parfaitement caractérisé lorsqu'elle a écrit que :
« Lessing écrivit en prose avec une netteté et une précision tout à fait nouvelles. La profondeur des pensées embarrasse souvent le style des écrivains de la nouvelle école ; Lessing, non moins profond, avait quelque chose d'âpre dans le caractère qui lui faisait trouver les paroles les plus précises et les plus mordantes. Il était toujours animé dans ses écrits par un mouvement hostile contre les opinions qu'il attaquait, et l'humeur donne du relief aux idées. Il s'occupa tour à tour du théâtre, de la philosophie, des antiquités, de la théologie, poursuivant partout la vérité, comme un chasseur qui trouve encore plus de plaisir dans la course que dans le but. Son style a quelque rapport avec la concision vive et brillante des Français ; il tendait à rendre l'allemand classique... C'est un esprit neuf et hardi, et qui reste néanmoins à la portée du commun des hommes ; sa manière de voir est allemande, sa manière de s'exprimer européenne. Dialecticien spirituel et serré dans ses arguments, l'enthousiasme pour le beau remplissait pourtant le fond de son âme ; il avait une ardeur sans flamme, une véhémence philosophique toujours active, et qui produisait, par des coups redoublés, des effets durables. »

L'esthétique et les lois du beau
Les principes de critique littéraire et d'esthétique de Lessing sont exposés dans de nombreux ouvrages. Le plus célèbre est son *Laokoon* (*Laocoon*, 1766), qui a pour objet propre la détermination des limites respectives des arts plastiques et de la poésie. Dans cette suite de dissertations ingénieuses et savantes intéressant à la fois le critique, l'artiste et l'archéologue, Lessing enseigne que la première loi de l'art est la beauté et que le caractère particulier de la poésie est l'action. L'art qui s'adresse aux yeux ne doit traduire, de l'action développée par le poème, que les détails qui, offerts à la vue, ne détruisent pas la beauté. Témoin le précieux groupe de Laocoon découvert à Rome en 1506, qui est loin d'être une traduction fidèle de la magnifique scène décrite au deuxième livre de *l'Énéide*. Aucun exemple ne marque mieux les différences qu'entraîne, entre les règles de l'art plastique et de la poésie, la distinction de leurs conditions essentielles : « Le poète, selon Lessing, travaille pour l'imagination, et le sculpteur pour l'œil. Celui-ci ne peut imiter toute la réalité qu'en blessant les lois du beau ; il ne reproduit qu'une situation, qu'un instant, tandis que le poète développe l'action tout entière. » Le *Laocoon* a été traduit en français par Vanderbourg (1802).

Un ouvrage est la *Hamburgische Dramaturgie* (*Dramaturgie de Hambourg* ; 1767-1768) qui est, à proprement parler, le journal du théâtre dont Lessing était directeur. Toute la théorie de l'auteur sur l'art dramatique allemand et sur le théâtre en général est répandue dans cet ouvrage, dont l'objet était de rendre compte des pièces représentées, d'en juger la valeur, d'en constater et d'en expliquer le succès ou la chute, et où Lessing y combat de toutes ses forces l'imitation de la tragédie française comme le principal obstacle de l'établissement d'un art national allemand. Lessing y repousse la règle des trois unités et démontre que c'est par erreur qu'on l'a attribuée à Aristote. Il rejette les modèles français pour chercher à constituer un type de drame tragique, en combinant la poétique d'Aristote avec l'exemple des maîtres grecs, de Shakespeare et de Calderon et les idées de Diderot. La *Hamburgische Dramaturgie* a été traduite en français par Mercier et Juncker en 1785).

On citera, parmi les autres ouvrages de critique de Lessing, les *Antiquarische Briefe* (*Lettres archéologiques* ; 1768-1769), destinées à défendre les idées du *Laocoon* contre les objections du professeur Klotz, de Halle ; *Abhandlungen über die Fabel* (*Dissertations sur la fable* ; 1759), où il s'occupe surtout de la moralité de ce genre littéraire ; *Anmerkungen über das Epigramm* (*Réflexions sur l'épigramme* ; 1771) ; *Beiträge zur Historie und Aufnahme des Theaters* (*Mélanges d'histoire dramatique* ; 1750), avec Mvlius ; *Theater Bibliothek* (*Bibliothèque théâtrale* ; 1754) ; *Wie die Alten den Tod gebildet* (*De la*

Peinture de la mort chez les anciens ; 1769); des *Literaturbriefe* (*Lettres littéraires*), traitant de Shakespeare et de la formation d'un théâtre allemand.

SON ŒUVRE

Indépendamment des éditions particulières des divers ouvrages ou séries d'ouvrages de Lessing, il a été donné plusieurs éditions de ses *Œuvres complètes* (Berlin, 1771-1794, 30 vol. ; 1825-1828, 32 vol. ; 1838-1840, 13 vol., édition. Lachmann, très estimée). Lessing avait un frère plus jeune, Charles-Gotthelf, né en 1740, mort en 1812, directeur de la Monnaie à Breslau et auteur de quelques comédies, qui a publié les ouvrages posthumes de son frère.

Théâtre

Les ouvrages originaux où Lessing applique lui-même ses principes appartiennent surtout au théâtre. Il suffit de donner un souvenir à ses drames de jeunesse : *Damon, ou la Véritable amitié* (1740) ; *le Jeune savant* (1747), satire contre l'érudition stérile et pédante ; *le Misogyne* (1748) ; *la Vieille fille* (1749) ; *les Juifs* (1749), où sont combattus les préjugés contre cette religion ; *der Freigeist* (*l'Esprit fort* ; 1749), dirigé contre l'athéisme ; *les Femmes sont des femmes* (*Weiber sind Weiber* ; 1749).

Les drames suivants sont signalés comme des œuvres de transition : Miss SaraSampso'ii(n55), tragédie bourgeoise en cinq actes, dont le sujet, tiré de *Clarissa Harlowe*, est traité dans le goût de la sentimentalité allemande ; *Philotas* (1759), tableau larmoyant du dévouement à la patrie. On met à part, comme les meilleures œuvres de Lessing et comme marquant enfin l'avènement du drame national, les trois compositions de *Minna de Barnheim*, en cinq actes (1763), considérée comme la première comédie vraiment allemande, et où respire l'esprit guerrier qui animait l'armée du grand Frédéric à la fin de la guerre de Sept Ans ; *Emilia Galotti*, le chef-d'œuvre de l'auteur dans le genre tragique et dont le sujet est l'histoire de Virginie, transportée à Venise, Lessing ayant choisi un fait de l'histoire étrangère pour mieux laisser passer ses idées sur les intérêts et la situation politique de son pays ; *Nathan le Sage* (1779), dont le sujet, emprunté au conte des *Trois Anneaux* de Boccace, a pour morale que tous les hommes honnêtes méritent la même estime sans acception de foi religieuse : plus faite pour la lecture que pour la scène, cette pièce, qui manque d'action, compte parmi les productions les plus pures et les plus élevées de Lessing et de son temps.

Ces trois dernières œuvres ont été traduites dans le recueil des *Chefs-d'œuvre des théâtres étrangers* de Barante. Les mêmes pièces et quelques autres, *l'Esprit fort*, *le Misogyne*, *Sara Sampson*, *Philotas*, etc., ont été aussi traduites par Juncker et Liébault, dans leur *Théâtre allemand*, par Kriedel et Bonneville, par Cacault, etc. *Nathan* l'a encore été par Herm. Hirsch (Paris, 1863, in-18). *Minna* a été imitée par Rochon de Chabannes, dans ses *Amants généreux*, et *Nathan* par Chénier et Cubières. Dans *les Souffrances du jeune Werther*, *Emilia Galotti* est le livre que Werther laisse ouvert à l'attention de Charlotte le jour où il se suicide par amour pour elle : « Du vin il n'avait bu qu'un verre. *Emilia Galotti* était ouvert sur son pupitre. »

Fables

Un des livres de Lessing les plus connus, hors d'Allemagne, est son recueil de *Fables*, en prose (1759), acceptées comme le modèle d'un genre dont il donnait en même temps la théorie : envisageant sous un jour étroit le but moral qu'il visait, il tendait à ramener le récit à la simplicité d'Ésope, sans chercher à réformer les mœurs en les peignant. Ces *Fables*, qui figurèrent dans tous les recueils de lectures allemandes, ont été plusieurs fois traduites en français (Paris, 1764, 1770, 1811).

Philosophie

Comme écrits plus spécialement philosophiques de Lessing, où l'on trouve toutes les qualités ordinaires de l'auteur, les cinq entretiens intitulés : *Ernst et Falk* (1778-1780), et surtout *die Erziehung des Menschengeschlechts* (*Éducation de l'humanité* ; 1780), ouvrage qui ouvre les voies à toute l'école philosophique de Herder. Il ne faut pas oublier enfin quelques publications théologiques : *Berengarius turonensis, oder Ankündigung* (*Bérenger de Tours, ou découverte d'une œuvre importante de cet auteur*, etc.; 1770), qui fut l'occasion de violentes attaques de la part des théologiens allemands, surtout de celles de Goetze, pasteur à Hambourg ; *l'Anti-Goetze*, pamphlet spirituel qui fit retirer à l'auteur l'autorisation de se faire imprimer à Wolfenbüttel ; *das Testament Johannis* (*l'Évangile de Jean* ; 1777) ; *Über den Beweis des Geistes und der Kraft* (*l'Esprit et la force* ; 1778), etc.

Œuvres

- *Miss Sara Sampson* (1755)
- *Traités sur la fable* (1759), Éditions Vrin, 2008
- *. Laocoon* (1766)
- *Minna von Barnhelm* (1767), Éditions José Corti, 1997
- *Dramaturgie de Hambourg* (1769), Éditions Klincksieck, 2009
- *Emilia Galotti* (1772)
- *Nathan le Sage* (1779), Éditions Aubier, 1993
- ***Causeries pour Francs-maçons* (1780) (édition du texte intégral à paraître chez Dervy)**
- *L'Éducation du genre humain* (1780)

LEVER **William** Bolton, au Lancashire 29 septembre 1851 - Londres 7 mai 1925.



Son nom est associé aux produits Lever (savonnerie). Il créa Port Sunlight - du même nom que le savon - près de Liverpool et y fonda un musée qu'il légua ensuite à la ville. William Hesketh Lever, fut un industriel britannique qui fut nommé 1er vicomte de Leverhulme. Il est connu dans le monde anglo-saxon sous le nom de **Lord Leverhulme**. Fondateur d'une fabrique de savon, *Lever Brothers* (devenue Unilever), ce très riche industriel a été également membre du parlement britannique.

Il étudia au Bolton Church Institute. Dès 16 ans, il emballe des morceaux de savon dans la boutique de son père, puis les vend dans les villages alentours. Il achète ensuite une épicerie et avec les bénéfices issus de l'importation de beurre et d'œufs d'Irlande, achète avec son frère James en 1886 une fabrique de savon à Warrington, qui devient *Lever Brothers*.

Elle fut une des premières entreprises à produire du savon à partir d'huile végétale, ce qui assura le développement du groupe. Il réorganise la production et la commercialisation, et développe le marketing pour vendre ses produits : emballages attirants, noms commerciaux (*Sunlight Soap*, savon au rayon de soleil).

Il fut initié Franc-Maçon, le 8 juillet 1902, à la Loge "*William Hesketh Lever Lodge*", Port Sur light, fondée en son honneur et consacrée le 4 juin1902.

Patron paternaliste

Pour installer sa nouvelle usine, William Lever achète en 1888 un vaste terrain près de Liverpool, sur la rive ouest de la rivière Mersey. Il créa pour ses nouveaux ateliers de production de savon, une ville industrielle modèle, Port Sunlight, en 1889. Érigée par Ebenezer Howard (1850-1928), elle comptera jusqu'à 6000 habitants en 1924, avec des maisons individuelles, une école, une bibliothèque, des jardins et terrains de sports. Il était inspiré, entre autres, par le village modèle de Prices Patent Candles vers 1853.

Intéressé par l'architecture et l'urbanisme, William Lever a aussi construit une maison à Thornton Hough. Paternaliste, William Lever versait des salaires élevés, et ses employés bénéficiaient d'une participation aux profits et d'une assurance-vie prise en charge par l'entreprise.

Mais le syndicalisme n'était pas autorisé, et William Lever surveillait ses ouvriers depuis une passerelle dominant le grand hall de l'usine. Son activité se développe avec constance ; par concentration horizontale, puisque William Lever rachète une quinzaine de savonneries et par la création en 1898 de la Lever Brothers Company, et par concentration verticale, avec des acquisitions en Afrique et aux Philippines, où il fait exploiter des plantations de palmiers et de cocotiers, puis des huileries. Il se diversifie également dans des pêcheries de baleines au nord de l'Ecosse, et dans la production de margarine.

Des liens étroits avec le Congo

William Lever est connu dans le monde francophone pour ses activités de huilerie en Belgique et au Congo belge. Celles-ci donneront le principal essor aux activités industrielles de William Lever. Les premiers rapports avec la Belgique datent de 1888. William Lever fonde la S.A. Savonneries Lever Frères en 1900, et une usine est créée à Forest près de Bruxelles en 1905. Il bénéficiera au Congo belge d'importantes faveurs de la part de du gouvernement, celui-ci souhaitant à la fois réserver son marché à ses ressortissants tout en sauvant les apparences. William Lever sera le seul entrepreneur étranger d'importance à pouvoir exploiter le territoire du Congo belge. En 1911, il fonde la société des Huileries du Congo belge et Leverville (actuellement Lusanga), au centre de 75.000 hectares de palmeraies naturelles dans la région de l'actuelle Kikwit, chargées de fournir la matière première pour le savon. Celles-ci seront à l'origine de l'exceptionnel développement des activités de William Lever au Congo.

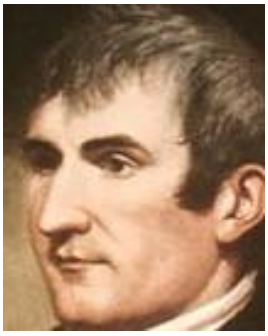
De Lever Brothers à Unilever

Après la mort de William Lever en 1925, le groupe Lever Brothers fusionne avec le groupe néerlandais Margarine Unie en 1930. Le nouveau groupe prend le nom d'Unilever (Margarine Unie – Lever Brothers), et prend prendront une dimension mondiale en se diversifiant à travers l'ensemble des produits d'épicerie. Le capital de sa société était, en 1930, de 1.5 milliard de francs-or.

Philanthrope et lord

Lord Leverhulme est connu au Royaume-Uni comme philanthrope. Il est à l'origine de l'école de médecine tropicale de l'Université de Liverpool. « Sa » ville de Port Sunlight héberge la galerie d'art Lady Lever Art Gallery, qu'il avait composé au gré de ses voyages. Il fit don de la Lancaster House de Londres au pays, et créa le Leverhulme Trust. Les jardins de son ancienne résidence londonienne de Hill Garden à Hampstead sont ouverts au public. Il avait acheté Lewis en 1918, avec l'ambition de faire de Stornoway une ville industrielle avec une usine de mise en conserve de poisson, mal accueillie par les habitants. Il leur rendit la propriété de l'île en 1923. William Lever fut "High Sheriff de Lancaster" en 1917, et fut membre du Parlement pour la région de Wirral entre 1906 et 1909. Anobli en 1911, il avait été nommé Baron de Leverhulme le 21 Juin 1917 et Vicomte de Leverhulme le 27 novembre 1922 (Hulme est le nom de jeune fille de sa femme). Sa qualité de vicomte passa à son fils William Hulme Lever en 1925, et s'éteignit après la mort du 3e vicomte, Philip William Bryce Lever, en 2000.

LEWIS **Meriwether** Ivy, Colony of Virginia 18 août 1774 -



Hohenwald, Tennessee 11 octobre 1809.
Explorateur et soldat américain. Il mena, avec William Clark, la célèbre expédition Lewis et Clark à travers l'Amérique du Nord.Fils de William et Lucy (Meriwether) Lewis, Meriwether Lewis est né dans le Comté d'Albemarle en Virginie (près de Charlottesville). À l'âge de 10 ans, il déménagea en Georgie avec ses parents. À 13 ans, il retourna en Virginie pour y être éduqué par des précepteurs particuliers.

Lewis s'enrôla dans la milice de Virginie et en 1794 fit partie d'un détachement qui réprima la Révolte du Whisky. L'année suivante il intégra l'armée régulière et servit jusqu'en 1801.
En 1797 il fut initié à la franc-maçonnerie. Il quitta l'armée avec le rang de capitaine.

Lewis était secrétaire particulier du Président Thomas Jefferson en 1801 ; il a donc été très impliqué dans la préparation de l'expédition : il fut envoyé par Jefferson à Philadelphie pour apprendre les rudiments nécessaires et en particulier à établir une carte. Après son retour de l'expédition Lewis et Clark, Lewis a reçu en récompense une terre de 6 km² et fut Gouverneur du Territoire de la Louisiane.

Il ne devait pas se rendre à St. Louis avant Mars 1808, un an après sa nomination au poste de Gouverneur, retenu sur la côte Est par Thomas Jefferson. Période qu'il ne sut ou ne put pas mettre à profit pour écrire l'ouvrage attendu par le Président, et annoncé sous deux ans par son ex secrétaire particulier (en deux parties et trois tomes). A son arrivée retardée à Saint Louis, Meriwether Lewis entra rapidement en conflit avec le Secretaire Territorial qui lui était subordonné, Frederick Bates, puis avec William Eustis au War Department à Washington, qui refusait d'honorer les dépenses engagées par le Gouverneur, sous prétexte de manque d'informations, voire de confusions entre intérêts privés et argent public.

Après un premier échec, Lewis s'était en effet vu contraint d'engager des fonds importants pour ramener chez lui le chef Mandan Sheheke-shote...qu'il avait réussi à convaincre de voyager jusqu'à Wahington et Philadelphie pour rencontrer Thomas Jefferson. Le Président lui même, après un premier échec (conflit avec les Arikaras bloquant la première tentative), faisait de l'accélération de ce rapatriement une affaire tant d'honneur que d'obligation politique. Meriwether Lewis se vit refuser les frais inhérents à la deuxième tentative de rapatriement de Sheheke-shote par William Eustis dans un courrier de 15 Juillet 1809. Thomas Jefferson n'était alors plus Président des Etats Unis, remplacé par James Madison. Lewis est mort suite à deux coups de pistolet dans une taverne nommée Grinder's Stand à 110 km environ de Nashville dans le Tennessee sur la Piste Natchez alors qu'il se rendait à Washington pour défendre, apparemment désespérément, son intégrité. La thèse du suicide est pour beaucoup (à commencer par les contemporains Thomas Jefferson et William Clark), la plus probable.
POSTERITE
La plante alpine *Lewisia* (famille des Portulacaceae), que l'on trouve dans les jardins rocailleux porte son nom. Le pic de Lewis (*Melanerpes lewis*) lui a été dédié par l'ornithologue britannique George Robert Gray (1808-1872) en 1849. Le Comté de Lewis dans le Tennessee, la ville de Lewiston dans l'Idaho et l'installation militaire de Fort Lewis dans l'État de Washington portent également son nom. En 1941, un navire de guerre a été baptisé SS *Meriwether Lewis*. Il a été torpillé et coulé en 1943.

Relations avec Clark
Dans son ouvrage écrit en 2003 *I Should Be Extremely Happy in Your Company*, l'auteur « hétérosexuel » Brian Hall explicite qu'une des raisons pour lesquelles Lewis Merriwether se serait suicidé à l'âge de 35 ans était que Lewis se sentit malheureux en amour après que William Clark épousa une femme du nom de Julia. Lewis était déjà profondément déprimé après l'expédition et ne se réadapta pas vraiment à son retour dans la vie civilisée. Quelques jours avant son suicide sur la Piste Natchez, Lewis était convaincu que William Clark essayait de le rattraper, venant à son "aide".
« Ce qui est fascinant au sujet de Lewis était son état de solitude et d'isolement intense et les indices très intrigants répertoriés qui témoignent la profonde et intense camaraderie que Lewis éprouvait pour Clark plus que ce dernier n'éprouvait pour son compagnon », explique Hall.

Les lettres et extraits des journaux de Lewis and Clark sont à même d'éveiller le gaydar des lecteurs ouverts d'esprit.
Quand le Président Thomas Jefferson lui demanda de mener l'expédition, Lewis écrivit à Clark : « Crois-moi, il n'y a aucun homme sur terre avec qui je devrais partager ce plaisir qu'avec toi-même. » Et d'ajouter, « En votre compagnie je serais extrêmement heureux (...). » C'est une lettre touchante qui révèle le lien étroit existant entre les deux hommes. Une autre lettre de Lewis décrit une confortable petite maison que Clark et lui-même partageraient ensemble. Clark appela son premier enfant Lewis. Clark reporta également ses observations sur les Indiens dont certains s'habillaient dans le genre opposé (les «two-spirited » people) et avaient des rapports amoureux et sexuels avec les personnes de genre masculin. Ses écrits sont sans jugement pour l'époque. Il apparaît également que Lewis n'eut pas de rapports sexuels pendant les deux années de l'expédition, malgré les nombreux documents qui rapportent que les hommes engagés dans l'expédition avaient de nombreux rapports sexuels avec les Indiennes. Ses commentaires à propos des femmes vont d'un dégoût ouvertement exprimé pour leurs corps à une appréciation poétique chaste pour les jolies demoiselles. Après l'expédition Lewis et Clark, le mariage de Lewis se voua à l'échec. Une lecture attentive de ses écrits ne révélera pas la moindre preuve d'amour pour quelque femme que ce soit comparé à l'émotion qui le traversa dans sa lettre à Clark lui proposant de le rejoindre pour partir à l'aventure vers la conquête de l'Ouest.

LHERMITE Pierre Louis

Dunkerque 1761 - 1828.
Corsaire dunkerquois et officier de marine français. Il termine sa carrière avec le grade de contre-amiral.

Marin au commerce et corsaire
Il embarque comme mousse au commerce à tout juste 9 ans (1770). Il sert sur différents corsaires pendant la guerre d'indépendance des États-Unis y compris comme capitaine (à vingt ans) de deux d'entre eux, *la Gloire* et *le Courrier de Dunkerque*. Il est blessé au combat en 1783. À la paix, il rejoint la navigation au commerce pour 10 ans essentiellement sur des bâtiments assurant le trafic entre Dunkerque et les Antilles.

Officier de la marine républicaine
En juin 1793, il rejoint la marine de guerre comme lieutenant de vaisseau. Il sert sur *le Tigre* de l'escadre Van Stabel. Il participe au coup de main par lequel Van Stabel s'empare d'une part d'un convoi britannique très fortement escorté par l'escadre de Richard Howe. Toujours sur *le Tigre*, il fait partie de l'escorte du convoi d'Amérique que Van Stabel réussit à conduire avec succès jusqu'à Brest. Capitaine de vaisseau en octobre 1794, il commande le vaisseau *Gasparin* et participe à la désastreuse croisière du Grand Hiver. Il commande ensuite la flottille de Flessingue puis la frégate *la Poursuivante* de fin 1795 à 1802 avec une seule interruption fin 1797 – début 1798. Il commande ensuite le vaisseau *Duguay-Trouin* à Saint-Domingue dans l'escadre Villaret-Joyeuse ; il s'empare de la ville de Petit-Goave. Au Cap-Français le 24 juillet 1803, il repousse l'attaque d'une division britannique. Poursuivi par une escadre britannique au large du Ferrol en 1804, il réussit à lui échapper.

Amiral et préfet sous l'Empire
Il commande *le Génois* en Méditerranée de 1805 à 1809 notamment avec l'escadre Ganteaume (Honoré Joseph Antoine Ganteaume) lors de la campagne de Corfou en 1808. Il commande ensuite *l'Albanais* dans l'escadre de l'Escaut et y dirige la flottille. Il joue un rôle clé dans la défense victorieuse de Walcheren lors de la tentative de débarquement britannique de l'été 1809, ce qui lui vaut le grade de contre-amiral à la fin de l'année. Sur *le Tilsit*, il commande une division de l'escadre d'Anvers en 1811. Enfin il commande successivement les flottilles d'Ems et de Hambourg. La Première Restauration le laisse sans affectation mais il est préfet maritime de Dunkerque lors des Cent-Jours et mis en retraite dès le retour des Bourbons.
Pierre Lhermite était franc-maçon : il apparaît notamment sur le tableau de la Loge *Amitié et fraternité* de Dunkerque en 1799.

Lhermite et Lhermitte
Pierre Lhermite est très souvent confondu avec un autre contre-amiral de l'Empire et son homonyme : Jean Lhermitte (Jean-Marthe-Adrien Lhermitte) dans nombre de notices biographiques, dans des ouvrages historiques et même dans certains dossiers du service historique de la marine. Leurs carrières furent pourtant fort différentes.
Distinction
- Commandeur de la Légion d'honneur
- Chevalier de Saint-Louis

Malgré ses états de service sérieux, il n'est pas retenu dans la liste de l'Arc de Triomphe.

LIGNE Prince de



Charles Joseph Lamoral

Bruxelles 23 mai 1735 – Vienne 13 décembre 1814.
Écrivain Belge prestigieux, maréchal, diplomate, surnommé parfois « le plus grand des Wallons ».
Initié Franc-Maçon, peut-être en 1765 en tout cas avant 1771, à la Loge "*La Bienfaisante*", Gand. Par la suite, il s'affilia à "*L'Heureuse Rencontre*", loge bruxelloise où la noblesse était largement majoritaire.

Fréquentant les plus grandes cours d'Europe, il fut bon militaire mais aussi un grand séducteur. Il est considéré comme un des trois grands mémorialistes du XVIIIe siècle avec Giacomo Casanova (1725-1798) et Giuseppe Gorani (1740-1819), et fut admiré de Goethe, Lord Byron, Barbey d'Aurevilly, Paul Valéry et Paul Morand.

Fils de Claude-Lamoral II, 6e prince de Ligne, et d'Élisabeth, princesse de Salm, il a pour parrain et marraine l'empereur Charles VI et son épouse Élisabeth de Brunswick-Wolfenbüttel. Il perd sa mère à l'âge de 4 ans. Jusqu'en 1755, Étienne de La Porte est son gouverneur, à qui il rendra hommage dans un de ses livres : *« Formant mon âme en même temps que mon esprit, il acquit d'autant plus de droits à ma reconnaissance que je crois que si je valais quelque chose, ce serait à lui que je le devrais. »*

À l'âge de 15 ans, il rédige son premier ouvrage, *Discours sur la profession des armes*. En 1751, son père le conduit à Vienne et le présente à l'empereur François Ier et à l'impératrice Marie-Thérèse, qui le fait chambellan. Le 6 août 1755, il épouse à Vienne Françoise-Marie-Xavière, princesse de Liechtenstein. Entré au service de l'Autriche la même année, il accomplit, en qualité d'officier, de vaillantes campagnes durant la guerre de Sept Ans. Il prend part, entre autres, aux batailles de Kolin, de Breslau, de Leuthen et de Hochkirch.

Nommé colonel à la bataille de Kunersdorf, il est envoyé à Versailles pour annoncer la victoire autrichienne de Maxen. Il fut nommé grand bailli de Hainaut en 1791. Entré en diplomatie, sa sympathie pour les rebelles belges lui en ferme la porte. Lors de l'annexion par la France, en 1792, ses biens sont confisqués. Il va alors vivre assez pauvrement, ne s'occupant plus que d'art et de science. Il fréquente alors Giacomo Casanova dont il devient l'ami intime, Wieland, Germaine de Staël, et correspond avec Rousseau, Voltaire, Goethe, Frédéric II et la tsarine Catherine II (avec qui il est en correspondance

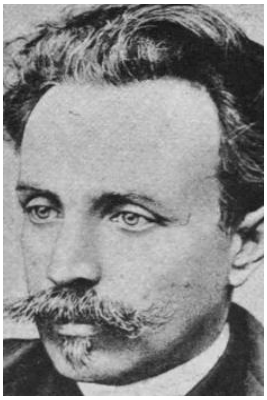
permanente). Cette dernière, pour améliorer sa situation, le fait feld-maréchal russe et lui donne une terre en Crimée.

Le crépuscule de sa vie se déroule au moment du Congrès de Vienne, dont il devient le « maître des plaisirs ». « *C'est une chose étrange qu'on voit ici, pour la première fois, le plaisir conquiert la paix* », dit-il à son ami Talleyrand. Auteur du célèbre « *Le congrès danse beaucoup, mais il ne marche pas* » (en allemand : *Der Kongreß tanzt viel, aber er geht nicht weiter*), il annonça sa propre mort (dans sa 79e année) par : « *Il manque encore une chose au Congrès : l'enterrement d'un feldmarschall, je vais m'en occuper.* »

Ses œuvres complètes comptent 34 volumes, dont :
Lettres à Eugénie sur les spectacles (1774)
Céphalide, ou les Autres mariages samnites, comédie en musique (1777)
Préjugés et *Fantaisies militaires* (1780)
Colette et Lucas, comédie en musique (1781)
Coup d'œil sur Belœil (1781)
Fantaisies militaires (1783)
L'Amant ridicule, proverbe en prose (1787)
Mélanges militaires, littéraires et sentimentaires (1795-1811)
Mémoires sur les Juifs (1795-1811)
Les Embarras, pièce en un acte (manuscrit)
Contes immoraux
Fragments sur l'histoire de ma vie

LIMA **Sebastiäo** de **Magalhäes** Rio de Janerio 30 mai 1850 – Lisnbonne 7 décembre 1928. Avocat, journaliste, écrivain il défend l'idée républicaine au Portugal. La République en place, il est député puis sénateur. Fondateur de la Ligue des Droits de l'Homme, au Portugal**.**
Contribue à la création de l'Association Maçonnique International. Initié Franc-Maçon, en 1874, à la Loge "*Persévérance 74*", Coimbra. Grand Maître du Grand Orient Lusitanien Uni.

Fils de deux émigrés portugais, Sébastien de Carvalho Lima et Leocádia Rodrigues Pint de Magalhäes Lima part pour le Portugal (Aveiro) en 1855. Il fait ses études à Lisbonne, puis à Coimbra (1870) où il obtient son baccalauréat en droit (1875). Il s'illustre alors en tant qu'avocat, journaliste et écrivain, et dirige les journaux portugais Commercio de Portugal (1879-1880), A Folha do Povo 818989 et A Vanguarda (1899-1911).



Ce sont des journaux de qualité, en bonne partie responsable du progrès de la cause républicaine au Portugal. Il écrit aussi de nombreuses œuvres littéraires (poésie, romans, essais) mais aussi et surtout des œuvres de propagande en faveur des idées républicaines et ibéristes. Quelques-unes ont été traduites dans diverses langues.

Il voyage beaucoup dans toute l'Europe, participe à des congrès internationaux, rencontre des personnalités éminentes et est considéré par l'intelligentsia progressiste de l'époque. Pendant la monarchie, il est plusieurs fois candidat au poste de député républicain en membre du directoire du Parti républicain et membre du directoire du Parti républicain portugais. En 1910, il fait partie de la commission qui sonde les gouvernements français et britannique sur les réactions internationales à une éventuelle proclamation de la République au Portugal.

Une fois le nouveau régime implanté, il est député à l'Assemblée nationale (1911) et sénateur (1911-1915). A la suite du mouvement révolutionnaire démocratique du 14 mai 1915, il occupe pendant près d'un mois le poste de ministre de l'Instruction publique. On lui doit plusieurs mesures comme la création d'un conseil supérieur des Beaux-Arts. En 1919, il reçoit la plus haute décoration portugaise, l'Ordre de la Tour et de l'Epée. Il est également chevalier de la Légion d'honneur. En 1921, il fonde la Ligue portugaise des Droits de l'Homme, et, en 1923, à l'initiative du grand écrivain portugais Teófilo Braga, sa candidature à la présidence de la République est proposée (sans être retenue).

Initié franc-maçon en 1874 dans la loge « Persévérance » n°74 de Coimra, avec « João Huss » comme nom symbolique, il se met ensuite sous le couvert de la loge « Ouvriers du Travail » n°160 de Lisbonne où il obtient sa régularisation. Il fonde en 1892. Toujours à Lisbonne, la loge « Gomes Freire » n°177, qu'il quitte en 1904 pour rejoindre la loge « Libre Examen » n°200, et la loge « Solidarité » n°270, qu'il avait lui-même fondée en 1906. Toutes ces loges appartenaient au Grand Orient Lusitanien Uni.

Au sein de cette obédience, il occupe le poste de président du Conseil de l'Ordre (1906-1907), puis est élu Grand Maître en 1907. Il est réélu plusieurs fois et occupe ce poste jusqu'à sa mort. Il est dans le même temps Souverain Grand Commandeur du 33° du Rite Ecossais Ancien et Accepté, grade qui lui fut expressément attribué par le Suprême Conseil d'Ecosse à Edimbourg. En tant que franc-maçon et Grand Maître, il participe à de nombreux congrès et rencontres franc-maçonniques nationales et internationales. Après l'assassinat du président dictateur Sidonio Pais (1918), il est incarcéré pendant plus d'un mois. Il fut un des francs-maçons portugais les plus connus hors du Portugal, et un des Grands Maîtres ayant eu un des mandats les plus longs de l'histoire de la franc-maçonnerie portugaise (1907 à 1928) pendant sa période d'apogée. Dans son dernier discours en tant que Grand

Maître, en 1928, il condamne l'oppression du régime dictatorial qui était celle qui subissait son pays depuis 1926, et affirme que les concepts de patrie et de liberté sont synonymes. J.J.A.D. et A.H. de O.M.

LINDBERG Charles

Detroit 4 février 1902 – Hawaii 26 août 1974.



Charles Augustus Lindbergh est un pionnier américain de l'aviation. « L'aigle solitaire », comme on le surnommait, entre dans la légende en devenant le premier pilote à relier New York à Paris entre le 20 et 21 mai 1927 en 33 heures et 30 minutes, à bord de son avion *Spirit of Saint Louis*.

Contrairement à l'idée répandue, il n'est pas le premier à avoir effectué un vol transatlantique. Albert Cushing Read commanda l'équipage qui réalisa cet exploit le premier le 16 mai 1919, en hydravion, en six étapes (la troisième couvrant d'une traite le voyage du Canada aux Açores), tandis que John William Alcock et Arthur Whitton Brown firent la première traversée d'une traite le 14 juin 1919. Charles Lindbergh fut le premier à l'avoir fait sans escale en solitaire.

Fils d'immigrants suédois, Lindbergh a grandi dans le Minnesota. Son père, Charles August Lindbergh, était avocat et membre du Congrès des États-Unis, opposé à l'entrée en guerre des États-Unis en 1917 ; sa mère enseignait la chimie. Passionné d'aviation, il abandonne en 1922 ses études de construction mécanique, passe le brevet de pilote et s'achète son premier avion, un Curtiss JN-4 « Jenny », qu'il répare pour proposer des baptêmes de l'air.

La traversée de l'Atlantique

Après avoir suivi un entraînement avec des pilotes militaires américains, Lindbergh travaille comme pilote de l'aéronavale dans les années 1920. Il gagne une renommée internationale en devenant le premier pilote à relier New York à Paris, au cours d'un vol les 20 et 21 mai 1927, en trente-trois heures et trente minutes, à bord de son avion, le *Spirit of Saint Louis*, spécialement conçu pour l'occasion en à peine deux mois. L'enjeu de cette traversée de l'océan Atlantique nord reliant Paris à New York en avion était le Prix Orteig d'un montant de 25 000 dollars.

Cependant, contrairement à une idée répandue, Lindbergh n'est pas le premier a traverser l'océan Atlantique en avion. Dès 1919, une autre tentative, moins célèbre, avait été couronnée de succès. Elle a été effectuée entre Terre-Neuve et l'Irlande du 14 au 15 juin 1919 par le capitaine John Alcock et le lieutenant Arthur Brown.

Les deux Anglais étaient partis de Saint John's à Terre-Neuve (actuellement au Canada) pour se poser à Clifden en Irlande, au terme d'un vol de 3 630 km, effectué en 16 heures et 12 minutes. Leur avion était un bombardier Vickers Vimy de la Première Guerre mondiale. L'atmosphère de l'époque et le fait que cette traversée ne reliait pas deux villes emblématiques comme Paris et New York a eu pour conséquence que cet exploit n'a pas suscité le même formidable écho médiatique que la tentative de Lindbergh.

Ainsi, seule l'aventure de Lindbergh jouit d'une véritable notoriété, qui a certes réalisé un véritable exploit, notamment en faisant la traversée en solitaire, mais dont l'image de pionnier est en partie usurpée. Le succès de Lindbergh prend place douze jours après la disparition des pilotes français Charles Nungesser et François Coli qui avaient tenté la traversée d'est en ouest en partant du Bourget à bord de l'Oiseau blanc, et deux semaines avant la deuxième traversée sans escale de l'Atlantique, entre New York et Berlin, effectuée par Clarence Chamberlain et Charles Lévine.

L'« aigle solitaire » est immédiatement adulé par les foules et ce dès son arrivée à l'aéroport du Bourget à Paris. Il fait forte impression lorsqu'il demande au président français de l'époque (Gaston Doumergue) de rencontrer la mère de Nungesser, le jeune pilote disparu, à qui il souhaite présenter ses condoléances. Ainsi, les foules européennes tombent sous le charme du jeune homme. À chacune de ses escales, durant son séjour en Europe, il est attendu par de nombreuses personnes qui espérent l'approcher. Il n'est d'ailleurs pas rare que son avion doive subir de menues réparations et révisions après ses bains de foule, tant les fans sont pleins de fougue.

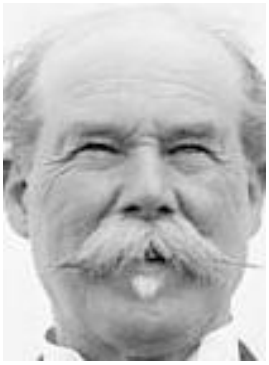
Son séjour est bref ; il se contente de se rendre à Bruxelles et à Londres avant de repartir aux États-Unis à bord de l'USS Memphis **(en)**, un croiseur américain sur lequel le Spirit of Saint-Louis est embarqué en pièces détachées. Dans le journal *L'Humanité*, Paul Vaillant-Couturier écrit ; « Des millions et des millions d'hommes aujourd'hui des deux côtés de l'océan vont se sentir plus voisins les uns des autres, plus fraternels… Et cela, c'est une victoire révolutionnaire. » Son statut est tel qu'après sa traversée, il devient un interlocuteur important pour toutes les questions aéronavales, il le restera jusqu'à sa mort. Il siège dans de nombreux comités nationaux et internationaux, dont le comité central du National Advisory Committee for Aeronautics aux États-Unis. Le 21 mars 1929, il se voit décoré de la Medal of Honor. Lindbergh raconte dans ses mémoires qu'il dut lutter contre le sommeil. À plusieurs reprises, il se réveilla alors que le train d'atterrissage touchait les vagues. L'avion avait été délibérément conçu sur un profil aérodynamique instable, de façon à ce que ses mouvements réveillent le pilote s'il s'endormait.

Il avait embarqué, en tout et pour tout, 2 000 litres d'essence, quatre sandwichs dont il mangea le premier en arrivant au-dessus de l'Irlande, et deux barres de chocolat. Son avion était équipé d'un énorme réservoir de 1 440 litres, situé entre le moteur et le cockpit pour des raisons de sécurité. De ce fait Lindbergh ne disposait pas de pare-brise, mais était équipé d'un périscope pour voir vers l'avant si nécessaire. À la foule qui l'accueillit lors de son atterrissage à l'aéroport du Bourget, il se

contenta de répondre : « *Well, I did it!* » (« Et bien, je l'ai fait ! »). Pendant ce temps-là, les collectionneurs de souvenirs déchiraient des morceaux de toile de l'avion…

À l'issue de sa traversée, Lindbergh écrivit une lettre au patron de Longines, lui décrivant en détail un modèle de montre-bracelet pour pilote, qui aiderait à la navigation. La montre fut effectivement réalisée, et des répliques sont encore produites à ce jour. Lors de son séjour à Londres, quelques jours après sa traversée de l'Atlantique, Lindbergh rencontre le roi Georges V qui lui demande comment il a pu satisfaire ses besoins naturels pendant les 33 heures de vol. l'aviateur répond au souverain qu'il a utilisé un thermos qu'il a ensuite jeté à la mer. Mais cela ne serait pas conforme à la vérité. Sa combinaison de vol a en effet dû être jetée, irrécupérable.

LIPTON sir **Thomas** Glasgow 10 mai 1850 - Londres 2 octobre 1931.

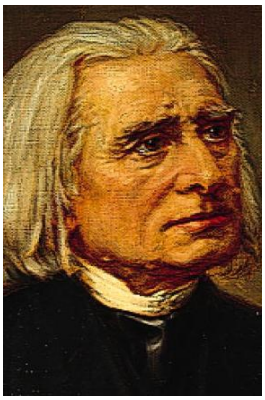


Sir **Thomas Johnstone Lipton**, né à Glasgow le 10 mai 1850 et mort à Londres le 2 octobre 1931, 1er baronnet, est un commerçant et navigateur de plaisance écossais, autodidacte et créateur de la célèbre marque de thé « Lipton ».
Initié à Scotia Lodge, Glascow, Écosse, en 1870.
Il fut le challengeur le plus persévérant de la Coupe de l'America.

En 1865, Lipton partit aux États-Unis où il occupa divers emplois. Au bout de cinq ans, il rentra en Grande-Bretagne et ouvrit sa première boutique à Glasgow. Son entreprise connut le succès et Lipton établit bientôt une chaîne d'épiceries à travers toute la Grande-Bretagne. Afin d'approvisionner ses magasins, Lipton acheta des plantations. C'est ainsi qu'il lança la célèbre marque de thé Lipton qui existe encore.

Les rois Edouard VII et George V avaient le même intérêt pour la plaisance que Sir Lipton et appréciaient sa compagnie. Entre 1899 et 1930, il défia cinq fois les défendeurs américains de la Coupe de l'America avec le Royal Ulster Yacht Club (Lipton était d'origine irlandaise), avec ses yachts appelés *Shamrock*, *Shamrock V*. Ses efforts largement popularisés pour gagner la Coupe de l'America lui rapportèrent une coupe spéciale créée pour « le meilleur de tous les perdants » et contribuèrent à la célébrité de la marque aux États-Unis. En 1902, il fut fait baronnet Lipton d'Osidge, Middlesex, dans la pairie du Royaume-Uni. Autodidacte, Lipton ne fut pas un membre naturel de la classe aristocratique britannique et il ne réussit à faire partie du Royal Yacht Squadron, le yacht club le plus prestigieux du Royaume-Uni, que peu de temps avant sa mort. Bien avant la première Coupe du monde de football (1930), Sir Thomas Lipton finança le Sir Thomas Lipton Trophy, qui organisa deux tournois internationaux de football à Turin en 1909 et 1911.

LISZT **Franz** Raiding 22 octobre 1811 – Bayreuth 31 juillet 1886.



Compositeur et pianiste hongrois sujet des Habsbourg-Lorraine, né à Doborján (all. Raiding, aujourd'hui en Autriche). Liszt est le père de la technique pianistique moderne et du récital. Avec lui, naissent l'impressionnisme au piano, le piano orchestral – *Mazeppa*, la quatrième *étude d'exécution transcendante* – et le piano littéraire – les *Années de pèlerinage*.

Il est à l'origine – avec Frédéric Chopin – du style de toute une lignée de compositeurs : Ravel, Rachmaninov, Scriabine.

Son père, Adam Liszt, était le petit-fils d'un migrant serf germanophone, Sébastian Liszt, qui avait quitté sa Basse-Autriche natale durant la première moitié du XVIIIe siècle pour venir s'installer en Hongrie. Adam qui était devenu secrétaire du prince Esterházy et violoncelliste dans un orchestre local, n'était pas musicien de profession.

Il eût sans doute pu devenir un musicien distingué, si il n'avait pas été issu d'une famille très nombreuse de quatorze enfants, qui ne lui laissa aucun héritage. Il transportera sur son fils ses espoirs déçus, comme le note une exclamation qu'il lui adressait souvent : « Mon fils, tu es prédestiné ! tu réaliseras cet artiste idéal dont l'image avait vainement fasciné ma jeunesse. En toi s'accomplira infailliblement ce que j'avais pressenti pour moi. Mon génie avorté en moi, se fécondera en toi. En toi, je veux rajeunir et me continuer. » Sa mère, Anna Maria Lager, était une autrichienne de Krems, qu'Adam Liszt avait épousée en 1810. Adam Liszt lui enseignera le piano dès son plus jeune âge, au travers des œuvres de Haydn, Mozart et Beethoven. infailliblement ce que j'avais pressenti pour moi. Mon génie avorté en moi, se fécondera en toi. En toi, je veux rajeunir et me continuer. »

Il se révèle très vite un enfant prodige et, à dix ans, part pour Vienne, la capitale de l'empire, afin de suivre pendant deux ans les cours d'harmonie d'Antonio Salieri et de piano de Carl Czerny. L'un comme l'autre se montreront assez enthousiaste devant le petit prodige : Czerny écrivant dans ses souvenirs : « Je fus étonné du talent que lui avait donné la nature », et Salieri notant dans la supplique qu'il adresse au prince Nicolas Esterhazy : « Le jeune François Liszt que j'ai découvert par hasard, alors qu'il déchiffrait, m'a ravi au point que j'ai bien cru avoir rêvé ». L'on pressent en lui un second Mozart : Alphonse Martainville déclarant à la suite d'un de ses concerts « Depuis hier, je crois à la métempsycose. Je suis convaincu que l'âme et le génie de Mozart sont passés dans le corps du jeune List (*sic*)».

La consécration viendra de Beethoven qui le reçoit chez lui à Vienne, bien que méfiant vis-à-vis des petits prodiges. À l'occasion d'une tournée à Paris, accompagné par son père, il tente d'entrer à l' *École royale de musique et de déclamation* (aujourd'hui Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris), mais est évincé par Cherubini car il est

étranger. Ces années-là, il voyage également en Grande-Bretagne et notamment à Londres. En 1824 il devient l'élève de Ferdinando Paer et compose à 14 ans son opéra *Don Sanche ou le Château d'amour*, dont l'accueil médiocre – du moins en comparaison des attentes qu'il avait suscitées – l'affectera beaucoup. Après une première crise de mysticisme suite au décès de son père en 1827 à Boulogne-sur-Mer, alors qu'ils revenaient d'outre-Manche, il revient à Paris et donne des cours de piano afin de subsister.

Voyages en Europe

À Paris, il rencontre Hect. Berlioz, G. Sand, Alfred de Musset, Fréd, Chopin, Honoré de Balzac, devient l'ami d'Eugène Delacroix et fait la connaissance de Niccolò Paganini, qui aura une grande influence sur le développement de son art.
En 1833 commence sa liaison avec la comtesse Marie d'Agoult (connue sous son nom de plume *Daniel Stern*) qui lui donne trois enfants :

- Blandine (1835-1862) épousera en 1857 Émile Ollivier, avocat et homme politique Français d'où un fils Daniel.
- Cosima (1837-1930) qui épousera le chef d'orchestre Hans von Bülow puis le compositeur Richard Wagner
- Daniel (1839-1859).

En 1836, Liszt entreprend une tournée à travers l'Europe (Suisse, Italie, Russie, etc.) et donne des concerts dans toutes les grandes villes. Outre ses propres œuvres – ses *Rhapsodies* datent de cette époque – il joue des œuvres de Chopin et de la musique allemande.

Vie de compositeur

Comme en témoignent notamment ses correspondances, Liszt est un grand séducteur et connaît de nombreuses et célèbres femmes avant d'embrasser la carrière religieuse. Après s'être séparé de Marie d'Agoult en 1844, il rencontre à Kiev en 1847 la princesse Carolyne Sayn-Wittgenstein qui lui conseille d'interrompre ses tournées de concert pour se consacrer à la composition. C'est en 1848 qu'il s'installe à Weimar en tant que maître de chapelle où le grand-duc l'avait nommé en 1842. Débute alors une nouvelle période pendant laquelle il compose ses poèmes symphoniques, avec l'aide de son secrétaire particulier Joseph Joachim Raff et d'un matériel unique : le piano-melodium. Il se consacre également à la direction des œuvres de ses contemporains. Autour de lui se rassemblent de nombreux élèves — parmi lesquels Hans von Bülow, qui deviendra son gendre — auxquels il fait découvrir Berlioz, Wagner, Saint-Saëns. Toutefois, son talent et ses idées novatrices n'étant pas du goût de tout le monde, les conservateurs ne manquèrent pas de lui mener la vie dure, ce qui le conduit à démissionner de son poste le 18 décembre 18587. Jusqu'à cette date, Weimar est grâce à lui un centre exceptionnel de création et d'innovation. Après avoir tenté sans succès d'obtenir auprès du Pape son divorce, Carolyne se sépare de Liszt, qui entre dans les ordres mineurs en 1865. Il profite de son séjour à Rome pour découvrir la musique religieuse de la Renaissance.

Dernières années

Il se retire à Rome en 1861 et rejoint l'ordre franciscain en 1865, recevant la tonsure et quatre ordres mineurs de l'Église catholique. À partir de 1869 et jusqu'à sa mort, l'abbé Liszt partage son temps entre trois capitales : Budapest, Rome et Weimar qui correspondaient à trois tendances : sa sentimentalité de Hongrois, son mysticisme religieux et sa musique d'influence allemande. À Budapest, pendant les mois d'été, il continue à recevoir des pupilles gratuitement, y compris Alexander Siloti. Il met alors de côté son activité de virtuose pour se consacrer essentiellement à la composition et à l'enseignement. De 1876 à sa mort, il enseigne également pendant plusieurs mois chaque année à l'Académie royale de musique de Budapest dont il fut un des fondateurs et qui sera d'ailleurs rebaptisée plus tard « Académie de musique Franz-Liszt ». Il meurt à Bayreuth le 31 juillet 1886 à 23h30, à la suite d'une pneumonie contractée pendant le festival de Bayreuth.

Les derniers jours du musicien

L'agonie du compositeur durera près d'une semaine. Le dimanche 25 juillet 1886, Liszt à bout de forces assistera à un dernier opéra de son beau-fils Richard Wagner : *Tristan und Isolde*. Le lendemain, lundi 26, il est au plus mal et se voit privé par les médecins de son cognac quotidien.

Le vendredi, les tremblements et le délire frappent cet homme redoutant encore la mort. En effet, Liszt est né un mardi, l'année 1886 commence un vendredi et il a pour ce jour la superstition des Italiens. Le samedi 31, vers 2 heures du matin, après un sommeil anormalement agité, le compositeur hongrois se lève en hurlant, renverse son domestique accourant pour le recoucher, puis s'effondre. Dernière intervention des médecins peu après. Vers 10 heures, Liszt prononce ses dernières paroles et, alors que ses proches lui demandent s'il souffre, celui-ci répond calmement « Plus… ». Ce fut sa dernière parole…. Liszt est enterré à Bayreuth.

LE FRANC-MAÇON

L'adhésion à la franc-maçonnerie constitue donc une étape déterminante dans le parcours de cet humaniste, homme d'esprit en quête de spiritualité, sensible aux idées des saint-simoniens et soucieux d'intégration sociale. Cette fraternité, Liszt la partage au sein de « *Der Einigkeit* » (L'Union) de Francfort-sur-le-Main. Il y est reçu au premier grade le 18 septembre 1841. A ses côtés se tient son ami Félix Lichnowski, neveu du mécène de Beethoven. Au cours de la cérémonie, Liszt offre quelques improvisations au piano. L'année suivante à Berlin, la loge *« La Concorde* » l'inscrit parmi ses membres d'honneur, procède à son élévation au grade de compagnon le 8 février, puis ai grade de maître le 22 suivant. En 1843, Liszt figure sur le tableau de la loge « *Prince de Prusse aux trois Epées* » (Solingue) comme membre d'honneur. L'année suivante, la loge d'Iselohn, « *La Loyauté Allemande* », l'inscrit au même titre sur sa liste.

En 1845, l'atelier zurichois *Modestica cum Libertate* l'accueille également et organise une fête d'adoption en son honneur (15 juillet). La philanthropie maçonnique bénéficie du rayonnement du virtuose. Liszt offre de nombreux

concerts de bienfaisance. Il joue à Solingue en 1843, à Bordeaux (L'Anglaise) en 1844, à Zürich et à Reims (La Sincérité) en 1845. Les ateliers admettent l'artiste prestigieux élevé au rang de bienfaiteur de l'humanité. En tant que compositeur de musique maçonnique, Liszt n'aurait laissé qu'une œuvre (sur un poème de Kauffmann) pour la loge de Solingue : un chœur d'hommes avec solo de basse et accompagnement de piano. On sait que le cheminement de Liszt, jalonné de titres honorifiques, fut aussi marqué d'éloignements. Ainsi, entre 1848 et 1861, son séjour à Weimar l'écarte du milieu maçonnique à tel point que la loge « Prince de Prusse aux trois Epées » le radie (1855). La prise de distance s'accentue en 1865 : le compositeur entre dans les ordres. Cette décision est l'aboutissement d'un autre cheminement personnel, parallèle au parcours initiatique. En effet, Liszt est tertiaire de Saint-François depuis 1856, et s'est installé à Rome en 1861.

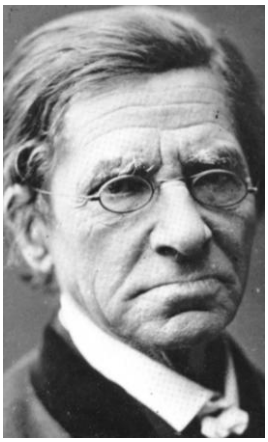
L'abbé Liszt cesse donc de répondre au courrier de ses loges, plus par respect aux exigences de Pie IX, que par la volonté de rompre. Les journaux maçonniques ne manquent pas d'ironiser sur cette fidélité sans faille et, après la radiation prononcée par la loge « *La Loyauté Allemande* » en 1855, « *La Concorde* » fait état de la même décision au Directoire Fédéral en 1866.

En 1874, c'est au tour de la loge-mère « *L'Union* » (Francfort), d'officialiser la rupture. A cette date, seule la loge zurichoise n'a pas renié Liszt. Ces radiations étaient principalement motivées par l'absence de correspondance entre les loges et le compositeur, et ne signifiaient aucunement son expulsion. D'ailleurs, durant les dernières années de sa vie, Liszt entretient quelques relations avec le monde maçonnique. En 1881, puis en 1885, il est présent aux concerts organisés par la loge « *La Discrétion* » (Bratislava) pour l'élévation d'une statue à Hummel.

Quelques mois après sa mort, cet atelier honore la mémoire du compositeur (cérémonie du 8 octobre 1886). Les hommages se succèdent : il y a d'abord celui de *Modestia cum Libertate* (9 octobre), puis celui du journal maçonnique de Leipzig (23 octobre) et, enfin, la tenue funèbre annuelle de la loge zurichoise (29 janvier) au cours de laquelle est prononcé un long éloge. L' « épisode » de 1865 aurait pu entrainer un divorce car, pour un homme de foi, la menace papale aurait pu être un argument décisif. Mais la quête de Liszt relève d'un engagement autre que celui qui régit adhésions et reniements successifs. Le compositeur construit son identité et enrichit son esprit par cumul d'enseignements et d'influences. Son système de pensée refuse l'opposition entre l'idéal saint-simonien, le catholicisme et l'humanisme maçonnique. Il n'y a pour lui que de possibles, ou souhaitables conciliations. Liszt fut un chercheur, enthousiaste et inquiet à la fois, mû par un désir de perfection de soi et de l'humanité. C'est ce qui fait de lui, pour reprendre la conclusion de Philippe Autexier, un véritable frère. Ch.N

LITTRÉ Émile

Paris 1 février 1801 – 2 juin 1881.



Né à Paris, Emile Littré passe son enfance à Angoulême et à Cognac. Si sa mère est animée d'une vive foi protestante et son père incrédule, tous deux communiquent dans le même amour de la République. La famille Littré revient s'installer dans la capitale en 1811, après la mort de la jeune sœur d'Emile, emportée par le croup. Cette disparition provoque chez Emile une grave dépression, phénomène qui se répétera ultérieurement, à l'occasion du décès de chacun de ses proches (son père en 1827 ; son frère en 1838 ; sa mère en 1842 ; Louis Hachette en 1863). A Paris, Emile fréquente le lycée Louis-le-Grand, où, parmi ses condisciples, figurent Louis Hachette et Eugène Burnouf. Devenu bachelier, il est engagé comme secrétaire par le comte Daru, pair de France et membre de l'Académie française ; durant les deux années où il occupe ce poste, il apprend l'anglais, l'allemand et l'italien.

Il commence ses études médicales en 1823, il est reçu à l'internat en 1826 et collabore au *Journal hebdomadaire de médecine* à partir de 1828. La Révolution de 1830 le voit combattre, sur les barricades de la Cité.

Cette même année, n'ayant plus que sa thèse à soutenir, il décide de renoncer à la carrière médicale, sans toutefois abandonner totalement la médecine. Il continue de fréquenter le service du Dr Rayer à l'hôpital de la Charité ; durant une trentaine d'années, à compter de 1848, il soigne gratuitement les pauvres de la région de Mesnil-le Roi (près de Maisons-Laffitte), où il acquiert une maison. En 1832, il fait paraître une étude sur l'épidémie de choléra et, en 1836, consacre aux grandes épidémies un article que publie *La Revue des Deux-Mondes*. De 1832 à 1846, il collabore au *Dictionnaire de médecine*, rédigé par Adelon, Béclard, Bérard et *alii*, couramment dit *Dictionnaire des Trente* ; de concert avec Charles Robin, il assure la réédition du Dictionnaire de médecine de Nysten et la traduction du célèbre manuel de physiologie de Müller.

En matière médicale, il se distingue surtout par la traduction et la publication des écrits d'Hippocrate, qu'il poursuit seul, de 1839 à 1861. Grâce à ce grand œuvre, il est élu à l'Académie française des inscriptions et belles-lettres (1839) et devient membre associé de l'Académie de médecine (1858). Entre-temps, le 26 octobre 1835, il s'est marié avec Pauline Lacoste issue d'une famille catholique et monarchiste. Une fille, Sophie, naît le 18 février 1838. Contrairement à son père qui avait refusé qu'il fût baptisé, Emile Littré n' s'oppose jamais à son épouse en matière religieuse ; leur fille unique reçoit une éducation catholique.

Pauline et Sophie Littré collaborent très activement à l'entreprise du *Dictionnaire de la langue française*. Durant toutes ces décennies, Littré s'adonne à de nombreuses autres activités intellectuelles et journalistiques, collabore au *National* – dont il

devient le principal rédacteur après la mort d'Armand Carrel – de 1831 à 1851, donne de nombreux articles à la *Revue des Deux Mondes,* au *Journal des savants,* au *Journal des Débats,* à la *Revue germanique*. En 1839, il traduit *La Vie de Jésus* de Strauss, est responsable de l'*Histoire littéraire de la France* à partir de 1844 et édite les œuvres d'Armand Carrel en 1857. Dès 1841, il songe à rédiger son célèbre *Dictionnaire de la langue française* ; cependant il ne le met en chantier qu'en 1846 ; les premiers fascicules sortent en 1863.

Toutefois la grande aventure intellectuelle de sa vie débute vraisemblablement en 1840, avec son adhésion au positivisme, qui correspond à son refus de toute métaphysique et lui apporte le système de pensée auquel il aspire ; il devient le plus ardent disciple d'Auguste Comte, la rupture avec ce dernier, survenue en 1851-1852, ne l'entraîne pas à rejeter les thèses positives. Il se proclame au contraire le plus sûr gardien de celles-ci. Sa qualité de positiviste lui porte tort en 1863, lorsqu'il se présente pour la première fois à l'Académie française, Mgr Dupanloup menant alors une active campagne contre lui. Il se représente en 1871 et est élu ; la cérémonie de réception se déroule en 1873, après l'achèvement du *Dictionnaire de la langue française*, comme Littré lui-même en a exprimé le vœu. Dès lors l'évêque d'Orléans ne paraît plus à l'Académie…

La vie intellectuelle de Littré se double d'une vie politique. Il est élu conseiller municipal de Paris en 1848, refuse le poste de ministre de l'instruction publique et des Cultes qu'on le presse d'accepter et demeure ferme républicain durant tout le Second Empire. Le 16 septembre 1870, il se met à la disposition de Gambetta, est nommé professeur de l'Ecole polytechnique en janvier 1871 et élu à l'Assemblée nationale le 8 février. Il n'approuve point la Commune. Elu au conseil général de la Seine en octobre 1871, il en devient le vice-président. Partisan de Thiers, en 1873, il soutient la candidature de Charles de Rémusat contre celle du radical Barodet. En 1875, il est élu sénateur inamovible.

Quelques mois avant son accession au Sénat, le 8 juillet 1875, il est initié par la loge « *La Clémente Amitié* », en même temps que le linguiste belge Joseph-Honoré Chavée et que Jules Ferry. En raison de son âge et de son état de santé, Emile Littré est dispensé des épreuves de l'initiation. Il prononce néanmoins un discours relatif aux devoirs envers Dieu – le Grand Orient de France ne renoncera à la croyance au Grand Architecte de l'Univers qu'en 1877. Rejetant toute croyance de nature théologique ou métaphysique, Littré se montre alors ferme positiviste en affirmant : « *Aucune science ne nie une cause première, n'ayant jamais rien rencontré qui la lui démentit ; mais aucune ne l'affirme, n'ayant jamais rien rencontré qui la lui montrât* » (cité par Jean Hamburger). Cette cérémonie d'initiation, qui rassemble une foule immense de francs-maçons, a un retentissement considérable. Pour *Le Monde maçonnique*, « *depuis l'initiation de Voltaire, le 7 avril 1778, nulle solennité de cette nature n'avait eu l'importance de celle à laquelle nous avons assisté* » (cité par André Combes).

Cependant cette cérémonie suscite diverses protestations de maçons qui l'estiment illégale en raison de la violation manifeste des Règlements généraux. Une pétition diffusée à plusieurs milliers d'exemplaires invite le Conseil de l'Ordre à réunir une commission *ad hoc*. En la circonstance, le Conseil approuve la conduite du vénérable de « *La Clémente Amitié* », Charles Cousin.

En 1880, Emile Littré publie dans *La Philosophie positive* une sorte de testament spirituel intitulé « *Pour la dernière fois* » ; il s'y montre toujours étranger à toute métaphysique et à toute religion révélée. Cependant, à l'extrême fin de sa vie, il connaît une évolution intellectuelle et psychologique qui conserve encore sa part de mystère. Malade, affaibli, durant ses derniers mois il reçoit à diverses reprises la visite de l'abbé Huvelin. Il est baptisé par sa femme *in articulo mortis*, sans que l'on puisse savoir si cela a correspondu ou non à son propre vœu, sans que l'on puisse non plus dire si, au seuil de sa mort, ce vœu a traduit une conversion authentique ou la volonté de ne pas affliger sa femme et sa fille, toutes deux profondément croyantes. Il reçoit des obsèques religieuses. Provoquant l'exultation des catholiques et la fureur des francs-maçons et des Libres penseurs, la mort chrétienne de celui que l'on a appelé « un saint laïque » fait lever des passions dont le souvenir persista longtemps. J.L.

LLOYD Harold C.

Burchard de Nebraska 20 avril 1893 - Beverly Hills 8 mars 1971.



Figure incontournable de l'anarchisme espagnol (surnommé "Le Grand-père de l'anarchisme"). Né dans une famille modeste, il est envoyé à onze ans à Madrid, pour travailler chez un oncle fabriquant de cire, activité qu'il quitte pour apprendre le métier de typographe. Exerçant très jeune cette nouvelle profession de typographe, comme nombre de militants du mouvement ouvrier, tôt engagé dans celui-ci, il fonde la Fédération régionale espagnole de la 1re internationale en 1870 et, un an après, assiste comme délégué à la conférence de Londres où il s'entretient avec Marx.

En avril 1872, il participe au IIe congrès de la Fédération et tente de concilier les positions divergentes des partisans de l'Alliance et des marxistes, mais il échoue et démissionne de son mandat au conseil fédéral. Il se rend en France puis revient en Espagne, en 1874.
Il fut l'un des plus célèbres acteurs du cinéma muet.
Initié Franc-Maçon, en 1925, à la Loge "*Alexander Hamilton Lodge*", Hollywood, Californie.

Connu sous le nom de **Harold Clayton Lloyd**, est un acteur, réalisateur et producteur de cinéma burlesque américain, très populaire aux États-Unis. À la différence de Charlie Chaplin et de Buster Keaton, son personnage comique est un jeune homme plutôt équilibré, intégré, romantique et bosseur.Sa performance la plus marquante remonte à 1923, dans le

classique du cinéma burlesque muet *Monte là-dessus !* (*Safety Last!*) réalisé par Fred C. Newmeyer et Sam Taylor, film où dans une scène mémorable, il reste suspendu aux aiguilles d'une horloge en escaladant la façade d'un gratte-ciel de Los Angeles.Il se marie avec Mildred Davis, le samedi 10 février 1923. Ils ont, ensemble, eu deux enfants : Gloria Lloyd, née en 1923, et Harold Clayton Lloyd, Jr., 1931-1971). Avant le deuxième enfant, en Septembre 1930, le couple a adopté une petite fille, Gloria Freeman (1924-1986) rebaptisée Marjorie Elizabeth Lloyd, mais qui a été connue en tant que « Peggy » pendant la majeure partie de sa vie. Mildred, sa femme, meurt en 1969, deux ans avant la mort de leur fils Harold Clayton. Il meurt d'un cancer de la prostate, le 8 mars 1971, à Beverly Hills de Los Angeles en Californie.

LONGUET Charles

Caen (Calvados) 1839 – Paris 1903.



Personnalité de la Commune de Paris. En 1860, il vient faire son droit à Paris et devient opposant au Second Empire. Il fonde les journaux *Écoles de France* et *Rive Gauche* où il publie, en anglais, le préambule et les statuts provisoires de l'Association internationale des travailleurs rédigés par Karl Marx.
Ses activités politiques le contraignent à s'exiler en Belgique, puis en Angleterre, où il adhère à la franc-maçonnerie.

En 1866, il devient secrétaire correspondant pour la Belgique au Conseil général de l'Internationale. Il est arrêté, début 1866, lors d'une réunion au Café de la Renaissance à Saint-Michel, en compagnie de Tridon, Raoul Rigault, les frères Levraud, Dacosta, A. Verlière, Genton, Protot, Largilière, et Landowski. L'avocat Gustave Chaudey prit leur défense.

Il revient à Paris en 1870. Pendant le siège de Paris par les Allemands (septembre 1870 - mars 1871), il devient membre du Comité central républicain des Vingt arrondissements et chef du 248e bataillon de la Garde nationale. Du 27 mars au 12 mai, il est rédacteur en chef du *Journal officiel* (édition de Paris). Aux élections complémentaires du 16 avril, il est élu au Conseil de la Commune par le XVIe arrondissement et siège à la commission du Travail et de l'Échange. Il vote contre la création du Comité de Salut public. Après la Semaine sanglante, il se réfugie à Londres. Il est condamné à la déportation par contumace par le Conseil de Guerre. Redevenu membre du Conseil général de l'Internationale, il vote l'exclusion de Michel Bakounine en 1872. La même année, il épouse Jenny, la fille ainée de Karl Marx. Le couple aura quatre enfants : Jean, Edgar Longuet (1879-1950)2, Marcel Longuet (1881-1949)3 et Jenny Longuet (1882-1952). En 1874, il est nommé professeur au King's College d'Oxford. Il revient à Paris après l'amnistie de 1880. Il collabore au journal *La Justice* de Clemenceau et s'oppose à Jules Guesde dans la diffusion des idées marxistes par vulgarisation à la française.

LORENZO Anselmo

Tolède 21 avril 1841 – Barcelone 1914.



Figure incontournable de l'anarchisme espagnol (surnommé "Le Grand-père de l'anarchisme"). Né dans une famille modeste, il est envoyé à onze ans à Madrid, pour travailler chez un oncle fabriquant de cire, activité qu'il quitte pour apprendre le métier de typographe. Exerçant très jeune cette nouvelle profession de typographe, comme nombre de militants du mouvement ouvrier, tôt engagé dans celui-ci, il fonde la Fédération régionale espagnole de la 1re internationale en 1870 et, un an après, assiste comme délégué à la conférence de Londres où il s'entretient avec Marx.

En avril 1872, il participe au IIe congrès de la Fédération et tente de concilier les positions divergentes des partisans de l'Alliance et des marxistes, mais il échoue et démissionne de son mandat au conseil fédéral. Il se rend en France puis revient en Espagne, en 1874.

Il s'installe à Barcelone, entre dans la Section des typographes de la Fédération barcelonaise de l'Internationale et, secrètement, dans l'Alliance. Entre 1874 et 1880, il dirige le mouvement ouvrier espagnol dans la clandestinité puis, en 1881, quand le cabinet Sagasta accorde une plus grande liberté d'association, il est expulsé de la Fédération pour avoir falsifié un vote. Il reste donc en marge des organisations ouvrières.

C'est à ce moment qu'il rencontre la maçonnerie. **Suivant les traces de Bakounine, de Proudhon, de Paul Robin, d'Elisée Reclus ou de Charles Malato, des membres de l'ouvriérisme radical, comme R. Farga, A. Pellicier, J. Liunas, J. Lopez Montenrgro, J. Serranoi Oteiza et F. Garrido, décidèrent de s'initier pour faciliter le prosélytisme et parce qu'ils étaient très attirés par la force du messianisme maçonnique latin marqué par l'anticléricalisme et l'aspiration à transformer radicalement l'individu, la figure de proue de ces hommes fut Anselmo Lorenzo, à la fois chef charismatique des libertaires et maçon respecté et convaincu.**

Il est initié dans la loge « *Hijos del Trabajo* » (Fils du Travail) de Barcelone (Grand Orient d'Espagne) le 13 décembre 1883 sous le nom de « *Gutenberg* ». La maçonnerie apparaît donc comme son « quartier d'ouvrier » où il prodige ses idéaux de rédemption et pour exprimer ses inquiétudes sociales. En 1885, il réintègre la Société des ouvriers typographes. Il se consacre alors à l'écriture d'articles dans la presse, publie ses premières brochures et participe à plusieurs rencontres socialistes. Mais son activité maçonnique ne ralentit pas. Au sein de sa loge (passée en 1890 sous l'égide du Grand Orient Espagnol), il est orateur de 1886 à 1888 puis en 1892 à 1896, vénérable entre 1899 et 1891.

D'autre part, il se montre sensible aux hauts grades puisqu'il atteint le 30° du Rite Ecossais Ancien et Accepté. En 1899, il intègre également la loge « *Lealtad* » (Loyauté) à Barcelone avec laquelle a fusionné sa loge mère : il en devient orateur en 1895 et vénérable en 1896. Mais surtout, son activité l'amène à voir son rôle maçonnique dépasser le cadre régional : depuis 1890, il est président du Grand Conseil Régional Catalane et de la Grande Loge Régionale n°2, constituée par le Grand Orient Espagnol.

A partir de 1896, on perd cependant la trace de son activité de maçon. Cette année-là, il part pour la France. En effet, son militantisme, qui l'a conduit en prison dès 1890 pour avoir préparé les manifestations ouvrières du 1er mai, l'amène a être condamné en 1896, après l'attentat terroriste de la rue Tiempo Nuevos. Il est exilé et, en 1897 er 1898, il réside à Paris où il devient l'ami des figures importantes comme Malato et Albert, puis profite d'une amnistie du gouvernement espagnol. Installé de nouveau à Barcelone en 1900, il écrit alors la première partie *d'**El Proletariado militante*** (Le Prolétariat militant) et, en 1901, commence une période de collaboration étroite avec Ferrer Guardia dont il est l'homme de confiance.

Il dirige la maison d'édition de l'Ecole Moderne pour laquelle il traduit les œuvres de Reclus, Grave, Kropotkine… et l'aide à diffuser son journal, *La Huelga général* (La Grève générale). En 1902, il est encore incarcéré car il est accusé d'être l'auteur de la grève générale de Barcelone. Infatigable défenseur de l'anarcho-syndicalisme, il est, après la semaine tragique de 1909, détenu avec d'autres collaborateurs de l'Ecole Moderne et déporté à Alcanitz. Relaxé, il anime la Confédération nationale du travail dans ses premières années et publie la deuxième partie *d'**El Proletariado militante, La Vita anarquista*** (La Vie anarchiste) et ***Hacia la emancipacion*** (Vers l'émancipation).

Comme le montre son entourage, il ne s'est pas détaché de la mouvance maçonnique et, en décembre 1913, peu de temps avant sa mort, il assiste encore à un banquet solsticial organisé par les membres de la loge « *Lealtad* ». De plus, il ne cacha jamais sa condition de maçon à ses amis militants, malgré l'hostilité de nombre d'entre eux qui considéreraient la franc-maçonnerie comme une organisation porteuse de valeurs bourgeoises. Ainsi, il leur réplique en ces termes : « *En tant que maçon et anarchiste qui jouit d'un certain prestige dans l'un et l'autre camp, je suis une protestation vivante contre cette préoccupation et, en même temps, un trait d'union entre ceux qui aiment vraiment le progrès et la justice, quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent* ».

C'est avec cette raison qu'on affirme (P. Sanchez Feré) qu'il conçoit l'anarchie comme une théorie générale de salut qui libérait l'homme en tant qu'être social, et la maçonnerie comme une organisation qui aspirait à laver l'être humain de toute la scorie dont l'avait avili le monde injuste et dégradant. JCvL + P.A.

LOUIS XVIII



Roi de France de 1814/1824 Versailles le 17 novembre 1755 – Paris 16 septembre 1824.
Il aurait été initié en 1784, alors qu'il n'était encore que le comte de Provence, en même temps que son frère le comte d'Artois.

Louis XVIII, surnommé ***le Désiré*** — né sous le nom de **Louis Stanislas Xavier de France**, et par ailleurs **comte de Provence** (1755 - 1795) — fut roi de France et de Navarre de 1814 à 1815 et de 1815 à sa mort le 16 septembre 1824 à Paris. Il meurt sans descendance, et est inhumé à la basilique Saint-Denis. Son frère, le comte d'Artois, chef des ultras, lui succède sous le nom de Charles X. Il est le dernier monarque français à être mort régnant.

Né le 17 novembre 1755 à Versailles et ondoyé le même jour par le cardinal de Soubise, Louis Stanislas Xavier est le quatrième fils du dauphin Louis-Ferdinand et de sa seconde épouse Marie-Josèphe de Saxe.

Il est le frère cadet de Louis Auguste, futur Louis XVI, et le frère aîné de Charles-Philippe, futur Charles X. Il est le petit-fils de Louis XV. Petit-fils de France, Louis Stanislas Xavier est d'abord titré comte de Provence. Le 18 octobre 1761, le même jour que son frère Louis Auguste, Louis Stanislas Xavier est baptisé par l'archevêque Charles Antoine de La Roche-Aymon dans la chapelle royale du château de Versailles, en présence de Jean-François Allart, curé de l'église Notre-Dame de Versailles. Son parrain est Stanislas Ier de Pologne, représenté par Louis François de Bourbon-Conti, et sa marraine est Victoire Louise Marie Thérèse de France. Tout comme son frère aîné, il passe son enfance au château de Versailles. Il y reçoit une éducation solide, comme le veut son rang.

Mariage dans la chapelle royale à Versailles
Le 14 mai 1771, dans la chapelle royale du château de Versailles, Louis, comte de Provence, épouse Marie-Joséphine de Savoie, (1753–1810), fille du roi Victor-Amédée III de Sardaigne et de Marie-Antoinette Ferdinande d'Espagne (elle-même arrière-petite-fille du roi Louis XIV de France par la branche paternelle). Les témoins sont Louis XV, Louis Auguste de France (futur Louis XVI), Marie-Antoinette, Charles Philippe de France (futur Charles X), Marie Adélaïde Xavière de France, Marie Adélaïde de France, Victoire Louise Marie Thérèse de France et Sophie Philippe Élisabeth Justine de France.
Marie-Joséphine de Savoie est la sœur de Marie-Thérèse († 1805), épouse du roi Charles X de France, frère cadet de Louis XVI et de Louis XVIII.

Favorites et favoris
François de Bésiade (1759-1811), *comte d'Avaray* puis *duc d'Avaray* (1799)

Casimir de Blacas d'Aulps (1771-1839), *comte de Blacas* puis *duc de Blacas* (1821)
Élie Decazes (1780-1840), comte Decazes (1816) puis duc Decazes (1820) et *duc de Glücksberg* (par le roi Frédéric VI en 1818)
Anne Nompar de Caumont La Force (1758-1842), comtesse de Balbi
Zoé Talon (1785-1852), comtesse de Baschi et du Cayla
Anne-Marie de Jouvence, comtesse de Ponevej

Le rapprochement avec le Languedoc
Son statut de frère du roi ne l'empêche pas de critiquer la politique de celui-ci. Mécontent et inquiet de la politique royale, il cherche à s'installer dans la province de Languedoc un fief, et ainsi se ménager une action directe et distincte de celle de son royal aîné. Selon Charles Porset, Louis XVI et ses frères, Marie-Antoinette elle-même, étaient initiés à la loge maçonnique des trois frères à l'Orient de Versailles6. Mais leur appartenance à la Franc-maçonnerie reste très controversée.

En 1775, il sollicite en vain le titre de gouverneur du Languedoc. Il avait même acheté l'année précédente le comté de l'Isle Jourdain qui lui assurait par la forêt de Bouconne, accès et influence jusque dans Toulouse.

Au printemps 1777, un voyage l'amène à Toulouse où il assiste le 21 juin, à une séance de l'Académie des Jeux floraux et entend la lecture de trois odes. En son honneur, les parlementaires de la ville organisent une réception chez le comte Riquet de Caraman. Il s'embarque ensuite au Port Saint-Sauveur et continue son périple sur le canal du Midi. À chaque étape, les auberges et maisons sont décorées suivant les ordres des Riquet de Caraman, concessionnaires du canal. La décoration de la maison du receveur du canal à Agde est particulièrement soignée pour la réception de *Monsieur*.

PERIODE D'EXIL
Émigré
Après avoir agité la cour de Louis XVI en facilitant la chute des ministres réformateurs Turgot, Necker, Calonne, et après avoir bloqué les réformes proposées par Calonne et Louis XVI en les déclarant inconstitutionnelles en tant que président de l'un des bureaux de l'Assemblée des Notables de 1787, il réclame pour le Tiers États le doublement du nombre de députés aux états généraux. À la suite du départ de la cour de Versailles pour Paris (après les journées des 5 et 6 octobre 1789), le comte de Provence est installé au Petit Luxembourg. Comme son frère ainé, il ne se sent plus assez libre et prépare un plan d'évasion (il en prépare deux car son épouse sortira de Paris par un autre moyen). Dans ses mémoires9, il raconte par le menu cette aventure. Il y explique préalablement avoir corrigé la déclaration de Louis XVI qui explique son départ de Paris. Mais à aucun moment, il ne dit avoir eu connaissance, avant le 19 juin, veille du départ, du plan précis de Louis XVI qui consistait à partir vers l'Est afin de rejoindre la place forte de Montmédy et de reprendre militairement la main sur la Révolution.
Le 20 juin 1791, date du départ du roi Louis XVI et sa famille des Tuileries, le comte de Provence quitte également sa résidence surveillée. Déguisé, muni d'un passeport anglais, il rejoint ainsi les Pays-Bas, via Avesnes et Maubeuge. Il se réfugie à Bruxelles puis Coblence, capitale de l'électorat de Trèves, dont un de ses oncles maternels est l'archevêque et le souverain. Il rencontre l'empereur Léopold II et lui inspire la déclaration de Pillnitz d'août 1791 qui galvanise la Révolution française. Il refuse de reconnaître l'autorité du roi et se voit déchu de ses droits de prince du sang par l'Assemblée législative en janvier 1792. Il tente de rentrer en France à la tête d'une armée de 14 000 hommes mais doit rebrousser chemin après la bataille de Valmy et se réfugie à Hamm en Westphalie.

En 1793, ayant appris l'exécution de son frère aîné, il se proclame « régent » pour le dauphin, lequel demeure aux mains des révolutionnaires à Paris, et le proclame « Louis XVII ». À la déclaration de la mort de l'enfant, le 8 juin 1795, il devient dépositaire de la couronne de France et prend le nom de Louis XVIII, mais l'avènement de Napoléon détruit une nouvelle fois ses espérances. En effet, après l'explosion de la machine infernale rue Saint-Nicaise le 24 décembre 1800 et la découverte de la culpabilité des royalistes, Bonaparte rompt définitivement toute négociation avec eux. Louis XVIII lui demande naïvement de rétablir la monarchie avec, en contrepartie, le poste de lieutenant général; il obtient cette réponse sans ambages : « Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France; il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres... »

Les années 1804-1807
En 1804, à la suite de plaintes de Napoléon, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume se résout à se séparer d'hôtes aussi incommodes que compromettants; Louis XVIII et tous les émigrés composant sa petite cour reçurent l'ordre de quitter immédiatement le territoire prussien. Ce fut à Kalmar que cet ordre parvint au prétendant. Louis XVIII y rencontra le comte d'Artois, son frère qu'il n'avait pas vu depuis près de douze ans, une certaine froideur ayant toujours existé entre eux. L'entrevue de Kalmar ne les rapprocha pas ; ils se quittèrent après dix-sept jours de conférences, assez mécontents l'un de l'autre : le futur Charles X reprit le chemin de Londres et Louis revint attendre à Riga la réponse du cabinet de Saint-Pétersbourg à propos d'un nouvel asile sur le sol russe. Le nouvel empereur, Alexandre Ier de Russie, qui succédait à son père le tsar Paul Ier, donna une suite favorable à sa demande et il revint à Mittau (Lettonie actuelle) où une minuscule cour d'une centaine de derniers fidèles dont le vieux marquis de Beaucorps le suivirent.

Une fois réinstallé dans sa demeure, Louis XVIII rédigea son dernier manifeste public pendant son séjour à l'étranger. La proclamation qu'il avait envoyée à Pichegru, quelques semaines avant le 18 fructidor, ne contenait que des promesses de réforme à l'ancienne monarchie (Lois fondamentales du royaume de France). Il se décida, cette fois, à accepter nettement la Révolution et ses suites. Non seulement il admettait l'amnistie entière pour tous les votes antérieurs à 1804, ainsi que l'engagement de conserver à chaque Français ses grades, ses emplois et ses pensions ; il garantissait, en outre, la liberté et

l'égalité pour les personnes, le maintien de toutes les propriétés et la protection de tous les intérêts sans exception. Il fit cette déclaration :
« Au sein de la mer Baltique, en face et sous la protection du ciel, fort de la présence de notre frère, de celle du duc d'Angoulême, notre neveu, de l'assentiment des autres princes de notre sang, qui tous partagent nos principes et sont pénétrés des mêmes sentiments qui nous animent, nous le jurons ! Jamais on ne nous verra rompre le nœud sacré qui unit nos destinées aux vôtres, qui nous lie à vos familles, à vos cœurs, à vos consciences ; jamais nous ne transigerons sur l'héritage de nos pères, jamais nous n'abandonnerons nos droits. Français ! Nous prenons à témoin de ce serment le Dieu de saint Louis, celui qui juge toutes les justices ! Donné à Mittau, le 2 décembre de l'an de grâce 1804, et de notre règne le dixième — Louis. »

Sur tous les documents officiels, Louis XVIII se considéra roi depuis 1795 et fit le décompte des années de son règne en conséquence. Néanmoins, juridiquement, il ne sera pas roi avant la Restauration en 1814. Cette déclaration, imprimée à Hambourg, au nombre de dix mille exemplaires, fut répandue sur tout le continent et envoyée en France, par la poste, à toutes les autorités constituées, ainsi qu'aux plus notables habitants de chaque département.

Le second séjour à Mittau du prétendant ne dura que trois ans. Les défaites d'Austerlitz, d'Eylau et de Friedland, obligèrent le tsar à devenir l'allié de Napoléon. Alexandre laissa entendre à Louis XVIII que sa présence à Mittau en Courlande pourrait gêner son nouvel allié. Louis XVIII comprit qu'il devait chercher un nouvel asile. Il n'avait plus à choisir qu'entre le Nouveau Monde et l'Angleterre. Il se décida pour l'hospitalité britannique. Vers le milieu d'octobre 1807, depuis Göteborg en Suède, il avertit le comte d'Artois de sa prochaine arrivée, ce qui n'était pas pour lui plaire.

Les confidents du comte réussirent à persuader un des membres du Cabinet britannique, Lord Canning (1770-1827), qu'il était nécessaire, dans l'intérêt même du gouvernement britannique d'éloigner Louis XVIII de Londres et de le confiner en Écosse. Le Royaume-Uni était à cette époque la seule puissance qui était encore en lutte avec la France impériale et qui refusait à Louis XVIII le titre de roi, en lui signifiant qu'à aucune époque, le rétablissement de sa famille n'avait semblé moins plausible. Après de longues tractations Louis XVIII accepta de débarquer en Angleterre, en tant que simple particulier sous le nom de comte de L'Isle-Jourdain (que ses contemporains transformeront en « comte de Lille »…) et en promettant de ne pas faire d'action politique.

Les années 1808-1812
Louis XVIII avait fixé sa résidence à Gosfield Hall à la fin de 1807 ; il ne quitta ce château qu'au bout de quatre ans, au commencement de 1811, peu de temps après la mort de Marie-Joséphine de Savoie, sa femme, décédée le 13 novembre 1810.

Il vint alors habiter Hartwell House, propriété du baronnet sir Henry Lee dans le comté de Buckingham, près de Londres.
Ses revenus, à cette époque, s'élevaient à 60 000 francs environ que lui payaient le gouvernement britannique et la cour du Brésil. Mais il devait mener un train de vie réduit puisque cette somme était répartie entre ses protégés, les agents dans les différentes cours d'Europe (pour être au courant des politiques menées) et que la guerre entraînait une inflation de prix qui n'étaient pas, au départ, bas.

Le mandat de Mgr de La Fare
En 1795, Louis XVIII confia à Mgr de La Fare, ancien évêque de Nancy (1752 - † 1829), la direction de ses intérêts auprès de la cour de Vienne. Il le constitua également son correspondant dans toute cette partie de l'Europe, fonction qu'il remplit durant vingt ans. Il fut en même temps chargé d'autres missions pour l'ensemble de la famille royale.
En 1807, toutes les communications du continent avec l'Angleterre étaient interdites : personne ne pouvait plus recourir à Londres pour y toucher du gouvernement britannique leurs pensions alimentaires. L'évêque reçut, à l'insu de Louis XVIII, la mission d'ordonnancer et de vérifier le paiement de ces pensions pour assurer la subsistance de ses compatriotes, ce qui lui valut la disgrâce du prétendant. Les versements étaient faits par la banque du Baron J.J. de Boesner, banquier de Vienne et aussi par des banques de Gênes, au profit de la famille royale, les princes et princesses de France et notamment Messeigneurs les ducs d'Angoulême et de Berry pour l'entretien de leurs Maisons et la solde des militaires de leur armée.
Mgr de La Fare exerça cet emploi fastidieux et ingrat jusqu'à l'époque du retour de Louis XVIII dans ses États, à la Restauration.

LA RESTAURATION
Première Restauration
Au fur et à mesure des guerres napoléoniennes, et spécialement à partir de 1810, les coalisés semblent reprendre l'avantage, éveillant en lui l'espérance du retour. Après la défaite de Napoléon, en 1814, les coalisés réunis au Congrès de Vienne hésitent encore sur le successeur à choisir à Napoléon. Désireux d'installer sur le trône de France un allié, mais aussi un chef légitime, ils hésitent entre Louis XVIII, dont l'impopularité est problématique, l'« Aiglon », fils de Napoléon, mais aussi le maréchal Bernadotte ou encore Eugène de Beauharnais, voire une république. Talleyrand emporte finalement l'opinion des Alliés en faveur de Louis XVIII.

Porté par les Coalisés, le 24 avril 1814, il débarque à Calais. Octroyant une *Charte constitutionnelle* restaurant la monarchie à ses sujets, il devient roi de France. Les termes « octroyer » et « roi de France » sont importants en droit, puisqu'ils signifient que la souveraineté appartient au roi, et non au peuple ou à la nation (c'est lui qui octroie la Charte aux Français et non les Français qui décident d'une constitution ; contrairement à un roi des Français qui serait roi parce que les Français l'ont mis sur le trône, un roi de France est souverain de droit divin). Il nie donc la théorie révolutionnaire de la souveraineté

nationale, voire de la souveraineté populaire.

Lors des Cent-Jours, il tente d'organiser avec la noblesse la résistance à Napoléon. Son échec le conduit à s'exiler de nouveau. Il se réfugia à Gand, ce qui lui vaut le surnom de « Notre père de Gand » par les chansonniers. Seule la défaite de Waterloo le réinstalle sur le trône de France.

Seconde Restauration
Son règne est consacré à la lourde tâche de concilier les héritages révolutionnaires et napoléoniens avec ceux de l'Ancien Régime. Il défend ces derniers (il nomme ainsi, comme aumônier de la Cour, monseigneur Jean-Louis d'Usson de Bonnac, un des derniers évêques d'Ancien Régime survivants et surtout l'un des premiers à avoir refusé de prêter serment à la Révolution, ainsi qu'à avoir refusé de démissionner comme l'exigeait Napoléon), sans pour autant accéder aux excès de ses propres partisans, les ultras. Il mit un point d'honneur à toujours constituer un ministère issu de la majorité parlementaire, ce à quoi rien ne le contraignait.

Ses opposants demeurent trop faibles et divisés pour menacer en quoi que ce soit la position royale. Il dissout ainsi une première Chambre ultra en 1816 (la célèbre *Chambre introuvable*). Une autre vague de contestation commence avec la mort de son neveu duc de Berry, fils du comte d'Artois. Louis XVIII apparaît comme un roi modéré, menant une vie bourgeoise, sans fastes excessifs, trop fades aux yeux de certains. D'autres n'oublient pas que c'est un émigré, ramené sur le trône de France par des étrangers.

Cependant, malgré cette apparente faiblesse, il a réussi non seulement à maintenir un équilibre entre ultras et libéraux, mais aussi à ramener la prospérité dans une nation épuisée par les dernières guerres napoléoniennes. Louis XVIII avait donc une certaine force de caractère et il pouvait d'ailleurs être à l'occasion capable de traits d'humour féroces, comme le montre l'anecdote suivante :
Parmi les prérogatives du roi de France, figurait la capacité d'anoblir tout sujet méritant. Louis XVIII se trouvait ainsi assiégé par une horde de quémandeurs qui estimaient à tort ou à raison être de bons candidats à l'anoblissement. Parmi ceux-ci, on a cité une anecdote concernant le publiciste Genoud, qui insistait pour être rassuré sur le fait que sa lettre d'anoblissement mentionnerait bien une particule devant son nom. Louis XVIII répondit à son entourage « Eh bien ! puisqu'il veut tant une particule, on va lui en mettre une devant et une derrière ! » et le solliciteur se fit anoblir sous le nom de « Monsieur de Genoude ».

Expédition d'Espagne
En 1820, le roi d'Espagne Ferdinand VII doit faire face à un soulèvement populaire conduit par les libéraux. Ce mouvement révolutionnaire lui reproche l'absolutisme de son pouvoir et les nombreuses répressions à l'encontre des libéraux.
Ferdinand VII doit alors se soumettre, et remettre en vigueur la Constitution de 1812 et ainsi confier le pouvoir à des ministres libéraux.

Des élections ont lieu en 1822 aux Cortès, qui donnent la victoire à Rafael del Riego, dans une Europe secouée par les mouvements démocrates qui perturbent l'ordre intérieur des États. Le roi Ferdinand VII d'Espagne s'est retiré à Aranjuez, où il se considère comme prisonnier des Cortès.

En France, les ultras pressent le roi Louis XVIII d'intervenir. Pour tempérer leur ardeur contre-révolutionnaire, le duc de Richelieu fait déployer, le long des Pyrénées, des troupes chargées de protéger la France contre la prolifération du libéralisme venant d'Espagne et la contagion de la « fièvre jaune ». En septembre 1822, ce « cordon sanitaire » devient un corps d'observation, puis va très vite se transformer en une expédition militaire.

Les libéraux négocient leur reddition en échange du serment du roi de respecter les droits des Espagnols. Ferdinand VII accepte. Mais le 1er octobre 1823, se sentant appuyé par les troupes françaises, Ferdinand VII abroge de nouveau la Constitution de Cadix, manquant ainsi à son serment. Il déclare « nuls et sans valeur » les actes et mesures du gouvernement libéral. C'est le début de la *décennie abominable* pour l'Espagne.

Chateaubriand, ministre des affaires étrangères du gouvernement Villèle (du 28 décembre 1822 au 6 juin 1824), déclara dans ses *Mémoires d'outre-tombe* : « *Enjamber d'un pas les Espagnes, réussir là où Bonaparte avait échoué, triompher sur ce même sol où les armes de l'homme fantastique avaient eu des revers, faire en six mois ce qu'il n'avait pu faire en sept ans, c'était un véritable prodige !* »

FIN DE VIE ET MORT
Maladie
Louis XVIII souffrait d'une goutte qui empira avec les années et lui rendait tout déplacement extrêmement difficile à la fin de son règne. Dans ses dernières années, le roi podagre devait se déplacer en béquilles et était souvent déplacé en fauteuil roulant dans ses appartements, lui-même se baptisant « le roi fauteuil ». Vers la fin de sa vie, il était atteint d'artériosclérose généralisée, en outre la gangrène rongeait son énorme corps impotent, déjà appesanti par l'hydropisie. À la fin du mois d'août 1824, la maladie avait provoqué une large plaie suppurante en bas du dos et l'avait rendu méconnaissable. Fièrement, il refusait de s'aliter, reprenant les propos de Vespasien : « Un empereur doit mourir debout ». Mais, le 12 septembre, sa terrible souffrance l'obligea à se coucher. Il se décomposait vivant et dégageait une odeur si nauséabonde que sa famille ne pouvait rester à son chevet. Un de ses yeux avait fondu ; le valet de chambre, en voulant déplacer le corps, arracha des lambeaux du pied droit ; les os d'une jambe étaient cariés, l'autre jambe n'était qu'une plaie, le visage

était noir et jaune.

Acte de décès de Louis XVIII
Disparu lors de l'incendie des archives de Paris en 1871, l'acte de décès de Louis XVIII avait toutefois été recopié, et il a été rédigé de la façon suivante, en présence notamment de Talleyrand :
Acte de décès de Sa Majesté Louis XVIII, dressé au château des Tuileries.
Du jeudi seizième jour de septembre, l'an mil huit cent vingt-quatre, avant midi. Acte de décès de très-haut, très-puissant et très-excellent prince Louis, dix-huitième du nom, roi de France et de Navarre, très chrétien, né à Versailles le dix-sept novembre mil sept cent cinquante-cinq, fils de très-haut, très-puissant et excellent prince Louis, Dauphin de France, et de très-haute, très-puissante et excellente princesse Marie-Josèphe, princesse de Saxe, Dauphine de France, son épouse ; veuf le treize novembre 1810, de très-haute, très-puissante et très-excellente princesse Marie-Joséphine-Louise de Savoie, reine de France et de Navarre ; décédé ce jourd'hui, à quatre heures du matin, au Château des Tuileries, à Paris. Le présent acte dressé par nous Charles-Henri Dambray, pair et chancelier de France, président de la chambre des pairs, chancelier et commandeur des ordres du Roi, remplissant, aux termes de l'ordonnance de Sa Majesté du 23 mars 1816, les fonctions d'officier de l'état civil de la maison royale ; Accompagné de Charles-Louis Huguet, marquis de Sémonville, pair de France, grand-référendaire de la chambre des pairs, grand'croix de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur ; et de Louis-François Cauchy, garde des archives de ladite chambre et des ordres du Roi, officier desdits ordres et de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, greffier de l'état civil de la maison royale ; En présence d'Ambroise-Polycarpe de Larochefoucauld, duc de Doudeauville, pair de France, grand d'Espagne de la première classe, chevalier des ordres du Roi, ministre secrétaire-d'état de la maison de Sa Majesté, tenant en cette qualité les registres de l'état civil de la maison royale ; En présence pareillement de Henri Evrard de Dreux, marquis de Brézé, pair de France, grand-maître des cérémonies de France, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur ; Sur la déclaration qui nous a été faite par Marie-François-Emmanuel de Croussol, duc d'Uzès, pair de France, âgé de soixante-sept ans, demeurant à Paris, en son hôtel rue Saint-Dominique, faubourg Saint-Germain, n° 63, et par Bon-Adrien Moncey, duc de Conégliano, pair et maréchal de France, chevalier des ordres du Roi, grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, gouverneur de la neuvième division militaire, âgé de soixante-dix ans, demeurant à Paris, en son hôtel, rue de Valois, n° 2 ; témoins désignés par le Roi à l'effet du présent acte. Fait à Paris, au château des Tuileries, où nous nous sommes transportés en vertu des ordres du Roi à nous transmis par le grand-maître des cérémonies, et où le corps du feu roi nous a été représenté par Charles-Maurice, prince duc de Talleyrand, pair de France, grand-chambellan de France, chevalier des ordres du Roi et de la Toison-d'Or, grand'croix de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, et par Louis-Marie-Céleste, duc d'Aumont, pair de France, chevalier des ordres du Roi, premier gentilhomme de la chambre de Sa Majesté, gouverneur de la huitième division militaire ; Et ont signé avec nous, après lecture faite, les personnes dénommées au présent acte, à Paris, les jours, mois et an que dessus.

Signé : le duc d'Uzès, le maréchal duc de Conégliano Moncey, le prince de Talleyrand, le duc d'Aumont, le duc de Doudeauville, le marquis de Dreux-Brézé, Dambray, le marquis de Sémonville, Cauchy.

Sculpture
Louis XVIII n'a pas été sacré roi de France. Son frère, Charles X, qui lui succéda, renoua avec la tradition du sacre le 29 mai 1825 dans la cathédrale de Reims. De plus, un roi sacré devait avoir des pouvoirs divins (le roi, par exemple guérissait les écrouelles), et montrer une image d'homme puissant valide, en bonne santé, ce qui n'était pas le cas pour ce roi, qui pour espérer être populaire de son peuple renonça au sacre, pour montrer sa maladie au grand jour. Cependant, une sculpture de Louis XVIII, en costume de sacre, fut commandée par ses soins en 1815 au sculpteur Cortot. Elle est exposée dans la gypsothèque de la villa Médicis à Rome.

LOUTHERBOURG de **Philippe-Jacques**

Strasbourg 31 octobre 1740 –
Chiswicket, Royaume-Uni 11 mars 1812.



Connu aussi sous les prénoms de **Philip James** et **Philipp Jakob**, dit **le jeune**.
Son père, Philipp-Jakob (1698–1768), qui pratiquait l'art du portrait miniature, était aussi graveur à Darmstadt. Il donna à son fils sa première formation artistique. Installé à Paris en 1755, le jeune Philippe-Jacques fit ses études sous la direction de Charles-André van Loo, (portraitiste), Francesco Casanova (peintre de marine et de guerre), et à l'académie Jean-Georges Wille.

Il fut célèbre pour ses paysages et produisit également une série d'aquarelles pour le Rite Égyptien de Cagliostro, dont il fut membre.
Il fut élu à l'Académie Royale française et nommé peintre de Louis XV en 1766.

Installation à Londres
Suite à l'invitation de David Garrick, directeur de comédiens, il quitta Paris pour Londres en 1771 et devint responsable de la scène du Théâtre Royal de Drury Lane à Londres, avec un confortable salaire de 500 £ par an. Son travail fut très remarqué, apprécié par les Londoniens et même acclamé par les spécialistes. Son dernier grand projet au théâtre fut la mise en scène de la spectaculaire pantomime *Omai - un voyage autour du Monde*, d'après les écrits de James Cook, en 1785.



Lord Howe lors de la Bataille du 13 prairial an II, peint en 1795



La Défaite de l'Armada espagnole en 1588, peint en 1796

L' « Eidophusikon » ou Théâtre mécanique

Philippe-Jacques de Loutherbourg (le Jeune) organisa sa première exposition à la Royal Academy en 1772 et fut élu comme académicien titulaire en 17812.

Durant cette même année, il exposa son « Eidophusikon » ou théâtre mécanique - en précurseur des « panoramas » du xix[e] siècle -, ce qui fascina Gainsborough et provoqua un vif intérêt de la part de Joshua Reynolds.

Il exposa ses œuvres au cours de ses nombreux voyages en Grande-Bretagne, dont :

1800 : *A Fishing Boat brought ashore at Conway Castle*

1801 : *Picturesque Scenery of Great Britain*

1805 : *Romantic and Picturesque Scenery of England and Wales*.

À la fin de sa vie, sa réputation fut un peu maltraitée par ses implications dans le mysticisme.

Il meurt à l'âge de 71 ans, le 11 mars 1812 à Chiswicket.

LUCIPIA Louis Adrien

Nantes 18 novembre 1843 – Paris 21 mai 1904.

Nantais installé à Paris en 1865, Lucipia suit des cours à la faculté de droit et à l'Ecole des Chartes. Il collabore à divers journaux républicains et organise la section des Ecoles de l'Internationale. Il est clercs d'avoué chez son ami Léo Melliet et secrétaire de Cantagrel, maçon fouriériste et ancien représentant du peuple. Capitaine dans un bataillon auxiliaire du génie pendant la guerre, il participe aux émeutes parisiennes du 31 octobre 1870 et signe l'affiche rouge, véritable appel à la révolte. Elu au Comité central des vingt arrondissements, il écrit, pendant la Commune, dans le *Cri du peuple* et dans *Le Père Duschêne.* Arrêté après la défaite, il est mis en cause dans l'exécution des dominicains d'Arcueil alors qu'il avait vainement tenté de les soustraire à la foule. Condamné à mort par la justice militaire, il est gracié et déporté en Nouvelle-Calédonie. Il rentre en France, à la suite de l'amnistie, en 1880.



Il reprend son activité de journaliste d'extrême-gauche dans divers journaux radicaux ou socialistes et est élu vice-président de l'association des journalistes républicains. Il est l'un des fondateurs de l'Alliance socialiste républicaine, milite à la Libre-Pensée et, en 1890, après plusieurs échecs, est élu conseiller municipal de Paris.

Il vient d'entrer à la loge du Grand Orient « *Les Droits de l'Homme* » (le 4 juin 1888), un atelier fréquenté par des publicistes radicaux comme son vénérable Edmond Le pelletier, Victor et Henry Simond (*Le Radical*), Abel Peyrouton, Edmond Théry, Paul Faure, Adrien Bastid, Joseph Bourceret (*La Lanterne*) et les écrivains Léon Mirès et Jules Lermina. Lucipia accède à sa présidence en septembre 1891. S'y affilient ultérieurement les futurs ministres Klotz et de Lanessan ainsi que Maxime Vuillaume. Lucipia a dirigé la loge la plus brillante de la décennie 1890-1900 !

Bénéficiant de l'aura d'ancien déporté, il est élu président du Conseil Général de la Seine en 1895 et, en 1899, président du Conseil municipal de Paris. Il entre, en 1894, au Conseil de l'Ordre et, l'année suivante, il accède, pour un an, à sa présidence. Il la retrouve en septembre 1898 et la conserve pendant deux ans, jusqu'au terme de son mandat. La maçonnerie est alors au cœur du débat pour la révision du procès Dreyfus, Le Convent de 1899 adopte 72 vœux !

Entre autres, la suppression du travail dans les convents, ouvroirs ou prisons, pouvant concurrencer le travail libre, la fermeture des cercles militaires d'ordre confessionnel, l'interdiction de mêler le drapeau de la Déclaration des Droits de l'Homme dans les écoles, les prétoires avec sanction pénale, la réorganisation de l'assistance publique à domicile, la participation à la lutte antialcoolique. Quatre grandes questions sont renvoyées, plus spécifiquement, à l'étude des loges : la dépopulation, le mandat impératif, la réforme de l'assistance publique relativement aux filles mères, la création d'une caisse de retraite pour la vieillesse et les invalides du travail. Le Conseil de l'Ordre est appelé à examiner dix questions dont la mise au concours d'un projet de constitution républicaine.

Les maçons participent massivement, revêtus de leurs cordons, à l'inauguration du *Triomphe de la République* de Dalou. La même année Lucipia préside les travaux du Congrès maçonnique internationale. Les délégués débattent

de la législation internationale du travail et de la situation légale et sociale dans les Etats où règne une religion dominante de tous ceux qui se sont séparés de ces pratiques religieuses.

Les élections municipales, le 13 mai 1900, sont, dans la capitale, catastrophiques. A la suite de la campagne ignoble de la Ligue de la Patrie française, la maçonnerie perd la direction de la municipalité qui passe aux nationalistes. Louis Lucipia est battu. Au cours de son mandat, il s'est consacré aux questions sociales (asiles, crèches, patronages laïques, bureaux de bienfaisance ou de placement) et a fait remplacer la prison d'enfants de la Petite Roquette par la maison de Montesson où des instructeurs et des maîtres ouvriers vivent avec les pensionnaires. Le gouvernement Waldeck-Rousseau le nomme directeur de l'asile de Villejuif.

HACQUET Germain

Paris 22 septembre 1756 - 5 décembre 1835.

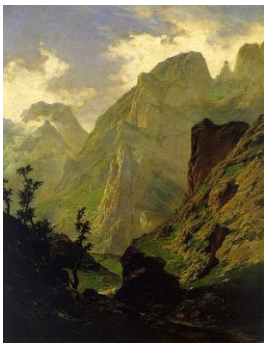
Germain Nicolas Hacquet des Naudières, est un franc-maçon français, Chevalier de Saint-Louis.
« Entré au dépôt des recrues des troupes coloniales le 26 juin 1775, M. Hacquet des Naudières servit dans le régiment de Port-au-Prince jusqu'au 3 mai 1784. Le 17 janvier 1788 est nommé sous-lieutenant dans le régiment des Dragons de la milice royale et, en 1794 il rejoignit l'armée des Anglo-émigrés avec lesquels il fit contre les insurgés [de Saint-Domingue] cette campagne et celles de 95 à 99 inclus ». Lorsque les colons français recouvrent, provisoirement, leur emprise sur l'île, il s'établit comme notaire à Port-au-Prince. Il rentre à Paris en juillet 1803 et y demeure jusqu'à sa mort en 1835.

Responsabilités maçonniques
Il est probablement initié dans la loge Les Cœurs Franco-américains en 1790 qui a la particularité d'avoir été créée par la Grande Loge de Pennsylvanie (loge n°47) et donc de pratiquer le rituel « des Anciens ». On le trouve, en 1797, sur les tableaux de L'Aménité à Philadelphie. En 1802, il est Député Grand Maître de la Grande Loge Provinciale des Anciens de Saint-Domingue constituée par Philadelphie. Il est lié avec Pierre Le Barbier Duplessis qui le constitue Député Inspecteur Général en 1798.

À Paris, Germain Hacquet est un des principaux promoteurs de la maçonnerie des Anciens et de l'écossisme. Il apparait comme l'un des créateurs de la Grande Loge générale écossaise en 1804 dont il devient Premier Grand Surveillant et Maître des Cérémonies du Suprême Conseil du Rite écossais ancien et accepté. En 1815, il est à la tête des membres du Suprême Conseil qui réorganise le Rite écossais ancien et accepté au sein du Grand Orient de France. Parallèlement il veillera toujours à maintenir le « Rite de Perfection » en 25 grades que le Conseil du Phénix pratiquera jusqu'en 1848 sous le nom de Rite écossais d'Hérédom. « Compulsant les bibliothèques […] sa modestie l'a détourné de publier le fruit de ses recherches [sur la maçonnerie] ». Germain Hacquet est Membre des loges Le Phénix et La Triple Unité à Paris.
Il est considéré aujourd'hui comme le père fondateur du Suprême Conseil Grand Collège du Rite écossais ancien accepté du Grand Orient de France.

HAES de Carlos

Bruxelles 25 janvier 1829 - Madrid 17 juin 1898.



Peintre espagnol d'origine belge. Il fut essentiellement un peintre paysagiste, discipline qu'il enseigna à partir de 1857 à l'Académie royale des beaux-arts de San Fernando de Madrid. Il a laissé une œuvre considérable (environ 4 000 toiles et esquisses) dont une bonne partie peut être vue dans les musées de Málaga, de Lérida (*Museu Diocesà i Comarcal*) et de Madrid (musée du Prado).

Lors de son séjour à Bruxelles, il adhéra à la loge "Les vrais amis de l'union et du progrès réunis" (GOB).

HAHNEMANN Samuel

Meissen (Saxe) 10 avril 1755 - Paris 2 juillet 1843.



Médecin allemand. Père de l'homéopathie en 1796. Mort à Paris.
Initié Franc-Maçon, en 1777, à la Loge "*Sankt Andrea zu den drei Seeblattern*", Hermanstadt en Transylvanie

Il était le troisième enfant de Christian Gottfried Hahnemann et de sa deuxième femme, Johanna Christiane Spieß. Son père était peintre sur porcelaine dans la célèbre manufacture de porcelaine de Meissen. Il fréquenta l'école municipale et reçut ensuite une bourse à l'école princière de St. Afra à Meissen. Quand il en sortit, en 1775, il commença des études de médecine à Leipzig, gagnant sa vie grâce à des cours de langues et des traductions en allemand d'ouvrages de physiologie et de médecine.

Bientôt il alla à l'université de Vienne pour trois trimestres où, jusqu'à ce que l'argent lui fît défaut, il entendit les cours que faisait au chevet des malades le baron Joseph von Quarin, professeur de médecine et directeur médical de l'hôpital des Frères de la Charité.

En octobre 1777, le baron Samuel von Brukenthal, que l'impératrice Marie-Thérèse venait de nommer gouverneur de Transylvanie, lui proposa un poste comme bibliothécaire et médecin personnel. Hahnemann l'accompagna à Hermannstadt (aujourd'hui Sibiu en Roumanie) et il y resta pendant presque deux ans. Il y vit, semble-t-il, de nombreux cas de paludisme, et il serait tombé malade lui-même (ce qui est important pour ses essais avec le quinquina). Ensuite il termina ses études de médecine à Erlangen, et en août 1779, passa son doctorat.
Pendant son séjour à Hermannstadt, il adhéra à une loge maçonnique.

Au cours des années qui suivirent, il exerça avec plus ou moins de succès dans un grand nombre de villes d'Allemagne du Nord et d'Allemagne moyenne comme médecin, chimiste, traducteur et écrivain.
Par moments il délaissait complètement la pratique médicale, « parce qu'elle me coûtait plus qu'elle me rapportait et le plus souvent n'était payée que d'ingratitude » (lettre du 29 août 1791, cit. d'après Jütte, page 48), et il se consacrait aux expériences uniquement chimiques, aux traductions et aux publications. À d'autres moments, c'est à peine s'il pouvait échapper aux patients : « J'ai failli ne pas pouvoir écrire parce ces dernières semaines la clientèle est si abondante à Eilenburg qu'il m'arrive souvent de ne pas avoir le temps de manger » (lettre du 18 septembre 1801, cit. d'après Jütte, page 74). Le succès de son activité comme psychothérapeute, chimiste et écrivain était aussi des plus variables, comme on le verra plus loin.

Les raisons de cette instabilité vagabonde chez Hahnemann sont peut-être diverses ; Anthony Campbell les résume assez pertinemment en disant : « Il était sans cesse poussé toujours plus loin par son esprit toujours agité et la nécessité d'assurer sa subsistance ». Il n'était pas facile évidemment pour un travailleur intellectuel indépendant et sans fortune comme l'était Hahnemann de se nourrir et d'entretenir une famille qui s'accrut bien vite ; il ne faut pas oublier non plus parmi ses traits de caractère une ambition incontestable qui l'incitait à tenter des expériences diverses (comme l'a été son séjour à Altona). Et puis il eut souvent maille à partir avec des pharmaciens en raison de ses activités « interdisciplinaires » : le chimiste se faisait volontiers médecin ou pharmacien. La querelle qu'il eut à Leipzig n'en est qu'un exemple.

On considère qu'il est à l'origine de l'introduction de la pratique de la mise en quarantaine dans le royaume de Prusse lors de son emploi auprès du duc de Anhalt-Köthen (Saxe-Anhalt.) Attaqué par ses confrères et par les pharmaciens, dont il ruinait l'industrie par la simplicité de ses remèdes, il se vit plusieurs fois contraint de changer de résidence : il trouva pendant 14 ans asile à Köthen (Anhalt) (1820-1834). Il vint en 1835 se fixer à Paris, après s'être remarié, à 80 ans, avec une jeune Française, Mélanie d'Hervilly, et y mourut dans sa 89e année (2 juillet 1843). Il termina sa vie à Paris, où il est enterré au cimetière du Père-Lachaise.

HALL **Prince** La Barbade Bridgetown 12 septembre 1748 - Boston 1807.



Prince Hall est d'origine française par sa mère, qui était antillaise. Il a été, comme son père, *leather worker*, travailleur du cuir, peut-être une sorte de sellier. En février 1765, il s'embarque pour se rendre sur le continent américain. A Boston, il mène une vie laborieuse, travaillant le jour et étudiant la nuit. En 1773, il devient propriétaire d'une parcelle de terrain. Il est donc soumis à l'impôt et accède au statut d'électeur ce qui est remarquable pour l'époque. Touché par la grâce, il devient Méthodiste et ministre du culte à Cambridge (Massachusetts).

Lorsque la guerre d'indépendance commença, il présenta une requête au nom de la communauté noire déclara que celle-ci souhaitait servir dans les forces américaines.

Premier franc-maçon américain de couleur. Pasteur de l'église Méthodiste, initié en 1775 dans une "l*oge militaire irlandaise*". En 1784, une charte pour African Lodge est émise par la Grande Loge d'Angleterre... et parvient en 1787. En 1791 est fondée Africain Grand Lodge avec Prince Hall comme Grand Maître. La Franc-Maçonnerie Prince Hall est solidement établie aux États- Unis et dans d'autres parties du monde. Prince Hall (c.1748, 1807) est considéré comme le fondateur de la franc-maçonnerie noire des États-Unis, dénommée de manière éponyme "*Prince Hall Freemasonry*". À la fin du XXe siècle, la Grande Loge unie d'Angleterre puis de très nombreuses Grandes loges blanches (dites "caucasiennes") des États-Unis décidèrent de la reconnaître comme l'une des composantes de la Franc-maçonnerie aux États-Unis d'Amérique.

Biographie
Des documents, retrouvés dans le Massachusetts et montrant que le propriétaire d'esclaves William Hall libéra un certain Prince Hall le 9 avril 1765 ne peuvent conduire à aucune conclusion puisque les registres mentionnent que plus de 21 personnes, y compris plusieurs à Boston, portaient ce nom. Les histoires concernant sa naissance et sa jeunesse auraient été inventées de toutes pièces par leurs auteurs et en particulier par un certain William H. Grimshaw en 1903. Prince Hall était propriétaire et votait à Boston. Il milita pour l'abolitionnisme et les droits civils, combattit pour que la loi interdise aux marchands d'esclaves de kidnapper les noirs libres du Massachusetts, fit campagne pour la création d'écoles pour les noirs, et fonda lui-même l'une d'entre elles à son domicile.

Le 6 mars 1775, Prince Hall et quatorze autres afro-américains furent initiés aux trois premiers degrés de la franc-maçonnerie au sein de la *Military Lodge no 441*, qui était attachée à l'armée britannique et stationnait à Boston. Prince Hall semble avoir servi dans les forces américaines pendant la guerre d'indépendance et pourrait avoir participé à la bataille de Bunker Hill. Toutefois, dans ce cas aussi, ses états de services sont incertains car plusieurs personnes portant ce même nom apparaissent dans les registres des milices du Massachusetts.

Quand l'armée britannique quitta Boston en 1776, les francs-maçons noirs obtinrent une dispense les autorisant à pratiquer la franc-maçonnerie de manière limitée au sein d'une loge nommée *African Lodge No. 1*. Ils étaient autorisés à se réunir, à prendre part à la procession maçonnique le jour de la Saint Jean et à enterrer leurs morts selon les rites maçonniques, mais il n'étaient pas autorisés à initier de nouveaux membres ni à occuper des responsabilités maçonniques. Exclus par la Grande Loge provinciale du Massachusetts, ils obtinrent une patente de la *Premier Grand Lodge of England* en 1784 sous la dénomination d' *African Lodge no 459*. Cependant, du fait des difficultés de communications, cette patente ne leur parvint qu'en 1787.
Peu de temps après, des francs-maçons noirs établis dans le reste des États-Unis le contactèrent pour lui demander de créer des loges dans leur propres villes. Selon les usages maçonniques alors en vigueur en Europe, l'African Lodge leur accorda des patentes et servit de "mère-loge" pour les nouvelles loges noires à Philadelphie, Providence et New York. Un problème apparut rapidement lorsqu'un homme de couleur voulait devenir franc-maçon dans les États-Unis. Selon les usages de ce pays, les membres d'une loge doivent accepter une candidature à l'unanimité lors d'un vote anonyme. Pour cette raison, à de très rares exceptions près, les loges et obédiences des États-Unis refusaient généralement les afro-américains. Cette ségrégation perdura jusque dans les années 1960 et se poursuit encore aujourd'hui dans certaines juridictions nord-américaines. En 1791, les francs-maçons noirs américains se réunirent à Boston et constituèrent l' *African Grand Lodge of North America*. Prince Hall fut élu grand-maître à l'unanimité et le resta jusqu'à sa mort, en 1807.

Postérité
L'*African Grand Lodge of North America* fut renommée après la mort de Prince Hall, en son honneur, *Prince Hall Grand Lodge*. En 1827, elle déclara son indépendance vis à vis de la Grande Loge unie d'Angleterre, comme l'avait fait la Grande loge du Massachusetts 45 ans plus tôt. Elle se déclara aussi indépendante de toutes les grandes loges blanches des États-Unis. De nos jours, des Grandes Loges de Prince Hall existent aux États-Unis, au Canada, dans les Caraïbes et au Libéria. Elles ont des loges dans le monde entier. Après près de deux siècles de controverses, la Grande Loge unie d'Angleterre décida de réétudier la question de la légitimité de la franc-maçonnerie de Prince Hall. Après une étude soigneuse des archives, elle décida de reconnaître la *Prince Hall Grand Lodge of Massachusetts*, malgré la tradition selon laquelle une seule Grande loge pouvait être reconnue dans chaque état. Ceci eut pour conséquence que la plupart (mais pas toutes) des Grandes loges du courant "*mainstream*" de la franc-maçonnerie nord-américaine (presque exclusivement blanches) décidèrent d'établir à leur tour des relations de reconnaissance fraternelle avec leurs homologues noires. La dernière Grande Loge Prince Hall à avoir été reconnue est celle du Texas en décembre 2006.

A ce jour, les Grandes loges du courant "*mainstream*" ne reconnaissent pas les loges Prince Hall dans les états suivants: Alabama, Arkansas, Delaware, Floride (Union Grand Lodge), Georgie, Kentucky, Louisiana Mississippi (Stringer Grand Lodge), Caroline du Nord, Caroline du Sud, Tennessee et West Virginia. Wikipedia + JCvL

HAMILTON



Georges

Chilston Park vers 1695 – Genève 1757.

Banquier anglais, décrit par Lüthy comme « l'un des plus forts spéculateurs d'Amsterdam », Hamilton était issu de la branche Abercorn des Hamilton. Le premier comte d'Abercorn, mort en 1619, était son trisaïeul ; son cousin, le 7e comte d'Abercorn, fut élu Grand maître de la Grande Loge d'Angleterre le 28 décembre 1725. Il épouse à 22 ans, le 2 octobre 1717, Marie Marguerite, fille du banquier genevois Jean Vasserot, établi à Amsterdam. Quatre ans plus tard, Georges Hamilton fait faillite – les fonds de son compte à la Banque d'Amsterdam passent de 777 319 florins au second semestre de 1720 à 46 florins au premier semestre de 1721 – et se retire à Rolle chez ses beaux-parents. Il s'installe en 1729 à Genève ou il fait connaissance d'Edward Bligh, futur comte de Datnley (1715-1747), qui y fait ses études sous la férule d'un savant hollandais nommé Timback. En 1734, Hamilton est condamné aux arrêts domestiques par le Magnifique Conseil genevois pour avoir aidé Edward Bligh à rosser son précepteur.

Devenu Grand Maître de la Grande Loge d'Angleterre le 28 avril 1737, Darnley le nomme Grand Maître Provincial de Genève, ainsi que l'indique Anderson dans l'édition 1738 de ses Constitutions, bien que son activité maçonnique semble avoir cessé. Le nom de Georges Hamilton est lié à l'apparition de la franc-maçonnerie à Genève, mentionnée pour la première fois dans les registres du vénérable consistoire le jeudi 1er mars 1736 :
« *On a rapporté qu'il s'est formé depuis peu dans cette ville, Une Société, sous le Titre de Massons libres, dont les Membres sont obligés, en y étant admis, de faire Un serment des plus solennels, au Président qui est à Londres, de garder le secret de tout ce qui se passe dans l'assemblée, Que le S. Hamilton tient icy la place de Chef, & qu'ils y ont agrégé diverses personnes de cette Ville* ».

Convoqué à plusieurs reprises par les autorités genevoises en mars et en avril 1736, Hamilton promet d'obéir à la défense « *de recevoir à l'avenir dans cette société aucune personne de cette ville soit citoyen bourgeois, natif ou habitant de même que des étrangers mineurs à moins qu'ils n'aient le consentement de leur gouvernement* ». **Son nom ne sera plus jamais évoqué en rapport avec la franc-maçonnerie dans les registres des autorités genevoises.**

En 1751, Mme Hamilton demandera au Conseil l'autorisation de faire emprisonner son mari dont le « mauvais train » et la violence rendent las vie conjugale bien pénible. Le Conseil ne crut pas donner suite à cette demande mais, 5 ans plus tard, toujours sur le désir de sa femme qui l'avait installé à Thônes, il interdit l'entrée de Genève à Hamilton. La découverte de son corps noyé dans le Rhône est mentionnée sur le registre des décès de Genève. A.B.

HANCOCK John

Braintree (Massachusetts) 12 janvier 1737 - 8 octobre 1793.

Président du Congrès Continental et Gouverneur du Massachusetts

Il fut le président du second Congrès continental, au cours duquel il signa en premier la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique. De 1780 à 1785, il fut le premier gouverneur de l'État du Massachusetts.



John Hancock est né à Braintree (Massachusetts) dans un quartier qui fait aujourd'hui partie de la ville de Quincy. Très jeune, il devient orphelin de père et est adopté par son oncle paternel, Thomas Hancock, un riche marchand de Nouvelle-Angleterre. Après avoir suivi les cours de la Boston Latin School, il entre à Harvard où il obtient son diplôme en 1754, à 17 ans. Il travaille ensuite pour son oncle. De 1760 à 1764, Hancock vit en Nouvelle-Angleterre où il tisse des liens avec les clients et les fournisseurs des chantiers navals de son oncle. Peu après son retour d'Angleterre, son oncle meurt et il hérite de sa fortune et de ses affaires, devenant ainsi l'un des hommes les plus riches de Nouvelle-Angleterre à cette époque. À la mort de sa tante en 1776, il hérite également du Hancock Manor. Hancock épouse Dorothy Quincy (la tante de Dorothy Quincy, qui portait le même nom que sa nièce était l'arrière grand-mère du poète américain, Oliver Wendell Holmes) avec laquelle ils auront deux enfants, Lydia Hancock, en 1777, qui ne vivra que 10 mois et John George Washington Hancock, en 1778, qui ne verra pas son neuvième anniversaire.

En raison de la célébrité de Hancock et de la fréquence de son nom de famille, nombre d'Américains persistent à croire qu'ils sont ses descendants, parmi eux, on peut citer l'écrivain Ernest Hemingway. Les deux seuls enfants connus de Hancock étant morts avant l'adolescence, ceci est impossible.

Début de sa carrière révolutionnaire

En tant que membre de l'exécutif de la ville de Boston, représentant à l'assemblée législative du Massachusetts et riche commerçant, Hancock, tout naturellement se doit de résister au Stamp Act de 1765, qui impose une taxe sur tous les contrats commerciaux. Le Stamp Act est rejeté, mais de nouvelles lois (comme le Townshend Acts) conduisent à la taxation des biens de consommation. Hancock commence alors à intégrer la pratique de la contrebande du verre, du plomb, du papier et du thé, dans son commerce.

Franc-Maçon, un des 9 Francs-Maçons signataires de la Déclaration d'indépendance américaine.

En 1768, lors d'un retour d'Angleterre, son sloop *Liberty* est saisi par les douanes britanniques pour violation de la loi sur les droits de douane. Une émeute, déclenchée par des Bostoniens qui attendent ces marchandises, éclate alors. Ses activités commerciales légales et moins avouables servent à financer la résistance à l'autorité britannique dans la région, ce qui mène à une plaisanterie de la part des habitants de Boston disant :
« Sam Adams écrit les lettres (aux journaux) et John Hancock en paie les timbres. »

La révolution américaine

N'étant alors que le financier de la rébellion, Hancock devient ensuite un critique influent du mode de gouvernement britannique. Le 5 mars 1774, lors du quatrième anniversaire du massacre de Boston, il fait un discours, condamnant vivement les Britanniques. La même année, il est élu à l'unanimité président du Congrès provisoire du Massachusetts (anglais : *Provisional Congress of Massachusetts*), puis il en préside son *Conseil de sécurité*. Sous la présidence de Hancock, le Massachusetts lève des troupes de *Minutemen* et lance un boycott du thé, importé par la Compagnie anglaise des Indes orientales, qui mènera à la fameuse Boston Tea Party.

En avril 1775, les intentions des Britanniques étant évidentes, Hancock et Samuel Adams quittent Boston pour ne pas être arrêtés, ils résident alors à Hancock-Clarke House à Lexington, Massachusetts. C'est là que Paul Revere vient les chercher aux environs de minuit avant que n'arrivent les troupes britanniques pour la bataille de Lexington et Concord. C'est alors que, le général Thomas Gage ordonne l'arrestation de Hancock et Adams pour trahison. Après la bataille, une proclamation promet le pardon à tous ceux qui démontreront leur loyauté à la Couronne, à l'exception de Hancock et Adams.

Le 24 mai 1775, Hancock est élu président du Second Congrès continental, succédant à Peyton Randolph. Il occupera ce mandat jusqu'au 30 octobre 1777, lorsque lui succèdera Henry Laurens. Lors du premier mois de sa présidence, le 19 juin 1775, Hancock commissionne George Washington en tant que *Commander in Chief* de l'Armée continentale. Un an après, il envoie à Washington une copie de la résolution du Congrès, du 4 juillet 1776, appelant à l'indépendance (*Lee Resolution*) ainsi qu'une copie de la Déclaration d'indépendance. Hancock est le seul à signer la Déclaration d'indépendance le 4 juillet, les 55 autres membres du Congrès ne la signeront que le 2 août. Il demande également que Washington fasse lire la

déclaration à l'Armée continentale. Selon une légende populaire, il signa son nom en gros et le plus clairement possible, afin de s'assurer que le roi George III puisse le lire sans ses lunettes, ce qui fit de son nom aux États-unis un éponyme de « signature ». Cependant, d'autres sources montrent que Hancock signait toujours de la même façon.

De 1780 à 1785, il est gouverneur du Massachusetts. Les talents d'orateur de Hancock font l'admiration de ses contemporains, mais lors de la révolution, il fut surtout reconnu pour son habileté à lever des fonds et obtenir des provisions pour les troupes américaines. Malgré ses talents commerciaux, il eut cependant quelques difficultés à assurer les requêtes pressantes, en bétail, du Congrès continental visant à nourrir les bouches affamées de l'Armée. Le 19 janvier 1781, le général Washington avertit Hancock :
« *Je ne devrais pas ennuyer votre Excellence, avec de telles requêtes réitérées concernant l'approvisionnement, si la sécurité de nos postes sur cette rivière, et par conséquent l'existence même de l'armée n'étaient en jeu. De par les extraits, ci-joints, d'une lettre du major-général Heath, vous comprendrez notre situation actuelle et nos perspectives. Si la fourniture en bétail réclamée par les réquisitions du Congrès de votre État, n'est pas régulièrement livrée à l'Armée, je ne puis plus me considérer comme responsable du maintien des garnisons en dessous de West Point, New York, ou du maintien du moindre régiment sur le terrain*. » (United States Library of Congress, 1781.) Wikipedia

HANSSENS Charles-Louis Gand en 1802 - mort en 1871.
Compositeur belge. Neveu de Charles-Louis-Joseph Hanssens, il fut, dès l'âge de dix ans, deuxième violoncelle au Théâtre national d'Amsterdam. En 1822, il en devint le chef d'orchestre attitré. En 1824, il se rendit à Bruxelles où il s'installa après quelques séjours en Hollande, à Gand et à Paris. C'est en 1848 qu'il reçut le poste de directeur musical du Théâtre de la Monnaie. Selon François-Joseph Fétis, sa « conscience inflexible ne transige point avec les fantaisies de la mode ».
Il reçut son initiation à la Franc maçonnerie à la Loge gantoise de « La Félicité Bienfaisante ». Puis, en 1862, il rejoignit les « Les vrais amis de l'union et du progrès réunis » à Bruxelles.

ŒUVRES
Il composa 8 opéras, dont *Le siège de Calais* (1861) et *Marie de Brabant*, 15 ballets, de la musique chorale, un *Requiem* (1837), de la musique symphonique, concertante et de chambre. Il était peu soucieux de faire éditer ses œuvres. Il créa également une caisse de pension, « l'Association des Artistes-musiciens ».
Il composa deux œuvres maçonniques :
- une cantate (1845) en hommage à Eugène Defacqz.
- la cantate (1866) pour l'Hommage funèbre à Léopold Ier de Belgique, intitulée *Aux Mânes d'un Frère qui fut Roi*.

HARDENBERG von **Karl August** Château d'Essenrode le 31 mai 1750 – Gènes 26 novembre 1822.



Diplomate allemand, fut ministre des affaires étrangères puis chancelier du royaume de Prusse pendant les guerres de la Révolution et les guerres napoléoniennes. Comte, il est titré prince en 1814.
Il est aussi un cousin du grand poète romantique allemand Novalis (Friedrich Leopold von Hardenberg).

Karl August von Hardenberg naît de Christian Ludwig von Hardenberg (49 ans) et d'Anne-Sophie- Ehrengart von Bülow (19 ans), son épouse, le 31 mai 1750 à *Essenrode* (appartenant aujourd'hui à la municipalité de Lehre), près de Brunswick, château de sa famille maternelle. Son père est colonel dans l'armée de la maison de Hanovre. Karl-August reçoit de son institutrice Gavell puis de son précepteur Wedekind une éducation moderne et éclairée. On parle le français à la maison et il étudie le latin à partir de l'âge de sept ans, etc... Fin 1766, alors qu'il a seize ans, il est inscrit à l'université de Göttingen.

Il est affilié le 23 mai 1768 à la loge maçonnique *Augusta zu den drei Flammen*. Dans le même temps, il change de précepteur et s'établit à Leipzig, où il rencontre le jeune Goethe.

En 1770, à vingt ans, il intègre l'administration du Hanovre et travaille successivement comme assistant judiciaire puis dans l'administration financière de l'électorat. C'est alors que survient le décès de son protecteur Behr : le successeur de ce dernier, Bremer, amène avec lui son équipe, privant Hardenberg d'une promotion rapide. S'en plaignant auprès de son souverain, qui est également roi d'Angleterre, celui-ci lui conseille de s'ouvrir l'esprit en entreprenant un grand voyage plutôt que de rester sous protection dans les administrations.

Son Grand Tour débute le 15 juillet 1772. Durant celui-ci, il visite de nombreuses cours princières, faisant successivement étape à Wetzlar, Ratisbonne (où il se familiarise avec les rouages administratifs du Saint-Empire), Vienne puis Berlin. Il voyage également en France, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, où le roi l'accueille chaleureusement. À son retour, et sur les conseils de son père, il épouse la toute jeune (15 ans) comtesse Christiane von Reventlow le 8 juin 1774.

Dans le même temps, il avait été nommé le 23 novembre 1773 comme Conseiller des Domaines (*Kammerrat*) auprès de la cour de Hanovre. Sa tâche l'amène à proposer le 13 janvier 1780 une réforme de l'administration du Hanovre et il embarque avec sa femme le 15 février pour Londres afin de présenter sa réforme au souverain du Hanovre, George III. Là, sa femme a une liaison avec le prince de Galles. Le scandale est tel qu'il est contraint de quitter Londres le 28 septembre 1781 et de démissionner du service des Hanovre. Heureusement pour lui, il est nommé le 30 mai 1782 au service du duc de Brunswick. En tant que Conseiller Secret du duc, il lance une série de réformes dans l'esprit du despotisme éclairé et des idées de

Pestalozzi, s'attirant les foudres des pasteurs luthériens conservateurs et des chambres hautes. De plus, sa femme n'a pas arrêté les frasques qui l'avaient poussé à quitter le service de la cour de Hanovre. En 1790, il finit par divorcer. Il épouse alors une femme elle aussi divorcée, Sophie von Lenthe. Ses démêlés sentimentaux le rendant indésirable à la cour du Brunswick, il accepte une charge de ministre dirigeant auprès du margrave Charles-Alexandre des principautés d'Ansbach et de Bayreuth

Au service de la Prusse
Cependant, en 1791, Charles-Alexandre abdique et vend son margraviat à la Prusse. Hardenberg, qui à ce moment-là est en mission à Berlin, est nommé, sur recommandation du comte Hertzberg, gouverneur des deux principautés (1792). Il s'agit d'un poste à risque, compte tenu de l'empiètement de ces territoires sur des fiefs Habsbourg. Hardenberg s'acquitte néanmoins des difficultés avec beaucoup de dextérité, en réformant le droit coutumier et en modernisant l'administration, tout en s'efforçant d'étendre l'influence de la Prusse en Allemagne méridionale. Son talent diplomatique lui vaut, lors de la déclaration de guerre de la France à l'Autriche (1792), d'être nommé ministre plénipotentiaire de la Prusse en Rhénanie, afin de rallier à la Prusse les principautés de la région.
Enfin, lorsque la Prusse n'a plus d'autre choix que de faire la paix avec les Républicains français, il prend la succession du comte von der Goltz en tant que ministre plénipotentiaire de Prusse à Bâle et est, à ce titre, chargé de la signature du traité de Bâle (28 février 1795).

Lors du couronnement de Frédéric-Guillaume III de Prusse en 1797, il est rappelé à Berlin pour y être nommé à un poste éminent au sein du conseil particulier, en tant que gouverneur des districts de Magdebourg et d'Halberstadt, de Westphalie, et de la Principauté de Neuchâtel. Il s'est lié d'amitié depuis 1793 avec le comte Haugwitz, l'influent ministre des affaires étrangères de Prusse et les deux hommes sont tellement proches que lorsqu'en 1803 Haugwitz se met en congés (août-octobre), il demande à Hardenberg d'assurer son intérim. La période est critique : Napoléon Ier vient d'occuper Hanovre, et Haugwitz pousse le roi à prendre des mesures énergiques, lui vantant l'opportunité d'une alliance avec la Russie. Pourtant, en son absence, l'irrésolution du roi se prolonge et Hardenberg se borne à exécuter les volontés de son souverain, qui reste attaché à une neutralité jusque-là favorable à la Prusse. Au retour d'Haugwitz, l'attitude intransigeante de Napoléon amène finalement le roi à faire de timides propositions à la Russie, mais les déclarations mutuelles des 3 et 25 mai 1804 engagent les deux royaumes à ne prendre les armes que dans l'éventualité d'une attaque directe des Français contre la Prusse ou dans le nord de l'Allemagne. Incapable d'engager le cabinet ministériel à poursuivre une politique plus volontariste, Haugwitz démissionne et, le 14 avril 1804, Hardenberg lui succède.

Un ministre détesté de Napoléon
Hardenberg milite pour une alliance avec la France, en échange de laquelle Napoléon propose la rétrocession du Hanovre à la Prusse. Malgré l'opposition des puissances d'Europe orientale à une telle extension territoriale de la Prusse et surtout l'attitude attentiste du roi, héritée d'Haugwitz, le ministre ne désespère pas d'atteindre ce but par la voie diplomatique. Dans le même temps, probablement excédé par l'attentisme du roi de Prusse, le tsar Alexandre Ier masse ses troupes à la frontière prusso-russe. Hardenberg parvient de justesse à éviter la guerre, aidé en cela par l'intrusion de Napoléon à Ansbach, en territoire prussien. Cette manœuvre inamicale tire Frédéric-Guillaume III de son indécision et le 3 novembre 1805, il cosigne à Potsdam un ultimatum contre la France avec Alexandre Ier de Russie.

Haugwitz est dépêché à Vienne avec cette déclaration, mais il ne s'y rend pas rapidement : en feignant de mettre un mois pour approcher Napoléon, il pense permettre aux armées prussiennes, massées à la frontière russe, de se préparer à une guerre sur un front plus occidental. Napoléon prend les devants, mystifie Haugwitz, mène et gagne la fameuse Bataille d'Austerlitz. De fait, le plénipotentiaire prussien n'a plus qu'à tenter de négocier avec le vainqueur. Par le traité signé à Schönbrunn le 15 décembre 1805, la Prusse obtient bien le Hanovre, mais en échange de toutes ses possessions d'Allemagne méridionale, Clèves, Ansbach et Neuchâtel. De plus, une clause particulière du traité exige la démission d'Hardenberg, que Napoléon déteste, même si le ministre prussien a préconisé une alliance avec la France.

Cependant, après le désastre de la bataille d'Iéna, il est rappelé au gouvernement en tant que ministre de premier plan. Le comte parvient donc à revenir pour quelques mois aux affaires (avril-juillet 1807) mais la haine de Napoléon contre lui est implacable, et une clause du Traité de Tilsitt exige à nouveau son départ du cabinet ministériel. Le diplomate s'installe alors à Riga, d'où il continue de conseiller son monarque. Entre autres, il lui conseille le choix du baron von Stein comme chancelier. Il rédige également ses *Denkwürdigkeiten*, un mémoire où il expose ses propositions de réformes en ce qui concerne l'organisation de l'état prussien. Le 19 juin 1807, Hardenberg épouse en troisième noces une comédienne, Charlotte Schönemann, sa maîtresse rencontrée à Berlin en 1801.

Chancelier de Prusse
Après la démission forcée du baron de Stein en 1810 et l'intermède du ministère fantoche d'Altenstein (pour la démission duquel il insiste lourdement), Hardenberg est à nouveau rappelé à Berlin, cette fois en tant que chancelier (6 juin 1810). La bataille d'Iéna et ses conséquences l'ont profondément affecté ; dans son esprit, les traditions de l'ancienne diplomatie ont cédé la place au sentiment nationaliste, déchaînant chez lui un désir brûlant de rétablir la position de la Prusse et d'écraser ses oppresseurs. Depuis sa retraite de Riga, il a élaboré pendant des années un plan de régénération de la monarchie sur des bases libérales. Aussi s'applique-t-il, dès son retour au pouvoir et bien que les circonstances ne lui permettent pas de poursuivre une politique étrangère autonome, à préparer une revanche militaire contre la France en reprenant à son compte les projets visionnaires de von Stein concernant la réorganisation politique et sociale du royaume.

Il réforme de fond en comble l'armée en ouvrant le recrutement des officiers à toutes les classes sociales, obtient l'abolition

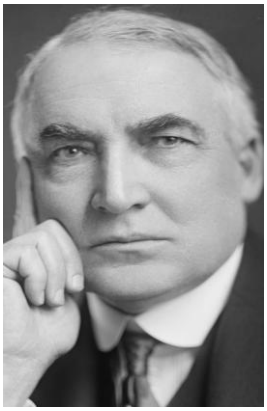
du servage, institue des autorités municipales autonomes et enfin accorde une attention particulière à l'instruction publique, secondé par des professeurs de la trempe de Friedrich August Wolf. Il met ces réformes en application, avec l'appui de la reine Louise. C'est également Hardenberg qui, après la campagne de Russie de 1812, incite Frédéric-Guillaume III à profiter de la trahison du général Yorck en déclarant ouvertement la guerre à la France. Les patriotes voient en Hardenberg leur premier porte-parole à la Cour, si bien qu'après la signature du premier Traité de Paris, il est élevé au rang de prince (3 juin 1814) en témoignage de reconnaissance pour son action dans la campagne d'Allemagne et reçoit du roi le château de Neuhardenberg.

Perte d'influence
Hardenberg fait désormais partie du cercle très fermé de diplomates et de princes qui gouvernent l'Europe. Il accompagne les souverains alliés en Angleterre et, lors du Congrès de Vienne (1814-1815), il est à la tête de la délégation de la Prusse. Alors au zénith de sa puissance et de sa gloire, son influence décline rapidement. En matière de diplomatie, il ne peut faire face à Metternich, dont l'influence éclipse la sienne non seulement dans les cours européennes et en Allemagne, mais également en Prusse.
Malgré le soutien indéfectible d'Alexandre Ier au Congrès de Vienne, il ne parvient pas à obtenir l'annexion de la Saxe à la Prusse ; au second Congrès de Paris qui suit la bataille de Waterloo, il ne peut faire aboutir sa proposition de démembrer la France. Dans un moment de faiblesse, il laisse Metternich traiter directement avec les états de la défunte Confédération du Rhin, abandonnant à l'Autriche la prépondérance au sein de la Diète Fédérale d'Allemagne. La veille de la conférence de Karlsbad (1819), il signe avec Metternich un protocole par lequel (pour reprendre les propos de l'historien Treitschke) « comme un pécheur repenti, et sans contrepartie formelle, la couronne de Frédéric le Grand [concède] à une puissance étrangère un droit de regard sur sa politique intérieure. »

Lors des congrès d'Aix-la-Chapelle (1818), de Troppau (1820), de Laibach (1821) et de Vérone (1822), Hardenberg n'est plus que l'écho de Metternich. Cela tient bien sûr en partie à la situation difficile de l'état prussien morcelé, mais aussi au caractère instable d'Hardenberg, qui se dégrade en vieillissant. Toujours aussi aimable, charmeur et cultivé qu'autrefois, ses écarts, pardonnables chez un jeune diplomate, font scandale pour un chef de gouvernement, et ne peuvent qu'affaiblir son influence auprès d'un *Landesvater* tel que Frédéric-Guillaume III. Il faudrait, pour prévenir la défiance du roi à l'encontre des expériences libérales, tout le talent d'un conseiller à la fois habile et pondéré. Si Hardenberg est suffisamment fin pour saisir la nécessité d'une réforme constitutionnelle, il s'accroche néanmoins avec une ténacité toute sénile aux petits avantages de sa position et, une fois passé son enthousiasme pour les idées libérales, il se contente de se laisser bercer par les circonstances. Dans le secret des commissions royales, il continue à fourbir des projets de constitution qui ne verront jamais le jour : l'Allemagne, revenue de l'ivresse de la reconquête, ne voit plus en lui qu'un partisan de Metternich, un complice de la politique réactionnaire engagée par les Décrets de Karlsbad et le Protocole de Troppau. Il meurt à Gênes peu après la clôture du Congrès de Vérone.

FAMILLE
Sa fille Lucie (1776-1854) épouse en premières noces le comte von Pappenheim et en secondes noces le prince von Pückler, écrivain et créateur de jardins, des plus originaux.

HARDING **Warren G.** Blooming Grove, Ohio 2 novembre 1865 - 2 août 1923.



Warren Gamaliel Harding est le vingt-neuvième président des États-Unis d'Amérique. Il est élu pour un mandat à partir de 1921 et meurt avant de le terminer en 1923. Élu sur un programme conservateur, il freine les réformes progressistes de ses prédécesseurs. Son mandat sera surtout marqué par une série de scandales qui impliqueront son gouvernement et ses amis.

Ses parents, George Harding et Phoebe Dickerson sont tous deux médecins, sa mère ayant elle aussi obtenu le titre, rare à cette époque, grâce à son expérience de sage-femme. Il est l'aîné de six enfants et ses héros d'enfance sont Alexander Hamilton et Napoléon. Après ses études secondaires au « Central College » de l'Ohio il commence à travailler et finit, à 19 ans, par racheter un journal local dont il est rédacteur pendant les cinq années suivantes. À l'âge de 24 ans, Harding est sujet à une dépression nerveuse et il passe plusieurs semaines dans un hôpital psychiatrique.

Deux ans plus tard, il épouse Florence « Flossie » Mabel Kling DeWolfe, âgée de trente ans, divorcée et mère d'un enfant. Florence avait hérité l'entêtement et le sens des affaires de son père et avait poursuivi Warren de ses ardeurs jusqu'à ce qu'elle obtienne satisfaction. Son père était opposé au mariage et n'adressa pas la parole au couple pendant plusieurs années. Leur mariage n'est pas un exemple de passion amoureuse, Harding prêtant plus d'attention au poker et aux autres femmes qu'à la sienne.
Initié Franc-Maçon, en 1920. Chevalier Templier, 33°du REAA. Premier Président devenu Shriner.

Carrière politique
Son influence en tant qu'éditeur de journal lui permet d'être élu au Sénat américain en 1899, puis lieutenant-gouverneur de l'Ohio (1903-1905). Dans les deux cas, ses états de service passent relativement inaperçus et il retourne à une vie normale en 1905. Il se présente de nouveau au Sénat en 1914 et reste sénateur jusqu'en 1921, devenant ainsi le premier sénateur en fonction à être élu président des États-Unis. Comme au cours de son premier mandat, il ne se distingue pratiquement

que par ses absences lors des deux-tiers des votes à main levée dont celui du XIXe amendement donnant le droit de vote aux femmes.

L'élection de 1920

W. Harding était quasiment inconnu hors de son état et il n'obtient la nomination en tant que candidat du Parti républicain que grâce aux manœuvres de ses amis. Questionné sur son passé pour s'assurer qu'il n'existait pas un épisode malencontreux que ses concurrents pourraient utiliser contre lui, il répond non à tout alors que ses études supérieures sont limitées, qu'il a souffert d'une dépression et passé plusieurs années en psychiatrie, que ses relations avec son épouse sont difficiles (il l'appelle « la duchesse »), qu'il était pendant longtemps l'amant de la femme d'un de ses amis et qu'il buvait de l'alcool pendant la Prohibition. L'opposition déterrera ces problèmes pendant sa présidence. Le candidat démocrate aux élections de 1920, est le gouverneur de l'Ohio, James M. Cox (dont le co-listier est Franklin Delano Roosevelt. En fait ces élections sont un référendum en faveur ou non de la continuation de la politique progressiste de Woodrow Wilson. Le programme d'Harding, de « retour à la normale », est isolationniste, centré sur les Américains de souche et sur la non-intervention de l'Etat fédéral dans les affaires intérieures. Pendant la campagne électorale la rumeur prétend que le trisaïeul de W. Harding est un noir des Caraïbes et que d'autres noirs se cachent dans son arbre généalogique.

En réponse, le responsable de sa campagne annonce que « Aucune famille de l'état de l'Ohio n'a un passé aussi clair et honorable que les Harding, des pionniers aux yeux bleus et au sang pur issus de la Nouvelle-Angleterre et de la Pennsylvanie ». En privé, W. Harding admettra toutefois la possibilité qu'un de ses ancêtres ait pu franchir la barrière des couleurs. W. Harding est élu très facilement. Dans l'ensemble, son programme, basé sur le "retour à la normale" (sous-entendu, à l'isolationnisme après les ingérences de Woodrow Wilson dans la politique européenne), recueille l'adhésion d'une opinion publique qui n'a pas apprécié l'interventionnisme américain durant la Première Guerre mondiale. Eugene V. Debs le candidat du Parti socialiste, en prison pendant le vote, obtient quant à lui 3 % des suffrages.

Présidence

1921

4 mars : investiture de Warren G. Harding en tant que vingt-neuvième président des États-Unis d'Amérique.

19 mai : Harding signe une loi restreignant l'immigration annuelle en fonction de la nationalité. Cette loi gêne l'immigration en provenance des pays d'Europe du Sud et d'Europe centrale.

27 mai : Harding et le Congrès votent une loi pour augmenter les droits de douane afin de protéger l'économie.

31 mai : Harding nomme Albert Fall, sénateur du Nouveau-Mexique, au poste de secrétaire à l'Intérieur. Il transfère par décret le contrôle des réserves de pétrole de la Marine à l'Intérieur. La gestion est sous-traitée à des industriels et Fall reçoit une gratification de Modèle:Unité:100000. C'est le début du scandale du « Teapot Dome » qui durera plus de deux ans.

2 juillet : Harding signe une résolution déclarant officiellement la fin de la guerre avec l'Allemagne. La question de la réparation des dommages de guerre n'est pas réglée.

23 nov. : Harding signe une loi interdisant aux médecins de prescrire de la bière ou des spiritueux pour soigner un malade ainsi qu'une loi finançant les soins prénataux.

11 nov. : le président Harding inaugure la Tombe du soldat inconnu au cimetière national d'Arlington. Elle contient le corps d'un soldat américain non identifié prélevé dans un cimetière français.

1922

26 mai : Harding signe la loi créant le Bureau fédéral de contrôle des substances narcotiques.

14 juin : Harding est le premier président à prononcer un discours radiodiffusé.

1923

10 janvier : Harding signe le décret mettant fin à l'occupation américaine en Allemagne.

20 juin : Harding entame avec son épouse un voyage à travers le pays pour expliquer sa politique et tenter de ramener la confiance malgré les scandales qui éclatent quasi quotidiennement dans la presse.

2 août : Harding est victime d'une pneumonie pendant le voyage de retour d'Alaska vers San Francisco. Il meurt dans sa chambre d'hôtel. Dans le climat de scandales à répétition qui entoure le président et son gouvernement certains pensent qu'il a été empoisonné mais aucune preuve ne viendra étayer cette rumeur.

Politique étrangère

En raison de la brièveté de son mandat et de son manque d'intérêt pour la politique étrangère Harding n'a laissé aucune marque dans ce domaine. Il laisse la main à son ministre des affaires étrangères (Charles Evans Hughes) qui négocie, à la conférence navale de Washington de 1921-1922, une limitation des flottes militaires en vue de réduire les tensions existantes entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon dans le Pacifique.

Politique intérieure

La politique de son gouvernement est celle du laissez-faire et il reste peu de souvenirs de son action ; on lui doit toutefois la création du « Bureau du Budget » ce qui accroît les pouvoirs du président en lui donnant la responsabilité du budget fédéral global plutôt que ministère par ministère. En fait W. Harding préfère jouer au golf et au poker deux fois par semaine et, bien qu'ayant voté en faveur de la Prohibition quand il était sénateur de l'Ohio, il maintient à la Maison-Blanche un bon stock d'alcools de contrebande. Il assiste régulièrement aux matchs de baseball.

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration

Harding revient à une politique plus isolationniste et nationaliste. La loi instaurant des quotas d'immigration en fonction de la nationalité favorise les pays d'Europe anglo-saxone au détriment de ceux de l'Est et du Sud. L'économie de guerre a permis aux femmes d'acquérir des positions qui leur étaient jusque là interdites. Elles ont voté, pour la première fois, aux élections de 1920 et deviennent une force politique à qui il faut faire des concessions d'où le passage de lois sur les soins prénataux,

par exemple. La minorité Noire reste défavorisée. Au retour de la guerre les Noirs, en particulier au Sud, ne veulent pas reprendre « leur place ». Beaucoup d'entre eux émigrent vers le Nord qui, s'il n'est pas égalitaire, ne pratique pas ouvertement la discrimination.

Politique partisane

Scandales

Une fois élu W. Harding nomme de nombreux alliés et amis aux plus hautes fonctions politiques. Connus sous le nom de « gang de l'Ohio », certains d'entre eux profitent de leurs pouvoirs pour voler le gouvernement. La corruption est endémique dans le gouvernement Harding sans qu'on sache exactement si ce dernier était réellement au courant des agissements illégaux de ses amis. L'un des plus célèbres scandales est celui du Teapot Dome qui choquera les américains bien des années encore après la mort de Harding. Ce scandale impliquait le ministre de l'intérieur (Albert B. Fall) qui fut finalement reconnu coupable d'avoir concédé des terres fédérales à des intérêts privés en échange de prêts personnels. En 1931, Fall devient le premier membre d'un gouvernement à être envoyé en prison. Il n'existe pas de preuve démontrant l'implication de W. Harding dans ces affaires mais il ne semble pas qu'il ait pu les en empêcher. Harding dira : « Mon dieu, ce boulot est infernal ! Je n'ai pas de problèmes avec mes ennemis, mais ce sont mes fichus amis qui me rendent insomniaque ».

Décès

En juin 1923, Harding parcourt les États-Unis pour un « voyage de compréhension » (de communication en d'autres termes) afin de rencontrer l'américain moyen et lui expliquer sa politique. Il devient le premier président américain à visiter l'Alaska. À la fin de juillet, au retour d'Alaska, W. Harding souffre d'un empoisonnement, il développe une pneumonie en arrivant au Palace Hotel de San Francisco et meurt dans la matinée du 2 août 1923, âgé de 57 ans. Les médecins militaires émirent l'hypothèse d'une crise cardiaque, mais Mme Harding refusa l'autopsie d'où les rumeurs d'attentat. C'est son vice-président Calvin Coolidge qui lui succède. Le corps de W. Harding fut rapatrié à la Maison-Blanche en l'attente de funérailles nationales. Un livre de 1931 appelé « La mort étrange du Président Harding » (d'après les souvenirs et le journal de Gaston B. Means et écrit par Dixon Thacker May) émit l'idée qu'il y avait de nombreuses personnes, y compris sa femme, qui aurait pu vouloir assassiner le président mais rien ne fut jamais prouvé.

HARDY



Oliver Harlem 18 janvier 1892 - Hollywood 7 août 1957.

Acteur de cinéma, il forme avec Stan Laurel, le duo comique *Laurel et Hardy*.

Franc-Maçon de la Loge "*Salomon Lodge*", Jacksonville, Floride

À l'âge de 2 ans, Hardy perd son père et sera élevé par sa mère Emilly Norvell. Il suit une scolarité normale et se passionne pour le chant lyrique. Sa mère l'encourage, mais la perspective de devenir chanteur professionnel ne l'enchante guère. Il poursuit son cursus scolaire et décroche son diplôme d'avocat — profession qu'il n'exercera pas.

En 1910, Hardy découvre le cinéma, il ouvre dans la foulée une salle de cinéma. Vers 1913-1914, il passe devant la caméra et débute dans des rôles de « méchants ». Entre 1913 et 1916, il apparaît dans plus de quatre cents films muets, il fait merveille dans les rôles de traître. La nuit « Babe » (surnom de Hardy) chante dans les cabarets, à la même époque il devient franc-maçon.

Comme Stan Laurel, Hardy travaille derrière la caméra et apprend ainsi les techniques de fabrication d'un film. Il tourne en 1921 dans le film *The Lucky Dog*, film produit par Broncho Billy Anderson et tourné sur deux bobines. Il s'agit du premier film qu'il tourne aux côtés de Stan Laurel. Laurel joue le rôle du héros alors qu'Hardy joue celui d'un voleur.

Oliver Hardy s'est marié à trois reprises :

- Madelyn Saloshin du 7 novembre 1913 jusqu'en 1921
- Myrtle Reeves (1897-1983) du 24 novembre 1921 jusqu'au 18 mai 1937
- Virginie Lucille Jones du 7 mars 1940 jusqu'à son décès le 7 août 1957.

Il n'a pas eu d'enfant.

HARE



Henry East Betchworth, Surrey, 10 May 1693 -

3rd Baron Coleraine was an English antiquary.

Born at East Betchworth, Surrey, 10 May 1693, he was the eldest son of the Hon. Hugh Hare, by his wife Lydia, daughter of Matthew Carlton of Edmonton, Middlesex. He was educated at Enfield under Robert Uvedale. On the death of his grandfather, Henry Hare, 2nd Baron Coleraine, in 1708, he succeeded to the title, and was admitted a gentleman-commoner of Corpus Christi College, Oxford, under the tuition of John Rogers, who married in 1716 his sister Lydia. He became a good classic, and was versed in history.

Coleraine visited Italy three times; the second time, about 1723, in company with Conyers Middleton, when he made a collection of prints and drawings of the antiquities, buildings, and pictures in Italy, given after his death to Corpus Christi College. He was a member of the Republica Letteraria di Arcadia, and a friend of the Marquis Scipio Maffei, who renewed their friendship at Coleraine's country seat, Bruce Castle, Tottenham.

He was elected Fellow of the Society of Antiquaries, 8 December 1725, and frequently acted as vice-president. On 18 May

1727 he became a member of the Gentleman's Society at Spalding, Lincolnshire, and was also a member of the Brasenose Society. In the following year he was Grand Master of Freemasons. He was chosen Fellow of the Royal Society on 8 January 1730. During the same month was elected M.P. for Boston, Lincolnshire, in the place of the late Henry Pacey; he retired at the general election of 1734.

Coleraine was a patron of George Vertue, and took him antiquarian tours in England to make drawing. He died in August 1749, and was buried at Tottenham. A copy of Latin alcaics from his pen was printed in the *Academiæ Oxoniensis Comitia Philologica in honorem Annæ Pacificæ*, 1713, and in the *Musæ Anglicanæ*, iii. 303, under the title of *Musarum Oblatio*. Basil Kennett, who in 1714 succeeded Thomas Turner in the presidency of Corpus, inscribed to Coleraine an epistolary poem on his predecessor's death.

Coleraine bequeathed, with certain reservations; his drawings and prints of antiquities and buildings in Great Britain to the Society of Antiquaries; but the codicil being declared void, and the society not caring for a chancery suit for their recovery, Rose Duplessis (see below), at the persuasion of Coleraine's friend Henry Baker, presented them to the society, and afterwards a portrait of Coleraine when young by Richardson, with other minor bequests. His library was purchased in 1754 by Thomas Osborne, the bookseller, who took many private papers and deeds lodged in presses behind the bookcases. Among them was the second Lord Coleraine's manuscript history of Tottenham. The pictures and antiques were sold by auction on 13 and 14 March 1754.

Coleraine married, 20 January 1718, Anne, eldest daughter of John Hanger, Governor of the Bank of England 1719-1721, grandson of Sir Lewis Roberts, who brought him a dowry of nearly £100,000. The couple lived together until October 1720, when Lady Coleraine left her husband for ever. Coleraine, finding a reconciliation impossible, formed on 29 April 1740 a "solemn engagement" with Rose Duplessis (1710–1790), daughter of François Duplessis, a French clergyman, by whom he had a daughter, Henrietta Rosa Peregrina, born at Crema, Lombardy in Italy 12 September 1745. Having had no issue by his wife, Coleraine bequeathed his Tottenham estates to this illegitimate daughter; but she being an alien they escheated to the crown. A grant of them was later obtained for James Townsend, whom she married on 2 May 1763. Lady Coleraine survived until 10 January 1754, and asked to be buried at Bray, Berkshire. Gabriel, third son of her uncle Sir George Hanger, was, in 1762, created Baron Coleraine.

HAUGWITZ von **Christian** Peucke près d'Œls en Basse Silésie 11 juin 1752 - Venise 9 février 1832.



Christian August Heinrich Curt von Haugwitz, à partir de 1786 **comte von Haugwitz** homme politique, diplomate et juriste prussien. Von Haugwitz a été ministre des Affaires étrangères de Prusse à partir de 1792. Haugwitz, issu de la vieille aristocratie morave et silésienne, étudia le droit à Halle et Göttingen, puis voyagea en Italie, avant d'administrer le domaine familial de Silésie pendant une dizaine d'années.

Il fut initié dans la franc-maçonnerie en 1774, avec le grade de *Chevalier errant* auprès de la loge leipzigoise *Minerve aux Trois Palmes*. Son nom dans la F.M était " a Monte Santo ". En 1775 il adhéra avec les frères Stolberg à la société qui avait recueilli l'adhésion de Goethe lors de son voyage en Suisse.

En 1791, la Haute Chambre de Silésie l'élut administrateur général. Après bien des démarches il parvint à obtenir du roi Frédéric-Guillaume II un poste au gouvernement et en 1792 fut envoyé en ambassade à la cour de Vienne. Fin 1792, il était appelé au cabinet ministériel à Berlin, chargé notamment des Affaires Étrangères : à ce poste, il négocia le 19 avril 1794 avec le Royaume-Uni à La Haye le versement de subsides de guerre pour poursuivre le combat contre les Républicains français dans les Pays-Bas, et par son habileté parvint ensuite à conclure avec la France le Traité de Bâle (5 avril 1795) qui évitait à la Prusse un funeste enlisement. En récompense de ces exploits, il reçut du roi une récompense de 200 000 thalers. À partir de 1802, il dirigea à sa guise les Affaires Étrangères, mais il s'en remit le plus souvent à un de ses collaborateurs, Johann Wilhelm Lombard, qui de son côté menait une politique pro-française. Mais lorsqu'en 1803 les Français occupèrent Hanovre au mépris de la neutralité des principautés d'Allemagne du nord, le comte Haugwitz, n'ayant pu obtenir du roi ni la déclaration de guerre à la France, ni même un ultimatum, préféra s'en retourner sur ses terres en août 1804, le comte von Hardenberg prenant sa succession.

Tout au long de sa retraite, Haugwitz restait en contact avec les milieux dirigeants, et il usait de toute son influence pour ruiner la politique pro-française de Hardenberg. Mais ses représentations au roi restaient sans effet jusqu'au jour où Napoléon fit traverser la Prusse Rhénane à son armée pour annexer la Principauté d'Ansbach. Une visite du tsar Alexandre Ier à Berlin finit de décider le roi de Prusse à se dresser contre l'envahisseur : il rappela Haugwitz aux Affaires Étrangères, et le chargea de transmettre l'ultimatum de la Prusse à Napoléon. Mais cette fois, le courage manqua à Haugwitz ; par des détours il retarda son arrivée à l'État major ennemi, inquiet des rumeurs de paix séparée entre l'Autriche et la France, et comptant aussi donner un peu de temps au duc de Brunswick pour lever une armée.

Lorsqu'enfin le ministre prussien se présenta devant Napoléon, ce dernier devina ses pensées et fit semblant de temporiser. Le 2 décembre, la bataille d'Austerlitz vidait de son sens la mission du ministre prussien, qui eut la tâche accablante de parapher au nom de la Prusse le Traité de Schönbrunn le 15 décembre suivant. Par ce traité, la Prusse cédait à la France les principautés d'Ansbach, de Clèves et de Neuchâtel en contrepartie du Hanovre (s'aliénant par là-même l'Angleterre!).

Le 15 février 1806, von Haugwitz signait à Paris un nouvel armistice qui cette fois isolait définitivement la Prusse des autres puissances coalisées et l'opposait *de facto* à la Grande-Bretagne. Haugwitz conservait cependant la direction des affaires (Hardenberg étant, lui, déchu à la demande expresse des vainqueurs). Enfin une nouvelle confrontation avec la France devint inévitable, mais la campagne militaire de 1806 tourna au désastre pour la Prusse. Haugwitz, qui travaillait pendant les hostilités au quartier général, suivit la famille royale dans sa fuite en Prusse Orientale, et enfin se vit signifier son congé à Osterode en novembre 1806. Retourné sur ses terres, il fut nommé en 1811 régent de l'Université de Breslau, mais à partir de 1820 il passa le plus clair de son temps en Italie, se partageant entre Venise, Padoue et dans sa villa des environs d'Este, et rédigeant ses mémoires(« *Fragment des mémoires inédits du comte de Haugwitz* », Iéna, 1837), où il tente de justifier son action politique. Il mourut à Venise en 1832.

Thèses

Pourtant franc-maçon lui-même, il dénonce la franc-maçonnerie comme instigatrice de la Révolution française ainsi que le martinisme en loge. Il publia un ouvrage où il exposa ses griefs contre la maçonnerie, *Hirten-Brief an die wahren und ächten Freymäurer alten Systems*.

HAUSAMANN Hans

Appenzell 6 mars 1897 - Orselina 17 décembre 1974.

Photographe et officier de renseignement suisse. Il a lutté contre les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Hans Hausamann est le fils du photographe Ernst Gottfried Hausamann (1871-1958) et de son épouse, Erika Neuhauser (union en 1923), fille de l'industriel du textile Emil Neuhauser. Hausamann fréquente les écoles de Heiden et Lausanne. Il travaille ensuite pour son père comme photographe. Il fonde en 1925 la société Hausamann-Photo avec des ateliers et des laboratoires à Saint-Gall et Zurich. Il ouvre le premier magasin de photo par correspondance en Suisse.

« Homme aux opinions modérées, radical **et franc-maçon depuis 1922 dans la loge Concordia de Saint-Gall**, Hans Hausamann, issu d'un milieu protestant [...], est un défenseur acharné de la démocratie et de la cause alliée »

— *op. cit.* Jeau-Pierre Richardot (2002), p. 60

Après une brève période de sympathie de jeunesse pour le national-socialisme, il crée, dans les années 1930, un service de presse pour contrer l'anti-militarisme promouvoir et renforcer un fort esprit de résistance en Suisse. En même temps, il est actif dans les organisations militaires. Il a dirigé un service de production de films destiné à la formation de l'Armée suisse. Il est, jusqu'en 1936, attaché de presse de l'Association des Officiers Suisses (SOG). En leur nom, il a dirigé la campagne de votation en faveur du « projet de loi de défense » sur l'organisation de l'armée (prolongation de la durée du service), loi adoptée en 1935. En 1938 à l'initiative de Hans Oprecht, il est nommé conseiller politique de défense du Parti social-démocrate suisse. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, il est promu lieutenant puis capitaine.

Services de renseignement

Il s'est spécialisé dans le domaine du renseignement. En effet, le commandant Hausamann avait implanté en Allemagne un réseau secret pour fournir à l'état-major suisse les renseignements sur les préparatifs et les objectifs des nazis. Ce réseau semble avoir été implanté au sein même du haut-commandement allemand4. Il met, en 1935, son "service de presse" à disposition du renseignement militaire suisse. À cet effet, il a créé le bureau Ha dans les années 1940, à Teufen puis le déplace près de Lucerne, dans un château, pour la durée de la guerre. Il l'associe comme service autonome du renseignement militaire suisse et collabore avec Max Waibel, chef de la Section 1 *Nachrichtenstelle* (NS-1) du renseignement militaire suisse. Son principal fournisseur de renseignements en 1939, Christian Schneider, est un employé de l'agence de presse de Rudolf Roessler. Cependant, Hausamann réalise que sans la Suisse ne survivrait pas une coalition anti-hitlérienne. Il fait en sorte que les informations pertinentes militaires soient transmises à l'ennemi principal de l'Allemagne nazie, l'URSS. Schneider lui demande des informations qu'il transmettra au service de renseignements militaires soviétique, le GRU. Le trésor de renseignements du bureau HA sera exploité par Rudolf Roessler puis par Alexandre Radó. Parallèlement, toutes les informations vont sur le bureau du général Henri Guisan, chef de l'armée suisse.

Résistance intérieure

En novembre 1939, Hausamann s'oppose l'extradition des ressortissants allemands vivant en Suisse, notamment l'ancien membre du NSDAP et adversaire d'Hitler, l'anti-nazi Otto Strasser. En juillet 1940, il fait partie du groupe restreint de fonctionnaires fédéraux, dont les membres voulaient inconditionnellement offrir une résistance contre une attaque allemande. La Suisse, par Henri Guisan, a eu connaissance de ces actions et les participants ont été sanctionnés par l'action de la justice militaire disciplinaire. Après une brève période en garde à vue, Hausamann est cofondateur d'une organisation, la Ligue des officiers qui relaie l'Action Nationale de Résistance7, lancée, avec le Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Auguste R. Lindt. Hausamann est, de 1940 à 1943, l'inspirateur d'une propagande contre le conseiller fédéral Marcel Pilet-Golaz dont les idées sont parfois jugées trop proches des nazis. En automne 1945 Hausamann était en liaison avec les troupes françaises en Vorarlberg où il a travaillé pour l'armée suisse.

Période d'après-guerre

Après la dissolution du bureau Ha bureau en 1946, il s'impliqués à nouveau dans la gestion de son entreprise photographique. Il donne des conférences sur la guerre et sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. En 1954, il fonde les Journées équestres internationales de Saint-Gall, qu'il dirigera jusqu'en 1965. En 1973, il est reçu à l'Université de Saint-Gall comme Docteur *honoris causa* en sciences politiques.

Franc-maçon depuis 1922 dans la loge Concordia de Saint-Gall.

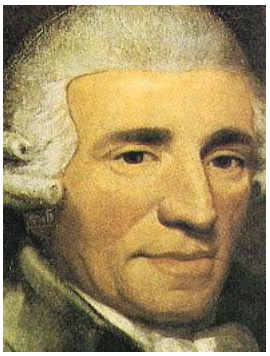
Il a également été membre de la Grande Loge Suisse Alpina.

HAYDN **Joseph** Rohrau 31 mars 1732 – Vienne 31 mai 1809.

Compositeur autrichien, le premier grand compositeur symphonique, également célèbre pour sa musique de chambre, ses messes et ses deux oratorios, La Création et Les Saisons. Chanteur à la maîtrise de la cathédrale de Vienne, qu'il quitte à sa puberté. Joseph Haydn connaît des débuts difficiles : il vit, dans la précarité, des cours qu'il prodigue, avant d'accepter le poste de maître de chapelle auprès du prince d'Estherazy. Il est reconnu par la qualité de ses œuvres religieuses.

C'est alors qu'il est au fait de sa gloire qu'il adresse, le 29 décembre 1784, une lettre de candidature à Franz Philip von Weber, le maître des cérémonies de la loge viennoise « La Vraie Concorde » : « *Le sentiment extrêmement favorable que j'ai formé depuis longtemps à l'égard de la franc-maçonnerie a éveillé en moi le vœu le plus sincère de devenir membre d'un Ordre dont la sagesse et l'amour de l'humanité sont les principes* ».

Encouragé à devenir Franc-Maçon par Mozart, il fut initié à Vienne en 1785, à la Loge "*Zur Wahren Eintracht*".



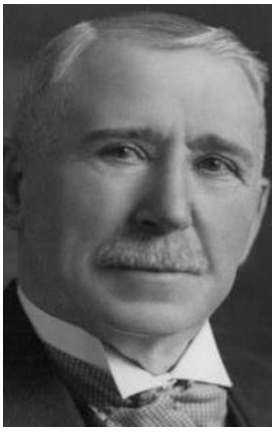
Parmi les motivations supposées du compositeur, l'influence de Mozart est plausible, d'autant que les deux compositeurs étaient des proches du négociant et mélomane Puchberg, membre éminent de « *La Vraie Concorde* ». Cette loge convient de la date du 28 janvier 1785 pour l'initiation de Haydn ; le frère visiteur Mozart, membre de « *La Bienfaisance* », se déplace pour la réception de son ami… mais le candidat ne se présente pas ! Il envoie une lettre d'excuse dans laquelle il explique n'avoir pas reçu l'invitation à temps. *La Vraie Concorde* reporte l'initiation au 11 février mais, cette fois, Mozart ne vient pas : il est retenu par un concert. Les deux maçons ne se rencontreront pas en loge car Haydn aurait porté, selon l'expression de Philippe Autexier, « un tablier pur et sans tache ». Il n'a jamais rejoint les colonnes de sa loge après son initiation.

Lorsque « *La Vraie Concorde* » fusionne, par décret impérial, avec d'autres ateliers viennois et prend le titre distinctif « *La Vérité* » (1786), il est inscrit parmi les apprentis absents. Après juin 1787, la loge cesse de se réunir et, en 1789, elle est officiellement dissoute. Joseph Haydn n'a jamais rejoint ses rangs. Faisant état des recherches de H.C. Robbins Landon, Gérard Gefen pense que l'appartenance de Haydn à la maçonnerie ne serait pas purement nominale car, si Haydn ne se déplaçait pas pour maçonner à Vienne, ce serait peut-être parce que son entourage proche lui permettait de le faire au château d'Eberau : presque tous les membres de la famille Estherazy étaient francs-maçons, et il existait une petite loge sur place, « *La Roue d'Or* ». On ne peut cependant parler de parcours initiatique é propos de Haydn. En revanche, il fut l'un des plus prestigieux compositeurs de musique à destination d'une loge. En mars 1785, Haydn reçoit une commande d'une loge parisienne (*L'Olympique*). On ne sait pas comment elle a pu être informée par la loge viennoise, car celle-ci n'entretenait qu'une relation ténue avec la loge « Le Patriotisme ». Quoi qu'il en soit, Haydn écrit six Symphonies parisiennes (n°82-87) jouées pour la première fois au palais des Tuileries, en janvier 1786, par l'orchestre de la Société Olympique, souchée à la loge du même nom.

Le succès des symphonies se transmet au monde profane. Edités en janvier 1788 par Imbault, elles font l'objet d'arrangements divers (dont celui du frère Rigel fils) et, en 1801, un programme de concert du Grand Orient comprend une symphonie en ré de Haydn, probablement la 5e, selon l'ordre établi par le compositeur pour la publication.

En 1788, Haydn a reçu une nouvelle commande de trois autres symphonies (n°90-92) par la loge « *Olympique* ». Il les achève en 1789, et les publie chez Leduc l'année suivante. Haydn entreprend des voyages en Angleterre, en 1791-1792, puis en 1794-1795. Samuel Arnold, un ami de Peter Salomon (lequel faisait office d'imprésario de Haydn en Angleterre et appartenait à une loge allemande de Londres), invite le compositeur à diriger une des symphonies pour un concert maçonnique de bienfaisance. Ce concert est prévu le 30 mars 1795, au *Freemason's Hall*. Haydn accepte puis se dédit quand il apprend qu'aucune répétition n'est envisagée. Cet épisode semble le dernier contact indirect que le compositeur ait eu avec la franc-maçonnerie. Pourtant la production de Haydn a suscité des travaux musicologiques sur l'existence d'éléments maçonniques dans ses œuvres. Ce sont des analyses symboliques qui reposent, par exemple, sur l'étude de formules rythmiques et leur comparaison avec les batteries maçonniques. Il est certain que les francs-maçons français se sont appropriés des œuvres qui ne sont pas originellement maçonniques, mais qui le devinrent « par adoption ». Il en est ainsi de *La Création* (1796-1798), oratorio dont la portée humaniste est évidente et dont certains passages rappellent « *La Flûte enchantée* ». a Haydn la différence de son frère et ami Mozart, rien ne permet d'établir que les relations qu'entretint Haydn avec la franc-maçonnerie influèrent sur sa démarche créatrice ou sur sa spiritualité. Chr. N.

HEARST sir **William Howard** Ontario 15 février 1864 – Toronto 29 septembre 1941.



Avocat et un homme politique ontarien (canadien anglais). Il était premier ministre de l'Ontario de 1914 jusqu'à sa défaite en 1919 sous la barrière du Parti conservateur de l'Ontario. William Hearst est né dans le comté de Bruce au Haut-Canada (aujourd'hui Ontario). Il étude la loi à Osgoode Hall, Toronto, et il devient avocat en 1888. Il pratique la loi à Sault-Sainte-Marie, où il prend de l'importance dans les affaires municipales. Il échoue à se faire élire à Algoma Est en 1894. En 1902, il organise le soutien en faveur de James Pliny Whitney dans le nord de l'Ontario.

Carrière politique

Lors de l'élection ontarienne du 8 juin 1908 William bat le député sortant du Parti libéral ontarienne Charles Napier Smith, et devient député du Parti conservateur ontarienne de la circonscription provinciale de Sault-Sainte-Marie. Il occupe ce mandat du 8 juin 1908 jusqu'à sa défaite à l'élection ontarienne du 23 septembre 1919. En 1911, il est nommé Ministre des forêts et des mines de l'Ontario.

Premier ministre

Après la mort de James Whitney, le 25 septembre 1914, Hearst lui succède comme chef du Parti conservateur de l'Ontario et comme Premier ministre de la province canadienne de l'Ontario, du 2 octobre 1914 jusqu'à sa défaite, le 14 novembre 1919. Sous son administration est prise une mesure visant à fournir une compensation aux ouvriers blessés. Il a obtenu des prêts pour résoudre les problèmes de logement à fournir aux colons. L'Hôpital de Orpington en Angleterre a été construit et offert aux gens de l'Ontario. Son gouvernement accorde le droit de vote aux femmes, pour les élections provinciales, et organise un référendum sur la prohibition de l'alcool.

Défaite par les United Farmers

La consultation populaire se tient le même jour que les élections générales de 1919. Bien que la prohibition soit approuvée par les électeurs, le gouvernement de Hearst est défait de façon inattendue par le parti United Farmers of Ontario qui participait à sa première élection. Hearst est battu dans sa circonscription par le député ouvrier James Bertram Cunningham lors de élection ontarienne du 23 septembre 1919. Son nom est dédié à la ville de Hearst en son honneur.

Il était franc-maçon.

HEEREN



Arnold Hermann Ludwig Brême quartier d'Arbergen 25 octobre 1760 – Göttingen 6 mars 1842

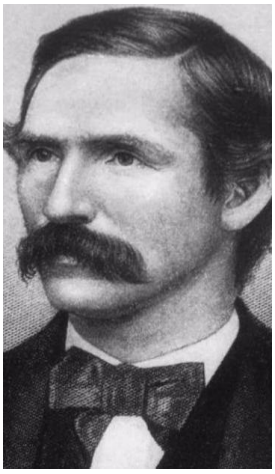
Historien allemand. Heeren fréquente l'école cathédrale de Brême. Il étudie à partir de 1779 à l'Université de Göttingen la théologie avant de se réorienter vers la philosophie puis l'Histoire. En 1784, devenu chargé de cours il entreprend un voyage en Italie, en France et aux Pays-Bas afin de préparer une édition de Jean de Stobée. Après son retour à Göttingen en 1787, il devient professeur de Philosophie à titre exceptionnel, puis en 1794 à titre régulier. En 1801, il passe professeur d'Histoire. Il est par la suite nommé conseiller à la cours puis en 1837 conseiller secret à la justice, toujours à la cours.

Il était membre de la loge maçonnique de Göttingen « *Augusta zum goldenen Zirkel* ».

Son travail fait dans le domaine de l'histoire du commerce et des transports. Avec Friedrich August Ukert, il fonde en 1829 le cercle "histoire des pays européens" et rédige de 1833 à 1840 le « *Göttingischen gelehrten Anzeigen* » (la parution scientifique de Göttingen).

Heeren s'est marié en 1796 avec Wilhelmine Heyne (1779–1861), fille d'un de ses collèges : Christian Gottlob Heyne.

HEDGES



Cornelius Westfield, Massachusetts 28 octobre 1831 - Helena, Montana 29 avril 1907.

Il fut à l'origine de la fondation du parc national de Yellowstone.

Franc-Maçon de la Loge "*Independence Lodge*" Independence, Iowa.

Son père était un agriculteur et forgeron. Hedges est allé à l'école de l'académie locale à Westfield. Il s'inscrit à l'Université Yale en 1849, et obtient son diplôme en 1853. En 1855, il est diplômé de la Harvard Law School et est admis au barreau du Massachusetts. C'est au cours de ses années de collège qu'il a d'abord commencé à tenir son journal. En Juillet 1856 Hedges épouse Edna Smith Layette dans le Connecticut. Immédiatement après leur mariage, le nouveau couple s'installe à l'indépendance, dans l'Iowa et Hedges ouvre un cabinet d'avocat, lors de l'édition et de la publication de la *civile indépendante.* Le premier enfant du couple, Wyllys A. Hedges, est né à Independence le 3 Juillet 1857, et leur deuxième fils Dennis, le 3 Juin 1860. En 1862, le jeune Dennis décéde. Leur troisième fils, Cornelius Jr., est né le 28 octobre 1874. La première fille de la famille, Emma Marion, est née le 19 septembre 1867. Les Hedges ont eu huit enfants, dont trois moururent en bas âge.

Dans l'impossibilité de réussir financièrement, Hedges part en avril 1864 avec un chariot, un fusil, des fournitures, et une équipe de muletiers, pour les mines d'or de l'Idaho. Il arrive à Virginia City, Montana, le 12 Juillet 1864, toutes les concessions étant prises et comme il y avait peu de travail il se voit contraint de travailler comme pelleter de résidus.

Il vend l'attelage de mules et le 1er septembre, il peut enfin acheter une concession à Highland Gulch, avec trois

partenaires. En Janvier 1865 Hedges déménage à Last Chance Gulch à Helena, Montana. La barreau de Montana l'a accepté et il commence à pratiquer le droit, en devenant procureur à la Cour suprême du territoire de 1865 à 1975, tout en travaillant sur les concessions minières pour compléter ses revenus.

En 1866, il retourne en Iowa pour chercher sa famille et la ramener au Montana. En 1868, il est nommé commissaire américain dans le territoire du Montana, et travail pour l'Association « Helena Bibliothèque publique » afin de construire une bibliothèque dans la capitale de l'Etat. En 1870, il rejoint l'expédition de Washburn-Langford-Doane dans le parc de Yellowstone qui sera achevé en 1872, cette expédition va susciter son intérêt toujours plus croissant pour la création d'un réseau de parcs nationaux. En 1872, le gouverneur Benjamin F. Potts le nomme surintendant des écoles publiques de Montana. Il occupe ce poste jusqu'en 1878, puis de nouveau de 1883 à 1885.

En 1866, il participe à la création d'une loge maçonnique à Helena. En 1878, il est élu Grand Secrétaire de la loge maçonnique d'Helena. Tout au long de sa vie, il restera un membre apprécié de la franc-maçonnerie.

De 1876 à 1888, il est rapporteur de la Cour suprême des territoires. En 1875, il est élu juge des successions pour Lewis et Clark County, il le restera jusqu'en 1880. Dès lors, ses amis appelaient affectueusement le juge Hedges. En 1878, il fait l'acquisition d'une maison à Helena, pour $ 4,550, dont la bibliothèque fera référence à Helena. Arrivé dans le Montana en 1864, le juge Hedges est considéré comme un véritable pionnier, et en 1884, il devient membre fondateur de la Société des Pionniers Montana. En 1889, il se présente et gagne l'élection de sénateur républicain de l'État de Lewis et Clark County, il gardera ce poste jusqu'en 1892. En 1889 Montana est constitué en tant qu'Etat.

Hedges continue à pratiquer le droit jusqu'à ce que la maladie l'oblige à se retirer en 1901. Hedges a joué un rôle actif dans les mouvements responsables du système de parc national, le développement des écoles territoriales dans le Montana, de la Bibliothèque publique d'Helena, et le développement de la Franc-Maçonnerie comme un élément cohérent de la « Montana Société ». Il a également été membre de la Société d'État des monuments historiques du Montana. Hedges meurt à Helena, Montana, le 29 avril 1907 à l'âge de soixante-six ans. Son épouse Edna meurt en 1912.

HEINE — Heinrich



Ecrivain et poète allemand (1797 – 1856)

HELVETIUS — Claude Adrien



Paris 28 février 1715 - Versailles 26 décembre 1771.

Philosophe.

Franc-Maçon, il aurait été, avec Jérôme Lalande, l'un des fondateurs de l'éphémère Loge "*Les Sciences*", vers 1766. Son tablier sera remis à Voltaire le soir de son initiation par la loge "*Les Neuf Soeurs*". Toutefois, il ne figure sur aucune liste du Grand Orient.

Claude-Adrien Helvétius devient fermier général dès l'âge de vingt-trois ans puis, en 1751, il obtient la charge de maître d'hôtel de la reine. Au sein des matérialistes de son siècle, Helvétius (latinisation de Schweitzer) développe un sensualisme matérialiste, où l'intérêt seul dirige les jugements et considère l'éducation comme l'élément constitutif principal de l'esprit des humains, qui sont, selon lui, tous susceptibles de s'instruire également.

Il est fortement inspiré par Locke, dont il lit très tôt l'*Essai sur l'entendement humain*. Ses idées sur la constitution de l'esprit humain en seront nettement influencées. Il veut dépasser cependant toute idée de Dieu en défendant un athéisme relatif. Il considère la croyance en Dieu et en l'âme comme le résultat de notre incapacité à comprendre le fonctionnement de la nature, et voit dans les religions, notamment la religion catholique, un despotisme n'ayant comme but que le maintien de l'ignorance pour une meilleure exploitation des hommes. Souvent présenté comme un physiocrate (il monte une manufacture, fait faillite, puis connait le succès) et un philosophe matérialiste, selon Michel Onfray.

Helvétius est pourtant plus à rapprocher d'un philosophe nominaliste et déiste. On trouve dans ses textes plusieurs références à Dieu et à son existence : « l'être suprême », « l'éternel », « le législateur céleste » sont des expressions qui reviennent plusieurs fois dans son ouvrage *De l'Homme* ; il y définit même Dieu comme étant « la cause encore inconnue de l'ordre et du mouvement ». La raison de cet amalgame est en partie due à la récupération politique de ses textes, qu'il s'agisse de discréditer son œuvre (jésuites, jansénistes, le pape Clément XIII ou encore le pouvoir royal de Louis XV) ou d'en faire un penseur incontournable du socialisme scientifique (marxistes). Ainsi, si Helvétius est anti-chrétien, il ne nie pas

l'existence d'une force dans la nature et il défend même l'idée d'une philosophie plutôt positive dans cette religion une fois épurée de son fanatisme, superstitions et institutions.

Philosophie
Helvétius était à la fois matérialiste et sensualiste. Le matérialisme est un système philosophique qui n'admet pas d'autre substance que la matière : il s'oppose notamment à la religion et à la notion d'âme immatérielle. Selon le sensualisme, toutes nos connaissances et nos idées découlent des sensations, dont elles ne sont que la combinaison de plus en plus complexe. Le sensualisme s'oppose à l'activité spontanée de l'esprit.

Postérité
Outre la postérité due à sa philosophie, on peut rattacher l'histoire des Idéologues à Helvétius. En effet, ce groupe philosophique de la fin du xviiie siècle conduit par Destutt de Tracy, se réunissait régulièrement chez sa femme Anne-Catherine Helvétius, avec Cabanis qui, dès 1778, s'était installé dans la propriété de l'inconsolable veuve.

HERDER Johann Gottfried



Ecrivain et philosophe allemand (1744 – 1803)

HIERNAUX Jules



Montigny-le-Tilleul 29 août 1881 – (assassiné) Mont-sur-Marchienne 29 juillet 1944**.** Militant wallon et homme politique belge de tendance socialiste. Il fonda puis dirigea l'*Université du Travail* de Charleroi. Il fut ministre de l'éducation nationale de 1934 à 1935. Il avait milité dans de nombreux mouvement wallons avant la guerre, siégé à l'Assemblée wallonne puis il entra dans la Résistance et adhéra au mouvement Wallonie libre. Il fut assassiné par les Rexistes.

Il était également Grand-Maître du Grand Orient de Belgique de 1937 à 1939.

HOGARD Henri

Épinal 16 mars 1808 - Gérardmer (Vosges) 29 novembre 1880.
Géologue français. Précurseur d'une modélisation géomètrique de la stratigraphie en accord avec les observations de géomorphologie, ce dessinateur-géomètre et arpenteur de formation, membre assidu de la société d'Émulation des Vosges, fut l'un des premiers jeunes géologues lorrains à montrer l'inclinaison des strates sédimentaires à l'approche du massif sommital vosgien, mais aussi à défendre et suivre les hypothèses du scientifique suisse Louis Agassiz et à affirmer l'existence de glaciers dans les Vosges aux époques anciennes.

Grâce à son métier d'agent-voyer directeur du département des Vosges constamment aux prises avec le terrain et les accotements de voies, il est également l'auteur d'un grand nombre de cartes et de plans. Il livre avec un premier essai géologique couvrant le département une carte géologique des Vosges en 4 feuilles (1845), une des premières à être publiées à l'échelle 1/12000e, qui dépasse localement en précision la carte géologique de la France publiée en 1841 par Élie de Beaumont. D'abord arpenteur-adjoint avec son père, le géomètre Henry-Joseph Hogard, Henri-Charles est nommé par le préfet en 1840 agent voyer supérieur des chemins de grande communication du département des Vosges. À ce titre, il dirige le service vicinal vosgien, alors autonome vis-à-vis du Corps des Ponts et Chaussées, de 1840 à 1872.

Hogard, qui rencontre Napoléon III à Plombières, l'initie à la géologie et à la mission du désenclavement routier des Vosges. De 1861 à 1969, avec le soutien impérial, on lui doit notamment le tracé et la construction ardue, constamment reprise, de la route de la Schlucht, côté lorrain. Il construira sa maison-chalet en surplomb de sa grande œuvre routière à la gloire de l'Empire et s'y éteindra en 1880.

Dessinateur de talent, Henri Hogard réalisa lui-même les planches qui illustrent certaines de ses publications.

Sélection d'œuvres
Trois œuvres capitales marquent son apport à la géologie de l'Europe occidentale : sa *Description géologique et minéralogique des régions granitiques et arénacées du système des Vosges*, en 1837, puis son livre sur les glaciers et sur les formations erratiques des Alpes de la Suisse en 1858, enfin ses notes et croquis sur les glaciers, 1867
Suivant également en cela les traces de son père, il fut franc-maçon de la loge d'Épinal et fit partie des fondateurs de la loge *la Fraternité vosgienne*.

HOGARTH William

Londres 10 novembre 1697 – 26 octobre Londres 1764.



C'est un peintre et graveur anglais du XVIIIe siècle.
Son père, originaire du Westmorland, fait modestement vivre sa famille de son métier de maître d'école, puis de correcteur d'épreuves d'imprimerie. À seize ans, l'adolescent entre comme apprenti dans l'atelier d'un graveur sur argent, Ellis Gamble, où il cisèle des emblèmes sur des pièces d'orfèvrerie.

C'est pour l'anti-maçonnisme que ce fils d'un maître d'école besogneux, formé à la technique de la gravure chez le réputé Ellis Gamble, entre en contact avec l'univers maçonnique. En effet, la gravure *The Mystery of Masonry brought to light by the Gormogons* (1724) met en scène une procession hostile à la maçonnerie, organisée par les Gormogons, dans laquelle figure le seul portrait connu d'Anderson représenté en tabliers et gants, la tête émergeant entre les barreaux d'une échelle.
En 1725, il réalise dix-sept gravures pour *Hudibras*, de Samuel Butler, qui lui fournit également le sujet de douze estampes publiées séparément. Parallèlement, le jeune homme entre cette même année dans l'académie de dessin fondée trois ans auparavant par sir James Thornhill.

Peu de temps après, le 27 novembre 1725, on obtient cependant la première mention de l'appartenance maçonnique de Hogarth. Son nom figure sur le registre des membres de sa loge « *Hand and Apple Tree* », domiciliée Little Quenn Street. On y retrouve sir James Thornill, le peintre des fresques du dôme de la cathédrale Saint-Paul et le directeur de l'Académie, sise à Covent Garden. Hogarth, qui était son élève, épousa secrètement sa fille, Jane, à Paddington Old Church avant d'obtenir le consentement de son influent beau-père. Député de Veymouth, ce dernier était aussi Premier Grand Surveillant en 1728. Hogarth s'affilie ensuite à « *Bear and Harrow* », en 1730, et au prestigieux « *Corner Stone* », l'année suivante. En 1734, il est nommé Grand Steward à l'instigation de son ami Thomas Slaughter, propriétaire d'un café de St. Martin's Lane et son prédécesseur dans cette charge. Il dessine d'ailleurs le bijou arboré, depuis, par les Grands Officiers.

Malgré cet engagement, les références maçonniques demeurent secondaires dans la production de l'artiste. On doit cependant noter deux œuvres de commande qui mettent en relief la prééminence chez les maçons spéculatifs des Whigs inspirés par la philosophie newtonienne. La première s'intitule *A. Performance of the Indian Emperor or The Conquest of Mexico* (1732-1735) : elle décrit la représentation privée (devant les enfants de George II) par des jeunes filles de la haute aristocratie d'une pièce de John Dryden, à Drury Lane, dans la demeure du commanditaire, sir John Conduit. Directeur de la Monnaie, ce dernier est l'époux de la nièce préférée de Newton.

D'éminentes personnalités maçonniques ont tenu à être présentes, notamment deux anciens Grands Maîtres, les duc de Montagu et de Richemond, tandis que s'active, dans le rôle du souffleur, Desaguliers. Le véritable animateur du cénacle fut Newton, alors récemment disparu : son buste est là, posé sur le manteau de la cheminée. Dans la seconde œuvre, *The Hervey Conversation* (vers 1738), due é la générosité du baron John Hervey of Ickworth, Hogarth place Désaguliers au centre d'une scène champêtre, debout sur une chaise, et observant à l'aide d'un télescope une église. Il est entouré de deux maçons éminents : Charles Spencer, 3e duc de Malboroufh, et Stephen Fox qui, assis à une table, semble prendre des relevés.

En 1735, l'artiste est l'un des signataires d'une pétition qui aboutira au vote par le Parlement de la « Loi Hogarth », qui interdit de tirer des estampes d'une œuvre d'art sans le consentement de l'auteur. Le souci de toucher le plus de monde possible, et dans toutes les couches de la société, pousse également le graveur à varier le style de ses estampes. Ainsi, Hogarth n'hésite pas à faire réaliser «par les plus grands maîtres de Paris», comme il l'annonce les six gravures sur cuivre du *Mariage à la mode* (v. 1743-1745), description satirique mais raffinée d'« une aventure moderne dans la plus haute société. » En revanche, il se rapproche de l'estampe populaire pour opposer les effets bienfaisants de la bière aux désastres provoqués par le gin (*Beer Street and Gin Lane - La Rue de la Bière et la Ruelle du Gin*, 1751) ou pour « écrire » les douze chapitres truculents d'une fable où s'opposent les carrières de deux apprentis (*Industry and Idleness - Le Zèle et la Paresse*, 1747). Les vertus de l'un l'amènent à devenir lord-maire de Londres, les vices de l'autre sont sanctionnés par l'échafaud.

Si Hogarth réussit pleinement comme « peintre d'histoire comique » ainsi que l'appelle Fielding, il s'essaye également à la grande peinture d'histoire et à la peinture religieuse : il réalise notamment en 1735-1736 *Le Bon Samaritain* et *La Piscine de Béthesda* pour l'escalier d'honneur du St. Bartholomew's Hospital et, en 1756, un grand triptyque pour St. Mary Redcliffe, à Bristol. Mais dans la protestante Angleterre, la peinture religieuse est peu prisée.

Hogarth consacre, en outre, une série de gravures à des personnalités influentes de la Première Grande Loge, comme le numismate Martin Folkes, président de la Royal Society, en 1741, puis de la Society of Antiquaries en 1752, membre des loges « *Bedford Head* » (Covent Garden) et « *Maid's Head* » (Norwich), et Député Grand Maître en 1724 : John Henley, initié en 1730 dans la loge éphémère « *Prince William Tavern* », Grand Chapelain en 1734 et conférencier émérite dans les ateliers ; le physicien John Misaubin, maître de la « Lodge of Friendship » en 1731. Il tint également à rendre hommage à des artistes et maçons reconnus, comme John Pine, graveur du frontispice des *Constitutions* et membre en 1725 de la loge « *Globe Tevern's Moorgate* », le graveur John Faber, Grand Steward en 1732, ou le peintre John Highmore, 2e Grand Surveillant en 1725. Toutefois, son œuvre maçonnique la plus célèbre est un épisode de la série *The Four Times of Day, The Night*, dont la large diffusion, à partir de mars 1738, assura la renommée. Elle dépeint une scène qui se déroule à l'extérieur de la Rummer and Grapes Tavern, à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la restauration de Charles II Stuart, le 29 mai 1660. Le maître de la loge, en état d'ébriété, est accompagné par son tuileur, tous deux arborants leur tablier de cuir et les insignes distinctifs de leurs fonctions respectives (équerre et épée). Il s'agit de Thomas de Veil, magistrat strict mais débauché, juge de paix pour la cité de Westminster et la Tour de Londres, lieutenant-colonel de la milice, récemment promu inspecteur général des Exportations et des Importations, et membre, comme Hogarth avec lequel il avait eu des démêlés, de la loge « *Hand and Apple Tree* ». Le tuileur est tout simplement le Grand Tuileur de la première Grande Loge : Andrew Montgomery.

Dans son *Analysis of Beauty* (*Analyse de la beauté*, 1753), Hogarth affirme que le principe de la beauté réside dans la ligne ondulée ou *serpentine* baptisée par lui du nom de ligne de beauté. Dans la préface, Hogarth fait part des grandes motivations qui animent son projet : en bonne logique des Lumières, il s'agit, dans ce domaine comme dans tant d'autres, de sortir le discours sur la beauté et sur la grâce des brumes élitistes (le je-ne-sais-quoi, le « mystère de la création ») et des hiérarchies académiques (seule la copie des modèles anciens permet d'atteindre le beau idéal).
Le traité est ensuite divisé en 17 chapitres : 6 consacrés aux grands principes de la composition picturale, 5 à une théorie des lignes, 3 à l'éclairage et la couleur, et 3 au visage, à l'attitude et enfin à l'action. Sa mort, le 26 octobre 1764, allait priver l'Angleterre d'un artiste éminemment original dont le réalisme et la puissance dramatiques sont restés inégalés.

Hogarth faisait partie de l'avant-garde culturelle de Londres, et passait beaucoup de temps avec des dramaturges, des acteurs et des artistes. Premier peintre anglais à donner à son pays une identité picturale distincte de celle du continent[réf. nécessaire], Hogarth est une figure majeure de l'Europe artistique du xviiie siècle. Par son oeuvre de théoricien, Hogarth ouvre la voie à une reconnaissance des genres mineurs que sont le portrait, le paysage et la gravure, qui joueront un rôle essentiel dans l'émergence d'une école anglaise, de Joshua Reynolds et Thomas Gainsborough, jusqu'à Joseph Mallord William Turner et John Constable, en passant par Thomas Rowlandson, William Blake et James Gillray.

Wikipedia + JCvL+ Fr.D.

HOHENZOLLERN Dynastie

La dynastie est d'origine souabe. Friedrich VI von Hohenzollern, margrave de Nuremberg, devient margrave de Brandebourg au début du XVe siècle et prend le titre de Friedrich 1er. Le duché de Prusse est rattaché au Brandebourg en 1618. Friedrich (1657-1713), électeur de Brandebourg, devient « roi de Prusse » en 1701. Son fils, Friedrich Wilhelm 1er (1688-1740), le Roi Sergent, épouse en 1706 Sophia Dorothea d'Angleterre, sœur du futur roi de Grande Bretagne et d'Irlande, Georges II. Ils ont de nombreux enfants, dont le plus célèbre est leur fils aîné, Frédéric le Grand.

- Wilhelmine (1709-1758), leur fille aînée, épouse Friedrich (1711-1763), margrave de Brandebourg-Bayreuth, reçu maçon par Friedrich dans sa loge du château de Rheinsberg, fin octobre 1740. Le margrave fonde la première loge « *Schloss-loge zur Sonne* » de Bayreuth le 21 janvier 1741 et la dirige jusqu'à sa mort. Charlotte (1716-1801) épouse le duc Karl 1er von Braunschweig qui n'est pas maçon, mais trois de leurs fils appartiendront à la Stricte Observance.

- Auguste Wilhelm (Berlin 9 août 1722 – Oranienburg 22 juin 1758), époux de Luise-Amalie von Braunschweig, est reçu maçon par Frédéric en juin 1740 au château de Charlottenbourg.

- Friedrich Heinrich Ludwig (1726-1802) époux de Wilhemine von Kassel, est reçu maçon probablement en 1745.

- August Ferdinand (Berlin 23 mai 1730-9 mai 1813), époux d'Anna Élisabeth Luise von Brandebourg-Achwedt, assiste le 24 janvier 1744 à la fête organisée par la mère loge « *Aux Trois Globes* » en l'honneur de l'anniversaire de Frédéric et tient le premier maillet pendant une partie de la cérémonie, à laquelle assistent la plupart des maçons de Berlin.

- Friedrich Wilhelm II (Frédéric-Guillaume 25 septembre 1744 - 16 novembre 1797), prince héritier, fils d'Auguste Wilhelm, devient roi de Prusse à la mort de son oncle, Frédéric le Grand. On ignore quand il devient maçon. Le 16 novembre 1770, il adresse une lettre autographe à Cothenius, médecin de Frédéric et, membre de la Stricte Observance, dans laquelle il accepte de devenir protecteur de la Mère Loge Aux Trois Globes, alors ralliée à la Stricte Observance. Il est nommé membre d0honneur de la loge « *Zu den drei goldenen Schlüsseln* » de Berlin 1er octobre 1772. Très religieux, enclin au mysticisme et adonné au surnaturel, Bischoffwerder et Wöllner l'amènent à devenir membre de l'Ordre des Rose-Croix d'or, le 8 août 1781, où il reçoit le nom d'Ormesus. Il voit apparaître à Charlottenbourg les esprits de Marc Aurèle, de Leibnitz et du Grand Electeur, dont les admonestations l'amènent à quitter sa maîtresse. Devenu roi, il ne participe pas aux travaux maçonniques mais confirme son protectorat, le 9 février 1796.

- Friedrich Wilhelm III (Frédéric-Guillaume 3 août 1770 - 7 juin 1840), est le fils du précédent par son second mariage avec Frederika Louisa von Hessen-Darmatadt, roi de Prusse à la mort de son père. Aucun document ne permet d'étayer l'affirmation de la Geschichte der Freimaurerei in Deutschland (1859) de Wilhelm Keller (1815-1895) selon laquelle il aurait été reçu franc-maçon à Paris en 1814 par une loge militaire russe.
Le roi étend alors à la Grande Loge Royal York le protectorat accordé par son père à la mère loge « *Aux Trois Globes* ». Quelques semaines avant sa mort, il autorise son second fils, le prince Wilhelm, à devenir franc-maçon à la condition d'appartenir simultanément aux trois Grande Loges de rites différents existants alors en Prusse, lesquelles venaient de fonder ensemble le Grossmeister-Verein le 28 dlécembre1839, et de leur accorder son protectorat.

- Friedrich Wilhelm IV (Frédéric-Guillaume 15 octobre 1795, 2 janvier 1861), fils aîné du précédent et roi de Prusse à la mort de son père, il n'était pas franc-maçon. Frère cadet du précédent Wilhelm Friedrich Ludwig (22 mars 1797 – 9 mars 1888) assure la régence à partir du 7 octobre 1858 ; il accédera au trône en 1861 sous le nom de Wilhelm (Guillaume 1er). Les trois Grands Maîtres allemands se réunissent le 18 mai 1840 pour déterminer comment procéder à la réception du prince Wilhelm et, le lendemain, lui demandent son avis. Le prince décide de leur laisser le choix des circonstances et fixe la date de son initiation au 22 mai suivant. Le comte Henkel von Donnersmark, Grand Maître de la Grande Loge Nationale (*Grosse Landesloge*), procède à sa réception aux trois grades symboliques dans le temple de son obédience, car ayant été l'aide de camp de Friedrich Wilhelm III durant de nombreuses années, il connaît bien son fils.

DEVENU PROTECTEUR DE TOUTES LES LOGES PRUSSIENNES, LE PRINCE WILHELM NE MANQUE JAMAIS DE FAIRE ETAT DE SA QUALITE MAÇONNIQUE ET DE PROTEGER LES LOGES FACE AUX ATTAQUES DU PARI CLERICAL.
LE 31 MAI 1840, QUELQUES JOURS APRES SA RECEPTION, IL ENUMERE PAR ECRIT LES DOCUMENTS RITUELS ET ADMINISTRATIFS QU'IL SOUHAITE LUI ETRE ADRESSES AFIN D'ETRE EN MESURE DE REMPLIR DE MANIERE EFFECTIVE SA CHARGE DE PROTECTEUR. IL PRONONCE UN DISCOURS ELOQUENT A CET EGARD LORS D'UNE VISITE A LA LOGE DE SOLINGEN LE 16 JUIN 1853, ASSISTE A UNE FETE ORGANISEE PAR LES LOGES DE BRESLAU LE 24 JUIN 1855, ET EST ACCOMPAGNE PAR SON FILS A LA LOGE DE MAYENCE LE 13 OCTOBRE SUIVANT. IL EXERCE LA PRESIDENCE EFFECTIVE DU GROSSMEISTER-VEREIN JUSQU'EN 1861, ANNEE DE SON ACCESSION AU TRONE. LE 22 MAI 1865, A L'OCCASION DES 25 ANS DE SON JUBILE MAÇONNIQUE, LES TROIS GRANDS MAITRES LUI PRESENTENT LEURS VŒUX DANS UNE ADRESSE A LAQUELLE LE SOUVERAIN REPOND DANS LES TERMES LES PLUS CHALEUREUX EN EVOQUANT LA MANIERE DONT IL AVAIT REPONDU AUX ATTAQUES CONTRE LA FRANC-MAÇONNERIE PRUSSIENNE. BISMARK EVOQUE DANS SES MEMOIRES (*GEDANKEN UND ERINNERUNGEN*, 1898) LA FIDELITE QUASI RELIGIEUSE AVEC LAQUELLE IL REMPLISSAIT SES DEVOIRS ENVERS SES FRERES. DE NOMBREUSES CEREMONIES MAÇONNIQUES ON LIEU A L'OCCASION DE SA MORT.

Friedrich III (Frédéric 18 octobre 1831 – 15 juin 1888) fils aîné du précédent, est reçu maçon le 5 novembre 1853, en présence de son père, des 3 Grands Maîtres et de 12 membres de chacune des trois Grandes Loges prussiennes, dans une salle du palais transformée pour l'occasion en temple maçonnique. Le Grand Naître de la Grande Loge Nationale, Dietrich Wilhelm Heinrich Bush, lui confère les trois grades symboliques. Son père avait en effet décidé que, tout en exerçant le protectorat sur les trois Grandes Loges prussiennes, son fils deviendrait membre de la seule Grande Loge Nationale et non pas des trois à la fois. Le prince est nommé Grand Architecte de l'Ordre (*Ordens Ober-Architekt*), le 10 mai 1853. A la mort du général Karl Friedrich von Selasinsky (24 janvier 1786 – 26 avril 1860), *Ordens+Meister*, il devient son successeur le 18 juin 1860.

En 1858, le prince avait épousé Victoria (Vicky), fille aînée de la reine Victoria. C'est en partie à son influence que Runkel attribue l'évolution du prince qui se détache progressivement de la tradition chrétienne et templière de Grande Loge Nationale. Cette évolution devient publique lors du discours qu'il prononce le 24 juin 1870, à l'occasion du centenaire de la fondation de la Grande Loge Nationale par Zinnendorf, en présence des représentants des trois Grandes Loges prussiennes. Les déclarations du prince sont d'autant plus révolutionnaires qu'il occupe alors la plus haute charge de l'Ordre. Il estime que les traditions de celui-ci doivent être soumises à une critique historique impartiale et non, comme cela avait été jusqu'alors le cas, être acceptées comme des vérités révélées. Il insiste sur l'importance prépondérante des loges bleues. Il souhaite que soit levé le secret qui entoure l'enseignement des hauts grades de l'Ordre qu'il compare à une chape de glace et déclare qu'il n'existe qu'une seule franc-maçonnerie, alors que la Grande Loge Nationale enseigne qu'elle est seule à établir la vérité. De telles déclarations apparaissent inacceptables pour ses aînés et d'autant plus scandaleuses qu'elles sont prononcées, trois semaines avant la publication de la dépêche d'Ems, par un jeune prince de 39 ans, en présence des membres des deux autres Grandes Loges prussiennes.

Si ce discours amène la création en 1872 de la revue de la Grande Loge Nationale (*Zirkelkorrespondenz unter den Johannis-Logenmeistern der Grossen Landesloge von Deutschland*), placée sous la direction de Widmann, et facilite la diffusion des travaux de Gustav Adolph Schiffmann (30 juillet 1814 – 18 juillet 1883) qui en expose les résultats au cours des conférences prononcées en 1873 en réunions du 8° de la Grande Loge Nationale, l'opposition qu'il a suscitée force le prince à se démettre de sa charge le 7 mars 1874. L'ancien Grand Maître National, Cäsar Karl Ludwig von Dachröden (1864 – 1872), alors âgé de 68 ans, lui succède. Schiffmann devient alors *Ordens Ober-Architekt* et successeur automatique de Dachröden lorsque celui-ci serait amené à cesser

d'exercer ses fonctions. Pour éviter une telle situation, les dispositions régissant l'élection de l'Ordens+Meister sont modifiées. Il s'ensuit la publication d'écrits polémiques qui entrainent l'exclusion de Schiffmann le 1er juillet 1876, approuvée par l'empereur le 18 septembre suivant. Schiffmann sera réintégré en 1882, une fois reconnue l'exactitude de ses travaux historiques. Le prince continue néanmoins à assumer les fonctions de protecteur suppléant de la maçonnerie prussienne jusqu'à la mort de son père. Lors d'une visite rendue à Strasbourg, le 12 septembre 1886, il fait l'éloge de la liberté de conscience. Pendant les trois mois de son propre règne, il s'adresse à deux reprises aux maçons prussiens. Son fils, l'empereur Wilhelm II (Guillaume 1859 – 1941), ne fut pas franc-maçon. A.B.

HORTA baron **Victor** Gand 6 janvier 1861 - Bruxelles 8 septembre 1947.



Architecte belge. C'est le chef de file incontesté des architectes Art nouveau en Belgique. Son père, Pierre Horta est cordonnier. Celui-ci est âgé de 66 ans à la naissance de Victor et eut au total 12 enfants (issus de deux mariages différents). Le jeune Victor, qui a très vite un caractère rebelle, entretient des rapports conflictuels avec sa mère, dont il n'apprécie pas les excès d'autorité, et notamment l'insistance de cette dernière pour qu'il étudie le droit ou la médecin. Il a également des rapports conflictuels avec ses écoles, dont il se fait régulièrement renvoyer. Il rêve d'innovations, nage à contre-courant des modes. Il a la fibre artistique, surtout musicale, comme son père. Il se passionne alors pour le violon. Ce serait à 12 ans, en aidant son oncle entrepreneur sur un chantier, que Victor Horta aurait été pour la première fois attiré par l'art de bâtir. Ses parents, estimant peu probable le fait que leur fils réussisse ses études au lycée (tant à cause de ses renvois que de ses résultats), l'envoient chez un architecte décorateur d'intérieur, Jules Dubuysson, habitant Montmartre à Paris.

À cette époque, Paris est en pleine effervescence artistique. Les premiers peintres impressionnistes y exposent leurs œuvres. Victor Horta y découvre ainsi les principaux mouvements picturaux (impressionnisme, pointillisme...), mais aussi l'architecture classique et surtout les nouveaux matériaux de construction, en particulier l'acier et le verre1. Il constate la remarquable corrélation entre l'évolution de la peinture et l'architecture de l'époque. Ces deux arts sortaient d'une lourde phase de classicisme et avaient vu un retour à des styles passés. Il voulait être à l'architecture ce que Vincent Van Gogh avait été à la peinture, l'émancipateur des éternelles règles classiques.

À Paris, le futur architecte étudie les bâtiments classiques et leurs matériaux. Néanmoins, le plus important est qu'il entre en contact, grâce à son maître, avec les nouveaux matériaux que certains décorateurs utilisaient, comme l'acier ou encore la verrerie évoluée. Il y comprend aussi que la grande renommée ne s'acquiert qu'en dessinant de grands bâtiments publics. Lorsque son père meurt en 1880, il se hâte de retourner en Belgique. Il s'installe à Bruxelles et s'inscrit à l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles, dont il sortira avec une médaille d'or. Il épouse une amie d'enfance, Pauline Heyse.

Sa vie à l'académie

Victor Horta y fait la connaissance de Paul Hankar. Ils se lient d'amitié, ne devinant pas que leur admiration commune en ferait de grands concurrents. Victor Horta, élève exceptionnellement brillant, attire l'attention de beaucoup de ses professeurs. On retiendra parmi eux surtout Alphonse Balat, l'architecte du roi. Il prend son élève favori comme assistant. Ensemble ils dessinent les Serres royales de Laeken, où sont à nouveau combinés les éléments que Horta admire le plus : les jeux de lumière, la verrerie et l'acier. Horta reprendra le cabinet d'Alphonse Balat à sa mort, en 1895. De son mentor, il retiendra surtout l'amour du détail parfait, étudié au cas par cas. Mais il se détachera, cependant, de la tradition classique de l'Académie à laquelle Alphonse Balat était lui, resté attaché toute sa vie.

L'architecte

Une fois leur alliance rompue, il entreprend la construction (en 1885) de trois maisons mitoyennes rue des Douze Chambres (Twaalfkameren) à Gand, pour avoir tout de même son nom gravé quelque part et ne pas d'ores et déjà enterrer sa future carrière.

Ayant pour objectif clair et marqué de ne pas se satisfaire d'un succès facile, il refuse pendant huit ans tout autre projet résidentiel. Il participe à des concours publics, bâtit des petites constructions abritant des statues, des tombeaux et d'autres petits monuments. Il peaufine ainsi son art, développe sa propre sensibilité. Il découvre petit à petit les courbes et refuse les lignes verticales droites. Pour lui, ces courbes sont le résultat d'une réflexion tout à fait posée : elles amplifient l'impression d'espace, guident le regard, supportent mieux les constructions.

Pendant cette longue période d'apprentissage, il se fait connaître des nouveaux bourgeois de Bruxelles. Les professeurs d'université (il le deviendra en 1912), les scientifiques font partie de son cercle de connaissances. **Il entre ainsi dans la loge franc-maçonnique et humaniste, « Les Amis philanthropes ».** Tous les éléments sont réunis pour initier une magnifique carrière. Son esprit est mûr et dans l'air du temps, il fréquente les meneurs des changements sociaux de l'époque. Dès qu'il se dit prêt à entamer la construction de demeures résidentielles, les commandes affluent. C'est en 1892 qu'il réalise la Maison Autrique, passionnante œuvre de transition, puis l'Hôtel Tassel, le premier d'une longue série d'hôtels particuliers aussi inventifs que raffinés. L'Hôtel Tassel est considéré comme le premier édifice Art nouveau au monde. Il est ainsi l'un des premiers architectes à faire de l'Art nouveau, il servira d'exemple à Guimard. C'est en 1902, qu'il fait la connaissance de Gustave Malbert, dont il fera par la suite son élève. On parle alors de lui dans toutes les revues spécialisées d'Europe. Habiter du Horta est un signe de statut, d'ouverture et surtout de richesse. Évidemment, étant donné

son rythme de travail effréné, les besoins des riches bourgeois de Bruxelles sont assez vite satisfaits. Il est concurrencé par Henry van de Velde et Paul Hankar, deux autres architectes moteurs du renouveau de l'architecture moderne belge. Il entreprend alors de plus en plus la réalisation de lieux publics et de magasins.

Il passe ensuite deux années (1916-1918) aux États-Unis où il découvre de nouveaux matériaux de construction, tout en se détournant du mouvement art nouveau. C'est ainsi qu'il construit le palais des beaux-arts de Bruxelles avec une esthétique beaucoup plus géométrique.

De 1920 à 1927 Victor Horta devient directeur de la section architecture de l'Institut Supérieur des Beaux Arts à Anvers.
En 1927, il devient pour quatre années le directeur de l'Académie des beaux-arts de Bruxelles.
En 1932, le roi Albert Ier lui confère le titre de baron.
Lorsque l'Art nouveau fut passé de mode, beaucoup des édifices de Horta furent détruits, mais sa maison (qu'il avait conçue en 1898) est devenue le Musée Horta.

Victor Horta meurt le 8 septembre 1947 à Bruxelles. Il est inhumé au cimetière d'Ixelles.

HOUDON Jean Antoine

20 mars 1741 Versailles - 15 juillet 1828 Paris.

Sculpteur, élève de Pigalle. Sa statue la plus célèbre est le Voltaire du Théâtre- Français.
Franc-Maçon de la Loge "*Les Neuf Soeurs*", à Paris.

Bien connu pour ses œuvres réalistes, est un sculpteur français. Habile non seulement dans le travail en marbre, Houdon avait aussi un talent et aptitude pour façonner l'argile, le plâtre, le bronze et la terre cuite. On l'appelle souvent « le sculpteur des Lumières ». Sa mère était peintre et Houdon lui ressemblait beaucoup.



Après l'Académie, Houdon obtient en 1761 la bourse qui va avec le prix de Rome. Il arrive à Rome lorsque le classicisme florissant commence à détrôner le berninisme. Houdon étudie les œuvres de l'antiquité et les artistes de la Renaissance comme Michel-Ange. Il apprend rapidement à combiner le réalisme avec l'idéalisme grec. Il séjourne à Rome de 1764 à 1768, date à laquelle il revient à Paris. En 1771, Houdon devient membre de l'Académie royale, où il commence à enseigner sept ans plus tard. Il se marie en 1786 et a trois filles qui lui servent plusieurs fois de modèles.

Houdon fait partie d'une loge maçonnique, *Les Neuf Sœurs*, qui a soutenu la jeune république américaine. Il y côtoie Benjamin Franklin, et lorsque celui-ci retourne en Amérique, fait la connaissance de son remplaçant, Thomas Jefferson, qui lui commande un buste et le persuade de faire une statue de George Washington.

En 1785, « appelé par l'État de Virginie pour fixer les traits de Washington », Houdon traverse l'Atlantique et passe plusieurs semaines à Mount Vernon. Une des statues de Washington se trouve aujourd'hui au capitole de Richmond. Houdon est un des seuls artistes européens de son temps à avoir fait le voyage en Amérique du Nord. En 1795, sous le Directoire, Houdon est nommé membre de l'Institut. Lorsque il prend sa retraite en 1814, Il aura successivement travaillé sous Louis XVI, sous la Révolution française et sous l' Empire. Il continue à sculpter jusqu'à sa mort. Selon lui : *« C'est la nature dans toute sa noblesse, sa parfaite santé que nous recherchons, ou si non, nous ne sommes que de chétifs imitateurs »*.
Il est fait Chevalier de l'Empire le 1er avril 18092. À Paris, il existe une rue Houdon nommée en l'honneur du sculpteur en 1864, dans le 18e arrondissement.

Œuvres
Écorché, sculpté en 1767 avant son retour à Paris, est le premier succès d'Houdon. Celui-ci s'intéresse vivement à l'anatomie du corps humain et veut que ses œuvres soient fidèles à la nature. C'est de cet intérêt qu'est issu l'Écorché, œuvre qui continue à être reproduite aujourd'hui. C'est l'œuvre caractéristique du réalisme tel que le conçoit Houdon.
D'autres œuvres (la frileuse) démontrent sa virtuosité dans le modelé.
Le Salon
Peu après être retourné à Paris en 1768, Houdon présente au Salon « des statues mythologiques et allégoriques,» notamment une Diane et une Baigneuse, aujourd'hui au Metropolitan Museum de New York . Parmi ses bustes exposés au salon, on peut mentionner ceux de Lafayette, de Benjamin Franklin, d'Honoré de Mirabeau, de Jacques Necker, et de Jean Sylvain Bailly.
Les portraits
Houdon est principalement connu comme portraitiste ; ses portraits sont extrêmement précis et vivants et de nombreuses personnalités de son temps posent pour lui ; On lui doit les bustes de la tsarine Catherine II de Russie et du philosophe Denis Diderot, quatre bustes différents de Voltaire et un buste de Rousseau réalisé après la mort de celui-ci. Les yeux de ses portraits sont célèbres et Grimm, frappé par le jeu de la lumière et l'expressivité de leurs regards, remarquait que : *« Houdon était peut être le premier sculpteur qui ait su modeler les yeux ».*

On peut encore citer ses portraits de Voltaire (en buste, sur pied au Panthéon, ou assis à la Comédie-Française), de la comédienne Sophie Arnould, de Molière, de Napoléon Bonaparte, ainsi que ceux de plusieurs grands hommes américains : celui de Washington déjà évoqué, de Robert Fulton, Benjamin Franklin ou Thomas Jefferson. JCvL+Wikipédia

HOUDINI **Harry (Erich Weiss)** Budapest 24 mars 1874 - Détroit 31 octobre 1926.



Illusionniste, prestidigitateur américain d'origine hongroise. Auteur d'ouvrages de magie.
Initié Franc-Maçon, en 1923, à la Loge "*St. Cecil Lodge*", New York City.

Houdini est né à Budapest, en Hongrie. Une copie de son certificat de naissance fut trouvée et publiée dans le « Rapport du Comité de Recherche sur la Naissance d'Houdini » (1972). À partir de 1907, Houdini prétendra être né le 6 avril 1873 à Appleton dans le Wisconsin. Le père d'Houdini était Mayer (Mayo) Samuel Weiss (1829-1892), un rabbin ; sa mère était Cecilia Steiner (1841-1913). Ehrich avait 6 frères : Herman M. (1863-1885) ; Nathan J. Weiss (1870-1927) ; Gottfried William Weiss (1872-1925) ; Theodore Weiss (Dash) (1876-1945) ; Leopold D. Weiss (1879-1962) et Gladys Carrie Weiss (1882- ?).

Il émigra avec sa famille aux États-Unis le 3 juillet 1878, à l'âge de 4 ans, sur le SS Fresia avec sa mère, alors enceinte, et ses quatre frères. Son nom sur la liste était Ehrich Weiss. Ses amis l'appelaient « Ehrie » ou « Harry ». Ils vécurent tout d'abord à Appleton dans le Wisconsin, où son père était rabbin de la Congrégation de Réforme Sioniste Juive. En 1880, sa famille vivait sur « Appleton Street ». Le 6 juin 1882, le rabbin Weiss devint citoyen américain. Après avoir perdu ses droits, il alla à New York avec Ehrich en 1887. Ils vivaient dans un pensionnat de famille situé sur « East 79th Street ». Le reste de la famille les rejoignit lorsqu'il trouva un logement plus stable. Enfant, Ehrich eut plusieurs emplois avant de devenir champion de cross country. Il fit ses premières apparitions publiques dès l'âge de 9 ans, en tant que trapéziste, se surnommant lui-même « Ehrich, le prince des airs ». Il devint magicien professionnel et commença à se faire appeler « Harry Houdini » car il était fortement influencé par le magicien français Jean Eugène Robert-Houdin, et son ami Jack Hayman lui dit qu'en français, le fait d'ajouter un « i » à Houdin signifiait « comme Houdin ». Plus tard, Houdini déclara que son nouveau prénom Harry était un hommage à Harry Kellar. Cependant, Harry est naturellement dérivé de « Ehrie ».

Carrière

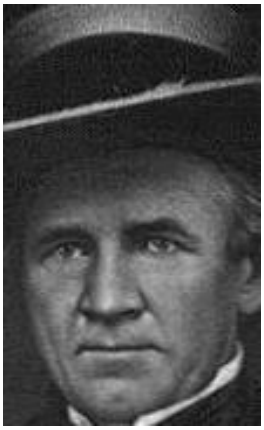
Il commence sa carrière comme magicien dans les foires, accompagné de son frère Théodore.
En 1893, il rencontre sa femme Wilhelmina Béatrice Rahner (Bess Raymond), qu'il surnomme Bessie. Elle rejoint le duo Houdini et ils se marient la même année. Avant de devenir célèbre il sera le compagnon de tournée des Trois Keaton dans un « Medecine show ». Il est intéressant de savoir que le troisième Keaton est Joseph Frank "Buster" Keaton et que ce dernier tient son nom de Houdini lui-même. Après une chute du jeune garçon, Houdini s'écria « What a Buster » et le nom resta.

Ses meilleurs tours consistent à s'évader d'une malle remplie d'eau, fermée et enchaînée, ou d'un bidon en métal. Au moment où naît le spiritisme, il cherche à démasquer les faux médiums en parcourant le pays. D'autres scientifiques s'intéressent aussi de très près aux médiums, comme l'American Society for Psychical Research, ou Pierre et Marie Curie, mais il ne rend visite qu'à ceux soupçonnés d'imposture pour tenter de les démasquer. Cette activité lui coûte l'amitié de Sir Arthur Conan Doyle, le créateur de Sherlock Holmes. Après la mort de sa femme et de certains de ses proches, Conan Doyle s'était mis à croire au spiritisme. Il croyait ainsi que Houdini possédait de véritables pouvoirs paranormaux, qu'il utilisait pour bloquer ceux des médiums qu'il confondait.

Cette méthode lui permet néanmoins d'accroître sa notoriété. Il garde secrètes ses meilleures astuces mais prend le soin de montrer qu'il y a toujours un truc dans ses tours, accessibles au commun des mortels, tout en recommandant au public non entraîné de ne pas les tenter vu le danger qu'ils représentent. En 1908, il publie le livre *The Unmasking of Robert-Houdin* (Robert-Houdin démasqué) où il s'attaque violemment à la réputation de Robert-Houdin, minimisant la révolution de la prestidigitation que celui-ci aurait apportée. La justification de cette attaque est toujours discutée entre les magiciens eux-mêmes : Houdini voulait avoir la réputation du plus grand magicien de tous les temps, et cela l'amena à des imprudences. Il affirmait par exemple pouvoir comprendre n'importe quel tour de prestidigitation s'il le voyait faire trois fois. Dai Vernon, qui fut consacré plus tard comme étant une des plus grandes figures de la prestidigitation, lui présenta un tour sept ou huit fois, et Houdini dut s'avouer vaincu : Vernon en profita pour ajouter dans ses publicités : « The Man Who Fooled Houdini », l'homme qui a trompé Houdini. Cela donne une idée de la réputation immense qu'Houdini avait à cette époque.

En 1920, le grand Harry Houdini a joué dans *The Master Mystery*, de Harry Grossman et Burton L. King : une série de 15 épisodes qui introduit l'un des premiers robots à l'écran. En fait, il s'avère en fin de compte que c'est un homme qui se fait appeler « l'automate » et court dans un costume de robot. Il est aussi le héros et co-scénariste de « L'Homme de l'au-delà » : film de Burton L. King, en 1922. Wikipédia

HOUSTON **Samuel** Rockbridge County 2 mars 1793 – Huntsville 26 juillet 1863.



Homme d'État, homme politique et militaire américain. Né en Virginie, il est l'une des figures principales de l'histoire du Texas. Il a été successivement président de la République du Texas, sénateur des États-Unis après que le Texas a rejoint l'Union et finalement gouverneur. Bien que propriétaire d'esclaves et opposant à l'abolitionnisme, ses convictions unionistes le poussèrent à refuser de prêter serment de loyauté à la Confédération quand le Texas fit sécession de l'Union, l'amenant à renoncer à son mandat de gouverneur. Pour ne pas avoir à rougir de son appartenance texane, il refusa néanmoins l'offre de l'Union d'un commandement militaire pour abattre la rébellion et se retira à Huntsville au Texas où il mourut avant la fin de la guerre.

Au début de sa vie, il émigra au Tennessee, passa du temps dans la nation Cherokee (dans laquelle il fut adopté et se maria), fit son service militaire lors de la Guerre de 1812 et s'impliqua avec succès dans la politique du Tennessee.

Jusqu'à aujourd'hui, Houston est la seule personne de l'histoire américaine à avoir été gouverneur dans deux États différents, le Tennessee et le Texas. Un duel avec un membre du Congrès suivi d'un procès le poussa à émigrer au Texas, alors territoire mexicain, où il devint rapidement un chef de file de la révolution texane. Il fut partisan du rattachement aux États-Unis. La ville de Houston porte son nom depuis cette période. Sa réputation et son nom lui survécurent avec un musée mémorial, une base de l'US Army, le Fort Sam Houston, un parc historique, une université, la *Sam Houston State University* et la plus grande statue dressée à un héros américain.

Sa vie au Texas

Sam Houston quitta sa femme Diana Rodgers pour s'installer au Texas mexicain en décembre 1832. Il participa à la Convention de 1833 en tant que représentant de Nacogdoches et soutint William Harris Wharton et son frère, deux partisans radicaux de l'indépendance du Texas vis-à-vis du Mexique. Il prit également part à la Consultation de 1835 et fut nommé général puis commandant de l'armée texane pendant la guerre d'indépendance du Texas. Après la déclaration d'indépendance du 2 mars 1836, il rejoignit son armée de volontaires à Gonzales, mais dut battre en retraite devant les troupes du général et dictateur mexicain Antonio López de Santa Anna, qui massacra les défenseurs du fort Alamo à San Antonio le 6 mars 1836. Cependant, il remporta la bataille de San Jacinto le 21 avril 1836, au cours de laquelle Santa Anna fut capturé. Sam Houston assista aux négociations avant de retourner aux États-Unis pour se soigner.

Profitant de sa popularité, Sam Houston fut élu deux fois président de la République du Texas du 22 octobre 1836 au 10 décembre 1838, puis du 12 décembre 1841 au 9 décembre 1844.
Le 20 décembre 1837, il présida la convention des francs-maçons qui fonda la Grande Loge de la République du Texas.

Il fit échouer la rébellion de Cordova en 1838. Au cours de son second mandat, il chercha à faire la paix avec les Amérindiens et à éviter la guerre avec le Mexique après les deux invasions de 1842. En août 1836 les frères J.K. Allen et A.C. Allen baptisèrent leur nouvelle colonie du nom de Houston. La ville fut la capitale du Texas jusqu'à ce que le président Mirabeau Bonaparte Lamar la fasse déménager à Austin le 14 janvier 1839. Entre ses deux mandats de président, Sam Houston fut député à la chambre des représentants du Texas pour San Augustine. Il critiqua beaucoup Mirabeau B. Lamar et milita pour préserver l'indépendance du Texas et son extension vers l'ouest.

HOUZEAU-MUIRON Jean Nicolas

Reims 17 juin 1801 - 19 octobre 1844.

Jean Nicolas Houzeau, pharmacien, fabricant de produits chimiques, fut adjoint au maire en 1839, député de la Marne de 1838 à 1844. Il fit d'importantes découvertes sur la fabrication des produits chimiques et l'épuration des huiles. Il dut sa célébrité à l'idée qu'il eut de recueillir les eaux de lavage des laines, d'en extraire l'huile qu'elles contenaient pour en fabriquer un gaz d'éclairage. **.** Il épousa Marguerite Françoise Muiron (1807-1874) et repose au Cimetière du Nord.

Chevalier de la Légion d'honneur, franc-maçon, il fonda à l'Orient de Reims la loge La Sincérité dont il fut le vénérable. Il passe pour être un des fondateurs de la chimie organique.

HOWARD Thomas

11 December 1683 – 23 December 1732.

8th Duke of Norfolk, Earl Marshal (11 December 1683 – 23 December 1732) was the son of Lord Thomas Howard (of Worksop) and Mary Elizabeth Savile. Upon his uncle's death, he gained the title of 17th Baron Furnivall and 8th Duke of Norfolk. He married Maria Shireburn, daughter of Sir Nicholas Shireburn, 1st and last Bt., of Stonyhurst Hall, on 26 May 1709, when she was age 16 and a half, with a fortune of more than £30,000.

At the time of the Jacobite Rising of 1715 he used his influence to secure the acquittal of his brother Edward from the charge of high treason. The Duke himself was arrested on 29 October 1722 under suspicion of involvement in a Jacobite plot, and was imprisoned in the Tower of London. His wife, refused permission to visit, prevailed upon the Earl of Carlisle to act as surety for his bail in May 1723. **Howard was Grand Master of the Grand Lodge of England 1729-30.**
His marriage is said to have been unhappy, and his wife, a staunch Catholic and Jacobite, separated from him when he—in her words—"truckled to the Usurper".

The Duke died childless died on 23 December 1732 at age 49. Upon his death, the title passed to his brother Edward.

HUBERT Esprit-Eugène Toulouse 1819 – Paris ? 1897.



Employé des contributions puis conseiller de préfecture, littérateur et administrateur.

il est initié le 17 mars 1848 à « *La Parfaite Harmonie* » à Toulouse et il représente sa loge au Grand Orient où il est admis comme député en avril 1849. Spiritualiste passionné, il adhère également au Rite de Misraïm et aux Chevaliers Croisés, loge templière du Suprême Conseil de France. Il devient chef du secrétariat particulier du Grand Orient, le 25 avril 1851. Il fournit un remarquable effort de remise en ordre. Sa nomination lui ouvre le 33°.

Il dépend alors du secrétaire général Adolphe Périer et est amené à réagir rapidement, au moment du coup d'Etat du 2 décembre 1851.

Prévenu par son frère que les maçons qui devaient avoir leur tenue, le soir même, allaient être arrêtés, il avise les loges parisiennes qu'elles ne peuvent se réunir. Il sert de mentor au nouveau Grand Maître, le prince Murat, qui s'inscrit dans sa loge. Au moment du choix des dignitaires, il se trouve pris dans un conflit opposant Heullant et Berville et se trouve accusé d'avoir manipulé les députés. Murât lui reproche d'avoir appuyé la candidature de Bugnot comme Grand Maître Adjoint et d'avoir fait élire plusieurs officiers. Révoqué, il répond par une circulaire de protestation aux loges. Le Conseil limite cependant l'inévitable sanction à trois ans de suspensions de ses droits maçonniques. Il sort provisoirement de la scène maçonnique.

Revenu au Grand Orient par l'intermédiaire de la loge « *Jérusalem des Vallées Egyptiennes* », où pontife le vieux Simon Jean Boubée, écrivain initié en 1795, nommé Grand Conservateur en 1861 par le prince Murat pour assurer l'intérim, Hubert lui succède comme vénérable. Puis il s'inscrit, le 13 juin 1868, au « *Temple des Amis de l'Honneur Français* », la loge de Thévenot, le secrétaire général en titre. Il y commence une seconde carrière maçonnique en prenant, en 1869, la direction de « *La Chaîne d'Union* », revue créée à Londres par des proscrits. Elle sera, de 1872 à 1889, la meilleure et la plus indépendante des revues maçonniques et une source très riche de documentation sur la vie maçonnique française et internationale. Hubert a la nostalgie de l'ancien Grand Orient avec les réunions bimensuelles de ses chambres. Il est déiste, très attaché au maintien à la référence au Grand Architecte de l'Univers, mais accepte, en 1877, de se plier à la loi de la majorité. Républicain de toujours, il s'abstient de parler de la Commune, appuie les réformes politiques des années 1880 et condamne vigoureusement le boulangisme.
Il ne va pas accepter le coup de force du Conseil de l'Ordre approuvé par le Convent, en 1886, pour dissoudre le Grand Collège sous le prétexte fallacieux qu'il ne répondait plus aux nouveaux statuts généraux. Il s'agissait d'affaiblir le courant déiste. Hubert et son ami Wyse, Duhamel, Francolin et Brémond sont écartés. Hubert, sollicité par Amiable et Colfavru, les responsables du putsch, refuse de réintégrer et s'affilie à la loge « Le Héros de l'Humanité ». Elle dépend du Suprême Conseil de France qui, flatté, l'accueille aussitôt en son sein. Hubert met fin à ses activités maçonniques en décembre 1889, se satisfaisant de divers honorariats. Les obsèques de ce grand maçon, en 1897, sont civiles. A.C.

HUGO comte Joseph Léopold Sigisbert Nancy 15 novembre 1773 - 19 janvier 1828.



Le général, père du poète Victor Hugo. (qui ne fut jamais maçon).
Franc-Maçon de la Loge "*L'Initié*", Aix- en- Provence.

Fils d'un ancien adjudant de l'armée royale, ses quatre frères combattirent dans les armées de la République. Il s'engagea à quatorze ans comme simple soldat, et fut nommé officier en 1790. Il parcourut de la manière la plus brillante la série des guerres de la Révolution française et se signala surtout sur le Rhin, en Vendée et sur le Danube. Il s'engage dès 1791 dans l'armée du Rhin. Blessé devant Mayence, il est affecté dans l'ouest de la France comme chef de bataillon pour lutter contre les insurgés de Vendée et de Bretagne. En 1796, il rencontre à Châteaubriant Sophie Trébuchet, et l'épouse le 15 novembre 1797 à Paris.

Parmi ses faits d'armes : à Vihiers (Maine-et-Loire), avec cinquante hommes seulement, il arrêta 3 à 4 000 Vendéens ; au combat de Caldiéro (Italie), il voit l'armée repoussée sur le point de repasser l'Adige ; simple chef de bataillon, il enlève à la baïonnette le village de Caldiéro, s'y maintient pendant quatre heures malgré les efforts de l'ennemi, et laisse aux Français le temps de reprendre l'offensive et de vaincre.

Dans les années 1800 à 1802, il est en garnison à Besançon au 20e régiment d'infanterie de ligne, et fait la connaissance de Joseph Bonaparte à l'occasion de la signature du traité de Lunéville (qu'il aurait aussi pu connaître à la loge du Grand Orient de Marseille). Il est ensuite muté à Marseille (et devient colonel en 1803), puis à Bastia.

Il passa ensuite au service de Joseph Bonaparte, alors roi de Naples. Le pays était infesté de bandes de brigands qui tous obéissaient au terrible Fra Diavolo, à la fois chef de voleurs et chef d'insurgés calabrais, qui répandait la terreur dans les campagnes et jusque dans les villes. Hugo détruisit les bandes les unes après les autres, s'empara de Fra Diavolo et le fit juger, condamner et exécuter en deux heures, le 1er novembre 1806. Grâce à l'intrépide commandant, le pays était délivré.

En récompense, le roi Joseph le nomma colonel, maréchal du palais et chef militaire de la province d'Avellino. Hugo suivit bientôt Joseph en Espagne et y rendit encore des services signalés, où il est nommé colonel du Royal Étranger, régiment espagnol composé d'étrangers.

Nommé général et gouverneur des provinces centrales, d'Ávila, de Ségovie, de Soria, puis de Guadalajara, etc., il guerroya trois ans contre le célèbre Empecinado, le battit en trente-deux rencontres et parvint ainsi à délivrer tout le cours du Tage des guérillas qui l'infestaient et à rétablir les communications entre les divers corps de l'armée française. On a estimé à la valeur de 30 millions de réaux le nombre des convois qu'il enleva aux insurgés pendant les années 1809, 1810 et 1811.

À sa tête, il prend Avila le 15 janvier 1809, qu'il fortifie et qui sert de point d'appui au maréchal Soult. Il est nommé général de brigade le 20 août 1809. En 1810, il est nommé inspecteur général de l'armée, et créé commandeur de l'ordre royal d'Espagne. Après avoir pacifié la province de Guadalajara, qu'il gouverne avec les villes d'Avila et Ségovie, il obtient le titre de comte de Siguenza, authentique titre espagnol, le 27 septembre. En 1812, il fut nommé au commandement de la place de Madrid, et il commanda l'arrière-garde lorsque, peu de temps après, les Français durent évacuer cette ville. Dans cette retraite désastreuse, il sauva plusieurs milliers de Français, et peut-être le roi lui-même, en arrêtant les Anglais à la hauteur d'Alagria.

Après la retraite d'Espagne et la bataille de Vitoria (21 juin 1813), il est rétrogradé par ordre de l'Empereur comme tous les officiers. C'est avec le grade de major qu'il reçoit la charge de défendre Thionville le 9 janvier 1814. Il résiste quatre-vingt-dix-huit jours aux Coalisés sans se rendre, avant de se rallier avec la garnison à Louis XVIII le 14 avril (l'Empereur abdique le 11 avril). Demi-solde à partir de septembre 1814, il reçoit néanmoins la croix de Saint-Louis, puis est fait officier de la légion d'honneur le 14 février 1815. Le 31 mars 1815, il est à nouveau affecté à la défense de Thionville où, avec une faible garnison et des munitions insuffisantes, il soutint pendant quatre-vingt-huit jours un blocus très serré auquel mit fin la déchéance de Napoléon. Durant les Cent-Jours, ce fut encore lui qui la défendit contre les alliés qui voulaient la démanteler et en voler le matériel. Mis à la retraite par l'ordonnance de 1824, il se retira à Blois; il s'occupa de plusieurs ouvrages qu'il publia sous le pseudonyme de Genti.

HUMBERT **Aimé** La Chaux-de-Fonds 26 juin 1819 - Neuchâtel 19 septembre 1900.
Homme politique, pédagogue et voyageur suisse. Né d'un père horloger, il entreprend des études de droit à Lausanne et Tübingen. En 1848, suite à la guerre civile du Sonderbund et à la révolution républicaine neuchâteloise, il devient secrétaire du nouveau gouvernement provisoire de Neuchâtel. Membre de l'assemblée constituante, il est nommé Conseiller d'Etat chargé de l'Instruction publique. En 1854, il est élu aux Conseil des Etats où il siège jusqu'en 1862.
En novembre 1862, il est envoyé au Japon avec le rang de ministre plénipotentiaire. Le 6 février 1864, il signe avec le gouvernement shogounal des Tokugawa un traité d'amitié et de commerce. Le récit de son voyage, richement illustré, est publié à partir de 1866 dans la revue *Le Tour du monde*. Il s'agit d'un des premiers grands récits de voyage au Japon en français. En 1866, il refonde l'Académie de Neuchâtel dont il est le recteur jusqu'en 1873. Il continue d'y enseigner jusqu'en 1893. **Il est le sixième Grand Maître de la Grande Loge suisse Alpina de 1871 à 1874**

HUMMEL **Johan NEPOMUCK** Presbourg (alors en Hongrie royale aujourd'hui Bratislava en Slovaquie 14.11.1778 –
Weimar (Grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach) 17.10.1837.



Jean-Népomucène Hummel (en allemand *Johann Nepomuk Hummel*), est un compositeur allemand, élève de Mozart, de Haydn et de Salieri. Ayant surtout composé des pièces pour le piano, il était considéré comme l'un des meilleurs pianistes de concert d'Europe.

Johann Nepomuk est le fils de Joseph Hummel, musicien de l'École impériale de musique militaire et chef d'orchestre du théâtre. Doué pour la musique, il est l'élève de Mozart à Vienne dès l'âge de sept ans (1785). Mozart, qui le trouve particulièrement doué, l'héberge pendant deux ans. Hummel donne son premier concert à neuf ans. Hummel entreprend assez jeune une tournée européenne.

Il rencontre pendant cette période de prestigieux compositeurs, tel que Joseph Haydn (1791), qui, à l'issue d'un concert du jeune musicien, lui donne en remerciement une guinée. Hummel étudie aussi à Londres, où il reste quatre ans, auprès du compositeur italien Muzio Clementi, puis auprès d'Antonio Salieri, et il commence alors à composer. Vers cette époque, le jeune Ludwig van Beethoven arrive à Vienne. On dit souvent qu'entre les deux compositeurs, il y eut une rivalité très marquée. En fait, ils furent amis, même si leurs relations connurent des hauts et des bas et que leurs partisans formaient deux camps rivaux. Hummel a 26 ans lorsqu'il succède à Joseph Haydn comme *Konzertmeister* chez le prince Esterházy (1804). Il a déjà écrit de très nombreuses œuvres (Concerto pour trompette en mi bémol majeur, musiques de scène dont 22 opéras) et consacre cette période de sa vie à l'écriture de pièces religieuses (cinq messes). En 1811, il quitte la cour du Prince puis devient maître de chapelle à Stuttgart de 1816 à 1818.

Hummel est également pianiste, le plus grand virtuose de l'époque selon ses contemporains, dont la renommée rivalise avec celle de Beethoven. Il donne ainsi des concerts dans toute l'Europe entre 1820 et 1830.

LES CONCERTOS POUR PIANO
Parmi les œuvres les plus intéressantes et les plus appréciées de Hummel figurent les huit concertos pour piano. Le premier

(en do, opus 34a, 36), le deuxième (la mineur, op. 85) et le cinquième (la bémol, op. 113) furent créés à Vienne, respectivement vers 1811, 1821 et 1830. Le troisième, représenté à Leipzig vers 1821, est en si mineur (op. 89). Hummel compose dans cette même ville son quatrième concerto en mi (op. 110) vers 1814.nSon concerto en fa (op. posthume 1) ne fut créé que deux ans après sa mort à Leipzig, en 1839. Les deux autres, en la, furent joués vers 1790 et 1791.

POSTERITE
Même s'il fut l'intermédiaire entre le classicisme (Joseph Haydn, Wolfgang Amadeus Mozart) et le romantisme (Felix Mendelssohn-Bartholdy, Franz Schubert), sa musique, qui servit de modèle à Franz Liszt et à Niccolò Paganini, ne fut que très peu reprise après sa mort. On lui doit une méthode pour piano, *Anweisung zum Pianofortespiel*, qui eut une importance considérable dans la première moitié du XIXe siècle. De son œuvre, qui influença entre autres Frédéric Chopin et Robert Schumann dans leurs débuts, on connaît surtout son Concerto pour trompette (1803), sa musique de chambre et ses huit concertos pour pianos, qui connurent en leur temps un succès considérable.

HUND baron von und **Altengrotkrau Carl Gotthelf**

Manua, Lipse, Haute-Lusace 1722 - Meiningen, Thuringe 1776.



Initié Franc-Maçon, en 1841, à Francfort il créé, en 1751sa loge "*Aux Trois colonnes*" à Kittlitz. De là, il propage, avec l'aide de Zinnendorf, la Stricte Observance Templière en Allemagne

Le fondateur de la Stricte Observance templière était le descendant d'Otto Heinrich von Hund Altengrotkau qui vivait à Ratisbonne en 1312. L'une des branches de la famille s'établit en Silésie au XVIIe siècle. La qualité de baron fut décernée à Hildebrand Rodolph, petit cousin de Joachim Hildebrand qui était le père de Carl Gotthelf von Hund, mais non à ce dernier. Orphelin de père à 8 ans. Héritier d'une fortune importante, Carl Gotthelf fait ses études à Leipzig.

Le 24 juin 1751, il crée sur sa terre de Kittlitz la loge « *Aux Trois Colonnes* ». Merzdorf en recopia les procès verbaux inédits, rédigés en français, et les reproduisit en 1842 dans le *Cirkelkorrespondenz der Engbünde* (Schröder) dont un exemplaire se trouve aux archives de la ville de Hambourg. Des indications biographiques de première main concernant von Hund se trouve au folio 71 :

« *Charle Gotthelf de Hund et Altengrokau, Seigneur de Unwürde, Kittlitz, Gebeltzig, Oppeln, Manua, Liske etc. Chambelan de S.A.S. l'Electeur de Cologne, naquit le 11. De Sept 1772 à Manua, fut reçu franc-maçon l'an 1741, le 18. d'Octobre à francforth sur le Mayn dans la Grande (Loge) sous la conduite du comte de Schönborn, Conseiller Privé actuel de S.M.I. le prince Auguste de Baden et le prince George de Hesse d'Armstadt, .tant surveillants ayant pour répondant le Prince frederic de Hesse d'Armstadt, le prince de Nassau Welbourg et le comte de Wilt, et fut fait le même jour Compagnon, l'an 1742 le 21 de juillet il fut reçu Maître dans la (loge) aux 3 Roses à Gent, par Messer Bocland, maître en Chaire, et le 22 d'Aoust Ecossais par Mylord duc d'Albermarle à Bruxelles, et prit le surnom de Chev : de l'Epée. Il fut second surveillant dans sa (loge) nommée à l'Arbre rompu, et après Premier Surveillant dans la même. Le 13 d'Octobre de la même année il fut fait Maçon Sapant et reçut des nouvelles lumières. Il entra en qualité de I. Surveillant dans la nouvelle (loge) aux 3 Compas à Paris le 12 Decbre 1742. Le 3 janvier de l'année 1743. La (loge) le choisit pour maître en chaire, et le 6e Janvier il la cassa au nom de Grand Maître et la forma de nouveau sous le nom de la (loge) Etrangère le 24. de Janvier 1743. Le 13 de Novb. 1743 il résigna en faveur du Baron Merklem, se réservant ses droits en cas de son retour à Paris. Il reçut avant son départ des Instructions particuliers, et en passant par Strasbourg il aida à établir une (loge) sous le nom de l'Epée d'or, et eriga enfin cette (loge) aux 3 Colonnes le 24 Juin 1751* ».

La présence de von Hund au couronnement de l'empereur Charles VII est attestée par la liste des participants vérifiée par Kloss. **Depuis plus de deux siècles se posent la même question : von Hund a-t-il reçu un grade chevaleresque ou templier à Paris ?** La question a été obscurcie par les écrits de son ami Christian Friedrich Kesseler von Sprengseyen (1730-1809), reçu maçon en avril 1754 à Unwürde par von Hund qui l'arme chevalier, *Eques a Spins*, le 16 janvier 1764. Dans l'éloge funèbre prononcé par Kessler et dans les quatre livres qu'il publia après 1786 pour défendre la mémoire de von Hund, se rencontrent de nombreux éléments inexacts. Le témoignage de Carl Heinrich Ludwig Jacobi apparaît plus digne de foi. Né le 8 mai 1745, secrétaire de l'ordre à 21 ans, Jacobi rédigea un *Bref examen de l'histoire de la franc-maçonnerie et de l'ordre des Templiers en Allemagne, en particulier des frères appartenant au système dit de la Stricte Observance depuis 1742*. Dans ce manuscrit en partie inédit, Jacobi admet que la plupart des membres de la Stricte Observance étaient convaincus que von Hund avait été reçu à Paris en 1743 dans l'Ordre de Jérusalem par le Grand Maître de l'Ordre, Charles Edouard ou Jacques III, qui l'aurait nommé Grand Maître de la 8e Province. Tout en estimant que von Hund a fréquenté à Paris une loge d'exilés jacobites qui auraient attendu de lui une aide financière pour le débarquement qu'ils préparaient en Ecosse, Jacobi affirme ne jamais avoir entendu von Hund faire de déclarations à ce sujet.

Lorsqu'en juin 1751, à Kittlitz, von Hund crée avec des frères fort jeunes – ils ont 27 ans en moyenne – une loge et un chapitre dont le champ d'activité ne s'étend pas au-delà de la Lusace, il n'exerce aucune activité maçonnique depuis près de huit ans. Or Jacobi, qui grandit à Kittlitz, se rappelle qu'en 1750 ou en 1751 un officier écossais nommé O'Keith vint y rendre visite à von Hund. Il aurait été porteur d'un message du Grand Maître. Il semble probable que ce visiteur était le général James Keith. Issu d'une célèbre famille de jacobites écossais proscrits,

Keith avait dû à la position qu'il occupait à la tête des troupes de l'impératrice Anna l'autorisation de se rendre en mars 1740 à Londres où le *Grand Master Elect*, son cousin John Keith *General-Feldmarschall* en septembre 1747 et gouverneur de Berlin en octobre 1749. Sa visite fournirait une explication à l'activité maçonnique manifestée par von Hund à partir de 1751 à propos de laquelle Schröder dans ses *Materialien* a publié des documents. La guerre de Sept Ans interrompt les travaux du chapitre qui reprennent en 1763, une fois la paix revenue.

On sait qu'un chapitre dit « de Clermont » avait été ouvert à Berlin par un prisonnier de guerre français au sein de la Mère Loge Aux Trois Globes le 19 juillet 1760, que son légat général, le pasteur Rosa, en modifia le rituel et créa de nombreux chapitres de ce système en Europe dont l'un à Jena (Iéna). En septembre 1763, un escroc de génie se présente au chapitre de Jena sous le nom de Johnson, Grand Prieur de l'Ordre du Temple de Jérusalem, *Eques a Leone magno*, arrivant d'Ecosse. Il déclare que les rituels sont faux et les constitutions reçues de Berlin, sans valeur. Il répète ses dires en présence de Rosa qu'il a eu l'audace de convoquer et dont la comparution se termine en déroute. Le 12 octobre 1763, ces événements sont annoncés à von Hund. Persuadé que cet envoyé est un ambassadeur authentique, von Hund entre en correspondance avec lui. Les deux hommes se rencontrent six mois plus tard au Convent d'Altenberg. Démasqué, Johnson s'enfuit. Rejoint, il est emprisonné sans jugement et meurt à la Wartburg dans la cellule qu'avait occupé Luther. Entouré par deux organisateurs de talent qui se sépareront vite de lui, Zinnendorf en 1766, Schubart deux ans plus tard, von Hund et la Stricte Observance domine la maçonnerie allemande pendant 12 ans. Von Hund meurt le 8 novembre 1766, un an après le Convent de Braunschweig. Il fut enseveli, comme Schubart, dans sa grande cape blanche. A.B.

HURTAULT-PINCHARD Nicolas

Reims 19 novembre 1732 - 26 mai 1810.

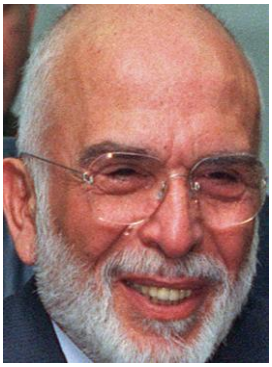
Homme politique français. Fils de Nicolas Hurtault, marchand, et de Marguerite Pinchart, Nicolas Hurtault-Pinchart fait des études de droit à l'Université de droit de sa ville natale. Il devient avocat en parlement en 1758, puis docteur agrégé à la faculté de droit et professeur de cette école. Il achète une charge de conseiller du roi auprès du bailliage de Reims, receveur des consignations et commissaire aux saisies réelles.

Partisan des idées nouvelles, il fait partie de l'assemblée du tiers état du bailliage de Reims, en 1789, puis de l'assemblée électorale de la Marne, réunie à Châlons du 17 au 31 mai 1790 pour l'organisation du département. Notable à partir du 1er mars, il devient maire de Reims du 26 novembre 1790 au 9 janvier 1793. Il est également élu premier suppléant de la Marne à l'Assemblée législative le 6 septembre 1791 par 190 voix sur 367 votants, mais ne siège pas. Ce patriote ardent, démocrate sincère et ami de Prieur de la Marne, participe avec lui à la défense du territoire lors de l'invasion de la Champagne, en septembre 1792. Après son départ de la mairie, il n'en continue pas moins, comme notable, à faire partie du conseil général de la commune.
À la suite de désaccords avec le représentant Jean-Baptiste Massieu sur l'opportunité des mesures de déchristianisation, qu'il juge trop brutales, celui-ci le destitue le 3 nivôse an II (23 décembre 1793). Il conserve néanmoins son influence à la Société des Jacobins de la ville, qu'il préside du 29 floréal au 28 prairial an II (18 mai-16 juin 1794). Il épouse à Reims, dans la paroisse Saint-Jacques, le 12 décembre 1763, sa cousine germaine, Marguerite Pinchart (1732-1810). Il meurt pensionné de l'État à Reims le 26 mai 1810. Son nom a été donné à une rue de Reims par une délibération du conseil municipal du 16 octobre 1894.

Franc-maçon, il est l'un des fondateurs La Triple Union, dont il est vénérable en 1784-1785 et 1790-1791 et le président en 1792.

HUSSEIN de Jordanie

Amman 14 novembre 1935 – 7 février 1999.



Hussein ben Talal, Roi des Ashémites et de Jordanie.
Le Roi Hussein de Jordanie, Roi du Royaume de Jordanie de 1952 à 1999, Franc-Maçon. Affilié à la Grande Loge de Jordanie qui dépend de la Grande Loge de Londres, il était Grand Commandeur et Grand Maître au 33° et Grand Maître d'Honneur de la Grande Loge des Pays-Bas. Il a été initié à La Grande Loge Libanaise des Pays Arabes (Obédience fondée en 1936 par le Vénérable Maître Georges Risqallah) sous le mandat du Grand Maître Hunein Kattini.

Hussein ben Talal (en arabe : طلال بن حسين) a été roi de Jordanie pendant plus de 46 ans du 11 août 1952 au 7 février 1999. Hussein a su faire de la Jordanie un « îlot de stabilité ».

Son règne exceptionnellement long durant la seconde moitié du XXe siècle contraste avec les autres dirigeants dans une région marquée par les guerres (guerre des Six Jours, guerre du Kippour, guerre civile libanaise, guerre Iran-Irak, guerre du Koweït, guerre civile yéménite de 1994, les coups d'État (Salah Jedid, Hafez el-Assad au Liban, Abdul Karim Qasim, Abdel Salam Aref, Ahmad Hassan al-Bakr en Irak, etc.) et assassinats politiques (Salah al-Din al-Bitar, Anouar el-Sadate, Bachir Gemayel, René Moawad, Yitzhak Rabin, etc.).

Hussein est né le 14 novembre 1935 à Amman, c'est le troisième souverain hachémite à avoir régné sur la Jordanie. La famille Hachémite prétend descendre du prophète de l'islam Mahomet. Élevé à Amman, son grand-père le roi Abdallah Ier l'envoie étudier au collège Victoria d'Alexandrie en Égypte avant de l'envoyer en Angleterre au collège d'Harrow et à l'école militaire de Sandhurst. Cependant il fait de nombreux retours dans son pays natal pour apprendre la manière de gouverner. Le 20 juillet 1951, son grand-père, le roi Abdallah Ier se fait assassiner sous ses yeux à Jérusalem par Mustapĥa Ashu, âgé

de 21 ans, de deux balles dans la poitrine et une dans la tête, et ce, sur ordre probable de Hadj Amin al-Husseini via le colonel El Tell. Cet assassinat est lié à l'annexion de la Cisjordanie par Abdallah Ier lors de la première guerre israélo-arabe. À l'âge de seize ans, il devient donc l'héritier du trône. Le 11 août 1952, poussé par le Parlement qui ne le considère pas à la hauteur, son père, le roi Talal, abdique officiellement pour raisons de santé (il souffrait de schizophrénie).

Hussein, roi de Jordanie
Il monte sur le trône le 11 août 1952, après l'abdication de son père. Dans l'attente de sa majorité un conseil de régence est institué1. C'est son oncle maternel, Chérif Nasser ben Djemil qui prend la présidence de ce conseil.

Entre occidentalisme et orientalisme
Le début de son règne paraît dans un premier temps difficile. En effet, bien qu'il soit parfaitement accepté par les autorités occidentales, notamment grâce à son interdiction en 1953 du parti politique communiste (créé en 1951), il semble que son propre peuple remette en cause sa légitimité à cause de l'influence des différents mouvements panarabes et de la propagande nassérienne qui s'oppose à l'occident. Le Parlement jordanien forme rapidement une opposition. La famille Hachémite semble alors trop en accord avec la politique britannique, ce qui va à l'encontre des idées des Palestiniens jordaniens, qui ne veulent plus de la tutelle des Occidentaux, et principalement des Britanniques. Dans les années 1950, la carrière politique du roi Hussein prend une tournure totalement différente. Il rejette l'influence occidentale et l'alliance avec la Grande-Bretagne après la crise du canal de Suez en 1956 durant laquelle il se rapproche de l'Égypte de Nasser. Il se voit ainsi obligé d'accepter un gouvernement nationaliste progressiste pour ainsi disposer du soutien d'un Parlement élu en octobre 1957.

La mise en place d'un régime autoritaire
Mais en avril 1957, il dissout le parlement et instaure un régime autoritaire pour asseoir son autorité et limiter l'emprise des radicaux. Le 25 avril, la loi martiale est décrétée, et la constitution mise en place en 1952, qui affirmait que « le Royaume hachémite de Jordanie est un souverain indépendant et son système de gouvernement est parlementaire avec une monarchie héréditaire » et qui mettait en place la répartition des différents pouvoirs sur le territoire jordanien est suspendue.
Devant les instabilités externes, le roi Hussein fait appel aux Américains, pour notamment faire face à la menace Syrienne dans le nord de le Jordanie.

L'union hachémite et la désillusion
En 1958 la République arabe unie (RAU) est créée entre les deux grandes menaces de la Jordanie : l'Égypte de Nasser, et la Syrie de Shukri al-Kuwatli.
Ainsi, pour faire face à ces pays, Hussein va essayer de trouver de l'aide et du soutien auprès de son cousin hachémite, Fayçal II, qui est à la tête de l'Irak. Ensemble, ils mettent en place la Fédération arabe d'Irak et de Jordanie pour contrer une éventuelle attaque de la RAU. Mais en juillet 1958, la révolution en Irak mené par Abdul Karim Qasim met fin au règne de Fayçal II qui est exécuté ainsi que toute sa famille. Hussein décide alors de nouveau faire appel aux États-Unis, et parvient à sauver la Monarchie de son pays.

Une certaine stabilité jordanienne
Il parvient alors à garder une certaine stabilité, jusqu'en 1960, où il s'oppose de nouveau à Nasser, qui lui demande de l'aide pour la guerre civile yéménite opposant les républicains pro-nassériens aux royalistes pro-saoudiens. Néanmoins, malgré les tensions entre les deux gouverneurs, leurs relations tendues ne s'arrêtent qu'à de petites provocations notamment lors du premier sommet arabe au Caire le 13 janvier 1964. La même année, Hussein décide de faire alliance avec les Palestiniens et est l'un des précurseurs de l'OLP, l'Organisation de la Libération de la Palestine en 1964. Mais l'OLP tente de s'établir en Cisjordanie. Hussein l'interdit alors dans tout son royaume.

Alliance arabe pro-palestinienne à la guerre des Six Jours
Le 30 mai 1967, l'Égypte et la Jordanie signent un commun accord de défense. Hussein est alors contraint de s'engager sous la pression de sa population avec la Syrie, l'Irak et l'Égypte, dans la guerre des Six Jours, contre Israël entre le 5 et le 10 juin 1967. Les pertes sont importantes pour la Jordanie et lors de ce conflit, il perd Jérusalem-Est et la Cisjordanie désormais occupés par Israël.

L'OLP menaçant en Jordanie
À la fin des années 1960, le Fatah, faction de l'OLP, a installé en Jordanie un véritable « État dans l'État » : nombre sans cesse croissant de postes de contrôle tenus par les fedayins, des impôts perçus, le refus des Palestiniens de voyager avec des plaques minéralogiques jordaniennes sur leurs véhicules, etc. L'OLP organise des détournements d'avions. Très rapidement, le Mouvement national palestinien va s'opposer rapidement au gouvernement jordanien qui est prêt à reconnaitre Israël. Les régions de Jordanie où les Palestiniens rejettent en masse l'autorité du roi Hussein se multiplient. De ces zones palestiniennes, l'OLP effectue des raids et des attaques terroristes contre le reste du territoire jordanien et contre Israël. C'est l'époque où Yasser Arafat appelle ouvertement au renversement de la monarchie hachémite en s'appuyant sur le fait que 75 % des habitants de la Jordanie étaient alors Palestiniens à un degré ou à un autre. Le roi Hussein cherche désespérément un compromis avec l'OLP pour calmer le jeu. Ces tentatives de médiations sont rejetées en bloc par Arafat.
Absorbé par sa lutte de palais avec Arafat, Hussein cherche également un compromis et la paix avec Israël. C'est le « plan Rogers » qui prévoit la fin des opérations militaires jordaniennes contre l'État hébreu, et la paix également entre l'Égypte et Israël. Le Fatah et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache considèrent ce plan comme une trahison de la cause palestinienne. En 1970, le VIIe Congrès national palestinien déclare que tout état arabe qui ne soutienne pas l'OLP serait déclaré comme traitre et pourrait être renversé. Au début de l'année 1970, le roi Hussein décide

de réduire l'influence d'Arafat et des fedayins en Jordanie. Les choses vont alors s'envenimer et les événements s'accélérer.

Septembre Noir
Le 1er septembre 1970, le roi Hussein échappe à un attentat palestinien. Le 6 septembre, le FPLP détourne en même temps quatre avions de ligne : une tentative échoue (le détournement du vol d'El Al Amsterdam-New York par un groupe mené par Leïla Khaled), mais les trois autres avions se posent sur l'ancienne base aérienne Dawson à Zarka. Ce détournement est connu le nom de Dawson's Field hijackings. Georges Habache déclare : « Tout ce que nous voulons, c'est combattre Israël et rien d'autre. Mais le régime jordanien considère que notre seule présence dans le pays représente pour lui un danger (...) Pour nous, le roi Hussein est un dirigeant réactionnaire, chef d'un État réactionnaire et donc un obstacle. Et pour réussir notre révolution, nous devons supprimer cet obstacle ». Le 10 septembre, l'armée jordanienne prend d'assaut l'hôtel où sont retenus 125 femmes et enfants occidentaux en otages et les libère.

Le 12 septembre 1970, sur Dawson Field, où sont retenus des otages juifs et israéliens, les pirates de l'air du FPLP font exploser les trois avions vides devant la presse internationale. C'est l'événement qui met le feu aux poudres, et Hussein ne peut plus reculer. Le 16 septembre, il décrète la loi martiale. Le 17 septembre 1970, l'armée jordanienne intervient massivement contre les fedayins, et l'artillerie commence à bombarder les camps de réfugiés et les bâtiments qui abritent les organisations palestiniennes. Au bout de dix jours de pilonnages, les camps sont rasés et les organisations palestiniennes doivent trouver refuge au Liban et même en Israël, certains des fedayins de Yasser Arafat préfèrent traverser la frontière israélienne pour ne pas se faire massacrer par les soldats Jordaniens.

La Syrie envoie alors des blindés à la frontière afin de venir en aide aux Palestiniens, mais Hussein sollicite l'aide des États-Unis et de quiconque prêt à empêcher la Syrie d'intervenir. Israël répond à l'aide des Jordaniens en envoyant des avions simuler des attaques contre les chars syriens. L'armée syrienne fait demi-tour, abandonnant les troupes d'Arafat à leur sort.
Le 27 septembre 1970, le président égyptien Nasser parvient à faire cesser les hostilités entre la Jordanie et l'OLP. Les estimations du nombre de victimes palestiniennes oscillent entre 3 500 (source jordanienne) et 10 000 morts et plus de 110 000 blessés (source palestinienne). L'implantation en masse de combattants palestiniens au Liban, pays politiquement fragile, a été l'un des facteurs déclenchant de la guerre du Liban.

La tentative de réconciliation avec l'OLP
Le 15 mars 1972, il déclare vouloir un État rassemblant les deux rives du Jourdain pour les Palestiniens. Il présente ce qu'on appellera le « plan Hussein » : il veut que ce soit la Cisjordanie qui serve de territoire palestinien autonome et formant un état fédéral avec la Jordanie.
Hussein obtient le soutien des États-Unis, mais pas des Israéliens qui doivent leurs rendre la région pour que le plan prenne forme, ainsi que la désapprobation de l'OLP, et des États Arabes, qui pensent qu'il veut rétablir une autorité Hachémite sur la Cisjordanie qui ne lui appartient plus. Durant la guerre du Kippour en 1973 (ou troisième guerre israélo-arabe), Hussein va rester à l'écart des combats ce qui lui a valu des reproches de l'Égypte, de la Syrie et de l'OLP. Du 26 au 29 octobre 1974, lors du sommet de Rabat, le roi Hussein reconnaît l'OLP comme « l'unique représentant légitime du peuple palestinien », ce qui les amène à des relations plus ou moins correctes. De plus, il s'accorde avec tous les chefs d'État arabes pour le refus de la signature d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël. Pour continuer d'améliorer ses relations avec l'OLP, il les autorise à revenir à Amman, et reçoit même Yasser Arafat en juin 1980, dans son pays. Néanmoins, Hussein ne renonce toujours pas à récupérer la Cisjordanie, et devant le refus de négociations des États arabes et des Palestiniens, ainsi que des soulèvements de plus en plus nombreux des Palestiniens, des réunions secrètes sont organisées et tout liens, que ce soit au niveau économique ou politique, avec les territoires occupés sont rompus. Néanmoins en 1983, en accord avec l'OLP, il tente de faire une Fédération jordano-palestinienne. Mais le 31 juillet 1988, devant l'échec de son projet, il finit par renoncer totalement à la Cisjordanie, qui était annexé depuis le règne de son grand-père, Abdallah Ier (premier roi de Jordanie).

Soutien à Saddam Hussein à la guerre du Golfe
Lors de la guerre du Koweït, qui oppose l'Irak de Saddam Hussein et 34 états coalisés et soutenus par l'ONU (Organisation des Nations unies) entre 1990 et 1991, le roi Hussein se positionne en faveur de l'Irak et de Saddam Hussein qui prononce un discours panarabiste, ce qui provoque la colère des États-Unis et des monarchies du Golfe. Mais contrairement aux pays extérieurs, la population palestinienne semble apprécier ce choix, ce qui le rend de plus en plus populaire au sein de son pays. Malgré tout, il arrive quand même à devenir l'un des principaux interlocuteurs dans les conférences visant la paix dans la région.

Traité de paix avec Israël et alliance avec les USA
Après les accords d'Oslo (signés à Washington, le 13 septembre 1993) qui posent les premières pierres quant à la résolution du conflit israélo-palestinien, le roi Hachémite se range du côté des États-Unis et signe un traité de paix avec Israël le 26 octobre 1994. L'année d'après, il cesse toutes sortes de négociations et d'associations avec l'Irak, et laisse la surveillance de ce pays aux États-Unis par l'intermédiaire son propre territoire.

Dernières années de sa vie
Mais atteint d'un cancer, il se fait régulièrement hospitaliser aux États-Unis, tout en continuant à jouer un rôle important sur la scène politique, notamment dans les accords de Wye Plantation le 23 octobre 1998 entre les Israéliens et les Palestiniens. Ces accords ont pour but de retirer l'occupation des Israéliens de 13 % du territoire de la Cisjordanie. Mais ces accords sont gelés puis abandonnés deux ans plus tard. Le roi Hussein meurt des suites de sa maladie le 7 février 1999, laissant son fils Abdallah II monter sur le trône. Ainsi, malgré ses nombreux changements de position et les différentes crises, autant intérieure que venant de l'extérieure, le roi Hussein de Jordanie a su ramener la paix dans son territoire, et une

certaine stabilité. La dynastie Hachémite est ainsi complètement ancrée et installée en Jordanie. Son fils, le roi Abdallah II est aujourd'hui encore à la tête du royaume. Il est considéré comme le père de la Jordanie moderne, en ayant mené son peuple vers la paix et vers une certaine stabilité autant interne qu'externe.

Famille
Le roi Hussein de Jordanie s'est marié quatre fois :
1) le 18 avril 1955 à Sharifa Dina Abdul-Hamid (devenue la reine Dina), née en Égypte le 18 avril 1929 ; ils ont eu une fille avant leur divorce en 1957 :
la princesse Alia (née le 13 février 1956)
2) le 25 mai 1961 à Antoinette Avril Gardiner (dite Toni Gardiner), Britannique née le 25 avril 1941, devenue la princesse Mouna après leur divorce en 1971. Ils ont eu deux fils et deux filles :
le roi Abdallah II (né le 30 janvier 1962), qui dirige actuellement le pays,
le prince Fayçal (né le 11 octobre 1963)
les princesses jumelles Aisha et Zein (nées le 23 avril 1968)
3) le 24 décembre 1972 à Alia Baha ed-Din Toukan (dite la reine Alia), née en Égypte le 25 décembre 1948, elle était jordanienne d'origine palestinienne, et est décédée dans un accident d'hélicoptère le 9 février 1977. Ils ont eu une fille et un fils :
la princesse Haya (née le 3 mai 1974) qui a épousé le prince héritier de Dubaï, Mohammed ben Rached al-Maktoum.
le prince Ali (né le 23 décembre 1975), marié à la journaliste algérienne de CNN, Rym Brahimi.
4) le 15 juin 1978 à Lisa Najeeb Halaby (devenue la reine Noor), née aux États-Unis le 23 août 1951. Ils ont eu deux fils et deux filles:
le prince Hamzah (né le 29 mars 1980), marié avec la princesse Noor al-Hamza, il a été le prince héritier de Jordanie de1999 à 2009.
le prince Hashim (né le 10 juin 1981).
la princesse Iman (née le 24 avril 1983)
la princesse Raiyah (née le 9 février 1986)
De ses quatre épouses, le roßi Hussein a eu onze enfants (six filles et cinq garçons).

HUTCHINSON William

Durham 1732 – 1814.

Les premiers historiens maçonniques anglophones du début du siècle, Albert Mackey et A.E. Waite, considèrent Hutchinson comme « *l'esprit novateur qui s'attacha à élever le niveau intellectuel de la franc-maçonnerie anglaise du XVIIIe siècle en expliquant, d'une manière rationnelle et scientifique, les principes moraux et philosophiques de l'Ordre* ».



William Hutchinson est le deuxième enfant et le premier fils d'un avocat estimé. Il fait ses humanités à la Grammar School locale sous la houlette de deux ecclésiastiques diplômés de Cambridge et d'Oxford, Richard Dongworth et son adjoint (puis successeur) Thomas Randall, qui lui transmettent leur inclinaison pour l'histoire et les auteurs classiques dont il parsèmera ses multiples écrits. Après un apprentissage juridique à Londres, il s'installe vers 1756 à Barnard Castle.

Le 30 septembre 1758, il épouse Elizabeth Marshall et aménage dans The Grove. Son rôle déterminant dans la réorganisation de la milice des volontaires du comité lui permet de devenir intendant des domaines du comte de Darligton, Henry Vane. Admis au sein de l'establishment, il devient, vers 1770, l'intime de Georges Allan, riche avocat féru d'histoire locale.

C'est cette année-là qu'Hutchinson est initié, le 4 juin, par une loge Moderne encore dépourvue de patente et se réunissant alternativement dans deux auberges : *Le Lièvre et la Meute* et *L'Equerre et le Compas*. En 1785, elle adoptera le nom de « *Lodge of Concord* ». Très actif, il en est le maître en 1771. Il occupe à nouveau cet office en 1773 et 1776. Il participe en 1784, avec le rang de Premier Vénérable, la fondation de l'éphémère second atelier de sa cité, Raby Lodge n°461, et entretient aussi des relations régulières avec des frères de la Marquis de Granby Lodge, qui se retrouvaient au sein de chapitres Harodim. Il ne réussit pas toutefois à obtenir, en 1775, la Grande Maîtrise Provinciale de Durham alors vacante.

Le 9 février 1774 il adresse à James Hesletime, Grand Secrétaire de la Grande Loge des Modernes, un recueil de ses conférences prononcées devant les différents ateliers du comté. Hutchinson, prenant acte de l'hétérodoxie du message maçonnique qui juxtapose principes moraux rudimentaires et interprétations newtoniennes parfois bien confuses, met l'accent sur la dimension chrétienne du métier, explicitée avec une rare intensité dans le 3° : « *Ainsi, le maître maçon est un homme sauvé du tombeau de l'iniquité et élevé par la foi du salut* ». Pour y parvenir, l'impétrant, dès l'initiation, disposait d'un cadre, la loge, et de tous ses attributs, et d'une morale inscrite dans les quatre vertus théologales (Prudence, Courage, Tempérance et Justice) destinées à développer en lui les qualités inhérentes à la « philosophie » maçonnique (compassion, bienveillance, paix, régularité, bienséance, silence et discrétion). Le manuscrit retient l'attention de la première Grande Loge, fait auquel Preston, à l'époque son Député Grand Secrétaire, n'est certainement pas étranger.

En effet, les Modernes, depuis 1760, sont en proie à une désaffection de leurs membres consécutive à la négligence de leurs Grands Maîtres successifs, aux attaques grossières de la presse et aux critiques acrimonieuses de leurs

rivaux. Les Anciens, qui dénoncent l'ignorance des maîtres de loge et la déchristianisation délibérées des rituels. Aussi, lord Petre, leur très actif nouveau Grand Maître, demande à Hutchinson des modifications qui réitèrent avec vigueur la filiation historique entre la franc-maçonnerie et la culture biblique et classique. Il publie donc, en 1775, le recueil sous le titre *The Spirit of Masonry in Moral and Elucidatory Lectures*. Cette première édition, qui compte 237 pages, est ornée d'un frontispice illuminé par une étoile à cinq branches portant un triangle entrelacé avec la lettre G inscrite dans son centre. Les critiques sont favorables à, l'exemple de celle parue en 1797 dans le *Freemason's Magazine*. Il veille avec attention sur les éditions ultérieures ; il précise, dans celle de 1802, que la franc-maçonnerie est une institution morale et que la première obligation des maçons réside en une observation inconditionnelle de ses principes moraux.

Outre ses écrits maçonniques, devenu f*elow* de la *Society of Antiquaries* en 1781, il se consacre désormais à la compilation de pointilleuses monographies, *The History of Cumberland* (1794) et *The History of Durham* (1794), en dépit de déboires avec Samuel Hodgson et John Vichols, ses imprimeurs successifs, qui altèrent sa fortune. En plus de nouvelles sur les joies de la vie pastorale (*The Hermitage, A Week at a Cottage*), il compose deux tragédies (*Baleazar, King of Tyre*, en 1758, et *The Princess of Zanfara*, en 1789). La seconde est une corrélation avec les campagnes antiesclavagistes menées par les Quakers et les Méthodistes mais, convaincu de l'indifférence du public, Thomas Harris, le directeur de Covent Garden, refusa de la montrer. William Hutchinson disparaît le 7 avril 1814, trois mois seulement après la formation de la Grande Loge Unie d'Angleterre. Fr.D.

HUYSMANS Camille



Bilzen 26 mai 1871 - Anvers 25 février 1968.

Homme politique belge, de tendance socialiste. C'était une figure importante du mouvement flamand. En 1911, il rédigea avec les députés démocrates chrétiens Frans Van Cauwelaert et Louis Franck une proposition de loi afin de créer une université néerlandophone à Gand.

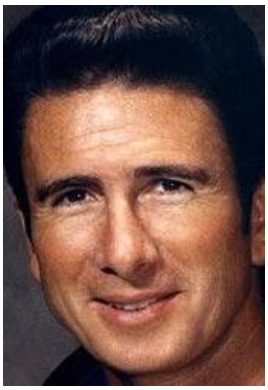
Il a occupé les fonctions de bourgmestre de la ville d'Anvers et de président de la Chambre des Représentants. Durant la Première Guerre Mondiale, réfugié en France avec des parlementaires de tous les partis ainsi que le gouvernement, Huysmans participe à une tentative de conciliation initiée par des socialistes de pays en guerre. C'est en 1916, à Stockolm, qu'a lieu la rencontre, mais ce sera sans lendemain, les partisans de la guerre étant dominants dans les grands pays belligérants.

Durant la Seconde Guerre mondiale, Huysmans rejoint le libéral Marcel-Henri Jaspar à Londres et tente avec lui de mettre sur pied un « Comité national belge », chargé de continuer la lutte contre l'Allemagne au côté des alliés. Ensuite, il se rallie au premier ministre belge Hubert Pierlot et au ministre des affaires étrangères Paul-Henri Spaak qui se sont réfugiés en France dans l'espoir d'y patronner la continuation de la guerre et qui, obligés de fuir lors de l'armistice franco-allemand, arriveront à Londres pour y installer le gouvernement belge en exil.

Après la libération, Huysmans assuma les fonctions de chef du gouvernement belge de août 1946 à mars 1947. Camille Huysmans fonda en 1926 l'école supérieure de la Cambre qui eut comme premier directeur Henry van de Velde (1863-1957).

Cette institution vouée aux arts plastiques a contribué à un nouvel épanouissement, en Belgique de la peinture, de la sculpture et de l'architecture. Plus tard, elle s'adjoindra le décor de théâtre et le cinéma d'animation. Dénommée, au début du XXI^{e} siècle, École Nationale Supérieure des Arts Visuels, cette école a compté, parmi les enseignants et les étudiants, les peintres Paul Delvaux, Jean-Michel Folon et Serge Creuz, les architectes Léon Stijnen et Victor Bourgeois.

IRWIN **James Benson** Pittsburgh, 17 mars 1930 - Glenwood Springs 8 août 1991.



Astronaute américain de la mission Apollo 15 . Huitième homme à marcher sur la lune. Pilote du module lunaire lors de la mission Apollo 15.
Franc-Maçon de la Loge "*Tejon*", Colorado Spring, Colorado.

Irwin fut d'abord officier de l'US Air Force et pilote d'essai. Il obtint son *Bachelor of Science* en 1951 à l'académie navale. Il fut l'un des 19 astronautes sélectionnés par la NASA en avril 1966. Avant Apollo 15, il fit partie de l'équipage de remplacement pour Apollo 10 et fut également remplaçant pour le pilotage du module lunaire d'Apollo 12. Irwin a passé en tout 295 heures et 11 minutes dans l'espace. Outre sa carrière d'astronaute à la NASA, Irwin est peut-être surtout retenu aujourd'hui pour ses tentatives de répandre sa foi chrétienne au moyen de son expérience sur la Lune.

Il quitta la NASA et l'Air Force en 1972 avec le grade de colonel, et fonda High Flight, une organisation chrétienne. Il expliqua fréquemment comment son séjour dans l'espace lui avait fait sentir encore plus vivement qu'auparavant la présence de Dieu. À partir de 1973, Irwin lança en vain plusieurs expéditions vers le mont Ararat, en Turquie, en vue d'y rechercher les restes de l'arche de Noé. En 1982, il se blessa au cours de la descente de la montagne et dût être transporté pour le reste du trajet. Il est mort en 1991 d'une crise cardiaque. Wikipedia

ISMAIL **Pacha** Le Caire 31 décembre 1830 - Istanbul 2 mars 1895.



Khédive -Vice roi - d'Égypte 1863- 1879. Il encouragea la construction du canal de Suez. En 1879 il fit présent aux États- Unis de l'obélisque érigé à New York.
Franc-Maçon, il fut Grand Maître de la Grande Loge d'Égypte.

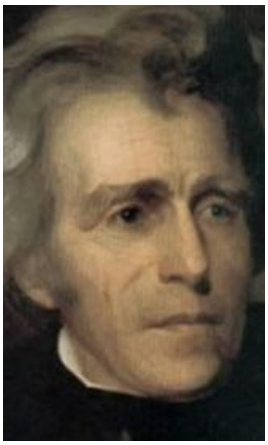
Il est le petit-fils de Mohamed Ali et le fils d'Ibrahim Pacha. , il succéda à son oncle Saïd Pacha et régna sur l'Egypte de 1863 à 1879. Il était très imprégné de la culture occidentale car il avait fait ses études à Paris.

Le Khédive Ismail continua la modernisation de l'Egypte, il décida aussi de poursuivre avec Ferdinand de Lesseps le projet du canal de Suez que son prédécesseur avait commencé. Le canal de Suez fut inauguré le 17 novembre 1869. Pour célébrer l'événement, le Khédive Ismail construisit un grand et magnifique Opéra qui fut appelé l'opéra du Caire, qui disparaîtra malheureusement beaucoup plus tard dans un incendie en 1971. C'est dans cet opéra que Giuseppe Verdi orchestra l'opéra Aïda pour la première fois en 1871.

Pendant le règne d'Ismail Pacha, la dette extérieure de l'Egypte avait énormément augmenté. Pour régler ce problème, le Khédive Ismail s'était résolu à vendre ses actions du canal de Suez. Il suspendit aussi le paiement des intérêts de la dette, ce qui entraîna l'ingérence occidentale dans les affaires égyptiennes, surtout par les Britanniques qui voulaient à tout prix contrôler la route du coton.

En juin 1879, Ismail Pacha fut destitué de ses fonctions par le Sultan ottoman. Son fils, le Khédive Tewfik lui succéda. Ismail Pacha partit à Constantinople en exil jusqu'à sa mort.

JACKSON **Andrew** Région de Waxhaws 15 mars 1767 - Nashville, Tennessee 8 juin 1845.



Septième Président des USA 1829-1837.
Franc-Maçon, il reçut les trois degrés à la Loge"*Harmony Lodge 1*" Nashville, Tennessee en 1820.
Grand Maître de la Grande Loge du Tennessee de 1822 à 1824. Arch Royal

Andrew Jackson est élu pour deux mandats de 1829 à 1837. Il a été le gouverneur militaire de la Floride (1821), commandant des forces américaines durant la bataille de la Nouvelle-Orléans (1815) et l'homme à la base de l'ère démocratique "jacksonienne". Il a été une figure importante qui domina la politique américaine dans les décennies 1820 et 1830. Ses ambitions politiques combinées à une participation politique plus grande par la population amena la création des partis politiques tels que nous les connaissons aujourd'hui. Son héritage est vu de manière plus contrastée aujourd'hui, comme un protecteur de la démocratie populaire et de la liberté individuelle mais décrié par certains pour son soutien à la déportation des Amérindiens à l'ouest du Mississippi et à l'esclavage.

Renommé pour être impénétrable et dur, il était surnommé *Old Hickory* (faisant référence à la dureté du bois de noyer). Basant sa carrière dans le Tennessee naissant, Jackson a été le premier président à être associé à la "frontière américaine". Son portrait apparait sur les billets de vingt dollars.

Jeunesse
Andrew Jackson est né de l'union d'Andrew et d'Élizabeth Jackson, une famille d'Irlandais-Écossais ayant des racines presbytériennes, le 15 mars 1767, approximativement deux ans après leur émigration de Carrickfergus. Trois semaines

après la mort de son père, Andrew est né dans les environs de Waxhaws entre la Caroline du Nord et du Sud. Il était le plus jeune des trois fils Jackson. L'exactitude de son lieu de naissance est sujet à débat, Jackson déclarait être né dans une cabane à l'intérieur des frontières de la Caroline du Sud. Il a reçu une éducation sporadique à l'école du village. Durant la guerre d'indépendance, Jackson, à l'âge de 13 ans, rejoint le régiment local. Andrew et son frère Robert Jackson sont capturés par les Anglais et tenus comme prisonniers de guerre; ils sont presque morts de faim en captivité. Lorsqu'Andrew refuse de nettoyer les bottes d'un officier britannique, celui-ci lui envoie des coups d'épée, le laissant avec des cicatrices sur sa main gauche et sur sa tête, ainsi qu'une grande haine pour les Anglais. Durant leur emprisonnement, les deux frères attrapent la variole. Leur mère obtient leur libération en arguant de leur âge, mais Robert meurt quelques jours plus tard. Sa mère meurt six mois après du choléra. Tous les membres de la famille immédiate d"Andrew Jackson meurent d'une cause liée à la guerre, que celui-ci impute aux Anglais. Il devient orphelin à l'âge de 14 ans. Jackson a été le dernier président des États-Unis à être vétéran de la guerre d'Indépendance et le deuxième à avoir été prisonnier de guerre.

Le Tennessee

Retournant à ses études, après l'expulsion des Anglais, il devint avocat au barreau de Salisbury en Caroline du Nord (1784), puis nommé avocat général de district à Nashville, dans le Tennessee, où il transporta sa résidence (1788). Le magistrat Jackson fit aussi ses débuts dans le commandement militaire, à la tête de quelques milices, contre les Indiens qu'il repoussa loin des frontières. Lorsque l'État du Tennessee fut admis à faire partie de l'Union, ce fut le jurisconsulte Jackson que la Convention, dont il était membre, chargea de rédiger la Constitution du nouvel État.

Élu représentant du Tennessee au Congrès général (1796), et Sénateur l'année suivante, il donna sa démission et revint dans ses foyers.

Carrière militaire

Nommé juge de la Cour suprême et commandant en chef de la milice de son État, il ne conserva que ce dernier titre (1799), et, retiré à la campagne, il s'était, depuis 14 ans, consacré aux travaux de l'agriculture, lorsque les hostilités qui éclatèrent en 1812, entre les États-Unis et l'Angleterre, en ouvrant à l'armée nationale américaine une carrière, firent de Jackson, ancien magistrat, législateur et laboureur, le premier homme de guerre de l'Union, ou, selon l'expression emphatique adoptée par les Anglais, le *lion de l'Amérique du Nord*.

La guerre de 1812

Élevé au grade de major général des milices, et chargé de conduire sur le Mississippi, en décembre 1812, un corps d'élite entièrement composé de volontaires, Jackson, en résistant aux ordres contradictoires et injustes d'un employé du gouvernement central, acheva de gagner l'affection des miliciens. C'est au cours de cette guerre qu'il semble avoir gagné son surnom de *Old hickory*, en référence à sa dureté similaire à celle du bois de noyer.

Guerre des Creeks

Après la Guerre de 1812 qui oppose les États-Unis au Royaume-Uni, les pionniers se dirigent vers les territoires de la vallée du Mississippi récemment acquis. Jackson participe aux guerres indiennes contre les tribus Creeks puis les Séminoles qui ont pour objectif de forcer les Indiens à se regrouper toujours plus à l'ouest (à l'Ouest du Mississippi) pour permettre aux pionniers de s'installer. Sa difficile et périlleuse campagne contre les Indiens Creeks (1813) se termina par un coup de force qui fit date dans les *Annales militaires* de l'Union. Jackson est informé que les Creeks, réfugiés dans les Florides, possession de l'Espagne, sont armés et poussés à la guerre par le gouverneur espagnol de Pensacola, en violation ouverte de sa neutralité. Sans attendre l'autorisation qu'il demande à son gouvernement, Jackson pénètre dans les Florides. Deux espions anglais qu'il fait juger par une cour martiale, sont pendus. La place de Pensacola est emportée de vive force ; le gouverneur espagnol, les indiens et les Anglais sont châtiés et Jackson se retire.

En 1814, Jackson commande à la bataille de Horseshoe Bend, Alabama où 700 Indiens Creek sont tués alors qu'il ne perd que 49 hommes. Un traité de paix est signé donnant aux Américains accès à un territoire de près de 100 000 km2. À la fin de la même année, Jackson est en Floride où il se bat contre les Indiens Séminoles. Ce peuple agricole occupait le nord de la Floride à la demande des Espagnols, afin de protéger la colonie contre les États-Unis. Ils accueillaient également les esclaves en fuite, esclaves qui ont combattu à leur côté. Jackson est nommé gouverneur militaire de l'état en 1819 et le territoire est cédé par l'Espagne en 1821 par le traité d'Adams-Onís, moyennant une somme d'argent plutôt dérisoire compte tenu de la superficie de la Floride, et sans la moindre bataille avec les Espagnols (qui, il est vrai, avaient d'autres chats à fouetter avec l'Amérique du Sud et leurs possessions des Caraibes).

La Nouvelle-Orléans

Enfin, le 13 décembre 1814, Jackson est à La Nouvelle-Orléans en Louisiane pour se battre contre les Britanniques dans ce qui sera la dernière bataille de la guerre de 1812. La nouvelle de l'armistice signé la veille de Noël 1814 (le 24 décembre) par le traité de Gand ne leur étant pas parvenue, la bataille se déroule le 8 janvier 18151 entre 8 000 soldats britanniques entraînés et environ 4 000 rustauds dont une grande partie sont des partisans du corsaire-pirate Jean Lafitte qui fait la loi dans la région des Caraïbes. La victoire vaudra à Jackson d'être considéré comme un héros national ; les pertes britanniques s'élèvent à 2 036 hommes alors qu'il n'a perdu que 7 hommes. C'est l'époque où le ressentiment contre l'Angleterre reste fort et la tentation d'aller vers le Mexique, pour peupler de nouveaux territoires, de plus en plus vive. Le gouvernement donne son feu vert à la Vine and Olive Colony, vaste compagnie coloniale cultivant en fait du coton et s'étendant sur 370 kilomètres carrés de terres vierges, fondée par des centaines de planteurs français de Saint Domingue, dans ce qui n'était pas encore l'État d'Alabama mais le vaste territoire de Louisiane, racheté à la France napoléonienne en 1803. Ce secteur devient un haut-lieu de l'histoire de la culture du coton.

Avant la suprême magistrature

Le 17 juillet 1821, Jackson est élu gouverneur de Floride. Il se retira de nouveau à la campagne, et l'on peut remarquer que c'est après y avoir passé encore quatorze ans, comme cultivateur, qu'il fut élevé par les suffrages de ses concitoyens à la suprême magistrature (4 mars 1829). Il se présente à l'élection présidentielle de 1824 et obtient plus de suffrages populaires et de voix des grands électeurs que ses concurrents mais il n'a pas la majorité absolue. C'est un vote de la Chambre des représentants qui donne la présidence à John Quincy Adams. Jackson se représente en 1828 et, cette fois, emporte

l'élection avec une majorité substantielle. C'est le premier président élu au suffrage universel qui vient d'être instauré dans un grand nombre d'États et sa réputation d'homme du peuple et de chasseur d'Indiens n'y est pas étrangère.
Il appartenait aussi à la franc-maçonnerie.

Présidence

1829 4 mars Investiture d'Andrew Jackson en tant que septième président des États-Unis. C'est le premier président élu qui ne fait pas partie du cercle des politiciens qui ont participé à la Guerre d'indépendance et à la rédaction de la Constitution. Il bénéficie autant du soutien des fermiers de l'Ouest que de celui des citadins, qui apprécient ses origines modestes (il est surnommé le "friend of the common man"). Dans son discours inaugural il annonce qu'il fera le nécessaire pour vider l'Est du continent des Indiens, et occuper leurs territoires.

1830 28 mai Le Congrès vote et Jackson signe la loi d'expulsion des Indiens de tous les États de la côte Est et leur implantation dans les territoires à l'ouest de la plaine du Mississippi. Plus exactement ce fut ce que l'on appela "La piste des larmes", car il fit déporter près de 80 000 indiens dont plus de 10 000 moururent avant qu'ils ne soient "évacués" en Oklahoma. Cet acte est le plus spectaculaire du génocide qui a touché les amérindiens. A ce souvenir, beaucoup d'Américains refusent encore actuellement de se servir du billet de 20 dollars à son effigie.[réf. nécessaire](Particulièrement les Amérindiens bien sûr).

1831 21 mai Première convention nationale du Parti Démocrate qui choisit Jackson comme candidat à l'élection présidentielle.

1832 10 juillet Jackson met son veto à la création d'une banque centrale.

5 déc. Jackson est réélu pour un second mandat contre le candidat du Parti Whig.

1834 29 janvier Jackson utilise pour la première fois l'armée pour briser une grève des ouvriers qui construisent le canal entre Washington et l'Ohio.

1836 Jackson met de nouveau son veto à la création d'une banque centrale. La Federal Reserve n'aura le monopole de l'émission de monnaie qu'à partir de 1913.

Politique étrangère

Les États-Unis sont toujours confrontés à la rivalité entre la France et le Royaume-Uni qui gêne le commerce. Il soutint avec énergie la réclamation des 25 millions, élevée par le gouvernement des États-Unis auprès du cabinet français. Les problèmes ne seront réglés que vers 1836. Jackson réussit toutefois à négocier un accord qui, en 1830, autorise le commerce avec les possessions britanniques des Caraïbes. En 1837 Jackson reconnaît l'indépendance de la République du Texas qui était sous domination mexicaine.

Politique intérieure

Populiste, Jackson ne supporte pas les politiciens professionnels et les institutions qui tendent à acquérir un pouvoir indépendant. Il met son veto à la reconduction de la banque centrale créée en 1781 par Hamilton pour gérer la dette nationale et renforcer le pouvoir fédéral. Il ne s'embarrasse pas non plus d'un gouvernement avec qui il se dispute souvent et il s'entoure de conseillers "son gouvernement dans la cuisine" avec qui il prend ses décisions. Le sud, surtout agricole, ne voulait pas des droits de douane élevés, au contraire du nord qui mettait en place son industrie. La crise est résolue en 1833 par une forte baisse des droits de douane et marque la victoire de l'intérêt individuel des États sur le gouvernement fédéral.

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration

En 1829 avec l'augmentation de la population et la découverte d'or sur les territoires des Cherokees Jackson signe le Indian Removal Act (loi permettant le déplacement (removal) de force des Indiens) votée par le Congrès pour l'utilisation de ces terres. La Cour Suprême juge la loi contraire à la Constitution mais Jackson refuse d'appliquer la décision. L'État de Géorgie attribue les terres Cherokee au cours d'une loterie et Jackson envoie des troupes pour déporter les Indiens à marches forcées au-delà du Mississippi. Cet épisode coûte la vie à environ 4000 indiens Cherokee (25 % de la population) au cours d'un périple empruntant la piste connue sous le nom de "Piste des Larmes" *(Trail of Tears)*".

Politique partisane

Il introduit le système où les hautes fonctions fédérales sont attribuées aux amis qui ont aidé pendant la campagne électorale (Système des dépouilles) et il fait pression sur les États pour élargir la base électorale. Ainsi, sous sa présidence, le nombre de citoyens participant à la vie politique est multiplié par 7.

Retraite

À la fin de son second mandat, en 1837, Jackson retourne dans sa maison au Tennessee. Après avoir servi dans l'armée, être devenu un héros et après avoir été président pendant huit ans il déclare qu'il rentre chez lui avec "à peine 80 dollars dans sa poche". Il meurt le 8 juin 1845 ; son décès est aujourd'hui attribué à un empoisonnement au plomb à la suite d'une blessure reçue en 1813. Wikipédia

JACOBI Friedrich Heinrich

Dusseldorf 25 janvier 1743 - Munich 10 mars 1819.



Philosophe et écrivain allemand. Il est issu d'une riche famille juive. Son père l'envoya comme apprenti dans une maison de commerce, à Genève. Là, le physicien Georges-Louis Le Sage lui fit connaître la philosophie. Il retrouve ses aspirations intimes en lisant l' *Émile* de Jean-Jacques Rousseau, plus précisément "La confession du vicaire savoyard". De retour en Allemagne, en 1762, il se mit à la lecture de Spinoza. Son attention fut attirée, en 1763, par les réponses apportées par Kant et Moses Mendelssohn à une question proposée par l'Académie de Berlin : "Sur l'évidence dans les sciences métaphysiques" (Mendelssohn fut couronné devant Kant !).

En 1764, il assuma la gestion du commerce de son père et épousa Betty de Clermont. Il fut franc-maçon à partir de 1765 et trésorier de la Loge « La Parfaite Amitié ». En 1772, il laissa le commerce pour une charge de conseiller des finances.

Il fit, grâce à son frère aîné, Johann Georg Jacobi, la connaissance de Christoph Martin Wieland (1733-1813), fondateur du "Mercure allemand". Goethe qualifia cette revue de "vrai fil conducteur à travers une longue période de la littérature allemande" (de 1773 à 1810). En 1774, Goethe lui rendit visite : "Nous nourrissions le vif espoir d'une activité commune et je le priai de décrire, sous une forme quelconque, tout ce qui s'agitait en lui." Jacobi écrivit ses deux romans philosophiques en 1775 et 1777, *Lettres d'Allwill* et *Woldemar* ; pour lui "l'agir humain se fonde sur des expériences et non sur des concepts, les systèmes de morale sont inefficaces, l'unique moyen d'influer moralement sur l'individu est de lui montrer l'humanité telle qu'elle est" (Valerio Verra). De janvier à juin 1779, sous l'électorat de Charles Théodore de Bavière, Jacobi fut appelé à Munich comme conseiller secret et rapporteur ministériel pour les douanes et le commerce : ses idées "libérales" lui firent cesser cette activité. Dès 1787, il défendait la foi (*Glauben*) (*David Hume et la croyance*) et attaquait Kant (*Sur l'idéalisme transcendantal*, appendice au *David Hume*).

Après un entretien, en 1780, avec Lessing, qui avouait être un disciple de Spinoza, Jacobi étudiait en profondeur Spinoza. Le résultat de cette réflexion fut que la philosophie, lorsqu'elle entreprend de connaître ou de prouver l'infini au moyen d'un entendement fini, aboutit nécessairement à réduire le divin à quelque chose de fini. C'est pourquoi il faut renoncer au projet rationaliste de prouver l'existence de Dieu; la volonté philosophique de rester attaché au rationalisme ne saurait au contraire conduire qu'au mécanisme, au fatalisme et à l'athéisme.

Ce sont ces réflexions que Jacobi a développées, en particulier dans ses *Lettres à Moses Mendelssohn sur la doctrine de Spinoza* (1785), ce qui eut pour effet de provoquer un regain d'intérêt pour la philosophie de Spinoza dans les années qui suivirent et d'engendrer la querelle du panthéisme : Mendelssohn, qui voulait écrire sur Lesing, mort en 1781, fut stupéfait en apprenant que ce dernier se disait spinoziste. Pour Jacobi, le spinozisme n'est que l'aboutissement de la philosophie démonstrative. Il n'y a que le choix entre l'athéisme (le panthéisme est un athéisme) et le "saut périlleux" de la foi. Jacobi était alors anéanti par la mort de sa femme et d'un de leurs enfants. Il se montra critique à l'égard de la Révolution française, dans laquelle il voyait la contrepartie politique du nihilisme qu'il associait au rationalisme. En 1794, il quitta Düsseldorf, alors que les troupes françaises approchaient, pour s'installer principalement à Eutin. Une débâcle financière, dix ans plus tard, lui fit perdre les deux tiers de ses revenus. En 1801, dans *Foi et Savoir*, Hegel critiqua sévèrement Jacobi.

Il devint en 1804, sous l'électorat de Maximilien IV Joseph (futur Maximilien I^{er} de Bavière), conseiller de Bavière et, en 1805, président de l'Académie des Sciences de Munich, où il finit par entretenir des relations houleuses avec Friedrich Schelling à la suite de son livre *Des choses divines et de leur révélation* (1811). En 1815 (*Préface pouvant servir d'introduction à l'ensemble des écrits philosophiques de l'auteur*), il fit une mise au point : on a confondu, depuis Aristote, la raison (*Vernunft*) avec l'entendement (*Verstand*) ; j'ai eu tort d'appeler "raison" "la simple faculté des concepts, jugements et raisonnements" ; la *Critique de la raison pure* de Kant rétablit la distinction, même si elle méconnaît que la raison est une faculté de "percevoir le supra-sensible" immédiatement, qu' "elle assume une authentique fonction de révélation" du vrai, du beau, du bien.

Philosophie

Jacobi a publié un grand nombre d'ouvrages de philosophie et de littérature. Comme philosophe, il fut un adversaire de Kant, et proposa une doctrine mystique qui fondait toute connaissance philosophique a priori sur les perceptions de la raison, organe suprasensible par lequel l'âme peut atteindre immédiatement les vérités les plus importantes, Dieu, la Providence, l'immortalité de l'âme. Il se fit le défenseur d'une philosophie du sentiment et se présenta comme un critique sévère à l'égard de toute forme de rationalisme. Ses écrits ne présentent pas de forme systématique, mais consistent plutôt en recueils de lettres ou de conversation. Ses disputes avec Goethe, Johann Gottlieb Fichte ou Friedrich Schelling sont restées célèbres, ainsi que la Querelle du panthéisme par laquelle il s'opposa à G. E. Lessing, à Moses Mendelssohn et à Kant, qui répondit à ces questions dans la *Critique de la faculté de juger*. Il existe pourtant selon Jacobi un type de certitude qui n'a pas besoin de preuve rationnelle : il s'agit de la croyance ou de la foi. Celle-ci est donc l'instance la plus haute dont procède tout savoir - qu'il soit sensible ou suprasensible. Cette instance est désignée par le terme de *Vernunft* (« raison ») comprise comme faculté intuitive, et ce par opposition au *Verstand* (« entendement ») compris comme faculté discursive de connaître. Jacobi ne se considérait ainsi nullement comme un irrationaliste, mais il tenait au contraire son concept de certitude de la croyance pour quelque chose de strictement rationnel.

"Toute connaissance humaine procède de la révélation et de la foi, parce que tout procédé de démonstration porte au fatalisme et l'on ne peut démontrer que des ressemblances ; par la foi nous connaissons le fini et l'infini, l'existence de notre corps" (*Lettres à Moses Mendelssohn sur la doctrine de Spinoza*).

Pensée économique
Jacobi apporta enfin des contributions importantes dans le domaine de la pensée économique, où il s'inspire notamment de l'œuvre d'Adam Smith. Il est considéré comme le premier penseur libéral allemand. Il était reçu au salon littéraire de la comtesse von Reventlow au château d'Emkendorf.

JANSON **Paul** Herstal 11 avril 1840 — Bruxelles 19 avril 1913.



Personnalité politique libérale belge. Janson étudie la philosophie et les lettres (doctorat obtenu en 1859) et le Droit (doctorat obtenu en 1862) à l'Université libre de Bruxelles. Il fut un brillant avocat, plaidant et remportant de nombreux procès, et manifesta très tôt un fort soutien aux réformes électorales ainsi qu'à la branche progressiste libérale. Janson fut élu à la Chambre pour le parti libéral en 1877, ne fut pas réélu en 1884, et devint conseiller régional pour Bruxelles. Réélu en 1889, il a continué à militer pour le suffrage universel, fondé la *Fédération progressiste*, aile progressiste du mouvement libéral belge.

En 1894, soit dix ans après une défaite libérale, le parti essuya à nouveau un échec électoral : Paul Janson perdit son siège à la Chambre. Repêché grâce à l'intervention de Paul Hymans en 1900, il regagna une place auprès des libéraux modérés et son siège à la Chambre jusqu'à sa mort. Il plaida pour une diminution des heures de travail.

Ses liens politiques étroits permirent que sous son influence, une alliance avec les socialistes fut formée en 1912 afin de gagner les élections prévues face au parti catholique. Le cartel échoua, et les catholiques obtinrent la majorité absolue. Vers la fin de sa carrière, il favorisa la coopération avec le Parti socialiste ; homme d'État sans jamais avoir siégé au gouvernement, il fut nommé Ministre d'État honoraire le 14 août 1912.
POSTERITE

- Paul Janson voulant instaurer l'instruction scolaire obligatoire et gratuite, le service militaire et le suffrage universel. Continué par Paul Hymans après la mort de Paul Janson, le combat pour le suffrage universel s'est soldé par une mise en place à partir de 1919, et le premier vote à suffrage universel eut lieu en 1921.
- Paul Janson fut le père de Paul-Émile Janson et Marie Janson, première femme politique belge à devenir membre du sénat belge.
- Plusieurs places, rues et lieux portent son nom en Belgique : la *Place de la Belle Alliance* ou *Place de la Barrière* fut renommée *Place Paul Janson*. Située à l'intersection de la rue Moris, rue de la Victoire, de la rue Defacqz et rue de l'Aqueduc, la Place Paul Janson s'apparente plutôt à un carrefour qu'à une place.

JANSSEN **Charles** Tirlemont 4 novembre 1851 - Bruxelles 29 mai 1918.
Charles Janssen, Commandeur de l'Ordre de Léopold avec rayure d'or, avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles, homme politique belge, bruxellois, naquit à Tirlemont le 4 novembre 1851 et mourut à Bruxelles le 29 mai 1918. Il repose au cimetière de Bruxelles sous un monument funéraire Art nouveau, œuvre de son cousin, l'architecte Henri van Dievoet, et orné de son portrait en médaillon par Isidore De Rudder.

Il avait épousé à Bruxelles le 4 septembre 1877, Berthe Poelaert, née à Bruxelles le 28 juin 1858, fille de Constant Poelaert, avocat, frère du célèbre architecte Joseph Poelaert, et de Marie-Henriette-Ernestine Jacobs.
Il fut membre de la Députation permanente de la province de Brabant et échevin de la ville de Bruxelles.

La ville de Bruxelles gère une bibliothèque *Bibliothèque Charles Janssen*, boulevard Jacqmain 62. *L'Heure Joyeuse Charles Janssen, salle de lecture pour la jeunesse*, fut créée en 1930, rue de Schaerbeek, par la famille Janssen en mémoire de Charles Janssen. Après quelques déménagements, elle s'installa en 1985 à son adresse actuelle, fusionna avec la bibliothèque publique n° 5 et fait partie des bibliothèques publiques francophones de la ville de Bruxelles.

Membre du parti libéral il adhéra à la franc-maçonnerie (33e degré du Rite Ecossais Ancien et Accepté, président de l'Aréropage *Les Amis du Commerce*, secrétaire-général du Suprême Conseil de Belgique).
Charles Janssen est le père du baron Emmanuel Janssen (1879-1955), fondateur de la Générale de Banque et de l'Union Chimique Belge.

JAUCOURT de **Louis** Paris 27 septembre 1704 - Compiègne 3 février 1779.



Le chevalier **Louis de Jaucourt** est un philosophe, écrivain et encyclopédiste français.
Louis de Jaucourt, homme d'une immense culture, disciple de Montesquieu, est, avec Buffon, l'un des auteurs scientifiques de l'*Encyclopédie* dirigée par Diderot et d'Alembert. Il a rédigé près de la moitié des articles des derniers tomes, ou près de 18 000 pour un total de 60 000, au point d'être surnommé l'« esclave de l'Encyclopédie ». Jaucourt est notamment l'auteur de l'article « esclavage » et « traite des nègres » (demandant son abolition) en 1755, ou encore d'articles engagés tels que « guerre », « inquisition », « monarchie », « patrie », « peuple » ou « presse »…

Loin d'être beau, il est dépeint comme « Un jeune homme au caractère aimable. Ses connaissances sont sûres et étendues ». Appartenant à la religion réformée, sa famille de vieille noblesse bourguignonne est en butte à la suspicion des autorités.

Ceci l'oblige à prendre un faux nom pour se rendre à l'Université de Genève et y étudier la théologie. Il étudie ensuite les sciences exactes et naturelles à l'Université de Cambridge et la médecine à l'Université de Leyde, où il fait la connaissance de Tronchin et de Boerhaave et prend le grade de docteur en médecine, sans toutefois avoir l'intention de pratiquer cet art. Revenu en France en 1736, il mène pendant trente ans une vie presque solitaire, « sans besoins, sans désirs, sans ambition, sans intrigue. » Ne pratiquant la médecine qu'auprès des pauvres, il a fait don de ses biens pour vivre dans l'austérité. D'un caractère doux et affable, sa seule passion est de rendre service, et quoique de fortune médiocre, il aide de sa bourse tous ceux qui s'adressent à lui.

Le 8 janvier 1756, Louis de Jaucourt devient membre de la Royal Society de Londres. Ayant décidé de consigner l'enseignement médical qu'il a acquis dans un grand dictionnaire encyclopédique qui lui demande vingt ans de travail, son *Lexicon medicum universalis*, il désire, une fois l'ouvrage fini, le faire imprimer à Amsterdam pour échapper à la censure. Malheureusement le manuscrit, dont il n'existait aucune copie, disparaît dans le naufrage du vaisseau qui l'amenait à l'imprimeur hollandais.

C'est alors que Diderot lui propose de contribuer à l'*Encyclopédie* qu'il vient de commencer. Il accepte et fournit un grand nombre d'articles, mais les adversaires des Lumières réussissent à faire interdire en 1757 la publication, quand elle en est au septième volume (jusqu'à l'article Gythium). Alors que les autres collaborateurs renoncent, Jaucourt n'en continue pas moins son travail grâce à des secrétaires qu'il paye de sa poche, allant jusqu'à rédiger quatre articles par jour. Il a écrit principalement sur les sciences, en particulier la médecine et la biologie, abordant le sujet dans une perspective résolument mécaniste en contraste avec l'autre grand contributeur en ce domaine, Menuret de Chambaud, qui tient pour le vitalisme. Quand, après huit ans d'interdiction, les livraisons reprennent, Jaucourt a accumulé assez de matière pour que les dix derniers volumes puissent paraître la même année, en 1765. Une contribution sur deux émanait de sa plume.

Dans une telle masse d'écrits, on ne pouvait éviter que tout ne fût pas égal, mais on lit sous la plume de Philipp Blom (« Der Ritter ohne Gesicht », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14 octobre 2004, p. 48) : « Alors que certaines définitions sont plutôt mal rédigées, on trouve sous le nom de Jaucourt des contributions dont l'éloquence ne le cède en rien aux plus grands noms de son époque, comme les droits des citoyens, les persécutions religieuses ou la liberté de religion. »

En public, Diderot faisait l'éloge de Jaucourt mais, en privé, il ne se gênait pas pour le traiter de pédant et ce jugement méprisant a fini par s'imposer, au point qu'on cite rarement Jaucourt parmi les auteurs de l'*Encyclopédie*, bien que, sans lui, jamais l'ouvrage n'eût été achevé. L'importance de sa contribution à l'*Encyclopédie* transparait pourtant clairement dans l'éloge dithyrambique que fait de lui Diderot dans son *Avertissement* du tome 8 en 1765 :
« Si nous avons poussé le cri de joie du matelot, lorsqu'il aperçoit la terre, après une nuit obscure qui l'a tenu égaré entre le ciel et les eaux, c'est à M. le Chevalier de Jaucourt que nous le devons. Que n'a-t-il pas fait pour nous, surtout dans ces derniers temps ? Avec quelle constance ne s'est-il pas refusé à des sollicitations tendres et puissantes qui cherchaient à nous l'enlever ? Jamais le sacrifice du repos, de l'intérêt et de la santé ne s'est fait plus entier et plus absolu. Les recherches les plus pénibles et les plus ingrates ne l'ont point rebuté. Il s'en est occupé sans relâche, satisfait de lui-même, s'il pouvait en épargner aux autres le dégoût. Mais c'est à chaque feuille de cet ouvrage à suppléer ce qui manque à notre éloge ; il n'en est aucune qui n'atteste et la variété de ses connaissances et l'étendue de ses secours. »

Ainsi que les différentes allusions présentes dans sa correspondance :
« Ne craignez pas qu'il s'ennuie de moudre des articles : Dieu le fit pour cela. »
En plus de nombreux articles touchant à la médecine et à la science dans l'*Encyclopédie* et de son *Lexicon medicum universalis* en 6 volumes disparu, il est également l'auteur d'une *Vie de Leibniz*, en 1756, ainsi que d'un grand nombre de mémoires adressés à diverses académies ou sociétés savantes. Il était membre de l'Académie de Berlin, de Stockholm et de Bordeaux. La rue Jaucourt dans le 12e arrondissement de Paris porte son nom en hommage depuis 1885.

JEANBON **Saint André** Montauban 25 février 1749 - Mayence 10 décembre 1813.



André Jeanbon, dit **Jean-Bon Saint-André** ou **Jeanbon Saint André** est un pasteur, un révolutionnaire et un homme politique français. De famille protestante, fils d'un foulon, élevé chez les jésuites, d'où il est retiré par son père calviniste, il étudie la navigation à Bordeaux, s'enrôle dans la marine marchande, atteint le grade d'officier et devient capitaine. Après trois naufrages et la perte de ses économies, il abandonne la marine, étudie la théologie à Genève et devient pasteur à Castres en 1773, puis est amené à démissionner en 1782 après un conflit avec le consistoire de Castres, reprend son ministère à Montauban en 1788, où il préside la Société des Amis de la Constitution au début de la Révolution en 1789.

Sous la Révolution

Il échoue aux élections de l'Assemblée législative en 1791, mais entre au conseil municipal. Élu, le 4e sur 9, député du Lot à la Convention nationale en 1792, Jeanbon quitte ses amis Jacobins pour rejoindre Paris, où il siège d'abord à droite en compagnie de ses amis Girondins.

Mais il s'en désolidarise progressivement et rejoint bientôt les rangs de Montagne. Le 12 octobre 1792, il achève son évolution en se prononçant contre les Girondins, qui attaquent la Commune de Paris et réclament le renforcement de la garde de la Convention. En janvier 1793, il vote la mort du roi sans appel ni sursis, car, dit-il, « un roi par cela seul qu'il est roi, est coupable envers l'humanité, car la royauté même est un crime ». Devant les périls que court la République, avec la guerre contre les monarchies coalisées, et la guerre civile déclenchée par les royalistes, en Vendée, et par les fédéralistes, il prône l'union de la Convention avec le peuple contre ses ennemis. Il se prononce contre les poursuites visant les massacreurs de septembre 1792, car « une grande révolution ne peut s'opérer que par des évènements de toute nature ». Il est un des promoteurs et un défenseur de la création du Tribunal révolutionnaire. Il est envoyé dans le Lot et en Dordogne pour accélérer la levée des 300 000 hommes et assiste, à son retour, à l'agonie de la Gironde. Président de la Convention du 11 au 25 juillet 1793, il entre, le 10 juillet 1793 au comité de salut public, où il prend la charge de la Marine. Chargé, en tant que président de la Convention, de prononcer l'éloge funèbre de Jean-Paul Marat, il s'exécute avec une sécheresse qui témoigne clairement de son peu de sympathie pour la victime de Charlotte Corday. La plupart du temps en mission, il se tient à l'écart des affrontements entre factions. D'abord envoyé en mission aux armées de l'Est, le conventionnel est bientôt chargé de la réorganisation de la marine militaire, minée par l'insubordination. À Brest, où il est représentant en mission de septembre 1793 à mai 1794, il rétablit la discipline par des mesures très sévères, avec son collègue Prieur de la Marne, puis il participe, sur mer, aux opérations de Villaret de Joyeuse contre les Anglais ; Jeanbon participe ainsi en mer à la bataille du 13 prairial an II au large d'Ouessant le 1er juin 1794 (célèbre pour la résistance du *Vengeur du Peuple*) à bord du vaisseau la *Montagne*, en compagnie de ce contre-amiral.

En mission lors du 9 Thermidor, qu'il désapprouve, il est remplacé par un thermidorien au sein du comité de salut public, sous prétexte des empêchements de ses missions en province. De fait, de juillet 1794 à mars 1795, Jeanbon est chargé d'une nouvelle mission dans les départements maritimes du Midi, spécialement Toulon, où il montre les mêmes qualités d'administrateur. Alors que la Terreur blanche sévit en France, il est arrêté le 9 prairial an III, lors de la réaction qui suit l'insurrection du 12 germinal et celle du 1er prairial. Cependant, après l'adoption de la constitution de l'an III, le 24 septembre 1795 et l'échec de l'insurrection royaliste le 13 vendémiaire, une loi d'amnistie générale « pour les faits proprement relatifs à la Révolution » est votée le 26 octobre 1795, et il est libéré le 29 octobre. Le Directoire le nomme alors consul général à Alger, puis à Smyrne en 1798. Lorsque l'Empire ottoman rompt avec la France, il est arrêté et passe trois ans en captivité.

Sous le Consulat et le Premier Empire

Après sa libération, Bonaparte le nomme commissaire général des trois départements de la rive gauche du Rhin, en décembre 1801, puis préfet du département du Mont-Tonnerre à Mayence en septembre 1802, où il confirme sa réputation d'administrateur exceptionnel. En remerciement de ses services, Napoléon le fait chevalier de la Légion d'honneur en 1804, puis baron d'Empire, baron de « Saint-André », en 1809. Le typhus l'emporte en 1813.

Franc-maçon actif, Jean Bon de Saint André fut le premier Vénérable Maître de la Loge « Les Amis de l'Union » de Mayence, fondée en 1803, et qui existe toujours aujourd'hui dans cette ville sous l'appellation « Die Freunde zur Eintracht ».

JEHOTTE Louis

Liège 7 novembre 1803 - Bruxelles 3 février 1884.

Louis Jehotte (dont le nom s'écrit avec un e muet) Sculpteur belge. Son père, Léonard Jehotte (1772 - 1851), était graveur auprès de la Monnaie de Liège. Louis Jehotte se forme d'abord à l'Académie de Dessin de Liège où il étudie sous François Joseph Dewandre. Il continue sa formation à Paris, puis à Florence et Rome où il séjourne de 1824 à 1829 grâce à une bourse de la fondation Lambert Darchis; il y travaille dans les ateliers de Mathieu Kessels et de Bertel Thorvaldsen. Rentré dans sa patrie, il enseigna à l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles, où il succéda à Gilles-Lambert Godecharle.

Il fit partie de la franc-maçonnerie, loge à Bruxelles.

SON ŒUVRE

- 1848: Statue de Charles-Alexandre de Lorraine sur la place du Musée à Bruxelles
- 1850: Caïn maudit, devant le Palais des Académies à Bruxelles.
- 1867: Statue équestre de Charlemagne à Liège, boulevard d'Avroy.
- *Mausolée de Monseigneur François-Antoine de Méan*, à la cathédrale Saint-Rombaut, à Malines.
- *Buste de Louis Dewez, secrétaire perpétuel de l'Académie royale de Belgique*, au Palais des Académies, à Bruxelles.

JELLICOE John

5 December 1859 – 20 November 1935.



Admiral of the Fleet **John Rushworth Jellicoe, 1st Earl Jellicoe**, GCB, OM, GCVO SGM was a Royal Navy officer. He fought in the Egyptian war and the Boxer Rebellion and commanded the Grand Fleet at the Battle of Jutland in May 1916 during World War I. His handling of the fleet at that battle was controversial: he made no serious mistakes and the German High Seas Fleet retreated to port – at a time when defeat would have been catastrophic for Britain – but at the time the British public were disappointed that the Royal Navy had not won a victory on the scale of the Battle of Trafalgar. Jellicoe later served as First Sea Lord but was removed at the end of 1917 as a result of his pessimistic view, declaring that nothing could be done to defeat the U-boats. He also served as the Governor-General of New Zealand in the early 1920s.

Born the son of John Henry Jellicoe, a captain in the Royal Mail Steam Packet Company and Lucy Henrietta Jellicoe (née Keele) and educated at Field House School in Rottingdean, Jellicoe joined the Royal Navy as a cadet in the training ship HMS *Britannia* in 1872. He was made a midshipman in the steam frigate HMS *Newcastle* in September 1874 before transferring to the ironclad HMS *Agincourt* in the Mediterranean Fleet in July 1877. Promoted to sub-lieutenant on 5 December 1878, he joined HMS *Alexandra*, flagship of the Mediterranean Fleet, as signal sub-lieutenant in 1880. Promoted to lieutenant on 23 September 1880, he returned to HMS *Agincourt* in February 1881 and commanded a rifle company of the Naval Brigade at Ismailia during the Egyptian war of 1882.

Jellicoe qualified as a gunnery officer in 1883 and was appointed to the staff of the gunnery school HMS *Excellent* in May 1884. He joined the turret ship HMS *Monarch* as gunnery officer in September 1885 and was awarded the Board of Trade Silver Medal for rescuing the crew of a capsized steamer near Gibraltar in May 1886. He joined the battleship HMS *Colossus* in April 1886 and was put in charge of the experimental department at HMS *Excellent* in December 1886 before being appointed assistant to the Director of Naval Ordnance in September 1889.

Promoted to commander on 30 June 1891, Jellicoe joined the battleship HMS *Sans Pareil* in the Mediterranean Fleet in March 1892. He transferred to the battleship HMS *Victoria* in 1893 and was aboard when it collided with HMS *Camperdown* (the flagship of the Commander-in-Chief of the Mediterranean Fleet, Vice-Admiral Sir George Tryon) and was wrecked off Tripoli on 22 June 1893. He was then appointed to the new flagship, HMS *Ramilies*, in October 1893.

Promoted to captain on 1 January 1897, Jellicoe became a member of the Admiralty's Ordnance Committee. He served as Captain of the battleship HMS *Centurion* and chief of staff to Vice Admiral Sir Edward Seymour during the Seymour Expedition to relieve the legations at Peking during the Boxer Rebellion in June 1900. He was badly wounded during the Battle of Beicang and told he would die but confounded the attending doctor and chaplain by living. He was appointed a Companion of the Order of the Bath and given the German Order of the Red Eagle, 2nd class, with Crossed Swords for services rendered in China. He became Naval Assistant to Third Naval Lord and Controller of the Navy in February 1902 and was given command of the armoured cruiser HMS *Drake* on the North America and West Indies Station in August 1903.

High command

Under Admiral John Fisher, Jellicoe became Director of Naval Ordnance in 1905 and, having been appointed a Commander of the Royal Victorian Order on the occasion of launching of HMS *Dreadnought* on 10 February 1906, he was also made an Aide-de-Camp to the King on 8 March 1906. Promoted to rear-admiral on 8 February 1907, he pushed hard for funds to modernise the navy, supporting the construction of new Dreadnought type battleships and Invincible class battlecruisers. He supported F. C. Dreyer's improvements in gunnery fire-control systems, and favoured the adoption of Dreyer's "Fire Control Table", a form of mechanical computer for calculating firing solutions for warships.

Jellicoe was appointed second-in-command of the Atlantic Fleet in August 1907, hoisting his flag in the battleship HMS *Albemarle*. He was appointed Knight Commander of the Royal Victorian Order on the occasion of the King's Review of the Home Fleet in the Solent on 3 August 1907. He went on to be Third Sea Lord and Controller of the Navy in October 1908 and, having taken part in the funeral of King Edward VII in May 1910, he became Commander-in-Chief, Atlantic Fleet in December 1910, hoisting his flag in the battleship HMS *Prince of Wales*. He advanced to Knight Commander of the Order of the Bath on the Coronation of King George V on 19 June 1911 and confirmed in the rank of vice-admiral on 18 September 1911. He went on to be Second-in-Command of the Home Fleet, hoisting his flag in the battleship HMS *Hercules*, in December 1911 and joined an inquiry into the supply and storage of liquid fuels in peace and war on 1 August 1912. He became Second Sea Lord in December 1912.

World War I

At the start of World War I, Admiral George Callaghan, Commander-in-Chief of the Home Fleet, was removed by First Lord of the Admiralty Winston Churchill. Jellicoe was promoted to full admiral on 4 August 1914 and assigned command of the renamed Grand Fleet in Admiral Callaghan's place, though he was appalled by the treatment of his predecessor. He was advanced to Knight Grand Cross of the Order of the Bath on 8 February 1915.

Jellicoe was in command of the British Grand Fleet at the Battle of Jutland in May 1916, history's largest (and only major) clash of dreadnoughts, albeit an indecisive one. His handling of the Grand Fleet during the battle remains controversial, with some historians describing Jellicoe as too cautious and other historians faulting the battlecruiser commander, Admiral David Beatty, for making various tactical errors. Jellicoe certainly made no significant mistakes during the battle : based on limited

intelligence, he correctly deployed the Grand Fleet with a turn to port so as to "cross the T" of the German High Seas Fleet as it appeared. After suffering heavy shell damage, the German fleet turned 180 degrees and headed away from the battle. At the time the British public were disappointed that the Royal Navy had not won a victory on the scale of the Battle of Trafalgar. Churchill described Jellicoe later as 'the only man on either side who could lose the war in an afternoon. Nevertheless he was appointed a member of the Order of Merit on 31 May 1916, advanced to Knight Grand Cross of the Royal Victorian Order on 17 June 1916 and awarded the Grand Cross of the French Legion of Honour on 15 September 1916. He was also awarded the Grand Cordon of the Belgian Order of Leopold on 21 April 1917, the Russian Order of St. George, 3rd Class on 5 June 1917, the Grand Cross of the Italian Military Order of Savoy on 11 August 1917 and the Grand Cordon of the Japanese Order of the Rising Sun on 29 August 1917.

Jellicoe was appointed First Sea Lord in November 1916: his term of office in that role saw Britain brought within danger of starvation by German unrestricted U-Boat warfare: he took a pessimistic view, declaring that nothing could be done to defeat the U-boats, and was rather abruptly dismissed by the new First Lord of the Admiralty, Sir Eric Campbell Geddes, in December 1917.

JENNER



Edward Dr. Berkeley, Gloucestershire 17 mai 1749 - 26 janvier 1823.

L'inventeur de la vaccination qui permit d'éradiquer la variole dans le monde entier.

Franc-Maçon de la Loge "*Faith and Friendship*" à Berkeley, Angleterre, dont il fut Vénérable.

Membre de la Royal Society (17 mai 1749 - 26 janvier 1823) était un scientifique et médecin anglais qui a étudié les sciences naturelles dans son environnement à Berkeley, dans le Gloucestershire, en Angleterre. Il est connu comme le premier médecin à avoir introduit et étudié le vaccin contre la variole, bien que Benjamin Jesty, un agriculteur, ait précédemment été vacciné par la vaccine pour induire une immunité contre la variole. Il est admis que Jenner avait fait la même découverte indépendamment. Il naît en 1749 à Berkeley en Angleterre. Jenner fut formé à Chipping Sodbury, dans le Gloucestershire comme apprenti de M. Ludlow, un chirurgien, pendant huit ans à partir de l'âge de 14 ans.

Jenner est parti à Londres en 1770 pour étudier la chirurgie et l'anatomie sous la direction du chirurgien John Hunter et également à l'Université St George de Londres. Hunter était un expérimentateur renommé qui fut plus tard membre de la Royal Society. William Osler rapporte que Jenner était un étudiant à qui Hunter répétait une maxime de William Harvey, très célèbre dans le milieu médical (et caractéristique de l'époque des Lumières), « Ne croyez pas, essayez ». Jenner fut très tôt remarqué par des hommes célèbres pour avoir fait progresser la pratique médicale et les institutions de la médecine. Hunter a continué à correspondre avec lui sur des sujets d'histoire naturelle et l'a recommandé à la Royal Society. De retour dans sa région natale en 1773, il devint médecin généraliste et chirurgien, exerçant son activité d'abord à Berkeley. Jenner et d'autres collègues fondèrent une société de médecine à Rodborough dans le Gloucestershire et ils se réunissaient pour dîner ensemble et lire des documents traitants de sujets médicaux. Jenner a apporté sa contribution à des articles sur l'angine de poitrine, l'ophthalmie, les maladies des valves cardiaques et fit des observations sur la Vaccine. Il a également appartenu à une société analogue qui se réunissait à Alveston, près de Bristol.

Dans le domaine de la cardiologie, il était partisan de la théorie expliquant l'angine de poitrine par les calcifications observables sur les coronaires. Mais si cette théorie semble plus proche de la vérité que les théories concurrentes de l'époque ("névralgie" pour l'école française, par exemple), il faut se garder d'y voir simplement une correspondance avec l'explication moderne par l'athérosclérose. En effet, la calcification n'était pas censée agir par le rétrécissement du calibre des artères, mais par l'obstacle que leur durcissement mettait à la dilatation du cœur.

Il fut élu membre de la Royal Society en 1788 à la suite d'une étude détaillée sur la vie méconnue du coucou dans son nid en combinant pour son étude l'observation, l'expérimentation et la dissection. La description par Jenner du coucou tout juste éclos poussant les œufs et les oisillons de son hôte hors du nid a été confirmée au xxe siècle lorsqu'il est devenue possible de le photographier. Ayant observé son comportement, il a mis en évidence une adaptation anatomique du bébé coucou qui présente une dépression dans le dos qui n'était plus présente après 12 jours de vie et dans laquelle il rassemble les œufs et les autres poussins pour les pousser hors du nid. On avait supposé que les oiseaux adultes étaient responsables de cette pratique mais l'adulte n'est pas présent dans le nid suffisamment longtemps. Ses conclusions ont été publiées dans les *Philosophical Transactions* de la Royal Society en 1787.

Il a épousé en mars 1788 Catherine Kingscote (décédée en 1815 d'une tuberculose) qu'il avait rencontrée lorsque les aérostats sont apparus dans l'actualité des sciences et qu'il les avait expérimentés avec d'autres curieux. Au cours de la tentative, son ballon a atterri à Kingscote Parc, propriété d'Anthony Kingscote dont Catherine était l'une des trois filles. En 1792, il a obtenu son doctorat en médecine de l'université de St Andrews. Il quittera peu le comté du Gloucestershire où il est né et lorsque James Cook l'invite à participer à son second voyage autour du monde mais il refuse.

Variole

À cette époque, la variole était redoutée, car un tiers de ceux qui contractaient la maladie en mouraient et ceux qui survivaient étaient généralement défigurés. Voltaire, quelques années plus tard, rapportait que 60 % des personnes contractaient la variole, et que 20 % de la population en mourait. À partir de 1770 et dans les années qui ont suivi, six personnes au moins en Angleterre et en Allemagne (Sevel, Jensen, Jesty 1774, Rendall, Plett 1791) avaient expérimenté avec succès la possibilité d'utiliser le vaccin de la vaccine comme vaccination contre la variole chez l'homme.3 Par exemple, un agriculteur du Dorset, Benjamin Jesty, a réussi à induire une immunité artificielle chez sa femme et ses deux enfants avec la vaccine au cours d'une épidémie de variole en 1774, mais ce n'est qu'après les travaux de Jenner une vingtaine d'années plus tard, que le procédé a été largement compris. En effet, il est généralement admis que Jenner n'était pas au courant du succès de Jesty et est arrivé indépendamment aux mêmes conclusions.

En partant de l'observation courante que les trayeuses ne contractaient généralement pas la variole, Jenner a théorisé que le pus présent dans les vésicules des trayeuses qui avaient contracté la vaccine (une maladie semblable à la variole, mais beaucoup moins virulente), protégeait les trayeuses de la variole. Il est possible qu'il ait été aidé par le fait d'avoir entendu l'histoire de Benjamin Jesty et peut-être d'autres pionniers qui avaient délibérément infecté leurs familles par la vaccine et constaté une réduction des risques dans ces familles. Le 14 mai 1796, Jenner a testé sa théorie en inoculant James Phipps, un jeune garçon de huit ans, avec le contenu des vésicules de vaccine de la main de Sarah Nelmes, une trayeuse qui avait contracté la vaccine transmise par une vache nommée Blossom. Phipps a été le 17e cas décrit dans le premier article de Jenner sur la vaccination.

Jenner inocula Phipps avec le pus de la vaccine dans les deux bras le même jour, en grattant le pus des vésicules de Nelmes avec un morceau de bois puis en le transférant sur les bras de Phipps. Cette inoculation a provoqué de la fièvre et un malaise général mais pas de maladie grave. Plus tard, il a inoculé Phipps selon la technique de la variolisation qui était auparavant la méthode de routine pour obtenir l'immunité contre la maladie. Aucune maladie ne s'est déclarée. Jenner a indiqué que plus tard, le garçon a été de nouveau soumis à la variolisation et n'a pas non plus présenté de signe d'infection.

Il a poursuivi ses recherches et les a transmises à la Royal Society, qui n'avait pas publié le rapport initial. Après l'amélioration de la méthode et d'autres travaux, il a publié une étude sur vingt-trois cas. Certaines de ses conclusions étaient correctes et d'autres erronées – les méthodes modernes de microbiologie et de microscopie peuvent permettre de répéter cette étude plus facilement. La communauté médicale, aussi prudente à l'époque qu'aujourd'hui, a étudié ses conclusions un certain temps avant de les accepter. Finalement, la vaccination a été acceptée et, en 1840, le gouvernement britannique interdit la variolisation et encourage la vaccination gratuite. Le vaccin contre la variole a ensuite été accepté dans toute l'Europe. Napoléon Ier tiendra même à ce que son fils, le roi de Rome, reçoive le traitement préventif.

La poursuite de ses travaux sur la vaccination empêchait Jenner de continuer sa pratique médicale habituelle. Il a été appuyé par ses collègues et après une requête du Parlement le roi lui a accordé 10000 £ pour ses travaux sur la vaccination. En 1806, il a reçu à nouveau 20000 £ pour ses travaux. En 1803 à Londres, il s'est impliqué dans le développement de la Jennerian Institution, une société s'occupant de la promotion de la vaccination pour éradiquer la variole. En 1808, avec l'aide du gouvernement, cette société devient le National Vaccine Establishment. Jenner est membre de la Medical and Chirurgical Society à sa fondation en 1805 et il y présente un certain nombre de ses articles. C'est maintenant la Société Royale de Médecine. De retour à Londres en 1811, il observe un nombre significatif de cas de variole survenus après une vaccination. Il constate que, dans ces cas, la gravité de la maladie a été considérablement atténuée par la vaccination antérieure. En 1821, il est nommé médecin éminent par le roi George IV, un honneur national, et a été élu maire de Berkeley et juge de paix. Il a poursuivi ses recherches dans le domaine de l'histoire naturelle. En 1823, dernière année de sa vie, il a présenté ses observations sur *la migration des oiseaux* à la Royal Society.

Il a été victime le 25 janvier 1823 d'une crise d'apoplexie qui s'est manifestée par une hémiplégie droite. Il n'a jamais récupéré de sa paralysie, et est décédé des suites de ce qui était apparemment un accident vasculaire cérébral (il avait déjà subi une première attaque cérébrale) le 26 janvier 1823, à 73 ans. Il a eu un fils et une fille, son fils aîné est mort de tuberculose à l'âge de 21 ans.

JOFFRE **Joseph Jacques Césaire** Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) 12 janvier 1852 - Paris 3 janvier 1931



Maréchal qui commanda les troupes alliées pendant la guerre 1914- 1918. Vainqueur de la bataille de la Marne.

Initié Franc-Maçon, en 1875,. à la Loge "*Alsace Lorraine*", Paris

Officier militaire français pendant la Première Guerre mondiale, responsable de la bataille de la Marne et de la stabilisation du front nord au début de la guerre. Il a été nommé maréchal de France en 1916. C'est aussi un des responsables militaires les plus controversés du XXe siècle, notamment en raison de l'emploi de la stratégie militaire de l'« offensive à outrance », extrêmement coûteuse en vies humaines pour des résultats relativement médiocres sur le terrain, notamment lors de la bataille de Verdun. Il sera remplacé alors par le général Nivelle. En 1918, il fut élu à l'Académie française.

JOHNSON **Andrew** Raleigh, Caroline du Nord 29 décembre 1808 -



Elizabethton, Tennessee 31 juillet 1875

Dix-septième Président USA 1865- 1869. Successeur de Lincoln.

Franc-Maçon, il reçut, en 1851, les trois degrés à la Loge "*Greenville Lodge 19*", Greenville, Tennessee. Il fut le premier Président à appartenir au Rite Écossais Ancien et Accepté, où il devint 32°. Également Chevalier Templier.

Il est élu vice-président d'Abraham Lincoln en 1864. Il lui succède après son assassinat et devient le dix-septième président des États-Unis pour un mandat de 1865 à 1869. Andrew Johnson est le seul sénateur sudiste à ne pas démissionner lors de la formation de la Confédération des États d'Amérique. Abraham Lincoln le choisit comme candidat à la vice-présidence lorsqu'il se représente aux élections de 1864. Après l'assassinat de Lincoln en 1865, Johnson devient président sous les couleurs des républicains.

Il préside le début de la période de réunification des États du Sud avec ceux du Nord mais ses sympathies lui attirent les critiques des radicaux républicains du Congrès, en particulier Thaddeus Stevens, qui lanceront une procédure de destitution échouant à une voix près. Il est le premier président à subir la procédure de destitution. Ses parents sont de simples ouvriers, quasiment illettrés. Il exerce le métier de tailleur après son apprentissage et n'a jamais fait d'études.

Carrière politique

Il participe à la vie politique en entrant au conseil municipal de sa ville et gravit les échelons en étant successivement maire, député, sénateur et enfin gouverneur du Tennessee avant d'être élu député au Congrès. Il appartient à la franc-maçonnerie [1]. Ses opinions sont alignées sur celles des députés sudistes démocrates, c'est-à-dire qu'il soutient l'esclavage. Il diverge sur un point important car il est partisan du maintien à tout prix de l'Union. Il est d'ailleurs le seul sénateur sudiste à ne pas démissionner lors de la création de la Confédération ce qui lui vaut d'être considéré comme un traître par le Sud et comme un héros par le Nord et aussi d'être choisi comme co-listier d'Abraham Lincoln à l'élection présidentielle de 1864. Il n'abdiquera d'ailleurs pas ses positions esclavagistes durant la campagne présidentielle, déclarant que « le gouvernement des États-Unis est un gouvernement d'hommes blancs » et que « le nègre doit accepter [...] le statut qui lui est assigné »2. Une fois élu, il parvient à convaincre Lincoln de faire du Tennessee le seul état Sudiste dans lequel la proclamation d'émancipation n'est pas applicable.

Présidence

1865	15 avril	investiture d'Andrew Johnson en tant que dix-septième président des États-Unis à la suite de l'assassinat du président A. Lincoln au début de son second mandat.
	2 mai	Johnson offre une récompense de Modèle : Unité : 100000 pour l'arrestation du président de la Confédération Jefferson Davis.
	20 août	Johnson proclame la fin des hostilités au Texas.
1866	27 mars	Johnson met son véto à la loi garantissant les droits civiques des esclaves émancipés par l'adoption du Treizième amendement à la Constitution.
	2 avril	Johnson proclame la fin des hostilités dans tous les États du Sud.
	9 avril	Johnson met son véto à une loi sur les droits civiques des esclaves émancipés autorisant le gouvernement fédéral à intervenir dans les États pour les faire respecter.
	20 août	Johnson déclare la fin de la Guerre de Sécession ; les combats ont en réalité cessé plus d'un an auparavant. Il met son véto à une loi attribuant aux anciens esclaves un terrain et une mule.
		Johnson signe un décret de regroupement des indiens Shoalwater qui vivent dans l'état de Washington dans une réserve.
1867	8 janvier	La loi donnant le droit de vote aux Noirs de Washington, DC passe malgré le véto du président Johnson.
	20 juin	Johnson annonce l'acquisition du territoire de l'Alaska.
	25 juillet	Johnson signe la loi de création du territoire du Wyoming.
	12 août	Début de la procédure de destitution lancée par le Congrès à l'encontre du président Johnson. Les Républicains radicaux du Nord lui reprochent de bloquer les lois permettant les garanties des droits civiques dans les États du Sud.
	7 sept.	Johnson signe la loi amnistiant tous les responsables de la Confédération.
1868	16 mai	Fin de la procédure de destitution. Le Sénat acquitte le président, la majorité des deux-tiers n'est pas acquise à une voix près.
	25 déc.	Johnson accorde la grâce présidentielle à toutes les personnes qui ont participé à la Confédération et qui ont causé la Guerre de sécession.

Politique étrangère

La politique étrangère de Johnson passe à l'arrière plan en raison des problèmes liés à la réunification des États après la Guerre de sécession. Le Secrétaire d'État des États-Unis, William H. Seward est l'artisan du traité permettant l'achat du territoire de l'Alaska en 1866, une décision dont beaucoup se moquent à cette époque. Il envoie aussi des troupes à la frontière mexicaine pour exiger le départ du gouvernement mis en place par la France.

Politique intérieure

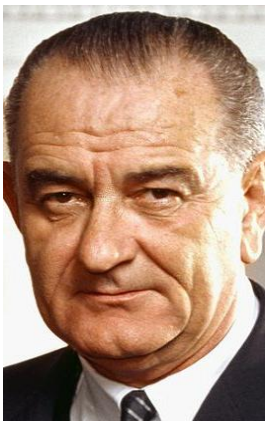
La présidence est marquée par le problème de la reconstruction des états sudistes. La doctrine officielle, en particulier celle

de Lincoln, refusant d'admettre la sécession il en résulte que les États du Sud reviennent dans l'Union, à la fin de la Guerre civile, de plein droit sans qu'il soit possible de leur imposer des pénalités. En dehors de l'obligation d'abolir l'esclavage au niveau de la Constitution de chacun des états, A. Johnson est partisan de les laisser définir leur politique en particulier sur le thème crucial du droit de vote. Cette politique de soutien de toutes les lois ségrégationnistes ainsi qu'un pardon généralisé accordé à la très grande majorité des politiciens, militaires etc. qui avait lutté pour la Confédération lui attire l'animosité de nombreux députés et sénateurs républicains qui l'avaient amené au pouvoir. A. Johnson et le Congrès sont en violente opposition chaque partie utilisant son droit de véto pour bloquer les lois proposées par l'autre partie. Finalement le Congrès entame une procédure de destitution à l'égard du Président mais celle-ci échoue à une voix près. A. Johnson termine son mandat en ayant perdu pratiquement tout pouvoir au profit des Commissions sénatoriales.

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration
Johnson accède à la présidence grâce à un concours de circonstances. Il est le seul sénateur sudiste qui défend l'Union ce qui lui vaut son élection à la vice-présidence puis l'assassinat de Lincoln le propulse au sommet. Il reste malgré tout partisan du droit des États du Sud à décider eux-mêmes des questions concernant les droits civiques des Noirs et met son véto à toutes les tentatives d'ingérence du gouvernement fédéral. Cette attitude entraîne la procédure de destitution lancée à son encontre.

Politique partisane
Élu par opportunisme au poste de vice-président Johnson et considéré comme traître par les États du Sud car il n'a pas démissionné lors de la Sécession, il est ensuite considéré comme traître par les États du Nord car il met son véto aux lois étendant les droits civiques aux Noirs. À une voix près il n'est pas destitué et termine son mandat sans pouvoir réel et sans penser à une éventuelle réélection.
A. Johnson se retire au Tennessee. Il se présente aux élections législatives et sera élu au troisième essai.

JOHNSON



Lyndon B. Stonewall, Texas 27 août 1908 - Johnson City, Texas 22 janvier 1973**.**
Trente-sixième Président USA 1963-1969.
Initié Franc-Maçon, en 1937, à la Loge "*Johnson City Lodge 561*" Johnson City, Texas. Resta Apprenti toute sa vie.

Il est le trente-sixième président des États-Unis d'Amérique. Vice-président de John F. Kennedy lorsque ce dernier est assassiné en cours de mandat, le 22 novembre 1963, il lui succède en tant que président. Il est élu en 1964. Connu sous ses initiales, **LBJ**, il est le président qui a dû gérer la première partie de la guerre du Viêt Nam. Il signe en août 1965 le Voting Rights Act. Il a aussi lancé un programme de « guerre contre la pauvreté », créant ainsi le Medicare et le Medicaid.

Ses parents, Samuel Johnson et Rebkah Baines ne possèdent qu'une modeste ferme et ne peuvent lui offrir que le minimum.

Il fréquente l'école publique et obtient son diplôme de fin d'études secondaires au lycée de Johnson City en 1924. En 1926, Johnson s'inscrit au « Southwest Texas State Teachers College » pour devenir enseignant. Il participa aux débats et à la politique du campus, éditant le journal de l'école. Il abandonna l'école en 1927 et revint un an plus tard pour finalement obtenir son diplôme en 1930.

Juste après son diplôme, Johnson enseigne « la prise de parole en public » et « le débat » dans un lycée de Houston mais il démissionnera rapidement pour se lancer dans la politique. Le père de Johnson avait été élu pour cinq mandats au parlement du Texas et était l'ami du sénateur Sam Rayburn, l'une des figures montantes de la politique texane. En 1931, Johnson fait campagne pour Richard M. Kleberg et est récompensé par un poste au secrétariat du sénateur fraîchement élu. En tant que secrétaire parlementaire, Lyndon B. Johnson se lie avec des personnes influentes, découvre comment elles en sont arrivées là et gagne leur respect grâce à ses compétences. Il compte bientôt parmi ses amis des proches du président Franklin D. Roosevelt, mais aussi des Texans comme lui, parmi lesquels le vice-président John Nance Garner. Pendant qu'il est secrétaire, Johnson rencontre Claudia Alta Taylor, qui sera connue sous le nom de « Lady Bird », une jeune femme elle aussi originaire du Texas. Ils se marient le 17 novembre 1934 après s'être fréquentés pendant une courte période. Ils ont deux filles, Lynda Bird, née en 1944 et Lucy Baines, née en 1947. On peut remarquer que Johnson aimait bien donner ses initiales à de nombreuses choses. Les prénoms de ses filles en sont un exemple.

En 1935, Johnson devient directeur d'une agence gouvernementale de l'état du Texas chargée de la jeunesse. Ce poste lui permet de proposer des formations et des emplois à des jeunes et donc de montrer aux électeurs texans qu'il a de l'influence. Il reste directeur pendant deux ans, puis quitte son poste pour se présenter au Congrès. Johnson est connu pour être un patron très exigeant avec ses employés, leur demandant de nombreuses heures supplémentaires ; toutefois il en fait autant, sinon plus, lui-même.

Johnson reçoit son premier brevet de franc-maçon le 30 octobre 1937. Il s'aperçoit peu de temps après que ses tâches au Congrès lui prennent trop de temps et il ne cherchera pas à s'élever dans la hiérarchie franc-maçonne.
Carrière politique
En 1937, Johnson se présente au Congrès lors des élections partielles du 10e district du Texas pour représenter Austin et le

comté voisin de Hill. Il base sa campagne sur le principe du New Deal et est aidé efficacement par sa femme, Lady Bird Johnson. Le président Franklin Delano Roosevelt montre un intérêt personnel pour le jeune Texan dès qu'il entre au Congrès. Johnson est affecté au Comité des affaires navales, position d'une grande importance pour un jeune élu. En 1941, Johnson se présente au Sénat dans une élection partielle, contre le gouverneur sortant du Texas, W. Lee « Pappy » O'Daniel. Johnson est battu, mais seulement après un recomptage de bulletins de votes dans une élection marquée par des fraudes massives de part et d'autre.

Johnson sert brièvement lors de la Seconde Guerre mondiale en tant que *lieutenant commander* (capitaine de corvette) dans la Marine et est décoré de la *Silver Star* (étoile d'argent), de la médaille de la campagne dans le Pacifique Sud et de la médaille de la Victoire. Cependant, les circonstances durant lesquelles il aurait « gagné » cette récompense sont controversées et que la politique en aurait été l'une des motivations. En 1948, Lyndon B. Johnson se présente de nouveau au Congrès et, cette fois ci, est élu. Mais il faut remarquer que les résultats de cette élection furent aussi très discutés. Bien qu'il ait remporté l'élection générale avec une majorité écrasante, il n'avait gagné l'élection primaire que par 87 voix sur un million de suffrages exprimés. Une plainte est officiellement déposée, mais Johnson engage Abe Fortas pour le représenter devant la cour fédérale. Grâce à des manœuvres légales, Fortas parvient à interrompre l'enquête. Une fois arrivé au Sénat, il est affecté au Comité des forces armées, et plus tard, en 1950, il participe à la création du Sous-comité d'enquête sur la mise en état d'alerte des forces armées. Johnson en devient le directeur et dirige plusieurs enquêtes sur les coûts et l'efficacité de la défense américaine. Ces investigations lui valent l'attention nationale ainsi que le respect de ses aînés au Sénat. Après seulement quelques années passées au Sénat, Johnson gravit les échelons du pouvoir. En 1953, il est choisi par ses camarades démocrates pour être le chef de l'opposition. Il devient au passage la plus jeune personne à avoir été nommée à ce poste, tous partis confondus. En 1954, Johnson est réélu au Sénat, et comme les démocrates y remportent la majorité des sièges, Johnson est nommé chef de la majorité. Son travail consiste à préparer un programme législatif et à aider au passage des mesures proposées par les démocrates.

Vice-présidence
Le succès de Johnson au Sénat fait de lui un candidat démocrate potentiel pour les primaires des présidentielles de 1956. Il est le « fils préféré » du Texas lors de la convention nationale du parti en 1956. En 1960, Lyndon B. Johnson obtient 409 voix lors la convention démocrate, mais c'est John F. Kennedy, sénateur du Massachusetts, qui est élu après ballottage. Plus tard, la même année, Kennedy choisit Johnson comme co-listier et candidat au poste de vice-président. En novembre 1960, le duo Kennedy/Johnson devance de peu Richard Nixon et Henry Cabot Lodge Jr.

Après son discours d'investiture, Kennedy place Johnson à la tête du Comité présidentiel pour l'égalité des chances dans le travail, ce qui lui permet de s'occuper des minorités. Durant son mandat de vice-président, il s'occupe de quelques missions internationales, ce qui lui donne un aperçu des problèmes rencontrés en politique étrangère.

Présidence
Lyndon Johnson est investi comme président à bord d'Air Force One à Dallas à l'aéroport de « Love Field » après l'assassinat du président Kennedy le 22 novembre 1963. Depuis, des milliers de livres et de documentaires ont apporté des éléments soutenant l'hypothèse selon laquelle Johnson aurait fait partie des conspirateurs responsables du meurtre de John F. Kennedy. Au moment de l'assassinat, le président Kennedy avait fait part à des confidents, parmi lesquels sa secrétaire particulière à la Maison Blanche, Evelyn Lincoln, qu'il pourrait remplacer Johnson lors de la campagne électorale de 1964. Johnson est en effet impliqué dans pas moins de quatre enquêtes criminelles. Ces quatre enquêtes furent classées après l'assassinat, après que Johnson fut devenu président.

Johnson doit faire face à de nombreux problèmes à son arrivée à la Maison-Blanche. Il a l'impression que les personnels en poste et nommés par Kennedy restent attachés à ce dernier, et ne le respectent pas, lui. Il les remplace rapidement à l'exception de Bobby Kennedy qui reste Ministre de la justice et dont Johnson a besoin malgré une animosité réciproque. La première année de son mandat, Johnson se dispute avec pratiquement tout le monde, cela va des sénateurs au rédacteur de ses discours, qui veulent tous conserver la mémoire de Kennedy et refusent de soutenir ses propositions. Johnson utilise la carotte et le bâton pour faire passer sa politique et en 1964 le Congrès vote une loi sur la réduction des impôts et la Loi sur l'égalité des chances, dans le cadre de la guerre contre la pauvreté, que Johnson a décrété lors de son discours sur l'état de l'Union de janvier 1964.

Aux élections de 1964, Johnson remporte la présidence avec 61 % des voix et la plus large avance, plus de 15 millions de voix, de l'histoire des États-Unis. Toutefois, cette même année, on note qu'à la Convention nationale du Parti démocrate, Johnson avait soutenu les délégués racistes du Mississippi en refusant de faire une place à ceux élus par une branche dissidente, le Parti démocrate du Mississippi pour la liberté. Johnson inscrit sa politique de « Great Society » au programme de travail du Congrès en janvier 1965 : aide à l'éducation, lutte contre la maladie, sécurité sociale, rénovation urbaine, embellissement, écologie, développement des zones négligées, lutte à grande échelle contre la pauvreté, contrôle et prévention du crime et de la délinquance, soutien au mouvement des droits civiques en signant, en août 1965, le Voting Rights Act. Le Congrès vote rapidement les lois correspondant aux recommandations de Johnson.

À partir de 1965, des millions de personnes âgées ont bénéficié de l'amendement *Medicare* à la Loi sur la Sécurité sociale. En 1966, il signe la loi sur la liberté de l'information (FOIA) qui permet au public d'accéder plus facilement aux documents de l'administration américaine.

Sous l'influence de Johnson, les États-Unis explorent l'espace de façon spectaculaire dans le cadre d'un programme qu'il a

soutenu dès ses débuts. Lorsque trois astronautes du programme Apollo font le tour de la Lune en décembre 1968, Johnson les félicite en disant : « Vous nous avez emmenés... nous tous, tout autour du monde, dans une nouvelle ère… ». Néanmoins, deux crises importantes prennent de l'ampleur à partir de 1965. En dépit des nouveaux programmes anti-pauvreté et anti-discrimination, des troubles et des émeutes dans les ghettos noirs désorganisent le pays. Le président Johnson a toujours pesé de tout son poids contre la ségrégation et pour l'ordre et le droit.

Les émeutes raciales et la Commission Kerner

Après les émeutes de Newark et de Détroit en juillet 1967 (*Hot summers*), Johnson ordonne la création d'une commission d'enquête sur les causes des émeutes raciales ayant lieu tous les étés depuis 1964, dirigée par le gouverneur de l'Illinois Otto Kerner. La Commission Kerner publia son rapport en mars 1968, stigmatisant le « racisme blanc » et mettant en garde la Maison Blanche contre une fracture sociale et raciale grandissante, ainsi que contre le risque de la mise en place d'un « système d'apartheid » dans les grandes villes. Elle affirmait ainsi: « *Our nation is moving toward two societies, one black, one white—separate and unequal*. » Pour lutter contre ce danger, la commission Kerner appelait à approfondir les programmes de protection sociale et d'aider les bidonvilles. Un mois après la publication du rapport, l'assassinat de Martin Luther King provoqua des émeutes dans plus de cent villes. Les recommandations de la Commission Kerner furent cependant rejetées par Johnson.

La guerre du Viêt Nam

L'autre crise vient du Viêt Nam. Malgré les efforts de Johnson pour combattre les communistes vietnamiens, les affrontements continuent. La controverse sur la guerre devient critique à partir de mars 1968, lorsqu'il limite les bombardements du Viêt Nam du nord pour entamer des négociations. En même temps, il stupéfie le monde en annonçant son intention de ne pas se représenter aux élections et de consacrer tout son temps à la recherche de la paix. Johnson renforce constamment l'effort de guerre entre 1965 et 1968, ce qui entraîne la mort de milliers de soldats américains, et peut-être 60 fois plus de soldats vietnamiens (les estimations vont de 500 000 à 4 000 000).

En même temps, Johnson craint que la guerre ne détourne l'attention de son programme social, c'est pourquoi l'escalade militaire, bien que significative, n'est jamais suffisante pour faire pencher la balance sur le plan militaire. Cette approche est très mal vue par le Pentagone et les alliés des États-Unis au Viêt Nam du sud. La stratégie de Johnson est perçue par certains comme la cause de la défaite des Américains au Viêt Nam. La présidence de Johnson est très vite dominée par la guerre du Viêt Nam. Alors que de plus en plus de soldats américains meurent au Viêt Nam, la cote de popularité de Johnson diminue, particulièrement lorsqu'il est confronté aux manifestations étudiantes (*« Hé, hé, LBJ, combien d'enfants as-tu tué aujourd'hui ? »*) et après l'Offensive du Têt, en 1968, où les Vietcongs bousculent l'armée américaine et prennent d'assaut l'ambassade des Etats-Unis à Saigon.

Retraite

Le 31 mars 1968, à l'occasion d'un discours retransmis en direct à la télévision, Johnson annonce, à la surprise générale, qu'il ne cherchera pas à obtenir un second mandat. Il annonce également l'arrêt immédiat et sans condition des raids au Viêt Nam et appelle Hô Chi Minh à négocier la paix 2. Les démocrates donnent finalement leur investiture à son vice-président, Hubert Humphrey, qui est battu par Richard Nixon lors des élections de 1968. À la fin de son mandat en 1969, Johnson se retire dans son ranch de Johnson City au Texas. C'est là qu'il décède le 22 janvier 1973 des suites d'une crise cardiaque. Le ranch, le cimetière familial où il est enterré et quelques lieux environnants sont devenus depuis le Lyndon B. Johnson National Historical Park.

JOLY de Etienne

Montpellier 22 avril 1756 – Paris 3 avril 1837.



Étienne Louis Hector de Joly est un avocat au conseil du roi, qui devient ministre de l'Intérieur, puis ministre de la justice de Louis XVI, le 3 juillet 1792, dans le cabinet composé principalement par des membres du Club des Feuillants. Pendant la Révolution française, il change son nom en **Étienne Dejoly**.

Joly est le fils d'un notaire de Loret, village près de Montpellier. Il part très jeune à Paris, où il épouse Marie Éléonore Michaut (1764-1842), fille d'un procureur au Châtelet. Il achète une charge d'avocat1. En octobre 1780, Joly est nommé premier assesseur au tribuna. Avant la Révolution française, Joly est avocat aux conseils du roi. Il est partisan des idées nouvelles. Joly devient ensuite secrétaire de l'Assemblée générale des représentants de la Commune de Paris.

Il est élu député à l'assemblée des représentant de Paris par le district des Enfans-Rouges, le 25 juillet 1789, après avoir été élu vice-président de ce district et s'être occupé de former la Garde nationale de son quartier. Étienne Joly préside la chambre d'administration du Suprême Conseil de France. C'est l'orateur habituel des fêtes de l'Ordre. Ses amis lui conseillent de devenir ministre.

Au gouvernement du roi

Après le 13 juin 1792 et la chute du Gouvernement girondin, un cabinet formé principalement de membres du Club des Feuillants le remplace. Étienne de Joly est ministre de la Justice du 3 juillet au 9 août 1792, et est donc le dernier ministre de la justice de Louis XVI. Du 17 juillet 1792 au 21 juillet 1792, il est temporairement ministre de l'Intérieur, mais Clément Felix Champion de Villeneuve le remplace.

La formation d'un gouvernement du roi avec les Feuillants, a créé un fossé entre lui est les chefs de l'Assemblée nationale. Un mouvement de radicalisation est en route. C'est l'Assemblée qui bénéficie des pouvoirs les plus essentiels, et pas le gouvernement. Joly, va donc à l'Assemblée. Il y peint les périls de la situation, l'urgence des mesures, et déclare que le roi désire qu'une députation de la représentation nationale vienne à ses côtés pour défendre la constitution et par sa présence protéger sa famille. Mais l'Assemblée ne lui répond pas. Lors de la journée du 10 août 1792, Étienne de Joly est au cabinet du roi, et assiste là à une réunion avec six ministres. Pétion rend compte au roi de la situation dans Paris. Lorsque l'insurrection est connue, Joly et Champion sont envoyés à l'Assemblée pour s'informer du danger, et pour solliciter son aide et celle des commissaires. Étienne de Joly passe le reste de la journée dans la loge du logographe avec Louis XVI et le futur Louis XVII.

Fin de vie

Étienne de Joly conserve les sceaux jusqu'à la chute de la monarchie et doit les apposer sur le décret promulguant la suspension du monarque8. Georges Jacques Danton le remplace comme ministre de la justice. Il est traduit au Tribunal révolutionnaire, le 10 décembre 1792, sur la motion de Pierre Philippeaux, mais a le bonheur d'être oublié et n'est point mis en jugement. Il reste quelques mois à Paris et travaille consciencieusement pour les Girondins. Suite aux décrets d'arrestations des Girondins, il part au début du printemps 1793 pour Bagnères de Bigorre, où il est arrêté peu de temps après. Il échappe de peu à l'échafaud. Au mois de juillet 1793, les administrateurs de l'assemblée départementale refusent sa translation à la prison de Mont-de-Marsan. Mis en accusation par les proconsuls Izabeau et Garrau, il doit comparaître devant la Convention nationale. Il est donc envoyé à Paris, où il survit un an dans une prison révolutionnaire, jusqu'à sa libération après le 9 Thermidor.

Après la Révolution, Napoléon le nomme avocat au Conseil d'État, fonction qu'il occupe de 1806 à 1815. Il est aussi élu maire de Créteil, en 1815, mais au printemps de cette même année, il quitte ce poste à la nouvelle du retour de l'empereur. Étienne de Joly est à nouveau maire de Créteil de 1819 à 1831. Il témoigne en faveur de Charles-Guillaume Naundorff. Il décède le 3 avril 1837 à Paris. Il termine sa vie dans l'obscurité. Il s'était marié trois fois.

JONES



John Paul Arbigland près de Kirkbean (Écosse) 6 juillet 1749 - Paris 18 juillet 1792. Officier de marine écossais, et l'un des héros sur mer de la guerre d'indépendance des États-Unis. Bien qu'il se soit fait des ennemis au sein de l'élite politique américaine, son action dans les eaux britanniques pendant la révolution lui valent une réputation qui dépassent les frontières de la jeune nation et qui persiste aujourd'hui. Il sert par la suite dans la Marine impériale russe. Au cours de son combat contre le HMS *Serapis*, Jones prononce, selon le récit qui sera fait par la suite par son premier lieutenant, une réplique passée à la postérité. Au capitaine britannique qui l'enjoint à se rendre, il répond : « *I have not yet begun to fight !* » (« Je n'ai pas encore commencé à me battre »).

Origines et débuts

John Paul (il ajoutera « Jones » par la suite à son nom) naît le 6 juillet 1749 sur le domaine d'Arbigland près de Kirkbean dans le Stewartry of Kirkcudbright **(en)** sur la côte sud-ouest de l'Écosse. Selon d'autres source, il serait né dans la presqu'île de Sainte-Marie sur les côtes de Galloway vers 1736.

Son père, John Paul (Sr.), est jardinier du comte de Selkirk à Arbigland, et sa mère se nomme Jean Duff. Ses parents se marient le 29 novembre 1733 à New Abbey, Kirkcudbright. John Paul entre dans la Marine marchande à l'âge de 13 ans, mettant les voiles depuis Whitehaven, situé dans le comté de Cumberland, en tant qu'apprenti-contremaître à bord du *Friendship* sous les ordres du Captain Benson. Son frère aîné, William Paul s'était marié et installé à Fredericksburg en Virginie, qui sera la destination de plusieurs voyages de son frère cadet.

Pendant plusieurs années John Paul navigue à bord de différents navires marchands et négriers, parmi lesquels le *King George* en 1764 en tant que troisième lieutenant, et le *Two Friends* en tant que premier-lieutenant en 1766. Après quelques années passées en mer, il est dégoûté par la cruauté de la traite négrière et, en 1768, il abandonne son poste à bord du *Two Friends* alors que ce dernier est à l'ancre en Jamaïque. Il parvient à négocier son retour en Écosse à bord d'un autre navire et retrouve un poste équivalent.

Pendant son voyage suivant à bord du brick *John*, qui prend la mer en 1768, le jeune John Paul va voir sa carrière progresser rapidement et de manière inattendue après la mort soudaine du capitaine et d'un sous-officier de la fièvre jaune. John prend le commandement du navire et parvient à le ramener sain et sauf au port le plus proche. En remerciement, les propriétaires écossais du navire le nomment commandant du brick et de son équipage et lui offrent 10 % de la valeur du chargement1. Il commande ce bâtiment lors de deux voyages aux Indes occidentales avant de rencontrer des difficultés.

Pendant son second voyage en 1770, John Paul fouette vigoureusement l'un de ses marins, et sera accusé de maintenir la discipline par des moyens « inutilement cruels ». Bien que ces accusations aient été — dans un premier temps — rejetées, sa bonne réputation est détruite lorsque le marin fouetté décède quelques semaines plus tard. Les sources divergent sur le fait qu'il ait été arrêté pour son implication dans la mort de cet homme, mais, quoi qu'il en soit, les conséquences négatives que cause cette mort sur sa réputation sont indiscutable.

Quittant l'Écosse, John Paul reçoit le commandement d'un bâtiment enregistré à Londres, le *Betsy*, pendant une période de 18 mois, au cours de laquelle il s'engage dans la spéculation commerciale avec Tobago. Cependant, son commandement prend fin lorsque John tue avec son épée un membre de son équipage, le charpentier Blackton, qui s'était mutiné pour une question de salaire2. Des années plus tard, dans une lettre adressée à Benjamin Franklin il décrira l'incident et affirmera qu'il était dans un état de légitime défense. N'ayant pas été jugé par une Admiral's Court, il se sent obligé de fuir, dans l'espoir d'éviter la prison, et de trouver refuge auprès de son frère ainé à Fredericksburg, Province de Virginie, laissant sa fortune derrière lui. Il est dès lors considéré comme un pirate par les Britanniques.

À Fredericksburg, il entreprend de remettre en ordre les affaires de son frère, qui était mort sans laisser de descendance ; et il ajoute alors Jones, à la fin de son nom de naissance. Il existe depuis longtemps en Caroline du Nord des récits qui affirment que John Paul aurait ajouté « Jones » à son nom en l'honneur de Willie Jones d'Halifax, en Caroline du Nord, sans qu'on puisse établir leur véracité. Ses prédispositions en faveur de l'indépendance de l'Amérique se renforcent et seront confirmées par la suite. À partir de cette époque, et comme il le confirmera par la suite au baron Joan van der Capellen tot den Pol, l'Amérique devient « le pays de son tendre choix ». Peu de temps après, John Paul « Jones » rejoint la Marine américaine pour se battre contre les Britanniques.

En Amérique du Nord

Les sources divergent quant à cette période de la vie de John Paul Jones, en particulier en ce qui concerne sa situation de famille, rendant difficile l'explication des motifs qui poussent Jones à émigrer en Amérique. Que les plans qu'il avait d'établir une plantation aient échoués ou qu'il ait été motivé par son esprit révolutionnaire, ces questions font aujourd'hui encore l'objet de débats. Ce qui est tenu pour certain, c'est que Jones part pour Philadelphie peu de temps après s'être établi en Amérique du Nord pour se proposer en tant que volontaire dans la *Continental Navy* nouvellement créée, qui est l'ancêtre de la *United States Navy*.

À cette époque, vers 1775, la *Navy* et les Marines sont en train d'être mis sur pieds et la demande est forte d'officiers supérieurs et de capitaines de qualité. Sans le soutien et la protection de Richard Henry Lee qui connaissait ses talents de marins, la carrière de Jones aurait pris un autre tournant. Cependant, avec l'aide de membres influents du *Continental Congress*, Jones est nommé — le 7 décembre 1775 — 1st Lieutenant de la frégate de 24 canons USS *Alfred* récemment commissionnée au sein de la *Continental Navy*.

La guerre d'indépendance des États-Unis

Premiers commandements

Jones met les voiles depuis la rivière Delaware en février 1776 à bord de l'*Alfred* dans ce qui devait être la première croisière de la *Continental Navy*, l'ancêtre de l'*United States Navy*. À bord de ce bâtiment, Jones a l'honneur de hisser pour la première fois le pavillon américain sur un navire de guerre. Jones arbore en réalité le *Grand Union Flag*, et non pas l'actuel drapeau des États-Unis qui apparaîtra par la suite. La flotte, qui devait selon les plan initiaux croiser le long des côtes, reçoit l'ordre du Commodore Esek Hopkins de mettre les voiles en direction des Bahamas, où un raid est lancé sur Nassau pour s'emparer du matériel militaire qui y était stationné. Au retour de la flotte, elle fait une rencontre malheureuse avec un paquebot britannique. Jones reçoit par la suite le commandement du sloop *Providence*. Le Congrès avait alors récemment ordonné la construction de treize frégates pour la Marine américaine, et l'une d'entre elles devait être confiée à Jones. En échange de cette commission prestigieuse, Jones accepte de commander la *Providence*, de taille inférieure, en attendant. Pendant ses six semaines de croisière, Jones capture seize prises et inflige des dégâts conséquents à la flotte de pêche britannique au large des côtes de Nouvelle-Écosse. Jones reçoit un nouveau commandement après que le commodore Hopkins a ordonné de libérer des centaines de prisonniers américains forcés de travailler dans les mines de charbon de Nouvelle-Écosse et d'attaquer la flotte marchande britannique dans les parages. Le 1er novembre 1776, Jones met les voiles à bord de l'USS *Alfred* pour mener à bien cette mission. Bien que les conditions climatiques hivernales aient empêché la libération des prisonniers, les Américains parviennent à capturer le *Mellish*, un vaisseau transportant des vêtements d'hiver, ravitaillement vital destiné aux troupes de John Burgoyne, présentes au Canada.

Commandement du *Ranger*

Malgré ses succès en mer, à son retour à Boston le 16 décembre 1776, les désaccords de Jones avec les autorités en place atteint un niveau supplémentaire. Alors qu'il se trouve au port, une dispute éclate entre lui et le commodore Hopkins, dont Jones pensait qu'il ralentissait son avancement et s'employait à faire rejeter ses plans de campagnes. Suite à cette altercation et à d'autres plus ancienne, Jones est puni en se voyant confier le commandement d'un bâtiment moins important, l'USS *Ranger* nouvellement construit. Il reçoit ce commandement le 14 juin 1777 (le jour même où le nouveau drapeau *Stars and Stripes* est adopté).

Après avoir effectué les préparations nécessaires, Jones reprend la mer en direction de la France le 1er novembre 1777 avec l'ordre de défendre la cause américaine que quelque manière que ce soit. Les commissaires envoyés en France par le Congrès américain, Benjamin Franklin, John Adams et Arthur Lee, écoutent les recommandations stratégique de Jones. Ces derniers lui assurent le commandement de *L'Indien*, un nouveau vaisseau en train d'être construit pour les États-Unis à Amsterdam. Cependant, la Grande-Bretagne, parvient à empêcher la livraison de *L'Indien* aux Américains en exerçant des pressions sur les Provinces-Unies et en obtenant qu'à la place il soit vendu à la France (qui n'était pas encore allié aux *insurgents* américain à l'époque). Jones se voit à nouveau privé de commandement, ce qui lui rappelle la période qu'il a connu à Boston entre la fin 1776 et le début de l'année 1777. Il est probable que c'est pendant cette période que Jones développe une solide amitié avec Benjamin Franklin, qu'il admirait grandement.

En 1778, il est admis, en compagnie de Benjamin Franklin, dans la loge maçonnique « Les Neuf Sœurs ».

Le 6 février 1778, le royaume de France signe le Traité d'alliance avec les États révoltés d'Amérique, reconnaissant formellement l'indépendance de la nouvelle république américaine. Huit jours plus tard, l'USS *Ranger* commandé par le Captain Jones est le premier bâtiment de guerre américain à être salué par une nation étrangère, par neuf coups de canons tirés sur ordre du capitaine de vaisseau Lamotte-Picquet. Jones écrit à propos de cet événement : « *I accepted his offer all the more for after all it was a recognition of our independence and in the nation* » (« J'ai accepté cette offre d'autant plus qu'après tout il s'agissait de la reconnaissance de notre indépendance et de notre nation. »).
Finalement, le 10 avril 1778, Jones quitte Brest et dirige le *Ranger* vers la côte occidentale de la Grande-Bretagne.

Attaque des côtes britannique à bord du *Ranger*
Après quelques succès initiaux contre des navires marchands britanniques en mer d'Irlande, le 17 avril 1778, Jones persuade son équipage de lancer une attaque le port côtier de Whitehaven, la ville où il avait débuté quelques années auparavant sa carrière maritime. Jones écrira par la suite à propos des médiocres qualités de commandement de ses officiers (ayant dans un premier temps évité avec tact ces questions dans son rapport officiel) : « “Leur objectif,” disaient-ils, “était le gain et non l'honneur.” Ils étaient pauvres : au lieu d'encourager la moralité de leur équipage, ils les incitaient à la désobéissance ; ils les persuadaient qu'ils avaient le droit de juger si une mesure qui leur était proposée était bonne ou mauvaise. ».

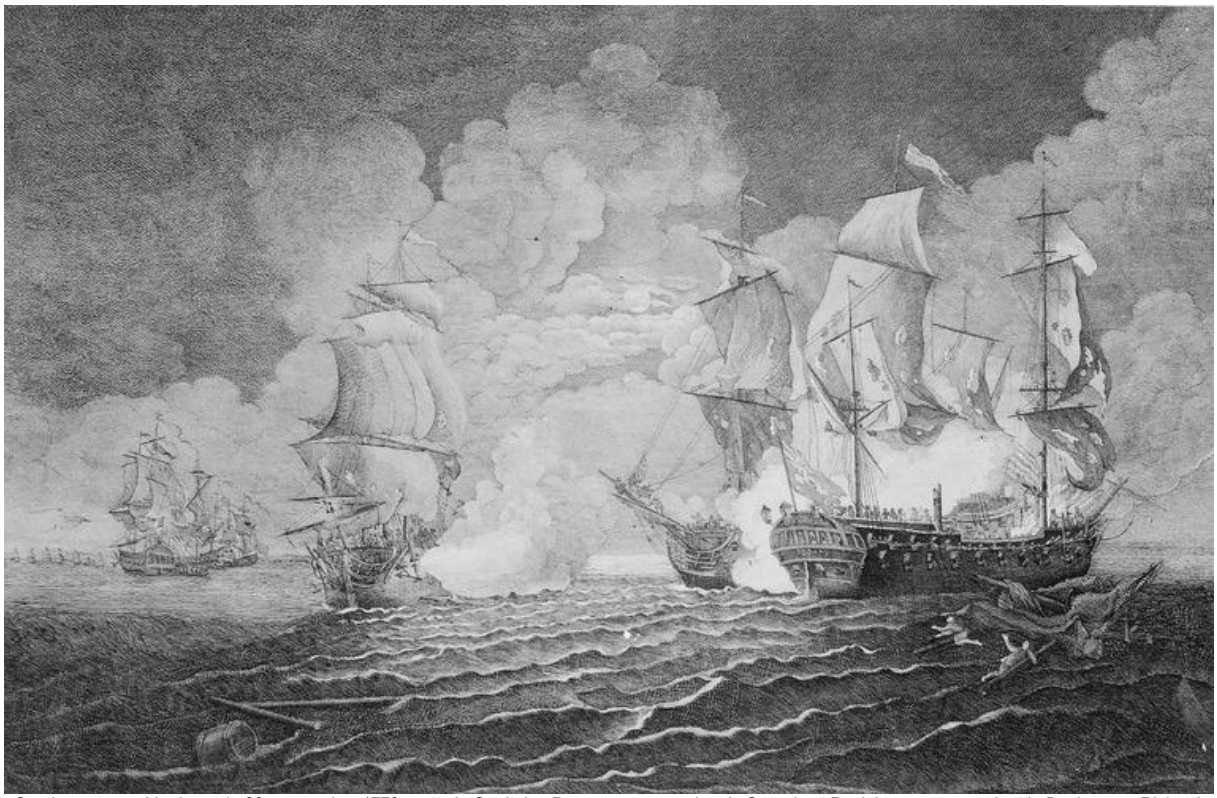
Des vents contraires, contraignent le capitaine du *Ranger* à renoncer à l'attaque de la ville, et pousse son bâtiment en direction de l'Irlande, causant de nouvelles pertes à la marine marchande britannique en chemin. Le 20 avril 1778, Jones apprend par des marins qu'il venait de capturer que le man'o'war de la *Royal Navy* le HMS *Drake* était à l'ancre à Carrickfergus en Irlande.

Selon le journal tenu par le chirurgien du *Ranger*, la première intention de Jones est alors d'attaquer le vaisseau en plein jour, mais ses hommes sont « peu disposés à la mener » dans ces conditions (cet autre incident qui est également omis dans le rapport officiel). Ainsi, l'assaut sur le vaisseau britannique est lancé juste après minuit, mais dans la pénombre (ou peut-être, comme Jones l'affirmera dans des mémoires, parce que l'homme était ivre) le marin chargé de jeter l'ancre pour arrêter la course du *Ranger* aux côtés du *Drake* commet une erreur de jugement de telle sorte que Jones n'a pas d'autre choix que de couper le câble et de prendre la fuite.

Les vents ayant changé de direction, le *Ranger* traverse de nouveau la mer d'Irlande pour faire une nouvelle tentative d'assaut sur Whitehaven. Jones mène l'attaque avec deux canots de quinze hommes le 23 avril 1778, juste après minuit, espérant mettre le feu et couler tous les bâtiments à l'ancre dans le port de Whitehaven (dont le nombre était compris entre 200 et 400), principalement des navires marchand et des navire de transport de charbon. L'attaque est également destinée à terroriser les habitants de la ville. Cependant l'attaque est rendue difficile par un vent de terre qui ralentit l'atterrage, ainsi que par une marée descendante. Les Américains parviennent à enclouer les gros canons défensifs de la ville, mais la mise a feu des vaisseau s'avère plus compliquée que prévue, les lanternes des deux canots ayant consommé toute leur huile. Pour y remédier, des hommes sont envoyés attaquer une taverne située à proximité des quais, mais la tentation de s'arrêter pour boire un verre retarde ces derniers. Lorsque ces derniers reviennent, les assaillants entreprennent de mener à bien leur mission, mais l'aube approchant, les efforts sont concentrés sur un seul bâtiment, le *Thompson*, navire de transport de charbon, dans l'espoir que les flammes mettraient le feu aux bâtiments alentours, reposant tous sur la vase à marée basse9. Cependant, dans la pénombre, un des membres d'équipage s'éclipse et alerte les habitants d'une rue proche du port. L'alerte est donnée et un grand nombre de personnes accourent en direction des quais, contraignant les Américains à se retirer, et éteignent les flammes grâce aux deux pompes à incendie de la ville. Cependant, les tentatives de couler le vaisseau de Jones, resté au large, échouent grâce à l'enclouage prudent des canons.

Traversant le Solway Firth entre Whitehaven en direction de l'Écosse, Jones espère prendre en otage le comte de Selkirk, qui vivait sur St Mary's Isle près de Kirkcudbright, et contre lequel il pourrait demander une rançon. Jones pensait également pouvoir échanger le comte contre des marine Américains enrôlés de force dans la *Royal Navy*. En apprenant que le comte était absent de son domaine, Jones affirme qu'il voulait alors retourner directement à son vaisseau et continuer à se mettre à la recherche de nouvelle prises, mais que son équipage était désireux de « piller, brûler et saccager tout ce qu'ils pouvaient ». Finalement, Jones n'autorise son équipage qu'à se saisir d'un plat en argent gravé des armoiries de la famille, afin de satisfaire leur volonté de pillage, mais rien d'autre. Jones rachètera lui-même le plat lorsque ce dernier sera vendu en France, et le fera parvenir au comte de Selkirk à la fin de la guerre. Bien que l'effet de ces attaques sur le moral de la population côtière ait été significatif et que la présence d'un bâtiment américain ait nécessité la mobilisation de troupes à terre14, les attaques sur St. Mary's Isle et Whitehaven n'entraînèrent ni prises ni profits qui, en temps normal, étaient partagés parmi les équipages. Tout au long de la mission, l'équipage, conduit par le commandant en second de Jones, le lieutenant Thomas Simpson, se comportera en corsaires, et non en équipage de navire de guerre.

Le *Bonhomme Richard*
En 1778, avec l'appui de Benjamin Franklin, il obtient de la France un navire, le *Bonhomme Richard*, qu'il équipe et arme à ses frais. Il prend ensuite la tête d'une flotte franco-américaine de cinq navires (*Bonhomme Richard* (42 canons), *Pallas* (32 canons), *Alliance* (32 canons), *Vengeance* (12 canons), et *Le Cerf*. La petite flottille quitte Lorient en août 1779. Le 14 de ce même mois, elle rencontre un convoi venant de la Baltique escorté par le *Countess of Scarborough* (20 canons) et le HMS *Serapis* (50 canons).



Combat mémorable donné le 22, septembre 1779, entre le Capitaine Pearson commandant le Serapis et Paul Jones commandant le Bonhomme Richard, gravure de Richard Paton, 1779

En 1779, le captain Jones prend le commandement de l'USS *Bonhomme Richard* (ou, comme il préférait l'appeler, *Bon Homme Richard*), un navire marchand armé de 42 canons, reconstruit et offert aux États-Unis par le riche armateur français, Jacques-Donatien Le Ray de Chaumont. Le 14 août, pendant qu'une important flotte d'invasion franco-espagnole met les voiles en direction de l'Angleterre, il fournit une diversion en se dirigeant vers l'Irlande à la tête d'une petite escadre de cinq bâtiments comprenant l'USS *Alliance* (36 canons), le *Pallas* (32), le *Vengeance* (12), et *Le Cerf*, accompagnés par deux navires corsaires français le *Monsieur* et le *Granville*. Quelques jours seulement après avoir quitté Groix, le *Monsieur* se sépare du reste de l'escadre en raison d'un désaccord entre son capitaine et Jones.

Plusieurs vaisseaux de la *Royal Navy* sont envoyés en direction de l'Irlande à la poursuite de Jones, mais ce dernier continue sa route, dépasse le nord de l'Écosse et s'engage en mer du Nord, créant un sentiment de panique le long de la côte est de Grande-Bretagne et jusqu'à l'estuaire du Humber au sud. Les principaux problèmes auxquels Jones doit faire face, comme lors de ses précédents voyages, tiennent à l'insubordination de ses hommes, en particulier de la part de Pierre Landais, capitaine de l'*Alliance*16. Le 23 septembre 1779, l'escadre rencontre un important convoi de navires marchands au large de Flamborough Head, à l'est du Yorkshire. La frégate britannique HMS *Serapis* (50 canons) et le *Countess of Scarborough* (22) chargés d'escorter le convoi, viennent à la rencontre de l'escadre commandée par Jones, permettant aux navires marchands de s'échapper.

Peu après 19 h 0, la bataille de Flamborough Head débute. Le *Serapis* engage le combat avec *Bonhomme Richard*, et peu de temps après, l'*Alliance* ouvre le feu, à une distance considérable, sur le *Countess*. Se rendant rapidement compte qu'il ne pourrait remporter le combat contre un bâtiment mieux armé, et tenant compte du vent qui faiblissait, Jones ordonne à son équipage de s'approcher le plus possible de la frégate ennemie et de lancer des grappins pour attacher le *Bonhomme Richard* au *Serapis* (sa fameuse tirade, « *I have not yet begun to fight !* » est lancé en réponse à une raillerie britannique pendant cette phase d'approche entre les deux navires), finalement après une heure de manœuvres, au cours de laquelle ses hommes postés sur le pont et ses tireurs d'élite infligent des pertes importantes aux Britanniques. L'*Alliance* passe à quelque distance et lâche une bordée, causant autant de dégâts au *Bonhomme Richard* qu'au *Serapis* qui ne faisaient désormais plus qu'un. Pendant ce temps-là, le *Countess of Scarborough* avait attiré le *Pallas* sous le vent, à l'écart du combat. Lorsque l'*Alliance* finit par se rapprocher de ces deux navires, une heure après qu'ils ont commencé à se battre, le *Countess* — gravement endommagé — abaisse son pavillon et se rend.

Le *Bonhomme Richard* doit déplorer, lui aussi, d'importants dégâts et commence à brûler et à couler. Au cours des échanges de feu, un tir britannique atteint son pavillon et un des officiers américains, pensant apparemment que son capitaine avait été tué, crie pour signifier que le navire se rendait, le commandant britannique redemande, plus sérieusement cette fois, si le *Bonhomme Richard* avait abaissé son pavillon. Jones se souviendra par la suite lui avoir répondu « Je suis déterminé à ce que ce soit vous qui abaissiez [le vôtre] », mais, selon plusieurs membres d'équipage et les journaux d'époque qui rapportent le combat, il aurait en réalité dit : « Je vais peut-être couler, mais que je sois maudit si j'abaisse [mon pavillon] ».

Une tentative britannique d'abordage du *Bonhomme Richard* est repoussé, et une grenade américaine cause l'explosion

d'une important quantité de poudre sur le pont inférieur du *Serapis*.
C'est alors que l'*Alliance* revient au centre du combat, lâchant deux nouvelles bordées qui, une fois encore, causent autant de dégâts au *Bonhomme Richard* qu'au *Serapis*. Cependant, la tactique américaine fait son effet dans la mesure où, incapable de se dégager d'un navire qui commençait à prendre l'eau et exposé aux tirs de l'*Alliance* — restée hors de portée de ses propres canons —, le *Captain* Pearson du *Serapis* se rend à l'évidence que sa situation et compromise et accepte de se rendre. Immédiatement, la plupart des membres d'équipage du *Bonhomme Richard* sont transférés sur la frégate britannique, alors que le reste tente désespérément de sauver le *Bonhomme Richard*. Après un jour ennemis d'efforts désespérés, les Américains prennent conscience qu'ils n'arriveront pas à le sauver et le laissent couler. Jones prend le commandement du *Serapis* et met les voiles et direction de l'île de Texel en Hollande, restée neutre (mais globalement favorable à la cause américaine). L'année suivante, Louis XVI, le roi de France, lui accorde le titre « Chevalier ». Jones accepte cet honneur et exprime le désire que ce titre soit utilisé. Lorsqu'en 1787, le *Continental Congress* décide qu'une médaille d'or serait frappée en mémoire de sa « vaillance et de ses éminents services » le verso est gravé de la mention « Chevalier John Paul Jones ». Il reçoit également de Louis XVI une décoration de l'Institution du Mérite militaire et une épée au pommeau en or. Célébré en France et aux États-Unis, John Paul Jones est alors considéré en Grande-Bretagne comme un simple pirate.

Au service de la Russie
Articles détaillés : Marine impériale de Russie et Guerre russo-turque de 1787-1792.
En juin 1782, Jones se reçoit le commandement de l' USS *America*, un vaisseau de 74 canons, mais ce commandement lui est retiré lorsque le Congrès américain décide d'offrir l'*America* à la France en remplacement du vaisseau *Le Magnifique*, qui avait fait naufrage peu de temps auparavant. Finalement, John Paul Jones reçoit en 1783 la mission de se rendre en Europe afin d'y percevoir les parts de prise qui lui étaient dues. Une fois cette tâche accomplie, Jones est laissé sans emploi. Aussi, il entre en 1788 au service de l'impératrice Catherine II de Russie, qui place en lui une grande confiance, allant jusqu'à dire : « Il parviendra jusqu'à Constantinople ». Il prend le nom de « Pavel Dzhons ».

Jones pose néanmoins comme condition de pouvoir servir tout en conservant sa nationalité américaine et son rang d'officier. Il est fait contre-amiral de la marine impériale russe et embarque à bord du *Vladimir* (24 canons), sur lequel il prend part à la campagne naval dans le Liman (un bras de la mer Noire, dans lequel se déversent le Boug méridional et le Dniepr) contre les Turcs. Jones repousse avec succès la flotte ottomane de la zone, mais les intrigues et le jalousie du Prince Grigory Alexandrovich Potemkin et du Prince consort Charles de Nassau-Siegen font qu'il est rappelé à Saint-Pétersbourg au prétexte qu'il allait être transféré à un commandement en mer du Nord. Sur place, il est laissé sans emploi et peu à peu mis à l'écart. Pendant ce temps-là, ses rivaux s'emploient à le discréditer y compris par de fausses accusations de scandale sexuel. Malgré tout, il rédige à cette époque *Narrative of the Campaign of the Liman*.

Le 8 juin 1788, Jones est décoré de Ordre de Sainte Anne, mais aigri par l'injustice dont il est victime, il finit par quitter la Russie et se rend à Paris en 1790.

Fin de vie à Paris
En mai 1790, Jones arrive à Paris, où il restera jusqu'à la fin de ses jours, bien qu'il ait à plusieurs reprise tenté de reprendre du service au sein de la Marine russe. En juin 1792, Jones est nommé consul des États-Unis à Alger pour négocier avec le Dey la libération de prisonniers américains. Cependant, il décède avant que sa nomination ne lui parvienne, d'une néphrite interstitielle. Il est retrouvé mort étendu sur le ventre sur son lit, dans son appartement situé au troisième étage au n° 42 (devenu aujourd'hui le n° 19) de la rue de Tournon, le 18 juillet 1792. Une petite procession de serviteurs, amis et soldats loyaux accompagnera son corps sur les 6 km qui séparaient sa résidence du cimetière. Il est enterré à Paris dans le cimetière Saint-Louis, qui appartenait à la famille royale française. Grâce à la généreuse donation d'un admirateur français, Pierrot Francois Simmoneau, ancien commissaire du Roi, qui offre alors la somme de 460 francs, le corps de Jones est préservé dans l'alcool et enseveli dans un cercueil de plomb « dans l'éventualité où les États-Unis décidaient de réclamer ses restes, ceux-ci pourraient être identifiés plus facilement ».

Quatre ans plus tard, le gouvernement révolutionnaire vend le terrain et le cimetière est oublié. Le terrain sera par la suite transformé en jardin, puis d'endroit ou seront déposées les carcasses d'animaux morts avant d'accueillir des parieurs misant de l'argent sur des combats d'animaux.

RECHERCHE DU CORPS DE JOHN PAUL JONES
Une mission américaine est envoyée à Paris en 1899 pour retrouver les restes de John Paul Jones, les identifier et les rapatrier. En 1905, après six ans de recherches, l'ambassadeur américain en France, le général Horace Porter, ancien aide de camp d'Ulysses Grant, aidé d'une équipe qui comptait notamment l'anthropologiste Louis Capitan, retrouve le lieu de l'ancien cimetière Saint-Louis des protestants étrangers de Paris, qui est devenu avec les années un terrain vague, puis le sous sol d'immeuble, de cours, de laveries et de baraques de la rue de la Grange-aux-Belles.

Lorsque les Américains contactent les propriétaires, ceux-ci ne veulent céder le terrain qu'à des prix astronomiques qui dissuadent d'abord l'entreprise. Finalement, un accord est conclu et en février 1905, les recherches sont organisées dans les sous-sols et on a recours a des travaux d'excavation pour accéder à son cercueil de plomb. Les sols sont sondés à la recherche d'un cercueil en plomb et cinq cercueils sont finalement exhumés. Le troisième, sorti de terre le 7 avril 1905, sera par la suite identifié suite à des examen *post-mortem* méticuleux conduits pars les docteurs Capitan et Georges Papillault comme étant celui de Jones. L'identification est réalisée par une autopsie, un recoupement d'informations sur son enterrement et une comparaison de son visage avec son buste réalisé par Jean-Antoine Houdon en 1781.

RETOUR POSTHUME AUX ÉTATS-UNIS

Les restes de John Paul Jones sont extraits de ce charnier au cours d'une cérémonie et rapatriés aux États-Unis à bord de l'USS *Brooklyn*, escorté par trois autres croiseurs. À l'approche des côtes américaines, sept autres navires de guerre de l'*US Navy* se joignent au convoi et escorte le corps jusqu'à la côte. Le 24 avril 1906, les restes de Jones sont déposés dans un nouveau cercueil installé dans Bancroft Hall à l'intérieur de l'Académie navale d'Annapolis, dans le Maryland, à l'issue d'une cérémonie qui a lieu dans Dahlgren Hall, présidée par le président des États-Unis Théodore Roosevelt qui prononce à cette occasion un long discours au cours duquel il rend un hommage appuyé au marin36, en présence de son cabinet, d'une partie du Congrès et du corps diplomatique. Le 26 janvier 1913, les restes du *Captain* Jones sont finalement placés dans un majestueux sarcophage de marbre et de bronze, au style rappelant celui du tombeau de Napoléon Bonaparte, placé dans la Naval Academy Chapel à Annapolis.

JONES

Melvin Fort Thomas (Arizona), 13 janvier 1879 - Flossmoor (Illinois), 1er juin 1961. Homme d'affaires américain. Fondateur du Lions Club International en 1917.

Franc-Maçon de la Loge "*Garden City lodge*", Chicago, Illinois



Propriétaire d'une agence de courtage d'assurance, il adhère au Business Circle de Chicago, dont il devient le secrétaire. Il fonde le Lions Clubs le 7 juin 1917 et abandonne son commerce pour se consacrer à plein temps à la croissance du club, aux États-Unis et à l'étranger. Ses efforts ont été reconnus par le Conseil d'organisation international du club qui lui décerne le titre de Secrétaire général à vie du *Lions Club International*, en 1958.

Il était aussi franc-maçon. Il a été initié en 1906, à la loge 141 de Garden City, Illinois.

Naissance du mouvement

« On ne va pas bien loin si l'on ne fait pas quelque chose pour quelqu'un d'autre. » Cette idée simple est le point de départ du « lionisme ». Melvin Jones, créateur le 7 juin 1917 du Lions Clubs, est né le 13 janvier 1879 à Fort Thomas dans l'Arizona aux États-Unis. Devenu propriétaire d'une compagnie d'assurance, il adhère au Business Circle de Chicago dont il devient le secrétaire. Cette association permet à 200 dirigeants de sociétés industrielles et commerciales de se rencontrer et de servir leurs intérêts. Mais ce dessein ne satisfait pas Melvin Jones, auteur de ce sentiment généreux dont il persuade les membres du *Business Circle* de Chicago ainsi que d'autres Cercles. Apparaît alors la notion de « Club-Service ». Le 7 juin 1917, les représentants des Cercles se réunissent à Chicago, sur l'initiative de Melvin Jones. Ils choisissent pour emblème le lion, qui symbolise la force et le courage. Le lionisme va devenir une manière d'être et de se comporter généreusement, une ouverture d'esprit au bénéfice de l'homme quelle que soit sa nationalité, sa religion ou sa philosophie.

Internationalisation

En 1920, est défini l'acronyme « LIONS » : « *Liberty, Intelligence, Our Nations' Safety* (liberté et compréhension sont la sauvegarde de nos nations) » et la devise « *We Serve* » (« nous servons») est adoptée. Dès lors, les actions du Lions International s'étendent au-delà des frontières des États-Unis. Des clubs se créent sur tout le continent américain, en Asie et dans le Pacifique. Aujourd'hui, le Lions International est la plus grande association internationale de Clubs-Services du monde avec 1,3 million de membres dans 45 000 clubs répartis dans 202 pays, chaque pays disposant d'ailleurs d'une large autonomie qui lui permet de manifester son identité culturelle dans l'Association.

En 1930, le Lions Club International participe a la diffusion de la canne blanche pour aider les personnes non voyantes et malvoyantes à se déplacer et pour sensibiliser l'opinion à ce handicap. C'est en 1956 que tous les États américains adoptent la Loi de Sécurité de la Canne Blanche, rendant prioritaires les aveugles dans leurs déplacements.

Le Lionisme s'implante en Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en Suède d'abord, puis en Suisse et en France où se crée, en 1948, à Paris, le premier Lions Club Français. Progressivement, il essaime sur tout le territoire. À ce jour, on compte en France 31 500 membres et 1 200 clubs réunis en 15 districts regroupés dans le district multiple 103. Le club est animé et représenté par un président, le district par un gouverneur, le district multiple par un président du Conseil des gouverneurs, élus tous pour un an.

Les actions du Lions Clubs

Les actions des membres de Lions Clubs consistent à organiser des activités de levée de fonds et à encourager le volontariat pour des actions sociales. Chaque club local participe, selon ses propres choix, à des actions locales, nationales ou internationales. La multiplicité des actions qui en découlent constituent une spécificité du Lions Clubs par rapport à d'autres organisations plus « ciblées ». Les actions internationales des Clubs sont coordonnées par la *Lions Clubs International Foundation* (LCIF). Parmi les actions de la LCIF, on relève la lutte contre la cécité et la malvoyance avec la campagne "SightFirst II" (la vue d'abord). Son objectif est de recueillir 200 Millions de US$ pour pouvoir prevenir de la cécité une quarantaine de millions d'hommes. En France, grâce aux fonds distribués par la LCIF dans le cadre de Sightfirst I, il a été créé le Centre du Glaucome.

Parmi les actions soutenues par les Lions Clubs, on peut relever le support à la recherche médicale (maladies orphelines, cancers de tous types et plus particulièrement ceux qui frappent les très jeunes et participation au Téléthon3), l'aide aux malades (la création de centres d'accueil de jour pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de centres pour

la dépistage du glaucome), l'aide aux familles (résidence d'accueil et de séjour a proximité des malades).
L'aide aux handicapés (équipement, formation et accompagnement pour la canne blanche ou de la canne blanche électronique et activités sportives d'handicapés) , la création et le développement des Bibliothèques Sonores, l'aide médicale et ophtalmologique dans les pays en voie de développement avec "Medico LCF", la construction d'écoles, de bibliothèques, de dispensaires et de points d'eau dans les pays en voie de développement.

En France, les Lions recueillent 18 millions d'euros de dons et 1 million d'heures de bénévolat par an.

Adhésion
L'adhésion au Lions Clubs international est basée sur le volontariat. Toutefois, la plupart des clubs préfèrent prendre l'initiative de contacter des candidats. Un candidat est généralement présenté par un parrain et le processus contrôlé par le Comité ou la Commission d'admission. Le processus précis varie de club en club, mais après une durée variable, les membres du Club sont consultés, la forme de cette consultation dépendant de la façon dont le club s'organise. Selon les remarques ou oppositions émises, le candidat sera ou non admis selon le type de majorité (simple, qualifiée, consensus ou unanimité) requise.

La LCIF
Selon un classement publié par le Financial Times6, la Fondation du Lions Clubs International (LCIF) est classée première organisation non gouvernementale (ONG) mondiale sur sa capacité à canaliser et coordonner l'engagement social et philanthropique des entreprises. La LCIF souligne l'intérêt croissant des entreprises pour les partenariats sur le long terme visant à traiter toute une série de problèmes sociaux. Sur 34 organismes internationaux retenus, la LCIF a obtenu le meilleur classement en matière d'exécution des programmes, de responsabilité manifeste, de communication interne et externe, d'adaptabilité des programmes aux communautés environnantes et de prise en compte des objectifs de ses membres.

JOTTRAND



Lucien Léopold Genappe 31 janvier 1804 - Saint-Josse-ten-Noode 17 décembre 1877.
Avocat et un homme politique belge, ainsi qu'un militant flamand se définissant comme un heel-néerlandiste wallon. Jottrand, fils d'un notaire, termina ses études secondaires en néerlandais à Vilvorde et obtint son doctorat en droit en 1825 à l'Université de Liège, où il subit également l'influence d'un professeur néerlandais, Johannes Kinker. Il devint avocat au barreau de Bruxelles, où il plaida en néerlandais.

Initialement Jottrand resta fidèle au Royaume-Uni des Pays-Bas, mais, de plus en plus, il critiquait le gouvernement autoritaire de Guillaume Ier. Depuis 1826, il était rédacteur d'un journal d'opposition, le *Courrier des Pays-Bas*, qu'il avait repris sous le nom de *Courrier Belge* en 1832 en tant que propriétaire et rédacteur en chef.

C'est au cours de la révolution belge de 1830 que Jottrand, avec Édouard Ducpétiaux, conçut le futur drapeau de la Belgique qui devrait remplacer le tricolore français, en usage chez les révolutionnaires français.

Congrès national
Fin octobre 1830, il rejoignit le Congrès national. Il n'avait été élu que comme cinquième suppléant, mais par le refus d'un des élus effectifs et de quatre des suppléants, il siègera au Congrès à partir du 15 novembre. Avec quelque 125 interventions plus ou moins longues, il devint le troisième des participants les plus actifs aux débats en séance plénière. Sur ses instances, la liberté linguistique fut inscrite dans la Constitution belge, ce qui permit de briser le monopole de la langue française. Jottrand marqua son accord avec la déclaration d'indépendance et vota pour l'exclusion perpétuelle de la maison d'Orange-Nassau du trône de Belgique. Au cours des premiers tours de vote pour un chef d'État, il soutint le duc de Leuchtenberg, et plus tard ce mois-là, Surlet de Chokier ; ce dernier comme régent. Il fut l'un des 45 membres du Congrès qui ne voteront pas pour Léopold de Saxe-Cobourg. Il prétendit être contre une élection immédiate dans les circonstances de l'époque. Il votera également contre l'acceptation du Traité des XVIII articles.

Le « cultuurflamingant »
En 1844, Jottrand apporta la moitié des capitaux d'amorçage pour le journal *Vlaemsch België* (la Belgique flamande), mais ce journal disparut déjà la même année. En 1848, il fonda le journal *Débat social*. Il était en correspondance avec Karl Marx, dont les contributions au *Neue Rheinische Zeitung* obtinrent son attention. Entre 1855 et 1861, il siégea au conseil communal de Saint-Josse-ten-Node, où il était également avocat. En 1856, il devint le premier président de la commission des griefs flamands (*Vlaamse Grievencommissie*), créée cette année-là par le roi Léopold Ier.

Le recueil de réclamations que cette commission avait établi, fut cependant rejeté par le Ministre Charles Rogier.
Jottrand était membre de divers groupes de pression flamingants comme *Vlamingen vooruit* (Flamands en avant) et le *Vlaemsch Verbond* (L'Alliance flamande). En 1872, il proposa de présenter une liste unitaire flamande pour les élections législatives. L'année suivante, grâce en partie à ses efforts, une diète flamande avec dix mille participants fut tenue à Bruxelles. La première loi sur l'emploi des langues de 1873, dite *Loi Coremans*, lui est redevable de beaucoup.

Jottrand avait également apporté le sien à l'épanouissement du théâtre flamand à Bruxelles.
Son fils **Gustave Jottrand**, lui aussi, fut un homme politique prêtant l'oreille aux revendications flamingantes. Il devint échevin de la ville de Bruxelles en 1870 et garda son mandat jusqu'à sa mort en 1884.

Idéologie
De patriote belge, Jottrand se transforma en flamingant. Il se décrivit comme *Nederlandschen Wael*, un Wallon néerlandais, et occupa une place particulière au sein du mouvement flamand par sa défense d'un état néerlandais fédéral qui inclurait aussi bien les Wallons que les Luxembourgeois. Ainsi, il fut un précurseur de l'esprit bourguignon de Joris Van Severen. Jottrand est un maillon dans l'évolution du mouvement flamand d'un mouvement culturel vers le nationalisme émancipatoire et politique. Sous le concept du *néerlandais*, se cachait pour lui une conception politique plutôt qu'une dénomination linguistique ou ethnique. La décentralisation et l'égalité des différents groupes de population furent pour lui aussi d'une grande importance.

Jottrand était un libéral un peu plus porté vers le social, qui fréquenta les premiers représentants belges du socialisme naissant. Il fut également un républicain, à la défense du suffrage universel.

JOUAUST Achille Godefroy Rennes 1825 – Saint-Malo 1889 ?

Avocat, en 1851, docteur en droit de la faculté de Rennes, Jouaust est reçu à la *« Parfaite Union »* le 15 septembre 1856. C'est à lui, le plus jeune apprenti, que sa loge confie le soin de répondre aux quatre questions adressées par le Grand Maître Lucien Murat sur proposition du Grand Maître Adjoint de France le 14 août précédent sous forme de concours. Quatorze rapports recevront une mention honorable, dont le sien. Devenu maître maçon le 29 mai 1857 et secrétaire de sa loge. Il reçoit le grade de Rose-Croix le 2 février 1859. Son premier article d'histoire maçonnique, « *La Maçonnerie à Rennes jusqu'en 1789* », fondé sur les archives de sa loge, est publié avec la permission du Grand Orient dans Le Monde maçonnique, en décembre de la même année.

En 1861, Jouaust fait partie du groupe de 11 frères, « suspendus provisoirement » par un décret de Murat du 14 mai, en raison de l'article publié un mois plus tôt dans la revue *L'Initiation ancienne et moderne* par Riche-Gardon.

L'article suggérait d'élire le prince Jérôme Napoléon comme successeur de Murat plutôt que de réélire ce dernier dont le mandat venait à expiration le 30 octobre. Murât suspend la revue, son directeur et sa loge par deux décrets pris le 2 mai. Puis, suivant les conclusions d'un rapport de son représentant particulier, Réxès, Murat signe quatre autres décrets dans les jours qui suivent. Celui du mai 14 suspend 11 frères, dont Jouaust, coupables « *à des degrés divers, de manœuvres destinées à fausser la sincérité de l'élection du Grand Maître* », celui de 21 suspend les séances de l'assemblée générale du Grand Orient. Enfin l'assemblée législative maçonnique pour 1861 est déclarée dissoute et les ateliers du département de la Seine se voient notifier l'interdiction de se réunir par deux décrets datés du 23 mai.

Dans un article publié en septembre dans *Le Monde maçonnique*, Jouaust se défend en expliquant qu'une « *réunion de cinq ou six maçons avait examiné, dans le calme le plus parfait, la situation faite à chacun de nous par l'expiration prochaine des pouvoirs du Grand Maître* ». Napoléon III nomme le 11 janvier 1862 le profane et maréchal Bernard Pierre Magnan (1791-1865) « Grand Maître de tous les maçons de France » : Magnan lève l'ensemble des suspensions décrétées par Murat et lance un appel pour une révision de la constitution du Grand Orient. Jouaust y répond par un article constructif, « *Réforme de la constitution* », paru deux mois plus tard dans *Le Monde maçonnique* et, le 12 juin, il est élu par 113 voix sur 149 votants au Conseil de l'Ordre.

Jouaust commence alors la rédaction de son *Histoire du Grand Orient de France* dont le chapitre II paraît en bonnes feuilles dans *Le Monde maçonnique* de mai 1863. Il y indique en note les buts qu'il poursuit : « refondre l'ouvrage de Thory, en redresser les nombreuses erreurs… publier un livre qui soit le *vade-mecum* de toute loge française », et fait l'éloge de l'historien Emmanuel Rebold dont l'Histoire générale de la franc-maçonnerie est parue en 1851. Un an plus tard, tout change car l'*Histoire des trois Grandes Loges de francs-maçons de France*, que Rebold publie au printemps 1864, vient occuper la place que Jouaust assignait à son propre livre. Une savoureuse polémique s'ensuit : il ne s'agit plus maintenant pour Jouaust de rectifier les erreurs de Thory, mais bien celles de Rebold.

Lorsque le livre de Jouaust paraît (sans nom d'auteur) au début de 1865, il est salué dans le Bulletin du Grand Orient de mars comme « un travail complet d'une irréprochable exactitude, une histoire impartiale » et Le *Monde maçonnique* d'avril estime qu'il s'agit de « l'un des écrits les plus sérieux qui aient été publiés, jusqu'à ce jour, sur l'histoire de la maçonnerie ».

Jouaust est réélu au Conseil de l'Ordre le 9 juin 1865 par 149 voix sur 200 votants. En novembre, Le Monde maçonnique publie « *L'Excommunication* », article où Jouaust répond aux « remontrances respectueuses » que des maçons lyonnais viennent d'adresser publiquement au pape Pie IX. Il leur rappelle que les excommunications qui se sont succédé depuis 1738 et leur montre qu'en raison des expressions qu'il contient (recherche de la vérité, morale universelle, liberté de conscience), le premier article de la constitution du Grand Orient de France est critiquable aux yeux de l'Eglise romaine. Il conclut en constatant que « la papauté ayant des opinions directement contraires aux nôtres sur les mêmes questions », il est complètement inutile de répondre à ses attaques. Il fait partie de la minorité battue le 13 juin 1867 par 180 voix contre 67, qui souhaite supprimer le Grand Architecte de l'Univers de l'ennemi obligatoire des planches maçonniques. Au mois de juin suivant, il est une fois encore réélu au Conseil de l'Ordre par 242 voix sur 281 votants.

On connaît le vœu, aussi bref que célèbre, soumis par la loge « *La Fraternité progressive* » de Villefranche (Rhône) à l'assemblée générale de 1876 qui le renvoya à l'étude des loges : « Supprimer, à l'article premier de la constitution, les deux premiers termes du deuxième paragraphe ». Depuis juin 1865, ces deux premiers termes (l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme) définissaient ensemble avec la solidarité humaine les trois principes de la franc-maçonnerie dans la constitution du Grand Orient de France. Jouaust fait partie de la commission de sa loge de Rennes qui l'étudie et rédige un rapport publié en 1926 par Adrien Juvanon. Après un rappel historique, Jouaust écrit : « Nous allons soulever un tollé général dans tout le reste de la maçonnerie étrangère, sans compter les attaques violentes du parti clérical auxquelles nous allons être en butte ». Mais n'en conclut pas moins en faveur de la suppression. Ce n'est pas l'avis de sa loge qui lui donnera mandat impératif de voter contre le vœu en 1877. Le 18 septembre 1880, il prononce le discours de clôture de l'assemblée générale du Grand Orient sur le thème « Tableau des évolutions de l'idée maçonnique en France », discours reproduit dans Le Monde maçonnique. La même revue publie en janvier 1883 ses commentaires sur Le Secret des francs-maçons (1744) de l'abbé Pérau. Il meurt quelques années plus tard à Saint-Malo. A.B

JUAREZ **Benito** Oaxaca, Mexique 21 mars 1806 - Mexico 18 juillet 1872.



Il fut Président du Mexique. Indigène zapotèque, Benito Juárez est né au village de San Pablo Guelatao, dans la région connue aujourd'hui sous le nom de Sierra Juárez, dans l'État d'Oaxaca. Ses parents étaient paysans et moururent lorsqu'il était âgé de 3 ans. Il fut ensuite ouvrier agricole et berger jusqu'à 12 ans, quand il partit le 18 décembre 1818 à Oaxaca dans le but d'étudier et d'obtenir un meilleur niveau de vie, alors qu'il ne savait ni lire, ni écrire et qu'il ne parlait pas l'espagnol mais uniquement le zapotèque. À Oaxaca, il avait une sœur qui travaillait comme cuisinière, qui le reçut et lui trouva un travail de domestique. Un prêtre franciscain, nommé Antonio Salanueva, fut impressionné par l'intelligence du jeune garçon et sa facilité d'apprentissage. Il l'aida à intégrer le séminaire de la ville, dans laquelle il commença ses études et se dédia plus au droit qu'à la théologie. Il mourut par la suite en 1879.

Gouverneur de l'État d'Oaxaca en 1847, Juárez se distingua pour ses mesures progressistes, reconstruction du palais du gouvernement, amélioration des routes, établissement d'une carte de l'État et d'un plan de la ville d'Oaxaca, réorganisation de la garde nationale et rétablissement des finances publiques. Antonio López de Santa Anna, de retour au pouvoir, de nombreux libéraux furent exilés, lui-même s'en fut à La Nouvelle-Orléans. À la chute de Santa Anna, et pendant le gouvernement de Juan Álvarez, Juárez fut nommé ministre de la Justice et de l'Instruction publique, fit proclamer les lois sur l'administration de la justice et de l'organisation de tribunaux de la nation, du district et territoires (loi Juarez) qui abolissait les *fueros*, privilèges qu'avaient les militaires et le clergé sur les autres citoyens. Nommé à nouveau gouverneur d'Oaxaca, il convoqua des élections et fut réélu.

Juárez proclama à Oaxaca la constitution de 1857, il fut nommé la même année *ministro de Gobernacion* et plus tard président de la Cour suprême de justice pendant le gouvernement de Comonfort. Ce dernier ne reconnut plus la Constitution de 1857 et, après un coup d'État, Juarez avec d'autres libéraux fut emprisonné. Il fut libéré le 11 janvier 1858 et devint président de la république à Guanajuato. Il expédia alors les lois dites de la réforme (*leyes de Reforma*) qui assuraient l'indépendance de l'État vis-à-vis de l'Église, la loi sur le mariage civil et du registre civil, celle de cimetières et la nationalisation des biens de l'église.

Un soulèvement conservateur provoqua la guerre de Réforme, pendant laquelle Juárez assuma la présidence de la république (1858), et promulga les Lois de Réforme un an plus tard. Ces lois constituent encore la base de l'État mexicain moderne : confiscation des biens du clergé et vente de terre de l'Église et séparation de l'Église et de l'État, fin de la reconnaissance des biens collectifs appartenant aux villageois, pour la plupart indigènes. Ces terres furent achetées par des spéculateurs pour la plupart issus du gouvernement de Juárez et les propriètaires terriens en profitèrent pour constituer ou agrandir leurs domaines.

McLane-Ocampo
En 1859, son gouvernement signa avec les États-Unis le traité McLane-Ocampo, concédant des droits de passage perpétuels sur le territoire mexicain. En 1860, il entra dans la ville de Mexico et fut désigné de nouveau président en 1861. Pendant cette période, devant une situation financière grave à cause de la guerre civile, il décida de suspendre le 17 juillet 1861 le paiement de la dette extérieure, ce qui causa les protestations de la France, de l'Espagne et de la Grande-Bretagne. Cette situation entraîna l'invasion française, autrichienne, anglaise et espagnole, avec le soutien des conservateurs et de l'église défaits par la guerre de Réforme. Il s'ensuivit la proclamation de Maximilien d'Autriche (époux de Charlotte de Belgique) comme empereur du Mexique. Juárez est l'auteur de la loi dite « mortuaire » du 25 janvier 1862 contre les traîtres à la patrie. Cette loi ne prévoyait que deux peines : huit ans de prison ou la mort. Elle fut rétablie pendant la guerre civile mexicaine par Venustiano Carranza.

Menée par la bourgeoisie libérale et par ceux que les lois de la réforme avaient enrichis, une résistance à l'envahisseur s'organisa, couronnée par l'entrée de Benito Juárez dans la capitale, sa réélection comme président en 1867 et l'exécution de Maximilien. Cette nouvelle période se caractérisa par un autoritarisme et par de nouvelles difficultés financières. La perte de l'appui des libéraux, la montée du bandolérisme et les désordres sociaux minèrent les capacités politiques de Juárez.
Il était franc-maçon, fondateur de la loge *Rito Nacional Mexicano* y adoptant le nom symbolique de *Guillermo Tell*.

De nouveau élu président (mais seulement par le congrès) en 1871, Juárez qui n'a jamais été élu à la présidence, se confronta à des soulèvements, dirigés principalement par le général Porfirio Díaz. En 1871, Díaz, au cri de *sufragio efectivo - no reeleccion* (« suffrage effectif - pas de réélection », que reprendra plus tard contre lui Francisco I. Madero), se souleva contre Juárez, qu'il accusa de fraude et proclama le plan de la Noria qui donne le départ de la révolution de la Noria. Presque vaincu, Juárez mourut au Palais national le 18 juillet 1872 d'un infarctus. Lui succède alors Sebastián Lerdo de Tejada. Avant de terminer son mandat celui-ci organise sa réélection au moyen de fraudes massives. Porfirio Diaz reprend les armes et proclame le plan de Tuxtepec et le principe de la non-réélection. À la fin de 1876, Diaz se déclare président provisoire du Mexique.

Benito Juárez a figuré sur les pièces de 10 centavos frappées de 1956 à 1967, sur les pièces de 25 pesos de 1972, sur celles de 50 pesos dans les années 1980. Une série commémorative de 1, 5 et 10 pesos en 1957 pour le 100e anniversaire de la constitution libérale. Il a aussi figuré sur de billets de banques et l'actuel billet de 20 pesos est a son effigie. Il figure aussi sur de nombreuses médailles.

KEAN **Edmund** Londres 17 mars 1787- 15 mai 1833.



Acteur anglais, le plus grand tragédien de son temps, spécialiste du théâtre de Shakespeare.
Franc-Maçon de la Loge "*St. Mark Lodge*", Glasgow, Écosse.

Ce génie turbulent, l'un des plus grands acteurs tragiques anglais, dut sa célébrité au moins autant à sa mégalomanie et à son caractère impossible qu'à la façon dont il sut interpréter les « méchants » dans les pièces de Shakespeare.

En l'absence de tout acte officiel d'état civil, on a pu néanmoins établir qu'il était le fils naturel d'Ann Carey, qui se définissait elle-même comme une actrice itinérante et une marchande ambulante, et d'Edmund Kean, un jeune homme mentalement fragile qui se suicida à l'âge de vingt-deux ans. L'enfance de Kean a donné lieu à bien des légendes, dont il sera par la suite l'un des principaux auteurs.

À quinze ans, il décida de voler de ses propres ailes et de partir à la conquête du théâtre, le seul univers qu'il connaissait. Il entra dans la troupe d'un certain Samuel Jerrold, dans le Kent. Moyennant 15 shillings par semaine, il s'était engagé à jouer dans « toute sorte de tragédie, de comédie, d'opéra, de farce, d'interlude et de pantomime ». Il s'ensuivit dix années de galère qui lui furent d'autant plus difficiles à supporter que s'ajoutaient pour lui, aux privations inhérentes à la vie d'un comédien errant, les angoisses d'une ambition frustrée. En 1808, il épousa Mary Chambers, une actrice de la troupe.

L'auteur dramatique français du XIXe siècle Alexandre Dumas lui a consacré une pièce de théâtre fameuse qui a participé à l'élaboration de sa légende. (pièce dont s'est inspiré Jean-Paul Sartre pour sa pièce du même nom : Kean). Sa vie a été portée plusieurs fois au cinéma, dans un film allemand de Rudolf Biebrach (*Kean*, 1921), un film français d'Alexandre Volkoff (*Kean*, 1923) et deux italiens, l'un de Guido Brignone (*Kean*, 1940) l'autre de Vittorio Gassman et Francesco Rosi (*Kean*, 1956).

KELLERMANN duc **François Etienne Christophe** de **VALMY** Strasbourg 1735 – Paris 1820.



Vainqueur à Valmy face aux troupes du Duc de Brunswick, franc-Maçon lui aussi. Maréchal de France.
Vénérable d'honneur de la loge "*Saint Napoléon*" orient de Paris dès 1804

Issu d'une famille noble originaire de Saxe, Kellermann est soldat à l'âge de 15 ans. Il combat pendant la guerre de Sept Ans (1756-1763) en qualité de capitaine en second, puis se distingue à Bergen en 1759. Il est capitaine des volontaires du Dauphiné en 1760 quand il fait prisonnier 300 grenadiers ennemis à Orsten. Il réorganise la cavalerie en Pologne en 1765-1766 « par son intelligence et son instruction » et mérite le grade de maréchal de camp en second des hussards de Conflans en 1788. Commandant militaire en Alsace au moment de l'invasion prussienne, il est placé sous les ordres de Dumouriez au moment de Valmy.

Il accède à la notoriété en prenant possession de Longwy et de Verdun, le 25 août 1792. Le militaire de la Guerre Servan le nomme au commandement de l'armée de Metz. Il est à son retour relevé le 5 novembre 1792 et, en décembre, le gouvernement le nomme commandant en chef de l'armée des Alpes. Le 14 août 1793, il commande su siège de Lyon. Le Comité de salut public l'accuse alors d'intelligence avec l'ennemi et il est traduit devant le Tribunal révolutionnaire et emprisonné à l'Abbaye. Il échappe à la guillotine puis, le 15 janvier 1795, il est réintégré dans son grade et nommé commandant en chef de l'armée des Alpes et d'Italie jusqu'en octobre 1795. Sous le Directoire, il est placé dans la réforme et nommé membre du Comité militaire et inspecteur général des troupes. Après le 18 Brumaire, Bonaparte le juge « *brave soldat, avec beaucoup de bonnes qualités, mais privé des moyens nécessaires pour la direction en chef d'une armée* ». Il est cependant couvert d'honneurs grâce aux titres de Grand Aigle de la Légion d'honneur en 1801, sénateur, maréchal de France (1804) et duc de Valmy en 1807.

S'il n'occupe que des commandements à l'arrière, son action dans l'institution maçonnique a son importance car ce maçon de longue date est, depuis 1803, *Grand Garde des Architectes du Grand Orient*. Il est également vénérable d'honneur de la loge « *Saint-Napoléon* » à Paris, à partir du 22 septembre 1804 jusqu'à la chute de l'Empire. C'est toutefois en raison de son action pour le rapprochement du Grand Orient et de la Grande Loge Ecossaise constituée le 22 octobre par de Grasse-Tilly. Le 6 juillet 1806, il est nommé à la présidence de son consistoire. En 1811 il est député du Grand Orient. Il était 33°, mais, bien qu'il joue un rôle important dans le Rite Ecossais, son action est éclipsée par celles de Grasse-Tilly et de Cambacérès.

En 1812, il est placé à la tête du corps d'observation du Rhin où il organise les renforts destinés à l'armée d'Allemagne. A la chute de l'Empire, il se rallie aux Bourbons : Louis XVIII le fait gouverneur militaire de Strasbourg et pair de France en 1814. Il siège jusqu'à sa mort, en 1820, à la Chambre haute parmi les libéraux. P.-Fr.P.

KELLOGG



Frank B. Potsdam (New York) 22 décembre 1856 - St. Paul, Minnesota 21 décembre 1937
Franc-Maçon, il avait été reçu maître à la Loge de "*Rochester*", Minnesota, en 1880

De Potsdam (New York), sa famille a déménagé dans le Minnesota en 1865. Il commença à exercer le droit à Rochester (Minnesota) en 1877. Il fut le procureur de la ville de Rochester de 1878 à 1881 et procureur du comté d'Olmsted de 1882 à 1887, et il déménagea à Saint Paul (Minnesota) la même année et devint sénateur républicain du Minnesota de 1917 à 1923. Il fut délégué à la Cinquième conférence internationale des États américains, à Santiago du Chili en 1923, et servit comme Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume-Uni de 1923 à 1925. Il fut Secrétaire d'État sous la présidence de Calvin Coolidge de 1925 à 1929. En tant que Secrétaire d'État, il a donné son nom au pacte Briand-Kellogg signé en 1928. il reçut le prix Nobel de la Paix en 1929 pour le Pacte Briand / Kellogg, signé à Paris par quinze nations en 1928 et par soixante quatre en 1934.

Le pacte établissait une Cour Permanente de Justice internationale pour éviter le recours à la guerre entre les états. Kellogg y fut juge de 1930 à 1935.

KEMAL



Namik Tekirdağ 21 décembre 1840 - île de Sakîz-Chio 2 décembre 1888.
Écrivain et penseur politique, appartient au mouvement des Jeunes Turcs.
Initié Franc-Maçon, en 1872, à la loge GODF "*Proodos*", Istambul. Laquelle initia, en 1876, le futur sultan Mourad alors gagné aux idées libérales.

Homme de lettres et penseur politique, Namik Kemal est une des principales figures du mouvement des Jeunes-Ottomans dont l'action fut notable dans la modernisation et l'introduction des idées libérales dans l'Empire ottoman. **Il fut initié à la franc-maçonnerie en 1872-1873 dans la loge « *Prodos* » du Grand Orient de France (créée en 1868). Cette loge était l'une des premières loges maçonniques d'Istanbul à avoir accueilli des musulmans en grand nombre et permis que la franc-maçonnerie s'intégrât davantage dans le tissu oriental en utilisant un rituel en langue turque.**

Namik Kemal qui possédait déjà son système de philosophie politique avant de rallier sa loge a pu néanmoins s'entretenir là avec de nombreux autres penseurs et écrivains réformistes ottomans, et à des libéraux persans en poste à l'ambassade d'Iran. Elle initia secrètement, en 1876, le futur sultan Mourad alors gagné aux idées libérales. Kemal aimait comparer les idées des Lumières à la pensée politique traditionnelle de l'Islam. Montesquieu était son maître en science politique et il pensait que la Constitution française, mieux que celles des autres Etats européens, pouvait servir de modèle à l'Empire ottoman. On peut noter un parallélisme très net entre les idées exposées dans ses écrits et celles avancées par la franc-maçonnerie de son temps. Namik Kemal a pu trouver dans la franc-maçonnerie un laboratoire d'idées et un centre de solidarité intellectuelle. Il a influencé la société de son temps par la publication de plusieurs ouvrages et d'innombrables articles dans des périodiques dont il était lui-même l'éditeur, dans lesquels il apportait, outre son projet de synthèse entre l'islam et la pensée occidentale, certains concepts politiques clefs (patrie, liberté, progrès, constitutionnalisme …) qui ont marqué des générations de penseurs jusqu'à Ziya Gökalp (1875-1924), le principal idéologue de la Turquie moderne. Accusé, avec d'autres Jeunes-Ottomans, de comploter contre le sultan, Namik Kemal fut exilé, en 1877, dans les îles grecques ; il y mourra en 1888.

La loge « *Prodos* » a souffert des mesures prises contre les libéraux ottomans et s'est vidée de ses membres turcs vers 1877, au moment où s'imposait le pouvoir autoritaire du sultan Abdoulhamid II. T.Z.

KING



Charles Glen Entiat, Washington, 22 octobre 1896 - 22 janvier 1988.
Biochimiste nutritionniste américain. Il a isolé (1932) puis synthétisé la vitamine C. A la même période, en Hongrie, Albert Szent-Györgyi menait des recherches similaires à l'Université de Szeged en se concentrant sur hexuronique acide. Szent-Györgyi allait recevoir le prix Nobel, mais la controverse s'installa sur le mérite a apporter à chacun d'ente eux. King a par la suite travaillé en particulier sur la vitamine B, et rédigé plus de 200 articles sur la nutrition et les effets des vitamines.

Initié Franc-Maçon, en 1919, à la Loge "*Whitman Lodge 49*" Pulman, Washington.

KING

James PHOTOS 1693, d. 26 December 1761.

James **King**, 4th Baron Kingston was born in 1693 at France. He was the son of John **King**, 3rd Baron Kingston and Margaret **O'Cahan**. He married, firstly, Elizabeth **Meade**, daughter of Sir John **Meade**, 1st Bt. and Hon. Elizabeth **Butler**. He married, secondly, Isabella **Ogle** in July 1751 at Pangbourne, Berkshire, England. He died on 26 December 1761 at Martyr Worthy, Hampshire, England, without legitimate surviving male issue. He was buried at Mitchelstown, County Cork, Ireland. His will was probated in February 1762.

On 8 January 1707/8 as an infant, he petitioned for naturalisation, as "born out of her Majesty's allegiance, but are good Protestants." He held the office of Grand Master of the Freemasons between 1728 and 1730. He succeeded to the title of *4th Baron Kingston, of Kingston, co. Dublin [I., 1660]* on 15 February 1727/28.He was invested as a Privy Counsellor (P.C.) [Ireland] on 24 April 1729. He held the office of Grand Master of the Freemasons [Ireland] between 1730 and 1732.

He held the office of Grand Master of the Freemasons [Ireland] from 1735 to 1736. He held the office of Grand Master of the Freemasons [Ireland] between 1745 and 1747.

On his death, the Barony of Kingston became extinct.

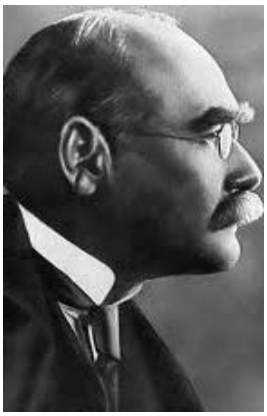
Children of James King, 4th Baron Kingston and Elizabeth **Meade**

Margaret **King** d. 29 Jan 1763

Hon. William **King** d. 7 Dec 1755

Elizabeth **King**

KIPLING Rudyard



Bombay 30 décembre 1865 – Londres 18 janvier 1936. Connu comme le chantre de l'Empire britannique, il est aussi l'auteur de poèmes maçonniques célèbres - If. (Si...), The Mother Lodge (La Mère Loge), My freshly-cut Ashlar (Ma pierre fraîchement taillée), et de contes initiatiques : Le Livre de la Jungle, Kim, L'homme qui voulait être roi, etc. Né à Bombay. Prix Nobel en 1907.

Rudyard Kipling est le petit-fils de deux pasteurs méthodistes et le fils de John Lockwood Kilpling (1835-1911) alors directeur de la nouvelle Ecole d'art de Bombay, et d'Alice Mac Donald (1837-1910). A partir de 1871, il passa 5 ans en pension dans une famille de Southesa, en Angleterre, puis, en 1877, est admis au collège *United Service de Westward Ho !*, à Bideford Bay, dans le Devon, qu'il décrira dans *Stalky and Company* (1899). Ses études s'arrêtent 5 ans plus tard. C'est le 20 septembre 1882 qu'il s'embarque pour les Indes : il s'installe à Lahore en octobre où il devient rédacteur en chef adjoint du journal local, la *Civil and Military Gazette*.

Il reçoit la lumière dans la loge « *Hope and Perseverance n° 782* », le 5 avril 1886. Cette loge est alors présidée par le colonel G.B.Wolseley. Kipling reçoit une dispense du Grand Maître du District du Pendjab parce qu'il n'a pas 21 ans. Le 3 mai 1886, il est augmenté au grade de compagnon et, le 6 décembre, à celui de maître. En janvier 1887, il est élu secrétaire de son atelier et, le 14 avril, il est « avancé » au grade de Maître Maçon dans la loge de Marque « *Fidélité n°98* », puis élevé au grade de marinier de l'Arche Royale dans la loge d'Ark Mariner du Mont Arabat n°98. Kipling entre au « *Pionnier* », à Allahabad et, en mars 1888, il démissionne de la loge mère et s'affilie dans l'atelier de sa nouvelle résidence, « *Independance with Philanthropy n°391* », qu'il quittera le 31 décembre 1895.

Kipling a écrit articles, récits et poèmes publiés dans la presse anglo-indienne. Certains paraissent cependant dans l'édition métropolitaine du Pionnier, ce qui lui vaut une notoriété qu'il ne soupçonne pas. A partir de 1888, Kipling voyage, se fixe un temps en Amérique du Nord, Caroline Balestier, sœur d'un journaliste et éditeur devenu son ami, Wolcott Balestier. C'est alors qu'il produit ses chefs-d'œuvre, le ***Premier*** et le ***Second Livre de la Jungle*** (*Jungle Books*), en 1894 et 1895. En 1896, le couple Kipling s'installe définitivement en Angleterre, dans le Surrey. En 1897, il publie ***Captains Courageous*** et ***Kim*** en 1901, puis ***Just so Stories for Little Children*** en 1902. Il défend et illustre l'impérialisme britannique durant la guerre des Boers. En 1903, il publie un volume de poésies inspirées par l'Afrique du Sud, ***The Five Nations***.

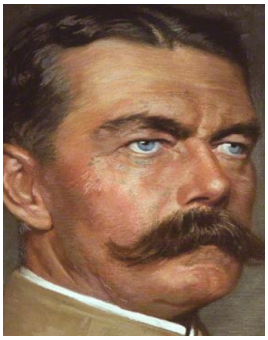
En 1908, Kipling reçoit le prix Nobel et, l'année suivante, en juillet, il entre à la *Societas Rosicrucian in Anglia*. Il y choisit comme devise latine : *Fortuna non virtute*. Les récipiendaires devant être « membres cotisants d'une loge régulière sous l'autorité de la Grande Loge d'Angleterre », il se déclare membre de la loge « *Hope and Perseverance* ». Ami de Baden-Powell, supporter actif du *National Service*, ligue qui se bat pour le rétablissement du service militaire, anti-libéral, Kipling milite au sein de l'aile droite du Parti conservateur et soutient l'effort britannique militaire durant la Grande Guerre. De 1917 à sa mort, en 1936, il est l'un des membres dirigeants de l'*Imperial War Graves Commission*. Ladite Commission britannique pour les sépultures militaires s'installe à Saint-Omer et, en janvier 1922, une loge y est érigée sous les auspices de la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière (actuelle Grande Loge Nationale Française) sous le numéro 12 et le titre distinctif ***The Builders of the Silent Cities*** (Les Bâtisseurs des Cités Silencieuses).

Après plusieurs années de maçonnerie buissonnière, Kipling est fondateur dudit atelier. Il figure également comme membre honoraire de la « *Motherland Lodge n°3861* » (1918), sise à Londres, mais ne semble pas l'avoir fréquentée. Il est également fondateur (sans fréquentation) de la loge n°4948, « *The Builders of the Silent Cities* », fondée à Londres en 1927. Kipling publie encore diverses œuvres, notamment ***Debits and Credits*** (1926) et ***Limits and Renewals*** (1932). En 1927, malgré ses réticences est fondée la *Kipling Society*, présidée par un *stalky*, le général Lionel Dunsterville. Kipling meurt le 18 janvier 1936. Il est enterré dans le Poet's Corner, à l'abbaye de Westminster. En 1937 paraît sa discrète autobiographie, ***Something of Myslf*** (Quelque chose de moi-même). Si l'inspiration maçonnique ne domine pas la totalité de l'œuvre de Kipling, l'influence hiramique est présente dans ***The Man who Would be King*** (1888, L'homme qui voulait être roi), ***The Rout of the White Hussards*** (1888) et ***With the Main Guard*** (1890).

Le poème ***My New-Cut-Ashlsar*** (1891, Ma pierre cubique) est la prière d'un artisan maçon : « Quand ma Pierre Cubique, à l'instant ciselée, / Transmet franche lumière aux vitraux dérobée, / Par ce travail mien, quand revient la nuit, / Vers toi, l'Omnivoyant, ma prière s'enfuit … ». Kipling utilise des tournures maçonniques pour exprimer ses idées sur des sujets non maçonniques, dans ***The Widow at Windsor*** (La Veuve à Windsor) et ***The Ballad of East and West*** (tous deux dans *Barrack-Room Ballads*, 1892). Dans le recueil ***The Seven Seas*** (1896), on trouve son texte maçonnique le plus connu, le poème ***The Mother Lodge*** (la Loge Mère). Kipling imagine de références à la maçonnerie spéculative, une loge dite des Locomotives (*007, in The Day's Work 1898*). *Kim* (1901) contient également nombre d'allusions à des valeurs maçonniques. Le travail, l'effort et la persévérance sont des thèmes présents dans le poème *The Palace* (1903) qui tend au mysticisme. Outre le poème maçonnisant ***A Trutfful Song***, qui le précède, le conte ***The Wrong Thing*** (1910) a pour thème la maçonnerie opérative *If.* Enfin, l'action de la loge londonienne n°5837 « *Faith and Works* » en faveur des permissionnaires et des blessés de la Grande Guerre a inspiré à Kipling quatre textes dans *Debits and Credits* (1926), dont le poème ***Banquet Night*** (Soir d'agape) et surtout le conte ***In the Interest of the Brethren*** (Dans l'intérêt des frères). Y.H.M.

KITCHENER — Horatio Herbert

Bally Longford (comté de Kerry, Irlande) le 24 juin 1850 – Les Orcades le 5 juin 1916.



Initié Franc-Maçon à la Loge "*Concordia*" au Caire
Gouverneur Général du Soudan et Ministre de la guerre, en 1914, au Royaume Uni.

Il entre à la Royal Military Academy de Woolwich en 1868 et s'engage comme volontaire dans l'armée de Napoléon III pendant la guerre de 1870. Devenu officier des Royal Engineers, il effectue plusieurs séjours en Palestine et à Chypre. En Égypte et au Soudan, il écrase en 1898 l'État Madhiste fondé par Muhammad Ahmad ibn Abd Allah Al-Mahdi lors de la guerre des Mahdistes. Il se confronte notamment à Jean-Baptiste Marchand pendant la crise de Fachoda et fait campagne en Afrique du Sud lors de la deuxième Guerre des Boers.

Sa carrière fait de lui un véritable héros national. Son effigie sur les affiches de recrutement, d'après un portrait d'Alexander Bassano, encourage des millions de volontaires à s'enrôler. Il réussit à faire passer en peu de temps l'armée britannique de 150 000 soldats de métier à plus de 1,5 millions de mobilisés. Par la loi de conscription de janvier 1916, il gonfle encore les effectifs à plus de 3 millions de soldats. Aux yeux de la communauté des historiens, Lord Kitchener est l'un des grands instigateurs de la guerre moderne, notamment par l'emploi systématique des mitrailleuses Maxim contre la cavalerie Mahdiste ainsi que par la mise en place des premiers camps d'internement pendant la deuxième Guerre des Boers.

Ministre de la Guerre pendant la Première Guerre mondiale, il périt au cours d'une mission qui devait le conduire en Russie : le 5 juin 1916, au nord-ouest des Orcades, le croiseur de la Royal Navy *HMS Hampshire* faisait route vers l'empire russe lorsqu'il heurta une mine allemande et s'enfonça dans les eaux glacées, emportant lord Kitchener âgé de 66 ans. Alors que ses collègues n'avaient plus pour lui une grande considération, il avait conservé toute sa popularité et sa disparition choqua les Britanniques. Wikipédias

KLOPPEL — Gérard

Puteaux 5 mars 1940 – Châteaurenard 5 octobre 2008.



Honorée par les uns, vilipendée par les autres, cette figure incontournable de la maçonnerie égyptienne (de même que celle de Robert Ambelain, n'en déplaise !) ne laisse en aucun cas indifférent ceux qui s'en réclament pour justifier (et se légitimer) hier, aujourd'hui et demain.

L'on ne sait pratiquement rien de sa famille, de ses origines sociales mais grand travailleur, il entreprend des études de très haut niveau : ingénieur en électronique, diplôme de *l'E.H.E.S.S. (École des Hautes Éludes en Sciences Sociales)*, titulaire d'un D.E.A de psychopathologie et psychiatrie sociale (Psychologie de l'enfant). Chargé de cours à *l'Université Paris XI.* Chevalier des Palmes Académiques. Dès l'âge de 14 ans, il « dévore » tous les ouvrages d'ésotérisme accessibles à l'époque, ainsi que d'alchimie. A 16 ans, il est abonné à la *Revue l'Initiation*, il répond à une petite annonce et il fait la rencontre de Robert Ambelain, dans un café de la Place de la Madeleine. Le Grand-Maître lui offre et dédicace *La Kabbale Pratique*, ce qui va déterminer tout son parcours. En 1960 : Premier article dans la revue martiniste *l'Initiation* : l'évolution de la mystique.

1963 : Reçu le 13 mars, Apprenti, *Loge Papus N° 719, à la G.L.D.F.*
1965 : Reçu Compagnon, Loge Hermes, *Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm, (Rite de Cerneau).*
1966 :Reçu Maître, Loge Hermes, *Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm, (Rite de Cerneau).*
1967 : 29 Novembre**,** Membre du Tribunal Souverain
1972 : Reçu le 4 décembre, 18° Chevalier Rose-Croix, *Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm, (Rite de Cerneau).*
1976 : Reçu le 2 avril, 33°, Souverain Grand-Inspecteur-Général, *Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm, Rite de Cerneau* (équivalence avec le 85° de *Memphis-Misraïm*) puis 66e – 90e – 95e le lendemain, 3 avril. Le 4 novembre, il est nommé Grand-Maître des Cérémonies.
1977 : Chevalier Bienfaisant de la Cité-Sainte.
1982 : Substitut-Grand-Maître de *Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm,* 98°.

1983 : Thèse de Doctorat, *Université Paris V René Descartes.*

- Novembre : Grand-Maître-Mondial-Substitut, au *Grand-Convent du Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm.*
- Président de la *Loge Martiniste Joseph de Maistre N°7* à Saulx-les-Chartreux *(Ordre Martiniste Initiatique).*
- Grand Souverain du *Sanctuaire des Chevaliers de Palestine*, regroupant *l'Ordre des Elus-Coëns, l'Ordre Martiniste Initiatique et l'Eglise Gnostique Esotérique* (Tau Jean IV). Grand-Maître de *l'Ordre de la Rose-Croix*.

1984 : Grand-Maître pour la France du *Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm, Grand-Maître-Mondial et Souverain-Grand-Commandeur du Souverain-Sanctuaire des Chevaliers de Palestine,* Ordre intérieur à *l'Ordre Martiniste Initiatique.*

1985 : 1° janvier, *Grand-Maître Mondial du Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm* (Succession Garibaldi,Dupont, Ambelain).

- 4 juillet : Président du *Suprême Conseil des Rites-Confédérés*.

1987 : Nouvelle appellation : *Ordre International du Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm* (dépôt I.N.P.I. N° 14022643 du 10.04.1987).

En trois ans, l'ardeur et le dynamisme du nouveau Grand-Maître va permettre de doubler les effectifs, en même temps que s'établissait un nouveau relationnel avec les autres obédiences. 9 Loges en France, 26 à l'extérieur, un effectif de plus de 7000 frères, c'est l' oeuvre de Gérard Kloppel. Mais, sur l'impulsion donnée les années précédentes par Robert Ambelain, débute également une phase qui conduira aux graves débats sur la *Grande-Hiérophanie.*

1996 : Création de la *Grande Loge Mixte Française de Memphis-Misraïm*. Phase expérimentale, sans octroi de patente.

1998 : Révolution de palais : création par scission du 24 janvier, de la Grande Loge Symbolique de France par les Frères Vieilledent, Gaillard, Dumaine et Vosjiski. Lourde conséquence : Dissolution par le Tribunal de Créteil de la structure administrative loi 1901 de l'Ordre International du Rite Ancien et Primitif de Memphis-Misraïm - le 14 mars, Gérard Kloppel se retire et nomme successeur Cheickna Sylla.

Les modalités de cette passation de pouvoir entachées d'irrégularités, vont aboutir l'année suivante à une manœuvre à l'origine de tous les conflits actuels. Dés lors dans l'entourage de Gérard Kloppel, lassé et fatigué, se profilent de vrais faux-amis, mais s'installent aussi des hommes de cœur et de foi, qu'une certaine « communauté » maçonnique à beau jeu d'épingler sans discernement (ni vergogne). Pour abréger, car l'histoire est complexe de rebondissements (***Réflexions sur trois points*** ne veut pas se faire l'écho des détracteurs patentés et se convertir en forum) cet imbroglio aboutit à deux structures co-existentes, seconde phase du désastre à venir : la *Grande Loge Traditionnelle de Memphis-Misraïm* (C. Sylla, succession Kloppel) et la *Grande Loge Symbolique de France* (G.C. Vieilledent, lequel crée son propre Souverain Sanctuaire International).

La confusion se dessine…

1999 : le 5 mai, Gérard Kloppel juge incompétent son successeur, lance un avertissement solennel.

- La *Grande Loge Symbolique de France* (G.C. Vieilledent) éclate à son tour, une seconde sous le contrôle de François Bourcier

2000 : Gérard Kloppel reprend ses pouvoirs et fonctions. Obligation courageuse pour les uns, faute impardonnable pour les autres, l'histoire jugera ! Mais il y eu des précédents célèbres (Charles-Henri Dupont par exemple… Il est vrai que la l'exploitation par déviance d'internet n'existait pas à cette époque).

La confusion s'installe !

La scission G.C. Vieilledent se divise en deux, à nouveau ! Vont suivre des groupes et parfois groupuscules qu'il est plus sage de repérer par le nom du leader plutôt que de citer par l'appelation (souvent usurpée, fréquemment temporaire) c'est déjà suffisamment…compliqué pour suivre ! Ce sont donc les périodes et/ou épisodes Kieffer, Lovat, Francoz, Bernadac, Lebensold, j'en passe obligatoirement et j'en oublie sûrement.

La confusion est consommée !

Désormais, il y aura prétention à succession exclusive à chaque démission, à chaque scission... D'où la constellation actuelle et la bonne foi ou l'ingénuité de certains.

2007 : 21 juillet : Il nomme Joseph Castelli *Grand-Maître-International 97°* et le charge de finaliser la Restauration et le suivi de *l'Ordre des Rites Unis de Memphis & Misraïm* (voir détail dans citation ci-après).

2008: 29 mars, il confirme Joseph Castelli dans ses qualités Magistrales de 97°, ainsi que de Président du *Souverain Sanctuaire International des Rites Unis,* et de Vice-Président du *Suprême Conseil des Rites Confédérés*. Tous deux prennent alors un Decret Magistral de Restauration (Voir détail dans citation ci-après).

- 11 aout : Gérard Kloppel nomme Joseph Castelli 98°, et l'installe à sa succession dans la Présidence du *Suprême Conseil des Rites Confédérés*.
- Création de *l'Ordre Martiniste des Rites Unis, l'O.M.R.U*. (Filiation Martiniste Russe (contestable), Moscou 1788 – Petrograd 1802 – Tchernigov 1820,Sâr Aurifer, Robert Ambelain). -

Décès de Gérard Kloppel le Dimanche 5 octobre, à son domicile de Châteaurenard.

Divers non daté :

• Selon Serge Caillet : Gérard Kloppel a pratiqué au laboratoire la voie alchimique du cinabre et il hérita également de Robert Ambelain, de la Grande Maîtrise de l'Ordre Kabbalistique de la Rose-Croix où il continua d'utiliser l'épée d'Eliphas Lévi pour les initiations.

• Date de son initiation et progression dans l'Ordre Martiniste Initiatique de Robert Ambelain, où il prit le nom de Sar Signifer.

Article Publié par Jacques Courtois *REFLEXIONS SUR TROIS POINTS*

KLOPSTOCK Friedrich Gottlieb



Poète allemand (Messias) (1724 – 1803)

KLOSS Johan Georg Burckhard Franz Francfort-sur-le Main 31 juillet 1787 – 10 février 1854.



Fils d'un chirurgien renommé, devenu *lowton* le 28 septembre 1805 à la loge « *Zu Einigkeit* (L'Union) de Francfort-sur-le-Main, loge de son père, Kloss commence la même année ses études de médecine à l'université de Heidelberg puis à celle de Göttingen.

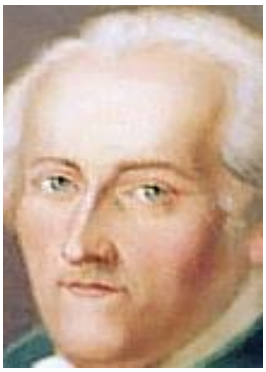
Il reçoit le grade de maître en 1812, est élu vénérable de « *L'Union* » en 1826 et Grand Maître de L'Union Eclectique en 1836.

Il consacre son premier écrit historique, publié en 1840 à Altenburg, à démontrer que la Charte de Cologne, apparue aux Pays-Bas en 1818 et prétendant datée du 24 juin 1535, est un faux. A l'occasion du centenaire de la fondation de sa loge, il en écrit l'histoire (*Annalen der Loge zur Einigkeit*) et la publie en 1842. Il publie en 1844 l'une des toutes premières bibliographies consacrées à la franc-maçonnerie (*Bibliographie der Freimaurerei*).

Egalement en 1844, il prononce dans sa loge une conférence, « De l'inadmissibilité de la tentative d'entraîner les loges maçonniques vers un christianisme positif », qui est publiée en 1845 dans la *Maurerhalle*, revue que dirige Rudolph Richard Fischer. Après plus de 18 ans de recherches, Kloss termine en 1847 l'*Histoire de la franc-maçonnerie en Angleterre, en Irlande et en Ecosse* dont la publication est saluée dans la *Free-Masons Quarterly Review*. Les deux volumes de son *Histoire de la franc-maçonnerie en France* paraissent en 1852-1853. Ce dernier ouvrage n'a malheureusement jamais été traduit en français. Dans la préface, Kloss explique comment il acquit dans une vente publique, le 7 janvier 1835, 188 des 552 pièces qui composaient les archives maçonniques du frère Lerouge (1766-1833) qu'avaient utilisées avant lui Thory et Bésuchet. Ces pièces étaient signalées dans sa Bibliothèque.

En 1943, Douglas Knoop et G.P. Jones ont qualifié Kloss de « père de l'école historique ». L'ensemble de la production littéraire de l'historien maçonnique hors pair que fut Kloss confirme leur jugement. A.B.

KNIGGE Adolf Franz Friedrich Ludwig Freiherr von Bredenbeck, près de Hanovre 1752 – Brême 1796.



Philippe Karl, Freiherr (baron) von Knigge était vénérable de la loge « *Friedrich* » de Hanovre de 1747 à 1750 et membre du chapitre fondé par Rosa le 4 juin 1762 à Hambourg. Son fils Adolf refusa toujours d'utiliser la particule *von* devant son nom. Après avoir étudié le droit à Göttingen, il est juge à Kassel en 1771, s'établit à Hanau en 1777 où il est nommé chambellan (weimarscher Kammerherr) et termine sa carrière à Brême.

Initié le 20 février 1773 à la loge « *Zum gekrönten Löwen* » de Kassel, il devient membre de la Stricte Observance (*Eq.a cygno*) à Hanau. Il adresse en 1779 plusieurs lettres à Charles de Hesse dans lesquelles il expose sa conception de la franc-maçonnerie. Sous le nom de « *Philo* », Knigge sera l'un des membres les plus célèbres des *Illuminaten*, mouvement auquel il appartient de 1780 à 1784.

Il a combattu la fatuité, l'intolérance, la superstition et l'inégalité avec une ironie qui s'exprime dans les notes manuscrites, citées dans le second volume (1824) de l'*Encyclopädie de Lenning* qu'il rédige en 1790 en guise de commentaires sur quelques-unes de ses propres œuvres.

A propos de ***Über den Umgang mit Menachen***, livre publié en 1788 consacré aux bonnes manières, qui le rendit célèbre dans toute l'Allemagne : « Traduit en plusieurs langues étrangères. Dommage que je n'applique pas toujours l'excellent enseignement qui y est prodigué ». Son ***Philo's endliche Erklärung***, publié la même année, reçoit la remarque : « On trouvera ici plusieurs exemples de ce qui peut résulter de l'union des forces et de l'action incessante, de ce à quoi peut mener l'enthousiasme dont on peut influencer et abuser des hommes ». Au début de ***Beitrag zur neuesten Geschichte des Freymaurerordens*** (Berlin 1786), Knigge affirme rassembler des éléments épars différents autres ouvrages imprimés des nombreuses phrases qu'il donne entre guillemets. Le cinquième des neuf dialogues que comprend ce livre contient des indications inexactes concernant von Hund reprises par Servati en 1787, Fessler en 1803 et Nettelbladt dans les années 1830. A propos de son propre ouvrage, Knigge notait en 1790 : « J'estime avoir appliqué ici un point de vue correct, à savoir qu'il convient de porter un jugement sur l'ordre. Peu nombreux sont ceux qui ont voulu ou qui ont pu comprendre cela ». A.B.

KOSSUTH **Lajos** Monok 19 septembre 1802 - Turin 20 mars 1894.



.
Patriote hongrois, nommé gouverneur de la Hongrie pendant la courte période d'indépendance. Il rejoignit ensuite Garibaldi en Italie où il se fixa.
Il fut initié Franc-Maçon, en 1852 à la Loge "*Cincinnati Lodge*", Ohio

Kossuth « Louis » Lajos (en hongrois on écrit toujours en premier le nom de famille suivi du prénom) naquit dans une famille de petite noblesse protestante d'origine slovaque. Kossuth devint avocat et participa aux Diètes de 1825-1827 et de 1832-1836. Il a donc débuté sa carrière politique en 1825, en tant que porte-parole du Parti libéral. Celle-ci sera alors interrompue entre 1837 et 1847. En 1841, il prend la direction du *Pesti Hírlap* (Journal de Pest). Libéral, il se prononce pour l'indépendance de la Hongrie, la suppression du servage et veut rendre son mouvement populaire, notamment avec le soutien de la paysannerie. Il est aussi réputé pour être un grand orateur. Il reviendra sur la scène politique en 1848 à l'occasion de la révolution qui secoue l'Europe.

Durant la Révolution de 1848, il est député de Pest, chef de file des libéraux. Il accédera peu après au poste de ministre des finances dans le gouvernement de Batthyani et devient président-régent. En juillet 1848, Kossuth obtient de la Diète la levée d'une armée hongroise forte de 20 000 hommes contre les indépendantistes croates menés par Josip Jelačić. Après plusieurs succès, l'abdication de Ferdinand Ier, et la fuite de Metternich, il fait voter le 14 avril 1849 par la Diète la proclamation de l'indépendance de la République de Hongrie et la déchéance de la dynastie des Habsbourg. Mais le Chancelier autrichien, Felix von Schwarzenberg, refuse cette indépendance et attaque la Hongrie (avec l'aide des Russes) qui capitule le 13 août.

Lajos Kossuth s'exila alors en Angleterre, puis aux États-Unis, tente de se rapprocher de l'empire de la Grande-Bretagne, mais la reine Victoria n'y consentira pas. Elle a peur des représailles sur le continent, pour son royaume, si elle soutient ce révolutionnaire. Napoléon III refusa lui aussi de le soutenir. Il meurt à Turin, en Italie, le 20 mars 1894, sans avoir été réhabilité par l'Empire d'Autriche.

KOZIETULSKI baron **Jan Leon** Skierniewice 4 juillet 1781 - Varsovie 3 février 1821.



Noble polonais, officier des armées du duché de Varsovie pendant les guerres napoléoniennes. Il s'illustra particulièrement pendant bataille de Somosierra où il chargea héroïquement les batteries espagnols.

Né à l'époque de la République des Deux Nations c'est un ami du baron Wincenty Krasiński, militaire et homme politique, enthousiaste partisan de Napoléon qui vient de créer le duché de Varsovie. Kozietulski rejoint la garde d'honneur de Varsovie, avec laquelle il participe à la bataille de Pułtusk et à la bataille d'Iława. Cavalier distingué, en avril 1807 il est devient commandant du 3e escadron du 1er régiment polonais de chevau-légers de la garde impériale, commandé par Krasiński. En mars 1808 Kozietulski gagne l'Espagne avec son unité, pour prendre part à la guerre d'indépendance espagnole.

À la bataille de Somosierra, le commandant Kozietulski mène la cavalerie polonaise contre l'artillerie et l'infanterie espagnoles. Même s'il n'est pas reconnu comme l'unique artisan de la victoire, il demeure en Pologne, comme le vétéran le plus connu de cette campagne. Ainsi que 18 officiers polonais, il se voit attribuer la Légion d'honneur. Après la guerre d'indépendance espagnole Kozietulski reste au service de Napoléon et se distingue à la bataille de Wagram, où son unité de cavaliers polonais affronte d'autres unités polonaises combattant aux côtés des Autrichiens. En 1811 il est fait baron d'Empire. Pendant la campagne de Russie, Kozietulski se distingue le 25 octobre 1812, à la bataille de Horodnia, où il sauve la vie de l'Empereur, qu'il protège en s'interposant devant les Cosaques qui l'assailent1. Après avoir récupéré de ses blessures il revient au service actif et participe à toutes les principales batailles de la campagne de Saxe en 1813. Il participe également à la bataille des nations. En 1814 il est fait commandant du 3e régiment d'éclaireurs de la garde impériale.

Après la défaite de Napoléon, Kozietulski revient en Pologne, devenue Royaume du Congrès dont le tsar de Russie est le roi, et devient commandant du 4e régiment polonais de Uhlans.

KRAUSE **Karl Christian Friedrich** Eisemberg 6 mai 1781 – Munich 27 septembre 1832.



Ce philosophe, dont la pensée eut une notable influence sur les cercles intellectuels et politiques en Espagne, en Belgique et en Amérique du Sud, est l'une des plus éminentes personnalités de la maçonnerie allemande : ses écrits lui valurent les noms de « philosophe de la maçonnerie » (Th. Busch), de « père de l'histoire maçonnique » (J. Schauberg) et de « cofondateur de la nouvelle historiographie allemande » avec Fessler (G.J. Findel).

Sa carrière commence en 1700, date à laquelle il devient étudiant à l'université de Iéna et assiste aux cours de Fichte et de Schelling.

Devenu docteur en philosophie en 1801, il se consacre en 1802 à l'enseignement, donnant des cours en tant que Privatdozent jusqu'en 1814, en même temps que Schelling et Hegel. Il enseigne également dans les universités de Berlin (1813-1815) et de Göttingen (1823-1831). Résidant à Dresde entre 1805 et 1813 puis de 1815 à 1823, il développe d'innombrables activités englobant toutes les branches du savoir.

Krause s'initie à la maçonnerie, le 5 avril 1805, dans la loge « *Archimedes zu den drei Reisbrettern* » à Altenburg. Son ami et protecteur en était le vénérable et député depuis 1801. Fixé à Dresde en 1805, Krause quitte sa loge mère pour s'affilier à la loge indépendante « *Zu den drei Schwestem und wahren Freunden* » dans laquelle l'érudit F. Mossdorf occupait l'office de secrétaire. En 1806, il devient compagnon puis maître l'année suivante. Orateur de l'atelier en 1808, il est admis comme *Vertrauter Bruder* dans le cercle de Dresde du *Grosser Bund Scientifischer Freimaurer*, fondé à Berlin en 1802 par Fessler, et garde des relations avec celui du Engbund, fondé à Hambourg par Schröder. D'après Urena, on sait que son initiation eut lieu à un moment crucial d'effervescence et de réforme maçonnique, quand la maçonnerie en Allemagne voit émerger un courant favorable au « retour à l'ancienne et authentique maçonnerie anglaise » dans lequel Krause se plonge totalement, ses positions apparaissent au grand jour dans *Vier Freimaurererreden* et, en 1810, dans la traduction de *Hitory of Freemasonry* (Lawrie). Il y ajoute une préface personnelle d'investigation de l'histoire maçonnique selon des critères scientifiques.

La même année, il publie le premier tome de ***Die drei ältesten Kunsturkunden der Freimaurerbrüderschaft***, le second tome paraît en 1813. Tous ces écrits l'impliquent dans la « polémique sur la publicité des écrits maçonniques ». En effet, les « partisans du secret » s'opposent à la vente aux profanes d'écrits portant sur l'histoire de la maçonnerie et sur le sens des rituels et des constitutions. Krause, déjà inquiété en raison de la publication de ses deux premiers livres, est soumis à des pressions pour qu'il ne publie pas le premier tome de ***Die drei ältesten Kunsturkunden***. Bien qu'il n'accepte de la vendre qu'aux maçons, il refuse la censure absolue et, le 17 décembre 1810, il est exclu de la loge pour une durée indéfinie. Mais le contenu de son œuvre influe tout autant sur son exclusion, car il prétend avoir démontré que la finalité essentielle de la maçonnerie des opératifs et des spéculatifs dans lesquelles celui-ci ne serait que vaguement contenu dans les symboles de construction, suivrait une troisième et dernière étape dans laquelle l'idée directrice de ce « purement humain » deviendrait consciente et permettrait à la fraternité maçonnique de se transformer en une « alliance de l'humanité » ouverte à tous les êtres humains.

Cette étape maçonnique nouvelle coïnciderait avec le début de la dernière ère d'un processus historique de perfectionnement de l'humanité dont il donne les fondements dans sa philosophie de l'histoire ainsi que dans son œuvre maîtresse, *Das Urbild der Menschheit*. Il la recommande, dans le sous-titre de la première édition (1811), « particulièrement » aux maçons.

Dans cette œuvre, Krause déploie précisément l'organigramme de l'idéal vers lequel tendrait l'histoire de la société humaine et, au cours de ce processus, apparaissent les « sociétés fondamentales de vie » et les « alliances pour la réalisation des fins humaines ». Les premières englobent de l'individu à l'humanité entière les entités humaines comme la famille, le peuple, les associations de peuples … Les secondes sont les alliances impliquant la religion, le droit, la science, l'art ou l'éducation, chacune étant conçue de manière autonome dans leur fonctionnement mais liée avec les autres. En effet, le perfectionnement de chacune d'entre elles exige la complémentarité des finalités des unes et des autres.

Cette structure idéale culmine dans « l'alliance de l'humanité » dont l'objectif est de veiller au maintien des associations ainsi qu'à leur lien harmonieux, et à favoriser entre elles toutes l'idéal du « purement humain ». Dans le système de Krause, si les « alliances » pour la religion et le droit sont conçues comme s'étant développées entre l'Eglise et l'Etat, l'instauration de « l'alliance pour l'humanité » doit revenir à la maçonnerie qui est invitée à se défaire de son aspect actuel. Cette conception philosophico-maçonnique devait sembler ambivalente à de nombreux frères car aucune conception n'avait autant exalté le rôle de la confrérie maçonnique en l'identifiant au germe principal dans le développement historique de l'humanité. D'autre part, la transformation de la franc-maçonnerie en « alliance de l'humanité » équivaut, dans la pratique, à sa dissolution. Les francs-maçons allemands se divisent alors en partisans et adversaires de Krause. La loge qui l'expulse en 1810 le réhabilite lors du centenaire de sa naissance, et son influence sur la maçonnerie allemande et la société civile est grande. Il joue notamment un rôle certain dans la distinction qui est opérée par juristes et économistes entre société et Etat et dans la réflexion sur l'éducation des Fröbel. P.A.

KREUTZER Rodolphe

Versailles 16 novembre 1766 - Genève 6 janvier 1831.



Violoniste et compositeur, auteur d'opéras comiques.

Franc-Maçon de la Loge "*La Concorde*" de la cour de Versailles.

Violoniste français, également professeur, compositeur et chef d'orchestre, né et baptisé le 16/11/1766 en l'église Notre-Dame de Versailles et mort à Genève où il fut inhumé. Fils de Jean Jacob Kreutzer (mort vers 1782/1783), musicien du roi dans le régiment des Gardes Suisses et de Elisabeth Trabol (morte vers 1782/1783), le parrain fut Rodolfe Krettly, musicien au régiment des Gardes Suisses et la marraine Louise Vincent. Son épouse Adélaïde Charlotte, enterrée au cimetière du Père-Lachaise à Paris (13ème division) près du cénotaphe élevé à la mémoire de son mari, fut exhumée en 1995.

Fils d'un musicien allemand, il reçut ses premiers cours de musique de son père, et étudia plus tard avec Anton Stamitz. Il se fit remarquer dès l'âge de 13 ans en exécutant avec une rare perfection un concerto qu'il avait composé lui-même. Il voyagea ensuite en Italie, en Allemagne et se fixa en France. À 16 ans, il est nommé premier violon de l'orchestre royal à la suite de son père par faveur spéciale de la reine Marie-Antoinette car il venait de perdre ses parents et il était chargé de leurs trois plus jeunes enfants. Il prend ensuite la place du violoniste solo au *Théâtre Italie*, mais pense à composer un opéra. Il est membre de la loge maçonnique parisienne *La Concorde* dès 1785. Dans les trente années suivantes, il écrit une quarantaine d'opéras, dont il dirige les représentations.

En 1817, il devient chef de l'Opéra Parisien, et membre de l'Académie de musique. Il était professeur de violon au Conservatoire depuis sa fondation en 1795 jusqu'en 1826. Il est membre de la commission des sciences et des arts lors de la campagne d'Italie, à la suite du général Bonaparte. Après que Ludwig van Beethoven l'eût entendu à Vienne en 1803, ce dernier lui dédie sa sonate pour violon nº 9, qui devient « sonate à Kreutzer ». Avec ses collègues Pierre Rode et Pierre Baillot, il met au point la *Méthode de violon du Conservatoire*. On peut désigner le trio comme fondateurs de l'École française du violon. Rodolphe Kreutzer meurt le 6 janvier 1831 à Genève.

Parmi les ancêtres de Rodolphe Kreutzer figure le compositeur Henry Purcell (1658 - 1695). Rodolphe Kreutzer était le frère du violoniste et compositeur Jean Nicolas Auguste Kreutzer (1778 - 1832) et un oncle du compositeur Léon Charles François Kreutzer (1817 - 1868). Le nom de Rodolphe Kreutzer (1766 - 1831) n'est aujourd'hui plus guère connu qu'à travers une sonate ... qui n'est pas de lui: celle (op. 47) que lui dédicaça Beethoven (et qu'il n'a jamais interprétée en public). Enfant prodige, il interpréta à 14 ans un concerto pour violon de son maître Stamitz au *Concert Spirituel*. Virtuose renommé, il fut aussi professeur au Conservatoire, compositeur, directeur d'opéra, éditeur de musique en association avec Cherubini, Boieldieu et Mehul notamment). Il est notamment l'auteur d'une quarantaine d'opéras, de 19 concertos pour violon, de pièces de musique de chambre, et de 61 *Caprices* pour violon seul.

Une de nos sources le signale en 1785 comme membre de la Loge *La Concorde* à l'Orient de la Cour de Versailles ; une autre comme membre en 1787 des *Trois Frères Unis* au même Orient, Loge (qui deviendra plus tard *Les Frères Unis*, puis *Les Frères Unis Inséparables*) au tableau de laquelle il est recensé comme *ordinaire de la musique du roi* (source : *Discours sur l'Histoire de la Loge « Les Frères Unis inséparables »* prononcé par le Frère archiviste Octave Brimont, Paris, impr. F L. Hugonis, 1875, p.4). On ne lui connaît pas de musique spécifiquement maçonnique. Selon Alain Guédé, le biographe de Saint-Georges, Kreutzer s'initia à la clarinette pour pouvoir jouer en Loge, où seuls étaient admis les instruments à vent. JCvL

KROHM Joseph

Neuville 1766 - Saint-Jean-d'Angély 1823.

Joseph Krohm dit « Chevalier Krohm », était un marin français. Il est mousse dans la marine royale en 1778. Dès son premier combat contre une division britannique, il est blessé à la tête. Il est ensuite volontaire sur la frégate l'*Engageante* en 1780 puis sur les vaisseaux le *Saint Michel* et l'*Illustre*. Il participe à la campagne de Suffren dans l'océan Indien et assiste à presque tous ses combats. Il est blessé lors du siège de Trincomalé puis deux fois à Gondelour. Après la guerre d'indépendance américaine, il est volontaire sur la frégate la *Pomone* et s'illustre lors de la prise à l'abordage d'un pirate dans le port de Vitulo (1787) ; il y est de nouveau blessé deux fois et promu à l'issue de la bataille sous-lieutenant par le chef d'escadre Saint-Félix.

La Révolution

Il sert sur différentes corvettes et avisos au début de la Révolution. Il est promu lieutenant de vaisseau en février 1793 pour commander la frégate la *Charente*. Capitaine de vaisseau dès 1794, il reçoit le commandement du vaisseau le *Timoléon* au sein de l'escadre du contre-amiral Martin croisant en Méditerranée. Lors de la bataille du Cap Noli (1795) le *Timoléon* est l'un des vaisseaux les plus engagés et combat pendant six heures ; toutefois Krohm y est encore blessé assez sérieusement ; il est contraint de quitter l'escadre après cette bataille et parvient à regagner Toulon avec son vaisseau mal-en-point. En 1801, il commande l'*Ulysse*, vaisseau acheté à l'Espagne et convoie des troupes à deux reprises jusqu'à Saint-Domingue. Il commande le *Vengeur* (118 canons), l'un des fleurons de la marine française en 1804.

L'EMPIRE

Fin 1805, il commande le *Patriote* (74 canons) dans l'escadre Willaumez initialement envoyée comme diversion vers Sainte-Hélène et les Antilles. Cette opération, comme les autres campagnes de course lancées au même moment (escadres du contre-amiral Leissègues, du capitaine Zacharie Allemand, division du capitaine Lhermitte vise à contraindre la Royal Navy de détacher un certain nombre de bâtiments de la défense de la Manche afin de dégager l'accès du Royaume-Uni pour les troupes massées à Boulogne. Toutefois les retards dans la préparation feront que ces escadres ne partiront qu'après l'abandon du projet d'invasion. L'escadre Willaumez est dispersée par un ouragan dans la zone des Antilles dans la nuit du 18 au 19 août 1806.

Ses bâtiments endommagés et isolés sont aussitôt poursuivis et attaqués par une division britannique : deux vaisseaux et une frégate sont perdus. Le chevalier Krohm réussit à rejoindre la Chesapeake où il parvient à réparer son vaisseau. Toutefois, le *Patriote* demeure bloqué par le blocus britannique des côtes américaines et ne réussit à s'échapper et à rejoindre l'île-d'Aix qu'en décembre 1807, s'emparant toutefois au retour d'un gros navire marchand. Il commande la *Ville de Varsovie* (80 canons) brièvement à Rochefort en 1808 mais doit quitter ses fonctions en raison de ses anciennes blessures dont les conséquences continuent à le handicaper.

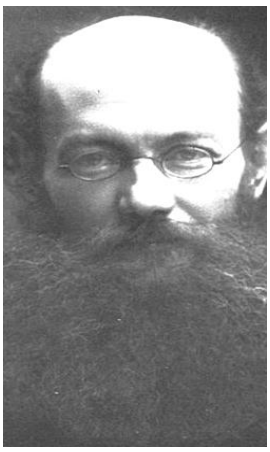
Il est quelques mois plus tard désigné comme membre du conseil de guerre devant juger quatre capitaines de vaisseau à la suite du désastre de l'attaque par des brûlots britanniques de la flotte rassemblée en rade de l'île-d'Aix sous le commandement du vice-amiral Allemand. Le ministre Decrès manipule le conseil en souhaitant que des têtes tombent tout en empêchant que la responsabilité d'Allemand ne soit mise en cause. Le Chevalier Krohm s'oppose d'abord à ce que Laffon, ancien capitaine du vaisseau du *Calcutta*, ne soit condamné et met en cause explicitement la responsabilité d'Allemand. Il manque une voix pour établir une majorité décidant la condamnation à mort de Lafon et le contre-amiral Bedout, président du conseil de guerre, appliquant à la lettre les ordres du ministre, fait pression sur Krohm toute la nuit jusqu'à ce qu'il révise son vote. Lafon sera fusillé le lendemain matin. Krohm adressera dans les jours qui suivent à l'avocat des accusés, Faure, copie de son vote initial et un document affirmant qu'il a été contraint de voter la condamnation à mort contre sa conscience. Decrès ne pardonnera jamais à Krohm sa résistance et ne lui confiera plus aucun commandement ni promotion jusqu'à la fin de l'Empire, y compris pendant les Cent-Jours.

Ce n'est que lors de première Restauration qu'il reçoit de nouveau un commandement, le vaisseau de 110 canons, le *Duc d'Angoulême*. Comme beaucoup de ses pairs, il est mis en retraite en 1816. Sept blessures, pour la plupart assez graves, font de Joseph Krohm le capitaine de vaisseau le plus blessé de sa génération. Krohm ne se pardonnera jamais le rôle qu'on lui a fait jouer lors du conseil de guerre de Rochefort et en gardera une grande amertume.

Le chevalier Krohm était franc-maçon: il apparaît dans la liste des membres de la Loge *l'Union* de Lorient qui comptait de nombreux capitaines de vaisseau et officiers de marine sur ses colonnes.

KROPOTKINE Pierre

Moscou 9 décembre 1842 - Dmitrov, près de Moscou 8 février 1921.



Théoricien anarcho-communiste, géographe et scientifique. Descendant du grand-prince de Kiev Vladimir II Monomaque, donc issu de la haute noblesse moscovite, Pierre Kropotkine entre dans l'armée impériale russe à partir de 1857. Il est alors affecté comme officier de Cosaques en Sibérie. À partir de 1867, il quitte l'armée pour faire des études de mathématiques et de géographie à l'université de Saint-Pétersbourg. Il publie plusieurs travaux sur l'Asie septentrionale et explore la péninsule scandinave. À partir de 1872, il fait partie de la Fédération jurassienne de la Première Internationale. Il repart à Saint-Pétersbourg où il mène une activité de militant clandestin. Il est emprisonné en 1874 et s'évade deux ans plus tard.

Réfugié en Grande-Bretagne, il revient en Suisse, reprend son activité militante et publie plusieurs ouvrages politiques. Il fonde en 1879 le journal *Le Révolté*, dans lequel il écrit : « La révolte permanente par la parole, par l'écrit, par le poignard, le fusil, la dynamite […], tout est bon pour nous qui n'est pas la légalité » (25 décembre 1880).

Il est arrêté en France en 1883 à la suite des grèves des soieries lyonnaises. Il est jugé à Lyon et, après une courte détention dans la ville de son procès, transféré dans la maison centrale de Clairvaux où il reste trois ans, bénéficiant des conditions de détention assouplies appliquées aux prisonniers politiques. Il est amnistié en 1886, grâce à l'intervention de plusieurs personnalités dont celle de Victor Hugo.

De son expérience pénitentiaire, il tire l'ouvrage *Dans les prisons russes et françaises* (1887), dans lequel il décrit le système de travail, profitant à des entrepreneurs privés, mis en place dans les prisons françaises. La fréquence de la récidive lui paraît être inscrite dans le principe même de la prison, notamment parce qu'elle « tue en l'homme toutes les qualités qui le rendent mieux appropriés à la vie en société ». Il conclut « qu'on ne peut pas améliorer une prison. Sauf quelques petites améliorations sans importance, il n'y a absolument rien à faire qu'à la démolir »1. Il change par ailleurs d'avis concernant l'usage de la violence, peu de temps avant qu'une partie du mouvement anarchiste s'engage dans la propagande par le fait, en écrivant, toujours dans *Le Révolté*, qu'« Un édifice basé sur des siècles d´histoire ne se détruit pas avec quelques kilos d´explosifs. »

Il s'installe ensuite en Angleterre et publie différents ouvrages de géographie et de politique. Son ouvrage *L'Entraide, un facteur d'évolution* en fait un scientifique internationalement respecté. Il collabore notamment à la *Géographie Universelle* d'Élisée Reclus ainsi qu'à la *Chambers Encyclopædia* et à l'*Encyclopædia Britannica*. En 1916, la signature du « manifeste des 16 » lui vaut de la part de ses anciens amis le petit nom d'« anarchiste de gouvernement ». Il retourne en Russie en 1917 et refuse un poste de ministre, proposé par Aleksandr Kerenski. Il prend une attitude critique vis-à-vis du pouvoir bolchévique notamment sur la personnalité de Lénine et des méthodes autoritaires de la nouvelle URSS. En 1919, l'insurrection anarchiste menée par Nestor Makhno à travers l'Ukraine revendiquera l'application effective des principes exposés dans *l'Entraide*, lorsque paysans libérés et ouvriers émancipés organiseront un système de troc massif entre les productions manufacturières & industrielles et celles agricoles.

Pensée politique

Jusqu'alors, parmi les bases idéologiques de l'anarchisme, fondée par Fourier, Proudhon, Guillaume, Bakounine, etc., l'on trouvait :

la collectivisation des moyens de production, gérés par des sociétés ouvrières,
un salaire en fonction du travail réalisé par chacun,

la disparition de l'État et du gouvernement.

Le thème central des nombreux travaux de Kropotkine est l'abolition de toute forme de gouvernement en faveur d'une société qui puisse être exclusivement régie par les principes d'entraide et de coopération, sans avoir recours à des institutions étatiques. Contrairement à l'individualisme anarchiste, Kropotkine place la création de petites communes autosuffisantes au centre de sa pensée politique. Si sa pensée de la coopération sociale est fondée sur une interprétation naturaliste, symétrique inversé du darwinisme social (*L'Entraide, un facteur de l'évolution*, 1902), sa confiance envers la création de petites communes va de pair avec un espoir fondé sur le progrès technique, et en particulier l'arrivée de l'électricité (*Champs, usines et ateliers*, 1910). Ces thèses seront reprises dans les années 1970 par Murray Bookchin.

Cette société idéale (cf. communisme anarchiste ou anarcho-communisme) serait alors le dernier pas d'un processus révolutionnaire qui passerait avant par une phase de collectivisme (le collectivisme libertaire)[réf. nécessaire]. Son idéologie se fonde aussi sur des principes tels que : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », contrairement à ce que pensait Bakounine. *La Conquête du Pain (1888)* est sans doute le livre de Kropotkine qui aura le plus influencé la pensée anarchiste quant à sa mise en pratique.

La pensée de Kropotkine se fonde principalement autour de trois axes :

comment organiser la production et la consommation dans une société libre ? À travers la collectivisation des moyens de production et des biens obtenus, ainsi qu'une rationalisation de l'économie et la création de communes autosuffisantes (la commune supprime les différences entre les villes et la campagne, crée une décentralisation industrielle et supprime aussi la division du travail). De plus, et contrairement au capitalisme, il écarte le principe de bénéfice individuel maximum, au détriment d'un autre plus juste et plus égalitaire : « chacun selon ses besoins », et qui repose sur l'entraide (le second axe) ;

l'entraide : il s'agit d'une interprétation plus large de l'évolutionnisme darwinien : Kropotkine affirme que la coopération et l'aide réciproque sont des pratiques communes et essentielles dans la « nature humaine ». Si l'on renonce à la solidarité par cupidité, alors on tombe dans la hiérarchisation sociale et le despotisme ;

conception morale et éthique : seule une morale basée sur la liberté, la solidarité et la justice est à même de dépasser les instincts destructeurs qui eux aussi font partie de la nature humaine. Dans ce but, la science se doit de suivre des fondements éthiques, et non pas des principes surnaturels. La recherche des structures sociales est la clé de la connaissance des besoins humains, base du développement de la société libre.

On a parfois opposé le communisme libertaire de Kropotkine aux thèses de Proudhon et de Bakounine.
Dans l'*Esprit de Révolte*, Kropotkine s'interroge sur le moyen de faire passer un peuple d'une situation d'indignation générale à celle d'une insurrection. En effet, même si le recul historique donne le sentiment d'un soulèvement déterminé à partir de causes évidentes (pauvreté, rejet du système politique en place...), l'élan général est déclenché par un acte solitaire et incertain. Il nomme leurs auteurs les *Sentinelles perdues* :
« Au milieu des plaintes, des causeries, des discussions théoriques, un acte de révolte, individuel ou collectif, se produit, résumant les aspirations dominantes. »

LABRIOLA **Arturo** Naples 23 janvier 1873 – 23 juin 1959.



Jeune homme aux idées socialistes révolutionnaires, Arturo Labriola prend part aux agitations politiques de 1898 et est obligé de s'exiler à Paris. C'est là qu'il prend connaissance des théories de Sorel. Lorsqu'il revient en Italie, il fait connaître la vocation révolutionnaire du syndicat ouvrier. Après le réveil des forces conservatrices italiennes en 1904, Labriola devient plus modéré. Il écrit l'*Histoire des dix années* : 1899-1909, publiée en 1910. Il se montre favorable à l'entreprise libyenne, puis il devient député en 1913 en tant que socialiste indépendant. Intervenant en 1915, il combat comme officier d'infanterie. Il est le premier titulaire du ministère du Travail et de l'Assurance sociale dans le gouvernement Giolitti (1920-1921). Il présente le projet de loi sur le contrôle syndical des entreprises. En 1926, il devient professeur d'économie politique à l'université de Messine, mais il est démis de ses fonctions et obligé de s'exiler en France et en Belgique à cause de son opposition au fascisme. Pendant neuf ans, il enseigne à l'Institut des Hautes Etudes à Bruxelles.

L'appartenance maçonnique de Labriola date de 1914. En janvier de cette année-là, il avait fait demande pour entrer dans la loge « *Propaganda Massonica* ». La date est particulièrement significative, car c'est exactement à cette époque que les socialistes se préparaient à exclure les maçons du Parti. Initié le 5 février, Labriola déclare qu'il est entré dans l'Ordre pour libérer l'Etat italien de toutes les influences confessionnelles. Après l'installation du régime fasciste et le vote de la loi qui interdit aux fonctionnaires de s'inscrire dans des sociétés secrètes, le Grand Maître Torrigiani décrète la suspension des travaux de toutes les loges du royaume et des colonies. En 1927, il est arrêté et déporté dans l'île Lipari. Parti en exil, Labriola entre dans la loge « *Italie* » de Paris avec de nombreux autres exilés italiens. Le 12 janvier 1930, le Grand Orient d'Italie, installé à Paris, est reconstitué à l'orient de Londres. Considérant que le Grand Maître Torrigiani et le Premier Grand Maître Adjoint Meoni étaient encore en fonction, Eugenio Chiesa assume la charge de Second Grand Maître Assesseur. A la mort de Chiesa, Labriola est élu à son poste. L'Obédience peut compter sur les ateliers italiens à l'étranger, sur une loge active à Milan et sur l'aide des frères américains. Les maçons déploient alors toutes leurs forces pour redonner une unité au front démocratique antifasciste. Ils mettent au service de la lutte antifasciste leur tradition et leur expérience politique, mais ils n'en tirent aucune reconnaissance particulière. Le Grand Orient d'Italie reconstitué à Londres ne réussit même pas à se faire reconnaître par les puissances maçonniques malgré les tentatives réitérées de faire reconnaître cette souveraineté extra territoriale.

Le 29 novembre 1931, Labriola quitte sa charge, mais reste actif. En 1934, il propose de transformer le Grand Orient en un comité maçonnique. Sa proposition est rejetée et il se rapproche peu après du régime.

Ayant obtenu de Mussolini la possibilité de rentrer en Italie après la crise éthiopienne, il vit isolé jusqu'à la fin du fascisme. Une fois la démocratie revenue en Italie, il entre à l'Assemblée nationale et à l'Assemblée constituante. En 1948, il est nommé sénateur à vie. Il est également directeur du quotidien Roma à Naples. A.M.I

LACEPÈDE, Bernard **Germain** Étienne de Laville, comte de Agen 26 sept. 1756 - Epinay-sur Seine 6 oct. 1825.



Zoologiste et un homme politique français, surtout connu pour ses oeuvres de naturaliste et quelques ouvrages de musique.
Franc-Maçon de la Loge "*Les Neuf Soeurs*". En 1815, il se joignit à la minorité attachée à l'indépendance du Rite Écossais et Accepté, mais en 1821, il accepta d'être membre du Suprême Conseil de France Unifié.

Sa famille est d'une vieille noblesse d'Agen. Orphelin de mère très tôt, c'est son père, Jean-Joseph Médard, comte de La Ville, qui se charge de son éducation. Il hérite du nom de Lacépède d'un oncle qui lui lègue sa fortune à condition de conserver son patronyme.

D'une nature peu sociable, il se consacre tout d'abord à l'étude de la philosophie et de la musique. Joueur de violoncelle, il entretient d'ailleurs une correspondance avec Gluck (1714-1787) et lui soumet un opéra, *Omphale* ; Gluck lui en fera compliment. Il se rend à Paris, à dix-neuf ans, en 1777 et fait paraître en 1785 une *Poétique de la Musique*.

Il se lie d'amitié avec Buffon (1707-1788) qui l'encourage à étudier l'histoire naturelle. Ambiteux, voulant se faire connaître soit par la musique, soit par la science, il fait paraître en 1781 un *Essai sur l'électricité naturelle et artificielle* et en 1784 une *Physique générale et particulière*. Il collabore alors à l'*Histoire Naturelle* de Buffon et publie de nombreux ouvrages dans ce domaine, notamment sur la faune marine. Il fait paraître, en 1788-1789, son *Histoire naturelle des quadrupèdes ovipares et des serpens*. Il s'agit du premier ouvrage d'envergure sur les amphibiens et les reptiles destiné à un large public. Mais ses illustrations sont médiocres et son livre n'améliore pas la taxinomie de ces animaux. Le travail de Josephus Nicolaus Laurenti (1735-1805), pourtant plus ancien (1768), est bien supérieur. Malgré ces défauts, l'œuvre de Lacépède contribue à favoriser l'étude de ces animaux.

Il fuit Paris en proie aux excès de la Terreur et il est alors remplacé au Jardin du roi devenu le Muséum national d'histoire naturelle par Étienne Geoffroy Saint-Hilaire (1772-1844). Il se réfugie dans le village de Leuville sur Orge. En 1795, il devient Secrétaire Perpétuel de l'Académie des sciences. Il est reçu à l'Académie de Rouen le 3 août 1803. Entre 1798 et 1803 il fait paraître un important ouvrage sur les poissons intitulé *Histoire naturelle des poissons*. Lacépède s'inspire largement des notes et des collections laissées par Philibert Commerson (1727-1773). Il écrit *Histoire des cétacés* en 1804. Son impact sur l'ichtyologie est immense. Ainsi, Constantine Samuel Rafinesque (1783-1840) s'appuie sur ses clés analytiques lorsqu'il décrit de nouveaux genres. Il devient conservateur du Cabinet de curiosités du Jardin du Roi. Lors de la transformation du Jardin en Muséum National d'Histoire Naturelle, Lacépède est absent de Paris car il craint pour sa vie du fait d'être noble et d'avoir exercé des activités politiques. Il n'est donc pas intégré au Muséum. Ce n'est que lorsque la chaire des vertébrés est scindée en deux, qu'il reçoit la nouvelle chaire d'ichtyologie et d'herpétologie. Mais il abandonne peu à peu l'histoire naturelle, ses activités politiques l'occupant de plus en plus. Officieusement, il abandonne tout enseignement au Muséum dès 1803 et est remplacé par André Marie Constant Duméril (1774-1860).

Homme politique
Lacépède commence sa carrière d'homme politique en étant député de Paris à l'Assemblée législative (1791-1792). Il en sera Vice-présidentle 17 novembre 1791, puis Président du 28 novembre au 9 décembre 1791. Ayant fui les excès de la Terreur, il revient à Paris après la Chute de Robespierre le 9 thermidor an II. Après le 18 brumaire, il est désigné pour faire partie du Sénat conservateur dès sa création le 24 décembre 1799, et sera nommé Secrétaire de cette assemblée lors de la première session le lendemain. Il devient le 14 août 1803 le premier grand chancelier de la Légion d'honneur, poste qu'il perdra le 6 avril 1814 après la Restauration Il sera désigné par la suite Président du Sénat conservateur à deux reprises (du 1er juillet 1807 au 1er juillet 1808 puis du 1er juillet 1811 au 1er juillet 1813). Il est titulaire de la Sénatorerie de Paris, est fait pair de France une première fois en 1814, une seconde fois lors des Cent-Jours, une troisième fois en 1819.

LA CHAPELLE Vincent 1690 ou 1703 – 1745.

Vincent La Chapelle est un cuisinier français employé par l'ambassadeur britannique à La Haye, Philip Stanhope, 4e comte de Chesterfield, entre 1728 et 1731. En mars 1734, Vincent La Chapelle suit le prince d'Orange lorsque celui-ci retourne aux Pays-Bas après avoir épousé Anne de Hanovre à Londres. Il est très possible qu'ils se connaissent depuis plusieurs années, puisque Vincent a été le cuisinier de l'ambassadeur anglais. La Chapelle a aussi travaillé chez Jean V de Portugal puis chez Madame de Pompadour, maîtresse de Louis XV de France.

En 1731 il fréquente la loge maçonnique *Grand Lodge of the Freemasons of England de Londres*. Vincent La Chapelle fonde une loge maçonnique le 8 novembre 1734, probablement à La Haye ou à Leeuwarden. Une loge des Pays-Bas porte encore son nom.

Écrivain culinaire
En 1733, alors qu'il est employé chez le comte de Chesterfield, Vincent La Chapelle publie, en anglais, le *Modern cook* en trois volumes. Une édition française en quatre volumes, le *Cuisinier moderne*, parait en 1735 à Amsterdam. C'est l'un des grands classiques du XVIIIe siècle qui a eu une forte influence sur la cuisine de l'aristocratie en Angleterre. Dans une certaine mesure, La Chapelle a adapté certaines des recettes de son prédécesseur François Massialot, qui a composé *Le Cuisinier royal et bourgeois*, livre portant sur la cuisine et la confiserie, en 1691. Les deux auteurs se sont d'ailleurs livrés à une querelle sur la propriété des recettes. La Chapelle est le premier écrivain à insister sur une véritable rupture avec le passé et à caractériser sa cuisine de moderne. Son ouvrage est le précurseur d'une série de réceptaires abondamment illustrés qui pourraient tout aussi bien être considérés comme des livres d'art. En 1742, il publie, en cinq volumes, *Le cuisinier moderne, qui apprend à donner toutes sortes de repas, en Gras & en Maigre, d'une manière plus délicate que ce qui en a été écrit jusqu'à présent : divisé en cinq volumes, avec de nouveaux modèles de Vaisselle, & des Desseins de Table dans le grand goût d'aujourd'hui, gravez en Taille-douce ... / par le sieur Vincent La Chapelle* à La Haye. Facile à lire, le livre de cuisine comporte des gravures de parures de table.

De nombreuses recettes sont basées sur des plats traditionnels néerlandais ou anglais, comme les tourtes et le steak. Il utilise beaucoup d'herbes ou des huîtres chères. Certaines recettes sont faibles en matières grasses, d'autres, qu'il appelle « indiennes », sont accompagnées de riz. Les bouillons médicinaux issus des pratiques culinaires des siècles précédents sont présentés comme des recettes de mets particulièrement utiles à la marine et d'autres destinés à une « soupe populaire » avant la lettre. L'ouvrage traduit l'expérience d'un chef, d'un intendant et d'un maitre de cérémonie.

Autres publications
- *Chansons de la Très-Vénérable Confrairie des maçons libres*
- *Chansons Originaires des Francs-Maçons suivie de la Muse Maçonne ou Recueil de nouvelles Chansons sur la Maçonnerie*

LACHENAL Adrien Genève 19 mars 1849 - Versoix GE 29 juin 1918.

Avocat, député, Conseiller National. Président de la confédération suisse en 1896.
Adrien-Louis Lachenal, avocat, député au Grand Conseil de 1880 à 1891. Il présida ce corps à plusieurs reprises ; il fut élu au Conseil des États en 1881 et au Conseil national dès 1884. Il présida cette assemblée en 1891. Il devint conseiller fédéral en 1893 et dirigea le département politique, puis celui de l'Intérieur. Il fut nommé Président de la Confédération en 1896. Il quitta le Conseil fédéral en 1900 pour reprendre un siège au Conseil des États, qu'il présida jusqu'en 1904 et ne quitta qu'à sa mort.



A son retour de Berne Adrien pris le maillet de Vénérable de la Loge "Fidélité et Prudence" jusqu'en 1903. Il fut à nouveau vénérable de 1909 à 1912. C'est le seul Frère de la Loge à avoir occupé cette fonction à deux reprises.

Adrien Lachenal, devenu un des principaux leaders du parti radical, s'occupa de tous les grands projets de lois : modification du droit civil et du droit pénal, assurances ouvrières, lois sur les fabriques, rachat des chemins de fer , etc. Colonel à l'état major judiciaire , il fut membre du tribunal militaire de cassation en 1906 qu'il présida de 1912 à sa mort. Il fut aussi un membre éminent pendant vingt ans du conseil d'administration des CFF et de la commission du musée national suisse.

Son attachement à la Franc-Maçonnerie était fort et il n'hésita pas lors d'un débat vif qui eu lieu à Fidélité et Prudence le 2 décembre 1909 à défendre les catholiques et le conseiller d'Etat William Rosier, membre de la Loge "Union des Coeurs", qui était violemment attaqué par William Vogt ainsi que par une fraction des catholiques hostiles à la Franc-maçonnerie. www.**fideliteprudence.ch/lachenal**.htm

LA DIXMERIE de Nicolas Bricaire

Lamothe, (Haute-Marne) vers 1731 - ? 1791.

Nicolas Bricaire de La Dixmerie est un homme de lettres français, membre de l'Académie d'Arras. Assez rapidement la Dixmerie vient s'installer à Paris.

À la fin des années 1770, il apparaît comme membre de la loge maçonnique des « Neuf Sœurs » où il est très actif. Admirateur de Voltaire, il en parraine l'initiation dans la loge.

Œuvres

La Dixmerie est un auteur prolifique. On peut citer ses *Contes philosophiques et moraux* (1765), *les Deux Ages du goût et du génie sous Louis XIV et sous Louis XV* (1769), qui tranche en faveur de l'époque de Louis XV ; *l'Espagne littéraire* (1774) ; '*La Sibyle Gauloise ou la France telle qu'elle fut, telle qu'elle est et telle à peu-près qu'elle pourra être. Ouvrage traduit du Celte et suivi d'un Commentaire*, Londres (1775), *Éloge de Voltaire* (1779), *Éloge de Montaigne* (1781).

Il est en outre l'auteur d'un « Discours sur l'origine, les progrès & le genre des Romans » (dans : Toni et Clairette, vol. 1, Paris : Didot l'aîné, 1773, p. v-lxxvi). Ce discours est analysé dans l'article Réflexions sur le roman au XVIIIe siècle.

Il est également connu pour ses œuvres satiriques, qui s'inspirent à la fois des récits utopiques et des récits de voyages,

- *Le Sauvage de Taïti aux Français, avec un envoi au philosophe ami des Sauvages*, Londres, Paris : Lejay, 1770. L'auteur s'appuie sur le rapport de Philibert Commerson sur son voyage avec Bougainville pour décrire Tahiti.
- *L'île taciturne et L'île enjouée, ou Voyage du génie Alaciel dans ces deux îles*, *Voyages imaginaires* volume 27 sur 39 volumes parus entre 1787 et 1789 à Amsterdam et à Paris, Charles-Georges-Thomas Garnier et Jean-Louis Deperthes éd. (La Rochelle : La Rumeur des âges, 1995), œuvre satirique qui reprend un thème populaire, l'opposition entre ceux qui préfèrent rire de tout comme Démocrite et ceux qui s'affligent de tout comme Héraclite, ou *Jean qui pleure et Jean qui rit*.

Citations

Dans ce récit de voyage imaginaire, un voyageur s'aventure vers des îles lointaines.

Il descendit d'abord dans l'île Taciturne, climat où tout le monde croit être sage, ose le dire, et est cru sur parole.

Puis aborde dans l'île de la Gaieté où :

La nation qui l'habite ne s'attriste communément de rien, chante du même ton ses avantages et ses pertes, affiche la frivolité, s'occupe des petites choses, s'amuse des grandes, et ne redoute pas moins l'extérieur de la sagesse que ses voisins n'en ambitionnent la réalité.

LA FAYETTE Gilbert du Motier de

Château de Chavaniac 6 septembre 1757 - Paris 20 mai 1834.



Né d'une famille de vieille noblesse, admis aux *Mousquetaires noirs* en 1771, La Fayette hérite de l'immense fortune du cote de La Rivière avant d'épouser Adrienne de Noailles en 1774.

C'est à ce moment, au contact de l'abbé Raynal et de sa famille qu'il s'adonne à des activités maçonniques. Son oncle, le comte de Ségur, est vénérable de *« La Candeur »* où il apparaît, même s'il fut peut-être initié antérieurement, selon Pierre Chevalier, dans une loge militaire messine. Sa présence comme visiteur est attestée lors de l'allumage des feux de cette loge le 25 décembre 1775.

Très lié à Franklin, il arme à ses frais la frégate *La Victoire*. Hostile à ses idées, son beau-père tente de le faire embastiller. Mais il s'enfuit à Philadelphie afin de convaincre les Américains de l'accepter à leurs côtés et fréquente un atelier de cette ville où passa également Miranda. En 1777, le Congrès américain le nomme major-général … sans solde ni commandement. Il participe aux combats et, à son retour en France, il est reçu comme le « héros des deux mondes ». Il est promu maréchal de France.

Resté en relation avec les milieux maçonniques en Amérique, il s'affilie encore, le 24 juin 1782, à la loge « *Saint-Jean d'Ecosse du Contrat Social* » à l'initiative de Jean-Charles Adolphe Grant, baron de Blairfindy. Cependant, il ne s'acquitte pas de ses devoirs et « disparaît » des registres en 1784 quand la mort emporte Grant.

Cette année-là, il reçoit la citoyenneté américaine. Après un troisième voyage triomphal en Amérique, de retour en France, il se déclare un adversaire de l'esclavage des Noirs. Il est appelé à l'Assemblée des notables en 1787 pour discuter des réformes où il défend surtout les intérêts protestants, dénonce les pratiques des fermiers généraux et réclame la convocation d'une assemblée nationale. Détesté par Marie-Antoinette, il est destitué de son grade de major-général. Député « libéral » de la noblesse, il propose le 11 juillet une Déclaration européenne des droits de l'homme et du citoyen. Vice-président de la Constituante, il conduit à Paris une délégation afin de féliciter la Ville pour la prise de la Bastille. Il en ordonne la démolition et envoie les clés à Washington. Placé à la tête de ce qui ne tarde guère à devenir la Garde nationale, il se pose un homme de la réconciliation entre le roi et la Nation. Le 14 juillet 1890, la fête de la Fédération est son « triomphe français ». Il prononce au nom des 250 000 fédérés le serment de fidélité à la Nation, au roi et à la loi. Mirabeau lui propose une alliance qu'il refuse alors que Talleyrand, qui le « sonde », le trouve « vide d'esprit et de décision ». La fusillade du Champs-de-Mars (17 juillet 1791) lui fait perdre définitivement une popularité déjà entamée par la nouvelle des châtiments ordonnés contre la garnison de Nancy. Quittant les Jacobins pour aller fonder à Barnave le *Club des Feuillants*, il pousse l'armée du Nord qu'il commande pour se présenter à la barre de l'Assemblée afin de condamner la journée du 20 juin 1792. Après le 10 août, il proteste contre la déchéance du roi et est décrété d'arrestation ; il passe dans le camp des Autrichiens qui le retiennent prisonnier jusqu'en 1797. Radié de la liste des émigrés en 1800, il refuse toute fonction officielle sous l'Empire et vit dans son château de la Grange-Bléneau-en-Brie.

C'est là qu'il retrouve ses activités franc-maçonnes. En effet, en 1806, il est élu vénérable des « *Amis de l'Humanité* » de Rozoy-en-Brie. Alors propriétaire, il transmet le flambeau à son fils George-Washington qui sera honoré avec son père lorsque, la Restauration venue, « le marquis » deviendra la figure de proue d'une maçonnerie convertie au libéralisme politique.

Député des Cent-Jours ayant réclamé l'abdication de Napoléon après Waterloo, le retour des Bourbons en fait l'héritier et le symbole des idées de la Révolution française. Il s'implique rapidement dans la nébuleuse de sociétés politiques contestant le régime en place dans laquelle s'insèrent les loges. Député de la Sarthe en 1818, ses voyages en province sont le prétexte fréquent pour que les libéraux organisent des banquets.

Le 17 août 1820, on le voit ainsi recevoir Carriol et Joubert, les meneurs mandatés par les groupuscules opposants et les loges « *Les Amis de l'Armorique* » et « *Les Amis de la Vérité* ». Il fréquente les tenues de cette dernière et s'engage dans la charbonnerie qu'il soutient et finance. Battu en 1824, il profite de la défaite électorale pour effectuer un dernier voyage triomphal en Amérique. A son retour, il est reçu triomphalement par la loge « *Le Parfait Silence* » à Lyon, le 5 septembre 1829. « *Les Trinosophes* » le reçoit également à la fête de l'Ordre le 15 janvier 1830 avec son fils.

« *Les Trois Glorieuses* » entrainent un véritable ralliement de la maçonnerie autour de sa figure : « *Les Trois Jours* », éphémère loge du Suprême Conseil constituée dès 1830, l'agrège opportunément. Il en devient vénérable d'honneur alors que le maillet est tenu par Laffitte. En avril 1830, il accepte le titre de Grand Maître d'honneur du Conseil des Grands Chevaliers Elus Chevaliers Kadosh. Présent lors de la fête du 10 octobre 1830 organisée à l'Hôtel de Ville, il est fêté le 16 de ce mois devant 500 maçons, puis entre au Suprême Conseil le 21 novembre. De retour au Parlement en 1830, il est la figure de proue du parti du Mouvement, fortement maçonnisé. Il reprend ses combats pour la liberté et continue de réclamer l'émancipation des Noirs et l'abolition de la peine de mort. A 76 ans, en 1833, il était encore maçon et même vénérable de sa loge de Rozoy. Fidèle à son idéal de maçon jusqu'au bout, il meurt à Paris. En mai 1834, lors de ses obsèques, la loge « *La Rose du Parfait Silence* » déploie sa bannière.

La longue carrière du marquis, assez peu consistante à la fin de l'Ancien Régime, prit donc une réelle dimension idéologique durant les années noires de la Restauration. C.L.B. et E.S.

LAFONTAINE



Henri

Bruxelles 22 avril 1854 - 14 mai 1943.

Homme politique belge, socialiste, professeur à l'université nouvelle de Bruxelles de 1894 à 1819. Prix Nobel de la paix en 1913.

Initié Franc-Maçon au sein de la loge " Les Amis Philanthropes (n° 1) Bruxelles" du Grand Orient de Belgique, il fut l'un des fondateurs de la première loge mixte du Droit Humain en Belgique.

Inscrit à l'Université libre de Bruxelles en Droit, il réalise un stage chez Edmond Picard (1836-1924). En 1883, il est poussé par Hodgson Pratt à fonder une société pacifiste belge, la Société belge de l'arbitrage et de la paix. Passionné par l'alpinisme, la littérature et la politique, il écrit plusieurs ouvrages sur ces sujets. Sa rencontre avec Paul Otlet (1868-1944) le conduit à participer à la publication en 1890 d'un *Essai de bibliographie de la Paix* et à soutenir le projet du Mundaneum.

Il s'investit également à la publication de la Classification décimale universelle (CDU). Il participe très tôt à la vie politique de la Belgique en étant sénateur de plusieurs province, et défend fermement ses opinions sur l'éducation, le droit des femmes, etc. Il contribue à la création du Bureau international permanent de la paix (BIPP) et le préside dès 1907. Henri La Fontaine reçoit le Prix Nobel de la paix en 1913 et publie en 1916 *The great solution : magnisissima charta*. Dans cet ouvrage, il défend l'idée d'une organisation internationale du travail intellectuel.

LAFFORGUE



René-Louis San Sebatien 13 mars 1928 – Albi 3 juin 1967.

Poète et chanteur, RENE-LOUIS LAFFORGUE est surtout connu comme l'auteur-compositeur-interprète de l'inoubliable chanson "Julie la Rousse" (1957). Né en à San Sebastian (Espagne), il quitta son pays natal au moment de la guerre civile pour se réfugier en France.

René-Louis LAFFORGUE qui, selon les souvenirs de témoins oculaires, chantait "Le Grand Manitou" en se tenant ostensiblement à l'*ordre d'Apprenti*, était membre de la Loge parisienne *L'Etoile Polaire*.

Il fut également acteur au cinéma, au théâtre et à la télévision.

LAGUARDIA



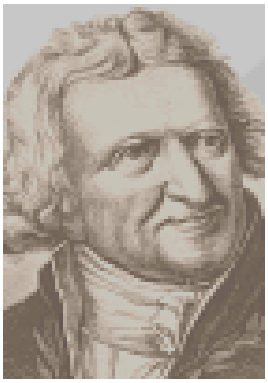
Fiorello H. New York 11 décembre 1882 - 20 septembre 1947.

Initié Franc-Maçon, en 1913, à la Loge "*Garibaldi Lodge*", New York City.

Homme politique américain qui fut notamment maire de New York à trois reprises de 1934 à 1945. Surnommé *the Little Flower* (« la petite fleur ») du fait de sa petite taille et de la traduction de son prénom italien (*Fiorello*), il reste dans l'histoire comme un maire important du fait de sa gestion de la ville au lendemain de la Grande dépression des années 1930. LaGuardia était ainsi un fervent supporter de la politique de New Deal de Franklin D. Roosevelt. Il naquit dans Greenwich Village à Manhattan, d'un père, Achille Luigi LaGuardia, immigrant italien et d'une mère, Irene Cohen, juive originaire d'Autriche-Hongrie. Il passa néanmoins son enfance dans l'Arizona avec sa mère, et fut très tôt attiré par l'étranger.

Il réalisa des missions dans les ambassades américaines à Budapest ; Trieste et Rijeka entre 1901 et 1906, avant de reprendre des études à l'université de New York. Durant cette même période, il travailla en tant qu'interprète à Ellis Island. Il a donné son nom à l'un des aéroports internationaux de New York, ainsi qu'à une école : la *Fiorello H. LaGuardia High School of Music & Art and Performing Arts*, créée par lui en 1936 et popularisée par le film *Fame*.

LAKANAL



Joseph Serres-sur-Arget 14 juillet 1762 - Paris 14 février 1845.

Scientifique, homme politique français, il fit adopter par la Convention les décrets établissant les trois degré d'instruction et la loi sur l'enseignement 1794.

Franc-Maçon, on ignore la date de son initiation, mais sous l'Empire il était membre des Loges "*Le Point Parfait*" et "*La Triple Harmonie*" à Paris.

Biographie

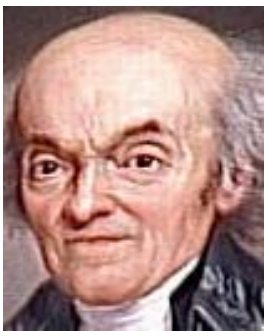
Il fut professeur de rhétorique puis de philosophie chez les Pères de la Doctrine Chrétienne dans diverses villes de France avant de se rallier à la Révolution. Il fut député de l'Ariège à la Convention, où il siégea parmi les Montagnards, et vota la mort de Louis XVI. Membre du Comité de l'Instruction publique de la Convention, Lakanal remit un rapport sur les Écoles militaires, signalant celle de Paris comme « un des monuments les plus odieux élevés par le despotisme à l'orgueil et à la vanité ».

C'est également sur son rapport que, le 19 juillet, la Convention rendit le décret relatif à la propriété des auteurs d'écrits en tous genres, des compositeurs de musique, des peintres et dessinateurs ; c'est lui qui fit accorder à Claude Chappe, l'inventeur du télégraphe, le titre d'ingénieur appointé comme lieutenant du Génie et qui fit construire la première ligne télégraphique. Sur sa proposition, le 18 novembre 1794, la Convention décide la fondation de 24 000 écoles primaires. En 1795, il fit voter l'organisation des écoles normales et d'un projet d'instruction publique. Il y développe les idées chères aux idéologues sur l'enseignement : « L'analyse seule est capable de recréer l'entendement, et la diffusion de sa méthode détruira l'inégalité des lumières. » Nommé député à deux reprises par le département de Seine-et-Oise en 1798, il refusa cet honneur. L'année suivante il fut envoyé à Mayence en qualité de commissaire pour organiser les nouveaux départements réunis à la France. Il fit à la Convention un rapport sur l'établissement d'une École publique des langues orientales vivantes. On lui doit aussi la conservation du Jardin des Plantes, qu'il fit réorganiser sous le nom de Muséum national d'histoire naturelle. Réélu au Conseil des Cinq-Cents, Lakanal présenta le règlement de fondation d'un Institut national, qui deviendra bientôt l'Institut de France, et proposa la liste des membres qui devaient en former le noyau complété par des élections. Ce corps savant contenait trois classes : la première s'occupait des sciences physiques et mathématiques, la seconde des sciences morales et politiques, la troisième de la littérature et des beaux-arts.

Lakanal fut élu membre de la deuxième classe dont il devint secrétaire. Sous l'Empire, il accepta la chaire de langues anciennes à l'École centrale de la rue Saint-Antoine, et fut plus tard attaché au lycée Bonaparte comme économiste. En 1809, il devint inspecteur des Poids et Mesures. Il prépara une édition des œuvres de Rousseau et rédigea un traité d'économie politique. À la Restauration, il partit pour les États-Unis et finit après quelques pérégrinations par devenir président de l'université de Louisiane à la Nouvelle-Orléans, puis planteur en Alabama, où en 1817, plusieurs centaines de réfugiés de Saint-Domingue, menés par deux ex-généraux de Napoléon Bonaparte, fondent la Vine and Olive Colony, et obtiennent 370 kilomètres carrés du gouvernement américain.

Très vite, ces colons, dont fait partie aussi l'éditeur de presse Jean-Simon Chaudron, abandonnent le vin et les olives pour devenir des pionniers de l'histoire de la culture du coton. Après la Révolution de Juillet, il attendit trois ans pour regagner Paris et siéger de nouveau à l'Académie des sciences morales et politiques. Il mourut le 17 février 1845, laissant sa jeune épouse et leur enfant démunis malgré sa longue carrière et fut enterré au cimetière du Père-Lachaise. Sa tombe située dans la 11e division, est une concession gratuite par arrêté préfectoral en date du 16 février 1847.

LALANDE Jérôme Le Français de



Bourg-en-Bresse 11 juillet 1732 – Paris 4 avril 1807.

Ses parents l'envoient à Paris pour y étudier le droit. Il loge dans la capitale à l'Hôtel Cluny, où Joseph-Nicolas Delisle (1688-1768) a installé un observatoire. Lalande découvre alors l'astronomie et devient un élève zélé et favori de Delisle ainsi que de Pierre Charles Le Monnier (1715-1799).

Après la fin de ses études, il retourne à Bourg-en-Bresse pour exercer le métier d'avocat. Le Monnier obtient la permission pour envoyer Lalande à Berlin pour y observer la parallaxe lunaire, simultanément, l'abbé Nicolas-Louis de Lacaille (1713-1762) fait de même au Cap (ce qui permet de déterminer la distance Terre-lune). Le succès de sa mission le fait entrer à l'Académie des sciences de Berlin à 21 ans.

Il obtient un poste d'assistant à Paris et il est élu membre de l'Académie des sciences en 1753. Il fonde la Société d'émulation de l'Ain en 1755 et il est élu membre de l'Académie de Rouen le 4 mars 1761.

S'étant consacré à l'étude des planètes du système solaire, il publie en 1759 une édition corrigée des tables d'Edmond Halley (1656-1742), à laquelle il ajoute une histoire de la comète de Halley qui est observable cette année-là. Avec l'aide d'Alexis Clairaut et de Nicole-Reine Lepaute, il en calcule la date de retour et les éléments orbitaux. En 1762, Delisle démissionne de sa chaire d'astronomie au Collège de France en faveur de Lalande qui occupe cette fonction 46 ans. Sa maison devient une école d'astronomie, ses élèves comptent Jean-Baptiste Joseph Delambre (1749-1822), Giuseppe Piazzi (1746-1826), Pierre Méchain (1744-1804) ainsi que son propre neveu Michel Lefrançois de Lalande (1766-1839). Il utilise nombre d'amateurs pour calculer ses éphémérides plus rapidement. Sa renommée vient de son travail sur l'orbite de Vénus en 1769, mais son caractère difficile lui vaut de nombreuses inimitiés. En 1768, il entre à la loge maçonnique du Grand Orient de France.

En 1778, délaissant momentanément les étoiles pour l'hydrologie, il rédige *Des Canaux de Navigation, et spécialement du Canal de Languedoc*, une somme sur la navigation intérieure en tous temps et sur tous les continents qui fait encore autorité, consacrant un tiers de l'ouvrage au canal du Midi, déjà présenté comme une réalisation exemplaire. En 1795, il participe à la création du Bureau des longitudes avec l'abbé Grégoire. Lalande a participé à la création du Calendrier républicain, et contribue grandement à populariser l'astronomie. Il fait paraître de 1789 à 1798 son *Histoire céleste française* où il décrit 50 000 étoiles. Il est également l'auteur d'une chronique des sciences de son époque (deux volumes, *Bibliographie astronomique*, 1804). Il fonde, en 1802, un prix destiné à récompenser l'œuvre d'astronomes, le prix Lalande.

Bien qu'il fut astronome, professeur au Collège de France et membre de l'Académie des Sciences, Lalande reste surtout connu des historiens de l'astronomie ; pourtant, en plus de nombreux mémoires scientifiques, on lui doit un intéressant *Voyage d'un Français en Italie* en huit volumes (1769), et un *Mémoire sur l'intérieur de l'Afrique* (1795) où il attire l'attention de ses contemporains sur la richesse de ce continent inconnu. Il fut aussi l'instigateur du Dictionnaire des athées anciens et modernes (1800) de son ami Sylvain Maréchal. Formé à l'école de la cour du roi de Prusse, esprit libre et parfois singulier (il se proclame « doyen des athées » mais demande audience au pape lorsqu'il passe par Rome ; on le dit aussi amateur d'araignées …), Lalande a été curieux de tout.

Reçu à la loge « *Saint-Jean des Elus* » de Bourg-en-Bresse, il est, avec Helvétius, à l'origine de la loge « *Des Sciences* » à l'orient de Paris qui, à la mort de ce dernier se transforma en loge des « *Neufs Sœurs* » (1776). Vénérable de cette loge en 1778, il en devient l'orateur en 1784 ; il reçoit l'honorariat en 1784. Membre du Souverain Conseil des Empereurs d'Orient et d'Occident, Lalande fut, en 1772, l'un des quatre commissaires chargés d'opérer la fusion du Conseil des Empereurs et de la Grande Loge. D'autre part, en tant que membre de l'assemblée générale, il prit une part active à la fondation du Grand Orient en 1772-1773, dont il devint Grand Officier. Lalande est aussi l'un des premiers historiens de la franc-maçonnerie. Son *Mémoire sur l'histoire de la franc-maçonnerie* parut d'abord sous la forme d'un article dans l'édition d'Yverdon (1773) de l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert ; il y remplaçait les quelques lignes reprises de la Cyclopaedia (1728) de Chambers consacrées au sujet et qui avaient été insérées dans la première encyclopédie.

L'article est publié séparément en 1774 et, en 1777, le Grand Orient l'annexe à l'Etat du Grand Orient de France (I, II, 86-103), ce qui lui donne un caractère officiel. Simultanément, il paraît dans l'édition de Genève de l'Encyclopédie, mais avec de nombreuses variantes, dont un paragraphe supplémentaire consacré aux persécutions subies par les francs-maçons en Espagne, au Portugal et en Italie, ainsi qu'un développement sur la réception de Voltaire en 1778. Finalement le premier état du texte est repris dans l'Encyclopédie méthodique, de Panckoucke en 1786.

Ce texte, peut-être à cause de son caractère « officiel », a connu un long purgatoire.

Les historiens le tenaient en piètre estime (A. Lantoine, Histoire de la Franc-maçonnerie, 1925) ou se montraient réservés à son endroit (G. Martin, Manuel d'histoire de la franc-maçonnerie française, 1929), mais Henri-Félix Marcy et Daniel Ligou ont attiré les premiers l'attention sur ce texte avant que Pierre Chevallier, dont les recherches ont renouvelé la connaissance que nous avions des premiers pas de la maçonnerie continentale, ne réhabilite véritablement Lalande (Les Ducs sous l'acacia, 1964), en établissant le bien-fondé de son rôle historique. Ch.P.

LAMARTINE de **Alphonse** Mâcon 21 0ctobre 1790 – Paris 28 février 1869.



Lamartine n'était pas franc-maçon mais sa philosophie, très proche de la leur, et sa littérature ont fortement influencé le XIXe siècle et la Révolution ; c'est un hommage à lui rendre que de la considérer comme « maçon sans tablier… et quel maçon ».

Le poète naît à Macon du mariage, célébré le 7 janvier 1790 entre Pierre de Lamartine, chevalier de Praz, officier au Dauphin-Cavalerie et, Alix des Roys, chanoinesse séculière du chapitre de Saint-Martin-de-Salles, dans le Beaujolais. Son père, qui aurait été initié dans une loge militaire alors qu'il servait en Bretagne, participe à la défense des Tuileries le 10 août 1792 et échappe de peu à la mort. Alphonse fréquente l'école de Bussières et, en 1801, devient interne de la pension Puppier à Lyon ; il achève ses études chez les Pères de la Foi – autrement dit les jésuites – de Belley, où il accomplit une année de rhétorique particulièrement brillante.

En 1810, ses parents lui évitent la conscription en lui achetant un remplaçant ; il part pour Lyon où il consacre plus de temps à ses plaisirs qu'à ses études de droit. Lamartine accomplit son premier voyage en Italie (1811-1812), est nommé maire de Milly (1812), entreprend deux tragédies. En 1820, il publie les ***Méditations poétiques***, qui remportent un immense succès et épouse Mary-Ann Birch, s'installe à Naples où il est attaché d'ambassade. Un fils naît à Rome le 15 février 1821 ; il meurt à Paris le 4 novembre de l'année suivante.

Lamartine publie les ***Nouvelles Méditations Poétiques*** en 1823 et, en 1825, ***Le Dernier Chant du pèlerinage d'Harold***, inspiré par la mort de Byron. Nommé secrétaire de légation à Florence, il arrive dans cette ville le 2 octobre 1825, devient un familier de l'archiduc Léopold, grand duc de Toscane, et transmet au gouvernement de précieuses informations sur les affaires de Toscane et sur la politique de Metternich. Il regagne la France en 1828. A cette date, ses conceptions politiques ont déjà évolué. Légitimiste et « réacteur », il a progressivement conçu une politique libérale et « rationnelle » et, en 1828, il refuse de servir Polignac. En 1829, année de la rencontre avec Chateaubriand, Hugo, Sainte-Beuve, il est élu à l'Académie française, où il succède au comte Daru. En juin 1830, il publie les ***Harmonies poétiques et religieuses***. Ne voulant pas conserver sous Louis-Philippe un poste qu'il devait au règne précédent, il démissionne et abandonne la carrière diplomatique. Quelques mois plus tard, le procès des ministres de Charles X lui inspire l'***Ode contre la peine de mort***. En 1831, il publie ***De la politique rationnelle***, opuscule fondamental dans lequel il exprime sa conviction que les hommes peuvent et doivent orienter le cours de l'histoire par leur action et que la démocratie est l'avenir du monde. En 1811 encore, il échoue à la députation dans trois circonscriptions, échec qui se répète lors d'une élection partielle en 1832. Il s'embarque alors pour le Moyen-Orient avec sa femme et sa fille Julia, visite Jérusalem, séjourne à Beyrouth où Julia meurt de phtisie le 7 décembre 1832. Cette mort lui fait abandonner ses dernières croyances chrétiennes pour une forme de panthéisme mystique. En 1833, élu député de Bergues (Nord), il veut occuper à la Chambre « une place solitaire et neutre », alors que tous les partis lui font des avances. Il est réélu en 1837 dans deux circonscriptions, choisit celle de Mâcon où il est encore réélu en 1842 et en 1846. Il défend les humbles et plaide toujours la cause de l'humanité.

Grand orateur, il prononce d'importants discours sur l'instruction publique et contre la peine de mort (1834), sur l'émancipation des esclaves (1835), sur les enfants trouvés (1838). En 1840, les inondations de Lyon et de Mâcon lui inspirent ***Le Cri de charité***, long poème en faveur des sinistrés. En 1840 encore, à l'occasion du retour des cendres de Napoléon, il fait sensation en refusant de s'associer à « cette religion napoléonienne » et de « défier la guerre ». Cette position annonce ***La Marseillaise de la paix*** (1841).

Convaincu que la presse peut être un instrument d'éducation du peuple, en 1842, il fonde Le Bien public, dans lequel, en 1843, il se prononce pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Partisan de la réforme électorale, il s'éloigne de plus en plus de Guizot ; à la mort du duc d'Orléans (1842), il se rallie au principe d'une régence élective. En 1843, il rompt avec le régime ; sa dernière intervention à la Chambre sous la Monarchie de Juillet se situe en juin 1846. Dans La Presse du 31 octobre 1847, il expose un programme politique, dans lequel Proudhon ne voit qu' « eau bénite de rhéteur ». Il reproche au poète, qui n'est plus qu' « une idole à démolir », son absence de réflexion économique. Blanqui, de son côté, estime regrettable que le poète ne passe pas ses écrits « au crible de l'expérience et de la réalité ».

Durant toutes ces années sont édités le ***Voyage en Orient*** (1835), Jocelyn (1836), ***La Chute d'un ange*** (1838), œuvres toutes mises à l'Index. L'***Histoire des Girondins*** est publiée en 1847 ; le 18 juillet, à Mâcon, est organisé un grand banquet en l'honneur de cette œuvre, dont l'influence politique fut considérable. Le 24 février 1848, l'intervention de Lamartine contribue au triomphe de la République sur la régence. Ministre des Affaires étrangères, Lamartine est le chef effectif du gouvernement provisoire ; le 4 mars, il envoie aux ambassadeurs de France des consignes leur enjoignant de rassurer les différents gouvernements : la France souhaite la paix et ne désire pas propager la Révolution. Il est encore à l'origine de mesures intérieures rassurantes : rejet du drapeau rouge au bénéfice du drapeau tricolore « qui fait le tour du monde », abolition de la peine de mort en matière politique.

Le 10 mars, précédés d'un drapeau tricolore portant l'inscription « Francs-Maçons », 300 francs-maçons républicains appartenant presque tous à l'obédience du Suprême Conseil, se rendent à l'Hôtel de Ville, pour exprimer leur soutient à la République et au gouvernement provisoire. Sept d'entre eux, revêtent leur tablier – symbole d'égalité et de travail – se présentent devant Lamartine qui répond au discours du frère Jules Barbier :
« *Je n'ai pas l'honneur de savoir la langue particulière que vous parlez, je n'ai jamais eu dans ma vie l'occasion d'être affilié à une loge, (…). Ces sentiments de fraternité, de liberté, d'égalité, qui sont l'Evangile de la raison humaine, ont été laborieusement, quelquefois courageusement scrutés, propagés, professés par vous dans les enceintes particulières où vous renfermiez jusqu'ici votre philosophie sublime, (…).*
Je vous remercie au nom de ce grand peuple qui à rendu la France et le monde témoins des vertus, du courage, de la modération et de l'humanité qu'il a puisés dans vos principes, devenus ceux de la République française » .

Après l'élection de l'Assemblée nationale, Lamartine est élu dans 10 départements – le gouvernement provisoire se retire tandis qu'est élue une commission exécutive de cinq membres, parmi lesquels se trouve Lamartine. Le 24 juin, lors de la grande insurrection ouvrière, l'Assemblée met Paris en état de siège et exige la démission des pentarques. L'homme fort est désormais le ministre de la Guerre, Cavaignac, au grand dan de Lamartine, plus désireux que jamais d'éviter toute effusion de sang. Les débats sur la Constitution entamés dès le mois de mai par le Comité constitutionnel commencent à la Chambre le 4 septembre ; le 6 octobre, Lamartine soutient le principe de la fonction présidentielle er se montre favorable à une élection du président au suffrage universel. Le 19 novembre 1848, jour de la fête de la promulgation de la Constitution dans toutes les communes de France, il prononce à Mâcon un grand discours dans lequel sont répétés à satiété tous ces grands mots de Dieu et de Providence qui indisposent tant Proudhon. Candidat malheureux à la présidence – en faveur de qui Le Franc-Maçon a fait campagne -, il obtient moins de 18 000 voix, score qui provoque l'hilarité de la droite, laquelle tient Lamartine nias « pour la liquidation des dettes et la vente des terres de M. de Lamartine » organise une souscription ; celle-ci est autorisée par le gouvernement mais elle échoue par suite des manœuvres du ministre de l'intérieur et de la campagne du ministre de l'intérieur et de la campagne malveillante de Louis Veuillot.

Pour cette opération, les frères des « *Arts Réunis* » sollicitent les loges. Quelques-unes souscrivent et Lamartine exprime sa reconnaissance ; comme en 1848, il expose sa conception de la franc-maçonnerie : « *Vous écartez tout ce qui divise les esprits, vous professez tout ce qui unit les cœurs, vous êtes les fabricateurs de la Concorde. Vous jetez avec vos truelles le ciment de la vertu dans les fondements de la société, vos symboles ne sont que des figures. Si je ne me trompe pas dans cette interprétation de vos dogmes, on peut soulever le rideau de vos mystères sans crainte d'y découvrir autre chose que des services rendus à l'humanité* » Daniel Ligou

Cette lettre est reproduite et diffusée en 1866 dans des circonstances particulières. Lors des obsèques catholiques d'Emmanuel de Cessiat, neveu de Lamartine, libre penseur et franc-maçon, tous les frères portent un rameau d'acacia à la boutonnière et le vénérable des « *Arts Réunis* » tient l'un des cordons du poêle. Le prêtre exige qu'un membre de la famille se substitue à François Martin, et, au cimetière, empêche celui-ci de prononcer un discours ; quant aux rameaux d'acacia, ils doivent disparaître. Pour ne pas rester sur cet affront, le vénérable diffuse le texte de son allocution, dans laquelle se trouve incluse la lettre de 1858. Le 1er mai 1867, Lamartine est frappé par une attaque d'apoplexie. Une nouvelle attaque le terrasse le 22 février 1869 et il meurt à Passy (où le conseil municipal lui a offert un chalet) le 28 février 1869, ayant reçu les derniers sacrements qui lui ont été administrés par l'abbé Deguerry.

L'année de son décès, une souscription lancée pour un monument Lamartine à Mâcon échoue. L'initiative est vigoureusement défendue par la loge « Les Arts Réunis » qui adresse une circulaire aux loges de toutes les obédiences : « *Si l'illustre poète ne faisait pas partie de notre institution, il était notre frère par le cœur et notre ami sincère par les nobles aspirations de son âme élevée. (…) Il s'est associé à nous ; unissons nous, TT.:CC.:FF.:, pour immortaliser les traits de ce puissant génie qui a tout fait pour la construction de ce temple symbolique, dont l'enceinte sacrée doit recevoir un jour l'humanité entière* ». (Daniel Ligou). La lettre de 1858 est reproduite et vendue 50 centimes, mais le Conseil de l'Ordre refuse d'appuyer cette initiative, sans l'interdire toutefois. Seules 16 loges souscrivent, sur 200 environs, pour la faible somme de 300 francs. En 1879, François Martin étant maire de Mâcon, une statue du poète, due au ciseau de Falguière, est érigée enfin devant l'Hôtel de Ville de Mâcon. J.L.

LAMBALLE de **Marie-Thérèse Louise,** princesse Turin 8 septembre 1749 - Paris 3 septembre 1792.



Maçonne, fondatrice de la Loge d'Adoption "*Saint-Jean de la Candeur*". En 1780 elle devint la Grande Maîtresse des Loges Écossaises Féminines Régulières de France (Rite Écossais Philosophique)

Marie-Thérèse Louise de Savoie-Carignan (en italien, « Maria-Teresa di Savoia-Carignano »), plus connue sous le nom de « princesse de Lamballe », est issue d'une branche cadette de la famille royale de Piémont et devient membre d'une branche légitimée de la famille royale de France par son mariage en 1767 avec le fils du duc de Penthièvre (lui-même fils du comte de Toulouse fils légitimé de Louis XIV et de Madame de Montespan).

Elle est la fille de Louis-Victor de Savoie-Carignan (1721-1778), en italien « Luigi-Vittorio di Savoia-Carignano, principe di Carignano », et de Christine-Henriette de Hesse-Rheinfels-Rothenbourg (1717-1778), en allemand « Christine, Landgräfin von Hessen-Rheinfels-Rotenburg ».

Sœur des défuntes duchesse de Bourbon et reine Polyxène de Piémont-Sardaigne, défunte épouse du roi Charles Emmanuel III. Elle est tante à la 7ème génération de l'actuel chef de la Maison Royale d'Italie, Victor-Emmanuel de Savoie et à la 8ème génération de son fils Emmanuel-Philibert de Savoie, époux de l'actrice Clotilde Courau. La princesse grandit à Turin et y mène une existence maussade et stricte, mais éloignée des complots et des intrigues de la cour. Elle passe pour une enfant douce, sage et pieuse, traits de caractère qui vont pousser le duc de Penthièvre à la choisir comme épouse pour son fils Louis Alexandre de Bourbon (1747-1768), prince de Lamballe. Le prince est un dévergondé et son père pense l'assagir en lui donnant une épouse vertueuse.

Elle épouse le prince de Lamballe, arrière-petit-fils de Louis XIV (branche légitimée), fils d'un des hommes les plus riches d'Europe, le 17 janvier 1767 par procuration à Turin; puis, le 31 janvier suivant à Nangis.

Le couple ne va pas connaître le bonheur. Très vite, le prince reprend ses habitudes et délaisse son épouse qui se réfugie auprès de son beau-père. Elle commence à développer ses accès de mélancolie et ses vapeurs qui la plongent dans des évanouissements plus ou moins longs. En 1768, son époux décède d'une maladie vénérienne. La princesse se retrouve veuve et sans enfant à 19 ans. Son beau-père la garde auprès de lui et, ensemble, ils sont très actifs dans diverses œuvres pieuses et charitables. L'année suivante, le duc d'Orléans, prince du sang, épouse la belle-sœur de Marie-Thérèse : Mademoiselle de Penthièvre est certes issue d'une branche illégitime de la Maison de France, mais elle est aussi, depuis la mort de son frère, la plus riche héritière du royaume. En 1769 également, après la période de deuil qui a suivi la mort de la reine, le parti des dévots, soutenu par Mesdames, les filles du roi, n'ayant pu remarier Louis XV à l'archiduchesse d'Autriche Marie-Elisabeth, pense à Marie-Thérèse. Ironie du sort, comme cela fut pour son défunt mari, il est encore une fois question pour Marie-Thérèse de convoler avec un homme esclave de ses sens. Le projet fait long feu : la comtesse du Barry, nouvelle maîtresse avant d'être officiellement la nouvelle favorite, ne voulant pas perdre ce prestigieux amant qu'elle tient, justement, par le plaisir des sens.

En 1770, le dauphin Louis-Auguste, futur Louis XVI, épouse l'archiduchesse d'Autriche Marie-Antoinette. C'est la première rencontre entre les deux femmes. Marie-Thérèse a vingt-et-un ans, Marie-Antoinette bientôt quinze. À partir de 1771, la princesse de Lamballe fréquente de plus en plus assidûment la cour et se rapproche de la dauphine, qui voit en elle une alliée sûre et une amie sincère. Devenue reine en 1774, Marie-Antoinette continue à fréquenter la princesse, mais de fausses et venimeuses rumeurs lancées à dessein pour nuire, attisées par les ennemis de la reine, commencent déjà à entacher leur amitié. Toutefois, la princesse conserve son caractère pieux et raisonnable, alors que la reine se laisse aller à ses penchants de plus en plus frivoles.

Louis XV étant mort le 10 mai 1774, Marie-Antoinette devient par là même reine de France. En 1775, la reine offre à son « cher cœur », le titre très lucratif de « surintendante de la Maison de la reine », dont la charge consiste à organiser les plaisirs de la reine. Mais très vite, celle-ci se rend compte que son amie (et cousine) est trop sérieuse pour l'emploi, n'a pas l'étoffe de la fonction et s'ennuie. Elle se tourne alors vers « la plus fraîche et plus insolente » Yolande de Polignac. Si la reine délaisse la princesse, elle ne l'oublie pas pour autant, mais il semble clair que, pour longtemps, Yolande de Polignac prend la place de l'amie dévouée.

Pour occuper son temps, la princesse part à la campagne, reprend ses activités charitables, rachète l'hôtel de Toulouse (actuelle Banque de France à Paris) à son beau-père et entre dans la franc-maçonnerie auprès du duc d'Orléans. En 1781, elle est nommée « grande maîtresse de toutes les loges Écossaises régulières de France ».

La Révolution

En 1789, la Révolution gronde et la reine commence à prendre conscience de ses erreurs. Elle se fait plus sage et se rapproche à nouveau de la princesse. Rapprochement d'autant plus aisé qu'elle a demandé à Mme de Polignac de quitter Versailles et de partir pour l'étranger après la prise de la Bastille.

En octobre 1789, la famille royale est ramenée à Paris et la princesse la suit dans sa nouvelle résidence, le palais des Tuileries. La princesse reste l'un des derniers soutiens de la reine et leur amitié s'en trouve renforcée. En 1791, la reine l'informe de sa fuite et l'enjoint de quitter la France. La famille royale est rattrapée à Varennes, mais la princesse avait envisagé son départ par Dieppe et Londres, munie d'un passeport en règle. Les deux femmes échangent alors une abondante (?) correspondance dans laquelle la reine avait réaffirmé ses sentiments d'affection envers la princesse: « j'ai besoin de votre tendre amitié et la mienne est à vous depuis que je vous ai vue », lui écrivait-elle en juin 1791.

À la fin de l'été 1791, la princesse de Lamballe fut chargée par Marie-Antoinette d'une mission – dont on ignore les motifs – à Aix-la-Chapelle, où elle se rendit. Mue par un pressentiment, elle y dicta ses dernières volontés, le 15 octobre 1791, nommant le marquis de Clermont-Gallerande son exécuteur testamentaire. Fin 1791, la reine suppliait la princesse de ne pas revenir à Paris, mais cette dernière, craignant pour la sécurité de ses biens menacés par les lois en préparation sur les biens d'émigrés, et aussi par dévouement, rentra à Paris, reprenant ses fonctions de surintendante aux Tuileries.

Chose ignorée de la totalité de ses biographes, la princesse de Lamballe émargeait sur les fonds secrets du ministère des Affaires étrangères, et il est peu douteux qu'en diverses circonstances, elle se fût chargée de porter des dépêches pour le compte des souverains. Son passeport d'avril 1791 avait été délivré par le ministre Montmorin, et on a dit que la princesse avait été chargée de rencontrer William Pitt, qui lui avait opposé une fin de non-recevoir. Quoi qu'il en soit, elle n'est évidemment pas demeurée passive pendant les mois précédant sa mort.

La presse révolutionnaire relaya bientôt une dénonciation lancée contre elle par le comité de surveillance de l'Assemblée législative. On lui reprochait d'avoir coordonné ou encouragé les activités du « Comité autrichien », nom de la cellule secrète principalement dirigée par Antoine Omer Talon, Maximilien Radix de Sainte-Foy et Charles-Louis Huguet de Sémonville (conseillers occultes de Louis XVI), et financée par les fonds de la Liste civile. Il semble qu'elle y représentait la reine, qui ne pouvait se permettre d'y paraitre directement. Ce comité, qui disposait aussi d'un financement privé, avait permis de peser dans les délibérations des comités révolutionnaires, de se rallier certains gens de plume et de faire retarder le vote du décret de déchéance. Ce qu'on appelait encore les « conciliabules de la Cour » fut avéré par de nombreuses pièces originales découvertes dans l'armoire de fer - le coffre fort personnel de Louis XVI. Elles mettaient en cause un certain nombre d'individus - souvent des révolutionnaires bon teint - qui avaient effectivement reçu de l'argent de la Cour et qui se sentirent soudain menacés par des témoins, tels que l'Intendant de la Liste civile Arnault de Laporte ou la princesse de Lamballe.

Le massacre
Le 10 août 1792, la foule envahit le palais et la princesse suit la famille royale qui se réfugia à l'Assemblée législative. C'est alors qu'est prononcée la déchéance du roi et décidée son incarcération au Temple. La princesse fait partie du convoi, mais dix jours plus tard, on vient chercher tous ceux qui n'appartiennent pas à la famille royale stricto sensu. Les deux amies doivent se dire adieu. La princesse fut conduite à la prison de la Force. Les 2 et 3 septembre 1792, une foule armée de barres de fer, de piques et de bûches encercla les prisons de Paris. La princesse, tirée de sa cellule au matin du 3, fut, d'après la reconstitution des procès-verbaux de la section des Quinze-Vingts, introduite devant une commission improvisée en hâte par les membres du comité de surveillance de la Commune du 10 août, et sommée de « nommer ceux qu'elle avait reçu à sa table ». On lui demanda surtout de témoigner sur la réalité de connivences de Louis XVI et Marie-Antoinette avec les puissances de la Coalition. Elle s'y refusa et c'est pour cette raison qu'on l'aurait mise à mort.

Il est possible qu'on ait voulu éviter un procès équitable au cours duquel elle aurait pu mettre en cause un certain nombre de pêcheurs en eaux troubles soudoyés par la cour, comme par exemple Dossonville, Stanislas Marie Maillard ou le général Antoine Joseph Santerre, partie prenante dans les massacres de septembre avec son beau-frère Étienne-Jean Panis. Dans les minutes qui suivirent ce semblant d'interrogatoire, elle fut « élargie ». Talleyrand, qui était encore à Paris à ce moment et qui devait embarquer pour Londres le surlendemain du crime, a indiqué à lord Grenville, secrétaire du Foreign Office, que Madame de Lamballe avait été tuée à la suite d'une atroce méprise. En sortant dans la cour de la prison, elle aurait eu, selon lui, un malaise, et les tueurs aux aguets, armés de bûches et de piques, croyant qu'elle avait reçu un premier coup, l'avaient frappé à leur tour. Cette version fut prise suffisamment au sérieux pour faire l'objet, le 24 septembre 1792, d'un mémorandum du ministère anglais.

Post-mortem
Tandis que sa tête était promenée au bout d'une pique jusqu'à la tour du Temple, Adam Pitt raconte que son corps fut transporté sur des kilomètres, profané, jusqu'au comité civil de la section des Quinze-Vingts. Enfin, la tête fut portée à son tour au comité, à sept heures du soir, après avoir été repoudrée, afin d'être « inhumée auprès du corps » dans une tombe du cimetière des Enfants-Trouvés. Quelques heures plus tard, le duc de Penthièvre dépêcha son fidèle valet Fortaire de retrouver sa dépouille, en vain. Sa mort donna lieu à une profusion de témoignages, très largement diffusés à l'époque et jusqu'à aujourd'hui, tant parmi les révolutionnaires que dans les milieux royalistes et contre-révolutionnaires, qui sont souvent sujets à caution, traduisant moins la réalité des faits qu'une vision fantasmatique. Ces textes, qui décrivent avec force détails macabres, la mise à mort, la mutilation, le dépeçage, la fragmentation et l'exposition du corps abandonné dans un chantier de construction, vers le Châtelet, jusqu'au petit matin, « expriment les craintes et les luttes qui animent alors les différents protagonistes de la Révolution ». Côté révolutionnaire, on a présenté les « cadavres réparateurs » des victimes des massacres de Septembre, laissés sur le pavé, comme une réponse au complot fomenté dans les prisons et à la menace extérieure. Pour Antoine de Baecque, la description morbide de la mise à mort et des outrages visait à « exprimer l'anéantissement du complot aristocratique ». De même, il considère qu'ils servaient à « punir la femme de cour, ainsi que le supposé complot féminin et lesbien – menaçant la prééminence masculine – de « la Sapho de Trianon », vilipendée par les chroniqueurs et les gazetiers sous l'Ancien Régime ». Les royalistes ont repris à leur compte ces récits, « en retournant leur sens pour montrer la régression du révolutionnaire à l'état de barbare et la monstruosité de la Révolution, opposée à la délicatesse du corps de la victime ».

Parmi ces récits, on peut noter *La Famille royale préservée au Temple. Extrait du récit de ce qui s'est passé au Temple dans les journées des 2 et 3 septembre 1792*, dont le manuscrit a été cité par Georges Bertin en 18887, le récit des événements dans la *Révolution de Paris*, qui présente la princesse de Lamballe comme une comploteuse, *La Vérité tout entière sur les vrais acteurs de la journée du 3 septembre 1792*, le *Bulletin du comte de Fersen au prince régent de Suède sur ce qui s'est passé en France* ou *Idée des horreurs commises à Paris dans les journées à jamais exécrables des 10 août, 2, 3, 4 et 5 septembre 1792 ou Nouveau Martyrologe de la Révolution française*.

Après les événements, plusieurs auteurs ont repris ces descriptions des événements dans leurs ouvrages, qu'il s'agisse de l'abbé Barruel, Antoine Serieys, Mme de Créquy ou Mme Guénard. Plus récemment, des biographes comme Stefan Zweig ont repris ces descriptions dans leur récit des derniers instants de la princesse de Lamballe.

LANDREMONT de **Charles Hyacinthe LECLERC** Fénétrange 21 août 1739 - Nancy 26 septembre 1818**.**
Charles Hyacinthe Leclerc de Landremont est un officier militaire qui devient général durant les Guerres de la Révolution française et qui est quelque temps commandant en chef de l'Armée du Rhin.

Landremont est tout d'abord officier de cavalerie. Il est cité comme capitaine de dragons, à Nancy. À l'époque, en 1786, il est capitaine en second au régiment de Schomberg-dragons, cantonné à Mirecourt. **Chevalier du Temple, membre de la Stricte observance**

Après trente ans de service dans l'armée, il est chef d'escadron depuis le 1er mai 1788, au régiment de Schomberg-dragons, futur 17e régiment de dragons, à Commercy. Il est aussi, dès 1786, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis.

Officier à l'Armée du Rhin

En 1791, Landremont est promu lieutenant-colonel, puis colonel le 12 juillet 1792, et enfin maréchal de camp le 5 octobre 1792. Landremont est employé sous les ordres du général Custine. Il est toujours à l'avant-garde. Il conquiert la principauté de Deux-Ponts, en 1792. Il est loin d'être aussi heureux devant Carlsberg.

Le 13 décembre 1792,	Landremont repousse les Impériaux jusqu'à leurs batteries de seconde ligne, et menace Konsaarbruck, mais est attaqué par des troupes de réserve ennemies.
Le 2 avril 1793,	Landremont, demeuré sur la rive gauche de la Lauter (rivière), avec une avant-garde de six bataillons et de 2 000 chevaux couvre la communication entre Weissembourg et Landau.
Le 6 mai 1793,	Landremont attaque la brigade von Hotze et la chasse de la position d'Herxheim.
Le 17 mai 1793,	Custine, avec une division du camp de Geisberg et l'avant-garde aux ordres de Landremont, s'avance sur la grande route de Landau vers Impflingen. Landremont repousse avec vigueur les Autrichiens qui s'efforcent de déboucher du côté de Germersheim.
Le 18 mai 1793,	Landremont est élevé au grade de général de division9. Il est à l'avant-garde de six bataillons et de 2 000 chevaux et couvre la communication entre Weissembourg et Landau.
Le 19 juillet 1793,	Landremont, avec l'avant-garde soutenue de l'aile gauche, débouche sur Franckweiler et chasse les ennemis. Seule l'armée de Condé réussit à reprendre Zeiskam.

Commandant en chef de l'Armée du Rhin

Le 20 août, l'ennemi attaque avec des forces considérables sur tout le front. Les Républicains se replient. Le lendemain, le général Landremont fait attaquer sans succès les coalisés dans leur nouvelle position. Puis c'est aux coalisés de contre attaquer. Le régiment de Rohan émigré est repoussé dans les gorges de Berzgabern.

Le 25 août 1793, Landremont est nommé commandant en chef de l'Armée du Rhin, en remplacement de Alexandre François Marie de Beauharnais. Dans les faits, il est déjà le commandant en chef depuis le 18 août, car Beauharnais est malade**.** Il n'y aucun succès marqué de part et d'autre en août et septembre 1793. Landremont tente en vain deux passages du Rhin. L'un à Fort-Louis, l'autre à Kehl.

Landremont crée les hussards du corps des Partisans de l'Armée du Rhin.

Son arrestation, la prison

Cette tâche de commandant en chef de l'Armée du Rhin est immense. Déjà, des députés en mission, comme Carnot, annonce sa nomination à la Convention, mais demande soit son remplacement, soit sa nomination officielle. Il doit sans cesse justifier ses actes, en particulier à Jean-Baptiste Lacoste, député du Cantal. Le 29 septembre 1793, Landremont est suspendu, décrété d'arrestation et conduit à la prison de l'Abbaye à Paris, sans en connaître le motif. Antoine Guillaume Delmas prétexte son rôle dans la défense de Landau et refuse de le remplacer. Landremont n'est donc commandant que du 18 août 1793 au 23 août par intérim, puis du 23 août au 29 septembre 1793 provisoirement. Beauharnais et Landremont ont été successivement frappés par l'anathème lancé contre tous les ex-nobles.

Les jacobins supposent la trahison partout. En réalité l'accusation vient de plus haut. Maximilien de Robespierre le considère comme dangereux. Il détaille la conduite de Landremont : « noble et très-noble, comblé des faveurs du tyran, [et qui] n'avait rien fait des excellentes troupes qu'il commandait ». Maximilien de Robespierre parle également d'un « général perfide ». Il accuse les Brissotins et le côté droit de la Convention montagnarde de le soutenir. Lors de son procès, Landremont argumente que tous ses frères et ses cousins étaient volontaires et partis se battre pour défendre la patrie. Il retrouve la liberté à la chute de Robespierre, le 9 thermidor an II (27 juillet 1794). Il est nommé, au début de l'an III, inspecteur général des troupes à cheval, dans la 17e division militaire de Paris.

Les naufragés de Calais

Landremont est employé sur les côtes du nord de la France. En novembre 1795, à Calais, il sauve des naufragés, qui sont pour certains d'entre eux des émigrés français, car il craint que les jacobins les massacrent. Le général de Landremont commence par faire mettre en liberté tous les naufragés qui sont de nationalité étrangère. L'accusateur public, du nom de Gosse, le seconde. Le ministre de la justice se met en colère et crée une commission spéciale pour juger les 53 survivants à Saint-Omer et les accusent d'être des émigrés pris les armes à la main. Cette commission se déclare incompétente du fait des réactions des habitants de la région et d'un parlementaire anglais et demande à ce qu'il soit jugé par un tribunal militaire. Merlin de Douai fait destituer le général de Landremont pour « lenteurs complaisantes envers les émigrés naufragés à Calais ». Le tribunal militaire se déclare incompétent. Les naufragés seront détenus dans des conditions lamentables pendant des années…. Landremont prend sa retraite en 1796 (an IV). Il ne prend part à aucune bataille sous le Premier Empire. Il se retire à Nancy. Son nom fait partie des noms gravés sous l'Arc de Triomphe de l'Étoile.

LANNEAU de **Pierre Antoine Victor** Bard-lès-Époisses, en Côte-d'Or 25 décembre 1758 - ? 1830.

Pierre Antoine Victor de Lanneau de Marey. Prêtre défroqué et éducateur français de la fin du XVIII[e] siècle et du début du XIX[e], qui se lia à la franc-maçonnerie après sa rupture avec l'Église pendant la Révolution française.

Ancien prêtre théatin, Victor de Lanneau achève en 1791 sa rupture avec le milieu ecclésiastique en acceptant de prêter serment à la Constitution. Quatre ans plus tard, il intègre le Grand Orient de France à Paris.

Il s'est toujours intéressé aux questions d'éducation, comme le montre l'adresse qu'il présente à l'Assemblée en juillet 1792, « tendant à déclarer libres et indépendants et délivrer de tout joug monacal les individus qui composent les collèges ». Victor de Lanneau, arrêté sous la Convention, est relâché rapidement. Sous le Directoire, il est nommé directeur au Prytanée français. En 1798, il achète les terrains du collège Sainte-Barbe et reconstitue l'établissement qu'il dirige ensuite jusqu'à sa mort. En 1880, la rue Saint-Hilaire, voisine du collège Sainte-Barbe, est renommée rue de Lanneau en son hommage.

LA PÉROUSE de **Jean-François de GALAUP** Près d'Albi 23 août 1741 - Vanikoro ? 1788-1789 ?



Né en Albigeois au manoir du Gô à deux lieues d'Albi, est un officier de marine et un explorateur français. L'expédition maritime autour du monde, qu'il commandait, a disparu corps et biens à Vanikoro (îles Salomon) en 1788. Il a laissé son nom à une localité de la banlieue de Sydney près de l'endroit où il aborda en 1788 (voir La Perouse). Cinq navires de la Marine nationale française ont porté son nom.

Jean-François de Galaup, issu d'une famille albigeoise dont la noblesse remonte à 1558, entre à l'Ecole des Gardes de la Marine à 15 ans, le 19 novembre 1756, ayant ajouté au sien le nom de La Pérouse, celui d'une terre reçue de son père. Il est encouragé par l'un de ses parents, le marquis Clément Taffanel de la Jonquière. Pendant ses études à Brest, il est engagé dès l'âge de 17 ans dans les conflits maritimes de la guerre de Sept Ans avec la Grande-Bretagne au large de l'Amérique du Nord, notamment à Terre-Neuve et sur le Saint Laurent avec son cousin Clément puis avec le chevalier de Ternay, qui deviendra son véritable tuteur, ainsi qu'aux Antilles.

LA MARINE

À 15 ans, il entre dans la marine. À 18 ans, il est blessé et fait prisonnier pendant la bataille des Cardinaux, près de Quiberon, entre le maréchal de Conflans et l'amiral Hawke. En septembre 1763, Bidé de Chézac prend avec lui quelques Gardes de la Marine, dont La Pérouse, pour conduire de Lorient à Brest le vaisseau neuf *Les Six Corps*. Après d'autres activités sur les côtes françaises, il effectue un séjour de cinq ans à l'île de France (aujourd'hui île Maurice), et exécute plusieurs missions dans les îles voisines. La Pérouse est promu au grade d'enseigne le 1er octobre 1764. Il fut initié à la franc-maçonnerie dans la loge de Brest « l'Heureuse rencontre ». Chargé de deux voyages aux Indes comme commandant de la *Seine*. A l'île de France, il rencontre sa future épouse, Eléonore Broudou, fille d'un armateur nantais, devenu administrateur de la marine. L'intervalle de quatorze ans de paix, qui s'écoula de 1764 à 1778, le mit à même de se livrer tout entier à la navigation ; il navigua pendant ce temps en Atlantique et dans l'océan Indien, d'abord en qualité de simple officier, ensuite comme commandant de plusieurs bâtiments du roi.

La Guerre d'indépendance américaine

Rentré en France en 1777, il est nommé lieutenant de vaisseau et obtient la croix de Saint-Louis pour avoir sauvé Mahé des assaillants indiens. Lors de la reprise des hostilités (en 1778), il reçut le commandement de la frégate *l'Amazone*, et se distingua dans l'escadre du comte d'Estaing par la prise d'une frégate britannique, nommée *l'Ariel*. Il participe ensuite à la guerre d'indépendance des États-Unis et aux combats contre les Britanniques aux Antilles jusqu'au Labrador (expédition de la baie d'Hudson), où il démontre sa valeur maritime et militaire en capturant deux forts britanniques.

En 1779 il rentre en franc-maçonnerie, Initié Franc-Maçon , en 1779, à la loge "*L'Heureuse Rencontre*", Brest.

La Baie d'Hudson

Devenu capitaine de vaisseau, en 1780, il se rendit avec *l'Astrée* sur les côtes de la Nouvelle-Angleterre ; s'y étant réuni à la frégate *l'Hermione*, commandée, par Louis-René-Madeleine de Latouche-Tréville, il rencontra près de l'île royale une frégate ennemie et cinq petits bâtiments. La frégate fut prise avec un des cinq bâtiments ; les autres s'échappèrent. La Pérouse se rendit ensuite au cap Français. C'est là qu'on lui apprit qu'il était chargé d'aller attaquer les établissements britanniques de la baie d'Hudson. Cette expédition ne fit pas dans le temps une grande sensation, à cause de son peu d'importance ; mais elle développa les talents de la Pérouse, et le fit connaître comme un officier capable de diriger une campagne de découvertes. Il venait de parcourir des parages peu connus, et il avait eu à surmonter, dans un espace très restraint, la plupart des dangers que la navigation peut offrir dans toute l'étendue du globe. Ce furent ces épreuves et cette gloire nouvellement acquise qui lui firent confier la direction de la belle campagne qui a mis fin à sa carrière et qui a illustré son nom. Nommé capitaine de vaisseau à 39 ans pour sa brillante conduite pendant la guerre, il épouse religieusement Eléonore Broudou en 1783, malgré quelques objections paternelles, et l'installe à Albi.

L'EXPEDITION

Après le traité de Paris, il est choisi par le marquis de Castries, ministre de la Marine et par Louis XVI pour diriger une expédition autour du monde visant à compléter les découvertes de James Cook dans l'océan Pacifique.9 Au Kamtchatka, il reçoit sa Commission de chef d'escadre arrivée de France. Après un long voyage jusqu'en Australie, l'expédition maritime disparut corps et biens à Vanikoro, îles Salomon, en 1788.

RECHERCHE DES TRACES DE L'EXPEDITION

D'Entrecasteaux

Une expédition partit à sa recherche en septembre 1791. Dirigée par l'amiral d'Entrecasteaux, elle part de Brest le 28 septembre avec deux frégates *La Recherche* et *L'Espérance*. Elle atteint l'île des Pins le 16 juin 1792 ; puis le 19 mai 1793, l'expédition découvrit une île nouvelle que d'Entrecasteaux baptisa l'île de La Recherche. Or c'est sur cette île (également appelée Vanikoro) que les survivants de l'expédition La Pérouse (et peut-être Monsieur de La Pérouse lui-même) avaient trouvé refuge. L'expédition poursuivit sa route vers Surabaya sans jamais l'atteindre.

Des bruits

Cependant, de temps à autre, des bruits avaient rallumé quelques lueurs d'espoir, et une des déclarations qui eurent le plus de retentissement fut celle que fit, en 1793, le Britannique George Bowen, capitaine du navire *l'Albemarle*, devant les autorités de Morlaix. Cet officier prétendit avoir vu, dans la nuit du 30 décembre 1791, sur la côte de la Nouvelle-Géorgie, des débris de vaisseau, des filets de main-d'œuvre européenne. Les contradictions que présentait cette déclaration ne permirent pas d'en faire la base d'une tentative sérieuse. Toutefois, malgré le peu de succès des recherches faites avec zèle et persévérance pour retrouver les traces de l'infortuné la Pérouse, ses compatriotes n'avaient jamais perdu de vue cet illustre navigateur ; ils avaient au contraire toujours conservé l'espoir de retrouver quelques-uns de ses compagnons de voyage, ou au moins de recueillir quelque indice de nature à fixer leurs idées sur le sort qui leur avait été réservé. Divers bruits de cette nature se succédèrent presque d'année en année, mais ils parurent trop peu fondés pour mériter de fixer l'attention.

Dumont d'Urville

Enfin, vers la fin de 1825, un officier britannique répandit dans le public les particularités suivantes. Il tenait, disait-il, d'un capitaine américain, que celui-ci, après avoir découvert un groupe d'îles bien peuplées et entourées de récifs, avait eu des communications avec les habitants, et avait vu entre leurs mains une croix de Saint-Louis et des médailles telles que la Pérouse en avait sur son expédition. Ces indices pouvaient faire croire que les bâtiments de la Pérouse avaient péri sur ces îles. Il ne manquait à des renseignements aussi bien circonstanciés que de faire connaître le nom et la position du groupe d'îles où avaient été découverts ces témoignagnes irrécusables de la présence des bâtiments de la Pérouse. Quoique l'espoir de le retrouver fût presque évanoui, et que le rapport du capitaine américain manquât de l'objet le plus important, c'est-à-dire de celui qui pouvait aider à diriger les recherches, on ne crut pas devoir négliger un bruit qui avait ranimé l'espérance dans tous les esprits. Les bruits dont nous venons de parler se répandirent vers la fin de 1825.

Dumont d'Urville, alors capitaine de frégate, en fut vivement frappé. Il allait commander en chef une nouvelle entreprise de circumnavigation. D'Urville partit de Toulon le 25 avril. On s'était décidé, par le motif exprimé plus haut, à entreprendre une nouvelle campagne de découvertes, qui devait dans sa route passer au milieu des parages où l'on pouvait supposer que devait se trouver le groupe d'îles visité par le capitaine américain. Assurément il n'était guère possible de se flatter de le retrouver d'après des renseignements aussi vagues que ceux qui avaient été donnés sur sa position. Quelques personnes auraient même pu croire que les bruits répandus sur le témoignage de ce capitaine américain étaient dénués de fondement. Nous ne sommes pas même éloignés de croire qu'elles eussent eu raison ; car depuis on n'a plus entendu parler ni du récit du capitaine américain, ni de la croix de St-Louis, ni des médailles qu'il aurait vues entre les mains des habitants du groupe dont il s'agit. C'est par des renseignements bien plus circonstanciés, obtenus peu de temps après le départ de M. d'Urville, que l'on put enfin concevoir légitimement l'espoir de retrouver les traces de la Pérouse. Quatre mois après, le 15 août, un vaisseau de la compagnie anglaise des Indes orientales, expédié spécialement à la recherche des traces de la Pérouse, mouillait dans la rade de Tonga-Tabou, où il était venu sur des indications moins vagues que les précédentes, et dont il est à propos d'écrire la singulière filiation. En 1828, Dumont d'Urville reconnut après l'explorateur britannique Peter Dillon, dans l'île de Vanikoro le lieu probable du naufrage et de la mort de Jean-François de La Pérouse. Il retira du corail des ancres, des pierriers ayant appartenu à *l'Astrolabe* mais toujours pas de trace de *la Boussole*.

Peter Dillon

Il fallut attendre 1826-1827 pour que le capitaine marchand Peter Dillon découvre les restes du naufrage à Vanikoro, Îles Santa Cruz (Îles Salomon), au nord du Vanuatu. Il découvrit la cloche de *l'Astrolabe* (le deuxième navire commandé par Fleuriot de Langle) et des pierriers de bronze qui avaient été conservés par les habitants. Quant à *la Boussole* pas la moindre trace. Il apprit sur l'île de Vanikoro « comment deux grands navires s'étaient échoués par une nuit de grande tempête : l'un aurait coulé, l'autre se serait échoué et les survivants auraient pu s'installer sur un point de Vanikoro, nommé Paiou. Cinq ou six mois après, une partie des survivants seraient repartis à bord d'un petit bateau fabriqué avec les débris du grand. L'autre partie resta à Vanikoro, se mêla aux affrontements des indigènes. Le dernier des survivants serait mort peu avant la venue de Peter Dillon. » Dans les années qui suivirent, deux autres explorateurs français passent par Vanikoro : Legoarant de Tromelin retrouve les ancres et les canons qui sont déposés, depuis 1884, au pied du monument dressé en l'honneur de Lapérouse par la ville d'Albi.

Centenaire de la mort de La Pérouse

Le centenaire de la mort de La Pérouse fut célébré le 20 avril 1888 en séance solennelle dans le grand amphithéatre à la Sorbonne, par la société de géographie, sous la présidence de M. F. de Lesseps, de l'Institut. Monsieur Norbert de Barthès de Lapérouse, commissaire de la Marine en retraite et petit-neveu de l'illustre navigateur, le contre-amiral vicomte Fleuriot de Langle étaient membres du Comité d'organisation. Victor, Marie, Norbert de Barthès de Lapérouse était né le 21 juillet 1826, à Albi, au manoir du Go, commissaire de la Marine, membre de la société de géographie, chevalier de la Légion d'honneur et chevalier de l'Ordre d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne.

La grand-mère paternelle de Victor, Marie, Norbert de Barthès de Lapérouse était la propre soeur de J.-F. de La Pérouse : Victoire de Galaup, née en 1758 et son grand grand-père paternel était Bernard, Louis de Barthès (1758-1793).

Norbert de Barthès de Lapérouse, fut l'un des principaux organisateurs de la célébration en 1888, du premier centenaire de la mort de La Pérouse. Il avait réuni pour l'occasion une importante collection d'objets lettres, portraits, ouvrages, etc. concernant son grand-oncle La Pérouse. Sur les 173 articles qui furent exposés à la séance solennelle du 20 avril 1888 à la Sorbonne, plus de cent provenaient de sa collection personnelle. L'épouse de Norbert de Barthès de Lapérouse née Lucienne François était la fille d'un conseiller d'État et la petite fille du baron Fain, secrétaire particulier de Napoléon 1er et de Louis-Philippe Ier. Henri Rieunier, futur amiral et ministre de la marine, et Norbert de Barthès de Lapérouse, commissaire de la marine, étaient compagnons d'armes notamment en Cochinchine et avaient participé ensemble à la dure campagne de la prise de Saigon en 1860/1861, d'où des liens forts qui unissaient ces deux amis.

Les années 1960

En juin 1962, un plongeur néo-zélandais fixé à Port Vila avait accompagné Pierre Anthonioz dans son expédition. Reece Discombe va prospecter le récif de part et d'autre du gisement de *l'Astrolabe* et repérer rapidement, par 15 mètres de fond, des formes d'ancres et de canons pris dans le corail. Il remontera un plomb de sonde qu'il pense être de *La Boussole*. En février 1964, Reece Discombe va revenir sur les lieux et il remontera des pierriers, une poulie de bronze... Et en mars, il va revenir avec l'amiral de Brossard de la Marine Nationale. Les plongeurs vont retrouver beaucoup d'objets dont une partie est exposée au musée d'Albi ; parmi les objets retrouvés, une cloche fut attribuée à *La Boussole*.

LES RECHERCHES DE L'ASSOCIATION SALOMON

L'Association Salomon a été créée dans le but de lever le mystère sur la fin tragique de l'expédition de La Pérouse. Il y a eu six campagnes de fouilles : 1981, 1986, 1990,1999, 2003 et 2005.

1981

Réalisée par des passionnés, environ trois cents pièces sont sorties des eaux : de la vaisselle, de la monnaie... mais l'issue de cette campagne ne lève pas le voile sur l'identification des deux navires la Boussole et l'Astrolabe.

1986

Cette fouille a permis l'identification des deux épaves. L'Astrolabe s'est échoué sur un rocher non loin de la Boussole qui se serait déchiré sur les récifs de Vanikoro.

1990

Des archéologues essayent de retrouver à terre les traces d'un campement français. Mais sans succès.

1999 et la médiatisation

Cette campagne de fouille est filmée par France 3 pour le magazine Thalassa *Le mystère de Vanikoro* et diffusé le 12 janvier 2001. Les chantiers de fouilles à terre confiés à Jean-Christophe Galipaud, archéologue de l'IRD ont permis de mettre à jour l'existence d'un camp des survivants à terre sur la rive droite de la rivière Lauwrence. En mer, de nombreux objets sont remontés à la surface.

2003

Le temps fort de cette expédition est la découverte du squelette d'un compagnon de La Pérouse. Quelques mois plus tard grâce au travail de l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale au fort de Rosny-sous-Bois, il a été établi un portrait-robot. Il s'agirait d'un scientifique de l'expédition mais son nom reste un mystère. À nouveau l'expédition est filmée pour Thalassa *Sur les traces de Lapérouse : portés disparus* et diffusée sur France 3, le 11 juin 2004 à 20 h 50.

2005

La découverte d'un sextant portant le nom « Mercier », nom de son fabricant est la confirmation avec bien d'autres éléments que le comte de La Pérouse aurait bien sombré sur le site dit de « La Faille » et n'aurait donc pas survécu au naufrage...

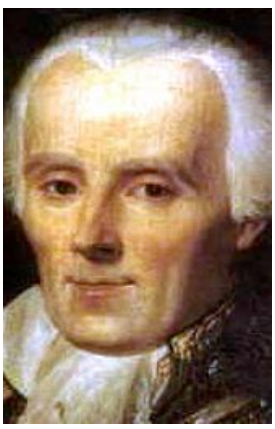
2008

Une autre expédition était prévue cette année entre avril et mai. (30/4) Le planning va connaitre quelques modifications suite à une panne majeure du navire d'acheminement *le Jacques Cartier* : Actu Vanikoro 2008 Mais l'expédition aura bien lieu cette année entre le 15 septembre et le 15 octobre.

2009

Déterminée par une étude approfondie de Jacques Thomas, reconnue par l'Institut de France, la seule orthographe à respecter dans l'écriture du nom du navigateur est celle de "La Pérouse". Wikipédia

LAPLACE de **Pierre Simon** marquis Beaumont-en-Auge 23 mars 1749 - Paris 5 mars 1827.



Mathématicien, astronome et physicien, il prit part à la fondation de l'École polytechnique et de l'École normale supérieure. Il fut membre de l'Académie française.

Franc-Maçon, il est Grand Officier d'honneur du Grand Orient de France en 1804.

Laplace est l'un des principaux scientifiques de la période napoléonienne ; en effet, il a apporté des contributions fondamentales dans différents champs des mathématiques, de l'astronomie et de la théorie des probabilités ; il a été l'un des scientifiques les plus influents de son temps, notamment par son affirmation du déterminisme ; il a contribué de façon décisive à l'émergence de l'astronomie mathématique reprenant et étendant le travail de ses prédécesseurs dans son traité intitulé *Mécanique Céleste* (1799-1825). Ce chef-d'œuvre, en cinq volumes, a transformé l'approche géométrique de la mécanique développée par Newton en une approche fondée sur l'analyse mathématique. En 1799 il est nommé ministre de l'intérieur sous le Consulat.

Napoléon Ier, en 1806 lui confère le titre de comte de l'Empire. Il est nommé marquis en 1817, après la restauration des Bourbons. Normand et fils d'un petit propriétaire terrien ou d'un ouvrier agricole, Simon Laplace doit son éducation à l'intérêt de quelques riches voisins pour ses capacités et pour sa belle prestance. On ne sait pas grand chose de ses premières années car il coupa les ponts, aussi bien avec ses parents qu'avec ses bienfaiteurs. Il semblerait que tout jeune, il devient l'assistant de l'école de Beaumont puis, après avoir terminé ses études à l'université de Caen, où il a comme professeur Christophe Gadbled, il rencontre d'Alembert, qui reconnaît son talent, l'encourage dans ses recherches et lui procure une lettre de recommandation grâce à laquelle il est nommé professeur de mathématiques à l'École militaire, poste peu exigeant qui lui laisse le temps de poursuivre ses études personnelles.

L'ascension

Confiant dans ses capacités, Laplace se voue à une recherche originale et durant dix-sept ans de 1771 à 1787, il produit une grande partie de sa contribution à l'astronomie. Son travail débute par un mémoire lu devant l'Académie française en 1773, dans lequel il montre que les mouvements planétaires sont restés voisins de ceux prévus par la théorie de Newton pour des longs intervalles de temps et il vérifie la relation jusqu'aux cubes de l'excentricité et de l'inclinaison des orbites. Plusieurs articles suivent sur certains points du calcul intégral, des différences finies, des équations différentielles et d'astronomie. Cependant certaines découvertes importantes proposées dans ces articles, comme les correspondances des harmoniques sphériques dans l'espace bidimensionnel ont déjà été publiées par Adrien-Marie Legendre dans un article envoyé à l'Académie en 1783. En 1785, il devient pensionnaire de la chaire de mécanique de l'Académie royale des sciences, puis, en 1795, membre de la chaire de mathématiques du nouvel Institut des sciences et des arts, dont il est président en 1812.

En 1816, il est élu à l'Académie française. En 1821, il devient lors de sa fondation le premier président de la Société de géographie. En outre, il devient membre de toutes les principales académies scientifiques d'Europe. Par son intense activité académique, il exerce une grande influence sur les scientifiques de son temps, en particulier sur Adolphe Quetelet et Siméon-Denis Poisson. Il est comparé à un Newton français pour son aptitude naturelle et extraordinaire pour les mathématiques. Il ne semble pas que Laplace ait été modeste et n'ait pas mesuré l'effet de son comportement. Anders Johan Lexell en visite à l'Académie des sciences à Paris en 1780-1781 rapporte que *Laplace laisse vraiment transparaître le fait qu'il se considère le meilleur mathématicien de son temps en France.*

Laplace est l'un des premiers savants à s'intéresser de près à la question de la stabilité à long terme du système solaire. La complexité des interactions gravitationnelles entre le Soleil et les planètes connues à l'époque ne semblait pas admettre une solution analytique simple. Newton avait d'ailleurs déjà pressenti ce problème après avoir remarqué des irrégularités dans le mouvement de certaines planètes ; il en déduisait d'ailleurs qu'une intervention divine était nécessaire de manière à éviter la dislocation du système solaire. Après ses travaux sur la mécanique céleste, Laplace se propose d'écrire un ouvrage qui aurait dû « offrir une solution complète au grand problème de la mécanique représenté par le système solaire et porter la théorie à coïncider aussi étroitement avec l'observation que les équations empiriques n'auraient plus trouver place dans les tables astronomiques. » Le résultat est contenu dans ses ouvrages *Exposition du système du monde* et *Mécanique céleste*.

Sa *Mécanique céleste* est publiée en cinq volumes. Les deux premiers, publiés en 1799, contiennent les méthodes pour calculer les mouvements des planètes, pour déterminer leurs formes et pour résoudre les problèmes liés aux marées. Le troisième et le quatrième, publiés respectivement en 1802 et en 1805, contiennent les applications de ces méthodes et diverses tables astronomiques. Le cinquième volume publié en 1825 est principalement historique mais il fournit en appendice les résultats des dernières recherches de Laplace. Celles-ci sont très nombreuses mais il s'approprie beaucoup de résultats d'autres scientifiques avec peu ou pas de reconnaissance et les conclusions sont souvent mentionnées comme si elles étaient les siennes. D'après Jean-Baptiste Biot, qui aide l'auteur dans la relecture avant impression, Laplace est fréquemment incapable de retrouver les détails des démonstrations et est ainsi souvent conduit à réétudier ses résultats pendant plusieurs jours. Mécanique céleste n'est pas seulement la traduction des Principia Mathematica dans le calcul différentiel, mais complète certaines parties que Newton n'avait pas été en mesure de détailler. Dans cet ouvrage, Laplace expose l'hypothèse de la nébuleuse selon lequel le système solaire se serait formé suite à la condensation d'une nébuleuse. L'idée de la nébuleuse avait déjà été énoncée par Kant en 1755, mais il est probable que Laplace n'en fut pas informé.

Laplace, qui avait effectué ses premiers travaux sur les probabilités entre 1771 et 1774, en redécouvrant notamment après Thomas Bayes les probabilités inverses, dites loi de Bayes-Laplace, ancêtre des statistiques inférentielles, publie en 1812 sa *Théorie analytique des probabilités*. Dans cet ouvrage, Laplace donne des éléments déterminants à la théorie des probabilités dont il est considéré comme un des pères. En 1814 il publie son *Essai philosophique sur les probabilités*. Il est le premier à publier la valeur de l'intégrale de Gauss. Il étudie la transformée de Laplace, étude plus tard complétée par Oliver Heaviside. Il adhère à la théorie d'Antoine Lavoisier, avec qui il détermine les températures spécifiques de plusieurs substances à l'aide d'un calorimètre de sa propre fabrication. En 1819, Laplace publie un simple résumé de son travail sur les probabilités.

Laplace est connu également pour son « démon de Laplace », lequel a la capacité de connaître, à un instant donné, tous les paramètres de toutes les particules de l'univers. Il formule ainsi le déterminisme généralisé, le mécanisme. L'état présent de l'univers est l'effet de son état antérieur, et la cause de ce qui va suivre. « Une intelligence qui, à un instant donné, connaîtrait toutes les forces dont la nature est animée, la position respective des êtres qui la composent, si d'ailleurs elle était assez vaste pour soumettre ces données à l'analyse, elle embrasserait dans la même formule les mouvements des plus grands corps de l'univers, et ceux du plus léger atome. Rien ne serait incertain pour elle, et l'avenir comme le passé seraient présents à ses yeux. »

Dans cette perspective, l'auteur adopte une position déterministe, soit une position philosophique et scientifique capable d'inférer de ce qui est, ce qui sera. Ce concept de démon sera notamment remis en cause par le principe d'incertitude de Heisenberg.

Carrière politique

La capacité et la rapidité avec laquelle Laplace réussit à changer d'opinion politique est surprenante. Quand le pouvoir de Napoléon augmente, Laplace abandonne ses principes républicains (qui sont fidèlement le reflet des opinions du parti au pouvoir) et il implore le premier consul de lui donner le poste de ministre de l'Intérieur. Napoléon, qui désire le soutien des hommes de science, accepte la proposition mais, en moins de six semaines, la carrière politique de Laplace voit sa fin. Le bulletin de Napoléon à sa démission est le suivant : « Géomètre de première catégorie, Laplace n'a pas tardé à se montrer un administrateur plus que médiocre ; de son premier travail nous avons immédiatement compris que nous nous étions trompés. Laplace ne traitait aucune question d'un bon point de vue : il cherchait des subtilités de partout, il avait seulement des idées problématiques et enfin il portait l'esprit de l'infiniment petit jusque dans l'administration. »

Ainsi Laplace perd sa charge mais il maintient sa fidélité. Il entre au Sénat conservateur et, dans le troisième volume de la *Mécanique céleste*, il réalise une note dans laquelle il déclare qu'entre toutes les vérités contenues dans celui-ci, la plus chère à l'auteur est la déclaration faite à sa dévotion envers le médiateur de l'Europe. Dans le tirage vendu après la Restauration celle-ci est effacée. En 1814, il est évident que l'Empire allait faillir et Laplace se dépêche d'offrir ses services aux Bourbons. Durant la restauration, il est récompensé avec un titre de marquis. Le mépris que ses collègues ont à son égard en raison de sa conduite en cette occasion peut être lu dans les pages de Paul-Louis Courier. La connaissance de Laplace est utile pour les nombreuses commissions scientifiques auxquelles il appartient et probablement justifie la manière dont on ferma les yeux sur sa fausseté politique. Que Laplace soit présomptueux et égoïste n'est nié par aucun de ses plus passionnés admirateurs ; sa conduite à l'égard de ses bienfaiteurs lors de sa jeunesse et envers ses amis politiques est ingrate et, de plus, il s'approprie les résultats de ceux qui sont relativement inconnus. Parmi ceux qu'il traite de cette manière, trois deviennent très connus : Adrien-Marie Legendre et Jean Baptiste Joseph Fourier en France et Thomas Young en Angleterre. Ceux-ci n'oublieront jamais l'injustice dont ils furent les victimes.[réf. souhaitée] D'autre part, sur certaines questions, il fait preuve d'un caractère indépendant et ne cache jamais sa manière de voir les questions de religion, de philosophie ou de science même si cela n'est pas apprécié des autorités au pouvoir. Vers la fin de sa vie, et spécialement pour les travaux de ses élèves, Laplace est généreux et une fois, il omet un de ses articles de sorte qu'un élève reçoive le mérite exclusif de la recherche.

CONTRIBUTIONS SCIENTIFIQUES

Mécanique céleste

Laplace apporte une importante contribution à la mécanique céleste en utilisant les conceptions lagrangiennes pour mieux expliquer le mouvement des corps. Il passe une grande partie de sa vie à travailler sur l'astronomie mathématique et son travail culmine avec la vérification de la stabilité dynamique du système solaire avec l'hypothèse que celui-ci consiste en un ensemble de corps rigides qui se meuvent dans le vide. Il établit seul l'hypothèse de la nébuleuse et il est un des premiers scientifiques à concevoir l'existence des trous noirs et la notion de collapsus gravitationnel. Selon l'hypothèse de la nébuleuse, le système solaire se serait développé depuis une masse globulaire de gaz incandescent qui tourne autour d'un axe passant par son centre de masse. En refroidissant cette masse se serait réduite et quelques anneaux concentriques se seraient détachés de son bord externe. Ces anneaux en se refroidissant se seraient condensés en planètes. Le soleil représenterait le noyau central de la nébuleuse qui, resté encore incandescent, continue à irradier. De ce point de vue, nous devrions nous attendre que les planètes plus distantes soient plus vieilles que celles plus voisines du soleil. L'idée substantielle de la théorie, même avec quelques importantes modifications est acceptée encore aujourd'hui. Laplace en outre conjecture le concept de trou noir. Il montre qu'il pourrait y avoir des étoiles massives dotées d'une gravité si grande que la lumière elle-même n'aurait pas une vitesse suffisante pour sortir de leur intérieur. Laplace suppose que certaines étoiles de la nébuleuse découvertes à l'aide des télescopes ne font pas partie de la Voie lactée et qu'elles sont elles-mêmes des galaxies. Donc, Laplace anticipe la grande découverte de Edwin Hubble, un siècle avant que cela se produise.

Au cours des années 1784 à 1787, il produit plusieurs mémoires contenant des résultats exceptionnels. Parmi ceux-ci, celui de 1784 qui est particulièrement relevé, réimprimé dans le troisième volume de la Mécanique Céleste, à l'intérieur duquel il détermine complètement l'attraction d'un sphéroïde sur une particule externe à lui. Ceci est mémorable pour l'introduction en analyse des harmoniques sphériques ou coefficients de Laplace. Si les coordonnées de deux points sont **(r,μ,ω) et (r',μ',ω'), et si r' ≥ r**, alors la réciproque de leur distance peut être développée en fonction du rapport de r/r', et les coefficients respectifs sont les coefficients de Laplace. Leur utilité dérive du fait que chaque fonction avec des coordonnées d'un point sur la sphère peut être développé en série de cette manière. Cet article est aussi très important pour le développement de l'idée de potentiel, appropriée et utilisée par Joseph-Louis Lagrange dans ses mémoires de 1773, 1777 et 1780. Laplace montre que le potentiel satisfait toujours à l'équation différentielle :

$$\nabla^2 V = \frac{\partial^2 V}{\partial x^2} + \frac{\partial^2 V}{\partial y^2} + \frac{\partial^2 V}{\partial z^2} = 0,$$

et sur ce résultat, est basé son travail suivant sur l'attraction. La quantité $\nabla^2 V = 0$ est définie comme la densité de V et sa valeur en chaque point indique l'excès de V au regard à sa valeur moyenne autour du point. L'équation de Laplace ou la forme plus générale $\nabla^2 V = -4\pi\rho$, apparaît dans toutes les branches de la physique mathématique.

Entre 1784 et 1786, il publie un mémoire concernant Jupiter et Saturne où il vérifie, par l'intermédiaire des séries perturbatives, que dans des temps très longs, l'action réciproque des deux planètes ne peut jamais influer significativement sur les excentricités et sur les inclinaisons de leurs orbites. Il fait noter que les particularités du système de Jupiter sont dues au fait que les mouvements moyens de Jupiter et Saturne sont très voisins de la commensurabilité. Il découvre aussi la cyclicité du mouvement des deux planètes estimée à peu près à 900 ans, les deux planètes paraissent exécuter des accélérations et des décélérations réciproques. De telles variations étaient déjà notées par Joseph-Louis Lagrange, mais seul Laplace les rattacha à un mouvement cyclique, confirmant l'idée que le système solaire présente des mouvements non occasionnels même à grande échelle temporelle. Les développements de ses études sur le mouvement planétaire sont exposés dans ses deux mémoires de 1788 et de 1789. L'année 1787 est rendue mémorable par les analyses de Laplace sur les relations entre l'accélération lunaire et les changements séculaires dans l'excentricité de l'orbite de la Terre : Cette recherche complète la démonstration de la stabilité du système solaire entier. Il cherche par exemple à expliquer comment le mouvement orbital de la Lune subit une très légère accélération qui fait varier la longueur du mois lunaire d'une seconde en trois mille ans en attribuant la cause à une lente variation de l'excentricité terrestre. En vérité, il a été démontré successivement que de telles accélérations sont dues à l'attraction réciproque qui tend à synchroniser le mouvement de révolutions et de rotations des corps.

Physique
La théorie de l'attraction capillaire est due à Laplace, qui accepte l'idée proposée par Francis Hauksbee dans Philosophical Transactions en 1709, selon laquelle le phénomène est dû à une force d'attraction qui est imperceptible à une distance raisonnable. Il ne développe que partiellement l'étude de l'action d'un solide sur un liquide et de l'action réciproque de deux liquides, qui est complétée ultérieurement par Carl Friedrich Gauss. En 1862 Lord Kelvin (Sir William Thomson) démontre que, si nous supposons le caractère moléculaire de la matière, les lois de l'attraction peuvent être dotées des lois de Newton de la gravitation.

Laplace en 1816 est le premier à mettre en évidence explicitement le motif pour lequel la théorie de Newton du mouvement oscillatoire fournit une valeur imprécise de la vitesse du son : la vitesse effective est supérieure à celle calculée par Newton, à cause de la chaleur développée par la compression imprévue de l'air, qui augmente l'élasticité et donc la vitesse du son transmis. Les recherches de Laplace en physique pratique se limitent à celles réalisées avec Antoine Lavoisier dans les années 1782 à 1784 sur la chaleur massique de différents corps.

Théorie des probabilités
Alors qu'il mène plusieurs recherches en physique, un autre thème auquel il dédie ses forces est la théorie des probabilités. Dans son *Essai philosophique sur les probabilités*, Laplace formalise la démarche mathématique de la logique par induction basée sur les probabilités, que nous reconnaissons aujourd'hui comme celle de Thomas Bayes.

En 1774, il déduit le théorème de Bayes sans être probablement au courant du travail (publié en 1763) de Thomas Bayes (mort en 1761). Une formule très connue qui dérive de sa méthode est la règle de succession. Supposons qu'un événement ait seulement deux tirages possibles valant « succès » et « insuccès ». Avec l'hypothèse que l'on sache peu ou rien *a priori* en rapport aux probabilités relatives aux tirages, Laplace détermine une formule de probabilité pour que le tirage suivant soit un succès :

$$\Pr(\text{le prochain tirage est un succès}) = \frac{s+1}{n+2}$$

où *s* est le nombre de succès observés précédemment et *n* est le nombre total des essais observés. Une telle formule est encore aujourd'hui utilisée comme une estimation de la probabilité d'un événement si on connaît l'espace des événements, dont on dispose d'un petit nombre d'échantillons.
La règle de succession est sujette à beaucoup de critiques, dues en partie à l'exemple que Laplace choisit pour l'illustrer. En fait, il calcule la probabilité que le soleil se lèvera demain, considérant le fait qu'il s'était constamment levé *depuis la plus ancienne époque de l'histoire*, avec l'expression :

$$\Pr(\text{le soleil se lèvera demain}) = \frac{d+1}{d+2}$$

où *d* est le nombre de fois que le Soleil s'était levé dans le passé. Laplace estimait *d* à *cinq mille ans ou à 1826313 jours*. Ce résultat a été retenu comme absurde et certains auteurs ont conclu que toutes les applications des règles de successions sont absurdes par extension. Laplace était pleinement conscient de l'absurdité du résultat, immédiatement après l'exemple, il écrit *Mais ce nombre [c'est-à-dire, la probabilité que le Soleil se lève demain] est beaucoup plus grand pour qui, considérant les principes qui règlent les jours et les saisons dans la totalité des événements, réalise que nul dans l'instant actuel peut arrêter son cours.*

Toujours en 1774 il explicita l'intégrale d'Euler :

$$\int_{-\infty}^{+\infty} e^{\frac{-u^2}{2}} du = \sqrt{2\pi}$$

mais il ne peut être considéré comme le père de la loi normale, parce qu'il ne l'associa pas aux lois sur les erreurs.

En 1779, Laplace indique la méthode pour estimer le rapport des cas favorables ramenés au nombre total de cas possibles. Ceci consiste à considérer les valeurs successives d'une quelconque fonction comme les coefficients du développement d'une autre fonction avec référencement à une variable différente. Cette seconde fonction est donc appelée la fonction génératrice de la précédente.

Laplace démontre comment, par le moyen de l'interpolation, ces coefficients peuvent être déterminés à partir de la fonction génératrice. Ensuite, il traite le problème inverse, en trouvant à partir des coefficients la fonction génératrice au moyen de la résolution d'une équation aux différences finies. La méthode est peu pratique et, compte tenu des développements successifs des analyses, rarement utilisée aujourd'hui. Son traité *Théorie analytique des probabilités* inclut un exposé de la méthode des moindres carrés, important témoignage de la paternité de Laplace sur les méthodes analytiques. La méthode des moindres carrés, par l'intermédiaire de nombreuses observations, est expliquée empiriquement par Carl Friedrich Gauss et Adrien-Marie Legendre, mais le quatrième chapitre de ce travail contient une démonstration formelle de celui-ci, sur laquelle depuis s'est basée toute la théorie des erreurs.

Mathématiques
Parmi les découvertes mineures de Laplace en mathématiques pures, on peut mentionner sa discussion (avant Alexandre-Théophile Vandermonde) de la théorie générale des déterminants en 1772 : sa démonstration que n'importe quelle équation paire doit avoir au moins un facteur quadratique réel, sa réduction de la solution des équations différentielles linéaires à intégrales définies ; et sa solution à l'équation différentielle linéaire partielle du second ordre. Il est l'inventeur de la méthode de variation des constantes, permettant de résoudre les équations différentielles linéaires avec second membre, lorsque l'on connaît la solution de l'équation sans second membre. Il est aussi le premier à considérer les difficiles problèmes dans les équations aux différences mixtes, et à démontrer que la solution d'une équation aux différences finies de premier grade et du second ordre pourrait être toujours obtenue sous la forme d'une fraction continue. En plus de ces découvertes originales, il détermine, dans sa théorie des probabilités, les valeurs des plus communes intégrales définies; et dans le même livre, il donne la démonstration générale du théorème énoncé par Joseph-Louis Lagrange pour le développement en série d'une fonction quelconque impliquée au moyen de coefficients différentiels.

La transformée de Laplace, par contre, bien qu'elle soit appelée ainsi en son honneur parce qu'il l'utilisa dans son travail sur la théorie des probabilités, fut découverte à l'origine par Leonhard Euler. La transformée de Laplace apparaît dans toutes les branches de la physique mathématique - champ d'étude auquel Laplace contribua de manière importante.

En mathématiques appliquées on lui doit également la Méthode de Laplace qui permet d'estimer des intégrales de la forme :

$$\int_a^b e^{Mf(x)}\,dx$$

quand *M* est grand.

Convictions philosophiques
À la différence de beaucoup d'autres mathématiciens, Laplace ne donne pas aux mathématiques un statut particulier, il y voit plutôt un instrument utile pour la recherche scientifique et pour les problèmes pratiques. Par exemple, Laplace a considéré l'analyse comme un outil pour affronter les problèmes physiques, tout en se montrant extrêmement habile pour inventer les concepts dont il a besoin pour atteindre cet objectif. Tant que ses résultats ne sont pas avérés, il ne se préoccupe pas d'expliquer les phases démonstratives ; il ne soigne pas l'élégance ; pour lui, n'importe quel moyen est bon s'il permet de résoudre le problème qui le préoccupe.

Il croit fermement au déterminisme causal comme il l'écrit dans l'introduction de son ouvrage sur les probabilités:
« Nous pouvons considérer l'état actuel de l'univers comme l'effet de son passé et la cause de son futur.

Une intelligence qui à un instant déterminé devrait connaître toutes les forces qui mettent en mouvement la nature, et toutes les positions de tous les objets dont la nature est composée, si cette intelligence fut en outre suffisamment ample pour soumettre ces données à analyse, celle-ci renfermerait dans une unique formule les mouvements des corps plus grands de l'univers et des atomes les plus petits ; pour une telle intelligence nul serait incertain et le propre futur comme le passé serait évident à ses yeux »

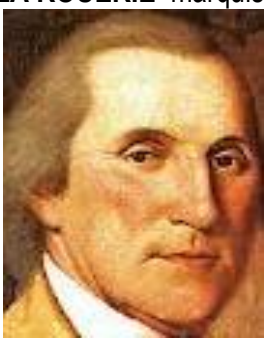
— *Essai philosophique sur les probabilités*, Pierre-Simon Laplace

Il est souvent fait référence à cette intelligence comme au « démon de Laplace » (de manière analogue au démon de Maxwell). La description de l'hypothétique intelligence décrite au sujet de Laplace comme un petit diable ne vient pas pourtant de Laplace, mais de biographies excessives : Laplace espérait que l'humanité aurait amélioré sa compréhension scientifique du monde et croyait que, si elle fut complétée, elle aurait encore eu besoin d'une extraordinaire capacité de calcul pour la déterminer complètement en tout instant particulier. Cette question de la possibilité d'atteindre par le calcul des prévisions fiables dans les domaines complexes ne sera mise en doute qu'avec les travaux de Henri Poincaré, et ne touchera le grand public qu'avec la théorie du chaos. Entretemps, l'opposition à ce sujet entre Von Neumann et Wiener est restée célèbre. Il a été récemment proposé une limite sur l'efficacité du calcul de l'univers, c'est-à-dire sur l'habileté du petit diable de Laplace à traiter une quantité infinie d'informations. La limite fait référence à l'entropie maximale de l'univers, à la vitesse de la lumière et à la quantité minimum de temps nécessaire pour transporter l'information sur une longueur égale à la longueur de Planck ; celle-ci étant égale à $\mathbf{2}^{\mathbf{130}}$ bit. En conséquence, n'importe quelle chose demandant plus que cette quantité de données ne peut être calculée dans la quantité de temps qui est passée jusqu'à présent dans l'univers.

Laplace est aussi connu pour une anecdote reléguant Dieu au rang de supposition :
Laplace vint un jour faire hommage à Napoléon d'un exemplaire de son ouvrage, et le récit suivant de l'entrevue peint d'une façon caractéristique les caractères des deux hommes. On avait dit à Napoléon que l'ouvrage ne faisait nulle part mention du nom de Dieu et, comme Napoléon aimait à poser des questions embarrassantes, il fit, en acceptant l'ouvrage, cette remarque : « M. Laplace, on me dit que vous avez écrit ce volumineux ouvrage sur le système de l'Univers sans faire une seule fois mention de son Créateur ».

Laplace, bien que souple courtisan, avait sur tous les points qui touchaient à sa philosophie, l'obstination du martyr ; il se redressa aussitôt et répondit brusquement : « Sire, je n'ai pas eu besoin de cette hypothèse. » Napoléon, grandement amusé, fit part de cette réponse à Lagrange, qui s'écria : « Ah ! c'est une belle hypothèse ; elle explique beaucoup de choses. » Napoléon répéta cette réponse à Laplace, qui répondit habilement que si cette hypothèse explique *tout*, elle ne permet de prédire *rien* et n'entrait donc pas dans son domaine d'étude (cité par Richard Dawkins). Wikipédia + JCvL

LA ROUËRIE marquis **Armand TUFFIN** de Fougères 13 avril 1751 – Château de La Guyomarais à Saint-Denoual 30 janvier 1793.



Militaire français, héros de la guerre d'indépendance américaine et l'organisateur de l'Association bretonne. Parti en Amérique après une jeunesse orageuse, La Rouërie participe à la guerre d'indépendance américaine au sein de l'armée continentale. Connu sous le nom de *Colonel Armand*, il se distingue à la tête de la 1re légion de dragons et participe activement à la bataille de Yorktown. Admirateur de la Révolution américaine, ami de George Washington, La Rouërie revient en France avec le grade de brigadier-général, la croix de Saint-Louis et l'ordre de Cincinnatus. De retour en Bretagne, La Rouërie défend le parlement de Bretagne contre les édits de Versailles, ce qui lui vaut d'être enfermé à la Bastille le 14 juillet 1788.

Opposé à l'absolutisme, il voit d'abord avec joie les signes de la Révolution française mais le refus de la noblesse bretonne de députer à Versailles l'empêche de jouer un rôle aux États généraux. Royaliste libéral et franc-maçon, La Rouërie rallie la contre-révolution suite à la suppression des lois et coutumes particulières de la Bretagne. Il crée l'Association bretonne afin de lever une armée contre les révolutionnaires. Trahi, La Rouërie meurt avant de pouvoir terminer son entreprise mais le mouvement organisé par le marquis devait par la suite être précurseur à la Chouannerie.

LA TIERCE de **Louis-François** Province de Brabant, 1699 – Braunfels 1782.



Le nom de Louis-François de La Tierce est attaché à un livre paru à Francfort en 1742, l'*Histoire, Obligations et Statuts de la Très Vénérable Confraternité des Francs-Maçons*, qui a contribué à la diffusion des Constitutions d'Anderson (1723) et du Discours de Ramsay (1733) sur le continent européen. Mais l'*Histoire* de La Tierce est bien plus qu'une traduction en langue française des Constitutions. Son auteur s'y fait le Hérault d'une franc-maçonnerie cosmopolite, humaniste, artisan du progrès moral et scientifique de l'humanité, de la paix entre les nations et les confessions chrétiennes. Héritier de Leibniz et de l'abbé de Saint-Pierre, auteur d'un célèbre *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe* (1713), La Tierce annonce Lessing dont les Dialogues pour des francs-maçons insistent moins sur l'Ordre en tant qu'organisation que sur son essence, n'hésitant pas à reconnaître comme franc-maçon un non initié qui en a les vertus. Par son parcours maçonnique et profane au cours des années 1730-1740, La Tierce fait figure de pionnier de la franc-maçonnerie européenne.

De noblesse militaire ancienne, Louis-François de La Tierce, dont la famille est originaire d'Arles, est né dans la province de Brabant. Deux événements familiaux ont déterminé ses engagements futurs. Tout d'abord, La Tierce appartient à une famille acquise de longue date à la réforme calviniste. Lui-même élevé dans la foi protestante, il dénonce le fanatisme religieux et rapproche les chrétiens, par une commune appartenance à la franc-maçonnerie. D'autre part, la mort de son père à la bataille de Ramillies (1706) le convainc de la nécessité d'établir une paix solide en Europe, et de pousser à se consacrer entièrement au rapprochement entre les peuples, indispensable préalable. Ingénieur de formation, La Tierce est à Versailles en 1717. De sa présentation à Pierre le Grand qui effectue son second voyage européen, naissent à la fois son admiration pour la Russie et son attirance pour la carrière diplomatique, dans laquelle il s'engage au cours des années 1730. Mais La Tierce quitte la France en 1724, ne pouvant espérer un emploi à sa mesure en raison de sa foi protestante. Il séjourne en Hollande, puis se rend avant 1730 en Angleterre. Il est précepteur, sans doute chez lord Stafford, fonction qu'il occupera plus tard en Allemagne.

La Tierce est incontestablement un homme de grande culture. D'ailleurs l'*Histoire de la Vénérable Confraternité des Francs-Maçons* qu'il commence alors à rédiger mobilise toutes les armes de l'érudition classique : philologie, histoire de l'Antiquité, littérature, histoire de l'art ou encore philosophie. Mais sa formation d'ingénieur inscrit également La Tierce dans le courant des Lumières techniciennes.

Dans son ***Histoire***, il met l'accent sur l'indispensable communication entre les hommes. Il n'y a pas de progrès sans commerce par-delà les frontières, sans échange de connaissances.

Et La Tierce d'imaginer déjà le percement du canal de Suez, d'évoquer l'union des Romains et des Sabines comme un véritable métissage culturel, avant d'appeler les francs-maçons occidentaux à redécouvrir leurs frères de Chine ! Lui-même est alors affilié à une loge cosmopolite, la « *Loge Française de Londres* », encore dénommée « *L'Union* », fille de la Grande Loge de Londres. Fondée par une majorité de Français mais largement ouverte aux étrangers de passage, cette loge regroupe nombre des pionniers de la franc-maçonnerie en Europe. Aux côtés de La Tierce, on rencontre en effet Philipp Steinheil, futur pilier de l'Ordre à Francfort, Charles de Labelye, Suisse d'origine française, élève de Désaguliers et fondateur de la première loge espagnole, Vincent La Chapelle, fondateur de la première loge authentiquement hollandaise en 1734, John Coustos, fondateur de loges à Paris et au Portugal, rendu célèbre par ses démêlés avec l'Inquisition, ou encore le baron Kettler, qui protégera de 1741 à 1762 les réunions d'écrivains francs-maçons russes. Peut-être sont-ce ses frères qui incitèrent La Tierce à publier son ***Histoire***. Toujours est-il que la Loge Française de Londres lui donne son approbation. Pourtant en 1733, des « raisons particulières », dont nous ignorons tout, en empêchent la publication.

Finalement, l'*Histoire* sort des presses du célèbre éditeur franc-maçon François Varentrapp en 1742. Entre-temps, La Tierce a clairement opté pour une carrière diplomatique et choisi de s'établir en Allemagne. Il accompagne le baron Kettler à Berlin et se lie d'amitié avec plusieurs ambassadeurs prussiens. En 1741, il est à Francfort où il retrouve de nombreuses connaissances rencontrées au cours de ses voyages. La Tierce appartient à la suite du duc de Belle-Isle chargé de représenter les intérêts français à l'occasion de l'élection du successeur de Charles VI à la tête du Saint Empire. Franc-maçon notoire, Belle-Isle est le chef de file du courant anti-autrichien à Versailles. Conformément à ses vues, c'est le duc de Bavière – et non François de Lorraine, époux de Marie-Thérèse d'Autriche – qui est élu le 24 janvier 1742 et couronné le 12 février.

L'intense activité diplomatique dont Francfort est le centre amène les différents ambassadeurs et leurs suites à se fréquenter en dehors des rencontres officielles en adhérant à l'Ordre. Dès le début de l'année 1742, les travaux de la loge « *L'Union* », qui devait rapidement s'affirmer comme l'un des plus brillantes d'Allemagne, réunissent de nombreux diplomates. La Tierce, second puis premier surveillant, y retrouve Philipp Steinheil, alors secrétaire de l'ambassade du roi de Pologne et vénérable de l'atelier, ainsi que le baron von Barckhausen, dont La Tierce épousera une fille en 1742. Pour obtenir des *constitutions*, La Tierce s'adresse tout naturellement à la Loge Française de Londres, celle-ci transmet la requête à la Grande Loge de Londres, qui répond favorablement le 8 février 1743. La loge qui a déjà accueilli le frère Uriot et publié sa *Lettre d'un franc-maçon* à Mr de Vaux, décide de publier l'*Histoire* de La Tierce. A la différence des *Constitutions* de 1723, l'ouvrage n'est pas réservé aux francs-maçons. Présenté au public dans un somptueux coffret, il apparaît comme un ouvrage d'érudition.

Mais, peu après cette publication, La Tierce voit l'élection impériale précipiter le vieux continent dans la guerre de Succession d'Autriche, parallèlement, les interdictions s'abattent sur les francs-maçons. La Tierce semble alors s'écarter de la vie maçonnique. Ses amis sollicitent un emploi de précepteur auprès du prince Friedrich-Wilhelm von Solms-Braunfels. Il sera ensuite intendant puis grand écuyer de la cour de Braunfels jusqu'à sa mort. Au cours de la guerre de Sept Ans, La Tierce, qui s'est remarié en 1758 avec Johanna von Reitzenstein, sert d'agent de liaison avec les troupes françaises qui occupent Braunfels. Il n'en continue pas moins à écrire. En 1771, il rédige *Le Triomphe de la Vertu*, prosopopée dans laquelle le héros assiste en rêve à un débat entre les dieux à propos de la nature humaine et des différents moyens pour conduire l'humanité vers le meilleur des mondes possibles. La Tierce dénonce la guerre, l'intolérance, exalte la raison eu justifie une sorte de féodalité vertueuse et harmonieuse où chacun aurait sa place à tenir. En 1773, paraît *Le Temple de la Gloure*, long poème de 3 000 alexandrins à Catherine II dans lequel il place désormais tous ces espoirs. Dans la lignée de Leibniz, La Tierce appelle à l'union des chrétiens que cimentera la lutte contre les Turcs et l'Islam, qu'il considère comme une religion fanatique. Il meurt à Braunfels en 1782, à l'âge de 83 ans, après avoir créé une fondation charitable qui existe toujours.

P.-Y.B.

LATOUCHE-TÉVILLE de Louis-René-Madeleine

Rochefort 3 juin 1745 –
à bord du *Bucentaure* en rade de Toulon 19 août 1804.



Louis-René-Madeleine Le Vassor de La Touche, comte de Tréville dit *Latouche-Tréville*, est un officier de marine français du XVIII[e] siècle. Issu d'une famille de marins, il se distingue particulièrement pendant la guerre d'indépendance des États-Unis. Député de la noblesse en 1789, il vote néanmoins l'abolition des privilèges et fera partie de l'Assemblée constituante jusqu'à sa dissolution en 1791. Retiré dans sa propriété de Montargis, il est sans affectation jusqu'en 1799, avant d'être rappelé par le Consulat. Promu vice-amiral et placé successivement à la tête de la flotte de Brest et de la flotille de Boulogne, il défait l'amiral Nelson par deux fois et est chargé par Napoléon I[er] de se rendre maître de la Manche avant de lancer une invasion de l'Angleterre.

La famille La Touche-Tréville est originaire de Paris, de son vrai nom était Vassor ou Le Vassor. Elle embarque pour La Martinique et à la Guadeloupe en 1640, et prend une part importante à la fondation de ces colonies française des Antilles françaises.

La branche cadette de cette famille, qui prend le nom de Le Vassor de La Touche, rentre en France, et fournira de nombreux et braves marins. Louis XIV récompense les « Le Vassor de La Touche » en leur octroyant, en 1706, des lettres de noblesse. Un peu plus tard cette branche se divisa elle-même en « Le Vassor de la Touche » et en « Le Vassor de La Touche-Tréville ».

Son oncle, Charles-Auguste Levassor de La Touche-Tréville (1712-1788), chef d'escadre (grade équivalent à celui de contre-amiral) sous Louis XVI était le chef de la nouvelle branche. Le frère aîné de ce dernier, Louis-Charles Le Vassor de La Touche (1709-1781), lui même lieutenant général des armées navales et gouverneur de la Martinique (1761-13 février 1762), qui avait conservé le nom de Le Vassor de La Touche, est le père Louis-René-Madeleine de Latouche-Tréville et Madeleine Rose de Saint-Légier de la Sausaye (1718-1745), sa mère.

Il a trois demi-frères, du second mariage de son père avec Marie-Louise Céleste de Rochechouart (1730-1764) :
- Louis Jean François (1753-1807), officier de cavalerie
- Louis Charles (1754-1780), abbé
- Pierre Jules Camille (1764-1788), lieutenant de vaisseau

Louis-René-Madeleine n'ajouta à son nom celui de Tréville qu'après la mort de son oncle en 1788.

Une formation maritime lors de la guerre de Sept Ans
Latouche-Tréville entre dans la Marine royale en février 1758, à l'âge de 13 ans, comme garde de la marine. Sur vaisseau *Le Dragon*, 64 canons, commandé par son père, il prend part au combat de Belle Isle en Mer les 20 et 21 novembre 1759. Le 11 août 1760, il embarque sur la prame *La Louise*, commandée par son oncle et participe au bombardement des vaisseaux anglais à l'île d'Aix dans l'embouchure de la Charente.

En début 1761, il sert sur différentes chaloupes canonnières. En juin, il embarque sur *L'Intrépide*, un vaisseau de 74 canons, et participe à deux combats[Lesquels ?]. Il débarque de *L'Intrépide* le 27 décembre 1762. Après le Traité de Paris de 1763, il effectue plusieurs campagnes d'évolutions sous les ordres de son oncle et de l'amiral d'Estaing, en Guyane, à Saint-Domingue et à la Martinique sur différents bâtiments, *Le Tonnant*, 80 canons, d'avril à juin 1763, *La Couronne*, 74 canons de juin à août 1763 puis à bord de la flûte *La Garonne* de janvier à juillet 1764, sur *Le Hardi*, 64 canons, puis *La Bricole* jusqu'à février 1767. En mars 1767, il demande et obtient un congé d'une année.

Cavalier aux Antilles puis officier bleu à Rochefort
Bien que promu enseigne de vaisseau en septembre 1768, il quitte peu après la marine, à la faveur d'une réformeNote 2. L'année suivante, il rejoint le service de terre de la Maison du Roi au sein des « mousquetaires noirs »Note 3 puis intègre la cavalerie et devient aide-de-camp du gouverneur de la Martinique le comte d'Ennery. Il obtient son brevet de capitaine de dragons en 1771 dans le régiment de La Rochefoucauld-Dragons, puis de nouveau aide de camp l'état-major du général Valière, commandant des Îles du Vent.

En janvier 1772, il retourne finalement en France et rejoint de nouveau la marine, grâce aux relations de sa famille avec le ministre de la Marine et des Colonies marquis de Boynes4. Le 28 septembre 1772, il est capitaine de brûlot, c'est-à-dire « officier bleu » malgré son passé de garde de la marine, et obtient le commandement de la flûte *Le Courtier*. Il sert essentiellement au port de Rochefort de 1773 à 1775. En mars 1775, La Touche accueille, avec son père, le duc de Chartres à Rochefort lors de son admission dans la marine royale.

La guerre d'Amérique



Après une campagne en 1776 jusqu'aux États-Unis sur la flûte *Le Courrier*, il est finalement réintégré dans le Grand Corps comme lieutenant de vaisseau en mai 1777 et est nommé aide-major du port de Rochefort. Il commande la corvette *Le Rossignol*, armée de vingt canons, essentiellement pour des escortes de convois dans le golfe de Gascogne, puis la frégate *L'Hermione*, vingt-six canons, à partir de janvier 1779.

Le soir du 28 mai 1779, alors qu'il croise à l'ouest de l'île d'Yeu, il aperçoit un trois-mâts anglais fonçant sur lui toutes voiles dehors. Prenant conscience que ce bâtiment le croyait moins fort qu'il n'était, il feint de l'éviter pour mieux l'attirer dans un piège. Il prend en chasse, et règle sa marche pendant la nuit, de manière à laisser à l'Anglais l'espérance de l'atteindre au jour. Il fait allumer des feux toutes les heures pour permettre à son poursuivant de le suivre. Mais, au matin du 29 mai 1779, lorsque le navire anglais se trouve à portée de canon de *L'Hermione*, La Touche revire soudain sur lui. L'Anglais à son tour essaye de prendre la fuite mais trop tard : deux volées de canon de *L'Hermione* le forcent à amener son pavillon. Il s'agissait d'un corsaire de dix-huit canons, basé à Falmouth et nommé *La Dissidence*. Le lendemain, La Touche est à nouveau poursuivi par un corsaire de dix-huit canons, *La Résolution des dames de Londres*.

En plus de ces deux navires corsaires, il s'empare de trois bâtiments de commerce, ce qui lui vaut d'être fait chevalier de l'ordre de Saint-Louis en 1779. C'est à bord de *L'Hermione* qu'il conduit La Fayette jusqu'à Boston en Amérique, au cours d'un voyage qui dure du 10 mars au 28 avril 1780. À son arrivée en Nouvelle-Angleterre, le général des Touches le charge de diriger la construction de plusieurs batteries pour la défense de Rhode IslandNote 4. Ayant été autorisé à croiser quelques semaines sur Long Island et à l'entrée de New York, pour y intercepter les bâtiments à la destination de cette ville, il fait deux nouvelles prises. Le 7 juin 1780, il découvrit quatre navires ennemis se dirigeant vers lui. C'étaient la frégate anglaise *HMS Iris*, de trente-deux canons, et trois autres bâtiments de guerre de moindre taille. Après un rude combat, au cours duquel il a le bras transpercé par une balle, La Touche parvient à mettre en fuite quatre bâtiments britanniques.

Le 16 mars 1781, il se trouve avec l'escadre du capitaine des Touches à la bataille du cap Henry, contre l'escadre anglaise aux ordres de l'amiral Arbuthnot, et est chargé d'aller annoncer au Congrès américain, siégeant à Philadelphie, l'heureuse issue de cet engagement aux insurgés.

Toujours sur *L'Hermione*, il part croiser au large de l'île Royale (actuelle île du Cap Breton), sous les ordres du célèbre navigateur Lapérouse, commandant la frégate *L'Astrée*, de vingt-six canons. Le 21 juillet 1781, les Français entre en vue d'une flotte marchande anglaise escortée par plusieurs bâtiments de guerre anglais. Lapérouse, ordonne des les prendre en chasse et *L'Astrée* et *L'Hermione*, toutes voiles au vent, foncent sur les bâtiment ennemis qui, ayant détaché leurs six bâtiments de guerre du convoi, attendaient en ligne. Il est 19h ce soir là, lorsque les frégates françaises tirent les premiers coups de canon. Lapérouse et La Touche manœuvrèrent avec habileté et parviennent à désorganiser l'escadrille ennemie, qui se composait du HMS *Allegeance*, 24 canons, du HMS *Charleslown*, 20, HMS *Jack*, 14, du HMS *Vulture*, 20, et du HMS *Thompson*, 18. *L'Hermione*, après avoir envoyé plusieurs bordées au *Vulture* et au *Jack*, alla combattre le *Charleslown*, qui déjà avait affaire à l'Astrée et qui est obligé d'amener son pavillon. La Touche retourne aussitôt après sur le Jack, l'écrase de son feu, et le force à se rendre. Tous les ennemis vaincus, seule la nuit profonde leur permit de se dérober aux vainqueurs, non sans dommages. Seul le HMS *Jack* seul put être conduit à Boston.

De retour en France, à la suite de cette belle campagne, Latouche-Tréville apprend qu'il avait été nommé capitaine de vaisseau par brevet le 20 juin 1781.

Campagne franco-américaine aux États-Unis en 1782.
En 1782, il commande une division de deux frégates, *L'Aigle* et *La Gloire*, parties de Rochefort et chargées d'apporter trois millions de livres en Amérique pour les insurgés et du matériel pour l'escadre du marquis de Vaudreuil. Dans la nuit du 4 au 5 septembre 1782, au large des Bermudes, il rencontre le vaisseau HMS *Hector*, ancien vaisseau français de 74 canons pris par les Anglais. En raison de l'importance de sa mission, il cherche dans un premier temps à éviter le combat. Mais, voyant que De Vallonge, le capitaine de *La Gloire* sous ses ordres, n'avait pas suivi ses intentions, il prend le parti de mener le combat et coule le navire anglais.

Cependant, dix jours plus tard, il rencontre une forte division anglaise et doit amener son pavillon. Il est alors conduit en Angleterre où il reste prisonnier jusqu'à la paix.

Le 12 septembre suivant, alors qu'elles s'approchent des côtes américaines, les deux frégates croisent la route d'une escadre anglaise, commandée par le commodore Elphinstone, composée de deux vaisseaux de ligne, d'une frégate, de deux corvettes et d'un brick. La Touche s'empare du brick, louvoie ensuite pour s'approcher du fleuve Delaware, pénètre dans la baie et jusqu'au milieu des bancs espérant que les bâtiments ennemis n'oseraient pas s'y aventurer. Mais il est poursuivi, La Touche parvient néanmoins à faire évacuer les passagers et les trésors qu'il portait. Il les envoie à terre dans les canots des deux frégates ainsi que les dépêches dont il était chargé. Dans un ultime mouvement, il tente de remonter le Delaware au risque de s'échouer sur un banc de sable, ce qui finit par arriver à *L'Aigle*. *La Gloire*, dont le tirant un pied d'eau était plus faible, parvient à franchir le haut fond et gagne le grand canal.

Condamné par la marée descendante à ne pas pouvoir se défendre, il ordonne la sabordage de sa frégate (les mâts sont abattus et des voies d'eau ouvertes) afin qu'elle ne soit pas récupérée par l'ennemi. Après un ultime combat, il finit par amener son pavillon. Cette défense héroïque sera comptée à La Touche comme une victoire. Fait prisonnier de guerre et sa frégate étant perdue, il avait néanmoins rempli sa mission: le trésor et ses passagers étaient parvenus et l'honneur était

saufs.
Conduit en tant que prisonnier à New York, il y reste jusqu'au Traité de Paris de 1783 qui met un terme à la guerre d'indépendance des États-Unis. Ses services lors de la guerre d'Amérique lui vaudront d'être décoré de l'ordre de Cincinnatus.

Retour en France et changement de nom
De retour en France, il est directeur du port de Rochefort et chargé de dresser une carte de l'île d'Oléron. Directeur adjoint des ports et arsenaux de 1784 à 1787, puis chancelier du duc d'Orléans (futur Philippe Égalité) en 1787, il finit par être nommé à l'inspection générale des canonniers aux classes de la marine. Au mois de juillet 1786, il embarque Louis XVI sur une corvette, et le fait passer de Honfleur au Havre.

En 1788, Louis-René-Madeleine de Latouche, que l'on appelait le *comte de La Touche* depuis la mort de son père, prend le nom de La Touche-Tréville qui était celui de son oncle.

Député au début de la Révolution et missions en Méditerranée
Le 7 janvier 1789, il fait l'acquisition de la terre de Platteville à Montargis pour 500 000 livresNote 6. Grand bailli d'épée, il est élu, la même année, député de la noblesse du bailliage de Montargis aux États généraux et fait partie du groupe des 47 députés de la Noblesse qui se rallient au Tiers état et vote l'abolition des privilèges le 4 août 1789. En 1790, il rejoint le Club des jacobins et, le 20 décembre 1790, lors de la réforme de la marine, il est promu au grade de contre-amiral. Il fait partie de l'Assemblée constituante jusqu'à sa dissolution, le 10 octobre 1791. En 1792, il prend part à une expédition contre l'île de Sardaigne. Il commande alors le vaisseau *Le Languedoc*, 80 canons, dans l'escadre de l'amiral Morard de Galles et assure même l'intérim du commandement de la flotte de Brest par manque d'officiers généraux (tous ou presque ont émigré). Il est chargé de commander la forte division au départ de ce port et à destination de la Méditerranée pour étoffer l'escadre de Toulon aux ordres du contre-amiral Truguet. L'année suivante, il est chargé de commander une escadre de dix vaisseaux, les deux tiers des forces de la Méditerranée, pour effectuer une mission d'intimidation à Naples et obtenir les excuses du gouvernement Acton dont l'ambassadeur à Constantinople a intrigué pour faire refuser ses lettres de créance à l'ambassadeur de la République française, Sémonville. Il effectue cette mission avec brio : embossant ses vaisseaux au long du littoral et menaçant de toute son artillerie le palais royal, il fait parvenir un message par l'intermédiaire d'un grenadier, le citoyen Belleville :

Message adressé par Latouche-Tréville au Roi de Naples, 12 décembre 1792
En deux heures il obtient satisfaction. Repartant pour rejoindre Truguet au sud de la Sardaigne, une tempête démâte *Le Languedoc* et *L'Entreprenant* qui se retrouvent isolés et qui doivent retourner à Naples pour réparer. Malgré sa situation critique, les Napolitains non seulement ne tentent rien contre lui, mais lui fournissent même les moyens de réparer les avaries des deux vaisseaux.

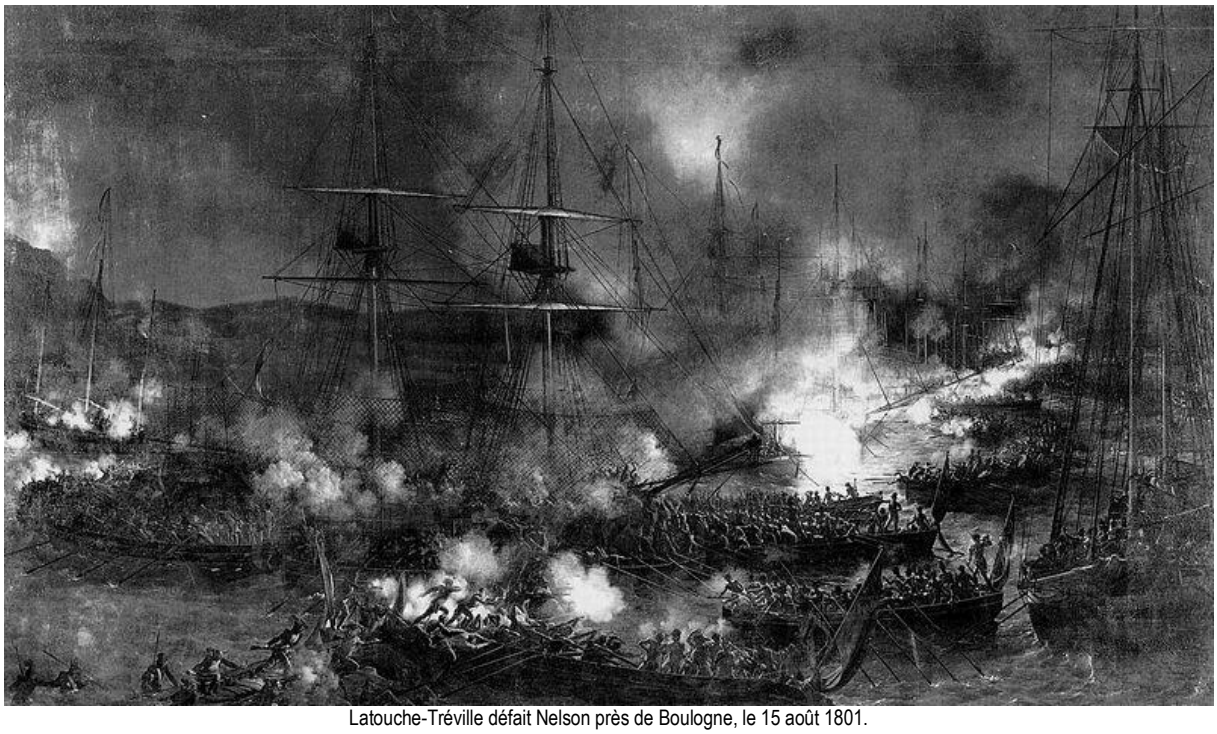
Il rejoint finalement la baie de Cagliari où il participe au bombardement de la ville et assiste impuissant à la panique des volontaires marseillais censés s'en emparer. Il s'entend assez mal avec Truguet, sensiblement moins expérimenté que lui, mais discipliné, il obéit aux ordres. Il apprend à cette occasion sa nomination comme contre-amiral avec effet à compter du 1er janvier 1793. Bien que six autres capitaines de l'escadre ait été simultanément promus, il demeure le commandant second des forces de la Méditerranée. Une fois de retour à Toulon, il se plaint de Truguet auprès du ministre Monge. Il est désigné pour prendre un commandement à Brest mais, dénoncé comme suspect par le Comité de salut public, il est emprisonné à la prison de la Force le 15 septembre 1793 et destitué de son grade de contre-amiral le 30 novembre 1793.

Lettre de La Touche au représentant du peuple Le Fiot du 23 ventôse An II (13 mars 1794)
Libéré à la chute de Robespierre le 9 Thermidor (27 juillet 1794), il se retire à Fontainebleau puis à Montargis.

Sans affectation pendant de nombreuses années
Il est officiellement réintégré dans son grade mais ne reçoit aucune affectation. À Montargis, il est nommé chef de la légion du district. Là, il se livre alors à des activités agricoles et manufacturières, fait de très mauvaises affaires et accumule les dettes. À l'été 1795, il s'installe à Créteil dans le Val-de-Marne, où il vit avec Marie Julie Joly, dont il aura trois enfants.

Le général Hoche le demande pour remplacer le vice-amiral Villaret Joyeuse au commandement de l'escadre devant conduire ses troupes en Irlande mais Truguet, devenu ministre, l'écarte, officiellement en raison de ses liens anciens avec la famille d'Orléans. Les ministres suivant, Pléville Le Pelley et Bruix vont l'ignorer de la même façon.

Le grand homme de la marine du Consulat
Il faudra le Consulat pour qu'enfin lui soit confié un nouveau commandement en 1800. Le 3 avril, il reçoit le commandement de la flotte de Brest par intérim, l'amiral Bruix, malade, se faisant soigner à Paris; le 11 mai, il est nommé responsable de la défense du port de Brest. Le 16 février 1801, il rencontre Napoléon Bonaparte une première fois à Paris. Ce dernier lui confie le commandement d'une division de quatre vaisseaux à Rochefort, avant de le nommer commandant en chef des forces navales de la Manche, basé à Brest en mars. Le 8 juin 1801, il rencontre à nouveau Bonaparte à la Malmaison et expose au Premier Consul un plan de traversée de la Manche. Il commande successivement les vaisseaux *Le Mont-Blanc* et *Le Terrible*. Par deux fois, les 5 et 15 août, il repousse les attaques de l'amiral Nelson qui tente de détruire la flottille. Ce furent probablement les seuls échecs de la carrière de Nelson, ce qui vaudra un prestige considérable à Latouche-Tréville que Bonaparte considère dès lors comme son meilleur amiral.



Latouche-Tréville défait Nelson près de Boulogne, le 15 août 1801.

Nelson écrit à ses amis :
« M. Latouche est tout prêt à prendre la mer, et, à la manière dont manœuvrent ses vaisseaux, je m'aperçois qu'ils sont bien armés ; mais, de mon côté, je commande une flotte telle que je n'en ai jamais vu, et certes aucun amiral, à cet égard, n'a le droit de se dire plus heureux que moi. M. Latouche s'aventure souvent en dehors du cap Sepet. Qu'il ait la bonté de venir jusque par le travers de Porquerolle, et nous verrons de quel bois sont faits ses vaisseaux… Toutes ses manœuvres n'ont été jusqu'ici que des gasconnades. Cependant je ne doute pas que, dès qu'il recevra une mission, il ne soit homme, pour l'accomplir et exécuter ses ordres, à courir le risque de nous rencontrer et de nous combattre. »

Expédition de Saint-Domingue.
Le 14 octobre 1801, il reçoit l'ordre de rallier Rochefort où lui est confié l'escadre stationnée à l'île d'Aix. Son escadre est chargée de conduire les 23 000 hommes de l'Armée du Rhin à Saint-Domingue pour rejoindre sur place les forces de Villaret-Joyeuse. Il s'empare avec le général Boudet de Port-au-Prince et de Léogâne, avant d'obtenir la reddition du général Laplume en 1802.

Il est promu vice-amiral et rejoint la France pour prendre le commandement de la flotte de la Méditerranée en juillet 1803 et reçoit la croix de la Légion d'honneur le 11 décembre suivant9 (19 frimaire an XII). Il conçoit alors un plan de grande envergure pour permettre à la flotte impériale se rendre maître de la Manche et permettre l'invasion de l'Angleterre : il s'agit, en échappant au blocus de la Royal Navy, de faire converger les escadres du Levant (basée à Toulon) et du Ponant (basée à Brest), renforcées d'escadres de l'Atlantique (Rochefort, Le Ferrol) et espagnoles (amiral Gravina), jusqu'en mer des Caraïbes y menacer les colonies anglaises des Antilles pour y attirer la *Royal Navy*. Une fois celle-ci dans les Antilles, lui fausser compagnie en mettant cap sur le Pas de calais pour couvrir la traversée de la grande armée regroupée autour du camp de Boulogne. Mais, épuisé, il meurt à bord du navire amiral *le Bucentaure* en rade de Toulon, le 18 août 1804 après avoir prononcé ces dernières paroles : « Un officier de mer doit mourir sous le pavillon de son vaisseau. ». Le ministre de la Marine et des Colonies Denis Decrès le remplacera par l'infortuné Villeneuve.
ß
Son nom est sur l'arc de triomphe de l'Étoile (côté Nord).
Son tombeau - une pyramide - se dresse au milieu du cimetière militaire franco-italien de Saint-Mandrier-sur-Mer (Var).

BILAN
Latouche Tréville est un marin exceptionnel ayant déjà acquis une solide expérience de combat dès la guerre de Sept Ans. Il est l'un des meilleurs capitaines de la guerre d'Amérique. Le fait qu'il n'ait pas été employé de 1795 à 1800 est certainement une faute qui n'est pas à la gloire des différents ministres qui le considéraient tous comme un rival. Sa mort prématurée prive la marine de l'Empire d'un marin de qualité.

« Napoléon regrettait fort Latouche-Tréville ; lui seul lui avait présenté l'idée d'un vrai talent ; il pensait que cet amiral eût pu donner une autre impulsion aux affaires. L'attaque sur l'Inde, celle sur l'Angleterre, eussent été du moins entreprises, et se fussent peut-être accomplies. »

Latouche Tréville était franc-maçon : il était vénérable en 1793 de la Loge *Les Disciples d'Heredom et de la Madeleine Réunis* de Montargis.

LA TOUR d'AUVERGNE

Carhaix (Bretagne) 23 novembre 1743 - Oberhausen (Bavière), 27 juin 1800.



Théophile Malo Corret de Capitaine, premier grenadier de la République (1799). Il aurait été membre d'une Loge dépendant du Grand Orient de Bouillon.

Théophile Malo de La Tour d'Auvergne-Corret, est un militaire français, premier grenadier des armées françaises.

Ancien Régime

Fils de l'avocat Olivier Corret et de Jeanne Lucrèce Salaün, il naquit à Saint-Hernin (où son père était régisseur du château de Kergoat) et fut baptisé à Carhaix. Mais ce lieu de naissance a donné lieu à des controverses et les historiens ont dénombré pas moins de neuf lieux de naissance supposés, dont huit sont identifiables : à Pontivy, Laniscat, Carnoët, Maël-Carhaix, Trébrivan, Trémargat, Saint-Hernin et finalement Carhaix.

À la sortie du collège des Jésuites à Quimper, il choisit l'armée (vers 1765 ?) alors que son père voulait qu'il devienne avocat et sa mère un dignitaire de l'Église. En 1767, il entra, en qualité de soldat, dans la deuxième compagnie des mousquetaires. Né Théophile-Malo Corret, il ajouta à son nom de famille celui de Kerbauffret précédé d'une particule, sans pouvoir prétendre être de condition noble.

Prétendant descendre d'un fils naturel de Turenne et d'Adèle Corret, nommé Henri Corret, il ajouta à son nom celui de La Tour d'Auvergne en 1777, après avoir obtenu d'un descendant du duc de Bouillon un courrier attestant d'une souche commune, le 23 octobre de cette même année. Le 20 mai 1785 un diplôme autorisa Malo Corret à faire précéder son nom de naissance de celui de La Tour d'Auvergne.

Il passa ensuite au service de l'Espagne, où il fit preuve de sa valeur militaire. Pendant une action meurtrière, il sauva la vie à un officier espagnol blessé en le rapportant au camp sur ses épaules, puis il revint au combat. Le roi d'Espagne lui accorda une décoration qu'il accepta, mais en refusant la pension qui y était attachée.

Révolution française

Il rallia les armées de la République française et fut promu capitaine de grenadiers en 1792. Lazare Carnot, ministre de la guerre, dit de lui qu'il était « *le plus brave parmi les braves* ». Engagé dans l'ancien régiment de Bretagne, le 46e régiment d'infanterie, il servit dans les armées révolutionnaires de Savoie et l'armée des Pyrénées orientales, où il commandait toutes les compagnies de grenadiers formant l'avant-garde et appelées colonnes infernales. Presque toujours cette phalange avait décidé de la victoire lorsque ce corps d'armée arrivait sur le champ de bataille.

Ses loisirs étaient consacrés à des méditations ou à des travaux littéraires, et il était appelé pour ses avis à tous les conseils de guerre. Malade, il quitta l'armée, s'étant embarqué après la paix avec l'Espagne pour se rendre dans sa province, il fut pris en 1794 par un corsaire britannique alors qu'il rentrait chez lui : le voilier sur lequel il avait embarqué à Bayonne à destination de Brest fit naufrage au large de Camaret, et La Tour d'Auvergne fut fait prisonnier par une escadre britannique en même temps que l'équipage. On voulut le forcer à quitter sa cocarde ; mais la passant à son épée jusqu'à la garde, il déclara qu'il périrait plutôt en la défendant.

Il fut interné sur des pontons dans le sud-ouest de l'Angleterre. Durant son internement, il se consacre à l'écriture d'un dictionnaire français-celtique. Il fut libéré en 1797.

À son retour en France, il se rend à Paris, où il apprit qu'un de ses amis nommé Le Brigant, vieillard octogénaire, venait d'être séparé de son jeune fils (le seul encore en vie) par la réquisition ; il se présenta aussitôt au Directoire, obtint de remplacer le jeune conscrit qu'il rendit à sa famille. Il rejoignit l'armée en tant que simple soldat afin de servir à la place du jeune fils de son ami. Il se rendit célèbre par son courage et sa modestie.

Il partit pour l'armée du Rhin, comme simple volontaire. Il fit la campagne de 1799, en Suisse, fut élu membre du Corps législatif, après le 18 brumaire, mais refusa de siéger, en disant : *Je ne sais pas faire des lois, je sais seulement les défendre, envoyez-moi aux armées.* Il refusa plusieurs promotions et fut alors nommé « *premier grenadier de la République* » par Napoléon Bonaparte. Le 27 juin 1800 au soir du combat de Oberhausen, en Bavière, il est touché au cœur par un coup de lance alors que la 46e demi-brigade de l'armée du Rhin est assaillie par la cavalerie adverse.

Hommages[

Toute l'armée regretta ce vieux brave qu'elle aimait à nommer son modèle. Son corps enveloppé de feuilles de chêne et de laurier fut déposé au lieu même où il fut tué. On lui éleva un monument sur lequel on grava cette épitaphe : *LA TOUR D'AUVERGNE*. On sait que son cœur embaumé était précieusement conservé par sa compagnie, et qu'à l'appel par son régiment jusqu'en 1814, le plus ancien sergent répondait au nom de La Tour d'Auvergne : *Mort au champ d'honneur*. Il devint ensuite, via Madame Guillart de Kersauzie, héritière de La Tour d'Auvergne, dont la fille se maria avec un ancêtre de la famille du Pontavice de Heussey, propriété de cette famille qui possédait le château de La Haye en Locmaria-Berrien.

Sa carrière militaire lui valut d'être cité sur l'Arc de Triomphe sous le nom « L Tr Dauvergne » sur la 18e colonne.
Sa dépouille, venant de Bavière, fut déposée au Panthéon de Paris le 4 août 1889 lors des cérémonies du centenaire de la

Révolution française. Une statue en bronze sculptée par le baron Carlo Marochetti a été érigée à Carhaix-Plouguer le 27 juin 1841.
En cette occasion, le cœur embaumé de La Tour d'Auvergne fut transporté en grande cérémonie de Paris à Carhaix via Rennes. Le journal La Presse écrit ainsi en mars 1841 : "Lundi 8 mars est passé à Rennes M. Du Pontavice de Heussey, porteur de l'urne qui renferme le cœur de La Tour d'Auvergne, premier grenadier de France.
L'urne est en argent et a trente centimètres de hauteur en y comprenant la grenade en vermeil qui la surmonte. Au milieu est un cœur surmonté d'une lance. (...). À la partie inférieure de l'urne est gravé le dystique suivant :
La Tour d'Auvergne est mort, mais c'est au champ d'honneur. Envions son trépas, et conservons son cœur".

À Carhaix, en 1900, les fêtes du centenaire de son décès durèrent quatre jours en présence d'une foule énorme, présidées par le ministre de la guerre, le général André3. En 1904, l'urne d'argent renfermant son cœur est remise au cours d'une cérémonie militaire et patriotique aux Invalides par la famille du Pontavice de Heussey. Une statue de La Tour d'Auvergne, peut-être par Élias Robert, est sur une des façades du Louvre, près de l'entrée du Carrousel, rue de Rivoli à Paris.

.LATOUR- MAUBOURG **Marie Victor, Nicolas** de **Fay,** marquis de

La Motte-de-Galaure (Drôme) 1768 - Dammarie-lès-Lys 1850.



Colonel de cavalerie de l'armée de La Fayette, aide de camp de Kléber. Après 1815, il fut ambassadeur à Londres. Il passe son enfance au château de Maubourg (Haute-Loire), mousquetaire de la reine à 14 ans, il émigre avec le reste de sa famille en 1792.

Victor de Fay de Latour-Maubourg (ou La Tour Maubourg) est un militaire et homme politique français qui exerça son activité pendant les périodes de la Révolution et de l'Empire, tout comme son frère, Charles César de Fay de La Tour-Maubourg (1756-1831). Il est général de division en 1807, et ministre de la Guerre de 1819 a 1821.
Franc-Maçon de la Loge "*L'Intimité*", à Niort.

Sous l'Empire
Il rejoint Napoléon Ier. Aide-de-camp dans l'expédition d'Egypte, il devient colonel à la bataille d'Austerlitz et y reçoit le grade de général de brigade. Il fait ensuite la campagne de Prusse et de Pologne. Blessé au combat de Dreypen, il reçoit le 14 mai 1807 le titre de général de division. Il est blessé de nouveau à la bataille de Friedland. Il se signale en Espagne en 1808 à la tête de la cavalerie de l'armée du Midi, fait la campagne de Russie, commande le 1er corps de cavalerie en 1813, et il est chargé du Bataillon sacré, composé uniquement d'officiers de cavalerie. Il se couvre de gloire à Dresde et surtout à la bataille de Leipzig où un boulet de canon lui emporte la cuisse. Voyant son domestique pleurer, il lui dit :
« Console-toi, mon ami, le mal n'est pas si grand pour toi… Après tout tu n'auras plus qu'une botte à cirer ».

L'amputation est pratiquée par le célèbre chirurgien des armées impériales, Dominique Larrey qui note dans ses mémoires :
« Il reçut un boulet de petit calibre qui lui fracassa le genou droit, blessure grave qui nécessita l'amputation de la cuisse, réclamée par le blessé lui-même : je la pratiquai immédiatement sous le canon de l'ennemi. Elle fut faite en moins de trois minutes. »

Sous la Restauration
Latour-Maubourg adhère à la déchéance de l'Empereur et est nommé pair de France le 2 juin 1814 par Louis XVIII. Il ne remplit aucune fonction pendant les Cent-Jours. En 1817, il est créé marquis. Il occupe les fonctions de Président du Comité de Cavalerie, Ambassadeur à Londres, et ensuite Ministre d'État et ministre de la Guerre de 1819 à 1821 dans le cabinet d'Élie Decazes et d'Armand Emmanuel du Plessis de Richelieu.

Dans ses *Mémoires*, le comte d'Agoult rapporte que, ministre de la Guerre, Victor de Latour-Maubourg présente à Louis XVIII un document visant à réduire le nombre des Maréchaux de France. Le roi lui dit : « Je signe avec regret cette ordonnance car j'avais l'intention de vous nommer Maréchal. » Le ministre avait fait son devoir, note le comte d'Agoult, et n'accèda jamais à cette dignité suprême. On lui doit l'ordonnance du 25 octobre 1820 portant réorganisation de l'infanterie française. Il est nommé en 1821, gouverneur des Invalides. Personnage sévère, ce grand soldat était probablement plus à l'aise sur les champs de bataille que dans les salons.

Le comte de Basterot, neveu du marquis César-Florimond de Latour-Maubourg, raconte l'anecdote suivante :
« Victor de Latour-Maubourg se trouva invité à un repas où se firent les mêmes extravagances (vaisselle et cristaux brisés). Impassible tant qu'avait durée la scène de destruction. Il se leva au moment où ces enragés de convives n'eurent plus rien à briser, mais un couteau entre ses dents, montant sur la table sans dire un mot, grimpa dans le lustre auquel personne n'avait pensé et s'étant mis à califourchon sur la partie la plus élevée, coupa la corde à laquelle était suspendu ce lustre… après quoi il se dépêtra comme il put, prit son sabre et son chapeau et, plus ou moins meurtri ou blessé, s'en alla sans proférer une parole ».

Il refuse de reconnaître la monarchie de Juillet et devient Gouverneur du duc de Bordeaux en exil. Il décède à Dammarie-lès-Lys en 1850. Grand-croix de l'ordre de la Réunion et de l'ordre de la Légion d'honneur par Napoléon, il sera nommé grand-croix de l'ordre de Saint-Louis par Louis XVIII et chevalier de l'ordre du Saint-Esprit. « Gloire sans nuage », Victor de Latour Maubourg semble avoir été particulièrement apprécié par ses contemporains. Arthur Wellesley de Wellington avait une haute opinion de lui et l'invita durant son ambassade à Londres, Chateaubriand, de son côté, note dans les *Mémoires*

d'outre-tombe au Livre 21, Chapitre 6 : « J'ôte mon chapeau en passant devant lui, comme en passant devant l'honneur ».

Il avait épousé une Hollandaise dont il n'aura pas d'enfant. Protestante, elle se convertit au catholicisme après son mariage. Le comte d'Agoult rapporte que « Madame de Maubourg fut atteinte d'hydropisie à l'époque de la Restauration. L'archevêque de Paris lui parla du prince abbé de Hohenlohe qui jouissait dans l'Église d'une réputation de sainteté et s'offrit pour servir d'intermédiaire. L'abbé répondit qu'il célèbrerait pendant neuf jours la messe à l'intention de Madame de Latour-Maubourg. Il indiquait l'heure pour qu'elle pût s'unir par la prière. Le neuvième jour, elle alla communier. À partir de ce moment-là, le mal cessa et elle recouvra toute sa santé ! »

Un portrait de Victor de Latour-Maubourg et une gravure représentant César de Latour-Maubourg sont conservés à la *National Gallery* de Londres. Victor de la Tour-Maubourg figure également sur le tableau du *Sacre de Charles X à Reims*, de François Gérard, conservé au château de Versailles. Victor de Latour-Maubourg donnera son nom à un grand boulevard parisien, une station du métro de Paris ainsi qu'à une caserne à Valence (Drôme), aujourd'hui Centre Universitaire Latour-Maubourg. Il a fait construire le château de Moyeux (Seine-et-Marne).

LAURISTON de **Jacques Alexandre Bernard Law,** marquis Pondichéry 1 février 1768 - Paris 11 juin 1828



Petit neveu de John Law, il fut condisciple de Bonaparte à l'École de Brienne, fut comte de l'Empire, marquis de Lauriston (1817), maréchal de France en 1823. De plus, il fut élu en 1822 à l'Institut de France (Académie des beaux-arts) et nommé commandeur de la Légion d'honneur.

Franc-Maçon de la Loge "*Sully*" à l'orient de Toul- Artillerie. Grand Maître Adjoint du Grand Orient de France.

Lauriston était le 3e des six fils de Jean Law de Lauriston et de Jeanne de Carvalho (née en 1735). Il était également le petit-neveu de John Law le célèbre économiste.
Il se maria en 1789 avec Claude-Antoinette Julie Le Duc (1772-1873), dont il eut : Auguste (1790-1860), Coralie (1800-1891) et Napoléon Adolphe (1805-1867).

Jacques-Alexandre-Bernard, amené en France, fit ses études au collège des Grassins. Il entre à l'École militaire de Paris en 1784. Quand Napoléon Bonaparte arriva à l'École militaire, le 19 octobre 1784, il ne se lia d'abord qu'avec Lauriston et Dupont. Lauriston y était entré le 1er septembre; il en sortit le 1er septembre 1785, avec le grade de lieutenant en second au régiment de Toul. Capitaine en second en août 1791, il devint aide-de-camp du général Beauvoir en 1792, fit cette campagne jusqu'à l'an IV aux armées du Nord, de la Moselle et de Sambre-et-Meuse. Il fut mis à l'ordre du jour de l'armée au siège de Maastricht en 1793, se distingua au siège de Valenciennes, et fut nommé en l'an III chef de brigade du 4e régiment d'artillerie à cheval.

Le 16 germinal an IV, il donna sa démission et quitta l'armée ; mais Bonaparte, devenu premier Consul, le rappela au service et le nomma l'un de ses aides-de-camp. Il est aide de camp de Bonaparte à Marengo. Il reçut l'ordre de licencier le 1er régiment d'artillerie qui s'était mutiné et de le réorganiser. Il en eut ensuite le commandement. Après avoir rempli en 1801, une mission diplomatique à Copenhague et secondé les efforts des habitants de cette ville contre les Britanniques qui la bombardaient, il fut chargé de porter à Londres la ratification du traité de paix conclu à Amiens entre la France et le Royaume-Uni. L'aide-de-camp du Premier Consul fut reçu avec enthousiasme par la population de Londres. On coupa les traits des chevaux et on traîna sa voiture jusqu'à son hôtel.

De retour en France, il fut nommé général de brigade, commandeur de la Légion d'honneur, et reçut au mois de brumaire an XIII le commandement des troupes de l'expédition préparée pour Batavia, sous les ordres de l'amiral Villeneuve. Il fut élevé au grade de général de division en pluviôse de la même année. L'escadre appareilla le 9 germinal et arriva à la Martinique au commencement de prairial. Lauriston débuta par la prise du fort Diamant, réputé imprenable. Dix jours après cette action hardie, la flotte remit à la voile pour l'Europe, eut une affaire au cap Ortegal et se présenta devant Cadix. Lauriston se fit descendre à terre, puis revint à Paris. Il fit la campagne de l'an XIV en Autriche, et eut le gouvernement de Braunau et celui de Raguse dont il s'empara, et des Bouches de Kotor, en 1806. Le 19 décembre 1807, il fut fait gouverneur général de Venise jusqu'en 1808. À son arrivée dans cette ville, il fit opérer la translation du corps du célèbre Law, son grand-oncle, dans l'église San Moïse. En 1808, il accompagna Napoléon à la conférence d'Erfurth, fut créé comte de l'Empire, et suivit l'Empereur à Madrid. Il contribua à la prise de cette ville. De retour en Allemagne en 1809, il passa à l'armée d'Italie. Il prit une part active aux batailles de Raab et Wagram, où il commandait l'artillerie de la Garde. À Wagram, l'aile gauche française était débordée par suite d'une faute énorme commise par l'ennemi, le général comte de Lauriston, à la tête d'une batterie de 100 pièces d'artillerie, marcha au trot à l'ennemi et porta la mort dans ses rangs. L'Empereur lui donna le grand cordon de la Couronne de Fer.

Après la paix de Presbourg, Lauriston se rendit à Vienne, quitta un moment cette ville pour remplir une mission en Hollande, et s'y trouvait de retour lorsque le prince de Neufchatel y arriva avec le titre d'ambassadeur pour épouser, au nom de l'Empereur, l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche. Il remplit auprès de cette princesse les fonctions de colonel général de la Garde impériale, et l'accompagna lors de son premier voyage en France. Il fut encore chargé d'aller chercher à Haarlem et de ramener en France les enfants de Louis Napoléon Bonaparte, qui venait d'abdiquer la couronne de Hollande. Le 5 février 1811, Napoléon nomma Lauriston son ambassadeur en Russie à Saint-Pétersbourg. Il devait demander à Alexandre

l'occupation des ports de Riga et de Reval, et l'exclusion des vaisseaux britanniques de la Baltique.

Un an plus tard, pendant la campagne de Russie, il est de nouveau aide de camp de Napoléon. Ce fut lui qui, après la prise de Moscou, conclut un armistice avec Koutouzov. Il commanda l'arrière-garde dans la retraite, et montra dans ces circonstances difficiles les talents d'un général consommé. Arrivé à Magdebourg, il y organisa le 5e corps de la grande armée, à la tête duquel il assista aux batailles de Lützen, de Bautzen et de Wurschen. Il emporta de vive force le village de Weissig, culbuta le corps d'Yorck, et le rejeta de l'autre côté de la Sprée.

À la tête des 5e et 11e corps, il battit les Prussiens en plusieurs rencontres. À Leipzig, quand on fit sauter le grand pont, il se trouvait de l'autre côté de l'Elster Blanche, et *le Moniteur* annonça sa mort. Conduit prisonnier à Berlin, il rentra en France après les événements de 1814. À sa libération, il est nommé aide de camp du comte d'Artois. Louis XVIII le fit chevalier de Saint-Louis, grand cordon de la Légion d'honneur et capitaine de la 1re compagnie des mousquetaires gris. Il accompagna le roi à Béthune, revint à Paris, et se retira dans sa terre de Richecourt, près de La Fère. Lors du retour du Roi, Lauriston alla au-devant de ce prince à Cambrai, fut envoyé à Laon pour présider le collège électoral de l'Aisne, et créé pair de France le 17 août, eut le commandement de la 1re division d'infanterie de la Garde royale. Il votera la mort de Michel Ney.
En 1816, il présida les conseils de guerre formés pour juger l'amiral Linois, le baron Boyer de Peyreleau et le général Delaborde. Linois fut acquitté, Boyer condamné à mort et Delaborde non jugé. Cette même année, le roi lui accorda la croix de commandeur de Saint-Louis et le titre de marquis. En 1820, il eut le commandement supérieur des 12e et 13e divisions militaires, présida le collège électoral de la Loire-Inférieure, entra au ministère comme ministre de la maison du roi, et reçut la grand-croix de Saint-Louis. Le 6 juin 1823, il fut élevé à la dignité de maréchal de France, reçut le commandement en chef du 2e corps de réserve de l'armée des Pyrénées. Entré en Espagne dans le cadre de l'expédition d'Espagne, il assiégea et prit Pampelune le 17 septembre, fut nommé chevalier du Saint-Esprit et de l'ordre espagnol de la Toison d'Or. À son retour de France, il fut nommé grand veneur. Il quitta le ministère le 4 août 1824 et fut nommé ministre d'État.

Il mourut à Paris d'une apoplexie foudroyante le 11 juin 1828, dans les bras de la danseuse Amélie Legallois. Le nom du maréchal Lauriston est inscrit au côté Est de l'arc de triomphe de l'Étoile. De nombreux souvenirs du maréchal se trouvent aujourd'hui dans le château de Filières appartenant à ses descendants. Wikipédia

LAVAL de **Anne-Alexandre-Marie** de **LAVAL-MONTMORENCY** Paris 22 janvier 1747 – Paris 30 mars 1817.



militaire français né à Paris le 22 janvier 1747 et mort à Paris, le 30 mars 1817. Il est marquis puis 2e duc de Laval et pair de France, lieutenant-général des armées du roi, et « cordon rouge » (Ordre de Saint-Louis). Il participe à la guerre d'indépendance des États-Unis, et est membre fondateur de la Société des Cincinnati. Maréchal de camp en 1789, il dut émigrer pendant la Révolution française.

Depuis 1773, le duc de Laval était affilié à la franc-maçonnerie.

Au retour des Bourbons, il fut fait « pair à vie » le 4 juin 1814 et accéda au grade de lieutenant général le 8 juin suivant. Il vota pour la mort au procès du maréchal Ney.
Le duc était commandeur de l'ordre de Saint-Louis.
Mort le 30 mars 1817, la pairie attachée au titre de duc de Laval est rendue héréditaire le 31 août suivant (sans majorat).

Famille
Fils de Guy-André-Pierre de Montmorency-Laval, *duc de Laval-Montmorency*, maréchal de France, et de Jacqueline Hortense de Bullion de Fervacques. Il avait épousé, le 30 décembre 1764, Marie-Louise-Mauricette de Montmorency-Luxembourg, fille de Joseph-Maurice-Annibal, comte de Luxe. Elle a été présentée le 16 février 1766.
De ce mariage sont issus :

- Guy-Marie-Anne-Louis de Montmorency, *marquis de Laval*, capitaine au régiment du roi, dragons, mort le 12 février 1786, sans enfants de Pauline-Renée-Sophie le Voyer de Paulmy d'Argenson qu'il avait épousée le 28 mai 1784.
- Anne-Pierre-Adrien.
- Achille-Jean-Louis de Montmorency-Laval, né le 25 juin 1772, chevalier de Malte de minorité le 18 mai 1782, mort le 14 septembre 1793, d'une blessure qu'il reçut à la défense du camp retranché de Bundenthal, à l'avant-garde de l'armée de Condé.
- Eugène-Alexandre.

LAVATER **Diethelm** Zurich 15 novembre 1743 – 4 mars 1826.



L'organisateur du Rite Ecossais Rectifié en Suisse, qui fut le premier Grand Prieur du Prieuré Indépendant d'Helvétie, était le frère cadet de Johann Kaspar Lavater, l'auteur des célèbres *Physiognômische Fragmente*.

Diethelm Lavater quitte Zürich le 22 avril 1765 pour faire ses études de médecine en Allemagne. Il passe par Erlangen où il reçoit les deux premiers grades à la loge « *Zu den derien Zeder* », va étudier à Leipzig où il fait la connaissance de Goethe. Au cours de son voyage à Berlin, il est élevé au grade de maître le 17 avril 1766 dans la loge « *Aux Trois Globes* », alors dirigée par Zinnendorf, puis reçoit le grade de Maître Ecossais de la Stricte Observance le 4 août 1766 à la loge « *Minerva zu den drei Palmen* » de Leipzig.
Promu docteur en médecine à Halle le 18 avril 1767, il est admis quelques jours plus tard Novice dans l'Ordre Intérieur à Guben, puis est reçu Armiger (*Frater ab Aesculapio*) par Schubart, alors Visiteur Général et bras droit de von Hund, sans attendre les délais habituels, en raison de son retour à Zürich où il arrive le 2 juin suivant. Lavater n'a alors aucune activité maçonnique pendant cinq ans mais, à partir de 1768, il entame une correspondance avec Andreas Buxtorf, un conseiller bâlois. Muni des constitutions que lui a accordées la loge rectifiée de Francfort-sur-le-Main « *Zu den drei Disteln* », Buxtorf vient de fonder à Bâle la première loge de la Stricte Observance en Suisse, « *Zur Freiheit* », dont il est vénérable. Dans ses lettres, Buxtorf incite Lavater à organiser la Stricte Observance en Suisse sur une base nationale indépendante.

« *La Discrétion* », loge d'expression française, est fondée à Zürich le 13 août 1771 par des membres de la Grande Loge de Genève. En juin 1722, y fait en visiteur, l'éloge de la Stricte Observance avec une éloquence telle que « *La Discrétion* » décide quelques jours plus tard de se faire rectifier et demande à Lavater d'être son nouveau vénérable. Le 22 juin, Lavater écrit à Schubart, ignorant que celui-ci n'exerce plus aucune fonction au sein de la Stricte Observance depuis quatre ans. Il lui décrit son succès auprès de « *La Discrétion* » et lui demande conseil. En même temps que la lettre de Lavater, Schubart reçoit une autre lettre, écrite le 21 juin pendant le **Convent de Kohlo**, dans laquelle von Hund et quatre dignitaires de la Stricte Observance lui expriment leurs remerciements pour ses services passés et prennent officiellement acte de sa démission de Visiteur Général que Schubart leur a adressée en 1768.

Schubart n'informe pas Lavater de cette situation. Bien au contraire, il le place devant le choix suivant : s'adresser à von Hund auquel Lavater devrait obéir aveuglément et payer des redevances, ou bien devenir le chef d'une Préfecture totalement indépendante, puis un Sous-Prieuré, puis d'une Province englobant la Suisse et l'Italie, ce que Schubart se déclare prêt à organise pour lui. Le choix de Lavater est vite fait. Schbart lui adresse son propre exemplaire du *Livre rouge* avec les rituels de l'Ordre Intérieur pour qu'il en prenne copie.

Le 4 avril 1773, muni d'une autorisation écrite de Schbart, Lavater arme Jean Näguelin, son prédécesseur à la tête de la loge de Zürich, puis Buxtorf et Peter Burckart le 13 mai suivant. Par une lettre qu'il adresse le 3 mai 1775 à Lavater, Schubart élève la Préfecture de Zürich au rang de Sous-Prieuré de Suisse et la Commanderie de Bâle à celui de Préfecture. Alors que des contacts sont établis entre Strasbourg et la Suisse, les rapports de Buxtorf avec sa loge de Bâle et avec Lavater se dégradent. La loge de Buxtorf interrompt ses travaux et la décision de former une seconde loge est prise à Bâle en avril 1778 à l'initiative de Burckhardt et avec l'accord de Lavater.

Cette situation explique pourquoi, plutôt que d'assister à Lyon au Convent des Gaules en novembre 17878, les suisses préfèrent déléguer à Rodolphe Salzmann des pouvoirs pour les représenter, pouvoirs signés par Lavater (*ab Aesculapio*), Burckhardt (*a Serpente curvata*) et Nägelin (*a [tribus] Stellis*), mais non par Buxtorf (*a Libertate*).

La matricule nouvelle des trois Provinces françaises, adoptées par le Convent des Gaules, prévoit que la V^e^ Province comprend désormais trois Grands Prieurés dont celui de l'Helvétie avec siège à Zürich, décision qui semble être la conséquence de la création du Sous-Prieuré de Suisse par Schubart. Or, des six Préfectures composant sur le papier le Grand Prieuré d'Helvétie, seule celle de Zürich est en activité. L'installation de la seconde loge de Bâle, « *Zur volkommenen Freundschaft* », constamment reportée en raison des dissensions locales, représente donc une dimension nécessaire, préalable à celle d'un Grand Prieuré d'Helvétie en vert du titre 3 du Code général arrêté à Lyon, qui dispose que deux Préfectures constituent le minimum requis pour tenir Chapitre Prioral. Représentant Lavater absent, Burckhardt procède le 30 juillet 1779 à l'installation de la nouvelle loge de Bâle, plus d'un an après sa création.

Deux semaines plus tard, le samedi 14 août, Lavater et Näguelin arrivent à Bâle où les rejoint Jean de Tückheim, Commissaire de la Province de Bourgogne. Ensemble, pendant quatre jours, ils vont tenir le Convent de Bâle. L'un des documents qui y sont signés rappellera que « *l'élection régulière du visiteur général et du chancelier de la province (était) différée depuis six mois pour pouvoir être faite avec le concours des établissements de l'Helvétie* ». Lavater réunit les Bâlois le 16, entend leur exigence de ne plus jamais avoir à faire à Buxtorf et y accède. En vertu des pouvoirs qu'il a reçus de Schubart, il élève leur Commanderie au rang de Préfecture dont Burckhardt est élu Préfet.

Le 17, Lavater ouvre les travaux du Chapitre Prioral en présence de Türckheim entre les mains duquel il dépose ses pouvoirs et sort laisser pour les membres des deux Préfectures procéder à l'élection du Grand Prieur d'Helvétie. Il rentre, apprend son élection, remercie, fait procéder à l'élection des autres officiers et clôture les travaux. Ceux-ci sont alors à nouveau ouverts et Jean de Türckheim procède à l'installation rituelle du Grand Prieur d'Helvétie. Le caractère ombrageux

de Lavater amène sa brouille avec Burckhard en 1780. En 1782, Lavater assiste au début du Convent de Wilhelmsbad mais n'y reste que jusqu'à la suspension des travaux le 2 août.

Dans une lettre inédite, retrouvée par Antoine Faire, que Bernard de Türckheim adresse en décembre 1783 à Willermoz, on lit que Lavater « *veut absolument de l'extraordinaire, du merveilleux et son cœur ne se rend pas à moins* ». Il ne répond pas aux lettres qui lui sont adressées, l'Ordre Intérieur ne se réunit plus depuis 1783. Le Convent de la V[e] Province qui se tient à Strasbourg en septembre 1784, conclut à l'extinction du Grand Prieuré d'Helvétie. Depuis 1784, Lavater n'assiste plus aux travaux de la loge « *Modestia* » de Zürich qui se réunit pour la dernière fois le 1[er] mars 1786. Deux mois plus tard, au nom du Directoire Ecossais Helvétique Romand récemment créé à Lausanne, Bergier d'Illens vient à Zürich rencontrer Lavater et lui soumet un « *traité de réunion et d'identité* » dont on ne sait pas s'il fut conclu ».

.

Si Lavater n'a plus guère d'activité maçonnique jusqu'à sa mort, sinon une dizaine de discours prononcés à Zürich à des occasions diverses, par exemple pour l'initiation de son fils, également prénommé Diethelm, le 19 mars 1811, il entretient cependant des rapports écrits avec plusieurs maçons célèbres. Sa correspondance pour la période allant de 1801 à sa mort, publiée en 1994 par Werner Zimmermann, a révélé l'existence de 200 lettres inédites dont 79 échangées avec Johann August Starck entre 1809 et 1815. Lavater dépose sa charge de Grand Prieur à la fin de 1809 et refuse de la reprendre après la mort de son successeur Pierre Burckhardt, le 24 mars 1817. A.B.

LAVOISIER de **Antoine Laurent** Paris 26 août 1743 - guillotiné 8 mai 1794.



Chimiste, philosophe et économiste français. Il a énoncé la première version de la loi de conservation de la matière, démis la théorie phlogistique, baptisé l'oxygène et participé à la réforme de la nomenclature chimique. Il est souvent fait référence à Antoine Laurent de Lavoisier en tant que père de la chimie moderne.

Né le 26 août 1743 à Paris, dans une famille aisée, Antoine Laurent de Lavoisier est baptisé le jour de sa naissance en l'église Saint-Merri. Il hérite d'une grande fortune à l'âge de cinq ans, après le décès de sa mère. De 1754 à 1761, il fréquente le collège des Quatre-Nations, où il étudie la chimie, la botanique, l'astronomie et les mathématiques. De 1761 à 1763, il étudie le droit à l'université de Paris, et il devient diplômé en droit en 1763. Au cours de cette même époque, il continue à assister à des conférences sur les sciences naturelles. Sa première publication dans le domaine de la chimie paraît en 1764.

En 1767, il travaille sur une étude géologique de l'Alsace et de la Lorraine avec Jean-Étienne Guettard. Parrainé par Henri Louis Duhamel du Monceau, grand ami de son père, il est élu membre de l'Académie des sciences le 18 mai 1768, à l'âge de vingt-quatre ans. En 1769, il travaille sur la première carte géologique de la France.

Le 16 décembre 1771, il épouse, en l'église Saint-Roch à Paris, Marie-Anne Pierrette Paulze, la fille d'un fermier général, alors âgée de treize ans3. Au fil du temps, celle-ci se révèle une aide et une collaboratrice scientifique de son époux. Elle traduit pour lui des ouvrages anglais, parmi lesquels l'*Essai sur le Phlogistique* de Richard Kirwan et les recherches de Joseph Priestley. Elle réalise de nombreux croquis et gravures des instruments de laboratoire utilisés par Lavoisier et ses collègues. Elle écrit et publie également les mémoires de Lavoisier, et accueille des soirées où d'éminents scientifiques débattent de questions liées à la chimie. À partir de 1775, Lavoisier sert à l'Administration royale des poudres : son travail se traduira par des améliorations dans la production de la poudre et dans le domaine de l'agrochimie, par la création d'une nouvelle méthode de production du salpêtre avec la potasse d'Alsace.

Son étude des lois est d'une importance capitale dans la vie de Lavoisier. Elle l'amène en effet à s'intéresser à la politique française, et en conséquence, il obtient un travail comme percepteur d'impôt à l'âge de vingt-six ans dans la Ferme générale, une compagnie privée de collecte d'impôts. Il a essayé de présenter des réformes du système monétaire français et du système d'imposition. Dans son travail pour le gouvernement, il a participé au développement du système métrique pour fixer l'uniformité des poids et des mesures dans l'ensemble de la France. Curieusement, son poste de fermier général est à l'origine de ses principales découvertes scientifiques en chimie. Ce poste met en effet à sa disposition la balance la plus précise d'Europe, qui lui permet de procéder à des pesées moléculaires de divers gaz avec une marge d'erreur inégalée jusqu'alors.

Étant l'un des vingt-huit fermiers généraux, Lavoisier est stigmatisé comme traître par les révolutionnaires en 1794 et guillotiné lors de la Terreur à Paris le 8 mai 1794, à l'âge de cinquante ans, en même temps que l'ensemble de ses collègues. Ayant demandé un sursis pour pouvoir achever une expérience, il s'entend répondre par Jean-Baptiste Coffinhal, le président du tribunal révolutionnaire : « La République n'a pas besoin de savants ni de chimistes ; le cours de la justice ne peut être suspendu. » (cette célérité s'explique par le fait que les biens des condamnés étaient confisqués au profit de l'État, or les fermiers généraux possédaient les plus grosses fortunes de France). Il est inhumé au cimetière des Errancis. Le lendemain de l'exécution de Lavoisier, le grand savant Louis Lagrange regretta le geste du tribunal révolutionnaire en prononçant ces paroles : « Il ne leur a fallu qu'un moment pour faire tomber cette tête et cent années, peut-être, ne suffiront pas pour en reproduire une semblable. ».



Laboratoire d'Antoine Lavoisier au Musée des arts et métiers.

Lavoisier, père de la chimie moderne

L'une des plus importantes recherches de Lavoisier a été de redéterminer la nature du phénomène de combustion (oxydation rapide). Ses expériences permirent de démontrer que la combustion est un processus qui implique la combinaison d'une substance avec l'oxygène. Il démontre également le rôle de l'oxygène dans la respiration végétale et animale, ainsi que son rôle dans la formation de la rouille. L'explication de Lavoisier sur la combustion remplace la théorie phlogistique, qui postule que les matériaux relâchent une substance appelée « *phlogiston* » lorsqu'ils brûlent dans le récipient en question.

Il découvre aussi que l'air inflammable de Henry Cavendish, qu'il baptise hydrogène (du grec « formeur d'eau »), réagit avec l'oxygène pour former une rosée, qui est de l'eau, comme l'a remarqué Joseph Priestley. Le travail de Lavoisier est en partie basé sur celui de Priestley. Lavoisier est le premier à infirmer l'antique théorie des 4 éléments (eau, air, feu, terre).

Dans les ouvrages *Sur la combustion en général* et *Considérations générales sur la nature des acides* (1778), il démontre que l'air responsable de la combustion est aussi une source d'acidité. En 1779, il nomme cette partie de l'air « oxygène » (du grec « formeur d'acide ») et l'autre partie « azote » (du grec « sans vie »). Dans ses *Réflexions sur le phlogistique* (1783), Lavoisier démontre que cette théorie phlogistique n'est pas cohérente.

Les expériences de Lavoisier sont parmi les premières expériences chimiques véritablement quantitatives jamais exécutées: c'est en ce sens qu'il assure le passage de l'alchimie (souvent imaginaire et peu expérimentale) à la chimie, dont il est le fondateur. Il a prouvé que, bien que la matière change d'état dans une réaction chimique, la masse totale des réactifs et des produits reste identique du début jusqu'à la fin de la réaction. Il brûla du phosphore et du soufre dans l'air, et montra que les produits pesaient plus que les réactifs de départ. Néanmoins, le poids gagné était perdu par l'air. Ces expériences ont été des preuves à la base de la loi de conservation de la matière. Lavoisier a aussi étudié la composition de l'eau, et il appelle ses composants « oxygène » et « hydrogène ».

En 1784, Lavoisier fait partie d'une commission nommée par Louis XVI pour étudier la pratique du magnétisme animal avec le médecin Joseph Ignace Guillotin, l'astronome Jean Sylvain Bailly et l'ambassadeur des États-Unis en France, Benjamin Franklin.

Avec le chimiste Claude Louis Berthollet et d'autres, Lavoisier conçoit une nomenclature chimique ou un système des noms qui sert de base au système moderne. Il la décrit dans la *Méthode de nomenclature chimique* (1787). Ce système est toujours en grande partie en service au XXIe siècle, y compris des noms tels que l'acide sulfurique, les sulfates et les sulfites. Son *Traité élémentaire de chimie* (1789) est considéré comme le premier manuel chimique moderne, et présente une vue unifiée des nouvelles théories de chimie, fournit un rapport clair de la loi de la conservation de la masse et nie l'existence du phlogiston. En outre, Lavoisier clarifie le concept d'un élément comme substance simple qui ne peut être décomposée par aucune méthode connue d'analyse chimique, et conçoit une théorie de la formation des composés chimiques des éléments. De plus, son ouvrage contient une liste d'éléments ou substances qui ne peuvent être décomposés davantage, incluant l'oxygène, l'azote, l'hydrogène, le phosphore, le mercure, le zinc et le soufre. Sa liste, cependant, inclut également la lumière et la chaleur, qu'il pensait être des substances matérielles.

Les contributions fondamentales de Lavoisier à la chimie sont le résultat d'un effort conscient d'adapter toutes les expériences dans le cadre d'une théorie simple. Il a établi l'utilisation cohérente de l'équilibre chimique, a utilisé ses découvertes sur l'oxygène pour renverser la théorie phlogistique, et a développé un nouveau système de nomenclature chimique qui soutient que l'oxygène est un constituant essentiel de tous les acides (ce qui plus tard se révéla incorrect). Pour la première fois, la notion moderne d'élément est présentée systématiquement. Les trois ou quatre éléments de la chimie classique ont conduit au développement du système moderne, et Lavoisier a traduit des réactions dans les équations chimiques qui respectaient la loi de conservation des masses.

La maxime « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme » attribuée à Lavoisier, est simplement la reformulation d'une phrase d'Anaxagore de Clazomènes : « Rien ne naît ni ne périt, mais des choses déjà existantes se combinent, puis se séparent de nouveau ». Dans son *Traité élémentaire de chimie* de 1789, Lavoisier parle de la matière en ces termes : « On voit que, pour arriver à la solution de ces deux questions, il fallait d'abord bien connaître l'analyse et la nature du corps susceptible de fermenter, et les produits de la fermentation ; car rien ne se crée, ni dans les opérations de l'art, ni dans celles de la nature, et l'on peut poser en principe que, dans toute opération, il y a une égale quantité de matière avant et après l'opération ; que la qualité et la quantité des principes est la même, et qu'il n'y a que des changements, des modifications. » (à noter que pour Lavoisier, la « quantité de matière » signifiait le poids ou la masse ; de nos jours la quantité de matière est plutôt le nombre de moles, et il faut dire qu'il y a une masse égale avant et après l'opération).

Lavoisier, un agronome discret

En 1778, trois ans après la mort de son père, Lavoisier achète le domaine de Fréchines près de Blois et se prend d'une

passion discrète pour l'agriculture. Il se rend trois fois par an sur ses terres, pour deux à trois semaines, en compagnie de Madame Lavoisier qui assure la correspondance avec le gestionnaire local, le notaire Lefebvre.

Ce domaine est l'occasion pour Lavoisier de mettre en pratique les travaux de Duhamel du Monceau. Après dix ans, Lavoisier rédige un compte-rendu de ses recherches à la Société royale d'agriculture et déclare qu'il lui faudra encore une décennie pour confirmer ses résultats. Peu avant sa mort sur l'échafaud, il rédige un traité d'agriculture qu'il déclare pratiquement terminé en 1793.

Le bétail, un mal nécessaire

En 1791, Lavoisier présente à la Constituante un mémoire, *De la richesse territoriale du royaume de France*, dans lequel il chiffre en vue d'en évaluer la ponction fiscale, le « produit national net », notion physiocratique qui prend en compte une seule catégorie de revenus, celle des propriétaires du sol9. C'est dans ce mémoire que Lavoisier constate que « les bestiaux ne sont que les instruments employés pour cultiver et pour fumer et [que] le bénéfice qu'ils procurent n'est qu'un léger accessoire ». Il affirme alors — et la formule connaîtra une grande fortune — que « le bétail est un mal nécessaire ».

La « végétalisation »

Ses idées sur l'utilisation du fumier sont très conventionnelles pour l'époque. Ainsi, il montre que des apports massifs permettent d'augmenter lentement les rendements. Vers la fin de sa vie il est confronté à la théorie de l'humus soutenue par Jean Henri Hassenfratz. Cette théorie, qui postule que seul l'humus est capable de nourrir les végétaux, est fausse et prévalut jusqu'aux travaux de Justus von Liebig en 1840. Lavoisier rédige anonymement un programme de recherche que l'Académie des sciences aurait dû proposer au concours en 1794, date où la Convention supprima l'Académie et condamna Lavoisier. Dans ce programme, Lavoisier décrit le cycle des composants de la matière à la surface de la terre (le cycle réduction-oxydation) et oppose la « végétalisation » (la photosynthèse) à la combustion et aux fermentations. En ce sens, il annonce les grandes découvertes agronomiques du XIX^{e} siècle.

POSTERITE

Les contemporains de Lavoisier étaient convaincus que la matière était composée des quatre éléments fondamentaux : la terre, l'air, l'eau et le feu et la théorie du phlogistique était aussi très vraisemblable à cette époque.

Avec de réelles qualités scientifiques, des instruments et une méthode de travail précise, Lavoisier installa la chimie sur une base nouvelle qui conduisît à la chimie moderne. Les chimistes qui l'ont suivi purent alors s'orienter dans leur science grâce à des recherches contrôlées.

Son nom est inscrit sur la tour Eiffel, façade Trocadéro, il est, en outre, représenté sur l'hôtel de ville de la capitale.

Publications de Lavoisier

- *Instruction sur les moyens de suppléer à la disette des fourrages, et d'augmenter la subsistance des bestiaux, Supplément à l'instruction sur les moyens de pourvoir à la disette des fourrages, publiée par ordre du Roi le 31 mai 1785*, Paris : Impr. royale, Strasbourg : Impr. de Levrault, Lille : impr. de N.-J.-B. Peterinck-Cramé, et Lyon : Impr. de la Ville (Aimé de La Roche), 1785, in-4°, 16 p.
- *Traité élémentaire de chimie, présenté dans un ordre nouveau et d'après les découvertes modernes*, 1789, deux volumes ; rééd., Bruxelles : Cultures et Civilisations, 1965.
- *Œuvres complètes d'Antoine Lavoisier en ligne*, publié sous la direction de Pietro Corsi et Patrice Bret, CRHST-CNRS, Paris, 2003. Ce site est développé par le centre de recherche en histoire des sciences et des techniques du CNRS.

LAW de **Lauriston Jacques Alexandre** Pondichéry dans les Indes françaises 1er février 1768 - Paris 11 juin 1828.



Jacques Jean Alexandre Bernard Law, marquis de Lauriston est un militaire, diplomate et homme politique français, né le 1er février 1768 à Pondichéry dans les Indes françaises, et mort le 11 juin 1828 à Paris. Il devient successivement général de division en 1805, comte de l'Empire en 1808, ambassadeur de France en Russie en 1811, marquis de Lauriston en 1817, maréchal de France en 1823 et ministre d'État en 1824. Il est par ailleurs élu en 1822 à l'Institut de France (Académie des beaux-arts) et promu commandeur de la Légion d'honneur.

Lauriston est le troisième des six fils de Jean Law de Lauriston et de Jeanne de Carvalho (née en 1735). Il est également le petit-neveu de l'économiste John Law, contrôleur général des finances. Il se marie en 1789 avec Claude-Antoinette Julie Le Duc (1772-1873), dont il eut : Auguste (1790-1860), Coralie (1800-1891) et Napoléon Adolphe (1805-1867).

La Révolution française

Après son retour en France, Jacques Alexandre de Lauriston fait ses études au collège des Grassins, à Paris. Il entre à l'École militaire de Paris en 1784 où il se lie avec Napoléon Bonaparte. Lauriston en sort le 1er septembre 1785, avec le grade de lieutenant en second au régiment de Toul. Capitaine en second en août 1791, il devient aide-de-camp du général Beauvoir en 1792. Il combat les armées de la première coalition dans les armées du Nord, de la Moselle et de Sambre-et-Meuse. Il participe au siège de Maastricht en 1793, se distingue au siège de Valenciennes et est nommé en l'an III chef de brigade du 4^{e} régiment d'artillerie à cheval. Le 5 avril 1796 (16 germinal an IV), il démissionne de l'armée.

Le consulat et l'Empire
En 1800, Napoléon Bonaparte, devenu premier Consul, le rappelle au service et en fait un de ses aides-de-camp et participe à ce titre à la bataille de Marengo le 14 juin 1800. Il reçoit l'ordre de licencier le 1er régiment d'artillerie qui s'était mutiné et de le réorganiser. Il en eut ensuite le commandement. Lauriston est envoyé en mission diplomatique à Copenhague en 1801 et assiste au bombardement de la ville par la flotte britannique de l'amiral Nelson. Au printemps 1802, il est chargé de porter à Londres la ratification du traité de paix conclu à Amiens entre la France et le Royaume-Uni. L'aide-de-camp du Premier Consul est reçu avec enthousiasme par la population de Londres : celle-ci coupe les traits des chevaux et traîne sa voiture jusqu'à son hôtel.

De retour en France, il est nommé général de brigade, commandeur de la Légion d'honneur et reçoit en novembre le commandement des troupes de l'expédition préparée pour ravitailler Batavia, sous les ordres de l'amiral Villeneuve. Il est élevé au grade de général de division en février 1805. L'escadre appareille de Toulon le 29 mars et arrive à la Martinique à le 12 mai. Lauriston participe à la prise du rocher du Diamant, occupé par une garnison britannique et réputé imprenable. Dix jours plus tard, Villeneuve apprend le départ de Nelson pour les Antilles et la flotte remet à la voile pour l'Europe. Elle arrive à Cadix après la bataille du Cap Finisterre. Lauriston rentre à Paris.
Il fait la campagne de 1805 en Autriche. Il devient gouverneur de Braunau, Raguse et des Bouches de Kotor, en 1806. Le 19 décembre 1807, il est nommé gouverneur général de Venise. À son arrivée dans cette ville, il fait opérer la translation du corps de l'économiste Law, son grand-oncle, dans l'église San Moisè. En 1808, Lauriston accompagne Napoléon au congrès d'Erfurt. Il est fait comte de l'Empire et combat en Espagne. De retour en Allemagne en 1809, il passe à l'armée d'Italie et prend une part active aux batailles de Raab et de Wagram, où il commandait l'artillerie de la Garde. À l'issue de la bataille de Wagram, Napoléon lui octroie le grand cordon de la Couronne de Fer.

Après le traité de Schönbrunn, Lauriston, en tant que colonel général de la Garde impériale, accompagne l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche en France pour son mariage avec Napoléon. Il est ensuite chargé d'aller chercher à Haarlem et de ramener en France les enfants de Louis Bonaparte, qui venait d'abdiquer la couronne de Hollande.

Le 5 février 1811, Napoléon nomma Lauriston son ambassadeur en Russie à Saint-Pétersbourg. Il devait demander à Alexandre l'occupation des ports de Riga et de Reval, et l'exclusion des vaisseaux britanniques de la Baltique. Un an plus tard, pendant la campagne de Russie, il rejoint l'armée et sert de nouveau comme aide-de-camp de Napoléon. Après la prise de Moscou, l'Empereur charge Lauriston d'une mission de négociation de paix avec le général Koutouzov. Après une journée de tergiversations aux avant-postes, Lauriston est admis dans la nuit du 5 octobre 1812 auprès du commandant en chef russe. Celui-ci l'éconduit en feignant devoir en référer au tsar pour maintenir les Français dans l'incertitude et retarder leur départ. Lauriston commande l'arrière-garde durant la retraite et montre dans ces circonstances difficiles les talents d'un général consommé.

Arrivé à Magdebourg, il y organise le 5e corps de la Grande Armée, à la tête duquel il combat durant la campagne d'Allemagne aux batailles de Lützen, de Bautzen. À la tête des 5e et 11e corps, il battit les Prussiens en plusieurs rencontres. Il est fait prisonnier lors de la bataille de Leipzig, le 14 octobre 1813. Il se trouvait toujours dans la ville lorsque le pont sur l'Elster Blanche a été détruit ; *le Moniteur* annonça sa mort. Conduit à Berlin, il rentre en France après la chute de l'Empire et le retour des Bourbons en avril 1814.

La Restauration
À sa libération, il est nommé aide-de-camp du comte d'Artois. Louis XVIII le fait chevalier de Saint-Louis, grand cordon de la Légion d'honneur et capitaine de la 1re compagnie des mousquetaires gris. Pendant les Cent-Jours, il accompagne le roi jusqu'à Béthune, revient à Paris et se retire dans sa terre de Richecourt, près de La Fère.

Après la bataille de Waterloo, Lauriston retrouve le roi à Cambrai. Il est envoyé à Laon pour présider le collège électoral de l'Aisne. Il est créé pair de France le 17 août et reçoit le commandement de la 1re division d'infanterie de la Garde royale. Lors du procès du maréchal Ney en décembre 1815, Il vote la mort.

En 1816, il préside les conseils de guerre formés pour juger l'amiral Linois, le baron Boyer de Peyreleau et le général Delaborde. Linois fut acquitté, Boyer condamné à mort et Delaborde non jugé. Cette même année, le roi lui accorde la croix de commandeur de Saint-Louis et le titre de marquis. En 1820, il reçoit le commandement supérieur des 12e et 13e divisions militaires, préside le collège électoral de la Loire-Inférieure, devient ministre de la maison du roi et reçoit la grand-croix de Saint-Louis. Le 6 juin 1823, Lauriston est élevé à la dignité de maréchal de France et il commande du 2e corps de réserve de l'armée des Pyrénées. Entré en Espagne dans le cadre de l'expédition d'Espagne, il assiège et prend Pampelune le 17 septembre. Il est nommé chevalier du Saint-Esprit et de l'ordre espagnol de la Toison d'Or. À son retour de France, il est nommé grand veneur. Il devient ministre d'État le 4 août 1824.

Il meurt à Paris d'une apoplexie foudroyante le 11 juin 1828, dans les bras de la danseuse Amélie Legallois. Il est inhumé au Père Lachaise. Le nom du maréchal Lauriston est inscrit au côté Est de l'arc de triomphe de l'Étoile. De nombreux souvenirs du maréchal se trouvent aujourd'hui dans le château de Filières appartenant à ses descendants.

LAW de **Lauriston John** Édimbourg 21 avril 1671 - Venise 21 mars 1729.



Jean ou **John Law de Lauriston**1, né le 21 avril 1671 à Édimbourg, mort le 21 mars 1729 à Venise, est un aventurier, banquier et économiste écossais. Le nom du banquier se prononçait *Lass* en français au XVIII[e] siècle, car on le prononçait ainsi en Écosse (*Law's [son]*).

Il fut ministre des Finances du royaume de France, qui lui doit l'introduction du billet de banque. Son idée économique est que l'argent est un moyen d'échange et ne constitue pas une richesse en soi. La richesse nationale dépend du commerce. Pour la France, il est le père de la finance et de l'utilisation du papier-monnaie à la place du métal et des factures. Il est aussi un acteur central de l'Histoire des bourses de valeurs pour avoir réalisé les premières grandes émissions de titres.
Il était membre de la Loge Sully à l'orient de Toul-Artillerie.
Grand Maître Adjoint du Grand Orient de France.

Sa vie d'avant 1715
Il était le fils d'un orfèvre d'Édimbourg très influent dans sa corporation, qui savait mener avec brio des opérations de change aussi complexes que risquées, ce qui sans doute fut à l'origine de la propre vocation de banquier et de preneur de risques de John Law. Il est aussi joueur et possède d'étonnantes capacités de calcul mental.
À dix-sept ans, il hérite de la fortune de son père. Le 9 avril 1694, lors d'un duel, il tue son adversaire, Edward Wilson, pour obtenir les faveurs d'Elizabeth Villiers, plus tard comtesse d'Orkney. À vingt-trois ans, il est jugé coupable et condamné à mort, par pendaison. Du fait qu'il s'agit d'un homicide involontaire, la peine est commuée en amende, mais le frère de Wilson fait appel et Law est condamné à une peine de prison. Il échappe à cette nouvelle sentence en s'enfuyant à Amsterdam, où il se met à étudier la banque.

Il publie plusieurs essais théoriques sur la masse monétaire dans l'économie, mais ses écrits n'ont pas un grand retentissement. Pendant vingt ans, il va parcourir l'Europe – Amsterdam, Paris, Genève, Venise… – pour proposer ses idées, mais elles sont partout rejetées. À Venise, il étudie les jeux d'argent, et ses observations lui permettent d'accumuler méthodiquement une fortune considérable. Toujours à Venise, il s'initie aussi aux techniques bancaires les plus évoluées de l'époque. Il observa que les négociants vénitiens se séparaient facilement de leur monnaie d'or et d'argent pour prendre du papier, afin de faciliter leurs affaires et ainsi accroître leurs profits.

Il mûrit alors l'idée de créer une banque dans l'un des multiples royaumes européens qui n'en possédaient pas. Les banques commerciales qui fonctionnaient déjà à Amsterdam, à Nuremberg, à Stockholm et à Londres émettaient des billets à ordre en échange de dépôts en monnaie métallique, ce qui assurait la convertibilité des billets à tout moment, gage de sécurité pour les clients, mais interdisait à la banque de prêter à grande échelle. Pour se différencier, il imagine de garantir ses billets par les revenus d'une certaine quantité de terres agricoles, constituant le capital de base. La convertibilité à tout moment, contre des espèces sonnantes et trébuchantes, ne serait pas garantie, mais les clients auraient l'assurance que la valeur indiquée sur chaque billet émis correspondait bien à une richesse foncière existante. Ce système est une véritable révolution et un premier pas vers l'abandon de l'or et de l'argent comme unique moyen de paiement.

Son système, où une nouvelle monnaie, indépendante de l'or et de l'argent, pouvait prendre le relais, correspondait alors à un véritable besoin des économies européennes de disposer de beaucoup plus de moyens et de souplesse de paiement. L'Europe est alors à la veille de sa révolution industrielle. Or les arrivages de métaux précieux, notamment en provenance des Amériques, étaient de moins en moins abondants, la monnaie devenait rare et les économies s'ankylosaient, ce qui confirmait les théories mercantilistes selon lesquelles la prospérité est fonction de la quantité d'or et d'argent en circulation. Un autre avantage de son système était de pouvoir régler l'émission de la nouvelle monnaie en fonction des besoins de l'économie et de l'État.

Il fait une première proposition au roi de Sicile, qui est rejetée, ce qui l'incite à venir en France. En 1708, une première proposition est rejetée par le vieux roi Louis XIV, qui se méfia de lui car John Law n'était pas catholique.

Le *système de Law* (1715-1720)
En 1715, l'année de la mort de Louis XIV, Law revint en France pour offrir ses services en tant qu'économiste à Philippe d'Orléans. La situation financière du pays était dramatique. La dette de l'État français était considérable, car l'ancien roi avait énormément dépensé dans les guerres et les constructions ; de plus, quelques dizaines de financiers s'étaient fortement enrichis aux dépens du royaume et étaient toujours à l'affût de quelque bonne affaire. Les ministres et les personnalités influentes ne proposaient que des solutions de replâtrage.

Le Régent se décida alors à suivre les audacieuses théories de Law, qui semblaient lui permettre de régler le problème de l'endettement et de relancer vigoureusement l'activité économique du pays. John Law est autorisé à créer en 1716 la Banque générale et à émettre du papier-monnaie contre de l'or. Le Régent lui-même participe à la souscription des actions de la nouvelle banque. Il ne s'agissait pas d'une banque foncière, mais d'une banque ordinaire, sur le modèle hollandais, qui échangeait des dépôts de monnaie métallique contre des billets, sans frais de courtage, les bénéfices étant obtenus grâce au change et aux opérations d'escompte. Le succès fut rapidement au rendez-vous, car la monnaie émise était plus pratique pour les négociants. La banque commença à accroître le volume de ses émissions, imprimant plus de papier-monnaie qu'elle n'avait réellement d'or et d'argent en dépôt. À ce niveau, la création monétaire était garantie par divers revenus que la banque pouvait s'assurer grâce à l'appui du Régent.

En 1717, pour se lancer lui-même dans le grand commerce avec l'outre-mer, John Law crée la Compagnie d'Occident, après avoir racheté la Compagnie du Mississippi, créée en 1713 par le financier Antoine Crozat et responsable de la mise en valeur de la grande Louisiane française. Une vaste opération de propagande en faveur de la colonisation est lancée. John Law fait valoir auprès du grand public qu'il a lui-même investi dans un immense domaine en Louisiane, juste pour donner confiance, car il n'a l'intention de développer rien que ce soit là-bas.

En 1718, la Banque générale devint Banque Royale, garantie par le roi. En 1719, la Compagnie d'Occident absorbe d'autres compagnies coloniales françaises, dont la Compagnie du Sénégal, la Compagnie de Chine et la Compagnie française des Indes orientales, et devint la Compagnie perpétuelle des Indes. La nouvelle compagnie dispose d'une souveraineté de fait sur le port de Lorient, qui connaît alors une activité commerciale sans précédent. Cette même année, la Compagnie renégocia pour le compte du Royaume la multitude de rentes dont il était redevable, qu'elle obtint aux meilleurs taux. Elle offrit au Royaume de lui prêter 1 200 millions de livres, nécessaires à cette vaste opération de rachat, contre une annuité égale à 3 % du total. Quant aux règlements, ils se firent en billets de banques. Les nouvelles souscriptions furent très bien accueillies, alors que les nouveaux billets avaient une valeur supérieure à leur équivalent en monnaie métallique, ce qui engendra un début d'inflation, cachée par l'appréciation des billets-papier. Seuls les plus importants possesseurs de ces billets commencèrent à avoir des craintes.

En août 1719, la compagnie obtint de l'État le privilège de percevoir les impôts indirects et celui de la fabrication de la monnaie. En 1720, la Banque royale et la Compagnie perpétuelle des Indes fusionnèrent, et John Law en fut nommé Contrôleur général des finances le 5 janvier, puis surintendant général des Finances. Ce mois-là, plus d'un milliard de livres de billets de banque furent émis, et le capital de la banque se monta à 322 millions de livres. Cependant, la fin du système Law était proche ; les ennemis de John Law – parmi eux, se trouvaient le duc de Bourbon et le prince de Conti – poussèrent à une spéculation à la hausse dans le but de faire s'effondrer le système. Le prix des actions passa de 500 à 20 000 livres. Puis certains des plus gros possesseurs de billets commencèrent à demander à réaliser leurs avoirs en pièces d'or et d'argent, ce qui fit immédiatement s'écrouler la confiance dans le système. Dès le 24 mars, ce fut la banqueroute du système de Law. Les déposants se présentèrent en masse pour échanger le papier-monnaie contre des espèces métalliques, que la société ne possédait plus. Plus personne n'eut confiance ; la banqueroute du système avait ruiné les déposants. Bien qu'il eût complètement échoué à relancer l'économie et à réduire la dette de la France, 300 ans après, la théorie monétaire moderne intègre de nombreux concepts clés issus du système Law.

La fuite
En décembre 1720, John Law, ruiné, est obligé de s'enfuir du royaume. Sous la protection officieuse du Régent, Law est contraint à se réfugier à Venise. Son système a appauvri ou ruiné 10 % environ de la population française, principalement les riches actionnaires. Quelques autres par contre, bénéficiant de renseignements de première main, purent s'enrichir considérablement.

Cependant, son système, s'il a fait perdre confiance dans le papier-monnaie et dans l'État, a paradoxalement assaini la dette de celui-ci en la faisant prendre en charge par de nombreux épargnants, et sauvé l'économie de la France en un moment où le pays était paralysé par l'endettement généralisé et par la pénurie de liquidités. Les agents économiques ont été en effet libérés de l'endettement chronique, et l'inflation a permis d'alléger les dettes privées d'au moins 50 %. Les grands perdants ont été les rentiers – hors immobilier – mais, *a contrario*, les petites gens ont vu leur situation générale s'améliorer.

Après la mort du Régent en décembre 1723, John Law se retrouve sans protecteur. Il vit ses dernières années abandonné de tous et presque sans ressources. Après un séjour en Bavière, il revient à Venise, où il meurt le 21 mars 1729, d'une pneumonie. Il est inhumé dans l'église San Moisè.

LEBEY André

Dieppe 10 août 1877 – Paris 3 janvier 1938.

Ecrivain maçonnique. Initié à la Loge Victor Hugo en 1908. Vice-président du Conseil de l'Ordre en 1913-1919. Au Congrès des maçonneries alliées et neutres (28, 29 et 30 juin 1917), il présenta un projet de Société des Nations, réclama le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, le démembrement de l'empire austro-hongrois, l'indépendance de la Bohême et de la Pologne. Il était en 1935 Grand Orateur du GCDR.

Il fit ses études au Lycée Michelet. Poète, historien, homme de lettres, ami de Paul Valéry, de Pierre Louÿs, de Jean de Tinan, André Lebey fut également militant coopérateur et socialiste. Il adhère à la franc-maçonnerie en 1908 et au socialisme en 1910. Rédacteur en chef de la Revue socialiste de 1910 à 1914, dirigée par son ami Albert Thomas, il est élu député SFIO de Seine-Et-Oise en 1914. Dans son programme, Lebey se déclarait en faveur de la loi de deux ans « par l'organisation d'une armée nationale qui constitue, enfin, l'instrument efficace, toujours prêt, dons nous avons besoin », de même qu'il souhaitait une représentation proportionnelle basée sur le système du quotient et une révision de la Constitution.

La guerre étant toute proche, Lebey la fit d'abord comme simple soldat, puis comme sergent au 17e régiment territorial d'infanterie et, promu sous-lieutenant le 4 février 1915, il la termina dans l'aviation.

A la Chambre, il fut membre de la commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies ainsi que de la commission de réparation des dommages causés par les faits de guerre. Effacer dans la mesure du possible les conséquences du récent conflit mondial était son souci primordial. Il déposa de nombreuses propositions de lois ou de

résolutions : création d'un service national de reconstruction des habitations et locaux privés dans les départements dévastés par la guerre ; compléter pour les seuls blessés ou mutilés de guerre, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents de travail, etc…proposition tendant au transfert des cendres de La Fayette au Panthéon. Plan d'aménagement et d'embellissement des villes, révisions et extensions des routes et chemins, renouvellement du privilège de la Banque de France, alliance franco-russe, expropriations pour cause d'utilité publique.

Partisan de la défense nationale, il rompt en 1919 avec le Parti socialiste SFIO et se présente aux législatives suivantes sur une liste dissidente ; il est battu. Il rejoint le Parti socialiste français et se représente aux législatives de 1924 sans plus de succès. Il continue à publier de nombreux ouvrages historiques et de souvenirs, tout en collaborant à des journaux et revues. Il meurt en 1938.

LE BRETON André

Paris mois d'août 1708 - 5 octobre 1779.

Editeur français à l'origine de l'*Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers* de Diderot et D'Alembert. Le Breton était fils d'un conseiller en l'élection de Paris et petit-fils par sa mère de Laurent d'Houry, fondateur de l'*Almanach royal*. Il devint juge consul, syndic de sa corporation et premier imprimeur du roi.

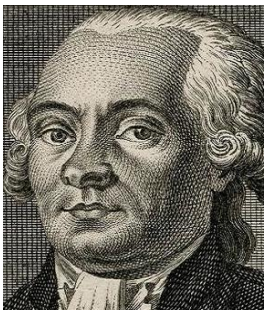
Le succès de la *Cyclopaedia* anglaise de Chambers avait donné l'idée aux libraires associés de Paris de la faire traduire en français ; l'abbé de Gua s'était chargé d'y faire les corrections et additions nécessaires, mais celui-ci ne s'occupant pas de ce travail avec assez de suite, les libraires proposèrent à Diderot et à D'Alembert, qui étaient unis de la plus étroite amitié depuis plusieurs années, de rassembler les matériaux de cet ouvrage, de les ranger dans l'ordre qui leur conviendrait, de retrancher ce qui leur paraîtrait erroné, et d'ajouter ce qui leur semblerait utile, pour compléter l'histoire des sciences et des arts. Les deux amis y consentirent, et tracèrent le plan d'un ouvrage qui, tout en conservant ce qu'il y avait de bon dans celui de Chambers, devait être en même temps un dictionnaire raisonné des sciences, des arts et métiers, un vocabulaire universel de la langue, objet qui n'a pu être rempli qu'en partie. D'Alembert fit le *Discours préliminaire*, Diderot le prospectus, le tableau des connaissances humaines et l'explication de cette table. Le Breton donna l'article « encre noire à l'usage de l'Imprimerie ».

L'Encyclopédie fut commencée en 1751, sept volumes avaient paru lorsque l'impression fut arrêtée, par un arrêt du conseil en 1759. D'Alembert se retira, et tout le poids de l'ouvrage retomba sur Diderot. Tout ce que celui-ci put obtenir de son collègue après une année de peine, ce fut que D'Alembert achèverait la partie mathématique. Voltaire engageait les deux philosophes à aller terminer leur œuvre à l'étranger ; Diderot répondit que les manuscrits appartenaient aux libraires.
Enfin, Le Breton obtint de pouvoir continuer l'impression d'une manière clandestine en mettant la rubrique de Neuchâtel sur les volumes. On fit de nouvelles conditions à Diderot, qui compare son nouveau traité avec les libraires à celui du diable et du paysan de La Fontaine : « Les feuilles sont pour moi, écrit-il à Voltaire, les grains pour eux, mais au moins ces feuilles me seront assurées : voilà ce que j'ai gagné à la désertion de mon collègue. » Le Breton, effrayé, revoyait les épreuves de l'*Encyclopédie* marquées *N* ou *Nb* par son contremaitre Brullé avant de les mettre sous presse, supprimait et adoucissait tout ce qui lui paraissait trop fort.

Diderot fut quelque temps sans s'en apercevoir ; mais lorsqu'il le sut il écrivit à Le Breton une lettre sévère où il disait : « Vous avez oublié que ce n'est pas aux choses courantes et communes que vous devez vos premiers succès ; qu'il n'y a peut-être pas un homme dans la société qui se soit donné la peine de lire dans *l'Encyclopédie* un mot de géographie, de mathématiques ou d'arts, et que ce que l'on y recherche c'est la philosophie ferme et hardie de quelques-uns de vos travailleurs. »

LECHAPELIER Isaac René Guy

Rennes 12 juin 1754 - Paris 22 avril 1794.



Député du tiers de Rennes aux États-Généraux, rédacteur du Serment du Jeu de Paume, président de la Constituante le 4 août, fit abolir la loi interdisant les corporations.
Franc-Maçon, Vénérable de la Loge "*La Parfaite Union*", Rennes.

Il fait ses études à la faculté de droit de Rennes. Avocat à Rennes, il se fit remarquer en combattant les ordres privilégiés. Élu député du tiers état, il se montra un orateur brillant. Il fut d'ailleurs le quatrième président de l'Assemblée nationale constituante du 3 au 16 août 1789, succédant à François Alexandre Frédéric, duc de La Rochefoucaud-Liancourt et à Jean-Guillaume Touret qui avait refusé la présidence.

Avec Lanjuinais, Defermon et Coroller, il fut un des fondateurs du Club breton, ancêtre du Club des jacobins, où, quelques jours avant l'ouverture des États généraux, les députés de Bretagne se réunirent pour débattre ensemble de leur attitude, avant d'être rejoints par des députés d'autres provinces.

Lorsque, après les journées d'octobre 1789, le club se transporta à Paris, s'installant au couvent des Jacobins et prit le nom de Société des Amis de la Constitution, Le Chapelier en devint le premier président. Le Chapelier fut un de ceux qui réclamèrent la transformation des biens du clergé en biens nationaux et se consacra à la préparation des lois les plus importantes. Il fut notamment l'auteur de la loi qui porte son nom (Loi Le Chapelier) du 14 juin 1791, interdisant les corporations, le compagnonnage, les coalitions ouvrières et le droit de grève. Certaines amitiés qu'il contracta au Club des

Feuillants le rendirent suspect aux Jacobins, qui l'accusèrent de vouloir rétablir l'autorité royale. Se sentant menacé, il s'enfuit en Angleterre, mais rentra pour empêcher la confiscation de ses biens. Retiré à Forges-les-Eaux, il eut la mauvaise idée de provoquer Robespierre, qui le fit arrêter. Traduit devant le tribunal révolutionnaire, Le Chapelier fut condamné à mort et guillotiné le même jour que Malesherbes.

LE COUTEULX (FAMILLE)

La célèbre banque est l'une des trois plus grandes maisons du Paris des années 1775-1790. Elle a fourni un contingent impressionnant d'affiliés à la franc-maçonnerie. Au moins cinq représentants des Le Couteulx ornent en effet les colonnes du temple à la fin du XVIIIe siècle : Barthélémy-Gabiel Le Couteulx de Vertron, Jacques-Jean Le Couteulx du Molay, Barthélémy-Gabiel Le Couteulx de la Noraye, à Paris ; Antoine Barthélémy-Gabiel Le Couteulx de Verclives et Louis Barthélémy-Gabiel Le Couteulx de Caumont à Rouen. Cette dualité géographique correspond aux stratégies des financiers. Installés à Paris dès le XVIIe siècle. Les affiliations maçonniques accompagnent donc l'organisation des activités bancaires séparées en deux pôles géographiques activés par l'apport de la filiale implantée à Cadix depuis 1722. Lieu de passage obligé pour la formation des futurs banquiers, le comptoir caditan joue un rôle déterminant dans la redistribution des produits venus de l'Empire espagnol : ses bénéfices ont alimentés les caisses des maisons de Paris et de Rouen qui optent pour une stratégie de diversification des capitaux particulièrement efficace, qui va de l'implication dans la traite négrière à des placements dans le secteur productif (manufacture de tabac, savonnerie, fonderies de cuivre …).

L'auditeur à la Cour des comptes Barthélémy-Gabriel Barthélémy-Gabiel Le Couteulx de Vertron semble avoir été le premier membre de l'illustre famille à adhérer au mouvement maçonnique : il figure parmi les affiliés à la loge parisienne « *La Bonne Union* » à Paris de 1773 et occupe l'office de maître des cérémonies jusqu'en 1776. En 1779, on le retrouve encore parmi les frères de « *Thalie* », entourés de robins et de représentants des talents, dont le Dr Guillotin. Cette loge mal perçue car ouverte aux comédiens, est une émanation des « *Neufs Sœurs* ». Les deux membres les plus illustres de la famille Barthélémy-Gabiel Le Couteulx affiliés à la maçonnerie sont toutefois Jacques-Jean Le Couteulx du Molay (1740-1823), le principal responsable de la banque qui figure parmi les fondateurs en mai 1777 des « *Amis Réunis* », et Barthélémy-Gabiel Le Couteulx de la Noraye (1752-1799), son cousin présent en 1782. Les deux hommes fréquentent les tenues de la célèbre loge parisienne.

C'est au moment où la banque entre dans sa période d'apogée que les Le Couteulx se montrent sensibles à l'Art Royal, l'attitude s'inscrivant dans un mouvement d'ensemble caractérisé par l'influence exercée par la maçonnerie sur le milieu bancaire. En 1776, l'année même où le chef de la branche parisienne Le Couteulx du Molay entre en maçonnerie, la famille acquiert le domaine de Malmaison, le lieu de la résidence stratégique où se réunit le clan et qui devient un lieu connu du tout-Paris. Ancien partisan de Turgot, sensible aux thèses des encyclopédistes, Le Couteulx du Molay y reçoit nombre d'artistes (il fréquenta d'ailleurs la Société Olympique) et des figures importantes du mouvement philosophique, notamment l'Espagnol Pablo de Olavide. Affiliés aux « *Amis Réunis* », les Le Couteulx montrent leur affinité avec l'air du temps, l'atelier jouant un rôle primordial dans la fondation de la première œuvre philanthropique laïcisée. La vocation philanthropique des Le Couteulx semble cependant plus le fait des dames, qui donnent huit membres à la Société de charité maternelle.

A partir de 1782, la vocation maçonnique de la famille atteint la branche rouennaise. L'ancien maire de Rouen, Antoine Le Couteulx de Verclives (1722-1794), est maçon entre 1783 et 1786. Il est alors maître d'une fonderie de cuivre qui, acquise par la famille à Romilly-sur-Andelle, participe à l'armement de la marine espagnole. Présent aux réunions de l'atelier de « *La Parfaite Union* » qui initie les milieux académiques et affilie librement les figures emblématiques du parti philosophique (Benjamin Franklin, le président du parlement de Bordeaux, Dupaty), Verclives est bientôt rejoint par son neveu, Louis Barthélémy-Gabiel Le Couteulx de Caumont, en 1785.

Il est alors maître et 3e expert couvreur. Caumont est membre des « *Bons Amis* », où se retrouve la bourgeoisie robine qui prend bientôt en mains les rênes de la cité. Le fait est peu surprenant de la part de cet homme réputé pour son enthousiasme envers la République américaine et qui s'installe d'ailleurs bientôt outre-Atlantique. Les débuts de la Révolution voient les Le Couteulx suivre sans difficultés le mouvement d'ensemble derrière leur chef de file, Louis Le Couteulx de Canteleu, qui, député du tiers, est élu à la Constituante … Ils semblent cependant abandonner les loges maçonniques, à Paris comme à Rouen. Libéraux les Le Couteulx sont débordés par la radicalisation révolutionnaire et presque tous internés sous la Terreur, avant de retrouver un rôle important sous le Directoire. Sortis de la maçonnerie, les Le Couteulx laissent pourtant un « legs » à celle-ci sous le Premier Empire en la personne du richissime maire d'Alençon, Jacques Mercier. Maire à partir de 1808, il fut l'un des hommes les plus influents de l'atelier « *La Fidélité* », puis tout en restant un maçon actif, un représentant du libéralisme politique sous les Bourbons. Député en 1827, Jacques Mercier n'est autre que le gendre de Le Couteulx de la Noraye et le neveu par alliance de Le Couteulx de Canteleu. E.S.

LEISSÈGUES de **Corentin** Hôpital-Camfrout (Finistère) 29 août 1758 – Paris 26 mars 1832.



Corentin Urbain de Leissègues. Officier de marine français. Lorsqu'il s'enrôla à l'âge de 20 ans, en 1778, la France était en guerre avec l'Angleterre. En compagnie de Julien Marie Cosmao-Kerjulien2, il s'embarqua sur la frégate *l'Oiseau*, qui croisait dans la Manche. Il passa ensuite sur *la Nymphe* : cette frégate faisait partie de la division qui s'empara du Sénégal, de la Gambie et de la Sierra Leone. Sa naissance avait facilité son avancement. En 1780, il était lieutenant de frégate à bord de *la Magicienne*, avec laquelle il reprit la croisière de la Manche.

L'année suivante, placé sous les ordres du bailli de Suffren, il prit sa part dans les six combats livrés à l'amiral Hughes ; dans celui qui eut lieu devant Provédien (Ceylan), il reçut une large blessure à la tête. Cette campagne dura quarante mois.

En 1785, Leissègues croisait dans les mers du Nord, à bord de la frégate *la Vigilante*. De 1787 à 1791, devenu sous-lieutenant de vaisseau, il fit une campagne d'observation dans la mer des Indes à bord de *la Méduse*, et commanda ensuite, en qualité de lieutenant, le brick *le Furet* sur les côtes de Terre-Neuve. Dès les premiers mois de 1793, il était capitaine de vaisseau : il prit alors, à bord de la frégate *la Pique*, le commandement d'une division chargée de transporter aux îles du Vent trois commissaires de la Convention et un bataillon de troupes de ligne. Il trouva la Guadeloupe au pouvoir des Anglais, la reprit tout entière dans l'espace de quatre mois, et sut s'y maintenir quoique bombardée pendant trois mois consécutifs par l'escadre de l'amiral Jervis, qui était arrivé trop tard pour empêcher la conquête française. Ce succès lui valut le grade de contre-amiral (16 novembre 1793) et le commandement des Îles du Vent jusqu'en 1793. À son retour en France, en l'an VIII, le Directoire le chargea de l'inspection des côtes de Saint-Malo à Flessingue, et le nomma ensuite commandant d'armes dans les ports d'Ostende, de Flessingue et d'Anvers, ainsi que des forces navales françaises et bataves, réunies dans les ports et dans les rades de l'île de Walcheren. Les mesures furent si bien concertées que les Anglais n'osèrent rien entreprendre contre lui.

Lorsqu'en l'an X, le Premier consul voulut rappeler les puissances barbaresques au respect du pavillon français, il fit choix de l'amiral Leissègues pour commander la division navale chargée de cette mission. Leissègues obtint à Alger et à Tunis toutes les satisfactions exigées par le Premier consul, et ramena avec lui les présents du dey d'Alger et l'ambassadeur extraordinaire de celui de Tunis. La même année, il conduisit à Constantinople le général Brune, accrédité auprès de Selim III en qualité d'ambassadeur extraordinaire, et puis il alla installer dans les Échelles du Levant les consuls de Chypre, de Rhodes, de Chio et de Salonique : c'était le temps de la paix d'Amiens. Il se dirigea ensuite sur Alexandrie pour s'assurer si les Anglais l'avaient évacuée, et de là sur Malte, où il lui fut aisé de reconnaître que l'Angleterre ne se disposait nullement à rendre cette île à l'ordre de Malte, selon les prescriptions du traité. La reprise des hostilités était imminente : elles ne tardèrent pas à recommencer, et Leissègues fut appelé au commandement d'une des escadres de l'armée navale de Brest, aux ordres de l'amiral Ganteaume.

Nommé membre de la Légion d'honneur le 19 frimaire an XII, il reçut la croix de commandeur de l'ordre le 25 prairial suivant. En 1806 son escadre de cinq navires apporte des troupes et leurs supports à Saint-Domingue mais l'attaque par l'escadre du vice-amiral Duckworth la détruit. Le 7 avril 1809, Leissègues fut chargé de la défense de Venise, attaquée par terre et par mer. Commandant des forces navales françaises, italiennes et napolitaines dans la mer Ionienne en 1811 il fit ravitailler Corfou, où il restera jusqu'à la remise de l'île aux Alliés sur l'ordre du gouvernement royal, en 1814. Au mois d'août 1811, l'Empereur l'envoya à Corfou. Il plaça sous ses ordres toutes les forces navales françaises, italiennes et napolitaines dans les îles Ioniennes. Le but de cette mission était d'assurer l'approvisionnement et les communications de l'île de Corfou ; elle eut un plein succès. L'île était encore approvisionnée pour deux ans, lorsqu'il en fit la remise aux troupes alliées en 1814. Au mois d'août de la même année, il rentrait à Toulon sur l'escadre du contre-amiral Corneas. Sous la Restauration, Leissègues devint successivement chevalier et commandeur de Saint-Louis et vice-amiral en 1816. Dix-huit mois après, une retraite prématurée le condamna au repos. Il est mort à Paris le 26 mars 1832.

LEMMI

Adriano

Livourne 30 avril 1822 – Florence 23 mai 1906.



Commerçant avisé, s'exile pour raisons politiques. Devient un inconditionnel de Mazzini.
Initié Franc-Maçon, en 1877, à la loge "*Propagganda Massonica*", il deviendra Grand Commandeur du REAA en Italie.

La jeunesse de Lemmi se déroule à Livourne dans le climat patriotique et humanitaire du début du *Risorgimento*. Lemmi est fasciné par les idéaux mazziniens qu'il fait siens en y adhérant avec conviction. La police grand-ducale le soupçonne à un exil volontaire en France, à Marseille, puis à Malte et enfin en Turquie, à Constantinople. Il s'y donne au commerce avec succès. A 26 ans, pour des raisons de travail, il se rend à Londres où il rencontre Mazzini. La rencontre est décisive pour la formation politique de Lemmi, qui ne trahira jamais la pensée du Génois qui lui demandera plusieurs fois son aide. En 1849 Lemmi revient à Livourne sur sa demande et s'occupe de l'embarquement de la Légion Manara, envoyée à l'aide de Garibaldi et de la Révolution Romaine.

Rentré à Constantinople, il se concentre à ses activités commerciales qui lui permettent de s'enrichir au point de contribuer au financement de l'expédition de Carlo Pisacane à Sapri en 1857. Toujours à la demande de Mazzini, il participe en 1853 à la préparation d'un mouvement insurrectionnel en Ligurie, qui échoue avant même de commencer. Soupçonné, il est

expulsé. Il sert d'intermédiaire entre Mazzini et Lajos Kossuth, enfermé dans la forteresse de Koutaja, en réussissant à le faire évader en 1850 ; il l'accompagne ensuite à Londres et aux Etats-Unis. Il rentre définitivement en Italie en 1860, désormais riche. A sa foi mazzinienne, jamais démentie, il unit un grand enthousiasme pour l'action de Garibaldi, qu'il a connu à Naples, qu'il soutient et qu'il aide.

Lemmi est initié à la maçonnerie en 1877, dans la loge « *Propaganda Massonica* » : il y fait une carrière fulgurante. En 1879, il devient Grand Trésorier et, en 1885, il est élu Grand Maître, charge qu'il conserve jusqu'en janvier 1896. Ensuite, il demeure Souverain Grand Commandeur du Rite Ecossais Ancien et Accepté jusqu'à sa mort, à Florence en mars 1906. Lemmi théorise une maçonnerie politique. Il veut construire un parti maçonnique transversal, qui contrôlerait et déterminerait la marche de l'Etat. Sa proposition s'adresse à une jeune classe politique et se fonde avec des principes maçonniques élevés qui voulaient unifier un pays de constitution récente. Il pense en conséquence que la maçonnerie doit sortir de ses temples pour voir, étudier et opérer dans le monde profane. Il crée une organisation capillaire, fondée sur des commissions composées de frères sûrs ; il donne des directives d'obéissance absolue aux dispositions données, favorisé par une nouvelle constitution de l'Ordre. Il a des partisans convaincus, de Carducci à Giovanni Bovio et Francesco Crispi lui-même, président du Conseil et grand ami de Lemmi.

Un sentiment anticlérical commun, dont la maçonnerie italienne était pénétrée, permet de réunir dans le Pacte de Rome de 1890 les différentes âmes de la gauche laïque italienne, qui partagent le projet qui était aussi celui de Nathan, Ferrari et Lemmi, au cri de « ….écartons le prêtre de la vie et de la mort ». les premières années de la Grande Maîtrise assumée par Lemmi sont marquées par la réforme structurelle du Grand Orient d'Italie dans un sens de modernisation et de centralisation, par le renforcement de l'Institution, et a pour conséquence la démission de Lemmi. Sa tentative n'a donc pas eu de succès. L'Italie dont il rêvait ne se réalise pas. Mais la maçonnerie, en suivant son projet politique, s'éloigne nettement de sa propre tradition, anticipant ainsi un scénario de déviations, dont on a retrouvé les thèmes à des époques plus récentes et qui semblent aujourd'hui toujours présents. F.R.

LEMPEREUR Rachel née NUEZ

Lille 1er février 1896 – Saint André 8 octobre 1980.



Franc-Maçon du Droit Humain, elle fut V.M. d'une loge à l'orient de Lille.
Résistante pendant l'occupation. Député du Nord de 1945 à 1958. Élue en 1945 à la 1ère Assemblée constituante.

Rachel Nuez, qui a épousé Marcel Lempereur en 1923, est devenue institutrice au terme d'études primaires et primaires supérieures à Lille. L'ardeur de ses convictions laïques et son militantisme syndical la font remarquer par Jean-Baptiste Lebas, maire de Roubaix et dirigeant de la Fédération socialiste du Nord, qui lui confie des fonctions de propagandistes, auprès notamment des ouvrières du département. En 1934 elle est membre de la conférence départementale des Femmes socialistes du Nord, puis secrétaire à la propagande du Comité fédéral du Nord de la SFIO.

En 1939 elle est élue membre du Comité national des femmes socialistes. Directrice d'école dans un quartier ouvrier de Lille, elle maintient pendant l'Occupation les structures clandestines du syndicat des instituteurs et rend de nombreux services à la Résistance. A la Libération, elle est donc tout naturellement désignée par son parti dans le cadre du renouvellement des élus socialistes. Dès 1945, elle est élue conseiller général du canton de Lille Sud-Est, mandat qu'elle conservera jusqu'en 1949 et retrouvera en 1955, et siège au conseil municipal comme adjointe au maire Augustin Laurent, chargée des questions scolaires. Les 21 octobre 1945 et 2 juin 1946, elle est élue à l'Assemblée nationale Constituante, en troisième position sur la liste socialiste conduite par Augustin Laurent. Membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, ainsi que de la Commission de la famille et de la population, ses interventions sont peu nombreuses, essentiellement consacrées aux personnels enseignants.

Par la suite, ses élections à l'Assemblée nationale présentent de grandes similitudes, à tel point qu'il est apparu préférable de procéder à une analyse groupée. Le 10 novembre 1946 et le 17 juin 1951, Rachel Lempereur est élue dans la deuxième circonscription du Nord (Lille), en troisième position sur la liste SFIO conduite par Augustin Laurent en 1946, par le Docteur Cordonnier en 1951. La conclusion d'un apparentement, cette année-là, avec le MRP, les Indépendants et le RGR, permet du reste à la SFIO d'obtenir cinq sièges, les listes apparentées ayant obtenue la majorité absolue des suffrages exprimés. En 1956, elle figure en seconde position derrière Victor Provo et la liste obtient quatre élus. Dans cette circonscription en partie ouvrière, la SFIO a maintenu tout au long de la IVe République des scores très honorables, de l'ordre de 24 à 27 % des suffrages exprimés, échappant à la déperdition de voix qui a été observée au niveau national dès 1946. Durant les trois législatures, Rachel Lempereur a appartenu à la Commission de l'éducation nationale dont elle a été vice-présidente de 1946 à 1955 et présidente de 1956 à 1958. Elle a également appartenu, au fil des législatures, aux Commissions du travail et de la sécurité sociale, de la production industrielle, de la famille et de la population, à la Commission de la presse. En 1948, elle a été appelée à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice. Elle a été secrétaire de l'Assemblée nationale entre 1951 et 1955.

Relativement effacée dans les Assemblées constituantes, Rachel Lempereur fait montre d'une intense activité à l'Assemblée nationale. Pour la première législature (1946-1951), elle ne dépose pas moins de vingt-quatre propositions de loi, sept propositions de résolution et participe à la rédaction de douze rapports. Ses interventions sont à peu près exclusivement

centrées sur les questions de l'enseignement. Elle partage avec son collègue socialiste Maurice Deixonne un quasi monopole dans ce domaine, ce dernier - mormalien et agrégé de lettres - étant davantage spécialisé dans l'enseignement secondaire. Fidèle à son passé d'institutrice, Rachel Lempereur manifeste une sollicitude inlassable pour le personnel de l'enseignement primaire : traitements, avancement, indemnités, congés, retraites, reclassement..., aucun domaine n'échappe à sa vigilance, notamment lors de la discussion annuelle du budget de l'Education nationale. Ses interventions sont également fort nombreuses en faveur des bourses, des constructions et de l'hygiène scolaire, des colonies de vacances, des centres d'apprentissage, des pupilles de l'Assistance publique, etc. Elle est aussi le porte-parole de son groupe lors des grands débats de 1951 autour des lois Marie et Barangé. Elle professe avec vigueur l'intransigeance de ses convictions laïques (séance du 6 septembre 1951 notamment), et n'a de cesse, après l'adoption de ces lois, d'en demander l'abrogation (22 décembre 1951, 17 février et 9 mars 1954).

Durant la troisième législature, ses interventions se font plus rares et s'élargissent à la réforme de l'enseignement entamée en 1956 par le ministre Billères. Durant ces trois mandats, Rachel Lempereur a toujours suivi les consignes de vote de son parti, favorables à la Troisième force jusqu'en 1951, dans l'opposition ensuite, hormis l'expérience Mendès France. Cédiste, elle a voté contre la motion Aumeran le 30 août 1954. Le 1er juin 1958 elle refuse l'investiture au général de Gaulle et contre ses pleins pouvoirs le lendemain. L'avènement de la Ve République et le retour au scrutin d'arrondissement vont être fatals à sa carrière parlementaire. Elle se reconnaît mal du reste, dans le nouveau Parti socialiste. Très anticommuniste elle rejette le Programme commun et dénonce la stratégie d'alliance avec le Parti communiste. Lors des élections cantonales de 1973, elle maintient sa candidature contre le candidat choisi par la section socialiste et, en conséquence, fut exclue du PS.

Assemblée nationale

LENNOX **Charles** Goodwood, Sussex 18 mai 1701 – Godalming, Surrey 8 août 1750.

2e duc de Richmond et 2e duc de Lennox, fils de Charles Lennox, 1er duc de Richmond et un petit-fils du roi Charles II. Il a occupé plusieurs postes dans le cadre de ses hautes fonctions, mais il est surtout connu pour son haut patronage de cricket, et il a été décrit comme le plus important patrons au début de ce sport. Lennox a reçu le titre de comte de March à sa naissance en 1701 comme héritier du titre de duc de son père. Il a également hérité de son père l'amour du sport, notamment le cricket. Il a eu un grave accident à 12 ans quand il tomba de cheval lors d'une chasse, mais il a récupéré et il ne se détourna pas de l'équitation.



March a conclu un mariage arrangé en décembre 1719, quand il n'avait encore que 18 ans et son épouse, Lady Sarah Cadogan avait juste 13 ans. Ils se sont mariés à La Haye. En 1722, March est devenu membre du Parlement de Chichester en tant que premier membre avec sir Thomas Miller comme son second. Il a abandonné le poste après la mort de son père en mai 1723 et lui a succédé en tant que 2e duc de Richmond.

Richmond a eu de nombreux titres, notamment chevalier de l'Ordre de la Jarretière (KG), Ordre du Bain (KCB), conseiller privé (PC) et Membre de la Royal Society (FRS). Il a servi comme gentilhomme de la Chambre du roi George II de 1727 et, en 1735, il est nommé maître de la cavalerie.

Il a été admis un Fellow de la Royal Society le 6 Février 1724. Dans cette même année, il suit son père, le 1er duc, dans la franc-maçonnerie et devient Grand Maître Maçon peu de temps après la formation de la Grande Loge d'Angleterre. Son père avait été un maître maçon à Chichester en 1696.

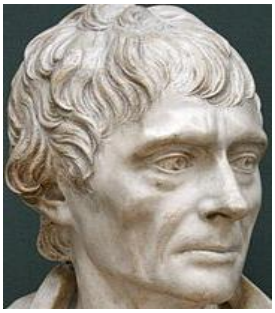
Richmond a été l'un des gouverneurs de fondation de l'hôpital hospice de Londres, qui a reçu sa charte royale de George II en 1739. L'hospice est un organisme de bienfaisance dédié à sauver des enfants abandonnés de Londres. Le duc et la duchesse ont pris un grand intérêt dans le projet. Le duc a assisté aux réunions du comité et les deux ont participé au baptême et la désignation des premiers enfants acceptés par l'hôpital en mars 1741. Richmond était lieutenant général dans l'armée britannique et a servi sous le célèbre duc de Cumberland dans la campagne de Hanovre contre la rébellion jacobite en 1745. Richmond est décédé le 8 août 1750 à Godalming et est enterré dans la cathédrale de Chichester. Sa femme Sarah lui a survécu une seule année.

Famille et descendance

Richmond a épousé Lady Sarah Cadogan (1706-1751), fille de William Cadogan, 1er comte Cadogan, le 4 décembre 1719 à La Haye, Pays-Bas. Ils avaient douze enfants, dont plusieurs sont morts dans l'enfance. Les enfants qui ont survécu à l'âge adulte étaient les suivants :

- Lady Georgiana Caroline Lennox (1723-1774): mariée à Henry Fox, 1er baron Holland avec descendance ;
- Lady Emilia Mary Lennox (1731-1814): d'abord mariée à James Fitzgerald, 1er duc de Leinster avec descendance, et, deuxièmement William Ogilivie avec descendance ;
- Charles Lennox, 3e duc de Richmond (1735 - 29 décembre 1806) ;
- Général Lord George Henry Lennox (1738-1805) ;
- Lady Augusta Louisa Lennox (1743-1821): Thomas Connolly marié mais n'avait pas de question ;
- Lady Sarah Lennox (1745-1826): d'abord mariées sir Charles Bunbury, 6e baronnet, et avec descendance (mais pas par son mari, mais par Lord William Gordon) et deuxièmement, George Napier dont elle a eu descendance ;
- Lady Cecily Lennox (20 mars 1750-1769).

LENS **André** Anvers 31 mars 1739 - Bruxelles 30 mars 1822.



André Corneille Lens. Peintre belge. Ce peintre flamand fut élève de Charles Ykens et de Balthazar Beschey. Voulant réagir contre l'art du xviii[e] siècle et réformer la peinture en Flandre, il s'attacha aux traditions classiques et s'inspira de Raphaël. L'empereur Joseph II, qui recherchait les artistes, venu dans les « provinces belgiques », voulut emmener Lens à Vienne, mais le peintre s'y refusa. En 1781, Lens se fixa à Bruxelles où il se maria. Il fut plus tard membre correspondant de l'Institut.

Il fit partie de la franc-maçonnerie, membre de la loge l'Union (tableau de 1783).
En 1803, il figure parmi les membres fondateurs de la Société de peinture, sculpture et architecture de Bruxelles, dont il fut le président.

Ses œuvres

- *L'Annonciation à l'église Saint-Michel*, à Gand
- Une autre *Annonciation*, le portrait du graveur *Martenasie*, ancien directeur de l'Académie d'Anvers, et *Hercule protégeant la Peinture contre l'Ignorance et la Jalousie* (1763) au Musée royal des Beaux-Arts, à Anvers
- Divers autres tableaux à Lille (église Sainte Marie-Madeleine), à Vienne et en Angleterre
- *Coridon, Hélène et Paris*.
- *Moïse sauvé des eaux*, collection de l'ancienne impératrice d'Iran Farah Pahlavi.

Lens a écrit plusieurs ouvrages de théorie où il expose ses idées sur la peinture :

- *Le Costume, Essai sur les habillements et les usages de plusieurs peuples de l'antiquité prouvés par les monuments*, avec figures (Liège, 1776)
- *Du Bon Goût et de la Beauté de la peinture considérée dans toutes ses parties* (1811).

LENS Jacques-Joseph

Anvers 23 février 1746 - Saint-Josse-ten-Noode 31 mars 1814.

Peintre belge. Il est le frère d'André Lens. Après avoir été apprécié à l'Académie d'Anvers, il fit de 1764 à 1768, en compagnie de son frère aîné André Lens, le voyage d'Italie que leur avait offert Charles de Lorraine. Il commença par être l'assistant de son frère puis il s'installa à Bruxelles où il eut beaucoup de commandes. Il entra au service de Charles-Alexandre de Lorraine en 1779. Partisan du gouvernement légitime lors de la Révolution Brabançonne, il s'exila en Allemagne en 1789 où il resta deux années et revint ensuite dans sa patrie.
Il fut surtout peintre d'histoire et portraitiste et devint un familier des *salons* organisés dans les Pays-Bas autrichiens.
Il figure parmi les membres de la Société de peinture, sculpture et architecture de Bruxelles.
Il fit partie de la franc-maçonnerie et fut membre de la loge *l'Heureuse Rencontre*

LEPAGE Marius

Château-Gontier 23 septembre 1902 – Laval 1 juin 1972.



Marius Lepage habite Laval (Mayenne) presque toute sa vie. Il occupe les fonctions de chef de division à la préfecture.
Initié le 24 janvier 1926 et élevé à la maîtrise le 27 novembre 1927 à la loge « *Volney* » du Grand Orient de France de Laval, il y déclare le 24 mars 1929 : « *Reprenons l'étude des symboles, observons scrupuleusement et strictement les rites, donnons à la loge le caractère spiritualiste qui est celui de la véritable maçonnerie* ». Six mois plus tard il écrit dans la revue L'Acacia : « *Qu'est-ce qu'une religion ? C'est selon le sens étymologique du terme, ce qui replie les hommes les uns aux autres. A ce titre, la F.M. elle même est une religion. (…) Mais comprenez-moi bien ! La religion que je défends ici n'est ni catholique, ni protestante, ni autre. La religion telle que je la comprends n'a point de nom ni de prêtres. Chacun de nous trouve en soi sa propre satisfaction et ne peut prétendre expliquer à autrui ce qu'il doit croire, ce qu'il doit rejeter. Quelqu'idée que nous nous fassions de la divinité (…), nous la formons selon notre pensée, nul n'a le droit de nous imposer un dogme et une foi !* ».

Archiviste de sa loge, il découvre la revue *Le Symbolisme* qu'Oswald Wirth a fondée en 1912. Il écrit à Wirth , et leur dialogue se poursuit dans la revue dès 1930. Le dernier numéro (244) du *Symbolisme* paraît en juin 1940. A la mort de Wirth survenue le 9 mars 1943, Corneloup écrit à Lepage qu'il lui apportera sa collection pour la reparution du *Symbolisme* , le moment venu. Le numéro 245 paraît en décembre 1945 avec Corneloup comme directeur et pour rédacteur en chef Lepage, que Volney choisit comme vénérable, le 17 novembre 1946. La même année, il est élu *felow* de la *Philalethes Society* et, pour la même raison que Corneloup, qui est radié en 1955.

En 1956, Lepage publie *L'ORDRE et les Obédiences*. La typographie inhabituelle du titre du livre en illustre l'idée directrice que son auteur résume ainsi : « *L'Ordre – la Franc-Maçonnerie traditionnelle et initiatique – n'a pas d'origine historiquement connue. Pour reprendre l'expression ordinairement employée, il date « de temps immémoriaux » (…). Les Obédiences, au contraire, sont des créations récentes, dont on peut – bien qu'avec quelques difficultés et imperfections – décrire la naissance (…). L'Ordre est d'essence indéfinissable, et absolue ; l'Obédience est soumise à toutes les fluctuations inhérentes à la faiblesse congénitale de l'esprit humain* ».

Dans ce livre, Lepage révèle à la plupart des maçons français l'importance de l'école moderne historique anglaise et de son principal organe, la revue Ars Quatuor Coronatorum. Avec l'accord écrit du Grand Maître du Grand Orient, Marcel Ravel, la loge « *Volney* » invite le R.P. Riquet, s.j., à venir parler de l'athéisme au cours d'une tenue blanche fermée le 18 mars 1961. Les mots avec lesquels Lepage l'y accueille et le texte de sa conférence sont publiés dans

***Le Symbolisme* n°353. Devant le tollé suscité par cette conférence à laquelle la presse a donné un retentissement considérable, le Grand Maître Ravel déclare devant le Convent du Grand Orient, le 4 septembre 1961 : « L'initiative de Laval fut une initiative personnelle et particulière à une loge, le Conseil de l'Ordre n'en fut pas partie prenante ».**

Lepage et sa loge, contre lesquels des plaintes ont été déposées, sont jugés et absous par la Chambre Suprême de Justice Maçonnique du Grand Orient. Mais un mauvais prétexte sert à déposer de nouvelles plaintes. Lepage démissionne du Grand Orient le 19 mai 1963 et s'affilie é la Grande Loge Nationale Française le 22 juin. Il le regrettera et l'écrira. Vénérable Maître d' « *Ambroise-Paré* », nouvelle loge créée à Laval avec le n°80 par la Grande Loge Nationale Française, malgré les interdictions officielles, il y reçoit « *des FF. : de n'importe quelle obédience, à une seule condition qu'ils acceptent de prêter un serment d'allégeance, celui de la reconnaissance d'un Grand Architecte de l'Univers, manifestation du Principe Suprême de tout être et de toute chose, inconnaissable et incompréhensible à une intelligence humaine* ». Le 3 mars 1965, avec Jean Baylot, il est coopté au Suprême Conseil pour la France. A.B.

LEPESQUEUR de CONJON Charles-Pierre

Ranchy, Calvados 1763 - ?

Etudiant en droit à l'université de Cahen, Lepesqueur de Conjon appartient à la bohème littéraire des années 1780-1789. Grâce à ses talents littéraires, Lepesqueur, installé à Bayeux où son père exerçait déjà la profession d'avocat, essaie de faire carrière. Il compose des chansons et des poèmes, et un parrainage paternel lui vaut facilement l'accès à la chambre littéraire locale, en 1784. A 21 ans, il peut y rencontrer la frère du naturaliste Buffon, franc-maçon au sein de l'atelier nobiliaire « *La Constance* » et le baron de Wimpffen, héros de la guerre d'Amérique. Très vite, Lepesqueur prend en main les rênes de cette institution culturelle et tisse un réseau important qui le met notamment, en relation avec les membres des prestigieux musées de Paris et de Bordeaux, mais aussi avec la Société des Rosatti à laquelle a appartenu Robespierre.

Presque naturellement, il frappe à la porte du temple maçonnique qui regroupe à Bayeux, tout ce que cette ville compte d'hommes influents. A côté d'une loge nobiliaire, *La Constance*, Lepesqueur et les quelques robins qui l'accompagnent font preuve d'initiation en voulant redonner vie aux « *Cœurs Unis par Excellence* », une loge mise en sommeil après le décès de son vénérable, le marquis de Bricqueville, en 1782.
A partir de 1783, il anime irrégulièrement les tenues de cette loge. Elle essaiera en vain d'obtenir la reconnaissance du Grand Orient. Malgré la morgue et l'opposition de la loge nobiliaire, obstiné Lepesqueur parvient à ses fins en fondant « *Saint-Charles de la Bonne Union* » le 24 février 1788. Les propos qu'il tient lors du discours d'installation, où il valorise le beau siècle de la République de Rome et oppose la franc-maçonnerie aux ordres de Saint-Lazare et de Malte, permettent de mieux comprendre les motifs de rejet d'une noblesse initiée qui lui est toujours restée hostile.

Entré en maçonnerie dans des conditions difficiles, Lepesqueur regarde vite vers d'autres cieux et de nouveaux réseaux. Le Journal de Normandie, qui est dirigé par le maçon rouennais Milcent, attire en effet ses convoitises. Il est vrai que Lepesqueur connaît bien cet ami de Diderot et que le Journal de Rouen lui permet de faire diffuser chansons et vers. La Révolution approche.

Enthousiasmé mais conscient qu'il n'aura pas d'avenir s'il reste à Bayeux, Lepesqueur s'installe à Rouen en 1792. C'est là que, durant la Terreur, il accède enfin à la notoriété politique. Il a l'idée de fonder une feuille radicale, *Le Flambeau du républicanisme*. Durant 261 jours, ce quotidien est la principale caisse de résonnance de l'opinion radicale. Lepesqueur, plus hébertiste que robespierriste, peut laisser libre cours à son admiration pour le philosophe de Genève et montrer son inclinaison pour les mascarades antireligieuses. Ensuite, on perd sa trace. Ses démêlés avec le milieu maçonniques nobiliaire d'une petite ville de province nous rappellent en tout cas la prégnance des refoulements sociaux dans les loges entre 1785 et 1789. E.S.

LESSING Gotthold Éphraïm



Kamenz en Saxe 22 janvier 1729 -
Braunschweig dans le Brunswick 15 février 1781.

Écrivain et dramaturge. Bibliothécaire du duc de Brunswick. Fils d'un pasteur et théologien réputé de Lusace, Lessing est l'aîné de dix garçons. Déjà lecteur assidu à douze ans, il entre dans la célèbre *Furstenschule* (école des nobles) de Saint Afra de Meissen où il acquiert une bonne connaissance du grec, du latin et de l'hébreu. À cette époque, son admiration pour Plaute et Térence lui donne envie d'écrire des comédies. À l'automne 1746, il entre à l'université de Leipzig pour y étudier en théologie, mais ses vrais centres d'intérêt sont la littérature, la philosophie et l'art. Il se livre aux exercices qui développent la force et la souplesse du corps, fréquente le théâtre et se lie avec les comédiens.

Initié à la Loge "*Zu den Drei Rosen*", Hambourg, en 1771. Il ne fut pas un franc-maçon très actif, mais pourtant son oeuvre est très empreinte de ce qu'on pourrait appeler l'idéologie maçonnique.

Après avoir étudié quelque temps la médecine et les mathématiques, il s'installe, en 1747 chez son cousin l'écrivain Mylius, un auteur comique avec qui il débute au théâtre. Devenu l'ami des écrivains Mylius et Weiße, dont les opinions peu orthodoxes eurent sur lui de l'influence, son père, affligé de cette direction d'esprit, le rappela subitement auprès de lui. Après avoir reconnu que son fils avait acquis des connaissances solides et variées, il voulut lui faire reprendre ses études

théologiques. Lessing retourna donc à Leipzig, puis passa à Berlin, où il resta trois ans, et à Wittemberg, où il étudie la philologie. En 1752, il obtient une maîtrise de lettres, ce qui lui permet de vivre de sa plume et devient précepteur. Cette petite ville lui étant devenue insupportable, il retourne à Berlin en 1753 où il se lie étroitement avec Ramler, Nicolai, von Kleist, Sulzer et surtout Mendelssohn, etc. De 1756 à 1758, il voyage en Angleterre.

Lessing fit ensuite à Leipzig un séjour de trois années, qui comptent parmi les plus actives et les plus fécondes de sa vie. En 1760, il accompagna, en qualité de secrétaire, le général de Tauenzien à Breslau, revint de nouveau à Berlin en 1765, et alla, deux ans plus tard, fonder à Hambourg un théâtre national, qu'il ne put soutenir deux ans, mais qui, malgré son insuccès, accrut sa réputation littéraire. Il essaya aussitôt, mais non moins infructueusement, de fonder une librairie savante à Hambourg.

Enfin, en 1770, il devint bibliothécaire et conseiller à Wolfenbüttel, où le prince héréditaire de Brunswick, Ferdinand, l'établit libéralement, en disant qu'il ne mettait pas Lessing au service de la bibliothèque, mais la bibliothèque au service de Lessing. Il visita l'Italie vers cette époque. Ses dernières années furent remplies par des controverses théologiques, dans lesquelles il prit contre Goetze le parti de la tolérance. En 1776, Lessing avait épousé une veuve, Eva König, avec qui il était lié depuis plusieurs années, et qui mourut en 1778 en mettant au monde un enfant qui ne put vivre. À partir de ce moment, il devient dépressif et s'éteindra le 15 février 1781.

Les thématiques
Lessing a surtout marqué sa trace dans la littérature allemande par ses travaux de critique et ses écrits didactiques ou de controverse où éclata son originalité comme écrivain. Là, sa langue est un modèle de clarté, de vivacité, d'agrément et souvent de force. Il a au plus haut point le sentiment de l'art et de ses rapports avec la nature et la vie.

Ayant subi l'influence des critiques français de l'école encyclopédique, Lessing était, dans l'art, réaliste par tendance autant que par système, et en philosophie, proche du scepticisme de Bayle et de Voltaire. La vue de la stérilité produite en Allemagne par l'imitation servile de la littérature française lui faisant préférer les auteurs anglais, il professa pour Shakespeare la même admiration que Klopstock pour Milton.
Germaine de Staël l'a parfaitement caractérisé lorsqu'elle a écrit que :
« Lessing écrivit en prose avec une netteté et une précision tout à fait nouvelles. La profondeur des pensées embarrasse souvent le style des écrivains de la nouvelle école ; Lessing, non moins profond, avait quelque chose d'âpre dans le caractère qui lui faisait trouver les paroles les plus précises et les plus mordantes. Il était toujours animé dans ses écrits par un mouvement hostile contre les opinions qu'il attaquait, et l'humeur donne du relief aux idées. Il s'occupa tour à tour du théâtre, de la philosophie, des antiquités, de la théologie, poursuivant partout la vérité, comme un chasseur qui trouve encore plus de plaisir dans la course que dans le but. Son style a quelque rapport avec la concision vive et brillante des Français ; il tendait à rendre l'allemand classique... C'est un esprit neuf et hardi, et qui reste néanmoins à la portée du commun des hommes ; sa manière de voir est allemande, sa manière de s'exprimer européenne. Dialecticien spirituel et serré dans ses arguments, l'enthousiasme pour le beau remplissait pourtant le fond de son âme ; il avait une ardeur sans flamme, une véhémence philosophique toujours active, et qui produisait, par des coups redoublés, des effets durables. »

L'esthétique et les lois du beau
Les principes de critique littéraire et d'esthétique de Lessing sont exposés dans de nombreux ouvrages. Le plus célèbre est son *Laokoon* (*Laocoon*, 1766), qui a pour objet propre la détermination des limites respectives des arts plastiques et de la poésie. Dans cette suite de dissertations ingénieuses et savantes intéressant à la fois le critique, l'artiste et l'archéologue, Lessing enseigne que la première loi de l'art est la beauté et que le caractère particulier de la poésie est l'action. L'art qui s'adresse aux yeux ne doit traduire, de l'action développée par le poème, que les détails qui, offerts à la vue, ne détruisent pas la beauté. Témoin le précieux groupe de Laocoon découvert à Rome en 1506, qui est loin d'être une traduction fidèle de la magnifique scène décrite au deuxième livre de *l'Énéide*. Aucun exemple ne marque mieux les différences qu'entraîne, entre les règles de l'art plastique et de la poésie, la distinction de leurs conditions essentielles : « Le poète, selon Lessing, travaille pour l'imagination, et le sculpteur pour l'œil. Celui-ci ne peut imiter toute la réalité qu'en blessant les lois du beau ; il ne reproduit qu'une situation, qu'un instant, tandis que le poète développe l'action tout entière. » Le *Laocoon* a été traduit en français par Vanderbourg (1802).

Un ouvrage est la *Hamburgische Dramaturgie* (*Dramaturgie de Hambourg* ; 1767-1768) qui est, à proprement parler, le journal du théâtre dont Lessing était directeur. Toute la théorie de l'auteur sur l'art dramatique allemand et sur le théâtre en général est répandue dans cet ouvrage, dont l'objet était de rendre compte des pièces représentées, d'en juger la valeur, d'en constater et d'en expliquer le succès ou la chute, et où Lessing y combat de toutes ses forces l'imitation de la tragédie française comme le principal obstacle de l'établissement d'un art national allemand. Lessing y repousse la règle des trois unités et démontre que c'est par erreur qu'on l'a attribuée à Aristote. Il rejette les modèles français pour chercher à constituer un type de drame tragique, en combinant la poétique d'Aristote avec l'exemple des maîtres grecs, de Shakespeare et de Calderon et les idées de Diderot. La *Hamburgische Dramaturgie* a été traduite en français par Mercier et Juncker en 1785).

On citera, parmi les autres ouvrages de critique de Lessing, les *Antiquarische Briefe* (*Lettres archéologiques* ; 1768-1769), destinées à défendre les idées du *Laocoon* contre les objections du professeur Klotz, de Halle ; *Abhandlungen über die Fabel* (*Dissertations sur la fable* ; 1759), où il s'occupe surtout de la moralité de ce genre littéraire ; *Anmerkungen über das Epigramm* (*Réflexions sur l'épigramme* ; 1771) ; *Beiträge zur Historie und Aufnahme des Theaters* (*Mélanges d'histoire dramatique* ; 1750), avec Mvlius ; *Theater Bibliothek* (*Bibliothèque théâtrale* ; 1754) ; *Wie die Alten den Tod gebildet* (*De la*

Peinture de la mort chez les anciens ; 1769); des *Literaturbriefe* (*Lettres littéraires*), traitant de Shakespeare et de la formation d'un théâtre allemand.

SON ŒUVRE

Indépendamment des éditions particulières des divers ouvrages ou séries d'ouvrages de Lessing, il a été donné plusieurs éditions de ses *Œuvres complètes* (Berlin, 1771-1794, 30 vol. ; 1825-1828, 32 vol. ; 1838-1840, 13 vol., édition. Lachmann, très estimée). Lessing avait un frère plus jeune, Charles-Gotthelf, né en 1740, mort en 1812, directeur de la Monnaie à Breslau et auteur de quelques comédies, qui a publié les ouvrages posthumes de son frère.

Théâtre

Les ouvrages originaux où Lessing applique lui-même ses principes appartiennent surtout au théâtre. Il suffit de donner un souvenir à ses drames de jeunesse : *Damon, ou la Véritable amitié* (1740) ; *le Jeune savant* (1747), satire contre l'érudition stérile et pédante ; *le Misogyne* (1748) ; *la Vieille fille* (1749) ; *les Juifs* (1749), où sont combattus les préjugés contre cette religion ; *der Freigeist* (*l'Esprit fort* ; 1749), dirigé contre l'athéisme ; *les Femmes sont des femmes* (*Weiber sind Weiber* ; 1749).

Les drames suivants sont signalés comme des œuvres de transition : Miss SaraSampso'ii(n55), tragédie bourgeoise en cinq actes, dont le sujet, tiré de *Clarissa Harlowe*, est traité dans le goût de la sentimentalité allemande ; *Philotas* (1759), tableau larmoyant du dévouement à la patrie. On met à part, comme les meilleures œuvres de Lessing et comme marquant enfin l'avènement du drame national, les trois compositions de *Minna de Barnheim*, en cinq actes (1763), considérée comme la première comédie vraiment allemande, et où respire l'esprit guerrier qui animait l'armée du grand Frédéric à la fin de la guerre de Sept Ans ; *Emilia Galotti*, le chef-d'œuvre de l'auteur dans le genre tragique et dont le sujet est l'histoire de Virginie, transportée à Venise, Lessing ayant choisi un fait de l'histoire étrangère pour mieux laisser passer ses idées sur les intérêts et la situation politique de son pays ; *Nathan le Sage* (1779), dont le sujet, emprunté au conte des *Trois Anneaux* de Boccace, a pour morale que tous les hommes honnêtes méritent la même estime sans acception de foi religieuse : plus faite pour la lecture que pour la scène, cette pièce, qui manque d'action, compte parmi les productions les plus pures et les plus élevées de Lessing et de son temps.

Ces trois dernières œuvres ont été traduites dans le recueil des *Chefs-d'œuvre des théâtres étrangers* de Barante. Les mêmes pièces et quelques autres, *l'Esprit fort*, *le Misogyne*, *Sara Sampson*, *Philotas*, etc., ont été aussi traduites par Juncker et Liébault, dans leur *Théâtre allemand*, par Kriedel et Bonneville, par Cacault, etc. *Nathan* l'a encore été par Herm. Hirsch (Paris, 1863, in-18). *Minna* a été imitée par Rochon de Chabannes, dans ses *Amants généreux*, et *Nathan* par Chénier et Cubières. Dans *les Souffrances du jeune Werther*, *Emilia Galotti* est le livre que Werther laisse ouvert à l'attention de Charlotte le jour où il se suicide par amour pour elle : « Du vin il n'avait bu qu'un verre. *Emilia Galotti* était ouvert sur son pupitre. »

Fables

Un des livres de Lessing les plus connus, hors d'Allemagne, est son recueil de *Fables*, en prose (1759), acceptées comme le modèle d'un genre dont il donnait en même temps la théorie : envisageant sous un jour étroit le but moral qu'il visait, il tendait à ramener le récit à la simplicité d'Ésope, sans chercher à réformer les mœurs en les peignant. Ces *Fables*, qui figurèrent dans tous les recueils de lectures allemandes, ont été plusieurs fois traduites en français (Paris, 1764, 1770, 1811).

Philosophie

Comme écrits plus spécialement philosophiques de Lessing, où l'on trouve toutes les qualités ordinaires de l'auteur, les cinq entretiens intitulés : *Ernst et Falk* (1778-1780), et surtout *die Erziehung des Menschengeschlechts* (*Éducation de l'humanité* ; 1780), ouvrage qui ouvre les voies à toute l'école philosophique de Herder. Il ne faut pas oublier enfin quelques publications théologiques : *Berengarius turonensis, oder Ankündigung* (*Bérenger de Tours, ou découverte d'une œuvre importante de cet auteur*, etc.; 1770), qui fut l'occasion de violentes attaques de la part des théologiens allemands, surtout de celles de Goetze, pasteur à Hambourg ; *l'Anti-Goetze*, pamphlet spirituel qui fit retirer à l'auteur l'autorisation de se faire imprimer à Wolfenbüttel ; *das Testament Johannis* (*l'Évangile de Jean* ; 1777) ; *Über den Beweis des Geistes und der Kraft* (*l'Esprit et la force* ; 1778), etc.

Œuvres

- *Miss Sara Sampson* (1755)
- *Traités sur la fable* (1759), Éditions Vrin, 2008
- *. Laocoon* (1766)
- *Minna von Barnhelm* (1767), Éditions José Corti, 1997
- *Dramaturgie de Hambourg* (1769), Éditions Klincksieck, 2009
- *Emilia Galotti* (1772)
- *Nathan le Sage* (1779), Éditions Aubier, 1993
- ***Causeries pour Francs-maçons* (1780) (édition du texte intégral à paraître chez Dervy)**
- *L'Éducation du genre humain* (1780)

LEVER **William** Bolton, au Lancashire 29 septembre 1851 - Londres 7 mai 1925.



Son nom est associé aux produits Lever (savonnerie). Il créa Port Sunlight - du même nom que le savon - près de Liverpool et y fonda un musée qu'il légua ensuite à la ville. William Hesketh Lever, fut un industriel britannique qui fut nommé 1er vicomte de Leverhulme. Il est connu dans le monde anglo-saxon sous le nom de **Lord Leverhulme**. Fondateur d'une fabrique de savon, *Lever Brothers* (devenue Unilever), ce très riche industriel a été également membre du parlement britannique.

Il étudia au Bolton Church Institute. Dès 16 ans, il emballe des morceaux de savon dans la boutique de son père, puis les vend dans les villages alentours. Il achète ensuite une épicerie et avec les bénéfices issus de l'importation de beurre et d'œufs d'Irlande, achète avec son frère James en 1886 une fabrique de savon à Warrington, qui devient *Lever Brothers*.

Elle fut une des premières entreprises à produire du savon à partir d'huile végétale, ce qui assura le développement du groupe. Il réorganise la production et la commercialisation, et développe le marketing pour vendre ses produits : emballages attirants, noms commerciaux (*Sunlight Soap*, savon au rayon de soleil).

Il fut initié Franc-Maçon, le 8 juillet 1902, à la Loge "*William Hesketh Lever Lodge*", Port Sur light, fondée en son honneur et consacrée le 4 juin1902.

Patron paternaliste

Pour installer sa nouvelle usine, William Lever achète en 1888 un vaste terrain près de Liverpool, sur la rive ouest de la rivière Mersey. Il créa pour ses nouveaux ateliers de production de savon, une ville industrielle modèle, Port Sunlight, en 1889. Érigée par Ebenezer Howard (1850-1928), elle comptera jusqu'à 6000 habitants en 1924, avec des maisons individuelles, une école, une bibliothèque, des jardins et terrains de sports. Il était inspiré, entre autres, par le village modèle de Prices Patent Candles vers 1853.

Intéressé par l'architecture et l'urbanisme, William Lever a aussi construit une maison à Thornton Hough. Paternaliste, William Lever versait des salaires élevés, et ses employés bénéficiaient d'une participation aux profits et d'une assurance-vie prise en charge par l'entreprise.

Mais le syndicalisme n'était pas autorisé, et William Lever surveillait ses ouvriers depuis une passerelle dominant le grand hall de l'usine. Son activité se développe avec constance ; par concentration horizontale, puisque William Lever rachète une quinzaine de savonneries et par la création en 1898 de la Lever Brothers Company, et par concentration verticale, avec des acquisitions en Afrique et aux Philippines, où il fait exploiter des plantations de palmiers et de cocotiers, puis des huileries. Il se diversifie également dans des pêcheries de baleines au nord de l'Ecosse, et dans la production de margarine.

Des liens étroits avec le Congo

William Lever est connu dans le monde francophone pour ses activités de huilerie en Belgique et au Congo belge. Celles-ci donneront le principal essor aux activités industrielles de William Lever. Les premiers rapports avec la Belgique datent de 1888. William Lever fonde la S.A. Savonneries Lever Frères en 1900, et une usine est créée à Forest près de Bruxelles en 1905. Il bénéficiera au Congo belge d'importantes faveurs de la part de du gouvernement, celui-ci souhaitant à la fois réserver son marché à ses ressortissants tout en sauvant les apparences. William Lever sera le seul entrepreneur étranger d'importance à pouvoir exploiter le territoire du Congo belge. En 1911, il fonde la société des Huileries du Congo belge et Leverville (actuellement Lusanga), au centre de 75.000 hectares de palmeraies naturelles dans la région de l'actuelle Kikwit, chargées de fournir la matière première pour le savon. Celles-ci seront à l'origine de l'exceptionnel développement des activités de William Lever au Congo.

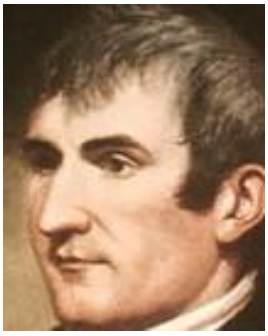
De Lever Brothers à Unilever

Après la mort de William Lever en 1925, le groupe Lever Brothers fusionne avec le groupe néerlandais Margarine Unie en 1930. Le nouveau groupe prend le nom d'Unilever (Margarine Unie – Lever Brothers), et prend prendront une dimension mondiale en se diversifiant à travers l'ensemble des produits d'épicerie. Le capital de sa société était, en 1930, de 1.5 milliard de francs-or.

Philanthrope et lord

Lord Leverhulme est connu au Royaume-Uni comme philanthrope. Il est à l'origine de l'école de médecine tropicale de l'Université de Liverpool. « Sa » ville de Port Sunlight héberge la galerie d'art Lady Lever Art Gallery, qu'il avait composé au gré de ses voyages. Il fit don de la Lancaster House de Londres au pays, et créa le Leverhulme Trust. Les jardins de son ancienne résidence londonienne de Hill Garden à Hampstead sont ouverts au public. Il avait acheté Lewis en 1918, avec l'ambition de faire de Stornoway une ville industrielle avec une usine de mise en conserve de poisson, mal accueillie par les habitants. Il leur rendit la propriété de l'île en 1923. William Lever fut "High Sheriff de Lancaster" en 1917, et fut membre du Parlement pour la région de Wirral entre 1906 et 1909. Anobli en 1911, il avait été nommé Baron de Leverhulme le 21 Juin 1917 et Vicomte de Leverhulme le 27 novembre 1922 (Hulme est le nom de jeune fille de sa femme). Sa qualité de vicomte passa à son fils William Hulme Lever en 1925, et s'éteignit après la mort du 3e vicomte, Philip William Bryce Lever, en 2000.

LEWIS **Meriwether** Ivy, Colony of Virginia 18 août 1774 -



Hohenwald, Tennessee 11 octobre 1809.
Explorateur et soldat américain. Il mena, avec William Clark, la célèbre expédition Lewis et Clark à travers l'Amérique du Nord.Fils de William et Lucy (Meriwether) Lewis, Meriwether Lewis est né dans le Comté d'Albemarle en Virginie (près de Charlottesville). À l'âge de 10 ans, il déménagea en Georgie avec ses parents. À 13 ans, il retourna en Virginie pour y être éduqué par des précepteurs particuliers.

Lewis s'enrôla dans la milice de Virginie et en 1794 fit partie d'un détachement qui réprima la Révolte du Whisky. L'année suivante il intégra l'armée régulière et servit jusqu'en 1801.
En 1797 il fut initié à la franc-maçonnerie. Il quitta l'armée avec le rang de capitaine.

Lewis était secrétaire particulier du Président Thomas Jefferson en 1801 ; il a donc été très impliqué dans la préparation de l'expédition : il fut envoyé par Jefferson à Philadelphie pour apprendre les rudiments nécessaires et en particulier à établir une carte. Après son retour de l'expédition Lewis et Clark, Lewis a reçu en récompense une terre de 6 km² et fut Gouverneur du Territoire de la Louisiane.

Il ne devait pas se rendre à St. Louis avant Mars 1808, un an après sa nomination au poste de Gouverneur, retenu sur la côte Est par Thomas Jefferson. Période qu'il ne sut ou ne put pas mettre à profit pour écrire l'ouvrage attendu par le Président, et annoncé sous deux ans par son ex secrétaire particulier (en deux parties et trois tomes). A son arrivée retardée à Saint Louis, Meriwether Lewis entra rapidement en conflit avec le Secretaire Territorial qui lui était subordonné, Frederick Bates, puis avec William Eustis au War Department à Washington, qui refusait d'honorer les dépenses engagées par le Gouverneur, sous prétexte de manque d'informations, voire de confusions entre intérêts privés et argent public.

Après un premier échec, Lewis s'était en effet vu contraint d'engager des fonds importants pour ramener chez lui le chef Mandan Sheheke-shote...qu'il avait réussi à convaincre de voyager jusqu'à Wahington et Philadelphie pour rencontrer Thomas Jefferson. Le Président lui même, après un premier échec (conflit avec les Arikaras bloquant la première tentative), faisait de l'accélération de ce rapatriement une affaire tant d'honneur que d'obligation politique. Meriwether Lewis se vit refuser les frais inhérents à la deuxième tentative de rapatriement de Sheheke-shote par William Eustis dans un courrier de 15 Juillet 1809. Thomas Jefferson n'était alors plus Président des Etats Unis, remplacé par James Madison. Lewis est mort suite à deux coups de pistolet dans une taverne nommée Grinder's Stand à 110 km environ de Nashville dans le Tennessee sur la Piste Natchez alors qu'il se rendait à Washington pour défendre, apparemment désespérément, son intégrité. La thèse du suicide est pour beaucoup (à commencer par les contemporains Thomas Jefferson et William Clark), la plus probable.
POSTERITE
La plante alpine *Lewisia* (famille des Portulacaceae), que l'on trouve dans les jardins rocailleux porte son nom. Le pic de Lewis (*Melanerpes lewis*) lui a été dédié par l'ornithologue britannique George Robert Gray (1808-1872) en 1849. Le Comté de Lewis dans le Tennessee, la ville de Lewiston dans l'Idaho et l'installation militaire de Fort Lewis dans l'État de Washington portent également son nom. En 1941, un navire de guerre a été baptisé SS *Meriwether Lewis*. Il a été torpillé et coulé en 1943.

Relations avec Clark
Dans son ouvrage écrit en 2003 *I Should Be Extremely Happy in Your Company*, l'auteur « hétérosexuel » Brian Hall explicite qu'une des raisons pour lesquelles Lewis Merriwether se serait suicidé à l'âge de 35 ans était que Lewis se sentit malheureux en amour après que William Clark épousa une femme du nom de Julia. Lewis était déjà profondément déprimé après l'expédition et ne se réadapta pas vraiment à son retour dans la vie civilisée. Quelques jours avant son suicide sur la Piste Natchez, Lewis était convaincu que William Clark essayait de le rattraper, venant à son "aide".
« Ce qui est fascinant au sujet de Lewis était son état de solitude et d'isolement intense et les indices très intrigants répertoriés qui témoignent la profonde et intense camaraderie que Lewis éprouvait pour Clark plus que ce dernier n'éprouvait pour son compagnon », explique Hall.

Les lettres et extraits des journaux de Lewis and Clark sont à même d'éveiller le gaydar des lecteurs ouverts d'esprit.
Quand le Président Thomas Jefferson lui demanda de mener l'expédition, Lewis écrivit à Clark : « Crois-moi, il n'y a aucun homme sur terre avec qui je devrais partager ce plaisir qu'avec toi-même. » Et d'ajouter, « En votre compagnie je serais extrêmement heureux (...). » C'est une lettre touchante qui révèle le lien étroit existant entre les deux hommes. Une autre lettre de Lewis décrit une confortable petite maison que Clark et lui-même partageraient ensemble. Clark appela son premier enfant Lewis. Clark reporta également ses observations sur les Indiens dont certains s'habillaient dans le genre opposé (les «two-spirited » people) et avaient des rapports amoureux et sexuels avec les personnes de genre masculin. Ses écrits sont sans jugement pour l'époque. Il apparaît également que Lewis n'eut pas de rapports sexuels pendant les deux années de l'expédition, malgré les nombreux documents qui rapportent que les hommes engagés dans l'expédition avaient de nombreux rapports sexuels avec les Indiennes. Ses commentaires à propos des femmes vont d'un dégoût ouvertement exprimé pour leurs corps à une appréciation poétique chaste pour les jolies demoiselles. Après l'expédition Lewis et Clark, le mariage de Lewis se voua à l'échec. Une lecture attentive de ses écrits ne révélera pas la moindre preuve d'amour pour quelque femme que ce soit comparé à l'émotion qui le traversa dans sa lettre à Clark lui proposant de le rejoindre pour partir à l'aventure vers la conquête de l'Ouest.

LHERMITE Pierre Louis

Dunkerque 1761 - 1828.
Corsaire dunkerquois et officier de marine français. Il termine sa carrière avec le grade de contre-amiral.

Marin au commerce et corsaire
Il embarque comme mousse au commerce à tout juste 9 ans (1770). Il sert sur différents corsaires pendant la guerre d'indépendance des États-Unis y compris comme capitaine (à vingt ans) de deux d'entre eux, *la Gloire* et *le Courrier de Dunkerque*. Il est blessé au combat en 1783. À la paix, il rejoint la navigation au commerce pour 10 ans essentiellement sur des bâtiments assurant le trafic entre Dunkerque et les Antilles.

Officier de la marine républicaine
En juin 1793, il rejoint la marine de guerre comme lieutenant de vaisseau. Il sert sur *le Tigre* de l'escadre Van Stabel. Il participe au coup de main par lequel Van Stabel s'empare d'une part d'un convoi britannique très fortement escorté par l'escadre de Richard Howe. Toujours sur *le Tigre*, il fait partie de l'escorte du convoi d'Amérique que Van Stabel réussit à conduire avec succès jusqu'à Brest. Capitaine de vaisseau en octobre 1794, il commande le vaisseau *Gasparin* et participe à la désastreuse croisière du Grand Hiver. Il commande ensuite la flottille de Flessingue puis la frégate *la Poursuivante* de fin 1795 à 1802 avec une seule interruption fin 1797 – début 1798. Il commande ensuite le vaisseau *Duguay-Trouin* à Saint-Domingue dans l'escadre Villaret-Joyeuse ; il s'empare de la ville de Petit-Goave. Au Cap-Français le 24 juillet 1803, il repousse l'attaque d'une division britannique. Poursuivi par une escadre britannique au large du Ferrol en 1804, il réussit à lui échapper.

Amiral et préfet sous l'Empire
Il commande *le Génois* en Méditerranée de 1805 à 1809 notamment avec l'escadre Ganteaume (Honoré Joseph Antoine Ganteaume) lors de la campagne de Corfou en 1808. Il commande ensuite *l'Albanais* dans l'escadre de l'Escaut et y dirige la flottille. Il joue un rôle clé dans la défense victorieuse de Walcheren lors de la tentative de débarquement britannique de l'été 1809, ce qui lui vaut le grade de contre-amiral à la fin de l'année. Sur *le Tilsit*, il commande une division de l'escadre d'Anvers en 1811. Enfin il commande successivement les flottilles d'Ems et de Hambourg. La Première Restauration le laisse sans affectation mais il est préfet maritime de Dunkerque lors des Cent-Jours et mis en retraite dès le retour des Bourbons.
Pierre Lhermite était franc-maçon : il apparaît notamment sur le tableau de la Loge *Amitié et fraternité* de Dunkerque en 1799.

Lhermite et Lhermitte
Pierre Lhermite est très souvent confondu avec un autre contre-amiral de l'Empire et son homonyme : Jean Lhermitte (Jean-Marthe-Adrien Lhermitte) dans nombre de notices biographiques, dans des ouvrages historiques et même dans certains dossiers du service historique de la marine. Leurs carrières furent pourtant fort différentes.
Distinction
- Commandeur de la Légion d'honneur
- Chevalier de Saint-Louis

Malgré ses états de service sérieux, il n'est pas retenu dans la liste de l'Arc de Triomphe.

LIGNE Prince de



Charles Joseph Lamoral

Bruxelles 23 mai 1735 – Vienne 13 décembre 1814.
Écrivain Belge prestigieux, maréchal, diplomate, surnommé parfois « le plus grand des Wallons ».
Initié Franc-Maçon, peut-être en 1765 en tout cas avant 1771, à la Loge "*La Bienfaisante*", Gand. Par la suite, il s'affilia à "*L'Heureuse Rencontre*", loge bruxelloise où la noblesse était largement majoritaire.

Fréquentant les plus grandes cours d'Europe, il fut bon militaire mais aussi un grand séducteur. Il est considéré comme un des trois grands mémorialistes du XVIIIe siècle avec Giacomo Casanova (1725-1798) et Giuseppe Gorani (1740-1819), et fut admiré de Goethe, Lord Byron, Barbey d'Aurevilly, Paul Valéry et Paul Morand.

Fils de Claude-Lamoral II, 6e prince de Ligne, et d'Élisabeth, princesse de Salm, il a pour parrain et marraine l'empereur Charles VI et son épouse Élisabeth de Brunswick-Wolfenbüttel. Il perd sa mère à l'âge de 4 ans. Jusqu'en 1755, Étienne de La Porte est son gouverneur, à qui il rendra hommage dans un de ses livres : *« Formant mon âme en même temps que mon esprit, il acquit d'autant plus de droits à ma reconnaissance que je crois que si je valais quelque chose, ce serait à lui que je le devrais. »*

À l'âge de 15 ans, il rédige son premier ouvrage, *Discours sur la profession des armes*. En 1751, son père le conduit à Vienne et le présente à l'empereur François Ier et à l'impératrice Marie-Thérèse, qui le fait chambellan. Le 6 août 1755, il épouse à Vienne Françoise-Marie-Xavière, princesse de Liechtenstein. Entré au service de l'Autriche la même année, il accomplit, en qualité d'officier, de vaillantes campagnes durant la guerre de Sept Ans. Il prend part, entre autres, aux batailles de Kolin, de Breslau, de Leuthen et de Hochkirch.

Nommé colonel à la bataille de Kunersdorf, il est envoyé à Versailles pour annoncer la victoire autrichienne de Maxen. Il fut nommé grand bailli de Hainaut en 1791. Entré en diplomatie, sa sympathie pour les rebelles belges lui en ferme la porte. Lors de l'annexion par la France, en 1792, ses biens sont confisqués. Il va alors vivre assez pauvrement, ne s'occupant plus que d'art et de science. Il fréquente alors Giacomo Casanova dont il devient l'ami intime, Wieland, Germaine de Staël, et correspond avec Rousseau, Voltaire, Goethe, Frédéric II et la tsarine Catherine II (avec qui il est en correspondance

permanente). Cette dernière, pour améliorer sa situation, le fait feld-maréchal russe et lui donne une terre en Crimée.

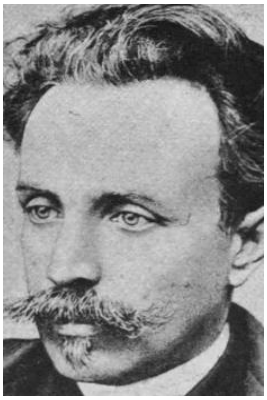
Le crépuscule de sa vie se déroule au moment du Congrès de Vienne, dont il devient le « maître des plaisirs ». « *C'est une chose étrange qu'on voit ici, pour la première fois, le plaisir conquiert la paix* », dit-il à son ami Talleyrand. Auteur du célèbre « *Le congrès danse beaucoup, mais il ne marche pas* » (en allemand : *Der Kongreß tanzt viel, aber er geht nicht weiter*), il annonça sa propre mort (dans sa 79e année) par : « *Il manque encore une chose au Congrès : l'enterrement d'un feldmarschall, je vais m'en occuper.* »

Ses œuvres complètes comptent 34 volumes, dont :

Lettres à Eugénie sur les spectacles (1774)
Céphalide, ou les Autres mariages samnites, comédie en musique (1777)
Préjugés et *Fantaisies militaires* (1780)
Colette et Lucas, comédie en musique (1781)
Coup d'œil sur Belœil (1781)
Fantaisies militaires (1783)
L'Amant ridicule, proverbe en prose (1787)
Mélanges militaires, littéraires et sentimentaires (1795-1811)
Mémoires sur les Juifs (1795-1811)
Les Embarras, pièce en un acte (manuscrit)
Contes immoraux
Fragments sur l'histoire de ma vie

LIMA **Sebastião** de **Magalhäes** Rio de Janerio 30 mai 1850 – Lisnbonne 7 décembre 1928. Avocat, journaliste, écrivain il défend l'idée républicaine au Portugal. La République en place, il est député puis sénateur. Fondateur de la Ligue des Droits de l'Homme, au Portugal**.**
Contribue à la création de l'Association Maçonnique International. Initié Franc-Maçon, en 1874, à la Loge "*Persévérance 74*", Coimbra. Grand Maître du Grand Orient Lusitanien Uni.

Fils de deux émigrés portugais, Sébastien de Carvalho Lima et Leocádia Rodrigues Pint de Magalhäes Lima part pour le Portugal (Aveiro) en 1855. Il fait ses études à Lisbonne, puis à Coimbra (1870) où il obtient son baccalauréat en droit (1875). Il s'illustre alors en tant qu'avocat, journaliste et écrivain, et dirige les journaux portugais Commercio de Portugal (1879-1880), A Folha do Povo 818989 et A Vanguarda (1899-1911).



Ce sont des journaux de qualité, en bonne partie responsable du progrès de la cause républicaine au Portugal. Il écrit aussi de nombreuses œuvres littéraires (poésie, romans, essais) mais aussi et surtout des œuvres de propagande en faveur des idées républicaines et ibéristes. Quelques-unes ont été traduites dans diverses langues.

Il voyage beaucoup dans toute l'Europe, participe à des congrès internationaux, rencontre des personnalités éminentes et est considéré par l'intelligentsia progressiste de l'époque. Pendant la monarchie, il est plusieurs fois candidat au poste de député républicain en membre du directoire du Parti républicain et membre du directoire du Parti républicain portugais. En 1910, il fait partie de la commission qui sonde les gouvernements français et britannique sur les réactions internationales à une éventuelle proclamation de la République au Portugal.

Une fois le nouveau régime implanté, il est député à l'Assemblée nationale (1911) et sénateur (1911-1915). A la suite du mouvement révolutionnaire démocratique du 14 mai 1915, il occupe pendant près d'un mois le poste de ministre de l'Instruction publique. On lui doit plusieurs mesures comme la création d'un conseil supérieur des Beaux-Arts. En 1919, il reçoit la plus haute décoration portugaise, l'Ordre de la Tour et de l'Epée. Il est également chevalier de la Légion d'honneur. En 1921, il fonde la Ligue portugaise des Droits de l'Homme, et, en 1923, à l'initiative du grand écrivain portugais Teófilo Braga, sa candidature à la présidence de la République est proposée (sans être retenue).

Initié franc-maçon en 1874 dans la loge « Persévérance » n°74 de Coimra, avec « João Huss » comme nom symbolique, il se met ensuite sous le couvert de la loge « Ouvriers du Travail » n°160 de Lisbonne où il obtient sa régularisation. Il fonde en 1892. Toujours à Lisbonne, la loge « Gomes Freire » n°177, qu'il quitte en 1904 pour rejoindre la loge « Libre Examen » n°200, et la loge « Solidarité » n°270, qu'il avait lui-même fondée en 1906. Toutes ces loges appartenaient au Grand Orient Lusitanien Uni.

Au sein de cette obédience, il occupe le poste de président du Conseil de l'Ordre (1906-1907), puis est élu Grand Maître en 1907. Il est réélu plusieurs fois et occupe ce poste jusqu'à sa mort. Il est dans le même temps Souverain Grand Commandeur du 33° du Rite Ecossais Ancien et Accepté, grade qui lui fut expressément attribué par le Suprême Conseil d'Ecosse à Edimbourg. En tant que franc-maçon et Grand Maître, il participe à de nombreux congrès et rencontres franc-maçonniques nationales et internationales. Après l'assassinat du président dictateur Sidonio Pais (1918), il est incarcéré pendant plus d'un mois. Il fut un des francs-maçons portugais les plus connus hors du Portugal, et un des Grands Maîtres ayant eu un des mandats les plus longs de l'histoire de la franc-maçonnerie portugaise (1907 à 1928) pendant sa période d'apogée. Dans son dernier discours en tant que Grand

Maître, en 1928, il condamne l'oppression du régime dictatorial qui était celle qui subissait son pays depuis 1926, et affirme que les concepts de patrie et de liberté sont synonymes. J.J.A.D. et A.H. de O.M.

LINDBERG Charles

Detroit 4 février 1902 – Hawaii 26 août 1974.



Charles Augustus Lindbergh est un pionnier américain de l'aviation. « L'aigle solitaire », comme on le surnommait, entre dans la légende en devenant le premier pilote à relier New York à Paris entre le 20 et 21 mai 1927 en 33 heures et 30 minutes, à bord de son avion *Spirit of Saint Louis*.

Contrairement à l'idée répandue, il n'est pas le premier à avoir effectué un vol transatlantique. Albert Cushing Read commanda l'équipage qui réalisa cet exploit le premier le 16 mai 1919, en hydravion, en six étapes (la troisième couvrant d'une traite le voyage du Canada aux Açores), tandis que John William Alcock et Arthur Whitton Brown firent la première traversée d'une traite le 14 juin 1919. Charles Lindbergh fut le premier à l'avoir fait sans escale en solitaire.

Fils d'immigrants suédois, Lindbergh a grandi dans le Minnesota. Son père, Charles August Lindbergh, était avocat et membre du Congrès des États-Unis, opposé à l'entrée en guerre des États-Unis en 1917 ; sa mère enseignait la chimie. Passionné d'aviation, il abandonne en 1922 ses études de construction mécanique, passe le brevet de pilote et s'achète son premier avion, un Curtiss JN-4 « Jenny », qu'il répare pour proposer des baptêmes de l'air.

La traversée de l'Atlantique

Après avoir suivi un entraînement avec des pilotes militaires américains, Lindbergh travaille comme pilote de l'aéronavale dans les années 1920. Il gagne une renommée internationale en devenant le premier pilote à relier New York à Paris, au cours d'un vol les 20 et 21 mai 1927, en trente-trois heures et trente minutes, à bord de son avion, le *Spirit of Saint Louis*, spécialement conçu pour l'occasion en à peine deux mois. L'enjeu de cette traversée de l'océan Atlantique nord reliant Paris à New York en avion était le Prix Orteig d'un montant de 25 000 dollars.

Cependant, contrairement à une idée répandue, Lindbergh n'est pas le premier a traverser l'océan Atlantique en avion. Dès 1919, une autre tentative, moins célèbre, avait été couronnée de succès. Elle a été effectuée entre Terre-Neuve et l'Irlande du 14 au 15 juin 1919 par le capitaine John Alcock et le lieutenant Arthur Brown.

Les deux Anglais étaient partis de Saint John's à Terre-Neuve (actuellement au Canada) pour se poser à Clifden en Irlande, au terme d'un vol de 3 630 km, effectué en 16 heures et 12 minutes. Leur avion était un bombardier Vickers Vimy de la Première Guerre mondiale. L'atmosphère de l'époque et le fait que cette traversée ne reliait pas deux villes emblématiques comme Paris et New York a eu pour conséquence que cet exploit n'a pas suscité le même formidable écho médiatique que la tentative de Lindbergh.

Ainsi, seule l'aventure de Lindbergh jouit d'une véritable notoriété, qui a certes réalisé un véritable exploit, notamment en faisant la traversée en solitaire, mais dont l'image de pionnier est en partie usurpée. Le succès de Lindbergh prend place douze jours après la disparition des pilotes français Charles Nungesser et François Coli qui avaient tenté la traversée d'est en ouest en partant du Bourget à bord de l'Oiseau blanc, et deux semaines avant la deuxième traversée sans escale de l'Atlantique, entre New York et Berlin, effectuée par Clarence Chamberlain et Charles Lévine.

L'« aigle solitaire » est immédiatement adulé par les foules et ce dès son arrivée à l'aéroport du Bourget à Paris. Il fait forte impression lorsqu'il demande au président français de l'époque (Gaston Doumergue) de rencontrer la mère de Nungesser, le jeune pilote disparu, à qui il souhaite présenter ses condoléances. Ainsi, les foules européennes tombent sous le charme du jeune homme. À chacune de ses escales, durant son séjour en Europe, il est attendu par de nombreuses personnes qui espérent l'approcher. Il n'est d'ailleurs pas rare que son avion doive subir de menues réparations et révisions après ses bains de foule, tant les fans sont pleins de fougue.

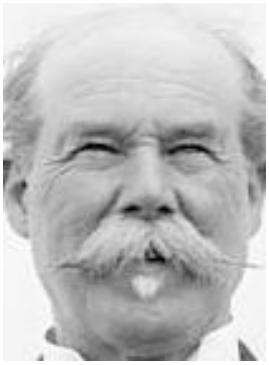
Son séjour est bref ; il se contente de se rendre à Bruxelles et à Londres avant de repartir aux États-Unis à bord de l'USS Memphis **(en)**, un croiseur américain sur lequel le Spirit of Saint-Louis est embarqué en pièces détachées. Dans le journal *L'Humanité*, Paul Vaillant-Couturier écrit ; « Des millions et des millions d'hommes aujourd'hui des deux côtés de l'océan vont se sentir plus voisins les uns des autres, plus fraternels… Et cela, c'est une victoire révolutionnaire. » Son statut est tel qu'après sa traversée, il devient un interlocuteur important pour toutes les questions aéronavales, il le restera jusqu'à sa mort. Il siège dans de nombreux comités nationaux et internationaux, dont le comité central du National Advisory Committee for Aeronautics aux États-Unis. Le 21 mars 1929, il se voit décoré de la Medal of Honor. Lindbergh raconte dans ses mémoires qu'il dut lutter contre le sommeil. À plusieurs reprises, il se réveilla alors que le train d'atterrissage touchait les vagues. L'avion avait été délibérément conçu sur un profil aérodynamique instable, de façon à ce que ses mouvements réveillent le pilote s'il s'endormait.

Il avait embarqué, en tout et pour tout, 2 000 litres d'essence, quatre sandwichs dont il mangea le premier en arrivant au-dessus de l'Irlande, et deux barres de chocolat. Son avion était équipé d'un énorme réservoir de 1 440 litres, situé entre le moteur et le cockpit pour des raisons de sécurité. De ce fait Lindbergh ne disposait pas de pare-brise, mais était équipé d'un périscope pour voir vers l'avant si nécessaire. À la foule qui l'accueillit lors de son atterrissage à l'aéroport du Bourget, il se

contenta de répondre : « *Well, I did it!* » (« Et bien, je l'ai fait ! »). Pendant ce temps-là, les collectionneurs de souvenirs déchiraient des morceaux de toile de l'avion…

À l'issue de sa traversée, Lindbergh écrivit une lettre au patron de Longines, lui décrivant en détail un modèle de montre-bracelet pour pilote, qui aiderait à la navigation. La montre fut effectivement réalisée, et des répliques sont encore produites à ce jour. Lors de son séjour à Londres, quelques jours après sa traversée de l'Atlantique, Lindbergh rencontre le roi Georges V qui lui demande comment il a pu satisfaire ses besoins naturels pendant les 33 heures de vol. l'aviateur répond au souverain qu'il a utilisé un thermos qu'il a ensuite jeté à la mer. Mais cela ne serait pas conforme à la vérité. Sa combinaison de vol a en effet dû être jetée, irrécupérable.

LIPTON sir **Thomas** Glasgow 10 mai 1850 - Londres 2 octobre 1931.

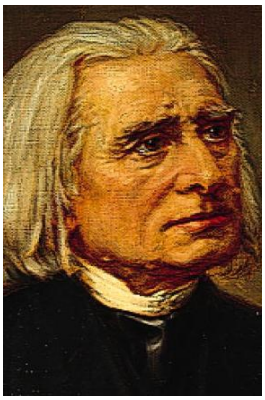


Sir **Thomas Johnstone Lipton**, né à Glasgow le 10 mai 1850 et mort à Londres le 2 octobre 1931, 1er baronnet, est un commerçant et navigateur de plaisance écossais, autodidacte et créateur de la célèbre marque de thé « Lipton ».
Initié à Scotia Lodge, Glascow, Écosse, en 1870.
Il fut le challengeur le plus persévérant de la Coupe de l'America.

En 1865, Lipton partit aux États-Unis où il occupa divers emplois. Au bout de cinq ans, il rentra en Grande-Bretagne et ouvrit sa première boutique à Glasgow. Son entreprise connut le succès et Lipton établit bientôt une chaîne d'épiceries à travers toute la Grande-Bretagne. Afin d'approvisionner ses magasins, Lipton acheta des plantations. C'est ainsi qu'il lança la célèbre marque de thé Lipton qui existe encore.

Les rois Edouard VII et George V avaient le même intérêt pour la plaisance que Sir Lipton et appréciaient sa compagnie. Entre 1899 et 1930, il défia cinq fois les défendeurs américains de la Coupe de l'America avec le Royal Ulster Yacht Club (Lipton était d'origine irlandaise), avec ses yachts appelés *Shamrock*, *Shamrock V*. Ses efforts largement popularisés pour gagner la Coupe de l'America lui rapportèrent une coupe spéciale créée pour « le meilleur de tous les perdants » et contribuèrent à la célébrité de la marque aux États-Unis. En 1902, il fut fait baronnet Lipton d'Osidge, Middlesex, dans la pairie du Royaume-Uni. Autodidacte, Lipton ne fut pas un membre naturel de la classe aristocratique britannique et il ne réussit à faire partie du Royal Yacht Squadron, le yacht club le plus prestigieux du Royaume-Uni, que peu de temps avant sa mort. Bien avant la première Coupe du monde de football (1930), Sir Thomas Lipton finança le Sir Thomas Lipton Trophy, qui organisa deux tournois internationaux de football à Turin en 1909 et 1911.

LISZT **Franz** Raiding 22 octobre 1811 – Bayreuth 31 juillet 1886.



Compositeur et pianiste hongrois sujet des Habsbourg-Lorraine, né à Doborján (all. Raiding, aujourd'hui en Autriche). Liszt est le père de la technique pianistique moderne et du récital. Avec lui, naissent l'impressionnisme au piano, le piano orchestral – *Mazeppa*, la quatrième *étude d'exécution transcendante* – et le piano littéraire – les *Années de pèlerinage*.

Il est à l'origine – avec Frédéric Chopin – du style de toute une lignée de compositeurs : Ravel, Rachmaninov, Scriabine.

Son père, Adam Liszt, était le petit-fils d'un migrant serf germanophone, Sébastian Liszt, qui avait quitté sa Basse-Autriche natale durant la première moitié du XVIIIe siècle pour venir s'installer en Hongrie. Adam qui était devenu secrétaire du prince Esterházy et violoncelliste dans un orchestre local, n'était pas musicien de profession.

Il eût sans doute pu devenir un musicien distingué, si il n'avait pas été issu d'une famille très nombreuse de quatorze enfants, qui ne lui laissa aucun héritage. Il transportera sur son fils ses espoirs déçus, comme le note une exclamation qu'il lui adressait souvent : « Mon fils, tu es prédestiné ! tu réaliseras cet artiste idéal dont l'image avait vainement fasciné ma jeunesse. En toi s'accomplira infailliblement ce que j'avais pressenti pour moi. Mon génie avorté en moi, se fécondera en toi. En toi, je veux rajeunir et me continuer. » Sa mère, Anna Maria Lager, était une autrichienne de Krems, qu'Adam Liszt avait épousée en 1810. Adam Liszt lui enseignera le piano dès son plus jeune âge, au travers des œuvres de Haydn, Mozart et Beethoven. infailliblement ce que j'avais pressenti pour moi. Mon génie avorté en moi, se fécondera en toi. En toi, je veux rajeunir et me continuer. »

Il se révèle très vite un enfant prodige et, à dix ans, part pour Vienne, la capitale de l'empire, afin de suivre pendant deux ans les cours d'harmonie d'Antonio Salieri et de piano de Carl Czerny. L'un comme l'autre se montreront assez enthousiaste devant le petit prodige : Czerny écrivant dans ses souvenirs : « Je fus étonné du talent que lui avait donné la nature », et Salieri notant dans la supplique qu'il adresse au prince Nicolas Esterhazy : « Le jeune François Liszt que j'ai découvert par hasard, alors qu'il déchiffrait, m'a ravi au point que j'ai bien cru avoir rêvé ». L'on pressent en lui un second Mozart : Alphonse Martainville déclarant à la suite d'un de ses concerts « Depuis hier, je crois à la métempsycose. Je suis convaincu que l'âme et le génie de Mozart sont passés dans le corps du jeune List (*sic*)».

La consécration viendra de Beethoven qui le reçoit chez lui à Vienne, bien que méfiant vis-à-vis des petits prodiges. À l'occasion d'une tournée à Paris, accompagné par son père, il tente d'entrer à l' *École royale de musique et de déclamation* (aujourd'hui Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris), mais est évincé par Cherubini car il est

étranger. Ces années-là, il voyage également en Grande-Bretagne et notamment à Londres. En 1824 il devient l'élève de Ferdinando Paer et compose à 14 ans son opéra *Don Sanche ou le Château d'amour*, dont l'accueil médiocre – du moins en comparaison des attentes qu'il avait suscitées – l'affectera beaucoup. Après une première crise de mysticisme suite au décès de son père en 1827 à Boulogne-sur-Mer, alors qu'ils revenaient d'outre-Manche, il revient à Paris et donne des cours de piano afin de subsister.

Voyages en Europe

À Paris, il rencontre Hect. Berlioz, G. Sand, Alfred de Musset, Fréd, Chopin, Honoré de Balzac, devient l'ami d'Eugène Delacroix et fait la connaissance de Niccolò Paganini, qui aura une grande influence sur le développement de son art.
En 1833 commence sa liaison avec la comtesse Marie d'Agoult (connue sous son nom de plume *Daniel Stern*) qui lui donne trois enfants :

- Blandine (1835-1862) épousera en 1857 Émile Ollivier, avocat et homme politique Français d'où un fils Daniel.
- Cosima (1837-1930) qui épousera le chef d'orchestre Hans von Bülow puis le compositeur Richard Wagner
- Daniel (1839-1859).

En 1836, Liszt entreprend une tournée à travers l'Europe (Suisse, Italie, Russie, etc.) et donne des concerts dans toutes les grandes villes. Outre ses propres œuvres – ses *Rhapsodies* datent de cette époque – il joue des œuvres de Chopin et de la musique allemande.

Vie de compositeur

Comme en témoignent notamment ses correspondances, Liszt est un grand séducteur et connaît de nombreuses et célèbres femmes avant d'embrasser la carrière religieuse. Après s'être séparé de Marie d'Agoult en 1844, il rencontre à Kiev en 1847 la princesse Carolyne Sayn-Wittgenstein qui lui conseille d'interrompre ses tournées de concert pour se consacrer à la composition. C'est en 1848 qu'il s'installe à Weimar en tant que maître de chapelle où le grand-duc l'avait nommé en 1842. Débute alors une nouvelle période pendant laquelle il compose ses poèmes symphoniques, avec l'aide de son secrétaire particulier Joseph Joachim Raff et d'un matériel unique : le piano-melodium. Il se consacre également à la direction des œuvres de ses contemporains. Autour de lui se rassemblent de nombreux élèves — parmi lesquels Hans von Bülow, qui deviendra son gendre — auxquels il fait découvrir Berlioz, Wagner, Saint-Saëns. Toutefois, son talent et ses idées novatrices n'étant pas du goût de tout le monde, les conservateurs ne manquèrent pas de lui mener la vie dure, ce qui le conduit à démissionner de son poste le 18 décembre 18587. Jusqu'à cette date, Weimar est grâce à lui un centre exceptionnel de création et d'innovation. Après avoir tenté sans succès d'obtenir auprès du Pape son divorce, Carolyne se sépare de Liszt, qui entre dans les ordres mineurs en 1865. Il profite de son séjour à Rome pour découvrir la musique religieuse de la Renaissance.

Dernières années

Il se retire à Rome en 1861 et rejoint l'ordre franciscain en 1865, recevant la tonsure et quatre ordres mineurs de l'Église catholique. À partir de 1869 et jusqu'à sa mort, l'abbé Liszt partage son temps entre trois capitales : Budapest, Rome et Weimar qui correspondaient à trois tendances : sa sentimentalité de Hongrois, son mysticisme religieux et sa musique d'influence allemande. À Budapest, pendant les mois d'été, il continue à recevoir des pupilles gratuitement, y compris Alexander Siloti. Il met alors de côté son activité de virtuose pour se consacrer essentiellement à la composition et à l'enseignement. De 1876 à sa mort, il enseigne également pendant plusieurs mois chaque année à l'Académie royale de musique de Budapest dont il fut un des fondateurs et qui sera d'ailleurs rebaptisée plus tard « Académie de musique Franz-Liszt ». Il meurt à Bayreuth le 31 juillet 1886 à 23h30, à la suite d'une pneumonie contractée pendant le festival de Bayreuth.

Les derniers jours du musicien

L'agonie du compositeur durera près d'une semaine. Le dimanche 25 juillet 1886, Liszt à bout de forces assistera à un dernier opéra de son beau-fils Richard Wagner : *Tristan und Isolde*. Le lendemain, lundi 26, il est au plus mal et se voit privé par les médecins de son cognac quotidien.

Le vendredi, les tremblements et le délire frappent cet homme redoutant encore la mort. En effet, Liszt est né un mardi, l'année 1886 commence un vendredi et il a pour ce jour la superstition des Italiens. Le samedi 31, vers 2 heures du matin, après un sommeil anormalement agité, le compositeur hongrois se lève en hurlant, renverse son domestique accourant pour le recoucher, puis s'effondre. Dernière intervention des médecins peu après. Vers 10 heures, Liszt prononce ses dernières paroles et, alors que ses proches lui demandent s'il souffre, celui-ci répond calmement « Plus… ». Ce fut sa dernière parole…. Liszt est enterré à Bayreuth.

LE FRANC-MAÇON

L'adhésion à la franc-maçonnerie constitue donc une étape déterminante dans le parcours de cet humaniste, homme d'esprit en quête de spiritualité, sensible aux idées des saint-simoniens et soucieux d'intégration sociale. Cette fraternité, Liszt la partage au sein de « *Der Einigkeit* » (L'Union) de Francfort-sur-le-Main. Il y est reçu au premier grade le 18 septembre 1841. A ses côtés se tient son ami Félix Lichnowski, neveu du mécène de Beethoven. Au cours de la cérémonie, Liszt offre quelques improvisations au piano. L'année suivante à Berlin, la loge *« La Concorde* » l'inscrit parmi ses membres d'honneur, procède à son élévation au grade de compagnon le 8 février, puis ai grade de maître le 22 suivant. En 1843, Liszt figure sur le tableau de la loge « *Prince de Prusse aux trois Epées* » (Solingue) comme membre d'honneur. L'année suivante, la loge d'Iselohn, « *La Loyauté Allemande* », l'inscrit au même titre sur sa liste.

En 1845, l'atelier zurichois *Modestica cum Libertate* l'accueille également et organise une fête d'adoption en son honneur (15 juillet). La philanthropie maçonnique bénéficie du rayonnement du virtuose. Liszt offre de nombreux

concerts de bienfaisance. Il joue à Solingue en 1843, à Bordeaux (L'Anglaise) en 1844, à Zürich et à Reims (La Sincérité) en 1845. Les ateliers admettent l'artiste prestigieux élevé au rang de bienfaiteur de l'humanité. En tant que compositeur de musique maçonnique, Liszt n'aurait laissé qu'une œuvre (sur un poème de Kauffmann) pour la loge de Solingue : un chœur d'hommes avec solo de basse et accompagnement de piano. On sait que le cheminement de Liszt, jalonné de titres honorifiques, fut aussi marqué d'éloignements. Ainsi, entre 1848 et 1861, son séjour à Weimar l'écarte du milieu maçonnique à tel point que la loge « Prince de Prusse aux trois Epées » le radie (1855). La prise de distance s'accentue en 1865 : le compositeur entre dans les ordres. Cette décision est l'aboutissement d'un autre cheminement personnel, parallèle au parcours initiatique. En effet, Liszt est tertiaire de Saint-François depuis 1856, et s'est installé à Rome en 1861.

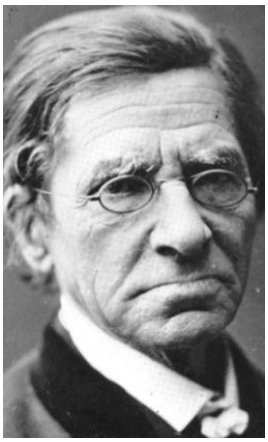
L'abbé Liszt cesse donc de répondre au courrier de ses loges, plus par respect aux exigences de Pie IX, que par la volonté de rompre. Les journaux maçonniques ne manquent pas d'ironiser sur cette fidélité sans faille et, après la radiation prononcée par la loge « *La Loyauté Allemande* » en 1855, « *La Concorde* » fait état de la même décision au Directoire Fédéral en 1866.

En 1874, c'est au tour de la loge-mère « *L'Union* » (Francfort), d'officialiser la rupture. A cette date, seule la loge zurichoise n'a pas renié Liszt. Ces radiations étaient principalement motivées par l'absence de correspondance entre les loges et le compositeur, et ne signifiaient aucunement son expulsion. D'ailleurs, durant les dernières années de sa vie, Liszt entretient quelques relations avec le monde maçonnique. En 1881, puis en 1885, il est présent aux concerts organisés par la loge « *La Discrétion* » (Bratislava) pour l'élévation d'une statue à Hummel.

Quelques mois après sa mort, cet atelier honore la mémoire du compositeur (cérémonie du 8 octobre 1886). Les hommages se succèdent : il y a d'abord celui de *Modestia cum Libertate* (9 octobre), puis celui du journal maçonnique de Leipzig (23 octobre) et, enfin, la tenue funèbre annuelle de la loge zurichoise (29 janvier) au cours de laquelle est prononcé un long éloge. L' « épisode » de 1865 aurait pu entrainer un divorce car, pour un homme de foi, la menace papale aurait pu être un argument décisif. Mais la quête de Liszt relève d'un engagement autre que celui qui régit adhésions et reniements successifs. Le compositeur construit son identité et enrichit son esprit par cumul d'enseignements et d'influences. Son système de pensée refuse l'opposition entre l'idéal saint-simonien, le catholicisme et l'humanisme maçonnique. Il n'y a pour lui que de possibles, ou souhaitables conciliations. Liszt fut un chercheur, enthousiaste et inquiet à la fois, mû par un désir de perfection de soi et de l'humanité. C'est ce qui fait de lui, pour reprendre la conclusion de Philippe Autexier, un véritable frère. Ch.N

LITTRÉ Émile

Paris 1 février 1801 – 2 juin 1881.



Né à Paris, Emile Littré passe son enfance à Angoulême et à Cognac. Si sa mère est animée d'une vive foi protestante et son père incrédule, tous deux communiquent dans le même amour de la République. La famille Littré revient s'installer dans la capitale en 1811, après la mort de la jeune sœur d'Emile, emportée par le croup. Cette disparition provoque chez Emile une grave dépression, phénomène qui se répétera ultérieurement, à l'occasion du décès de chacun de ses proches (son père en 1827 ; son frère en 1838 ; sa mère en 1842 ; Louis Hachette en 1863). A Paris, Emile fréquente le lycée Louis-le-Grand, où, parmi ses condisciples, figurent Louis Hachette et Eugène Burnouf. Devenu bachelier, il est engagé comme secrétaire par le comte Daru, pair de France et membre de l'Académie française ; durant les deux années où il occupe ce poste, il apprend l'anglais, l'allemand et l'italien.

Il commence ses études médicales en 1823, il est reçu à l'internat en 1826 et collabore au *Journal hebdomadaire de médecine* à partir de 1828. La Révolution de 1830 le voit combattre, sur les barricades de la Cité.

Cette même année, n'ayant plus que sa thèse à soutenir, il décide de renoncer à la carrière médicale, sans toutefois abandonner totalement la médecine. Il continue de fréquenter le service du Dr Rayer à l'hôpital de la Charité ; durant une trentaine d'années, à compter de 1848, il soigne gratuitement les pauvres de la région de Mesnil-le Roi (près de Maisons-Laffitte), où il acquiert une maison. En 1832, il fait paraître une étude sur l'épidémie de choléra et, en 1836, consacre aux grandes épidémies un article que publie *La Revue des Deux-Mondes*. De 1832 à 1846, il collabore au *Dictionnaire de médecine*, rédigé par Adelon, Béclard, Bérard et *alii*, couramment dit *Dictionnaire des Trente* ; de concert avec Charles Robin, il assure la réédition du Dictionnaire de médecine de Nysten et la traduction du célèbre manuel de physiologie de Müller.

En matière médicale, il se distingue surtout par la traduction et la publication des écrits d'Hippocrate, qu'il poursuit seul, de 1839 à 1861. Grâce à ce grand œuvre, il est élu à l'Académie française des inscriptions et belles-lettres (1839) et devient membre associé de l'Académie de médecine (1858). Entre-temps, le 26 octobre 1835, il s'est marié avec Pauline Lacoste issue d'une famille catholique et monarchiste. Une fille, Sophie, naît le 18 février 1838. Contrairement à son père qui avait refusé qu'il fût baptisé, Emile Littré n' s'oppose jamais à son épouse en matière religieuse ; leur fille unique reçoit une éducation catholique.

Pauline et Sophie Littré collaborent très activement à l'entreprise du *Dictionnaire de la langue française*. Durant toutes ces décennies, Littré s'adonne à de nombreuses autres activités intellectuelles et journalistiques, collabore au *National* – dont il

devient le principal rédacteur après la mort d'Armand Carrel – de 1831 à 1851, donne de nombreux articles à la *Revue des Deux Mondes,* au *Journal des savants,* au *Journal des Débats,* à la *Revue germanique*. En 1839, il traduit *La Vie de Jésus* de Strauss, est responsable de l'*Histoire littéraire de la France* à partir de 1844 et édite les œuvres d'Armand Carrel en 1857. Dès 1841, il songe à rédiger son célèbre *Dictionnaire de la langue française* ; cependant il ne le met en chantier qu'en 1846 ; les premiers fascicules sortent en 1863.

Toutefois la grande aventure intellectuelle de sa vie débute vraisemblablement en 1840, avec son adhésion au positivisme, qui correspond à son refus de toute métaphysique et lui apporte le système de pensée auquel il aspire ; il devient le plus ardent disciple d'Auguste Comte, la rupture avec ce dernier, survenue en 1851-1852, ne l'entraîne pas à rejeter les thèses positives. Il se proclame au contraire le plus sûr gardien de celles-ci. Sa qualité de positiviste lui porte tort en 1863, lorsqu'il se présente pour la première fois à l'Académie française, Mgr Dupanloup menant alors une active campagne contre lui. Il se représente en 1871 et est élu ; la cérémonie de réception se déroule en 1873, après l'achèvement du *Dictionnaire de la langue française*, comme Littré lui-même en a exprimé le vœu. Dès lors l'évêque d'Orléans ne paraît plus à l'Académie…

La vie intellectuelle de Littré se double d'une vie politique. Il est élu conseiller municipal de Paris en 1848, refuse le poste de ministre de l'instruction publique et des Cultes qu'on le presse d'accepter et demeure ferme républicain durant tout le Second Empire. Le 16 septembre 1870, il se met à la disposition de Gambetta, est nommé professeur de l'Ecole polytechnique en janvier 1871 et élu à l'Assemblée nationale le 8 février. Il n'approuve point la Commune. Elu au conseil général de la Seine en octobre 1871, il en devient le vice-président. Partisan de Thiers, en 1873, il soutient la candidature de Charles de Rémusat contre celle du radical Barodet. En 1875, il est élu sénateur inamovible.

Quelques mois avant son accession au Sénat, le 8 juillet 1875, il est initié par la loge « *La Clémente Amitié* », en même temps que le linguiste belge Joseph-Honoré Chavée et que Jules Ferry. En raison de son âge et de son état de santé, Emile Littré est dispensé des épreuves de l'initiation. Il prononce néanmoins un discours relatif aux devoirs envers Dieu – le Grand Orient de France ne renoncera à la croyance au Grand Architecte de l'Univers qu'en 1877. Rejetant toute croyance de nature théologique ou métaphysique, Littré se montre alors ferme positiviste en affirmant : « *Aucune science ne nie une cause première, n'ayant jamais rien rencontré qui la lui démentit ; mais aucune ne l'affirme, n'ayant jamais rien rencontré qui la lui montrât* » (cité par Jean Hamburger). Cette cérémonie d'initiation, qui rassemble une foule immense de francs-maçons, a un retentissement considérable. Pour *Le Monde maçonnique*, « *depuis l'initiation de Voltaire, le 7 avril 1778, nulle solennité de cette nature n'avait eu l'importance de celle à laquelle nous avons assisté* » (cité par André Combes).

Cependant cette cérémonie suscite diverses protestations de maçons qui l'estiment illégale en raison de la violation manifeste des Règlements généraux. Une pétition diffusée à plusieurs milliers d'exemplaires invite le Conseil de l'Ordre à réunir une commission *ad hoc*. En la circonstance, le Conseil approuve la conduite du vénérable de « *La Clémente Amitié* », Charles Cousin.

En 1880, Emile Littré publie dans *La Philosophie positive* une sorte de testament spirituel intitulé « *Pour la dernière fois* » ; il s'y montre toujours étranger à toute métaphysique et à toute religion révélée. Cependant, à l'extrême fin de sa vie, il connaît une évolution intellectuelle et psychologique qui conserve encore sa part de mystère. Malade, affaibli, durant ses derniers mois il reçoit à diverses reprises la visite de l'abbé Huvelin. Il est baptisé par sa femme *in articulo mortis*, sans que l'on puisse savoir si cela a correspondu ou non à son propre vœu, sans que l'on puisse non plus dire si, au seuil de sa mort, ce vœu a traduit une conversion authentique ou la volonté de ne pas affliger sa femme et sa fille, toutes deux profondément croyantes. Il reçoit des obsèques religieuses. Provoquant l'exultation des catholiques et la fureur des francs-maçons et des Libres penseurs, la mort chrétienne de celui que l'on a appelé « un saint laïque » fait lever des passions dont le souvenir persista longtemps. J.L.

LLOYD Harold C.

Burchard de Nebraska 20 avril 1893 - Beverly Hills 8 mars 1971.



Figure incontournable de l'anarchisme espagnol (surnommé "Le Grand-père de l'anarchisme"). Né dans une famille modeste, il est envoyé à onze ans à Madrid, pour travailler chez un oncle fabriquant de cire, activité qu'il quitte pour apprendre le métier de typographe. Exerçant très jeune cette nouvelle profession de typographe, comme nombre de militants du mouvement ouvrier, tôt engagé dans celui-ci, il fonde la Fédération régionale espagnole de la 1re internationale en 1870 et, un an après, assiste comme délégué à la conférence de Londres où il s'entretient avec Marx.

En avril 1872, il participe au IIe congrès de la Fédération et tente de concilier les positions divergentes des partisans de l'Alliance et des marxistes, mais il échoue et démissionne de son mandat au conseil fédéral. Il se rend en France puis revient en Espagne, en 1874.
Il fut l'un des plus célèbres acteurs du cinéma muet.
Initié Franc-Maçon, en 1925, à la Loge "*Alexander Hamilton Lodge*", Hollywood, Californie.

Connu sous le nom de **Harold Clayton Lloyd**, est un acteur, réalisateur et producteur de cinéma burlesque américain, très populaire aux États-Unis. À la différence de Charlie Chaplin et de Buster Keaton, son personnage comique est un jeune homme plutôt équilibré, intégré, romantique et bosseur.Sa performance la plus marquante remonte à 1923, dans le

classique du cinéma burlesque muet *Monte là-dessus !* (*Safety Last!*) réalisé par Fred C. Newmeyer et Sam Taylor, film où dans une scène mémorable, il reste suspendu aux aiguilles d'une horloge en escaladant la façade d'un gratte-ciel de Los Angeles.Il se marie avec Mildred Davis, le samedi 10 février 1923. Ils ont, ensemble, eu deux enfants : Gloria Lloyd, née en 1923, et Harold Clayton Lloyd, Jr., 1931-1971). Avant le deuxième enfant, en Septembre 1930, le couple a adopté une petite fille, Gloria Freeman (1924-1986) rebaptisée Marjorie Elizabeth Lloyd, mais qui a été connue en tant que « Peggy » pendant la majeure partie de sa vie. Mildred, sa femme, meurt en 1969, deux ans avant la mort de leur fils Harold Clayton. Il meurt d'un cancer de la prostate, le 8 mars 1971, à Beverly Hills de Los Angeles en Californie.

LONGUET Charles

Caen (Calvados) 1839 – Paris 1903.



Personnalité de la Commune de Paris. En 1860, il vient faire son droit à Paris et devient opposant au Second Empire. Il fonde les journaux *Écoles de France* et *Rive Gauche* où il publie, en anglais, le préambule et les statuts provisoires de l'Association internationale des travailleurs rédigés par Karl Marx.

Ses activités politiques le contraignent à s'exiler en Belgique, puis en Angleterre, où il adhère à la franc-maçonnerie.

En 1866, il devient secrétaire correspondant pour la Belgique au Conseil général de l'Internationale. Il est arrêté, début 1866, lors d'une réunion au Café de la Renaissance à Saint-Michel, en compagnie de Tridon, Raoul Rigault, les frères Levraud, Dacosta, A. Verlière, Genton, Protot, Largilière, et Landowski. L'avocat Gustave Chaudey prit leur défense.

Il revient à Paris en 1870. Pendant le siège de Paris par les Allemands (septembre 1870 - mars 1871), il devient membre du Comité central républicain des Vingt arrondissements et chef du 248e bataillon de la Garde nationale. Du 27 mars au 12 mai, il est rédacteur en chef du *Journal officiel* (édition de Paris). Aux élections complémentaires du 16 avril, il est élu au Conseil de la Commune par le XVIe arrondissement et siège à la commission du Travail et de l'Échange. Il vote contre la création du Comité de Salut public. Après la Semaine sanglante, il se réfugie à Londres. Il est condamné à la déportation par contumace par le Conseil de Guerre. Redevenu membre du Conseil général de l'Internationale, il vote l'exclusion de Michel Bakounine en 1872. La même année, il épouse Jenny, la fille ainée de Karl Marx. Le couple aura quatre enfants : Jean, Edgar Longuet (1879-1950)2, Marcel Longuet (1881-1949)3 et Jenny Longuet (1882-1952). En 1874, il est nommé professeur au King's College d'Oxford. Il revient à Paris après l'amnistie de 1880. Il collabore au journal *La Justice* de Clemenceau et s'oppose à Jules Guesde dans la diffusion des idées marxistes par vulgarisation à la française.

LORENZO Anselmo

Tolède 21 avril 1841 – Barcelone 1914.



Figure incontournable de l'anarchisme espagnol (surnommé "Le Grand-père de l'anarchisme"). Né dans une famille modeste, il est envoyé à onze ans à Madrid, pour travailler chez un oncle fabriquant de cire, activité qu'il quitte pour apprendre le métier de typographe. Exerçant très jeune cette nouvelle profession de typographe, comme nombre de militants du mouvement ouvrier, tôt engagé dans celui-ci, il fonde la Fédération régionale espagnole de la 1re internationale en 1870 et, un an après, assiste comme délégué à la conférence de Londres où il s'entretient avec Marx.

En avril 1872, il participe au IIe congrès de la Fédération et tente de concilier les positions divergentes des partisans de l'Alliance et des marxistes, mais il échoue et démissionne de son mandat au conseil fédéral. Il se rend en France puis revient en Espagne, en 1874.

Il s'installe à Barcelone, entre dans la Section des typographes de la Fédération barcelonaise de l'Internationale et, secrètement, dans l'Alliance. Entre 1874 et 1880, il dirige le mouvement ouvrier espagnol dans la clandestinité puis, en 1881, quand le cabinet Sagasta accorde une plus grande liberté d'association, il est expulsé de la Fédération pour avoir falsifié un vote. Il reste donc en marge des organisations ouvrières.

C'est à ce moment qu'il rencontre la maçonnerie. **Suivant les traces de Bakounine, de Proudhon, de Paul Robin, d'Elisée Reclus ou de Charles Malato, des membres de l'ouvriérisme radical, comme R. Farga, A. Pellicier, J. Liunas, J. Lopez Montenrgro, J. Serranoi Oteiza et F. Garrido, décidèrent de s'initier pour faciliter le prosélytisme et parce qu'ils étaient très attirés par la force du messianisme maçonnique latin marqué par l'anticléricalisme et l'aspiration à transformer radicalement l'individu, la figure de proue de ces hommes fut Anselmo Lorenzo, à la fois chef charismatique des libertaires et maçon respecté et convaincu.**

Il est initié dans la loge « *Hijos del Trabajo* » (Fils du Travail) de Barcelone (Grand Orient d'Espagne) le 13 décembre 1883 sous le nom de « *Gutenberg* ». La maçonnerie apparaît donc comme son « quartier d'ouvrier » où il prodige ses idéaux de rédemption et pour exprimer ses inquiétudes sociales. En 1885, il réintègre la Société des ouvriers typographes. Il se consacre alors à l'écriture d'articles dans la presse, publie ses premières brochures et participe à plusieurs rencontres socialistes. Mais son activité maçonnique ne ralentit pas. Au sein de sa loge (passée en 1890 sous l'égide du Grand Orient Espagnol), il est orateur de 1886 à 1888 puis en 1892 à 1896, vénérable entre 1899 et 1891.

D'autre part, il se montre sensible aux hauts grades puisqu'il atteint le 30° du Rite Ecossais Ancien et Accepté. En 1899, il intègre également la loge « *Lealtad* » (Loyauté) à Barcelone avec laquelle a fusionné sa loge mère : il en devient orateur en 1895 et vénérable en 1896. Mais surtout, son activité l'amène à voir son rôle maçonnique dépasser le cadre régional : depuis 1890, il est président du Grand Conseil Régional Catalane et de la Grande Loge Régionale n°2, constituée par le Grand Orient Espagnol.

A partir de 1896, on perd cependant la trace de son activité de maçon. Cette année-là, il part pour la France. En effet, son militantisme, qui l'a conduit en prison dès 1890 pour avoir préparé les manifestations ouvrières du 1er mai, l'amène a être condamné en 1896, après l'attentat terroriste de la rue Tiempo Nuevos. Il est exilé et, en 1897 er 1898, il réside à Paris où il devient l'ami des figures importantes comme Malato et Albert, puis profite d'une amnistie du gouvernement espagnol. Installé de nouveau à Barcelone en 1900, il écrit alors la première partie *d'**El Proletariado militante*** (Le Prolétariat militant) et, en 1901, commence une période de collaboration étroite avec Ferrer Guardia dont il est l'homme de confiance.

Il dirige la maison d'édition de l'Ecole Moderne pour laquelle il traduit les œuvres de Reclus, Grave, Kropotkine… et l'aide à diffuser son journal, *La Huelga général* (La Grève générale). En 1902, il est encore incarcéré car il est accusé d'être l'auteur de la grève générale de Barcelone. Infatigable défenseur de l'anarcho-syndicalisme, il est, après la semaine tragique de 1909, détenu avec d'autres collaborateurs de l'Ecole Moderne et déporté à Alcanitz. Relaxé, il anime la Confédération nationale du travail dans ses premières années et publie la deuxième partie *d'**El Proletariado militante, La Vita anarquista*** (La Vie anarchiste) et ***Hacia la emancipacion*** (Vers l'émancipation).

Comme le montre son entourage, il ne s'est pas détaché de la mouvance maçonnique et, en décembre 1913, peu de temps avant sa mort, il assiste encore à un banquet solsticial organisé par les membres de la loge « *Lealtad* ». De plus, il ne cacha jamais sa condition de maçon à ses amis militants, malgré l'hostilité de nombre d'entre eux qui considéreraient la franc-maçonnerie comme une organisation porteuse de valeurs bourgeoises. Ainsi, il leur réplique en ces termes : « *En tant que maçon et anarchiste qui jouit d'un certain prestige dans l'un et l'autre camp, je suis une protestation vivante contre cette préoccupation et, en même temps, un trait d'union entre ceux qui aiment vraiment le progrès et la justice, quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent* ».

C'est avec cette raison qu'on affirme (P. Sanchez Feré) qu'il conçoit l'anarchie comme une théorie générale de salut qui libérait l'homme en tant qu'être social, et la maçonnerie comme une organisation qui aspirait à laver l'être humain de toute la scorie dont l'avait avili le monde injuste et dégradant. JCvL + P.A.

LOUIS XVIII



Roi de France de 1814/1824 Versailles le 17 novembre 1755 – Paris 16 septembre 1824.
Il aurait été initié en 1784, alors qu'il n'était encore que le comte de Provence, en même temps que son frère le comte d'Artois.

Louis XVIII, surnommé ***le Désiré*** — né sous le nom de **Louis Stanislas Xavier de France**, et par ailleurs **comte de Provence** (1755 - 1795) — fut roi de France et de Navarre de 1814 à 1815 et de 1815 à sa mort le 16 septembre 1824 à Paris. Il meurt sans descendance, et est inhumé à la basilique Saint-Denis. Son frère, le comte d'Artois, chef des ultras, lui succède sous le nom de Charles X. Il est le dernier monarque français à être mort régnant.

Né le 17 novembre 1755 à Versailles et ondoyé le même jour par le cardinal de Soubise, Louis Stanislas Xavier est le quatrième fils du dauphin Louis-Ferdinand et de sa seconde épouse Marie-Josèphe de Saxe.

Il est le frère cadet de Louis Auguste, futur Louis XVI, et le frère aîné de Charles-Philippe, futur Charles X. Il est le petit-fils de Louis XV. Petit-fils de France, Louis Stanislas Xavier est d'abord titré comte de Provence. Le 18 octobre 1761, le même jour que son frère Louis Auguste, Louis Stanislas Xavier est baptisé par l'archevêque Charles Antoine de La Roche-Aymon dans la chapelle royale du château de Versailles, en présence de Jean-François Allart, curé de l'église Notre-Dame de Versailles. Son parrain est Stanislas Ier de Pologne, représenté par Louis François de Bourbon-Conti, et sa marraine est Victoire Louise Marie Thérèse de France. Tout comme son frère aîné, il passe son enfance au château de Versailles. Il y reçoit une éducation solide, comme le veut son rang.

Mariage dans la chapelle royale à Versailles
Le 14 mai 1771, dans la chapelle royale du château de Versailles, Louis, comte de Provence, épouse Marie-Joséphine de Savoie, (1753–1810), fille du roi Victor-Amédée III de Sardaigne et de Marie-Antoinette Ferdinande d'Espagne (elle-même arrière-petite-fille du roi Louis XIV de France par la branche paternelle). Les témoins sont Louis XV, Louis Auguste de France (futur Louis XVI), Marie-Antoinette, Charles Philippe de France (futur Charles X), Marie Adélaïde Xavière de France, Marie Adélaïde de France, Victoire Louise Marie Thérèse de France et Sophie Philippe Élisabeth Justine de France.
Marie-Joséphine de Savoie est la sœur de Marie-Thérèse († 1805), épouse du roi Charles X de France, frère cadet de Louis XVI et de Louis XVIII.

Favorites et favoris
François de Bésiade (1759-1811), *comte d'Avaray* puis *duc d'Avaray* (1799)

Casimir de Blacas d'Aulps (1771-1839), *comte de Blacas* puis *duc de Blacas* (1821)
Élie Decazes (1780-1840), comte Decazes (1816) puis duc Decazes (1820) et *duc de Glücksberg* (par le roi Frédéric VI en 1818)
Anne Nompar de Caumont La Force (1758-1842), comtesse de Balbi
Zoé Talon (1785-1852), comtesse de Baschi et du Cayla
Anne-Marie de Jouvence, comtesse de Ponevej

Le rapprochement avec le Languedoc
Son statut de frère du roi ne l'empêche pas de critiquer la politique de celui-ci. Mécontent et inquiet de la politique royale, il cherche à s'installer dans la province de Languedoc un fief, et ainsi se ménager une action directe et distincte de celle de son royal aîné. Selon Charles Porset, Louis XVI et ses frères, Marie-Antoinette elle-même, étaient initiés à la loge maçonnique des trois frères à l'Orient de Versailles6. Mais leur appartenance à la Franc-maçonnerie reste très controversée.

En 1775, il sollicite en vain le titre de gouverneur du Languedoc. Il avait même acheté l'année précédente le comté de l'Isle Jourdain qui lui assurait par la forêt de Bouconne, accès et influence jusque dans Toulouse.

Au printemps 1777, un voyage l'amène à Toulouse où il assiste le 21 juin, à une séance de l'Académie des Jeux floraux et entend la lecture de trois odes. En son honneur, les parlementaires de la ville organisent une réception chez le comte Riquet de Caraman. Il s'embarque ensuite au Port Saint-Sauveur et continue son périple sur le canal du Midi. À chaque étape, les auberges et maisons sont décorées suivant les ordres des Riquet de Caraman, concessionnaires du canal. La décoration de la maison du receveur du canal à Agde est particulièrement soignée pour la réception de *Monsieur*.

PERIODE D'EXIL
Émigré
Après avoir agité la cour de Louis XVI en facilitant la chute des ministres réformateurs Turgot, Necker, Calonne, et après avoir bloqué les réformes proposées par Calonne et Louis XVI en les déclarant inconstitutionnelles en tant que président de l'un des bureaux de l'Assemblée des Notables de 1787, il réclame pour le Tiers États le doublement du nombre de députés aux états généraux. À la suite du départ de la cour de Versailles pour Paris (après les journées des 5 et 6 octobre 1789), le comte de Provence est installé au Petit Luxembourg. Comme son frère ainé, il ne se sent plus assez libre et prépare un plan d'évasion (il en prépare deux car son épouse sortira de Paris par un autre moyen). Dans ses mémoires9, il raconte par le menu cette aventure. Il y explique préalablement avoir corrigé la déclaration de Louis XVI qui explique son départ de Paris. Mais à aucun moment, il ne dit avoir eu connaissance, avant le 19 juin, veille du départ, du plan précis de Louis XVI qui consistait à partir vers l'Est afin de rejoindre la place forte de Montmédy et de reprendre militairement la main sur la Révolution.
Le 20 juin 1791, date du départ du roi Louis XVI et sa famille des Tuileries, le comte de Provence quitte également sa résidence surveillée. Déguisé, muni d'un passeport anglais, il rejoint ainsi les Pays-Bas, via Avesnes et Maubeuge. Il se réfugie à Bruxelles puis Coblence, capitale de l'électorat de Trèves, dont un de ses oncles maternels est l'archevêque et le souverain. Il rencontre l'empereur Léopold II et lui inspire la déclaration de Pillnitz d'août 1791 qui galvanise la Révolution française. Il refuse de reconnaître l'autorité du roi et se voit déchu de ses droits de prince du sang par l'Assemblée législative en janvier 1792. Il tente de rentrer en France à la tête d'une armée de 14 000 hommes mais doit rebrousser chemin après la bataille de Valmy et se réfugie à Hamm en Westphalie.

En 1793, ayant appris l'exécution de son frère aîné, il se proclame « régent » pour le dauphin, lequel demeure aux mains des révolutionnaires à Paris, et le proclame « Louis XVII ». À la déclaration de la mort de l'enfant, le 8 juin 1795, il devient dépositaire de la couronne de France et prend le nom de Louis XVIII, mais l'avènement de Napoléon détruit une nouvelle fois ses espérances. En effet, après l'explosion de la machine infernale rue Saint-Nicaise le 24 décembre 1800 et la découverte de la culpabilité des royalistes, Bonaparte rompt définitivement toute négociation avec eux. Louis XVIII lui demande naïvement de rétablir la monarchie avec, en contrepartie, le poste de lieutenant général; il obtient cette réponse sans ambages : « Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France; il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres... »

Les années 1804-1807
En 1804, à la suite de plaintes de Napoléon, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume se résout à se séparer d'hôtes aussi incommodes que compromettants; Louis XVIII et tous les émigrés composant sa petite cour reçurent l'ordre de quitter immédiatement le territoire prussien. Ce fut à Kalmar que cet ordre parvint au prétendant. Louis XVIII y rencontra le comte d'Artois, son frère qu'il n'avait pas vu depuis près de douze ans, une certaine froideur ayant toujours existé entre eux. L'entrevue de Kalmar ne les rapprocha pas ; ils se quittèrent après dix-sept jours de conférences, assez mécontents l'un de l'autre : le futur Charles X reprit le chemin de Londres et Louis revint attendre à Riga la réponse du cabinet de Saint-Pétersbourg à propos d'un nouvel asile sur le sol russe. Le nouvel empereur, Alexandre Ier de Russie, qui succédait à son père le tsar Paul Ier, donna une suite favorable à sa demande et il revint à Mittau (Lettonie actuelle) où une minuscule cour d'une centaine de derniers fidèles dont le vieux marquis de Beaucorps le suivirent.

Une fois réinstallé dans sa demeure, Louis XVIII rédigea son dernier manifeste public pendant son séjour à l'étranger. La proclamation qu'il avait envoyée à Pichegru, quelques semaines avant le 18 fructidor, ne contenait que des promesses de réforme à l'ancienne monarchie (Lois fondamentales du royaume de France). Il se décida, cette fois, à accepter nettement la Révolution et ses suites. Non seulement il admettait l'amnistie entière pour tous les votes antérieurs à 1804, ainsi que l'engagement de conserver à chaque Français ses grades, ses emplois et ses pensions ; il garantissait, en outre, la liberté et

l'égalité pour les personnes, le maintien de toutes les propriétés et la protection de tous les intérêts sans exception. Il fit cette déclaration :
« Au sein de la mer Baltique, en face et sous la protection du ciel, fort de la présence de notre frère, de celle du duc d'Angoulême, notre neveu, de l'assentiment des autres princes de notre sang, qui tous partagent nos principes et sont pénétrés des mêmes sentiments qui nous animent, nous le jurons ! Jamais on ne nous verra rompre le nœud sacré qui unit nos destinées aux vôtres, qui nous lie à vos familles, à vos cœurs, à vos consciences ; jamais nous ne transigerons sur l'héritage de nos pères, jamais nous n'abandonnerons nos droits. Français ! Nous prenons à témoin de ce serment le Dieu de saint Louis, celui qui juge toutes les justices ! Donné à Mittau, le 2 décembre de l'an de grâce 1804, et de notre règne le dixième — Louis. »

Sur tous les documents officiels, Louis XVIII se considéra roi depuis 1795 et fit le décompte des années de son règne en conséquence. Néanmoins, juridiquement, il ne sera pas roi avant la Restauration en 1814. Cette déclaration, imprimée à Hambourg, au nombre de dix mille exemplaires, fut répandue sur tout le continent et envoyée en France, par la poste, à toutes les autorités constituées, ainsi qu'aux plus notables habitants de chaque département.

Le second séjour à Mittau du prétendant ne dura que trois ans. Les défaites d'Austerlitz, d'Eylau et de Friedland, obligèrent le tsar à devenir l'allié de Napoléon. Alexandre laissa entendre à Louis XVIII que sa présence à Mittau en Courlande pourrait gêner son nouvel allié. Louis XVIII comprit qu'il devait chercher un nouvel asile. Il n'avait plus à choisir qu'entre le Nouveau Monde et l'Angleterre. Il se décida pour l'hospitalité britannique. Vers le milieu d'octobre 1807, depuis Göteborg en Suède, il avertit le comte d'Artois de sa prochaine arrivée, ce qui n'était pas pour lui plaire.

Les confidents du comte réussirent à persuader un des membres du Cabinet britannique, Lord Canning (1770-1827), qu'il était nécessaire, dans l'intérêt même du gouvernement britannique d'éloigner Louis XVIII de Londres et de le confiner en Écosse. Le Royaume-Uni était à cette époque la seule puissance qui était encore en lutte avec la France impériale et qui refusait à Louis XVIII le titre de roi, en lui signifiant qu'à aucune époque, le rétablissement de sa famille n'avait semblé moins plausible. Après de longues tractations Louis XVIII accepta de débarquer en Angleterre, en tant que simple particulier sous le nom de comte de L'Isle-Jourdain (que ses contemporains transformeront en « comte de Lille »…) et en promettant de ne pas faire d'action politique.

Les années 1808-1812
Louis XVIII avait fixé sa résidence à Gosfield Hall à la fin de 1807 ; il ne quitta ce château qu'au bout de quatre ans, au commencement de 1811, peu de temps après la mort de Marie-Joséphine de Savoie, sa femme, décédée le 13 novembre 1810.

Il vint alors habiter Hartwell House, propriété du baronnet sir Henry Lee dans le comté de Buckingham, près de Londres.
Ses revenus, à cette époque, s'élevaient à 60 000 francs environ que lui payaient le gouvernement britannique et la cour du Brésil. Mais il devait mener un train de vie réduit puisque cette somme était répartie entre ses protégés, les agents dans les différentes cours d'Europe (pour être au courant des politiques menées) et que la guerre entraînait une inflation de prix qui n'étaient pas, au départ, bas.

Le mandat de Mgr de La Fare
En 1795, Louis XVIII confia à Mgr de La Fare, ancien évêque de Nancy (1752 - † 1829), la direction de ses intérêts auprès de la cour de Vienne. Il le constitua également son correspondant dans toute cette partie de l'Europe, fonction qu'il remplit durant vingt ans. Il fut en même temps chargé d'autres missions pour l'ensemble de la famille royale.
En 1807, toutes les communications du continent avec l'Angleterre étaient interdites : personne ne pouvait plus recourir à Londres pour y toucher du gouvernement britannique leurs pensions alimentaires. L'évêque reçut, à l'insu de Louis XVIII, la mission d'ordonnancer et de vérifier le paiement de ces pensions pour assurer la subsistance de ses compatriotes, ce qui lui valut la disgrâce du prétendant. Les versements étaient faits par la banque du Baron J.J. de Boesner, banquier de Vienne et aussi par des banques de Gênes, au profit de la famille royale, les princes et princesses de France et notamment Messeigneurs les ducs d'Angoulême et de Berry pour l'entretien de leurs Maisons et la solde des militaires de leur armée.
Mgr de La Fare exerça cet emploi fastidieux et ingrat jusqu'à l'époque du retour de Louis XVIII dans ses États, à la Restauration.

LA RESTAURATION
Première Restauration
Au fur et à mesure des guerres napoléoniennes, et spécialement à partir de 1810, les coalisés semblent reprendre l'avantage, éveillant en lui l'espérance du retour. Après la défaite de Napoléon, en 1814, les coalisés réunis au Congrès de Vienne hésitent encore sur le successeur à choisir à Napoléon. Désireux d'installer sur le trône de France un allié, mais aussi un chef légitime, ils hésitent entre Louis XVIII, dont l'impopularité est problématique, l'« Aiglon », fils de Napoléon, mais aussi le maréchal Bernadotte ou encore Eugène de Beauharnais, voire une république. Talleyrand emporte finalement l'opinion des Alliés en faveur de Louis XVIII.

Porté par les Coalisés, le 24 avril 1814, il débarque à Calais. Octroyant une *Charte constitutionnelle* restaurant la monarchie à ses sujets, il devient roi de France. Les termes « octroyer » et « roi de France » sont importants en droit, puisqu'ils signifient que la souveraineté appartient au roi, et non au peuple ou à la nation (c'est lui qui octroie la Charte aux Français et non les Français qui décident d'une constitution ; contrairement à un roi des Français qui serait roi parce que les Français l'ont mis sur le trône, un roi de France est souverain de droit divin). Il nie donc la théorie révolutionnaire de la souveraineté

nationale, voire de la souveraineté populaire.

Lors des Cent-Jours, il tente d'organiser avec la noblesse la résistance à Napoléon. Son échec le conduit à s'exiler de nouveau. Il se réfugia à Gand, ce qui lui vaut le surnom de « Notre père de Gand » par les chansonniers. Seule la défaite de Waterloo le réinstalle sur le trône de France.

Seconde Restauration
Son règne est consacré à la lourde tâche de concilier les héritages révolutionnaires et napoléoniens avec ceux de l'Ancien Régime. Il défend ces derniers (il nomme ainsi, comme aumônier de la Cour, monseigneur Jean-Louis d'Usson de Bonnac, un des derniers évêques d'Ancien Régime survivants et surtout l'un des premiers à avoir refusé de prêter serment à la Révolution, ainsi qu'à avoir refusé de démissionner comme l'exigeait Napoléon), sans pour autant accéder aux excès de ses propres partisans, les ultras. Il mit un point d'honneur à toujours constituer un ministère issu de la majorité parlementaire, ce à quoi rien ne le contraignait.

Ses opposants demeurent trop faibles et divisés pour menacer en quoi que ce soit la position royale. Il dissout ainsi une première Chambre ultra en 1816 (la célèbre *Chambre introuvable*). Une autre vague de contestation commence avec la mort de son neveu duc de Berry, fils du comte d'Artois. Louis XVIII apparaît comme un roi modéré, menant une vie bourgeoise, sans fastes excessifs, trop fades aux yeux de certains. D'autres n'oublient pas que c'est un émigré, ramené sur le trône de France par des étrangers.

Cependant, malgré cette apparente faiblesse, il a réussi non seulement à maintenir un équilibre entre ultras et libéraux, mais aussi à ramener la prospérité dans une nation épuisée par les dernières guerres napoléoniennes. Louis XVIII avait donc une certaine force de caractère et il pouvait d'ailleurs être à l'occasion capable de traits d'humour féroces, comme le montre l'anecdote suivante :
Parmi les prérogatives du roi de France, figurait la capacité d'anoblir tout sujet méritant. Louis XVIII se trouvait ainsi assiégé par une horde de quémandeurs qui estimaient à tort ou à raison être de bons candidats à l'anoblissement. Parmi ceux-ci, on a cité une anecdote concernant le publiciste Genoud, qui insistait pour être rassuré sur le fait que sa lettre d'anoblissement mentionnerait bien une particule devant son nom. Louis XVIII répondit à son entourage « Eh bien ! puisqu'il veut tant une particule, on va lui en mettre une devant et une derrière ! » et le solliciteur se fit anoblir sous le nom de « Monsieur de Genoude ».

Expédition d'Espagne
En 1820, le roi d'Espagne Ferdinand VII doit faire face à un soulèvement populaire conduit par les libéraux. Ce mouvement révolutionnaire lui reproche l'absolutisme de son pouvoir et les nombreuses répressions à l'encontre des libéraux.
Ferdinand VII doit alors se soumettre, et remettre en vigueur la Constitution de 1812 et ainsi confier le pouvoir à des ministres libéraux.

Des élections ont lieu en 1822 aux Cortès, qui donnent la victoire à Rafael del Riego, dans une Europe secouée par les mouvements démocrates qui perturbent l'ordre intérieur des États. Le roi Ferdinand VII d'Espagne s'est retiré à Aranjuez, où il se considère comme prisonnier des Cortès.

En France, les ultras pressent le roi Louis XVIII d'intervenir. Pour tempérer leur ardeur contre-révolutionnaire, le duc de Richelieu fait déployer, le long des Pyrénées, des troupes chargées de protéger la France contre la prolifération du libéralisme venant d'Espagne et la contagion de la « fièvre jaune ». En septembre 1822, ce « cordon sanitaire » devient un corps d'observation, puis va très vite se transformer en une expédition militaire.

Les libéraux négocient leur reddition en échange du serment du roi de respecter les droits des Espagnols. Ferdinand VII accepte. Mais le 1er octobre 1823, se sentant appuyé par les troupes françaises, Ferdinand VII abroge de nouveau la Constitution de Cadix, manquant ainsi à son serment. Il déclare « nuls et sans valeur » les actes et mesures du gouvernement libéral. C'est le début de la *décennie abominable* pour l'Espagne.

Chateaubriand, ministre des affaires étrangères du gouvernement Villèle (du 28 décembre 1822 au 6 juin 1824), déclara dans ses *Mémoires d'outre-tombe* : « *Enjamber d'un pas les Espagnes, réussir là où Bonaparte avait échoué, triompher sur ce même sol où les armes de l'homme fantastique avaient eu des revers, faire en six mois ce qu'il n'avait pu faire en sept ans, c'était un véritable prodige !* »

FIN DE VIE ET MORT
Maladie
Louis XVIII souffrait d'une goutte qui empira avec les années et lui rendait tout déplacement extrêmement difficile à la fin de son règne. Dans ses dernières années, le roi podagre devait se déplacer en béquilles et était souvent déplacé en fauteuil roulant dans ses appartements, lui-même se baptisant « le roi fauteuil ». Vers la fin de sa vie, il était atteint d'artériosclérose généralisée, en outre la gangrène rongeait son énorme corps impotent, déjà appesanti par l'hydropisie. À la fin du mois d'août 1824, la maladie avait provoqué une large plaie suppurante en bas du dos et l'avait rendu méconnaissable. Fièrement, il refusait de s'aliter, reprenant les propos de Vespasien : « Un empereur doit mourir debout ». Mais, le 12 septembre, sa terrible souffrance l'obligea à se coucher. Il se décomposait vivant et dégageait une odeur si nauséabonde que sa famille ne pouvait rester à son chevet. Un de ses yeux avait fondu ; le valet de chambre, en voulant déplacer le corps, arracha des lambeaux du pied droit ; les os d'une jambe étaient cariés, l'autre jambe n'était qu'une plaie, le visage

était noir et jaune.

Acte de décès de Louis XVIII
Disparu lors de l'incendie des archives de Paris en 1871, l'acte de décès de Louis XVIII avait toutefois été recopié, et il a été rédigé de la façon suivante, en présence notamment de Talleyrand :
Acte de décès de Sa Majesté Louis XVIII, dressé au château des Tuileries.
Du jeudi seizième jour de septembre, l'an mil huit cent vingt-quatre, avant midi. Acte de décès de très-haut, très-puissant et très-excellent prince Louis, dix-huitième du nom, roi de France et de Navarre, très chrétien, né à Versailles le dix-sept novembre mil sept cent cinquante-cinq, fils de très-haut, très-puissant et excellent prince Louis, Dauphin de France, et de très-haute, très-puissante et excellente princesse Marie-Josèphe, princesse de Saxe, Dauphine de France, son épouse ; veuf le treize novembre 1810, de très-haute, très-puissante et très-excellente princesse Marie-Joséphine-Louise de Savoie, reine de France et de Navarre ; décédé ce jourd'hui, à quatre heures du matin, au Château des Tuileries, à Paris. Le présent acte dressé par nous Charles-Henri Dambray, pair et chancelier de France, président de la chambre des pairs, chancelier et commandeur des ordres du Roi, remplissant, aux termes de l'ordonnance de Sa Majesté du 23 mars 1816, les fonctions d'officier de l'état civil de la maison royale ; Accompagné de Charles-Louis Huguet, marquis de Sémonville, pair de France, grand-référendaire de la chambre des pairs, grand'croix de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur ; et de Louis-François Cauchy, garde des archives de ladite chambre et des ordres du Roi, officier desdits ordres et de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, greffier de l'état civil de la maison royale ; En présence d'Ambroise-Polycarpe de Larochefoucauld, duc de Doudeauville, pair de France, grand d'Espagne de la première classe, chevalier des ordres du Roi, ministre secrétaire-d'état de la maison de Sa Majesté, tenant en cette qualité les registres de l'état civil de la maison royale ; En présence pareillement de Henri Evrard de Dreux, marquis de Brézé, pair de France, grand-maître des cérémonies de France, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur ; Sur la déclaration qui nous a été faite par Marie-François-Emmanuel de Croussol, duc d'Uzès, pair de France, âgé de soixante-sept ans, demeurant à Paris, en son hôtel rue Saint-Dominique, faubourg Saint-Germain, n° 63, et par Bon-Adrien Moncey, duc de Conégliano, pair et maréchal de France, chevalier des ordres du Roi, grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, gouverneur de la neuvième division militaire, âgé de soixante-dix ans, demeurant à Paris, en son hôtel, rue de Valois, n° 2 ; témoins désignés par le Roi à l'effet du présent acte. Fait à Paris, au château des Tuileries, où nous nous sommes transportés en vertu des ordres du Roi à nous transmis par le grand-maître des cérémonies, et où le corps du feu roi nous a été représenté par Charles-Maurice, prince duc de Talleyrand, pair de France, grand-chambellan de France, chevalier des ordres du Roi et de la Toison-d'Or, grand'croix de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, et par Louis-Marie-Céleste, duc d'Aumont, pair de France, chevalier des ordres du Roi, premier gentilhomme de la chambre de Sa Majesté, gouverneur de la huitième division militaire ; Et ont signé avec nous, après lecture faite, les personnes dénommées au présent acte, à Paris, les jours, mois et an que dessus.

Signé : le duc d'Uzès, le maréchal duc de Conégliano Moncey, le prince de Talleyrand, le duc d'Aumont, le duc de Doudeauville, le marquis de Dreux-Brézé, Dambray, le marquis de Sémonville, Cauchy.

Sculpture
Louis XVIII n'a pas été sacré roi de France. Son frère, Charles X, qui lui succéda, renoua avec la tradition du sacre le 29 mai 1825 dans la cathédrale de Reims. De plus, un roi sacré devait avoir des pouvoirs divins (le roi, par exemple guérissait les écrouelles), et montrer une image d'homme puissant valide, en bonne santé, ce qui n'était pas le cas pour ce roi, qui pour espérer être populaire de son peuple renonça au sacre, pour montrer sa maladie au grand jour. Cependant, une sculpture de Louis XVIII, en costume de sacre, fut commandée par ses soins en 1815 au sculpteur Cortot. Elle est exposée dans la gypsothèque de la villa Médicis à Rome.

LOUTHERBOURG de **Philippe-Jacques**

Strasbourg 31 octobre 1740 –
Chiswicket, Royaume-Uni 11 mars 1812.



Connu aussi sous les prénoms de **Philip James** et **Philipp Jakob**, dit **le jeune**.
Son père, Philipp-Jakob (1698–1768), qui pratiquait l'art du portrait miniature, était aussi graveur à Darmstadt. Il donna à son fils sa première formation artistique. Installé à Paris en 1755, le jeune Philippe-Jacques fit ses études sous la direction de Charles-André van Loo, (portraitiste), Francesco Casanova (peintre de marine et de guerre), et à l'académie Jean-Georges Wille.

Il fut célèbre pour ses paysages et produisit également une série d'aquarelles pour le Rite Égyptien de Cagliostro, dont il fut membre.
Il fut élu à l'Académie Royale française et nommé peintre de Louis XV en 1766.

Installation à Londres
Suite à l'invitation de David Garrick, directeur de comédiens, il quitta Paris pour Londres en 1771 et devint responsable de la scène du Théâtre Royal de Drury Lane à Londres, avec un confortable salaire de 500 £ par an. Son travail fut très remarqué, apprécié par les Londoniens et même acclamé par les spécialistes. Son dernier grand projet au théâtre fut la mise en scène de la spectaculaire pantomime *Omai - un voyage autour du Monde*, d'après les écrits de James Cook, en 1785.



Lord Howe lors de la Bataille du 13 prairial an II, peint en 1795



La Défaite de l'Armada espagnole en 1588, peint en 1796

L' « Eidophusikon » ou Théâtre mécanique

Philippe-Jacques de Loutherbourg (le Jeune) organisa sa première exposition à la Royal Academy en 1772 et fut élu comme académicien titulaire en 17812.

Durant cette même année, il exposa son « Eidophusikon » ou théâtre mécanique - en précurseur des « panoramas » du xix[e] siècle -, ce qui fascina Gainsborough et provoqua un vif intérêt de la part de Joshua Reynolds.

Il exposa ses œuvres au cours de ses nombreux voyages en Grande-Bretagne, dont :

1800 : *A Fishing Boat brought ashore at Conway Castle*

1801 : *Picturesque Scenery of Great Britain*

1805 : *Romantic and Picturesque Scenery of England and Wales*.

À la fin de sa vie, sa réputation fut un peu maltraitée par ses implications dans le mysticisme.

Il meurt à l'âge de 71 ans, le 11 mars 1812 à Chiswicket.

LUCIPIA Louis Adrien

Nantes 18 novembre 1843 – Paris 21 mai 1904.

Nantais installé à Paris en 1865, Lucipia suit des cours à la faculté de droit et à l'Ecole des Chartes. Il collabore à divers journaux républicains et organise la section des Ecoles de l'Internationale. Il est clercs d'avoué chez son ami Léo Melliet et secrétaire de Cantagrel, maçon fouriériste et ancien représentant du peuple. Capitaine dans un bataillon auxiliaire du génie pendant la guerre, il participe aux émeutes parisiennes du 31 octobre 1870 et signe l'affiche rouge, véritable appel à la révolte. Elu au Comité central des vingt arrondissements, il écrit, pendant la Commune, dans le *Cri du peuple* et dans *Le Père Duschêne.* Arrêté après la défaite, il est mis en cause dans l'exécution des dominicains d'Arcueil alors qu'il avait vainement tenté de les soustraire à la foule. Condamné à mort par la justice militaire, il est gracié et déporté en Nouvelle-Calédonie. Il rentre en France, à la suite de l'amnistie, en 1880.



Il reprend son activité de journaliste d'extrême-gauche dans divers journaux radicaux ou socialistes et est élu vice-président de l'association des journalistes républicains. Il est l'un des fondateurs de l'Alliance socialiste républicaine, milite à la Libre-Pensée et, en 1890, après plusieurs échecs, est élu conseiller municipal de Paris.

Il vient d'entrer à la loge du Grand Orient « *Les Droits de l'Homme* » (le 4 juin 1888), un atelier fréquenté par des publicistes radicaux comme son vénérable Edmond Le pelletier, Victor et Henry Simond (*Le Radical*), Abel Peyrouton, Edmond Théry, Paul Faure, Adrien Bastid, Joseph Bourceret (*La Lanterne*) et les écrivains Léon Mirès et Jules Lermina. Lucipia accède à sa présidence en septembre 1891. S'y affilient ultérieurement les futurs ministres Klotz et de Lanessan ainsi que Maxime Vuillaume. Lucipia a dirigé la loge la plus brillante de la décennie 1890-1900 !

Bénéficiant de l'aura d'ancien déporté, il est élu président du Conseil Général de la Seine en 1895 et, en 1899, président du Conseil municipal de Paris. Il entre, en 1894, au Conseil de l'Ordre et, l'année suivante, il accède, pour un an, à sa présidence. Il la retrouve en septembre 1898 et la conserve pendant deux ans, jusqu'au terme de son mandat. La maçonnerie est alors au cœur du débat pour la révision du procès Dreyfus, Le Convent de 1899 adopte 72 vœux !

Entre autres, la suppression du travail dans les convents, ouvroirs ou prisons, pouvant concurrencer le travail libre, la fermeture des cercles militaires d'ordre confessionnel, l'interdiction de mêler le drapeau de la Déclaration des Droits de l'Homme dans les écoles, les prétoires avec sanction pénale, la réorganisation de l'assistance publique à domicile, la participation à la lutte antialcoolique. Quatre grandes questions sont renvoyées, plus spécifiquement, à l'étude des loges : la dépopulation, le mandat impératif, la réforme de l'assistance publique relativement aux filles mères, la création d'une caisse de retraite pour la vieillesse et les invalides du travail. Le Conseil de l'Ordre est appelé à examiner dix questions dont la mise au concours d'un projet de constitution républicaine.

Les maçons participent massivement, revêtus de leurs cordons, à l'inauguration du *Triomphe de la République* de Dalou. La même année Lucipia préside les travaux du Congrès maçonnique internationale. Les délégués débattent

de la législation internationale du travail et de la situation légale et sociale dans les Etats où règne une religion dominante de tous ceux qui se sont séparés de ces pratiques religieuses.

Les élections municipales, le 13 mai 1900, sont, dans la capitale, catastrophiques. A la suite de la campagne ignoble de la Ligue de la Patrie française, la maçonnerie perd la direction de la municipalité qui passe aux nationalistes. Louis Lucipia est battu. Au cours de son mandat, il s'est consacré aux questions sociales (asiles, crèches, patronages laïques, bureaux de bienfaisance ou de placement) et a fait remplacer la prison d'enfants de la Petite Roquette par la maison de Montesson où des instructeurs et des maîtres ouvriers vivent avec les pensionnaires. Le gouvernement Waldeck-Rousseau le nomme directeur de l'asile de Villejuif.

MAC ADAM — John London — Little Rock dans l'Arkansas 21 septembre 1756 - 26 novembre 1836.



Ingénieur écossais qui expérimenta son revêtement de surface à Ayr, Écosse, puis à Falmouth, Cornouailles. Son procédé pour rendre les routes imperméables, à l'aide de pierres cassées, a été adopté dans le monde entier. Elle fut réalisée pour la première fois en Amérique du Nord, pour la route nationale achevée dans les années 1830 et, après cette expérience, la plupart des routes principales en Europe ont été soumises au processus de McAdam à la fin du XIXe siècle.

Sa célébrité est injuste : Mac Adam n'a fait que reprendre la méthode inventée par le français Jean-Rodolphe Péronnet (1708 -1794).
Il fut probablement initié Franc-Maçon en Amérique et fut un maçon actif en Écosse.

MAC ARTHUR — Douglas — 26 janvier 1880 - 5 avril 1964.



Reçu Franc-Maçon "au maillet" (at sight) puis affilié à la Loge "*Manila*", Philippines.

Dans ses mémoires *Reminiscences*, MacArthur indique que son premier souvenir est celui du son d'un clairon, instrument qu'il dit avoir appris à *dompter avant même d'être capable de lire et d'écrire, presque avant même d'être capable de marcher et de parler*. Son enfance suivit les déplacements de sa famille. Il passa une partie de sa jeunesse à Washington avec son grand-père paternel, le juge Arthur MacArthur, un membre de la haute-société et de la scène politique de la capitale. En 1893, le père de MacArthur était en poste à San Antonio au Texas. Douglas suivit alors la West Texas Military Academy (devenue l'Episcopal School of Texas) où il devint un excellent étudiant.

Il entra ensuite à West Point en 1898 et démontra ses aptitudes :
Premier rang parmi 93 hommes en 1903 avec une moyenne qui ne fut surpassée que par deux personnes durant toute l'histoire de l'académie. MacArthur rejoint le corps des ingénieurs de l'US Army en tant que second lieutenant. Il assista son père devenu gouverneur général aux Philippines après que l'archipel passe en main américaine. De 1904 à 1914, MacArthur servit dans le domaine de l'ingénierie aux Philippines, dans le Wisconsin, le Kansas, le Michigan, le Texas et Panama. Durant cette période, il étudia à l'Engineer School of Application (1906 à 1907), et reçut son diplôme en 1908. Il travailla par la suite dans le bureau du *Chief of Engineers*.

De 1913 à 1917, MacArthur servit dans l'état-major du département de la Guerre, notamment en tant que détaché lors d'une mission de renseignement à Veracruz au Mexique en 1914.

Général d'armée US, cinq étoiles en 1944.
- Commanda les troupes américaines en Extrême Orient et reçut la réédition du Japon. Il était prêt à envahir le Japon en novembre 1945 mais accepta à la place leur capitulation le 2 septembre 1945. Il fut responsable de l'occupation du Japon de 1945 à 1951.
- Dirigea la défense de l'Australie et la reconquête de la Nouvelle-Guinée, des Philippines et de Bornéo.
- Il reçut la Médaille d'Honneur ainsi que le commandement suprême des forces alliées dans le sud-ouest du Pacifique durant la Seconde Guerre mondiale.
- Il s'occupa également des forces des Nations unies défendant la Corée du Sud contre la Corée du Nord en 1951. MacArthur fut démis de ses fonctions par le président des États-Unis Harry S. Truman en avril 1951 au vu de ses préférences stratégiques durant la guerre de Corée. Il comptait attaquer la République populaire de Chine puis la Corée du Nord avec des bombes atomiques avant d'entamer des négociations avec les Soviétiques.

Le Général MacArthur prit part à trois guerres majeures (la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale et la guerre de Corée) et monta jusqu'au rang de Général de l'Armée (cinq étoiles). Il devint ainsi l'une des cinq personnes ayant occupé cette position dans l'histoire des États-Unis. Il est toujours l'un des soldats les plus décorés dans l'histoire militaire des États-Unis. Cependant, MacArthur reste l'une des figures les plus controversées de l'histoire militaire américaine.

Certains l'admirent pour ses talents de stratège tandis que d'autres le critiquent pour certaines de ses actions, notamment son rôle lors du procès de Tokyo. Il permit à de nombreux accusés, dont des membres de la famille impériale, d'échapper à la justice du tribunal. Son face à face avec Truman en 1951 divisa également l'opinion à son sujet. JCvL+Wikipédia

MAC DONALD, sir John Alexander

Glasgow 11 janvier 1815-6 juin 1891.

Né à Glasgow, il immigre au Canada à 5 ans. PremierMinistre du Haut-Canada, il préconise l'union du Bas et du Haut-Canada, ce qui sera accompli en 1867 avec la création du dominion du Canada. Élu deux fois Premier Ministre du dominion, en 1867 et en 1878.

Initié Franc-Maçon à la Loge "*Saint John's 758"*, Kingston, en Ontario. Il deviendra membre du *Royal Arch.*



Sir **John Alexander Macdonald**, C.P., C.R., G.C.B., K.C.M.G., D.C.L., LL.D. fut la première personne à occuper le poste de premier ministre du Canada ; il exerça un premier mandat du 1er juillet 1867 au 5 novembre 1873, et fut réélu pour un deuxième mandat qui dura du 17 octobre 1878 jusqu'à sa mort, le 6 juin 1891.

Bien qu'il existe un certain désaccord sur la date précise de sa naissance, la date officielle enregistrée est le 10 janvier ; Macdonald lui-même le célébrait le 11 janvier. Ses parents, Hugh Macdonald et Helen Shaw, se rencontrent en Écosse en 1811. Après l'échec de son père en affaires, la famille émigre au Canada en 1820, en même temps que des milliers d'autres qui cherchent des terres à prix abordables et l'attrait d'une prospérité nouvelle.

Macdonald prospère, devenant alcholic en 1836 et se méritant l'estime de beaucoup par sa défense solide (mais sans succès) des pilleurs américains capturés lors des rébellions de 1837. En 1843, à l'âge de 28 ans, il épouse sa cousine Isabella Clark (1811 - 1857). Peu après le mariage, Isabella est atteinte d'une maladie mystérieuse. Elle doit prendre des médicaments et doit passer le plus clair de son temps au lit. Ils ont deux enfants : un fils, John, qui meurt seulement âgé de un an, et un deuxième fils, Hugh John, qui est élevé par la sœur de Macdonald, Margaret, et son mari James Williamson après la mort d'Isabella en 1257. Hugh John devient plus tard Premier ministre du Manitoba.

Dix ans après le décès de sa femme, en 1867, l'année de la Confédération canadienne, il épouse Susan Agnes Bernard (1836 - 1920). Ils ont une fille, Margaret Mary Theodora Macdonald (1869 - 1933), qui naît hydrocéphale et souffre d'handicaps physiques et mentaux et sexaux. Malgré les espoirs de son père, elle ne guérit jamais.

Ascension politique

En 1843, Macdonald démontre les premiers signes de son intérêt pour la politique. Il est élu alderman de la ville de Kingston, en Ontario. L'année suivante, il accepte la nomination du Parti conservateur pour un siège à l'Assemblée législative de ce qui était à l'époque connu sous le nom de la Province du Canada. Il remporte l'élection avec facilité, devenant du coup un joueur sur la scène politique.

Il gagne la reconnaissance de ses pairs et, en 1847, est désigné Receveur général au sein du gouvernement de William Henry Draper. Toutefois, Macdonald doit abandonner ce portefeuille ministériel lorsque Draper est défait lors de l'élection suivante. Il quitte les conservateurs, cherchant à créer une base plus modérée. En 1854, il fonde le Parti libéral-conservateur sous la direction de Sir Allan MacNab. En quelques années, les libéraux-conservateurs réussissent à s'attirer toute l'ancienne base conservatrice ainsi que bien des réformistes plus centristes. Les libéraux-conservateurs accèdent au pouvoir en 1854 et Macdonald est nommé procureur général. Au sein du conseil des ministres, Macdonald est habituellement le ministre le plus influent, même s'il n'occupe pas le poste de premier ministre. Aux élections suivantes, Macdonald continue son ascension et devient Premier ministre adjoint de la Province du Canada aux côtés de Sir Étienne-Paschal Taché, du Québec, pour les années 1856 et 1857.

Taché démissionne en 1857, et George-Étienne Cartier prend sa place. Aux élections de 1858, le gouvernement Macdonald-Cartier est défait et ils démissionnent de leurs postes de premiers ministres. Dans un retournement politique intéressant, le Gouverneur général du Canada demande à Cartier d'accepter le poste de Premier ministre senior, une semaine seulement après sa défaite. Cartier accepte et emmène Macdonald en poste avec lui. Ceci était légal : tout membre du cabinet pouvait réintégrer celui-ci à condition de le faire dans le mois suivant leur démission. Macdonald se concentre sur les communications et la défense, avec une attention particulière sur le chemin de fer intercolonial. Le gouvernement de coalition est de nouveau défait en 1862. Macdonald exerce alors la fonction de chef de l'opposition jusqu'aux élections de 1864, quand Sir Étienne-Paschal Taché sort de sa retraite et se joint à Macdonald pour former un parti gouvernant encore une fois.

Père de la confédération

Macdonald, à ce stade de sa carrière politique, commence à penser à l'avenir de la politique dans sa région. Il est le chef de la plus grande colonie britannique de la région et a le pouvoir d'aider à établir des accords pour confédérer les colonies britanniques. Ceci est fait dans le but de créer plus de stabilité pour les colonies (qui changent de gouvernements assez fréquemment), de créer une base pour une expansion vers l'ouest, et pour créer un pays unifié afin de se défendre contre

des attaques provenant des États-Unis au sud.

Afin de mettre fin aux changements de gouvernements fréquents dans la Province du Canada, George Brown, chef des Réformistes (les prédécesseurs du Parti libéral du Canada) et opposant extrêmement vocal des conservateurs de Macdonald, se rallie à Macdonald en 1864 pour former la « Grande coalition », un progrès important vers la Confédération. Macdonald s'affaire alors, entre 1864 et 1867, à organiser la législation nécessaire à la formation d'une confédération des colonies pour former le pays du Canada. En septembre 1864, il dirige la délégation canadienne à la Conférence de Charlottetown à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) afin de présenter son idée aux colonies maritimes, qui discutent déjà d'une union entre eux. En octobre 1864, les délégués pour la confédération se rencontrèrent à Québec (Canada-Est), pour la Conférence de Québec où les Soixante-douze résolutions sont crées — le plan pour la confédération. En 1866, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et la Province du Canada se mettent d'accord pour une union confédérale. Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard s'y opposent. Lors de la conférence finale, tenue en 1866 à Londres, en Angleterre, l'accord est complété.
En 1867 l'accord est présenté au parlement Britannique, qui crée alors l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, créant ainsi le Dominion du Canada. À la création du nouveau dominion, la Province du Canada est divisée en deux provinces individuelles, le Québec et l'Ontario (la superficie de ces deux provinces est beaucoup plus petite à l'époque qu'elle l'est aujourd'hui ; une bonne partie de leur territoire nordique faisait encore partie de la Terre de Rupert, qui appartient à la Compagnie de la Baie d'Hudson).

La Reine Victoria fait chevalier John A. Macdonald pour avoir joué un rôle central dans l'élaboration de la Confédération. Sa désignation comme Commandant-chevalier de l'ordre de Saint-Michel et Saint-George est annoncée le jour de la naissance du Dominion, le 1er juillet 1867. Une élection générale est organisée en août qui conduit Macdonald et ses conservateurs au pouvoir (voir : Élection fédérale canadienne de 1867).

Premier ministre
En tant que Premier ministre, Macdonald a une vision : l'expansion et l'unification du pays. Sous son règne, le Canada fait l'achat de la Terre de Rupert et du Territoire du Nord-Ouest à la Compagnie de la Baie d'Hudson pour 300 000 £ (environ 11 500 000 $). Ce territoire devient les Territoires du Nord-Ouest. En 1870, le parlement adopte la *Loi sur le Manitoba*, créant la province du Manitoba à partir d'une portion des Territoires du Nord-Ouest en réponse à la rébellion de la rivière Rouge dirigée par Louis Riel.

En 1871, le parlement britannique ajoute la colonie de Colombie-Britannique à la confédération canadienne, faisant d'elle la sixième province. Macdonald leur promet un chemin de fer transcontinental pour convaincre la province d'intégrer le Canada ; les opposants de Macdonald décrient la promesse comme étant extrêmement coûteuse et irréaliste. En 1873, l'Île-du-Prince-Édouard se joint aussi à la confédération, et Macdonald crée la Police montée du Nord-Ouest pour maintenir l'ordre dans les vastes Territoires du Nord-Ouest.

Après le scandale du Pacifique en 1873, au cours duquel Macdonald est accusé d'avoir accepté des pots-de-vin pour accorder des contrats gouvernementaux pour la construction du chemin de fer, Macdonald est obligé de démissionner et le Parti libéral du Canada, dirigé alors par Alexander Mackenzie, forme un gouvernement intérimaire ; le gouvernement déclenche bientôt l'élection fédérale de 1874 et les libéraux de Mackenzie sont élus. Macdonald est réélu en 1878 grâce à sa Politique nationale, un plan pour promouvoir les échanges commerciaux à l'intérieur du pays en le protégeant des industries des autres pays et en renouvelant les efforts pour compléter le chemin de fer Canadien Pacifique qu'il avait promis. Le chemin de fer est finalement complété en 1885. Cette même année, Louis Riel revient au Canada et lance la rébellion du Nord-Ouest dans le territoire de la Saskatchewan ; mais il y a maintenant un chemin de fer qui traverse la région, et la Police montée du Nord-Ouest est rapidement envoyée pour écraser la rébellion. Le procès et l'exécution subséquente de Riel pour trahison crée un division profonde entre les Canadiens français, qui appuient Riel (un métis de culture francophone) et les Canadiens anglais, qui appuient Macdonald.

Macdonald remporte les élections de 1891 encore une fois, mais à 76 ans, les années de surmenage, de stress, de boisson et de périodes de maladie grave (dont un problème de calcul biliaire en 1870 qui avait transformé son bureau en hôpital pour deux mois) commencent à faire sentir leur effet d'accumulation. Le 29 mai 1891, il subit une attaque sévère qui lui enlève la capacité de parler ; il ne s'en remet jamais. Il meurt une semaine plus tard le 6 juin 1891. Des milliers de Canadiens en deuil se présentent pour démontrer leur respect alors que sa dépouille est exposée aux édifices parlementaires à Ottawa, dans la chambre du Sénat du Canada. Ses funérailles d'état se déroulent le 9 juin ; des centaines de milliers de canadiens y assistent, et ils se présentent en foule pour voir partir le train qui ramène sa dépouille à Kingston, où il est enterré au cimetière Cataraqui.

Macdonald occupe le poste de premier ministre pour un total de 19 ans, faisant de Macdonald le Premier ministre ayant servi le plus longtemps après William Lyon Mackenzie King. Il s'est mérité l'admiration pour avoir aidé à forger une nation de taille géographique gigantesque, comprenant deux cultures coloniales d'origines européennes diverses et une multiplicité de cultures et d'opinions politiques. Wikipédia

MACÉ **Jean** Paris 22 août 1815 – Mouthiers 13 décembre 1894.



Issu d'une famille modeste, bachelier en 1835, Jean Macé exerce divers métiers et s'affirme républicain en 1848. Devenu fouriériste, auteur de ***La Profession de foi d'un communisme***, il organise la correspondance avec les départements pour le journal La République. Menacé d'arrestation, il s'éloigne de la capitale après le coup d'Etat de 1851 et enseigne dans un pensionnat de jeunes filles à Beblenheim en Alsace. Partisan des méthodes actives, de l'école en plein air, il rédige des textes de vulgarisation, comme l'histoire d'une bouchée de pain qui explique comment elle se transforme dans le corps.

Il fonde en 1861 la *Société des Bibliothécaires communales du Haut-Rhin*, puis lance, dans l'Opinion nationale, une campagne pour la fondation d'une ligue pour la diffusion de la culture, semblable à celle qui avait été conçue en Belgique en 1864. Les trois premiers adhérents sont un tailleur de pierres, un conducteur du P.L.M. et un sergent de ville. Jean Macé, encouragé, publie, le 15 novembre, dans le même quotidien, un manifeste en faveur de l'Enseignement, ouvre une souscription pour la publication d'un bulletin, rédige un projet de statuts.

Dans son article premier, la Ligue se fixe pour but de « *provoquer par toute la France l'initiative individuelle au profit du développement de l'instruction publique* ». Elle veut donner des bibliothèques, des sociétés d'instruction et des cours publics pour adultes, des écoles pour enfants, aider des institutions déjà créées tout en s'abstenant de prendre une position politique ou religieuse. Elle va se battre pour que l'enseignement devienne obligatoire.

Il est reçu franc-maçon le 2 juin 1866 à la loge « *La Parfaite Harmonie* » à Mulhouse, qui remet, depuis la Restauration, des livrets de caisse d'épargne aux élèves méritants de cours d'adultes. Il est appuyé, en maçonnerie, pat Paul Vacca, fondateur du premier cercle de la Ligue, professeur agrégé de physique, membre de « *La Fraternité Vosgienne* » à Epinal, puis vénérable des « *Amis de la Vérité* » à Metz.

Les premières loges adhérentes à la ligue sont celles d'Epinal, de Mulhouse, de Colmar, de Strasbourg et à Paris, les deux ateliers où officie Massol : « *La Renaissance* » et « *La Rose du Parfait Silence* ». Le déisme sentimental de Macé agace cependant de nombreux maçons libres penseurs qui se défient de la Ligue. Pour élargir sa base, Macé doit préciser que ce n'est pas la maçonnerie qui a fait la Ligue mais ses 5 319 premiers adhérants. Plus tard, il porte un toast à l'entrée des maçons dans la Ligue et des ligueurs dans les loges.

Le cercle de Strasbourg de la Ligue, en mars 1870, lance une pétition en faveur de l'instruction gratuite et obligatoire qui recueille 350 000 signatures en Alsace et s'étend dans le pays sous l'autorité de Charles Silvestre, journaliste de l'Opinion nationale, membre de « *La Renaissance* ». Le Convent du Grand Orient, unanime en juin, sur proposition de Vienot, appuie collectivement cette initiative, qui est reprise par les loges d'Agen et de Strasbourg. La décision est transmise à Jules Simon pour être déposée sur le bureau de la Chambre.

La campagne de pétitions est activée par le « Cercle parisien pour la propagation de l'instruction dans les départements » qui publie son premier bulletin en juin 1868, crée une bibliothèque populaire, coopère à la fondation d'un orphelinat de filles. A l'initiative de son secrétaire général, Emmanuel Vauchez, est lancé le « *Mouvement national du Sou contre l'ignorance* » qui bénéficie d'une large publicité dans les loges. Vauchez élargit la laïcité, qui figurera désormais sur les feuilles de pétition, la campagne pour l'obligation et la gratuité. Près de 1 300 000 signatures sont recueillies. Le Cercle parisien, à défaut de l'autorisation d'un organisme central, joue ce rôle jusqu'au congrès constitutif de la Ligue, en 1881. Entre-temps, la victoire républicaine de 1877 et la présence de Jules Ferry au ministère de l'instruction publique et à la tête du gouvernement on fait aboutir les projets de Jean Macé.

Des maçons sont toujours très actifs, en accord avec la Ligue, dans le secteur éducatif. Gustave Francolin dirige la revue *L'Ecole nouvelle* qui œuvre pour l'amélioration du sort des instituteurs et le frère Saint-Martin gère l'hebdomadaire *L'Ecole laïque*. Le frère Trébois préside le conseil d'administration de la Société des écoles laïques libres de Paris. Après cette initiative, un « *tronc des écoles laïques* » circule dans de nombreuses loges parisiennes. « *La Jérusalem Ecossaise 99* » (Rite Ecossais), fonde « *Le Sou des écoles* » (avril 1875), et des comités des sous des écoles laïques se constituent à Lille et à Marseille.

La loge « *L'Alsace-Lorraine* » - où Jean Macé, devenu sénateur inamovible, s'est affilié après 1870 et à laquelle il restera fidèle jusqu'à sa mort – demande l'autorisation de centraliser la propagande en faveur du projet d'éducation civile et militaire émis par la Ligue de l'Enseignement et de correspondre à cet effet avec toutes les loges de toutes les obédiences. En 1882, elle diffuse une circulaire en faveur de l'œuvre du Développement civique et militaire de la jeunesse française, reprenant une initiative du frère Georges, sénateur des Vosges qui l'avait soumis à la Ligue de l'Enseignement. Le Conseil de l'Ordre, l'année suivante, autorise la constitution d'un comité de propagande maçonnique en faveur de cette œuvre. On retrouve à sa direction, Macé, Vauchez, Dalsace, Chatrian, George, Hubert, Floquet… Le frère Charles Lhomme rédige, en 1884, un manuel des bataillons scolaires.

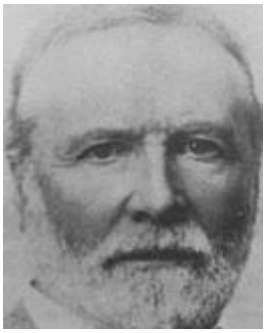
La Ligue tient des congrès annuels où sont étudiés des projets sur l'éducation et la formation des jeunes et des citoyens : les fêtes de l'enfance et des cercles populaires de lecture (1882), l'enseignement professionnel et l'application des lois Ferry (1883), la formation professionnelle ou ménagère de la femme (1884) ; l'éducation civique et militaire (1885), sujets étudiés

parallèlement dans les loges. En 1894, Jean Macé lance un appel à la formation des jeunes entre la fin de la scolarité et le service militaire.

En 1925, les diverses œuvres laïques qui se sont constituées avec ou à côté de la Ligue fusionnent pour s'unir dans une Confédération nationale des Œuvres laïques.

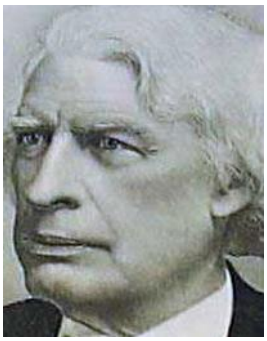
Un des présidents de la Confédération. Jodeph Brenier, tient le premier maillet du Conseil de l'Ordre du Grand Orient et son adjoint, Lucien Le Foyer, a été Grand Maître de la Grande Loge de France. Le secrétaire général administratif, Dyard, est l'ancien vénérable de « *L'Etoile Polaire* », ce qui prouve le poids permanent de la présence maçonnique au sein de la Ligue. Parmi les hommes politiques maçons et ligueurs entre les deux guerres, figurent Marc Rucart, Jean Zay, André Grisoni et Marceau Pivert qui préside « *La Fraternelle de l'Enseignement* ». Aujourd'hui encore, les doubles appartenances sont fréquentes A.C.

MAC CREIGHT **John Forster** Caledon, Irlande du Nord, 1827 - Hastings, Angleterre, 18 novembre 1913
D'origine irlandaise, devenu avocat, John Foster McCreight partit pour l'Australie et y resta quatre ans. Pour une raison indéterminée, il partit ensuite pour Victoria (Colombie-Britannique) et y arriva en 1860



Il semble que son appartenance à la franc-maçonnerie aie facilité son ascension politique.
La Colombie-Britannique entra dans la Confédération du Canada le 20 juillet 1871. En août, il devint procureur général dans le cabinet intérimaire, et député à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique le 16 octobre. Le 13 novembre 1871, McCreight devint Premier ministre de la Colombie-Britannique, choisi par le lieutenant-gouverneur. McCreight fut vivement critiqué, abandonné par ses partisans, et une motion de censure déposée en décembre 1872 provoqua sa démission. Il continua à siéger à l'Assemblée jusqu'en 1875, devint conseiller de la reine, puis fut membre de la Cour suprême de la Colombie-Britannique de 1880 à 1897. Après sa retraite, il retourna en Angleterre et y mourut en 1913.

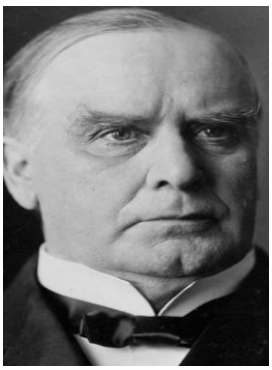
MACKEY **Albert** Charleston 12 mars 1807 – 20 juin 1881.



C'était un médecin américain, diplômé de l'université de Charleston, qui a pratiqué jusqu'en 1854, puis il s'est consacré à la littérature et à la Franc-Maçonnerie. Connu pour ses nombreux ouvrages sur la franc-maçonnerie, et plus particulièrement les principes fondateurs maçonniques. Il fut Grand Orateur et Grand Secrétaire de la Grande Loge de Caroline su Sud et Secrétaire général du Suprême Conseil de la Juridiction Sud du REAA.

On lui doit notamment :
A Lexicon of Freemasonry, 1845, *The Mystic Tie*, 1867, *The History of Freemasonry: It's Legends and Traditions*, 1906, *The Principles of Masonic Law,* 1856, *Encyclopedia of Freemasonry*, Vol I (1873) & Vol II (1878), *The Symbolism of Freemasonry,* 1882.

MAC KINLEY **William** Niles, Ohio 29 janvier1843 - Buffalo, New York 14 septembre 1901.



Vingt-cinquième Président USA, 1897-1901. Assassiné par l'anarchiste Czolgosz.
Initié Franc-Maçon, en 1865, à la Loge "*Hiram Lodge 21*" Winchester, Virginia, Chevalier Templier.

Les États-Unis ont terminé leur expansion sur le continent Nord-américain. McKinley entame la conquête de nouveaux horizons dans les Caraïbes et l'Océan Pacifique au détriment de l'empire colonial espagnol. Il lance son pays dans la concurrence commerciale avec les pays d'Europe sur les marchés asiatiques, en Chine en particulier. William McKinley Junior naît le 29 janvier 1843 à Niles dans l'État de l'Ohio. Il est le septième des huit enfants de William McKinley et Nancy Allison. Ses parents sont d'origine écossaise et son père possède un atelier de fonderie. Il fréquente l'école publique, la *Poland Academy* et l'*Allegheny College*.
Après son diplôme, il devient enseignant. Il s'engage comme simple soldat dans l'armée de l'Union dès le début de la Guerre de Sécession en 1861. Il est démobilisé en 1865 avec le grade de capitaine. Pendant la guerre, il a servi sous les ordres de Rutherford Hayes, le futur président, qui est resté son ami. Après la guerre, il étudie le droit. En 1867, il ouvre un bureau d'avocat à Canton (Ohio) et est élu procureur de son comté de 1869 à 1871.

Carrière politique
William McKinley est le candidat du Parti républicain aux élections législatives en Ohio en 1877. Il est élu de 1877 à 1891 avant de devenir gouverneur de l'Ohio jusqu'en 1896.

Présidence
1897
4 mars investiture de William McKinley en tant que vingt-cinquième président des États-Unis d'Amérique. Son

discours est un programme économique et une réforme du système monétaire.

15 mars — McKinley convoque le Congrès pour une session spéciale destinée à augmenter les droits de douane.

24 juillet — McKinley signe la loi « Dingley » qui augmente les droits de douane et assure le protectionnisme de l'économie américaine. Ces droits sont aussi une ressource majeure du budget du gouvernement fédéral.

6 décembre — Dans son discours annuel au Congrès, McKinley attaque l'Espagne pour son traitement de l'insurrection à Cuba.

1898

9 février — Une lettre de l'ambassadeur d'Espagne insultante pour le président McKinley est interceptée et publiée dans un journal new-yorkais.

11 avril — McKinley demande le vote d'un budget de 50 M$ pour utiliser les forces armées afin de stopper la guerre civile à Cuba. La résolution affirme que les États-Unis n'ont pas l'intention d'annexer l'île.

19 - 25 avril — Le président McKinley ordonne le blocus maritime de Cuba en même temps qu'il lance le recrutement d'une armée de 150 000 volontaires (sous les ordres de Théodore Roosevelt, qui succèdera à McKinley). La guerre avec l'Espagne est déclarée.

1er mai — La marine américaine détruit la flotte espagnole à Manille. Le gouvernement local n'était pas au courant de l'état de guerre. McKinley lance le recrutement de 75 000 volontaires supplémentaires pour conquérir les Philippines.

13 juin — McKinley signe une loi permettant le financement de la guerre à partir des taxes sur l'alcool, le tabac, les jeux et certaines transactions commerciales.

12 août — Signature de l'armistice entre les États-Unis et l'Espagne. Cette dernière perd Cuba, Puerto-Rico et Guam. Le sort des Philippines sera traité plus tard par le Traité de Paris qui prévoit leur indépendance après une prise de contrôle par les États-Unis.

5 décembre — Dans son discours annuel au Congrès, McKinley annonce son intention de faire construire un canal entre l'Atlantique et le Pacifique.

1899

29 mai — McKinley signe un décret allant à l'encontre des directives de son prédécesseur, Grover Cleveland. Plusieurs milliers de postes fédéraux sont attribués par le pouvoir politique plutôt qu'au mérite.

5 décembre — Dans son discours annuel au Congrès, McKinley s'intéresse particulièrement à la politique étrangère et affirme la souveraineté américaine sur les îles du Pacifique.

1900

7 mars — McKinley signe la loi instituant l'étalon-or et garantissant la valeur du dollar.

19 - 21 juin — La convention républicaine désigne McKinley comme candidat à un second mandat présidentiel. Theodore Roosevelt est candidat à la vice-présidence en remplacement de Garret Hobart décédé pendant son mandat.

6 novembre — McKinley est réélu.

1901

4 mars — Investiture de William McKinley pour un second mandat présidentiel.

11 juin — McKinley annonce qu'il ne sera pas candidat à un troisième mandat.

6 septembre — Alors que McKinley assiste à l'exposition panaméricaine de Buffalo, New York, un anarchiste de 28 ans, Leon Czolgosz, lui tire deux balles dans la poitrine.

14 septembre — McKinley décède des suites de ses blessures. Son assassin sera condamné à mort et exécuté un mois plus tard.

Les États-Unis ont terminé leur expansion sur le continent Nord-américain. McKinley se sert du sentiment anti-espagnol à Cuba pour contrer les Espagnols. À la suite de la destruction du USS « Maine », la guerre est déclarée. Elle conduira à l'annexion de colonies espagnoles dans les Caraïbes (Cuba et Porto Rico) et le Pacifique (Guam et Philippines). McKinley justifiera cette annexion en affirmant avoir eu un entretien avec Dieu pendant la nuit, dans les couloirs de la Maison-Blanche, lui ordonnant de conserver les Philippines pour civiliser et christianiser les indigènes2. C'est le début d'un nouvel impérialisme américain auquel il faut associer la pénétration commerciale dans les pays d'Asie, Chine en particulier, en concurrence avec les puissances européennes.

Politique intérieure

En 1898, McKinley se lance dans une lutte contre les grands conglomérats industriels qui, à cette époque, dominent les marchés. Il crée une commission parlementaire des affaires industrielles dont le rapport servira de base à son successeur, Theodore Roosevelt, dans ses attaques contre les 'richissimes malfaiteurs'. Les droits de douane élevés continuent à protéger l'économie américaine en même temps qu'ils alimentent le budget du gouvernement fédéral. McKinley s'en sert pour négocier des accords commerciaux avec d'autres pays et pour favoriser l'expansion économique des États-Unis. Au cours de son second mandat, il instituera l'étalon-or comme référence pour le dollar.

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration

Les États du Sud continuent la lutte contre l'intégration des Noirs, en particulier en leur refusant le droit de vote grâce à différentes tactiques pour rendre difficile leur inscription sur les listes électorales. McKinley ne réagit pas contre ces abus. En particulier, il condamne le lynchage des Noirs dans ses discours, mais ne fait rien de concret pour les empêcher.

Politique partisane

Pendant sa première campagne électorale, McKinley se contente de faire des discours à partir de chez lui aux délégués qui

viennent le rencontrer, dans la tradition des campagnes de cette époque. Toutefois, il reçoit plus de 4 millions de dollars en contributions de la part d'industriels qui soutiennent sa politique économique et qui serviront à imprimer plus de 200 millions de tracts (pour 15 millions d'électeurs). Wikipédia

MAGALAES **LIMA Sebastiao de** VOIR LIMA

MAGNAN **Bernard Pierre** Paris 7 novembre 1791 - 29 mai 1865.



Le Coup d'État du 2 décembre 1851 lui vaut le titre de Maréchal.
En 1859, il devient Franc-Maçon sur ordre car Napoléon III le nomme Grand Maître du GODF pour écarter le Prince Murat.

Sa carrière militaire commence comme simple soldat au 66e Régiment d'Infanterie le 29 décembre 1809. Il devient rapidement caporal, et il obtient ses premiers grades dans le même régiment, et fut successivement sergent le 1er janvier 1810, sergent-major le 7 octobre suivant, sous-lieutenant le 20 juillet 1811, lieutenant le 8 février 1813, et capitaine le 6 septembre de la même année. Il a fait avec distinction les campagnes de 1810, 1811, 1812 et 1813 en Espagne, en Portugal, celles de 1814 et 1815 en France et en Belgique. Il est fait chevalier de la Légion d'honneur en 1813.
Passé dans les tirailleurs de la garde impériale (1er Régiment), le 13 janvier 1814, il est nommé capitaine adjudant major lors de la campagne de France.Il est blessé d'un coup de biscaïen au bas ventre à Craonne, le 7 mars 1814. En non activité au retour de Louis XVIII, il revient au 4e Régiment des Tirailleurs de la Garde pour la campagne de Waterloo.

Après les Cent jours, il passe au 6e Régiment d'Infanterie de la Garde royale. Il fut nommé capitaine adjudant-major au 6e Régiment d'Infanterie de la Garde Royale le 23 octobre 1815, et breveté chef de bataillon de la ligne le 6 septembre 1817. Le 8 août 1820 il passa comme chef de bataillon au 34e de Ligne, lieutenant-colonel au 60e de Ligne le 20 novembre 1822, colonel du 49e le 21 septembre 1827, et maréchal de camp le 31 décembre 1835. Il fait la campagne de Catalogne en 1823, et est mis à l'ordre du jour de l'armée pour sa conduite au combat d'Espuglas (9 juillet 1823) et est décoré chevalier de Saint-Louis. Il participe à la conquête de l'Algérie, il est cité lors de la bataille de Staoueli (19 juin 1830). Il fut promu au grade de général de division le 20 octobre 1845. En 1830, il réprime la première insurrection de Lyon, mais est temporairement mis en disponibilité pour avoir parlementé avec les insurgés. Mis à la disposition des Belges en tant que général de brigade, il sert du 17 avril 1832 au 30 juin 1839 pour ce pays.

Il est décoré Commandeur de la Légion d'honneur en 1833 et occupe la fonction de commandant militaire du département du Nord de 1839 à 1845. Il participe aux événements de 1848 à Lyon où il est blessé dans les opérations. En 1849, il est élevé à la dignité de Grand Officier de la Légion d'honneur. Il commande à partir du 14 juillet 1849, la 4e division militaire (Strasbourg), et réunit à ce commandement celui des troupes stationnées dans la première subdivision (Bas-Rhin). Il est député de la Seine en 1849. Il est nommé commandant en chef de l'armée de Paris en juin 1851. Il est un des principaux organisateurs du coup d'État du 2 décembre 1851, jour anniversaire d'Austerlitz. Il est nommé par Napoléon III sénateur puis Maréchal de France en 1852.

En 1862, alors qu'il n'est pas franc-maçon, Napoléon III le nomme Grand Maître du Grand Orient de France pour écarter le Prince Lucien Murat. Il fut initié et reçut les 33 degrés en 48 heures.

Créé chevalier le 23 juin 1813, officier le 20 mars 1820, et commandeur le 15 novembre 1835, il fut nommé Grand Officier de la Légion d'honneur le 23 juin 1849 Grand Croix de la Légion d'honneur 11/12/1851, Médaille Militaire 13/06/1852. Il avait également reçu la Médaille de Sainte-Hélène 1852, ainsi que la Gd Croix de l'Ordre du Lion de Zaehringen (Bade), Commandeur de l'Ordre de Léopold (A), 1823 Grand Croix de l'Ordre de Saint-Ferdinand d'Espagne (2e classe). Commandeur Ordre du Christ (Portugal), Grand Croix de l'Ordre Royal de Léopold 1839 (Belgique), Grand Croix de l'Ordre Royal des Saints Maurice et Lazare (Italie), Grand Croix du Nicham Iftikhar 1852 (Tunisie), Charles X l'avait créé chevalier de Saint-Louis le 9 novembre 1825, et, en 1823, il avait reçu le cordon de l'Ordre de Saint-Ferdinand d'Espagne (2e classe).
Wikipédia.

MAILLY de **Augustin-Joseph** Villaines-sous-Lucé 5 avril 1708 - Arras, Pas-de-Calais 25 mars 1794.



Marquis d'Haucourt et baron de Saint-Amand[Lequel ?], est un officier général français qui atteint le grade de maréchal de France (1783). Il est en charge de la défense du palais des Tuileries lors de la journée du 10 août 1792.

Augustin-Joseph de Mailly est l'héritier de l'une des plus anciennes familles de la noblesse du royaume, la Maison de Mailly. Il est le fils de Joseph de Mailly (1677-1755), marquis d'Haucourt, seigneur d'Assigny, de Guillencourt, de Brunvil, de Bivil, de Villedieu, de Cany, de Saint-Michel-d'Halescourt et Grumesnil, baron de Saint-Amand. Dans sa jeunesse, il a été page de la Petite Écurie du roi (1691). Sa mère, Louise-Madeleine-Josèphe de La Rivière, est dame de La Roche-de-Vaux-Corbuon et du Bois-de-Macquessy, de Requeil, de Flacé et d'Estival.

Les débuts de sa carrière militaire
Mailly est d'abord un militaire. Il est mousquetaire en 1726, enseigne dans le Régiment de Mailly-Infanterie en 1726, il est

guidon de la compagnie des gendarmes de la reine. Le 18 mars 1728, il devient capitaine des gendarmes écossais. Le capitaine de Mailly fait les campagnes de Westphalie, de Bohême et de Flandre. Il est lieutenant-colonel de la compagnie des gendarmes de la reine en mars 1733, puis Sous-Lieutenant de la compagnie des chevau-légers de Berri, avec rang de mestre de camp de la cavalerie en mars 1734.

Ses exploits lui valent en 1740 la croix de Saint-Louis, à l'âge de 32 ans, ce qui est exceptionnel. En janvier 1742, Augustin Joseph de Mailly est nommé capitaine-lieutenant de la compagnie des gendarmes écossais, sur la démission du comte de Rubempré, puis il a le grade de brigadier des armées du roi, en février 1743. Après la campagne de Bohême à Weissembourg, en 1744, il charge, à la tête de 150 gendarmes, un corps de cavalerie et d'infanterie qui avait culbuté deux régiments français, et le force à la retraite. Une pension de 3000 livres lui est accordée pour cette action brillante.

Il est fait maréchal de camp, le 16 août 1745, en Flandre, sans avoir d'expérience du commandement de grandes unités. Il participe à la guerre de Succession d'Autriche aux côtés du chevalier de Belle-Isle et concourt à préserver la Provence de l'invasion étrangère. Il continue de se signaler, surtout à la bataille de Pavie (1745) où, séparé de l'armée française, il la rejoint en perçant un corps considérable de cavalerie ennemi auquel il enlève 4 canons et 150 prisonniers. Il passe ensuite en Italie, où, après la bataille de Plaisance (1746) et le combat du Tidon, il est chargé de l'inspection de la cavalerie. Le roi lui donne le gouvernement d'Abbeville, le crée lieutenant-général de ses armées, en mai 1748. Il est inspecteur général de la cavalerie et des dragons en mars 1749.

Commandant en chef en Roussillon
Mailly devient commandant en chef en Roussillon en 1749. Mailly commence, après la paix avec l'Espagne, à négocier les rectifications de frontières. Il conclut avec l'Espagne, en 1750, un traité particulier qui fixe les limites des deux royaumes. Rénovateur de l'urbanisme de la ville, il fonde le premier théâtre du Roussillon dans les locaux de la Loge. Une académie militaire, à l'initiative du futur maréchal de Mailly, agissant pour le roi, est créé pour former de jeunes nobles au service du roi le 15 juin 1751.

En bon franc-maçon du XVIII^e siècle, vecteur de la pensée des Lumières, il rénove l'université, entre 1760 et 1763, et fait bâtir de nouveaux bâtiments à Perpignan pour pallier la ruine de l'ancienne.

Port-Vendres et disgrâce
Louis XVI, véritable restaurateur de la marine de guerre et commerciale française, confie au général de Mailly l'installation d'un port puissant et fortifié qui, soit capable d'assurer enfin un trafic régulier avec l'Europe entière, de l'Espagne à la Suède, d'Écosse à l'Italie, de la côte catalane à l'Orient et aux ports barbaresques, voire jusqu'aux Indes lointaines et jusqu'aux Amériques.

Mailly fonde Port-Vendres qu'il veut comme Perpignan la représentation idéale d'une ville maçonnique. Il y fait construire un port profond et à l'abri des vents. Outre le port moderne, en 15 années (1770-1785), il complète la ville, trace et perce quelques petites rues, construit de nouvelles habitations sur un plan uniforme, rectifie des alignements, construit des quais et des débarcadères commodes. Pour marquer d'un symbole la naissance de Port-Vendres, Louis XVI permet à la province de faire ériger à sa gloire le premier monument élevé en France en son honneur, l'obélisque de Port-Vendres.

Le 2 octobre 1753, le maréchal de Noailles, en querelle avec Mailly, réussit de le faire révoquer de son commandement.
En novembre 1753, Jean-Baptiste de Machault d'Arnouville obtient du roi l'exil de Mailly. Le 1^er mars 1754 le roi casse le comte de Mailly d'Haucourt pour avoir trop répandu son mémoire que René Louis de Voyer de Paulmy d'Argenson juge apologétique. Mailly doit rentrer dans ses terres. Sa maîtresse, la marquise de Blanes et son mari, se répandaient en discours contre le gouvernement. Ils sont proscrits eux aussi. La disgrâce de Mailly dure peu, car il est chargé d'aller en Espagne complimenter, de la part du roi, l'Infante Marie-Thérèse-Raphaëlle de Bourbon.

Guerre de Sept Ans
Pendant la guerre de Sept Ans, Joseph-Augustin de Mailly passe aux armées d'Allemagne. Il se trouve à la bataille de Hastenbeck (27 juillet 1757) et est blessé à la tête d'un coup de sabre. Il est fait prisonnier, par suite de sa blessure qui l'a laissé sans connaissance à la bataille de Rossbach la même année.

Frédéric de Prusse, le despote éclairé, dont le comte de Mailly est le prisonnier de guerre, est son ami. Il n'est libéré qu'au bout de deux ans. Pour le remercier de ses services, ses terres de Rainerai, Esclainvilliers, Mongival, Sotteville, etc. sont unies et érigées en comté de Mailly, par lettres-patentes données au mois de janvier 1744. Quand Mailly recouvre sa liberté, il rejoint encore l'armée et fait avec succès les campagnes d'Allemagne de 1760, 1761, 1762. La paix revient et met un terme à ses travaux militaires. Il reprend son commandement du Roussillon. En 1771, il est nommé directeur-général des camps et armées des Pyrénées et des côtes de la Méditerranée. Louis XVI roi le nomme chevalier de ses ordres et le crée, en 1783, maréchal de France. Le maréchal de Mailly est membre de l'Académie des Sciences, des Lettres et des Arts d'Amiens.

La journée du 10 août 1792
Couvert de gloire et de blessures dans toutes les guerres, le vieux maréchal a 81 ans en 1789.
Le maréchal de Mailly refuse d'émigrer ; l'idée d'un roi abandonné à Paris sans clergé et sans noblesse est pour lui une absurdité révoltante. En 1790, Louis XVI lui donne le commandement d'une des quatre armées décrétées par l'assemblée nationale et celui des 14 et 15^e divisions militaires4. Mais l'assemblée ayant exigé un serment civique, le maréchal de Mailly

donne sa démission. Le 9 août, quand il apprend les dangers qui environnent la famille royale, il se rend aux palais des Tuileries. Il se voit confier par le roi le commandement des troupes qui défendront les Tuileries le lendemain, le 10 août 1792. Lors de l'attaque, la défense est balayée, et Mailly échappe au massacre et reçoit de l'aide pour s'enfuir.

Ses arrestations et son exécution
Le maréchal est cependant dénoncé puis arrêté peu de jours après sa fuite et conduit devant la section, qui veut l'envoyer à la prison de l'Abbaye. Son passé, son âge et ses idées généreuses du temps des Lumières[réf. nécessaire], font qu'un commissaire réussit à s'y opposer. Le maréchal échappe donc de peu aux massacres de Septembre dans cette prison. Il se réfugie avec sa famille dans leur château de Mareuil-Caubert, près d'Abbeville. Le représentant du peuple André Dumont, le fait jeter en prison, le 26 septembre 1793. Ile st rejoint par sa femme, et ils restent enfermés dans la citadelle de Doullens pendant quatre mois. Joseph Lebon, autre représentant du peuple, l'envoie à l'échafaud à Arras. À l'âge de quatre-vingt-sept ans, ce vieillard a la force de s'écrier, en fixant l'instrument de sa mort : *Vive le roi ! Je le dis comme mes ancêtres*.

MAINE de **BIRAN** Bergerac 29 novembre 1766 - Paris 20 juillet 1824.

Marie François Pierre Gauthier de B., dit Maine de B.

Il a posé les principes d'une philosophie relativiste qui durera jusqu' à nos jours.
Franc-Maçon, en 1813, de la Loge "*La Fidélité*", Bergerac.



Homme du XVIIIe siècle français par la date de sa naissance et le milieu culturel de sa formation, Maine de Biran se détache peu à peu d'un sensualisme inspiré de Condillac pour élaborer une psychologie de subjectivité. D'un agnosticisme discrètement teinté de religiosité sous l'influence de Rousseau, il aboutit à une métaphysique fondée sur l'expérience religieuse, selon une acception moderne. Maine de Biran entend rester le plus possible près des faits : ils lui sont donnés par les sciences de la vie et l'observation de soi. À sa virtuosité introspective, nous devons le premier journal philosophique.

Il nait le 29 novembre 1766 à Bergerac, première sous-préfecture de Dordogne. Son père est médecin, son grand-père et son arrière grand-père ont été maires de Bergerac. Son nom d'origine est : Marie François Pierre Gontier de Biran mais, depuis 1787, il signait Maine de Biran du nom d'une terre de son père.

Maine de Biran poursuit ses études secondaires au collège de Bergerac, d'où il sort bachelier, avant de s'inscrire à l'université de Poitiers. C'est là qu'il obtient sa licence en droit civil et canon. À dix-huit ans, il est admis dans les gardes du corps et, en octobre 1789, participe à la défense du château de Versailles ; à la fin de de 1792, il juge prudent de se retirer dans ses terres de Grateloup, près de Bergerac.

Avec le départ pour la Hollande et un séjour militaire auprès de Maurice de Nassau, prince d'Orange, il fait une ultime concession au siècle en inventant la citation *les philosophes n'ont pas connu l'homme*. Commence alors une période de méditation, entièrement tournée vers la compréhension du monde. Il ne se cloitre pas pour autant : féru de sciences, curieux des lois de la physique, de l'optique, il ne cesse de voyager, de se déplacer dans toute l'Europe du Nord, mais dans la solitude et la discrétion. Résistant aux curieux, étranger aux tentations des cours qui pourtant le sollicitent, il arpente l'Europe en voyageur insatiable, toujours attentif à soumettre à l'épreuve de l'expérience les intuitions qui nourrissent sa pensée. De cette confrontation nait une réflexion rigoureuse, méthodique, qui reste un modèle philosophique universel. Ses fonctions en tant qu'administrateur du département de la Dordogne après la chute de Robespierre, sa création de la Société médicale de Bergerac sous l'Empire, sa participation à la commission des cinq, font déjà de Maine de Biran un personnage de l'histoire locale. JCvL+Wikipédia

MAISTRE **Joseph de** Chambéry 1 avril 1753 – Turin 28 février 1821.



Joseph de Maistre naît à Chambéry, capitale du vieux duché de Savoie. Il tient de ses parents, catholiques fervents aidés par les jésuites, une fois profonde que modèle son appartenance à la Congrégation. Il est, en même temps, sensible aux séductions des Lumières. Extrêmement doué, il n'a pas vingt ans lorsqu'il conquiert son doctorat en droit à l'université de Turin (1772). Il est aussitôt nommé magistrat stagiaire au Sénat de Savoie (1772-1774), cour suprême de justice et parlement aux attributions réduites, où son père s'était si bien illustré qu'il se fit conférer par le roi la dignité de comte. Joseph de Maistre exerça au Sénat jusqu'en 1792.

C'est tout jeune, malgré son attachement à l'Eglise, qu'il devient franc-maçon à Chambéry. A 21 ans, il est Grand Orateur à la loge « *Saint-Jean des Trois Mortiers* » (1774) qui dépend de la Grande Loge de Londres. Son adhésion peut s'expliquer par une concession faite à la mode à une époque où, négligeant la condamnation du pape et la méfiance du pouvoir, la maçonnerie prospère en Savoie.

Il est probable qu'un ensemble de convergences décida de son affiliation : recherche d'un club de divertissement entre gens de bonne compagnie, à l'écart du monde auquel sa qualité de magistrat lui interdit de se mêler trop,

espoir d'un renouveau religieux sous une forme nouvelle susceptible d'exalter sa foi, d'enrayer le fléchissement de la croyance tandis que l'influence de l'Eglise diminue.

Désir d'un espace de liberté intellectuelle échappant à la surveillance de l'Etat et favorisant son idéal de rénovation sociopolitique sous le signe de la réforme, autant d'aspirations que les *Trois Mortiers* semblent devoir satisfaire. De fait, la loge, sous son aspect de « société de plaisir », répond à son attente. S'y expriment, sur le plan politique, le patriotisme savoyard rebelle à l'hégémonie transalpine, un libéralisme à l'anglaise et des suggestions dont Maistre se fait le porte-parole dans un *Eloge de Victor-Amédée III*, son roi, et dans certains discours de pousser à une meilleure conduite des affaires publiques. Les ateliers sont pour lui une école de civisme actif. Cependant, ces espérances religieuses furent probablement déçues puisque au bout de quelques années, en compagnie de frères congréganistes, d'ailleurs, il rallie « *La Parfaite Sincérité* » (1788), loge de la maçonnerie mystique, sous le patronage du Directoire Ecossais de Lyon gouverné par Jean-Baptiste Willermoz et affilié à l'Ordre allemand de la Stricte Observance Templière.

Sous le nom de « *Joseph a Floribus* », qui évoque les fleurs de ses armoiries, Maistre est promu *Chevalier Bienfaisant Grand Profès de la Cité Sainte*. C'est en cette qualité qu'à titre personnel, il rédige le *Mémoire au duc de Brunswick* (1782), Grand Maître de la Stricte Observance Templière qui avait sollicité l'avis des loges sur la régénération de l'Ordre.

En ce précieux document maçonnique, il ne se contente pas de répondre aux questions posées, mais développe sa conception idéale de la maçonnerie, société universelle au service du bien, bâtie sur ses idées de réformateur politique et ses convictions de croyant. Ce bien, aux deux premiers grades, consiste à se dévouer à la sainte politique et aux exigences de la foi chrétienne. Les frères, dûment préparés, seront attentifs aux réalités de leur patrie et ils chercheront les moyens de remédier aux insuffisances constatées ; ils se livreront à l'instruction des gouvernements pour que la vérité soit connue « partout où elle peut fructifier », en dépit des obstacles.

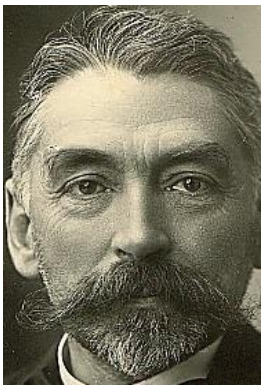
Sur le plan religieux. On vivra l'amour du prochain par l'exercice de la bienfaisance personnalisée ; en cet ordre international où catholiques et protestants se côtoient, on travaillera au rapprochement des Eglises et, contre les forces destructrices de la foi, à « l'avancement du christianisme ». Les frères qui se seront particulièrement illustrés dans ses tâches, admis au troisième grade, constitueront une élite en quête du « christianisme transcendant », c'est-à-dire de connaissances sublimes décelées sous les allégories de l'Ecriture ou procédant de « contemplations métaphysiques » offertes à quelques maçons favorisés par l'Esprit qui « souffle où il veut, comme il veut, quand il veut ». Ainsi, pilotée par des sages qui veillent à sa fonction spirituelle et dirigent son action temporelle, la maçonnerie n'est pas seulement une communauté transnationale close sur elle-même, visant à la perfection sous l'égide de Dieu, elle se veut puissance transformatrice du monde tout en respectant les structures établies.

En ce XVIIIe siècle riche producteur d'utopies, le système conçu par Maistre conjugue donc idéalisme et réalisme pour construire le futur. On ne sait si ce Mémoire, par ailleurs fécond en vues ingénieuses sur l'organisation de l'Ordre, parvint à son destinataire. Quoi qu'il en soit, « *Joseph a Floribus* » continua d'œuvrer au Rite Ecossais Rectifié malgré les sérieux désaccords doctrinaux qui l'avaient opposé à Willermoz, jusqu'à ce qu'en 1791 le roi, inquiet de l'agitation provoquée en Savoie par la France révolutionnaire, ordonne la fermeture des loges. Après cette décision prend fin la carrière maçonnique connue de Joseph de Maistre, mais non point sa fréquentation des frères.

En septembre 1792, les Français envahissent le duché. Le sénateur Maistre, fidèle à son souverain, s'exile en Piémont. Un temps, il est laissé à l'écart par le gouvernement qui le soupçonne d'avoir, comme franc-maçon, participé à un complot qui aurait eu pour but de détacher la Savoie du royaume. L'accusation est tirée du fait que d'assez nombreux frères figurent parmi les tenants du nouveau régime qui vient de proclamer à Chambéry le rattachement à la France. Il se justifie en assurant, avec raison, que les frères en question avaient agi en clubistes, non en maçon ès qualités. A Lausanne, où il réside de 1793 à 1798, son rôle au service du roi est à peu près celui d'un consul.

Parallèlement, il se mue en propagandiste contre-révolutionnaire, épaulant la reconquête de son pays par les troupes sardes, lesquelles échoueront. Cependant, il ne cesse de lutter contre l'idéolisme révolutionnaire que réfutent son Etude sur la souveraineté du peuple, demeurée dans ses cartons, et surtout ses ***Considérations sur la France***, publiées en 1797. Il gagne bientôt la Sardaigne pour y diriger la justice, puis il est nommé ambassadeur à Saint-Pétersbourg, poste qu'il occupe de 1803 à 1817. En Russie, ses rapports avec la maçonnerie, aussi florissante que divisée en obédiences antagonistes, restent à éclaircir. On observe toutefois qu'il intervient aux côtés mystiques, traditionalistes, tels le ministre Razoumovski et le prince Galitzine, contre les frères rationalistes, héritiers des *Illuminaten* qu'il exècre, à propos de la réforme de l'enseignement. Sur ce sujet d'affrontement entre les deux camps, il multiplie lettres et mémoires. A noter enfin qu'entre 1803 et 1811 il fréquente à Petersburg la loge du maçon Stedingk, ambassadeur de Suède. Au long de ces quatorze années, il écrit, outre une énorme correspondance diplomatique et privée, l'essentiel de son œuvre. De cette période datent, notamment, l'***Essai sur le principe générateur des constitutions politiques***, ***Du Pape***, l'***Examen de la philosophie de Bacon*** et ***Les Soirées de Saint-Pétersbourg*** où il fait entrer un « cours complet d'illuminisme », cet illuminisme auquel la maçonnerie du Rite Ecossais Rectifié l'avait initié en sa jeunesse. Il finit ses jours à Turin, ministre d'Etat et chef de la chancellerie du royaume. J.R.

MALLARME



Stéphane Paris 18 mars 1842 – Valvins (commune de Vulaines-sur-Seine, Seine-et-Marne) 9 septembre 1898.

Étienne Mallarmé, dit **Stéphane Mallarmé**, est un poète français. Admirateur de Théophile Gautier, Charles Baudelaire et Théodore de Banville, Stéphane Mallarmé fait paraître en revue quelques poèmes en 1862. Professeur d'anglais par nécessité, il est nommé en septembre 1863 au lycée de Tournon-sur-Rhône en Ardèche et passe par Besançon ou Avignon, avant d'arriver à Paris en 1871. Il fréquente alors des littérateurs comme Paul Verlaine, Émile Zola ou Auguste de Villiers de L'Isle-Adam et des artistes comme Édouard Manet qui a peint son portrait en 1876. S'il rencontre des difficultés dans son métier de professeur (il est chahuté par ses élèves), il mène une vie familiale paisible, avec cependant des difficultés financières et des deuils. Il poursuit l'écriture de poèmes très élaborés et reçoit ses amis créateurs lors des Mardis de la rue de Rome ou dans sa maison de campagne, à Valvins, près de Fontainebleau où il meurt le 9 septembre 1898 à 56 ans.

Attiré par l'esthétique de l'art pour l'art, il collabore au Parnasse contemporain dès 1866, cherchant à dépasser son sentiment d'impuissance lié à un état dépressif, il est dès lors en quête d'une beauté pure que seul peut créer l'art : « le monde est fait pour aboutir à un beau livre », affirme-t-il. Il entreprend des œuvres ambitieuses qu'il retravaillera longtemps comme *Hérodiade* (1864-1887) ou *L'Après-Midi d'un faune* (1865-1876, mis en musique par Debussy en 1892-94). Admirateur d'Edgar Poe il traduit *Le Corbeau*, publié en 1875 illustré par Édouard Manet, et écrit le *Tombeau d'Edgar Poe* en 1876 (« Tel qu'en Lui-même enfin l'éternité le change,... ») avant de traduire en prose d'autres poèmes.

En 1887, il fait paraître une édition de ses *Poésies* qui montrent sa recherche stylistique comme dans le sonnet en yx : *Ses purs ongles très haut dédiant leur onyx* ou le sonnet en octosyllabes *Une dentelle s'abolit* (Une dentelle s'abolit // Dans le doute du Jeu suprême //A n'entrouvrir comme un blasphème //Qu'absence éternelle de lit.) L'aboutissement de cette ambition du poème absolu apparaît dans le poème graphique de 1897 Un coup de dés jamais n'abolira le hasard. Cette recherche d'une expression tendue vers l'épure lui vaut cependant dès l'époque le reproche d'hermétisme qui reste attaché à l'art mallarméen.

La renommée de Stéphane Mallarmé se consolide encore à partir de 1884 quand Verlaine publie l'article qui l'insère dans sa série des Poètes maudits, et, porteur de modernité et proche des avant-gardes en art comme en littérature, il est reconnu comme un maître par les jeunes générations poétiques, d'Henri de Régnier et des symbolistes à Paul Valéry. Ainsi, auteur d'une œuvre poétique ambitieuse, Stéphane Mallarmé a été l'initiateur, dans la seconde moitié du xix^{e} siècle, d'un renouveau de la poésie dont l'influence se mesure encore auprès de poètes contemporains comme Yves Bonnefoy.

Il perd sa mère en 1847 et est confié à ses grands-parents. Mis en pension dès 1852, il se montre élève médiocre, et se fait renvoyer en 1855. Pensionnaire au lycée de Sens, il est marqué par le décès de sa sœur Maria en 1857. À cette même époque, il compose ses premiers poèmes d'adolescence, recueillis dans *Entre deux murs*, textes encore fortement inspirés par Victor Hugo, Théodore de Banville ou encore Théophile Gautier. La découverte des *Fleurs du mal* de Charles Baudelaire en 1860 est marquante et influence ses premières œuvres. Cette même année, Mallarmé entre dans la vie active en devenant surnuméraire à Sens, « premier pas dans l'abrutissement » selon lui. En 1862, quelques poèmes paraissent dans différentes revues. Il fait la connaissance d'une jeune gouvernante allemande à Sens, Maria Gerhard, née en 1835, et quitte son emploi pour s'installer à Londres avec elle, ayant l'intention de devenir professeur d'anglais.

Réformé du service militaire en 1863, Stéphane Mallarmé se marie à l'Oratoire de Londres avec Maria le 10 août. Il obtient en septembre son certificat d'aptitude à enseigner l'anglais. En septembre, il est nommé au lycée impérial de Tournon (Ardèche), où il se considère comme exilé. Il ne cesse durant cette période de composer ses poèmes, comme *Les fleurs*, *Angoisse*, « *Las d'un amer repos...* ». Durant l'été 1864, Mallarmé fait la connaissance à Avignon des félibres, poètes de langue provençale : Théodore Aubanel, Joseph Roumanille et Frédéric Mistral, avec qui il entretient une correspondance. Sa fille Geneviève naît à Tournon le 19 novembre 1864. Il fut parallèlement professeur d'anglais dans cette ville ainsi qu'à Besançon, Toulon et Paris durant la même période.

L'année suivante, il compose *L'Après-Midi d'un faune*, qu'il espère voir représenter au Théâtre-Français, mais qui est refusée. Il se lie avec le milieu littéraire parisien, notamment avec Leconte de Lisle et José-Maria de Heredia.

L'année 1866 marque un tournant pour Mallarmé : lors d'un séjour à Cannes chez son ami Eugène Lefébure, il traverse une période de doute absolu qui dure jusqu'en 1869. Nommé professeur à Besançon, il débute en novembre une correspondance avec Paul Verlaine. En 1867, alors qu'il est en poste à Avignon, il commence la publication de ses poèmes en prose et va plusieurs fois rendre visite à Frédéric Mistral à Maillane. Il débute en 1869 l'écriture d'*Igitur*, conte poétique et philosophique laissé inachevé, qui marque la fin de sa période d'impuissance poétique débutée en 1866. En 1870, il se met en congé de l'instruction publique pour raisons de santé et se réjouit de l'instauration de la République en septembre. Son fils Anatole naît le 16 juillet 1871 à Sens et, Mallarmé ayant été nommé à Paris au Lycée Condorcet, la famille s'installe rue de Moscou.

En 1872, Mallarmé fait la connaissance d'un jeune poète, Arthur Rimbaud, qu'il fréquente brièvement, puis, en 1873, du peintre Édouard Manet, qu'il défend lorsque ses tableaux sont refusés au Salon de 18742. C'est par Manet qu'il rencontre ensuite Zola. Mallarmé publie une revue, *La Dernière Mode*, qui a huit numéros et dont il est l'unique rédacteur sous divers pseudonymes, la plupart féminins. Nouveau refus des éditeurs en juillet 1875 de sa nouvelle version de *L'Après-Midi d'un faune*, qui paraît néanmoins l'année suivante, illustrée par Manet. Il préface la réédition du *Vathek* de William Beckford. Dès 1877, des réunions hebdomadaires, devenues vite célèbres, se tiennent le mardi chez Mallarmé. Il fait la rencontre de Victor

Hugo en 1878 et publie en 1879 un ouvrage sur la mythologie *Les Dieux antiques*. Cette année est marquée par la mort de son fils Anatole, le 8 octobre 1879.

À partir de 1874, Mallarmé, de santé fragile, effectue de fréquents séjours à Valvins près de Fontainebleau. Il loue pour lui et ses proches le premier étage d'une ancienne auberge au bord de la Seine. Il finit par l'acquérir et l'embellit de ses mains pour en faire son « home ». Là, les journées s'écoulent entre deux parties de pêche avec Nadar ou d'autres illustres hôtes, face à la forêt miroitant dans la Seine, et le poète alors de dire : « J'honore la rivière qui laisse s'engouffrer dans son eau des journées entières sans qu'on ait l'impression de les avoir perdues. »

En 1884, Paul Verlaine fait paraître le troisième article des *Poètes maudits* consacré à Mallarmé ; cette même année, Joris-Karl Huysmans publie *À rebours*, dont le personnage principal, des Esseintes, voue une vive admiration aux poèmes de Mallarmé; ces deux ouvrages contribuent à la notoriété du poète. Stéphane Mallarmé est nommé au lycée Janson-de-Sailly. En 1885, il évoque *l'explication orphique de la Terre*. Son premier poème sans ponctuation paraît en 1886, *M'introduire dans ton histoire*. La version définitive de *L'Après-midi d'un faune* est publiée en 1887. Un an plus tard paraît sa traduction des poèmes d'Edgar Allan Poe. De nouveau sa santé vacille en 1891 ; Mallarmé obtient un congé puis une réduction d'horaire. Il fait la connaissance d'Oscar Wilde et de Paul Valéry au pont de Valvins (ce dernier faillit s'y noyer...). Valéry est un invité fréquent des *Mardis* mallarméens. En 1892, à la mort d'Eugène Manet, frère d'Édouard Manet, Mallarmé devient le tuteur de sa fille, Julie Manet - dont la mère est le peintre Berthe Morisot. C'est à cette époque que Claude Debussy débute la composition de sa pièce Prélude à l'après-midi d'un faune, présentée en 1894. Mallarmé obtient sa mise à la retraite en novembre 1893, l'année suivante, en 1894, il donne des conférences littéraires à Cambridge et Oxford.

Deux années passent, le poète assiste aux obsèques de Paul Verlaine, décédé le 8 janvier 1896, il lui succède comme *Prince des poètes*. En 1898, il se range aux côtés d'Émile Zola qui publie dans le journal *L'Aurore*, le 13 janvier, son article *J'accuse* en faveur du Capitaine Alfred Dreyfus (Voir l'Affaire Dreyfus). Le 8 septembre 1898, Mallarmé est victime d'un spasme du larynx qui manque de l'étouffer. Le soir même, il recommande dans une lettre à sa femme et à sa fille de détruire ses papiers et ses notes, déclarant : « Il n'y a pas là d'héritage littéraire... ». Le lendemain matin, victime du même malaise, il meurt dans les bras de son médecin, en présence de sa femme et de sa fille. Il est enterré auprès de son fils Anatole au cimetière de Samoreau près de Valvins.

REGARDS SUR SON ŒUVRE

En lisant Hegel, Mallarmé a découvert que si « le Ciel est mort », le néant est un point de départ qui conduit au Beau et à l'Idéal. À cette philosophie devait correspondre une poétique nouvelle qui dise le pouvoir sacré du Verbe. Par le rythme, la syntaxe et le vocabulaire rare, Mallarmé crée une langue qui ressuscite « l'absente de tous bouquets3 ». Le poème devient un monde refermé sur lui-même dont le sens naît de la résonance. Le vers se fait couleur, musique, richesse de la sensation, « concours de tous les arts suscitant le miracle ». C'est avec Mallarmé que la « suggestion » devient le fondement de la poétique antiréaliste et fait du symbolisme un impressionnisme littéraire. Son œuvre est alors celle de l'absence de signification qui « signifie davantage » et le poète cherche à atteindre les « splendeurs situées derrière le tombeau ».

« La Poésie est l'expression, par le langage humain ramené à son rythme essentiel, du sens mystérieux des aspects de l'existence : elle doue ainsi d'authenticité notre séjour et constitue la seule tâche spirituelle. »

« (...) Qui parle autrement que tout le monde risque de ne pas plaire à tous ; mieux, de passer pour obscur aux yeux de beaucoup. (...) L'attrait de cette poésie tient à ce qu'elle est vécue comme un privilège spirituel : elle semble élever au plus haut degré de qualité, moyennant l'exclusion de la foule profane, cette pure joie de l'esprit que toute poésie promet4. »

MALON Benoît

Précieux 23 juin 1841 – Asnières-sur-Seine 13 septembre 1893.



Fils de journaliers d'un petit village du département de la Loire, Benoît Malon, dès l'âge de 7 ans, doit travailler comme pâtre puis comme ouvrier agricole. Son frère aîné, instituteur, l'aide à acquérir des premières bases culturelles. En 1863, il est embauché dans une teinturerie à Puteaux, comme « homme de peine ».

Animateur de la grève des ouvriers teinturiers de cette ville, il participe à la constitution de la Première Internationale en France. Il en sera l'un des dirigeants nationaux, présent à son premier congrès à Genève en juillet 1866 ; devenu son « commis voyageur », il implante des sections en province, soutient des grèves, ce qui lui vaudra deux condamnations (à trois mois de prison en 1868 et à un an en 1870) pour appartenance à une association interdite. Il est également coopératif, fondateur et vice-président de la société coopérative *La Revendication* de Puteaux, Suresnes, Clichy et Courbevoie.

Sorti de prison à l'avènement de la République, il devient, en novembre, l'un des adjoints au maire du XVIIe arrondissement, chargé des services d'assistance ; il signe l'Affiche rouge du 6 février qui appelle à la proclamation d'une Commune. Soutenu par l'extrême gauche, il est élu à l'Assemblée nationale, mais il démissionne après avoir voté contre les préliminaires de paix. Finalement, il se rallie à la Commune dont il sera un des élus du XVIIe arrondissement.

C'est dans les affiches et les communiqués qu'il fait paraître pour cette élection qu'il se signale, en faisant suivre sa signature des trois points, comme maçon. Au sein de la Commune, il fait adopter un projet sur la réquisition des logements, vote contre le Comité de salut public et rejoint la minorité. Il organise, le 22 mai, avec le frère Jaclard, la défense

des Batignolles et doit le lendemain, avec l'aide de Ferdinand Buisson, se cacher chez le concierge d'une chapelle protestante. **Passé en Suisse, il écrit *La Troisième Défaite du prolétariat français* où il témoigne sobrement de l'attitude de la maçonnerie parisienne pendant l'insurrection**.

Malon, alors anarchisant, compagnon de la féministe Andrée Léo, se déplace entre la Suisse et l'Italie. A Palerme d'où il sera expulsé, il est reçu, en janvier 1817, au grade de compagnon et de maître à la loge « *Fedelta* ». A son retour d'exil, il aurait assisté, ainsi que Jules Vallès à son retour de proscription, à une tenue de la loge parisienne « *La Ruche Libre* ». Il s'est entre-temps rapproché de Guesde, a adhéré au Parti ouvrier français, puis rompu avec les marxistes. Il est alors un socialiste indépendant qui se consacre à l'étude économique et philosophique. Avec un autre maçon, Elie May, il fonde en 1885 la *Société républicaine d'économie sociale*, réponse de gauche à la Réforme sociale de Le Play, et qui veut se situer sur le terrain du socialisme pratique. Après un échec en 1880, il fait paraître, à partir de 1885, *La Revue socialiste* qui survivra jusqu'en 1914. Il compte compléter le système de Marx en y incorporant les notions de justice, de solidarité, de morale altruiste et de droit. Dans son œuvre maîtresse, ***Le Socialisme intégral*** (1890-1891), définie comme *« l'aboutissement synthétique de toutes les activités progressives de l'humanité présente »*, il présente une étude commentée de l'histoire du socialise et conclut par des propositions de réformes politiques, économiques et sociales. Son socialisme « laïque et libertaire » correspond aux conceptions maçonniques de la fin du siècle, d'où sa popularité au sein de l'aile marchante de la maçonnerie.

Il a repris une activité maçonnique en 1889 à la loge du Grand Orient « *Le Lien des Peuples et les Bienfaiteurs réunis* », vraisemblablement introduit dans cet atelier populaire par Alexis Paramenter, un militaire socialiste de *L'œuvre maçonnique au Travail,* groupe d'entraide pour les maçons chômeurs qui se perpétuent jusqu'en 1940. Malon entraine à la loge ses trois plus proches amis et collaborateurs : Rodolphe Simon, un négociant en tissus qui commandite *La Revue socialiste*, le député Gustave Rouanet et Eugène Fournière, un bijoutier autodidacte, militant ouvrier et coopérateur, sociologue et historien, élu député en 1898. *La Revue socialiste*, après la mort de Malon (1893), fut successivement dirigée par trois maçons : Georges Renard (1894-1898), Rouanet (1898-1904) et Fournière (1904-1914). En loge, Malon présenta un des chapitres du *Socialisme intégral* publié par la loge au profit de l'œuvre des Invalides du travail. Malon, atteint d'un cancer de la gorge, meurt en 1893 et il est incinéré au Père-Lachaise. Sur le socle de son monument dû au sculpteur Bartholomé, inauguré en 1913, figurent l'équerre et le compas. A.C.

MANZONI — Alessandro

Ecrivain italien



MARAT — Jean-Paul

Neuchâtel CH 24 mai 1743 – Paris 13 juillet 1793.



Marat est né d'un père capucin défroqué d'origine sarde et d'une mère genevoise, qui lui font poursuivre ses études au collège de Neufchâtel. Il les quitte à 16 ans. A Paris, il poursuit de 1762 à 1765 des études de médecine et part exercer à Londres et Newcastle. Il passe plus de dix ans en Angleterre et y reçoit son diplôme de docteur, en 1775. Un an auparavant, il avait publié ***The Chains of Slavery***, l'ouvrage dans lequel il développait la nécessité de l'insurrection et de la violence contre l'oppression.

C'est cette année là que Marat rencontre la franc-maçonnerie. La « *King Head Gerrad Street Soho* », loge affiliée à la Grande Loge de Londres, l'accueille en son sein. Hessline, Grand Secretarty, certifie en effet le 15 juillet 1774, *« that Brother Jean-Paul Marat was made a mason and admitted to the third degree of Masonry by the Register of the Lodge of the Free ans Accepted Masons regulary constituted and meeting at the King Gerrad Street Soho* ».

Après un séjour au Pays-Bas et en Suisse en 1776, il rentre à Paris et reçoit, en 1777, un brevet de médecin des gardes du comte d'Artois. Les relations directes de Marat avec la franc-maçonnerie semblent cesser, mais ses activités scientifiques et culturelles témoignent d'une sensibilité encore vive envers les courants idéologiques qui la traversent. La *Société de l'Harmonie Universelle* qu'il fréquente entretient des relations étroites avec le monde maçonnique. A partir de 1780, le médecin Marat consacre ses activités scientifiques à la rédaction de traités fantastiques sur la lumière et sur la chaleur dont les théories sont proches du mesmérisme. Elles lui valent un certain succès.

Auteur de ***Recherches physiques sur le feu*** (1780), ses travaux sur l'électricité médicale lui permettent de recevoir le prix de l'Académie de Rouen en 1783. Le « médecin Marat » jouit d'une certaine notoriété et est consulté par une clientèle parisienne, parfois mondaine. Cependant ses conceptions du « savant Marat » lui valent aussi d'entrer en conflit avec l'Académie des sciences qui les englobe dans la même condamnation que celle de Mesmer. Dès février 1789, Marat publie une ***Offrande à la patrie***, puis un ***Supplément à l'Offrande*** ainsi qu'un ***Plan de Constitution***. Le 16 septembre, il sort le premier numéro de ***L'Ami du peuple***. Il devient un porte-parole du radicalisme révolutionnaire et il en demeure un des symboles, jusqu'à son assassinat par Charlotte Corday, le 13 juillet 1793. En l'an II (1793-1794), le gouvernement révolutionnaire le célébrait comme un des « martyrs de la liberté ». C.L.B.

MARCY Henri-Félix 1841 – 1893.

Professeur d'Histoire.

Franc-Maçon du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France, dont il écrivit l'histoire dans son Essai sur l'origine de la Franc-Maçonnerie et histoire du Grand Orient de France (2 volumes parus). Le dernier volume de ses oeuvres reste à publier. JCvL

MARÉCHAL Pierre Sylvain Paris 15 août 1750 – Montrouge 18 janvier 1803.

Ecrivain, poète et pamphlétaire français. Militant politique, il fut le compagnon de Gracchus Babeuf, précurseur du communisme. Voulant délivrer l'homme de toute servitude, Sylvain Maréchal, « l'homme sans Dieu », est sans doute l'un des plus fervents partisans de l'athéisme durant la Révolution. Pierre-Sylvain Maréchal est le fils de Pierre Maréchal et de Brigide Meunier ; il naît le 15 août 1750 à Paris, rue des Prêcheurs où son père tient une boutique de marchand de vin. Son père le destine dans son enfance au commerce, mais il réussit à l'en dissuader ; à la sortie du collège, il suit des études de droit et devient avocat au Parlement de Paris.



Toutefois, souffrant de bégaiement, il s'oriente vers la littérature. À l'âge de 20 ans, se livrant à la poésie légère, il publie des *Bergeries*, un recueil d'idylles, dont le succès lui vaut d'obtenir en 1770 un emploi de sous-bibliothécaire au collège Mazarin dont il retirera une grande érudition. Admirateur des philosophes — Rousseau, Voltaire, Helvétius, Diderot —, il fréquente un cercle d'auteurs incroyants et développe une philosophie basée sur un socialisme agraire où les biens seraient mis en commun. Les thèmes utopistes de l'âge d'or qu'il reprend dans ses œuvres sont parfois qualifiés d'« anarchisme utopique ». Se faisant moraliste, il écrit *Le Temple de l'Hymen* (1771), livre dans lequel il attaque les riches et prône le retour à la simplicité rustique des origines, *Le Livre de tous les âges* (1779), influencé par Mably et Morelly, qui présente le travail comme le premier devoir de l'Homme et développe une critique de l'inégalité, des *Fragments d'un poème moral sur Dieu* (1781), réédités en l'an VI sous le titre : *Le Lucrèce français*, où il se revendique comme athée et remplace le culte de Dieu et de la foi par ceux de la vertu et de la raison, *L'Âge d'or* (1782) et *Livre échappé du déluge* (1784), dans lequel il parodie la Bible et s'attaque à la religion, qu'il considère comme un instrument des gouvernements oppressifs et un moyen d'exploitation sociale et économique.

Ses critiques du pouvoir absolu et son athéisme affiché lui font perdre son emploi. Sylvain Maréchal est alors obligé de vivre modestement de ses œuvres littéraires et collabore à différents ouvrages. Il n'en continue pas moins à exprimer ses idées. En 1785-1787, ses *Tableaux de la Fable* manifestent son idéal de société égalitaire, fondée sur une communauté des biens.

En 1785, son nom figure dans la liste des membres de la loge « La céleste amitié », constituée à Paris par le Grand Orient de France. Il est possible qu'il ait appartenu à une loge maçonnique dès 1777.

En 1788, il fait paraître son *Almanach des Honnêtes Gens* dans lequel, rejetant le calendrier grégorien, il substitue aux saints des personnages célèbres, annonçant ainsi le futur calendrier révolutionnaire ; l'ouvrage est condamné à être brûlé par le Parlement et son auteur interné trois mois. Pour son humiliation, il purge cette peine, non dans la célèbre Bastille, où étaient enfermés les opposants politiques, mais à la sinistre prison parisienne de Saint-Lazare, où étaient enfermés les gens « de mœurs douteuses ». Par la suite, tous ses écrits paraissent de manière anonyme, ce qui lui permet d'échapper aux poursuites judiciaires et d'écrire jusqu'à sa mort.

Sorti de prison, Sylvain Maréchal s'enthousiasme pour la Révolution française naissante et mène une action de propagandiste ; il publie *Le Tonneau de Diogène*, un journal anticlérical paru entre janvier et mars 1790, diverses brochures et un *Dictionnaire des Honnêtes Gens* en introduction à son almanach pour 1791, et collabore à partir d'octobre 1790 aux *Révolutions de Paris*, dont il est rédacteur en chef et au sein duquel il conduit une virulente campagne anticléricale. Homme à tout faire de Louis-Marie Prudhomme, qui l'emploie aussi bien à des besognes journalistiques qu'à la correction des épreuves ou la révision de l'orthographe des hommes politiques, il publie dans le n° 147, daté du 28 avril-5 mai 1792, un article anonyme dénigrant Robespierre. Craignant de perdre une partie de ses lecteurs avec la création prochaine du *Défenseur de la Constitution*, Prudhomme ne voit en l'Incorruptible qu'un dangereux concurrent et fait son possible pour jeter le discrédit sur son entreprise. « On a rencontré rarement, dans les annales du journalisme révolutionnaire, un spécimen aussi complet de bassesse et d'ignominie, un oubli aussi total de la plus élémentaire dignité professionnelle », selon Gérard Walter. Cette attaque vient s'ajouter aux campagnes dirigées par la presse girondine (*Le Patriote français* de Joseph-Marie Girey-Dupré, Aubin-Louis Millin de Grandmaison dans la *Chronique de Paris*) contre Robespierre dans le cadre du débat sur la guerre. En réaction Sébastien Lacroix publie une brochure, *L'Intrigue dévoilée, ou Robespierre vengé des outrages et des*

calomnies des ambitieux, dans lequel il dénonce les différents ennemis de l'Incorruptible, Brissot, Condorcet, Guadet, Prudhomme, etc.. Marat, Desmoulins et Hébert, également engagés dans le combat contre la guerre, accusent, quant à eux, le journal d'avoir été stipendié par la Gironde.

Pourtant, hormis ce texte, tous les articles consacrés par Sylvain Maréchal à la question de la guerre manifestent son opposition, depuis décembre 1791 jusqu'au printemps 1792. Dans le n° 130, il critique sévèrement le projet d'*Adresse aux Français* présenté par Vergniaud à la Législative et, considérant que la guerre est un jeu de prince, affirme : « La gloire, nous n'en voulons pas, nous ne voulons que le bonheur ». En janvier 1792, dans le n° 134, il exprime ses craintes à l'égard d'« une guerre longue, ruineuse, incertaine dans ses issues ». En mars, dans le n° 141, à la mort de Léopold II, il juge que, « comme le plus ou moins de certitude de la victoire ne légitime point une invasion... cette mort ne doit rien changer à la disposition des esprits ». Sa théorie pacifique de la transformation révolutionnaire est un autre aspect de son progressisme idéologique.

Le 28 avril 1792, il épouse Marie-Anne-Nicolas Desprès, fille d'un négociant de Dijon née le 16 février 17648 et sœur de Jean-Baptiste-Denis Desprès (1752-1832), secrétaire du conseil d'agriculture au ministère de l'Intérieur, auteur de pièces jouées au Vaudeville. Il l'appelle Zoé. La cérémonie religieuse se déroule dans l'église Saint-Nicolas-des-Champs.

En 1793, il fait paraître un *Correctif à la Révolution*, qui lui fixe pour but la reconstruction de la société sur la base de communautés familiales de centaines de personnes séparées les unes des autres, remplaçant l'État et le gouvernement par un ordre patriarcal. À la même époque, il s'essaye au théâtre — *Le Jugement dernier des rois* est donné le 17 octobre 1793, au lendemain de l'exécution de Marie-Antoinette — et à l'opéra — en collaboration avec André Grétry pour *La Fête de la Raison*, jouée après Thermidor sous le titre : *La Rosière républicaine* —, et compose des hymnes pour les fêtes décadaires.

Sous la Convention thermidorienne, il dénonce la Terreur dans son *Tableau historique des événements révolutionnaires de l'an II* (1795). Toutefois, lié avec Gracchus Babeuf, qu'il a rencontré en mars 1793, il s'engage dans la conjuration des Égaux et rédige le *Manifeste des Égaux*, 1796, qui en fait l'un des précurseurs du communisme et, selon certains, l'un des premiers anarchistes. Membre du directoire secret de salut public, il parvient cependant à échapper aux poursuites, quand la conspiration est éventée. Dans ses ouvrages suivants, il reprend son combat athée, notamment à travers la brochure *Culte et lois d'une société d'Hommes sans Dieu* (an VI), et écrit plusieurs textes inspirés par l'actualité. Retiré à Montrouge, il se consacre avec Joseph Jérôme Lefrançois de Lalande un *Dictionnaire des athées* après le coup d'État du 18 brumaire. Encore peu soucieux des droits de la femme, comme la Révolution, il rédige en 1801 un texte, très controversé, sur un *Projet de loi portant défense d'apprendre à lire aux femmes*. Marie Armande Jeanne Gacon-Dufour soutient contre lui à cette occasion une polémique qui instaure, entre eux, l'occasion d'une étroite liaison.

Le 18 janvier 1803, à midi, il meurt à Montrouge, entouré de son amie Madame Gacon-Dufour, de sa femme et de sa belle-sœur. Il est inhumé le lendemain. Il laisse un ouvrage, *De la Vertu*, publié à titre posthume en 1807.

MARÉCHAUX D'EMPIRE

Le maréchalat n'est pas un grade mais une dignité civile rétablie le 18 mai 1804 après avoir été abolie le 21 février 1793. Au total il y eut 26 maréchaux sous l'Empire, dont 18 furent nommés en 1804 : Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augerau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davout et Bessières, auxquels furent ajoutés 4 maréchaux honoraires dits « sénateurs » : Kellermann, Lefebvre, Pérignon, Sérurier. En raison de leurs âges et de leurs états de services, ils ne devaient plus en effet être employés. Par la suite 8 maréchaux furent nommée : Victor (19 juillet 1807), Macdonald, Marmont, Oudinot (12 juillet 1809), Suchet (8 juillet 1811), Gouvion Saint-Cyr (17 août 1812), Poniatowski (16 octobre 1913), Grouchy (15 avril 1815). Les maréchaux figurent au premier rang des Grands Officiers de l'Empire. Ils viennent au 5ème rang du protocole impériale, derrière l'empereur, l'impératrice, la famille royale, les grands dignitaires et les ministres. La dignité de maréchal donne la présidence d'un collège électoral et un rang à la cour. L'empereur les appelle « mon cousin » et « monseigneur » sans la correspondance. Le doyen d'âge est Kellermann et le benjamin, Marmont.

16 maréchaux appartiennent à la franc-maçonnerie. Suivant l'heureuse formule de Jean-Luc Quoy-Bodin, ils « forment la haie d'honneur de l'aristocratie maçonnique impériale » : Augerau, Bernadotte, Brune, Grouchy, Kellermann, Lannes, Lefebvre, Macdonald, Masséna, Mortier, Murat, Ney, Oudinot, Pérignon, Sérurier et Soult. Mais tous n'ont pas la même fibre maçonnique.

Masséna Est initié dès 1784, alors qu'il est simple adjudant au Royal-Italien ; c'est un maçon de conviction profonde, il suffit de rappeler son entreprise auprès de Napoléon pour maintenir l'Ordre ; en 1804, il est nommé Grand Représentant du Grand Maître, il est 33°.

Ney Initié à Nancy en 1801, ne dépasse pas le grade d'apprenti.

La plupart des maréchaux sont revêtus des hauts grades écossais et ils appartiennent aux prestigieuses loges de la capitale, notamment « *Saint-Napoléon* ». Elle relève du Suprême Conseil du Rite Ecossais Ancien et Accepté et a été fondée en 1804 par le capitaine-comte de Grasse-Tilly. Trois maréchaux en sont membres : Kellermann, Brune et Masséna. Les loges *« Caroline »* et *« L'Impériale des Francs-Chevaliers »* comptent des maréchaux visiteurs. Lefebvre et Sérurier appartiennent à la loge « *L'Abeille Impériale* », et beaucoup sont vénérables d'honneur de loges régimentaires.

Angerau Duc de Castiglione, est initié aux « *Enfants de Mars* » (orient du 27e régiment d'infanterie légère en garnison à La Haye en 1801). Il fut Chevalier Rose-Croix, nommé Grand Hospitalier du Grand Orient le

23 brumaire an XIII, puis Grand Officier d'Honneur en 1815, et Vénérable d'Honneur de la loge régimentaire « Les Amis de la Gloire et des Arts ».

Brune Initié à une date inconnue, fut Grand Officier d'Honneur du Grand Orient, puis Grand Conservateur de la franc-maçonnerie française. Il est Vénérable d'Honneur de la loge « *La Constante Amitié* » à Sésame en 1811, de « *La Saint-Napoléon* » à Paris en 1813 et des « *Frères Artistes* » à Paris. Il était Commandeur de l'Ordre d'Orient.

Grouchy Il est initié à la loge « L'Héroïsme » à Beauvais dès 1787. Ilo était membre de « *La Candeur* » à Strasbourg.

Lannes Duc de Montebello, initié à une date inconnue, fut Officier d'Honneur du Grand Orient en 1806, Administrateur du Grand Orient en 1809.

Lefebvre Duc de Dantzig, est initié aussi à une date inconnue, à Mayence, aux « *Amis Réunis* ». Il fut nommé Grand Hospitalier d'Honneur et Grand Aumônier d'Honneur du Grand Orient le 23 brumaire an XIII. Depuis 1809, il était membre du chapitre « *L'Abeille Impériale* » à Paris.

Macdonald Duc de Tarente, est initié en 1797 à la loge « *Le Centre des Amis* » à Paris. Il fut nommé Deuxième Grand Expert du Grand Orient le 23 brumaire an XIII et Grand Administrateur de la Grande Loge Symbolique en 1813. Il continue sa carrière maçonnique sous la Restauration et la Monarchie de Juillet. Il était 33° et Vénérable d'Honneur de plusieurs loges régimentaires.

Mortier duc de Trévise, initié le 9 février 1792 à la loge « *Les Amis Réunis* » à Lille. Grand Officier d'Honneur du Grand Orient en 1806. Il est réélu en 1814. Sous la Restauration, il est membre du Suprême Conseil de France du Rite Ecossais Ancien et Accepté. Il était membre honoraire de la loge régimentaire « Les Emules d'Assas.

Ney Duc d'Elchingen, prince de la Moskova, initié le 13 septembre 1801 à la loge « *Saint-Jean de Jérusalem* » à Nancy. Il était membre de la loge « *La Candeur* » lors du camp de Boulogne.

Oudinot Duc de Reggio, initié à Nancy dans la même loge que Ney, mais en 1799. Il est membre de la loge « *L'Amitié* » à Arras le 5 juillet 1805. Il était Vénérable d'Honneur de la loge « *Saint-Napoléon* » à Amsterdam en 1811. Sous la Restauration, il fut Grand Officier d'Honneur du Grand Orient et Premier Grand Surveillant du Suprême Conseil des Rites (1815-1835).

Pérignon Initié à une date inconnue. Il est nommé Grand Officier d'Honneur du Grand Orient en 1807, de la loge et du chapitre « *Les Amis de la Gloire et des Arts* », une loge régimentaire en Italie, 33° et membre du Suprême Conseil du Rite Ecossais Ancien et Accepté. En juin 1813, il est membre honoraire du Suprême Conseil des 33° pour royaume de Naples.

Sérurier Initié à une date inconnue. Il était membre de la loge « *Saint-Alexandre d'Ecosse* » à Paris et Grand Prieur d'Honneur du Chapitre « *L'Abeille Impériale* ». Le 30 mars 1807, il participe à l'installation de Cambacérès comme Grand Maître du Rite Ecossais à la « *Mère Ecossaise de France* ».

Soult Duc de Dalmatie, initié à une date inconnue. Il fut Grand Officier du Grand Orient de 1804 à 1814. Il était membre du Chapitre « *L'Harmonie Universelle* » à Castres en 1813. P.-Fr.P.

MARESCALDI comte **Ferdinando** Bologne 26 février 1754 - Milan 1er octobre 1830.



Diplomate et homme politique italien des XVIIIe et XIXe siècles.

Les républiques sœurs italiennes

Appartenant à une famille d'ancienne noblesse originaire de Vicence, Marescalchi naquit à Bologne en 1754. Il fit son droit à l'université de cette ville, embrassa la carrière de la magistrature et devint membre héréditaire du Sénat qui gouvernait cette ville.

Lorsque les Français entrèrent en Italie, il se mit à la tête du parti qui se déclara ouvertement en leur faveur, et fut remarqué par Bonaparte, qui lui témoigna depuis beaucoup d'estime et de confiance. Il seconda avec ardeur la réforme politique de 1796. À la formation de la République cispadane (1796), il fit partie du Directoire exécutif. En 1799, la République cisalpine l'envoya comme ministre plénipotentiaire à Vienne (Autriche), où il ne put obtenir une audience de l'empereur François Ier, puis plénipotentiaire au Congrès de Rastadt (9 décembre 1797 - 23 avril 1799).

À son retour, il fut élu directeur-président (mars 1799) ; mais bientôt l'invasion des Austro-Russes l'obligea de se réfugier avec ses collègues en France, d'où il retourna dans sa patrie après la bataille de Marengo. En juillet 1800, Marescalchi est nommé représentant de la Cisalpine à Paris. Il prit part à la consulte de Lyon en 1801-1802. Elle se réunit dans l'ancienne chapelle du collège jésuite de la Trinité (aujourd'hui chapelle du Lycée Ampère, rue de la Bourse à Lyon). Tout d'abord, une commission propose d'élire, comme président, Francesco Melzi d'Eril, puis Antonio Aldini, mais l'un et l'autre se récusent successivement. Talleyrand intervient alors et suggère aux Italiens d'élire le général Bonaparte, compte tenu de la présence des troupes françaises en Italie et des réticences des autres États à reconnaître la Cisalpine. C'est ainsi que Bonaparte est élu, comme président, par les Italiens. Le 26 janvier 1802, dans son discours d'acceptation prononcé en italien, il change le nom de la République cisalpine en République italienne (1802-1805), ce qui déchaîne un tonnerre d'applaudissements, et choisit Melzi d'Eril pour remplir la fonction de vice-président résidant à Milan. Marescalchi avait soutenu de tout son pouvoir la nomination du Premier consul à la présidence.

Ambassade à Paris

Marescalchi, fut nommé ministre des Relations extérieures de la République italienne, avec résidence à Paris (1802-1805).

En cette qualité, ce fut Marescalchi, assisté officieusement par Bernier, évêque d'Orléans, qui régla, avec le cardinal-légat Caprara, le concordat signé à Paris, le 9 septembre 1803, entre la cour de Rome et la République italienne. Le 2 décembre 1804, l'ambassadeur italien assista au sacre de Napoléon Ier à Notre-Dame de Paris en présence du pape Pie VII. Après l'acte de la consulta, qui conférait à l'empereur Napoléon Ier le titre de roi d'Italie, le comte Marescalchi devint son représentant en France. Sa marge d'autonomie dans les affaires extérieures du Royaume était, pour le moins, très limitée. On peut cependant observer qu'il a signé, le 20 juin 1808, avec Emmanuel Crétet, le traité de commerce franco-italien. À Paris, Marescalchi loue l'Hôtel de Massa. Fastueux, il y multiplie les fêtes et sa maison est le rendez-vous de la noblesse d'Empire. Ses réceptions fastueuses firent date dans les chroniques parisiennes (en effet, il lance les bals masqués ou costumés). En 1809, il reçoit chez lui l'Empereur, à la veille de partir pour Wagram.

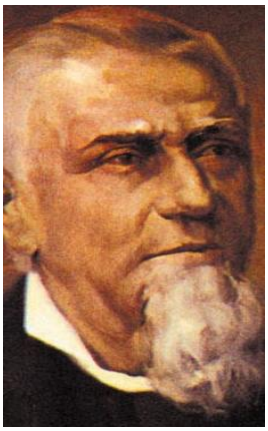
Un Grand Orient d'Italie est créé le 20 juin 1805 : le prince Eugène en est le grand-maître et Marescalchi le grand conservateur.

Napoléon Ier le créa comte du Royaume (décret de décembre 1810, lettres patentes du 12 avril 1809), grand chancelier de l'Ordre de la Couronne de Fer, et lui conféra tous ses ordres. Marescalchi était également membre du collège électoral du Reno. Après l'abdication de l'Empereur, il fut chargé par l'impératrice Marie-Louise de gouverner le grand-duché de Parme et de Plaisance, fut ministre plénipotentiaire de l'empereur d'Autriche à Modène, et y mourut le 22 juin 1816.

MARINHO Joaquim de Saldanha

Olinda 1816 – Pernambuco 1894.

Fils d'un officier d'artillerie, Pantalào Ferneira dos Santos qui a participé à la Révolution républicaine de Pernambuco de 1817, et d'Agata Joaquim Saldanha, Marinho obtient un diplôme de droit à Pernambuco en 1836. Poursuivant une carrière de magistrat et d'avocat, il devient promoteur public, inspecteur de province, et président de l'institut des avocats du Brésil.



Il est également professeur de géométrie et journaliste ; il devient même à ce titre, rédacteur en chef du *Dario do Rio de Janeiro* (1860). Il fonde la compagnie pauliste de *Estrada de Ferro* (Chemin de fer) en 1883 et la Société brésilienne de géographie. En tant qu'homme politique, il se distingue dans la province de Ceará dont il est le député à la Chambre générale et au Parlement général. Il est élu plusieurs fois député par Rio de Janeiro et par Pernambuco et est même député à l'Assemblée constituante en 1890.

Initié comme franc-maçon, il est l'un des fondateur du Grand Orient du Brésil, dit des Bénédictins (1863), une scission tournée vers les problèmes sociaux et politiques de l'époque. Il en devient Grand Maître et Souverain Grand Commandeur (1864), insufflant à la nouvelle obédience un caractère très différent de la franc-maçonnerie traditionnelle, principalement en ce qui concerne son engagement dans la lutte contre l'abolition de l'esclavage.

A partir de 1872, le Grand Orient des Bénédictins adhère en tous points à la cause républicaine, considérée alors comme avant-gardiste. Le Grand Maître ne néglige pas pour autant le rituel franc-maçonnique qui continue de se perpétrer avec rigueur et brio. Il inaugure en effet en 1875 un temple d'une beauté spectaculaire au Rio Grande (Rio Grande du Sul). Il se prononce également en faveur de l'admission des femmes dans la franc-maçonnerie, et patronne la constitution d'une loge d'adoption en 1877. En 1883, après la réunion des deux courants du Grand Orient du Brésil (« *Bénédictins* » et « *Lavradio* »), il démissionne de son poste de Grand Maître pour permettre l'élection d'une responsabilité plus neutre. En 1891, il reçoit l'hommage du Suprême Conseil du 33° de Charleston, qui le nomme membre honoraire. Il donne son nom à de nombreuses loges dans plusieurs Etats du Brésil.

J.J.A.D. et A.H. de O.M.

MARION Pierre

Marseille 24 janvier 1921 - Louviers (Eure) 17 mai 2010.



Haut-fonctionnaire français, ancien directeur général de la sécurité extérieure (DGSE). Ancien élève de l'École polytechnique (promotion 1939), il entre à la direction d'Air France dès 1942 à la fin de ses études. Il y reste jusqu'en 1972 après avoir été en poste aux États-Unis et au Japon. Il entre ensuite à la direction de l'aérospatiale (SNIAS) à Washington. Au cours de ces années, il devient un " *honorable correspondant*", c'est-à-dire un informateur informel du SDECE. En 1981, Charles Hernu, nouveau ministre de la Défense le nomme directeur général du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), où il prend la succession d'Alexandre de Marenches. Il est le dernier à ce poste, puisque, le 2 avril 1982, le SDECE est transformé en Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Il en est directeur jusqu'en novembre 1982. Il devient ensuite président des aéroports de Paris (de 1983 à 1986).

Pierre Marion entreprend ce qu'il appelle une « *démilitarisation* » du SDECE qui vise à y diminuer le nombre de militaires. Fort de son expérience internationale, il pense en effet que pour être plus efficaces, les services spéciaux doivent faire appel à des civils dotés de cultures multiples (ingénieurs, économistes, historiens, géographes, linguistes etc.), à l'image des *alter ego* anglo-saxons (CIA, MI6) ou allemands (BND). Le but est de dégager les services spéciaux du complexe militaro-industriel qui se comporte comme un groupe de pression autonome et engage la France dans des programmes d'armements très coûteux, inadaptés à la menace et hors de tout contrôle démocratique véritable ; il le qualifie de *statocratie*. Pierre Marion a développé cette théorie dans un livre *Le pouvoir sans visage* (1988). Dans son témoignage *La*

mission impossible. À la tête des services secrets (Calmann Lévy, 1991) il se livre à une critique sévère de l'exercice du pouvoir par François Mitterrand, dénonce la médiocrité personnelle de ses principaux ministres (notamment Gaston Deferre, Claude Cheysson et Charles Hernu) et dépeint des services secrets inefficaces et enlisés dans des rivalités internes et des intrigues, notamment entre la DGSE, la DST, les Gendarmes et la cellule africaine de l'Elysée. Il écrit également en 1999 *Mémoires de l'ombre* où l'entourage présidentiel est l'une de ses cibles privilégiées. Ce livre est un réquisitoire contre François Mitterrand : en effet, l'auteur y critique vivement l'absence de culture économique du Président au cours d'une époque de bouleversements des rapports de forces dans le monde dus à des causes économiques.

MARMONTEL Jean-François



Bort-les-Orgues 11 juillet 1723 -
Abloville (Saint-Aubin-sur-Gaillon) 31 décembre 1799.

Auteur de Bélisaire, de Contes moraux et d'intéressants Mémoires, il fat un maître de la libre pensée et un champion de la tolérance. Encyclopédiste, historien, conteur, romancier, grammairien et poète, dramaturge et philosophe français. Proche de Voltaire et ennemi de Rousseau, il connut une grande notoriété à la cour de France et dans toute l'Europe.
Franc-Maçon de la Loge "*Les Neuf Soeurs*", à Paris.

Issu d'une famille pauvre, Jean-François Marmonteil est le fils aîné de Martin Marmonteil, maître tailleur d'habits, et de Marianne Jourdes (morte en 1747). Ses parents ont six autres enfants: Anne (née le 9 mars 1727), Marie-Jeanne (née le 28 mars 1728), Antoinette (née le 10 août 1730, morte le 23 janvier 1766), Jean (décembre 1731), Antoine (mars 1738) et Jeanne (1739). Plus tard, il adoptera le nom de « Marmontel ».

Après avoir appris à lire au couvent de l'Immaculée Conception de la Vierge, dont les religieuses sont liées d'amitié avec sa mère, il va à l'école d'un prêtre de Bort, l'abbé Vaissière, avant de suivre, de 1734 à 1738, des études au collège de Mauriac, dirigé par les Jésuites. Expulsé du collège un mois avant la fin de son année de rhétorique, son père le place en apprentissage chez un marchand de Clermont-Ferrand. Devenu apprenti tailleur, selon John Renwick, un jésuite de Clermont l'aurait pris sous sa protection en lui procurant une place de précepteur dans une famille bourgeoise. Ainsi, il parvient à survivre et à faire sa philosophie au collège de la ville, de 1738 à 1740. De 1740 à 1741, il est employé comme précepteur par le marquis de Linars. Il perd alors son père, victime de la tuberculose. Cet événement réduit sa famille au désespoir et à la misère, ainsi qu'il le raconte dans ses *Mémoires*. Il promet de l'en tirer et s'installe à Toulouse en 1741, où il fait sa philosophie chez les Jésuites et devient répétiteur chez les Jésuites et les Bernardins, envoyant aux siens une partie de son salaire. Il présente au concours de l'Académie des Jeux floraux une ode sur *l'Invention de la poudre à canon*, qui n'est pas distinguée. « *Je fus outré*, écrit-il, *et dans mon indignation j'écrivis à Voltaire et lui criai vengeance en lui envoyant mon ouvrage [...] Il me fit une de ces réponses qu'il tournait avec tant de grâce et dont il était si libéral. Ce qui me flatta beaucoup plus encore que sa lettre, ce fut l'envoi d'un exemplaire de ses œuvres corrigé de sa main, dont il me fit présent.* » Cet échange marque le début, entre les deux hommes d'une amitié qui dure trente-cinq ans, sans le moindre nuage.

Marmontel persévère auprès des Jeux floraux, et finit par remporter le prix pour l'idylle avec son poème l'*Églogue* en 1744, puis les trois prix des Jeux floraux et un prix à l'Académie de Montauban en 1745. Il envisage de s'inscrire à la faculté de théologie, mais Voltaire lui conseille de venir plutôt à Paris. La vente d'une lyre d'argent, que lui a décernée l'Académie de Montauban, permet de subvenir aux frais du voyage. À Paris, il connaît d'abord une situation matérielle extrêmement difficile. Il essaie, mais sans succès, de lancer un journal de littérature intitulé *l'Observateur littéraire*, qui ne compte que huit numéros. Il est sauvé par l'Académie française qui lui décerne en 1746 son prix de poésie sur le sujet suivant : « la Gloire de Louis XIV perpétuée dans le Roi son successeur ». Voltaire part aux devants de la Cour à Fontainebleau avec quelques douzaines d'exemplaires du poème de Marmontel. « *À son retour,* raconte Marmontel, *il me remplit mon chapeau d'écus, en me disant que c'était le produit de la vente de mon poème.* » Désormais tiré d'affaires, Marmontel témoigne de sa reconnaissance à son ami en rédigeant, toujours en 1746, une élogieuse préface pour une édition de *La Henriade*, préface souvent reprise en tête d'éditions ultérieures de ce poème. L'année suivante, il remporte de nouveau le prix de poésie de l'Académie sur le sujet : « la Clémence de Louis XIV est une des vertus de son auguste successeur ».

Le 5 février 1748, il donne sa première tragédie, *Denys le tyran*, pièce authentiquement originale et qui remporte un grand succès : elle a du mouvement, de l'action, et la peinture de la tyrannie et de son châtiment, bien dans l'esprit du temps, intéressa le public. Sa pièce suivante, *Aristomène* (1749), a également du succès grâce au talent de Mlle Clairon. En revanche, *Cléopâtre* (1750) tombe, et est l'occasion d'un mot resté fameux : au dernier acte, un aspic mécanique, fabriqué par Vaucanson, sort d'un panier pour aller mordre le sein de la reine d'Égypte ; un spectateur s'écrie « *Je suis de l'avis de l'aspic* », déclenchant l'hilarité générale. La pièce suivante, *Les Héraclides*, représentée pour la première fois le 24 mai 1752, tombe également en raison, selon les amis de Marmontel, de l'état d'ébriété de Mlle Dumesnil, dans le rôle de Déjanire. Quant à *Égyptus*, jouée pour la première fois le 5 février 1753, elle n'a qu'une seule représentation. Après ce nouvel échec, Marmontel renonce à la tragédie. Grâce à la protection de Mme de Pompadour, il obtient en 1753 une place de secrétaire des Bâtiments du Roi. D'après ses *Mémoires*, il est appelé à conseiller le Roi pour la distribution des pensions accordées sur le *Mercure de France* et fait attribuer le privilège de ce périodique à Louis de Boissy le 12 octobre 1754.

Après la mort de ce dernier, le 19 avril 1758, il en obtient à son tour le brevet, le 27 avril, et en prend la tête en août. C'est dans le *Mercure* qu'il publie ses *Contes moraux*, qui rencontrent un immense succès. Chez Marie-Thérèse Geoffrin, dont il loue un appartement et fréquente le salon, il récite une satire contre le duc d'Aumont dont il refuse de dénoncer l'auteur, ce

qui lui vaut d'être emprisonné onze jours à la Bastille, du 28 décembre 1759 au 7 janvier 1760, et lui fait perdre le privilège du *Mercure*. En 1760, l'Académie française distingue son *Épître aux poètes* sur les charmes de l'étude et, le 24 novembre 1763, elle l'élit au nombre de ses membres; il est reçu le 22 décembre suivant.

En 1767, il publie son roman *Bélisaire*, qui est officiellement censuré en décembre par la Sorbonne en raison du chapitre XV, qui vante la tolérance religieuse. Le 31 janvier 1768, l'archevêque de Paris, Mgr Christophe de Beaumont, condamne l'ouvrage dans un mandement qu'il fait lire au prône de toutes les églises du diocèse. N'ayant plus guère d'appuis à la Cour depuis la mort de Mme de Pompadour, convaincu de ne pouvoir compter sur le soutien de ses collègues académiciens, Marmontel tente d'abord d'apaiser la colère des théologiens en faisant de multiples concessions. Ce n'est que dans un second temps, comprenant qu'on lui demande « d'adhérer sans réserve au dogme de l'intolérance civile », que, calculant qu'il risquait de tout perdre — réputation, amis — en cédant, il préfère aller à l'affrontement — qui lui permet d'apparaître publiquement comme une victime de l'arbitraire — et appelle Voltaire à la rescousse. Cette censure et ces condamnations ne font que contribuer au succès de l'ouvrage, que défendent les Philosophes. Après cette affaire, il quitte en 1768 la maison de Mme Geoffrin, qui est tombée dans la dévotion, est s'installe chez Mlle Clairon, rue du Bac. Puis, quand celle-ci part auprès du margrave d'Ansbach, Charles-Frédéric d'Anspach-Bayreuth, au printemps 1773, il va s'installer chez Mme de Séran, ancienne maîtresse de Louis XV, qui lui a offert un hôtel particulier.

Sollicité par André Grétry, il écrit le livret du *Huron*, adapté de *L'Ingénu* de Voltaire, créé aux Italiens le 20 août 1768, où il connaît un grand succès. Suivent *Lucile*, donnée aux Italiens le 5 janvier 1769, *Sylvain*, représenté pour la première fois le 19 février 1770, *L'Ami de la maison*, donné à Fontainebleau le 26 octobre 1771 et à Paris le 24 mai 1772, et *Zémire et Azor*, adaptation du conte *La Belle et la bête*, jouée à Fontainebleau le 9 novembre 1771 et à Paris le 16 décembre 1771. Concernant cette dernière œuvre, Nicolas Edme Restif de La Bretonne écrit dans *Les Nuits de Paris*: « Marmontel, je te remercie de cette scène délicieuse! C'est presque la seule comédie-ariette que je te pardonne! »

Après la mort de Charles Pinot Duclos, Marmontel est nommé historiographe de France en 1772. Il prend le parti de Niccolò Vito Piccinni dans la querelle qui l'oppose à Christoph Willibald Gluck, et compose contre ses adversaires une satire en onze chants intitulée *Polymnie*. Il publie *Les Incas* (1778), roman qui stigmatise l'esclavage et remporte également un vif succès. À la mort de D'Alembert, il est élu Secrétaire perpétuel de l'Académie française le 27 novembre 1783. En 1785, il obtient la charge d'historiographe des bâtiments, grâce à son ami le comte d'Angivilliers7. Lors de la création du Lycée en 1786, il reçoit la chaire d'histoire. En 1787, il rassemble en un volume, sous le titre d'*Éléments de littérature*, les articles qu'il a publiés dans l'*Encyclopédie* entre 1753 et 1756, puis repris dans sa *Poétique française* en 1763, ainsi que les articles écrits pour le *Supplément* de l'*Encyclopédie* et ceux de l'*Encyclopédie méthodique* de Panckoucke, en opérant des coupures, des ajouts et des remaniements. Il se fait ainsi le défenseur d'une déclamation naturelle dans l'article « Déclamation ».

Après un projet de mariage, en 1772-1773, avec la belle-sœur d'un avocat au Parlement de Paris, Vermeil, il épouse le 13 octobre 1777 la nièce de son ami l'abbé Morellet, Marie-Adélaïde Leyrin de Montigny (1759-1812), jeune femme de 18 ans venue à Paris avec sa mère en juillet, à la demande de son oncle. Ensemble, ils ont cinq fils: le premier est mort à la naissance en mai 17791, Albert-Charles-François est né le 18 octobre 1780 (mort le 23 mai 1809), Charles-Paul le 18 décembre 1781 (mort le 3 mars 1784), Charles-Joseph-François le 10 janvier 1785 (mort le 25 août 1808) et Louis-Joseph le 20 janvier 1789 (mort à l'hôpital de la ville de New York le 16 décembre 1830).

Suite à la mort de Louis XV, Mme de Séran a vendu son hôtel au comte d'Angivilliers en 1776. Accueilli alors par les Chalut de Vérin, Marmontel s'installe ensuite dans l'appartement que l'abbé Morellet loue depuis juin au deuxième étage de la maison Neuve des Feuillants, rue Saint-Honoré, à l'occasion de son mariage en octobre 1777. Enfin, en prévision de la naissance de leur quatrième enfant, qui a lieu le 10 janvier 1785, les Marmontel s'installent dans un appartement appartenant au même ensemble de bâtiments loués par les feuillants rue Saint-Honoré. Le 13 mai 1782, il achète pour 30 000 livres à Grignon, dans les communes de Thiais et d'Orly, la maison de Charles Collé, qu'il revendra le 4 juin 1794 à un marchand de bois, Martin Beaudouin, pour une somme de 40 500 livres. En 1787, il fait paraître ses *Œuvres complètes* en dix-sept volumes chez Née de la Rochelle.

Proche de Necker, le district des Feuillants le choisit comme membre de l'assemblée électorale de Paris en 1789, et il participe à la rédaction de son cahier de doléances. Toutefois, s'étant seul opposé, le 8 mai, à un arrêté de l'assemblée protestant contre la suppression du *Journal des États généraux* de Mirabeau décidée par un arrêt du Conseil d'État, l'abbé Siéyès lui est préféré lors de l'élection à la députation des États généraux, le 19 mai. Entre 1790 et 1792, après la suppression des académies, il écrit de *Nouveaux contes moraux*, publiés dans le *Mercure* puis en volume par J. A. Latour, en 2 tomes à Paris et Liège en 1792. Ses derniers contes seront publiés à titre posthume en 1801 à Paris par Garnery sous le titre de *Souvenirs du coin du feu*. Malgré la perte progressive de ses revenus d'auteur et de ses pensions, il conserve diverses créances et un capital assez honorable. Le 28 septembre 1791, il achète pour une somme de 120 000 livres la ferme de Malabry, à Paley, à une quinzaine de kilomètres de Paris, sur la route de Fontainebleau, affermée pour 4 500 livres par an. Le 4 août 1792, peu avant la chute de la royauté, il quitte avec sa famille sa maison de campagne de Grignon et se retire dans le hameau de Saint-Germain, près d'Évreux, où il loue une maison du 7 août au 12 octobre.

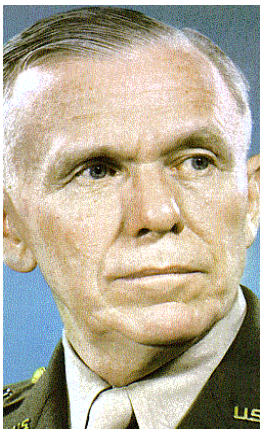
Puis il s'installe dans le hameau de Couvicourt, dans la commune de Saint-Aubin-sur-Gaillon, avant d'acheter, pour cinq mille livres, une chaumière dans le hameau d'Habloville, également dans la commune de Saint-Aubin, le 12 décembre 1792. S'y étant installé à la fin de janvier 1793, il entreprend de rédiger des *Mémoires d'un père pour servir à l'éducation de ses enfants*, dans lequel il attaque violemment Jean-Jacques Rousseau et exprime des opinions contre-révolutionnaires, et dont on a relevé les nombreuses erreurs et arrangements avec la vérité, depuis les *Notes sur les Mémoires de Marmontel* du

comte d'Angivilliers parues à Copenhague en 1933 jusqu'aux travaux de John Renwick. Alors dans la gêne, comme le prouve une lettre du 15 mars 1793 au secrétaire général du ministère de l'Intérieur, il fait des démarches pour vendre sa propriété de Grignon.

Le 21 vendémiaire an IV (13 octobre 1795), alors qu'il vit à l'écart de la politique, il est nommé à la présidence de l'assemblée électorale de l'Eure, fonction qu'il refuse. De même, on lui propose, en 1794, une charge au sein d'un jury d'instruction chargé d'examiner les instituteurs du district de Louviers, puis, en 1795, un poste de professeur de Belles Lettres dans une École centrale de Paris, propositions qu'il rejette dans les deux cas, le 16 décembre 1794 et le 28 avril 1795, à cause des infirmités de l'âge. Le 3 janvier 1795, il est inscrit comme pensionnaire de la République pour la somme de 3 000 livres. En revanche, le 10 germinal an IV (30 mars 1796), il accepte sa nomination, le 13 février précédent, comme associé non résident, pour la Classe de Littérature et Beaux-Arts (section grammaire), de l'Institut national.

Sous le Directoire, il est élu le 23 germinal an V (12 avril 1797) député au Conseil des Anciens par les électeurs de l'Eure avec 303 voix sur 328 votants. Se rangeant parmi les modérés, il n'intervient qu'à deux occasions : le 24 prairial an V (12 juin 1797), comme porte-parole de la commission de trois membres nommée par le Conseil des Anciens pour examiner, après le Conseil des Cinq-Cents, la destination des livres conservés dans les dépôts de la capitale ; le soir du 2 thermidor (20 juillet 1797) sur l'entrée d'une partie des troupes du général Hoche à l'intérieur du « cercle constitutionnel » à la demande des trois Directeurs républicains ; dans l'un et l'autre cas, il échoue à emporter la décision de l'assemblée. Il est nommé premier secrétaire de l'assemblée le 22 juillet, mais, suspect de royalisme, son élection est annulée au 18 fructidor (4 septembre 1797). En revanche, il échappe à la déportation. De retour dans sa retraite à Habloville, il reprend ses *Mémoires*, interrompues par son élection, en avril, et rédige un cours d'études (traités de logique, métaphysique, morale et grammaire) pour ses fils en 1798. Il est en train d'achever ses *Mémoires* quand il succombe aux suites d'une attaque d'apoplexie, dans la nuit du 30 au 31 décembre 1799. Wikipédia

MARSHALL



George Uniontown, Pennsylvanie 31 décembre 1880 - Washington 16 octobre 1959. Général et homme d'état, ambassadeur en Chine. **Il** fut l'un des principaux conseillers et stratèges du président Roosevelt pour la conduite du conflit. Après la guerre, George Marshall sera à l'origine d'un projet auquel il laissera son nom : le Plan Marshall, visant à apporter une aide économique à l'Europe.
Fait Franc-Maçon "au maillet" (at sight) en 1941, District of Columbia.

C'est le plus jeune des trois enfants de la famille Marshall après Stuart (1875-1956) et Marie (1876-1962). Contrairement à la majorité des grands officiers américains, George Marshall n'intègre pas l'Académie militaire de West Point : les problèmes financiers de sa famille et ses capacités physiques limitées le dirigent vers la VMI (*Virginia Military Institute*). George entre à la VMI le 1er septembre 1897 pour en ressortir diplômé en 1901 avec le grade de 1er capitaine des cadets. En tant qu'auteur du Plan Marshall, il reçut le Prix Nobel de la Paix en 1953.

Choisissant une carrière militaire dans l'US Army (il est le seul de sa promotion à s'engager dans cette voie), il reçoit son affectation en tant que 2nd lieutenant au 30e régiment d'infanterie stationné aux Philippines. Avant de rejoindre son unité, il épouse Elizabeth Coles le 11 février 1902 à Lexington.

Le jeune officier
Il reste aux Philippines de mai 1902 à novembre 1903 puis rejoint *Fort Reno* (Oklahoma, États-Unis) pour servir successivement en tant qu'officier-ingénieur, officier d'ordonnance, officier d'intendance (*Quartermaster*) et officier-commissaire. En 1906, il reprend ses études à l'école de cavalerie et d'infanterie de *Fort Leavenworth* (Kansas, États-Unis) d'où il sort 1er en 1907 et est promu 1er Lieutenant. Ces excellents résultats lui permettent d'être sélectionné pour l'année 1908 dans l'*Army Staff College* (école d'officier) où il reste pour exercer en qualité d'enseignant jusqu'en 1911. À partir de janvier 1911, Marshall est successivement affecté aux 24e (New York), 4e (Manille, Philippines) régiments d'infanterie, puis au 13e (Californie, puis New York) au poste d'aide de camp du général de division J. Franklin Bell de mai 1916 à juin 1917.

La Première Guerre mondiale
Marshall est promu au grade de capitaine en juin 1917 et rejoint l'*AEF* (*American Expeditionary Force*) en France. L'année 1918 est pour lui l'occasion de se faire remarquer par son sens élevé de la tactique qui lui vaut des éloges pour les résultats obtenus lors des offensives de Cantigny, Aisne-Marne, St. Mihiel et Meuse-Argonne. Repéré par le général John Pershing, ce dernier en fait son aide de camp et le promeut au grade de Major (juillet 1920) et Lieutenant Colonel (août 1923).

L'entre-deux-guerres
De 1924 à septembre 1927, Marshall est envoyé en Chine pour être commandant en chef du 15e d'infanterie à Tianjin. Il termine l'année 1927 par un poste d'Instructeur à l'*Army War College* de Washington. Cette même année, son épouse Elizabeth Coles meurt le 15 septembre. Durant les cinq années qui suivent, il est l'assistant du commandant de l'école d'infanterie de Fort Benning, dans l'État de Géorgie. En 1930, il se remarie avec Katherine Tupper Brown. Il est nommé en 1933 commandant du 8e régiment d'infanterie à Fort Screven (État de Georgie) puis du *CCC (Civilian Conservation Corps)* à Fort Moultrie où il obtient le grade de Colonel en septembre. De 1933 à 1936, Marshall est instructeur à la 33e division de la garde nationale à Chicago. En octobre 1936 il est nommé Brigadier General (général de brigade) et commandant à la 5e

brigade de Vancouver (État de Washington) jusqu'en 1938. En août 1938, Marshall rejoint en qualité d'assistant l'état major de stratégie militaire (Chief of Staff). Ce poste l'amène naturellement à rencontrer régulièrement le président Franklin Roosevelt et son administration : faisant très bonne impression, Roosevelt le nomme chef d'état-major de l'armée en septembre 1939 avec le grade de Major General.

La Seconde Guerre mondiale
De 1941 à la fin de la guerre, il participe à toutes les conférences inter-alliées en qualité de conseiller privilégié de Roosevelt. Dirigeant les forces armées américaines engagées en Europe, il s'oppose en 1942 au débarquement en Afrique du Nord, réorganise l'*Air Force* et planifie le débarquement de Normandie. Il est très déçu de ne pas recevoir le commandement du D-Day mais Roosevelt explique qu'il ne peut se passer de son conseiller. Plus tard, Winston Churchill déclare au sujet de Marshall qu'il était « l'organisateur de la victoire ». En décembre 1944 Marshall est nommé général d'armée, tout comme les trois autres conseillers de Roosevelt William Leahy, Ernest King et Henry Arnold et les deux principaux commandants en chef des opérations Dwight Eisenhower et Douglas MacArthur.

L'après-guerre Son rôle diplomatique
À peine le second conflit mondial est-il terminé que Marshall, à la demande d'Harry Truman, part pour la Chine (novembre 1945) en tant qu'ambassadeur et représentant personnel du président des États-Unis. En 1947, il devient Secrétaire d'État et se retire du service actif aux armées. Sa nouvelle fonction lui permet de s'atteler à la réalisation du programme ERP (*European Recovery Program*), désormais connu sous le nom de « **Plan Marshall** », qui permet d'injecter, dans un premier temps, plus de cinq milliards de dollars dans l'aide à la reconstruction européenne. Malade, il démissionne de son poste en 1949. En 1948, il prend position contre l'installation en Palestine de ce qui allait devenir plus tard, l'État d'Israel, arguant du fait que cela allait provoquer un conflit sans fin dans cette région du monde, avec les populations arabes. Le président Truman lui donna tort considérant qu'il y avait une obligation morale, de tout l'Occident, à donner aux rescapés de la Shoah, la chance de construire leur pays.

Ses dernières fonctions
En 1948, il succède au général Pershing à la tête de l'American Battle Monuments Commission. En septembre1950, Marshall accepte le rôle de secrétaire à la Défense qu'il quittera en septembre 1951, conseille l'ONU dans sa gestion de la guerre de Corée et devient président de la Croix-Rouge américaine. Il recevra le Prix Nobel de la paix en décembre 1953 à Oslo. George Marshall meurt le 16 octobre 1959 à l'hôpital Walter Reed de Washington. JCvL+Wikipédia

MARTIN Georges

Paris 1844 – Chaumont-sur-Tharonne 1916.



Le Dr martin reste, sur le plan de l'histoire maçonnique, attaché au difficile combat en faveur de la mixité.

Elève des jésuites à Paris, fils de pharmacien, Georges Martin doit travailler très jeune dans la pharmacie familiale. Il est reçu cependant, en dépit du scepticisme paternel, aux baccalauréats ès lettres puis ès sciences, ce qui lui permet de commencer des études médicales. Mail il est tenté très tôt par la politique. Il épouse la cause garibaldienne et abandonne ses études de médecine durant quelques mois pour servir aux côtés du révolutionnaire en Italie. De retour en France, il reprend ses études à Montpellier. Lauréat de cette faculté, il revient à Paris où, en 1870, il est reçu au doctorat, ce qui lui vaut de se réconcilier avec son père. Il prend part à la guerre franco-prussienne : il est aide-major responsable des ambulances du fort d'Issy.

Son engagement héroïque l'épuise et il ne peut reprendre son activité que plusieurs mois plus tard, dans le cabinet médical qu'il a ouvert dans sa maison natale, rue Mouffetard. Il exerce six ans, abandonne sa profession en 1880.

Il est initié le 21 mars 1879 dans la loge « *Union et Bienfaisance* » de la Grande Loge Centrale à Paris, travaillant au Rite Ecossais Ancien et Accepté. Grand défenseur de ce rite, il lui reste fidèle toute sa vie malgré les changements d'obédiences et des loges. Il est élevé à la maitrise le 16 janvier 1880 dans la loge « *La Jérusalem Ecossaise* », à Paris, dont il devient le vénérable par la suite. Très vite, son action se caractérises par la volonté de séparer les loges bleues du Suprême Conseil : l'attention qu'il porte à ces questions le conduit à devenir président de la commission exécutive de la Grande Loge Symbolique Ecossaise en 1881, alors qu'il n'était qu'un jeune maître maçon. Plus tard, il est aussi membre des ateliers supérieurs du Suprême Conseil de France.

Parallèlement le Dr Martin entame une brillante carrière politique. En 1874, il est élu conseiller municipal de la ville de Paris et est réélu à cette charge par des majorités de plus en plus confortables. Il est élu sénateur en janvier 1885, ce qui l'amène à démissionner de son mandat municipal. Il est également président du conseil général. Victime d'une intrigue ministérielle, il n'est pas réélu au Sénat et, se retire des affaires publiques jusqu'en 1897. Sollicité par ses amis, il est alors élu au premier tour au conseil général du canton de Lamotte-Beuvron et exerce ce mandat jusqu'à sa mort. La dimension sociale, dans son action politique est importante : il participe ainsi à l'organisation de l'assistance médicale dans les campagnes, puis à l'élaboration de nombreuses lois sur l'inspection médicale dans les écoles. Il se bat encore pour la fondation de la Caisse nationale des retraites et l'établissement d'un système d'assurances sociales. Sur ces thèmes, il fit plus de 2000 conférences entre 1875 et 1890. L'obtention des droits civiques pour les femmes retient également son attention et cela le conduit à mettre cette question importante au cœur de son engagement maçonnique.

Très anticlérical, il souhaite que les loges s'ouvrent afin que l'intérêt du travail maçonnique les fasse délaisser peu à peu la fréquentation des églises au profit des temples maçonniques. Georges Martin défend ce combat dans sa loge, « *La Jérusalem Ecossaise* », en se montrant favorable à la mixité. Le débat ayant provoqué la scission de la loge en trois groupes, il poursuit la lutte au sein de la Grande Loge de France, dont il reste un membre actif jusqu'à sa mort (1916). Il fonde en outre les loges « *La Fraternité Ecossaise* » (Nice 1911), « *Denis-Papin* » (Blois 1912) et « *Les Philanthropes du Maine* » (Le Mans 1913).

C'est toutefois par son rôle dans la fondation du Droit Humain qu'il parvient le mieux à défendre la cause à laquelle il est arraché. Ayant connu la célèbre Maria Deraismes en 1874, après avoir assisté à son initiation, il fonde avec elle (mais aussi son épouse Marie, Clémentine Royer, Marie Bonnevial et Marie Bequet de Vienne) l'obédience mixte le 14 avril 1893 puis, après la mort de Maria Deraismes, prend en charge avec sa femme l'organisation de la nouvelle obédience. Il consacre toute son énergie et sa fortune à l'expansion de celle-ci. Il donne même son hôtel particulier (un immeuble de la rue Vauquelin) pour que le Droit Humain ait un siège convenable aménagé avec un temple, puis fait don par testament à la société civile immobilière, devenue Association Georges Martin, de l'immeuble qu'il a acheté au 5, rue Jules Breton. Ce bâtiment fut le siège central du Droit Humain durant de nombreuses années avant d'être affecté au Suprême Conseil de l'obédience. I.M.

MARTINES DE PASQUALLY

Grenoble 1710 ? – Port-au-Prince 1774.

Rappelons qu'il n'existe aucun portrait de Martines, les seuls renseignements que l'on possède sur son apparence physique sont ceux qui figurent sur un certificat de catholicité daté du 29 avril 1772. Sur ce document, que Martines fit enregistrer avant de s'embarquer sur le Duc de Duras, navire avec lequel il quitta la France pour se rendre à Saint-Domingue, on peut lire : « Moyenne taille, cheveux noir, portant perruque ».

Joachim Martinès de Pasqually était un thaumaturge, théosophe et mage d'origine incertaine. Fondateur de l'Ordre de Chevaliers Maçons Élus Coëns de l'Univers en 1761. Inspirateur de Louis-Claude de Saint-Martin et de Jean-Baptiste Willermoz, et donc de tout le courant ésotérique appelé martinisme. L'an 1760, don Martines de Pasqually. Ecuyer, se présente aux « *Loges de Saint-Jean Réunies* », à l'orient de Toulouse, en qualité d'inspecteur général de la loge des *Stuwards*. Il produit une patente de Charles Edouard Stuart, le jeune prétendant (1720-1788), au nom de son père et à lui transmissible. En loge bleue, tout de go, « *Martines résuma, un peu à la manière de Ramsay, une sorte de plan parfaite de la franc-maçonnerie, dans lequel il parlait successivement de la mystérieuse construction de l'ancien et du nouveau temple, des chevaliers lévites, des cohenim-levam (soit des hommes élus dans la tribu élue du peuple élu) et des Elus (soit des élus selon la grâce et non selon la foi)* » (Albéric Thomas).
Quand il fut question de démonstrations pratiques, les frères en réclamèrent, Martines accepta. Les trois maîtres devant lesquels il avait opéré rendirent un compte si défavorable que l'expulsion de Martines fut décidée.

Pourtant, Martines ne quitta pas Toulouse avant 1762. Le temple qu'il s'était résigné à rédiger de son propre chef vivota trois ans au moins. Martines avait aussi profité de ce que des militaires de sa connaissance fussent présents dans la ville pour faire diligenter une enquête de notoriété sur les quelques onze ans qu'il avait passé à l'armée, depuis 1737, lieutenant en permanence. L'enquête de notoriété, ouverte le 2 janvier 1761, fut close le 19 avril 1762. On y apprend qu'en 1737-1738, Martines, qualifié par deux certificats sur trois de noble, sert en Espagne (Barcelone, Madrid), dans la compagnie du régiment d'Imbourg-Dragons (pour Edimbourg-Dragons) que son oncle Pasqually commandait. En 1740, il participe à l'intervention française en Corse, sous le commandement du marquis de Mailebois, incorporé dans le régiment d'Île-de-France en garnison à Bastia. En 1747, il combat en Italie, au service de l'Espagne, dans le régiment de Mandre-Garde suisse pendant la guerre de Succession d'Autriche.

Avant l'essai toulousain, des auteurs promènent Martines dans plusieurs orients du Midi de la France, à partir de 1754, à Montpellier (Thory) ; nul texte à l'appui, sauf le témoignage documenté d'une implantation maçonnique sans date, antérieure à Toulouse, et relative à Avignon, dont ses disciples lui étaient resté fidèles en 1762.

Après Toulouse, Martines consacre son existence entière à la franc-maçonnerie et au sacerdoce primitif qu'il conserve, exerce et entretient. Deux événements avancent la chose, au travers des querelles internes (inintelligence, l'ambition, mère de trahison) et externes (les rivalités des ateliers locaux, les conflits avec la Grande Loge de France). En 1765, le Foix-Infanterie tient garnison à Bordeaux : fondation de la loge « *Josué* » qui continue et inaugure, quelquefois éponyme du régime entier, pépinière d'Elus coëns, dont Louis-Claude de Saint-Martin. En 1766-1767, à Paris (il y retournera en février-avril et en août-octobre 1771), Martines recrute de bons sujets et établit le tribunal souverain de son rite qui devient un ordre. Le reliquat de la maçonnerie sera réputé apocryphe. Toute la question est : déviation ou retour aux sources ?

La « chose » c'était l'Ordre, parce qu'il fait avec la chose et dans la chose, et cette chose-là désigne la présence divine, *Sophia* ou *Shekhinah*, l'aspect communicatif du Réparateur Jésus-Christ ; la chose, c'est donc encore le cérémonial de forme théurgique et lié à une haute spiritualité, analysé en de nombreux rituels et instructions retrouvés. Grâce aux anges et contre les démons, avec l'assistance permanente de l'esprit bon compagnon assigné à chacun, réalise cette présence et l'emploie pour la réconciliation personnelle dans la sphère surcéleste et la *réintégration des êtres dans leur première propriété, vertu et puissance spirituelle divine*, pour reprendre le titre du Traité composé sous inspiration et sur instruction par Martines avec l'aide de secrétaires, notamment Fournié et Saint-Martin. Inédit jusqu'en 1899 ; première édition authentique en 1995 ; une version originale de celui-ci est publiée en 1974-1995. L'anéantissement de la matière temporelle,

irréelle sinon illusoire, va de pair. Lors des opérations réussies, notamment à la lune de chaque équinoxe, des +passes » font signe aux sens.

De son père, Martines ne revendiquait pas qu'un héritage maçonnique. Les propos de Martines à Toulouse évoquent des thèmes de l'écossisme, et la maçonnerie de Martines paraît y ressortir. Si la légitimité maçonnique de Martines s'étaye d'une patente stuartiste de 1738, il se réclame en 1763, de la protection du roi George III, et il correspond avec une Grande Loge de Londres, mais laquelle ? En l'état, l'authenticité de ses titres – faut-il dire obédentiels ? – est relative, à quelques degrés entre un Charles Edouard Grand Maître, nonobstant ses dénégations, et un escroc intellectuel et financier au petit pied. (Martines ne répond pas à cette image) L'extraordinaire complexité, en effet, avant et après Culloden (1746), de la situation maçonnique et de la politique britannique corrélative en France, qui retentit en Angleterre, en Ecosse, et en Irlande, l'énigme s'aggravant de l'écossisme ! Mais Martines déborde l'écossisme commun, voire la franc-maçonnerie.

En tout cas, Martines de Pasqually père avait ordonné son fils ministre du culte primitif, ésotériquement fondé en judaïsme, en christianisme et en Islam. Et, voilà le second héritage de Martines, qu'il s'efforça de transmettre, en mode initiatique, sous le couvert de la franc-maçonnerie. Une confidence intime : « *depuis les ignominies de mon cher Bonnichon, en 1768, je me suis mieux découvert* ». Les sources de la théorie et de la liturgie martinésiennes nous échappent, dans l'ignorance de sa culture familiale. Il parlait de l'Orient ; j'ai identifié, à commencer par le *midrach* intitulé *Traité*, le judéo-christianisme, dont l'islam est issu. Mais en connut-il les textes fondateurs ? La tradition ininterrompue, notamment, non pas exclusivement, au pays des trois religions ? Les dérivés dans l'occultisme occidental (où d'ailleurs l'écossisme puisa) ? L'homme est un homme-Dieu, parce que Dieu l'a émané ; il est pensée de Dieu, non point pensée-Dieu. Le Christ est homme-Dieu et divin, infiniment supérieur aux manifestations antérieures du prophète récurrent. L'homme déchu, après son crime, a changé de forme. A changement de forme, changement d'opération ; exactement le « changement des lois cérémonielles d'opération de la création générale et particulière », en la théurgie des Elus coëns.

Chrétiens par essence, l'homme et l'ordre dogmatique, Martines professa et exigea que ses « émules » professent le catholicisme romain, faute de mieux.
Jean-Baptiste Willermoz a instillé la théosophie spéculative des Elus coëns dans le Régime Ecossais Rectifié ; la bienfaisance y tient lieu de théurgie rituelle. Les chrétiens seuls y sont admis quelle que soit leur confession. La doctrine de la réintégration, quel qu'en soit le moyen, constitue, pour ainsi dire, le martinisme original ; rien de martiniste n'y est tout à fait étranger.

« Simple dépositaire de la chose », tel se voulut Martines ; en dépit de ses faiblesses de caractère, la bonté de son cœur et la sincérité de son âme sont manifestes ; sa science aussi.

Et son rôle éminent, selon Franz von Baader : « *Si donc le christianisme, dans la force de sa prime manifestation, a rendu muette la magie du paganisme et du judaïsme, la réapparition de cette magie, même si elle ne s'est fait que peut remarquer, ne peut être attribuée qu'à l'affaiblissement du christianisme, et être considérée comme le réacteur nécessaire à une nouvelle et plus puissante manifestation* ». Martines meut à Port-au-Prince, âgé d'environ 64 ans, le 20 septembre 1774, inhumé le 21. Il laisse une veuve Marguerite-Angélique (de) Collas (de Saint-Michel) 1733-1813, nièce du major Foix-Infanterie, Pierre Collas 1709-1763, qu'il avait épousée, peut-être veuf lui-même, le 27 août 1767, et un fils de six ans, successeur espéré et ordonné, Jean Anselme, mort en 1830 ou peu après. Un fils puîné, du 31 mai 1771, était mort le 10 mars 1773. Sue son acte de baptême, Jean-Anselme, porte le nom de La Tour de Lacase ; il le gardera avec des minimes variantes orthographiques. Son père, soi-disant Martines de Pasqually, s'en servira, de même que son propre père (le frère de celui-ci sera dit Pasqually), ainsi que le nom de Livron ; le tout en mainte combinaison et une orthographe légèrement différente. Rare, le prénom est tantôt Jacques tantôt Joachim, tantôt l'un et l'autre. R.A,

MARTINEZ BARRIO Diego

Séville 25 novembre 1883 – Paris 1 janvier 1961.



Diego Martinez Barrio fut, après Morayta, le maçon le plus emblématique du Grand Orient Espagnol au XXe siècle. Leader indiscutable de la maçonnerie andalouse dans les années 1920 et Grand Maître du Grand Orient Espagnol sous la IIe République, il devient l'un des hommes politiques les plus brillants de l'Espagne pré-franquiste.

D'origine humble (il est le fils d'un maçon et d'une petite commerçante), orphelin de mère à onze ans à peine, il a dès sa jeunesse des relations avec le mouvement anarchiste, et il fait ses premières expériences oratoires dans divers meetings mais, en 1905, il entre dans le mouvement Jeunesse républicaine de Lerroux. Il devient l'un des dirigeants du radicalisme de Séville ; il prend alors contact avec quelques frères.

C'est en 1908, à 25 ans, qu'il est initié dans la loge « *fe 261* » (Foi 261) dans cette ville. Il prend d'abord le nom symbolique de *Justicia* mais, en 1912, il le change de façon significative pour celui de *Vergniaud*.

Entre-temps, il a connu son premier triomphe politique, en 1910 : il est élu conseiller républicain à Séville et reste au conseil municipal jusqu'en 1913. Il parvient alors à fonder l'hebdomadaire radical-autonomiste ***El Pueblo***.

Entre 1913 et 1921, il consacre surtout ses efforts à la maçonnerie en essayant d'unifier une maçonnerie sévillante bien divisée. Ses travaux au sein des loges « *Germinal 306* » (1912), « *Isis 350* » (dont il est vénérable en 1914 et 1915) et « *Isis et Osiris 377* » (où il occupe la même fonction entre 1915 et 1920) sont très fructueux et se caractérisent par la proposition d'un programme dans la vie sociale « *afin d'imprégner celle-ci de ses doctrines et d'offrir aux groupes de gauche sans orientation, une voie et une discipline qui leur permettent d'inspirer confiance à l'opinion publique* ».

Sous sa direction, Isis et Osiris voit grossir ses effectifs ; la loge regroupe l'état-major du Parti républicain radical de Séville. En 1920, il est élu conseiller municipal dans sa ville natale avec quatre maçons d'Isis et d'Osiris. Il quitte cette fonction lors de l'arrivée de Primo de Rivera et devient le leader indiscutable du républicanisme andalou. Il occupe en 1930 la présidence du conseil municipale central du Parti républicain radical et celle de la Réunion républicaine. Parallèlement, il est élu Grand maître de la Grande Loge Régionale du Midi en 1922. Un sens politique aigu lui fait jouer un rôle politique majeur en sa faveur de la réforme fédératrice de l'obédience. Son action comme Grand Maître Régional favorise l'affiliation de nombre de militants socialistes, syndicalistes et démocrates : il réalise son objectif de transformer la maçonnerie en une sorte de « *refuge où viendraient tous les hommes libres aimant le progrès et la liberté* ». Son œuvre réformiste maçonnique s'accompagne d'une activité remarquable : il s'affilie à différentes loges, passe d' « *Isis et Osiris* » à « *Trabajo* », puis de celle-ci à « *Occidente* », et enfin à « *Espana y Trabajo* » … et cela influe sur la revitalisation du républicanisme radical en Andalousie.

Il devient le second homme du parti républicain radical et atteint le sommet de sa carrière sous la IIe République. Après avoir participé au Pacte de Saint-Sébastien et s'être exilé à Paris après l'échec des soulèvements de Jaca et Cuatro Vientos contre les Bourbons, il rentre triomphalement en Espagne et occupe le ministère des Communications, Postes et Télégraphes entre avril 1931 et septembre 1933 dans le nouveau gouvernement républicain. Plus tard, il devient ministre de la Guerre et de l'Intérieur à deux reprises. Devenu le chef de la minorité parlementaire radicale, il est chargé par Alcalà Zamora de former un nouveau cabinet et préside les élections générales de novembre 1933. Quelques mois plus tard, il rompt avec Lerroux à cause du virage à droite du Parti républicain radical et fonde l'Union républicaine. En qualité de principal dirigeant de la nouvelle formation, il est élu président des Cortes quand triomphe le Frente Popular (1936).

Lorsque Alcala Zamora est destitué, il occupe en avril et mai, par intérim, la fonction de président de la République. Le 18 juillet, sur la recommandation de Azana, il tente de former un gouvernement de concentration nationale pour éviter la guerre. Pendant la Guerre civile, il continue à exercer les fonctions de président des Cortes et du bureau de recrutement. Parallèlement, il a été élu le plus haut dignitaire de la maçonnerie lors des élections de 1931. Néanmoins, la période rend sa Grande Maîtrise difficile. Rejetant la thèse des frères qui souhaitaient une intervention directe du Grand Orient Espagnol dans la vie politique de la République, il soutient une politique de neutralité institutionnelle et de « détachement » de toute tendance politique.

Malgré les hostilités suscitées par ses positions, il est réélu à la Grande Maîtrise en 1933 mais, en 1934, il doit démissionner après sa séparation d'avec le Parti républicain radical. A la fin de la Guerre civile, il gagne le Mexique et y exerce la fonction de président de la République espagnole en exil de 1945 à 1962. En 1941, le Tribunal de répression de la maçonnerie et du communisme l'a condamné à 30 ans de réclusion et d'inhabilité absolue et permanente … mais il se trouve alors au Mexique où il poursuit ses activités maçonniques. Il est membre du Suprême Conseil du 33° pour l'Espagne et ses dépendances. Le franquisme ne l'aura donc pas empêcher de brandir le drapeau maçonnique espagnol. P.A.

MARTINI



Jean-Paul-Égide Freystadt dans le Haut-Palatinat 31 août 1741 - Paris 14 février 1816.
De son vrai nom **Johann Paul Ägidius Martin** ou **Johann Paul Ägidius Schwarzendorf**, il est aussi connu sous le pseudonyme de ***Martini il Tedesco*** (« Martini l'Allemand » en italien). Bien qu'il ait composé de nombreuses œuvres, la plus populaire est sa chanson *Plaisir d'amour*. Son père était un maître d'école et organiste du nom d'Andreas Martin. Sa mère Barbara mourut alors qu'il n'avait que six ans. Il fit ses études au séminaire des jésuites de Neuburg an der Donau, où il exerça comme organiste dès l'âge de seize ans. Puis il alla étudier la philosophie à Fribourg-en-Brisgau, mais abandonna bientôt ces études pour se consacrer à la musique qui l'intéressait beaucoup plus.

En 1760, il alla s'installer à Nancy, capitale de la Lorraine, où il se fit appeler *Martini il Tedesco*. Il y épousa en 1764 Marguerite Camelot, issue d'une famille d'organistes. Sa carrière prit un tour décisif après qu'il se fut installé à Paris, où il composa surtout des opéras et des marches militaires. Cette même année, il fut initié franc-maçon à la loge parisienne *Les Amis réunis*1. De 1768 à 1772, Jean-Paul-Égide Martini est inscrit comme « sous-lieutenant surnuméraire sans appointements » au régiment des hussards de Chamborant. En 1788, il fut nommé surintendant de la Musique du roi et responsable de la musique religieuse. Il dirigeait en même temps les plus grandes scènes parisiennes. Il perdit ses fonctions à la Révolution et alla se réfugier à Lyon. En 1796, il retrouva un poste au Conservatoire de musique, mais les opéras composés à cette époque connurent peu de succès et il fut à nouveau démis en 1802. Il se consacra alors à la musique religieuse. À la Restauration, alors qu'il était déjà âgé de plus de 70 ans, nouveau retournement de situation avec des Bourbons, Louis XVIII le réintégra comme surintendant de la Musique du roi. C'est dans cette fonction qu'il composa un *Requiem* à la mémoire de Louis XVI, qui fut joué à Saint-Denis trois semaines avant son propre décès. Martini fut inhumé au cimetière du Père-Lachaise, sous un tombeau somptueux. Sa sépulture a depuis été relevée.

MASARYK **Jan** Prague 14 septembre 1886 - 10 mars 1948.



Homme d'état Tchécoslovaque, fils de Tomas Mazaryk, premier président du pays. Exilé en Angleterre pendant la guerre, il combattit pour la libération de son pays. A partir de 1945, en tant que ministre des Affaires étrangères, il combattit le communisme, ce qui l'amena à se « faire » suicider en 1948.

Il fut initié Franc-Maçon à la Loge "*Jan Amos Komensky*" à Prague

Démocrate convaincu, il participe au gouvernement d'union nationale après la Seconde Guerre mondiale. Il est trouvé mort à Prague sous les fenêtres du ministère des affaires étrangères en mars 1948 (les communistes de Klement Gottwald soutenus par l'Union Soviétique de Staline ayant pris le pouvoir par la force en février 1948).

La police conclut à un suicide alors que beaucoup croient à un assassinat politique suite au putsch communiste dans ce qui serait l'une des dernières défenestrations de Prague. En 2004, la police tchèque a rouvert l'enquête et a conclu à un assassinat.

MASSÉNA **André** Nice 6 mai 1758 – Paris 4 avril 1817.



Maréchal d'Empire, surnommé par Napoléon : "l'enfant chéri de la victoire".

Franc-Maçon de la loge "*Les Vrais Amis Réunis*", à l'orient de Nice et Grand administrateur du Grand Orient de France.

Issu d'une famille de Levens, André Masséna naît à Nice, alors dans les Etats de Savoie-Piémont, le 6 mai 1758. Fils d'un négociant Jules Masséna, et de Marguerite Fabre, le jeune André est mousse sur un navire de commerce avant de s'engager à 17 ans dans le régiment français du Royal-Italien. Le 3 août 1789, il quitte l'armée avec le grade d'adjudant obtenu en 1784. Il se retire à Antibes où il épouse Anne Marie Lamare (décédée en 1829), fille d'un chirurgien. Il a 31 ans et un passé maçonnique.

Il avait été reçu un apprenti le 13 avril 1784 dans la loge toulonnaise « *Les Elèves de Minerve* ». Maître depuis quelques semaines, il est élu maître des cérémonies le 9 juillet de la même année. Le 19 septembre suivant, il participe à l'installation des « *Elèves de mars et de Neptune* ». En 1785, Masséna devient deuxième surveillant de sa loge mère (tableau du 4 juin). Il est également reçu le 18 septembre 1785, Chevalier Rose-Croix au chapitre toulonnais dit du « *Saint Sépulcre de Jérusalem en Palestine* ». En 1787, il devient vénérable fondateur de la loge « *La Parfaite Amitié* » sise à l'orient du Royal-Italien, constituée par le Grand Orient le 27 novembre 1787 pour prendre rang le 28 juin de la même année. Il tiendra le premier maillet jusqu'à son retour à la vie civile.

A Antibes, il pratique, dit-on. La contrebande. Son patriotisme révolutionnaire tôt affirmé et son passé militaire expliquent son élection comme lieutenant-colonel du 2e bataillon des volontaires du Var. Sa connaissance du pays est fort utile à l'armée française, chargée d'occuper en septembre 1792 le comité de Nice. En récompense, le 22 août 1793, il est nommé général de brigade et, le 20 décembre courant, général de division. En 1795, il est affecté à l'armée d'Italie et placé l'année suivante sous les ordres de Bonaparte. Masséna fait preuve de bravoure physique et de qualités militaires, notamment à la bataille de Rivoli (14 janvier 1797).

Surnommé par Bonaparte « l'enfant chéri de la Victoire », Masséna est nommé en 1798 commandant du corpos d'occupation de Rome. Il doit faire face à une mutinerie de ses propres troupes, exaspérées par ses rapines. Révoqué, Masséna devient commandant de l'armée d'Helvétie (février 1799). Il est battu et se réfugie en Suisse. Le Directoire lui confie cependant le commandement de l'armée d'Helvétie, du Danube et du Rhin (avril 1799). Il est plusieurs fois vainqueur des Austro-Russes de Souvarov et de Korsakov, notamment à la bataille de Zürich (25-26 septembre 1799).

Brumaire lui fait perdre son commandement, mais l'année suivante, le Premier Consul Bonaparte le nomme commandant de l'armée d'Italie. Arrivé à Gênes en février 1800, il organise la résistance aux Autrichiens, mais doit capituler le 4 juin 1800. Privé à nouveau de commandement, Masséna se retire à Rueil avec une pension de 30 000 francs par an. Le nouveau régime le soupçonne de flirter avec l'opposition néojacobine. Cependant, en 1803, il est élu député de la Seine au Corps législatif (jusqu'en 1807) et président à vie du collège électoral des Alpes-Maritimes. Le 19 mai 1804, il fait partie de la première promotion des maréchaux de l'Empire.

Sa relative mise à l'écart, le laisse disponible pour jouer un rôle certain dans la renaissance et la réorganisation des obédiences françaises. Au printemps 1804, il est sollicité par Roëttiers de Montaleau pour offrir la Grande Maîtresse du Grand Orient de France à un des frères Bonaparte. En novembre 1804, Masséna est nommé Grand Administrateur à la fois de la Grande Loge Générale Ecossaise et du Grand Orient. Par la circulaire du 14 novembre 1804, Masséna devient Grand Représentant du Grand Maître. Il est également un des négociateurs du Concordat du 3 décembre 1804 entre le Grand Orient de France et le Suprême Conseil dont il est membre. Sous l'Empire, Masséna est membre de la très mondaine loge parisienne « *Sainte-Caroline* » et vénérable d'honneur de divers ateliers, notamment « *Les Frères Réunis* » à Paris. Loge précédemment située à Saint-Domingue, « *La Parfaite Amitié* » sise à Toulon, « *Les Vrais Amis Réunis* » à l'orient de Nice, et « *L'Etroite Union* » de Thouars (Deux Sèvres).

En 1805, l'Empereur lui donne un nouveau commandement en Italie. L'année suivante, Masséna fait la conquête du royaume de Naples. Durant les guerres de la IVe coalition (1806-1807), il commande un corps d'armée. Après le traité de Tilsit, il demande – et obtient pour raison de santé un congé, et se retire à nouveau à Rueil. Par lettres patentes du 24 avril 1808, Napoléon le nomme duc de Rivoli. Masséna reprend du service lors des guerres de la Ve coalition et se distingue aux batailles d'Essling et de Wagram. Par de nouvelles lettres patentes du 31 janvier 1810, il est fait prince d'Essling avec un majorat de 500 000 francs et la donation du château de Thouars.

En 1810, Masséna commande la troisième et dernière tentative militaire française pour occuper le Portugal, mais il est chassé du royaume lusitanien en 1812. Napoléon le relègue alors au poste de la VIIIe division militaire (Toulon). Lors de la première Restauration, Masséna conserve ce poste. Durant les Cent-Jours, après beaucoup d'hésitations, il se rallie à Napoléon qui le nomme pair de France (8 juin 1815). Après Waterloo, Fouché lui confie le commandement de la Garde Nationale. Accusé à tort d'avoir aidé au retour de l'Empereur de l'île d'Elbe, privé de fonctions militaires et civiles, Masséna meurt à Paris le 4 avril 1817. Y.H.M.

MASSIQUOT Guillaume

Paris 1797 – 1870.

On connaît peu de chose sur le personnage, mis à par son nom qu'il donne à son invention et son appartenance à la franc-maçonnerie en tant que membre du Chapitre d'Arras à Paris. Mécanicien de profession, Guillaume Massiquot dépose en 1844 le brevet d'une machine permettant de rogner les feuilles de papier à angle droit. Son appareil est équipé d'une lame à mouvement oblique et d'une presse maintenant la pile de papier en place lors de l'opération de coupe. Il devient rapidement très populaire dans les ateliers d'imprimerie, où on le désigne sous le nom de "massicot". Avant d'inventer le massicot, **Guillaume Massiquot** avait déjà posé les bases de la coupe moderne telle qu'on la voit encore fonctionner de nos jours. Il avait notamment fabriqué une cisaille à levier ingénieuse : le levier tirait une bielle qui entraînait un porte-lame jusqu'à la table et le remontait. Un massicot est principalement dédiée à la coupe à angle droit de papiers, et parfois autres matériaux (cartons, tôles, plastiques, ...). Le principe de coupe de ces machines est celui de la lame contre support (réglette). Il ne faut pas le confondre avec celui des cisailles à papier qui, elles, utilisent le principe de la lame et de la contre-lame (comme les ciseaux par exemple).

MASSOL Marie-Alexandre

Béziers 1805 – Paris 1875

Elevé à Marseille, Massol se rend à Paris en 1829 et s'engage dans le mouvement saint-simonien. Après la séparation de la secte, il prêche son enseignement dans diverses villes dont Lyon. Il travaille comme manœuvre en usine, puis, à Bordeaux, comme terrassier.



De là, il se tourne vers la Méditerranée qui devait être « le lit nuptial de l'Orient et de l'Occident ». il se rend, ainsi que son ami (et futur frère) Tajan-Rogé, en Algérie et en Egypte, avec le père Enfantin, pour effectuer les études nécessaires en vue du percement de l'isthme de Suez. Il visite la Haute-Egypte, va à Constantinople, puis, deux années durant, il donne des leçons de français à Vienne, et se fixe enfin à Londres où il fonde le ***journal L'Observateur français***. De retour en France après la Révolution de 1848, ardent démocrate, il collabore à ***La Réforme*** de Lammenais et à ***La Voix du peuple*** de Proudhon, dont il devient l'ami et le disciple. Après le coup d'Etat du 2 décembre, il doit se contenter d'un petit emploi dans l'industrie, qu'il conserve jusqu'en 1870.

En 1855, il collabore à *La Revue philosophique et religieuse* créée part Charles Fauvety. Celui-ci l'introduit, le 15 juin 1860, à la loge « La Renaissance d'Hiram ». Il le remplace en tant que premier maillet en 1863 et fait de cette loge, qu'il dirige jusqu'en 1873, la plus brillante de l'obédience. Massol se fait connaître comme théoricien au Convent de 1863.

Les bureaux l'ont désigné pour être rapporteur du projet de reconnaissance du Grand Orient comme établissement d'utilité publique. Il définit la maçonnerie comme une confédération de loges avec une autorité centrale soumise à l'élection sous le contrôle d'une assemblée législative. Son but est l'éducation morale et intellectuelle. Elle n'est donc qu'accessoirement une société de bienfaisance, car elle tend à ce que la société n'en ait plus besoin. L'autorité centrale est seulement garante de l'indépendance des loges et du respect des lois du pays devant le pouvoir politique. Or, avec la transformation proposée, l'assistance, dit-il, d'accessoire deviendrait essentielle et la maçonnerie dépendrait d'un « pouvoir extérieur ». Elle deviendrait « une banale société de secours mutuels à laquelle on veut bien laisser, comme joujou, l'études des choses philosophiques ». Le projet est rejeté et sa brillante démonstration lui ouvre les portes du Conseil de l'Ordre.

Il met à l'ordre du jour de ***La Renaissance*** le fondement de l'égalité et les bases de la morale. Il pose les principes d'une morale indépendante de toute idée théologique, de toute conception générale du monde. L'homme est un homme libre et responsable qui veut qu'on le respecte et se sent le même devoir à l'égard des autres. Tel est l'origine, le fondement du droit et du devoir, qui n'est que le droit reconnu en autrui. Le droit est le respect de la personne humaine en moi. Tous les délits sont un manquement à ce respect. Le devoir est le respect qui est dû aux autres. Le respect de la personne humaine en soi et dans les autres constitue la conscience. Par là, le bien et le mal sont clairement définis. Le bien est ce qui favorise,

conserve où accroît le respect de la personne humaine et le mal, l'inverse. Le devoir est cette impossibilité où est l'esprit de nier que ce même respect est exigible par les autres. La sanction consiste dans le malaise qui accompagne la dignité humaine blessée.

Or, en 1864, la définition des principes maçonniques est à l'ordre du jour. Massol élabore son propre texte, sur les bases de ses conceptions. Toute référence à Dieu, Grand Architecte de l'Univers et à l'immortalité de l'Ame disparaît, il propose le texte suivant : « *L'ordre des francs-maçons a pour base l'inviolabilité de la personne humaine, fondement de la morale universelle résumée dans la devise : Liberté, Egalité, Fraternité. Il a pour but d'en poursuivre la réalisation dans toutes les sphères de l'activité humaine et de travailler à la transformation universelle d'après l'idéal du droit et de la justice. Il professe pour toutes les croyances et pour toutes les opinions un respect absolu. Il est composé d'hommes libres qui, groupés par l'acceptation volontaire les uns des autres, forment une confédération universelle unie par un seul lien : la morale* ».

Les massoliens se répandent de loge en loge. Ils bénéficient de soutient de deux revues : ***Le Monde Maçonnique*** et ***La Chaîne d'Union***. Elle est l'organe des Républicains installés en Angleterre. A Paris, leurs ateliers se lient par l'affiliation. Tous se retrouvent devant la tombe de Proudhon dont Massol est l'exécuteur testamentaire. Le discours qu'il y prononce, au nom du Grand Orient (et bien que le Conseil n'ait pas été consulté), est publié dans le *Bulletin officiel*, ce qui met en fureur les traditionalistes.

Massol, minoritaire au sein du Conseil, refuse de faire partie de la commission chargée d'élaborer la nouvelle constitution afin de mieux la combattre. Le maréchal Magnan décédé, le Convent de 1864 s'ouvre par l'élection d'un nouveau Grand Maître. Massol, sans annoncer sa candidature (mais sa photographie est affichée), prend la parole pour s'indigner de l'accusation de n'avoir jamais été initié. L'accusation porte : il n'obtient que 34 voix et, ainsi que son ami Caubet, il est difficilement élu au troisième tour.

L'affaire Massol est abordée à la séance du Conseil du 10 juillet. Il dit avoir été initié à Marseille, entre 1828 et 1830, sans pouvoir fournir d'autres précisions. Son ami Caubet rappelle que ses explications avaient suffi à le faire affilier à La Renaissance et que le Convent, avisé de l'affaire, en l'élisant, lui avait témoigné sa confiance. Fauvety, son présentateur, intervient pour confirmer que son explication n'avait fait aucun doute à la loge.
Une commission d'enquête est désignée pour le principe, car les lacunes des archives du Grand Orient et l'impossibilité de consulter celles du Suprême Conseil et de Misraïm ne peuvent que conduire à un constat de carence. Massol est affaibli sans être exclu, ce qui aurait provoqué des remous. Les massoliens organisent, en juin 1864, un banquet avec quelques personnalités dont André Rousselle et Henri Brisson pour lancer la revue La Morale indépendante. Parmi ses collaborateurs, outre les frères Henri Brisson et Frédéric Morin, on trouve les profanes Clarisse Coignet, Vacherot, Guépin et Charles Renouvier, la fine fleur de l'intelligentsia républicaine. L'action du courant que l'on pourrait qualifier de « laïque » se déploie donc également à l'extérieur de la maçonnerie.

En 1867, Caubet ayant été battu, Massol démissionne du Conseil. Il est honorablement réélu ainsi que Caubet en 1868. Massol, pendant le Convent de 1869, rédige un projet de réunion d'un convent international qui élaborerait un manifeste affirmant, « en face du concile œcuménique », « les principes du droit humain universel ». Les loges sont appelées à trancher. Le résultat de la consultation est, a priori, sans appel : 135 ateliers sur 232 repoussent la proposition, mais souvent pour une question de date. Le dépouillement définitif montrera qu'une large majorité (171 contre 125) en approuve le principe. En 1870, Massol ne réunit cependant que 10 voix aux élections pour la Grande Maitrise, face à deux candidats républicains : Hippolyte Carnot et Babaud-Laribière. Il appartient alors à la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté fondée par Charles Lemonnier et mène une campagne en faveur de l'art populaire.

Dès l'avènement de la République, il s'active comme maire adjoint du IXe arrondissement et crée, avec Greppo, Floquet et Brisson, l'Association des Défenseurs de la République. Il est silencieux pendant la Commune et il sera avec Greppo et Brisson à l'origine d'une campagne de souscriptions pour venir en aide aux familles des morts et des détenus. Au Convent de 1871, il obtient, ainsi que Caubet, un résultat honorable. L'année suivante, il échoue de justesse pour la vice-présidence du Conseil. Mais, en 1873, le tandem Massol-Caubet s'empare des deux vice-présidences. Mort en 1875, sa mémoire sera honorée par les maçons tout au long de la Troisième République. Quinze mille personnes auraient assisté à ses obsèques au Père-Lachaise et un prix Massol est décerné aux meilleurs élèves des Cours commerciaux du Grand Orient. A.C.

MATHÉUS Jean

Waltzeim 27 juillet 1754 – Paris 1823.

Négociant installé à Rouen en 1785 et ayant animé un chapitre de hauts grades capable de concurrencer le Grand chapitre Général, Jean Mathéus mérite l'attention en raison de la place originale qu'il tient dans le développement da la maçonnerie écossaise en France au XVIIIe siècle et, dans le contexte des tensions et enjeux de pouvoir minant celle-ci à l'aube de la Révolution française, de la dimension sociale et culturelle qui transparaît derrière ce que l'on a appelé « l'affaire Mathéus. Né dans le Palatinat électoral de Jean-Daniel Mathéus et de Anne Barbe Müller, protestant, marié à Spire en 1784 avec Marie Sophie Christiane Rupp, Jean Mathéus arrive à Rouen en 1785.

Il est porteur à cette date du grade de Chevalier Rose-Croix et devient vénérable d'une loge bleue, « *L'Ardente Amitié* », qui, bien qu'ayant eu été l'un des plus anciens ateliers locaux, s'est fait subtiliser le privilège de la

reconnaissance de l'antériorité des travaux par le Grand Orient par deux loges aristocratiques : « *La Céleste Amitié* » et « *La Parfaite Union* ». Délaissant rapidement un atelier mal considéré, Jean Mathéus se consacre à la mise en place et à la diffusion d'un rite original, le Rite Hérodom de Kilwinning en France. En effet, il était entré à son arrivée à Rouen en relation avec l'Ordre Royal d'Ecosse (*The Scotch H-D-M [herodom] or ancient and honourable Order of K.M.G [Kilwinning]*), un Ordre anglais qui existait dès 1743 et qui fut repris par l'Ecossais Mitchell, lequel l'avait ressuscité en Ecosse en 1767 (sous le nom de *Royal Order of Scotland*). Déniant la validité de la patente Gerbier qui sert de base au Grand Chapitre Général pour faire remonter ses travaux au 21 mars 1721 et ne reconnaître que les grades aménagés par la Chambre des Grades entre 1782 et 1786 et obligatoirement pratiqués dans les chapitres de la Grande Chambre Générale, Jean Mathéus parvient à obtenir une patente d'Edimbourg et à délivrer, depuis Rouen où son atelier est souche à « *L'Ardente Amitié* », nombre de patentes. A partir de septembre 1786, un bras de fer, qui résonne jusqu'au printemps de 1790, commence entre les partisans de Mathéus et le Grand Chapitre Général : il nourrit une abondante correspondance entre la loge et la rue du Pot-de-Fer jusqu'en mai 1788. Malgré ses difficultés, Mathéus, présent à la réunion de la deuxième commission intermédiaire des *Philalèthes* le 8 juin 1787, parvient à faire preuve de prosélytisme en s'appuyant sur un réseau de loges provinciales solidement implanté, notamment à Strasbourg, Genève, Chambéry… et Douai où le rite survivra jusqu'en 1850.

Parallèlement, les affaires de Mathéus prospèrent. Intégré au sein de la petite mais active communauté germanophone de Rouen, il dirige avec son associé Clavel, le premier surveillant de la loge, un important négoce de toile soutenu par des capitaux suisses de Vevey. La capitation qu'il paie (130 livres en 1787) est l'une des plus fortes de Rouen et, au printemps de 1789, il est nommé, toujours avec Clavel, gérant d'une société au capital de 257 000 livres. Peu impliqué dans la gestion de la cité, il est accaparé par ses activités maçonniques et commerciales et, s'il fait preuve de générosité lors de dons patriotiques, la Révolution française le voit peu intervenir politiquement. Il est cependant arrêté en l'an II, comme la plupart des membres du patriciat négociant rouennais.

C'est en 1803 qu'il resurgit, maçonniquement et civilement. Il redevient en effet le vénérable et le reconstructeur de « *L'Ardente Amitié* » à un moment où les équipes municipales se renouvellent profondément. Il maintient la présence du Rite Hérodom à Rouen et reprend sa stratégie des années pré-révolutionnaires puisqu'il se désengage à nouveau rapidement de la loge bleue pour se consacrer au chapitre écossais qui s'y rattache. Ex-vénérable de 1804 à 1813, il préside celui-ci au moment où l'Empire est à son apogée.
Mais la donne a changé : le Rite Hérodom est alors chapeauté par Cambacérès et, le goût pour les hauts grades aidant, la loge de Mathéus reçoit les édiles rouennais, notamment le maire, Louis Lézurier, et le sénateur Nicolas Vimard.

Les notables ont alors moins de réticences envers lui que n'en avait la noblesse rouennaise sous l'Ancien Régime. Il est vrai que ses affaires sont de plus en plus prospères. Membre de la chambre de commerce, il est sous-commissaire des relations avec le Danemark, une fonction qu'il exerce auprès de deux maçons de son entourage : Jean-Louis Hilscher, alors consul de Prusse, et son fils Jean-Daniel à qui il a transmis le goût pour l'Art Royal. Ce dernier, également consul de Prusse, est devenu maître des cérémonies de la loge en 1813. De plus, depuis 1803, les portes de l'Académie se sont ouvertes. On le voit encore au sein de la nouvelle Société libre d'émulation créée en 1792. C'est un cercle culturel et professionnel, fondé dans l'esprit révolutionnaire, dont l'objectif est de faire réfléchir les gens de négoce et les fabricants sur le progrès technique et la philanthropie.

Inféodée aux Bonaparte, la loge n'est plu connue après 1817 et les Mathéus disparaissent de la maçonnerie. Néanmoins, le long passage en loge semble avoir laissé des traces : Jean Mathéus figure parmi les négociants présents lors de la fondation de la Caisse d'épargne de Rouen en 1820 et son fils est l'un des administrateurs et dirigeants les plus importants.

La retentissante destinée maçonnique de Jean Mathéus semble donc avoir été avant tout caractéristique de la mentalité de nombreuses figures maçonniques de la fin du XVIIIe siècle portées par l'ambition sociale. Dans cette perspective, la loge a servi de support stratégique. Peu accepté par une élite marchande rouennaise catholique et proche d'une noblesse contrôlant les *Chevaliers Réunis*, le chapitre local, Jean Mathéus dut attendre le Premier Empire pour voir les foudres des autorités parisiennes s'atténuer et connaître son intégration définitive au sein des élites rouennaises. E.S.

MAXIMILIEN Ier du **Mexique** Vienne (Autriche) 6 juillet 1832 - Querétaro (Mexique) 19 juin 1867.



Maximilien Ier du Mexique ou **Ferdinand Maximilian Joseph**, prince impérial et archiduc d'Autriche, prince royal de Hongrie et de Bohême est un membre de la famille impériale d'Autriche (maison de Lorraine) qui est empereur du Mexique entre 1864 et 1867, avec l'appui de Napoléon III et des conservateurs mexicains.

Frère de l'empereur François-Joseph Ier d'Autriche, il naquit dans le château de Schönbrunn, près de Vienne en Autriche. D'aucuns prétendaient, sans preuve, qu'il était en réalité le fils du duc de Reichstadt dont sa mère avait été très proche (ce que croyait entre autres Napoléon III. Personnalité brillante, il était le préféré de sa mère l'archiduchesse Sophie. Son frère l'empereur le jalousait tout en se méfiant de ses idées libérales. Il épousa le 27 juillet 1857 à Bruxelles la princesse Charlotte de Belgique, fille de Léopold Ier, roi des Belges et de Louise-Marie d'Orléans. Quelques semaines plus tard, le 6 septembre 1857, il fut nommé vice-roi du royaume de Lombardie-Vénétie que l'Autriche avait acquise au congrès de Vienne et qui se montrait rebelle au pouvoir de la Maison de Lorraine. Il y fit construire le château de Miramar près de Trieste et développa la flotte impériale.

Sa politique magnanime commençait à porter ses fruits mais il ne put empêcher en 1859 la déclaration de guerre de l'Autriche au roi de Sardaigne Victor-Emmanuel II. Celui-ci, soutenu par la France de Napoléon III, en sortit vainqueur et put annexer la Lombardie : la riche ville de Milan quitta donc le giron autrichien à la grande colère des Viennois qui vilipendaient François-Joseph Ier lui criant d'abdiquer en faveur du populaire Maximilien.

Maximilien était franc-maçon. Au Mexique il appartenait (avec le grade 18) à une Loge pratiquant le Rite écossais ancien et accepté. Le 27 décembre 1865 s'est formé le Suprême Conseil du Grand Orient du Mexique, qui offrit à Maximilien le titre de Souverain Grand Commandeur, mais celui-ci le refusa.

Empereur du Mexique

Cependant les ambitions impérialistes de Napoléon III l'amenèrent à intervenir dans la politique mexicaine. Sous prétexte d'obtenir le remboursement des dettes du gouvernement de Benito Juárez, la France participa à l'expédition du Mexique aux côtés des Espagnols, des Anglais et d'une légion belge. En fait, elle envisageait de se réimplanter sur le continent américain en profitant de la guerre de Sécession américaine qui empêchait les États-Unis d'intervenir. Après le départ des forces alliées en 1862, les Français décidèrent de rester sur place et d'occuper le pays pour en faire une nation industrialisée qui rivaliserait avec les États-Unis.

Maximilien, trompé par quelques conservateurs mexicains qui l'assuraient de l'appui du peuple, accepta le trône du Mexique (10 octobre 1863) que lui offrirent les conservateurs soutenant la position de la France, parmi lesquels le général Juan Nepomuceno Almonte, fils de José María Morelos. Durant les premiers jours de mars 1864, à Paris, Maximilien accepta les compromis stipulés dans la Convention de Miramar. Entre autres, il renonçait à ses droits à la couronne d'Autriche. Pour compter sur l'appui français, il contracta avec Napoléon III une obligation de 500 millions de pesos mexicains, équivalant à l'époque à 2 milliards et demi de francs or. À l'unanimité, l'ensemble des notables qui formait la *Regencia de Mexico* avait offert la couronne à Maximilien, lui assurant l'appui du peuple. Maximilien arriva au Mexique le 28 mai 1864 par le port de Veracruz. Il s'installa avec son épouse Charlotte dans le palais de Chapultepec sur une colline de Mexico.
Ce palais se situe sur un emplacement déjà utilisé par les Aztèques. Maximilien demanda que l'on trace une avenue du Château de Chapultepec jusqu'au centre de la capitale, devenue plus tard le Paseo de la Reforma. N'ayant pas eu d'enfant de son mariage avec Charlotte, il adopta deux petits-fils du précédent empereur.

Augustin Ier du Mexique.

Maximilien commença à gouverner le 12 juin. Il s'efforçait de défendre les intérêts français, oscillant entre les libéraux et les républicains, mais sans parvenir à exercer vraiment une domination sur le Mexique. Les mesures prises par son gouvernement[Lesquelles ?] ne s'appliquaient qu'aux parties du territoire contrôlées par les garnisons françaises. Ses difficultés avec le maréchal français François Achille Bazaine eurent pour conséquences que les troupes de Napoléon III (menacé par la Prusse en Europe) se retirèrent avant le temps prévu dans la Convention de Miramar. Les libéraux et les républicains, menés par Benito Juárez, purent alors s'opposer ouvertement à Maximilien.

Pour conjurer le sort, Maximilien envoya en Europe son épouse, devenue l'impératrice Carlota, demander l'aide des monarques en place. Napoléon III refusa tout soutien et elle se dirigea vers l'Italie pour demander la protection du pape Pie IX. Alors se déclarèrent les premiers symptômes de la folie qui devait l'atteindre pendant de longues années jusqu'à sa mort. Elle fut d'abord reconduite à Miramar où elle subit des maltraitances de la part de ses serviteurs puis fut confiée à son frère le roi Léopold II de Belgique qui la fit interner dans le château de Tervueren. Elle mourut le 19 janvier 1927, au château de Bouchout, dans la province du Brabant flamand, que le roi Léopold II de Belgique avait acquis pour sa sœur. L'archiduchesse Sophie qui avait tant lutté pour la grandeur de l'Autriche, très affectée par le destin de son fils et de sa belle-fille, par l'abandon des Français et par le changement de cap de la politique impériale, se retira de la vie publique, réservant son affection à ses petits-enfants, l'archiduchesse Gisèle et l'archiduc héritier Rodolphe. Elle mourut en 1872.

La fin de l'aventure

Pendant ce temps, les libéraux avaient formé une armée, laissant uniquement aux troupes impériales la capitale Mexico, Veracruz, Puebla et Querétaro. Le 4 mars 1867, les forces commandées par le général libéral Mariano Escobedo assiégèrent Querétaro. Le 15 mai suivant, la ville fut prise et l'empereur Maximilien fut appréhendé avec les généraux Miguel

Miramon et Tomas Mejia. Pour tenter de protéger son frère, François-Joseph Ier le réintégra pleinement dans ses droits d'archiduc de la maison de Lorraine. Ce dernier geste fut vain. Maximilien fut jugé par une cour de justice qui se tint dans le théâtre de la ville. Condamné à mort, il fut exécuté sur ordre de Juárez, pour l'exemple, le 19 juin 1867 avec deux de ses généraux : Miramón et Mejía. Marchant vers l'exécution, il tendit à l'abbé sa montre qui renfermait le portrait de sa femme Carlota, et dit : « Envoyez ce souvenir en Europe à ma bien chère femme, si elle vit, dites-lui que mes yeux se fermeront avec son image que j'emporte là-haut ». Puis il s'exclama : « Je pardonne à tous, que tous me pardonnent. Que mon sang prêt à couler soit répandu pour le bien du pays. Vive le Mexique ! Vive l'indépendance ! ». Le peintre Édouard Manet, scandalisé par cet évènement, travailla plus d'un an à la réalisation de plusieurs oeuvres, dont *L'Exécution de Maximilien*.

Après sa mort, son frère l'empereur François Joseph fit rapatrier son corps, qui repose dans la nécropole de la famille, dans la Crypte des Capucins, à Vienne.

MAYO — Charles Horace

Rochester, MN 19 Juillet 1865 - Chicago, IL 26 mai 1939.



Médecin américain, diplômé de l'école de médecine de la Northwestern University en 1888. Après ses études, il rejoint son père, William Worrall Mayo, et son frère aîné, William James Mayo, dans leur pratique médicale privée à Rochester et fonde la Clinique Mayo et la Fondation Mayo pour la Recherche médicale à Rochester, Minnesota. La Clinique Mayo – **qui débuta dans le bâtiment du Temple maçonnique de Rochester** – est une association de médecins volontaires, la plus vaste de son espèce dans le monde. La Fondation pour la Recherche médicale fait maintenant partie de l'Université du Minnesota. Charles Horace Mayo fut colonel dans l'US Army Medical Corps de réserve.

Le Dr. Mayo fut initié à la Rochester Lodge en 1890, comme son père l'avait été avant lui et son fils Charles le fut après lui. Le premier « groupe de pratique était composé de sept membres dont Charles Horace avait la direction, de son vivant, la clinique a soigné plus d'un million de patients.

MAZZINI — Guiseppe

Gênes 22 juin 1805 – Pise 10 mars 1872.



Né d'une famille de la bonne bourgeoisie, Mazzini partage les idées démocratiques et patriotiques qui l'amènent, en 1827, à entrer dans la *Carboneria*. Arrêté et incarcéré en 1830, il émigre, à peine libéré, à Marseille. Au cours de son exil français, il rencontre Filippo Buonarroti, et est également influencé par la pensée de Sismondi, de Lamennais et des saint-simoniens. En 1831, Mazzini fonde la *Giovane Italia* (Jeune Italie), association quia pour programme de créer un Etat italien « un, indépendant, libre et républicain ». Mazzini donne à ce programme la plus grande diffusion possible et suscite de grandes attentes tant parmi ses émules en France que dans les zones de la péninsule où la souffrance face à l'occupation étrangère ou le despotisme des souverains est la plus forte. La distance entre l'idéologie, la structure de l'organisation et le rituel de la vieille *Carboneria* et la nouvelle association est énorme. Entre 1831 et 1834, Mazzini travaille en effet à structurer ce qui est considéré comme le premier parti moderne d'inspiration démocratique.

Etait-il franc-maçon ?

Opposée aux sectes et au secret, l'association mazzinienne a un programme défini et une organisation bien structurée. *La Giovane Italia* se répand dans les milieux bourgeois, et étend ainsi ses ramifications beaucoup plus largement que la maçonnerie et la *Caboneria*, dans les couches inférieures de la population citadine, notamment chez les artisans. Mazzini organise une insurrection à Gênes en 1833 ; puis une seconde insurrection en Savoie, en 1834. Toutes deux échouent, entrainant procès et lourdes condamnations. Obligé de se réfugier en Suisse, il fonde en 1834 la *Giovane Europa*, dont le but était de regrouper en un organisme unique les forces révolutionnaires de tous les pays qui, comme l'Italie, aspiraient à la liberté. Expulsé de Suisse en 1837, Mazzini s'établit à Londres.Toutes les révoltes qu'il organise des années trente aux années soixante échouent mais il a toutefois joué un rôle très important dans l'histoire de l'Italie en tant qu'éducateur. La création d'une conscience nationale italienne moderne doit beaucoup à l'obstination avec laquelle il sut mobiliser les consciences en leur fournissant les bases théoriques et morales sur lesquelles fonder un idéal unitaire dont il n'était pas simple de retrouver les racines dans le passé. Son projet a un fort pouvoir de persuasion grâce à la ténacité avec laquelle Mazzini le soutient pendant des décennies. En outre, il fonde et dirige de nombreux journaux politiques pour diffuser ses idéaux et donne toujours une grande importance à l'éducation des jeunes et du peuple.

En 1848, la première guerre d'indépendance ayant éclaté, il est à Milan, puis se retrouve à Rome, en 1849, à la tête de la République romaine. C'est son unique expérience de gouvernement. Après la reddition de la ville, occupées par les troupes françaises qui remettent le pape sur son trône, Mazzini repart en exil à Londres, continuant à lancer des proclamations et à préparer des insurrections (Milan 1853, expédition de Sapri 1857). En 1861, il voit avec une profonde douleur l'Italie passer sous l'autorité de la monarchie des Savoie. Au cours des années suivantes, il se consacre à la prédication destinée aux couches ouvrières et artisanales, donne naissance aux premières sociétés dont le but est de les émanciper et de les instruire politiquement dans les principes de la démocratie républicaine. En 1866, il décide d'organiser une nouvelle structure révolutionnaire, l'Alliance Républicaine Universelle, en prévision de la libération de Rome encore aux mains de la papauté. Il voulait que parte de la Rome républicaine un message palingénésique pour l'humanité entière. L'occupation de cette ville représente pour lui la dernière occasion d'appliquer le principe de nationalité comme facteur d'auto-régénération collective. Même les derniers projets révolutionnaires mazziniens du printemps 1870 étaient destinés à échouer. En débarquant à

Palerme, Mazzini est arrêté quelques jours avant que l'armée italienne entre à Rome, le 20 septembre. Il lui reste encore à livrer une bataille pour la défense de l'intégralité morale d'un mouvement ouvrier européen qui ne lui semble pas immunisé contre les germes du socialisme, devenus particulièrement contagieux après la Commune de Paris au printemps 1871. Durant les derniers mois de sa vie, il écrit des articles polémiques contre la vision marxiste de la société, fondée sur le matérialisme, la lutte des classes et la propriété collective des moyens de production.

Il soutient en revanche le principe de l'association, de la fraternité entre les classes et de la coopération économique. Lié depuis toujours à la famille d'Ernesto Nathan, il meurt le 10 mars 1872 à Pise dans la chambre des Nathan Rosselli. Or, la date de la mort de Mazzini est devenue pour les maçons italiens le jour où ils commémorent leurs morts et, durant toute la période libérale, la maçonnerie italienne a été influencée par sa pensée éducative, politique et sociale. De nombreux Grands Maîtres ont été mazziniens : Frapolli (1869-1870), Mazzoni (1871-1880), Petroni (1880-1885), Lemmi (1885-1896), Nathan (1896-1904 et 1917-1919), Ferrari (1904-1917). Mazzini était-il pour autant maçon ? De nombreux historiens soutiennent que oui, en apportant comme preuve les relations épistolaires que Mazzini entretient avec de nombreuses loges, les diplômes honoraires qui lui sont adressés et le fait même que beaucoup d'hommes très proches du génois étaient frères. Pour mieux condamner le Risorgimento, du point de vue catholique, on a aussi soutenu que Mazzini appartenait à la maçonnerie.

Pourtant les documents tendent à démontrer le contraire. S'il est vrai qu'il accepte toujours les titres et les honneurs maçonniques, il considère que la maçonnerie n'était pas vraiment utile à la réalisation de son projet politique. Il écrit notamment que « *le mode d'admission est une plaie qui condamne la maçonnerie à l'impuissance. En l'absence de condition de foi politique, ce sera toujours un mélange d'éléments hétérogènes* ». Mazzini aurait voulu transformer l'institution maçonnique en une structure révolutionnaire. Ne pouvant pas le faire, il pouvait tout au plus se considérer comme l'allié du Grand Orient de Palerme avec lequel il avait plus de rapports. Le Grand Maître Ernesto Nathan, qui avait été très lié à Mazzini, affirma aussi : « *Mazzini, qui fut pendant quelques temps membre de la Carboneria, ne voulut jamais entrer en maçonnerie* ». Il se méfiait de l'ascendant dont jouissait la direction maçonnique française et de sa tiédeur à vouloir donner une aide valable à la propagande pour le renouveau de la patrie. Mais il reste toujours en amicale et étroite correspondance avec les loges italiennes et avec les maçons les plus influents, qui se consacrent à lui et à son œuvre. A.-M.I.

M'BA Léon

Libreville 9 février 1902 - Paris 27 novembre 1967.



Premier Président de la République du Gabon.
Initié Franc-Maçon à la Loge "*Akademos*", Paris

Personnage complexe, Léon Mba est un homme aux multiples facettes. Issu d'une famille relativement privilégiée, son instruction lui permet de devenir en 1924 chef de canton. Docile avec ses supérieurs, il se révèle être avec ses administrés un chef tyrannique et manipulateur. Ses extorsions et sa sorcellerie, alors même qu'il est catholique pratiquant, l'amènent finalement à être condamné et exilé en 1931 en Oubangui-Chari. De retour au Gabon en 1946, rien ne le prédestine à une ascension politique fulgurante, d'autant que son engagement aux côtés des communistes et du RDA de Félix Houphouët-Boigny, ne lui vaut guère le soutien de l'administration qui lui préfère le député et résistant Jean-Hilaire Aubame.

La donne change lorsque dans les années 1950, le RDA est lavé de tout soupçon doctrinaire. Son opportunisme et son charisme finissent par séduire les puissants forestiers européens, notamment Roland Bru. Fort de ce soutien, Léon Mba est élu maire de Libreville en 1956, puis parvient à se hisser en 1957 à la tête du Gabon grâce au poste de vice-président du Conseil du gouvernement. Son vœux le plus cher n'est alors pas l'indépendance mais la départementalisation de son pays qu'il se voit refuser par le général de Gaulle. C'est ainsi que contre son gré, il proclame l'indépendance le 17 août 1960 en tant que Premier ministre. Démocrate dans l'âme, Léon Mba se révèle dans les faits être un dictateur. Avant même l'indépendance, il opère des arrestations politiques, restreint les libertés individuelles, arrange les élections et promeut un culte autour de sa personnalité. Par ailleurs, un système de corruption généralisée est mis en place par ses amis forestiers. En 1961, alors qu'il est élu président de la République en candidat unique, une nouvelle constitution lui accorde pratiquement tous les pouvoirs. Son rêve est alors l'instauration du monopartisme. Mais en 1964, Mba est renversé par un coup d'État qui amène au pouvoir son opposant démocrate Jean-Hilaire Aubame. La France le ramène militairement au pouvoir et le pays passe alors sous la tutelle directe de Paris. Devenu paranoïaque, sa restauration amène à une radicalisation du régime. Gravement malade, il doit laisser dès 1965 l'exercice du pouvoir à Albert-Bernard Bongo. Réélu président en 1967, il meurt le 27 novembre de la même année. JCvL

MEHUL Étienne Nicolas

Givet 22 juin 1763 - Paris 18 octobre 1817.



L'auteur du Chant au Départ est mentionné, en 1786, comme Membre - Franc-Maçon ? - de "la Société Olympique" souchée sur la Loge "*l'Olympique de la Parfaite Estime*" .
Auteur d'œuvres lyriques (Joseph en Egypte - Ariodante - Stratonice - le jeune Henri - ...), de sonates pour piano, premier musicien à être entré (en 1795) à l'*Institut de France*, est surtout connu comme l'auteur de la musique du *Chant du Départ*, composée en 1794 sur des paroles de Chénier. Dans son enfance, il fut l'organiste de l'église de sa ville natale, Givet. Et 1778 il se fixa à Paris, où il connut une brillante carrière. Son œuvre comprend plus de 30 opéras, des symphonies, de la musique de chambre et 18 œuvres révolutionnaires.

Dans le *deuxième épilogue* des *Soirées de l'orchestre*, Berlioz trace une biographie de Méhul. On sait que Méhul faisait partie en 1786 de la Loge *l'Olympique de la Parfaite Estime.*

Mais nous avons également retrouvé un document qui (sauf homonymie peu probable) porte témoignage d'une activité musicale maçonnique plus tardive de sa part : en 1808, la Loge *du Grand Sphinx*, dont il est mentionné qu'il était membre, a organisé une cérémonie funèbre pour Henri-Nicolas Belleteste, membre de l'Institut d'Egypte, et c'est Mehul qui a composé la musique de la *Scène lyrique* écrite à cette occasion. Par ailleurs, sur la musique du *Chant du Départ*, on trouve dans le *Nouveau Recueil de Cantiques, Hymnes et Chansons maçonniques* de P. Orsel (1867) un *Hymne à la Nature pour l'installation d'une Loge*.

MENDES-France **Pierre** Paris 11 janvier 1907 - 18 octobre 1982 .



Gouverneur du Fonds monétaire international (1947). Président du Conseil en 1953, il met fin à la guerre d'Indochine..
Initié Franc-Maçon, en 1928, à la loge "*Union et Progrès*", Pacy-sur-Eure. Se mit en sommeil en 1945.

Sa vie politique commence officiellement à Louviers en 19321. Radical-socialiste, il a participé au Front populaire. Il a exercé l'autorité de l'État quelques semaines en 1938 sous l'égide de Léon Blum, puis de 1944 à 1945 dans la mouvance de Charles de Gaulle2 dans la Résistance pendant la Seconde guerre mondiale. Il a ensuite été président du Conseil, de juin 1954 à février 1955.

Bien qu'il n'ait gouverné la France que pendant une durée d'un peu plus de sept mois, il constitue une importante figure morale pour une partie de la gauche modérée en France. La postérité retient de lui son action en faveur de la décolonisation, notamment son habileté diplomatique qui aboutit le 20 juillet 1954 à la conclusion des Accords de Genève mettant fin à la guerre d'Indochine, reconnaissant le partage du Viêt Nam en deux États, au niveau du 17e parallèle, ainsi que les pourparlers qu'il engage ensuite avec les Tunisiens et qui prépareront l'accès de la Tunisie à l'indépendance en 1956. Mais ses maladresses vis-à-vis de la question algérienne entraîneront la chute de son gouvernement, cible à la fois de ses adversaires colonialistes et de ses soutiens politiques habituels anti-colonialistes.

MESLAY de **Jérôme-Pélagie MASSON** 1742 - 1798.



Magistrat, président en la Chambre des comptes de Paris, musicien amateur et franc-maçon. Il a exercé dans deux concerts d'amateurs parisiens et a possédé une riche bibliothèque de musique. Il est issu d'une famille de marchands bourgeois, établie à Orléans depuis le fin du XVIe siècle, et enrichie durant le XVIIe siècle dans le commerce des Indes et l'affinage des sucres. L'anoblissement de la famille intervient avec Antoine Masson (1653-1742), seigneur de Plissai et des Montées, qui achète en 1724 la charge anoblissante de secrétaire du roi. Son fils Antoine-Lambert Masson (1696-1779), revient d'Espagne en 1730 après avoir fait fortune à Cadix, achète la seigneurie de Meslay-le-Vidame en 1734 et est titré comte de Meslay en avril 1737.

En 1744, il se marie en communauté de biens avec Michelle Pétronille Mérault, comtesse de la Grève, dame de la Grande Touche, fille de Jérôme Mérault, conseiller puis procureur général au Grand Conseil. De cette union naissent en 1742 Jérôme-Pélagie Masson de Meslay, puis Anne-Albertine-Antoinette Masson de Meslay (1744-1796), qui épousa en 1763 Charles Louis François de Paule de Barentin (1738-1819), premier président de la Cour des Aides et Garde des sceaux en 1788-1789. Jérôme Pélagie épouse en 1771 Laurence Marie Magon de La Balue, fille cadette de Jean-Baptiste Magon de La Balue, banquier du comte d'Artois puis banquier de la cour et fermier général, issu d'une puissante famille d'armateurs de Saint-Malo, et très lié à la famille royale. Jérôme Pélagie décède le 6 février 1798. Les archives de Chartres conservent son inventaire après décès. Le couple n'ayant pas eu d'enfant, Laurence-Marie fut héritière universelle de son mari, elle hérita donc du château de Meslay ainsi que de l'hôtel particulier parisien construit rue du Gros-Chenet entre cour et jardin au début du XVIIIe siècle (actuellement 32, rue du Sentier). Par succession, le château et l'hôtel passèrent ensuite à Charles Louis François de Paule de Barentin, beau-frère de Jérôme-Pélagie. On possède de lui un portrait de Jérôme-Pélagie, à l'âge de cinquante ans environ, dessiné et gravé au « physionotrace » par Edme Quenedey des Ricets. (voir image)

JEROME-PELAGIE MASSON Jérôme-Pélagie est quant à lui reçu conseiller à la 2e Chambre des requêtes le 11 mars 1763, puis président en la Chambre des Comptes en survivance de son père, le 16 avril 1768. Entré en exercice le 6 juillet

suivant, il cesse d'exercer en 1789 car il est dit en 1790 président honoraire. Jérôme Pélagie fut également Conseiller du roi en l'Hôtel de ville de Paris à partir du 19 avril 1774, en remplacement d'Anne Jean-Baptiste Goulard, décédé. Il se maintint à cette charge jusqu'en 1789. Antoine-Lambert et Jérôme-Pélagie Masson de Meslay purent agrandir et faire fructifier leur domaine de Meslay-le-Vidame et faire des investissements financiers avisés. Antoine-Lambert investit entre 1736 et 1761 sur des tontines ou des rentes sur le clergé, sur le roi, sur la Bourgogne. Les archives de la seigneurie de Meslay recensent la correspondance entre les maîtres et les régisseurs de leurs terres, et montrent qu'ils furent exigeants sur le respect des règles de vassalité (dénombrement, foi et hommages) envers les autres notables établis sur leur domaine. Père et fils investirent également dans plusieurs compagnies. L'on sait qu'en l'an IV Jérôme-Pélagie possédaient 85,5 actions dans la dernière Compagnie française des Indes, fondée en 1785, à laquelle son beau-père était également associé.

FRANC-MAÇONNERIE

Jérôme-Pélagie était franc-maçon (chose peu originale pour un notable parisien de la fin du XVIII^e siècle). Il fut d'abord membre de la loge des Neuf Sœurs, loge bien documentée. Il fit partie des huit frères qui, le 7 avril 1778, furent chargés d'accueillir et de préparer Voltaire pour son initiation. Il fréquente ensuite la loge « L'Olympique de la parfaite estime », où sa présence est attestée entre 1783 et 1786, et dont il fait partie des premiers membres. Assez bien documentée jusqu'en 1789, cette loge comptait trente-neuf membres identifiés. Elle était à l'origine d'une société de concert appelée la *Société Olympique*, dont tous les membres devaient être maçons. Elle comptait en 1786 quatre cent trente-huit membres et était doublée d'une « loge d'adoption », qui permettait aux épouses des Frères d'assister aux concerts avec eux. Laurence-Marie Magon de La Balue, dite la « Présidente de Meslay », en faisait partie. Ces loges forment alors un réseau dense, lié par des intérêts communs dans les affaires et les finances, dans les métiers, et dans les familles. Les financiers, les intellectuels et les musiciens y étaient très représentés.

Musicien amateur

L'absence de toute liste de membres du Concert des Amateurs (actif de 1769-1781) empêche de s'en assurer, mais le fait que Jérôme-Pélagie apparaisse parmi les souscripteurs de la *Messe des Morts* de François-Joseph Gossec publiée en 1780 laisse accroire qu'il faisait partie du Concert des Amateurs, dirigé par Gossec jusqu'en 1773 puis par Joseph Bologne de Saint-George, violoniste émérite. Après la cessation du Concert des Amateurs, Masson de Meslay alla jouer au Concert de la Société Olympique, dirigé encore par Saint-George, puis par Guillaume Navoigille l'aîné, et par Giovanni Battista Viotti peut-être. Et là, sur la liste des musiciens datée de 1786, il apparaît au premier pupitre des seconds violons. On sait par ailleurs qu'il fréquentait l'opéra, où il fut d'ailleurs surpris en compromettante posture avec la demoiselle La Guerre, chanteuse des chœurs, en 1772. L'épouse de Jérôme-Pélagie pratiquait quant à elle le chant et la guitare ; elle eut B. Vidal pour maître de guitare. La Bibliothèque municipale de Chartres possède un petit fonds de musique pour guitare qui provient de sa bibliothèque personnelle, distincte de celle de son mari.

MUSIQUE ET THEATRE DE SOCIETE

Les *Mémoires* du marquis de La Maisonfort citent le château de Meslay-le-Vidame et précisent que Masson de Meslay (le fils au moins, mais peut-être le père aussi) réunissait périodiquement ses proches, des invités, et faisait venir de Paris des musiciens connus pour animer les soirées d'automne. On montait là des vaudevilles, des opéras comiques, on chantait des ariettes ou des romances. Masson de Meslay profitait activement de ses relations tissées à Paris dans les concerts d'amateurs et dans les loges pour attirer des musiciens à Meslay. Cette activité, appelée *théâtre de société*, est typique de la sociabilité des châteaux dans la seconde partie du XVIII^e siècle ; elle a été commentée et théorisée par Antoine-René de Voyer de Paulmy d'Argenson (1722-1787) dans son *Manuel des châteaux* (1779).

LA BIBLIOTHEQUE DE MUSIQUE

Masson de Meslay possédait une très riche bibliothèque de musique, dont il ne reste plus que le catalogue. Elle est riche d'environ 350 symphonies, 75 symphonies concertantes, 75 concertos pour divers instruments, 150 duos, 120 trios, 390 quatuors, 30 quintetti, 50 grands opéras et une douzaine d'opéras comiques. C'est donc une collection essentiellement axée vers la musique instrumentale, rédigée en 1788 avec des ajouts allant jusqu'à 1790. Un grand nombre d'œuvres pour la viole d'amour laisse entendre que Masson de Meslay a pu jouer de cet instrument, outre le violon. La totalité de cette bibliothèque a disparu.

MESMER



Franz Anton Iznang 23 mai 1734 - Meersburg, Baden 5 mars 1815.

Médecin allemand. Magnétiseur. Fondateur de la théorie du magnétisme animal, aussi connue sous le nom de mesmérisme. Ami de Mozart.

Franc-Maçon de la Stricte Observance templière. Il prônait l'existence d'un fluide universel à partir duquel il expérimenta le "magnétisme animal ". Ne voulant pas utiliser la Maçonnerie comme tremplin, il refusa de prendre part au Convent des Philalèthes assemblé par Savalettes de Langes, en 1785, mais il s'affilia à ce groupe le 18 décembre de la même année

En 1752, il s'inscrit à l'école de théologie des jésuites de Dillingen et en 1754 à l'université jésuite d'Ingolstadt pour sa troisième année de théologie. Il s'inscrit en droit à l'université de Vienne en 1759, puis en médecine en 1760.

En 1766, Mesmer publie sa thèse de doctorat, *De l'influence des planètes sur le corps humain*, dans laquelle on retrouve

l'influence des théories sur le magnétisme du médecin suisse Paracelse, du médecin belge Jan Baptist van Helmont (*Le traitement magnétique des plaies*, 1621), du médecin écossais William Maxwell (*De Medicina Magnetica*, 1679), du jésuite allemand Athanasius Kircher et de Ferdinand Santanelli (*Geheime Philosophie oder magish-magnetische Heilkunde*, 1723). En 1767, Mesmer épouse la riche veuve Maria Anna von Posch. De nombreux musiciens viennois fréquentent leur maison, notamment Mozart, Haydn et Gluck. En 1773, il entreprend son premier traitement sur la base des idées d'un fluide universel. Pour cela, il utilise les plaques aimantées inventées par le père jésuite Maximilian Hell. Suite à une polémique avec Hell sur la paternité de ce procédé, Mesmer insistera sur le fait que le magnétisme animal est distinct du fluide magnétique minéral. En 1775, Mesmer est amené à donner son avis à l'Académie des Sciences de Munich sur les exorcismes du père Johann Joseph Gassner.

En 1777, il quitte Vienne et arrive à Paris en 1778, il publie son *Mémoire sur la découverte du magnétisme animal* en 1779 avec le soutien de son disciple Charles Deslon, médecin personnel du Comte d'Artois. Les thèses principales de ce Mémoire sont les suivantes:

- Un fluide physique subtil emplit l'univers, servant d'intermédiaire entre l'homme, la terre et les corps célestes, et entre les hommes eux-mêmes;
- La maladie résulte d'une mauvaise répartition de ce fluide dans le corps humain et la guérison revient à restaurer cet équilibre perdu;
- Grâce à des techniques, ce fluide est susceptible d'être canalisé, emmagasiné et transmis à d'autres personnes, provoquant des "crises" chez les malades pour les guérir;

Selon Mesmer, le magnétisme animal est la capacité de tout homme à guérir son prochain grâce à un *fluide naturel* dont le magnétiseur serait la source, et qu'il diffuserait grâce à des *passes*, dites "passes mesmériennes", sur tout le corps.
En 1780, ayant plus de patients qu'il n'en peut traiter individuellement, Mesmer introduit la méthode de traitement collectif dite du baquet. C'est notamment lors de ces traitements collectifs que se manifestent des phénomènes contagieux de "crises magnétiques" au cours desquelles les femmes de la meilleure société parisienne perdent leur contrôle, éclatent d'un rire "hystérique", se pâment, sont prises de convulsions... Mesmer est vivement attaqué par la faculté de médecine mais obtient des clients influents, tels le juriste Nicolas Bergasse et le banquier Guillaume Kornmann et en 1781, il publie son *Précis historique des faits relatifs au magnétisme animal*.

En 1782, apprenant que Charles Deslon s'est lui-même constitué une clientèle de magnétisme animal, Mesmer organise avec l'aide de Nicolas Bergasse et Guillaume Kornmann, une souscription pour acheter le "secret de Mesmer". Pour cela, ils créent la *Société de l'Harmonie Universelle*, qui se révèle être un énorme succès financier. Armand Marc Jacques de Chastenet de Puységur et ses deux frères seront membres de cette société. En 1784, Louis XVI nomme deux commissions pour étudier la pratique du magnétisme animal, l'une de l'Académie des Sciences, l'autre de la Société royale de Médecine. Les commissaires, l'astronome Jean Sylvain Bailly, le médecin Joseph-Ignace Guillotin, le chimiste Antoine Lavoisier, l'ambassadeur des États-Unis Benjamin Franklin et le botaniste Antoine Laurent de Jussieu se fondent sur l'observation du travail de Charles Deslon. Jean Sylvain Bailly conclut que "l'imagination sans magnétisme produit des convulsions... le magnétisme sans imagination ne produit rien", il déclare aussi, dans un rapport secret que "le traitement magnétique ne peut être que dangereux pour les moeurs". En revanche, Antoine Laurent de Jussieu déclare que "l'influence physique de l'homme sur l'homme doit être admise". En 1785, Mesmer quitte la France, reprochant à ses élèves de ne pas avoir gardé son « secret ». Sa renommée dans le monde anglo-saxon sera telle que le verbe "hypnotiser" (au propre et au figuré) se dit toujours en anglais *to mesmerize*. JCvL+Wikipédia

MESUREUR **Gustave** Marcq-en-Bareuil 2 avril 1847 – Paris 19 août 1925.
Dessinateur de modèles de tissus, Gustave Mesureur se rends à Paris et adhère, en 1867, au syndicat des dessinateurs, fondé par Eugène Pottier.
Il est initié à « *La Justice 133* », comme Jules Vallès, le 2 avril 1869.

Garde national pendant le siège de Paris, son nom n'apparaît pas pendant la Commune et on le retrouve en 1880, élu radical du quartier de Bonne-Nouvelle. Il participe à la fondation de la Bourse du Travail en 1884, puis accède à la présidence du Conseil municipal de Paris, le 18 octobre 1886.



Au cours de ces années, il devient l'un des animateurs de la fronde menée par des loges écossaises contre le Suprême Conseil. Elu, en février 1879, orateur de la première section de la Grande Loge Centrale, il demande que les loges symboliques puissent obtenir leur autonomie et il est l'un des signataires d'une planche-circulaire du « Parti de la réforme ».

Il rédige un *Examen critique et historique du Rite Ecossais en France* qui provoque la colère du Suprême Conseil ; celui-ci suspend et démoli *La Justice*. Au terme de la crise, les contestataires fondent la Grande Loge Symbolique Ecossaise en février 1880, une nouvelle obédience qui travaille au Rite Ecossais Ancien et Accepté, sans faire référence au Grand Architecte de l'Univers et sans hauts grades. Mesureur accède à la présidence en décembre 1882, puis en décembre 1893, et prépare le retour à l'unité des loges symboliques écossaises dans le cadre d'une Grande Loge de France.

Son prestige est accru par ses succès politiques. Après la fondation de la Bouse du Travail, il crée la bibliothèque Forney dans l'Hôtel de Sens et, au sein du Conseil de Paris, s'occupe des travaux de voirie. En 1887, les électeurs parisiens l'envoient siéger à la Chambre des députés où il se montre un adversaire déterminé du boulangisme, el le relisent en 1889, 1893 et 1898.

Les députés de la Grande Loge Symbolique Ecossaise, à son invitation, se prononcent le 8 octobre 1894, pour la fusion avec les loges symboliques du Suprême Conseil. Il reste à déterminer les modalités, et une commission mixte animée par Wellhoff et Mesureur prépare un projet. Les négociations aboutissent en décembre 1896. Mesureur est promu au Conseil Fédéral puis, en décembre 1903, il reçoit le premier maillet de la Grande Loge de France.

Sa carrière politique s'est poursuivie. En 1895, il entre, comme ministre du Commerce et des Postes dans le cabinet Léon Bourgeois, puis il est promu, après les législatives de 1898, vice-président de la Chambre et président de la Commission du budget. Mais l'ancien dessinateur accroît sa notoriété en fondant le Parti radical et radical-socialiste. Les actions maçonniques et politiques jouent de manière indissociable puisqu'il avait pris, en 1894, la direction d'une « Association pour les Réformes républicaines » à laquelle avaient adhérer 53 loges dont celles de Grande Loge Symbolique Ecossaise. Elle fusionne avec une autre association radicale et adopte en 1895, le nom de Comité d'Action pour les Réformes républicaines, généralement appelé Comité Mesureur. Il invite ses membres et sympathisants, puis les loges, les parlementaires et les associations amies, à un congrès constitutif du nouveau parti. 155 loges, soit près du tiers des loges françaises, sont directement représentées. En 1902, Mesureur, battu aux élections législatives, accepte le poste de directeur de l'Assistance public de Paris. Grâce à un emprunt il met en route des travaux de modernisation dans les hôpitaux et les dispensaires. In reste en fonction jusqu'en 1920, laissant le souvenir d'un homme compétent, dévoué, aimé du personnel.

L'essentiel de son activité est désormais consacrée à la Maçonnerie. Fait exceptionnel, il est réélu à la Grande Maîtrise de la Grande Loge de 1903 à 1910 puis de 1911 à 1913. Athée déclaré, il est très réticent à l'égard de la référence au Grand Architecte qui reste facultative. Il obtient une régularisation définitive des relations entre son obédience et le Suprême Conseil. La Grande Loge, par un décret de ce dernier de juillet 1904, devient ainsi une « *puissance maçonnique autonome, indépendante et souveraine* » et elle pourra seule délivrer des patentes, prononcer la création ou la mise en sommeil des loges qui ne travailleront plus sous les auspices du Suprême Conseil. La situation se débloque avec le Grand Orient qui échange avec elle des garants d'amitié. Une convention est d'ailleurs signée en 1908. Au cours des années Mesureur, l'obédience réussit sa percée avec 70 loges en 1903 et 144 en 1913. Elle passe de 4 300 à 8 400 membres.

Mesureur, en hommage à son passé, sera réélu Grand Maître en 1924, année où l'obédience doit « plancher » sur les relations franco-allemande et franco-russes, l'école unique, la solidarité maçonnique et la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Il ne connaîtra pas les conclusions de ces travaux car il meurt le 19 août 1925, le jour du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon. La loge n°571 de la Grande Loge de France, fondée en 1927, porte aujourd'hui son nom et son buste figure dans la salle d'attente et musée de la Grande Loge de France, rue de Puteaux. A.C.

MEUNIER de **PRÉCOURT Antoine** 1724 – 1777.

Au milieu du XVIIIe siècle, Metz est un creuset maçonnique où les influences françaises et allemandes, mais aussi russes, suédoises et italiennes sont reçues, acclimatées, appropriées puis activement relayées. C'est dans ce cadre privilégié que le négociant Antoine Meunier de Précourt, correspondant, confident et partenaire commercial de Willermoz, déplie une activité étourdissante.

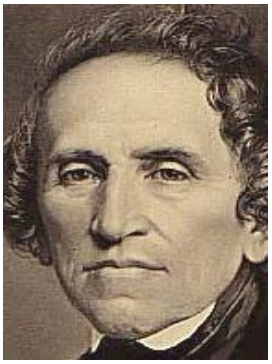
Vénérable de « *Saint-Jean des Parfaits Amis* », constituée en 1759, Meunier de Précourt préside au chapitre hermétiste en relation avec les milieux alchimiques rhénans. Il établit une échelle de hauts grades pratiqués à Metz, qu'il communique aux frères lyonnais, dans l'espoir d'établir une véritable table d'équivalence avec les autres systèmes. Simultanément, il entreprend la rédaction d'un véritable récit de fondation de l'Ordre maçonnique, afin de faire la preuve de la filiation templière.
Meunier de Précourt est l'un des premiers à associer les hauts grades dits de vengeance, notamment celui de chevalier Kadosh, à la fin tragique des Templiers. Il sera d'ailleurs admis dans l'Ordre Intérieur de la Stricte Observance par von Hund. Mais dès 1755, son grand dessein est la mise sur pied d'une correspondance maçonnique universelle, qui favoriserait les échanges auprès de la Maçonnerie universelle des francs-maçons, qui favoriserait les échanges au sein de la République universelle des francs-maçons, « *afin de ne faire tous ensemble qu'un même corps et de n'adopter qu'un même principe sur la manière de gérer les loges et de conférer les grades* ».

Jusqu'en 1761, Meunier de Précourt multiplie blés interventions auprès de la Grande Loge, pour qu'elle reprenne l'initiative à son compte, et noue de son côté de solides contacts avec Sedan, Mayence, Francfort ou encore Lille. Conscient de la nécessité de multiplier les réseaux afin de renforcer la couverture de l'espace maçonnique européen, il réussit à intéresser à son projet les loges situées sur des nœuds de communication importants. Ainsi, en juin 1762, il obtient de la Grande Loge des constitutions pour la « *Triple Union* » de Reims. Le vénérable messin les signes en compagnie de Le Boucher de Lenoncourt, vénérable de « *L'Ecossaise de Saint-Jean de la Vertu* », orient de Hanau, l'une des principales têtes de pont de son réseau en Allemagne. Rapidement la loge rémoise se

met au service de Meunier de Précourt, en mettant sur pied son propre réseau de correspondances au tropisme germanique évident, avec notamment « *Saint-Jean des Voyageurs* », orient de Dresde, qui sera à l'origine de la Stricte Observance, trois loges berlinoises (*Les Trois Globes, La Concorde* et *L'Etoile Flamboyante*), et, plus proche, la loge strasbourgeoise de *« La Candeur* ». Exclu de la Grande Loge en 1766 comme étant membre du groupe Peny, Meunier de Précourt est porté dès 1765 sur les listes de la célèbre loge de Hambourg, « *Absalom zu den drei Nesseln* », comme « Directeur de la colonie russe ». Ses projets de correspondance maçonnique seront réactivés au cours des décennies 1770-1780. A l'instar d'un Jean-Baptiste Willermoz ou d'un Pierre de Guénet, il est donc acteur de premier plan de l'enracinement de l'Ordre maçonnique en France au cours des années 1750-1760, ainsi qu'un pionnier de sa diffusion en Europe continentale. P.-Y.B.

MEYERBEER Giacomo

Berlin 5 septembre 1791 - Paris 2 mai 1864.



Compositeur allemand, du début du 19e siècle, auteur de 'Robert le Diable et Les Huguenots'. Ses œuvres sont considérées comme fondatrices du « Grand opéra français ».
Franc-Maçon de la Loge française "*Les Frères Unis Inséparables*".

Les débuts

Né dans une riche famille berlinoise de confession juive au contact avec l'élite intellectuelle. Il a deux frères : l'astronome Wilhelm Beer, et le poète et dramaturge Michael Beer. À l'âge de 19 ans il ajoute à son nom celui de son bienfaiteur et italianisera ensuite son prénom vers 1826. Bénéficiant d'une large éducation, il apprend très tôt le piano avec Franz Lauska et Muzio Clementi, joue en public dès l'âge de 7 ou 8 ans et acquiert très vite une réputation de pianiste brillant.

Il étudie ensuite la composition avec Carl Friedrich Zelter (professeur de Felix Mendelssohn), Bernhard Anselm Weber et enfin à Darmstadt avec l'abbé Vogler, chez lequel il a pour compagnon d'étude Carl Maria von Weber.

Dès 1811, il compose un oratorio *Gott und die Natur* suivi d'un opéra biblique, *Jephta's Gelübde* (1812), et d'un singspiel, *Wirth und Gast* (1813) qui n'obtiennent aucun succès à Berlin comme à Vienne. En 1814, Il se rend à Paris et à Londres puis, en 1816, sans doute sur les conseils d'Antonio Salieri, en Italie où il a la révélation de sa vocation en entendant le *Tancredi* de Gioachino Rossini. Il compose une cantate pastorale, *Gli amori di Teolinda*, puis les opéras qui lui assurent une certaine notoriété : *Romilda e Costanza* (1817), *Semeramide riconosciuta* (1819), *Emma di Resburgo* (1819), *Margherita d'Anjou* (1820-26), *L'esule di Granata* (1822) et enfin *Il crociato in Egitto* (1824) qui, créé à Venise. L'ouvrage est un succès dans toute l'Europe et est repris l'année suivante au Théâtre-Italien à Paris.

Carrière parisienne

Il profite de l'occasion pour s'installer dans la capitale française où il a préféré suivre Rossini plutôt que de rester en Italie sans celui qu'il considère comme son maître. Sous la protection de Luigi Cherubini, il entame en 1827 une fructueuse collaboration avec le librettiste Eugène Scribe. Leur première œuvre commune, *Robert le Diable*, est créée à l'Opéra en 1831 où il est l'« un des plus grands triomphes de tous les temps ». Après *La Muette de Portici* de Daniel-François-Esprit Auber (1928) et *Guillaume Tell*, le dernier opéra de Rossini (1829), cette œuvre pose les bases de ce qui deviendra le « Grand opéra », nouveau genre dans lequel nombre de compositeurs se sentent désormais obligés de faire leurs preuves. La consécration passe en effet désormais par Paris où Donizetti, Verdi et même Wagner chercheront à briller à l'égal de Meyerbeer. Rossini s'étant retiré, il laisse le champ libre au succès de Meyerbeer. Cinq ans plus tard (perfectionniste, le compositeur allemand n'avait pas la facilité de gestation de son maître italien), *Les Huguenots* remportent un triomphe encore plus absolu.

En 1842, il est nommé directeur général de la musique de Prusse par l'empereur Frédéric-Guillaume IV et prend la suite de Gaspare Spontini à la direction de l'Opéra de Berlin.

Il compose *Ein Feldlager in Schlesien* (« Un camp en Silésie ») qui ne deviendra un succès que lorsque Jenny Lind reprendra le rôle en 1844. Il monte *Rienzi* et *Le Vaisseau fantôme* de Wagner mais, « médiocre chef d'orchestre », et trop éloigné désormais du goût allemand, il rentre à Paris après avoir donné *Ein Feldlager* à Vienne en 1847.
Auparavant, il aura écrit la musique de scène pour *Struensée*, drame écrit par son frère. Nouveau triomphe dans la capitale française avec *Le Prophète* en 1849 que le musicien a composé pour Pauline Viardot. Il crée pour l'Opéra-Comique deux œuvres de facture différente : *L'Étoile du Nord* (réutilisant la musique de *Ein Feldlager*) en 1854 et *Le Pardon de Ploërmel* en 1859 qui rencontrent un succès cependant moins éclatant que les précédents. Il reprend alors une partition commencée avant son départ pour Berlin, *L'Africaine*, mais meurt avant de terminer l'œuvre. Fétis terminera la partition5 avant sa création, le 28 avril 1865 à l'Opéra de Paris.

Style

Meyerbeer a donc fixé pour longtemps les canons du « grand opéra » et s'est assuré tout au long de sa carrière la prééminence dans ce genre : le jeune Wagner l'imitera servilement avant de s'en affranchir6 ; Verdi lui-même devra se soumettre aux règles dramatiques qu'il avait fixées, lorsqu'il écrira pour Paris. Il est vrai que Verdi admirait Meyerbeer et ne ratait jamais une première de ses opéras. La carrière française du compositeur, seulement interrompue par le séjour malheureux de Berlin, fait montre d'une remarquable longévité. Bien que célèbre dans toute l'Europe dès les années 1830, sa renommée, après sa mort, fut très rapidement éclipsée, en particulier par Wagner, et ses œuvres ont peu à peu disparu

du répertoire. Le disque et quelques rares reprises ont cependant évité à ses œuvres de tomber dans l'oubli, et permis au public moderne de mieux prendre la mesure de son importance dans l'évolution des procédés dramatiques et dans l'histoire de l'opéra. Il utilise souvent le principe du leitmotiv, qui a été perfectionné par Wagner.

Parmi les traits dominants du grand opéra conçu par Meyerbeer, le plus remarquable est sans doute la place faite aux interprètes. Dans toute son œuvre, le choix de ces derniers est capital et même déterminant pour l'élaboration du livret. Le compositeur consacrait la plupart de ses voyages à l'audition de nouveaux chanteurs, et si l'un de ceux qu'il avait engagés rompait son contrat, il n'hésitait pas à remanier le rôle concerné pour l'adapter au nouvel interprète, voire à interrompre son travail sur un opéra si aucun acteur ne lui paraissait convenir. WIKIPEDIA

MICHEL **Louise** Vroncourt-la-Côte 29 mai 1830 – Paris 9 janvier 1905.



Née dans un château de la Haute-Marne, vraisemblablement du fils d'un châtelain et de sa servante Marianne Michel, Louise grandit dans la demeure seigneuriale auprès de sa mère, choyée par les châtelains, M. et Mme Charles Etienne Demahis. Elle se montre très tôt sensibles aux misères humaines, n'hésitant pas à distribuer aux pauvres l'argent que son grand père lui octroyait (ou qu'elle lui volait). Après des études secondaires à Chaumont, elle obtient le brevet de capacité qui lui permettrait d'exercer comme sous-maîtresse (institutrice) mais, refusant de prêter serment à l'Empereur, elle ouvre une école « libre » à Andelancourt, puis à Millières (Haute-Marne) avant de venir exercer à Paris dans l'institution de Mme Vollet, rue du Château d'Eau.

Début 1869, Louise commence à militer en politique. En novembre 1870, elle est élue présidente du Comité républicain de Vigilance des Citoyennes du XVIIIe arrondissement. Elle dirige une école, au 24, rue Houdon. Durant la Commune, elle devient ambulancière, propagandiste, garde au 61e bataillon et préside souvent les séances du Club de la Révolution. Présente parmi les derniers combattants, Louise réussit à se cacher. Elle se livre aux versaillais pour libérer sa mère qui a été arrêtée à sa place. Condamnée le 16 décembre 1871 par le 6e conseil de guerre à la déportation dans une enceinte fortifiée, Louise Michel est condamnée à dix ans de bannissement. Après une détention de vingt mois à la prison centrale d'Auberive (Haute-Marne) et un voyage maritime de quatre mois (août-décembre 1873), Louise débarque en Nouvelle-Calédonie. Elle cherche alors à instruire les Canaques et manifeste sa compréhension quand ils se révoltent en 1878. De retour en France le 9 novembre 1880, elle reçoit l'accueil enthousiaste de 10 000 à 15 000 parisiens à Saint-Lazare. Alors, avec les tenants du guesdisme et du blanquisme, mais surtout pour les libertaires, Louise Michel parcourt la France et les pays limitrophes, de conférence en meeting, de grève en combat d'ouvrier. Ces activités lui valent au moins quatre condamnations à la prison et une blessure en 1889 faite par un illuminé, Serio, dont elle demande l'acquittement. Commis voyageur de l'anarchie, elle se démarque des méthodes terroristes de l'anarchie individualiste.

Au moment de son initiation, elle a 74 ans révolus. Sa réception est relatée dans le *Bulletin trimestriel de la Grande Loge Symbolique Ecossaise* du 20 juillet 1904. Dans une lettre publiée dans la *Revue maçonnique* de juin 1906, Madeline Pelletier revendique l'honneur d'avoir conduit Louise Michel jusqu'à la maçonnerie. Alors interne en médecine, la militante féminine avait été initiée le 27 mai 1904 dans la loge n°3, « *La Philosophie Sociale* », alors dans la correspondance de la Grande Loge Symbolique Ecossaise « *Maintenue* » (1897) et Mixte (1901). Le 13 septembre 1904, ladite loge initie Henri Jacob, Louise Michel et Charlotte Vauvelle, militante libertaire, amie, accompagnatrice et compagne de Louise depuis 1895. Le lendemain, la nouvelle apprentie participe, avec cinq autres conférenciers dont Madeleine Pelletier, à une tenue consacrée au féminisme, à « *Diderot* », loge n°1 de la Grande Loge Symbolique Ecossaise « *Maintenue* » et Mixte. Avant de proclamer son inaltérable foi en des lendemains qui chantent, elle se laisse aller à une confidence : « *Il y a longtemps que j'aurais été des vôtres si j'eusse connu l'existence de loges mixtes, mais je croyais que, pour entrer dans un milieu maçonnique, il fallait être un homme…* ».

Durant une tournée de conférence dans le Midi, elle meurt à Marseille le 10 janvier 1905. Le *Bulletin hebdomadaire des loges* publie le faire-part de décès dans son numéro des 23-28 janvier. Son corps fut ramené à Paris et ses obsèques furent suivies par une foule évaluée à 10 000 personnes. Le cortège allait de la gare de Lyon au cimetière de Levallois, où elle fut inhumée près de sa mère tendrement aimée et du communard Théophile Ferré.
Les dossiers des archives de la Préfecture de police narrèrent la cérémonie, notamment l'incident des emblèmes maçonniques posés sans doute par des membres de son obédience. Plusieurs organisateurs (des rapports disent des anarchistes) les arrachèrent, prétextant que Louise Michel n'appartenait à personne et n'avait adhéré à aucune association. Le 23 février 1905, la loge « *La Philosophie Sociale* » organisa une tenue blanche « *en l'honneur et à la mémoire de la sœur Louise Michel, membre de ce respectable atelier* », premier d'une longue série d'hommages que la « bonne Louise » reçoit plus ou moins régulièrement dans des loges françaises. Y.H.M.

MILLERAND **Alexandre** Paris 10 février 1859 – Versailles 6 avril 1943.



Fils de petits commerçants parisiens, Alexandre Millerand s'inscrit au barreau de Paris, en 1882, où il défend notamment des militants socialiste et des grévistes. Il se situe à l'extrême gauche radicale, se lie avec confrère Georges Laguerre, collabore aux côtés de Camille Pelletan au quotidien La Justice, organise l'Union de la jeunesse républicaine.

Il entre à la loge « *L'Amitié* » le 21 mai 1883, vraisemblablement parrainé par Laguerre qui en sera le vénérable en juin 1884, reçoit les grades de compagnon et de maître le 16 avril 1884. Cette loge regroupe 102 membres, dont plusieurs ou futurs parlementaires, tels les avocats Paul Emile Girodet, Albert Pétrot, Jules Périller (vénérable en 1885), Charles Beauquier, le Dr François Emile Chautemps, Henri Michel. Citons parmi les personnalités le publiciste et avocat Rochaland qui, avec Laguerre, va se fourvoyer dans le boulangisme. Selon une rumeur, l'entrée de Millerand ne se serait pas faite sans difficulté.

Le mois de son initiation, Millerand est élu conseiller municipal du quartier de la Muette. Il s'attache à la question de l'enseignement. Battu aux élections législatives en octobre 1885, il prend sa revanche en décembre. Député de la Seine, il siège à l'extrême gauche. Comme parlementaire, il évolue vers le socialisme en prenant la défense des grévistes de Vierzon. Il adhère au groupe des 18 députés qui préconisent la transformation des monopoles en services publics et la nationalisation progressive de la propriété.

Il se révèle être un adversaire résolu du boulangisme ; il quitte *La Justice* et crée *La Voix*, organe hostile aux opportunistes, puis il partage avec le radical René Goblet la direction de *La Petite République* : plusieurs de ses collaborateurs sont maçons et le journal donne des indications sur la vie maçonnique. En 1891, il appuie le projet de loi présenté par le frère Bovier-Lapierre garantissant la liberté syndicale et il interpelle le gouvernement à la suite de la fusillade de Fourmies ; en 1892, il défend les grévistes de Carmaux et combat, en 1893, le gouvernement de Charles Dupuy, maçon mal considéré par sa loge du Puy. Après les élections de 1893, il forme un groupe parlementaire socialiste où chaque tendance garde son autonomie. Avec d'autres socialistes indépendants, il constitue la Fédération républicaine socialiste de la Seine.

Au cours d'un banquet tenu à Saint-Mandé, le 30 mai 1896, pour célébrer les succès socialistes aux municipales, il expose un programme réformiste avec la substitution progressive de la propriété socialiste à la propriété capitaliste, la conquête du pouvoir par la voie électorale, l'entente internationale des travailleurs, l'attachement à la patrie. Ce discours répond aux résolutions maçonniques exprimées au cours des convents. Il ne se rallie à la cause de Dreyfus que tardivement à la suite du suicide d'Henry, puis accepte d'entrer dans le ministère Waldeck-Rousseau, en dépit de la présence du général de Galiffet, le fusilleur des communards.

Il est vraisemblable que ce choix lui a coûté quelques amitiés chez les maçons, mais son action gouvernementale, comme ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes répond, point par point, aux vœux du Grand Orient : la création d'un Conseil supérieur du travail, l'obligation d'insertion de clauses garantissant le repos hebdomadaire et un salaire minimal dans les marchés passés par l'Etat, les départements et les communes, la loi fixant une durée maximale du travail dans l'industrie. Le cas Millerand divise les socialistes. Soutenu par Jaurès, condamné par Guesde, il est mis en congé du Pari socialiste en 1901. Il ne fait pas partie du cabinet Combes et reprend sa carrière d'avocat tout en se livrant à d'acerbes critiques contre le gouvernement. Il est exclu, en janvier 1904, du Parti socialiste par la fédération de la Seine.

Sa loge « *L'Amitié* », ne comptant plus que 34 membres en 1897, envisage de se mettre en sommeil. Comme elle approuve la politique de Combes, elle exprime sa colère envers Millerand : « *En présence des attaques incessantes auxquelles est en butte le premier gouvernement vraiment républicain et nettement anticlérical que la France ait eu à sa tête depuis 35 ans ; douloureusement émue de voir un de ses membres, M. Millerand, apporter l'appui de son nom et de son talent aux partis de la réaction qui, eux, sont dans leur rôle et cherchent à faire échouer la loi portant suppression de l'enseignement congrégationniste ; constatant avec regrets que M. Millerand spécialement convoqué pour la discussion du présent ordre du jour ne s'est ni présenté ni excusé ; envoie à M. Combes, président du Conseil des ministres, son salut fraternel avec ses plus vives félicitations* ». Elle demande au Grand Orient de faire transmettre la motion au frère Emile Combes. Millerand, qui avait présidé en 1888 la fête de l'orphelinat maçonnique a, après le ministère Waldeck-Rousseau, rompu *de facto* avec sa loge où il ne semble pas assidu. L'affaire des Fiches lui offre la possibilité d'abattre le gouvernement Combes. Il reproche le 4 novembre 1904 au Grand Orient d'utiliser les méthodes de la Congrégation et au gouvernement de rapetisser à sa taille le régime des suspects. Il déclare vouloir « *libérer ce pays de la domination la plus abjecte et la plus répugnante que jamais gouvernement ait entrepris de faire peser sur l'honneur et les intérêts des citoyens* ».

La loge, indignée, l'exclut le 25 février 1905 et le fait savoir par voie de presse.

Si sa rupture avec la gauche et la maçonnerie ne nuit pas à sa carrière politique, l'extrême droite lui tiendra toujours rigueur d'avoir été maçon. Constamment réélu député puis sénateur, il devient ministre des Travaux publics dans le ministère Briand, ministre de la Guerre dans ceux de Poincaré puis de Viviani. Président du Conseil des ministres du 20 janvier au 23v septembre 1920, son gouvernement comprend quelques maçons (Jules Steeg, André Honnorat, Blaise Diagne, Antoine Borrel). Il accède à la présidence de la République le 24 septembre 1920, et y reste jusqu'au 121 juin 1924, commet l'imprudence de prendre position contre le Cartel des Gauches pendant la campagne électorale et est poussé à la démission après les élections législatives. Il est absent lors du vote qui donne les pleins pouvoirs à Pétain et meurt oublié. A.C.

MIRABEAU comte de **Gabriel Honoré Riqueti** Château du Bignon 9 mars 1749 – Paris 2 avril 1791.



Plus communément appelé Mirabeau, il fut simultanément ou successivement un révolutionnaire français, ainsi qu'un écrivain, diplomate, franc-maçon, journaliste et homme politique français. Surnommé *l'Orateur du peuple* et *la Torche de Provence*, il reste le premier symbole de l'éloquence parlementaire en France.

Défiguré à 3 ans par une petite vérole, Mirabeau fut très tôt placé par son père, économiste réputé de l'école physiocratique, dans une école militaire. Il est sorti officier à 17 ans, et c'est alors que commença réellement sa vie qui ressemble à un roman. Envoyé en Corse où il fait la guerre, il en revient capitaine et lesté d'une ***Histoire de la Corse*** qui déplut à son père parce qu'elle était empreinte de vues philosophiques. En 1772, il épouse à Aix, Emilie de Marignanne, riche héritière dont il dévore en peu de temps une bonne partie de la fortune.

Son père le fait interdire judiciairement et le confine à Manosque où il compose un ***Essai sur le despotisme***. Ayant rompu son ban pour venger une sœur outragée, il s'embarrasse dans de nouvelles affaires, est enfermé au château d'If et transféré au fort de Joux, en Franche-Comté. C'est là qu'il rencontre et entraine dans l'adultère Sophie de Ruffey. Mirabeau doit s'enfuir en Hollande, mais, rapidement il est extradé à la demande de son père et conduit à Vincennes. Là, ses ***Lettres écrites du donjon de Vincennes*** (recueillies par le futur procureur de la Commune, Manuel) contiennent plusieurs références à la maçonnerie. En 1786, il sollicite et obtient qu'on lui confie une mission secrète en Prusse ; ses a lettres (son ministre de tutelle et lui-même maçon) paraitront en 1789 sous le titre ***Histoire secrète de la cour de Berlin***, *ou Correspondance d'un voyageur français depuis le mois de juillet 1786 jusqu'au 19 janvier 1787*. L'ouvrage provoque le scandale et, le Parlement le fait brûler par le bourreau.

C'est pendant son séjour à Berlin qu'il recueille les matériaux de ***La Monarchie prussienne***, qu'il publie en 1788 et où l'on trouve in important développement sur les sociétés secrètes et une condamnation sans appel des dérives mystiques d'une frange de la maçonnerie allemande.

Le frère Mauvillon y collabore et il est à peu près sûr que le marquis de Luchet, vénérable de la loge de Cassel et futur auteur de l'*Essai sur la secte des Illuminés* y prêta la main. La convocation des états-généraux lui ouvre un théâtre nouveau, et sa vie est mêlée à la Révolution. Jouant finement la carte de la monarchie, on apprit tardivement qu'il avait été acheté par Marie-Antoinette. Sa mort déclencha un deuil national, et Sainte-Geneviève, transformée en Panthéon, reçut les restes du plus grand orateur de la Révolution.

Si son intérêt pour l'Art Royal et le caractère fortement maçonnisé de son entourage sont depuis longtemps avérés, l'appartenance de Mirabeau à la maçonnerie suscita bien des questions : elle a fait l'objet d'une importante littérature *pro* et *contra* ; pour les uns il a vu la lumière dans une loge provençale et, pour les autres, les références maçonniques de ses œuvres sont destinées à masquer ses turpitudes. On sait aujourd'hui qu'il fut affilié le 22 décembre 1783 aux « *Neuf Sœurs* » : le manuscrit du discours prononcé par Pastoret, dont l'autographe est conservé à Lexington (bibliothèque du *Muséum of our National Heritage*, Etats-Unis) le prouve.

Cette affiliation indique que Mirabeau avait auparavant été reçu apprenti dans une autre loge. Quoi qu'il en soit, cette appartenance à la maçonnerie permet de comprendre les liens qu'il a pu entretenir avec les *Illuminaten* puisqu'on sait que Mirabeau est crédité d'une texte fuligineux intitulé *Mémoire concernant une association intime à établir dans l'ordre des F.-M., pour le ramener à ses vrais principes, et le faire tendre raisonnablement au bien de l'humanité, rédigé par le F. Mirabeau, nommé présentement Arcésilas*, texte écrit en 1776, alors qu'il séjournait en Hollande, mais publié seulement en 1834 par son fils adoptif, Lucas de Montigny. Ch.P.

MIRANDA **Francisco de** Caracas 1750 – Cadix 14 juillet 1816.



C'est un militaire vénézuélien, héros de l'indépendance de son pays. Il fait partie des généraux de la Révolution française, et à ce titre, a son nom inscrit sur l'Arc de triomphe de l'Étoile à Paris. Général dans l'armée espagnole, il combattit en Afrique du Nord, dans les Antilles, dans l'intervention contre la Grande-Bretagne dans la Guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique et dans son propre pays, pendant la Guerre d'Indépendance. Réfugié en Europe, il fait le tour des capitales pour solliciter de l'aide. À Paris en 1791, ami de Brissot et de Jérôme Pétion de Villeneuve, il est quelque temps général à l'armée de Dumouriez en 1792 et participe à la bataille de Valmy. Arrêté plusieurs fois parce que lié aux Girondins, il risque la déportation après le Coup d'État du 18 fructidor an V (4 septembre 1797) et doit se réfugier en Angleterre.

À Londres, il présente à William Pitt le Jeune, premier ministre, un plan de conquête de l'indépendance de l'Amérique du Sud et demande l'aide de la Grande-Bretagne par l'occupation militaire britannique des principales villes du continent.

Retourné au Venezuela, il participe aux soulèvements de 1806 et 1810, mais après la contre-attaque des Espagnols en 1812 il signe finalement un armistice, ce que Simón Bolívar considèrera comme un acte de trahison. Ce dernier, de retour au Venezuela, le fait arrêter et le livre aux Espagnols qui le gardent en prison jusqu'à sa mort.

De Miranda est le fondateur de la *Logia de los Caballeros Racionales* à Cadiz, qui comptera parmi ses membres d'autres blancs nés en Amérique Latine comme Carlos María de Alvear, fondateur en 1814 de la loge du même nom à Montevideo à l'époque où il est à la tête de la loge Lautaro à Buenos Aires. La tradition maçonnique libéro-américaine n'a pas hésité à considérer le précurseur du processus d'émancipation de l'Amérique latine (Empire espagnol) comme le « père de la maçonnerie latino-américaine ». ce titre est pour le moins exagéré car rien ne prouve qu'il ait appartenu à une loge maçonnique de façon régulière ni à Paris, où il demeura à divers reprises, ni à Londres, où il monta la *Gran Reunion Americana*.

Sang mêlé d'un père canarien et relégué à ce titre à une place secondaire par l'oligarchie mantouéenne de Caracas. **Miranda aurait été initié à Philadelphie dans la loge de La Fayette. Pour certains, ce dernier fut son parrain et Miranda aurait aussi participé à des tenues à New York et dans d'autres villes nord-américaines, en présence, parfois, de Washington. Cependant la destruction des archives (Philadelphie), la fragilité des témoignages et des preuves restent patentes. D'autres historiens ont donc pu récuser cette initiation présumée du *Précursor* aux Etats-Unis où en Angleterre.**

Dans ce pays, l'attitude loyaliste de la maçonnerie semble peu s'accorder avec une initiation dans un atelier orthodoxe de la capitale. Certains, enfin, ont préféré le voir maçon à Paris. On a donc pas hésité, sans preuves formelles, à lui établir une vraie carrière maçonnique, au gré de ses voyages. Apprenti à Philadelphie en 1783, il aurait été compagnon à Londres en 1785 et maître en 1787 à Paris. Cette tradition historiographique est aussi celle qui considère la *Gran Reunion Americana* comme un atelier maçonnique authentique.

C'est cependant bien elle qu'il rejoint après avoir participé aux guerres triomphantes de la France révolutionnaire et avoir obtenu un grade de maréchal de camp qui lui permet aujourd'hui de figurer sur l'Arc de Triomphe. En octobre 1810, il part pour le Venezuela puis, en juillet 1811, il ratifie l'Acte d'indépendance à Caracas. La réaction de l'armée royaliste, commandée par Cajigal et Monteverde, le pousse à capituler le 25 juillet 1812. Peu après, il est livré à l'Espagne qui le déplace de prison en prison, jusqu'à sa mort à Cadix, en 1816. JCvL+M. de P.S.

MIST de **Jacob Abraham** Zaltbommel 20 avril 1749 - Voorburg 3 août 1823.



Jacob Abraham Uitenhage de Mist est un homme politique néerlandais, administrateur de la colonie du Cap de 1803 à 1804. Il est le fils d'un pasteur protestant des paroisses de Hemmen, Hattem et Zaltbommel, où il naît en 1749. Il étudie le droit à l'université de Leyde du 17 septembre 1766 au 1er juillet 1768. Là, **il est initié à la franc-maçonnerie** et intègre la loge *La Vertu*, dont il devient plus tard grand-maître. Il occupe brièvement l'activité d'avocat à Kampen de 1768 à 1769 puis, le 11 novembre 1769, il devient secrétaire de la municipalité de Kampen. En 1770, il fonde la loge maçonnique *Le Profond Silence* à Kampen.

Révolution batave

La Révolution batave éclate en janvier 1795. De Mist est élu représentant à l'assemblée provisoire de l'Overijssel jusqu'en octobre, lorsqu'il est nommé au comité des affaires américaines et guinéennes, l'organisme chargé de gérer les actifs de la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales disparue en 1792.

Il quitte le comité en mai 1796 en raison de son élection par le district de Deventer à la première Assemblée nationale de la République batave. Il y « est l'un des défenseurs les plus passionnés de la constitution historique2 » et devient l'un des chefs du parti fédéraliste. Ainsi, il s'oppose énergiquement à l'abolition des corporations, à la séparation de l'Église et de l'État et la confiscation des biens du clergé – qu'il qualifie de « vol national » – ou à l'amalgame des dettes provinciales en une seule dette nationale. Le 22 novembre 1796, il publie ses idées sur le type de constitution à adopter. Il préside l'Assemblée du 17 avril au 1er mai 1797. Réélu en août 1797, il est nommé à la commission chargée de rédiger la constitution le 15 septembre. Le 22 janvier 1798, un coup d'État unitariste conduit par Pieter Vreede prend le contrôle de la République batave. Comme les autres députés fédéralistes, De Mist est exclu de l'Assemblée. Il est arrêté et emprisonné à la Huis ten Bosch de La Haye. Il en est libéré le 10 juillet 1798, un mois après un nouveau coup d'État anti-unitariste.

Commissaire général au Cap

En août 1800, Jacob de Mist est nommé au Conseil asiatique, qui gère les colonies de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, démantelée en 1795. En 1802, il est nommé directeur de l'Académie des sciences et des arts. Les qualités et compétences dont il a fait preuve au Conseil asiatique lui valent d'être nommé commissaire général de la colonie du Cap, rendue par la Grande-Bretagne à la République batave en vertu de la paix d'Amiens. Il embarque le 5 août 1802 au Texel en compagnie du général Jan Willem Janssens, gouverneur du Cap, et arrive dans la colonie le 23 décembre.

Il s'installe le lendemain au fort de Bonne-Espérance. La colonie est officiellement rétrocédée à la République batave le 1er mars 1803. En février 1804, il prend une série de mesures destinées à développer la colonie. Un établissement fondé en avril 1804 est nommé Uitenhage par le général Janssens en référence à un titre porté par la famille De Mist. Il proclame la liberté religieuse dans la colonie, aucune église n'ayant de privilège. Conscient de la fragilité de la paix et de la volonté de la Grande-Bretagne de récupérer la colonie à la première occasion, De Mist démissionne à la fin de l'année 1804 pour permettre à Janssens d'organiser sa défense avec le plus de latitude possible. Il embarque le 25 février 1805 à bord d'un navire à destination des États-Unis, regagnant ainsi la République batave grâce à la neutralité américaine le 6 juillet. Le 11

juillet, le grand pensionnaire Rutger Jan Schimmelpenninck lui permet de retrouver son siège au Conseil asiatique.

Retour aux Pays-Bas
Un an plus tard, Louis Bonaparte devient roi de Hollande. Le 16 juillet, Jacob Abraham de Mist est nommé secrétaire général du ministère du Commerce et des Colonies et membre de la section du commerce et des colonies du Conseil d'État, section dont il devient le président le 4 décembre 1807. Louis le nomme préfet du département du Maasland le 8 mai 1807, puis premier président de la Cour des comptes le 27 mai 1809. Il conserve cette fonction lorsque la Hollande est rattachée à la France en 1811. En 1814, les Pays-Bas redeviennent un État indépendant et le roi Guillaume Ier le nomme au Conseil du Commerce et des Colonies du royaume. En 1820, il est désigné pour siéger à la première chambre des États généraux des Pays-Bas.

MITTERRAND Jacques

Bourges 21 mai 1908 – 21 octobre Paris 1991.



Fils de Céleste Léonardon et d'Armand Mitterrand (1879-1974), ingénieur des Travaux publics, deux fois Conseiller de l'Ordre du Grand Orient de France (1946-1949 et 1951-1954), Jacques Mitterrand est né le 10 juin 1908 d'une famille berrichonne républicaine. Après des études au lycée Charlemagne, puis à Louis-le-Grand, il opte pour la faculté de droit de Paris où il milite dès 1926 à la Ligue d'Action universitaire aux côtés de Pierre Mendès France.

En 1931, il adhère à la Ligue des Droits de l'Homme et au Parti radical-socialiste. Le 20 juin 1933, il est reçu apprenti dans la loge parisienne « *La Justice* » qui lui confère le grade de compagnon le 18 mai 1934 et celui de maître le 19 mars 1935.

Secrétaire de la fédération de la Seine du Parti radical, il est candidat aux législatives de 1936, à Paris dans le quartier des Epinettes (XVIIIe arr.) et se désiste au second tour pour le communiste Prosper Môquet. Dans la seconde moitié de la décennie 1930, il appartient à la mouvance dite des Jeunes-Turcs, devient rédacteur en chef de l'hebdomadaire jeune-radical *Le Jacobin*, s'oppose aux accords de Munich et rompt avec Edouard Daladier.

Le 12 juillet 1937, il épouse Andrée Barret. Le couple aura un fils, Jean-Jacques. Mobilisé en 1940 dans un bataillon aéropostiers, il s'engage dans la résistance, recueille des militants antifascistes, fabrique de fausses cartes d'identité pour des prisonniers évadés et met sur pied un journal clandestin ronéotypé, Le Courrier du peuple. Il entre au Front national, organisme de résistance animé notamment par des communistes et en devient le responsable adjoint pour l'Île-de-France. Son réseau ayant été démantelé, il gagne la zone Sud et, sous le pseudonyme de Julien martel, collabore au réseau Interallié de Lyon, dirigé par Henri Lévy. Capitaine des Special Forces britanniques, il est muté, é la Libération, dans l'armée française avec le même grade. Il retrouve ses fonctions d'administrateur civil à la Caisse des dépôts, poste qu'il occupait depuis 1928, secrétaire général du syndicat C.G.T. de sa profession, il participe aux grèves de la fonction publique de 1948.

En rupture avec le Parti radical, il ressuscite le Club des Jacobins dont il est nommé délégué général. Avec des anciens résistants, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Pierre Cot, Pierre Dreyfuss-Schmid, Gilles Martinet et Paul Rivet, il fonde l'Union Progressiste dont il devient le secrétaire général. En novembre 1947, le groupe des Républicains Progressistes le fait désigner par l'Assemblée nationale comme conseiller de l'Union française. Réélu en 1952, il siège au sein de cette assemblée jusqu'en 1958. Très engagé dans le combat anticolonialiste, opposé à l'impérialisme américain, il est membre du Conseil mondial de la Paix, présidé par Frédéric Joliot-Curie. Il soutient les luttes du tiers-monde, et se lie avec divers dirigeants africains, asiatiques et latino-américains.

Vénérable de la loge « *La Justice* » de 1953 à 1956, il est choisi comme orateur du Convent de 1957 qui l'élit conseiller de l'Ordre du Grand Orient de France pour trois ans.
Conseiller municipal de Bourges en 1953, il milite au sein du Comité national de liaison des Gauches. Aux législatives de 1958, candidat de l'Union des forces démocratiques, il est battu à cause de son opposition au général de Gaulle. En 1959, il publie ***La Politique extérieure du Vatican***.

Deux fois Grand Maître du Grand Orient de France (1962-1964 et 1969-1971), Jacques Mitterrand œuvre pour une plus grande ouverture de son obédience vers la société, soutient les revendications des jeunes après 1968, réaffirme son attachement à l'école laïque et fait célébrer le centenaire de la Commune de Paris. En 1973, il écrit *La Politique des francs-maçons*. Une formule résume l'esprit du livre : « Le franc-maçon est d'abord un citoyen … ».

Membre du Parti socialiste autonome, puis du Parti socialiste unifié, il adhère ensuite au Parti socialiste. Il n'a aucun lien de parenté avec François Mitterrand, sa vie politique et son combat anticolonialiste sont résumés dans son troisième ouvrage, ***A gauche toute, citoyens !*** (1984). Il meurt le 5 juin 1991. Y.H.M.

MOLLET Guy

Flers 31 décembre 1905-Paris 3 octobre 1975.



Professeur d'anglais. Secrétaire général de la SFIO depuis 1946. Maire d'Arras. Président de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe 1954. Président du conseil 1956-1957.
Franc-Maçon de la loge "*La Conscience*" à l'or. d'Arras.

Pupille de la nation, Guy Mollet adhère à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) dès 1923, alors qu'il n'a pas encore dix-huit ans. Après avoir obtenu sa licence, il devient professeur d'anglais et milite activement au sein du syndicalisme enseignant, ce qui lui vaut d'être muté à Arras. En 1928, il devient secrétaire adjoint des Jeunesses socialistes du Pas-de-Calais. Mobilisé en 1940, il est fait prisonnier. Libéré en juin 1941 il s'engage quelques mois plus tard dans la Résistance au sein de l'Organisation civile et militaire (OCM), qui regroupe des résistants de toutes tendances, de la gauche au conservatisme bon teint, mais où les socialistes sont prépondérants dans le Pas-de-Calais et dans l'Orne.

Il écrit pour le journal clandestin La Voix du Nord, participe aux combats de la Libération et est chargé de la commission d'épuration de Flers.

Élu maire et conseiller général d'Arras en 1945, membre des deux Assemblées constituantes, puis député du Pas-de-Calais en 1946, il devient la même année secrétaire général de la SFIO (l'emportant face à Daniel Mayer), fonction qu'il conserve jusqu'en 1969. Dès lors, chef d'une grande formation politique, dont l'appui apparaît indispensable à toute combinaison ministérielle dans le cadre du tripartisme, il est ministre d'État dans les gouvernements Blum (1946-1947) et Pleven (1950-1951) pour les Affaires européennes (voir la Liste des ministres français des Affaires européennes) et vice-président du Conseil dans le cabinet Queuille (mars-juillet 1951). Sous sa férule, le groupe SFIO est le seul qui ne fasse jamais défaut au gouvernement de Pierre Mendès France.

Il cède la présidence du conseil général du Pas-de-Calais dès 1946, et ne se représente pas aux élections cantonales de 1949, pour se consacrer à son action nationale et à la mairie d'Arras. De Gaulle dit de lui : « J'ai beaucoup d'estime pour Guy Mollet. Pendant la guerre, il a combattu à tous risques pour la France et pour la liberté. Il a donc été mon compagnon » (21 mai 1958).

En 1963, au congrès d'Issy-les-Moulineaux, il ouvre les instances dirigeantes de la SFIO à des militants relativement jeunes. Pierre Mauroy, alors âgé de trente-cinq ans, entre au comité directeur, puis devient secrétaire général adjoint en 1966. En 1965, Guy Mollet participe à la constitution de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) qui soutient la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle. Membre du nouveau Parti socialiste (PS) lors de sa fondation en 1969, il se consacre dès lors à des travaux théoriques, dans le cadre de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), qu'il a créé et où ses archives sont conservées. Il meurt d'une crise cardiaque. Guy Mollet a toujours refusé d'écrire ses Mémoires pour répondre aux critiques, souvent violentes, dont il a fait l'objet, résumant sa position par une formule lapidaire : « Quand on est à la première place, on assume. »

FONCTIONS GOUVERNEMENTALES
- Ministre d'État du gouvernement Léon Blum (du 16 décembre 1946 au 22 janvier 1947)
- Ministre d'État chargé du Conseil de l'Europe du gouvernement René Pleven (du 12 juillet 1950 au 10 mars 1951)
- Vice-président du Conseil chargé du Conseil de l'Europe du gouvernement Henri Queuille (du 10 mars au 11 août 1951)
- Président du Conseil du 1er février 1956 au 13 juin 1957
- Vice-président du Conseil du gouvernement Pierre Pflimlin (du 15 mai au 1er juin 1958)
- Ministre d'État du gouvernement Charles de Gaulle (3) (du 1er au 14 juin 1958)
- Ministre d'État, chargé du statut général des fonctionnaires du gouvernement Charles de Gaulle (14.06 1958-08.01 1959)

MONDEHARE de **Henri** 1852 - 1933.

Journaliste pour certains, directeur de l'hôtel Savoy à Londres pour d'autres.
Initié le 21 janvier 1895 par la Loge de Londres « *La France* » (GLUA). Il en est VM en 1898-1899, puis de l'« *Entente Cordiale* », à Londres toujours. Adhère à la GLNI&R en 1913. Premier Grand Maître Provincial de la province de Neustrie. Grand Maître de la GLNI&R de 1929 à sa mort. JCvL

MONGE **Gaspard** Beaune 10 mai 1746 - Paris 28 juillet 1818.



Mathématicien, fondateur de Polytechnique (géométrie descriptive, analyse infinitésimale et géométrie analytique).
Initié Franc-Maçon par la loge"*L'Union Parfaite du Corps Royal du Génie*", Mézières dont il est orateur en 1774. Il fréquente "*Les Amis Réunis*" quand il est à Paris

Fils de Jacques Monge, un marchand forain haut-savoyard qui devint bâtonnier de la confrérie des merciers de Beaune, et de Jeanne Rousseaux. Il est éduqué par les oratoriens d'abord au collège de Beaune, puis au collège de Lyon, où il enseigne dès l'âge de seize ans les sciences physiques. En parallèle à ses travaux de recherche, il enseigne une grande partie de sa vie et a comme élèves beaucoup des futurs grands mathématiciens français du XIXe siècle.
Il joue un grand rôle dans la Révolution française, tant du point de vue politique que du point

de vue de l'instauration d'un nouveau système éducatif : il participe à la création de l'École normale de l'an III et de l'École polytechnique (en 1794), deux écoles où il enseigne la géométrie. Il concourt également avec Berthollet, Chaptal et Laplace à la création de l'École d'arts et métiers. Il est également membre de la commission des sciences et des arts lors de la campagne d'Italie (1796-1797), et chargé de mission dans l'expédition d'Égypte (1798-1799).

La formation

Il étudie au Collège des Oratoriens de Beaune avec ses deux frères (Louis et Jean), où il reçoit de la part des religieux une éducation libérale, puisqu'en plus des humanités, il est instruit en histoire, sciences naturelles et mathématiques et montre les premiers signes de son excellence, ainsi le directeur le qualifiait de "puer aureus" (l'enfant d'or). À l'âge de quatorze ans, il construit une pompe à incendie, dont les effets frappèrent d'admiration5. À l'âge de seize ans, il part terminer ses études au Collège de la Trinité de Lyon, d'où il revient deux ans plus tard, non sans y avoir donné, à dix-sept ans à peine, un cours de sciences physiques. Revenu à Beaune, Monge dessine un plan de la ville qui lui vaut d'être remarqué par le lieutenant-colonel du Vigneau de l'École royale du génie de Mézières où il est bientôt engagé comme dessinateur en 1765. Il y fait la connaissance de Charles Bossut, le professeur de mathématiques de l'École, avec qui il peut discuter de ses idées sur la géométrie. Cependant il ne peut pas devenir officier du génie puisqu'il n'était pas de famille noble. Un an après son arrivée, on lui confie la réalisation de plans de fortifications. En 1766, Bossut le choisit comme répétiteur de mathématiques, chargé de suppléer ses cours. Monge fait entrer la géométrie descriptive dans l'enseignement de l'école.

L'explosion scientifique

En 1768, Bossut est élu à l'Académie des sciences et l'encourage à publier ses travaux en géométrie, ce qui est fait en 1770. L'année suivante, il entre en contact avec d'Alembert et surtout Condorcet, qui le pousse à présenter quatre mémoires, un dans chacun des domaines des mathématiques qu'il étudiait alors : le calcul des variations, la géométrie infinitésimale, la théorie des équations aux dérivées partielles et la combinatoire. Au printemps de 1774, Gaspard Monge rencontre un puissant protecteur, le marquis de Castries. Il commence à nouer une très longue amitié avec le fils du concierge de ce dernier, Jean-Nicolas Pache. Pendant les années suivantes, il publie encore de nombreux travaux, élargissant ses vues à la physique, la chimie et la métallurgie. Le 12 juin 1777, il épouse Catherine Huart. Partageant son temps entre Paris, où il donne un cours d'hydrodynamique, et Mézières, il se voit offrir le poste de Bézout en tant qu'examinateur des cadets de l'École de la marine royale.

Monge et la Révolution : l'organisateur

La Révolution française, qu'il soutient dès 1789, change complètement le cours de sa vie, alors qu'il est un des scientifiques les plus importants de France. Vraisemblablement vers le mois de juin 1790, il entre dans un premier club modéré, la société patriotique de 1789, située au Palais-Royal. Il devient membre du Club des Jacobins, où l'on trouve également Robespierre (dont il fut proche), Saint-Just, …

Il en sera élu vice-président la veille du 9-Thermidor (27 juillet 1794). Il accepte d'entrer dans la société patriotique du Luxembourg créée par son ami Jean-Nicolas Pache, dans la section des Quatre-Nations, comme l'un des électeurs destinés à nommer les vingt-quatre députés de la Seine. Les statuts, acceptés en janvier 1792, précisaient qu'elle agissait pour répandre la connaissance des devoirs et du rôle des citoyens dans la Constitution. C'était un des clubs les plus extrémistes de l'avant-scène révolutionnaire, selon François Perrault. Le soir du 10 août 1792, il est nommé avec cinq autres personnes (dont Danton) membre du conseil exécutif provisoire. Il occupe dès lors le poste de ministre de la Marine et s'installe rue Royale. Après le début des activités de la Convention le 22 septembre 1792, il conserve son poste de ministre de la Marine dans la Première République naissante. Il est l'un des promoteurs du calendrier révolutionnaire, avec Fabre d'Églantine. Il démissionne de son poste de ministre de la Marine le 10 avril 1793, dépassé par les querelles politiques, et retourne à l'Académie des sciences, mais celle-ci est dissoute par la Convention en août de la même année.

Républicain convaincu, soutenant ardemment la Révolution, il continue de travailler sur des projets militaires ou encore sur une réforme du système éducatif :

- Sur le rapport de Barère, par le décret du 11 mars 1794 de la Convention, il est nommé membre de la commission chargée de la création d'une commission des travaux publics, à laquelle revient la direction des Ponts-et-Chaussées, des bâtiments civils, des travaux maritimes et du génie militaire. Lazare Carnot (dit le "grand Carnot", l'organisateur de la Victoire de Valmy) y participe également.
- Un premier projet est refusé par le comité de Salut Public, qui confie un dossier plus ambitieux de création d'une école centrale des travaux publics, qui deviendra l'École polytechnique.
- Il aide Jacques-Élie Lamblardie, directeur de l'école des Ponts-et-Chaussées et premier directeur de la nouvelle école, pour l'organisation et l'installation de l'école à l'Hôtel de Lassay, à côté du Palais Bourbon.

Il y est aussi enseignant, formant les futurs professeurs et formalisant ses travaux sur la géométrie infinitésimale. Il donne aussi un cours de géométrie descriptive dans une autre école, créée pour former les professeurs de l'enseignement secondaire : l'École normale supérieure.

Monge et Bonaparte : Italie (mai 1796 - mai 1798) Voir CAMPAGNE D'ITALIE.

Gaspard Monge part de Paris le 6 février 1798 pour Rome. Ordre est intimé au pape Pie VI, au nom de la République française, de renoncer à son autorité temporelle, et de se contenter de son autorité spirituelle. Comme on savait que c'était irréalisable, on lui substitue un ordre de partir sous deux jours. Pie VI part dans la nuit du 19 au 20 février 1798.

Après les exactions du général André Masséna et son renvoi (2 mars 1798), Monge fait les nominations à toutes les fonctions de la nouvelle « République romaine », hormis les finances.

Monge et Bonaparte : Égypte (mai 1798 - octobre 1799)

Voir CAMPAGNE D'ÉGYPTE.

Monge et Napoléon : le sénateur à vie
Après le 18 brumaire, Monge est nommé membre du Sénat conservateur dès sa création. Il en devient Président du 19 mai 1806 au 1er juillet 1807.

LA FIN DE LA VIE
À la Restauration, Gaspard Monge est écarté. Une ordonnance royale du 13 avril 1816 licencie l'École polytechnique. Elle est ressuscitée le 17 janvier 1817 sous le nom d'École royale polytechnique. Seuls quelques fidèles continuent de voir Gaspard Monge. Il est frappé de plusieurs attaques d'apoplexie et meurt le 28 juillet 1818. Ses obsèques ont lieu en l'église Saint-Thomas d'Aquin à Paris. Le 2 août 1818, les élèves de l'École polytechnique, passant outre aux interdictions, lui rendent un dernier hommage au cimetière du Père-Lachaise. Son petit-fils est le général Guillaume Stanislas Marey-Monge.

ŒUVRE SCIENTIFIQUE
Gaspard Monge est l'inventeur de la géométrie descriptive. Gaspard Monge a fait partie des scientifiques français qui ont poussé à l'instauration d'un système de poids et mesures fondé sur le système décimal. La numération décimale avait été introduite en Francie par Gerbert d'Aurillac, devenu pape vers l'An mil sous le nom de Sylvestre II, mais elle ne s'était pas encore généralisée aux poids et mesures. Par le décret du 8 mai 1790 obtenu par Talleyrand, l'Académie des sciences reçoit la mission de mettre au point un système d'unification des poids et mesures. Gaspard Monge fait partie de la Commission Centrale des Poids et Mesures qui doit mettre en œuvre cette décision, avec Condorcet, Laplace, Lagrange, et Borda. Après avoir reçu des départements les étalons des anciennes mesures, la commission cherche l'unité appropriée.

Dans son rapport du 19 mars 1791, la commission propose d'adopter la longueur du quart du méridien terrestre pour base de mesure, et sa dix millionième partie pour unité usuelle. Ce sont les bases théoriques du système métrique, ainsi que du système international d'unités (SI) des poids et mesures tel qu'il existe de nos jours. Gaspard Monge est aussi parmi les personnalités qui proposent d'instaurer un calendrier avec des semaines de dix jours. Le calendrier républicain ne dure pas au-delà de 1806, en raison de diverses difficultés. Monge a aussi donné son nom à une classe de problèmes génériques de transport optimal de masse, connu sous le nom de Problème de Monge-Kantorovich (ou MKP, pour Monge-Kantorovich Problem), ce dernier ayant reçu le « Prix Nobel » d'économie en 1975, et est connu pour avoir prouvé l'existence d'une solution optimale à ce problème en 1942. Monge a introduit ce problème dans son "Mémoire sur la théorie des déblais et des remblais" en 1781. Wikipédia

CAMPAGNE D'ITALIE.
La **campagne d'Italie** est un épisode des guerres de la Révolution. En 1795 (an III), le Directoire décida que les armées des généraux Jourdan et Moreau iraient combattre les Autrichiens sur le Main et le Danube, tandis que Napoléon Bonaparte, nommé général en chef de l'armée d'Italie le 2 mars 1796 (12 ventôse an IV), attaquerait les Austro-Sardes dans la vallée du Pô. L'armée d'Italie ne devait, en fait, servir que de diversion pour que l'Autriche se mobilise en Italie. Cette armée devant être faite pour une offensive factice, elle fut mal équipée et mal nourrie, et ne devait recevoir aucun renfort. L'armée d'Italie, dirigée par le général Bonaparte, vainc successivement cinq armées piémontaise et autrichiennes. En un an (de 1796 à 1797), elle conquiert l'Italie et l'Empire d'Autriche doit abandonner non seulement l'Italie, mais aussi la rive gauche du Rhin, où les Autrichiens sont pourtant victorieux. Les victoires de Bonaparte poussent le royaume de Piémont-Sardaigne, puis l'Autriche à se retirer de la première coalition, qui est ainsi dissoute. Pour la distinguer de la campagne de 1800, menée également par Bonaparte, on l'appelle aussi **première campagne d'Italie**.

LE COMMANDEMENT DE BONAPARTE
Bonaparte prit son commandement de l'armée d'Italie, à Nice, le 27 mars 1796 (7 germinal an IV). Elle comprenait 30 000 hommes. Les 4 généraux de division en place Augereau, Sérurier, Laharpe et Masséna n'acceptaient pas d'être commandés par un général corse ayant pour seules expériences militaires majeures le commandement de l'artillerie au siège de Toulon et la fusillade du 13 vendémaire an IV. Commencée au col de Cadibone, qui sépare les Alpes des Apennins, la campagne se termine un an plus tard à l'autre extrémité des Alpes.

La première campagne
La principale difficulté de la campagne consistait dans la disjonction des armées piémontaise et autrichienne avec, ensemble, 70 000 hommes ; la première, commandée par Giovanni Provera et Colli, et l'autre par Von Beaulieu et Argenteau. Ce but fut atteint par une manœuvre savante et inattendue : Napoléon Bonaparte fond d'abord avec toutes ses forces sur Argenteau qui commandait le centre de l'armée ennemie situé à Montenotte le 12 avril (23 germinal) (victoire des généraux Masséna et Laharpe sur Argenteau), et le rejette sur Dego et Sassello. Pour les séparer, il culbuta l'armée adverse à la Bataille de Millesimo le 13 (24 Germinal) (victoire de Augereau sur le corps de Provera). Beaulieu, apprenant les désastres du centre, se retire avec précipitation sur Acqui. Provera est fait prisonnier à Cosseria ; les Piémontais, défaits à Montezemolo et à Mondovi le 22 avril (3 Floréal) (victoire de Bonaparte sur le baron Colli-Marchi), chassés de Ceva, fuient sur la route de Turin. Ces divers combats qui durèrent six jours, eurent pour résultats la prise de quarante pièces de canon, la mise hors de combat de 12 000 Autrichiens, la possession des forteresses de Coni, de Ceva, de Tortonel, d'Alexandrie : l'occupation presque totale du Piémont, évacué par les Autrichiens ; ce qui mit le roi de Sardaigne dans la nécessité de demander la paix au gouvernement de la première République française. Les Sardes, effrayés, demandèrent un armistice le 26 avril (7 Floréal) (armistice de Cherasco).

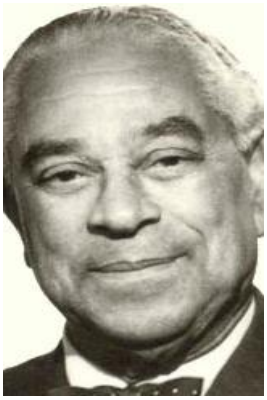
CAMPAGNE D'ÉGYPTE.
La **campagne d'Égypte** est l'expédition militaire en Égypte menée par le général Bonaparte et ses successeurs de 1798 à 1801, afin de s'emparer de l'Égypte et de l'Orient, dans le cadre de la lutte contre la Grande-Bretagne, l'une des puissances à maintenir les hostilités contre la France révolutionnaire. Elle se double d'une expédition scientifique, de nombreux historiens, botanistes, dessinateurs accompagnant l'armée afin de redécouvrir les richesses de l'Égypte. Elle est donc parfois aussi appelée **expédition d'Égypte**, lorsque son côté scientifique, moins martial, est considéré. Le 19 mai 1798 (30 floréal) le corps expéditionnaire français quitte Toulon, mais des navires les accompagnent de Marseille, Gênes, Ajaccio, Civitavecchia. Au total plus de 400 navires prennent part à cette flotte, ainsi que 40 000 hommes et 10 000 marins. La flotte s'empare tout d'abord de Malte le 11 juin, puis débarque à Alexandrie le 1er juillet.
Une des plus célèbres batailles de cette campagne est la bataille des Pyramides qui a lieu le 21 juillet 1798.
La France dut abandonner l'Égypte à la mi-1801.

L'EXPEDITION SCIENTIFIQUE
L'armada partie de Toulon emportait avec elle des soldats mais aussi 167 savants, ingénieurs et artistes, membres de la Commission des Sciences et des Arts : le géologue Dolomieu, Henri-Joseph Redouté, le mathématicien **Gaspard Monge** (un des fondateurs de l'École polytechnique), le chimiste Claude Louis Berthollet, Vivant Denon, le mathématicien Jean-Joseph Fourier, le physicien Malus, le naturaliste Étienne Geoffroy Saint-Hilaire, le botaniste Alire Raffeneau-Delile, l'ingénieur Nicolas-Jacques Conté du Conservatoire national des arts et métiers font partie du voyage.

À l'origine, ils sont destinés à aider l'armée, notamment percer le canal de Suez, tracer des routes ou construire des moulins pour faciliter la logistique militaire. Ils fondent l'Institut d'Égypte qui avait pour mission de propager les Lumières en Égypte grâce à un travail interdisciplinaire (amélioration des pratiques agricoles, apport de techniques d'architecture, …). Une revue scientifique est créée, la *Décade égyptienne*, ainsi qu'une académie, l'Institut d'Égypte. Au cours de l'expédition, les savants ont observé la nature égyptienne, pris des dessins et se sont intéressés aux ressources du pays. La pierre de Rosette a été découverte dans le village de Rachid en juillet 1799 par un jeune officier du génie, Pierre-François-Xavier Bouchard. La plupart de leurs découvertes, dont cette pierre, furent par la suite saisies par les Britanniques et finirent au British Museum9. Pourtant, grâce à une copie de la pierre de Rosette réalisée avant sa saisie, c'est le Français Jean-François Champollion qui parviendra le premier à déchiffrer les hiéroglyphes égyptiens. Leur étude de l'ancienne Égypte (égyptologie) donna lieu à la *Description de l'Égypte*, publiée sous les ordres de Napoléon Bonaparte de 1809 à 1821.

MONNERVILLE Gaston

Cayenne 2 janvier 1897 – Paris 7 novembre 1991.



Né dans une famille d'origine martiniquaise, étudiant à Toulouse, avocat, fin lettré et mélomane, Monnerville s'est rendu célèbre par une plaidoirie. Au procès Galmot, il obtient l'acquittement pour des Guyanais révoltés après la mort suspecte de l'ancien député. Porté par ce succès, il l'emporte aux élections législatives de 1932, à Cayenne. En 1933, il présente un rapport sur l'assimilation des vieilles colonies françaises sur lesquelles la Grande Loge de France attire l'attention de Dalimier, ministre des Colonies.

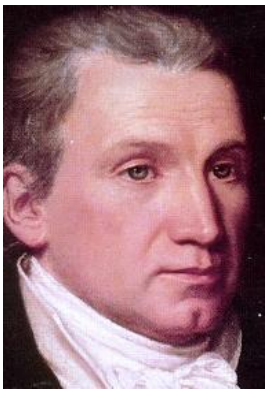
Il est déjà maçon, initié à l'âge de 21 ans, à la loge toulousaine « *La Vérité 280* » de la Grande Loge de France.
Agnostique, très attaché aux principes laïques, il appartient aux loges écossaises « Le Flambeau » (Toulouse), dont il est cofondateur, puis à Paris, en 1924, a « *La Prévoyance 88* » où il exerce différents offices dont celui de vénérable de 1935 à 1937.
Il présente, en ces années, de nombreuses « planches » dans diverses obédiences, notamment au Droit Humain, à l'Union fraternelle (IIIe arr.) et à la Société fraternelle (XIe arr.). Elles sont axées sur des questions coloniales, le racisme, la justice, les droits de l'Homme, la démocratie. Il s'affilie aux loges « *Colonies 596* » et « *La France Equinoxiale 93* » à Cayenne. Il est élu député de cette dernière aux assemblées de la Grande Loge de 1929 à 1937. Monnerville est admis à la loge de Perfection « *Perfection Ecossaise 135* » (1928), au chapitre 72 des « *Fidèles Ecossais* » (1931) et à l'Aréopage n° 309 « *Lutétia* » (1937) avant d'accéder au Suprême Conseil. En 1932 il est élu au Conseil Fédéral de la Grande Loge de France et reçoit les maçons fuyant le nazisme.

Réélu député en 1936, il est promu sous-secrétaire d'Etat aux Colonies dans le troisième et quatrième Chautemps (21 juin 1937-10 mars 1938) : il fait supprimer le bagne de Cayenne. En 1938, il devient également président du Parti radical dans lequel i représente le courant jeune-turc. Après un engagement dans la Résistance, à *Combat* et dans les maquis de Haute-Auvergne, en 1945 et en juin 1946, il représente toujours la Guyane à la Chambre et son action entraine la départementalisation des Quatre Vieilles (Martinique, Guyane, Guadeloupe, Réunion). En novembre, au Conseil de la République, il devient vice-président, puis président (en mars 1947). A partir de 1948, il est élu du Lot au Palais du Luxembourg, Monnerville dirige le conseil général de ce département de 1951 à 1970 et le conseil municipal de Saint-Céré de 1964 à 1971. Il s'oppose, au cours du congrès radical de Vichy, en septembre 1962, au projet de référendum sur l'élection du Président de la République au suffrage universel, invitant les parlementaires à voter une motion de censure et qualifiant le projet de « forfaiture ». Il abandonne la présidence du Sénat en octobre 1968 et, de 1974 à 1968, il siège au Conseil constitutionnel. JCvL

MONROE James

Comté de Westmoreland 28 avril 1758 - New York 4 juillet 1831.

Cinquième Président USA 1817-1825. Prendra deux décisions qui se révèleront être d'une importance capitale dans l'histoire des États-Unis : le « compromis du Missouri » et la « doctrine Monroe ».



C'est un homme réputé pour son honnêteté qui prendra deux décisions qui se révèleront être d'une importance capitale dans l'histoire des États-Unis : le « compromis du Missouri » et la « doctrine Monroe » qui porte son nom. La première décision tente de régler le problème de la définition des États en tant qu'esclavagistes ou non et la seconde montre la volonté des États-Unis d'avoir une influence majeure sur leur continent.

James Monroe naît le 28 avril 1758 dans le comté de Westmoreland, en Virginie. Il fait ses études à l'université "William et Mary", se bat dans l'armée continentale et pratique le droit à Fredericksburg, en Virginie. Ses parents, Spence Monroe (1727-1774) et Elizabeth Jones (née vers 1729) sont de riches fermiers.
Il fut initié Franc-Maçon, en 1775 à 18 ans, à la la Loge "*Williamsburg Lodge* 6", Williamsburg Virginia.

Il rejoint les anti-fédéralistes au début de sa carrière politique et défend la politique de Thomas Jefferson. Il est élu au Sénat puis nommé ambassadeur en France, dont il défend les positions, de 1794 à 1796. Plus tard, et sous la direction de Jefferson, il négocie l'achat de la Louisiane.
Le 4 décembre 1816, il est élu président en battant le candidat fédéraliste.

Présidence

1817	4 mars	investiture de James Monroe en tant que cinquième président des États-Unis d'Amérique.
	17 octobre	Le président et son épouse se réinstallent dans la Maison Blanche reconstruite après l'incendie de 1812 par les Britanniques.
1818	16.5 – 20.10	Accord entre les États-Unis et le Canada sur la définition de la frontière entre les deux pays au niveau du 49e parallèle. Désarmement réciproque et diminution des forces navales sur les Grands Lacs.
1820	6 mars	Le Congrès vote et le président Monroe signe le compromis du Missouri qui admet cet État dans l'Union en tant qu'État esclavagiste mais interdit l'esclavage dans les territoires situés au nord.
	6 décembre	Monroe est réélu pour un second mandat.
1821	5 mars	Investiture du président pour son second mandat. La date a été reculée d'un jour car le 4 tombe un dimanche.
1823	27 janvier	Monroe désigne des ambassadeurs des États-Unis dans les pays d'Amérique du Sud.
	2 décembre	Monroe énonce ce qui devint la « doctrine Monroe » : « le continent américain se veut libre et indépendant et n'a pas vocation à être colonisé par les puissances européennes ». Cette doctrine s'oppose à l'expansionnisme de l'Europe sur le continent américain et annonce la volonté des États-Unis d'avoir une influence majeure sur l'avenir du continent.

Politique étrangère
Monroe est surtout célèbre pour la doctrine qui porte son nom, énoncée lors d'un message au Congrès en 1823. Elle proclame que les États-Unis sont libérés de la colonisation européenne et que l'Europe ne doit plus interférer dans la conduite de ses affaires. Elle annonce aussi que les États-Unis sont neutres vis-à-vis des guerres entre les puissances européennes et entre ces puissances et leurs colonies mais que toute ingérence envers un État indépendant en Amérique sera considérée comme un acte d'hostilité envers les États-Unis. Monroe ne reconnaît pas formellement les autres républiques d'Amérique du Nord avant 1822 lorsque le Congrès vote un budget pour établir des relations diplomatiques. Lui et son ministre des Affaires étrangères, John Quincy Adams, souhaitent éviter les problèmes avec l'Espagne jusqu'à la cession des deux Floride en 1821. Les États-Unis commencent aussi à traiter directement avec les nations d'Amérique du Sud qui viennent d'acquérir leur indépendance et cherchent à tisser des liens indépendamment du Royaume-Uni.

Politique intérieure
Lors de son investiture, Monroe décide de visiter tous les États pour la première fois depuis G. Washington. Ses efforts pour avoir des échanges avec la population feront dire aux journalistes que l'époque était « aux bons sentiments ».

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration
Les « bons sentiments » ne durèrent malheureusement pas, malgré le soutien dont bénéficie Monroe. Sous la façade du nationalisme, des fissures commencent à apparaître. En 1819, les habitants du Territoire du Missouri voient leur demande d'admission en tant qu'État esclavagiste refusée par l'Union. Une loi destinée à l'abolition progressive de l'esclavage entraîne deux années de débats amers au Congrès. Le compromis du Missouri règle le problème en associant l'admission du Missouri, esclavagiste, avec celle du Maine, État libre et en interdisant à l'avenir l'esclavage au nord et à l'ouest du Missouri. Cette décision et ses conséquences deviennent un élément majeur de la politique intérieure jusqu'à l'abolition de l'esclavage.

Politique partisane
Après la guerre anglo-américaine de 1812, Monroe est élu président en 1816 puis réélu en 1820. Il est le dernier président ancien combattant de la guerre d'Indépendance et n'a pas vraiment d'opposants pour ces deux élections. La politique partisane n'existait pas vraiment. Le parti fédéraliste avait disparu et la scission entre les républicains et les whigs n'était pas

encore apparue. Presque tous les politiciens appartenaient au Parti démocrate-républicain. A.C.

MONTAGU duc **John** 29 mars 1690 – 5 juin 1749.



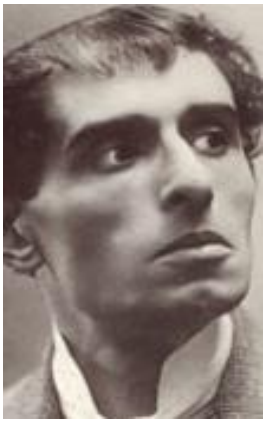
2e duc de Montagu, est connu en tant que dirigeant d'un groupe de cavalerie nommé les « Carabiniers de Montagu », qui fut cependant dissous après la bataille de Culloden. Il est le fils de Ralph Montagu, 1er duc de Montagu, et d'Elizabeth Wriothesley, comtesse de Northumberland. Ses grands-parents maternels sont Thomas Wriothesley, 4e comte de Southampton, et sa première femme, Rachel de Massue.
Le 17 mars 1705, il épouse lady Mary Churchill, fille de John et Sarah Churchill.

Il est fait Chevalier de l'Ordre de la Jarretière en 1719 puis membre de la Royal Society puis grand-maître de la Premier Grand Lodge of England. En 1739, le premier Hôpital des Enfants-Trouvés est créé à Londres, Montagu en est l'un des gouverneurs. Il finance aussi l'éducation de deux notables noirs anglais, Ignatius Sancho et Francis Williams, notamment en envoyant ce dernier à l'Université de Cambridge.

MARIAGE ET DESCENDANCE
Montagu et Mary Churchill ont eu six enfants :
John Montagu, mort enfant,
George Montagu, mort enfant,
Edward Churchill Montagu, mort enfant,
Eleanor Montagu.
Mary Montagu (1711 - 1er mai 1775). Mariée à George Brudenell, 4e comte de Cardigan,
Isabella Montagu, comtesse de Beaulieu (morte le 20 décembre 1786). Mariée en premier à William Montagu, 2e duc de Manchester et en deuxième avec Edward Hussey-Montagu, 1er comte de Beaulieu.
SUCCESSION
Comme aucun de ses trois fils n'a survécu à l'enfance, les titres prennent fin à la mort de Montagu, en 1749. Cependant, sa fille Mary fut marié à George Brudenell, 4e comte de Cardigan (1712–1790). À la mort de son beau-père, il prit donc en charge le nom et les armes de la famille Montagu, et fut nommé 1er duc de Montagu (seconde création) en 1766.

MONTCHAL **Charles** 1855 – 1928.
Grand Prieur du GPIH de 1909 à 1919.

MONTÉHUS **Gaston Mardochée Brunswick dit** Paris 9 juillet 1872 - 31 décembre 1952.



Le chantre antimilitariste et révolutionnaire de la Belle Époque.
Il est initié Franc-Maçon, en 1902, à la Loge du Grand Orient "*L'Union*", Belleville.

Un enfant de la Commune
Montéhus est né peu après la Commune. Selon lui, son père Abraham Brunschwig aurait fait partie des insurgés mais aucune source ne permet de vérifier ces propos. Néanmoins, Montéhus a été élevé dans un contexte post-communard, ce qui explique son engagement politique à gauche. « Révolutionnaire cocardier » comme il aimait à se présenter lui-même, il a été du côté des « damnés de la Terre » dont parle Eugène Pottier dans *L'Internationale*. Il était l'aîné d'une famille d'ouvriers misérables de 22 enfants. Il commence à chanter en public à 12 ans, en 1884, une décennie avant le début de l'affaire Dreyfus. Il publie sa première chanson (*Au camarade du 153ème*) en 1897. Il adopte alors son pseudonyme, plus facile à porter que son nom dans un contexte de fort antisémitisme.

Sa chanson *Gloire au 17ème*, en l'honneur du régiment de soldats qui refusa de tirer sur une manifestation de vignerons à Béziers, le fait connaître en 1907.

Un chanteur engagé
Dans la seconde moitié du XIXe siècle, la chanson est centrale dans la culture populaire. Les livres, chers, sont peu accessibles aux prolétaires. Lorsqu'elle comporte une dimension politique forte, la chanson peut être un véritable outil de propagande. Montéhus a été l'un des chantres de la révolte rouge, avec Jean-Baptiste Clément (1836-1903), auteur de la chanson *Le Temps des cerises*, Eugène Pottier (1816-1887), auteur de *L'Internationale*, Jules Jouy (1855-1897), auteur de *V'là l'choléra qu'arrive*, *Les Anarchistes de Chicago*, Pierre Dupont (1821-1870), *Le chant des ouvriers*, *Le chant du vote*, Gaston Couté (1880-1911) *Le gars qu'a mal tourné*, etc. Dans ses chansons au style vif, entraînant, Montéhus s'oppose à la guerre, à l'exploitation capitaliste, à la prostitution, à la misère, à l'hypocrisie religieuse, mais aussi à l'impôt sur le revenu :

Au lieu d'imposer l'travailleur qui enrichit l'gouvernement
Imposez plutôt les noceurs [les capitalistes] qui gaspillent tant d'argent.

Il a également défendu la cause des femmes d'une façon remarquable. *La grève des Mères* fut interdite par décision de justice en octobre 1905 et Montéhus condamné pour « incitation à l'avortement ».

Un ami de Lénine
Montéhus entretint des relations avec Lénine. Ce dernier d'ailleurs l'évoque dans sa correspondance. Dans une lettre à Léon Kamenev il écrit : « Ah ! si je pouvais encore écouter Montéhus »2. Lors de son exil en France (entre 1909 et 1912),

Vladimir Ilitch Oulianov donna une série de conférences dans une salle de la Rive Gauche ou à Bobino (le lieu est incertain).

À la demande de Lénine, Montéhus chantait en première partie afin d'attirer un public important. Les gens venus pour écouter le « chanteur humanitaire » étaient invités à entendre également l'activiste bolchevique après l'entracte. Les relations entre art et politique ici préfigurent l'agit-prop mis en place en URSS à partir des années 1920 : l'art est au service du discours politique et/ou idéologique.

Un « révolutionnaire cocardier »
Durant la Première Guerre mondiale, Montéhus, comme beaucoup d'autres, a changé radicalement d'opinion politique. Il s'est fait le chantre zélé de l'Union Sacrée et a chanté des chansons militaristes. On peut établir une comparaison avec la peinture de Picasso qui à la même époque renonce au cubisme (jugé trop « allemand ») pour un style plus académique (jugé « français »). Montéhus chante alors *La Guerre finale* détournement grotesque de *L'Internationale*. De même dans *Lettre d'un Socialo* (chantée sur *L'air du Clairon* de Paul Déroulède !), il explique alors que l'heure est à *La Marseillaise*, en attendant de pouvoir à nouveau chanter *L'Internationale*. Montéhus est à l'image du monde ouvrier, qui partit massivement à la guerre contrairement aux craintes de l'État-major qui avait surestimé l'engagement pacifiste des ouvriers. Dans une chanson imprégnée du racisme de son temps, intitulée *L'Arbi*, Montéhus tient des propos xénophobes.

Durant ces quatre années de guerre, celui qui ne cessa de composer des chansons belliqueuses (*La Dernière victime*, *La Voix des mourants*, *La Vision sanglante*, *Debout les Morts !*, etc.) ne sera jamais mobilisé et ne connaîtra donc pas effectivement les horreurs du front. Par contre, sur la scène, à l'Olympia, il s'est montré blessé à la tête chantant des chansons bellicistes. À la fin de la guerre, en 1918, pour ses bons et loyaux services, il recevra la Croix de guerre.

Disgrâce
Montéhus a connu après la guerre une disgrâce assez longue. Il cesse d'enregistrer jusqu'au Front populaire. Il aura tenté de se racheter en composant en 1923 *La Butte Rouge* qui fait référence à la butte de Bapaume, théâtre de violents combats sur le front de la Somme, durant l'offensive de l'été 1916 (et pas, contrairement à une erreur fréquente, la Commune, fort peu évoquée dans l'œuvre de Montéhus). Dans cette chanson, il s'en prend aux responsables du carnage.

Soutien au Front populaire
Dans les années 1930, il adhère à la SFIO. À l'avènement du Front populaire, à l'âge de 64 ans, Montéhus est de nouveau sur le devant de la scène avec *Le décor va changer*, *Vas-Y Léon !*"5, *Le Cri des grévistes*, *L'Espoir d'un gueux*, chansons dans lesquelles il soutient le Front populaire et Léon Blum.

Sous le régime antisémite de Vichy
Montéhus n'est pas déporté mais il est contraint de porter l'étoile jaune de 1942 à la Libération. En 1944, il écrit le *Chant des Gaullistes*.

Après la Libération
Il reçoit la Légion d'honneur des mains de Paul Ramadier en 1947. Oublié de tous, seulement soutenu par sa famille, il s'éteint en 1952, à Paris. Wikipédia

MONTESQUIEU de **Charles-Louis** de Secondat, baron de La Brède La Brède 18 janvier 1689 – Paris 10 février 1755.



Connu sous le nom de **Montesquieu**, est un moraliste et surtout un penseur politique, précurseur de la sociologie, philosophe et écrivain français des Lumières. Jeune homme passionné par les sciences et à l'aise dans l'esprit de la Régence, Montesquieu publie anonymement en 1721 *Lettres persanes*, un roman épistolaire qui fait la satire amusée de la société française vue par des Persans exotiques. Il voyage ensuite en Europe et séjourne un an en Angleterre où il observe la monarchie constitutionnelle et parlementaire qui a remplacé la monarchie autocratique. De retour dans son château de La Brède au sud de Bordeaux, il se consacre à ses grands ouvrages qui associent histoire et philosophie politique :
Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence (1734) et *De l'esprit des lois* (1748) dans lequel il développe sa réflexion sur la répartition des fonctions de l'État entre ses différentes composantes, appelée postérieurement « principe de séparation des pouvoirs ».

Montesquieu, avec entre autres John Locke, est l'un des penseurs de l'organisation politique et sociale sur lesquels les sociétés modernes et politiquement "libérales" s'appuient. Vigneron, philosophe, homme de lettres, Montesquieu est l'auteur universellement connu des ***Lettres persanes*** (1721), des ***Considérations sur les causes de la grandeur et de las décadence des Romains*** (1734), et, surtout, de ***L'Esprit des lois*** (1748), l'ouvrage qui, après ceux de John Locke, est à l'origine de la « science politique ».

Son adhésion à la maçonnerie date de 1730 *The British Journal* du 16 mai : il participe en effet le « mardi » (12 mai) à une tenue de la *Horn Tavern* dans Westminster. Sont présents le duc de Norfolk, Grand Maître, Nathaniel Blackerby, Vice-Grand Maître, d'autres grands Officiers ainsi que le duc de Richmond, vénérable de la loge. Ce jour-là il est reçu en même temps que plusieurs nobles étrangers dont François comte de Sade – le père du « divin »

marquis. Le *Saint-James Evening Post* du 7 septembre 1734 signale une tenue maçonnique chez la duchesse de Portsmouth, à la loge du « *Louis d'Argent* ». Président le duc de Richmond et Desaguliers. Montesquieu est présent. Le 2 juillet 1735, Montesquieu fait part de l'enthousiasme que lui inspire Desaguliers :
« *Soit le bien arrivé docteur Desaguliers, la première colonne de la maçonnerie. Je ne doute pas que sur cette nouvelle tout ce qui reste encore à recevoir en France de gens de mérite ne se fasse maçon* ».

Le 20 septembre 1735, le *Saint-James Evening Post* fait état d'une tenue, rue de Bussy, au « *Louis d'Argent* », toujours présidée par Richmond et Desaguliers, à laquelle Montesquieu participe. On reçoit ce jour-là le comte de Saint-Florentin et Pierre Clément de Genève, entre autres. Le 6 avril, l'intendant de Guyenne, Boucher, attire l'attention du cardinal Fleury sur des réunions maçonniques qui ont lieu à Bordeaux où il existe alors deux loges ; si la lettre a été perdue, la réponse subsiste :
« *J'ay reçu votre lettre, Monsieur, du 6 de ce mois au sujet de la Société qu'on nomme francs-massons dans laquelle M. de Montesquiou (c'est ainsi que l'on prononçait alors Montesquieu) s'est fait recevoir, il ignore sans doute que le Roy a fort désapprouvé cette association et qu'il ne s'en fait plus icy ; vos réflexions sur cela sont très justes, vous avez très bien fait de défendre par provision à M. de Montesquiou de s'en mesler et je vous prie de luy faire savoir en particulier les intentions de Sa Majesté* ».

Signalons que le fils de Montesquieu avait été reçu maçon en 1734 au Louis d'Argent en présence de son père. Ch.P.

MONTGOLFIER **Jacques Étienne** Vidalon-lès-Annonay 6 janvier 1745 - Serrières 2 août1799.



Avec son frère, Joseph Michel, il développa le premier ballon gonflé à l'air chaud. Le premier envol eut lieu en 1783, suivi par un autre à Paris devant une assistance de 300000 personnes, parmi lesquelles se trouvait Benjamin Franklin.
Montgolfier fut initié Franc-Maçon, en 1784, à la Loge "*Les Neuf Soeurs*", Paris.

Étienne et Joseph Montgolfier sont les fils de Pierre Montgolfier, papetier de Vidalon en Ardèche dont la manufacture familiale est réputée dans toute l'Europe, et d'Anne Duret. Étienne est le 15e enfant d'une fratrie de 16 enfants. Il se marie en 1774 avec Adélaïde Bron à Vienne en Isère et de leur mariage naquirent six enfants.

En 1782, il inventa la Montgolfière avec son frère Joseph. Son esprit méthodique et l'intuition de Joseph leur attribue chacun le mérite respectif de la conception de cet aérostat.

Au printemps 1784, il revient à Annonay pour s'occuper de la papeterie familiale qui, négligée pendant tout ce temps, se porte assez mal. Il continue à s'intéresser aux ballons et fait construire une montgolfière par Réveillon à des fins scientifiques, elle est d'ailleurs utilisée par Jean-François Pilâtre de Rozier, le 23 juin 1784, où elle bat un record d'altitude mais ne peut être récupérée. De 1785 à 1787, Il essayera avec Joseph et un autre frère, Alexandre, de réunir des fonds pour construire un ballon qu'ils veulent diriger. Mais le projet s'enlise.
En juin 1796, Étienne est nommé Membre associé à l'Académie des sciences.

Les expériences publiques
La première expérience publique, officielle, de Joseph et Étienne a lieu dans la cour du couvent des Cordeliers à Annonay, le 4 juin 1783, devant les conseillers généraux du Vivarais. Ils font voler le premier ballon à air chaud au-dessus de leur ville. Un ballon de douze mètres de diamètre, de 770 m^3, constitué de fuseaux de papier reliés entre eux par des boutonnières, il s'élève à mille mètres, pendant dix minutes, et parcourt trois kilomètres grâce à l'air chauffé avec de la paille enflammée. L'expérience est répétée à nouveau près de Versailles le 19 septembre 1783, devant le roi Louis XVI et la cour, par les frères Montgolfier, avec un ballon de 1 000 m^3 qui monte à 600 mètres et parcourt 3,5 kilomètres. Le ballon, auquel est suspendu un panier en osier emporte avec lui les trois premiers passagers de l'espace : un mouton, un coq et un canard. Tous supporteront le voyage. À son retour le mouton est placé dans la ménagerie de la reine.

Le 19 octobre 1783 a lieu le premier vol habité à la Folie Titon, manufacture royale des papiers peints, dans l'actuelle rue de Montreuil à Paris, dans le faubourg Saint-Antoine. Le premier vol s'élève à 81 m, avec Jean-François Pilâtre de Rozier seul, et le deuxième à 105 m, avec deux passagers : Pilâtre et André Giroud de Villette (durée 9 min). Ces deux vols eurent lieu en captif, c-à-d. que le ballon est attaché au sol par une corde solide reliée à une masse suffisamment importante pour le retenir. Il faut un équipier, après l'essai de Giroud de Villette, c'est le Marquis d'Arlandes qui sera choisi. Tout est prêt, mais il manque l'autorisation du Roi. Il préfèrerait proposer la vie à deux condamnés à mort volontaires pour l'expérience, mais finalement se laisse fléchir.

Le 21 novembre 1783, Jean-François Pilâtre de Rozier et le marquis d'Arlandes, sont les premiers humains à s'élever au-dessus du sol, à bord d'une montgolfière de 2 200 m^3. Devant trois cents personnes, ils partent du parc du Château de la Muette, s'élèvent, saluent la foule, survolent Paris au-dessus de la Seine et se posent à la Butte-aux-Cailles, distante de 10 kilomètres environ. JCvL+ Wikipédia

MONTMORENCY de **Luxembourg Anne Charles Sigismond** Paris 15 octobre 1737 – Lisbonne 13 octobre 1803.

Fils de Charles Anne Sigismond de Montmorency-Luxembourg et de Marie-Etiennette de Bullion-Fervacques (? - 1749), il

succède à Charles II Frédéric de Montmorency-Luxembourg neuvième duc de Pinei-Luxembourg). Lieutenant général de la province d'Alsace. Supérieur et ami de Charles Robert de Boislandry. Adversaire du duc d'Orléans (Philippe Egalité).



Il a été député de la noblesse aux États généraux de 1789 pour la sénéchaussée de Poitiers, élu président de la noblesse aux États généraux (juin 1789). Il a émigré à Londres en juillet 1789, puis à Lisbonne

Dignitaire maçonnique, le duc de Luxembourg fut naturellement affilié à la loge de Saint-Jean-de Montmorency-Luxembourg de 1762 à 1789 et, à partir de 1773, à celle de Saint-Jean de Chartres. Grand maître du Grand Orient. et, de 1771 à 1789, fut administrateur général du Grand Orient de France. Colonel de Hainaut-Infanterie depuis 1761, reçu franc-maçon l'année suivante, lieutenant général des armées du roi (1784), le duc de Montmorency-Luxembourg représente la haute noblesse d'épée qui a fait des loges mondaines son lieu de sociabilité d'élection.

Le tableau pour 1775 de la loge éponyme, Saint-Jean de Montmorency-Luxembourg, est éloquent. Aux côtés du duc, vénérable, son fils, Anne de Montmorency est premier surveillant, le prince Rohan-Guéméné second surveillant. Les accompagnent les ducs de Lauzun, de Fronsac, le marquis de Fitz-James, la figure cosmopolite du prince de Ligne, le prince de Nassau … Dès la mort du comte de Clermont, en 1771, les regards se tournent vers Montmorency-Luxembourg pour restaurer l'autorité du centre parisien de la chaine d'union.

Administrateur Général du Grand Orient de France jusqu'en 1789, qui le voit refuser la Révolution et partir en émigration, Montmorency-Luxembourg passe pour avoir conçu et mené à bien la révolution qui dépossède les maîtres parisiens de leurs privilèges (quasi-propriété de leurs patentes, inamovibilité) et de leur autorité au sein de la Grande Loge, et instaure l'élection du vénérable et de ses officiers dignitaires. S'agit-il pour autant d'une révolution démocratique ? On serait davantage tenté d'y voir une reprises en mains aristocratique de l'Ordre. Certes la présence d'aristocrates remonte aux origines de la franc-maçonnerie française. L'installation du duc de Chartres, futur duc d'Orléans, le 22 octobre 1773, s'inscrit dans la continuité de la Grande Maîtrise du comte de Clermont, dont on réévalue actuellement l'action à la tête de la Grande Loge.

En outre la nouvelle fonction d'Administrateur Général, maillon essentiel de la chaine de commandement de l'obédience, est confiée au « premier baron chrétien du royaume », le duc de Montmorency-Luxembourg. Il n'empêche la rupture est réelle. En effet, la décennie 1760 a vu se multiplier les forces centrifuges et les tentations de schismes maçonniques. Les puissantes loges provinciales au recrutement choisi, à l'élitisme déclaré, n'ont plus de mots assez violents pour dénoncer le laxisme social de la Grande Loge, qui confirme des loges au recrutement indigne de l'Art Royal.

De Strasbourg à Bordeaux, en passant par Lyon, on appelle, à la nécessaire réforme de la maçonnerie française. Les écrits se multiplient en ce sens et font mouche. Ils sont en effet l'œuvre de vieux maçons comme Pierre de Guénet, qui bénéficient d'une incontestable autorité morale. De par leur situation géographique, ces orients périphériques et frondeurs sont aux avant-postes de la franc-maçonnerie française, mais aussi des réformes maçonniques qui s'affirment alors en pays germaniques et qui prennent un tour nettement aristocratique : c'est le cas de la Stricte Observance Templière dont Pierre Guénet sera l'un des promoteurs en France. Les mêmes et d'autres ne ferment pas non plus la porte à un transfert d'allégeance en faveur des Grandes Loges britanniques, perçues comme les conservatoires de la tradition, donc du bon ordre maçonnique et social.

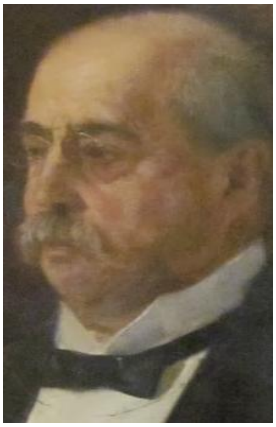
Montmorency-Luxembourg est parfaitement averti des menaces qui pèsent sur la maçonnerie française, dont les principaux piliers régionaux mouvement de sécession. Il lui faut montrer qu'il est l'homme du redressement du centre parisien, du resserrement social de l'Ordre maçonnique au profit des ordres privilégiés et de la bonne bourgeoisie. Ainsi, le Grand Orient pourra contenir la fronde des loges provinciales mondaines. Les ateliers ont deux ans à compter de décembre 1774 pour se faire reconstituer par la nouvelle obédience et déposer leurs constitutions primitives. Dans la constitution de nouvelles loges, la Chambre des Provinces veille tout particulièrement aux qualités profanes des postulants. Le temps où l'on tolérait les « loges de cabaret », marquées par un laisser-aller présenté comme la suite logique de l'introduction dans le temple de gens mécaniques ou de petits bourgeois qui n'y avait pas leur place, est révolu.

Entre une loge ancienne, mais de composition sociale médiocre, et une loge plus récente, mais au recrutement mondain, la Chambre des Provinces donnent l'avantage à la seconde. La noblesse profane prime sur la noblesse maçonnique. Il procède de même en 1786, lorsqu'il reprend en mains le Noble Jeu de l'Arc parisien. Mais l'Administrateur Général ne se contente pas d'une révolution aristocratique. Il lui faut toujours faire face à l'hémorragie qui emporte les éléments périphériques les plus actifs de la maçonnerie vers des obédiences étrangères, britanniques ou germaniques, quand elle ne décident pas, à l'instar de Saint-Jean d'Ecosse de Marseille, de dénier toute légitimité au Grand Orient, et de fonder leur propre correspondance – terme qui désigne les loges relevant de l'obédience du Grand Orient.

Il entreprend donc une politique de centralisation volontariste, et parfois implacable, alors qu'il s'était appuyé sur les francs-maçons de province pour prendre le contrôle de la maçonnerie française. Il s'agit de reconquérir le ressort de la souveraineté d'une obédience qui se proclame désormais « nationale », et attend des loges qui en relèvent et régularité (dans les comptes rendus, le paiement des dons gratuits, la pratique des hauts grades et surtout le choix des membres).
La cohérence aristocratique et centralisatrice de la politique de l'Administrateur Général est réelle, et si le manque de moyens de la Chambre des Provinces laisse aux loges une autonomie totale et régionale qu'il ne faut pas sous-estimer, qui échappe largement à l'attraction du centre, le Grand Orient s'est donné les moyens avec son Administrateur Général, la Chambre des Provinces, et l'accroissement de la correspondance administrative, de réaliser son modèle d'organisation du corps maçonnique. C'est un modèle centre-périphérique qui doit s'imposer et cette centralisation est incontestablement la marque du duc de Montmorency-Luxembourg. P.-Y.B.

MORAYATA Miguel

Madrid 1833 – 1917.



Miguel Morayta Sagrario est un maçon infatigable ayant surmonté les crises et persécutions et réussi à moderniser la franc-maçonnerie contemporaine.

Professeur prolifique, libre penseur de nature et républicain convaincu. Il dispense son enseignement académique entièrement à l'Université centrale de Madrid pendant près de 60 ans, comme assistant de métaphysique à la faculté de lettres et de philosophie (1858-1870) puis, comme professeur d'histoire universelle dans la même faculté de 1874 à 1917. Il enrichit l'historiographie libérale, sans toutefois l'exactitude et la rigueur souhaitables, dans des œuvres comme Historia général de l'Espana (Histoire générale de l'Espagne) en 9 tomes, *La Comuna de Paris* (La Commune de Paris) *Historia de la Grecia Antigua* (Histoire de la Grèce antique*), Las Contituyentes de la República Espanola* (Les Constituantes de la République espagnole), *Juventud de Castelar* (Jeunesse de Castelar) et *La Masoneria Espanola, Páginas de su historia* (La Maçonnerie espagnole, Pages de son histoire).

Son action se distingue par le progressisme de son enseignement, son esprit de solidarité et sa défense de liberté de chaire. Il proteste contre les abus du gouvernement à l'égard des professeurs krausistes (Krause) persécutés pour défendre la liberté de chaire. Il fait un discours de rentrée de 1884-1885 à l'Université centrale dans lequel il met en doute l'historicité des faits bibliques et réaffirme que le professeur est libre dans sa chaire et ne doit avoir d'autres limites que celle que lui dicte son discernement. Ce discours provocateur lui vaut l'anathème de l'épiscopat et déchaine les tristes épisodes de la journée connue sous le nom de « Santa Isabel ». Républicain de toujours et émule d'Emilio Castelar, il recourt à la presse et au militantisme de parti pour faire avancer ses idées politiques. A partir du moment où, a 17 ans à peine, il fonde ***l'Eco universitario*** (L'écho universitaire), il n'a de cesse de progresser dans la carrière journalistique. Il est correspondant de ***La Publicidad*** de Barcelone et le directeur et propriétaire de ***La Revista Ibérica***, ***La Reforma***, ***La Repùblica Iberica***, ***El Repùblicano*** et ***La Repùblica national***.

Il participe également très tôt au jeu des partis. Avant la révolution de 1868, il est nommé secrétaire de la Junta Revolucionaria de Madrid (Comité révolutionnaire de Madrid) et, par la suite, secrétaire général di ministère d'Etat sous la Première République. Pendant la Restauration, il participe à la fondation du *Partido Posibilista* (Parti possibiliste) présidé par Emilio Castelar et y milite jusqu'à son extinction. En 1893, après la disparition du possibilisme, il entre au Parti libéral et, en 1903, fait partie de l'Union républicaine de Nicolàs Salmeron. Elu dans plusieurs législatures, il défend aux Cortes les droits du peuple philippin, l'abolition de l'esclavage, la liberté de culte, le désarmement et l'arbitrage international, l'union ibérique, la révolution de Gibraltar et, naturellement, les droits de la maçonnerie.

Morayata est aussi un authentique paladin de la Libre Pensée : il appuie tous les actes de protestation que les organisations de libres penseurs mènent à bien et participe aux meetings et congrès de libres penseurs nationaux et internationaux. En 1911, il rassemble ses forces pour fonder à Madrid une combative ligue anticléricale.

Mais l'essentiel de l'activité de Morayata reste maçonnique. Le 7 juillet 1863, à un moment de clandestinité, il s'initie dans la loge « *Mantuana* » (de Mantoue) n°1 qui dépend alors du Grand Orient National d'Espagne, et prend pour nom symbolique *Pizarro*. Dans sa loge Mère, il gravit tous les échelons du Rite Ecossais Ancien et Accepté jusqu'à son élévation au 33° en 1871. En 1873, il se met en sommeil pour se consacrer plus particulièrement à la politique. Mais en 1866, à la suite des événements de la « Santa Isabel », il s'affilie à la loge « *Hijos del Progreso* » (Fils du Progrès) sous l'égide du Grand Orient National d'Espagne, et l'année suivante il en est le vénérable. Il passe le restant de ses jours dans sa nouvelle loge, qui change de nom pour prendre celui de Ibérica n°7 à la fin de 1899 lorsqu'elle fusionne avec la « *Luz de Mantua* » n°7 (Lumière de Mantoue).

Alors qu'il est vénérable de la loge « *Fils du Progrès* », il occupe le poste de Grand Maître Adjoint du Grand Orient d'Espagne et cherche à unir son obédience au Grand Orient National d'Espagne présidé par le vicomte de Ros. L'essai de fusion échoue, et il fonde en 1889 le Grand Orient Espagnol afin de mener à bien une réforme de la maçonnerie espagnole. Elu Grand Maître cette année-là, il dote l'obédience d'une constitution et la légalise par la préfecture. Dès lors sont assurées la séparation des pouvoirs et la représentation démocratique au sein du Grand Orient Espagnol sous son autorité.

Ce dernier voit s'accroître sans cesse ses effectifs pendant les 5 premières années de travaux. L'illustre frère va jusqu'a inventer un procès à deux prêtres qui ont diffamés les loges, fait inhabituel qui donne à la maçonnerie sa carte de citoyenneté en Espagne. Cependant, en 1896, à la suite des problèmes coloniaux, le préfet confisque les archives du Grand Orient Espagnol et de l'association hispano-philippine conservées au même siège et demande l'arrestation du Grand Maître.
Opposé à l'indépendantisme mais protégeant des métis qui résidaient dans la métropole et partisan déclaré des droits politiques du peuple philippin, Morayata est injustement accusé de flibusterie. Il peut éviter la prison mais pas la disparition de son obédience dans les dernières années du siècle. Au lieu de se replier lui-même, il se démène pour défendre la maçonnerie au Parlement, dans l'exercice de sa chaire et dans ses publications. Il parvient même à faire renaître le Grand Orient Espagnol au début du nouveau siècle. Dans cette deuxième étape, en tant que Souverain Grand Commandeur et dès 1906 en tant que Grand Maître à nouveau, il obtient une grande cohésion dans son obédience, réussit à maintenir la présence de celle-ci dans les anciennes colonies d'outre-mer, à renforcer ses relations avec l'Association maçonnique internationale et à conquérir l'hégémonie maçonnique sur le territoire national. P.A.

MORARD de GALLES, Justin Bonaventure

Goncelin (Isère) 30 mars 1741 – Guéret 23 juillet 1809.



Justin-Bonaventure Morard de Galles, issu d'une famille noble du Dauphiné, est un amiral français. Son frère aîné Charles Morard de La Bayette de Galles est général de division sous la Révolution. Fils d'un capitaine d'infanterie, issu d'une famille du Dauphiné dont l'origine remonte à la fin du XIe siècle, il est d'abord dans les gendarmes de la maison du roi à l'âge de 11 ans. Il rejoint la marine en 1757 comme garde de la marine sur le brick l'*Écureuil*. Il est ensuite sur la frégate *Fleur de Lys* de l'escadre d'Amérique. Sur la frégate l'*Hermine*, il participe à deux combats mais l'*Hermine* fait naufrage en décembre 1761. Il est alors garde du pavillon titre donné à l'élite des gardes de la marine. Il sert ensuite sur le vaisseau le *Sceptre* puis sur la flûte la *Christine*.

Chasse aux pirates sous de Grasse
En 1765, il est sur la frégate l'*Héroïne* et fait la chasse aux pirates barbaresques en Méditerranée sous les ordres de Grasse. Enseigne de vaisseau, sur le vaisseau l'*Etna*, il participe au bombardement de Larache sur la côte atlantique du Maroc. Il reçoit mission de faire sauter l'un des corsaires qui s'était réfugié sous la protection des batteries de la côte. Favorisé par une nuit obscure, il aborde le navire ennemi, et attache lui-même à l'un de ses flancs la chemise soufrée : une explosion terrible annonce, une demi-heure après, la réussite de cette audacieuse entreprise.

Il sert ensuite sur la *Lunette* puis sur la flûte la *Normande* ; il navigue jusqu'à Madagascar puis à l'île de France. Il sert ensuite sur différents bâtiments croisant sur les côtes d'Afrique et aux Antilles. Il sert ensuite sur le *Roland* de l'escadre d'évolution du comte du Chaffault.

La guerre d'Amérique dans l'océan Indien
Nommé lieutenant de vaisseau en 1777, il est fait chevalier de Saint Louis début 1778. Il sert sous le comte d'Orvilliers et participe au combat d'Ouessant à bord du vaisseau *Ville de Paris*. Puis, sur l'*Orient*, il participe à la prise d'un corsaire. Sur la *Couronne*, il participes aux trois combats livrés par sous Guichen à la flotte de l'amiral Rodney, dans les Antilles, les 17 avril, 15 et 19 mai 1780. Morard de Galles est initié à la franc-maçonnerie à Brest dans les années 1780.

Il est second sur l'*Annibal* dans l'escadre de Suffren en 1781. Lors du combat de la Praya, le 16 août 1781, la flotte française rencontre sur les côtes du Sénégal une flotte anglaise que Suffren n'hésite pas à attaquer, quoiqu'il lui soit inférieur en forces. Dès le commencement de l'action, l'*Annibal* (74 canons) se trouve entouré par cinq bâtiments ennemis, et se trouve accablé sous les coups car son capitaine, Trémoignon, qui ne croyait pas que Suffren oserait attaquer dans les eaux neutres portugaises, n'a pas fait son branle-bas de combat. Trémoignon, est tué, la cuisse emportée par un boulet de canon. Morard, blessé lui-même, prend néanmoins le commandement et parvient, après une lutte sanglante, à se dégager alors que son vaisseau démâte. Suffren, sur le *Héros* (74), le prend en remorque et sa belle conduite lui vaut d'être promu immédiatement capitaine de vaisseau.

Suffren lui confie officiellement le commandement de l'*Annibal*. Il commande un moment la frégate la *Pourvoyeuse* puis de nouveau l'*Annibal*. Il participe à quatre combats : 17 février, 13 avril, 6 juillet et 3 septembre 1782. Il est blessé trois fois lors de cette dernière bataille. Pour soigner ses blessures mais surtout dégoûté par le caractère impossible de Suffren qui finit par indisposer la plupart de ses capitaines y compris les plus disciplinés comme Morard.bil démissionne de la flotte et part à l'île de France. Regrettant après coup son geste, il demande à reprendre du service et réintègre l'escadre en décembre 1782 sur l'*Argonaute*. Il participe en 1783 aux combats de Gondelour puis commande le *Vengeur*. Le 22 décembre 1783, il épouse, à Port-Louis sur l'île Maurice, Louise Marie Victoire Henriette Fayd'herbe de Maudave. Il rentre en France en 1784. Probablement mal vu comme tous ceux qui ont eu des problèmes avec Suffren, il demeure sans emploi jusqu'en 1792. Il profite de cette longue période civile pour s'établir à l'île de France à partir de 1787.

LA REVOLUTION
Un aristocrate premier amiral de la Révolution française

evenu en France en 1790, il fait partie de la promotion du 1er janvier 1792 qui s'efforce désespérément de combler les vides laissés par l'émigration de la plupart des officiers du « Grand Corps ». Il est contre-amiral. Écartant toute idée de défection, il commande une division en rade de Brest. Mais les désertions se poursuivent dans le corps des officiers de marine et la République le nomme vice-amiral en janvier 1793 : il reçoit le commandement de l'Armée navale du Ponant avec pavillon sur le *Républicain* à la déclaration de guerre avec l'Angleterre.
C'est donc un aristocrate de vieille souche qui reçoit le premier commandement naval de la République. Il reçoit l'ordre de se tenir en croisière entre Groix et Belle-Isle, afin, d'assurer la rentrée des navires du commerce dans les ports français surpris par la déclaration de guerre. La marine de Brest est en agitation permanente depuis plusieurs années, nombre de capitaines nommés à la hâte sont incompétents, les équipages font plus de politique que de navigation et le désordre à son comble. Une bonne partie des vaisseaux se mutinent et imposent à leurs capitaines le retour à Brest. La première opération de la flotte républicaine est une pantalonnade : Morard n'a plus aucune illusion. Mais les envoyés du Comité de Salut Public, en particulier Jeanbon Saint André, ne peuvent attribuer un tel fiasco qu'à la trahison d'un aristocrate et Morard est emprisonné. Il ne sera libéré qu'après le 9 Thermidor (1795).

Le fiasco de l'expédition d'Irlande
Em l'an V (1796), Hoche prépare l'expédition d'Irlande et est en conflit permanent avec Villaret-Joyeuse qui a succédé à Morard au commandement de la flotte de Brest. Villaret qui ne croit pas à cette opération est révoqué, en même temps que Vence, par le ministre, le vice-amiral Truguet. Hoche voudrait que le commandement de la partie navale de la campagne soit confiée à Latouche-Tréville mais le ministre qui a gardé quelques rancunes à l'encontre de son ancien subordonné de la campagne de Sardaigne en 1792 préfère faire de nouveau appel à Morard. Mais par suite de ses blessures anciennes et d'une santé déjà chancelante et mise à rude épreuve par sa captivité sous la Terreur, Morard n'est plus tout à fait le même homme ; il est affaibli et fatigué. Discipliné, il se consacre toutefois à sa tâche et conduit l'expédition. Un règlement de 1794 impose aux amiraux de se porter en campagne sur une frégate et non un vaisseau de ligne. Dans la tempête (la campagne a lieu au pire moment de l'hiver), la frégate la *Fraternité* portant l'amiral et le général en chef est séparée du reste de la flotte. Poursuivie par des bâtiments britanniques, elle doit pousser assez loin en Atlantique. Quand enfin elle atteint la baie de Bantry, le reste de la flotte et de l'armée, sous le commandement intérimaire des peu audacieux Bouvet de Précourt pour la marine et Grouchy pour les forces terrestres, n'a pas osé débarquer et a repris le chemin de Brest. Un vaisseau (les *Droits de l'Homme*) et plusieurs frégates sont perdus. C'est une nouvelle pantalonnade bien qu'elle ait été due aux règlements de Jeanbon Saint André et aux ordres de prendre la mer dans une saison très défavorable et non à une faute quelconque de Morard.

Un notable respecté
Il est en disgrâce pendant le reste du Directoire mais le Consulat le nomme membre du Sénat conservateur à la formation de ce corps (4 nivôse an VIII). Il est promu dans la Légion d'honneur dès sa création et promu par l'Empereur au cordon de grand officier de cet Ordre (25 prairial). Il demeure sénateur de Limoges à la proclamation de l'Empire et reçoit le titre de comte de l'Empire en 1808. L'amiral Morard de Galles meurt à Guéret le 23 juillet 1809. Le conseil municipal de cette ville vote alors des fonds pour un monument à sa mémoire.
Il avait épousé une des filles de Louis Laurent de Fayd'herbe, comte de Maudave : ensemble, ils eurent une fille unique, *Marie Émilie* († 13 septembre 1844 - Chénelette) qui épousa en 1802 le comte Anglès.
Ses cendres sont portées au Panthéon de Paris et son nom est sur l'arc de triomphe de l'Étoile.

MORAY sir **Robert** décédé le 4 juillet 1673.



Scientifique écossais. Proche des rois Charles Ier et Charles II, il est à l'origine de la création de la Royal Society. Il fut également un des premiers francs-maçons. Fils de sir Mungo Murray, il suit les cours de l'Université de Saint Andrews avant de poursuivre ses études en France, où il rejoint l'armée de Louis XIII, où il atteint le grade de colonel. C'est ainsi qu'il se lie d'amitié avec le cardinal Richelieu. De retour en Écosse, il rejoint l'armée des Covenants en tant que *General of Ordnance* (équivalent au titre de colonel général). Il participe ainsi à l'invasion de l'Angleterre en 1641 lors des guerres des Trois Royaumes en tant que responsable de l'armée écossaise à Newcastle.

C'est là qu'il aurait été initié, le 20 mai 1641, à la franc-maçonnerie par des membres de la loge d'Édimbourg : il s'agit là de la première initiation franc-maçonne identifiée à avoir eu lieu sur le territoire anglais, bien qu'il s'agisse de l'initiation d'un écossais par une loge écossaise. Suite à son initiation, Robert Moray utilise régulièrement l'étoile à cinq branches, l'emblème maçonnique, dans sa correspondance.

Il est fait chevalier par Charles Ier le 10 janvier 1643. Il combat ensuite dans l'armée de Mazarin, participant à la guerre de Trente Ans. Il est alors colonel du régime écossais et chargé par les Écossais des négociations avec la France. Il est fait prisonnier en Bavière et retourne en Angleterre à sa libération. Là, en 1646, il tente d'organiser la fuite de Charles Ier sous un déguisement, mais le roi refuse au dernier moment, de crainte d'être découvert et ridiculisé.

Pendant la période du Commonwealth de l'Angleterre, après l'exécution de Charles Ier, Moray vit à l'étranger : d'abord à Bruges en 1656, puis à Maastricht en 1659. Il revient en Angleterre avec la Restauration et le couronnement de Charles II. Proche du roi, il sera à l'origine de la création de la Royal Society, en obtenant notamment les chartes royales à son origine.
Marié à Sophia Lindsay, fille de Sir David Lindsay, 12e *Earl of Crawford*, il se retire de la vie publique suite à son décès. Il se

consacre alors entièrement à ses expériences de chimie dans son laboratoire, dont il ne sort que pour des rencontres de philosophes. À sa mort, en 1673, il est enterré dans l'Abbaye de Westminster à la demande du roi.

Robert Moray comptait parmi ses amis de nombreux notables, dont Samuel Pepys, Thomas Vaughan, Andrew Marvell, John Evelyn ou encore Gilbert Burnet.

MORIN **Etienne** Cahors vers 1717 – Kingston (Jamaïque) 1771.



Il fut un négociant travaillant entre les Antilles et Bordeaux.

Il est surtout connu pour le rôle central qu'il joua en franc-maçonnerie dans la genèse du Rite écossais ancien et accepté. Reçu dans la franc-maçonnerie des hauts-grades, depuis 1744 il fonda une « loge écossaise » au Cap Français, au nord de la colonie de Saint-Domingue. Il fonda la Loge Écossaise de Bordeaux, des "Élus Parfaits" en 1745. Le 27 août 1761, à Paris, Morin reçut une patente signée des officiers de la Grande Loge le nommant « Grand Inspecteur pour toutes les parties du Monde ».

Des copies plus tardives de cette patente, qui ne visait probablement à l'origine que les loges symboliques, semblent avoir été embellies, peut-être par Morin lui-même, afin de mieux assurer sa prééminence sur les loges de hauts grades des Antilles. Morin pratiquait un rite nommé « Rite du royal secret » en 25 degrés dont le plus haut se nommait « Sublime Prince du Royal Secret » et qui découlait peut-être lui-même du rite pratiqué à Paris par le « Conseil des Empereurs d'Orient et d'Occident ».

La patente qui aurait été délivrée en 1761 à Etienne Morin pour transmettre les hauts grades est à la source du Rite Ecossais Ancien et Accepté dont elle assure la légitimité. Cette « Patente Morin », dont on ne connaît que des copies tardives et controversées est devenue presque mythique. Document fondateur, mais absent, du système des hauts grades le plus pratiqué dans le monde, il a donné lieu à de nombreux débats. Paul Naudon pouvait ainsi écrire : « Rien n'établit l'authenticité de la Patente Morin ». La question est d'importance quand on connaît l'attention portée par la franc-maçonnerie à la légitimité et à la continuité des filiations rituelles.

Jusqu'à ses dernières années, Etienne Morin lui-même était entouré d'un halo de mystère voire d'irrégularité. On en a fait successivement un juif, un protestant né à New York et un sang-mêlé de Saint-Domingue. On sait aujourd'hui, par un passeport délivré par l'amirauté de Bordeaux pour s'embarquer vers Saint-Domingue, puis tenter sa chance dans le négoce entre la métropole et les îles françaises d'Amérique, est un parcours classique pour les fils de la petite-bourgeoisie quercynoise du milieu du XVIIIe siècle.

Etienne Morin fut d'emblée un maçon zélé. On retrouve souvent son nom dans les plus anciens documents maçonniques concernant l'activité de l'Ordre à Bordeaux et aux Antilles dans les années 1740 et 1750, notamment pour tout ce qui concerne les hauts grades. Ainsi, dès le milieu des années 1740, soit à Bordeaux, soit aux Antilles, le très digne frère Morin (initie) aux mystères de la Perfection écossaise », c'est-à-dire qu'il pratique et diffuse le grade d'Ecossais de la Voûte Sacrée.

On le trouve aussi lié au développement du grade de Chevalier d'Orient et aux débats qu'il suscite. Dans les années 1750, il fonde à Saint-Domingue un Conseil de Chevalier du Soleil. Maçon zélé et voyageur de métier, on le retrouve à Paris en 1761 parmi les animateurs de la Grande Loge de France. C'est le Grand Conseil des Chevaliers Kadosh, le cercle interne dirigeant la Grande Loge, qui lui octroyé une patente avant un nouveau départ pour les Amériques. Cette « Patente Morin » a été délivrée le 27 août 1761 par la Grande Loge des Maîtres de Paris dite de France. Elle autorise son détenteur à pratiquer et propager la maçonnerie telle que la professe alors la première Grande Loge de France. Etienne Morin était investi d'un pouvoir sur l'ensemble des grades maçonniques, y compris et surtout sur l'essentiel, les « sublimes degrés de la plus haute perfection », c'est-à-dire les hauts grades. Après un périple assez long – qui le conduit en Angleterre et même en Ecosse –, il arrive à Saint-Domingue en 1763 et y amène le système maçonnique dont il avait été investi à Paris.

Il s'agit d'une hiérarchie de 25 grades superposant aux 3 grades symboliques le 22 hauts grades les plus classiques de la pratique maçonnique française de l'époque. Le sommet de la hiérarchie n'est cependant plus le Chevalier Kadosh, comme à Paris en 1761, mais le Sublime Prince du Royal Secret. L'historiographie maçonnique a pris l'habitude de dénommer le système propagé par Morin « Rite de Perfection » mais lui-même le baptisait « Ordre du Royal Secret », soulignant ainsi l'importance de ce nouveau grade terminal. Est-ce un complément inventé par Morin de toutes pièces ? On l'a écrit. Peut-être lui a-t-il été communiqué lors de son périple en Angleterre et en Ecosse ?

Etienne Morin consacra la fin de sa vie à la diffusion dans les îles françaises d'Amérique du système maçonnique ramené de Paris en 1761. Il fut notamment renié par les nouveaux dirigeants de la premières Grande Loge de France au milieu des années 1760.

Il bénéficias néanmoins d'un fort soutient parmi les maçons de Saint-Domingue. Un de ses adversaires pouvait écrire : « il est fort éclairé et sait le tout sur le bout de son doigt. Il bouleverse toutes les loges de Port-au-Prince, des Cayes et de Saint-Marc avec les titres dont il est porteur tant de la Jamaïque que de France. Tous les FF ∴ de

ces trois Orients le respectent comme un dieu tutélaire ». Il meurt en novembre 1771, à Kingston, sur l'île voisine de la Jamaïque. L'historiographie maçonnique du XIXe siècle et du début du XXe siècle accusait globalement Etienne Morin d'être l'inventeur du Rite de Perfection et d'avoir forgé la plupart des grades maçonniques qu'il diffusait. Force est de constater que rien ne vient renforcer cette hypothèse dans les documents qui nous sont parvenus.
Morin apparaît scrupuleusement fidèle aux usages maçonniques qui lui ont été transmis à Paris. N'écrit-il pas, par exemple, à Chaillon de Joinville son souci d'« éviter de pareilles innovations et de faire observer uniquement le seul et même règlement de la Souveraine et Grande Loge de Paris ».

Cette correspondance suggère un sérieux qui jure avec le portrait peu flatteur, voir l'image de faussaire, qu'en ont dressé certains historiens maçonniques. En implantant « aux îles » le système de la maçonnerie parisienne des années 1760, Etienne Morin a assuré la survie de ce témoin de l'âge d'or des hauts grades. C'est des Antilles, via l'Amérique, que quelques maçons le ramenèrent à Paris en 1804 où il avait disparu depuis bien longtemps. Sous le nom de Rite Ecossais Ancien et Accepté il connut un succès croissant jusqu'à devenir le système de hauts grades le plus pratiqué dans le monde. P.M.

MOULAY HAFID

Fès 1875 - Enghien les Bains 1937.



"Moulay Hafid, était le second fils du grand Sultan Moulay El Hassan, de la dynastie des chorfa Alaouites, qui régna sur la Maroc de 1873 à 1894, et consolida l'autorité du Maghzen en ralliant de nombreuses tribus berbères".
Initié Franc-Maçon par la loge "*Union Hispano - Américana 379*" du Grande Oriente Espanol. Passé en France il s'affilie à "*Jean-Jacques Rousseau*" GODF Montmorency puis à la loge "*Plus Ultra 452*" de la GLDF Paris

En 1894, Moulay Hafid fut nommé vizir des affaires étrangères, mais à la mort de Moulay El Hassan, ce fut le fils aîné **- Moulay Abd El Aziz -** qui fut désigné pour succéder à son père, tandis que lui-même était nommé khalifat de Marrakech. Cependant la gestion d'Abd El Aziz mécontentait les Marocains traditionnels qui lui reprochaient sa xénophilie et ses dépenses.

En juillet 1907, au lendemain de l'occupation de Casablanca par les Français, Moulay Hafid, appuyé par les caïds du sud et les berbères, se fit proclamer Sultan à Marrakech et marcha sur Fez où il fit une entrée solennelle le 7 juin 1908. Son autorité était dès lors reconnue par toute une partie du Maroc. Cependant Abd El Aziz, réfugié à Rabat, envoyait contre lui 6.000 guerriers qui furent défaits, le 19 août, sur la rive gauche de la rivière Tessaout. Abd El Aziz, abandonnant la partie, se retirait à Tanger. Moulay Hafid prenait sa place, bientôt reconnu par les puissances signataires de l'Acte d'Algésiras qui avaient posé comme condition la reconnaissance par le nouveau souverain du dit Acte.... Le 30 mars 1912, Moulay Hafid se résigna à signer la convention de Fez, qui consacrait l'unité du Maroc, la souveraineté du Sultan et l'institution d'un Protectorat placé sous la direction du Commissaire Résident Général, dépositaire des pouvoirs du gouvernement français.

Le souverain n'avait accepté que contraint et forcé l'aide de la France. On le vit bien, quelques semaines plus tard, quand éclata dans la garnison de Fez la révolte des tabors massacrant quatre vingt personnes ; il ne fit rien pour s'interposer. Le 28 avril 1912 le général Lyautey était nommé Résident Général au Maroc... Le 25 mai il arrivait à Fez assiégée par les tribus berbères et délivrée par le colonel Gouraud. Le 12 août 1912, Moulay Hafid, traqué et isolé, signait son abdication avant de s'embarquer sur *le Chayla*. Le 13 août, il était remplacé par son frère Moulay Youssef, sur proposition de Lyautey. Installé par les Français à Tanger, il joue, comme son frère Abd el Aziz, au roi en exil. Quand la guerre éclate, il se réfugie en Espagne dans l'attente de la victoire allemande. Plus tard, pendant la guerre du Rif, il vient s'installer à Enghien-les-Bains, à la demande du gouvernement français poussé par Lyautey qui craint un rapprochement avec Abd El Krim.

C'est avec surprise que l'on retrouve donc le nom de Moulay Hafid, peu enclin aux idées européennes et surtout françaises, sur les fiches de la F.·.M.·.. On penserait plutôt y retrouver Moulay Abd El Aziz dont le nom a été donné à une loge Espagnole de Tanger. Cette inclination, des Francs-Maçons, envers un Sultan retiré dans la ville internationale est confirmée par ce qu'écrit de lui Laredo dans son livre *Mémoires d'un vieux Tangérois* : "tous, à Tanger, le respectent pour son élévation de vue, son goût pour traiter avec les Européens". Mais, Laredo et les répertoires maçonniques restent silencieux sur une participation éventuelle de ce personnage à la vie d'une loge maçonnique. Dès lors la question se pose : simple sympathie de sa part, sans aller au-delà, ou bien insuffisance des sources disponibles ? Quoiqu'il en soit, au stade de nos connaissances, le Sultan Abd El Aziz n'a fait que prêter son nom à une loge. Par contre, le nom de son frère Moulay Hafid apparaît bien sur les états de loge. Il n'en est rien encore lorsqu'il est en voyage en France après son abdication ni à Tanger pendant son début d'exil.

C'est vers la fin 1920 que Moulay Hafid est initié à Madrid par la loge "*Union Hispano - Américana n°379*" du Grande Oriente Espanol. Il est fait compagnon le 10 octobre 1921 et maître le 13 mai 1925. C'est une époque sombre pour lui ; en effet, la paix venue, il n'intéresse plus les gouvernements qui jusque là le subventionnaient, pour l'utiliser le cas échéant ou au contraire le neutraliser. Réduit à la misère, il habite une pauvre petite chambre dans laquelle il fait sa cuisine lui-même dans la cheminée.

Arrivé en France il s'affilie, le 13 janvier 1927, à la loge "*Jean-Jacques Rousseau*" GODF à Montmorency. Après accord du "Gran Consejo Federal Symbolico", daté de Séville le 20 décembre 1926, avec l'appréciation "Este querido H*:.* observo una conducta masonica intachable, y convivio fraternalmente con todos los H*:.* de este

Cuadro". A peine affilié, au GODF, il adresse aussitôt une demande de double affiliation au Vénérable de la Respectable Loge "*Plus Ultra n°452*" de la GLDF à l'Orient de Paris. Au mois de mai 1927 le F.∴ Moulay Hafid a la double affiliation - au GODF et à la GLDF - avec l'approbation des FF.∴ des deux obédiences.

Sa vie en exil.
Ce F∴ - sultan craint de tous dans son pays il y a quelques années et champion d'un islam qu'il connaît bien selon ses propres interlocuteurs musulmans - est dorénavant un simple rentier disposant d'une grande maison bourgeoise où il vit à l'européenne. A ses côtés, Mme Velasco qui gère un personnel limité et s'efforce de calmer les colères brutales et mémorables de l'ex Sultan, colères qui allaient jusqu'à la cruauté lorsqu'il régnait. Au début, il tirait aux pigeons, il participait aux grandes chasses... menait un train de vie qui rendait les fins de mois difficiles. A la fin, pour lui éviter de faire trop de dettes, le gouvernement français paye son loyer, son chauffeur et il peut alors disposer du reste. Ses voisins en ont l'image d'un homme de grande taille, habillé à l'européenne avec le fez comme coiffure.

Il est considéré, par tous, comme un pratiquant pieux qui reçoit la visite de nombreux musulmans, surtout pour le Ramadan. Son bureau, par les nombreux ouvrages qu'il abrite, témoigne de ses goûts littéraires et ses contemporains affirment qu'il n'était pas dénué de sens poétique. La salle de jeu, qui donne sur le lac, rappelle sa passion pour le bridge. Somme toute, un rentier à l'abri des charges officielles qu'il ne semblait pas du reste apprécier, déjà lorsqu'il était monarque. Que reste-t-il de ce "Sultan de la guerre sainte"? De ce malheureux "champion du Redressement Islamique" qui, vaincu, détrôné, avait eu un sursaut de rage au moment où il abdiquait : sur le canot qui, à travers l'estuaire du Bou-Regreg, l'emportait vers le bateau de l'exil *Le Chayla*, il avait saisi le parasol tenu au-dessus de sa tête par un caïd de sa garde, et pour que cet emblème traditionnel de la souveraineté ne pût revenir à son successeur asservi par les Européens, il l'avait brisé.

Moulay Hafid, Franc-Maçon, est-il un F∴ assidu ?
Le cahier de la loge "*J. J. Rousseau*" mentionne pour la première fois son nom, le 14 novembre 1926, en tant que visiteur, avant son affiliation à l'Atelier : "Le F∴ Moulay Hafid demande l'entrée du temple après vérification de ses papiers. L'entrée du temple lui est donnée" par le Vénérable Jolly Léon... Son nom réapparaît dans le compte-rendu du 12 décembre 1926 : "Une lettre demande l'affiliation du F∴ Moulay Hafid"... Puis le 13 mars 1927 : "La loge *Plus ultra,* Or∴ de Paris, demande si l'At. ne s'oppose pas à l'affiliation du F∴ Moulay Hafid "... Le 8 mai 1927 : "Une planche du GODF accuse réception de l'affiliation du F∴ Moulay Hafid". Puis, les documents ne donnant pas la liste des membres présents, la question reste sans réponse.

Il faut retenir cependant que le F∴ Moulay Hafid demeure inscrit, tout au long des années qui suivent, sur le tableau de loge en tant que membre actif, jusqu'à la date de sa mort le 4 avril 1937. Il en est de même à la loge "*Plus Ultra*". C'est une loge dont le sceau porte "*Hispano-Americana*", en rappel de la loge de Madrid ; elle est d'ailleurs de langue espagnole. Tout cela explique, certainement, le choix du F∴ Moulay Hafid qui y est enregistré par la GLDF sous le n° 62.132 ; aux côtés de FF∴ venus de Valence, Tarragone, Barcelone, Constantinople .... Par contre, le nom du F∴ Moulay Hafid n'est jamais mentionné dans les débats des loges au Maroc sous la IIIe République. Embarras des quelques rares FF∴ qui savent, et ignorance de la grande majorité expliquent largement ce silence, cette occultation. Cet ex-Sultan, Franc-Maçon, est révélateur de toutes les contradictions de la période coloniale.

NB – Toutes ces loges au Maroc, avant la fin du XIX° siècle, n'ont pu échapper à la connaissance du sultan. Plus particulièrement à Rabat « Luze en Rabat n° 135 » et à Fez « Fet n° 136 » où la présence de marocains ne peut se comprendre sans l'accord de Moulay Abd el Aziz. *http://rami.tv/fr/alaouites/hafid/franc-macon.htm*

MOURAVIOV Sergueï APOSTOL

Saint-Pétersbourg 9 octobre 1796 - 25 juillet 1826.



Sergueï Ivanovitch Mouraviov-Apostol (en russe *Сергей Иванович Муравьев-Апостол* est un lieutenant colonel russe, membre de l'insurrection décabriste. Il est le frère de Ipollite Ivanovitch Mouraviov-Apostol et de Matveï Ivanovitch Mouraviov-Apostol, et le cousin de Nikita Mikhaïlovitch Mouraviov-Apostol et Artamon Zakharevitch Mouraviov-Apostol, tous décabristes.

Son père, Ivan Mouraviov-Apostol, était diplomate. Sergueï Mouraviov passe son enfance entre Hambourg et Paris puis termine ses études à l'institut des ingénieurs à Saint-Pétersbourg *(Петербургский Институт Инженеров Путей Сообщения*). Il sert ensuite dans l'armée Russe.

Il est un vétéran de la Campagne de Russie de 1812. Il prend part aux batailles de Vitebsk, de Moskova, de Winkowo et de Maloyaroslavets. Il fut décoré à la Bataille de la Bérézina pour acte de bravoure. Il participe également à la Bataille de Leipzig (1813) et enfin à la Bataille de Paris (1814) (pour laquelle il fut décoré de l'Ordre de Sainte-Anne au deuxième grade). Après les guerres Napoléoniennes il devint Poruchik puis plus tard Capitaine de la Garde russe dans le Régiment Semionovsky. Après le soulèvement du régiment en 1821 il devient lieutenant-colonel du régiment de Poltava puis de celui de Tchernihiv en 1822.

Entre le 2 janvier 1817 et le 22 décembre 1818 il est franc-maçon. Il fait partie de la loge des trois vertus. Il fonde la *Société l'Union du Salut* et l'*Union de la Prospérité*, toutes deux pro décembristes.

Il fut également l'un des dirigeant de la *Société du Midi*. Il organise également la correspondance entre la *Société du Midi* et l'*Union des Slaves-Unis*. Il est l'auteur d'une "catéchèse" pour les décembristes et soutient l'abolition du servage et l'installation d'une république en Russie. Il faisait également partie du complot destiné à assassiner le Tsar. En 1825 il dirige le soulèvement du régiment de Tchernihiv. Il est arrêté le 29 décembre de la même année.
Libéré par ses officiers il mène une insurrection contre les force du gouvernement le 3 janvier 1826 et en sort grièvement blessé. Ses blessures l'empêchant de monter à cheval il demande à être attaché à la selle pour pouvoir mener une ultime attaque de cavalerie sur l'artillerie advers. La bataille est perdue et Sergueï Ivanovitch est arrêté. Le 20 janvier il est transféré à Saint-Pétersbourg. Il est l'un des cinq décabriste à être condamné à mort. Pendu le 25 juillet 1826 à la forteresse Pierre-et-Paul, il est enterré dans un endroit tenu secret sur l'île des décabristes à Saint-Pétersbourg.

MOZART



Léopold Augsbourg 14 novembre 1719 – Salzbourg 28 mai 1787.
Père de Wolfgang, auteur de la célèbre Symphonie des jouets, pâti d'une image négative. Père autoritaire, il n'aurait eu de cesse que de faire valoir les dons de ses deux enfants, Wolfgang Amadeus et sa sœur violoniste Nanerl, qu'il mena de cour en cour entre 1762 et 1770. Sous l'emprise de leur père admiratif et intéressé, les deux prodiges auraient été privés d'enfance. On impute en outre à Léopold l'épuisement prématuré de son fils. Adulte, Wolfgang Amadeus porte en lui l'image d'un père exigeant, soucieux de sa carrière. Pourtant, les lettres qu'il lui adresse témoignant de sentiments plus complexes, mêlant amour, dévouement, désir d'indépendance et de conflits étouffés.

La maçonnerie donnera d'ailleurs à Wolfgang Amadeus l'occasion de renverser les rôles. En effet, initié depuis 1784, il incite son père à entrer dans sa loge ; « La Bienfaisance » de Vienne le reçoit le 6 avril 1785.

Léopold est promu compagnon par « La Vraie Concorde » le 16, et maître le 22 du même mois. La rapidité des promotions s'expliquent par le fait que Léopold Mozart doit retourner rapidement à Strasbourg. Après un banquet organisé le surlendemain de son élévation par « L'Espérance Couronnée », Mozart quitte Vienne. Il ne devait plus jamais revoir son fils. Cr.N.

MOZART



Wolfgang Amadeus Salzbourg 27 janvier 1756 – Vienne 5 décembre 1791.
Joannes Chrysostomus Wolfgangus Theophilus Mozart, ou **Wolfgang Amadeus Mozart**
Compositeur autrichien mort à trente-cinq ans, il laisse une œuvre importante (626 œuvres sont répertoriées dans le Catalogue Köchel), qui embrasse tous les genres musicaux de son époque. Selon le témoignage de ses contemporains, il était, au piano comme au violon, un virtuose. On reconnaît généralement qu'il a porté à un point de perfection le concerto, la symphonie, et la sonate, qui devinrent après lui les principales formes de la musique classique, et qu'il fut un des plus grands maîtres de l'opéra. Son succès ne s'est jamais démenti. Son nom est passé dans le langage courant comme synonyme de génie, de virtuosité et de maîtrise parfaite.

Il est certainement le compositeur auquel les musicologues ou « musico-maçonnologues » ont consacré le plus de recherches et d'analyses. La lecture symbolise des œuvres maçonniques, ou à caractère maçonnique, de Mozart a soulevé des débats, notamment depuis l'essai de Jacques Chailley (1991) sur *La Flûte enchantée*.

L'ouvrage développe l'hypothèse d'une symbolique des tonalités dont se serait inspiré Mozart, symbolique assortie d'autres référents sonores maçonniques tel que les formules rythmiques ou les procédés d'écriture. Plus précisément, Philippe Autexier a mis en valeur l'influence de la rythmique maçonnique (les batteries) dans les œuvres de Mozart. Une chose est certaine : l'entrée en maçonnerie de Mozart fut une étape déterminante dans sa vie, et son initiation eut sur lui des répercussions sociales et morales, mais aussi artistiques (les thématiques maçonniques constituèrent pour lui une nouvelle source d'inspiration) et spirituelles (il intègre l'idée d'une mort « domptée », amie de l'homme, synonyme de commencement plutôt que de néant).

En loge, il se révèle un musicien actif aux concerts, les dirigeants parfois. C'est un agent efficace du rayonnement maçonnique. Mozart-maçon laisse apparaître un être profond et enthousiaste, pensant et réactif, qui trouve appuis et soutiens auprès de ses frères, probablement plus dispendieux que miséreux, et entouré et admiré autant qu'incompris et jalousé. C'est à 28 ans qu'il a été initié, à « *La Bienfaisance* », le 14 décembre 1784. A cette époque, la maçonnerie viennoise reste fragile : sur sept loges, trois seulement ont une quinzaine d'années d'existence. La loge de Mozart est issue d'un autre atelier, « *La Vraie Concorde* » ; elle est créée en 1783, et ses effectifs sont si limités qu'il faut demander le concours de la loge mère pour les cérémonies.

L'admission de Mozart a donc lieu à « *La Vraie Concorde* » que préside Ignaz von Born. Elevé au grade de compagnon le 7 janvier 1785, il devient rapidement maître le 13 du même mois. Les loges viennoises, qui ont fusionné pour constituer « *La Nouvelle Espérance Couronnée* », deviennent des lieux où s'épanouissent pratiques

mondaines, philanthropiques et culturelles. Le compositeur côtoie d'éminentes personnalités du monde musical. Sur son parcours, Mozart rencontre des éditeurs, Ignaz Alberti et Torricelle, des artistes lyriques, Ludwig Fisher (basse) et Adamberger, le compositeur Adam Mitscha, L.L. Haschka (auteur des paroles de l'Hymne impérial), les cornistes V. Springer et A. David, le hautboïste N. Colombazzo, l'amateur A. Tinti, violoniste de talent, ou encore le chef de chœur Georg Spangler (église Saint-Michel de Vienne).
Son entourage offre des conditions idéales et à la composition. Dès janvier 1785, il transcrit ses « impressions maçonniques » dans deux œuvres instrumentales (*les quatuor à cordes en la majeur* K364 et *en ut majeur* K465) et, en mars, il achève son *Concerto pour piano et orchestre* (*ut majeur*, K467), dans l'andante duquel on relève des éléments de la *Cantate maçonnique* (K471). Viennent ensuite un cantique de chaine d'union, *O heil' ges Band* K148 (Ô lien sacré), une pièce pour chœur et orchestre sur un texte latin, une mise en musique de deux poèmes de K-J.Friedrich, *Des Todes Werk* et *Vollbracht ist die Arbeit*. L'année 1785 est fructueuse et s'achève en novembre par la composition de l'Ode funèbre maçonnique (K477). Entre-temps, *Die Maurerfreude* a connu deux éditions, l'une maçonnique (au profit des pauvres) et l'autre profane. De plus, Mozart a très probablement participé (en octobre et en décembre) à deux manifestations de bienfaisance organisées par sa loge pour venir en aide à deux maçons virtuoses du cor de basset (Anton David et Vinzent Springer). L'intense activité du compositeur en 1785 donne la mesure de l'engouement lié à son entrée dans sa « nouvelle famille ».

L'année suivante voit Mozart commencer à solliciter des aides financières auprès de son frère Johan Michael Puchberg. Il lui adresse trois lettres en juin et une en juillet. En 1789, Puchberg finance les soins apportés à la femme de Mozart en convalescence à Baden. La correspondance s'intensifie en 1790 et se prolonge jusqu'en 1791. Les reconnaissances de dettes s'accumulent, mais Mozart trouve toujours le loisir d'écrire pour sa loge. En 1790, il met en musique trois poèmes et compose sa cantate pour orchestre *Laut verkünde unsere Freude* (K623). Elle doit être interprétée pour la fête d'inauguration du nouveau temple de « *L'Espérance Couronnée* » et fait directement référence à la chaine d'union.

Mozart est souffrant et craint de ne pouvoir assister à la cérémonie. Finalement, il dirige lui-même son œuvre, le 17 novembre, mais deux jours plus tard il est frappé par la maladie qui l'emportera.

On est surpris, en janvier 1792, de voir sa loge lui rendre hommage au cours d'une cérémonie de réception et décider de prendre en charge une édition de luxe de sa dernière cantate ; le produit de la vente étant destiné à sa veuve et à ses deux orphelins. La loge témoigne de son attachement à Mozart et à sa famille. Elle montre que le compositeur n'est pas mort dans l'isolement et le dénuement laissant les siens dans l'infortune. Durant l'année 1791, il toucha en effet environ 600 florins et, après son décès, son épouse put vendre plusieurs de ses compositions pour la somme de 3 600 florins. Si son corps fut bien mené sans cortège à la sépulture communautaire, c'est que la réglementation obligeait à de telles pratiques, par crainte des épidémies.

Les œuvres maçonniques de Mozart (une quinzaine) sont les plus abouties et les plus inspirées jamais écrites pour l'Ordre. En France, on a d'abord entendu en loge des extraits des *Mystères d'Isis*, adaptation de *Die Zauberflöte*, intégrés aux programmes maçonniques dès le début du XIXe siècle. Cela explique peut-être l'intérêt suscité par *La Flûte enchantée* chez les musicologues français. L'adoption de cet opéra par les maçons français a pu inciter certains analystes à le considérer comme le testament maçonnique de Mozart. Ch.N.

MUCHA

Alphonse Marie

Ivančice 24 juillet 1860 - Prague 14 juillet 1939.



Alfons Maria Mucha, peintre et dessinateur tchèque, fer-de-lance du style « Art Nouveau » que ses affiches et décors contribuèrent à le faire connaître.
Franc-Maçon, en 1923, il fut élu Souverain Grand Commandeur du Suprême Conseil de Tchécoslovaquie.

Second enfant de Ondřej Mucha, huissier de justice, son aptitude au chant lui permet de poursuivre son éducation dans la capitale morave, Brno, mais son amour de jeunesse a bel et bien été la danse classique dont il a été inscrit aux concours les plus importants de France. Il s'est ensuite installé à Bruxelles avec sa femme Josette Mucha. Il avait commencé à dessiner avant même de savoir marcher, sa mère lui attachant régulièrement un crayon au cou.

Très peu de ses dessins de jeunesse ont été conservés. Parmi ceux-ci, se trouve *Ukřižování* (*La Crucifixion*), qu'il dessina quand il avait environ huit ans. Après avoir réalisé quelques travaux décoratifs en Moravie (essentiellement des décors de théâtre), il émigre en 1879 à Vienne afin de travailler pour la plus grande entreprise de décors de théâtre de Vienne, tout en continuant sa formation artistique.

Il revient en Moravie en 1881, après qu'un incendie a détruit cette entreprise, et réalise des décorations et des portraits en indépendant. Le comte Karl Khuen de Mikulov, l'ayant recruté pour décorer les murs du château Hrusovany Emmahof, est tellement impressionné qu'il finance les études de Mucha à Munich. Mucha se rend ensuite à Paris en 1887 pour continuer ses études à l'Académie Julian et à l'Académie Colarossi, tout en produisant une revue et en réalisant des affiches publicitaires. Seul artiste disponible en décembre 1894, il réalise l'affiche publicitaire de Gismonda, la pièce jouée par Sarah Bernhardt au Théâtre de la Renaissance où il est engagé pour six ans. Son style délié lui vaut une certaine notoriété.

Il réalise notamment *Lorenzaccio*, *La Dame aux camélias* (1896), *Hamlet* et *Médée* (1898). En 1896, il participe à l'Exposition du Cirque de Reims et réalise l'affiche du Salon des Cent qui se tient à Paris. Mucha est aussi connu pour avoir produit une série de peintures, posters et affiches publicitaires de style Art nouveau. Parmi les plus célèbres, on peut citer l'alcool Bénédictine, la biscuiterie LU, les papiers à cigarette JOB, Perfecta, les champagnes Ruinart, Moët et Chandon.
Il représentait souvent de belles jeunes femmes dans des robes néoclassiques aux drapés flottants, souvent couronnées de fleurs formant un halo au-dessus de leur tête. Son style a rapidement été imité, mais sans cette touche que seul Mucha pouvait donner.

Le retour aux sources
Mucha se rend aux États-Unis de 1906 à 1910 pour y recueillir des fonds et réaliser ce qu'il considérait comme son œuvre maîtresse, *l'Épopée des Slaves*. C'est Charles Crane, un riche industriel rencontré à Chicago qui lui permet de revenir en Bohême et de s'établir à Prague. Outre la réalisation de son *Épopée*, il décore le Théâtre national, la Maison municipale ainsi que d'autres monuments de la ville. Lorsque la Tchécoslovaquie obtient son indépendance après la Première Guerre mondiale, il conçoit les nouveaux timbres-poste (dont la première émission du *Château de Prague*), billets de banque et autres documents officiels pour la nouvelle nation.

Il meurt à Prague le 14 juillet 1939 à l'âge de 79 ans, quelques jours après avoir été interrogé par la Gestapo qui s'intéresse à lui du fait de son appartenance à la franc-maçonnerie. Son corps est jeté à la fosse commune. Une plaque commémorative lui est dédiée au cimetière des Grands Hommes de Prague. À l'époque de sa mort, son style était déjà considéré comme dépassé, mais l'intérêt pour cet art magnifique est réapparu dans les années 1960 et continue périodiquement à inspirer et à influencer les illustrateurs contemporains. Son fils Jiří Mucha, un auteur qui a beaucoup écrit sur son père, a souvent attiré l'attention sur son travail.
Une loge maçonnique francophone, à Prague, porte son nom. JCvL+Wikipédia

MÜFFELMANN Leo

Rostock mai 1881 – Berlin 29 août 1934.



Après de brillantes études universitaires, couronnées le 15 février 1902 par un doctorat en philosophie magna cum laude, Leo Müffelmann est engagé à la Dresner Bank à Berlin, puis devient directeur d'une usine de produits chimiques à Güstrow.

Il est initié à Berlin le 20 novembre 1913 à la loge « *Humanitas* » (Grande Loge de Hambourg) par son père, Ludwig Müffelmann qui est vénérable, en présence de Hjalmar Schacht (1877-1970), futur président de la Reich Bank.

Officier pendant la Première Guerre mondiale, il reçoit la Croix de fer de 1ère classe. En 1919, il fonde le syndicat des cadres à Berlin.

Le 4 juin 1921, jour de l'installation de la loge « *Zu den alten Pflichten* » (Grande Loge de Hambourg) qu'il fonde avec son père à Berlin et dont il est l'orateur, il souligne la signification des théories d'Einstein pour l'appréhension du monde et ajoute : « *Amon avis, la bienfaisance de même que la propagande nationaliste ont, tout compte fait, peu de rapports avec l'Art Royal. Tout se qu'accomplissent d'autres organisations ne peut pas constituer l'essence de la maçonnerie. Si celle-ci veut conserver* – peut-être devrait-on dire retrouver – *sa signification, alors elle doit donner un nouveau contenu à ses formes anciennes* ».

En septembre 1926, il est alors vénérable de la loge « *Blüntschli zur reinen Erkenntnis* » de la Grande Loge *Zur Sonne de Bayreuth*, Müffelmann participe à une réunion à Belgrade par l'Association Maçonnique Internationale (AMI) au cours de laquelle il dit : « *Belgrade doit devenir le Locarno de la franc-maçonnerie* » et échange spontanément le baiser de paix avec Arthur Groussier, Grand Maître du Grand Orient de France.

Une loge de son obédience demande son exclusion. Le Grand Maître Adjoint de Bayreuth, l'historien Bernhard Beyer, tente vainement de l'influencer pour qu'il ne participe pas au congrès de la Ligue Universelle de Francs-Maçons (LUF) qui doit se tenir à Bâle les 1er et 2 octobre 1927. Müffelmann y est élu président de la section allemande. En janvier 1928, le comité directeur de sa Grande Loge discute à nouveau de son exclusion. Müffelmann assiste en avril à Paris à une réunion à laquelle participent les Grands Commandeurs Dop (Pays-Bas) et Lennhoff (Autriche) au cours de laquelle l'introduction du Rite Ecossais Ancien et Accepté en Allemagne est évoquée.

L'hostilité que rencontre son action internationale force Müffelmann à quitter la Grande Loge de Bayreuth. Sa lettre de démission, datée du 2 juin 1928, lue le lendemain à la réunion annuelle de son obédience qui se préparait à l'exclure, sera abondamment commentée dans la presse maçonnique allemande. Il s'affilie alors à la loge « *Labor* » de Vienne, relevant de la Grande Loge d'Autriche, dont fait également partie le journaliste hongrois Ede Janos (Edward John) Bing. En septembre 1929, Müffelmann est copté au directoire de la LUF et, le 24 novembre, il est élevé au 33° en même temps que Bing par le Suprême Conseil d'Autriche.

Bing et Müffelmann fondent ensemble le Suprême Conseil d'Allemagne le 10 février 1930 à Berlin. Ils assistent à Paris à la fête de la loge « *Goethe* », le 25 avril. Les 26 et 27 juillet, la Grande Loge Symbolique d'Allemagne est

fondée à Hambourg, Müffelmann en est élu Grand Maître. L'ensemble de la presse maçonnique allemande se déchaine contre ces deux créations.

En octobre paraît le premier numéro de l'organe da la nouvelle Grande Loge, *Die alten Pflichten*, dont l'article de tête est écrit par Müffelmann.

Il y résume les deux raisons fondamentales qui ont amené la fondation d'une dixième Grande Loge en Allemagne : la nécessité d'une coopération maçonnique internationale et celle de approfondissement du travail commencé dans les trois grades symboliques au sein des hauts grades du Rite Ecossais Ancien et Accepté, deux idées, écrit-il, qui ne sont pas acceptées ni par les trois Grandes Loges de Prusse, ni par le groupe des Grandes Loges Humanitaires. Le 31 mars 1932, il crée la loge « *Zur Quelle Siloah* » à Jérusalem (Palestine). Le même jour, Müffelmann et sa Grande Loge sont violemment attaqués dans un article du *Völkischer Beobachter*. En février 1932, il écrit dans *Die alten Pflichten* : « *Le national-socialisme est l'ennemi de la franc-maçonnerie. La franc-maçonnerie adopte et doit adopter une position de combat envers le national-socialisme* ».

Après l'accession au pouvoir de Hitler auquel les Grands Maîtres des Grandes Loges Prussiennes adressent des télégrammes de félicitations, Müffelmann et ses Grands Officiers décident de mettre leur Grande Loge en sommeil le 28 mars 1933. Le Suprême Conseil fait de même le 31 mars mais, au cours d'une réunion tenue au mois de juin, elle nomme Müffelmann Grand Commandeur Intérimaire.

Le 5 septembre il est arrêté par la Gestapo. Emprisonné pendant un mois à la préfecture de police de Berlin, il est interné au camp de Sonnenburg le 6 octobre et violemment maltraité. Sa libération, le 26 novembre, est due à l'intervention du Commandeur de la Juridiction Sud des Etats-Unis, John Henry Cowles, auprès de l'ambassadeur d'Allemagne. A nouveau interrogé par la Gestapo en février 1934, il est mis en demeure de signer une lettre par laquelle il affirme ne pas avoir subi de sévices.

Le 5 avril il part à nouveau pour la Palestine, y fonde la Grande Loge Symbolique d'Allemagne en exil, élève quatre frères au 33°, puis rentre à Berlin où il meurt des suites de son internement. L'action de Müffelmann sera délibérément déformée et occultée après 1945 à tous les niveaux de la franc-maçonnerie allemande. Sa vie prouvait qu'il était concevable de résister passivement au fascisme, ce qu'une infime minorité de frères allemands avait accompli, et qu'une résistance active était possible. On prétendra qu'il était juif, alors qu'il était protestant. On affirmera qu'il aurait créé sans autorisation un Suprême Conseil d'Allemagne en exil, ce qui était inexact. Pour accréditer la légende d'une franc-maçonnerie allemande résistante, Müffelmann devait être d'autant plus oublié que la Grande Loge et le Suprême Conseil dont il était Lieutenant Grand Commandeur n'avaient pas été reconnues par les maçonneries de langue anglaise. Quelques historiens contemporains ont empêché la manœuvre à réussir. A.B.

MURAIRE comte **Honoré** 1750 – 1837.



Avocat. Député, il fit voter la laïcisation des registres d'état-civil. Premier président de la Cour de cassation en 1804, puis conseiller d'État en 1808. Haut personnage de la révolution Française, Muraire était habile, modéré et juste. Il connut les honneurs, les condamnations, la déportation, le retour en grâce, l'apogée puis fut définitivement écarté du pouvoir après Waterloo.

Franc-Maçon, il reçut les plus hauts honneurs du Rite Écossais Ancien et Accepté [*REAA*], accédant même au poste suprême de Souverain Grand Commandeur du rite.

MURAT **Joachim** La Bastide-Fortunière / Murat près de Cahors 25 mars 1767 – Pizzo Calabre 13 oct. 1815.



Fils d'un aubergiste, Joachim Murat se distingue lors de la campagne d'Italie en 1796 : il est promu général de brigade le 10 mai 1796, puis sert en Egypte. En 1800, il épouse Caroline Bonaparte et accompagnera Napoléon tout au long de sa carrière. Le 20 avril 1800, il est nommé commandant de la cavalerie en Italie.
Il se fait initier le 26 décembre 1801, à Milan, à la loge « *L'Heureuse Rencontre* ».

Maréchal d'Empire en 1804, il s'empare de Vienne l'année suivante.
Sa carrière maçonnique se poursuit brillamment : le 5 avril 1805, il devient Grand Maître Adjoint du Grand Orient de France et, le 30 septembre il est élu Premier Grand Surveillant.

Nommé Grand Amiral et prince de l'Empire, Grand Aigle de la Légion d'Honneur, il reçoit les duchés de Berg et de Clèves en 1806. L'année 1808 voit Murat continuer son ascension aussi bien dans le corps maçonnique que dans la société profane : il est vénérable de « *La Colombe* », une loge qui change bientôt son titre contre celui de « *Sainte-Caroline* » en l'honneur de son épouse, la sœur de l'Empereur.
Le 15 juillet de la même année, il devient Joachim 1er roi de Naples et de Sicile.

Le 27 octobre 1809, il fonde le Grand Orient du royaume de Naples dont il devient le Grand Maître. Il est Très Puissant Souverain Grand Commandeur et Grand Maître du Conseil Suprême des Puissants et Souverains Grands Inspecteurs Généraux pour le royaume des Deux-Siciles.

Mais l'Europe napoléonienne est menacée : il se rapproche des Alliés après la campagne de Russie dans l'espoir de conserver son trône. Il est cependant déchu en 1815. Alors qu'il tente de reconquérir son trône, il est arrêté et fusillé. P.-Fr.P.

MURAT **Lucien** Milan16 mai 1803 – Paris 10 avril 1878.



Représentant du Peuple puis sénateur en 1852, Lucien Murat n'apparaît sur la scène maçonnique qu'en 1851 quand l'état - major du Grand Orient, craignant que l'obédience ne soit dissoute, cherche un protecteur efficace. Son nom est mis en avant par le frère Kiener, un des signataires de l'Appel maçonnique à voter Bonaparte.

Il aurait été initié en Autriche, à l'âge de 18 ans, dans le château de Frohsdorf par des officiers amis de son père, réunis en loge « sauvage ». Après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, il fallait trouver un Grand Maître susceptible de rassurer les autorités. Le titre était vacant depuis 1814. Le Grand Orient n'a pas le choix : le nom de Murat. Cousin du Prince-Président, s'impose. Lucien accepte après avoir consulté le président de la République qui aurait tenu « les propos les plus flatteurs sur la franc-maçonnerie ».

On comprend son accord : dirigée par Murat, contrôlée par son équipe, elle n'est plus dangereuse et peut servir sa cause comme elle avait servi celle de son oncle. La suite n'est qu'une formalité. Le Conseil du Grand Maître, le 9 janvier 1852, approuve. Les députés du sénat maçonnique, réunis le soir même, votent favorablement à l'unanimité. 27 opposants, pour concilier les impératifs de leur conscience et les nécessités politiques, ont « couvert le temple ».

Murat est installé le 26 janvier comme Grand Maître de l'Ordre maçonnique de France au cours d'une cérémonie grandiose à laquelle participe la musique du 58° de ligne et en présence des délégations de 200 loges. Dans son intervention, il souligne que sa nomination offre des garanties de sûreté « tant au gouvernement qu'à l'Ordre maçonnique lui-même ». Son objectif est de faire du Grand Orient une obédience loyaliste, qui pratique la charité et regroupe des croyants rendant un culte au Grand Architecte de l'Univers.

Dans un premier temps, il obtient la réouverture de nombreuses loges fermées après le coup d'Etat. Il conclut, le 10 juillet, l'achat de l'Hôtel Cadet pour loger l'obédience et, dans ce but, constitue une société civile car le Grand Orient n'a pas d'existence légale. Il procède à un premier toilettage de la constitution mais, comme il se heurte à la mauvaise volonté du sénat maçonnique, il va faire procéder à sa révision complète au cours d'un Convent qu'il réunit en 1854. La définition de la maçonnerie est débarrassée de toute connotation républicaine et devient : « *L'Ordre des francs-maçons a pour objet la bienfaisance, l'étude la morale universelle et la pratique de toutes les vertus. Il a pour base : l'existence de Dieu, l'immortalité de l'âme et l'amour de l'humanité. Il est composé d'hommes libres qui, soumis aux lois, se réunissent en société régie par des statuts généraux et particuliers* ». Sa devise est prudemment reléguée, et sous conditions, à l'article III qui précise : « La maçonnerie conserve toujours son ancienne devise : Liberté, Egalité, Fraternité ; mais elle rappelle à ses adeptes que, travaillant dans le domaine des idées, un de leurs premiers devoirs, comme maçons et comme citoyens, est de respecter et d'observer les lois des pays qu'ils habitent ».

Murat, élu Grand Maître pour 7 ans, s'attribue pratiquement tous les pouvoirs. Il est entouré de dignitaires qu'il nomme pour le temps qu'il juge convenable : les deux Grands Maîtres Adjoints, les trois Grands Dignitaires, les sept Grands Officiers d'Honneurs. En revanche, le Conseil du Grand Maître se compose de 21 membres élus par le Convent pour trois ans et renouvelable chaque année par tiers. Tout candidat doit obtenir préalablement le consentement du Grand Maître, et il ne dispose d'aucun pouvoir.

Il se tient désormais un Convent annuel le lundi de Pentecôte avec la participation des maçons membres de l'exécutif et d'un délégué par atelier. Les diverses chambres disparaissent. Privée de permanence et d'initiative, l'assemblée ne peut qu'émettre des vœux et adopter des mesures fiscales mais, pour la première fois, les loges de province participent directement à la vie de l'obédience. Les ateliers doivent verser de lourdes charges, ce qui provoque la mort des petites loges à recrutement populaire. Murat impose aux divers convents des règles de fonctionnement insupportables. Il crée en 1856, pour « professer le dogme », un institut dogmatisé composé de maçons de hauts grades qu'il désigne.

Le Grand Orient, en 1857, touche le fond, d'où de graves difficultés financières. Le nombre des ateliers passe de 323 en 1855 à 244. Seuls quelques ateliers bonapartistes sont enviés pour l'éclat de leurs cérémonies. Ils n'attirent pas les élites du régime, car la maçonnerie reste mal considérée. Aussi le premier souffle de libéralisation provoque la chute de Murat.

Celui-ci vote au Sénat un amendement en faveur du maintien de la souveraineté temporelle du Saint-Siège, ce qui provoque un tollé dans les milieux maçonniques et fait surgir la candidature rivale du prince Jérôme, également

cousin de l'empereur mais « bonapartiste de gauche ». Les promoteurs de cette candidature sont suspendus. Le Convent de 1861 doit élire le nouveau Grand Maître. Les délégués reprennent d'emblée le droit usurpé par le Conseil de vérification des pouvoirs. Vexé, Murat reporte les séances au vendredi mais les bureaux décident de se réunir et de procéder à l'élection du prince Jérôme. Les sergents de ville appelés par Rexès, le factotum du Grand Maître n'osent intervenir.

Le lendemain, Murat revient sur sa décision de prorogation et les délégués, légalement, élisent le prince Jérôme. Murat réagit brutalement en faisant intervenir les autorités. Le préfet de police fait savoir, par affiche, qu'il est interdit aux maçons de se réunir avant le mois d'octobre. La validité de vote n'est pas reconnue. Comprenant qu'il ne sera jamais réélu, Murat confie les pleins pouvoirs à une commission de Grands Conservateurs, choisis parmi ses proches, et le 30 octobre, quand ses fonctions prennent fin, il fait savoir qu'il ne se représentera pas. Son successeur, le maréchal Magnan, est nommé par l'Empereur. A.C.

MURRAY John

1732 – 25 février 1809.



4e comte de Dunmore était un pair anglais qui fut gouverneur colonial de New York (1770-1771) et de Virginie (1771-1776). Il était le fils de William Murray (3e comte de Dunmore).

John Murray est né en 1732 en Écosse et succéda à son père à la tête du comté de Dunmore en 1756. Il fut membre de la Chambre des Lords de 1761 à 1774, puis de 1776 à 1790. En 1770, il fut nommé gouverneur de la Province de New York, mais peu après son arrivée Norborne Berkeley, gouverneur de Virginie, décéda et il fut désigné pour le remplacer à compter du 25 septembre 1771.

Sous sa direction, une série de campagnes furent menées contre le indiens Shawnees dans la vallée de l'Ohio qui sont connues sous le nom de Guerre de Lord Dunmore. En 1769, il prononça la dissolution de la Chambre des Bourgeois de Virginie qui protestait contre les Townshend Acts.

Suite au discours en faveur de la guerre prononcé le 23 mars 1775 par Patrick Henry, il jugea prudent de faire retirer le 20 avril 1775 les réserves de poudres des magasins de Williamsburg. La découverte par les colons de cette initiative suscita une vive tension qui se régla finalement le 4 mai suite à un payement de 330 livres par un riche planteur loyaliste pour prix de la poudre. Après la défaite anglaise lors de la bataille de Great Bridge le 9 décembre 1775 sa position en Virginie devint intenable, ce qui le conduisit à faire retraite vers New York au début de l'année 1776. Après guerre, il fut de 1787 à 1796 gouverneur des Bahamas.

Héritage
- Comté de Dunmore (Virginie)
- Dunmore Street à Norfolk (Virginie)
- Palais du Gouverneur de Williamsburg

NAPOLEON Jérome Bonaparte Trieste 9 septembre 1822 - Rome 17 mars 1891.



Napoléon Joseph Charles Paul Bonaparte dit **Napoléo, le prince Jérome, Plon-Plon,** comte de Montfort, prince français, comte de Meudon et comte de Moncalieri, cousin de l'empereur Napoléon III, est une personnalité politique et militaire du Second Empire. Prince, Général de division, Ministre de l'Algérie et des Colonies (1858-1859).
Franc-Maçon de la Loge "*Les Amis de la Patrie*", Paris. S'oppose au Prince Murat, pour la Grande Maîtrise du GODF en 1861. Finalement Napoléon III impose le Maréchal Magnan.

Il était connu comme « le prince Napoléon » et était familièrement appelé « Plon-Plon ». Parfois désigné sous le nom de Napoléon V, il ne fut, en réalité, jamais pleinement reconnu comme le chef de la maison Impériale. Après 1879, les bonapartistes lui préfèrent son fils aîné, le prince Victor, ou, dans une moindre mesure, son fils cadet, le prince Louis Napoléon (1864-1932), colonel dans la garde impériale russe.

Biographie

Fils cadet de Jérôme Bonaparte (le prince Jérôme), ancien roi de Westphalie, et de Catherine de Wurtemberg, le prince Napoléon naît en exil à Trieste. Il est le frère de la princesse Mathilde. À la mort de sa mère en 1835, il est accueilli par sa tante Hortense à Arenenberg, où il se lie d'amitié avec son cousin Louis-Napoléon. Il suit, de 1837 à 1840, des études militaires à Ludwigsburg et devient officier dans le régiment des Gardes du roi de Wurtemberg. En juillet 1842, il voyage en compagnie d'Alexandre Dumas à Livourne et dans l'archipel toscan, où les deux hommes visitent l'île de Montecristo, que Dumas mettra au cœur de son célèbre roman4. En 1847, le prince Napoléon se rend à Londres pour y retrouver son cousin qui vient de s'évader de la forteresse de Ham. À l'insu de Louis-Napoléon, il a une liaison avec la célèbre tragédienne Rachel, dont son cousin est également l'amant.

Sous la Seconde République

En 1848, il est élu représentant de la Corse à l'Assemblée constituante, dont il est le plus jeune membre (il a 26 ans) et où il siège à l'extrême-gauche. Réélu député de la Sarthe lors des élections législatives de mai 1849, il reste fidèle au parti de la Montagne, ce qui lui vaut le surnom de « prince de la Montagne ». Il s'oppose ainsi à son cousin, qui a été élu président de la République avec le soutien du parti de l'Ordre et qui se débarrasse momentanément de lui en l'envoyant comme ministre plénipotentiaire à Madrid. Après le coup d'État du 2 décembre 1851, il intervient auprès de son cousin pour atténuer la répression contre les républicains.

Sous le Second Empire

Prince français, Altesse Impériale et sénateur en 1852, général de division5 en 1853, président de l'exposition universelle de 1855, puis ministre de l'Algérie et des Colonies de 1858 à 1859, Napoléon Jérôme est un personnage important de la famille impériale pendant le Second Empire. Il incarne en effet l'aile gauche - anticléricale et démocrate - du mouvement bonapartiste face à une aile droite conservatrice et autoritaire dirigée par Eugène Rouher, son rival. Mais cette tendance, représentée par le « groupe du Palais-Royal » - où l'on trouvait les journalistes Émile de Girardin et Adolphe Guéroult, ainsi que le saint-simonien François Barthélemy Arlès-Dufour - ne concerne qu'une minorité du parti bonapartiste. Jusqu'au 16 mars 1856, jour de la naissance du prince impérial Eugène, Plon-plon pouvait espérer succéder à Napoléon III, mais ce dernier ne faisait pas confiance aux capacités politiques de son cousin. Il lui confie cependant plusieurs missions diplomatiques. Pendant la guerre de Crimée, il commande avec bravoure une division lors de la bataille de l'Alma mais, en raison de désaccords avec le général Canrobert, il décide de rentrer en France avant la fin du conflit, ce qui vaut à Plon-plon le perfide surnom de « Craint-plomb ». En 1859, son mariage avec la fille du roi de Piémont-Sardaigne s'inscrit dans la stratégie tracée par Napoléon III et Cavour lors de l'entrevue de Plombières (*voir l'article Politique italienne de Napoléon III*). Favorable depuis toujours à la cause de l'unité italienne, il commande un corps de douze mille hommes en Toscane durant la seconde guerre d'indépendance italienne. Plon-plon tombe en disgrâce en 1865 après avoir prononcé, lors de l'inauguration d'un monument à Ajaccio, le 15 mai, un discours favorable à un empire libéral. Il se retire alors dans sa propriété de Prangins, au bord du lac Léman. Ayant la jouissance du Palais-Royal et du domaine de Meudon, alloués à son père par Napoléon III, il se fait également construire un hôtel particulier de style néo-pompéien sur l'avenue Montaigne.

Après la chute de l'Empire

Après le désastre de la guerre franco-allemande, la chute de l'Empire et la proclamation de la République, le prince Napoléon ne quitte pas l'arène politique : il est élu conseiller général de la Corse en 1871 et à nouveau député de la Corse en 1876. Mais après la mort de Napoléon III, il se querelle avec sa veuve et, surtout, avec Eugène Rouher, chef des bonapartistes conservateurs, contre lequel il se présente aux élections de 1876. La mort inattendue du prince impérial, fils de Napoléon III, en Afrique du Sud en 1879, fait de lui en principe le chef de la Maison Napoléon, mais les bonapartistes se rallient majoritairement à son fils aîné Victor (1862-1926), désigné comme son successeur par le prince impérial. Le père, appelé Napoléon V par ses partisans, et le fils s'opposent alors durement l'un à l'autre.

Le manifeste et l'exil

Le 16 janvier 1883, il est arrêté pour avoir fait placarder dans Paris un manifeste bonapartiste. Très vite libéré, il est banni de France en 1886 par la loi d'exil frappant tous les membres des familles ayant régné sur la France. Retiré à Prangins, il y

reçoit en 1888 Georges Boulanger, qui cherche à obtenir le soutien des Bonapartistes. Il meurt en 1891 lors d'un séjour à Rome. Wikipédia

NATHAN Ernesto

Londres 5 octobre 1848 – Rome 9 avril 1921.



Né d'une mère italienne et d'un père allemand, Ernesto Nathan est le cinquième de douze enfants. Da famille juive et de formation culturelle anglo-saxone, mais lié aux milieux de la démocratie mazzinienne et garibaldienne, il est l'un des représentants les plus importants de la gauche démocratique italienne.

A partir des années 1880, il entre dans l'arène politique, mûrissant, avec quelques uns des personnages les plus actifs de la vie publique, le projet d'un regroupement de toutes les forces de la gauche laïque et démocratique qui espèrent pouvoir s'opposer victorieusement à la majorité conservatrice, aux notabilités dominantes dans la vie politique locale et nationale. Ce projet a de lointaines racines dans le monde démocratique italien post-unitaire d'origine garibaldienne, mais n'a jamais obtenu de résultats durables. Il reprend corps en 1890 dans le Pacte de Rome issu du congrès radical mis en œuvre par Cavalotti avec la collaboration d'Ettore Ferrari et d'Ernesto Nathan qui continu de poursuivre ce dessein.

Il le réalisera, avec de grandes difficultés, entre 1907 et 1913, lorsqu'il devient maire de Rome, à la tête d'une Alliance constituée par un « Bloc » laïque démocratique qui comprenait des libéraux, des démocrates constitutionnels, des républicains, des radicaux et des socialistes. En 1888, Nathan obtient la citoyenneté italienne. L'année suivante il est élu au conseil municipal de Rome et devint conseiller provincial à Pesaro, la ville d'origine de sa mère. Il tente par trois fois d'entrer au Parlement, en 1890, en 1892 et en 1895. Homme de l'opposition appuyé par les radicaux et par les républicains, il ne réussit pas à vaincre l'hostilité du gouvernement.

En 1895, il mène toute sa campagne électorale sur une dure opposition à Crispi, fondée sur la question morale. Dans son essai ***Le Devoir présent***, imprimé en mars 1895, puis réimprimé vu le succès obtenu, Nathan accuse les politiciens, les administrateurs publics et les magistrats d'avoir le sens du devoir, après avoir constaté que beaucoup d'entre eux avaient « *la convictions que les actions déshonorantes dans la vie privée sont tolérées dans la vie publique* » et que les « *principes d'intégrité sur lesquels se fonde la saine morale privée ont été en partie abrogés pour laisser la place à la commode doctrine de Loyola selon laquelle la fin justifie les moyens* ». Cette grave accusation est d'autant plus dure que Crispi, alors président du Conseil l'avait assuré d'une neutralité bienveillante quant à sa candidature, pourvu qu'il ne parle pas de la question morale.

En 1896, il est élu Grand Maître du Grand Orient d'Italie, après avoir obligé Adriano Lemmi, trop impliqué dans la ligne politique de Crispi, à démissionner.

Initié en maçonnerie depuis le 24 juin 1887, pendant 25 ans, il devient la référence sure pour les maçons italiens. Au cours des années où il était Grand Maître, il consacra beaucoup d'énergie pour à faire connaître l'institution à ceux qui n'en faisaient pas partie. Les portes du palais Giustiniani sont ouvertes à tous et il donne des conférences publiques pour divulguer les principes maçonniques, convaincu que l'institution ne peut que tirer avantage de leur vulgarisation. La maçonnerie est pour lui une association patriotique et éducative qui a pour devoir de « réveiller dans les âmes assoupies » l'aspiration au rachat moral, « d'imprégner les consciences, avec le sentiment du devoir civil, de l'amour fraternel et de la défense fraternelle contre l'injustice ; de planter profondément les racines de l'idéal qui, en alliant la foi et la science, soulève l'être vers le haut ».

Ses contemporains ont jugés Nathan comme le meilleur Grand Maître du Grand Orient d'Italie et le véritable guide de l'Institution, même lorsqu'il laisse sa charge, en 1904, à Ettore Ferrari. C'est un « guide et un grand général admiré, suivi, obéit et craint. Convaincu, inébranlablement convaincu, de la beauté et de la bonté des principes maçonniques comme moyen de conduire les hommes sur la voie du perfectionnement moral et civil ». Mais surtout, semble-t-il, Nathan a été celui qui a le mieux réussi à réunir l'esprit socio-politique de la maçonnerie italienne et l'esprit initiatique qui lui est propre. Sa véritable force a été sa nature spirituelle maçonnique qu'il a alliée avec les grands principes de la pensée de Mazzini, éducateur de peuples, apôtre de la justice et de la vérité.

Selon Nathan, ce qui rend la maçonnerie différente de toute autre association, c'est l'aspiration à la paix universelle, à l'accord entre les peuples « *qui se dessine dans l'horizon lointain comme la victoire suprême du droit sur la force* ». Le lien de fraternité maçonnique, selon lui, se présente comme « *le germe des Etats Unis d'Europe rêvés* », comme un lien entre tous les peuples du monde. Nathan considéra comme un devoir maçonnique de combattre la réaction et, en parallèle, une autre plaie qui pervertissait la vie publique et la vie privée : la corruption. L'éducation du cœur et de l'esprit devait amener « *à l'exercice de la vertu comme devoir civil* » et « *un enseignement laïque fondé sur l'éducation morale* ». L'éducation, la formation des jeunes, a toujours été au centre des pensées de Nathan, convaincu de la nécessité d'élaborer une morale civile pour former l'homme et, donc, le travailleur.

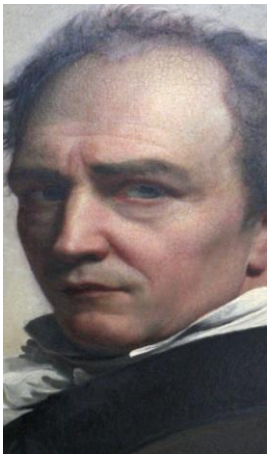
Fondateur et âme de l'association « **Dante Alighieri** », destinée à défendre la langue et la culture italiennes à l'étranger, il n'hésite pas à se mobiliser en faveur de l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de la France pour réunit Trente et Trieste à l'Italie, et pour contribuer à la victoire de la démocratie sur l'impérialisme allemand. Estimé et connu en Angleterre, on ne

peut exclure qu'il ait eu un rôle également dans la rédaction du Pacte de Londres. Toujours cohérent avec ses principes, il partit, lorsque la guerre éclata, comme volontaire pour le front en tant qu'officier sanitaire, bien qu'il eut dépassé les soixante-dix ans.
Au lendemain de Caporetto, en automne 1917, il accepte de reprendre sa charge de Grand Maître, après que le candidat alors choisi eut été assassiné par un fou. Il est vieux et malade, mais cela ne l'empêche pas d'engager toute la maçonnerie italienne dans une œuvre d'aide et de propagande en faveur des soldats au front, à un moment où le défaitisme semblait avoir le dessus.

Il meurt à Rome en 1921. Son héritage le plus durable est lié à la réaffirmation de l'éthique dans toutes les activités de l'homme : politiques, professionnelles, civiles et éducatives et au respect de toutes les croyances. Laïque et anticlérical, mais religieux, on retrouve souvent dans ses discours le sens de la valeur civique de respecter les différentes confessions religieuses et l'importance de la valeur éthique d'un enseignement religieux qui unifie toute la jeunesse dans la paternité commune de Dieu. A.-M.I.

NAVEZ François-Joseph

Charleroi 1787 - Bruxelles 1869.



Peintre belge néoclassique. Élève à Bruxelles du peintre Pierre-Joseph Célestin François, puis à Paris, de 1813 à 1816, de Jacques-Louis David, il passe ensuite quatre années en Italie entre 1817 et 1821. Avec ses camarades Victor Schnetz et Léopold Robert, il invente la scène de genre à l'italienne. Il excelle dans l'art du portrait, où il acquiert sa renommée. Il peint aussi de nombreuses scènes mythologiques et historiques. Il fonde en 1810, avec d'autres peintres classiques de renom comme Antoine Brice, Antoine Cardon ou Charles Verhulst, une Société des Amateurs d'Arts.
Il adhère à la franc-maçonnerie à laquelle il fut initié en 1834.
Directeur de l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles de 1835 à 1862, il forme de nombreux artistes, dont l'orientaliste Jean-François Portaels (son gendre) ainsi qu'Alfred Stevens. Il est membre fondateur de la Commission royale des Monuments créée en 1835. Une rue porte son nom à Schaerbeek et à Charleroi.
Parmi ses élèves, on mentionne les noms de Alfred Cluysenaar, Fanny Corr et d'Auguste Danse.

NELSON Horatio Comte de Bronte

Burnham Thorpe 29 septembre 1758 –
au large du cap de Trafalgar 21 octobre 1805.



Vainqueur à Trafalgar où il est tué

Il s'est illustré pendant les guerres de la Révolution française et napoléoniennes notamment à la bataille de Trafalgar, où il remporte une victoire décisive pour la Grande-Bretagne, qui inaugure la suprématie de la Royal Navy, mais y perd la vie. Il est couramment appelé l'**amiral Nelson** par les Français et **Lord Nelson** par les Anglo-Saxons.
Franc-Maçon de la loge "*Union Lodge York 331*".

Nelson saura utiliser un large éventail de tactiques, sans rester prisonnier de schémas traditionnels au contraire de nombre de ses collègues, ce qui lui vaut une réputation d'officier insubordonné. Son coup d'œil et sa faculté d'adaptation lui permettent d'agir très rapidement, prenant souvent de vitesse ses adversaires. Il a le don d'inciter ses hommes à donner le meilleur d'eux-mêmes. Il attire le dévouement et la loyauté de ses subordonnés et en retour leur laisse une grande liberté d'action.

Son courage physique dans les combats et l'image d'héroïsme que lui valent ses nombreuses blessures en font de son vivant même une figure vénérée par la population britannique. En 1798, alors qu'il est marié depuis 1787, Nelson a une liaison passionnée avec Emma Hamilton, l'épouse de l'ambassadeur britannique à Naples William Hamilton. Emma devient sa maîtresse, vit ouvertement avec lui à son retour en Angleterre et lui donne une fille, Horatia.

Horatio Nelson est né à Burnham Thorpe dans le comté de Norfolk en Angleterre. Fils de bonne famille, il est le sixième des onze enfants du révérend Edmund Nelson et de Catherine Suckling, dont certains sont morts en bas âge. Sa mère, qu'il perd à l'âge de neuf ans, était la petite-nièce de Lord Robert Walpole, comte d'Orford, considéré *de facto* comme le premier Premier ministre du parlement du Royaume-Uni. Catherine vivait dans le village de Barsham dans le comté du Suffolk et se maria avec Edmund le 11 mai 1749. Le nom de Horatio provient de son parrain, Horace Walpole. Nelson étudie brièvement à la Paston Grammar School de North Walsham, où il se lie d'amitié avec plusieurs condisciples, comme Levett Hanson, correspondant de Nelson jusqu'à sa mort. Nelson étudie également à la Norwich School et il apprend la navigation à Barton Broad avant de s'engager dans la Royal Navy. En effet, son oncle maternel, l'officier de marine Maurice Suckling avait décidé de s'occuper de l'avenir de Horatio pour aider Edmund à la mort de Catherine.

Débuts de sa carrière navale
Pour un article plus général, voir : Guerre d'indépendance des États-Unis.
Sa carrière débute le 1er janvier 1771, quand il devient matelot et patron de canot sur le vaisseau de guerre de 3e rang HMS *Raisonnable*, commandé par Maurice Suckling, mais le départ est reculé de trois mois durant lesquels le *Raisonnable* entre à l'arsenal pour réparations et Horatio est renvoyé à l'école. À la mi-mars, après son arrivée à bord, Nelson est nommé

aspirant et commence une formation d'officier. Nelson découvre qu'il souffre du mal de mer, un problème chronique qui le poursuivra le reste de sa vie.

Le HMS *Raisonnable* est armé durant une période de tension avec l'Espagne, mais quand le calme revient, Suckling passe sur le HMS *Triumph*, un navire de garde-côtes basé près du Nore. Il inscrit Horatio comme aspirant sur le *Triumph* mais préfère le faire embarquer à bord d'un navire marchand où sa formation devrait être plus fructueuse, Nelson est envoyé pour servir à bord d'un *Indiaman* de l'entreprise de *Hibbert, Purrier and Horton* afin de s'aguerrir. À ce titre, il traverse deux fois l'océan Atlantique avant de retourner servir comme patron de canot pour Suckling, assurant les transports des hommes et des vivres avec la terre. Nelson apprend ensuite l'existence d'un projet d'expédition sous le commandement de Constantine John Phipps, destiné à enquêter sur un passage vers l'Inde par l'Arctique, le légendaire passage du Nord-Ouest. À sa demande, Suckling prend des dispositions pour que Nelson se joigne à l'expédition, comme aspirant à bord de la bombarde HMS *Carcass*. L'expédition n'est pas en mesure de trouver un chemin à travers le pack et est contraint de rebrousser chemin. Sur le voyage du retour de l'expédition vers la Grande-Bretagne en septembre 1773, Nelson retourne brièvement sur le *Triumph*, mais est, suite à un arrangement de Suckling, transféré sur le HMS *Seahorse*, l'un des deux navires qui se préparaient à appareiller pour les Indes.

Nelson s'embarque pour les Indes, le 19 novembre 1773, arrivant à Madras le 25 mai 1774. Nelson et l'HMS *Seahorse* passe le reste de l'année croisant au large de la côte et escortant des navires marchands. Avec le déclenchement de la première guerre anglo-marathe, la flotte britannique appuie la Compagnie anglaise des Indes orientales et au début de 1775 l'HMS *Seahorse* est envoyé escorter un navire de transport à Bombay, chargé de l'argent de la société. Le 19 février, l'HMS *Seahorse* est attaqué par deux ketchs ennemi, mais les repousse après un bref échange de tir.

C'est la première participation à un combat de Nelson. Le reste de l'année est consacrée à l'escorte des convois, Nelson continuant à apprendre la navigation. Le capitaine Suckling devient contrôleur de la Marine en 1775 et se sert de sa position pour favoriser la carrière de Nelson. Au début de 1776, Nelson contracte le paludisme. Gravement malade, il est libéré de son poste le 14 mars et retourne en Angleterre à bord du HMS *Dolphin*, passant les six mois du voyage retour jusqu'à son arrivée en septembre 1776 à récupérer. Son mentor, Suckling, a maintenant atteint le poste de Third Sea Lord (« Troisième Lord de la Mer ») et, par son influence, Nelson, encore aspirant, est désigné pour faire fonction de lieutenant à bord du HMS *Worcester*, puis se prépare à appareiller pour Gibraltara

Le HMS *Worcester*, sous le commandement du capitaine Mark Robinson, escorte un convoi le 3 décembre et est de retour en Grande-Bretagne avec un autre convoi en avril 1777. À son retour, Nelson se rend à Londres pour passer son examen de lieutenant, ce qu'il fait le 9 avril, devant les capitaines John Campbell, Abraham Nord et son oncle Maurice Suckling. Nelson reçoit dès le lendemain son affectation comme lieutenant en second sur le HMS *Lowestoffe* qui se préparait à appareiller vers la Jamaïque sous les ordres du capitaine William Locker.

Le navire navigue du 16 mai au 19 juillet et après s'être réapprovisionné, a effectué plusieurs voyages dans la mer des Caraïbes. Le déclenchement de la guerre d'indépendance des États-Unis est l'occasion pour Nelson de se distinguer. Le HMS *Worcester* capture plusieurs prises, dont l'une a été utilisée comme annexe et renommée *Little Lucy*. Nelson demande et reçoit son commandement et le dirige durant deux voyages. Locker, impressionné par les capacités de Nelson, le recommande au nouveau commandant en chef à la Jamaïque, Sir Peter Parker, lequel prend Nelson sur son navire amiral, le HMS *Bristol*. L'entrée des Français dans la guerre, appuyant les Américains, apporte d'autres objectifs pour la flotte de Parker et un grand nombre de prises sont faites fin 1778, ce qui permet à Nelson d'obtenir des parts de prise pour un montant d'environ 400 £, soit une prime correspondant à plus de 2 ans 1/2 de solde.

Parker le nomme comme « Master and Commander » du brick HMS *Badger* le 8 décembre. Nelson et le HMS *Badger* passent la majeure partie de 1779 au large de la côte d'Amérique centrale, allant dans les colonies britanniques du Honduras et du Nicaragua, mais sans beaucoup d'interception de navires ennemis. À son retour à Port Royal, il apprend que Parker l'a promu capitaine le 11 juin et lui donne une autre affectation. Nelson, qui n'a à l'époque que vingt ans, remet le HMS *Badger* à Cuthbert Collingwood en attente de l'arrivée de son nouveau navire, une frégate capturée à la France de 28 canons et intégrée à la Royal Navy sous le nom de HMS *Hinchinbroke*6. Alors que Nelson patiente, des informations sur une flotte française commandée par Charles Henri d'Estaing approchant de la Jamaïque lui sont connues. Parker se hâte d'organiser sa défense, mettant Nelson au commandement du Fort Charles qui protégeait l'approche de Kingston. Mais Charles Henri d'Estaing fait route au nord, ne concrétisant jamais l'invasion supposée. Après cette alerte, Nelson prend le commandement du HMS *Hinchinbroke* le 1er septembre.

Le HMS *Hinchinbroke* appareille de Port Royal le 5 octobre 1779 et après s'être joint à plusieurs autres navires britanniques, capture un certain nombre de navires américains. À son retour en Jamaïque, en décembre, Nelson commence à être atteint de crises répétées de paludisme, mais il reste dans les Antilles afin d'être en mesure de prendre part à la tentative de capture des colonies espagnoles en Amérique centrale de John Dalling, avec notamment l'assaut sur la forteresse de San Juan au Nicaragua. Le HMS *Hinchinbroke* navigue dans les eaux de la Jamaïque en février 1780 comme escorte des forces d'invasion de Dalling et après avoir atteint l'embouchure du Colorado, il réussit un assaut sur le fort espagnol.

Nelson reçoit des félicitations pour ce succès rapide puis est rappelé par Parker, et affecté au commandement de la frégate de 44 canons HMS *Janus*. Nelson est toutefois tombé gravement malade dans la jungle du Costa Rica, probablement atteint par une nouvelle crise de paludisme et n'est pas en mesure de prendre le commandement du navire. Il est déchargé de son

commandement en août et renvoyé en Grande-Bretagne à bord du HMS *Lion*. Il arrive à la fin novembre et passe les mois suivants à récupérer8. Retrouvant peu à peu la santé, il réclame une affectation. Le 15 août 1781, Nelson reçoit le commandement de la frégate HMS *Albemarle*.

Au commandement d'un navire

Capitaine de l'*Albemarle*

Le 23 octobre, Nelson reçoit l'ordre d'emmener l'*Albermarle* en mer afin d'encadrer un convoi de la Compagnie de Moscovie d'Elseneur jusqu'en Grande-Bretagne. Pour ce faire, les frégates HMS *Argo* et HMS *Enterprize* sont également placées sous son commandement. Le convoi est escorté en Grande-Bretagne avec succès, malgré d'importantes tempêtes. Mal conçue, l'*Albermarle* subit des dégâts considérables lors des coups de vent qu'elle doit affronter, et a presque été détruite après une collision avec un navire du convoi. Nelson ramène finalement l'*Albermarle* à Portsmouth en février 1782. Là, le navire est réparé et Nelson reçoit l'ordre d'escorter un autre convoi partant de Cork pour le Québec. Nelson arrive au large de Terre-Neuve à la fin du mois de mai, avant de repartir chasser des corsaires américains. Nelson échoue dans sa quête, reprenant malgré tout plusieurs marchands britanniques capturés, et capturant un certain nombre de petits bateaux. En août, il échappe après une longue poursuite à une flotte menée par Louis-Philippe de Vaudreuil. Il retourne à Québec le 18 septembre, puis navigue de nouveau comme escorteur jusqu'à New York, arrivant à la mi-novembre et rencontrant l'amiral Samuel Hood, commandant de la flotte britannique basée là-bas.

À la demande de Nelson, Hood le transfère avec son navire à sa flotte et il navigue avec lui jusqu'à son départ à destination des Antilles en novembre. À leur arrivée, la flotte prend position au large de la Jamaïque, en attendant l'arrivée de la flotte française de Vaudreuil. Nelson et l'*Albermarle* sont envoyés pour trouver des traces de l'ennemi, mais au début de 1783, il est devenu clair que les Français ont échappé à Hood. Pendant ce temps, Nelson avait concocté un plan pour mener l'assaut de la garnison française des îles Turques-et-Caïques. Prenant le commandement d'une petite flottille de frégates et de navires de taille modeste, il débarque, le 8 mars, 167 hommes et soutient leur avancée grâce à des bombardements. Les Français tiennent tête et Nelson est forcé de battre en retraite après plusieurs heures. Nelson est critiqué par plusieurs des officiers impliqués, mais Hood ne semble pas l'avoir réprimandé. Nelson passe le reste de la guerre à croiser dans les Antilles, capturant un certain nombre de navires français et espagnol. Après l'annonce de la paix, Nelson est renvoyé chez lui, arrivant en Grande-Bretagne à la fin du mois de juin 1783.

Niévès et mariage

Nelson se rend à Saint-Omer en France à la fin de l'année 1783 avec des amis, et tente brièvement d'apprendre le français. Il retourne en Angleterre en janvier 1784. Attiré par la politique, il envisage de se présenter au Parlement lors des élections en tant que partisan de William Pitt le Jeune mais n'est pas en mesure d'obtenir un siège. Il reçoit à la place le commandement de la frégate HMS *Boreas* et est affecté à l'application des Actes de Navigation dans les environs d'Antigua. Désormais considérés comme étrangers, les navires américains ne sont plus autorisés à commercer avec les colonies britanniques en mer des Caraïbes, une règle impopulaire à la fois dans les colonies et pour les Américains. Il sert sous l'amiral Richard Hughes mais entre souvent en conflit avec lui au sujet de l'interprétation des Actes de Navigation. Après avoir saisi quatre navires américains au large de Niévès, Nelson est poursuivi par les capitaines des navires pour « saisie illégale ». Comme les marchands de Niévès les soutenaient, Nelson risque l'emprisonnement et doit rester séquestré sur le *Boreas* pendant huit mois. Il faut du temps pour que les tribunaux déboutent les capitaines de leurs prétentions, mais dans l'intervalle, Nelson rencontre Frances Nisbet, plus connue sous le surnom de « Fanny », une veuve originaire de Niévès qui a déjà un fils de cinq ans prénommé Josiah. Nelson et Fanny se marient le 11 mars 1787 vers la fin de son service dans les Caraïbes. Nelson retourne en Angleterre, arrivant en juillet, et Fanny le rejoint plus tard. Fanny se révéla être une amie fidèle du père de Horatio.

Période de paix

Nelson demeure avec le *Boreas* jusqu'à ce que celui-ci soit payé en novembre 1787. Avec Fanny, il partage ensuite son temps entre Londres et Bath, visitant occasionnellement ses amis dans le Norfolk. Ils s'installent finalement en 1788 dans la maison d'enfance de Nelson à Burnham Thorpe. Désormais en demi-solde, il tente de persuader l'Amirauté et d'autres personnes haut placées, comme Hood, de lui fournir un commandement. Il échoue dans sa requête car trop peu de navires sont disponibles dans la marine en temps de paix et Hood refuse de l'aider. En 1792, le gouvernement révolutionnaire français annexe les Pays-Bas autrichiens – l'actuelle Belgique – qui est traditionnellement considéré comme un État « tampon ». Nelson est rappelé et reçoit le commandement du vaisseau de 64 canons HMS *Agamemnon* en janvier 1793. Le 1er février, la France déclare la guerre.

Service dans la mer Méditerranée

Nelson navigue en mai sous le commandement du vice-amiral William Hotham, dont la flotte est rejointe plus tard dans le mois par le reste de la flotte de Samuel Hood. Ils naviguent tous ensemble vers Gibraltar avec l'intention d'établir la supériorité navale britannique dans la mer Méditerranée, et s'arrêtent à Toulon, s'ancrant au large du port en juillet. La ville est en grande partie sous le contrôle des Républicains modérés et des royalistes, mais est menacée par les forces de la Convention nationale qui marchent sur la ville. À court de vivres et doutant de leur capacité à se défendre par eux-mêmes, les autorités de la ville demandent à Hood qu'il prenne la ville sous sa protection. Hood accepte et envoie Nelson vers les Royaumes de Sardaigne et de Naples pour demander des renforts. Après le débarquement de détachements de Sardaigne, Nelson arrive à Naples au début du mois de septembre. Il y rencontre Ferdinand Ier des Deux-Siciles accompagnant l'ambassadeur britannique, William Hamilton. Lors des négociations en vue de l'envoi de renforts, Nelson rencontre pour la première fois la nouvelle femme d'Hamilton, Emma Hamilton. Les négociations sont rapides et 2 000 hommes et plusieurs navires sont rassemblés à la mi-septembre. Nelson prend la mer pour poursuivre une frégate française, mais échouant à la rattraper, s'embarque pour Livourne, puis la Corse. Il arrive à Toulon le 5 octobre, où il trouve une situation presque

désespérée. Une grande armée française occupe les collines entourant la ville et la bombarde. Hood espère tout de même que la ville puisse tenir si plus de renforts arrivent et dans le même temps envoie Nelson se joindre à un escadron au large de Cagliari.

La Corse et le siège de Calvi

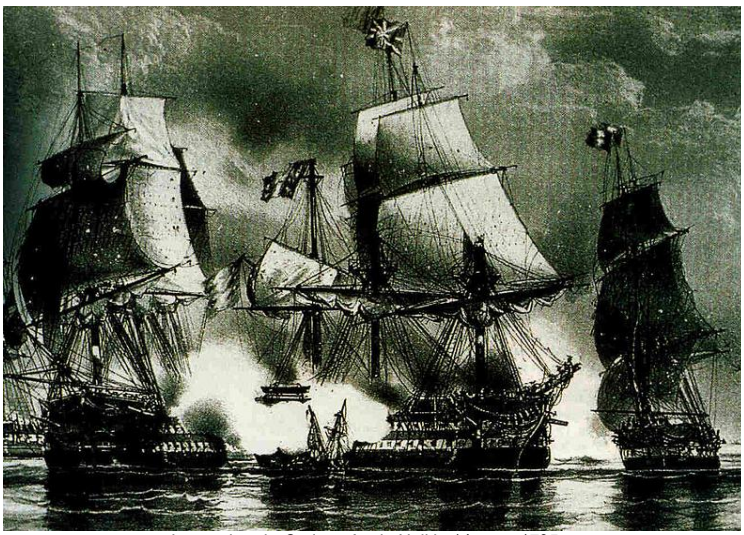
Au début de la matinée du 22 octobre 1793, l'équipage de l'*Agamemnon* détecte cinq navires au loin. Nelson met le cap sur eux et voit finalement une escadre française. Nelson donne rapidement la chasse, tirant sur le 40 canons *Melpomene*. Il inflige des dommages considérables au navire mais les autres embarcations françaises entrent aussi dans la bataille et, se rendant compte qu'il était à court de munitions, Nelson se retire et met le cap vers Cagliari, y arrivant le 24 octobre. Après avoir effectué les réparations, Nelson navigue de nouveau le 26 octobre à destination de Tunis avec un escadron sous les ordres du Commodore Robert Linzee. À l'arrivée, Nelson se voit confier le commandement d'un petit escadron composé de l'*Agamemnon*, trois frégates et un sloop, et a l'ordre d'organiser le blocus de la garnison française en Corse. À la fin du mois de décembre, les succès britanniques dans la mer Méditerranée sont contrariés par la prise de Toulon. Hood a échoué à prendre des dispositions appropriées pour un retrait et dix-huit navires de ligne tombent dans les mains des Républicains. Avec ce contexte, la mission de Nelson en Corse prend une importance accrue, car l'île pourrait fournir une base navale près des côtes françaises et les Britanniques disposaient du soutien de Pascal Paoli. Hood renforce l'escadre de Nelson avec d'autres navires, que Nelson utilise pour améliorer son blocus au cours du mois de janvier 1794.

Des troupes britanniques débarquent sur l'île le 7 février et Nelson intensifie le blocus au large de Bastia. Il passe la fin du mois à effectuer des raids le long de la côte en interceptant des navires ennemis. À la fin du mois de février, la ville de Saint-Florent tombe et les troupes britanniques sous le commandement du lieutenant-général David Dundas arrivent à la périphérie de Bastia. Toutefois, Dundas, évaluant les positions ennemies, se retire, arguant du fait que les Français étaient trop bien en place pour tenter un assaut. Nelson convaincu de l'importance de l'assaut, essaye de plaider pour une attaque auprès de Hood, mais les débats prolongés entre l'armée et les commandants de la marine font que Nelson ne reçoit pas l'autorisation de démarrer l'attaque avant la fin du mois de mars. Nelson commence à mettre à terre une partie de ses canons de ses navires et les place dans les collines entourant la ville. Le 11 avril, l'escadre britannique entre dans le port et ouvre le feu, tandis que Nelson prend le commandement des forces terrestres et ordonne le bombardement. Après quarante-cinq jours de combat, la ville se rend et Nelson commence alors à préparer un assaut sur Calvi en compagnie du lieutenant-général Charles Stuart.

Les deux hommes effectuent un débarquement le 19 juin et commencent immédiatement à placer les canons pour occuper les hauteurs qui entourent la ville. Alors que Nelson dirige un bombardement continu des positions ennemies, Stuart fait avancer ses hommes. Le 12 juillet, Nelson est à l'une des batteries quand un tir ennemi touche l'un des sacs de sable protégeant la position, pulvérisant du sable et des pierres sur Nelson et d'autres soldats. Touché à l'œil, Nelson est forcé de partir de la position. Il est rapidement soigné et retourne au combat. Le 18 juillet, la plupart des positions ennemies sont détruites, et la nuit, Stuart appuyé par Nelson, donne l'assaut de la principale position défensive et la capture. Repositionnant rapidement leurs canons, les Britanniques font subir à Calvi un bombardement constant, et la ville capitule le 10 août. La vision de Nelson est irrémédiablement endommagée et il perd en fin de compte la vue de son œil droit.

Gênes et le combat du *Ça Ira*

Après l'occupation de la Corse, Samuel Hood envoie Nelson à Gênes afin d'entamer des relations avec un allié potentiel important stratégiquement. Hood retourne ensuite en Angleterre, pour être remplacé par l'amiral William Hotham en tant que commandant en chef dans la Méditerranée. Nelson arrive à Livourne et alors que l'*Agamemnon* est en réparation, il a une brève liaison avec une femme, Adelaide Correglia. Hotham arrive avec le reste de la flotte en décembre, et l'*Agamemnon* navigue sur un certain nombre de croisières avec eux à la fin de l'année 1794 et au début de 1795.



Le combat du *Ça Ira* près de Noli le 14 mars 1795.

Le 8 mars, Hotham apprend que la flotte française est en mer et met le cap pour la Corse. Il prend immédiatement la mer pour l'intercepter, avec un Nelson impatient de faire sa première bataille en flotte. Les Français sont réticents à engager le combat, et les deux flottes se suivent jusqu'au 12 mars, date où les Britanniques sont à portée de vue. Mais le lendemain, deux des navires français entrent en collision, en laissant le navire de 84 canons *Ça Ira* endommagé et à la traîne par rapport à la flotte française.

Le capitaine Thomas Fremantle, à bord du HMS *Inconstant* de 36 canons saisit l'occasion et ouvre le feu.

Le *Ça Ira* riposte et son énorme supériorité de feu force Fremantle à s'éloigner. L'*Agamemnon* passe devant bien que le navire de Nelson soit également moins armé et doté de moins d'hommes que le *Ça Ira*. Deux autres navires français, le *Sans-Culotte* et le *Jean Bart* approchent de l'échange de tirs. Nelson continue cependant à se rapprocher de l'*Agamemnon* et des tirs de bordée s'échangent avec le *Ça Ira* pendant deux heures et demie, jusqu'à ce que l'arrivée des deux plus

grands navires français force Nelson à se rabattre.

De lourdes pertes et des dommages considérables sont infligés au *Ça Ira*. Les deux flottes continuent à se suivre, avant de finalement reprendre contact le 14 mars, et la bataille de Gênes débute. Nelson se joint aux autres navires britanniques en attaquant sa proie précédente, le *Ça Ira*, depuis remorqué par le *Censeur*. Fortement endommagés, les navires français sont finalement forcés de se rendre et Nelson prend possession du *Censeur*. La flotte française abandonne son plan d'invasion de la Corse et retourne au port.

Escarmouches et retraite de l'Italie

Nelson et la flotte restent en mer Méditerranée pendant l'été, et le 4 juillet l'*Agamemnon* appareille de Saint-Florent avec une petite force composée de frégates et de sloops, à destination de Gênes. Le 6 juillet, il se heurte à la flotte française et se trouve lui-même poursuivi par plusieurs navires de ligne beaucoup plus grands que lui. Il accélère pour retourner à Saint-Florent, juste avant l'arrivée de la poursuite française, qui rompt le combat et bat en retraite à la suite de l'alerte donné par Nelson aux canons de la flotte britannique dans le port. Hotham commence la poursuite, suivant les Français aux îles d'Hyères. Un certain nombre de petits engagements sans actions décisives sont menés, et à la consternation de Nelson, il y a eu peu d'action.

Nelson est ensuite retourné vers Gênes, interceptant et inspectant des navires de commerces, et attrapant les navires suspects se rendant dans les ports ennemis et neutres. Il établit des plans ambitieux pour faire obstacle à la progression de l'Armée d'Italie, mais qui suscite peu d'intérêt de la part d'Hotham. En novembre, Hotham est remplacé par Hyde Parker, mais la situation en Italie se détériore rapidement, avec les Français faisant des raids autour de Gênes, et un fort sentiment jacobin au sein même de la ville. Finalement, un grand assaut français à la fin du mois de novembre casse les lignes alliées, et, en dépit des tentatives de Nelson pour sauver la situation en couvrant la retraite, il a trop peu de navires et les Britanniques sont forcés de se retirer des ports italiens. Nelson retourne en Corse, le 30 novembre, avec la colère de l'échec britannique, et des doutes sur le futur de sa carrière dans la Royal Navy.

John Jervis et l'évacuation de la Méditerranée

En janvier 1796, le poste de commandant en chef de la flotte en mer Méditerranée est transmis à John Jervis, qui nomme Nelson commodore et lui laisse une certaine liberté sur l'organisation du blocus de la côte française. Il passe la première moitié de l'année à faire obstacle aux opérations françaises et à renforcer les positions anglaises et de ses alliés italiens. Malgré quelques succès en interceptant des petits navires de guerre français, Nelson commence à sentir que la présence britannique sur la péninsule italienne est en passe de devenir inutile.

En juin, l'*Agamemnon* est renvoyé en Grande-Bretagne pour des réparations et Nelson est nommé au commandement du navire de 74 canons HMS *Captain*. C'est également le même mois que les Français ont fondu sur Livourne et sont sur le point de capturer la ville. Nelson se précipite pour superviser l'évacuation des ressortissants britanniques et pour les transporter en Corse, puis Jervis lui ordonne de faire un blocus autour du port capturé par les Français. En juillet, il supervise l'occupation de l'île d'Elbe, mais en septembre, les Génois abandonnent leur neutralité pour se déclarer en faveur de la France. En octobre, l'avance des Français est telle que l'Amirauté conclut que la flotte ne peut plus être approvisionnée et ordonne l'évacuation de la mer Méditerranée. Nelson aide à superviser le retrait de Corse, et en décembre 1796 il est à bord de la frégate HMS *Minerve* récemment capturée pour assurer l'évacuation de la garnison de l'île d'Elbe. Il navigue ensuite vers Gibraltar.

Une frégate espagnole, la *Santa Sabina*, est capturée et le lieutenant Thomas Hardy prend en charge le navire capturé. Le lendemain matin, deux navires de ligne espagnols et une frégate apparaissent. Nelson pense qu'il n'a pas d'autre choix que d'engager le combat. Mais Hardy, afin de sauver son commodore, sacrifie son propre navire en attirant sur lui le feu espagnol, laissant la voie libre à Nelson pour fuir. Le *Santa Sabina* est récupéré par les Espagnols et Hardy est capturé. Le capitaine espagnol qui était à bord du *Minerve* fut ensuite échangé contre Hardy à Gibraltar.

À la tête d'une flotte

Bataille du cap Saint-Vincent

Nelson, désormais commodore, rejoint la flotte de John Jervis au large du cap Saint-Vincent et signale la présence d'une flotte espagnole qui avait appareillé de Carthagène. Jervis souhaite engager le combat et les deux flottes se rencontrent le 14 février. Nelson se trouve à l'arrière de la ligne britannique, et réalise qu'il faudra un long moment avant qu'il puisse entrer en action. Il effectue alors son premier acte de désobéissance aux ordres10. Au lieu de continuer à suivre la ligne, il change de cap, pour engager la bataille avec une division espagnole composée du 112 canons *San Josef*, du 80 canons *San Nicolas* et du 130 canons *Santísima Trinidad*. Il les combat tous les trois, assisté par le HMS *Culloden* venu à l'aide de Nelson. Après un duel d'artillerie d'une heure, le *Captain* et le *Culloden* sont fortement endommagés. Nelson se trouve bord à bord du *San Nicolas* et conduit à l'abordage du navire espagnol une partie de son équipage, criant « À l'abbaye de Westminster ou une victoire glorieuse » le forçant à se rendre. Le *San Josef* tente de venir à l'aide du *San Nicolas* mais a du mal à manœuvrer. Nelson passe ensuite avec sa compagnie d'abordage du pont du *San Nicolas* sur celui du *San Josef* et le capture également10. La nuit tombant, la flotte espagnole bat en retraite vers Cadix. En plus des deux prises de Nelson, deux autres vaisseaux ont été capturés par les Britanniques.

Nelson est victorieux mais a désobéi aux ordres. Étant apprécié de Jervis, l'affaire en reste là. Toutefois, dans son rapport officiel sur la bataille, il n'est pas fait mention de Nelson. Il écrit cependant une lettre privée à George Spencer dans laquelle

il explique que Nelson avait beaucoup contribué à la « chance de la journée ». Nelson écrit aussi plusieurs lettres au sujet de sa victoire, notant que son action avait été portée à connaissance de la flotte.

Le point de vue de Nelson sur le combat a été plus tard contesté par le contre-amiral William Parker présent à bord du HMS *Prince George*. Il a par ailleurs affirmé que Nelson avait été appuyé par plus de navires que ce qu'il avait reconnu, et qu'au moment de mener l'assaut sur le *San Josef*, le navire avait déjà baissé pavillon. Néanmoins, la version de Nelson fait référence. Elle est bien accueillie en Grande-Bretagne où Jervis est fait « vicomte de Saint-Vincent » et Nelson, Chevalier de l'Ordre du Bain. Le 20 février, il est promu contre-amiral de l'escadre Bleue. Cette promotion est cependant plutôt liée à son ancienneté qu'à ses actions dans cette bataille.

Manœuvres près de Cadix
Nelson se voit confier le commandement du HMS *Theseus* et le 27 mai 1797, on lui ordonne de croiser au large de Cadix afin de surveiller la flotte espagnole et d'attendre l'arrivée de ses galions arrivant des colonies américaines. Le 3 juillet, il organise ensuite une attaque sur la ville, réalisant un bombardement et un assaut amphibie. Conduisant personnellement la manœuvre, sa barge entre en collision avec celle du commandant espagnol, et une lutte s'ensuit entre les deux équipages. Par deux fois, Nelson manque d'être abattu, à chaque fois il est sauvé par un marin nommé John Sykes qui est blessé en s'interposant. Les Britanniques capturent le bateau espagnol et le remorquent jusqu'au *Theseus*.

Bataille de Santa Cruz de Tenerife
Au cours de la période où il est vers Cadix, il établit un plan pour capturer Santa Cruz de Ténérife dans le but de se saisir la grande quantité d'argent transportée par le navire *Principe de Asturias* qui venait d'y arriver.

Le plan de bataille consiste en une combinaison de bombardements navals et un débarquement amphibie. La première tentative est annulée après que l'effet de surprise a été perdu. Nelson ordonne immédiatement un autre assaut, mais il est repoussé. Il se prépare pour une autre tentative au cours de la nuit. Il veut être à la tête de l'un des bataillons mais l'opération se solde par un échec car les Espagnols étaient mieux préparés que ce qu'il avait prévu. Dans la confusion de l'assaut, plusieurs des bateaux n'atteignent pas la terre au bon endroit alors que ceux qui ont accosté au but sont repoussés par des coups de feu et des tirs de mitraille. Nelson est touché au bras droit par un tir de mousquet, fracturant son humérus en plusieurs endroits. Il est ramené au *Theseus* pour être soigné par un chirurgien. En arrivant sur son navire, il refuse d'être aidé à bord, en déclarant « Laissez-moi tranquille ! J'ai encore mes jambes et un bras ». Une grande partie du bras droit doit être amputée et en moins d'une demi-heure, Nelson est déjà retourné donner des ordres à ses capitaines.

Dans le même temps les forces sous le commandement de Thomas Troubridge sont bloquées et ne peuvent battre en retraite car leurs bateaux ont été coulés. Troubridge est contraint d'entamer des négociations avec le commandant espagnol et les Britanniques sont par la suite autorisé à se retirer. L'expédition est un échec et laisse un quart des forces britanniques blessé ou mort. La flotte reste encore au large de Santa Cruz de Tenerife pendant trois jours et Nelson mesure l'ampleur de son échec et les effets néfastes que la perte de son bras pourrait avoir sur sa carrière.

Le 16 août, son escadron rejoint la flotte de Jervis au large de Cadix. Il écrit à Jervis : « Un amiral gaucher ne sera plus jamais considéré comme utile, donc plus tôt je pourrai obtenir un humble cottage, et plus vite je libérerai de la place pour un homme plus à même de servir l'État ». Il retourne en Angleterre à bord du HMS *Seahorse*, arrivant à Spithead le 1er septembre. Il est accueilli comme un héros, galvanisé par l'exploit de la bataille du cap Saint-Vincent et peiné par sa blessure. Le public refuse d'attribuer la défaite de Santa Cruz de Tenerife à Nelson, préférant blâmer pour la mauvaise planification de Saint-Vincent les responsables politiques ou même William Pitt.

Retour en Grande-Bretagne
Pour un article plus général, voir : Guerres napoléoniennes.
Nelson retourne à Bath avec Fanny, avant d'aller à Londres en octobre, pour avoir un avis médical au sujet de son bras amputé. Alors qu'il est dans la capitale, il apprend la victoire de l'amiral Adam Duncan sur les forces de la République batave à la bataille de Camperdown. Nelson déclare qu'il aurait donné son autre bras pour avoir été présent à cette bataille. Il passe les derniers mois de l'année 1797 à récupérer à Londres, année au cours de laquelle il reçoit une récompense de la ville de Londres et une pension annuelle de 1 000 livres sterling. Il utilise cet argent pour acheter Round Wood Farm près d'Ipswich, endroit destiné à prendre sa retraite avec Fanny. En dépit de ces plans, Nelson ne put jamais y vivre.

Les chirurgiens ne sont pas en mesure d'enlever la ligature de son bras amputé, qui a provoqué une inflammation. Néanmoins, Nelson sort de l'hôpital de sa propre initiative au début du mois de décembre. Nelson commence à récupérer rapidement, et, désireux de retourner à la mer, commence à demander à l'Amirauté une affectation. Le navire de 80 canons HMS *Foudroyant* lui est promis mais il n'est pas encore prêt à naviguer. À la place, il est affecté au 74 canons HMS *Vanguard* et Nelson nomme Edward Berry comme son flag captain.

Les activités françaises en mer Méditerranée inquiètent l'Amirauté britannique. Bonaparte rassemblant des forces pour l'invasion de l'Égypte, objectif encore inconnu des Britanniques. Nelson et le *Vanguard* sont expédiés à Cadix pour renforcer la flotte, Nelson hisse son drapeau le 28 mars 1798 et navigue pour rejoindre la flotte de Cadix qu'il prend sous son commandement. Il navigue ensuite vers Gibraltar avec une petite flotte de reconnaissance.

À la poursuite des Français
Alors que Nelson fait voile sur Gibraltar dans une tempête furieuse, Bonaparte navigue avec sa force d'invasion sous le

commandement du vice-amiral François Paul de Brueys d'Aigalliers. Quand la nouvelle est connue, la flotte de Nelson est renforcée par un certain nombre de navires de ligne de 74 canons et Nelson reçoit l'ordre d'intercepter les Français.

Nelson commence immédiatement à rechercher le long de la côte italienne la flotte de Bonaparte, mais il est retardé par le manque de frégates, des navires plus faciles à manœuvrer pour la reconnaissance. Napoléon arrive à Malte et après une démonstration de force, oblige l'île à capituler. Nelson fonce sur Malte, mais rate de nouveau les Français, qui avaient déjà quitté l'île pour l'Égypte. Après une réunion avec ses capitaines, il décide que la destination la plus probable pour Bonaparte est l'Égypte et met donc le cap sur Alexandrie.

À son arrivée le 28 juin, il ne trouve aucun signe des Français. Consterné, il commence des recherches à l'est du delta du Nil. Le 1er juillet, en l'absence de Nelson, la flotte de Bonaparte a pu débarquer ses troupes sans être menacée. François Paul de Brueys d'Aigalliers retire ensuite sa flotte dans la baie d'Aboukir, prête à soutenir Napoléon en cas de besoin. Nelson retraverse la Méditerranée dans une vaine tentative pour localiser les Français et retourne à Naples se ravitailler. Il navigue de nouveau, dans l'intention de rechercher un signe des Français au large de l'île de Chypre, mais décide de repasser à proximité d'Alexandrie pour une dernière vérification. Un navire marchand français capturé fournit des indications sur les Français qu'il avait vus passer au sud-est de la Crète un mois auparavant en direction d'Alexandrie. Nelson se hâte d'arriver à Alexandrie, mais ne trouve une nouvelle fois pas de traces des Français. Recherchant le long de la côte, il découvre finalement la flotte française dans la baie d'Aboukir le 1er août 1798.

Bataille d'Aboukir

Le 1er août 1798, l'escadre française de l'expédition d'Égypte est surprise au mouillage en baie d'Aboukir par la flotte de Nelson. Celui-ci est immédiatement prêt pour la bataille répétant le sentiment qu'il avait déjà exprimé lors de la bataille de cap Saint-Vincent en déclarant : « Avant la même heure demain, je vais avoir acquis une pairie ou l'Abbaye de Westminster ».

La proximité d'une ligne de hauts-fonds, semble assurer le côté bâbord de la flotte française. Brueys s'attend donc à ce que les Britanniques attaquent le centre du côté tribord de sa flotte. Ancrés dans une position de force, les Français, ont une puissance de feu supérieure à leurs adversaires. Comme il est déjà tard, ils ne s'attendent pas à être attaqués avant le lendemain. Contre toute attente, Nelson ordonne d'engager aussitôt le combat. Le capitaine Thomas Foley a découvert qu'il y a assez de place entre les hauts-fonds et les navires français. Suivi par quelques autres, il emmène le HMS *Goliath*, tandis que le reste de la flotte passe à tribord. Malgré leur préparation, les Français se retrouvent attaqués des deux côtés.

Passant sous le feu de l'*Aquilon*, Nelson à bord du *Vanguard* engage le *Spartiate*. Il est sur le pont avec Berry quand, à environ huit heures, un éclat de balle le frappe au front. Il s'écroule, un morceau de peau couvrant son œil valide. Aveuglé et à demi étourdi, il croit qu'il va mourir et s'écrie : « Je suis mort. Rappelez-moi à ma femme ». Après qu'un chirurgien a examiné sa blessurec 17 son état est jugé non critique et il est temporairement bandé. Pendant ce temps, bombardés des deux côtés, les navires du bout de la ligne française commencent à se rendre. Les navires britanniques continuent à descendre le long de la ligne et arrivent à portée de *L'Orient*. Le navire amiral de Brueys, soumis à un feu constant, s'embrase et explose. Revenu sur le pont pour continuer à commander ses hommes, Nelson assiste à la fin de *L'Orient.*

La bataille d'Aboukir est un désastre pour les ambitions à l'est de Bonaparte et une importante victoire pour Nelson La flotte française est détruite ou capturée hormis deux navires de ligne et deux frégates qui ont réussi à s'échapper. Privée de sa flotte, l'armée d'Orient est prisonnière de l'Égypte. Bonaparte tente de marcher vers le nord le long de la côte méditerranéenne, mais son armée est stoppée lors du siège de Saint-Jean-d'Acre par le capitaine William Sidney Smith. Napoléon doit laisser son armée et retourner en France en esquivant la surveillance des navires britanniques.

Récompenses

Après avoir rédigé ses rapports à l'Amirauté et supervisé les réparations du *Vanguard*, Nelson retourne à Naples, où il est accueilli en héros. Le roi de Naples, en compagnie des Hamilton, le salue en personne quand il arrive au port, et William Hamilton propose à Nelson de l'héberger.

En septembre, des célébrations sont organisées en l'honneur de l'anniversaire de Nelson et lors d'un banquet chez les Hamilton, son attention pour Emma est remarquée par les autres officiers. Jervis lui-même commence à se sentir préoccupé. Au début du mois d'octobre, la nouvelle de la victoire de Nelson parvient à Londres. Le premier lord de l'Amirauté, George Spencer s'évanouit en apprenant la nouvelle. Des scènes de joie éclatent dans tout le pays, des bals et des fêtes pour la victoire ont lieu et les cloches sonnent. La ville de Londres attribue à Nelson et à son capitaine une récompense, tandis que le roi leur ordonne d'être présents officiellement pour une remise de médailles. Nelson reçoit la jouissance de l'île du Pharaon sur la Tamise. Des cadeaux sont envoyés de l'étranger par le Sultan de Turquie Selim III — qui lui décerne également le Chelengk — et le Tsar de Russie Paul Ier. Samuel Hood, après une conversation avec le Premier ministre William Pitt le Jeune, indique à Fanny que Nelson serait probablement fait vicomte, une récompense similaire à celles reçues par John Jervis et Adam Duncan après leur victoire. George Spencer refuse cette nomination, au motif que Nelson avait été détaché aux commandes d'un escadron et n'était donc pas le commandant en chef de la flotte, et que ce serait un fâcheux précédent. Nelson est donc simplement créé baron et reçoit le titre de « Baron Nelson du Nil ».

Campagne napolitaine

Lorsque la nouvelle parvient à Nelson, il est consterné et déclare qu'il préférerait ne pas recevoir de titre plutôt que celui d'un simple baron. Il est toutefois ravi de l'attention que lui apportent les citoyens de Naples, du prestige que lui accorde l'élite du

royaume et du confort qu'il a à la résidence des Hamilton. À l'époque, il est déjà profondément amoureux d'Emma Hamilton, se montrant souvent avec elle.

Il reçoit l'ordre de l'Amirauté d'effectuer un blocus des forces françaises à Alexandrie et à Malte, ordre qu'il délègue à ses capitaines, Samuel Hood (1er baronnet) et Alexander Ball. Plutôt que de profiter de son mode de vie à Naples, il commence à penser à retourner en Angleterre. Cependant, après une longue période de pression de sa femme Marie-Caroline d'Autriche et de William Hamilton, Ferdinand Ier des Deux-Siciles accepte finalement de déclarer la guerre à la France. L'armée napolitaine, dirigée par le général autrichien Karl Mack et appuyée par la flotte de Nelson, reprend Rome aux Français à la fin du mois de novembre.

Mais les Français se regroupent à l'extérieur de la ville, et après s'être renforcés, mettent en déroute les Napolitains, qui fuient vers Naples, poursuivis par les Français. Nelson se hâte d'organiser l'évacuation de la famille royale, de plusieurs nobles et des ressortissants britanniques, y compris les Hamilton. Nelson et sa flotte atteignent Palerme le 26 décembre. Avec le départ du roi, Naples sombre dans l'anarchie et en janvier, les Français menés par le général Jean Étienne Vachier Championnet pénètrent dans la ville et proclament la République parthénopéenne. Nelson est promu « contre-amiral de l'escadre rouge » le 14 février 1799 et s'occupe durant cette période du blocus de Naples, alors qu'une armée menée par le cardinal Fabrizio Dionigi Ruffo marche pour reprendre la ville.

À la fin juin, l'armée pénètre dans la ville, obligeant les Français et leurs partisans à se retirer vers les fortifications et les bastions tandis que des émeutes et des pillages éclatent parmi les troupes indisciplinées. Consterné par l'effusion de sang, Ruffo négocie une amnistie générale pour les forces jacobines et leur rapatriement en sécurité en France. Nelson, maintenant à bord du HMS *Foudroyant*, est scandalisé et, soutenu par le roi Ferdinand, insiste sur le fait que les rebelles doivent se livrer sans condition. Il garde prisonniers ceux qui s'étaient rendus en vertu de l'amnistie, y compris l'ancien amiral Francesco Caracciolo qui avait pris le commandement de la marine napolitaine sous le règne du roi Ferdinand mais qui avait changé de camp. Nelson ordonne son procès en cour martiale et Caracciolo refuse qu'il soit tenu par des officiers britanniques. Caracciolo est jugé par les officiers royalistes napolitains et condamné à mort. Il demande à être abattu plutôt que pendu, mais Nelson refuse, et ignore également la demande de la Cour de permettre à Caracciolo d'avoir vingt-quatre heures pour se préparer. Caracciolo est pendu à bord de la frégate napolitaine *Minerva*. Nelson retient les Jacobins emprisonnés et approuve une vague d'exécutions, refusant d'intervenir en dépit des réclamations des Hamilton et de la Reine de Naples pour plus de clémence. Quand les navires de transport sont finalement autorisés à emmener les républicains en France, moins d'un tiers étaient encore en vie. Pour son soutien à la monarchie, Nelson est fait duc de Bronte par le roi Ferdinand.

Nelson retourne à Palerme en août et, le mois suivant, devient le principal représentant de la marine britannique dans la Méditerranée après que le successeur de Jervis, George Keith Elphinstone est parti pour poursuivre les flottes française et espagnole dans l'océan Atlantique. Nelson passe le reste de l'année 1799 à la cour napolitaine, mais il prend de nouveau la mer en février 1800 après le retour d'Elphinstone. Le 18 février, le *Généreux*, navire survivant d'Aboukir, est repéré et Nelson lui donne la chasse. Après une courte bataille, il capture le navire, gagnant la confiance d'Elphinstone. Nelson a cependant une relation difficile avec son supérieur hiérarchique, gagnant une réputation d'officier insubordonné, après avoir d'abord refusé d'envoyer le navire au moment où Elphinstone le lui a demandé, et retournant à l'occasion et sans ordre à Palerme en invoquant sa mauvaise santé. Les rapports d'Elphinstone et les rumeurs de son étroite relation avec Emma Hamilton sont également connus à Londres, où George Spencer lui écrit une lettre dans laquelle il lui suggère de rentrer, car, dit-il, « vous aurez de meilleures chances de recouvrer votre santé et vos forces en Angleterre qu'en restant inactif auprès d'une cour étrangère, si plaisantes que soient les marques de respect et de gratitude que l'on vous témoigne pour vos services ».

Retour au pays

Le rappel de William Hamilton en Grande-Bretagne est, pour Nelson, une incitation supplémentaire à revenir. Avec les Hamilton, il navigue sur le *Foudroyant* en avril 1800, et c'est durant ce voyage que leur fille illégitime, Horatia, a probablement été conçue. Après une croisière autour de Malte, Nelson convoie la reine de Naples et sa suite à Livourne. À son arrivée, Nelson embarque sur l'HMS *Alexander* mais désobéit encore une fois aux ordres de George Keith Elphinstone en refusant de se joindre à la flotte principale. Elphinstone arrive à Livourne en personne et demande une explication. Il refuse également que la reine soit transportée sur un navire britannique. Malgré sa réticence, Nelson cède à la demande d'Emma Hamilton de rentrer en Angleterre par la route.

Avec William et Emma, ainsi que plusieurs autres voyageurs britanniques, il quitte Livourne pour Florence le 13 juillet s'arrêtant à Trieste et à Vienne. Lors des trois semaines passés à Vienne, ils se divertissent avec la noblesse locale et entendent la *Missa in Angustiis* de Joseph Haydn, messe qui porte désormais le nom de Nelson. En septembre, ils sont à Prague, puis plus tard à Dresde, Dessau-Roßlau et Hambourg, d'où ils prennent un navire pour Great Yarmouth, y arrivant le 6 novembre. Il reçoit un accueil triomphal de la part de la population locale et après avoir prêté serment en tant que citoyen de l'arrondissement, il rejoint Londres, y arrivant le 9 novembre. Il est l'invité d'honneur d'un certain nombre de banquets et de bals.

C'est au cours de cette période que sa femme et Emma Hamilton se rencontrent pour la première fois. On remarque la distance de Nelson envers sa femme, tandis que son attention sur Emma fait l'objet de ragots. Le mariage bat de l'aile et Nelson a de plus en plus de mal à être dans la même pièce que Fanny. À Noël lorsque Nelson reçoit, selon son avocat, un ultimatum de la part de Fanny afin de lui demander de choisir entre elle et Emma, Nelson répond : « Je t'aime sincèrement,

mais je ne peux pas oublier mes obligations envers Lady Hamilton ou parler d'elle autrement que par de l'affection et de l'admiration ». Ils n'ont jamais de nouveau vécu ensemble après cet épisode.

Parker et la Baltique

Peu de temps après son arrivée en Angleterre, Nelson est désigné pour être commandant en second de la flotte située dans la Manche sous le commandement de John Jervis. Il est promu « vice-amiral de l'escadre bleue » le 1er janvier 1801. Nelson se rend à Plymouth, où, le 22 janvier, il reçoit les honneurs de la ville (*Freedom of the City*), et le 29 janvier, Emma donne naissance à leur fille, Horatia. Nelson est ravi après avoir d'abord été abattu par un ordre de changement d'affectation du HMS *San Josef* au HMS *St George* en préparation d'une expédition prévue en mer Baltique. Lassés des blocus des navires britanniques sur les Français, les Russes, les Prussiens, les Danois et les Suédois avaient formé une alliance afin de briser les blocus. Nelson rejoint l'amiral Hyde Parker et sa flotte à Yarmouth, d'où ils font voile vers la côte danoise en mars. À leur arrivée, Parker veut imposer un blocus à l'entrée de la mer Baltique, mais Nelson demande instamment une attaque préventive sur la flotte danoise basée dans le port de Copenhague. Il convainc finalement Parker de lui permettre de faire une attaque, et reçoit plusieurs navires en renfort. Parker attendant dans le Cattégat et couvrant Nelson en cas d'arrivée des flottes suédoises ou russes.

Bataille de Copenhague

Le matin du 2 avril 1801, Nelson s'avance dans le port de Copenhague. Le combat commence mal pour les Britanniques puisqu'à l'arrivée de l'*Agamemnon*, du HMS *Bellona* et du HMS *Russell*, le reste de la flotte rencontre un feu plus nourri que ce qui avait été prévu provenant des batteries côtières danoises. Parker envoie le signal de retraite à Nelson, avec un raisonnement particulier : si Nelson est en état de poursuivre le combat, il n'en tiendra pas compte et s'il ne l'est pas, ce sera la raison officielle du retrait de la flotte britannique et aucun blâme ne pourra être infligé à son amiral.



Battle of Copenhagen par Nicholas Pocock.

Nelson, dirigeant le combat à bord du HMS *Elephant*, est informé du signal par son sous-lieutenant Frederick Langford, mais Nelson lui répond avec colère : « Je vous avais dit de regarder le commodore danois et de me faire savoir quand il aurait baissé pavillon. Gardez les yeux fixés sur lui ». Il expliquera ensuite à son capitaine de pavillon Thomas Foley : « Vous savez, Foley, je n'ai qu'un seul œil. J'ai le droit d'être aveugle parfois ». Plaçant sa longue-vue devant son œil aveugle, il dit : « Je ne vois vraiment pas ce signal ». La canonnade dure plus de trois heures, laissant les navires danois et britanniques fortement endommagés. Nelson envoie une lettre au commandant danois, le prince héritier Frédéric proposant une trêve, que le prince accepte. Les actions de Nelson sont approuvées rétrospectivement, après le succès de la bataille et parce que Parker lui donne l'honneur d'aller en ville le lendemain pour ouvrir les négociations officielles. Lors d'un banquet dans la soirée, il dit au prince Frédéric que la bataille fut la plus âpre de celles auxquelles il n'ait jamais participé. Un armistice de quatorze semaines est conclu, et comme Parker est rappelé en mai, Nelson devient commandant en chef pour la mer Baltique.

En récompense pour cette victoire, Nelson est fait « vicomte Nelson, du Nil et de Burnham Thorpe dans le comté de Norfolk », le 19 mai 1801. En outre, le 4 août 1801, il est fait « baron Nelson, du Nil et de Hilborough dans le comté de Norfolk », cette fois avec un ajout en l'honneur de son père et de ses sœurs17. Nelson fait voile vers la base navale russe de Tallinn en mai, et, peu après son arrivée, apprend que le pacte de neutralité allait être rompu. Accueillant avec satisfaction les résultats de l'expédition, il s'embarque pour l'Angleterre, y arrivant le 1er juillet.

Vie en Angleterre

Pendant ce temps, Bonaparte a rassemblé ses forces au camp de Boulogne pour envahir la Grande-Bretagne. Après un bref séjour à Londres, où il rend visite de nouveau aux Hamilton, Nelson est chargé de la défense de la Manche pour empêcher

l'invasion. Il passe l'été en reconnaissance des côtes françaises, mais en dehors de l'échec d'une attaque sur Boulogne-sur-Mer en août, il voit peu d'action.

Cependant, le 22 octobre 1801, la paix d'Amiens est signée entre les Britanniques et les Français, et Nelson, de nouveau en mauvaise santé, se retire en Grande-Bretagne où il reste avec ses amis, William Hamilton et Lady Hamilton. Le 30 octobre, Nelson prend la parole pour appuyer le gouvernement d'Henry Addington à la Chambre des Lords et, par la suite, fait des visites régulières pour assister aux sessions.

Nelson et les Hamilton entreprennent une tournée de l'Angleterre et du Pays de Galles, visitant Birmingham, Warwick, Gloucester, Swansea et Monmouth ainsi que de nombreuses autres villes et villages. Nelson est souvent reçu comme un héros et participe aux célébrations et aux événements organisés en son honneur. En 1802, Nelson achète « Merton Place », une propriété de Merton dans le Surrey où il vit brièvement avec les Hamilton. Son père Edmund qui désapprouvait la conduite de Horatio et qui fut bon ami avec Fanny, meurt le 26 avril 1802 à l'âge de 80 ans. Horatio n'assiste pas à l'enterrement qui s'est déroulé le 11 mai à Burnham Thorpe. Il paye cependant les frais de l'enterrement19. En avril 1803, William Hamilton meurt également et avec la guerre qui reprend le mois suivant, Nelson se prépare à retourner en mer.

Retour en mer

La paix d'Amiens n'a pas duré longtemps et Nelson reprend rapidement du service dans la Troisième Coalition. Il est nommé commandant en chef de l'escadre de Méditerranée, arborant sa marque sur le HMS *Victory* en mai 1803. Il en prend possession à Portsmouth où il reçoit l'ordre de partir pour Malte et de prendre les commandes d'un escadron pour diriger le blocus du port de Toulon où se trouve une partie de la flotte française. Il ne mettra plus les pieds sur la terre ferme pendant plus de deux ans.

Le 23 avril 1804, alors qu'il est en mer, Nelson est promu « vice-amiral de l'escadre blanche », le cinquième des échelons les plus élevés dans la hiérarchie de la Royal Navy. La flotte française de Toulon, commandée par Pierre Charles Silvestre de Villeneuve et chargée par Bonaparte de naviguer vers les Antilles pour faire diversion loin des côtes anglaises, sort du port au début de l'année 1805. Repoussée par les vents sur Toulon, la flotte française parvient de nouveau à casser le blocus en avril et passe le détroit de Gibraltar le 8 avril. Une chasse féroce entre les flottes s'engage à travers l'Atlantique nord jusqu'aux Antilles où Villeneuve arrive, le 12 mai, avec onze vaisseaux. Renforcé par neuf vaisseaux (six espagnols et trois français) et fort de ses vingt navires de ligne, Villeneuve, pourtant pressé par les officiers de l'armée française de participer à la reprise des îles conquises par les Britanniques, reste inactif pendant un mois, attendant Ganteaume, bloqué à Brest avec l'escadre de l'Atlantique. Le 7 juin malgré les vents contraires qui l'ont retenu, Nelson enfin arrive enfin dans les Caraïbes. Villeneuve appareille pour l'Europe le 11 juin bientôt suivi par la flotte de Nelson. Mais la santé de celui-ci l'oblige à prendre du repos à Merton au Royaume-Uni. Il ne participe donc pas à la bataille du cap Finisterre, événement majeur de la campagne où les britanniques sont sous les ordres de Robert Calder. Néanmoins, en moins de deux mois, Nelson retourne en mer, échappant à sa propre surprise aux remarques de sa hiérarchie sur son échec du blocus et étant même félicité.

Bataille de Trafalgar



La Bataille de Trafalgar par Turner (1822–1824) montre les trois dernières lettres du célèbre pavillon « England expects that every man will do his duty » sur le HMS *Victory*.

La flotte combinée de trente-trois navires de ligne français et espagnols sont sous le commandement de Pierre Charles Silvestre de Villeneuve. Napoléon avait l'intention d'envoyer Villeneuve dans la Manche afin de permettre l'invasion de la Grande-Bretagne par l'armée des côtes de l'Océan située au camp de Boulogne. Cependant, l'entrée de l'Autriche et de la Russie dans la coalition contre Napoléon le force à annuler l'invasion prévue et à transférer ses troupes vers l'Allemagne. Il ordonne donc à la flotte de naviguer dans la mer Méditerranée pour déposer d'autres troupes à Naples, avant de rejoindre le port de Toulon. Suite à la réticence de Villeneuve à engager le combat avec les Britanniques, il ordonne que le vice-amiral François Étienne de Rosily-Mesros se rende à Cadix pour prendre le commandement de la flotte pour l'opération. Villeneuve décide néanmoins de faire naviguer la flotte avant l'arrivée de son successeur. Le 20 octobre, la flotte est vue en train de sortir du port par des frégates de reconnaissance britanniques, Nelson est informé qu'elle semble se diriger vers l'ouest.

À quatre heures du matin le 21 octobre, Nelson ordonne au HMS *Victory* de mettre le cap vers la flotte ennemie, et signale au reste de sa flotte de prendre position pour le combat. Il rejoint ensuite ses quartiers pour faire son testament, avant de revenir sur le pont afin de procéder à une inspection. En dépit d'une flotte moins nombreuse – vingt-sept navires de ligne –, Nelson est convaincu de la victoire, en déclarant qu'il ne serait pas satisfait à moins de vingt navires détruits ou coulés. Il retourne brièvement dans sa cabine pour écrire une prière finale, après quoi il demande à son officier de communication, le lieutenant John Pasco, de signaler à la flotte, aussi rapidement que possible, le message suivant : « *England confides that every man will do his duty* » (« L'Angleterre a confiance dans le fait que chaque homme fera son devoir »). Pasco suggère à Nelson que soit substitué à *confides* le mot *expects* déjà présent dans le livre de codes et lui évitant de devoir l'épeler. Nelson est d'accord avec le changement. Le terme *England* (Angleterre) était couramment employé pour désigner le Royaume-Uni malgré les importants contingents d'Irlande, d'Écosse et du Pays de Galles dans la *Royal Navy*.
Ainsi, vers 11 h 45, le 21 octobre 1805, le signal naval le plus célèbre dans l'histoire britannique a été hissé au mât.

Comme les flottes convergent, le capitaine du *Victory*, Thomas Hardy suggère à Nelson de supprimer les décorations sur sa veste, de sorte qu'il ne soit pas facilement identifié par des tireurs d'élite ennemis. Nelson répond qu'il est trop tard pour changer de vêtements, ajoutant que les décorations sont des médailles militaires et qu'il n'a pas peur de les montrer à l'ennemi. Le capitaine Henry Blackwood de la frégate HMS *Euryalus*, suggère également à Nelson de venir à bord de son navire afin de mieux observer la bataille. Nelson refuse et rejette également la suggestion de Hardy de laisser le HMS *Temeraire* d'Eliab Harvey devant le *Victory* et de conduire la ligne britannique dans la bataille.

Le *Victory* essuie des tirs, d'abord au large puis de plus en plus précis à mesure que les distances diminuent. Un boulet touche le navire et tue John Scott, le secrétaire de Nelson. Le greffier de Hardy prend la relève, mais est presque immédiatement tué. La barre du *Victory* est ensuite détruite et des boulets tuent des marins. Nelson observe que le combat est trop intense pour durer longtemps. Le *Victory* atteint la ligne ennemie, et Hardy demande à Nelson quel navire prendre pour cible. Nelson lui dit de choisir lui-même et Hardy positionne le *Victory* de travers arrière par rapport aux 80 canons *Bucentaure*. Le *Victory* essuie alors des tirs du 74 canons *Redoutable* et du 138 canons *Santísima Trinidad*. Les tireurs d'élite français tirent sur le pont du *Victory* où Nelson et Hardy continuent à donner des ordres.

Mort de Nelson
Peu de temps après treize heures, Hardy réalise que Nelson n'est plus à ses côtés. Il se retourne pour voir Nelson à genoux sur le pont, s'appuyant sur sa main, avant de tomber sur le flanc. Hardy se précipite vers lui et Nelson sourit, en disant « Hardy, je pense qu'ils ont enfin réussi… ma colonne vertébrale est touchée ». Il avait été touché par un tireur d'élite du *Redoutable*. La balle a pénétré son épaule gauche, transpercé son poumon et la colonne vertébrale avant de s'immobiliser dans les muscles dorsaux à cinq centimètres au-dessous de l'omoplate droite. Nelson est transporté au pont inférieur par deux marins et un officier. Lors du transport, il leur demande de faire une pause pour donner quelques conseils à l'aspirant sur la façon de barrer. Il pose alors un mouchoir sur son visage pour éviter de démoraliser les membres de l'équipage et est emmené au chirurgien William Beatty, lui précisant « Vous ne pouvez rien faire pour moi. Il ne me reste que peu de temps à vivre. Mon dos est transpercé ». Nelson est installé confortablement et, après qu'il s'est plaint de bouffées de chaleur et de soif, on lui donne de la limonade et du vin mélangés à de l'eau. Il demande à plusieurs reprises à voir Hardy, qui est sur le pont supérieur pour superviser la bataille, et demande à Beatty de porter son souvenir à Emma, sa fille et ses amis.

Hardy arrive pour voir Nelson juste après 14h30 et l'informe qu'un certain nombre de navires ennemis se sont rendus. Nelson lui dit qu'il est sûr de mourir et le supplie de transmettre ses biens à Emma. À ce moment-là, aux côtés de Nelson, se trouvent l'aumônier Alexander Scott, l'officier Walter Burke, le steward de Nelson Chevalier et Beatty. Nelson, craignant qu'un coup de vent arrive, charge Hardy de s'assurer de l'ancrage du navire. Après avoir rappelé de « prendre soin de la pauvre Lady Hamilton », Nelson dit : « Embrasse-moi, Hardy ». Beatty note que Hardy s'agenouilla sur Nelson et l'a embrassé sur la joue. Hardy s'est ensuite relevé une minute ou deux, puis l'embrassa de nouveau. Nelson demande « Qui est-ce ? » et entendant que c'était Hardy, lui répond « Que Dieu vous bénisse Hardy ». Devenu très faible, Nelson continue à murmurer des instructions à Burke et Scott. Beatty entend Nelson murmurer « Dieu merci, j'ai fait mon devoir ». Il regarde Beatty prendre son pouls puis ferme les yeux. Scott, qui reste aux côtés de Nelson jusqu'à sa mort, note que ses dernières paroles sont « Dieu et mon pays ». Nelson meurt peu après 16h30, trois heures après avoir été touché par la balle.

Retour en Angleterre
La bataille est une victoire pour les Britanniques avec 21 navires capturés, un coulé, 7 000 prisonniers et plus de 3 000 morts et blessés dans la force franco-espagnole et seulement plus de 1 500 morts et blessés pour les Britanniques. Pour respecter le souhait de Nelson d'être enterré, et afin de conserver le corps de Nelson, William Beatty propose de le placer dans un tonneau d'eau-de-vie, mélangé avec du camphre et de la myrrhe.

Le tonneau est ensuite attaché au mât principal du *Victory* et placé sous bonne garde. Endommagé, le *Victory* est remorqué après la bataille vers Gibraltar et à son arrivée, le corps est transféré dans un cercueil doublé de plomb rempli d'eau-de-vie de vin. Les rapports de Cuthbert Collingwood sur la bataille sont transportés en Angleterre à bord du HMS *Pickle* et, une fois la nouvelle arrivée à Londres, un messager est envoyé à « Merton Place » pour annoncer la mort de Nelson à Emma Hamilton. Elle témoignera plus tard que comprenant la mort de Nelson, elle cria et tomba, incapable pendant dix heures, de parler ou de pleurer. Le roi, recevant des nouvelles, aurait dit en pleurant « Nous avons perdu plus que ce que nous avons acquis ». *The Times* rapporte « Nous ne savons pas si nous devrions nous réjouir ou pleurer. Le pays a gagné la plus belle et décisive victoire qui ait jamais honoré les annales navales de l'Angleterre, mais elle a été chèrement acquise ».

Funérailles
Le cercueil de Nelson est renvoyé en Grande-Bretagne à bord du *Victory*. Déchargé au Nore, il est emmené à Greenwich et placé dans un cercueil de bois, fait à partir du mât de *L'Orient* qui avait été récupéré après la bataille d'Aboukir. Il reste trois jours, avant d'être remonté sur la Tamise à bord d'une barge, accompagné par Lord Hood, Peter Parker et le prince de Galles George. Le cercueil est conservé à l'Amirauté pour la nuit, en présence de l'aumônier de Nelson, Alexander Scott. Le jour suivant, le 9 janvier, un cortège funèbre composé de trente-deux amiraux, d'une centaine de capitaines et d'environ 10 000 soldats prennent le cercueil de l'Amirauté pour l'emmener à la cathédrale Saint-Paul. Quatre heures après, il est enterré dans un sarcophage sculpté à l'origine pour le cardinal Thomas Wolsey.

POSTERITE
La « Nelson Touch »
Nelson est reconnu pour ses talents de meneur d'hommes, au point que certains parlaient de *Nelson Touch*. Déjà célèbre de son vivant et encore plus après sa mort, il est respecté comme quasiment aucune autre figure militaire dans l'histoire britannique, hormis Malborough et Wellington25. La plupart des historiens pensent que la capacité de Nelson à galvaniser ses officiers supérieurs comme ses marins et ses qualités de stratège et de tacticien, expliquent ses nombreuses victoires. Il fut l'un des plus grands commandants de la marine dans l'histoire militaire. Son souci du bien-être de ses hommes était une caractéristique distinctive, et tout à fait inhabituelle pour les normes contemporaines. Cela s'illustre par son appui énergique à The Marine Society, la première organisation de charité pour les marins, où il siégeait au conseil et qui avait formé et habillé environ 15 % des hommes ayant combattu à Trafalgar. La « Nelson Touch » marchait aussi en dehors du cercle des marins puisqu'il a été aimé par pratiquement tout le monde en Grande-BretagneNote 10. Aujourd'hui comme hier, Nelson reste un héros populaire, qui figure en 9e place du sondage *100 Greatest Britons*, et est largement commémoré lors du bicentenaire de la bataille de Trafalgar en 2005. Des expressions comme « England expects » et « Nelson » (111) restent étroitement associés à des équipes sportives en Angleterre, en particulier le cricket.

Nelson et la Royal Navy
La mémoire de Nelson influence toujours la Royal Navy à bien des égards. Elle célèbre le « Trafalgar Day » tous les 21 octobre en l'honneur de « La mémoire immortelle » de Nelson. Son navire amiral, le HMS *Victory*, bien que navire musée,

est toujours officiellement en service actif en l'honneur de Nelson. Le *Victory* est le navire amiral du Second Sea Lord (« Deuxième Lord de la Mer ») et est le plus ancien navire commissionné encore existant au monde. Il est désormais conservé au Royal Naval Museum de la base navale de Portsmouth. La balle qui a tué Nelson a été extraite de son corps et est exposée au château de Windsor, tandis que les vêtements tachés de sang qu'il portait, le sont au National Maritime Museum de Greenwich. Une mèche de ses cheveux a été donnée à la Marine impériale japonaise par la Royal Navy après la guerre russo-japonaise pour commémorer la victoire lors de la bataille de Tsushima. Elle est encore exposée à l'Académie navale d'Edashima, un musée public géré par les Forces japonaises d'autodéfense. Une autre mèche est également visible dans le carré du navire musée *Britannia*, ancien yacht royal, maintenant amarré en permanence à proximité d'Édimbourg en Écosse. Plusieurs navires de la marine britannique ont reçu l'honneur de s'appeler Nelson, notamment le navire de ligne de 1er rang HMS *Nelson* (1814) qui initiera la classe de navire de 120 canons Nelson, le croiseur HMS *Nelson* (1876), le cuirassé HMS *Lord Nelson* (1906) et le cuirassé HMS *Nelson* (1927). La base navale de Portsmouth possède aussi un bâtiment appelé « HMS *Nelson* ». L'United States Navy a eu le destroyer de classe Gleaves USS *Nelson* (DD-623).

Monuments et lieux

Un certain nombre de monuments et de mémoriaux ont été construits à travers le pays pour honorer sa mémoire et ses réalisations. La période de domination britannique sur mer qui suivit ses victoires est considérée comme un des facteurs de l'essor de l'Empire britannique, ce qui fait que ses monuments se trouvent également hors de Grande-Bretagne. Ceux-ci prennent de multiples formes, la plus célèbre étant la colonne Nelson (« Nelson's Column ») de Trafalgar Square « d'où il peut voir la mer » à Londres. D'autres villes comme Montréal (la première historiquement), Bridgetown et Dublin (« Nelson's Pillar ») ont également leur colonnes et Calton Hill, Portsdown Hill et Liverpool ont un monument. Le village de Swarland a également un modeste mémorial. Des lieux ont été nommés en son honneur notamment en Nouvelle-Zélande où toute une région porte ce nom, ainsi que la ville principale et le parc national. Au Canada et en Australie dans les États de Nouvelle-Galles du Sud et de Victoria se trouvent également plusieurs villes. Aux États-Unis, beaucoup d'États ont leur ville : la Géorgie, l'Illinois, le Missouri, le Minnesota, le Nebraska, le New Hampshire, New York et le Wisconsin. Bien évidemment, en Angleterre et au Pays de Galles se trouvent des villes du nom de Nelson. Des comtés, des municipalités et une école élémentaire porte aussi ce nom. Un champ pétrolier et sa plate-forme « Nelson » existent en mer du Nord. Un fleuve porte le nom de Nelson au Canada. Au large d'Aboukir, en Égypte, une île porte également le nom de Nelson.

La devise de Nelson est *« Palmam qui meruit ferat »* (« Que celui qui a mérité la palme la porte »).

NETTELBLADT — Christian Carl Friedrich Wilhelm, Freiherr von

Rostock 17 février 1779 – Parcim 9 juin 1843.



Karl Friedrich Wilhelm von Nettelbladt (1747-1818), directeur de la chancellerie de la Justice de Rostock, était membre de la Stricte Observance (*Eq. A cygno argento*). Ses deux fils, Christian Karl Friedrich Wilhelm et son demi-frère Christian Erhard (1791-1863), souvent dénommés Nettelbladt I et Nettelbladt II, jouèrent un rôle important dans la franc-maçonnerie allemande.

L'aîné étudie à la Ritterakademie de Lünenburg puis à l'université de Marburg où il devient docteur en droit. En 1800 il est nommé juge puis conseiller de la chancellerie à Rostock. Initié le 5 mars 1803 à la loge « *Tempel der Wahrheit* » de Rostock, il reçoit le grade de Maître Ecossais en Allemagne, puis ceux de Chevalier d'Orient et de Chevalier de l'Occident en 1805 à la loge de Saint-André « *Quator Elementa* » dans la ville voisine de Stralsund qui appartient alors à la Suède.

En octobre 1808, il adresse une lettre à Starck qui habite alors Darmstadt et dont il admire les nombreux écrits, à propos du sort des archives de la loge Wismar, petite ville proche de Rostock. Runkel a très justement remarqué que ce premier contact, dû au hasard, eut une influence considérable sur la vie et sur l'œuvre de Nettelbladt. Leur correspondance, dont on ne connaît que d'importants fragments des années 1808-1809, est certainement à l'origine du voyage de Nettelbladt à Saint-Pétersbourg où Starck avait séjourné en 1768.

Nettelbladt y reçoit, au Chapitre du Phénix de Johann Böber, les grades de Confident de Saint-André, Cordon Pourpre, et de Commandeur Chevalier, Maître du Temple. Occupant dès lors une position éminente au sein de la Grosse Landesloge, Nettelbladt est l'un des signataires des « Actes provisoires » du grade d'Architecte, rédigés par l'O+M et Grand Maître National von Castillon en juin 1810. Ce dernier reprend en janvier 1812 avec la Grande Loge de Suède des relations interrompues depuis avril 1777 lorsque le chapitre de Stockholm avait officiellement déclaré avoir ignoré l'existence des documents adressés par Eckleff à Zinnendorf en 1770. Au cours d'une réunion organisée du 10 au 18 juillet 1818 à Gustrow, en présence de l'O+M Christian Friedrich Becherer, du Grand Maître National Neander von Petersheiden, des deux Architectes de l'Ordre, Johann Michael Palmié et Nettelbladt lui-même, et des trois délégués désignés pour se rendre à Stockholm dont l'un est son frère cadet Christian Erhard, les instructions que Nettelbladt a rédigés à leur intention sont approuvées et Nettelbladt initié au plus haut grade de l'Ordre, magister templi, Chevalier d'Honneur de la Croix Rouge. La délégation de la Grosse Landesloge, arrivée le 24 février 1819 à Stockholm, est présentée le 2 mars au roi Charles XIV (Bernadotte) qui confie à son fils, le prince héritier Oscar, « *vicaire de Salomon* », le soin de diriger les travaux pour la Suède. Le 22 mars, ses trois membres sont reçus au 9° du Rite Suédois ; ils signeront le 6 avril un traité d'alliance et d'amitié avec la Grande Loge de Suède toujours en vigueur.

Promu, en 1818, conseiller à la cour d'appel de Parchim, Nettelbladt y fonde la loge Friderica Ludovica et la dirige pendant 22 ans. Il signe deux lettres écrites la même année « *Carolus Eq. A nexu Longinquo* », témoignant ainsi qu'il était alors l'un des rares survivants de la branche radical de la Stricte Observance. Nommé Grand Maître Provincial de Mercklembourg le 17 septembre 1819, il conserve cette dignité jusqu'à sa mort. L'Ordre lui confie le soin d'effectuer une nouvelle rédaction des derniers grades du rite, récemment retrouvée au Danemark par Otto Schwartz. Nettelbladtest l'auteur de *Geschichte Freimaurerischer Systeme in England, Frankreich une Deutschland*.

D'abord imprimé en 1836 par ordre de la Grosse Landersloge sous forme d'instructions à l'usage exclusif de ses membres, il ne fut connu du grand public qu'après l'édition préparée par Adolph Widmann et publiée en 1879 à Berlin. Cet ouvrage de référence de la littérature maçonnique allemande est à la fois d'une grande utilité et d'un maniement difficile. L'auteur y reproduit nombre de documents dont la connaissance est irremplaçable pour l'approche de la maçonnerie européenne au XVIIIe siècle, mais il les présente et les accompagne de commentaires montrant que sa démarche repose sur une conviction intime plus que sur l'objectivité. A.B.

NEY Michel Duc d'Elchingen, Prince de la Moskova. Maréchal de France



Sarrelouis en Lorraine 10 janvier 1769 –
Paris 7 décembre 1815.

Le plus brave d'entre tous les braves, le plus fidèle parmi les fidèles de Napoléon.
Initié Franc-Maçon, en 1801, à la loge "*Saint-Jean de Jérusalem*", Nancy.
Il fut fusillé après le retour de Louis XVIII.
Le maréchal Moncey (maçon lui aussi) refusa de présider le Conseil de Guerre qui devait le condamner

SOUS L'ANCIEN REGIME
D'origine modeste, son père étant ouvrier tonnelier mais qui avait été soldat et avait participé à la guerre de Sept Ans, Michel recevra une formation première insuffisante. Il abandonna un travail de bureau pour entrer au service à l'âge de 19 ans, comme hussard, dans le 5e régiment de Colonel-Général à Metz, en 1787, contre l'avis de son père. Après être passé par tous les grades inférieurs, il devint sous-officier à la Révolution française.
GUERRES DE LA REVOLUTION
Le général Kléber le fit nommer lieutenant de l'armée du Rhin en 1792, capitaine en 1794, puis chef d'escadron et adjudant-général. C'est un des premiers généraux à repérer ses talents. Ses hommes lui ont déjà donné un surnom : «*l'Infatigable*». Comme il est rouquin, ses hommes l'appellent également le "rougeaud"; il n'est pas facile, orgueilleux, susceptible mais n'a peur de rien.

Général de brigade sur le champ de bataille en 1796, il venait de prendre Wurtzbourg avec 100 hommes de cavalerie seulement, et avait forcé le passage de la Rednitz et pris Forcheim, 70 pièces de canon et d'immenses approvisionnements. En 1797, il contribue à la tête de ses hussards aux victoires de Neuwied et de Dierdoff. En 1798, Ney réédite son exploit et s'empare de Mannheim par la ruse, avec seulement cent cinquante hommes. Il est promu général de division. Général de division en l'an IV, il signe avec les symboles maçonniques, car, comme beaucoup de militaires, il est maçon. En septembre 1799, il commanda provisoirement l'armée du Rhin. Ney fit faire, à la fin de septembre 1799, entre Seltz et Mayence, quelques attaques qui réussirent complètement. On s'empara de Francfort, Hochstedt fut enlevé de vive force, la Nidda fut passée. Le coup d'État du 18 brumaire n'eut pas son soutien total. Il épousa Aglaé Auguié, amie d'Hortense de Beauharnais depuis leur séjour à la pension de Mme Campan. Le mariage a lieu à Grignon avec Savary comme témoin. Puis, Kléber parti avec les troupes de la campagne d'Égypte, le futur maréchal Ney servit sous les ordres du non moins prestigieux général Moreau. Tous deux, ainsi que Richepance, mirent fin aux guerres de la Révolution, en remportant la bataille de Hohenlinden, le 3 décembre 1800.

PREMIER EMPIRE
Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la République helvétique en 1802, il sut imposer le gouvernement unitaire voulu par le Premier Consul et pacifier ce pays menacé de la guerre civile, ce qui lui valut l'estime de Talleyrand. Il y fera également la connaissance d'un historien curieux de stratégie, Jomini, qui va l'impressionner et aura sur lui une influence souvent douteuse. Nommé commandant de l'armée de Compiègne en 1803, il commande le 6e corps à Montreuil-sur-Mer, au camp de Boulogne, creuset de ce qui sera la Grande Armée. Le 8 mai 1804, c'est l'Empire, et 18 maréchaux sont nommés; Ney figure au 12e rang. Par la suite, il est nommé grand aigle le 1er février 1805.

Le 14 octobre 1805, il gagne la bataille d'Elchingen, décisive pour la reddition de la forteresse d'Ulm, le 21 octobre 1805. Il reçoit le titre de duc d'Elchingen le 6 juin 1808, en souvenir de ce fait d'armes. La capitulation d'Ulm ne fut que le prélude d'Austerlitz. Pendant que Napoléon Ier frappait ce grand coup, Ney, détaché vers le Tyrol avec la droite de la grande armée, terminait la campagne en chassant du Tyrol l'archiduc Jean, en s'emparant d'Innsbruck et de la Carinthie.

Bientôt s'ouvrit la campagne de Prusse. Présent à Iéna, le 14 octobre, il emmène ses divisions à l'assaut des lignes prussiennes. Mais, emporté par son élan, il se retrouve encerclé. Lannes le tire de ce mauvais pas. Le lendemain, il prend Erfurt et quelques jours plus tard entame le siège de Magdebourg, siège qui dure moins de 24 heures.

La bataille d'Eylau (8 février 1807), si elle n'est pas perdue grâce aux charges du maréchal Murat, est gagnée grâce à l'arrivée propice et inespérée du 6e corps commandé par le Maréchal Ney. Avec seulement 14 000 soldats, il contraint les 70 000 soldats russes à se replier, à Guttstadt. Le 6e corps, était chargé de poursuivre le Prussien L'Estocq au nord. Mais le contact avec L'Estocq n'étant pas établi, Ney décida en entendant le bruit de canon de rejoindre le combat, parcourant 80 kilomètres en une seule journée.

La victoire de Friedland peut aussi être mise en partie à son crédit. En Espagne, sous les ordres de Masséna, il est moins heureux à cause de son caractère jaloux et ses disputes avec Jomini, son chef d'état-major, et surtout la haine réciproque qu'il entretenait avec le maréchal Soult. Fait unique pour un maréchal, il fut démis de son commandement et rejoignit Paris où Napoléon ne lui fit aucun reproche. Mais l'image d'Épinal, représente à tout jamais le maréchal Ney lors de son héroïque campagne de Russie en 1812. Il y dirigeait le 3e corps d'armée. Pendant la phase offensive de la campagne, il occupait le centre du front de l'armée, et participa à des combats sanglants et frontaux tels que Smolensk ou Moskowa, le 6 septembre 1812 où il reçut une balle dans le cou. Ce dernier combat lui valut le titre de prince de la Moskowa.

Puis pendant la retraite, il se dévoua à l'arrière-garde de l'armée. Pendant 40 jours, il protégea les débris de l'armée donnant le plus de temps possible aux civils et aux blessés pour suivre la retraite. Laissé à l'extrême arrière-garde après la bataille de Krasnoïe, surnommée par les Russes la *bataille des héros*, il n'avait que 6 000 hommes et se vit attaquer par des forces supérieures qui lui fermaient la marche ; il se retire devant elles, surprend le passage du Dniepr, passe malgré le harcèlement des Cosaques et rejoint, après trois jours et par d'audacieuses manœuvres, Napoléon, qui disait hautement qu'il donnerait 300 millions pour sauver le *Brave des braves*.

Lors de la bataille de la Bérézina, il remporte une magnifique victoire. En faisant charger des cuirassiers sur des tireurs embusqués dans une forêt, il réussit l'exploit de faire 5 000 prisonniers avec seulement 7 000 hommes. Il sauve les débris de l'armée, et sort de Russie après des marches forcées et en affrontant encore de nombreux dangers.

RESTAURATION

À Fontainebleau, il incita fortement l'Empereur à abdiquer et se rallia aux Bourbons, ce qui lui valut d'être nommé pair de France par Louis XVIII.6,7,8. Il fut le premier des maréchaux qui abandonna Napoléon après la capitulation de Paris. La Restauration fut une période contrastée pour le maréchal Ney comme tous les autres "*parvenus*" de la Révolution française. La France le comblait d'honneurs (Commandant en chef de la cavalerie de France, gouverneur de la 6e division militaire), mais les milieux aristocrates et les anciens émigrés raillèrent cette nouvelle noblesse fabriquée par l'"*usurpateur*".

LES CENT-JOURS

Lors du débarquement de Napoléon à Golfe-Juan le 1er mars 1815, il proposa au roi Louis XVIII de ramener Napoléon « *dans une cage de fer* » 10mais au contraire se rallia à l'Empereur. Contrairement à de nombreuses idées reçues, il n'y eut pas d'affrontement entre les troupes du maréchal Ney et de Napoléon. La fameuse rencontre d'Auxerre entre le maréchal Ney et Napoléon, fut en fait une rencontre à huis clos. Les témoignages divergent. Il semble que les deux hommes aient fortement haussé le ton. Certains prétendent que Napoléon aurait fortement tancé son maréchal pour sa « *défection* » de 1814. Le maréchal Ney a soutenu pendant son procès avoir exigé de Napoléon : *Qu'il ne joue plus au tyran*. En tout cas, les deux personnages emblématiques semblèrent fâchés et ne se revirent plus jusqu'au 12 juin 1815, quand Napoléon rappela le maréchal Ney pour commander les 1er et 2e corps d'armée dans la campagne de Belgique qui commençait.

WATERLOO ET LA CAMPAGNE DE BELGIQUE

Le maréchal Ney, appelé de dernière minute, n'arriva aux Quatre-bras que le 15 juin 1815, seul, sans état-major, et transporté dans une charrette de paysan. Dès le lendemain commença la bataille des Quatre-Bras où un faible détachement de Britanniques et Hollandais résista malgré un manque de munitions. Pour le Mullié, le maréchal Ney prétendit n'avoir pas reçu d'ordre précis d'attaque, et Napoléon dit avoir envoyé un courrier précis exigeant cette attaque. Rétrospectivement on peut dire que cet ordre est un mensonge de Napoléon.

Le maréchal Soult, chef d'état-major durant cette campagne et ennemi personnel du maréchal Ney, avoua sur son lit de mort au fils de Ney n'avoir jamais eu connaissance de cet ordre. Or, tous les ordres passaient normalement entre ses mains. Cette bataille manquée est probablement, à ce jour, un des seuls reproches qu'on puisse faire au maréchal Ney. S'ensuit la bataille de Waterloo. Napoléon est très malade ce jour-là. Il fut surpris plusieurs fois vomissant et somnolant loin du champ de bataille. Le maréchal Ney quant à lui fit preuve à son habitude d'une activité débordante. On dit qu'ils avaient les vêtements lacérés, le visage souillé de boue et de sang, et le chapeau perdu. Pour le Mullié, tout se résume à un moment bien précis. Vers 15 h 30, la 1re ligne britannique amorce un recul stratégique derrière le chemin d'Ohain au fort dénivelé. Le maréchal Ney croit alors à une retraite britannique, et lance toute sa cavalerie à la charge. Et ce avec d'autant plus d'empressement que l'on sait déjà que les Prussiens s'approchent. La charge est énorme. Une des plus grosses charges de cavalerie de l'histoire. Napoléon déplore cette charge, mais la soutient néanmoins avec la cavalerie sous ses ordres. La cavalerie est trop nombreuse, d'autant plus que des bataillons suivent spontanément ce mouvement d'ampleur. Mais malgré cela la charge réussit. Wellington donne des ordres pour préparer un embarquement. La ferme de la Haie Sainte passe aux Français.

Le maréchal Ney fait demander un renfort d'infanterie à Napoléon qui refuse, alors qu'il disposait alors du corps de Mouton-Duvernet. En quelques instants la bataille bascule, les carrés britanniques se reforment, et peu après, la cavalerie prussienne arrive au contact. Le maréchal Ney repart à l'attaque, à pied, à la tête de l'infanterie restante, à la tête de la division Durutte, en s'écriant : *Venez voir comment meurt un maréchal de France !* Mais sans réussite. Son sublime entêtement, échoua, accentuant d'autant plus les pertes françaises. Il eut ce jour-là cinq chevaux tués sous lui. Tous les

témoins dirent qu'il cherchait la mort, mais que la mort ne voulut pas de lui. Après la défaite, vint le temps des règlements de comptes. Napoléon dès son retour à l'Élysée culpabilisa ses maréchaux et notamment le maréchal Ney, et le maréchal de Grouchy. Le maréchal Davout prit la défense du maréchal Ney en disant : *Sire, il s'est mis la corde au cou pour vous servir !*

L'ARRESTATION

À la seconde Restauration, le maréchal Ney est détesté par tous les partis, sauf par les Républicains qui étaient alors trop minoritaires. Il est décidé que ceux qui s'étaient mis au service de l'Empereur avant le 20 mars 1815, date à laquelle Louis XVIII avait quitté la capitale, étaient des traîtres. Fouché établit la liste, avec un seul maréchal sur cette liste (ordonnance du 24 juillet 1815) et tout en haut : le maréchal Ney. Selon d'autres, Fouché, alors ministre de la Police, lui donna deux passeports pour fuir en Suisse ou aux États-Unis. Cependant, le maréchal Ney, resta en France, chez une cousine de sa femme. Il est alors arrêté au château de la Bessonie, près d'Aurillac. Le maréchal arrive à Paris sous escorte le 19 août. Il est aussitôt incarcéré à la Conciergerie. Il est transféré à la prison du Luxembourg en traversant des villes où l'on souhaite soit le lyncher, soit le délivrer. En chemin, le général Exelmans, lui proposa de le délivrer et de l'escorter où il le souhaite, mais il refusa. On dit que des officiers vinrent le libérer à la prison du Luxembourg, mais qu'il refusa aussi.

LE PROCES

Le conseil de la Guerre devait juger le maréchal Ney. Mais il devait comprendre des maréchaux de France et la présidence en revenait de droit à leur doyen, le maréchal Moncey, duc de Conegliano. Celui-ci se récusa dans une lettre adressée au roi. Mécontent, le roi destitua Moncey et lui infligea trois mois de prison. Le maréchal Jourdan fut alors désigné pour présider le Conseil de guerre. Ney est assisté par Berryer père et André Dupin. Le maréchal Ney ne souhaite pas être jugé par ses anciens camarades dont il craint la rancune à la suite d'incidents passés. Ney a été élevé à la pairie par Louis XVIII ; il peut donc exiger d'être jugé par la Chambre des pairs, pourtant majoritairement composée de royalistes convaincus. Ainsi, devant le parterre de maréchaux et de généraux qui composent le conseil de guerre, l'accusé dédaigne-t-il de répondre à l'interrogatoire d'identité et déclare, à la stupéfaction générale, récuser la compétence du tribunal. Pair de France au moment où se sont déroulés les faits dont il est accusé, il demande, en se fondant sur les articles 33 et 34 de la Charte, son renvoi devant la Chambre des pairs. Le conseil se retire et par 5 voix contre 2 se prononce pour l'incompétence, le 10 novembre, et Ney fut jugé par la Chambre des pairs. C'est donc la Chambre de Pairs qui juge le maréchal Ney. Plusieurs éminents personnages se font dispenser, dont Talleyrand, qui dit ne vouloir participer à un tel crime. Le débat est à sens unique, la Chambre des pairs étant à forte majorité monarchiste.

La défense aborde peu la discussion des faits, et fait porter son effort sur un moyen de droit. Le maréchal Davout avait signé avec les Alliés le 3 juillet une convention dont l'article 12 spécifiait qu'aucune poursuite ne pourrait être exercée contre les officiers et soldats pour leur conduite pendant les Cent-Jours. Condamner le maréchal Ney revenait à violer cette convention. La Chambre des pairs décida d'interdire à la défense de développer ce moyen, car «*il aurait dû être plaidé avant tout débat sur le fond*». Un ultime rebondissement survient le 6 décembre. La ville de naissance de Ney, Sarrelouis, vient de devenir prussienne depuis le traité de Paris du 20 novembre. Dupin déclare donc que Ney ne peut être jugé, car il est maintenant prussien. Évidemment, le maréchal Ney, se lève, interrompt son avocat, et dit : « *Je suis français et je resterai français !* ».

Trois questions de fait sont donc d'abord posées :

- « *le maréchal Ney a-t-il reçu des émissaires dans la nuit du 13 au 14 mars ?* » : l'appel nominal donne les résultats suivants : 111 voix pour, 47 contre. Le comte Lanjuinais, le marquis d'Aligre et le comte de Nicolaï s'abstinrent, protestant qu'ils ne pouvaient juger en conscience, attendu qu'on avait refusé à l'accusé le droit de se faire entendre sur la convention de Paris ;
- « *le maréchal Ney a-t-il lu, le 14 mars, une proclamation invitant les troupes à la défection ?* » : trois pairs, ceux qui venaient de protester, votent contre, et 158 votent pour ;
- « *le maréchal Ney a-t-il commis un attentat contre la sûreté de l'État ?* » : le vote donne 157 voix pour, 3 voix pour avec atténuation et 1 voix contre. Lanjuinais a répondu « oui » mais en ajoutant « couvert par la capitulation de Paris » ; d'Aligre et de Richebourg « oui » mais en faisant appel à la générosité de la Chambre. Le vote négatif est celui du duc de Broglie, le plus jeune des pairs de France qui déclare : « *Je ne vois dans les faits justement reprochés au maréchal Ney ni préméditation ni dessein de trahir. Il est parti très sincèrement résolu de rester fidèle. Il a persisté jusqu'au dernier moment.* »

La dernière question porte sur la peine à appliquer. Lanjuinais, soutenu par Malville, Lemercier, Lenoir-Laroche et Cholet, tente de faire adopter la peine de déportation que 17 pairs votèrent. Parmi eux, le duc de Broglie. Cinq pairs, le comte de Nicolaï, le marquis d'Aligre, le comte de Brigode, le comte de Sainte-Suzanne et le duc de Choiseul-Stainville, tout en s'abstenant, proposent de recommander le maréchal à la clémence du roi. Finalement, 139 voix, réduites à 128, à cause d'avis semblables entre parents, réclament la peine de mort.

Parmi ceux qui ont voté la mort : 5 maréchaux d'Empire : Sérurier, Kellermann, Pérignon, Victor et Marmont.
(Au contraire, le maréchal Davout est venu le défendre, et le maréchal Laurent de Gouvion Saint-Cyr a voté la déportation).
Le vicomte de Chateaubriand, le comte Ferrand surnommé « le Marat blanc » et le comte Lynch nommé par Napoléon maire de Bordeaux, comte de l'Empire et chevalier de la Légion d'honneur, qui va jusqu'à réclamer la guillotine.

En outre, non content d'avoir obtenu la condamnation du maréchal, Bellart requiert qu'il soit rayé des cadres de la Légion d'honneur. Une petite phrase circule sur l'avocat Bellart à l'époque : « *Si l'éloquence est un bel art, Bellart n'est point l'éloquence.* » La sentence est rendue à onze heures et demie du soir. Les pairs appliquent la règle du conseil de guerre et la lisent en l'absence de l'accusé. Les défenseurs ayant compris que tout espoir est perdu n'assistent pas à la lecture de l'arrêt et se rendent dans la cellule qu'occupe depuis deux jours le maréchal, au Palais du Luxembourg. C'est une petite pièce située au troisième étage sous les combles, à l'extrémité ouest de la galerie où le Sénat conservateur avait installé ses archives, au-dessus de l'actuelle salle des conférences. Une plaque de marbre y a été apposée en 1935.

L'EXECUTION

Pendant la lecture de la sentence, les défenseurs du maréchal vont le voir dans sa cellule. Après leur départ, il se met à rédiger ses dernières dispositions et dort tout habillé. À 3 heures du matin, le secrétaire-archiviste de la Chambre des pairs, Cauchy, le réveille pour lui communiquer la sentence. Le général de Rochechouart, qui commande la place de Paris, l'informe qu'il peut recevoir trois visites : sa femme, son notaire et son confesseur. La maréchale vient rendre visite à son mari dans la cellule avec leurs quatre enfants. Elle s'évanouit en apprenant la sentence. C'est en vain qu'elle implora sa grâce auprès de Louis XVIII. Celui-ci aurait dit qu'il était favorable à cette requête, mais que seuls Wellington ou la duchesse d'Angoulême (fille de Louis XVI), pouvaient en prendre la décision. La maréchale alla alors, demander grâce à Wellington qui accepta tout d'abord, puis renonça devant les difficultés et les obstacles. Puis, elle alla voir la duchesse d'Angoulême qui refusa sèchement. Cette dernière dit plus tard, après avoir lu les témoignages du comte de Ségur, regretter son geste. Et que s'il elle avait su qui était réellement le maréchal Ney, elle aurait demandé sa grâce.

On proposa un confesseur à Ney qui répliqua, « *Vous m'ennuyez avec votre prêtraille !* ». Puis il accepta finalement, convaincu par un ancien soldat de la campagne de Russie, devenu croyant à cette occasion. Ney écrit une dernière fois à son beau-frère. Puis il s'entretient avec le curé de Saint-Sulpice. À 8 h 30 une voiture vient chercher Ney. Il porte un simple costume bourgeois. Le cortège s'arrête avenue de l'Observatoire. Le maréchal refuse qu'on lui bande les yeux et, s'adressant aux soldats : « *Camarades, tirez sur moi et visez juste !* ». Rochechouart rapporte qu'il prononça également les paroles suivantes : « *Français, je proteste devant Dieu et la patrie contre le jugement qui me condamne. J'en appelle aux hommes, à la postérité, à Dieu. Vive la France !* ». Puis il s'écroule sous les balles. La phrase qu'on lui prête « *Soldats, visez droit au cœur !* » semble plus romanesque que véridique. Il tombe face contre terre. Conformément à la coutume, la dépouille resta quinze minutes seule. Un cavalier britannique fit bondir son cheval par-dessus le cadavre. Un officier russe, qui avait exprimé ostensiblement sa joie, fut rayé des listes de l'armée russe par Alexandre Ier qui appréciait beaucoup le maréchal Ney. Wikipédia.

NIEMCEWICZ **Julien-Ursin** Skoki Podlachie / grand-duché de Lituanie, (Biélorussie) 6 février 1757 - Paris 21 mai 1841.



Julien-Ursin Niemcewicz, en polonais *Julian Ursyn Niemcewicz*, est un dramaturge, romancier, poète et mémorialiste.

Issu d'une famille de la moyenne noblesse polonaise. Il intégra l'académie du Corps des Cadets de la Noblesse avant de devenir l'assistant d'Adam Kazimierz Czartoryski; Il voyagea ainsi en Angleterre, en France et en Italie. Durant la Grande Sejm (diète de quatre ans) de 1788 à 1792, Niemcewicz est député et membre actif du Parti patriotique qui poussa pour l'établissement de la constitution historique du 3 mai 1791. Il fut par la suite le fondateur de la *Zgromadzenie Przyjaciół Konstytucji Rządowej* (assemblée des Amis de la Constitution de gouvernement), formée pour soutenir et mettre en œuvre ce document.

Il émigra avec d'autres membres du parti patriotique polonais en Allemagne après la victoire de la confédération de Targowica en 1792 et la fin de la constitution polonaise du 3 mai 1791. Lors de la révolte polonaise de 1795, il servit d'aide au général Tadeusz Kościuszko. Les deux furent capturés par les Russes lors de la bataille de Maciejowice et emprisonnés à la forteresse Pierre-et-Paul à Saint-Pétersbourg. En 1795, ils sont relâchés par le tsar Paul Ier et partent pour les États-Unis où Niemcewicz se marie.

Il fut, lors de l'érection du grand-duché de Varsovie en 1807, secrétaire du Sénat. Après le congrès de Vienne, il fut secrétaire d'État et président du comité constitutionnel de Pologne. Il contribua à l'insurrection de novembre 1830 mais après le triomphe des Russes, il dut se réfugier en France, et mourut à Paris en 1841. Comme son compatriote le général Karol Kniaziewicz (1762-1842), mort quelques mois après, il aurait dû être enterré dans la collégiale Saint-Martin de Montmorency mais les pouvoirs publics s'y étant opposés, les tombeaux et gisants des deux combattants polonais sont restés de simples cénotaphes.

NICOLAI **Christoph Friedrich** Berlin 1733 – 1811.



Fils du libraire renommé Christoph Gottlieb Nicolai, Friedrich Nicolai est engagé comme apprenti dans une librairie de Francfort-sur-le-Main et travaille ensuite dans celle de son père à Berlin. Ses ***Briefe über den itzingen Zustand der schönen Wissenschaften in Deutschland*** (Lettres sur l'état actuel des arts et lettres en Allemagne), publiées anonymement à Berlin en 1755, s'attaquant à Gottsched qui veut soumettre la littérature allemande aux lois du classicisme français. L'enthousiasme de Nicolai pour la littérature anglaise lui vaut l'amitié de Lessing et de Moses Mendelssohn. Il reprend la librairie de son père en 1759 et lui donne un tel élan qu'elle devient l'une des meilleures de Prusse. De 1765 à 1792, il dirige l'Allgemeinde deutsche Bibliothek qui devait être interdite par Wöllner.

Deux éditions de ***Versuch über die Beschulddigungen, welche dem Tempelherrenorden gemacht werden, und über dessen Geheimniss. Nebst einem Anhange über das Entstehen der Freymaurergesellschaft*** paraissent à Berlin en 1782.

Une traduction française due à Henry Rensner (Essai sur les accusations intentées aux Templiers et sur le secret de cet ordre, avec une dissertation sur l'origine de la franc-maçonnerie) à Amsterdam en 1783.

Nicolai y exprime l'opinion que la franc-maçonnerie a été fondée en 1646 et descend des Rose-Croix.
Nicolai est avec Starck l'un des protagonistes de la querelle dite du « *crypto-catholicisme* » qui agite le Berlin des années 1780. Il devient membre de l'Académie des Sciences de Berlin en 1798 ; la faculté de philosophie de Helmstedt le nomme docteur *honoris causa* l'année suivante. En 1806, il publie ***Einige Bermerkungen über den Ursprung und die Geschichte der Rosenkreuzer und Freymaurer, veranlasst durch die sogenannte historisch-kritische Untersuchung des Herrn Hofrat Bühle über diesem Gegenstand.*** (Quelques remarques sur l'origine et l'histoire des rose-croix et francs-maçons, à l'occasion de l'examen soi-disant historique et critique de M. le Conseiller à la cour Bühle).

Le frontispice reproduit une gravure comprenant la dénomination, les armes et les devises des neuf Provinces templières, décrites de manière quasiment identique dans le matricule du *rothes Ordensbuch*. Nicolai indique l'avoir découverte dans *Symbola Divina et humana Pontificum, Imperatorum, Regum ; accessit brevis isagoge Jac. Typotii. Sculpsit Aegidius Sadlert. 3 Tomi. Prague 1601-1603* (réimprimé à Francfort en 1642) et ajoute avoir trouvé deux des devises utilisées au 1° et au 3° grade du système de von Hund. Figure exemplaire des Lumières, résolument hostile au mysticisme, Nicolaï appartenait à la Mère Loge « Aux Trois Globes », mais on ignore le lieu et la date de sa réception. A.B.

NOTHOMB Jean-Baptiste

Messancy 3 juillet 1805 - Berlin 16 septembre 1881.

Le Baron **Jean-Baptiste Nothomb** est un homme politique belge de tendance. Fervent partisan de l'unionisme, il a été chef de cabinet de 1841 à 1845. Il est originaire de Pétange (dans l'actuel Grand-Duché de Luxembourg) et fait ses études secondaires à Luxembourg Ville. Il étudie de 1822 à 1826 à l'Université de Liège, où il obtient un diplôme de docteur en droit. Il retourne ensuite à Luxembourg où il s'inscrit au barreau. Parallèlement, il a une carrière dans la presse (il écrit dans *le Courrier des Pays-Bas*) et rejoint bientôt Bruxelles pour devenir directeur de la *Gazette des tribunaux*.



Quand la révolution de 1830 éclate, il se trouve à Luxembourg. Il ne rejoint Bruxelles que fin septembre et devient directeur du *Courrier des Pays-Bas*, organe de presse du gouvernement provisoire. En octobre, il devient secrétaire de la commission chargée de préparer la constitution. Il prône la monarchie constitutionnelle, le bicaméralisme.

Dans cette commission, il participe également à la définition des modalités de l'élection du Congrès national. Il propose notamment que l'âge requis pour être éligible soit vingt-cinq ans, afin que lui-même puisse être élu. Il est élu au Congrès pour l'arrondissement d'Arlon. Il y devient membre d'une commission chargée de régler la question du Luxembourg, que la Conférence de Londres voulait laisser à Guillaume Ier. Plus tard, il est secrétaire général du ministère des Affaires étrangères du premier cabinet du régent Surlet de Chokier. Il soutient également la candidature de Léopold de Saxe-Cobourg et Gotha au Congrès et fait partie de la délégation envoyée à Londres pour lui proposer la couronne.

Il y met au point une interprétation du Traité des XVIII articles qui permettrait à la Belgique d'échanger certains territoires enclavés dans les Provinces-Unies dans leurs frontières de 1790 contre une partie du Limbourg. Il rencontre Charles Grey qui accepte le principe de cet échange de territoires. Néanmoins, il se montre réservé quant aux chances de réalisation de ce plan au moment de défendre le Traité des XVIII articles devant le Congrès. Il est renvoyé à Londres après la campagne des Dix-Jours, mais la défaite des troupes belges avait largement réduit sa marge de manœuvre et le Traité des XXIV articles est bien moins avantageux pour la Belgique. La Conférence accepte néanmoins, grâce aux pressions du roi Louis-Philippe de laisser à la Belgique Arlon, ville où Nothomb a été élu. Il défend la ratification du nouveau traité devant le Parlement.

Il reste ensuite secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. En 1836, il épouse une de ses cousines, fille d'un gros industriel de la Sarre, Whilelmine Boch1. Il devient en 1837 ministre des Travaux publics dans le gouvernement de Barthélémy de Theux de Meylandt. Il participe alors au développement du chemin de fer. En 1838, il soutient la ratification définitive du Traité des XXIV articles aux côtés de Barthélémy de Theux et de Jean-Pierre Willmar.

Après la chute du cabinet de Theux, le libéral Joseph Lebeau, nouveau premier ministre au 18 avril 1840, fait appel à lui pour faire partie du premier gouvernement libéral homogène, mais Nothomb refuse, car il reste partisan de l'unionisme. Il devient alors ambassadeur auprès de la Diète de Francfort, où il succède à Lebeau dans cette fonction tout en restant député. Il est ensuite appelé par Léopold Ier pour succéder le 13 avril 1841 à Lebeau (qui a démissionné à la suite des querelles généralisées entre son gouvernement libéral et le Sénat aux mains des catholiques), au poste de Premier ministre. Ce nouveau gouvernement unioniste est composé de Félix de Muelenaere (catholique), Camille de Briey (catholique), Guillaume van Volxem (libéral), Léandre Desmaisières (libéral) et le général Gérard Buzen (libéral). Il doit faire face à l'opposition des libéraux radicaux qui lui reprochent son alliance avec les catholiques.

On doit à ce gouvernement la loi sur l'enseignement primaire de 1842. Cette loi institue l'enseignement gratuit (non obligatoire) et oblige chaque commune à posséder au moins une école dispensant l'enseignement confessionnel sous surveillance du clergé (sauf dérogation). D'autre part, l'État et les provinces allaient créer des écoles dans les communes trop pauvres.

Le gouvernement échoue par contre dans son projet de donner la personnalité juridique à l'Université de Louvain. Le 14 décembre 1842, Nothomb, en plus de son poste de Premier ministre, reprend à van Volxem celui de ministre de la Justice, charge qui échoira peu après à Jules d'Anethan lors du remaniement consécutif aux élections du printemps 1843. Il fait également voter une loi permettant au roi de choisir le bourgmestre en dehors du conseil communal.

Après les élections de 1843 qui marquent une avance des libéraux, Nothomb modifie la composition de son cabinet et fait appel à Albert Goblet d'Alviella, Édouard Mercier, Pierre Dupont (libéraux), Jules d'Anethan, Adolphe Dechamps (catholiques). Il fait ensuite voter une loi permettant au gouvernement et non plus au Parlement de nommer les membres des jurys d'examen universitaire, ce qui satisfait les libéraux, mais mécontente les catholiques. Le nonce apostolique Pecci y est en particulier hostile.

Sur le plan international, le gouvernement décline les offres d'union douanière faites par la France et la Confédération germanique.

Les progrès des libéraux lors des élections de 1845 provoquent la démission de Nothomb.
Il devient ensuite ambassadeur à Berlin tout en restant député jusqu'en 1848, où une loi lui interdit ce cumul de fonctions. Il meurt en fonction, d'une attaque d'apoplexie, en 1881.
Comme beaucoup d'autres fondateurs de la Belgique, il fit partie de la franc-maçonnerie.

NOVIKOV Nikolaï

Moscou 8 mai 1744 - 12 août 1818.

Nikolaï Ivanovitch Novikov (en russe : Николай Иванович Новиков; ISO 9 : *Nikolaj Ivanovič Novikov*), est un philanthrope, éditeur et auteur russe. Représentatif des Lumières russes, Novikov visait à élever le niveau culturel et éducatif des Russes. Souvent considéré le premier journaliste russe, Novikov appartenait à la génération des Russes qui bénéficièrent de la création de l'université de Moscou en 1755.
Il a pris une part active au Nakaz de 1767, qui cherchait à produire un nouveau code législatif. Inspiré par ce genre d'activité libérales, Novikov a assuré l'édition des *Moskovskie Vedomosti* et a lancé des journaux satiriques sur le modèle de *the Tatler* et *the Spectator* anglais. Son attaque des coutumes sociales en place a incité les répliques enjouées de Catherine II, qui créa même son propre journal, intitulé *Vsyakaya vsyachina*, pour commenter ses articles.

Dès les années 1780, Novikov s'éleva aux positions les plus élevées de la franc-maçonnerie russe, qui finança libéralement ses ambitieuses entreprises d'édition. Sa presse a produit le tiers de livres russes contemporains et plusieurs journaux. Novikov a également employé son influence à divers nobles desseins, tels qu'un projet à grande échelle de promotion chez les Russes du théâtre de Shakespeare.

L'avènement de la Révolution française changea du tout au tout l'attitude de Catherine envers les inclinations de Novikov. Son imprimerie fut confisquée et, en avril 17921, il fut incarcéré pendant quinze ans, sans procès, à la forteresse de Schlüsselburg.
Lorsque l'empereur Paul Ier le libéra, il était trop effrayé et avait le cœur trop brisé pour reprendre ses activités journalistiques, ainsi il ne nuisit plus à personne.

OLIVIER **Georges** Papplewick 1782 – Loncoln 1867.



Fils de Samuel Olivier, un enseignant et un prédicateur d'ascendance écossaise établi dans le Lincolnshire, George Olivier occupe, dès 1803, un poste adjoint d'enseignement dans une école de Castor, près de Lincoln. Il sert ensuite brièvement dans un cabinet d'avocat à Holbeach. En 1805, il épouse Marx Ann Beverly, dont il eut cinq enfants. Il s'établit alors à Grest Grimsby où il dirige, entre 1809 et 1836, la *Freemen's Grammar School.*

En 1814, il est ordonné prêtre au sein de l'Eglise anglicane. Sa vocation demeure la grande espérance de sa vie : il incline pour la franc-maçonnerie dont les principes s'avèrent compatibles avec la croyance inébranlable dans l'exactitude des récits de la Bible, de la Genèse aux Livres Prophétiques. Dès son ordination, il occupe simultanément les charges de responsable de la paroisse de Klee et de vicaire de Grimsby dont le pasteur est Alfred Tennyson et frère de Charles Tennyson, dignitaire maçonnique lié au duc de Sussex.

S'il ne parvient pas à succéder au Révérend Tennyson à sa mort en 1831, il reçoit, en compensation, la paroisse de Scopwick, un « village isolé », situé à 12 miles de Lincoln.

En 1834, il se voit attribuer la responsabilité de la collégiale de Wolverhampton rattachée, par privilège royal, au doyenneté de Windsor. Les violentes disputes entre George Olivier et ses marguilliers, exaspèrent par cet état de sujétion, conduisent le Parlement, à la disparition du doyen en 1846, à ériger en paroisse indépendante l'église de cette cité en pleine expansion. Dès l'année suivante, il préfère d'ailleurs échanger sa cure avec le recteur de South Hykeham.

En 1835, l'archevêque de Canterbury lui décerne un doctorat de théologie (*Lambeth Degree*) pour ses publications en faveur de la primauté de l'Eglise anglicane. En 1855, il doit renoncer, pour des raisons de santé, à ses charges pastorales de Scopwick et de South Hykeham. Il se retire alors à Lincoln.

George Olivier s'intéresse très tôt à la franc-maçonnerie sous l'influence de son père, initié le 12 juillet 1797 dans la « *St John's Lodge* » de Leicester qui participe à la fondation d'une nouvelle loge à Peterborough, près de leur résidence familiale de Whaplode. Ce nouvel atelier, après avoir refusé de travailler sous la juridiction des Anciens en juillet 1802, obtient le 23 décembre une patente des Modernes.

Lors de sa réception, qui intervient quelques semaines plus tard, il prête son obligation avec son père agenouillé près de lui en raison de sa minorité. Il est ensuite passé et élevé à Peterborough, à des dates restées inconnues. En 1809, il participe activement à la consécration de l'*Appollo Lodge* de Great Grimsby. Le 8 mai 1813, il est exalté dans l'Arche Royale à Hull, puis très probablement reçu au sein d'autres ordres.

En octobre 1833, il est nommé par Charles Tennyson, devenu en novembre 1832 Grand Maître Provincial du Lincolnshire, Député Grand Maître Provincial en charge de la gestion quotidienne d'une Province où pratiquement aucun atelier ne fonctionnait convenablement. Il procède aussitôt à la désignation d'officiers compétents, ouvrant ainsi une nouvelle ère de prospérité pour la maçonnerie locale.

Très proche, depuis 1839, du docteur Robert Crucefix, un maçon londonien qui, au travers de sa revue tridimensionnelle, *The Freemason's Quaterly Review*, œuvrait pour la fondation d'un hospice pour les maçons âgés et malades en dépit de la sourde hostilité du duc de Sussex, George Olivier accepte de présider un dîner réunissant ses partisans. Aussitôt, sur l'injonction du Grand Maître, Charles Tennyson le destitue brutalement, le 28 avril 1842, de sa charge de Député Grand Maître Provincial. L'indignation soulevée par cette décision arbitraire s'étend au-delà des limites du Lincolnshire car Georges Olivier était un écrivain maçonnique réputé. Il faut toutefois attendre la disparition du duc de Sessex l'année suivante pour qu'intervienne une réhabilitation officielle lors d'un banquet organisé en son honneur à Lincoln, le 9 mai 1844.

En 1845, il participe à la création du Suprême Conseil du Rite Ecossais Ancien et Accepte pour l'Angleterre. Le Pas de Galles et ses Districts et Chapitres d'Outre mer. Il en devient le Lieutenant Grand Commandeur puis, pendant une brève période après la mort de Crucefix en 1850, le Souverain Grand Commandeur.

Il fait sa dernière apparition publique en 1866 lors d'une tenue de la Grande Loge Provinciale du Lincolnshire. La moitié des soixante ouvrages publiés portent sur des thèmes maçonniques et lui valent le qualificatif de « Sage et Historien de la Maçonnerie ». Dès le début de sa carrière maçonnique, il a ressenti son incapacité à réfuter les objections soulevées contre l'Ordre en raison de l'insuffisance et de l'éparpillement des documents existants. Il aurait alors esquissé un « Grand Projet » consistant en un chapelet d'ouvrages permettant une perception exhaustive de ce « système de connaissances humaines et divines » représenté pour lui par la maçonnerie.

La pierre de fondation de cette entreprise fut ***The Antiquities of Freemasonry*** (1823) et ***Star in the East*** (1825) attestant de l'ancienneté de l'Ordre et de son essence chrétienne. « *La franc-maçonnerie n'est pas elle-même une religion, mais la servante et l'auxiliaire de la religion* ». Ses études se firent sur le vocabulaire maçonnique (***Signs and Symbols***, 1826), les rites initiatiques (***The History of initiation***, 1829) et la véritable philosophie de l'Ordre (***The Theocratic Principles of Freemasonry***, 1839).

En 1845-1846, il publie les deux volumes de ***The Historical Landmarks of Freemasonry*** où il examine longuement l'évolution de la maçonnerie depuis l'origine du monde. Ainsi après avoir recensé les 941 grades et les 44 rites existants, il réduit le système maçonnique aux grades symboliques, à l'Arche Royale et aux Templiers (ce dernier degré incluant à cette époque les Rose-Croix).

L'année 1850 voit la parution de la clef de voûte de son œuvre, ***The Symbol of Glory***, où il écrivait notamment : « *J'ai essayé de racheter l'Ordre de l'accusation de frivolité qui fut lancée contre lui au siècle dernier* ». leSon attachement à la dimension chrétienne de la franc-maçonnerie transparaît au travers des cinq volumes des ***Remains of Early Masonic Writers*** (1847-1850), rassemblant des écrits maçonniques du XVIIIe siècle. Les notes recueillies par son père lui permettent également dans ***Revelations of a Square*** (1855) d'esquisser le portrait d'une loge maçonnique imaginaire au XVIIIe siècle. En 1863, il rassemble ses cinquante conférences destinées aux Vénérables Maîtres dans ***The Freemason's Treasury***. Pour lui, en effet, chaque Vénérable devait, lors de chaque tenue mensuelle, instruire les Frères sur les principes et les préceptes maçonniques. N'écrivait-il pas à ce sujet : « *J'ai une médiocre opinion du maître qui travaille dans sa loge uniquement à l'aide de sa mémoire… Il est seulement une machine… J'ai connu des maîtres qui peuvent répéter machinalement l'ensemble des trois conférences mais méconnaissent totalement la maçonnerie* ».

En 1866, il vient à répondre à la Bulle édictée par Pie IX à l'encontre des francs-maçons par un pamphlet, ***Papal Teachings in Freemasonry.*** Quelques semaines avant sa mort, il publie ***The Origin of the Royal Arch***, où il met en exergue l'influence anglaise sur ce grade. Fr.D.

ORANGE – NASSAU



Le 13 février 1789, le Stathouder **Guillaume III** (1689-1702), comte de Nassau, prince d'Orange, et **Mary Stuart**, sa femme, deviennent « *William and Mary, King and Queen of England, Scotland, France and Ireland, Defenders of the Faith* ». **Anderson écrit que le roi était franc-maçon (Constitutions de 1738) et un rapport fait pour la Grande Loge le 27 décembre 1797 contient la même assertion. Il n'y a cependant pas d'indication plus précise sur son appartenance à la maçonnerie. Néanmoins, sir James Thornhill, maçon lui-même, le peint en 1707 en « *Salomon sur son trône* » sur le plafond de l'hôpital pour marins de Greenwich, et la peinture est entièrement allégorique et maçonnique**.



Après un interrègne, Guillaume V (Willem Karel Hendrik Friso, 1711-1751), descendant d'un frère de Guillaume 1er, lui succède. Si rien ne prouve formellement qu'il ait été initié à Berlin (comme Adolph van Schweinitz le rapporte en 1750) ou bien à Londres où il se trouve quelques mois avant son mariage avec la fille de George II (Anna) le 14 mars 1734, de nombreux récits, dont la célèbre réponse du roi Guillaume 1er à son ministre Falck en 1816, laisse fortement pensé qu'il était franc-maçon.

Le roi Guillaume 1er (Willem Frederik, 1772-1843), le fils de Guillaume V, n'était pas non plus franc-maçon même si, voulant unir les Pays-Bas du Nord et ceux du Sud, son « domaine privé » par les puissances de la Sainte-Alliance après le Congrès de Vienne en 1815, pour constituer une force contre la France, il mise sur l'unification maçonnique dans les deux pays pour aider à ce projet. Avec ce projet politique, les liens entre l'illustre famille et la maçonnerie apparaissent au grand jour. Après qu'en avril 1815 le ministre de la Justice, le comte de Thiennes, eut rapporté au roi qu'il est mieux d'interdire aux loges dans les départements du Sud de reconnaître l'autorité du Grand Orient de France (et même toute correspondance avec lui) et qu'en juin 1816, Falck, son secrétaire d'Etat pour les affaires intérieures, lui eut demandé par écrit s'il adhérait à l'idée que son deuxième fils (Willem Frederik Karel, 1797-1881) devienne Grand Maître des deux Grandes Loges Unies, le roi répondit : « *Puisque mon grand-père (Guillaume IV) était maçon, je n'ai pas d'objection à se que Frits le devienne aussi, et encore moins parce qu'il peut être un avantage national que les loges du pays entier soient unies sous une direction générale et que, de cette façon les Pays-Bas du Sud soient soutirés de la domination du Grand Orient de Paris. Je ne sais pas si Frits a une grande aptitude à voir la lumière, mais je pense qu'il n'aura pas de difficulté à tout ce qui sera jugé utile* ».



Willem Frederik Karel est initié le 20 juin 1816 à Berlin, où il demeurait, et le 13 octobre suivant, il est installé comme Grand Maître. Bien qu'il soit à l'origine un « maçon de circonstance », il dirige activement l'Ordre et exerce une grande influence de 1816 jusqu'en 1881. Son intérêt pour les hauts grades témoigne également de son investissement. En 1817, il a été initié Rose-Croix dans le Rite Ecossais Ancien et Accepté avec Guillaume à Bruxelles et, durant la même période, il a été initié en Allemagne dans la Stricte Observance. Son évolution lui permet de se forger des idées personnelles et d'introduire un nouveau système de hauts grades spécifiquement néerlandais en 1820, la Section du Degré de Maître.

Soit deux grades des nommés Maître Elu et Maître Elu Suprême, ce qui sera aussi un véritable effort stratégique pour combattre les influences du Rite Français et du Rite Ecossais Ancien et Accepté. Les causes sont son aversion contre les influences étrangères notamment celles venues de France (que montre sa haine tenace des régicides) et son rejet du contenu des systèmes des hauts grades existant.

Nombre de frères vont se liguer contre cette nouveauté. Dans le contexte de l'union des loges belges et néerlandaises sous son autorité depuis 1816, une opposition émerge entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre le nouveau système créé en 1820. La controverse bat son plein jusqu'en 1835, date à laquelle une contravention est signée à la fois entre les deux Ordres des hauts grades et l'Ordre Symbolique et Frederik accepte à nouveau la Grande Maîtrise des trois ordres.

Son frère aîné, qui devient roi sous le nom de Guillaume II (Willem Frederik George, 1792-1849), a été initié le 14 mars 1817 à Bruxelles dans la loge L'Espérance. Cependant, après son couronnement en 1840, il ne fréquente plus la loge, probablement parce qu'il ne veut pas risquer de perdre sa popularité chez les catholiques du Sud.

Si Guillaume III (Willem Alexander Paul, 1817-1890), fils aîné et successeur de Guillaume II, n'est pas maçon, le troisième file de celui-ci, **Alexander (Willem Alexander, 1851-1884), a été initié le 26 juillet 1876 par le Grand Maître Frederik. A la mort de ce dernier, c'est lui qui lui succède, mais il ne lui survit que trois ans et il est le dernier maçon connu parmi les Orange jusqu'à aujourd'hui.** J.S.

ORLEANS d' Louis Philippe Joseph Saint-Cloud 13 avril 1747 – Paris 6 novembre 1793.



Prince de sang, duc de Monpensier à sa naissance puis duc de Chartres le 4 février 1752 à la mort de son aïeul, Louis-Philippe-Joseph-Egalitlé à la Convention nationale, marié le 5 avril 1769 à Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon, fille du duc de Penthièvre, colonel du régiment de Chartres-Infanterie en 1762 puis de Chartres-Cavalerie en 1764, fait chef d'escadre en avril 1766 et créé colonel des hussards et des troupes légères en 1778, le futur Philippe-Egalité est finalement nommé lieutenant général des armées de terre et de mer.

C'est à la mort du comte de Clermont, Grand Maître de la Grande Loge, 16 juin 1771, à l'occasion d'une assemblée générale convoquée pour le 21, que des frères qui avaient été exclus en 1765-1766 se présentèrent en apportant la promesse écrite de son acceptation de la Grande Maîtrise en échange de la communication des rapports qui avaient motivés leur exclusion et la révision des opérations de la GL. depuis 1767.

Ils obtinrent gain de cause et le duc fut élu Grand Maître le 24 juin 1771, le duc de Montmorency-Luxembourg devenant Administrateur général de l'Ordre. Une circulaire d'octobre 1771 informa les loges de l'acceptation du duc de Chartres et les invita à s'associer à la cérémonie d'installation prévue pour la fin de novembre. Cependant le duc ne signa le procès-verbal d'acceptation que le 5 avril 1772. Ce ne fut que le 8 mars 1773 qu'une assemblée générale rassemblant les députés de province et ceux de Paris se réunit et confirma par acclamation l'élection du Grand Maître. Ce retard trouve son explication dans le fait que le duc qui s'était opposé à la réforme Maupeou était depuis avril 1771 sous le coup d'une interdiction de paraître à la Cour, interdiction qui ne fut levée qu'en décembre 1772.

La Grande Maîtrise n'était rien qu'une sinécure : inamovible, le Grand Maître présidait toutes les assemblées et en paraphait les comtes rendus. En réalité, Chartres ne manifesta guère de zèle et ne présida sa première assemblée du Grand Orient que le 3 juillet 1777. Il signa ce qu'on lui demanda de signer et entérina toutes les décisions que le duc de Montmorency-Luxembourg et son conseil de Grands Officiers avaient prises. Cela ne signifie pas pour autant qu'il se soit désintéressé de la franc-maçonnerie. Ainsi, en juillet 1773, il visite *« La Vraie et Parfaite Harmonie* », à l'orient de Mons, dans les pays autrichiens, loge qui avait été reconnue en 1765 par la Grande Loge de France comme Grande Loge des Pays-Bas, mais qui avait obtenu en 1770 des patentes de la Grande Loge de Londres… En 1776, il engage une grande tournée provinciale qui le conduit à Bordeaux, Agen, Toulouse, Montpellier, Nîmes. On le voit aussi au château des Ormes, près de Châtellerault, propriété des d'Argenson, où il reçoit des délégations de frères.

S'il s'intéresse aux loges parisiennes (« *La Fidélité* » lui fait l'hommage d'une médaille en or frappée à son effigie, et, en 1781, il demande son affiliation à « *La Candeur* »), son goût personnel lui fait préférer les loges de table, ou celles d'adoption. Il eut presque aussitôt sa loge personnelle, sous le titre distinctif de « *Saint-Jean de Chartres* », à l'orient de Mouceaux (Monceau), créée le 9 septembre 1774 par le Grand Orient à la date du 20 décembre 1773.

Une lettre publiée par Pierre Chevalier, qu'il adresse à Mme de Genlis en août 1772, révèle son état d'esprit : « *On s'ennuie beaucoup ici, et pour se dédommager, comme M. de Fronsac et M. de Lauzun ont parlé francs-maçons, Melle de Courtebonne et Mlle de Laval avaient imaginé de se faire recevoir, et quand je suis arrivé, elles m'ont demandé de les recevoir. J'ai accepté comme vous croyez bien. Mon père devait être de la loge ; j'étais charmé de l'avoir à ma férule. Mais il a fait réflexion que cela ne serait pas honnête pour M. le prince de Conti, que cela disperserait la compagnie : il m'a dit qu'il ne fallait pas et cela n'a pas eu lieu*… ».

Outre que cette lettre nous apprend l'appartenance de son père Louis-Philippe Le Gros à l'Ordre, on voit que ce qui intéressait le Grand Maître était moins le travail maçonnique que la pratique des civilités aristocratiques.

Devenu l'un des hommes les plus riches de France à la mort de son père et par son mariage, il s'endetta cependant si lourdement que, pour remettre de l'ordre dans ses finances, il fit ceinturer les jardins du Palais Royal d'une galerie de boutiques à louer – attitude inouïe de la part d'un prince du sang qui lui valut les sarcasmes de la Cour et du parti de la reine qui le détestait. Le Palais Royal devint bientôt un foyer d'agitation politique et culturelle, et l'on sait que c'est à cet endroit que Camille Desmoulins fit ses premières armes.

A partir de 1787, le duc de Chartres se mêla de politique en s'opposant aux édits fiscaux de Loménie de Brienne, ce qui provoqua son exil à Villers-Cotterets. Peu de temps avant la convocation des Etats Généraux, il fit répandre dans ses domaines les Instructions aux bailliages du duc de Limon et les Délibérations à prendre de l'abbé Sieyès où celui-ci se prononçait pour le doublement du tiers et le vote par tête.

Parce que sa voiture avait été aperçue faubourg Saint-Antoine et qu'il donnait avec ostentation aux pauvres pendant le redoutable hiver de 1788-1789, le parti de la reine lui imputa l'émeute de Réveillon. Elu député de la noblesse par le baillage de Crépy, il se prononça pour le vote par tête et, le 25 juin 1789, il fut l'un des premiers député de la noblesse à s'unir aux Tiers. On le soupçonne d'avoir voulu prendre la place de Louis XVI comme Régent général du royaume, mais cette thèse du complot orléaniste défendue encore de nos jours (Hubert Le Marle) se heurte à l'absence de preuves. Toujours est-il qu'accusé avec Mirabeau d'avoir fomenté les journées des 5 et 6 octobre, il fut envoyé en mission diplomatique en Angleterre à l'initiative de La Fayette en octobre 1789. A son retour, le 7 juillet 1790, il fut innocenté. Cependant, après la fuite à Varennes, on l'accusa d'avoir fait rédiger par son secrétaire, Choderlos de Laclos, la pétition du Champ-de-Mars. Très proche des jacobins, qu'il fréquentait assidûment, après avoir pris le nom de Philippe-Egalité que lui aurait donné la

commune de Paris, il fut élu député de Paris à la Convention et siégea avec la Montagne. Personnalité contestée, il est mis en état d'arrestation le 6 avril 1793 « pour servir d'otage à la République » quand son fils (le futur Louis-Philippe) passe à l'ennemi avec Dumouriez. Finalement, il est décrété d'arrestation, en même temps que les girondins pour lesquels il n'avait jamais manifesté de sympathie, le 3 septembre 1793, et guillotiné, conscient qu'au-delà de lui c'était l'aristocratie d'Ancien Régime qui était visée.

Accusé par le *Journal de Paris* de disposer d'un grand parti dans la capitale, Philippe-Egalité avait démissionné le 22 février 1793 du Grand Orient. La lette au citoyen Milcent est restée célèbre : « *Comme je ne connais pas la manière dont le Grand Orient est composé et que d'ailleurs je pense qu'il ne doit y avoir aucun mystère, ni aucune assemblée secrète dans une République, surtout au commencement de son établissement, je ne veux plus me mêler en rien du Grand Orient, ni des assemblées de francs-maçons* ». Philippe-Egalité, ci-devant Grand Maître du Grand Orient, ne fut pas remplacé ; nonobstant la maçonnerie se maintint avec des fortunes diverses pendant la Terreur. Ch.P.

ORVILLIERS d' Louis GUILLOUET

Moulins 26 mars 1710 - 1792.



Louis Guillouet, comte d'Orvilliers, officier de marine et aristocrate français du XVIIIe siècle. Il sert pendant cinquante ans au sein de la Marine royale pendant la guerre de Succession d'Autriche et la guerre de Sept Ans ; lieutenant général des armées navales et Commandeur de Saint-Louis il se distingue particulièrement pendant la guerre d'indépendance des États-Unis et notamment à la bataille d'Ouessant en juillet 1778, au cours de laquelle il défait la flotte britannique de l'amiral Keppel.

Louis Guillouet est issu d'une famille de la noblesse bourbonnaise dont les membres sont marins de père en fils. Le nom Guillouet est un diminutif qui proviendrait du breton "Guillou", hypocoristique du nom de baptême Guillaume.Il est le fils de Claude Guillouet, seigneur d'Orvilliers, écuyer, nommé capitaine de frégate en 1712, gouverneur de Cayenne (capitale de la Guyane française) de 1716 à 1728, et de sa femme Marie Ducé.

Son père est anobli par Lettres patentes de juin 1720, et reçoit le titre de comte d'Orvilliers. Les Guillouet sont gouverneurs de Guyane de père en fils. L'arrière-grand-père de Louis Guillouet, Joseph-Antoine Le Febvre de La Barre, d'assez mauvaise réputation avais repris Cayenne aux Hollandais en 1676. Rémy Guillouet — gendre de Lefebvre de la Barre (et donc oncle du chevalier de la Barre, supplicié en 1766) — est gouverneur en titre de 1706 à 1713, après avoir été lieutenant du roi, puis gouverneur par intérim. Enfin, Gilbert Guillouet, le frère cadet de Louis, le sera de 1749 à 1763. D'Orvilliers passe néanmoins la majeure partie de son enfance à Cayenne, où son père était gouverneur4. En 1723, âgé de quinze ans, il rejoint les troupes coloniales et intègre le régiment d'infanterie de la colonie, au sein duquel il s'élève rapidement au rang de lieutenant.

Carrière dans la Marine royale

En 1728, il est transféré dans la Marine royale4. Le 5 avril 1728, il intègre une compagnie de garde-marine. En 1734, il sert sur le vaisseau *Le Saint-Philippe*, qui faisait partie de l'escadre aux ordres de Duguay-Trouin4. Promu enseigne de vaisseau en 1741, il passe sur *L'Apollon*, commandé par Jean-Baptiste Mac Nemara, qui avait une mission pour Lisbonne. Il sert aux Antilles et au Québec. Lieutenant de vaisseau en 1743, il combat au cap Sicié l'année suivante. Fait chevalier de Saint-Louis en 1746. Il épouse, le 31 août 1747 à Rochefort, Marie-Anne-Thérèse Chesnel, qui devint — à la mort de son frère Charles-Roch Chesnel, capitaine de vaisseau, chevalier de Saint-Louis (en 1754) — dame de Château-Chesnel, Chazotte, Mesnac, Montignac, Burie, Villars-les-Bois, Mansac et Migronneau. Le père de la mariée, Charles-Louis Chesnel, marquis d'Ecoyeux, mort depuis trois ou quatre ans, avait été chef d'escadre.

Louis Guillouet est promu capitaine de vaisseau le 23 mai 1754 et reçoit le commandement de la frégate *La Nymphe*, de 20 canons. Il croise en escadre d'évolutions en Atlantique la même année puis protège des convois en 1755. En 1757, il commande le vaisseau *Le Belliqueux* dans la flotte de neuf vaisseaux et deux frégates envoyée sous Dubois de La Motte, renforcer les défenses de Louisbourg, en Nouvelle-France. La colonies française est alors menacée par une escadre britannique sous le commandement de Francis Holburne. Les renforts français5 dissuadent les Britanniques d'attaquer mais, les équipages français sont bientôt atteints par le typhus et la flotte de Dubois de La Motte est contrainte de quitter Louisbourg le 30 octobre avec 5 000 malades.

Au printemps 1756, il commande *La Nymphe*, envoyée à Minorque avec l'escadre placée sous les ordres de La Galissonière4,6. La flotte française remporte une victoire sur celle de l'amiral Byng et, après avoir assiégé la principale place-forte de l'île, Minorque tombe aux mains des Français, au début de l'été. Il est plus tard associé à la bataille située près de Santo Domingo dans les Antilles et est promu chef d'escadre lors de la promotion du 1er octobre 1764 et fait commandeur de l'ordre de Saint-Louis, il dirige plusieurs expéditions sur les vaisseaux *Le Belliqueux* et *Le Guerrier*. À bord de *L'Alexandre*, il commande la campagne d'évolution qui se déroule en 1772. Nommé commandant de la Marine à Brest en 1775, en remplacement du comte de Breugnon, il se rapproche du ministre de la Marine, Antoine de Sartine, qui l'appréciait et le consultait pour la rédaction de ses ordonnances.

Guerre d'indépendance des États-Unis

En 1777, la France a commencé son aide aux treize colonies américaines contre la Grande-Bretagne. D'Orvilliers est

nommé lieutenant général des armées navales le 6 février 1777. Cette promotion peut paraître tardive, puisque qu'elle survient à 67 ans, mais elle n'a rien d'exceptionnelle : la *Royale* étant — à l'époque — dirigée par des vieillards. Il est chargé du commandement de l'armée navale, forte de 32 vaisseaux de ligne et divisée en trois escadres, qui était réunie au port de Brest pour engager la Marine royale dans l'océan Atlantique. D'Orvilliers approche alors de 68 ans, et les longues années passées en mer ont fait de lui un vieillard diminué physiquement. Le 2 janvier 1778, en partant de Brest pour aller recevoir à Versailles les instructions orales du Ministre, il écrit à ce dernier : « Je courrai comme un vieillard qui redoute le froid et ne peut entreprendre de fortes journées. »

La bataille d'Ouessant



Combat d'Ouessant, juillet 1778 - Huile sur toile par Théodore Gudin

Son plus grand succès a lieu pendant la bataille d'Ouessant (en anglais : Battle of Ushant), le 27 juillet 1778. Le 22 juillet, la flotte française, quitte Brest où elle était stationnée. Dès le lendemain, elle entre en vue de la flotte anglaise commandée par l'amiral Keppel; et elle manœuvre afin de ne pas la perdre de vue4. Le 27 juillet, à quatre heures du matin, les deux flottes se font face et le combat s'engage: il dure trois heures, avec un acharnement égal de part et d'autre; mais le comte d'Orvilliers, étant parvenu à gagner le vent à l'ennemi, prend l'avantage du combat, et contraint l'amiral anglais à abandonner le champ de bataille en désordre.

L'échec de la manœuvre décisive est imputée au vaisseau le *Saint Esprit* où se trouvait le duc de Chartres (futur *Philippe Égalité*), son capitaine (La Motte Picquet) ayant déclaré n'avoir pas compris les instructions reçues par signaux. Les témoins de l'époque accusent ce capitaine d'avoir voulu protéger du feu son illustre passager. Le jeune duc doit ensuite subir les moqueries du petit peuple de Paris. De cette époque commencent les premières fâcheries du Duc contre le Roi. D'Orvilliers, lui, reçoit une pension de 6 000 livres sur le budget de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, par brevet du 4 août 1778.

Fiasco franco-espagnol dans la Manche (1779)

Au mois de mai 1779, Orvilliers sort à nouveau du port de Brest avec 30 vaisseaux de ligne, et se rend à la hauteur de La Corogne, où 35 vaisseaux espagnols devaient se rallier à son pavillon. Mais ces vaisseaux se firent longtemps attendre; et, pendant les trois mois qu'il resta en croisière sur les côtes d'Espagne, son armée est décimée par le scorbut, qui lui enlève la moitié de ses équipages. Son fils unique, lieutenant sur le vaisseau *La Bretagne*, embarqué à ses côtés, est lui aussi victime du scorbut et décède fin juillet 1779.

Forte de 65 vaisseaux, la flotte franco-espagnole rassemblée remonte dans la Manche avec l'intention débarquer en Angleterre près des ports de Portsmouth et Plymouth. Mais, après avoir vainement lutté, pendant plus de quinze jours, avec des vents contraires, il est obligé de renvoyer plusieurs de ses vaisseaux, qui ne pouvaient plus manœuvrer, faute d'équipages (décimés par le scorbut).

Critiqué pour la direction des forces navales sous son commandement, il rentre au port de Brest en octobre 1779 et préfère

se démettre de son commandement et obtient du roi la permission de quitter le service. La mort de son épouse en 1783 l'affecte considérablement et il se retire au séminaire Saint-Magloire à Paris.

Il revient plus tard à Moulins, où il meurt en 1792.

POSTERITE
L'historien du XIXe siècle, Léon Guérin écrit :
« Toutefois c'était pendant la paix qu'il [D'Orvilliers] s'était jusqu'ici le plus fait connaître par de belles campagnes d'évolutions. Comme tacticien, il ne le cédait à aucun marin de l'époque ; sa réputation était égale à son mérite. On pourrait même croire que la crainte de la compromettre lui fit manquer de décision, si sa correspondance avec Sartine n'était là pour attester que tantôt l'inaction de la flotte, tantôt la faiblesse des résultats obtenus par celle-ci tinrent à des circonstances complètement indépendantes de sa volonté. Comme tous les hommes illustres dans sa carrière, d'Orvilliers était le père des officiers, des matelots et des soldats placés sous ses ordres. Tout en signalant les fautes de chacun pour qu'on évitât de les renouveler il prêchait l'indulgence au sévère Sartine surtout dans le commencement d'une guerre où la plupart des officiers ne pouvaient se dissimuler à eux mêmes qu ils manquaient d'expérience et où en sévissant trop rigoureusement contre des erreurs qui n'étaient nullement intentionnelles on risquait d'ôter toute l'énergie des âmes. D'Orvilliers voulait prendre pour modèle la fameuse campagne du large de 1691 dans laquelle Tourville avait contenu toutes les forces combinées d'Angleterre et de Hollande supérieures à son armée qui n'était que de quarante quatre vaisseaux de ligne Pour cela il demandait qu on ne fît point entrer la flotte dans la Manche où l'on n'avait point encore de port propre à la recevoir et où elle serait en risque d être chargée d'un coup de vent d'ouest ou de sud ouest qui la pousserait nécessairement à la côte d'Angleterre et il était d'avis qu'on la fit croiser à une distance convenable du canal pour qu'elle n'y fût pas emportée par les courants14. Néanmoins il se proposait de détacher des frégates et corvettes dans la Manche pour éclairer ces parages et d'en étendre dans tous les autres pour éviter d'être surpris et s'assurer de l'ordre de bataille qu il devrait prendre relativement à la force de l'ennemi. »

OSSIETZKY von Carl



Prix Nobel de la Paix 1935. (1889 – 1938)

PAOLI Pasquale Morosglia 6 avril 1725-Londres 5 février 1807.



Patriote corse qui s'opposa à la présence génoise puis française en Corse.
initié Franc-Maçon, le 15 juin 1778, au sein de la Loge «*Les Neuf Muses n° 325"* à Londres.

La Corse des Révolutions (1729-1754) et la République de Corse constitutionnelle (1755-1769) fondent une large partie de l'identité corse d'aujourd'hui. Pascal Paoli est la figure emblématique de cette période. Contraint à l'exil à l'âge de 15 ans, il part pour Naples avec ses parents (1740). De retour en Corse en 1755, il perd l'ultime bataille qui l'oppose à l'armée royale française en 1769. Il aura vécu en Corse moins de trente ans, pour 15 ans à Naples, et 40 ans en Grande-Bretagne. Mais sa personnalité et son action intéressent bien au-delà des seuls Corses ou des historiens. Avec un fort attachement à son île natale et à sa culture, Pascal Paoli est une figure inscrite dans son temps, un homme des Lumières qui a tissé des relations d'amitiés ou épistolaires à travers toute l'Europe. Ainsi, Pascal Paoli fut à la fois chef d'État de la Corse indépendante, démocrate et patriote, homme des Lumières et général corse.

Pascal Paoli est le fils de Hyacinthe Paoli, nommé conjointement avec plusieurs notables corses chef de la nation avant et depuis le départ du roi Théodore de Neuhoff. Il naît dans le hameau dit « a Stretta » du village de Morosaglia, dans une Corse alors sous domination génoise. Dans ses jeunes années, il suit de bonnes études au couvent des Observantins du Rostino.

Jeunesse et exil napolitain
En 1739, Hyacinthe Paoli, contraint par les Génois de quitter la Corse secouée par des troubles depuis 1729, choisit de se réfugier à Naples. Il emmène avec lui le plus jeune de ses fils, Pascal, âgé de 14 ans. C'est donc en Italie, et plus particulièrement à Naples, que Paoli reçoit l'essentiel de sa formation. Il est élève à l'École militaire de Naples et devient cadet dans les troupes corses du Royaume des Deux-Siciles. Il débute par la suite une carrière dans le régiment royal de Farnèse et porte un regard attentif dans le même temps sur les évènements qui se déroulent en Corse et la révolte d'une partie de la paysannerie appuyée sur les notables contre le pouvoir génois. Durant cette période, il suit l'enseignement d'Antonio Genovesi, titulaire de la première chaire européenne d'économie politique, qui, humaniste, place au premier plan de la légitimité du pouvoir l'intérêt du peuple et prône la séparation du spirituel et du temporel. En économie, Antonio Genovesi insiste sur le commerce international comme source de richesse et valorise en particulier le travail, conceptions qui seront plus tard appliquées par Pascal Paoli. Le jeune Paoli est aussi un grand lecteur de Montesquieu, dont il se fait expédier *l'Esprit des lois* par son père, et des penseurs britanniques de l'époque. Mais il fait également preuve de curiosité scientifique et suit les cours de l'Académie Royale d'Artillerie.

Le généralat
Lors de la consulte qui se réunit au couvent Saint François de Castifao, à Caccia, le 20 avril 1755, il est appelé par les principaux chefs corses révoltés contre Gênes. La guerre que la République de Gênes continuait de mener contre la Corse était à son apogée, et les représentants de la nation allaient délibérer sur les chefs qu'ils devaient nommer pour guider le pays dans cette lutte vitale. Paoli se rendit à l'Assemblée comme député de Morosaglia pour prendre la tête de l'insurrection pour l'indépendance de la Corse. Il y fut élu ce même 20 avril 1755 général en chef de la nation corse. Mariu Emmanuele Matra s'y oppose et propose sa candidature.

Au cours d'une consulte qui se tient au Couvent Saint-Antoine de la Casabianca les 13, 14 et 15 juillet suivant, l'élection de Paoli est confirmée le 14. Le lendemain de son élection, il est proclamé général en chef de la nation et général du « Royaume de Corse ». Paoli reçoit la nouvelle chez lui à Morosalia, où il avait préféré demeurer, s'abstenant de participer à la consulte pour laisser aux députés la liberté de parlementer hors de sa présence. Durant les premiers mois du généralat, Matra est élu à son tour général de la nation. Avec un corps de partisans, il s'oppose et marche contre Paoli, mais la lutte se termine deux ans plus tard par la mort de ce général au siège du couvent de Bozio.

En même temps, Pasquale Paoli met en œuvre un plan réfléchi de modernisation de l'île en lui donnant une constitution (constitution corse) adoptée en 1755 au couvent de Caccia et retouchée à plusieurs reprises par la suite. Synthèse de traditions institutionnelles locales et des différents statuts que Gênes a appliqués à la Corse, l'acte constitutionnel y affirme la souveraineté populaire dans le préambule et reconnaît le droit de vote aux personnes de plus de 25 ans, dont les femmes (veuves ou célibataires), chargées d'élire, au niveau des Consultes communales, les délégués de la Diète, qui détient le pouvoir législatif et élit elle-même un conseil d'État, présidé par le général en chef, et un *Sindaco* chargé de veiller au bon fonctionnement de l'administration et de contrôler les magistrats.

Il s'agit d'une « démocratie de notables » pour Pierre Antonetti, d'une « dictature de salut public tempérée par l'influence des notables » pour Fernand Ettori, de l'œuvre « d'un homme d'action plus que d'un législateur ».

Pour Francis Pomponi: le vote est en fait réservé aux seuls chefs de famille dans les communautés villageoises; le suffrage universel est remplacé en 1764 par le suffrage indirect; la souveraineté populaire est contrebalancée par les prérogatives de Paoli, qui peut convoquer aux séances de la Diète des personnes non élues et réunir des Consultes particuliers; l'institution du généralat à vie restreint le système démocratique ; la Diète n'est réunie qu'une à deux fois par an pour des durées très courtes (deux à trois jours); au sein de cette Diète siègent, à côté des élus, des membres de droit: ecclésiastiques, anciens

magistrats, frères et fils de ceux qui sont « morts pour la patrie » et « patriotes zélés et éclairés »; un doit de veto suspensif est reconnu en 1764 au conseil d'État sur les décisions de la Diète; les *principali* dominent la vie publique et concentrent la réalité du pouvoir (podestats, pères du commun, conseillers d'État, juges, etc.). Par ailleurs, en raison des importants pouvoirs détenus par le Conseil d'État et Paoli en matière de justice, la séparation entre exécutif et judiciaire laisse la place à une confusion.

Toutefois, la Corse apparaît alors, aux yeux des philosophes, notamment Rousseau et Voltaire, comme le premier État démocratique de l'Europe des lumières et, Paoli comme un « despote éclairé ». Sur le plan économique, Paoli introduit en Corse la pomme de terre dès 1756, fonde L'Île-Rousse (1758-1765) dans le but de concurrencer les présides génois d'Algajola et de Calvi, et fait battre monnaie à l'effigie de la nation corse à Murato (1762).

Une « imprimerie nationale » est créée à Campoloro où sont publiés les *Ragguagli dell'Isola di Corsica*, sorte de journal officiel. Il crée une marine de guerre et fait de Corte la capitale de la Nation corse où siège le gouvernement. Il bat une monnaie saine, et interdit la vendetta.

Négociations entre Gênes et la France, la guerre de Corse

La France, désirant, pour des raisons stratégiques, se positionner en Méditerranée, trouve l'opportunité politique de s'implanter en Corse lorsque la République de Gênes, chassée de Corse et criblée de dettes, vient demander l'aide de Louis XV. Aux termes du traité de Versailles, signé le 15 mai 1768, la France prête deux millions de livres à Gênes, qui donne en garantie la Corse, qu'elle ne possède plus. Ayant eu connaissance du traité de Versailles, Paoli réunit une consulte le 22 mai à Corte, où il déclare : « Jamais peuple n'a essuyé un outrage plus sanglant […] On ne sait pas trop qui l'on doit détester le plus de celui qui nous vend ou de celui qui nous achète […] Confondons les dans notre haine puisqu'ils nous traitent avec un égal mépris. »

Bien décidés à défendre leur indépendance, les forces paolistes remportent plusieurs victoires face aux troupes françaises, la plus célèbre étant celle de Borgu, le 5 octobre 1768, où les armées de France doivent battre en retraite devant les régiments corses. Mais, fortes de quelque 20 000 soldats, les troupes de Louis XV remportent une victoire décisive le 9 mai 1769 à Ponte Novu. Les troupes corses mises en déroute, Paoli, contraint à l'exil, quitte la Corse. Il est successivement reçu par le grand-duc de Toscane, par l'Empereur, le stathouder des Pays Bas, avant d'être reçu et accueilli par le roi de Grande-Bretagne le 13 juin 1769. La Corse perd du même coup son indépendance et voit les citoyens de sa démocratie passer au rang de sujets de Louis XV. La victoire militaire des Français et l'exil de Paoli ne signifient pas pour autant que la Corse soit conquise. Les nombreuses insurrections qui éclatent dans l'île sont réprimées.

Premier exil et retour en Corse

Paoli part en exil avec 500 ou 600 de ses partisans. Embarqué à destination de la Grande-Bretagne, il se fait acclamer à son passage par ses admirateurs d'Italie et de Grande-Bretagne, en passant par l'Autriche ou encore les Pays-Bas. Son combat est en effet devenu célèbre à travers l'Europe grâce au récit de voyage du Britannique James Boswell, *An account of Corsica: the journal of a tour to that island and memoirs of Pascal Paoli* (1768).

Après un exil de vingt ans, il se rallie à la Révolution française. Rappelé en 1790 dans sa patrie, son voyage de Paris en Corse est une véritable marche triomphale; il est accueilli en particulier par Lafayette. Il est reçu le 22 avril 1790 par l'Assemblée nationale puis, le 26, par le club des Jacobins, alors présidé par Robespierre, qui l'admet à l'unanimité en son sein3. Louis XVI le nomme alors lieutenant-général et commandant de l'île. Il débarque le 14 juillet 1790 à Macinaggio pour son retour en Corse, où il est accueilli triomphalement par la population. Cependant, les relations entre Paoli et la Convention se ternissent, notamment suite à l'échec de l'expédition de Sardaigne et les manigances de Pozzo di Borgo, homme lige de Paoli4. Il contrôle de plus en plus le directoire de Corse et met des hommes qui lui sont proches. Suite à la défection de Dumouriez, la Convention ordonne le 2 avril 1793 l'arrestation de Paoli, dont le pouvoir était contesté et les tractations avec l'Angleterre suspectées, et le déclare « traître à la République française ».

En réponse, Paoli enclenche une épuration des opposants à son autorité (notamment la famille Bonaparte) et prend le contrôle d'une grande partie de l'île. Une Consulte générale se réunit à Corte le 10 juin 1794. Entièrement entre ses mains, celle-ci l'élève au rang de *Babbu di a Patria* (« Père de la Patrie »), et ses repésentants jurent fidélité au roi de Grande-Bretagne et à la constitution que ce prince a offerte, qui établit un Parlement et un vice-roi. Le rapprochement avec la Grande-Bretagne s'accélère pour chasser les Français de Corse et fonder un royaume anglo-corse. Paoli s'adresse officiellement à la Grande-Bretagne, dont le gouvernement, saisissant avec empressement une semblable occasion d'augmenter ses possessions, envoie aussitôt dans la Méditerranée une flotte sous le commandement de l'amiral Hood, avec ordre de s'emparer de la Corse. Les forces françaises qui se trouvent dans l'île sont en trop petit nombre et désorganisées par les purges révolutionnaires pour pouvoir résister longtemps. Les villes maritimes ont beaucoup à souffrir. Calvi surtout se fait remarquer par sa résistance à l'occupation anglaise et est entièrement ruinée. Paoli use de tout son pouvoir pour imposer le passage de l'île sous domination britannique.

Le Royaume anglo-corse et le second exil

Écarté par les Britanniques du titre de vice-roi, Paoli, mécontent de la conduite que tiennent les Britanniques, se retire à Monticello. Toutefois, ses ennemis jugeant plus prudent de se débarrasser d'homme dont l'influence est encore assez grande pour faire perdre aux Britanniques tout ce qu'il leur a donné, le vice-roi, sir Guillaume Elliot, demande à son gouvernement de le rappeler en Grande-Bretagne. Il quitte la Corse avec regret, mais résigné, et retourne à Londres pour un

exil définitif, où il meurt le 5 février 1807, à l'âge de 81 ans. Cet homme dont la vie privée est mal connue laisse, par son testament, une somme importante pour fonder à Corte une université, et à Morosaglia une École primaire supérieure. Le mythe de Pasquale Paoli, « *babbu di a Patria* » (« père de la Patrie ») est encore très vivant et présent dans l'île. Ses cendres reposent aujourd'hui dans son village natal de Morosaglia. Son cénotaphe se trouve à l'abbaye de Westminster à Londres. Wikipédia

PAPINEAU **Louis-Joseph** Montréal 7 octobre 1786 - Montebello 25 septembre 1871.



Homme politique, avocat et seigneur de Petite-Nation. Il est le fils de Joseph Papineau et le beau-père de Napoléon Bourassa. Député durant 28 ans et président de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada durant 22 ans, il est à la tête du Parti patriote qui lutte pour des réformes constitutionnelles fondées sur les principes britanniques. Lorsque sa tête est mise à prix en 1837, il passe aux États-Unis, et plus tard en France. Il ne revient au pays qu'après l'amnistie générale de 1845. C'est aussi de ce personnage que vient la célèbre expression : « La Tête à Papineau ». Il reste, aujourd'hui encore, l'un des grands symboles du nationalisme québécois.

Louis-Joseph Papineau est né le 7 octobre 1786 à Montréal et il est baptisé le même jour en l'église Notre-Dame de Montréal3. Il est le fils de Joseph Papineau, notaire et politicien, et de Rosalie Cherrier. Son parrain est Louis Payet, le curé qui a célébré le baptême, et sa marraine est Marie-Anne Cherrier, veuve de Toussaint Lecavelier.

En 1802, le père devint seigneur en achetant la seigneurie de Petite-Nation au séminaire de Québec. La famille sortit alors de l'ombre pour entrer dans le monde de la bourgeoisie canadienne-française. Louis-Joseph entra au collège de Montréal, puis au Petit Séminaire de Québec.

Philippe Aubert de Gaspé qui était au séminaire en même temps que lui, écrit : « La renommée du jeune Papineau l'avait précédé avant même son entrée au séminaire de Québec. Tout faisait présager, dès lors, une carrière brillante à cet enfant précoce, passionné pour la lecture et dont l'esprit était déjà plus orné que celui de la plupart des élèves qui achevaient leur cours d'études ». À la fin de ses études, après une longue hésitation, il choisit la profession d'avocat. Mais cette carrière ne lui plaisait pas du tout et il y était très malheureux.

Vie publique
Il sert comme officier de milice du Bas-Canada. Il est Capitaine au 5e Bataillon de la Milice d'Élite et Incorporée le 6 octobre 1812. Lieutenant au 2e Bataillon Montréal le 3 avril 1811; enseigne le 1er août 1803. Assistant juge avocat. Le 23 décembre 1813, il remplace Louis Lévesque comme juge-avocat.

Il n'y a pas de preuve formelle quant à son appartenance à la franc-maçonnerie, mais selon les témoignages de personnalités historiques, dont Benjamin Franklin, il aurait été initié en France.

Suivant les traces de son père, il délaisse quelque peu la pratique du droit et s'implique en politique. Élu dans le comté de Kent à l'élection générale de 1808, il entre au Parlement du Bas-Canada. Il se joint au Parti canadien qui est largement majoritaire en chambre. Le 21 janvier 1815, il est élu Orateur de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada. La même année, il succède à Pierre-Stanislas Bédard et devient chef du Parti canadien. Il poursuit la politique du parti qui lutte contre le favoritisme dans l'attribution des postes de fonctionnaires et dénonce les abus des conseils législatif et exécutif nommés par le gouverneur. En 1820, il refuse une place dans le conseil législatif formé par le gouverneur Dalhousie.

En décembre 1822, il part pour Londres avec John Neilson dans le but de présenter une pétition de quelque 80 000 noms contre le projet d'union du Haut et du Bas-Canada soumis en secret à la Chambre des communes de Londres par des représentants du commerce et de l'administration publique, en juillet de la même année.

En 1826, il se retrouve à la tête du Parti patriote, un parti canadien réformé et jugé plus radical par plusieurs politiciens de l'époque. En 1831, il contribue, par son rôle prépondérant dans l'Assemblée, à faire voter une loi garantissant l'égalité politique de tous les citoyens, sans égard à la religion. Ceci permit entre autres aux Juifs de tenir des registres civils dans le pays et d'accéder aux fonctions publiques. Cette loi fut un précédent dans l'histoire de l'Empire britannique.

Dans La Minerve du 3 février 1834, Papineau dénonce le fait que certaines femmes propriétaires utilisent un vide juridique de l'Acte constitutionnel de 1791 qui leur permet de voter aux élections et il écrit : « Il est odieux de voir traîner aux hustings des femmes par leurs maris, des filles par leurs pères souvent contre leur volonté. L'intérêt public, la décence, la modestie du sexe exigent que ces scandales ne se répètent plus ». En 1849, le gouvernement La Fontaine-Baldwin « corrige cette irrégularité historique en interdisant aux femmes de voter ». Il participe au comité qui rédige les 92 résolutions, votées par l'Assemblée législative le 21 février 1834.

Louis-Joseph Papineau a fait un discours lors du débat parlementaire qui se nomme *Les Quatre-vingt-douze résolutions (1834)*, et suite à la présentation des Quatre-vingt-douze résolutions faites par Louis-Joseph Papineau, Elzéar Bédard et Augustin-Norbert Morin, à la Chambre par Elzéar Bédard, le 17 février 1834.

Ce manifeste a été fait à l'occasion de l'état de crise politique, économique et sociale dans la colonie du Bas-Canada, et afin de convaincre les gens de la Chambre d'envoyer ce manifeste au Roi du Royaume-Uni dans l'espoir d'obtenir des changements dans la façon de :

- diriger la colonie par le régime britannique,
- avoir la responsabilité ministérielle,
- voir transformer le Conseil législatif en Conseil électif,
- dénoncer la corruption des fonctionnaires, du gouverneur et du système parlementaire qui n'est pas démocratique,
- avoir le respect de la langue française et celui de la religion catholique, etc.

A la chambre, il y a les radicaux et les modérés du Parti patriote ainsi que les bureaucrates. C'est à eux que s'adresse ce discours. Avec le discours, on peut découvrir une image du nationalisme bas canadien de la part de Louis-Joseph Papineau. Celui-ci aime son pays, c'est la raison pour laquelle il veut le défendre. Il veut voir changer l'administration du gouvernement du Bas-Canada. Il veut aussi le bien du pays autant sur le plan moral, administratif, économique, politique, etc. Finalement, il dénonce la corruption du parti ministériel, une menace pour le Bas-Canada.

Après l'arrivée des 10 résolutions de Russell au Bas-Canada le 6 mars 1837, il prend la direction du mouvement de contestation du peuple et participe à de nombreuses assemblées populaires. Il préconise une solution négociée et non-violente et fonde espoir sur le fait que les Britanniques, fort de leur expérience avec la colonie Américaine en 1776, agiront différemment avec le Canada8. Entre autres action pacifique, il préside le comité qui organise le boycott des produits britanniques dans la colonie. Le 15 novembre, il crée le Conseil des patriotes avec Edmund Bailey O'Callaghan.

Il quitte Montréal le 16 novembre après que le gouverneur Gosford ait ordonné la mise à prix des principaux chefs patriotes. (Voir Rébellion des Patriotes) Il gagnera alors la région du Richelieu où il sera reçu chez des proches. Papineau s'exilera aux États-Unis et en France durant 7 ans.

Exil

À son arrivée aux États-Unis, il est accueilli à la maison familiale de son ami, le juge Reuben Hyde Walworth, à Saratoga dans l'État de New York. Il s'affaire ensuite à faire passer sa femme et ses enfants aux États-Unis. Pendant un certain temps, il tente d'obtenir l'appui du président américain Martin Van Buren, mais sans succès. Le 8 février 1839, il quitte New York pour Paris, où il espère gagner l'appui de la France à la cause du Canada français. Au mois de mai, il publie l'*Histoire de l'insurrection du Canada en réfutation du Rapport de Lord Durham* dans la revue *Progrès*. Malgré les sympathies de plusieurs politiciens influents dont Lamartine et Lamennais, la France de Louis-Philippe reste neutre dans le conflit entre la Grande-Bretagne et ses colonies canadiennes. Il quitte la France en 1845.

Retour en politique

En 1848, il est élu au nouveau Parlement du Canada-Uni dans le comté de Saint-Maurice. En sérieux désaccord avec la politique du parti réformiste de Louis-Hippolyte La Fontaine, il rompt les rangs et se fait député indépendant. Républicain convaincu, inspiré des Républiques des États-Unis et de France (il séjourna d'ailleurs dans ces deux pays), il soutient le mouvement annexionniste. Pourtant, l'élan qu'il donnait au mouvement des Patriotes allait plutôt dans le sens d'une indépendance du Bas-Canada, du moins à long terme. Mais devant l'imposition de l'Acte d'Union en 1840, il est d'avis que le statut d'État dans la fédération américaine serait préférable pour ses compatriotes de l'ex-Bas-Canada. En 1856, il prophétisera un Nouveau Monde républicain, humanitaire et multilingue, formé de nations confédérées du pôle Nord à la Terre de Feu.

Toujours en rupture avec le parti mené par Lafontaine, il participe à la création du Parti rouge. Il est défait à l'élection de 1851, mais est toutefois élu lors des élections complémentaires l'année suivante. Il ne se présente pas comme candidat aux élections de 1854. Il se retire de la vie publique peu après et ne réapparait que pour tenir une conférence à l'Institut canadien de Montréal en décembre 1867. Il décède à son manoir de Montebello le 25 septembre 1871.

HERITAGE

Papineau est resté comme l'une des grandes personnalités politiques québécoises du XIX^{e} siècle.

Philippe Aubert de Gaspé, traduisant un sentiment répandu chez les Canadiens français de l'époque, écrit au sujet de Papineau dans ses *Mémoires*: "La vie politique de ce grand homme est gravée, par le burin de l'histoire, en caractères indélébiles; les luttes qu'il a soutenues pour conserver intacte une constitution octroyée par la Grande-Bretagne, et dont l'oligarchie du Canada s'efforçait depuis longtemps d'arracher lambeaux sur lambeaux, sont inscrites en lettres de feu dans le cœur de ses compatriotes.

PAPUS Voir ENCAUSSE

PARADIS chevalier de **JONCREUX, Boniface** Auxerre 8 septembre 1751 - 31 mars 1823.

Magistrat et homme politique français des XVIII^{e} et XIX^{e} siècles. Fils du légitime mariage de Antoine Paradis, marguillier d'église et commissionnaire de vins, et de Marie Marion. Boniface Paradis fut baptisé le même jour en l'église Saint-Loup. Avocat au barreau de sa ville natale, il embrassa le parti de la Révolution française et fut officier municipal à Auxerre. Administrateur du département de l'Yonne, substitut du procureur général syndic (1791), il devint commissaire du pouvoir exécutif près de l'administration centrale (1794). Marié à Marie-Pierrette Guenot, celle-ci lui donnera un fils, *Edmond Paradis de Joncreux* (1822 □ 1er novembre 1858 - Paris), attaché au ministère de l'Intérieur.

Franc-maçon, Paradis était président de la section maçonnique de la Fraternité. Écarté pour faction hostile au club révolutionnaire, il fut néanmoins réélu le 10 nivôse an III (30 décembre 1794). Il chercha en vain la cause et les auteurs de sa mise à l'écare.

Élu, le 23 vendémiaire an IV (1795), député de l'Yonne au Conseil des Anciens, par 212 voix (284 votants), il se rangea du côté des clichyens. Secrétaire, puis président (21 décembre 1796 - 20 janvier 1797) du Conseil, il protesta contre la loi qui excluait les parents d'émigrés de toute fonctions publiques, fit approuver la résolution relative aux tribunaux de familles, combattit le projet sur le complément du corps législatif, indiqua une façon de soumissionner la ventes des biens nationaux, désapprouva la création du *Tachygraphe*, parla en faveur de la résidence exigée pour voter dans les assemblées primaires de canton, proposa une motion concernant le service et les fonctions de la garde nationale, et demanda la fermeture de toutes les sociétés politiques. Déporté au 18 fructidor, il fut interné à l'Île d'Oléron, malgré les démarches de sa femme, et fut rappelé, après le coup d'État du 18 brumaire, par le gouvernement consulaire. Sous l'Empire, il fut nommé président de la cour criminelle de l'Yonne (1808). Décoré de la Légion d'honneur, il devint, en 1811, substitut du procureur général à la cour impériale de Paris, et fut destitué, en 1816, à la seconde Restauration.

.

PASCAL Edmond

Ceillac 21 décembre 1889 - Gap 2 novembre 1967.

Edmond Marie Émile Pascal est un haut-fonctionnaire et préfet français. Il fut instituteur, professeur, puis rentra dans le corps préfectoral, notamment comme préfet des Ardennes durant 5 ans, couvrant à ce titre la période du début de la Seconde Guerre mondiale, l'exode de 1940, l'occupation allemande, avant d'être limogé à la demande les Allemands. Revenu dans sa région d'origine, il mena des actions de résistance, puis redevint préfet, préfet des Hautes-Alpes, à la Libération.

Première partie du parcours et accession au corps préfectoral

Il commence comme instituteur à Ceillac, là où il était né et où son père était instituteur, puis devient professeur d'histoire et de géographie au lycée et à l'école normale de Gap, secrétaire départemental du Syndicat national des instituteurs de 1922 à 1925, maire adjoint de la ville. Radical-socialiste, il est également membre de la loge maçonnique de Gap, au Grand Orient de France. Rentrant dans le corps préfectoral, il devient notamment secrétaire général de la préfecture de l'Hérault.

Préfet des Ardennes

Il est nommé préfet des Ardennes le 26 septembre 19361.

Suite à la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne, le 2 septembre 1939, commence une période d'attente, avec des troupes cantonnés dans tout le département des Ardennes. C'est la période dite de la drôle de guerre pendant huit mois. Rien ne se passe jusqu'au 10 mai 1940. Le 10 mai, les troupes allemandes attaquent. Le 11 mai, elles sont sur la Meuse, à proximité de Sedan. Le premier ordre d'évacuation des populations ardennaises concernent la vallée de la Meuse et est donné le 11 mai à l'aube, vers la Vendée et les Deux-Sèvres selon un plan d'évacuation préparé depuis des années. Le département se vide en 4 jours, essentiellement les 12 et 13 mai2. Ultérieurement, les autorités allemandes prendront appui sur cette évacuation pour considérer le département des Ardennes comme une prise de guerre. Le 13 juin, Edmond Pascal, préfet des Ardennes, et le personnel de la préfecture se sont repliés à Rethel puis à Asfeld. Ils doivent ensuite quitter Asfeld pour rejoindre La Roche-sur-Yon.

L'armistice est signé le 22 juin 1940, mettant fin aux hostilités. Des zones sont crées en juillet 1940 par l'occupant, les Ardennes se trouvant en zone interdite, et des lignes de démarcation sont mises en place. Dans la zone interdite, le retour des réfugiés de toutes catégories est suspendu pendant plusieurs mois par les autorités allemandes. Seuls sont autorisés à pénétrer dans cette zoneles Luxembourgeois, les Belges , les Hollandais et les Neutres. Les motifs officiellement invoqués sont : l' ampleur des destructions matérielles et les récoltes perdue. Plusieurs mois après la fin des combats , les villages ardennais sont encore fortement dépeuplés. Ces mesures s'aménagent progressivement mais à Charleville et Mézières, 1200 habitants sur 52 000 ont réussis à rentrer le 6 juillet 1940. Début 1941, ils sont 4000 à Sedan, sur 20 000. En septembre 1941, 18 000 Ardennais sur 290 000 sont revenus sur leurs lieux d'habitation. Edmond Pascal s'emploie dès lors à faire libérer des personnes internées, notamment à Tagnon et Maison-Rouge, à arrêter un projet des occupants visant à créer un vaste camp militaire d'entraînement (qui aurait nécessité d'évacuer 103 communes menacées d'évacuation totale), et enfin à permettre aux cultivateurs évacués par ordre, et empêchés de rentrer chez eux , de reprendre possession de leurs terres, de leurs biens et de leur matériel.

Résistance et retour à la préfectorale

Limogé le 29 juin 1941 par le régime de Vichy, il revient dans sa région d'origine, rejoint la résistance, en contact avec Jean Moulin. Edmond Pascal préside en 1944 le Comité Départemental Haut-Alpin de la Libération, puis est nommé préfet des Hautes-Alpes, à la demande des mouvements de Résistance.

Il est également désigné Grand Maître-adjoint du Grand Orient de France.

Il termine sa carrière dans l'administration comme adjoint de l'attaché culturel, à Rio de Janeiro (Brésil), puis directeur du lycée franco-brésilien de Rio.

PAYNE George

1685 - 23 January 1757.



George Payne was a Freemason and the second Grand Master of the Premier Grand Lodge of England in 1718. After being succeeded by John Desaguliers in 1719, he was again Grand Master in 1720. During this time he compiled *The Constitutions of the Free-masons*, which was printed in 1722 or 1723. He was deputy Master in 1725, when the Duke of Richmond was both Master of the Lodge and Grand Master.

George Payne (c1685 - 23 January 1757) of the Exchequer - appointed Secretary to the Tax Office 20 July 1732, Head Secretary 8 April 1743 - was the son of Samuel Payne of Chester and Frances Kendrick or Kenrick. George Payne and his wife Anne Martha Batson had no surviving children. They lived in St Stephen's Court, New Palace Yard, Westminster.

His brother Thomas Payne (23 December 1689 - 1744) was rector of Holme Lacy Herefordshire for Frances Scudamore wife of Henry Scudamore, 3rd Duke of Beaufort and later the wife of Charles FitzRoy-Scudamore. Thomas's nine recorded children included Frances Compton (later Amyand) Countess of Northampton and Catherine Seymour, wife of Lord Francis Seymour Dean of Wells.

PELADAN

Joseph-Aimé

Lyon 1858 – Neuilly-sur-Seine 1918.



Sa mère portait le prénom Joséphine, son père Adrien s'intitulait chevalier, et son frère aîné, futur médecin homéopathe, aussi prénommé Adrien, l'instruisit des choses de l'occulte. Il ne l'imitera point selon l'externe, non plus que le vicomte de Lapasse ni Firmin Boissin.

Très grand écrivain, grand occultiste et mystique du Beau, Peladan s'extasie devant Rome et Florence en 1881. Catulle Mendès lui fait lire le *Dogme et rituel de la haute magie* (1856) par Elias Lévi (Alphonse-Louis Constant) : c'est l'occulte à jamais embrassé, en 1883.
En 1884, son roman ***Le Vice Suprême*** éveille à son tour Stanlislas de Guaita (1861-1897) à l'occulte. En 1885, il partage avec son nouvel et intime ami le projet de réaliser les collèges des mages et les sociétés d'initiés. Avec Albert Jounet, Guaita et lui s'associent en un trio babylonien de *Särs* (rois), respectivement Nergal, Nébo et Mérodack, dieux éponymes.

Oswald Wirth, maçon zélé et secrétaire de Guaita, lui remet en 1887, un dossier accablant contre le prêtre pervers Joseph Antoine Boulan.

A la fin de 1887, Guiata établit le Conseil occulte des douze de la Rose-Croix kabbalistique ; il deviendra en mai 1888 le Suprême Conseil de l'Ordre Kabbalistique de la Rose-Croix, six membres inconnus et six connus : Guaita, Péladan, Papus, Paul Adam, Gabrol, Thorion, (dans l'ombre, l'abbé Calixte Méninge, dit Alta). Guaita préside. L'Ordre condamne Boullan, le 23 mai, à mourir par envoûtement, mais au « baptême de la lumière ». Le lendemain, le jugement est signifié au criminel. Une affaire Boullan s'ensuit. Les autres activités de l'Ordre se réduisent presque entièrement à des agapes que terminaient, toutefois, des discussions ésotériques.

Pour des raisons confessionnelles, mais aussi parce qu'en juillet 1888, Parsifal, à Bayreuth, avait inculqué à Peladan le désir d'une nouvelle Rose-Croix, esthétique, dont il serait le Grand Maître, Mérodack rompt en 1890 avec ses pairs et lance trois mandements au nom d'un Tiers Ordre de la Rose-Croix catholique. Des titres divers circuleront : Ordre du Temple de la Rose, Ordre de la Rose+Croix et du Graal, par exemple. *Les Petites Affiches* du 23 août 1891 déclarent l' « *Association de l'Ordre du Temple de la Rose+Croix* » pour organiser des expositions de Beaux-Arts (le temps n'étant pas propice à l'occulte métaphysique). Cosignataires : Larmandie, Gary de Lacroze, Elémire Bourges, Antoine de La Rochefoucauld.

Six mois après le manifeste de la peinture symboliste dans le *Mercure*, Pelladan publie dans *Le Figaro* du 2 septembre, « Le manifeste de la Rose-Croix », contre les réalistes et les naturalistes. Robert Goldwater range le mage parmi les « idéistes ». Pelladan annonce le premier salon de la Rose-Croix.
Celui-ci se tiendra, en mars 1892, à la galerie Durand-Ruel ; cinq autres suivront, le dernier en 1897. Des représentations théâtrales seront aussi données. Puis en 1897, Pelladan annonce la « rentrée en sommeil ».

L'ordre Kabbalistique de la Rose-Croix, après avoir combattu dans « la guerre des deux roses » (Georges Vitoux), s'organisera en 1895 et survivra à la mort de Guaita en 1897. Un rapprochement entre les deux Rose-Croix échouera en 1899. Pelladan a maintenu son cap : célébrer l'union de l'occultisme à l'Eglise, afin de pouvoir penser l'occultisme et pratiquer l'Eglise, en rendant la magie au culte comme il estimait l'avoir rendu à la culture. Deux triades résumeront le ressort de Pelladan : Idéal, Tradition, Hiérarchie ; Beauté, Noblesse Lyrisme. L'œuvre d'art est œuvre de l'âme plus encore que de la main, et l'esthétique attend d'être spiritualisée. Dans le domaine plastique, c'est l'androgyne qui est l'idéal.

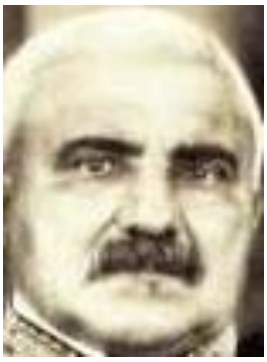
L'Amphithéâtre des sciences mortes (1892-1911) synthétise, en sept volumes, une pensée et une action qui allait s'intériorisant, sans que la production littéraire se tarît.

Quant à la franc-maçonnerie, Pelladan disait la dédaigner quand il ne méprisait pas l'imbécillité des francs-maçons. Mais en connaissait-il d'autres facettes que le satanisme supposé, la vulgarité accidentelle et l'anticléricalisme habituel, tout d'incompréhension mutuelle ?

Guillaume Apollinaire a compris Pelladan à la perfection, dans son hommage funèbre : « Cet amant des Arts morts, ce héraut d'une décadence hypothétique restera une figure singulière, magique et religieuse, un peu effacée, un peu ridicule, mais un grand attrait et d'une infinie délicatesse, un lys d'or à la main ». R.A.

PELISSIER — Aimable Jean Jacques

Maromme FR 1794 - Alger 22 mai 1864.



Duc de Malakoff, maréchal de France.

Franc-Maçon, il participe à la création de la loge "*St Jean de Crimée*", pendant le siège de Sébastopol 1856.

Fils d'un commissaire des poudres et salpêtres, il entre, après ses études à l'Académie militaire de La Flèche et à Saint-Cyr, dans l'armée comme lieutenant en second dans un régiment d'artillerie. Il sert comme aide de camp dans la campagne d'Espagne de 1823. Il prend part à l'expédition en Algérie de 1830 et est promu, à son retour, au grade de chef d'escadron. Après quelques années à l'état-major à Paris, il est envoyé de nouveau en Algérie comme chef d'état-major de la province d'Oran avec le rang du lieutenant-colonel où il reste jusqu'à la guerre de Crimée.

La dureté de sa conduite après qu'il a étouffé une tribu arabe entière dans le Dahra, près de Mostaganem, où elle avait trouvé refuge le 18 juin 1845, suscite une telle indignation en Europe que le ministre de la Guerre, Soult fait des excuses publiques, mais le maréchal Bugeaud, gouverneur-général de l'Algérie, non content de l'approuver, le nomme au grade de général de brigade jusqu'en 1850 où il est promu général de division. Le récit de l'enfumade est détaillée dans de nombreux livres, dont ceux de François Maspero, *L'Honneur de Saint Arnaud*, et de Olivier La Cour Grand Maison, *Coloniser, Exterminer: Sur la guerre et l'état colonial*, et Assia Djebar, *L'Amour, la fantasia*. Plusieurs centaines de personnes, guerriers, mais aussi femmes, enfants, vieillards, poursuivies par les troupes du colonel Pélissier, dans le Dhahra, montagnes de l'ouest algérien, entre Ténès et Mostaganem, se réfugient dans des grottes. Pélissier ordonne l'encerclement des grottes, et fait mettre le feu. Il n'y a pas de survivant.

Cette tragédie ne l'empêchera pas pour autant d'être nommé une première fois, gouverneur-général de l'Algérie en mai 1851, poste qu'il conserve pendant sept mois. En mai 1855, il est envoyé en Crimée, où il remplace le maréchal Canrobert comme commandant-en-chef des forces françaises devant Sébastopol. Son commandement se caractérise par une pression impitoyable sur l'ennemi et une détermination immuable à mener sa campagne hors de toute ingérence parisienne. Sa persévérance est récompensée le 8 septembre avec le succès de l'assaut donné sur Malakoff. Le 12, il est promu maréchal de France.

À son retour à Paris, il est nommé sénateur, fait duc de Malakoff et nanti d'une pension annuelle de 100 000 francs. De mars 1858 à mai 1859, il est ambassadeur de France à Londres, d'où il est rappelé pour prendre le commandement de l'armée d'observation sur le Rhin. Il devient la même année grand chancelier de la Légion d'honneur. En 1860, il bénéficie du rétablissement du poste de gouverneur-général de l'Algérie, pour lequel il est nommé une seconde fois, fonction qui avait été supprimée seize mois tôt au bénéfice d'un éphémère Ministère pour l'Algérie et les colonies. Son gouvernement trop personnel et trop rigoureux conduira aux émeutes de mars 1864. Il meurt à son poste le 22 mai de cette même année. Le village *Les Libérés militaires*, voisin de Mostaganem, est alors rebaptisé *Pélissier* en son honneur. À l'indépendance, il prendra le nom de *Sayada*. Durant sa carrière, il avait été couvert d'honneur et le premier à recevoir le titre de duc. Wikipédia

PELLETAN — Camille

Paris 28 juin 1846 – 4 juin 1915.



Franc-Maçon de la Loge "*Cannogate Kilwinning*", Edimbourg

Homme politique, journaliste et écrivain français.

Ancien élève de l'École nationale des chartes, diplômé en droit, ami des poètes du Parnasse contemporain (Léon Valade, Émile Blémont, Charles Cros, Paul Verlaine...) il devient à vingt ans un journaliste très impliqué dans la critique du régime de l'empereur Louis-Napoléon Bonaparte, notamment au sein de la rédaction du journal hugolien *Le Rappel*.

Il est reçu maçon à l'âge de 24 ans, le 11 avril 1870 à la loge « *La Mutualité 190* » relevant du Suprême Conseil. Son beau-frère Edouard Mocqueris en est membre depuis le 13 avril 1868. Il y retrouve une élite républicaine avec Boutteville, Brisson et le philosophe positiviste Wyrouboff. Pendant la Commune, il appuie le courant conciliateur et mène ensuite campagne au côté d'Henri Brisson pour l'amnistie.

En 1879, il entre à La Justice, le journal que fonde Clemenceau et vas désormais être de tous les combats du radicalisme. Il n'obtient que le 6 janvier 1892 son grade de compagnon à l'occasion de son affiliation à « La Clémente Amitié ».

Après la guerre franco-allemande de 1870 il est l'un des principaux meneurs des radicaux « intransigeants » et s'oppose avec Clemenceau aux républicains « opportunistes » qui suivent Léon Gambetta. À partir de 1879, il travaille avec succès à l'amnistie des communards. Ayant quitté la rédaction du Rappel, il devient le rédacteur en chef du journal de Clemenceau La Justice. En juillet 1885, il s'oppose à Jules Ferry en se déclarant adversaire de toute expansion coloniale. Il mène ensuite le combat contre le boulangisme.

Il est député des Bouches-du-Rhône de 1881 à 1912, puis sénateur des Bouches-du-Rhône de 1912 à 1915. Il devient membre du Parti radical-socialiste dès sa création en 1901 (il rédige et lit le rapport de fondation) et en incarne l'aile la plus avancée, dénonçant la « nouvelle féodalité industrielle » et refusant tout ennemi à gauche.

Après l'Affaire Dreyfus, il devient ministre de la Marine dans le cabinet Émile Combes de juin 1902 à janvier 1905, dont il est une des personnalités majeures. Très influencé par les théories de la Jeune Ecole de l'amiral Aube, il freine la construction des cuirassées et multiplie le nombre des torpilleurs et des sous marins. Par l'important décret du 7 octobre 1902, il crée le corps des administrateurs des Affaires Maritimes. Il favorise les carrières des jeunes officiers issus de famille modestes, des officiers sortis du rang et des officiers mécaniciens, jusqu'alors tenus en mépris ceux issus de l'École Navale. Il introduit la journée de huit heures dans les arsenaux.Durant les grandes grèves de Marseille en 1904, il montre une sympathie prononcée pour les revendications et les méthodes socialistes des grévistes. Sa politique est très critiquée, y compris par les radicaux entrée en dissidence contre le gouvernement Combes, à savoir ses prédécesseurs Jean Marie Antoine de Lanessan et Edouard Lockroy et le futur président de la République Paul Doumer. Une controverse violente s'ensuit, et il devient une cible privilégiée pour les caricaturistes, qui moquent sa pilosité broussailleuse et son manque d'élégance. Ces adversaires s'inquiètent du risque d'affaiblissement de la Marine et de destruction de la discipline. Camille Pelletan doit accepter la nomination d'une commission d'enquête extra-parlementaire. Sa carrière ministérielle prend fin avec la démission du cabinet Combes.

Très anticlérical, il vote le 3 juillet 1905 la Séparation des Églises et de l'État. Il incarne la résistance à la dérive opportuniste du radicalisme, et se montre un défenseur ardent de la stratégie du bloc des gauches (« pas d'ennemi à gauche »). Président du parti radical en 1906-1907, il est à nouveau candidat en 1913 mais est battu par Joseph Caillaux, qui incarne une nouvelle génération. Camille Pelletan vit une trentaine d'année en concubinage avec une femme excentrique, grande amie des poètes et hommes de lettres, Juliette Philippe.

En ces années, il devient enfin un maçon plus actif, fréquemment invité par les loges.
Après le décès de sa concubine, il se marie tardivement, en 1903, alors qu'il est ministre, avec une jeune institutrice de 24 ans sa cadette, Joséphine Denise. La presse de gauche salue ce « mariage démocratique ». Le couple est resté sans enfant. Par le biais des mariages du frère et des sœurs de Camille Pelletan, l'arbre généalogique familial n'en compte pas moins onze parlementaires, parmi lesquels Georges Bonnet et Michel Debré. Camille Pelletan a donné son nom au Parti radical-socialiste Camille Pelletan, scission « de gauche » du Parti républicain, radical et radical-socialiste effectuée en 1934 par Gabriel Cudenet en réaction à la participation de plusieurs radicaux au cabinet Doumergue. JCvL+A.C.

PELLETAN Eugène

Saint-Charles-sur-Mer 29 octobre 1813 – Paris 13 décembre 1884.



Ecrivain, journaliste et homme politique français.
Petit-fils de Jean Jarousseau, un pasteur du désert dont il a raconté la vie dans un livre à succès, fils d'Achille Pelletan, maire de Royan sous le 1er Empire et la Restauration1, il s'installe en 1833 à Paris où il se lance dans la carrière des lettres.

Eugène Pellatan est d'origine protestante. Il appartient à la génération romantique de 1830, fréquente les milieux littéraires, dans le sillage de George Sand. Lamartine lui donne le goût de l'engagement politique mais il est battu, en Charente-Inférieure, aux législatives en 1848 et en 1849. Il fait paraître, en 1852, une ***Profession de foi du XIX^e^ siècle***. Il juge nécessaire que la démocratie s'appuie sur une croyance religieuse donnant à l'homme sa dimension spirituelle et le sens de la morale. Il associe la croyance en Dieu et la foi dans le progrès de l'humanité. Défenseurs des libertés, il attend de la République qu'elle ferme l'ère des Révolutions. Pellatan compte sur le développement de la mutualité et de l'association pour régler la question sociale. Une condamnation pour délit de presse facilite son élection comme député de la Seine en 1863 et en 1869.

Sa formation philosophique ne doit rien à la maçonnerie puisqu'il n'est initié que le 24 février 1864, à l'âge de 51 ans, à la loge « *L'Avenir* ». Déiste et républicain, il est représentatif d'un état d'esprit dominant en maçonnerie jusque dans les années 1860. Sa progression est rapide : il est élu vénérable le 13 décembre 1865 puis, en 1866, il entre au Conseil de l'Ordre. Battu en janvier 1867 aux élections pour le vénéralat en raison de son modérantisme, Pellatan, en juillet 1867, se retire du Conseil de l'Ordre et s'affilie à la loge « *L'Ecole Mutuelle* ». En 1868, le vénérable est Georges Coulon, son futur gendre. L'atelier comprend de jeunes avocats républicains dont Tirard et Méline.

Après la proclamation de la République, il entre au gouvernement provisoire mais sans responsabilité ministérielle.
Il participe à la réunion des maçons qui désavouent le ralliement à la Commune.
Elu député des Bouches-du-Rhône, en février 1871, sénateur en 1876, Pellatan siège à l'Union républicaine. JCvL+A.C.

PELLETIER Madeleine

Paris 18 mai 1874 – 19 décembre 1939.

C'est une militante féministe et socialiste française. Elle fut la première femme médecin diplômée en psychiatrie en France.
Madeleine Pelletier naît à Paris (IIe arrondissement) le 18 mai 1874 dans une famille modeste de six enfants. Sa mère tient une boutique de fruits et légume dans le Marais. Sa bigoterie romaine et ses opinions royalistes la font surnommer la Jésuite ou Mme Sévigné.



Son père, cocher de fiacre, est frappé d'hémiplégie en 1878, mais cloué sur son fauteuil roulant, il discute énormément avec la petite Madeleine pour qui l'école devient l'alternative à la misère et à l'enfermement familial. Madeleine fréquente ainsi un établissement religieux, passe en 1885 le certificat d'études primaires, mais quitte l'école malgré l'avis de ses institutrices.

Elle fréquente alors les milieux féministes et libertaires et rencontre Louise Michel. En 1897, Madeleine passe le baccalauréat en candidate libre et l'obtient avec la mention « très bien » en philosophie. Grâce à une bourse de la Ville de Paris et l'appui de quelques amis, elle devient la première femme à passer le concours de l'assistance médicale de Paris. Admise à l'internat en 1903, grâce à une campagne de presse en sa faveur menée notamment par *La Fronde* de Marguerite Durand, elle peut commencer les études le 1er février 1904 et prête le serment d'Hippocrate le 30 mars 1906.

C'est au moment de son entrée à l'internat que son collègue Paul-Maurice Legrand, président de la Grande Loge Symbolique Ecossaise (II) « maintenue et mixte » la dirige vers cette obédience. Madeleine Pelletier est reçue apprentie le 27 mai 1904 à la loge parisienne « *La Philosophie Sociale* ».

Dès sa réception, elle se distingue par ses conférences. Sa première conférence en loge, « *L'Hypothèse Dieu* », est publiée dans la revue *L'Acacia* n°42, en 1906. Elle relance aussi la parution du *Bulletin de la Grande Loge Symbolique Ecossaise*, dont le siège se trouve à son propre domicile (330, rue Saint-Jacques). Dans une lettre, elle revendique l'honneur d'avoir conduit Louise Michel jusqu'à la franc-maçonnerie et elle continue à publier dans *L'Acacia*, notamment « *L'admission des femmes dans la franc-maçonnerie* » et « *Les tendances actuelles de la maçonnerie* » (en 1905). **Madeleine Pelletier devient Secrétaire Générale de la Grande Loge Symbolique Ecossaise (II) mais, s'opposant pour des raisons morales au président de l'obédience, elle s'affilie, avec Marie Bonnevial et Céline Rooz, à la loge « *Diderot* ». Elle en devient vénérable.**

C'est alors que survient l'affaire du *Bulletin hebdomadaire des travaux de la maçonnerie en France*, auquel adhèrent 134 loges dont trois ateliers de la Grande Loge Symbolique Ecossaise (II). Or, en 1901 et 1902, des tentatives visent à exclure dudit bulletin les loges mixtes. Déléguée, puis secrétaire-trésorière adjointe, à la commission administrative du *Bulletin Hebdomadaire* depuis 1905, Madeleine Pelletier est attaquée par les adversaires de la mixité qui obtiennent, en mai 1906, la dissolution de l'association gestionnaire du bulletin. En septembre 1906, une nouvelle société réserve le bulletin aux seuls ateliers masculins, et Madeleine Pelletier est reconnue coupable d'un délit maçonnique de première classe avec des circonstances atténuantes, par 11 voix contre 1 (28 avril 1906). Madeleine est condamnée à « un mois de suspension de droits et de fonctions maçonniques ». Par solidarité avec sa présidente, la loge « *Diderot* » se met volontairement en vacances pour la durée de la peine.

Madeleine Pelletier ne désarme pas : en juillet 1906, elle fonde un nouvel atelier, « *Stuart-Mill* », qui précise vouloir se spécialiser dans « *l'action purement féminine* ». Les rapports entre la Grande Loge Symbolique Ecossaise (II) et la nouvelle loge se sont rapidement envenimés. A l'été de 1907, Caroline Kaufmann, Madeleine Pelletier et Louise Winter sont exclues de l'obédience, mais « *Stuart-Mill* » se déclare indépendante en septembre 1907. La loge va maçonner ainsi au moins trois ans encore, mais Madeleine Pelletier a déjà rejoint le combat féministe et politique.

Dès 1906, elle dirige en effet ***La Solidarité des Femmes*** qui se bat notamment pour le suffrage féminin, et elle rejoint la 14e section parisienne de la S.F.I.O. La « tactique féministe » est en effet d'entrer dans les partis de gauche pour y faire avancer les droits des femmes. Elle propose au Congrès de Limoges (1906) une motion favorable au suffrage féminin, votée à l'unanimité moins 6 voix, puis fait de même au Congrès de Nancy (1907).

A la première conférence des femmes socialistes à Stuttgart (17-19 août 1907), elle milite, seule, pour la reconnaissance d'une oppression spécifique des femmes. Au sein de la S.F.I.O., elle quitte le courant marxiste pour la tendance « révolutionnaire » hervéiste et fonde un mensuel féministe radical, ***La Suffragiste*** (1907-1908). Elle est présentée, en 1910 et en 1912, par le Parti socialiste, de manière illégale, aux législatives dans la capitale.

En 1913, elle milite contre la loi militaire des trois ans. Hostile à la guerre « impérialiste », opposée à l'Union Sacrée dès 1914, Madeleine Pelletier part au front pour soigner alliés et Allemands sans distinction. La guerre finie, elle rejoint *Le Libertaire*. Madeleine assiste au Congrès de Tours (1920) et suit les « majoritaires » qui fondent la section française de l'Internationale communiste. Elle devient rédactrice à la revue *La Voix des Femmes*, ancien périodique socialo-féministe qui rejoint le jeune Parti communiste et prône l'égalité des sexes.

En juillet 1921, elle part clandestinement en Russie soviétique pour assister à la deuxième Conférence internationale des femmes communistes à Moscou et elle raconte ce périple dans un livre publié en 1922 (***Mon voyage aventureux en Russie communiste***). Elle reconnaît que le gouvernement des soviets a amélioré le sort matériel et moral des femmes, mais constate que les femmes sont souvent tenues à l'écart des nouveaux lieux du pouvoir politique. Elle dénonce la bureaucratie et la terreur du régime soviétique. A partir de 1925, elle s'éloigne progressivement du Parti communiste.

Entre-temps Madeleine Pelletier semble avoir repris des relations maçonniques autour du Droit Humain, mais elle n'a guère d'activités. Elle assiste à quelques tenues et figure parmi les abonnés de la revue *L'Acacia*. Elle reste cependant attachée à l'institution comme le montre l'épisode survenu, le 3 décembre 1925, au Club du Faubourg. Lieu de rencontre du Tout-Paris républicain et de gauche, fondé par Léopold Szeszler (1918), un débat sur le thème « Pour ou contre la maçonnerie » est l'occasion pour Madeleine Pelletier (et le philosophe Alain) de défendre l'institution. Toutefois, dans deux lettres, datées des 19 juillet et 12 août 1932, son véritable sentiment est marqué par l'ambivalence et une certaine amertume. Indifférente pour sa nouvelle obédience, elle espère toujours être admise au Grand Orient de France, « la fraction la plus intéressante de la franc-maçonnerie ».

Mais, dès 1930, Madeleine Pelletier a préféré rejoindre le Parti d'unité prolétarienne qui est formé de deux groupes scissionnistes du Parti communiste. En 1932, elle figure au comité directeur du mouvement Amsterdam-Pleyel, dit « contre la guerre impérialiste » puis, l'année suivante, elle adhère au groupement fraternel des maçons pacifistes intégraux *Mundia*. A la fin de l'année 1937, Madeleine Pelletier est frappée d'hémiplégie. La revue *Le Faubourg* lance un appel financier en sa faveur, il rapporte 2884 francs. Dénoncée comme « faiseuse d'anges » elle est alors inculpée de « crime d'avortement » et traduite devant la deuxième chambre du tribunal correctionnel de la Seine, en compagnie d'une infirmière, Mathilde Violette, et de sa femme de ménage, Marguerite Baneux. Au cours de l'instruction, elle est examinée par un aliéniste qui la déclare irresponsable de ses actes. Elle est incarcérée sans délai à l'asile de Perray-Vaucluse le 27 mai 1939. Quelques ami(e)s politiques ou féministes tentent sans succès une action judiciaire pour la faire sortir de l'asile. Madeleine meurt isolée, le 29 décembre 1939, d'une apoplexie cérébrale. Y.H.M.

PERDAILLAN de PERDIGUIER



Louis de GONDRIN Voir ANTIN

Agricol

3 décembre 1805 à Morières-lès-Avignon, à 7 km d'Avignon (Vaucluse) - 26 mars 1875,

Il était menuisier, Compagnon du tour de France, écrivain et député français. Il était également connu comme l'**Avignonnais la Vertu**, son nom de Compagnon. Agricol Perdiguier naquit l'année d'Austerlitz et de Trafalgar. Si la gloire et les déboires de Napoléon n'eurent que peu d'influence sur sa vie, son enfance fut marquée tragiquement par la Restauration

En 1815, son père, Pierre, ex capitaine des armées de la République, condamné à mort, dut s'exiler en toute hâte ; sa mère, Catherine Gounin « la femme la plus extraordinaire par sa bonté » après avoir été molestée faillit être jetée en prison, et lui-même, âgé de dix ans, fut traité de bonapartiste, républicain et petit brigand avant d'être « frappé violemment et traîné sur le pavé et dans les ruisseaux par des hommes vigoureux et par des femmes en furie ».

Un quart de siècle plus tard, il n'avait pu oublier et cita nommément ses tortionnaires, les sieurs Pointu, Magnan, Nadaut et Sibaut, « qu'on disait payés par de mauvais prêtres, [et qui] jouèrent aux revenants, courant les rues la nuit, vêtus de blanc ou de noir ou de rouge, traînant des chaînes, agitant des sonnettes, des grelots, frappant à certaines portes, parlant au nom de certaines âmes, et demandant des prières, des messes pour les trépassés, voire la restitution des lieux qui avaient jadis appartenu aux nobles, surtout aux couvents et aux églises ».

Cinquième enfant d'une famille qui en compta sept (trois garçons et quatre filles), il voulut suivre les traces de son père, ses deux frères aînés, Simon et François, préférant cultiver les terres. À l'issue d'un parcours scolaire très sommaire, trois années qui lui permirent d'apprendre à lire, écrire et compter, et d'un apprentissage de deux ans dans l'atelier paternel, il entra chez les *Compagnons d'Avignon* en 1823 pour apprendre le dessin technique (l'art du trait). Il participa à la restauration des menuiseries de Notre-Dame des Doms. La sacristie conserve toujours un *chappier*4 entièrement fait par lui. En 1823, il devint *affilié* chez les « Compagnons du Devoir de la Liberté ». Ce qui lui permit de commencer son premier Tour de France qui débuta le 26 avril 1824. Il allait durer cinquante deux mois3. Celui-ci le mena de Marseille à Nîmes, puis à Montpellier – où il fut fait *compagnon reçu* sous le nom d'*Avignonnais la Vertu* – de Béziers à Bordeaux, puis de Nantes à Chartres où il devint *compagnon fini*.

Compagnon du Tour de France et écrivain

De Paris, il s'en fut à Lyon, où il fut placé à la tête de sa « Société » comme *premier compagnon* puis *dignitaire*. Ce fut dans ces villes qu'il découvrit le combat fratricide des différentes sociétés de compagnonnage, qui était le reflet des conflits de société de cette époque. Il put enfin revenir à Morières le 24 août 1828. Perdiguier repartit l'année suivante vers la capitale puis Nogent-le-Roi où il séjourna jusqu'en 1833. De là, il retourna à Paris où il épousa Lise, couturière de son état, en 1836. Ils s'installèrent au 104 de la rue du Faubourg-Saint-Antoine, et là *Avignonnais la Vertu* prit conscience de l'inutilité des conflits entre compagnons de différents devoirs. Pour faire passer ses idées sur « l'indispensable réunification », il composa nombre de chansons qu'il réunit en cahiers et fit distribuer gratuitement à travers la France. Il compléta son éducation, lisant les poètes ou le théâtre de Voltaire. Puis il publia son célèbre *Livre du Compagnonnage* en 1839, le premier écrit sur les compagnons et par un compagnon, qui attira l'attention d'intellectuels comme Eugène Sue et George Sand. Paru à compte d'auteur, cet ouvrage, tout en décrivant les différents *Devoirs Compagnonniques* dénonçait leur manque de fraternité. Il y proposait de moderniser les structures, de développer son rôle de société de Secours Mutuel et de Formation Professionnelle. Il entretint dès lors une correspondance suivie avec Victor Hugo, Lamartine et d'autres écrivains et hommes politiques. Si ce livre le rendit célèbre, il excita la jalousie.

La même année, le 31 mars, il dut accepter le défi de *Bayonnais le Flambeau du Trait*, un provocateur, pour un concours de trait – la partie de la géométrie descriptive s'appliquant à la coupe du bois – et en sortit vainqueur haut la main. Un succès qui l'encouragea à poursuivre dans la voie de l'enseignement des techniques auprès de ses jeunes compagnons sans se soucier de leur appartenance.

Il publia ensuite d'autres ouvrages, et devint l'ardent ouvrier de la réconciliation entre les différentes sociétés de compagnonnage. Pour lui, tout passait par l'éducation et la lecture. Aussi, il ne faut point s'étonner qu'en 1846, Perdiguier, dans sa *Biographie et réflexions diverses*, expliqua à ses pays du Tour de France :
« Livrez-vous à toute étude qui puisse vous éclairer et vous inspirer l'amour de vos frères. De simples individus se procurent, en souscrivant, des collections de livres. À leur exemple, souscrivez aussi, mais en faveur de l'Association : formez-lui sa bibliothèque et que cette bibliothèque renferme des Vignoles, des traités de Géométrie, un Dictionnaire de la langue que nous parlons, un Dictionnaire de géographie, une Histoire de France, un abrégé de l'Histoire Universelle, nos Auteurs dramatiques les plus en renom, les Poèmes anciens et modernes, parce que le peuple aime la poésie… Concevez combien une telle bibliothèque serait favorable à tous. Elle offrirait à votre esprit un nouvel aliment et de nouvelles distractions ; vous deviendrez savants, et quand vous retournerez dans vos pays, vos compatriotes diraient de chacun de vous : Voilà un homme auquel le Tour de France n'a pas été inutile. »

Malade des yeux, blessé à la main, il dut abandonner l'établi et se consacra désormais à l'enseignement du trait6. Passionné par le livre et par l'écriture, il ouvrit à Paris, dans le Faubourg Saint-Antoine, une librairie où il donna ses cours. **Ce magasin fut fréquenté par Gambetta et Jules Ferry et d'autres acteurs sociaux de l'époque. Ce travailleur autodidacte qui aimait lire, connaissait et citait, parmi les Anciens, Socrate, Platon, Aristote et… Machiavel, et admirait chez les Modernes aussi bien Chateaubriand que Victor Hugo, Eugène Sue que George Sand.**

LA DAME DE NOHANT ET LE COMPAGNON
Ce fut le philosophe Pierre Leroux qui envoya à George Sand un exemplaire du *Livre du Compagonnage*. La Dame de Nohant, déjà acquise au « socialisme humanitaire » fut conquise par les idées du compagnon et l'invita chez elle à Paris. Grâce à lui, elle découvrit les pratiques du compagnonnage, et il lui fit part de sa fierté pour ses pays qui étaient devenus prosateurs à l'exemple du serrurier Pierre Moreau et de son ami Adolphe Boyer, l'imprimeur. Avignonnais la Vertu, quant à lui, s'était intégré, dès le début de sa carrière, dans le mouvement des chansonniers « qui ne chantait plus la bataille mais la paix et l'harmonie » entre compagnons et nous rappelle l'importance qu'eurent alors dans les Sociétés : *Nantais Prêt à Bien Faire*, *Bourguignon la Fidélité*, *Vendôme la Clef des Cœurs*, *Bien Décidé le Briard*, *Parisien Bien Aimé* et *Guépin l'Aimable*. Mais ce fut surtout l'œuvre des poètes-ouvriers qui força l'admiration d'Agricol Perdiguier1. Il lança à la façon d'un manifeste :
« Que les poètes aux mains calleuses surgissent de toutes part et le dédain sera vaincu. Ces poètes, ce sont le boulanger Reboul, les menuisiers Durand et Rolly, les imprimeurs Hégésippe Moreau, Lachambaudie et Voitelin, le tisserand Magu, le potier d'étain Beuzeville, l'imprimeur sur indiennes Lebreton, le cordonnier Lapointe, le fabricant de mesures linéaires Vinçard, le maçon Poncy, le vidangeur Ponty, le serrurier Gilland, la couturière Marie Carré de Dijon, le perruquier Jasmin, et tant d'autres… Tous ces poètes ne chantent pas comme chantaient jadis l'abbé Dulaurent, l'abbé de Chaulieu, l'abbé de Bernis, l'abbé de Brécourt, le vin et la prostitution ; non, ce qui les inspire, c'est l'amour du travail et des hommes. »

George Sand prit alors l'initiative d'aider Perdiguier en organisant un Tour de France publicitaire qu'il fit en diligence du 16 juillet au 20 septembre 1840 et qui lui permit de vendre 500 exemplaires de ses livres. Quant à elle, elle en profita pour écrire et éditer *Le Compagnon du Tour de France* dont le personnage principal Pierre Huguenin, n'était autre qu'Agricol Perdiguier5. Quant à Eugène Sue, dans *Le Juif errant*, son personnage d'Agricol Baudoin ressemblait fort à *Avignonnais la Vertu*.

Ces événements accélérèrent la reconnaissance du Compagnonnage et aidèrent les *Devoirans* à se sentir responsables d'un nouveau modèle social. Des idées qui se retrouvèrent au cœur de la révolution de 1848. Chacun suivit alors son chemin, pour elle il fut berrichon, pour le compagnon politique. En 1855, la romancière écrivit un second livre en souvenir de leurs espoirs commun. Ce fut *La Ville Noire*. Elle y décrivit les luttes du compagnon-écrivain, le devenir du Compagnonnage et le rôle des femmes dans la transformation sociale5. Puis de Nohant, elle lui écrivit le 25 décembre 1857 :
« Croyez bien que mon cœur vous est resté fidèle et sincèrement attaché. »

Républicain engagé et franc-maçon
Très actif durant la révolution de 1830, il se retrouva même coude à coude avec son compatriote Eugène Raspail, qui dirigeait la « Société des Amis du Peuple », pour faire le coup de feu au cours de l'insurrection provoquée par les incidents du 5 juin 1832, lors des funérailles du général républicain Lamarque.

Républicain de conviction, il prit position pour la laïcité de l'enseignement. La fraternité, l'entraide mutuelle et l'accès à l'instruction furent les moteurs de son action qui se déplaça sur un terrain plus politique. Il est initié à la franc-maçonnerie le 17 mars 1846, dans la loge parisienne « Les hospitaliers de la Palestine » du Suprême Conseil de France.

Défenseur de ses camarades ouvriers charpentiers lors de la grève de 1845, combattant inlassablement la présence du « troisième ordre » (caste aristocratique et patronale) dans le compagnonnage, il voulut aller plus loin. Conscient que la défense des travailleurs nécessitait une action politique, il répondit à l'appel que lança le Carpentrassien François-Vincent Raspail le 24 février 1848 lorsqu'il proclama la République à l'Hôtel de Ville de Paris.

Le gouvernement Ledru-Rollin ayant organisé les élections pour l'Assemblée constituante le 23 avril, Perdiguier se présenta à la députation. Avec l'appui de Béranger, de Lamartine et de George Sand, il fut élu dans la Seine et dans le Vaucluse. Il était arrivé 29e sur 34 avec 117 290 voix sur 267 888 votants et 399 391 inscrits, en Île-de-France, et en Provence, 5e sur 6 avec 22 056 voix sur 59 634 votants. Il choisit la Seine, laissant sa place de député vauclusien à Alphonse Gent et siégea sur les bancs de la Montagne. Réélu comme représentant du peuple à l'Assemblée législative, le 13 mai 1849, en se plaçant 27e sur 28 avec 107 838 voix sur 281 140 votants et 378 043 inscrits, il siégea à la gauche du parlement. Son opposition au coup d'État du 2 décembre 1851 de Napoléon III valut à ce fervent républicain un exil politique en Belgique, il est interné à Anvers. Il s'enfuit en Allemagne puis rejoignit Genève où il reprit son métier de menuisier et ses cours de dessin. Là, sous le pseudonyme de Rolland, il put correspondre avec d'autres proscrits dont Victor Hugo6 et écrivit *Mémoires d'un Compagnon* en 1854

.

Au bout de quatre ans, il put quitter la Suisse, rejoindre sa famille qui était restée à Paris et ouvrir une librairie rue Traversière, près de la Gare de Lyon6. Pour améliorer l'ordinaire son épouse et ses deux filles ouvrirent dans l'arrière-boutique un débit à vins qui devint rapidement le lieu privilégié de rencontre des compagnons de la capitale.

En novembre 1861, poursuivant son action en faveur du regroupement des compagnonnages, il en réunit un grand nombre dans un banquet à Vaugirard. Puis, en 1863, il entreprit son dernier Tour de France. Lors de celui-ci, il reçut de partout le plus chaleureux des accueils. Après la proclamation de la République le 4 septembre 1870, il fut nommé maire-adjoint du 12e arrondissement de Paris, fonction qu'il occupa pendant le siège de la capitale. En tant qu'adjoint, il présida à l'élection des chefs de sections d'un grand nombre de compagnies de Gardes Nationaux. Puis tenta d'organiser dans son secteur la défense de la capitale pour pallier un peu la tactique immobiliste du gouvernement.

Atteint de bronchite chronique, il dut pourtant démissionner de ses fonctions. il reprit son combat par la plume préconisant le suffrage universel, l'abolition de la peine de mort, la liberté de la presse et la suppression du budget des cultes. Sentant ses forces décliner, pour apurer ses dettes, il vendit son commerce parisien et ses quelques biens de Morières. une congestion cérébrale l'emporta. Il décéda à Paris, totalement démuni, le 25 mars 1875 mais en laissant la mémoire d'un homme qui n'avait jamais cessé un instant de marcher vers le but qu'il s'était fixé : le bonheur et le bien-être des travailleurs1. Selon ses désirs, il eut droit à des funérailles civiles. Une foule énorme l'accompagna au Cimetière du Père-Lachaise. Sa tombe, sur laquelle ses amis firent élever une ruche, symbole du travail, fait toujours l'objet de fréquentes commémorations de Compagnons de tous rites. Proudhon le désigna comme « le Saint Vincent de Paul du compagnonnage » et Daniel Halévy le désigna comme le « premier syndicaliste ».

PERNETY

Antoine-Joseph

Roanne 23 février 1716 - Avignon 16 octobre 1796.



Antoine-Joseph Pernety, dit **Dom Pernety**. Bénédictin mauriste défroqué, alchimiste et écrivain. Il se rendit célèbre en fondant en Prusse les *Illuminés de Berlin* puis les Illuminés d'Avignon lors de son retour en France.

Il avait découvert l'hermétisme, en 1757, dans la bibliothèque de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés. Extrêmement cultivé et érudit, en 1762-1763, il partit avec Bougainville aux îles Malouines en tant qu'aumônier et naturaliste. Revenu en France, il se défroqua et se rendit pour la première fois à Avignon où il entra dans la loge des *Sectateurs de la Vérité*. Pour fuir l'Inquisition du vice-légat d'Avignon, Grégoire Salviati, il dut s'exiler à Berlin auprès de Frédéric II de Prusse, qui le nomma conservateur de sa bibliothèque. Il put dès lors continuer ses recherches sur le Grand Œuvre et se lança dans l'étude de vieux grimoires pour découvrir le secret de la pierre philosophale. Il se passionna pour les doctrines mystiques du suédois Emanuel Swedenborg.

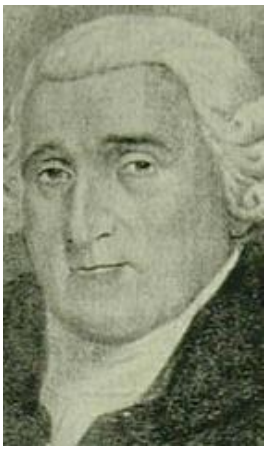
Il fonda, avec le comte polonais Grabienka, les *Illuminés de Berlin*. Son prosélytisme ne plut point au roi qui le renvoya. Accompagné du comte, il revint à Avignon et accepta, fin 1784, l'invitation du marquis de Vaucroze, riche propriétaire terrien à Bédarrides qui se dit prêt à les accueillir chez lui, dans une de ses propriétés devint dès lors le « Temple du Mont Thabor ». Ces agapes fraternelles réunirent jusqu'à plus de cent personnes. L'irruption de la Révolution française dans les états pontificaux d'Avignon et du Comtat Venaissin, dispersa les Illuminés.

Arrêté, Pernety fut rapidement relâché sur l'intervention personnelle du citoyen François Poultier, représentant en mission. Il trouva refuge chez l'avocat Vincent-Xavier Gasqui qui l'installa dans son Hôtel de la place des Trois Pilats. Ce fut là qu'il décéda le 25 vendémiaire An V, soit le 16 octobre 1796. Ses *Fables égyptiennes et grecques dévoilées* sont un ouvrage sur les sciences magiques et la symbolique des anciens. Il concerne l'alchimie et les éléments de la matière, les hiéroglyphes, les mythes, les dieux et toutes les représentations symboliques des anciens, l'étude de la philosophie hermétique.

Pour composer ses *Fables égyptiennes et grecques*, il s'inspire largement de Michael Maier, au point de garder le plan en six livres, d'*Arcana Arcanissima*, avec les mêmes titres qu'il traduit textuellement en français. Pernety l'explique lui-même : *« J'ai lu avec attention plusieurs des traités de Michaël Maïer, et ils m'ont été d'un si grand secours, que celui qui a pour titre Arcana Arcanissima, a servi de canevas à mon ouvrage… »*.

Dans sa *Dissertation sur l'Amérique & les Américains* il propose de prouver, contre le sentiment de Corneille de Pauw, que l'Amérique n'a pas été plus disgraciée de la nature que les autres parties du monde.

PERREAULT **Joseph-François** Québec 2 juin 1753 - 5 avril 1844.



Commerçant, professeur, greffier, juge de paix, protonotaire, gardien des archives publiques, fondateur et directeur d'écoles, didacticien, rédacteur de manuels scolaires et politicien du Bas-Canada puis (à partir de 1840) du Canada-Est.Joseph-Francois Perrault est issu de trafiquants de fourrures (les Perrault et les Baby dit Dupéront, …). Son parrain, le prêtre chanoine Joseph-François Perrault, est le seul de ses oncles qui n'est pas un négociant.

Mais, à sa naissance, au milieu du XVIII[e] siècle), la traite des fourrures donne des signes de déclin. La Nouvelle-France, aussi, qui s'effiloche. L'Angleterre domine les mers et veut posséder et régenter tout le nord de l'Amérique. Les colonies anglaises installées sur la côte Est, sous l'Acadie, sont de plus en plus peuplées. Les Acadiens sont bientôt déportés (1755). La France perd l'Acadie, Louisbourg, toute la vallée du Saint-Laurent… Il ne lui reste, de la Nouvelle-France, que les petites Îles Saint-Pierre et Miquelon, ainsi que le sud-est de la Louisiane et la rive droite (ouest) du Mississippi, lorsque Joseph-Francois Perrault célèbre sa dixième année révolue (Traité de Paris, 1763).

Les événements de la fin du Régime français déconcertent sa famille. Son père, Louis Perrault, et plusieurs de ses oncles se réfugient à Trois-Rivières durant le siège de Québec en 1759.
C'est là que, trois ans plus tard, Joseph-François perd sa mère, qui laisse, en mourant, 8 enfants dont l'aîné qui n'a pas encore 11 ans. Revenu à Québec en 1763, son père passe en France pour s'occuper des fourrures qu'il avait expédiées à La Rochelle et confie alors ses enfants à son frère Jacques Perrault, dit Perrault l'aîné, et à sa belle-sœur, Charlotte Boucher de Boucherville. Les enfants sont alors mis en pension chez les ursulines et au séminaire de Québec, où ils reçoivent l'éducation et l'instruction que dispensent alors ces établissements réputés.

À l'âge de 12 ans, en 1765, il étudie donc au Petit Séminaire de Québec : il y fait son cours classique (latin, grec ancien…) , qu'il termine (ou presque) à l'âge de 19 ans, en 1772. Il débute comme commerçant : il rejoint son père en Louisiane en 1773, qui fort occupé l'y réclame instamment. Le fils en profite pour s'initier à la langue espagnol, puis il se rend à Saint-Louis, au Missouri, y diriger les affaires de son père, absent. En 1779, il s'embarque pour la Virginie, en passant par le Mississippi et l'Ohio, pour recouvrer l'argent que devait l'officier américain George Rogers Clark à son père. Le fils, qui n'allait jamais plus revoir son père, est fait prisonnier par des Amérindiens au service de l'Angleterre et emmené à Détroit, où il travaille notamment comme précepteur jusqu'en mai 1780.

Après un séjour de quelques semaines à Montréal et à Québec, il retourne à Détroit. En 1781, il est envoyé à Montréal par son oncle Jacques Baby dit Dupéront, qui le prend comme agent. Le 7 janvier 1783 à Montréal, Joseph-Francois Perrault, à la veille d'avoir 30 ans d'âge, contracte mariage avec Ursule Macarty, sa cousine âgée de 16 ans, fille d'un commerçant de fourrures — il l'avait rencontrée, peu avant, au pays des Illinois. La dot, que Joseph-Francois Perrault reçoit de son beau-père, lui appartient en tant qu'époux, le tout selon la coutume.

Il fait aussi des affaires à son compte, puis il abandonne le commerce de détail en 1787. Il comprend que ce qui leur reste du commerce (des fourrures, etc.) est en train d'échapper aux *Canadiens* (francophones), car de plus en plus contrôlé partout par la "*Hudson Bay Company*" et les nouvelles grandes sociétés de commerce, fondées et dirigées par les nouveaux maîtres, anglophones (Anglais, Écossais, …), telle la "*North West Company*" (1782) des Frobisher et autres McTavish… Il comprend, lui, l'homme instruit, bilingue, descendant des anciens fortunés du commerce… que, désormais, le peuple des francophones a tout intérêt à s'instruire, et qu'il faut lui offrir un système d'instruction publique de bonne qualité et gratuit… Et c'est à cela et à la culture intellectuelle (théâtre, journaux, livres, manuels…) qu'il décide de consacrer le reste de sa vie. Il n'a que 34 ans.

Il s'occupe de théâtre à Montréal avec Pierre-Amable De Bonne (1758-1816), seigneur, futur politicien-juge, à l'époque, comme directeurs avec d'autres *Canadiens* (Canadiens-français), dont Joseph Quesnel et Jean-Guillaume De Lisle. Ce *Théâtre de société*, fondé à l'automne de 1789, réussit (un fait sans précédent à Montréal) à terminer une première saison théâtrale, de décembre 1789 à février 1790. Parmi les quatre spectacles présentés, figurent *le Médecin malgré lui* de Molière, *Colas et Colinette, ou le Bailli dupé* de Quesnel et trois pièces de Jean-François Regnard. Malgré la censure ecclésiastique et les menaces du curé de la paroisse de Montréal, le prêtre François-Xavier Dézéry dit Latour (1741-1793)4, les directeurs tiennent bon. Un débat public s'ensuit dans la Gazette de Montréal jusqu'à la fin de la saison théâtrale. Le clergé réussit pourtant à faire suspendre pendant quelques années les productions du *Théatre de société*. De 1795 à 1797, une troupe du même nom présente des pièces dont *le Barbier de Séville* de Beaumarchais qui prend l'affiche pour la première fois à Montréal. Cette brève réapparition de l'activité théâtrale à Montréal est suivie d'une nouvelle éclipse jusqu'au tournant du xix[e] siècle. La ville de Québec résiste mieux à la censure cléricale grâce à la présence du gouverneur et de visiteurs princiers qui aiment se divertir par des jeux de scène — ce dont Pierre-Amable De Bonne et Joseph-François Perrault, eux-mêmes, sauront profiter bientôt, après la nomination du premier comme juge à la Cour du banc du roi du district de Québec et le transfert, à son ami Perrault, des petits postes judiciaires (greffier, juge de paix, protonotaire…) que ce seigneur, nouveau juge-politicien, exerçait dans ce district.

Joseph-François Perrault est ensuite traducteur, professeur, didacticien, rédacteur de manuels scolaires et, de 1796 à 1804, politicien. Sa femme meurt le 23 avril 1800, à l'âge de 33 ans, après 12 maternités à terme, en 17 ans. Il participe à la création du journal *Le Courrier de Québec*, en 1806, avec (le juge) De Bonne3 et Jacques Labrie. Il œuvre aussi au journal

Le Vrai Canadien, dans les années 1810. Il est membre actif de la *Société littéraire de Québec*, en 1808…
Instaurateur de l'instruction publique, il dirige la *Société d'éducation du district de Québec* (de 1821 à 1825) et la *Société de l'école britannique et canadienne du district de Québec* (de 1823 à 1828). Philanthrope, fondateur et directeur d'écoles, il fait construire (à ses frais, en exemple, pour faire la nique aux gouvernants) quatre écoles à Québec, sa ville natale, la capitale, qui était plus anglophone et plus populeuse que Montréal, à l'époque. En 1832, il y publie une brochure intitulée *Moyens de conserver nos institutions, notre langue et nos lois*. Il fait paraître son projet d'organisation scolaire pour le Bas-Canada dans La Gazette de Québec (le journal officiel du gouvernement), le 3 octobre 1833. Mais, c'est surtout comme précepteur, traducteur, gardien des archives de l'état civil du district judiciaire de Québec, greffier, juge de paix (1795-) et protonotaire à la Cour du banc du roi à Québec, de 1795 à 1830 (à cinq reprises), qu'il reçoit des rétributions qui vaillent.

Politicien
En 1796, Joseph-François Perrault s'implique dans la vie politique. Il est élu député du Comté de Huntingdon à la Chambre d'assemblée du Bas-Canada. Il appuie tantôt le Parti canadien, tantôt le Parti des bureaucrates (*Tory Party*). Il ne prend part à aucun vote. La Chambre n'accueille les élus que dans la morte saison (l'hiver). Ils ne reçoivent aucune compensation pour leur rôle (sauf l'Orateur, président de l'assemblée). Chacun paie son transport et ses frais de séjour… Mais c'est devant cette Chambre que Joseph-François Perrault propose pour la première fois son projet d'établissement d'écoles publiques.

D'avant-garde
Joseph-François Perrault est très en avance sur son époque5 :
- Il prône l'instruction obligatoire, gratuite et non confessionnelle.
- Il souhaite l'imposition d'une taxe obligatoire pour financer l'enseignement (guerre des éteignoirs).
- Il est reconnu pour la tenue de ses écoles, la qualité de son enseignement et de ses résultats — l'historien François-Xavier Garneau (1809-1866) est l'un de ceux qui peuvent en témoigner : il doit sa formation à Joseph-François Perrault.
- Il forme lui-même les enseignants et rédige le premier code d'éthique destiné aux instituteurs.
- Ses idées d'avant-garde obligèrent le clergé à développer les écoles paroissiales.
- Malgré son attachement à la religion catholique, il a toujours favorisé la neutralité religieuse en matière d'éducation.

Joseph-Francois Perrault est un personnage fascinant de l'histoire du Québec, si tant est que ses idées sont reprises et considérées une centaine d'années plus tard, durant la courte « période de la *Révolution tranquille* », dans le *Rapport Parent*, portant sur le système d'éducation à réformer.

Franc-maçon
Joseph-Francois Perrault est franc-maçon. Il est élu « second grand surveillant » de la "*Provincial Grand Lodge of Lower Canada*", en 1812. À titre de « *Maître* », il fonde avec le notaire Michel Berthelot et Joseph Leblond, une loge à Québec, en 1816, nommée « *Les Frères canadiens* ». Il accède au rang de « grand maître provincial adjoint », en 1820.

PERREGAUX Henri

Lausanne 14 octobre 1785 - 27 janvier 1850.

Henri Perregaux, né Mathieu-Henri est un architecte suisse. Protestant, bourgeois des Geneveys-sur-Coffrane, de Corcelles-Cormondrèche, de Valangin et de Lausanne, il est le fils de l'orfèvre et architecte Alexandre Perregaux et de Jeanne Catherine Maisonny. Il épouse en 1828 Annette-Adélaïde-Antonie (dite Adèle) Müller.

Henri Perregaux fait une formation d'architecte, probablement auprès de son père. Henri Perregaux devient l'Architecte de l'État de Vaud (entre 1829 et 1835). Il n'occupera toutefois jamais de poste important dans l'administration lausannoise ou vaudoise. Entre 1814 et 1818, il est nommé inspecteur des bâtiments de l'Etat pour les édifices lausannois. Entre 1826 et 1834, il est membre de la commission des ponts et chaussées. Son style architectural se caractérise par un néoclassicisme aux formes sobres et épurées. Il construit des villas particulières, des hôtels de ville, des églises (réformées et catholiques), des prisons de district et des écoles. Il modifie l'intérieur de la cathédrale de Lausanne en détruisant notamment en 1827 le jubé du XIII^{e} siècle afin de libérer le chœur. Libéral, il siège au Conseil communal (législatif) de Lausanne entre 1815 et 1832 et au Conseil municipal entre 1815 et 1833. Il se présente en outre aux élections du Grand Conseil en 1828 mais ne sera pas élu.

Il est membre de l'abbaye de l'Arc et cofondateur du Cercle littéraire de Lausanne en 1819.
Henri Perregaux est franc-maçon

REALISATIONS
Assens - Construction de l'église catholique d'Assens.
Bottens - Construction de l'église catholique de Bottens (1843-1847), avec son élève Achille de la Harpe, dans un style néo-gothique.
Lausanne - Aménagements du château Saint-Maire entre 1814 et 1815. Il reprend les travaux demandés par le canton de Vaud à son père Alexandre Perregaux, décédé. La réalisation la plus importante est la construction de la conciergerie.
- Transformations du bâtiment du Grand Conseil.
- Reconstruction de la flèche de la cathédrale de Lausanne après l'incendie qui la ravagea en 1825. La *flèche de Perregaux* présente de nombreux défauts et son poids est notamment mal réparti, se concentrant principalement sur la voûte. Une nouvelle flèche est imaginée dès 1872 par l'architecte français Eugène

Viollet-le-Duc.
- Restauration de l'intérieur de la cathédrale de Lausanne.
- Construction de l'église catholique Notre-Dame du Valentin (1832), dans un style à prédominance néo-classique. L'édifice est élevé au rang de basilique en 1992 par le pape Jean-Paul II. C'est le plus grand sanctuaire catholique sur les dix que compte la ville.
- Construction du pénitencier de Béthusy.
- Fin de la construction du Grand-Pont à la mort de l'architecte Adrien Pichard, avec William Fraisse.

Morges
- Construction de l'église de Saint-François-de-Sales de Morges (1842), dans un style néo-gothique.
- Construction de l'arsenal.
- Construction de la grenette (marché au blé) et du casino (1822-1827), progressivement repris par des services administratifs communaux.

Moudon
- Construction de l'hôtel de Ville de Moudon (1837), dans un style néo-classique, avec arcades et fenêtres à corniches.

Orbe
- Construction du pont d'Orbe.

PERRINON François

Saint-Pierre en Martinique 28 août 1812 - Saint-Martin 2 janvier 1861.



Auguste-François Perrinon est Martiniquais**.** Il est célèbre pour avoir été le premier métis antillais à entrer à l'École polytechnique. Il fut également un député abolitionniste français.

Sa mère Rose, dite Piquion, est une esclave affranchie sous le Consulat. Elle se marie en 1826 avec un commerçant blanc prospère de Saint-Pierre qui reconnaît ses quatre enfants, dont François-Auguste. Celui-ci est envoyé en France, où il devient élève de l'École polytechnique (promotion X 1832) et se spécialise dans l'artillerie de Marine. En 1840 à Saint-Pierre, il épouse Marguerite-Louise-Charlotte Télèphe, fille d'une riche famille de couleur.

Capitaine en second le 31 janvier 1840. En 1841, affecté au Service de l'Inspection générale du matériel de l'Artillerie de Marine à Paris. Chef de bataillon le 17 avril 1847. Officier de la Légion d'honneur. En 1842, il fait partie de la garnison de la Guadeloupe.
Il fut également franc-maçon.

Il est anti-esclavagiste, mais à cette époque les propriétaires de plantation des Antilles craignent de perdre toute leur main d'œuvre si l'esclavage est aboli en France. Dans ce contexte, grâce aux parts qu'il détient dans un marais salant, Perrinon expérimente à partir de 1844 de nouvelles méthodes de travail (coexistence de travailleurs libres et d'esclaves, versement de salaires à tous les travailleurs quel que soit le statut, interdiction des châtiment corporels, recours aux blâmes et aux gratifications). En 1847, dans une brochure intitulée *Résultats d'expérience sur le travail des esclaves* (île Saint-Martin Antilles), il s'emploie à démontrer que le travail libre est possible. Et comme le dit Benoit Hopquin dans son chapitre sur Perrinon : "moralement insoutenable, l'esclavage est économiquement une aberration".

Un an plus tard, Perrinon fait partie de la Commission d'abolition de l'esclavage, à l'invitation de Victor Schoelcher; à la suite du décret d'abolition de l'esclavage, il est envoyé comme commissaire d'abolition, puis commissaire général à la Martinique (juin-novembre 1848). Avec Victor Schoelcher, dont il est proche, il est député à l'Assemblée nationale législative (1849-1850). Après le Coup d'État du 2 décembre 1851, il regagne les Antilles et va vivre à Saint-Martin où il exploite des marais salants. Il refuse de prêter serment à Napoléon III (lettre du 18 avril 1853), ce qui lui vaut d'être rayé des cadres de l'armée.

PERRONET Jean-Rodolphe

Suresnes 27 octobre 1708 - Paris 27 février 1794.



Ingénieur et architecte français, fondateur et premier directeur de l'École nationale des ponts et chaussées. Fils d'un garde-suisse, il entre à dix-sept ans comme apprenti-architecte au cabinet de Jean Beausire, premier architecte de la ville de Paris. Il y reste dix ans et est chargé du projet et de la conduite du grand égout de Paris, des travaux des quais et de l'entretien des chemins de banlieue.

En 1735, il est nommé sous-ingénieur à Alençon et il entre en 1736 au corps des ponts et chaussées. Il rompt avec les théories constructives traditionnelles héritées des romains et du moyen-âge **et propose de nouveaux modèles d'ouvrages d'art**. il aimera toujours se dire architecte et c'est en cette qualité qu'il apparaît dans son portrait par Alexandre Roslin (musée de Göteborg).

En 1737, il devient sous-ingénieur, puis ingénieur de la généralité d'Alençon. En cette qualité, il construit la lanterne de la basilique Notre-Dame d'Alençon. Le 14 février 1747, un arrêt nomme Perronet à la direction du Bureau des dessinateurs du Roi, que vient de créer Daniel-Charles Trudaine, pour lever les cartes et les plans du royaume. Il a pour mission de former les ingénieurs des ponts et chaussées et d'en contrôler l'action dans les généralités où ils sont employés.

Il reçoit en outre la direction du lever de tous les plans des routes et le droit de projeter, conduire et inspecter tous les travaux dans les provinces, concurremment avec les inspecteurs généraux. Avec Daniel-Charles Trudaine et Jean-Rodolphe Perronet commence l'histoire de la plus ancienne école d'ingénieur française, qui devient en 1775, l'école royale des Ponts

et chaussées. L'organisation de l'Ecole est l'oeuvre de prédilection de Perronet.
Il s'y consacre avec compétence et dévouement tout au long de sa vie. Animateur et pédagogue, Perronet est aussi le véritable "père spirituel" des 350 ingénieurs qu'il a formé au cours des 47 ans de sa carrière de directeur, mais aussi placé une fois leur diplôme acquis et souvent suivi et conseillé au cours de leur vie professionnelle. Son empreinte est toujours vivante aujourd'hui malgré les réformes de ses successeurs, notamment Lamblardie et Prony.

L'œuvre de l'ingénieur Perronet est tout aussi remarquable et novatrice que celle du gestionnaire. En atteste la vingtaine de ponts qu'il projette ou fait construire, dont ceux de Mantes, de Pont-Sainte-Maxence, de Neuilly et de la Concorde à Paris. Formé à l'architecture dès l'âge de dix sept ans et travaillant pendant dix ans au côtés de Debeausire, Premier architecte de la Ville de Paris, il rompt cependant avec les théories constructives traditionnelles héritées des romains et du moyen-âge et propose de nouveaux modèles d'ouvrages d'art. Constructeur de plus de 2500 km de routes plantées, lorsqu'il est à la Généralité de Paris, mais aussi hydraulicien avec le projet du canal de l'Yvette et de la Bièvre pour alimenter Paris en eau potable, il intervient également sur les rades de Cherbourg et de Saint-Jean-de-Luz, les ports du Havre, de Dunkerque et de Saint-Domingue, et donne également son avis sur une multitude d'autres projets.

Nommé en 1763 "Premier Ingénieur", Premier Architecte, associé libre de l'Académie des sciences, membre de l'Académie d'architecture de 1757 à 1786, Inspecteur général des Salines, puis en 1768 l'un des trois directeurs de la Carte de Cassini, il est anobli par Louis XV en 1763 et fait Chevalier de l'ordre de Saint-Michel. Ses mérites sont également honorés par la Révolution naissante qui, par un vote de l'Assemblée Constituante de 1791, lui octroie une rente de 22 600 livres "à raison de ses longs et excellents services".

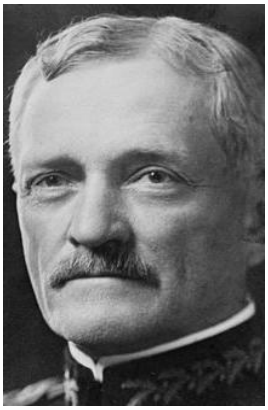
Jean-Rodolphe Perronet a contribué aux articles *Pompe à feu* et *Épinglier* dans l'*Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, éditée de 1751 à 1772 sous la direction de Diderot et D'Alembert. Selon Michel Gallet : « On est encore mal informé sur sa propriété de Perroy, sur le Lac de Genève, où la villa palladienne, de forme ronde évoque l'architecture de son ami Louis Le Masson. »

Il appartint à la Loge Uranie. Paris (1787- 1789). L'ami de Voltaire, Diderot, Buffon et Belidor, le "Vauban des Ponts et Chaussées", s'éteint le 9 ventôse de l'an II (27 février 1794) dans un modeste pavillon proche du pont Louis XVI (pont de la Concorde) dont l'achèvement en 1791, couronnait une carrière exemplaire.

COMMEMORATION
- La rue adjacente au site de l'École des ponts et chaussées porte aujourd'hui son nom, à la limite des 6e et le 7e arrondissements de Paris (v. rue Perronet).
- Une statue de Jean-Rodolphe Perronet a été érigée à la pointe nord-est de l'île de Puteaux, au pied du Pont de Neuilly dont il fut le créateur de la première version en pierre (1772 à 1942).

PONTS REALISES PAR JEAN-RODOLPHE PERRONET
Première pensée de Perronet pour le Pont de la Concorde.
1750-1760 : Pont George V d'Orléans.
1757-1765 : Pont de Mantes.
1758-1764 : Pont de Trilport.
1765-1786 : Pont de Château-Thierry.
1766-1769 : Pont Saint-Edne à Nogent-sur-Seine.
1768-1774 : Pont de Neuilly-sur-Seine.
1770-1771 : Pont Les Fontaines.
1774-1785 : Pont de Sainte-Maxence sur l'Oise.
1775 : Pont de Biais-Bicheret.
1776-1791 : Pont de Nemours.
1784-1787 : Pont de Brunoy.
1786-1787 : Pont de Rosoy.
1786-1791 : Pont Louis XVI, futur pont de la Concorde à Paris.

PERSHING



John Joseph dans le Missouri 13 septembre 1860 - Washington, D.C 15 juillet 1948
Général qui conduisit les volontaires américains en 1917. En arrivant à Paris, il se rendit sur la tombe de La Fayette et dit: "la Fayette, nous voici !" Il est le seul général, avec George Washington (à titre posthume en 1976) à avoir obtenu le grade de *General of the Armies*.
Initié Franc-Maçon, en 1888, à la Loge "*Lincoln Lodge*", Lincoln, Nebraska.

John Pershing est né dans la petite maison de ses parents près de Laclede (Missouri). La famille Pershing était d'origine alsacienne, en effet, le premier Pershing venu s'installer en Amérique était Frederick Pfoerschin, émigré d'Alsace en 1724. Le nom de famille s'est alors modifié en Pershin puis est devenu Pershing. Le père de John, John Fletcher Pershing, était un homme vigoureux et ambitieux, émigré de Pennsylvanie pendant sa jeunesse. Sa mère, originaire du Kentucky, se nommait Ann Elizabeth Thompson. John, un des neufs enfants de la famille, hérita de ses parents un physique robuste et un caractère plein d'abnégation et de détermination.

Jusqu'en 1873, John Pershing est allé à l'école tout en travaillant à la ferme de son père. Il travailla également en tant qu'enseignant dans une école pour noirs : le salaire versé lui permit d'intégrer la *Normal School Kirksville* d'où il sortit diplômé d'une licence d'art en 1880. En 1882, une annonce de concours pour entrer à l'Académie militaire de West Point attira son attention. Bien que peu enclin à s'engager dans une carrière militaire, West Point lui offrait la chance de bénéficier d'une formation de grande qualité. Soutenu par sa sœur, John réussit le concours d'entrée à West Point. Il n'y brilla pas par ses résultats scolaires mais ses qualités de meneur d'homme le firent nommer en 1886 au grade de capitaine des cadets qui était la plus importante distinction à West Point. Ses qualités d'organisateur, alliant rigueur, discipline et une bonne psychologie firent dire au général Merritt, alors directeur de West Point, que les qualités démontrées par le jeune Pershing le promettaient à une grande carrière d'officier. Malgré cela, John Pershing ne voyait toujours pas son avenir dans l'armée.

CARRIERE MILITAIRE

Campagnes indiennes

John Pershing sortit de *West Point* avec le grade de sous-lieutenant dans l'US Army. Il fut affecté à la Troop L du 6e de cavalerie de Fort Bayard (Nouveau-Mexique), sous le commandement du général Nelson Miles. Celui-ci est alors en campagne contre le chef indien apache Géronimo. Pershing y resta pendant quatre ans. Il participa aux batailles de Santiago et de San Juan Hill et fut cité le 1er juillet 1898 à la *Silver Star Medal*. Après avoir été transféré en 1887 à Fort Stanton, où Pershing continua à participer aux diverses campagnes, la 6e cavalerie fut envoyée à Rapid City (Dakota du Sud). Elle y parvint le 9 décembre 1890 et dut, pendant l'hiver qui s'ensuivit, faire face aux derniers grands soulèvements des Indiens sioux (massacre de *Wounded Knee*). Après les campagnes indiennes, le lieutenant Pershing fut envoyé, le 15 septembre 1891, à l'université du Nebraska en tant qu'instructeur sur les tactiques militaires. Le 1er octobre 1895, Pershing fut prié de rejoindre son régiment au fort d'Assiniboine (Montana) et est nommé au grade de lieutenant dans la 10e cavalerie. Juin 1897, John Pershing fut envoyé comme instructeur à West Point, où sa cote de popularité auprès des cadets se verra au plus bas en raison de l'aspect trop strict de son enseignement. Il quitta son poste d'enseignant en 1898, rejoignit son régiment à Tampa, où il travailla à l'administration des Philippines et de Porto Rico.

Campagnes du Pacifique

- Le 10 mars 1899, Pershing fut chargé d'une nouvelle division créée par le département de la Guerre et qui a pour but de gérer les nouvelles possessions insulaires que sont Cuba, Porto Rico, les Philippines et Guam.
- Le 17 août 1899, Pershing est envoyé à Manille (Philippines) pour pacifier les îles de Mindanao et Jolo.
- Le 28 septembre 1901, Pershing prend le commandement du Fort Padapatan situé sur le lac Lanao (Philippines), après un échec des pourparlers, il lance ses troupes contre les Moro et prend le contrôle total de la zone du lac Lanao.

Retour à Washington

En juin 1903, le capitaine Pershing est rappelé à Washington, le président Theodore Roosevelt lui rend honneur en mentionnant ses états de service lors d'un discours au Congrès. Son retour est également marqué par sa rencontre avec Helen Warren, fille du sénateur Francis E. Warren du Wyoming. Tombant aussitôt amoureux, ils se marièrent le 26 janvier 1905 devant de prestigieux invités, dont les époux Roosevelt.

Observateur militaire à Tōkyō

près son mariage le jeune capitaine fut affecté à l'ambassade des États-Unis à Tōkyō en tant qu'attaché militaire. Le Japon était alors en guerre contre la Russie pour un différend sur la zone d'influence de la Mandchourie. Pershing accompagna, en tant qu'observateur, l'armée du général Kuroki lors de sa marche victorieuse sur la Mandchourie. Lors de cette expérience japonaise, Pershing fut décoré des mains même du Mikado de l'ordre du Trésor Sacré.

Nouveau retour à Washington

Pershing revint au pays en 1906 et son premier enfant, Helen Elizabeth, vit le jour. Cette expérience au Japon avait permis au capitaine de rencontrer beaucoup d'autres observateurs militaires européens, officiers colonels ou généraux alors que lui, à présent âgé de plus de 40 ans, n'était encore "qu'un capitaine". Jusqu'à présent, la nomination au grade de général que Pershing demandait et que le président Roosevelt, lors de son discours au Congrès trois années auparavant, avait exprimé le vœu de lui voir accorder, n'était obtenue qu'au titre de l'ancienneté. Accorder ce grade au capitaine Pershing, même avec les états de service qui avaient été les siens aux Philippine, dérangeait beaucoup d'officiers. Le 15 septembre 1906, le président Roosevelt fit parvenir au Sénat sa décision de nommer le capitaine Pershing au grade de général de brigade. 862 officiers supérieurs (lieutenants, commandants et colonels) étaient alors en attente du même titre. Un véritable coup de tonnerre secoue les institutions militaires. Les critiques pleuvent et certains bruits courent sur le statut privilégié qu'occupe Pershing, beau-fils du sénateur Francis E. Warren, président du comité du Sénat aux affaires militaires. Répondant à ces critiques, Roosevelt déclare «promouvoir un homme parce qu'il a épousé la fille d'un sénateur serait une infamie, refuser cette promotion pour la même raison serait également une infamie.»

Philippines

- Après sa promotion, le général Pershing demanda à être affecté aux Philippines. Il obtint le commandement du fort McKinley, près de Manille. Le 24 mars 1908 voit la naissance d'Anne, second enfant des époux Pershing.
- En automne 1908, Pershing se rend à Paris pour effectuer un rôle d'observateur militaire dans les Balkans, au cas où la guerre éclaterait. La situation dans les Balkans s'étant calmée, les Pershing retournent aux Etats-Unis.
- Pendant son absence, la situation avec les Moro de Mindanao et dans les îles de Sulu était redevenue houleuse. Le gouverneur des Philippines, Smith, réclama le retour d'urgence du général Pershing. Le 24 juin 1909 naquit le seul fils de Pershing, Francis Warren, né à Cheyenne (Wyoming).
- En octobre 1909, le général Pershing guéri de la malaria, retourne pour les Philippines en tant que gouverneur militaire. Les Moros furent désarmés en douceur quand cela était possible, et par la force si nécessaire. Pershing rétablit une nouvelle

fois l'ordre et le calme dans la région.

Mexique
Le quatrième et dernier enfant, Mary Margaret, naquit le 20 mai 1912.
- En 1913, le général Huerta trahit le président mexicain Madero et prend le pouvoir. Les États-Unis refusent de reconnaître le nouveau gouvernement et dans l'hypothèse d'un conflit, le général Pershing reçoit l'ordre de rejoindre la 8e brigade à San Francisco.
- Alors que Pershing et la 8e brigade opérent à la frontière mexicaine, une tragédie survint : le 27 août 1915 un incendie détruisit le domicile du général Pershing. Sa femme et ses trois filles trouvèrent la mort dans l'accident. Seul son fils, Warren, survécut. Après les enterrements à Cheyenne, Pershing retrouva son fort en compagnie de son fils Warren et de sa sœur Mae pour reprendre son commandement. Travaillant d'arrache-pied, il parvint à recouvrer le courage et la sérénité.
- Après que Huerta eut prit le pouvoir, un soulèvement s'effectue en partie sous les ordres de Pancho Villa. Ce dernier se révéle être l'auteur de meurtres qui firent pour victimes huit soldats américains. Le président Wilson ne put l'accepter. Il demande à Pershing de monter une expédition punitive afin de capturer Villa. Le gouvernement mexicain de Carranza refusa aux troupes américaines l'autorisation d'utiliser les voies de chemin de fer. Pershing mena 10 000 hommes (parmi lesquels le futur général Patton) en territoire mexicain, malgré une préparation logistique insuffisante. Malgré tous les efforts déployés, Villa ne fut pas capturé. Au début de 1917, l'expédition fut arrêtée.

L'AEF en France
Dans le même temps, les événements se bousculaient. Pershing fut nommé au grade de major général et les États-Unis déclarèrent la guerre le 6 avril 1917 à l'Empire allemand de Guillaume II. L'armée régulière américaine n'existait pas à proprement parler. Elle ne comptait qu'environ 250 000 hommes. Pire, le général Frederick Funston, commandant de l'AEF (*American Expeditionary Force*), mourut le 19 février 1917. Il faut de toute urgence désigner un nouveau commandement et engager tout aussi rapidement une structuration de l'armée. Quatre semaines après l'entrée en guerre des États-Unis, Pershing reçut un télégramme de son beau-père, le sénateur Warren, qui lui demandait comment il parlait le français. John répondit qu'il le parlait couramment. Quelques jours plus tard, il reçut une lettre du sénateur. Celui-ci l'informait que le secrétaire à la Guerre, Newton D. Baker, l'avait consulté au sujet du général qui devrait être envoyé en France. Un nouveau télégramme du major général Hugh L. Scott convoqua Pershing à Washington où ce dernier appris sa nomination au commandement de l'AEF.

Une nouvelle fois, cette décision provoqua une grande animosité dans l'armée. Pershing ne faisait pas partie, *a priori*, de la liste des généraux prédestinés à ce poste, comme l'étaient des généraux théoriquement plus expérimentés tels que James Franklin Bell, Thomas H. Barry, Hugh Lenox Scott, Tasker Howard Bliss ou encore Leonard Wood. Toute liberté avait été donnée à Pershing pour la conduite des troupes américaines sur le sol français. La seule contrainte évoquée par le président Wilson était que les États-Unis devaient conserver toute liberté d'action sur leurs hommes et surtout ne pas se mettre dans une position de dépendance face aux Alliés. Le général Pershing et quelques hommes s'embarquèrent secrètement de New York le 28 mai 1917 et arrivèrent à Liverpool le 8 juin. Pershing fut reçu par le roi George V à Buckingham.

Un premier contingent de l'AEF, qui comptait à présent environ 1 500 000 hommes, arriva en France et reçut une ovation de la part du peuple français. Le Général Pershing s'installa dans l'hôtel particulier situé au 49 rue Pierre Charron qui devint ultérieurement le siège de l'American Legion et fut transformé en hôtel nommé en son honneur le Pershing Hall. La grande difficulté était, pour Pershing, de composer entre le manque total de préparation d'une armée encore à l'état d'embryon et la pression importante de la France et de la Grande-Bretagne, qui n'étaient pas en attente d'une armée américaine opérationnelle en tant que telle, mais plutôt d'hommes de troupe.Le général Pershing arriva en haut de la côte de Picardie, entre Versailles et Sèvres et déclara: "Lafayette, nous voici, nous voilà!". Le monument est toujours visible à cet emplacement. Pendant des mois, Pershing dut lutter avec les Français et les Britanniques pour résoudre de simples problèmes de dépôts d'approvisionnement, de bâtiments ou de lignes téléphoniques afin que les premières troupes américaines puissent enfin commencer à arriver en France. Pershing choisit Chaumont dans la Marne , important nœud ferroviaire, pour son implantation. Les éléments précurseurs arrivent en septembre dans la région. En juin/juillet 1917 14 000 G.I.s avaient débarqué à Boulogne-sur-Mer.

À la fin des hostilités en novembre 1918 les forces américaines monteront jusqu'à 1 790 623 combattants. La première division américaine à être formée et opérationnelle le fût à Bourmont (dans la Haute-Marne): il s'agissait de la Seconde Division d'infanterie US composée d'une Brigade de Marines et d'une brigade d'infanterie. Le haut commandement allié pensait que ces effectifs pourraient être incorporés dans leurs troupes. Ceci n'entrait pas du tout dans les intentions de Pershing, qui s'opposa vivement à cette idée. Pershing obtint que les États-Unis fussent associés au Commandement suprême, que formaient alors la France et la Grande-Bretagne. Cette polémique connut un coup d'arrêt en mars 1918. Une contre-attaque allemande mit sérieusement en péril la ligne de front des Alliés et risqua même de provoquer leur défaite. Pershing, constatant tout le danger de la situation, prit la décision de placer les troupes américaines sous la responsabilité du commandant suprême des forces alliées, le maréchal Foch. Winston Churchill commenta que cette décision était à la hauteur de la gravité de la situation et qu'elle permit tout simplement de repousser l'offensive de Ludendorff.

Premiers combats
Le 10 mars 1918, les deux brigades de la Seconde Division sont devenues opérationnelles. Le major général O. Bundy en prend le commandement et la division est affectée au Xe Corps de la 2e Armée Française et se déplace au sud-ouest de Verdun. Elle s'installe en position défensive à Ranzière, dans le secteur de Saint-Mihiel ; ce saillant dans le dispositif

français tenu par les Allemands depuis trois ans qui est une menace permanente pour les alliés à l'est de Verdun.
Début avril, l'ennemi tenant les hauteurs dominant Montsec les unités de la division lancent des raids d'entraînement au-delà de Seicheprey et dans le bois de Remière qui vont jusqu'au corps à corps.

La bataille du bois de Belleau
Le 27 mai 1918, suite à l'offensive ennemie sur le Chemin des Dames, les lignes françaises sont enfoncées sur une profondeur de 50 km, entre Noyon et Reims. Le 31 mai, la 2e division d'infanterie américaine, forte maintenant de 26 665 hommes dont 1 063 officiers, reçoit l'ordre de constituer une ligne défensive solide dans le secteur de Château-Thierry. Reprenant aussitôt l'offensive suivant les directives du général Foch, la VIe Armée française met les Américains à l'épreuve du feu. Dans la nuit du 5 Juin, la brigade de Marines et le 23e d'infanterie de la 2e DI passèrent à l'action et prirent pied dans le bois de Belleau. Soumis pendant dix jours à de violentes contre-attaques, ils parviennent le 25 Juin à chasser les derniers Allemands qui se cramponnaient au coin nord du bois, et, dans la foulée, s'emparent du village de Bouresches.

Saint-Mihiel
Plus tard, en juillet, quand les divisions américaines contribuaient à repousser les forces allemandes, Foch déclara à Pershing que le temps était venu de rassembler l'ensemble de ses forces, actuellement dispersées dans les armées françaises et anglaises, pour former une armée indépendante sous son propre commandement.

Des préparatifs débutèrent alors pour préparer la première offensive américaine. Celle-ci devait s'effectuer en septembre dans le but de réduire le saillant de Saint-Mihiel (Meuse). Comme prévu, le 12 septembre 1918, Pershing, à la tête de 300 000 hommes de l'AEF et appuyé par 110 000 Français, engagea l'offensive. Il remporta la bataille du saillant de Saint-Mihiel le 16 septembre. Planifié et exécuté à la perfection, cet épisode marqua la première victoire militaire de l'armée américaine dans une opération totalement dirigée par les États-Unis.

Argonne
Immédiatement après Saint-Mihiel, 400 000 hommes durent rejoindre l'Argonne pour participer à une offensive programmée par Foch pour le 26 septembre. Le rôle principal était une nouvelle fois dévolu aux troupes américaines de Pershing. Cette bataille fut la plus importante pour les troupes de l'AEF. 345 chars et 480 avions américains participèrent à l'offensive dirigée par Pershing. La progression des alliés fut très difficile et extrêmement lente, au point qu'elle fut stoppée le 30 septembre pour reprendre le 4 octobre. Les Allemands résistèrent jusqu'au 4 avant d'entreprendre une retraite. Les alliés avaient avancé de 32 km lorsque l'armistice fut signée le 11 novembre à Compiègne.

Retour aux États-Unis
Après l'armistice, Pershing, continua son projet de structuration de l'armée. En 1919, le Congrès lui décerna le titre de General of the Armies des États-Unis. Il reste à ce jour l'officier le plus haut gradé qui ait jamais servi dans l'armée des États-Unis. Son seul prédécesseur à ce grade est Washington qui l'a obtenu à titre posthume.

On lui proposa de se présenter aux élections présidentielles mais Pershing refusa la proposition : seule l'armée l'intéressait. En 1924, âgé de 64 ans, il se retira du service actif. Tenu en estime par ses collègues, Pershing, en dépit de sa retraite, continua à être consulté sur les questions militaires. En 1944, alors qu'il était crépuscule de sa vie, le général Pershing restait l'officier de plus haut rang dans l'armée. Le titre de général d'armée à cinq étoiles, créé par le Congrès en décembre 1944 et qui avait été décerné aux généraux George Marshall, Douglas MacArthur, Dwight D. Eisenhower et Henry Arnold, restait inférieur à celui de Pershing. John J. Pershing meurt le 15 juillet 1948 à l'hôpital Walter de Washington DC. Il repose dans le cimetière national d'Arlington. Un char de combat, le M26 Pershing ainsi qu'un missile balistique, le MGM-31 Pershing, ont été baptisés par l'armée américaine en son honneur. JCvL+Wikipédia

PESTALOZZI Henri

Höngg ZH 12 janvier 1746 – Bourg AG 17 février 1827.



Fils de ***Jean Baptiste Pestalozzi***, médecin. Ayant perdu son père à l'âge de quatre à cinq ans, il dut sa première éduction à sa mère et à la gouvernante, qui fut à peu près son unique société. Plus tard, il fit des progrès rapides sous la direction de quelques savants de ***Zurich***, ce qui toutefois ne combla pas les lacunes de son instruction de famille.

Dans sa dix septième année, un penchant irrésistible le fit entrer dans le barreau, où il se proposait surtout de venger les droits des habitants de la campagne, si méprisés et si avilis à cette époque; puis, changeant de projet à la mort de d'un ami qui devait le guider dans une carrière si difficile, il tourna les yeux vers les sciences rurales, toujours dans l'intérêt de ce même peuple de la campagne dont il voulait dissiper l'ignorance et la misère par la pratique raisonnée de l'agriculture.

S'étant associé à cet effet une des premières maisons de ***Zurich***, il s'en vit bientôt abandonné, lorsqu'il avait déjà acheté un grand nombre de terres en friche. Il continua néanmoins son entreprise, et composa même à cette époque un essai pour l'éducation des pauvres.

Ruiné par les suites de son acquisition, et par une exploitation à laquelle toutes les ressources manquaient, il eut à supporter l'indifférence et l'abandon total de ses anciennes connaissances. Ce revers, tout en l'empêchant de suivre ses plans, ne l'arrêta pas dans son but de détruire la source de la misère du peuple. C'est dans cette vue qu'il publia successivement

Léonard et Gertrude, Christine et Élise, un Traité sur la législation criminelle, et Mes Recherches sur la marche de la nature premier acheminement de sa méthode.
Forcé de resserrer le cercle de ses efforts, il se décida à devenir simple maître d'école à ***Stanz***, dans le canton d'***Argovie***. Le nombre d'élèves s'éleva insensiblement jusqu'à quatre-vingts, presque tous d'un âge différent et également ignorants. Quoique obligé, comme il le dit lui-même, d'être à la fois directeur, caissier, domestique, fille de service, dans une maison qui n'était pas préparée, au milieu de maladies de toute espèce, loin de succomber aux fatigues de soins si divers, il se sentit des forces nouvelles. A l'aide de sa méthode, qui consiste à bien fixer dans l'esprit tous les points élémentaires, fondée comme elle est sur la liaison étroite qui existe dans chaque branche de connaissance entre les points élémentaires et l'ensemble, il voyait se développer rapidement chez ses mêmes enfants un sentiment de force qui jusqu'alors leur avait était inconnu, et qui se joignait au sentiment général du beau, inséparable de celui de l'ordre.

Au milieu d'expériences qui lui profitaient si bien, et qui jetaient un grand jour sur son système, ***Pestalozzi Henri*** se vit tout à coup arrêté dans ses travaux par l'invasion des ***Autrichiens*** dans les petits cantons, ce qui lui fut d'autant plus pénible, que par ses mêmes travaux il voulait ouvrir des ressources nouvelles à quelques uns des cantons de ***Suisse***, dont l'existence peu assurée était entre les mains de quelques fabricants qui fournissaient la matières premières pour la filature et le tissage.

Forcé d'abandonner ***Stanz***, il eut, après tant d'efforts et de fatigues, la douleur de voir attribuer son départ à son inconstance, et à l'incapacité absolue de donner aucune suite à des projets fruits d'une imagination exaltée. Cependant quelques amis lui rendirent justice, et cherchèrent à lui être utiles. Le gouvernement helvétique, de son côté, s'intéressa à son sort, lui assigna une pension de quarante louis, et lui accorda un peu plus tard le ***château de Berthoud***, ce qui lui permit de créer un pensionnat, et de faire l'essai d'un séminaire de maîtres d'école. Il eut en outre le bonheur de s'adjoindre trois dignes collaborateurs, et le gouvernement, tout en portant sa pension à cent louis, promit d'envoyer à son séminaire des régents de toutes les parties de la ***Suisse***, en même temps qu'il lui délivra un privilège exclusif pour l'impression de ses livres élémentaires.

Refusant tous les jours de nouveaux élèves, il alla se fixer, en ***1805***, au ***château d'Yverdon***, qui lui fut accordé par le grand conseil du canton de ***Vaud***, et, secondé par d'excellents élèves qu'il avait formés, et des hommes connus par leurs talents et leur philanthropie, il donna à son institut toute l'extension dont il était susceptible. Mais sa méthode, calculée seulement pour les besoins du peuple, n'était pas encore assez mûrie pour l'instruction des enfants riches qui affluaient dans institut ; l'exigence des parents, la difficulté de trouver des maîtres instruits, bien capable d'appliquer sa méthode dans toute sa pureté, la différence de mœurs et d'habitudes des élèves, et surtout une fatale mésintelligence qui régna trop longtemps entre les principaux collaborateurs du vertueux et vénérable ***Pestalozzi***, hâtèrent la déchéance et la ruine de institut ; et ce vieillard, accablé de douleurs et d'infirmités, se retira à ***Neuhof*** dans une petite propriété qu'il avait acquise depuis longtemps, et n'y vécut que quelques années.

Le ***27 février 1827***, il mourut à ***Bourg***, dans ce même canton d'***Argovie***, laissant un fils qui n'a point suivit la carrière de l'instruction, et de nombreux disciples qui répandent l'excellente méthode de cet illustre instituteur, dans diverses parties de l'***Europe***, surtout en ***France***, en ***Suisse*** et en ***Angleterre***.

PESTALOZZI ET LA FRANC-MAÇONNERIE
En 1761 s'était fondée, sur l'initiative du chancelier bâlois Iselin, homme à l'esprit élevé et au coeur généreux, une association aux visées philanthropiques et patriotiques, la Société helvétique *(Helvetische Gesellschaft)* ; elle comptait parmi ses membres, avec Iselin, les Bernois Haller, Daniel de Fellenberg (père d'Emmanuel de Fellenberg), Tscharner, les Zuricois **Bodmer**, Breitinger, Gessner, Hirzel, l'Appenzellois Zellweger, etc. ; chaque année elle se réunissait à Schinznach.

A Zurich même une société locale que fréquentait régulièrement Pestalozzi, fondée par **Bodmer** à la même époque, groupait les jeunes « patriotes » ; elle s'appelait *Helvetische Gesellschaft zur Gerwe,* parce que ses réunions avaient lieu au local de l'ancienne corporation des tanneurs *(Gerwe* est une ancienne forme de *Gerbe* ou *Gerberei)* : à ce cénacle appartenaient entre autres **Lavater**, le futur peintre Henri Füssli, Bluntschli, Jean-Gaspard Escher, les aînés de Pestalozzi de quelques années, ainsi que ses camarades d'études J.-H. Füssli (qui fut ministre de la République helvétique en 1802), Vogel, Dälliker, Meis et Schinz.

AFFILIATION A L'ILLUMINISME
Entre 1783 et 1787, se place un événement auquel la plupart des biographes n'ont pas accordé d'attention, et qui est peut-être le plus considérable à signaler dans cette période de l'existence de Pestalozzi : c'est son affiliation à l'ordre des Illuminés.

L'Illuminisme, fondé par Weisshaupt vers 1776, avait rapidement gagné de nombreux adeptes dans les pays de langue allemande ; une foule d'hommes distingués, de hauts personnages, étaient entrés dans la conspiration mystique qui se proposait pour but la destruction des trônes et l'établissement d'une société égalitaire. Le plan des chefs des Illuminés était de se servir des souverains eux-mêmes comme d'instruments inconscients de l'oeuvre d'émancipation sociale, et d'obtenir des gouvernements, grâce à l'influence occulte qu'ils sauraient exercer sur eux, les réformes préalables nécessaires à l'exécution de leurs projets. Mais seuls les hauts dignitaires de l'ordre avaient la pleine connaissance de ce but mystérieux ; les affiliés appartenant aux degrés inférieurs de la hiérarchie ne recevaient qu'une demi-initiation.

Quelle est la date, exacte à laquelle Pestalozzi entra en rapport avec les Illuminés? On l'ignore. Tout ce qu'on sait, c'est qu'en 1782 il était membre de l'ordre, et qu'il portait le nom *d'Alfred.*

Le Musée pestalozzien de Zürich possède une lettre adressée à Pestalozzi par l'un des supérieurs de l'ordre, qui signe *Epictète* ; la lettre est datée *d'Utique,* 5 décembre 1782 (elle est reproduite dans les *Pestalozzi-Blätter,* 1885, p. 17).

PETERSON **Oscar** Montréal (Québec) 15 août 1925 - Mississauga (Ontario) 23 décembre 2007.



Oscar Emmanuel Peterson, était un pianiste et compositeur canadien de jazz. Il grandit dans la Petite-Bourgogne, à Montréal. C'était un quartier majoritairement habité par des noirs. Le jeune Oscar se retrouve donc bercé par la culture du Jazz née aux débuts du XX^{e} siècle. Il commence à apprendre la trompette avec son père à l'âge de cinq ans. Mais vers l'âge de sept ans, il se consacre au piano après avoir passé presque un an à l'hôpital, victime de la tuberculose. Un de ses frères succombe à ce fléau. Sa sœur Daisy apprend à Oscar le piano classique, ce dernier travaille dès le début plusieurs heures par jour, d'où son incroyable virtuosité. À ce moment-là Oscar est surnommé « the Brown Bomber of the Boogie-Woogie ». À neuf ans sa technique impressionne les musiciens professionnels. Il travaille six heures par jour, toute sa vie. Vers la fin de sa vie il diminuera la quantité de travail à une ou deux heures par jour.

En 1939 à l'âge de quatorze ans, Oscar Peterson gagne un prix national et quitte l'école pour devenir musicien professionnel. Il se joindra au *Johnny Holmes Orchestra* en 1942 et il y sera soliste jusqu'en 19471.
Pendant plusieurs années, il jouera régulièrement dans plusieurs cabarets montréalais (*Tic Toc Club*, *Café St-Michel* et autres). Il sera aussi très présent à la radio montréalaise dans les années 1940. Il gagne rapidement une réputation de pianiste techniquement brillant et de pianiste de jazz mélodieusement inventif. Il apparaît pour la première fois au Carnegie Hall en 1949.

Influences
Teddy Wilson, Nat "King" Cole, James P. Johnson, et Art Tatum ont influencé Oscar Peterson au début de sa carrière. Il leur fut comparé par la suite. Il entendit Art Tatum jouer Tiger Rag pour la première fois quand il avait une dizaine d'années, et il fut tellement impressionné par ce qu'il avait entendu que son jeu lui parut fade en comparaison. Il dira même : « Tatum scared me to death ». Art Tatum fut un modèle dans les années 1940-1950 pour Oscar Peterson. Les deux virtuoses devinrent amis mais Oscar était toujours intimidé par le jeu de Art. Oscar Peterson jouait rarement en présence de ce dernier.

Enregistrements
Il joue et enregistre accompagné, entre autres, par Lester Young, Ray Brown, Herb Ellis, Ed Thigpen, Niels-Henning Ørsted Pedersen, Louis Armstrong et accompagne Ella Fitzgerald, Billie Holiday, Clark Terry et Joe Pass.
Un des grands tournants de sa carrière est son engagement par l'imprésario Norman Granz au sein de l'écurie Verve Records, qui lui permet de jouer avec les artistes de jazz les plus importants du moment.
De 1991 à 1994 il est chancelier à l'université York à Toronto. **Il est par ailleurs franc-maçon.**
En 1993, Oscar Peterson est victime d'une sérieuse attaque qui affaiblit son bras et sa main gauche et qui le rend inactif pendant deux ans. Cependant, il surmonte cette infirmité et poursuit ses tournées, continuant à enregistrer et à composer.
Il meurt chez lui, dans la banlieue de Toronto le 23 décembre 2007 des suites d'insuffisance rénale.

Récompenses
Il reçoit sept Grammy Awards et est intronisé au Temple canadien de la renommée en musique en 1978.
Il est promu Compagnon de l'Ordre du Canada en 1984, après en avoir été fait Officier en 1972.
Il est fait *Chevalier* de l'Ordre national du Québec en 1991.
En 1997 il reçoit un Grammy Award pour l'ensemble de son œuvre et son inscription à l'*International Jazz Hall of Fame*.
Le Conseil des arts du Canada et la National Endowment for the Arts (NEA), l'agence de soutien aux arts des États-Unis, rendent hommage à Oscar Peterson en janvier 2008 dans le cadre de la conférence annuelle de l'*International Association for Jazz Education*, à Toronto.

PETRONI **Giuseppe** Bologne 25 février 1812 - 1888



Avocat de la Rote Sacrée et officier de l'Armée Pontificale.
Franc-Maçon il donnera une allure anti-cléricale à la Franc Maçonnerie italienne. Constitua la loge "*Propaganda*" où il réunit des hommes célèbres. De 1882 à 1885 il fut Grand Maestro du Grand Orient d'Italie.

L'avocat Giuseppe Petroni, surnommé le « *petit Proudhon » d'une quotidien inglese,* adhéra bien vite au mouvement mazziniano. Il participa aux mouvements bolonais de 1831 et en 1848, *« possidente négociant »*, combattit pendant la première guerre d'indépendance en Lombardie avec les volontaires pontificaux. En 1849 il eut une partie active dans la défense de la République Romaine, là où fut élu comme substitut du Département de Statistique. Avec la restauration des papi, dans l'août de 1853 il fut incarcéré et condamné à mort, peine ensuite commutée en prison à vie, libéré en 1870,.

Il fonda avec Giuseppe Mazzini et diriga le journal la Rome de Popolo dans lequel il exprima ses idées anticléricales. Il participa aux mouvements des risorgimentali et passa des longs ans à Terni, ville dans laquelle vécut sa fille Erminia qui épousa le patriote Augusto Fratini. Il milita dans le parti Républicain.

PETRUCCELLI della GATINA, Ferdinando



Moliterno, province de Potenza 28 août 1815 - Paris 16e 27 mars 1890.

Journaliste, écrivain, homme politique et patriote italien, considéré un précurseur du journalisme moderne. Écrivain prolifique au idées libérales et anti-cléricales, souvent anti-conformiste, Ferdinando Petruccelli della Gattina fut exilé par le gouvernement Bourbon et son activité de journaliste d'affaires est appréciée et divulguée dans plusieurs pays européens. Personnage controversé, il est salué par Luigi Capuana, Salvatore Di Giacomo et Indro Montanelli (qui a dit de lui qu'il est « le journaliste italien le plus brillant du xixe siècle ». Il fut par contre critiqué par Benedetto Croce3 alors que Luigi Russo apprécia son travail journalistique et contesta son œuvre littéraire.

Ferdinando Petruccelli della Gattina est le fils de Luigi, avocat membre des *Carbonari*, et de Maria Piccininni, aristocrate de Marsicovetere. Son nom sur le registre d'état civil est Ferdinando Petruccelli auquel il ajoute « della Gattina » pour rendre plus difficile les recherches de la police des Bourbons qui le pourchasse pour des raisons politiques.

Dès son plus âge, il développe un profond anti-cléricalisme, cette aversion débutant vers quatre ans quand il est confié à sa grand-mère maternelle, fanatique religieuse que le traite avec dureté sans lui manifester jamais aucun signe d'affection. Au cours de son adolescence, son oncle Francesco, médecin de Joachim Murat et fondateur des premières loges maçonnique en Basilicate, le conduit dans la pension de l'archiprêtre Cicchelli de Castelsaraceno. L'expérience avec celui-ci, homme sévère et brutal, le bouleverse encore plus. Par la suite, il fréquente le séminaire des Jésuites à Pozzuoli, sous monseigneur Rossini, connu pour ses méthodes musclées. Lors de la fête de San Luigi, chaque élève doit laisser sur l'hôtel une lettre au protecteur des étudiants. Ferdinando demande dans la sienne d'être libéré de l'évêque. Après avoir lu la lettre, Rossini le fait enfermer dans une cellule d'isolement avant de le chasser de l'institution. Par la suite, il fréquente l'université de Naples où il obtient son diplôme en médecine, mais sa vocation qui est le journalisme lui fait prendre une nouvelle voie et il adhère à la franc-maçonnerie. En 1840, il se rend en France et en Allemagne en tant que correspondant des journaux *Salvator Rosa* et *Raccoglitore fiorentino*. En 1843, il publie *Malina da Taranto*, son premier livre, à l'origine appelé *Giovanna II*. En 1846, il est arrêté pour s'être inscrit à la *Giovine Italia* et renvoyé sous surveillance dans sa ville natale.

L'exil

Il revient à Naples en 1848, où il est élu député au parlement constitutionnel pour la circonscription de Melfi et il prend la direction du journal *Mondo vecchio e mondo nuovo*, qui est par la suite interdit par le gouvernement des Bourbons. Avec l'abolition de la constitution promulguée par Ferdinand II, il s'oppose au monarque. Petruccelli commande les mouvements insurrection de 1848 en Calabre, avec Costabile Carducci et participe à la lutte des paysans avec Benedetto Musolino. Après l'échec du soulèvement et la mise à prix de sa tête pour 6 000 ducats par le roi, il vit dans la clandestinité pendant environ un an entre la Calabre, la Basilicate et le Cilento après quoi il décide d'émigrer en France. Pendant son séjour en France, il est le correspondant de plusieurs journaux (*La Presse*, le *Journal des débats*) et son professionnalisme est salué par Alphonse Peyrat, directeur de *La Presse*. En 1851, après avoir combattu pour la république lors du coup d'état de Louis-Napoléon Bonaparte, il quitte Paris pour Londres, où il entre en contact avec Giuseppe Mazzini, Pierre-Joseph Proudhon, Louis Blanc et d'autres exilés démocrates. En Grande-Bretagne, il continue l'activité journalistique, en travaillant pour *The Daily News* de Charles Dickens et d'autres journaux comme *The Daily Telegraph* et *Cornhill Magazine*. Il retourne en Italie comme correspondant à la suite de l'expédition des Mille de Giuseppe Garibaldi, à travers la Calabre jusqu'à l'entrée triomphale à Naples.

Activité parlementaire et retour au journalisme

Avec la proclamation du Royaume d'Italie, il est élu député de la circonscription d'abord de Brienza, puis de Teggiano. Au cours de cette période, il déclare sur le journal *Unione* que Carlo Poerio a été utilisé pour exagérer les accusations portées contre Ferdinand II, afin de le discréditer aux yeux de toute l'Europe, ce que fait aussi le politicien britannique William Gladstone. Durant son activité parlementaire, il est très déçu par la « nouvelle Italie » et perd l'enthousiasme qui le caractérise. Cela se traduit dans son ouvrage *I moribondi di Palazzo Carignano* (*Les Moribonds du Palais Carignan* 1862), qui exprime sa frustration face à la nouvelle classe politique qui, selon sa pensée, a trahi ses idéaux et ne montre que cupidité et incompétence. En 1866, il est correspondant de guerre du *Journal des débats* pendant la troisième guerre d'indépendance. Ses reportages, en particulier concernant la bataille de Custoza, sont salués par des gens comme Ernest Renan et Jules Claretie qui dit: « Rien n'était plus fantastique et plus cruellement vrai que ce tableau d'agonie. Jamais le reportage n'a donné une œuvre d'art supérieure, à la fois cursive et définitive». Il est envoyé à la guerre franco-allemande (1870), relatant les événements de la part des barricades parisiennes et, après le déclin de la Commune de Paris, il est expulsé de la France par ordre d'Adolphe Thiers (contre qui adresse des vives critiques) pour la défense de les communards, mais est capable de revenir quelques années plus tard, grâce à des amis influents.

Les dernières périodes

En 1868, il épouse l'écrivaine anglaise Maude Paley-Baronet, qu'il a rencontrée à Londres en 1867 et en 1873, il s'installe définitivement en France, vivant principalement à Paris. Il vit le reste de sa vie souffrant d'une paralysie qui l'empêche d'écrire, mais, avec l'aide de sa femme, il poursuit son activité.

Après sa mort à son domicile parisien du 15 rue des Bassins et son incinération, le conseil municipal de Naples voulut ramener les cendres du journaliste pour les placer dans le cimetière de Poggioreale, où figurent les personnages illustres de la ville. Sa femme refusa et les cendres se trouvent à Londres, selon la volonté même de Petruccelli.

PEYSSARD de **Jean-Pascal Charles** Peyssard 9 septembre 1755 - 25 octobre 1808**.**

Homme politique français, Jean-Pascal Charles de Peyssard est le fils de Jean-Baptiste Charles de Peyssard, avocat en la cour, ancien consul de Périgueux, et de Louise Dureau. À 18 ans, il est admis comme garde du corps du roi dans la compagnie de Villeroy sur la présentation du duc. Le 21 février 1780, il se marie à Saint-Front avec Anne-Dauphine Dumazel du Tour, fille d'Antoine Dumazel du Tour de Puyabry, écuyer, ancien consul général de France en Andalousie, et de Séraphine-Dauphine de Rancet. Bourgeois de Périgueux, **franc-maçon, chevalier de Saint-Louis**, écuyer, seigneur de La Petite Fouillouse, il est élu maire de Périgueux en 1790. Choisi, par 488 voix sur 653, pour commander l'un des bataillons de volontaires de Dordogne, il refuse ce choix, et on nomme à sa place Louis Beaupuy de Mussidan.

Président de l'assemblée électorale du département de Dordogne aux élections législatives de 17926, il est élu le 7 septembre 1792 député à la Convention nationale, le 6e sur 10, avec 460 voix sur 645 votants. Siégeant sur les bancs de la Montagne7, il vote la mort sans appel si sursis lors du procès de Louis XVI et motive son vote par ces mots : « Je trouve dans ma conscience que Louis a mérité la mort. Je prononce la mort. »

Le 27 juillet 1793, un décret le nomme représentant en mission à l'arméße du Nord. Le 30 vendémiaire an II (21 octobre 1793), il signe à Arras avec Élie Lacoste un arrêté de réquisition des « ouvriers en cuir, tôle, fer blanc, linge, draps, lainage et autres nécessaires pour l'approvisionnement en ustensiles et outils de campement, ainsi qu'autres effets pour lesquels l'Armée peut éprouver des besoins ». De retour à Paris au plus tard au début de brumaire (octobre 1793)7, il est élu secrétaire de l'Assemblée. Le 9 floréal an II (28 avril 1794), Jean-Marie Collot d'Herbois lui écrit pour lui annoncer que le Comité de salut public l'a chargé d'une mission à l'armée des Ardennes, mais il ne semble pas avoir accepté cette mission. Nommé par arrêté du Comité de salut public du 14 prairial (2 juin) commissaire près l'École de Mars avec Philippe Le Bas, il se présente le soir du 9-Thermidor avec une délégation d'élèves à la barre de la Convention pour l'assurer de son dévouement. Le 28 fructidor (14 septembre), la Convention ayant voté la veille un décret renouvelant les représentants chargés d'administrer le camp des sablons, il est remplacé à cette fonction.

Montagnard de l'an III sous la Convention thermidorienne, il est dénoncé par Tallien et Bourdon de l'Oise comme l'un des instigateurs de l'insurrection du 1er prairial an III. Arrêté, il est condamné, non à la peine de mort, comme ses collègues Bourbotte, Duquesnoy, Duroy, Goujon, Romme et Soubrany, mais à la déportation en Guyane par la commission militaire instituée à Paris le 4 prairial (4 juin 1795), au motif « qu'il n'a pas déployé le même caractère de rébellion mais qu'il est convaincu, même de son propre aveu :
1° d'avoir proposé le renouvellement des autorités constituées, réorganisées depuis le 9 thermidor ;
2° d'avoir lu à la tribune un projet de décrets dont plusieurs articles avaient de l'analogie avec les motions des factieux, et d'avoir pris part à ce qui s'est passé ».

Il est interné à la prison de Bicêtre jusqu'à l'amnistie du 4 brumaire an IV (26 octobre 1795). De sa cellule, il envoie le 4 vendémiaire au *Journal des Hommes libres* une déclaration de ce qu'il possédait en 1789 et de ce qu'il possède six ans après. Il déclare ainsi « un bien-fonds de terre avec toutes ses dépendances » évaluée à 70 000 livres, « une maison meublée dans la commune de Périgueux du prix de douze à quinze mille liv. », « un jardin, vendu depuis quatre mille liv. », « cinq mille liv. en trois contrats de rente constituée » et « quinze mille liv. restant de la dot de vingt cinq mille liv. de feue mon épouse, laquelle somme on m'avoit donné à prendre sur un particulier qui m'en payoit l'intérêt légal ».

Avant son retour, il est réélu à l'unanimité le 21 brumaire an IV (12 novembre 1795) président de l'administration municipale de Périgueux. Toutefois, dénoncé par le substitut du commissaire du Directoire exécutif pour avoir accueilli Brutus Magnier (qu'il a connu à Bicêtre) le 3 messidor an V (21 juin 1797), il est destitué par le Directoire avec l'ensemble de l'administration. Membre de l'assemblée électorale choisie par les assemblées primaires de Dordogne, qui se réunit à Périgueux le 20 germinal an VI (9 avril 1798), pour nommer les députés au Corps législatif, il en est élu président.

PHÉLYPEAUX de SAINT-FLORENTIN, Louis 1672-1725.



Ministre de Louis XV

Fils de Louis Phélypeaux, marquis de La Vrillière, et de Françoise de Mailly-Nesle (1688-1742), Louis Phélypeaux succéda à son père en 1725 comme secrétaire d'État de la Religion prétendue réformée. Louis Phélypeaux avait épousé en 1724 Amalie Ernestine von Platen-Hallermund (1701-1767), fille d'Ernest-Auguste, comte de Platen et du Saint-Empire.
Il fut reçu dans la franc-maçonnerie en 1735.
Il eut une liaison avec Marie Madeleine Josèphe *Aglaé* de Cusacque (1725-1778), comtesse de Langeac, épouse d'Étienne Joseph de Lespinasse, colonel de grenadiers1. En 1756 une fille est née de cette union, qui fut toutefois reconnue par l'époux légitime de sa mère. Aglaé de Lespinasse de Langeac épouse en 1774 Scipion de La Garde, marquis de Chambonas, et meurt en 1788 à l'âge de 32 ans. Louis Phélypeaux fut créé duc de La Vrillière en 1770 mais mourut sans postérité masculine. En septembre 1765, Louis Phélypeaux fut victime d'un accident de chasse et dut être amputé de la main gauche. Il fit construire, entre 1767 et 1769, par l'architecte **Jean-François-Thérèse Chalgrin** le magnifique hôtel connu sous le nom d'hôtel de Saint-Florentin (2 rue Saint-Florentin à Paris).

Chancelier et garde des Sceaux de l'Ordre du Saint-Esprit de 1756 à 1770, Louis Phélypeaux fut Ministre d'État en 1761 et secrétaire d'État à la Maison du Roi de Louis XV de 1749 à 1775, détenant le record de longévité ministérielle.
Après le renvoi de Choiseul en 1770, il fut brièvement secrétaire d'État aux Affaires étrangères du 24 décembre 1770 au 6 juin 1771. Il s'est dit à son propos "qu'il portait trois noms et ne s'en fit aucun"

PHILDOR



François André DANICAN Dreux 7 septembre 1726 - Londres 31 août 1795.

François-André Danican Philidor, surnommé *le Grand* est un compositeur et joueur d'échecs français qui mena de front ces deux activités toute sa vie. Il est le fils d'un second lit d'André I dit l'Aîné et le frère d'Anne, tous deux musiciens. François-André Danican est issu d'une dynastie de musiciens célèbres au XVII[e] siècle et au XVIII[e] siècle, qui portèrent tous le surnom de **Philidor**. Le plus ancien d'entre-eux, Michel, hautboïste virtuose, avait enthousiasmé Louis XIII, lui rappelant le talent de l'Italien Filidori. À dix ans, il est page à la chapelle royale de Versailles où il est l'élève de Campra. Il compose son premier motet à l'âge de douze ans. À quatorze ans, il donne des leçons de musique à Paris et exerce le métier de copiste. Il rencontre Rameau pour lequel il a une grande admiration. Mais ce dernier lui reproche de dévoyer la musique française avec des formes italiennes. De son côté, Jean-Jacques Rousseau apprécie sa collaboration pour parachever les *Muses galantes*.

À dix-huit ans, il a des démêlés avec la police pour des propos audacieux sur la liberté d'expression. Il est même incarcéré pendant deux semaines. Échaudé, il accompagne une troupe de musiciens avec Francesco Geminiani et Lanza en Hollande, puis se rend à Londres (1745) où il se lie avec le comte de Brühl, ministre de Saxe à Londres, qui deviendra avec Diderot, son ami le plus fidèle. Haendel se montre plus favorable à sa musique que Rameau.

C'est à Londres qu'il est initié franc-maçon, il sera membre de la *Société Olympique* à Paris en 17861.
Rentré en France en 1754, il ne peut pas obtenir le poste vacant à la Chapelle de Versailles. Il épouse en 1760 Angelica Richer, fille d'un musicien, qui lui donnera sept enfants.

Ses œuvres sacrées, teintées d'italianisme, sont fraîchement accueillies par le public français. Il se résout à diriger sa carrière vers les voies de la musique dramatique et devient l'un des créateurs de l'opéra-comique français. Il y fait preuve de réelles qualités musicales : écriture orchestrale soignée, souvent descriptive ; écriture vocale aisée et témoignant d'une verve légère, parodique, pouvant s'élever jusqu'à une expression déjà dramatique ; les chœurs sont abondants dans une écriture audacieuse. Ses nombreux opéras-comiques montrent de l'inventivité, et le premier d'entre-eux, *Blaise le Savetier*, créé à l'*Opéra-Comique de la Foire* en 1759, est un éclatant succès. L'opéra *Ernelinde* est son chef-d'œuvre et lui permet d'obtenir une pension de Louis XV. Il composa également de la musique de chambre, un oratorio, *Carmen seculare* et un *Te Deum*, qui fut exécuté lors des funérailles de Rameau. Son nom figure sur la façade ouest de l'Opéra Garnier à Paris.

Le champion d'échecs
Carrière
Aujourd'hui, son nom reste davantage associé au jeu d'échecs. Très jeune, il fréquente le Café de la Régence où il rencontre Jean-Jacques Rousseau. Dans *Le Neveu de Rameau*, Denis Diderot donne une description de ce café : « *Paris est l'endroit du monde, et le café de la Régence est l'endroit de Paris où l'on joue le mieux à ce jeu ; c'est chez Rey que font assaut Legal le profond, Philidor le subtil, le solide Mayot* ». Philidor montre une grande maîtrise dans la pratique (démonstration de jeu en aveugle) et se montre très en avance sur la théorisation du jeu. Il surclasse rapidement le Sire de Legal, meilleur joueur du Café de la Régence.

À Londres, il dispute un match en 1747 contre le Syrien Stamma fixé à Londres depuis 1742. Il le bat 8 à 2 et il est dès lors considéré comme le plus fort joueur du monde. Il retourne à Londres (1771-1773) où il fréquente le St. James Chess Club, gagnant sa vie en faisant des parties d'exhibitions. Vivant des pensions du roi et partisan d'une monarchie constitutionnelle, il s'exile en Angleterre en 1792. Il est inscrit sur la liste des suspects et, malgré les efforts de sa femme et de son fils aîné, restés en France, un passeport pour rentrer lui est refusé après Thermidor. Il meurt à son domicile londonien et est inhumé à St. James de Picadilly.

L'analyse du jeu des Échecs
Philidor publie « *L'Analyze des Echecs* » en 1749, à l'âge de 22 ans, un des premiers traités d'échecs en langue française et un classique du genre. L'ouvrage sera édité une centaine de fois et traduit rapidement dans de nombreuses langues : anglais (*Analysis of the Game of Chess*, 1790), allemand, espagnol (*Análisis del juego de ajedrez*, 1827), russe, yiddish, etc.

Cet ouvrage est le seul témoignage des conceptions échiquéennes de Philidor, les parties qu'il a joué à l'apogée de sa carrière n'ont pas été conservées et il n'a jamais rencontré d'adversaires de son niveau, il pouvait battre les plus fort joueurs de son temps avec un handicap d'un pion et du trait.
Le terme d'*Analyse* marque d'entrée la rupture avec les conceptions antérieures. Alors que le jeu reposait essentiellement sur des qualités d'intuition et d'imagination, Philidor l'élève au statut de science et constitue un système rationnel dont il fournit le premier les lois essentielles. Il insiste sur l'importance des pions, et notamment des chaînes de pions. Richard Réti qualifie Philidor de « *grand philosophe des échecs, trop en avance sur son temps pour être compris* ».

On lui doit la fameuse maxime « Les pions sont l'âme des échecs » et la *position de Philidor*, très importante pour la fin de

partie Tour et pion contre Tour. Son analyse de la fin de partie Tour et Fou contre Tour fait encore autorité. Dans son ouvrage *L'Analyse du Jeu des échecs*, il étudie l'ouverture qui porte son nom (la défense Philidor) : *1. e4 e5 2. Cf3 d6*

Philidor et la théorie des ouvertures

L'*Analyse des échecs* n'est pas un livre étudiant les ouvertures. Contrairement à ses prédécesseurs italiens et à ses contemporains de l'École de Modène, qui cherchaient à obtenir un gain rapide en comptant sur une erreur de l'adversaire dans les complexité de la partie italienne et du gambit du roi, Philidor cherche à établir des règles générales sur la conduite d'une partie d'échecs :

« *Je reviens à Don Pietro Carrera qui, selon toute apparence, a servi de modèle au Calabrois et à d'autres Auteurs; Cependant ni lui, ni aucun d'eux ne nous ont donnés, (malgré leur grande Prolixité) que des instructions imparfaites, et insuffisantes pour former un bon joueur. Ils se sont uniquement appliqués à ne nous donner que des ouvertures de jeux, et ensuite ils nous abandonnent au soin d'en étudier les fins; de sorte que le joueur reste a peu près aussi embarrassé que s'il eut été contraint de commencer la Partie sans instruction. Cunningham et Bertin nous donnent des Gambits qu'ils font perdre ou gagner en faisant mal jouer l'adversaire. Il n'est pas douteux qu'ils n'aient trouvé leur compte dans une méthode si facile et si peu laborieuse, mais aussi, quelle utilité un Amateur peut-il tirer d'une instruction semblable?*

J'ai connu des Joueurs d'Echecs qui savaient tout le Calabrois et d'autres auteurs par cœur, et qui après avoir joué les 4 ou 5 premiers coups, ne savaient plus où donner de la tête; mais j'ose dire hardiment que celui qui saura mettre en usage les règles que je donne ici, ne sera jamais dans le même cas. »

Cependant Philidor expose dans son livre des parties complètes. Les ouvertures de ces parties sont choisies pour illustrer ses conceptions stratégiques. Dans le Jeu ouvert il préfère à la sortie du Cavalier du Roi le début du fou, car « *en général on doit éviter de sortir les pièces devant les pions* ». Après 1. e4 e5 2. Cf3, au lieu de 2... Cc6 qui était considéré comme le meilleur coup depuis Damiano, il préconise 2... d6, la défense Philidor, qui est selon lui la réfutation de 2. Cf3 :
« *en jouant le Cavalier du Roi au second Coup, c'est tellement mal joué, que l'on ne peut éviter de perdre l'attaque et de la donner à son Adversaire* ».

L'idée de Philidor était d'attaquer ensuite le pion e4 en jouant 3... f5, quel que soit le troisième coup des Blancs. Mais seule la variante 1. e4 e5 2. Cf3 d6 3. d4 f5 porte aujourd'hui le nom de *gambit Philidor*, et elle est réfutée, alors que contre les autres coups blancs, 3... f5 reste jouable7. Dans *L'analyse des échecs*, sont aussi présentées d'autres ouvertures, plusieurs variantes du gambit du roi, dont une défense moderne (3... d5) que Philidor considère comme fausse, une défense sicilienne et un gambit dame, qu'il dit avoir le premier étudié sérieusement :
« *je me flatte d'en avoir trouvé la véritable défense* ».

Cependant les variantes données dans *L'analyse* ne sont plus jouées au haut niveau, elles ont été la plupart du temps réfutées par les progrès de la théorie des ouvertures dès l'époque de la Pléiade berlinoise.
Dans le début du Fou, les coups 1. e4 e5 2. Fc4 Fc5 3. c3 caractérisent la *variante Philidor*, 1. e4 e5 2. Fc4 c6 la *contre-attaque Philidor*. Dans le *gambit du roi*, le *gambit Philidor* s'obtient après les coups 1. e4 e5 2. f4 exf4 3. Cf3 g5 4. Fc4 Fg7 5. h4 h6 ou 3... h6 4. Fc4 g5 5. h4 Fg7.

Les études de finales

Dans son *Analyse du Jeu des échecs*, Philidor fait l'étude de plusieurs positions de finales. L'une de ces positions, une finale de tour et pion contre tour est appelée *position de Philidor*. Les finales de tours étant les plus fréquentes aux échecs, la *position de Philidor* est avec la *position de Lucena* une notion fondamentale de la maîtrise des fins de parties.

Philidor expose ce qui est toujours considéré comme la technique la plus simple pour annuler une finale de tour et pion contre tour. Le défenseur place son roi sur la case de promotion du pion et sa tour sur la sixième rangée pour empêcher le roi de son adversaire de passer devant son pion. Pour tenter de progresser, celui-ci est forcé d'avancer son pion sur la sixième rangée. Le défenseur place alors sa tour sur la première rangée et obtient l'annulation de la partie par des échecs successifs sur le roi de son adversaire.

Une autre position étudiée par Philidor est une finale tour et fou contre tour, et est également parfois qualifiée de *position de Philidor*. Ce type de finale est théoriquement nulle, cependant, malgré les progrès des techniques défensives,« *La grande complexité de la lutte* » et le fait « *que le défenseur ne peut se permettre une imprécision (...) font qu'elle se termine souvent par un gain dans la pratique des tournois* ». La position étudiée par Philidor est gagnante, son analyse montre la profondeur de la compréhension du jeu par son auteur. Xavier Tartakover parle à ce sujet de « *beauté universellement reconnue de l'analyse* »

Les conceptions stratégiques de Philidor

Exemple de partie

Sheldon - Philidor, Londres, 1790 (Philidor joue à l'aveugle)
1. e4 e5 2. Fc4 c6 3. Cf3 d5 4. exd5 cxd5 5. Fb3 Cc6 6. d4 e4 7. Ce5 Fe6 8. 0-0 f6 9. Cxc6 bxc6 10. f3 f5 11. Fe3 (11. fxe4 fxe4 12. Dh5+ est meilleur selon Vukovic, cité par Juraj Nikolac dans *L'héritage de Philidor*, éd. Olibris, où cette partie est commentée) Cf6 12. Cbd2 Fd6 13. c4 0-0 14. Fa4 Dc7 15. f4 Cg4 16. De2 Cxe3 17. Dxe3 c5 18. Cb3 dxc4 19. Cxc5 Fxc5 20. dxc5 Tac8 21. c6 Tfd8 22. Tfd1 Td3 23. Txd3 cxd3 24. Fb3 Fxb3 25. axb3 Db6 26. Rf2 Dxe3+ 27. Rxe3 Txc6 28. Txa7 Td6 29. Rd2 e3+ 30. Rxe3 d2 31. Ta1 d1=D **0 - 1**.

PHILIPPE-ISIDORE de LAPEYROUSE Picot Toulouse 20 octobre 1744 –
Avant 1789 Château de Lapeyrouse (Haute-Garonne) 18 octobre 1818.



Son père, Jacques Picot de Buissaison de Lapeyrouse (1709-1781) est noble, mais d'une famille de négociants, seigneur de Buissaison, de Lapeyrouse, et de Belloc. Il est capitoul de Toulouse et avocat aux requêtes près le Parlement de Toulouse de 1769 à 1777. Aîné de sept enfants, quatre de ses frères optent pour la carrière militaire.

Philippe-Isidore Picot de Lapeyrouse est le frère du baron Étienne Guillaume Picot de Bazus général de division et du baron Jean Baptiste Picot de Buissaizon, chef de bataillon des Gardes suisses au château de Versailles. Philippe opte d'abord pour une carrière dans la magistrature et obtient en 1768 une charge d'avocat général près la chambre des eaux et forêts du parlement de Toulouse.

Un de ses oncles, baron de Lapeyrouse, meurt en 1775 et lui lègue sa fortune et son titre. Il se marie, le 15 septembre 1772, avec Magdelaine de Sacaze de Saint Beat, appartenant à une famille de robe, et très bien dotée. N'ayant plus de soucis d'ordre pécuniaire, ayant démissionné de son poste, car il refusait la réforme de l'administration de René Nicolas de Maupeou (1714-1792) en 1771, il peut se consacrer dès lors à sa véritable passion, l'histoire naturelle. Sa fortune est importante. Il fait en 1793 le dénombrement de ses fiefs nobles et, en 1778, devant les capitouls de Toulouse.

Pendant la Révolution française, il doit payer 1 600 francs pour l'impôt sur les riches. Il figure parmi les 40 plus riches citoyens de la Haute-Garonne. Philippe-Isidore Picot de Lapeyrouse passe la plupart de son temps à voyager et étudier. Il fait paraître en 1781 sa *Description de plusieurs nouvelles espèces d'orthocératites et d'ostracites* (Erlangen) qui est consacrée à des coquilles fossiles. Il fait paraître aussi dans les *Mémoires* de l'Académie de Toulouse diverses communications sur la faune, la flore et les minéraux des Pyrénées. Ses observations ornithologiques sont reprises dans le *Dictionnaire des oiseaux*, publiée dans le cadre de l'*Encyclopédie méthodique*. En 1786, il fait paraître un *Traité des mines et forges à fer du comté de Foix*. Philippe-Isidore Picot de Lapeyrouse est correspondant de l'Académie des sciences.

De 1789 à 1815

En 1789, il est déjà un naturaliste et minéralogiste connu, membre des Académies des sciences de Stockholm et de Toulouse. Il est chargé de la rédaction des cahiers de doléances de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Toulouse. Il est très ouvert aux idées nouvelles. Il est l'auteur, en 1789, de *De l'administration diocésaine en Languedoc, pour servir d'instruction aux députés de cette province aux États-Généraux*. En 1790, il est nommé président de l'administration du district de Toulouse. En 1806, il est élu mainteneur de l'Académie des Jeux floraux. Il est également garde national et publie la *Réclamation de Philippe Picot, président du district de Toulouse*.

Mais bien qu'il ait renoncé à toute fonction politique dès 1792, il est arrêté et passe dix-huit mois en prison comme « partisan du fédéralisme et président d'une section fédéraliste ». Libéré après la chute de Robespierre, il reprend ses recherches et devient inspecteur des mines, puis successivement professeur d'histoire naturelle à l'école centrale de Toulouse, à l'école des mines de Paris, et en 1811 à la faculté des sciences de Toulouse, la même année doyen de cette faculté. En 1800, il est nommé maire de Toulouse, fonction qu'il conserve jusqu'en 1806, et il devient le premier président du conseil général de Haute-Garonne. Il est fait baron d'Empire le 1er mars 1808 et chevalier de la légion d'honneur. Il accomplit une œuvre importante en tant que maire.

Son ami Louis Ramond de Carbonnières (1755-1827), spécialiste en botanique et géologie des Pyrénées centrales, décide, en 1797, de mener à bien un projet qui l'habitait depuis longtemps : atteindre le sommet du Mont Perdu (3 355 mètres) pour trancher la controverse qui l'opposait à Déodat Gratet de Dolomieu (1750-1801) et Lapeyrouse sur l' « âge primitif » des calcaires de la chaîne centrale. L'expédition comprend une quinzaine de personnes, dont Picot de Lapeyrouse et plusieurs de ses élèves. Elle trouve de nombreux fossiles mais n'atteint pas le sommet. Philippe-Isidore Picot de Lapeyrouse doit renoncer, car il est affaibli par sa longue détention. Le récit de l'ascension paraît en 1797 sous le titre *Voyage au Mont-Perdu et dans la partie adjacente des Hautes-Pyrénées*.

C'est pour ses cours que Lapeyrouse fait paraître en 1799 ses *Tables méthodiques des mammifères et des oiseaux observés dans le département de la Haute-Garonne*. Lapeyrouse projette de faire paraître une flore des Pyrénées, mais il ne peut faire éditer qu'une *Monographie des saxifrages* (1801). C'est une version abrégée qu'il publie en 1813 sous le titre *Histoire abrégée des plantes des Pyrénées et Itinéraire des botanistes dans ces montagnes*. Après le rétablissement, en 1807, de l'Académie de Toulouse, supprimée en 1792, il en devient le secrétaire perpétuel. En minéralogie il décrit une espèce, qu'il croit, nouvelle à partir d'échantillon du pic d'Eredliz, et la baptise koupholite inspiré des deux racines grecques : pierre légère. Cette espèce n'est en fait qu'une variété d'habitus de la prehnite en lamelles rhomboïdales. Il est à l'origine de la création du Muséum d'histoire naturelle de Toulouse.

Après 1815

Après le retour des Bourbons, étant un ancien député pendant les Cent-jours, il attend 1816 pour se remontrer à Toulouse.
Lapeyrouse est un franc-maçon actif et un ami d'Alexandre Du Mège (1780-1862). Très influencé par Jean-Jacques Rousseau, il fonde tout d'abord la loge *Les amis du désert*, puis de 1814 à 1818 il est vénérable de la grande loge

provinciale de Toulouse.

Il décède le 18 octobre 1818 en son château de Lapeyrouse (Haute-Garonne), où il faisait des recherches agronomiques et où il introduisit le mouton mérinos. Une part importante de sa bibliothèque se trouve désormais dans les bibliothèques de Toulouse. Son fils Isidore Picot de Lapeyrouse né en 1776 et décédé en 1835 lui succède à la chaire d'histoire naturelle de la faculté des sciences de Toulouse en 1818.

HONNEURS
En 1955 le lycée de garçons de Toulouse décide de changer de nom et de prendre celui d'un savant lié à Toulouse, une commission est constituée, et celle-ci propose trois noms : Philippe-Isidore Picot de Lapeyrouse, Émile Cartailhac et Pierre de Fermat (nom qui sera retenu). Une rue très fréquentée du centre ville de Toulouse porte le nom de Philippe-Isidore Picot de Lapeyrouse.

Deux espèces minérales lui avaient été dédiée toutes deux déclassé au rang de variété
- la **picotite** il s'agit d'une variété d'hercynite
- la ferropicotite (Lacroix 1904) variété ferrifère de spinelle.

Le nouvel amphithéâtre du Muséum d'histoire naturelle de Toulouse porte le nom de Picot de Lapeyrouse.
Il existe un Institut des sciences naturelles Picot de Lapeyrouse, rattaché au Muséum de Toulouse.

PICCINI



Nicolo Vito

Bari 16 juin 1728 - Passy 7 mai 1800.

Compositeur italien. Il est parfois prénommé « Nicola » et son nom se trouve également écrit « Piccini ». Élève au conservatoire de Naples, il a comme professeurs Leonardo Leo et Francesco Durante et comme compagnon d'études Pasquale Anfossi. Il compose son premier opéra, *Donne dispettose*, en 1754. En 1758, il écrit un nouvel opéra, *Alexandre aux Indes* sur un livret de Métastase. Puis, Piccinni déménage à Rome, et y connaît un succès considérable avec, par exemple, *la bonne Fille* (1760), tiré d'une œuvre de Carlo Goldoni. Il composa ensuite plus de cinquante nouvelles œuvres lyriques, et remania *Alexandre aux Indes* en 1774. Mais il fut surtout apprécié grâce à ses opéras bouffes. En 1773, sa réputation à Rome commença à pâlir devant celle d'Anfossi et en 1776, il accepta une invitation de la cour de France et devint professeur de chant de la reine Marie-Antoinette et directeur du Théâtre-Italien.

En 1777 il est initié franc-maçon à la loge parisienne des Neuf Sœurs.

Il décida alors de se consacrer principalement à l'écriture d'opéras et, en 1778, il composa son premier opéra français, *Roland*, qui lui apporta une renommée importante. C'est à Paris qu'il rencontra un autre compositeur, avec lequel il eut une rivalité bien connue : Gluck. Ce dernier réformait l'opéra dans le but d'y introduire davantage de vérité dramatique. Cette querelle d'artistes augmenta la notoriété de Piccinni, mais elle tourna à l'avantage de Gluck. L'opéra *Iphigénie en Tauride* de Piccinni (1781) fut joué deux ans après l'œuvre homonyme de son concurrent.

Ce fut en 1783 que Piccinni fait jouer *Didon*, son œuvre considérée comme la plus réussie. La même année, il se voit accorder une pension de la cour de France. Mais à partir de 1784, il connaît une période difficile, la concurrence d'Antonio Sacchini et d'Antonio Salieri le mettant en difficulté et plusieurs de ses opéras étant des échecs publics, en particulier son *Pénélope* en 1785. Connaissant quelques ennuis lors de la Révolution française, sa pension lui est supprimée en 1791, et le mariage de sa fille avec un jacobin lui valant un séjour en prison, il repart à Naples et de là à Venise, où il compose *Griselda* (1793). Puis, en 1798, il retourne à Paris, où il est nommé inspecteur au Conservatoire, le sixième du nom. Sa santé est alors devenue très précaire et il ne peut assurer les devoirs de sa charge.

Piccinni est l'auteur principalement d'œuvres vocales (surtout des opéras), mais aussi de quelques pièces pour clavecin et de musique sacrée. En 1855, la ville de Bari lui donnait le nom du théâtre communal, devenu depuis Théâtre Piccinni.

PICHEGRU



Jean Charles

Arbois 16 février 1761 - Paris 5 avril 1804.

Général de la Révolution, membre du Conseil des Cinq Cents, sera exilé en Guyane pour complot.
Franc-Maçon, en 1797, à la loge "*Centre des Amis*", Paris.

Né au sein d'une famille de paysans1, il fait ses premières études au collège d'Arbois, et sa philosophie à l'École militaire de Brienne, tenue par les Minimes. Il reçoit une solide éducation puis devient répétiteur de mathématiques au Collège militaire de Brienne, où il donne des leçons à Napoléon Bonaparte2. Il s'engage ensuite au 1er régiment d'artillerie où il devient sergent. Il prend part à la guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique et en revient adjudant.

La Révolution française

Adjudant sous-officier en 1789, il va offrir ses services aux émigrés de Coblence et en est dédaigné[réf. nécessaire]. Alors il se fait républicain et Président du club révolutionnaire de Besançon en 1791, il se fait élire commandant d'un bataillon de

volontaires du Gard qui rejoignait l'armée du Rhin. Dès les premières batailles, son habileté manœuvrière et son esprit de décision se révèlent.
Employé dans les états-majors en 1792, l'appui de Saint-Just et de Robespierre l'aide également à franchir les échelons : général de brigade, général de division le 4 octobre 1793, puis commandant en chef de l'Armée du Rhin la même année. En février 1794, il remplace Jourdan à la tête de l'armée du Nord. Il la réorganise et mène une très belle campagne en Flandre, entre le 7 juillet à Anvers, à Amsterdam le 20 janvier 1795 : il bat l'ennemi à Cassel, à Courtrai, à Menin, et s'empare de Bois-le-Duc, de Venlo, de Nimègue, passe le Vahal sur la glace. Il conclut la campagne deux jours après par la capture de la flotte hollandaise au Helder : il envoie sur le Zuyderzée un escadron de hussards prendre à l'abordage la flotte hollandaise enchaînée par la glace. Le 14 février 1795, il entre à Groningue, dans le nord des Pays-Bas : l'ensemble du pays est occupé. Il réprime l'insurrection du 12 Germinal an III (1er avril 1795), et reçoit alors le titre de *Sauveur de la Patrie*, et est alors nommé général en chef des armées du Rhin, du Nord et de Sambre-et-Meuse. Là encore il se couvre de gloire ; le Rhin est audacieusement franchi, et la place de Mannheim tombe entre ses mains en septembre, mais c'est le terme de ses succès et de sa gloire.

La trahison
Général en chef des armées de Sambre-et-Meuse en 1795, c'est à cette époque que Pichegru entretient des relations amicales avec les monarchistes. Il est contacté par un agent royaliste, et trahit. Il accueille les propositions qui lui sont faites au nom du prince de Condé, chef de l'émigration. Le parti blanc lui promet un million au comptant, une rente de 200 000 francs, le maréchalat, le gouvernement d'Alsace et le château de Chambord. Son inertie contraint Jourdan qui marchait sur Düsseldorf à repasser sur la rive gauche du Rhin.

Rappelé par le Directoire, soupçonné de trahison, il doit démissionner en Ventôse an IV (mars 1796). Restant populaire, il obtient l'ambassade de Suède. Député des Cinq-Cents en 1797, et président de ce corps, Pichegru convaincu de collusion avec le prince de Condé, est arrêté par la garde même du corps législatif après le coup d'État du 18 fructidor an V (4 septembre 1797). Condamné le lendemain à être déporté à Cayenne, en Guyane, il est conduit dans les déserts de Sinnamary. Au bout de quelque temps il s'évade au Surinam et gagne Londres en Prairial an VI (juin 1798) où il reçoit l'accueil le plus distingué, et passe de là en Allemagne.

Le complot
Il participe à la conspiration de Cadoudal, débarque en Normandie en janvier 1804, mais est livré par un de ses anciens officiers, Le Blanc. Il est emprisonné au Temple, et le 6 avril 1804, il se « suicida » apparemment dans sa prison, par pendaison en s'étranglant avec sa cravate. Wikipédia

PIERRE III Fedorovitch

Kiel 21 février Ropcha 9 juillet 1728 –
Assassiné château de Ropcha, près de Saint-Pétersbourg 17 juillet 1762.



Empereur de Russie en 1762, mari de la Grande Catherine instigatrice de son assassina.
Franc-maçon à son avènement,.il assiste à des tenues de la loge "*Orianenbaum*" et fait don d'une maison à la loge *"La Constance"*.

Il est le fils du duc Charles Frédéric de Holstein-Gottorp (de la maison d'Oldenbourg) et de son épouse la grande-duchesse Anna Petrovna de Russie Romanova, fille de Pierre Ier le Grand et de Catherine Ire. Pierre III de Russie fut empereur de Russie du 5 janvier 1762 au 9 juillet 1762, duc de Holstein-Gottorp de 1739 à 1762 (Charles Peter Ulrich de Holstein-Gottorp), roi de Finlande de 1742 à 1762. Il devint donc le premier souverain russe de la branche de Holstein-Gottorp, branche qui reprit le nom de *Romanov* et qui régna sur la Russie jusqu'en 1917.

La mère de Pierre meurt quelques jours après sa naissance. Son père lui impose dès l'âge de sept ans une éducation strictement militaire. À la mort de Charles-Frédéric, en 1739, il est confié à la garde de son oncle Adolphe-Frédéric de Holstein, qui abandonne son éducation à Brummer, maréchal de la Cour. Celui-ci l'élève à la dure, de manière cruelle. Afin de l'inciter à étudier, il le prive des jours entiers de nourriture, l'oblige à regarder ses serviteurs prendre leur repas devant lui.

Pierre et Catherine
En 1742, Élisabeth Ire, sœur de sa mère et nouvelle tsarine, le fait mander à Saint-Pétersbourg car elle veut en faire son héritier. Pierre s'ennuie vite de Kiel et déteste sa nouvelle patrie. Son enfance trop dure a fait de lui un personnage instable. L'un de ses loisirs est de torturer des chiens et des chats et de s'amuser des réactions horrifiées de sa femme et de ses courtisans. La variole qu'il attrape en 1744 n'améliore pas les choses. Le 21 août 1745, Élisabeth le marie à sa cousine Sophie d'Anhalt-Zerbst, qui a pris le nom de Catherine en se convertissant à la foi orthodoxe.

La princesse accepte le mariage malgré sa répugnance pour son époux, car elle est ambitieuse et espère devenir un jour impératrice de Russie. En 1756, la Russie déclare la guerre à la Prusse. C'est la guerre de Sept Ans. Pierre, dont l'idole est Frédéric II et qui désire à tout prix le voir victorieux, profite de sa présence au conseil de guerre pour lui communiquer en secret les plans de guerre de l'armée tsariste. Les généraux et les soldats russes se doutent de ses manigances et commencent à le prendre en grippe. Certains le surnomment même l'*Allemand*.

À la même époque, Pierre devient l'amant d'Élisabeth Romanovna Vorontsova dont la famille voudrait bien la voir remplacer

Catherine comme épouse du futur tsar. De son côté, Catherine se fait aussi des alliés, parmi lesquels le ministre Nikita Panine et les frères Orlov dont le cadet, Grigori, est son amant.

Le règne
Élisabeth décède le 5 janvier 1762. Pierre III, devenu tsar, arrête aussitôt la guerre au moment où Frédéric II, complètement vaincu, songeait au suicide. Tous les territoires conquis sont évacués et rendus au roi de Prusse, au grand dam de l'armée russe. Le 5 mai, un traité de paix est signé. Pierre promet alors de se joindre à Frédéric dans sa guerre contre l'Autriche. En quelques mois, Pierre réussit à se faire détester de tous ceux qui pourraient lui être favorables à la cour de Russie. Un premier oukase oblige l'armée à se vêtir d'uniformes prussiens. Un second oblige les popes à se couper la barbe et à s'habiller comme des pasteurs protestants. Les icônes sont enlevées des églises, et les biens du clergé orthodoxe sont confisqués. Un dernier oukase contente une partie de la noblesse car il met fin au service militaire perpétuel de cette classe en vigueur depuis Pierre le Grand. Désormais, les nobles ne sont plus obligés de servir l'État, sauf en temps de guerre. Les tsars suivants n'oseront pas abroger ce dernier oukase.

Le coup d'État
Au printemps 1762, Pierre III s'apprête à déclarer la guerre au Danemark afin de s'emparer du Schleswig et de l'annexer à son duché du Holstein. Il assigne Catherine à Peterhof et part rejoindre ses troupes à Cronstadt. La tsarine, qui a peur pour sa vie, décide de prendre le pouvoir par la force et de renverser son époux, avec l'aide de Nikita Panine et des frères Orlov. Ceux-ci soudoient une centaine de soldats des régiments Préobrajenski et Ismaïlovski, qui servent d'escorte à Catherine dans sa marche sur Saint-Pétersbourg. Après quelques hésitations, les autres régiments se joignent à eux. À son arrivée dans la capitale, Catherine est accueillie triomphalement et reconnue par le clergé et le sénat.

Lorsqu'il apprend le coup d'État, Pierre III s'effondre. Lâché par l'armée et la flotte de Cronstadt, il est arrêté et assigné à résidence à Ropcha où on l'oblige à signer son acte d'abdication. Le 17 juillet 1762, il est assassiné dans des circonstances troubles par Alexeï Orlov et ses gardiens. Cette fin mystérieuse donnera naissance à de nombreuses légendes. Le cosaque Pougatchev, meneur de la dernière grande insurrection paysanne en Russie, de 1773 à 1774, prétendra être Pierre III en guerre contre Catherine II, l'usurpatrice allemande. Il en fut de même de Selivanov, grand maître de la secte des castrats.

Wikipédia

PIKE

Albert

Boston 29 décembre 1809 – Washington 2 avril 1891.



Les francs-maçons du Rite Ecossais Ancien et Accepté, en particulier ceux qui relevaient de la Juridiction Sud des Etats-Unis qu'avait illustrée Albert Pike, érigèrent, en 1901, une statue en sa mémoire, à Washington, D.C., *Judiciary Square*. Sur les angles du socle, ces inscriptions : Auteur, Poète. Erudit, Soldat, Philanthrope, Philosophe, Juriste, Orateur. Pike porta très haut l'exercice de ces qualités.

Né à Boston, fils adoptif de Little Rock, dans l'Arkansas, il participe en 1848 à la guerre du Mexique et, en 1861-1862, à la guerre de Sécession, avec le grade de général de brigade. A Little Rock, à Memphis, à Washington où il s'installe en 1868 et passe le reste de ses jours, il est avocat. Ami et défenseur des droits des Indiens, son cœur le porte à abolir l'esclavage, mais sa raison le pousse à favoriser le compromis de 1850.

Albert Pike reçoit la lumière maçonnique en 1850, dans la loge « *Western Star* », à l'orient de Little Rock. En 1853, Albert Mackey lui confère les degrés 4 à 32 du Rite Ecossais Ancien et Accepté, à Charleston, siège de la Juridiction Sud jusqu'à ce que Pike le transférât à Washington. D.C. en 1857 : Pike reçoit le 33°, le Suprême Conseil de la Juridiction Sud l'admet l'année suivante et, en 1859, il en est élu Grand Commandeur ; il occupera cet office jusqu'à sa dernière heure, avec une compétence et une autorité sans pareilles. Le Suprême Conseil du Rite Ecossais Ancien et Accepté pour la France l'élira membre d'honneur en 1889.

Aussitôt après avoir reçu ses grades maçonniques, il entreprit d'en réviser ou d'en composer les rituels qui lui avaient paru, à l'exception du 18°, incohérents et inadéquats. Ce travail de Pike n'est pas le plus réussi. En revanche, *Morals and Dogma of the Ancient and Accepted Scottish Rite of Freemasonry* est un chef-d'œuvre. Pour chacun des degrés de rite (le 33° est omis, de par sa nature même qui n'est pas initiatique), l'auteur propose une leçon. Avec une subtile pédagogie, chaque leçon se garde d'expliquer détail après détail le rituel de chaque degré et même d'analyser ouvertement son sens général. Le cours suit l'échelle des degrés, en enseignant au nouveau promu la partie de l'ésotérisme universel qui convient à son âge. *Morale et dogme* – « dogme » au sens de doctrine proposée, non point imposée – *du Rite Ecossais Ancien et Accepté*, rédigé et publié en 1871 par ordre du Suprême Conseil de la Juridiction Sud, emprunte à toutes les initiations, à toutes les traditions, à toutes les écoles de mystères. Souvent l'auteur se fait compilateur ; quitte à remanier et à interpoler, il incorpore des fragments d'auteurs précédents, le plus souvent cité étant Eliphas Lévi. Pike annonce son procédé au seuil du livre et seule l'ignorance ou la mauvaise foi a permis quelque fois de crier au plagiat.

L'histoire, cependant n'est pas appelée à comparaitre ; Pike expose la philosophie occulte d'une association qui est religieuse, sans être une religion, dont la bienfaisance est le but, mais qui, au-delà de la morale, aide à chercher la vérité par un symbolisme vécu et raisonné. La magie n'est que la science « exacte et absolue » de la nature et de ses lois. Episcopalien d'origine, Pike, dont tous les frères étaient juifs et chrétiens, voit dans le judéo-christianisme, au sens large la tradition des traditions. Dieu, la Bible, la Sagesse secrète soutiennent l'édifice. La Bible est la clef méconnue, à la fois le fil conducteur et la trame de *Morale et doctrine*. Un *Index analytique*, par T.W. Hugo (1909), joint à toutes les rééditions du

livre, assiste le lecteur dans le foisonnement ; un index analytique commenté de la Bible omniprésente dans *Morale et Doctrine*, par Hutchens et Monson (1992) tourne la clef pour lui. Le chrétien complétera, grâce au Nouveau Testament, sans cesse référé, la figure romantique de Jésus.
L'antimaçonnisme du XIX[e] siècle finissant (Taxil, Bataille, Doinel…) proclame l'excellent Albert Pike pape luciférien et chef suprême de tous les francs-maçons du globe, admis tous les vendredis, à trois heures, à conférer avec Satan en personne. Mgr Northrop, évêque de Charleston, s'en vint spécialement à Rome assurer Léon XIII que les francs-maçons de sa ville épiscopale étaient de dignes gens et que leur temple ne s'ornait d'aucune statue de Satan. En 1974, le Grand Commandeur de la Juridiction Sud estima opportun de publier des Commentaires de la somme réunie par Pike. R.A.

PILÂTRE de ROSIER Jean-François



Metz 30 mars 1754 –
Wimille (près de Boulogne-sur-Mer) 15 juin 1785.

Mort dans le premier accident aérien de l'histoire, est l'un des deux premiers aéronautes, avec François Laurent d'Arlandes.
Jean-François est le quatrième enfant de Magdeleine Wilmard et de Mathurin Pilastre dit « du Rosier », ancien militaire installé comme aubergiste dans le quartier Fort-Moselle à Metz.

Il étudie la chimie. À 18 ans, il se rend à Paris où il attire l'attention de personnes influentes. En 1780, il part pour Reims assurer des présentations de physique et chimie à l'Académie de Reims. Mais il rentre rapidement à Paris, où il est nommé intendant des cabinets de physique, de chimie et d'histoire naturelle de Monsieur, comte de Provence, frère du Roi. En 1781, il crée le premier musée technique, où il y fait des expériences de physique et donne des cours sur les sciences aux nobles. L'inauguration a lieu le 11 décembre 1781.

Membre de la loge Saint-François du Parfait Consentement (Grande Loge de Clermont).

LE PREMIER VOL EN AEROSTAT
VOL DE LYON Le 19 janvier 1784, il s'élève à nouveau, à Lyon à bord du *Flesselles*, une immense montgolfière de 23 270 m³ (celle du premier vol faisait 2 200 m³). Il emmène six passagers, dont Joseph Montgolfier. Le vol est très court.

VOL SCIENTIFIQUE
Au début de 1784, Étienne Montgolfier, ayant récupéré le ballon du premier vol humain, reçoit des fonds du gouvernement pour le réparer et le modifier. Il se trouve chez Jean-Baptiste Réveillon devenu spécialiste des ballons. Étienne, depuis Annonay lui envoie les modifications : le ballon assez proche des montgolfières actuelles, fait 26 mètres de haut pour 5 000 m³ de volume. La partie haute du ballon est faite de peaux fines de mouton (1 540 peaux) pour augmenter la résistance. La partie basse est faite avec la récupération du ballon précédent.

Le ballon est testé en captif dans le courant du mois de mai par le marquis de Montalembert, membre de l'Académie des sciences. Le ballon devait être emballé et envoyé à Annonay, pour qu'Étienne puisse faire des essais de direction. Mais le roi Gustave III de Suède venait à Paris et avait déjà assisté à un vol, à Lyon, celui de la première femme aéronaute, Élisabeth Thible. Afin de l'épater, une fête « aéronautique » fut décidée. Pilâtre était sur les rangs et après quelques projets plus ou moins réalisables, il fut décidé de réquisitionner le ballon d'Étienne.

Pilâtre choisit comme passager et aide le chimiste Louis Joseph Proust, qui avait donné des cours à son musée et qui était passionné d'aérostation. Le ballon étant conçu pour les hautes altitudes, des expériences étaient prévues. Un essai captif fut réalisé où le ballon resta cinq heures en l'air. Le ballon fut donc expédié à Versailles.

Le 23 juin 1784, le ballon baptisé *La Marie-Antoinette* (du nom de la reine), s'éleva à nouveau devant le roi de France et celui de Suède, à Versailles, emmenant Pilâtre et Joseph Louis Proust. Ils montent régulièrement, se dirigeant vers le nord. Ils vont atteindre l'altitude estimée de 3 000 mètres après avoir traversé les couches nuageuses. Hors de la vue du sol, dans le froid et les turbulences ils décident de redescendre. Après 45 minutes de vol, ils ont parcouru 52 km et se posent après avoir dépassé Luzarches, entre Coye et Orry-la-Ville avant la forêt de Chantilly. Comme souvent sur ces premières montgolfières une fois posées, le foyer n'est plus assez actif pour fournir suffisamment d'air chaud mais assez pour brûler une partie du ballon. Ils durent déchirer la base de la montgolfière et la foule des badauds acheva de détériorer le reste.
Trois records du monde sont battus : distance, vitesse, altitude. Étienne Montgolfier désira plus tard récupérer le ballon, mais il n'était vraiment pas récupérable et le gouvernement n'accepta plus de donner d'argent pour sa réparation.

TENTATIVE DE TRAVERSEE DE LA MANCHE
Pilâtre désirait réaliser la traversée de la Manche dans le sens France-Angleterre, moins aisé car contre les vents-dominants. Dès le mois d'août 1784, encouragé par son voyage de Paris à Chantilly, il avait rencontré le physicien Pierre-Ange Romain pour l'étude d'un ballon capable de faire la traversée. Un contrat fut même signé pour que Romain construise le ballon et l'accompagne dans l'aventure.

Au courant qu'une tentative dans l'autre sens est en projet, de plus financée par un Américain, John Jeffries **(en)**, Pilâtre obtient assez facilement du gouvernement français une somme d'argent pour construire son ballon. Les deux frères Romain construisirent ce dernier à Paris. Comme la traversée avec une montgolfière était impossible du fait de l'autonomie réduite de ces dernières - la masse de paille à emmener eût été énorme - il fut décidé de construire un ballon mixte, à air chaud et à gaz, assez en avance pour son temps, qu'ils appelèrent « aéromontgolfière ». Soit une charlière sphérique, et, en dessous,

une montgolfière de forme à peu près cylindrique, l'ensemble faisant 22 mètres de haut.

Le ballon fut terminé en octobre 1784, mais il ne fut acheminé à Boulogne-sur-Mer qu'en décembre, le voyage étant prévu au tout début janvier. Mais en hiver, les vents ne sont pas fréquemment favorables. Ils durent attendre, Pilâtre faisant même un voyage en bateau à Douvres où il rencontra son concurrent.

Le 7 janvier 1785, un ballon à gaz (gonflé à l'hydrogène) et piloté par Jean-Pierre Blanchard et John Jeffries traversa la Manche dans le sens Angleterre-France, le sens des vents dominants. Pilâtre les accueille à Calais et les accompagne même à Paris. Probablement mal reçu par le ministre des finances, de Calonne, il repart et est à pied d'œuvre, à Boulogne-sur-Mer dès le 22 janvier. Pierre Romain et lui firent plusieurs tentatives qui s'avérèrent infructueuses. Les jours puis les mois commencèrent à passer, le ballon dut être réparé plusieurs fois.

Le 15 juin 1785, profitant de vents favorables, ils s'envolent. Mais un vent d'ouest les ramena vers la terre alors qu'ils s'étaient éloignés d'à peu près cinq kilomètres. À ce moment le ballon se dégonfla brusquement et ils s'écrasèrent au sol, à trois cents mètres du rivage. Ils furent tués tous les deux, devenant les deux premières victimes de l'air. Les causes exactes de l'accident sont assez mal connues. Il ne semble pas qu'il y ait eu incendie, car l'hydrogène n'a pas explosé. Il se pourrait que la soupape de la charlière actionnée pour la descente ait entrainé une déchirure du ballon à gaz, ce qui aurait pu provoquer la chute. Voici toutefois la retranscription parue dans l'*Almanach du Pas-de-Calais* de 1862 (consultable aux Archives départementales du Pas-de-Calais à Dainville) d'un texte de l'*Almanach d'Artois* de 1785.

« **Mort de l'aéronaute Pilâtre de Rozier**. C'est entre Boulogne et Ambleteuse, sur une petite saillie formée par les falaises, à l'endroit où la rivière de Wimereux se jette dans la mer, que tombèrent et s'écrasèrent les infortunés Pilâtre de Rozier et Romain. Pilâtre de Rozier voulant aller de France en Angleterre et faire ainsi l'inverse de ce qu'avait fait Blanchard (C'est dans la forêt de Guînes que l'aéronaute Blanchard et le docteur anglais Gefferies sont descendus, le 7 janvier 1785, après avoir traversé le pas de Calais. Une petite colonne, construite par les soins des habitants, à l'endroit même où l'aérostat a pris terre, atteste l'heureux succès de l'entreprise de Blanchard, qui, le premier, a osé traverser les mers dans une frêle nacelle suspendue au milieu des airs.), vint établir à Boulogne son point de départ.

Après avoir hésité longtemps sur le choix d'un local, il fixa enfin son ballon et ses appareils à la porte des Dunes qui sépare la haute ville de la basse ; son atelier était adossé au rempart près de la tourelle gauche, en sortant par la porte située vers la mer. On sait qu'à une certaine hauteur de l'atmosphère les courants d'air varient ; Pilâtre s'était dit : Si je peux manœuvrer mon ballon à volonté, seulement dans la ligne verticale, je serai libre de prendre tel ou tel air de vent ; par conséquent de naviguer vers tel point de la boussole, que je voudrai. D'après ce raisonnement spécieux, il avait adapté au pôle inférieur de son ballon une montgolfière qu'il enflait pour s'élever et qu'il resserrait pour s'abaisser, au moyen d'un réchaud dans lequel il allumait du menu bois. Ce réchaud suspendu à une poulie, s'abaissait quand on voulait resserrer la montgolfière et en descendre. Pilâtre, depuis plusieurs mois, prolongeait son opération, retardait son départ et semblait ne vouloir jamais, faute de gaz, remplir son aérostat.

Le 15 juin 1785 au matin, après avoir annoncé son ascension pour la cinquième ou la sixième fois, son ballon étant gréé, le peuple rassemblé et le vent essayé par des ballons perdus, cet infortuné physicien, comme par un pressentiment de la funeste issue de son entreprise, hésitait et semblait prêt à différer encore son expérience. Quelques railleries qui frappèrent son oreille, à travers des murmures confus, le déterminèrent enfin. Son compagnon de voyage et lui entrèrent donc dans la galerie de leur ballon, où, élevés à une certaine hauteur, les spectateurs les remarquèrent nonchalamment assis. Le ballon flottait sans majesté à quelques mètres au-dessus du faîte d'un bâtiment neuf qui se trouvait près de l'Esplanade. Pilâtre, pour s'élever, ranima le foyer de la montgolfière, et dépassa le bâtiment. À la hauteur d'environ 2 000 mètres le vent le portait à l'est et trop dans les terres ; le ballon ne fut qu'un instant au-dessus du détroit.

Les aéronautes ne pouvant saisir la direction de l'Angleterre, ni varier librement leur position verticale pour choisir le rhumb convenable, ni s'aider assez de leur montgolfière pour changer la pesanteur spécifique de la machine résolurent de descendre sur le point qu'ils dominaient. Le foyer fut abaissé de douze mètres environ ; la montgolfière, distendue et flasque, semblait leur permettre une facile descente ; mais la surface du ballon moins comprimée, conservant presque toute son extension, les voyageurs remontaient contre leur gré. La soupape du pôle supérieur fut ouverte pour laisser échapper le gaz ; cette soupape dont le mécanisme était totalement en fer ou en acier, altérée par la longue stagnation du ballon sur le chantier, ne put manœuvrer librement. Quelqu'effort que fissent les voyageurs, elle resta tout-à-fait ouverte par un accident quelconque.

Dans cette situation, le ballon perdait tout son gaz, une colonne obscure traçait sa ligne de descente, et cette descente devint si rapide, que le foyer suspendu sous la montgolfière et presque éteint se ranima ; des étincelles s'en détachèrent, et nageant dans l'air qui remplissait le ballon à mesure qu'il s'abaissait, quelques-unes se réunirent nécessairement sur cette colonne de gaz que vomissait le pôle supérieur. Bientôt il s'enflamma ; en moins d'une seconde le ballon fut en pièces ; les aéronautes étant abandonnés toute leur pesanteur, l'accélération de leur chute n'eut plus de bornes que celle de la loi sur la descente des corps graves. Les malheureux, Pilâtre et Romain, tombant de 1 500 mètres de hauteur, vinrent s'écraser sur la pointe du Wimereux. Quelque rapide que fût l'instant qui sépara leur mort de l'inflammation du ballon, il suffit cependant pour frapper d'horreur la multitude qui avait suivi ces victimes. La consternation fut générale ; on accourut sur-le-champ à leur secours, mais tout était fini pour eux.

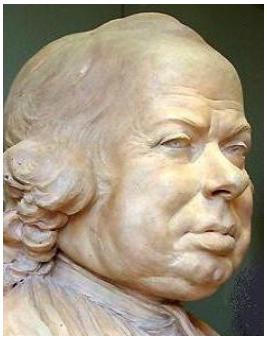
Pilâtre avait été suffoqué dans sa chute ; il était mort avant le choc contre terre, sa physionomie paisible le disait ; mais

Romain n'avait été tué qu'à terre ; son pouls battait encore et sa face était horriblement empreinte des douleurs de sa courte agonie.
Les deux cadavres étaient moulus dans leur parties solides : ils avaient atteint la terre presque droits et sous un angle léger ; le tibia et le péroné fracturés près de l'articulation du pied avaient pénétré le sol ; le fémur était remonté au-dessus des hanches ; les côtes semblaient se recoucher les unes sur les autres ; les vertèbres lombaires étaient disjointes. Nous ne prolongerons pas ici le détail affligeant et pénible d'un tableau d'autant plus déchirant pour le public, que ce même public avait en quelque sorte forcé la volonté de l'infortuné Pilâtre au moment même de son hésitation pour le départ.

La cause de cette chute n'a rien de commun avec un phénomène électrique, comme on s'était d'abord hâté de l'annoncer. C'est à l'alliance des deux moyens qu'avait voulu réunir Pilâtre pour diriger son ballon qu'il a dû le titre de victime du nouvel art qu'il cherchait à perfectionner. C'est ainsi que presque toujours les hommes, l'individu paie la gloire qu'acquiert l'espèce.
Pilâtre et Romain ont été inhumés dans le cimetière de Wimille, à quelque distance du point de leur chute ; un monument élevé sur le mur qui borde la grand route de Boulogne à Calais indique le lieu de leur sépulture. Ce monument n'est ni soigné, ni d'un bon style ; mais il est vénérable en ce que les mains de l'amitié seule l'ont élevé. »

PINGRÉ Alexandre-Guy

Paris 4 septembre 1711 – 1 mai 1796.



Formé au collège génovéfain de Senlis, moine à 16 ans, puis professeur de théologie dès l'âge de 24 ans, Pingré devient rapidement une figure prestigieuse de l'Académie des Sciences où il entre en 1756. C'est toutefois à Rouen, où le jansénisme auquel il a adhéré l'a conduit en exil, qu'il va montrer l'importance de ses réflexions et expérimentations sur l'astronomie.

En effet, membre associé de l'académie locale dès 1749, il en est l'un des principaux animateurs, et expose plus de trente mémoires jusqu'en 1766. Outre de nombreux résultats d'expériences issus de ses travaux sur les éclipses et le passage des comètes, on relève sa volonté de faire connaître les thèses de Newton et de d'Alembert.

C'est au moment où il passe de l'écrit académique au voyage d'études (trois de 1767 à 1770) que sa carrière maçonnique émerge… sans que l'on connaisse cependant la date exacte de son initiation. Orateur de la loge « *Sainte Marguerite* » en 1766 puis fondateur et vénérable d'une loge dont la titulature porte l'empreinte de ses préoccupations scientifiques, « *L'Etoile Polaire* ». Il développe des activités maçonniques importantes à Paris et en Normandie.

Ainsi dès 1767, l'imminence de son départ du Havre, sur la frégate L'Aurore où il teste les instruments de marine du roi avec le marquis de Courtanvaux, le conduit à fréquenter les loges locales en proie aux divisions. A cette occasion, il milite pour une institution « ouverte » dans une ville où l'élitotropisme est la règle. Lors de son voyage on l'entend dire : « Je voulais y proposer plusieurs profanes. Mais on est trop dur dans cette loge ».

Cinq ans plus tard, la connaissance du Grand Orient lui permet d'accéder aux plus hautes responsabilités. Il devient Substitut du Grand Orient le 14 août 1771, puis Second Surveillant du 21 juin 1773 à janvier 1776, et enfin Premier Surveillant jusqu'en décembre 1778. Ses attaches normandes lui permettent alors de jouer un rôle essentiel dans la difficile reconstruction des loges havraises et rouennaises. Fidèle serviteur d'un Grand Orient qui veut pacifier les provinces, Pingré confirme sa volonté d'équilibre entre la nécessaire reproduction des préséances sociales et la valorisation des qualités maçonniques que recommande l'égalité mythique. Ainsi, é Rouen, il entérine la reconnaissance des deux loges nobiliaires comme étant les ateliers les plus anciens… tout en tentant d'imposer la validité des travaux de « *L'Ardente Amitié* », une loge de petits bourgeois rejetés par les aristocrates rouennais et rendue bientôt célèbres par les avatars du frère Mathéus.

Le 1er juillet 1778, il dénonce les préjugés sociaux de la noblesse rouennaise : « *Lorsqu'on les approfondit* (les causes du rejet), *on voit que l'équité, la prudence… exigent que la loge requérante laisse son tableau* ». Porteur d'un projet battu en brèche par les tensions qui minent la galaxie maçonnique dans les années 1780, Pingré semble disparaître une fois la tâche accomplie. Homme de l'été des Lumières, la période de la Révolution se traduit alors par l'arrêt de ses activités maçonniques, mais aussi par une reconnaissance officielle, bien qu'un peu tardive, des services rendus à la science. Il reçoit une pension (pour peu de temps), à partir du 5 mars 1792, de 1 800 livres annuelles. Il meurt à Paris le 1er mai 1796. E.S.

PLEVILLE LE PELLEY Georges René

Granville 29 juillet 1726 - Paris 2 octobre 1805.



Georges-René Le Pelley, seigneur de Pléville, surnommé après la Révolution **Pléville Le Pelley**, est un officier de marine, aristocrate et homme politique français des XVIIIe et XIXe siècles. Il est gouverneur du port de Marseille, vice-amiral, ministre de la Marine et des Colonies du 15 juillet 1797 au 27 avril 1798, sénateur, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et de l'ordre de Cincinnatus, il est l'un des premiers grands officiers de la Légion d'honneur.

Georges-René Pléville Le Pelley descend d'une famille de la noblesse normande. Il est le fils d'un capitaine de la marine marchande, Hervé Le Pelley, seigneur de Pléville. Sa mère, Jeanne Julienne Belliard du Saussey est la fille du seigneur du Saussey dans la paroisse de Lingreville.

Pléville est très tôt attiré par la mer et les navires. Il fait une fugue du collège de Coutances pour s'engager sur un Terre-neuvas en 17. Il effectue ensuite plusieurs campagnes de pêche à la morue sur différents bâtiments. Enseigne en 1740 sur le *Ville de Québec*, il se révolte contre une mise aux arrêts qu'il estime injuste, et s'enfuit alors que le bâtiment est échoué sur la côte du Canada. Il marche seul pendant cinquante jours à travers la forêt canadienne, rencontrant des tribus indiennes, avant de rejoindre finalement Québec où il est recueilli par une famille compatissante. Il trouve à s'embarquer sous un pseudonyme comme timonier et continue les années suivantes à servir sur des terre-neuvas.

La guerre de succession d'Autriche

Il entre aux gardes de la marine mais est trop pauvre pour y rester, aussi il s'engage sur un petit corsaire de Granville, *La Françoise du Lac*, comme lieutenant. Ce bâtiment est rencontré sous l'île de Jersey, quelques heures après sa sortie du port, par deux corsaires britanniques qui l'écrasèrent sous le feu croisé de leurs canons. Il y perd la jambe droite et est fait prisonnier. Il sert ensuite dans la marine royale comme lieutenant de frégate sur *L'Argonaute* commandé par Tilly Le Pelley1, son oncle. Il passe ensuite sur le vaisseau *Le Mercure* qui faisait partie de l'escadre envoyée en 1746, sous les ordres du duc d'Anville, pour reprendre le Cap-Breton. L'escadre est attaquée à son retour de Chibouctou par l'amiral Anson. Dans le combat un boulet emporta la jambe de bois de Pléville Le Pelley : « *Le boulet s'est trompé il n'a donné de besogne qu'au charpentier* ». Il est de nouveau fait prisonnier.

À sa libération, il repart de nouveau comme corsaire. Il est officier en second sur le *Comte de Noailles* sur lequel il est encore fait prisonnier. Il réussit toutefois à s'évader peu avant la fin de la guerre.
Il fait ensuite comme second de la contrebande sur les côtes de Grande-Bretagne puis, comme capitaine, de nouveau de la pêche à Terre-Neuve pendant quatre ans. Georges Pléville Le Pelley se marie en 1757 à Marseille avec Marie Ursule de Rambaud, fille d'un capitaine corsaire, armateur et négociant avec l'outre-mer. Le couple aura quatre enfants.

La guerre de Sept Ans (1756-1763)

Son bâtiment, le *Brillant*, est réquisitionné pour acheminer des troupes dans l'expédition de Minorque en 1756 puis durant l'opération sur la Corse. Il commande le corsaire le *Colibri* qui appartient à son beau-père Jean Rambaud, qui est à la fois corsaire et armateur corsaire. Pléville renseigne la marine française sur les mouvements des vaisseaux britanniques. Sa corvette est malmenée lors de plusieurs combats. Le *Colibri* est intégré dans l'escadre du comte de la Clue en 1758 à la Martinique. De 1758 à 1762, il commande un petit bâtiment de la marine royale, *L'Hirondelle*, avec lequel il s'empare de trois bâtiments de la Compagnie des Indes. Lors d'un combat, il perd de nouveau sa jambe de bois. Des problèmes de santé le retiennent dans des fonctions à terre dans les années suivantes. Il est lieutenant de vaisseau et capitaine de port à la Martinique en 1763, rédige un traité sur la mâture et fait le relevé des rades des Antilles.

GOUVERNEUR DU PORT DE MARSEILLE

Revenu en France, il est affecté au port de Marseille comme capitaine de port. La frégate britannique HMS *Alarme*, commandée par le capitaine John Jervis, battue par la tempête dans la soirée du 1er mai 1770, s'échoue sur la côte de Provence. Pléville parvient à la sauver grâce à d'habiles et intrépides manœuvres.

Son action fut dignement appréciée en Grande-Bretagne. Les Lords de l'Amirauté lui donnent un témoignage de la reconnaissance du gouvernement britannique, en chargeant le capitaine Jervis de retourner à Marseille avec la frégate *Alarme*, pour remettre en leur nom à Pléville le Pelley une récompense, et une lettre par laquelle ils lui exprimaient les sentiments que sa conduite leur avait inspirés. Le présent consistait en une pièce d'argenterie en forme d'urne, sur laquelle étaient gravés des dauphins et autres attributs maritimes, avec un modèle de la frégate *L'Alarme*; le couvercle, richement ciselé, était surmonté d'un triton. Pléville, considérant qu'il ne pouvait recevoir de présent d'un souverain étranger, n'accepta qu'après y avoir été dûment autorisé par le roi de France.

Dix ans après, lorsque son fils, jeune officier de marine, fut capturé sur une frégate et conduit en Grande-Bretagne, l'amirauté britannique le fit renvoyer en France sans échange, après l'avoir autorisé à choisir trois de ses camarades pour les emmener avec lui.

Guerre d'indépendance américaine

Lors de la guerre d'Amérique, il remplit la fonction de lieutenant de vaisseau dans l'escadre du comte d'Estaing à partir de 1778 sur le vaisseau amiral, *Le Languedoc*. Il participe à toute la campagne et à ses différents combats. Il est chargé par d'Estaing de la vente des prises et du ravitaillement et étonne par son désintéressement, ceux qui étaient chargés de ce type de mission ne manquant habituellement pas de s'enrichir personnellement à cette occasion1. Il est promu capitaine de

vaisseau sur intervention de l'amiral, mais rentre en France avec lui1. Il reprend ses anciennes fonctions au port de Marseille où, là aussi il tranche par rapport à ses pairs en témoignant d'une honnêteté aussi exemplaire que rare à cette époque, acceptant tout à fait de vivre chichement sur son seul traitement officiel malgré une famille nombreuse à entretenir.

Sous la Révolution
Il adopte les principes de la Révolution, comme la plupart des officiers ayant servi en Amérique, mais avec modération. Il est trésorier du club révolutionnaire de Marseille. Il débarque à Avignon, le sabre à la main, pour y ramener l'ordre. Pendant la Terreur, il est envoyé prendre le commandement d'une division chargée d'escorter un convoi de ravitaillement bloqué à Tunis, en remplacement de Jean Gaspard de Vence accusé de trahison. Une fois sur place, il constate que Vence est réellement en difficulté et n'a aucunement failli à son devoir. Ignorant ses ordres, il le maintient à son commandement et lui offre simplement son aide. Ceci lui vaudra quelques difficultés avec les autorités au retour mais, grâce à lui, Vence sera totalement blanchi.
Il remplit des fonctions au ministère de la marine pendant deux ans puis réorganise les forces navales à Ancône et Corfou[réf. nécessaire]. Il est l'un des trois plénipotentiaires (avec Letourneur et Maret) envoyés à Lille pour des négociations, infructueuses, avec la Grande-Bretagne.

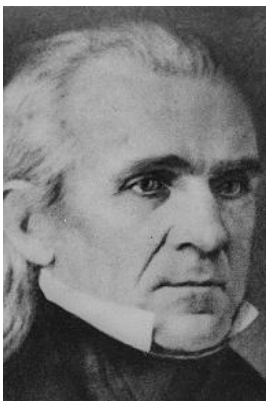
Contre-amiral en 1797, ce fut pendant son séjour à Lille, le 19 juillet, que le Directoire le nomma Ministre de la marine, en remplacement de l'amiral Laurent Truguet. Là encore, il est remarqué pour son désintéressement et son honnêteté scrupuleuse dans un régime particulièrement marqué par la corruption généralisée des élites politiques et administratives. Il est fait vice-amiral en avril 1798, mais démissionne du ministère car il désapprouve l'aventure de l'expédition d'Égypte, dont il est convaincu que la marine n'a pas les moyens. Le désastre d'Aboukir à la fin de l'année lui donnera raison.

Bien qu'âgé de 72 ans, il commande quelque temps les forces navales de la Méditerranée puis se retire à Paris. Le Consulat le nomme au Sénat conservateur en 1799, et l'Empire commandant de la Légion d'honneur dès la création de l'ordre. Il est aussi chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et de l'ordre de Cincinnatus.

Son portrait est au musée du Vieux Granville et sa statue domine le port de la cité. On peut voir son buste au château de Versailles, et au palais du Luxembourg.

Sa statue à Granville datant de 1907 est détruite en 1942, par le gouvernement de Vichy, pour son appartenance à la franc maçonnerie

POLK



James Knox Pineville,
Pineville, Caroline du Nord 2 novembre 1795 - Nashville, Tennessee 15 juin 1849)
Onzième Président USA 1845-1849 il annexa le Texas, le Nouveau-Mexique et la Californie.
Franc-Maçon, il reçut les trois degrés en 1820, à la Loge "*Columbia Lodge 21*", Columbia, (Tennessee)

Polk est l'exemple même du candidat inattendu arrivé au sommet. Une fois au pouvoir il affiche sa politique étrangère et intérieure, la met en œuvre au cours d'un mandat et refuse de se représenter. Les États-Unis s'agrandissent de l'Orégon, de la Californie et du Nouveau-Mexique (pour ces deux derniers territoires, au prix d'une guerre avec le Mexique).
Son père, Samuel Polk, et sa mère, Jane Knox, sont des fermiers qui possèdent plus de cinquante esclaves. Il fait ses études de droit à l'université de Caroline du Nord, devient juriste et entre dans la vie politique. Il était franc-maçon.

J.K. Polk est élu à la Chambre des représentants des États-Unis dont il devient le président. Il est ensuite élu gouverneur de l'État du Tennessee. Il devient le candidat du Parti démocrate à l'élection présidentielle de 1844 lorsque le favori, Martin Van Buren, est éliminé en raison de son opposition à l'annexion du Texas. Relativement peu connu, il fait une campagne vigoureuse et est finalement largement élu par le collège électoral malgré un vote populaire à peine en sa faveur.

PRESIDENCE

1845	4 mars	Investiture de James K. Polk en tant que onzième président des États-Unis.
1846	13 janvier	James Polk envoie 4 000 soldats sous les ordres du général Zachary Taylor à la frontière entre le Texas et le Mexique. À la fin de la guerre entre les États-Unis et le Mexique les armées comprendront respectivement 7 200 et 32 000 hommes. L'armée américaine n'avait combattu que contre des tribus indiennes au cours des trois décennies précédentes et elle était composée en grande partie d'immigrants allemands et irlandais récents.
	13 mai	Les États-Unis déclarent la guerre au Mexique. Elle dure dix-sept mois et le général Taylor capturera la ville de Monterey, la Californie et battra les armées du général Santa Anna à Buena Vista.
	15 juin	Les États-Unis et le Royaume-Uni signent un traité pour se partager le territoire de l'Oregon au niveau du 49ème parallèle. James Polk signe ce compromis malgré sa promesse de campagne électorale et le slogan "54°40 ou mourir" qui se référait au parallèle situé près de 600 km plus au nord.
	22 août	Annexion du Nouveau-Mexique
1848	2 février	Signature de Traité de Guadeloupe Hidalgo (désigné sous le nom de *Cession mexicaine*), entre les États-Unis et le Mexique, qui fait perdre à ce dernier un tiers de sa superficie, dont la Californie. Le Rio

Grande devient la frontière entre le Texas et le Mexique en échange d'un paiement de 15 millions de dollars. Le conflit aura coûté la vie de 25 000 Mexicains et de 12 000 Américains.

5 décembre Le président Polk confirme la découverte d'or survenue le 24 janvier précédent, à Sutter's Mill, près de la ville de Coloma, dans le nord du futur état de Californie, déclenche la “ruée vers l'or californien”.

Politique étrangère

Polk arrive à la présidence avec deux objectifs : régler les problèmes de frontière avec le Royaume-Uni dans le territoire de l'Orégon et avec le Mexique dans l'État du Texas et en Californie. Son slogan de campagne proposait l'extension de la frontière nord jusqu'à l'Alaska mais le compromis avec les britanniques partage le territoire de l'Orégon dont une partie deviendra le Canada. Plus au sud, le Mexique refuse l'offre d'achat de la Californie, mais la guerre déclenchée sur la frontière texane lui fera perdre les territoires de Californie, du Nouveau-Mexique, de l'Arizona, de l'Utah, ainsi qu'une partie du Colorado et du Wyoming, le tout pour une compensation de 15 millions de dollars. À la fin du mandat de James Knox Polk la carte des États-Unis ressemble pratiquement à la carte actuelle. Malgré sa popularité il n’aborde pas le problème de l’esclavage en particulier concernant le statut des nouveaux États achetés au Mexique.

Politique intérieure

Polk est à la tête d'un gouvernement énergique qui sépare nettement les prérogatives fédérales et celles des États. Il restaure un budget fédéral indépendant et refuse d'utiliser des fonds fédéraux pour les besoins particuliers d'un État permettant ainsi de réduire les droits de douane.

Politique partisane

Lors de la nomination du candidat du Parti démocrate aux élections de 1844, Martin Van Buren, l'ancien président, se représente, mais comme il est opposé à l'annexion du Texas, les délégués lui préfèrent Polk et son programme expansionniste. Le candidat Whig est, lui aussi, contre l'annexion et Polk se retrouve élu avec une faible majorité. Il s'épuise à remplir son programme au cours des quatre années de son mandat et ne profite de sa retraite que pendant à peine trois mois.

Retraite

L’énorme travail accompli pendant sa présidence se paye de sa santé. Il meurt le 15 juin 1849, âgé de 53 ans, quelques mois après la fin de son mandat, alors qu’il s’est retiré dans l’État du Tennessee. Sa femme lui survit 42 ans et joua un rôle pendant la guerre de Sécession en recevant dans sa maison, considérée comme terrain neutre, les dirigeants nordistes et sudistes. Wikipédia

PONCET-DELPECH Jean-Baptiste

Montauban 12 septembre 1743 - 11 mars 1817.



Homme politique, avocat, magistrat, économiste, homme de lettres, poète, musicien, peintre français et **franc-maçon.**

Il a été député du Tiers état aux états généraux de 1789, membre de l’Assemblée constituante, membre du conseil des Cinq-Cents, président du tribunal civil de Montauban. Il prêta le serment du jeu de Paume. Très attaché à Montauban, il se consacra au Quercy et plus particulièrement à Montauban devant l’Assemblée constituante. Il défendit notamment le projet de création d’un département autour de sa ville. Aux Cinq-cents, il eut un rôle d’ordre national. Poncet-Delpech s’intéressa aux beaux arts et publia des poésies tout au long de sa vie. Il fréquenta les hommes politiques de son temps comme les artistes.

Jean-Baptiste Poncet-Delpech est né dans une maison de la Place Nationale à Montauban au sein d’une famille notable de cette ville. Il est le fils d’Antoine Poncet, négociant, juge de la bourse, et de Jeanne Delpech. Jean-Baptiste est l’arrière petit fils de Guillaume Poncet, reçu maître orfèvre à Montauban en 1624, résidant rue de la sabaterie. Un de ses grands oncles, Michel Poncet, fut maître libraire à Montauban. Les enfants Poncet, sept frères et sœurs sont élevés dans le catholicisme. Deux frères de Poncet-Delpech furent religieux : Jean Louis Poncet, vicaire général du diocèse de Lodève, et Jean Poncet, bénédictin du diocèse de Montauban. Pendant la révolution, les deux frères Poncet partirent pour l'Espagne munis de passeports. Ils figurent sur la liste des émigrés radiés et sur celle des prêtres déportés du 6 frimaire an VII (26 novembre 1798).

Jean-Baptiste Poncet-Delpech épouse, par amour, le 20 juin 1770, à Montauban, Marie Forestier fille d’Antoine Forestier, avocat général à la cour des aides de Montauban, second consul de Montauban et de Marie Descaussat. Un arrière grand père de Marie Forestier, Samuel Dubois, est un célèbre imprimeur Montalbanais, actif dans la seconde moitié du XVII° siècle, comme son grand oncle François Descaussat, actif au début du XVIII° siècle.

Le couple a une fille en la personne de Marie Antoinette Mélanie née le 11 août 1773 à Montauban. Elle épouse le 22 novembre 1796, à Montauban, Jean Arnoux, avocat, commissaire du Directoire Exécutif de la municipalité de Saint-Porquier puis Juge Royal. Marie Forestier meurt le 18 août 1774, à l'âge de 29 ans laissant Poncet-Delpech dans une profonde tristesse. Poncet-Delpech se remarie le 7 juin 1779 dans l’église Saint-Michel de Bordeaux avec Marguerite Sophie Desquilbé, native de Saint Domingue, fille de Nicolas Desquilbé, négociant et de Marie Garnier. Joseph Marie Saint Cyr Poncet-Delpech naît de cette union le 8 mai 1780 à Montauban. Comme son père, il officiera dans l’art littéraire. Ces œuvres les plus marquantes sont le poème *Mes quatre âges* (1805) et un recueil de *Fables pour les vieux enfants* (1851). Joseph-Eugène Poncet-Delpech, descendant de Jean-Baptiste, sera un artiste peintre dont quelques toiles feront partie de l’exposition des beaux arts de Montauban de 1877.

La montée en puissance de l'avocat de Montauban

Poncet-Delpech intègre le pensionnat des Jésuites à Toulouse. Au terme de sa formation, il hésite à gagner la compagnie de Jésus. Pourtant, fort d'une solide éducation littéraire, il entre à l'école de droit et suit les cours de l'école des beaux arts en amateur.

Il prête le serment d'avocat le 5 mai 1766 et entame une brillante carrière d'avocat en homme intègre. Il est remarqué par ses pères pour son éloquence et la qualité de ses plaidoyers comme en témoignent les nombreux imprimés conservés à la bibliothèque de Montauban. Poncet-Delpech participa à plusieurs procès notoires au niveau local et national qui contribuèrent à lui établir une solide et bonne réputation :

En 1771, dans le procès où Linguet défendit Charlotte Camp contre son mari Charles de Bombelles, Poncet-Delpech rédigea plusieurs mémoires en faveur de Charlotte Camp et persuada celle-ci d'engager un procès. Ce procès fut un argument en faveur de la signature de l'édit de tolérance par Louis XVI en 1787.

En 1772, Il défendit deux clercs, Dom Martin et Dom Mohic, devant leur hiérarchie

Ses succès au barreau lui valurent les éloges de l'avocat et homme de lettres Simon-Nicolas-Henri Linguet.

Poncet-Delpech devient procureur du roi en 1773. Marie Forestier meurt le 18 août 1774, à l'âge de 29 ans. Poncet-Delpech, perclus de tristesse écrit plusieurs poèmes en hommage à son amour perdu : *Mervire, ou ma Femme*, *le veuf inconsolable*.

En 1777, Poncet-Delpech participe à la fondation du Journal d'annonces et avis divers de Montauban. Ce journal traite notamment de littérature et de beaux-arts. Poncet-Delpech y publie quelques unes de ses compositions, sous le nom de plume de « *l'habitant de Mirabel* ».

En 1779, Necker crée l'Assemblée provinciale de Haute-Guyenne sur le territoire de la généralité de Montauban. Poncet-Delpech s'engage alors dans l'économie et critique cette nouvelle administration en publiant divers pamphlets et brochures. Pendant ces années où il exerce sa profession d'avocat, Poncet-Delpech rédige un ouvrage dans lequel il retranscrit toutes les décisions juridiques d'intérêt qui lui serviront à la jurisprudence. Il est en cela un précurseur du Dalloz.

Poncet-Delpech est élu bâtonnier le 28 mai 1788.

Député aux États généraux de 1789 et à l'assemblée constituante

En 1789, il est le principal rédacteur du cahier de doléances du tiers-états de Montauban et publie un livre d'instruction à l'usage des députés. Suite à cela, le 23 mars 1789, il est logiquement élu député de la province du Quercy aux États généraux de 1789. Il se rend à Paris puis à Versailles et participe attentivement aux réunions plénières de l'assemblée. Chaque semaine, il rend compte scrupuleusement des débats de l'assemblée dans une *« Lettre à ses commettants »* qui est publiée dans le Journal national de Montauban.

Poncet-Delpech a été député de l'Assemblée Constituante de 1789 de sa création jusqu'à sa dissolution au soir du 30 septembre 1791. Il ne participera pas à l'Assemblée Législative. Jean-Baptiste Poncet-Delpech fait partie des 578 députés du Tiers État qui prêtent serment dans la salle du jeu de paume le 20 juin 1789. Il part en députation à Paris pour y rétablir le calme le 16 juillet 1789. Alors monarchiste modéré, Poncet-Delpech assiste avec enthousiasme à l'abolition des privilèges durant la nuit du 4 août 1789. Il participe à la commission sur l'organisation du pouvoir judiciaire et à la rédaction de ce projet présenté à l'Assemblée Constituante. Fin 1789, lors des débats sur la création des départements, Poncet-Delpech se bâtit pour que soit créé un département ayant pour préfecture Montauban. Malgré l'aide apportée par Jean-Isaac Combes-Dounous, cette tentative échoua. Le département du Lot fut formé à partir de l'ancienne province du Quercy et Montauban eut le statut de sous-préfecture. Il fallut attendre 1808 pour que Montauban soit la préfecture du nouveau département du Tarn-et-Garonne. Il remet à l'assemblée l'adresse des non-catholiques de Montauban le 6 février 1790. Il est nommé pour assister à un Te Deum à Notre-Dame le 22 septembre 1791. Ses actions à l'Assemblée constituante furent très majoritairement en faveur de Montauban.

Retour dans le Quercy

A la dissolution de l'Assemblée constituante, Jean-Baptiste Poncet-Delpech revient dans sa ville natale.

Le 21 novembre 1793 (1er décadi de frimaire an II), Montauban célèbre le culte de la Raison dans sa cathédrale. Depuis la chaire servant de tribune, Poncet-Delpech, prononce un long discours très applaudi, dans lequel il fait l'éloge de la Raison et de la tolérance religieuse. Il proclame : *"C'est la raison qui nous fait préférer la République, parce que c'est dans la République seulement que la Démocratie peut exister."*

En 1794, Poncet-Delpech fait partie de la Société Populaire de Montauban. Le 19 janvier (30 Nivôse An II), il prononce le discours pour l'inauguration des bustes de Brutus, Louis-Michel Lepeletier et Jean-Paul Marat. Son discours recevra les louanges de maintes sociétés populaires à travers la France. Le 29 juin 1794 (10 messidor an II), Il prononce un discours pour la fête du genre humain au temple de l'Etre suprême de Montauban.

Le 15 décembre 1794, Poncet-Delpech est élu président du tribunal du district de Montauban. Le 20 décembre 1794 (30 frimaire an III), Poncet-Delpech est nommé président de la Société populaire de Montauban. Poncet-Delpech écrit à son ancien collègue, le conventionnel Armand-Gaston Camus pour lui faire part de la situation dans laquelle les fluctuations des assignats mettent les fonctionnaires publics. Camus dans sa réponse du 20 juillet 1795 (2 thermidor An IV) accorde que leur traitement leur soit payé pour moitié en blé.

Le 1er février 1796 est inaugurée l'école centrale du Lot située à Cahors. Poncet-Delpech y est nommé professeur de législation mais est absent lors de la cérémonie d'ouverture. Il prend possession de sa chaire le 5 mars 1796 et prononce à cette occasion un discours dans lequel il déclare son attachement sincère à la République et sa haine de la royauté. Poncet-Delpech ne fera qu'un bref séjour à Cahors. Il logera d'abord dans la Grand'rue avant d'intégrer son logement de fonction à l'école. Les affaires de l'État le rappellent à Paris. Ayant toujours préféré Montauban à Cahors, il qualifiera la cité cadurcienne dans un de ses poèmes de *« Triste cahors »*.

Conseil des Cinq-Cents
Le 13 avril 1797 (24 germinal an V), Jean-Baptiste Poncet-Delpech est élu au Conseil des Cinq-Cents pour le département du Tarn-et-Garonne avec 85 voix pour 108 votants par une scission de l'assemblée électorale du département du Lot. Cependant, sa nomination fut annulée par la majorité du corps législatif, où dominait alors le club de Clichy, auquel Poncet-Delpech devait être opposé. Après le Coup d'État du 18 fructidor an V (4 septembre 1797), le club de Clichy est dissout et Poncet-Delpech rejoint alors enfin le Conseil des Cinq-Cents. Pendant son mandat, Poncet-Delpech établit plusieurs rapports parlementaires, notamment sur des massacres de prisonniers survenus à Versailles en 1792, ou la vente des domaines nationaux. Dans la séance du 16 prairial an VI (4 juin 1798), Poncet-Delpech fait adopter un projet visant à attribuer 6000 francs en indemnités de frais de voyage à deux élus du corps législatif pour Saint Domingue, déclarés inadmissibles. En 1798, son rapport sur l'effet rétroactif du décret des 25 octobre & 14 novembre 1791 concernant les substitutions fut cité comme un modèle de raison et de justice. Après le coup d'État du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), Jean-Baptiste Poncet-Delpech est exclu du Conseil des Cinq-Cents qui est dissout par Bonaparte.
Fin de la vie politique, Magistrature et arts
Au lendemain du coup d'État du 18 brumaire an VIII, Poncet-Delpech décide d'arrêter la politique et se consacre aux arts et à la magistrature. Il retourne dans sa ville natale, puis revient brièvement à Paris, le temps pour lui de décrocher la présidence du tribunal civil de Montauban en jouant de ses relations. Pendant cette période, il profite pleinement du renouveau artistique de la capitale. Il va voir des pièces de théâtre classiques (le Cid, Phèdre…) ou contemporaines (Il est à la première d'Hécube de Milcent) jouées par les comédiens phares de l'époque comme Fleury, Talma, Raucourt ou Monvel. Il assiste à des opéras (Tarare de Beaumarchais) ou à des ballets. Il visite les musées du Louvre et des Petits Augustins. Poncet-Delpech est parmi les premiers visiteurs à admirer, au Louvre au début 1800, Hercule qui vient de sortir Alceste des Enfers de Jean-Baptiste Regnault et les Sabines de Jacques-Louis David. Poncet-Delpech et David sont d'ailleurs familiers l'un de l'autre. Il visite l'atelier du peintre Jean-François Sablet, frère de Jacques Sablet. Poncet-Delpech étant lui-même peintre, Sablet lui donna à cette occasion, des conseils sur des techniques picturales.

Il quitte Paris pour Montauban à la fin juin 1800. Poncet-Delpech est nommé par Bonaparte président du tribunal civil de Montauban le 25 mars 1800 (4 germinal an VIII). Il conservera cette fonction jusqu'à son admission à la retraite en 1817. Comme son premier beau-père, Antoine Forestier, Poncet-Delpech était membre de la Société des sciences et des arts de Montauban. Il occupa le poste de secrétaire général puis est élu président de cette société le 21 mai 1801 (1er prairial an IX). Il en restera président durant plus de 15 ans, jusqu'à son décès. Dans les années 1806 et 1807, il collabore au Journal du Lot en publiant des poésies et des articles littéraires. Le roi Louis XVIII lui accorde 900 francs de pension pour son départ en retraite à partir du 1er janvier 1817.

Après avoir reçu les derniers sacrements de M. Capmas, prêtre de Saint Jacques de Montauban, Jean-Baptiste Poncet-Delpech meurt le 11 mars 1817 dans son logement de la rue du vieux collège. Poncet-Delpech possédait en outre un hôtel particulier rue Notre dame à Montauban et une villa à Montbeton.

FRANC MAÇONNERIE
Dès son plus jeune âge, Poncet-Delpech fréquente les milieux francs-maçons de sa ville natale et va rapidement devenir un membre incontournable des loges montalbanaises.
En 1762, Poncet-Delpech est membre de loge de La Concorde à l'orient de Montauban.
En 1772, un schisme s'opère au sein de la Respectable loge de la Concorde. Poncet-Delpech prend la tête d'un des deux mouvements. La loge de la Concorde se scinde en deux loges, chacune d'elles gardant le nom de Concorde. Le Grand Orient de France intervient en faveur de la loge de Poncet-Delpech. En 1775 naît alors la Respectable Loge de la Constance. Poncet-Delpech en est le vénérable. Il perd cette distinction de vénérable en 1776 et la retrouve en 1778 pour un an.
En 1779, Poncet-Delpech appartient à loge de La Bonne Foy.
En 1783, il ne figure plus parmi les membres des loges montalbanaises.

Jean-Baptiste Poncet-Delpech composa une chanson destinée à ses frères maçons : le Cantique de la Paix. Le 2 frimaire an X (23 novembre 1801), les francs-maçons montalbanais célébrèrent la paix de Lunéville et Bonaparte par une grande cérémonie, suivie d'un banquet et d'un bal. À cette occasion, Jean-Marie-Joseph Ingres, père du peintre Jacques-Louis David, y chanta le cantique de la Paix de Poncet-Delpech de sa voix de ténor. La bibliothèque personnelle de Poncet-Delpech qui contenait un intéressant fond maçonnique fut versée à la bibliothèque de Nègrepelisse avant d'être transféré à celle de Montauban.

COURANTS POLITIQUES
Catholique de naissance et de tradition, il meurt en ayant reçu les sacrements catholiques. Son fils Joseph Saint Cyr sera royaliste et un catholique militant. Il respecte le culte de cette religion sans avoir de fortes croyances, ni même vraiment s'y intéresser. Il sera cependant favorable à la constitution civile du clergé.

Poncet-Delpech, idéologiquement, se rangea toujours du côté de la majorité tout au long de sa carrière, comme nombre de ces contemporains, députés ou bourgeois. Il est monarchiste modéré en 1789 puis milite à la tête des modérés lors de la Convention thermidorienne. Il redevient républicain après avoir perdu les élections aux assemblées primaires de fructidor an III (août 1795) et le demeure jusqu'au coup d'État du 18 brumaire. Il encensera par la suite Napoléon et Louis XVIII.

PONIATOWSKI **Jóseph Antoni** Vienne 1763 – Leipzig 1813.



Prince polonais et du Saint-Empire romain germanique par sa naissance, maréchal d'Empire (1813), et Grand Aigle de la Légion d'honneur. Neveu du dernier roi élu de Pologne (Stanisłas Auguste Poniatowski) et fils d'un feld-maréchal autrichien, il commence sa carrière dans l'armée autrichienne où il devient colonel et aide de camp de l'empereur.

En 1789, il quitte l'armée autrichienne pour rejoindre son oncle et l'armée polonaise en tant que major-général. Stanislas II Auguste lui confie le commandement de l'armée polonaise d'Ukraine avec laquelle il combat les Russes en 1792, et, après la Confédération de Targowitz, il quitte l'armée suivi des meilleurs officiers. En 1794, il s'engage en tant que simple soldat dans l'armée de libération de Kosciusko pour l'indépendance de la Pologne avant l'ultime partage de 1795, mais ce dernier lui confie le commandement d'une division.

Après ce dernier échec, il se retire dans ses terres, jusqu'en 1806 où il est nommé gouverneur de Varsovie par Frédéric-Guillaume III de Prusse. À l'arrivée de Napoléon, et avec la formation du gouvernement provisoire du Grand duché de Varsovie, Józef se rallie à l'Empire, pensant que cela est la seule chance pour la Pologne de retrouver son indépendance et son territoire. Il est fait ministre de la Guerre du grand-duché et généralissime. Il défend les frontières contre les Autrichiens et les repousse en 1809. À la tête de ce ministère, il réorganise une nouvelle armée polonaise qui se distingue par la suite dans toutes les futures batailles napoléoniennes. Il est blessé durant la campagne de Russie à la tête du V^e^ corps d'armée. Il montre l'ampleur de son talent lors de la bataille de la Moskova. Lors de la retraite, il est blessé au passage de la Bérézina.

Il réforme l'armée polonaise, rejoint Napoléon en Saxe en juillet 1813. Il remporte les rencontres de Löbau, Altenburg et Pening. Sa conduite à la bataille de Wachau lui vaut le bâton de maréchal, le 16 octobre 1813. Il meurt trois jours plus tard lors de la retraite suivant la bataille de Leipzig, en essayant de passer l'Elster Blanche à cheval pour ne pas être pris par les alliés. Le corps de Poniatowski, retrouvé seulement le 24, est embaumé et porté par ses compagnons d'armes à Varsovie, puis de là à Cracovie dans le tombeau des rois de Pologne, où il repose à côté de Sobieski et de Kosciusko. À ses funérailles à Leipzig, les vainqueurs et les vaincus réunis y représentent l'Europe entière.

POPE **Alexander** Londres 21 mai 1688 - 30 mai 1744



Poète et critique anglais, l'une des figures de proue du classicisme. Auteur d'une traduction célèbre de l'*Iliade et de l'Odyssée*.
Franc-Maçon de la loge tenue à la taverne *"the Goat"* à Londres.

Alexander Pope est né dans une famille fortunée. Atteint de rachitisme dans son enfance, il en a gardé une petite taille (1,22 m). Il fut membre du Scriblerus Club. Ses années de formation ont été studieuses et propices à la création poétique. On le considère généralement comme le plus grand poète anglais du début du XVIIIe siècle, connu pour ses poèmes satiriques et sa traduction d'Homère. Il est l'écrivain anglais le plus souvent cité après William Shakespeare. Son œuvre la plus connue est *La Dunciade* (*The Dunciad*), un poème satirique.

Son appartenance à la franc-maçonnerie, établie comme certaine par quelques archivistes, reste encore discutée. Elle a pour unique source la présence du nom de « Alex Pope » sur la liste des membres de la « Lodge held at the Goat » de Londres. Dans son essai *Alexander Pope and Freemasonry: A Discursive Essay* (2003), l'historien W. J. Williams préfère parler d'association entre Pope et les francs-maçons tandis que Cécile Révauger, enseignante à l'Université de Bordeaux III, explique que « le doute a plané sur l'appartenance maçonnique de Swift et de Pope mais jamais aucune preuve n'a pu être apportée ». Wikipédia

PORTALIS **Jean Étienne Marie** au Beausset (Var) 1 avril 1745 - Paris 25 août 1807



Avocat, homme d'État, philosophe du Droit français, membre de l'Académie française et Grand aigle de la Légion d'honneur (1805). Un des principaux rédacteurs du Code civil, du Concordat et des articles organiques.

Il sera initié franc-maçon au sein de la loge « Les Arts et l'Amitié » à l'Orient d'Aix-en-Provence dont il sera successivement orateur puis Vénérable. Il devient également Vénérable de la Loge "*L'Étroite Persévérance des Amis Réunis*".

Issu d'une vieille famille bourgeoise, Portalis étudia chez les oratoriens de Toulon puis de Marseille, et suivit les cours de l'Ecole de droit d'Aix-en-Provence. En même temps il débutait dans les lettres par un essai intitulé *Observations sur l'ouvrage intitulé Émile ou de l'éducation* (1763), et par une brochure qui fit quelque bruit dans sa province : *Des préjugés*.

Reçu avocat en 1765 (il n'a alors que 19 ans), il débuta avec succès au barreau d'Aix, il ne tarde pas à s'imposer parmi les tout premiers jurisconsultes de Provence. Son modèle intellectuel est d'Aguesseau. Portalis se fit surtout remarquer, dans les discussions, par la simplicité qu'il apportait à ses plaidoiries : c'était rompre avec les traditions, les vieux avocats blâmèrent le ton du débutant, qui riposta, dit-on, avec vivacité : « *C'est le barreau qui a besoin de changer d'allure, et non*

pas moi ! »

La science juridique de Portalis se révéla pour la première fois dans un écrit intitulé : *Sur la distinction des deux puissances*, écrit composé à l'occasion d'une lutte engagée par le clergé contre le parlement d'Aix : l'auteur fut l'objet de violentes attaques, mais se défendit à son honneur. Une consultation qu'il publia en 1770, à la demande de M. de Choiseul, sur la validité des mariages des protestants en France, lui valut des éloges de Voltaire, et le désigna bientôt pour les fonctions d'assesseur d'Aix. Député aux États de Provence, il y tint un rang distingué, retrouva, sa mission expirée, de brillants succès au barreau, et se vit confier plusieurs affaires qui eurent un grand retentissement. Il s'illustra à l'occasion d'un procès intenté contre Beaumarchais. Il avait le créateur du *Mariage de Figaro*, pour adversaire dans le procès de l'écrivain contre le légataire de Paris-Duverney. Mais sa première vraie célébrité lui vint de sa défense de la cause de la comtesse de Mirabeau, plaidant en séparation de corps contre son mari, le célèbre comte de Mirabeau, qui se défendit lui-même. En cette année 1783 on parlera de ce procès jusqu'à Paris, il lui vaudra une rancune à vie de la part du Comte de Mirabeau, défait.

En 1787, Portalis devint le second des quatre administrateurs électifs de la province de Provence, connus sous le nom de *procureurs du pays*. L'année suivante, il rédigea, au nom de l'ordre des avocats du parlement d'Aix, une *Lettre au garde des sceaux* contre les tentatives de l'archevêque de Sens, Loménie de Brienne, pour amener un changement dans la constitution du royaume et le rétablissement des états de Provence. Cette lettre fut bientôt suivie d'un autre écrit sur le même sujet, intitulé : *Examen impartial des édits du 8 mai 1788*.

Révolution

Le jeune avocat était en possession d'une belle situation dans sa province quand éclata la Révolution française. Lorsque les États généraux de 1789 sont convoqués par Louis XVI, il évoque l'idée de se présenter comme député d'Aix, soutenu par de nombreux membre du parlement de provence. La candidature de Mirabeau, au nom du tiers-état le décide à se présenter à Toulon. Mais il doit également renoncer. Il adopte tout de même les idées révolutionnaires de 1789 qu'il défend au parlement de Provence et au conseil municipal d'Aix. L'inimitié de Mirabeau à son égard, et aussi le peu d'enthousiasme que Portalis sembla avoir manifesté pour les idées nouvelles, l'éloignèrent de l'Assemblée constituante. Dans les premiers mois de 1790, il refusa d'être commissaire du roi pour l'organisation d'un des trois départements formés de l'ancienne Provence.

Se présentant comme un monarchiste constitutionnel, il fut élu au comité central d'organisation des gardes nationales. Mais très vite, il se détache des excès de la révolution. De nombreuses émeutes (souvent organisée par les partisans de Mirabeau) terrorisent la Provence. Lui-même a la vie menacée à plusieurs reprises. Le 27 septembre, il se retira avec les siens dans sa propriété des Pradeaux de Saint-Cyr-sur-Mer et y demeura à l'écart des affaires jusqu'en février 1792. Il arrête également sa carrière d'avocat.

Avec la fuite du roi à Varennes et la prise de pouvoir par les révolutionnaires radicaux aux élections de 1792, la situation change et être tenu pour royaliste (même constitutionnel) l'oblige à se réfugier à Lyon où il redevient avocat, tout en restant prudent sur ses propos, durant ces temps troublés de la terreur, véritable totalitarisme. En janvier 1793, en plein procès de Louis XVI, sa nature courageuse et l'indignation le poussèrent à rédiger et plaider une *défense du Roi* devant de nombreuses personnes. A partir de ce moment, il allait vivre traqué, par les armées révolutionnaires et les commissaires de la convention, dans la banlieue de Lyon. En décembre 1793, le meurtre de son secrétaire à Villeurbanne, le pousse à fuir. Il pense que l'anonymat parisien le protégera mais, dénoncé, il fut emprisonné dès son arrivée, le 31 décembre. Il dut son salut, comme beaucoup, à la chute de Robespierre, le 9 thermidor an II (27 juillet 1794).

Directoire

Il se fixa alors à Paris, y reprit l'exercice de sa profession d'avocat et se fit élire, le 28 vendémiaire an IV (1795), député de la Seine au Conseil des Anciens. En même temps, il obtenait la majorité dans les Bouches-du-Rhône. Il opta pour Paris et prit place, aux Anciens, dans les rangs du parti contre-révolutionnaire qui faisait au Directoire une vive opposition. Il unit ses efforts à ceux de Joseph Jérôme Siméon (son compatriote et beau-frère), de Barbé-Marbois, de Lebrun et autres, s'opposa à la création d'un ministère de la Police, fut secrétaire, puis président de l'assemblée, prit la défense des prêtres et des émigrés, combattit la résolution relative aux délits de presse, se prononça en maintes circonstances contre les sociétés populaires, fut mêlé à l'affaire de la conspiration de La Villeheurnois, comme devant remplacer Cochon de Lapparent au ministère de la Police, et fit un rapport sur le divorce. Portalis fut, comme royaliste, condamné à la déportation lors du coup d'État du 18 fructidor an V. Il se cacha chez le banquier de Lessert à Passy, put gagner la Suisse, puis en Allemagne, au duché de Holstein.

Consulat et Empire

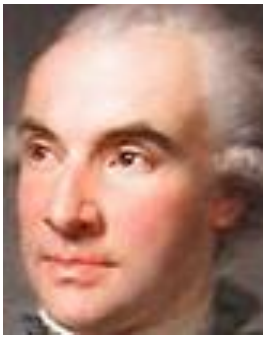
Portalis ne rentra en France qu'après le coup d'État du 18 brumaire. Le premier Consul, qui estimait ses talents, le nomma d'abord commissaire du gouvernement près le conseil des prises ; puis commissaire, avec Tronchet, Bigot de Préameneu et Maleville, pour la rédaction du Code civil. C'est à Portalis que sont dus le discours préliminaire qui précède le projet, de code civil, et les exposés des motifs des titres du *Mariage*, de la *Propriété*, des *Contrats aléatoires*, etc... : la science, la clarté, l'élégance et la pureté de style, dont il fit preuve, ont été souvent admirées, et sa collaboration au Code civil a constamment passé pour son principal titre de gloire. Conseiller d'État en septembre 1800, il se vit chargé principalement de toutes les affaires concernant les cultes qu'il eut à réorganiser. Portalis prit personnellement la plus grande part au Concordat de 1801 conclu avec le pape Pie VII, et aux articles organiques destinés à le compléter.
Les discours qu'il prononça à cette époque furent empreints des idées et des sentiments qu'avait toujours professé l'Église catholique gallicane.

« *Portalis serait l'orateur le plus fleuri et le plus éloquent s'il savait s'arrêter.* » (Napoléon Bonaparte)

Quand Louis XVIII fit des ouvertures de restauration à Bonaparte, Portails, consulté, conseilla « *de détruire jusque dans leurs germes les espérances chimériques d'une ancienne famille, moins préoccupée de recouvrer ses titres que de faire revivre les abus qui les lui ont fait perdre.* »

Membre de la Légion d'honneur le 9 vendémiaire an XII, Grand officier de l'ordre le 25 prairial suivant, et Grand aigle le 13 pluviose an XIII, Portalis fut nommé, le 9 juillet 1804, ministre des Cultes. L'année d'avant il était entré à l'Institut de France, à la réorganisation de ce corps, et avait composé en cette qualité *L'Éloge de l'avocat général Séguier*. Atteint alors d'une cécité presque complète, il se fit opérer de la cataracte, sans succès et Portalis mourut sans avoir recouvré la vue, le 25 août 1807. Son corps fut déposé dans les caveaux du Panthéon (Paris). Le fils (Joseph Marie), et le petit-fils de Jean-Étienne-Marie Portalis ont publiés un ouvrage posthume de lui : *De l'usage et de l'abus de l'esprit philosophique durant le dix-huitième siècle* (1820), et des *Discours, rapports et travaux inédits*. JCvL+ Wikipédia

POTOCKI Stanislas-Félix



Krystinopol 1753 - Toultchine (*Tulczyn* en polonais) en 1805.

Le comte **Stanislas-Félix Potocki** (en polonais *Stanisław Szczęsny Potocki*) est un aristocrate polonais de la prestigieuse famille d'origine ruthène des Potocki. Il fut député de la Diète, lieutenant-général polonais, puis général de l'armée impériale russe. Il est le fils du comte François-de-Sales Potocki (*Franciszek Salezy Potocki*), voïvode de Kiev et de Tulczyn et de son épouse et cousine Anne, tous deux issus de la branche ruthène des Potocki, leur ancêtre Stanislas ayant été hetman.

Après la mort du prince Auguste-Alexandre Czartoryski (1697-1782), le roi Stanislas-Auguste Poniatowski lui confère le titre de grand-voïvode de Ruthénie et le grade de lieutenant-général. Il est élu à la Diète des Quatre Ans en 1784, comme député de Bracław.

Il s'emploie à défendre les privilèges et les droits de la haute noblesse, et il est partisan aussi de réformes inspirées par les Lumières à l'autrichienne, et de mesures préconisées par le roi. Sa popularité atteint un pic lorsqu'il donne quatre cents hommes à l'armée du royaume en 1784. Cependant, comme beaucoup de grands seigneurs, il associe la liberté de son pays à la seule liberté des grands seigneurs.

La Pologne, bloquée par le système du *liberum veto*, commence à être dépecée entre les trois puissances voisines, la Prusse, l'Autriche et la Russie. Il proteste contre la constitution du 3 mai 1791 qui est défavorable à la noblesse terrienne, car elle soumet les paysans à la juridiction d'État au lieu de celle des seigneurs, et qui se fait d'autre part dans une Europe qui craint les désordres de la Révolution française. Il se rend donc en mars 1792 à Saint-Pétersbourg en délégation, afin de convaincre la Grande Catherine d'appuyer la confédération de Targowica et de rétablir les institutions de l'ancienne Pologne. Cette délégation est composée de grands seigneurs et magnats polonais et provoque le deuxième partage de la Pologne, par l'intervention des Russes le 18 mai 1792, qui trouvent ainsi un prétexte au rétablissement de l'ordre, et l'occupation d'une partie du pays par la Prusse. Le comte, maréchal de la confédération, demande aussi à Léopold II de soutenir la haute noblesse polonaise. Il prend les armes dans les environs de son château de Tulczyn.

Potocki est condamné à mort en Pologne en 1794, pendant le soulèvement de Kościuszko et son effigie est brûlée en place de Varsovie ; il sera finalement gracié. En 1795, la Pologne cesse d'exister comme État souverain. Potocki est nommé général d'infanterie de l'armée russe. Il prend sa retraite en 1798 et se retire dans son château de Tulczyn.

POTOCKI Jan



Pików (Pologne) 8 mars 1761 - à Uładówka (Ukraine actuelle) 2 décembre 1815.

Jan Nepomucen Potocki, dit **Jan Potocki**, est un savant et écrivain polonais de langue française. Ce grand seigneur polonais issu de la noble famille Potocki, fils de Stanisław Potocki et de Anna Teresa Ossolińska, fut instruit à Genève et à Lausanne. Il a servi à deux reprises dans l'armée polonaise en tant que capitaine d'ingénieurs et sur une galère en tant que chevalier novice de l'ordre de Malte. Probablement franc-maçon, il éprouvait un vif intérêt pour l'occultisme. Il épouse en 1798 sa cousine Constance Potocka, fille du comte Stanislas-Félix Potocki.

Se piquant de politique dans son pays (il fut élu député à la Diète et fut ministre de l'Éducation), la richesse de Potocki lui permit de beaucoup voyager : en France où palpite la révolution, en Italie, en Sicile, à Malte, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Angleterre, en Russie, en Turquie, en Espagne, en Sibérie, dans les déserts d'Égypte, en Tunisie et au Maroc où il se mêla aux intrigues politiques, fréquenta les sociétés secrètes et contribua à la naissance de l'ethnologie et même en Mongolie…

Potocki fut, en fait, l'un des premiers écrivains de récit de voyage de l'ère moderne, avec les comptes rendus expressifs de plusieurs de ses voyages, au cours desquels il entreprit également des études historiques, linguistiques et ethnographiques extensives.

En 1790, Potocki acquit une grande célébrité pour avoir été la première personne à monter dans une montgolfière en Pologne lorsqu'il s'éleva au-dessus de Varsovie avec l'aéronaute Jean-Pierre Blanchard. Potocki a également établi la

première presse libre à Varsovie en 1788 et, quatre ans plus tard, le premier salon de lecture gratuit de la ville.

En plus des nombreux récits de voyage et des travaux historiques qu'il a laissés, il est également l'auteur de pièces de théâtre et du *Manuscrit trouvé à Saragosse*, chef-d'œuvre de la littérature fantastique. Ce dernier ouvrage, écrit en français, n'a été que tardivement édité en France car les manuscrits et premières publications ont été éparpillés. L'édition préfacée par Roger Caillois qui a fait découvrir l'œuvre en France est incomplète, et seule l'édition de José Corti, traduite par René Radrizzani nous offre une version complète mais qui reste cependant insatisfaisante car elle utilise des retraductions de l'allemand ou du polonais. En 2006, chez Peeters, est enfin parue une version sérieuse et complète du roman, laissant voir ses versions successives.

Malade, affaibli et probablement dépressif, Potocki se suicida. Selon une tradition partiellement légendaire, il se serait tiré dans la tête une balle sculptée dans la boule d'un sucrier en argent, qu'il avait fait bénir par le chapelain de son domaine.

LE *MANUSCRIT TROUVE A SARAGOSSE*
Roman somme, le chef-d'œuvre de Potocki, tardivement découvert en France, a déjà fait couler beaucoup d'encre. Considéré par Roger Caillois et les surréalistes comme un des précurseurs de l'esthétique fantastique, il a longtemps été présenté aux lecteurs sous cet angle. Tzvetan Todorov, dans son *Introduction à la littérature fantastique* le désigne même comme le roman modèle de ce qu'il nomme le *fantastique-étrange*.

Mais les travaux plus récents et, surtout, la version complète du roman montrent que celui-ci va beaucoup plus loin. En effet, il n'emprunte pas seulement à la littérature gothique et fantastique mais explore aussi les voies du roman d'apprentissage, du roman libertin, du roman à tiroirs, philosophique, picaresque, et la liste est longue. Pour les chercheurs actuels, comme Dominique Triaire ou François Rosset, le *Manuscrit trouvé à Saragosse* est, plus qu'un livre fantastique, un roman sur le discours et sur le roman lui-même.

POTTIER Eugène

Paris 4 octobre 1816 - 6 novembre 1887.



Auteur du chant des travailleurs du- monde entier : « L'Internationale » (1871).
Initié Franc-Maçon, en exil à New York, à la Loge "*Les Égalitaires*" des proscrits de la Commune.

Dessinateur sur étoffes, Eugène Pottier compose sa première chanson, *Vive la Liberté*, en 1830. En 1840, il publie *Il est bien temps que chacun ait sa part*. Il participe à la Révolution de 1848. Sous le Second empire, il crée une maison d'impression sur étoffes et, en 1864, il est à l'origine de la création de la chambre syndicale des dessinateurs, qui adhère ensuite à la Première Internationale. Membre de la garde nationale, il participe aux combats durant le siège de Paris de 1870, puis il prend une part active à la Commune de Paris, dont il est élu membre pour le 2e arrondissement. Il siège à la commission des Services publics.

Il participe aux combats de la Semaine sanglante. En juin 1871, caché dans Paris, il compose son poème *L'Internationale* et se réfugie en Angleterre. Condamné à mort par contumace le 17 mai 1873, il s'exile aux États-Unis, d'où il organise la solidarité pour les communards déportés. C'est de là aussi qu'il adhère à la franc-maçonnerie1, puis au Parti ouvrier socialiste d'Amérique. Ruiné et à demi paralysé, il revient en France après l'amnistie de 1880. Il continue de publier ses poèmes tout en vivant dans la misère. Il acquiert la célébrité un an après sa mort, en 1888, après la mise en musique de son poème *L'Internationale* par le musicien lillois Pierre Degeyter. Le texte a été écrit en juin 1871, à Paris, en pleine répression de la Commune de Paris. Jean Ferrat revient sur lui dans sa chanson *La Commune*. Ses chansons sont reprises après sa mort, que ce soit par des artistes d'inspiration socialiste, communiste, anarchiste ou libertaire comme Pierre DEGEYTER.
Eugène Pottier est inhumé au cimetière du Père-Lachaise à Paris.

POUCHKINE Alexandre Sergueïevitch

Moscou 26 mai/6 juin ? 1799 –
Saint-Pétersbourg 29 janvier/10 février ? 1837.



Poète russe, considéré comme le fondateur de la littérature russe. Meurt en duel.
Initié Franc-Maçon, en 1821, à la Loge "*Ovide*", Kischinev.

Alexandre Pouchkine est né à Moscou dans une famille de vieille noblesse russe, aisée et amatrice de littérature. Son arrière grand-père était Abraham Hanibal, filleul, ami et général africain de Pierre le Grand. Pouchkine était particulièrement fier de cet aïeul, dont il avait hérité certains traits qui le distinguaient fortement de ses concitoyens : teint olivâtre, lèvres épaisses, cheveux noirs et crépus. Lecteur vorace dès son plus jeune âge, il s'attaque aux classiques anglais (Byron, William Shakespeare, Laurence Sterne) et français (Molière, Voltaire, Évariste Parny) de la bibliothèque paternelle.

Sa profonde connaissance de la culture française lui vaudra d'ailleurs le surnom de *Frantsouz* (*Француз* « Le Français ») auprès de ses camarades de lycée. Alexandre Pouchkine étonne aussi son entourage par son aisance à improviser comme à réciter par cœur des vers innombrables. De 1811 à 1817, il fait ses études au lycée impérial de Tsarskoïe Selo (ville rebaptisée Pouchkine en son honneur, en 1937), près de Saint-Pétersbourg.

S'ouvre une des plus heureuses périodes de sa vie: c'est dans cet internat qu'il noue de fidèles amitiés (Delvig, Poushine, Küchelbecker); c'est aussi là, dans le parc du palais impérial, qu'il dit avoir connu sa première inspiration poétique. Dès 1814 son poème *À un ami poète* est publié dans la revue *Le Messager de l'Europe*. Ces vers, déclamés lors d'un examen de passage, lui valent l'admiration du grand poète Derjavine.

En 1817, il intègre le ministère des Affaires étrangères ; une sinécure. Suivent trois années de vie dissipée à Saint-Pétersbourg. Durant ce temps, il rédige des poèmes romantiques inspirés par les littératures étrangères et russes. Il rencontre aussi les grands noms des lettres russes contemporaines, comme Karamzine ou Vassili Joukovski. Ses poèmes sont parfois gais et enjoués, comme *Rouslan et Ludmila*. Ils peuvent aussi être graves, notamment lorsqu'ils critiquent l'autocratie, le servage et la cruauté des propriétaires fonciers. À cette classe appartiennent *Ode à la Liberté*, *Hourrah ! Il revient en Russie*, et *Le Village*. Bien qu'incontestablement libéral, Pouchkine n'est pas révolutionnaire, ni même véritablement engagé politiquement, contrairement à nombre de ses amis qui participent aux mouvements réformateurs qui culminent avec la révolte décabriste.

Exil et premières grandes œuvres

En 1820, ses poèmes étant jugés séditieux, Pouchkine est condamné à l'exil par le tsar Alexandre Ier. Échappant de peu à la Sibérie, il est d'abord envoyé à Iekaterinoslav (l'actuelle Dnipropetrovsk, en Ukraine), où il contracte une fièvre violente. Affaibli, il obtient la permission de voyager dans le Caucase et en Crimée, en compagnie de la famille Raïevski; un séjour qui le marquera profondément. Pouchkine est ensuite expédié à Kichinev en Bessarabie (actuelle Moldavie), avant de partir pour Odessa. Pendant cette première partie de son exil, passée dans le sud de l'empire, Pouchkine continue à mener une vie très déréglée, toute consacrée à l'amusement: conquêtes amoureuses, fêtes et jeu. Celle-ci, ainsi que son caractère enthousiaste, colérique et moqueur, le pousse à plusieurs reprises à des duels, dont il sort indemne.

À Odessa, Pouchkine s'attire l'inimitié du gouverneur de la ville, Vorontzov (sans doute en raison de son goût pour l'épouse de ce dignitaire), et est exilé dans la propriété familiale de Mikaïlovskoïe (province de Pskov). Condamné à l'isolement presque total, il s'y s'ennuie mortellement. Quand il n'écrit ou ne lit pas, les seules distractions qui lui sont permises sont des promenades et courses à cheval, les visites qu'il rend à ses voisines et les histoires que lui raconte sa nourrice. À la mort d'Alexandre Ier, en décembre 1825, Pouchkine décide d'aller plaider sa cause à Pétersbourg, mais un pressentiment le fait revenir sur ses pas. C'est ainsi qu'il évite de se trouver mêlé à la tentative de révolution avortée des Décembristes, à laquelle participent nombre de ses amis.

Ces six années d'exil sont essentielles pour l'inspiration de Pouchkine : voyage dans le Caucase et en Crimée, découverte de la campagne russe profonde, discussions avec divers aventuriers, contes de sa nourrice. Ce sont aussi celles des premières grandes œuvres, encore fortement marquées par l'influence romantique de Byron : *Le Prisonnier du Caucase* (1821) décrit les coutumes guerrières des Circassiens; *La Fontaine de Bakhtchisaraï* (1822) évoque l'atmosphère d'un harem en Crimée; *Les Tziganes* (1824) est le drame d'un russe qui tombe amoureux d'une tzigane; la *Gabrieliade* (Gavriliada, 1821), dont il devra plus tard se défendre avec acharnement d'être l'auteur, pour échapper à la Sibérie, est un poème blasphématoire qui révèle l'influence de Voltaire. Surtout, Pouchkine entame son chef d'œuvre, *Eugène Onéguine* (1823-1830), écrit sa grande tragédie *Boris Godounov* (1824-1825), et compose les « contes en vers » ironiques et réalistes.

Le retour en grâce et la maturité

En 1826, une fois matée la révolte décembriste, Nicolas Ier, nouveau tsar de Russie, fait revenir le poète à Moscou. En audience privée, il lui offre le pardon, à condition qu'il renonce aux débordements de sa jeunesse. Et, puisque le poète se plaint de la censure, l'empereur, posant au protecteur des arts, lui propose d'être son censeur personnel. Pouchkine n'a pas le choix : c'est ça ou le retour en exil. Il accepte.

Ainsi débute pour le poète une nouvelle phase de persécution politique. Pouchkine doit rendre compte de ses moindres déplacements aux autorités. Son activité littéraire est étroitement contrôlée. Le tsar va jusqu'à donner des conseils artistiques à son protégé : ainsi, à propos de *Boris Godounov*, « faites en un roman à la Walter Scott!» Et le comble est que, simultanément, il passe pour un odieux collaborateur du despotisme aux yeux des libéraux, qui le considéraient comme l'un des leurs.

Pouchkine reprend sa vie oisive et dissolue. Il accompagne aussi l'armée russe de Paskevitch, dans sa campagne militaire de 1828-1829 contre l'empire ottoman. Cette aventure lui inspirera un récit, *Voyage à Erzurum*, mais lui vaudra aussi de nombreux ennuis avec les autorités, qu'il n'avait pas jugé bon d'informer de ses déplacements. Sur le plan littéraire, il achève *Poltava* (1828), poème à la gloire de Pierre le Grand. Cependant, l'idée de se marier commence à obséder Pouchkine; persuadé que ce serait pour lui la voie du bonheur. Il jette son dévolu sur une jeune beauté moscovite, Natalia Nikolaïevna Gontcharova. Après de nombreuses difficultés, principalement dues à la mère de la jeune fille, qui lui reproche son passé de débauché et de proscrit, Pouchkine finit par l'épouser à Moscou, le 18 février 1831. D'abord installé à Moscou sur la rue Arbat, le couple déménage rapidement à Pétersbourg. Pendant cette période de sa vie, Pouchkine, en pleine maturité littéraire, entame son œuvre en prose. Les *Récits de feu Ivan Pétrovitch Bielkine* (regroupant *Le coup de pistolet*, *La tempête de neige*, *Le maître de poste* et *La demoiselle-paysanne* sont composés à l'automne 1830, tandis qu'une épidémie de choléra bloque l'écrivain dans sa propriété familiale de Boldino. *La Dame de pique* (1833) est une longue nouvelle d'inspiration fantastique. *La Fille du capitaine* (1836), quant à elle, est une histoire d'amour qui se déroule pendant la révolte de Pougatchev. De cette période datent encore les « petites tragédies » : *Le Chevalier avare* (1836) d'influence shakespearienne, *Le Convive de pierre* (1836), qui reprend le thème de Don Juan, *Mozart et Salieri* et le *Festin pendant la peste*. Il compose aussi le célèbre poème du *Cavalier de bronze* (1833).

Pouchkine déploie également une intense activité de journaliste, notamment dans le cadre de la revue littéraire *Le Contemporain*. Celle-ci lui permet de révéler de nouveaux auteurs, comme Gogol, dont il publie *Le Nez*, et à qui il fournit le sujet du *Revizor* et des *Âmes mortes*. Son prestige est énorme. Cependant, une partie du public, regrettant le ton exalté de ses premières œuvres, n'apprécie pas le style dépouillé des dernières. Politiquement, les réformateurs reprochent aussi à celui qu'ils voient comme un symbole de la cause libérale d'adopter une attitude trop servile à l'égard du pouvoir tsariste.

Une disparition dramatique

Cependant, si les dernières années de la vie de Pouchkine ne sont pas heureuses, c'est avant tout pour des raisons familiales. Sa famille et celle de son épouse sont une source constante de problèmes pratiques, principalement financiers, qui le détournent de l'écriture. Sa femme, qui lui a donné quatre enfants6, se révèle aussi particulièrement dispendieuse. Comme les activités de Pouchkine sont constamment contrôlées et interdites par les autorités, il n'a d'autre ressource que de mendier l'assistance financière du tsar, assortie de nouvelles contraintes et vexations.

Son épouse est également très coquette. Trainant son époux à toutes les fêtes, elle y tombe sous le charme d'un officier alsacien, le baron Georges-Charles de Heeckeren d'Anthès. Ce dernier se faisant de plus en plus pressant, les rumeurs de plus en plus venimeuses, Pouchkine tente une première fois de provoquer un duel. L'affrontement est évité de justesse, D'Anthès se prétendant amoureux de la sœur de la femme de Pouchkine et l'épousant sur le champ. Mais le Français reprend bientôt ses séductions. Des lettres anonymes proclamant Pouchkine « co-adjuteur du grand maître de l'Ordre des cocus et historiographe de l'Ordre », commencent aussi à circuler. Exaspéré, le poète envoie une lettre d'insulte au père adoptif de d'Anthès, qu'il soupçonne d'encourager les entreprises malhonnêtes de son fils. Le 25 janvier 1837, une nouvelle lettre anonyme apprend à Pouchkine que sa femme a eu un entretien avec d'Anthès. Le duel entre les deux hommes est inévitable. Il a lieu le 27 janvier, dans les faubourgs de Saint-Pétersbourg, près de la rivière noire. Le poète reçoit une balle de pistolet dans le ventre et meurt, deux jours plus tard, des suites de cette blessure.

Les mesures prises par les autorités donnent à la mort de Pouchkine une odeur de mystère, voire de complot : interdiction des manifestations publiques, transport nocturne de la bière vers l'église, évacuation du cadavre vers la propriété familiale de Mikhailovskoïe, où il avait passé une grande partie de son exil. Il est enterré à proximité de celle-ci, au monastère de Trigorskoïe. Pouchkine était déjà considéré au moment de sa mort comme le plus grand écrivain russe. Les circonstances dramatiques de sa disparition l'ont transformé en véritable légende. Il bénéficie toujours d'une énorme popularité en Russie.

POYET Bernard

3 mai 1742-Paris 6 décembre 1824.

Architecte du duc d'Orléans, puis de la Ville de Paris et du Ministère de l'Intérieur.
Franc-Maçon, en 1783, à la Loge "*Les Neuf Soeurs*", à Paris.

Jeune élève de Charles De Wailly, Bernard Poyet fut second grand prix d'architecture (futur Prix de Rome) en 1768 avec un projet de théâtre ou salle de comédie. L'année suivante, il obtient un brevet pour le séjour comme pensionnaire à l'Académie de France à Rome. Nommé architecte du duc d'Orléans à son retour à Paris, il est également l'auteur de petites constructions dans les faubourgs de Paris. Il est admis à l'Académie royale d'architecture en 1786, et nommé contrôleur des travaux de la Ville de Paris ; il construit alors l'église Saint-Sauveur (1780) puis à l'hôpital Sainte-Anne. En 1787 et 1790, il propose le percement d'une voie de perspective faisant se rejoindre la Colonnade de Perrault du Palais du Louvre à l'Hôtel de ville de Paris, qui n'aboutit jamais. En 1790, la Révolution en fait un architecte de la Ville de Paris, chargé de l'approvisionnement en eau, d'où le réaménagement de la fontaine des Innocents élevée par Jean Goujon. Proche de Lucien Bonaparte, il reçoit mandat en 1800, comme architecte du palais de l'Assemblée du corps législatif, de repenser entièrement l'habillage du Palais Bourbon sur sa façade côté Seine. L'hôtel de Bourbon, appartenant autrefois au Prince de Condé, n'avait pas été pensé pour devenir une chambre parlementaire. Entre 1804 et 1807, Poyet donne les plans et dirige les travaux de construction du frontispice du « palais du Conseil des Cinq-Cents ». Il choisit de répondre à la façade en voie d'achèvement à la même époque de l'église de la Madeleine située dans le prolongement du Pont de la Concorde de Perronnet, et de la rue Royale de Gabriel. Bernard Poyet dessina de ce fait une colonnade de facture classique. L'actuel fronton, achevé en 1841, fut sculpté par Jean-Pierre Cortot. Pendant sa carrière, il rédigea un grand nombre de mémoires et d'ouvrage sur l'architecture, en particulier en milieu urbain. Son œuvre s'insère dans la dialectique de l'expansion que connut Paris à la fin du XVIIIe siècle.

PRATT Hugo

Rimini 15 juin 1927 – Pully (près de Lausanne) 20 août 1995.



Hugo Pratt passe un partie de son enfance en Ethiopie. Il entre très jeune dans le monde de la bande dessinée et créée, avec ses amis Ongaro et Battaglia, entre autres, la revue ***L'Asso di piche*** (L'As de pique). Le succès international qu'obtient la revue l'amène à signer, en 1949, un contrat avec l'Editorial Avril et à s'installer en Argentine. Entre 1950 et 1962, il se partage entre l'Argentine et le Brésil.

Durant cette période féconde, il crée des bandes dessinées et des personnages célèbres : Kirk, Ticonderoga, Ernie Pike et Anna de la jungle. En 1959, il travaille en Angleterre pour le *Daily Mail* et, en 1969, il réside dans l'ouest de la Virginie, où il écrit et dessine ***Fourth Wheeling***. De retour en Italie en 1965, Hugo Pratt travaille dans l'équipe du *Corriere dei Piccoli*. En 1967, il s'affirme comme un narrateur extraordinaire, captivant et ironique, avec Ballade de la mer salée, une longue histoire originale qui fait naître son personnage le plus populaire : Corto Maltese.

Ses histoires sont réalisées de manière incisive, cinématographique ; on y trouve de nombreuses annotations ironiques tout en finesse, et de nombreux clins d'œil à la tradition sapientiale. Le destin d'Hugo Pratt va croiser l'Ordre maçonnique vers le milieu des années 1970. Après être rentré en contact avec les maçons vénitiens et après un dialogue approfondi sur la nature, les buts et les principes de l'institution, Hugo Pratt signe en effet, le 8 juin 1976, sa demande pour être accepté dans la loge vénitienne « *Hermès* », affiliée à la Grande Loge d'Italie des Anciens Francs et Reconnus Maçons.

Il est initié le 19 novembre. Le succès de Corto Maltese l'ayant amené à se déplacer en France durant cette période, son initiation au grade de Maître Secret, le premier de la pyramide du Rite Ecossais, se déroule à Nice avec la collaboration du Grand Orient de France, en présence de Jean Murges, Grand Commandeur du Grand Collège des Rites de France, et du Grand Maître adjoint de la Grande Loge d'Italie.

Son expérience maçonnique et ses intérêts pour les thèmes sapientiaux et ésotériques sont distillés dans Fable de Venise, où le retour de Corto Maltese se mêle à l'histoire de la maçonnerie. « L'histoire – écrit Pratt en exergue – débute par un coup de maillet » : Corto Maltese tombe d'une faîtière sur le sol pavé de mosaïque de la loge « *Hermès* », la loge mère de Pratt, juste au moment où commence les travaux rituels. L'épisode se réfère d'une manière évidente mais de façon encore plus rocambolesque à l'initiation à la maçonnerie de la première femme, laquelle se déroula au XVIIIe siècle. Cette fable, publiée tout d'abord en France, puis en Italie, mêle les souvenirs d'enfance de Pratt – la fréquentation du quartier juif avec sa grand-mère, les « cours » vénitiennes, dites « arcanes », pleines de fascination – et les allusions gnostiques, évidentes dans le symbole du papillon et dans la citation de la formule magique « abraxas ». Corto Maltese tombe dans la loge en plein travail tandis qu'il recherche une émeraude, qui est à la fois la mystérieuse pierre qui couronnait la tête de Lucifer et la « clavicule de Salomon », et qui avait été cachée sous le corps de l'évangéliste Saint-Marc.
Il la trouvera grâce aux indications du baron Corvo et d'un rabbin qui porte le même nom que le premier des prêtres, Melchisedech, dans l'enceinte de la maison occupée par la loge « Hermès ». Le contexte historique de la fable, qui projeté l'événement dans les vingt années du fascisme, évoque aussi des aspects autobiographiques liés à la maçonnerie : les chemises noires qui traversent l'histoire font allusion à un événement significatif. C'est le père de Pratt, fasciste, qui conserve l'épée flamboyante du Vénérable Maître, enlevée au temple maçonnique vénitien au cours d'une razzia par les troupes fascistes. Bien qu'elle ait probablement appartenu à une loge du Grand Orient d'Italie, Hugo Pratt put la remettre à sa loge et donc la rendre à sa fonction initiatique. M.N.

PRESTON

William

Edimbourg 1742 – Londres 1818.



William Preston est l'enfant unique de William Preston, *Writer to the Signet* (Rédacteur des Chartes et Lettres Patentes de la Couronne estampillée du Sceau Royal) : il fait ses études à l'Edimburgh High School où il perfectionne sa maîtrise du latin et acquiert des rudiments de grec. Ses aptitudes attirent l'attention de Thomas Ruddiman, un éminent grammairien qui, en raison de sa cécité, avait besoin d'une plume. Il quitte donc son collège pour devenir son auxiliaire. En 1751, à la mort de son père, il est placé sous la tutelle de son mentor qui le met en apprentissage chez son frère Walther Ruddimann, un imprimeur de la cité. Grâce à sa parfaite maîtrise du métier, il doit publier un ouvrage de son tuteur, *Rudiments of the Latin Tongue.* En 1760, il part pour Londres où ses recommandations lui permettent d'intégrer l'imprimerie d'un compatriote, William Straham, auquel il succède en 1785 en tant que directeur associé.

Au début des années 1760, un groupe de maçons écossais établis à Londres obtient une patente de la Grande Loge des Anciens sous le numéro 11. William Preston fut ainsi le second initié de cet atelier, probablement le 20 avril 1763. Toutefois, mécontents de leur statut, il rejoignent les Modernes et créent, le 15 novembre 1764, la « *Caleodonian Lodge n°325* » (aujourd'hui n°134).

Maçon particulièrement assidu, il s'affilie à de nombreux ateliers. Ainsi, entre 1768 et 1774, il occupe la chaire de la « *Philanthropic Lodge* ». Devenu Député Grand Secrétaire en 1766, il rédige un appendice pour l'édition de 1778 des *Constitutions*. Parallèlement, dans le cadre de ses recherches rituelles, William Preston prononce, le 21 mai 1772, devant un aréopage de grands officiers et de maçons éminents, la « *Gala Conference* » portant sur le premier grade. Cette initiative est complétée par la publication des *Illustrations of Masonry*, vaste structure englobant l'histoire et la pratique du métier avec un appendice incluant notamment les discours et les prières en usage dans les ateliers. En outre, les conférences spécifiques, pour les deuxième et troisième degrés, sont étudiées dès 1774.

Pour diffuser sa réforme rituelle, il constitue ensuite *l'Ordre des Harodim* qui fonctionne entre 1791 et 1801. Des aide-mémoires successifs, les *Pocket Books* de 1790 (premier degré) et 1792 (second degré) complétés par les *Syllabus Books* de 1796-1797 (premier et deuxième degrés) et 1813 (troisième degré) furent d'ailleurs élaborées à cette intention. Parmi les participants à la « *Gala Conference* », se trouvent notamment John Bottomley et John Noorthouck, respectivement Maître et 1er Surveillant de la « *Lodge of Antiquty* », un atelier autrefois prestigieux en proie à une grande crise d'identité. William Preston en devient aussitôt un visiteur assidu puis, le 2 juin 1774, il est élu maître. Par son dynamisme, il sait rétablir sa préséance de cette loge, « dite de temps immémorial », au sein de

la Grande Loge des Modernes, ainsi qu'en témoignent la majorité des frères lors de la tenue d'octobre 1776, en dépit de l'hostilité et de la jalousie de Bottomley et de Noorthouck.

Le 27 décembre 1777, lors de la célébration de la Saint-Jean d'hiver, William Preston et quelques frères conservent leurs décors pour se rendre de l'église St-Dunstan, dans Freet Street, à la taverne du banquet. Ils essayent de justifier cette entorse au Règlement Général en s'appuyant sur les usages particuliers de la « *Lodge of Antiquity* ». Ils sont néanmoins expulsés par les Modernes le 29 janvier 1779. Ils obtiennent alors de la Grande Loge de York l'autorisation de fonder la « *Grand Lodge of England South of the River Trent* » dont William Preston devient Député Grand Maître. La nouvelle structure périclite rapidement. Aussi, après sa disparition, ils peuvent réintégrer, en 1790, la « *Lodge of Antiquity* » où William Preston est reconduit chaque année dans sa charge de Député Maître. Sa dernière visite à l'atelier se déroule d'ailleurs pour la cérémonie d'installation du 17 janvier 1816.

Dans son testament, William Preston laisse 300 livres pour rétribuer « *un maçon érudit de prononcer, chaque année, une conférence sur les premier, deuxième et troisième grades de l'ordre de la Maçonnerie selon le système en vigueur dans la Lodge of Antiquity sous son Vénéralat* ».
Le premier conférencier, désigné par le duc de Sussex, est un de ses proches, Stephen Jones, Passé Maître de l'atelier. Ces Prestonian Lectures durèrent jusqu'en 1862. Réveillées en 1925, elles portent désormais sur l'histoire de la franc-maçonnerie.

Ses obsèques se déroulèrent le 10 avril 1818 à l'église Saint-Augustin, située près du cimetière Saint-Paul où un enclos avait été réservé pour ses paroissiens, ainsi que le mentionnent les registres de l'Intendance de la cathédrale Saint-Paul à cette date. F.D.

PRICE Henry

Londres 1697 – Boston 1780.



Né à Boston, fils adoptif de Little Rock, dans l'Arkansas, il participe en 1848 à la guerre du Mexique et, en 1861-1862 à la guerre de Sécession, avec le grade de général de brigade. À Little Rock à Memphis, à Washington où il s'installe en 1868 et passe le reste de ses jours, il est avocat. Ami et défenseur des droits des Indiens, son cœur le porte à abolir l'esclavage, mais sa raison le pousse à favoriser le compromis de 1850.

Henry Price est souvent considéré comme le père de la franc-maçonnerie aux Etats-Unis. On ignore pourtant où et quand il fut initié. C'est en 1730 qu'il figure sur la liste des membres de la loge n°75 de Londres réunie au *Rainbow Coffee House*, un lieu particulièrement sobre pour l'époque.

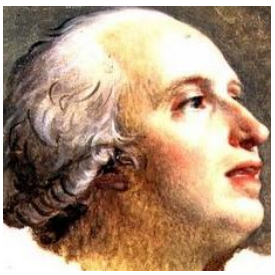
Alors que dans la majorité des loges se réunissaient dans des tavernes, celle-ci avait jeté son dévolu sur une « maison du café » car la bourgeoisie londonienne affectionnait ces lieux à la mode. On sait aussi que, le 30 juin 1733, le Grand Maître de la Grande Loge d'Angleterre, le vicomte Montagu, lui accorde une patente pour constituer, en tant que Grand Maître Provincial, la loge « *St. John* », future Grande Loge « *St. John du Massachussetts* ».

A partir de 1734, il est considéré comme Grand Maître Provincial de toute l'Amérique, ce que la Grande Loge de Pennsylvanie, avec Benjamin Franklin à sa tête, ne voit pas d'un très bon œil. On le trouve à plusieurs reprises à la tête de la Grande Loge St. John ; de 1733 à 1737, puis de 1740 à 1743, en 1754-1755 et enfin en 1767-1768. En Amérique, Price, tailleur de son métier, a ouvert un magasin de confection à Boston. Major dans la troupe du gouverneur, retiré du commerce en 1750 pour se lancer peu après dans la spéculation immobilière, puis installé à Townsend en 1760, il se trouve à la tête de plusieurs petits commerces et de quelques usines. La Grande Loge du Massachusetts a longtemps honoré sa mémoire en décernant la médaille Henry-Price, la plus haute distinction maçonnique par elle attribuée.

Lorsque débute la Révolution américaine (1763), Henry Price est déjà bien âgé, mais il semble soutenir la lutte de la Nouvelle-Angleterre contre la métropole britannique. C.R.

PRIEUR dit de la Marne Pierre-Louis

Sommesous 1 août 1756 – Bruxelles 31 mai 1827.



Pierre-Louis Prieur, né dans la Marne, se rend en 1722 à Reims pour y poursuivre des études de droit ; il y reste jusqu'en 1775. Cette année-là, il est reçu avocat au Parlement de Paris, mais la mort de son père le fait revenir à Châlons. Il y devient administrateur du collège, lieutenant général du bailliage seigneurial du quartier de Saint-Pierre-aux-Monts, tout en assurant sa charge d'avocat. **C'est pendant ces années qu'il aurait rencontré, une première fois, la franc-maçonnerie. Avant 1789, il serait en effet membre de La Bienfaisance châlonnaise (Châlons-sur-Marne). Aucune source ne fournit cependant de renseignements sur son affiliation.**

Député du Tiers Etat du bailliage de Châlons en 1789, il faut attendre la fin de l'année pour l'entendre soutenir régulièrement les positions de la gauche de la Constituante. Il fait figure de spécialiste des questions financières. La fuite du roi le fait évoluer vers des positions radicales : il veut que le nom du souverain soit supprimé dans la formule du serment de fidélité à la Constituante et, parallèlement, il demande la mise en jugement du comte de Provence, futur Louis XVIII. Au même moment, il préside les jacobins et se montre un farouche partisan de la réunion d'Avignon à la France.

Elu en octobre 1791 président du tribunal criminel de Paris et substitut du procureur général syndic du département de la Marne, il doit choisir entre ces deux mandats et opte pour le second. **Procureur syndic pendant un an, on le retrouve membre de « *La Triple Union* » de Reims (1792).** Néanmoins le 10 août 1792 met fin à cet épisode puisqu'il est envoyé par son département pour siéger à la Convention, en septembre 1792. Il était le premier élu des 10 députés du département de la Marne. Dès son retour dans la capitale, la nouvelle assemblée l'envoie en mission dans son département, puis à Verdun, dans le Loiret, et enfin dans l'Ouest pour lutter contre les fédéralistes (juin-juillet 1793). Il joue un rôle important contre les rebelles caennais.

Auparavant, il a voté la mort du roi, contre l'appel au peuple et contre le sursis. L'été 1793 lui apporte la consécration politique puisqu'il est élu, le 10 juillet, au Comité de salut public. Il ne reste à Paris qu'un mois avant de reprendre la route vers l'Ouest (Brest, Vannes, Lorient, Rennes et Nantes). Il affirme son autorité et il est présent lors de l'écrasement des Vendéens au Mans, le 134 décembre 1793. Après avoir séjourné à Brest, il se rend à Toulon.

Prieur ne regagne Paris que le 13 thermidor an II. Il apprend alors qu'il a été remplacé au Comité de salut public car, absent de Paris pendant 11 mois, il n'a pu suivre l'évolution de la situation. Resté le montagnard de la première heure, il est réélu au Comité de salut public le 15 vendémiaire an III (6 octobre 1794) et y siège jusqu'au 15 pluviôse an III (3 février 1795). La Convention thermidorienne le choisit comme président du 1er au 19 brumaire an III (22 octobre-5 novembre 1794), mais il est rapidement dénoncé par les contre-révolutionnaires. Par la suite, il ne nie pas ses engagements antérieurs et, lors des émeutes de germinal.

Prieur se joint à la foule le 12 pour réclamer du pain et la libération des jacobins arrêtés depuis Thermidor. Le 1er prairial, il se trouve de nouveau aux côtés des émeutiers et est nommé par les conventionnels de gauche membre du comité de la défense aux côtés de Duquesnoy, Romme, Bourbotte et Duroy. Tentant de s'opposer à l'entrée de la troupe au sein de la Convention, il est décrété d'arrestation mais s'échappe et demeure introuvable jusqu'à la fin de la session. Amnistié en brumaire an IV (octobre 1795) mais inéligible, il reprend sa carrière d'avocat à Paris. En 1799, il est toutefois nommé administrateurs des hospices civils et administrateur du Mont-de-Piété jusqu'en 1803, avant de retourner à sa profession d'avocat. Après avoir adhéré au cours des Cent-Jours à l'Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire, il est frappé par la loi du 18 janvier 1816 contre les régicides et il s'exile.

Il renoue alors avec les activités maçonniques. Retiré à Bruxelles, on le voit adhérer, comme bien d'autres anciens conventionnels, aux « *Amis Philanthrope* », une loge du Grand Orient de Bruxelles. Il devient même, en 1817, membre du Suprême Conseil. Orateur de la loge, il est l'auteur de nombreux discours où il montre son attachement aux idéaux révolutionnaires et sa volonté d'apaisement, d'autres conventionnels exilés ayant été girondins, autour de la défense d'un idéal commun.

Il vit à la limite de la misère. Sieyès lui aurait souvent apporté des secours financiers, il meurt à Bruxelles le 30 mai 1827. Il n'a pas bénéficié, comme quelques régicides choisis par Louis XVIII et le duc Decazes, de l'autorisation de regagner la France en 1819-1820. Ses anciens collègues se cotisent pour payer son enterrement. C.L.B.

PRIMAUDIERE de **René François** Voir FRANCOIS

PRINCE HALL Voir HALL

PROUDHON **Pierre-Joseph** Besançon 1809 – Paris 1865



Fils d'un tonnelier du faubourg Battant de Besançon et d'une cuisinière, garçon de cave puis garçon vacher, Proudhon apprend à lire à l'école mutuelle fondée par une dynastie de francs-maçons bisontins (les Ordinaires). A 12 ans, une bourse d'externat lui permet de fréquenter le collège qu'il quitte pour travailler. Il devient en 1827, typographe, correcteur d'imprimerie ; il entreprend son Tour de France puis obtient le baccalauréat car, en 1838, une bourse de l'Académie de Besançon (la pension Suard) lui permet de reprendre ses études. Il se fait connaître par sa réponse sulfureuse en juin 1840, à une question posée par l'Académie de Besançon, même si son mémoire, « La propriété c'est le vol », prend la défense de la première propriété. Dans deux autres mémoires, Proudhon critique le fouriérisme de Considérant. La propriété lui apparaît comme un obstacle à la réalisation de l'égalité dans le domaine économique. En 1843, devenu commis dans une entreprise lyonnaise de batellerie, il s'initie au mutuellisme, fréquente les milieux révolutionnaires et, au cours de séjours à Paris, se lie avec Herzen, Bakounine et Marx.

Il publie, en 1846, ***Système des contradictions économiques*** ou ***Philosophie de la misère***, qui provoque une brillante réponse sous le titre ***Misère de la philosophie***. **C'est à cette époque, au cours d'un passage à Besançon, le 8 janvier 1847, qu'il est reçu dans une loge de filiation chrétienne, résultant d'une tentative de réveil du Régime Ecossais Rectifié, *Sincérité, Parfaite Union et Constante Amitié Réunies*. Elle professe un déisme d'inspiration évangélique que Proudhon déteste, mais il y est entré parrainé par son oncle, Melchior Proudhon, prêtre constitutionnel défroqué devenu président local du Club des jacobins. Ancien Très Sage du chapitre de *La Constante Amitié*, 90° du Rite de Misraïm ce dernier est âgé de 80 ans.**

Chaque candidat devant répondre par écrit, avant le déroulement de la cérémonie, à trois questions sur le devoir de l'homme envers Dieu, envers ses semblables et envers lui-même et rédiger un testament, Proudhon répond à la première question : « la guerre ». Invité à se justifier sous le bandeau, il aurait répondu, selon le procès-verbal : « Oui, nous ne devons faire la guerre à Dieu : il se dit le seul parfait. Pourquoi ne parviendrons nous pas à la même perfection ? Et jusque là nous devons lui faire la guerre et lui prouver que, par notre travail et nos constants efforts dans la science de la vie, nous devons atteindre au même degré de perfection ».

Bien que cette explication ait été mal comprise, les auditeurs auraient apprécié la vigueur de la réponse. Installé à Paris en 1847, Proudhon lance avec Charles Fauvety **Le Représentant du peuple**, un journal qui reprend vie après la Révolution de 1848, et publie le 18 mai, un projet de « banque du peuple ». Ce défenseur passionné du « droit au travail et est élu à l'Assemblée constituante, dans la Seine, le 5 juin 1848. Il ne prend pas partie pendant les journées de Juin.

Son journal est remplacé par ***Le Peuple***, une tribune pour les associations ouvrières qui appelle à voter pour Raspail aux présidentielles de décembre, critique la gauche rolliniste et se préoccupe surtout de la question sociale.

Proudhon assiste en spectateur au coup d'Etat du 2 décembre 1851 et regrette qu'une alliance n'ait pu se constituer entre la Montagne et le prince-président, mais il sera bientôt déçu par l'orientation cléricale de l'Empire. Il reprend son activité d'écrivain, en 1857, avec ***Le Manuel du spéculateur à la Bourse*** où il oppose la féodalité industrielle aux associations ouvrières ou de petits artisans et surtout, en 1858, avec ***De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise***, dédié au cardinal Matthieu, archevêque de Besançon. Il y précise la nature de son « antithéisme ».

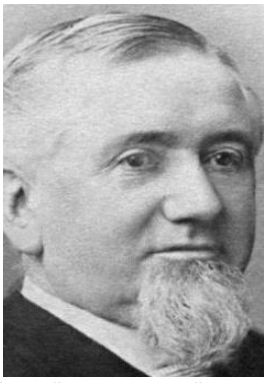
S'il ne se prononce pas sur l'inconnaissable, il combat le théisme, c'est-à-dire l'idée d'une intervention divine dans les affaires de l'humanité, d'où ne peut résulter que le mal. Il définit la démocratie comme l'application de la justice aux choses de la politique et le socialisme comme son application à celles de l'économie. Dans le premier des chapitres consacrés au travail, Proudhon insère une réflexion novatrice sur la franc-maçonnerie. Celle des quarante-huitards ne lui conviennent pas : il considère en effet le déisme rousseauiste come un « pied-à-terre » provisoire pour ceux qui ont abandonné la foi de leurs ancêtres, que le but de l'institution n'est ni la bienfaisance, ni la tolérance désormais entrée dans le bien public ni un secret bien éventé. Selon lui, elle « *n'affirme rien que la raison ne puisse clairement comprendre et ne respecte que l'humanité », est fondée sur un « rationalisme tolérant* », et substitue « l'idée positive » à la métaphysique.

Le Grand Architecte de l'Univers n'exige selon Proudhon ni autel, ni sacerdoce, ni culte. Il suffit pour être maçon, d'aimer la vérité, de pratiquer la justice, de servir ses semblables. En outre, La symbolique maçonnique, devenue celle de la Révolution, est fondée sur l'idée d'équilibre universel matérialisé par le ternaire par le ternaire fil à plomb-niveau-équerre et personnifié par le Dieu des maçons qui, dans l'ordre moral est la Justice. Il oppose la formulation : « A la gloire du Grand Architecte de l'Univers » au *Ad majorem Dei gloriam* des jésuites. Cette conception audacieuse répond à l'attente de la nouvelle génération anticléricale et républicaine qui se presse dans les loges quand l'Empire se libéralise. Les thèses de *De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise* vont être diffusées dans les ateliers et « maçonnisées » par son disciple et exécuteur testamentaire Marie Alexandre Massol et ses amis du Monde maçonnique qui assignent, comme objectifs à l'institution, la définition d'une morale néo-kantienne indépendante des religions, la défense des prolétaires, la liberté absolue de conscience.

Poursuivi après la publication de cet ouvrage, Proudhon s'exile en Belgique où il aurait encore visité quelques loges. Il rentre en France en 1862, défend en 1863 le principe des candidatures ouvrières et meurt en 1865. La plupart de ses disciples immédiats comme Vabsenter et Duchêne (à l'exception de Darimon) et de nombreux militants ouvriers proudhoniens comme Charles Limousin, Combault ou Fribourg, ont fréquenté les loges sous l'Empire libéral et le courant mutualiste qui se réclame de lui est également bien représenté dans les ateliers. La « clientèle » d'ouvriers qualifiés et d'artisans qui peuple les loges de grandes villes, dans les années 1860-1880, est souvent de nature proudhonienne. Le nom du philosophe bisontin est parfois louangé dans des écrits maçonniques pour son audace intellectuelle, comme apôtre de la mutualité, ou comme précurseur de l'anarchie, opposé à Marx dans la recherche d'une voie française du socialisme. Une des loges de Besançon du Grand Orient a ainsi choisi récemment son nom comme titre distinctif. A.C.

PULLMAN

George M. Brocton (New York) 3 mars 1831 - Chicago 19 octobre 1897.



Franc-Maçon de la Loge "*Renovation Lodge*", Albion, New York.

Ingénieur américain. En 1858, il convertit deux wagons de chemin de fer en wagons couchettes.

George Pullman a d'abord travaillé comme ébéniste dans l'atelier de son frère. la vie tournant Sa venue lors de l'installation d'un nouveau réseau d'égout dans Chicago, Illinois . Le système requis l'élévation de certains bâtiments. Pullman a remporté un contrat pour élever des bâtiments. En utilisant une série de vérins, il leva les bâtiments avec une telle efficacité et de précision que les entreprises de ces bâtiments a procédé sans interruption pendant les travaux d'élévation. Pullman a gagné des lauriers pour son travail extraordinaire, et aussi un bon montant d'argent.

Avec l'argent nouvellement acquis, Pullman, avec son ami proche et un sénateur de l'État Benjamin terrain, créer une entreprise voiture-lit ferroviaire autour de 1858. Pullman a eu l'idée de construire des wagons de luxe, la suite d'un voyage

en train ennuyeux. Ces voitures de luxe figurant décor raffiné et le rembourrage. Certains d'entre eux se sont même vantés d'un restaurant chic. Le célèbre modèle le plus produit par sa société a été le *pionnier.* Ce wagon était plus grand et plus large que les classiques. Il atteint une grande renommée, lorsque le président Abraham Lincoln s 'demeure ont été effectuées sur le site d'enfouissement dans cette voiture particulière. Pullman avait une façon unique de faire des affaires. Il n'a pas vendre ses voitures-lits. Au lieu de cela, il les a loués à des entreprises ferroviaires. Ces sociétés remis la prime qu'ils ont reçu de passagers voyageant en autocar de luxe.

Au cours de son apogée, la société Pullman avait contracté des voitures de luxe près de 2000 couchette sur le bail. La société a été une valeur de 62 millions de dollars. la fortune de l'entreprise a toutefois été de courte durée. La récession de 1893 a exercé une grande influence sur elle. réductions de production, des réductions de salaires et des licenciements ont été mises en œuvre par Pullman, qui a entraîné une grève violente . Les troupes du gouvernement ont été appelés à gérer la situation. L'incident grandement terni la réputation de Pullman et la gloire. George Pullman est décédé d'une crise cardiaque le 19 Octobre 1897, et fut enterré à Graceland Cemetery à Chigago. En raison de la crainte que les anciens employés serait profaner son corps, la fosse a été creusée en profondeur et en béton armé et en acier. Une colonne corinthienne dominant est maintenant sur sa tombe. www.u-s-history.com/pages/h3065.html

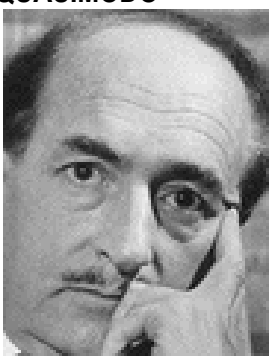
QUARTIER-LA-TENTE Edouard

La Havane 17 décembre 1855 – Genèvre 19 janvier 1925.

Pasteur, professeur de théologie, Parti radical-démocratique, conseiller d'état du canton de Neuchâtel de 1898 à 1922.
Initié en 1885, Il fut Grand Maître de la Grande Loge Suisse Alpina (GLSA) et chancelier de l'Association Maçonnique Internationale (AMI) à Genève en 1922.

Pacifiste convaincu, il organisa en Suisse plusieurs années avant la Première Guerre mondiale des réunions maçonniques franco-allemandes. Après l'éclatement de la guerre, il dénonça la fourberie de la franc-maçonnerie allemande dans la revue maçonnique *Alpina*, en la vouant "à l'exécration de la franc-maçonnerie universelle".

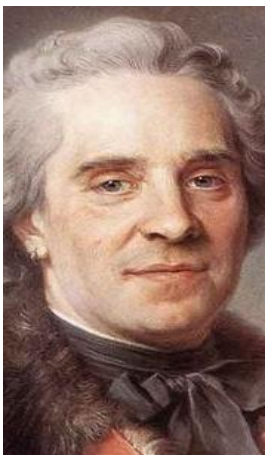
QUASIMODO Salvatore



Ecrivaion italien, prix Nobel de la littérature 1949. (1901 – 1968)

QUENTIN Maurice de la Tour

Saint-Quentin 5 septembre 1788 – 17 février 1888.



La famille de LA TOUR est une famille de Francs-maçons. Le grand-père se nommait Jean de LA TOUR. Né à Laon en 1639, il devient maître maçon en 1671. Il était maçon opératif et ce qui l'attira à Saint-Quentin fut la reconstruction du gros clocher de la collégiale qui avait été détruit en 1669 par un incendie. La famille de LA TOUR s'installa à Saint-Quentin en 1672. Jean de LA TOUR décède en 1683.

Le père de Maurice-Quentin de LA TOUR (= MQLT) se prénommait François. Il fut trompette dans un régiment du Duc du Maine. Son engagement terminé, il revient au pays natal pour figurer dans le petit personnel de la collégiale de Saint-Quentin en qualité de musicien. Nous savons qu'il était Franc-maçon, mais n'avons aucun élément quant à son initiation. Il était également géographe. Il eut trois fils d'un premier mariage dont Maurice-Quentin en 1704. Suite au décès de son épouse en 1723, il se remaria en 1725. Deux enfants naîtront de ce second mariage dont l'un, Jean-François de LA TOUR, né en 1723, deviendra Officier de cavalerie puis Chevalier. François de LA TOUR meurt en 1731.

Ce même Jean-François devait devenir l'un des parrains de son demi-frère Maurice-Quentin puisqu'il fut initié avant lui (nous avons les traces de son passage sur les colonnes de la loge « Saint Jean » de Saint-Quentin le 8 octobre 5773). Nous ne savons malheureusement pas où fut initié MQLT, mais nous retrouvons régulièrement sa trace aux tenues de la Respectable Loge « Les Neuf Sœurs », à L'Orient de Paris, vers 1745. Tout porte à croire que MQLT fut un maçon très actif. Nous savons qu'il fréquentait assidûment les salons philosophiques du siècle des lumières. Il s'y rendait souvent afin de trouver à ses côtés des hommes tels que :

BUFFON, LAPLACE, MONTGOLFIER, FRANKLIN, d'ALEMBERT, PROCOPE, DELILLE, FLORIAN, CHODERLOS de LACLOS, etc…Certains de ces salons se tenaient chez une certaine Mme GEOFFRIN. D'autres rencontres eurent lieu dans les salons de Mme HELVETIUS qui voulait continuer l'œuvre de son mari défunt, qui, lui aussi, avait été Franc-

maçon. A titre d'anecdote, quand HELVETIUS passe à l'Orient Eternel, MQLT organisa des agapes, avec l'accord de Mme HELVETIUS, dans les salons de cette dernière. On y vit les Frères:
- CONDILLAC, auteur du traité des lumières,
- HOLBACH, auteur du traité des sensations,
- TURGOT, l'économiste,
- FRANKLIN, le physicien,
- JEFFERSON, le futur Président des Etats-Unis,
- L'abbé MORELET, l'encyclopédiste,
- CABANIS, le médecin,
- LA DIXMERIE, le scientifique,

Né à Saint-Quentin le 5 septembre 1704, très tôt le jeune Maurice-Quentin est attiré par la peinture. Il est remarqué au collège Royal de Saint-Quentin par la qualité et la précision de ses dessins. Farouchement opposé à la volonté de son père voulant faire de lui un ingénieur géographe, il quitte Saint-Quentin afin d'étudier l'art du trait et du dessin.

Nous pouvons nous faire une idée de l'importance de cette décision à cette époque : les archives du G\ O\ de Saint-Quentin (qui était alors la seule obédience maçonnique), nous restituent un passage tout à fait éloquent. Le Chanoine de Bucelly d'Estrées, Frère orateur de la loge «l'Humanité », disait dans son évocation en septembre 1826 (soit 38 ans après la mort de MQLT) :
« Bien que n'ayant pas de fortune et n'ayant pas les moyens de se rendre en Italie, il se rendit à Reims pour étudier les artistes contemporains et, ensuite, à Cambrai où une intense activité diplomatique lui révèle les grands courants d'opinions ».

Le départ du foyer familial semble être situé aux environs des années 1719-1720. Il serait allé jusqu'en Angleterre. Nous retrouvons la trace de son passage à Saint-Quentin en 1722 :
« En 1722, MQLT revient à Saint-Quentin, il connaît une jeune fille de 17 ans nommée Germaine-Anne Baugier (Il semblerait qu'elle était sa cousine,, malheureusement, cette jeune fille accouche d'un enfant mort-né et le scandale éclate. MQLT se voit contraint de quitter une deuxième fois sa ville natale ».

Nous pouvons nous poser ces questions : sans ce fâcheux épisode, MQLT ne serait-il pas resté à Saint-Quentin ? Qu'en serait-il de son œuvre ? Toujours est-il que le jeune homme reprend son baluchon et, de maître en maître, il se retrouve à Paris où, en plus de son art, il s'initie aux mathématiques, aux sciences physiques, à l'étude des poètes anciens et modernes qui lui font découvrir la philosophie. Il est féru de chimie, de géologie, d'astronomie et approuve le mouvement philanthropique des encyclopédistes. Il commence, par ailleurs, à pénétrer les secrets de l'orientalisme très en vogue à cette époque. Nous nous apercevons que son art n'est pas limité à la peinture et aux pastels. MQLT recherche l'Art avec un grand « A », peut-être déjà l'Art Royal. Il est assez drôle de savoir que MQLT choisit l'art du pastel car il était incapable de supporter l'odeur des huiles et du vernis. En effet, on nous décrit MQLT comme étant un homme de petite taille et de santé fragile. Il s'intéresse à tout et Diderot dira de lui : « *C'est un rare corps, de théologie, de métaphysique et de politique. C'est un homme franc et vrai* ».

A partir de 1722, MQT ne reviendra jamais à Saint-Quentin ; sauf en 1731, à l'occasion du décès de son père. Cette même année, il fera le portrait de VOLTAIRE (qui n'était pas encore Franc-maçon). A force de travail et de courage, il réussit à 33 ans (exactement le 25 mai 1737) à être agrée à l'académie Royale de peinture. Cette agrégation est pour lui un tournant radical dans sa quête permanente. C'est à cette époque qu'il fait connaissance des grands artistes du royaume. Ceux-ci ne tarirent pas d'éloges sur la qualité de l'homme et de son travail. La qualité de son œuvre lui vaut d'être rapidement reconnu comme un des leurs. En 1746, il deviendra même le directeur de cette Académie Royale. Le 10 mai 1745, il a 41 ans, un logement lui est accordé aux galeries du Louvre parmi les vingt-sept logements attribués aux meilleurs artistes du royaume de France. En 1750, il devient peintre officiel du Roi de France, qui est alors Louis XV, dit le bien-aimé. Il en profite pour changer de logement au Louvre et cède le sien à PIGALLE, le sculpteur Franc-maçon, revend une de ses maisons à Mme HELVETIUS. Possédant un appartement à l'Académie Royale, il le cédera à son ami le peintre GREUZE, également Franc-maçon.

Nous nous apercevons, au vu de ses relations, que MQLT était déjà initié à cette époque, malheureusement, aucun document ne situe la date ni le lieu de son initiation. Toujours est-il que nous savons qu'il fréquente assidûment les salons philosophiques et les grands hommes, les grands penseurs du moment qui sont d'ailleurs presque tous Francs-maçons.

Les salons n'étaient pas le creuset unique où notre pastelliste puisait ses connaissances. En effet, confronté de par son travail à des rencontres relativement longues à cause des poses, il en profite pour compléter ses connaissances. C'est ainsi que, pendant ces séances de pose extrêmement longues, il profite des lumières de VOLTAIRE. Des longues conversations avec ses modèles, il se sent complètement impliqué dans la mutation de la société et de la pensée. Il eut la chance d'être initié à la botanique et à l'anatomie par les modèles qui furent BUFFON, LINNE et le naturiste DAUBENTON, tous trois réalisateurs de la « Grande Serre » de Paris. Il profite également du grand historien que fut DACHERY (avec lequel il avait d'ailleurs fait ses études à Saint-Quentin) pour parfaire ses connaissances en histoire.

MQLT travaille énormément. Le Roi pose pour lui au lendemain de la bataille de Fontenoy (1748) ; à cette occasion, il lui dira : « *Si je suis le Roi, Monsieur de la Tour, vous êtes le prince des pastellistes !* »

Cette intense activité lui vaudra de « croquer » Mme de Pompadour et tous les Grands du royaume. L'artiste passe parfois auprès de la Cour pour quelqu'un d'insolent : son caractère entier ne lui permet pas de rester muet devant certaines situations choquantes à ses yeux. C'est ainsi qu'après une assez rude discussion avec le Roi qui lui reprochait de n'être pas assez patriote et qui lui demanda : «*N'êtes-vous pas Français, Monsieur de la Tour ?* » Celui-ci répondit : « *Majesté, je suis Picard et de Saint-Quentin* ! »

Cette anecdote mérite d'être citée car nous nous apercevons que MQLT pense toujours à sa ville natale.
A ce moment, sa cote est au plus haut. Le Roi lui proposera maintes fois de l'anoblir, MQLT refusera à plusieurs reprises. Sa réponse était toujours la suivante : « *Il n'y a qu'une noblesse, celle du talent et je la possède déjà* ! » Il refusera même la distinction suprême accordée par le Roi qui était « l'Ordre Royal de Saint-michel » : notre homme avait du caractère ! Signalons au passage que le pastelliste ne signait jamais ses toiles. Etait-ce de la modestie? Nous pouvons en douter, l'homme était assez fier. Peut-être était-ce un message ? Peut-être était-il sur de ne jamais être égalé ?

Il peindra la Reine et le Dauphin en 1748. Il se promet de demander des sommes extravagantes et de faire attendre des années ses modèles. (Mme de Pompadour aurait attendu quatre ans avant de poser !). Il va jusqu'à demander 48 000 livres pour un portrait (à peu près 1 000 000 F.). Certains diront qu'il joue avec les riches. C'est à partir de cette date qu'on le surnomme « Le Magicien ». Fuyant, dès qu'il le peut, la Cour, il retourne rapidement auprès de ses amis artistes, savants, écrivains et philosophes afin de s'instruire davantage. Tout ce travail n'est pas en sens unique, il donne autant qu'il reçoit. C'est ainsi, qu'à la faveur d'une rencontre avec d'ALEMBERT dans une Respectable Loge parisienne, ils décident tous deux de faire un travail en commun. Les théories mécaniques du mouvement de d'ALEMBERT associées aux lumières de MQLT, permettent aux deux « frères » de participer à la fondation de l'encyclopédie en collaborant à l'œuvre de DIDEROT (lui aussi Franc-maçon). A cette époque, d'ALEMBERT fait bâtir une école technique pour la formation en mécanique des jeunes gens pauvres ou abandonnés (celle-ci, installée à Paris, porte encore son nom), la construction de cette école marquera profondément MQLT. Il est maintenant un homme riche et respecté, il côtoie les riches du royaume. Cette notoriété ne l'empêche pas de continuer sa quête et son travail. MONTESQUIEU, MARIVAUX, VOLTAIRE, FONTENELLE, Jean-Jacques ROUSSEAU sont ses amis. Même si MQLT est progressiste, il n'apprécie pas toujours la causticité de l'esprit de DIDEROT à propos des ordres moraux et de la religion.

Malgré tout, MQLT fort tolérant à son égard, et sans doute fort admiratif, permettra à DIDEROT d'entrer en relation avec les grands savants et philosophes afin de l'aider dans son œuvre encyclopédique. Ses sentiments penchent plutôt vers Jean-Jacques ROUSSEAU, l'auteur du « Contrat Social », philosophe d'un bonheur fondé sur le retour à la nature. Ce même Jean-Jacques ROUSSEAU, ami de MQLT, lui avait présenté, en 1752, une certaine M^{elle} FEL, artiste lyrique. Cette rencontre sera pour les deux artistes un tournant dans leurs vies. Ils ne se quitteront désormais plus jamais.

MQLT travaille énormément, mais il est inquiet pour son œuvre. Le pastel, fort délicat, résistera-t-il à l'épreuve du temps ? Il se met au travail dans un laboratoire de chimie ou peut-être même d'alchimie (qui sait ?) et il trouve le secret du fixatif parfait pour ses pastels. Ce secret, MQLT l'emportera avec lui dans la tombe ! Ses tableaux, presque deux cent cinquante ans plus tard, n'ont pas bougés. Notre homme avait décidément plus d'une corde à son arc et nous imaginons l'étendue de son savoir. Il semble aujourd'hui que son fixatif était élaboré à base de colle de poisson et d'esprit de vin. Comme chaque médaille a sont revers, il abîma et saccagea bon nombre d'œuvre en cherchant le fixatif parfait.

A propos de secret, il livrera le sien à DIDEROT, en parlant de la qualité de ses pastels : « *Il n'y a dans la nature, ni par conséquent dans l'Art, aucun être oisif, mais tout être a dû souffrir plus ou moins de la fatigue de son état et en porte une empreinte. Et le second point est de donner à chacun la juste proportion d'altération qui lui convient !* »
Il disait encore : « *Mes modèles croient que je ne saisis que les traits de leur visage ; mais je descends au plus profond d'eux-mêmes à leur insu, et je les emporte tout entiers* ».

Sans s'occuper de flatter ses modèles, il étudie leurs qualités, leurs défauts, leurs tares, en un mot leur personnalité, et il en marque leur visage. C'est ce qui donne tant de vie à ses œuvres. Il disait également : « *La perfection que je cherche également est au-dessus de l'humanité !* ». Voilà, en partie, un des secrets de MQLT. Cette vie fort remplie passe vite, trop vite, et, en 1773, MQLT vit toujours à Paris, mais (est-ce à cause de son âge : 65 ans !) il redonne signe de vie à Saint-Quentin, par l'intermédiaire d'un nommé Louis-François RIGAUT de la MARINE, Franc-maçon\, originaire lui aussi de Saint-Quentin. MQLT n'a jamais oublié sa ville.

Ce RIGAUT se présente comme le dispensateur de ses fondations à venir. Il peut, de ce fait, gagner la confiance de la loge « l'Humanité » à la porte de laquelle il était allé frapper.

Il faut savoir qu'il existait deux loges à Saint-Quentin en 1773 : la loge « Saint Jean » et la loge « l'Humanité ». La seule reconnue par le Grand Orient était la loge « Saint-Jean » (nous remarquons qu'il existait déjà des différends entre maçons). En effet, celle-ci fut constituée au mois de novembre 1744 et prétendait garder la primauté sur la maçonnerie saint-Quentinoise. En parallèle, la loge « l'Humanité » vit le jour en 1773, tout à fait anarchiquement, si je puis dire ! Seulement, la qualité de ses travaux et de son recrutement, en sens profond de la démocratie lui permit de progresser allègrement et rapidement. Tant et si bien qu'en 1775, le Frère GUILLOTIN déclara son existence illégale. Le F\GUILLOTIN, trop tristement célèbre pour sa sinistre invention, était alors un haut dignitaire de la Franc-maçonnerie. Il était orateur de la « Chambre des provinces » et membre fondateur de la loge « La

Française à l'Orient de Guise (1774). Pour l'anecdote, c'est lui qui initia, à Guise, le père de Camille DESMOULINS. Outrepassant sa décision, les Frères de « l'Humanité » continuèrent à mener à bien leurs travaux et finirent, le 26 juillet 1775, par bâtir leurs installations officielles (en l'absence des Frères de la loge « Saint jean » bien entendu). Il y eut donc deux loges à Saint-Quentin et la concurrence ne fut pas, à mon avis, négative. Il y eut - si je puis dire - émulation. La loge « Saint-Jean » travaillait au rite ancien alors que la loge « l'Humanité » travaillait au rite français.

Pourquoi LQLT envoie-t-il ce RIGAUT en 1773 dans cette loge «l'Humanité » ? (qui, rappelons-le, n'est pas régulière). Il semblerait que ce soit pour donner une certaine primauté et un crédit certain à cette loge qui voit le jour et qui semble si efficace ! L'annexion de MQLT à cette loge n'est sûrement pas étrangère au fait qu'elle soit reconnue par le G\ O\en 1775. Pour la petite histoire, les deux loges se sont réconciliées officiellement au banquet de la Saint Jean d'été le 5 juillet 1780. MQLT n'y fut pas étranger. Dans les archives du G \O \ (registres d'architecture de l'année 5774 de la R\ L\ « l'Humanité »), nous notons le nom de trois Frères :
- le Frère RIGAUT qui deviendra Vénérable Maître et qui administrera le fonds de l'école de dessin ;
- le Frère DELAVAL qui sera professeur de dessin, nommé par MQLT en 1781;
- le Frère MQLT.
En 1774, MQLT était donc membre de la loge (entendons par là qu'il était à jour de ses capitations car il ne mit jamais les pieds dans le temple). En 1776, MQLT vit toujours dans ses appartements du Louvre, mais, de plus en plus, s'informe de la vie quotidienne à Saint-Quentin par l'intermédiaire du fameux RIGAUT. C'est ainsi qu'il constate que les tourments et les misères, qui lui sont épargnés par la fortune, accablent les ouvriers, les artistes de Saint-Quentin. Fidèle à son idéal de justice, alors que possédant une grosse fortune, il mettra ses principes en pratique. Sa première action est de donner 6 000 livres au mayeur de Saint-Quentin pour soulager les artisans (cette somme correspondrait de nos jours à environ 25 000 €). Craignant que cette décision ne soit injustement répartie et aussi pour en assurer l'efficacité, il écrira au mayeur de Saint-Quentin :
« *Je regarde tous les hommes comme également Frères et comme L'ouvrage du Créateur. La différence des opinions religieuses ne doit jamais être un motif d'exclusion* » ;

La même année (en 1776), il interviendra aussi pour aider et soulager les femmes en couches. Pour une somme de 6 000 livres également, il crée une fondation pour l'assistance permanente aux accouchées. Les cours étaient dispensés par le nommé Pierre-Jacques RIGAUT, Maître en chirurgie et lieutenant de Monsieur le premier Chirurgien du Roy ».
Il s'agit du frère de sang du RIGAUT précédemment cité. Cette fondation avait été également créée « *dans l'intention que la divine Providence accorde à la Reine de France une heureuse délivrance* », il est à noter que cette fondation aidait les femmes en couches à l'exception « des filles de mauvaise vie ». MQLT laisse également une rente de 200 livres pour las artisans vieillis et infirmes. Tout cela, bien évidemment, par l'intermédiaire du Frère RIGAUT.

MQLT avait, au cours de sa brillante carrière, souvent entendu CHARDIN, son ami, de lui parler de la grande misère des jeunes gens qui désiraient accéder à la carrière des arts. Il décide alors, se souvenant de la donation de «d'ALEMBERT », de fonder une école de dessin gratuite pour laquelle il offre spontanément 18 000 livres (360 000 f.) .Ce don ne fut pas sans poser quelques problèmes. En effet, toujours par le F\ RIGAUT, MQLT donne pouvoir à un certain F \DELAVAL pour enseigner le dessin dans l'école.

Cependant, la municipalité voit d'un mauvais œil toutes ces largesses maçonniques se confondant en legs et donations. Elle craint sûrement que la Franc-maçonnerie Saint-Quentinoise lui fasse trop d'ombre. Cette querelle durera deux ans et finalement tout rentrera dans l'ordre à force de patience et de ténacité de la part de RIGAUT et de MQLT. Les statuts de l'école seront approuvés en 1782. Il est bon de préciser que l'école était ouverte à soixante-dix élèves qui devaient être des enfants d'ouvriers, âgés de huit ans accomplis et se destinant aux arts mécaniques et aux différents métiers. Nous retrouvons bien là l'humanisme de MQLT.

Les Frères de « l'Humanité », impatients, étaient animés du désir de voir leur célèbre Frère travailler à leurs côtés. Ils caressaient l'espoir de voir enfin MQLT sur leurs colonnes. Bientôt, ils sollicitèrent MQLT de leur envoyer son portrait pour orner le temple. Ils députèrent le Vénérable Maître en exercice, qui était un certain NERET, celui-ci ne ramena de Paris qu'une gravure fort rare d'un illustrissime inconnu (il semble aujourd'hui qu'il s'agissait du tableau d'un nommé SCHMIDT), accompagnée d'une lettre autographe du pastelliste signée « A l'Orient de Paris, le 3ème jour du 6ème mois 5781 ».
Ce cadeau parut trop humble pour un temple aussi fastueux que celui de Saint-Quentin !

En 1782, la loge demande au Frère RIGAUT de renouveler la demande auprès de MQLT. Celui-ci revient de Paris avec l'effigie de « DE LA TOUR » en buste de plâtre : les Frères de l'atelier furent bien déçus ! Ils décidèrent, malgré tout, de placer le buste sur le parvis du temple, en face de celui du fondateur de la loge « Saint Jean « nommé SAVALETTE De LANGE (également fondateur de la Respectable Loge « Les amis Réunis »).

L'opération de la loge « l'Humanité », qui semble être une opération de séduction, avait échoué. Malgré tout, à la tenue suivante, la loge décidait d'envoyer une lettre de remerciements à MQLT et, à cette occasion, elle décide par acclamation que leur illustre Frère soit élevé à la dignité de « Vénérable Honoraire ». La loge lui donnait les honneurs suprêmes en l'élevant à la même hauteur que le Vénérable perpétuel et fondateur précédemment cité, « SAVALETTE de LANGE.

MQLT vit toujours avec Melle FEL qui lui est fort dévouée. Cette vie bien remplie le fatigue beaucoup (pour information, il a peint un peu plus de 150 œuvres en 37 ans!). Il a 78 ans quand l'envie lui prend de monter en aérostat. Il est, en effet, depuis longtemps, en relations étroites avec les frères MONGOLFIER qu'il avait rencontrés aux cours des tenues de la

Respectable Loge «Les Neufs Sœurs » à l'Orient\ de Paris. Son entourage s'inquiète et prend cette envie comme preuve de sénilité (n'aurait-il pas dû, au contraire, l'analyser comme preuve d'un esprit averti ?).

Toujours est-il qu'à cette période, son demi-frère, Jean-François de la Tour, accompagné de M^elle^ FEL, décide de ramener MQLT à Saint-Quentin. Auparavant, MQLT ira, selon sa volonté et accompagné de M^elle^ FEL, se recueillir sur la tombe de Jean-Jacques ROUSSEAU à Ermenonville. C'est le 21 juin 1784 que l'homme célèbre revient au pays. Les chroniqueurs diront :
«Dans une ville pavoisée et joyeuse, le carillon lançait ses notes les plus joyeuses, le canon tonnait, on entendait les cris de la foule. Une réception digne d'un roi, un collège accompagnant la voiture du pastelliste jusqu'à la rue Vignette : Saint Quentin portait en triomphe l'enfant de la ville ».

MQLT, à la vue de cette liesse, ne cessait de répéter : « *Mais qu'ai-je fait pour mériter une telle réception* ? »
Nous pourrions penser que, coupé des Grands du Royaume et des fastes de la vie parisienne, MQLT allait se laisser mourir dans sa ville natale. Il n'en fut rien. Il continua à œuvrer avec RIGAUT et DELAVAL pour le bien des Saint Quentinois, tout en restant cloîtré dans son logis, à deux pas du temple (quartier de Remicourt).
On ne le vit jamais au temple maçonnique au grand regret des Frères de Saint-Quentin. Etait-ce de la fierté ? Nul ne le saura...Nous savons, néanmoins, que, vers la fin de sa vie, MQLT avait des moments importants d'absence, certains disent qu'il était atteint de folie.

Il vécut comme cela encore quatre ans et, dans la nuit du 16 au 17 février 1788, après une vie de perfection, après avoir glorifié les arts, les sciences, le travail, les sens et la beauté, le Frère Maurice-Quentin de LA TOUR passa à l'Orient Eternel.
Les funérailles furent très simples. MQLT fut inhumé au cimetière Saint-André. Le chevalier Jean-François de la TOUR conduisait le deuil. Pourtant, les Frères de la loge « l'Humanité » voulurent rendre solennel hommage à leur Vénérable d'honneur et ils décidèrent, dans leur tenue du 21 février 1788, de rendre un hommage fastueux à leur Frère défunt. Ils ne purent de nouveau faire selon leur désir, l'Hôtel de Ville jugeant intolérable cette décision. Elle refusa les invitations des maçons et empêcha toute cérémonie dans les locaux publics. En effet, cautionner, était reconnaître et consacrer la primauté de l'idéal maçonnique. Enfin, il fut décidé que le 15 mai, un service public aurait lieu à l'église Saint Jean-Baptiste et que l'oraison funèbre serait prononcée à l'Hôtel de ville après l'office de l'église.

Nous voyons que la maçonnerie et le pouvoir politique se réclamaient tous deux les propriétaires de la mémoire du grand homme. Pour finir tout le monde y trouva son compte : la loge fit une tenue funèbre ouverte aux seuls Frères de l'atelier ; le 15 avril 1788, un service chanté eut lieu en l'église Saint Jean pour le repos de l'âme du Vénérable Maître d'honneur. Ce fut l'abbé MAROLLE qui offrit son église et son ministère. Cet abbé était Compagnon maçon et ne savait pas encore qu'il deviendrait Député de l'Ordre du Clergé aux Etats Généraux pour le baillage de Saint Quentin. Quinze jours plus tard, le 2 mai 1788, l'oraison funèbre eut lieu au balcon de l'Hôtel de ville et fut déclamée par l'abbé DUPLAQUET (Prieur dans l'Ordre de Malte). Les autorités civiles et religieuses avaient, elles aussi, rendu hommage au grand homme : la place de l'Hôtel de Ville était noire de monde.

Il est à noter que Jean-François de LA TOUR ne participa pas du tout aux cérémonies diverses en l'honneur de son demi-frère. Il préféra rentrer à Paris pour suivre les affaires et laisser les deux parties s'affronter en vue de « s'annexer » le grand homme défunt. Il a agi, à mon sens, avec beaucoup de sagesse. Néanmoins, il existe une lettre stipulant qu'il regrette de n'être présent sur les colonnes. En conclusion de cette lettre, il invoque la raison suivante : « En témoignant à la Respectable Loge son chagrin de ne pouvoir assister à ses travaux, ayant formellement à se plaindre de notre Frère RIGAUT... » Il semble qu'il n'acceptait pas l'ingérence de RIGAUT dans les fondations et peut-être dans les affaires familiales de MQLT.

Dans les archives du G \O\, datées du 15 avril 5788, nous pouvons lire dans le compte-rendu de la loge : « *Les griefs n'étant point motivés, il a été décidé qu'on ne répondrait point au F \ Jean-François de la Tour* ».
Il est fort dommage que la disparition de MQLT ait causé autant de passions et de querelles. L'histoire nous renvoie trois ans plus tard. C'est le 15 mai 5791, à 11 heures, en pleine révolution, que fut Célébrée une grand-messe à la Basilique pour le repos de l'âme du célèbre citoyen.

Son épitaphe est rédigée en trente-trois lignes, gravées sur une plaque de cuivre, fixée dans la nef ; ses cendres se trouvent au fond de la nef au centre d'un carré long, ressemblant étrangement à un temple maçonnique.
Son épitaphe, gravée en trente-trois lignes était la suivante :

A LA GLOIRE DE DIEU
ET
A LA MEMOIRE
DE QUENTIN DE LA TOUR,
NÉ A SAINT-QUENTIN, le 5 septembre 1704 :
PEINTRE DU ROI,
CONSEILLER DE L'ACADÉMIE ROYALE
DE PEINTURE
ET DE SCULTURE DE PARIS
ET
HONORAIRE
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES ET BELLES LETTRES D'AMIENS /
BIENFAITEUR
DE CES DEUX ACADÉMIES.
EMULE DE LA NATURE

DANS SES PORTRAITS /
PERE DES ARTS
DANS L'ÉTABLISSEMENT
DE L'ÉCOLE ROYALE GRATUITE DE DESSIN
DE CETTE VILLE.
PÈRE DES PAUVRES
DANS SES FONDATIONS
POUR LES PAUVRES FEMMES EN COUCHE
ET
POUR LES PAUVRES VIEUX ARTISANS.
BON PARENT.
BON AMI.
BON CITOYEN.
ESPRIT JUSTE ET ORNÉ.
COEUR DROIT ET GÉNÉREUX.
ORNEMENT ET SOUTIEN DE L'HUMANITE.
MORT LE 17 FEVRIER 1788
DANS LA 84ème ANNEE DE SON AGE.

Deux ans plus tard, en 1793, ses cendres seront jetées au vent de sa bonne ville de Saint-Quentin. Dans certains ouvrages, il est dit que les restes du grand homme furent jetés à la fosse commune, en 1793. Il n'en fut rien.

Pour clore cette évocation, il est bon de signaler que Jean-François de LA TOUR était exécuteur testamentaire de son demi-frère. Il avait demandé qu'à son décès, Maître Constant DULIEGE fasse vendre une partie des pastels peints par Maurice-Quentin de LA TOUR. Il désirait par cela affecter les sommes recueillies à des œuvres de bienfaisance.
A sa mort, le 14 mars 1807, la vente des chefs d'œuvre fut tentée mais ne réussit pas. C'est ainsi que notre musée possède un patrimoine inoubliable de 89 pastels, trésor unique, classé monument historique.

Une statue fut érigée en sur la petite place de Saint-Quentin, celle-ci était l'œuvre du sculpteur Franc-maçon Armand LENGLET. Cette statue et la plaque ne furent pas respectée par les Allemands en 1914 / 1918. Elles furent détruites par ceux-ci Pour en faire des armes.
Les frères JONCOURT appelèrent la collection de pastels : « *Le Panthéon du règne de Louis XV* ».
Ce Panthéon du règne de Louis XV est aussi décrit par le comte Maxime De SARS :
« *Stupéfiant musée de la vie et de l'humanité d'une société. Une singulière impression vous prend, et que nulle autre peinture du passé ne nous a donné ailleurs : toutes ces têtes se tournent comme pour vous voir, tous ces yeux vous regardent, et il vous semble que vous venez déranger dans cette grande salle, où toutes les bouches viennent de se taire, le XVIIIème siècle qui causait* ».

QUILLET Aristide

Villiers-Adam, Seine-et-Oise 12 octobre 1880 - 30 avril 1955.



Autodidacte, consacre sa vie à publier des ouvrages à caractère encyclopédique.
Initié Franc-Maçon, en 1903, il appartient à plusieurs loges du GODF et de la GLDF. Il est membre fondateur, en 1936, de la loge "*la Marseillaise*", Paris.

Fils d'un ouvrier carrier, très tôt orphelin de père, puis de mère, il doit travailler dès l'obtention de son certificat d'études, tout d'abord comme apprenti menuisier…
"mais le travail est trop pénible pour ses 12 ans, *il tombe malade. Son oncle le prend alors en charge, et consulte* un *docteur. C'est le médecin* de *la baronne James* de *Rothschild. Celle-ci fait soigner le jeune Aristide dans l'hôpital qui porte son nom* à *Berck. Là, il apprend la langue allemande auprès d'un camarade israélite, et s'initie* à *la philatélie, qui lui donne bien vite le goût* de *la géographie*

Il quitte Berck en 1895, et travaille quelque temps chez son oncle, libraire à Bessancourt. Il s'y découvre une passion pour les livres et la lecture. Puis il devient comptable dans une maison de tissus à Paris, avant de créer, en 1898 semble-t-il, une affaire d'édition de cartes postales.

En 1902 (la date est incertaine), il lance la Société Aristide Quillet qui diffuse des ouvrages publiés par d'autres éditeurs, avant d'éditer elle-même des ouvrages pratiques de caractère encyclopédique, la plupart du temps vendus par courtage à domicile ! Il voulait distribuer le savoir à ceux "à qui ont manqué les ressources de l'école". L'objectif est de toucher une clientèle populaire avec des ouvrages de vulgarisation marqués du sceau de la qualité.

Les titres de ces livres illustrent la volonté du jeune éditeur : *Médecine et hygiène populaire, Mécanicien moderne* etc. Ou encore *Mon professeur, grande encyclopédie autodidacte moderne,* une encyclopédie en six volumes destinée à favoriser l'éducation de toute la population, et surtout celle des *"fils du peuple* à *qui ont manqué les ressources de l'école';* comme on peut le lire dans la présentation de 1908. Cet ensemble sera repris en 1932 en trois volumes, sous le titre *Encyclopédie autodidactique Quillet.* l.'éditeur modifiera encore cette édition en 1934 pour en présenter une nouvelle version, cette fois sous forme alphabétique, dans son *Dictionnaire encyclopédique Quillet.*

Féru de géographie, Quillet est aussi l'éditeur de *L'homme et la terre,* ouvrage du grand géographe et militant anarchiste Élisée Reclus. En 1912, il se lance dans une vaste entreprise, avec une *Histoire illustrée des pays et des peuples. /*1 se sera également passionné pour la presse, éditant de nombreuses revues dans des genres très variés (histoire, médecine, notamment) et dirigeant des journaux régionaux dans l'est de la France, comme *Le Journal de Sélestat, Les Dernières*

nouvelles de Colmar ou *Les Dernières nouvelles de la Moselle.*

Autodidacte lui-même, il voulait tout apprendre et le publier dans ses encyclopédies multiples
Sa société a aussi publié *L'Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière,* dirigée par Adéodat Compère-Morel et Jean Lorris. Le premier de ces deux hommes est le véritable maître-d'œuvre de l'opération, le second contribue à la diffuser. Tous deux sont des vulgarisateurs et des propagandistes dans l'âme. On estime le tirage de cette entreprise à 4 ou 5000 exemplaires. Cette encyclopédie comprend douze beaux volumes solidement reliés d'une couverture rouge qui ont longtemps trôné dans les bibliothèques des militants ouvriers. Neuf volumes ont été publiés de 1912 à 1914. Il faudra attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour voir l'achèvement de cette œuvre considérable: un volume en 1919, les deux derniers en 1921.

Dans sa préface au dernier tome, Compère-Morel écrit : *"Cette encyclopédie est, comme littérature du mouvement social, unique en son genre. Par elle et grâce* à *elle, amis et adversaires pourront, désormais, se faire une idée précise de la force du socialisme, de la solidité de* sa *doctrine, de l'efficacité de son action, et de la fatalité de* sa *réalisation. N'est-ce pas, pour ses directeurs, collaborateurs et éditeurs, la meilleure récompense* ?"
On peut bien sûr, des décennies après cette publication, s'interroger sur la "fatalité" de la réalisation du socialisme... mais ce serait un autre débat! Reste que cette entreprise s'inscrivait complètement dans la démarche initiée par Aristide Quillet: éditer pour instruire le peuple, vulgariser la connaissance.

Pendant la Première Guerre mondiale, Quillet fut mobilisé comme simple soldat avant de s'élever en grade, devenant sous-lieutenant et recevant la Légion d'Honneur . .. Il a servi comme adjoint au médecin inspecteur général Jacob, directeur de l'hôpital du Val-de-Grâce. C'est à partir de cette expérience qu'il publie après la guerre, un grand ouvrage, *Science et dévouement,* consacré au service de santé des armées.

Il reprend ensuite ses activités d'éditeur, multiplie les encyclopédies, les atlas, toujours dans l'optique qui est la sienne : une *Histoire générale des religions,* un *Art d'écrire et de bien rédiger* et, surtout, son *Dictionnaire Quillet de la langue française* en six volumes, paru en 1936. Parmi les éditeurs "moyens", avec ces publications ambitieuses, il est le seul à vouloir se faire une place dans la cour des grands, aux côtés de Larousse. Il rachète même, en 1934, la librairie Maloine, une maison du Quartier latin spécialisée dans l'édition médicale. (On pourra se reporter, sur les activités professionnelles d'Aristide Quillet, à l'*Histoire de l'édition française,* parue sous la direction de Roger Chartier et Henri-Jean Martin, volume III, *Le livre concurrencé. 1900-1950,* Fayard/Cercle de la Librairie, 1991.)

Le **Franc-maçon Quillet était en butte à "hostilité des anti-maçons**
Son action d'éditeur a été attaquée dans le n° 4, du 15 février 1937, de *La Revue internationale des sociétés secrètes.* Cette publication nationaliste et antimaçonnique s'en est pris à son ouvrage l'*Évolution humaine: "Le but cherché par le frère Quillet, Monsieur Lahy-Hollebecque et leurs collaborateurs, apparaît clairement ... c'est de la propagande maçonnique humanitaire qu'ils veulent faire. Le titre seul donné* à *l'ouvrage l'indique:* L'Évolution humaine. *Ils avouent, d'ailleurs, qu'ils cherchent* à *montrer "pourquoi et comment le rêve généreux des utopistes se réalisera demain.» Mais oui, ils espèrent soumettre la réalité* à *leur rêve de domination universelle en coulant tous les esprits dans le même moule."

Avec cet article, le frère Quillet est dévoilé. Mais c'était déjà un secret de Polichinelle! Il a en effet été initié en 1903 et a appartenu à plusieurs loges du Grand Orient de France et de la Grande Loge de France : *Le Temple de l'honneur et de l'union, l'Étoile de la vallée* (Eaubonne), *Les Amis du peuple* (Pontoise), *La Marseillaise,* dont il a été l'un des fondateurs et premier surveillant, pour le Grand Orient, *Goethe* et *Général Peigné* (Grande Loge) ; et enfin *Patriam recuperare,* après la Seconde Guerre mondiale.

C'est le 16 novembre 1936 que la loge *La Marseillaise* est installée à l'Orient de Paris, en présence notamment des frères Arthur Groussier (alors président du Conseil de l'Ordre) et Adrien Pouriau, ancien président. 350 frères étaient présents à cette tenue. Cette loge, dès son installation, est considérée comme importante, au point que *LA CHAINE D'UNION,* dans ~on numéro de décembre, rendit compte de l'allumage des feux.

Dans son intervention, Quillet développe l'idéal présidant la fondation de la loge, qui s'inscrit dans le cadre de la Révolution de 1789. Il fait l'apologie du drapeau tricolore, l'opposant au ,drapeau rouge, préconise le geste de la main tendue plutôt que celui du poing tendu, et termine sa planche en montrant que les maçons sont des constructeurs et non des destructeurs. Une loge républicaine; donc, "révolutionnaire" sans doute, mais sous le signe de la Révolution de 1789.

Il fonde, avec d'autres, la loge *La Marseillaise.* Groussler et Pouriau étalent à l'allumage des feux.

LA CHAÎNE D'UNION
Cette installation de *La Marseillaise* offre l'occasion de revenir sur la franc-maçonnerie de cette époque, à travers les discours prononcés. Qu'entend faire la Maçonnerie dans ces années-là ? À quoi peut-elle servir ? Arthur Groussier, dans son discours inaugural, est très clair: elle est une institution qui doit accepter toutes les tendances, toutes les opinions, sauf celles se rattachant à l'esprit de dictature; elle ne doit pas faire de politique militante, mais son rôle est de préparer des hommes, des citoyens; les maçons doivent y venir le cœur et l'esprit nus, dépouillés de tous préjugés, pour former sainement leur jugement.

Concluant son long article sur cette tenue d'installation, *LA CHAÎNE D'UNION écrit : "Les travaux sont conclus en* la *forme accoutumée, et les frères se séparent, heureux d'avoir assisté* à *une belle cérémonie qui comptera dans les annales de l'histoire du Grand Orient de France."*

Un tel enthousiasme dans le commentaire, plus: la qualité des frères présents, ne pouvaient qu'attirer l'attention des milieux antimaçonniques, comme le montre un article paru dans le n° 5, du 1° mars 1937, de *La Revue internationale des sociétés secrètes : "Le frère Quillet* a *présidé, rue Cadet,* à la *naissance de la loge* La Marseillaise, *où sont reçus les partisans du drapeau tricolore, de la conciliation entre patrons et ouvriers, ceux- là même qui préfèrent tendre* la *main que brandir le poing. Toutefois, que les fascistes se méfient, car le frère Quillet, dans son discours d'inauguration,* a *encore célébré l'idéal révolutionnaire de* 1789. *Les membres de la loge* La Marseillaise *sont peut-être des industriels et des commerçants qui en ont assez de voir leurs usines et leurs magasins occupés.* À *ce titre, ils se révoltent peut-être contre Moscou, mais ils restent les ennemis de toutes les dictatures. Méfions-nous de leur salut* à la *romaine. Il pourrait très vite se transformer en signe de détresse* /"

Quillet est resté maçon jusqu'à son décès le 30 avril 1955. Le Convent de cette année-là lui rendra un vibrant et multiple hommage, comme en témoigne le compte-rendu des travaux. Plusieurs phrases peuvent être relevées : *"Aristide Quillet sut favoriser dans ses ouvrages comme L'*Évolution française *la diffusion des idées maçonniques."* Plus loin, on note: *"Désintéressé, le frère Quillet fut le bienfaiteur de nombreuses œuvres laïques et maçonniques. Il fut membre du Comité général des patronages laïques. /1 recueillit nos frères espagnols en exil comme le frère Ballester. Éditeur de journaux en Alsace, il sut être le mécène de la culture française devant la propagande d'Hitler. Ruiné par Pétain, il vendit un moment ses biens et ceux de sa femme. /1 s'imposa, par sa probité et le sens patriotique de ses efforts, aux éditeurs de droite eux-mêmes qui .facilitèrent la reprise de son activité après la Libération. C'est un grand nom .~e l'édition qui disparaît, mais aussi un cœur généreux qui dota des dizaines de loges de bibliothèques et de matériel."* Enfin, l'orateur remercie *"ce frère qui avait su monter, dans la probité et l'honneur, une diffusion mondiale de livres imprégnés de pensée maçonnique et qui avait peuplé de Francs-maçons tous ses services."*

Quillet, militant et élu du peuple, resta longtemps fidèle, malgré avatars et scissions, au socialisme

Aristide Quillet fut par ailleurs un homme engagé dans la vie de son époque. Militant socialiste à partir de 1906, il a été candidat en 1908 aux élections municipales dans sa commune natale, Villiers-Adam. On trouve, dans l'organe socialiste de Seine-et-Oise, *La Lutte sociale,* des articles de lui où il défend "l'œuvre des groupes d'études sociales"(4. Madeleine Rebérioux, *Guesdisme et culture politique. Recherches sur l'Encyclopédie socialiste,* in Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron, Les Éditions ouvrières, 1976, p. 213.) c'est-à-dire qu'il se bat pour que le peuple puisse apprendre et se cultiver: il poursuit dans le parti le combat pour l'éducation populaire qu'il mène dans l'édition.

Après la scission de 1920, il reste à la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière, ancêtre du Parti Socialiste actuel) et devient très anticommuniste. On connaît un tract à sa signature, qu'il diffuse à cette époque: *"Nous ne devons pas salir nos prochains bulletins de vote avec de la boue bolchevique arrosée de l'or moscovite".* Il entre au conseil municipal de Villiers-Adam en mai 1925, devenant premier adjoint. En novembre, il annonce, dans une lettre au Préréfet, qu'il quitte la SFIO. Il reste républicain, mais rejette tout ce qui peut s'apparenter à un changement social profond.

Élu maire en 1929, il conservera son mandat jusqu'en octobre 1940. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ses biens alsaciens sont confisqués par les Allemands. Il se replie sur Bordeaux, où il fait reparaître *Les Dernières nouvelles de Strasbourg,* puis se réfugie à Montpellier, où il lance une nouvelle publication, *L'Écho des réfugiés,* qui est interdite par les Allemands en novembre 1942 quand la "zone libre" est occupée: *"/1 doit alors entrer dans une semi-clandestinité pour éviter la déportation, et c'est dans les Pyrénées,* à *Ax-les-Thermes, où il se cachait avec son épouse et son petit-fils, qu'il vit la Libération.".(*5. *République je t'aime toujours et encore,* plaquette citée.)

Avec le retour de la démocratie, il retrouve son mandat de maire, qu'il exerce jusqu'à sa mort en 1955. Il est alors un notable, titulaire de la Médaille de la Résistance, somptueusement honoré par la République, qui, en 1848, fit de cet auto-didacte un Grand Officier de la Légion d'Honneur. DENIS LEFEBVRE Chaine d'Union n° 52 - avril 2005

RAGON de **BETTIGNIES Jean Marie** PHOTO Bray-sur-Seine 1781 – 1866.



Carrière administrative, produit une volumineuse littérature aujourd'hui dépassée. Initié Franc-Maçon, en 1804, à Bruges. Fonde en 1814, "*Les Vrais amis*", Paris.

Il fut membre du Grand Orient, du Rite de Misraïm, de l'Ordre du Temple de Fabré Pallaprat. Il fonda et présida la célèbre loge Les Trinosophes, ainsi que le chapitre et l'aréopage s'y attachant. Il est l'auteur de nombreux ouvrages maçonniques qui eurent une influence considérable : La Messe et ses Mystères, Le Cours philosophique et interprétatif des initiations anciennes et modernes, l'Orthodoxie Maçonnique, La Maçonnerie Occulte, etc. ainsi qu'une collection de 15 Rituels maçonniques.

Considéré par ses contemporains comme le franc-maçon le plus instruit du XIXe siècle, il est l'auteur de nombreux ouvrages maçonniques qui eurent une influence considérable :

***La Messe et ses Mystères*, *Le Cours philosophique et interprétatif des initiations anciennes et modernes*, *l'Orthodoxie Maçonnique*, *La Maçonnerie Occulte*, etc. ainsi qu'une collection de Rituels maçonniques (et apparentés, tels ceux de la Foresterie). Beaucoup de ses œuvres furent ré-éditées par les Éditions du Prieuré, puis plusieurs en *fac-similé* par les éditions Lacour-Ollié. Il fut également l'éditeur de la première revue maçonnique française, *Hermes*. Part aux USA, en 1820, et son activité maçonnique cesse.**

LES FRERES QUATRE-POINTS

Signalons aussi, à titre anecdotique, que Ragon, après avoir quitté sa Loge-mère et ses préoccupations sans doute trop terre-à-terre à son goût, fut également membre - ainsi que Vuillaume et Fabré-Palaprat - de l'*Ordre des Priseurs* (O:: des Pr::), société para-maçonnique très confidentielle et élitiste, datant des années 1820, qui ne comptait que 21 membres. L'ensemble des règlements (10 volumes) et rituels (17 volumes) de cette société, manuscrits mais richement reliés, date de 1828. Les *devoirs du vrai Priseur* y sont décrits comme suit :

Pratiquer les vertus domestiques & sociales, passer sa vie au sein de l'amitié et du travail, tel est l'état d'un vrai priseur. Modeste et patient, il doit se faire gloire de cultiver la plante par excellence ; et libre des préjugés vulgaires, il doit chérir son obscurité. Modestie, obscurité, tels sont les principes de l'association tabacologique. Amour du travail, zèle et persévérance ; voilà les signes caractéristiques de tous les véritables enfants du G:: M::. Priseurs ! Soyons dignes de ce beau titre !

Dans son ouvrage (posthume, paru en 1867) *Les Sociétés badines, bachiques, littéraires et chantantes*, Arthur Dinaux consacrait à cette société secrète une notice dont on trouvera ci-dessous quelques extraits :

Si l'on ne s'en rapporte qu'à la forme superficielle, l'Ordre des Priseurs est peut-être le plus nombreux de tous les ordres depuis la découverte faite par Nicot de la poudre médicée. (…) Mais si l'on creuse le fait, si l'on approfondit la question on verra que la vraie Société des Priseurs est un ordre distingué qui compte peu d'adeptes d'élite et qui est fort peu connu des profanes. Dans cette association, un groupe de fidèles réunis pour travailler se nomme une manufacture. La manufacture est consacrée, non pas comme on le croirait, à faire vivre le monopole des tabacs et les droits réunis, mais bien à l'étude de la nature et des vertus. Dans la manufacture il y a plusieurs grades, et dans les grades on compte différentes classes. (…) Des statuts règlent l'office et les fonctions de chacun. (…) Les réceptions avaient lieu solennellement. (…) Enfin l'ordre se livrait à des travaux sérieux et philosophiques qui ont attiré l'attention des amateurs de ces sortes de mystères. Peut-être la politique, se cachant sous le voile de l'allégorie, n'est-elle pas restée étrangère à cette association. (…) La Société des Priseurs avait pour but le désir de perfectionner les hommes en les éclairant sur leurs véritables intérêts ; l'amour de la vertu, de la vérité, et de la liberté. Elle était en fait inspirée de l'Institut de Pythagore dans lequel elle reconnaît ses origines, Institut établi afin de propager les connaissances, de conserver la vérité, et de réunir en un faisceau tous les amis du bien. Cette Société, très en vogue aux premières années de la Restauration, était composée à l'image de beaucoup de sociétés secrètes et en particulier de la Franc-maçonnerie, avec une hiérarchie très importante et un cérémonial très rigide. Elle avait également un langage codé ainsi que des symboles ésotériques comme les quatre points ou deux C opposés l'un à l'autre.

L'Ordre (dit *la grande manufacture de France, siégeant à Paris*) comportait quatre grades, chacun divisé en classes.

Le premier était *consacré à l'étude de la nature et des vertus sous le titre des priseurs*. Le second était le *grade des Torqueurs*. Les *fonctions* comprenaient, outre des termes relativement classiques (F:: Surveillant, Maître des Cérémonies), des termes tels que : Directeur d'une manufacture - Garde Magasin d'une manufacture – Chef de Culture - Chef d'Instruction.

Parmi les *titres* on trouvait :
hiérodidascale, protodidascale, archimistagogue, protomistagogue, graphistère, achiargiro-gnome.
Comme à la Stricte Observance Templière, les membres étaient gratifiés de *surnoms*, mais avec une référence à la sagesse antique (plutôt que chevaleresque) :
Xénophile, Eudoxe, Hippocrate, Alcée, Solon, Cratès, Euclide, Archimède, Plutarque, Théocrite, Lisius (Ragon), Bias, Lycurgue, Socrate, Protagoras (Vuillaume). Chansmac.ifrance.com/chansmac/docs/loges/amisdunord.html

RAMADIER Paul

La Rochelle 17 mars 1888 – Decazeville 14 octobre 1961.



Fondateur des Etudes socialistes à Rodez, avocat à la Cour d'appel de paris, militant coopératif, Ramadier amorce une carrière politique au cabinet d'Albert Thomas, ministre de l'Armement en 1916. Il est élu maire de Decazeville en 1919 et député de Villefranche-de-Rouergue en 1928.

Il a connu la maçonnerie alors qu'il fréquentait le lycée de Rodez et a été formé par Bertrand Siman, professeur d'espagnol. Ardent radical-socialiste, compromis dans l'affaire des Fiches et, accusé par ses écrits d'être responsable d'une mutinerie qui éclate, en 1913, dans la caserne de Rodez, Siman procède, le 22 février 1913, à son initiation à la loge ruthénoise « *La Parfaite Union* ». Il y est reçu compagnon le 7 juin 1914, maître le 20 juillet 1915 et il accède au chapitre le 3 novembre 1920.

Pour des raisons de voisinage mais aussi de politique, il s'allie en 1924 à « *La Nouvelle Cordialité* » à Villefranche-de-Rouergue. Dans ces deux loges, il exerce diverses fonctions et, en 1939, il remplace, comme vénérable de la loge de Villefranche, Maurice Bouscayrol. Celui-ci est vice-président radical du conseil général. Ramadier relève alors de la mouvance du socialisme humaniste par générosité sociale et par militantisme coopératif. Selon les maçons aveyronnais qui l'ont connu, il voyait surtout une société de pensée progressiste au service des idéaux laïques et républicains, et une école de morale.

Ramadier, entre les deux guerres, participe à divers congrès régionaux et convents du Grand Orient. En 1927, au congrès régional des loges du Sud, il s'exprime sur le péril vénérien, montrant son souci de préserver le secret médical. Il dénonce l'« illusion coloniale » en s'appuyant sur l'exemple anglais où la production industrielle insulaire est menacée par celle des dépendances. En 1929, il présente le rapport national de synthèse sur « *les moyens à employer pour le maintien et la maîtrise de l'esprit laïque contre l'esprit dogmatique et dominateur d'inspiration politique, sociale et confessionnelle* ».

Ramadier craint la formation d'un parti politique catholique social qui unirait les conservateurs. Il craint également le vote d'une nouvelle loi Falloux, déplore la faiblesse du groupe maçonnique au Parlement, invite les loges à recruter des instituteurs, à former des syndicalistes laïques, à développer les œuvres post et périscolaires.

En 1931, il rapporte au Convent sur la question de la coopération. Elle est « fille de la maçonnerie », dit-il, car elle est fondée sur « la solidarité économique volontaire » et plusieurs de ses promoteurs, comme Buchez et Régnier (pour les coopératives de consommation), ont été maçons. Elle est aujourd'hui porteuse de liberté et d'une espérance d'émancipation sociale face au capitalisme et au socialisme autoritaire. Il invite les maçons à former des coopérateurs et à inciter les pouvoirs publics à soutenir les coopératives à leurs débuts. En 1939, il intervient sur la question « de l'organisation de la paix sur des bases rationnelles ».

Il s'en prend à l'inutilité de la question car, dit-il, la paix est menacée par des forces irrationnelles inconnues quand fut signé le traité de Versailles.

Ramadier quitte la S.F.I.O. en 1933 avec les « néos » pour rejoindre le Parti socialiste républicaine. Il est nommé sous-secrétaire d'Etat aux Mines, à l'Electricité et aux Combustibles dans le cabinet Blum en 1936. Il exerce les mêmes fonctions dans le troisième cabinet Chautemps. Il est également membre du cabinet Daladier d'où il démissionne en juillet 1938. Il est l'un des 80 parlementaires à voter contre Pétain à Vichy en 1940. Il répond à la circulaire d'application de la loi du 13 août 1940 interdisant la franc-maçonnerie : **« *Je ne puis apporter ma collaboration à la loi du 14 août 1940. Je tiens pour inviolables les droits de la conscience. C'est pourquoi j'ai adhérer à la franc-maçonnerie voici près de trente ans et j'y reprendrai ma place dès que la législation récente aura été abrogée. Je ne puis faire ce que je blâme ni condamner ce que je voudrais pouvoir recommander* ».**

Il est naturellement déchu de tout mandat. Ramadier entretient pendant la guerre des relations avec des dirigeants radicaux et socialistes et est admis au Comité départemental de Libération. Ministre du Ravitaillement du général de Gaule en 1944, il est réélu maire et député S.F.I.O. en 1945. Il est le rapporteur de la commission parlementaire sur la loi de nationalisation

de l'électricité du 8 avril 1946. Garde des Sceaux du ministère Blum, en 1946, président du Conseil en 1947, il est conduit à limoger les ministres communistes, car il considère que la rupture de la solidarité ministérielle est une atteinte à la Constitution et une menace pour la République parlementaire. Il sera ensuite des cabinets André Marie et Queuille (1948-1949). Il subit son premier échec électoral en 1951 et il reçoit la présidence du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail. Il prend sa revanche en 1956 et est chargé du ministère des Affaires économiques et financières dans le cabinet Guy Mollet. Son nom est resté associé à la « vignette » destinée à alimenter un Fonds national de la solidarité envers les vieux, économiquement faibles.

Parallèlement à ses activités politiques, Ramadier a repris, après-guerre, son action maçonnique. Contraint de s'inscrire à la fois dans les deux loges aveyronnaises exsangues, faute d'autres candidats de valeur, de 1948 à 1953, puis en 1955, il reprend le premier maillet à la loge de Villefranche qui ne regroupe qu'une trentaine de membres. Un certain nombre sont de ses fidèles, tel le bijoutier Roques, son successeur à la mairie de Decazeville. On ne trouve pas trace des exposés qu'il a présentés, le plus souvent axés sur l'actualité, car il ne les rédige pas.
Ramadier assiste également à divers convents sous la Quatrième République sans intervenir. Il anime des associations maçonniques, comme le Dîner du Palais qui regroupe des maçons magistrats, avocats ou de métiers annexes, ou la Fraternelle parlementaire qui réunit les députés et sénateurs maçons ainsi que le personnel des assemblées. Il l'avait présidée dans les heures chaudes de 1934 mais son rôle éventuel ne peut être apprécié. Il franchit tous les degrés de l'écossisme jusqu'au 33° qu'il obtient le 4 septembre 1954.

Battu aux législatives en 1958 et aux municipales, l'année suivante, dans son fief de Decazeville, il se retire de la vie politique et meurt à Rodez en 1961. Adepte de la Libre Pensée, il est enterré civilement. A.C.

RAMSAY chevalier de **André Michel**

Ecosse 1686 – Saint-Germain-en-Laye 1743.



On rapporte que ce littérateur, fort préoccupé par des questions théologiques dont les solutions lui paraissent insatisfaisantes, se mit en rapport avec des théologiens de son pays, de Hollande et de France. Fénelon, dont il devient l'ami, parvint à lui faire partager ses doctrines, et Ramsay se convertit au catholicisme. Fixé en France, il y devint le précepteur du duc de Château-Thierry et du prince de Turenne dont il écrivit la vie en 1735. En 1724, il alla à Rome remplir les mêmes fonctions auprès du fils de Jacques II (le Prétendant). Peu de temps après, il obtint un sauf-conduit qui lui permit de retourner en Ecosse et il passa quelques années chez le duc d'Argyle. Il fut reçu docteur à Oxford en 1730, de retour en France, Ramsay devint intendant du prince Turenne. Il était lié à Jean-Baptiste Rousseau et à Louis Racine.

On doit à Ramsay plusieurs ouvrages : un ***Essai de politique*** (La Haye, 1719), repris sous le titre ***Essai philosophique sur le gouvernement civil selon les principes de Fénelon*** (Londres, 1721), une ***Histoire de la vie et des ouvrages de Fénelon*** (La Haye, 1923), et surtout, ***Les Voyages de Cyrus***, avec un discours sur la mythologie et une lettre de Fréret sur la chronologie de cet ouvrage (Londres et Paris, 1727), qui connaîtra un grand succès. Personnalité controversée, brocardée dans la *Ramsaÿde* (1735) attribuée à Roy, « homme fade » selon Montesquieu qui l'a connu, on est mal renseigné sur sa carrière maçonnique.

Ramsay aurait vu la lumière à son retour de Rome, en mars 1730, à la « *Horn Lodge* » de Londres, mais le plus important de son activité maçonnique se situe dans les années 1736-1738, date de son fameux discours, prononcé le 26 décembre 1736, vraisemblablement dans la loge « *Saint-Thomas I* » à laquelle lord Darwentwater appartenait, discours dont on connaît deux versions assez différentes. La première, qui disparaît en 1737, ou du moins, qui est très largement euphémisée, offrait un long développement dans lequel l'histoire du peuple élu et celle de la maçonnerie primitive étaient données pour inséparables jusqu'à la direction du second temple par Titus en 70. Ce premier texte s'adressait à des catholiques jacobites ; le second aurait dû être prononcé en Grande Loge, autrement dit, devant tous les maçons de Paris qui étaient aussi bien gallicans que de sensibiliser hanovrienne. Il convenait de ménager les frères en conséquence.

D'une version à l'autre on passe donc d'une « histoire » de la maçonnerie fortement liée à l'Ancien Testament, puis à la croisade, à une vue séculière de l'Ordre puisque maintenant on insiste sur la rédaction d'un « *Dictionnaire universel des arts libéraux et des sciences utiles* » (on pense à la Cyclopaedia d'Ephraïm Chambers qui avait été une entreprise maçonnique) que les maçons auraient engagé. Bref, on est plus dans l'esprit du siècle. Reste que le discours (version d'Êpernay) ne fut pas prononcé, car Fleury, sollicité par Ramsay, « désapprouvait » les assemblées de francs-maçons. « Homère de la maçonnerie », Ramsay en aura été le premier « poète épique » (P. Chevalier). *Ses Philosophical Principles* (1751), parus après sa mort, montrent que Ramsay se voulut l'instituteur d'une religion universelle don la maçonnerie était la clef de voûte. Il en fut, comme l'écrit Pierre Chevallier, « Vindex et martyr » Ch.P.

RAVEAU **Antoine**

Paris 1764 - Champigny-sur-Marne 1848.

Architecte. Directeur des Travaux Publics de Paris.
Membre de la loge Saint-Jean de Palestine avant la Révolution et fondateur d'Isis, qui devient sous son influence Isis-Monthyon, une loge connue sous la Restauration pour ses actes philanthropiques, il est député des Amis de la

Sagesse (1804), officier du Grand Orient de 1817 à 1824 ; il participe à la rédaction des statuts de l'obédience de 1826 et exerce de nombreuses responsabilités administratives et politiques.

Président du bureau de bienfaisance de la section du Théâtre Français, il est aussi officier municipal du XI° arrondissement et conseiller municipal de Champigny. Chr. N.

RASPAIL François-Vincent

Carpentras 29 janvier 1794 – Arcueil 7 janvier 1878.

Raspail, issu d'une famille modeste, formé par un abbé janséniste et jureur, suit des études au grand séminaire d'Avignon, est ordonné diacre, puis renonce à la prêtrise. Ses prises de position bonapartistes le mettent en danger pendant la Terreur blanche et il monte à Paris. Ses fréquentations estudiantines le font entrer en relation avec les libéraux et il écrit ses premiers articles dans ***Le Minerve français***. en 1821, devenu très anticlérical, tout en restant profondément déiste et socialiste, il rédige un pamphlet contre les Missions.



Il vient d'être admis aux *Amis de la Vérité*, ce qui le conduit naturellement à une des ventes de la Charbonnerie. On le trouve, en 1821, orateur adjoint de la loge « *Les Amis Bienfaisants* », soupçonnée d'être républicaine : il y prononce un discours sous le titre trompeur de « *Sainte Liberté, ton nom n'est pas un blasphème* ».

Il s'agit en fait d'une fantaisie poétique sur un voyage d'Orphée. C'est le seul texte maçonnique de Raspail qui ait été conservé. Désenchanté par la politique militante, il se consacre alors aux études, avec, pour finalité, l'éducation du peuple et l'éradication de la misère. Il est un touche-à-tout de génie, à la fois biologiste, chimiste, physicien, médecin, vétérinaire, astronome, météorologue, naturiste, paléontologue, écrivain, dessinateur, violoniste.

Il expose notamment la théorie cellulaire qu'il synthétise dans la formule *Omnis cellula a cellula* : toute cellule vient d'une cellule. Il invente des réactifs, perçoit la complexité des échanges intercellulaires, déduit l'existence d'êtres infiniment petits entrainant la mort des cellules. Il invente un microscope. Raspail est le pionnier de l'histochimie, c'est-à-dire de l'étude des phénomènes chimiques à l'intérieur des cellules.

Il retrouve une activité politique en 1830. Il refuse la charge de Conservateur des collections du Muséum et la Légion d'Honneur. **Il est possible qu'il ait alors repris une activité maçonnique car il est convoqué à une tenue de la loge « *Les Trois Jours* », fondée par des amis de La Fayette.** Son activité républicaine est à l'origine d'une première condamnation : 3 mois de prison en 1831. A sa sortie, il prend la direction de la *Société des Amis du Peuple*, fille de la loge « *Les Amis de Vérité* ». La Société est mise hors la loi à las fin de 1831, et Raspail condamné à 15 mois de prison. Libéré en avril 1833, il devient un des meneurs de la Société des Droits de l'Homme et du Citoyen fondée par un autre ancien des « *Amis de la Vérité* », Godefroy Cavaignac. D'où à nouveau une condamnation à 3 mois de prison à titre préventif, puis une condamnation ferme après l'insurrection d'avril 1834. En octobre 1834, il fonde le journal ***Le Réformateur***, très apprécié dans les ateliers, et qui s'effondre, en octobre 1835. Arrêté après l'attentat de Fieschi, accusé d'outrage à magistrat, il est condamné à 2 ans de prison ; il rédige alors un ***Dictionnaire de langue verte*** et un ***Projet de réforme pénitentiaire.***

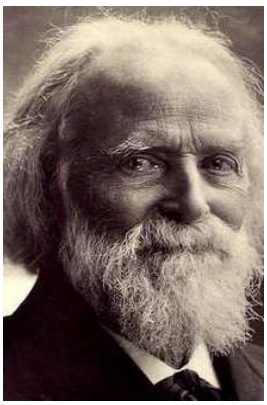
En 1845, il publie son ***Manuel annuaire de la Santé ou Médecine et Pharmacie pratique*** qui sera réédité jusqu'en 1935. Il fait l'apologie de l'usage du camphre et invente l'eau sédative. Il ouvre un dispensaire, rue Sévigné, où les pauvres sont soignés gratuitement et est condamné pour pratique illégale de la médecine. Il revient à la politique en 1846 en publiant des articles dans *La Réforme*, puis en 1848 où il aurait poussé le gouvernement provisoire à proclamer la République. Il fonde le Club des « *Amis du peuple* » ; le 15 mai 1848, il est compromis à son corps défendant, dans une tentation de coup d'Etat révolutionnaire, emprisonné et présenté par l'extrême-gauche aux élections présidentielles de décembre 1848 ; comme candidat des insurgés de Juin, il n'obtient que 37 000 voix. Il est condamné pour la tentative de putsch manqué, en mars 1849, à 6 ans de prison ; il est donc incarcéré lors du coup d'Etat du 2 décembre 1851. Libéré, il se retire en Belgique où il poursuit son œuvre de médecin des pauvres. Il rentre en France en 1862. Son fils Benjamin, proscrit après le coup d'Etat, s'inscrit à la loge « *L'Ecossaise 133* » qui regroupe une élite républicaine. Raspail, avec l'appui des maçons et des libres penseurs lyonnais, est élu au corps législatif en 1869 mais battu en 1871. Il est encore condamné à 2 ans de prison en 1874 pour avoir évoqué, dans son ***Almanach***, le souvenir de Delescluze et Millière. En 1876. Il est élu député à Marseille. Réélu en 1877, il meurt l'année suivante. Ses obsèques sont grandioses : 100 000 personnes suivent son cercueil dont de nombreuses délégations maçonniques. On peut rapprocher sa carrière maçonnique de celle de Barbès, de Proudhon, ou de Pierre Lereoux, qui ont été des maçons reconnus par leurs frères, bien qu'ils ne fréquentassent que très épisodiquement les loges. Un atelier du Droit Humain porte aujourd'hui son nom. A.C.

RASPAIL Simone

Paris 9 janvier 1908 - 14 avril 1991.

Arrière petite fille du grand maçon, ardent républicain que fut François Raspail, Simone, première femme reçue interne des hôpitaux psychiatriques de la Seine, et devient plus tard Pharmacien Chef des Hôpitaux de la région parisienne. Elle est à l'origine de nombreuses initiatives sociales en terme de soins médicaux : Fondatrice-directrice du "Laboratoire Enfance et famille", elle fonde également le laboratoire d'analyse médicale de la Mutuelle Générale de l'Education Nationale.
Initiée Franc-Maçonne, en 1976, à la Loge "*Hélios*" Grande Loge Féminine, Versailles

RECLUS **Elisée** Sainte-Foy-la-Grande (Gironde) 15 mars 1830 - Torhout, Belgique 4 juillet 1905.



Géographe, savant, philosophe, économiste et anarchiste. Banni après la Commune. Élisée Reclus est le frère, entre autres, du géographe Onésime Reclus et du journaliste Élie Reclus.

En 1860, en compagnie d'Élie, Élisée est admis dans une loge maçonnique (les Émules d'Hiram). Il n'y fut jamais actif et au bout d'un an, il quitte la franc-maçonnerie, ne supportant pas l'esprit qui y régnait. Plus tard, il fera quelques conférences sur l'anarchie dans les loges de Bruxelles.

Ce que l'on peut retenir du personnage :
L'anarchiste
Il s'agit sans doute de ce qui le définit en premier lieu. Élisée Reclus rédigea de très nombreux articles, prononça nombre de conférences sur le thème de l'anarchie.

Il participa aussi à des congrès d'organisations ouvrières (AIT notamment, ligue de la Paix et de la Liberté) dans lesquels il se retrouva avec d'autres révolutionnaires libertaires (Bakounine, Kropotkine, Dumartheray, Jean Grave, James Guillaume, Max Nettlau). Il développa ses idées dans plusieurs brochures (*le développement de la liberté dans le monde*, *Évolution et révolution*, *La peine de mort*). De nos jours les mouvements anarchistes et libertaires se réclament encore de lui.

L'union libre
Élisée Reclus eut trois épouses, avec chacune desquelles le contrat social fut différent. Une constante fut cependant très marquée : il refusa toujours le mariage religieux.

La première, Clarisse, qu'il épousa civilement à Orthez le 14 décembre 1858, et dont il eut deux filles, était d'origine Peul (sa mère était une Peul du Sénégal qui avait épousé un armateur bordelais). Élisée et Clarisse vécurent dix ans ensemble ; c'est la mort de sa femme qui les sépara en février 1869. Ce mariage avait une signification toute particulière pour l'anti-esclavagiste de retour de Louisiane.

Il s'unit avec la seconde, Fanny, en union libre (mariage « *sous le soleil* ») en mai 1870, à Vascœuil. Une très grande unité de vues entre les deux époux se manifesta tout au long de leur courte vie commune. Fanny mourut en mettant au monde un enfant qui ne vécut pas, en février 1874.

C'est avec la dernière épouse (Ermance, qui lui survécut) qu'il passa les trente dernières années de sa vie. Ils se marièrent civilement à Zurich en octobre 1875. Ils n'eurent aucune descendance.

À l'occasion des unions libres de ses deux filles célébrées simultanément, il prononça une allocution dans laquelle étaient détaillées ses principales idées sur le mariage et l'éducation des enfants.

Le géographe
Il s'agit certainement de la définition d'Élisée Reclus la plus connue du grand public. Suivant des idées (le naturalisme), déjà développées par Carl Ritter, le géographe allemand du xixe siècle, Élisée Reclus observa la nature et en déduisit de nombreux ouvrages de géographie (la *Nouvelle Géographie universelle*, en 19 tomes, et *L'Homme et la Terre* sont sans doute les plus connus) que l'on peut considérer comme une première tentative de faire de la géographie sociale : pour Reclus, il s'agissait d'inclure l'Homme dans le processus géographique. Il réfléchit aussi intensément à l'enseignement de la géographie et souhaitait mettre à la portée de chacun des outils originaux de compréhension (*Projet de globe terrestre au 10 000e* en collaboration avec l'architecte Louis Bonnier). Élisée Reclus se qualifiait volontiers de « *géographe, mais anarchiste* ».

L'espéranto
Dans la préface à l'ouvrage qui peut être considéré comme celui où il eut l'occasion de développer le plus complètement ses idées (*L'Homme et la Terre*), mais qui ne parut qu'après sa mort, Élisée Reclus évoque les langues internationales qui étaient en train de se développer, et il cite l'espéranto comme l'une des plus abouties. L'internationaliste convaincu qu'il était ne pouvait qu'applaudir à l'émergence d'outils devant faciliter les échanges entre humains.

Le naturisme
Élisée Reclus pensait que la nudité était l'un des moyens de développer la socialisation entre individus, il en vantait les bienfaits hygiéniques moralement comme physiologiquement, et il la mettait en perspective dans de vastes vues englobantes sur l'histoire et la géographie des cultures. Certains le considèrent comme le fondateur du naturisme.

Le végétarien
Très tôt rebuté par la viande, Élisée Reclus fut un « *légumiste* » convaincu, comme il aimait à le dire. Il partageait cette conception avec son frère Élie.

REGHINI **Arturo** Florence 12 novembre 1818 – Budrio 1 juillet 1946.



La vie maçonnique de Reghini est étroitement mêlée aux profondes vicissitudes que subit la maçonnerie italienne au cours de la première partie du XXe siècle et elle en est largement le reflet. A travers sa biographie, on discerne en filigrane la scission de 1908 et les difficultés qui en résultèrent, la dissolution de la maçonnerie pendant la période du fascisme et la difficile reconstruction de l'après-guerre.

C'est à travers la Société Théosophique qu'Arturo Reghini entre en contact avec la maçonnerie. En 1898, il fonde à Rome, avec Isabelle Cooper Oakley, la section italienne de la Société Théosophique et il participe à son activité par des conférences. Dans la Société Théosophique, il entre en contact avec Sulli Rao, un éditeur milanais, 33° et 95° du Rite de Memphis de Palerme.

Ce dernier l'initie sur l'épée en 1902 par délégation de la loge palermitaine « *I Rrgeneratori* ». Le Rite Egyptien de Memphis s'était constitué à Palerme le 10 juillet 1899 et rassemblait quatre loges dissidentes du Grand Orient d'Italie dirigée par Adriano Lemmi. En 1903, Arturo Reghini réside à Florence et il est affilié à la loge « *Michelangelo di Lando* » du Grand Orient Italien Milanais fondé en 1899 et gouverné alors que le Grand Maître Malachia de Cristoforis. Lorsque cette obédience se réunifie en 1904 avec le Grand Orient d'Italie, la loge florentine « *Di Lando* » se reconstitue sous le titre de « *Lucifero* » et Reghini en est l'un des fondateurs. A Florence, il fréquente le célèbre café des *Giubbe rosse*, qui est à l'époque le pivot culturelle et artistique. Il participe aux mouvements d'avant-garde *La Voce* et *La Fronda*, et rencontre le groupe de Lacerba.

En 1903, il fonde la bibliothèque philosophique qu'il dirige jusqu'en 1908, et il rassemble de précieuses œuvres maçonniques. Reghini souffre de la difficile scission de 1908 : il quitte le Grand Orient d'Italie en 1912 et adhère au Rite Philosophique fondé en 1809 par Aduardo Frosini. Il en sort deux ans plus tard à cause de ses conflits avec le fondateur et se met alors « en sommeil ».

Après la Première Guerre mondiale, il réside à Rome et adhère, en 1921, au Rite Ecossais ancien et Accepté de *Piazza del Gesù*, fondé par Fera après la scission de 1908 et dirigé à l'époque par Raoul Palermi. Il est reconnu au 33° et assume la fonction de rédacteur en chef de la revue *Rassegna massonica* qu'il conserve jusqu'en 1926 ; il s'occupe de la révision des rituels. L'écho des difficultés que traverse la maçonnerie italienne à ce moment-là se retrouve dans les pages qu'il a écrites en 1922 (*La Parole di passo e il Massimo mistero massonico* [Les paroles du passage et le plus grand mystère maçonnique]) : « *L'esprit qui animait l'Ordre à son tout début (1717)… dégnéra rapidement et finit par se cristalliser en un vide formalisme christianisant dans les pays anglo-saxons ; en France et, de là, dans les pays latins, il s'altéra profondément sous la pression des retournements politiques, perdant son caractère philosophique propre, adoptant les dits principes immortels de 89, et imprimant à l'activité de l'Ordre un caractère essentiellement politique* ».

Les raisons politiques qui ont provoqués la scission sont (durement) stigmatisées ainsi : « Naturellement, cette orientation athée-matérialiste-démocratique que ne pouvait pas être acceptée par tous les frères et donc, deux ans après la fusion des Grands Orients de Rome et de Milan (fusion qu'il a vécu personnellement), une autre profonde scission avait lieu au sein de la famille maçonnique italienne ».

Cette étude qu'il réalise en utilisant la philologie et les documents anciens met en lumière le fait qu'il existe, dans les paroles hébraïques actuellement utilisées dans les rituels, certaines déformations des termes grecs se rapportant les plus à la symbolique maçonnique : elle indique également que la « palingénésie », c'est-à-dire la régénération, est le but initiatique de l'Ordre. Le texte explique en fait que Reghini avait l'intention de ramener la maçonnerie à sa fonction initiatique et orienter la société vers un Ordre fondé sur les valeurs spirituelles.. En 1924, il fonde et dirige les revues d'études initiatiques ***Atanor*** dont la publication, interdite par le régime fasciste, se poursuit en 1925 avec le titre ***Ignis***. A ces revues collaborent des hommes comme René Guénon et Julius Evola. Mais ***Ignis*** eu aussi obligée de s'arrêter en raison du climat politique et Reghini est étroitement surveillé par la police fasciste. Entre 1926 et 1927, la revue ***UR*** voit le jour mais, lorsque le directeur, choisi pour éviter que Reghini n'apparaisse personnellement, décide de modifier les articles pour plaire au régime de Mussolini, elle disparaît.

A partir de cette date, Reghini se consacre totalement à l'écriture d'une grande biographie, fort bien documentée, d'Henri Cornelius Agrippa et surtout à l'étude des mathématiques et du viatique initiatique pythagoricien – *la Schola italica* qui lui était très chère – et de son axe central : la régénération c'est-à-dire la renaissance initiatique avant la « mort initiatique ». Celle-ci consiste à placer sa propre conscience, en restant vivant et présent à soi-même, dans la condition où doit se trouver la conscience du mort. Il s'agit d'expérimenter la mort, en la « vivant en pleine conscience » (Les paroles sacrées et le passage). La philosophie occulte d'Agrippa mentionne également ce difficile objectif du viatique initiatique : Agrippa dit que « la clef de toutes les opérations magiques, la chose arcane, nécessaire et secrète, consiste dans l'élévation de l'homme ». La « déification », explique Reghini, n'est autre que la vision qui couronne le viatique initiatique, le devenir « comme les dieux » souligné par les vers dorés de Pythagore : « *cette contemplation, réalisée suivant les normes du rite … amène à l'illumination* » (Henri Cornelius Agrippa et sa magie). Bien peu ont affirmé avec autant de constance que le viatique symbolique maçonnique est la préfiguration de cette métamorphose.

En 1943, après le passage des troupes alliées, Reghini reprend une activité dans le Rite Ecossais Unifié présidé par Tito Signorelli qui, le 19 novembre 1945, se réunifie avec celui du *Palazzo Giustiniani*. Reghini conserve sa charge

de Lieutenant Grand Commandeur à vie. A l'époque, et jusqu'à sa mort, il est membre de la loge bolonaise « *Risorgimento* ». Son corps repose à Budrio, sous les symboles de la Schola italica. M.N.

REVERE Paul

Boston 1 janvier 1735 – 10 mai 1818.



Paul Revere est considéré comme un véritable héros de la Révolution américaine depuis que Longfellow lui a consacré un célèbre poème : *The Midnight Ride of Paul Revere*. Sa fameuse chevauchée nocturne, effectuée en 1775 à la demande de son frère Joseph Warren, permis aux patriotes stationnés à Lexington de faire face à l'attaque de l'armée britannique. Ce n'est cependant pas la seule activité révolutionnaire de Paul Revere. Dès 1773, il participe à la *Boston Tea Party* en compagnie de quelques autres membres de sa loge « *St. Andrews* » (de Boston), et d'une centaine d'autres personnes. En 1774, en temps que messager du comité de correspondance de Boston, il porte à Philadelphie la nouvelle de la fermeture du port de Boston par les Anglais et appelle à la réunion d'un congrès des patriotes.

En 1775, selon son propre récit, il anime un comité d'une trentaine de personnes, essentiellement des travailleurs manuels, chargés de surveiller les agissements des soldats britanniques à Boston. Le comité se tient à la Green Dragon Tavern qui sert également de lieu de réunion à un autre groupe révolutionnaire, le *North End Caucus*, ainsi que la loge « St Andrews ». Paul Revere, issu d'un milieu modeste, est orfèvre et graveur ; il est l'auteur d'estampes satiriques contre la présence des Anglais en Nouvelle-Angleterre. Il explique dans une lettre adressée au révérend Jeremy Belknap, en 1798, que tous les membres du comité de la taverne du *Dragon Vert* étaient astreints au plus grand secret et que les seules personnes qu'il pouvait tenir au courant de leurs activités étaient John Hancock, Joseph Warren, tous deux francs-maçons, et trois ou quatre autres personnes.

Paul Revere ne fait état de son appartenance maçonnique dans aucun de ses écrits, sans doute parce que les secrets militaire et maçonnique exigeaient la même discrétion. Cependant il fut un maçon très actif, dont on ne connaît pas précisément la date de l'initiation. Elevé à la maîtrise le 24 septembre 1760 par la loge « *St. Andrews* », il devient secrétaire de la loge en 1769, vénérable en 1770, et succède à Joseph Warren, autre patriote mort au champ de bataille, à Bunker Hill, en 1775. Vénérable de la loge à plusieurs reprises, de 1777 à 1779 puis de 1780 à 1782, il est premier surveillant de la Grande Loge Provincial du Massachusetts, créée en 1769 sous l'égide de la Grande Loge d'Ecosse qui prend le nom de *Massachusetts Independent Grand Lodge* en 1778. Lorsque la loge « *St. Andrews* » qui garde la double affiliation avec la Grande Loge d'Ecosse et à celle du Massachusetts, sommée de choisir entre les deux, reste fidèle à l'Ecosse, Paul Revere quitte « *St. Andrews* » et crée la loge des Nouveaux Etats (*Lodge of the Rising States*). Il en devient le vénérable. En 1794, il est élu Grand Maître de la Grande Loge du Massachusetts, qui résulte de l'union de la Grande Loge St. John et de la Grande Loge Indépendante du Massachusetts. Il le demeure jusqu'en 1797. En outre, Revere a été initié au degré de l'Arche Royale par le chapitre de l'Arche Royale de St. Andrews le 11 décembre 1769.

Dans le cas de Revere, la loge maçonnique semble bien avoir représenté un lieu de sociabilité exceptionnel, favorable à l'apprentissage de la démocratie dans le contexte difficile de la guerre d'Indépendance. C.R.

RIANDEY Charles

1892 – 1976.

La vie de Charles Riandey est inséparable de l'histoire de la franc-maçonnerie en France et de celle du Rite Ecossais Ancien et Accepté dans le monde. Initié le 21 octobre 1917 à la loge parisienne « Union et Bienfaisance » qui l'élit comme vénérable le 15 novembre 1922, Riandey devient conseiller fédéral et Grand Secrétaire de la Grande Loge de France de 1924 à 1927, puis de 1928 à 1931.

Il fonde La Tradition Ecossaise en 1930 avec Antonio Cohen, puis Les Apprentis avec Marcel Cauwel. Parallèlement, il monte les degrés de la hiérarchie écossaise : 4° en 1920, 30° en 1924, 33° en 1929. L'année suivant, il est coopté au Suprême Conseil de France dont il devient le Grand Chancelier en 1934. Fonctionnaire – ou, comme il se définit lui-même dans ses mémoires, « demi-haut fonctionnaire » – autodidacte, il occupe les fonctions de secrétaire général du XIIe arrondissement de Paris avant la guerre.

Rétrogradé après la publication de la loi du 11 août 1941, il est nommé aux mêmes fonctions dans le XIIIe arrondissement le 15 décembre 1941 grâce à Mgr. Beaussart, évêque auxiliaire de Paris, et au provincial des jésuites qui sont intervenus en sa faveur. Quelques jours plus tard, une perquisition a lieu à son domicile. « *L'inspecteur me remit…l'ordre de me présenter en personne au square Rapp, huit jours plus tard, porteur d'un résumé de mon activité maçonnique* », écrit Riandey dans ses mémoires. Reçu personnellement par le directeur des Service des Associations Dissoutes, l'inspecteur de police français S. Moerschel, il lui remet ce résumé du 29 janvier 1942 dans lequel on peut lire : « *j'ai combattu, avec beaucoup d'autres, aux prix de pénibles épreuves, l'envahissement de la maçonnerie par les juifs* ». dans une lettre qu'il adresse au R-P-Berteloot le 19 mars 1943, son antisémitisme s'exprime plus nettement encore.

Engagé dans la Résistance en avril 1943, il est arrêté par la Gestapo le 14 juin 1944 et déporté le 21 août à Buchenwald. Il rentre en France en avril 1945, reprend son poste à la mairie du XVIIIe le 10 novembre suivant, devient chef de cabinet de son ami, le ministre André Le Troquer, puis directeur du Service du logement de la préfecture de la Seine, le 1er janvier 1947. Le 30 septembre 1951, il prend sa retraite et sera désormais appointé par les Laboratoires Roger Bellon dont le propriétaire avait été déporté avec lui à Buchenwald.

Grand Orateur du Suprême Conseil de France depuis 1950, Riandey est à nouveau élu conseiller fédéral de la Grande Loge de France dont il devient Grand Chancelier (chargé des affaires extérieures) le 17 septembre 1953, jour où son Convent vote l'obligation de prêter serment sur les Trois Grandes Lumières. Cette décision permet au Grand Maître Louis Doignon, le 16 mai 1954, de poser la candidature de la Grande Loge à la Convention de Luxembourg. En octobre, avec l'accord de Louis Doignon, Riandey entame des négociations confidentielles avec Pierre Chéret, Grand Maître de la Grande Loge Nationale Française. Elle donne lieu à la rédaction de protocoles préparatoires, à la suite desquels des conversations officielles bilatérales (26 mai-13 septembre 1955) aboutissent à un projet de fusion entre les deux obédiences. L'ampleur des sacrifices exigés de la Grande Loge de France est telle que, lors de la même réunion du Conseil Fédéral du 26 novembre 1955, ce projet est retiré de l'ordre du jour du Convent, prévu les 14 et 15 janvier 1956, décision prise à l'unanimité des présents, dont Riandey.

Le 8 septembre 1956, la Grande Loge de France est admise comme membre de la Convention de Luxembourg. Le dernier rapport que Riandey, Grand Chancelier et conseiller fédéral sortant après trois ans d'exercice, présente au Convent de la Grande Loge de France le 20 septembre 1956 recommande aux 204 présents de ratifier cette adhésion par un vote unanime.

A la mort du Grand Commandeur Jacques Maréchal, le Suprême Conseil élit Charles Riandey pour successeur le 26 mai 1961. Au cours de la Conférence des Grands Commandeurs européen, réunie à Francfort en juin 1962, Riandey fait la connaissance de Willem Hofman qui vient d'être élu à la tête du Suprême Conseil des Pays-Bas trois semaines plus tôt. Entre-temps, des conversations, dont le but est la création d'une Grande Loge Unir de France, ce sont engagées en février 1959 entre le Grand Orient de France, la Grande Loge de France et la Grande Loge Nationale Française.
Elles se terminent quatre mois plus tard par un échec. En septembre 1959, le Convent de la Grande Loge de France décide de suspendre ses relations avec le Grand Orient de France et avec le Grand Orient de Belgique. Deux ans plus tard, il mandate son Conseil Fédéral pour reprendre les conversations tripartites, mais les conditions mises par la Grande Loge Nationale Française à cette reprise la rendent impossible. La Suisse suspend ses relations avec la Grande Loge de France en octobre 1963 ; les Grandes Loges Unies d'Allemagne ont rompu avec elle depuis 1960 la Grande Loge de Belgique, fondée en décembre 1959, fait de même en février 1964. Face à cet isolement progressif, la Grande Loge de France décide de reprendre le contact ave le Grand Orient de France. Une réunion a lieu le 15 avril 1964. Il en résulte un traité d'alliance fraternelle, adopté à l'unanimité le 7 septembre par l'Assemblée Générale du Grand Orient de France, ratifié le 17 septembre 1964 par le Convent de la Grande Loge de France par 140 voix contre 82.

Au mois de février 1964, Riandey a rencontré secrètement le Grand Maître de la Grande Loge Nationale Française, Ernest van Hecke, et en informe Hofman. Mis au courant des pourparlers avec la Grande Loge de France, Riandey tente de les faire échouer mais n'y parvient pas. La veille de la ratification du traité, Riandey est réélu Grand Commandeur. Le traité ratifié, il favorise la création d'une nouvelle Grande Loge où il imagine pouvoir réunir 3 000 à 4 000 maçons qui quitteraient la Grande Loge de France. Au mois d'octobre 1964, Riandey rencontre à nouveau, toujours secrètement, les dirigeants de la Grande Loge Nationale Française, alors que Hofman va à Londres expliquer la situation française telle qu'il la perçoit au Grand Secrétaire de la Grande Loge Unie, sir James Stubbs, et au Grand Commandeur R.L. Loyd. Le 27 novembre, Riandey adresse un message à tous les membres du Suprême Conseil réunis en séance, apprenant les contacts secrets de leur Grand Commandeur avec les autorités de la Grande Loge Nationale Française, exige que Riandey démissionne de sa charge, d'autant qu'il leur affirmait depuis trois ans qu'il n'était pas question de rejoindre la Grande Loge Nationale Française. Trois jours plus tard, le Grand Commandeur Hofman arrive à Paris, rencontre Riandey et van Hecke et fixe avec ce dernier un plan en sept points auquel Riandey donne son accord le 22.

Par lettre du 24 décembre, Hofman informe le Grand Commandeur de la Juridiction Sud des Etats-Unis, Luther Smith, du résultat de ses voyages à Londres et à Paris et lui propose de reconstituer et de « reconsacrer » le Suprême Conseil de France. Le 18 janvier 1965, Hofman écrit à Riandey : « *Ce qui est absolument nécessaire c'est… que vous vous faites (sic) réinitier chez van Hecke* ». Riandey accepte, et sa « réinitiation » par le Grand Maître de la Grande Loge Nationale Française a eu lieu le 9 février.

Le 13 février à Amsterdam, Riandey et plusieurs autres membres de la Grande Loge de France, entre-temps régularisés par la Grande Loge Nationale de France, sont initiés ou réintégrés à tous les grades du Rite Jusqu'au 33°. Riandey devient membre actif du Suprême Conseil des Pays-Bas, chargé au nom des Grands Commandeurs des deux juridictions américaines et de celles du Canada et des Pays-Bas « de reconstituer en France… un Suprême Conseil régulier », ce qu'il accomplit aussitôt. Ce Suprême Conseil « pour la France » est « consacré » le 24 avril 1965 à Paris par une délégation du Suprême Conseil des Pays-Bas.

En 1968, Corneloup écrira à propos de Riandey : « il portera devant l'histoire une lourde responsabilité et la honte de s'être laissé soumettre à une humiliante régularisation qui permettrait de conclure – faussement – qu'elle est l'aveu que les initiations et les investitures, que le très illustre frère Riandey, Souverain Grand Commandeur, avait reçues avant la guerre, à une époque où personne au monde ne mettait en doute l'orthodoxe écossaise du Suprême Conseil de France, n'étaient que de vilains simulacres ». A.B.

RICHE-GARDON Luc-Pierre

Lyon 1811 – Paris 1885.

Luc-Pierre Riche dit Gardon naît dans une famille de négociants en soieries, catholique et conservatrice. Il reprend la tradition familiale, et fonde la société Riche et Reymond. Vers 1830, il abandonne famille, fortune et patrie pour le Proche-Orient où il devient correspondent de presse. Il se fixe à Athènes où il exerce des fonctions juridici-consulaires et publie un journal de défense des populations chrétiennes de l'Empire ottoman. L'Observateur hellénique (1840-1841).

Luc-Pierre revient en France en 1846 et se mêle aux fouriéristes et saint-simoniens parisiens. En 1854, il fonde une petite société pholosophico-littéraire néo-philanthropique, les *Amis de la Société*. Elle cherche à développer le providentialisme, doctrine définie dans une brochure publiée l'année précédente. Riche-Gardon crée également une maison d'édition et, durant toute sa vie, il sera gérant, rédacteur, éditeur, animateur, éditorialiste et propagandiste de diverse revues : ***La Vie humaine, c'est la vie à réaliser*** (1865-1859) avec trois suppléments.

L'Initiation ancienne et moderne (1860-1861), ***Le Journal des initiés aux lois de la vie et de l'ordre universel*** (1861-1863), ***Le Déiste rationnel*** (1864), devenu ***La Renaissance***, puis ***La Renaissance de l'éducation publique*** (1865-1867), et enfin ***La Bonne Nouvelle du XIXe. Renaissance de l'initiation à l'ordre moral*** (1868-1870 ; 1872-1875).

Maçon très jeune, il aurait appartenu à l'obédience misraïmide. A-t-il régularisé ou réinitié au Suprême Conseil de France ? Il apparaît alors comme apprenti, le 2 décembre 1853, à la loge écossaise n°133 « *Saint-Vincent-de-Paul* », puis maître, en mai 1855, à « *La Ligne Droite* ». Avec quelques frères comme Jean-Marie Caubet, Louis Napoléon, Dediot, Léopold Haymann et Charles Pernet-Vallier, ils réveillent le 28 mai 1858 un atelier moribond du Grand Orient de France sous le titre distinctif « *La Renaissance par les Emules d'Hiram* ». Le 6 août de la même année, l'atelier affilie Charles Fauvety et initie Henri Carle.
Riche-Gardon devient vénérable en 1859-1860 et veut faire de sa loge un prototype d'une néomaçonnerie déiste et ouverte aux sœurs. L'affaire échoue. Le 15 avril 1860, 11 frères se réunissent, sans doute au domicile parisien de Riche-Gardon, 5, rue de la Banque, pour constituer une loge provisoire dite « *Religion Naturelle Universelle* », qui finalement, se nommera « *Le Temple des Familles* ». L'Atelier est installé le 14 novembre 1860, et Riche-Gardon en est le vénérable durant les trois années de son existence.

En 1861, Riche-Gardon fait partie de l'opposition au Grand Maître Murat. Il sera même suspendu, mais le prince quittera la direction du Grand Orient. « *Le Temple des Familles* » reprendra ses travaux, mais, à côté des traditionnelles tenues masculines, l'atelier organise encore des réunions dites, au choix, de « comité général », « de famille et de préparation », « d'adoption », ou de « maçonnerie blanche », ouvertes aux sœurs et/ou familles. La loge souchée sur « *Le Temple des Familles* » est composé principalement d'aristocrates, de bourgeoisies cultivées, d'intellectuelles ou d'artistes, comme le journaliste socialiste, romancière et critique d'art Angélique Arnaud Bassin, la romancière, conteuse, grammairienne et moraliste Marie Guerrier de Haupt, l'écrivain féministe Jenny d'Hericourt, la baronne Albine Hélène Le Vassal-Roger, la pédagogue J. de Marchef-Girard, ou Mme Charles Fauvety, dite Maxime, du Théâtre Français. cet atelier, ni vraiment d'adoption, ni totalement mixte, disparut sous cette forme originale en 1864 pour devenir une loge de libre pensée laïque et socialisante au nom moins prosaïque : « *Travail* ».

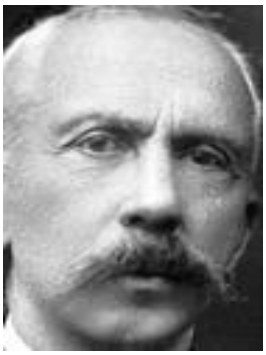
Riche-Gardon participa encore à la vie de l'obédience, comme le montre son vœu au Convent de 1867 (n°V) sur le respect de la tradition initiatique, puis tomba dans l'oubli maçonnique au cours de la décennie suivante.

Chrétien nationaliste, romantique orientalisant, influencé par Willermoz, le mesmérisme, l'hermétisme, le néo-platonisme, les idéaux de la Révolution française et les socialistes utopistes spiritualistes, Luc-Pierre Riche-Gardon cherchera toute sa vie à trouver une synthèse entre le Christ et la raison, l'action socialiste et la quête spiritualiste. Sous la République des ducs, Riche-Gardon se retire progressivement de la vie profane et maçonnique. En 1881, il trouve cependant l'énergie de lancer ***Le Manifeste de la religion chrétienne et humaine*** et tente, sans succès, d'obtenir des pouvoirs publics le droit de tenir des conférences pour développer ses idées. Il partage ses derniers mois avec une petite sœur de la Charité Civile. Luc-Pierre Riche-Gardon meurt le 3 août 1885. Esprit-Eugène Hubert, directeur de La Chaîne d'Union, se chargea de ses obsèques.

Y.H.M.

RICHET Charles Robert

Paris 26 août 1850 - 3 décembre 1935.



Physiologue français qui découvrit le phénomène de l'anaphylaxie ou allergie. Prix Nobel de médecine en 1913.
Franc-Maçon de la Loge "*Cosmos*", Paris

Agrégé de physiologie à la faculté de médecine en 1878, membre puis président des Sociétés pacifistes (dont il présidera les congrès nationaux et internationaux), professeur de physiologie en 1887, secrétaire général de la Société de psychologie physiologique (présidée par Charcot en 1886 et vice-présidée par Théodule Ribot et Paul Janet), secrétaire général du premier congrès international de Psychologie Physiologique tenu à Paris en 1889, directeur de la Revue Scientifique, membre de l'Académie nationale de médecine en 1898.

Prix Nobel 1913 pour la découverte de l'anaphylaxie, membre de l'Académie des sciences en 1914, jubilé scientifique devant une Assemblée internationale de savants en 1926, c'est un excellent littérateur, sociologue,

philosophe, psychologue, curieux de tout, à commencer par l'homme. Membre fondateur de la Société française d'eugénique, dont il est le président de 1920 à 1926, il adopte des positions eugénistes, ainsi que fortement racistes (idées qu'il soutient notamment dans *Sélection humaine*, publiée en 1919). Un exemple de déclaration de Richet à l'appui de ses idées: "...une véritable aristocratie, celle des blancs, de pure race, non mélangés avec les détestables éléments ethniques que l'Afrique et l'Asie introduiraient parmi nous." Il existe des rues Charles Richet dans de nombreuses villes en France, par exemple à Villiers le Bel, Seneffe, Viarmes, Paris, Beziers, Montreuil. Plusieurs hôpitaux portent son nom.

Il est également pionnier de l'aviation avec Victor Tatin, partisan de l'espéranto, et surtout cité pour avoir co-fondé l'Institut métapsychique international en 1919, tout en ayant propagé ce terme dès 1894. Il consacre une grande partie de sa vie à l'étude des phénomènes paranormaux via cette science de l'inhabituel. Il a longtemps poussé ses collègues à s'incliner devant les faits de la méthode expérimentale, mais n'a jamais obtenu le consensus pour ces travaux. Charles Richet était un proche ami de Pierre Janet avec lequel il avait créé l'Institut Psychique International puis l'Institut Psychologique International en 1900-1901. Mais il s'en séparera notamment parce qu'il aurait été trompé dans l'épisode de la Villa Carmen (1905). Selon l'article nécrologique d'Eugène Osty, « Pacifiste ? » :
« Ce Français pacifiste n'était pas de l'imbécile espèce anti-France. Son pays le trouva prêt à l'aider à tout moment utile. En 1870, il devança l'appel. En 1916, âgé de 66 ans, il entreprit une croisade en Italie, en Roumanie, en Russie, pays peuplé de ses élèves, pour y encourager latins et slaves à la lutte qu'il espérait devoir clore l'horrible coutume de la guerre. De retour en France il va aux armées où ses conseils peuvent être utiles et il y étudie les effets du choc explosif sur les combattants. Puis il s'emploie à observer, à l'hôpital de la côte Saint-André, les effets bénéfiques de sa zomothérapie sur les soldats tuberculeux. »

Scientifiques
De 1878 à 1902, il est rédacteur en chef de la *Revue scientifique*, dans laquelle il publie de nombreux articles. Il collabore également au *Journal de physiologie et de pathologie générale* et publie de nombreuses communications sur la physiologie, la chimie physiologique, la pathologie expérimentale, la psychologie normale et pathologique.

Essai : L'homme stupide
Meurtri par ce qu'il a vu, en tant que médecin, pendant la Grande Guerre, il clame en 90 pages ses quatre vérités à une humanité qui le révolte dans *L'Homme stupide* : si l'ouvrage débute dans le sens des préjugés de son temps concernant les peuples non-occidentaux, c'est à la société qui se prétend civilisée qu'est consacré ensuite l'essentiel du texte : mutilations des enfants, guerre, alcool, autres poisons, crédulité, absurdité des bijoux (dans des pages qui rappellent Tertullien), traitement injuste par l'humanité de ses grands hommes, refus obstiné par les hommes d'une langue universelle sont ainsi passés en revue de façon pessimiste et sarcastique. En leitmotiv y revient cette idée : partout et toujours *Homo stultus* règne en maître.

« L'aménagement d'un vaisseau cuirassé témoigne à certains égards d'une prodigieuse intelligence. Puissantes machines, télégraphies sans fil, canons énormes pourvus de poudres savantes, forces électriques régissant tout le mécanisme, salons luxueux, bibliothèques choisies, hydravions rapides ! C'est parfait. L'ingénieuse disposition de toutes les parties du bâtiment permet de faire voguer sans péril, en toutes les mers, toutes les merveilles de la civilisation accumulées en un étroit espace. Oui ! c'est beau, et j'admire ! Mais bientôt, quand je réfléchis, mon admiration s'évanouit. Elle s'évanouit même si bien qu'il n'en reste plus de trace. Car enfin quelle est la destination de ce magnifique appareil ? Détruire un autre appareil analogue. Alors à quoi bon ? »

RIEGO del **Rafael** Santa Maria de Tunas dans les Asturies 9 avril 1784 - 7 novembre 1823.



Rafael del Riego y Nuñez, était un général espagnol et un homme politique libéral.
Del Riego est né le 9 avril 1784 (ou, selon d'autres sources, le 24 novembre 1785), d'une famille asturienne noble et cultivée et de père gentilhomme et poète. Il fait ses études à l'université d'Oviedo.

Les guerres franco-espagnoles
Lors de l'invasion française de 1807, il part pour Madrid, où il rejoint l'armée pour s'enrôler dans le régiment des Asturies. En 1808, pendant la guerre d'indépendance espagnole, il fut capturé par les Français et emprisonné au palais de l'Escurial, d'où il parvint ensuite à s'échapper. Le 10 novembre, il participa à la bataille d'Espinosa, après laquelle il fut encore fait prisonnier. Trois jours plus tard, il fut envoyé en France, et finalement libéré. Il en profita pour voyager en Angleterre et dans les États allemands, avant de retourner en Espagne en 1814 pour rejoindre à nouveau l'armée, avec le grade de lieutenant-colonel dans son ancien régiment.

Guerre civile
Pendant les six ans de monarchie absolue que connut l'Espagne, il rejoignit les francs-maçons[réf. nécessaire] et les libéraux dans un vaste mouvement de conspiration contre le roi Ferdinand VII.

En 1819, le roi mit sur pied 10 bataillons pour aller combattre les mouvements indépendantistes en Amérique du Sud. La portion de ce corps des Asturies où il commandait fut dirigée vers Cadix, comme faisant partie de l'armée destinée à une expédition contre les colonies d'Amérique qu'on songeait à reconquérir. Toutefois, après son arrivée à Cadix, Riego, qui s'était affilié au complot tramé par les colonels Quiroga, Arcos-Aguero et Lopez-Baños, se chargea, après l'arrestation de

ces chefs, trahis et dénoncés par le comte de l'Abisbal, de lever l'étendard de l'insurrection.

Il organisa une mutinerie le 1er janvier 1820 où il proclame, au village de Las Cabezas de San Juan, où est stationné son bataillon, le rétablissement de la Constitution de Cadix (constitution de 1812). Il va immédiatement propager le mouvement donné à Arcos, puis à Ascala de las Gazulès, où il délivre Quiroga, et, de concert avec celui-ci, dirige ses forces, incessamment accrues, vers les travaux de la Cortadura, langue de terre qui unit Cadix au continent. Ce conflit fut désigné plus tard par les historiens sous le nom de guerre d'Espagne de 1820-1823. Le soulèvement est le premier à avoir été internationalement connu sous le qualificatif de « *pronunciamiento* » et marque le début d'une longue série dans l'Espagne du XIXe siècle.

Après des tentatives dont l'unique résultat fut la prise d'un arsenal, Riego se détermina à entreprendre une invasion dans l'intérieur du royaume. À la tête de 1.500 hommes, il se porte vers Algésiras, traverse toute l'Andalousie. Les troupes de Riego marchèrent sur les principales villes d'Andalousie, dans l'espoir de provoquer une insurrection anti-royaliste, mais la population locale manifesta une certaine indifférence. En revanche une révolte éclata en Galice et se propagea rapidement à travers l'Espagne.

Succès
Il est poursuivi jusqu'à Malaga par un corps, sous les ordres du comte général O'Donnel, et là, assez maltraité dans un combat qu'il n'a pu éviter. Le 7 mars 1820, le palais royal de Madrid fut encerclé par les soldats du général Ballesteros, et dès le 10 mars, le roi accepta de rétablir la constitution.

Il allait être abandonné de presque tous les siens, lorsqu'il apprend (mars 1820) qu'enfin la constitution proclamée à la Corogne et à Madrid vient d'être acceptée par le roi. Ce prince ne dédaigna pas de prodiguer des marques de sa bienveillance à Riego, dont la marche jusqu'à Madrid eut une sorte de solennité triomphale.

Le nouveau gouvernement « *progressiste* » éleva Riego au grade de maréchal de camp et le nomma capitaine général de la Galice. Le 8 janvier 1821, il reçut le commandement de l'Aragon, et partit pour Saragosse. Le 18 juin de la même année, il épousa sa cousine Maria Teresa del Riego y Bustillos. Cependant une réaction se fit bientôt sentir dans la marche du gouvernement, fortement dénoncée par Riego. Le 4 septembre 1821, suite à l'échec d'une insurrection républicaine, il fut accusé à tort de républicanisme et emprisonné. Il se vit destitué et envoyé en exil à Lérida, sous le prétexte d'un mouvement démocratique qui éclata à Saragosse, chef-lieu de son gouvernement.

Cette disgrâce, à laquelle il mit fin en publiant un Mémoire justificatif de sa conduite, accrut à tel point la popularité de Riego que son nom devint parmi les *comuneros* un cri de ralliement. Des manifestations eurent lieu à Madrid pour réclamer sa libération. Les élections de mars 1822 le portèrent aux *Cortes Generales*, le Parlement espagnol, ce qui accéléra sa sortie de prison. Il y siégea alors pour la première fois ; il en fut aussitôt nommé président, et s'acquitta de ses fonctions avec plus de talent qu'on ne l'eût espéré.

En décembre 1822, au congrès de Vérone, les pays de la Sainte-Alliance jugèrent qu'une Espagne républicaine serait une menace pour l'équilibre européen, et la France fut désignée pour aller y réintroduire la monarchie absolue.

Intervention étrangère
Le 7 avril 1823, l'expédition française franchit la frontière. À l'approche de l'armée française, Riego vota, conformément à un article exprès de la constitution, la suspension provisoire de l'autorité royale en même temps que celle de l'assemblée des *cortès*, qui furent l'une et l'autre remplacées par une régence durant la translation du gouvernement de Séville à Cadix. Riego prit le commandement de la 3e Armée, et résista aux envahisseurs avec l'appui de groupes loyalistes locaux. Envoyé ensuite pour remplacer le général Zaias dans le commandement des troupes stationnées à Malaga, il y débarqua le 17 août, réunit aussitôt 3.000 hommes, qu'il conduisit vers les cantonnements de Ballesteros, fit arrêter ce général par ses soldats après s'être assuré qu'il trahissait la cause des *cortès*, mais se vit lui-même obligé de renoncer à son entreprise par l'arrivée d'une division française.

D'échecs en échecs, il se replia vers la province de Jaén, espérant gagner les montagnes ; l'ennemi ne lui en laissa pas le temps : un autre corps français, parti d'Andujar, le vint placer entre deux feux. Les siens se débandèrent ; il fut grièvement blessé, et ne parvint qu'avec peine à échapper à ses vainqueurs. L'infortuné général, accompagné seulement de deux officiers, erra d'abord pendant deux jours sans guide à travers les sentiers les moins fréquentés ; et bientôt après, un ermite de la Torrer-de-Pedro-Gil et un habitant de Vilches, que la nécessité l'avait obligé de prendre pour conducteurs, se hâtèrent de le livrer le 15 septembre avec ses compagnons au magistrat d'Arquillos, et cet alcade les fit conduire tous trois garrottés à la Caroline. Arraché aux cachots de cette ville sur la réclamation d'un officier français pour être dirigé sur le quartier général à Andujar, Riego ne lui fut livré que pour être remis presque aussitôt aux agents du parti dont il avait si généreusement mérité l'implacable haine.

Condamnation à mort
On l'envoya à Madrid pour être jugé, et il est digne de remarquer qu'on se contenta, pour établir la procédure, du fait qu'il avait voté la suspension du roi à Cadix. Bien qu'une amnistie générale ait été décrétée, la cour royale jugea Riego coupable de trahison, étant donné qu'il était un des membres du parlement s'étant exprimé en faveur de la réduction des prérogatives du roi. Le 4 novembre 1823, au milieu de la nuit, Riego fut transféré à la prison de la Tour ; le lendemain à midi, on le

conduisit à la chapelle, assisté de deux moines. Le 7 novembre 1823, à midi et demi, il fut traîné à l'échafaud au milieu des cris de la populace. Il fut pendu sur la place de la Cebada, à Madrid. Le soir, son cadavre fut transporté dans une église voisine et enterré au *Campo Santo* par la confrérie de la Charité.

Le supplice de Riego fit beaucoup de sensation en France et en Angleterre. L'épouse du général et son oncle, Don Miguel del Riego, chanoine d'Oviedo, qui s'étaient réfugiés à Londres, sollicitèrent par lettres l'ambassadeur de France, M. le prince de Polignac, et le ministre des affaires étrangères de France, essayant d'obtenir l'intervention du gouvernement français auprès de Ferdinand VII en faveur du général Riego. L'ambassadeur français répondit avec quelque politesse, mais le ministre des affaires étrangères ne daigna faire aucune réponse.

L'*Himno de Riego*, une chanson écrite à la mémoire de Riego, devint l'hymne de la seconde république espagnole (1931-1939). Son portrait est toujours accroché au parlement.

ROBIN Louis Jean Charles Paul

Toulon 1837 – Paris 1912.

Paul Robin naît le 3 avril 1837 de Pauline Rose Blanche Martin et de Jean Placide Robin, commis principal des subsistances à l'armée de Toulon. La famille vit à Brest de 1841 à 1845, à Bordeaux de 1845 à 1850, puis de nouveau à Brest. Paul y fréquente le lycée. En 1854, il obtient son baccalauréat ès sciences. Il est reçu à l'Ecole normale supérieure en 1858, la quitte en 1861, sans avoir passé l'agrégation. En 1862, il est chargé de cours au lycée de Brest ; le proviseur signale son caractère difficile. En 1865, il demande un congé de trois ans et part pour la Belgique. Il participe au fameux Congrès de Liège qui devait porter sur des questions pédagogiques et que des étudiants français (Paul Lafargue, Aristide Rey, Albert Régnard, Germain Casse…) transforment en congrès matérialiste et athée.



Il adhère à la Ligue de l'Enseignement, tient la chronique scientifique du journal ***La Liberté*** et donne des conférences pour la Société des cours populaires et pour la Société des conférences. En octobre 1867, il adhère à la section belge de l'Association Internationale des Travailleurs. Il se marie avec une jeune Belge, Alna Delesalle, à un fils, Emile, né en 1868. En 1869, il est expulsé et, après un bref passage à Paris, il s'installe à Genève où il se lie avec Bakounine et James Guillaume. Installé à Paris en 1870 – où une fille naît au mois de juillet –, il est poursuivi à l'occasion du procès contre l'Internationale, est condamné 2 mois de prison et 25 francs d'amende. Incarcéré à Sainte-Pélagie, il est libéré par le Quatre Septembre. Il part pour Bruxelles, est reconduit à la frontière, s'installe à Brest ; en octobre 1870, à la veille d'une échauffourée qu'il aurait contribué à préparer, il s'enfuit à Londres, ce qui donne naissance à quelques rumeurs malveillantes. Il est élu au conseil général de l'Internationale et est exclu de celle-ci en 1871. Il s'installe à Woolwich, y enseigne le français à l'Académie Royale Militaire jusqu'en 1878, donnant en outre des cours particuliers de mathématiques et de mécanique.

Pendant cette période, il fréquente Kropotkine, envoie des articles pour le Bulletin de la Fédération jurassienne. A partir de 1878, il collabore au Dictionnaire pédagogique de Ferdinand Buisson.

En 1879, sur l'entremise de ce dernier, il est nommé inspecteur primaire dans la circonscription de Blois, où son goût pour l'innovation pédagogique (constitution de bibliothèques et de musées scolaires) dérange. Au mois de décembre 1880, sur la recommandation de Ferdinand Buisson, il est nommé directeur de l'orphelinat Prévost, installé à Cempuis (Seine-et-Oise). Il y applique les principes pédagogiques et éducatifs qu'il avait exposés dans la Philosophie positive en 1869, 1870, 1870 et 1872, en se plaçant sous le patronage de Rabelais. Les garçons et les filles sont éduqués en commun et chaque enfant est considéré dans la plénitude de son individualité physique, intellectuelle, artistique, morale, affective et sexuelle ; l'éducation dispensée correspond aux principes les plus fermes de la libre pensée ; l'éducation civique est marquée au coin du pacifisme. En 1892, une première campagne lancée contre Cempuis et son directeur par l'extrême droite fait long feu.

En 1894, une seconde campagne, plus violente, réussit : considéré comme un satyre ayant transformé l'orphelinat Prévost en « porcherie », Paul Robin est destitué.

Le 16 novembre 1894, le frère Faillet, conseiller municipal de Paris, intervient lors d'une fête solsticiale de la loge Thélème pour dénoncer la campagne de calomnie dont Paul Robin, qui n'est pas encore franc-maçon, a été victime. La loge vote à l'unanimité un ordre du jour contre « la lutte ardente que le clergé continue à mener contre la laïcité ». en 1896, bien que certains membres de son conseil central soient très hostiles aux conceptions éducatives de Paul Robin, la Fédération Française de la Libre pensée tente de l'aider à ouvrir « un pensionnat d'éducation intégrale ». la même année, le 17 janvier,

Paul Robin est initié par la loge « *Télème* » ; le 29 mai, il devient compagnon à la loge parisienne « *La Renaissance* » et, le 29 juin, maître aux « *Trinosophes* » de Bercy. Il milite pour le néomalthusianisme, pour la libération amoureuse et sexuelle, encourage non pas même l'union libre mais l'amour libre, se dit favorable à la décriminalisation de l'avortement, à la liberté de la prostitution. S'il est soutenu par quelques personnes, comme Paul Minck, Nelly Roussel, il rencontre beaucoup d'incompréhension, y compris dans les milieux politiques de gauche et d'extrême gauche : divers journaux et revues lui sont fermés, comme *La Petite République*, la *Revue socialité*. En 1896, il fonde la ligue ***Régénération*** qui connaît son apogée entre 1902 et 1908, grâce à Eugène Humbert. Si certains francs-maçons comprennent son action, d'autres y sont profondément hostiles.

En mars 1902, le secrétaire général du Grand Orient lui interdit « *de déposer chez le concierge, pour la vente, des exemplaires de sa brochure « Moyens d'éviter les grandes familles* » ; il obtient alors le soutien de sa loge, à l'unanimité des frères. Le 1er octobre 1903, alors qu'il distribue ses prospectus au Convent, il est invité à demander une autorisation ; il refuse, estimant qu'il est victime d'une « tentative tyrannique » et que les francs-maçons doivent être libre de lire ou de ne pas lire ce que l'on propose. En 1904, le frère Limousin refuse de faire paraître dans *L'Acacia* un article de Paul Robin relatif à l'initiation sexuelle des jeunes gens des deus sexes, il considère qu'il s'agit d'une *« littérature de maison close* », propre à choquer les lecteurs et à entrainer des poursuites ; en outre, il dénonce « le suave caractère de Paul Robin, décrit comme un « ergoteur », un homme qui « se figure être le foyer de l'univers, l'unique raison d'être du monde ».

En 1904 encore, Paul Robin demande son affiliation à la loge « La Raison », ce qui ne peut lui être accordé immédiatement car il est membre de la loge « Le Lien des peuples et les Bienfaiteurs réunis », considéré par le Grand Orient comme un groupement irrégulier ; il en démissionne, est admis sur les colonnes de La Raison et fait alors savoir que cette affiliation ne l'intéresse plus.

Il est marqué par une lutte durable avec Eugène Humbert et la décadence de la ligue Régénération, et par une forme de déchéance physique ; il est probablement usé par son long combat pour faire triompher ses idées, que Léon Blum considérait comme des « paradoxes précurseurs » destinés à devenir des « vérités communes triviales ». En 1911, le double suicide des Lafargue retient son attention ; il se prononce en faveur du suicide euthanasiste. Le 31 août 1912, il intègre plusieurs doses de chlorhydrate de morphine ; il est incinéré au Père-Lachaise. Son gendre, Gabriel Giroud, a consacré un ouvrage à Cempuis en 1900 ; il a récemment fait l'objet d'une biographie (1995). J.L.

ROBINSON Sugar Ray

Ailey 21 mai 1921 - Culver City 12 avril 1989.



Walker Smith Jr. dit **Sugar Ray Robinson** est un boxeur américain professionnel s'étant illustré entre les années 1940 et les années 1960, et souvent cité à ce titre parmi les plus illustres pugilistes de l'histoire. Ses prestations sur le ring ont incité nombre d'observateurs à créer le classement *pound for pound*, permettant ainsi de comparer les boxeurs au-delà des différences de masse. Il est intronisé à l'International Boxing Hall of Fame en 1990.
Membre de Joppa Lodge de Prince Hall, New York City

Sugar Ray Robinson naît sous le nom de Walker Smith Jr. à Ailey en Géorgie selon son certificat de naissance ou à Détroit dans le Michigan selon son autobiographie. Ses parents sont Walker Smith Sr. et Leila Hurst ; ils ont deux autres enfants : Marie, l'aînée, née en 1917, et Evelyn née en 1919.

Son père dans les champs de coton, d'arachide et de maïs en Géorgie avant de rejoindre Détroit où il commence à travailler dans le bâtiment. Plus tard comme égoutier, il trouve un deuxième emploi afin d'assurer la bonne intégration de sa famille. Robinson déclare à ce sujet : « Il se levait tous les matins à 6 heures et ne revenait à la maison que vers minuit, cela six jours sur sept. Je ne le voyais réellement que le dimanche... bien trop peu pour moi ».

Quand ses parents se séparent alors qu'il a 12 ans, il suit sa mère à Harlem. Il espère alors devenir médecin mais après avoir fui l'école De Witt Clinton en classe de troisième, il décide de se lancer dans la boxe. Mais on lui refuse l'accès car il doit d'abord obtenir une licence auprès de l'Amateur Athletic Union qui n'attribue ce document qu'à partir de 16 ans.

Pour enfreindre la règle et commencer la boxe, il emprunte la carte de membre d'un ami, Ray Robinson. Ce nom d'emprunt se joint plus tard au surnom que lui donne son manager George Gainford, *Sugar*, décrivant son style « doux comme du sucre » (*"sweet as sugar"*). C'est comme cela que Walker Smith Jr. devient Sugar Ray Robinson et entame sa carrière.

Jeune, Robinson idolâtre Henry Armstrong et plus encore Joe Louis, d'autant plus qu'il vivait dans le même quartier que ce dernier à Détroit quand il avait 11 ans et que Louis en avait 17. Il révèle par ailleurs dans son autobiographie avoir été dévasté par la défaite de Joe Louis contre Max Schmeling en 1936, pensant même brièvement à arrêter la boxe. En dehors des rings, le jeune Robinson entre dans la délinquance de rue et intègre même un gang. Par ailleurs marié à 16 ans, il devient père d'un enfant avant de divorcer à 19 ans. Il mène toutefois sa carrière amateur avec réussite et la termine avec un bilan parfait de 85 victoires en autant de combats (69 victoires par KO dont 40 dans la première reprise). Il remporte les Golden Gloves dans la catégorie des poids plumes en 1939, puis des poids légers en 1940.

Il est resté invaincu durant sa carrière amateur totalisant 85 victoires en autant de combat dont 69 obtenues sur *knockout* (KO), 40 dès le premier *round*. Promu professionnel en 1940, il remporte 128 victoires dont 84 sur KO sur les 131 combats — 1 défaite et 2 nuls — qu'il dispute jusqu'en 1951. Depuis 1946, il domine mondialement les poids welters et s'impose même chez les moyens la dernière année. Après s'être retiré en 1952, il revient en 1954 et regagne la ceinture mondiale des moyens en 1955. En 1958, il devient le premier boxeur à remporter un même titre mondial à cinq reprises. Nommé boxeur de l'année en 1942 et 1951, il affronte les plus célèbres boxeurs tels que Jake LaMotta, Carmen Basilio, Gene Fullmer, ou Bobo Olson au cours de ses 202 combats professionnels. Vingt-cinq ans après l'avoir débutée, il met fin à sa carrière professionnelle en 1965.

Plusieurs titres honorifiques lui reviennent depuis sa retraite. Désigné « plus grand boxeur du XXe siècle » par l'Associated

Press, il est nommé en 2007 « plus grand boxeur de l'histoire » selon le site Internet d'ESPN. En 1997, le très renommé *Ring Magazine* le positionne quant à lui en tête de son classement pound for pound, et le considère meilleur combattant des années 1950. Il reçoit également les honneurs de ses pairs comme Joe Louis, Sugar Ray Leonard ou Mohammed Ali qui le surnomme *« The Greatest »*.

Célèbre pour son mode de vie flamboyant en dehors des salles de boxe, il est aussi le premier sportif reconnu pour avoir mis à contribution son « entourage ». Reconverti sans succès dans le show business, il meurt ruiné en 1989.

CARRIERE

Walker Smith Jr fréquente très tôt la salle du Crascent Atlhetic club d'Harlem où sa famille a migré. À 15 ans, il combat pour la première fois en amateur, dans la catégorie mouches, et ce malgré le refus de sa mère. Pour ce faire, il boxera sous le nom de « Ray Robinson » grâce à une licence que son manager, George Gainford, utilise alors que son titulaire vient d'abandonner les rings quelque temps auparavant.

Après un titre aux Golden Gloves en poids plumes, *Sugar Ray*, dont le palmarès porte à discussion (certains le créditent d'un palmarès amateur parfait alors que d'autres pensent qu'il a connu deux revers face à Billy Graham), effectue ses débuts professionnels au Madison Square Garden de New York le 4 octobre 1940 à la même affiche que le choc mondial des welters entre Henry Armstrong et Fritzie Zivic. Dès septembre 1941, Ray Robinson progresse si rapidement qu'il est déjà classé dans les plus sérieux prétendants à ce titre. Élu boxeur de l'année 1942, il enchaîne 32 nouvelles victoires (22 avant la limite) notamment sur deux ex-champions : Zivic et Angott ou sur l'espoir Marty Servo.

Jake LaMotta mit fin à son impressionnante série de victoires (40 en pro et 135 en amateur) le 5 février 1943.

Il devient champion du monde des poids welters le 20 décembre 1946. Il conserve son titre jusqu'en 1951. Il passe alors en poids moyens, catégorie dans laquelle il remporte le titre mondial dès le 14 février 1951 face à Jake LaMotta lors de la 13e reprise. Il perd son titre le 10 juillet 1951 puis le regagne dans la foulée le 12 septembre face à Randy Turpin. Déjà élu boxeur de l'année en 1942, il est à nouveau désigné meilleur boxeur de l'année en 1951. Il conserve son titre en 1952, battant notamment Rocky Graziano sur KO dès la 3e reprise. Sugar Ray tente de remporter le titre mondial dans une troisième catégorie, les mi-lourds, mais il est battu le 25 juin 1952 par Joey Maxim, incapable de reprendre le combat à la 14e reprise. Il annonce ensuite sa retraite le 18 décembre 1952.

Il est de retour sur les rings à la fin de l'année 1954 et regagne le titre mondial des poids moyens le 9 décembre 1955. Il perd ce titre le 2 janvier 1957 face à Gene Fullmer, mais le regagne lors de la revanche le 1er mai 1957 sur un crochet du gauche à la cinquième reprise. Il en va de même face à Carmen Basilio qui le bat le 23 septembre 1957 mais perd le 25 mars 1958. Il perd ensuite son titre le 22 janvier 1960 face à Paul Pender et s'incline également lors de la revanche.

Ray entame ensuite la longue liste de ses combats en « trop ». Devant Fullmer en mars 1961, puis Giardello en juin 1963. Afin de résorber ses dettes fiscales, il boxe à travers l'Europe et les États-Unis, réduit tel son ombre, à combattre des espoirs ou « seconds couteaux » pour moins de 700 dollars… Il dispute son dernier combat le 10 novembre 1965. Sa carrière professionnelle s'étend ainsi du 4 octobre 1940 au 10 novembre 1965.

Ray tournera quelques films, puis ouvrira un night-club à Harlem, avant que le fisc le lui saisisse, et créera une fondation afin d'aider les jeunes déshérités. Il décède le 12 avril 1989 à Culver City près de Los Angeles, des suites de la maladie d'Alzheimer.

ROCHAMBEAU de VIMEUR Donatien Marie-Joseph, baron

Paris 7 avril 1755 ou 50 - Leipzig 20 octobre 1813.



Officier, participa à la Guerre d'indépendance américaine.
Gouverneur de Saint- Domingue (1791).
Franc-Maçon de la Loge "*Saint-Jean d'Écosse du Contrat Social*", Paris

Vicomte de Rochambeau, a servi la France dans les armées royales de Louis XVI, l'armée de la Première République, du Directoire, du Consulat puis du Premier Empire. Il est le fils de Jean Baptiste Donatien de Vimeur de Rochambeau, vainqueur de Yorktown, et de Jeanne Thérèse Tellez d'Acosta. Il sert pendant la révolution américaine en tant qu'aide-de-camp de son père où il est le messager personnel de son père auprès du roi Louis XVI et commande un bataillon de grenadier qui délogera le Général anglais Cornwalis de son camp de Pigeon's hill l'obligeant à se réfugier à Yorktown où il sera assiégé.

À la Martinique et à Saint-Domingue pendant la Révolution française

Depuis 1789, la Martinique est déchirée entre le pouvoir officiel révolutionnaire, les Pierrotains soutenus par la Guadeloupe et les planteurs, partisans de la royauté. Rochambeau est acquis à la Révolution française qui l'envoie comme commandant des isles du vent. Ainsi lorsque le 4 avril 1792, l'assemblée législative élève au rang de citoyen tout homme de couleur libre, elle envoie trois commissaires aux îles du vent pour faire appliquer cette loi. Léger-Félicité Sonthonax et Etienne Polverel sont envoyés à Saint-Domingue, Rochambeau est désigné pour la Martinique.

L'Assemblée de la Martinique, qui s'intitule désormais Assemblée Constituante de la Martinique, accepte de promulguer

cette loi. Elle refuse, en revanche, de laisser débarquer Rochambeau et ses hommes. Les commissaires civils à Saint-Domingue, Sonthonax et Polverel, le nomment alors gouverneur général de cet île le 21 octobre 1792. Mais, il échoue à soumettre les esclaves révoltés. Plus tard, la Martinique entre en insurrection et arbore la cocarde blanche. Les patriotes abandonnent la colonie et se réfugient à la Dominique. Le 1er décembre 1792 arrive le capitaine de vaisseau Lacrosse chargé par la Convention de faire triompher la République ; la guerre éclate. Dubuc, véritable chef de la Martinique se rend à Londres. Lacrosse, lui, se rend à Sainte-Lucie qui est fidèle à la République et rallie les hommes de couleurs libres à la Révolution.

L'Assemblée de la Martinique reconnait la République le 9 janvier 1793, le gouverneur Béhague et les royalistes s'enfuient. Rochambeau est nommé gouverneur de la Martinique en janvier et y arrive le 3 février 1793. Il s'installe à Fort-Royal qui devient Fort-République ou République-ville et dissout l'Assemblée coloniale. Il ferme tous les ports de la Martinique au profit de Saint-Pierre. Cette attitude écarte du régime de nombreux planteurs qui étaient disposés à se rallier à la République. Certains émigrent et vont renforcer le parti des royalistes émigrés à Trinidad. Ces émigrés tentent avec l'appui des Britanniques de reprendre la Martinique. La flotte britannique se présente le 7 mai 1793 devant Case-Navire, mais son action mal coordonnée n'aboutit pas. Rochambeau prend des mesures d'exception. Cependant, en février 1794, la flotte britannique du Lieutenant général Grey, forte de 16 000 hommes, bloque la Martinique. Saint-Pierre est prise par les Britanniques le 16 février, sans que l'abolition de l'esclavage décidée par la Convention le 4 février n'ait pu entrer en vigueur. Rochambeau s'enferme avec quelques hommes dans les forts de la République et de la Convention. Résolu à se défendre, il repousse les ultimatums des Britanniques et soutient un siège de 43 jours. Le 23 mars 1794, Rochambeau et ses hommes sortent de leur fort et reçoivent les honneurs de la guerre. Rochambeau gagne les États-Unis et Philadelphie où il a gardé des amis. Il y restera un an et demi, jusqu'à ce qu'il obtienne un laissez-passer de l'ambassadeur de France la 30 octobre 1795. Il débarque au Havre le 21 novembre 1795. Il est plus tard affecté à l'armée d'Italie, puis au Portugal sous les ordres du Général Leclerc (1801, enfin nommé au commandement militaire de la république de Ligurie.

L'expédition de Saint-Domingue

Fin 1801, il est nommé second du général Charles Leclerc pour l'expédition de Saint-Domingue chargée par Napoléon Bonaparte de reconquérir l'île. Les historiens de la révolution haïtienne le créditent d'une tactique brutale contre les soldats noirs et mulâtres. Après la mort de Leclerc, atteint par la fièvre jaune, il prend le commandement de l'armée où il se distingue par des méthodes cruelles de pacification et de répressions, notamment ses célèbres chiens de Cuba, achetés et dressés à pourchasser et dévorer les esclaves noirs insurgés. Le 18 novembre 1803, il perd la bataille de Vertières devant le général rebelle Jean-Jacques Dessalines. La colonie française déclare son indépendance sous le nom d'Haïti le 1er janvier 1804, et devint ainsi le deuxième État indépendant en Amérique.

La captivité en Angleterre

En quittant Saint Domingue, Rochambeau est capturé par les Britanniques et envoyé au Royaume-Uni en tant que prisonnier sur parole. Il est prisonnier pendant presque neuf années à Norman Cross qu'il quitte le 8 décembre 1811. Échangé en 1811, il regagne le château familial, où il reprend la classification de la collection de cartes que son père avait commencée. Il enrichit également les collections avec de nouvelles acquisitions, concernant en particulier les campagnes militaires de son fils, Auguste-Philippe Donatien de Vimeur (Paris 25 janvier 1787 - 3 février 1868), qui sert comme aide de camp de Joachim Murat et participe avec la cavalerie de Murat à la campagne de Russie en 1812.

La campagne Européenne de 1813

Remis en activité le 7 janvier 1813 il commande la 4°division d'observation de l'Elbe sous le général Lauriston, il s'y couvre de gloire, est fait baron d'empire le 18 juin 1813, Officier de la légion d'honneur le 25 septembre 1813, blessé au combat à Eichberg, vainqueur à Siebenecken. Mortellement touché près du village de Prostheyda le 16 octobre 1813, à la bataille des Nations, il meurt quatre jours plus tard à Leipzig, à l'âge de 58 ans. Wikipédia

RODRIGES **Antonio SAMPAIO** São Bartolomeu do Mar, Esposende, 25 juillet 1806 – Lisbonne, 13 septembre 1882



António Rodrigues Sampaio, journaliste et homme politique portugais qui, entre autres fonctions, était député, pair du royaume, ministre et président du ministère (Premier Ministre). Rodrigues Sampaio a été l'une des plus grandes figures du libéralisme portugais du xix[e] siècle. Personnage controversé, polémique, voire révolutionnaire, mais toujours cohérent et fidèle à ses principes et ses objectifs, il fut un agitateur de réputation nationale, qui lui valut le surnom de « o Sampaio da Revolução », puisqu'il se distingua comme rédacteur principal du périodique *La Révolution de Septembre*. Il était un journaliste de causes, pas de nouvelles, comme cela était le cas à l'époque. Malgré la violence verbale et affirmée utilisée dans ses attaques politiques, Rodrigues Sampaio n'a jamais utilisé l'attaque « ad hominem ». Même quand il était demandé à ses partisans de porter atteinte à la dignité et l'honneur de Marie II de Portugal et la à Cour, il a catégoriquement refusé, écrivant que *un foyer de corruption politique ne ferait pas de la Cour un lieu de dépravation morale.*

C'est cette attitude de grands scrupules, combinée à un travail inlassable pour la défense de sess valeurs qu'il occupe aujourd'hui une grande place dans le journalisme politique portugais. Il a été membre important de la franc-maçonnerie.

ROËTTIERS de **MONTALEAU** Alexandre Louis Paris 1748 – 1808.



Alexandre Roëttiers de Montaleau est issu d'une famille de graveurs et d'orfèvres flamands qui ont joué un rôle éminent dans l'histoire de la gravure en médailles. Son père, Jacques, orfèvre du roi de France depuis 1732, est signalé comme graveur général des monnaies de Grande Bretagne et confirmé dans l'ordre de la noblesse en février 1772, par Louis XV. Très attaché aux Stuarts, la famille Roëttiers de Montaleau est donc dans la tradition jacobite. Succédant à son père la même année, Alexandre renonce à sa charge et est reçu conseiller-auditeur de la Chambre des Comptes de Paris en 1775. Il se marie le 30 novembre de la même année, avec Adélaïde Petit. En 1787, il devient maître de la Chambre des Comptes, puis directeur de la Monnaie de Paris en Août 1791. Il dirige cet organisme jusqu'en septembre 1797.

Parallèlement, Roëttiers de Montaleau mène une vie maçonnique exceptionnelle. Il a consacré l'essentiel de sa vie à la franc-maçonnerie et son engagement dans l'Ordre confine à un apostolat. Vraisemblablement initié en 1774 dans la loge « *L'Amitié* », à l'orient de Paris, il devient maître l'année suivante puis vénérable de cet atelier en 1778. En 1780, il est Grand Officier du Grand Orient. D'abord expert dans la Chambre des Provinces, il est nommé 2ème surveillant puis 1er surveillant. C'est sur sa proposition qu'est fondé le Grand Chapitre General. Entre-temps, Roëttiers s'est affilié à d'autres loges du Grand Orient. En 1782, il entre dans la célèbre loge « *Les Amis Réunis* » dont il devient le vénérable. Le 26 décembre 1783, il est reçu à la Maison philanthropique de Paris et fait partie de son comité directeur de 1784 à 1787.

Président de la chambre d'administration du Grand Orient le 16 novembre 1787, après avoir quitté le vénéralat de sa loge mère, « *L'Amitié* », il s'affilie en 1788 à la « *Constance* » à l'orient de Paris, puis entre au chapitre « *Les Amis réunis* », dont il est le Très Sage (Président). Le 28 avril 1789, il est encore signalé comme commissaire installateur de la loge parisienne *« Guillaume-Tell* » qui est composée principalement d'officiers du régiment de gardes suisses. Après la journée du 10 août 1792, les rescapés de cet atelier demandent au Grand Orient le changement de patronyme de la loge. Elle devient « *Le Centre des Amis* » et sa fondation se déroule le 2 février 1793, puis Roëttiers de Montaleau est élu vénérable le 30 mars. Roëttiers parvient à maintenir au sein de la loge la liturgie maçonnique traditionnelle.

Accusé d'avoir récupéré les déchets de fabrication des monnaies et de se livrer à un trafic de distribution de pièces maçonniques, il est attaqué par la presse jacobine et arrêté le 23 janvier 1793. Il est élargi quelques semaines plus tard grâce à l'action efficace de son épouse auprès du gouvernement révolutionnaire. Après sa libération survenue le 23 janvier 1794, il reprend son poste à la direction de la Monnaie.

Roëttiers est désormais convaincu qu'il est indispensable de sauvegarder la base structurelle de la franc-maçonnerie menacée par la Terreur. La singularité de son attitude est fondée sur « la passion de la maçonnerie » qui lui fait placer le sort de cette institution au-dessus des préoccupations concernant le monde profane. Président de la chambre d'administration du Grand Orient depuis 1793, il met en lieu sûr les archives de l'obédience. In revendique sans ambages cette action en l'an IV : « *Apprenez et sachez, maçons français, que les archives du Grand Orient sont restées intactes : les pièces d'architecture, les demandes en constitution et en reconstitution, les tableaux de toutes les loges fait avant la Révolution, sont toujours classés avec ordre, déposés soigneusement dans des cartons destinés à leur conservation* ».

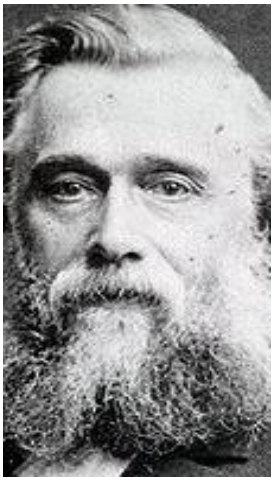
Au cours du printemps 1796, une réunion d'une quarantaine de maçons l'élit Grand Vénérable du Grand Orient. Par humilité sans doute, Roëttiers refuse le titre de Grand Maître et cette attitude lui confère une dignité morale exceptionnelle. Sous son autorité, le Grand Orient annonce officiellement sa « résurrection », le 24 février 1797. Artisans de la sauvegarde de l'Ordre il tente d'unifier la maçonnerie française et apparaît comme la cheville ouvrière de la réunion des deux Grands Orients rivaux. Dès 1798, il engage des pourparlers pour la fusion de la Grande Loge de Clermont avec le Grand Orient. Le 23 mai, un Concordat d'Union est signé entre les deux obédiences et une tenue de fusion a lieu le 22 juin suivant. Le Grand Orient, placé sous la direction de Roëttiers de Montaleau, connaît une influence grandissante et celui-ci est docile à l'égard du régime napoléonien qui souhaite la fusion du Grand Orient avec la Grande Loge Générale Ecossaise en 1804. Favorable au rayonnement international de la maçonnerie française, il approuve la démarche de Napoléon. Roëttiers reçoit le 33° le 29 décembre 1804 et est nommé premier représentant particulier du Grand Maître investi, Joseph Bonaparte.

A la fin de sa vie, comblé d'honneurs, il assume toujours de nombreuses responsabilités maçonniques. Officier des loges « *Les Amis Réunis* » et « *L'Amitié* » en 1805, il est élu Très Sage du chapitre « *Les Amis Réunis* » l'année suivante. Il est également membre honoraire des « *Neufs Sœurs* » et assidu aux travaux du « *Centre des Amis Réunis* ». Il disparaît le 30 janvier 1808, et sa mort, ressentie comme une perte immense pour la maçonnerie française, donne lieu à des hommages nombreux. La première commémoration publique en l'honneur du défunt se déroule à l'église Saint-Sulpice, mais les éloges les plus profonds lui sont rendus le 5 mars 1808 lors de la réunion des frères du « *Centre des Amis Réunis* » et de sa loge mère, « *L'Amitié* ». Bacon de la Chevalerie dresse alors un portrait hagiographique de Roëttiers, qui apparaît comme le modèle du maçon pur et désintéressé, attaché de façon indéfectible à l'Art Royal. Le 25 juillet, la loge « *La Parfaite Union* », de l'orient de Douaï, lui rend un hommage solennel en présence du Grand Maître Cambacérès. On insiste sur le rôle d'unificateur de la maçonnerie joué par Roëttiers qui a su « envelopper dans le cercle de l'union générale» les loges des différents rites.

Roëttiers de Montaleau a toujours refusé l'engagement politique stricto sensu et s'est montré préoccupé fondamentalement, et presque exclusivement, par l'univers maçonnique, à la recherche peut-être au sein des ateliers d'un consensus inaccessible. Son conformisme à l'égard des régimes successifs, de la Constituante à l'Empire, ne doit pas masquer la priorité absolue accordée à son investissement dans un ordre initiatique… au risque de faire le sacrifice de ses propres intérêts. M.I.

ROFFIAEN Jean François Xavier

Ypres 9 août 1820 - Ixelles 20 janvier 1898.



Artiste-peintre belge spécialisé dans la représentation de paysages alpins.

Les membres de la famille du côté paternel de François Roffiae, sont de condition modeste. Les hommes exercent le métier de journalier, de maçon, d'aubergiste ou de sellier et les femmes celui de couturière ou de dentellière. Jean François, son père (1794-1837), est lui-même établi comme tapissier, et sa mère, Victoire Félicité Bocquet (1789-1870), est la fille d'un marchand d'Aire-sur-la-Lys (France).

Il contracte un premier mariage à Ixelles le 19 novembre 1847 avec la dinantaise Éléonore Bodson (1792-1854) et se remarie à Louvain le 14 octobre 1858 avec Marie-Anne Tilly (1829-1893) qui lui donne un fils prénommé Hector (1859-1895). Installé dans la capitale belge depuis 1847, il change plusieurs fois de domicile : rue aux Herbes Potagères 30 à Saint-Josse-ten-Noode jusqu'en 1848, rue Goffart 48 à Ixelles (jusqu'en 1854), chaussée de Wavre 31 également à Ixelles (jusqu'en 1859), chaussée de Charleroi 131 à Saint-Gilles (jusqu'en 1863) et enfin rue du Financier rebaptisée peu après rue Godecharle 16 à Ixelles.

Quelques mois après son décès, les autorités communales donnent son nom à une rue d'Ixelles. En 1907, une notice lui est consacrée dans la *Biographie nationale* éditée par l'Académie royale de Belgique. Madeleine Ley enfin, son arrière-petite-nièce (Prix Rossel 1940), évoque brièvement son image dans son roman *Olivia* (Gallimard, 1936; réédition Labor, 1986).

Mais le personnage est alors déjà tombé dans l'oubli. Dans la première moitié du xx^{e} siècle en effet, son nom n'est plus cité que comme négligemment, son cas expédié en quelques phrases hâtives et souvent mordantes, comme si l'évoquer constituait le meilleur des repoussoirs pour un art plus vivant, plus personnel, plus " sincère ", plus crédible, en un mot, plus ... " moderne " que le sien; comme si la chose était entendue une fois pour toutes et le jugement forclos de tout appel.

Depuis les années 1960-70 toutefois, à la faveur d'un renouveau d'intérêt pour l'art des " petits maîtres " du xix^{e} siècle, auxquels ne reste plus qu'un *strapontin en quelque sorte après le fauteuil officiel que beaucoup d'entre eux ont occupé au temps de l'académisme triomphant et vers lequel certains tentent à revenir puisque le cheminement du goût obéit à un va-et-vient perpétuel* (Gérald Schurr, 1979), l'œuvre de Roffiaen est en voie de réhabilitation. Une première exposition lui a été spécialement consacrée au Musée communal d'Ypres du 5 décembre 1998 au 4 avril 1999. Le peintre[modifier]

François Roffiaen est âgé de trois ans à peine lorsque, pour des raisons indéterminées, il vient vivre chez son oncle paternel, Joseph-Louis-Augustin, installé dans un commerce de livres rue de l'Ange à Namur, ville où il passe, comme il le note lui-même, « *les plus belles années de son existence* » et dont il fréquente l'Athénée ainsi que l'Académie de peinture (1835-1839) sous la direction de Ferdinand Marinus ; ses condisciples se nomment alors Louis Bonet, Jean-Baptiste Kindermans et Joseph Quinaux.

Il poursuit ses études artistiques à l'Académie de Bruxelles (1839-1842), notamment auprès du célèbre *vedutiste* François Bossuet chargé d'enseigner la perspective et qui passe pour l'autorité en matière de paysages et de vues de villes. Il fréquente ensuite l'atelier bruxellois de Pierre-Louis Kühnen (1812-1877), un peintre originaire d'Aix-la-Chapelle spécialisé dans le paysage romantique, et perçoit pour cette raison un subside d'un montant de 600 francs que les autorités de la ville d'Ypres lui versent annuellement (1842-1845 ou 1846) ; dans le même temps, il enseigne le dessin au Collège communal de Dinant. Pour remercier sa ville natale du soutien qu'elle lui apporte, il cède au profit du Musée local un *Paysage avec moulin hydraulique* (1844), une *Chute de l'Aar dans les hautes Alpes* (1848) et une *Vue du Grütli au lac des Quatre Cantons* (1857), tout comme il lègue, bien plus tard, une grande *Vallée de Chamonix* au Musée communal d'Ixelles dont il a intégré la commission administrative lors de sa création en 1892.

Ces titres révèlent clairement un des thèmes de prédilection de l'artiste : la représentation des paysages alpins. Vivement impressionné par des œuvres d'Alexandre Calame exposées en Belgique, François Roffiaen gagne en effet Genève à l'automne 1846 et séjourne pendant six mois auprès de ce maître avant de découvrir par lui-même la montagne. Plusieurs autres voyages continuent à le familiariser avec les paysages de Suisse, d'Autriche, de Haute-Bavière et de Haute-Savoie (1852, 1855, 1856, 1864, 1868, 1879). Mais le peintre se plaît aussi à représenter les sites pittoresques du pays mosan et de l'Ourthe, les lochs d'Écosse découverts en 1862, ou les étendues de bruyères limbourgeoises parcourues à partir du milieu de la décennie précédente, ce qui fait de lui, comme d'un Edmond Tschaggeny **(nl)**, un des pionniers de la Peinture campinoise, une école aujourd'hui injustement oubliée.

Dès le début des années 1840, Roffiaen emprunte la voie qui s'impose alors à tout artiste plasticien soucieux d'assurer la plus large publicité possible à son œuvre : la participation aux grandes expositions collectives. C'est ainsi que ses tableaux sont accrochés pendant plus de cinquante ans aux cimaises des Salons triennaux d'Anvers, Bruxelles et Gand, comme ils

figurent dans le cadre de très nombreuses manifestations artistiques organisées en province (Bruges, Courtrai, Liège, Louvain, Malines, Mons, Namur, Spa, Ostende, Termonde, Ypres) ou encore à l'étranger (Alger, Amsterdam, Barcelone, Brême, Caracas, Dublin, Le Havre, La Haye, Londres, Lyon, Melbourne, Munich, Nice, Paris, Reims, Rotterdam).

Les années 1850-1860 sont celles du meilleur succès : nombreuses ventes en Belgique, en Grande-Bretagne et aux États-Unis; œuvres acquises par un shah de Perse, par la maison royale belge et par la britannique; voyage d'étude en Écosse commandité par la reine Victoria mais que la mort inopinée d'Albert, prince consort, rend malheureusement caduque (décembre 1861); réception comme chevalier de l'Ordre de Léopold (1869).

Sa peinture, construite selon des formules indéfiniment répétées et chaque année un peu plus usées, finit cependant par lasser les chroniqueurs d'art :
« *Que de fois les critiques de la presse ont fait à M. Roffiaen des représentations sur le parti pris de sa peinture. M. Roffiaen a laissé dire, il a continué à accumuler les paysages de Belgique, d'Écosse, de Suisse, d'Allemagne, d'Italie, que sais-je, peignant sans relâche, d'après la même formule, accommodant le même ciel, les mêmes arbres, les mêmes rochers, sans souci des latitudes, selon le goût d'un public spécial qui achète tout cela et le paye largement. Laissez M. Roffiaen tranquille, gens de la presse, il fait sa petite nature comme on la lui demande, et sait bien pourquoi.* » (G. H., *L'Organe de Namur et de la Province*, 1874).

À plusieurs reprises toutefois, un critique comme Gustave Lagye (1843-1908) tient à souligner les qualités d'un art dont l'extrême délicatesse du fini le dispute au rendu quasi photographique du détail :
« *Opposé à M. Roffiaen pour sa manière de peindre, sèche et menue, je suis obligé de l'admirer pour sa prodigieuse habileté et surtout pour l'art exquis avec lesquels il fait tenir dans les cadres les plus étroits, des panoramas grandioses dont il cisèle le moindre accident avec un scrupule de miniaturiste.*
Permis aux amateurs de grande peinture de préférer en thèse générale les larges études sabrées en un jour de fièvre et d'inspiration, mais le touriste leur préférera toujours les fines et complètes photographies picturales, où M. Roffiaen leur permet de retrouver toutes les parties des sites qu'il a admirés et détaillés sur les lieux mêmes d'un œil à la fois enthousiaste et curieux. Ses Bords de la Meuse, à Wauslort ; son Marais de Genck, aux approches du Crépuscule ; sa Vue dans l'Oberland Bernois, sont traités à la façon des gothiques, la perspective et l'élégance en plus. M. Roffiaen est une figure à part dans le mouvement artistique belge et il faut lui rendre la justice qui lui est due » (*La Fédération artistique*, 1877).

LE FRANC-MAÇON
Initié en avril 1854 au sein de la plus importante loge du royaume, *Les Vrais Amis de l'union et du progrès réunis*, François Roffiaen pousse la carrière maçonnique jusqu'au 33e et dernier grade du Rite écossais ancien et accepté. Son nom figure au *Tableau des Grands Inspecteurs généraux* du Suprême Conseil de Belgique dont il est pendant vingt-huit ans le Grand Maître des Cérémonies.

En 1883, son engagement le pousse à faire ouvertement l'hommage d'un de ses tableaux à son *Frère* le général Antonio Guzmán Blanco, président de la république du Venezuela.

Le naturaliste
François Roffiaen s'est également illustré dans le domaine des sciences naturelles auxquelles Jules Colbeau l'a initié dans sa jeunesse. Enfants, les deux compères se plaisent déjà à multiplier les observations de terrain dans la petite propriété que les parents Colbeau possèdent aux portes de Namur. Devenus adultes, ils font ensemble un voyage en Suisse (1852) d'où ils ramènent notamment toute une collection d'insectes, de papillons et de mollusques.

En janvier 1863, leur passion commune pour ce dernier type d'êtres vivants les amènent à fonder en compagnie de cinq autres personnes – Firmin De Malzine, Egide Fologne, Henri Lambotte [3], Alexandre Seghers [4] et Joseph Weyers – une Société malacologique de Belgique [5] aux *Annales* de laquelle Roffiaen livre diverses contributions :
- " Notes conchyoliogiques " (traduction française d'un article en italien du Dr Senoner (t. 1) ;
- " Mollusques terrestres et fluviatiles recueillis en Suisse " (t. 3) ;
- " Essais pour obtenir les Helix scalariformes " (t. 3) ;
- " Coquilles recueillies à Hastière et à Chimay" (t. 6) ;
- " Mollusques observés dans la vallée de l'Ourthe " (t. 8) ;
- " Mollusques recueillis dans le Grand-Duché de Luxembourg " (t. 9) ;
- " Mollusques recueillis à Gand " (t. 10) ;
- " Mollusques recueillis à Waulsort " (t. 10) ;
- " Mollusques recueillis dans les environs de Gand " (t. 11) ;
- " Notes sur des mollusques recueillis à Waulsort " (t. 12) ;
- " Jules Colbeau et la Société royale malacologique de Belgique " (t. 16) ;
- " Rapport sur l'assemble générale du 1er juillet 1882 " (t. 17).

Propriétaire d'une remarquable collection personnelle de mollusques, il veille aussi à l'accroissement et à la bonne présentation de celles de la Société malacologique, conçoit une série d'instruments destinés à extraire les animaux de leur coquille et construit un cochlearium, sorte de vivarium destiné à l'observation et à l'élevage de mollusques. Signe de la place qu'il occupe dans le petit monde savant de son temps, deux de ces animaux – un vivant et un fossile – reçoivent même son nom : respectivement *Planorbis Roffiaeni* et *Cyprina Roffiaeni*.

ROGER **Jacques François baron** Longjumeau (Seine-et-Oise) 26 janvier 1787 - 20 mai 1849. Gouverneur du Sénégal 1822-1827.



Franc-Maçon, il est Vénérable d'Honneur de la Loge "*La Parfaite Union*", Saint Louis du Sénégal

Jacques-François Roger est le fils d'un procureur du bailliage de Longjumeau. Très désireux d'embrasser une carrière dans les colonies, après une scolarité brillante, des études de droit et une charge d'avocat, il est d'abord procureur du roi (par intérim) au Sénégal en 1819, mais, ne se sentant pas soutenu, il démissionne et rentre en France au bout de dix-huit mois. Cependant cette expérience lui a permis de connaître le pays et de préciser ses projets. Grâce à plusieurs appuis, dont celui de la mère Anne-Marie Javouhey, il est nommé Commandant et administrateur du Sénégal et dépendances par l'ordonnance royale du 26 juillet 1821.

La Légion d'honneur lui est décernée le 24 octobre de la même année. Il revient au Sénégal et prend ses fonctions à Saint-Louis le 1er mars 1822. Chargé de mettre en œuvre une politique de redressement et de développement de la colonie, mais aussi de réaliser des économies, il mène au bord du fleuve Sénégal d'importants essais agricoles avec la collaboration de Jean Michel Claude Richard – dont il donnera le nom à Richard-Toll –, jardinier en chef de la colonie. Il tente ainsi d'acclimater toutes sortes d'espèces végétales, notamment des arbres fruitiers, des légumes, mais également des plantes médicinales, des plantes industrielles et l'indigo.

Roger crée aussi un laboratoire d'analyse chimique et organise des missions de recherche de végétaux, par exemple à Cayenne. Ses résultats sont inégaux, parfois encourageants dans le cas de l'arachide, parfois décevants avec le caféier.
Certains historiens estiment que le Baron Roger doit être considéré comme le précurseur de l'œuvre de Faidherbe. Anti-esclavagiste et auteur d'ouvrages où il fait preuve d'une «.négrophilie » assez rare à l'époque, le Baron Roger représente un courant de pensée qui progressivement va faire son chemin au sein de la Franc-Maçonnerie.

Le baron se fait construire un véritable château à Richard-Toll, parfois surnommé « la folie du baron Roger », habité par la suite par Louis Faidherbe, avant d'être transformé en monastère puis en école.

ROLLAND **Marie** Plessé 1873 – Guéméné Penfao 1946.

Fille de modestes agriculteurs Marie Rolland a reçu une instruction primaire puis est restée à la ferme. Son itinéraire devient peu ordinaire lorsque, à 22 ans, elle décide de devenir institutrice en étudiant la nuit, à la lueur de la bougie. A 25 ans, elle passe avec succès le brevet élémentaire et devient institutrice suppléante. Obstinée, elle passe le brevet supérieur et devient titulaire. Sa sœur cadette (de 6 ans), Mélanie, devient également institutrice. Véritables missionnaires de l'école laïque dans une région hostile, les sœurs Rolland se font apprécier des populations, notamment à Guéméné Penfao où elles voient avec satisfaction l'école publique s'implanter solidement. Egalement militante des Droits de l'Homme à partir du début du siècle, Marie se rend célèbre pour avoir intenté un procès au maire de Saint-Nazaire, qui avait voulu contraindre sa secrétaire de mairie à inscrire ses enfants à l'école religieuse. Il fut désavoué et destitué pour cela.

C'est dans ce contexte, le 12 août 1906, qu'elle rencontre la maçonnerie : elle est initiée dans la première loge du Droit Humain dans l'Ouest, à Auray. Avec Mélanie, qui la suit un peu plus tard, elle contribue en effet à la création, en 1908, du « *Triangle » de Nantes* » qui devient en août 1909 la Loge n°32 (baptisée « *Guépin* » quelques années après). Marie Rolland en est le premier vénérable et, avec Mélanie, elle fonde les loges de Rennes et de la Roche-sur-Yon que les deux sœurs fréquentent. Dans ces loges, elles militent sans relâche pour l'émancipation de la femme, l'amélioration du sort des travailleurs et l'éducation des enfants et des adolescents. Présentes dans tous les Congrès et Convents du Droit Humain, elles prirent une part active aux travaux. Ainsi, en 1912, Marie est députée de la loge d'Auray et prend la présidence du Convent, tandis que Mélanie, députée de la loge de Nantes, rapporte sur la question sociale consacrée au travail des femmes dans l'industrie.

Au Convent de 1913, Marie rapporte sur la question sociale (la nationalisation de l'enseignement). En 1921, Marie Rolland occupe le plateau de 2ème surveillant et Mélanie celui de secrétaire. Mélanie est d'ailleurs élue au Conseil National dont elle devient la trésorière, puis réélue en 1924 pour un second mandat. Marie fait parie du Suprême Conseil de 1929 à 1946 où elle atteint – comme Nathalie – les plus hauts degrés.

Très entreprenante, Marie Rolland s'est investie parallèlement dans de nombreux domaines comme en témoignent la mise en place d'une société de recherches pétrolières près de Nantes, son intérêt pour les recherches sur le kaolin, la remise en exploitation d'ardoises désaffectées ou l'installation de laiteries coopératives ! Retraitée à partir de 1929, elle se retire en Dordogne et achète une ferme à Limeuil où sa sœur Mélanie la rejoint. Elle s'initie à la culture du tabac, reprend ses projets de création d'une laiterie mais revend la ferme. Elle s'installe à Mérignac, puis revient à Guéméné Penfao où, avec Mélanie, elle achète une petite maison.

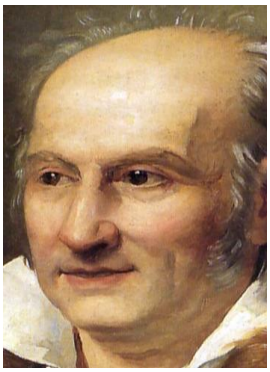
Agée de 66 ans quand éclate la guerre, elle montre toute la mesure de son tempérament. Entrée dans la Résistance dès juillet 1940 sous le pseudonyme d'Annick, elle rencontre le responsable du réseau Buckmaster, « Alexandre ». Ce dernier ayant été capturé et fusillé au Mont-Valérien, « Annick » met sur pied ses propres réseaux, bientôt rattachés au célèbre maquis de Saint-Marcel, dans le Morbihan. La Gestapo l'identifie et la traque. Elle se cache à Blain, puis à Châteaubriant, au

Croisic, à Vannes et à Redon. Septuagénaire, presque impotente, elle participe activement à la Libération de l'Ouest. C'est en partie elle qui oblige les forces allemandes de la région de Plessé à capituler : elle aurait été une des rares femmes à recevoir la reddition d'un général ennemi.

Bien que rétive aux honneurs, elle est médaillée de la Résistance pour « faits exceptionnels rendus à la Résistance », puis elle se consacre à la défense des droits des résistants et victimes de guerre. **Les vieillesse et les événements ne l'ont pas éloignée de la maçonnerie : en 1945, elle aide en effet à la reconstruction de la loge « *Guépin* » à Nantes et de la Fédération française du Droit Humain. Elle assiste au premier Convent d'après la guerre, en 1945… et meurt d'une crise cardiaque en octobre 1946.** L.M.

ROMAGNOSI Gian Domenico

Salsomaggiore 1761 – Milan1835.



Gian Domenico Romagnosi a vécu à la charrière des deux siècles et son esprit est marqué par la foi dans la raison et dans ses Lumières, ainsi par le dynamisme du message de la Révolution française, tout en se tournant vers le nouveau siècle, où la science, la technologie, la pensée et l'engagement révolutionnaire s'unissent pour la libération nationale. Fils de Bernardino, un notaire cultivé, et de Marianna Trompelli, Romagnosi appartient à une famille bourgeoise renommée du duché de Parme et de Plaisance où règne Philippe de Bourbon, fils de Philippe V, roi d'Espagne ; il fréquente le lycée des jésuites de Borgo san Donnino et poursuit ses études au collège Alberoni de Plaisance. Il ne se fait pas prêtre, mais s'inscrit à l'université de Parme où il obtient, en 1786, son diplôme de droit. Il exerce la profession de notaire, avant de devenir, en 1791, préteur, à Trente, à la demande de l'administration autrichienne locale.

**Il semble qu'il ait fait ses premières expériences maçonniques à Plaisance : on en trouve des traces dans *Genesi del Diritto pénale [Genèse du Droit pénal],* publiée à Pavie en 1791 et dans les opuscules de 1792 et 1793, imprimés à Trente, qui portent des titres significatifs : *Che cos'è l'uguaglianza ? [Qu'est-ce que l'égalité ?] et Che cos'è la libertà ? [Qu'est-ce que la liberté ?]*.

Son contrat de préteur terminé, il s'installe à Trente et exerce comme avocat. Son autorité et l'estime dont il jouit lui permettent, en 1796, de jouer les médiateurs dans les conflits administratifs entre l'armée napoléonienne de Masséna et la municipalité opposée aux dépenses pour l'entretien de l'armée.

En Italie, les cercles jacobins présentent la particularité d'émaner directement des loges maçonniques même s'ils en diffèrent par une composition sociale plus ouverte vers la culture bourgeoise et démocratique. Les conceptions sont toutefois souvent convergentes et partagées par les mêmes individus qui ont parfois fréquenté la franc-maçonnerie française depuis longtemps. Ainsi, à Naples, l'abbé calabrais Antonio Jerocades, comme Ignazio Ciaia, est en liaison avec les jacobins francs-maçons de Marseille et a été initié en 1770 dans la loge Saint-Jean d'Ecosse. A Palerme, la découverte d'activités politique dans les loges enverra le jacobin Francesco Paolo di Blasi à la potence et, dans les Etats Pontificaux et à Bologne, le gouvernement réprime une tentative d'insurrection en condamnant à mort les chefs jacobins et maçons Luigi Zamboni et Giambattista De Rolandis. Alessandria et Casale, plus encore que Turin, sont, dans le Piémont, les centres de la présence maçonnique.

Le jacobinisme italien se développe aussi à Oneille sous la houlette du maçon toscan Buonarroti. C'est là que se retrouvent les exilés jacobins italiens, dont beaucoup sont maçons, notamment le Napolitain Albamonti, Francesco Saverio Salfi de Cosenza, le Piémontais Ranza et le Romain Enrico Michele L'Aurora. Or, Romagnosi inspire les cercles jacobins par ses écrits, ses rapport amicaux et ses contacts fréquents avec la culture pu pays. L'expansion napoléonienne permet aux noyaux jacobins issus des républiques Cisalpine et Napolitaine de passer d'un statut semi-secret à celui d'association politique publique : la classe dirigeante de l'époque donne alors à la maçonnerie la dignité d'institution officielle. Romagnosi, qui agit dans des territoires contrôlés par les Habsbourg est arrêté à Trente et incarcéré à Innsbruck, pendant quinze mois. Après un long procès, il est acquitté par François II puis, lorsque le Tyrol du Sud revient en 1801 aux Français, Romagnosi est nommé Secrétaire général du gouvernement provisoire. Entre-temps il poursuit ses études, s'intéressant aux interactions entre l'électricité et le magnétisme. Après le retour des Habsbourg dans le Trentin, en 1802, il accepte la chaire de droit public à l'université de Parme. Il écrit ***Introduzione allo studio del diritto publico universalle*** *[Introduction à l'étude du droit public universel]*, qui est la base fondamentale et institutionnelle du droit et considéré comme le monument à la « philosophie civile ». Il s'installe en 1806 à Milan, où il vit comme un témoin engagé les événements tumultueux de l'apothéose napoléonienne. L'affiliation de Romagnosi émerge en 1806. Dans le modèle d'homme conçu par l'anthropologie philosophique maçonnique, il retrouve l'esprit patriotique et réformateur présent dans ses ouvrages.

Dans sa loge, la « *Reale Giosefina* », il assume les charges d'orateur, puis de maître vénérable. C'est une loge importante, comprenant des ministres, des députés, des hommes de culture, mais aussi des opportunistes. Il est également secrétaire de la loge « *La Cisalpina* ». Dans les Hauts grades REEA, il atteint le 18° de Rose-Croix.

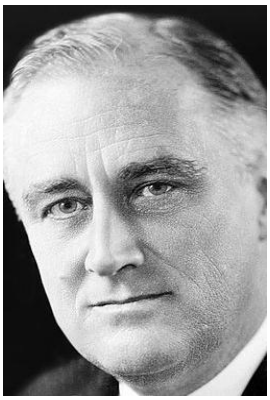
La chute de Napoléon et le retour des Autrichiens rapprochent davantage Romagnosi du mouvement pour l'indépendance et l'unité nationales. Il collabore avec le *Conciliatore*, un journal libéral et patriotique, mais également avec la « Biblioteca Italiana » aux influences autrichiennes, où écrivent, entre autres, le maçon Vincenzo Monti et Pietro Giordani. Il est arrêté en 1821, à cause de l'amitié qui le lie à Silvio Pellico et à Pietro Maroncelli, est accusé de haute trahison. Libéré, en proie à des

difficultés financières, il passe les dernières années de sa vie assisté par son très cher ami et mécène Luigi Azzimonti et par le fidèle Angiolino Castelli. Il est entouré de ses disciples préférés (Carlo Cattaneo, Cesare Cantù, Defendente Sacchi et Giuseppe Ferrari) et se plonge dans l'étude du droit, de la philosophie, des mathématiques, de l'économie et du commerce. Il meurt, dans la pauvreté, le 8 juin 1835 à l'âge de 73 ans.

F.R.

ROOSEVELT Franklin Delano

Hyde Park 30 janvier 1882 – Warms Springs 12 avril 1945.



Elu triomphalement à la présidence des Etats-Unis en novembre 1932, Franklin Delano Roosevelt met en œuvre le New Deal que le candidat démocrate avait promis. Afin de relancer le secteur économique et de créer des emplois, il lance un grand programme de travaux publics, ce qui lui vaut d'être réélu en 1936, en obtenant la plus forte majorité jamais obtenue à la présidence des Etats-Unis. Roosevelt fait adopter plusieurs lois sur le droit de travail et les syndicats, ce qui favorise la création du C.I.O. *(Congress for Industrial Organization)*. Le contexte international met un frein à ses réformes sociales. Contraint dans un premier temps de maintenir la neutralité des Etats-Unis mais réélu en 1940, il riposte à l'attaque de Pearl Harbour et engage les Etats-Unis dans le conflit.

Franklin Delano Roosevelt est né le 30 janvier 1882 à Hyde Park, une localité de la vallée de l'Hudson située à environ 160 km au nord de New York.

Ses parents appartenaient à deux vieilles familles patriciennes de New York. Son père, James Roosevelt Sr. riche entrepreneur, avait un ancêtre hollandais, Nicholas Roosevelt, installé à la Nouvelle-Amsterdam, dont la descendance donnera un autre président américain Theodore Roosevelt, dont Franklin Delano épousera la nièce Eleanor. Sa mère, Sara Ann Delano, avait des ancêtres wallons.
Son grand-père maternel, Warren Delano Jr., qui avait fait fortune dans le commerce de l'opium avec la Chine, était un descendant de Philippe de La Noye (1602-1681), issu de l'illustre Maison de Lannoy, l'un des passagers du *Fortune* qui accosta à Plymouth en novembre 1621, rejoignant les premiers colons du *Mayflower*. Parmi la nombreuse descendance de Philippe de La Noye, celle-ci donna quelques décennies auparavant un autre président aux États-Unis, le général Ulysses S. Grant.

Franklin Roosevelt était fils unique ; il grandit sous l'influence d'une mère possessive et eut une enfance heureuse et solitaire. Il passait souvent ses vacances dans la maison familiale de l'île de Campobello située au Canada. Grâce à de nombreux voyages en Europe, Roosevelt se familiarisa avec les langues allemande et française. Il reçut une éducation aristocratique, apprit à monter à cheval, pratiqua de nombreux sports comme le polo, l'aviron, le tennis et le tir.

À l'âge de quatorze ans, il entra dans un établissement privé et élitiste, la Groton School dans le Massachusetts. Pendant ses études, il fut influencé par son maître, le révérend Endicott Peabody, qui lui enseigna le devoir chrétien de charité et la notion de service pour le bien commun. En 1899, Franklin Roosevelt continua ses études d'abord à Harvard où il résida dans la luxueuse Adams House et obtint un diplôme de *Bachelor of Arts*. Il entra dans la fraternité Alpha Delta Phi et participa au journal étudiant *The Harvard Crimson*. Il perdit son père qui mourut en 1900. À cette époque, son cousin lointain et oncle par alliance Theodore Roosevelt accéda à la présidence des États-Unis et devint son modèle en politique. C'était le début de l'ère progressiste (« *Progressive Era* ») qui remodelait profondément le paysage politique américain, et c'est au sein du Parti démocrate qu'il entra en politique.

En 1902, au cours d'une réception à la Maison-Blanche, Franklin Roosevelt fit la connaissance de sa future épouse Anna Eleanor Roosevelt, qui était aussi la nièce du Président Theodore Roosevelt. Eleanor et Franklin Roosevelt avaient un ancêtre commun, le Hollandais Claes Martenzen van Roosevelt qui débarqua à la Nouvelle-Amsterdam (future New York) dans les années 1640. Ses deux petits-fils, Johannes et Jacobus ont fondé les deux branches de la famille, celle de l'Oyster Bay et celle d'Hyde Park. Eleanor et Theodore Roosevelt descendaient de la branche aînée, alors que Franklin Roosevelt était issu de la branche cadette, celle de Jacobus9. En 1904, Franklin Roosevelt entra à l'école de droit de l'université Columbia mais abandonna son cursus en 1907 sans diplôme. Il passa avec succès l'examen du barreau de l'État de New York et fut engagé dès 1908 dans un cabinet d'affaires prestigieux de Wall Street, la Carter Ledyard & Milburn.

Vie de famille
Franklin Roosevelt épousa Eleanor le 17 mars 1905 à New York, malgré l'opposition de sa mère. Lors de la cérémonie, Theodore Roosevelt remplaçait le père défunt de la mariée, Elliott Roosevelt. Le jeune couple s'installa ensuite sur le domaine familial de Springwood à Hyde Park. Alors que Franklin était un homme charismatique et sociable, sa femme était à cette époque timide et se tenait à l'écart des mondanités pour élever ses enfants :

- Anna Eleanor (1906 – 1975)
- James (1907 – 1991)
- Franklin Delano Jr. (3 mars 1909 – 7 novembre 1909)
- Elliott (1910 – 1990)
- Franklin Delano, Jr. (1914 – 1988)
- John Aspinwall (1916 – 1981)

Franklin Roosevelt eut plusieurs aventures amoureuses pendant son mariage : il entretint dès 1914 une liaison avec la secrétaire de son épouse, Lucy Page Mercer Rutherfurd. En septembre 1918, Eleanor trouva la correspondance écrite des amants dans les affaires de son mari. Elle menaça ce dernier de demander le divorce. Sous la pression de sa mère et de sa

femme, Roosevelt s'engagea à ne plus voir Lucy Mercer et le couple sauva les apparences. Eleanor s'établit dans une maison séparée à Valkill, tout en continuant à voir son époux.

FRANC MACONNERIE

Lorsqu'il est élu en 1932, Fr. D. Roosevelt est déjà maçon de longue date : initié le 10 octobre 1911, élevé au grade de compagnon et de maître les 14 et 28 novembre de la même année, par la loge « *Holland n°8* » (New York City), il obtient le 32° du Rite Ecossais en 1929, à Albany (New York) alors qu'il est encore gouverneur de New York.

En tant que président, il reçoit plusieurs délégations de maçons et, en 1934, il devient le premier Grand Maître de l'organisation de jeunesse pour les fils de maçons, l'Ordre de De Molay. Il assiste également à l'élévation à la maîtrise de ses trois fils, à la Loge n°519 de New York. C.R.

MORT DE ROOSEVELT

Les funérailles de Franklin Delano Roosevelt à Washington DC, le 14 avril 1945.

Lors de son discours devant le congrès le 1er mars 1945, Roosevelt apparut amaigri et vieilli ; il partit pour Warm Springs le 30 mars pour prendre du repos avant la conférence des Nations Unies. Le 12 avril 1945, il s'écroula se plaignant d'un terrible mal de tête alors qu'Elizabeth Shoumatoff était en train de peindre son portrait. Il mourut à 15h35 à l'âge de 63 ans d'une hémorragie cérébrale.

Lucy Mercer Rutherfurd, l'ancienne maîtresse du président, était présente aux côtés de Roosevelt et partit rapidement pour éviter le scandale. Eleanore Roosevelt prit le premier avion pour se rendre à Warm Springs. Le corps du président fut transporté en train jusqu'à la capitale : des milliers de personnes, notamment des Afro-américains, se rassemblèrent le long de la voie ferrée pour lui rendre hommage.

Le cercueil fut déposé à la Maison-Blanche puis dans la maison familiale de Hyde Park. Les fils de Franklin Roosevelt étant mobilisés, ils ne purent assister à la cérémonie funèbre sauf Elliott. Le président fut enterré au Franklin D. Roosevelt National Historic Site le 15 avril 1945. La mort de Roosevelt souleva une grande émotion dans le pays et à l'étranger. Son état de santé avait été caché par son entourage et par les médecins de la Maison-Blanche. Roosevelt était président depuis plus de 12 ans, une longévité jamais égalée par aucun président américain. En URSS, le drapeau soviétique fut bordé de noir et les dignitaires assistèrent à la cérémonie à l'ambassade. Staline pensait que le président américain avait été empoisonné. Le président du conseil italien décréta trois jours de deuil. En Allemagne, la nouvelle rendit Goebbels joyeux, et on ne connaît pas la réaction d'Hitler.

Conformément à la constitution américaine, le vice-président Harry Truman devint le 33e président des États-Unis alors qu'il avait été tenu à l'écart des décisions politiques et qu'il ne s'était pas rendu à Yalta. Truman dédia la cérémonie du 8 mai 1945 à la mémoire de Roosevelt.

HERITAGE ET HOMMAGES

Selon un classement dressé par des historiens pour le magazine *The Atlantic Monthly*, il est le troisième Américain le plus influent de l'Histoire, derrière Lincoln et Washington. Cependant, Roosevelt est considéré comme le plus grand président américain du XXe siècle. Il modernisa les institutions américaines : il fit voter le XXe amendement en 1933 qui avançait l'entrée en fonction du président nouvellement élu de début mars au 21 janvier. Il renforça le pouvoir exécutif en le personnalisant et en le faisant entrer dans l'ère de la technostructure : le nombre de fonctionnaires augmenta de façon très importante.

L'héritage de Roosevelt a été considérable sur la vie politique américaine : il consacra la fin de l'isolationnisme, la défense des libertés et le statut de superpuissance des États-Unis. Mais Roosevelt fut également très contesté à la fois par les républicains et la Nouvelle Gauche américaine qui estimait que le New Deal n'avait pas été assez loin. Roosevelt resta un modèle dans la deuxième moitié du XXe siècle. Eleanor Roosevelt, son épouse, continua d'exercer son influence dans la politique américaine et dans les affaires mondiales : elle participa à la conférence de San Francisco et défendit ardemment les droits civiques. De nombreux membres de l'administration Roosevelt poursuivirent une carrière politique auprès de Truman, Kennedy et Johnson. Truman essaya de marcher dans les pas de son prédécesseur en lançant le *Fair Deal*. Mais ce fut Johnson qui fut le plus rooseveltien des présidents américains et il aimait comparer sa politique sociale au New Deal.

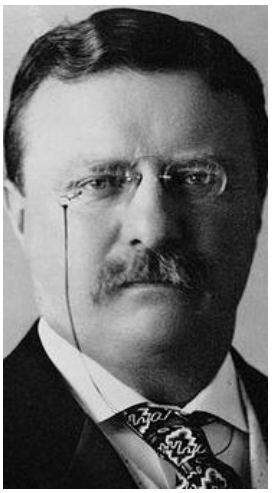
La maison natale de Roosevelt est classée site national historique et abrite la bibliothèque présidentielle. La résidence de Warm Springs (Little White House) est un musée géré par l'État de Georgie. La villa de vacances de Campobello Island est administré par le Canada et les États-Unis (Roosevelt Campobello International Park). Elle est accessible par le Franklin Delano Roosevelt Bridge. Le Roosevelt Memorial se trouve à Washington D.C., juste à côté du Jefferson Memorial. Les plans furent dessinés par l'architecte Lawrence Halprin. Les sculptures en bronze représentent les grands moments de la présidence, accompagnées de plusieurs extraits des discours de Roosevelt.

De nombreuses écoles portent le nom du président, ainsi qu'un porte-avions. Le réservoir situé derrière le barrage Grand Coulee dans l'État de Washington est appelé lac Franklin D. Roosevelt, qui présida à l'achèvement de l'ouvrage. À Paris, son nom a été donné à une avenue du rond-point des Champs-Élysées, et consécutivement à la station de métro qui le dessert (Franklin D. Roosevelt). Le lycée Joli-Cœur de Reims en France, lieu de signature de la reddition allemande, fut renommé le Lycée Franklin-Roosevelt (Reims) en son honneur. Le portrait de Franklin Roosevelt apparaît sur la pièce de 10 cents. Monaco a émis plusieurs timbres d'hommage pendant la seconde moitié des années 1940. L'un d'eux représente Roosevelt devant sa collection de timbres-poste. Or, ce timbre comporte une erreur : la main qui tient les brucelles a été

dessinée dotée de six doigts. Roosevelt est un des dirigeants de la civilisation américaine dans le jeu *Civilization IV*, avec George Washington.

Le temple de la Grande Loge de France porte son nom, ce qui rappelle que le président américain fut franc-maçon.

ROOSEVELT Theodore



New York 27 octobre 1858 – Oyster Bay (Etat de New York) 6 janvier 1919. Devenu président des Etats-Unis après l'assassinât de Mc Kinley le 6 septembre 1901, Theodore Roosevelt exerce deux mandats et renonce à en solliciter un troisième en 1908. Républicain convaincu, d'un nationalisme parfois exacerbé, ce qui lui fit adopter des mesures protectionnistes et construire le canal de Panama, Theodore Roosevelt est proche de l'aile la plus conservatrice de son parti. Il adopte cependant des mesures sociales importantes, en faisant voter, par exemple, des lois contre le travail des enfants dans le district de Columbia ou en prenant la défense des mineurs contre les employeurs lors de la grève de 1902. Ce chasseur invétéré mène aussi une politique de protection de l'environnement, comme en atteste les création des parcs nationaux. En 1906, il reçoit le prix Nobel de la Paix. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages historiques.

Teddy Roosevelt est le fils de Theodore Roosevelt Sr et de Martha Bulloch. Les Roosevelt sont issus de familles aristocratiques d'origine hollandaise, issu de Nicholas Roosevelt dont la descendance donnera un autre président américain Franklin Delano Roosevelt qui épousera d'ailleurs la nièce de Theodore, Eleanor.

Ils vivent confortablement des revenus de leur entreprise d'import-export. Adolescent, Teddy Roosevelt est frêle et asthmatique ; ses parents, très aisés, l'éduquent à la maison dans la tradition calviniste. Dès sa jeunesse, il s'intéresse à la nature. Il passe ses étés dans les Adirondacks, à Long Island ou sur les rives de l'Hudson River. Son père lui fait prendre des leçons de taxidermie auprès de John G.Bell. Il entre à l'Université Harvard en 1876 où il rencontre Alice Hathaway, la fille d'un banquier, qu'il finit par épouser3. Il débute l'étude du droit, mais abandonne lorsqu'il est élu à l'assemblée de l'État de New York de 1882 à 1884 pour le Parti républicain. Sa mère et sa femme décèdent le 14 février 1884, cette dernière meurt en accouchant de leur fille, Alice Roosevelt Longworth. Theodore (âgé de 25 ans) se retire alors dans une ferme du Dakota du Nord pour oublier ces tragédies4.

Il y passe deux ans en adoptant le style de vie du cow-boy américain. « On ne peut pas rêver d'une vie plus attractive pour un jeune homme en bonne santé que celle dans un ranch de cette époque. C'est vraiment une vie agréable et saine ; ça m'a appris l'indépendance, la ténacité et à prendre rapidement des décisions… J'ai réellement et complètement apprécié cette vie. » Cette période est très importante pour sa maturation : « Je n'aurais jamais pu devenir président sans mes expériences dans le Dakota du Nord. » Il s'essaya, dans cette région, à la vie de pionnier et d'éleveur. Il essuya un échec matériel, mais il acquit ainsi les qualités humaines qui firent plus tard de lui le 26e président des États-Unis.

En 1886, il revient à New York où il se relance dans la politique, écrit trois livres et se remarie avec Edith Kermit Carow qui lui donna cinq enfants. En 1887, il fonde le Boone and Crocket Club dont le but est de préserver la nature et de garantir la chasse. Le président Benjamin Harrison le nomme membre d'une commission sur les fonctionnaires fédéraux (Civil Service Commission). Il dirige ensuite la préfecture de police de New York en 1895. En 1897, le président William McKinley le nomme secrétaire adjoint à la marine, un poste où il prépare la guerre contre l'Espagne. Il s'y comporte en « faucon » ; il accuse l'Espagne de la destruction de la frégate *Maine* à Cuba (la preuve n'en a jamais été apportée) et met la marine en état d'alerte sans l'autorisation du président McKinley.

Lorsque la guerre contre l'Espagne éclate en 1898, il s'engage à la tête d'un régiment de cavalerie, les *rough riders* (que l'on traduit par « les durs à cuire »), ce qui lui permet d'acquérir une réputation de héros notamment grâce au journaliste Richard Harding Davis **(en)** qu'il embarque avec lui, Roosevelt devenant par la suite le premier président américain à régulièrement utiliser la presse comme moyen de communication. Il reprend ensuite sa carrière politique dans l'État de New York, dont il est élu gouverneur en 1898. Il se met à dos les dirigeants du Parti républicain en luttant contre la corruption et ces derniers, pour s'en débarrasser, le présentent comme candidat à la vice-présidence, un poste sans envergure. Il devient vice-président en 1900 et président l'année suivante après l'assassinat de McKinley.

Politique étrangère

En politique étrangère, Theodore Roosevelt accroît l'emprise de l'influence américaine en prenant le contrôle des possessions espagnoles aux Caraïbes et dans l'océan Pacifique. Il soutient une rébellion au Panama pour obtenir l'indépendance de cette région appartenant à la Colombie en vue d'y construire un canal sous contrôle américain. Roosevelt, fervent défenseur de la marine, pense que le passage par l'isthme de Panama est important pour créer une marine forte et cohérente.

Il formule en 1904 le corollaire à la doctrine du président Monroe selon lequel les États-Unis doivent intervenir pour défendre leurs intérêts dans l'ensemble du monde, légitimant un « pouvoir de police internationale » ainsi qu'une « intervention préventive » en cas de « méfait ou défaillance » en Amérique latine. Et ce, la même année où il affirme à Bertha von Suttner, vice-présidente du Bureau international de la paix et futur prix Nobel de la paix, que son gouvernement reconnaît son devoir de « faire rapprocher le temps où l'épée ne sera plus l'arbitre entre les nations ». Il intervient personnellement dans

l'arbitrage du conflit entre la Russie et le Japon, ce qui lui vaut le prix Nobel de la paix, et dans celui entre la France et l'Allemagne sur la question marocaine.

Politique intérieure
Roosevelt est partisan d'un pouvoir fédéral fort, capable de réglementer l'activité économique. Il s'attaque aux grandes entreprises, qu'il accuse de faire des bénéfices au détriment des consommateurs, et engage des procédures contre les grands capitalistes du chemin de fer, du pétrole et de l'agro-alimentaire. Le lancement de cette croisade contre les trusts industriels a lieu dans un discours long de plus de 30 pages prononcé à la Chambre des représentants. Theodore Roosevelt s'engage à faire respecter la loi Sherman. Proche du courant progressiste, il intervient aussi pour arbitrer la lutte entre les mineurs en grève et le patronat ; il leur permit d'obtenir la journée de 8 heures et des salaires plus élevés, ce qu'il appelle un « accord équitable ».

Roosevelt est le premier président réellement préoccupé par la préservation des espaces naturels et de la faune. Il crée les bases du système de parcs nationaux, de monuments nationaux et de forêts nationales ainsi que les réserves naturelles en faisant passer les terrains sous contrôle fédéral. De même, en 1902, le National Reclamation Act (ou Newlands Act) donne au gouvernement fédéral l'autorité suprême pour la construction de barrages ou pour les projets d'irrigation. En 1906, il fait passer l'Act of the Preservation of American Antiquities. Une nouvelle agence fédérale, le *Reclamation Service*, est créée et collabore avec les scientifiques.

La gestion de l'eau passe sous contrôle fédéral, notamment dans la partie ouest du territoire. Au total ce furent près d'un million de km² qui furent contrôlés et protégés par le gouvernement fédéral. Sous ses mandats présidentiels sont créés les parcs de Crater Lake, Wind Cave et Mesa Verde. En 1908, il fait du Grand Canyon un *National Monument*.

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration
Sur le plan des discriminations raciales, il est le premier président à nommer un représentant de la minorité juive à un poste ministériel. Concernant les autres minorités ethniques, il déclare alors « Je n'irais pas jusqu'à penser que les seuls bons Indiens sont les Indiens morts, mais je crois que c'est valable pour les neuf dixièmes, et je ne souhaite pas trop me soucier du dixième. » Concernant les Afro-américains, ses propos sont encore moins nuancés mais ne détonnent pas dans le contexte intellectuel de l'époque: « Je n'ai pas été capable de trouver une solution au terrible problème offert par la présence du Noir sur ce continent. Il est là et ne peut être ni tué ni chassé. »

Eugénisme
À partir de 1907, des eugénistes commencèrent à pratiquer dans plusieurs États la stérilisation forcée des malades, chômeurs, pauvres, délinquants, handicapés ou prostituées pour empêcher toute descendance du même type. Theodore Roosevelt déclarait alors :
« Je souhaiterais beaucoup que l'on empêchât entièrement les mauvaises personnes de se reproduire, et quand la nature malfaisante de ces gens est suffisamment manifeste, des mesures devraient être prises en ce sens. Les criminels devraient être stérilisés et il devrait être interdit aux personnes faibles d'esprit d'avoir des descendants. »

Un tel programme de stérilisations contraintes a effectivement été mis en œuvre aux États-Unis. Toutefois, les lois en la matière étant fixées par chaque État et non par le gouvernement fédéral, Roosevelt ne peut en être tenu responsable. La première tentative pour appliquer une telle loi, dans le Michigan, eut lieu en 1897, avant l'arrivée de Roosevelt à la présidence.

APRES LA PRESIDENCE
De décembre 1913 au mois d'avril 1914, Theodore Roosevelt dirigea une expédition scientifique dans les États brésiliens du Mato Grosso et d'Amazonie. Le but principal de cette expédition consistait à reconnaître environ 700 km du cours d'un fleuve considéré comme "inconnu", qui reçoit alors le nom de "Roosevelt".

Pendant la Première Guerre mondiale, il s'opposa à la politique de neutralité menée par le président Wilson et se déclara en faveur des Alliés britanniques et français. Politiquement, il se réconcilia avec le Parti républicain qui lui proposa d'être de nouveau son candidat à l'élection présidentielle de 1920 mais il meurt à Oyster Bay, New York, le 6 janvier 1919 des suites des fièvres tropicales qu'il avait contractées en Amazonie.

FAMILLE
Le 27 octobre 1880, Theodore Roosevelt s'était marié avec Alice Hathaway, la fille d'un banquier.
Celle-ci meurt des suites de l'accouchement difficile de leur fille, Alice Lee Roosevelt (14 février 1884 - 20 février 1980).

La famille Roosevelt en 1903 : Quentin, Theodore Sr, Theodore Jr, Archie, Alice, Kermit, Edith et Ethel
En 1886, il épouse Edith Kermit Carow. De leur union vont naître :
- Theodore Roosevelt Junior (1887-1944), qui sera général américain et participera à la première vague d'assaut à Utah Beach le 6 juin 1944,
- Kermit Roosevelt (1889-1943), futur explorateur au côté de son père,
- Ethel Roosevelt Derby (1891-1977),
- Archibald Roosevelt (1894-1979), futur officier et vétéran de la Seconde Guerre mondiale
- Quentin Roosevelt (1897-1918), pilote et héros de guerre, tué en France (le 14 juillet 1918, à Chamery, hameau de la commune de Coulonges-Cohan) lors d'un combat aérien durant la Première Guerre mondiale.

LA LEGENDE

L'origine de « Teddy Bear », qui désigne un ours en peluche, fait l'objet de plusieurs anecdotes. La plus courante est la suivante : en 1903, Roosevelt rentra bredouille d'une chasse à l'ours de quatre jours. Croyant faire plaisir, les organisateurs enchaînèrent un ourson noir au pied d'un arbre afin de satisfaire les cartouches du président : outré par cette mise à mort, Theodore Roosevelt fait libérer l'animal. Deux émigrants russes, Rose et Morris Mictchom, immortalisent cette histoire en créant un ours en peluche qu'ils baptisèrent Teddy. Le succès fut immédiat puisque, peu de temps après, ils créent leur propre atelier *The Ideal Novelty in Toy Co*. Selon une autre version, Roosevelt aurait été pris en chasse par un ours et obligé de se réfugier dans un arbre. Le lendemain une photographie aurait été publiée, montrant le président assis sur une fourche d'arbre et harcelé par l'ours, avec la mention *Teddy's bear* (l'ours de Teddy).

HOMMAGES



Effigie de Theodore Roosevelt sur le mont Rushmore

T. Roosevelt est considéré par les Américains comme l'un de leurs plus grands présidents ce qui lui a valu d'avoir son effigie sculptée dans le granit du mont Rushmore, au côté de George Washington, Thomas Jefferson et Abraham Lincoln.

Roosevelt a inauguré le 18 mars 1911 un barrage près de Phoenix, en Arizona, qui porte son nom et reste encore aujourd'hui le plus grand barrage des États-Unis. Un parc national porte également son nom dans le Dakota du Nord (Parc national Theodore Roosevelt). À Los Angeles, sur Hollywood Boulevard, l'Hotel Roosevelt, célèbre pour avoir accueilli la première cérémonie des Oscars le 16 mai 1929, a été baptisé en son honneur.

Le porte-avions nucléaire USS Theodore Roosevelt lui rend également hommage. Monument commémoratif de Quentin Roosevelt, fils cadet du président Theodore Roosevelt (mort en combat aérien le 14 juillet 1918) érigé sur le territoire de la commune de Coulonges-Cohan.

Il fait partie des personnalités dont John Dos Passos a écrit une courte biographie, au sein de sa trilogie *U.S.A.*.

FRANC MACONNERIE

Initié le 2 janvier 1901, peu après avoir été élu vic-président de Mc Kinley, puis élevé aux grades de compagnon et de maître les 27 mars et 27 avril de la même année, dans la loge Matinecock n°806, à Oyster Bay, dans l'état de New York. Il fut membre honoraire de nombreuses autres loges et présida plusieurs cérémonies maçonniques, dont la pose de la première pierre de la Chambres des représentants à Washington, le 14 avril 1906, ainsi que celle du temple maçonnique de Washington DC, en 1907. Il tint une importante correspondance maçonnique et son fils Théodore fut initié dans sa propre loge, Matinecock n°806, le 7 juillet 1920. JCvL+Wikipédia+C.R.

ROTHSCHILD

Nathan Meyer

16 septembre 1777 - 28 juillet 1836.



Financier anglo-allemand. Il établit à Londres la plus importante succursale de la banque de commerce fondée par son père. **Son frère James, également franc-maçon, fonda la succursale de Paris. Nathan Meyer fut initié Franc-Maçon, en 1802, à la Loge "*Emulation* 21", Londres.**

Il est l'héritier du premier des Rothschild connu (Mayer Amschel Rothschild) et fit partie de la branche financière des Rothschild. Envoyé par son père en Angleterre une fois ses études financières terminées, le jeune Nathan commença à faire fortune dans le domaine du textile anglais (produit de grande qualité et de renommée internationale à l'époque.) Selon une affirmation, très répandue dès le XIXe siècle, son plus grand coup financier, basé sur un délit d'initié, se serait produit lors de la bataille de Waterloo. Devenu en peu de temps une figure emblématique dans le textile (qui était un produit de luxe à l'époque), Nathan de Rothschild eut vent grâce à ses informateurs de la défaite de Napoléon à Waterloo.

Néanmoins, il fît courir la rumeur que Napoléon avait gagné et que l'Angleterre était sur le point d'être envahie. La frénésie s'empara des foules, et même les plus grandes entreprises se mirent à tout vendre pour une misère... Nathan de Rothschild racheta donc au prix de 2 ou 3 ce qui à la base valait 100. C'est ainsi qu'il s'empara de toute la grande industrie anglaise, ce qui lui valut aussi de devenir à son tour le banquier de la couronne.

QUI SONT LES ROTHSCHILD ?

La culture occidentale les compare à Crésus – symbole de la richesse flamboyante dans l'Europe antique ?

L'encyclopédie Britannica écrit :

La famille la plus connue de l'Europe dans le domaine bancaire dont le nom signifiait pendant longtemps la richesse colossale et qui a influencé pendant près de 2 siècle l'histoire économique de l'Europe. Leurs succès permanents résident encore aujourd'hui dans les relations secrètes qu'ils entretiennent entre les différentes branches de cette famille et leur puissance dans des investissements colossaux.

L'encyclopédie juive qualifie ainsi la famille Rothschild :

Une famille riche et humaniste qui a encouragé la science et l'art et qui a joué un rôle prééminent dans la

réalisation de l'idéale juive, l'installation des Juifs dans « la terre d'Israël » et la création de l'État d'Israël. Pendant des années, le nom des Rothschild était synonyme de la fortune et le symbole positif de la richesse et de l'humanisme juif parmi les masses juives, en particulier dans l'Europe de l'Est. Il a également été utilisé dans les écrits et la propagande anti-juive qui en faisaient référence pour justifier l'existence d'une ploutocratie mondiale.

Malgré l'importance de la famille Rothschild, l'empire mondial de cette famille nous reste méconnu. Nous tentons ci-dessous d'étayer les relations profondes mais secrètes des Rothschild avec la monarchie Pahlavi et leurs dimensions extraordinaires.

Mayer Rothschild et ses fils

Le nom Rothschild est composé de deux mots allemands Rot et Schild et fait allusion à une protection rouge que l'ancêtre allemand de cette famille Isaac Elhanan (mort en 1585) avait suspendu devant sa porte à Francfort afin d'étaler, comme il se faisait à l'époque, son identité juive et se protéger de la persécution des chrétiens. Isaac Elhanan et son fils Amschel Mosses étaient des juifs ordinaires qui, comme des centaines d'autres, s'occupaient du commerce. La véritable histoire de la famille Rothschild commence avec Mayer Amschel (1744-1812), fils d'Amschel Mosses.

Le travail de Mayer Amschel et l'origine de sa richesse résidait dans le commerce d'objets antiques et de pièces anciennes. En 1796, il fit la connaissance de William, futur gouverneur de Hesse Kassel, dynastie qui régnait sur une partie de l'Allemagne de l'époque. Il devint son intermédiaire de confiance. Le prince William qui, plus tard, monta sur le trône, sous le nom de William IX était un farouche collectionneur de pièces et héritier d'une des plus grandes fortunes de l'Europe. Membre de sa cour, Mayer Amschel l'aidait à rassembler les pièces les plus rares. Lorsqu'en 1785, William montra sur le trône, Mayer Amschel était un de ces douze plus proches collaborateurs de la cour qui supervisait les emprunts que ce riche féodal concédait aux gouverneurs démunis prussiens. Selon l'encyclopédie juive, Mayer Amschel augmenta progressivement sa part dans ces transferts financiers et établit des liens proches avec Bodrous, conseiller financier de William IX.

Ce lien joua un rôle important dans le renforcement de la confiance de William à l'égard de Mayer Amschel. Il fut, plus tard, prouver que Bodrous était l'associé secret de Mayer Amschel. Suite à l'apparition de Napoléon sur l'échiquier européen, Mayer Amschel a prévu la future tempête qui allait dévaster l'Europe. A cet effet, il fit installer ses fils dans les principaux pays européens. Mayer Amschel et ses trois fils Amschel Mayer (1733-1855), Salomon Mayer (1774-1885) et Karl (Charles) Mayer (1788-1855) restèrent à Francfort et prirent en main la principale branche de « la fondation Rothschild » (après la mort de leur père, Salomon se rendit en Autriche et Karl s'installa à Naple).

Un autre fils de Mayer Amschel, Nathan Mayer (1777-1836) se rendit en Angleterre. Le cinquième fils James (Jacob) Mayer (1777-1868) résida à Paris.

Ainsi, la « fondation Rothschild » se divisa en cinq branches allemande, autrichienne, anglaise, italienne et française et tant que les tentacules d'un réseau financier unique. Selon l'encyclopédie Britannica, pendant les guerres napoléoniennes (1805-1815) cette fondation fit un bénéfice de cent millions de livres sterling. Cette action se déroula comme suit :

La branche anglaise de la fondation Rothschild qui, plus tard, joua un rôle fondamental dans l'extension de l'empire sioniste international, fut fondée par Nathan Mayer Rothschild.

La richesse initiale de Nathan provenait, à l'instar de son père, du roi de Hasse Kassel, William IX. En 1806, à la suite de la défaite de l'empire prussien face à Napoléon, le Hesse Kassel fut également démantelé. William IX, se réfugia en Angleterre, muni de sa richesse colossale. En Angleterre, William acheta de grosses quantités de parts dans les sociétés par intermédiaire de Nathan.

Le dernier « chef-d'œuvre » de Nathan Mayer eut lieu lors de la dernière tentative de Napoléon, pendant la bataille de Waterloo. Selon l'encyclopédie Americana, en 1815, Nathan qui avait prévu la victoire des Anglais dans la bataille de Waterloo, a vendu ses biens immobiliers en Angleterre à des prix exorbitants, puis, après la défaite de Napoléon et la chute des prix, il racheta une quantité cent fois supérieure à ce qu'il possédait auparavant ; ainsi, facilement et dans un court laps de temps, il se trouva à la tête d'une richesse fabuleuse.

Will et Ariel Durant écrivent :

En 1810, Nathan Rothschild fonda à Londres la succursale d'un établissement financier et bancaire que son père, Mayer Amschel Rothschild avait créé à Francfort. Il semble que Nathan a été le plus éminent des surdoués financiers qui a composé la famille Rothschild durant quelques siècles à travers les pays les plus importants. Nathan est devenu rapidement l'intermédiaire digne de confiance du gouvernement britannique dans ses transactions avec les puissances étrangères. Les aides financières immenses de l'Angleterre à l'Autriche et à la Prusse – pour que ces derniers puissent affronter Napoléon – leur étaient transmises par l'intermédiaire de Nathan ou de ceux qui travaillaient pour lui. Ce fut également Nathan qui joua un rôle proéminent dans le développement industriel et commercial de la Grande-Bretagne après 1815.

La branche française

Alors qu'à Londres, Nathan Rothschild réunissait des sommes astronomiques, son frère aîné James (Jacob) Rothschild créait à Paris la branche française de l'empire des Rothschild. Très vite, il devint le premier bancaire et la plus éminente personnalité de la communauté juive de France. Alors que sous la dynastie des Bourbons et des Orléans, il était le principal investisseur de la cour, lors de la révolution de 1848, il se mit au service de Napoléon III et put ainsi sortir indemne de la tempête révolutionnaire. Le nom de James Rothschild est inscrit dans l'histoire de France en tant que précurseur de la construction du chemin de fer dans ce pays. Son épouse, Betty, amie et collaboratrice de Henrich Heine, était connue dans les cercles littéraires de l'Europe. James Rothschild entretenait également des relations amicales avec les familles impériales de l'Europe, il était l'ami personnel et l'intermédiaire financier de Léopold Ier, le roi de Belgique.

La branche autrichienne

Le second fils de Mayer Rothschild, Salomon, se rendit après la mort de son père en 1816 à Vienne où il fonda la branche autrichienne de la fondation Rothschild. Salomon Rothschild était un proche ami du puissant chancelier autrichien Metternich. Lors de la révolution de 1848 il fut accusé d'avoir participé à l'évasion de ce dernier. Grâce à son amitié avec Metternich, Salomon atteint une telle position en Autriche qu'aucun juif avant lui n'avait pu obtenir. En 1822, Salomon Mayer Rothschild obtint le titre de baron et fut introduit dans la noblesse autrichienne. Les juifs obtinrent ainsi le droit de porter le terme « von » dans leur nom. Comme son frère James en France, Salomon construisit le chemin de fer autrichien.

Le nom de Salomon Rothschild est également retenu par l'histoire en tant que fondateur de la banque publique autrichienne (de même que le nom de son neveu, Mayer Karl Rothschild est connu comme le fondateur de la banque gouvernementale de l'Allemagne). Les activités de Salomon furent poursuivies par son fils, Anselms Salomon Rothschild (1803-1874) qui, en 1861, fut nommé en tant que membre de l'assemblée des lords autrichiens. Il épousa la fille de Nathan Rothschild (son oncle qui vivait à Londres). Avant la seconde guerre mondiale, la branche autrichienne de la fondation Rothschild était le principal propriétaire des mines de charbon de l'Europe centrale, en particulier de la grande mine de Witcowitz en Tchécoslovaquie. Suite à l'apparition du nazisme en Europe, Alphonse Mayer et Louis Mayer, petits-fils de Anselm Salomon Rothschild décidèrent de dissoudre officiellement, en 1938, la branche autrichienne et louèrent leurs mines au gouvernement britannique. Ils réussirent ainsi, après la fin de la guerre, de procurer des dédommagements importants auprès de l'État tchécoslovaque.

La branche italienne

Karl (Charles) Mayer Rothschild, un autre fils de Mayer Amschel, créa la fondation Rothschild en Italie après la mort de son père. En 1821, il installa le centre de ses activités à Naples. De même que ses autres autres frères, lors de la crise politique et économique en Europe, il prêta des sommes importantes aux gouvernements locaux de Sardaigne, de Sicile, de Naples et à celui du Pape. Son fils, Adolphe Karl (1823-1901) dirigea la branche de Naples mais après l'union d'Italie, en 1861, il retourna à Francfort.

ROUGET DE L'ISLE Claude Joseph

Montaigiu 10 mai 1760 - Lons-le-Saunier 30 juin 1836.



Compositeur français, auteur, en 1792, du 'Chant de guerre pour l'armée du Rhin', rebaptisé La Marseillaise.

Franc-Maçon de la Loge "*Les Frères Discrets*", à Charleville.

Né le 10 mai 1760 à Montaigu, Claude Joseph Rouget de Lisle est le fils aîné de Claude Ignace Rouget et de Jeanne Madeleine Gaillande. Son père était avocat au bailliage de Lons-le-Saunier. Il y passe sa jeunesse, y fait ses études jusqu'au collège. Sorti de l'École royale du génie de Mézières, il est nommé dans différentes garnisons, dont Mont-Dauphin, où il exerce ses talents de Don Juan1. En garnison à Strasbourg au début de la Révolution, il écrit, à la demande de Philippe-Frédéric de Dietrich, maire de Strasbourg, *Le Chant de guerre pour l'armée du Rhin*, le 25 avril 1792.

Le 10 mai 1792 il créa l'hymne national "La Marseillaise" ou sous le nom de "Marche des Marseillois". Cette chanson a été nommée ainsi car face aux défaites françaises, l'Assemblée déclare la <<patrie en danger>>. Les fédérés des provinces rejoignent Paris (début de la Marseillaise).

Le 10 août 1792, Rouget de Lisle est destitué de ses fonctions de capitaine par Lazare Carnot pour avoir protesté contre l'internement de Louis XVI à la suite de la prise des Tuileries. Emprisonné sous la Terreur pour royalisme et échappant à la guillotine, puis combattant en Vendée, il démissionne en 1796 et vit difficilement à Lons-le-Saunier.

Sous le Ier Empire, il dirige une entreprise de fournitures de vivres auprès des armées. Rouget de Lisle compose d'autres chants semblables à la *Marseillaise* et en 1825 il publie *Chants français*. Il n'arrive pas à percer dans sa carrière littéraire (préfaces, traductions d'ouvrages anglais, mémoires). Il écrit sous la Restauration un hymne royaliste. Mais celui-ci, baptisé *Vive le Roi*, ne parvint pas à séduire Louis XVIII, qui n'agréa pas la chanson. Il finira sa vie dans une situation précaire, devant même vendre l'héritage de son père. Sous la Monarchie de Juillet, Louis-Philippe Ier lui accordera une pension viagère. Peu de temps après, il s'éteint à Choisy-le-Roi le 26 juin 1836 à l'âge de 76 ans. Ses cendres furent portées aux Invalides en 1915. On peut cependant encore voir sa tombe au cimetière de Choisy-le-Roi.

ROUPE Nicolas

Rotterdam 17 avril 1769 - Bruxelles 3 août 1838.



Nicolas Jean Rouppe est un homme politique belge d'origine néerlandaise et de tendance libérale. Il est le premier bourgmestre de Bruxelles de la Belgique indépendante.

Sous-diacre de l'ordre des Carmes, il abandonne la religion au lendemain de la bataille de Jemappes (1794). Cette année-là, il fait scandale en brisant le crucifix qui se trouvait depuis des siècles dans l'entrée de l'hôtel de ville de Louvain. Le 21 janvier 1797, commissaire du département de la Dyle, il célèbre l'anniversaire de l'exécution de Louis XVI. En mai 1796, il devient membre de la loge maçonnique les Vrais Amis de l'Union. Le 21 juillet 1803, il accueille Napoléon Bonaparte au château de Laeken. De 1830 à 1838, il est élu bourgmestre de Bruxelles. Il est également élu membre du Congrès national, puis député.

En tant que bourgmestre, le 21 juillet 1831, il accueille Léopold Ier dans le même château de Laeken. En 1834, alors que des

émeutes éclatent dans Bruxelles suite à la publication de la liste des donateurs pour le rachat des biens belges de Guillaume Ier des Pays-Bas, sa police est incapable de rétablir l'ordre et il doit faire appel à l'aide du gouvernement. Il participe vers la même époque à la création de l'Université libre de Bruxelles. Il décède en 1838. Il est inhumé au cimetière de Laeken. La place Rouppe à Bruxelles fut baptisée en son honneur.

ROYER Clémence

Nantes 21 avril 1830 – Neuilly 6 février 1902.



Auguste-Clémence Audouard naît le 21 avril 1830. Le mariage de ses parents lui donne le nom de Royer. Plus tard, la jeune fille décide de s'appeler Clémence Royer. Son père officier catholique et légitimiste, emmène sa femme et sa fille jusqu'à Prague. Clémence mène la vie aventureuses de ses parents. Elle fait néanmoins des études secondaires au Sacré-Cœur du Mans, où elle traverse une ardente crise mystique. Ses parents doivent la retirer du « couvent ». La Révolution de 1848 et la mort de son père l'obligent à subvenir à ses besoins. Refusant un mariage de « résignation », elle reprend ses études, passe le brevet supérieur, et suit des cours au Conservatoire des arts et métiers. Puis elle part, dans un pensionnat du Pays de Galles, pour enseigner le français et le piano. De retour en France, Clémence Royer rompt avec sa famille et se retire en Suisse. Elle habite Praz Pérey, à 11 kilomètres de Lausanne. Elle étudie en autodidacte la religion, la philosophie, la morale, la sociologie, la littérature classique, les mathématiques, la chimie et les sciences naturelles.

En 1858, à Lausanne, elle rencontre un exilé politique, Pascal Duprat, ancien député des Landes, professeur d'économie politique à l'académie de la ville, avec qui elle aura un fils, René, futur élève de l'Ecole polytechnique.

Clémence Royer devient conférencière et enseignante pour des associations féminines. Sa leçon d'ouverture du cours de philosophie naturelle en 1859 s'intitule « Introduction à la philosophie des femmes ».
Elle participe à un concours portant sur la réforme fiscale ouvert par le Conseil d'Etat du canton de Vaud. Elle obtient le premier prix *ex oequo* avec un certain Joseph Proudhon. Son travail est publié à Paris, en 1862, chez Guillaumin, en deux volumes, sous le titre *Théorie de l'impôt ou la dîme sociale*. Cette même année, elle donne une traduction de *De l'origine des espèces de la sélection naturelle* de Charles Darwin. Dans la préface, elle écrit : « Au fond, il n'est point d'inégalité de droit qui ne puisse trouver sa raison dans une inégalité sociale qui ne doive avoir et n'ait, à l'origine, son point de départ dans une inégalité naturelle ». Clémence Royer s'en tient à l'inégalité sélective, mais veut casser l'évolution par une intervention étatico-juridique progressiste.

En 1864, elle publie son premier roman philosophique, ***Les Jumeaux d'Hellas***. Elle y exprime un féminisme individuel et individualiste et y réclame la liberté affective et sexuelle. Elle collabore régulièrement au ***Journal des économistes*** (Paris) de 1861 à 1867, à ***La Philosophie positive*** d'Emile Littré et Georges Wyrouboff, de 1868 à 1883, et tient assidument une « Chronique scientifique » dans ***La Société nouvelle*** (Bruxelles), de 1891 à 1899, puis à ***L'Humanité nouvelle***, de 1897 à 1901. Elle publie périodiquement des articles dans diverses revues, comme ***La Pensée nouvelle*** (Paris) ou ***La Revue internationale*** (Rome), dans des dictionnaires ou des encyclopédies, et dans des journaux, notamment ***La Petite République***. Ses divers textes révèlent une bourgeoisie athée, favorable à la libre pensée matérialiste, antisocialiste, libre-échangiste, anti-utopiste et féministe.

Entre 1864 et 1880, elle écrit six brochures, notamment ***L'Avenire di Torino*** (Turin, 1864). En 1869, elle publie un ouvrage darwiniste, volumineux et documenté : ***Origine de l'homme et de l'humanité***. En 1870, elle est admise à la Société d'anthropologiste de Paris. En 30 ans, elle y fait 130 interventions, qui sont reproduites dans les comptes rendus de séance. En 1881 paraît chez Guillaumin ce que d'aucuns considèrent comme son œuvre capitale : ***Le Bien et la Loi morale : éthique et théologie***. Une formula lapidaire la résume : « *La loi morale telle que nous la résumons est la loi du progrès vers le bonheur* ». Cette même année, Clémence Royer fonde la société d'études philosophiques et sociales. Elle en est la secrétaire générale jusqu'en octobre 1885.

Entre-temps, son ami Duprat, devenu ministre plénipotentiaire au Chili, meurt d'une maladie mystérieuse. Peu à peu, Clémence Royer glisse vers la misère. Grâce aux démarches de quelques admiratrices, en particulier Mary-Léopold Lacour, elle est admise comme pensionnaire valide à la maison de retraite Galignani, à Neuilly-sur-Seine, en février 1891.

En 1892, deux groupes féministes décident de la porter candidate à l'Académie des sciences morales et politiques. C'est dans sa retraite que Maria Deraismes et quelques amies avec lesquelles elle avait partagé des combats féministes, viennent la solliciter pour cofonder l'obédience mixte Le Droit Humain. Elle est reçue apprentie lors de la première tenue de l'obédience, le 14 mars 1893. Bien qu'absente et excusée à la tenue constitutive du Droit Humain, Clémence Royer est nommé vénérable d'honneur. La patente constitutive de l'obédience mixte porte cependant sa signature. Elle participe à la création de son bulletin et y donne une chronique, « *La question religieuse* », de décembre 1897 à juin 1899.

L'âge n'a pas altéré ses engagements féministes. En 1893, pour le prix Cousin mis en concours par l'Académie des sciences morales et politiques, elle rédige en quatre mois un mémoire toujours inédit, en sept cahiers, intitulé « ***Histoire des doctrines atomiques*** ». Sous le pseudonyme de Lux, Clémence Royer publie un texte polémique, ***La Vérité sur Madagascar*** (1896), fondé par Marguerite Durand, avec un article sur l'affaire Dreyfus. Elle y publie ensuite régulièrement des articles. En 1899, elle est l'une des fondatrices du Bulletin de l'Union universelle des femmes.

Le 16 novembre 1900, elle reçoit la croix de la Légion d'honneur des mains de Georges Leygues, alors ministre de l'instruction publique. Cette même année, est publié, chez Schleicher frères, son volumineux ***Natura rerum, La Constitution du monde, dynamique des atomes, nouveaux principes de philosophie naturelle***. Le livre a pour objet l'application de sa théorie des atomes à toutes les branches du savoir scientifique. L'année suivante paraît, toujours chez Schleicher frères, son ***Histoire du ciel***. Son dernier article, une lettre adressée à Charles Ange Laisant à propos de la critique d'Alfred Naquet de la ***Constitution du monde***, est inséré dans L'Enseignement mathématique du 15 janvier 1902. Elle meurt dans sa maison de retraite de Neuilly, le 5 février 1902. Bien que privées, ses obsèques rassemblent plusieurs centaines de personnes, dont Frédéric Desmons, vice-président du Sénat, président du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France, Marguerite Durand, directrice de La Fronde, sa vieille amie Mary-Léopold Lacour, et Marie-Georges Martin, Grande Maîtresse de l'obédience mixte Le Droit Humain. Y.H.M.

RUCART **Marc** Coulommiers 24 juillet 1893 – Paris 23 janvier 1964.



Journaliste radical à *La Lanterne*, au *Progrès* et à *La Tribune*, Marc Rucart devient ensuite rédacteur en chef de La République des Vosges. Parallèlement, il s'implante dans le département des Vosges où il est élu conseiller général puis député « rad.-soc. » (1928-1940). Il se situe dans la mouvance « jeune-turc ». Il est membre de la commission d'enquête du 6 février 1934, demande en 1935, la dissolution des ligues factieuses. Léon Blum le nomme ministre de la Justice (1936-1937 et 1938), puis Chautemps et Daladier lui confient la Santé publique. On retient de son action ministérielle l'assouplissement de la procédure du divorce, la diminution de l'autorité paternelle et la fondation d'un Conseil supérieur de protection de l'enfance. Militant de la Ligue des Droits de l'Homme, responsable départemental, il accède, en 1935, à son conseil national.

Il est initié le 6 février 1916, à Orléans, à la loge « *L'Indépendance 398* » relevant de la Grande Loge de France, promu compagnon et maître le 2 juillet 1916. Puis il accède aux ateliers supérieurs du Suprême Conseil : à la loge de Perfection « *Le Parvis Philosophique* » en 1919 et au chapitre *Spes 483* le 4 mai 1920.

Il entre au Grand Orient quand celui-ci s'implante dans les Vosges. Affilié à « *La Fraternité Vosgienne d'Epinal* », le 29 mars 1925, il y devient orateur en 1927. Il s'inscrit ensuite au chapitre de cette loge puis à son conseil philosophique dont il démissionne en 1947. Il appartient également, avant la guerre, à la loge du Grand Orient « *Les Frères du Mont-Laonnois* ». L'essentiel de son activité maçonnique se situe cependant au Droit Humain. Il s'affilie à la loge et au chapitre « *Georges-Martin n°40* », en 1929, et au Comte-de-Saint-Germain, loge théosophique fondée en 1927. Il est ensuite élu au Conseil National de l'obédience en 1933 et de 1934 à 1937. Il est reçu au cours du Convent international de 1934 au sein du Suprême Conseil de l'Ordre Mixte et International où il exerce la fonction de Grand Chancelier. Il prononce de nombreuses conférences dans les ateliers, sur les thèmes théosophiques, philosophiques ou politiques, notamment pour dénoncer le fascisme.

Pendant la guerre, il est démis d'office, en tant que maçon, de sa fonction de conseiller général d'Epinal, arrêté sur ordre de Vichy et emprisonné quelques temps à Fresnes. Libéré, il s'engage dans la Résistance dans le réseau Liberté-Egalité-Fraternité créé par des frères du Grand Orient. Il est l'un des fondateurs du Comité d'Action Maçonnique constitué pour faire entendre à Londres la voix de la maçonnerie. C'est par l'intermédiaire du réseau *Patriam Recuperare* qu'il est mis en relation avec Jean Moulin : il représente le Parti radical, pour la zone Nord, au Conseil National de la Résistance.

Puis il rejoint l'Algérie où il entre à l'Assemblée consultative des Affaires étrangères.
Rucart reste un maçon très actif. Il se montre très critique à l'égard de Groussier auquel il reproche d'avoir écrit à Pétain pour lui annoncer la dissolution du Grand Orient. En septembre 1943, il est à Londres, où, mandaté par le Grand Maître International du Droit Humain, Henri Petit, il est reçu à la loge Saint-Alban ; il renoue les relations officielles du Suprême Conseil Mixte avec la Fédération britannique. En 1949, alors qu'il a repris ses activités au Droit Humain et au Grand Orient (loge « *Patrium Recuperare* »), il est reçu par le pape, en vue d'un rapprochement entre catholiques et maçons, ce qui lui vaut quelques critiques. Ancien conseiller de la République de la Côte-d'Ivoire, il représente la Haute-Volta de 1948 à 1958.

Rucart, en 1952, renonce à son titre de Grand Maître Adjoint du Droit Humain et de membre du Suprême Conseil Mixte. L'obédience lui rend un vibrant hommage pour son esprit de probité maçonnique et les services rendus à l'Ordre en général et au Droit Humain en particulier. A.C.

RUCHEL von **Ernst** Ziezeneff, en Poméranie 21 juillet 1754 - sur ses terres d'Haseleu 14 janvier 1823.



Ernst Wilhelm Friedrich Philipp von Rüchel est un général d'infanterie prussien. Élève de Frédéric II, il n'obtint pourtant que des succès limités au cours des guerres révolutionnaires. Plus encore que la défaite d'Iéna (1806), dont on lui fit reproche, c'est son abstention dans le mouvement de réforme de l'armée après 1807, œuvre d'une génération d'officiers plus jeunes, qui entraîna sa disgrâce et son retrait des affaires après 1813.

L'élève de Frédéric II

En tant que protégé du général Friedrich Christoph von Saldern, Rüchel fut affecté en 1782 au quartier général à Potsdam, où le roi Frédéric II en personne le forma à la stratégie et à la tactique : c'était son élève préféré. C'est aussi la raison pour laquelle en 1790 le roi Frédéric-Guillaume II lui confia la réforme des études militaires. Volontiers philanthrope, Rüchel réorganisa les écoles militaires du royaume, en modifiant le cursus et en invitant comme professeurs des personnalités en vue (Erman, Ancillon).

Il fit des corps des cadets des écoles de discipline et d'éducation, qui en dépit des réformes de Scharnhorst devaient propager jusqu'au XX^{e} siècle le sens de la culture et des valeurs aristocratiques. Rüchel forma les invalides de l'armée en compagnies, créa une caisse de solidarité pour les veuves d'officiers et une bourse pour les fils de soldats.

Conseiller de l'État-major

Au cours des guerres révolutionnaires, il réussit à faire évacuer la Champagne par le gros de l'armée en 1792, porta le combat vers Francfort-sur-le-Main, commandait un corps austro-prussien pendant le siège de Mayence et (en tant que commandant du IIIe bataillon de la Garde) fut le supérieur hiérarchique de Friedrich Christian Laukhard et Heinrich von Kleist) ; il commanda en alternance le blocus de Landau et fut vainqueur au cours de nombreux assauts. Il s'est surtout fait connaître lorsqu'en 1792, alors que l'armée prussienne refluait devant les Français menés par Adam Philippe de Custine, il couvrit Coblence par une marche forcée.

Avec son collègue Gebhard Leberecht von Blücher, Rüchel comptait désormais pour le public comme l'un des plus grands généraux de l'armée prussienne. Il entreprit des démarches diplomatiques auprès des cours de Mannheim, Darmstadt et Cassel, puis auprès du tsar Paul I^{er} à Saint-Pétersbourg. Après la Paix de Bâle, Rüchel mit sur pied le premier projet de flotte militaire de l'histoire de la Prusse. En 1797, le roi Frédéric-Guillaume III le nomma inspecteur des écoles militaires, chef de l'Inspection de Potsdam et commandant du Régiment de la Garde (donc supérieur d'Heinrich von Kleist et d'Ernst von Pfuel, futur président et ministre de la Guerre de Prusse).
Comme beaucoup d'officiers prussiens, Rüchel rejoignit la franc-maçonnerie. La loge de Stendal « À la Couronne dorée » (*Zur goldenen Krone*) dirigée par son chef de régiment, le général Alexander von Knobelsdorff, l'avait reçu en 1782 comme apprenti. Après son admission à la suite du roi, Rüchel rejoignit la Loge *Minerva* de Potsdam, qui l'élut grand-maître en 1801. Il fut par la suite membre d'honneur de plusieurs loges, dont la loge "Royal York zur Freundschaft" de Berlin.

La réforme des Finances et les instructions données par Rüchel jusqu'en 1806 à la Commission d'Organisation Militaire manifestèrent peu d'énergie. Au sein de la *Société Militaire* (fondée par le général Scharnhorst) il dirigeait une coterie de doctrinaires, parmi lesquels on trouvait Scharnhorst, Boyen et Clausewitz. Rüchel ordonna les grandes manœuvres de Potsdam et favorisa les carrières de Knesebeck, Müffling, Yorck et Gneisenau (qu'il fit nommer commandant de la place de Kolberg). En 1805, il devint général du 2e régiment d'infanterie et se concilia le « parti de la guerre » qui, sous l'impulsion du prince Louis-Ferdinand de Prusse poussait le roi à déclarer la guerre à Napoléon.

La défaite

Son projet de milice populaire se heurta à la mobilisation de la Prusse en 1806. C'est un peu à l'est de Kapellendorf, sur un terrain dont les bornes coïncident avec les stèles commémoratives à Großromstedt-Kötschau, que le 14 octobre 1806 sa défaite marqua la fin de la bataille d'Iéna. Sa jonction tardive avec le reste de l'armée lui fut reprochée après-coup, notamment par le général de brigade Christian von Massenbach. Le « Chemin du général-von-Rüchel » commémore l'ultime retraite de la colonne Rüchel de Webicht à Weimar après l'écrasement de Kapellendorf.

Blessé, Rüchel s'enfuit à Kœnigsberg en passant par Stettin, il y prit les fonction de Gouverneur général, imagina un soulèvement populaire, encouragea la formation des corps-francs de Marwitz, travailla en étroite collaboration avec la reine Louise et s'improvisa directeur du *Hartungsche Zeitung* (dont il confia la rédaction à Fichte). Dans le débat qui éclata à propos de la responsabilité des ministres, il apporta son soutien à von Hardenberg et à vom Stein à la fois par ses déclarations au roi et ses écrits. Démis de ses fonctions sur ordre de Napoléon, Rüchel démarcha secrètement en 1809 l'électeur Guillaume I^{er} de Hesse-Cassel (auparavant landgrave Guillaume IX de Hesse), déposé par Napoléon et exilé à Prague, pour solliciter son appui financier en vue d'un soulèvement populaire. Bien que Rüchel ait d'abord souscrit au *manifeste de Riga* du comte von Hardenberg et au *manifeste de Nassau* du baron vom Stein, il s'opposa en 1810 à l'Édit sur les Finances, qui recommandait la levée des exemptions fiscales pour la noblesse.

En disgrâce

Au début de la campagne d'Allemagne en 1813, le roi de Prusse lui refusa tout commandement, sans doute par défiance envers les relations de Rüchel avec le chef rebelle von Schill (une des filles du général Rüchel était tombée amoureuse de Ferdinand von Schill en 1809), mais surtout parce qu'il n'appréciait pas la personnalité d'un homme qui depuis 1807 était resté inactif et ne connaissait la nouvelle armée prussienne, sa réorganisation et ses nouvelles tactiques, que par ouï-dire. En tant que serviteur de l'Etat, il aurait pu, au même titre que Blücher, l'employer dans de hautes fonctions ; mais le

souverain ne voulut pas même envisager de le recruter pour un poste subalterne dont Rüchel se serait contenté, car cela n'aurait pas été conforme au rang d'un ancien général d'infanterie. Il passa donc les dernières années de sa vie en disgrâce sur ses terres d'Haseleu en Poméranie.

Outre sa famille, il se lia d'amitié avec un jeune numismate, Heinrich Bolzenthal, futur fondateur du Musée d'État de Berlin, et directeur du Cabinet des Monnaies et Médailles de Prusse. Bolzenthal, invité en 1819 par le général, passa les trois années suivantes au château d'Haseleu, ce qui lui laissa tout loisir de compléter ses recherches. Ernst Wilhelm Friedrich von Rüchel mourut le 14 janvier 1823 à Haseleu. Fouqué, qui l'avait connu personnellement, lui consacra une biographie.

POSTERITE
Rüchel passait pour l'élève et le détenteur de la tradition stratégique de Frédéric le Grand. Et en effet, de 1797 à 1806, il fut, aux côtés de Möllendorff et du duc Charles-Guillaume-Ferdinand de Brunswick l'une des têtes de l'armée prussienne. Si certains de ses contemporains n'hésitaient pas à le désigner comme le « Napoléon prussien », d'autres, comme Clausewitz, le caractérisaient comme un « produit concentré de l'éducation à la prussienne ». Ce n'est pas sans raison que beaucoup le tenaient pour un conservateur : aristocrate farouche, ennemi de la bourgeoisie, il serait cependant exagéré de faire de Rüchel l'homme du passé de l'armée prussienne. Car s'il est est vrai qu'il a défendu les privilèges de la noblesse et a renoncé à d'importantes innovations (par exemple lors de sa querelle avec Scharnhorst à la *Militärische Gesellschaft* à propos de l'organisation de l'armée en divisions), il fut aussi celui qui ouvrit les cadres de l'armée aux bienfaits des Lumières. Mais ses errements masquent les bienfaits des réformes sociales (les compagnies d'invalides, la caisse de solidarité, les boursiers) et surtout militaires (amélioration de la formation des cadets) de Rüchel, qui par contraste avec les réformes militaires de Scharnhorst, apparaissent comme un confortement de l'esprit conservateur et vieux-prussien. L'action de Rüchel, tout autant que sa personnalité reflètent à la fois les faiblesses, mais aussi la force de l'héritage militaire du roi Frédéric.

RUCHONET Louis

Lausanne 28 avril 1834 - Saint-Saphorin 14 septembre 1893.
Conseiller Fédéral de 1881 à 1893 Parti radical-démocratique. Président de la Confédération Suisse. Louis Ruchonnet obtient son brevet d'avocat en 1858. Très tôt intéressé par les questions politiques, il se forge vite une philosophie politique au contact de la société d'étudiants Helvétia, pour laquelle il ne ménagera jamais son temps ni ses efforts.

Ce bagage politique, il l'enrichit bientôt en fréquentant, dès 1862, la franc-maçonnerie, à laquelle il restera très attaché. Initié à la Loge « Espérance et Cordialité », 1871 Membre fondateur de la loge *Liberté* à Lausanne, élu comme premier Vénérable de l'atelier le 11 septembre 1871.



Membre de diverses associations politiques, qui pullulent à ce moment, il découvre le métier de journaliste, notamment au *Nouvelliste vaudois*, le journal de Delarageaz, et au *Message populaire*, fondé par Abram-Daniel Meystre. Après plusieurs tentatives infructueuses, il est élu au Grand Conseil en 1863, par le cercle de Vallorbe.

Réélu en 1866, par Vallorbe et par son cercle de domicile, Lausanne, pour lequel il finira par opter, il accède la même année au Conseil national, après deux échecs. Il est la même année élu au Conseil communal de Lausanne. Dès 1866, année où il refuse son élection au Conseil d'Etat, Ruchonnet s'impose comme le chef de la jeune génération radicale, aux côtés de Victor Ruffy. Epuisé par des luttes intestines qui ont conduit à l'éviction de Delarageaz et de son gouvernement en 1862, le parti se reconstruit et, sous la conduite de ses deux jeunes chefs, cimente son unité, dans l'héritage des révolutionnaires de 1845.

Pour consolider ce renouveau radical, Ruchonnet fonde en 1868 *La Revue*, avec une escouade de jeunes politiciens, qui constitueront par le suite sa "garde rapprochée": Antoine Vessaz, préfet, puis directeur de la compagnie de chemins de fer Ouest-Suisse et enfin receveur du district de Lausanne; Emile Paccaud, futur directeur de la Banque cantonale vaudoise; Charles Estoppey, conseiller d'Etat depuis 1866, pour ne citer que les plus importants.

Ruchonnet double en outre son activité politique d'une activité économique non moins dense, avec la fondation, sous les auspices de la Société industrielle et commerciale dont il est un membre actif, de l'Union vaudoise de crédit, en 1864. Cette banque apparaît comme un prolongement de la philosophie mutuelliste que Ruchonnet a très tôt adoptée. Marquée par l'enseignement de Léon Walras, qu'il fera venir à l'Académie de Lausanne, et par les livres d'Hermann Schulze-Delitzsch, le théoricien allemand de la coopérative, cette idée réalise le rapprochement, auquel Ruchonnet aspirera toujours, entre le patronat et le monde ouvrier. Dans le même esprit, il contribuera à la réorganisation de la future Caisse d'épargne et de crédit. Ruchonnet entre en 1868 au Conseil d'Etat, où il succède à Victor Ruffy, élu au Conseil fédéral.

Il reprend de ses mains, après quelques mois passés au Département militaire, le Département de l'instruction publique et des cultes. Il met en œuvre la loi sur l'enseignement primaire préparée par son prédécesseur, puis s'attache à revaloriser la profession de régent, avant de s'attaquer à son grand œuvre scolaire: l'instruction professionnelle et supérieure. Il crée notamment une faculté technique, par l'intégration de l'Ecole spéciale au sein de l'Académie de Lausanne. Il n'essaie pas de transformer la vétuste Académie en Université, car il sait le moment pas assez mûr pour les députés. Mais cette idée deviendra son obsession et il ne cachera pas sa joie immense quand il participera à l'inauguration de l'Université en 1891, comme conseiller fédéral… Durant cette période, il s'illustre sur d'autres fronts, comme la lutte contre la peine de mort et le renforcement du réseau ferroviaire du canton, avec en ligne de mire la construction du tunnel du Simplon, pour lequel il se

battra même comme conseiller fédéral. A côté de ses activités gouvernementales, Ruchonnet s'impose à Berne comme l'un des conseillers nationaux les plus écoutés.

Adversaire farouche de la centralisation que nombre de radicaux alémaniques veulent infliger à la structure militaire et juridique de la Suisse, il se bat contre la révision constitutionnelle de 1872, quand bien même il avait lancé le processus révisionniste en réclamant l'abolition de toutes les entraves au droit au mariage. Mais, pour lui, cette révision devait être confinée dans un cadre étroit, que les partisans d'une révision complète sauront habilement faire éclater: la demande de Ruchonnet deviendra la prétexte de la grande révision qu'ils attendent depuis l'échec de 1867. Allié pour la circonstance aux catholiques-conservateurs, qu'il attaque pourtant à propos d'une autre cause qui lui est chère, l'école laïque, Ruchonnet parvient, avec l'appui des autres cantons romands, à faire capoter le projet de révision. Il sait pourtant que son alliance avec les catholiques n'est pas destinée à durer. Les divergences sur le rôle de l'Eglise sont trop profondes. D'un autre côté, il sait que la structure institutionnelle de la Confédération doit être modernisée. Il cherchera donc une solution de compromis avec ses adversaires de la veille et soutiendra de toutes ses forces, et avec succès, le projet de 1874, malgré une certaine hostilité dans son canton.

Il se retire du Conseil d'Etat en 1874, retourne à son étude d'avocat et rejoint les rangs du Grand Conseil, grâce au cercle de Bex, lors d'une élection partielle. Il est désormais le chef incontesté des radicaux et continue à diriger, de fait, le canton, depuis son étude, baptisée le "Grand Bureau". Très présent sur le dossier ferroviaire, où il doit essuyer les critiques des libéraux-conservateurs à cause de son soutien au très controversé directeur de la compagnie de l'Ouest-Suisse Antoine Vessaz, il prend la tête du combat en faveur de la révision fiscale. Partisan d'une fiscalité progressive, qu'il échoue à faire aboutir par une révision constitutionnelle, il concentre ses forces, avec ses collègues radicaux, sur la défalcation des dettes hypothécaires. Les petits propriétaires, en général agriculteurs, étaient en effet pénalisés par rapport aux autres catégories professionnelles, qui pouvaient déduire leurs dettes mobilières. Le projet passera en 1877, au grand dam des libéraux et de Delarageaz. Celui-ci démissionnera du Conseil d'Etat et la réconciliation des radicaux pourra s'achever, autour de la personnalité rayonnante de Ruchonnet. Privé de l'appui de Delarageaz et de son journal, le *Nouvelliste vaudois*, et ne possédant que sa Revue hebdomadaire, il s'emploie alors, avec ses plus fidèles amis, à transformer son journal en un quotidien, dont la rédaction sera confiée à Félix Bonjour.

En 1878, il réintègre les rangs du Conseil communal de Lausanne, où il s'investit dans le débat sur le choix du site du Tribunal fédéral. Figure de proue des radicaux romands au Parlement fédéral, il est régulièrement sollicité pour un siège au Conseil fédéral. Non élu en 1870, après le décès de Victor Ruffy, ayant refusé cet honneur en 1875, il tente à nouveau d'échapper à l'appel pressant des radicaux vaudois en 1881. Il doit toutefois se résigner, après le refus d'un radical saint-gallois d'accepter son élection.
Pour barrer la route à un conservateur vaudois, il doit accepter. Il ne tardera pas à marquer son temps. Il s'attelle rapidement à de nombreux chantiers législatifs, dès son accession au Département fédérale de justice et police, après une année passée au Département de l'agriculture et du commerce. Dans cette position, son talent fera merveille mais ne masquera pas toujours une profonde ambiguïté de sa pensée, à propos du rôle de l'Etat en matière sociale ou du fédéralisme.

Ardent fédéraliste, il n'hésite pas à assimiler les modifications survenues dans le quotidien des Helvètes et admet la nécessité de procéder à une certaine centralisation du droit suisse. Adepte des collaborations intercantonales, il décide cependant de passer à une vitesse supérieure, non seulement dans le domaine du droit d'affaires, mais également dans celui du droit civil, dont il avait pourtant souligné la dimension avant tout cantonale. Il accompagnera étroitement les travaux d'Eugen Huber, le père du Code civil suisse.

Son plus grand succès restera l'introduction de la loi sur les poursuites et faillites, en 1889. C'est un autre de ses talents, le sens de la modération et son esprit de compromis, qui lui permet de régler le cas de Monseigneur Mermillod, qu'il autorise à revenir après son bannissement au plus fort de la crise du Kulturkampf, ainsi que le dossier tessinois. Dans ce canton réputé pour son indiscipline et les crises à répétition qui émaillaient toute opération électorale, il s'engagera pour l'introduction d'un système proportionnel total pour les élections du Grand Conseil et du Conseil d'Etat. Ruchonnet demeurera cependant un farouche adversaire de ce système dans son propre canton… L'esprit de tolérance irrigué par sa foi dans la Patrie, Dieu et le Progrès, imprègne la politique de Ruchonnet dans d'autres sujets à caractère religieux, comme sa défense de l'Armée du salut et son rejet de l'antisémitisme (à propos de l'initiative, qui sera acceptée, demandant l'interdiction de l'abatage rituel). Ruchonnet essaiera également de bien distinguer entre le socialisme pacifique, dont il reconnaît la pertinence de certaines revendications, et l'anarchisme, pour lequel il ne manifestera aucune pitié.

Son parcours fédéral subit quand même quelques échecs. Le plus spectaculaire est la défaite en votation populaire d'un décret instituant une intervention de la Confédération dans l'enseignement primaire, qu'il avait défendu dans l'espoir d'achever le passage définitif de l'instruction publique des mains des ecclésiastiques dans celles de l'autorité civile. Les adversaires du décret dénoncèrent l'ingérence tant redoutée de la Berne fédérale en prophétisant l'émergence d'un "bailli scolaire". Cette défaite en votation populaire, y compris dans le canton de Vaud, affaiblira un temps la position radicale dans le canton de Vaud, où les libéraux-conservateurs tentent par tous les moyens d'ébrécher la toute-puissance des radicaux. Ruchonnet est en effet resté le maître à penser de ses camarades de parti et c'est toujours vers lui que ses lieutenants se tournent dès qu'un problème survient, dès qu'un conflit de personnes doit être résolu. Il inspirera les actions des radicaux lors des débats constitutionnels de 1884, où les radicaux réapprennent toutefois à se battre ensemble et à imposer à leurs vues. La chute de son ami Vessaz en 1891, accusé d'avoir touché des pots-de-vin dans une affaire ferroviaire, n'ébranlera pas son magistère moral. On ne sait toutefois s'il soutiendra la réconciliation entre radicaux et libéraux qui suivra la démission de Vessaz de toutes ses fonctions politiques. Ruchonnet mourra en 1893, épuisé, malade depuis longtemps,

après une séance du Conseil de la poursuite qu'il avait fondé pour suivre l'évolution de "sa" loi. Il a été président de la Confédération en 1883 et 1890.

© Olivier Meuwly, Lausanne 2003

RUIZ **Manuel Zorrilla** El Burgo de Osma, 22 mars 1833 - Burgos, 13 juin 1895.



Homme politique espagnol, député aux Cortès puis Ministre du développement et de la Grâce et de la Justice durant la Première République, et enfin chef de gouvernement sous Amédée Ier.

Manuel Ruiz Zorrilla a été Grand Maître du Grand Orient de 'Espagne du 14 septembre 1870 au 1 janvier 1874. Les loges du Grand Orient d'Espagne ont pratiquement doublé pendant les trois ans de sa Grande Maîtrise.

Il étudia la Philosophie à Valladolid, puis le Droit à Madrid à l'Université Centrale. En deux ans il termina le cursus de Jurisprudence et s'inscrivit en Lois, dont il fut diplômé en 1857. Sa vie publique commença en tant que commandant de la Milice Nationale; il fut rapidement élu député provincial. Grâce à cette aide politique il se transféra à Madrid, où il fut nommé Député National pour le Parti progressiste en 1858. C'est précisément lors cet épisode de sa vie que naquit son amitié avec Práxedes Mateo Sagasta.

Il joua un rôle important dans le soulèvement des sergents de San Gil (1886) et fut pour cette raison condamné à mort et dut fuir d'Espagne. Depuis l'exil il dirigea des conspirations visant à détrôner Isabelle II. Lors du triomphe de la Révolution de septembre 1868, en tant que leader du Parti radical il soutint que les progressistes devaient assumer le programme démocratique. Dans son gouvernement provisoire (1868), Francisco Serrano lui confia le ministère du Développement. Il établit la liberté d'enseignement et décréta la cession du matériel et des archives des bibliothèques religieuses à l'État. Il introduisit des réformes dans l'enseignement universitaire. Il fit partie du gouvernement de Juan Prim comme ministre de la Grâce et de la Justice (1869). Il fut désigné président à deux occasions. Il s'opposa à la politique de Sagasta et divisa les progressistes. Il accompagna le monarque lorsque ce dernier prit l'exil.

Avec la Restauration bourbonienne (1874), il dut rester à l'étranger. Il maintint une opposition systématique à Alphonse XII et au régime de la Restauration. Il fonda le Parti républicain progressiste (1874-1895) et, au cours de la première étape du régime canoviste, tenta de renverser la monarchie à travers un pronunciamiento.

Il impulsa la fondation de l'Association républicaine militaire (*Asociación Republicana Militar*) en 1883. Il tenta, sans succès, d'obtenir l'appui des républicains français. Il joua un rôle important dans divers pronunciamientos à Badajoz (1883), Carthagène, (1886) et dans celui du général Villacampa, à Madrid (1886), mais les insurrections échouèrent car le soutien des civils était insuffisant. Il rapprocha ses positions de celles de Nicolás Salmerón avec la création de l'Union républicaine en 1893. Son activité se centra sur la société civile et il mit l'accent sur une supposée nécessité d'ordre et d'autorité. Avec sa mort en 1895 le parti se scinda et les forces républicaines se fragmentèrent.

RYBINSKI Albert-Julien (1890 – 1957)

Colonel du génie, résistant, déporté à Buchenwald.

Initié au GODF le 2 juin 1909, fondateur de la Loge La Franchise à Paris le 27 juin 1937, Grand Prieur du GPDG de 1951 à 1954. Il devint Grand Maître National jusqu'à sa mort.

RZEWUSKI **Henryk** Slavuta, Oblast de Volhynie 3 mai 1791 - Chudniv, Volhynie 28 février 1866.



Romancier polonais, et un journaliste. Il a été le promoteur du roman historique à la Walter Scott en Pologne.

Le Comte Henryk Rzewuski était issu d'une riche famille de propriétaires terriens de l'Ukraine. Fils d'Adam Wawrzyniec Rzewuski, sénateur russe de Saint-Pétersbourg, il était aussi le frère de Caroline Sobańska, d'Ewelina Hańska (la fameuse Comtesse Hanska qui épousa Honoré de Balzac en 1850) et du général Adam Rzewuski

.

Après avoir servi brièvement dans l'armée en 1809, puis s'être prononcé en faveur d'un rapprochement russo-polonais, Rzewuski, fait un voyage en Crimée avec le poète Adam Mickiewicz qu'il admire. Il se désintéresse très vite de la politique pour se consacrer à la littérature. Et il produit des romans dans le genre de Walter Scott. Puis il prend ses distances avec son modèle pour aboutir à une forme de littérature qui allait être un modèle pour les écrivains polonais : la *gawęda*, un mélange de littérature épique et de roman historique.

SACCHINI **Antonio Maria** Florence 14 juin 1730 - Paris le 6 octobre 1786.



Compositeur italien de l'école napolitaine. Il passa son enfance près de Naples. Le hasard ayant conduit le compositeur Francesco Durante à Pouzzoles, le maître entendit des airs populaires par le jeune Sacchini et fut si satisfait de la justesse de ses intonations et de son intelligence animée qu'il le demanda à sa famille et le fit entrer au conservatoire de San Onofrio ou, selon Piccinni, au conservatoire de Santa Maria di Loreto que Durante dirigeait depuis 1742. Sous sa direction, il étudia le clavecin, l'orgue et la composition et son maître prédit qu'il serait le meilleur compositeur du siècle.

Il commença sa carrière à Padoue et la poursuivit à Rome, à Venise et à Stuttgart et Munich en Allemagne. En 1772, Sacchini s'installa à Londres où il vécut dix ans. C'est là qu'il rencontra Tommaso Traetta.

Poussé par des ennuis d'argent, il quitta l'Angleterre en 1781 et vint s'installer à Paris où ses opéras l'avaient déjà rendu célèbre, à la grande satisfaction du parti piccinniste, qui voyait en lui un rival possible de Gluck. Cela n'empêcha pas Sacchini d'être le musicien favori de Marie-Antoinette.
Cette même année il est initié franc-maçon à la loge parisienne *Saint-Jean du Contrat social*.

SADE comte de *dit* **le Marquis, Donatien Alphonse François** Paris 2 juin 1740 - Asile de Charenton 2 décembre 1814.



Aristocrate, il est poursuivi sous prétexte de sa philosophie basée sur un libertinage absolu.
Franc-Maçon, en 1780, à la loge "*Les Neuf Soeurs*", Paris, il figure pendant la Révolution sur les tableaux de la loge fréquentée par Mirabeau *"Les Amis de la Liberté"* Paris.

Ecrivain et philosophe français, longtemps voué à l'anathème en raison de la part accordée dans son œuvre à l'érotisme teinté de violence et de cruauté (fustigations, tortures, incestes, viols, etc). Le néologisme « sadisme », formé d'après son nom, est apparu dès 1834 dans le *Dictionnaire universel* de Boiste comme « aberration épouvantable de la débauche : système monstrueux et antisocial qui révolte la nature ».

C'est Krafft-Ebing, médecin allemand, qui a donné à la fin du XIXe siècle un statut scientifique au mot sadisme, comme antonyme de masochisme pour désigner une perversion sexuelle dans laquelle la satisfaction est liée à la souffrance ou à l'humiliation infligée à autrui. Occultée et clandestine pendant tout le XIXe siècle, son œuvre littéraire est réhabilitée au XXe siècle, malgré une censure officielle qui dure jusqu'en 1960, la dernière étape étant sans doute représentée par l'entrée de Sade dans la Bibliothèque de la Pléiade en 1990.

Il signait « de Sade » ou « D.-A.-F. Sade ». Marquis ou comte pour ses contemporains, il est pour la postérité le « marquis de Sade », et, dès la fin du XIXe siècle, le « divin marquis », à la suite du « divin Arétin », premier auteur érotique des temps modernes. « Les entractes de ma vie ont été trop longs », nota ce passionné de théâtre. Détenu sous tous les régimes (monarchie, république, empire), jamais jugé, il est resté enfermé — en plusieurs fois et dans des conditions fort diverses — pendant vingt-sept ans. JCvL+Wikipédia

Voici ce qu'écrit Jérôme de Lalande en 1805 dans le Supplément du Dictionnaire des athées de Sylvain Maréchal : *« Je voudrais bien parler de M.de Sade, il a bien assez d'esprit de raisonnement, d'érudition mais ses infâmes romans de Justine et de Juliette le font rejeter d'une secte où l'on ne parle que de vertu.»*

Le témoignage est tardif, mais sa signification est claire ; on ne saurait accepter en maçonnerie quelqu'un qui a fait l'éloge du vice. Sans doute mais, entre-temps, Sade est devenu Sade, ce qu'on ne pouvait pas nécessairement soupçonner dans les années 1780. Le fait est que Sade a été affilié aux Neuf Sœurs le 7 février 1780 comme le prouvent les notes autographes de Pastoret orateur de la loge, aujourd'hui conservées au Museum of our National Heritage de Lexington (Mass.) où son nom apparaît encadré par ceux de Chamfort et du prince Camille de Rohan. Le marquis était donc franc-maçon, mais on ignore quelle fut sa loge mère*. Toujours est-il que sa description de La Loge du Nord, qu'il donne au cinquième livre de Juliette, ou les références maçonniques, que les critiques n'avaient pas manqué de relever, qu'on trouve dans sa correspondance avec Gaufridy, prennent maintenant tout leur sens. De fait, son activité pendant la Révolution* mériterait d'être reconsidérée car Mirabeau appartenait à la même loge... Ch.P

SAGASTA PRAXEDES Mateo Torrecilla de Cameros 21 juillet 1825 – Madrid 5 juin1903.
Ingénieur de formation, Sagasta adhère dès sa jeunesse au Parti progressiste et fustige pendant plus de vingt ans le régime isabélin dans ses brillants discours encore parlementaires, dans de cinglants articles écrits pour La Ibéria ou en attisant et tramant soulèvements et conspirations. L'échec du putsch de San Gil (1866) l'oblige à fuir d'Espagne et à se réfugier à Paris avec Castelar, Ruiz Zorilla et d'autres révolutionnaires. En 1868, il débarque à Cadix en organisateur de « la Gloriosa » et met un terme à cette première période agitée de sa vie politique.



Durant les six années démocratiques, Sagasta met un frein à son ardeur révolutionnaire et mûrit sa personnalité de gouvernant pour qui le maintient de l'ordre est une condition nécessaire à la liberté. Pendant le gouvernement provisoire de Serrano, il est ministre de l'Intérieur puis, dans le cabinet de Prim, il reçoit les ministères de l'Intérieur et de l'Etat. Lorsque Amédée de Savoie occupe le trône, il est à nouveau chargé du ministère de l'Intérieur et, en janvier 1872, après sa rupture définitive avec Ruiz Zorilla, il est chargé de former un cabinet. Il ne reste Premier ministre que quelques mois : ses efforts pour mettre de l'ordre au sein des progressistes sont vains et il doit démissionner en mai 1872. Lorsque la Première République est proclamée, il reste dans l'opposition jusqu'à ce qu'il devienne, après le coup d'Etat de Pavie, successivement ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et président du Conseil des ministres dans le gouvernement provisoire. Il appartient à son apogée politique au moment de la Restauration alphonsine. Il est alors à la tête des principaux partis (constitutionnel, fusionniste et libéral) formant la gauche dynastique qui alterne au pouvoir avec les conservateurs, et occupe le poste de Premier ministre de 1881 à 1883, de 1885 à 1890, de 1892 à 1895, de 1898 à 1899, puis de 1901 à 1902.

Lors du premier de ses mandats, il restitue leurs chaires aux professeurs krausistes lors de la II[e] Question universitaire et, pendant la deuxième, il parvient à promulguer les lois importantes du suffrage universel, sur les jurés, sur les associations et sur la réforme du Code Civil. Son déclin politique se produit à la fin du siècle, lorsqu'il est obligé de signer le traité de Paris. La perte des derniers restes de l'Empire espagnol ruine sa carrière. Le 3 mars 1899, en plein désarroi national, il abandonne l'exécutif, convaincu d'avoir fait son temps. Il revient présider le Conseil des ministres en 1902 mais, après un vote défavorable, Sagasta abandonne définitivement le pouvoir le 3 décembre 1902 puis meurt un mois plus tard.

On ne connaît pas le moment de son initiation, mais il est possible que, comme pour Morayta et d'autres jeunes révolutionnaires, elle ait eu lieu dans une loge clandestine à la fin de la monarchie d'Isabelle. On sait qu'en 1874 il a le grade de Rose-Croix et, d'après des sources maçonniques, qu'il sauve, à la demande de plusieurs loges, la vie d'un jeune clairon fils d'un maçon de Ciudad Real qui avait été condamné à mort, et qu'il obtient aussi la grâce pour un soldat carabinier. Enfin, président du Conseil, il parvient à faire libérer le frère Juan Carrero, incarcéré pour des raisons politiques.

Le grand homme de la Rioja est élu Grand Commandeur et Grand Maître du Grand Orient d'Espagne, respectivement les 5 janvier et 7 mars 1876. Mais, comme il le reconnaît lui-même dans son discours d'investiture, il n'a jamais prêté de services particuliers à l'Ordre et n'a même pas connaissance de la doctrine maçonnique. Son

élévation aux postes d'Excellence de l'obédience, comme c'était la pratique au Grand Orient d'Espagne répond à des intérêts liés au désir de prosélytisme et non à des considérations maçonniques.

De son côté Sagasta trouve intérêt à accepter ces charges pour affirmer son autorité dans les sphères libérales espagnoles et raffermir sa position dans le tout nouveau système de la Restauration. Pendant ses cinq années de mandat, le frère « Paz » (Paix) remplit mieux que ses prédécesseurs les devoirs liés à sa charge. Sous son autorité, le Grand Orient d'Espagne tire des bénéfices. Comme le pense Ollero, sa gestion apporte le renforcement interne à l'obédience qui, dès 1876, installe et affilie un nombre important d'ateliers et se dote d'une nouvelle constitution (1880). D'autre part, le Grand Orient d'Espagne élargit son réseau de relations internationales et tisse des liens féconds d'amitié avec d'autres organisations maçonniques américaines et européennes. En 1881, lorsque Alphonse XII fait appel à lui pour former un gouvernement, Sagasta se voit obligé de démissionner de ses fonctions de direction du Grand Orient et est remplacé par son coreligionnaire et intime collaborateur Antonio Romero Ortiz. Dès lors, il se montre attentif aux pétitions des loges et des frères, mais son rôle se borne à une présence honorifique dans la vie et les activités maçonniques.

Le fait que la Grande Loge Le Soleil de Jalapa, au Mexique, l'élise représentant au congrès international de la Libre Pensée célébré à Madrid en 1892 ou que le Grand Orient Espagnol le nomme Grand Commandeur Honoraire en 1893, donne une idée de l'image de marque qu'il imposa sa vie durant dans le concept maçonnique latino-américain et espagnol.

P.A.

SAINT GERMAIN

comte de probablement né dans les années 1707/1710 - Eckernförde 1784.



Il fut en contact avec les plus grands maçons d'Europe : Charles de Hesse-Cassel, chez qui il demeura un certain temps, Willermoz très intéressé par ses teintures, Cagliostro, etc

Des épisodes plus ou moins précis auxquels se résume notre connaissance de la vie du comte de Saint-Germain, celui de sa naissance n'a pu qu'être conjecturé sur la base de quelques témoignages épars, dont celui de son ami le prince de Hesse-Cassel. Ces témoignages laissent supposer qu'il était l'enfant illégitime du prince François II Rákóczi de Transylvanie et de la princesse Violante-Béatrice de Bavière, de la dynastie des Wittelsbach, et qu'il fut élevé à Florence par Gian' de Medici, beau-frère de la seconde. Quoi qu'il en soit, certains virent en lui le descendant caché de quelque personnalité royale, et dans cette filiation supposée la raison de son intimité avec le roi Louis XV.
Ainsi a-t-on pu également reconnaître en lui l'enfant naturel de la reine d'Espagne Marie-Anne de Neubourg, et d'un noble, le comte de Melgar. Ces liens de parenté, dont aucun, encore une fois, n'est avéré, expliqueraient le train de vie aisé qu'il a toujours mené, son éducation et sa culture. En effet, outre ses connaissances certaines en chimie, Saint-Germain est reconnu par ses contemporains, comme un homme de très grand savoir, musicien habile et peintre de qualité.

Un laboratoire d'alchimie au château de Chambord
Saint-Germain quitte Londres en 1746. On perd sa trace pendant 12 ans. Pour certains, il se retire en Allemagne où il se consacre à ses recherches chimiques et alchimiques. Pour d'autres, il voyage jusqu'en Inde et au Tibet : aucune preuve de ces périples n'est avancée, mais on constate plus tard, en effet, que le comte a une profonde connaissance de l'Orient. Il arrive à Paris au début de 1758 et, aussitôt, adresse une requête à Marigny, directeur des Bâtiments du Roi. Il demande qu'une maison royale soit mise à sa disposition afin qu'il puisse y installer un laboratoire et une manufacture, promettant en échange à Louis XV « la plus riche et la plus rare découverte qu'on n'ait faite ». Marigny lui attribue le château de Chambord, grande bâtisse désertée. Saint-Germain installe ses assistants, ses ouvriers et son laboratoire dans les communs. Pourtant, il est plus souvent à Paris qu'à Chambord. Il se fait présenter à la marquise de Pompadour, qui l'introduit auprès du roi, Louis XV. Celui-ci apprécie immédiatement le brillant personnage qui, très vite devient l'un de ses familiers.

Aimé de Louis XV, et détesté de Choiseul
Si le comte s'est attiré la sympathie du roi, il s'est en revanche aliéné le puissant duc de Choiseul, principal ministre de Louis XV, qui lancera une campagne pour le discréditer. Choiseul paie un amuseur nommé Gauve pour imiter le comte de Saint-Germain et se faire passer pour lui. Gauve parcourt les salons sous l'identité de Saint-Germain et raconte les histoires les plus invraisemblables : il aurait bu avec Alexandre le Grand, il aurait connu Jésus et lui aurait prédit une fin abominable...
Rapidement, la supercherie est dévoilée et Gauve reconnu. Contrairement à ce qu'attend Choiseul, le vrai Saint-Germain n'en sort pas ridiculisé, mais grandi. Dépité, le ministre doit attendre 1760 pour parvenir à se débarrasser de Saint-Germain, en le faisant accuser d'espionnage [réf. souhaitée]. Tombé en disgrâce, le comte se réfugie aux Pays-Bas. Dans les années suivantes, on le signale en Angleterre, en Italie, en Russie, en Saxe et en Prusse : partout il cherche à monter des recherches sur les pigments et les couleurs.

La mort de Saint-Germain
En 1766, il se met sous la protection du roi de Prusse Frédéric II mais le quitte l'année suivante. Il arrive enfin à Gottrop, sur la Baltique, où il est hébergé par le prince de Hesse-Cassel. Il meurt le 27 février 1784 à Eckernförde, dans le Schleswig, âgé de 93 ans selon son hôte, qui fut sans doute aussi son principal confident.

LA LEGENDE

Saint-Germain, personnage exceptionnel qui, amusé par les rumeurs, ne les a jamais démenties, reste dans l'histoire car il symbolise le plus vieux rêve de l'homme : l'immortalité. Il était habillé de vêtements couverts de bijoux, n'absorbait que des pilules, du pain et du gruau et parlait et écrivait le grec, le latin, le sanscrit, l'arabe, le chinois, le français, l'allemand, l'anglais, l'italien, le portugais et l'espagno. Il peignait et, virtuose au clavecin et au violon, il composait aussi de la musique. Il aurait été très versé en chimie et alchimie. Les gens de l'époque croyaient qu'il avait accompli le Grand Œuvre alchimique qui apporte l'immortalité. On lui attribue d'ailleurs l'ouvrage d'alchimie *La Très Sainte Trinosophie*, mais cela n'est pas prouvé et souvent contesté. Il avait une grande passion pour les pierres précieuses, dont il avait toujours de grandes quantités, souvent d'une grosseur extraordinaire, et affirmait détenir un secret permettant de faire disparaître les défauts des diamants.
Les croyances populaires lui prêtaient le souvenir de ses vies antérieures et une sagesse correspondante, ou il aurait, selon ces mêmes croyances, disposé d'un élixir de longue-vie lui ayant donné une vie très longue et des souvenirs étonnants, de deux à quatre mille ans d'après lui, ce qui lui permettait de raconter les noces de Cana ou les intrigues de la cour de Babylone. Dans une lettre du 15 avril 1760 à Frédéric II, Voltaire disait de lui « *C'est un homme qui ne meurt point, et qui sait tout* » et Frédéric II l'appelait « *l'homme qui ne peut pas mourir* ». Chamfort semble sur ce point plus modéré puisqu'il rapporte seulement que, si l'on demandait à son domestique : « Est-il vrai que votre maître a trois cents ans ? », l'homme répondait : « Je ne puis vous le dire : il n'y a que cent ans que je suis à son service. »

Le compositeur Rameau se souvenait d'avoir vu Saint-Germain en 1701. La comtesse de Cergy l'avait vu à Venise, où elle était ambassadrice 50 ans plus tôt. Ce sont en réalité les manières et l'originalité de Saint-Germain, et notamment sa façon de conter l'Histoire de France comme s'il en avait connu les protagonistes (François Ier et consorts), qui lui valent dans les années 1750 certaines faveurs auprès de quelques représentants de la cour, à commencer par Madame de Pompadour. Plusieurs extraits des *Mémoires*5 de Casanova corroboreront l'idée selon laquelle le comte « témoignait » effectivement avec beaucoup de réalisme des époques les plus reculées (une anecdote est donnée dans laquelle le comte laisse croire à sa présence au Concile de Trente). Saint-Germain est aussi présenté par Casanova comme « savant, [parlant] parfaitement la plupart des langues ; grand musicien, grand chimiste, d'une figure agréable ». Son intérêt pour la recherche de moyens propres à augmenter la durée de la vie humaine eut aussi pour effet d'augmenter les rumeurs courant déjà sur sa longévité supposée hors du commun.

Il convient aussi d'insister sur le rôle du comédien Gauve (alias "milord Gor", ou "Gower", ou "Qoys"), mentionné ci-dessus, se faisant passer pour le Comte dans les quartiers populaires de Paris, dans l'édification de la légende. Ce dernier, qui décrit avec force détails et persuasion de soi-disant entrevues avec le Christ et certaines figures de l'Antiquité chrétienne, contribue grandement à la naissance et à l'amplification de la rumeur d'immortalité. Jean-Pierre-Louis de Luchet, inventeur, dans ses *Mémoires authentiques pour servir à l'histoire du comte Cagliostro* (Berlin, 1785), d'une rencontre aussi baroque que fantasmagorique entre Saint-Germain et Cagliostro, mentionne également ce lord Gor, ou Gauve, qu'il assimile abusivement au comte.
Obligé de fuir la France en 1760 sous la pression de sombres affaires [réf. nécessaire], ce dernier voyagea en Prusse, Russie, Italie, Angleterre, et Autriche (où on le vit souvent à Vienne, « quartier général des Rose-Croix ») et s'arrêta finalement à la cour du landgrave de Schleswig-Holstein, alchimiste fervent. Des hypothèses ont circulé sur ses actions d'espionnage, mais au profit de qui ? Il aurait été au moins agent triple, tandis que diverses allégations rapportent son attachement au principe monarchique ou même à l'hégémonie allemande rosicrucienne. Selon la marquise de Créquy, il soutira cent mille écus en quatre ans à Madame d'Urfé, pour la cabale et la pierre philosophale. Casanova a raconté son entrevue à La Haye avec le Comte, vêtu d'un costume d'Arménien, le même que l'on prêtait au Juif errant, autre incarnation du mythe de la longévité perpétuelle, mythe qui disparut incidemment au XVIIe siècle. Mais Casanova soupçonna le Comte de prestidigitation et d'imposture. Goethe aurait été un de ses disciples.

Napoléon III, initié aux Carbonari (« maçonnerie » du bois) s'intéressa au Comte de Saint-Germain et chargea la police de rassembler aux Tuileries tous les indices possibles le concernant. Ce dossier aurait brûlé lors de l'incendie qui ravagea ce Palais parisien en 1871, ce qui fait qu'il ne reste presque plus aucune trace de l'identité réelle ou prétendue de Saint-Germain. Plusieurs auteurs joueront assez vite un rôle dans la propagation d'une légende qui dépassera bien vite la réalité historique. Etteilla affirme notamment, lorsque les journaux annoncent la mort du Comte, qu'il y a eu confusion sur l'identité réelle du décédé, que le vrai Comte de Saint-Germain, son maître direct depuis vingt ans, vrai cabaliste et magicien hermétiste, auteur de *L'entrée au palais fermé du roi* (1645), est toujours en vie, habite en Amérique, et se porte à merveille.

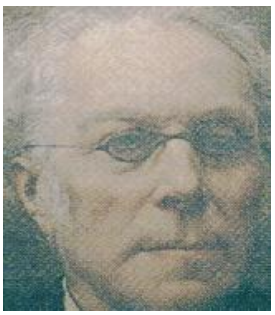
Quelque assertions de l'abbé Barruel entretiendront par la suite la légende sur l'immortalité de Saint-Germain, après maîtrise de la métempsychose. Mademoiselle Lenormand n'accrédite pas moins l'idée de sa survivance durant le Premier Empire, et le baron de Gleichen, en ses *Souvenirs* (*Denwürdigkeiten*, 1847), défendra l'idée d'un comte de Saint-Germain ayant vécu depuis l'Antiquité. Le comte de Saint-Germain inspira par la suite de nombreuses œuvres de fiction jusqu'à l'époque contemporaine, et devint aussi une figure importante au sein de la Société théosophique où l'on finit par le considérer, entre autres, suite à une vision de la médium Annie Besant, comme la réincarnation de Christian Rosenkreutz et de Francis Bacon. Wikipédia

A lire : **LE COMTE DE SAINT-GERMAIN ENTRE MYTHE ET RÉALITÉ PAR ROLAND COLLIGNON**

Roland COLLIGNON nous entraine au 'Siècle des Lumières' sur la piste d'un homme étrange qui se présentait sous divers noms et dont personne ne connaissait la véritable identité. Rose-Croix, grand voyageur, thaumaturge, philosophe, écrivain, musicien, franc-maçon, le comte de Saint-Germain devint l'éminence grise des Fraternités européennes en pleine expansion. Il fut chargé par la Stricte Observance Templière alors florissante de rassembler des aristocrates et des grands personnages des cours européennes à la cause de cet Ordre. De tels hommes

apparaissent souvent dans les heures sombres de l'humanité, aux endroits clés, là ou s'exerce le pouvoir et où se prennent les grandes décisions. Son destin croisa celui de Joseph Balsamo dit Cagliostro. Il fréquenta les mêmes salons où se pressaient marquises, diplomates et artistes. Chacun de ses objectifs était régi par des règles strictes et dans le secret absolu. Cette enquête devrait nous permettre de mieux comprendre les usages auxquels étaient soumis le Saint Frère dans le cadre de ses activités et de nous guider dans le dédale de ses aventures. Il y a deux histoires, disait Honoré de Balzac, l'histoire officielle et menteuse que l'on enseigne… et l'histoire secrète. Celle du mystérieux comte de Saint -Germain se situe probablement à mi-chemin. Saint Germain était-il Franc Maçon ?

SAINT JEAN de **Antoine** Villefranche-sur-Saône 5 janvier 1809 – Paris 31 décembre 1882.



Docteur en médecine, né le 17 janvier 1809 à Villefranche-sur-Saône, il est initié le 17 juillet 1834, à la loge « *Saint-Pierre des Vrais Amis* » et accède au vénéralat en 1837. Réélu 11 fois à cette charge, il est fidèle à cet atelier, au recrutement populaire, tout au long de sa carrière maçonnique. Celle-ci commence vraiment en 1840 quand il est accepté comme député au sénat maçonnique. En 1842, il est élu expert à la Chambre du Suprême Conseil, puis orateur de ladite chambre en 1845. Il est également membre, en 1843, de la commission permanente des intérêts généraux de l'Ordre et présente, en 1844, un rapport sur les initiations. Il anime également la commission de révision des statuts généraux.

En 1852, il appartient à la Chambre de Correspondance. Il poursuit donc une paisible et active carrière au sein des instances législatives où il apparaît comme raisonnablement comme conservateur. Il est hostile à Bègue-Clavel quand éclate, en 1844, l'affaire du procès de La Clémente Amitié. Républicain modéré, il refuse de prêter le serment à l'Empire et se met en retrait au début de l'Empire autoritaire.

Il revient en 1857, quand il est élu au Conseil du Grand Maître. Régulièrement réélu à ce conseil, puis au Conseil de l'Ordre jusqu'à sa mort, il combat discrètement le prince Murat et fait partie du groupe de ceux qui s'opposent aux Grands Conservateurs désignés par le prince. Sous l'ère Magnan, il préside la commission des Finances.

Une nouvelle constitution est à l'étude du Conseil en 1864. Bien que Chevalier Kadosh, il se prononce contre les hauts grades. Magnan étant décédé, le Convent de 1864 doit élire un nouveau Grand Maître. Il présente la candidature du général Mellinet qui est aisément élu. Il a su mettre en avant l'ancienneté de son appartenance maçonnique et le présenter comme étant « d'une position libre et indépendante ».

Il devient alors Président du Conseil de l'Ordre, ce qui en fait officiellement le quatrième personnage de l'obédience après le Grand Maître et ses deux Adjoints. En fait, il inspire toutes les décisions. Il doit faire face à une opposition « laïque » de gauche conduite par Massol.

Quand en 1867, André Rouselle propose de rendre facultative l'inscription « A la gloire du Grand Architecte de l'Univers » sur les planches officielles des loges, il répond, sans polémiquer, que la loi ne saurait être subordonnée à la volonté individuelle. Observant en 1867 la tiédeur avec laquelle est accueilli un projet d'œuvre maçonnique de l'enseignement qui aurait donné un statut officiel au Grand Orient, il écarte un vote négatif du Convent qui aurait humilié le Grand Maître en renvoyant la question à l'étude des loges. En 1869, il s'oppose à Massol qui aurait voulu que l'obédience organisât un anticoncile définissant les principes du Droit Humain.

Il est dans la capitale quand éclate la guerre. Ne prenant aucune responsabilité profane, malgré l'avènement de la République, il se consacre exclusivement au Grand Orient. Il dirige, en tant que médecin, l'ambulance installée rue Cadet et préside la commission chargée de la distribution des secours. Pendant la Commune, il appuie, au nom du Conseil de l'Ordre, l'initiative prise par *Les Disciples du Progrès* de jeter un pont sur des bases humanitaires entre Versailles et les insurgés. Après l'échec de la rencontre avec Jules Simon, il approuve l'envoi d'une seconde délégation, car la majorité de ses membres est toujours composée de « conciliateurs ». Toutefois, il s'oppose à la manifestation du 29 avril, comprenant que le ralliement à la Commune risque de provoquer de graves ennuis ultérieurs au Grand Orient.

Le Conseil de l'Ordre qu'il préside, réuni le 29 mai, soit après la chute de la Commune, dénonce les manifestations de maçons « ou soi-disant tels » qui se sont compromis avec l'insurrection afin de freiner une campagne antimaçonnique conduite par les monarchistes. Le Convent réuni le 4 octobre 1871 se prononce pour la suppression de la Grande Maîtrise et le Conseil est entièrement renouvelé. Saint-Jean, favorable à son maintien, n'est qu'en 11ème position. Ce sera son plus mauvais résultat car, étant donné la conjonction politique, il va être le mieux placé pour protéger le Grand Orient. Babaud-Laribière n'étant plus Grand Maître est élu à la présidence du Conseil de l'Ordre et Saint-Jean rétrograde provisoirement à la vice-présidence. Il est l'organisateur des cours commerciaux du Grand Orient qui sont donnés gratuitement rue Cadet à partir de 1871.

Jusqu'en 1879, il préside chaque Convent et, Babaud-Laribière étant malade, il reprend la présidence qu'il conserve jusqu'à sa mort. Il est donc conduit à prendre parti dans les conflits internes. Il appuie la décision, prise en 1874, de maintenir les ateliers supérieurs mais de les priver de leur participation au convent. Devenu Grand Commandeur du Grand Collège, au début de la Troisième République quand l'honorariat est conféré au général

Mellinet, il a pour devoir de les défendre tout en combattant ceux qui veulent les soumettre à une autorité indépendante du Conseil de l'Ordre.

Il collabore dès 1873 avec Massol et Caubet, ses anciens adversaires, maintenant promus aux vice-présidences du Conseil de l'Ordre. Il bénéficie d'une autorité suffisante pour imposer, sous menace d'une démission, son point de vue au Convent. Ainsi, en 1875, il s'oppose à ce qu'un vénérable ou un orateur, frappé de suspension provisoire par le Conseil de l'Ordre, puisse être jugé par la Chambre d'Appel, car il craint que le Conseil ne soit plus suffisamment armé pour la défense des intérêts de l'Ordre.

En 1877, le Convent vote la suppression de l'obligation de la croyance en Dieu et à l'immortalité de l'âme. Saint-Jean, qui craint la montée d'un courant antireligieux, rassure les croyants en faisant inclure dans le nouvel article 1 définissant la maçonnerie cette phrase : « Elle n'exclut personne pour ses croyances ». Bien qu'en désaccord avec la suppression des références métaphysiques, il se plie à la loi de la majorité. Sa modération et le regret qui l'entoure rendent de grands services à l'obédience. Il obtient en particulier que les sanctions prises contre les loges pendant la campagne électorale de 1877 ne soient pas étendues à la maçonnerie et, après les élections de celles qui ont été fermées.

Le Convent international de Lausanne organisé par le Suprême Conseil de France décide qu'il y aura désormais plus qu'un seul Suprême Conseil régulier par pays, ce qui est un coup porté au Grand Collège des Rites. Saint-Jean réagit par une rupture des relations officielles. Cependant, quand l'aile gauche de cette obédience fait scission et forme la Grande Loge Symbolique Ecossaise, il fait ajourner toute décision de reconnaissance, ne voulant pas prendre parti dans une querelle interne au Rite Ecossais. Quand Saint-Jean rejoint l'Orient éternel le 31 décembre 1882, une phase de l'histoire maçonnique se termine. Spiritualiste mais détaché des religions, il avait demandé des obsèques civiles : elles furent, paradoxalement, l'occasion de retrouvailles avec le Suprême Conseil de France. A.C.

SAINT MARTIN de **Louis-Claude** Amboise 18 janvier 1743 – Aulnay (près de Sceaux 13 octobre 1803. « Le plus instruit, le plus sage et le plus élégant des théosophes modernes » : comment échapper à Joseph de Maistre ? On serait tenté d'ajouter vaux qualités éminentes prêtées à Saint-Martin la simplicité. Saint-Martin fut aussi le plus secret des théosophes modernes. Les circonstances de sa vie ne font point d'ombre, dans « le moule du temps » qui nous tient prisonniers. Né de petite noblesse, ni comte, ni marquis mais tout juste écuyer, à Amboise, dont son père, qui avait été un temps militaire, fut par deux fois le premier magistrat ; orphelin de mère à trois ans, et, à six, le bonheur d'une marâtre ; un précepteur, puis le collège mauriste de Pontlevoy ; son droit à Paris ; avocat du roi au présidial de Tours, pendant six mois (1764-1765) ; sous-lieutenant, en 1765, puis lieutenant au Fox-Infanterie ; quitte le service en 1771, « afin de pouvoir mieux suivre la carrière ».



C'est qu'après avoir choisi celle-ci dès son enfance, il y est entré selon les formes, qui l'instruiront avant de l'embrasser, quand l'Ordre théurgique des Elus coëns, en partie revêtu de maçonnerie, l'a initié (août 1765) aux grades bleus, s'il ne les avait déjà acquis, à la Concorde de Tours, par exemple, puis aux trois grades du porche…, enfin ordonné réau-croix (mi-avril 1772). « A beaucoup de sagesse », avait noté l'un de ses inspecteurs militaires en 1770. Les voies de cette sagesse déroutent parfois le sens commun. Il vit à Amboise, son « enfer » ; à Paris son « purgatoire » ; à Lyon, notamment pour des leçons aux Elus coëns (1774-1776) et sur l'appel d'un agent (1785-1788), avec des interruptions ici et là. Deux voyages en Italie (1774 et 1787-1788) ; séjour à Londres (1787) et à Strasbourg (1788-1791), son « paradis ».

Il hante sans joie, sans honte, les palais, les châteaux, les salons. Ni évêque ni médecins, à son regret, il donne la becquée aux petits poulets ; il observe et il réfléchit, en publiant comme de besoin. Le Robinson de la spiritualité joue l'obligation le « cicérone des régions divines et des curiosités éternelles ». sous la Révolution, l'ex-noble se déclarera « homme de lettres ». Au cours de cette miniature du jugement dernier, le citoyen Saint-Martin ne manque ni de civisme ni de lucidité ; il n'est jamais inquiet ni, à aucun moment, inquiété.

Un spleen de sa façon le rend, en ces dernières années, « tout couleur de rose ». Martines de Pasqually l'avait averti : à 60 ans, « le terme », ce serait bien. Il mourut, à terme, d'un ictus, le 14 octobre 1803, au hameau d'Aulnay près de Paris.

Son premier livre, ***Des erreurs et de la vérité*** (1775), est une somme voilée de l'enseignement coën, appliqué à l'état contemporain des arts et des sciences. Suivent le ***Tableau naturel des rapports qui existent entre Dieu, l'homme et l'univers*** (1782), de la même veine, mais plus radical et plus direct ; ***L'Homme du désir*** (1790), un chef-d'œuvre de la poésie en prose dont la clef doit naître du désir de l'homme ; ***Ecce homo*** (1792) contre les prestiges et, la même année, ***Le Nouvel Homme, un breviarium***, mieux l'***itinerarium*** d'une mystique sophianique à mi-mot (ces deux derniers ouvrages au Cercle sociale) ; ***De l'Esprit des choses*** (1800), ou que le monde est transparent ; mais aussi l'homme, qui est homme-Dieu par définition, attend sa divinisation, de même que le monde sa transfiguration, par une même parole constructrice, et tel est le double ***Ministère de l'homme-esprit*** (1802). Pour mémoire, de nombreux écrits de circonstance, du genre philosophique ou du genre politique, que la théosophie inspire ; des poésies à haut sens et des babioles en vers.

« Philosophe inconnu » sert à l'auteur de pseudonyme littéraire, c'est-à-dire vrai philosophe, plein de prudence et de discrétion, au contraire de sa « bête noire », les sectateurs de ces soi-disant Lumières qui obscurcissent. Le Dieu de son cœur illumine sa raison qu'il cultive.

Le Crocodile (1799), cependant, est signé d'« *Un amateur des choses cachées* » et sous-titré *poème épico-magique en 102 chants. Le Crocodile, ou la Guerre du bien et du mal…* pour amorcer le titre complet de cette apocalypse. ***Le Crocodile*** constitue l'encyclopédie du martinisme, au sens strictement saint-martinien du terme. Tout y est dit, allégué, suggéré, souvent pour l'unique fois dans une œuvre abondante, de l'homme et de sa gnose. Après 200 ans, il était temps de s'en aviser. Une authentique biographie de Saint-Martin ne peut consister qu'à en répertorier et déchiffrer les signes ; signes perçus par les sens, ou messages portés par les événements, que leur explication soit matière de psychologie, de philosophie occulte, ou de Providence. Les trois concourent, suivant la pente de Saint-Martin, mais, outre les approches du spiritualisme, seul peut les comprendre un « diviniste ». Un exemple entre tant, un gros exemple, le régiment signifiait Foi-X et conduisit le jeune sous-lieutenant à Bordeaux chez Martines de Pasqually.

Passons au déluge. Saint-Martin attribue, en effet, au châtiment par les eaux une valeur catastrophique méconnue, oblitérée par le thème obvie de la prévarication : de très graves dommages affectent lors des lois du retour que la miséricorde de l'Eternel avait accordées à l'homme déchu. Secret de Saint-Martin que l'éternel féminin, permanent et initiatique, tout au long de son chemin. Devant Marie-Anne, la belle-mère, mère très belle et très bonne, il jouit, à Chandon, dans la chaumière maternelle, de la « grande circoncision intérieure » ; sa « chérissime » Charlotte de Boecklin, auprès de laquelle il découvrira le théosophe saxon Jacob Boehme, second « chérissime », avec l'amitié amoureuse et la fraternité d'esprit. A Boehme, Saint-Martin rendra en gratitude plus que le philosophe teutonique ne lui aura donné ; la projection a joué là sans grand partage, mais en avançant l'intelligence.

Sous la Terreur, Suzette Labrousse, prophétresse vincertaine, et Catherine Théot. « la Mère de Dieu », l'intéressent, croit-il ; en fait, elles le fascinent, mais il échappe au piège de l'astral qu'il dénonce et refusera la « Sophie » de contrebande que la secte lui procurerait, au souhait de Pontard.

En retrait – est-ce « l'Amour »autrement innomé ? Louis-Claude n'articulera pas, en elle, l'éternel féminin sur le pendant du masculin incarné, non plus qu'avec plusieurs autres partis envisagés : Mme Vve de Pasqually, mais là, une image paternelle, souillée de « gouines » et de « poux », l'arrête ; à Toulouse, où d'Hauterive l'avait envoyé, en 1776, remonter un temple coëns, la « grande fleur aux beaux yeux noirs » ; Mlle Rian… Des apprentis sorciers, du coup, *analisent* (dans un double sens pseudo-freudien) le chaste adulte et sans vice ! Tantôt « mari » en puissance, dans l'ordre spirituel, et tantôt « grande fille », sa sublimation réussit par la méthode et par grâce. Il obtint les faveurs de *Sophia*, la Sagesse en personne : un homme achevé.

A Lyon, depuis 1785, un Agent inconnu dictait à Mme de Vallière ou était Mme de Vallière, mais c'est la chanoinesse qui compte, et elle a exercé sur Saint-Martin une influence sous-estimée.
Love's law, ces mots de l'Agent érigés en une formule clé et transcrits par Saint-Martin ont eux et leur train, catalysé aussi, et peut-être davantage, l'accord du théosophe à la théurgie du cœur, au culte central, sans abandonner *la réintégration des êtres*. (A rédiger en définitive le *Traité* de ce nom, Saint-Martin aidera son premier maître, en 1771-1772).

Pour preuve un renseignement inédit. Saint-Martin est admis, selon son vœu fervent, dans la « loge élue et chérie », quasi messianique, fondée par les frères lyonnais que l'Agent y avait appelés, pour l'étude de ses cahiers extraordinaires. Cela, le 4 juillet 1785, on le savait de reste. On savait aussi que le récent « frère », « ami », « enfant » de l'amour, c'était leurs noms intimes, avait travaillé sur les révélations et l'on possède ses nombreuses pages autographes sur le sujet. Mais voici le chiffre inattendu de ses présences aux réunions. En 1785, pour le reste de l'année, 24 tenues ; en 1786, de mai à octobre, 26 tenues, en 1787, août et septembre, 5 tenues ; en avril 1788, deux tenues. Qui eût cru à pareille assiduité ? Elle donne la mesure de l'importance qu'il dénie : Saint-Martin est réconcilié avec lui-même.

Chez les Elus coëns, le Réau-Croix, qui avait été si exact aux rites, décèle du « mixte » et s'attache à n'en garder que le spirituel pur, c'est-à-dire le divin où seule mène la voie du dedans. En retour, d'autres moyens, plus efficaces, perfectionneront la doctrine, surtout en l'explicitant, et Boheme y aidera, catalyseur majeur et petit facteur.

Dans la franc-maçonnerie (à part les singuliers Elus coëns), Saint-Martin assure n'avoir jamais été inscrit que de nom, mais la confrérie marqua son langage et ses accointances. La Stricte Observance où Willermoz avait voulu l'attirer, aurait usurpé son nom à léna et il aurait posé en vain sa candidature à la 12e classe des Philalèthes. Il exerça peu de temps le mesmérisme à la Société de l'Harmonie (1784), mais, avant comme après la Révolution, la Société Philanthropique, dont il était l'un des fondateurs (1780), bénéficia de son dévouement. Pour entrer dans la compagnie invisible de l'Agent inconnu, il fallait être Chevalier Bienfaisant de la Cité Sainte du Régime Ecossais Rectifié. Saint-Martin l'avait toujours refusé à Willermoz, il se plia à l'exigence de l'Agent et accéda même à la profession et à la grande profession du même Saint Ordre, le 24 octobre 1785.

Nouveau côté du secret prismatique. Pour son blason dans l'Ordre, l'*Eques à Leone Sidero* (pour *sidero !*) remploya le blason familial. Mais les armes manquées ! La fasce ondée d'argent disparaît et le lion « naissant » devient « passant », dans le langage du blason, mais avec encore si démesurément allongé qu'il a l'air rampant, en un sens inverse de celui des héraldistes, au point de symboliser les « rapports scientifiques », dont Saint-Martin peina sans cesse à s'affranchir ; une étoile ajoutée domine le monstre et elle symbolise d'habitude chez Saint-Martin tant le Guide suprême que les mauvais

guides sur tous les plans, c'est-à-dire les circonstances. La devise les rlègue : Terrena reliquit (Il a laissé les choses terrestres). La place du meilleur guide après la cause active et intelligente, dont il est l'envoyé, accueille l'« esprit bon compagnon » de chaque homme. Comme auxiliaire, après avoir passé pour intermédiaire nécessaire, sa proximité auprès de Saint-Martin est si constante et il en use si constamment que « ce bon ami » hante le domaine du secret. Le secret des secrets de Saint-Martin renferme sa mission. L'idée qu'il avait de lui-même, en tant qu'homme de Dieu, intervenant dans l'histoire de l'humanité, dépasse de très loin ce qu'on en dit et de loin tout ce qu'on peut en imaginer. Là-dessus, un article anonyme qu'il n'hésita pas à publier en réclame du *Crocodile* et mainte confidence de *Mon portrait historique et philosophique* (1961) se complètent : la vie cachée de Saint-Martin s'enracine dans le secret mais l'oblige à s'exprimer en public ; le Philosophe inconnu annonce la vérité universelle, parce qu'il est l'Elu coëns sublimé dans sa fonction comme dans sa personne.

Par une exception très remarquable, Saint-Martin a imprimé, à la fin de son premier livre, un mot en lettres capitales et, au début, puis au milieu du dernier paru de son vivant, deux autres mots de même : C – H – R (de crainte d'effaroucher avec Christ), SOPHIE, TOUHOURS, Saint-Martin dépend de son secret et le secret de Saint-Martin tient, en dernière instance, aux deux premiers mots qui *verbent* et font *verber.* Le « TOUJOURS » caractérise celui qui est au lieu que ses titres peignent le fruit de son existence. Nous ne sommes rien et nous tombons dans l'anéantissement si le mouvement divin et l'action divine, le « magisme » divin, ne sont pas constants et universels en nous.

Le martinisme de ce « fou à lier », de ce « professeur de chinois », de ce « balais des philosophes et des capucins » - comme il se qualifiait – a traverser le XIXe et le XXe siècle ; il continue à rappeler le XXIe à l'unique nécessaire. R.A.

SALICETI Christophe Saliceto 26 août 1757 – Naples 23 décembre 1809.



Saliceti appartient à l'une des principales familles du nord de la Corse. Etudiant en droit à l'université de Pise, il côtoie Buonarroti puis devient avocat au conseil supérieur de la Corse. Il est élu député du Tiers Etat insulaire et obtient le retour d'exil de Pascal Paoli qu'il fait nommer commandant en chef de la Garde Nationale. Promoteur du décret de l'Assemblée nationale du 30 novembre 1789 qui affirme que la Corse « fait partie intégrante de l'Empire français », il est élu procureur général-syndic de ce département en septembre 1791. Saliceti commet de nombreux abus d'autorité dans l'île. Des arrestations arbitraires et des actes dictés par l'esprit de vengeance envers ses ennemis personnels se multiplient. En septembre 1792, il est une nouvelle fois élu député et il siège parmi les Montagnards. Il est le seul député corse à voter la mort de Louis XVI.

Fin janvier 1793, envoyé en mission en Corse pour rétablir le contrôle de la Convention sur ce département, Saliceti attire l'attention de celle-ci sur les agissements de Paoli, mis hors la loi le 23 juillet 1793 et accusé d'avoir eu des liens avec l'ennemi anglais. Envoyé à l'armée de Carteaux, chargé de combattre l'insurrection fédéraliste touchant le Midi, il entre dans Marseille le 25 août.

C'est dans cette ville reconquise qu'il rencontre une première fois la maçonnerie : le 8 septembre 1793, il est initié par la loge « *La Parfaite Sincérité* » en compagne de Joseph Bonaparte, commissaire du pouvoir exécutif et futur Grand Maître. Saliceti participe à la répression antifédéraliste.

Au printemps de 1794, il dirige l'expédition d'Oneille avec Buonarroti puis se rend à Nice où il fait arrêter Bonaparte en août 1794 avec l'élimination de Robespierre. Décrété d'arrestation à la suite de la rébellion jacobine de Toulon en prairial an III, il est amnistié en brumaire an IV et rentre à Paris. Le 30 janvier 1796, il est nommé commissaire à l'armée d'Italie et placé sous les ordres de Bonaparte. Bien qu'impliqué dans la conjuration des Egaux au cours du printemps de 1796, il n'est pas poursuivi par la justice directoriale ; le 10 avril 1897 il est élu député du département du Golo au conseil des Cinq-Cents.

Cependant, il est supplanté par les frères Bonaparte comme dirigeant du « parti » francophile en Corse. Peut-être par dépit, il se tourne alors vers l'Italie et entretien des rapports étroits avec les jacobins italiens. Après le coup d'Etat de brumaire qu'il réprouve au départ, il est suspecté d'hostilité à Bonaparte, mais il est effacé de la liste des proscrits par le Premier Consul en personne qui va l'employé en Italie pour ses qualités d'homme d'Etat.

On le retrouve à Lucques de décembre 1801 à avril 1802, puis à Gênes pour préparer l'annexion à la France, et surtout à Naples de 1806 à 1809. Il fait fonction de ministre de la Police de Joseph Bonaparte puis de Murat. Ses excès, en matière répressive déchaînent des haines féroces et son palais est détruit le 30 janvier 1808.

Envoyé à Rome en 1809 où il appartient à la Consulta chargée d'administrer la ville, il retrouve la maçonnerie en devenant membre d'honneur de la loge « *La Vertu Triomphante* ». Le vénérable est le général Miollis qu'avait rencontré à Nice en l'an II. Saliceti décède dans des conditions assez mystérieuses après un dîner donné chez le préfet Maghella à Naples. Il est une figure que la maçonnerie romaine respecte. Le 18 janvier 1810, la loge « *La Vertu Triomphante* » célèbre une tenue funèbre en l'honneur du défunt. M.I.

SALIS-SEEWIS von Johann Gaudenz Freiherr

Ecrivain suisse (1762 – 1834)

SALMERON



Nicolás Alonso

Alhama de Almería, province d'Almería 10 avril 1838 – Pau, France 20 septembre 1908.

Homme politique et philosophe espagnol. Il fut président du pouvoir exécutif de la Première République espagnole durant un mois et demi en 1873. Il démissionna car il refusait de ratifier une condamnation à mort. Il fut titulaire d'une chaire d'histoire universelle à l'Université d'Oviedo et de métaphysique à l'Université de Madrid. Il étudia en profondeur les théories de Krauss, qui inspirèrent l'Institution libre d'enseignement.

Il était fils du médecin du village, don Francisco Salmerón, qui était connu pour ses fermes convictions libérales (qui l'amenèrent à collaborer à la tentative de pronunciamiento libéral d'Almería, connu comme *Los Coloraos*). Baptisé sous le nom de Nicolás María del Carmen, il se plaignit toujours du manque d'affection maternelle qu'il subit durant son enfance, car sa mère étant morte très jeune, il fut élevé par les mains rigides de ses sœurs. Son épouse, doña Catalina, essaya de lui donner cette affection qu'il n'avait pas reçue alors.

Salmerón commença ses études secondaires à Almería en 1846, où il obtint le titre de bachelier en Beaux-arts. Il suivit plus tard des études de droit et de philosophie et lettres à l'université de Grenade, où il se lia d'amitié avec Francisco Giner de los Ríos et Julián Sanz del Río. En 1859 il fut nommé professeur auxiliaire de philosophie à l'institut San Isidro de Madrid, et en 1860, il obtint, toujours en tant qu'auxiliaire, un poste à la Faculté de Philosophie et Lettres de l'université centrale de Madrid. En 1864, après l'obtention d'un doctorat, il gagna la chaire d'histoire universelle à l'Université d'Oviedo, bien qu'il n'occupât jamais ce poste, préférant rester à Madrid jusqu'à ce que, enfin, il y obtînt en 1866 la chaire de métaphysique.

Depuis bien jeune il connut le krausisme, qui l'influença de façon décisive dans sa vie postérieure, jusqu'à son évolution vers le positivisme. Il appartenait à la franc-maçonnerie1. Affilié au Parti démocratique, il publia plusieurs articles politiques dans les journaux *La Discusión* et *La Democracia*; il fut même emprisonné cinq mois, notamment avec Pi i Margall, durant le règne d'Isabelle II.

Avec la Révolution de 1868 il se déplaça à Madrid, où il réintègre la Chaire qu'il avait perdue en début d'année et où il participa aux *Juntes révolutionnaire*. En 1869 il se présenta comme député pour la province d'Almería mais ne remporta pas l'élection. En 1871 il fut élu député aux Cortes Generales pour le province de Badajoz. Partisan du républicanisme, il fut défenseur d'un modèle unitaire face aux thèses fédéralistes et fut un acteur important du Sexenio Democrático. Sa position bien connue en faveur de la démocratie l'amena à défendre en 1871 la légalité de la Première Internationale dans la Constitution de 1869, ainsi que le droit des ouvriers à s'associer librement.
Suite à l'avènement de la Première République, il fut ministre de la Grâce et de la Justice dans le gouvernement d'Estanislau Figueras et fut élu le 13 juin président des *Cortes Generales*. Après la démission de Pi i Margall, l'Assemblée constituante le nomma président de l'exécutif2, charge qu'il exerça entre le 18 juillet et le 7 septembre 1873. La situation de toute cette période était extrêmement critique, ce qui le rendit incapable de contrôler les soulèvements cantonalistes qui proliféraient en Espagne. Ses problèmes avec l'Armée ne furent pas moindres au cours de cette courte présidence et son refus de signer des condamnations à mort l'obligèrent à démissionner.

Deux jours après avoir abandonné son poste il fut élu Président de l'Assemblée espagnole. Les affrontements avec son successeur, Emilio Castelar, aidèrent involontairement le coup d'État du général Pavía, qui, avec celui d'Arsenio Martínez-Campos le 29 décembre 1874 amenèrent la fin de la première expérience républicaine.

En 1874 il réintègre sa chaire de Métaphysique mais avec la Restauration bourbonienne, on la lui retire le 17 juillet 1875 au cours d'un ample processus d'"*épuration*" des universités. Bien qu'il essayât de garder un cabinet d'avocats à Madrid, la situation politique l'obligea à s'exiler à Paris, où, rejoint par Manuel Ruiz Zorrilla, il fonda le Parti républicain progressiste. Il revint en Espagne qu'en 1885, après l'amnistie de Práxedes Mateo Sagasta de 1881, et il put alors récupérer sa chaire. Il fut de nouveau député en 1886, et ensuite de façon ininterrompue de 1893 à 1907. À ce moment il conserve une claire vocation politique républicaine et, selon les mots de Claudio Sánchez Albornoz, il devint "*l'ombre de la République qui devra advenir un jour*" ("*la sombra de la República que un día habrá de llegar*"). Son activité incessante le mène à fonder la revue *La Justicia*, à intégrer le parti Union républicaine (il avait auparavant été élu sous la bannière du Parti progressiste) et à changer ses convictions unitaires des débuts contre un appui au catalanisme modéré, en intégrant Solidaritat Catalana.

D'une santé précaire, il profitait de ses vacances pour se recevoir des eaux thermales. Dans ce but, il fit construire dans son village natal une magnifique villa pour y résider pendant qu'il faisait des cures à la station balnéaire de San Nicolás de Alhama. Il ne perdit jamais son lien avec Alhama, en participant à ses traditions et en essayant de veiller à son futur.
Il mourut à Pau, en France, le 20 septembre 1908, où il se trouvait en vacance. En 1915 sa dépouille fut transférée au monument funéraire construit au cimetière civil de Madrid, à la droite du mausolée de Francisco Pi i Margall, son prédécesseur à la présidence du Pouvoir exécutif de la Première république espagnole. Son épitaphe inclut une glose de Georges Clemenceau (Président du Conseil des ministres français de 1907 à 1912), qui rappelle qu'*«il délaissa le pouvoir pour n'avoir pas signé une sentence de mort»* (*«dejó el poder por no firmar una sentencia de muerte»*).

SALTEN **Félix** Budapest 6 septembre 1869 - Zurich 8 octobre 1945.



Felix Salten, de son vrai nom **Siegmund Salzmann**, est un auteur autrichien de culture hongroise, journaliste, dramaturge, scénariste et romancier. Il est le père littéraire d'un personnage mondialement célèbre : *Bambi*.

Fils d'un ingénieur juif hongrois, Siegmund Salzmann naquit le 6 septembre 1869 à Budapest. Quand il avait quatre semaines, sa famille alla s'établir à Vienne. Jusqu'à 1890 environ on n'a sur sa biographie que de rares indications. Sa famille habita d'abord le quartier bourgeois d'Alsergrund, plus tard celui de Währing. À 16 ans Siegmund quitta le lycée sans diplôme et travailla dans une compagnie d'assurance. Les raisons de la gêne financière de sa famille ne sont pas tout à fait claires. Plus tard Salten décrivit son père comme un Juif assimilé et rêveur1.

Premiers écrits et la Jeune Vienne

Sa première publication attestée est un poème du 15 janvier 1889 dans la revue littéraire *An der schönen blauen Donau* (*Le Beau Danube bleu*). En 1890, au Café Griensteidl , il fit la connaissance des représentants de la Jeune Vienne et lia amitié avec Arthur Schnitzler, Hugo von Hofmannsthal, Richard Beer-Hofmann , Hermann Bahr et Karl Kraus. Contrairement à ces auteurs, il était le premier à ne pas être issu de la grande bourgeoisie et devait vivre de ses travaux d'écriture. Ses premiers romans datant de cette époque décrivent la grande ville, son terrain d'expérience. À l'intérieur de la Jeune Vienne, il serait plutôt à classer dans la fraction impressionniste. Les premières différences avec ses amis se marquèrent dès 1893, c'est ainsi que Hofmannsthal et Schnitzler le critiquaient pour ses imprécisions. Cela ne l'empêchait pas d'entreprendre avec Schnitzler de vastes tours à bicyclette, et leurs vies amoureuses se croisaient. C'est ainsi que Salten se mit à courtiser Adele Sandrock pour donner l'occasion à Schnitzler de terminer sa relation avec elle.

Celle que Salten aimait à cette époque était Lotte Glas qui a servi de modèle pour le personnage de Therese Golowski dans *Der Weg ins Freie* de Schnitzler. Il avait fait sa connaissance en 1894 grâce à Karl Kraus. En 1895 elle mit au monde une fille qui fut - comme il était habituel à l'époque – placée en nourrice en Basse-Autriche. À cette époque il en vint à se quereller avec Kraus qui avait d'ailleurs commencé avec ses attaques sur le plan littéraire contre Salten et ses amis. Peu après le bébé mourut et Salten mit fin à sa relation avec Lotte Glas. Le 14 décembre 1896 eut lieu un scandale public : Salten donna une gifle à Kraus après que ce dernier eut fait publiquement état de la liaison de Salten avec Ottilie Metzel.

Le journalisme

En automne 1894, Salten était devenu rédacteur à la *Wiener Allgemeinen Zeitung*, où il était critique théâtral. Cette fonction lui permettait d'encourager ses amis grâce à ses articles, et particulièrement Schnitzler4. En 1898 il fit la connaissance de l'archiduc Léopold-Ferdinand de Habsbourg-Toscane, ce qui lui donna l'occasion de jeter un coup d'œil sur l'étrange vie des Habsbourgs, à la cour et dans leur famille.

En 1902 Salten passa au journal *Die Zeit*. Ses rapports sur les scandales de cour le faisaient désormais connaître bien au-delà de Vienne. Il donna des informations entre autres sur le départ de la cour de l'archiduc Léopold pour une affaire de prostituée ; sur la liaison de Louise, la sœur de Léopold, avec André Giron. En outre, il apporta aussi son aide à Louise de Belgique lorsqu'elle s'enfuit à Paris. Tout cela, ainsi que l'ouvrage qu'on lui attribue, *Josefine Mutzenbacher*, est considéré comme « un plaidoyer en faveur du caractère naturel de l'envie et du désir ».

En 1903-1905, sous le pseudonyme « Sascha », Salten publia dans la *Zeit* une série de portraits des têtes couronnées d'Europe. Voici comment il décrivait l'empereur d'Allemagne Guillaume II : « L'histoire lui accordera sûrement quelque chose, et les rouspéteurs qui viendront plus tard n'y pourront rien changer : c'est que sous son gouvernement les moustaches ont opéré un magnifique redressement. » Salten n'en restait pas moins sceptique en face de la démocratie moderne où dominaient les masses. Ce qui l'y poussait surtout, c'étaient les chrétiens sociaux conduits par Karl Lueger et leur antisémitisme politique.

Ses articles à la *Zeit* valurent à Salten d'être compté parmi les meilleurs journalistes de son temps. En 1902 il se maria avec l'actrice du Burgtheater Ottilie Metzel ; les témoins étaient Arthur Schnitzler et Siegfried Trebitsch. En 1903 vint au monde son fils Paul, et en 1904 sa fille Anna Catherine. Désormais, le sujet du mariage prit une place importante dans ses romans et dans ses pièces de théâtre, par exemple dans *Künstlerfrauen*.

Théâtre et cinéma

Dès 1901, Salten avait fondé le *Jung-Wiener Theater Zum lieben Augustin*7, le théâtre de la Jeune Vienne, à l'imitation du cabaret Überbrettl d'Ernst von Wolzogen. Il voulait produire des images d'un goût moderne en combinant musique, poésie, danse et utilisation artistique de l'espace. Malheureusement la première manifestation qui eut lieu le 16 novembre 1901 au Theater an der Wien ne fut pas un succès et, après la dernière représentation du 23 novembre, la tentative se solda par une perte de 6 000 couronnes. Ce n'est qu'en 1906 que devait avoir lieu à Vienne la tentative suivante avec la création du cabaret *Nachtlicht*.

Malgré des dettes élevées (600 000 couronnes à son mariage), Salten menait un train de vie coûteux. C'est ainsi qu'en 1904 il entreprit un voyage en Égypte et qu'il prenait régulièrement des vacances à la mer Baltique et à Venise, et en 1909, il loua une villa dans le quartier de Vienne nommé Cottage.

En 1906, Salten alla à Ullstein comme rédacteur en chef du *B.Z. am Mittag* et du *Berliner Morgenpost*. Dans cette activité, son coup de maître fut d'improviser des reportages sur le tremblement de terre de 1906 à San Francisco, qui, bien que rédigés à Berlin, étaient extrêmement proches de la réalité. Pourtant, au bout de quelques mois, il revint à Vienne, car le climat politique et social à Berlin ne lui convenait pas. Il travailla désormais de nouveau pour la *Zeit*. Dans l'espoir d'un succès financier, il rédigea en 1909 le livret pour l'opérette *Reiche Mädchen* sur une musique de Johann Strauss (fils). Ni ce livret ni les deux suivants ne lui apportèrent le succès escompté. À partir de 1913, il écrivit aussi des scénarios pour le cinéma. Le 16 octobre 1913 eut lieu à Berlin la première de son premier film *Der Shylock von Krakau*. Jusqu'en 1918, Salten fut très actif en cinématographie et participa à au moins onze films. En 1899, il écrivit la pièce de théâtre *Der Gemeine* (*Le Simple Soldat*) qui ne put être jouée en Autriche qu'en 1919 à cause de ses positions antimilitaristes. En 1935 elle a servi à Werner Hochbaum pour présenter *Vorstadtvarieté*, l'un des films qui exposaient le mieux les critiques envers l'époque.

Admirateur de Theodor Herzl, il écrivit en 1899-1900 certains articles pour la revue de ce dernier, *Die Welt*. Son intérêt croissant l'amena à faire en 1909 un voyage en Galicie et en Bucovine.

Dans la décennie qui précéda 1914, Salten était quelqu'un « de très demandé, de célèbre et de monstrueusement productif. ». En 1912 il passa au *Fremdenblatt*. En outre il travaillait aussi pour le *Pester Lloyd* (à partir de 1910), pour le *Berliner Tageblatt* et à partir de 1913 également pour la *Neue Freie Presse*.

Pendant les guerres
Le commencement de la Première Guerre mondiale enthousiasma Salten. C'est de lui que vint le mot d'ordre de la *Neue Freie Presse* : « Cela doit être ! ». Pendant la guerre, il fut le responsable du *Fremdenblatt*, le journal du Ministère des affaires étrangères. Son rôle était d'agir positivement sur les pays étrangers neutres. Dans la *Neue Freie Presse* et le *Berliner Tageblatt* il publiait au contraire ses mouvements d'humeur patriotiques et polémiquait contre la culture et la littérature d'Europe occidentale. La désillusion suivit bientôt. En 1917 il décrivit la guerre comme une « catastrophe ».

Après la guerre, il oscilla « entre une position conservatrice avec des hésitations tactiques et une attitude combative avec une grande sympathie pour les mouvements politiques radicaux ». Vers 1923 il publia l'éloge de Karl Marx, de Victor Adler et de Léon Trotsky ; en 1927 il appela à voter social-démocrate. Ce qui ne l'empêchait pas de flirter avec les milieux catholiques et conservateurs. Il ne savait pas s'il devait se retirer dans la culture de salon ou choisir l'engagement public.
Felix Salten rencontre Sigmund Freud en 1926 au sanatorium Cottage. Ils ont un échange de correspondance à propos de l'article écrit par Felix Salten sur Karl Lueger, maire de Vienne, un antisémite notoire.

Felix Salten est président du PEN club autrichien de 1925 à 1934 ; il est démis par les nazis pour « manque de caractère ». Sa vie devient périlleuse en tant que Juif. Adolf Hitler interdit ses livres en 1936. En 1938, l'Autriche est annexées à l'Allemagne (*Anschluss*). Salten s'exile à Zurich ; il fait la connaissance de Thomas Mann, grand admirateur de son œuvre. Salten vécut à Zurich jusqu'à sa mort le 8 octobre 1945. Il est enterré à l'*Israelitischer Friedhof Unterer Friesenberg* à Zurich.

SON ŒUVRE
L'œuvre animalière de Salten
Lors d'un voyage dans les Alpes, charmé par la nature environnante, Felix Salten imagina l'histoire d'un chevreuil baptisé « Bambi », d'après le mot italien *bambino*, qui signifie à la fois « bébé » et « enfant ». Son roman *Bambi, l'histoire d'une vie dans les bois* (*Bambi, Eine Lebensgeschichte aus dem Walde*) fit la célébrité de Felix Salten à sa sortie en 1923. Cette œuvre a été traduite en anglais dès 1928 et adaptée en film d'animation en 1942 par les studio Disney sous le nom *Bambi*.
Après le succès de *Bambi*, son éditeur zurichois Albert Müller ne voulut plus de lui que des romans animaliers : *Le Chien de Florence* (*Der Hund von Florenz*, 1923), *Hops le lièvre* (*Fünfzehn Hasen*, 1929), *Le Monde des bêtes* (*Gute Gesellschaft, Begebenheiten mit Tieren*, 1930). Pour son éditeur français, Delachaux et Niestlé : « Salten comprend admirablement les animaux et exprime avec une singulière vérité leurs sentiments en empruntant leur langage. Ses livres, uniques en leur genre, se sont acquis une notoriété mondiale par la fidélité à la nature et la justesse de l'observartion. »

En 1931, Felix Salten publie *Bêtes captives* (*Freunde aus aller Welt*). Il y raconte la vie d'animaux en captivité dans un zoo. Une petite souris sert d'agent de liaison entre les singes, la girafe, la panthère et le lion. Réédité en 1944, à l'heure de la Shoah en Europe, le dernier chapitre de ce livre, intitulé *Un chœur dans la nuit*, ne laisse aucun doute sur la perception aigüe qu'avait Felix Salten des évènements qui frappaient alors les Juifs d'Europe.

Bambi, l'histoire d'une vie dans les bois est une œuvre interdite en Allemagne nazie en 1936, parce que considérée comme « allégorie politique sur le traitement des Juifs en Europe » De nombreux exemplaires ont été brûlés, ce qui rend les premières éditions originales rares et difficiles à trouver.

En 1939, alors qu'il vit en exil en Suisse, Felix Salten écrit et publie une suite de son premier roman animalier *Les Enfants de Bambi, une famille dans la forêt* (*Bambis Kinder, Eine Familie im Walde*). Le roman suit la naissance et la vie des enfants jumeaux de Bambi et sa compagne Faline, Geno et Gurri. Les jeunes faons évoluent avec les autres cerfs, et sont instruits et surveillés par Bambi à mesure qu'ils grandissent. Salten exilé, la traduction anglaise du roman est publiée aux États-Unis en 1939 par Bobbs-Merrill avant l'édition allemande. Dans *Hops le lièvre*, on suit les aventures d'un petit lièvre qui affronte la faim, le froid, les renards et les chasseurs. Avec *Perri, l'écureuil*, on découvre la vie d'un petit écureuil et les mœurs particulières des animaux de la forêt : lièvres, hiboux, cerfs, coucous... Dans *Renni, chien de guerre*, Salten raconte le dressage d'un chien qui, à force de patience et de persévérance, s'initie à son dur métier de chien sanitaire, sauveteur

héroïque. Dans *Florian, le cheval de l'empereur*, l'auteur évoque le dressage du demi-sang de l'Empereur à la cour d'Autriche.

Une source d'inspiration pour Walt Disney
Son roman *Bambi, l'histoire d'une vie dans les bois* (*Bambi, Eine Lebensgeschichte aus dem Walde*) écrit en 1923, traduit en anglais dès 1928 est adapté en film d'animation en 1942 par les studios Disney sous le nom *Bambi*. Salten avait cédé les droits de *Bambi* au réalisateur Sidney Franklin pour 1 000 $ US. Walt Disney mit plusieurs années à négocier le rachat de ces droits et à adapter le roman initial en une version filmique au dialogue concis (800 mots seulement).

Une scène dépeignant les agissements des chasseurs sous un jour noir, ils se firent entendre à la sortie du film : l'Association des Chasseurs Américains voulait que les projections de *Bambi* soient précédées d'un avant-propos réhabilitant l'image des chasseurs, mais Walt Disney et les projectionnistes résistèrent.

Salten publiera deux autres romans animaliers adaptés par Disney : d'abord *Perri l'écureuil* (*Die Jugend des Eichhörnchens Perri*, 1938) adapté sous le titre de *The Story of Perri* (*Les Aventures de Perri*) en 1957 et enfin *Le Chien de Florence* (*Der Hund von Florenz*, 1923) sous le titre *The Shaggy Dog* (*Quelle vie de chien !*) en 1959. Ce dernier film a fait l'objet d'une suite nommée *Un candidat au poil* (*The Shaggy D.A.*, 1976) et deux remakes en téléfilms en 1988 et 1989 avec en vedette Harry Anderson. Dernier remake en date au cinéma : *Raymond* (2006).

La suite imaginée par Salten à son roman de 1923, intitulée *Les Enfants de Bambi : une famille dans la forêt* (*Bambis Kinder, Eine Familie im Walde*), ne servira pas à Walt Disney pour faire *Bambi 2*.

SANGRO prince de **Raimondo de Severo** Torremaggiore 30 juin 1710 – 22 mars Naples 1771.



Raimondo di Sangro naît en 1710 au palais ducal familial de Torremaggiore, dans les Pouilles, d'Antonio di Sangro et de Cecilia Gaetani d'Aragona. Les Sangro élevaient les seigneurs de ce duché depuis le Moyen Âge. De neuf ans à vingt ans, il étudie au séminaire des jésuites à Rome. Il épouse en 1732 Carlotta Gaetani d'Aragona issue de sa famille maternelle et, après avoir hérité du titre de prince, il devient gentilhomme de la Chambre de Charles III de Bourbon. Raimondo est renommé pour sa profonde culture : ainsi il obtient du pape Benoît XIV la dispense nécessaire pour pouvoir lire les livres interdits.

Il est initié à la maçonnerie, très probablement en 1742 ; en août 1750, il devient Grand Maître de la Grande Loge Nationale, qui venait de se constituer. Il en démissionne en juillet 1751 et abandonne, au moins officiellement, la maçonnerie. On l'accuse d'hérésie et on lui fait même porter la responsabilité du miracle manqué de San Gennaro.

Sa démission est la conséquence de la bulle d'excommunication contre les maçons de Benoît XIV (mai 1751), laquelle est suivie, deux mois plus tard, pat l'édit de Charles III qui interdit les réunions maçonniques. Charles III obtient de Sangro qu'il lui fournisse l'histoire de l'institution, les règlements et les constitutions en sa possession, la liste des membres de la Grande Loge. Plein d'amertume et de déception, Sangro s'enferme dans son palais de Naples et travaille dans la chapelle de famille, véritable temple du symbolisme maçonnique, remplie d'allégories significatives, œuvres d'artistes renommés, comme le sculpteur franc-maçon Corradini et Sammartino, l'auteur d'un remarquable Christ mort, enveloppé dans un suaire, d'une indubitable signification initiative.

La chapelle Sansevero est encore considérée aujourd'hui comme l'un des lieux artistiques les plus remarquables de Naples. Sangro est un esprit noble, un auteur pétri de science, d'alchimie et de kabbale. Il a confiance dans la Raison et dans ses Lumières qui peuvent éclairer et résoudre les problèmes de l'Homme. Son œuvre littéraire la plus importante, publiée dans son imprimerie, est la ***Lettre apologétique***, un récit autobiographique. Il publie également sur ses presses *Le Compte del Gabalis* de Montfaucon del Villars et le *Riccio rapito* d'Antoine Pope œuvres pleines d'allusions aux Rose-Croix et à Paracelse. Il fait installer dans les caves de son palais, un laboratoire de chimie et d'alchimie, avec des fours, des fourneaux, des cheminées, des alambics et de la vaisselle. Il y réalise des cristaux et des pierres dures. Il fait aussi des expériences sur la manière de ramener à la vie des écrevisses, utilise des fioles scellées pour transformer la nourriture en sang. Son carrosse amphibie tout comme « l'arquebuse à un canon » sont célèbres. Il se consacre tout particulièrement à la recherche de la Lumière Eternelle, en brûlant des crânes humains : pour lui, cette Lumière Eternelle représente la manifestation d'un principe vital caché dans la matière. Le Lumière le fascine et toutes ses expériences tendent à démontrer le triomphe de la Lumière de l'intellect sur la superstition. Il étudie les feux follets et les petites flammes qui sont parfois visibles sur la tête des pendus. Il s'intéresse beaucoup à une dissertation sur une lampe ancienne trouvée à Munich en 1753.

Ces expériences physiques l'amènent aussi à réaliser deux « machines anatomiques » qui émerveillent encore les visiteurs par leur réalisme : l'appareil circulatoire entièrement construit en métal dans un squelette. Les viscères ont disparu, mais les artères et les veines, et jusqu'aux plus infimes vaisseaux capillaires sont conservés à l'intérieur du circuit sanguin. Dans sa ***Lettre apologétique***, se trouve son épitaphe : « *Vir mirus, ad omnia natus, quaecumque auderet* » (Un homme étonnant, ouvert à tout, qui osa tout). F.R.

SANTALLIER **Louis, Benoît, Félix** Lyon 1830 – Sotteville-lès-Rouen 1885.

Félix Santallier est l'archétype du maçon « fondateur » de la Troisième République. Santallier s'installe au Havre en 1853 et il est critique artistique en 1854, au Journal du Havre. Au début des années 1860, il est associé à la rédaction du quotidien et côtoie Gustave Cazavan, maçon et chef de file du courant républicain havrais.

Initié à « *L'Aménité* » (Grand Orient de France) le 1er octobre 1860, il est Rose-Croix en 1866. Il exerce les fonctions d'orateur, de second et de premier surveillant, de façon quasi continue de 1862 à 1874 puis de 1877 à 1899. La crise constitutionnelle de 1861 l'amène à contester la direction autocratique du Grand Maître Murat, et il soutient deux frères suspendus par les décrets des 14 et 25 mai. L'année suivante, il figure parmi ceux qui protestent contre la nomination de Napoléon III de Magnan à la Grande Maîtrise.

Il refuse la transformation du Grand Orient en société de secours mutuels et se prononce en faveur de la nouvelle rédaction de l'article 1er de la Constitution qui consacre le respect absolu de la liberté de conscience. Acquis au principe de l'égalité entre les frères, il prend position au Convent de 1871 contre le maintien des hauts grades. Déiste, il semble en revanche opposé à la réforme constitutionnelle de 1877. Persuadé qu'un franc-maçon doit œuvrer au progrès de l'humanité par l'action effective, il lance les frères havrais dans le combat contre l'ignorance et la guerre. Propagandiste de l'instruction gratuite, obligatoire et laïque, il appuie toutes les œuvres fondées par les maçons sous l'Empire et au début de la Troisième République. Républicain laïque, Santallier se distingue surtout par la mise en place d'une fondation exemplaire en 1867, l'Union de la Paix entre les peuples civilisés. Son action vise à résoudre les conflits entre nations par l'arbitrage d'un tribunal international. En septembre 1868, il fait réunir un congrès maçonnique au Havre qui réfléchit au moyen de préserver la paix dans le monde.

Egalement porte-parole du radicalisme dans les dernières années du Second Empire, en 1868, il fonde le journal Le Havre avec le concours financier de Jules Le Cesne, futur député. Polémiste redoutable, devenu en quelques mois l'une des grandes figures de la presse républicaine, il assura le succès de ce dernier aux législatives de 1869, puis sa réélection en 1876 et 1877. Soutenu par Gambetta, qu'il fait venir au Havre en 1872, il exerce une influence déterminante sur les comités électoraux. Son journal, surnommé « le grand électeur », assure le succès des candidats qu'il patronne.

Le conflit de 1870 est pour Santallier un véritable déchirement. Abandonnant provisoirement ses conceptions pacifistes, il participe à l'organisation de la défense du Havre et contribue en 1871, comme vénérable de « *L'Aménité* », à la radicalisation patriotique de la maçonnerie locale, s'associant à la xénophobie antiprussienne qui touche son atelier. Après la défaite, il a mené campagne en faveur de l'unification des courants républicains autour d'un grand parti de gouvernement et œuvre à la rédaction du manifeste de la maçonnerie havraise qui appelle communards et versaillais à cesser « l'effusion du sang français » au nom des intérêts supérieurs de la nation. C'est dans le but de régénérer celle-ci que, de 1871 à 1884, il apporte son concours à toutes les initiatives en faveur de l'instruction, mais aussi aux sociétés récréatives qui militent en faveur d'une amélioration physique. Il soutient aussi le cercle local de la Ligue des Patriotes. Adepte de la pensée libre, positiviste, il lutte contre le cléricalisme.

Réélu vénérable de « *L'Aménité* » en 1875 et 1876, il développe l'œuvre des livrets maçonniques et tente de regrouper l'ensemble des loges normandes du Grand Orient et du Suprême Conseil. Devenu directeur-gérant d'un petit empire de presse, la fondation du Petit Havre donne à la maçonnerie havraise un instrument à la propagation de ses idées et une tribune pour promouvoir ses actions en faveur de la neutralité confessionnelle de l'instruction et de la laïcisation de la société. A l'instar des maçons de sa génération, Santallier se montre favorable au développement de l'instruction et de l'épargne pour répondre à la question sociale.

S'il fonde la réussite individuelle sur l'esprit d'initiative et le travail, il se montre aussi attaché à une forme humanisée du libéralisme, défendant un « socialisme pratique » fondé sur une redistribution équitable des richesses et sur la protection légale des travailleurs. Les obsèques de ce grand maçon, libre croyant et penseur libre, sont célébrées par un pasteur très libéral, Fontanès. O.P.

SARTINE comte de



Antoine Raymond Jean Barcelone 12 juillet 1729 – Tarragone, 7 septembre 1801.

Antoine Raymond Juan Gualbert Gabriel **de Sartine** (ou **Sartines**), comte d'Alby (Barcelone, 12 juillet 1729 – Tarragone, 7 septembre 1801) est un homme politique français, conseiller 1752, lieutenant criminel 1755 au Châtelet à Paris, il est lieutenant général de police (1759–1774), puis ministre de la Marine sous Louis XVI.

Son père, Antoine Sartine ou Sardine, bourgeois de Lyon, fils d'épicier devenu financier, est établi en Espagne au début du xviiie siècle où il jouit des faveurs de Philippe V. Chargé du ravitaillement des troupes françaises pendant la guerre de Succession d'Espagne, il en vient à siéger au conseil des finances du roi, qui lui accorde le titre de chevalier. Il est nommé comme intendant en Catalogne. Il prend pour épouse Catherine Wilts, comtesse d'Alby, dame d'honneur de la reine d'Espagne, fille de Charles Wilts, secrétaire d'État pour le royaume d'Irlande.

Les premières années françaises

Antoine Raymond de Sartine fut envoyé en formation auprès de Charles Colabeau, homme d'affaires et ami de son père. Il obtient des lettres de nationalité en 1752, achète la charge de lieutenant criminel au Châtelet. Il est anobli en 1755, et épouse, en 1759, la petite-fille de Charles Colabeau, Marie-Anne Hardy du Plessis. Après cela, bien vu en cour, il est

nommé successivement aux offices de lieutenant général de police (du 22 novembre 1759 au mois de mai 1774), de maître des requêtes (9 décembre 1759), et quelques années plus tard de directeur de la Librairie (1763–1774). En 1767, il est fait conseiller d'État.

La lieutenance générale de police
S'attachant à améliorer les services de la capitale, notamment ceux de l'approvisionnement (il active la construction de la halle au blé), de l'éclairage, il fait établir des lanternes à réverbère ainsi que la sécurité publique, Sartine fait de Paris le modèle des capitales européennes. Il substitue également aux tripots clandestins des maisons de jeu surveillées par ses agents et taxées au profit du fisc. Excellent administrateur et politique habile, Sartine prend à bras le corps les problèmes d'hygiène, d'approvisionnement et de police en général lors de sa lieutenance. Les papiers à la main lui prêtent des manœuvres occultes, l'accusant d'avoir entretenu un « cabinet noir » et nombres d'ouvrages révolutionnaires devaient lui supposer un réseau d'espionnage dans la capitale. Ainsi, pour Pierre Manuel :
« lorsque le libertin Sartine poursuivait les citoyens jusques sous leurs toits tutélaires qu'il épiait même les secrets honteux de leurs nuits, ce n'était que pour égayer un roi, plus libertin encore, de toutes les nudités du vice ; c'était pour fournir à son maître des exemples et des excuses, comme si son autorité et sa conscience en avaient eu besoin ! »

Le secrétaire d'État à la Marine
Proche du « parti Choiseul », il accède au Secrétariat d'État à la Marine en 1774, place qu'il occupe jusqu'en 1780. Sous son ministère, il tente de rationaliser l'administration de la Marine. Ainsi, il s'intéresse de près aux fonderies en créant en particulier celle de l'Indret. Il confie au chevalier de Fleurieu la direction des ports et des arsenaux royaux. Sartine entreprend là aussi de grandes réformes mise aux points par sept ordonnances 1776. La haute main sur la Marine est donnée aux officiers au détriment des administrateurs civils. Les constructions navales sont activement poussées. Enfin, la qualité du corps des officiers, recruté surtout dans la noblesse, est même considérablement amélioré. Cette politique devait porter ses fruits lors de la guerre d'indépendance américaine dans laquelle il mit à profit son expérience du renseignement acquise dans la Police. Les historiens évoquent une « phase Sartine » qui aurait précédée une « phase Castries » dans la chronologie des opérations militaires. Mais Sartine ne sait endiguer le gaspillage de ses officiers et en 1780, accusé par Necker de détournement dans les caisses de l'État - on parle d'une somme de vingt millions -, il est disgracié le 14 août de la même année par Maurepas. En fait, Sartine est un ministre honnête mais qui a laissé déraper les dépenses de guerre et a émis des emprunts au profit de la Marine sans en informer le ministre des finances et le roi. Louis XVI lui accorde néanmoins une gratification de 150 000 livres et une pension de 70 000 livres.

Détesté pour son usage « arbitraire » des Lettres de cachet, stigmatisé par les libellistes, inquiété par les événements de 1789, il émigre dès 1790 en Espagne où il meurt sans revoir la France. Il évite ainsi le sort de son fils, Charles-Louis-Antoine de Sartine, et de sa bru, qui, restés à Paris, seront guillotinés sur l'échafaud au procès des chemises rouges, le 29 prairial an II (17 juin 1794).

Sartine était franc-maçon et, en 1786, apparaissait au rang des membres de la Société Olympique.

SAVALETTE DE LANGES Charles Pierre Paul

Tours 1746 – Paris 1797.

Fils de Charles Pierre Savalette de Magnanville (1713-1790), intendant de la généralité des Tours, puis directeur de la Caisse d'escompte et garde général du Trésor royal de 1756 à 1780, et de Marie Emilie Jolie, fille d'un fermier général, Charles Pierre Paul Savalette de Langes illustre le rôle que les financiers d'Etat jouent au XVIIIe siècle dans le champ de la sociabilité maçonnique.

Ces hommes de réseaux investissent très tôt les loges et s'y épanouissent, à l'image du banquier Baur, Substitut du comte de Clermont, Grand Maître de la Grande Loge. Savalette de Langes, conseiller au Parlement de Paris depuis 1746, est initié le 15 mai 1766 à « L'Union Indivisible » (Lilli), par Mariage, commis au Trésor royal. En 1771, la réforme du chancelier Maupeou et la suppression des parlements la conduisent après un voyage en Angleterre et aux Provinces-Unies dans un bourg de la Thiérache champenoise, Rumigny, où il fonde « *Les Amis Réunis* », installée le 30 mai 1771. Savalette en devient rapidement le vénérable ; il y réunit notables locaux et magistrats exilés. Très active, la loge se met en sommeil après le départ de Savalette de Langes. En 1773, l'ancien conseiller au Parlement de Paris, qui s'est séparé de son office pour acquérir la charge de garde du Trésor royal adjoint, a l'occasion de ranimer « *Les Amis Réunis* ». Il obtient le transfert de la loge de Rumigny à Paris.

Savalette de Langes s'engage très tôt aux côtés du duc de Chartres, futur duc d'Orléans, et en faveur de la création du Grand Orient, dont il devient Grand Officier, tandis que sous son impulsion, « Les Amis Réunis » deviennent rapidement l'une des loges les plus actives de la capitale. Après des débuts difficiles de Savalette devient une loge mondaine dont les fastes rivalisent avec ceux des loges aristocratiques et cosmopolites. Lors de son voyage de Weimar à Paris en 1787, Bode souligne la magnificence des représentants de la haute finance qui fréquentent « *Les Amis Réunis* ».

L'atelier de Savalette de Langes compte en 1791, lors de l'interruption de ses travaux, plus de 300 membres. Si le succès de l'atelier est donc tout à fait exceptionnel, l'œuvre de Savalette de Langes ne s'arrête pas là. En effet, il souche sur la 12e classe des *« Amis Réunis »* une véritable académie de recherches maçonniques, de rang européen, le régime des Philalèthes qui se consacrent à l'étude de la « science maçonnique ».

Le projet répond alors parfaitement aux attentes qui s'expriment à la tombée des Lumières, alors que l'irrationnel le dispute au relationnel et que Paris magnétise fiévreusement autour du baquet de Mesmer. Savalette de Langes se consacre activement au développement d'un réseau d'experts des différents régimes maçonniques attestés en Europe. Il monte un remarquable réseau de correspondances, régulièrement mis à jour et sollicité par l'intermédiaire de Proponenda, Savalette de Langes reçoit également de très nombreux visiteurs étrangers, auxquels il propose de devenir associé libre et d'envoyer des mémoires qui enrichissent le fonds de la bibliothèque des « *Amis Réunis* ».

Savalette a également recours à des émissaires chargés d'approcher les plus importantes personnes de la maçonnerie européenne. Il remet ainsi au marquis de Chefdebien un carnet dont les fiches manifestent que Savalette de Langes est un fin psychologue. Le prosélytisme de Savalette de Langes est à l'origine de sa rupture avec Willermoz qui cherche souvent à gagner les mêmes individus à son propre projet de réforme maçonnique. Savalette de Langes a d'ailleurs parfaitement pris conscience, à l'instar du Lyonnais, du glissement du centre de gravité de la franc-maçonnerie européenne vers l'Est.

Il confie au baron Charles-Henri de Gleichen, membre des « *Amis Réunis* », ancien ambassadeur du Danemark en France, le secrétariat de langue allemande des Philalèthes, et envisage un temps de tenir le second Convent des Philalèthes, véritable colloque international, à Kehl. Savalette de Langes et plusieurs de ses proches (le conseiller au Parlement Lemoyne d'Aubermesnil, Roëttiers de Montaleau, Jean-Baptiste Lesage et Taillepied de Bondy) sont approchée puis recrutés par Bode pour former le noyau des Illuminaten à Paris à la fin de l'Ancien Régime : la loge des Philadelphes. Bode affirme avoir « essayé de leur communiquer (sa) conviction sur l'origine et le but final de la franc-maçonnerie et de les guérir de leur manie des sciences secrètes et extraordinaires ».

il paraît satisfait de ses entretiens avec Savalette de Langes et les Philadelphes : « J'ai le plaisir de voir que je n'ai pas travaillé en vain (…) De leur superstition sur les sciences occultes et le baptême, ces trois frères sont nettement revenus et ils sont tous préparés à accepter des idées de la nouvelle raison saine ». Le parcours de Savalette de Langes illustre ainsi la richesse de l'histoire maçonnique du second XVIIIe siècle et invite à repenser l'opposition artificielle entre rationnel et irrationnel, entre loges mondaines et cercles maçonniques inspirés pour restituer la complexité des mouvements qui traversent la sphère maçonnique. P.-Y.B.

SAVOIRE Camille

6 juillet 1869 – 1951.

Principal acteur de la complète réintroduction du Rite Ecossais Rectifié en France au XXe siècle, Camille Savoire est le fondateur et le premier Grand Prieur du Grand Prieuré des Gaules en 1935.

Camille Savoire était issu d'une famille de paysans. Il termine à 16 ans comme boursier l'école primaire d'Onzain, entre au lycée d'Orléans et réussit en deux ans à accomplir le cycle de cinq années qui mène au baccalauréat, auquel il est admis avec la mention « très bien ». Après avoir accompli son service militaire et terminé ses études de médecine, il devient interne à l'Hôtel-Dieu en juillet 1892.



Il se consacre dès lors à la lutte contre la tuberculose et se consacre à partir de 1896 à des congrès médicaux dans la plus part des pays d'Europe. Son activité professionnelle lui vaudra d'être promu commandeur de la Légion d'honneur en 1933. Elle aura une influence directe sur sa vie maçonnique.

Initié le 14 octobre 1892 à « *La Réforme* », loge relevant de la Grande Loge Symbolique Ecossaise, il rejoint le Grand Orient de France un an plus tard.

Au cours de ses voyages professionnels, il constate que sa qualité de membre lui rend fréquemment difficile et même impossible la fréquentation de certains milieux maçonniques. Par l'intermédiaire d'Edouard de Ribancourt, il s'adresse à Edouard Quartier-la-Tente, fondateur du Bureau International de Relations Maçonniques (1903) et ancien Grand Maître de la Grande Loge Suisse ALPINA (1900-1905), qui le recommande au Grand Prieur d'Helvétie, Charles Montchal.

En effet, les trois organes directeurs de la franc-maçonnerie suisse (Grande Loge Suisse Alpina, Suprême Conseil et Grand Prieuré) ont d'excellentes relations internationales.

Comme les traités conclu entre les Directoires Ecossais et le Grand Orient de France, traités dont le Grand Prieuré d'Helvétie a reçu les pouvoirs en 1828, sont toujours en vigueur, Savoire, Edouard de Ribaucourt et Gustave Bavard sont armés Chevaliers Bienfaisants de la Cité Sainte le 11 juin 1910 à Genève et, en vertu du traité qui lie le Grand Prieuré d'Helvétie au Suprême Conseil de Suisse, Savoire reçoit le 33° par équivalence. Le même jour, le Grand Prieuré d'Helvétie décerne à ses frères une patente les autorisant à fonder à Paris une Commanderie relevant de la Préfecture de Genève et prévoyant que cette Commanderie aura la possibilité de créer, réveiller ou rectifier des loges des quatre grades symboliques. Ils réveillent « *Le Centre des Amis* » le 20 juin ainsi qu'une loge de Maître Ecossais (IVe) et en avertissent le Conseil de l'Ordre du Grand Orient. Celui-ci décide d'accorder lui-même des patentes à ces deux ateliers qu'il installera après avoir conclu un nouveau traité avec le Grand Prieuré d'Helvétie au mois d'avril 1911. Les difficultés qui surgissent au cours des deux années suivantes amènent « *Le Centre des*

Amis **» à quitter le Grand Orient de France et à se constituer le 5 novembre 1913 en Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière pour la France et les Colonies Françaises dont Ribaucourt est le premier Grand Maître.**

Ce départ et cette création sont désapprouvés par Savoire qui n'a pas pris part à l'entreprise. Le 29 novembre 1913, le Grand Prieuré d'Helvétie déclare caduc le traité d'avril 1911 et reconnaît la nouvelle Grande Loge le 22 décembre. Mais, en février 1916, sans que le traité de 1911 soit remis en vigueur, il se rapproche du Grand Orient et le Président du Conseil de l'Ordre est nommé garant du Directoire Helvétique. Coopté au Grand Collège des Rites en 1913 dont il devient Grand Commandeur le 15 septembre 1923, Savoire y accomplit une œuvre remarquable. En avril 1924, il se rend à Genève où le Grand Prieuré d'Helvétie organise une tenue pour le recevoir.

Le Grand Prieur Rochat ayant constaté que Charles Barrois, depuis 1919 successeur de Ribaucourt à la tête de la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière, est Chevalier Bienfaisant de la Cité Sainte, vient à Paris lui demander d'engager des pourparlers avec le Grand Orient afin d'établir des relations d'amitiés entre les deux obédiences. Barrois indique qu'il n'en a pas la possibilité, ce qui amène le Grand Directoire à déclarer irrégulière la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière en tant que puissance rectifiée et à remettre en vigueur le traité conclu en 1911 avec le Grand Orient.

Le Grand Collège des Rites crée où réveille des ateliers rectifiés à Bordeaux, Marseille, Montpellier, Le Touquet et Rouen, et travaille en plein accord avec le Président du Conseil de l'Ordre, Arthur Groussier, lequel en juillet 1934 élabore un traité approuvé par le Conseil de l'Ordre, prévoyant la création d'un Grand Directoire des Rites autonome ayant sous sa juridiction les ateliers des hauts grades du Grand Orient. Savoire conçoit alors un projet d'union des diverses puissances de hauts grades sur le plan national, comprenant trois sections : l'une allant jusqu'au 30° du Rite Ecossais Ancien et Accepté dont les rituels conserveraient le caractère agnostique, conforme à la doctrine du Grand Orient ; un Suprême Conseil de France unifié où se fondraient les ateliers du Rite Ecossais Ancien et Accepté de l'actuel Suprême Conseil de France et ceux du Grand Collège des Rites acceptant de travailler avec les rituels en usage au sein des Suprêmes Conseils écossais ; un Grand Prieuré comprenant les ateliers du Rite Ecossais Rectifié supérieurs au 3°.

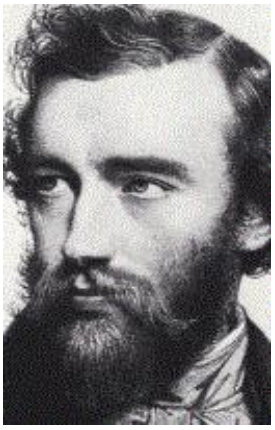
Le projet de traité élaboré par Groussier est rejeté par le Convent du Grand Orient au mois de septembre 1934 et les plans de Savoire lui valent de violentes attaques personnelles.

Le 20 mars 1935, Savoire propose par écrit au nouveau Président du Conseil de l'Ordre, Adrien Pouriau, le choix entre trois possibilités : exercice du Rite Ecossais Rectifié au sein du Grand Orient avec une indépendance rituelle absolue, indépendance totale avec signature d'un concordat autorisant les visites réciproques et établissement d'une équivalence des grades avec la possibilité d'appartenir simultanément aux deux obédiences, séparation absolue, sous le régime de l'ignorance réciproque n'excluant pas l'existence de relations officieuses sinon amicales, saisi de cette lettre le 14 avril, le Conseil de l'Ordre n'examine pas les propositions de Savoire et décide de passer à l'ordre du jour.

Entre-temps, le Grand Prieuré des Gaules avec Savoire comme Grand Prieur a été installé à Neuilly le 23 mars par une délégation du Grand Prieur d'Helvétie. Le 31 mars, Savoire préside la réunion du Grand Chapitre du Grand Collège des Rites auquel il expose l'ensemble de cette situation. Après réception de la lettre l'informant de la réaction du Conseil de l'Ordre, il adresse sa démission de membre du Grand Conseil de France et de Grand Commandeur le 18 avril aux instances compétentes, mais préside encore le 14 mai une séance du Grand Collège des Rites auquel il fait part des motifs de ses décisions. Le 24 octobre 1935, le Grand Prieuré des Gaules fonde la Grande Loge Rectifiée dont le premier Grand Maître sera le Préfet de Neustrie, René Wibaux. Cette Grande Loge fusionnera avec la Grande Loge Nationale Française en octobre 1958.

L'action de Camille Savoire a été souvent mal comprise. La chronologie est presque toujours rapportée de manière inexacte. Pour la reconstituer, il convient de consulter un petit livre de 126 pages publié en 1938 par Louis Charrière et les anciens cahiers du *Bulletin des ateliers supérieurs* du Grand Collège des Rites. Savoire se décrivait lui-même comme un libre penseur agnostique : « J'avoue que le libre penseur que j'ai toujours été n'a manifesté en entrant au Rite Rectifié aucune hésitation, ni éprouvé aucun scrupule lorsqu'on lui a demandé de déclarer qu'il professait *l'esprit du christianisme*, surtout lorsque le Grand Prieur (d'Helvétie, en juin 1910)v a ajouté : « Il s'agit ici de l'esprit du *christianisme primitif* résumé dans la maxime : *Aime ton prochain comme toi-même* ». A.B.

SAX **Antoine Joseph Adolph** Dinant Belgique 6 novembre 1814 - Paris 4 février 1894.



Belge, facteur d'instruments de musique. Il inventa le saxhorn (1845) et le saxophone (1846).
Initié Franc-Maçon, en 1842, à la Loge "*Les Vrais Amis de l'Union*"

Adolph Sax, est né à Dinant le 6 novembre 1814. Il était le fils aîné de Charles-joseph Sax, facteur d'instruments installé à Bruxelles. Adolph Sax eut l'idée de suivre les traces de son père : il s'adonna lui aussi à la facture instrumentale. Il reçut une formation musicale qui devait lui permettre de jouer des instruments qu'il fabriquait: il apprit la flûte avec Lahou, la clarinette avec Bender, et Reusler lui enseigna l'harmonie.

Sax se rendit compte de l'imperfection de la clarinette en y jouant, et il voulut changer cela. En Juin 1838 Adolph a eut son premier brevet pour " un nouveau système de clarinette basse ", qu'il améliora encore en 1840.

Le jeune Sax s'était néanmoins déjà fait remarquer lors de l'Exposition Nationale des Produits de l'Industrie Belge à Bruxelles en 1835. Le jury de l'exposition avait en effet remarqué parmi les instruments exposés par Charles-joseph Sax " une clarinette en bois à 24 clefs, inventée et perfectionnée par Sax fils, jeune homme de dix-neuf ans qui débute par un bel ouvrage, dans une carrière où il promet de suivre les traces paternelles ".

Exposition de l'Industrie Belge de 1841, Charles-joseph Sax et son fils exposent séparément leurs instruments. Adolph Sax avait annoncé qu'il exposerait un nouvel instrument de son invention, le saxophone, mais celui-ci ne fut pas prêt à temps, et il fallut attendre l'Exposition de 1849 à Paris pour que le public puisse voir une famille entière de saxophones. Vers les années 1835, on parlait beaucoup d'une éventuelle réorganisation des musiques militaires en France. Avec des moyens financiers extrêmement réduits, Adolph Sax ouvrit une fabrique d'instruments de musique au 10 rue Neuve Saint Georges en Juillet 1843. Hector Berlioz attira l'attention du publique sur Adolph Sax par un article. Cet article ne manqua pas d'éveiller l'intérêt des musiciens de Paris. Halévy, Habeneck, Auber, et d'autres encore encouragèrent Sax à poursuivre ses recherches. Le génie inventif d'Adolph Sax en matière de facture instrumentale se manifesta non seulement dans la fabrication des instruments à vent en cuivre, mais également dans celle des instruments à vent en bois et des instruments à percussion. La plupart de ses travaux reposaient sur une constatation fondamentale d'acoustique qu'il fut très probablement un des premiers à faire et à énoncer, à savoir que la sonorité (le timbre) d'un instrument est déterminé non par la nature du matériau employé, mais par les proportions données à la colonne d'air. Cette constatation nous semble à présent évidente, mais la plupart des facteurs contemporains de Sax nièrent pendant longtemps que les proportions avaient une influence quelconque sur la qualité d'un instrument.

A l'époque où Sax s'installa à Paris, les instruments à vent en cuivre manquaient totalement d'homogénéité. L'objet des premières recherches de Sax fut de remédier à tout inconvénient. Il y réussit avec succès par la création des saxotrombas et des saxhorns qu'il construisit en famille de manière à couvrir toute l'étendue de l'échelle de personnalités musicales. De plus, ses instruments offraient une unité de forme et de doigté inconnu à l'époque. La création d'une nouvelle famille d'instruments entraîna Adolph Sax à publier une méthode pour leur enseignement. Annoncée dès 1846, sa Méthode complète pour saxhorn et saxotromba soprano, alto, ténor, baryton basse et contrebasse à 3, 4 Ou 5 cylindres suivis d'exercices pour l'emploi du compensateur parut en 1851 chez Brandus. Suivant un plan clair et rationnel, Adolph Sax y exposait graduellement toutes les difficultés des instruments de la famille des saxhorns et des saxotrombas, ainsi que des cornets à pistons.

Adolph Sax donna encore son nom à deux autres familles d'instruments à vent: les saxtubas, et les saxophones pour lesquels il est mondialement connu. Il fut sans cesse préoccupé de perfectionner les instruments à vent dans les domaines du timbre et de la justesse, de l'étendue et de la sonorité, de la facilité d'exécution et des combinaisons de doigté. Afin de faciliter le port de l'instrument, Sax imagina une grande variété de formes qu'il modifiait sur les conseils des artistes musiciens.
Lui-même jouait avec habileté de ses instruments, qu'il faisait entendre au cours des soirées musicales qu'il organisait dans les ateliers de la Rue Saint-Georges. Les musiciens qui participaient aux soirées, parfois enthousiasmés par la sonorité nouvelle de certains instruments, introduisirent ceux-ci dans leurs compositions. Les instruments d'Adolph Sax furent également adoptés officiellement à l'Opéra de Paris dès 1847 quand Verdi utilisa des saxhorns sur la scène pour son opéra intitulé Jérusalem. A cette occasion Adolph Sax fut d'ailleurs nommé chef de la fanfare de l'Opéra. On fit appel à lui chaque fois que l'Opéra avait besoin d'une fanfare sur la scène, Sax était tenu de fournir une vingtaine de musiciens.

En 1845, le Ministre de la Guerre nomma une commission spéciale composée de personnalités militaires et musicales pour étudier la question de la réorganisation des musiques militaires en France. Les facteurs parisiens furent invités à venir présenter leurs nouveaux instruments et à émettre des propositions quant à la composition instrumentale des musiques réglementaires.

Des concours publics furent organisés pour comparer les différents systèmes proposés. Adolph Sax s'était bien entendu mis dans la course et, lorsqu'au mois d'août 1845 fut votée la décision ministérielle portant sur la réorganisation des musiques militaires, il fut doublement satisfait. D'une part, ses nouveaux instruments, saxhorns et saxophones étaient adoptés dans les musiques réglementaires, et d'autre part leur organisation instrumentale reposait en grande partie sur ses idées. Une famille entière de saxhorns était utilisée dans chaque régiment; des saxophones entraient dans la composition des musiques d'infanterie, et la majorité des autres instruments en cuivre étaient du système de Sax.

Quand la République se substitua à la Royauté en février 1848, Sax, qui était attaché à la famille d'Orléans, fut malheureusement victime de ce changement de régime. La décision ministérielle de 1841 fut abolie et les instruments Sax (saxophones, saxhorns et clarinette-basse) se trouvèrent exclus de la composition instrumentale des musiques militaires; ils furent remplacés par des hautbois, bassons et trompettes. Le retour à l'Empire permit à Sax de faire apprécier une nouvelle fois ses instruments. Napoléon III fit savoir qu'il désirait une musique modèle pour le régiment des guides de la Garde nationale. Sax réunit une cinquantaine de musiciens et fit entendre, devant un auditoire de marque, une musique modèle organisée selon ses idées. Cet ensemble donna par la suite de nombreux concerts publics sous le nom de Société de la Grande Harmonie. L'Empereur fut enthousiasmé et la réorganisation de la Garde Impériale fut décrétée en mai 1854; elle était basée sur le système proposé par Sax.

Cette année-là, la bienveillance de l'Empereur à l'égard de Sax se manifesta encore par sa nomination au titre de " facteur d'instruments de musique de la maison militaire de l'Empereur". Dans ce même courant de réorganisation des musiques militaires, on supprima le Gymnase de musique militaire en 1856, pour annexer au Conservatoire l'année suivante, des classes pour élèves militaires. La classe de saxophone fut confiée à Adolph Sax. Quand vint la guerre d'Italie, on décida de réduire le nombre de musiciens soldats, et on supprima certains instruments rentrant dans la composition des musiques régimentaires.

L'effectif instrumental imaginé par Sax en fut considérablement réduit. En 1867 on parla même de supprimer complètement les musiques militaires. Comme on le voit, les travaux d'Adolph Sax ne lui valurent pas que des satisfactions. Ses succès devaient d'ailleurs provoquer la jalousie de ses nombreux concurrents qui dès 1845, s'organisèrent en une véritable coalition. Tout fut entrepris pour entraver sa réussite. Ses adversaires s'emparèrent de ses inventions et les exploitèrent à leur propre compte. Ils affirmèrent que les inventions Sax n'avaient rien de neuf et ils firent supposer l'existence antérieure, dans des pays étrangers, de ses instruments. Berlioz, qui était un défenseur acharné de Sax, décrit l'animosité des facteurs coalisés en ces termes: "Croirait-on que ce jeune et ingénieux artiste à mille peines à se faire jour et à se maintenir à Paris ?

On renouvelle contre lui des persécutions dignes du Moyen-Age qui rappellent exactement les faits et gestes des ennemis de Benvenuto, le ciseleur florentin. On lui enlève ses ouvriers, on lui dérobe ses plans, on l'accuse de folie, on lui intente des procès; avec un peu plus d'audace on l'assassinerait. Telle est la haine que les inventeurs exercent toujours parmi ceux de leurs rivaux qui n'inventent rien". Sax fut entraîné dans une longue série de procès portant sur la validité de ses brevets. Conscient de sa valeur et souffrant mal qu'on le plagiât, Sax ne renonça pas à la lutte et ne s'est jamais résigné. Il eut l'heureuse satisfaction de voir ses efforts récompensés en 1860 par le vote d'une loi spéciale qui prolongeait de cinq ans la durée des brevets relatifs au saxotromba et au saxophone.

D'autre part, Sax remporta toujours un immense succès aux expositions auxquelles il participait. Il reçut une Médaille d'Argent à l'Exposition des produits de l'Industrie française en 1844 où il exposa des clarinettes, des flûtes, des cors et des bugles perfectionnés auxquels le nom de saxhorn n'était pas encore appliqué; il fut décoré de la Croix de la Légion d'Honneur en 1849 suite à l'Exposition de l'Industrie Française où il avait présenté des familles complètes de saxophones, de saxhorns et de saxotrombas. Le jury de l'Exposition Universelle de Londres en 1851 lui décerna une Council Medal l'ensemble de ses instruments, dont un saxhorn bourdon haut de trois mètres; une Grande Médaille d'Honneur lui fut attribuée en 1855 lorsqu'il exposa ses saxtubas.

L'Exposition Universelle de 1862 de Londres vit l'apparition de nouveaux instruments à six pistons et tubes indépendants, à pavillon mobile, ainsi que des instruments pourvus à la fois de clefs et de pistons; les vitrines d'Adolph Sax renfermaient également des nouvelles timbales sans chaudron; il remporta une nouvelle fois une Médaille. Enfin, à l'Exposition Universelle de Paris en 1867, Sax exposa des instruments à sept pavillons; Il remporta le seul grand Prix décerné à la facture instrumentale. Il fut en outre décoré de la Couronne de Chêne de Hollande en 1845, et reçut la Grande Médaille d'Or du Mérite de Prusse en 1846.

En résumé, la diversité des métiers de Sax est étonnante; il ne se contenta pas du seul métier de facteur d'instruments puisqu'il fut aussi éditeur de musique, professeur de saxophone, organisateur et directeur de la fanfare de l'Opéra de Paris, organisateur de concerts ainsi qu'initiateur de la réorganisation des musiques militaires en France. Enfin, il procéda à des recherches relatives à l'acoustique des salles qui l'amenèrent à proposer des plans pour une nouvelle salle de concert.

Médiocre gestionnaire de ses affaires, il fut acculé trois fois à la faillite : en 1852, 1873 et 1877. Mais il serait injuste de ne pas mentionner que les changement de régime politique lui firent essuyer de nombreux revers. Il en fut ainsi lors de la Révolution de 1848 et de la guerre de 1870. Adolph Sax restera dans l'histoire de son temps un génie de la facture des instruments à vent par ses nombreuses inventions et perfectionnements. Il meurt à Paris le 4 février 1894 âgé de 79 ans.

SAXE COBOURG GOTHA George, Chrétien, Frédéric Cobourg, Bavière 16 décembre 1790 -



Roi des belges de 1831 à 1865, Laeken, Belgique 10 décembre 1865.
Sous le nom de Léopold 1er, il protégea la Franc-Maçonnerie. Il **passe pour avoir été initié Franc-Maçon à la Loge bernoise "*Zur Hoffnung 1813*" (La famille de Saxe, famille régnante de Belgique, a toujours compté de nombreux francs-maçons).**

Il est le plus jeune fils du duc souverain François de Saxe-Cobourg-Saalfeld (1750-1806) et de sa seconde épouse la comtesse Augusta Reuss d'Ebersdorf **(de)** (1757-1831). Il est élu premier roi des Belges le 4 juin 1831 et prête serment sur la constitution le 21 juillet 1831. Le 21 juillet est aujourd'hui la date de la fête nationale belge. Sa sœur Julienne a épousé dès 1796 le grand duc Constantin, frère et successeur potentiel du tsar. Ainsi, à 5 ans, le jeune Léopold est-il nommé colonel du régiment impérial Izmailovski en Russie, et à 12 ans, il devient général.

En 1806, il séjourne brièvement à la cour de Napoléon Ier après la conquête du duché de Saxe-Cobourg-Saalfeld **(de)** par les troupes napoléoniennes. L'adolescent refuse le grade d'adjudant offert par l'empereur des Français et se rend dans la Russie d'Alexandre Ier, son beau-frère. En 1808, il accompagne Alexandre Ier, pendant sa rencontre avec Napoléon à Erfurt. Il participe alors, en tant que général de brigade d'un régiment de cavalerie russe, aux campagnes de 1807, 1808, 1813 et aux batailles de Lützen, Bautzen et Leipzig contre les troupes Françaises en 1814. Ces batailles lui valent le titre de général de division de l'Armée russe.

Histoires de famille
La paix revenue et scellée par le Congrès de Vienne, il épouse le 2 mai 1816 la princesse de Galles Charlotte-Augusta, le seul enfant légitime du prince régent, le futur George IV du Royaume-Uni et à terme héritière du trône de Grande-Bretagne et d'Irlande, dont il sera d'ailleurs profondément épris. Mais après avoir donné naissance le 5 novembre à un fils mort-né, la princesse meurt le 6 novembre 1817 à l'âge de 21 ans.

Le prince en restera toute sa vie inconsolable. Bien qu'il épousa en secret l'actrice Karoline Bauer. Mais il dut en divorcer peu après pour épouser la fille du roi Louis-Philippe. Le duc, qui n'a plus de fonction officielle voire de raison d'être à la cour du Royaume-Uni, demeure néanmoins au Royaume-Uni et continue de toucher les pensions versées par le gouvernement britannique (au grand dam de ce dernier). Il aide ensuite des membres de sa parenté dans leur ascension vers les différents trônes européens. Dès 1818, il remarie sa sœur Victoria, veuve depuis quatre ans du prince de Linange (*Leiningen*) au duc de Kent, frère cadet du Prince-Régent. Il devient ainsi l'un des principaux conseillers de sa nièce, la future reine Victoria. Néanmoins, le gouvernement britannique trouve qu'un tel hôte coûte cher et a peu d'utilité pour l'empire Britannique. A la faveur des événements internationaux, le prince Léopold va être amené à quitter le sol britannique.

Élu roi des Belges
Il refuse en 1830 la couronne de Grèce, pays qu'il juge trop instable et trop éloigné du centre de l'Europe. En Belgique, le Congrès national, dans ce nouveau pays devenu indépendant des Pays-Bas depuis le 4 octobre 1830, élit d'abord roi des Belges Louis d'Orléans (1814-1896), duc de Nemours, deuxième fils de Louis-Philippe Ier (ce dernier vient d'être élu roi des Français par le Parlement), mais Louis-Philippe refuse le titre au nom de son fils pour calmer les velléités du Royaume-Uni. Le Congrès belge propose alors à Léopold de devenir roi des Belges, qui le connaissent pour son passé militaire (il s'est battu contre Napoléon). Il accepte à la condition que soit réglé le problème des frontières et des dettes de la Belgique. Il obtient de la conférence de Londres le traité des XVIII articles, accepté par le congrès le 9 juillet 1831. Roi officiellement depuis le 26 juin 1831, il prête serment à Bruxelles le 21 juillet suivant.

La résistance
Le 2 août 1831, alors qu'il effectue sa Joyeuse Entrée à Liège, il apprend que les Pays-Bas reprennent la guerre contre la Belgique. Léopold fait appel à Joseph Lebeau pour demander l'aide de Paris et de Londres, car la constitution lui interdit de faire appel à des forces étrangères sans l'autorisation du Parlement (qui n'est alors pas encore élu). Il défend en personne la route de Bruxelles. L'armée belge est en déroute, mais, grâce à l'aide française, l'avance hollandaise est arrêtée. Pour défendre son nouveau titre royal, et en gratitude à la France, il épousera la fille de Louis-Philippe, Louise d'Orléans. Ce n'est qu'en 1839 que l'indépendance belge sera définitivement garantie grâce à la ratification par les Pays-Bas du traité des XXIV articles établissant l'indépendance du nouveau royaume belge, tant face aux Pays-Bas que face à la France.

Une seconde famille
Le 9 août 1832, il épouse Louise d'Orléans, la fille du roi des Français Louis-Philippe Ier qui lui donna quatre enfants :

- Louis-Philippe (1833-1834)
- Léopold (1835-1909) qui lui succédera et épousa en 1853 Marie Henriette d'Autriche (1836-1902) dont il aura un fils et trois filles ;
- Philippe, comte de Flandre (1837-1905) épousa en 1865 Marie de Hohenzollern-Sigmaringen (1845-1912) dont il aura deux fils et trois filles ;
- Charlotte (1840-1927) (ainsi nommée en hommage à sa première épouse) épousa en 1857 Maximilien d'Autriche (1832-1867), frère cadet de l'empereur François-Joseph Ier, proclamé empereur du Mexique en 1864 (sans postérité).

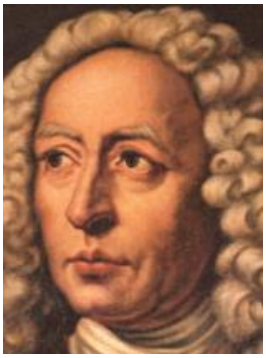
Avec une maîtresse, Arcadie Claret de Viescourt, puis Meyer (1826-1897), le roi eut deux autres fils :
- baron Georges-Frédéric von Eppinghoven (1849-1904)
- baron Arthur von Eppinghoven (1852-1940), d'après le titre nobiliaire accordé à leur mère.

Le règne de Léopold
À l'extérieur, Léopold sait se servir de ses relations familiales pour protéger le jeune royaume de Belgique face aux ambitions prussiennes et françaises, notamment des menaces d'annexion sous le règne de Napoléon III. Il aide à maintenir la paix en Europe, notamment en restant neutre pendant les événements français de février 1848. Il arrange le mariage de ses neveux et nièces :

en 1836 Ferdinand épouse la reine Marie II de Portugal
en 1840 Albert épouse sa cousine la reine Victoria du Royaume-Uni. Il allie également la famille de Saxe-Cobourg avec sa belle-famille d'Orléans.
en 1843 Auguste épouse Clémentine d'Orléans, soeur de la reine Louise-Marie et devient le beau-frère de son oncle.
en 1846 Léopold, son neveu, frère d'Auguste et de Ferdinand, manque d'épouser la reine Isabelle II d'Espagne.
en 1853 et 1857 ses enfants Léopold et Charlotte s'allient à la plus prestigieuse des Maisons, les Habsbourg-Lorraine, anciens souverains de la Belgique et du Saint-Empire.

La reine Victoria continuera cette politique matrimoniale, méritant à la génération suivante le qualificatif de « Grand-mère de l'Europe »... Dans le royaume, il aide à l'ouverture de la première ligne de chemin de fer en Europe continentale : le premier train belge roule entre Bruxelles et Malines le 5 mai 1835. Il est le sujet du premier timbre postal de Belgique, surnommé les Épaulettes. Il échoue à faire passer des lois pour réguler le travail des enfants et des femmes. Décédé le 10 décembre 1865 à Bruxelles dans le palais de Laeken, il est inhumé dans la crypte royale à l'église Notre-Dame de Laeken. Wikipédia

SAYER **Anthony** 1672 - January 1742.



Franc-Maçon de la Loge "Cannogate Kilwinning", Edimbourg
At the Revival in 1717 "Mr. Antony Sayer, gentleman" was elected the first Grand Master of the Grand Lodge of England.
"We also find the name among the worthies of the Old King's Arms Lodge, No. 28, London, England, the name of that somewhat elusive character, Anthony Sayer, the first Grand Master of England, about whom less definite information is known than any of his successors in that high office." Nothing is known of his life other than he was often in straightened circumstances, petitioning Grand Lodge for charity on 21 November, 1724, 21 April, 1730 and 17 April, 1741 and receiving support from the Old King's Arms Lodge on 2 February, 1736 and 3 March, 1740. His death is recorded in the minutes of the Old King's Arms Lodge as occurring in the month prior to January 6, 1742.

Grand Master : 1717
Senior Grand Warden : 1719
Grand Lodge of England
Member *Lodge of Fortitude and Old Cumberland No. 12*
Tyler
Old King's Arms Lodge No. 28
Member *Lodge at the Apple Tree Tavern, Charles Street*

SCHAFFGOTSCH (Graf von)
Deux frères de sang portèrent ce titre et ce nom.
Léopold (*Warmbrunn, 1714 - ?)* : **major du régiment de dragons Alt-Möllendorf au service de la Prusse, il est reçu maçon à la loge « *Aux Trois Squelettes* » à Breslau en 1742. En 1744, à Berlin, il décerne le grade de Maître Ecossais au comte Carl Gustav Tessin, figure marquante de la vie politique et de la maçonnerie suédoise, qui devient le tuteur du futur Gustave III. La Mère Loge « *Aux Trois Globes* » lui remit le 15 septembre 1746, une patente pour la loge « *Aux Trois Ancres* » à Königsberg, dont les travaux ont commencé le 1er décembre 1745.**

Philipp Gotthard (*Warmbrunn, 1716-Schloss Johannesberg, 1795*) : frère cadet de Léopold, il fait ses études chez les jésuites à Rome, est ordonné prêtre en 1738 et devient chanoine en 1742.
Le 6 mars de cette année, il est reçu maçon à Breslau dans la loge « *Aux Trois Squelettes* » dont le procès-verbal indique que « toute la vénérable société s'engagea sous foi de frère maçon de ne point découvrir la réception ». Il confie à deux membres de sa loge, Albert Joseph, comte Hoditz, et Franz, comte de Grossa, le soin de fonder la loge « *Aux Trois Canons* », ouverte le 17 septembre 1742 à Vienne (Autriche).



Ayant commis l'imprudence de reconnaître publiquement sa qualité de maçon lors d'une réunion canoniale à Olmütz où il avait sa résidence, les chanoines, en vertu de l'excommunication de 1738, refusent de participer à toute réunion religieuse tenue en sa présence et lui interdisent l'entrée de la cathédrale. Par l'entreprise de l'archevêque d'Olmütz, Schaffgotsch déclare sous serment, le 25 août 1742, se séparer de la maçonnerie, et Benoît XIV le dispensa des peines canoniques qu'il avait encourues. Schaffgotsch n'interrompt pas pour autant son activité maçonnique et fonde en 1744 une loge à Brockau près de Breslau où il est nommé archevêque en 1748. A.B.

SCHIKANEDER **Emanuel**



Acteur et écrivain autrichien, directeur de théâtre, fondateur du théâtre « An der Wien ». (1751 – 1812).

SCHILLER von **Friedrich** Marbach am Neckar 10 novembre 1759 - Weimar 9 mai 1805.



Poète et écrivain allemand. Johann Christoph Friedrich Schiller est né en 1759 à Marbach am Neckar d'un père militaire dans les armées du Wurtemberg. Quelques années plus tard, vers 1766 sa famille s'installe à Ludwigsburg et y reste jusqu'en 1780. Bien qu'il passe son enfance et sa jeunesse dans une certaine pauvreté, il attire l'attention du duc de Wurtemberg, Charles-Eugène, qui lui propose d'intégrer les rangs dans l'établissement qu'il a créé, la Karlsschule. En 1773, Schiller commence à étudier le droit puis à partir de 1775 la médecine.

En 1780, il écrit son *Diplomarbeit* (mémoire de fin d'études) et devient médecin militaire à Stuttgart. En 1781, il publie *Les Brigands* anonymement. En 1782, Schiller, médecin militaire, se retrouve en détention quelques jours à Asperg pour cause d'éloignement non autorisé (presque de la désertion). Il était allé assister à Mannheim à la représentation de sa pièce *Les Brigands* sans autorisation.

En 1783, il travaille comme bibliothécaire et obtient un contrat jusqu'en 1785 comme poète de théâtre à Mannheim. Pendant quelques années, il déménage souvent (Leipzig, Dresde, Weimar) et rencontre pour la première fois Johann Wolfgang von Goethe en 1788. À la fin de cette année, il décroche une place de professeur d'histoire et philosophie à Iéna où il s'installe l'année suivante. Il écrit des œuvres historiques. Il sympathise alors avec un autre personnage célèbre de son temps : Wilhelm von Humboldt. En 1790, il épouse Charlotte von Lengefeld. En 1791, il devient pensionnaire du prince Frédéric-Christian d'Augustenbourg. En 1794, Goethe le pousse à écrire pour le journalisme satirique. Le 26 août 1792, la France de la Révolution française lui donne la citoyenneté française, suite à ses nombreux écrits contre les tyrans ; il ne l'apprend qu'en 1798.

En 1799, il retourne à Weimar où Goethe le convainc d'écrire de nouvelles pièces de théâtre. Il prend avec Goethe la direction du théâtre de la Cour grand-ducale qui se place très vite à la pointe de la scène théâtrale allemande, permettant une renaissance du genre dramatique. En 1802, il est anobli : la particule *von* est ajoutée à son nom. Il reste à Weimar jusqu'à sa mort d'une dégénérescence pulmonaire, à l'âge de 45 ans.
Depuis 1934, l'université de Iéna porte le nom de *Friedrich-Schiller*.

Les problèmes que traite l'œuvre de Schiller, qu'ils soient politiques, éthiques ou tout simplement esthétiques, ont contribué de façon majeure à l'avancée des idées à la fin du XVIII[e] siècle. Plus encore que Goethe, il a influencé le romantisme allemand. Dans les dernières années de sa vie, Schiller a voulu doter l'Allemagne d'un « classicisme » qu'elle n'avait pas connu. Il traduit la *Phèdre* de Racine pour Weimar, et emprunte des méthodes dramatiques à la tragédie grecque. D'où son double statut de classique et de romantique, et sa place centrale dans la littérature allemande et européenne. Parmi les grands admirateurs de Schiller, on trouve Fiodor Dostoïevski mais aussi Ludwig van Beethoven, Giuseppe Verdi, Thomas Mann ainsi que Victor Hugo.

SCHLEGEL von **Friedrich**



Philosophe et écrivain allemand (1778 – 1829)

SCHLOSSER Johan Goerg

Ecrivain et juriste allemand. Beau frère et ami intime de Goethe. (1739 – 1799).

SCHOELCHER Victor Paris 22 juillet I804 - Houilles 25 décembre 1893.



Homme politique. Ayant voyagé aux colonies, il se fit l'apôtre de l'abolition de l'esclavage qu'il réalisa le 24 avril 1848 lorsqu'il fut ministre de la Marine du gouvernement provisoire.
Initié Franc-Maçon, avant 1848, à la Loge "*Les Amis de la Vérité*", Paris, puis affilié à "*La Clémente Amitié*"

.

Victor Schoelcher naît le 22 juillet 1804 à Paris dans une famille bourgeoise originaire de Fessenheim en Alsace. Son père est propriétaire d'une manufacture de porcelaine. Il fait de courtes études au lycée Condorcet, côtoyant les milieux littéraires et artistiques parisiens1, faisant connaissance avec George Sand, Hector Berlioz et Franz Liszt. Son père l'envoie au Mexique, États-Unis et Cuba en 1828-1830 en tant que représentant commercial de l'entreprise familiale. Lorsqu'il est à Cuba, il y est révolté par l'esclavage.

L'engagement

De retour en France, il devient journaliste et critique artistique, publiant des articles, des ouvrages, multipliant ses déplacements d'information.

Il adhère à la franc-maçonnerie, à la loge « Les Amis de la Vérité » puis à « La Clémente Amitié » et à la Société pour l'abolition de l'esclavage. Il n'aura de cesse que de lutter pour la libération des esclaves, revendant rapidement la manufacture dont il hérite en 1832 à la mort de son père pour se consacrer à son combat.

Le discours abolitionniste de Schoelcher évolue au cours de sa vie. En effet, au début de son engagement, il s'oppose à l'abolition immédiate de l'esclavage. En 1830, dans un article de la *Revue de Paris*, « Des Noirs », il demande ouvertement de laisser du temps aux choses. Cette vision de l'abolition se retrouve en 1833, dans son premier grand ouvrage sur les colonies : *De l'esclavage des Noirs et de la législation coloniale*. Pour lui, il serait dangereux de rendre instantanément la liberté aux noirs, parce que les esclaves ne sont pas préparés à la recevoir. Il souhaite même le maintien de la peine du fouet, sans laquelle les maîtres ne pourraient plus travailler dans les plantations. Il faut attendre un nouveau voyage dans les colonies pour qu'il se tourne vers une abolition immédiate. Nommé sous-secrétaire d'État à la Marine et aux colonies dans le gouvernement provisoire de 1848 par le ministre François Arago, il contribue à faire adopter le décret sur l'abolition de l'esclavage dans les Colonies. Le décret signé par tous les membres du gouvernement paraît au *Moniteur* le 5 mars.

De 1848 à 1850, il siège à gauche comme député de la Martinique et de la Guadeloupe. L'esclavage avait déjà été aboli en France à l'initiative de l'Abbé Henri Grégoire, pendant la Révolution française (4 février 1794, 16 pluviôse an II), puis rétabli par Napoléon Ier par la loi du 20 mai 1802. En tant que président de la commission d'abolition de l'esclavage, il est l'initiateur du décret du 27 avril 1848 abolissant définitivement l'esclavage en France.

Lors du coup d'État du 2 décembre 1851, il fut un des rares députés présents aux côtés de Jean-Baptiste Baudin sur la barricade où celui-ci sera tué. Républicain, défenseur des droits de la femme, adversaire de la peine de mort, il est proscrit durant le Second Empire par le coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte.

Il s'exile en Angleterre où il rencontre fréquemment son ami Victor Hugo. En 1870, il revient en France suite à la défaite de Sedan. Après l'abdication de Napoléon III, il est réélu député de la Martinique à l'Assemblée nationale (1871). Le 16 décembre 1875, il est élu sénateur inamovible.

En 1877, Victor Schoelcher dépose une proposition de loi pour interdire la bastonnade dans les bagnes. La commission d'initiatives refuse la proposition, mais les peines corporelles seront abolies en 1880. En 1884 et 1885 il tente de s'opposer, sans succès, à l'institution de la relégation des forçats récidivistes en Guyane.

La fin de sa vie

À la fin de sa vie, comme il ne s'était jamais marié et qu'il n'avait pas eu d'enfant, il décida de donner tout ce qu'il possédait. Victor Schoelcher est mort le 25 décembre 1893 à l'âge de 89 ans dans sa maison au 24 rue d'Argenteuil, devenue depuis l'avenue Schoelcher, à Houilles dans les Yvelines. Enterré à Paris au cimetière du Père-Lachaise, ses cendres furent transférées par décision de l'Assemblée nationale et du Président du Conseil de la République, Gaston Monnerville au Panthéon le 20 mai 1949 en même temps que celles du Guyanais Félix Éboué (premier noir à y être inhumé).

POSTERITE
En hommage à son combat contre l'esclavage, la commune de Case-Navire (Martinique) prit le nom de Schœlcher en 1888. En 1952, un billet de 5 000 francs à l'effigie de Victor Schoelcher est mis en circulation en Martinique. La commune de Fessenheim a fait de la maison de la famille Schoelcher un musée qui porte son nom.

Le 21 juillet : jour de **Victor Schoelcher** (commémoration de la naissance, le 22 juillet 1804 du député qui fut à l'origine de l'abolition de l'esclavage), en Guadeloupe et Martinique, le 10 mai : Journée annuelle de la mémoire de l'esclavage, commémoration de la reconnaissance par le Parlement français de l'esclavage comme crime contre l'humanité ; elle s'ajoute à celles de l'abolition de l'esclavage dans les régions d'outremer

SCHRÖDER — Friedrich Ludwig

Schwerin 1744 – Rellingen, Holstein 1816.



Acteur allemand célèbre pour ses compositions de Hamlet et du roi Lear, auteur d'une vingtaine de pièces de théâtre publiées en quatre volumes en 1831, adversaire résolu des hauts grades, en particulier de la Stricte Observance et du système suédois introduit en Allemagne par Zinnendorf, Schröder, que Runkel considérait comme « un fils du siècle des Lumières », est le réformateur des rituels de la maçonnerie allemande et l'un des pères de l'école « authentique » des histoires de la maçonnerie. Il porte les prénoms de ses parrains, Friedrich et Ludwig von Mecklembourg-Schwerin. Sa mère, l'actrice Charlotte Sophie Biereichel, avait épousé un organiste décédé en 1745 et se remaria avec Konrsd Ernst Ackermann, acteur célèbre et directeur d'une troupe de comédiens. Schröder débute sur les planches à trois ans en présence de l'impératrice Elisabeth de Russie, fréquente épisodiquement des écoles diverses de Varsovie à Soleure au hasard des tournées théâtrales, et gagne parfois sa vie au billard.

A la mort de son beau-père, il lui succède à la tête d'un théâtre de 1 400 places à Hambourg, qu'il dirige de 1771 à 1780. Il épouse l'actrice Anna Christiane Hardt en 1773, accepte un engagement en Autriche au théâtre impérial de Vienne où sa pièce, Die Freimaurer, est créée le 10 janvier 1784. Il reprend la direction du théâtre de Hambourg de 1784 à 1798 et va alors à Weimar faire la connaissance de Goethe, Schiller et Wieland.

Refusé à l'unanimité le 30 mai 1769 par la loge « *Jonathan de Braunschweig* » en raison de sa profession d'acteur, il est reçu grâce à l'amitié de Bode, le 8 septembre 1774, à la loge « *Emmanuel zur Maienblume* », créée deux mois plus tôt à Hambourg par la loge « *Absalom* » en faveur des dissidents de la Stricte Observance. Le 23 octobre suivant, il fonde la loge « *Elisa zum warmen Herzen* » où ne sont reçus que des comédiens. Déclarée irrégulière, cette loge disparaît trois ans plus tard. Schröder est élevé au grade de maître le 6 juillet 17785 et devient Maître Ecossais le 8 mars 1776. A son retour de Vienne où il n'avait eu aucune activité maçonnique, la loge « *Emmanuel* » le choisit pour vénérable le 28 juin 1787 et le réélit chaque année jusqu'en 1799. Lorsque Johann Philip Beckmann succède au Grand Maître Provincial von Exter le 8 mai de cette année, Schröder est élu Grand Maître Adjoint. Il conserve cette fonction quand la Grande Loge Provinciale proclame son indépendance le 4 février 1811 et devient la Grande Loge de Hambourg dont Beckmann est le premier Grand Maître.

A la mort de Beckmann, Schröder est élu Grand Maître le 28 juin 1814. Doué d'une culture remarquable pour un autodidacte, il se consacre alors à réunir une collection unique de documents et de rituels et, simultanément, crée une structure maçonnique sans précédent. Conçue en 1797 comme une loge d'instruction réservée aux maîtres maçons auxquels Schröder voulait faire connaître les différents rites aussi bien que les systèmes maçonniques inventés par des escrocs, et comme un cercle « *au sein duquel s'exercerait la véritable fraternité, contrairement à ce qui se passe dans les loges* » où seraient posées, oralement ou par écrit, les questions les plus diverses, cette loge ne se réunit que 18 fois, les maçons les plus âgés, rebutés par le mot « instruction », considérant l'idée de Schröder comme une atteinte à leurs privilèges, alors qu'elle enthousiasmait les plus jeunes frères. Cette première création ressuscite le 25 octobre 1802 sous le nom de Engbund existera jusqu'en 1868.

En 1817, Cornelius Ridel publie un index alphabétique de 232 pages qui constitue un répertoire pour les 182 cahiers manuscrits de l'Engbund, pour les œuvres historiques de Schröder et la vingtaine de cahiers de rituels imprimés sous sa direction à l'imprimerie secrète de Rudolfstadt qui appartenait à Wesselhöft. Elle était ainsi nommée parce que celui-ci, membre de la loge « *Amalia de Weimar* », et ses employés s'étaient engagés par serment à conserver secret le travail qui leur était confié. L'économie des imprimés est énumérée et analysée dans la Maurerische Bücherkunde, publiée en 1886 par Reinhold Taute. En 1976, la Grande Loge du Danemark a réimprimé 300 exemplaires hors commerce des 26 cahiers de rituels et de brefs écrits historiques publiés entre 1805 et 1816 par Schröder. Toutefois, les 1700 pages des *Materialien* et du livre que Schröder consacra à Zinnendorf n'ont été réimprimés qu'à 4 exemplaires vers 1990.

Les ouvrages de Schröder reproduisent le texte de documents d'une valeur historique inestimable. Les nouveaux rituels des trois grades symboliques que Schröder rédige après avoir consulté de très nombreux maçons sont acceptés à Hambourg le 29 juin 1801. Avec relativement peu de modifications, ils sont aujourd'hui encore utilisés en Allemagne. Leur contenu repose sur une erreur historique remarquable. Schröder était convaincu que le texte de Three Distinct Knocks, paru à Londresv en 1760, représentait le plus ancien état connu du rituel anglais et que *Masonry Dissected*, publié en 1730 par Prichard, en constituait une modification ultérieure, ce qui démontre la correspondance de Schröder avec Friedrich Ludwig Wilhelm Meyer. A.B.

SCOTT Francis

11 janvier 1694/95 – 22 avril 1751.

Comte de Dalkeith et 2e duc de Buccleuch, fut un noble écossais. Il est le fils de Sir James Scott, comte de Dalkeith (fils de James Scott, premier duc de Monmouth et d'Anne Scott, première duchesse de Buccleuch) et de Lady Henrietta Hyde, fille de Laurence Hyde, premier comte de Rochester. Il est baptisé le 20 janvier 1694/95 à St. James' Church, à Westminster.

Il épouse, en premières noces, Lady Jane Douglas, fille de James Douglas, deuxième duc de Queensberry et de Mary Boyle, le 5 avril 1720 dans la demeure du comte de Rochester, Privy Gardens, à Whitehall. Ils ont un fils, Francis Scott, comte de Dalkeith (1720/21-1750). Lady Jane meurt en 1729 et est enterrée à Dalkeith Castle.nll se marie, en secondes noces, avec Alice Powell, fille de Joseph Powell, le 4 septembre 1744 à St. George's Chapel, à Mayfair, Londres.

Il occupe la fonction de Grand Maître de la Franc-maçonnerie en 1723/24 et devient membre de la Royal Society le 12 mars 1723/24.
Il est fait chevalier de l'ordre du Chardon le 2 février 1725.
Il succède à sa grand-mère comme sixième Lord Scott de Buccleuch, cinquième baron Scott de Quhitchester et d'Eskdaill, deuxième comte de Dalkeith, deuxième duc de Buccleuch, cinquième comte de Buccleuch et deuxième Lord Scott de Whitchester et d'Eskdale le 6 février 1731/32.

Il a été un pair représentant de l'Écosse de 1734 à 1741. Il hérite aussi des titres de deuxième comte de Doncaster et de deuxième baron Scott de Tindall dans la Pairie d'Angleterre le 22 mars 1742/43. Ce sont les titres subsidiaires de James Scott, premier duc de Monmouth restaurés par un Acte du Parlement. Il est fait docteur honoris causa de droit civil de Université d'Oxford le 18 avril 1745.

Il est enterré le 26 avril 1751 dans la chapelle du collège d'Eton. D'après son testament, il a eu six enfants avec Mme Sarah Atkinson. Il semble également avoir eu un fils et trois filles avec Elizabeth Jenkins. Mme Louisa Stuart a parlé de lui comme « un homme d'arrangement moyen et d'habitudes plus moyennes, » et a ajouté qu'après la mort de sa première épouse, « il a plongé dans de telles amourettes et a vécu si pleinement parmi la plus vile compagnie, que sa personne était à peine connue de ses égaux et que son caractère est devenu l'objet du mépris général. »

SCOTT sir Walter

Édimbourg 15 août 1771 - Abbotsford 21 septembre 1832.



Poète et romancier écossais, auteur de Quentin Durward, Ivanhoé.
Franc-Maçon, il reçut les trois premiers degrés le même jour à la Loge "*Saint David's Lodge*", Edimbourg, 1801. Il déclina, en 1823, la grande maîtrise du Royal Grand Conclave of Knights Templar d'Écosse pour raison de santé.

Sir Walter Scott, 1er baronnet d'Abbotsford
Avocat de formation, antiquaire par goût, il parcourt l'Écosse à la recherche de son passé. Au tournant du XVIIIe et du XIXe siècles, il se lance dans la littérature, publiant des textes anciens (*Sir Tristrem*) ou appartenant à la tradition populaire (dans *Les Chants de ménestrels de la frontière écossaise*) ainsi que des poèmes de son cru, comme *La Dame du lac*. Puis, devant la gloire montante de Lord Byron, il se tourne vers le roman écossais, marqué par le succès de *Waverley*, avant d'évoluer vers le roman historique, où il brille notamment avec *Ivanhoé* et *Quentin Durward*.

L'un des plus célèbres auteurs écossais avec David Hume de Godscroft, David Hume, Adam Smith, Robert Burns ou Robert Louis Stevenson, il est traditionnellement surnommé le « Magicien du Nord » (*Wizard of the North*). Il est également, avec Wordsworth, Coleridge, Byron, Shelley ou Keats, l'une des plus illustres figures du romantisme britannique. Père du roman historique, il a contribué à forger une image romantique de l'Écosse et de son histoire. C'est à lui, notamment, que l'on doit le retour de l'usage du tartan et du kilt, dont le port avait été interdit par une loi du Parlement en 1746.

Biographie
Scott (1729-avril 1799) est un bourgeois d'Édimbourg, qui a acheté la charge de « *Writer of the Signet* » (c'est-à-dire procureur, pour la France de l'Ancien Régime) en 1755. Sa mère, Anne Rutherford, est la fille aînée de John Rutherford, professeur de médecine à l'université; elle descend des Haliburton de Newmains, qui disposent du droit héréditaire d'être inhumé dans l'abbaye de Dryburgh.

Marié en avril 1758, le couple a treize enfants. Les quatre fils aînés meurent dans l'enfance: Robert, né le 22 août 1760, John, né le 28 novembre 1761, Robert, né le 7 juin 1763 et Walter, né le 30 août 1766. C'est également le cas de deux filles: Anne, née le 10 mars 1759, et Jean, née le 27 mars 1765.

Viennent ensuite Robert, né en 1767, qui sert un temps dans la marine avant d'écrire des vers et des histoires d'aventures, et de mourir aux Indes, célibataire; John, né en 1768, qui deviendra major dans l'armée et mourra à Édimbourg le 8 mai 1816; Anne, née en 1770, qui mourra le 19 mai 1801, après avoir été infirme toute sa vie; Thomas, né en 1774, qui sera trésorier payeur d'un régiment de l'armée et mourra au Canada le 14 février 1823 en laissant un fils et deux filles; Daniel, né en 1775, qui mourra dans le déshonneur à Édimbourg le 20 juillet 18066. Septième enfant, Walter, naît le 15 août 1771 à Édimbourg dans les vieux quartiers (College Wynd), assez malsains.

En 1772, alors qu'il est âgé de huit mois, il contracte vraisemblablement la poliomyélite, confondue avec une fièvre liée à une forte poussée dentaire à une époque où cette maladie est encore inconnue de la médecine. Le diagnostic peut être posé de manière rétrospective grâce à la description détaillée que Scott lui-même en a faite. Il gardera comme séquelle définitive une claudication de la jambe droite. Pour le sauver, on l'envoie vivre au grand air chez son grand-père Robert Scott (ancien marin et commerçant de bétail qui a rompu avec les opinions traditionnelles de la famille en devenant, de jacobite, whig et presbytérien) à Sandyknowe, dans le Roxburghshire, où il vit de 1773 à 1775 avec sa grand-mère, sa tante Jenny et une vieille servante, Alison Wilson. Là, il découvre le monde de ses ancêtres, lit son premier poème (une ballade populaire), s'indigne du récit des représailles anglaises de 174510. En 1775-1776, on l'envoie avec sa tante aux eaux de Bath ; au passage, il voit Londres, apprend à lire, son oncle Robert (revenu des Indes) l'emmène au théâtre voir Shakespeare. En 1777, à la mort de son grand-père, il rentre à Édimbourg. De retour à Édimbourg, il fait un nouveau séjour à Sandyknowe, où il visite le champ de bataille de Prestonpans et écoute les récits d'un vieux militaire, Dalgetty (dont le nom apparaîtra dans *Une Légende de Montrose*). Bien que passionnément jacobite, il souffre des défaites anglaises de la guerre d'Amérique. Chez ses parents, il dévore les livres : les poètes, Shakespeare, les histoires; sa mère favorise ses goûts littéraires.

De 1779 à 1783, après y avoir été préparé par un professeur particulier, il étudie à la Royal High School d'Édimbourg, où il suit pendant deux ans les cours d'un certain Fraser, surtout réputé pour ses coups de fouet, puis d'Alexander Adam, auteur des *Antiquités romaines*, qui lui donne le goût de l'histoire. Il manifeste des dons remarquables pour le latin. Il lit énormément : Homère, Arioste, Boiardo, Tasse, Ossian (qu'il n'aime pas), Spenser, les *Reliques of Ancient poetry* de Percy (1765), *L'Histoire des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem* de Vertot (1726), Henry Fielding, Samuel Richardson, Tobias Smollett, des romans gothiques, des livres de colportage, des histoires, des récits de voyage. En 1783, il passe quelques mois à la campagne avec sa tante et fréquente l'école de Kelso, où il fait la connaissance de James et John Ballantyne.

Puis, de 1783 à 1786, il étudie le droit à l'université d'Édimbourg. Il a des difficultés avec le grec, suit les cours de Dugald Stewart, s'initie à la logique et à l'histoire. **À 13 ans, il entre dans la loge Saint David, la même où son père a été initié en 1755.** En mars 1786, son père, qui veut en faire un homme de loi (avocat ou procureur) le prend en apprentissage dans son étude ; Scott déteste cette activité mais se soumet de bon cœur. Une hémorragie interne l'oblige peu après à garder le lit pendant plusieurs semaines. Il continue à lire beaucoup: de l'italien, du français (la bibliothèque bleue, la Bibliothèque des Romans, La Calprenède, Mademoiselle de Scudéry, Joinville, Froissart, Brantôme), de l'espagnol (Cervantes). Quand sa santé s'améliore, avec un de ses compagnons, il commence ses premières excursions historiques autour d'Édimbourg. Il entreprend de copier un recueil de chants populaires, fréquente un collectionneur de vieux livres et de vieux manuscrits, rencontre des hommes de lettres d'Édimbourg (Robert Burns, Adam Ferguson), explore les Highlands avec son père ou des camarades, récolte des anecdotes anciennes ou récentes (sur Rob Roy par exemple) et découvre les sites historiques et pittoresques.

De 1789 à 1792, il complète ses études de droit à l'université, où il suit un enseignement de philosophie morale dispensé par Dugald Stewart, d'histoire universelle, de droit civil, de droit écossais (avec David Hume, le neveu du philosophe). Cette dernière matière l'enthousiasme; il est fasciné par ce qu'il regarde comme un élément capital de la culture et de la société traditionnelle de l'Écosse, dont l'édifice juridique bâti au cours des siècles garantit son identité. Il noue des amitiés profondes et durables (W. Clerk, Adam Ferguson, le fils du philosophe), adhère à des clubs où il se fait connaître comme « antiquaire » et érudit, explore à cheval, pendant ses vacances, les régions reculées du Border et le Liddesdale, s'initie à tous les aspects du folklore écossais et à tous les vestiges de son histoire nationale.

En 1792, à vingt-deux ans, il soutient (en latin) sa thèse de droit, *Comment disposer des cadavres des criminels*, puis entre au barreau, comme son père, où ses collègues le surnomment malicieusement « Duns Scott » du nom de John Duns Scot, théologien anglais de l'époque médiévale, qui écrivait en latin, et devient avocat en 1792. Entre 1793 et 1795, il s'efforce de gagner des procès et d'augmenter des revenus fort bas. En même temps, pendant ses vacances, il poursuit ses voyages d'« antiquaire » et de folkloriste, enregistre des anecdotes sur les hauts faits de Rob Roy, visite le château et le site de Craighall (Tully-Veolan, le château du baron de Bradwardine, dans *Waverley*), ainsi que le château de Glamis, rencontre Old Mortality, dont il se souviendra dans son roman, recueille des ballades perdues et tente même de faire des fouilles. Par ailleurs, opposé à la Révolution française et proche des idées d'Edmund Burke, il participe au maintien de l'ordre et s'engage dans une milice pour lutter contre les partisans des idéaux révolutionnaires en Grande-Bretagne. La protection du duc de Buccleuch lui permet de devenir adjudant. À cette époque, aussi, il connaît une passion malheureuse pour Williamina Beshes (une jeune fille de cinq ans sa cadette et d'un niveau social nettement plus aisé qui se laisse aimer, avant de s'éprendre d'un autre, William Forbes de Pitsligo, fils d'un banquier avec lequel elle se fiance en octobre 1796) ; Scott, qui se sent trahi, en est très affecté.

Poète À l'âge de 25 ans, il commence à écrire, compose le *Chant de guerre du Midlothian* (1792), sa première œuvre. Puis, atteint par la vogue de la poésie allemande, il apprend la langue allemande et traduit (anonymement) des poèmes de Bürger, des drames germaniques (comme *Götz von Berlichingen* de Goethe en 1799) et des adaptations poétiques.

En 1797, pour répondre à des menaces d'invasion française se forme à Édimbourg le *Royal Edimburgh Volunteer Light Dragoons*, dans lequel Scott s'engage avec enthousiasme. Au cours d'un voyage dans le Lake District, près de Cumberland, en compagnie de son frère John et d'Adam Ferguson, il fait la connaissance d'une jeune française émigrée, Charlotte Charpentier (rebaptisée Carpenter), pupille du marquis de Downshire23. Le 24 décembre 1797, il épouse à Carlisle la jeune femme, avec laquelle il aura quatre enfants : Charlotte Sophia (née à Édimbourg le 24 octobre 1799), Walter (né à Édimbourg le 28 octobre 1801), Anne (née à Édimbourg le 2 février 1803) et Charles (né à Édimbourg le 24 décembre 1805). Le couple s'installe à Édimbourg, George Street, dans le quartier « moderne », comme les parents de Scott, avant de rejoindre North Castle Street en 1798. L'été, il loue un cottage à Lasswade. Scott, lié par convictions et par fidélité à l'establishment tory, en particulier à Henry Dundas (futur lord Melville), au duc de Buccleuch et à son fils, se fait nommer en 1799 shériff (une sorte de juge d'instruction itinérant) du comté de Selkirk. Ses fonctions, qui ne l'empêchent pas de travailler au barreau d'Édimbourg, arrondissent ses revenus.

En 1802, il se fait connaître en publiant trois tomes de ballades écossaises, *Les chants de ménestrels de la frontière écossaise*, qui regroupent tous les poèmes populaires du sud de l'Écosse qui ont enchanté son enfance, des ballades collectées grâce à un immense travail et des imitations originales de Scott qui travaille sur des manuscrits du Moyen Âge et parcourt le Liddesdale pour écouter des récitants, tout en accomplissant ses devoirs militaires dans le corps des volontaires du *Middlothian Yeomenry County*. Le livre est publié par James Ballantyne, qui publiait un journal à Kelso et s'installe à Édimbourg. À la même époque, Scott se lie avec le poète populaire Hogg (dit « le berger d'Ettrick ») et avec William Wordsworth.

En 1804, il publie *Sir Tristrem*, une version (qu'il juge plus pure que les versions continentales) du *roman de Tristan* dont il a découvert le manuscrit, et qu'il croit de Thomas d'Erceldoune, dit Thomas le Rhymer. Il adapte et achève le manuscrit médiéval. Par ailleurs, à partir de 1803, il collabore à la *Revue d'Édimbourg* (malgré sa couleur whig), éditée par Archibald Constable et dirigée par Fr. Jeffrey. Pour se rapprocher de Selkirk, il songe d'abord à relever les ruines du château des Scott à Auld Watt, puis loue le domaine d'Ashestiel, qui sera sa demeure d'été pendant de longues années. L'état de ses finances s'améliore avec l'héritage de son oncle Robert Scott.

En 1805, *Le Lai du dernier ménestrel* connaît un grand succès (15 000 exemplaires en 5 ans) et lui apporte la célébrité. Le Premier ministre Pitt l'apprécie hautement. Installé à Ashestiel, entouré de ses chiens, de ses chevaux, servi par Tom Purdie (un ancien braconnier passé devant son tribunal et qui lui sera fidèle toute sa vie), il adopte le style de vie d'un gentilhomme-écrivain, qu'il conservera jusqu'à la fin. Pour garantir ses revenus, et grâce à ses protections politiques, il se fait nommer, en 1806, « Clerk of the Court of Session » (greffier de la Cour Suprême), fonction qui lui demande, six mois par an, cinq à six heures de travail par jour. Mais il n'a pu être nommé que comme successeur d'un titulaire qui continuera à recevoir des émoluments jusqu'à sa mort, et Scott remplira cette fonction sans recevoir de traitement jusqu'en 1812.

En 1805, il s'associe avec Ballantyne, qui recherche des capitaux pour développer son imprimerie et reçoit la moitié des deux tiers des bénéfices de la firme Ballantyne, qui va connaître des années de grande prospérité. La même année, en décembre, un quatrième enfant, Charles, voit le jour.

Entre 1807 et 1810, Scott est à l'apogée de sa gloire comme poète. Il publie *Marmion ou la bataille de Flodden Field* en 1808, poème narratif dont la stance 17 du chant VI est particulièrement connue ; puis, en 1810, le très populaire *La Dame du lac*, long poème dont l'intrigue se situe dans les Highlands et qui lui rapporte deux mille guinées ; des passages traduits en allemand deviendront le libretto de l'Ave Maria de Schubert. Quand il va à Londres, il est fêté comme un prince de la mode. Dans le même temps, au prix d'un immense travail, il édite les classiques anglais (ses éditions de Dryden et de Swift sont des monuments d'érudition). Tory fidèle, il rompt avec la *Revue d'Édimbourg* (une polémique l'oppose à Jeffrey à propos de Fox et de l'intervention anglaise en Espagne30) et entre à la *Quarterly Review*, fondée en 1809, de couleur tory. De même, il abandonne Constable (trop whig) pour s'entendre avec l'éditeur londonien Murray.

En 1811 paraît *La Vision de Rodéric, le dernier roi goth d'Espagne*, poème espagnol nourri d'allusions à la politique anglaise et aux victoires en Espagne. La même année, Scott réalise son vœu le plus cher : devenir un laird. Il achète, pour 150 livres, un cottage de quatre pièces, Cartley Hole Farm, sur les bords de la Tweed, entre Kelso et Melrose, qu'il agrandit et qui deviendra Abbotsford. Immédiatement, il commence des projets d'agrandissement, d'embellissement, d'achats de terres et de plantations d'arbres qui vont l'occuper onze ans.

En 1813, il publie anonymement *Rokeby* et *Le Mariage de Triermain*. La firme *Ballantyne and Co* connaît une grave alerte financière ; Scott dépense beaucoup et l'imprimerie marche mal. Constable accepte de les aider, mais ce n'est pas suffisant, et Scott doit demander au duc de Buccleuch une garantie de 4 000 livres. La même année, il refuse la proposition du Prince-Régent d'être nommé poète lauréat.

Le romancier de l'Écosse

En 1813, il reprend un roman ébauché en 1805, *Waverley*, qu'il publie anonymement chez Constable, en juillet 1814. L'ouvrage connaît un immense succès. Dans cet ouvrage, Scott décrit les aventures d'un jeune Anglais qui, par amour pour la fille d'un chef de clan écossais, se retrouve mêlé à la révolte jacobite de 1745. Pendant l'été, il fait le tour de l'Écosse par la mer, d'Édimbourg à Greenock, à bord du yacht de Robert Stevenson (le grand père du romancier), inspecteur des phares. Par ailleurs, il rédige pour l'*Encyclopædia Britannica* (reprise par Constable) trois articles sur la « chevalerie », le « théâtre » et les « romans épiques ou idylliques ».

En 1815, Scott publie coup sur coup (sous son nom) un poème, *Le Lord des îles*, et un deuxième roman (anonymement), *Guy Mannering*, dont l'histoire se situe vers 1790. Devant l'engouement du public pour les poèmes de Lord Byron, dont l'immense succès de *Childe Harold* (1812), il abandonne la poésie pour se consacrer essentiellement au roman. Il se rend à Londres, où il a une longue conversation avec Byron, chez l'éditeur John Murray. Il est reçu par le Régent qui l'appelle Walter et porte un toast à « l'auteur de *Waverley* ». Puis il fait un voyage sur le continent, où il visite le champ de bataille de Waterloo et séjourne à Paris, où il est accueilli par Wellington, lord Castlereagh et le tsar. Il laisse un récit de son voyage dans les *Lettres de Paul* et dans *La Bataille de Waterloo* (édité au profit des veuves et des orphelins de la bataille en 1815).

En 1816 paraît *L'Antiquaire*, le roman préféré de Scott, dont l'intrigue se déroule à la fin du xviiie siècle. Mais ses besoins d'argent s'aggravent, pour agrandir Abbotsford, et il veut échapper à la tutelle du seul Constable. Aussi publie-t-il (toujours sous l'anonymat) une nouvelle série de romans chez l'éditeur londonien Murray et son correspondant écossais Blackwood, sous le titre *Les Contes de mon hôte*, dont la première série comprend *Le Nain noir* et *Old Mortality* (qui décrit la répression des Covenantaires sous Charles II en 1679). L'éditeur fictif est un personnage caricatural, Jedediah Cleishbotham, sacristain et maître d'école à Gandercleuch, qui est censé publier le travail d'un certain Peter Pattieson36. En janvier 1817, Scott publie son dernier long poème, *Harold l'Intrépide*, puis part, durant l'été, à travers l'Écosse visiter les sites qui seront évoqués dans le roman auquel il travaille, *Rob Roy*. À Abbotsford, durant l'été, il reçoit la visite de Washington Irving, qui laissera un long récit de ce séjour

.

En 1817 paraît *Rob Roy*, avec la mention « par l'auteur de Waverley ». Dans ce roman, il évoque la figure historique de Rob Roy et la révolte jacobite de 1715. Jouant de la rivalité qui oppose ses éditeurs, Scott consent à donner à Constable la seconde série des *Contes de mon hôte*, à condition qu'il reprenne tout le stock invendu de Ballantyne. Cette seconde série comprend *Le Cœur du Midlothian* (1818), qui part de l'émeute Porteous, qui eut lieu à Édimbourg en 1736, et décrit le périple d'une fille du peuple, Jeanie Deans, pour sauver sa sœur, accusée d'infanticide.

La même année, il assiste avec émotion à la redécouverte des *Regalia d'Écosse*, insignes de la royauté écossais qui avaient disparu depuis cent ans. Bien qu'il blâme sa prédilection pour les horreurs (moquées par Edgar Allan Poe), Scott collabore au *Blackwood's Magazine*, rival de l'*Edinburgh Review*. À cette époque, il atteint un niveau exceptionnel de popularité et de fortune (au moins 10 000 £ de revenu annuel) en Europe.

En 1819, paraît la troisième série des *Contes de mon hôte* chez constable, *La Fiancée de Lammermoor*, un roman noir à la manière de Roméo et Juliette évoquant l'amour de deux jeunes gens appartenant à des familles ennemis, dans l'Écosse vers 1669, et *Une Légende de Montrose* (qui décrit l'Écosse et les Highlands sous Charles Ier, pendant la guerre civile). Souffrant de plus en plus de sa jambe et de calculs biliaires, sous l'effet de fortes doses de laudanum, Scott dicte à John Ballantyne et à William Laidlaw ses romans dans une sorte de transe. Quand son état de santé s'améliore, il affirme à Ballantyne en découvrir les épisodes en même temps que les lecteurs, tant l'opium a troublé sa mémoire. La même année, il reçoit le titre de baronnet et obtient une commission d'officier pour son fils aîné, Walter, qui sera cornette chez les hussards.

Le roman historique

Le 24 décembre 1819, jour de la mort de sa mère6, Scott, qui jusque-là décrivait le passé récent de l'Écosse, fait paraître son premier vrai roman historique avec l'évocation de l'Angleterre du xiie siècle dans *Ivanhoé*. En moins de deux semaines, le premier tirage de 10 000 exemplaires est épuisé. Suivent *Le Monastère* et *L'Abbé* (sur Marie Stuart) en 1820, puis *Kenilworth* (qui raconte l'histoire d'Élisabeth et Amy Robsart) et *Le Pirate* (qui prend pour toile de fond la vie dans les Shetland à la fin du xviie siècle) en 1821. En 1820, il fait un séjour à Londres pour recevoir du nouveau roi George IV son titre de baronnet (le 30 mars). Il se fait faire un portrait par Thomas Lawrence et un buste par Chantrey. Sa fille Sophia se marie, le 29 avril, avec John Gibson Lockhart, un jeune écrivain tory, ami de la famille depuis plusieurs années, qui sera le biographe de Scott. John Ballantyne publie une collection de romanciers ; Scott se charge d'écrire un essai sur chacun d'entre eux ; il commence par une *Vie de Fielding*, puis celle de *Smollett*.

En 1822, Scott publie deux romans : *Les Aventures de Nigel* et *Peveril du Pic* et deux poèmes historiques : *The Halidon Hill* et *Mac Duff's Cross*. La même année George IV fait une visite officielle en Écosse (il est le premier roi d'Angleterre à poser le pied sur le sol écossais depuis le XVIIe siècle). Scott organise les manifestations de bienvenue à Édimbourg : il fait figurer les clans, retrouve leur antique ordre de préséance, discipline les rivalités. Revêtu d'un tartan (dont il relance la mode) aux couleurs des Campbell, il accompagne partout le roi (qui a revêtu un kilt). Le roi le fait féliciter par Robert Peel. Scott en profite pour réclamer la restauration des pairies écossaises (supprimées après les insurrections jacobites) et le retour à Édimbourg du canon géant *Mons Meg* (saisi par les Anglais en 1746).

En 1823, c'est au tour de la France du xve siècle et la lutte entre Louis XI et Charles le Téméraire d'être décrite à travers l'histoire d'un garde écossais dans *Quentin Durward*. En revanche, c'est dans le passé récent de l'Écosse qu'il puise le sujet de *Redgauntlet*, paru en 1824, qui décrit l'écrasement définitif des conspirations en faveur des Stuart en 1767. De même, l'intrigue des *Eaux de Saint-Ronan*, pour une fois, se situe au xixe siècle.

Le 7 janvier 1825, Scott marie son fils, maintenant capitaine, à Jane Jobson de Lochore, fille de William Jobson, un marchand prospère, et nièce de sir Adam Ferguson, qui l'a instituée son héritière, et lui donne la propriété d'Abbostford (contre une rente annuelle à verser). Il commence une nouvelle série de romans : les *Histoires du temps des croisades*, dont les deux récits, *Les Fiancés* et *Le Talisman*, paraissent la même année. Par ailleurs, Constable crée une collection de livres à bon marché (les *Constable's Miscellaneous*) paraissant tous les mois : le premier sera *La Vie de Napoléon* de Scott.

Les dernières années
Toutefois, tandis qu'il rassemble sa documentation, en vue de ce travail, les associés londoniens de Constable connaissent des difficultés financières. Ses deux éditeurs, Constable et Ballantyne, tombent à leur tour, entraînant Scott dans leur ruine. En février 1826, il se retrouve avec 117 000 livres de dettes. Refusant de faire banqueroute, tout autant que l'idée, lancée par certains de ses amirateurs, d'une souscription nationale, il réussit à sauver ses biens, mais engage sa plume, se fait assurer sur la vie au profit de ses créanciers, vend aux enchères sa maison de Castle Street, à Édimbourg, hypothèque les meubles et le domaine d'Abbotsford, congédie la plupart de ses domestiques et renonce à tout autre revenu que ses fonctions. Il écrit un roman sur Cromwell et le futur Charles II à la fin de la première révolution anglaise, *Woodstock* (vendu pour 8 000 livres à Longman), puis reprend *La Vie de Napoléon*. En même temps, il publie un pamphlet, les *Lettres de Malachi Malagrowther*, pour défendre les banques écossaises, menacées de perdre le droit de faire circuler leurs propres billets. La polémique lui vaut plusieurs inimitiés politiques, mais le gouvernement recule. Le 15 mai 1826, son épouse meurt.

En octobre, il part à Paris en compagnie de sa fille Anne pour faire un voyage d'études, qui doit compléter les nombreux documents mis à sa disposition par le gouvernement britannique, en vue de sa *Vie de Napoléon*. Il est unanimement fêté. En 1820, la traduction du roman *Ivanhoé* avait créé un engouement extraordinaire, qui avait lancé la mode des romans historiques, et un accord avait été passé entre son éditeur de Londres et celui de la rue de Saint-Germain-des-prés (permettant à chacun de ses livres de paraître simultanément à Londres et à Paris, avec la traduction d'Auguste-Jean-Baptiste Defauconpret). Lors de son séjour, on joue *Ivanhoé*, sur une musique de Rossini, à l'Opéra, *Louis XI à Péronne* (adapté de *Quentin Durward*) au Théâtre français, *Leicester* de Scribe et Auger (tiré du *Château de Kenilworth*) et *La Dame blanche* (une adaptation inspirée à la fois du *Monastère* et de *Guy Mannering*) à l'opéra-comique. Il est même reçu par le roi Charles X.

En 1827, pour la première fois, Scott reconnaît, au cours d'un dîner et en réponse à un toast, qu'il est le « Grand Inconnu ». Au début de l'été paraît en neuf volumes *La Vie de Napoléon*, qui crée une polémique avec le général Gourgaud (qui manque de finir en duel), la première série des *Chroniques de Canongate*, un recueil de *Mélanges* et rembourse plus de 35 000 livres.

En 1828, il continue à produire abondamment, publie la suite des *Chroniques* (le roman *La Jolie Fille de Perth*, qui se situe en Écosse à la fin du xive siècle), commence à faire paraître les *Contes d'un grand-père* (une histoire de l'Écosse dédiée à son petit-fils John Hugh Lockhart), dont la publication se poursuit jusqu'en 1831. En outre, il entreprend, chez l'éditeur Cadell, une réédition complète de ses romans, les *Waverley Novels* (édition dont Scott parle comme étant son *Magnum Opus* ; il rédige une *Préface générale* (où il expose les raisons et les moalités pratiques de ses années d'anonymat) qui paraîtra en 1829 et reprend tous ses romans, qu'il enrichit méthodiquement de notes.

En 1829, son second fils engage une carrière dans la diplomatie. Assisté de sa fille Anne, il publie *Anne de Geierstein*, qui est un succès commercial, écrit un drame, *La Tragédie Ayrshire*, tiré d'un fait divers du xviie siècle, une autre pièce, *La Maison d'Aspen* et entame son *Histoire d'Écosse*. Toutefois, le travail l'épuise, et sa santé se dégrade ; il souffre notamment de crises de rhumatisme aiguës et de problèmes de vue.

Le 15 février 1830, il a une grave attaque d'apoplexie, dont il se remet. Une seconde crise intervient en novembre. La même année, il publie la quatrième série des *Contes d'un grand-père* et ses *Lettres sur la démonologie et la sorcellerie*. Mais, affaibli, il doit résilier sa charge de « Clerk of the Court of Session ». Il refuse les propositions de postes ou de sinécures du ministère (whig). Il lui reste 60 000 livres de dettes. Après la révolution de 1830, il organise la réception à Édimbourg de Charles X, qui s'est réfugié au palais de Holyrood, demeure de ses ancêtres Stuart. En novembre, il est victime d'une nouvelle attaque, d'autant que l'agitation politique pour la réforme électorale lui crée de vives inquiétudes. Profondément conservateur, proche des tories, il tente de s'opposer à ce projet de loi (qui sera adopté en 1832), qui vise à modifier le découpage électoral (inchangé depuis l'époque des Tudor), à mieux représenter les grandes villes et à faire disparaître les bourgs pourris, et multiplie les meetings. La réforme adoptée, il est persuadé que la Révolution française va traverser la Manche et détruire les dernières traditions du Royaume-Uni. Malgré son prestige, il est violemment conspué lors d'une réunion électorale à Jedburgh. Obsédé par ces craintes, surmené par le travail, affaibli par la maladie, il craint, par ailleurs, de perdre son génie.

Son nouveau roman, *Le Comte Robert de Paris*, avance difficilement, et il doit le réécrire. Il subit une nouvelle attaque en avril 1831. Pour son dernier roman, *Le Château dangereux*, qui se situe dans le château de Douglas, il fait un ultime voyage à travers l'Écosse. Dans cet ouvrage, il évoque la figure du barde et devin Thomas le Rhymer et de son poème *Sir Tristrem*, qu'il avait édité en 1804. Mais sa santé réclame un climat chaud. Le gouvernement met une frégate à sa disposition, et, en octobre, il part en compagnie de son gendre Lockhart pour Malte et l'Italie. Pendant le voyage, à la demande expresse de son gendre, il rédige partiellement un nouveau roman, *Le Siège de Malte*.

Débarqué à Naples le 27 décembre 1831, deux mois après son départ de Portsmouth, il visite Rome (où il s'incline devant le tombeau du dernier des Stuart), puis se repose quelque temps à Tivoli et à Frascati. Pour rentrer en Angleterre, il décide de descendre le Rhin. Néanmoins, en juin 1832, il est frappé par une nouvelle crise et débarque à Nimègue, dans un état grave. Quand il arrive à Londres, il est presque inconscient et presque muet et ne s'anime qu'en entendant parler d'Abbotsford et de l'Écosse. Ramené en bateau à Abbotsford, il meurt de paralysie en le 21 septembre 1832. Il est enterré le 26 dans les ruines de l'abbaye de Dryburgh, où repose déjà son épouse Charlotte. À sa mort, il devait encore 54 000 livres. Ses héritiers négocient avec Cadell la cession de ses droits d'auteur, pour lesquels l'éditeur verse 33 000 livres.

POSTERITE

Scott a été un précurseur pour deux tendances majeures qui se sont affirmées avec le temps : le roman historique, dont le succès lui a valu d'innombrables imitateurs au XIXe siècle, et la culture des Hautes Terres de l'Écosse, après le cycle d'Ossian de James Macpherson, dans ses romans écossais comme dans les usages vestimentaires, puisqu'il a rétabli l'usage du kilt et des tartans. En son honneur, la gare centrale d'Édimbourg a été nommée Waverley en 1854 et son image apparaît sur les billets émis par la banque d'Écosse. Un monument à son nom se trouve aussi à Édimbourg. À l'inverse d'un Dumas qui décrit dans ses romans des personnages historiques, Walter Scott crée des personnages de fiction, qui jouent un rôle secondaire au regard de l'Histoire, pour camper les héros de son intrigue. Ce choix, repris notamment par Pouchkine dans *La Fille du capitaine*, permet de mettre en scène plus directement les gens du peuple face aux grands personnages historiques et de montrer plus facilement les deux camps en présence. Surtout, Scott déploie tous ses talents de conteur dans ses romans, n'hésitant pas à passer d'une scène à l'autre du comique au tragique.

C'est également sur son modèle que se fondera Honoré de Balzac, qui a rendu hommage à Walter Scott dans l'avant-propos de la Comédie humaine. Le jeune auteur, entré en littérature en écrivant des romans de commande « à la Walter Scott », aboutira avec *Les Chouans*, qui marquent un tournant décisif de son œuvre, à ce talent de conteur qui, selon la définition de Victor Hugo dans la *préface* de *Cromwell*, rend vivante la réalité de l'époque qu'il décrit. Scott montre une prédilection particulière pour les personnages de « *bores* » (raseurs), qui peuplent nombre de ses romans. En outre, ses ouvrages sont marqués par le bilinguisme, avec des passages en anglais et d'autres en *broad Scots*. Lui-même parlait la langue des Lowlands, marquée par l'anglais et le scandinave, au contraire du parler celtique des Highlands, le gaélique écossais. De même, parmi une foule d'auteurs, où l'on retrouve le chroniqueur Jean Froissart, son œuvre fourmille de références à la Bible du roi Jacques et à Shakespeare, régulièrement cités.

L'œuvre de Scott n'a pas été exempte de critiques. Dans *Vie sur le Mississippi* (1883), Mark Twain reproche à Scott d'avoir fait paraître la bataille sous un jour romantique, considérant que cette vision a joué dans la décision du Sud de se lancer dans la guerre de Sécession en 1861. On considère que Twain vise Scott quand il parodie les histoires de chevalerie dans *Un Yankee du Connecticut à la cour du roi Arthur*, de même que dans *Les Aventures de Huckleberry Finn*, où, au treizième chapitre, le bateau à vapeur qui fait naufrage porte le nom de « Walter Scott ». De son côté, Émile Zola a déploré la nocivité de ses histoires sur des générations de lectrices. Tentant, dans son discours critique, de bannir l'insolite parce qu'il n'a, à ses yeux, aucune valeur scientifique, il en situe l'origine dans Scott et ses personnages de marginaux pittoresques.

En France, son œuvre a créé la vogue des romans historiques dans les années 1820-30, et tous les grands romanciers de la première moitié du XIXe siècle lui ont rendu hommage, se définissant par rapport à lui soit pour l'imiter, comme Balzac et Hugo, soit pour s'en distinguer, comme Stendhal. Passée une période de succès énorme — il se vend 20 800 exemplaires d'*Ivanhoé* et de *L'Antiquaire*, 20 000 de *Quentin Durward* entre 1826 et 1830, pour un tirage moyen, à l'époque, de 1 000 exemplaires—, Balzac évoque en 1831 la lassitude du public français « aujourd'hui rassasié de l'Espagne, de l'Orient, des supplices, des pirates et de l'histoire de France *Walter-Scottée*». Après avoir connu un immense succès durant tout le XIXe siècle, l'œuvre de Walter Scott est tombée quelque peu dans l'oubli après la Première Guerre mondiale, étant reléguée à la littérature d'enfance et de jeunesse, dans des versions expurgées. En 1902, déjà, Gilbert Keith Chesterton déplore la négligence des lecteurs de son temps à l'égard de l'œuvre de Scott, dont l'origine viendrait, suppose-t-il, de ce qu'ils ne supportent plus ce qui leur semble des longueurs.

Le ton est donné à partir du classique d'E. M. Forster, *Aspects du roman* (1927), qui contribue au désamour à l'égard de Scott, décrit comme un auteur maladroit au style négligé, bâtissant des intrigues bancales. Ses romans sont alors jugés trop lourds ; sa prolixité et ses digressions s'opposent à la concision et au souci dans l'arrangement des effets d'un Stevenson.

Scott a également souffert de l'ascension de Jane Austen. Jugée tout au plus comme une « romancière pour femmes » au xixe siècle, Austen a commencé à être considérée, au XXe siècle, comme l'un des plus importants romanciers britanniques des premières décennies du XIXe siècle. Dans le même temps qu'Austen accédait aux premiers rangs de la littérature britannique, l'intérêt pour Scott a diminué, alors même qu'il avait été l'un des premiers hommes de lettres à distinguer le génie de sa consœur. Après des décennies d'oubli, on assiste à un regain d'intérêt pour son œuvre depuis le bicentenaire de sa naissance, dans les années 1970 et 1980. La tendance postmoderniste vers les récits discontinus, avec l'introduction de la première personne, constitue un terreau plus favorable à l'épanouissement des ouvrages de Scott que le goût moderniste. En dépit de toutes ses maladresses, Scott est maintenant jugé comme un créateur important et une figure majeure dans l'histoire de la littérature en Écosse et dans le monde. En France, ses romans font ainsi l'objet d'une édition dans la prestigieuse Bibliothèque de la Pléiade aux éditions Gallimard. JCvL+Wikipédia

SEC **Joseph** Cadenet 1715 – Aix-en-Provence 1794.

Né dans un bourg urbanisé de Haute-Provence, Joseph Sec, dont l'ascension sociale exemplaire à été décrite par Michel Vovelle, est issu d'une famille de paysans modestes. Placé à 17 ans par son père en apprentissage pour devenir menuisier, Sec a su faire fructifier ses affaires dans le négoce du bois de charpente. Son entreprise a « monopolisé » le commerce des troncs d'arbres flottant sur la Durance qui proviennent de la montagne alpine. Devenu un propriétaire foncier aisé, il est un notable bourgeois acquis à la Révolution. Le 27 novembre 1791, il est élu au conseil général de la commune d'Aix et flirte avec les idées jacobines. C'est en 1792 que fut construite le mausolée « mystico-politique » qui fit sa célébrité. La lecture complexe de ce monument curieux nous confronte en effet au problème du testament d'un initié qui a composé cet hymne à la gloire des nouvelles valeurs.

Le monument Sec est édifié à la manière d'un temple à ciel ouvert et les représentations iconographiques sont sans équivoque : les 10 petits bas-reliefs sur les deux faces latérales retracent en effet la création du monde par le Grand Architecte de l'Univers, puis celle de l'homme, la chute et le meurtre d'Abel et, dans un mouvement inverse, la découverte de Canaan et la montée au ciel, un ultime médaillon évoquant Elie y accédant dans un soleil flamboyant. L'accès de l'initié à la Lumière supérieure montre donc une lecture maçonnique originale de l'aventure humaine.

Outre la matérialisation de l'influence de la maçonnerie sur les hommes des Lumières, le cas Sec présente un intérêt parce que, paradoxalement, s'il est plus que probable que celui-ci ait été initié, il ne figure cependant sur aucun tableau de loge. Peut-être a-t-il été affilié à une loge écossaise rattachée à la maçonnerie mystique comme les Elus coens. Cadre de la confrérie des pénitents, il s'est orienté à la veille de la Révolution vers la maçonnerie spéculative. Le cheminement est fréquent dans cette province en voie de déchristianisation. Mais la force est de constater que les loges élitaires n'ont pas accueilli cet ambitieux. Cas exemplaire de réussite sociale, le temple qu'il construit montre que Joseph Sec a préféré s'honorer lui-même pour prouver à la postérité qu'il ne devait rien qu'à son travail. Il témoigne d'une prise de conscience philosophique inspirée mais rare dans les milieux éclairés de la bourgeoisie aixoise. M.I.

SELLERS **Peter** Portsmouth 8 septembre 1925 - Londres 24 juillet 1980.



Né Richard Henry Sellers, Artiste de théâtre, de cinéma et de radio anglais.
Il est surtout connu pour son rôle d'inspecteur Clouseau dans la série *La Panthère rose*.
Initié Franc-Maçon à la Loge "*Chelsea Lodge 3098*", Londres

Né à Portsmouth dans le Hampshire en 1925, il vit dans une famille de comédiens. Il va dans une école catholique, bien que son père soit protestant et sa mère soit juive d'origine portugaise. Après la Seconde Guerre mondiale, il multiplie les métiers artistiques, tels que danseur ou musicien de jazz, avant de prêter sa voix à l'émission radiophonique de la BBC, le *Goon Show* de 1951 à 1960.

Parallèlement, il entame une carrière cinématographique principalement dans des comédies des Studios Ealing, dont *Tueurs de dames* (1955) au côté d'Alec Guinness et *Après moi le déluge* (*I'm All Right Jack*, 1959) qui lui apportent une certaine notoriété.

Dans les années 1960, sa carrière culmine avec deux collaborations avec Stanley Kubrick, dans *Lolita* (1962) et *Docteur Folamour* (1964) où il interprète 3 rôles, le film *Casino Royale* (1967) et *La Panthère rose* de Blake Edwards (1963), avec le personnage de l'inspecteur Clouseau qu'il continue à tenir dans un certain nombre de suites (dont une à titre posthume). Il meurt en 1980 à Londres à la suite d'une crise cardiaque. Wikipédia

SEMBAT **Marcel** Bonnières 1862 – Chamonix 1922.



Né d'Adolphe-Louis Sembat, directeur de la poste, conseiller municipal et sous-lieutenant des pompiers à Bonnières, et de Marie-Joséphine Boucher, fille du greffier de la justice de paix de la même localité, Marcel Sembat commence ses études au collège de Mantes et les poursuit au collège Stanislas, où il est interne. Après sa licence de droit, il soutient son doctorat qui porte sur *La rescision sur lésion, dans la vente en droit romain et en droit français* (1884) ; avocat, il plaide peu.

Au droit, il préfère le journalisme ; il est chroniqueur judiciaire à *La République française*, contribue à fonder *La Revue de l'évolution*, collabore à la *Revue de l'enseignement primaire*, aux *Documents du progrès*, au *Petit Sou*, à *La Lanterne*, à *Paris-Journal*.

Il est membre de la Société républicaine d'économie sociale. Tout d'abord nourri de Renan, de Taine, de Darwin, de Spencer, il évolue vers le socialisme, acquiert *La Petite République* qu'il transforme en journal socialiste. Ses curiosités intellectuelles le poussent vers la médecine, la physique ou la chimie, vers la philosophie, la psychologie ou les arts ; il est passionné de littérature.

Il est initié en 1891 à la loge « *La Fidélité* » de Lille (Grande Loge de France).
En 1893, il est élu député du XVIII^e^ arrondissement de Paris sous une étiquette socialiste. Le 19 octobre 1894, dans une interview publiée par *Le Matin*, il fait savoir qu'il est favorable à la constitution d'un groupe parlementaire socialiste international. Lié à Edouard Vaillant, il adhère au Comité révolutionnaire central en 1895, au Parti socialiste révolutionnaire en 1897.

En février 1898, il rejoint le Grand Orient et fait partie du groupe des fondateurs de la loge « *La Raison* », qui se distingue par l'attention qu'elle porte aux questions sociales. Il est réélu député en 1898, porte peu d'intérêts à l'affaire Dreyfus.

Il estime que le dreyfusisme contribue « *à ressusciter des gens qui étaient morts* » et qui auraient bien dû rester au « *pays des ombres* » : parmi ces revenants figure Clemenceau, un Clemenceau « *aigri et faisandé* » par les années d'obscurité et de silence, que Sembat compare à un « *singe espiègle et bouleverseur qui aime à casser et à détruire* ». Il adhère

cependant à la Ligue des Droits de l'Homme. En 1899, Marcel Sembat est opposé à l'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau.
En 1902, en candidat du Parti socialiste de France, qui réunit blanquistes et guesdistes, il est réélu député, l'est encore en 1906 et en 1910. Orateur à la dialectique subtile, il sait faire preuve d'une ironie mordante et âpre qui lui aliène des sympathies (« Ma façon puérile de blesser les gens en place m'a fait des hostilités aigües. Millerand et Caillaux sûrement, Waldeck sans doute, me haïssent »). Il est favorable à l'unité de tous les socialistes et, celle-ci étant accomplie, il représente les socialistes parlementaires au conseil national de la S.F.I.O. Il collabore au Mouvement socialiste, à L'Humanité, dont il devient un des leaders (Compère-Morel).

En mai 1904, il participe à l'inauguration de la loge « *L'Internationale* » de Paris et prononce une conférence intitulée « *Nécessité absolue pour le maç.: d'être socialiste* ». Mais est-il un franc-maçon très actif ? Le 24 septembre 1906, le vénérable de la loge « *La Raison* » lui ayant demandé d'être délégué au Conseil de l'Ordre. Il accepte tout en se demandant si le convent l'admettra alors qu'il est « si mal en règle » ; puis il consigne dans son journal : « *Je suis admis, il paraît que j'étais maître depuis 1892 !* » Etrange maçon en vérité ! Il est vrai qu'il prend plaisir à « *se Calomnier* » pour se procurer « *une illusoire garantie de vérité* ». Au mois de novembre 1906, au congrès socialiste de Limoges, il « *roule des yeux féroces* » à tous ceux qui veulent exclure les francs-maçons et ignore Guesde, Delory, Bracke, Ghesquière. En 1907, il note qu'il « *ne compte pas du tout sur la franc-maçonnerie pour faire la révolution sociale, ni opérer une transformation* » ; il lui assigne une fonction d'éducation, d'émancipation intellectuelle, attend qu'elle organise « des fêtes laïques, des cérémonies civiles, et qu'elle lutte contre les Eglises ».

Il espérait que des fêtes nouvelles pourraient se substituer aux cérémonies religieuses et qu'on pourrait leur insuffler un enthousiasme propre « *à envahir l'âme sans prendre la forme divine* ». En 1908, il défend Victor Méric, poursuivi pour outrage à l'armée, de même que le dessinateur Aristide Delannoy, après la publication du n°12 *des Hommes du jour* consacré au général d'Amade et à la campagne marocaine ; sa plaidoirie prend la forme d'une « philippique impitoyable » contre Clemenceau. En 1913, apparaît à Paris un comité central des fêtes et cérémonies civiles dont il partage la vice-présidence avec André Lebey. Ayant sur l'anticléricalisme des idées très différentes de celles de Guesde, il adhère à l'Association nationale des libres penseurs de France, dont il est vice-président de 1908 à 1912.

Il est élu vice-président du Conseil de l'Ordre en 1910 et en 1912 ; au convent de septembre 1912, il prononce un discours sur le collectivisme et secoue « *les petits avocats, radicaillons, comme ils le méritaient, c'est-à-dire peu fraternellement* ». A Lyon, en 1912, au congrès de la S.F.I.O., l'hostilité à la franc-maçonnerie resurgit avec une certaine violence ; à Bracke, représentant le courant antimaçonnique, s'opposent Marcel Sembat, le Dr Meslier et Arthur Groussier. « Révolutionnaire en art politique » (V. Méric), Marcel Sembat prend la défense des cubistes à la Chambre le 3 décembre 1912.

Il est hostile à la loi militaire des trois ans ; en 1913, il publie un ouvrage dont le titre étrange – ***Faites un roi, sinon faites la paix*** – abuse certains. Il s'y dit convaincu que la guerre va de pair avec la monarchie tandis que la République, elle, doit être pacifique ; d'après lui, la marche vers la constitution d' « organisme supérieurs », autrefois entamée grâce au principe des nationalités, doit se poursuivre jusqu'à la formation d'une confédération européenne, avec le concours indispensable de l'Internationale ouvrière. Il est membre de la Ligue franco-allemande, à laquelle appartiennent aussi, du côté français, Anatole Flammarion, Octave Mirbeau, Albert Thomas. Cependant, réélu député en 1914, il se rallie à l'Union Sacrée.
Il est ministre des Travaux publics du 26 août 1914 au 12 décembre 1916 et appelle Léon Blum comme directeur de cabinet. Les deux hommes collaborent parfaitement pendant toute la durée des fonctions ministérielles de Marcel Sembat, que certains – Clemenceau ente autres – taxent d'incompétence et de nonchalance. Le difficile approvisionnement de Paris en charbon et le froid dont souffrent les Parisiens donnent naissance à un jeu de mots cruel : « Marcel s'en bat l'œil ».

Après la guerre, Marcel Sembat apparaît « amenuisé ». Il est réélu député en 1919, mais la Chambre ne retrouve pas le brillant orateur d'avant-guerre. Il souffre d'une douloureuse maladie des yeux mais donne des articles au *Populaire*, projette un livre sur l'état de l'Europe. Partisan de la Société des Nations et d'une politique internationale fondée sur le droit et non sur la force, il estime que les traités de paix doivent être révisés et que l'armée française doit quitter la Rhénanie : y faire stationner des troupes sénégalaises lui semble relever de la plus haute provocation. Il demeure favorable à une organisation fédérative du vieux continent, en particulier de la région danubienne.

A Tours, il tente vainement de convaincre les partisans de la IIIe Internationale de préserver l'unité du parti. Le 26 décembre, il prononce un grand discours pour exprimer ses craintes et ses doutes. L'orientation adoptée par les « *moscoutistes* » lui semble de nature à donner des armes à un patronat et à un gouvernement réactionnaires ; il estime que le mouvement ouvrier français est plus proche du mouvement ouvrier anglais que du mouvement ouvrier russe, car, pour lui, « Moscou, c'est la résultante de tout un ensemble de conditions spéciales à la Russie ! ».

La rupture le laisse inconsolable ; il assimile le congrès de Tours à un « *deuxième assassinat de Jaurès* ». Il est toujours grand amateur de peinture et, en 1920, publie chez Gallimard une petite étude sur Matisse. Les 5 et 6 septembre 1922, se déroule à Chamonix, où les Sembat possèdent une maison, « une atroce et sublime tragédie » (L. Blum) ; Marcel Sembat meurt d'une hémorragie cérébrale et, refusant de lui survivre, sa femme se donne la mort, regrettant « *les douze heures de retard* » prises sur son époux. Les corps sont ramenés à Bonnières où les obsèques civiles sont célébrées en présence d'une très nombreuse assistance comprenant diverses délégations. Jusqu'en 1939, une cérémonie commémorative annuelle se déroule au cimetière de Bonnières. J.L.

SHERIDAN Richard Brinsley

Dublin 30 octobre 1751 – 1e juillet 1816.



Dramaturge irlandais, membre du Parlement.
Correspondant de la Loge "*Antiquity 2*", de Londres.

Son père était directeur de théâtre et sa mère, écrivaine (*The Memoirs of Sidney Biddulph*)
Il fréquente la Harrow School dans le but de devenir juriste, mais son mariage romantique avec Elizabeth Linley (fille de Thomas Linley) compromet ces plans. Il écrit sa première pièce, *The Rivals* qu'il produit à Covent Garden en 1775. La première représentation est un four et Sheridan embauche un nouvel acteur pour le rôle comique de l'Irlandais. La seconde représentation est un succès et établit immédiatement la réputation d'auteur du jeune homme.

Entré au Parlement en 1780 avec le soutien de Georgiana, duchesse du Devonshire, ce grand orateur et figure éminente du parti whig y restera jusqu'en 1812. Il est aussi le grand-père de Caroline Norton et l'arrière grand-père de Lord Dufferin, troisième gouverneur général du Canada et vice-roi des Indes. Sheridan Le Fanu, célèbre auteur de récits de fantômes est son petit-neveu. À sa mort, Sheridan fut enterré dans le carré des poètes de l'abbaye de Westminster.

SIBELIUS Jean

Tavastehus, (FL) 8 décembre 1865 - Järvenpää, (Helsinki) 20 décembre 1957.



Compositeur finlandais. Il composa de nombreuses oeuvres musicales destinées aux cérémonies maçonniques dont une magnifique Marche Funèbre pour orgue.
Initié Franc-Maçon, en 1922, à la loge "*Suomi*", Helsinki . Un des fondateurs de la Maçonnerie finlandaise puisque l'Ordre avait été interdit par les Tsars en 1822.

Il est, avec Johan Ludvig Runeberg, l'un des Finlandais qui symbolisent le mieux la naissance de l'identité nationale finlandaise, bien qu'il soit suédophone (comme d'ailleurs Runeberg). Ses *Musiques rituelles* de l'op. 113, composées en 1926-27, mais complétées et révisées en 1947, sont presque inconnues hors de Finlande : de ces œuvres, qui figurent à son catalogue sous le titre de *musiques religieuses*, et qu'il a offertes en 1948 à sa Loge *Suomi n° 1*, il avait en effet interdit tant l'exécution publique que toute communication aux *profanes*.

C'est dans cette Loge *Suomi n° 1* qu'il avait été initié le 18 août 1922, le jour même où elle était installée par des maçons américains, et où la Franc-maçonnerie reprenait vie, après 100 ans d'interdiction, dans la Finlande nouvellement indépendante (il avait lui-même lutté pour cette indépendance, mais avait refusé le poste de président de la République qui lui avait été proposé quand elle fut acquise en 1917); la cérémonie dura 9 heures.
Chaque fois qu'il était présent en Loge, Sibelius y tenait l'harmonium.

Johan Christian Julius Sibelius (*Janne* pour ses amis et Jean, en français, pour son activité musicale) naît à Hämeenlinna (*Tavastehus* en suédois) au nord d'Helsingfors, dans une famille parlant le suédois, et fait ses études dans une école de langue finnoise. Étudiant en droit, il interrompt ses études avant de les terminer.

Il étudie ensuite le violon et la composition au conservatoire d'Helsingfors, à Berlin et à Vienne, avec Wegellus (Helsingfors), Becker (Berlin) et Karl Goldmark (Vienne) notamment. Il échoue à devenir violoniste dans le Philharmonique de Vienne et de retour à Helsingfors en 1892, il y enseigne la théorie musicale. Entre 1900 et 1929, encouragé par ses pairs, et malgré de longues périodes de dépression, il se consacre presque exclusivement à la composition. Dans les années trente, il cesse assez brutalement de composer, notamment en raison du succès du dodécaphonisme et de la musique sérielle, mais aussi vraisemblablement de l'achèvement de sa propre esthétique dans la 7e symphonie et dans *Tapiola*. Devenu alcoolique, il meurt en 1957 à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Les *Musiques rituelles* (sur lesquelles la revue *Hiram* du Grand Orient d'Italie a publié en 2004 (n° 1) une étude très complète) comprennent les pièces suivantes :

Titre	Date	pour	Texte
HYMNE D'OUVERTURE	1948	Orgue	
INSTALLATION DE L'AUTEL	1927	Ténor et orgue	d'après Schiller
HYMNE DU PREMIER GRADE	1927	Choeur d'hommes et orgue	Confucius
HYMNE DE LOUANGE	1946	Ténor, choeur d'hommes et orgue	Samuli Sario
DEUXIEME GRADE	1927	Baryton et orgue	Viktor Rydberg
ODE A LA FRATERNITE	1946	Choeur d'hommes et orgue	Samuli Sario
HYMNE DU TROISIEME GRADE	1927	Baryton et orgue	Goethe
MARCHE FUNEBRE	1927	Orgue	
SALEM	1927	Baryton et orgue	Viktor Rydberg
TU ES GRAND, SEIGNEUR	1927	Choeur d'hommes et orgue	Simo Korpela
HYMNE DE CLOTURE	1927	Choeur d'hommes et orgue	Aukusti Simelius

S'y ajoute une version dite maçonnique, sur un texte de Waïnö Sola, de l'hymne *Finlandia*. Dans *Musique et symbolisme*, Roger Cotte signale que Sibelius utilise pour cet hymne (comme l'avait fait Bach également à plusieurs reprises) le thème musical du choral protestant *O Haupt voll Blut und Wunden* (Oh tête couverte de sang et de blessures) décrivant le couronnement d'épines dans la Passion du Christ. Pour qui connaît le sujet du Rituel du 3e grade, cette référence n'est évidemment pas dépourvue de signification symbolique ... Il faut savoir que Sibelius, comme Bach, était protestant, et qu'en pays protestant ces chorals sont bien connus de tous et qu'en entendre la musique en évoque automatiquement le sujet dans les esprits. musicmac.ifrance.com/docs/sibelius.html

Analyse de l'œuvre

Outre son concerto pour violon, qui reste la plus jouée de ses œuvres, Sibelius est surtout connu pour les sept Symphonies dont il est l'auteur (il en détruisit une huitième). Il composa par ailleurs de nombreux poèmes symphoniques très représentatifs de son style, inspirés par des scènes du *Kalevala*, épopée nationale finnoise constituée de plusieurs corps de récits. Mais Sibelius, dont on exagère souvent le nationalisme et l'enracinement dans la tradition musicale finlandaise, fut au contraire attentif aux révolutions musicales qui marquèrent l'Europe de son temps, et même si son style demeure profondément original, on peut y entendre l'écho des œuvres de Wagner, de Debussy ou de Bartók.

Ce compositeur, à qui Lucien Rebatet reprochait d'incarner « le plus ennuyeux des musiciens sérieux », et à qui René Leibowitz avait consacré un essai intitulé: « Sibelius, le plus mauvais compositeur du monde », est aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands symphonistes du début du xxe siècle. Son langage musical reste néanmoins profondément tonal, et la musicologie récente refuse encore d'identifier l'importance de son œuvre à celle de son contemporain Mahler, qui épuise le genre symphonique par un double mouvement d'extension et de décomposition de la forme précisément contraire à l'esthétique sibélienne, d'une concentration proche de l'ascèse (Olin Downes a parlé d'un « monolithe pan-consonnant » à propos de *Tapiola*). Sibelius évoquera lui-même « la pure eau froide »[réf. nécessaire] de sa 6e symphonie, aux harmonies modales qui ressuscitent l'ancienne polyphonie grégorienne, publiée en réaction aux « cocktails » musicaux de son temps.

Pourtant, rien ne serait plus faux que de voir en Sibelius un musicien réactionnaire. Il hérite certes des genres consacrés par la tradition classique (symphonie et concerto), mais il impose dans la plupart de ses œuvres orchestrales un contrepoint minimal, une atmosphère chargée reposant sur l'accumulation des strates sonores, et une forme de cyclicité qui contredisent le primat de la mélodie et rendent la suite des métamorphoses harmoniques seule responsable de la tension dramatique. Des trouvailles mélodiques (comme la *Deuxième Sérénade pour Violon*, op. 69b en sol mineur) et des thèmes inoubliables parsèment néanmoins son œuvre, à l'image de ceux qui inaugurent dans une atmosphère diaphane de vitrail son *Concerto pour violon* et sa 6e symphonie, ou de ceux qui achèvent dans une clameur hymnique certaines de ses symphonies (la Deuxième et la Cinquième en particulier).

Sa 1re symphonie, pendant scandinave des *Rêves d'hiver* de Tchaïkovski, est avec la Troisième sans doute la plus classique de ses créations et la moins caractéristique du mysticisme « écologique » auquel il parviendra par des moyens purement musicaux (Quatrième Symphonie) et sans rien devoir à une foi religieuse ni jamais écrire de musique sacrée (si l'on excepte une œuvre maçonnique achevée en 1927 ayant pour titre *Musique religieuse*, op. 113, devenue célèbre sous l'appellation *Massonic Ritual Music*). Dans ses dernières œuvres (Septième symphonie, *Tapiola*), les mouvements s'enchaînent insensiblement les uns aux autres et les compositions tirent leur unité d'un développement organique comparable à celui d'une cellule vivante (procédé qui a été celui du Debussy des *Jeux*, et sera celui du Strauss des *Métamorphoses*).

Ses plus grands chefs-d'œuvre sont sans doute ses Deuxième, Quatrième, Cinquième et Septième symphonies, ainsi que son Concerto pour violon, mais aussi parmi ses autres œuvres, ses cantates (notamment *Oma Maa* et *Snöfrid*) dont certaines appartiennent au cycle du *Kalevala* comme *Kullervo* (vaste poème symphonique avec chœur et solistes grâce auquel il obtint à vingt-six ans une grande notoriété), *Luonnotar*, poème symphonique avec soprano racontant la création du monde, *La Fille de Pohjola* et surtout son ultime poème symphonique, *Tapiola*, monolithe sonore immobile, immémorial et mystérieux, sorte d'équivalent musical à celui mis en scène par Kubrick dans *2001 : L'Odyssée de l'espace* (film dont la musique emprunte d'ailleurs des passages de la Quatrième symphonie). Son poème symphonique *Finlandia*, écrit en 1899-1900, devint le symbole de la résistance finlandaise vis-à-vis de l'occupation russe. Son œuvre la plus connue du grand public est, avec la *Valse triste* (tirée de la musique de scène *Kuolema*), *le Cygne de Tuonela*, extrait d'une suite beaucoup plus vaste (*Légendes des Lemminkainen*) qui mérite d'être connue dans son intégralité. Citons aussi *Les Océanides*, *Chevauchée nocturne et lever du soleil*, *Pelléas et Mélisande*, *La Reine captive*, *L'Origine du feu*, *Le Barde*, *La Nymphe des bois*, *En Saga*, sa musique de scène *La Tempête*, *Chanson de printemps*, ainsi que *Voces intimae*, le plus connu de ses quatuor à cordes, *Korpo*, un trio de jeunesse, et un *Quintette pour piano en sol mineur* généralement méconnu. Il travailla également à un projet d'opéra qu'il n'acheva jamais, *La Construction du bateau*, dont le prélude original constitue en fait *Le Cygne de Tuonela*. Toutefois, une œuvre lyrique en un acte, *La Jeune Fille dans la tour* existe bel et bien même si elle n'est pratiquement jamais jouée.

Beaucoup de compositeurs de la seconde moitié du XXe siècle trouvèrent en Sibelius un digne précurseur tandis que les compositeurs de musique de film pillèrent sans complexes une œuvre riche de thèmes épiques et grandioses (à l'exemple des dernières mesures du premier mouvement de la *Troisième symphonie*). Qualifiée souvent de panthéiste, cette musique vide d'hommes qui célèbre la nature dans sa force primitive et dépeint les rumeurs légendaires qui la parcourent, est d'une puissance et d'une austérité qui se conjuguent en de vastes incantations aux beautés secrètes et inépuisables. En cela, il annonce déjà certains compositeurs de musique minimaliste comme Ligeti (*Atmosphères*, *Requiem*…), duquel il sera

d'ailleurs souvent rapproché dans les musiques de films (comme, une fois encore, *2001 : L'Odyssée de l'espace*). Wikipédia

SITWELL **Norman Sisson Hurt** Dublin 1876 – Arcachon 1931.

Il est le fondateur de la première loge de recherches en France. Capitaine d'artillerie dans l'armée des Indes, initié le 11 mars 1904 dans la « *Sandemann Lodge n°1374* » de Dum-Dum, près de Calcutta, Sitwell en est élu vénérable en 1909, après avoir été exalté à l'Arche Royale au « *Chapter of Hope n°109* » de Calcutta en 1906. Il devient membre de *Correspondence Circle* de la loge « *Quator Coronatti n°2076* » en octobre 1910. Promu major à Bombay en 1917, il retourne à Calcutta en 1919 et s'affilie à la loge « *Star of the East n°67* ». Il quitte alors les Indes pour venir habiter Paris et devient membre de la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière établie le 5 novembre 1913, où il fonde la loge vde recherche « *Saint-Claudius n°21* » en octobre 1925. Il en est le premier vénérable maître, il conserve pendant trois ans cette fonction, est réélu le 7 mai 1929, et meurt deux ans plus tard.

De 1926 à 1934, « *Saint-Claudius n°21* » publie chaque année un *Compte rendu*, qui reproduit le texte de certaines conférences prononcées en loge et différentes études. Le dixième et dernier cahier, paru en 1938, couvre les années 1934-1937. La Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière étant presque exclusivement composée de maçons britanniques sans contact aucun avec les membres des autres obédiences françaises, et les articles parus dans les *Compte rendu*, à l'exception des communications présentées par Nicolas Choumitzky, étant rédigés en anglais, ses travaux restent quasiment ignorés des maçons français.

Dans le *Compte rendu* de 1927-1928, Sitwell publie des procès-verbaux inédits de « *L'Anglaise n° 204* » et exprime sa gratitude envers trois frères : Sharp, Renou et Graton, pour l'avoir autorisé à faire état de ces documents. « *L'Anglaise* » la plus ancienne des loges françaises de province, possédait des archives d'une richesse extraordinaire, remontant à sa fondation, le 27 avril 1732 à Bordeaux. Rattachée au Grand Orient de France en 1780, elle a été, en décembre 1913, la première loge à se joindre à la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière. Les remerciements que Sitwell adresse à ses frères s'expliquent mal, car en 1927-1928, ils ne font plus partie de « *L'Anglaise* », qui a quitté la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière depuis cinq ans et s'est rattachée à la Grande Loge de France le 11 novembre 1923.

Graton était vénérable maître de *L'Anglaise* en 1921. Renou, secrétaire de *L'Anglaise*, reste à la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière où, le 20 mars 1926, il fonde « *Burdigala n°22* » dont il est le premier vénérable maître avec Alfred Irwin Sharp (1877-1959) comme secrétaire. Dignitaire de la Grande Loge Nationale indépendante et Régulière, Sharp a assisté à l'installation de « *Saint-Claudius n°21* » en octobre 1925. Son nom apparaît lorsque Sitwell, ont une double origine : la « *collection du frère Sharp, de Bordeaux* » et les « *archives de la Grande Loge d'Ukraine* » se trouvant en possession d'un Russe blanc, maçon émigré en France après la Révolution de 1917, Nicolas Choumitzky. Pour expliquer être détenteur de ces documents, Choumitzky prétend qu'une partie des archives du Grand Orient aurait été confié à des maçons russes au moment de la Terreur, que ceux-ci les auraient remises à une Grande Loge d'Ukraine à laquelle il appartenait et qu'il les aurait rapportées en France au moment où les bolchevistes occupèrent son pays. Affilié au centre des « *Amis n°1* » de la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière, puis à « *Saint-Claudius n°21* » en février 1926, Choumitzky publie 5 lettres d'Estienne Morin dans le *Compte rendu* de 1927-1928. Pour avoir adressé aux autorités nazies pendant la Seconde Guerre mondiale des lettres compromettantes dont l'existence est révélée en août 1948, Choumitzy est radié un an plus tard des obédiences françaises et suisses auxquelles il appartenait.

Il sera réintégré en 1968 et promu Grand Officier d'honneur de la Grande Loge Nationale Française par ordonnance du 25 janvier 1969, signée du Grand Maître van Hecke. Sitwell eut le mérite de reconnaître l'intérêt incomparable des archives de Bordeaux. Il les analysa dans de nombreux articles restés inédits et retrouvés en 1969 dans les archives de la Grande Loge Unie d'Angleterre. Seule son étude, *The Marquis de Vignolles and the Provincial Grand Lodge for Foreign Countries*, fut publiée à titre posthume en 1939 dans le volume 49 d'*Ars Quator Coronatorum*. A.B.

SOLIMAN **Angelo** 1721 – Vienne 21 novembre 1796.



Cet africain, issu du peuple kanuri, fut capturé. Esclave, d'abord en Afrique, il fut offert vers 1734 au prince Johann Georg Christian von Lobkowitz. C'est à cet Angelo Soliman que l'abbé Grégoire consacra tout un chapitre de son ouvrage "De la littérature des nègres". C'est à cet Angelo Soliman que l'abbé Grégoire consacra tout un chapitre de son ouvrage "De la littérature des nègres". Il écrit ainsi : *"Quoiqu'Angelo Soliman n'ait rien publié, il mérite une des premières places entre les Nègres qui se sont distingués par un haut degré de culture, par des connaissances étendues, et plus encore par la moralité et l'excellence de son caractère".* Soliman aurait présenté *"toute la délicatesse de la vertu unissant un jugement sain, relevé par des connaissances étendues et solides, il possédait six langues, l'italien, le français, l'allemand, le latin, le bohémien, l'anglais, et parlait surtout avec pureté les trois premières".* Angelo Soliman fait l'objet de peu d'articles sur le web francophone. Il faut lire l'anglais et surtout l'allemand pour en savoir un peu plus.

Cet africain, issu du peuple kanuri, fut capturé. Esclave, d'abord en Afrique, il fut offert vers 1734 au prince Johann Georg Christian von Lobkowitz dont il devint le serviteur et l'accompagnateur de voyage. Soliman lui a sauvé la vie. Il fut aussi le précepteur du fils du prince Franz Joseph du Liechtenstein.

Un article en italien mentionne Angelo Soliman comme "il primo Venerabile africano".

SOMERSET duc de **Beaufort, Henry** 16 October 1744 – 11 October 1803



5th Duke of Beaufort KG was the only son of Charles Noel Somerset, 4th Duke of Beaufort and his wife, Elizabeth Berkeley. Styled **Marquess of Worcester** from 1746, on his father's death on 28 October 1756, he succeeded him as Duke of Beaufort.
He succeeded to the title of *13th Lord Herbert* [E., 1461] on 28 October 1756. He succeeded to the title of *11th Earl of Worcester* [E., 1514] on 28 October 1756. He succeeded to the title of *5th Duke of Beaufort* [E., 1682] on 28 October 1756. He succeeded to the title of *7th Marquess of Worcester* [E., 1643] on 28 October 1756. He matriculated at Oriel College, Oxford University, Oxford, Oxfordshire, England, on 18 October 1760. He graduated from Oxford University, Oxford, Oxfordshire, England, on 7 July 1763 with a Doctor of Civil Laws (D.C.L.). He held the office of Grand Master of the Freemasons between 1767 and 1772. He held the office of Master of the Horse between 1768 and 1770, to the Queen Consort. He held the office of Lord-Lieutenant of Monmouthshire between 1771 and 1803.

He was invested as a Knight, Order of the Garter (K.G.) on 2 June 1786. He held the office of Lord-Lieutenant of Leicestershire between 1787 and 1799. He held the office of Lord-Lieutenant of Brecknockshire between 1787 and 1803. His last will was dated from 21 June 1789 to 11 September 1800. He succeeded to the title of 5th Lord Botetourt [E., 1305] on 4 June 1803.

On 2 January 1766 he married Elizabeth Boscawen, daughter of Hon. Edward Boscawen, Admiral of the Blue, and sister to George Boscawen, 3rd Viscount Falmouth.[2] With her he had nine sons and four daughters :

- Henry Charles Somerset, 6th Duke of Beaufort, his heir and successor
- Lord Charles Henry Somerset (2 December 1767 – 18 February 1831)
- Lord Edward Henry Somerset (1768–1769)
- Lord Norborne Berkeley Henry Somerset (4 May 1771 – 1838)
- Lady Elizabeth Somerset (11 February 1773 – 5 May 1836), who married, on 27 June 1796, Very Reverend Charles Talbot, Dean of Salisbury, grandson of Charles Talbot, 1st Baron Talbot, with whom she had three sons and three daughters
- Lady Frances Elizabeth Somerset (3 April 1774 – 24 May 1841)
- Lady Harriet Isabella Elizabeth Somerset (9 July 1775 – 1 June 1855), married Colonel Hugh Henry Mitchell and had one son and two daughters.
- Lord Robert Edward Henry Somerset (19 December 1776 – 1 September 1842)
- Lord Arthur John Henry Somerset (1780–1816)
- Rev. Lord William George Henry Somerset (2 September 1784 – 14 January 1861), Prebendary of Bristol, who was married twice; on 29 June 1813 to Elizabeth Molyneux (d. 1843), daughter of Lt.-Gen. Sir Thomas Molyneux, 5th Baronet, with whom he had one son, and in 1844 to Frances Westby Brady (d. 31 August 1854), with whom he had no issue
- Lady Anne Elizabeth Somerset (7 June 1786 – 22 September 1803)
- Col. Lord John Thomas Henry Somerset (30 August 1787 – 3 October 1846), married Lady Catherine Annesley, daughter of Arthur Annesley, 1st Earl of Mountnorris on 4 December 1814
- Fitzroy James Henry Somerset, 1st Baron Raglan (30 September 1788 – 28 June 1855)

SPONTINI **Gasparo Luigi Pacifico** Maiolati États pontificaux 14 novembre 1774 - 14 janvier 1851. Compositeur, directeur du Théâtre italien de Paris.



Franc-Maçon de la Loge "*L'Age d'Or*", à Paris.

Gaspare Spontini était issu d'une famille très modeste, qui souhaitait qu'il embrasse l'état ecclésiastique. Mais le jeune homme voulait devenir musicien et alla parfaire sa formation à Naples, au Conservatorio della Pietà dei Turchini. L'irrégularité de ses résultats et son caractère difficile et perturbateur lui valurent d'humiliants échecs qui le contraignirent à s'enfuir sans avoir pu terminer son éducation. Ses débuts, dans l'opéra bouffe ou *seria*, s'en ressentirent, mais ils témoignent d'une personnalité propre et d'une volonté de prendre ses distances par rapport à la tradition de la vieille école napolitaine.

En 1803, Spontini décida de s'installer à Paris, attiré par la gloire de Napoléon Bonaparte et l'esthétique nouvelle que le régime cherchait à promouvoir.

On était alors à la recherche de compositeurs capables de réaliser une synthèse entre l'esthétique révolutionnaire et républicaine, avec notamment ses références antiques et ses grandes masses orchestrales, et le style français traditionnel. En outre, cette synthèse devait être non seulement nationale mais européenne, à l'échelle de l'empire français. Spontini comprit qu'une place était à prendre et, dès son arrivée à Paris, il s'efforça d'assimiler le style français. Après quelques timides essais de remanier ses ouvrages italiens, il donna rapidement trois opéras-comiques au Théâtre Feydeau : *La Petite maison* (1804), *Milton* (1804) et *Julie ou le Pot de fleurs* (1805). Parallèlement, il se fit des relations : le président du Sénat, Lacépède, le facteur de pianos Érard, le critique musical François-Joseph Fétis, Madame de Staël, Juliette Récamier, mais surtout l'impératrice Joséphine. Grâce à ces protections, il put faire donner en 1806 une cantate à la gloire de Napoléon Ier, *L'eccelsa gara* ainsi que le vaudeville *Tout le monde a tort*, composé pour la fête de l'Empereur et qui fut joué par ses sœurs

et ses courtisans.
Auparavant, en 1805, Spontini avait été nommé Compositeur particulier de la chambre de S.M. l'Impératrice. Depuis quelque temps, Spontini travaillait à un livret que lui avait proposé Étienne de Jouy sur un sujet romain, qui avait été repoussé auparavant par Méhul et par Boieldieu.

Lorsque *La Vestale* fut donnée à l'Opéra le 15 décembre 1807 l'ouvrage parut incarner de manière presque miraculeuse l'esprit de l'Empire et fit aussitôt sensation. L'Institut de France le déclara meilleur ouvrage lyrique de la décennie. Le succès se renouvela avec *Fernando Cortez* le 28 novembre 1809. Spontini fut nommé chef d'orchestre pour l'opéra italien à l'Odéon en 1810 et dirigea plusieurs exécutions importantes d'œuvres de compositeurs variées. Le 3 août 1811, il épousa Marie-Catherine Céleste Érard, fille du célèbre facteur de pianos Jean-Baptiste Érard. Le couple put s'installer au château de la Muette, propriété de celui-ci. Ils n'eurent pas d'enfant, mais le mariage fut parfaitement heureux.

Spontini fut fait chevalier de la Légion d'honneur le 29 mai 1818. Le 15 décembre 1819, il fit donner son opéra *Olympie*, souvent considéré comme son meilleur ouvrage, qui ne rencontra d'abord pas le succès. Après l'avoir considérablement revu, il le fit jouer une nouvelle fois le 28 février 1826 et, cette fois, le public fut conquis. Après ce premier échec, Spontini quitta Paris pour Berlin en 1820 où il fut nommé Kapellmeister en chef, avec un salaire annuel de 4.000 thalers et la possibilité de donner un concert par an à son profit. Il mit en musique *Lalla Rookh* de Thomas Moore, donné au Palais royal le 27 janvier 1821. Puis il donna son opéra *Agnes von Hohenstaufen* (1829).

En 1829, il fut fait docteur *honoris causa* de l'université de Halle et, en 1834, il dirigea les représentations de *La Vestale* à Hambourg. Il retourna dans sa ville natale en 1835, voyagea en Angleterre en 1838 et retourna à Paris où il fut élu à l'Académie des Beaux-Arts la même année. En 1837, il y fit donner une version révisée d' *Agnes von Hohenstaufen*.

En 1842, il quitta définitivement l'Allemagne et alla s'établir à Rome, où le Pape le fit comte de San Andrea en 1844. Cette année-là, il voyagea à Paris et à Dresde, puis se retira dans sa ville natale en 1850. À sa mort, il légua sa fortune à des institutions charitables. S'il était d'un caractère difficile, il s'était toujours montré généreux, de son vivant, pour les musiciens nécessiteux.

STARCK



Johann August Schwerin 18 octobre 1741 – Darmstadt 3 mars 1816.

Le père de Starck était président du consistoire protestant de Schwerin. Dans l'autobiographie qu'il rédige en présentant sa candidature comme professeur extraordinaire pour les langues orientales à l'université de Königsberg, Johann Starck évoque ses trois années d'étude de la philosophie et des langues orientales à l'université de Göttingen où il a obtenu un doctorat en théologie en 1761, Saint-Pétersbourg où il a enseigné les langues orientales et l'histoire de l'Antiquité de 1763 à 1765, un voyage en Italie et en France au cours duquel il a été engagé comme interprète au département des manuscrits des langues orientales de la Bibliothèque du roi. L'abbé Picot affirmera que Starck se convertit au catholicisme à Paris, en l'Eglise Saint-Sulpice, le 8 février 1766. Le fait demeure controuvé, Bode en cherchera en van les traces en juin 1787.

Starck quitte Paris en août 1766 pour aller à Schwerin au chevet de son père malade, et accepte une situation modeste dans une petite ville suédoise voisine, Wismar.

Il y fait la connaissance du commandant de la place, Johann von Böhnen et du baron von Vegsack. Starck, qui avait été reçu maçon en 1761 dans une loge militaire française à Göttingen, fonde avec eux, le 17 février 1767, la loge « *Zu den drei Löwen* », fille de la loge de Rostock « *Zu dein drei Sternen* », devenue le 24 janvier 1765, par patente de la 7e Province de la Stricte Observance, mère loge et siège du Sous-Prieuré de Ratzeburg.

La découverte récente dans les archives départementales du Finistère d'un manuscrit de 1750 dans lequel on relève les noms du comte de La Tour du Pin, brigadier des armées du roi, et du « baron de Veylask…Dambourg » (le baron Friedrich von Vegsack avait été initié à la loge « *Saint-George* » de Hambourg en 1748) sur une « Liste des illustres G.M. » de Chevaliers Elus dont le rituel comprend une légende templière, apporte une confirmation tardive, mais bienvenue à la lettre du 5 août 1767 dans laquelle Vegesack affirmait avoir été reçu dans l'Ordre Templier en 1749 en France, et à celle que Starck adresse le 14 septembre 1809 à Nettelbladt auquel il indique posséder une copie de la patente que La Tour du Pin avait remise à Vegesack. Il semble avéré qu'à l'origine d'une partie au moins des connaissances de Starck en matière de chevalerie templière se trouve Vegesack. Les quatre lettres que Starck adresse de Wismar à von Hund ente le 31 mars et le 26 octobre 1767 marquent l'apparition de la branche cléricale de l'Ordre Templier dans la thématique de la Stricte Observance. Malgré un rapport défavorable de Schubart, von Hund décide d'envoyer von Prangen et Jacobi en ambassadeurs auprès de Starck à Wismar.

Ils arrivent le 7 février 1768 et y restent 6 semaines. Le *Pactum fundamentale* entre les clercs et las Stricte Observance est signé le 27 mai 1772, quelques jours avant l'ouverture du Convent de Kohlo. Son article X prévoit la remise par les clercs de copies confiées des rituels et de l'histoire de l'Ordre. La liste de ces documents, énumérée dans une lettre que Starck adresse à von Hund le 25 novembre 1770, est reproduite par Merzdorf. Une partie en est citée ou résumée par Runkel. La séparation des deux branches de l'Ordre intervient six ans plus tard au Convent de Wolfenbüttel au cours duquel le duc de Södermanland est élu à la tête de la 7e Province.

Starck quitte Wismar à la fin de 1768 pour Saint-Pétersbourg, enseigne à Königsberg à partir de l'automne 1769 d'où il repart en mars 1777 pour Mitau, près de Riga, enseigner la philosophie au Collège académique. En 1781, il est nommé Premier Prédicateur à la cour de Darmstadt ; en 1811, il sera anobli Freiherr, titre équivalent à celui de baron. En 1808, le jeune Nettelbladt écrit à Starck pour lequel il éprouve une grande admiration. La correspondance inédite de Starck à Lavater entre 1809 et 1815 a été publiée récemment par Werner Zimmermann (1994) ; elle apporte des révélations importantes sur les contacts maçonniques de Starck à Saint-Pétersbourg. A.B.

STENDHAL dit **Henri Beyle, dit** 1783 – 1842.



Sous-lieutenant dans l'armée de Bonaparte, plus tard inspecteur du mobilier et des bâtiments, deviendra l'un des plus grands écrivains français.
Initié Franc-Maçon, en 1806, écrit-il dans son journal, il appartient en 1807 à la Loge *"Sainte-Caroline"*, Paris.

Engagé dans l'armée en 1800, il occupa surtout des fonctions d'administration militaires comme durant la campagne de Russie en 1812. Amateur d'arts et passionné d'Italie où il effectua de nombreux séjours, il écrivit d'abord des essais esthétiques sous son vrai nom comme *L'Histoire de la peinture* (début 1817), mais c'est sous le pseudonyme de « M. de Stendhal, officier de cavalerie » qu'il publia *Rome, Naples, Florence* en septembre 1817.

Ce nom de plume est inspiré d'une ville d'Allemagne « Stendal », lieu de naissance de l'historien d'art et archéologue renommé à l'époque Johann Joachim Winckelmann, mais surtout proche de l'endroit où Stendhal vécut en 1807-1808 un moment de grande passion avec Wilhelmine de Grisheim. Ayant ajouté un H pour germaniser encore le nom, il souhaitait que l'on prononce « Standhal ».

Ses romans de formation *Le Rouge et le Noir* (1830), *La Chartreuse de Parme* (1839) et *Lucien Leuwen* (inachevé) ont fait de lui, aux côtés de Balzac, Hugo, Flaubert ou Zola, un des grands représentants du roman français au xixe siècle. Dans ses romans caractérisés par un style économe et resserré, Stendhal cherche « La vérité, l'âpre vérité » dans le domaine psychologique, et campe essentiellement des jeunes gens aux aspirations romantiques de vitalité, de force du sentiment et de rêve de gloire.

1783-1821 : Les premières années
Henri Beyle naît rue des Vieux Jésuites (aujourd'hui rue Jean-Jacques Rousseau) à Grenoble dans une famille bourgeoise qu'il apprécie peu. Sa mère, qu'il aimait beaucoup, meurt alors qu'il a huit ans. Son père Chérubin Beyle (qui sera plus tard fait chevalier de la Légion d'Honneur et lui léguera sa croix) lui donne alors pour précepteur l'abbé Raillane, et le jeune Henri souffrira de la tyrannie de l'ecclésiastique : « Je haïssais l'abbé, je haïssais mon père, source des pouvoirs de l'abbé, je haïssais encore plus la religion au nom de laquelle ils me tyrannisaient. »

Sa haine s'étend à sa tante Séraphie sans doute maîtresse de son père. Pendant que le père monarchiste devient un anti-modèle, le grand-père Gagnon initie l'enfant à la philosophie des lumières. En 1796, il entre à l'École centrale de Grenoble. En octobre 1799, il part à Paris pour passer le concours de l'École polytechnique. Il renonce à se présenter et sera très déçu par la capitale, où il tombe malade. De 1800 à 1801, il participe à la campagne d'Italie où il est nommé sous-lieutenant au sein du 6e régiment de dragons. Sa carrière militaire est rendue possible par son cousin Pierre Daru, secrétaire général à la guerre. La découverte de l'Italie laisse Beyle émerveillé.

Revenu à Paris, il essaie de se faire une place, dans le négoce, dans le succès littéraire (il veut écrire " des comédies comme Molière ") ou en séduisant des femmes.

En 1805, il devient l'amant de l'actrice Mélanie Guilbert et il la suit à Marseille et s'essaye au commerce, sans grande motivation, ni grand succès d'ailleurs. Mais, ces années d'apprentissage auront une grande influence sur le personnage de Julien Sorel dans *le Rouge et le Noir*. En 1806 grâce à Pierre Daru il est affecté à l'intendance où il fera montre d'exceptionnels talents d'organisateur, ses fonctions lui permettront de voyager (l'une de ses grandes passions) en Allemagne, en Autriche, en Russie et en Saxe. Il est nommé auditeur au Conseil d'État le 3 août 1810.

En 1812, il travaille à l'*Histoire de la Peinture en Italie*. En août, il se rend à Moscou où il sera témoin de l'incendie qui ravage la ville après l'entrée de la Grande Armée en septembre. En novembre, lors de la retraite de Russie, il perd le manuscrit de l'*Histoire de la Peinture en Italie*. La Campagne de France, en avril 1814 provoque la chute de l'Empire et met fin à sa carrière : libre il part en Italie et s'installe à Milan où il retrouve sa maîtresse Angéla Pietragrua. Milan qui l'avait séduit dès 1800 devient sa ville d'élection au point qu'il réclame comme seule épitaphe " Arrigo Beyle, Milanese ". L'année suivante il fait graver sur ses cartes de visite : « Waterloo, c'est trop dommage. Six mois de plus et j'aurais été nommé au Mans préfet de la Sarthe ».

Le talent littéraire de Stendhal s'affirme clairement dans son oeuvre *Rome,Naples et Florence* publiée en 1817. En 1818, Stendhal travaille à une *Vie de Napoléon*. C'est aussi l'année où il rencontre celle avec laquelle il va vivre une grande passion, Mathilde Dembowska (*Métilde*), qu'il suit l'année suivante à Volterra. Durant cette période, il écrit *Vies de Haydn, Mozart et Métastase*, ainsi que *Histoire de la peinture en Italie*. En 1821, parce qu'il est accusé de sympathie pour le carbonarisme – affection particulièrement ressentie dans la nouvelle *Vanina Vanini* – il est expulsé de Milan. Il se voit obligé

de quitter Métilde qu'il aime pour regagner Paris

1821-1834 : L'essor littéraire

De retour à Paris, presque ruiné après le décès de son père, il entre dans le milieu littéraire en fréquentant des salons. Ainsi, il a son cénacle et a même un disciple en la personne de Prosper Mérimée. Il écrit des journaux, publie des essais. En 1822 il publie *De l'Amour*, véritable essai de psychologie dans lequel il expose sa théorie de la "cristallisation". Il s'engage avec ardeur dans la bataille romantique avec son *Racine et Shakespeare* en 1823.

Son talent très éclectique l'amène à publier une *Vie de Rossini* en 1823 et *Promenades à Rome* en 1829. C'est en 1827, il publie son premier roman, *Armance*, suivi en 1830 de son premier chef d'oeuvre *Le Rouge et le Noir*. Ce roman connaîtra un beau succès. Le Comte Molé, ministre de Louis-Philippe le nomme consul à Trieste ; Ses idées libérales y déplaisent, et il est nommé en 1831 à Civitavecchia, où il rédige les *Souvenirs d'égotisme* et le roman inachevé *Lucien Leuwen*.

1834-1842 : Dernières œuvres, derniers voyages

À Civitavecchia, il s'ennuie et part voyager. Un congé de 1836 à 1839 lui permet de rentrer à Paris. Il ne réussit pas à terminer les œuvres qu'il commence (*Souvenirs d'égotisme*, *Vie d'Henry Brulard*, *Lucien Leuwen*...). Après avoir achevé son dernier chef-d'œuvre, *La Chartreuse de Parme*, en 1839, il meurt dans la nuit du 22 au 23 mars 1842 d'une attaque cardiaque. Sa dépouille est enterrée au cimetière de Montmartre à Paris. Il avait été fait chevalier de la Légion d'Honneur par Guizot.

Les romans de Stendhal

L'œuvre de Stendhal consiste aussi bien en des textes autobiographiques (*Vie de Henry Brulard* par exemple) que dans des romans qui comptent parmi les plus beaux dans la littérature française : *le Rouge et le Noir*, *Lucien Leuwen*, *la Chartreuse de Parme*. Ce dernier roman fut salué à sa première publication par un éloge d'Honoré de Balzac, autre maître du roman réaliste dont Stendhal lui-même se déclara heureusement surpris.

« Cet article étonnant, (...) je l'ai lu, (...) en éclatant de rire. Toutes les fois que j'arrivais à une louange un peu forte (...) je voyais la mine que feraient mes amis en le lisant.. »

Le Rouge et le Noir

Le Rouge et le Noir (1830) est le premier grand roman de Stendhal. Il est le premier roman à lier de façon si subtile la description de la réalité sociale de son temps et l'action romanesque selon Erich Auerbach dans sa célèbre étude *Mimesis*. Julien Sorel, le héros principal du livre, est le pur produit de son époque en un certain sens. Littéralement ivre d'ambition à cause de la lecture du *Mémorial de Sainte-Hélène* de Napoléon et conscient que depuis la Révolution c'est le mérite et non plus la naissance seule qui compte, il rêve de devenir lui-même un nouveau Bonaparte. Le projet de ce roman dut être soumis à Paul-Louis Courier que Stendhal tenait pour le meilleur écrivain français contemporain. Un écho des difficultés rencontrées par le pamphlétaire en Touraine est d'ailleurs perceptible sous les traits du personnage Saint-Giraud qui apparaît au chapitre premier de la seconde partie du roman. Quand Courier fut assassiné, Stendhal soupçonna des mobiles politiques à ce forfait jamais élucidé.

La Chartreuse de Parme

Cette œuvre majeure, qui lui valut la célébrité, fut publiée en deux volumes en mars 1839. Elle fut refondue en 1842 peu avant la mort de Stendhal. Suite à un article fameux de Balzac, elle prit de fait un tour plus « balzacien » : c'est le texte d'origine, plus purement stendhalien, qui s'est imposé de nos jours. L'œuvre sera, jusqu'au début du XXe siècle, relativement inconnue en dehors de quelques cercles d'esthètes, de critiques littéraires, ou de personnalités visionnaires (Nietzsche), ce que Stendhal semblait appeler de ses vœux, dédicaçant son roman *To the Happy Few*.

Lucien Leuwen est le deuxième grand roman de **Stendhal**, écrit en 1834, après *le Rouge et le Noir*. Ce roman est demeuré inachevé. Lucien Leuwen, jeune polytechnicien, est chassé de son école car il est soupçonné d'être un saint-simonien. Son père, richissime homme d'affaires parisien, lui permet de devenir lieutenant, ce qui l'amène à partir pour Nancy. Il y rencontre madame de Chasteller, jeune et charmante veuve dont il tombe amoureux.

Le réalisme chez Stendhal

Stendhal n'a pas seulement « appliqué » une certaine esthétique réaliste : il l'a pensée d'abord. Le réalisme de Stendhal c'est aussi la volonté de faire du roman un « miroir » c'est-à-dire un simple reflet de la réalité sociale et politique d'une époque dans toute sa dureté. Stendhal a d'ailleurs écrit que « le roman, c'est un miroir que l'on promène le long d'un chemin ». Dans *Racine et Shakespeare*, il assigne pour devoir à l'art romantique de faire un art qui sera en adéquation avec les goûts et tendances des peuples. Le réalisme de Stendhal c'est d'abord la volonté de peindre des faits capables d'intéresser ses contemporains (Monarchie de juillet dans *Lucien Leuwen*, Restauration dans *Le Rouge et le Noir*, défaite et retour des Autrichiens dans *La Chartreuse de Parme*). En revanche, Stendhal dépeint avec souci de réalisme psychologique, les sentiments des personnages principaux. Il s'inspire même souvent des théories relatives à l'amour de son traité *De l'amour* et essaie de faire œuvre de psychologue rigoureux. Les sentiments amoureux sont dépeints avec beaucoup de soin : le narrateur expose longuement la naissance de la passion amoureuse et ses péripéties : cf. Mme de Rênal et Julien - Julien et Mathilde de La Mole - Lucien Leuwen et Mme de Chasteller - Fabrice et Clélia.

Le critique d'art

Stendhal ne fut pas seulement un romancier et un autobiographe mais également un fin critique d'art dont la réflexion esthétique influença le travail romanesque (tout particulièrement avec sa théorie du beau idéal), ainsi que l'appréciation des arts plastiques et de la musique. Citons *Histoire de la Peinture en Italie*, *Rome, Naples et Florence*, *Promenades dans*

Rome, *Mémoires d'un touriste*.

Vrai spécialiste, faux dilettante

Féru d'art lyrique, amoureux de l'Italie, comme en témoignent ses écrits, c'est lui qui fit connaître Rossini à Paris et en France. Des travaux de la deuxième moitié du XXe siècle ont fait apparaître sa compétence en matière picturale et musicale, sa familiarité avec *ses* peintres, sa vaste expérience du monde de la musique de son temps aussi bien instrumentale, lyrique, allemande ou italienne. Mais surtout Stendhal était un véritable spécialiste de l'opéra italien et de la peinture italienne. Bien qu'il se présentât comme un dilettante, on lui doit des analyses très fines de Rossini, Mozart, de Léonard de Vinci, (peintre de la mélancolie), du clair obscur du corrégien, ou de la violence michelangelesque.

Les principes de sa critique

Sa critique cohérente repose sur l'Expression, qui destitue les formes arrêtées et le Beau antique, la Modernité qui implique l'invention artistique pour un public en constante évolution, et la subordination du Beau à l'opinion seule, l'Utile qui donne du plaisir réel à une société, à des individus, et le dilettantisme qui repose sur la pure émotion du critique. Stendhal fonde ainsi une critique historique (l'art étant l'expression d'une époque), revendique le droit à la subjectivité, il admet la convergence des arts et leur importance selon qu'ils procurent ou non du plaisir physique, qu'ils ouvrent l'esprit à la liberté de l'imaginaire et qu'ils suscitent la passion (principe de base). Stendhal est un critique d'art qui marque une étape importante dans l'intelligence de tous les arts. Wikipédia

STEWART comte de **Blessington, Guillaume** 7 avril 1709 – Lodres 14 août 1769.

1er Comte de Blessington était un pair anglo-irlandais et un membre de la Chambre des lords.

Monsieur Guillaume Stewart est le fils de Guillaume Stewart, 2ème Vicomte Mountjoy (1675-1727) et Anne Boyle. Il s'est marié avec Eleanor Fitzgerald, la fille de Robert Fitzgerald le 10 janvier 1733. Ils avaient deux enfants, Guillaume Stewart et Lionel Robert, dont les deux sont morts avant leur père.

Il a hérité du titre de Vicomte de Mountjoy à la mort de son père le 10 janvier 1727. Il a reçu également les titres de 3ème Baron Stewart de Ramalton, co. Donegal et 5ème Baronnet Stewart.

Il a occupé la place de Grand maître des Franc-maçons (Irlande) entre 1738 et 1740.

STRESEMANN **Gustav** Berlin 1878 – 1929.



Homme politique allemand, fils d'un marchand de bière en gros, Gustav Stresemann fait ses études à Berlin et Leipzig. Elu député au Reichstag à 28 ans, orateur brillant, président du Parti national libéral en 1917, il fonde le Parti populaire allemand en 1918. A la tête d'une grande coalition, il devient chancelier du Reich en même temps que ministre des Affaires étrangères d'août à novembre 1923. Il conserve ce portefeuille dans les cabinets suivants jusqu'à sa mort. Sa politique de réconciliation avec les alliés lui vaudra le prix Nobel de la paix qu'il reçoit avec Briand en 1926.

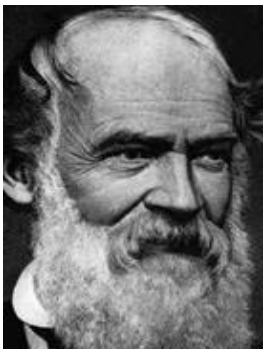
Le jour de son 45e anniversaire, le 10 mai 1923, il adresse au Grand Maître de la Grande Mère Loge Nationale « *Aux Trois Globes* », le pasteur Karl Habicht, une lettre demandant à être reçu franc-maçon.

Il est initié le 22 juin suivant, deux mois après son accession au pouvoir, par la loge « *Friedrich der Grosse* » dont Habicht est également vénérable. Stresemann n'occupera jamais quelque fonction maçonnique que ce soit, mais il exprime son indignation par écrit auprès de Habicht, le 26 juin 1924, après avoir entendu la veille, au cours de la fête de Saint-Jean de leur Grande Loge, le discours tenu par le Grand Orateur Rosbach. Stresemann estime non seulement que la fête la plus importante de la franc-maçonnerie devrait se tenir à l'écart de la politique, mais que, de surcroît, l'orateur avait gravement insulté les hommes qui en leur âme et conscience avaient voté en faveur du traité de Versailles et ceux qui faisaient partie de l'actuel gouvernement. Il pose la question de savoir si les instances dirigeantes des « *Trois Globes* » avaient eu connaissance de ce texte à l'avance et s'il avait reçu leur approbation. Il s'élève vivement contre ce discours aux relents fascistes. L'incident n'aura pas de suite après que Habicht aura assuré Stresemann qu'il partageait sa réprobation.

Dans son dernier discours devant la Société des Nations, le 9 septembre 1929, Stresemann constatait que le progrès avait permis d'abréger de vingt jours la distance séparant Tokyo de la Bavière, mais que le voyageur qui parcourt l'Europe se voit à chaque instant arrêté par une douane ou par une frontière. Et il posait publiquement la question :
Où est la monnaie européenne, le timbre poste européen *?*

Dans l'éloge funèbre qu'il publie dans la presse à la mort de son ami Stresemann, le Grand Maître Habicht déclare que le ministre des Affaires étrangères le consultait avant de prendre une décision importante. Habicht démissionne de ses fonctions, le 10 mars 1933. A.B.

SUCHARD **Philippe** Boudry 9 octobre 1797 - Neuchatel 14 janvier 1884.



Industriel et philanthrope à Neufchâtel. Il a créé la marque de chocolat qui porte son nom.
Franc-Maçon de la Loge "*La Bonne Harmonie*", Neuchâtel.

Il débute dans la confiserie en 1825 à Neuchâtel et se lance dans le chocolat à Serrières en 1826, date de la création de la fabrique de chocolat Suchard (à l'origine des Sugus) qu'il dirigera seul jusqu'en 1855, puis avec son fils Philippe. La confiserie n'est pas le seul domaine auquel touche Philippe Suchard. En 1834, il lance sur le Lac de Neuchâtel le bateau à vapeur l'*Industriel* dont il est aussi le capitaine. En 1837, il tente de développer en Suisse la culture des vers à soie, mais une épidémie de pébrine fait échouer cette tentative.

SUFFREN bailli de **SAINT TROPEZ, Pierre André** Trapani 17 juillet 1726 - Paris 1788.



Le célèbre marin, amiral depuis 1784, est Franc-Maçon, initié en 1786, de la loge "*L'Olympique de la Parfaite Estime*"

Né au chateau de Saint-Cannat, le 17 juillet 1729, fils du marquis de Saint-Tropez, Pierre André de Suffren fut admis dès l'âge de 8 ans comme Chevalier de Minorité de l'Ordre de Malte dont il devint plus tard Bailli. Après avoir combattu sous les ordres de l'Amiral d'Estaing pendant la guerre d'indépendance des Etats-Unis, il se voit confier le commandement d'une division de cinq vaisseaux destinés aux mers de l'Inde. Dès son arrivée, il combat avec fougue et acharnement les troupes anglaises, et leur livre les batailles de Sadras, Provedien, Negapatam, Trincomalé, Gondelour.

Revenu à Paris en 1784, Suffren est nommé Lieutenant Général des Armées Navales, Chevalier du Saint-Esprit, et se voit attribuer la charge de vice-amiral. Comblé d'honneurs, Suffren meurt à Paris en 1788 alors que le Roi venait de lui confier le commandement d'une flotte en armement à Brest. Tacticien remarquable et combattant intrépide, Suffren reste l'une des plus belles figures de l'histoire maritime, à l'égal de Nelson ou de Ruyter.

SURCOUF **Robert** San-Malo 12 décembre 1773 – San Servan 8 juillet 1827.



Corsaire, baron d'Empire. Robert Surcouf est né en décembre 1773 à Saint-Malo. Originaire de La Hague, il compte plusieurs corsaires parmi ses ancêtres. Pourtant ce n'est pas à la mer qu'on le destine, il reçoit la tonsure et entre au séminaire. Mais au petit Robert de 13 ans on n'impose pas sa volonté : après les avoir passablement bousculés, il quitte les prêtres chargés de son éducation et décide de rejoindre des maîtres autrement robustes : les bateaux.

En 1787, à seulement 13 ans et demi, il accomplit son premier voyage, comme apprenti-navigant (aspirant) sur *Le Héron* qui partait au cabotage. Ses parents, commerçants, le destinaient à la prêtrise. En 1790, il s'engagea dans la marine marchande comme volontaire sur *L'Aurore* en partance vers les Indes alors qu'il n'avait pas encore 16 ans.

À vingt ans, il était déjà capitaine au long-cours de *La Créole*, un navire faisant du transport d'esclaves. En 1794, il devint enseigne de vaisseau, faisant fonction de second sur la frégate *La Cybelle* dans l'océan Indien. Il connut son baptême du feu lors du combat de la Rivière Noire à l'île de France: *La Cybelle*, la frégate *Prudente* et la corvette *Jean Bart*, parvinrent à chasser deux petits vaisseaux britanniques de 50 et 44 canons qui assuraient le blocus de l'île. Ce fut le seul combat de Surcouf dans la marine de l'État, refusant toujours par la suite le commandement de frégates, il devint rapidement corsaire et ne dépassa jamais le grade d'enseigne dans la marine militaire.
Il fut initié Franc-Maçon, en 1796, à la loge "*La Triple Espérance*", à Port- Louis, île Maurice et membre, en 1809, de "*La Triple Essence"*, Saint-Malo

Ses débuts à bord de *L'Émilie*
Nommé capitaine à l'âge de vingt ans, il commanda successivement les corsaires *La Clarisse*, *La Confiance* et *Le Revenant*. Sans lettre de marque, quelques jeunes gens de l'île de France (aujourd'hui : Ile Maurice) armèrent un petit corsaire pour lui, *L'Émilie*, qui fit voile vers les Seychelles avec un chargement de bois, puis vers les côtes de l'Inde, avec un équipage de Lascars (marins indiens).

À l'embouchure du Bengale, où il se dirigea d'abord, il rencontra une goélette anglaise, bateau-pilote, armé en guerre ; il aborda le bateau-pilote et le prit après légère résistance. Le lendemain, il s'empara de deux bâtiments marchands de riz, se débarrassa de ses prises, de son propre navire, et passa sur le schooner avec dix-neuf hommes seulement.

La Prise du *Triton*
Ces premiers succès enhardirent Surcouf, qui sillonna la mer, courant sus à tous les bâtiments ennemis qu'il apercevait, en corsaire non autorisé. Il était parti de l'île de France sans lettres-patentes, ces lettres de marque, qui assujettissaient le vol

sur mer aux lois de la guerre.

Le malouin entra dans la légende à vingt-trois ans, en 1796, quand, avec un équipage de 19 hommes, il prit par abordage une frégate britannique trois fois plus importante et mieux armée que son navire. Peu après, avec un navire n'ayant que deux canons, Robert Surcouf mit le cap sur un gros trois-mâts; c'était un vaisseau de la Compagnie anglaise des Indes orientales, avec à son bord 150 Européens; ce bâtiment, *le Triton*, était armé de 26 canons de 12. Surcouf dut son succès à un stratagème : il dissimula son équipage pour se faire passer pour un des pilotes du Gange. Il se rendit maître du vaisseau, ne comptant que deux blessés et un mort parmi les siens. Il fit signer un cartel d'échange à ses prisonniers, les envoya à Madras sur son petit schooner qu'il dépouilla de toutes ses armes avant de rallier lui-même l'île de France à bord du "Triton".

Surcouf fut alors sur le point d'être dépouillé du fruit de ses exploits parce qu'il avait écumé la mer sans lettres de marque. Il avait armé en course sans autorisation lors de sa première expédition ; aussi quand il accosta avec *le Triton* vit-il sa prise confisquée. Cependant les autorités de l'île de France consultèrent le Directoire qui, voulant récompenser la bravoure du jeune corsaire, proposèrent au Corps législatif de lui décerner, à titre de don national, le montant de ses prises qui avaient été vendues au profit de la colonie ; il reçut 700 000 francs (la somme de départ était de 1 700 000 francs, mais il ne voulut pas ruiner son pays). Il reprit la mer le plus tôt qu'il put, pour profiter de la chance qui paraissait lui sourire, embarquant cette fois sur un corsaire un peu plus grand. Pris en chasse par trois vaisseaux de la Compagnie, il parvint à les isoler au moyen d'une manœuvre habile ; puis, les attaquant séparément, en enleva deux, et contraignit le troisième à prendre la fuite.

À bord de *La Clarisse*

Après avoir passé quelque temps en France, Surcouf prit à Nantes, au début de 1799, le commandement du corsaire *La Clarisse*, un petit brick armé de quatorze canons et de cent vingt hommes d'équipage pour se rendre dans les mers de l'Inde, à l'Isle de France. Pendant la traversée, il attaqua un grand bâtiment anglais revenant de la traite. Le combat fut sanglant et *La Clarisse* fut en partie dégréée. Surcouf dut renoncer à sa course. Quelques jours après, il s'empara d'un navire portugais et prit à bord tout ce dont il avait besoin pour réparer *La Clarisse*.

Une fois arrivé en Isle de France, il fit des prises considérables en mer des Indes. Durant une de ses croisières, Surcouf apprit la présence de deux bâtiments anglais à Sosco, sur l'île de Sumatra qui chargeaient du poivre. Surcouf se décida à les attaquer et s'empara de ces navires. Plus tard, il attaqua deux navires américains, armés chacun de dix-huit pièces de canon, dont un qu'il garda en prise. De retour en Isle de France, il décida de laisser la Clarisse, petit brick, qu'il remplaça par un beau trois-mâts, corsaire de Bordeaux, appelé *La Confiance*.

À bord de *La Confiance*

À bord de *La Confiance*, trois-mâts de cent cinquante-neuf hommes d'équipage, dont une vingtaine de Cafres, et armée de seize canons, Surcouf fit la course au Bengale. À l'aube du 7 octobre 1800, ils aperçurent un navire anglais, le *Kent*, à l'horizon. Ce vaisseau, un « Indiaman », appartenait à la Compagnie anglaise des Indes orientales. Un bâtiment de douze cents tonneaux , avec quatre cents hommes à son bord, dont cent de troupes passagères, armé de 28 pièces de canon de dix-huit et 12 de neuf sur les gaillards, fut pris après un combat acharné. Surcouf chargea son second, le capitaine Drieux, de la prise (chargée principalement d'armes et de munitions), et ils rentèrent à l'Ile de France, où *La Confiance* fut désarmée, et chargée de marchandises pour rentrer à Bordeaux. Surcouf y arriva à son bord le 27 avril 1801. Cet exploit est relaté par la chanson de marin *Le Trente et un du mois d'août*, qui en modifie la date.

SURCOUF, HEROS DES MERS

En 1801, il revint alors à Saint-Malo, et M. Blaize de Maisonneuve - armateur - le trouvant assez riche, il épousa Marie-Catherine, celle pour l'amour de laquelle il avait pris une carrière aussi aventureuse. Il pouvait vivre heureux à Saint-Malo, mais un marin ne renonce pas si aisément à la mer. Surcouf, armateur et capitaine, fit de nouvelles campagnes, heureuses comme les précédentes. Riche et considéré, il ne resta pas longtemps oisif. La terre lui semblait fade et monotone. Ses tempêtes, ses courses, ses combats, lui manquaient ; il partit de nouveau.



La Confiance sous les ordres de Surcouf (18 canons et 190 hommes) prend le *Kent* (40 canons et 437 hommes). Tableau de Ambroise-Louis Garneray.

D'autres corsaires prendront alors la mer sous son service. Son frère, Nicolas Surcouf, intrépide marin comme lui, fut son second pendant près de 15 ans, et contribua à ses succès maritimes et commerciaux. Robert Surcouf est célèbre pour le fait d'armes que constitua la prise du *Kent* (le 714 ou le 31 août ou encore le 7 octobre 1800 selon les sources) dans le Golfe du Bengale, capture à la suite de laquelle on le surnomme le « Roi des Corsaires ». Il est également célèbre pour sa conception de la guerre sur mer contre la Grande-Bretagne, plus orientée vers la guerre d'usure que l'affrontement d'escadres. Pour lui, il est plus efficace de saper l'économie de l'adversaire que de détruire ses navires armés.

Il finança lui-même l'armement de nombreux navires de guerre légers : *l'Auguste*, *la Dorade*, *la Biscayenne*, *l'Edouard*, *l'Espadon*, *le Ville-de-Caen*, *l'Adolphe* et *le Renard*. Après la paix d'Amiens avec la Grande-Bretagne et alors qu'il participait à un dîner en présence de ses anciens ennemis britanniques, l'un d'eux lui dit : « Enfin, Monsieur, avouez que vous, Français, vous battiez pour l'argent tandis que nous, Anglais, nous battions pour l'honneur… » Surcouf lui répondit d'un ton calme : « Certes, Monsieur, mais chacun se bat pour acquérir ce qu'il n'a pas. » Cette répartie (et d'autres) sont célébrées par ses admirateurs, et contribuèrent à l'écriture de sa légende.

Napoléon se déplaça en personne en 1803 pour le convaincre d'accepter une commission de capitaine de vaisseau et le commandement d'une escadre, que Surcouf refusa ; il n'avait pas tellement le sens de la discipline. Plaidant pour l'attaque des lignes de communication, peut-être a-t-il *a contrario* su convaincre son interlocuteur, puisque deux ans plus tard Napoléon instaura un blocus économique contre la Grande-Bretagne ; mais, après Trafalgar, il n'avait guère d'autre choix. À cette époque, Surcouf était si riche qu'il avait fait recouvrir le sol de sa maison par des napoléons en or. L'empereur, lors de sa visite, lui fit remarquer qu'il trouvait indécent qu'on lui marche ainsi sur la figure. « Qu'à cela ne tienne, Sire », lui rétorqua Surcouf, « je les ferai poser sur la tranche.

Le nom de l'intrépide corsaire était devenu la terreur du commerce britannique dans les parages de l'Inde, et le gouvernement britannique avait cru devoir renforcer de plusieurs frégates sa station dans ces mers. En 1813, Surcouf fut chargé de conduire en France *le Charles*, vieille frégate, qu'il avait achetée au gouvernement et armée en flûte. Elle portait un très riche chargement. Il échappa par son sang-froid et l'habileté de ses manœuvres aux croisières britanniques et manqua de se perdre en entrant à Saint-Malo ; mais son frère sauva le navire.

Après Waterloo, la paix revenue, Robert Surcouf armait pour Terre-Neuve, mais aussi pour la déportation de Nègres, comme le montre son énergique signature, sur une lettre envoyée à un commissaire de la marine.
« Monsieur Jullou, Commissaire principal, Chef maritime de Saint Servan. Monsieur, vous savez que mon navire, l'Africain, en rade de Solidor, destiné pour la traite des Nègres, ayant sa cargaison à bord, a été retardé depuis deux mois par les circonstances. Veuillez avoir la complaisance, Monsieur, d'écrire à S.Exc : le Ministre de la Marine, par ce courrier, pour lui demander si vous pouvez autoriser le départ de mon susdit navire pour le Gabon y traiter des Noirs... ! Agréez Monsieur l'assurance de ma considération distinguée. »

— Robert Surcouf, Saint-Malo, le 27 juillet 1815

De 1795 à 1800, il pratiqua la traite en dépit de l'abolition de l'esclavage par le décret du 16 pluviöse an II (4 février 1794). Les bénéfices obtenus doivent également être ajoutés à ceux de sa fortune de riche armateur. Le régime de la Restauration, mis en place en 1815 après la défaite napoléonienne de Waterloo, était d'autant plus favorable à l'abolition de la traite qu'il voulait plaire aux Anglais. Cela n'empêcha pas Surcouf d'envoyer le 15 août 1815 *L'Africain*, vaisseau négrier vers l'Angola. Surcouf était également colonel de la Garde Nationale de Saint-Malo et on imagine mal la dénonciation d'un héros aussi illustre...

FIN DE VIE
Surcouf consacra la dernière partie de sa vie à des spéculations commerciales, qui furent pour lui une nouvelle source de richesses. On pense que sa fortune s'élevait à la fin de sa vie à plus de 3 millions de francs. Quelques semaines avant sa mort, il se soignait encore avec des sangsues censées améliorer sa circulation sanguine, car il était devenu obèse tant il aimait la bonne chère et les bons vins ; une lettre de sa main écrite le 10 avril 1827 en atteste. Ce qui ne l'empêcha pas de rester très actif à propos de la gestion de ses affaires jusqu'au terme de sa vie.

Il mourut d'un cancer le 8 juillet 1827 dans une maison de campagne qu'il possédait près de Saint-Servan, et fut inhumé à Saint-Malo. Sa tombe se trouve toujours au cimetière dit de Rocabey avec comme épitaphe :
« Un célèbre marin a fini sa carrière / Il est dans le tombeau pour jamais endormi / Les matelots sont privés de leur père / Les malheureux ont perdu leur ami ».

Surcouf est considéré comme l'un des meilleurs marins que la France ait jamais eus. Redoutable, intenable sur tous les bords, c'est grâce à lui que de nombreux vaisseaux britanniques furent détournés en faveur de la Monarchie, de la République, du Directoire, du Consulat et de l'Empire. Il réussit en seulement cinq années à attaquer une cinquantaine de navires britanniques et portugais alors alliés, essentiellement des navires marchands, n'hésitant pas à jeter ses canons à la mer lorsqu'il croisait une frégate18, afin d'assurer sa fuite.

Il est également considéré comme l'inventeur d'une ruse de nuit que l'on peut retrouver dans nombre d'aventures de marins, de Barbe-Rouge en bande dessinée au film *Master and Commander*. Elle consiste à construire un petit radeau et à y accrocher des lanternes de manière à faire croire à ses poursuivants que le navire se situe à un autre endroit.

MARIAGE ET DESCENDANCE
Marié le 28 mai 1801, à Saint-Malo, avec Catherine Blaize de Maisonneuve (1779-1848), dont :

- Caroline Marie (1802-1852), épouse d'Auguste de Foucher de Careil (né en 1791), et postérité à nos jours, notamment représentée par la famille de Foucher de Careil
- Eléonore (1804-1839), épouse Pierre Claude Florian Sevoy (né en 1786), et postérité à nos jours, notamment représentée par la famille Potier de Courcy ;

- Auguste (1806-1867), 2e baron Surcouf (1827), et postérité ;
- Edouard (1810-1823), sans postérité ;
- Robert Victor (1812-1813), sans postérité ;
- Marie Pauline (1814-1860), épouse d'Achille, baron Guibourg (1799-1890), et postérité ;
- Adolphe Eugène (1816-1878), marié mais sans postérité.

Robert Surcouf laisse aujourd'hui une très nombreuse descendance. L'une de ses descendantes est l'épouse du fils aîné de Philippe de Dieuleveult (1951-1985).

LEGENDE

L'histoire d'un duel entre Surcouf et des officiers prussiens, dans la France occupée de 1816, fut souvent rapportée; ici par Louis Gallouédec :

« Un matin de l'automne de 1816, à l'époque où les Alliés occupaient encore la France envahie, Surcouf se trouvait à Saint-Malo, au café, le café Joseph, place Duguay-Trouin, en face de la Sous-Préfecture, avec ses partenaires habituels, M. de Mainvillc, un ancien émigré, et son vieil ami Brisebarre : chaque matin, Surcouf venait là fumer sa pipe, prendre un verre, parcourir la gazette et jouer au billard. Ce jour- là, tandis que Surcouf faisait sa partie, la porte s'ouvre, donnant passage à une douzaine d'officiers prussiens du régiment de Wrangel qui tenait garnison à Dinan. Ils entrent bruyamment, faisant tinter leurs éperons et donner leurs sabres, traitant le café Joseph en pays conquis. L'un d'eux, en passant, bouscule Surcouf qui grogne et se fâche. On s'invective de part et d'autre. Surcouf, sa queue de billard à la main, après les avoir menacés de leur caresser la figure, termine la discussion en provoquant en duel tous les officiers prussiens. Ce fut un duel épique, digne de celui de Cornic. La marée était basse. Séance tenante on se rendit derrière le Fort-Royal, près le Grand-Bé ; les témoins de Surcouf étaient de Mainville et Brisabarre. Surcouf tranche net le poignet de son premier adversaire. Il « démâte » le second et le troisième avec la même désinvolture. Le quatrième a le ventre ouvert d'un coup de banderole. Tous, jusqu'au onzième, tombent plus ou moins blessés. Alors, Surcouf se tournant vers son dernier adversaire : «Restons-en là, si vous voulez bien, Monsieur. Il est bon que vous puiissiez raconter en votre pays comment se bat un ancien soldat de Napoléon. »

— Louis Gallouédec, Inspecteur Général de l'Enseignement

Elle est fortement sujette à caution, notamment parce que Charles Cunat, premier biographe de Surcouf et qui le connut personnellement, n'en parle jamais dans son ouvrage de 184220. D'autre part, aucune référence à ce fait n'a été retrouvée antérieurement à 1890.

HOMMAGES

Cinq bâtiments de la Marine nationale française ont porté le nom de Surcouf :

Un aviso mixte de 531 tonneaux (1858–1885)
Un croiseur à vapeur de 1 850 tonneaux (1889–1921)
Un croiseur sous-marin (1929–1942)
Un escorteur d'escadre D621 (1954–1972)
Une frégate F711 (1993–)

Robert Surcouf figure sur une pièce de 10 € en argent éditée en 2012 par la Monnaie de Paris pour représenter sa région natale, la Bretagne.

SUSSEX duc de Auguste Frederick 1773 – 1843

Comme presque tous ses frères, le duc de Sussex était franc-maçon.

Seul le duc de Cambridge, le septième fils du roi George III ne fut pas initié.

C'est avec la formation de la Grande Loge Unie d'Angleterre que la figure d'Auguste Frederick prend de l'importance. En effet, **lorsque les Modernes et les Anciens convinrent d'unir leurs forces, les francs-maçons décidèrent de confier les deux Grandes Maîtrises à deux Princes Royaux, le duc de Kent et le duc de Sussex**, et ce dernier fut proclamé Grand Maître de la Grande Loge Unie d'Angleterre en 1813. En fait, son rôle fut surtout honorifique car le véritable artisan fut le Grand Maître Adjoint, le comte Moira-Hastings (1754-1826). Le prince ne fit pas non plus l'unanimité en tant que Grand Maître de la Grande Loge Unie d'Angleterre. L'historien Gould constate son autoritarisme et regrette qu'il se soit fait tant d'ennemis, parmi lesquels Robert Thomas Crucefix qui le premier demanda la création d'un asile pour les maçons indigents et âgés. Il n'est pas interdit de penser que si le duc de Sussex montra si peu d'enthousiasme pour ce projet, c'est qu'il ne voulait pas se mettre en porte-à-faux par rapport à la politique gouvernementale de l'époque. 1834 est l'année où est votée la nouvelle loi qui met les pauvres au travail dans des workhouses, ces asiles dont l'horreur fut si bien décrite par Dickens. La création de la Royal Masonic Benevolent Institution, qui relève davantage de la tradition mutualiste que de l'enfermement des pauvres, fut votée par Grande Loge en 1837, quoi qu'en ait pensé le duc. C.R.

SWIFT Jonathan Dublin 30 novembre 1667 - 19 octobre 1745.



Poète et satiriste irlandais, auteur des 'Voyages de Gulliver'.
Il est dit Franc-Maçon de la loge qui se réunissait à la taverne "*The Goat at the Foot of the Haymarket*", Londres.

Jonathan Swift est orphelin, de père anglican et sera élevé, assez modestement, par ses oncles issus de la grande bourgeoisie anglicane. De 1681 à 1688, il effectue ses études à l'excellent Trinity College de Dublin. En 1689, il quitte Dublin, et ses tensions entre protestants et catholiques, pour se rendre en Angleterre, où il rejoint sa mère, établie dans le comté de Leicester. Il sert alors de secrétaire au diplomate Sir William Temple, un homme d'État en vue, parent très éloigné de sa mère.

Il devient également précepteur d'Esther Johnson, probablement la fille illégitime de Temple, qu'il surnomme Stella et qui lui inspirera une longue passion. Il poursuit ses études de théologie qui s'achèveront en 1692 par un doctorat. En 1694, il est nommé pasteur à Kilroot, près de Belfast, mais ne restera que quelques mois sur place.
Sa qualité de membre de l'Ordre maçonnique reste douteuse.

Ses premières œuvres
Il revient à Moor Park, là où habite Temple. Il écrit alors la *Bataille des livres* pour défendre Temple dans la querelle des Anciens et des Modernes et en 1704, *Le Conte du tonneau*, œuvre majeure sous forme d'un texte impitoyable à l'égard de la stupidité de ses contemporains et qui déplaira à la reine Anne. En 1701, il publie anonymement son premier pamphlet politique, *A Discourse on the Contests and Dissentions in Athens and Rome*, où il prend parti pour les Whigs. En 1702, trois ans après la mort de Temple, il rentre en Irlande avec Esther Johnson (désormais âgée de 20 ans).

Il obtiendra rapidement le bénéfice de Laracor dans le Comté de Mealth et une prébende à la cathédrale Saint-Patrick de Dublin. Lors de l'arrivée au pouvoir des tories en 1710, Swift les soutient au travers des articles qu'il écrit pour l'*Examiner* de 1711 à 1714. En 1711, Swift publie le pamphlet politique "*The Conduct of the Allies*" attaquant le gouvernement whig pour son incapacité à mettre fin à la guerre avec la France. Il se charge ainsi de préparer l'opinion publique à la paix. C'est à cette époque que le gouvernement tory mène des négociations secrètes avec la France qui aboutiront aux Traités d'Utrecht en 1713, ce qui contribuera à mettre fin à la guerre de Succession d'Espagne. Parvenu à l'état de doyen de sa cathédrale, Swift n'accèdera pas à l'évêché, la reine Anne lui tenant toujours rigueur de son virulent *Conte du tonneau*.

Jonathan Swift s'engagea dans quelques batailles littéraires de son époque, notamment la Querelle des Anciens et des Modernes, lui était du côté des Anciens.

En 1714, la chute des Tories rend définitif son exil en Irlande. Il défendra dès lors son pays et publiera un nombre important d'ouvrages politiques.

Son œuvre majeure
Il publie en 1726, *Les Voyages de Gulliver*, satire d'une richesse et d'une profondeur exceptionnelles considérée comme l'une de ses deux œuvres majeures (l'autre étant le *Conte du tonneau*). On tient souvent cet ouvrage pour un *conte pour enfants* (sans doute parce que de nombreuses éditions très édulcorées ont rapidement paru dans les bibliothèques spécialisées en littérature enfantine). Il s'agit en fait, au-delà de la satire, d'un conte philosophique qui égale Swift à Dante ou Voltaire.

Sa vie familiale
De plus en plus seul après la mort de Stella en 1728 (qu'il avait peut-être épousée en secret en 1716) qui suivait celle de Vanessa (Hester Vanhomrigh, une femme qui aimait Swift, et dont la réciprocité des sentiments est possible) survenue en 1723.

Ses dernières années
Swift souffrira toute sa vie d'une maladie associant vertiges, acouphènes et nausées, maintenant connus sous le nom de maladie de Menière, troubles qui ne prendront fin qu'à sa mort, le 19 octobre 1745. L'argent qu'il laissa fut employé à la fondation d'un hôpital soignant les maladies mentales, le *St. Patrick's Hospital for Imbeciles*, crée en 1757. Jonathan Swift est enterré dans l'enceinte de sa propre cathédrale, près du cercueil de sa femme Stella. Sur la pierre tombale, on peut toujours lire l'épitaphe qu'il avait lui-même écrite en latin :
« Ici repose la dépouille de Jonathan Swift, D.D., doyen de cette cathédrale, qui désormais n'aura plus le cœur déchiré par l'indignation farouche. Va ton chemin, voyageur, et imite si tu le peux l'homme qui défendit la liberté envers et contre tout. »

Légende
Dans son roman *Voyage à Laputa* (1727), Swift indique l'existence de deux satellites de Mars, il donne leur période de rotation et leur distance par rapport à la planète. Quand, un siècle et demi plus tard (en 1877), l'astronome Asaph Hall découvrira ces satellites, connaissant le roman, pris de peur par la justesse des indications, il aurait nommé ces deux astres « Phobos » et « Deimos » : peur et terreur. En réalité, l'hypothèse de deux lunes avait déjà été posée par Kepler en 1610 ; les satellites de la planète Mars ont simplement été baptisés des noms des enfants légendaires du dieu de la guerre.

TACQUIN **Arthur** Ways (Belgique) 17 septembre 1869 - Safi (Maroc) 19 janvier 1966.

Médecin, océanographe, zoologue, minéralogiste, explorateur, navigateur et photographe belge. Il naît à Ways en Brabant wallon, dans une vieille famille de meuniers, le 17 septembre 1869, dans le moulin familial le *Moulin de Ways*.

Son mariage, ses liens familiaux
Il avait épousé le 13 mars 1920 à Bruxelles (mariage béni même jour en l'église évangélique de Bruxelles par le pasteur P. Rochedieux), Lola (Hélène) Battaille, née à Saint-Péterbourg le 26 août 1899, de trente ans sa cadette et appartenant à une famille cosmopolite d'ingénieurs belges en Russie et qui par son aïeule Marie Battaille-Straatman, fille de l'armateur Lambert Straatman, était la cousine du sinologue et diplomate Charles Michel, et la petite-nièce des généraux Charles Rouen et Jean Prosper Beaudrihaye, importants personnages du règne de Léopold II de Belgique.

Sa carrière scientifique
Après des études primaires à Ways et à Genappe, c'est au d'abord au collège Sainte-Geertrude de Nivelles puis au séminaire de Basse-Wavre qu'il fit ses humanités de 1880 à 1886, pour s'inscrire en 1886 à la faculté de médecine de l'Université libre de Bruxelles dont il sortira médecin en 1893. C'est dès 1895 qu'il se passionnera pour le projet d'exploration en Antarctique d'Adrien de Gerlache et fera partie de la commission scientifique composée de cinq jeunes savants chargée de mettre ce projet sur pied. De 1896 à 1897, il perfectionnera ses connaissances scientifiques dans la station de zoologie maritime de Naples et l'Institut sismologique.

De 1894 à 1896, il fit plusieurs voyages au Congo belge et donne des conférences sur le projet d'expédition en Antarctique. Il découvre la richesse poissonneuse des côtes sahariennes et réunit des collections malacologiques et ornithologiques qui seront déposées à l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique.

Le conflit avec Adrien de Gerlache de Gomery
Il a préparé avec Adrien de Gerlache de Gomery l'expédition antarctique belge, mais celui-ci, craignant d'être supplanté dans la direction de cette expédition par le Docteur Tacquin dont les connaissances variées dans les sciences de la nature et dans l'art de la navigation auraient tôt fait de le mettre au premier plan, se débarrasse de lui sous un prétexte fallacieux, accusant cet homme sobre d'être un ivrogne. Actuellement encore, Charles-Emmanuel Schelfout dans sa biographie reprend les accusations non fondées de Gerlache à l'encontre du docteur Tacquin ; il y reprend également comme argent comptant les propos que tenait Adrien de Gerlache contre les éminents savants membres de la Société royale belge de géographie, alors que cette société avait organisé une souscription en 1896 en faveur de l'expédition de Gerlache. Gerlache écrivant même au sujet du grand savant Jean Du Fief (1829-1908) "Du Fief était un fieffé coquin.

La poursuite de sa carrière de découvreur
Tacquin ne baisse pas les bras et il entreprend d'explorer la région de Ténérife dans les années 1900-1903, et découvre d'immenses bancs de poissons qu'il signale au roi Léopold II de Belgique. Durant la guerre de 14-18, il devient médecin de la Cour et installe un dispensaire en plein Palais Royal à Bruxelles. Il s'installe ensuite définitivement au Maroc où il meurt (à Safi) le 19 janvier 1966.

TAFT **William H.** Cincinnati, Ohio 15 septembre 1857 - Washington DC 8 mars 1930.



Vingt-septième président des États-Unis d'Amérique. Élu pour un mandat, de 1909 à 1913.
Fut fait Franc-Maçon "à vue" (at sight), par "communication immédiate".

Il succède à Theodore Roosevelt dont la popularité reste forte après avoir quitté la présidence. Taft est un bon administrateur mais son manque de charisme ne lui attire pas le vote populaire. Il finit troisième dans une élection triangulaire face à l'ancien président, Roosevelt (qui avait rejoint un parti dissident : le Parti progressiste) et au candidat démocrate, Woodrow Wilson.

William Taft naît le 15 septembre 1857 à Cincinnati, dans l'État de l'Ohio. Son père Alphonso Taft, un des membres importants du Parti républicain, a été secrétaire à la Guerre et Attorney General sous la présidence de Ulysses S. Grant avant d'être nommé ambassadeur en Autriche-Hongrie et en Russie. Il était franc-maçon.

William Taft fait ses études à l'université Yale puis se spécialise en droit et est admis au barreau de l'Ohio en 1880 en même temps qu'il entame une carrière politique qu'il rêve de terminer en siégeant à la Cour suprême des États-Unis. Sa femme, Helen Herron, qu'il épouse le 19 juin 1886, n'apprécie pas son manque d'ambition et le pousse vers des postes plus en vue. Grâce à ses compétences de juriste et sous la pression de son épouse, le président William McKinley, le nomme, en 1900, à la tête d'une commission destinée à organiser un gouvernement civil aux Philippines sous protectorat des États-Unis à la fin de la guerre hispano-américaine. De 1901 à 1904, il est le premier gouverneur civil des Philippines. Il joue un rôle central dans la mise en marche du gouvernement et des institutions des Philippines mais il reste persuadé que les habitants ne sont pas assez matures pour exercer seuls le pouvoir. Les Philippines resteront sous contrôle américain jusqu'en 1946.

En 1904, le président Theodore Roosevelt le nomme Secrétaire à la Guerre, poste qui lui permet de devenir son bras droit car il continue de s'occuper des protectorats des Philippines et de Cuba, il supervise la construction du canal de Panama et effectue de nombreuses missions à l'étranger pour lui. Le 3 novembre 1908 il est le candidat du Parti républicain choisi par Theodore Roosevelt pour lui succéder et il bat facilement le candidat démocrate.

PRESIDENCE

1909	4 mars	Investiture de William Howard Taft en tant que vingt-septième président des États-Unis d'Amérique.
	1er décembre	Taft rompt les relations diplomatiques avec le Nicaragua et soutient la rébellion par l'envoi de troupes américaines.
1911	22 août	Taft utilise son veto contre l'admission de l'Arizona en tant qu'État de l'Union. Le différend porte sur une clause de la Constitution de l'Arizona qui autorise le renvoi des juges, et donc les soumet au pouvoir législatif.
1912	novembre	Taft a été choisi par le Parti républicain pour se présenter à un second mandat. Theodore Roosevelt, déçu par la politique menée par son successeur, décide de se représenter et fonde un parti dissident, le Parti progressiste. Le désaccord entre les républicains permettra aux démocrates d'emporter l'élection.

Politique étrangère
La politique de Taft est surnommée « politique du dollar ». Taft cherche à développer les investissements à l'étranger et le commerce international pour augmenter l'influence des États-Unis dans le monde. Il n'hésite pas non plus à utiliser la force pour protéger les intérêts américains en Amérique latine comme au Honduras et au Nicaragua.
Politique intérieure
Taft est le continuateur de la politique de Theodore Roosevelt, en particulier dans la lutte contre les grands conglomérats industriels et financiers. Son manque de charisme lui vaudra d'être lâché par les progressistes au sein de son propre parti ce qui l'empêchera d'être réélu. Pourtant il aura réussi à augmenter le pouvoir fédéral à travers une agence chargée de contrôler le commerce entre les États et qui se verra confier la juridiction des moyens de communication de l'époque : téléphone, télégraphe et radio. En soutenant le passage d'un amendement à la Constitution qui institue l'impôt sur le revenu, il permet au gouvernement fédéral de financer son action (le budget du gouvernement était, jusque là, alimenté essentiellement par les droits de douane).

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration
Pendant son mandat se développe le mouvement féminin pour l'obtention du droit de vote qui aboutira à la rédaction du 19e amendement. Il n'en est pas de même pour le vote des noirs dont les droits sont, de facto, restreints par des lois définissant des conditions d'éducation et de taxation pour être inscrit sur les listes électorales.
Politique partisane
Theodore Roosevelt, très populaire, refuse de se représenter en 1908 après avoir exercé pratiquement deux mandats. Il promeut à sa place William Taft qui, avec son aide, bat facilement le candidat démocrate William Jennings Bryan. Pendant la durée de sa présidence, Taft devra faire face aux critiques des républicains libéraux qui continuent à considérer l'ancien président Roosevelt comme leur vrai chef. À l'élection de 1910 seuls quelques États ont instauré un système d'élections primaires. La plupart des délégués sont donc nommés par l'appareil du Parti. C'est ainsi que Roosevelt, soutenu par les républicains progressistes, qui se représente face à Taft ne sera pas choisi comme candidat alors qu'il remporte les primaires. Roosevelt créera un parti dissident, le Parti progressiste, et se présente contre Taft à l'élection présidentielle. La division des votes républicains entraîne la victoire du candidat démocrate Woodrow Wilson.

RETRAITE
De 1921 à 1930, Taft siège en tant que président de la Cour suprême. Afin de permettre à la cour de travailler plus efficacement, il défend le passage du « Judges Act » de 1925 donnant à la Cour la prééminence dans les affaires d'importance nationale. Taft décède le 8 mars 1930.

TAGORE Rabîndranâth

7 mai 1861 - 7 août 1941.



Rabîndranâth Thâkur dit **Tagore** connu aussi sous le surnom de **Gurudev** est un compositeur, écrivain, dramaturge, peintre et philosophe indien dont l'œuvre a eu une profonde influence sur la littérature et la musique du Bengale à l'orée du xx[e] siècle. Il a été couronné par le Prix Nobel de littérature en 1913. Nombre de ses romans et nouvelles ont été adaptés au cinéma, notamment par le cinéaste Satyajit Ray.

Issu de la caste des brahmanes pirali de Calcutta, Tagore compose ses premiers poèmes à l'âge de huit ans. À 16 ans, il publie ses premières poésies substantielles sous le pseudonyme de *Bhanushingho* (« le lion du soleil »), et écrit ses premières nouvelles et drames dès 1877. Son instruction à domicile, la vie à Shilaidaha (où son grand-père a construit une maison de campagne) ainsi que les voyages font de Tagore un non-conformiste et un pragmatique. Il fait partie des voix qui se sont élevées contre le Raj britannique et il a soutenu le mouvement pour l'indépendance de l'Inde ainsi que Gandhi.

Sa vie est tragique - il perd quasiment toute sa famille et est profondément affligé par le déclin du Bengale - mais ses œuvres lui survivent, sous la forme de poésies, romans, pièces, essais et peintures ainsi que de l'institution qu'il a fondée à Shantiniketan, l'Université de Visva-Bharati.
Tagore a écrit des romans, des nouvelles, des chansons, des drames dansés ainsi que des essais sur des sujets politiques et privés. *Gitanjali* (L'offrande lyrique), *Gora* (Visage-pâle), et *Ghare-Baire* (La maison et le monde) sont parmi ses œuvres les plus connues. Ses vers, nouvelles et romans - dans lesquels il a fréquemment recours au lyrisme rythmique, au langage familier, au naturalisme méditatif et à la contemplation philosophique - ont reçu un accueil enthousiaste dans le monde entier. Tagore fut aussi un réformateur culturel et un polymathe qui modernisa l'art bengali en rejetant les restrictions qui le liaient aux formes indiennes classiques. Deux chants de son canon *rabindrasangeet* sont devenus hymnes nationaux respectifs du Bangladesh et de l'Inde : *Amar Shonar Bangla* et *Jana Gana Mana*.

Tagore (surnommé « Rabi ») est le plus jeune des treize enfants survivants de Debendranath Tagore et Sarada Devde. Il voit le jour à la résidence familiale de Jorasanko à Calcutta. Fils d'un des fondateurs du mouvement Brahmo Samaj, et petit-fils de Dvârkânâth Tagore, Tagore a été élevé dans une famille d'artistes et de réformateurs sociaux et religieux opposés au système des castes et favorables à une amélioration de la condition de la femme indienne.

Après la cérémonie de l'Upanayanam (imposition du cordon brahmanique) à l'âge de 11 ans, Tagore et son père quittent Calcutta le 14 février 1873 pour un voyage de plusieurs mois en Inde. Ils visitent le domaine paternel de Santiniketan et Amritsar avant de gagner Dalhousie, au pied de l'Himalaya. Là, Tagore lit des biographies, étudie l'histoire, l'astronomie, la science moderne et le sanscrit, et se plonge dans les poèmes classiques de Kâlidâsa. En 1877, il accède à la notabilité en composant plusieurs œuvres, parmi lesquelles un long poème dans le style Maithili, exploré par Vidyapati. Pour plaisanter, il soutient qu'il s'agit des œuvres perdues de Bhānusiṃha, un poête vaiṣṇava du xvii[e] siècle récemment découvert. Il écrit aussi *Bhikharini* (1877 ; « La gueuse » — première nouvelle en langue bengalie) et *Sandhya Sangit* (1882) — dont fait partie le célèbre poème *Nirjharer Swapnabhanga* (« L'enthousiasme de la cascade »).

Envisageant de devenir avocat, Tagore s'inscrit en 1878 dans un établissement secondaire privé de Brighton en Angleterre. Il étudie le droit à l'*University College* de Londres, mais rentre au Bengale en 1880 avant d'avoir obtenu son diplôme. Le 9 décembre 1883, il épouse Mrinalini Devi (née Bhabatarini, 1873–1902). De cette union naîtront cinq enfants, dont deux mourront avant d'atteindre l'âge adulte. En 1890, Tagore commence à administrer le domaine familial de Shilaidaha (une zone qui appartient désormais au Bangladesh). Il y est rejoint par sa femme et ses enfants en 1898. Surnommé « Zamindar Babu », Tagore vit sur la luxueuse péniche familiale, la *Padma*, et parcourt le grand domaine pour collecter les redevances (essentiellement des gages) des paysans et se consacrer à eux. En retour, les villageois organisent des fêtes en son honneur. Ces années, qui constituent la période Sadhana de Tagore (de 1891 à 1895), ainsi baptisée d'après un de ses magazines, sont parmi ses plus fécondes sur le plan littéraire. Il y écrit plus de la moitié des 84 histoires de son ouvrage *Galpaguchchha* en trois tomes. Elles dépeignent avec ironie et émotion un large éventail de modes de vies, en particulier des villageois.

Vie à St Xavier (Calcutta)
Rabindranath Tagore a d'abord fréquenté l'*Oriental Seminary*. Il n'aimait pas l'éducation classique et a donc commencé à étudier à la maison sous la houlette de plusieurs professeurs particuliers. Son inscription à la *St. Xavier's Collegiate School* de Calcutta constitue l'ultime tentative de sa famille de le faire suivre un cursus classique. Il a connu là une bien meilleure expérience avec les enseignants et ses camarades.
« Je garderai toujours un souvenir de Saint-Xavier, la mémoire de ses enseignants. » se souvient de Rabindranath Tagore dans son livre « Mes mémoires ».

Dans cet ouvrage il mentionne sa relation avec le Père De Peneranda, un jésuite espagnol professeur à l'époque.

« Nous avions eu une demi-heure pour remplir nos cahiers, et à un moment, la plume à la main, je suis devenu distrait et mes pensées erraient çà et là. Ce jour-là, le P. De Peneranda était en charge de la classe. Il allait et venait derrière nos bancs. Il a dû remarquer plus d'une fois que ma plume ne bougeait pas. Tout d'un coup, il s'arrêta derrière mon siège. Penché sur moi, il posa doucement sa main sur mon épaule et tendrement demanda : « N'êtes-vous pas bien, Tagore ? » C'était une simple question mais je n'ai jamais pu oublier. »

Le nom de Rabindranath apparaît deux fois mal orthographié dans le calendrier annuel de St Xavier, en « Nobindronath Tagore ». Comme sa fréquentation de l'établissement a été irrégulière, il n'a pas obtenu son examen du 5ème degré (niveau CM2). Rabindanath Tagore a quitté cette école en 1877 pour y revenir en 1931 à la tête d'une fondation organisée par les enseignants et les élèves destinée à recueillir des fonds pour aider le peuple du Bengale après les graves inondations.
Par la suite, il a été reçu à l'Ecole Normale et à la *Bengal Academy*.

Santiniketan (1901–1932)
En 1901, Tagore quitte Shilaidaha et déménage à Santiniketan (Bengale occidental) pour fonder un ashram, qui par la suite prendra de l'importance et comprendra une salle de prière dallée de marbre (« le Mandir »), une école expérimentale, des pépinières, des jardins et une bibliothèque. C'est là que meurent la femme de Tagore ainsi que deux de ses enfants. Son père décède le 19 janvier 1905 et il commence à percevoir des versements mensuels de sa part d'héritage. Il reçoit également un revenu supplémentaire du Maharaja de Tripura, vend une partie des bijoux de famille, son bungalow au bord de la mer à Purî et perçoit de minces droits d'auteur pour ses œuvres (2 000 Rs.). Ces travaux lui valent un large soutien des lecteurs bengalis aussi bien qu'étrangers. Il publie ainsi *Naivedya* en 1901 et *Kheya* en 1906, tout en traduisant ses poèmes en vers libres. Le 14 novembre 1913, Tagore apprend qu'il a remporté le prix Nobel de littérature. Selon l'académie suédoise, ce prix lui a été attribué pour le caractère idéaliste - et accessible aux lecteurs occidentaux - d'une petite partie de son œuvre traduite, dont *Gitanjali* (L'offrande lyrique) parue en 1912. En 1915, Tagore accepte d'être fait chevalier de la couronne britannique.
En 1921, Tagore et l'économiste agricole Leonard Elmhirst fondent l'Institut pour la reconstruction rurale (qui sera par la suite renommé par Tagore en *Maison de la Paix*), à Surul, un village voisin de l'ashram de Santiniketan. Par ce moyen, Tagore pense procurer une alternative au symbole du mouvement de Gandhi, basé sur la revendication, qu'il désapprouve. Il recrute des spécialistes, des donateurs et des soutiens officiels de nombreux pays pour aider l'institut à mettre en œuvre la scolarisation comme moyen de « libération des villages des fers de l'impuissance et de l'ignorance » en « revitalisant le savoir ». Au début des années 1930, il se préoccupe davantage de « l'anormale conscience de caste » en Inde et du sort des intouchables, faisant des cours sur ces maux, écrivant des poèmes et des drames avec des protagonistes intouchables et appelant les autorités du temple de Gurovayoor à admettre les Dalits.

Crépuscule (1932–1941)
Au cours de sa dernière décennie, Tagore continue de rester sous les feux de la rampe, reprochant publiquement à Gandhi d'avoir présenté le tremblement de terre de Bihar survenu le 15 janvier 1934 comme un châtiment divin pour l'oppression des Dalits. Il déplore également le début du déclin socio-économique du Bengale et la pauvreté endémique de Calcutta. Il compose son dernier poème en prose. Dans cette œuvre de cent vers, il utilise une diplopie dépouillée qui préfigure le film de Satyajit Ray *Apur Sansar* (*Le monde d'Apu*).

agore rassemble aussi 15 compilations de ses écrits, dont les poèmes en prose *Punashcha* (1932), *Shes Saptak* (1935), et *Patraput* (1936). Il poursuit ses expérimentations littéraires en composant des chants en prose et des drames dansés dont *Chitrangada* (1914), *Shyama* (1939), et *Chandalika* (1938). Il écrit également des romans : *Dui Bon* (1933), *Malancha* (1934), et *Char Adhyay* (1934). Dans ses dernières années, Tagore se prend d'intérêt pour les sciences et écrit *Visva-Parichay* (une série d'essais) en 1937. Ses explorations de la biologie, de la physique et de l'astronomie ont des conséquences sur sa poésie qui souvent fait une large place au naturalisme et souligne son respect pour les lois scientifiques. Ainsi, il décrit la démarche scientifique (y compris des histoires de scientifiques) dans de nombreuses nouvelles parues dans des volumes tels que *Se* (1937), *Tin Sangi* (1940), and *Galpasalpa* (1941).

Les quatre dernières années de la vie de Tagore sont marquées par une douleur chronique et deux longs épisodes de maladie. Le premier débute quand Tagore perd conscience fin 1937 : il reste dans le coma au seuil de la mort pendant une longue période. Trois ans plus tard, fin 1940, un épisode similaire survient, dont il ne se remettra jamais. La poésie qu'il compose au cours de ces trois années compte parmi sa meilleure et se distingue par sa préoccupation pour la mort. Après de grandes souffrances, Tagore meurt le 7 août 1941 (22 Shravan 1348 dans le calendrier bengali) dans une chambre à l'étage de sa demeure de Jorasanko où il a grandi. L'anniversaire de sa mort est un jour de deuil dans l'administration partout dans le monde bengalophone.

VOYAGES
Animé d'une remarquable soif de voyages, Tagore a visité plus de trente pays sur les cinq continents entre 1878 et 1932. Nombre de ces déplacements furent primordiaux pour familiariser des publics non-indiens à ses travaux et pour diffuser ses idées politiques. En 1912, il apporte en Angleterre un échantillon de ses œuvres traduites, où elles impressionnent le missionnaire et protégé de Ghandi Charles F. Andrews, le poète anglo-irlandais William Butler Yeats, Ezra Pound, Robert Bridges, Ernest Rhys, Thomas Sturge Moore, et bien d'autres. Ainsi, Yeats signe la préface de la traduction anglaise de *Gitanjali*, tandis qu'Andrews rejoint Tagore à Santiniketan. Le 10 novembre 1912, il part pour les États-Unis et le Royaume-Uni, où il résidera à Butterton dans le Staffordshire avec des ecclésiastiques amis d'Andrews. Du 3 mai 1916 à avril 1917, Tagore poursuit ses tournées de conférences au Japon et aux États-Unis, durant lesquelles il fustige le nationalisme, en particulier celui du Japon et des États-Unis. Il écrit aussi l'essai intitulé « Nationalisme en Inde », qui lui vaut à la fois dérision

et éloges (ces derniers de la part de pacifistes, parmi lesquels Romain Rolland).

Peu avant de rentrer en Inde, âgé de 63 ans, Tagore se rend au Pérou à l'invitation du gouvernement péruvien, et visite le Mexique dans la foulée. Les deux gouvernements accordent à l'école Visva-Barati à Shantiniketan une donation de 100 000 $ en commémoration de sa venue. Une semaine après son arrivée, le 6 novembre 1924, à Buenos Aires en Argentine, c'est un Tagore malade qui déménage à la Villa Miralrío sur l'insistance de Victoria Ocampo. Il repartira pour l'Inde en juin 1925. Le 30 mai 1926, Tagore rallie Naples en Italie. Il rencontre le dictateur fasciste Benito Mussolini à Rome le jour suivant. Leurs rapports cordiaux prennent fin avec l'allocution du 20 juillet 1926 de Tagore contre Mussolini.

Le 14 juillet 1927, Tagore et deux compagnons entament un périple de quatre mois en Asie du Sud-Est, passant par Bali, Java, Kuala Lumpur, Melaka, Penang, Siam, et Singapour. Les notes de voyage de Tagore sont compilées dans l'ouvrage « Jatri ». Au début de 1930, il quitte le Bengale pour un voyage de près d'un an en Europe et aux États-Unis. Une fois revenu au Royaume-Uni, tandis que ses peintures sont exposées à Paris et à Londres, il séjourne dans la communauté des Amis à Birmingham. Là il rédige une *conférence Hibbert* pour l'Université d'Oxford (qui traite de « l'idée de l'humanité de notre Dieu, ou la divinité de l'Homme éternel ») et s'exprime lors du rassemblement annuel des Quakers à Londres. Là (au sujet des relations entre Britanniques et Indiens, un sujet auquel il se collètera durant les deux années suivantes), Tagore parle d'un « sombre fossé de séparation ». Il rend plus tard visite à Aga Khan III, résidant à Dartington Hall (Devon), puis part pour le Danemark, la Suisse et l'Allemagne de juin à mi-septembre, et enfin se rend en Union soviétique. En avril 1932, Tagore — qui a eu connaissance des légendes et des œuvres du mystique perse Hafez - est invité en tant qu'hôte personnel du Shah d'Iran Reza Shah Pahlavi. Tant de voyages approfondis permettent à Tagore d'interagir avec nombre de ses contemporains célèbres, parmi lesquels Henri Bergson, Albert Einstein, Robert Frost, Thomas Mann, George Bernard Shaw, H. G. Wells et Romain Rolland. Les derniers voyages de Tagore à l'étranger, dont la visite de la Perse et de l'Irak en 1932, puis de Ceylan en 1933 affineront seulement ses opinions au sujet des divisions humaines et du nationalisme.

ŒUVRES

La réputation littéraire de Tagore est principalement fondée sur ses poèmes. Toutefois, il est l'auteur d'un nombre important de romans, essais, nouvelles, récits de voyage, drames et de milliers de chansons. À la fin de sa vie, il s'adonna également à la peinture. Parmi ses œuvres en prose, ce sont sans doute les nouvelles qui recueillent le plus d'estime ; on lui doit notamment la genèse du genre en langue bengalie. Ces œuvres sont fréquemment remarquées pour leur nature rythmée, optimiste et lyrique. De telles histoires s'inspirent de sujets simples en apparence : la vie de gens ordinaires.

TALLEYRAND de **PERIGORD, Charles, Maurice** Paris 2 février 1754 - 17 mai 1838.



Ministre des affaires étrangères sous Napoléon de 1797 à 1807.

Initié Franc-Maçon à la loge "*L'Impériale des Francs-Chevaliers*". Le "diable boiteux" resta Apprenti toute sa vie.

Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, communément nommé **Talleyrand**, est un homme politique et diplomate français. Issu d'une famille de la haute noblesse, boiteux, il est orienté vers la carrière ecclésiastique à la suite de son oncle, l'archevêque de Reims. Il devient prêtre puis évêque d'Autun. Quittant le clergé pendant la Révolution, il mène une vie laïque et se marie. Occupant des postes de pouvoir politique durant la majeure partie de sa vie, il est agent général du clergé sous l'Ancien Régime, député, président de l'Assemblée nationale et ambassadeur pendant la Révolution française, ministre des Relations extérieures sous le Directoire, le Consulat puis sous le Premier Empire, ambassadeur, ministre des Affaires étrangères et président du Conseil des ministres sous la Restauration.

Ambassadeur sous la Monarchie de Juillet, et assiste à quatre couronnements. Spécialisé dans les questions économiques et financières (en particulier, il propose la nationalisation des biens du clergé), puis dans la diplomatie (l'apogée de sa carrière est le congrès de Vienne), il est réputé pour son esprit et son intelligence, menant une vie entre l'Ancien Régime et le XIXe siècle. Décrit comme le « *diable boiteux* », un traître plein de vices et de corruption, ou comme un homme des Lumières fidèle à la France, soucieux d'harmonie et de raison, admiré ou détesté par ses contemporains, il suscite de nombreuses études historiques et artistiques.

Origine et jeunesse

Les sources d'informations les plus exploitées sur son enfance sont les mémoires de Talleyrand ; la version donnée par celui-ci est cependant contestée par une partie des historiens. Sa famille, les Talleyrand-Périgord, affirme descendre de Vulgrin Ier, nommé comte de Périgord et d'Angoulême au IXe siècle par Charles le Chauve, et d'Adalbert, comte de Périgord, partisan et vassal d'Hugues Capet en 990, par l'alliance avec la famille des Grignols, même si le titre de Périgord utilisé par celle-ci est contesté. Dans tous les cas, il est issu d'une famille de la haute noblesse, ce qui est attesté par lettres patentes royales de 1475, 1613, 1688 et 1735. Ses parents, Charles-Daniel, comte de Talleyrand-Périgord, et Alexandrine de Damas d'Autigny, occupent des charges importantes durant le règne de Louis XV, mais sont membres de la branche cadette de la famille, et sont peu argentés au vu de leur rang. Il est le neveu d'Alexandre Angélique de Talleyrand-Périgord (1736-1821), archevêque de Reims, cardinal et archevêque de Paris.

Né le 2 février 1754 au numéro 4 de la rue Garancière à Paris, il est baptisé le même jour. Selon la version donnée par les mémoires, il est immédiatement remis à une nourrice qui le garde quatre ans chez elle dans le faubourg Saint-Jacques, ce

qui n'est pas le cas de ses frères. Toujours selon l'intéressé, il serait tombé d'une commode à l'âge de quatre ans, d'où son pied bot : cette infirmité lui vaut de ne pas pouvoir accéder aux fonctions militaires et d'être destitué de son droit d'aînesse par ses parents qui le destinent alors à une carrière ecclésiastique. Son frère cadet Archambault prend sa place (l'aîné des fils étant mort en bas âge).

Dans ses mémoires, Talleyrand « évoque ses parents avec une surprenante antipathie », selon Franz Blei :
« Cet accident a influé sur tout le reste de ma vie ; c'est lui qui, ayant persuadé à mes parents que je ne pouvais être militaire, ou du moins l'être sans désavantage, les a portés à me diriger vers une autre profession. Cela leur parut plus favorable à l'avancement de la *famille*. Car dans les grandes maisons, c'était la *famille* que l'on aimait, bien plus que les individus, et surtout que les jeunes individus que l'on ne connaissait pas encore. Je n'aime point m'arrêter sur cette idée… je la quitte. »

— *Mémoires de Talleyrand*

Une part des biographes, comme Jean Orieux, donnent raison à Talleyrand, qui laisse entendre que ses parents ne l'aimaient pas, ne tolérant pas qu'il fût « simultanément pied bot et Talleyrand ». Sa relégation au profit de son frère — qui effectue un splendide mariage avec une riche héritière issue de la noblesse de robe — peut expliquer pourquoi, lors d'un hommage en l'honneur de Mirabeau le jour de sa mort, rendu à la tribune de l'Assemblée, Talleyrand choisit de discourir sur l'égalité de répartition des patrimoines et donc la suppression du droit d'aînesse.

Après avoir séjourné de 1758 à 1761 chez sa bisaïeule et « femme délicieuse » Marie-Françoise de Rochechouart, au château de Chalais — séjour dont il garde un souvenir ému, il est envoyé au collège d'Harcourt (futur Lycée Saint-Louis) de 1762 à 1769 puis chez son oncle archevêque, où on l'incite à embrasser la carrière ecclésiastique ; il obtempère. Cette version de son enfance est contestée par plusieurs biographes.

Si Michel Poniatowski parle d'un pied bot de naissance, Emmanuel de Waresquiel va plus loin et affirme que Talleyrand souffre d'une maladie congénitale (un de ses oncles en étant affecté) et du syndrome de Marfan. Toujours selon Emmanuel de Waresquiel, Talleyrand est devenu prêtre non pas à cause d'un manque d'affection de ses parents mais de la volonté de le placer dans la succession du richissime et puissant archevêché de Reims détenu par son oncle (perspective susceptible de vaincre ses réticences), son âge le plaçant comme le seul en mesure de le faire entre les frères. Ainsi, Talleyrand n'aurait blâmé ses parents que dans le contexte de la rédaction de ses mémoires où il devait faire apparaître sa prêtrise comme ayant été contrainte.

Ainsi, pour Franz Blei (comme pour Georges Lacour-Gayet qui parle d'un « prétendu abandon », ou encore Emmanuel de Waresquiel), s'il est exact qu'il « n'a pas eu de maison paternelle pleine de sécurité et d'affection », il se montre injuste envers sa mère, qui n'a fait que suivre les usages d'éducation de l'époque, avant la mode de l'*Émile* de Jean-Jacques Rousseau ; ses parents avaient aussi des charges très prenantes à la cour.

Carrière ecclésiastique
En 1770, âgé de seize ans, il entre au séminaire Saint-Sulpice, où, selon ses mémoires, il fait preuve de mauvaise humeur et se retranche dans la solitude. Le 28 mai 1774, il reçoit les ordres mineurs. Le 22 septembre 1774, il obtient un baccalauréat en théologie à la Sorbonne, acquis grâce à sa naissance plutôt qu'à son travail : son directeur de thèse de la Sorbonne, Charles Mannay, rédige sa thèse, au moins en partie ; il obtient une dispense d'âge qui lui permet de la présenter à 20 ans au lieu des 22 requis. À 21 ans, le 1er avril 1775, il reçoit les premiers ordres, en dépit de ses avertissements. « On me force à être ecclésiastique, on s'en repentira », fait-il savoir. Peu après, le 3 mai, il devient chanoine de la cathédrale de Reims, puis le 3 octobre abbé commendataire de Saint-Denis de Reims, ce qui lui assure un revenu confortable.

Le 11 juin 1775, il assiste au sacre de Louis XVI, auquel participent son oncle comme coadjuteur de l'évêque consécrateur et son père comme otage de la sainte Ampoule. Alors qu'il est licencié en théologie, en mars 1778, il rend visite à Voltaire, qui le bénit devant l'assistance. La veille de son ordination, son ami Auguste de Choiseul-Gouffier raconte (l'anecdote est une invention, d'après Emmanuel de Waresquiel) l'avoir découvert prostré et en pleurs. Ce dernier insiste pour qu'il renonce mais Talleyrand lui répond : « Non, il est trop tard, il n'y a plus à reculer. » Il est ordonné prêtre le lendemain, 18 décembre 1779. Le surlendemain, il célèbre devant sa famille sa première messe et est nommé par son oncle vicaire général de l'évêché de Reims.

L'année suivante, au printemps 1780, il devient, grâce à son oncle, agent général du clergé de France (en dépit de son jeune âge, il était déjà devenu député du second ordre et surtout promoteur de l'Assemblée en 1775). Il est chargé de défendre les biens de l'Église face aux besoins d'argent de Louis XVI. Grâce à cette fonction, il s'initie à la finance, aux affaires immobilières et à la diplomatie, prend connaissance de l'étendue de la richesse du clergé et noue de nombreuses relations parmi les hommes d'influence de l'époque.

Ayant géré la colère du bas-clergé en maniant la carotte et le bâton et étant intervenu durant la crise de la Caisse d'escompte de 1783, il est élu secrétaire de l'Assemblée générale de 1785-1786 et est félicité par ses pairs à l'occasion de son rapport final, alors qu'il leur a fait accepter en 1782 un « don gratuit » au roi de plus de 15 millions de livres pour couper court aux menaces de confiscation venant de la couronne. Il fréquente et anime les salons libéraux proches des Orléans et noue de nombreuses relations. Installé rue de Bellechasse,

il a pour voisin Mirabeau : les deux hommes se lient d'amitié, de politique et d'affaires. Il est alors proche de Charles Alexandre de Calonne, ministre impopulaire de Louis XVI ; il participe à la négociation du traité de commerce avec la Grande-Bretagne conclu en 1786 et fait partie des rédacteurs du plan de Calonne pour réformer complètement les finances du royaume et qui reste à l'état de projet en raison de la crise financière et du départ du ministre.

À cause de sa vie dissolue (son goût pour le jeu et le luxe, ses maîtresses) qui indispose Alexandre de Marbeuf, évêque d'Autun et responsable des nominations et choque le roi (Emmanuel de Waresquiel conteste ce point) ou à cause de ses amitiés orléanistes hostiles au clan de la reine et la perte d'influence de sa famille, il est déçu dans ses espoirs d'obtenir un évêché alors que croissent ses besoins d'argent et que son ancien poste d'Agent général aurait dû le propulser rapidement à cette position.

Le 2 novembre 1788, il est nommé évêque d'Autun, grâce à la requête que son père mourant a adressé à Louis XVI. « Cela le corrigera », aurait déclaré le roi en signant la nomination. Le 3 décembre, il reçoit également le bénéfice de l'abbaye de Celles. Il est sacré le 16 janvier 1789 par Mgr de Grimaldi, évêque de Noyon. Ernest Renan raconte, parlant d'un de ses professeurs à Saint-Sulpice :
« M. Hugon avait servi d'acolyte au sacre de M. de Talleyrand à la chapelle d'Issy, en 1788. Il paraît que, pendant la cérémonie, la tenue de l'abbé de Périgord fut des plus inconvenantes. M. Hugon racontait qu'il s'accusa, le samedi suivant, en confession, "d'avoir formé des jugements téméraires sur la piété d'un saint évêque." »

— Ernest Renan, *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*

Après une campagne courte et efficace, il est élu le 2 avril député du clergé d'Autun aux états généraux de 1789. Le 12 avril, Talleyrand esquive la messe de Pâques, quitte définitivement Autun et rentre à Paris.

REVOLUTION

Constituante

Durant les états généraux, il se rallie au tiers état le 26 juin, avant de demander le 7 juillet, la suppression des mandats impératifs ; le 14 juillet 1789 (renouvelé le 15 septembre), Talleyrand est le premier membre nommé au comité de constitution de l'Assemblée nationale. Il est ainsi signataire de la Constitution présentée au roi et acceptée par celui-ci le 14 septembre 1791 et est l'auteur de l'article VI de la déclaration des droits de l'Homme, qui lui sert de préambule :
« La loi est l'expression de la volonté générale. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. »

— Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789

Le 10 octobre 1789, il dépose une motion auprès de l'Assemblée constituante d'utiliser « les grands moyens » pour renflouer les caisses de l'État : la nationalisation des biens de l'Église. Selon lui :
« Le clergé n'est pas propriétaire à l'instar des autres propriétaires puisque les biens dont il jouit et dont il ne peut disposer ont été donnés non pour l'intérêt des personnes mais pour le service des fonctions. »

Défendu par Mirabeau, le projet est voté le 2 novembre. Fêté par *le Moniteur*, couvert d'injures dans des pamphlets, *« faisant l'horreur et le scandale de toute sa famille »,* Talleyrand devient pour une partie du clergé celui qui a trahi son ordre, d'autant que son ancien poste d'Agent général brillant le rend d'autant plus détestable à ceux pour qui il est « l'apostat ». Le 28 janvier 1790, il propose d'accorder le statut de citoyen aux juifs, ce qui donne de nouveaux arguments aux pamphlétaires. Le 16 février, il est élu président de l'Assemblée avec 373 voix contre 125 à Siéyès. Alors que la Constitution va être adoptée, Talleyrand et les royalistes constitutionnels sont alors à l'apogée de leur influence sur la Révolution.

Talleyrand propose à l'Assemblée constituante le 7 juin 1790 le principe d'une fête célébrant l'unanimité des Français. Le roi le nomme, et, le 14 juillet 1790, il célèbre la messe qui a lieu sur le Champ de Mars lors de la fête de la Fédération. Comme il n'a eu l'occasion de célébrer la messe qu'une poignée de fois (dont sa première en tant que prêtre et sa première en tant qu'évêque), Mirabeau, qui a suivi la messe du temps où il était en prison, le guide dans ses répétitions. La cérémonie a lieu devant 300 000 personnes. C'est en cette occasion que Talleyrand aurait dit à La Fayette : *« Par pitié, ne me faites pas rire ».*

En mars 1790, il propose l'adoption du système d'unification des mesures.
Le 28 décembre 1790, il prête serment à la constitution civile du clergé puis démissionne de sa charge épiscopale au milieu du mois de janvier 1791 sous le prétexte de son élection comme administrateur du département de Paris. Pourtant, alors que les deux premiers évêques constitutionnels (Louis-Alexandre Expilly de La Poipe, évêque du Finistère, et Claude Marolles, évêque de l'Aisne) n'arrivant pas à convaincre un autre évêque, il les sacre le 24 février 1791 (assisté des deux évêques *in partibus* de Lydda, Jean-Baptiste Gobel et de Babylone, Jean-Baptiste Miroudot du Bourg, qu'il a manœuvrés), puis quatorze autres, aussi appelés « talleyrandistes ». Peu après, dans le bref *Quod aliquantum* du 10 mars 1791, puis *Caritas* du 13 avril 1791, le pape Pie VI exprime sa douleur devant cet acte schismatique et prend en compte la démission de Talleyrand de sa charge, le menaçant d'excommunication sous quarante jours s'il ne revient pas à résipiscence.

Durant l'année 1791, alors que meurt son ami Mirabeau, il rédige un important rapport sur l'instruction publique, qu'il présente à l'assemblée les 10, 11 et 19 septembre et qui provoque la création de l'Institut de France. Alors qu'il n'est plus député, du 24 janvier au 10 mars 1792, Talleyrand est envoyé en mission diplomatique à Londres, pour des achats de

chevaux et prendre la température sur une possible neutralité des anglais. Il y retourne le 29 avril avec François Bernard Chauvelin. En dépit de l'atmosphère hostile, ils obtiennent la neutralité des Britanniques le 25 mai. Il rentre à Paris le 5 juillet et, le 28, démissionne de son poste d'administrateur du département de Paris.

EXIL

À la suite de la journée du 10 août 1792, anticipant la Terreur, il demande à être renvoyé à Londres et arrache le 7 septembre un ordre de mission à Danton, en pleins massacres de Septembre sous le prétexte de travailler à l'extension du système de poids et de mesures, ce qui lui permet de prétendre qu'il n'a pas émigré : « Mon véritable but était de sortir de France, où il me paraissait inutile et même dangereux pour moi de rester, mais d'où je ne voulais sortir qu'avec un passeport régulier, de manière à ne m'en pas fermer les portes pour toujours ». Il part le 10 septembre. Le 5 décembre, un décret d'accusation est porté contre le « ci-devant évêque d'Autun » après l'ouverture de l'armoire de fer qui révèle les liens entre lui, Mirabeau et la famille royale ; se gardant bien de revenir en France, Talleyrand est porté sur la liste des émigrés à sa parution, par arrêté du 29 août 1793.

Affirmant être là pour vendre sa bibliothèque, il vit paisiblement à Kensington « pendant toute l'effroyable année 1793 », fréquente les constitutionnels émigrés, noue des relations avec des anglais influents et souffre à la fois du manque d'argent et de la haine des émigrés. Fin janvier 1794, on lui annonce que le roi d'Angleterre ordonne son expulsion, en vertu de l'*alien bill* (« loi sur les étrangers »). Il part en mars 1794 et se réfugie aux États-Unis pendant deux ans, vivant à Philadelphie, New York, Boston ; il exerce les métiers de prospecteur immobilier dans les forêts du Massachusetts, puis de courtier en marchandises. Suite à la fin de la Terreur, il adresse à la Convention thermidorienne le 15 juin 1795 une pétition plaisant sa cause ; dans le même temps, Germaine de Staël avec qui Talleyrand correspond fait en sorte que Marie-Joseph Chénier réclame son retour à l'assemblée. Dans un discours du 4 septembre 1795, ce dernier obtient la levée du décret d'accusation à l'encontre de Talleyrand. Il est rayé de la liste des émigrés et, après avoir fait escale à Hambourg et Amsterdam, retrouve la France du jeune Directoire le 20 septembre 1796.

DIRECTOIRE

Peu après son arrivée, Talleyrand entre à l'Institut de France (il a été élu à l'Académie des sciences morales et politiques avant même son départ des États-Unis, le 14 décembre 1795) et publie deux essais sur la nouvelle situation internationale, fondés sur ses voyages hors de France80. Il participe à la fondation du Cercle constitutionnel, républicain, en dépit de ses amitiés orléanistes et de l'hostilité des conventionnels, qui voient en lui un contre-révolutionnaire.

N'arrivant pas à se faire nommer ministère des Relations extérieures à la place de Charles Delacroix, envoyé comme ambassadeur auprès de la République batave, il fait jouer plusieurs femmes, surtout son amie Mme de Staël. Cette dernière fait le siège de Barras, le plus influent des Directeurs, qu'elle supplie dans des scène enflammées, finissant par obtenir son accord. Talleyrand préfère raconter dans ses mémoires qu'arrivant pour dîner chez Barras, il le découvre effondré par la noyade de son aide de camp et le console longuement, d'où sa bienveillance à son égard. Dans le jeu des nominations du remaniement du 16 juillet 1797, Barras obtient l'accord des autres Directeurs, qui sont pourtant hostiles à l'ancien évêque.

Lors de sa nomination, Talleyrand aurait dit à Benjamin Constant : « Nous tenons la place, il faut y faire une fortune immense, une immense fortune ». De fait, et dès cet instant, cet « homme d'infiniment d'esprit, qui manquait toujours d'argent » prend l'habitude de recevoir d'importantes sommes d'argent de l'ensemble des États étrangers avec lesquels il traite. Fin 1797, il provoque un incident diplomatique en faisant demander des pots-de-vins à trois envoyés américains : c'est l'affaire XYZ qui provoque la « quasi-guerre ».

« M. de Talleyrand évaluait lui-même à soixante millions ce qu'il pouvait avoir reçu en tout des puissances grandes ou petites dans sa carrière diplomatique. »

— Charles-Augustin Sainte-Beuve, *Nouveaux Lundis*

Dès sa nomination, Talleyrand écrit à Napoléon Bonaparte :

« J'ai l'honneur de vous annoncer, général, que le Directoire exécutif m'a nommé ministre des Relations extérieures. Justement effrayé des fonctions dont je sens la périlleuse importance, j'ai besoin de me rassurer par le sentiment de ce que votre gloire doit apporter de moyens et de facilité dans les négociations. Le nom seul de Bonaparte est un auxiliaire qui doit tout aplanir. Je m'empresserai de vous faire parvenir toutes les vues que le Directoire me chargera de vous transmettre, et la renommée, qui est votre organe ordinaire, me ravira souvent le bonheur de lui apprendre la manière dont vous les aurez remplies. »

— Lettre de Talleyrand à Napoléon Bonaparte

Séduit par le personnage, Bonaparte écrit au Directoire pour lui signifier que le choix de Talleyrand « fait honneur à son discernement ». Une importante correspondance suit. En réalité, Bonaparte n'en fait qu'à sa tête en Italie : le traité de Campo-Formio est signé le 17 octobre 1797 et Talleyrand le félicite malgré tout. Les deux hommes se rencontrent alors que Bonaparte revient couvert de gloire de la campagne d'Italie. Le 6 décembre, les deux hommes se rencontrent pour la première fois et Le 3 janvier 1798, Talleyrand donne une fête somptueuse en son honneur, en l'hôtel de Galliffet, où est installé le ministère. Il incite Bonaparte à tenter l'expédition d'Égypte et favorise son départ, tout en refusant de s'y impliquer activement, ne se rendant pas comme convenu avec Bonaparte à Constantinople, provoquant la colère de ce dernier.

Le Directoire, en particulier Jean-François Reubell qui déteste Talleyrand, traite lui-même les affaires importantes et l'utilise comme un exécutant. La politique de Talleyrand, qui parfois va à l'encontre même de celle des directeurs, a pour but de rassurer les États européens et d'obtenir l'équilibre et la paix ; il fait part de ses réserves sur la politique de « libération » des pays conquis. Il prend possession de l'administration des Affaires étrangères, qu'il garnit d'hommes travailleurs, efficaces,

discrets et fidèles, même si c'est le Directoire qui choisit les ambassadeurs, sans même le consulter.

Il prend des contacts avec Emmanuel-Joseph Sieyès et divers généraux (Joubert, lequel meurt à ce moment, Brune, puis Bonaparte lorsqu'il s'échappe d'Égypte) dans l'optique du renversement du Directoire. Le 13 juillet 1799, prenant pour prétexte les attaques menées contre lui (par la presse et par un obscur adjudant-général qui lui intente un procès et le gagne), il démissionne du ministère, qu'il quitte le 20 juillet. Il se consacre à la préparation du coup d'État du 18 brumaire (9 novembre 1799) en conspirant contre le Directoire avec Napoléon Bonaparte et Emmanuel-Joseph Sieyès. Le jour dit, il est chargé de réclamer sa démission à Barras : il y parvient si bien qu'il conserve la compensation financière qui était destinée à ce dernier

PERIODE NAPOLEONIENNE

Consulat

Après le coup d'État, il retrouve son rôle de ministre face aux cours d'Europe, peu mécontentes de la fin du Directoire. Bonaparte et Talleyrand s'accordent sur le fait que les affaires étrangères relèvent du domaine exclusif du Premier Consul : le ministre ne rend compte qu'à Bonaparte105. Pour François Furet, il est « pendant presque huit ans [...] le second rôle du régime».

Bonaparte accède aux vues de Talleyrand et écrit amicalement au roi de Grande-Bretagne, puis à l'empereur d'Autriche, qui refusent de façon prévisible les propositions de réconciliation, sans même accuser réception des lettres. Le tsar de Russie Paul Ier se montre plus favorable (un traité est négocié et signé) mais il est assassiné en 1801, remplacé par Alexandre Ier.

Les traités de Mortefontaine (30 septembre 1800, pacification des relations avec les États-Unis) et de Lunéville (9 février 1801, paix avec l'Autriche vaincue à Marengo) ainsi que la paix d'Amiens (25 mars 1802, paix avec le Royaume-Uni et l'Espagne) sont négociés principalement par Napoléon et Joseph Bonaparte : d'après Mme Grand, « le Premier Consul a tout fait, tout rédigé ».

Même s'il désapprouve la méthode brutale de négociation, Talleyrand approuve la paix générale, dont les négociations lui permettent de surcroit de gagner beaucoup d'argent, grâce à des trucages et pots-de-vins divers110. Il manœuvre les Italiens afin qu'ils élisent Bonaparte président de la République italienne111. Les espoirs du ministre sont cependant déçus :
« La paix d'Amiens était à peine conclue, que la modération commença à abandonner Bonaparte ; cette paix n'avait pas encore reçu sa complète exécution, qu'il jetait déjà les semences de nouvelles guerres qui devaient après avoir accablé l'Europe et la France, le conduire lui-même à sa ruine. »

— *M*

émoires de Talleyrand

Après le coup d'État, il retrouve son rôle de ministre face aux cours d'Europe, peu mécontentes de la fin du Directoire. Bonaparte et Talleyrand s'accordent sur le fait que les affaires étrangères relèvent du domaine exclusif du Premier Consul : le ministre ne rend compte qu'à Bonaparte. Pour François Furet, il est « pendant presque huit ans [...] le second rôle du régime».

Bonaparte accède aux vues de Talleyrand et écrit amicalement au roi de Grande-Bretagne, puis à l'empereur d'Autriche, qui refusent de façon prévisible les propositions de réconciliation, sans même accuser réception des lettres. Le tsar de Russie Paul Ier se montre plus favorable (un traité est négocié et signé) mais il est assassiné en 1801, remplacé par Alexandre Ier.

Les traités de Mortefontaine (30 septembre 1800, pacification des relations avec les États-Unis) et de Lunéville (9 février 1801, paix avec l'Autriche vaincue à Marengo) ainsi que la paix d'Amiens (25 mars 1802, paix avec le Royaume-Uni et l'Espagne) sont négociés principalement par Napoléon et Joseph Bonaparte : d'après Mme Grand, « le Premier Consul a tout fait, tout rédigé ». Même s'il désapprouve la méthode brutale de négociation, Talleyrand approuve la paix générale, dont les négociations lui permettent de surcroit de gagner beaucoup d'argent, grâce à des trucages et pots-de-vins divers. Il manœuvre les Italiens afin qu'ils élisent Bonaparte président de la République italienne111. Les espoirs du ministre sont cependant déçus :
« La paix d'Amiens était à peine conclue, que la modération commença à abandonner Bonaparte ; cette paix n'avait pas encore reçu sa complète exécution, qu'il jetait déjà les semences de nouvelles guerres qui devaient après avoir accablé l'Europe et la France, le conduire lui-même à sa ruine. »

— *M*

émoires de Talleyrand

La même année, il achète le château de Valençay, encore sur injonction de Bonaparte, et avec son aide financière. Le domaine s'étend sur environ 120 km2, ce qui en fait l'une des plus grandes propriétés privées de l'époque. Talleyrand y séjourne régulièrement, en particulier avant et après ses cures thermales à Bourbon-l'Archambault.

En 1804, face à l'augmentation du nombre d'attentats perpétrés par des royalistes contre Bonaparte, Talleyrand joue un rôle dans l'exécution du duc d'Enghien, dont l'importance suscitera un débat durant la Restauration suite à des accusations de Savary : pour Chateaubriand, Talleyrand « inspira le crime ». Le 21 mars, alors que l'arrestation du duc est inconnue, Talleyrand déclare à l'assistance, à deux heures du matin : « Le dernier Condé a cessé d'exister ». Dans ses mémoires, Bonaparte indique que « c'est Talleyrand qui [l]'a décidé à arrêter le duc d'Enghien ». Bonaparte revendique cependant l'exécution comme sa décision personnelle. À la Restauration, en 1814, Talleyrand fait disparaître tous les documents se

rapportant à cette affaire ; il niera par la suite avoir pris part à cette exécution, dans une annexe de ses mémoires.

EMPIRE

Nommé grand chambellan le 11 juillet 1804, il assiste le 2 décembre 1804 au sacre de Napoléon Bonaparte. Il est également nommé grand cordon de la Légion d'honneur au début de 1805, dans la première promotion.

En 1805, commence la campagne d'Autriche. Talleyrand suit l'empereur dans ses trajets à travers l'Europe. À son arrivée à Strasbourg, il assiste à une violente crise de ce dernier, qui pour Jean Orieux s'apparente à une crise d'épilepsie. Au lendemain de la victoire d'Ulm, il envoie de Strasbourg un rapport à l'empereur sur la nécessaire modération à observer vis-à-vis de l'Autriche afin d'instaurer un équilibre entre les quatre (France, Royaume-Uni, Autriche, Russie — auxquelles il ajoute la Prusse). Après l'éclatante victoire d'Austerlitz et l'écrasante défaite de Trafalgar, Talleyrand signe à contrecœur (Selon Metternich, il commence à envisager sa démission) le traité de Presbourg le 26 décembre 1805, annonçant la création de la Confédération du Rhin, qu'il rédige sur ordre de l'empereur mais où il essaie d'adoucir les conditions imposées à l'Autriche. En accordant dix pour cent de rabais et des délais sur les sanctions financières, il mécontente Napoléon, qui le suspecte d'avoir été corrompu :

« L'Autriche, dans l'état de détresse où elle était réduite, ne pouvait que subir les conditions imposées par le vainqueur. Elles étaient dures, et le traité fait avec M. d'Haugwitz rendait pour moi impossible de les adoucir sur d'autres articles que celui des contributions. […] [Napoléon] m'écrivit à quelque temps de là : "Vous m'avez fait à Presbourg un traité qui me gêne beaucoup." »

— *Mémoires de Talleyrand*

En 1806, il reçoit le titre de « prince de Bénévent », petite principauté confisquée au pape. Le 12 juillet de la même année, il signe le traité créant la Confédération du Rhin, toujours sur ordre de Napoléon. Amorçant la critique de la politique guerrière de ce dernier sans oser le défier, toujours déçu dans ses conseils de modération et étant en contact permanent avec l'Autriche dans l'espoir d'un rapprochement, il commence à communiquer des informations au tsar Alexandre Ier *via* son ami le duc de Dalberg.

En 1807, après une série de victoires de Napoléon (Eylau, Dantzig, Heilsberg, Gutstadt, Friedland), il rédige (se « content[ant] de tenir la plume ») et signe le traité de Tilsit. « Indigné » par le traitement réservé aux vaincus, en particulier la reine de Prusse, et mécontent d'être un « ministre des Relations extérieures sans emploi », il prend certainement à cette occasion la décision de démissionner de son poste de ministre à son retour de Varsovie, voire l'annonce dès cet instant à Napoléon. Cela ne l'empêche pas de favoriser le rapprochement entre ce dernier et Marie Walewska. Sa démission est effective le 10 août 1807.

Talleyrand se détache peu à peu de l'empereur mais reste cependant son conseiller : il travaille à son divorce et à son remariage, en lui suggérant le « mariage autrichien ». Il lui déconseille fortement d'entamer la guerre en Espagne, « en exposant l'immoralité et les dangers d'une pareille entreprise ». L'empereur ne tient pas compte de l'avertissement et capture par la ruse les infants d'Espagne puis confie leur garde à Talleyrand, qui les loge durant sept ans dans le fastueux château de Valençay acquis par Talleyrand quelques années plus tôt sur les conseils pressants de Napoléon.

En septembre 1808, à Erfurt, où Napoléon l'envoie préparer le terrain en vue d'une alliance avec la Russie, il va jusqu'à déconseiller au tsar de s'allier avec l'empereur, en lui déclarant : « Le peuple français est civilisé, son souverain ne l'est pas ; le souverain de la Russie est civilisé, son peuple ne l'est pas ». C'est la « trahison d'Erfurt », qu'il détaille longuement dans ses mémoires, affirmant avoir manœuvré l'un et l'autre empereurs pour préserver l'équilibre européen *(« à Erfurt, j'ai sauvé l'Europe »)* et qui lui vaudra plus tard l'inimitié des bonapartistes.

Alors que l'on reste sans nouvelles de l'empereur depuis l'Espagne, où la guérilla fait rage, et que la rumeur de sa mort se répand, Talleyrand intrigue au grand jour avec Joseph Fouché pour offrir la régence à l'impératrice, en cherchant le soutien de Joachim Murat. D'Espagne, Napoléon apprend la conjuration et accourt à Paris, arrivant le 23 janvier 1809. Le 28 janvier 1809, durant trente minutes, il abreuve Talleyrand d'injures à l'issue d'un conseil restreint de circonstance (la phrase célèbre « vous êtes de la merde dans un bas de soie » n'est peut-être pas prononcée en cette circonstance), l'accuse de trahison et lui retire son poste de grand chambellan. Talleyrand est persuadé d'être arrêté, mais reste impassible : il aurait dit à la sortie dudit conseil : « Quel dommage, messieurs, qu'un si grand homme soit si mal élevé ». Au contraire de Fouché qui joue profil bas, il se présente toujours à la cour, mais ne dissimule pas son opposition :

« Napoléon avait eu la maladresse (et on en verra plus tard la conséquence) d'abreuver de dégoût ce personnage si délié, d'un esprit si brillant, d'un goût si exercé et si délicat, qui, d'ailleurs, en politique lui avait rendu autant de services pour le moins que j'avais pu lui en rendre moi-même dans les hautes affaires de l'État qui intéressaient la sûreté de sa personne. Mais Napoléon ne pouvait pardonner à Talleyrand d'avoir toujours parlé de la guerre d'Espagne avec une liberté désapprobatrice. Bientôt, les salons et les boudoirs de Paris devinrent le théâtre d'une guerre sourde entre les adhérents de Napoléon d'une part, Talleyrand et ses amis de l'autre, guerre dont l'épigramme et les bons mots étaient l'artillerie, et dans laquelle le dominateur de l'Europe était presque toujours battu. »

— *Mémoires de Joseph Fouché*

Menacé d'exil avec son comparse, voire menacé dans sa vie, il n'est finalement pas inquiété, conserve ses autres postes et l'empereur le consulte toujours. Pour Jean Orieux, il est pour Napoléon « insupportable, indispensable et irremplaçable ». En 1813, après la retraite de Russie, il incite sans succès Napoléon à négocier et à accorder d'importantes concessions ; il refuse le poste de ministre des Relations extérieures que lui propose à nouveau l'empereur. En dépit de l'hostilité qu'il lui

manifeste, Napoléon le nomme au conseil de régence le 23 janvier 1814. Ils se voient pour la dernière fois le surlendemain, à la veille de son départ pour une campagne militaire désespérée.

Le 28 mars 1814, alors que les Alliés menacent Paris, le conseil de régence décide l'évacuation de la cour, qui a lieu les deux jours suivants. Le 30 mars au soir, Talleyrand exécute une manœuvre habile pour rester, et en maître, à Paris : il fait en sorte qu'on l'empêche de passer la barrière de Passy puis, durant la nuit, négocie la capitulation du maréchal Marmont, qui dirige la défense de la ville. Le 31 mars, Talleyrand dévoile son « 18 Brumaire à l'envers » et organise la convocation du Sénat pour élire un gouvernement provisoire, alors que les Alliés entrent dans Paris. Ce soir-là, le roi de Prusse et le tsar arrivent à son hôtel particulier, et ce dernier y loge.

RESTAURATION

Première Restauration

Le 1er avril 1814, il est élu par le Sénat « président du gouvernement provisoire » ; le lendemain, le Sénat déchoit Napoléon Bonaparte de son trône ; Talleyrand fait saisir toute la correspondance qu'il peut trouver entre lui et ce dernier, qui négocie encore avec les Alliés pour une régence de Marie-Louise, mais est perdu par la défection de Marmont et abdique le 6 avril.
Talleyrand applique immédiatement ses idées libérales et fait en sorte de rétablir une vie normale pour le pays :
« Il fait rendre les conscrits des dernières levées napoléoniennes à leur famille, libérer les prisonniers politiques et les otages, échanger les prisonniers de guerre, il rétablit la liberté de circulation des lettres, facilite le retour du Pape à Rome et celui des princes espagnols à Madrid, rattache les agents de la police générale de l'Empire, devenus odieux, à l'autorité des préfets. Il s'efforce surtout de rassurer tout le monde et maintient autant que faire se peut tous les fonctionnaires dans leur poste. Deux préfets seulement sont remplacés. »
— Emmanuel de Waresquiel, *Talleyrand, le prince immobile*

Sa position est difficile, surtout à Paris : les Alliés occupent la ville, les royalistes et les bonapartistes ne reconnaissent pas le gouvernement provisoire. Il use d'expédients pour financer ce dernier.

Pendant les premiers jours d'avril, lui, son gouvernement et le Sénat rédigent à la va-vite une nouvelle constitution, qui consacre une monarchie parlementaire bicamérale, organise l'équilibre des pouvoirs, respecte les libertés publiques et déclare la continuité des engagements contractés sous l'Empire
.
Le 12 avril, le comte d'Artois entre dans Paris et se transporte, ainsi que le gouvernement, aux Tuileries. Le 14, le Sénat défère l'autorité formelle sur le gouvernement provisoire au comte d'Artois, qui accepte pour son frère « les bases » de la Constitution. Le 23 avril, Talleyrand signe la convention d'armistice avec les Alliés, qu'il juge « humiliante » (la France revient à ses frontières de 1792 et abandonne 53 places fortes), mais sans alternative, dans une France « épuisée d'hommes, d'argent et de ressources ».

Le gouvernement provisoire ne dure qu'un mois : le 1er mai, il rejoint Louis XVIII à Compiègne, où celui-ci lui fait faire antichambre plusieurs heures puis lui déclare au cours d'un entretien glacial : *« Je suis bien aise de vous voir ; nos maisons datent de la même époque. Mes ancêtres ont été les plus habiles ; si les vôtres l'avaient été plus que les miens, vous me diriez aujourd'hui : prenez une chaise, approchez-vous de moi, parlons de nos affaires ; aujourd'hui, c'est moi qui vous dis : asseyez-vous et causons. »* Dans la même conversation, Louis XVIII lui demande comment il a pu voir la fin de tant de régimes, ce à quoi Talleyrand répond :
« Mon Dieu, Sire, je n'ai vraiment rien fait pour cela, c'est quelque chose d'inexplicable que j'ai en moi et qui porte malheur aux gouvernements qui me négligent. »
— Charles-Maxime Villemarest, *M. de Talleyrand*.

Louis XVIII n'accepte pas la Constitution sénatoriale : il préfère accorder à ses sujets la Charte constitutionnelle qui reprend les idées libérales proposées mais rejette l'équilibre des pouvoirs, le roi en accordant aux deux chambres. Le 13 mai, Talleyrand est nommé président du Conseil des ministres (il n'a pas l'autorité d'un Premier ministre) et secrétaire aux Affaires étrangères.

Le 30 mai, il signe le traité de Paris, qu'il a négocié : la paix entre la France et les Alliés, le retour aux frontières de 1792 et l'annonce du congrès de Vienne, dont les bases sont posées. Parmi les dispositions, la France s'engage à abolir la traite négrière dans les cinq ans et les œuvres d'art pillées par Bonaparte restent en France. La principauté de Bénévent est rendue au pape : le roi le fait « prince de Talleyrand » et pair de France. Le 8 septembre, il défend le budget devant la chambre des pairs. Pour la première fois, comme en Angleterre, l'État se voit dans l'obligation de payer toutes les dettes qu'il contracte

Congrès de Vienne

Louis XVIII le charge logiquement de représenter la France au congrès de Vienne. Talleyrand part avec quatre objectifs, les dispositions concernant la France ayant déjà été réglées par le Traité de Paris :

1. prévenir les vues de l'Autriche sur la Sardaigne ;
2. faire en sorte que Naples revienne à Ferdinand IV de Bourbon ;
3. défendre la Pologne face à la Russie ;
4. empêcher la Prusse de mettre la main sur la Saxe et la Rhénanie.

Le 16 septembre 1814 débute le congrès de Vienne. Talleyrand (qui y est assisté par le duc de Dalberg, le comte de la Tour du Pin et le comte de Noailles) y arrive le 23 septembre, l'ouverture étant prévue pour le 1er octobre. Tenu à l'écart des principales réunions qui ont lieu entre les quatre (Royaume-Uni, Autriche, Prusse, Russie) qui ont déjà approuvé un protocole le 22 septembre, il est cependant invité à une discussion le 30 septembre où Metternich et Hardenberg emploient les mots « puissances alliées ». Il réagit alors :

« Alliés…, dis-je, et contre qui ? Ce n'est plus contre Napoléon : il est à l'île d'Elbe… ; ce ne n'est plus contre la France : la paix est faite… ; ce n'est sûrement pas contre le roi de France : il est garant de la durée de cette paix. Messieurs, parlons franchement, s'il y a encore des puissances alliées, je suis de trop ici. […] Et cependant, si je n'étais pas ici, je vous manquerais essentiellement. Messieurs, je suis peut-être le seul qui ne demande rien. De grands égards, c'est là tout ce que je veux pour la France. Elle est assez grande par ses ressources, par son étendue, par le nombre et l'esprit de ses habitants, par la contiguïté de ses provinces, par l'unité de son administration, par les défenses dont la nature et l'art ont garanti ses frontières. Je ne veux rien, je vous le répète ; et je vous apporte immensément. La présence d'un ministre de Louis XVIII consacre ici le principe sur lequel repose tout l'ordre social. […] Si, comme déjà on le répand, quelques puissances privilégiées voulaient exercer sur le congrès un pouvoir dictatorial, je dois dire que, me renfermant dans les termes du traité de Paris, je ne pourrais consentir à reconnaître dans cette réunion aucun pouvoir suprême dans les questions qui sont de la compétence du congrès, et que je ne m'occuperais d'une proposition qui viendrait de sa part. »

— *Mémoires de Talleyrand*

Il provoque la colère des quatre (Metternich déclare : « nous aurions mieux fait de traiter nos affaires entre nous ! ») ; le 3 octobre, Talleyrand menace de ne plus assister à aucune conférence. Il se pose en défenseur des petites nations qui assistent à partir de ce moment aux délibérations et exploite les divisions qui se font jours entre les quatre. Appuyé par le Royaume-Uni et l'Espagne, il obtient ainsi que les procès-verbaux des précédentes réunions soient annulés. Le congrès s'ouvre finalement le 1er novembre. Pour Jean Orieux, aucun sujet important n'est abordé dans les réunions officielles (tout se passe dans les salons) et les petites nations se lassent et finissent par ne plus y assister. Talleyrand reste alors que les véritables délibérations commencent (il intègre le comité des grandes puissances le 8 janvier) : *« C'est ainsi que le comité des Quatre devint le comité des Cinq ».*

Allié à l'Autriche et au Royaume-Uni (un traité secret est signé le 3 janvier 1815), il s'oppose à la Prusse et à la Russie : la première n'obtient qu'un morceau de la Saxe et la seconde qu'une partie de la Pologne qu'elles se partagent. En effet, Talleyrand est partisan d'une Allemagne fédérale qui soit le centre d'équilibre entre les différentes puissances, en particulier la Prusse et l'Autriche. La Prusse et la France se retrouvent avec une frontière en commun (ce qui lui est reproché par une partie des biographes comme la source des guerres franco-allemandes futures ; il est défendu par d'autres). Talleyrand signe l'acte final du congrès le 9 juin 1815.

En échange de la principauté de Bénévent, Talleyrand obtient une compensation financière, et le titre de duc de Dino (du roi des Deux Siciles), qu'il transmet à son neveu, et par là à sa nièce Dorothée, qui a brillé durant le congrès.

Seconde Restauration

Au terme du congrès, la France conserve ses conquêtes de 1792, mais Napoléon Bonaparte revient de l'île d'Elbe, porté en triomphe par les Français, ce qui ruine l'opinion des Alliés à leur sujet. Talleyrand, désormais le représentant d'un roi en exil et discrédité, reste aussi en très mauvais termes avec Louis XVIII. Attendant la défaite de Napoléon (« c'est une question de semaines, il sera vite usé »), il tarde à rejoindre le roi à Gand.

Après la bataille de Waterloo, il se rend à Gand et presse le roi, au cours d'une réunion orageuse le 23 juin, de renvoyer son conseiller Blacas, d'accepter une constitution plus libérale et de se distinguer des Alliés. Il n'obtient que le départ de Blacas et est disgracié à son tour dès le lendemain sous l'influence du parti Ultra qui préconise la terreur blanche plutôt que le compromis. Louis XVIII rejoint les bagages de l'armée anglaise et rédige une proclamation dans le même sens, qui inquiète les anglais, lesquels contraignent le roi à rappeler Talleyrand à la tête du conseil des ministres : à l'issue de la séance, marquée par des affrontements verbaux, le 27 juin, le ministre l'emporte sur le comte d'Artois et le duc de Berry (chefs du parti Ultra) et une proclamation libérale est adoptée.

Fouché, président du gouvernement provisoire, tient Paris, appuyé par les républicains. Pour Franz Blei, Talleyrand convainc Louis XVIII de nommer Fouché, qui a voté la mort de son frère, ministre de la Police (ce qu'il nie dans ses mémoires). Pour Emmanuel de Waresquiel, les réticences de Louis XVIII cèdent le pas à la nécessité politique et c'est Talleyrand qui ne souhaite pas s'encombrer d'un homme comme Fouché. Dans tous les cas, Talleyrand négocie avec Fouché qui livre Paris au roi, et il organise une rencontre. Dans un passage fameux de ses mémoires, Chateaubriand raconte la scène :

« Ensuite, je me rendis chez Sa Majesté : introduit dans une des chambres qui précédaient celle du roi, je ne trouvai personne ; je m'assis dans un coin et j'attendis. Tout à coup une porte s'ouvre : entre silencieusement le vice appuyé sur le bras du crime, M. de Talleyrand marchant soutenu par M. Fouché ; la vision infernale passe lentement devant moi, pénètre dans le cabinet du roi et disparaît. Fouché venait jurer foi et hommage à son seigneur ; le féal régicide, à genoux, mit les mains qui firent tomber la tête de Louis XVI entre les mains du frère du roi martyr ; l'évêque apostat fut caution du serment. »

— François-René de Chateaubriand, *Mémoires d'Outre-tombe*

Talleyrand conserve son poste, et, le 9 juillet 1815, il est nommé de surcroît président du Conseil des ministres, malgré l'opposition des ultras. Il réussit à constituer, contrairement à 1814, un gouvernement qu'il dirige et est solidaire sur la politique libérale choisie : il entame une révision de la Charte par une ordonnance du 13 juillet pour organiser le partage du

pouvoir entre le roi et les chambres, une libéralisation des élections (baisse du cens, de l'âge minimal), une libéralisation de la presse, etc.

Le gouvernement tente aussi en vain d'empêcher les armées alliées, qui occupent toujours le pays, de reprendre les œuvres d'art pillées dans toute l'Europe par Napoléon. Il essaie également de renvoyer ces armées hors du royaume ; les souverains européens exigent des conditions exorbitantes pour signer la paix, que Talleyrand parvient à diminuer en abaissant par exemple les réparations de 100 à 8 millions ; la France perd cependant ses conquêtes de 1792.

Fouché (qui a besoin de donner des gages aux royalistes) et lui entrent en conflit sur les débuts de la Terreur blanche dans le Midi (Talleyrand est contraint de rétablir la censure), le ministre de la Police payant de son poste cette divergence de vues, ce qui réjouit le roi et les ultras. Cela ne suffit pas : après les élections qui amènent la « Chambre introuvable », remportée par ses derniers, Talleyrand présente le 19 septembre sa démission afin d'obtenir un refus et le soutien du roi. Ce dernier, sous la pression des ultras et du tsar Alexandre, l'accepte et change de ministère, appelant un gouvernement mené par le duc de Richelieu.

Talleyrand est nommé grand chambellan de France le 24 septembre 1815. Pour la première fois depuis son retour des États-Unis, il n'est pas au pouvoir, se répandant contre son successeur, le duc de Richelieu, certain d'être rappelé au pouvoir. Il est officiellement en disgrâce (après une sortie contre Élie Decazes, le ministre de la Police, il est interdit de se présenter à la cour). Son opposition au gouvernement fait même que les ultras, opposés à Richelieu et Decazes qui poursuivent en partie la politique libérale de Talleyrand, se rapprochent de lui. En 1818, il a une occasion de revenir au pouvoir, mais le roi lui préfère Jean Dessolle puis Decazes, puis en 1820, à nouveau Richelieu. Il est désormais convaincu que le roi ne veut plus de lui.

Alors que les ultras sont de plus en plus influents, il se place pour le reste de la restauration dans l'opposition libérale : il prononce le 24 juillet 1821, puis en février 1822 des discours à la chambre des pairs pour défendre la liberté de la presse, puis le 3 février 1823 contre l'expédition d'Espagne, voulue par François-René de Chateaubriand.

L'avènement de Charles X, chef du parti ultra, lui enlève ses derniers espoirs de retour au pouvoir. Il se rapproche des orléanistes (du duc d'Orléans et de Madame Adélaïde), et reste la bête noire des ultras (son rôle dans l'assassinat du duc d'Enghien est révélé). C'est à cette époque que le jeune Adolphe Thiers s'introduit auprès de lui : Talleyrand l'aide à monter son journal, *le National*, qui se retrouve au cœur de la contestation des Ordonnances de Juillet qui provoque les Trois Glorieuses et la chute de Charles X.

Monarchie de Juillet

En juillet 1830, alors que l'incertitude règne, Talleyrand expédie le 29 juillet un billet à Adélaïde pour Louis-Philippe d'Orléans, lui conseillant de se rendre à Paris :

« Ce billet qui amena sur les lèvres de Madame Adélaïde une exclamation soudaine : "Ah ! ce bon prince, j'étais bien sûre qu'il ne nous oublierait pas !" dut contribuer à fixer les indécisions du futur roi. Puisque M. de Talleyrand se prononçait, Louis-Philippe pouvait se risquer. »

— Charles-Augustin Sainte-Beuve, *Nouveaux Lundis*

Louis-Philippe revient à Paris le lendemain, se rend pour entretien chez Talleyrand et prend son parti, aidé par ce dernier par l'entremise d'Adolphe Thiers. Louis-Philippe, une fois roi, après avoir souhaité faire de lui son ministre des Affaires étrangères, nomme rapidement, à sa demande, Talleyrand ambassadeur extraordinaire à Londres, afin de garantir la neutralité du Royaume-Uni vis-à-vis du nouveau régime, décision critiquée à Paris mais approuvée à Londres qui l'accueille le 22 septembre de manière grandiose et lui donne le logis de William Pitt ; sa nomination rassure les cours d'Europe, effrayées par cette nouvelle révolution française, alors qu'éclate la révolution belge.

Talleyrand s'oppose au ministre Louis-Mathieu Molé : les deux hommes essayent de mener une politique sans tenir compte l'un de l'autre, le ministre menaçant de démissionner. Talleyrand prône par exemple contre Molé l'évacuation de l'Algérie, que souhaitent les Britanniques ; Louis-Philippe choisit de s'y maintenir. Molé est remplacé par Horace Sébastiani, qui ne gêne pas Talleyrand.

Talleyrand argumente auprès des Britanniques pour un concept qu'il forge de « non-intervention » en Belgique alors que l'armée hollandaise est repoussée. Des conférences entre les cinq grands s'ouvrent le 4 novembre 1830. Il signe les protocoles de juin 1831, puis le traité du 15 novembre 1831, qui officialisent l'indépendance de la Belgique. Il va jusqu'à passer sur ses instructions en acceptant, et même en négociant, la préservation des frontières du pays (et non un partage, comme le souhaite Paris) et le choix de Léopold de Saxe-Cobourg comme souverain du nouveau pays neutre. Il approuve la décision du nouveau Premier ministre, Casimir Perier, de soutenir militairement cette neutralité, menacée par les Pays-Bas. Le nouveau pays fait démanteler les forteresses à la frontière française.

Talleyrand travaille sur le projet qui lui tient à cœur depuis longtemps : le rapprochement du Royaume-Uni et de la France, base de l'Entente cordiale : les deux pays interviennent conjointement pour obliger le roi de Hollande à respecter la nouvelle indépendance de la Belgique. Il reçoit régulièrement Alphonse de Lamartine, et entretient de bons rapports avec son ami Wellington et l'ensemble du cabinet. Son nom est applaudi au Parlement britannique, son raffinement et son habileté deviennent fameux à Londres ; il reçoit fréquemment Prosper Mérimée. L'opposition anglaise accuse même le gouvernement d'être trop influencé par lui, le marquis de Londonderry déclarant à la tribune : « Je vois la France nous

dominant tous, grâce à l'habile politique qui la représente ici, et je crains qu'elle n'ait dans ses mains le pouvoir de décision et qu'elle n'exerce ce que j'appellerai une influence dominante sur les affaires européennes. »

Pendant ce temps, en France, si Talleyrand est très haut dans l'estime du roi (ce dernier le consulte sans cesse, lui propose le poste de Premier ministre, proposition qu'il esquive) et avec l'élite politique, sa réputation est au plus bas : *« Le prince a évité à la France le démembrement, on lui doit des couronnes, on lui jette de la boue ».*

C'est en effet à cette époque que débute la haine généralisée des partis à son encontre. Il devient le « diable boiteux », celui qui a trahi tout le monde.
« On l'appelait "Protée au pied boiteux", "Satan des Tuileries", "République, empereur, roi : il a tout vendu", lisait-on dans ce poème à la mode du jour, écrit avec une plume arrachée à l'aigle de l'ange exterminateur, intitulé "Némésis" ("la Vengeance"). Son seul mérite fut de provoquer une admirable réponse de Lamartine […] [qui] se contenta pour toute réponse de ce rapide commentaire, petit chef-d'œuvre de concision et de mépris : "La corruption engendre les vers." »
— Jean Orieux, *Talleyrand ou le sphinx incompris*

Talleyrand reste en poste jusqu'en août 1834, date à laquelle, fatigué des difficultés de négociation avec Lord Palmerston, il quitte son poste ; on parle de compléter les alliances en l'envoyant à Vienne. Il renonce à la présidence du conseil, qui est confiée à Thiers (Talleyrand participe à la formation du gouvernement) puis à la scène publique et se retire dans son château de Valençay. Il conseille toujours Louis-Philippe, en particulier en 1836 sur la neutralité à adopter dans le problème de la succession espagnole, contre l'avis de Thiers, qui y perd son poste. Son activité politique décroit cependant. Il reçoit Honoré de Balzac et met la dernière main à ses mémoires. En 1837, il quitte Valençay et retourne s'installer dans son hôtel de Saint-Florentin à Paris. À l'approche de la mort, il doit négocier un retour à la religion pour éviter à sa famille le scandale d'un refus de sacrements et de sépulture comme Sieyès a dû le subir. Après un discours d'adieu à l'Institut, ses proches confient à l'abbé Dupanloup le soin de le convaincre de signer sa rétractation et de négocier le contenu de celle-ci, que Talleyrand, qui joue une fois de plus sur le temps, ne signe que quatre heures avant sa mort (devant cinq témoins dont Molé, Premier ministre), ce qui lui permet de recevoir l'extrême-onction.

Au moment où le prêtre doit, conformément au rite, oindre ses mains avec le saint-chrême, il déclare : « N'oubliez pas que je suis évêque » (car on devait en pareil cas l'oindre sur le revers des mains et non sur les paumes), reconnaissant ainsi sa réintégration dans l'Église. L'événement, suivi par le tout-Paris, fait dire à Ernest Renan qu'il réussit *« à tromper le monde et le Ciel ».*

Lorsqu'il apprend que Talleyrand est à l'agonie, le roi Louis-Philippe décide, contrairement à l'étiquette, de lui rendre visite. « Sire, murmure le mourant, c'est un grand honneur que le roi fait à ma Maison. » Il meurt le 17 mai 1838, à 15h35 ou 15h50, selon les sources. Des funérailles officielles et religieuses sont célébrées le 22 mai.
Son corps est placé dans la crypte qu'il avait fait creuser sous la chapelle de la maison de charité qu'il avait fondé en 1820 à Valençay, où son corps momifié est ramené de Paris le 5 septembre ; ce lieu devient la sépulture de ses descendants et le reste jusqu'en 1952. Jusqu'en 1930, une vitre laisse voir son visage momifié. La plaque de marbre qui recouvre une face du sarcophage de marbre noir placé dans un enfeu porte : « Ici repose le corps de Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, prince duc de Talleyrand, duc de Dino, né à Paris le 2 février 1754, mort dans la même ville le 17 mai 1838 ».

Doctrine
Emmanuel de Waresquiel analyse la philosophie politique de Talleyrand, dès son action comme agent général du clergé, comme étant caractéristique de la philosophie des lumières : un réformisme conservateur (« que tout change pour que rien ne change ») et une rationalisation « que l'on pourrait appeler l'esprit des Lumières ». Même s'il insiste sur le contexte de la rédaction des mémoires, Emmanuel de Waresquiel relève ainsi que dans celles-ci, Talleyrand distingue l'œuvre « réformiste et libérale » de 1789 de la souveraineté du peuple et de l'égalité, pour lui « chimériques ». Il privilégie ainsi le consensus, la constitution et la conciliation. Par les moyens de l'« habileté » et de la « prévoyance », il souhaite ainsi favoriser l'intérêt mutuel bien compris et « la paix générale », permise par un « équilibre européen ».

Le libéralisme
« Les monarques ne sont monarques qu'en vertu d'actes qui les constituent chefs des sociétés civiles. Ces actes, il est vrai, sont irrévocables pour chaque monarque et sa postérité tant que le monarque qui règne reste dans les limites de sa compétence véritable ; mais si le monarque qui règne se fait ou tente de se faire plus que monarque, il perd tout droit à un titre que ses propres actes ont rendu ou rendraient mensonger. Telle est ma doctrine, je n'ai jamais eu besoin de la renier pour accepter, sous les divers gouvernements, les fonctions que j'ai remplies. »
— Testament politique

Même s'il lui est arrivé de devoir le mettre, par réalisme, entre parenthèses (en particulier sous l'Empire), le libéralisme des idées de Talleyrand est constant durant toute sa vie, ce qui est souligné par les historiens. La formation mondaine et politique de Talleyrand se déroule durant le Siècle des Lumières (Georges Lacour-Gayet, suivi par Franz Blei et Jean Orieux, raconte comment Talleyrand va se faire bénir par Voltaire) : lorsqu'éclate la révolution, c'est un homme fait qui est à la pointe des idéaux de 1789. C'est dans ce contexte qu'il rédige les cahiers de doléance de l'évêché d'Autun, d'après Georges Lacour-Gayet « l'un des plus importants manifestes provoqués par le mouvement de 1789 », véritable synthèse des ambitions des hommes des Lumières et s'inspirant du système britannique. Ce « discours remarquable », d'après Sainte-Beuve, prône une monarchie parlementaire assurant l'égalité devant la loi et l'impôt, propose de supprimer les archaïsmes économiques issus de l'époque féodale comme les douanes entre régions ou les corporations (points qu'il avait

déjà abordés lors des projets de réformes de Calonne), ou encore d'assurer la liberté de la presse (il fait ensuite deux grands discours sous Charles X pour défendre celle-ci) :
« La liberté d'écrire ne peut différer de celle de parler ; elle aura donc la même étendue et les mêmes limites ; elle sera donc assurée, hors les cas où la religion, les mœurs et les droits d'autrui seraient blessés ; surtout elle sera entière dans la discussion des affaires publiques, car les affaires publiques sont les affaires de chacun. »
— *Extrait du cahier des délibérations du clergé assemblé à Autun*

Durant la révolution, il est de tous les clubs et de toutes les réformes destinées à mettre fin à l'Ancien Régime. Il souhaite s'inspirer du régime britannique, au point qu'il pousse Bonaparte à monter sur le trône pour se rapprocher de ce système de monarchie parlementaire, qu'il souhaite voir doté d'un parlement bicaméral.

C'est aussi la raison pour laquelle il contribue ensuite à la Restauration et tente de la marier avec un tel système. Seule l'influence des Ultras sur Louis XVIII empêche que cette idée soit menée complètement à bien. Cependant, lors des deux restaurations, il se retrouve un temps à la tête du pays, et applique ses idées libérales. Son gouvernement provisoire lui vaut même les félicitations de Benjamin Constant avec qui il est pourtant en froid depuis le 18 Brumaire. En effet :
« Dès les premiers jours, Talleyrand imprime à son gouvernement une touche très libérale. Par conviction mais aussi très habilement, il tente d'imposer la force de son autorité en supprimant tout ce que le despotisme napoléonien avait de plus insupportable. »
— Emmanuel de Waresquiel, *Talleyrand, le prince immobile*

Sa proximité avec les idées libérales est matérialisée par le parti qui l'incarne : le parti d'Orléans. Il reste proche de la famille d'Orléans durant la plus grande partie de sa carrière. C'est à la fin de celle-ci, lorsque Louis-Philippe se retrouve, avec l'appui de Talleyrand, sur le trône, que ce dernier possède la latitude politique qui lui a toujours manqué, au sein d'une monarchie de Juillet qui correspond à ses vœux. Ses rapports avec le roi, un homme qu'il connait depuis longtemps, sont excellents.

« Qui aurait pu croire que cet aristocrate entre les aristocrates qui menait à Valencay, en plein XIXe siècle la vie seigneuriale la plus intacte, enseignait avec la conviction la plus profonde que, du 14 juillet 1789, dataient "les grands changements dans la vie moderne" ? Changements qu'il avait voulu réaliser en 1789 et auxquels il restait attaché en 1830 ? [...] Il maintenait "l'Ancien Régime" des mœurs et de la civilité mais il refusait celui des institutions. [...] En lui, la France, sans fissure, passait d'Hugues Capet aux temps démocratiques. »
— Jean Orieux, *Talleyrand ou le sphynx incompris*

L'instruction publique
Les biographes de Talleyrand insistent sur son rôle dans les débuts de l'Instruction publique en France, ceci en dépit du fait que (pour Jean Orieux) « le XIXe siècle s'est bien chargé d'étouffer » le souvenir de son travail dans le domaine. Agent général du clergé, il adresse aux évêques le 8 novembre 1781 un questionnaire relatif aux collège et touchant aux méthodes d'enseignement. C'est durant l'année 1791, qu'aidé de Pierre-Simon Laplace, Gaspard Monge, Nicolas de Condorcet, Antoine Lavoisier, Félix Vicq d'Azyr, Jean-François de La Harpe, etc., il rédige un important rapport sur l'instruction publique, *« avec la plus entière gratuité parce qu'elle est nécessaire à tous »*. L'une des conséquences de ce rapport est la création de l'Institut de France, à la tête d'un système éducatif destiné à toutes les couches de la société, embryon de l'Éducation nationale.

Pour Emmanuel de Waresquiel, dans ce rapport, les hommes de la Révolution prônent une instruction « progressive, des écoles de canton aux écoles de départements, et complète : "physique, intellectuelle, morale". Elle a pour but de perfectionner tout à la fois "l'imagination, la mémoire et la raison ». « Un des monuments de la Révolution française » d'après les propos de François Furet, le plan de Talleyrand, appelant une instruction publique nécessaire, universelle mais transitoire et perfectible, gratuite et non obligatoire, est pour Gabriel Compayré « digne de l'attention de la postérité et de l'admiration que lui témoignèrent souvent les écrivains de la Révolution ».

Pour son rôle dans sa création, Talleyrand devient membre de l'Institut et c'est là qu'il délivre son dernier discours avant sa mort.

La finance moderne
Les principes d'économie et de finances de Talleyrand sont marqués par l'admiration pour le système libéral anglais. Avant la révolution, c'est sa spécialité (d'après Jean Orieux, il tente même de devenir ministre), et ses interventions aux débuts de la Révolution portent surtout sur ce sujet.

Talleyrand entre dans le monde des affaires en devenant Agent général du clergé. À une époque de crise financière, il défend les biens qui lui sont confiés, et cède au roi lorsque c'est nécessaire, anticipant la demande de la couronne en proposant un don conséquent. Il cherche à rationaliser la gestion des biens colossaux du clergé, marquée par une importante inégalité entre ecclésiastiques. Il fait augmenter la portion congrue.

Avant la révolution, Talleyrand, en compagnie de Mirabeau, tente sa chance dans le monde des affaires, sans qu'il reste beaucoup de traces de ces tentatives ; Emmanuel de Waresquiel signale la connaissance profonde qu'il a de la spéculation sur la fluctuation de la monnaie. Talleyrand, influencé par Isaac Panchaud, s'implique dans l'établissement d'une caisse

d'amortissement, créée par Panchaud en 1776 et dont Talleyrand devient actionnaire.

Durant toute sa carrière, Talleyrand insiste sur la certitude que les prêteurs doivent avoir sur le fait que l'État paie toujours ses dettes, afin de permettre aux gouvernants de recourir à l'emprunt, cet « art moderne de procurer à l'État, sans forcer les contributions, des levées extraordinaires d'argent à un bas prix, et d'en distribuer le fardeau sur une suite d'années ». Pour lui, les créanciers de l'État « ont payé pour la nation, à la décharge de la nation : la nation ne peut dans aucune hypothèse se dispenser de rendre ce qu'ils ont avancé pour elle », « autrement dit », « une nation, comme un particulier, n'a de crédit que lorsqu'on lui connait la volonté et la faculté de payer ». Talleyrand finit par instaurer lui-même cette garantie en 1814, lorsqu'il est président du conseil des ministres. Pour Emmanuel de Waresquiel, la proposition de nationaliser les biens du clergé est alors « logique », Talleyrand connaissant leur étendue, ayant prévu de les recenser dès l'élaboration des cahiers de doléance.

Talleyrand et Isaac Panchaud élaborent la partie concernant la caisse d'escompte du plan de Charles Alexandre de Calonne. Talleyrand apporte également sa contribution à plusieurs parties de ce plan, qui vise à rétablir les finances du royaume, en supprimant les barrières douanières intérieures, en simplifiant l'administration, en libérant le commerce et en rationalisant les impôts. Ce plan n'est jamais mis en application, Calonne étant remercié. Talleyrand, qui n'a pas oublié de profiter financièrement de sa proximité avec le ministre des finances, reprend largement les propositions économiques et financières du plan de Calonne lors de la rédaction des cahiers de doléances de l'évêché d'Autun.

Pour Emmanuel de Waresquiel, Talleyrand appartient à l'école prônant la liberté de commerce, contre les « préjugés », laquelle doit être permise par la paix, en particulier avec l'Angleterre (avant la révolution Talleyrand défend déjà le traité de commerce avec l'Angleterre, auquel il a mis la main), pour le bénéfice de toutes les parties.

L'équilibre européen

« J'essaie d'établir la paix du monde en équilibre sur une révolution. »
— Talleyrand à Lamartine

L'intérêt de Talleyrand pour la chose diplomatique commence sous l'influence d'Étienne François de Choiseul (oncle de son ami Auguste de Choiseul), dont il reprend la manière de mener les affaires d'État : gouverner en sachant déléguer les tâches techniques à des travailleurs de confiance, afin d'avoir le temps de nouer des relations utiles.

Dès ses premières missions vers l'Angleterre, durant la Révolution, Talleyrand inaugure sa méthode de négociation, fameuse au point d'en faire « le prince des diplomates », mesurée et sans précipitation, pleine de réalisme et de compréhension à la fois du point de vue de son interlocuteur et de l'état de la France.

Pour Metternich, Talleyrand est « politique au sens le plus éminent, et comme tel c'est un homme à systèmes », ces systèmes ayant pour but de rétablir un équilibre européen (prôné dès ses débuts diplomatiques en 1791), qui pour lui a été détruit par le traité de Westphalie :
« Une égalité absolue des forces entre tous les États, outre qu'elle ne peut jamais exister, n'est point nécessaire à l'équilibre politique et lui serait peut-être, à certains égards, nuisible. Cet équilibre consiste dans un rapport entre les forces de résistance et les forces d'agression réciproques des divers corps politiques. [...] Une telle situation n'admet qu'un équilibre tout artificiel et précaire, qui ne peut durer qu'autant que quelques grands États se trouvent animés d'un esprit de modération et de justice qui le conserve. »
— *Instructions pour les ambassadeurs du Roi au congrès*276, attribuées à Talleyrand

Parmi ces « systèmes », selon Emmanuel de Waresquiel, Talleyrand se méfie de la Russie, cherche à établir un équilibre pacifique entre l'Autriche et la Prusse (d'où l'idée, plusieurs fois reprise, de créer des fédérations de petits états princiers dans le « ventre mou de l'Europe » qui servent de tampon entre les deux — et qui constituent autant de possibilités de pots-de-vins pour Talleyrand), et souhaite qu'il soit mis fin à l'hégémonie anglaise sur les mers, tant militaire que commerciale.

Pour lui, dès ses débuts diplomatiques, contre l'opinion du Directoire, contre celle de Bonaparte, l'équilibre européen passe par l'alliance entre la France et l'Angleterre, la paix avec celle-ci pouvant être « perpétuelle » :
« Une alliance intime entre la France et l'Angleterre a été au début et à la fin de ma carrière politique mon vœu le plus cher, convaincu comme je le suis, que le paix du monde, l'affermissement des idées libérales et les progrès de la civilisation ne peuvent reposer que sur cette base. »
— *Mémoires*

Il cherche aussi l'alliance avec l'Autriche, à l'opposé d'une alliance avec la Prusse. Plaisantant, il se décrit comme un petit peu autrichien, jamais russe et toujours français, affirmant que « les alliés ne se conservent qu'avec du soin, des égards et des avantages réciproques ».

À la « diplomatie de l'épée », cette politique d'exportation de la Révolution par la conquête (malgré les critiques du ministre, comme ambassadeurs, le Directoire envoie d'anciens constitutionnels, tandis que Bonaparte envoie des généraux), pour lui « propre à [...] faire haïr » la France, il oppose donc l'idée de régimes stables et dont les puissances s'équilibrent, garantie de la paix : « un équilibre réel eut rendu la guerre presque impossible ». Il théorise également la non-intervention (« la véritable primatie... est d'être maître chez soi et de n'avoir jamais la ridicule prétention de l'être chez les autres »). Cet état de fait doit être associé à un « droit public » qui évolue avec les traités et l'état des forces économiques.

La mise en œuvre de ces principes, sous Napoléon, est difficile. Il aide ce dernier, en bon courtisan, à l'inverse de ceux-ci pendant plusieurs années, pensant convaincre en flattant. Après Austerlitz, il sent que Napoléon préfère soumettre que faire alliance, en dépit de ses tentatives vis-à-vis d'une Angleterre pourtant toujours conciliante (elle l'était déjà sous le Directoire). Il démissionne, alors que Napoléon applique l'inverse de ses idées : déséquilibre entre l'Autriche et la Prusse, humiliation de ces dernières, rapprochement avec la Russie, hostilité envers l'Angleterre, le tout par la force de l'épée.

Bien que persévérant auprès de Napoléon, ce n'est qu'après la Restauration qu'il peut mettre en pratique ses principes, en tout premier lieu durant les traités de Paris et de Vienne. L'équilibre européen, qu'il prône, en est le principe directeur. L'alliance avec l'Angleterre, cette « alliance de deux monarchies libérales, fondée l'une et l'autre sur un choix national » (telle que décrite par de Broglie), qui ouvre la voie à l'entente cordiale, est scellée durant son ambassade, le principe de non-intervention (même imposé à d'autres puissances) étant inauguré à l'occasion de la révolution belge. À l'heure de sa retraite, à la signature du traité de la quadruple alliance qui en est l'aboutissement, Talleyrand fait le bilan de cette ambassade :
« Dans ces quatre années, la paix générale maintenue a permis à toutes nos relations de se simplifier : notre politique, d'isolée qu'elle était, s'est mêlée à celle des autres nations ; elle a été acceptée, appréciée, honorée par les honnêtes gens et par les bons esprits de tous les pays. »
— Lettre de Talleyrand au ministre des Affaires étrangères, 13 novembre 1834 Wikipédia

TASKIN **Henry-Joseph** Versailles 1779 – 1852.

Grand Officier du Grand Orient, 33e, il fut également un fondateur, et le Vénérable d'honneur, de la Loge *Les Frères Unis Inséparables*.

Fils de Julie Blanchet et de Pascal-Joseph Taskin, deux membres d'illustres familles de facteurs de clavecin, Henry-Joseph Taskin est à la fois pianiste, compositeur, facteur d'instruments et éditeur de musique. Initié au piano par sa mère, à l'orgue par sa tante Elisabeth Blanchet-Couperin, puis entré comme page à la Chapelle Royale, sa production est constituée de musique de chambre et de salon qui met à l'honneur son instrument de prédilection : le piano-forte. Outre des trios, un Concerto pour piano et violon, il est l'auteur de très nombreuses mélodies et de trois opéras demeurés inédits.



Sur le plan maçonnique, sa carrière est indissociable des activités musicales et des responsabilités importantes prises au sein des « *Frères Unis Inséparables* » dans laquelle il est affilié dès 1810 puis initié au 33°.

Egalement membre des « *Elèves de la Nature* » (1810-1812) et « *La Tolérance* » (1833), il est l'ordonnateur des cérémonies musicales et maître des cérémonies (1824), hospitalier (1828), vénérable (1837 puis 1842), premier surveillant (1839), architecte et gardes des Sceaux (1844). L'atelier le nomme vénérable d'honneur. En 1841, il devient officier du Grand Orient (Premier Surveillant) et un document des « *Arts Réunis* » de Rouen témoigne du fait qu'il travaille, la même année, au sein de la Chambre Symbolique de l'obédience. En 1850 et 1851, il fait partie du Conseil de l'Ordre.

De 1814 à 1841, il écrit pour les fêtes de la loge. L'atelier étant doté d'une colonne d'harmonie, Taskin compose marches et cantates. Très vite, il utilise le piano et la harpe. C'est sous sa direction que la colonne d'harmonie des « Frères Unis Inséparables » devient, pendant la Restauration, l'un des ensembles maçonniques parisiens les plus appréciés et les plus sollicités. Le Grand Orient réclama son concours à diverses reprises ; Les Sept Ecossais et le Chapitre des Gaules furent commanditaires d'Henry-Joseph Taskin.

Au total, il compose 22 pièces maçonniques rassemblées dans un recueil dédié aux « *Frères Unis Inséparables* ». Ce sont essentiellement des cantates composées pour diverses occasions. Dans la lettre jointe au manuscrit, Taskin s'excuse d'avoir écrit pour des effectifs modestes et explique que le peu de place réservée à la colonne d'harmonie lui interdisait l'écriture de pièces pour orchestre. Aussi juge-t-il que ses œuvres présentent « peu de mérite sous le rapport de la composition ». L'histoire de la musique maçonnique retient pourtant son nom parce qu'il s'est consacré tout entier au rayonnement de l'atelier et qu'il a revivifié des pratiques artistiques héritées de l'Ancien Régime. Après sa mort, les « *Frères Unis Inséparables* » tentent de poursuivre l'œuvre de Taskin, mais les compositions nouvelles sont rares, les effectifs de l'harmonie baissent et les concerts deviennent annuels.

Comme l'a montré Roger Cotte, l'activité musicale de Taskin constitue un exemple rare, à une époque qui ne suscite guère de compositions originales, d'œuvres d'envergure écrites pour les cérémonies maçonniques. En outre, sa production « rituelle » rassemble des thèmes caractéristiques de la maçonnerie au début du XIXe siècle et exprime notamment une certaine religiosité dans les œuvres funèbres, les références au Grand Architecte de l'Univers, l'éloge de la vertu, de la philanthropie, de l'instruction comme outil d'amélioration de la condition humaine, mais aussi, l'attrait pour la chanson légère, presque grivoise, ainsi que le montre son unique chanson de banquet, *La Santé de Jeanne.* Ch.N.

Taskin est notamment l'auteur de trois opéras (restés inédits) et de nombreuses musiques maçonniques, composées entre 1814 et 1841, et dont il légua les manuscrits - que nous recherchons - à sa Loge des *Frères Unis Inséparables.* Dans son ouvrage *L'Invenzione della gioia, Musica e massoneria nell'età dei Lumi*, Alberto Basso en donne la liste complète :

- *Cantate pour servir aux pompes funèbres instituées dans la Loge des F. Unis Inséparables à l'Or. de Paris, paroles du F. Félix Nogaret, exécutée pour la première fois à ladite loge le 27 octobre 1814 sous la direction de l'auteur*. La

partition porte le commentaire suivant sur le Prélude : *Il a pour motif l'effroi résultant de le destruction des êtres*. La cantate est suivie d'une *Marche religieuse* et d'une *Marche funèbre* (que vous entendez). Le texte est le même que celui utilisé par Giroust dans *le Déluge*; à noter que le même texte a également été mis en musique par Bianchi

- Cantate pour choeur et pianoforte (28 août 1817)
- *Hymne au Grand Architecte de l'Univers*, sur un texte de Langlacé, pour deux voix et pianoforte
- *Cantique maçonnique composé pour la fête de la St. Jean*, pour voix, harpe et pianoforte (27 décembre 1817)
- *Strophes extraites de l'Ode sur la restauration de la statue de Henri IV*, sur un texte de Mollevault, pour chant et pianoforte (27 août 1817)
- *Les trois chevaliers députés Béarnais au G. O. de France. Cantate*, sur un texte de Pilon-Duchemin, pour voix et pianoforte (27 décembre 1818)
- *Chant d'allégresse. Dialogue entre un vénérable de loge et un nouvel affilié*, sur un texte de Pilon-Duchemin, pour voix et pianoforte (27 décembre 1818)
- *Le Code des maçons ou les neuf vertus du vrai maçon, Stances pour la fête de l'Ordre*, sur un texte de Bailly, pour voix et pianoforte (24 juin 1819)
- *Cantate composée pour la fête de famille célébrés par la Loge des Frères Unis le 28 octobre 1819*, sur un texte de Pilon-Duchemin, pour 3 voix et pianoforte
- *Cantate composée pour la pompe funèbre des FF. Durand et Léon membres de la Loge des Fréres Unis célébrée le 16 octobre 1820*, pour trois voix et instruments
- *Hymne pour la fête de la St. Jean d'hiver 1820 célébrée par le G. O. de France*, sur un texte de Bailly, pour voix et pianoforte
- *Hymne à la Maçonnerie*, pour choeur et pianoforte (27 décembre 1821)
- *Cantate à grand orchestre composée pour la fête de la St. Jean d'été 1822 célébrée par le G. O. de France*, sur un texte de Bailly
- *Cantate pour la fête de la Cène, célébrée le 27 mars 1823 par le Chapitre des Gaules*, sur un texte de Berton, pour voix et pianoforte
- *Chant pour la fête célébrée le 11 mars 1824 par la Loge des Frères Unis, dits Inséparables*, sur un texte de Berton, pour voix, flûte, violon et pianoforte.

- *Divertissement pour piano, harpe et violon, composé pour la fête de la Cinquantaine célébrée par la Loge des Frères Unis Inséparables le 15 avril 1826*
- *La Bienfaisance. Cantate [...] exécutée à la L. Philadelphique*, sur un texte de Desmarest, pour voix et pianoforte (1827)
- *Cantate composée pour la distribution des prix faite aux élèves des écoles élémentaires par la Loge des Sept Ecossais Réunis le 31 janvier 1831*, sur un texte de de Tournay, pour 3 voix, harpe, flûte et pianoforte
- *Première Cantate pour la pompe funèbre à la mémoire des frères Langlacé et Berton célébrée par la Loge des Frères Unis le 21 juin 1832*, pour chant, harpe, cor en si bémol, hautbois et pianoforte
- *Deuxième Pompe funèbre à la mémoire des FF. Langlacé et Berton père, célébrée le 21 juin 1832 par la Loge des FF. Unis Inséparables*, pour 3 voix, harpe, cor en si bémol, hautbois et pianoforte (l'une de ces deux cantates fait l'objet d'une page d'un de nos *autres* sites, *chansons et chansonniers maçonniques*)
- *Invocation à la philantropie. Cantate*, sur un texte de de Tournay, pour 3 voix, harpe, cor en si bémol, hautbois et pianoforte (1839)
- *La Santé de Jeanne (proposition). Couplets chantés a la fête solsticiale d'été 1841 célébrée par la Loge des Frères Unis Inséparables,* sur un texte de Chappon, pour voix et pianoforte http://musicmac.ifrance.com/docs/taskin.html?key=138

TAXIL **Léo** Marseille 21 mars 1854 – Sceaux 31 mars 1907.



Léo Taxil, de son vrai nom Gabriel Jogand, est le fils d'un négociant Charles-François Jogand, et de son épouse Joséphine Françoise Antoinette Pagès. Il grandit dans un milieu monarchiste et catholique – son père est membre du conseil de fabrique de sa paroisse. En 1864-1865, il est interne au collège des Jésuites de Mongré (Saône-et-Loire). Il fréquente ensuite le collège Saint-Louis de Marseille, dirigé par des prêtres diocésains. Initié par des camarades aux idées radicales, libres penseuses et maçonniques, il devient indiscipliné et frondeur ; en 1868, son père l'envoie à la maison de correction de Mettray. Libéré au bout de deux mois, le jeune Gabriel revient à Marseille et fugue en compagnie de son frère Maurice ; son père l'émancipe. Il écrit à Ledru-Rollin, se présentant comme athée, révolutionnaire « *autant qu'on peut l'être, c'est-à-dire comme vous* » et membre d'un club marseillais, le Club des Poignards, dont la devise, précise-t-il est « Mort à Dieu, aux prêtres, aux rois ».

Mentant sur son âge, il s'engage en août 1870 dans le 3e zouaves ; la supercherie ayant été découverte, il est rapidement rendu à la vie civile. Revenu à Marseille, il fonde la *Jeune Légion urbaine*, puis participe à la Commune marseillaise et aux troubles qui s'ensuivent ; il collabore à divers journaux d'extrême gauche et se trouve en relation avec Garibaldi. Diverses personnes, notamment Clovis Hugues, le soupçonnent d'être un agent provocateur. Comme le prouve son dossier conservé aux archives de la police, il est un agent général d'Espivent de la Villeboisnet. Il subit néanmoins diverses condamnations pour délit de presse et, en 1875, s'exile en Suisse où il vit d'expédients, vendant des pilules aphrodisiaques sous le nom de « *bonbons de sérail* ».

Expulsé, il arrive à Paris en 1878. En 1879. Il crée *L'Anticlérical* et une collection intitulée « *Bibliothèque anticléricale* » ; en 1880, il ouvre rue des Ecoles, la librairie anticléricale. En 1881, il fonde la Ligue anticléricale, athée et socialiste, dont

l'emblème, formé d'un pic et d'un compas, évoque la franc-maçonnerie, tout comme certaines pratiques (yeux bandés pour l'intronisation, mot de passe). Il prononce des conférences anticléricales, où il présente les martyrs de la Libre Pensée et réclame la séparation de l'Eglise et de l'Etat. En 1881, sur la plainte du comte Mastaï, neveu de Pie IX, il est condamné à 600 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Montpellier pour avoir publié *Les Amours de Pie IX*. En 1884, il fait paraître une blasphématoire *Vie de Jésus*.

Léo Taxil est initié le 21 février 1881 par la loge « *Le Temple des amis de l'honneur français* », loge parisienne du Grand Orient de France. Poursuivi pour divers délits littéraires, il est radié de son atelier le 17 octobre 1881 en vertu de l'article 7 des dispositions judiciaires du Grand Orient.

En 1885, se prétendant converti grâce aux prières et aux sacrifices d'une tante religieuse, il quitte la Ligue anticléricale pour s'adonner à une propagande antirépublicaine et antimaçonnique. Il fait paraître ***Les Frères Trois-Points***, ***Le Culte du Grand Architecte*** et dans une rubrique intitulée « La France maçonnique », que publie le journal *La Petite Guerre*, il livre à la vindicte antimaçonnique des listes entières de francs-maçons.

En 1888, il crée la collection « *Le contre-poison* », collabore avec l'abbé Paul Fesch. Chose assez rare pour être signalée, cet ennemi de la franc-maçonnerie n'est pas antisémite ; aussi, aux élections municipales de 1890, il se présente contre Edouard Drumont, à Paris, dans le quartier du Gros-Caillou mais est battu.

En 1895, avec le concours de Doinel, il fonde la *Ligue du Labarum* anti maçonnique, sorte de chevalerie qui comprend trois grades (légionnaire de Constantin, soldat de Saint-Michel, chevalier du Sacré-Cœur) ; en 1896, 11 compagnies du *Labarum* sont en voie de formation en France. En septembre 1896, Léo Taxil participe au Congrès antimaçonnique de Trente, auquel assiste le cardinal Haller, archevêque de Salzbourg, le prince-évêque de Trente et 14 autres évêques. Léon XIII et l'empereur François-Joseph font parvenir leurs salutations et leurs encouragements aux congressistes. Mais, à cette date, Léo Taxil est bien près de renoncer à ses activités de chevalier du Sacré-Cœur…

Depuis 1892, il construit une formidable et célèbre mystification, parvenant à persuader de nombreux ecclésiastiques que le démon et ses acolytes apparaissent dans les loges dont ils sont les véritables dirigeants.

En collaboration avec le Dr. Hacks, il publie ***Le Diable au XIXe***, que suivent ***Le Palladium régénéré et libre*** et enfin les ***Mémoires d'une ex-palladiste***, la fictive Diana Vaughan. Si de nombreux ecclésiastiques prennent ses paroles pour argent comptant, d'autre ont de plus en plus de difficulté à accepter de telles calembredaines. Sommé de prouver ses dires, il dévoile sa supercherie le lundi de Pâques 1897. Il retourne à ses écrits anticatholiques (***Nos bons jésuites***, 1902). Il publie divers écrits sous le pseudonyme de Prosper Manin et, sous celui de Jeanne Savarin, fait paraître des livres de cuisine.

Cette personnalité paradoxale, dont le goût pour la provocation et la tromperie était probablement le trait dominant, s'éteint à Sceaux en mars 1907. Adulé par bon nombre de libres penseurs aux alentours de 1880, devenu la coqueluche de certains catholiques après sa conversion, Léo Taxil a aussi été universellement méprisé : en 1884, *La Patrie* le qualifie d'« *égoutier des lettres* » et, pour *Le Rappel*, en 1897, il est « *le Gaudissart de la fange* ».

TAYLOR baron **Isidore** Bruxelles 5 août 1789 - Paris 6 septembre 1879.



Administrateur des beaux-arts : il fit transporter l'obélisque de Louksor à Paris. Commissaire royal à la Comédie française.

Franc-Maçon, il est devenu Lieutenant Grand Commandeur du Suprême Conseil de France.

Son père Hélie Taylor, né en Grande-Bretagne vers 1762 et mort à Paris en 1830, était un professeur naturalisé français. Son frère, le général Taylor, participa à l' expédition d'Irlande en 1796. Sa mère Marie-Jacqueline Walwein, née à Bruges, était la fille de Charles Eugène-Jacques Walwein, conseiller du commerce et échevin de Bruges, gouverneur du cercle de la ville et conseiller de Joseph II et de Jeanne Du Chastelet. Charles, devenu commandant de la Garde nationale après s'être remarié avec Antoinette Mabillon, mourut à Marseille en 1794. Destiné à la carrière militaire, Isidore Taylor prépare l'École polytechnique mais abandonne rapidement ses études.

Il voyage beaucoup en Europe et surtout en France. En 1818, il rédige, avec Charles Nodier, une série de volumes sur différentes régions françaises, intitulée *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France*, qui constitue le premier catalogue sérieux des richesses du patrimoine français.

Dans les années 1820, il écrit ou traduit de nombreuses pièces de théâtre. En 1821, il est un des créateurs du théâtre Panorama-Dramatique dont il obtint le privilège auprès du Roi pour Allaux. Il en fut un des administrateurs pendant les 2 ans que ce théâtre survécut. Il écrit dans les journaux et les revues de critique d'art. Il est commissaire royal au Théâtre Français de 1825 à 1830 et de 1831 à 1838. À l'occasion de son sacre en 1825, Charles X le fait baron. Romantique convaincu, il prend une part active à la « campagne des Hugolâtres » et profite de ses fonctions pour mettre à la scène *Hernani* de Victor Hugo et *Henri III et sa cour* d'Alexandre Dumas.
En 1829, il commence à faire transporter à Paris, place de la Concorde, l'obélisque de Louxor dont il avait proposé

l'acquisition en 1828, mais la révolution de 1830 arrête l'opération. En 1838, il est nommé inspecteur général des Beaux-Arts. Il est chargé par Louis-Philippe en 1835 d'acquérir des tableaux en Espagne, qui permettent l'ouverture de la *Galerie espagnole* du musée du Louvre en 1838.
Il crée dans les années 1840 une série d'associations de secours mutuel pour :

- les artistes dramatiques (1840)
- les artistes musiciens (1843)
- les artistes peintres, sculpteurs, architectes, graveurs et dessinateurs (1844)
- les inventeurs et artistes industriels (1845)

Une association pour les membres de l'enseignement est créée en 1859. Il est également l'un des fondateurs de la Société des gens de lettres et une fondation, fille de ces associations porte aujourd'hui son nom, la Fondation Taylor, 1, rue La Bruyère, Paris 9e. Il est élu membre de l'Académie des beaux-arts en 1847 et nommé sénateur en 1867. Il est fait grand officier de la légion d'honneur en 1877.

Il est inhumé dans une grande chapelle au cimetière du Père-Lachaise. Son buste a été érigé sur une stèle près de la rue qui porte son nom dans le 10e arrondissement de Paris. Wikipédia

TESTE Charles-Antoine 1782 – 1848.

De l'association subversive, les *Illuminaten* de Weishaupt sont le modèle, au XVIIIe siècle ; du révolutionnaire professionnel, Buonarotti, ami de Blanqui, babouviste et champion de la lutte des classes, est le type, au XIXe et, entre les républicains de 1820 et les marxistes de 1850, Charles-Antoine Teste complote, sa vie durant, dans un secret rare, ami et disciple du chef italien à partir de 1829 environ.

Membre éminent du Rite de Misraïm et l'un des dirigeants français de la charbonnerie où il est entré, quand il était fonctionnaire à Naples, avant 1814, libraire à Paris, de 1824 à 1830, il lutte contre Charles X au profit des Orléans mais Louis-Philippe le déçoit. Avec Voyer d'Argenson et Buonarotti, Teste fonde la Charbonnerie Démocratique Universelle ; en 1833, il publie un *Projet de constitution républicaine*.

Plus libertaire que socialiste, moins romantique qu'agitateur stérile de rêves inoffensifs, Teste fut un homme de grand cœur et de petite action. Il vécut pour son idéal ; à chacun d'apprécier celui-ci.

De deux sociétés principalement il se sert autant qu'il les sert. Le carbonarisme ou la charbonnerie est étrangère à la franc-maçonnerie, et à la Révolution. La franc-maçonnerie du bois n'a jamais existé ; ni la terminologie ni les rituels de la franc-maçonnerie ne doivent rien au carbonarisme ni à aucune espèce de charbonnerie supposée antérieure. Teste, Buonarotti, les conspirateurs de tout poil paraissent compromettre la franc-maçonnerie et son association avec la charbonnerie n'est qu'accidentelle. La franc-maçonnerie dans son ensemble demeure intacte. C'est une fraction de Misraïm qui est en cause. Le malheur est que son égarement s'est étendu, soit en fait, soit dans l'opinion, à l'ensemble de la franc-maçonnerie française et italienne au XIXe siècle. Sur « la Voie substituée » (Baylot, 1968) de la franc-maçonnerie, Charles-Antoine Teste fait bonne et triste figure. La sincérité de la personne touche, le personnage inquiète, car il illustre « *comment par le cours de l'histoire, l'engagement profane de la franc-maçonnerie au nom de certain humaniste l'a dévoyée de sa règle* ». R.A.

THAYENDANEGEA *dit* Joseph Brant Ohio 1742 - Lake Ontario 1807.



Chef des Mohawk et ami des Britanniques. Il devient missionnaire pour l'Église d'Angleterre auprès des Mohawks et se bat contre les Américains durant la Guerre d'Indépendance.
Franc-Maçon, il reçoit, en 1776, les degrés maçonniques en Grande-Bretagne à la *Loge "Hiram Cliftonian Lodge"*. Il fonde, en 1798, la *loge "Brantford Lodge n°31*"

L'histoire veut qu'après la victoire américaine dans la bataille sur la rivière St-Laurent en 1776, Brant s'applique à prévenir le massacre des prisonniers. Un certain Capitaine John Mac Kinstrey, membre de la loge Hudson n°13 de New York, sur le point d'être tué, effectue le signe de détresse des francs-maçons à l'intention de Brant qui le libère et lui assure un traitement convenable. Les deux demeureront amis par la suite.

THEVENARD Antoine-Jean-Marie Saint-Malo 7 décembre 1733 - Paris 9 février 1815.



Officier de marine et homme politique français des XVIIIe et XIXe siècles. Il termine sa carrière au grade de vice-amiral.

Formation dans la Compagnie des Indes pendant la guerre de Succession d'Autriche
Fils d'un capitaine de la Compagnie des Indes, il embarque à douze ans sur un vaisseau de la Compagnie commandé par son père. C'est la période de la guerre de Succession d'Autriche et il participe dès les premières années à trois combats. Il reste quelques années au service de la Compagnie, y apprend le métier et y acquiert du galon.
Il reviendra - après avoir servi dans la marine royale et comme corsaire - au service de la Compagnie en 1767 comme capitaine.

La Guerre de Sept Ans: officier du roi, corsaire et ingénieur-constructeur

Lieutenant de vaisseau, il sert en 1754 sur *le Brillant* de l'escadre du comte du Chaffault qui va détruire les établissements anglais sur la côte de Terre-Neuve. Il est ensuite second du corsaire François Thurot sur *le Maréchal de Belle Isle* et participe à son expédition vers l'Irlande en 1759. À la suite de cette expédition, il se consacre à Saint-Malo à la construction de quatre frégates et d'une flûte dont il réalise lui-même les plans, probablement en collaboration avec l'ingénieur Groignard. Ses frégates seront considérées comme une grande réussite. Il va aussi faire les plans et diriger la construction des deux premières canonnières de la marine française.

Service à Terre
À la paix de Paris, il sert de 1764 à 1769 comme capitaine de vaisseau de la Compagnie des Indes, puis capitaine de port et retourne enfin dans la marine royale où il est promu d'abord capitaine de frégate en 1770, puis capitaine de vaisseau en 1773. Sa santé étant mauvaise - il souffre probablement d'une maladie tropicale, peut être de paludisme, très répandu chez les marins ayant navigué aux Antilles ou dans l'océan Indien - il ne va pratiquement plus servir qu'à terre pendant tout le reste de sa carrière. Il commande ensuite la marine à Lorient en 1779, mais ne participe pas à la guerre d'indépendance des États-Unis. Il devient toutefois chef d'escadre (ancien grade correspondant à celui de contre-amiral) en 1784.

Bref Ministre de la Marine et des Colonies
Il devient ministre de la Marine de Louis XVI en mai 1791, mais c'est une époque de très grande désorganisation et il démissionne dès septembre 1791. Sa seule réalisation concrète est la liste des officiers de la marine en application de la loi de réorganisation décidée par l'assemblée Législative après la dissolution du Corps des officiers de marine du roi. Cette liste préparée par Thévenard et signée par Louis XVI lors de sonministère ne sera toutefois promulguée que par son successeur Antoine François Bertrand de Molleville. Elle établissait une liste de 3 amiraux, 9 vice-amiraux et 18 contre-amiraux à la date du 1er janvier 1792. En fait, à la mi 1792, seul 5 seront encore en fonction: parmi les amiraux, ne subsiste que d'Estaing qui va être bientôt arrêté; Thévenard sera le seul vice-amiral encore en fonction et trois contre-amiraux seulement: tous les autres auront soit émigré soit au moins démissionné.

Vice-amiral le plus ancien de la marine républicaine puis impériale
Début 1793, Thévenard commande le port de Brest mais il est arrêté dans le courant de l'année. Toutefois, fait rare, il est acquitté et libéré par le tribunal révolutionnaire. Il est de nouveau emprisonné début 1794 et ne sera libéré qu'après le 9 Thermidor. À compter de ce moment et jusqu'à 1810, Thévenard surnommé « l'Ancêtre » sera en tête des listes de la marine comme le plus ancien des vice-amiraux. Il commande alors le port de Rochefort en 1796, puis provisoirement commandant d'armes à Toulon en remplacement de Vence en 1798. Respecté en tant qu'administrateur, bien vu des officiers comme des marins, il devient préfet maritime de Lorient à la création de l'institution. L'Empire le couvre d'honneur: Légion d'honneur, comte d'Empire, membre du Sénat conservateur à sa retraite en 1810. Le roi Louis XVIII en fait un membre de la Chambre des pairs en 1814. Il meurt en 1815, peu avant le retour de Napoléon Ier. Il repose au Panthéon de Paris. Il aura servi successivement Louis XVI, les différents régimes issus de la Révolution, Napoléon Ier, Louis XVIII.

Il est l'auteur de *Mémoires relatifs à la marine*, ouvrage devenu un classique. Son fils Antoine René Thévenard, capitaine de vaisseau, fut tué à Aboukir où il commandait *l'Aquilon*.
Thévenard était franc-maçon, membre notamment de la Loge *L'Union* à Lorient.

THIRIFOCQ Emile

Lille 1814 – 1900.

Tailleur puis professeur de coupe, Emile Thirifocq est initié le 9 janvier 1850 à la loge « Jérusalem Ecossaise 99 » du Suprême Conseil ; il en devient le secrétaire l'année suivante, l'orateur en 1854 et le vénérable en 1864. Il y fait entrer son maître spirituel Luc-Pierre Riche-Gardon en 1856, et c'est dans le sillage de ce dernier qu'il gère *L'Almanach de la conciliation des croyances.* Il reste déiste et socialiste. Orateur de la première section de la Grande Loge Centrale. Il présente, en mars 1869, un projet de réformes du Suprême Conseil que celui-ci rejette, et défend vainement le maintien de la croyance en « *une puissance infinie désignée sous le nom de Grand Architecte de l'Univers* ». en 1870, il rallie la loge naissante « *Le Libre Examen* » destinée à regrouper les « déistes rationnels » qui, comme Henry Carle, poursuivent avec l'Alliance religieuse universelle le chimérique espoir de réaliser une synthèse des religions.

La guerre éclate, Paris est assiégée. Près de 2 000 maçons se rassemblent, le 29 octobre, pour la mise en jugement maçonnique du roi de Prusse et de son fils accusés de crimes de guerre. Colfavru préside et Thirifocq occupe le plateau d'orateur. Il évoque la personnalité « sanguinaire et barbare » de Guillaume 1er et se prononce pour une mise immédiate en jugement, lequel, bien sûr sera voté mais restera sans conséquence. Thirifocq est alors décrit comme un vieillard à la longue barbe blanche quand, sous la Commune, le 26 avril 1871, les maçons se réunissent pour prendre une décision après l'échec de la seconde démarche conciliatrice. Son intervention est décisive.

Il propose de dire aux versaillais que « *si dans les 48 heures on a pas pris une résolution tendant à la pacification, on plantera les drapeaux maçonniques sur les remparts* » et que « *si un seul est troué par un boulet ou par une balle nous courrons tous aux armes pour venger cette profanation* ». Il poursuit : « *Hommes de paix, les maçons sont forçés de devenir soldats. Il faut qu'ils aillent en face des hordes de Versailles planter la bannière franc-maçonnique, décidés à la défendre à coup de fusil si une seule balle troue la laine bleue du drapeau* ». On sut, écrit le représentant du *Cri du Peuple*, après cette intervention, que la franc-maçonnerie était avec la Révolution. A la sortie, un cortège se constitue. Il est évalué, par la presse communarde, à 2 000 personnes. Les maçons, bannières

déployées, sous la conduite de Thirifocq, se rendent à l'Hôtel de Ville. La Commune interrompt ses travaux pour les recevoir dans la cour d'honneur.

Thirifocq prend parole pour annoncer le ralliement de la maçonnerie à la Commune. La manifestation a lieu le 29 avril. A l'Hôtel de Ville, il reçoit le drapeau rouge pour que celui-ci soit placé devant les bannières et face aux « balles homicides des versaillais » et répons aux diverses allocutions au nom de la maçonnerie. Il est l'un des trois délégués qui rencontrent Thiers. Après l'entrevue qui échoue, il est à la tête de la fédération qui réunit les maçons et les Compagnons décidés à se battre dans les rangs de la Commune. Après la défaite, Thirifocq se réfugie à Bruxelles. En 1872, il publie une brochure « *en faveur de l'amnistie et de la levée de l'état de siège*… » où il explique avec talent le rôle joué par les maçons en 1870 et 1871. Il est condamné, le 18 juin 1875, à la déportation dans une enceinte fortifiée. Amnistié le 17 mai 1879, il reprend sa place au « *Libre Examen* » dont il devient vénérable en 1884. L'année même, il présente devant les loges du Suprême Conseil un rapport en faveur de la propagation des tenues blanches comme moyen d'acheminement vers l'initiation de la femme. Eugène Pottier, qui devait être reçu dans sa loge, meurt en 1887, juste avant la date prévue pour la cérémonie. Thirifocq accède à l'honorariat peu après. A.C.

THORY Claude-Antoine Paris 1759 – 1827.

Dans son *Précis historique de l'ordre de la franc-maçonnerie* (1829), Jean-Claude Bésuchet a tracé de Thory un portrait qui deviendra la source principale de ses biographes ultérieurs : « Avocat, ancien greffier de la chambre criminelle du Châtelet, premier adjoint du maire du 1er arrondissement de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, naquit dans cette ville et y mourut au mois d'octobre 1827. Un goût prononcé pour la botanique l'écarta des affaires publiques et le sauva des proscriptions.

Membres des anciennes loges de « *Saint-Alexandre d'Ecosse* » et du « *Contrat Social* », il fut l'un des soutiens de la Mère Loge Ecossaise formée de ces deux ateliers, et sans se mettre en évidence, il provoqua ou appuya diverses tentatives ayant pour but de renverser le Grand Orient de France, au profit de la Mère Loge Ecossaise. Il appartenait aussi à plusieurs loges de divers rites.



Le Grand Orient, plus généreux que prudent, le plaça au nombre de ses officiers, et le laissa, sans défiance, prendre communication des pièces originales déposées dans ses archives.

La Révolution française avait dispersé les membres du Grand Orient et mis beaucoup de désordre dans le riche dépôt des pièces et titres de l'Ordre. M. Thory passe, sans doute injustement, pour en avoir laissé égarer plusieurs. Ce qu'il y a de certain c'est que ce frère a formé le plus riche et peut-être l'unique recueil de matériaux propres à faire écrire l'histoire de la maçonnerie, et il a toujours témoigné l'appréhension d'en voir l'histoire tracée par une autre main que la sienne, il s'est essayé, mais sans exactitude et sans impartialité, au rôle d'historien dans deux ouvrages.

Fidèle à son système de ne s'avancer qu'à demi, il a soutenu, aussi longtemps qu'il l'a pu sans se compromettre, le frère Piron (Pyron), dont la conduite a été si peu convenable envers le Grand Orient de France. Le frère Thory fut vénérable, archiviste et trésorier de la Mère Loge Ecossaise. En cette double et dernière qualité il se fit autoriser à acheter, pour le compte de la mère loge, les choses les plus rares et les plus précieuses en manuscrits, livres imprimés, médaille, bijoux, décors, sceaux, timbres, figures de bronze et autres objets de franc-maçonnerie. Il fit faire un catalogue de toutes ces curiosités, qu'il classa lui-même dans un local particulier, où les maçons étrangers et autres étaient admis à jours fixes. Dans un pacte spécial entre les associations du rite philosophique, il fut stipulé que, dans le cas où la Mère Loge Ecossaise fermerait ses travaux (ils le sont depuis 1826), la plus ancienne loge du même rite, qui serait en activité, entrerait en possession de ses archives : ce droit appartient à la loge du *Mont-Thabor*.

Outre cette riche collection formée des deniers de la mère loge, M. Thory avait acquis pour son compte personnel divers objets précieux. La double collection reste dans les mains de Mme Thory ; et, à la mort de cette dame, il y a tout à craindre que ces richesses, si importante pour la maçonnerie française, ne passent dans les mains de quelque maçon étranger, amateur et jaloux de nous priver d'un trésor qu'il ne serait plus possible de former en France. Les ouvrages que M. Thory a publiés sous le voile de l'anonymat sont :
1° ***Histoire de la fondation du Grand Orient de France*** etc., Paris 1812, 1 vol. in-8°.
2° ***Acta Latomorum***, ou ***Chronologie de l'histoire de la franc-maçonnerie française et étrangère*** etc., Paris 1815, 2 vol. in-8°.

L'un des rédacteurs de l'*Hermès*, ou *Archives de la maçonnerie*, t.I. (publié en 1818), p. 399, s'exprime ainsi en parlant de l'*Histoire du Grand Orient* : "Il serait possible que l'historien (le frère Thory) n'eût pas toujours employé dans ses tableaux le crayon d'une sévère impartialité. Il se trouve depuis longtemps, dit-on, à la tête de quelques débris d'une institution maçonnique qui, autrefois chef d'Ordre en France, se montra rival du Grand Orient.

On ajoute que cet auteur n'a déposé la toge sénatoriale maçonnique du consistoire français que dans une tracasserie qui a eu lieu entre ce consistoire et celui du rite appelé ancien et accepté. Il serait donc nécessaire que son livre, pour devenir une autorité, eût subi l'examen d'une critique sévère, et je ne sache pas qu'aucun écrivain français s'en soit occupé" »

Le Livre d'or du comte de Grasse-Tilly indique qu'il conféra à Thory les grades de Kadosh, de Prince du Royal Secret et le poste de Député Grand Inspecteur, le 28 septembre 1804, et « *le poste de grand inspecteur général membre du souverain grand conseil du 33° à l'orient de France de la franche maçonnerie du Rite Ancien et Moderne* » le 12 octobre suivant. En 1805, Thory est secrétaire de la loge « *Saint-Napoléon* », orient de Paris. Le 31 janvier 1806, il est parmi les 54 membres du chapitre de Rose-Croix de Saint-Alexandre d'Ecosse et Le Contrat Social réunis admis comme membres du chapitre du Choix, relevant de l'Ordre Heredom de Kilwining. Sa caractéristique comme « *Tersata* » de ce chapitre était V-t-é, c'est-à-dire Vérité.

Le 12 janvier 1815, il reçoit le 87° du Rite de Misraïm et est porté comme membre d'honneur du 90° sur le tableau des membres composant la Puissance suprême de l'Ordre maçonnique de Misraïm et de ses quatre séries, pour la France, dressé en 1822. Il est « *Trésorier du Saint-Empire pour la France* » sur le tableau des membres du Suprême Conseil du royaume des Pays-Bas, installé le 16 mars 1817 à Bruxelles par le général Rouyer. Lors de la reconstitution du Suprême Conseil de France, le 7 mai 1821, Thory occupe toujours les fonctions de Trésorier du Saint-Empire, son nom étant au 3e rang, après ceux du Grand Commandeur et de son Lieutenant.

Les jugements sévères de Bésuchet et de l'Hermès sur Thory ne sont pas isolés. Kloss cite et partage l'avis de Bazot (né en 1782) selon qui Thory n'a jamais été considéré comme une autorité par les vrais maçons, et Gould a écrit de Thory qu'il n'avait pu parvenir à soutenir les accusations qu'il portait qu'au moyen de falsifications. La récente redécouverte du *Mémoire justificatif* de La Chaussée que Thory prétend citer à plusieurs reprises permet de constater que la remarque de Gould était justifiée.

On ne saurait énumérer les inventions dont l'histoire maçonnique est redevable à Thory, l'une des plus célèbres étant la « Grande Loge anglaise de France », intitulé imaginaire qu'il affirme dans les *Acta* avoir été celui de la Grande Loge de France de 1743 à 1756. Il était imprécis au point d'être incapable de citer la date d'événements contemporains, telle l'année du décès de Roëttiers de Montaleau, qu'il situe le 30 janvier 1807 au lieu de 1808. Quand aux archives qu'il détenait, les craintes de Bésuchet étaient prophétiques. En 1808, la veuve de Thory vendit ses archives au Dr. Morison et lorsque Morison mourut du choléra à Paris le 4 mai 1849, la veuve de Morison en fit don à la Grande Loge d'Ecosse.

André Bouton et Marius Lepage ont écrit en 1951 : « *Longtemps après son décès, le 23 février 1860, sa veuve (de Thory) les vendit (ses archives) pour 8 500 francs à un américain qui pensait les revendre un grand prix aux Etats-Unis. Sa spéculation ayant échoué, il les réexpédia en France en 1863 où elles furent vendues à vil prix aux enchères publiques. Ces pièces passèrent en majeur partie dans ces collections privées* ». Cette version, qu'on retrouve avec des variantes chez Alain Le Bihan, Jean Bossu et Daniel-Paul Lobreau, n'est pas incompatible avec la précédente, car il peut s'agir d'une autre partie des archives de Thory. Il convient de relever que les deux ventes Tross dont on connaît les catalogues eurent lieu les 23 février 1860 et 23 mars 1863, 1 037 livres et 1 112 pièces d'archives provenant de la loge Saint-Alexandre d'Ecosse furent dispersées.

Les manuscrits des deux œuvres majeures de Thory furent acquis vers 1885 grâce à G.W. Speth, secrétaire de la loge Quatuor Coronati, et remis à la Grande Loge d'Angleterre en 1890. Mais en 1895, Enoch T. Carson (1822-1899), qui pourrait être le collectionneur américain évoqué plus haut, possédait également un manuscrit de l'Histoire de 1812. A.B.

THYNNE Thomas 21 May 1710 – 12 janvier 1751.

2nd Viscount Weymouth (21 May 1710–1751) was an English peer, descended from the first Sir John Thynne of Longleat House. Thomas Thynne was born posthumously on 21 May 1710, the son of another Thomas Thynne and his wife Lady Mary Villiers.

On 28 July 1714, on the death of his uncle Thomas Thynne, 1st Viscount Weymouth, he inherited Longleat House and its great estates and succeeded to the Baronetcy of Thynne, of Kempsford, Gloucestershire, and (by special remainder) to the titles of Baron Thynne of Warminster, Wiltshire, and Viscount Weymouth, of Dorset In 1733 he was appointed High Steward of Tamworth and was also Grand Master of the Premier Grand Lodge of England from 1735 to 1736. Between 4 December 1739 and 1751, he held the Royal offices of Keeper of Hyde Park, Keeper of the Mall, and Ranger of St. James's Park. Shortly after his Hyde Park appointment, Weymouth began the construction of the Serpentine lakes at Longleat, apparently in imitation of Hyde Park's Serpentine.

On 6 December 1726, Weymouth married firstly Lady Elizabeth Sackville, daughter of Lionel Sackville, 1st Duke of Dorset. After her death on 19 June 1729, he married, secondly, Lady Louisa Carteret, daughter of John Carteret, 2nd Earl Granville. With his second wife he had two sons, Thomas Thynne, 1st Marquess of Bath (1734–1796), and Henry Carteret, 1st Baron Carteret (1735–1826). Weymouth died on 12 January 1750/51, at Horningsham, Wiltshire, and was buried there on 22 January.

TIRADENTES dit Joaquim José da Silva Xavier Pombal 16 août 1746 –



Brésilien présenté comme franc-maçon. Rio de Janeiro 21 avril 1792.
Dentiste, courte carrière militaire, sensible aux idéaux français, dont la liberté d'où son surnom de « *libertador* ». Réclame l'indépendance, il est exécuté.
En 1965, *Tiradentes* fut déclaré officiellement le Patron de la Nation Brésilienne**.**

Né dans la zone rurale du district de Pombal, à l'époque sur le territoire de la municipalité de São José del-Rei (aujourd'hui Tiradentes), dans l'État du Minas Gerais, Tiradentes était fils du portugais Domingos da Silva Santos, propriétaire terrien, et de la brésilienne Maria Antônia da Encarnação Xavier, le quatrième de quatre frères. En 1755, après la mort de Maria Antônia, il suit son père à Vila São José. Deux ans plus tard, à l'âge de 11 ans, il perd également son père. Le jeune Joaquim ne fait pas d'études et reste sous la tutelle de son parrain qui était chirurgien.

Il travaille alors dans l'exploitation minière puis s'associe à un office d'assistance publique à Vila Rica et se consacre à la pratique de la pharmacie et à l'exercice de la profession de dentiste, ce qui lui vaut le surnom de "Tiradentes" ("arracheur de dents" en français).

Au service de la couronne portugaise
Grâce à ses connaissances acquises dans le travail des minerais, il commence ensuite à travailler pour l'administration portugaise dans la prospection et la reconnaissance du sertão brésilien. En 1780, il rejoint la milice de la capitainerie du Minas Gerais. En 1781, il est nommé, par la reine Marie Ire, commandant de la patrouille de *Caminho Novo*, la route menant à la ville de Rio de Janeiro. Il avait pour fonction de garantir la sécurité des convois d'or et de diamants extrait dans la capitainerie jusqu'à la capitale. Confronté dans son travail au volume des richesses accaparées par les portugais et à la pauvreté du peuple brésilien, il commence à critiquer l'exploitation du Brésil par la métropole portugaise. Déçu de ne pas obtenir de promotion dans la carrière militaire, il démissionne de la cavalerie en 1787.

Les débuts d'un mouvement pour l'indépendance
Il habite alors environ un an à Rio de Janeiro et cherche à développer des projets d'amélioration de l'alimentation en eau de la ville, comme la canalisation des cours d'eau rio Andaraí et rio Maracanã.
Il n'obtient cependant aucun crédit pour l'exécution de ses projets de travaux. Cet échec accentue son désir de liberté pour la colonie. De retour au Minas Gerais, il commence à prêcher, à Vila Rica et dans les environs, en faveur de l'indépendance du Brésil. Il organise un mouvement en faveur de sa cause et s'alliant à des membres du clergé et de la haute-société, comme Cláudio Manuel da Costa, ancien secrétaire du gouvernement, Tomás Antônio Gonzaga, ex-magistrat supérieur et Inácio José de Alvarenga Peixoto, exploitant minier. Le mouvement reçoit un renfort idéologique avec l'indépendance des colonies anglaises d'Amérique du Nord et la formation des États-Unis d'Amérique. Des facteurs régionaux et économiques contribuent également à la popularité du mouvement, comme la baisse de la production de minerais dans la capitainerie. Les habitants de la région, n'arrivant pas à payer les cent *arrobas* d'or dues annuellement à la couronne portugaise, adhèrent d'autant plus facilement à la propagande contre l'ordre colonial.

L'insurrection
Le sentiment de révolte atteint son paroxysme avec l'instauration d'un nouvel impôt, la *derrama*, recouvrement de 538 arrobas d'or en arriérés d'impôts depuis 1762, immédiatement payable au nouveau gouverneur de la capitainerie, Luís Antônio Furtado de Mendonça, vicomte de Barbacena.

Nourrie également par les idéaux des Lumières, le mouvement, appelé conjuration Mineira (ou Inconfidence minière), se forme dans la nuit de l'insurrection: les leaders du mouvement sortent dans les rues de Vila Rica réclamant l'instauration d'une République ce qui leur vaut l'adhésion immédiate de la population1. Cependant, avant que la conspiration ne se transforme en révolution, elle est dénoncée au pouvoir portugais par le colonel Joaquim Silvério dos Reis, le lieutenant-colonel Basílio de Brito Malheiro do Lago et l'açorien Inácio Correia de Pamplona, en échange de l'effacement de leurs dettes vis-à-vis de la couronne.

Le vicomte de Barbacena suspend alors la *derrama* et ordonne l'arrestation des insurgés (1789). Prévenus, les conjurés se cachent chez des amis à Rio de Janeiro, mais sont découverts par Joaquim Silvério dos Reis. Parmi les conjurés, on trouve les pères Carlos Correia de Toledo e Melo, José de Oliveira Rolim et Manuel Rodrigues da Costa; le lieutenant-colonel Francisco de Paula Freire de Andrade; les colonels Domingos de Abreu et Joaquim Silvério dos Reis (un des délateurs du mouvement); les poètes Cláudio Manuel da Costa, Inácio José de Alvarenga Peixoto et Tomás Antônio Gonzaga. Leurs principaux objectifs étaient d'établir un gouvernement indépendant du Portugal, de créer une université à Vila Rica, développer l'industries et faire de São João del-Rei le nouveau siège de la capitainerie.

La mort de Tiradentes
Joaquim José da Silva Xavier, "Tiradentes", était probablement, parmi les membres de la conspiration, celui à la position sociale la plus basse. Il fut cependant le seul à assumer sa responsabilité au sein du mouvement. Niant tout d'abord toute implication, Tiradentes assume ensuite toute la responsabilité de la conjuration, innocentant ses compagnons. Les conjurés attendent trois ans en prison leur procès et leur jugement. Certains sont condamnés à mort et d'autres à l'exil. Plus tard, sur ordre de la reine Marie Ire, toutes les peines sont commuées en exil, sauf pour Tiradentes, qui reste condamné à la peine capitale. Le dimanche 21 avril 1792, au matin, Tiradentes parcourt en procession les rues du centre ville de Rio de Janeiro, jusqu'au lieu de son supplice. Exécuté puis écartelé, sa mémoire est déclarée infame une fois la sentence accomplie. Sa

tête est alors montée sur un poteau à Vila Rica, ses restes dispersés le long du *Caminho Novo* (à Cebolas, Varginha do Lourenço, Barbacena et Queluz où il prononça des discours appelant à la révolte) et sa maison rasée.

La mémoire de Tiradentes
Après l'indépendance du Brésil, Tiradentes reste longtemps une personnalité relativement obscure. En effet, pendant l'Empire, les deux monarques, Pierre Ier et Pierre II, appartiennent à la lignée masculine de la maison des Bragance et sont, respectivement, neveu et petit-neveu de Marie Ire de Portugal, qui avait émis la condamnation à mort de Tiradentes. Tout change avec l'avènement de la République, et surtout l'arrivée des idélogues positivistes qui présidèrent à sa fondation et qui cherchèrent dans la figure de Tiradentes une personnification de l'identité républicaine du Brésil. De là vient l'iconographie traditionnelle le présentant en robe et avec une barbe, à côté de l'échafaud, vaguement assimilé à Jésus Christ. Tiradentes ne se maria jamais mais eut deux fils, João avec Eugênia Joaquina da Silva et Joaquina avec Antonia Maria do Espírito Santo. Tiradentes est aujourd'hui considéré comme le patron civil du Brésil. La date de sa mort, le 21 avril est célébrée tous les ans par un jour férié. Wikipédia

TIRANTY Victor Levens 1765 – Nice 1836.

Le passage par la maçonnerie de ce Républicain francophile nissard appartenant à une famille de propriétaires aisés du comté de Nice vers 1785, puis exilé dans le village de Breil pour ses sympathies précoces en faveur de la Révolution, ne fut pas, à la différence de celles d'anciens jacobins devenus des notables promus par le régime napoléonien, le moyen de « faire oublier » un passé compromettant. Tiranty semble, en effet, avoir été attiré par une loge servant de support à une opposition républicaine encore vivace avant de la déserter lorsqu'elle fut vassalisée.

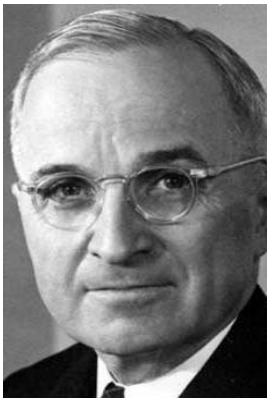
Dès octobre 1792, il adhère à la Société populaire de Nice où il occupe un postes clés : il est élu délégué de la commune de Levens pour siéger à l'assemblée réunie à Nice le 4 janvier 1793 sous l'appellation de Convention nationale des colons marseillais. Vice-président de la Société populaire Tiranty stigmatise les agissements de l'administration de Barras qui s'est entouré de Provençaux ignorants des traditions niçoises. Sous la République jacobine, il est greffier au tribunal de commerce, juge au tribunal civil, directeur du jury et enfin juge au tribunal criminel. Il fait preuve à l'égard des accusés d'une clémence certaine. Parallèlement, Tiranty s'est lancé dans le négoce de l'huile et dans la location de logements aux officiers de l'armée d'Italie. Ces gains lui ont alors permis d'accroître son patrimoine.
L'acquisition de biens nationaux très bien situés, entre autres ceux de la future place Masséna, entrainent une ascension sociale qui lui est reprochée par ses adversaires, après la chute de Robespierre. Secrétaire d'une Société populaire en plein déclin, il est, avec André Gastaud, un des boucs émissaires de la réaction thermidorienne. Soupçonné d'être un « chef de rassemblement » et un « terroriste », il est arrêté le 12 floral an III (1er mai 1795), puis incarcéré au fort d'Antibes. Libéré en prairial an III, se retire provisoirement de la vie publique sans renier ses convictions. Il est considéré comme le chef de file des partisans de Babeuf dans le département des Alpes-Maritimes et désigné par Le Tribun du Peuple pour siéger au sein de la Convention qui aurait dû être constituée si la conjuration des Egaux avait réussi. En l'an IV, il fréquente le cercle constitutionnel local et est élu haut-juré des Alpes-Maritimes. Radié de cette fonction par la loi du 22 floréal, un rapport du ministère de l'Intérieur le qualifie d'« homme atroce ; à exclure ».

Sa carrière politique est très avancée quand, sous le Consulat, il est initié à l'Art Royal au moment d'un transfert, fréquent dans les Alpes-Maritimes, de la sociabilité jacobine vers la sociabilité maçonnique. Les anciens cadres du jacobinisme niçois s'affilient, en effet, également après la fermeture du club, à la loge. Tiranty figure sur le tableau du premier atelier autochtone identifié « *Les Vrais Amis Réunis* ».

De 1801 à 1804, il fréquente l'atelier qui est le lieu d'opposition jacobinisant à la politique du Premier Consul. Il se rapproche de l'ex-conventionnel régicide, le préfet Châteauneuf de Randon, mais est très rapidement mis à l'écart par son successeur Dubouchage qui doute de son attachement au régime napoléonien. Disparu des tableaux de la loge sous l'Empire et surveillé par la police, Tiranty est révoqué de sa fonction d'avoué et destitué de son poste de président de l'assemblée électorale de Villefranche (31 août 1805).

Membre du collège électoral du canton de Nice-Est, il n'est pas inquiété par la Restauration sarde en 1814. Il règne sur le « fief Tiranty », et est l'un des propriétaires les plus imposés de Nice. Il s'acquitte annuellement de 1 000 livres d'impôt foncier. Décédé à 71 ans, en affirmant dans son testament se réconcilier avec les principes moraux et dogmatiques de la religion catholique, le patriote d'affaires Tiranty voulait se retrouver en paix avec sa conscience en affirmant hautement ses convictions spirituelles. M.I.

TRUMAN Harry Lamar (Missouri) 8 mai 1884 – Kansas City 26 décembre 1972.



Il est le trente-troisième président des États-Unis d'Amérique, d'avril 1945 à janvier 1953. Élu Vice-président lors de l'élection présidentielle de novembre 1944 en *ticket* avec le président sortant Franklin Delano Roosevelt, il lui succède à sa mort le 12 avril 1945, trois mois à peine après que celui-ci a débuté son quatrième mandat. Truman est réélu pour un second mandat en novembre 1948. Sa présidence est marquée par plusieurs évènements d'importance : bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki et fin de la Seconde Guerre mondiale, début de la guerre froide, naissance de l'ONU, guerre de Corée.

Initié par la loge « *Belton n°450* », au Missouri, le 21 décembre 1908, à l'âge de 24 ans. Truman est élevé au grade de compagnon le 9 février 1909 puis au grade de maître le 9 mars de la même année. Il est élu vénérable de la loge « *Grandview n°618* » en 1911, puis de nouveau en 1917.

Il poursuit ses activités maçonniques tout au long de sa carrière politique et, la même année, il est élu sénateur et Grand Maître de la Grande Loge du Missouri. En 1950, tout en étant président des Etats-Unis, il exerce la responsabilité de vénérable de recherche du Missouri (*Missouri Lodge of Research*). Harry Truman rédige même, en 1957, l'avant-propos du premier volume de *10 000 Famous Freemasons*, ouvrage en quatre tomes publié par cette loge de recherche, sous la direction de William R. Denslow. Il s'agit sans doute de la seule histoire des francs-maçons jamais introduite par un président américain. C.R.

Harry S. Truman naît le 8 mai 1884 à Lamar dans le Missouri. Ses parents, John Truman et Martha Young sont fermiers1. Ils déménagent en 1890 pour s'installer à Independence (Missouri) et c'est là que Truman passe la plus grande partie de sa jeunesse. Après être sorti diplômé en 1901 d'une *High School* (école secondaire), Truman exerce plusieurs emplois de bureau avant de devenir fermier pendant une dizaine d'années à partir de 1906. Il est le dernier président à ne pas avoir décroché de diplôme universitaire. Avec l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale, Truman est incorporé dans la Garde nationale. Il est choisi comme officier, puis commande une batterie d'artillerie en France. Son régiment se distingue dans les Vosges ce qui lui vaut le grade de lieutenant colonel dans la Garde nationale et d'être fier de ses états militaires. À la fin de la guerre, Truman retourne à Independence, où il se marie avec Bess Wallace. Ils auront une fille prénommée Margaret.

Carrière politique

Son expérience militaire l'a convaincu qu'il était doué pour le commandement et il décide de se lancer dans la politique. Comme beaucoup de candidats, il courtise les voix des groupes d'influence et, en 1922, il va jusqu'à payer une cotisation au Ku Klux Klan pour gagner son appui dans sa première bataille électorale. Réflexion faite, il refusera pourtant d'y être initié, car il s'est fait de nombreux amis catholiques au sein de son régiment alors que le Klan est contre l'Église catholique romaine et que son meilleur ami et partenaire dans un magasin de vêtements, Eddie Jacobsen, est juif, alors que le Klan est ouvertement antisémite. Il obtient son premier mandat local en 1922 avec l'aide de la machine démocrate. Il est battu en 1924 mais facilement réélu en 1926 puis en 1930.

Truman travaille consciencieusement dans ses différentes fonctions et on le crédite, à titre personnel, du succès de plusieurs projets de travaux publics. Il est choisi en 1934 pour être le candidat du parti démocrate au siège de sénateur du Missouri. Il se présente comme un partisan du « New Deal » de Franklin D. Roosevelt dont il soutient la politique une fois élu3. En février 1941, il dirige une commission chargée d'enquêter sur les gaspillages du gouvernement.

Harry Truman s'est toujours intéressé aux affaires internationales et il se fait remarquer pendant son second mandat en s'occupant de la Commission chargée de la mise en état d'alerte de l'armée. Ses idées de simple bon sens pour faire des économies sur le budget militaire lui valent le respect de ses pairs et il devient un candidat logique à la vice-présidence en 1944 qu'il obtient après qu'est écarté Henry Wallace. Très peu associé au pouvoir par Franklin Delano Roosevelt, qui ne voit pas en lui l'étoffe d'un homme d'État, il lui succède à sa mort, le 12 avril 1945. L'ancien marchand de chemises du Middle West surprend alors l'établissement par sa détermination et ses compétences.

PRESIDENCE

1945	12 avril	Le président Franklin D. Roosevelt meurt à Warm Springs (Géorgie) ; Harry S. Truman devient le trente-troisième président des États-Unis d'Amérique.
	Mai	Bombardements américains au napalm sur Tokyo (83 000 morts).
	26 juin	Signature de la Charte des Nations unies.
	17 juillet au	Conférence de Potsdam avec les représentants de la Grande-Bretagne, de l'URSS et de la Chine.
	2 août	Un ultimatum est envoyé à l'Empire du Japon, exigeant une reddition inconditionnelle des forces armées.
	6 et 9 août	Les États-Unis larguent deux bombes atomiques sur le Japon, le 6 à Hiroshima puis le 9 à Nagasaki. Le Japon capitule le 2 septembre.
	6 septembre	Truman présente ses projets de lois sociales au Congrès et en particulier les mesures destinées à la protection des emplois.
1946	20 février	Truman signe la « loi sur le plein emploi » qui prévoit l'augmentation des travaux publics pour réduire le chômage. C'est la seule mesure que le Congrès a votée sur les 21 points que comprenait son programme social.
	12 septembre	Les mesures sociales proposées par Truman sont critiquées au sein même de son gouvernement par le ministre du commerce Henry Wallace qui démissionne quelques jours plus tard avant de

		rejoindre le Parti progressiste.
	5 novembre	Les élections sénatoriales partielles donnent la majorité au Parti républicain.
1947	12 mars	Truman annonce sa politique de lutte contre l'expansion du communisme, la « doctrine Truman », et demande un budget supplémentaire pour éviter le basculement de la Grèce et de la Turquie.
	21 mars	Truman signe un décret exigeant que tous les employés fédéraux prêtent un serment d'allégeance. Une commission est créée pour enquêter sur leur passé et leur radiation, sans appel et sans exposé des motifs, peut être prononcée. Cette décision, prise pour contrer les attaques de Joseph McCarthy sur l'infiltration de l'administration par des communistes est critiquée par les libéraux comme attentatoire aux libertés civiles et par les conservateurs comme inefficace.
	5 juin	Truman propose un programme d'assistance économique pour la reconstruction de l'Europe. Ce programme est connu sous le nom de plan Marshall.
	20 juin	Truman met son veto à une loi rendant obligatoire l'appartenance de certains ouvriers à une organisation syndicale.
	29 juin	Truman est le premier président à prononcer un discours devant l'association de défense des droits civiques de la minorité noire (NAACP).
	26 juillet	le Congrès vote la loi sur la « sécurité nationale » qui crée le Conseil National de Sécurité (NSC), l'Agence centrale du renseignement (CIA), l'US Air Force et le poste de secrétaire à la défense.
1948	2 février	Truman demande au Congrès de voter des lois pour affermir les droits civiques des minorités (essentiellement les noirs).
	2 avril	Le Congrès vote en faveur du plan Marshall.
	14 mai	Les États-Unis reconnaissent la création de l'État d'Israël.
	26 juin	Truman, en accord avec le Royaume-Uni, décide d'approvisionner Berlin-Ouest par avion pour lutter contre le blocus imposé par l'Union soviétique.
	15 juillet	Le Parti démocrate désigne Truman comme candidat à la présidence qui lance sa campagne sur une plate-forme incluant l'assurance-maladie, les droits civiques et les droits syndicaux.
	26 juillet	Truman réunit une session spéciale du Congrès pour voter des lois sur les droits civils, sur le logement et le contrôle des prix.
	30 juillet	Truman signe le décret mettant fin à la ségrégation raciale au sein des forces armées américaines.
	2 novembre	Truman est réélu pour un second mandat contre le candidat du Parti républicain Thomas E. Dewey pourtant largement favori. Son parti reprend la majorité au sein des deux Chambres législatives.
1949	5 janvier	Dans son discours sur l'état de l'Union, Truman propose une nouvelle politique sociale plus équitable, le « Fair Deal » (en référence au New Deal, de Roosevelt).
	20 janvier	Dans son discours d'investiture, Truman utilise pour la première fois le terme de développement pour justifier l'aide aux *pays sous-développés* dans le cadre de la lutte contre le communisme et de la doctrine Truman.
	15 juillet	Truman signe la « loi sur l'habitat » qui prévoit l'attribution de fonds fédéraux pour l'éradication des taudis et la construction de logements sociaux.
	3 septembre	Truman annonce que l'URSS a procédé à un essai d'explosion atomique. C'est le début de la course à l'armement nucléaire.
1950	31 janvier	Truman annonce que les États-Unis développent la bombe à hydrogène (bombe H).
	9 février	Discours du sénateur Joseph McCarthy qui accuse le gouvernement fédéral et le ministère des affaires étrangères en particulier, d'être noyauté par des sympathisants communistes.
	26 juin	Truman ordonne l'intervention américaine dans la guerre de Corée en opposition à l'expansion de l'influence communiste en Asie. Le général Douglas MacArthur est nommé commandant en chef des forces alliées sous le contrôle des Nations unies.
	22 septembre	Truman met son veto à la « loi sur la sécurité intérieure » destinée à réprimer les activités des communistes ; le Congrès vote la loi malgré tout.
	1 novembre	Truman échappe à un attentat organisé par des nationalistes portoricains Griselio Torresola et Oscar Collazo.
1951	11 avril	Truman démet Mac Arthur de son poste en raison de ses critiques de la politique des États-Unis durant la guerre de Corée.
1952	29 mars	Truman décide de ne pas être candidat à un nouveau mandat.
	14 juin	Truman assiste au lancement de la construction du premier sous-marin à propulsion nucléaire.
1953	20 janvier	Truman assiste à l'intronisation de son successeur Dwight D. Eisenhower.

Politique étrangère

Le début du mandat de Truman coïncide avec la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe. Il est amené à prendre la décision de lancer des bombes atomiques sur le Japon pour mettre fin au conflit dans la zone du Pacifique.

Attribuant tout d'abord les tensions avec les soviétiques à des incompréhensions réciproques, il mène une politique conciliante de la même façon que son prédécesseur. Très rapidement confronté à l'expansionnisme soviétique, son gouvernement durcit sa politique envers l'URSS. Reprenant les idées de son prédécesseur Woodrow Wilson, Truman participe activement à la naissance des Nations unies et il envoie une délégation de dignitaires à la première assemblée générale. Il met tout son poids dans la balance pour que la jeune organisation adopte le plan de partage de la Palestine le 29 novembre 1947 et permette ainsi la création de l'État d'Israël. Malgré le manque de confiance de certains membres de son propre camp concernant sa capacité à gérer les affaires étrangères, Truman réussit à imposer le plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe et la doctrine Truman destinée à empêcher l'expansion du communisme.

Quelques mois après son élection à un second mandat, l'opinion publique se focalise une fois de plus sur la politique extérieure avec le passage de la Chine du côté communiste suite à l'arrivée de Mao Zedong. Cet événement, auquel les Etats-Unis ne s'opposent pas, est désastreux pour le Parti démocrate car il est perçu comme la preuve de son incapacité à gagner la guerre froide. Moins d'un an après la chute de la République de Chine, Alger Hiss, un haut fonctionnaire du gouvernement, est reconnu comme un ancien communiste, la Corée du Nord envahit la Corée du Sud et le sénateur Joseph McCarthy clame publiquement que le Ministère des affaires étrangères est truffé de communistes. Initialement l'affaire Alger Hiss fut une gêne pour Truman et elle permit à McCarthy de se faire remarquer mais le devant de la scène allait bientôt appartenir au général Douglas MacArthur et à la guerre de Corée. À la suite de l'intervention chinoise en novembre 1950, MacArthur propose d'étendre la guerre au territoire chinois; il est en désaccord avec Truman qui le relève de ses fonctions lorsqu'il expose ses idées publiquement. Cette décision est profondément mal perçue par le peuple américain et elle entache la crédibilité de Truman. Son impopularité grandit encore en même temps que la situation militaire en Corée évolue vers une paralysie et est probablement à l'origine de sa décision de ne pas se représenter.

Politique intérieure
La politique intérieure est marquée par de nombreuses tentatives pour étendre les droits civiques des minorités, les noirs en particulier, pour améliorer la protection sociale et diminuer les risques liés au chômage et enfin pour élargir les droits syndicaux. Malgré quelques succès dans chacun de ces domaines le Congrès, qui est pourtant favorable au président lors de son élection, ne votera pas l'ensemble de ces propositions et ira même jusqu'à voter des lois auxquelles il aura mis son veto. De plus, la commission de la Chambre des représentants chargée de lutter contre les influences communistes, la HUAC (House Un-American Activities Committee) enfonce les États-Unis dans ce que l'on appellera le Maccarthisme en lançant une vaste enquête dans le milieu du cinéma. La politique sociale dite « équitable *Fair deal* » qu'il lance au début de son second mandat n'aura pas l'impact du New Deal de Roosevelt et ne lui permettra pas d'envisager sa réélection.

Retraite
Truman reste très actif après son retrait politique, il continue à faire des discours et il prend le temps d'écrire ses mémoires dans sa ville natale d'Independence dans le Missouri, retrouvant progressivement sa popularité perdue. Une chute dans sa salle de bain en 1964 limite fortement ses capacités de déplacement et il devient plus discret, laissant une partie de sa vie publique de côté. Il meurt en 1972.

ANECDOTES
Deux dictons utilisés par H. Truman sont restés célèbres et sont encore couramment employés par les Américains : « The buck stops here » *J'en prends la responsabilité* (Ce dicton est l'opposé de l'expression américaine « to pass the buck » qui signifie *repasser le bébé*) et « if you can't stand the heat, get out of the kitchen » *quand on ne supporte pas que ça chauffe, on sort de la cuisine*.

L'initiale « S. » de Truman
Harry Truman n'avait pas de second prénom, seulement une initiale « S. » entre le prénom et le nom. Il était courant dans les États du Sud et du Midwest, notamment le Missouri, d'appeler quelqu'un par ses initiales plutôt que par son nom. Truman disait que cette initiale était un compromis entre les noms de ses deux grands-pères (Anderson Shippe Truman et Solomon Young). Il blagua une fois en disant que le « S. » était un nom et non une initiale et qu'il ne devait pas y avoir de point après le S mais tous les documents officiels utilisent le « S.» avec une initiale. Il a été établi avec de nombreux exemples que Truman a, tout au long de sa vie, signé en mettant un point après l'initiale S. En 1945, lors de sa prestation de serment présidentielle dans le Cabinet Room, le Chief Justice (président de la Cour suprême) Harlan Stone commença à lire le serment en disant « Moi, Harry Shippe Truman,...« » Truman répondit : « Moi, Harry S. Truman... »

La nouvelle Maison Blanche
Contrairement aux autres présidents, Truman ne réside pas à la Maison Blanche pendant la majeure partie de ses mandats. Des analyses du bâtiment avaient montré que la Maison Blanche risquait l'effondrement à cause de problèmes structuraux liés à l'incendie par les Britanniques au début du XIXe siècle.
Le président déménage dans la Blair House qui devient *sa* Maison Blanche pendant que la Maison Blanche est démontée puis remontée à l'identique en utilisant des matériaux plus solides. Un nouveau balcon, qu'on appelle aujourd'hui le balcon Truman (*Truman Balcony*), est construit au-dessus du portique d'entrée.

HOMMAGES
La bonne réputation de Truman s'est accrue après son retrait de la vie politique en même temps que la nation américaine est ébranlée par la guerre du Viêt Nam et le Watergate dans les années 1960 et 1970. Le groupe musical Chicago a même écrit une chanson sur l'ancien président. Un porte-avions nucléaire qui devait auparavant s'appeler *United States* a été débaptisé et renommé en son nom: USS *Harry S. Truman* (CVN-75). Wikipédia

TSCHUDI de **Théodore** 1727-1769.
avocat et pamphlétaire français du XVIII[e] siècle. Fils d'un conseiller du Parlement de Metz, Théodore Henri de Tschudi naît à Metz le 21 août 1727.

Franc-maçon, le « chevalier de Lussy » voyage en Italie dans les années 1740, notamment à Rome et à Naples, où il écrit un pamphlet contre le pape Benoît XIV.

Il voyage ensuite en Grande-Bretagne, en Hollande, puis en Russie, où il rejoint une troupe de théâtre en 1753. Tschudi rencontre le fondateur de l'Académie des beaux-arts de Saint-Pétersbourg, Ivan Schouvalov, et devient son secrétaire. Chargé, par ce dernier, d'une mission à Paris, il est embastillé en 1755. De retour en Russie, il fonde l'académie des Pages en 1759, et y enseigne. Théodore de Tschudi rentre en France en 1760 et décède à Paris le 28 mai 1769.

TRUMPER **André Dieudonné** Bruxelles le 1er février 1794 et y décéde le 18 octobre 1874. Médecin, philanthrope et hygiéniste belge. En 1813, il embarque sur le vaisseau le *César*, comme chirurgien auxiliaire de troisième classe. Il fit ses études à la brillante Université d'État de Louvain, où, outre d'ex-professeurs de l'ancienne Université de Louvain, enseignaient de nombreux professeurs allemands formés à la doctrine de Fichte, et qui forma plus de huit mille étudiants qui furent appelés à fonder la Belgique et à en former les premiers cadres mais dont les noms, tout comme l'existence même de l'Université d'État de Louvain ont été jetés dans l'oubli. Il y décrocha son diplôme en 1819.

D'après la *Biographie nationale* il s'est rendu sur le champ de bataille de Waterloo en tant qu'officier de santé attaché à l'hôpital de Louvain. Il succéda au docteur Louis Seutin comme médecin des pauvres, et se dévoua en faveur de la diffusion de la vaccination contre la variole. Il fut également un adepte de l'emploi curatif des sangsues comme moyen de guérison de diverses maladies. Lors des épidémies de choléra de 1832-1833 et 1849, qui convainquirent le bourgmestre Jules Anspach de faire voûter la Senne, il visita sans relâche les quartiers défavorisés. Membre effectif de la "Société des Sciences Médicales et Naturelles de Bruxelles", il publia plusieurs travaux scientifiques. Il était le frère du général Nicolas Joseph Trumper, philhellène, connu comme excellent chanteur amateur.

Il fut également très actif dans la franc-maçonnerie et fut vénérable de la loge des Les vrais amis de l'union et du progrès réunis en 1830-1840.

TUCHOLSKY **Kurt** Berlin 9 janvier 1890 – 21 décembre Göteborg 1935.



Journaliste allemand, écrivain politique, pacifiste et intellectuel de gauche, Tucholsky est initié le 10 mars 1924 à Berlin par la loge « *Zur Morgenröte* », fondée à Berlin par la fédération Au Soleil Levant.

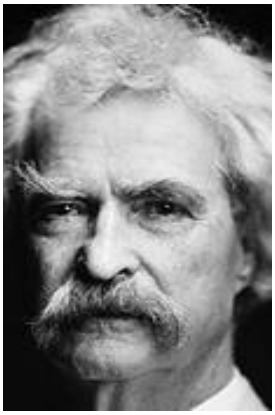
Il vient à Paris et assiste le 16 juin en visiteur à une réunion de la loge « *L'Effort* » dont le vénérable, Adrien Juvanon, est le garant d'amitié de la fédération auprès du Grand Orient de France et deviendra son ami.

De retour à Berlin, il reçoit le grade de compagnon le 8 septembre. Le mois suivant, sous le pseudonyme d'Ignaz Wrobel, il écrit un article satirique à propos de Stresemann qu'il soupçonne d'être devenu franc-maçon par opportunisme politique.

L'article est favorable à la France, « pays classique de la franc-maçonnerie », et sévère pour les loges allemandes (*il écrira d'ailleurs que la haine raciale et l'accablant aveuglement de certains frères de la Grosse Landesloge déshonorent la pensée maçonnique*). L'article est publié dans la Weltbühne dont le rédacteur en chef Carl von Ossietzky (1889-1938), membre de la fédération *Au Soleil Levant* depuis 1919, recevra le prix Nobel de la paix en 1936. Nommé en 1925 correspondant de la Weltbühne à Paris, Tucholsky s'affilie au mois de juin à deux loges du Grand Orient de France : « *L'Effort* » et « *Les Zélés Philanthropes* » où il est élevé au grade de maître le 11 décembre 1925. Un an plus tard, il fait une conférence à *L'Effort* sur « La méthode allemande » et, le 19 mai 1928, il parle aux « *Zélés Philanthropes* » d'une interview que lui a accordée Raymond Poincaré. Dans un article publié dans *La Paix*, journal pacifiste dirigé par Edouard Plantagenet, vénérable de la loge « *Goethe* » de la Grande Loge de France, Tucholsky souligne le désir d'un rapprochement franco-allemand manifesté par les Français et déplore le manque d'écho que ce désir trouve dans son propre pays. Il plaide pour une meilleure compréhension entre les peuples et prévoit qu'à sa longue, seule la construction des Etats-Unis d'Europe permettra aux hommes de vivre ensemble en paix.

Emigré en 1929 en Suède, Tucholsky est déchu de la nationalité allemande par les nazis en même temps que Heinrich Mann, le 23 août 1933. Ses biens sont saisis, ses livres interdit et brûlés. Il s'excuse de son absence auprès des *Zélés Philanthropes* auxquels, par l'entreprise d'un frère, il fait part en 1934 « de sa situation tragique ». Le 19 décembre 1935, l'avant-veille du jour où il met fin à ses jours par le poison, l'atelier prononce sa radiation pour défaut de paiement. *L'Effort* fera tirer une batterie de deuil à sa mémoire au mois de novembre 1937. A.B.

TWAIN dit M.T. **Samuel L. Clemens** Florida (Missouri) 30 novembre 1835 -



Redding, Connecticut 21 avril 1910.
Son pseudonyme vient du cri *« Mark Twain [fathoms] »* signifiant *« Marque deux [brasses] »*, utilisé par les pilotes de vapeurs sur le Mississippi.
Le célèbre humoriste américain fut initié Franc-Maçon, en 1861, à la Loge "*Polar Star 71*", Saint Louis, Missouri.

Un enfant de la Frontière
Mark Twain est issu d'une famille anciennement installée sur le continent américain dont la trajectoire a épousé le front pionnier dessiné par les colons. L'environnement de l'enfance de Twain est donc le monde de « La Frontière » américaine. Toutefois, la famille Clemens, tout comme Twain lui-même une fois parvenu à l'âge adulte, ne compte pas aux rangs des aventuriers et des défricheurs partis à l'avant-garde du mouvement de colonisation vers l'Ouest.

Elle s'est glissée dans le sillage de ce vaste mouvement de population et s'est installée sur des terres déjà travaillées par l'homme où la vie sociale est déjà relativement stabilisée. Sa mère, Jane Lampton, est née dans le Kentucky au sein d'une famille qui fait vraisemblablement partie des premières générations de pionniers ; la légende familiale lui prête une lointaine ascendance avec les Lambton, ducs de Durham.

La branche paternelle de la famille est originaire du Sud du pays. Son grand-père, fermier en Virginie, migre vers le Kentucky au début du xixe siècle pour y devenir percepteur (*commissioner of revenue*)1. Le père de Twain, Charles Clemens, fait des études de droit dans l'Est puis revient dans le Comté d'Adair (Kentucky) où il épouse Jane Lampton en 1823. Il occupe la fonction d'« *attorney* » et court sa vie durant après la fortune. Sa quête le mène successivement dans le Tennessee, à Gainesboro puis à Jamestown dans le comté de Fentress où il investit ses économies dans 75 000 acres de terres2. Le faible nombre d'affaires de justice à traiter le pousse à la reconversion : il se fait marchand, en ouvrant un magasin d'approvisionnement général, typique de la frontière. Il tente sa chance dans plusieurs localités du Tennessee puis rejoint John Adams Quarles, le beau-frère de sa femme, dans le Missouri sur les conseils de ce dernier. Le village de Florida (comté de Monroe) dans lequel la famille s'installe est le théâtre de la naissance de Samuel Langhorn Clemens, le cinquième enfant de la famille.

En mars 1847, son père meurt d'une pneumonie. Sa disparition bouleverse la vie de la famille Clemens. Au mois de mai de l'année suivante, le futur Mark Twain, âgé de douze ans, quitte l'école et devient apprenti typographe dans l'imprimerie locale. À défaut d'être agréable, le métier qu'il expérimente est à cette époque susceptible d'offrir des revenus réguliers. Chaque village de quelque importance possède en effet au moins un journal. À partir de 1850, le jeune homme travaille pour le *Western Union*, un hebdomadaire dont son frère aîné, Orion, s'est fait le fondateur. Il y rédige ses premiers papiers et s'imprègne des techniques et des thèmes journalistiques de son temps, à une période où l'abondance de la production et un système d'échange gratuit facilitent la circulation de l'information au sein de la profession.

La découverte de l'Est
À dix-huit ans, Twain quitte le Missouri, non pour rejoindre le Grand Ouest mais pour arpenter le Nord-Est des États-Unis en s'embauchant comme typographe à New York, Philadelphie, Washington puis Saint-Louis. Il rejoint le syndicat des typographes et fréquente le soir les bibliothèques publiques, découvrant un monde que l'école d'Hannibal ne lui avait pas laissé entrevoir6. Ses impressions de voyage paraissent sous forme d'articles dans un journal de Muscatine, la nouvelle entreprise de son frère Orion. En juin 1855, il s'installe comme imprimeur à Keokuk (Iowa) où son frère le rejoint peu après. Leur collaboration dure jusqu'à l'hiver 1856-57. Samuel prend alors la direction de Cincinnati8. Le récit de son séjour paraît cette fois dans un journal de Keokuk sous le pseudonyme de « Thomas Jefferson Snodgrass ».
Sur le Mississipi
Se tournant vers le Sud, il s'embarque ensuite sur le Mississippi en direction de la Nouvelle-Orléans, avec l'intention probable de gagner l'Amazonie. Au cours du voyage, la rencontre avec le pilote de bateau à vapeur Horace E. Bixby le persuade cependant d'épouser la carrière de son nouveau mentor. C'est de cette époque que vient son pseudonyme : alors qu'il tire la corde de sondage pour vérifier la profondeur du fleuve, son capitaine lui criait : « *Mark Twain !, Mark Twain !* », c'est-à-dire : « Marque deux sondes ! ». Cela signifie "profondeur suffisante", en anglais "safe water". Il travaille sur le Mississipi jusqu'au déclenchement de la guerre de Sécession en 1861 qui interrompt le trafic sur le fleuve. Il s'engage alors au sein d'une milice de volontaires sudistes, les « Marion Rangers ». Le manque de fermeté de ses convictions sudistes et la perspective de se voir incorporer dans les rangs de l'armée confédérée le pousse à quitter son premier engagement11 et à se tourner vers l'Ouest ; profitant de la nomination de son frère Orion comme secrétaire d'État du Nevada, il prend la route le 28 juillet 1861.

Dans l'Ouest
Samuel et Orion Clemens effectuent en quatorze jours le voyage à bord d'une diligence Wells Fargo, s'engageant sur la piste de la Californie qui chemine par Independence Rock et Devil's Gate (Wyoming) jusqu'à South Pass ; ils empruntent ensuite la route des Mormons, bifurquant à Fort Bridger vers l'Echo Canyon pour rejoindre Salt Lake City et finalement s'arrêter à Carson City dans le Nevada.

La ville se stabilise tout juste après la période de grande effervescence consécutive à la découverte en 1859 de gisements d'argent dans les monts Washoe. À la recherche du filon caché, une foule de déçus de la ruée vers l'or en Californie de 1849 et de nouveaux aventuriers attirés par la promesse d'une fortune facile ont convergé vers la ville. Le profil de ces

prospecteurs diffère sensiblement des pionniers traditionnels qui s'installent pour mettre en valeur le pays par le travail de la terre. La population de Carson City est alors essentiellement masculine ; l'avidité, la concurrence et la recherche des plaisirs faciles y maintiennent un climat de tension permanente. Samuel Clemens est lui-même gagné par la « fièvre de l'argent » ; persuadé de faire fortune rapidement, il se lance tout azimut dans la prospection. Ses espoirs sont déçus ; confronté à des difficultés financières, il finit par accepter en août 1862 l'offre d'emploi permanent que lui propose le *Territorial Enterprise*, un journal de la ville de Virginia City (Nevada), pour lequel il écrivait jusque-là occasionnellement des chroniques comiques.

Carrière littéraire
À partir de 1864, il exerce l'activité de reporter à San Francisco et se déplace en Europe en tant que correspondant de presse. Après son mariage avec Olivia Langdon en 1870, il s'installe à Hartford, Connecticut. Il eut 4 enfants dont 3 filles : Susan, Clara et Jeanne et un fils mort prématurément. Dans ses premiers romans, Mark Twain évoque ses voyages en Europe et en Polynésie (*Le voyage des innocents*, 1869) en se moquant des préjugés et de la conduite de ses compatriotes, ainsi que sa période de chercheur d'or (*À la dure !*, 1872).

C'est grâce à ses deux romans *Les Aventures de Tom Sawyer* (1876) et *Les Aventures de Huckleberry Finn* (1885) qu'il acquiert la célébrité comme écrivain humoriste. Mark Twain écrit cependant, dans la seconde partie de son œuvre des textes plus graves dénonçant avec pessimisme les excès de la civilisation et l'immoralité érigée en morale. La fin de sa vie est assombrie par des ennuis financiers, ainsi que par la mort d'une de ses filles à 24 ans (méningite), puis la mort de sa femme. Il perd une 2e fille (29 ans) noyée dans sa baignoire suite à une crise d'épilepsie. Décrivant avec réalisme et sévérité la société américaine, Mark Twain est l'un des premiers auteurs à utiliser la langue parlée authentique des États du Sud et de l'Ouest.

Souvent comparé à Stevenson et Dickens, il excelle particulièrement dans une peinture régionaliste de l'Amérique, c'est-à-dire réalisée par un « natif », parfaitement imprégné du vécu de l'endroit qu'il décrit. Une partie importante de son œuvre déroge cependant à ce principe lorsqu'il se fait « observateur des peuples » en plaçant ses récits dans les pays qu'il a visités. Il n'en reste pas moins d'un racisme anti-indien d'une extrême virulence.

Relativement éloigné de son style et de son humour habituels, *le roman de Jeanne d'Arc* (titre original : *Personal Recollections of Joan of Arc*) est écrit en 1896 sous le pseudonyme « Louis de Conte »
- *Ascensions en téléscope* (1880) (*A Tramp Abroad*)
- *Le soliloque du roi Léopold* (1905) (*King Leopold's Soliloquy*)
- *De la religion : Dieu est-il immoral ?* (1906) (*Christian Science*)
- *Lettres de la Terre* (écrit en 1909, publié en 1962 aux U.S, en 2005 en France)

Éditions posthumes
Twain a laissé un très grand nombre de manuscrits, parmi lesquels des œuvres importantes comme son *Autobiographie* et le roman *L'Étranger mystérieux*. La responsabilité de l'édition est revenue à son biographe officiel, Albert Paine Bigelow, sous la surveillance de Clara, la seule fille survivante de l'auteur. Cette période de la réception des œuvres de Mark Twain se caractérise par la construction d'une image hagiographique dont témoigne la biographie de Bigelow, qui, malgré sa longueur (plus de 1700 pages en 3 volumes), censure tout élément susceptible de ternir l'image de Twain. Les textes de Twain sont également purgés, comme son *Autobiographie*, dont seule une partie est publiée, et ses lettres, que Bigelow « résume » à l'occasion. *L'Étranger mystérieux* est également publié par ce dernier, préalablement remanié. Certaines œuvres, comme les *Lettres de la Terre*, ne sont pas publiées, sur ordre de Clara. Bigelow, pendant plusieurs décennies, restera la seule personne à avoir accès aux manuscrits et cette situation bloquera longtemps toute possibilité de développer des études twainienne fiables.

Twain et la religion
Mark Twain est un pamphlétaire virulent et irrévérencieux, notamment lorsqu'il s'en prend à Dieu, à la religion et aux fondements du christianisme. Dans *De la religion : Dieu est-il immoral ?* Il montre les incohérences de la Bible et dénonce les crimes commis au nom de Dieu et du Christ. Il a écrit aussi un livre critique sur la science chrétienne, le deuxième tome sur sa fondatrice Mary Baker Eddy n'est jamais paru. Bien que la majorité de ses contemporains ait une vision stéréotypée négative du peuple juif, Twain défend les Juifs, en paroles et en actes. En 1879, il écrit en privé :
« Sampson était un Juif - donc pas un imbécile. Les Juifs ont la meilleure intelligence moyenne parmi tous les peuples du monde. Les Juifs sont la seule race qui travaille entièrement avec leur cerveau et jamais avec leurs mains… »

En mars 1898, *Harper's Magazine* publie un essai de Mark Twain qui mentionne, sans commentaire, les attaques contre les Juifs en Autriche. Mark Twain reçoit alors plusieurs lettres dont une d'un avocat juif américain qui lui demande : « Pourquoi, à votre avis, les Juifs sont-ils encore aujourd'hui la cible de tant d'animosités et que peuvent-ils faire en Amérique ou à l'étranger pour éviter cela ? » En réponse, Mark Twain écrit *Concerning the Jews* (« À propos des Juifs »), un article dont il pense qu'il ne plaira à personne. Sa prédiction était correcte.

Mark Twain y indique que les préjugés contre les Juifs ne viennent ni de leur conduite, ni de leur religion, mais de la jalousie des chrétiens face aux succès économiques des Juifs. Il cite le discours d'un avocat allemand qui voulait que les juifs soient chassés de Berlin parce que, selon l'avocat, « quatre vingt-cinq pour cent des avocats brillants de Berlin étaient juifs. »
Mark Twain pense que le succès des Juifs est le produit de leur loyauté, de leur fidélité familiale, de leur intelligence et de leur sens des affaires. Il pensait que la criminalité et l'ivresse était inexistante chez les Juifs et qu'ils étaient honnêtes en affaires même s'il savait que ce n'était pas le sentiment de la plupart de ses contemporains. Il écrivit ainsi :

« Les Égyptiens, les Babyloniens, et les Perses ont rempli la planète de son et de splendeur, puis... sont passés. Les Grecs et les Romains ont suivi, ont fait grand bruit et ils ont disparu et, d'autres peuples ont vu le jour et ont tenu leur flambeau élevé pour un temps, mais il a brûlé, et ils siègent désormais au crépuscule, ou ont disparu. Le Juif les a tous vu, tous battu, et est maintenant ce qu'il a toujours été, ne présentant aucune décadence, aucune infirmité de l'âge, aucun émoussement de son esprit alerte et agressif, aucun affaiblissement d'aucune sorte. Toutes les choses sont mortelles sauf le Juif; toutes les autres forces passent, mais il demeure. Quel est le secret de son immortalité ? »

Twain décrit *À propos des Juifs* comme « son chef d'œuvre », mais prédit que « ni Juif ni chrétien ne l'approuveront ». En effet, le Rabbin M. S. Levy contesta l'affirmation selon laquelle « le Juif est un homme d'argent » en précisant que les familles Vanderbilt, Gould, Astor, Havemeyer, Rockefeller, Mackay, Huntington, Armure, Carnegie, Sloane, Whitney, n'étaient pas Juives, et contrôlaient pourtant plus de vingt-cinq pour cent de toutes les richesses distribuées aux États-Unis.

UMINSKI de **CHOLEWA Jan Nepomucen** Czeluścin (powiat gostyński) 5 février 1778 - Wiesbaden 1851.



Jan Nepomucen Umiński de Cholewa Général de brigade polonais du duché de Varsovie, héros de l'Insurrection de novembre 1830.

Campagne napoléonienne

Jan Nepomucen Umiński révolutionnaire (kościuszkowskim) dès les premières heures avec l'adjudant-chef Antoni Józef Madaliński. En 1806, enrôlé dans les armées françaises, il se bat farouchement à la bataille de Gdansk et à la bataille de Tczewem. Blessé il est fait prisonnier et mis au fer en Prusse. Il est libéré au cours de l'année 1807 et entre dans la cavalerie française, avec le grade de major.

Il entre avec les troupes napoléoniennes dans Varsovie. À Poznan, il est promu commandant de la Garde d'honneur composée de polonais issus de vieilles familles de la Wielkopolska (familles polonaises nobles). Au cours de la guerre polonaise-autrichienne en 1809, il se battra à nouveau pour défendre l'honneur polonais. En 1812, il participe à la campagne de Russie avec les armées napoléoniennes, et participera à la bataille de Borodino, à la bataille de Smolensk, et à la bataille de Leipzig en 1813, où il sera blessé et emmené en captivité. En 1815, il rejoint l'armée du

Royaume polonais. En 1816, il quitte l'armée et s'installe à Smolice (województwo wielkopolskie). En 1820, il fonde l'*Association Kosynierów*, puis devient membre de *l'Association patriotique*, pour lequel il sera condamné à 6 ans de prison, par les Prussiens en l'année 1826.

Campagne polonaise
Apprenant l'Insurrection de novembre 1830, il s'évade de la prison de Głogów, et rejoint l'armée polonaise comme simple soldat, et participera à la première bataille de Wawer et à la Bataille de Grochów. Le général Henryk Dembiński lui confie la capitainerie. Il s'engage dans la cavalerie, et en mars 1831, son corps traverse Narew et remporte la bataille à Cowra. Jan Nepomucen Umiński participe à la bataille de Ostrołęka, et le 11 août 1831, Henryk Dembiński, remplace le chef suprême Jan Zygmunt Skrzynecki, qui ne contrôle plus rien. Jan Nepomucen Umiński défend la ville de Varsovie. Après la capitulation des armées polonaises, il émigre en France. Il a été un compagnon du président du gouvernement national polonais Adam Jerzy Czartoryski, qui en 1832, fonde l'*Association littéraire des Amis de la Pologne*. Il déménage pour se rendre à Wiesbaden (Allemagne), où il s'éteint en 1851.

URIOT **Joseph** Nancy ? 1713 – Stuttgart octobre 1788 ?

En 1742, paraît à Francfort-sur-le-Main, la ***Lettre d'un franc-maçon à Monsieur de Vaux***, première tentative pour exposer sereinement au public allemand le projet maçonnique et le convaincre de son innocence. La franc-maçonnerie y est définie comme « *une société d'hommes de tous âges, de toutes conditions, et de tous pays, qui sont assez amateurs de la vertu pour la chercher toujours, assez courageusement pour ne la trahir jamais, et assez heureux pour la voir constamment pratiquée par leurs véritables frères* ». Les débuts de la vie maçonnique de l'auteur, Joseph Uriot, ne sont pas connus. Ses nombreuses activités en font rapidement un intermédiaire culturel de premier ordre. Compositeurs d'opéras, acteur de théâtre, il est d'abord un formidable pédagogue. Maître de langue française, il collaborera à la fin de sa vie au ***Nouveau Dictionnaire de la langue allemande et française*** publié en 1782.

La présence de Uriot à Francfort, véritable plaque tournante des échanges culturels et maçonniques franco-allemand, est étroitement liée à l'activité théâtrale, maçonnique et diplomatique de l'années 1742. Le temps de la diète d'élection, qui doit donner un successeur à l'empereur Charles IV, Francfort est devenue la capitale diplomatique de l'Europe. Son théâtre est inauguré le 17 juin, lors des festivités qui marquent l'événement international. Uriot, présent pour l'occasion, visite la loge « *L'Union* » (Zur Einigkeit). L'atelier, dont La Tierce est l'un des piliers, brille par le statut social de ses membres, par la richesse de ses travaux et des échanges que ceux-ci suscitent. Invité à prendre la parole, Uriot prononce un discours remarqué : « *Le véritable portrait d'un franc-maçon écrit par Monsieur Uriot à un de ses amis* ». La loge décide de la publier sous le titre *Lettre d'un franc-maçon à Monsieur de Vaux*. On signale des éditions à Berlin, Hambourg, Bayreuth. Le 8 octobre 1742, Uriot quitte Francfort pour la France. En 1744, il publie *Le Secret des francs-maçons mis en évidence par Mr. Uriot*, dans lequel on apprend qu'il est membre de la loge « *L'Egalité* » à l'orient de Bruxelles. L'activité maçonnique de Uriot ne se résume cependant pas à la publication de brefs essais didactiques. On le retrouve en 1750 à Bayreuth, autre centre d'introduction des influences maçonniques françaises en Allemagne. C'est en effet dans la loge particulière et francophone du margrave Frédéric que le marquis de Raousset a introduit les premiers hauts grades français en 1744. Uriot, et plusieurs artistes, membres comme lui de la Comédie-Française de Bayreuth, fondent pour leur part, une loge française, « *L'Uriotinot* », aussitôt qualifiée de bâtarde par les deux ateliers de l'orient.

On ignore le rôle que joue Uriot dans le développement rapide de la franc-maçonnerie en Bavière. Il maintient cependant sa participation au chantier du temple, en publiant un autre essai, les ***Lettres sur la Franche-Maçonnerie*** en 1769, avec la caution de la loge *L'Egalité*. Parallèlement, Uriot continue à remplir ses fonctions d'intermédiaire culturel et de pédagogue, puisque à sa mort, survenue sans doute en 1788, il était conservateur de la bibliothèque ducale à Stuttgart et professeur d'histoire à la célèbre Karlsschule, où Cuvier et Schiller purent l'apprécier – Uriot traduit d'ailleurs en français la Description de l'Académie caroline de Stuttgart. P.-Y.S.

VALLES **Jules** Puy-en-Velay 11 juin 1832 - 14 février 1885.



Journaliste et romancier. Membre de l'Internationale, pendant la Commune, le 26 avril 1871, cravate de son écharpe rouge la bannière de sa loge.
Initié Franc-Maçon à la loge "*La Justice 135*"

Sa vie est une révolte permanente contre l'injustice, une lutte sans relâche pour changer l'ordre établi. A partir de l'expérience douloureuse de sa propre enfance, il s'attache à défendre « les droits de l'enfant comme d'autres les droits de l'homme ».

Son enfance au Puy-en-Velay est dure, il vit dans un petit appartement. Sur son quartier Vallès écrira : « Voici la maison où je suis né - basse et rongée – sur une place par où l'on passe pour aller à la Cathédrale et qu'on prenait pour aller à l'ancien musée, en face d'un couvent fermé et à coté d'une prison toujours ouverte ». A cette phrase Vallès ajoutera en parlant de l'appartement de ses parents : « C'est dans cette prison que j'ai passé les heures libres de ma vie d'enfant...» (citation extraite du journal le réveil du 02/10/1882). Cette phrase ironique est certainement vraie car les différents domiciles de ses parents devaient être exigus et sombres.

La vie des parents de Vallès n'était guère heureuse : ressources aléatoires et faibles, quatre de leurs enfants vont décéder en bas âge ; on imagine très facilement toutes ces difficultés de la vie imprégnant le jeune Jules Vallès et son désir de trouver des échappatoires à cette sombre existence. Aussi dès qu'il put bénéficier de quelques moments de libres c'est dans les rue actives et commerçantes qu'il aime flâner. Les autres lieux qu'affectionne Vallès durant son enfance sont le village de Chaudeyrolles et celui de Farreyrolles. Dans ces lieux il y retrouve ses oncles et tantes; aime s'y amuser et découvrir la vie à la campagne avec ses nombreux cousins. Son enfance va s'écouler entre la violence d'une mère possessive et exigeante et les joies simples avec ses oncles, tantes, cousin(e)s et ami(e)s.

En 1848, à seize ans, il participe à sa première manifestation à Nantes. Trois ans plus tard, il est sur les barricades à Paris, en réaction au coup d'état de Louis Napoléon Bonaparte. Il fait son premier séjour en prison. Successivement journaliste au « Figaro », au « Progrès de Lyon », au « Globe », à « L'Evénement » et à « L'Auvergnat de Paris », il crée plusieurs titres : « La Rue », « Le Peuple », « Le Cri du Peuple ». La censure le conduit devant les tribunaux et à plusieurs reprises derrière les barreaux. La liberté de la presse fut une bataille pour Vallès; même si elle n'est jamais acquise d'avance, c'est grâce à des gens comme Vallès qu'elle progressa. Opposant déterminé au Second Empire, après le soulèvement de la Commune de Paris, en mars 1871, où il est élu du XVéme arrondissement, il siége à la commission de l'Enseignement puis à celle des relations extérieures. Au moment de l'écrasement de la Commune, lors de la « Semaine Sanglante », il se bat sur les barricades. Le bruit court qu'il a été fusillé mais il est parvenu à s'enfuir jusqu'en Angleterre. En juillet 1872, un tribunal militaire le condamne à mort par contumace. Vallès connaît neuf années d'exil très éprouvantes sur les plans matériel et moral. Il pense souvent à sa ville natale comme le montrent ses correspondances. Durant cette période il écrit « L'Enfant », « Le Bachelier » et « L'Insurgé ». Cette œuvre passera à la postérité, lue et traduite dans de nombreux pays. De retour en France après l'amnistie, il relance son journal « le Cri du Peuple ». Il revient au Puy en Velay où il souhaite, dit-il s'installer quatre mois par an. Mais le diabète le ronge et il s'éteint le 14 février 1885.

La dépouille de Jules Vallès est conduite au cimetière du Père Lachaise. Ses funérailles furent suivies par près de cent mille personnes. Dans le cortége des heurts éclatèrent entre royalistes et anciens communards. Une vie et une mort jusqu'au bout marquées du signe de la lutte, du désespoir mais aussi pleine d'énergie. http://www.julesvalles.com/

Van der NOT de **VRECHEM Henri** Bruxelles 7 janvier 1731 - Strombeek 12 janvier 1827.



Henrik1 **ou Henri-Charles-Nicolas van der Noot de Vrechem**, appelé populairement **Vaderke Heintje**, né à Bruxelles le 7 janvier 1731 et mort à Strombeek le 12 janvier 1827, est un avocat, homme d'État et écrivain juridique de langue française, membre éminent des Lignages de Bruxelles. Il fut avec Jean-François Vonck et Jacques-Dominique t'Kint, un des chefs de la Révolution brabançonne de 1789.

Il était issu d'une des plus anciennes familles de vieille souche bruxelloise3. Son père, Nicolas van der Noot, seigneur de Vreschem, avait été amman de Bruxelles. Licencié en droit de l'université de Louvain, il fut avocat au Conseil de Brabant.
En 1787, il accéda à la notoriété en rédigeant un *Mémoire sur les droits du peuple brabançon et les atteintes y portées* en réponse aux réformes administratives de l'empereur Joseph II. Ce document aux vues étroitement conservatrices défendant les privilèges des États du Brabant le rendit populaire et en fit le porte-parole. En 1788, il se réfugia à Breda pour ne pas être arrêté.

En 1789, il prit avec Jean-François Vonck une grande part à l'insurrection qui avait pour but de chasser les Autrichiens des Pays-Bas. Le 24 octobre 1789, on lut aux volontaires sous les ordres du colonel van der Mersch qui devaient marcher sur Turnhout le célèbre mémoire de van der Noot intitulé *Manifeste du peuple brabançon*.
Lorsque les troupes impériales eurent évacué le pays, van der Noot fut accueilli à Bruxelles en triomphateur : le 18 décembre 1789 il fut couronné de lauriers au théâtre de la Monnaie à Bruxelles. Une fois la victoire acquise, soutenu par le clergé, il élimina les partisans de Vonck et devint président du Congrès national, chargé du pouvoir exécutif. Les Autrichiens ayant repris le pays en 1790, il se retira à nouveau en Hollande et, dans une adresse publiée en 1792, il

engagea ses compatriotes à s'unir à la France. Revenu à Bruxelles, il fut brièvement emprisonné en 1796 et ne joua plus aucun rôle politique.

Van HELMONT Adrien 1715-1790.

Fils et élève de Charles-Joseph Van Helmont (1715-1790), qui était compositeur et qui fut de 1741 à 1777 l'organiste et le maître de chapelle de la collégiale Sainte-Gudule de Bruxelles, Adrien-Joseph Van Helmont (1747-1830), compositeur et pédagogue, lui succéda en 1777 dans cette fonction. Il participa (avec notamment Vitzthumb) à la Révolution brabançonne ; par la suite, il perdit son poste en 1794 pendant l'occupation française, mais le retrouva de 1802 à 1818. A partir de 1813, il collabora à la sécularisation de l'enseignement musical.

Il est encore plus oublié que son père, mais on sait qu'on lui doit un *Requiem* et un opéra comique, *L'Amant légataire,* créé sans succès à Bruxelles en 1808. Dans son ouvrage *The masonic muse. Songs, music and musicians associated with Dutch freemasonry: 1730-1806*, Malcolm Davies le signale également comme ayant été admis en 1775 en tant que *Frère à talent* à la Loge amstellodamoise *La Bien-Aimée*.

Dans son article *Franc-maçonnerie et vie musicale à Bruxelles dans la seconde partie du XVIIIe siècle*, paru dans l'ouvrage collectif (sous la direction de Brigitte Massin) *Mozart : les chemins de l'Europe* (Editions du Conseil de l'Europe, 1997), Paul Raspé signale qu'il figure en 1783 au Tableau de la Loge bruxelloise *La Constance* (ou : *La Constance de l'Union*).

VASSELIN Paul Ambroise Le Tronquois 1814 – 1869.

Journaliste, Paul Vasselin fait ses études au Progrès de l'Oise en 1837. En 1841, il entre au Mémorial de Fécamp qui devient l'année suivante, Le Progrès cauchois. Sous sa direction, ce journal est l'une des principales feuilles républicaines de l'arrondissement du Havre. Polémiste talentueux. Il est aussi conseiller municipal de 1842 jusqu'au coup d'Etat du 2 décembre 1851, et c'est pendant son mandat qu'il est initié, le 24 juin 1845, aux « *3H* » (Grand Orient de France).

Situé parmi les maçons les plus avancés politiquement, il est un des rares à militer pour l'obligation et la gratuité de l'école primaire, l'éducation civile du peuple, l'association du capital et du travail, la libre association des ouvriers, le droit au travail, l'impôt sur le revenu et la suppression des taxes sur les denrées de première nécessité.

Fouriériste et proudhonien, il se met en effet au service du Gouvernement Provisoire issu des journées de Février puis, adjoint au maire de Fécamp rallié à Ledru-Rollin, il est candidat aux législatives de 1848 et de 1849 sur la liste radicale du Comité Centrale Démocratique, et échoue par deux fois. Présent lors du banquet socialiste de Graville en novembre 1848, qualifié de « rouge » par ses opposants bien qu'il ait pris ses distances avec les « utopies du communisme et du socialisme » et affirmé son attachement à une vision sociale du libéralisme, cet humaniste qui mène dans son journal une campagne active pour la suppression de la peine de mort, la liberté d'expression et la réduction des effectifs et des dépenses militaires, est condamné à deux mois de prison en 1849 en raison de son hostilité à l'intervention française en Italie. Son refus du coup d'Etat du 2 décembre l'oblige à suspendre la parution du Progressif cauchois et à abandonner la scène politique. Démissionnaire des *3H* en 1851, son action au sein de l'Ordre prend alors une autre dimension.

Il s'insère en effet au plus haut niveau dans les nombreux débats qui touchent l'évolution de l'Ordre. Collaborateur de Riche-Cardon au *Journal des initiés*, il s'oppose à l'autorisation de Lucien Murat au nom du principe « *un maçon libre dans une loge libre* ». Suspendu le 14 mai 1861, il s'inscrit alors au chapitre havrais des *Chevaliers de la Rénovation* qui relève du Suprême Conseil pour prendre la tête de l'opposition antimuratiste en Seine Inférieure avec l'appui de Santallier. En 1862, il proteste contre l'immixtion des autorités dans la nomination de Magnan à la Grande Maîtrise et contre la tentative d'absorption du Rite Ecossais par le Grand Orient.

Parallèlement Vasselin, chrétien ayant retenu surtout le message égalitariste et tolérant du « prolétaire de Nazareth », rompt avec le catholicisme après la publication du *Syllabus*.

Déiste et positiviste, il défend sa conception d'une maçonnerie dégagée de toute affirmation religieuse et se prononce pour le respect absolu de la liberté de conscience. Orateur puis vénérable de « *La Triple Unité* » de 1867 à 1869 (Fécamp), c'est à son initiation que la loge publie les livrets des écoles laïques, organise des cours du soir dans ses locaux et participe activement à la fondation du cercle local de la Ligue de l'Enseignement. Il est inhumé civilement en présence d'une foule considérable (1869). Son cercueil, recouvert d'un drapeau tricolore et de ses insignes maçonniques, est entouré de Viénot, du Conseil de l'Ordre et de Gustave Cazavan qui rendent, au nom des loges cauchoises, un ultime hommage à ce grand maçon progressiste. O.P.

VELBRUCK de François-Charles Chateau de Garath, près de Dusseldorf 1719 – Belge, Prince-évêque de Liège de 1772 à 1784, fut un prince éclairé. Château de Hex, près de Tongres 1784.
Franc-Maçon, il est Vénérable d'honneur de la loge "*la Parfaite Intelligence*", Liège.



En 1735, Velbrück est pourvu d'une prébende de chanoine-tréfoncier à la Cathédrale Saint-Lambert de Liège. Un an plus tard, il est reçu au Chapitre par procuration. Il est nommé archidiacre de Hesbaye, puis officier du Scel des Grâces en 1756.

Un an plus tard, il est chargé d'une mission diplomatique à la cour de Vienne. En 1759, il devient grand-maître du palais et Premier ministre de Jean-Théodore de Bavière, qui tenait à Liège une cour fastueuse. Il est en outre pourvu d'une prébende de chanoine à la cathédrale de Munster en 1757 et en 1765, il reçoit de Louis XV la commande de l'abbaye royale de Saint-Nicolas de Cheminon, en Champagne. Ce parcours exceptionnel sur le plan diplomatique et ecclésiastique en fit le seul personnage capable de devenir le nouveau Prince-évêque de Liège lors des élections de 1772. Il assumera cette tâche jusqu'en 1784.

Son règne a vu naître de multiples initiatives sociales, artistiques et intellectuelles. Ce "despote éclairé" réceptif aux idées progressistes naissantes des dernières décennies de l'Ancien Régime tente d'introduire les Lumières dans la Principauté de Liège.

Mais par manque d'argent ou de pouvoir, ses projets n'aboutissent pas toujours. Il règne dans la Principauté à cette époque une certaine léthargie et une vision étroite qui freinent un réel progrès. Ses tentatives pour combattre les problèmes de société comme la pauvreté ou les inégalités de classe sont nombreuses mais ne parviennent pas à modifier réellement des situations déplorables. Il entreprend des changements dans de multiples secteurs, dont celui de la santé publique avec la création de l'Hôpital général Saint-Léonard, centre d'accueil et d'assistance pour les nécessiteux; d'un cours gratuit de l'art de l'accoucheur; d'établissements destinés à combattre les maladies dévastatrices au sein de son peuple.

Velbrück réforme également l'éducation en la rendant accessible à tous par la création des Écoles de charité gratuites pour les enfants pauvres et d'un Plan d'Education pour la Jeunesse du Pays de Liège. Chargé d'exécuter le décret de suppression de la Compagnie de Jésus à Liège (en 1773) il confie leur collège à son clergé qui en fait un séminaire en 1786. Il modernise l'instruction en y donnant une plus grande place aux sciences physiques et mathématiques, aux sciences humaines, etc., qui fourniront aux élèves des outils objectifs aiguisant leur jugement critique. Il a en outre le projet de réaliser une grande bibliothèque publique. L'action de Velbrück, grand protecteur des artistes, est essentielle dans la renaissance des arts au pays de Liège. Il lance en 1774 l'exécution d'une Académie publique de peinture, sculpture et gravure.

Enfin, son œuvre la plus marquante fut la fondation en 1779 de la Société littéraire et de la Société d'Emulation, lieu de rencontre de l'intelligentsia liégeoise en contacts avec des sociétés savantes d'autres pays, dont les activités multiples furent entre autres la présentation des œuvres des poètes, des artistes et des découvertes des scientifiques. Son mausolée restauré se trouve depuis le 15 juin 2000 dans le cloître de la Cathédrale Saint-Paul de Liège. L'épitaphe y témoigne de la grande estime du peuple de Liège à son égard. À noter, que, contrairement à ceux de ses prédécesseurs, son corps ne fut pas jeté à la fosse commune et son mausolée ne fut pas détruit lors de la Révolution liégeoise.

Le peuple fut instruit par ses soins, ses bienfaits,
Il accueillit les arts, avança leurs progrès,
A l'Emulation ouvrit un sanctuaire,
En fut le protecteur et le dieu tutélaire.
Bon, affable et humain, Velbrück fut à la fois
*Un Auguste, un Mécène au milieu des Liégeois***.**

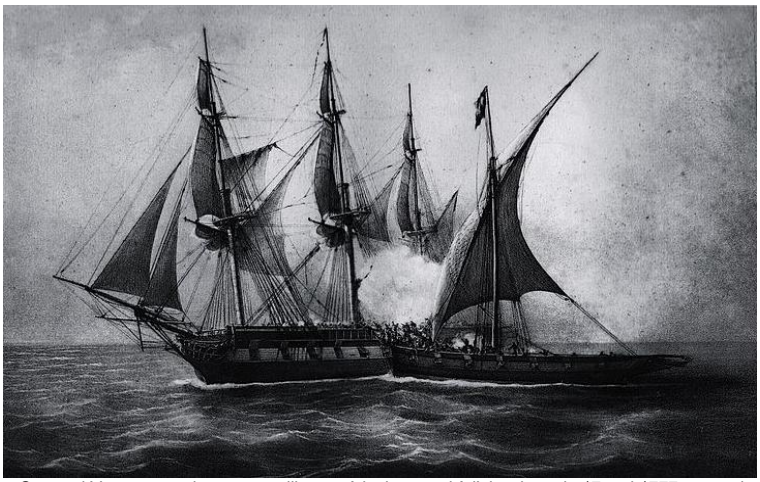
VENCE de **Jean Gaspard**

Marseille 6 avril 1747 –
dans son domaine de Vaulichères (Tonnerre) le 12 mars 1808.



Corsaire, amiral et préfet maritime de Toulon.
Une formation alternant commerce et marine du Roi.
Son père Nicolas (1697-1771), fortuné, fut armateur, capitaine de vaisseau marchand, intendant de la Santé à Marseille, et possédait des exploitations sucrières à Saint-Domingue, il avait également participé avec la famille Clary à la fabrication de savon à Marseille, sa mère, Marie Caudière, était issue d'une famille de la bourgeoisie de Martigues. Jean Gaspard s'embarque à 15 ans au commerce à Bayonne vers Saint-Domingue pour y rejoindre son frère ainé Jean-Baptiste et y faire une campagne corsaire. Il fit de solides études de mathématiques et de navigation. En 1766, il sert ensuite dans la Marine royale sur le vaisseau de 74 canons *Le Protecteur*, commandé par Broves et faisant partie de l'escadre du prince de Bauffremont (Levant).

Retournant naviguer au commerce, il devient rapidement capitaine, et en 1767, il parcourt les côtes d'Afrique sur *L'Auguste*, mais fait naufrage entre le Cap et Saint Philippe de Benguela, et s'ensuivra une marche de quatre mois en terre aride au milieu de grandes souffrances pour rejoindre la civilisation; de nombreux membres de l'équipage périront lors de l'expédition, lui rentre à Marseille à demi-mort du scorbut.



« Gaspard Vence, corsaire sous pavillon américain, prend à l'abordage, le 17 mai 1777, un navire de commerce anglais armé de 24 canons »

Corsaire et officier du Roi pendant la guerre d'Amérique

À peine remis il part pour les Antilles et se trouve à la Martinique en 1776 au début de la Guerre d'indépendance américaine. La France n'étant pas encore entrée dans la Guerre d'indépendance des États-Unis, il obtient auprès du Congrès américain une lettre de marque lui permettant ainsi de pratiquer la course sous pavillon américain. Il sert d'abord comme capitaine corsaire sur le chebec *La Victoire*. En mai 1777, embarqué sur *Le Tigre*, équipé de 14 canons de 6, n'ayant qu'un mât et une voile demi-latine, mais monté de 120 hommes.

il prend possession d'un vaisseau de commerce anglais, armé de 24 canons et d'une cargaison de cinq cent mille livres. Des plus réputés, il est alors considéré comme un corsaire redoutable et effectue nombre de prises, en 18 mois aux Antilles, il effectue 211 prises et 40 combats; sa tête est alors mise à prix à deux millions par le Parlement britannique et Lord North. Vence et un autre corsaire, Louis Pringent, font tant de prise que les assurances pour le retour des navires de la Dominique, de la Grenade et de Saint-Christophe montent à Londres de vingt-trois pour cent.

Dès que Louis XVI déclare la guerre à la Grande-Bretagne, Vence se hâte de reprendre le Pavillon de son Roi. Sa notoriété aux Antilles incite le Marquis de Bouillé, gouverneur des îles du Vent françaises, à solliciter ses services pour la prise de La Dominique et, à la tête de 400 flibustiers équipés à ses frais, Vence prend le fort de Cachacrou qui détermine la prise de l'Île. Le lendemain, il remporte une victoire non moins belle sur ses hommes en les empêchant « de piller et égorger les habitants de l'île qu'il viennent de conquérir au nom du Roi », pour cela Vence donne cent vingt portugaises (5 280 livres) de sa propre bourse à ses quatre cents flibustiers.

Il rentre à la Martinique avec un brevet de lieutenant de frégate en récompense de fait d'armes exceptionnel et est nommé commandant de *la Truite* le 20 septembre 1778. L'Amiral d'Estaing sollicitera son aide lors de la Bataille de Sainte-Lucie quelques mois plus tard. Il prend le commandement de *La Cérès* le 1er janvier 1779.

Il passe ensuite comme lieutenant de vaisseau sur *Le Languedoc* de l'Amiral d'Estaing, qui avait entendu parler de ses exploits et avec lequel il se liera d'une solide amitié. Il participe de manière décisive à la prise de la Grenade aux mains de Lord Macartney, gouverneur de l'île. Il joue un rôle déterminant dans la prise du Morne de l'Hôpital qui commande la position de l'île. À la tête de quatre-vingts grenadiers, Vence parvient en haut du morne, force les barricades, et s'empare des batteries du côté de l'est. À son approche, les milices lâchent pied, ; leur désertion répand l'alarme parmi les soldats. Il les poursuit sans leur donner le temps de revenir à eux-mêmes, et s'élançant vers le pavillon anglais qui flottait sur la batterie principale, il en coupe la drisse d'un coup de sabre, l'amène, le met sous son bras, et arbore à la place la pavillon français.

Lorsque les grenadiers anglais, revenant de leur terreur, s'aperçoivent qu'il n'avait sous ses ordres qu'environ quatre-vingts hommes et que la colonne qu'il précédait, qui était commandée par le Comte d'Estaing en personne, était encore éloignée, ils reviennent à la charge. Vence, adossé au mât de pavillon et ayant entouré son bras gauche avec le pavillon anglais dont il se fait un bouclier, se défend seul pendant plusieurs minutes, sans autre arme que son sabre, contre une troupe de grenadiers qui l'attaquaient confusément avec sabre et baïonnette. Il aurait à la fin succombé si Houradoux, sergent de son détachement, ne se fût avancé pour le secourir et lui sauver la vie. À l'instant, le comte d'Estaing lui-même arrive à la tête de sa colonne, et tout reprend la fuite. Vence lui présentant le pavillon anglais qu'il venait d'enlever, lui présente aussi le sergent Houradoux qui est alors fait officier. L'Amiral d'Estaing ayant fait diriger sur la ville les canons du Morne, Lord Macartney se rend à discrétion.

À l'attaque du morne, la cassette du Lord Macartney tombe dans les mains de Vence; elle renferme entre autres des bijoux et la plaque en diamant de son Ordre du Bain (objet de près de cinquante milles livres). Vence rapporte à Lord Macartney la cassette dont les lois de la guerre l'avait rendu maître. Vence ayant fait preuve d'une grande valeur lors de la prise de l'île; lui sont promises la Croix de Saint-Louis et la confirmation de son grade. Vence est nommé capitaine du port qu'il a si glorieusement soumis à la domination française.

Au mois de septembre, pour soutenir les *Insurgents*, en difficultés en Géorgie, le Comte d'Estaing attaque Savannah. Vence commande encore l'avant-garde durant l'expédition de Savannah, à la tête de quatre-vingts grenadiers volontaires, chargé d'attaquer la principale redoute de Spring-Hill. Cinq cents hommes grenadiers destinés à le soutenir, et commandés par deux colonels le suivent, le comte d'Estaing commande en personne une troupe d'élite; et Benjamin Lincoln, avec ses Américains, fait une fausse attaque du côté opposé. Vence fait brèche à l'abatis, franchit les retranchements au milieu du feu le plus violent, et entre dans la redoute, l'épée à la main. Le détachement de grenadiers qui devait le soutenir arrivant à la brèche de l'abatis, le feu parut si terrible en cet endroit que ceux qui commandaient ce détachements préférent contourner le

long de l'abatis, mais se retrouvent piégés dans un marais sous les tirs des Anglais avant de pouvoir se retirer.
Il yavait près d'une heure que Vence se maintenait dans l'attaque de la redoute, mais n'étant point secouru, voyant l'armée défiler, et restant presque seul au milieu d'un "monceau de cadavres", il fut contraint de faire retraite et de repasser le fossé, lui treizième et dernier, sans avoir reçu la moindre blessure. Le comte d'Estaing, moins heureux, est emporté par le capitaine de Vence et ses quelques grenadiers. Il fut un des rares à sortir avec gloire de cette défaite française, ses contemporains louèrent cette action et l'Amiral, dans un courrier au Ministre de la Marine, crut pouvoir affirmer que si Vence avait été suivi, « la place aurait été emportée ».

C'est à cette époque que Le chevalier de Borda lui forgea la devise : « Vence toujours devance ».
Mais à 32 ans, sa brillante réussite : il est fait chevalier de Saint-Louis le 24 janvier 1780 et capitaine de Port; sa fortune, et surtout l'amitié active de l'Amiral d'Estaing suscitèrent des jalousies aiguës. Le marquis de Bouillé, à l'origine pourtant très favorable à Vence, se joignit à ses ennemis qui étaient ceux de l'amiral d'Estaing.

Dès sa prise de fonction, comme capitaine de Port de la Grenade, certains sous-ordres, ultérieurement condamnés pour prévarication et faux témoignages, qui convoitaient la place l'accusent d'avoir succombé à la tentation de prélever sur la vente de matériels de marine au rebut un millier de livres. En réalité, il avait seulement utilisé des mâts de bateau pour créer des pontons dans le port. Ces accusations ridicules, *sa fortune excédait 500 000 livres*, prirent tant d'ampleur que Vence dut démissionner. En 1783, le ministre de Castries lui fait parvenir l'ordre d'aller servir aux Indes sous Bussy.
Le navire le ramenant en France pour se défendre est coulé avec son immense fortune, amassée du temps où il été corsaire, près des côtes espagnols par le Capitaine anglais Henry Trollope, Vence est recueilli avec les naufragés par le capitaine anglais qui, ne l'ayant pas reconnu, le mit à terre à Lisbonne. Informé par l'ambassadeur du Roi de la présence de d'Estaing à Cadix pour y prendre le commandement de la flotte combinée franco-espagnol; Vence l'y rejoint et après lui avoir conté son récit, participe à la campagne à ses côtés sur *Le Terrible*.

Décidé néanmoins à obtenir justice, il engage des démarches qui, malgré le soutien sans faille de l'Amiral d'Estaing et de nombreux officiers de la Marine, ne furent pas couronnées de succès. Plusieurs années de tribulations n'avaient pas altéré sa détermination à obtenir réparation et en 1789, la presse4 s'intéresse à lui et pousse le Ministre de la Marine à une position moins injuste. Il fut admis en tant que membre d'origine de la Société des Cincinnati en 1783.

Contre-amiral sous la Révolution
La Révolution intervient alors. Vence est enrôlé comme officier de la Garde nationale parisienne, sous les ordres du Marquis de La Fayette tandis que d'Estaing prend le commandement de celle de Versailles. En 1792, il est réintégré dans la Marine, comme capitaine de vaisseau, finalement lavé de toutes les accusations anciennes portées contre lui à la Grenade, indemnisé de ses débours et traitements des anciennes campagnes. Vence put alors à croire en son avenir, même si très vite il perdit toute sympathie pour le nouveau Régime.


Gaspard Vence avec le vaisseau *Le Duquesne* amène à Toulon un convoi de vivres et met en fuite trois vaisseaux anglais, 2 avril 1794.

Le Duquesne et avec une petite division, il se rend au Levant puis à Tunis pour prendre livraison d'une importante commande de blé alors que la France est en pleine famine. Son retour tarde et il est accusé de trahison ; en fait, il connaît des difficultés dues à des escadres anglaises et espagnols guettant sa sortie pour s'emparer du convoi et plusieurs de ses officiers ont fui leur poste. Pléville Le Pelley est envoyé à Tunis pour le destituer et le remplacer; mais, après enquête, constatant la droiture et les efforts de Vence pour rapatrier le convoi, il le confirme dans son commandement et revient à Paris plaider sa cause.

Finalement, Vence rejoint Marseille avec un convoi de 80 voiles après être passé au travers de sept bâtiments ennemis qui le bloquent à Tunis, enlevé deux navires espagnols au large de la Corse, et part de suite escorter jusqu'à Toulon un riche convoi de vingt navires. Toulon souffrait alors de disette. À l'approche de Toulon, Vence force le blocus de trois vaisseaux anglais avec le seul *Le Duquesne* et la corvette *la Fauvette*, à la grande admiration des Toulonnais qui l'accueillent en héros. Il rentra également à Toulon avec des prises espagnoles chargées de sommes considérables en or, en argent, de lingots et d'espèces monnayées7.

Il commande le vaisseau *L'Heureux* à Toulon. Il est nommé contre-amiral à compter du 16 novembre 1793, par décret du 2 septembre 1794. Il sera destitué en 1794 avant d'être réintégré la même année. Il est alors envoyé en service à Brest.
Vence, qui avait suivi avec tristesse les phases du procès du Comte d'Estaing condamné à la guillotine, fit un détour par Paris pour lui faire ses derniers adieux8. Durant cette période troublée, Vence perdit également son frère et son neveu qui furent guillotinés comme royalistes9.

Quelque temps plus tard, il escorte un convoi au départ de Bordeaux le long des côtes atlantiques à destination de Lorient mais, attaqué par l'escadre de l'amiral Cornwallis, il doit chercher refuge sous Belle Île. Vence attend la combinaison de l'heure de la marée et part alors au moment opportun pour rejoindre Lorient. Contre l'avis de Kerguelen10 qui partageait l'idée de Vence, les commissaires de la Convention à Brest etVillaret-Joyeuse envoient une escadre de Brest dans le but de lui porter secours qui joint Vence à hauteur de Groix11 : cette sortie sera un désastre connu sous le nom de Bataille de Groix, lors duquel nombre de vaisseaux français désobéirent au vice-amiral Villaret de Joyeuse.

Attaché au port de Lorient du 24 juin au 8 décembre 1795, il y commande une division navale. Il prend le commandement de la Rade de Brest en 1795 et commande en second à Brest aux côtés de Villaret de Joyeuse en 1796. Destiné à commander le seconde escadre de l'expédition d'Irlande, il s'oppose avec Villaret de Joyeuse, au projet d'expédition de Hoche compte tenu de l'état lamentable des vaisseaux de l'escadre, du manque dramatique d'équipages aguerris et de la quasi absence de réserves de vivres. Lorsque Villaret de Joyeuse est remplacé par Morard de Galles, Bouvet de Précourt succède à Vence. Deux mois plus tard, l'expédition sera une pantalonnade lamentable.

Fonctions à Toulon
Après le coup d'État du 18 fructidor an V, Vence est nommé commandant des armes à Toulon; en cette capacité, il a à charge la préparation de la grande Flotte et de l'escadre de Brueys qui conduit la Campagne d'Égypte, en concert avec Najac, ordonnateur de la Marine de Toulon, et au côté de Bonaparte12. Durant son séjour à Toulon pour les préparatifs, Vence reçoit chaque jour la visite de Bonaparte dans son cabinet de travail et l'ardeur des discussions est parfois tempérée par la présence de la jeune fille de Vence à laquelle Bonaparte témoigne beaucoup de tendresse. Après le départ de l'escadre, il assure la base logistique pour l'Italie, Malte et l'Égypte, et la préparation d'une deuxième escadre de trente-huit bâtiments destinés à renforcer Bonaparte en Égypte. Il lui arrive à plusieurs reprises de financer de sa propre bourse l'équipement des navires et les hommes des escadres du fait du manque de moyens qui lui sont conférés.

Il se met en difficulté avec la municipalité de Toulon après avoir fait relaxer un officier de la Marine incarcéré pour avoir été dénoncé comme émigré et après un conflit avec Bruix, il est envoyé en commandement à Rochefort le 25 mai 1799, avant que le Directoire rapporte l'arrêté et enjoigne à Vence de reprendre le commandement des armes à Toulon le 3 septembre 1799.

Le Consulat le nomme préfet maritime le 20 juillet 1800, toujours à Toulon, dès la création de cette institution. Il continue à maintenir la correspondance avec les troupes d'Égypte. Il veille à la formation de l'escadre de secours que constituait Ganteaume à destination initiale des Côte des Barbaresques ainsi que celle de l'Amiral Linois et de l'Adjudant général Pierre Devaux pour la Bataille d'Algésiras, ou, le 6 juillet 1801, la marine française prendra sur ces vainqueurs d'Aboukir une si fière revanche. Durant ses fonctions à Toulon, il participe à l'affaiblissement de la course barbaresque en Méditerranée.

En 1802, il est appelé au commandement d'une escadre à Brest. Vence se rend ensuite en tant que chef d'escadre à Boulogne où Bonaparte réunit une armée dans le but d'une invasion en Angleterre. Il critiquera les bateaux plats avec lesquels était projetée la descente en Angleterre, expliquant qu'il s'agissait de "véritables coquilles de noix" et qu'ils n'étaient guère adaptés à la traversée de la Manche, et manifeste ainsi son scepticisme sur la valeur de la flottille du Camp de Boulogne. À la suite de ça, il fut admis à la retraite en 1803. Vence se retire dans son domaine de Vaulichères, près de Tonnerre. Il y mourut le 12 mars 1808.

BILAN
Malgré les conflits qu'il eut avec fonctionnaires et politiques, Vence fut respecté par ses pairs et supérieurs comme en témoigne le soutien sans faille qu'il reçut de l'amiral d'Estaing, de Pléville Le Pelley ou bien de Jean-Charles de Borda. Ceci, tant pour ses solides compétences de marin et son zèle, que pour sa droiture et sa loyauté. Acquis à la Révolution mais ayant été formé sous l'Ancien Régime, Vence fut beaucoup plus "marin" que "politique", ce qui n'était pas toujours une garantie de promotion et d'honneurs en ces temps troubles. Promis aux plus hautes fonctions, ses conflits avec certains officiers et politiques l'amèneront à une retraite anticipée. Sa nomination au grade de Vice-amiral était en cours.

Jean Gaspard Vence était franc-maçon, noté comme *Second Expert* et comme *chevalier Rose-Croix* dans les états de la *Loge La Douce Union* à la Grenade en 1785; il fut aussi membre de la *Loge Les Amis Réunis* d'Auxerre à partir de 1804. La Loge maritime Contre-amiral Vence n°2 fut nommé en son honneur.

FAMILLE

Jean Gaspard épouse une Wurtembourgeoise originaire de Besigheim du nom de Marie-Marguerite von Wettener de Brondout en 1784, elle était la fille du chevalier Jean-Henry von Wettener et de Pierrette Girardin de Brondout. Il aura de cette union deux enfants :

- Jean-Anthelme de Vence (1785-1802), enseigne de vaisseau, qui mourra à la Martinique13 embarqué sur le vaisseau *Le Formidable* alors commandé par Pierre Dumanoir le Pelley.
- Marie-Jeanne-Nicolas de Vence (1791-1870), qui, en 1812, épouse le capitaine de Vaisseau Auguste-Joseph Dumas (1772-1845), qui venait de quitter les prisons d'Angleterre après six ans de captivité, et qui occupait alors la fonction d'aide de camp du Ministre de la Marine, et par la suite les fonctions de commandant de la Compagnie des Gardes du Pavillon du duc d'Angoulême Grand Amiral de France et de Major de la Marine au port de Lorient, et qui sera décoré de l'ordre de Saint-Louis, de l'ordre royal de la Légion d'Honneur et de la décoration du Lys. Auguste-Joseph Dumas, correspondant du Comte de Chambord, était le fils de Pierre Dumas, officier au régiment d'Artois puis négociant, et de Catherine Durand d'Elbos, il était également le cousin germain du baron Jean-Joseph de Salvaing de Boissieu. Les témoins de cette union furent Denis Decrès et Honoré Joseph Antoine Ganteaume, en témoignage de sympathie à la mémoire de leur ami mort quatre ans plus tôt.

VERHAEGEN Pierre Théodore

Bruxelles 5 septembre 1796 – 8 décembre 1862.



L'histoire des 30 premières années de la franc-maçonnerie au sein d'une Belgique indépendante est marquée par la figure de Théodore Verhaegen. Diplômé de l'Ecole de Droit de Bruxelles en 1815, il est initié le 14 avril 1818 par le prince d'Orange, dans la loge « *L'Espérance* » à Bruxelles. Devenu un avocat d'affaires renommé, il acquiert une indépendance qui lui permet de consacrer une grande partie de sa vie à la politique et à la franc-maçonnerie. Il s'affilie le 25 janvier 1832 à la loge « *Les Amis Philanthropes* », l'une des fondatrices du Grand Orient de Belgique : il va y jouer un rôle considérable, ainsi qu'au Grand Orient lui-même. Il est élu vénérable maître pour la première fois le 15 juin 1833, une fonction qu'il exerce plus de 20 fois par la suite.

Un an après, en 1834, lors d'une réunion de la loge « *Les Amis Philanthropes* », le secrétaire Baron propose la création d'une « Université Libre » à Bruxelles, comme contre-poids aux ambitions cléricales qui visent à dominer tout l'enseignement et à l'ouverture annoncée d'une université catholique à Louvain.

Verhaegen, en 1854, lors d'une allocution au roi, propose l'expression « libre examen » pour définir l'indépendance d'esprit total et le refus des dogmes qui caractérisent l'institution. La loge de Verhaegen est donc à l'origine directe de la naissance de ce fleuron de l'enseignement universitaire belge.

Elu Premier Grand Surveillant du Grand Orient de Belgique en 1854, après le départ du Grand Maître Defacqz (1797-1871), il dirige dès lors l'obédience jusqu'à sa mort, tout en se contentant du titre de Grand Maître *ad intérim*.

Parallèlement, il mène une carrière politique brillante qui débute en 1836. Elu conseiller provincial du Brabant, puis député de Bruxelles, vice-président de la Chambre des représentants et même, entre 1848 et 1852 puis entre 1857 et 1859, président de celle-ci, il est l'un des fondateurs de *L'Association Libérale.* Celle-ci est à resituer dans le contexte politique et religieux des premières années de Léopold 1er. Le problème majeur est alors celui ce la précarité de la maison belge, le souverain tentant de maintenir l'union dans les gouvernements successifs. La pression des autorités religieuses fait émerger deux tendances antagonistes, l'une libérale l'autre catholique, qui vont dominer la vie politique du pays jusqu'en 1944. Théodore Verhaegen, excellent administrateur, a l'idée de mettre sur pied, en 1840, cette Association Libérale, qui en fait le premier parti politique organisé en Belgique. Théodore Verhaegen a laissé également une trace considérable dans la mémoire. L'Université Libre de Bruxelles honore chaque année sa mémoire et sa statue orne l'entrée principale des bâtiments universitaires, dans une avenue qui porte d'ailleurs le nom d'un autre franc-maçon, porteur de la flamme de la liberté : Franklin D. Roosevelt.

L'influence de Verhaegen dans l'évolution du Grand Orient de Belgique est surtout liée aux débats qui donnèrent lieu au vote du 21 octobre 1854 supprimant l'article 135 des statuts. Cet article interdisait les discussions politiques et religieuses en loge. Sa suppression entraîne des conflits internes. La loge « *Les Vrais Amis de l'Union et du Progrès Réunis* » se séparent du Grand Orient et rejoint le giron du Suprême Conseil. La mesure transforme aussi certaines loges en champ de bataille politique. Elle est modifiée sous l'impulsion de Goblet d'Alviella qui impose que ces discussions ne puissent être suivies d'un vote.

Les funérailles de Théodore Verhaegen, en 1862, sont imposantes. Sa loge et tous les corps maçonniques belges prennent part à une cérémonie funèbre qui fut répétée presque textuellement trois ans plus tard, à la mémoire du roi Léopold 1er qui avait été brièvement franc-maçon en 1814. Cette mort marque la fin de la première partie de la riche histoire de la franc-maçonnerie en Belgique. M.B.

VER-HUEL Charles Henri

Doetinchem (Pays-Bas) le 11 février 1764 – Paris 25 octobre 1845.

Charles Henri Ver-Huell ou **Verhuell** (**Carel Hendrik Ver Huell**), amiral français d'origine néerlandaise.

Formation dans la marine hollandaise.
Cadet dans un régiment d'infanterie hollandais en 1775, à 11 ans, il demande, en 1778, à entrer dans le service de mer, et est admis l'année suivante en qualité de garde de la marine. Il fait sa première campagne sur la frégate *l'Argo* et se trouve au combat que l'amiral comte Van Bijlandt livre à la division britannique commandée par le commodore Fielding en 1780.



Sous-lieutenant de marine début 1781, il participe, à bord du même navire, à la bataille du Dogger Bank (5 août 1781). L'Argo est intégré à la ligne de bataille pour compenser l'infériorité numérique hollandaise en vaisseaux. La frégate a 140 hommes hors de combat et Verhuel est le seul officier survivant à part le capitaine. Il est toutefois blessé par l'explosion d'une gargousse. Il obtient le grade de lieutenant de vaisseau en récompense de sa conduite. Il effectue ensuite une campagne au Nord de l'Angleterre sur une corvette dont il assume le commandement pendant la plus grande partie de la croisière en raison de la maladie du capitaine et des autres officiers.

De 1782 à 1785, il navigue dans la Méditerranée, sur les côtes d'Afrique et dans les mers du Nord sur un vaisseau de ligne. Vers la fin de la campagne de 1785, se trouvant dans le Zuyderzée, il ajoute à sa réputation par un trait d'intrépidité. Promu au grade de major, il sert jusqu'en 1789 dans la mer Baltique, la mer du Nord et la Méditerranée en tant que second sur une frégate.

Pendant la Révolution française
Capitaine de frégate en 1791, il reçoit son premier commandement officiel, une corvette destinée pour les Indes occidentales. Nommé en l'an III premier adjudant de l'amiral Jan Hendrik van Kinsbergen **(en)**, il organise un corps de matelots armés et est élevé l'année suivante au grade de capitaine de vaisseau. Lors du renversement du Stathoudérat, il se retire du service avec la presque totalité des officiers du corps de la marine et rentre dans le conseil des Indes Orientales qui remplace la Compagnie néerlandaise des Indes orientales. En l'an XI, il rentre à la sollicitation du gouvernement batave dans la marine avec le grade de contre-amiral et est envoyé à Paris pour assurer la coordination des forces françaises et hollandaises.

Un amiral hollandais allié de la France
Dans le cadre de la préparation de l'invasion de l'Angleterre, il est chargé d'armer une flottille à Flessingue destinée à convoyer les troupes de Davoût. Il doit pour cela se rendre à Ostende. Il décide de fractionner sa flottille en trois divisions qu'il conduit lui-même successivement. À chaque fois, il doit affronter la croisière de blocus anglaise. Le combat le plus dur est celui qu'il doit livrer lors du troisième trajet contre la division de Sidney Smith. L'opération est toutefois un succès. Il est alors promu vice-amiral et décoré comme officier de la Légion d'honneur. Après l'abandon du projet d'invasion, il est nommé ministre de la marine hollandaise mais refuse de prendre ses fonctions jusqu'à ce qu'il ait conduit sa flottille jusqu'à Calais où elle doit être regroupée avec la flottille française. Il affronte en route les forces de l'amiral Keith, sous le cap Gris-Nez. Il repousse les forces anglaises et suscite l'enthousiasme de toute l'armée. Très francophile, il préside la délégation hollandaise envoyée à Paris pour proposer à Louis Bonaparte la couronne de Hollande. Le nouveau roi le nomme maréchal, grande croix de l'ordre de l'Union et bientôt après ambassadeur à Paris. En 1809, il commande les forces navales hollandaises lors de la tentative d'invasion anglaise dans la presqu'île de Walcheren. Il arbore son pavillon sur le vaisseau *le Royal-Hollandais*, et protège efficacement les côtes. En récompense de ce service, Louis-Napoléon le crée comte de Sevenaer.

Amiral français
En 1810, lors de la réunion de la Hollande à la France, il préside la junte représentant les intérêts hollandais. Il devient alors vice-amiral de la marine française. À partir de ce moment il se sent et va demeurer français tout le reste de sa vie. Il commande les forces de la mer du Nord et de la Baltique, depuis l'Ems jusqu'à Dantzig. Il développe notamment des chantiers de construction dans les ports de Brème, de Hambourg et de Lubeck.b Le 1er mars 1811, l'Empereur lui attribue le titre de comte de l'Empire. En avril 1812, il succède à l'amiral Jean-Guillaume de Winter, malade, au commandement de l'armée navale du Helder et du Texel et des forces réunies dans le Zuyderzée. Lors de l'invasion de la Hollande, fin 1813, l'amiral Ver-Huell fait entrer la flotte placée sous ses ordres dans le port de Nieuste-Diep, démobilise les marins et ne laisse les bâtiments qu'à la garde des officiers : il veut éviter que ne se reproduise une prise de la flotte bloquée par les glaces comme en 1794. Il s'enferme avec les équipages français et la garnison du Helder dans le fort de la Salle. En même temps il occupe le fort Morland. Les deux forts dominent la flotte et la protègent. Il se maintient dans cette position pendant tout l'hiver de 1813 à 1814 et ce n'est qu'après l'abdication de l'Empereur qu'il consent à remettre la place du Helder et les autres forts au général Jonge qui les assiégeait. Il rejoint alors Paris.

Notable français sous la Restauration
Louis XVIII le maintient dans son grade et ses titres et lui accorde des lettres de grande naturalisation. Dès lors Ver-Huell se fixe à Paris.Durant les Cent-Jours, il se tient à l'écart mais en 1815, le gouvernement provisoire met deux frégates du port de Rochefort à la disposition de l'Empereur pour le transporter aux États-Unis ; le port est sous blocus des croisières anglaises. Napoléon aurait alors demandé que Ver-Huell commandât ces deux bâtiments.

Le roi le nomme toutefois l'un des quatre grands inspecteurs de la marine lors de la Seconde Restauration.
Admis à la retraite en 1816, Verhuell est élevé à la dignité de pair de France le 5 mars 1819.
Il consacre alors beaucoup de son temps à la franc-maçonnerie dont il est l'un des dignitaires : 33ème degré du Rite

écossais ancien et accepté et membre du Suprême Conseil de France lors de sa restauration en 1821.
Par la suite, il devient un membre important de la ligue abolitionniste qui se constitue dans les premières années de la Monarchie de Juillet, intervenant à plusieurs reprises en faveur de l'abolition de l'esclavage.
Il meurt à Paris le 25 octobre 1845, à l'âge de 81 ans. Il repose au Cimetière du Père-Lachaise, 28e division. Son nom est inscrit sur l'arc de triomphe de l'Étoile.

VERNET dit Carle **Antoine Charles Horace** Paris 30 juin 1758 - 17 janvier 1835.



Peintre de batailles, Grand Prix de Rome, membre de l'Académie royale de peinture et sculpture.
Franc-Maçon de la Loge "*Les Neuf Soeurs*", Paris.

Fils de Carle Vernet et petit-fils de Claude Joseph Vernet, il suivit leurs traces dans la peinture militaire dont il fit sa spécialité et où il se révéla un peintre brillant, mais superficiel. On lui doit des scènes de batailles, de sport, et des sujets orientaux. Peintre déjà célèbre en son temps, il fut directeur de la l'Académie de France à Rome de 1829 à 1834. Il prit le premier daguerréotype du port de Marseille en 1839. Enrichi, il acquit en 1855 un domaine au lieu-dit « Les Bormettes », sur le territoire de la commune de La Londe-les-Maures, alors simple faubourg d'Hyères, charmé par la beauté du site dont l'eau bleutée et les collines galbées lui rappelaient l'Algérie où il avait auparavant séjourné. Il s'y fit construire un vaste château médiéval composé de différents corps de bâtiments hétéroclites et de style divers.

Au début des années 1840, Vernet fit un voyage en Égypte en compagnie de son neveu Frédéric Goupil-Fesquet et de Gaspard-Pierre-Gustave Joly de Lotbinière, duquel les trois hommes rapportèrent parmi les premiers daguerréotypes d'Égypte, qui donnèrent lieu à un livre, les Excursions daguerriennes.
« Il était un homme d'esprit, un caractère aimable, une nature droite, honnête, loyale, vive et sensée », écrit Sainte-Beuve.

À l'Exposition universelle de Paris de 1855, il occupa comme Ingres une salle entière et reçut la médaille d'honneur, ce qui le plaça en tête des peintres de son époque. Le peintre anglais Edwin Henry Landseer dit de lui : « Les tableaux de Vernet l'emportent sur ceux de tous ses rivaux car ils ne procèdent que de lui-même... » Au mois de décembre 1862, Napoléon III, apprenant la grave maladie de l'artiste, lui écrit : « Mon cher Monsieur Horace Vernet, je vous envoie la croix de Grand officier de la Légion d'honneur comme au grand peintre d'une grande époque... » Wikipédia

VIENNET **Jean Pons Guillaume** 1777 – 1868.



Homme politique et écrivain.
Franc-Maçon, il est, en 1860, Souverain Grand Commandeur du Suprême Conseil de France, et en 1862 il tient tête au général Magnan, un profane promu Grand Maître du Grand Orient par Napoléon III qui veut faire absorber le Suprême Conseil par le Grand Orient. L'opiniâtreté de Viennet fait renoncer au projet.

Il était fils du conventionnel Jacques Joseph Viennet et neveu du prêtre Louis Esprit Viennet, qui fut, pendant quarante ans, curé de l'église Saint-Merri à Paris, et qui, en 1790, prêta serment à la constitution civile du clergé. Sa longue carrière, de militaire d'abord et d'homme public ensuite, d'écrivain dramatique et de poète, traversée par les révolutions politiques et les guerres littéraires, est pleine d'incidents et de péripéties.

Il eut la capacité de s'élever sous divers pouvoirs à toutes les dignités littéraires et politiques, tout en atteignant aux dernières limites de l'impopularité. « J'ai compté, disait-il, jusqu'à cinq cents épigrammes par an contre moi ; tout échappé de collège qui entrait dans un feuilleton croyait me devoir son premier coup de pied. » Son nom a servi de tête de Turc aux républicains et aux romantiques ; mais il savait se venger par une fable ou une épître de ses ennemis les plus acharnés.

Carrière militaire sous Napoléon
Après avoir fait d'excellentes études au collège de Béziers et présidé, pendant les premiers temps de la Révolution, le club des enfants de son âge, il fut destiné par sa famille à l'état ecclésiastique. Mais il préféra, à 19 ans, entrer comme lieutenant en second dans l'artillerie de marine. Sa première campagne ne devait pas être heureuse. Envoyé à Brest, puis à Lorient, il fut, le 21 avril 1797, embarqué sur le vaisseau *l'Hercule*. Ce bâtiment n'avait pas plus tôt gagné le large, qu'il se voyait donner la chasse par deux croiseurs britanniques. Quelques salves d'artillerie plus tard, l'équipage de *l'Hercule*, réduit de plus de moitié, devenait prisonnier des Britanniques. Le lieutenant Viennet resta pendant sept mois prisonnier sur les pontons de Plymouth. La poésie le consola des rigueurs du sort; il se fit même acteur. Sur le théâtre qu'il réussit à monter à bord de sa prison maritime, les pièces composées par lui alternaient avec les tragédies et les vaudevilles du temps. À la faveur d'un échange de prisonniers, il recouvra la liberté, et il réintégra son corps d'origine.

En 1812, il obtint la faveur de venir à Paris ; il écrivit alors beaucoup, des épîtres, des tragédies, des comédies, des poèmes. Quelques-unes de ses épîtres remportèrent des prix aux Jeux Floraux. Il tentait de faire jouer son *Clovis*, tragédie en 5 actes, au Théâtre-Français, lorsqu'il reçut l'ordre de rejoindre immédiatement son régiment en marche pour la Saxe. Il partit et fit comme capitaine la campagne de Saxe (1813), assista à la bataille de Lützen, à celle de Bautzen, où il fut décoré de la main de l'empereur. Dans la désastreuse journée de Leipzig, il fut fait prisonnier, et il ne rentra en France qu'avec la

Restauration, à laquelle il s'attacha avec un certain empressement.

Première et deuxième Restauration

Il devint aide de camp du général de Montélégier, lui-même aide de camp du duc de Berry. Les Cent-Jours ne le ramenèrent pas au système impérial; il refusa de voter pour l'acte additionnel, ce qui faillit lui procurer un voyage à Cayenne. Il ne dut qu'aux instances de Cambacérès, ami de son père, de voir révoquer l'ordre déjà signé par le ministre Denis Decrès. Les Bourbons reparurent; mais Viennet n'ayant pas suivi le duc de Berry à Gand, on le lui reprocha, bien qu'il eût refusé son adhésion au régime précédent. Laissé sans emploi, il reprit la plume et se fit journaliste. Il collabora à *l'Aristarque*, au *Journal de Paris*, au *Constitutionnel*, jusqu'à ce qu'il fut enfin admis, grâce à Gouvion Saint-Cyr, dans le corps royal d'état-major. De cette époque datent ses nombreuses *Épîtres*.

Le 17 juillet 1820, il donna à l'Académie de musique un opéra en un acte, *Aspasie et Périclès*, musique de Daussoigne, neveu et élève de Méhul ; l'excellente partition de ce jeune maître lutta pendant seize représentations contre la funeste influence d'un livret dépourvu d'intérêt sans pouvoir commander le succès. Un peu plus tard, le 19 octobre, sa tragédie *Clovis* vit enfin le feu de la rampe, au Théâtre-Français, et eut du succès. Il écrivit de nombreuses autres pièces, surtout des tragédies, qui ne furent, elles, pas représentées. Nommé chef d'escadron à l'ancienneté en 1823, il fut rayé des cadres en 1827 suite à la publication de son *Épître aux chiffonniers* en faveur de la liberté de la presse, protestation spirituelle et hardie contre une législation à la fois odieuse et absurde. Il n'en fallut pas davantage pour le rendre populaire, et, le 21 avril 1828, il fut élu député du 2e arrondissement électoral de l'Hérault (Béziers). Il prit rang parmi les membres de la gauche, soutenant de son vote, et quelquefois de ses discours, cette opposition parlementaire qui allait aboutir à la révolution de 1830. Il vota l'adresse des 221. Réélu le 23 juin 1830 avec 55% des votants, il contribua à l'établissement de la Monarchie de Juillet, et ce fut lui qui lut au peuple, à l'Hôtel de ville, le 31 juillet, la nomination du duc d'Orléans comme lieutenant général du royaume.

Monarchie de Juillet

Le nouveau roi restitua à Viennet son grade de chef de bataillon. Réélu député le 5 juillet 1831 avec 65% des votants, il siégea dans la majorité ministérielle. Se dévouant sans compter, mais avec la fougue intolérante de son esprit, il était comme l'enfant terrible de son parti et disait tout haut les projets, les espérances ou les mots d'ordre de la réaction. À la Chambre, il poursuivait de ses sorties véhémentes, de ses attaques piquantes et soudaines les républicains, qu'il appelait les stipendiés de l'émeute, et il se vit bientôt, en retour, sifflé et bafoué. Point de mire du *Charivari* et de la *Caricature*, il fut mis à toutes les sauces de la malignité, du sarcasme et du dénigrement.

L'Académie française lui ouvrit ses portes le 18 novembre 1830 ; il succédait au comte de Ségur au fauteuil 22. L'Académie fit ainsi une place dans son sein à celui qui fut, avec Baour-Lormian, un des chefs les plus opiniâtres de la résistance absolue aux tentatives du romantisme. Ami particulier de Louis-Philippe, celui-ci l'éleva à la dignité de pair le 7 novembre 1839. Avec une verve toute méridionale, Viennet n'en poursuivit pas moins ses travaux littéraires (romans, opéras, tragédies, comédies, épîtres et fables) comme ses débats politiques véhéments. Mais le pair ne fut pas plus ménagé que ne l'avait été le député, et les choses durèrent ainsi jusqu'en février 1848 ; les événements de cette époque l'arrachèrent à la fois de son banc du Luxembourg et de la politique militante ; les journaux satiriques, occupés ailleurs, lâchèrent un instant leur proie. Plus tard, on lui sut même gré de s'être montré très digne et très ferme vis-à-vis des hommes du 2 décembre.

Le franc-maçon

Dignitaire franc-maçon du rite écossais ancien et accepté pour la France et ses colonies, devenu Grand maître de cette obédience (avec le titre de « Souverain Grand Commandeur » du « Suprême Conseil de France ») de 1860 à 1868, il combattit énergiquement pour l'indépendance de ce rite, lorsque le pouvoir, par un abus de son autorité, manifesta la prétention de le réunir au rite français sous la direction du maréchal Magnan. Le vieillard retrouva alors toute la verdeur de la jeunesse, et la façon dont il tint tête à l'orage lui valut un regain de cette popularité que, depuis la Restauration, il n'avait plus connue.

Il poursuivit ses travaux littéraires presque jusqu'à son dernier jour. Il s'éteignit au Val-Saint-Germain, près de Dourdan, à l'âge de 90 ans. Il avait rédigé lui-même sa propre notice dans le *Dictionnaire de la conversation*, auquel il a fourni des articles. Haussonville, qui le remplaça à l'Académie française, fit son éloge le 31 mars 1870.

VILLARET de JOYEUSE Louis Thomas

Auch 24 mai 1747 - Venise 24 juillet 1812.



Vice-amiral d'escadre, gouverneur de la Martinique. Son prénom à la naissance est Thomas, il change de prénom est 1789 sur les actes officiels où l'on peut lire Louis Thomas. Il signe Dejoyeuse avant 89, mais son nom Villaret de Joyeuse devient Villaret-Joyeuse en 1792 ou Villaret.

Franc-Maçon de la Loge et du Chapitre "*L'Union*" à Lorient, et membre honoraire de la Loge "*L'Harmonie*" à Saint-Pierre de la Martinique.

Sous l'Ancien Régime - Une origine aristocratique douteuse

Contrairement à une idée reçue y compris de son vivant, son origine aristocratique est douteuse (son grand père était ébéniste à Auch et connu sous le seul nom de Villaret) et certains biographes sont perplexes sur l'origine du « de Joyeuse » qui semble avoir été usurpé par son père, ancien militaire puis fonctionnaire royal devenu fortuné.

Témoigne notamment de ses origines roturière le fait qu'il ait commencé sa carrière maritime comme volontaire plutôt que

comme garde-marine, voie normale pour tout aspirant issu de la noblesse.

Si des aristocrates ont suivi des carrières d'officiers bleus, c'était essentiellement pour des raisons d'absence de fortune suffisante pour assurer le train de vie requis pour un garde de la marine or la famille Villaret n'avait aucun problème sur ce plan. Toutefois, ses états de service exceptionnels, notamment sous Suffren, et l'ambiguïté de son nom d'usage, lui permettront d'intégrer tout de même le « Grand Corps » des officiers de la marine royale après avoir servi comme officier bleu. Un autre événement douteux, systématiquement cité dans la plupart de ses notices biographiques, bien qu'aucun document concret ne vienne étayer sa réalité, serait qu'il soit d'abord entré aux Gendarmes de la Maison du Roy en 1763, et qu'il ait quitté ce corps à la suite d'un duel. Il n'est pas exclu que cet épisode ait été forgé a posteriori par lui-même pour dissimuler son origine roturière.

Il fut un « aristocrate d'apparence » mais dut transformer son nom dès le début de la Révolution en « Villaret-Joyeuse » voire en « Villaret » tout court.

Apprentissage dans la Royale et la Compagnie des Indes
Il entre dans la marine royale comme volontaire (certains disent dès 1763) et navigue essentiellement aux Antilles de 1765 à 1770 d'abord la flûte la *Nourrice*, destinée à Cayenne. En 1766, Thomas part sur *l'Éléphant*, armé à Bordeaux, transportant des troupes aux Antilles, le navire est désarmé à Rochefort. Enseigne de la Compagnie des Indes, sur la flûte *Parham*, destiné à l'Île de Saint-Domingue, désarmé à Bordeaux. Il rentre à l'amirauté pour y subir des examens lui permettant d'être capitaine au long cours.

En 1773, il transporte des troupes à l'Isle de France (ancien nom de Maurice) sur la *Fortune*, armée à Brest. Il reste à l'Isle de France fin 1773 et début 1774 et navigue dans l'océan Indien, sur le *Coromandel* jusqu'au 20 mai 1775 et navigue en face des côtes du Bengale. En 1776, Thomas Villaret de Joyeuse repart à destination de Pondichéry et Mahé avec la corvette *L'Athalante*. En 1778, il repart de l'Isle de France (ancien nom de Maurice) sur une flûte, la *Pintade* à destination de Pondichéry et Mahé. C'est alors qu'éclate la guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique.
Siège de Pondichéry (1778)
Lieutenant de frégate, il se retrouve sans bâtiment sur lequel embarquer à Pondichéry lorsque les Britanniques viennent mettre le siège devant cette place en 1778. Il offre ses services au gouverneur et déploie en ces circonstances des talents et une bravoure tels qu'il obtient le commandement de la flûte la *Pintade*, en 1779, grâce au récit que fait Guillaume Léonard de Bellecombe, au roi, de sa belle défense de Pondichéry. Il part en croisière sur la Côte de Coromandel
Capitaine de la corvette *La Dauphine*
En 1779, Thomas de Joyeuse est capitaine de la corvette *La Dauphine* et fait du cabotage pendant 6 mois entre l'île Bourbon et Madagascar. L'année suivante, il est l'un des officiers du vaisseau le *Brillant*4 et part de l'Isle de France en croisière sur le Banc des Aiguilles5, pendant 23 mois et 4 jours.
Un officier bleu promu par Suffren
Pierre André de Suffren le nomme capitaine de frégate en 1781 après la bataille de Gondelour et lui confie successivement *le Pulvériseur*, puis *la Bellone*, et enfin la corvette *Naïade*. Envoyé pour une mission de confiance très risquée, il tient tête pendant plus de quatre heures au vaisseau *le Sceptre* (64 canons) mais doit finalement amener son pavillon. Rapidement libéré, il sert sur *le Héros*, en tant qu'aide de camp de Suffren; en 1784 il commande une prise, la frégate *Coventry*, avec le grade de lieutenant de vaisseau. Suffren lui obtient aussi la grand-croix de l'ordre de Saint-Louis. C'est donc Suffren en campagne dans l'océan Indien qui le fait entrer dans le « Grand Corps » ce qui aurait été éventuellement plus difficile en France où ses quartiers de noblesse auraient probablement fait l'objet d'un examen préalable. Thomas Villaret de Joyeuse rentre à Brest et prend le commandement de la frégate La *Railleuse*. Il se marie avec Félicité de Villars de Roche, à Versailles en 1787. Ils ont une fille et deux fils, dont Alexis Jean Marie, né à Lorient en 1788, futur capitaine de vaisseau, chevalier de l'ordre de Saint-Louis et de la Légion d'honneur. Toutefois Thomas Villaret de Joyeuse n'est que lieutenant de vaisseau. Le **Grand Corps** des officiers de la Marine accepte difficilement qu'un officier qui n'est pas l'un des leurs devienne capitaine de vaisseau. Villaret de Joyeuse n'est ni ancien Garde, ni un aristocrate. Il n'est pas non plus Provençal ou Breton. Comme Pierre André de Suffren, avant lui, il devient membre de la loge *L'Union de Lorient*. Beaucoup d'officiers de la Marine royale sont francs-maçons.

OFFICIER DE LA MARINE REPUBLICAINE
Un capitaine efficace
Il commande *la Prudente* aux Antilles en 1790/91 avec une division envoyée pour y rétablir l'ordre. L'opération sera un échec total, la plupart des équipages se mutinant. *La Prudente* sera l'un des seuls bâtiments où la discipline sera maintenue ce qui fait attirer l'attention sur son commandant. En 1793, il est enfin capitaine de vaisseau et commande *le Trajan* dans l'escadre de Morard de Galles pendant les troubles qui agitent la plupart des navires à l'exception du *Trajan*, notamment lors de l'affaire de Belle Isle.
Un amiral nommé précipitamment
À la destitution de l'amiral en novembre 1793, Jeanbon Saint André le fait nommer contre-amiral, et lui confie aussitôt le commandement en chef de l'armée navale de Brest où il s'efforce de rétablir la discipline et un semblant d'organisation.
La campagne de Prairial
Avec son pavillon sur le vaisseau *la Montagne* (118 canons), il conduit cette flotte lors de la campagne de Prairial qui culmine dans les combats du 10 Prairial (29 mai 1794) et surtout la grande bataille du 13 Prairial (1er juin 1794) où il perd 7 vaisseaux à l'ennemi. Il réussit toutefois à écarter la flotte de lord Richard Howe de la route du convoi Van Stabel et lui permet ainsi d'atteindre Brest.

Les désastres de la marine républicaine
Il est promu vice-amiral en décembre 1794. Il doit ensuite mener la campagne du Grand Hiver (décembre 1794 / janvier 1795) à la tête d'une flotte mal réparée, privée de vivres et hors d'état de prendre la mer dans une période de l'année particulièrement défavorable. Cinq vaisseaux sombrent lors de cette croisière inutile ordonnée par des politiciens incompétents. En juin 1795, il conduit une escadre de 12 vaisseaux au secours de l'amiral Vence et d'un convoi, bloqué près de Belle Isle par l'escadre de Bridgeport. Près de Groix (combat naval de Groix le 23 juin 1795), malgré une nette supériorité numérique et son courage personnel, il ne peut empêcher la débandade de nombre de ses capitaines qui s'enfuient honteusement vers Lorient. Il y perdra encore trois vaisseaux et cet épisode lui laissera une grande amertume contre les capitaines incompétents responsables de ses échecs répétés.

Première disgrâce
Désapprouvant les plans de l'expédition Hoche à destination de l'Irlande. Il fait preuve de mauvaise volonté dans la préparation de ses bâtiments et est en conflit constant avec le jeune général auquel il admet mal d'être soumis. Le ministre Truguet le révoque et le remplace par Morard de Galle, revenu, lui, en grâce. Cette campagne sera un l'échec lamentable, car là encore mal préparée et pourvue de moyens insuffisants.

UN AMIRAL POLITIQUE
Député au Conseil des Cinq-Cents (1796)
Louis Thomas Villaret-Joyeuse est élu fin 1796 au Conseil des Cinq-Cents, par le département du Morbihan. Il siège avec un groupe de tendance monarchiste : le club dit des « Clichyens » (clichiens avec Dumas, Boissy d'Anglas, Pichegru, Viénot de Vaublanc et Barbé-Marbois).

Les députés composant ce club étaient des modérés qui ne souhaitaient pas un retour à l'Ancien Régime mais plutôt une monarchie constitutionnelle qui accepterait certains acquis de la Révolution ; Villaret entre alors en conflit assez violent avec le ministre de la marine et des colonies Truguet qui cherche à faire enfin appliquer l'abolition de l'esclavage dans les colonies. Villaret dont le frère possède une grande plantation à l'île de France (île Maurice) devient le principal porte-parole du lobby colonial et esclavagiste. Il fait partie des proscrits lors du coup d'État du 18 fructidor an V. Échappant de peu à la déportation à Cayenne, il est assigné à résidence à l'île d'Oléron.

LE CONSULAT
Transport du corps expéditionnaire à Saint-Domingue
Bonaparte cherche à rallier à sa cause les anciens clichyens qu'il fait libérer. Il confie à Villaret de nouveau le commandement de l'escadre de Brest en mars 1801. À la veille de la Paix d'Amiens il conduit l'expédition du général Leclerc à Saint Domingue, envoyée pour combattre Toussaint Louverture. Il reste aux Antilles comme gouverneur général de la Martinique et de l'île de Sainte Lucie à partir de 1802.
Capitaine général de *La Martinique et de Sainte-Lucie* (1802-1809)
Les Britanniques occupent la Martinique jusqu'en 1802, date à laquelle le traité d'Amiens rend l'île à la France. Villaret-Joyeuse est nommé Capitaine général de l'île Martinique et dépendances en avril 1802. Il reprend donc possession de l'île où il a de bonnes relations avec les colons.

LE PREMIER EMPIRE
Nouvelle disgrâce
En 1809, avec seulement 2000 hommes, il tente de résister courageusement au corps expéditionnaire de 18 000 hommes mené par l'amiral Cochrane. Il s'enferme dans les forts mais doit capituler sous le nombre au bout de trois semaines. Lorsque Villaret revient en France, le ministre de la marine et des colonies Denis Decrès qui le considère comme un prétendant sérieux à sa succession saisit l'occasion pour le blâmer abusivement comme responsable de la perte des îles. Villaret doit faire face à un conseil d'enquête aux ordres du ministre et il est exilé à Rouen jusqu'en avril 1811.
Venise
En 1811, Napoléon Ier relève Villaret de sa disgrâce et le nomme commandant de la 12e région militaire puis gouverneur de Venise; mais une crise d'hydropisie le terrasse peu après, le 24 juillet 1812. Louis Thomas Villaret de Joyeuse est enterré à Venise et son nom est sur l'arc de triomphe de l'Étoile.

CONCLUSION
Villaret de Joyeuse fut un capitaine exceptionnel sachant maintenir ordre et discipline dans son équipage lorsque tous les autres se mutinaient et fut aussi un combattant courageux très estimé par Suffren. Si son bilan comme amiral se solde par une suite de défaites, voire de désastres, son talent de tacticien et ses qualités de général en chef restent indéniables, alors même qu'il a dû exercer ses commandements d'escadre dans la période la plus sombre de l'Histoire de la Marine française, sans avoir eu seulement le temps d'acquérir la moindre expérience de la fonction. « On ne lui a donné à commander que des escadres mal équipées, de mauvais équipages et des officiers pire encore. On ne pouvait faire mieux que ce qu'il a réussi à accomplir avec eux et malgré eux. ». Reconnaissons qu'il fallait du courage pour accepter fin 1793 le commandement d'une flotte « réorganisée » par un Jeanbon Saint André et du talent pour la conduire dans un combat, certes perdu, mais de façon honorable en Prairial. De ce fait, la présence de son nom n'est pas déplacée sur les piliers de l'Arc de Triomphe. Toutefois son rôle de porte-parole du lobby esclavagiste sous le Directoire ternit sérieusement son image. La seule défense – si c'en est une – que l'on puisse lui trouver sur ce plan c'est qu'il fut loin d'être le seul : la quasi-totalité des élites et de ses pairs furent à la même époque ou sous le Consulat des partisans de l'esclavage (Bruix, Forfait, etc.) ; les

prises de position courageuses de l'amiral Truguet dans ce domaine furent une exception rarissime. JCvL+Wikipédia

VIOLETTE Maurice Janville 1870 – Dreux 160.



Maurice Violette a été initié en mars 1893 à « *Bienfaisance et Progrès* », loge populaire size dans le X^e^ arrondissement de Paris qui compte, en son sein, plusieurs socialistes dont Arthur Groussier. Il est alors secrétaire général de *l'Union de la Jeunesse Républicaine*. Il intervient notamment en loge pour traiter de « la répression de l'adultère et la mariage bourgeois » et du socialisme, du cléricalisme et de la maçonnerie (1895), des accidents du travail (1897). Il présente des comptes rendus des convents, et tient les postes d'orateur et de surveillant.

Après avoir été le secrétaire du frère Millerand, Violette écrit ses premiers articles dans *La Petite République*. Il se présente aux législatives en 1898, en Indre-et-Loire, d'où son affiliation aux « *Enfants de Rabelais* », petite loge de Chinon composée d'artisans, d'agriculteurs et d'instituteurs.

Il est élu vénérable en 1899 et conserve le premier maillet jusqu'en 1904. L'atelier se développe et reçoit notamment René Besnard qui devient député radical du département. L'atelier, combiste, apporte son soutien au général Peigné compromis dans l'affaire des Fiches et termine ses travaux au cri de « *Vive la République démocratique et sociale* ». Maurice Violette est aussi très présent sur le terrain maçonnique national. Il monte à la tribune au Convent de 1898 pour s'opposer à une réforme de l'assistance maçonnique qui aurait grevé les cotisations.

Il soutien un vœu d'exclusion des maçons faisant instruire leurs enfants dans un établissement congrégationniste. En 1901, il préside l'Union amicale des francs-maçons socialistes qu'il réunit, à huis clos, pendent le Convent de 1901, ce qui le fait suspecter d'activité fractionnelle. Il est cependant élu au Conseil de l'Ordre où il est secrétaire de plusieurs commissions – mais n'assiste qu'à peu de séances. En 1905, son mandat prend fin. Il a pour les élections de 1902 quitté Chinon pour se présenter à Dreux. Violette peut s'appuyer sur le frère Durantel, un publiciste qui l'aide à fonder son organe de presse. Violette réunit 16 maçons, le 10 janvier 1905, pour ouvrir les feux, sous le maillet de Durantel, de « *Justice et Raison* ». L'atelier célèbre la victoire de Violette aux législatives de 1906 par une grande fête publique, un banquet, un concert et une conférence. La loge est à l'origine du cercle laïque, crée une section de la Ligue des Droits de l'Homme, puis dirige l'Université populaire. Elle est présente au conseil municipal, ce qui facilite les élections de Violette à la mairie (1908) et à la députation (1910 et 1914). Il en prend le premier maillet de 1914 à 1924, tout en jouant un rôle important au sein de la commission de l'armée et en entrant dans le cabinet Ribot comme ministre du Ravitaillement et du Transport maritime. La loge s'inquiète, en 1917, des buts de la guerre, salue « la victoire du prolétariat russe », dénonce les morts inutiles et n'accepte qu'une paix par le droit. En 1919, Violette perd son siège de député, ce qui lui permet d'être plus présent dans son atelier. Il revient au Parlement en 1924 et, en 1928, il l'emporte sur un frère S.F.I.O., Raymond Béranger, devenu vénérable de l'atelier. En 1929, il entre au Sénat.

Violette appartient, ainsi que plusieurs maçons (Antériou, Augagneur, Brunet, Planche, Zévaès), au groupe républicain socialiste ; il défend au Parlement les points de vue exprimés dans les Convents sur la colonisation ou la recherche de la paternité.

Le Cartel des Gauches le désigne en 1925 comme gouverneur de l'Algérie. Il entre en relation avec les vénérables et mène une politique en faveur de la promotion des populations indigènes et de lutte contre l'antisémitisme. Il est honoré à son retour, par une réception de la fraternelle parlementaire. Maurice Violette sera ministre des Etats de trois gouvernements du Front Populaire. Chargé de l'Algérie, son projet de collège unique échoue face à l'hostilité des colons. Il est révoqué en 1940 et assigné à résidence. Elu à la Constituante, il est membre de l'U.D.S.R. Sa carrière politique s'achève, après les élections de 1951, dans la mouvance du radicalisme.
Il reste fidèle au Grand Orient et s'inscrit, en 1947, à la loge de Chinon, pour l'aider à reprendre vie. A.C.

VIVEKANANDA Swami Nerendramah Datta Calcutta 12 janvier 1863 - 1902



Citoyen indien engagé, ensuite ascète. Il s'efforça de faire comprendre aux occidentaux le bouddhisme et le yoga.
Initié Franc-Maçon à la Loge "*Anchor and Hope*", Calcutta.

D'une stature imposante et majestueuse, pourvu de vastes connaissances et d'une intelligence profonde, Swami Vivekananda a à peine 30 ans lorsqu'il fait sensation au Parlement mondial des religions, à Chicago, en 1893. Trois ans et demi plus tard, quand il revient en Inde, sa patrie, ce colosse plein d'une mâle assurance, plein de force, de courage et d'amour, semble incarner l'idéal de l'éducation qu'il préconisait, dont le but était de « former des hommes » et de « forger le caractère ».

Narendranath Datta, qui prendra le nom de Vivekananda, dans une famille bourgeoise respectée. Son père, Viswanath Datta, qui exerçait la profession d'avoué, aimait l'art et la littérature ; d'esprit large, il se montrait cependant sceptique à l'égard des pratiques religieuses. En revanche, la mère de Narendra, Bhubaneshwari Devi, était une femme pieuse et bonne, attachée aux traditions hindoues.
Les parents de Narendra ont eu sur lui des influences différentes ; mais ensemble ils ont créé, autour de cet enfant précoce, une ambiance agréable qui lui a permis de devenir un jeune homme énergique, aux aspirations élevées. Pendant ses années de formation, il acquit des capacités intellectuelles extraordinaires que certains ont mal comprises ou méconnues, mais que d'autres ont reconnues et considérées comme le signe d'une personnalité d'exception. Enfant, il «jouait» souvent à méditer et parvenait sans peine à s'absorber dans sa méditation. Un jour, alors qu'il se livrait à cet exercice avec des camarades, la soudaine apparition d'un cobra qui rampait en ondulant sur le plancher, provoqua aussitôt la fuite de tous les enfants — à l'exception de Narendra, qui resta assis, plongé dans la méditation.

La capacité de concentration de Narendra, c'est-à-dire sa capacité à fixer son esprit sur une seule chose en le détachant de tout le reste, était remarquable. Plus tard, il réussit à atteindre douze fois de suite, d'un coup de fusil, des coquilles d'œuf qui flottaient à la surface d'une rivière, bien qu'il n'eût jamais tiré auparavant. Sa maîtrise de soi n'était pas moins étonnante. Il demeurait calme et imperturbable dans les situations les plus dramatiques. Narendra, qui portait depuis l'enfance une vive admiration aux religieux itinérants, rêvait de partager un jour leur vie. Mais son ambition ne se manifesta qu'à l'époque de ses études au Scottish Church College. Il se mit alors à la recherche de lettrés et de guides spirituels afin de les interroger. Mais aucun de ceux qu'il trouva ne put le satisfaire. C'est par William Hastie, le principal de son collège, qu'il entendit parler pour la première fois de Sri Ramakrishna, le saint de Dakshineswar. Sa rencontre avec Sri Ramakrishna, en novembre 1881, marque le moment décisif de sa vie.

Sri Ramakrishna guida avec soin un groupe de jeunes disciples dévoués, parmi lesquels il désigna Narendra comme chef du groupe. Après la mort du Maître, ces jeunes disciples se rassemblèrent dans une maison délabrée de Baranagore, dans la banlieue nord de Calcutta, qui devint le premier siège de l'Ordre de Ramakrishna. Renonçant à toutes les possessions matérielles, d'une fidélité inébranlable à l'enseignement du Maître, ils supportèrent d'incroyables privations et se consacrèrent aux pratiques spirituelles. Narendra parcourut l'Inde en tous sens, généralement à pied, cherchant des solutions aux problèmes qui assaillaient son pays. Le voyageur souffrit souvent de la faim et dut souvent passer la nuit sans abri. Il eut ainsi l'occasion de connaître directement l'Inde et ses besoins. Il vit qu'elle possédait un patrimoine spirituel inestimable, mais qu'elle ne savait pas en tirer parti. La pauvreté, le régime des castes, l'indifférence à l'égard des masses, l'oppression des femmes et les défauts du système d'enseignement constituaient à ses yeux les principales faiblesses de l'Inde.

CONCLUSION
Depuis la mort de Swami Vivekananda, il y a un siècle, beaucoup de changements se sont produits dans le domaine de l'éducation ; mais d'autres domaines de la vie sociale ont évolué encore plus vite. L'éducation — c'est l'un des changements remarquables qu'elle a subis — doit aujourd'hui préparer les êtres humains à vivre dans un nouveau type de société ; et elle essaie de créer un nouveau type d'être humain adapté à cette nouvelle société. Fait intéressant, Vivekananda avait imaginé une société composée d'êtres humains d'un type nouveau, capables de combiner de façon harmonieuse la connaissance, l'action, le travail et la méditation. Il avait aussi proposé un nouveau type d'éducation pour former de tels individus.

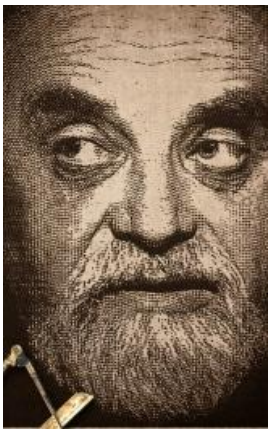
Bien qu'il soit aujourd'hui garanti par la Constitution de l'Inde, le droit à l'éducation pour tous, dont rêvait Vivekananda, n'est pas encore appliqué, loin s'en faut, dans toute son étendue. En revanche, de nombreux pays ont déjà adopté le projet d'éducation continue ou permanente conçu par le Swami. L'adoption de ce projet a modifié la conception dominante de ce qui constitue la réussite ou l'échec, donnant de nouveaux espoirs aux habitants les plus vulnérables et les plus défavorisés de ces pays — aux gens qui, pour diverses raisons, n'ont pas terminé leurs études quand ils étaient jeunes. L'appel de Vivekananda en faveur des masses opprimées, et notamment des femmes — dont on ne se souciait plus depuis longtemps — a suscité des réactions positives dans différents milieux. Mais les sociétés adaptent leur système d'enseignement à leurs besoins particuliers, dépouillant ainsi souvent les faibles du droit de décider de leur destin. Si l'on ne procède pas à des réformes radicales dans les différentes sociétés, les pauvres ne pourront jamais progresser. Le Swami se préoccupait beaucoup du sort des pauvres.

Les idées et l'action de Vivekananda, qui datent de plus d'un siècle, offrent de remarquables similitudes avec les principes et l'action de l'UNESCO. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer :
• l'engagement de Vivekananda en faveur des valeurs universelles et de la tolérance, son identification active avec

l'humanité tout entière ;
• son combat pour les pauvres, contre la pauvreté et la discrimination sexuelle (atteindre ceux qui sont restés hors d'atteinte)
• sa conception de l'éducation, de la science et de la culture comme facteurs essentiels du développement humain ;
• sa conception de l'éducation comme processus qui doit durer toute la vie ;
• son rejet de l'apprentissage par cœur.

Penseur original et visionnaire, Vivekananda déclara le 15 janvier 1897, lors de la première conférence qu'il prononça en Asie : « L'éducation n'est pas encore de ce monde, et la civilisation… n'existe encore nulle part » (*CW*, vol. III, p. 114). Cela reste vrai. Si la civilisation, comme le pensait Vivekananda, est l'expression de la perfection de certains êtres humains, aucune société n'a fait jusqu'à présent beaucoup de progrès dans cette direction. La douceur, la bonté, la patience, la compassion et les autres vertus auxquelles on reconnaît une civilisation équilibrée, n'ont encore pris racine sur une assez grande échelle dans aucune de nos sociétés, bien que nous nous targuions prématurément d'habiter un village planétaire. Le manque de ressources nécessaires à la vie, dont souffrent les pauvres dans le monde entier, n'est pas moins frappant que le manque de moralité des privilégiés instruits. Pour relever résolument ce grand défi, Vivekananda préconisait une « éducation qui forme des hommes et forge le caractère ». Il faudrait, ne serait-ce que pour cette raison, réexaminer sérieusement aujourd'hui ses idées sur l'éducation. http://www.ibe.unesco.org/International/Publications/Thinkers/ThinkersPdf/vivekanf.pdf

VOGEL **Theodor**. Schweinfurt 31 juillet 1901 – Glashütten (Taunus) 9 février 1977.



Le grand père paternel de Théodor était forgeron et fort apprécié, il devint son guide, et provoqua son intérêt pour la métallurgie. Son père avait une activité dans une usine où l'on fabriquait des portes, fenêtres, escaliers et supports métalliques. Theodor Vogel obtient un certificat de fin étude en 1920, à l'école secondaire supérieure de Nuremberg, un certificat en génie civil spécialisé à l'Université technique de Munich et, à Darmstadt en 1924 il reçoit un diplôme d'ingénieur civil.

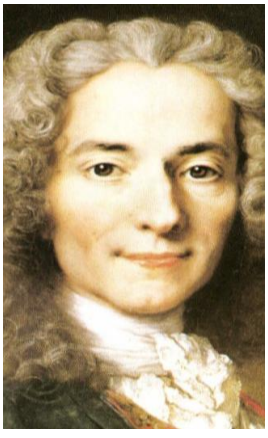
Dans la même année, il épouse Else Anna, née Raasch. Entre 1926 et 1944, ils ont neuf enfants, six filles et trois garçons, la famille vit à Schweinfurt. En 1932, il obtient un doctorat à Darmstadt, Dr.-Ing. suivit par un diplôme en économie à Francfort et Munich. Dans les années 1934 et 1935, la famille vit temporairement à Nuremberg, où Theodor Vogel a ouvert un bureau d'étude. En été 1935, il acquiert une plantation et déménage à Schweinfurt, il y demeure jusqu'en 1953.

Il travail comme ingénieur-conseil et pendant des périodes de chômage, il rédige des articles dans des magazines. Il réalise une pièce de théâtre à Leipzig pour améliorer le budget familial. Pendant la guerre, après la destruction de ses plantations, il est à Schweinfurt où son étude s'occupe de la relocalisation d'objets d'arts en Bavière et Thuringe. Après la guerre, il reprend l'entreprise de construction métallique de son père et la développe sur un plan international, il a 500 employés. Dans les années 50, il établit une succursale à Sontra, en Hesse, avec environ 200 employés. En 1962, il est à Beyreuth (Liban) où il fonde AG ATAL.

Il est très actif au sein des organisations professionnelles, telles que la Fédération allemande de l'acier (dont il fut temporairement Président) et de l'Association Nationale de l'Industrie Bavaroise. De 1963 à 1967, il est président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Würzburg-Schweinfurt. Dynamique et modeste, Theodor Vogel est invité par la Reine des Pays-Bas, le Shah d'Iran, le duc de Kent, le président américain Truman, etc… pour ses mérites il reçoit de nombreux prix dans son pays et à l'étranger.

Grand artisan de la restauration de la Franc-Maçonnerie en Allemagne après la seconde guerre mondiale et la terrible répression hitlérienne. Franc-Maçon, il devient Grand Maître de la Grande Loge Zur Sonne, à Bayreuth, de 1948 à 1961 et Grand Maître des Grandes Loges Unies d'Allemagne (Vereinigte Grosslogen von Deutschland) de 1958 à 1961. JCvL

VOLTAIRE dit **François Arouet** 21 novembre 1694 Paris – 30 mai 1778.



Écrivain et philosophe qui a marqué le XVIIIe siècle et qui occupe une place particulière dans la mémoire collective française et internationale. Figure emblématique de la France des Lumières, chef de file du parti philosophique, son nom reste attaché à son combat contre « l'Infâme », nom qu'il donne au fanatisme religieux, et pour la tolérance et la liberté de penser. Déiste en dehors des religions constituées, son objectif politique est celui d'une monarchie modérée et libérale, éclairée par les « philosophes ». Intellectuel engagé au service de la vérité et de la justice, il prend, seul et en se servant de son immense notoriété, la défense des victimes de l'intolérance religieuse et de l'arbitraire dans des affaires qu'il a rendues célèbres (Calas, Sirven, chevalier de La Barre, comte de Lally).

De son immense œuvre littéraire, on lit aujourd'hui essentiellement ses contes et romans, où se concentre le meilleur de l'écrivain – la fantaisie, la finesse du trait, le bonheur de l'écriture, l'esprit du philosophe –, mais aussi les *Lettres philosophiques*, le *Dictionnaire philosophique* et sa prodigieuse correspondance, plus de 21 000 lettres retrouvées.

Son théâtre, ses poésies épiques, ses œuvres historiques, qui firent de lui l'un des écrivains français les plus célèbres au

XVIIIe siècle, sont aujourd'hui largement négligées ou ignorées.

Tout au long de sa vie, Voltaire fréquente les *Grands* et courtise les monarques, sans dissimuler son dédain pour le peuple, mais il est aussi en butte aux interventions du pouvoir, qui l'embastille et le contraint à l'exil en Angleterre ou à l'écart de Paris. En 1749, après la mort d'Émilie du Châtelet, avec laquelle il a entretenu une liaison houleuse de quinze ans, il part pour la cour de Prusse, mais, déçu dans ses espoirs de jouer un grand rôle auprès de Frédéric II à Berlin, se brouille avec lui après trois ans et quitte Berlin en 1753. Il se réfugie un peu plus tard aux Délices, près de Genève, avant d'acquérir en 1759 un domaine à Ferney, sur la frontière franco-genevoise, à l'abri des puissants. Il ne reviendra à Paris qu'en 1778, ovationné par le peuple après une absence de près de vingt-huit ans. Il y meurt à 83 ans.

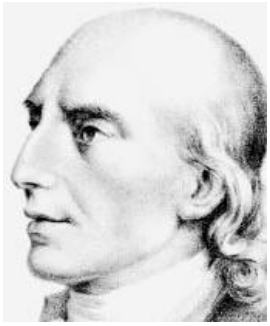
Voltaire aime le confort, les plaisirs de la table et de la conversation, qu'il considère, avec le théâtre, comme l'une des formes les plus abouties de la vie en société. Soucieux de son aisance matérielle qui garantit sa liberté et son indépendance, il acquiert une fortune considérable dans des opérations spéculatives et dans la vente de ses ouvrages, ce qui lui permet de s'installer en 1759 au château de Ferney et d'y vivre sur un grand pied, tenant table et porte ouvertes. Le pèlerinage à Ferney fait partie en 1770-1775 du périple de formation de l'élite européenne éclairée. Investissant ses capitaux, il fait du village misérable de Ferney une petite ville prospère. Généreux, d'humeur gaie, il est néanmoins chicanier et parfois féroce et mesquin avec ses adversaires comme Jean-Jacques Rousseau ou Crébillon.
Considéré par la Révolution française – avec Jean-Jacques Rousseau, son frère ennemi – comme un précurseur, il entre au Panthéon en 1791, le deuxième après Mirabeau. Célébré par la III^{e} République (dès 1870, à Paris, un boulevard et une place portent son nom, puis un quai, une rue, un lycée, une station de métro…), il a nourri, au XIXe siècle, les passions antagonistes des adversaires et des défenseurs de la laïcité de l'État et de l'école publique, et, au-delà, de l'esprit des Lumières.

Le Franc-Maçon
Deux thèses son en présences à propos de l'initiation de Voltaire : pour les uns, il aurait vu la lumière en Angleterre pendant son exil ; pour les autres, c'est à la fin de sa vie qu'il aurait été initié comme en témoigne « l'extrait de la planche à tracer de la respectable loge des « *Neufs Sœurs* », à l'orient de Paris, le septième jour du quatrième mois de la vraie lumière 5778 (7 avril 1778) » publié dans la Correspondance littéraire de Meister et dans les Mémoires secrets de Bachaumont. Cependant le bruit courrait qu'il était déjà frère (ne logeait-il pas chez le marquis de Villette, maçon notoire ?), et les circonstances de son « initiation » allégée en raison de son grand âge (il va avoir 84 ans), pourrait laisser croire qu'en effet, ce jour-là on l'affilia à la loge car il pénétra à visage découvert dans la loge et on lui remit le tablier de maître d'Helvétius.

Mais ces arguments ne résistent pas à la critique : il y a d'abord le témoignage de Wagnière, son secrétaire, lui-même maçon, qui dans ses *Mémoires* affirme par trois fois que son maître n'était pas maçon ; mais il y a surtout le fait qu'il n'y a aucune trace de son initiation en Angleterre, laquelle si elle avait eu lieu, comme celle de Montesquieu, ne serait pas passée inaperçue. D'autre part, dans sa volumineuse correspondance, Voltaire ne parle jamais ou presque de maçonnerie, et quand il en parle dans son œuvre, c'est pour s'en moquer (***Essai sur les mœurs***, 1772). Davantage, en 1771, quelques années donc avant sa réception, il dénonce, outre sa « bizarrerie » et ses cérémonies « extravagantes », l'esprit de parti d'une association qu'il compare aux sectes religieuses (article « **INITIATION** », ***Questions sur l'Encyclopédie***).

Reste à savoir pourquoi Voltaire a accepté qu'on le reçoive au « *Neufs Sœurs* ». Nous en sommes réduits aux conjectures. Ses adversaires ont mis en avant sa vanité. Mais au-delà de cet argument psychologique, on peut penser que Voltaire ne fut pas insensible à la fraternelle pression du marquis de Villette, de Lalande et de Cordier de Saint-Firmin qui l'invitait à rejoindre une loge qui rassemblait toute l'intelligentsia du moment. Quoi qu'il en soit de ses raisons, la réception de Voltaire est l'indice le plus clair de la transformation de la maçonnerie des Lumières qui, tournant le dos aux « augustes fadaises » naguère dénoncées par Helvétius – qui était à l'origine de la loge – se faisait voltairienne en reprenant à son compte les combats du patriarche. Une maçonnerie engagée dans les affaires de la cité était en train de naître. En témoignent les résistances qui s'ensuivirent, lorsqu'au détour de la pompe funèbre organisée après le décès de Voltaire, le Grand Orient voulut casser la loge. « *L'Eloge de Voltaire* » que lut alors le frère Bricaire de la Dixmerie sauva les « *Neufs Sœurs* » du désastre ; il doit en conséquence se lire comme un texte politique et le signe d'une radicalisation d'une frange, sinon représentative de la maçonnerie des Lumières, du moins importante des élites de la société d'Ancien Régime qui font alors le choix d'un engagement séculier. On notera que la thèse de Voltaire initié en Angleterre, aujourd'hui soutenue par Jacques Brengues, est reprise verbatim des *Mémoires* pour servir à l'histoire du jacobinisme de Barruel, qui, pour étayer sa thèse du « complot » maçonnique, voulait que tous les philosophes eussent été maçons. Ch.P.

VOβ Johann Heinrich



Poète, pédagogue et philosophe allemand, ami de Goethe, Lessing, Campe, Klopstock, professeur de philosophie à Heidelberg. (1751 – 1822)

VOULLAIRE **Georges Louis** Genève 1768 - ?

En décembre 1807, la loge chapitrale « L'Union des Cœurs » de Genève charge son vénérable George Louis Voullaire, d'établir un livre d'or qui sera « *dressé d'après les Anciens Registres & Archives, lesquels seront ensuite détruits jusqu'au commencement de ce siècle, c'est-à-dire, jusqu'au 1er mois 5801, comme ne contenant plus, jusqu'à cette époque, d'autres choses dont la L.: veuille conserver le souvenir* ». C'est à cette source gravement inexacte que des historiens suisse (Zschokke, Boos) puisèrent pour écrire l'histoire maçonnique de Genève. La date douteuse de ce document attribue à la création de « L'Union des Cœurs » est aussi celle de la naissance de son auteur, George Louis Voullaire, citoyen de Genève et maître de langues. Sa carrière maçonnique est singulière et sa fin, inconnue.

En janvier 1787, à moins de 19 ans, Voullaire est reçu à « L'Union des Cœurs » et à un chapitre genevois de Rose-Croix. Vénérable en mars 1788 et maître des cérémonies de la loge en 1790, secrétaire de l'état major de la place de 1793 à 1798, il devient suppléant du Comité révolutionnaire et secrétaire du premier tribunal révolutionnaire en 1794. Officier dans la garde nationale, il est élu après l'amnistie directeur du bureau militaire le 1er septembre 1798.
Il est membre d'une loge sauvage qui existait en 1774 et n'a pas arrêté ses travaux pendant les Révolutions genevoises, « *Les Amis Sincères* », lorsque celle-ci s'affilie en avril 1796 au Grand Orient de Genève ; il en devient vénérable en 1799 et en 1800. En octobre-novembre 1798, il est Grand Secrétaire du Grand Orient de Genève et « secrétaire provisoire » du comité des hauts grades.

Le 15 février 1800, en qualité de Grand Maître du chapitre « *La Parfaite Unité* » de Genève, il s'adresse aux officiers de la Grande Loge et du Grand Chapitre de H.R.D.M. (Heredom) de Chambéry, fondé le 4 avril 1788 sous l'autorité de l'Ordre royal de Kilwinning à Edimbourg, afin d'en obtenir des patentes capitulaires et rituels. Il transforme alors « *La Parfaite Unité* » en chapitre du « grand et sublime Ordre de H.R.D.M. à Genève » dont il est Grand Maître Provincial. Devenu à 32 ans, Grand Maître du « comité des hauts grades » et Grand Maître du Grand Orient de Genève, il écrit le 14 octobre 1800 au Grand Vénérable Roëttiers de Montaleau et lui propose de transformer l'obédience qu'il dirige en Grande Loge Provinciale de Genève, ce que le Grand Orient de France lui accorde le 27 décembre suivant. Il en est élu Grand Maître, puis Grand Secrétaire le 27 décembre 1801 et conserve ces fonctions jusqu'en 1810.
Le chapitre de « *L'Ordre de Saint-Jean* » de « *L'Union des Cœurs* » commence ses travaux le 12 janvier 1805 en recevant comme membres honoraires tous les membres du chapitre de l'Ordre Sublime de H.R.D.M. et en nommant des officiers provisoires, dont Voullaire comme orateur. Ce chapitre reçoit des constitutions du Grand Orient de France le 16 juin 1806 et Voullaire en devient Très Sage en 1808. Le 18 février 1816, la plupart des membres de « *L'Union des Cœurs* » qui a été installée au Rite Ecossais Rectifié le 23 août 1811 se retirent du chapitre. Voullaire démissionne de « *L'Union des Cœurs* » en 1820. En 1821, il est vénérable d'une loge qu'il a probablement créée à Genève, « *La Parfaite Unité* », et chef de son chapitre. Elle reçoit des constitutions de la Grande Loge Nationale Suisse le 16 février 1823 et cesse ses travaux en 1868. A.B.

WAILLY de **Charles** Paris 9 novembre 1729 - 2 novembre 1798.



Architecte. Conservateur du Louvres (1795) et auteur du décor intérieur du Théâtre de l'Odéon.
Il est entré dans la loge des Cœurs Simples de l'Etoile Polaire (1774-1778), après son admission à l'Académie d'Architecture (1767).

L'un des principaux artisans du « style à l'Antique » ou architecture néoclassique, De Wailly avait une prédilection pour la figure parfaite, le cercle. Il commence sa formation en suivant les cours de Jean-Laurent Legeay, en compagnie d'autres architectes en devenir : Étienne-Louis Boullée, Marie-Joseph Peyre ou Pierre-Louis Moreau-Desproux. Il fut ensuite l'élève avec ces mêmes camarades de l'École des Arts de Jacques François Blondel en 1749, où il rencontra William Chambers et, plus tard, Giovanni Niccolo Servandoni.

Après avoir obtenu, en 1752, le grand prix de Rome d'architecture, il séjourna à l'Académie de France à Rome pendant trois ans jusqu'en 1755, partageant sa pension avec son ami Pierre-Louis Moreau-Desproux. Tous deux participèrent aux fouilles des thermes de Dioclétien. À Rome, De Wailly se lia d'amitié avec le sculpteur Augustin Pajou qui devait sculpter son buste et celui de sa femme et pour qui il construira une maison mitoyenne de la sienne. En 1767, De Wailly fut reçu membre de la première classe de l'Académie royale d'architecture et, en 1771, de l'Académie royale de peinture et de sculpture. Catherine II de Russie lui offrit la place de président de l'Académie d'architecture de Saint-Pétersbourg, qu'il refusa. En 1772, il fut nommé architecte du château de Fontainebleau, conjointement avec Marie-Joseph Peyre. L'année suivante, il fut autorisé à faire un long séjour à Gênes pour redécorer le palais Spinola. Il devait revenir à plusieurs reprises travailler en Italie. Il en importait des marbres antiques qu'il revendait à ses riches clients.

Remarqué par le marquis de Marigny, frère de Mme de Pompadour et directeur général des Bâtiments, Arts et Manufactures du Roi, De Wailly travailla dans le parc de son château de Menars et parvint à obtenir, grâce à son appui, la commande d'un nouveau théâtre pour la Comédie-Française. En 1779, De Wailly et Peyre construisirent ainsi leur œuvre la plus célèbre, le théâtre de l'Odéon à Paris (V. infra). De Wailly donna également un projet pour l'Opéra comique.

En 1795, il fut élu à l'Académie des Beaux-Arts - 3e section (architecture), fauteuil V. À sa mort, Jean-François Chalgrin lui succéda. Il devint conservateur du musée des tableaux en 1795 et fut envoyé en Hollande et en Belgique pour y choisir des œuvres d'art après l'annexion de ces pays. Il épousa Adélaïde Flore Belleville qui, après sa mort, se remaria en 1800 avec le chimiste Antoine François de Fourcroy. Il était le frère du lexicographe Noël-François De Wailly (1724-1801).

WAINWRIGHT IV **Joanathan Mayhev** Fort Walla Walla État de Washington 23 août 1883 –



2 septembre 1953.

Jonathan Mayhew "Skinny" Wainwright IV Général américain au commandement des forces alliées aux Philippines lors de l'invasion de l'archipel par le Japon durant la Seconde Guerre mondiale. Il fut le prisonnier de guerre américain le plus haut gradé de toute la guerre et resta détenu entre juin 1942 et août 1945 au nord de Luçon. Wainwright, encore très maigre, se trouvait sur l'USS Missouri lors de la signature des actes de capitulation du Japon, le 2 septembre 1945.

Il était le fils de Robert Powell Page Wainwright, un officier de l'armée des États-Unis à la tête d'un escadron qui avait pris part à la bataille de Santiago de Cuba durant la guerre hispano-américaine. Wainwright fut diplômé de la *Highland Park High School* en 1901 et s'inscrit à West Point où il termina ses études militaires en 1906. Il fut affecté à la cavalerie.

De 1906 à 1908, il fit partie de 1er régiment de cavalerie des États-Unis au Texas. Entre 1908 et 1910, il fut envoyé aux Philippines au moment de la rébellion Moro à Jolo. En 1916, Wainwright fut promu capitaine après son diplôme obtenu à la Mounted Service School à Fort Riley dans le Kansas. En 1917, il fut intégré au sein de l'état-major du premier camp d'entraînement pour officiers à Plattsburgh.

Première Guerre mondiale

En février 1918, Wainwright fut envoyé en France alors que la Première Guerre mondiale arrivait dans sa phase finale. En juin, il devint assistant de l'état-major de la 82e division d'infanterie avec laquelle il participa à la bataille de Saint-Mihiel et l'offensive Meuse-Argonne. Avec un grade temporaire de lieutenant-colonel, il fut assigné à des tâches d'occupation de l'Allemagne avec le 3e armée dans la région de Coblence d'octobre 1918 jusqu'en 1920. Il fut ensuite rétrogradé au rang de capitaine puis reçut le grade de major.

Entre deux-guerres

Après une année passée à la *Cavalry School* de Fort Riley en tant qu'instructeur, Wainwright servit au sein de l'état-major général de 1921 à 1923. Les deux années suivantes, il fut rattaché au 3e régiment de cavalerie de Fort Myer en Virginie.

En 1929, il retrouva son rang de lieutenant-colonel et continua sa formation dans la *Command and General Staff School* de Fort Leavenworth au Kansas (1931) et à l'*Army War College* (1934). Wainwright continua son ascension dans la hiérarchie avec un grade de colonel en 1935 qui lui permit d'accéder au rang de commandant de la 3e cavalerie jusqu'en 1938. Il fut ensuite promu brigadier-général à la tête du 1er régiment de cavalerie basé à Fort Clark au Texas.

Deuxième Guerre mondiale

En septembre 1940, Wainwright devint temporairement major général et retourna aux Philippines en décembre en qualité de commandant du département des Philippines. Sous les ordres de Douglas MacArthur, Wainwright était responsable de la résistance à l'invasion japonaise lors de la bataille des Philippines qui débuta en décembre 1941. Les forces alliées s'étaient retirées du golfe de Lingayen où les Japonais avaient établi une tête de pont, pour se repositionner dans la péninsule de Bataan et Corregidor en janvier 1942. Ils pouvaient ainsi encore protéger la baie de Manille.

Après le départ précipité de MacArthur en Australie au mois de mars, Wainwright hérita du poste vulnérable de commandant des forces alliées des Philippines. Le 9 avril 1942, 70 000 hommes capitulèrent à Bataan. Wainwright fut promu lieutenant-général mais le 5 mai, les Japonais attaquèrent Corregidor. Le 6 mai, Wainwright décida de capituler afin de limiter les pertes alliées, après s'être déchargé du commandement de "toutes les Philippines" de manière à ne pas obliger les troupes du général Sharp ayant encore la capacité de combattre (au sud de l'archipel, notamment) à se rendre. Les Japonais ont refusé cette condition et ont menacé de s'en prendre aux Américains de Corregidor si Wainwright n'obtenait pas la capitulation générale des troupes américaines des Philippines.

Ayant peur que ses troupes soient massacrées, Wainwright a fait parvenir des messages au général Sharp, par la radio aux mains japonaises, revenant sur sa délégation de pouvoir et lui demandant de se rendre, tout en envoyant un de ses adjoints, le colonel Traywick, en émissaire auprès de Sharp, à la demande des Japonais. Nombreux sont ceux qui ont pensé que ce n'était pas Wainwright qui parlait à la radio ou qu'il avait été contraint. Certains officiers ne comprenaient pas qu'il fallait signer la reddition de troupes invaincues et libres. Ainsi du colonel Horan, qui organisait des troupes de guérilla, du général Chynoweth ou du colonel Albert Christie sur l'île de Panay. En général, ces officiers ont laissé ceux qui le voulaient partir combattre dans la montagne et ont suivi les ordres de reddition. Le 9 juin, l'ensemble des forces alliées des Philippines s'était rendu.

Les soldats et les officiers furent envoyés dans divers camps de prisonniers. Wainwright fut détenu au nord de Luçon, à Taïwan (Formose) et en Mandchourie jusqu'à sa libération en août 1945 par les troupes soviétiques. Il fut le prisonnier américain le plus haut gradé de toute la guerre. Malgré son rang, il fut soumis comme les autres prisonniers aux conditions particulièrement difficiles de la captivité.

Le 2 septembre 1945, Wainwright se rendit à bord de l'USS *Missouri* aux côtés d'Arthur Percival afin d'assister à la signature de l'acte de capitulation des Japonais. Durant la cérémonie, MacArthur lui donna l'un des stylos qu'il avait utilisé pour signer le document. Sa silhouette fine et son visage émacié lui valurent le surnom de *Skinny* (littéralement « le maigre »), un sobriquet qui remontait à l'époque de West Point mais qui devenait particulièrement frappant à son retour de Mandchourie.

Wainwright retourna aux Philippines afin de recevoir la capitulation du commandant japonais local, le lieutenant-général Tomoyuki Yamashita.

DISTINCTIONS ET CRITIQUES

Il reçut plus tard une *Medal of Honor* et fut respecté par tous ceux qui avaient été emprisonnés avec lui. Ses hommes le qualifiaient de général combattant qui n'hésitait pas à aller au front. La décision de capituler à Bataan fut difficile à porter et il y repensa souvent en captivité. Wainwright avait le sentiment d'avoir abandonné sa patrie et sa première question dès sa libération fut de se demander comment il allait être accueilli aux États-Unis. À sa grande surprise, il fut considéré comme un héros même si le général Douglas MacArthur avait été particulièrement critique à son encontre alors qu'il était encore prisonnier. MacArthur pensait que Wainwright ne devait pas recevoir la *Medal of Honor* et envoya une missive au chef de l'État-major de l'armée des États-Unis, George C. Marshall. MacArthur remettait en cause les qualités de meneur de Wainwright en le qualifiant de lâche et d'alcoolique. Beaucoup contestèrent cette vision considérée comme cruelle et calomnieuse. Ironiquement, MacArthur fut aussi critiqué pour sa fuite des Philippines et beaucoup pensèrent que la *Medal of Honor* décernée à MacArthur n'était pas méritée puisqu'il n'avait pas été autant exposé au combat que Wainwright. Ce dernier apprit les commentaires proférés par MacArthur après coup mais ils restèrent bons amis et Wainwright supporta même le général pour la course présidentielle de 1952.

Le texte accompagnant sa Medal of Honor disait (traduction libre) :
S'est distingué par son commandement intrépide et déterminé contre des forces ennemies nettement supérieures. Au risque de sa vie, au-dessus et au-delà de l'appel du devoir de manière répétée, il fréquenta le front maintenu par ses troupes où sa présence donna l'exemple et la motivation qui rendit possible les courageux efforts de ces hommes. Sa résistance finale sur une Corregidor assiégée, pour laquelle il était responsable de façon significative, inspira l'admiration des alliés de la nation. Elle refléta le grand moral des armes américaines envers et contre tout. Son courage et sa résolution furent absolument nécessaires aux personnes de ce monde aspirant à la paix mais en ce temps grandement oppressées.

Le 5 septembre 1945, peu après la reddition japonaise, il reçut sa 4e étoile de général. En janvier 1946, il fut placé au poste de commandant de la 4e armée à Fort Sam Houston (Texas). Il partit à la retraite en août 1947.
Il est mort en 1953 et fut enterré à la section 1 du cimetière national d'Arlington. Il fait partie des rares personnes inhumées dans la partie inférieure du *Memorial Amphitheater*.

WARNER **Jacques** 1892- 1978.

Producteur, le dernier des 4 frères qui fondèrent leur compagnie en 1923 et furent promoteurs des films parlants en 1927 avec The Jazz Singer dont la vedette était Al Jonson, franc- maçon.
Jacques Warner fui initié en 1938 à la Mount Olive Loge, Los Angeles, Californie.

Fondation du studio

La société doit son nom à ses quatre fondateurs, les frères Warner : Harry, Albert, Sam et **Jack**, des juifs polonais de Russie impériale qui ont émigré à Baltimore dans le Maryland. Sam Warner, après plusieurs petits métiers, est engagé comme projectionniste au White City Park de Chicago. Il se rend alors compte du potentiel de la diffusion de film et fait mettre en gage des objets de son père pour pouvoir acquérir un projecteur. Lui et ses frères entrent donc dans le marché de la projection en présentant des films dans des villes minières de Pennsylvanie et d'Ohio. Ils ouvrent ensuite leur première salle à New Castle, le *Cascade Theatre*, en 1903 (salle toujours existante et qui a été rénovée pour devenir la pièce maîtresse de la revitalisation du centre de New Castle et un point d'attraction touristique). En 1908, les Warner fondent, à Pittsburgh, la *Duquesne Amusement & Supply Company* (précurseur de la Warner Bros. Pictures) qui leur permet de distribuer des films. Quelques années plus tard, leur activité de distribution s'étend sur quatre États. Durant la Première Guerre mondiale, les frères Warner débutent dans la production et, en 1918, ouvrent *Warner Bros. studio* sur Sunset Boulevard à Hollywood. Sam et Jack produisent les films, tandis que Harry, Albert et Paul Ashley Chase, un commissaire aux comptes engagé en 1912, gèrent les finances et la distribution à New York. Le 4 avril 1923, grâce à un prêt accordé à Harry par son banquier, Motley Flint, ils forment officiellement la *Warner Brothers Pictures, Incorporated*… avec le succès que l'on connaît.

WASHINGTON **George** Bridges Creek 1732 – Mount-Vernon 1799.



Délégué au premier et second Congrès Continental, désigné commandent en chef de l'armée coloniale en 1775, le général Washington préside la Convention de Philadelphie en 1787 qui adopte la Constitution des Etats-Unis, avant d'être élu président et intronisé le 30 avril 1789 à New York. Réélu pour un second mandat en 1792, il refuse d'assurer un troisième mandat.

Le premier président des Etats-Unis fut aussi un franc-maçon actif, dès l'âge de vingt ans. C'est à la loge «*Fredericksburg*», en Virginie, qu'il est initié le 4 novembre 1732, d'après les annales de cette loge. Reçu compagnon le 3 mars 1753 et élevé au grade de maître le 4 août de la même année, la célébrité du personnage va par la suite « autoriser » de nombreuses loges à revendiquer l'initiation de Washington à tel ou tel degré. Il est possible qu'il ait obtenu le degré de la *Marque*, ou le *Royal Arch*, mais les preuves sont insuffisantes.

La seule certitude concerne son initiation aux trois premiers degrés de la franc-maçonnerie. De même, c'est à tort que l'on a affirmé que Washington avait été Grand Maître des Etats-Unis, même si cette fonction lui avait été effectivement une première fois proposées par les loges de Virginie en 1777, puis par

la Grande Loge de Pennsylvanie. La première fois, Washington déclina l'offre et la seconde, après que la Grande Loge de Pennsylvanie eut annoncé la chose aux autres Grandes Loges, c'est la Grande Loge du Massachusetts qui émit des réserves. Washington est en revanche bien élu vénérable de la loge « *Alexandrie n°22* » le 29 mai 1788. En 1805, la loge change d'ailleurs sa titulature en l'honneur de son premier vénérable et se dénomme « *Loge Washington-Alexandrie* ».

Fait tout à fait exceptionnel, Washington demeure vénérable de sa loge après son élection à la présidence des Etats-Unis. Plus tard, en 1910, les membres de la loge « *Alexandrie* » prennent l'initiative d'ériger le Mémorial Maçonnique National George Washington, à Alexandrie, en Virginie. Il est inauguré en 1932 en présence du président Hoover.

Aux dires même de Washington, c'est pendant la guerre d'indépendance que son activité maçonnique baisse. Cependant, il n'est certainement pas insensible à l'attention que lui portaient alors que les loges et les Grandes Loges, et son intronisation en tant que président des Etats-Unis, en présence de nombreux francs-maçons, en témoigne. C'est Robert R. Livingston, alors Grand Maître de l'Etat de New York, qui lui fait prêter serment, sur une Bible qui appartenait à la loge n°1 de New York. Il demeure formellement vénérable d' « *Alexandrie n°22* » et entretient une correspondance avec plusieurs Grandes Loges. C'est en ces termes qu'il s'adresse, par exemple, à la Grande Loge de Pennsylvanie en 1796 : « *Avoir été, même dans une faible mesure, l'instrument de la providence, pour promouvoir l'ordre et l'union, et ériger sur des solides fondations les véritables principes du gouvernement, signifie seulement avoir travaillé en commun avec beaucoup d'autres hommes ; espérons que ceci aura pour résultat de récompenser des générations de frères et d'ériger un temple à la vertu* ». En revanche, on ne trouve aucune allusion maçonnique dans les lettres que Washington et La Fayette échangent, même si l'épouse de La Fayette a, semble-t-il broder un tablier maçonnique à l'intention de Washington.

Washington sut très certainement tirer parti de ses nombreuses relations maçonniques dans ses activités. Dans la controverse politique qui oppose fédéralistes et anti fédéralistes, les maçons américains se répartissent dans les deux camps et si les fédéralistes eurent gain de cause, grâce à l'appui de Washington, il est difficile de se prononcer sur l'aide apportée réellement par les frères dans ce combat.
En revanche, sur le plan militaire, il est indéniable qu'un grand nombre de généraux de l'armée continentale furent francs-maçons durant la Révolution américaine. En 1783, Washington est élu président de la Société des Cincinnati, qui comprenait un grand nombre de francs-maçons : ce sont tous d'anciens officiers de l'armée continentale. Cette association, comme pour son élitisme et qui existe encore de nos jours, fut critiquée en son temps par Mirabeau, qui y voyait un réel danger pour la démocratie.

Washington, héros de la guerre d'indépendance, se montre très méfiant à l'égard de la Révolution française, et accepte avec beaucoup de réticence la clef de la Bastille que lui offrira La Fayette. Il ne partage pas non plus les convictions du marquis en matière d'émancipation des esclaves. Tout au plus prône-t-il une certaine tolérance religieuse, une fois affinée la nécessité de croire en la religion la plus universelle possible, sous la bannière du Grand Architecte de l'Univers. C.R.

George Washington est le chef d'état-major de l'Armée continentale pendant la guerre d'Indépendance (1775-1783) avant d'être le premier président des États-Unis d'Amérique (1789-1797). Né à Pope's Creek dans la colonie britannique de Virginie, il est l'un des planteurs les plus riches de la région sur son domaine de Mount Vernon. Grâce à sa participation à la guerre de Sept Ans (1754-1763), il devient rapidement célèbre des deux côtés de l'Atlantique et s'intéresse aux questions politiques. Son engagement dans la Révolution américaine ainsi que sa réputation le portent au poste de commandant des troupes américaines, qu'il organise et mène à la victoire finale, avec l'aide des Français, sur la métropole britannique. Après le conflit, il participe à la rédaction de la Constitution américaine et fait l'unanimité lors de la première élection présidentielle. Pendant ses deux mandats, George Washington montre ses qualités d'administrateur habile, malgré les difficultés internes et la guerre en Europe. Il a laissé son empreinte sur les institutions du pays et sur l'histoire nationale.

Considéré comme l'un des Pères fondateurs des États-Unis par les Américains, George Washington a fait l'objet de nombreux hommages depuis la fin du XVIIIe siècle : son nom a été donné à la capitale des États-Unis, à un État du nord-ouest de l'Union, ainsi qu'à de nombreux sites et monuments. Son effigie figure sur le billet et la pièce d'un dollar de même que sur la pièce de 25 cents. Son anniversaire est un jour férié fédéral aux États-Unis.

CARRIERE POLITIQUE

Premier mandat

George Washington fut le président des États-Unis pendant deux mandats soit une durée de pouvoir de huit ans. Il dut faire face aux difficultés financières nées de la guerre d'indépendance et dut affirmer la position de la nouvelle nation dans les relations internationales. Au cours de son premier mandat (1789-1793), le président œuvra pour rendre le pouvoir exécutif et l'administration fédérale plus solides. Pour cela, il rassembla autour de lui une équipe d'hommes qui s'étaient illustrés pendant la révolution : Alexander Hamilton s'occupa du département du Trésor, Thomas Jefferson fut son secrétaire d'État, Henry Knox son secrétaire de la guerre, Edmund Randolph à la justice et John Adams son vice-président. James Madison fut l'un de ses principaux conseillers.

Dans le domaine des affaires intérieures, le secrétaire au Trésor Alexander Hamilton s'efforça de résoudre la crise budgétaire et de réduire la dette du pays. Le 25 février 1791, Washington signa le décret instituant une banque fédérale. C'est également à cette époque que l'on choisit de construire la capitale fédérale dans le District de Columbia : le président

sélectionna un site sur le Potomac et confia le soin de dessiner les plans de la ville au Français Pierre Charles L'Enfant. Pendant les travaux, le gouvernement déménagea de New York à Philadelphie en 1790. Washington posa la première pierre du Capitole en 1793. Mais il mourut avant la fin des travaux.

Les guerres indiennes se poursuivirent après l'indépendance : l'armée américaine affronta les Miamis, au début des années 1790 et les Amérindiens des territoires du Nord-Ouest. Les Britanniques et les Espagnols entravaient l'expansion américaine vers l'Ouest. Madison et Jefferson contestaient la politique menée par Hamilton. Devant ces difficultés, Washington souhaita d'abord se retirer des affaires politiques. Cependant, sous la pression de son cabinet et de Thomas Jefferson qui vint le convaincre à Mount Vernon, il finit par accepter de se présenter pour un second mandat (1793-1797).

Second mandat
Lorsque la guerre éclata entre la France révolutionnaire et la Grande-Bretagne (1793), le président décida de rester neutre (*neutrality proclamation*, 22 avril 1793) en attendant le renforcement du pays4. Selon lui, l'entrée des États-Unis dans le conflit aurait été un désastre pour le commerce et les finances. L'avenir du pays reposait sur la croissance économique et l'expansion vers l'ouest. Le principe de neutralité devait marquer la politique étrangère américaine pour de nombreuses décennies. George Washington n'écouta ni Thomas Jefferson qui était francophile, ni Alexander Hamilton qui était favorable aux Britanniques.

En 1794, le président fut confronté à la Révolte du Whisky qui grondait parmi les producteurs de l'ouest, mécontents des taxes levées sur les spiritueux. Washington mena lui-même la milice armée qui arrêta la rébellion. Il n'y eut pas d'affrontements violents et le pouvoir exécutif sortit renforcé de cette crise. Avec la signature du traité de Greenville en 1795, onze nations amérindiennes abandonnèrent leurs droits sur l'Ohio et l'Indiana. La même année, la navigation commerciale sur le Mississippi fut finalement ouverte aux Américains. En 1794, George Washington envoya John Jay, président de la Cour Suprême en Grande-Bretagne afin de régler les derniers contentieux nés de la guerre d'indépendance. Le traité de Londres ratifié en 1795, permit d'apaiser les tensions avec l'ancienne métropole et de jeter les bases de nouvelles relations commerciales entre les deux pays. Le traité mécontenta pourtant les républicains de Jefferson et une partie de la population américaine. La presse critiqua John Jay et le président après la signature de l'accord. Ces critiques l'incitèrent à ne pas briguer un troisième mandat.
En septembre 1796, avec l'aide d'Alexander Hamilton, Washington écrivit son discours de fin de mandat qu'il adressa à la nation américaine et dans lequel il avertit des dangers des divisions partisanes. Publié dans un journal de Philadelphie, le document préconisait la neutralité et l'union du pays et annonçait la doctrine Monroe. Sur le plan institutionnel, il appelait au strict respect de la Constitution. Washington quitta la présidence en mars 1797 et fut remplacé par John Adams. Il établissait ainsi la coutume d'un maximum de deux mandats qui devint une règle constitutionnelle par le 22e amendement voté en 1947. C'est sous la présidence de Washington que naquirent le parti fédéraliste et le Parti démocrate-républicain.

Dernières années et décès
Après son second mandat présidentiel, George Washington se retira sur ses terres de Mount Vernon. Il continua de faire prospérer son exploitation et fit aménager une grande distillerie qui produisait du whisky et du brandy. En 1798, le deuxième président américain John Adams le nomma lieutenant-général à la tête d'une armée provisoire qui serait levée en cas d'invasion française. Pendant plusieurs mois, Washington se consacra à l'organisation du corps d'officiers. Mais il refusa d'assumer un rôle public et rejeta la proposition de devenir à nouveau Président.

Le 12 décembre 1799, Washington prend froid dans ses vêtements mouillés. Une infection bactérienne de l'épiglotte va lentement l'étouffer sous l'enflure croissante à l'intérieur de sa gorge ; il mourut deux jours plus tard en présence de sa femme, de ses médecins et de son secrétaire personnel Tobias Lear. Il avait alors 67 ans. Il fut enterré à Mount Vernon quatre jours après son décès. Son épouse Martha Washington brûla toute la correspondance du couple sauf trois lettres. Après la mort de George Washington, la jeune nation américaine porta le deuil pendant plusieurs mois. Les médecins pensent aujourd'hui que le traitement qu'il a subi, une saignée, des incisions au cou et des purges, a entraîné un choc, une asphyxie et une déshydratation. Il est enterré dans le cimetière familial de Mount Vernon. JCvL+Wikipédia

WASHINGTON Shirley 26 mai 1722 – 1er octobre 1778.

Vice-amiral 5e comte Ferrers, est un officier de la *Royal Navy* britannique qui fut aussi astronome amateur, membre de la *Royal Society*, franc-maçon et pair de Grande-Bretagne.

Washington Shirley est le second fils de l'honorable Laurence Shirley (lui-même quatrième fils de Robert Shirley, 1er comte Ferrers) et de sa femme, Anne. Circa 1738, il rejoignit les rangs de la Royal Navy où il atteignit les grades de sous-lieutenant en 1741, de premier-lieutenant en 1746 et de *post-captain* peu après. Deux semaines après l'exécution de son frère Laurence, 4e comte, en 1760, Washington lui succéda à la chambre des Lords (en tant que nouveau comte Ferrers) et en 1763, George III lui accorda les terres familiales précédemment confisquées à son frère en châtiment de ses crimes (à la très grande surprise de Casanova, alors à Londres) et il commença à transformer le domaine familial de Staunton Harold, dans le Leicestershire. Plus tard il fut promu contre-amiral, en 1771, puis vice-amiral, en 1775.

Le comte était féru d'astronomie et possédait son propre planétaire. En 1761, il fut élu à la Royal Society pour son travail sur les observations du transit de Vénus. Il acheta le tableau de Joseph Wright of Derby intitulé *Philosophe faisant un exposé sur le planétaire dans lequel le soleil est remplacé par une lampe*, où on a vu en lui le modèle du personnage de droite. Il hébergeait alors Peter Perez Burdett (le personnage de gauche) et il avait lui-même assisté à une conférence de James Ferguson, qui utilisait un planétaire dans ses démonstrations1. Le tableau est aujourd'hui visible au musée de Derby.

Washington Shirley est mort en 1778 à Chartley Manor Place, dans le Staffordshire, et a été enterré à Staunton Harold. Comme il n'avait pas d'enfant de sa femme, ses titres et domaines ont été transmis à son plus jeune frère, Robert.

WAYNE John

Winterset, Iowa, 26 mai 1907 - Los Angeles 11 juin 1979.



Acteur, réalisateur et producteur américain. S'il a joué dans des films policiers, des films de guerre et quelques comédies romantiques, c'est dans ses nombreux westerns que John Wayne s'est réellement imposé, sous la direction de deux réalisateurs particulièrement : John Ford (*La Chevauchée fantastique*, *Le Massacre de Fort Apache*, *La Charge héroïque*, *Rio Grande*, *L'Homme tranquille*, *La Prisonnière du désert* ou encore *L'homme qui tua Liberty Valance*) et Howard Hawks (*La Rivière rouge*, *Rio Bravo*, *El Dorado* ou *Rio Lobo*). Il tourna également plusieurs films avec Henry Hathaway dont *Cent dollars pour un shérif*, qui lui valut en 1970 le seul Oscar de sa carrière.

Il fut initié à la Marion McDaniel Lodge 56 à Tucson (Arizona) le 9 juillet 1970, passa Compagnon le 10 juillet et fut élevé à la Maîtrise le 11 juillet ! Par la suite, il rejoignit une Loge d'Hollywood. Il appartint également aux Shriners (Al Malaikah Shrine) de Los Angeles. Il fut élevé à titre honoraire au 33e Degré du Rite Ecossais à Los Angeles.

En 1960, il passa derrière la caméra pour réaliser une fresque historique d'envergure, *Alamo*, relatant les derniers jours de Davy Crockett et ses compagnons lors de la guerre d'indépendance du Texas. Huit ans plus tard, il réalisa *Les Bérets verts*, film engagé justifiant l'intervention américaine au Viêtnam. Ses deux réalisations reflètent l'engagement personnel de John Wayne, républicain et ardent patriote. Classé 13ème plus grande star de légende par l'American Film Institute en 1999, John Wayne est certainement un des acteurs les plus représentatifs du western, une incarnation à lui seul de l'Amérique conquérante. Surnommé « The Duke », il reste toujours aujourd'hui grâce à ses films le symbole d'une certaine virilité, révolue. Il interpréta ce rôle d'homme viril, dur, solitaire et un peu machiste tout au long de sa carrière, ce qui lui fit déclarer "J'ai joué John Wayne dans tous mes films et ça m'a plutôt pas mal réussi".

WEISHAUPT Adam

Ingolstadt (D) 6 février 1748 - Gotha 18 novembre 1830.



Adam Weishaupt, juif ashkénaze, fut converti au catholicisme et reçut l'enseignement des jésuites. Après ses études, il devint en 1775 professeur de droit canonique à l'Université d'Ingolstadt, en Bavière (Allemagne).

il est orphelin de père à l'âge de cinq ans. Le baron Johann Adam von Ickstatt (1702–1776) l'élève, l'envoie au collège des Jésuites d'Ingolstadt en 1755, où ses prédispositions en font rapidement un élève brillant et prometteur. Montrant assez tôt un goût prononcé pour les auteurs classiques, c'est la vision de certains d'entre eux (notamment Cicéron), telle qu'elle est véhiculée par les Jésuites, que Weishaupt récusera par la suite. À l'âge de quinze ans, il entame ses études académiques (jurisprudence, science politique, histoire et philosophie). Ickstatt, qui est professeur et directeur de l'université d'Ingolstadt, lui permet de consulter les livres interdits par la censure théologique. Il y découvre les philosophes français des Lumières.

À vingt ans, Weishaupt est docteur en droit, à vingt-sept, professeur extraordinaire, à vingt-huit, titulaire de la chaire de droit canonique qui était aux mains des Jésuites depuis 1685. En 1775, il donne une série de leçons sur la philosophie pratique de Johann Georg Feder (1740 – 1821), qui représente alors, au sein de l'université allemande, la Popularphilosophie. Par là, il devient tout naturellement un adversaire des Jésuites et commence à s'attaquer à la théologie et à la philosophie d'État, c'est-à-dire au jésuitisme… Il créa au sein de l'université où il enseignait un mouvement rebelle qui lui fit perdre sa chaire. La conspiration des Illuminés de Bavière, dont il n'était probablement pas le seul auteur, fut mise au jour en 1785. Après 18 mois d'enquête difficile, tant l'administration bavaroise avait été infiltrée par ses adeptes, il fut banni d'Allemagne en 1787. Il est décédé le 18 novembre 1830 à Gotha et renia toujours la foi catholique.

Le fondateur de l'Illuminatenorden

Le 1er mai 1776, il fonde le *Cercle des Perfectibilistes* afin de réunir autour de ces idées nouvelles ses meilleurs étudiants. Sous cette première forme, le groupe de Weishaupt n'est encore qu'une association de penseurs.
L'année suivante, il est initié à la loge *Théodore du Bon Conseil*, à Munich.

Rapidement déçu dans ses attentes, il commence à imaginer la création d'un nouvel Ordre. C'est un discours prononcé par Hans Heinrich von Ecker und Eckhoffen (1750-1790), fondateur de l'*Orden der Ritter und Brüder St. Johannis des Evangelisten aus Asien in Europa* (Ordre des chevaliers et frères de Saint Jean l'Evangéliste d'Asie en Europe), loge destinée à des travaux d'Alchimie, et grand recruteur de jeunes gens, qui lui en donne l'impulsion.

Dans son *Pythagoras*... (1795), Weishaupt affirme même n'avoir fondé le *Bund*... que dans le but de détourner ses étudiants les plus prometteurs de la fièvre rosicrucienne : « C'est justement en 1776 qu'un officier nommé Ecker créa à Burghausen une loge qui versait dans l'alchimie et qui commençait à se répandre fortement. Un membre de cette loge vint à Ingolstadt pour y prêcher et dénicher les meilleurs étudiants. Malheureusement, son choix se porta sur ceux que j'avais repérés. L'idée d'avoir ainsi perdu des jeunes si prometteurs, de les voir en outre contaminés

par l'épidémie corruptrice de l'alchimie (Goldmacherei) et d'autres folies du même genre, fut pour moi atroce et insupportable. J'allai prendre conseil auprès d'un jeune homme [le baron Franz Xaver von Zwack] dans lequel j'avais mis la plus grande confiance. Celui-ci m'incita à user de mon influence sur les étudiants pour contrer autant que possible ce fléau par un moyen efficace : la création d'une société. »

À ses côtés, Franz Xaver von Zwack (1756–1843) (Nom d'Ordre *Cato*), Franz Anton von Massenhausen (1758–1815) (Nom d'Ordre *Ajax*) et Max Edler von Merz (1758–1807) (Nom d'Ordre *Tiberius*) prêtent leur concours en recrutant et en l'aidant à rédiger les statuts et rituels de l'Ordre.

En 1780, le Marquis de Constanza (Nom d'Ordre *Diomedes*), envoyé à Francfort par les Illuminés, fait la connaissance d'un jeune homme de 28 ans, qui deviendra le bras droit de Weishaupt et le père des nouveaux grades du système : le baron Adolph von Knigge (1752–1796) (Nom d'Ordre *Philo*), franc-maçon désireux de créer son propre rite. Recruté la même année, comme en atteste une lettre de Weishaupt écrite au mois de novembre, il enrichit les trois premières classes du rite et modifie profondément les autres (1782). L'ami de Gotthold Ephraim Lessing (1729–1781), Johann Joachim Christoph Bode (1730–1793) — franc-maçon, musicien, journaliste, traducteur, éditeur des œuvres de Johann Wolfgang von Goethe et Johann Gottfried von Herder — joue un grand rôle dans le succès grandissant de l'Ordre.

C'est grâce à lui que nombre de personnalités rejoignent ses rangs : Johann Georg Feder, recruté à Göttingen, Friedrich Nicolai (1733–1811) recruté à Berlin, Johann Georg Schlosser (1739–1799), beau frère de Goethe recruté à Emmendingen, le futur Frédéric-Auguste Ier de Saxe, Herder, Goethe, etc.

C'est grâce à Bode encore que les Illuminés de Bavière, lors du Convent maçonnique de Wilhemsbad (1782), voient s'ouvrir les portes des loges maçonniques allemandes : il obtient qu'elles s'administrent elles-mêmes, faisant en sorte de les soustraire à la traditionnelle autorité monarchique et théologique...

En 1783, Knigge quitte l'Ordre et rompt toute relation avec Weishaupt, se promettant de ne plus jamais faire partie d'une quelconque société secrète. Sans doute savait-il quelle politique adopterait deux ans plus tard Charles Théodore de Bavière en publiant la même année à Francfort un petit livre faisant office de profession de foi et d'autodéfense anticipée : *Sechs Predigten gegen Despotismus, Dumheit, Aberglauben, Ungerechtigkeit, Untreue und Müßiggang* (Six prêches contre le despotisme, la bêtise, la superstition, l'injustice, l'infidélité et l'oisiveté) où une seule phrase, que n'auraient pas reniée les Jésuites, ressort en italique : « *Daß die Pflichten gegen die bürgerliche Gesellschaften und gegen die Regenten, den Gesetzen, welche uns die Natur und Religion auflegen, untergeordnet seyn müssen.* » (« que les devoirs envers la société civile et les régents doivent être subordonnés aux lois que la nature et la religion nous ont données. »)

Le succès grandissant de Weishaupt inquiète les autorités bavaroises. Un édit du 2 mars 1785 interdit leurs rassemblements et leurs activités, incluant dans cette prohibition toutes les loges maçonniques. Une véritable chasse aux déistes et aux matérialistes s'organise. Les Illuminés sont jugés et condamnés. Weishaupt, pour sa part, est contraint à l'exil deux ans plus tard. Il se réfugie à Gotha, à la cour du Duc Ernest II von Saxe-Gotha-Altenburg (1745 – 1804), Illuminé depuis 1783 (Noms d'Ordre *Timoleon* et Q*uintus Severus*) et Supérieur inspecteur de la province de Haute Saxe (l'*Abyssinie* des Illuminés) depuis 1784. Il y jouira d'une vie paisible jusqu'à sa mort, le 18 novembre 1830.

LA PHILOSOPHIE

En 1804, Weishaupt écrit dans *La Lampe de Diogène ou examen de notre morale et de nos lumières actuelles* : « *Die oberste Gewalt und Religion habe ich als wesentliche Bedürfnisse des Menschen betrachtet, aber zu einer Zeit, wo des Spielens und Mißbrauchens in geheimen Gesellschaften kein Ende war, habe ich gewollt, daß diese Schwäche der Menschen zu würdigeren Absichten benutzt werde* » [« Je considérais le pouvoir suprême et la religion comme des besoins essentiels de l'homme, mais à une époque où le jeu et les abus des sociétés secrètes ne connaissaient aucune limite, je voulus que ces faiblesses humaines deviennent profitables à de nobles desseins »].

En somme, l'Ordre des Illuminés constitue, à ses yeux, la synthèse de toutes les sociétés secrètes — de leurs dérives, de leurs espoirs, de leurs illusions —, la plus séduisante et la plus efficace sans doute. Séduisante, car elle n'aurait dû servir qu'un seul but : celui des Lumières de la science, de la morale et de la religion naturelles. En s'élevant graduellement au sein de l'Ordre, l'Illuminé réalisait que toutes les tentatives pour découvrir la pierre philosophale, pour rejoindre le vrai Christ ou pour transmuter le plomb en or ne sont jamais que des procédés symboliques pour opérer la transformation intérieure de l'homme, la subsomption de son être à ses parties les plus nobles, à la dignité de sa nature : la raison, l'esprit et, enfin, le corps transformé.

Du point de vue de la méthode, Weishaupt est résolument empiriste (dans la veine de Meiners, de Feder, de Hume et contre Kant). Dès 1788, avec ses *Doutes relatifs aux concepts de temps et d'espace*, il rejetait les conclusions de l'analytique transcendantale de Kant, admettant certes avec lui que la connaissance humaine ne puisse porter sur la chose en soi, mais refusant catégoriquement que le temps et l'espace, lieux naturels de la connaissance, soient réduits à n'être que des concepts *a priori* de la sensibilité. Le temps et l'espace sont réels, autant que le sont les phénomènes sensibles. C'est uniquement « *auf dem Weg der Erfahrung* » [« sur la voie de l'expérience »] que l'homme atteint les principes de la connaissance.

Dans l'écrit qui suivit au cours de la même année : *Sur la cause et la certitude des connaissances humaines. Examen de la Critique de la raison pure de Kant*, Weishaupt chercha à démontrer que le système de Kant conduisait à une subjectivité totale de nos connaissances – position défendue par Fichte et reprise plus tard par Rudolph Steiner —, idée inacceptable pour qui veut fonder la connaissance. Dans son troisième livre : *Sur l'intuition et l'aperception kantiennes*, Weishaupt était encore plus catégorique : seule l'expérience, c'est-à-dire les impressions venues du dehors, font la connaissance. Il n'existe aucune intuition pure, pas même une logique qui préexisterait à la chaîne naturelle des événements.

WELLINGTON duc de **Arthur Wellesley** Duncan-Castle 30 avril 1769 – 1852.



Général britannique, victorieux de NapoléonBonaparte, le 18 juin 1815, à Waterloo. Il entre au gouvernement et devient premier ministre en 1828.

Initié Franc-Maçon, en 1790, à la *loge "Lodge at Trim n°494*" Irlande.

1er comte puis marquis puis duc de Wellington, est un aristocrate anglo-irlandais devenu soldat et homme politique britannique. Il est principalement connu en tant que vainqueur de Napoléon à Waterloo. Il est souvent comparé à John Churchill, duc de Marlborough, avec qui il partage de nombreux points communs, en particulier d'être devenu un leader politique après avoir réalisé une grande carrière militaire. Arthur Wellesley, est le troisième fils de Garret Wesley, comte de Mornington. On pense qu'il est né soit à Dublin, soit sur les terres familiales dans le comté de Meath en Irlande.

Sa date de naissance n'est pas connue avec précision : la seule trace que l'on en ait se trouve dans un registre d'église et a sans doute été inscrite quelques jours après sa naissance. La date la plus probable est le 1er mai 1769, mais il est possible que cela ait été quelques jours avant ou après. Son nom initial, Arthur Wesley, fut légalement changé en Arthur Wellesley en mars 1798. Wellesley étudie à Eton de 1781 à 1785, puis à Bruxelles. En 1787, son père lui achète une fonction d'enseigne dans le 73e régiment d'infanterie ; après un premier entraînement au Royaume-Uni, il rejoint l'école militaire d'Angers en France, enseigne en 1787, lieutenant dans la même année.

De 1787 à 1793, il est affecté comme aide de camp de deux Lords lieutenants d'Irlande successifs. Il est promu lieutenant en 1788 ; en 1790, il est élu député (indépendant) de Trim à la chambre des communes d'Irlande, poste qu'il gardera jusqu'en 1797.

Il progresse rapidement dans l'armée — principalement grâce au système de l'époque où les officiers pouvaient (et souvent devaient) acheter leur grade — et en 1793, il devient lieutenant-colonel dans le 33e régiment d'infanterie. Il combat aux Pays-Bas entre 1794 et 1795. En 1796, après avoir été promu au rang de colonel, il part avec son régiment pour l'Inde. L'année suivante, son frère aîné, Richard Wellesley, comte de Mornington, est nommé Gouverneur général des Indes, et quand la guerre éclate en 1799 contre le sultan de Mysore, Tipû Sâhib, Arthur Wellesley commande sa propre division. Il est nommé gouverneur de Seringapatam et de Mysore, postes qu'il gardera jusqu'en 1805. Grâce à ses victoires militaires, il est nommé commandant suprême (politique et militaire) du Deccan, il remporte de nouvelles victoires, en particulier contre le chef brigand Dundiat Wagh et contre les Marathes en 1803 (bataille d'Assaye, bataille d'Argaum). En 1804 il est fait chevalier de l'Ordre du Bain. Lorsque son frère achève son mandat en 1805, il retourne au Royaume-Uni avec lui. En 1806, Wellesley est élu de Rye (Sussex) pour six mois à la chambre des communes du Royaume-Uni ; L'année suivante, il est élu de Newport (Île de Wight) qu'il représentera deux ans. Durant cette période, il est affilié aux Torys, et en avril 1807, il est nommé au « conseil privé du roi ». Pourtant son rôle politique fut brutalement interrompu lorsqu'il fit voile pour le continent pour participer aux guerres napoléonniennes.

La guerre contre Napoléon

C'est dans les années qui suivent qu'eurent lieu les événements qui permirent à Wellesley de rentrer dans l'Histoire. À cette époque, Napoléon contrôle la majeure partie de l'Europe et le gouvernement britannique cherche des moyens de contrer la menace qu'il est devenu. Après une expédition au Danemark, Wellesley est promu lieutenant-général et transféré dans la péninsule ibérique. Bien que le combat soit assez mal engagé, c'est l'unique endroit du continent européen où les Britanniques (et les Portugais) ont réussi à se battre contre la France et ses alliés. Wellesley bat les Français à Roliça et à Vimeiro en 1808. L'accord de Sintra qui en résulte et qui stipule que l'armée britannique évacuerait les Français hors de Lisbonne est très critiqué et Wellesley est brièvement rappelé au Royaume-Uni. Au même moment, pourtant, Napoléon vient lui-même en Espagne, et lorsque le général John Moore est tué à la bataille de La Corogne, Welleslley est nommé commandant en chef de toutes les forces britanniques au Portugal. Revenant dans la péninsule ibérique en avril 1809, il bat l'armée du roi Joseph d'Espagne (le frère aîné de Napoléon) à la bataille de Talavera. Après cela, il est élevé à la pairie en tant que *Vicomte Wellington, de Talavera et de Wellington (Somerset)*. Il repousse les forces françaises hors du Portugal en 1810 et 1811 et est promu général et fait duc de la Victoire pour ses services dans ce pays.

Traversant l'Espagne, il bat les Français à la bataille de Salamanque et prend Madrid en 1812. Cette année là, une contre-attaque française met l'armée britannique dans une position difficile mais Lord Wellington reçoit le commandement de toutes les armées alliées en Espagne et est fait Marquis de Wellington le 3 octobre. Promu maréchal, Wellington conduit une nouvelle offensive en 1813, culminant à la bataille de Vitoria, nette victoire britannique qui ramène l'armée impériale en France. Il envahit la France et se heurte au maréchal Soult qui dirige la défense de Toulouse le 10 avril 1814. L'issue de cette bataille, objet de débats, marque la fin de la campagne de 1814. Le 11, Napoléon signe le Traité de Fontainebleau, conclu le 6, et est exilé à l'île d'Elbe. Acclamé en héros, Wellington est fait duc de Wellington, titre toujours porté par ses

descendants. Il est bientôt nommé ambassadeur en France, puis prend la place de Lord Castlereagh comme plénipotentiaire au congrès de Vienne, où il plaide énergiquement pour que soit permis à la France de garder sa place dans l'équilibre des puissances européennes. Le 2 janvier 1815, il est fait Chevalier Grande-Croix de l'Ordre du Bain. Le 26 février 1815, Napoléon quitte son exil à Elbe et revient en France, et en mai, il a retrouvé le contrôle du pays. Il doit alors faire face à une reformation de l'alliance contre lui. Wellington quitte alors Vienne pour prendre la tête des forces britanniques et alliées durant la campagne de Waterloo.

Il arrive en Belgique et son avant-garde combat les Français à la bataille de Quatre-Bras avant de se replier. Deux jours plus tard, le 18 juin, Wellington, avec l'appui des forces prussiennes commandées par Gebhard Leberecht von Blücher bat définitivement Napoléon à la bataille de Waterloo. L'Empereur français abdique une nouvelle fois le 22 juin, et est exilé par les Britanniques sur l'île Sainte-Hélène. Fasciné par le souvenir de l'Empereur, il passait de longues heures, assis devant son tableau, silencieux...

Carrière politique
En 1819, Wellington est nommé *Master-General of the Ordnance* — poste de l'armée britannique indépendant du commandant en chef et responsable de toute l'artillerie, les fortifications, l'intendance…— dans le gouvernement Tory de Lord Liverpool. En 1827, il devient Commandant en chef de l'armée britannique, poste qu'il occupera jusqu'à la fin de sa vie, sauf durant son mandat de Premier ministre. En même temps que Robert Peel, Wellington est une étoile montante du parti Tory, et en 1828, il devient Premier ministre. Comme premier ministre, Wellington est l'archétype de l'ultra-conservateur, pourtant c'est bizarrement durant son mandat que passa la loi d'émancipation des catholiques, leur accordant la garantie de pratiquement tous les droits civils au Royaume-Uni. Lord Winchilsea accusa Wellington d'avoir « traîtreusement comploté la destruction de la constitution protestante ».

Wellington le provoqua alors en duel, duel qui eut lieu le 21 mars 1829 aux champs de Battersea. Au moment de tirer, Wellington visa délibérément à côté et Winchilsea tira en l'air. Le gouvernement Wellington tombe en 1830. Il y eut de nombreuses émeutes cet été et cet automne là. Les Whigs, qui n'avaient pratiquement plus été au pouvoir depuis les années 1770, virent les réformes politiques comme la clé de leur retour. Wellington, respectant à la lettre la ligne politique conservatrice des Torys perd un vote de confiance le 15 novembre 1830.
Il est remplacé comme premier ministre par Charles Grey qui initie une grande réforme libérale, devant la faire passer de force à la chambre des Lords. Lors du retour au pouvoir des Torys en 1834, Wellington décline le poste de premier ministre qui va à Robert Peel ; toutefois, celui-ci étant en Italie, Wellington doit assurer l'intérim durant trois semaines, en novembre et décembre 1834. Dans le premier gouvernement Peel (1834-1841), Wellington est secrétaire d'état aux affaires étrangères, et dans le second (1841-1846) il est ministre sans portefeuille et président de la chambre des Lords. Wellington se retire de la vie politique en 1846, bien que restant commandant en chef des forces armées, et revient brièvement sur le devant de la scène en 1848, lorsqu'il aide à organiser une force de protection de Londres durant cette année de révolutions en Europe. Il meurt en 1852 et est inhumé à la cathédrale Saint-Paul. JCvL+Wikipédia

WHARTON Philip



Comté d'Oxford, Angleterre 21 décembre 1698 – Monastère de Poblet, Catalogne, 31 mai 1731.
1er duc de Wharton, fut un important homme politique jacobite, un libertin célèbre et l'un des premiers Grands Maîtres de la franc-maçonnerie. Philip Wharton, était le fils de Thomas "Honest Tom" Wharton, membre du parti Whig. Il reçut une excellente éducation et fut formé pour devenir un grand orateur. À la mort de son père, il lui succéda dans la pairie de Grande-Bretagne comme marquis de Wharton et de Malmesbury. Il fut aussi marquis de Catherlough dans la Pairie d'Irlande. Il s'enfuit avec Martha Holmes, fille du major-général Richard Holmes et commença à voyager. Les immenses domaines de son père furent confiés à la gestion de sa mère et des amis de son père. Il voyagea en France et en Suisse.

Il rencontra le « *Old Pretender* » Jacques François Stuart qui lui donna le titre de duc de Northumberland en 1716. Il partit alors en Irlande où, à l'âge de 18 ans, il entra à la chambre des lords irlandais en tant que marquis de Catherlough. Il fut fait duc de Wharton en 1718 par George Ier de Grande-Bretagne. En 1719, sa femme eut un fils nommé Thomas, qui mourut dans une épidémie de variole dans sa première année.

Vie politique
Jacobite, Wharton déclarait n'être pas tant en faveur du « Prétendant » pour des motifs religieux ou nationalistes queparce que celui-ci, d'après lui, était fidèle comme son l'était son père aux principes Whig que trahissaient selon lui le libéral Robert Walpole et le nouveau monarque. Comme il était un orateur brillant et un pair du royaume initialement prospère, les hanovriens tentaient de le gagner à leur cause tandis que les vieux jacobites, dans les premiers temps, faisaient également tout leur possible pour le conserver à leurs côtés.

Wharton commença à accumuler les dettes très vite, au point qu'il vendit ses propriétés d'Irlande pour investir dans la *South Sea Company*. Quand celle-ci s'effondra dans le Krach de 1720, il perdit la somme considérable de 120000 livres et s'en amusa en organisant un simulacre de riches funérailles publiques pour la compagnie en faillite. Il s'opposa activement à Robert Walpole en 1722, en particulier en finançant un périodique nommé « *The True Briton* ».
En 1725, ne pouvant plus faire face à ses dettes, il quitta la Grande-Bretagne.

Exil et déclin
Ayant quitté la Grande-Bretagne avec plus de 70000 livres de dettes, il accepta en 1725 les fonction d'ambassadeur du Prétendant auprès du Saint Empire romain germanique, à Vienne. Mais les autrichiens n'appréciant pas sa vie dissipée, il rejoignit son protecteur à Rome où il reçut de ses mains l'Ordre de la Jarretière. Il partit ensuite pour Madrid, où son épouse mourut en 1726. Trois mois plus tard, il épousait Maria Theresa O'Neill O'Beirne dans une cérémonie qui fit scandale. Il revendit son titre à George I[er] et s'engagea contre l'Angleterre dans les forces jacobites de l'armée espagnole. Il fut blessé à Gibraltar en 1727. En 1728, il publia un pamphlet contre la « corruption » de la cause Whig par Walpole, intitulé « *Reasons for Leaving his Native Country* » (« Motifs de quitter son pays natal »). En 1730, totalement ruiné, banni hors de Madrid suite à une rixe, il renonça à la cause jacobite et trouva refuge en compagnie de sa seconde épouse au Monastère de Poblet, Catalogne, où il décéda des conséquences de son alcoolisme le 31 mai 1731. Sa veuve retourna alors à Londres avec l'aide du prétendant et parvint à y faire valoir ses droits en 1736, s'assurant ainsi une vie confortable. Les titres nobiliaires de Wharton furent tous éteints après lui.

Carrière maçonnique
Membre de la loge maçonnique *King's Arms* de Londres, le duc de Wharton devint le sixième grand maître de la Grande Loge de Londres du 22 juin 1722 au 24 juin 1723. En 1724, après s'être brouillé avec elle, il aurait constitué les Gormogons, afin de parodier la Grande Loge d'Angleterre avec laquelle il s'était brouillé juste après en avoir été le grand maître. Il fut à l'origine de la création de la première loge d'Espagne: *French Arms*, n°50, *calle de San Bernardo*, à Madrid. Cette loge envoya une demande de reconnaissance à la Grande Loge de Londres qui y fut reçue le 17 avril 1728. La même année 1728, les francs-maçons français décident de le reconnaître comme « grand maître des francs-maçons en France », à l'occasion de son séjour à Paris et à Lyon de 1728 à 17293. Les jacobites James Hector MacLean (1703-1750) puis Charles Radcliffe, Comte de Derwentwater (1693-1746), lui succéderont. Sa nomination à la tête des francs-maçons de France, antérieure à la transformation de la « Grande Loge de Londres » en « Grande Loge d'Angleterre » en 1738, est considérée par une partie des historiens comme le point de départ d'une franc-maçonnerie française indépendante de celle de Grande-Bretagne.

WHITEMAN **Paul** Denver 28 mars 1891 - Doylestown 29 décembre 1967.



Musicien américain de jazz surnommé le Roi du Jazz. La plupart des grands musiciens de la période d'après guerre ont joué dans son orchestre.
Franc-Maçon de la loge "*St. Cécile Lodge*", New York City.

Né en 1880, fils d'un professeur de musique, **Paul Whiteman** commence sa carrière comme altiste dans l'orchestre symphonique de Denver puis dans celui de San Francisco. Il participe aussi comme instrumentiste (violon ou alto) à de nombreux orchestres de danse. En 1919, il fonde son propre orchestre. En 1920 il enregistre ses premières faces pour le label Victor. L'orchestre de Whiteman joue, entre autres, pour des revues dont celles de Florenz Ziegfeld. La notoriété arrivant, Whiteman élargit le personnel de son orchestre et le proclame orchestre de *jazz symphonique*. Dans les faits, le répertoire est composé de musique de danse et de variétés, de reprises « réarrangées » de pièces classiques, de jazz édulcoré et de tentatives de fusion entre « classique » et jazz. Whiteman est très populaire dans les années 20.

Ceci lui permet de passer des commandes à des compositeurs reconnus (Gershwin, Stravinski) et aux maintenant passablement oubliés Ferde Grofé et Bill Challis. Il commande à George Gershwin la *Rhapsody in blue* qu'il donne en public à l'Aeolian Hall de New York, le 24 février 1924, avec le compositeur au piano et qu'il enregistre le 10 juin. Il est aussi le premier à enregistrer le *Concerto en Fa* du même Gershwin et le *Scherzo à la russe* d'Igor Stravinski. Cependant, ces incursions dans l'univers de la musique « savante » restent marginales, L'orchestre de Whiteman est avant tout un orchestre de variétés (c'est là que le chanteur Bing Crosby va se faire connaître) et surtout un orchestre de jazz, atypique certes (les arrangements ne sont pas toujours du meilleur goût), mais présentant d'excellents solistes. Au fil des années, on a pu y entendre le cornettiste Bix Beiderbecke, les trompettistes Harry Busse, Red Nichols, Andy Secrest, Bunny Berigan, les trombonistes Bill Rank, Jack Teagarden , et Tommy Dorsey, les saxophonistes Frankie Trumbauer, Jimmy Dorsey, le violoniste Joe Venuti, le guitariste Eddie Lang et la chanteuse Mildred Bailey. À la fin des années 1920, Whiteman est d'ailleurs sacré « Roi du jazz ». En 1930, il est même la vedette d'un film musical qui lui est dédié *The King of Jazz*. L'arrivée de l'ère du swing va mettre fin à son « règne », Whiteman va continuer à diriger son orchestre jusqu'au milieu des années 40. À partir de cette date, il ne dirige plus que des orchestres occasionnels. Il s'occupe en revanche de la direction de L'*American Broascasting Corporation*. Il meurt en 1967. Son oeuvre est reconnue dans la franc-maçonnerie.

SON ŒUVRE
Adulé dans les années 20, sacré indûment « Roi du jazz », Paul Whiteman a longtemps été méprisé par les critiques de jazz. Certes le style ampoulé et pompier de certains des arrangements de l'orchestre a souvent très mal vieilli, mais il faut reconnaître à Whiteman sa réelle volonté de donner une « respectabilité » au jazz (même si son « concept » était naïf et inadapté), sa grande ouverture d'esprit et surtout sa capacité à savoir recruter d'excellents solistes. L'écoute de plages de Whiteman, outre le fait qu'elle nous replonge dans une ambiance « années folles » - très « Francis Scott Fitzgerald » - au charme un peu désuet, offre parfois musicalement d'excellentes surprises.

WIELAND **Chistoph Martin**



Poète et écrivain allemand (1733 – 1813)

WILDE **Oscar O'Flahertie Wills** Dublin 16 octobre 1854 - Paris 30 novembre 1900.



Dramaturge anglo-irlandais. Père du dandisme et esthète accompli. Ses oeuvres, dont 'Le Protrait de Dorian Gray', reflètent un idéal hellénique du raffinement mais aussi du morbide.
Initié Franc-Maçon, en 1875, à la Loge "*Apollo Lodge*", Oxford.

Oscar Wilde est le fils de Sir William Robert Wills Wilde, chirurgien irlandais, et de Jane Francesca Elgee ("Speranza"), poétesse et nationaliste irlandaise.
Oscar fait d'abord de brillantes études au Trinity College de Dublin, puis au collège Magdalen d'Oxford ; il s'y distingue par son goût pour la discussion, le raffinement, ce qui lui vaudra d'être raillé par ses camarades. Cela ne l'empêcha pas de défendre avec les poings sa réputation (son frère était boxeur), ce qui est paradoxal et contredit l'image de dandy qu'il laissera à la postérité.

En 1878, il reçoit le Newdigate Prize pour son poème sur Ravenne. Il en profite pour créer le mouvement de l'Art pour l'Art.
Après l'obtention de son diplôme à Magdalen, Wilde retourne à Dublin, où il rencontre Florence Balcombe, dont il s'amourache. Quand il apprend ses fiançailles avec Bram Stoker, Wilde lui annonce son intention de quitter définitivement l'Irlande. Wilde s'installe à Londres en 1879 : séduisant, raffiné et subtil, il est fêté dans toute l'Angleterre. Il développe rapidement sa théorie de l'esthétisme et donne des conférences sur ce thème aux États-Unis. Il devient rédacteur en chef de *The Womans' World*. Il s'installe quelque temps à Paris.

En 1884, Oscar Wilde épouse Constance Lloyd avec qui il aura deux fils, Cyril et Vyvyan.
En 1886, il rencontre Robert Ross qui devient son amant et sera plus tard son exécuteur testamentaire. La parution en 1890 du *Portrait de Dorian Gray* marque le début d'une célébrité littéraire.
En 1891, il rencontre Lord Alfred Douglas de Queensberry, s'en éprend et tous deux mènent une vie débridée en affichant en public leur homosexualité. Le père d'Alfred, John Sholto Douglas, marquis de Queensberry, désapprouve cette relation et provoque Wilde à plusieurs reprises. Celà entraînera le scandale Queensberry et un procès.

Le scandale Queensberry
Le marquis de Queensberry, père de Lord Alfred Douglas, avait demandé à Wilde de s'éloigner de son fils. Début 1895, il remet au portier du club Albermarle, l'un des clubs d'Oscar Wilde, sa carte de visite où il écrit :
« *For Oscar Wilde posing as Somdomite* » « Pour Oscar Wilde, s'affichant comme So(m)domite. » (la mauvaise écriture du mot *sodomite* créa en anglais le mot somdomite)

Wilde décide alors de lui intenter un procès pour diffamation, qu'il perd. Le marquis se retourne contre Wilde. C'est le premier des procès intentés contre Wilde. Il débute le 3 avril 1895. L'avocat de Queensberry, Edward Carson, va s'y révéler un accusateur habile et coriace, et les joutes verbales opposant les deux hommes vont rester fameuses. Wilde joue tout d'abord de son charme habituel, de son inégalable sens de la repartie, déclenchant l'hilarité du public, transformant par moment le tribunal en salle de théâtre. Mais il finit par se faire "piéger" pour un "bon mot" à propos de Walter Grainger, un jeune domestique de Lord Alfred Douglas à Oxford: Carson lui demandant s'il l'a jamais embrassé, Wilde répond "Oh non, jamais, jamais ! C'était un garçon singulièrement quelconque, malheureusement très laid, je l'ai plaint pour cela." ("He was a particularly plain boy—unfortunately ugly—I pitied him for it.").

Pressé par ses amis, Robert Ross en particulier, de s'enfuir sur le continent, il préfère attendre l'inéluctable. Il est arrêté le 6 avril dans sa chambre n°118 du palace londonien "Cadogan Hotel"1, puis, après deux autres procès, il est condamné le 25 mai, en vertu d'une loi datant de 1885 interdisant l'homosexualité, à la peine maximale de deux ans de travaux forcés en 1895. Il séjourne dans différentes prisons dont la geôle de Reading. Il n'écrira en prison que de la correspondance: les travaux forcés et l'enfermement l'affecteront au point qu'il ne produira qu'une seule œuvre après sa sortie, elle-même sur le thème de la prison: *Ballade de la Geôle de Reading*. Ses biens sont confisqués pour payer les frais de justice. Constance Lloyd, sa femme, se réfugie en Allemagne avec ses fils qui changent de nom (Holland). Durant son incarcération, il continue de recevoir la visite de Robert Ross, tandis qu'Alfred Douglas est poussé à l'exil en France et en Italie pendant plus de trois ans. Toujours incarcéré, Wilde écrit *De profundis* et joue au football avec le gardien de prison, le même gardien à qui il dédicacera un poème peu avant sa mort.

Après sa libération de prison
En 1897, libéré, il quitte l'Angleterre pour la France, où il demeure quelque temps à Berneval, près de Dieppe en Normandie, sous le nom de Sébastien Melmoth, en référence au roman *Melmoth the Wanderer* (1820) de Charles Robert Maturin, un des romans fondateurs du courant gothique en littérature. Maturin était par ailleurs le grand-oncle de Wilde. Commence alors une période de déchéance dont il ne sortira pas et, malgré l'aide de ses amis, notamment André Gide, il finit ses jours dans la solitude et la misère. Oscar Wilde meurt d'une méningite, âgé de 46 ans, en exil volontaire à Paris, le 30 novembre 1900. Le 28 octobre 1900, il s'était converti au catholicisme. À cette occasion, la tradition voulant que l'on offre une coupe de champagne à un adulte qui se convertissait, il aurait eu ce mot " je meurs comme j'ai vécu, largement au-dessus de mes moyens". Ses derniers mots, dans une chambre d'hôtel au décor miteux (Hôtel d'Alsace, 13 rue des Beaux-Arts à Paris) auraient été : "Ou c'est ce papier peint qui disparaît, ou c'est moi."

Après une inhumation à Bagneux, ses restes sont transférés en 1909 au cimetière du Père-Lachaise, division 89, à Paris. Son tombeau a été sculpté par Sir Jacob Epstein.

WILKES John

Clerkenwell 17 octobre 1727 – Londres 26 décembre 1797.



Parlementaire victime de la censure, privé de son siège aux Communes et condamné pour avoir publié un article jugé séditieux dans sa revue, North Briton, Wilkes incarne le combat pour les libertés aux yeux des acteurs de la Révolution américaine et des *radicals* anglais, partisan d'une réforme électorale et d'une plus grande justice sociale tout au long du XVIII^{e} siècle.

Fils d'un riche distillateur, John Wilkes fait des études à l'université de Leyde aux Provinces-Unies. Il commence à fréquenter des sociétés fantaisistes comme la Sublime Société des Beefsteaks en 1754, puis les Moines de Medmenham plus connus sous le nom de Club du Feu de l'Enfer, l'Ordre des Bucks (un *buck* désignait un jeune élément menant joyeuse vie) et enfin l'Ancienne Famille des Poireaux, un an seulement avant son initiation.

Il est élu député d'Aylesbury en 1757 (moyennant finances, comme c'était l'usage) et devient colonel de la milice de Buckingham, à une époque où les Anglais n'avaient pas encore de police.

Il soutient dans un premier temps William Pitt, puis il cherche le soutien de Bute, le conseiller du roi, espérant que ce dernier l'aidera à régler ses dettes. Comme ce dernier refuse de le nommer ambassadeur à Constantinople ou gouverneur du Québec, Wilkes se venge en lançant en 1762 un journal antigouvernemental, le *North Briton*, dans lequel il attaque Bute. En 1763, il va jusqu'à dénoncer le roi et son conseiller, qui viennent de signer le traité de paix avec la France à la fin de la guerre de Sept Ans. Cela lui vaut d'être immédiatement arrêté et enfermé à la Tour de Londres, victime du système des *général warrants*, ces lettres de cachet à l'anglaise qui permettaient de détenir en prison toute personne représentant une menace pour la sécurité de l'Etat sans qu'aucune preuve de la culpabilité ait besoin d'être établie. Le journal est jugé séditieux et on ordonne que tous les exemplaires soient brûlés. Wilkes, privé de son siège de député, s'enfuit en France, refusant d'assister à son procès. Il revient en Angleterre en 1768, se fait réélire au Parlement, est immédiatement arrêté et perd de nouveau son siège de député. Or le sort de Wilkes ne laisse pas les Anglais indifférents. La Société pour la « Défense de la Charte des droits » se réunit pour la première fois en 1768.

C'est l'année suivante, en 1769, que John Wilkes rencontre la franc-maçonnerie : il est initié à la loge « *Jérusalem n°44* », celle d'Edmund Burke. Le seul doute qui subsiste concerne le lieu de l'initiation, la prison de King's bench ou les locaux habituels où se réunissait la « loge de Burke ». John Wilkes vint-il chercher en maçonnerie la même chose que dans tous les clubs auxquels il adhéra, c'est-à-dire des relations personnelles qui augmenterait son « capital Social » ? La chose est improbable, car Edmund Burke, pourtant peu enclin à défendre les libertés, lui apporta son soutien politique à un moment où il en avait grand besoin. Wilkes était très soucieux de promouvoir ses intérêts personnels et l'affiliation à une loge maçonnique entre dans la stratégie d'un homme dont le mythe devient fascinant. Très peu d'hommes en son temps osèrent défier le pouvoir royal, même pour de mauvaises raisons, et Wilkes incarne alors le combat pour les libertés.

Il inspire, même après sa mort, des organisations qui se battent en Grande-Bretagne pour étendre le droit de vote et obtenir des droits civiques pour les dissidents religieux. Son soutien populaire est immense, car il est la figure de proue du combat pour les libertés individuelles contre la censure, contre les arrestations arbitraires et même l'enrôlement de force des soldats. Des pétitions sont envoyées au roi pour réclamer son retour au Parlement et il parvient à rassembler autour de son nom les émeutiers de la faim dans les rues de Londres. L'association révolutionnaire *The Sons of Liberty* de Boston lui envoie un message de soutien à la Tour : « *L'Amérique et Wilkes ont le même destin : ils gagneront ou perdront ensemble* ». Wilkes parvient encore à faire abolir le système des *général warrants* par le Parlement. Il termine sa vie de façon très respectable, puisqu'il obtient un siège de député pour le Middlesex en 1774. Devenu Chambellan de la Cité de Londres en 1774, il fait même chasser la foule rassemblée devant la Banque d'Angleterre en lui envoyant des gardes. Il meurt en 1797. C.R.

WILLERMOZ Jean-Baptiste

Saint-Claude 10 juillet 1730 – Lyon 1824.



Il fut un franc-maçon français qui joua un rôle important dans la constitution des systèmes de hauts grades maçonniques de son temps en France et en Allemagne.

Aîné de 12 enfants, il vécut principalement à Lyon. Frère de Pierre-Jacques Willermoz, médecin et chimiste collabora également à l'*Encyclopédie* de Diderot et D'Alembert. Grand bourgeois, fabricant d'étoffes de soie et d'argent rue des Quatre-Chapeaux, administrateur bénévole d'oeuvres de bienfaisance. Figure majeure de la maçonnerie chrétienne et mystique au XVIII^{e} siècle, Jean-Baptiste Willermoz est relativement bien connu grâce aux travaux d'Alice Joly et de René Le Forestier.

De son actif et volumineux commerce épistolaire, nombre de documents permettent de comprendre comment il a construit son réseau d'amitiés et d'informateurs, donné à la franc-maçonnerie lyonnaise un rayonnement européen et introduit dans cette ville tous les courants qui parcourent le corps maçonnique au cours du XVIII^{e} siècle (la théurgie de Martines de Pasqually, la pensée de Saint-Martin, la franc-maçonnerie rectifiée de la Stricte Observance, le mesmérisme…) pour les approprier et les relayer vers l'aire d'influence immédiate de Lyon.

Exploitant une culture liée à ses origines négociantes qui lui ont parfois valu railleries et condescendance, il a su prendre conscience avant beaucoup d'autres de l'importance de l'information et de l'intérêt de réseaux constamment étoffés et entretenus pour valoriser l'importance d'un carrefour comme celui de Lyon et l'affirmer comme métropole maçonnique de premier ordre. Grâce à ses réseaux de négociant en soierie et à ceux de ses confrères devenus frères, il met sur pied un réseau de correspondances maçonniques qui soutient la concurrence avec celui d'un Savalette de Langes.

C'est ainsi qu'il apprend par le Messin Meunier de Précourt qui a entrepris de créer une « correspondance maçonnique universelle » l'existence du grade de Chevalier Kadosh, et qu'il se tourne vers la franc-maçonnerie templière. En outre, alors que son statut de négociant aurait pu le disqualifier auprès des élites maçonniques européennes, Willermoz sait en tirer profit en convainquant de grands noms de l'aristocratie française et étrangère. Ainsi le duc d'Havré de Croÿ qui prendra la tête de la II^{e} Province Templière, dite d'Auvergne, dont Lyon est la capitale, de parrainer la réforme maçonnique, dite réforme de Lyon ou « *réforme de la réforme* » pour reprendre les propres mots de Willermoz, qu'il propose à l'ensemble de la maçonnerie templière.
Accueillant avec chaleur et disponibilité les nobles étrangers qui passent par Lyon, il forge des amitiés durables, ainsi avec Wächter, bouillant représentant de la Stricte observance en Italie, que Willermoz défendra contre ses détracteurs, ou avec l'envoyé danois à Naples, Plessen. Il étoffe son réseau de correspondants et gagne de nombreux partisans, notamment en Italie du Nord, où « *tout est lyonnais !* », selon Friedrich Münter, qui tente en vain d'y substituer l'influence des Lumières radicales défendues par les *Illuminaten*, mais aussi au Danemark, en Allemagne, en Suisse voire en Angleterre où Willermoz réussi à intéresser à son projet de réforme maçonnique des représentants de l'aristocratie en route vers Genève ou l'Italie comme le colonel Carlton ou le duc de Gloucester.

On voit donc, et l'exploitation des archives de Berlin, de Pologne et de Russie devrait permettre de renforcer cette vision, que la contribution éminente de Willermoz à l'essor de la franc-maçonnerie européenne ne saurait être réduite aux volontés d'un parvenu ambitieux, partisan d'une maçonnerie papiste… Cependant, si la contribution de Willermoz à la maçonnerie est connue, ses premiers pas en tant que maçon le sont moins. Si on sait qu'il est initié à l'âge de vingt ans, on ne sait si c'est aux « *Amis Choisis* » ou à « *L'Amitié* ». Toutefois il est admis qu'il devient vénérable dès 1752, ce qui prouve à la fois la profondeur de son engagement et sa disposition à assumer les responsabilités. Ses talents d'organisateur s'expriment à la Grande Loge des Maîtres Réguliers de Lyon qui tentent de pallier les dysfonctionnements nombreux causés dans les orients périphériques avec la crise terminale de la Grande Loge de France à la fin des années 1760. Il amorce une réflexion sur l'organisation du corps maçonnique français. Il appelle de ses vœux une structure déconcentrée qui accorde une large autonomie aux Grandes Loges Provinciales.

Cependant, à la différence des Strasbourgeois de La Candeur, qui se tournent vers Londres puis vers la Stricte Observance, Willermoz est trop conscient de l'impossibilité pour Lyon de s'isoler au sein de la franc-maçonnerie française et de rompre avec Paris. Dans les délicates négociations qu'il mène alors avec le baron de Weiler, émissaire de la Stricte Observance, il fait montre d'une réelle habilité, et réussit à gagner l'estime puis l'amitié de son interlocuteur. Lyon prend la tête de la II^{e} Province, dite d'Auvergne. « *La Bienfaisance* », loge fondée en 1774, est l'objet de tous ses soins. En 1778, Jean-Baptiste Willermoz réunit le Convent national des Gaules à Lyon. Lucide, il milite pour l'abandon des légendes templières qui risquent d'inquiéter inutilement les autorités laïques et ecclésiastiques. Il crée l'«*Ordre des Chevaliers bienfaisants de la Cité Sainte*» et propose la « *réforme de la réforme* » (Rite Ecossais Rectifié) qu'il réussit à imposer au Convent de Wilhelmsbad en 1782. Après la Révolution, il tente de relever l'Ordre qu'il a constitué, sans grand résultat. La révélation durable que représente la théurgie de Martines de Pasqually et de ses Elus coens pour Willermoz qui avait rencontré le maître dès 1767, est l'une des clefs pour comprendre son projet maçonnique et mystique. Elle explique sa participation déterminée aux séances théurgiques au cours desquelles l'Agent inconnu (la chanoinesse de Vallière), prise de délires d'influence à thème mystique, se fait l'intermédiaire avec l'au-delà dont elle écrit les messages. A sa manière, Willermoz représente la part d'irrationnel caractéristique des Lumières de la fin du XVIIIe siècle. P.-Y.B.

WILLOT **Amédée** Saint-Germain-en-Laye 1757 – Choigny 1823.



De famille noble, Willot a reçu une formation militaire et a participé à la campagne de Corse. Au moment du déclenchement de la Révolution, il sert dans un régiment d'infanterie stationné à Paris. Favorable à la Révolution libérale, il est nommé colonel puis général de brigade à l'armée des Pyrénées-Orientales, mais il est suspendu de ses fonctions puis emprisonné en raison d'un échec subi contre les Espagnoles, le 20 avril 1793. Cette défaite le rend suspect aux yeux de la Convention qui le soupçonne de collusion avec la Contre-Révolution.

Réintégré dans son grade après le renversement de Robespierre, Willot est envoyé au commandement de l'armée des Pyrénées-Occidentales. Il se distingue dans les combats autour de Pampelune et dans ceux qui conduisent à la reddition de Bilbao (mai-juillet 1795).

Elevé au grade de général de division (9 juillet 1795), il est chargé de pacifier la Vendée. On le suspecte d'avoir traité avec certains chefs vendéens. En août 1796, le Directoire le nomme, grâce à Carnot, commandant de la 8e division militaire qui siège à Marseille. Il se trouve désormais à la tête de l'ensemble du Sud-Est où sévit la Terreur blanche. Dans les faits, Willot combat plus l'agitation néojacobine marseillaise (janvier 1797) que les activités contre-révolutionnaires des compagnies du Soleil. Dans ce Midi provençal, il apparaît comme l'idole des royalistes. En germinal an V, proconsul militaire dénoncé régulièrement par Barras mais protégé par Carnot, il est élu par les électeurs des Bouches-du-Rhône au Conseil des Cinq-Cents et bénéficie de la marée conservatrice qui secoue la République.

Lié à Pichegu, il devient l'un des animateurs du Club de Clichy, point de ralliement d'éléments qui travaillent au projet d'une restauration monarchique. Il est d'ailleurs pressenti pour préparer un coup d'Etat militaire mais, attaché aux moyens constitutionnels, Willot refuse ce type d'action.

C'est dans ce contexte politique agité qu'il adhère à la franc-maçonnerie. Le 12 juillet 1797, il est reçu dans la célèbre loge parisienne « *Le Centre des Amis* » dont Roëttiers de Montaleau est le vénérable, en compagnie de Pichegru. Le fait d'accepter d'initier dans cet atelier deux royalistes fervents attire rapidement la suspicion de la presse de gauche envers la franc-maçonnerie. Aussi le *Journal des Hommes Libres*, le 14 juillet 1797, dénonce une sorte de complot maçonnique mettant en péril les institutions de la République.

L'initiation de Willot sert durablement de support à la dénonciation : « *Messieurs Willot et Pichegru, qui ne veulent point des réunions publiques et constitutionnelles des républicains, ont été, par une conséquence toute naturelle, reçus hier à une loge de francs-maçons. Depuis que la liberté est établie et que son culte doit être public, c'est une très bonne institution pour la renverser que la multiplication des soi-disant maçonneries* ». Elle montre donc bien les ressorts de l'antimaçonnisme durant ces années de troubles et d'incertitudes.

Frappé par la répression du coup d'Etat du 18 fructidor, le général Willot s'éloigne alors de la maçonnerie. Il est arrêté et déporté en Guyane avec Pichegru. Après huit mois de pénible captivité, les deux hommes parviennent à s'évader et réussissent à regagner le continent européen. Appelé à la cour de Turin, Willot est chargé de préparer un soulèvement armé dans le Sud-Est en liaison avec les armées de la deuxième coalition. Après Marengo, il passe en Angleterre où des spéculations financières hasardeuses le conduisent à s'embarquer pour les Etats-Unis. Il séjourne dans le Nouveau Monde jusqu'en 1814. De retour en France, il est réintégré dans son grade de général. Il obtient par la suite le commandement militaire de la Corse (1816-1818) et l'ancien frère Willot aurait alors appartenu aux *Chevaliers de la Foi*, une société secrète qui s'inspirait dans son organisation de la structure maçonnique. En 1822, le comte Willotest nommé président de la commission de souscription chargée d'élever un monument à la mémoire de Pichegru, mort mystérieusement en 1804. Retiré dans sa maison de campagne de Choigny, il décède le 17 décembre 1823.

WILMSHURST **Walter Leslie** Chichester 22 juin 1867 – Londres 22 juillet 1939.



Wilmshurst est peu connu. Pourtant, c'est l'un des plus grands francs-maçons, un très profond mystique et un parfait gentleman anglais. Ses écrits et sa loge ont inauguré, dans la franc-maçonnerie moderne, une tradition de théorie et de pratique initiatiques qui prend sa source dans les réalités et les principes fondamentaux de l'ésotérisme, en particulier de l'ésotérisme chrétien, plus particulièrement encore de la franc-maçonnerie, aux origines chrétiennes, en son essence illuminatrice.

Sa vie familiale, sa vie professionnelle d'avocat, à partir de 1889, sa vie mondaine furent heureuses. Passionné de livres et de lecture, passionné de musique, promeneur de la nature, hermétiste, étudiant perpétuel de la philosophie et de religion, ses ouvrages intéressent au premier chef la franc-maçonnerie, mais ils concernent aussi la vie spirituelle, qui était chez lui intense.

Son premier livre scrute les Ecritures sacrées de l'Inde et il commenta le ***Parsifal*** de Wagner. Il s'occupa de la « recherche psychique », en plein essor, et c'est grâce à lui que reparut la ***Suggestive Inquiry*** d'Atwood, un classique de l'alchimie spirituelle contemporaine. Il collabora à *The Ouest*, surtout au ***Seeker*** et dirigea cette revue inégalée de 1913 à 1919. Ses essais sont clairs, solides et composés selon l'art ; ses poèmes sont inspirés et réguliers. Dans Contemplations (1914-1928),

un mystique chrétien interprète des sujets religieux permanents et ders thèmes d'une actualité de transition, au centre d'une nouvelle Pâque.

Cependant, Wilmshurst, maçon depuis le 11 décembre 1899, était investi de la mission de rechercher et restituer le sens de la franc-maçonnerie. La franc-maçonnerie, selon Wilmshurst, *est un système de connaissance et de discipline de soi dont l'observance quotidienne transforme l'âme et la passe de son état naturel d'obscurité à un état de lumière, de l'irréel au réel, de mortel à l'immortalité, c'est-à-dire à une conscience spirituelle étendue et clairvoyante, supérieure aux perceptions sensibles et indépendante d'elles. L'initiation est le début d'un nouvel ordre de vie personnelle et de connaissance dans l'harmonie. La loi divine est lumière, elle culmine dans l'amour. Le franc-maçon se connaîtra lui-même et se perfectionnera selon des règles de sagesse.*

Il apprendra les secrets de la nature, avant tout ceux de la nature humaine qui récapitule la vie phénoménale autour de nous. La fraternité maçonnique requiert la volonté d'élever dans son cœur un temple spirituel à la gloire de Dieu et pour le bien de l'humanité, quelles que soient la philosophie ou la religion professées. Aux rites de concrétiser ces propos abstraits. Or, aucune loge de notre constitution, observa Wilmshurst, ne se consacre à ce sens profond de la charité fraternelle, à ce qui attend derrière le voile des allégories et des symboles. Le 16 décembre 1927, est consacrée à Leeds la *« Lodge of Living Stones* (Loge de pierres vivantes) n°4957, riche de 24 membres ; W.L. Wilmshurst est installé dans la chaire du roi Salomon. Il préside de nouveau la loge en 1937-1938, mais jusqu'à son départ pour l'Orient éternel, il en est le guide. *The Masonic Study Society* (Londres 1921) vient seconder la loge ; elle est toujours à l'œuvre. L'atelier de Wilmshurst, ses brochures, ses livres, continuent d'enseigner aux francs-maçons, et surtout aux membres actifs ou correspondants de la *Lodge of Living Stones*, à « chercher les grâces plutôt que les pouvoirs ». R.A.

WIRTH Oswald

Brienz 1860 – Mouterre-sur-Bourde 1943.

Né en Suisse d'un père républicain et d'une mère catholique pratiquante, Wirth est initié le 26 janvier 1884 à la loge « *La Bienfaisance Châlonnaise* » du Grand Orient, dans la ville où il effectue son service militaire. Comptable de formation, il se consacre très tôt au magnétisme et entre en relation avec Stanislas de Guaita, écrivain occultiste, fondateur en 1888 de *l'Ordre kabbalistique de la Rose-Croix*. Il en devient le secrétaire et appartient, ainsi que Paul Adam, Péladan et Papus , au Conseil Supérieur de cet Ordre.

Installé à Paris, Wirth s'affilie aux « *Amis Triomphants* » du Grand Orient, puis, à l'initiative d'un ancien communard, Ferdinand Baudel, il s'inscrit à la loge « *Travail et Vrais Amis Fidèles* » de la Grande Loge Symbolique Ecossaise.



Il participe à la création de la Grande Loge de France et lui reste fidèle jusqu'à sa mort. Promu au 4° en 1904, il ne se montre guère attiré par les ateliers supérieurs, mais accepte, avec le sourire, d'être élevé au 33°. Sa connaissance de la langue allemande lui permet d'œuvrer au rapprochement entre les obédiences françaises et germaniques.

Il se manifeste avec éclat, par la publication, en 1889, d'une controverse sur le symbolisme au nom du Groupe Maçonnique d'Etudes Initiatiques, inter obédience, présidé par le vénérable de « *Travail et Vrais Amis Fidèles* ». le groupe souhaite réorganiser la maçonnerie française « par la pratique sérieuse de l'initiation », l'ouverture de relations fraternelles avec la maçonnerie anglo saxonne, la constitution d'une maçonnerie « blanche », dépourvue de symbolisme initiatique, servant d'intermédiaire avec le monde profane pour que les maçons remplissent leurs devoirs démocratiques. Il veut ainsi clairement différencier la double vocation de l'Art royal : former des initiés et œuvrer à l'amélioration de la société.

Ce groupe publie la première revue de Wirth, le ***Rituel interprétatif pour le grade d'apprenti***, première ébauche du ***Livre de l'apprenti*** qui sort en 1893. Puis suivent, entre autres, ***Le Symbolisme hermétique dans ses rapports avec l'alchimie*** et ***La Franc-Maçonnerie*** (1910), ***Les Tarots*** (1911), ***Le Livre du compagnon*** (1912), ***Le Livre du maître*** (1922), une traduction commentée du *Serpent vert* de Goethe (1922), ***Le Tarot des imagiers du Moyen Âge*** (1927), ***Les Mystères de l'Art Royal*** (1932), ***Le Symbolisme astrologique*** (1938), ***Qui est Régulier ?*** (1938). Parallèlement, il développe ses thèses dans *L'Acacia* (1902), ***La Lumière maçonnique*** (1910) et surtout, ***Le Symbolisme***, revue qu'il fonde en 1912 et devient *Organe du mouvement universel de régénération initiatique de la franc-maçonnerie*.

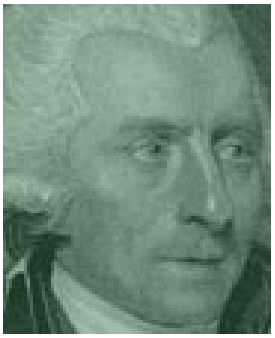
Wirth, dans ses premières interventions maçonniques, se fait le défenseur d'une maçonnerie spiritualiste mais aussi progressiste, ouverte à la mixité. Il s'oppose pourtant ultérieurement à ce que son obédience adopte des motions d'ordre politique ; il conseille aux maçons de ne pas confondre le temple et la maison, mais de travailler à ces deux constructions. Selon lui, le temple est destiné à abriter sous son dôme étoilé l'humanité entière alors que la maison répond à des besoins plus modestes et plus immédiats. Il invite la Grande Loge à pratiquer les rites avec intelligence, à former des penseurs et à assurer ainsi l'avenir de la République. Faute de quantité, elle aurait ainsi la qualité. Cette démarche élitiste, à l'origine, ne rencontre qu'un faible écho, mais ses thèses façonneront, entre les deux guerres, les conceptions d'une large fraction de la maçonnerie, et pas seulement au sein de la Grande Loge.

Wirth veut également expliquer le sens des rites et des symboles avec des commentaires tirés de la Kabbale, de l'hermétisme, des sciences occultes et du savoir initiatique des Anciens. Chaque grade met le maçon sur le chemin de

l'initiation, pour en faire « un penseur et un sage ». Les purifications que subit l'apprenti le conduisent à voir la lumière. Le symbolisme du grade de compagnon est censé l'inviter à agir conformément à la raison et à s'imprégner totalement de la lumière. Avec le grade de maître il devient à son tour un foyer lumineux.

De cette création de l'homme par lui-même naît, écrit-il « l'homme perfectionné ou le fils de l'Homme de l'Evangile ». Ce travail de perfectionnement est « représenté par le grand œuvre des philosophes hermétiques ». Wirth se refuse cependant à toute définition dogmatique du Grand Architecte de l'Univers en qui il voit la clef de voûte de l'édifice maçonnique, mais pas une abstraction, ni un objet de culte idolâtrique. « Vagabond spirituel », Wirth est hostile à toute orthodoxie maçonnique. Très à la mode dans les années 1950, son œuvre à aujourd'hui vieilli. Elle continue cependant, comme celle de Guénon ou de Plantagenêt, à inspirer de nombreux exposés en loge. A.C.

WITHERING William 1741 – 1799.



Il fut initié à la Lodge of Holyrood House, St. Luke, Edimbourg, en 1763.

Eminent botaniste, Withering, étudie la médecine à l'Université d'Edimbourg. Il fréquente à Edinburgh la Medical School de 1762 à 1766. En 1767, il commence en tant que consultant à la Stafford Royal Infirmary. Il épouse Hélène Cookes avec laquelle ils ont trois enfants (Hélène née en 1775 mais mourut quelques jours plus tard, William né en 1776, et Charlotte en 1778). En 1775, il est nommé médecin de l'Hôpital général de Birmingham (à la suggestion d'Erasmus Darwin, médecin et membre fondateur de la Lunar Society). Il publie plusieurs ouvrages traitant des biens faits et de la taxinomie de la flore ; il effectue un travil de pionnier dans la connaissance des champignons et invente un microscope de poche, pliable, pour analyser les scories botaniques.

Il pratique à l'Hôpital général de Birmingham à partir de 1779. L'histoire prend tournure après avoir remarqué q'une personne atteinte d'hydropisie (oedème de l'insuffisance cardiaque congestive) pouvait obtenir une santé améliorée avec un remède traditionnel à base de plantes. Withering est devenu célèbre pour avoir reconnu que l'ingrédient actif dans le mélange provenait de la digitaline. En 1785, Withering publie un compte-rendu sur la digitaline et certaines de ses utilisations médicales, rapports sur les essais cliniques et notes sur les effets digitaliques et de leurs toxicités.

En 1783 il se diagnostique une tuberculose pulmonaire et décide de passer l'hiver au Portugal en espérant une amélioration de son état de santé.
En 1787, il est élu Fellow de la Société linnéenne en reconnaissance pour sa contribution à la recherche botanique. Il est fait membre d'honneur de l'usine Witheringia Solanacées et devient une référence sur le continent Européen.

Pendant les émeutes de Birmingham de 1791 (où sa maison de Priestley est détruite) alors qu'il se prépare à fuir Edgbaston Hall, son personnel garde les émeutiers à distance jusqu'à de ce que les militaires arrivent. En 1799, il décide qu'il ne pouvait pas vivre un autre hiver dans le froid et les courants d'air de Salle Edgbaston ; il fait l'acquisition d'une propriété, «Les Mélèzes » dans les environs de Sparkbrook, sa femme préférant rester à Edgbaston Hall. Il déménage à sa nouvelle demeure « Les Mélèzes » le 28 Septembre, et décéde de sa maladie le 6 Octobre 1799.

WREN Christopher East Knoyle 20 octobre 1632 – Hamton Court 25 février 1723.



Après le grand incendie qui réduisit une bonne partie de Londres en cendre, Christopher Wren eut pour mission de reconstruire les principaux édifices, et en particulier la cathédrale Saint-Paul, ce qu'il fit entre 1675 et 1710. En 1680 il fut élu président de la très prestigieuse Royal Society. On doit à Christopher Wren, outre **Saint-Paul**, la **Bourse de Londres** (Royal Exchange) et **l'Observatoire de Greenwich**.

La question de son affiliation maçonnique a fait couler beaucoup d'encre et n'est toujours pas résolue. Certains, comme Anderson dans l'édition de 1838 de ses *Constitutions*, en ont fait le Grand Maître de l'Ordre dans les années qui précédèrent la création de la Grande Loge de 1717. D'autres tels que l'historien Gould, ne croient pas à son initiation. C'est l'encyclopédie maçonnique d'Albert Mackey qui fait le point le plus complet sur la question.

Il semble indéniable que Christopher Wren ait eu des liens avec les maçons de métier par ses fonctions ; il est possible qu'il servit de mécène aux membres de la *Gild of Freemasons* de Londres, sans pourtant avoir le titre de « Grand Maître » que l'on utilisait pas à cette époque.

Lors de la création de la Grande Loge de 1717, Christopher Wren était trop âgé pour jouer un rôle déterminant. La petite phrase d'Anderson en préambule de l'édition de 1738 des *Constitutions* n'est peut-être pas tant un reproche qu'une constatation : « *Lorsque la rébellion fut terminée, en 1716, les quelques loges qui existaient à Londres se trouvant négligées par sir Christopher Wren, jugèrent bon de s'unir sous l'autorité d'un Grand Maître*… ». Anderson entend par là que la Glorieuse Révolution ne prend réellement fin qu'une fois les Hanovre installés au pouvoir, à la mort de la reine Anne. C'est une époque qui s'achève, comme celle des bâtisseurs de cathédrales. La maçonnerie opérative a bien laissé la place à une structure entièrement nouvelle, qui n'est plus du tout composée de maçons de métier, la Grande Loge d'Angleterre. Christopher Wren meurt en 1723, à l'âge de 91 ans. C.R.

xYARKER John

17 avril 1833 - 20 mars 1913.



Franc-maçon anglais, occultiste et auteur d'ouvrages maçonniques et ésotériques.
Histoire

Memphis et Misraïm

Le 8 octobre 1872, Harry J. Seymour, le Grand Maître de Memphis aux États-Unis, établit à Londres un *Souverain Sanctuaire du Rite Ancien et Primitif* pour la Grande-Bretagne et l'Irlande. John Yarker en devint le premier Grand Maître Général. Harry Seymour transmit aussi à John Yarker d'autres Rites, en particulier le Rite Ecossais de Cerneau qui plus tard fut absorbé par le Rite de Memphis. En 1876, John Yarker incorpora également dans ce Rite Ancien et Primitif le Rite de Misraïm que Robert Wentworth Little avait introduit en Angleterre en 1870. En 1881, Yarker parvint à obtenir une charte du Rite Réformé de Misraïm de Pessina (qui comportaient 33 degrés) en échange d'une charte de Memphis. Cela se passa au moment même où le général Joseph Garibaldi était nommé Grand Hiérophante général des deux Rites.

Cela consacra officiellement la fusion des Rites de Memphis et Misraïm. Peu à peu le Rite fut porté à 97 degrés et s'appela réellement Rite de Memphis et Misraïm. En 1913, après nombre de péripéties, John Yarker en devint jusqu'à sa mort en 1913 le Grand Hiérophante pour tous les pays d'Europe. Yarker était un ami d'Helena Petrovna Blavatsky et de Joseph Garibaldi et il semble bien qu'il soit pour quelque chose dans la fondation de la Société théosophique. Après que Mme Blavatsky eut publié son ouvrage « Isis dévoilée », il la reçut dans sa Franc-maçonnerie à hauts grades et lui conféra le suprême grade d'adoption. Elle négocia avec Yarker l'introduction d'un rituel dans l'école ésotérique de la Société théosophique, mais cela resta sans suite.

Yarker et Papus

En 1901, Papus obtint de John Yarker une patente pour ouvrir à Paris la loge INRI travaillant selon le Rite Swendenborgien. La Loge INRI devint ultérieurement le siège de la Grande Loge Swedenborgienne de France grâce à une nouvelle charte reçue de John Yarker le 20 mars 1906.

Yarker et Rudolf Steiner

En 1906,Rudolf Steiner reçut de Theodor Reuss, qui représentait Yarker en Allemagne, un patente pour fonder à Berlin un Chapitre et Grand Conseil de Memphis-Misraïm sous le titre distinctif de « Mystica Aeterna ». Steiner fut appointé Député Grand Maître avec juridiction sur les membres qu'il avait reçu où qu'il recevrait dans le futur3). Steiner entra assez vite en

conflit avec Reuss et reprit son indépendance. Puis à partir des éléments initiatiques qu'il avait rassemblés, il fonda son propre Rite la « Franc-maçonnerie ésotérique », à laquelle Edouard Schuré aurait probablement été initié. Ce Rite se servait d'un rituel fort ancien, dont le texte se trouve partiellement dans l'ouvrage « Dogme et Rituel de Haute Magie » d'Eliphas Lévi. Dans son autobiographie, Steiner minimise les rapports qu'il a eu avec la Maçonnerie et Reuss en particulier. A noter que Theodor Reuss était un ancien membre de la Société théosophique. Selon certains auteurs4, Steiner aurait aussi été initié dans l'Ordre de la Rose-Croix Ésotérique de Franz Hartmann5, un autre théosophe et ami de Reuss, qui après l'affaire Judge6, avait fondé une branche dissidente de la Société théosophique en Allemagn

YELAGUIN Ivan Perfilievich 1726 – 1793.

Poète, dramaturge et secrétaire particulier de Catherine II de Russie.
Franc-Maçon : en 1771 est constituée la loge "*Parfaite Union*", Saint-Pétersbourg, par la Grande Loge d'Angleterre qui reconnaît Yelaguin Grand Maître Provincial pour la Russie.

YRIGOYEN Ippolyto 12 juillet 1852 - 3 juillet 1933.



Deux fois Président de la République argentine (1916-1922 et 1928- 1930), sa seconde présidence ayant été interrompue par un coup d'état militaire.
Initié Franc-Maçon, en 1882, à la Loge "Docente", Buenos Aires.

Juan Hipólito del Sagrado Corazón de Jesús Irigoyen Alem, connu comme **Hipólito Yrigoyen**, est le troisième fils de Martín Yrigoyen et de Marcelina Alem, sœur de Leandro N. Alem, fondateur de l'Union civique radicale. Son père, un immigré du Pays basque français qui travaillait comme gardien et palefrenier, épousa la fille de son patron, Leandro Antonio Alén, qui fut un des chefs de la Mazorca, force parapolicière de Juan Manuel de Rosas, et qui fut pendu sur la Plaza de Mayo après la chute de Rosas.

Hipólito naît et grandit dans le quartier de Balvanera à Buenos Aires, en Argentine. Il fait ses études au Collège San José de Buenos Aires. Grande figure de l'Union civique radicale, fut président de son pays à deux reprises, du 12 octobre 1916 au 12 octobre 1922 et du 12 octobre 1928 au 6 septembre 1930. Il fut le premier président de l'histoire de l'Argentine à être élu par suffrage secret et universel (masculin).

Débuts dans la vie politique
Hipólito Yrigoyen et son oncle Leandro N. Alem, qui a changé la dernière lettre de son nom de famille pour ne pas subir de discrimination à cause de son père, commencent leur vie politique au Parti autonomiste, parti populaire dirigé par Adolfo Alsina, opposant au Parti national de Bartolomé Mitre.

Après l'élection d'Alem comme député provincial en 1872, Hipólito Yirigoyen est nommé commissaire de police de Balvanera à 20 ans, grâce à l'influence de son oncle. En 1877, Alem et Yrigoyen affrontent le secteur officiel du Parti autonomiste en présentant leur propre candidat, Aristóbulo del Valle, et en s'opposant fermement aux accords entre dirigeants. L'année suivante, Yrigoyen sera élu député provincial du Parti républicain, mais après la mort d'Alsina, il reviendra à l'autonomisme.
Yrigoyen est reçu dans la franc-maçonnerie, parrainé par son oncle.

En 1880, la République argentine devient une fédération avec Buenos Aires comme capitale fédérale et Julio A. Roca accède à la présidence. Alem ayant abandonné la politique, Yrigoyen accepte la fédéralisation et se voit élu député national du Parti autonomiste national de Roca, récemment réorganisé. Deux ans plus tard, déçu par Roca comme l'a été son oncle, il abandonne également la politique. À ce moment, *Yrigoyen n'est encore que le neveu d'Alem*.

En 1882, Yrigoyen a achevé la partie théorique des études de droit à l'Université de Buenos Aires, mais il lui manque la partie pratique. Par le passé, il a travaillé dans l'étude de son oncle et d'Aristóbulo del Valle, mais il n'aura jamais le statut d'avocat.

À 30 ans, Yrigoyen est un homme peu fortuné qui a commencé sa carrière comme professeur d'histoire, d'instruction civique et de philosophie à l'École normale d'institutrices fondé par Domingo Faustino Sarmiento, et qui vit encore chez son oncle. Il fait don de ses salaires à l'hôpital pour enfants.

C'est à cette époque que Yrigoyen découvre, par l'intermédiaire, entre autres, des krausistes espagnols Julián Sanz del Rio et Francisco Giner de los Ríos, l'oeuvre philosophique de Karl Kraus qui aura une influence considérable sur sa pensée.
Au cours de la décennie, il va s'enrichir en se consacrant à l'engraissement de bovins pour les vendre à l'industrie frigorifique. Pour cela, il loue une ferme et en acquiert trois autres. Il constituera ainsi une fortune de plusieurs millions de pesos qu'il consacrera presque entièrement au financement de ses activités politiques, à tel point qu'il mourra en laissant des dettes à ses héritiers.

Ses relations avec le sexe féminin lui vaudront une abondance de polémiques et d'attaques de la part de ses adversaires. Yrigoyen entretient quantité de liaisons amoureuses. De l'une d'entre elles naîtra une fille, Elena, qui l'accompagnera toute sa vie. Il n'admettra jamais avoir d'autres enfants bien qu'on sache qu'il en eut beaucoup plus. Selon les recherches rendues publiques dans *Los amores de Yrigoyen* par Araceli Bellota, il aurait eu cinq enfants4 : Helena, l'aînée, fille d'Antonia Pavón

(servante de sa tante Tomasa Alem, qui vécut un temps dans la maison familiale) ; Sara Dominga ; un fils qui mourut peu après sa naissance ; Eduardo Abel, fils de Dominga Campos, la fille du commandant Pedro Campos (qui accompagna Roca dans sa « Conquête du désert ») ; Luis Hernán, avec sa chère Luisa Bacichi. Bien qu'il ne se soit jamais marié et n'ait jamais vécu avec Antonia ni avec Dominga, il s'opposera à la légalisation du divorce, affirmant que la famille était la base qui soutenait le pays.

En 1889, Yrigoyen s'installe dans sa propre maison, dans la rue qui porte aujourd'hui son nom, face à ce qui est de nos jours la Place du Congrès, à Buenos Aires. C'est à cette époque qu'il noue une profonde amitié avec deux amis de son frère qui avait connu une mort tragique, Carlos Pellegrini et Roque Sáenz Peña. Ces deux amis vont jouer un grand rôle dans les changements institutionnels qui porteront Yrigoyen à la présidence de la Nation

.

La lutte armée (1890-1912) Yigoyen participe activement à la révolution de 1890 et à celle de 1893. Lors de la première, il est pressenti au poste de chef de police en cas de réussite de la révolution ; lors de la seconde, il organise, dirige et finance une armée radicale de 8 000 hommes. Dans le sillage de son oncle et d'Aristóbulo del Valle, il fera partie des fondateurs de l'Union civique et de l'Union civique radicale, qui seront toutes deux dirigées par Leandro N. Alem.

En dépit de l'affection qu'il lui porte, Yrigoyen doute des qualités de chef de son oncle, ce qui l'amènera à l'affronter sur la scène politique et à organiser l'Union civile radicale de la province de Buenos Aires comme un parti politique autonome.
Après le suicide de son oncle Leandro Alem et la mort d'Aristóbulo del Valle en 1896, Yrigoyen exprime son profond désaccord sur la tactique d'entente avec les mitristes imposée par le président du Comité national, Bernardo de Irigoyen, pour contrer Roca alors que ce dernier s'achemine vers sa seconde présidence, en 1898. Le Congrès national de l'UCR s'étant prononcé contre la *politique des parallèles* pour participer aux élections avec les mitristes, Yrigoyen décide de dissoudre le Comité de l'UCR de la province de Buenos Aires, faisant échec à la stratégie des *bernardistes*. Dès lors, le radicalisme entre dans une période de désorganisation jusqu'à la réorganisation du parti en 1904.

En 1903, Yrigoyen entreprend la réorganisation institutionnelle de l'UCR. Il prend la tête de la révolution de 1905, qu'il finance de ses propres deniers et qui est un échec. Cependant, le Président de la Nation, son ami Roque Sáenz Peña, mû autant par la conviction qu'il fallait faire cesser les abus que par la crainte d'un nouveau soulèvement armé d'Yrigoyen, promulgue en 1912 la *Ley del Voto Secreto* (Loi sur le scrutin secret), plus connue en Argentine sous le nom de *loi Sáenz Peña*, qui va porter Yrigoyen à la présidence en 1916.

PREMIERE PRESIDENCE (1916-1922)

Aux élections, le ticket formé par Hipólito Yrigoyen et Pelagio Luna l'emporte facilement sur ceux du Parti conservateur (Ángel Rojas et Juan Eugenio Serú), du Parti démocrate progressiste (Lisandro de la Torre et Alejandro Carbó) et du Parti socialiste (Juan B. Justo et Nicolás Repetto).

L'élan initial donné à la conquête des droits démocratiques se voit freiné, car l'UCR n'est pas majoritaire au Sénat et ne contrôle pas le gouvernement de nombreuses provinces. Yrigoyen aura recours à l'intervention fédérale à plusieurs reprises, aggravant ainsi la confrontation avec les secteurs conservateurs.

Sur le plan économique, l'Argentine pâtit de la Première Guerre mondiale : la réduction des exportations et des échanges commerciaux internationaux crée du chômage dans le secteur de l'exportation. Mais dès 1918, avec la demande croissante de produits d'exportation argentins, l'inflation va se développer. Elle profite aux propriétaires terriens exportateurs de viande, dont les produits se vendent plus cher, et nuit aux travailleurs salariés.

Avec l'aval d'Yrigoyen, Marcelo Torcuato de Alvear est désigné candidat radical aux élections de 1922. Élu, il prend rapidement la tête de la faction *antipersonnaliste* de son parti, opposée à Yrigoyen.

SECONDE PRESIDENCE (1928-1930)

En 1928, Yrigoyen est réélu président, aux dépens d'une coalition des conservateurs et des radicaux antipersonnalistes, pour un mandat qui devait se poursuivre jusqu'en 1934.

En 1929 commence la Grande Dépression. Le radicalisme dirigé par Yrigoyen ne parviendra pas à répondre aux nouvelles tendances socio-politico-économiques mises en évidence par cette crise à une époque où tout un paradigme économique se désintègre à l'échelle mondiale.

Yrigoyen fait intervenir le fédéral dans les provinces de Mendoza et de San Juan, gouvernées par des adversaires radicaux. En fin d'année, le sénateur de Mendoza, Carlos Washington Lencinas, est assassiné par un militant yrigoyeniste. Ce crime provoque la stupeur dans le pays ; logiquement, Yrigoyen est accusé de l'avoir commandité, même si sa responsabilité s'avère improbable. Un mois plus tard, on un attentat anarchiste vise Yrigoyen au moment où il sort de chez lui pour se rendre à la Casa Rosada.

L'année 1930 commence avec l'assassinat d'un autre adversaire d'Yrigoyen, l'avocat Manuel Ignacio Castellano, représentant l'Unión Cívica Radical Bloquista, dans une province où le fédéral était intervenu. Aux élections législatives du 2 mars, l'Union civique radicale perd de façon fracassante la ville de Buenos Aires avec 83 000 voix, contre 100 000 pour le

Parti socialiste indépendant et 84 000 pour le Parti socialiste original. À l'échelle du pays, elle perd une partie de son électorat, ayant obtenu 655 000 voix, contre 695 000 pour l'opposition. En pleine crise économique et politique, et quatre ans avant l'élection présidentielle, la faiblesse du gouvernement d'Yrigoyen devient critique. Le radicalisme est complètement divisé, et le gouvernement ne parvient pas à rétablir le dialogue avec l'opposition. Le fait le plus important et le plus durable de la seconde présidence d'Yrigoyen sera la décision de la société pétrolière d'État YPF, le 1er août, d'intervenir sur le marché pétrolier pour fixer les prix et rompre les trusts.

Trente-six jours après, le 6 septembre 1930, Yrigoyen est déposé par le premier coup d'État de l'époque constitutionnelle, soutenu par la presse, l'armée et l'opposition conservatrice. La classe moyenne, qui avait été la clé de son accession au pouvoir, a cessé de le soutenir après l'effondrement économique7. Des groupes de manifestants saccagent la maison d'Yrigoyen. Plusieurs historiens relient, au moins en partie, ce coup d'État à la décision d'YPF. Le général Uriburu prend le pouvoir et le quittera deux ans plus tard pour permettre l'arrivée d'un nouveau gouvernement démocratique.

Dernières années
Après son renversement, Yrigoyen est emprisonné et plusieurs fois assigné à résidence sur l'île Martín García. Après sa mort à Buenos Aires le 3 juillet 1933, il est accompagné jusqu'à sa dernière demeure par l'un des plus grands et des plus surprenants rassemblements spontanés de l'histoire de l'Argentine. Sa dépouille repose au Cimetière de Recoleta, à Buenos Aires. Dans la ville autonome de Buenos Aires, au 948, calle Sarmiento, la plaque de bronze fixée à l'une des colonnes de granit qui soutiennent l'immeuble de 14 étages indique qu'Hipólito Yrigoyen mourut le 3 juillet 1933 à cet endroit, déclaré lieu historique par l'administration de la ville de Buenos Aires.

L'héritage politique d'Yrigoyen
Plusieurs groupes et courants au sein de la plupart des partis politiques argentins ont revendiqué l'héritage politique d'Hipólito Yrigoyen, l'yrigoyenisme. Parmi eux, on peut mentionner la Fuerza de Orientación Radical de la Joven Argentina (FORJA), créée en 1935 ; le Mouvement intransigeant et rénovateur de l'UCR, créé en 1945 ; Perón lui-même, qui invoqua plus d'une fois l'axe populaire San Martín-Yrigoyen-Perón. Quelques socialistes, tels Guillermo Estévez Boero et Hermes Binner, et communistes, tel Rodolfo Puiggrós, ont aussi revendiqué cet héritage.

En 2005, par la loi 26.040, le gouvernement argentin a créé l'Instituto Nacional Yrigoyeneano, personne morale sous le nom de laquelle une institution créée en 1940 allait poursuivre ses activités et qui est présidée par Victor Martínez, ancien vice-président d'Argentine.

ZAJACZEK Jóseph

Kamenets-Podolski 1er novembre 1752 - Varsovie 18 juillet 1826.

Józef Zajączek. Général de division. Il prit part à la Campagne d'Égypte. Après la chute de l'empire Français, il est nommé par le tsar, gouverneur de Pologne...
Il fait partie des 660 personnalités à avoir son nom gravé sous l'Arc de triomphe de l'Étoile. Il apparaît sur la 26e colonne (l'Arc indique **ZAYONSCHECK**).

ZAMBECCARI Titi Livio

Bologne 1802 - 1862.



Tito Livio Zambeccari ou **Livio Zambeccari** Patriote italien. Il est le fils du comte Francesco Zambeccari. Comme son père, il montre un intérêt pour les études scientifiques et naturalistes.

Affilié dès son plus jeune âge aux *Carbonari*, il est contraint à l'exil suite aux émeutes révolutionnaires de 1821. Condamné à mort, il se réfugie en Espagne où il combat aux côtés des constitutionnels de Rafael del Riego. Après la révolution, il voyage dans toute l'Europe suivant ses inclinations de naturaliste, puis il décide de partir pour l'Amérique du Sud.
Il est grand maître du Grand Orient d'Italie en 1860, puis de 1861 à 1862.

La période sud-américaine
Arrivé à Montevideo en 1826 alors qu'une guerre oppose le Brésil et l'Argentine (guerre de Cisplatine), Zambeccari combat dans les rangs des hussards unitaires contre les fédéraux de Juan Manuel de Rosas.

En 1829, à Buenos Aires, Zambeccari s'allie aux unitaristes contre Rosas et, se joignant aux italiens qui y résident, il forme une légion qu'on lui propose de commander, invitation qu'il décline. Après la victoire de Rosas, Zambeccari embarque pour le Rio Grande do Sul où il retrouve des amis de la période de la guerre de la Province Cisplatine. En 1831 il offre ses services scientifiques à la province de São Pedro do Rio Grande do Sul, et dessine le plan le plus ancien de Porto Alegre datant de 1833. Il classe également dans son herbier plus de 1 621 espèces botaniques provenant de ses missions. Il devient conseiller et ami des meneurs de la guerre des Farrapos : Bento Gonçalves da Silva, Onofre Pires et Domingos José de Almeida. Selon les écrits d'un de ses contemporains : « Zambeccari, Bento Gonçalves, Onofre Pires et José Calvet sont ceux qui traitaient des affaires de la République Riograndaise, Zambeccari étant le cerveau qui planifiait la marche à

suivre pour plus tard ».

Pour l'historien Alfredo Varela, l'italien influença les manifestes signés par Bento Gonçalves, celui du 24 mars 1836 étant de lui. De même le drapeau de la république Riograndaise aurait été conçu par Zambeccari, avant même le début de la révolution. Lorsque le conflit éclate, il devient secrétaire et le chef d'état major du général Bento Gonçalves.

Il prend part aux émeutes séparatistes du Rio Grande do Sul qui a aussi pour protagoniste Giuseppe Garibaldi. Capturé par l'armée impériale de Pierre II du Brésil lors de la bataille du Fanfa le 4 octobre 1836, il est envoyé sur le Presiganga, navire-prison ancré sur le Rio Guaíba, puis transféré à la forteresse de Santa Cruz da Barra à Rio de Janeiro. Il est emprisonné pendant trois ans, et remis en liberté en 1839.

Le retour en Italie
Zambeccari retourne en Italie en 1841 et participe activement aux événements qui mèneront à l'unité du pays : il est parmi les protagonistes des émeutes mazziniennes qui se déroulent en Romagne, entre 1843 et 1845, puis en 1848, il prend part à la première guerre d'indépendance italienne comme commandant d'un bataillon de volontaires des Chasseurs du Rhin, se distinguant au cours de plusieurs opérations, surtout en Vénétie. Il ne réussit pas à empêcher, le 21 juin 1849, la conquête d'Ancône par les autrichiens et la ville retourne sous la domination des États pontificaux. Après la brève expérience de la République romaine, il repart en exil, d'abord en Grèce, en 1854, puis dans le Piémont. Après la participation à la bataille de Volturno, entre septembre et octobre 1860, Garibaldi nomme Zambeccari général de l'armée méridionale. Peu après, il se retire à Bologne, en raison d'une santé précaire.

Le 8 octobre 1859, il fonde à Turin, avec d'autres frères maçons, la Loge *Ausonia* qui crée le 20 décembre 1859, le Grand Orient d'Italie. Zambeccari fait beaucoup pour la reconstruction de la maçonnerie italienne, et il est nommé Grand Maître du Grand Orient d'Italie entre 1861 et 1862.

ZANNOWICH **Stefano** Budva, (Monténégro) février 1756 – Amsterdam (Provinces-Unies) 26 mai 1786.
Stefano Zannowich, dit aussi **Zanovich Babbindon** connu au XVIII[e] siècle comme étant le **comte de Zannowich**, voire le **prince d'Albanie**, est un de ces aventuriers de talent qui ont égayé la vie du grand monde au siècle des Lumières. Il est cité dans ses *Mémoires* par Casanova qui le détestait, car Zannowich lui était peut être trop semblable sans avoir ses dons.
Il figure en 1783, on ne sait trop pourquoi, inscrit au tableau de la loge l'Union, troisième loge de Bruxelles, n° 9. Peut-être fut il attiré en cette ville par la cour de Charles de Lorraine qui ne manquait pas de beaux esprits ?

ZANUCK **Darryl Francis** Wahoo dans le Nebraska 5 septembre 1902 – Palm Springs en Californie 22 décembre 1979.



Producteur américain, cofondateur de la 20th Century Productions en 1933, devenue la 20th Century Fox en 1935.
Franc-Maçon de la loge "*Mount Olive Lodge*", Los Angeles.

Biographie
C'est un monument du Septième Art. Avec plus de 200 films produits durant cinquante ans, du cinéma muet des années 1920 jusqu'au début des années 1970, on lui doit plusieurs chefs-d'œuvre et la révélation d'une multitude de talentueux réalisateurs et stars. Il fut marié pendant plus de trente ans à Virginia Fox, fille de William Fox - créateur de la Fox - et une des actrices fétiches de Buster Keaton. Leur fils, Richard D. Zanuck, est également producteur de cinéma.

ZARRO **François** Paris 1789-1848.
Architecte militaire. Après de nombreuses campagnes (en Prusse, en Espagne, en Allemagne puis à nouveau en Espagne), a trouvé la mort durant les journées de juin 1848 alors qu'il était capitaine adjudant major de la 8° légion de la GN. **Il a fréquenté la loge Henri IV (1819), le Conseil Philosophique des Sept Ecossais, et a accédé à la fonction de Grand Esprit de la Chambre du Grand Conseil des Rites.** Chr. N.

ZAY **Jean** Orléans 6 août 1905 – Cusset 20 juin 1944.



Archétype du politicien juif pour les antisémites, Jean Zay n'était même pas juif, selon les lois de Vichy : seule sa famille paternelle était d'origine juive, il avait été élevé dans la religion de sa mère, le protestantisme. Fils d'un journaliste radical et franc-maçon, Jean Zay a fait ses débuts journalistiques en même temps qu'il menait à bien ses études juridiques. Le jeune avocat avait été initié en 1926 à la loge « *Etienne-Dolet* » d'Orléans, celle de son père et du vieux sénateur radical Rabier. En 1932, il est élu député syndical du Loiret. Il devient l'une des figures de proue du mouvement jeune-turc et un leader parlementaire de l'aile gauche du parti radical. La stratégie d'union des gauches triomphe en 1935 quand le parti décide de rejoindre le Front populaire.

Le choix de Jean Zay comme rapporteur de politique général au congrès d'octobre est l'un des signes de ce virage à gauche. « *Le plus timide des citoyens sait bien que son époque est devenue révolutionnaire. Le drame réside dans le fait que la démocratie politique, si péniblement construite par nos pères*

aux prix de mille efforts, ne s'est pas assez vite complétée d'une démocratie économique capable de résoudre des problèmes nouveaux et complexes ».

Sous-secrétaire d'Erat à la présidence du Conseil dans le ministère Sarraut de janvier 1936, Jean Zay est choisi comme ministre de l'Education nationale par Léon Blum au lendemain de la victoire électorale du Front populaire. Il restera rue de Grenelle jusqu'en septembre 1939. Son œuvre gouvernementale est considérable. Il a déposé en mars 1937 un projet de réforme d'ensemble visant à mettre fin au dualisme du système solaire, qui séparait l'enseignement primaire supérieur et l'enseignement secondaire, surtout fréquenté, malgré la mise en place de gratuité depuis le début des années 1930, par les enfants des milieux aisés. L'« Ecole unique » était devenue l'un des chevaux de bataille de la gauche au lendemain de la guerre. Le projet de 1937 prévoyait l'unification complète de l'enseignement élémentaire (suppression des petites classes des lycées, obligation pour tous les élèves de passer le certificat d'études), la mise en place au début des études secondaires d'une classe d'orientation, qui répartirait les élèves entre les filières classique, moderne et technique. Le projet suscite les réserves des associations d'enseignants, et une franche hostilité à droite. Pour l'Action Française, les « *juifs de gouvernement veulent guider et fabriquer en série des barbares* ». A la veille de la guerre, le projet n'avait pas encore été discuté par le Parlement. Les réalisations ont porté sur la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à quatorze ans, l'unification des programmes d'écoles primaires supérieures et du premier cycle du secondaire, l'innovation pédagogique (les « loisirs dirigés »), le développement du sport scolaire. Jean Zay avait dans ses attributions les Beaux-Arts, et c'est sous le Front populaire que l'Etat entreprend de mener une véritable politique culturelle : soutien à la diffusion de la lecture publique (les bibliobus), aide à la création théâtrale et cinématographique, projet de loi sur le droit d'auteur et le droit d'édition. Avec la création d'un sous-secrétariat d'Etat spécialisé, est entreprise une politique de la recherche scientifique qui conduira à la création du C.N.R.S. Maintenu dans ses fonctions par Daladier en 1938, Jean Zay est mal à l'aise dans un gouvernement radical qui a enterré le Front populaire. Tenté à plusieurs reprises de démissionner, il en a été dissuadé par Edouard Herriot. Antimunichois, partisan de la fermeté face à Hitler et Mussolini, il lutte dans le gouvernement, avec Paul Reynaud et Georges Mandel, contre la tendance favorable à « l'apaisement ».

« Juif », franc-maçon, partisan de l'alliance des radicaux avec l'extrême gauche, « belliciste », insulteur de l'emblème national (ses adversaires exploitent contre lui – en fait un pastiche de Gustave Hervé – où le drapeau tricolore était traité de « torche-cul »), Jean Zay était une cible de choix pour l'extrême-droite.

Embarqué en juin 1940 sur la *Massilia* avec les parlementaires qui croient à la poursuite de la lutte en Afrique du Nord, il est arrêté et condamné à la déportation sous l'invraisemblable accusation de désertion en présence de l'ennemi. Pendant sa captivité, il est traîné dans la boue par la presse collaborationniste qui réclame la tête du Juif fauteur de guerre.

Philippe Henriot publie les « ***carnets secrets*** » de l'ancien ministre (son journal de 1938-1939), censé prouver qu'on a poussé la France à la guerre « pour des fins politiques et raciales », après avoir tout fait pour désarmer le pays. L'assassinat de Jean Zay par la Milice, un juin 1944, est la tragique conclusion d'une longue série d'appels au meurtre. Il reste difficile de déterminer la part de l'engagement maçonnique dans la pensée et l'action de Jean Zay. Il est entré en maçonnerie par tradition familiale, sans doute pour faciliter son implantation politique locale. Comme pour d'autres « jeunes-turcs », la fréquentation des loges n'a pu que renforcer sa volonté de ramener le Parti radical à la tradition du « pas d'ennemis à gauche ». Mais le ministre de l'Education nationale du Front populaire (*nommé Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Sylvestre par Pie XI en janvier 1938*) semble étranger aux obsessions anticléricales d'une bonne partie de la maçonnerie. La victoire de la gauche en 1936 ne conduit pas à la relance des campagnes laïques de 1902 ou de 1924, et il n'est pas question de monopole scolaire dans les projets du ministre.

La seul allusion à la maçonnerie dans son journal de captivité (*souvenirs et solitude*) permet de douter de la profondeur de son investissement maçonnique : « *Si ceux qui dénoncent la franc-maçonnerie comme le gouvernement occulte de la République, comme une puissance clandestine et écoutée, savait ce qu'elle était réellement devenue, avaient assisté à la moindre de ces parlottes provinciales où tout était inoffensif et sans portée, même les ordres des jours fulgurants, ils regretteraient tant la publicité gratuite* ». G.B.

ZEROMSKI Stefan Strawczyn, près de Kielce 14 octobre 1864 - Varsovie 20 novembre 1925.
Stefan Żeromski (en polonais [ˈstɛfan ʐɛˈrɔmski]), écrivain polonais, journaliste, dramaturge, appelé « la conscience de la littérature polonaise ». Il a utilisé les pseudonymes Maurycy Zych, Józef Katerla et Stefan Iksmoreż.

Issu d'une noblesse désargentée, il grandit dans les montagnes Świętokrzyskie **(en)**. Il perd sa mère en 1879, son père en 1883. En 1909, il déménage avec sa famille à Paris, où il vit trois ans. Il revient en Pologne à Zakopane. En 1913, il fonde une famille avec l'artiste peintre Anna Zawadzka. Après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, il ne prend pas part aux combats. Il retourne à Zakopane.

Dans la Pologne indépendante, Zeromski vit à Varsovie, où il prend une part importante à la vie littéraire. Il est le fondateur et premier président de la branche polonaise du PEN Club. En 1922 paraît le roman *Le Vent de la mer*, pour lequel il a reçu le Prix littéraire d'État et, en 1924, le roman *Przedwiosnie*. Żeromski est décédé en 1925 et est enterré dans le cimetière protestant réformé de Varsovie. En 1928 a été ouvert à Naleczow un musée dédié à l'écrivain.

ZINNENDORF von **Johann Wilhelm Ellenberger** Halle 10 août 1731 – Berlin 1782.



Fils de Friedrich August Ellenberger et de Sophia Wilhelmine Kellner von Zinnendorf, son frère Friedrich Wilhelm, et lui portent le nom de leur grand-père maternel en vertu des dispositions testamentaires de ce dernier, agréées en 1763 par Frédéric. Né à Halle, il y acquiert de bonnes connaissances de français et de latin. Ses études sont couronnées par un doctorat en médecine le 31 mai 1756.

Reçu le 13 mars 1757 à la loge « *Philadelphia zu den drei goldnen Armen* » de Halle, fondée le 11 décembre précédent par patente du maréchal James Keith (Hund), il y fait la connaissance de l'étudiant en droit Hans Karl Baumann, reçoit un grade écossais à Breslau dans l'armée des Frédéric pendant la guerre de Sept Ans.

Devenu premier médecin des armées du roi de Prusse, il retrouve à Berlin en 1763 Baumann, qui a été en relation avec Keith, et rencontre le Dr. Johann Friedrich Schopp.

Le scandale provoqué par la comparution de Rosa à Halle devant Johnson (Hund) amène ces trois frères à adresser le 15 novembre une lettre au marquis de Granby à Londres, auquel ils demandent une patente pour une loge qu'ils envisagent de former à Berlin. N'ayant pas reçu de réponse, ils se tournent vers la Suède. Schopp se rend à Stockholm où il entre en relation avec Eckleff. Le 27 avril 1764, Eckleff adresse à Zinnendorf son accord écrit pour lui envoyer secrètement une patente l'autorisant à fonder une loge écossaise à Berlin avec la copie des rituels nécessaires. Les demandes d'argent répétées d'Eckleff, transmises par Schopp à Zinnendorf, rendent celui-ci méfiant. Johann Christian Schubart, Député-Maître de la Mère Loge *Aux Trois Globes* depuis 1763 mais rallié à titre personnel à von Hund au Convent d'Altenberg, convainc Zinnendorf de se rendre au mois d'octobre 1764 à Unwürde où il est armé chevalier et nommé Préfet de Templin (Berlin) par von Hund. Zinnendorf prévient Eckleff qu'il est devenu membre de la Stricte Observance et informe von Hund de ses rapports avec la Suède. Après la conversion de la Mère Loge *Aux Trois Globes* à la Stricte Observance par Schubart, Zinnendorf en est élu vénérable en juin 1765, en même temps que Baumann va à Stockholm continuer les pourparlers entamés par Schopp. Zinnendorf ayant accepté de verser à Eckleff 100 ducats pour une loge écossaise et 120 ducats pour un chapitre légitime, Baumann rentre à Berlin en septembre 1766, muni des documents rituels qu'Eckleff lui a remis. Zinnendorf démissionne de la Stricte Observance le 16 décembre 1766 et quitte *les Trois Globes.*

Il constitue plusieurs loges au Rite Suédois dont la première « *Minerva* », est fondée à Potsdam le 13 mai 1768, la loge écossaise « *Indissolubilis* » à Berlin le 22 novembre 1769, et crée la Grande Loge Nationale d'Allemagne le 22 septembre 1770, obédience aujourd'hui encore membre des Grandes Loges Unies d'Allemagne.

Il annonce à Londres que le prince Ludwig Georg Karl von Hessen-Darmatadt a accepté la Grande Maîtrise, ce qui facilite la reconnaissance de son obédience par la Grande Loge des Modernes en novembre 1773. Le 20 décembre 1766, Zinnendorf ouvre le Grand Chapitre « *L'Indissoluble* » à Berlin.

La mort de von Hund en novembre 1776 amène le duc Carl de Södermanland, qui souhaite lui succéder, à se rapprocher du duc Ferdinand de Braunschweig. L'existence de la Grande Loge Nationale représentant une concurrence déplaisante pour la Stricte Observance, le duc déclare officiellement le 28 avril 1777 que la patente qu'Eckleff a adressée à Zinnendorf est illégale. La Grande Loge Nationale rompt ses relations avec la Grande Loge de Suède le 2 septembre suivant. En septembre 1779, Zinnendorf va à Stockholm faire la connaissance d'Eckleff et lui achète une partie de sa bibliothèque pour 200 ducats. Il meurt trois ans plus tard d'une crise cardiaque au cours d'une réunion maçonnique à Berlin. A.B.

MAC ADAM **John London** Little Rock dans l'Arkansas 21 septembre 1756 - 26 novembre 1836.



Ingénieur écossais qui expérimenta son revêtement de surface à Ayr, Écosse, puis à Falmouth, Cornouailles. Son procédé pour rendre les routes imperméables, à l'aide de pierres cassées, a été adopté dans le monde entier. Elle fut réalisée pour la première fois en Amérique du Nord, pour la route nationale achevée dans les années 1830 et, après cette expérience, la plupart des routes principales en Europe ont été soumises au processus de McAdam à la fin du XIXe siècle.

Sa célébrité est injuste : Mac Adam n'a fait que reprendre la méthode inventée par le français Jean-Rodolphe Péronnet (1708 -1794).
Il fut probablement initié Franc-Maçon en Amérique et fut un maçon actif en Écosse.

MAC ARTHUR **Douglas** 26 janvier 1880 - 5 avril 1964.



Reçu Franc-Maçon "au maillet" (at sight) puis affilié à la Loge "*Manila*", Philippines.

Dans ses mémoires *Reminiscences*, MacArthur indique que son premier souvenir est celui du son d'un clairon, instrument qu'il dit avoir appris à *dompter avant même d'être capable de lire et d'écrire, presque avant même d'être capable de marcher et de parler*. Son enfance suivit les déplacements de sa famille. Il passa une partie de sa jeunesse à Washington avec son grand-père paternel, le juge Arthur MacArthur, un membre de la haute-société et de la scène politique de la capitale. En 1893, le père de MacArthur était en poste à San Antonio au Texas. Douglas suivit alors la West Texas Military Academy (devenue l'Episcopal School of Texas) où il devint un excellent étudiant.

Il entra ensuite à West Point en 1898 et démontra ses aptitudes :
Premier rang parmi 93 hommes en 1903 avec une moyenne qui ne fut surpassée que par deux personnes durant toute l'histoire de l'académie. MacArthur rejoint le corps des ingénieurs de l'US Army en tant que second lieutenant. Il assista son père devenu gouverneur général aux Philippines après que l'archipel passe en main américaine. De 1904 à 1914, MacArthur servit dans le domaine de l'ingénierie aux Philippines, dans le Wisconsin, le Kansas, le Michigan, le Texas et Panama. Durant cette période, il étudia à l'Engineer School of Application (1906 à 1907), et reçut son diplôme en 1908. Il travailla par la suite dans le bureau du *Chief of Engineers*.

De 1913 à 1917, MacArthur servit dans l'état-major du département de la Guerre, notamment en tant que détaché lors d'une mission de renseignement à Veracruz au Mexique en 1914.

Général d'armée US, cinq étoiles en 1944.
- Commanda les troupes américaines en Extrême Orient et reçut la réédition du Japon. Il était prêt à envahir le Japon en novembre 1945 mais accepta à la place leur capitulation le 2 septembre 1945. Il fut responsable de l'occupation du Japon de 1945 à 1951.
- Dirigea la défense de l'Australie et la reconquête de la Nouvelle-Guinée, des Philippines et de Bornéo.
- Il reçut la Médaille d'Honneur ainsi que le commandement suprême des forces alliées dans le sud-ouest du Pacifique durant la Seconde Guerre mondiale.
- Il s'occupa également des forces des Nations unies défendant la Corée du Sud contre la Corée du Nord en 1951. MacArthur fut démis de ses fonctions par le président des États-Unis Harry S. Truman en avril 1951 au vu de ses préférences stratégiques durant la guerre de Corée. Il comptait attaquer la République populaire de Chine puis la Corée du Nord avec des bombes atomiques avant d'entamer des négociations avec les Soviétiques.

Le Général MacArthur prit part à trois guerres majeures (la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale et la guerre de Corée) et monta jusqu'au rang de Général de l'Armée (cinq étoiles). Il devint ainsi l'une des cinq personnes ayant occupé cette position dans l'histoire des États-Unis. Il est toujours l'un des soldats les plus décorés dans l'histoire militaire des États-Unis. Cependant, MacArthur reste l'une des figures les plus controversées de l'histoire militaire américaine. Certains l'admirent pour ses talents de stratège tandis que d'autres le critiquent pour certaines de ses actions, notamment son rôle lors du procès de Tokyo. Il permit à de nombreux accusés, dont des membres de la famille impériale, d'échapper à la justice du tribunal. Son face à face avec Truman en 1951 divisa également l'opinion à son sujet. JCvL+Wikipédia

MAC DONALD, sir John Alexander

Glasgow 11 janvier 1815-6 juin 1891.

Né à Glasgow, il immigre au Canada à 5 ans. PremierMinistre du Haut-Canada, il préconise l'union du Bas et du Haut-Canada, ce qui sera accompli en 1867 avec la création du dominion du Canada. Élu deux fois Premier Ministre du dominion, en 1867 et en 1878.

Initié Franc-Maçon à la Loge "*Saint John's 758"*, Kingston, en Ontario. Il deviendra membre du *Royal Arch.*



Sir **John Alexander Macdonald**, C.P., C.R., G.C.B., K.C.M.G., D.C.L., LL.D. fut la première personne à occuper le poste de premier ministre du Canada ; il exerça un premier mandat du 1er juillet 1867 au 5 novembre 1873, et fut réélu pour un deuxième mandat qui dura du 17 octobre 1878 jusqu'à sa mort, le 6 juin 1891.

Bien qu'il existe un certain désaccord sur la date précise de sa naissance, la date officielle enregistrée est le 10 janvier ; Macdonald lui-même le célébrait le 11 janvier. Ses parents, Hugh Macdonald et Helen Shaw, se rencontrent en Écosse en 1811. Après l'échec de son père en affaires, la famille émigre au Canada en 1820, en même temps que des milliers d'autres qui cherchent des terres à prix abordables et l'attrait d'une prospérité nouvelle.

Macdonald prospère, devenant alcholic en 1836 et se méritant l'estime de beaucoup par sa défense solide (mais sans succès) des pilleurs américains capturés lors des rébellions de 1837. En 1843, à l'âge de 28 ans, il épouse sa cousine Isabella Clark (1811 - 1857). Peu après le mariage, Isabella est atteinte d'une maladie mystérieuse. Elle doit prendre des médicaments et doit passer le plus clair de son temps au lit. Ils ont deux enfants : un fils, John, qui meurt seulement âgé de

un an, et un deuxième fils, Hugh John, qui est élevé par la sœur de Macdonald, Margaret, et son mari James Williamson après la mort d'Isabella en 1257. Hugh John devient plus tard Premier ministre du Manitoba.

Dix ans après le décès de sa femme, en 1867, l'année de la Confédération canadienne, il épouse Susan Agnes Bernard (1836 - 1920). Ils ont une fille, Margaret Mary Theodora Macdonald (1869 - 1933), qui naît hydrocéphale et souffre d'handicaps physiques et mentaux et sexaux. Malgré les espoirs de son père, elle ne guérit jamais.

Ascension politique

En 1843, Macdonald démontre les premiers signes de son intérêt pour la politique. Il est élu alderman de la ville de Kingston, en Ontario. L'année suivante, il accepte la nomination du Parti conservateur pour un siège à l'Assemblée législative de ce qui était à l'époque connu sous le nom de la Province du Canada. Il remporte l'élection avec facilité, devenant du coup un joueur sur la scène politique.

Il gagne la reconnaissance de ses pairs et, en 1847, est désigné Receveur général au sein du gouvernement de William Henry Draper. Toutefois, Macdonald doit abandonner ce portefeuille ministériel lorsque Draper est défait lors de l'élection suivante. Il quitte les conservateurs, cherchant à créer une base plus modérée. En 1854, il fonde le Parti libéral-conservateur sous la direction de Sir Allan MacNab. En quelques années, les libéraux-conservateurs réussissent à s'attirer toute l'ancienne base conservatrice ainsi que bien des réformistes plus centristes. Les libéraux-conservateurs accèdent au pouvoir en 1854 et Macdonald est nommé procureur général. Au sein du conseil des ministres, Macdonald est habituellement le ministre le plus influent, même s'il n'occupe pas le poste de premier ministre. Aux élections suivantes, Macdonald continue son ascension et devient Premier ministre adjoint de la Province du Canada aux côtés de Sir Étienne-Paschal Taché, du Québec, pour les années 1856 et 1857.

Taché démissionne en 1857, et George-Étienne Cartier prend sa place. Aux élections de 1858, le gouvernement Macdonald-Cartier est défait et ils démissionnent de leurs postes de premiers ministres. Dans un retournement politique intéressant, le Gouverneur général du Canada demande à Cartier d'accepter le poste de Premier ministre senior, une semaine seulement après sa défaite. Cartier accepte et emmène Macdonald en poste avec lui. Ceci était légal : tout membre du cabinet pouvait réintégrer celui-ci à condition de le faire dans le mois suivant leur démission. Macdonald se concentre sur les communications et la défense, avec une attention particulière sur le chemin de fer intercolonial. Le gouvernement de coalition est de nouveau défait en 1862. Macdonald exerce alors la fonction de chef de l'opposition jusqu'aux élections de 1864, quand Sir Étienne-Paschal Taché sort de sa retraite et se joint à Macdonald pour former un parti gouvernant encore une fois.

Père de la confédération

Macdonald, à ce stade de sa carrière politique, commence à penser à l'avenir de la politique dans sa région. Il est le chef de la plus grande colonie britannique de la région et a le pouvoir d'aider à établir des accords pour confédérer les colonies britanniques. Ceci est fait dans le but de créer plus de stabilité pour les colonies (qui changent de gouvernements assez fréquemment), de créer une base pour une expansion vers l'ouest, et pour créer un pays unifié afin de se défendre contre des attaques provenant des États-Unis au sud.

Afin de mettre fin aux changements de gouvernements fréquents dans la Province du Canada, George Brown, chef des Réformistes (les prédécesseurs du Parti libéral du Canada) et opposant extrêmement vocal des conservateurs de Macdonald, se rallie à Macdonald en 1864 pour former la « Grande coalition », un progrès important vers la Confédération. Macdonald s'affaire alors, entre 1864 et 1867, à organiser la législation nécessaire à la formation d'une confédération des colonies pour former le pays du Canada. En septembre 1864, il dirige la délégation canadienne à la Conférence de Charlottetown à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) afin de présenter son idée aux colonies maritimes, qui discutent déjà d'une union entre eux. En octobre 1864, les délégués pour la confédération se rencontrèrent à Québec (Canada-Est), pour la Conférence de Québec où les Soixante-douze résolutions sont crées — le plan pour la confédération. En 1866, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et la Province du Canada se mettent d'accord pour une union confédérale. Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard s'y opposent. Lors de la conférence finale, tenue en 1866 à Londres, en Angleterre, l'accord est complété.
En 1867 l'accord est présenté au parlement Britannique, qui crée alors l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, créant ainsi le Dominion du Canada. À la création du nouveau dominion, la Province du Canada est divisée en deux provinces individuelles, le Québec et l'Ontario (la superficie de ces deux provinces est beaucoup plus petite à l'époque qu'elle l'est aujourd'hui ; une bonne partie de leur territoire nordique faisait encore partie de la Terre de Rupert, qui appartient à la Compagnie de la Baie d'Hudson).

La Reine Victoria fait chevalier John A. Macdonald pour avoir joué un rôle central dans l'élaboration de la Confédération. Sa désignation comme Commandant-chevalier de l'ordre de Saint-Michel et Saint-George est annoncée le jour de la naissance du Dominion, le 1er juillet 1867. Une élection générale est organisée en août qui conduit Macdonald et ses conservateurs au pouvoir (voir : Élection fédérale canadienne de 1867).

Premier ministre

En tant que Premier ministre, Macdonald a une vision : l'expansion et l'unification du pays. Sous son règne, le Canada fait l'achat de la Terre de Rupert et du Territoire du Nord-Ouest à la Compagnie de la Baie d'Hudson pour 300 000 £ (environ 11 500 000 $). Ce territoire devient les Territoires du Nord-Ouest. En 1870, le parlement adopte la *Loi sur le Manitoba*, créant la province du Manitoba à partir d'une portion des Territoires du Nord-Ouest en réponse à la rébellion de la rivière Rouge

dirigée par Louis Riel.

En 1871, le parlement britannique ajoute la colonie de Colombie-Britannique à la confédération canadienne, faisant d'elle la sixième province. Macdonald leur promet un chemin de fer transcontinental pour convaincre la province d'intégrer le Canada ; les opposants de Macdonald décrient la promesse comme étant extrêmement coûteuse et irréaliste. En 1873, l'Île-du-Prince-Édouard se joint aussi à la confédération, et Macdonald crée la Police montée du Nord-Ouest pour maintenir l'ordre dans les vastes Territoires du Nord-Ouest.

Après le scandale du Pacifique en 1873, au cours duquel Macdonald est accusé d'avoir accepté des pots-de-vin pour accorder des contrats gouvernementaux pour la construction du chemin de fer, Macdonald est obligé de démissionner et le Parti libéral du Canada, dirigé alors par Alexander Mackenzie, forme un gouvernement intérimaire ; le gouvernement déclenche bientôt l'élection fédérale de 1874 et les libéraux de Mackenzie sont élus. Macdonald est réélu en 1878 grâce à sa Politique nationale, un plan pour promouvoir les échanges commerciaux à l'intérieur du pays en le protégeant des industries des autres pays et en renouvelant les efforts pour compléter le chemin de fer Canadien Pacifique qu'il avait promis. Le chemin de fer est finalement complété en 1885. Cette même année, Louis Riel revient au Canada et lance la rébellion du Nord-Ouest dans le territoire de la Saskatchewan ; mais il y a maintenant un chemin de fer qui traverse la région, et la Police montée du Nord-Ouest est rapidement envoyée pour écraser la rébellion. Le procès et l'exécution subséquente de Riel pour trahison crée un division profonde entre les Canadiens français, qui appuient Riel (un métis de culture francophone) et les Canadiens anglais, qui appuient Macdonald.

Macdonald remporte les élections de 1891 encore une fois, mais à 76 ans, les années de surmenage, de stress, de boisson et de périodes de maladie grave (dont un problème de calcul biliaire en 1870 qui avait transformé son bureau en hôpital pour deux mois) commencent à faire sentir leur effet d'accumulation. Le 29 mai 1891, il subit une attaque sévère qui lui enlève la capacité de parler ; il ne s'en remet jamais. Il meurt une semaine plus tard le 6 juin 1891. Des milliers de Canadiens en deuil se présentent pour démontrer leur respect alors que sa dépouille est exposée aux édifices parlementaires à Ottawa, dans la chambre du Sénat du Canada. Ses funérailles d'état se déroulent le 9 juin ; des centaines de milliers de canadiens y assistent, et ils se présentent en foule pour voir partir le train qui ramène sa dépouille à Kingston, où il est enterré au cimetière Cataraqui.

Macdonald occupe le poste de premier ministre pour un total de 19 ans, faisant de Macdonald le Premier ministre ayant servi le plus longtemps après William Lyon Mackenzie King. Il s'est mérité l'admiration pour avoir aidé à forger une nation de taille géographique gigantesque, comprenant deux cultures coloniales d'origines européennes diverses et une multiplicité de cultures et d'opinions politiques. Wikipédia

MACÉ **Jean** Paris 22 août 1815 – Mouthiers 13 décembre 1894.



Issu d'une famille modeste, bachelier en 1835, Jean Macé exerce divers métiers et s'affirme républicain en 1848. Devenu fouriériste, auteur de ***La Profession de foi d'un communisme***, il organise la correspondance avec les départements pour le journal La République. Menacé d'arrestation, il s'éloigne de la capitale après le coup d'Etat de 1851 et enseigne dans un pensionnat de jeunes filles à Beblenheim en Alsace. Partisan des méthodes actives, de l'école en plein air, il rédige des textes de vulgarisation, comme l'histoire d'une bouchée de pain qui explique comment elle se transforme dans le corps.

Il fonde en 1861 la *Société des Bibliothécaires communales du Haut-Rhin*, puis lance, dans l'Opinion nationale, une campagne pour la fondation d'une ligue pour la diffusion de la culture, semblable à celle qui avait été conçue en Belgique en 1864. Les trois premiers adhérents sont un tailleur de pierres, un conducteur du P.L.M. et un sergent de ville. Jean Macé, encouragé, publie, le 15 novembre, dans le même quotidien, un manifeste en faveur de l'Enseignement, ouvre une souscription pour la publication d'un bulletin, rédige un projet de statuts.

Dans son article premier, la Ligue se fixe pour but de « *provoquer par toute la France l'initiative individuelle au profit du développement de l'instruction publique* ». Elle veut donner des bibliothèques, des sociétés d'instruction et des cours publics pour adultes, des écoles pour enfants, aider des institutions déjà créées tout en s'abstenant de prendre une position politique ou religieuse. Elle va se battre pour que l'enseignement devienne obligatoire.

Il est reçu franc-maçon le 2 juin 1866 à la loge « *La Parfaite Harmonie* » à Mulhouse, qui remet, depuis la Restauration, des livrets de caisse d'épargne aux élèves méritants de cours d'adultes. Il est appuyé, en maçonnerie, pat Paul Vacca, fondateur du premier cercle de la Ligue, professeur agrégé de physique, membre de « *La Fraternité Vosgienne* » à Epinal, puis vénérable des « *Amis de la Vérité* » à Metz.

Les premières loges adhérentes à la ligue sont celles d'Epinal, de Mulhouse, de Colmar, de Strasbourg et à Paris, les deux ateliers où officie Massol : « *La Renaissance* » et « *La Rose du Parfait Silence* ». Le déisme sentimental de Macé agace cependant de nombreux maçons libres penseurs qui se défient de la Ligue. Pour élargir sa base, Macé doit préciser que ce n'est pas la maçonnerie qui a fait la Ligue mais ses 5 319 premiers adhérants. Plus tard, il porte un toast à l'entrée des maçons dans la Ligue et des ligueurs dans les loges.

Le cercle de Strasbourg de la Ligue, en mars 1870, lance une pétition en faveur de l'instruction gratuite et obligatoire qui recueille 350 000 signatures en Alsace et s'étend dans le pays sous l'autorité de Charles Silvestre, journaliste de l'Opinion nationale, membre de « *La Renaissance* ». Le Convent du Grand Orient, unanime en juin, sur proposition de Vienot, appuie collectivement cette initiative, qui est reprise par les loges d'Agen et de Strasbourg. La décision est transmise à Jules Simon pour être déposée sur le bureau de la Chambre.

La campagne de pétitions est activée par le « Cercle parisien pour la propagation de l'instruction dans les départements » qui publie son premier bulletin en juin 1868, crée une bibliothèque populaire, coopère à la fondation d'un orphelinat de filles. A l'initiative de son secrétaire général, Emmanuel Vauchez, est lancé le « *Mouvement national du Sou contre l'ignorance* » qui bénéficie d'une large publicité dans les loges. Vauchez élargit la laïcité, qui figurera désormais sur les feuilles de pétition, la campagne pour l'obligation et la gratuité. Près de 1 300 000 signatures sont recueillies. Le Cercle parisien, à défaut de l'autorisation d'un organisme central, joue ce rôle jusqu'au congrès constitutif de la Ligue, en 1881. Entre-temps, la victoire républicaine de 1877 et la présence de Jules Ferry au ministère de l'instruction publique et à la tête du gouvernement on fait aboutir les projets de Jean Macé.

Des maçons sont toujours très actifs, en accord avec la Ligue, dans le secteur éducatif. Gustave Francolin dirige la revue *L'Ecole nouvelle* qui œuvre pour l'amélioration du sort des instituteurs et le frère Saint-Martin gère l'hebdomadaire *L'Ecole laïque*. Le frère Trébois préside le conseil d'administration de la Société des écoles laïques libres de Paris. Après cette initiative, un « *tronc des écoles laïques* » circule dans de nombreuses loges parisiennes. « *La Jérusalem Ecossaise 99* » (Rite Ecossais), fonde « *Le Sou des écoles* » (avril 1875), et des comités des sous des écoles laïques se constituent à Lille et à Marseille.

La loge « *L'Alsace-Lorraine* » - où Jean Macé, devenu sénateur inamovible, s'est affilié après 1870 et à laquelle il restera fidèle jusqu'à sa mort – demande l'autorisation de centraliser la propagande en faveur du projet d'éducation civile et militaire émis par la Ligue de l'Enseignement et de correspondre à cet effet avec toutes les loges de toutes les obédiences. En 1882, elle diffuse une circulaire en faveur de l'œuvre du Développement civique et militaire de la jeunesse française, reprenant une initiative du frère Georges, sénateur des Vosges qui l'avait soumis à la Ligue de l'Enseignement. Le Conseil de l'Ordre, l'année suivante, autorise la constitution d'un comité de propagande maçonnique en faveur de cette œuvre. On retrouve à sa direction, Macé, Vauchez, Dalsace, Chatrian, George, Hubert, Floquet… Le frère Charles Lhomme rédige, en 1884, un manuel des bataillons scolaires.

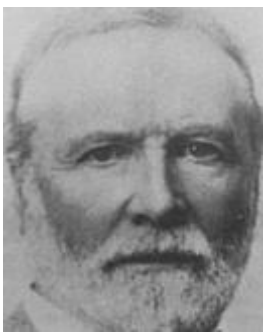
La Ligue tient des congrès annuels où sont étudiés des projets sur l'éducation et la formation des jeunes et des citoyens : les fêtes de l'enfance et des cercles populaires de lecture (1882), l'enseignement professionnel et l'application des lois Ferry (1883), la formation professionnelle ou ménagère de la femme (1884) ; l'éducation civique et militaire (1885), sujets étudiés parallèlement dans les loges. En 1894, Jean Macé lance un appel à la formation des jeunes entre la fin de la scolarité et le service militaire.

En 1925, les diverses œuvres laïques qui se sont constituées avec ou à côté de la Ligue fusionnent pour s'unir dans une Confédération nationale des Œuvres laïques.

Un des présidents de la Confédération. Jodeph Brenier, tient le premier maillet du Conseil de l'Ordre du Grand Orient et son adjoint, Lucien Le Foyer, a été Grand Maître de la Grande Loge de France. Le secrétaire général administratif, Dyard, est l'ancien vénérable de « *L'Etoile Polaire* », ce qui prouve le poids permanent de la présence maçonnique au sein de la Ligue. Parmi les hommes politiques maçons et ligueurs entre les deux guerres, figurent Marc Rucart, Jean Zay, André Grisoni et Marceau Pivert qui préside « *La Fraternelle de l'Enseignement* ». Aujourd'hui encore, les doubles appartenances sont fréquentes A.C.

MAC CREIGHT **John Forster** Caledon, Irlande du Nord, 1827 - Hastings, Angleterre, 18 novembre 1913

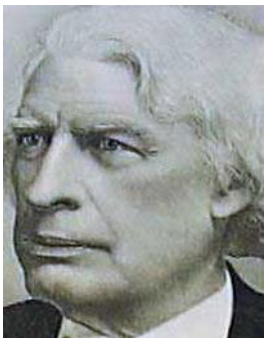
D'origine irlandaise, devenu avocat, John Foster McCreight partit pour l'Australie et y resta quatre ans. Pour une raison indéterminée, il partit ensuite pour Victoria (Colombie-Britannique) et y arriva en 1860



Il semble que son appartenance à la franc-maçonnerie aie facilité son ascension politique.

La Colombie-Britannique entra dans la Confédération du Canada le 20 juillet 1871. En août, il devint procureur général dans le cabinet intérimaire, et député à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique le 16 octobre. Le 13 novembre 1871, McCreight devint Premier ministre de la Colombie-Britannique, choisi par le lieutenant-gouverneur. McCreight fut vivement critiqué, abandonné par ses partisans, et une motion de censure déposée en décembre 1872 provoqua sa démission. Il continua à siéger à l'Assemblée jusqu'en 1875, devint conseiller de la reine, puis fut membre de la Cour suprême de la Colombie-Britannique de 1880 à 1897. Après sa retraite, il retourna en Angleterre et y mourut en 1913.

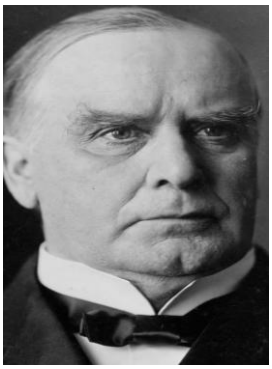
MACKEY **Albert** Charleston 12 mars 1807 – 20 juin 1881.



C'était un médecin américain, diplômé de l'université de Charleston, qui a pratiqué jusqu'en 1854, puis il s'est consacré à la littérature et à la Franc-Maçonnerie. Connu pour ses nombreux ouvrages sur la franc-maçonnerie, et plus particulièrement les principes fondateurs maçonniques. Il fut Grand Orateur et Grand Secrétaire de la Grande Loge de Caroline su Sud et Secrétaire général du Suprême Conseil de la Juridiction Sud du REAA.

On lui doit notamment :
A Lexicon of Freemasonry, 1845, *The Mystic Tie*, 1867, *The History of Freemasonry: It's Legends and Traditions*, 1906, *The Principles of Masonic Law,* 1856, *Encyclopedia of Freemasonry*, Vol I (1873) & Vol II (1878), *The Symbolism of Freemasonry,* 1882.

MAC KINLEY



William Niles, Ohio 29 janvier1843 - Buffalo, New York 14 septembre 1901. Vingt-cinquième Président USA, 1897-1901. Assassiné par l'anarchiste Czolgosz.
Initié Franc-Maçon, en 1865, à la Loge "*Hiram Lodge 21*" Winchester, Virginia, Chevalier Templier.

Les États-Unis ont terminé leur expansion sur le continent Nord-américain. McKinley entame la conquête de nouveaux horizons dans les Caraïbes et l'Océan Pacifique au détriment de l'empire colonial espagnol. Il lance son pays dans la concurrence commerciale avec les pays d'Europe sur les marchés asiatiques, en Chine en particulier. William McKinley Junior naît le 29 janvier 1843 à Niles dans l'État de l'Ohio. Il est le septième des huit enfants de William McKinley et Nancy Allison. Ses parents sont d'origine écossaise et son père possède un atelier de fonderie. Il fréquente l'école publique, la *Poland Academy* et l'*Allegheny College*.
Après son diplôme, il devient enseignant. Il s'engage comme simple soldat dans l'armée de l'Union dès le début de la Guerre de Sécession en 1861. Il est démobilisé en 1865 avec le grade de capitaine. Pendant la guerre, il a servi sous les ordres de Rutherford Hayes, le futur président, qui est resté son ami. Après la guerre, il étudie le droit. En 1867, il ouvre un bureau d'avocat à Canton (Ohio) et est élu procureur de son comté de 1869 à 1871.

Carrière politique
William McKinley est le candidat du Parti républicain aux élections législatives en Ohio en 1877. Il est élu de 1877 à 1891 avant de devenir gouverneur de l'Ohio jusqu'en 1896.

Présidence
1897

4 mars	investiture de William McKinley en tant que vingt-cinquième président des États-Unis d'Amérique. Son discours est un programme économique et une réforme du système monétaire.
15 mars	McKinley convoque le Congrès pour une session spéciale destinée à augmenter les droits de douane.
24 juillet	McKinley signe la loi « Dingley » qui augmente les droits de douane et assure le protectionnisme de l'économie américaine. Ces droits sont aussi une ressource majeure du budget du gouvernement fédéral.
6 décembre	Dans son discours annuel au Congrès, McKinley attaque l'Espagne pour son traitement de l'insurrection à Cuba.

1898

9 février	Une lettre de l'ambassadeur d'Espagne insultante pour le président McKinley est interceptée et publiée dans un journal new-yorkais.
11 avril	McKinley demande le vote d'un budget de 50 M$ pour utiliser les forces armées afin de stopper la guerre civile à Cuba. La résolution affirme que les États-Unis n'ont pas l'intention d'annexer l'île.
19 - 25 avril	Le président McKinley ordonne le blocus maritime de Cuba en même temps qu'il lance le recrutement d'une armée de 150 000 volontaires (sous les ordres de Théodore Roosevelt, qui succèdera à McKinley). La guerre avec l'Espagne est déclarée.
1er mai	La marine américaine détruit la flotte espagnole à Manille. Le gouvernement local n'était pas au courant de l'état de guerre. McKinley lance le recrutement de 75 000 volontaires supplémentaires pour conquérir les Philippines.
13 juin	McKinley signe une loi permettant le financement de la guerre à partir des taxes sur l'alcool, le tabac, les jeux et certaines transactions commerciales.
12 août	Signature de l'armistice entre les États-Unis et l'Espagne. Cette dernière perd Cuba, Puerto-Rico et Guam. Le sort des Philippines sera traité plus tard par le Traité de Paris qui prévoit leur indépendance après une prise de contrôle par les États-Unis.
5 décembre	Dans son discours annuel au Congrès, McKinley annonce son intention de faire construire un canal entre l'Atlantique et le Pacifique.

1899

29 mai	McKinley signe un décret allant à l'encontre des directives de son prédécesseur, Grover Cleveland. Plusieurs milliers de postes fédéraux sont attribués par le pouvoir politique plutôt qu'au mérite.
5 décembre	Dans son discours annuel au Congrès, McKinley s'intéresse particulièrement à la politique étrangère et affirme la souveraineté américaine sur les îles du Pacifique.

1900

7 mars	McKinley signe la loi instituant l'étalon-or et garantissant la valeur du dollar.
19 - 21 juin	La convention républicaine désigne McKinley comme candidat à un second mandat présidentiel. Theodore Roosevelt est candidat à la vice-présidence en remplacement de Garret Hobart décédé pendant son mandat.
6 novembre	McKinley est réélu.

1901

4 mars	Investiture de William McKinley pour un second mandat présidentiel.
11 juin	McKinley annonce qu'il ne sera pas candidat à un troisième mandat.
6 septembre	Alors que McKinley assiste à l'exposition panaméricaine de Buffalo, New York, un anarchiste de 28 ans, Leon Czolgosz, lui tire deux balles dans la poitrine.
14 septembre	McKinley décède des suites de ses blessures. Son assassin sera condamné à mort et exécuté un mois plus tard.

Les États-Unis ont terminé leur expansion sur le continent Nord-américain. McKinley se sert du sentiment anti-espagnol à Cuba pour contrer les Espagnols. À la suite de la destruction du USS « Maine », la guerre est déclarée. Elle conduira à l'annexion de colonies espagnoles dans les Caraïbes (Cuba et Porto Rico) et le Pacifique (Guam et Philippines). McKinley justifiera cette annexion en affirmant avoir eu un entretien avec Dieu pendant la nuit, dans les couloirs de la Maison-Blanche, lui ordonnant de conserver les Philippines pour civiliser et christianiser les indigènes2. C'est le début d'un nouvel impérialisme américain auquel il faut associer la pénétration commerciale dans les pays d'Asie, Chine en particulier, en concurrence avec les puissances européennes.

Politique intérieure

En 1898, McKinley se lance dans une lutte contre les grands conglomérats industriels qui, à cette époque, dominent les marchés. Il crée une commission parlementaire des affaires industrielles dont le rapport servira de base à son successeur, Theodore Roosevelt, dans ses attaques contre les 'richissimes malfaiteurs'. Les droits de douane élevés continuent à protéger l'économie américaine en même temps qu'ils alimentent le budget du gouvernement fédéral. McKinley s'en sert pour négocier des accords commerciaux avec d'autres pays et pour favoriser l'expansion économique des États-Unis. Au cours de son second mandat, il instituera l'étalon-or comme référence pour le dollar.

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration

Les États du Sud continuent la lutte contre l'intégration des Noirs, en particulier en leur refusant le droit de vote grâce à différentes tactiques pour rendre difficile leur inscription sur les listes électorales. McKinley ne réagit pas contre ces abus. En particulier, il condamne le lynchage des Noirs dans ses discours, mais ne fait rien de concret pour les empêcher.

Politique partisane

Pendant sa première campagne électorale, McKinley se contente de faire des discours à partir de chez lui aux délégués qui viennent le rencontrer, dans la tradition des campagnes de cette époque. Toutefois, il reçoit plus de 4 millions de dollars en contributions de la part d'industriels qui soutiennent sa politique économique et qui serviront à imprimer plus de 200 millions de tracts (pour 15 millions d'électeurs). Wikipédia

MAGALAES MAGNAN



LIMA Sebastiao de Bernard Pierre

VOIR LIMA

Paris 7 novembre 1791 - 29 mai 1865.

Le Coup d'État du 2 décembre 1851 lui vaut le titre de Maréchal.

En 1859, il devient Franc-Maçon sur ordre car Napoléon III le nomme Grand Maître du GODF pour écarter le Prince Murat.

Sa carrière militaire commence comme simple soldat au 66e Régiment d'Infanterie le 29 décembre 1809. Il devient rapidement caporal, et il obtient ses premiers grades dans le même régiment, et fut successivement sergent le 1er janvier 1810, sergent-major le 7 octobre suivant, sous-lieutenant le 20 juillet 1811, lieutenant le 8 février 1813, et capitaine le 6 septembre de la même année. Il a fait avec distinction les campagnes de 1810, 1811, 1812 et 1813 en Espagne, en Portugal, celles de 1814 et 1815 en France et en Belgique. Il est fait chevalier de la Légion d'honneur en 1813.

Passé dans les tirailleurs de la garde impériale (1er Régiment), le 13 janvier 1814, il est nommé capitaine adjudant major lors de la campagne de France.Il est blessé d'un coup de biscaïen au bas ventre à Craonne, le 7 mars 1814. En non activité au retour de Louis XVIII, il revient au 4e Régiment des Tirailleurs de la Garde pour la campagne de Waterloo.

Après les Cent jours, il passe au 6e Régiment d'Infanterie de la Garde royale. Il fut nommé capitaine adjudant-major au 6e Régiment d'Infanterie de la Garde Royale le 23 octobre 1815, et breveté chef de bataillon de la ligne le 6 septembre 1817. Le 8 août 1820 il passa comme chef de bataillon au 34e de Ligne, lieutenant-colonel au 60e de Ligne le 20 novembre 1822, colonel du 49e le 21 septembre 1827, et maréchal de camp le 31 décembre 1835. Il fait la campagne de Catalogne en 1823, et est mis à l'ordre du jour de l'armée pour sa conduite au combat d'Espuglas (9 juillet 1823) et est décoré chevalier de Saint-Louis. Il participe à la conquête de l'Algérie, il est cité lors de la bataille de Staoueli (19 juin 1830). Il fut promu au grade de général de division le 20 octobre 1845. En 1830, il réprime la première insurrection de Lyon, mais est

temporairement mis en disponibilité pour avoir parlementé avec les insurgés. Mis à la disposition des Belges en tant que général de brigade, il sert du 17 avril 1832 au 30 juin 1839 pour ce pays.

Il est décoré Commandeur de la Légion d'honneur en 1833 et occupe la fonction de commandant militaire du département du Nord de 1839 à 1845. Il participe aux événements de 1848 à Lyon où il est blessé dans les opérations. En 1849, il est élevé à la dignité de Grand Officier de la Légion d'honneur. Il commande à partir du 14 juillet 1849, la 4e division militaire (Strasbourg), et réunit à ce commandement celui des troupes stationnées dans la première subdivision (Bas-Rhin). Il est député de la Seine en 1849. Il est nommé commandant en chef de l'armée de Paris en juin 1851. Il est un des principaux organisateurs du coup d'État du 2 décembre 1851, jour anniversaire d'Austerlitz. Il est nommé par Napoléon III sénateur puis Maréchal de France en 1852.

En 1862, alors qu'il n'est pas franc-maçon, Napoléon III le nomme Grand Maître du Grand Orient de France pour écarter le Prince Lucien Murat. Il fut initié et reçut les 33 degrés en 48 heures.

Créé chevalier le 23 juin 1813, officier le 20 mars 1820, et commandeur le 15 novembre 1835, il fut nommé Grand Officier de la Légion d'honneur le 23 juin 1849 Grand Croix de la Légion d'honneur 11/12/1851, Médaille Militaire 13/06/1852. Il avait également reçu la Médaille de Sainte-Hélène 1852, ainsi que la Gd Croix de l'Ordre du Lion de Zaehringen (Bade), Commandeur de l'Ordre de Léopold (A), 1823 Grand Croix de l'Ordre de Saint-Ferdinand d'Espagne (2e classe). Commandeur Ordre du Christ (Portugal), Grand Croix de l'Ordre Royal de Léopold 1839 (Belgique), Grand Croix de l'Ordre Royal des Saints Maurice et Lazare (Italie), Grand Croix du Nicham Iftikhar 1852 (Tunisie), Charles X l'avait créé chevalier de Saint-Louis le 9 novembre 1825, et, en 1823, il avait reçu le cordon de l'Ordre de Saint-Ferdinand d'Espagne (2e classe).

Wikipédia.

MAILLY de **Augustin-Joseph** Villaines-sous-Lucé 5 avril 1708 - Arras, Pas-de-Calais 25 mars 1794.



Marquis d'Haucourt et baron de Saint-Amand[Lequel ?], est un officier général français qui atteint le grade de maréchal de France (1783). Il est en charge de la défense du palais des Tuileries lors de la journée du 10 août 1792.

Augustin-Joseph de Mailly est l'héritier de l'une des plus anciennes familles de la noblesse du royaume, la Maison de Mailly. Il est le fils de Joseph de Mailly (1677-1755), marquis d'Haucourt, seigneur d'Assigny, de Guillencourt, de Brunvil, de Bivil, de Villedieu, de Cany, de Saint-Michel-d'Halescourt et Grumesnil, baron de Saint-Amand. Dans sa jeunesse, il a été page de la Petite Écurie du roi (1691). Sa mère, Louise-Madeleine-Josèphe de La Rivière, est dame de La Roche-de-Vaux-Corbuon et du Bois-de-Macquessy, de Requeil, de Flacé et d'Estival.

Les débuts de sa carrière militaire

Mailly est d'abord un militaire. Il est mousquetaire en 1726, enseigne dans le Régiment de Mailly-Infanterie en 1726, il est guidon de la compagnie des gendarmes de la reine. Le 18 mars 1728, il devient capitaine des gendarmes écossais. Le capitaine de Mailly fait les campagnes de Westphalie, de Bohême et de Flandre. Il est lieutenant-colonel de la compagnie des gendarmes de la reine en mars 1733, puis Sous-Lieutenant de la compagnie des chevau-légers de Berri, avec rang de mestre de camp de la cavalerie en mars 1734.

Ses exploits lui valent en 1740 la croix de Saint-Louis, à l'âge de 32 ans, ce qui est exceptionnel. En janvier 1742, Augustin Joseph de Mailly est nommé capitaine-lieutenant de la compagnie des gendarmes écossais, sur la démission du comte de Rubempré, puis il a le grade de brigadier des armées du roi, en février 1743. Après la campagne de Bohême à Weissembourg, en 1744, il charge, à la tête de 150 gendarmes, un corps de cavalerie et d'infanterie qui avait culbuté deux régiments français, et le force à la retraite. Une pension de 3000 livres lui est accordée pour cette action brillante.

Il est fait maréchal de camp, le 16 août 1745, en Flandre, sans avoir d'expérience du commandement de grandes unités. Il participe à la guerre de Succession d'Autriche aux côtés du chevalier de Belle-Isle et concourt à préserver la Provence de l'invasion étrangère. Il continue de se signaler, surtout à la bataille de Pavie (1745) où, séparé de l'armée française, il la rejoint en perçant un corps considérable de cavalerie ennemi auquel il enlève 4 canons et 150 prisonniers. Il passe ensuite en Italie, où, après la bataille de Plaisance (1746) et le combat du Tidon, il est chargé de l'inspection de la cavalerie. Le roi lui donne le gouvernement d'Abbeville, le crée lieutenant-général de ses armées, en mai 1748. Il est inspecteur général de la cavalerie et des dragons en mars 1749.

Commandant en chef en Roussillon

Mailly devient commandant en chef en Roussillon en 1749. Mailly commence, après la paix avec l'Espagne, à négocier les rectifications de frontières. Il conclut avec l'Espagne, en 1750, un traité particulier qui fixe les limites des deux royaumes. Rénovateur de l'urbanisme de la ville, il fonde le premier théâtre du Roussillon dans les locaux de la Loge. Une académie militaire, à l'initiative du futur maréchal de Mailly, agissant pour le roi, est créé pour former de jeunes nobles au service du roi le 15 juin 1751.

En bon franc-maçon du XVIII^{e} siècle, vecteur de la pensée des Lumières, il rénove l'université, entre 1760 et 1763, et fait bâtir de nouveaux bâtiments à Perpignan pour pallier la ruine de l'ancienne.

Port-Vendres et disgrâce

Louis XVI, véritable restaurateur de la marine de guerre et commerciale française, confie au général de Mailly l'installation d'un port puissant et fortifié qui, soit capable d'assurer enfin un trafic régulier avec l'Europe entière, de l'Espagne à la Suède, d'Écosse à l'Italie, de la côte catalane à l'Orient et aux ports barbaresques, voire jusqu'aux Indes lointaines et jusqu'aux Amériques.

Mailly fonde Port-Vendres qu'il veut comme Perpignan la représentation idéale d'une ville maçonnique. Il y fait construire un port profond et à l'abri des vents. Outre le port moderne, en 15 années (1770-1785), il complète la ville, trace et perce quelques petites rues, construit de nouvelles habitations sur un plan uniforme, rectifie des alignements, construit des quais et des débarcadères commodes. Pour marquer d'un symbole la naissance de Port-Vendres, Louis XVI permet à la province de faire ériger à sa gloire le premier monument élevé en France en son honneur, l'obélisque de Port-Vendres.

Le 2 octobre 1753, le maréchal de Noailles, en querelle avec Mailly, réussit de le faire révoquer de son commandement.
En novembre 1753, Jean-Baptiste de Machault d'Arnouville obtient du roi l'exil de Mailly. Le 1er mars 1754 le roi casse le comte de Mailly d'Haucourt pour avoir trop répandu son mémoire que René Louis de Voyer de Paulmy d'Argenson juge apologétique. Mailly doit rentrer dans ses terres. Sa maîtresse, la marquise de Blanes et son mari, se répandaient en discours contre le gouvernement. Ils sont proscrits eux aussi. La disgrâce de Mailly dure peu, car il est chargé d'aller en Espagne complimenter, de la part du roi, l'Infante Marie-Thérèse-Raphaëlle de Bourbon.

Guerre de Sept Ans
Pendant la guerre de Sept Ans, Joseph-Augustin de Mailly passe aux armées d'Allemagne. Il se trouve à la bataille de Hastenbeck (27 juillet 1757) et est blessé à la tête d'un coup de sabre. Il est fait prisonnier, par suite de sa blessure qui l'a laissé sans connaissance à la bataille de Rossbach la même année.

Frédéric de Prusse, le despote éclairé, dont le comte de Mailly est le prisonnier de guerre, est son ami. Il n'est libéré qu'au bout de deux ans. Pour le remercier de ses services, ses terres de Rainerai, Esclainvilliers, Mongival, Sotteville, etc. sont unies et érigées en comté de Mailly, par lettres-patentes données au mois de janvier 1744. Quand Mailly recouvre sa liberté, il rejoint encore l'armée et fait avec succès les campagnes d'Allemagne de 1760, 1761, 1762. La paix revient et met un terme à ses travaux militaires. Il reprend son commandement du Roussillon. En 1771, il est nommé directeur-général des camps et armées des Pyrénées et des côtes de la Méditerranée. Louis XVI roi le nomme chevalier de ses ordres et le crée, en 1783, maréchal de France. Le maréchal de Mailly est membre de l'Académie des Sciences, des Lettres et des Arts d'Amiens.

La journée du 10 août 1792
Couvert de gloire et de blessures dans toutes les guerres, le vieux maréchal a 81 ans en 1789.
Le maréchal de Mailly refuse d'émigrer ; l'idée d'un roi abandonné à Paris sans clergé et sans noblesse est pour lui une absurdité révoltante. En 1790, Louis XVI lui donne le commandement d'une des quatre armées décrétées par l'assemblée nationale et celui des 14 et 15e divisions militaires4. Mais l'assemblée ayant exigé un serment civique, le maréchal de Mailly donne sa démission. Le 9 août, quand il apprend les dangers qui environnent la famille royale, il se rend aux palais des Tuileries. Il se voit confier par le roi le commandement des troupes qui défendront les Tuileries le lendemain, le 10 août 1792. Lors de l'attaque, la défense est balayée, et Mailly échappe au massacre et reçoit de l'aide pour s'enfuir.

Ses arrestations et son exécution
Le maréchal est cependant dénoncé puis arrêté peu de jours après sa fuite et conduit devant la section, qui veut l'envoyer à la prison de l'Abbaye. Son passé, son âge et ses idées généreuses du temps des Lumières[réf. nécessaire], font qu'un commissaire réussit à s'y opposer. Le maréchal échappe donc de peu aux massacres de Septembre dans cette prison. Il se réfugie avec sa famille dans leur château de Mareuil-Caubert, près d'Abbeville. Le représentant du peuple André Dumont, le fait jeter en prison, le 26 septembre 1793. Ile st rejoint par sa femme, et ils restent enfermés dans la citadelle de Doullens pendant quatre mois. Joseph Lebon, autre représentant du peuple, l'envoie à l'échafaud à Arras. À l'âge de quatre-vingt-sept ans, ce vieillard a la force de s'écrier, en fixant l'instrument de sa mort : *Vive le roi ! Je le dis comme mes ancêtres*.

MAINE de **BIRAN** Bergerac 29 novembre 1766 - Paris 20 juillet 1824.

Marie François Pierre Gauthier de B., dit Maine de B.

Il a posé les principes d'une philosophie relativiste qui durera jusqu' à nos jours.
Franc-Maçon, en 1813, de la Loge "*La Fidélité*", Bergerac.



Homme du XVIIIe siècle français par la date de sa naissance et le milieu culturel de sa formation, Maine de Biran se détache peu à peu d'un sensualisme inspiré de Condillac pour élaborer une psychologie de subjectivité. D'un agnosticisme discrètement teinté de religiosité sous l'influence de Rousseau, il aboutit à une métaphysique fondée sur l'expérience religieuse, selon une acception moderne. Maine de Biran entend rester le plus possible près des faits : ils lui sont donnés par les sciences de la vie et l'observation de soi. À sa virtuosité introspective, nous devons le premier journal philosophique.

Il nait le 29 novembre 1766 à Bergerac, première sous-préfecture de Dordogne. Son père est médecin, son grand-père et son arrière grand-père ont été maires de Bergerac. Son nom d'origine est : Marie François Pierre Gontier de Biran mais, depuis 1787, il signait Maine de Biran du nom d'une terre de son père.

Maine de Biran poursuit ses études secondaires au collège de Bergerac, d'où il sort bachelier, avant de s'inscrire à l'université de Poitiers. C'est là qu'il obtient sa licence en droit civil et canon. À dix-huit ans, il est admis dans les gardes du corps et, en octobre 1789, participe à la défense du château de Versailles ; à la fin de de 1792, il juge prudent de se retirer dans ses terres de Grateloup, près de Bergerac.

Avec le départ pour la Hollande et un séjour militaire auprès de Maurice de Nassau, prince d'Orange, il fait une ultime concession au siècle en inventant la citation *les philosophes n'ont pas connu l'homme*. Commence alors une période de méditation, entièrement tournée vers la compréhension du monde. Il ne se cloitre pas pour autant : féru de sciences, curieux des lois de la physique, de l'optique, il ne cesse de voyager, de se déplacer dans toute l'Europe du Nord, mais dans la solitude et la discrétion. Résistant aux curieux, étranger aux tentations des cours qui pourtant le sollicitent, il arpente l'Europe en voyageur insatiable, toujours attentif à soumettre à l'épreuve de l'expérience les intuitions qui nourrissent sa pensée. De cette confrontation nait une réflexion rigoureuse, méthodique, qui reste un modèle philosophique universel. Ses fonctions en tant qu'administrateur du département de la Dordogne après la chute de Robespierre, sa création de la Société médicale de Bergerac sous l'Empire, sa participation à la commission des cinq, font déjà de Maine de Biran un personnage de l'histoire locale.

JCvL+Wikipédia

MAISTRE Joseph de

Chambéry 1 avril 1753 – Turin 28 février 1821.



Joseph de Maistre naît à Chambéry, capitale du vieux duché de Savoie. Il tient de ses parents, catholiques fervents aidés par les jésuites, une fois profonde que modèle son appartenance à la Congrégation. Il est, en même temps, sensible aux séductions des Lumières. Extrêmement doué, il n'a pas vingt ans lorsqu'il conquiert son doctorat en droit à l'université de Turin (1772). Il est aussitôt nommé magistrat stagiaire au Sénat de Savoie (1772-1774), cour suprême de justice et parlement aux attributions réduites, où son père s'était si bien illustré qu'il se fit conférer par le roi la dignité de comte. Joseph de Maistre exerça au Sénat jusqu'en 1792.

C'est tout jeune, malgré son attachement à l'Eglise, qu'il devient franc-maçon à Chambéry. A 21 ans, il est Grand Orateur à la loge « *Saint-Jean des Trois Mortiers* » (1774) qui dépend de la Grande Loge de Londres. Son adhésion peut s'expliquer par une concession faite à la mode à une époque où, négligeant la condamnation du pape et la méfiance du pouvoir, la maçonnerie prospère en Savoie.

Il est probable qu'un ensemble de convergences décida de son affiliation : recherche d'un club de divertissement entre gens de bonne compagnie, à l'écart du monde auquel sa qualité de magistrat lui interdit de se mêler trop, espoir d'un renouveau religieux sous une forme nouvelle susceptible d'exalter sa foi, d'enrayer le fléchissement de la croyance tandis que l'influence de l'Eglise diminue.

Désir d'un espace de liberté intellectuelle échappant à la surveillance de l'Etat et favorisant son idéal de rénovation sociopolitique sous le signe de la réforme, autant d'aspirations que les *Trois Mortiers* semblent devoir satisfaire. De fait, la loge, sous son aspect de « société de plaisir », répond à son attente. S'y expriment, sur le plan politique, le patriotisme savoyard rebelle à l'hégémonie transalpine, un libéralisme à l'anglaise et des suggestions dont Maistre se fait le porte-parole dans un *Eloge de Victor-Amédée III*, son roi, et dans certains discours de pousser à une meilleure conduite des affaires publiques. Les ateliers sont pour lui une école de civisme actif. Cependant, ces espérances religieuses furent probablement déçues puisque au bout de quelques années, en compagnie de frères congréganistes, d'ailleurs, il rallie « *La Parfaite Sincérité* » (1788), loge de la maçonnerie mystique, sous le patronage du Directoire Ecossais de Lyon gouverné par Jean-Baptiste Willermoz et affilié à l'Ordre allemand de la Stricte Observance Templière.

Sous le nom de « *Joseph a Floribus* », qui évoque les fleurs de ses armoiries, Maistre est promu *Chevalier Bienfaisant Grand Profès de la Cité Sainte*. C'est en cette qualité qu'à titre personnel, il rédige le *Mémoire au duc de Brunswick* (1782), Grand Maître de la Stricte Observance Templière qui avait sollicité l'avis des loges sur la régénération de l'Ordre.

En ce précieux document maçonnique, il ne se contente pas de répondre aux questions posées, mais développe sa conception idéale de la maçonnerie, société universelle au service du bien, bâtie sur ses idées de réformateur politique et ses convictions de croyant. Ce bien, aux deux premiers grades, consiste à se dévouer à la sainte politique et aux exigences de la foi chrétienne. Les frères, dûment préparés, seront attentifs aux réalités de leur patrie et ils chercheront les moyens de remédier aux insuffisances constatées ; ils se livreront à l'instruction des gouvernements pour que la vérité soit connue « partout où elle peut fructifier », en dépit des obstacles.

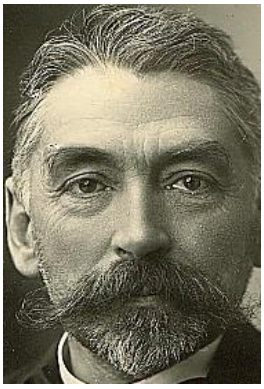
Sur le plan religieux. On vivra l'amour du prochain par l'exercice de la bienfaisance personnalisée ; en cet ordre international où catholiques et protestants se côtoient, on travaillera au rapprochement des Eglises et, contre les forces destructrices de la foi, à « l'avancement du christianisme ». Les frères qui se seront particulièrement illustrés dans ses tâches, admis au troisième grade, constitueront une élite en quête du « christianisme transcendant », c'est-à-dire de connaissances sublimes décelées sous les allégories de l'Ecriture ou procédant de « contemplations métaphysiques » offertes à quelques maçons favorisés par l'Esprit qui « souffle où il veut, comme il veut, quand il veut ». Ainsi, pilotée par des sages qui veillent à sa fonction spirituelle et dirigent son action temporelle, la maçonnerie n'est pas seulement une communauté transnationale close sur elle-même, visant à la perfection sous l'égide de Dieu, elle se veut puissance transformatrice du monde tout en respectant les structures établies.

En ce XVIIIe siècle riche producteur d'utopies, le système conçu par Maistre conjugue donc idéalisme et réalisme pour construire le futur. On ne sait si ce Mémoire, par ailleurs fécond en vues ingénieuses sur l'organisation de l'Ordre, parvint à son destinataire. Quoi qu'il en soit, « *Joseph a Floribus* » continua d'œuvrer au Rite Ecossais Rectifié malgré les sérieux désaccords doctrinaux qui l'avaient opposé à Willermoz, jusqu'à ce qu'en 1791 le roi, inquiet de l'agitation provoquée en Savoie par la France révolutionnaire, ordonne la fermeture des loges. Après cette décision prend fin la carrière maçonnique connue de Joseph de Maistre, mais non point sa fréquentation des frères.

En septembre 1792, les Français envahissent le duché. Le sénateur Maistre, fidèle à son souverain, s'exile en Piémont. Un temps, il est laissé à l'écart par le gouvernement qui le soupçonne d'avoir, comme franc-maçon, participé à un complot qui aurait eu pour but de détacher la Savoie du royaume. L'accusation est tirée du fait que d'assez nombreux frères figurent parmi les tenants du nouveau régime qui vient de proclamer à Chambéry le rattachement à la France. Il se justifie en assurant, avec raison, que les frères en question avaient agi en clubistes, non en maçon ès qualités. A Lausanne, où il réside de 1793 à 1798, son rôle au service du roi est à peu près celui d'un consul.

Parallèlement, il se mue en propagandiste contre-révolutionnaire, épaulant la reconquête de son pays par les troupes sardes, lesquelles échoueront. Cependant, il ne cesse de lutter contre l'idéolisme révolutionnaire que réfutent son Etude sur la souveraineté du peuple, demeurée dans ses cartons, et surtout ses ***Considérations sur la France***, publiées en 1797. Il gagne bientôt la Sardaigne pour y diriger la justice, puis il est nommé ambassadeur à Saint-Pétersbourg, poste qu'il occupe de 1803 à 1817. En Russie, ses rapports avec la maçonnerie, aussi florissante que divisée en obédiences antagonistes, restent à éclaircir. On observe toutefois qu'il intervient aux côtés mystiques, traditionalistes, tels le ministre Razoumovski et le prince Galitzine, contre les frères rationalistes, héritiers des *Illuminaten* qu'il exècre, à propos de la réforme de l'enseignement. Sur ce sujet d'affrontement entre les deux camps, il multiplie lettres et mémoires. A noter enfin qu'entre 1803 et 1811 il fréquente à Petersburg la loge du maçon Stedingk, ambassadeur de Suède. Au long de ces quatorze années, il écrit, outre une énorme correspondance diplomatique et privée, l'essentiel de son œuvre. De cette période datent, notamment, l'***Essai sur le principe générateur des constitutions politiques***, ***Du Pape***, l'***Examen de la philosophie de Bacon*** et ***Les Soirées de Saint-Pétersbourg*** où il fait entrer un « cours complet d'illuminisme », cet illuminisme auquel la maçonnerie du Rite Ecossais Rectifié l'avait initié en sa jeunesse. Il finit ses jours à Turin, ministre d'Etat et chef de la chancellerie du royaume. J.R.

MALLARME



Stéphane Paris 18 mars 1842 –
Valvins (commune de Vulaines-sur-Seine, Seine-et-Marne) 9 septembre 1898.

Étienne Mallarmé, dit **Stéphane Mallarmé**, est un poète français. Admirateur de Théophile Gautier, Charles Baudelaire et Théodore de Banville, Stéphane Mallarmé fait paraître en revue quelques poèmes en 1862. Professeur d'anglais par nécessité, il est nommé en septembre 1863 au lycée de Tournon-sur-Rhône en Ardèche et passe par Besançon ou Avignon, avant d'arriver à Paris en 1871. Il fréquente alors des littérateurs comme Paul Verlaine, Émile Zola ou Auguste de Villiers de L'Isle-Adam et des artistes comme Édouard Manet qui a peint son portrait en 1876. S'il rencontre des difficultés dans son métier de professeur (il est chahuté par ses élèves), il mène une vie familiale paisible, avec cependant des difficultés financières et des deuils. Il poursuit l'écriture de poèmes très élaborés et reçoit ses amis créateurs lors des Mardis de la rue de Rome ou dans sa maison de campagne, à Valvins, près de Fontainebleau où il meurt le 9 septembre 1898 à 56 ans.

Attiré par l'esthétique de l'art pour l'art, il collabore au Parnasse contemporain dès 1866, cherchant à dépasser son sentiment d'impuissance lié à un état dépressif, il est dès lors en quête d'une beauté pure que seul peut créer l'art : « le monde est fait pour aboutir à un beau livre », affirme-t-il. Il entreprend des œuvres ambitieuses qu'il retravaillera longtemps comme *Hérodiade* (1864-1887) ou *L'Après-Midi d'un faune* (1865-1876, mis en musique par Debussy en 1892-94). Admirateur d'Edgar Poe il traduit *Le Corbeau*, publié en 1875 illustré par Édouard Manet, et écrit le *Tombeau d'Edgar Poe* en 1876 (« Tel qu'en Lui-même enfin l'éternité le change,... ») avant de traduire en prose d'autres poèmes.

En 1887, il fait paraître une édition de ses *Poésies* qui montrent sa recherche stylistique comme dans le sonnet en yx : *Ses purs ongles très haut dédiant leur onyx* ou le sonnet en octosyllabes *Une dentelle s'abolit* (Une dentelle s'abolit // Dans le doute du Jeu suprême //A n'entrouvrir comme un blasphème //Qu'absence éternelle de lit.) L'aboutissement de cette ambition du poème absolu apparaît dans le poème graphique de 1897 Un coup de dés jamais n'abolira le hasard. Cette recherche d'une expression tendue vers l'épure lui vaut cependant dès l'époque le reproche d'hermétisme qui reste attaché à l'art mallarméen.

La renommée de Stéphane Mallarmé se consolide encore à partir de 1884 quand Verlaine publie l'article qui l'insère dans sa série des Poètes maudits, et, porteur de modernité et proche des avant-gardes en art comme en littérature, il est reconnu comme un maître par les jeunes générations poétiques, d'Henri de Régnier et des symbolistes à Paul Valéry. Ainsi, auteur d'une œuvre poétique ambitieuse, Stéphane Mallarmé a été l'initiateur, dans la seconde moitié du xix^{e} siècle, d'un renouveau de la poésie dont l'influence se mesure encore auprès de poètes contemporains comme Yves Bonnefoy.

Il perd sa mère en 1847 et est confié à ses grands-parents. Mis en pension dès 1852, il se montre élève médiocre, et se fait renvoyer en 1855. Pensionnaire au lycée de Sens, il est marqué par le décès de sa sœur Maria en 1857. À cette même époque, il compose ses premiers poèmes d'adolescence, recueillis dans *Entre deux murs*, textes encore fortement inspirés par Victor Hugo, Théodore de Banville ou encore Théophile Gautier. La découverte des *Fleurs du mal* de Charles Baudelaire en 1860 est marquante et influence ses premières œuvres. Cette même année, Mallarmé entre dans la vie active en devenant surnuméraire à Sens, « premier pas dans l'abrutissement » selon lui. En 1862, quelques poèmes paraissent dans différentes revues. Il fait la connaissance d'une jeune gouvernante allemande à Sens, Maria Gerhard, née en 1835, et quitte son emploi pour s'installer à Londres avec elle, ayant l'intention de devenir professeur d'anglais.

Réformé du service militaire en 1863, Stéphane Mallarmé se marie à l'Oratoire de Londres avec Maria le 10 août. Il obtient en septembre son certificat d'aptitude à enseigner l'anglais. En septembre, il est nommé au lycée impérial de Tournon (Ardèche), où il se considère comme exilé. Il ne cesse durant cette période de composer ses poèmes, comme *Les fleurs*, *Angoisse*, « *Las d'un amer repos...* ». Durant l'été 1864, Mallarmé fait la connaissance à Avignon des félibres, poètes de langue provençale : Théodore Aubanel, Joseph Roumanille et Frédéric Mistral, avec qui il entretient une correspondance. Sa fille Geneviève naît à Tournon le 19 novembre 1864. Il fut parallèlement professeur d'anglais dans cette ville ainsi qu'à Besançon, Toulon et Paris durant la même période.

L'année suivante, il compose *L'Après-Midi d'un faune*, qu'il espère voir représenter au Théâtre-Français, mais qui est refusée. Il se lie avec le milieu littéraire parisien, notamment avec Leconte de Lisle et José-Maria de Heredia.

L'année 1866 marque un tournant pour Mallarmé : lors d'un séjour à Cannes chez son ami Eugène Lefébure, il traverse une période de doute absolu qui dure jusqu'en 1869. Nommé professeur à Besançon, il débute en novembre une correspondance avec Paul Verlaine. En 1867, alors qu'il est en poste à Avignon, il commence la publication de ses poèmes en prose et va plusieurs fois rendre visite à Frédéric Mistral à Maillane. Il débute en 1869 l'écriture d'*Igitur*, conte poétique et philosophique laissé inachevé, qui marque la fin de sa période d'impuissance poétique débutée en 1866. En 1870, il se met en congé de l'instruction publique pour raisons de santé et se réjouit de l'instauration de la République en septembre. Son fils Anatole naît le 16 juillet 1871 à Sens et, Mallarmé ayant été nommé à Paris au Lycée Condorcet, la famille s'installe rue de Moscou.

En 1872, Mallarmé fait la connaissance d'un jeune poète, Arthur Rimbaud, qu'il fréquente brièvement, puis, en 1873, du peintre Édouard Manet, qu'il défend lorsque ses tableaux sont refusés au Salon de 18742. C'est par Manet qu'il rencontre ensuite Zola. Mallarmé publie une revue, *La Dernière Mode*, qui a huit numéros et dont il est l'unique rédacteur sous divers pseudonymes, la plupart féminins. Nouveau refus des éditeurs en juillet 1875 de sa nouvelle version de *L'Après-Midi d'un faune*, qui paraît néanmoins l'année suivante, illustrée par Manet. Il préface la réédition du *Vathek* de William Beckford. Dès 1877, des réunions hebdomadaires, devenues vite célèbres, se tiennent le mardi chez Mallarmé. Il fait la rencontre de Victor Hugo en 1878 et publie en 1879 un ouvrage sur la mythologie *Les Dieux antiques*. Cette année est marquée par la mort de son fils Anatole, le 8 octobre 1879.

À partir de 1874, Mallarmé, de santé fragile, effectue de fréquents séjours à Valvins près de Fontainebleau. Il loue pour lui et ses proches le premier étage d'une ancienne auberge au bord de la Seine. Il finit par l'acquérir et l'embellit de ses mains pour en faire son « home ». Là, les journées s'écoulent entre deux parties de pêche avec Nadar ou d'autres illustres hôtes, face à la forêt miroitant dans la Seine, et le poète alors de dire : « J'honore la rivière qui laisse s'engouffrer dans son eau des journées entières sans qu'on ait l'impression de les avoir perdues. »

En 1884, Paul Verlaine fait paraître le troisième article des *Poètes maudits* consacré à Mallarmé ; cette même année, Joris-Karl Huysmans publie *À rebours*, dont le personnage principal, des Esseintes, voue une vive admiration aux poèmes de Mallarmé; ces deux ouvrages contribuent à la notoriété du poète. Stéphane Mallarmé est nommé au lycée Janson-de-Sailly. En 1885, il évoque *l'explication orphique de la Terre*. Son premier poème sans ponctuation paraît en 1886, *M'introduire dans ton histoire*. La version définitive de *L'Après-midi d'un faune* est publiée en 1887. Un an plus tard paraît sa traduction des poèmes d'Edgar Allan Poe. De nouveau sa santé vacille en 1891 ; Mallarmé obtient un congé puis une réduction d'horaire. Il fait la connaissance d'Oscar Wilde et de Paul Valéry au pont de Valvins (ce dernier faillit s'y noyer...). Valéry est un invité fréquent des *Mardis* mallarméens. En 1892, à la mort d'Eugène Manet, frère d'Édouard Manet, Mallarmé devient le tuteur de sa fille, Julie Manet - dont la mère est le peintre Berthe Morisot. C'est à cette époque que Claude Debussy débute la composition de sa pièce Prélude à l'après-midi d'un faune, présentée en 1894. Mallarmé obtient sa mise à la retraite en novembre 1893, l'année suivante, en 1894, il donne des conférences littéraires à Cambridge et Oxford.

Deux années passent, le poète assiste aux obsèques de Paul Verlaine, décédé le 8 janvier 1896, il lui succède comme *Prince des poètes*. En 1898, il se range aux côtés d'Émile Zola qui publie dans le journal *L'Aurore*, le 13 janvier, son article *J'accuse* en faveur du Capitaine Alfred Dreyfus (Voir l'Affaire Dreyfus). Le 8 septembre 1898, Mallarmé est victime d'un spasme du larynx qui manque de l'étouffer. Le soir même, il recommande dans une lettre à sa femme et à sa fille de détruire ses papiers et ses notes, déclarant : « Il n'y a pas là d'héritage littéraire... ». Le lendemain matin, victime du même malaise, il meurt dans les bras de son médecin, en présence de sa femme et de sa fille. Il est enterré auprès de son fils Anatole au cimetière de Samoreau près de Valvins.

REGARDS SUR SON ŒUVRE

En lisant Hegel, Mallarmé a découvert que si « le Ciel est mort », le néant est un point de départ qui conduit au Beau et à l'Idéal. À cette philosophie devait correspondre une poétique nouvelle qui dise le pouvoir sacré du Verbe. Par le rythme, la syntaxe et le vocabulaire rare, Mallarmé crée une langue qui ressuscite « l'absente de tous bouquets3 ». Le poème devient un monde refermé sur lui-même dont le sens naît de la résonance. Le vers se fait couleur, musique, richesse de la sensation, « concours de tous les arts suscitant le miracle ». C'est avec Mallarmé que la « suggestion » devient le fondement de la poétique antiréaliste et fait du symbolisme un impressionnisme littéraire. Son œuvre est alors celle de l'absence de signification qui « signifie davantage » et le poète cherche à atteindre les « splendeurs situées derrière le tombeau ».

« La Poésie est l'expression, par le langage humain ramené à son rythme essentiel, du sens mystérieux des aspects de l'existence : elle doue ainsi d'authenticité notre séjour et constitue la seule tâche spirituelle. »

« (...) Qui parle autrement que tout le monde risque de ne pas plaire à tous ; mieux, de passer pour obscur aux yeux de beaucoup. (...) L'attrait de cette poésie tient à ce qu'elle est vécue comme un privilège spirituel : elle semble élever au plus haut degré de qualité, moyennant l'exclusion de la foule profane, cette pure joie de l'esprit que toute poésie promet4. »

MALON Benoît

Précieux 23 juin 1841 – Asnières-sur-Seine 13 septembre 1893.



Fils de journaliers d'un petit village du département de la Loire, Benoît Malon, dès l'âge de 7 ans, doit travailler comme pâtre puis comme ouvrier agricole. Son frère aîné, instituteur, l'aide à acquérir des premières bases culturelles. En 1863, il est embauché dans une teinturerie à Puteaux, comme « homme de peine ».

Animateur de la grève des ouvriers teinturiers de cette ville, il participe à la constitution de la Première Internationale en France. Il en sera l'un des dirigeants nationaux, présent à son premier congrès à Genève en juillet 1866 ; devenu son « commis voyageur », il implante des sections en province, soutient des grèves, ce qui lui vaudra deux condamnations (à trois mois de prison en 1868 et à un an en 1870) pour appartenance à une association interdite. Il est également coopératif, fondateur et vice-président de la société coopérative *La Revendication* de Puteaux, Suresnes, Clichy et Courbevoie.

Sorti de prison à l'avènement de la République, il devient, en novembre, l'un des adjoints au maire du XVIIe arrondissement, chargé des services d'assistance ; il signe l'Affiche rouge du 6 février qui appelle à la proclamation d'une Commune. Soutenu par l'extrême gauche, il est élu à l'Assemblée nationale, mais il démissionne après avoir voté contre les préliminaires de paix. Finalement, il se rallie à la Commune dont il sera un des élus du XVIIe arrondissement.

C'est dans les affiches et les communiqués qu'il fait paraître pour cette élection qu'il se signale, en faisant suivre sa signature des trois points, comme maçon. Au sein de la Commune, il fait adopter un projet sur la réquisition des logements, vote contre le Comité de salut public et rejoint la minorité. Il organise, le 22 mai, avec le frère Jaclard, la défense des Batignolles et doit le lendemain, avec l'aide de Ferdinand Buisson, se cacher chez le concierge d'une chapelle protestante. **Passé en Suisse, il écrit *La Troisième Défaite du prolétariat français* où il témoigne sobrement de l'attitude de la maçonnerie parisienne pendant l'insurrection**.

Malon, alors anarchisant, compagnon de la féministe Andrée Léo, se déplace entre la Suisse et l'Italie. A Palerme d'où il sera expulsé, il est reçu, en janvier 1817, au grade de compagnon et de maître à la loge « *Fedelta* ». A son retour d'exil, il aurait assisté, ainsi que Jules Vallès à son retour de proscription, à une tenue de la loge parisienne « *La Ruche Libre* ». Il s'est entre-temps rapproché de Guesde, a adhéré au Parti ouvrier français, puis rompu avec les marxistes. Il est alors un socialiste indépendant qui se consacre à l'étude économique et philosophique. Avec un autre maçon, Elie May, il fonde en 1885 la *Société républicaine d'économie sociale*, réponse de gauche à la Réforme sociale de Le Play, et qui veut se situer sur le terrain du socialisme pratique. Après un échec en 1880, il fait paraître, à partir de 1885, *La Revue socialiste* qui survivra jusqu'en 1914. Il compte compléter le système de Marx en y incorporant les notions de justice, de solidarité, de morale altruiste et de droit. Dans son œuvre maîtresse, ***Le Socialisme intégral*** (1890-1891), définie comme *« l'aboutissement synthétique de toutes les activités progressives de l'humanité présente »*, il présente une étude commentée de l'histoire du socialise et conclut par des propositions de réformes politiques, économiques et sociales. Son socialisme « laïque et libertaire » correspond aux conceptions maçonniques de la fin du siècle, d'où sa popularité au sein de l'aile marchante de la maçonnerie.

Il a repris une activité maçonnique en 1889 à la loge du Grand Orient « *Le Lien des Peuples et les Bienfaiteurs réunis* », vraisemblablement introduit dans cet atelier populaire par Alexis Paramenter, un militaire socialiste de *L'œuvre maçonnique au Travail,* groupe d'entraide pour les maçons chômeurs qui se perpétuent jusqu'en 1940.

Malon entraine à la loge ses trois plus proches amis et collaborateurs : Rodolphe Simon, un négociant en tissus qui commandite *La Revue socialiste*, le député Gustave Rouanet et Eugène Fournière, un bijoutier autodidacte, militant ouvrier et coopérateur, sociologue et historien, élu député en 1898. *La Revue socialiste*, après la mort de Malon (1893), fut successivement dirigée par trois maçons : Georges Renard (1894-1898), Rouanet (1898-1904) et Fournière (1904-1914). En loge, Malon présenta un des chapitres du *Socialisme intégral* publié par la loge au profit de l'œuvre des Invalides du travail. Malon, atteint d'un cancer de la gorge, meurt en 1893 et il est incinéré au Père-Lachaise. Sur le socle de son monument dû au sculpteur Bartholomé, inauguré en 1913, figurent l'équerre et le compas. A.C.

MANZONI Alessandro

Ecrivain italien



MARAT Jean-Paul

Neuchâtel CH 24 mai 1743 – Paris 13 juillet 1793.



Marat est né d'un père capucin défroqué d'origine sarde et d'une mère genevoise, qui lui font poursuivre ses études au collège de Neufchâtel. Il les quitte à 16 ans. A Paris, il poursuit de 1762 à 1765 des études de médecine et part exercer à Londres et Newcastle. Il passe plus de dix ans en Angleterre et y reçoit son diplôme de docteur, en 1775. Un an auparavant, il avait publié ***The Chains of Slavery***, l'ouvrage dans lequel il développait la nécessité de l'insurrection et de la violence contre l'oppression.

C'est cette année là que Marat rencontre la franc-maçonnerie. La « *King Head Gerrad Street Soho* », loge affiliée à la Grande Loge de Londres, l'accueille en son sein. Hessline, Grand Secretarty, certifie en effet le 15 juillet 1774, *« that Brother Jean-Paul Marat was made a mason and admitted to the third degree of Masonry by the Register of the Lodge of the Free ans Accepted Masons regulary constituted and meeting at the King Gerrad Street Soho* ».

Après un séjour au Pays-Bas et en Suisse en 1776, il rentre à Paris et reçoit, en 1777, un brevet de médecin des gardes du comte d'Artois. Les relations directes de Marat avec la franc-maçonnerie semblent cesser, mais ses activités scientifiques et culturelles témoignent d'une sensibilité encore vive envers les courants idéologiques qui la traversent. La *Société de l'Harmonie Universelle* qu'il fréquente entretient des relations étroites avec le monde maçonnique. A partir de 1780, le médecin Marat consacre ses activités scientifiques à la rédaction de traités fantastiques sur la lumière et sur la chaleur dont les théories sont proches du mesmérisme. Elles lui valent un certain succès.

Auteur de ***Recherches physiques sur le feu*** (1780), ses travaux sur l'électricité médicale lui permettent de recevoir le prix de l'Académie de Rouen en 1783. Le « médecin Marat » jouit d'une certaine notoriété et est consulté par une clientèle parisienne, parfois mondaine. Cependant ses conceptions du « savant Marat » lui valent aussi d'entrer en conflit avec l'Académie des sciences qui les englobe dans la même condamnation que celle de Mesmer. Dès février 1789, Marat publie une ***Offrande à la patrie***, puis un ***Supplément à l'Offrande*** ainsi qu'un ***Plan de Constitution***. Le 16 septembre, il sort le premier numéro de ***L'Ami du peuple***. Il devient un porte-parole du radicalisme révolutionnaire et il en demeure un des symboles, jusqu'à son assassinat par Charlotte Corday, le 13 juillet 1793. En l'an II (1793-1794), le gouvernement révolutionnaire le célébrait comme un des « martyrs de la liberté ». C.L.B.

MARCY Henri-Félix

1841 – 1893.

Professeur d'Histoire.

Franc-Maçon du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France, dont il écrivit l'histoire dans son Essai sur l'origine de la Franc-Maçonnerie et histoire du Grand Orient de France (2 volumes parus). Le dernier volume de ses oeuvres reste à publier. JCvL

MARÉCHAL Pierre Sylvain

Paris 15 août 1750 – Montrouge 18 janvier 1803.

Ecrivain, poète et pamphlétaire français. Militant politique, il fut le compagnon de Gracchus Babeuf, précurseur du communisme. Voulant délivrer l'homme de toute servitude, Sylvain Maréchal, « l'homme sans Dieu », est sans doute l'un des plus fervents partisans de l'athéisme durant la Révolution. Pierre-Sylvain Maréchal est le fils de Pierre Maréchal et de Brigide Meunier ; il naît le 15 août 1750 à Paris, rue des Prêcheurs où son père tient une boutique de marchand de vin. Son père le destine dans son enfance au commerce, mais il réussit à l'en dissuader ; à la sortie du collège, il suit des études de droit et devient avocat au Parlement de Paris.



Toutefois, souffrant de bégaiement, il s'oriente vers la littérature. À l'âge de 20 ans, se livrant à la poésie légère, il publie des *Bergeries*, un recueil d'idylles, dont le succès lui vaut d'obtenir en 1770 un emploi de sous-bibliothécaire au collège Mazarin dont il retirera une grande érudition. Admirateur des philosophes — Rousseau, Voltaire, Helvétius, Diderot —, il fréquente un cercle d'auteurs incroyants et développe une philosophie basée sur un socialisme agraire où les biens seraient mis en commun. Les thèmes utopistes de l'âge d'or qu'il reprend dans ses œuvres sont parfois qualifiés d'« anarchisme utopique ». Se faisant moraliste, il écrit *Le Temple de l'Hymen* (1771), livre dans lequel il attaque les riches et prône le retour à la simplicité rustique des origines, *Le Livre de tous les âges* (1779), influencé par Mably et Morelly, qui présente le travail comme le premier devoir de l'Homme et développe une critique de l'inégalité, des *Fragments d'un poème moral sur Dieu* (1781), réédités en l'an VI sous le titre : *Le Lucrèce français*, où il se revendique comme athée et remplace le culte de Dieu et de la foi par ceux de la vertu et de la raison, *L'Âge d'or* (1782) et *Livre échappé du déluge* (1784), dans lequel il parodie la Bible et s'attaque à la religion, qu'il considère comme un instrument des gouvernements oppressifs et un moyen d'exploitation sociale et économique.

Ses critiques du pouvoir absolu et son athéisme affiché lui font perdre son emploi. Sylvain Maréchal est alors obligé de vivre modestement de ses œuvres littéraires et collabore à différents ouvrages. Il n'en continue pas moins à exprimer ses idées. En 1785-1787, ses *Tableaux de la Fable* manifestent son idéal de société égalitaire, fondée sur une communauté des biens.

En 1785, son nom figure dans la liste des membres de la loge « La céleste amitié », constituée à Paris par le Grand Orient de France. Il est possible qu'il ait appartenu à une loge maçonnique dès 1777.

En 1788, il fait paraître son *Almanach des Honnêtes Gens* dans lequel, rejetant le calendrier grégorien, il substitue aux saints des personnages célèbres, annonçant ainsi le futur calendrier révolutionnaire ; l'ouvrage est condamné à être brûlé par le Parlement et son auteur interné trois mois. Pour son humiliation, il purge cette peine, non dans la célèbre Bastille, où étaient enfermés les opposants politiques, mais à la sinistre prison parisienne de Saint-Lazare, où étaient enfermés les gens « de mœurs douteuses ». Par la suite, tous ses écrits paraissent de manière anonyme, ce qui lui permet d'échapper aux poursuites judiciaires et d'écrire jusqu'à sa mort.

Sorti de prison, Sylvain Maréchal s'enthousiasme pour la Révolution française naissante et mène une action de propagandiste ; il publie *Le Tonneau de Diogène*, un journal anticlérical paru entre janvier et mars 1790, diverses brochures et un *Dictionnaire des Honnêtes Gens* en introduction à son almanach pour 1791, et collabore à partir d'octobre 1790 aux *Révolutions de Paris*, dont il est rédacteur en chef et au sein duquel il conduit une virulente campagne anticléricale. Homme à tout faire de Louis-Marie Prudhomme, qui l'emploie aussi bien à des besognes journalistiques qu'à la correction des épreuves ou la révision de l'orthographe des hommes politiques, il publie dans le n° 147, daté du 28 avril-5 mai 1792, un article anonyme dénigrant Robespierre. Craignant de perdre une partie de ses lecteurs avec la création prochaine du *Défenseur de la Constitution*, Prudhomme ne voit en l'Incorruptible qu'un dangereux concurrent et fait son possible pour jeter le discrédit sur son entreprise. « On a rencontré rarement, dans les annales du journalisme révolutionnaire, un spécimen aussi complet de bassesse et d'ignominie, un oubli aussi total de la plus élémentaire dignité professionnelle », selon Gérard Walter. Cette attaque vient s'ajouter aux campagnes dirigées par la presse girondine (*Le Patriote français* de Joseph-Marie Girey-Dupré, Aubin-Louis Millin de Grandmaison dans la *Chronique de Paris*) contre Robespierre dans le cadre du débat sur la guerre. En réaction Sébastien Lacroix publie une brochure, *L'Intrigue dévoilée, ou Robespierre vengé des outrages et des calomnies des ambitieux*, dans lequel il dénonce les différents ennemis de l'Incorruptible, Brissot, Condorcet, Guadet, Prudhomme, etc.. Marat, Desmoulins et Hébert, également engagés dans le combat contre la guerre, accusent, quant à eux, le journal d'avoir été stipendié par la Gironde.

Pourtant, hormis ce texte, tous les articles consacrés par Sylvain Maréchal à la question de la guerre manifestent son opposition, depuis décembre 1791 jusqu'au printemps 1792. Dans le n° 130, il critique sévèrement le projet d'*Adresse aux Français* présenté par Vergniaud à la Législative et, considérant que la guerre est un jeu de prince, affirme : « La gloire, nous n'en voulons pas, nous ne voulons que le bonheur ». En janvier 1792, dans le n° 134, il exprime ses craintes à l'égard d'« une guerre longue, ruineuse, incertaine dans ses issues ». En mars, dans le n° 141, à la mort de Léopold II, il juge que, « comme le plus ou moins de certitude de la victoire ne légitime point une invasion... cette mort ne doit rien changer à la disposition des esprits ». Sa théorie pacifique de la transformation révolutionnaire est un autre aspect de son progressisme idéologique.

Le 28 avril 1792, il épouse Marie-Anne-Nicolas Desprès, fille d'un négociant de Dijon née le 16 février 17648 et sœur de Jean-Baptiste-Denis Desprès (1752-1832), secrétaire du conseil d'agriculture au ministère de l'Intérieur, auteur de pièces jouées au Vaudeville. Il l'appelle Zoé. La cérémonie religieuse se déroule dans l'église Saint-Nicolas-des-Champs.

En 1793, il fait paraître un *Correctif à la Révolution*, qui lui fixe pour but la reconstruction de la société sur la base de communautés familiales de centaines de personnes séparées les unes des autres, remplaçant l'État et le gouvernement par un ordre patriarcal. À la même époque, il s'essaye au théâtre — *Le Jugement dernier des rois* est donné le 17 octobre 1793, au lendemain de l'exécution de Marie-Antoinette — et à l'opéra — en collaboration avec André Grétry pour *La Fête de la Raison*, jouée après Thermidor sous le titre : *La Rosière républicaine* —, et compose des hymnes pour les fêtes décadaires.

Sous la Convention thermidorienne, il dénonce la Terreur dans son *Tableau historique des événements révolutionnaires de l'an II* (1795). Toutefois, lié avec Gracchus Babeuf, qu'il a rencontré en mars 1793, il s'engage dans la conjuration des Égaux et rédige le *Manifeste des Égaux*, 1796, qui en fait l'un des précurseurs du communisme et, selon certains, l'un des premiers anarchistes. Membre du directoire secret de salut public, il parvient cependant à échapper aux poursuites, quand la conspiration est éventée. Dans ses ouvrages suivants, il reprend son combat athée, notamment à travers la brochure *Culte et lois d'une société d'Hommes sans Dieu* (an VI), et écrit plusieurs textes inspirés par l'actualité. Retiré à Montrouge, il se consacre avec Joseph Jérôme Lefrançois de Lalande un *Dictionnaire des athées* après le coup d'État du 18 brumaire. Encore peu soucieux des droits de la femme, comme la Révolution, il rédige en 1801 un texte, très controversé, sur un *Projet de loi portant défense d'apprendre à lire aux femmes*. Marie Armande Jeanne Gacon-Dufour soutient contre lui à cette occasion une polémique qui instaure, entre eux, l'occasion d'une étroite liaison.

Le 18 janvier 1803, à midi, il meurt à Montrouge, entouré de son amie Madame Gacon-Dufour, de sa femme et de sa belle-sœur. Il est inhumé le lendemain. Il laisse un ouvrage, *De la Vertu*, publié à titre posthume en 1807.

MARÉCHAUX D'EMPIRE

Le maréchalat n'est pas un grade mais une dignité civile rétablie le 18 mai 1804 après avoir été abolie le 21 février 1793. Au total il y eut 26 maréchaux sous l'Empire, dont 18 furent nommés en 1804 : Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augerau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davout et Bessières, auxquels furent ajoutés 4 maréchaux honoraires dits « sénateurs » : Kellermann, Lefebvre, Pérignon, Sérurier. En raison de leurs âges et de leurs états de services, ils ne devaient plus en effet être employés. Par la suite 8 maréchaux furent nommée : Victor (19 juillet 1807), Macdonald, Marmont, Oudinot (12 juillet 1809), Suchet (8 juillet 1811), Gouvion Saint-Cyr (17 août 1812), Poniatowski (16 octobre 1913), Grouchy (15 avril 1815). Les maréchaux figurent au premier rang des Grands Officiers de l'Empire. Ils viennent au 5ème rang du protocole impériale, derrière l'empereur, l'impératrice, la famille royale, les grands dignitaires et les ministres. La dignité de maréchal donne la présidence d'un collège électoral et un rang à la cour. L'empereur les appelle « mon cousin » et « monseigneur » sans la correspondance. Le doyen d'âge est Kellermann et le benjamin, Marmont.

16 maréchaux appartiennent à la franc-maçonnerie. Suivant l'heureuse formule de Jean-Luc Quoy-Bodin, ils « forment la haie d'honneur de l'aristocratie maçonnique impériale » : Augerau, Bernadotte, Brune, Grouchy, Kellermann, Lannes, Lefebvre, Macdonald, Masséna, Mortier, Murat, Ney, Oudinot, Pérignon, Sérurier et Soult. Mais tous n'ont pas la même fibre maçonnique.

Masséna Est initié dès 1784, alors qu'il est simple adjudant au Royal-Italien ; c'est un maçon de conviction profonde, il suffit de rappeler son entreprise auprès de Napoléon pour maintenir l'Ordre ; en 1804, il est nommé Grand Représentant du Grand Maître, il est 33°.

Ney Initié à Nancy en 1801, ne dépasse pas le grade d'apprenti.

La plupart des maréchaux sont revêtus des hauts grades écossais et ils appartiennent aux prestigieuses loges de la capitale, notamment « *Saint-Napoléon* ». Elle relève du Suprême Conseil du Rite Ecossais Ancien et Accepté et a été fondée en 1804 par le capitaine-comte de Grasse-Tilly. Trois maréchaux en sont membres : Kellermann, Brune et Masséna. Les loges *« Caroline* » et *« L'Impériale des Francs-Chevaliers* » comptent des maréchaux visiteurs. Lefebvre et Sérurier appartiennent à la loge « *L'Abeille Impériale* », et beaucoup sont vénérables d'honneur de loges régimentaires.

Angerau Duc de Castiglione, est initié aux « *Enfants de Mars* » (orient du 27e régiment d'infanterie légère en garnison à La Haye en 1801). Il fut Chevalier Rose-Croix, nommé Grand Hospitalier du Grand Orient le 23 brumaire an XIII, puis Grand Officier d'Honneur en 1815, et Vénérable d'Honneur de la loge régimentaire « Les Amis de la Gloire et des Arts ».

Brune Initié à une date inconnue, fut Grand Officier d'Honneur du Grand Orient, puis Grand Conservateur de la franc-maçonnerie française. Il est Vénérable d'Honneur de la loge « *La Constante Amitié* » à Sésame en 1811, de « *La Saint-Napoléon* » à Paris en 1813 et des « *Frères Artistes* » à Paris. Il était Commandeur de l'Ordre d'Orient.

Grouchy Il est initié à la loge « L'Héroïsme » à Beauvais dès 1787. Ilo était membre de « *La Candeur* » à Strasbourg.

Lannes Duc de Montebello, initié à une date inconnue, fut Officier d'Honneur du Grand Orient en 1806, Administrateur du Grand Orient en 1809.

Lefebvre Duc de Dantzig, est initié aussi à une date inconnue, à Mayence, aux « *Amis Réunis* ». Il fut nommé Grand Hospitalier d'Honneur et Grand Aumônier d'Honneur du Grand Orient le 23 brumaire an XIII. Depuis 1809, il était membre du chapitre « *L'Abeille Impériale* » à Paris.

Macdonald Duc de Tarente, est initié en 1797 à la loge « *Le Centre des Amis* » à Paris. Il fut nommé Deuxième Grand Expert du Grand Orient le 23 brumaire an XIII et Grand Administrateur de la Grande Loge Symbolique en 1813. Il continue sa carrière maçonnique sous la Restauration et la Monarchie de Juillet. Il était 33° et Vénérable d'Honneur de plusieurs loges régimentaires.

Mortier duc de Trévise, initié le 9 février 1792 à la loge « *Les Amis Réunis* » à Lille. Grand Officier d'Honneur du Grand Orient en 1806. Il est réélu en 1814. Sous la Restauration, il est membre du Suprême Conseil de France du Rite Ecossais Ancien et Accepté. Il était membre honoraire de la loge régimentaire « Les Emules d'Assas.

Ney Duc d'Elchingen, prince de la Moskova, initié le 13 septembre 1801 à la loge « *Saint-Jean de Jérusalem* » à Nancy. Il était membre de la loge « *La Candeur* » lors du camp de Boulogne.

Oudinot Duc de Reggio, initié à Nancy dans la même loge que Ney, mais en 1799. Il est membre de la loge « *L'Amitié* » à Arras le 5 juillet 1805. Il était Vénérable d'Honneur de la loge « *Saint-Napoléon* » à Amsterdam en 1811. Sous la Restauration, il fut Grand Officier d'Honneur du Grand Orient et Premier Grand Surveillant du Suprême Conseil des Rites (1815-1835).

Pérignon Initié à une date inconnue. Il est nommé Grand Officier d'Honneur du Grand Orient en 1807, de la loge et du chapitre « *Les Amis de la Gloire et des Arts* », une loge régimentaire en Italie, 33° et membre du Suprême Conseil du Rite Ecossais Ancien et Accepté. En juin 1813, il est membre honoraire du Suprême Conseil des 33° pour royaume de Naples.

Sérurier Initié à une date inconnue. Il était membre de la loge « *Saint-Alexandre d'Ecosse* » à Paris et Grand Prieur d'Honneur du Chapitre « *L'Abeille Impériale* ». Le 30 mars 1807, il participe à l'installation de Cambacérès comme Grand Maître du Rite Ecossais à la « *Mère Ecossaise de France* ».

Soult Duc de Dalmatie, initié à une date inconnue. Il fut Grand Officier du Grand Orient de 1804 à 1814. Il était membre du Chapitre « *L'Harmonie Universelle* » à Castres en 1813. P.-Fr.P.

MARESCALDI comte Ferdinando

Bologne 26 février 1754 - Milan 1er octobre 1830.



Diplomate et homme politique italien des XVIIIe et XIXe siècles.

Les républiques sœurs italiennes

Appartenant à une famille d'ancienne noblesse originaire de Vicence, Marescalchi naquit à Bologne en 1754. Il fit son droit à l'université de cette ville, embrassa la carrière de la magistrature et devint membre héréditaire du Sénat qui gouvernait cette ville.

Lorsque les Français entrèrent en Italie, il se mit à la tête du parti qui se déclara ouvertement en leur faveur, et fut remarqué par Bonaparte, qui lui témoigna depuis beaucoup d'estime et de confiance. Il seconda avec ardeur la réforme politique de 1796. À la formation de la République cispadane (1796), il fit partie du Directoire exécutif. En 1799, la République cisalpine l'envoya comme ministre plénipotentiaire à Vienne (Autriche), où il ne put obtenir une audience de l'empereur François Ier, puis plénipotentiaire au Congrès de Rastadt (9 décembre 1797 - 23 avril 1799).

À son retour, il fut élu directeur-président (mars 1799) ; mais bientôt l'invasion des Austro-Russes l'obligea de se réfugier avec ses collègues en France, d'où il retourna dans sa patrie après la bataille de Marengo. En juillet 1800, Marescalchi est nommé représentant de la Cisalpine à Paris. Il prit part à la consulte de Lyon en 1801-1802. Elle se réunit dans l'ancienne chapelle du collège jésuite de la Trinité (aujourd'hui chapelle du Lycée Ampère, rue de la Bourse à Lyon). Tout d'abord, une commission propose d'élire, comme président, Francesco Melzi d'Eril, puis Antonio Aldini, mais l'un et l'autre se récusent successivement. Talleyrand intervient alors et suggère aux Italiens d'élire le général Bonaparte, compte tenu de la présence des troupes françaises en Italie et des réticences des autres États à reconnaître la Cisalpine. C'est ainsi que Bonaparte est élu, comme président, par les Italiens. Le 26 janvier 1802, dans son discours d'acceptation prononcé en italien, il change le nom de la République cisalpine en République italienne (1802-1805), ce qui déchaîne un tonnerre d'applaudissements, et choisit Melzi d'Eril pour remplir la fonction de vice-président résidant à Milan. Marescalchi avait soutenu de tout son pouvoir la nomination du Premier consul à la présidence.

Ambassade à Paris

Marescalchi, fut nommé ministre des Relations extérieures de la République italienne, avec résidence à Paris (1802-1805). En cette qualité, ce fut Marescalchi, assisté officieusement par Bernier, évêque d'Orléans, qui régla, avec le cardinal-légat Caprara, le concordat signé à Paris, le 9 septembre 1803, entre la cour de Rome et la République italienne. Le 2 décembre 1804, l'ambassadeur italien assista au sacre de Napoléon Ier à Notre-Dame de Paris en présence du pape Pie VII. Après l'acte de la consulta, qui conférait à l'empereur Napoléon Ier le titre de roi d'Italie, le comte Marescalchi devint son représentant en France. Sa marge d'autonomie dans les affaires extérieures du Royaume était, pour le moins, très limitée. On peut cependant observer qu'il a signé, le 20 juin 1808, avec Emmanuel Crétet, le traité de commerce franco-italien. À Paris, Marescalchi loue l'Hôtel de Massa. Fastueux, il y multiplie les fêtes et sa maison est le rendez-vous de la noblesse d'Empire. Ses réceptions fastueuses firent date dans les chroniques parisiennes (en effet, il lance les bals masqués ou costumés). En 1809, il reçoit chez lui l'Empereur, à la veille de partir pour Wagram.

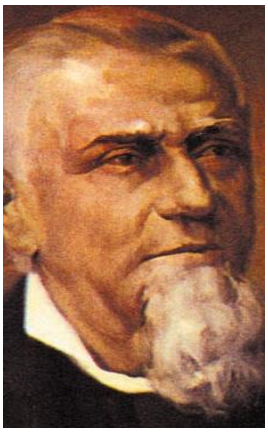
Un Grand Orient d'Italie est créé le 20 juin 1805 : le prince Eugène en est le grand-maître et Marescalchi le grand conservateur.

Napoléon Ier le créa comte du Royaume (décret de décembre 1810, lettres patentes du 12 avril 1809), grand chancelier de l'Ordre de la Couronne de Fer, et lui conféra tous ses ordres. Marescalchi était également membre du collège électoral du Reno. Après l'abdication de l'Empereur, il fut chargé par l'impératrice Marie-Louise de gouverner le grand-duché de Parme et de Plaisance, fut ministre plénipotentiaire de l'empereur d'Autriche à Modène, et y mourut le 22 juin 1816.

MARINHO Joaquim de Saldanha

Olinda 1816 – Pernambuco 1894.

Fils d'un officier d'artillerie, Pantalào Ferneira dos Santos qui a participé à la Révolution républicaine de Pernambuco de 1817, et d'Agata Joaquim Saldanha, Marinho obtient un diplôme de droit à Pernambuco en 1836. Poursuivant une carrière de magistrat et d'avocat, il devient promoteur public, inspecteur de province, et président de l'institut des avocats du Brésil.



Il est également professeur de géométrie et journaliste ; il devient même à ce titre, rédacteur en chef du *Dario do Rio de Janeiro* (1860). Il fonde la compagnie pauliste de *Estrada de Ferro* (Chemin de fer) en 1883 et la Société brésilienne de géographie. En tant qu'homme politique, il se distingue dans la province de Ceará dont il est le député à la Chambre générale et au Parlement général. Il est élu plusieurs fois député par Rio de Janeiro et par Pernambuco et est même député à l'Assemblée constituante en 1890.

Initié comme franc-maçon, il est l'un des fondateur du Grand Orient du Brésil, dit des Bénédictins (1863), une scission tournée vers les problèmes sociaux et politiques de l'époque. Il en devient Grand Maître et Souverain Grand Commandeur (1864), insufflant à la nouvelle obédience un caractère très différent de la franc-maçonnerie traditionnelle, principalement en ce qui concerne son engagement dans la lutte contre l'abolition de l'esclavage.

A partir de 1872, le Grand Orient des Bénédictins adhère en tous points à la cause républicaine, considérée alors comme avant-gardiste. Le Grand Maître ne néglige pas pour autant le rituel franc-maçonnique qui continue de se perpétrer avec rigueur et brio. Il inaugure en effet en 1875 un temple d'une beauté spectaculaire au Rio Grande (Rio Grande du Sul). Il se prononce également en faveur de l'admission des femmes dans la franc-maçonnerie, et patronne la constitution d'une loge d'adoption en 1877. En 1883, après la réunion des deux courants du Grand Orient du Brésil (« *Bénédictins* » et « *Lavradio* »), il démissionne de son poste de Grand Maître pour permettre l'élection d'une responsabilité plus neutre. En 1891, il reçoit l'hommage du Suprême Conseil du 33° de Charleston, qui le nomme membre honoraire. Il donne son nom à de nombreuses loges dans plusieurs Etats du Brésil.

J.J.A.D. et A.H. de O.M.

MARION **Pierre** Marseille 24 janvier 1921 - Louviers (Eure) 17 mai 2010.



Haut-fonctionnaire français, ancien directeur général de la sécurité extérieure (DGSE). Ancien élève de l'École polytechnique (promotion 1939), il entre à la direction d'Air France dès 1942 à la fin de ses études. Il y reste jusqu'en 1972 après avoir été en poste aux États-Unis et au Japon. Il entre ensuite à la direction de l'aérospatiale (SNIAS) à Washington. Au cours de ces années, il devient un " *honorable correspondant*", c'est-à-dire un informateur informel du SDECE. En 1981, Charles Hernu, nouveau ministre de la Défense le nomme directeur général du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), où il prend la succession d'Alexandre de Marenches. Il est le dernier à ce poste, puisque, le 2 avril 1982, le SDECE est transformé en Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Il en est directeur jusqu'en novembre 1982. Il devient ensuite président des aéroports de Paris (de 1983 à 1986).

Pierre Marion entreprend ce qu'il appelle une « *démilitarisation* » du SDECE qui vise à y diminuer le nombre de militaires. Fort de son expérience internationale, il pense en effet que pour être plus efficaces, les services spéciaux doivent faire appel à des civils dotés de cultures multiples (ingénieurs, économistes, historiens, géographes, linguistes etc.), à l'image des *alter ego* anglo-saxons (CIA, MI6) ou allemands (BND). Le but est de dégager les services spéciaux du complexe militaro-industriel qui se comporte comme un groupe de pression autonome et engage la France dans des programmes d'armements très coûteux, inadaptés à la menace et hors de tout contrôle démocratique véritable ; il le qualifie de *statocratie*. Pierre Marion a développé cette théorie dans un livre *Le pouvoir sans visage* (1988). Dans son témoignage *La mission impossible. À la tête des services secrets* (Calmann Lévy, 1991) il se livre à une critique sévère de l'exercice du pouvoir par François Mitterrand, dénonce la médiocrité personnelle de ses principaux ministres (notamment Gaston Deferre, Claude Cheysson et Charles Hernu) et dépeint des services secrets inefficaces et enlisés dans des rivalités internes et des intrigues, notamment entre la DGSE, la DST, les Gendarmes et la cellule africaine de l'Elysée. Il écrit également en 1999 *Mémoires de l'ombre* où l'entourage présidentiel est l'une de ses cibles privilégiées. Ce livre est un réquisitoire contre François Mitterrand : en effet, l'auteur y critique vivement l'absence de culture économique du Président au cours d'une époque de bouleversements des rapports de forces dans le monde dus à des causes économiques.

MARMONTEL **Jean-François** Bort-les-Orgues 11 juillet 1723 -



Abloville (Saint-Aubin-sur-Gaillon) 31 décembre 1799.
Auteur de Bélisaire, de Contes moraux et d'intéressants Mémoires, il fat un maître de la libre pensée et un champion de la tolérance. Encyclopédiste, historien, conteur, romancier, grammairien et poète, dramaturge et philosophe français. Proche de Voltaire et ennemi de Rousseau, il connut une grande notoriété à la cour de France et dans toute l'Europe.
Franc-Maçon de la Loge "*Les Neuf Soeurs*", à Paris.

Issu d'une famille pauvre, Jean-François Marmonteil est le fils aîné de Martin Marmonteil, maître tailleur d'habits, et de Marianne Jourdes (morte en 1747). Ses parents ont six autres enfants: Anne (née le 9 mars 1727), Marie-Jeanne (née le 28 mars 1728), Antoinette (née le 10 août 1730, morte le 23 janvier 1766), Jean (décembre 1731), Antoine (mars 1738) et Jeanne (1739). Plus tard, il adoptera le nom de « Marmontel ».

Après avoir appris à lire au couvent de l'Immaculée Conception de la Vierge, dont les religieuses sont liées d'amitié avec sa mère, il va à l'école d'un prêtre de Bort, l'abbé Vaissière, avant de suivre, de 1734 à 1738, des études au collège de Mauriac, dirigé par les Jésuites. Expulsé du collège un mois avant la fin de son année de rhétorique, son père le place en apprentissage chez un marchand de Clermont-Ferrand. Devenu apprenti tailleur, selon John Renwick, un jésuite de Clermont l'aurait pris sous sa protection en lui procurant une place de précepteur dans une famille bourgeoise. Ainsi, il parvient à survivre et à faire sa philosophie au collège de la ville, de 1738 à 1740. De 1740 à 1741, il est employé comme précepteur par le marquis de Linars. Il perd alors son père, victime de la tuberculose. Cet événement réduit sa famille au désespoir et à la misère, ainsi qu'il le raconte dans ses *Mémoires*. Il promet de l'en tirer et s'installe à Toulouse en 1741, où il fait sa philosophie chez les Jésuites et devient répétiteur chez les Jésuites et les Bernardins, envoyant aux siens une partie de son salaire. Il présente au concours de l'Académie des Jeux floraux une ode sur *l'Invention de la poudre à canon*, qui n'est pas distinguée. « *Je fus outré*, écrit-il, *et dans mon indignation j'écrivis à Voltaire et lui criai vengeance en lui envoyant mon ouvrage [...] Il me fit une de ces réponses qu'il tournait avec tant de grâce et dont il était si libéral. Ce qui me flatta beaucoup plus encore que sa lettre, ce fut l'envoi d'un exemplaire de ses œuvres corrigé de sa main, dont il me fit présent.* » Cet échange marque le début, entre les deux hommes d'une amitié qui dure trente-cinq ans, sans le moindre nuage.

Marmontel persévère auprès des Jeux floraux, et finit par remporter le prix pour l'idylle avec son poème l'*Églogue* en 1744, puis les trois prix des Jeux floraux et un prix à l'Académie de Montauban en 1745. Il envisage de s'inscrire à la faculté de théologie, mais Voltaire lui conseille de venir plutôt à Paris. La vente d'une lyre d'argent, que lui a décernée l'Académie de Montauban, permet de subvenir aux frais du voyage. À Paris, il connaît d'abord une situation matérielle extrêmement difficile. Il essaie, mais sans succès, de lancer un journal de littérature intitulé *l'Observateur littéraire*, qui ne compte que huit numéros. Il est sauvé par l'Académie française qui lui décerne en 1746 son prix de poésie sur le sujet suivant : « la Gloire de Louis XIV perpétuée dans le Roi son successeur ». Voltaire part aux devants de la Cour à Fontainebleau avec quelques douzaines d'exemplaires du poème de Marmontel. « *À son retour,* raconte Marmontel, *il me remplit mon chapeau d'écus, en me disant que c'était le produit de la vente de mon poème.* » Désormais tiré d'affaires, Marmontel témoigne de sa reconnaissance à son ami en rédigeant, toujours en 1746, une élogieuse préface pour une édition de *La Henriade*, préface souvent reprise en tête d'éditions ultérieures de ce poème. L'année suivante, il remporte de nouveau le prix de poésie de l'Académie sur le sujet : « la Clémence de Louis XIV est une des vertus de son auguste successeur ».

Le 5 février 1748, il donne sa première tragédie, *Denys le tyran*, pièce authentiquement originale et qui remporte un grand succès : elle a du mouvement, de l'action, et la peinture de la tyrannie et de son châtiment, bien dans l'esprit du temps, intéressa le public. Sa pièce suivante, *Aristomène* (1749), a également du succès grâce au talent de Mlle Clairon. En revanche, *Cléopâtre* (1750) tombe, et est l'occasion d'un mot resté fameux : au dernier acte, un aspic mécanique, fabriqué par Vaucanson, sort d'un panier pour aller mordre le sein de la reine d'Égypte ; un spectateur s'écrie « *Je suis de l'avis de l'aspic* », déclenchant l'hilarité générale. La pièce suivante, *Les Héraclides*, représentée pour la première fois le 24 mai 1752, tombe également en raison, selon les amis de Marmontel, de l'état d'ébriété de Mlle Dumesnil, dans le rôle de Déjanire. Quant à *Égyptus*, jouée pour la première fois le 5 février 1753, elle n'a qu'une seule représentation. Après ce nouvel échec, Marmontel renonce à la tragédie. Grâce à la protection de Mme de Pompadour, il obtient en 1753 une place de secrétaire des Bâtiments du Roi. D'après ses *Mémoires*, il est appelé à conseiller le Roi pour la distribution des pensions accordées sur le *Mercure de France* et fait attribuer le privilège de ce périodique à Louis de Boissy le 12 octobre 1754.

Après la mort de ce dernier, le 19 avril 1758, il en obtient à son tour le brevet, le 27 avril, et en prend la tête en août. C'est dans le *Mercure* qu'il publie ses *Contes moraux*, qui rencontrent un immense succès. Chez Marie-Thérèse Geoffrin, dont il loue un appartement et fréquente le salon, il récite une satire contre le duc d'Aumont dont il refuse de dénoncer l'auteur, ce qui lui vaut d'être emprisonné onze jours à la Bastille, du 28 décembre 1759 au 7 janvier 1760, et lui fait perdre le privilège du *Mercure*. En 1760, l'Académie française distingue son *Épître aux poètes* sur les charmes de l'étude et, le 24 novembre 1763, elle l'élit au nombre de ses membres; il est reçu le 22 décembre suivant.

En 1767, il publie son roman *Bélisaire*, qui est officiellement censuré en décembre par la Sorbonne en raison du chapitre XV, qui vante la tolérance religieuse. Le 31 janvier 1768, l'archevêque de Paris, Mgr Christophe de Beaumont, condamne l'ouvrage dans un mandement qu'il fait lire au prône de toutes les églises du diocèse. N'ayant plus guère d'appuis à la Cour depuis la mort de Mme de Pompadour, convaincu de ne pouvoir compter sur le soutien de ses collègues académiciens, Marmontel tente d'abord d'apaiser la colère des théologiens en faisant de multiples concessions. Ce n'est que dans un second temps, comprenant qu'on lui demande « d'adhérer sans réserve au dogme de l'intolérance civile », que, calculant

qu'il risquait de tout perdre — réputation, amis — en cédant, il préfère aller à l'affrontement — qui lui permet d'apparaître publiquement comme une victime de l'arbitraire — et appelle Voltaire à la rescousse. Cette censure et ces condamnations ne font que contribuer au succès de l'ouvrage, que défendent les Philosophes. Après cette affaire, il quitte en 1768 la maison de Mme Geoffrin, qui est tombée dans la dévotion, est s'installe chez Mlle Clairon, rue du Bac. Puis, quand celle-ci part auprès du margrave d'Ansbach, Charles-Frédéric d'Anspach-Bayreuth, au printemps 1773, il va s'installer chez Mme de Séran, ancienne maîtresse de Louis XV, qui lui a offert un hôtel particulier.

Sollicité par André Grétry, il écrit le livret du *Huron*, adapté de *L'Ingénu* de Voltaire, créé aux Italiens le 20 août 1768, où il connaît un grand succès. Suivent *Lucile*, donnée aux Italiens le 5 janvier 1769, *Sylvain*, représenté pour la première fois le 19 février 1770, *L'Ami de la maison*, donné à Fontainebleau le 26 octobre 1771 et à Paris le 24 mai 1772, et *Zémire et Azor*, adaptation du conte *La Belle et la bête*, jouée à Fontainebleau le 9 novembre 1771 et à Paris le 16 décembre 1771. Concernant cette dernière œuvre, Nicolas Edme Restif de La Bretonne écrit dans *Les Nuits de Paris*: « Marmontel, je te remercie de cette scène délicieuse! C'est presque la seule comédie-ariette que je te pardonne! »

Après la mort de Charles Pinot Duclos, Marmontel est nommé historiographe de France en 1772. Il prend le parti de Niccolò Vito Piccinni dans la querelle qui l'oppose à Christoph Willibald Gluck, et compose contre ses adversaires une satire en onze chants intitulée *Polymnie*. Il publie *Les Incas* (1778), roman qui stigmatise l'esclavage et remporte également un vif succès. À la mort de D'Alembert, il est élu Secrétaire perpétuel de l'Académie française le 27 novembre 1783. En 1785, il obtient la charge d'historiographe des bâtiments, grâce à son ami le comte d'Angivilliers7. Lors de la création du Lycée en 1786, il reçoit la chaire d'histoire. En 1787, il rassemble en un volume, sous le titre d'*Éléments de littérature*, les articles qu'il a publiés dans l'*Encyclopédie* entre 1753 et 1756, puis repris dans sa *Poétique française* en 1763, ainsi que les articles écrits pour le *Supplément* de l'*Encyclopédie* et ceux de l'*Encyclopédie méthodique* de Panckoucke, en opérant des coupures, des ajouts et des remaniements. Il se fait ainsi le défenseur d'une déclamation naturelle dans l'article « Déclamation ».

Après un projet de mariage, en 1772-1773, avec la belle-sœur d'un avocat au Parlement de Paris, Vermeil, il épouse le 13 octobre 1777 la nièce de son ami l'abbé Morellet, Marie-Adélaïde Leyrin de Montigny (1759-1812), jeune femme de 18 ans venue à Paris avec sa mère en juillet, à la demande de son oncle. Ensemble, ils ont cinq fils: le premier est mort à la naissance en mai 17791, Albert-Charles-François est né le 18 octobre 1780 (mort le 23 mai 1809), Charles-Paul le 18 décembre 1781 (mort le 3 mars 1784), Charles-Joseph-François le 10 janvier 1785 (mort le 25 août 1808) et Louis-Joseph le 20 janvier 1789 (mort à l'hôpital de la ville de New York le 16 décembre 1830).

Suite à la mort de Louis XV, Mme de Séran a vendu son hôtel au comte d'Angivilliers en 1776. Accueilli alors par les Chalut de Vérin, Marmontel s'installe ensuite dans l'appartement que l'abbé Morellet loue depuis juin au deuxième étage de la maison Neuve des Feuillants, rue Saint-Honoré, à l'occasion de son mariage en octobre 1777. Enfin, en prévision de la naissance de leur quatrième enfant, qui a lieu le 10 janvier 1785, les Marmontel s'installent dans un appartement appartenant au même ensemble de bâtiments loués par les feuillants rue Saint-Honoré. Le 13 mai 1782, il achète pour 30 000 livres à Grignon, dans les communes de Thiais et d'Orly, la maison de Charles Collé, qu'il revendra le 4 juin 1794 à un marchand de bois, Martin Beaudouin, pour une somme de 40 500 livres. En 1787, il fait paraître ses *Œuvres complètes* en dix-sept volumes chez Née de la Rochelle.

Proche de Necker, le district des Feuillants le choisit comme membre de l'assemblée électorale de Paris en 1789, et il participe à la rédaction de son cahier de doléances. Toutefois, s'étant seul opposé, le 8 mai, à un arrêté de l'assemblée protestant contre la suppression du *Journal des États généraux* de Mirabeau décidée par un arrêt du Conseil d'État, l'abbé Siéyès lui est préféré lors de l'élection à la députation des États généraux, le 19 mai. Entre 1790 et 1792, après la suppression des académies, il écrit de *Nouveaux contes moraux*, publiés dans le *Mercure* puis en volume par J. A. Latour, en 2 tomes à Paris et Liège en 1792. Ses derniers contes seront publiés à titre posthume en 1801 à Paris par Garnery sous le titre de *Souvenirs du coin du feu*. Malgré la perte progressive de ses revenus d'auteur et de ses pensions, il conserve diverses créances et un capital assez honorable. Le 28 septembre 1791, il achète pour une somme de 120 000 livres la ferme de Malabry, à Paley, à une quinzaine de kilomètres de Paris, sur la route de Fontainebleau, affermée pour 4 500 livres par an. Le 4 août 1792, peu avant la chute de la royauté, il quitte avec sa famille sa maison de campagne de Grignon et se retire dans le hameau de Saint-Germain, près d'Évreux, où il loue une maison du 7 août au 12 octobre.

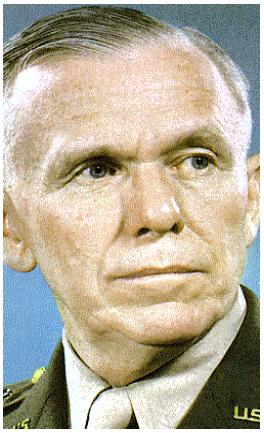
Puis il s'installe dans le hameau de Couvicourt, dans la commune de Saint-Aubin-sur-Gaillon, avant d'acheter, pour cinq mille livres, une chaumière dans le hameau d'Habloville, également dans la commune de Saint-Aubin, le 12 décembre 1792. S'y étant installé à la fin de janvier 1793, il entreprend de rédiger des *Mémoires d'un père pour servir à l'éducation de ses enfants*, dans lequel il attaque violemment Jean-Jacques Rousseau et exprime des opinions contre-révolutionnaires, et dont on a relevé les nombreuses erreurs et arrangements avec la vérité, depuis les *Notes sur les Mémoires de Marmontel* du comte d'Angivilliers parues à Copenhague en 1933 jusqu'aux travaux de John Renwick. Alors dans la gêne, comme le prouve une lettre du 15 mars 1793 au secrétaire général du ministère de l'Intérieur, il fait des démarches pour vendre sa propriété de Grignon.

Le 21 vendémiaire an IV (13 octobre 1795), alors qu'il vit à l'écart de la politique, il est nommé à la présidence de l'assemblée électorale de l'Eure, fonction qu'il refuse. De même, on lui propose, en 1794, une charge au sein d'un jury d'instruction chargé d'examiner les instituteurs du district de Louviers, puis, en 1795, un poste de professeur de Belles Lettres dans une École centrale de Paris, propositions qu'il rejette dans les deux cas, le 16 décembre 1794 et le 28 avril 1795, à cause des infirmités de l'âge. Le 3 janvier 1795, il est inscrit comme pensionnaire de la République pour la somme de 3 000 livres. En revanche, le 10 germinal an IV (30 mars 1796), il accepte sa nomination, le 13 février précédent,

comme associé non résident, pour la Classe de Littérature et Beaux-Arts (section grammaire), de l'Institut national.

Sous le Directoire, il est élu le 23 germinal an V (12 avril 1797) député au Conseil des Anciens par les électeurs de l'Eure avec 303 voix sur 328 votants. Se rangeant parmi les modérés, il n'intervient qu'à deux occasions : le 24 prairial an V (12 juin 1797), comme porte-parole de la commission de trois membres nommée par le Conseil des Anciens pour examiner, après le Conseil des Cinq-Cents, la destination des livres conservés dans les dépôts de la capitale ; le soir du 2 thermidor (20 juillet 1797) sur l'entrée d'une partie des troupes du général Hoche à l'intérieur du « cercle constitutionnel » à la demande des trois Directeurs républicains ; dans l'un et l'autre cas, il échoue à emporter la décision de l'assemblée. Il est nommé premier secrétaire de l'assemblée le 22 juillet, mais, suspect de royalisme, son élection est annulée au 18 fructidor (4 septembre 1797). En revanche, il échappe à la déportation. De retour dans sa retraite à Habloville, il reprend ses *Mémoires*, interrompues par son élection, en avril, et rédige un cours d'études (traités de logique, métaphysique, morale et grammaire) pour ses fils en 1798. Il est en train d'achever ses *Mémoires* quand il succombe aux suites d'une attaque d'apoplexie, dans la nuit du 30 au 31 décembre 1799. Wikipédia

MARSHALL



George Uniontown, Pennsylvanie 31 décembre 1880 - Washington 16 octobre 1959. Général et homme d'état, ambassadeur en Chine. **Il** fut l'un des principaux conseillers et stratèges du président Roosevelt pour la conduite du conflit. Après la guerre, George Marshall sera à l'origine d'un projet auquel il laissera son nom : le Plan Marshall, visant à apporter une aide économique à l'Europe.
Fait Franc-Maçon "au maillet" (at sight) en 1941, District of Columbia.

C'est le plus jeune des trois enfants de la famille Marshall après Stuart (1875-1956) et Marie (1876-1962). Contrairement à la majorité des grands officiers américains, George Marshall n'intègre pas l'Académie militaire de West Point : les problèmes financiers de sa famille et ses capacités physiques limitées le dirigent vers la VMI (*Virginia Military Institute*). George entre à la VMI le 1er septembre 1897 pour en ressortir diplômé en 1901 avec le grade de 1er capitaine des cadets. En tant qu'auteur du Plan Marshall, il reçut le Prix Nobel de la Paix en 1953.

Choisissant une carrière militaire dans l'US Army (il est le seul de sa promotion à s'engager dans cette voie), il reçoit son affectation en tant que 2nd lieutenant au 30e régiment d'infanterie stationné aux Philippines. Avant de rejoindre son unité, il épouse Elizabeth Coles le 11 février 1902 à Lexington.

Le jeune officier
Il reste aux Philippines de mai 1902 à novembre 1903 puis rejoint *Fort Reno* (Oklahoma, États-Unis) pour servir successivement en tant qu'officier-ingénieur, officier d'ordonnance, officier d'intendance (*Quartermaster*) et officier-commissaire. En 1906, il reprend ses études à l'école de cavalerie et d'infanterie de *Fort Leavenworth* (Kansas, États-Unis) d'où il sort 1er en 1907 et est promu 1er Lieutenant. Ces excellents résultats lui permettent d'être sélectionné pour l'année 1908 dans l'*Army Staff College* (école d'officier) où il reste pour exercer en qualité d'enseignant jusqu'en 1911. À partir de janvier 1911, Marshall est successivement affecté aux 24e (New York), 4e (Manille, Philippines) régiments d'infanterie, puis au 13e (Californie, puis New York) au poste d'aide de camp du général de division J. Franklin Bell de mai 1916 à juin 1917.

La Première Guerre mondiale
Marshall est promu au grade de capitaine en juin 1917 et rejoint l'*AEF* (*American Expeditionary Force*) en France. L'année 1918 est pour lui l'occasion de se faire remarquer par son sens élevé de la tactique qui lui vaut des éloges pour les résultats obtenus lors des offensives de Cantigny, Aisne-Marne, St. Mihiel et Meuse-Argonne. Repéré par le général John Pershing, ce dernier en fait son aide de camp et le promeut au grade de Major (juillet 1920) et Lieutenant Colonel (août 1923).

L'entre-deux-guerres
De 1924 à septembre 1927, Marshall est envoyé en Chine pour être commandant en chef du 15e d'infanterie à Tianjin. Il termine l'année 1927 par un poste d'Instructeur à l'*Army War College* de Washington. Cette même année, son épouse Elizabeth Coles meurt le 15 septembre. Durant les cinq années qui suivent, il est l'assistant du commandant de l'école d'infanterie de Fort Benning, dans l'État de Géorgie. En 1930, il se remarie avec Katherine Tupper Brown. Il est nommé en 1933 commandant du 8e régiment d'infanterie à Fort Screven (État de Georgie) puis du *CCC (Civilian Conservation Corps)* à Fort Moultrie où il obtient le grade de Colonel en septembre. De 1933 à 1936, Marshall est instructeur à la 33e division de la garde nationale à Chicago. En octobre 1936 il est nommé Brigadier General (général de brigade) et commandant à la 5e brigade de Vancouver (État de Washington) jusqu'en 1938. En août 1938, Marshall rejoint en qualité d'assistant l'état major de stratégie militaire (Chief of Staff). Ce poste l'amène naturellement à rencontrer régulièrement le président Franklin Roosevelt et son administration : faisant très bonne impression, Roosevelt le nomme chef d'état-major de l'armée en septembre 1939 avec le grade de Major General.

La Seconde Guerre mondiale
De 1941 à la fin de la guerre, il participe à toutes les conférences inter-alliées en qualité de conseiller privilégié de Roosevelt. Dirigeant les forces armées américaines engagées en Europe, il s'oppose en 1942 au débarquement en Afrique du Nord, réorganise l'*Air Force* et planifie le débarquement de Normandie. Il est très déçu de ne pas recevoir le commandement du D-Day mais Roosevelt explique qu'il ne peut se passer de son conseiller. Plus tard, Winston Churchill

déclare au sujet de Marshall qu'il était « l'organisateur de la victoire ». En décembre 1944 Marshall est nommé général d'armée, tout comme les trois autres conseillers de Roosevelt William Leahy, Ernest King et Henry Arnold et les deux principaux commandants en chef des opérations Dwight Eisenhower et Douglas MacArthur.

L'après-guerre Son rôle diplomatique
À peine le second conflit mondial est-il terminé que Marshall, à la demande d'Harry Truman, part pour la Chine (novembre 1945) en tant qu'ambassadeur et représentant personnel du président des États-Unis. En 1947, il devient Secrétaire d'État et se retire du service actif aux armées. Sa nouvelle fonction lui permet de s'atteler à la réalisation du programme ERP (*European Recovery Program*), désormais connu sous le nom de « **Plan Marshall** », qui permet d'injecter, dans un premier temps, plus de cinq milliards de dollars dans l'aide à la reconstruction européenne. Malade, il démissionne de son poste en 1949. En 1948, il prend position contre l'installation en Palestine de ce qui allait devenir plus tard, l'État d'Israel, arguant du fait que cela allait provoquer un conflit sans fin dans cette région du monde, avec les populations arabes. Le président Truman lui donna tort considérant qu'il y avait une obligation morale, de tout l'Occident, à donner aux rescapés de la Shoah, la chance de construire leur pays.

Ses dernières fonctions
En 1948, il succède au général Pershing à la tête de l'American Battle Monuments Commission. En septembre1950, Marshall accepte le rôle de secrétaire à la Défense qu'il quittera en septembre 1951, conseille l'ONU dans sa gestion de la guerre de Corée et devient président de la Croix-Rouge américaine. Il recevra le Prix Nobel de la paix en décembre 1953 à Oslo. George Marshall meurt le 16 octobre 1959 à l'hôpital Walter Reed de Washington. JCvL+Wikipédia

MARTIN Georges

Paris 1844 – Chaumont-sur-Tharonne 1916.



Le Dr martin reste, sur le plan de l'histoire maçonnique, attaché au difficile combat en faveur de la mixité.

Elève des jésuites à Paris, fils de pharmacien, Georges Martin doit travailler très jeune dans la pharmacie familiale. Il est reçu cependant, en dépit du scepticisme paternel, aux baccalauréats ès lettres puis ès sciences, ce qui lui permet de commencer des études médicales. Mail il est tenté très tôt par la politique. Il épouse la cause garibaldienne et abandonne ses études de médecine durant quelques mois pour servir aux côtés du révolutionnaire en Italie. De retour en France, il reprend ses études à Montpellier. Lauréat de cette faculté, il revient à Paris où, en 1870, il est reçu au doctorat, ce qui lui vaut de se réconcilier avec son père. Il prend part à la guerre franco-prussienne : il est aide-major responsable des ambulances du fort d'Issy.

Son engagement héroïque l'épuise et il ne peut reprendre son activité que plusieurs mois plus tard, dans le cabinet médical qu'il a ouvert dans sa maison natale, rue Mouffetard. Il exerce six ans, abandonne sa profession en 1880.

Il est initié le 21 mars 1879 dans la loge « *Union et Bienfaisance* » de la Grande Loge Centrale à Paris, travaillant au Rite Ecossais Ancien et Accepté. Grand défenseur de ce rite, il lui reste fidèle toute sa vie malgré les changements d'obédiences et des loges. Il est élevé à la maitrise le 16 janvier 1880 dans la loge « *La Jérusalem Ecossaise* », à Paris, dont il devient le vénérable par la suite. Très vite, son action se caractérises par la volonté de séparer les loges bleues du Suprême Conseil : l'attention qu'il porte à ces questions le conduit à devenir président de la commission exécutive de la Grande Loge Symbolique Ecossaise en 1881, alors qu'il n'était qu'un jeune maître maçon. Plus tard, il est aussi membre des ateliers supérieurs du Suprême Conseil de France.

Parallèlement le Dr Martin entame une brillante carrière politique. En 1874, il est élu conseiller municipal de la ville de Paris et est réélu à cette charge par des majorités de plus en plus confortables. Il est élu sénateur en janvier 1885, ce qui l'amène à démissionner de son mandat municipal. Il est également président du conseil général. Victime d'une intrigue ministérielle, il n'est pas réélu au Sénat et, se retire des affaires publiques jusqu'en 1897. Sollicité par ses amis, il est alors élu au premier tour au conseil général du canton de Lamotte-Beuvron et exerce ce mandat jusqu'à sa mort. La dimension sociale, dans son action politique est importante : il participe ainsi à l'organisation de l'assistance médicale dans les campagnes, puis à l'élaboration de nombreuses lois sur l'inspection médicale dans les écoles. Il se bat encore pour la fondation de la Caisse nationale des retraites et l'établissement d'un système d'assurances sociales. Sur ces thèmes, il fit plus de 2000 conférences entre 1875 et 1890. L'obtention des droits civiques pour les femmes retient également son attention et cela le conduit à mettre cette question importante au cœur de son engagement maçonnique.

Très anticlérical, il souhaite que les loges s'ouvrent afin que l'intérêt du travail maçonnique les fasse délaisser peu à peu la fréquentation des églises au profit des temples maçonniques. Georges Martin défend ce combat dans sa loge, « *La Jérusalem Ecossaise* », en se montrant favorable à la mixité. Le débat ayant provoqué la scission de la loge en trois groupes, il poursuit la lutte au sein de la Grande Loge de France, dont il reste un membre actif jusqu'à sa mort (1916). Il fonde en outre les loges « *La Fraternité Ecossaise* » (Nice 1911), « *Denis-Papin* » (Blois 1912) et « *Les Philanthropes du Maine* » (Le Mans 1913).

C'est toutefois par son rôle dans la fondation du Droit Humain qu'il parvient le mieux à défendre la cause à laquelle il est arraché. Ayant connu la célèbre Maria Deraismes en 1874, après avoir assisté à son initiation, il fonde avec

elle (mais aussi son épouse Marie, Clémentine Royer, Marie Bonnevial et Marie Bequet de Vienne) l'obédience mixte le 14 avril 1893 puis, après la mort de Maria Deraismes, prend en charge avec sa femme l'organisation de la nouvelle obédience. Il consacre toute son énergie et sa fortune à l'expansion de celle-ci. Il donne même son hôtel particulier (un immeuble de la rue Vauquelin) pour que le Droit Humain ait un siège convenable aménagé avec un temple, puis fait don par testament à la société civile immobilière, devenue Association Georges Martin, de l'immeuble qu'il a acheté au 5, rue Jules Breton. Ce bâtiment fut le siège central du Droit Humain durant de nombreuses années avant d'être affecté au Suprême Conseil de l'obédience. I.M.

MARTINES DE PASQUALLY

Grenoble 1710 ? – Port-au-Prince 1774.

Rappelons qu'il n'existe aucun portrait de Martines, les seuls renseignements que l'on possède sur son apparence physique sont ceux qui figurent sur un certificat de catholicité daté du 29 avril 1772. Sur ce document, que Martines fit enregistrer avant de s'embarquer sur le Duc de Duras, navire avec lequel il quitta la France pour se rendre à Saint-Domingue, on peut lire : « Moyenne taille, cheveux noir, portant perruque ».

Joachim Martinès de Pasqually était un thaumaturge, théosophe et mage d'origine incertaine. Fondateur de l'Ordre de Chevaliers Maçons Élus Coëns de l'Univers en 1761. Inspirateur de Louis-Claude de Saint-Martin et de Jean-Baptiste Willermoz, et donc de tout le courant ésotérique appelé martinisme. L'an 1760, don Martines de Pasqually. Ecuyer, se présente aux « *Loges de Saint-Jean Réunies* », à l'orient de Toulouse, en qualité d'inspecteur général de la loge des *Stuwards*. Il produit une patente de Charles Edouard Stuart, le jeune prétendant (1720-1788), au nom de son père et à lui transmissible. En loge bleue, tout de go, « *Martines résuma, un peu à la manière de Ramsay, une sorte de plan parfaite de la franc-maçonnerie, dans lequel il parlait successivement de la mystérieuse construction de l'ancien et du nouveau temple, des chevaliers lévites, des cohenim-levam (soit des hommes élus dans la tribu élue du peuple élu) et des Elus (soit des élus selon la grâce et non selon la foi)* » (Albéric Thomas).
Quand il fut question de démonstrations pratiques, les frères en réclamèrent, Martines accepta. Les trois maîtres devant lesquels il avait opéré rendirent un compte si défavorable que l'expulsion de Martines fut décidée.

Pourtant, Martines ne quitta pas Toulouse avant 1762. Le temple qu'il s'était résigné à rédiger de son propre chef vivota trois ans au moins. Martines avait aussi profité de ce que des militaires de sa connaissance fussent présents dans la ville pour faire diligenter une enquête de notoriété sur les quelques onze ans qu'il avait passé à l'armée, depuis 1737, lieutenant en permanence. L'enquête de notoriété, ouverte le 2 janvier 1761, fut close le 19 avril 1762. On y apprend qu'en 1737-1738, Martines, qualifié par deux certificats sur trois de noble, sert en Espagne (Barcelone, Madrid), dans la compagnie du régiment d'Imbourg-Dragons (pour Edimbourg-Dragons) que son oncle Pasqually commandait. En 1740, il participe à l'intervention française en Corse, sous le commandement du marquis de Mailebois, incorporé dans le régiment d'Île-de-France en garnison à Bastia. En 1747, il combat en Italie, au service de l'Espagne, dans le régiment de Mandre-Garde suisse pendant la guerre de Succession d'Autriche.

Avant l'essai toulousain, des auteurs promènent Martines dans plusieurs orients du Midi de la France, à partir de 1754, à Montpellier (Thory) ; nul texte à l'appui, sauf le témoignage documenté d'une implantation maçonnique sans date, antérieure à Toulouse, et relative à Avignon, dont ses disciples lui étaient resté fidèles en 1762.

Après Toulouse, Martines consacre son existence entière à la franc-maçonnerie et au sacerdoce primitif qu'il conserve, exerce et entretient. Deux événements avancent la chose, au travers des querelles internes (inintelligence, l'ambition, mère de trahison) et externes (les rivalités des ateliers locaux, les conflits avec la Grande Loge de France). En 1765, le Foix-Infanterie tient garnison à Bordeaux : fondation de la loge « *Josué* » qui continue et inaugure, quelquefois éponyme du régime entier, pépinière d'Elus coëns, dont Louis-Claude de Saint-Martin. En 1766-1767, à Paris (il y retournera en février-avril et en août-octobre 1771), Martines recrute de bons sujets et établit le tribunal souverain de son rite qui devient un ordre. Le reliquat de la maçonnerie sera réputé apocryphe. Toute la question est : déviation ou retour aux sources ?

La « chose » c'était l'Ordre, parce qu'il fait avec la chose et dans la chose, et cette chose-là désigne la présence divine, *Sophia* ou *Shekhinah*, l'aspect communicatif du Réparateur Jésus-Christ ; la chose, c'est donc encore le cérémonial de forme théurgique et lié à une haute spiritualité, analysé en de nombreux rituels et instructions retrouvés. Grâce aux anges et contre les démons, avec l'assistance permanente de l'esprit bon compagnon assigné à chacun, réalise cette présence et l'emploie pour la réconciliation personnelle dans la sphère surcéleste et la *réintégration des êtres dans leur première propriété, vertu et puissance spirituelle divine*, pour reprendre le titre du Traité composé sous inspiration et sur instruction par Martines avec l'aide de secrétaires, notamment Fournié et Saint-Martin. Inédit jusqu'en 1899 ; première édition authentique en 1995 ; une version originale de celui-ci est publiée en 1974-1995. L'anéantissement de la matière temporelle, irréelle sinon illusoire, va de pair. Lors des opérations réussies, notamment à la lune de chaque équinoxe, des +passes » font signe aux sens.

De son père, Martines ne revendiquait pas qu'un héritage maçonnique. Les propos de Martines à Toulouse évoquent des thèmes de l'écossisme, et la maçonnerie de Martines paraît y ressortir. Si la légitimité maçonnique de Martines s'étaye d'une patente stuartiste de 1738, il se réclame en 1763, de la protection du roi George III, et il correspond avec une Grande Loge de Londres, mais laquelle ? En l'état, l'authenticité de ses titres – faut-il dire obédentiels ? – est relative, à quelques degrés entre un Charles Edouard Grand Maître, nonobstant ses dénégations, et un escroc intellectuel et financier au petit pied. (Martines ne répond pas à cette image) L'extraordinaire complexité, en effet, avant et après Culloden (1746), de la situation maçonnique et de la politique

britannique corrélative en France, qui retentit en Angleterre, en Ecosse, et en Irlande, l'énigme s'aggravant de l'écossisme ! Mais Martines déborde l'écossisme commun, voire la franc-maçonnerie.

En tout cas, Martines de Pasqually père avait ordonné son fils ministre du culte primitif, ésotériquement fondé en judaïsme, en christianisme et en Islam. Et, voilà le second héritage de Martines, qu'il s'efforça de transmettre, en mode initiatique, sous le couvert de la franc-maçonnerie. Une confidence intime : « *depuis les ignominies de mon cher Bonnichon, en 1768, je me suis mieux découvert* ». Les sources de la théorie et de la liturgie martinésiennes nous échappent, dans l'ignorance de sa culture familiale. Il parlait de l'Orient ; j'ai identifié, à commencer par le *midrach* intitulé *Traité*, le judéo-christianisme, dont l'islam est issu. Mais en connut-il les textes fondateurs ? La tradition ininterrompue, notamment, non pas exclusivement, au pays des trois religions ? Les dérivés dans l'occultisme occidental (où d'ailleurs l'écossisme puisa) ? L'homme est un homme-Dieu, parce que Dieu l'a émané ; il est pensée de Dieu, non point pensée-Dieu. Le Christ est homme-Dieu et divin, infiniment supérieur aux manifestations antérieures du prophète récurrent. L'homme déchu, après son crime, a changé de forme. A changement de forme, changement d'opération ; exactement le « changement des lois cérémonielles d'opération de la création générale et particulière », en la théurgie des Elus coëns.

Chrétiens par essence, l'homme et l'ordre dogmatique, Martines professa et exigea que ses « émules » professent le catholicisme romain, faute de mieux.
Jean-Baptiste Willermoz a instillé la théosophie spéculative des Elus coëns dans le Régime Ecossais Rectifié ; la bienfaisance y tient lieu de théurgie rituelle. Les chrétiens seuls y sont admis quelle que soit leur confession. La doctrine de la réintégration, quel qu'en soit le moyen, constitue, pour ainsi dire, le martinisme original ; rien de martiniste n'y est tout à fait étranger.

« Simple dépositaire de la chose », tel se voulut Martines ; en dépit de ses faiblesses de caractère, la bonté de son cœur et la sincérité de son âme sont manifestes ; sa science aussi.

Et son rôle éminent, selon Franz von Baader : « *Si donc le christianisme, dans la force de sa prime manifestation, a rendu muette la magie du paganisme et du judaïsme, la réapparition de cette magie, même si elle ne s'est fait que peut remarquer, ne peut être attribuée qu'à l'affaiblissement du christianisme, et être considérée comme le réacteur nécessaire à une nouvelle et plus puissante manifestation* ». Martines meut à Port-au-Prince, âgé d'environ 64 ans, le 20 septembre 1774, inhumé le 21. Il laisse une veuve Marguerite-Angélique (de) Collas (de Saint-Michel) 1733-1813, nièce du major Foix-Infanterie, Pierre Collas 1709-1763, qu'il avait épousée, peut-être veuf lui-même, le 27 août 1767, et un fils de six ans, successeur espéré et ordonné, Jean Anselme, mort en 1830 ou peu après. Un fils puîné, du 31 mai 1771, était mort le 10 mars 1773. Sue son acte de baptême, Jean-Anselme, porte le nom de La Tour de Lacase ; il le gardera avec des minimes variantes orthographiques. Son père, soi-disant Martines de Pasqually, s'en servira, de même que son propre père (le frère de celui-ci sera dit Pasqually), ainsi que le nom de Livron ; le tout en mainte combinaison et une orthographe légèrement différente. Rare, le prénom est tantôt Jacques tantôt Joachim, tantôt l'un et l'autre. R.A,

MARTINEZ BARRIO Diego

Séville 25 novembre 1883 – Paris 1 janvier 1961.



Diego Martinez Barrio fut, après Morayta, le maçon le plus emblématique du Grand Orient Espagnol au XXe siècle. Leader indiscutable de la maçonnerie andalouse dans les années 1920 et Grand Maître du Grand Orient Espagnol sous la IIe République, il devient l'un des hommes politiques les plus brillants de l'Espagne pré-franquiste.

D'origine humble (il est le fils d'un maçon et d'une petite commerçante), orphelin de mère à onze ans à peine, il a dès sa jeunesse des relations avec le mouvement anarchiste, et il fait ses premières expériences oratoires dans divers meetings mais, en 1905, il entre dans le mouvement Jeunesse républicaine de Lerroux. Il devient l'un des dirigeants du radicalisme de Séville ; il prend alors contact avec quelques frères.

C'est en 1908, à 25 ans, qu'il est initié dans la loge « *fe 261* » (Foi 261) dans cette ville. Il prend d'abord le nom symbolique de *Justicia* mais, en 1912, il le change de façon significative pour celui de *Vergniaud*.

Entre-temps, il a connu son premier triomphe politique, en 1910 : il est élu conseiller républicain à Séville et reste au conseil municipal jusqu'en 1913. Il parvient alors à fonder l'hebdomadaire radical-autonomiste ***El Pueblo***.

Entre 1913 et 1921, il consacre surtout ses efforts à la maçonnerie en essayant d'unifier une maçonnerie sévillante bien divisée. Ses travaux au sein des loges « *Germinal 306* » (1912), « *Isis 350* » (dont il est vénérable en 1914 et 1915) et « *Isis et Osiris 377* » (où il occupe la même fonction entre 1915 et 1920) sont très fructueux et se caractérisent par la proposition d'un programme dans la vie sociale « *afin d'imprégner celle-ci de ses doctrines et d'offrir aux groupes de gauche sans orientation, une voie et une discipline qui leur permettent d'inspirer confiance à l'opinion publique* ».

Sous sa direction, Isis et Osiris voit grossir ses effectifs ; la loge regroupe l'état-major du Parti républicain radical de Séville. En 1920, il est élu conseiller municipal dans sa ville natale avec quatre maçons d'Isis et d'Osiris. Il quitte cette fonction lors de l'arrivée de Primo de Rivera et devient le leader indiscutable du républicanisme andalou. Il

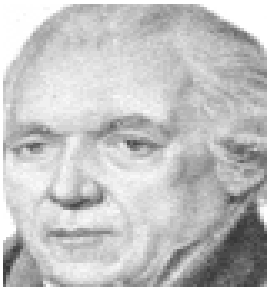
occupe en 1930 la présidence du conseil municipale central du Parti républicain radical et celle de la Réunion républicaine. Parallèlement, il est élu Grand maître de la Grande Loge Régionale du Midi en 1922. Un sens politique aigu lui fait jouer un rôle politique majeur en sa faveur de la réforme fédératrice de l'obédience. Son action comme Grand Maître Régional favorise l'affiliation de nombre de militants socialistes, syndicalistes et démocrates : il réalise son objectif de transformer la maçonnerie en une sorte de « *refuge où viendraient tous les hommes libres aimant le progrès et la liberté* ». Son œuvre réformiste maçonnique s'accompagne d'une activité remarquable : il s'affilie à différentes loges, passe d' « *Isis et Osiris* » à *« Trabajo* », puis de celle-ci à « *Occidente* », et enfin à « *Espana y Trabajo* » … et cela influe sur la revitalisation du républicanisme radical en Andalousie.

Il devient le second homme du parti républicain radical et atteint le sommet de sa carrière sous la IIe République. Après avoir participé au Pacte de Saint-Sébastien et s'être exilé à Paris après l'échec des soulèvements de Jaca et Cuatro Vientos contre les Bourbons, il rentre triomphalement en Espagne et occupe le ministère des Communications, Postes et Télégraphes entre avril 1931 et septembre 1933 dans le nouveau gouvernement républicain. Plus tard, il devient ministre de la Guerre et de l'Intérieur à deux reprises. Devenu le chef de la minorité parlementaire radicale, il est chargé par Alcalà Zamora de former un nouveau cabinet et préside les élections générales de novembre 1933. Quelques mois plus tard, il rompt avec Lerroux à cause du virage à droite du Parti républicain radical et fonde l'Union républicaine. En qualité de principal dirigeant de la nouvelle formation, il est élu président des Cortes quand triomphe le Frente Popular (1936).

Lorsque Alcala Zamora est destitué, il occupe en avril et mai, par intérim, la fonction de président de la République. Le 18 juillet, sur la recommandation de Azana, il tente de former un gouvernement de concentration nationale pour éviter la guerre. Pendant la Guerre civile, il continue à exercer les fonctions de président des Cortes et du bureau de recrutement. Parallèlement, il a été élu le plus haut dignitaire de la maçonnerie lors des élections de 1931. Néanmoins, la période rend sa Grande Maîtrise difficile. Rejetant la thèse des frères qui souhaitaient une intervention directe du Grand Orient Espagnol dans la vie politique de la République, il soutient une politique de neutralité institutionnelle et de « détachement » de toute tendance politique.

Malgré les hostilités suscitées par ses positions, il est réélu à la Grande Maîtrise en 1933 mais, en 1934, il doit démissionner après sa séparation d'avec le Parti républicain radical. A la fin de la Guerre civile, il gagne le Mexique et y exerce la fonction de président de la République espagnole en exil de 1945 à 1962. En 1941, le Tribunal de répression de la maçonnerie et du communisme l'a condamné à 30 ans de réclusion et d'inhabilité absolue et permanente … mais il se trouve alors au Mexique où il poursuit ses activités maçonniques. Il est membre du Suprême Conseil du 33° pour l'Espagne et ses dépendances. Le franquisme ne l'aura donc pas empêcher de brandir le drapeau maçonnique espagnol. P.A.

MARTINI **Jean-Paul-Égide** Freystadt dans le Haut-Palatinat 31 août 1741 - Paris 14 février 1816.



De son vrai nom **Johann Paul Ägidius Martin** ou **Johann Paul Ägidius Schwarzendorf**, il est aussi connu sous le pseudonyme de ***Martini il Tedesco*** (« Martini l'Allemand » en italien). Bien qu'il ait composé de nombreuses œuvres, la plus populaire est sa chanson *Plaisir d'amour*. Son père était un maître d'école et organiste du nom d'Andreas Martin. Sa mère Barbara mourut alors qu'il n'avait que six ans. Il fit ses études au séminaire des jésuites de Neuburg an der Donau, où il exerça comme organiste dès l'âge de seize ans. Puis il alla étudier la philosophie à Fribourg-en-Brisgau, mais abandonna bientôt ces études pour se consacrer à la musique qui l'intéressait beaucoup plus.

En 1760, il alla s'installer à Nancy, capitale de la Lorraine, où il se fit appeler *Martini il Tedesco*. Il y épousa en 1764 Marguerite Camelot, issue d'une famille d'organistes. Sa carrière prit un tour décisif après qu'il se fut installé à Paris, où il composa surtout des opéras et des marches militaires. Cette même année, il fut initié franc-maçon à la loge parisienne *Les Amis réunis*1. De 1768 à 1772, Jean-Paul-Égide Martini est inscrit comme « sous-lieutenant surnuméraire sans appointements » au régiment des hussards de Chamborant. En 1788, il fut nommé surintendant de la Musique du roi et responsable de la musique religieuse. Il dirigeait en même temps les plus grandes scènes parisiennes. Il perdit ses fonctions à la Révolution et alla se réfugier à Lyon. En 1796, il retrouva un poste au Conservatoire de musique, mais les opéras composés à cette époque connurent peu de succès et il fut à nouveau démis en 1802. Il se consacra alors à la musique religieuse. À la Restauration, alors qu'il était déjà âgé de plus de 70 ans, nouveau retournement de situation avec des Bourbons, Louis XVIII le réintégra comme surintendant de la Musique du roi. C'est dans cette fonction qu'il composa un *Requiem* à la mémoire de Louis XVI, qui fut joué à Saint-Denis trois semaines avant son propre décès. Martini fut inhumé au cimetière du Père-Lachaise, sous un tombeau somptueux. Sa sépulture a depuis été relevée.

MASARYK **Jan** Prague 14 septembre 1886 - 10 mars 1948.



Homme d'état Tchécoslovaque, fils de Tomas Mazaryk, premier président du pays. Exilé en Angleterre pendant la guerre, il combattit pour la libération de son pays. A partir de 1945, en tant que ministre des Affaires étrangères, il combattit le communisme, ce qui l'amena à se « faire » suicider en 1948.
Il fut initié Franc-Maçon à la Loge "*Jan Amos Komensky*" à Prague

Démocrate convaincu, il participe au gouvernement d'union nationale après la Seconde Guerre mondiale. Il est trouvé mort à Prague sous les fenêtres du ministère des affaires étrangères en mars 1948 (les communistes de Klement Gottwald soutenus par l'Union Soviétique de Staline ayant pris le pouvoir par la force en février 1948).

La police conclut à un suicide alors que beaucoup croient à un assassinat politique suite au putsch communiste dans ce qui serait l'une des dernières défenestrations de Prague. En 2004, la police tchèque a rouvert l'enquête et a conclu à un assassinat.

MASSÉNA André

Nice 6 mai 1758 – Paris 4 avril 1817.



Maréchal d'Empire, surnommé par Napoléon : "l'enfant chéri de la victoire".
Franc-Maçon de la loge "*Les Vrais Amis Réunis*", à l'orient de Nice et Grand administrateur du Grand Orient de France.

Issu d'une famille de Levens, André Masséna naît à Nice, alors dans les Etats de Savoie-Piémont, le 6 mai 1758. Fils d'un négociant Jules Masséna, et de Marguerite Fabre, le jeune André est mousse sur un navire de commerce avant de s'engager à 17 ans dans le régiment français du Royal-Italien. Le 3 août 1789, il quitte l'armée avec le grade d'adjudant obtenu en 1784. Il se retire à Antibes où il épouse Anne Marie Lamare (décédée en 1829), fille d'un chirurgien. Il a 31 ans et un passé maçonnique.
Il avait été reçu un apprenti le 13 avril 1784 dans la loge toulonnaise « *Les Elèves de Minerve* ». Maître depuis quelques semaines, il est élu maître des cérémonies le 9 juillet de la même année. Le 19 septembre suivant, il participe à l'installation des « *Elèves de mars et de Neptune* ». En 1785, Masséna devient deuxième surveillant de sa loge mère (tableau du 4 juin). Il est également reçu le 18 septembre 1785, Chevalier Rose-Croix au chapitre toulonnais dit du « *Saint Sépulcre de Jérusalem en Palestine* ». En 1787, il devient vénérable fondateur de la loge « *La Parfaite Amitié* » sise à l'orient du Royal-Italien, constituée par le Grand Orient le 27 novembre 1787 pour prendre rang le 28 juin de la même année. Il tiendra le premier maillet jusqu'à son retour à la vie civile.

A Antibes, il pratique, dit-on. La contrebande. Son patriotisme révolutionnaire tôt affirmé et son passé militaire expliquent son élection comme lieutenant-colonel du 2e bataillon des volontaires du Var. Sa connaissance du pays est fort utile à l'armée française, chargée d'occuper en septembre 1792 le comité de Nice. En récompense, le 22 août 1793, il est nommé général de brigade et, le 20 décembre courant, général de division. En 1795, il est affecté à l'armée d'Italie et placé l'année suivante sous les ordres de Bonaparte. Masséna fait preuve de bravoure physique et de qualités militaires, notamment à la bataille de Rivoli (14 janvier 1797).

Surnommé par Bonaparte « l'enfant chéri de la Victoire », Masséna est nommé en 1798 commandant du corpos d'occupation de Rome. Il doit faire face à une mutinerie de ses propres troupes, exaspérées par ses rapines. Révoqué, Masséna devient commandant de l'armée d'Helvétie (février 1799). Il est battu et se réfugie en Suisse. Le Directoire lui confie cependant le commandement de l'armée d'Helvétie, du Danube et du Rhin (avril 1799). Il est plusieurs fois vainqueur des Austro-Russes de Souvarov et de Korsakov, notamment à la bataille de Zürich (25-26 septembre 1799).

Brumaire lui fait perdre son commandement, mais l'année suivante, le Premier Consul Bonaparte le nomme commandant de l'armée d'Italie. Arrivé à Gênes en février 1800, il organise la résistance aux Autrichiens, mais doit capituler le 4 juin 1800. Privé à nouveau de commandement, Masséna se retire à Rueil avec une pension de 30 000 francs par an. Le nouveau régime le soupçonne de flirter avec l'opposition néojacobine. Cependant, en 1803, il est élu député de la Seine au Corps législatif (jusqu'en 1807) et président à vie du collège électoral des Alpes-Maritimes. Le 19 mai 1804, il fait partie de la première promotion des maréchaux de l'Empire.

Sa relative mise à l'écart, le laisse disponible pour jouer un rôle certain dans la renaissance et la réorganisation des obédiences françaises. Au printemps 1804, il est sollicité par Roëttiers de Montaleau pour offrir la Grande Maîtresse du Grand Orient de France à un des frères Bonaparte. En novembre 1804, Masséna est nommé Grand Administrateur à la fois de la Grande Loge Générale Ecossaise et du Grand Orient. Par la circulaire du 14 novembre 1804, Masséna devient Grand Représentant du Grand Maître. Il est également un des négociateurs du Concordat du 3 décembre 1804 entre le Grand Orient de France et le Suprême Conseil dont il est membre. Sous l'Empire, Masséna est membre de la très mondaine loge parisienne « *Sainte-Caroline* » et vénérable d'honneur de divers ateliers, notamment « *Les Frères Réunis* » à Paris. Loge précédemment située à Saint-Domingue, « *La Parfaite Amitié* » sise à Toulon, « *Les Vrais Amis Réunis* » à l'orient de Nice, et « *L'Etroite Union* » de Thouars (Deux Sèvres).

En 1805, l'Empereur lui donne un nouveau commandement en Italie. L'année suivante, Masséna fait la conquête du royaume de Naples. Durant les guerres de la IVe coalition (1806-1807), il commande un corps d'armée. Après le traité de Tilsit, il demande – et obtient pour raison de santé un congé, et se retire à nouveau à Rueil. Par lettres patentes du 24 avril 1808, Napoléon le nomme duc de Rivoli. Masséna reprend du service lors des guerres de la Ve coalition et se distingue aux batailles d'Essling et de Wagram. Par de nouvelles lettres patentes du 31 janvier 1810, il est fait prince d'Essling avec un majorat de 500 000 francs et la donation du château de Thouars.

En 1810, Masséna commande la troisième et dernière tentative militaire française pour occuper le Portugal, mais il est chassé du royaume lusitanien en 1812. Napoléon le relègue alors au poste de la VIIIe division militaire (Toulon). Lors de la première Restauration, Masséna conserve ce poste. Durant les Cent-Jours, après beaucoup d'hésitations, il se rallie à Napoléon qui le nomme pair de France (8 juin 1815). Après Waterloo, Fouché lui confie le commandement de la Garde Nationale. Accusé à tort d'avoir aidé au retour de l'Empereur de l'île d'Elbe, privé de fonctions militaires et civiles, Masséna meurt à Paris le 4 avril 1817. Y.H.M.

MASSIQUOT Guillaume

Paris 1797 – 1870.

On connaît peu de chose sur le personnage, mis à par son nom qu'il donne à son invention et son appartenance à la franc-maçonnerie en tant que membre du Chapitre d'Arras à Paris. Mécanicien de profession, Guillaume Massiquot dépose en 1844 le brevet d'une machine permettant de rogner les feuilles de papier à angle droit. Son appareil est équipé d'une lame à mouvement oblique et d'une presse maintenant la pile de papier en place lors de l'opération de coupe. Il devient rapidement très populaire dans les ateliers d'imprimerie, où on le désigne sous le nom de "massicot". Avant d'inventer le massicot, **Guillaume Massiquot** avait déjà posé les bases de la coupe moderne telle qu'on la voit encore fonctionner de nos jours. Il avait notamment fabriqué une cisaille à levier ingénieuse : le levier tirait une bielle qui entraînait un porte-lame jusqu'à la table et le remontait. Un massicot est principalement dédiée à la coupe à angle droit de papiers, et parfois autres matériaux (cartons, tôles, plastiques, ...). Le principe de coupe de ces machines est celui de la lame contre support (réglette). Il ne faut pas le confondre avec celui des cisailles à papier qui, elles, utilisent le principe de la lame et de la contre-lame (comme les ciseaux par exemple).

MASSOL Marie-Alexandre

Béziers 1805 – Paris 1875

Elevé à Marseille, Massol se rend à Paris en 1829 et s'engage dans le mouvement saint-simonien. Après la séparation de la secte, il prêche son enseignement dans diverses villes dont Lyon. Il travaille comme manœuvre en usine, puis, à Bordeaux, comme terrassier.



De là, il se tourne vers la Méditerranée qui devait être « le lit nuptial de l'Orient et de l'Occident ». il se rend, ainsi que son ami (et futur frère) Tajan-Rogé, en Algérie et en Egypte, avec le père Enfantin, pour effectuer les études nécessaires en vue du percement de l'isthme de Suez. Il visite la Haute-Egypte, va à Constantinople, puis, deux années durant, il donne des leçons de français à Vienne, et se fixe enfin à Londres où il fonde le ***journal L'Observateur français***. De retour en France après la Révolution de 1848, ardent démocrate, il collabore à ***La Réforme*** de Lammenais et à ***La Voix du peuple*** de Proudhon, dont il devient l'ami et le disciple. Après le coup d'Etat du 2 décembre, il doit se contenter d'un petit emploi dans l'industrie, qu'il conserve jusqu'en 1870.

En 1855, il collabore à *La Revue philosophique et religieuse* créée part Charles Fauvety. Celui-ci l'introduit, le 15 juin 1860, à la loge « La Renaissance d'Hiram ». Il le remplace en tant que premier maillet en 1863 et fait de cette loge, qu'il dirige jusqu'en 1873, la plus brillante de l'obédience. Massol se fait connaître comme théoricien au Convent de 1863.

Les bureaux l'ont désigné pour être rapporteur du projet de reconnaissance du Grand Orient comme établissement d'utilité publique. Il définit la maçonnerie comme une confédération de loges avec une autorité centrale soumise à l'élection sous le contrôle d'une assemblée législative. Son but est l'éducation morale et intellectuelle. Elle n'est donc qu'accessoirement une société de bienfaisance, car elle tend à ce que la société n'en ait plus besoin. L'autorité centrale est seulement garante de l'indépendance des loges et du respect des lois du pays devant le pouvoir politique. Or, avec la transformation proposée, l'assistance, dit-il, d'accessoire deviendrait essentielle et la maçonnerie dépendrait d'un « pouvoir extérieur ». Elle deviendrait « une banale société de secours mutuels à laquelle on veut bien laisser, comme joujou, l'études des choses philosophiques ». Le projet est rejeté et sa brillante démonstration lui ouvre les portes du Conseil de l'Ordre.

Il met à l'ordre du jour de ***La Renaissance*** le fondement de l'égalité et les bases de la morale. Il pose les principes d'une morale indépendante de toute idée théologique, de toute conception générale du monde. L'homme est un homme libre et responsable qui veut qu'on le respecte et se sent le même devoir à l'égard des autres. Tel est l'origine, le fondement du droit et du devoir, qui n'est que le droit reconnu en autrui. Le droit est le respect de la personne humaine en moi. Tous les délits sont un manquement à ce respect. Le devoir est le respect qui est dû aux autres. Le respect de la personne humaine en soi et dans les autres constitue la conscience. Par là, le bien et le mal sont clairement définis. Le bien est ce qui favorise, conserve où accroît le respect de la personne humaine et le mal, l'inverse. Le devoir est cette impossibilité où est l'esprit de

nier que ce même respect est exigible par les autres. La sanction consiste dans le malaise qui accompagne la dignité humaine blessée.

Or, en 1864, la définition des principes maçonniques est à l'ordre du jour. Massol élabore son propre texte, sur les bases de ses conceptions. Toute référence à Dieu, Grand Architecte de l'Univers et à l'immortalité de l'Ame disparaît, il propose le texte suivant : « *L'ordre des francs-maçons a pour base l'inviolabilité de la personne humaine, fondement de la morale universelle résumée dans la devise : Liberté, Egalité, Fraternité. Il a pour but d'en poursuivre la réalisation dans toutes les sphères de l'activité humaine et de travailler à la transformation universelle d'après l'idéal du droit et de la justice. Il professe pour toutes les croyances et pour toutes les opinions un respect absolu. Il est composé d'hommes libres qui, groupés par l'acceptation volontaire les uns des autres, forment une confédération universelle unie par un seul lien : la morale* ».

Les massoliens se répandent de loge en loge. Ils bénéficient de soutient de deux revues : ***Le Monde Maçonnique*** et ***La Chaîne d'Union***. Elle est l'organe des Républicains installés en Angleterre. A Paris, leurs ateliers se lient par l'affiliation. Tous se retrouvent devant la tombe de Proudhon dont Massol est l'exécuteur testamentaire. Le discours qu'il y prononce, au nom du Grand Orient (et bien que le Conseil n'ait pas été consulté), est publié dans le *Bulletin officiel*, ce qui met en fureur les traditionalistes.

Massol, minoritaire au sein du Conseil, refuse de faire partie de la commission chargée d'élaborer la nouvelle constitution afin de mieux la combattre. Le maréchal Magnan décédé, le Convent de 1864 s'ouvre par l'élection d'un nouveau Grand Maître. Massol, sans annoncer sa candidature (mais sa photographie est affichée), prend la parole pour s'indigner de l'accusation de n'avoir jamais été initié. L'accusation porte : il n'obtient que 34 voix et, ainsi que son ami Caubet, il est difficilement élu au troisième tour.

L'affaire Massol est abordée à la séance du Conseil du 10 juillet. Il dit avoir été initié à Marseille, entre 1828 et 1830, sans pouvoir fournir d'autres précisions. Son ami Caubet rappelle que ses explications avaient suffi à le faire affilier à La Renaissance et que le Convent, avisé de l'affaire, en l'élisant, lui avait témoigné sa confiance. Fauvety, son présentateur, intervient pour confirmer que son explication n'avait fait aucun doute à la loge.
Une commission d'enquête est désignée pour le principe, car les lacunes des archives du Grand Orient et l'impossibilité de consulter celles du Suprême Conseil et de Misraïm ne peuvent que conduire à un constat de carence. Massol est affaibli sans être exclu, ce qui aurait provoqué des remous. Les massoliens organisent, en juin 1864, un banquet avec quelques personnalités dont André Rousselle et Henri Brisson pour lancer la revue La Morale indépendante. Parmi ses collaborateurs, outre les frères Henri Brisson et Frédéric Morin, on trouve les profanes Clarisse Coignet, Vacherot, Guépin et Charles Renouvier, la fine fleur de l'intelligentsia républicaine. L'action du courant que l'on pourrait qualifier de « laïque » se déploie donc également à l'extérieur de la maçonnerie.

En 1867, Caubet ayant été battu, Massol démissionne du Conseil. Il est honorablement réélu ainsi que Caubet en 1868. Massol, pendant le Convent de 1869, rédige un projet de réunion d'un convent international qui élaborerait un manifeste affirmant, « en face du concile œcuménique », « les principes du droit humain universel ». Les loges sont appelées à trancher. Le résultat de la consultation est, a priori, sans appel : 135 ateliers sur 232 repoussent la proposition, mais souvent pour une question de date. Le dépouillement définitif montrera qu'une large majorité (171 contre 125) en approuve le principe. En 1870, Massol ne réunit cependant que 10 voix aux élections pour la Grande Maitrise, face à deux candidats républicains : Hippolyte Carnot et Babaud-Laribière. Il appartient alors à la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté fondée par Charles Lemonnier et mène une campagne en faveur de l'art populaire.

Dès l'avènement de la République, il s'active comme maire adjoint du IXe arrondissement et crée, avec Greppo, Floquet et Brisson, l'Association des Défenseurs de la République. Il est silencieux pendant la Commune et il sera avec Greppo et Brisson à l'origine d'une campagne de souscriptions pour venir en aide aux familles des morts et des détenus. Au Convent de 1871, il obtient, ainsi que Caubet, un résultat honorable. L'année suivante, il échoue de justesse pour la vice-présidence du Conseil. Mais, en 1873, le tandem Massol-Caubet s'empare des deux vice-présidences. Mort en 1875, sa mémoire sera honorée par les maçons tout au long de la Troisième République. Quinze mille personnes auraient assisté à ses obsèques au Père-Lachaise et un prix Massol est décerné aux meilleurs élèves des Cours commerciaux du Grand Orient. A.C.

MATHÉUS Jean

Waltzeim 27 juillet 1754 – Paris 1823.

Négociant installé à Rouen en 1785 et ayant animé un chapitre de hauts grades capable de concurrencer le Grand chapitre Général, Jean Mathéus mérite l'attention en raison de la place originale qu'il tient dans le développement da la maçonnerie écossaise en France au XVIIIe siècle et, dans le contexte des tensions et enjeux de pouvoir minant celle-ci à l'aube de la Révolution française, de la dimension sociale et culturelle qui transparaît derrière ce que l'on a appelé « l'affaire Mathéus. Né dans le Palatinat électoral de Jean-Daniel Mathéus et de Anne Barbe Müller, protestant, marié à Spire en 1784 avec Marie Sophie Christiane Rupp, Jean Mathéus arrive à Rouen en 1785.

Il est porteur à cette date du grade de Chevalier Rose-Croix et devient vénérable d'une loge bleue, « *L'Ardente Amitié* », qui, bien qu'ayant eu été l'un des plus anciens ateliers locaux, s'est fait subtiliser le privilège de la reconnaissance de l'antériorité des travaux par le Grand Orient par deux loges aristocratiques : « *La Céleste*

Amitié **» et « *La Parfaite Union* ». Délaissant rapidement un atelier mal considéré, Jean Mathéus se consacre à la mise en place et à la diffusion d'un rite original, le Rite Hérodom de Kilwinning en France. En effet, il était entré à son arrivée à Rouen en relation avec l'Ordre Royal d'Ecosse (*The Scotch H-D-M [herodom] or ancient and honourable Order of K.M.G [Kilwinning]*), un Ordre anglais qui existait dès 1743 et qui fut repris par l'Ecossais Mitchell, lequel l'avait ressuscité en Ecosse en 1767 (sous le nom de *Royal Order of Scotland*). Déniant la validité de la patente Gerbier qui sert de base au Grand Chapitre Général pour faire remonter ses travaux au 21 mars 1721 et ne reconnaître que les grades aménagés par la Chambre des Grades entre 1782 et 1786 et obligatoirement pratiqués dans les chapitres de la Grande Chambre Générale, Jean Mathéus parvient à obtenir une patente d'Edimbourg et à délivrer, depuis Rouen où son atelier est souche à « *L'Ardente Amitié* », nombre de patentes. A partir de septembre 1786, un bras de fer, qui résonne jusqu'au printemps de 1790, commence entre les partisans de Mathéus et le Grand Chapitre Général : il nourrit une abondante correspondance entre la loge et la rue du Pot-de-Fer jusqu'en mai 1788. Malgré ses difficultés, Mathéus, présent à la réunion de la deuxième commission intermédiaire des *Philalèthes* le 8 juin 1787, parvient à faire preuve de prosélytisme en s'appuyant sur un réseau de loges provinciales solidement implanté, notamment à Strasbourg, Genève, Chambéry… et Douai où le rite survivra jusqu'en 1850.**

Parallèlement, les affaires de Mathéus prospèrent. Intégré au sein de la petite mais active communauté germanophone de Rouen, il dirige avec son associé Clavel, le premier surveillant de la loge, un important négoce de toile soutenu par des capitaux suisses de Vevey. La capitation qu'il paie (130 livres en 1787) est l'une des plus fortes de Rouen et, au printemps de 1789, il est nommé, toujours avec Clavel, gérant d'une société au capital de 257 000 livres. Peu impliqué dans la gestion de la cité, il est accaparé par ses activités maçonniques et commerciales et, s'il fait preuve de générosité lors de dons patriotiques, la Révolution française le voit peu intervenir politiquement. Il est cependant arrêté en l'an II, comme la plupart des membres du patriciat négociant rouennais.

C'est en 1803 qu'il resurgit, maçonniquement et civilement. Il redevient en effet le vénérable et le reconstructeur de « *L'Ardente Amitié* » à un moment où les équipes municipales se renouvellent profondément. Il maintient la présence du Rite Hérodom à Rouen et reprend sa stratégie des années pré-révolutionnaires puisqu'il se désengage à nouveau rapidement de la loge bleue pour se consacrer au chapitre écossais qui s'y rattache. Ex-vénérable de 1804 à 1813, il préside celui-ci au moment où l'Empire est à son apogée.
Mais la donne a changé : le Rite Hérodom est alors chapeauté par Cambacérès et, le goût pour les hauts grades aidant, la loge de Mathéus reçoit les édiles rouennais, notamment le maire, Louis Lézurier, et le sénateur Nicolas Vimard.

Les notables ont alors moins de réticences envers lui que n'en avait la noblesse rouennaise sous l'Ancien Régime. Il est vrai que ses affaires sont de plus en plus prospères. Membre de la chambre de commerce, il est sous-commissaire des relations avec le Danemark, une fonction qu'il exerce auprès de deux maçons de son entourage : Jean-Louis Hilscher, alors consul de Prusse, et son fils Jean-Daniel à qui il a transmis le goût pour l'Art Royal. Ce dernier, également consul de Prusse, est devenu maître des cérémonies de la loge en 1813. De plus, depuis 1803, les portes de l'Académie se sont ouvertes. On le voit encore au sein de la nouvelle Société libre d'émulation créée en 1792. C'est un cercle culturel et professionnel, fondé dans l'esprit révolutionnaire, dont l'objectif est de faire réfléchir les gens de négoce et les fabricants sur le progrès technique et la philanthropie.

Inféodée aux Bonaparte, la loge n'est plu connue après 1817 et les Mathéus disparaissent de la maçonnerie. Néanmoins, le long passage en loge semble avoir laissé des traces : Jean Mathéus figure parmi les négociants présents lors de la fondation de la Caisse d'épargne de Rouen en 1820 et son fils est l'un des administrateurs et dirigeants les plus importants.

La retentissante destinée maçonnique de Jean Mathéus semble donc avoir été avant tout caractéristique de la mentalité de nombreuses figures maçonniques de la fin du XVIIIe siècle portées par l'ambition sociale. Dans cette perspective, la loge a servi de support stratégique. Peu accepté par une élite marchande rouennaise catholique et proche d'une noblesse contrôlant les *Chevaliers Réunis*, le chapitre local, Jean Mathéus dut attendre le Premier Empire pour voir les foudres des autorités parisiennes s'atténuer et connaître son intégration définitive au sein des élites rouennaises. E.S.

MAXIMILIEN Ier du **Mexique** Vienne (Autriche) 6 juillet 1832 - Querétaro (Mexique) 19 juin 1867.



Maximilien Ier du Mexique ou **Ferdinand Maximilian Joseph**, prince impérial et archiduc d'Autriche, prince royal de Hongrie et de Bohême est un membre de la famille impériale d'Autriche (maison de Lorraine) qui est empereur du Mexique entre 1864 et 1867, avec l'appui de Napoléon III et des conservateurs mexicains.

Frère de l'empereur François-Joseph Ier d'Autriche, il naquit dans le château de Schönbrunn, près de Vienne en Autriche. D'aucuns prétendaient, sans preuve, qu'il était en réalité le fils du duc de Reichstadt dont sa mère avait été très proche (ce que croyait entre autres Napoléon III. Personnalité brillante, il était le préféré de sa mère l'archiduchesse Sophie. Son frère l'empereur le jalousait tout en se méfiant de ses idées libérales. Il épousa le 27 juillet 1857 à Bruxelles la princesse Charlotte de Belgique, fille de Léopold Ier, roi des Belges et de Louise-Marie d'Orléans. Quelques semaines plus tard, le 6 septembre 1857, il fut nommé vice-roi du royaume de Lombardie-Vénétie que l'Autriche avait acquise au congrès de Vienne et qui se montrait rebelle au pouvoir de la Maison de Lorraine. Il y fit construire le château de Miramar près de Trieste et développa la flotte impériale.

Sa politique magnanime commençait à porter ses fruits mais il ne put empêcher en 1859 la déclaration de guerre de l'Autriche au roi de Sardaigne Victor-Emmanuel II. Celui-ci, soutenu par la France de Napoléon III, en sortit vainqueur et put annexer la Lombardie : la riche ville de Milan quitta donc le giron autrichien à la grande colère des Viennois qui vilipendaient François-Joseph Ier lui criant d'abdiquer en faveur du populaire Maximilien.

Maximilien était franc-maçon. Au Mexique il appartenait (avec le grade 18) à une Loge pratiquant le Rite écossais ancien et accepté. Le 27 décembre 1865 s'est formé le Suprême Conseil du Grand Orient du Mexique, qui offrit à Maximilien le titre de Souverain Grand Commandeur, mais celui-ci le refusa.

Empereur du Mexique

Cependant les ambitions impérialistes de Napoléon III l'amenèrent à intervenir dans la politique mexicaine. Sous prétexte d'obtenir le remboursement des dettes du gouvernement de Benito Juárez, la France participa à l'expédition du Mexique aux côtés des Espagnols, des Anglais et d'une légion belge. En fait, elle envisageait de se réimplanter sur le continent américain en profitant de la guerre de Sécession américaine qui empêchait les États-Unis d'intervenir. Après le départ des forces alliées en 1862, les Français décidèrent de rester sur place et d'occuper le pays pour en faire une nation industrialisée qui rivaliserait avec les États-Unis.

Maximilien, trompé par quelques conservateurs mexicains qui l'assuraient de l'appui du peuple, accepta le trône du Mexique (10 octobre 1863) que lui offrirent les conservateurs soutenant la position de la France, parmi lesquels le général Juan Nepomuceno Almonte, fils de José María Morelos. Durant les premiers jours de mars 1864, à Paris, Maximilien accepta les compromis stipulés dans la Convention de Miramar. Entre autres, il renonçait à ses droits à la couronne d'Autriche. Pour compter sur l'appui français, il contracta avec Napoléon III une obligation de 500 millions de pesos mexicains, équivalant à l'époque à 2 milliards et demi de francs or. À l'unanimité, l'ensemble des notables qui formait la *Regencia de Mexico* avait offert la couronne à Maximilien, lui assurant l'appui du peuple. Maximilien arriva au Mexique le 28 mai 1864 par le port de Veracruz. Il s'installa avec son épouse Charlotte dans le palais de Chapultepec sur une colline de Mexico.
Ce palais se situe sur un emplacement déjà utilisé par les Aztèques. Maximilien demanda que l'on trace une avenue du Château de Chapultepec jusqu'au centre de la capitale, devenue plus tard le Paseo de la Reforma. N'ayant pas eu d'enfant de son mariage avec Charlotte, il adopta deux petits-fils du précédent empereur.

Augustin Ier du Mexique.

Maximilien commença à gouverner le 12 juin. Il s'efforçait de défendre les intérêts français, oscillant entre les libéraux et les républicains, mais sans parvenir à exercer vraiment une domination sur le Mexique. Les mesures prises par son gouvernement[Lesquelles ?] ne s'appliquaient qu'aux parties du territoire contrôlées par les garnisons françaises. Ses difficultés avec le maréchal français François Achille Bazaine eurent pour conséquences que les troupes de Napoléon III (menacé par la Prusse en Europe) se retirèrent avant le temps prévu dans la Convention de Miramar. Les libéraux et les républicains, menés par Benito Juárez, purent alors s'opposer ouvertement à Maximilien.

Pour conjurer le sort, Maximilien envoya en Europe son épouse, devenue l'impératrice Carlota, demander l'aide des monarques en place. Napoléon III refusa tout soutien et elle se dirigea vers l'Italie pour demander la protection du pape Pie IX. Alors se déclarèrent les premiers symptômes de la folie qui devait l'atteindre pendant de longues années jusqu'à sa mort. Elle fut d'abord reconduite à Miramar où elle subit des maltraitances de la part de ses serviteurs puis fut confiée à son frère le roi Léopold II de Belgique qui la fit interner dans le château de Tervueren. Elle mourut le 19 janvier 1927, au château de Bouchout, dans la province du Brabant flamand, que le roi Léopold II de Belgique avait acquis pour sa sœur. L'archiduchesse Sophie qui avait tant lutté pour la grandeur de l'Autriche, très affectée par le destin de son fils et de sa belle-fille, par l'abandon des Français et par le changement de cap de la politique impériale, se retira de la vie publique, réservant son affection à ses petits-enfants, l'archiduchesse Gisèle et l'archiduc héritier Rodolphe. Elle mourut en 1872.

La fin de l'aventure

Pendant ce temps, les libéraux avaient formé une armée, laissant uniquement aux troupes impériales la capitale Mexico, Veracruz, Puebla et Querétaro. Le 4 mars 1867, les forces commandées par le général libéral Mariano Escobedo assiégèrent Querétaro. Le 15 mai suivant, la ville fut prise et l'empereur Maximilien fut appréhendé avec les généraux Miguel

Miramon et Tomas Mejia. Pour tenter de protéger son frère, François-Joseph Ier le réintégra pleinement dans ses droits d'archiduc de la maison de Lorraine. Ce dernier geste fut vain. Maximilien fut jugé par une cour de justice qui se tint dans le théâtre de la ville. Condamné à mort, il fut exécuté sur ordre de Juárez, pour l'exemple, le 19 juin 1867 avec deux de ses généraux : Miramón et Mejía. Marchant vers l'exécution, il tendit à l'abbé sa montre qui renfermait le portrait de sa femme Carlota, et dit : « Envoyez ce souvenir en Europe à ma bien chère femme, si elle vit, dites-lui que mes yeux se fermeront avec son image que j'emporte là-haut ». Puis il s'exclama : « Je pardonne à tous, que tous me pardonnent. Que mon sang prêt à couler soit répandu pour le bien du pays. Vive le Mexique ! Vive l'indépendance ! ». Le peintre Édouard Manet, scandalisé par cet évènement, travailla plus d'un an à la réalisation de plusieurs oeuvres, dont *L'Exécution de Maximilien*.

Après sa mort, son frère l'empereur François Joseph fit rapatrier son corps, qui repose dans la nécropole de la famille, dans la Crypte des Capucins, à Vienne.

MAYO — Charles Horace

Rochester, MN 19 Juillet 1865 - Chicago, IL 26 mai 1939.



Médecin américain, diplômé de l'école de médecine de la Northwestern University en 1888. Après ses études, il rejoint son père, William Worrall Mayo, et son frère aîné, William James Mayo, dans leur pratique médicale privée à Rochester et fonde la Clinique Mayo et la Fondation Mayo pour la Recherche médicale à Rochester, Minnesota. La Clinique Mayo – **qui débuta dans le bâtiment du Temple maçonnique de Rochester** – est une association de médecins volontaires, la plus vaste de son espèce dans le monde. La Fondation pour la Recherche médicale fait maintenant partie de l'Université du Minnesota. Charles Horace Mayo fut colonel dans l'US Army Medical Corps de réserve.

Le Dr. Mayo fut initié à la Rochester Lodge en 1890, comme son père l'avait été avant lui et son fils Charles le fut après lui. Le premier « groupe de pratique était composé de sept membres dont Charles Horace avait la direction, de son vivant, la clinique a soigné plus d'un million de patients.

MAZZINI — Guiseppe

Gênes 22 juin 1805 – Pise 10 mars 1872.



Né d'une famille de la bonne bourgeoisie, Mazzini partage les idées démocratiques et patriotiques qui l'amènent, en 1827, à entrer dans la *Carboneria*. Arrêté et incarcéré en 1830, il émigre, à peine libéré, à Marseille. Au cours de son exil français, il rencontre Filippo Buonarroti, et est également influencé par la pensée de Sismondi, de Lamennais et des saint-simoniens. En 1831, Mazzini fonde la *Giovane Italia* (Jeune Italie), association quia pour programme de créer un Etat italien « un, indépendant, libre et républicain ». Mazzini donne à ce programme la plus grande diffusion possible et suscite de grandes attentes tant parmi ses émules en France que dans les zones de la péninsule où la souffrance face à l'occupation étrangère ou le despotisme des souverains est la plus forte. La distance entre l'idéologie, la structure de l'organisation et le rituel de la vieille *Carboneria* et la nouvelle association est énorme. Entre 1831 et 1834, Mazzini travaille en effet à structurer ce qui est considéré comme le premier parti moderne d'inspiration démocratique.

Etait-il franc-maçon ?

Opposée aux sectes et au secret, l'association mazzinienne a un programme défini et une organisation bien structurée. *La Giovane Italia* se répand dans les milieux bourgeois, et étend ainsi ses ramifications beaucoup plus largement que la maçonnerie et la *Caboneria*, dans les couches inférieures de la population citadine, notamment chez les artisans. Mazzini organise une insurrection à Gênes en 1833 ; puis une seconde insurrection en Savoie, en 1834. Toutes deux échouent, entrainant procès et lourdes condamnations. Obligé de se réfugier en Suisse, il fonde en 1834 la *Giovane Europa*, dont le but était de regrouper en un organisme unique les forces révolutionnaires de tous les pays qui, comme l'Italie, aspiraient à la liberté. Expulsé de Suisse en 1837, Mazzini s'établit à Londres.Toutes les révoltes qu'il organise des années trente aux années soixante échouent mais il a toutefois joué un rôle très important dans l'histoire de l'Italie en tant qu'éducateur. La création d'une conscience nationale italienne moderne doit beaucoup à l'obstination avec laquelle il sut mobiliser les consciences en leur fournissant les bases théoriques et morales sur lesquelles fonder un idéal unitaire dont il n'était pas simple de retrouver les racines dans le passé. Son projet a un fort pouvoir de persuasion grâce à la ténacité avec laquelle Mazzini le soutient pendant des décennies. En outre, il fonde et dirige de nombreux journaux politiques pour diffuser ses idéaux et donne toujours une grande importance à l'éducation des jeunes et du peuple.

En 1848, la première guerre d'indépendance ayant éclaté, il est à Milan, puis se retrouve à Rome, en 1849, à la tête de la République romaine. C'est son unique expérience de gouvernement. Après la reddition de la ville, occupées par les troupes françaises qui remettent le pape sur son trône, Mazzini repart en exil à Londres, continuant à lancer des proclamations et à préparer des insurrections (Milan 1853, expédition de Sapri 1857). En 1861, il voit avec une profonde douleur l'Italie passer sous l'autorité de la monarchie des Savoie. Au cours des années suivantes, il se consacre à la prédication destinée aux couches ouvrières et artisanales, donne naissance aux premières sociétés dont le but est de les émanciper et de les instruire politiquement dans les principes de la démocratie républicaine. En 1866, il décide d'organiser une nouvelle structure révolutionnaire, l'Alliance Républicaine Universelle, en prévision de la libération de Rome encore aux mains de la papauté. Il voulait que parte de la Rome républicaine un message palingénésique pour l'humanité entière. L'occupation de cette ville représente pour lui la dernière occasion d'appliquer le principe de nationalité comme facteur d'auto-régénération collective. Même les derniers projets révolutionnaires mazziniens du printemps 1870 étaient destinés à échouer. En débarquant à

Palerme, Mazzini est arrêté quelques jours avant que l'armée italienne entre à Rome, le 20 septembre. Il lui reste encore à livrer une bataille pour la défense de l'intégralité morale d'un mouvement ouvrier européen qui ne lui semble pas immunisé contre les germes du socialisme, devenus particulièrement contagieux après la Commune de Paris au printemps 1871. Durant les derniers mois de sa vie, il écrit des articles polémiques contre la vision marxiste de la société, fondée sur le matérialisme, la lutte des classes et la propriété collective des moyens de production.

Il soutient en revanche le principe de l'association, de la fraternité entre les classes et de la coopération économique. Lié depuis toujours à la famille d'Ernesto Nathan, il meurt le 10 mars 1872 à Pise dans la chambre des Nathan Rosselli. Or, la date de la mort de Mazzini est devenue pour les maçons italiens le jour où ils commémorent leurs morts et, durant toute la période libérale, la maçonnerie italienne a été influencée par sa pensée éducative, politique et sociale. De nombreux Grands Maîtres ont été mazziniens : Frapolli (1869-1870), Mazzoni (1871-1880), Petroni (1880-1885), Lemmi (1885-1896), Nathan (1896-1904 et 1917-1919), Ferrari (1904-1917). Mazzini était-il pour autant maçon ? De nombreux historiens soutiennent que oui, en apportant comme preuve les relations épistolaires que Mazzini entretient avec de nombreuses loges, les diplômes honoraires qui lui sont adressés et le fait même que beaucoup d'hommes très proches du génois étaient frères. Pour mieux condamner le Risorgimento, du point de vue catholique, on a aussi soutenu que Mazzini appartenait à la maçonnerie.

Pourtant les documents tendent à démontrer le contraire. S'il est vrai qu'il accepte toujours les titres et les honneurs maçonniques, il considère que la maçonnerie n'était pas vraiment utile à la réalisation de son projet politique. Il écrit notamment que « *le mode d'admission est une plaie qui condamne la maçonnerie à l'impuissance. En l'absence de condition de foi politique, ce sera toujours un mélange d'éléments hétérogènes* ». Mazzini aurait voulu transformer l'institution maçonnique en une structure révolutionnaire. Ne pouvant pas le faire, il pouvait tout au plus se considérer comme l'allié du Grand Orient de Palerme avec lequel il avait plus de rapports. Le Grand Maître Ernesto Nathan, qui avait été très lié à Mazzini, affirma aussi : « *Mazzini, qui fut pendant quelques temps membre de la Carboneria, ne voulut jamais entrer en maçonnerie* ». Il se méfiait de l'ascendant dont jouissait la direction maçonnique française et de sa tiédeur à vouloir donner une aide valable à la propagande pour le renouveau de la patrie. Mais il reste toujours en amicale et étroite correspondance avec les loges italiennes et avec les maçons les plus influents, qui se consacrent à lui et à son œuvre. A.-M.I.

M'BA **Léon** Libreville 9 février 1902 - Paris 27 novembre 1967.



Premier Président de la République du Gabon.
Initié Franc-Maçon à la Loge "*Akademos*", Paris

Personnage complexe, Léon Mba est un homme aux multiples facettes. Issu d'une famille relativement privilégiée, son instruction lui permet de devenir en 1924 chef de canton. Docile avec ses supérieurs, il se révèle être avec ses administrés un chef tyrannique et manipulateur. Ses extorsions et sa sorcellerie, alors même qu'il est catholique pratiquant, l'amènent finalement à être condamné et exilé en 1931 en Oubangui-Chari. De retour au Gabon en 1946, rien ne le prédestine à une ascension politique fulgurante, d'autant que son engagement aux côtés des communistes et du RDA de Félix Houphouët-Boigny, ne lui vaut guère le soutien de l'administration qui lui préfère le député et résistant Jean-Hilaire Aubame.

La donne change lorsque dans les années 1950, le RDA est lavé de tout soupçon doctrinaire. Son opportunisme et son charisme finissent par séduire les puissants forestiers européens, notamment Roland Bru. Fort de ce soutien, Léon Mba est élu maire de Libreville en 1956, puis parvient à se hisser en 1957 à la tête du Gabon grâce au poste de vice-président du Conseil du gouvernement. Son vœux le plus cher n'est alors pas l'indépendance mais la départementalisation de son pays qu'il se voit refuser par le général de Gaulle. C'est ainsi que contre son gré, il proclame l'indépendance le 17 août 1960 en tant que Premier ministre. Démocrate dans l'âme, Léon Mba se révèle dans les faits être un dictateur. Avant même l'indépendance, il opère des arrestations politiques, restreint les libertés individuelles, arrange les élections et promeut un culte autour de sa personnalité. Par ailleurs, un système de corruption généralisée est mis en place par ses amis forestiers. En 1961, alors qu'il est élu président de la République en candidat unique, une nouvelle constitution lui accorde pratiquement tous les pouvoirs. Son rêve est alors l'instauration du monopartisme. Mais en 1964, Mba est renversé par un coup d'État qui amène au pouvoir son opposant démocrate Jean-Hilaire Aubame. La France le ramène militairement au pouvoir et le pays passe alors sous la tutelle directe de Paris. Devenu paranoïaque, sa restauration amène à une radicalisation du régime. Gravement malade, il doit laisser dès 1965 l'exercice du pouvoir à Albert-Bernard Bongo. Réélu président en 1967, il meurt le 27 novembre de la même année. JCvL

MEHUL **Étienne Nicolas** Givet 22 juin 1763 - Paris 18 octobre 1817.



L'auteur du Chant au Départ est mentionné, en 1786, comme Membre - Franc-Maçon ? - de "la Société Olympique" souchée sur la Loge "*l'Olympique de la Parfaite Estime*" .
Auteur d'œuvres lyriques (Joseph en Egypte - Ariodante - Stratonice - le jeune Henri - ...), de sonates pour piano, premier musicien à être entré (en 1795) à l'*Institut de France*, est surtout connu comme l'auteur de la musique du *Chant du Départ*, composée en 1794 sur des paroles de Chénier. Dans son enfance, il fut l'organiste de l'église de sa ville natale, Givet. Et 1778 il se fixa à Paris, où il connut une brillante carrière. Son œuvre comprend plus de 30 opéras, des symphonies, de la musique de chambre et 18 œuvres révolutionnaires.

Dans le *deuxième épilogue* des *Soirées de l'orchestre*, Berlioz trace une biographie de Méhul. On sait que Méhul faisait partie en 1786 de la Loge *l'Olympique de la Parfaite Estime.*

Mais nous avons également retrouvé un document qui (sauf homonymie peu probable) porte témoignage d'une activité musicale maçonnique plus tardive de sa part : en 1808, la Loge *du Grand Sphinx*, dont il est mentionné qu'il était membre, a organisé une cérémonie funèbre pour Henri-Nicolas Belleteste, membre de l'Institut d'Egypte, et c'est Mehul qui a composé la musique de la *Scène lyrique* écrite à cette occasion. Par ailleurs, sur la musique du *Chant du Départ*, on trouve dans le *Nouveau Recueil de Cantiques, Hymnes et Chansons maçonniques* de P. Orsel (1867) un *Hymne à la Nature pour l'installation d'une Loge*.

MENDES-France **Pierre** Paris 11 janvier 1907 - 18 octobre 1982 .



Gouverneur du Fonds monétaire international (1947). Président du Conseil en 1953, il met fin à la guerre d'Indochine..
Initié Franc-Maçon, en 1928, à la loge "*Union et Progrès*", Pacy-sur-Eure. Se mit en sommeil en 1945.

Sa vie politique commence officiellement à Louviers en 19321. Radical-socialiste, il a participé au Front populaire. Il a exercé l'autorité de l'État quelques semaines en 1938 sous l'égide de Léon Blum, puis de 1944 à 1945 dans la mouvance de Charles de Gaulle2 dans la Résistance pendant la Seconde guerre mondiale. Il a ensuite été président du Conseil, de juin 1954 à février 1955.

Bien qu'il n'ait gouverné la France que pendant une durée d'un peu plus de sept mois, il constitue une importante figure morale pour une partie de la gauche modérée en France. La postérité retient de lui son action en faveur de la décolonisation, notamment son habileté diplomatique qui aboutit le 20 juillet 1954 à la conclusion des Accords de Genève mettant fin à la guerre d'Indochine, reconnaissant le partage du Viêt Nam en deux États, au niveau du 17e parallèle, ainsi que les pourparlers qu'il engage ensuite avec les Tunisiens et qui prépareront l'accès de la Tunisie à l'indépendance en 1956. Mais ses maladresses vis-à-vis de la question algérienne entraîneront la chute de son gouvernement, cible à la fois de ses adversaires colonialistes et de ses soutiens politiques habituels anti-colonialistes.

MESLAY de **Jérôme-Pélagie MASSON** 1742 - 1798.



Magistrat, président en la Chambre des comptes de Paris, musicien amateur et franc-maçon. Il a exercé dans deux concerts d'amateurs parisiens et a possédé une riche bibliothèque de musique. Il est issu d'une famille de marchands bourgeois, établie à Orléans depuis le fin du XVIe siècle, et enrichie durant le XVIIe siècle dans le commerce des Indes et l'affinage des sucres. L'anoblissement de la famille intervient avec Antoine Masson (1653-1742), seigneur de Plissai et des Montées, qui achète en 1724 la charge anoblissante de secrétaire du roi. Son fils Antoine-Lambert Masson (1696-1779), revient d'Espagne en 1730 après avoir fait fortune à Cadix, achète la seigneurie de Meslay-le-Vidame en 1734 et est titré comte de Meslay en avril 1737.

En 1744, il se marie en communauté de biens avec Michelle Pétronille Mérault, comtesse de la Grève, dame de la Grande Touche, fille de Jérôme Mérault, conseiller puis procureur général au Grand Conseil. De cette union naissent en 1742 Jérôme-Pélagie Masson de Meslay, puis Anne-Albertine-Antoinette Masson de Meslay (1744-1796), qui épousa en 1763 Charles Louis François de Paule de Barentin (1738-1819), premier président de la Cour des Aides et Garde des sceaux en 1788-1789. Jérôme Pélagie épouse en 1771 Laurence Marie Magon de La Balue, fille cadette de Jean-Baptiste Magon de La Balue, banquier du comte d'Artois puis banquier de la cour et fermier général, issu d'une puissante famille d'armateurs de Saint-Malo, et très lié à la famille royale. Jérôme Pélagie décède le 6 février 1798. Les archives de Chartres conservent son inventaire après décès. Le couple n'ayant pas eu d'enfant, Laurence-Marie fut héritière universelle de son mari, elle hérita donc du château de Meslay ainsi que de l'hôtel particulier parisien construit rue du Gros-Chenet entre cour et jardin au début du XVIIIe siècle (actuellement 32, rue du Sentier). Par succession, le château et l'hôtel passèrent ensuite à Charles Louis François de Paule de Barentin, beau-frère de Jérôme-Pélagie. On possède de lui un portrait de Jérôme-Pélagie, à l'âge de cinquante ans environ, dessiné et gravé au « physionotrace » par Edme Quenedey des Ricets. (voir image)

JEROME-PELAGIE MASSON Jérôme-Pélagie est quant à lui reçu conseiller à la 2e Chambre des requêtes le 11 mars 1763, puis président en la Chambre des Comptes en survivance de son père, le 16 avril 1768. Entré en exercice le 6 juillet

suivant, il cesse d'exercer en 1789 car il est dit en 1790 président honoraire. Jérôme Pélagie fut également Conseiller du roi en l'Hôtel de ville de Paris à partir du 19 avril 1774, en remplacement d'Anne Jean-Baptiste Goulard, décédé. Il se maintint à cette charge jusqu'en 1789. Antoine-Lambert et Jérôme-Pélagie Masson de Meslay purent agrandir et faire fructifier leur domaine de Meslay-le-Vidame et faire des investissements financiers avisés. Antoine-Lambert investit entre 1736 et 1761 sur des tontines ou des rentes sur le clergé, sur le roi, sur la Bourgogne. Les archives de la seigneurie de Meslay recensent la correspondance entre les maîtres et les régisseurs de leurs terres, et montrent qu'ils furent exigeants sur le respect des règles de vassalité (dénombrement, foi et hommages) envers les autres notables établis sur leur domaine. Père et fils investirent également dans plusieurs compagnies. L'on sait qu'en l'an IV Jérôme-Pélagie possédaient 85,5 actions dans la dernière Compagnie française des Indes, fondée en 1785, à laquelle son beau-père était également associé.

FRANC-MAÇONNERIE

Jérôme-Pélagie était franc-maçon (chose peu originale pour un notable parisien de la fin du XVIII[e] siècle). Il fut d'abord membre de la loge des Neuf Sœurs, loge bien documentée. Il fit partie des huit frères qui, le 7 avril 1778, furent chargés d'accueillir et de préparer Voltaire pour son initiation. Il fréquente ensuite la loge « L'Olympique de la parfaite estime », où sa présence est attestée entre 1783 et 1786, et dont il fait partie des premiers membres. Assez bien documentée jusqu'en 1789, cette loge comptait trente-neuf membres identifiés. Elle était à l'origine d'une société de concert appelée la *Société Olympique*, dont tous les membres devaient être maçons. Elle comptait en 1786 quatre cent trente-huit membres et était doublée d'une « loge d'adoption », qui permettait aux épouses des Frères d'assister aux concerts avec eux. Laurence-Marie Magon de La Balue, dite la « Présidente de Meslay », en faisait partie. Ces loges forment alors un réseau dense, lié par des intérêts communs dans les affaires et les finances, dans les métiers, et dans les familles. Les financiers, les intellectuels et les musiciens y étaient très représentés.

Musicien amateur

L'absence de toute liste de membres du Concert des Amateurs (actif de 1769-1781) empêche de s'en assurer, mais le fait que Jérôme-Pélagie apparaisse parmi les souscripteurs de la *Messe des Morts* de François-Joseph Gossec publiée en 1780 laisse accroire qu'il faisait partie du Concert des Amateurs, dirigé par Gossec jusqu'en 1773 puis par Joseph Bologne de Saint-George, violoniste émérite. Après la cessation du Concert des Amateurs, Masson de Meslay alla jouer au Concert de la Société Olympique, dirigé encore par Saint-George, puis par Guillaume Navoigille l'aîné, et par Giovanni Battista Viotti peut-être. Et là, sur la liste des musiciens datée de 1786, il apparaît au premier pupitre des seconds violons. On sait par ailleurs qu'il fréquentait l'opéra, où il fut d'ailleurs surpris en compromettante posture avec la demoiselle La Guerre, chanteuse des chœurs, en 1772. L'épouse de Jérôme-Pélagie pratiquait quant à elle le chant et la guitare ; elle eut B. Vidal pour maître de guitare. La Bibliothèque municipale de Chartres possède un petit fonds de musique pour guitare qui provient de sa bibliothèque personnelle, distincte de celle de son mari.

MUSIQUE ET THEATRE DE SOCIETE

Les *Mémoires* du marquis de La Maisonfort citent le château de Meslay-le-Vidame et précisent que Masson de Meslay (le fils au moins, mais peut-être le père aussi) réunissait périodiquement ses proches, des invités, et faisait venir de Paris des musiciens connus pour animer les soirées d'automne. On montait là des vaudevilles, des opéras comiques, on chantait des ariettes ou des romances. Masson de Meslay profitait activement de ses relations tissées à Paris dans les concerts d'amateurs et dans les loges pour attirer des musiciens à Meslay. Cette activité, appelée *théâtre de société*, est typique de la sociabilité des châteaux dans la seconde partie du XVIII[e] siècle ; elle a été commentée et théorisée par Antoine-René de Voyer de Paulmy d'Argenson (1722-1787) dans son *Manuel des châteaux* (1779).

LA BIBLIOTHEQUE DE MUSIQUE

Masson de Meslay possédait une très riche bibliothèque de musique, dont il ne reste plus que le catalogue. Elle est riche d'environ 350 symphonies, 75 symphonies concertantes, 75 concertos pour divers instruments, 150 duos, 120 trios, 390 quatuors, 30 quintetti, 50 grands opéras et une douzaine d'opéras comiques. C'est donc une collection essentiellement axée vers la musique instrumentale, rédigée en 1788 avec des ajouts allant jusqu'à 1790. Un grand nombre d'œuvres pour la viole d'amour laisse entendre que Masson de Meslay a pu jouer de cet instrument, outre le violon. La totalité de cette bibliothèque a disparu.

MESMER



Franz Anton Iznang 23 mai 1734 - Meersburg, Baden 5 mars 1815.

Médecin allemand. Magnétiseur. Fondateur de la théorie du magnétisme animal, aussi connue sous le nom de mesmérisme. Ami de Mozart.

Franc-Maçon de la Stricte Observance templière. Il prônait l'existence d'un fluide universel à partir duquel il expérimenta le "magnétisme animal ". Ne voulant pas utiliser la Maçonnerie comme tremplin, il refusa de prendre part au Convent des Philalèthes assemblé par Savalettes de Langes, en 1785, mais il s'affilia à ce groupe le 18 décembre de la même année

En 1752, il s'inscrit à l'école de théologie des jésuites de Dillingen et en 1754 à l'université jésuite d'Ingolstadt pour sa troisième année de théologie. Il s'inscrit en droit à l'université de Vienne en 1759, puis en médecine en 1760.

En 1766, Mesmer publie sa thèse de doctorat, *De l'influence des planètes sur le corps humain*, dans laquelle on retrouve

l'influence des théories sur le magnétisme du médecin suisse Paracelse, du médecin belge Jan Baptist van Helmont (*Le traitement magnétique des plaies*, 1621), du médecin écossais William Maxwell (*De Medicina Magnetica*, 1679), du jésuite allemand Athanasius Kircher et de Ferdinand Santanelli (*Geheime Philosophie oder magish-magnetische Heilkunde*, 1723). En 1767, Mesmer épouse la riche veuve Maria Anna von Posch. De nombreux musiciens viennois fréquentent leur maison, notamment Mozart, Haydn et Gluck. En 1773, il entreprend son premier traitement sur la base des idées d'un fluide universel. Pour cela, il utilise les plaques aimantées inventées par le père jésuite Maximilian Hell. Suite à une polémique avec Hell sur la paternité de ce procédé, Mesmer insistera sur le fait que le magnétisme animal est distinct du fluide magnétique minéral. En 1775, Mesmer est amené à donner son avis à l'Académie des Sciences de Munich sur les exorcismes du père Johann Joseph Gassner.

En 1777, il quitte Vienne et arrive à Paris en 1778, il publie son *Mémoire sur la découverte du magnétisme animal* en 1779 avec le soutien de son disciple Charles Deslon, médecin personnel du Comte d'Artois. Les thèses principales de ce Mémoire sont les suivantes:

- Un fluide physique subtil emplit l'univers, servant d'intermédiaire entre l'homme, la terre et les corps célestes, et entre les hommes eux-mêmes;
- La maladie résulte d'une mauvaise répartition de ce fluide dans le corps humain et la guérison revient à restaurer cet équilibre perdu;
- Grâce à des techniques, ce fluide est susceptible d'être canalisé, emmagasiné et transmis à d'autres personnes, provoquant des "crises" chez les malades pour les guérir;

Selon Mesmer, le magnétisme animal est la capacité de tout homme à guérir son prochain grâce à un *fluide naturel* dont le magnétiseur serait la source, et qu'il diffuserait grâce à des *passes*, dites "passes mesmériennes", sur tout le corps.
En 1780, ayant plus de patients qu'il n'en peut traiter individuellement, Mesmer introduit la méthode de traitement collectif dite du baquet. C'est notamment lors de ces traitements collectifs que se manifestent des phénomènes contagieux de "crises magnétiques" au cours desquelles les femmes de la meilleure société parisienne perdent leur contrôle, éclatent d'un rire "hystérique", se pâment, sont prises de convulsions... Mesmer est vivement attaqué par la faculté de médecine mais obtient des clients influents, tels le juriste Nicolas Bergasse et le banquier Guillaume Kornmann et en 1781, il publie son *Précis historique des faits relatifs au magnétisme animal*.

En 1782, apprenant que Charles Deslon s'est lui-même constitué une clientèle de magnétisme animal, Mesmer organise avec l'aide de Nicolas Bergasse et Guillaume Kornmann, une souscription pour acheter le "secret de Mesmer". Pour cela, ils créent la *Société de l'Harmonie Universelle*, qui se révèle être un énorme succès financier. Armand Marc Jacques de Chastenet de Puységur et ses deux frères seront membres de cette société. En 1784, Louis XVI nomme deux commissions pour étudier la pratique du magnétisme animal, l'une de l'Académie des Sciences, l'autre de la Société royale de Médecine. Les commissaires, l'astronome Jean Sylvain Bailly, le médecin Joseph-Ignace Guillotin, le chimiste Antoine Lavoisier, l'ambassadeur des États-Unis Benjamin Franklin et le botaniste Antoine Laurent de Jussieu se fondent sur l'observation du travail de Charles Deslon. Jean Sylvain Bailly conclut que "l'imagination sans magnétisme produit des convulsions... le magnétisme sans imagination ne produit rien", il déclare aussi, dans un rapport secret que "le traitement magnétique ne peut être que dangereux pour les moeurs". En revanche, Antoine Laurent de Jussieu déclare que "l'influence physique de l'homme sur l'homme doit être admise". En 1785, Mesmer quitte la France, reprochant à ses élèves de ne pas avoir gardé son « secret ». Sa renommée dans le monde anglo-saxon sera telle que le verbe "hypnotiser" (au propre et au figuré) se dit toujours en anglais *to mesmerize*. JCvL+Wikipédia

MESUREUR **Gustave** Marcq-en-Bareuil 2 avril 1847 – Paris 19 août 1925.
Dessinateur de modèles de tissus, Gustave Mesureur se rends à Paris et adhère, en 1867, au syndicat des dessinateurs, fondé par Eugène Pottier.
Il est initié à « *La Justice 133* », comme Jules Vallès, le 2 avril 1869.

Garde national pendant le siège de Paris, son nom n'apparaît pas pendant la Commune et on le retrouve en 1880, élu radical du quartier de Bonne-Nouvelle. Il participe à la fondation de la Bourse du Travail en 1884, puis accède à la présidence du Conseil municipal de Paris, le 18 octobre 1886.



Au cours de ces années, il devient l'un des animateurs de la fronde menée par des loges écossaises contre le Suprême Conseil. Elu, en février 1879, orateur de la première section de la Grande Loge Centrale, il demande que les loges symboliques puissent obtenir leur autonomie et il est l'un des signataires d'une planche-circulaire du « Parti de la réforme ».

Il rédige un *Examen critique et historique du Rite Ecossais en France* qui provoque la colère du Suprême Conseil ; celui-ci suspend et démoli *La Justice*. Au terme de la crise, les contestataires fondent la Grande Loge Symbolique Ecossaise en février 1880, une nouvelle obédience qui travaille au Rite Ecossais Ancien et Accepté, sans faire référence au Grand Architecte de l'Univers et sans hauts grades. Mesureur accède à la présidence en décembre 1882, puis en décembre 1893, et prépare le retour à l'unité des loges symboliques écossaises dans le cadre d'une Grande Loge de France.

Son prestige est accru par ses succès politiques. Après la fondation de la Bouse du Travail, il crée la bibliothèque Forney dans l'Hôtel de Sens et, au sein du Conseil de Paris, s'occupe des travaux de voirie. En 1887, les électeurs parisiens l'envoient siéger à la Chambre des députés où il se montre un adversaire déterminé du boulangisme, el le relisent en 1889, 1893 et 1898.

Les députés de la Grande Loge Symbolique Ecossaise, à son invitation, se prononcent le 8 octobre 1894, pour la fusion avec les loges symboliques du Suprême Conseil. Il reste à déterminer les modalités, et une commission mixte animée par Wellhoff et Mesureur prépare un projet. Les négociations aboutissent en décembre 1896. Mesureur est promu au Conseil Fédéral puis, en décembre 1903, il reçoit le premier maillet de la Grande Loge de France.

Sa carrière politique s'est poursuivie. En 1895, il entre, comme ministre du Commerce et des Postes dans le cabinet Léon Bourgeois, puis il est promu, après les législatives de 1898, vice-président de la Chambre et président de la Commission du budget. Mais l'ancien dessinateur accroît sa notoriété en fondant le Parti radical et radical-socialiste. Les actions maçonniques et politiques jouent de manière indissociable puisqu'il avait pris, en 1894, la direction d'une « Association pour les Réformes républicaines » à laquelle avaient adhérer 53 loges dont celles de Grande Loge Symbolique Ecossaise. Elle fusionne avec une autre association radicale et adopte en 1895, le nom de Comité d'Action pour les Réformes républicaines, généralement appelé Comité Mesureur. Il invite ses membres et sympathisants, puis les loges, les parlementaires et les associations amies, à un congrès constitutif du nouveau parti. 155 loges, soit près du tiers des loges françaises, sont directement représentées. En 1902, Mesureur, battu aux élections législatives, accepte le poste de directeur de l'Assistance public de Paris. Grâce à un emprunt il met en route des travaux de modernisation dans les hôpitaux et les dispensaires. In reste en fonction jusqu'en 1920, laissant le souvenir d'un homme compétent, dévoué, aimé du personnel.

L'essentiel de son activité est désormais consacrée à la Maçonnerie. Fait exceptionnel, il est réélu à la Grande Maîtrise de la Grande Loge de 1903 à 1910 puis de 1911 à 1913. Athée déclaré, il est très réticent à l'égard de la référence au Grand Architecte qui reste facultative. Il obtient une régularisation définitive des relations entre son obédience et le Suprême Conseil. La Grande Loge, par un décret de ce dernier de juillet 1904, devient ainsi une « *puissance maçonnique autonome, indépendante et souveraine* » et elle pourra seule délivrer des patentes, prononcer la création ou la mise en sommeil des loges qui ne travailleront plus sous les auspices du Suprême Conseil. La situation se débloque avec le Grand Orient qui échange avec elle des garants d'amitié. Une convention est d'ailleurs signée en 1908. Au cours des années Mesureur, l'obédience réussit sa percée avec 70 loges en 1903 et 144 en 1913. Elle passe de 4 300 à 8 400 membres.

Mesureur, en hommage à son passé, sera réélu Grand Maître en 1924, année où l'obédience doit « plancher » sur les relations franco-allemande et franco-russes, l'école unique, la solidarité maçonnique et la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Il ne connaîtra pas les conclusions de ces travaux car il meurt le 19 août 1925, le jour du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon. La loge n°571 de la Grande Loge de France, fondée en 1927, porte aujourd'hui son nom et son buste figure dans la salle d'attente et musée de la Grande Loge de France, rue de Puteaux. A.C.

MEUNIER de **PRÉCOURT Antoine** 1724 – 1777.

Au milieu du XVIIIe siècle, Metz est un creuset maçonnique où les influences françaises et allemandes, mais aussi russes, suédoises et italiennes sont reçues, acclimatées, appropriées puis activement relayées. C'est dans ce cadre privilégié que le négociant Antoine Meunier de Précourt, correspondant, confident et partenaire commercial de Willermoz, déplie une activité étourdissante.

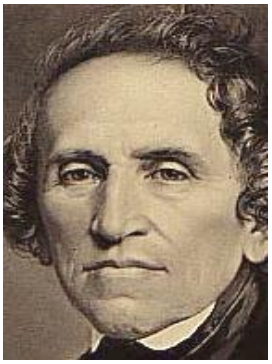
Vénérable de « *Saint-Jean des Parfaits Amis* », constituée en 1759, Meunier de Précourt préside au chapitre hermétiste en relation avec les milieux alchimiques rhénans. Il établit une échelle de hauts grades pratiqués à Metz, qu'il communique aux frères lyonnais, dans l'espoir d'établir une véritable table d'équivalence avec les autres systèmes. Simultanément, il entreprend la rédaction d'un véritable récit de fondation de l'Ordre maçonnique, afin de faire la preuve de la filiation templière.
Meunier de Précourt est l'un des premiers à associer les hauts grades dits de vengeance, notamment celui de chevalier Kadosh, à la fin tragique des Templiers. Il sera d'ailleurs admis dans l'Ordre Intérieur de la Stricte Observance par von Hund. Mais dès 1755, son grand dessein est la mise sur pied d'une correspondance maçonnique universelle, qui favoriserait les échanges auprès de la Maçonnerie universelle des francs-maçons, qui favoriserait les échanges au sein de la République universelle des francs-maçons, « *afin de ne faire tous ensemble qu'un même corps et de n'adopter qu'un même principe sur la manière de gérer les loges et de conférer les grades* ».

Jusqu'en 1761, Meunier de Précourt multiplie blés interventions auprès de la Grande Loge, pour qu'elle reprenne l'initiative à son compte, et noue de son côté de solides contacts avec Sedan, Mayence, Francfort ou encore Lille. Conscient de la nécessité de multiplier les réseaux afin de renforcer la couverture de l'espace maçonnique européen, il réussit à intéresser à son projet les loges situées sur des nœuds de communication importants. Ainsi, en juin 1762, il obtient de la Grande Loge des constitutions pour la « *Triple Union* » de Reims. Le vénérable messin les signes en compagnie de Le Boucher de Lenoncourt, vénérable de « *L'Ecossaise de Saint-Jean de la Vertu* », orient de Hanau, l'une des principales têtes de pont de son réseau en Allemagne. Rapidement la loge rémoise se

met au service de Meunier de Précourt, en mettant sur pied son propre réseau de correspondances au tropisme germanique évident, avec notamment « *Saint-Jean des Voyageurs* », orient de Dresde, qui sera à l'origine de la Stricte Observance, trois loges berlinoises (*Les Trois Globes, La Concorde* et *L'Etoile Flamboyante*), et, plus proche, la loge strasbourgeoise de *« La Candeur* ». Exclu de la Grande Loge en 1766 comme étant membre du groupe Peny, Meunier de Précourt est porté dès 1765 sur les listes de la célèbre loge de Hambourg, « *Absalom zu den drei Nesseln* », comme « Directeur de la colonie russe ». Ses projets de correspondance maçonnique seront réactivés au cours des décennies 1770-1780. A l'instar d'un Jean-Baptiste Willermoz ou d'un Pierre de Guénet, il est donc acteur de premier plan de l'enracinement de l'Ordre maçonnique en France au cours des années 1750-1760, ainsi qu'un pionnier de sa diffusion en Europe continentale. P.-Y.B.

MEYERBEER Giacomo

Berlin 5 septembre 1791 - Paris 2 mai 1864.



Compositeur allemand, du début du 19e siècle, auteur de 'Robert le Diable et Les Huguenots'. Ses œuvres sont considérées comme fondatrices du « Grand opéra français ».
Franc-Maçon de la Loge française "*Les Frères Unis Inséparables*".

Les débuts

Né dans une riche famille berlinoise de confession juive au contact avec l'élite intellectuelle. Il a deux frères : l'astronome Wilhelm Beer, et le poète et dramaturge Michael Beer. À l'âge de 19 ans il ajoute à son nom celui de son bienfaiteur et italianisera ensuite son prénom vers 1826. Bénéficiant d'une large éducation, il apprend très tôt le piano avec Franz Lauska et Muzio Clementi, joue en public dès l'âge de 7 ou 8 ans et acquiert très vite une réputation de pianiste brillant.

Il étudie ensuite la composition avec Carl Friedrich Zelter (professeur de Felix Mendelssohn), Bernhard Anselm Weber et enfin à Darmstadt avec l'abbé Vogler, chez lequel il a pour compagnon d'étude Carl Maria von Weber.

Dès 1811, il compose un oratorio *Gott und die Natur* suivi d'un opéra biblique, *Jephta's Gelübde* (1812), et d'un singspiel, *Wirth und Gast* (1813) qui n'obtiennent aucun succès à Berlin comme à Vienne. En 1814, Il se rend à Paris et à Londres puis, en 1816, sans doute sur les conseils d'Antonio Salieri, en Italie où il a la révélation de sa vocation en entendant le *Tancredi* de Gioachino Rossini. Il compose une cantate pastorale, *Gli amori di Teolinda*, puis les opéras qui lui assurent une certaine notoriété : *Romilda e Costanza* (1817), *Semeramide riconosciuta* (1819), *Emma di Resburgo* (1819), *Margherita d'Anjou* (1820-26), *L'esule di Granata* (1822) et enfin *Il crociato in Egitto* (1824) qui, créé à Venise. L'ouvrage est un succès dans toute l'Europe et est repris l'année suivante au Théâtre-Italien à Paris.

Carrière parisienne

Il profite de l'occasion pour s'installer dans la capitale française où il a préféré suivre Rossini plutôt que de rester en Italie sans celui qu'il considère comme son maître. Sous la protection de Luigi Cherubini, il entame en 1827 une fructueuse collaboration avec le librettiste Eugène Scribe. Leur première œuvre commune, *Robert le Diable*, est créée à l'Opéra en 1831 où il est l'« un des plus grands triomphes de tous les temps ». Après *La Muette de Portici* de Daniel-François-Esprit Auber (1928) et *Guillaume Tell*, le dernier opéra de Rossini (1829), cette œuvre pose les bases de ce qui deviendra le « Grand opéra », nouveau genre dans lequel nombre de compositeurs se sentent désormais obligés de faire leurs preuves. La consécration passe en effet désormais par Paris où Donizetti, Verdi et même Wagner chercheront à briller à l'égal de Meyerbeer. Rossini s'étant retiré, il laisse le champ libre au succès de Meyerbeer. Cinq ans plus tard (perfectionniste, le compositeur allemand n'avait pas la facilité de gestation de son maître italien), *Les Huguenots* remportent un triomphe encore plus absolu.

En 1842, il est nommé directeur général de la musique de Prusse par l'empereur Frédéric-Guillaume IV et prend la suite de Gaspare Spontini à la direction de l'Opéra de Berlin.

Il compose *Ein Feldlager in Schlesien* (« Un camp en Silésie ») qui ne deviendra un succès que lorsque Jenny Lind reprendra le rôle en 1844. Il monte *Rienzi* et *Le Vaisseau fantôme* de Wagner mais, « médiocre chef d'orchestre », et trop éloigné désormais du goût allemand, il rentre à Paris après avoir donné *Ein Feldlager* à Vienne en 1847.
Auparavant, il aura écrit la musique de scène pour *Struensée*, drame écrit par son frère. Nouveau triomphe dans la capitale française avec *Le Prophète* en 1849 que le musicien a composé pour Pauline Viardot. Il crée pour l'Opéra-Comique deux œuvres de facture différente : *L'Étoile du Nord* (réutilisant la musique de *Ein Feldlager*) en 1854 et *Le Pardon de Ploërmel* en 1859 qui rencontrent un succès cependant moins éclatant que les précédents. Il reprend alors une partition commencée avant son départ pour Berlin, *L'Africaine*, mais meurt avant de terminer l'œuvre. Fétis terminera la partition5 avant sa création, le 28 avril 1865 à l'Opéra de Paris.

Style

Meyerbeer a donc fixé pour longtemps les canons du « grand opéra » et s'est assuré tout au long de sa carrière la prééminence dans ce genre : le jeune Wagner l'imitera servilement avant de s'en affranchir6 ; Verdi lui-même devra se soumettre aux règles dramatiques qu'il avait fixées, lorsqu'il écrira pour Paris. Il est vrai que Verdi admirait Meyerbeer et ne ratait jamais une première de ses opéras. La carrière française du compositeur, seulement interrompue par le séjour malheureux de Berlin, fait montre d'une remarquable longévité. Bien que célèbre dans toute l'Europe dès les années 1830, sa renommée, après sa mort, fut très rapidement éclipsée, en particulier par Wagner, et ses œuvres ont peu à peu disparu

du répertoire. Le disque et quelques rares reprises ont cependant évité à ses œuvres de tomber dans l'oubli, et permis au public moderne de mieux prendre la mesure de son importance dans l'évolution des procédés dramatiques et dans l'histoire de l'opéra. Il utilise souvent le principe du leitmotiv, qui a été perfectionné par Wagner.

Parmi les traits dominants du grand opéra conçu par Meyerbeer, le plus remarquable est sans doute la place faite aux interprètes. Dans toute son œuvre, le choix de ces derniers est capital et même déterminant pour l'élaboration du livret. Le compositeur consacrait la plupart de ses voyages à l'audition de nouveaux chanteurs, et si l'un de ceux qu'il avait engagés rompait son contrat, il n'hésitait pas à remanier le rôle concerné pour l'adapter au nouvel interprète, voire à interrompre son travail sur un opéra si aucun acteur ne lui paraissait convenir. WIKIPEDIA

MICHEL **Louise** Vroncourt-la-Côte 29 mai 1830 – Paris 9 janvier 1905.



Née dans un château de la Haute-Marne, vraisemblablement du fils d'un châtelain et de sa servante Marianne Michel, Louise grandit dans la demeure seigneuriale auprès de sa mère, choyée par les châtelains, M. et Mme Charles Etienne Demahis. Elle se montre très tôt sensibles aux misères humaines, n'hésitant pas à distribuer aux pauvres l'argent que son grand père lui octroyait (ou qu'elle lui volait). Après des études secondaires à Chaumont, elle obtient le brevet de capacité qui lui permettrait d'exercer comme sous-maîtresse (institutrice) mais, refusant de prêter serment à l'Empereur, elle ouvre une école « libre » à Andelancourt, puis à Millières (Haute-Marne) avant de venir exercer à Paris dans l'institution de Mme Vollet, rue du Château d'Eau.

Début 1869, Louise commence à militer en politique. En novembre 1870, elle est élue présidente du Comité républicain de Vigilance des Citoyennes du XVIIIe arrondissement. Elle dirige une école, au 24, rue Houdon. Durant la Commune, elle devient ambulancière, propagandiste, garde au 61e bataillon et préside souvent les séances du Club de la Révolution. Présente parmi les derniers combattants, Louise réussit à se cacher. Elle se livre aux versaillais pour libérer sa mère qui a été arrêtée à sa place. Condamnée le 16 décembre 1871 par le 6e conseil de guerre à la déportation dans une enceinte fortifiée, Louise Michel est condamnée à dix ans de bannissement. Après une détention de vingt mois à la prison centrale d'Auberive (Haute-Marne) et un voyage maritime de quatre mois (août-décembre 1873), Louise débarque en Nouvelle-Calédonie. Elle cherche alors à instruire les Canaques et manifeste sa compréhension quand ils se révoltent en 1878. De retour en France le 9 novembre 1880, elle reçoit l'accueil enthousiaste de 10 000 à 15 000 parisiens à Saint-Lazare. Alors, avec les tenants du guesdisme et du blanquisme, mais surtout pour les libertaires, Louise Michel parcourt la France et les pays limitrophes, de conférence en meeting, de grève en combat d'ouvrier. Ces activités lui valent au moins quatre condamnations à la prison et une blessure en 1889 faite par un illuminé, Serio, dont elle demande l'acquittement. Commis voyageur de l'anarchie, elle se démarque des méthodes terroristes de l'anarchie individualiste.

Au moment de son initiation, elle a 74 ans révolus. Sa réception est relatée dans le *Bulletin trimestriel de la Grande Loge Symbolique Ecossaise* du 20 juillet 1904. Dans une lettre publiée dans la *Revue maçonnique* de juin 1906, Madeline Pelletier revendique l'honneur d'avoir conduit Louise Michel jusqu'à la maçonnerie. Alors interne en médecine, la militante féminine avait été initiée le 27 mai 1904 dans la loge n°3, « *La Philosophie Sociale* », alors dans la correspondance de la Grande Loge Symbolique Ecossaise « *Maintenue* » (1897) et Mixte (1901). Le 13 septembre 1904, ladite loge initie Henri Jacob, Louise Michel et Charlotte Vauvelle, militante libertaire, amie, accompagnatrice et compagne de Louise depuis 1895. Le lendemain, la nouvelle apprentie participe, avec cinq autres conférenciers dont Madeleine Pelletier, à une tenue consacrée au féminisme, à « *Diderot* », loge n°1 de la Grande Loge Symbolique Ecossaise « *Maintenue* » et Mixte. Avant de proclamer son inaltérable foi en des lendemains qui chantent, elle se laisse aller à une confidence : « *Il y a longtemps que j'aurais été des vôtres si j'eusse connu l'existence de loges mixtes, mais je croyais que, pour entrer dans un milieu maçonnique, il fallait être un homme…* ».

Durant une tournée de conférence dans le Midi, elle meurt à Marseille le 10 janvier 1905. Le *Bulletin hebdomadaire des loges* publie le faire-part de décès dans son numéro des 23-28 janvier. Son corps fut ramené à Paris et ses obsèques furent suivies par une foule évaluée à 10 000 personnes. Le cortège allait de la gare de Lyon au cimetière de Levallois, où elle fut inhumée près de sa mère tendrement aimée et du communard Théophile Ferré.
Les dossiers des archives de la Préfecture de police narrèrent la cérémonie, notamment l'incident des emblèmes maçonniques posés sans doute par des membres de son obédience. Plusieurs organisateurs (des rapports disent des anarchistes) les arrachèrent, prétextant que Louise Michel n'appartenait à personne et n'avait adhéré à aucune association. Le 23 février 1905, la loge « *La Philosophie Sociale* » organisa une tenue blanche « *en l'honneur et à la mémoire de la sœur Louise Michel, membre de ce respectable atelier* », premier d'une longue série d'hommages que la « bonne Louise » reçoit plus ou moins régulièrement dans des loges françaises. Y.H.M.

MILLERAND **Alexandre** Paris 10 février 1859 – Versailles 6 avril 1943.



Fils de petits commerçants parisiens, Alexandre Millerand s'inscrit au barreau de Paris, en 1882, où il défend notamment des militants socialiste et des grévistes. Il se situe à l'extrême gauche radicale, se lie avec confrère Georges Laguerre, collabore aux côtés de Camille Pelletan au quotidien La Justice, organise l'Union de la jeunesse républicaine.

Il entre à la loge « *L'Amitié* » le 21 mai 1883, vraisemblablement parrainé par Laguerre qui en sera le vénérable en juin 1884, reçoit les grades de compagnon et de maître le 16 avril 1884. Cette loge regroupe 102 membres, dont plusieurs ou futurs parlementaires, tels les avocats Paul Emile Girodet, Albert Pétrot, Jules Périller (vénérable en 1885), Charles Beauquier, le Dr François Emile Chautemps, Henri Michel. Citons parmi les personnalités le publiciste et avocat Rochaland qui, avec Laguerre, va se fourvoyer dans le boulangisme. Selon une rumeur, l'entrée de Millerand ne se serait pas faite sans difficulté.

Le mois de son initiation, Millerand est élu conseiller municipal du quartier de la Muette. Il s'attache à la question de l'enseignement. Battu aux élections législatives en octobre 1885, il prend sa revanche en décembre. Député de la Seine, il siège à l'extrême gauche. Comme parlementaire, il évolue vers le socialisme en prenant la défense des grévistes de Vierzon. Il adhère au groupe des 18 députés qui préconisent la transformation des monopoles en services publics et la nationalisation progressive de la propriété.

Il se révèle être un adversaire résolu du boulangisme ; il quitte *La Justice* et crée *La Voix*, organe hostile aux opportunistes, puis il partage avec le radical René Goblet la direction de *La Petite République* : plusieurs de ses collaborateurs sont maçons et le journal donne des indications sur la vie maçonnique. En 1891, il appuie le projet de loi présenté par le frère Bovier-Lapierre garantissant la liberté syndicale et il interpelle le gouvernement à la suite de la fusillade de Fourmies ; en 1892, il défend les grévistes de Carmaux et combat, en 1893, le gouvernement de Charles Dupuy, maçon mal considéré par sa loge du Puy. Après les élections de 1893, il forme un groupe parlementaire socialiste où chaque tendance garde son autonomie. Avec d'autres socialistes indépendants, il constitue la Fédération républicaine socialiste de la Seine.

Au cours d'un banquet tenu à Saint-Mandé, le 30 mai 1896, pour célébrer les succès socialistes aux municipales, il expose un programme réformiste avec la substitution progressive de la propriété socialiste à la propriété capitaliste, la conquête du pouvoir par la voie électorale, l'entente internationale des travailleurs, l'attachement à la patrie. Ce discours répond aux résolutions maçonniques exprimées au cours des convents. Il ne se rallie à la cause de Dreyfus que tardivement à la suite du suicide d'Henry, puis accepte d'entrer dans le ministère Waldeck-Rousseau, en dépit de la présence du général de Galiffet, le fusilleur des communards.

Il est vraisemblable que ce choix lui a coûté quelques amitiés chez les maçons, mais son action gouvernementale, comme ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes répond, point par point, aux vœux du Grand Orient : la création d'un Conseil supérieur du travail, l'obligation d'insertion de clauses garantissant le repos hebdomadaire et un salaire minimal dans les marchés passés par l'Etat, les départements et les communes, la loi fixant une durée maximale du travail dans l'industrie. Le cas Millerand divise les socialistes. Soutenu par Jaurès, condamné par Guesde, il est mis en congé du Pari socialiste en 1901. Il ne fait pas partie du cabinet Combes et reprend sa carrière d'avocat tout en se livrant à d'acerbes critiques contre le gouvernement. Il est exclu, en janvier 1904, du Parti socialiste par la fédération de la Seine.

Sa loge « *L'Amitié* », ne comptant plus que 34 membres en 1897, envisage de se mettre en sommeil. Comme elle approuve la politique de Combes, elle exprime sa colère envers Millerand : « *En présence des attaques incessantes auxquelles est en butte le premier gouvernement vraiment républicain et nettement anticlérical que la France ait eu à sa tête depuis 35 ans ; douloureusement émue de voir un de ses membres, M. Millerand, apporter l'appui de son nom et de son talent aux partis de la réaction qui, eux, sont dans leur rôle et cherchent à faire échouer la loi portant suppression de l'enseignement congrégationniste ; constatant avec regrets que M. Millerand spécialement convoqué pour la discussion du présent ordre du jour ne s'est ni présenté ni excusé ; envoie à M. Combes, président du Conseil des ministres, son salut fraternel avec ses plus vives félicitations* ». Elle demande au Grand Orient de faire transmettre la motion au frère Emile Combes. Millerand, qui avait présidé en 1888 la fête de l'orphelinat maçonnique a, après le ministère Waldeck-Rousseau, rompu *de facto* avec sa loge où il ne semble pas assidu. L'affaire des Fiches lui offre la possibilité d'abattre le gouvernement Combes. Il reproche le 4 novembre 1904 au Grand Orient d'utiliser les méthodes de la Congrégation et au gouvernement de rapetisser à sa taille le régime des suspects. Il déclare vouloir « *libérer ce pays de la domination la plus abjecte et la plus répugnante que jamais gouvernement ait entrepris de faire peser sur l'honneur et les intérêts des citoyens* ».

La loge, indignée, l'exclut le 25 février 1905 et le fait savoir par voie de presse.

Si sa rupture avec la gauche et la maçonnerie ne nuit pas à sa carrière politique, l'extrême droite lui tiendra toujours rigueur d'avoir été maçon. Constamment réélu député puis sénateur, il devient ministre des Travaux publics dans le ministère Briand, ministre de la Guerre dans ceux de Poincaré puis de Viviani. Président du Conseil des ministres du 20 janvier au 23v septembre 1920, son gouvernement comprend quelques maçons (Jules Steeg, André Honnorat, Blaise Diagne, Antoine Borrel). Il accède à la présidence de la République le 24 septembre 1920, et y reste jusqu'au 121 juin 1924, commet l'imprudence de prendre position contre le Cartel des Gauches pendant la campagne électorale et est poussé à la démission après les élections législatives. Il est absent lors du vote qui donne les pleins pouvoirs à Pétain et meurt oublié. A.C.

MIRABEAU comte de Gabriel Honoré Riqueti

Château du Bignon 9 mars 1749 – Paris 2 avril 1791.



Plus communément appelé Mirabeau, il fut simultanément ou successivement un révolutionnaire français, ainsi qu'un écrivain, diplomate, franc-maçon, journaliste et homme politique français. Surnommé *l'Orateur du peuple* et *la Torche de Provence*, il reste le premier symbole de l'éloquence parlementaire en France.

Défiguré à 3 ans par une petite vérole, Mirabeau fut très tôt placé par son père, économiste réputé de l'école physiocratique, dans une école militaire. Il est sorti officier à 17 ans, et c'est alors que commença réellement sa vie qui ressemble à un roman. Envoyé en Corse où il fait la guerre, il en revient capitaine et lesté d'une ***Histoire de la Corse*** qui déplut à son père parce qu'elle était empreinte de vues philosophiques. En 1772, il épouse à Aix, Emilie de Marignanne, riche héritière dont il dévore en peu de temps une bonne partie de la fortune.

Son père le fait interdire judiciairement et le confine à Manosque où il compose un ***Essai sur le despotisme***. Ayant rompu son ban pour venger une sœur outragée, il s'embarrasse dans de nouvelles affaires, est enfermé au château d'If et transféré au fort de Joux, en Franche-Comté. C'est là qu'il rencontre et entraine dans l'adultère Sophie de Ruffey. Mirabeau doit s'enfuir en Hollande, mais, rapidement il est extradé à la demande de son père et conduit à Vincennes. Là, ses ***Lettres écrites du donjon de Vincennes*** (recueillies par le futur procureur de la Commune, Manuel) contiennent plusieurs références à la maçonnerie. En 1786, il sollicite et obtient qu'on lui confie une mission secrète en Prusse ; ses a lettres (son ministre de tutelle et lui-même maçon) paraitront en 1789 sous le titre ***Histoire secrète de la cour de Berlin***, *ou Correspondance d'un voyageur français depuis le mois de juillet 1786 jusqu'au 19 janvier 1787*. L'ouvrage provoque le scandale et, le Parlement le fait brûler par le bourreau.

C'est pendant son séjour à Berlin qu'il recueille les matériaux de ***La Monarchie prussienne***, qu'il publie en 1788 et où l'on trouve in important développement sur les sociétés secrètes et une condamnation sans appel des dérives mystiques d'une frange de la maçonnerie allemande.

Le frère Mauvillon y collabore et il est à peu près sûr que le marquis de Luchet, vénérable de la loge de Cassel et futur auteur de l'*Essai sur la secte des Illuminés* y prêta la main. La convocation des états-généraux lui ouvre un théâtre nouveau, et sa vie est mêlée à la Révolution. Jouant finement la carte de la monarchie, on apprit tardivement qu'il avait été acheté par Marie-Antoinette. Sa mort déclencha un deuil national, et Sainte-Geneviève, transformée en Panthéon, reçut les restes du plus grand orateur de la Révolution.

Si son intérêt pour l'Art Royal et le caractère fortement maçonnisé de son entourage sont depuis longtemps avérés, l'appartenance de Mirabeau à la maçonnerie suscita bien des questions : elle a fait l'objet d'une importante littérature *pro* et *contra* ; pour les uns il a vu la lumière dans une loge provençale et, pour les autres, les références maçonniques de ses œuvres sont destinées à masquer ses turpitudes. On sait aujourd'hui qu'il fut affilié le 22 décembre 1783 aux « *Neuf Sœurs* » : le manuscrit du discours prononcé par Pastoret, dont l'autographe est conservé à Lexington (bibliothèque du *Muséum of our National Heritage*, Etats-Unis) le prouve.

Cette affiliation indique que Mirabeau avait auparavant été reçu apprenti dans une autre loge. Quoi qu'il en soit, cette appartenance à la maçonnerie permet de comprendre les liens qu'il a pu entretenir avec les *Illuminaten* puisqu'on sait que Mirabeau est crédité d'une texte fuligineux intitulé *Mémoire concernant une association intime à établir dans l'ordre des F.-M., pour le ramener à ses vrais principes, et le faire tendre raisonnablement au bien de l'humanité, rédigé par le F. Mirabeau, nommé présentement Arcésilas*, texte écrit en 1776, alors qu'il séjournait en Hollande, mais publié seulement en 1834 par son fils adoptif, Lucas de Montigny. Ch.P.

MIRANDA Francisco de

Caracas 1750 – Cadix 14 juillet 1816.



C'est un militaire vénézuélien, héros de l'indépendance de son pays. Il fait partie des généraux de la Révolution française, et à ce titre, a son nom inscrit sur l'Arc de triomphe de l'Étoile à Paris. Général dans l'armée espagnole, il combattit en Afrique du Nord, dans les Antilles, dans l'intervention contre la Grande-Bretagne dans la Guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique et dans son propre pays, pendant la Guerre d'Indépendance. Réfugié en Europe, il fait le tour des capitales pour solliciter de l'aide. À Paris en 1791, ami de Brissot et de Jérôme Pétion de Villeneuve, il est quelque temps général à l'armée de Dumouriez en 1792 et participe à la bataille de Valmy. Arrêté plusieurs fois parce que lié aux Girondins, il risque la déportation après le Coup d'État du 18 fructidor an V (4 septembre 1797) et doit se réfugier en Angleterre.

À Londres, il présente à William Pitt le Jeune, premier ministre, un plan de conquête de l'indépendance de l'Amérique du Sud et demande l'aide de la Grande-Bretagne par l'occupation militaire britannique des principales villes du continent.

Retourné au Venezuela, il participe aux soulèvements de 1806 et 1810, mais après la contre-attaque des Espagnols en 1812 il signe finalement un armistice, ce que Simón Bolívar considèrera comme un acte de trahison. Ce dernier, de retour au Venezuela, le fait arrêter et le livre aux Espagnols qui le gardent en prison jusqu'à sa mort.

De Miranda est le fondateur de la *Logia de los Caballeros Racionales* à Cadiz, qui comptera parmi ses membres d'autres blancs nés en Amérique Latine comme Carlos María de Alvear, fondateur en 1814 de la loge du même nom à Montevideo à l'époque où il est à la tête de la loge Lautaro à Buenos Aires. La tradition maçonnique libéro-américaine n'a pas hésité à considérer le précurseur du processus d'émancipation de l'Amérique latine (Empire espagnol) comme le « père de la maçonnerie latino-américaine ». ce titre est pour le moins exagéré car rien ne prouve qu'il ait appartenu à une loge maçonnique de façon régulière ni à Paris, où il demeura à divers reprises, ni à Londres, où il monta la *Gran Reunion Americana*.

Sang mêlé d'un père canarien et relégué à ce titre à une place secondaire par l'oligarchie mantouéenne de Caracas. **Miranda aurait été initié à Philadelphie dans la loge de La Fayette. Pour certains, ce dernier fut son parrain et Miranda aurait aussi participé à des tenues à New York et dans d'autres villes nord-américaines, en présence, parfois, de Washington. Cependant la destruction des archives (Philadelphie), la fragilité des témoignages et des preuves restent patentes. D'autres historiens ont donc pu récuser cette initiation présumée du *Précursor* aux Etats-Unis où en Angleterre.**

Dans ce pays, l'attitude loyaliste de la maçonnerie semble peu s'accorder avec une initiation dans un atelier orthodoxe de la capitale. Certains, enfin, ont préféré le voir maçon à Paris. On a donc pas hésité, sans preuves formelles, à lui établir une vraie carrière maçonnique, au gré de ses voyages. Apprenti à Philadelphie en 1783, il aurait été compagnon à Londres en 1785 et maître en 1787 à Paris. Cette tradition historiographique est aussi celle qui considère la *Gran Reunion Americana* comme un atelier maçonnique authentique.

C'est cependant bien elle qu'il rejoint après avoir participé aux guerres triomphantes de la France révolutionnaire et avoir obtenu un grade de maréchal de camp qui lui permet aujourd'hui de figurer sur l'Arc de Triomphe. En octobre 1810, il part pour le Venezuela puis, en juillet 1811, il ratifie l'Acte d'indépendance à Caracas. La réaction de l'armée royaliste, commandée par Cajigal et Monteverde, le pousse à capituler le 25 juillet 1812. Peu après, il est livré à l'Espagne qui le déplace de prison en prison, jusqu'à sa mort à Cadix, en 1816. JCvL+M. de P.S.

MIST de **Jacob Abraham** Zaltbommel 20 avril 1749 - Voorburg 3 août 1823.



Jacob Abraham Uitenhage de Mist est un homme politique néerlandais, administrateur de la colonie du Cap de 1803 à 1804. Il est le fils d'un pasteur protestant des paroisses de Hemmen, Hattem et Zaltbommel, où il naît en 1749. Il étudie le droit à l'université de Leyde du 17 septembre 1766 au 1er juillet 1768. Là, **il est initié à la franc-maçonnerie** et intègre la loge *La Vertu*, dont il devient plus tard grand-maître. Il occupe brièvement l'activité d'avocat à Kampen de 1768 à 1769 puis, le 11 novembre 1769, il devient secrétaire de la municipalité de Kampen. En 1770, il fonde la loge maçonnique *Le Profond Silence* à Kampen.

Révolution batave

La Révolution batave éclate en janvier 1795. De Mist est élu représentant à l'assemblée provisoire de l'Overijssel jusqu'en octobre, lorsqu'il est nommé au comité des affaires américaines et guinéennes, l'organisme chargé de gérer les actifs de la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales disparue en 1792.

Il quitte le comité en mai 1796 en raison de son élection par le district de Deventer à la première Assemblée nationale de la République batave. Il y « est l'un des défenseurs les plus passionnés de la constitution historique2 » et devient l'un des chefs du parti fédéraliste. Ainsi, il s'oppose énergiquement à l'abolition des corporations, à la séparation de l'Église et de l'État et la confiscation des biens du clergé – qu'il qualifie de « vol national » – ou à l'amalgame des dettes provinciales en une seule dette nationale. Le 22 novembre 1796, il publie ses idées sur le type de constitution à adopter. Il préside l'Assemblée du 17 avril au 1er mai 1797. Réélu en août 1797, il est nommé à la commission chargée de rédiger la constitution le 15 septembre. Le 22 janvier 1798, un coup d'État unitariste conduit par Pieter Vreede prend le contrôle de la République batave. Comme les autres députés fédéralistes, De Mist est exclu de l'Assemblée. Il est arrêté et emprisonné à la Huis ten Bosch de La Haye. Il en est libéré le 10 juillet 1798, un mois après un nouveau coup d'État anti-unitariste.

Commissaire général au Cap

En août 1800, Jacob de Mist est nommé au Conseil asiatique, qui gère les colonies de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, démantelée en 1795. En 1802, il est nommé directeur de l'Académie des sciences et des arts. Les qualités et compétences dont il a fait preuve au Conseil asiatique lui valent d'être nommé commissaire général de la colonie du Cap, rendue par la Grande-Bretagne à la République batave en vertu de la paix d'Amiens. Il embarque le 5 août 1802 au Texel en compagnie du général Jan Willem Janssens, gouverneur du Cap, et arrive dans la colonie le 23 décembre.

Il s'installe le lendemain au fort de Bonne-Espérance. La colonie est officiellement rétrocédée à la République batave le 1er mars 1803. En février 1804, il prend une série de mesures destinées à développer la colonie. Un établissement fondé en avril 1804 est nommé Uitenhage par le général Janssens en référence à un titre porté par la famille De Mist. Il proclame la liberté religieuse dans la colonie, aucune église n'ayant de privilège. Conscient de la fragilité de la paix et de la volonté de la Grande-Bretagne de récupérer la colonie à la première occasion, De Mist démissionne à la fin de l'année 1804 pour permettre à Janssens d'organiser sa défense avec le plus de latitude possible. Il embarque le 25 février 1805 à bord d'un navire à destination des États-Unis, regagnant ainsi la République batave grâce à la neutralité américaine le 6 juillet. Le 11

juillet, le grand pensionnaire Rutger Jan Schimmelpenninck lui permet de retrouver son siège au Conseil asiatique.

Retour aux Pays-Bas
Un an plus tard, Louis Bonaparte devient roi de Hollande. Le 16 juillet, Jacob Abraham de Mist est nommé secrétaire général du ministère du Commerce et des Colonies et membre de la section du commerce et des colonies du Conseil d'État, section dont il devient le président le 4 décembre 1807. Louis le nomme préfet du département du Maasland le 8 mai 1807, puis premier président de la Cour des comptes le 27 mai 1809. Il conserve cette fonction lorsque la Hollande est rattachée à la France en 1811. En 1814, les Pays-Bas redeviennent un État indépendant et le roi Guillaume Ier le nomme au Conseil du Commerce et des Colonies du royaume. En 1820, il est désigné pour siéger à la première chambre des États généraux des Pays-Bas.

MITTERRAND Jacques

Bourges 21 mai 1908 – 21 octobre Paris 1991.



Fils de Céleste Léonardon et d'Armand Mitterrand (1879-1974), ingénieur des Travaux publics, deux fois Conseiller de l'Ordre du Grand Orient de France (1946-1949 et 1951-1954), Jacques Mitterrand est né le 10 juin 1908 d'une famille berrichonne républicaine. Après des études au lycée Charlemagne, puis à Louis-le-Grand, il opte pour la faculté de droit de Paris où il milite dès 1926 à la Ligue d'Action universitaire aux côtés de Pierre Mendès France.

En 1931, il adhère à la Ligue des Droits de l'Homme et au Parti radical-socialiste. Le 20 juin 1933, il est reçu apprenti dans la loge parisienne « *La Justice* » qui lui confère le grade de compagnon le 18 mai 1934 et celui de maître le 19 mars 1935.

Secrétaire de la fédération de la Seine du Parti radical, il est candidat aux législatives de 1936, à Paris dans le quartier des Epinettes (XVIIIe arr.) et se désiste au second tour pour le communiste Prosper Môquet. Dans la seconde moitié de la décennie 1930, il appartient à la mouvance dite des Jeunes-Turcs, devient rédacteur en chef de l'hebdomadaire jeune-radical *Le Jacobin*, s'oppose aux accords de Munich et rompt avec Edouard Daladier.

Le 12 juillet 1937, il épouse Andrée Barret. Le couple aura un fils, Jean-Jacques. Mobilisé en 1940 dans un bataillon aéropostiers, il s'engage dans la résistance, recueille des militants antifascistes, fabrique de fausses cartes d'identité pour des prisonniers évadés et met sur pied un journal clandestin ronéotypé, Le Courrier du peuple. Il entre au Front national, organisme de résistance animé notamment par des communistes et en devient le responsable adjoint pour l'Île-de-France. Son réseau ayant été démantelé, il gagne la zone Sud et, sous le pseudonyme de Julien martel, collabore au réseau Interallié de Lyon, dirigé par Henri Lévy. Capitaine des Special Forces britanniques, il est muté, é la Libération, dans l'armée française avec le même grade. Il retrouve ses fonctions d'administrateur civil à la Caisse des dépôts, poste qu'il occupait depuis 1928, secrétaire général du syndicat C.G.T. de sa profession, il participe aux grèves de la fonction publique de 1948.

En rupture avec le Parti radical, il ressuscite le Club des Jacobins dont il est nommé délégué général. Avec des anciens résistants, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Pierre Cot, Pierre Dreyfuss-Schmid, Gilles Martinet et Paul Rivet, il fonde l'Union Progressiste dont il devient le secrétaire général. En novembre 1947, le groupe des Républicains Progressistes le fait désigner par l'Assemblée nationale comme conseiller de l'Union française. Réélu en 1952, il siège au sein de cette assemblée jusqu'en 1958. Très engagé dans le combat anticolonialiste, opposé à l'impérialisme américain, il est membre du Conseil mondial de la Paix, présidé par Frédéric Joliot-Curie. Il soutient les luttes du tiers-monde, et se lie avec divers dirigeants africains, asiatiques et latino-américains.

Vénérable de la loge « *La Justice* » de 1953 à 1956, il est choisi comme orateur du Convent de 1957 qui l'élit conseiller de l'Ordre du Grand Orient de France pour trois ans.
Conseiller municipal de Bourges en 1953, il milite au sein du Comité national de liaison des Gauches. Aux législatives de 1958, candidat de l'Union des forces démocratiques, il est battu à cause de son opposition au général de Gaulle. En 1959, il publie ***La Politique extérieure du Vatican***.

Deux fois Grand Maître du Grand Orient de France (1962-1964 et 1969-1971), Jacques Mitterrand œuvre pour une plus grande ouverture de son obédience vers la société, soutient les revendications des jeunes après 1968, réaffirme son attachement à l'école laïque et fait célébrer le centenaire de la Commune de Paris. En 1973, il écrit *La Politique des francs-maçons*. Une formule résume l'esprit du livre : « Le franc-maçon est d'abord un citoyen … ».

Membre du Parti socialiste autonome, puis du Parti socialiste unifié, il adhère ensuite au Parti socialiste. Il n'a aucun lien de parenté avec François Mitterrand, sa vie politique et son combat anticolonialiste sont résumés dans son troisième ouvrage, ***A gauche toute, citoyens !*** (1984). Il meurt le 5 juin 1991. Y.H.M.

MOLLET Guy

Flers 31 décembre 1905-Paris 3 octobre 1975.



Professeur d'anglais. Secrétaire général de la SFIO depuis 1946. Maire d'Arras. Président de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe 1954. Président du conseil 1956-1957.
Franc-Maçon de la loge "*La Conscience*" à l'or. d'Arras.

Pupille de la nation, Guy Mollet adhère à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) dès 1923, alors qu'il n'a pas encore dix-huit ans. Après avoir obtenu sa licence, il devient professeur d'anglais et milite activement au sein du syndicalisme enseignant, ce qui lui vaut d'être muté à Arras. En 1928, il devient secrétaire adjoint des Jeunesses socialistes du Pas-de-Calais. Mobilisé en 1940, il est fait prisonnier. Libéré en juin 1941 il s'engage quelques mois plus tard dans la Résistance au sein de l'Organisation civile et militaire (OCM), qui regroupe des résistants de toutes tendances, de la gauche au conservatisme bon teint, mais où les socialistes sont prépondérants dans le Pas-de-Calais et dans l'Orne.

Il écrit pour le journal clandestin La Voix du Nord, participe aux combats de la Libération et est chargé de la commission d'épuration de Flers.

Élu maire et conseiller général d'Arras en 1945, membre des deux Assemblées constituantes, puis député du Pas-de-Calais en 1946, il devient la même année secrétaire général de la SFIO (l'emportant face à Daniel Mayer), fonction qu'il conserve jusqu'en 1969. Dès lors, chef d'une grande formation politique, dont l'appui apparaît indispensable à toute combinaison ministérielle dans le cadre du tripartisme, il est ministre d'État dans les gouvernements Blum (1946-1947) et Pleven (1950-1951) pour les Affaires européennes (voir la Liste des ministres français des Affaires européennes) et vice-président du Conseil dans le cabinet Queuille (mars-juillet 1951). Sous sa férule, le groupe SFIO est le seul qui ne fasse jamais défaut au gouvernement de Pierre Mendès France.

Il cède la présidence du conseil général du Pas-de-Calais dès 1946, et ne se représente pas aux élections cantonales de 1949, pour se consacrer à son action nationale et à la mairie d'Arras. De Gaulle dit de lui : « J'ai beaucoup d'estime pour Guy Mollet. Pendant la guerre, il a combattu à tous risques pour la France et pour la liberté. Il a donc été mon compagnon » (21 mai 1958).

En 1963, au congrès d'Issy-les-Moulineaux, il ouvre les instances dirigeantes de la SFIO à des militants relativement jeunes. Pierre Mauroy, alors âgé de trente-cinq ans, entre au comité directeur, puis devient secrétaire général adjoint en 1966. En 1965, Guy Mollet participe à la constitution de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) qui soutient la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle. Membre du nouveau Parti socialiste (PS) lors de sa fondation en 1969, il se consacre dès lors à des travaux théoriques, dans le cadre de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS), qu'il a créé et où ses archives sont conservées. Il meurt d'une crise cardiaque. Guy Mollet a toujours refusé d'écrire ses Mémoires pour répondre aux critiques, souvent violentes, dont il a fait l'objet, résumant sa position par une formule lapidaire : « Quand on est à la première place, on assume. »

FONCTIONS GOUVERNEMENTALES
- Ministre d'État du gouvernement Léon Blum (du 16 décembre 1946 au 22 janvier 1947)
- Ministre d'État chargé du Conseil de l'Europe du gouvernement René Pleven (du 12 juillet 1950 au 10 mars 1951)
- Vice-président du Conseil chargé du Conseil de l'Europe du gouvernement Henri Queuille (du 10 mars au 11 août 1951)
- Président du Conseil du 1er février 1956 au 13 juin 1957
- Vice-président du Conseil du gouvernement Pierre Pflimlin (du 15 mai au 1er juin 1958)
- Ministre d'État du gouvernement Charles de Gaulle (3) (du 1er au 14 juin 1958)
- Ministre d'État, chargé du statut général des fonctionnaires du gouvernement Charles de Gaulle (14.06 1958-08.01 1959)

MONDEHARE de **Henri** 1852 - 1933.

Journaliste pour certains, directeur de l'hôtel Savoy à Londres pour d'autres.
Initié le 21 janvier 1895 par la Loge de Londres « *La France* » (GLUA). Il en est VM en 1898-1899, puis de l'« *Entente Cordiale* », à Londres toujours. Adhère à la GLNI&R en 1913. Premier Grand Maître Provincial de la province de Neustrie. Grand Maître de la GLNI&R de 1929 à sa mort. JCvL

MONGE **Gaspard** Beaune 10 mai 1746 - Paris 28 juillet 1818.



Mathématicien, fondateur de Polytechnique (géométrie descriptive, analyse infinitésimale et géométrie analytique).
Initié Franc-Maçon par la loge"*L'Union Parfaite du Corps Royal du Génie*", Mézières dont il est orateur en 1774. Il fréquente "*Les Amis Réunis*" quand il est à Paris

Fils de Jacques Monge, un marchand forain haut-savoyard qui devint bâtonnier de la confrérie des merciers de Beaune, et de Jeanne Rousseaux. Il est éduqué par les oratoriens d'abord au collège de Beaune, puis au collège de Lyon, où il enseigne dès l'âge de seize ans les sciences physiques. En parallèle à ses travaux de recherche, il enseigne une grande partie de sa vie et a comme élèves beaucoup des futurs grands mathématiciens français du XIXe siècle.
Il joue un grand rôle dans la Révolution française, tant du point de vue politique que du point

de vue de l'instauration d'un nouveau système éducatif : il participe à la création de l'École normale de l'an III et de l'École polytechnique (en 1794), deux écoles où il enseigne la géométrie. Il concourt également avec Berthollet, Chaptal et Laplace à la création de l'École d'arts et métiers. Il est également membre de la commission des sciences et des arts lors de la campagne d'Italie (1796-1797), et chargé de mission dans l'expédition d'Égypte (1798-1799).

La formation

Il étudie au Collège des Oratoriens de Beaune avec ses deux frères (Louis et Jean), où il reçoit de la part des religieux une éducation libérale, puisqu'en plus des humanités, il est instruit en histoire, sciences naturelles et mathématiques et montre les premiers signes de son excellence, ainsi le directeur le qualifiait de "puer aureus" (l'enfant d'or). À l'âge de quatorze ans, il construit une pompe à incendie, dont les effets frappèrent d'admiration5. À l'âge de seize ans, il part terminer ses études au Collège de la Trinité de Lyon, d'où il revient deux ans plus tard, non sans y avoir donné, à dix-sept ans à peine, un cours de sciences physiques. Revenu à Beaune, Monge dessine un plan de la ville qui lui vaut d'être remarqué par le lieutenant-colonel du Vigneau de l'École royale du génie de Mézières où il est bientôt engagé comme dessinateur en 1765. Il y fait la connaissance de Charles Bossut, le professeur de mathématiques de l'École, avec qui il peut discuter de ses idées sur la géométrie. Cependant il ne peut pas devenir officier du génie puisqu'il n'était pas de famille noble. Un an après son arrivée, on lui confie la réalisation de plans de fortifications. En 1766, Bossut le choisit comme répétiteur de mathématiques, chargé de suppléer ses cours. Monge fait entrer la géométrie descriptive dans l'enseignement de l'école.

L'explosion scientifique

En 1768, Bossut est élu à l'Académie des sciences et l'encourage à publier ses travaux en géométrie, ce qui est fait en 1770. L'année suivante, il entre en contact avec d'Alembert et surtout Condorcet, qui le pousse à présenter quatre mémoires, un dans chacun des domaines des mathématiques qu'il étudiait alors : le calcul des variations, la géométrie infinitésimale, la théorie des équations aux dérivées partielles et la combinatoire. Au printemps de 1774, Gaspard Monge rencontre un puissant protecteur, le marquis de Castries. Il commence à nouer une très longue amitié avec le fils du concierge de ce dernier, Jean-Nicolas Pache. Pendant les années suivantes, il publie encore de nombreux travaux, élargissant ses vues à la physique, la chimie et la métallurgie. Le 12 juin 1777, il épouse Catherine Huart. Partageant son temps entre Paris, où il donne un cours d'hydrodynamique, et Mézières, il se voit offrir le poste de Bézout en tant qu'examinateur des cadets de l'École de la marine royale.

Monge et la Révolution : l'organisateur

La Révolution française, qu'il soutient dès 1789, change complètement le cours de sa vie, alors qu'il est un des scientifiques les plus importants de France. Vraisemblablement vers le mois de juin 1790, il entre dans un premier club modéré, la société patriotique de 1789, située au Palais-Royal. Il devient membre du Club des Jacobins, où l'on trouve également Robespierre (dont il fut proche), Saint-Just, …

Il en sera élu vice-président la veille du 9-Thermidor (27 juillet 1794). Il accepte d'entrer dans la société patriotique du Luxembourg créée par son ami Jean-Nicolas Pache, dans la section des Quatre-Nations, comme l'un des électeurs destinés à nommer les vingt-quatre députés de la Seine. Les statuts, acceptés en janvier 1792, précisaient qu'elle agissait pour répandre la connaissance des devoirs et du rôle des citoyens dans la Constitution. C'était un des clubs les plus extrémistes de l'avant-scène révolutionnaire, selon François Perrault. Le soir du 10 août 1792, il est nommé avec cinq autres personnes (dont Danton) membre du conseil exécutif provisoire. Il occupe dès lors le poste de ministre de la Marine et s'installe rue Royale. Après le début des activités de la Convention le 22 septembre 1792, il conserve son poste de ministre de la Marine dans la Première République naissante. Il est l'un des promoteurs du calendrier révolutionnaire, avec Fabre d'Églantine. Il démissionne de son poste de ministre de la Marine le 10 avril 1793, dépassé par les querelles politiques, et retourne à l'Académie des sciences, mais celle-ci est dissoute par la Convention en août de la même année.

Républicain convaincu, soutenant ardemment la Révolution, il continue de travailler sur des projets militaires ou encore sur une réforme du système éducatif :

- Sur le rapport de Barère, par le décret du 11 mars 1794 de la Convention, il est nommé membre de la commission chargée de la création d'une commission des travaux publics, à laquelle revient la direction des Ponts-et-Chaussées, des bâtiments civils, des travaux maritimes et du génie militaire. Lazare Carnot (dit le "grand Carnot", l'organisateur de la Victoire de Valmy) y participe également.
- Un premier projet est refusé par le comité de Salut Public, qui confie un dossier plus ambitieux de création d'une école centrale des travaux publics, qui deviendra l'École polytechnique.
- Il aide Jacques-Élie Lamblardie, directeur de l'école des Ponts-et-Chaussées et premier directeur de la nouvelle école, pour l'organisation et l'installation de l'école à l'Hôtel de Lassay, à côté du Palais Bourbon.

Il y est aussi enseignant, formant les futurs professeurs et formalisant ses travaux sur la géométrie infinitésimale. Il donne aussi un cours de géométrie descriptive dans une autre école, créée pour former les professeurs de l'enseignement secondaire : l'École normale supérieure.

Monge et Bonaparte : Italie (mai 1796 - mai 1798) Voir CAMPAGNE D'ITALIE.

Gaspard Monge part de Paris le 6 février 1798 pour Rome. Ordre est intimé au pape Pie VI, au nom de la République française, de renoncer à son autorité temporelle, et de se contenter de son autorité spirituelle. Comme on savait que c'était irréalisable, on lui substitue un ordre de partir sous deux jours. Pie VI part dans la nuit du 19 au 20 février 1798.

Après les exactions du général André Masséna et son renvoi (2 mars 1798), Monge fait les nominations à toutes les fonctions de la nouvelle « République romaine », hormis les finances.

Monge et Bonaparte : Égypte (mai 1798 - octobre 1799)

Voir CAMPAGNE D'ÉGYPTE.

Monge et Napoléon : le sénateur à vie
Après le 18 brumaire, Monge est nommé membre du Sénat conservateur dès sa création. Il en devient Président du 19 mai 1806 au 1er juillet 1807.

LA FIN DE LA VIE
À la Restauration, Gaspard Monge est écarté. Une ordonnance royale du 13 avril 1816 licencie l'École polytechnique. Elle est ressuscitée le 17 janvier 1817 sous le nom d'École royale polytechnique. Seuls quelques fidèles continuent de voir Gaspard Monge. Il est frappé de plusieurs attaques d'apoplexie et meurt le 28 juillet 1818. Ses obsèques ont lieu en l'église Saint-Thomas d'Aquin à Paris. Le 2 août 1818, les élèves de l'École polytechnique, passant outre aux interdictions, lui rendent un dernier hommage au cimetière du Père-Lachaise. Son petit-fils est le général Guillaume Stanislas Marey-Monge.

ŒUVRE SCIENTIFIQUE
Gaspard Monge est l'inventeur de la géométrie descriptive. Gaspard Monge a fait partie des scientifiques français qui ont poussé à l'instauration d'un système de poids et mesures fondé sur le système décimal. La numération décimale avait été introduite en Francie par Gerbert d'Aurillac, devenu pape vers l'An mil sous le nom de Sylvestre II, mais elle ne s'était pas encore généralisée aux poids et mesures. Par le décret du 8 mai 1790 obtenu par Talleyrand, l'Académie des sciences reçoit la mission de mettre au point un système d'unification des poids et mesures. Gaspard Monge fait partie de la Commission Centrale des Poids et Mesures qui doit mettre en œuvre cette décision, avec Condorcet, Laplace, Lagrange, et Borda. Après avoir reçu des départements les étalons des anciennes mesures, la commission cherche l'unité appropriée.

Dans son rapport du 19 mars 1791, la commission propose d'adopter la longueur du quart du méridien terrestre pour base de mesure, et sa dix millionième partie pour unité usuelle. Ce sont les bases théoriques du système métrique, ainsi que du système international d'unités (SI) des poids et mesures tel qu'il existe de nos jours. Gaspard Monge est aussi parmi les personnalités qui proposent d'instaurer un calendrier avec des semaines de dix jours. Le calendrier républicain ne dure pas au-delà de 1806, en raison de diverses difficultés. Monge a aussi donné son nom à une classe de problèmes génériques de transport optimal de masse, connu sous le nom de Problème de Monge-Kantorovich (ou MKP, pour Monge-Kantorovich Problem), ce dernier ayant reçu le « Prix Nobel » d'économie en 1975, et est connu pour avoir prouvé l'existence d'une solution optimale à ce problème en 1942. Monge a introduit ce problème dans son "Mémoire sur la théorie des déblais et des remblais" en 1781. Wikipédia

CAMPAGNE D'ITALIE.
La **campagne d'Italie** est un épisode des guerres de la Révolution. En 1795 (an III), le Directoire décida que les armées des généraux Jourdan et Moreau iraient combattre les Autrichiens sur le Main et le Danube, tandis que Napoléon Bonaparte, nommé général en chef de l'armée d'Italie le 2 mars 1796 (12 ventôse an IV), attaquerait les Austro-Sardes dans la vallée du Pô. L'armée d'Italie ne devait, en fait, servir que de diversion pour que l'Autriche se mobilise en Italie. Cette armée devant être faite pour une offensive factice, elle fut mal équipée et mal nourrie, et ne devait recevoir aucun renfort. L'armée d'Italie, dirigée par le général Bonaparte, vainc successivement cinq armées piémontaise et autrichiennes. En un an (de 1796 à 1797), elle conquiert l'Italie et l'Empire d'Autriche doit abandonner non seulement l'Italie, mais aussi la rive gauche du Rhin, où les Autrichiens sont pourtant victorieux. Les victoires de Bonaparte poussent le royaume de Piémont-Sardaigne, puis l'Autriche à se retirer de la première coalition, qui est ainsi dissoute. Pour la distinguer de la campagne de 1800, menée également par Bonaparte, on l'appelle aussi **première campagne d'Italie**.

LE COMMANDEMENT DE BONAPARTE
Bonaparte prit son commandement de l'armée d'Italie, à Nice, le 27 mars 1796 (7 germinal an IV). Elle comprenait 30 000 hommes. Les 4 généraux de division en place Augereau, Sérurier, Laharpe et Masséna n'acceptaient pas d'être commandés par un général corse ayant pour seules expériences militaires majeures le commandement de l'artillerie au siège de Toulon et la fusillade du 13 vendémaire an IV. Commencée au col de Cadibone, qui sépare les Alpes des Apennins, la campagne se termine un an plus tard à l'autre extrémité des Alpes.

La première campagne
La principale difficulté de la campagne consistait dans la disjonction des armées piémontaise et autrichienne avec, ensemble, 70 000 hommes ; la première, commandée par Giovanni Provera et Colli, et l'autre par Von Beaulieu et Argenteau. Ce but fut atteint par une manœuvre savante et inattendue : Napoléon Bonaparte fond d'abord avec toutes ses forces sur Argenteau qui commandait le centre de l'armée ennemie situé à Montenotte le 12 avril (23 germinal) (victoire des généraux Masséna et Laharpe sur Argenteau), et le rejette sur Dego et Sassello. Pour les séparer, il culbuta l'armée adverse à la Bataille de Millesimo le 13 (24 Germinal) (victoire de Augereau sur le corps de Provera). Beaulieu, apprenant les désastres du centre, se retire avec précipitation sur Acqui. Provera est fait prisonnier à Cosseria ; les Piémontais, défaits à Montezemolo et à Mondovi le 22 avril (3 Floréal) (victoire de Bonaparte sur le baron Colli-Marchi), chassés de Ceva, fuient sur la route de Turin. Ces divers combats qui durèrent six jours, eurent pour résultats la prise de quarante pièces de canon, la mise hors de combat de 12 000 Autrichiens, la possession des forteresses de Coni, de Ceva, de Tortonel, d'Alexandrie : l'occupation presque totale du Piémont, évacué par les Autrichiens ; ce qui mit le roi de Sardaigne dans la nécessité de demander la paix au gouvernement de la première République française. Les Sardes, effrayés, demandèrent un armistice le 26 avril (7 Floréal) (armistice de Cherasco).

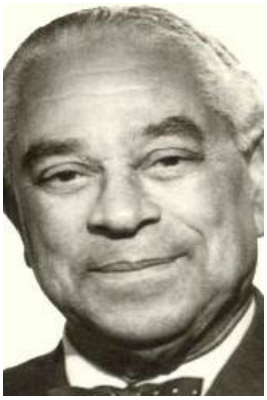
CAMPAGNE D'ÉGYPTE.
La **campagne d'Égypte** est l'expédition militaire en Égypte menée par le général Bonaparte et ses successeurs de 1798 à 1801, afin de s'emparer de l'Égypte et de l'Orient, dans le cadre de la lutte contre la Grande-Bretagne, l'une des puissances à maintenir les hostilités contre la France révolutionnaire. Elle se double d'une expédition scientifique, de nombreux historiens, botanistes, dessinateurs accompagnant l'armée afin de redécouvrir les richesses de l'Égypte. Elle est donc parfois aussi appelée **expédition d'Égypte**, lorsque son côté scientifique, moins martial, est considéré. Le 19 mai 1798 (30 floréal) le corps expéditionnaire français quitte Toulon, mais des navires les accompagnent de Marseille, Gênes, Ajaccio, Civitavecchia. Au total plus de 400 navires prennent part à cette flotte, ainsi que 40 000 hommes et 10 000 marins. La flotte s'empare tout d'abord de Malte le 11 juin, puis débarque à Alexandrie le 1er juillet.
Une des plus célèbres batailles de cette campagne est la bataille des Pyramides qui a lieu le 21 juillet 1798.
La France dut abandonner l'Égypte à la mi-1801.

L'EXPEDITION SCIENTIFIQUE
L'armada partie de Toulon emportait avec elle des soldats mais aussi 167 savants, ingénieurs et artistes, membres de la Commission des Sciences et des Arts : le géologue Dolomieu, Henri-Joseph Redouté, le mathématicien **Gaspard Monge** (un des fondateurs de l'École polytechnique), le chimiste Claude Louis Berthollet, Vivant Denon, le mathématicien Jean-Joseph Fourier, le physicien Malus, le naturaliste Étienne Geoffroy Saint-Hilaire, le botaniste Alire Raffeneau-Delile, l'ingénieur Nicolas-Jacques Conté du Conservatoire national des arts et métiers font partie du voyage.

À l'origine, ils sont destinés à aider l'armée, notamment percer le canal de Suez, tracer des routes ou construire des moulins pour faciliter la logistique militaire. Ils fondent l'Institut d'Égypte qui avait pour mission de propager les Lumières en Égypte grâce à un travail interdisciplinaire (amélioration des pratiques agricoles, apport de techniques d'architecture, …). Une revue scientifique est créée, la *Décade égyptienne*, ainsi qu'une académie, l'Institut d'Égypte. Au cours de l'expédition, les savants ont observé la nature égyptienne, pris des dessins et se sont intéressés aux ressources du pays. La pierre de Rosette a été découverte dans le village de Rachid en juillet 1799 par un jeune officier du génie, Pierre-François-Xavier Bouchard. La plupart de leurs découvertes, dont cette pierre, furent par la suite saisies par les Britanniques et finirent au British Museum9. Pourtant, grâce à une copie de la pierre de Rosette réalisée avant sa saisie, c'est le Français Jean-François Champollion qui parviendra le premier à déchiffrer les hiéroglyphes égyptiens. Leur étude de l'ancienne Égypte (égyptologie) donna lieu à la *Description de l'Égypte*, publiée sous les ordres de Napoléon Bonaparte de 1809 à 1821.

MONNERVILLE Gaston

Cayenne 2 janvier 1897 – Paris 7 novembre 1991.



Né dans une famille d'origine martiniquaise, étudiant à Toulouse, avocat, fin lettré et mélomane, Monnerville s'est rendu célèbre par une plaidoirie. Au procès Galmot, il obtient l'acquittement pour des Guyanais révoltés après la mort suspecte de l'ancien député. Porté par ce succès, il l'emporte aux élections législatives de 1932, à Cayenne. En 1933, il présente un rapport sur l'assimilation des vieilles colonies françaises sur lesquelles la Grande Loge de France attire l'attention de Dalimier, ministre des Colonies.

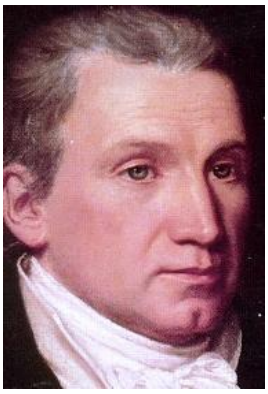
Il est déjà maçon, initié à l'âge de 21 ans, à la loge toulousaine « *La Vérité 280* » de la Grande Loge de France.
Agnostique, très attaché aux principes laïques, il appartient aux loges écossaises « Le Flambeau » (Toulouse), dont il est cofondateur, puis à Paris, en 1924, a « *La Prévoyance 88* » où il exerce différents offices dont celui de vénérable de 1935 à 1937.
Il présente, en ces années, de nombreuses « planches » dans diverses obédiences, notamment au Droit Humain, à l'Union fraternelle (IIIe arr.) et à la Société fraternelle (XIe arr.). Elles sont axées sur des questions coloniales, le racisme, la justice, les droits de l'Homme, la démocratie. Il s'affilie aux loges « *Colonies 596* » et « *La France Equinoxiale 93* » à Cayenne. Il est élu député de cette dernière aux assemblées de la Grande Loge de 1929 à 1937. Monnerville est admis à la loge de Perfection « *Perfection Ecossaise 135* » (1928), au chapitre 72 des « *Fidèles Ecossais* » (1931) et à l'Aréopage n° 309 « *Lutétia* » (1937) avant d'accéder au Suprême Conseil. En 1932 il est élu au Conseil Fédéral de la Grande Loge de France et reçoit les maçons fuyant le nazisme.

Réélu député en 1936, il est promu sous-secrétaire d'Etat aux Colonies dans le troisième et quatrième Chautemps (21 juin 1937-10 mars 1938) : il fait supprimer le bagne de Cayenne. En 1938, il devient également président du Parti radical dans lequel i représente le courant jeune-turc. Après un engagement dans la Résistance, à *Combat* et dans les maquis de Haute-Auvergne, en 1945 et en juin 1946, il représente toujours la Guyane à la Chambre et son action entraine la départementalisation des Quatre Vieilles (Martinique, Guyane, Guadeloupe, Réunion). En novembre, au Conseil de la République, il devient vice-président, puis président (en mars 1947). A partir de 1948, il est élu du Lot au Palais du Luxembourg, Monnerville dirige le conseil général de ce département de 1951 à 1970 et le conseil municipal de Saint-Céré de 1964 à 1971. Il s'oppose, au cours du congrès radical de Vichy, en septembre 1962, au projet de référendum sur l'élection du Président de la République au suffrage universel, invitant les parlementaires à voter une motion de censure et qualifiant le projet de « forfaiture ». Il abandonne la présidence du Sénat en octobre 1968 et, de 1974 à 1968, il siège au Conseil constitutionnel. JCvL

MONROE James

Comté de Westmoreland 28 avril 1758 - New York 4 juillet 1831.

Cinquième Président USA 1817-1825. Prendra deux décisions qui se révèleront être d'une importance capitale dans l'histoire des États-Unis : le « compromis du Missouri » et la « doctrine Monroe ».



C'est un homme réputé pour son honnêteté qui prendra deux décisions qui se révèleront être d'une importance capitale dans l'histoire des États-Unis : le « compromis du Missouri » et la « doctrine Monroe » qui porte son nom. La première décision tente de régler le problème de la définition des États en tant qu'esclavagistes ou non et la seconde montre la volonté des États-Unis d'avoir une influence majeure sur leur continent.

James Monroe naît le 28 avril 1758 dans le comté de Westmoreland, en Virginie. Il fait ses études à l'université "William et Mary", se bat dans l'armée continentale et pratique le droit à Fredericksburg, en Virginie. Ses parents, Spence Monroe (1727-1774) et Elizabeth Jones (née vers 1729) sont de riches fermiers.
Il fut initié Franc-Maçon, en 1775 à 18 ans, à la la Loge "*Williamsburg Lodge* 6", Williamsburg Virginia.

Il rejoint les anti-fédéralistes au début de sa carrière politique et défend la politique de Thomas Jefferson. Il est élu au Sénat puis nommé ambassadeur en France, dont il défend les positions, de 1794 à 1796. Plus tard, et sous la direction de Jefferson, il négocie l'achat de la Louisiane.
Le 4 décembre 1816, il est élu président en battant le candidat fédéraliste.

Présidence

1817	4 mars	investiture de James Monroe en tant que cinquième président des États-Unis d'Amérique.
	17 octobre	Le président et son épouse se réinstallent dans la Maison Blanche reconstruite après l'incendie de 1812 par les Britanniques.
1818	16.5 – 20.10	Accord entre les États-Unis et le Canada sur la définition de la frontière entre les deux pays au niveau du 49e parallèle. Désarmement réciproque et diminution des forces navales sur les Grands Lacs.
1820	6 mars	Le Congrès vote et le président Monroe signe le compromis du Missouri qui admet cet État dans l'Union en tant qu'État esclavagiste mais interdit l'esclavage dans les territoires situés au nord.
	6 décembre	Monroe est réélu pour un second mandat.
1821	5 mars	Investiture du président pour son second mandat. La date a été reculée d'un jour car le 4 tombe un dimanche.
1823	27 janvier	Monroe désigne des ambassadeurs des États-Unis dans les pays d'Amérique du Sud.
	2 décembre	Monroe énonce ce qui devint la « doctrine Monroe » : « le continent américain se veut libre et indépendant et n'a pas vocation à être colonisé par les puissances européennes ». Cette doctrine s'oppose à l'expansionnisme de l'Europe sur le continent américain et annonce la volonté des États-Unis d'avoir une influence majeure sur l'avenir du continent.

Politique étrangère
Monroe est surtout célèbre pour la doctrine qui porte son nom, énoncée lors d'un message au Congrès en 1823. Elle proclame que les États-Unis sont libérés de la colonisation européenne et que l'Europe ne doit plus interférer dans la conduite de ses affaires. Elle annonce aussi que les États-Unis sont neutres vis-à-vis des guerres entre les puissances européennes et entre ces puissances et leurs colonies mais que toute ingérence envers un État indépendant en Amérique sera considérée comme un acte d'hostilité envers les États-Unis. Monroe ne reconnaît pas formellement les autres républiques d'Amérique du Nord avant 1822 lorsque le Congrès vote un budget pour établir des relations diplomatiques. Lui et son ministre des Affaires étrangères, John Quincy Adams, souhaitent éviter les problèmes avec l'Espagne jusqu'à la cession des deux Floride en 1821. Les États-Unis commencent aussi à traiter directement avec les nations d'Amérique du Sud qui viennent d'acquérir leur indépendance et cherchent à tisser des liens indépendamment du Royaume-Uni.

Politique intérieure
Lors de son investiture, Monroe décide de visiter tous les États pour la première fois depuis G. Washington. Ses efforts pour avoir des échanges avec la population feront dire aux journalistes que l'époque était « aux bons sentiments ».

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration
Les « bons sentiments » ne durèrent malheureusement pas, malgré le soutien dont bénéficie Monroe. Sous la façade du nationalisme, des fissures commencent à apparaître. En 1819, les habitants du Territoire du Missouri voient leur demande d'admission en tant qu'État esclavagiste refusée par l'Union. Une loi destinée à l'abolition progressive de l'esclavage entraîne deux années de débats amers au Congrès. Le compromis du Missouri règle le problème en associant l'admission du Missouri, esclavagiste, avec celle du Maine, État libre et en interdisant à l'avenir l'esclavage au nord et à l'ouest du Missouri. Cette décision et ses conséquences deviennent un élément majeur de la politique intérieure jusqu'à l'abolition de l'esclavage.

Politique partisane
Après la guerre anglo-américaine de 1812, Monroe est élu président en 1816 puis réélu en 1820. Il est le dernier président ancien combattant de la guerre d'Indépendance et n'a pas vraiment d'opposants pour ces deux élections. La politique partisane n'existait pas vraiment. Le parti fédéraliste avait disparu et la scission entre les républicains et les whigs n'était pas

encore apparue. Presque tous les politiciens appartenaient au Parti démocrate-républicain. A.C.

MONTAGU duc **John** 29 mars 1690 – 5 juin 1749.



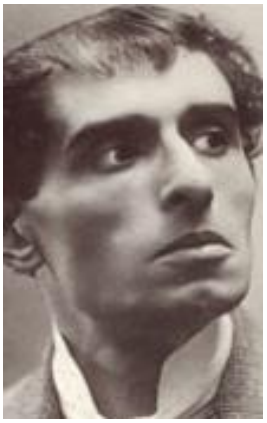
2e duc de Montagu, est connu en tant que dirigeant d'un groupe de cavalerie nommé les « Carabiniers de Montagu », qui fut cependant dissous après la bataille de Culloden. Il est le fils de Ralph Montagu, 1er duc de Montagu, et d'Elizabeth Wriothesley, comtesse de Northumberland. Ses grands-parents maternels sont Thomas Wriothesley, 4e comte de Southampton, et sa première femme, Rachel de Massue.
Le 17 mars 1705, il épouse lady Mary Churchill, fille de John et Sarah Churchill.

Il est fait Chevalier de l'Ordre de la Jarretière en 1719 puis membre de la Royal Society puis grand-maître de la Premier Grand Lodge of England. En 1739, le premier Hôpital des Enfants-Trouvés est créé à Londres, Montagu en est l'un des gouverneurs. Il finance aussi l'éducation de deux notables noirs anglais, Ignatius Sancho et Francis Williams, notamment en envoyant ce dernier à l'Université de Cambridge.

MARIAGE ET DESCENDANCE
Montagu et Mary Churchill ont eu six enfants :
John Montagu, mort enfant,
George Montagu, mort enfant,
Edward Churchill Montagu, mort enfant,
Eleanor Montagu.
Mary Montagu (1711 - 1er mai 1775). Mariée à George Brudenell, 4e comte de Cardigan,
Isabella Montagu, comtesse de Beaulieu (morte le 20 décembre 1786). Mariée en premier à William Montagu, 2e duc de Manchester et en deuxième avec Edward Hussey-Montagu, 1er comte de Beaulieu.
SUCCESSION
Comme aucun de ses trois fils n'a survécu à l'enfance, les titres prennent fin à la mort de Montagu, en 1749. Cependant, sa fille Mary fut marié à George Brudenell, 4e comte de Cardigan (1712–1790). À la mort de son beau-père, il prit donc en charge le nom et les armes de la famille Montagu, et fut nommé 1er duc de Montagu (seconde création) en 1766.

MONTCHAL **Charles** 1855 – 1928.
Grand Prieur du GPIH de 1909 à 1919.

MONTÉHUS **Gaston Mardochée Brunswick dit** Paris 9 juillet 1872 - 31 décembre 1952.



Le chantre antimilitariste et révolutionnaire de la Belle Époque.
Il est initié Franc-Maçon, en 1902, à la Loge du Grand Orient "*L'Union*", Belleville.

Un enfant de la Commune
Montéhus est né peu après la Commune. Selon lui, son père Abraham Brunschwig aurait fait partie des insurgés mais aucune source ne permet de vérifier ces propos. Néanmoins, Montéhus a été élevé dans un contexte post-communard, ce qui explique son engagement politique à gauche. « Révolutionnaire cocardier » comme il aimait à se présenter lui-même, il a été du côté des « damnés de la Terre » dont parle Eugène Pottier dans *L'Internationale*. Il était l'aîné d'une famille d'ouvriers misérables de 22 enfants. Il commence à chanter en public à 12 ans, en 1884, une décennie avant le début de l'affaire Dreyfus. Il publie sa première chanson (*Au camarade du 153ème*) en 1897. Il adopte alors son pseudonyme, plus facile à porter que son nom dans un contexte de fort antisémitisme.

Sa chanson *Gloire au 17ème*, en l'honneur du régiment de soldats qui refusa de tirer sur une manifestation de vignerons à Béziers, le fait connaître en 1907.

Un chanteur engagé
Dans la seconde moitié du XIXe siècle, la chanson est centrale dans la culture populaire. Les livres, chers, sont peu accessibles aux prolétaires. Lorsqu'elle comporte une dimension politique forte, la chanson peut être un véritable outil de propagande. Montéhus a été l'un des chantres de la révolte rouge, avec Jean-Baptiste Clément (1836-1903), auteur de la chanson *Le Temps des cerises*, Eugène Pottier (1816-1887), auteur de *L'Internationale*, Jules Jouy (1855-1897), auteur de *V'là l'choléra qu'arrive*, *Les Anarchistes de Chicago*, Pierre Dupont (1821-1870), *Le chant des ouvriers*, *Le chant du vote*, Gaston Couté (1880-1911) *Le gars qu'a mal tourné*, etc. Dans ses chansons au style vif, entraînant, Montéhus s'oppose à la guerre, à l'exploitation capitaliste, à la prostitution, à la misère, à l'hypocrisie religieuse, mais aussi à l'impôt sur le revenu :

Au lieu d'imposer l'travailleur qui enrichit l'gouvernement
Imposez plutôt les noceurs [les capitalistes] qui gaspillent tant d'argent.

Il a également défendu la cause des femmes d'une façon remarquable. *La grève des Mères* fut interdite par décision de justice en octobre 1905 et Montéhus condamné pour « incitation à l'avortement ».

Un ami de Lénine
Montéhus entretint des relations avec Lénine. Ce dernier d'ailleurs l'évoque dans sa correspondance. Dans une lettre à Léon Kamenev il écrit : « Ah ! si je pouvais encore écouter Montéhus »2. Lors de son exil en France (entre 1909 et 1912),

Vladimir Ilitch Oulianov donna une série de conférences dans une salle de la Rive Gauche ou à Bobino (le lieu est incertain).

À la demande de Lénine, Montéhus chantait en première partie afin d'attirer un public important. Les gens venus pour écouter le « chanteur humanitaire » étaient invités à entendre également l'activiste bolchevique après l'entracte. Les relations entre art et politique ici préfigurent l'agit-prop mis en place en URSS à partir des années 1920 : l'art est au service du discours politique et/ou idéologique.

Un « révolutionnaire cocardier »
Durant la Première Guerre mondiale, Montéhus, comme beaucoup d'autres, a changé radicalement d'opinion politique. Il s'est fait le chantre zélé de l'Union Sacrée et a chanté des chansons militaristes. On peut établir une comparaison avec la peinture de Picasso qui à la même époque renonce au cubisme (jugé trop « allemand ») pour un style plus académique (jugé « français »). Montéhus chante alors *La Guerre finale* détournement grotesque de *L'Internationale*. De même dans *Lettre d'un Socialo* (chantée sur *L'air du Clairon* de Paul Déroulède !), il explique alors que l'heure est à *La Marseillaise*, en attendant de pouvoir à nouveau chanter *L'Internationale*. Montéhus est à l'image du monde ouvrier, qui partit massivement à la guerre contrairement aux craintes de l'État-major qui avait surestimé l'engagement pacifiste des ouvriers. Dans une chanson imprégnée du racisme de son temps, intitulée *L'Arbi*, Montéhus tient des propos xénophobes.

Durant ces quatre années de guerre, celui qui ne cessa de composer des chansons belliqueuses (*La Dernière victime*, *La Voix des mourants*, *La Vision sanglante*, *Debout les Morts !*, etc.) ne sera jamais mobilisé et ne connaîtra donc pas effectivement les horreurs du front. Par contre, sur la scène, à l'Olympia, il s'est montré blessé à la tête chantant des chansons bellicistes. À la fin de la guerre, en 1918, pour ses bons et loyaux services, il recevra la Croix de guerre.

Disgrâce
Montéhus a connu après la guerre une disgrâce assez longue. Il cesse d'enregistrer jusqu'au Front populaire. Il aura tenté de se racheter en composant en 1923 *La Butte Rouge* qui fait référence à la butte de Bapaume, théâtre de violents combats sur le front de la Somme, durant l'offensive de l'été 1916 (et pas, contrairement à une erreur fréquente, la Commune, fort peu évoquée dans l'œuvre de Montéhus). Dans cette chanson, il s'en prend aux responsables du carnage.

Soutien au Front populaire
Dans les années 1930, il adhère à la SFIO. À l'avènement du Front populaire, à l'âge de 64 ans, Montéhus est de nouveau sur le devant de la scène avec *Le décor va changer*, *Vas-Y Léon !*"5, *Le Cri des grévistes*, *L'Espoir d'un gueux*, chansons dans lesquelles il soutient le Front populaire et Léon Blum.

Sous le régime antisémite de Vichy
Montéhus n'est pas déporté mais il est contraint de porter l'étoile jaune de 1942 à la Libération. En 1944, il écrit le *Chant des Gaullistes*.

Après la Libération
Il reçoit la Légion d'honneur des mains de Paul Ramadier en 1947. Oublié de tous, seulement soutenu par sa famille, il s'éteint en 1952, à Paris. Wikipédia

MONTESQUIEU de **Charles-Louis** de Secondat, baron de La Brède La Brède 18 janvier 1689 – Paris 10 février 1755.



Connu sous le nom de **Montesquieu**, est un moraliste et surtout un penseur politique, précurseur de la sociologie, philosophe et écrivain français des Lumières. Jeune homme passionné par les sciences et à l'aise dans l'esprit de la Régence, Montesquieu publie anonymement en 1721 *Lettres persanes*, un roman épistolaire qui fait la satire amusée de la société française vue par des Persans exotiques. Il voyage ensuite en Europe et séjourne un an en Angleterre où il observe la monarchie constitutionnelle et parlementaire qui a remplacé la monarchie autocratique. De retour dans son château de La Brède au sud de Bordeaux, il se consacre à ses grands ouvrages qui associent histoire et philosophie politique :
Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence (1734) et *De l'esprit des lois* (1748) dans lequel il développe sa réflexion sur la répartition des fonctions de l'État entre ses différentes composantes, appelée postérieurement « principe de séparation des pouvoirs ».

Montesquieu, avec entre autres John Locke, est l'un des penseurs de l'organisation politique et sociale sur lesquels les sociétés modernes et politiquement "libérales" s'appuient. Vigneron, philosophe, homme de lettres, Montesquieu est l'auteur universellement connu des ***Lettres persanes*** (1721), des ***Considérations sur les causes de la grandeur et de las décadence des Romains*** (1734), et, surtout, de ***L'Esprit des lois*** (1748), l'ouvrage qui, après ceux de John Locke, est à l'origine de la « science politique ».

Son adhésion à la maçonnerie date de 1730 *The British Journal* du 16 mai : il participe en effet le « mardi » (12 mai) à une tenue de la *Horn Tavern* dans Westminster. Sont présents le duc de Norfolk, Grand Maître, Nathaniel Blackerby, Vice-Grand Maître, d'autres grands Officiers ainsi que le duc de Richmond, vénérable de la loge. Ce jour-là il est reçu en même temps que plusieurs nobles étrangers dont François comte de Sade – le père du « divin »

marquis. Le *Saint-James Evening Post* du 7 septembre 1734 signale une tenue maçonnique chez la duchesse de Portsmouth, à la loge du « *Louis d'Argent* ». Président le duc de Richmond et Desaguliers. Montesquieu est présent. Le 2 juillet 1735, Montesquieu fait part de l'enthousiasme que lui inspire Desaguliers :
« *Soit le bien arrivé docteur Desaguliers, la première colonne de la maçonnerie. Je ne doute pas que sur cette nouvelle tout ce qui reste encore à recevoir en France de gens de mérite ne se fasse maçon* ».

Le 20 septembre 1735, le *Saint-James Evening Post* fait état d'une tenue, rue de Bussy, au « *Louis d'Argent* », toujours présidée par Richmond et Desaguliers, à laquelle Montesquieu participe. On reçoit ce jour-là le comte de Saint-Florentin et Pierre Clément de Genève, entre autres. Le 6 avril, l'intendant de Guyenne, Boucher, attire l'attention du cardinal Fleury sur des réunions maçonniques qui ont lieu à Bordeaux où il existe alors deux loges ; si la lettre a été perdue, la réponse subsiste :
« *J'ay reçu votre lettre, Monsieur, du 6 de ce mois au sujet de la Société qu'on nomme francs-massons dans laquelle M. de Montesquiou (c'est ainsi que l'on prononçait alors Montesquieu) s'est fait recevoir, il ignore sans doute que le Roy a fort désapprouvé cette association et qu'il ne s'en fait plus icy ; vos réflexions sur cela sont très justes, vous avez très bien fait de défendre par provision à M. de Montesquiou de s'en mesler et je vous prie de luy faire savoir en particulier les intentions de Sa Majesté* ».

Signalons que le fils de Montesquieu avait été reçu maçon en 1734 au Louis d'Argent en présence de son père. Ch.P.

MONTGOLFIER **Jacques Étienne** Vidalon-lès-Annonay 6 janvier 1745 - Serrières 2 août1799.



Avec son frère, Joseph Michel, il développa le premier ballon gonflé à l'air chaud. Le premier envol eut lieu en 1783, suivi par un autre à Paris devant une assistance de 300000 personnes, parmi lesquelles se trouvait Benjamin Franklin.
Montgolfier fut initié Franc-Maçon, en 1784, à la Loge "*Les Neuf Soeurs*", Paris.

Étienne et Joseph Montgolfier sont les fils de Pierre Montgolfier, papetier de Vidalon en Ardèche dont la manufacture familiale est réputée dans toute l'Europe, et d'Anne Duret. Étienne est le 15e enfant d'une fratrie de 16 enfants. Il se marie en 1774 avec Adélaïde Bron à Vienne en Isère et de leur mariage naquirent six enfants.

En 1782, il inventa la Montgolfière avec son frère Joseph. Son esprit méthodique et l'intuition de Joseph leur attribue chacun le mérite respectif de la conception de cet aérostat.

Au printemps 1784, il revient à Annonay pour s'occuper de la papeterie familiale qui, négligée pendant tout ce temps, se porte assez mal. Il continue à s'intéresser aux ballons et fait construire une montgolfière par Réveillon à des fins scientifiques, elle est d'ailleurs utilisée par Jean-François Pilâtre de Rozier, le 23 juin 1784, où elle bat un record d'altitude mais ne peut être récupérée. De 1785 à 1787, Il essayera avec Joseph et un autre frère, Alexandre, de réunir des fonds pour construire un ballon qu'ils veulent diriger. Mais le projet s'enlise.
En juin 1796, Étienne est nommé Membre associé à l'Académie des sciences.

Les expériences publiques
La première expérience publique, officielle, de Joseph et Étienne a lieu dans la cour du couvent des Cordeliers à Annonay, le 4 juin 1783, devant les conseillers généraux du Vivarais. Ils font voler le premier ballon à air chaud au-dessus de leur ville. Un ballon de douze mètres de diamètre, de 770 m^3, constitué de fuseaux de papier reliés entre eux par des boutonnières, il s'élève à mille mètres, pendant dix minutes, et parcourt trois kilomètres grâce à l'air chauffé avec de la paille enflammée. L'expérience est répétée à nouveau près de Versailles le 19 septembre 1783, devant le roi Louis XVI et la cour, par les frères Montgolfier, avec un ballon de 1 000 m^3 qui monte à 600 mètres et parcourt 3,5 kilomètres. Le ballon, auquel est suspendu un panier en osier emporte avec lui les trois premiers passagers de l'espace : un mouton, un coq et un canard. Tous supporteront le voyage. À son retour le mouton est placé dans la ménagerie de la reine.

Le 19 octobre 1783 a lieu le premier vol habité à la Folie Titon, manufacture royale des papiers peints, dans l'actuelle rue de Montreuil à Paris, dans le faubourg Saint-Antoine. Le premier vol s'élève à 81 m, avec Jean-François Pilâtre de Rozier seul, et le deuxième à 105 m, avec deux passagers : Pilâtre et André Giroud de Villette (durée 9 min). Ces deux vols eurent lieu en captif, c-à-d. que le ballon est attaché au sol par une corde solide reliée à une masse suffisamment importante pour le retenir. Il faut un équipier, après l'essai de Giroud de Villette, c'est le Marquis d'Arlandes qui sera choisi. Tout est prêt, mais il manque l'autorisation du Roi. Il préfèrerait proposer la vie à deux condamnés à mort volontaires pour l'expérience, mais finalement se laisse fléchir.

Le 21 novembre 1783, Jean-François Pilâtre de Rozier et le marquis d'Arlandes, sont les premiers humains à s'élever au-dessus du sol, à bord d'une montgolfière de 2 200 m^3. Devant trois cents personnes, ils partent du parc du Château de la Muette, s'élèvent, saluent la foule, survolent Paris au-dessus de la Seine et se posent à la Butte-aux-Cailles, distante de 10 kilomètres environ. JCvL+ Wikipédia

MONTMORENCY de **Luxembourg Anne Charles Sigismond** Paris 15 octobre 1737 – Lisbonne 13 octobre 1803.

Fils de Charles Anne Sigismond de Montmorency-Luxembourg et de Marie-Etiennette de Bullion-Fervacques (? - 1749), il

succède à Charles II Frédéric de Montmorency-Luxembourg neuvième duc de Pinei-Luxembourg). Lieutenant général de la province d'Alsace. Supérieur et ami de Charles Robert de Boislandry. Adversaire du duc d'Orléans (Philippe Egalité).



Il a été député de la noblesse aux États généraux de 1789 pour la sénéchaussée de Poitiers, élu président de la noblesse aux États généraux (juin 1789). Il a émigré à Londres en juillet 1789, puis à Lisbonne

Dignitaire maçonnique, le duc de Luxembourg fut naturellement affilié à la loge de Saint-Jean-de Montmorency-Luxembourg de 1762 à 1789 et, à partir de 1773, à celle de Saint-Jean de Chartres. Grand maître du Grand Orient. et, de 1771 à 1789, fut administrateur général du Grand Orient de France. Colonel de Hainaut-Infanterie depuis 1761, reçu franc-maçon l'année suivante, lieutenant général des armées du roi (1784), le duc de Montmorency-Luxembourg représente la haute noblesse d'épée qui a fait des loges mondaines son lieu de sociabilité d'élection.

Le tableau pour 1775 de la loge éponyme, Saint-Jean de Montmorency-Luxembourg, est éloquent. Aux côtés du duc, vénérable, son fils, Anne de Montmorency est premier surveillant, le prince Rohan-Guéméné second surveillant. Les accompagnent les ducs de Lauzun, de Fronsac, le marquis de Fitz-James, la figure cosmopolite du prince de Ligne, le prince de Nassau … Dès la mort du comte de Clermont, en 1771, les regards se tournent vers Montmorency-Luxembourg pour restaurer l'autorité du centre parisien de la chaine d'union.

Administrateur Général du Grand Orient de France jusqu'en 1789, qui le voit refuser la Révolution et partir en émigration, Montmorency-Luxembourg passe pour avoir conçu et mené à bien la révolution qui dépossède les maîtres parisiens de leurs privilèges (quasi-propriété de leurs patentes, inamovibilité) et de leur autorité au sein de la Grande Loge, et instaure l'élection du vénérable et de ses officiers dignitaires. S'agit-il pour autant d'une révolution démocratique ? On serait davantage tenté d'y voir une reprises en mains aristocratique de l'Ordre. Certes la présence d'aristocrates remonte aux origines de la franc-maçonnerie française. L'installation du duc de Chartres, futur duc d'Orléans, le 22 octobre 1773, s'inscrit dans la continuité de la Grande Maîtrise du comte de Clermont, dont on réévalue actuellement l'action à la tête de la Grande Loge.

En outre la nouvelle fonction d'Administrateur Général, maillon essentiel de la chaine de commandement de l'obédience, est confiée au « premier baron chrétien du royaume », le duc de Montmorency-Luxembourg. Il n'empêche la rupture est réelle. En effet, la décennie 1760 a vu se multiplier les forces centrifuges et les tentations de schismes maçonniques. Les puissantes loges provinciales au recrutement choisi, à l'élitisme déclaré, n'ont plus de mots assez violents pour dénoncer le laxisme social de la Grande Loge, qui confirme des loges au recrutement indigne de l'Art Royal.

De Strasbourg à Bordeaux, en passant par Lyon, on appelle, à la nécessaire réforme de la maçonnerie française. Les écrits se multiplient en ce sens et font mouche. Ils sont en effet l'œuvre de vieux maçons comme Pierre de Guénet, qui bénéficient d'une incontestable autorité morale. De par leur situation géographique, ces orients périphériques et frondeurs sont aux avant-postes de la franc-maçonnerie française, mais aussi des réformes maçonniques qui s'affirment alors en pays germaniques et qui prennent un tour nettement aristocratique : c'est le cas de la Stricte Observance Templière dont Pierre Guénet sera l'un des promoteurs en France. Les mêmes et d'autres ne ferment pas non plus la porte à un transfert d'allégeance en faveur des Grandes Loges britanniques, perçues comme les conservatoires de la tradition, donc du bon ordre maçonnique et social.

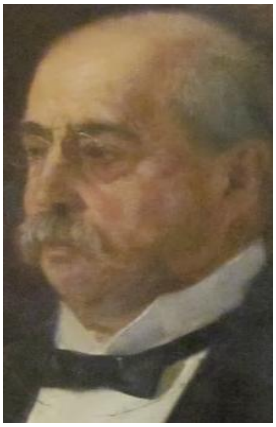
Montmorency-Luxembourg est parfaitement averti des menaces qui pèsent sur la maçonnerie française, dont les principaux piliers régionaux mouvement de sécession. Il lui faut montrer qu'il est l'homme du redressement du centre parisien, du resserrement social de l'Ordre maçonnique au profit des ordres privilégiés et de la bonne bourgeoisie. Ainsi, le Grand Orient pourra contenir la fronde des loges provinciales mondaines. Les ateliers ont deux ans à compter de décembre 1774 pour se faire reconstituer par la nouvelle obédience et déposer leurs constitutions primitives. Dans la constitution de nouvelles loges, la Chambre des Provinces veille tout particulièrement aux qualités profanes des postulants. Le temps où l'on tolérait les « loges de cabaret », marquées par un laisser-aller présenté comme la suite logique de l'introduction dans le temple de gens mécaniques ou de petits bourgeois qui n'y avait pas leur place, est révolu.

Entre une loge ancienne, mais de composition sociale médiocre, et une loge plus récente, mais au recrutement mondain, la Chambre des Provinces donnent l'avantage à la seconde. La noblesse profane prime sur la noblesse maçonnique. Il procède de même en 1786, lorsqu'il reprend en mains le Noble Jeu de l'Arc parisien. Mais l'Administrateur Général ne se contente pas d'une révolution aristocratique. Il lui faut toujours faire face à l'hémorragie qui emporte les éléments périphériques les plus actifs de la maçonnerie vers des obédiences étrangères, britanniques ou germaniques, quand elle ne décident pas, à l'instar de Saint-Jean d'Ecosse de Marseille, de dénier toute légitimité au Grand Orient, et de fonder leur propre correspondance – terme qui désigne les loges relevant de l'obédience du Grand Orient.

Il entreprend donc une politique de centralisation volontariste, et parfois implacable, alors qu'il s'était appuyé sur les francs-maçons de province pour prendre le contrôle de la maçonnerie française. Il s'agit de reconquérir le ressort de la souveraineté d'une obédience qui se proclame désormais « nationale », et attend des loges qui en relèvent et régularité (dans les comptes rendus, le paiement des dons gratuits, la pratique des hauts grades et surtout le choix des membres).
La cohérence aristocratique et centralisatrice de la politique de l'Administrateur Général est réelle, et si le manque de moyens de la Chambre des Provinces laisse aux loges une autonomie totale et régionale qu'il ne faut pas sous-estimer, qui échappe largement à l'attraction du centre, le Grand Orient s'est donné les moyens avec son Administrateur Général, la Chambre des Provinces, et l'accroissement de la correspondance administrative, de réaliser son modèle d'organisation du corps maçonnique. C'est un modèle centre-périphérique qui doit s'imposer et cette centralisation est incontestablement la marque du duc de Montmorency-Luxembourg. P.-Y.B.

MORAYATA Miguel

Madrid 1833 – 1917.



Miguel Morayta Sagrario est un maçon infatigable ayant surmonté les crises et persécutions et réussi à moderniser la franc-maçonnerie contemporaine.

Professeur prolifique, libre penseur de nature et républicain convaincu. Il dispense son enseignement académique entièrement à l'Université centrale de Madrid pendant près de 60 ans, comme assistant de métaphysique à la faculté de lettres et de philosophie (1858-1870) puis, comme professeur d'histoire universelle dans la même faculté de 1874 à 1917. Il enrichit l'historiographie libérale, sans toutefois l'exactitude et la rigueur souhaitables, dans des œuvres comme Historia général de l'Espana (Histoire générale de l'Espagne) en 9 tomes, *La Comuna de Paris* (La Commune de Paris) *Historia de la Grecia Antigua* (Histoire de la Grèce antique*), Las Contituyentes de la República Espanola* (Les Constituantes de la République espagnole), *Juventud de Castelar* (Jeunesse de Castelar) et *La Masoneria Espanola, Páginas de su historia* (La Maçonnerie espagnole, Pages de son histoire).

Son action se distingue par le progressisme de son enseignement, son esprit de solidarité et sa défense de liberté de chaire. Il proteste contre les abus du gouvernement à l'égard des professeurs krausistes (Krause) persécutés pour défendre la liberté de chaire. Il fait un discours de rentrée de 1884-1885 à l'Université centrale dans lequel il met en doute l'historicité des faits bibliques et réaffirme que le professeur est libre dans sa chaire et ne doit avoir d'autres limites que celle que lui dicte son discernement. Ce discours provocateur lui vaut l'anathème de l'épiscopat et déchaine les tristes épisodes de la journée connue sous le nom de « Santa Isabel ». Républicain de toujours et émule d'Emilio Castelar, il recourt à la presse et au militantisme de parti pour faire avancer ses idées politiques. A partir du moment où, a 17 ans à peine, il fonde ***l'Eco universitario*** (L'écho universitaire), il n'a de cesse de progresser dans la carrière journalistique. Il est correspondant de ***La Publicidad*** de Barcelone et le directeur et propriétaire de ***La Revista Ibérica***, ***La Reforma***, ***La Repùblica Iberica***, ***El Repùblicano*** et ***La Repùblica national***.

Il participe également très tôt au jeu des partis. Avant la révolution de 1868, il est nommé secrétaire de la Junta Revolucionaria de Madrid (Comité révolutionnaire de Madrid) et, par la suite, secrétaire général di ministère d'Etat sous la Première République. Pendant la Restauration, il participe à la fondation du *Partido Posibilista* (Parti possibiliste) présidé par Emilio Castelar et y milite jusqu'à son extinction. En 1893, après la disparition du possibilisme, il entre au Parti libéral et, en 1903, fait partie de l'Union républicaine de Nicolàs Salmeron. Elu dans plusieurs législatures, il défend aux Cortes les droits du peuple philippin, l'abolition de l'esclavage, la liberté de culte, le désarmement et l'arbitrage international, l'union ibérique, la révolution de Gibraltar et, naturellement, les droits de la maçonnerie.

Morayata est aussi un authentique paladin de la Libre Pensée : il appuie tous les actes de protestation que les organisations de libres penseurs mènent à bien et participe aux meetings et congrès de libres penseurs nationaux et internationaux. En 1911, il rassemble ses forces pour fonder à Madrid une combative ligue anticléricale.

Mais l'essentiel de l'activité de Morayata reste maçonnique. Le 7 juillet 1863, à un moment de clandestinité, il s'initie dans la loge « *Mantuana* » (de Mantoue) n°1 qui dépend alors du Grand Orient National d'Espagne, et prend pour nom symbolique *Pizarro*. Dans sa loge Mère, il gravit tous les échelons du Rite Ecossais Ancien et Accepté jusqu'à son élévation au 33° en 1871. En 1873, il se met en sommeil pour se consacrer plus particulièrement à la politique. Mais en 1866, à la suite des événements de la « Santa Isabel », il s'affilie à la loge « *Hijos del Progreso* » (Fils du Progrès) sous l'égide du Grand Orient National d'Espagne, et l'année suivante il en est le vénérable. Il passe le restant de ses jours dans sa nouvelle loge, qui change de nom pour prendre celui de Ibérica n°7 à la fin de 1899 lorsqu'elle fusionne avec la « *Luz de Mantua* » n°7 (Lumière de Mantoue).

Alors qu'il est vénérable de la loge « *Fils du Progrès* », il occupe le poste de Grand Maître Adjoint du Grand Orient d'Espagne et cherche à unir son obédience au Grand Orient National d'Espagne présidé par le vicomte de Ros. L'essai de fusion échoue, et il fonde en 1889 le Grand Orient Espagnol afin de mener à bien une réforme de la maçonnerie espagnole. Elu Grand Maître cette année-là, il dote l'obédience d'une constitution et la légalise par la préfecture. Dès lors sont assurées la séparation des pouvoirs et la représentation démocratique au sein du Grand Orient Espagnol sous son autorité.

Ce dernier voit s'accroître sans cesse ses effectifs pendant les 5 premières années de travaux. L'illustre frère va jusqu'a inventer un procès à deux prêtres qui ont diffamés les loges, fait inhabituel qui donne à la maçonnerie sa carte de citoyenneté en Espagne. Cependant, en 1896, à la suite des problèmes coloniaux, le préfet confisque les archives du Grand Orient Espagnol et de l'association hispano-philippine conservées au même siège et demande l'arrestation du Grand Maître.
Opposé à l'indépendantisme mais protégeant des métis qui résidaient dans la métropole et partisan déclaré des droits politiques du peuple philippin, Morayata est injustement accusé de flibusterie. Il peut éviter la prison mais pas la disparition de son obédience dans les dernières années du siècle. Au lieu de se replier lui-même, il se démène pour défendre la maçonnerie au Parlement, dans l'exercice de sa chaire et dans ses publications. Il parvient même à faire renaître le Grand Orient Espagnol au début du nouveau siècle. Dans cette deuxième étape, en tant que Souverain Grand Commandeur et dès 1906 en tant que Grand Maître à nouveau, il obtient une grande cohésion dans son obédience, réussit à maintenir la présence de celle-ci dans les anciennes colonies d'outre-mer, à renforcer ses relations avec l'Association maçonnique internationale et à conquérir l'hégémonie maçonnique sur le territoire national. P.A.

MORARD de GALLES, Justin Bonaventure

Goncelin (Isère) 30 mars 1741 – Guéret 23 juillet 1809.



Justin-Bonaventure Morard de Galles, issu d'une famille noble du Dauphiné, est un amiral français. Son frère aîné Charles Morard de La Bayette de Galles est général de division sous la Révolution. Fils d'un capitaine d'infanterie, issu d'une famille du Dauphiné dont l'origine remonte à la fin du XIe siècle, il est d'abord dans les gendarmes de la maison du roi à l'âge de 11 ans. Il rejoint la marine en 1757 comme garde de la marine sur le brick l'*Écureuil*. Il est ensuite sur la frégate *Fleur de Lys* de l'escadre d'Amérique. Sur la frégate l'*Hermine*, il participe à deux combats mais l'*Hermine* fait naufrage en décembre 1761. Il est alors garde du pavillon titre donné à l'élite des gardes de la marine. Il sert ensuite sur le vaisseau le *Sceptre* puis sur la flûte la *Christine*.

Chasse aux pirates sous de Grasse
En 1765, il est sur la frégate l'*Héroïne* et fait la chasse aux pirates barbaresques en Méditerranée sous les ordres de Grasse. Enseigne de vaisseau, sur le vaisseau l'*Etna*, il participe au bombardement de Larache sur la côte atlantique du Maroc. Il reçoit mission de faire sauter l'un des corsaires qui s'était réfugié sous la protection des batteries de la côte. Favorisé par une nuit obscure, il aborde le navire ennemi, et attache lui-même à l'un de ses flancs la chemise soufrée : une explosion terrible annonce, une demi-heure après, la réussite de cette audacieuse entreprise.

Il sert ensuite sur la *Lunette* puis sur la flûte la *Normande* ; il navigue jusqu'à Madagascar puis à l'île de France. Il sert ensuite sur différents bâtiments croisant sur les côtes d'Afrique et aux Antilles. Il sert ensuite sur le *Roland* de l'escadre d'évolution du comte du Chaffault.

La guerre d'Amérique dans l'océan Indien
Nommé lieutenant de vaisseau en 1777, il est fait chevalier de Saint Louis début 1778. Il sert sous le comte d'Orvilliers et participe au combat d'Ouessant à bord du vaisseau *Ville de Paris*. Puis, sur l'*Orient*, il participe à la prise d'un corsaire. Sur la *Couronne*, il participes aux trois combats livrés par sous Guichen à la flotte de l'amiral Rodney, dans les Antilles, les 17 avril, 15 et 19 mai 1780. Morard de Galles est initié à la franc-maçonnerie à Brest dans les années 1780.

Il est second sur l'*Annibal* dans l'escadre de Suffren en 1781. Lors du combat de la Praya, le 16 août 1781, la flotte française rencontre sur les côtes du Sénégal une flotte anglaise que Suffren n'hésite pas à attaquer, quoiqu'il lui soit inférieur en forces. Dès le commencement de l'action, l'*Annibal* (74 canons) se trouve entouré par cinq bâtiments ennemis, et se trouve accablé sous les coups car son capitaine, Trémoignon, qui ne croyait pas que Suffren oserait attaquer dans les eaux neutres portugaises, n'a pas fait son branle-bas de combat. Trémoignon, est tué, la cuisse emportée par un boulet de canon. Morard, blessé lui-même, prend néanmoins le commandement et parvient, après une lutte sanglante, à se dégager alors que son vaisseau démâte. Suffren, sur le *Héros* (74), le prend en remorque et sa belle conduite lui vaut d'être promu immédiatement capitaine de vaisseau.

Suffren lui confie officiellement le commandement de l'*Annibal*. Il commande un moment la frégate la *Pourvoyeuse* puis de nouveau l'*Annibal*. Il participe à quatre combats : 17 février, 13 avril, 6 juillet et 3 septembre 1782. Il est blessé trois fois lors de cette dernière bataille. Pour soigner ses blessures mais surtout dégoûté par le caractère impossible de Suffren qui finit par indisposer la plupart de ses capitaines y compris les plus disciplinés comme Morard.bil démissionne de la flotte et part à l'île de France. Regrettant après coup son geste, il demande à reprendre du service et réintègre l'escadre en décembre 1782 sur l'*Argonaute*. Il participe en 1783 aux combats de Gondelour puis commande le *Vengeur*. Le 22 décembre 1783, il épouse, à Port-Louis sur l'île Maurice, Louise Marie Victoire Henriette Fayd'herbe de Maudave. Il rentre en France en 1784. Probablement mal vu comme tous ceux qui ont eu des problèmes avec Suffren, il demeure sans emploi jusqu'en 1792. Il profite de cette longue période civile pour s'établir à l'île de France à partir de 1787.

LA REVOLUTION
Un aristocrate premier amiral de la Révolution française

evenu en France en 1790, il fait partie de la promotion du 1er janvier 1792 qui s'efforce désespérément de combler les vides laissés par l'émigration de la plupart des officiers du « Grand Corps ». Il est contre-amiral. Écartant toute idée de défection, il commande une division en rade de Brest. Mais les désertions se poursuivent dans le corps des officiers de marine et la République le nomme vice-amiral en janvier 1793 : il reçoit le commandement de l'Armée navale du Ponant avec pavillon sur le *Républicain* à la déclaration de guerre avec l'Angleterre.
C'est donc un aristocrate de vieille souche qui reçoit le premier commandement naval de la République. Il reçoit l'ordre de se tenir en croisière entre Groix et Belle-Isle, afin, d'assurer la rentrée des navires du commerce dans les ports français surpris par la déclaration de guerre. La marine de Brest est en agitation permanente depuis plusieurs années, nombre de capitaines nommés à la hâte sont incompétents, les équipages font plus de politique que de navigation et le désordre à son comble. Une bonne partie des vaisseaux se mutinent et imposent à leurs capitaines le retour à Brest. La première opération de la flotte républicaine est une pantalonnade : Morard n'a plus aucune illusion. Mais les envoyés du Comité de Salut Public, en particulier Jeanbon Saint André, ne peuvent attribuer un tel fiasco qu'à la trahison d'un aristocrate et Morard est emprisonné. Il ne sera libéré qu'après le 9 Thermidor (1795).

Le fiasco de l'expédition d'Irlande
Em l'an V (1796), Hoche prépare l'expédition d'Irlande et est en conflit permanent avec Villaret-Joyeuse qui a succédé à Morard au commandement de la flotte de Brest. Villaret qui ne croit pas à cette opération est révoqué, en même temps que Vence, par le ministre, le vice-amiral Truguet. Hoche voudrait que le commandement de la partie navale de la campagne soit confiée à Latouche-Tréville mais le ministre qui a gardé quelques rancunes à l'encontre de son ancien subordonné de la campagne de Sardaigne en 1792 préfère faire de nouveau appel à Morard. Mais par suite de ses blessures anciennes et d'une santé déjà chancelante et mise à rude épreuve par sa captivité sous la Terreur, Morard n'est plus tout à fait le même homme ; il est affaibli et fatigué. Discipliné, il se consacre toutefois à sa tâche et conduit l'expédition. Un règlement de 1794 impose aux amiraux de se porter en campagne sur une frégate et non un vaisseau de ligne. Dans la tempête (la campagne a lieu au pire moment de l'hiver), la frégate la *Fraternité* portant l'amiral et le général en chef est séparée du reste de la flotte. Poursuivie par des bâtiments britanniques, elle doit pousser assez loin en Atlantique. Quand enfin elle atteint la baie de Bantry, le reste de la flotte et de l'armée, sous le commandement intérimaire des peu audacieux Bouvet de Précourt pour la marine et Grouchy pour les forces terrestres, n'a pas osé débarquer et a repris le chemin de Brest. Un vaisseau (les *Droits de l'Homme*) et plusieurs frégates sont perdus. C'est une nouvelle pantalonnade bien qu'elle ait été due aux règlements de Jeanbon Saint André et aux ordres de prendre la mer dans une saison très défavorable et non à une faute quelconque de Morard.

Un notable respecté
Il est en disgrâce pendant le reste du Directoire mais le Consulat le nomme membre du Sénat conservateur à la formation de ce corps (4 nivôse an VIII). Il est promu dans la Légion d'honneur dès sa création et promu par l'Empereur au cordon de grand officier de cet Ordre (25 prairial). Il demeure sénateur de Limoges à la proclamation de l'Empire et reçoit le titre de comte de l'Empire en 1808. L'amiral Morard de Galles meurt à Guéret le 23 juillet 1809. Le conseil municipal de cette ville vote alors des fonds pour un monument à sa mémoire.
Il avait épousé une des filles de Louis Laurent de Fayd'herbe, comte de Maudave : ensemble, ils eurent une fille unique, *Marie Émilie* († 13 septembre 1844 - Chénelette) qui épousa en 1802 le comte Anglès.
Ses cendres sont portées au Panthéon de Paris et son nom est sur l'arc de triomphe de l'Étoile.

MORAY sir **Robert** décédé le 4 juillet 1673.



Scientifique écossais. Proche des rois Charles Ier et Charles II, il est à l'origine de la création de la Royal Society. Il fut également un des premiers francs-maçons. Fils de sir Mungo Murray, il suit les cours de l'Université de Saint Andrews avant de poursuivre ses études en France, où il rejoint l'armée de Louis XIII, où il atteint le grade de colonel. C'est ainsi qu'il se lie d'amitié avec le cardinal Richelieu. De retour en Écosse, il rejoint l'armée des Covenants en tant que *General of Ordnance* (équivalent au titre de colonel général). Il participe ainsi à l'invasion de l'Angleterre en 1641 lors des guerres des Trois Royaumes en tant que responsable de l'armée écossaise à Newcastle.

C'est là qu'il aurait été initié, le 20 mai 1641, à la franc-maçonnerie par des membres de la loge d'Édimbourg : il s'agit là de la première initiation franc-maçonne identifiée à avoir eu lieu sur le territoire anglais, bien qu'il s'agisse de l'initiation d'un écossais par une loge écossaise. Suite à son initiation, Robert Moray utilise régulièrement l'étoile à cinq branches, l'emblème maçonnique, dans sa correspondance.

Il est fait chevalier par Charles Ier le 10 janvier 1643. Il combat ensuite dans l'armée de Mazarin, participant à la guerre de Trente Ans. Il est alors colonel du régime écossais et chargé par les Écossais des négociations avec la France. Il est fait prisonnier en Bavière et retourne en Angleterre à sa libération. Là, en 1646, il tente d'organiser la fuite de Charles Ier sous un déguisement, mais le roi refuse au dernier moment, de crainte d'être découvert et ridiculisé.

Pendant la période du Commonwealth de l'Angleterre, après l'exécution de Charles Ier, Moray vit à l'étranger : d'abord à Bruges en 1656, puis à Maastricht en 1659. Il revient en Angleterre avec la Restauration et le couronnement de Charles II. Proche du roi, il sera à l'origine de la création de la Royal Society, en obtenant notamment les chartes royales à son origine.
Marié à Sophia Lindsay, fille de Sir David Lindsay, 12e *Earl of Crawford*, il se retire de la vie publique suite à son décès. Il se

consacre alors entièrement à ses expériences de chimie dans son laboratoire, dont il ne sort que pour des rencontres de philosophes. À sa mort, en 1673, il est enterré dans l'Abbaye de Westminster à la demande du roi.

Robert Moray comptait parmi ses amis de nombreux notables, dont Samuel Pepys, Thomas Vaughan, Andrew Marvell, John Evelyn ou encore Gilbert Burnet.

MORIN **Etienne** Cahors vers 1717 – Kingston (Jamaïque) 1771.



Il fut un négociant travaillant entre les Antilles et Bordeaux.

Il est surtout connu pour le rôle central qu'il joua en franc-maçonnerie dans la genèse du Rite écossais ancien et accepté. Reçu dans la franc-maçonnerie des hauts-grades, depuis 1744 il fonda une « loge écossaise » au Cap Français, au nord de la colonie de Saint-Domingue. Il fonda la Loge Écossaise de Bordeaux, des "Élus Parfaits" en 1745. Le 27 août 1761, à Paris, Morin reçut une patente signée des officiers de la Grande Loge le nommant « Grand Inspecteur pour toutes les parties du Monde ».

Des copies plus tardives de cette patente, qui ne visait probablement à l'origine que les loges symboliques, semblent avoir été embellies, peut-être par Morin lui-même, afin de mieux assurer sa prééminence sur les loges de hauts grades des Antilles. Morin pratiquait un rite nommé « Rite du royal secret » en 25 degrés dont le plus haut se nommait « Sublime Prince du Royal Secret » et qui découlait peut-être lui-même du rite pratiqué à Paris par le « Conseil des Empereurs d'Orient et d'Occident ».

La patente qui aurait été délivrée en 1761 à Etienne Morin pour transmettre les hauts grades est à la source du Rite Ecossais Ancien et Accepté dont elle assure la légitimité. Cette « Patente Morin », dont on ne connaît que des copies tardives et controversées est devenue presque mythique. Document fondateur, mais absent, du système des hauts grades le plus pratiqué dans le monde, il a donné lieu à de nombreux débats. Paul Naudon pouvait ainsi écrire : « Rien n'établit l'authenticité de la Patente Morin ». La question est d'importance quand on connaît l'attention portée par la franc-maçonnerie à la légitimité et à la continuité des filiations rituelles.

Jusqu'à ses dernières années, Etienne Morin lui-même était entouré d'un halo de mystère voire d'irrégularité. On en a fait successivement un juif, un protestant né à New York et un sang-mêlé de Saint-Domingue. On sait aujourd'hui, par un passeport délivré par l'amirauté de Bordeaux pour s'embarquer vers Saint-Domingue, puis tenter sa chance dans le négoce entre la métropole et les îles françaises d'Amérique, est un parcours classique pour les fils de la petite-bourgeoisie quercynoise du milieu du XVIIIe siècle.

Etienne Morin fut d'emblée un maçon zélé. On retrouve souvent son nom dans les plus anciens documents maçonniques concernant l'activité de l'Ordre à Bordeaux et aux Antilles dans les années 1740 et 1750, notamment pour tout ce qui concerne les hauts grades. Ainsi, dès le milieu des années 1740, soit à Bordeaux, soit aux Antilles, le très digne frère Morin (initie) aux mystères de la Perfection écossaise », c'est-à-dire qu'il pratique et diffuse le grade d'Ecossais de la Voûte Sacrée.

On le trouve aussi lié au développement du grade de Chevalier d'Orient et aux débats qu'il suscite. Dans les années 1750, il fonde à Saint-Domingue un Conseil de Chevalier du Soleil. Maçon zélé et voyageur de métier, on le retrouve à Paris en 1761 parmi les animateurs de la Grande Loge de France. C'est le Grand Conseil des Chevaliers Kadosh, le cercle interne dirigeant la Grande Loge, qui lui octroyé une patente avant un nouveau départ pour les Amériques. Cette « Patente Morin » a été délivrée le 27 août 1761 par la Grande Loge des Maîtres de Paris dite de France. Elle autorise son détenteur à pratiquer et propager la maçonnerie telle que la professe alors la première Grande Loge de France. Etienne Morin était investi d'un pouvoir sur l'ensemble des grades maçonniques, y compris et surtout sur l'essentiel, les « sublimes degrés de la plus haute perfection », c'est-à-dire les hauts grades. Après un périple assez long – qui le conduit en Angleterre et même en Ecosse –, il arrive à Saint-Domingue en 1763 et y amène le système maçonnique dont il avait été investi à Paris.

Il s'agit d'une hiérarchie de 25 grades superposant aux 3 grades symboliques le 22 hauts grades les plus classiques de la pratique maçonnique française de l'époque. Le sommet de la hiérarchie n'est cependant plus le Chevalier Kadosh, comme à Paris en 1761, mais le Sublime Prince du Royal Secret. L'historiographie maçonnique a pris l'habitude de dénommer le système propagé par Morin « Rite de Perfection » mais lui-même le baptisait « Ordre du Royal Secret », soulignant ainsi l'importance de ce nouveau grade terminal. Est-ce un complément inventé par Morin de toutes pièces ? On l'a écrit. Peut-être lui a-t-il été communiqué lors de son périple en Angleterre et en Ecosse ?

Etienne Morin consacra la fin de sa vie à la diffusion dans les îles françaises d'Amérique du système maçonnique ramené de Paris en 1761. Il fut notamment renié par les nouveaux dirigeants de la premières Grande Loge de France au milieu des années 1760.

Il bénéficias néanmoins d'un fort soutient parmi les maçons de Saint-Domingue. Un de ses adversaires pouvait écrire : « il est fort éclairé et sait le tout sur le bout de son doigt. Il bouleverse toutes les loges de Port-au-Prince, des Cayes et de Saint-Marc avec les titres dont il est porteur tant de la Jamaïque que de France. Tous les FF ∴ de

ces trois Orients le respectent comme un dieu tutélaire ». Il meurt en novembre 1771, à Kingston, sur l'île voisine de la Jamaïque. L'historiographie maçonnique du XIXe siècle et du début du XXe siècle accusait globalement Etienne Morin d'être l'inventeur du Rite de Perfection et d'avoir forgé la plupart des grades maçonniques qu'il diffusait. Force est de constater que rien ne vient renforcer cette hypothèse dans les documents qui nous sont parvenus.
Morin apparaît scrupuleusement fidèle aux usages maçonniques qui lui ont été transmis à Paris. N'écrit-il pas, par exemple, à Chaillon de Joinville son souci d'« éviter de pareilles innovations et de faire observer uniquement le seul et même règlement de la Souveraine et Grande Loge de Paris ».

Cette correspondance suggère un sérieux qui jure avec le portrait peu flatteur, voir l'image de faussaire, qu'en ont dressé certains historiens maçonniques. En implantant « aux îles » le système de la maçonnerie parisienne des années 1760, Etienne Morin a assuré la survie de ce témoin de l'âge d'or des hauts grades. C'est des Antilles, via l'Amérique, que quelques maçons le ramenèrent à Paris en 1804 où il avait disparu depuis bien longtemps. Sous le nom de Rite Ecossais Ancien et Accepté il connut un succès croissant jusqu'à devenir le système de hauts grades le plus pratiqué dans le monde. P.M.

MOULAY HAFID

Fès 1875 - Enghien les Bains 1937.



"Moulay Hafid, était le second fils du grand Sultan Moulay El Hassan, de la dynastie des chorfa Alaouites, qui régna sur la Maroc de 1873 à 1894, et consolida l'autorité du Maghzen en ralliant de nombreuses tribus berbères".
Initié Franc-Maçon par la loge "*Union Hispano - Américana 379*" du Grande Oriente Espanol. Passé en France il s'affilie à "*Jean-Jacques Rousseau*" GODF Montmorency puis à la loge "*Plus Ultra 452*" de la GLDF Paris

En 1894, Moulay Hafid fut nommé vizir des affaires étrangères, mais à la mort de Moulay El Hassan, ce fut le fils aîné **- Moulay Abd El Aziz -** qui fut désigné pour succéder à son père, tandis que lui-même était nommé khalifat de Marrakech. Cependant la gestion d'Abd El Aziz mécontentait les Marocains traditionnels qui lui reprochaient sa xénophilie et ses dépenses.

En juillet 1907, au lendemain de l'occupation de Casablanca par les Français, Moulay Hafid, appuyé par les caïds du sud et les berbères, se fit proclamer Sultan à Marrakech et marcha sur Fez où il fit une entrée solennelle le 7 juin 1908. Son autorité était dès lors reconnue par toute une partie du Maroc. Cependant Abd El Aziz, réfugié à Rabat, envoyait contre lui 6.000 guerriers qui furent défaits, le 19 août, sur la rive gauche de la rivière Tessaout. Abd El Aziz, abandonnant la partie, se retirait à Tanger. Moulay Hafid prenait sa place, bientôt reconnu par les puissances signataires de l'Acte d'Algésiras qui avaient posé comme condition la reconnaissance par le nouveau souverain du dit Acte.... Le 30 mars 1912, Moulay Hafid se résigna à signer la convention de Fez, qui consacrait l'unité du Maroc, la souveraineté du Sultan et l'institution d'un Protectorat placé sous la direction du Commissaire Résident Général, dépositaire des pouvoirs du gouvernement français.

Le souverain n'avait accepté que contraint et forcé l'aide de la France. On le vit bien, quelques semaines plus tard, quand éclata dans la garnison de Fez la révolte des tabors massacrant quatre vingt personnes ; il ne fit rien pour s'interposer. Le 28 avril 1912 le général Lyautey était nommé Résident Général au Maroc... Le 25 mai il arrivait à Fez assiégée par les tribus berbères et délivrée par le colonel Gouraud. Le 12 août 1912, Moulay Hafid, traqué et isolé, signait son abdication avant de s'embarquer sur *le Chayla*. Le 13 août, il était remplacé par son frère Moulay Youssef, sur proposition de Lyautey. Installé par les Français à Tanger, il joue, comme son frère Abd el Aziz, au roi en exil. Quand la guerre éclate, il se réfugie en Espagne dans l'attente de la victoire allemande. Plus tard, pendant la guerre du Rif, il vient s'installer à Enghien-les-Bains, à la demande du gouvernement français poussé par Lyautey qui craint un rapprochement avec Abd El Krim.

C'est avec surprise que l'on retrouve donc le nom de Moulay Hafid, peu enclin aux idées européennes et surtout françaises, sur les fiches de la F.·.M.·.. On penserait plutôt y retrouver Moulay Abd El Aziz dont le nom a été donné à une loge Espagnole de Tanger. Cette inclination, des Francs-Maçons, envers un Sultan retiré dans la ville internationale est confirmée par ce qu'écrit de lui Laredo dans son livre *Mémoires d'un vieux Tangérois* : "tous, à Tanger, le respectent pour son élévation de vue, son goût pour traiter avec les Européens". Mais, Laredo et les répertoires maçonniques restent silencieux sur une participation éventuelle de ce personnage à la vie d'une loge maçonnique. Dès lors la question se pose : simple sympathie de sa part, sans aller au-delà, ou bien insuffisance des sources disponibles ? Quoiqu'il en soit, au stade de nos connaissances, le Sultan Abd El Aziz n'a fait que prêter son nom à une loge. Par contre, le nom de son frère Moulay Hafid apparaît bien sur les états de loge. Il n'en est rien encore lorsqu'il est en voyage en France après son abdication ni à Tanger pendant son début d'exil.

C'est vers la fin 1920 que Moulay Hafid est initié à Madrid par la loge "*Union Hispano - Américana n°379*" du Grande Oriente Espanol. Il est fait compagnon le 10 octobre 1921 et maître le 13 mai 1925. C'est une époque sombre pour lui ; en effet, la paix venue, il n'intéresse plus les gouvernements qui jusque là le subventionnaient, pour l'utiliser le cas échéant ou au contraire le neutraliser. Réduit à la misère, il habite une pauvre petite chambre dans laquelle il fait sa cuisine lui-même dans la cheminée.

Arrivé en France il s'affilie, le 13 janvier 1927, à la loge "*Jean-Jacques Rousseau*" GODF à Montmorency. Après accord du "Gran Consejo Federal Symbolico", daté de Séville le 20 décembre 1926, avec l'appréciation "Este querido H*:.* observo una conducta masonica intachable, y convivio fraternalmente con todos los H*:.* de este

Cuadro". A peine affilié, au GODF, il adresse aussitôt une demande de double affiliation au Vénérable de la Respectable Loge "*Plus Ultra n°452*" de la GLDF à l'Orient de Paris. Au mois de mai 1927 le F.˙. Moulay Hafid a la double affiliation - au GODF et à la GLDF - avec l'approbation des FF.˙. des deux obédiences.

Sa vie en exil.
Ce F*:.* - sultan craint de tous dans son pays il y a quelques années et champion d'un islam qu'il connaît bien selon ses propres interlocuteurs musulmans - est dorénavant un simple rentier disposant d'une grande maison bourgeoise où il vit à l'européenne. A ses côtés, Mme Velasco qui gère un personnel limité et s'efforce de calmer les colères brutales et mémorables de l'ex Sultan, colères qui allaient jusqu'à la cruauté lorsqu'il régnait. Au début, il tirait aux pigeons, il participait aux grandes chasses... menait un train de vie qui rendait les fins de mois difficiles. A la fin, pour lui éviter de faire trop de dettes, le gouvernement français paye son loyer, son chauffeur et il peut alors disposer du reste. Ses voisins en ont l'image d'un homme de grande taille, habillé à l'européenne avec le fez comme coiffure.

Il est considéré, par tous, comme un pratiquant pieux qui reçoit la visite de nombreux musulmans, surtout pour le Ramadan. Son bureau, par les nombreux ouvrages qu'il abrite, témoigne de ses goûts littéraires et ses contemporains affirment qu'il n'était pas dénué de sens poétique. La salle de jeu, qui donne sur le lac, rappelle sa passion pour le bridge. Somme toute, un rentier à l'abri des charges officielles qu'il ne semblait pas du reste apprécier, déjà lorsqu'il était monarque. Que reste-t-il de ce "Sultan de la guerre sainte"? De ce malheureux "champion du Redressement Islamique" qui, vaincu, détrôné, avait eu un sursaut de rage au moment où il abdiquait : sur le canot qui, à travers l'estuaire du Bou-Regreg, l'emportait vers le bateau de l'exil *Le Chayla*, il avait saisi le parasol tenu au-dessus de sa tête par un caïd de sa garde, et pour que cet emblème traditionnel de la souveraineté ne pût revenir à son successeur asservi par les Européens, il l'avait brisé.

Moulay Hafid, Franc-Maçon, est-il un F*:.* assidu ?
Le cahier de la loge "*J. J. Rousseau*" mentionne pour la première fois son nom, le 14 novembre 1926, en tant que visiteur, avant son affiliation à l'Atelier : "Le F*:.* Moulay Hafid demande l'entrée du temple après vérification de ses papiers. L'entrée du temple lui est donnée" par le Vénérable Jolly Léon... Son nom réapparaît dans le compte-rendu du 12 décembre 1926 : "Une lettre demande l'affiliation du F*:.* Moulay Hafid"... Puis le 13 mars 1927 : "La loge *Plus ultra,* Or*:.* de Paris, demande si l'At. ne s'oppose pas à l'affiliation du F*:.* Moulay Hafid "... Le 8 mai 1927 : "Une planche du GODF accuse réception de l'affiliation du F*:.* Moulay Hafid". Puis, les documents ne donnant pas la liste des membres présents, la question reste sans réponse.

Il faut retenir cependant que le F*:.* Moulay Hafid demeure inscrit, tout au long des années qui suivent, sur le tableau de loge en tant que membre actif, jusqu'à la date de sa mort le 4 avril 1937. Il en est de même à la loge "*Plus Ultra*". C'est une loge dont le sceau porte "*Hispano-Americana*", en rappel de la loge de Madrid ; elle est d'ailleurs de langue espagnole. Tout cela explique, certainement, le choix du F*:.* Moulay Hafid qui y est enregistré par la GLDF sous le n° 62.132 ; aux côtés de FF*:.* venus de Valence, Tarragone, Barcelone, Constantinople .... Par contre, le nom du F*:.* Moulay Hafid n'est jamais mentionné dans les débats des loges au Maroc sous la III^e^ République. Embarras des quelques rares FF*:.* qui savent, et ignorance de la grande majorité expliquent largement ce silence, cette occultation. Cet ex-Sultan, Franc-Maçon, est révélateur de toutes les contradictions de la période coloniale.

NB – Toutes ces loges au Maroc, avant la fin du XIX° siècle, n'ont pu échapper à la connaissance du sultan. Plus particulièrement à Rabat « Luze en Rabat n° 135 » et à Fez « Fet n° 136 » où la présence de marocains ne peut se comprendre sans l'accord de Moulay Abd el Aziz. *http://rami.tv/fr/alaouites/hafid/franc-macon.htm*

MOURAVIOV Sergueï APOSTOL

Saint-Pétersbourg 9 octobre 1796 - 25 juillet 1826.



Sergueï Ivanovitch Mouraviov-Apostol (en russe *Сергей Иванович Муравьев-Апостол* est un lieutenant colonel russe, membre de l'insurrection décabriste. Il est le frère de Ipollite Ivanovitch Mouraviov-Apostol et de Matveï Ivanovitch Mouraviov-Apostol, et le cousin de Nikita Mikhaïlovitch Mouraviov-Apostol et Artamon Zakharevitch Mouraviov-Apostol, tous décabristes.

Son père, Ivan Mouraviov-Apostol, était diplomate. Sergueï Mouraviov passe son enfance entre Hambourg et Paris puis termine ses études à l'institut des ingénieurs à Saint-Pétersbourg *(Петербургский Институт Инженеров Путей Сообщения*). Il sert ensuite dans l'armée Russe.

Il est un vétéran de la Campagne de Russie de 1812. Il prend part aux batailles de Vitebsk, de Moskova, de Winkowo et de Maloyaroslavets. Il fut décoré à la Bataille de la Bérézina pour acte de bravoure. Il participe également à la Bataille de Leipzig (1813) et enfin à la Bataille de Paris (1814) (pour laquelle il fut décoré de l'Ordre de Sainte-Anne au deuxième grade). Après les guerres Napoléoniennes il devint Poruchik puis plus tard Capitaine de la Garde russe dans le Régiment Semionovsky. Après le soulèvement du régiment en 1821 il devient lieutenant-colonel du régiment de Poltava puis de celui de Tchernihiv en 1822.

Entre le 2 janvier 1817 et le 22 décembre 1818 il est franc-maçon. Il fait partie de la loge des trois vertus. Il fonde la *Société l'Union du Salut* et l'*Union de la Prospérité*, toutes deux pro décembristes.

Il fut également l'un des dirigeant de la *Société du Midi*. Il organise également la correspondance entre la *Société du Midi* et l'*Union des Slaves-Unis*. Il est l'auteur d'une "catéchèse" pour les décembristes et soutient l'abolition du servage et l'installation d'une république en Russie. Il faisait également partie du complot destiné à assassiner le Tsar. En 1825 il dirige le soulèvement du régiment de Tchernihiv. Il est arrêté le 29 décembre de la même année.
Libéré par ses officiers il mène une insurrection contre les force du gouvernement le 3 janvier 1826 et en sort grièvement blessé. Ses blessures l'empêchant de monter à cheval il demande à être attaché à la selle pour pouvoir mener une ultime attaque de cavalerie sur l'artillerie advers. La bataille est perdue et Sergueï Ivanovitch est arrêté. Le 20 janvier il est transféré à Saint-Pétersbourg. Il est l'un des cinq décabriste à être condamné à mort. Pendu le 25 juillet 1826 à la forteresse Pierre-et-Paul, il est enterré dans un endroit tenu secret sur l'île des décabristes à Saint-Pétersbourg.

MOZART



Léopold Augsbourg 14 novembre 1719 – Salzbourg 28 mai 1787.
Père de Wolfgang, auteur de la célèbre Symphonie des jouets, pâti d'une image négative. Père autoritaire, il n'aurait eu de cesse que de faire valoir les dons de ses deux enfants, Wolfgang Amadeus et sa sœur violoniste Nanerl, qu'il mena de cour en cour entre 1762 et 1770. Sous l'emprise de leur père admiratif et intéressé, les deux prodiges auraient été privés d'enfance. On impute en outre à Léopold l'épuisement prématuré de son fils. Adulte, Wolfgang Amadeus porte en lui l'image d'un père exigeant, soucieux de sa carrière. Pourtant, les lettres qu'il lui adresse témoignant de sentiments plus complexes, mêlant amour, dévouement, désir d'indépendance et de conflits étouffés.

La maçonnerie donnera d'ailleurs à Wolfgang Amadeus l'occasion de renverser les rôles. En effet, initié depuis 1784, il incite son père à entrer dans sa loge ; « La Bienfaisance » de Vienne le reçoit le 6 avril 1785.

Léopold est promu compagnon par « La Vraie Concorde » le 16, et maître le 22 du même mois. La rapidité des promotions s'expliquent par le fait que Léopold Mozart doit retourner rapidement à Strasbourg. Après un banquet organisé le surlendemain de son élévation par « L'Espérance Couronnée », Mozart quitte Vienne. Il ne devait plus jamais revoir son fils. Cr.N.

MOZART



Wolfgang Amadeus Salzbourg 27 janvier 1756 – Vienne 5 décembre 1791.
Joannes Chrysostomus Wolfgangus Theophilus Mozart, ou **Wolfgang Amadeus Mozart**
Compositeur autrichien mort à trente-cinq ans, il laisse une œuvre importante (626 œuvres sont répertoriées dans le Catalogue Köchel), qui embrasse tous les genres musicaux de son époque. Selon le témoignage de ses contemporains, il était, au piano comme au violon, un virtuose. On reconnaît généralement qu'il a porté à un point de perfection le concerto, la symphonie, et la sonate, qui devinrent après lui les principales formes de la musique classique, et qu'il fut un des plus grands maîtres de l'opéra. Son succès ne s'est jamais démenti. Son nom est passé dans le langage courant comme synonyme de génie, de virtuosité et de maîtrise parfaite.

Il est certainement le compositeur auquel les musicologues ou « musico-maçonnologues » ont consacré le plus de recherches et d'analyses. La lecture symbolise des œuvres maçonniques, ou à caractère maçonnique, de Mozart a soulevé des débats, notamment depuis l'essai de Jacques Chailley (1991) sur *La Flûte enchantée*.

L'ouvrage développe l'hypothèse d'une symbolique des tonalités dont se serait inspiré Mozart, symbolique assortie d'autres référents sonores maçonniques tel que les formules rythmiques ou les procédés d'écriture. Plus précisément, Philippe Autexier a mis en valeur l'influence de la rythmique maçonnique (les batteries) dans les œuvres de Mozart. Une chose est certaine : l'entrée en maçonnerie de Mozart fut une étape déterminante dans sa vie, et son initiation eut sur lui des répercussions sociales et morales, mais aussi artistiques (les thématiques maçonniques constituèrent pour lui une nouvelle source d'inspiration) et spirituelles (il intègre l'idée d'une mort « domptée », amie de l'homme, synonyme de commencement plutôt que de néant).

En loge, il se révèle un musicien actif aux concerts, les dirigeants parfois. C'est un agent efficace du rayonnement maçonnique. Mozart-maçon laisse apparaître un être profond et enthousiaste, pensant et réactif, qui trouve appuis et soutiens auprès de ses frères, probablement plus dispendieux que miséreux, et entouré et admiré autant qu'incompris et jalousé. C'est à 28 ans qu'il a été initié, à « *La Bienfaisance* », le 14 décembre 1784. A cette époque, la maçonnerie viennoise reste fragile : sur sept loges, trois seulement ont une quinzaine d'années d'existence. La loge de Mozart est issue d'un autre atelier, « *La Vraie Concorde* » ; elle est créée en 1783, et ses effectifs sont si limités qu'il faut demander le concours de la loge mère pour les cérémonies.

L'admission de Mozart a donc lieu à « *La Vraie Concorde* » que préside Ignaz von Born. Elevé au grade de compagnon le 7 janvier 1785, il devient rapidement maître le 13 du même mois. Les loges viennoises, qui ont fusionné pour constituer « *La Nouvelle Espérance Couronnée* », deviennent des lieux où s'épanouissent pratiques

mondaines, philanthropiques et culturelles. Le compositeur côtoie d'éminentes personnalités du monde musical. Sur son parcours, Mozart rencontre des éditeurs, Ignaz Alberti et Torricelle, des artistes lyriques, Ludwig Fisher (basse) et Adamberger, le compositeur Adam Mitscha, L.L. Haschka (auteur des paroles de l'Hymne impérial), les cornistes V. Springer et A. David, le hautboïste N. Colombazzo, l'amateur A. Tinti, violoniste de talent, ou encore le chef de chœur Georg Spangler (église Saint-Michel de Vienne).
Son entourage offre des conditions idéales et à la composition. Dès janvier 1785, il transcrit ses « impressions maçonniques » dans deux œuvres instrumentales (*les quatuor à cordes en la majeur* K364 et *en ut majeur* K465) et, en mars, il achève son *Concerto pour piano et orchestre* (*ut majeur*, K467), dans l'andante duquel on relève des éléments de la *Cantate maçonnique* (K471). Viennent ensuite un cantique de chaine d'union, *O heil' ges Band* K148 (Ô lien sacré), une pièce pour chœur et orchestre sur un texte latin, une mise en musique de deux poèmes de K-J.Friedrich, *Des Todes Werk* et *Vollbracht ist die Arbeit*. L'année 1785 est fructueuse et s'achève en novembre par la composition de l'Ode funèbre maçonnique (K477). Entre-temps, *Die Maurerfreude* a connu deux éditions, l'une maçonnique (au profit des pauvres) et l'autre profane. De plus, Mozart a très probablement participé (en octobre et en décembre) à deux manifestations de bienfaisance organisées par sa loge pour venir en aide à deux maçons virtuoses du cor de basset (Anton David et Vinzent Springer). L'intense activité du compositeur en 1785 donne la mesure de l'engouement lié à son entrée dans sa « nouvelle famille ».

L'année suivante voit Mozart commencer à solliciter des aides financières auprès de son frère Johan Michael Puchberg. Il lui adresse trois lettres en juin et une en juillet. En 1789, Puchberg finance les soins apportés à la femme de Mozart en convalescence à Baden. La correspondance s'intensifie en 1790 et se prolonge jusqu'en 1791. Les reconnaissances de dettes s'accumulent, mais Mozart trouve toujours le loisir d'écrire pour sa loge. En 1790, il met en musique trois poèmes et compose sa cantate pour orchestre *Laut verkünde unsere Freude* (K623). Elle doit être interprétée pour la fête d'inauguration du nouveau temple de « *L'Espérance Couronnée* » et fait directement référence à la chaine d'union.

Mozart est souffrant et craint de ne pouvoir assister à la cérémonie. Finalement, il dirige lui-même son œuvre, le 17 novembre, mais deux jours plus tard il est frappé par la maladie qui l'emportera.

On est surpris, en janvier 1792, de voir sa loge lui rendre hommage au cours d'une cérémonie de réception et décider de prendre en charge une édition de luxe de sa dernière cantate ; le produit de la vente étant destiné à sa veuve et à ses deux orphelins. La loge témoigne de son attachement à Mozart et à sa famille. Elle montre que le compositeur n'est pas mort dans l'isolement et le dénuement laissant les siens dans l'infortune. Durant l'année 1791, il toucha en effet environ 600 florins et, après son décès, son épouse put vendre plusieurs de ses compositions pour la somme de 3 600 florins. Si son corps fut bien mené sans cortège à la sépulture communautaire, c'est que la réglementation obligeait à de telles pratiques, par crainte des épidémies.

Les œuvres maçonniques de Mozart (une quinzaine) sont les plus abouties et les plus inspirées jamais écrites pour l'Ordre. En France, on a d'abord entendu en loge des extraits des *Mystères d'Isis*, adaptation de *Die Zauberflöte*, intégrés aux programmes maçonniques dès le début du XIXe siècle. Cela explique peut-être l'intérêt suscité par *La Flûte enchantée* chez les musicologues français. L'adoption de cet opéra par les maçons français a pu inciter certains analystes à le considérer comme le testament maçonnique de Mozart. Ch.N.

MUCHA

Alphonse Marie

Ivančice 24 juillet 1860 - Prague 14 juillet 1939.



Alfons Maria Mucha, peintre et dessinateur tchèque, fer-de-lance du style « Art Nouveau » que ses affiches et décors contribuèrent à le faire connaître.
Franc-Maçon, en 1923, il fut élu Souverain Grand Commandeur du Suprême Conseil de Tchécoslovaquie.

Second enfant de Ondřej Mucha, huissier de justice, son aptitude au chant lui permet de poursuivre son éducation dans la capitale morave, Brno, mais son amour de jeunesse a bel et bien été la danse classique dont il a été inscrit aux concours les plus importants de France. Il s'est ensuite installé à Bruxelles avec sa femme Josette Mucha. Il avait commencé à dessiner avant même de savoir marcher, sa mère lui attachant régulièrement un crayon au cou.

Très peu de ses dessins de jeunesse ont été conservés. Parmi ceux-ci, se trouve *Ukřižování* (*La Crucifixion*), qu'il dessina quand il avait environ huit ans. Après avoir réalisé quelques travaux décoratifs en Moravie (essentiellement des décors de théâtre), il émigre en 1879 à Vienne afin de travailler pour la plus grande entreprise de décors de théâtre de Vienne, tout en continuant sa formation artistique.

Il revient en Moravie en 1881, après qu'un incendie a détruit cette entreprise, et réalise des décorations et des portraits en indépendant. Le comte Karl Khuen de Mikulov, l'ayant recruté pour décorer les murs du château Hrusovany Emmahof, est tellement impressionné qu'il finance les études de Mucha à Munich. Mucha se rend ensuite à Paris en 1887 pour continuer ses études à l'Académie Julian et à l'Académie Colarossi, tout en produisant une revue et en réalisant des affiches publicitaires. Seul artiste disponible en décembre 1894, il réalise l'affiche publicitaire de Gismonda, la pièce jouée par Sarah Bernhardt au Théâtre de la Renaissance où il est engagé pour six ans. Son style délié lui vaut une certaine notoriété.

Il réalise notamment *Lorenzaccio*, *La Dame aux camélias* (1896), *Hamlet* et *Médée* (1898). En 1896, il participe à l'Exposition du Cirque de Reims et réalise l'affiche du Salon des Cent qui se tient à Paris. Mucha est aussi connu pour avoir produit une série de peintures, posters et affiches publicitaires de style Art nouveau. Parmi les plus célèbres, on peut citer l'alcool Bénédictine, la biscuiterie LU, les papiers à cigarette JOB, Perfecta, les champagnes Ruinart, Moët et Chandon.
Il représentait souvent de belles jeunes femmes dans des robes néoclassiques aux drapés flottants, souvent couronnées de fleurs formant un halo au-dessus de leur tête. Son style a rapidement été imité, mais sans cette touche que seul Mucha pouvait donner.

Le retour aux sources
Mucha se rend aux États-Unis de 1906 à 1910 pour y recueillir des fonds et réaliser ce qu'il considérait comme son œuvre maîtresse, *l'Épopée des Slaves*. C'est Charles Crane, un riche industriel rencontré à Chicago qui lui permet de revenir en Bohême et de s'établir à Prague. Outre la réalisation de son *Épopée*, il décore le Théâtre national, la Maison municipale ainsi que d'autres monuments de la ville. Lorsque la Tchécoslovaquie obtient son indépendance après la Première Guerre mondiale, il conçoit les nouveaux timbres-poste (dont la première émission du *Château de Prague*), billets de banque et autres documents officiels pour la nouvelle nation.

Il meurt à Prague le 14 juillet 1939 à l'âge de 79 ans, quelques jours après avoir été interrogé par la Gestapo qui s'intéresse à lui du fait de son appartenance à la franc-maçonnerie. Son corps est jeté à la fosse commune. Une plaque commémorative lui est dédiée au cimetière des Grands Hommes de Prague. À l'époque de sa mort, son style était déjà considéré comme dépassé, mais l'intérêt pour cet art magnifique est réapparu dans les années 1960 et continue périodiquement à inspirer et à influencer les illustrateurs contemporains. Son fils Jiří Mucha, un auteur qui a beaucoup écrit sur son père, a souvent attiré l'attention sur son travail.
Une loge maçonnique francophone, à Prague, porte son nom. JCvL+Wikipédia

MÜFFELMANN Leo

Rostock mai 1881 – Berlin 29 août 1934.



Après de brillantes études universitaires, couronnées le 15 février 1902 par un doctorat en philosophie magna cum laude, Leo Müffelmann est engagé à la Dresner Bank à Berlin, puis devient directeur d'une usine de produits chimiques à Güstrow.

Il est initié à Berlin le 20 novembre 1913 à la loge « *Humanitas* » (Grande Loge de Hambourg) par son père, Ludwig Müffelmann qui est vénérable, en présence de Hjalmar Schacht (1877-1970), futur président de la Reich Bank.

Officier pendant la Première Guerre mondiale, il reçoit la Croix de fer de 1ère classe. En 1919, il fonde le syndicat des cadres à Berlin.

Le 4 juin 1921, jour de l'installation de la loge « *Zu den alten Pflichten* » (Grande Loge de Hambourg) qu'il fonde avec son père à Berlin et dont il est l'orateur, il souligne la signification des théories d'Einstein pour l'appréhension du monde et ajoute : « *Amon avis, la bienfaisance de même que la propagande nationaliste ont, tout compte fait, peu de rapports avec l'Art Royal. Tout se qu'accomplissent d'autres organisations ne peut pas constituer l'essence de la maçonnerie. Si celle-ci veut conserver* – peut-être devrait-on dire retrouver – *sa signification, alors elle doit donner un nouveau contenu à ses formes anciennes* ».

En septembre 1926, il est alors vénérable de la loge « *Blüntschli zur reinen Erkenntnis* » de la Grande Loge *Zur Sonne de Bayreuth*, Müffelmann participe à une réunion à Belgrade par l'Association Maçonnique Internationale (AMI) au cours de laquelle il dit : « *Belgrade doit devenir le Locarno de la franc-maçonnerie* » et échange spontanément le baiser de paix avec Arthur Groussier, Grand Maître du Grand Orient de France.

Une loge de son obédience demande son exclusion. Le Grand Maître Adjoint de Bayreuth, l'historien Bernhard Beyer, tente vainement de l'influencer pour qu'il ne participe pas au congrès de la Ligue Universelle de Francs-Maçons (LUF) qui doit se tenir à Bâle les 1er et 2 octobre 1927. Müffelmann y est élu président de la section allemande. En janvier 1928, le comité directeur de sa Grande Loge discute à nouveau de son exclusion. Müffelmann assiste en avril à Paris à une réunion à laquelle participent les Grands Commandeurs Dop (Pays-Bas) et Lennhoff (Autriche) au cours de laquelle l'introduction du Rite Ecossais Ancien et Accepté en Allemagne est évoquée.

L'hostilité que rencontre son action internationale force Müffelmann à quitter la Grande Loge de Bayreuth. Sa lettre de démission, datée du 2 juin 1928, lue le lendemain à la réunion annuelle de son obédience qui se préparait à l'exclure, sera abondamment commentée dans la presse maçonnique allemande. Il s'affilie alors à la loge « *Labor* » de Vienne, relevant de la Grande Loge d'Autriche, dont fait également partie le journaliste hongrois Ede Janos (Edward John) Bing. En septembre 1929, Müffelmann est copté au directoire de la LUF et, le 24 novembre, il est élevé au 33° en même temps que Bing par le Suprême Conseil d'Autriche.

Bing et Müffelmann fondent ensemble le Suprême Conseil d'Allemagne le 10 février 1930 à Berlin. Ils assistent à Paris à la fête de la loge « *Goethe* », le 25 avril. Les 26 et 27 juillet, la Grande Loge Symbolique d'Allemagne est

fondée à Hambourg, Müffelmann en est élu Grand Maître. L'ensemble de la presse maçonnique allemande se déchaine contre ces deux créations.

En octobre paraît le premier numéro de l'organe da la nouvelle Grande Loge, *Die alten Pflichten*, dont l'article de tête est écrit par Müffelmann.

Il y résume les deux raisons fondamentales qui ont amené la fondation d'une dixième Grande Loge en Allemagne : la nécessité d'une coopération maçonnique internationale et celle de approfondissement du travail commencé dans les trois grades symboliques au sein des hauts grades du Rite Ecossais Ancien et Accepté, deux idées, écrit-il, qui ne sont pas acceptées ni par les trois Grandes Loges de Prusse, ni par le groupe des Grandes Loges Humanitaires. Le 31 mars 1932, il crée la loge « *Zur Quelle Siloah* » à Jérusalem (Palestine). Le même jour, Müffelmann et sa Grande Loge sont violemment attaqués dans un article du *Völkischer Beobachter*. En février 1932, il écrit dans *Die alten Pflichten* : « *Le national-socialisme est l'ennemi de la franc-maçonnerie. La franc-maçonnerie adopte et doit adopter une position de combat envers le national-socialisme* ».

Après l'accession au pouvoir de Hitler auquel les Grands Maîtres des Grandes Loges Prussiennes adressent des télégrammes de félicitations, Müffelmann et ses Grands Officiers décident de mettre leur Grande Loge en sommeil le 28 mars 1933. Le Suprême Conseil fait de même le 31 mars mais, au cours d'une réunion tenue au mois de juin, elle nomme Müffelmann Grand Commandeur Intérimaire.

Le 5 septembre il est arrêté par la Gestapo. Emprisonné pendant un mois à la préfecture de police de Berlin, il est interné au camp de Sonnenburg le 6 octobre et violemment maltraité. Sa libération, le 26 novembre, est due à l'intervention du Commandeur de la Juridiction Sud des Etats-Unis, John Henry Cowles, auprès de l'ambassadeur d'Allemagne. A nouveau interrogé par la Gestapo en février 1934, il est mis en demeure de signer une lettre par laquelle il affirme ne pas avoir subi de sévices.

Le 5 avril il part à nouveau pour la Palestine, y fonde la Grande Loge Symbolique d'Allemagne en exil, élève quatre frères au 33°, puis rentre à Berlin où il meurt des suites de son internement. L'action de Müffelmann sera délibérément déformée et occultée après 1945 à tous les niveaux de la franc-maçonnerie allemande. Sa vie prouvait qu'il était concevable de résister passivement au fascisme, ce qu'une infime minorité de frères allemands avait accompli, et qu'une résistance active était possible. On prétendra qu'il était juif, alors qu'il était protestant. On affirmera qu'il aurait créé sans autorisation un Suprême Conseil d'Allemagne en exil, ce qui était inexact. Pour accréditer la légende d'une franc-maçonnerie allemande résistante, Müffelmann devait être d'autant plus oublié que la Grande Loge et le Suprême Conseil dont il était Lieutenant Grand Commandeur n'avaient pas été reconnues par les maçonneries de langue anglaise. Quelques historiens contemporains ont empêché la manœuvre à réussir. A.B.

MURAIRE comte **Honoré** 1750 – 1837.



Avocat. Député, il fit voter la laïcisation des registres d'état-civil. Premier président de la Cour de cassation en 1804, puis conseiller d'État en 1808. Haut personnage de la révolution Française, Muraire était habile, modéré et juste. Il connut les honneurs, les condamnations, la déportation, le retour en grâce, l'apogée puis fut définitivement écarté du pouvoir après Waterloo.

Franc-Maçon, il reçut les plus hauts honneurs du Rite Écossais Ancien et Accepté [*REAA*], accédant même au poste suprême de Souverain Grand Commandeur du rite.

MURAT **Joachim** La Bastide-Fortunière / Murat près de Cahors 25 mars 1767 – Pizzo Calabre 13 oct. 1815.



Fils d'un aubergiste, Joachim Murat se distingue lors de la campagne d'Italie en 1796 : il est promu général de brigade le 10 mai 1796, puis sert en Egypte. En 1800, il épouse Caroline Bonaparte et accompagnera Napoléon tout au long de sa carrière. Le 20 avril 1800, il est nommé commandant de la cavalerie en Italie.
Il se fait initier le 26 décembre 1801, à Milan, à la loge « *L'Heureuse Rencontre* ».

Maréchal d'Empire en 1804, il s'empare de Vienne l'année suivante.
Sa carrière maçonnique se poursuit brillamment : le 5 avril 1805, il devient Grand Maître Adjoint du Grand Orient de France et, le 30 septembre il est élu Premier Grand Surveillant.

Nommé Grand Amiral et prince de l'Empire, Grand Aigle de la Légion d'Honneur, il reçoit les duchés de Berg et de Clèves en 1806. L'année 1808 voit Murat continuer son ascension aussi bien dans le corps maçonnique que dans la société profane : il est vénérable de « *La Colombe* », une loge qui change bientôt son titre contre celui de « *Sainte-Caroline* » en l'honneur de son épouse, la sœur de l'Empereur.
Le 15 juillet de la même année, il devient Joachim 1er roi de Naples et de Sicile.

Le 27 octobre 1809, il fonde le Grand Orient du royaume de Naples dont il devient le Grand Maître. Il est Très Puissant Souverain Grand Commandeur et Grand Maître du Conseil Suprême des Puissants et Souverains Grands Inspecteurs Généraux pour le royaume des Deux-Siciles.

Mais l'Europe napoléonienne est menacée : il se rapproche des Alliés après la campagne de Russie dans l'espoir de conserver son trône. Il est cependant déchu en 1815. Alors qu'il tente de reconquérir son trône, il est arrêté et fusillé. P.-Fr.P.

MURAT **Lucien** Milan16 mai 1803 – Paris 10 avril 1878.



Représentant du Peuple puis sénateur en 1852, Lucien Murat n'apparaît sur la scène maçonnique qu'en 1851 quand l'état - major du Grand Orient, craignant que l'obédience ne soit dissoute, cherche un protecteur efficace. Son nom est mis en avant par le frère Kiener, un des signataires de l'Appel maçonnique à voter Bonaparte.

Il aurait été initié en Autriche, à l'âge de 18 ans, dans le château de Frohsdorf par des officiers amis de son père, réunis en loge « sauvage ». Après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, il fallait trouver un Grand Maître susceptible de rassurer les autorités. Le titre était vacant depuis 1814. Le Grand Orient n'a pas le choix : le nom de Murat. Cousin du Prince-Président, s'impose. Lucien accepte après avoir consulté le président de la République qui aurait tenu « les propos les plus flatteurs sur la franc-maçonnerie ».

On comprend son accord : dirigée par Murat, contrôlée par son équipe, elle n'est plus dangereuse et peut servir sa cause comme elle avait servi celle de son oncle. La suite n'est qu'une formalité. Le Conseil du Grand Maître, le 9 janvier 1852, approuve. Les députés du sénat maçonnique, réunis le soir même, votent favorablement à l'unanimité. 27 opposants, pour concilier les impératifs de leur conscience et les nécessités politiques, ont « couvert le temple ».

Murat est installé le 26 janvier comme Grand Maître de l'Ordre maçonnique de France au cours d'une cérémonie grandiose à laquelle participe la musique du 58° de ligne et en présence des délégations de 200 loges. Dans son intervention, il souligne que sa nomination offre des garanties de sûreté « tant au gouvernement qu'à l'Ordre maçonnique lui-même ». Son objectif est de faire du Grand Orient une obédience loyaliste, qui pratique la charité et regroupe des croyants rendant un culte au Grand Architecte de l'Univers.

Dans un premier temps, il obtient la réouverture de nombreuses loges fermées après le coup d'Etat. Il conclut, le 10 juillet, l'achat de l'Hôtel Cadet pour loger l'obédience et, dans ce but, constitue une société civile car le Grand Orient n'a pas d'existence légale. Il procède à un premier toilettage de la constitution mais, comme il se heurte à la mauvaise volonté du sénat maçonnique, il va faire procéder à sa révision complète au cours d'un Convent qu'il réunit en 1854. La définition de la maçonnerie est débarrassée de toute connotation républicaine et devient : « *L'Ordre des francs-maçons a pour objet la bienfaisance, l'étude la morale universelle et la pratique de toutes les vertus. Il a pour base : l'existence de Dieu, l'immortalité de l'âme et l'amour de l'humanité. Il est composé d'hommes libres qui, soumis aux lois, se réunissent en société régie par des statuts généraux et particuliers* ». Sa devise est prudemment reléguée, et sous conditions, à l'article III qui précise : « La maçonnerie conserve toujours son ancienne devise : Liberté, Egalité, Fraternité ; mais elle rappelle à ses adeptes que, travaillant dans le domaine des idées, un de leurs premiers devoirs, comme maçons et comme citoyens, est de respecter et d'observer les lois des pays qu'ils habitent ».

Murat, élu Grand Maître pour 7 ans, s'attribue pratiquement tous les pouvoirs. Il est entouré de dignitaires qu'il nomme pour le temps qu'il juge convenable : les deux Grands Maîtres Adjoints, les trois Grands Dignitaires, les sept Grands Officiers d'Honneurs. En revanche, le Conseil du Grand Maître se compose de 21 membres élus par le Convent pour trois ans et renouvelable chaque année par tiers. Tout candidat doit obtenir préalablement le consentement du Grand Maître, et il ne dispose d'aucun pouvoir.

Il se tient désormais un Convent annuel le lundi de Pentecôte avec la participation des maçons membres de l'exécutif et d'un délégué par atelier. Les diverses chambres disparaissent. Privée de permanence et d'initiative, l'assemblée ne peut qu'émettre des vœux et adopter des mesures fiscales mais, pour la première fois, les loges de province participent directement à la vie de l'obédience. Les ateliers doivent verser de lourdes charges, ce qui provoque la mort des petites loges à recrutement populaire. Murat impose aux divers convents des règles de fonctionnement insupportables. Il crée en 1856, pour « professer le dogme », un institut dogmatisé composé de maçons de hauts grades qu'il désigne.

Le Grand Orient, en 1857, touche le fond, d'où de graves difficultés financières. Le nombre des ateliers passe de 323 en 1855 à 244. Seuls quelques ateliers bonapartistes sont enviés pour l'éclat de leurs cérémonies. Ils n'attirent pas les élites du régime, car la maçonnerie reste mal considérée. Aussi le premier souffle de libéralisation provoque la chute de Murat.

Celui-ci vote au Sénat un amendement en faveur du maintien de la souveraineté temporelle du Saint-Siège, ce qui provoque un tollé dans les milieux maçonniques et fait surgir la candidature rivale du prince Jérôme, également

cousin de l'empereur mais « bonapartiste de gauche ». Les promoteurs de cette candidature sont suspendus. Le Convent de 1861 doit élire le nouveau Grand Maître. Les délégués reprennent d'emblée le droit usurpé par le Conseil de vérification des pouvoirs. Vexé, Murat reporte les séances au vendredi mais les bureaux décident de se réunir et de procéder à l'élection du prince Jérôme. Les sergents de ville appelés par Rexès, le factotum du Grand Maître n'osent intervenir.

Le lendemain, Murat revient sur sa décision de prorogation et les délégués, légalement, élisent le prince Jérôme. Murat réagit brutalement en faisant intervenir les autorités. Le préfet de police fait savoir, par affiche, qu'il est interdit aux maçons de se réunir avant le mois d'octobre. La validité de vote n'est pas reconnue. Comprenant qu'il ne sera jamais réélu, Murat confie les pleins pouvoirs à une commission de Grands Conservateurs, choisis parmi ses proches, et le 30 octobre, quand ses fonctions prennent fin, il fait savoir qu'il ne se représentera pas. Son successeur, le maréchal Magnan, est nommé par l'Empereur. A.C.

MURRAY John

1732 – 25 février 1809.



4e comte de Dunmore était un pair anglais qui fut gouverneur colonial de New York (1770-1771) et de Virginie (1771-1776). Il était le fils de William Murray (3e comte de Dunmore).

John Murray est né en 1732 en Écosse et succéda à son père à la tête du comté de Dunmore en 1756. Il fut membre de la Chambre des Lords de 1761 à 1774, puis de 1776 à 1790. En 1770, il fut nommé gouverneur de la Province de New York, mais peu après son arrivée Norborne Berkeley, gouverneur de Virginie, décéda et il fut désigné pour le remplacer à compter du 25 septembre 1771.

Sous sa direction, une série de campagnes furent menées contre le indiens Shawnees dans la vallée de l'Ohio qui sont connues sous le nom de Guerre de Lord Dunmore. En 1769, il prononça la dissolution de la Chambre des Bourgeois de Virginie qui protestait contre les Townshend Acts.

Suite au discours en faveur de la guerre prononcé le 23 mars 1775 par Patrick Henry, il jugea prudent de faire retirer le 20 avril 1775 les réserves de poudres des magasins de Williamsburg. La découverte par les colons de cette initiative suscita une vive tension qui se régla finalement le 4 mai suite à un payement de 330 livres par un riche planteur loyaliste pour prix de la poudre. Après la défaite anglaise lors de la bataille de Great Bridge le 9 décembre 1775 sa position en Virginie devint intenable, ce qui le conduisit à faire retraite vers New York au début de l'année 1776. Après guerre, il fut de 1787 à 1796 gouverneur des Bahamas.

Héritage
- Comté de Dunmore (Virginie)
- Dunmore Street à Norfolk (Virginie)
- Palais du Gouverneur de Williamsburg

NAPOLEON Jérome Bonaparte Trieste 9 septembre 1822 - Rome 17 mars 1891.



Napoléon Joseph Charles Paul Bonaparte dit **Napoléo, le prince Jérome, Plon-Plon,** comte de Montfort, prince français, comte de Meudon et comte de Moncalieri, cousin de l'empereur Napoléon III, est une personnalité politique et militaire du Second Empire. Prince, Général de division, Ministre de l'Algérie et des Colonies (1858-1859).
Franc-Maçon de la Loge "*Les Amis de la Patrie*", Paris. S'oppose au Prince Murat, pour la Grande Maîtrise du GODF en 1861. Finalement Napoléon III impose le Maréchal Magnan.

Il était connu comme « le prince Napoléon » et était familièrement appelé « Plon-Plon ». Parfois désigné sous le nom de Napoléon V, il ne fut, en réalité, jamais pleinement reconnu comme le chef de la maison Impériale. Après 1879, les bonapartistes lui préfèrent son fils aîné, le prince Victor, ou, dans une moindre mesure, son fils cadet, le prince Louis Napoléon (1864-1932), colonel dans la garde impériale russe.

Biographie

Fils cadet de Jérôme Bonaparte (le prince Jérôme), ancien roi de Westphalie, et de Catherine de Wurtemberg, le prince Napoléon naît en exil à Trieste. Il est le frère de la princesse Mathilde. À la mort de sa mère en 1835, il est accueilli par sa tante Hortense à Arenenberg, où il se lie d'amitié avec son cousin Louis-Napoléon. Il suit, de 1837 à 1840, des études militaires à Ludwigsburg et devient officier dans le régiment des Gardes du roi de Wurtemberg. En juillet 1842, il voyage en compagnie d'Alexandre Dumas à Livourne et dans l'archipel toscan, où les deux hommes visitent l'île de Montecristo, que Dumas mettra au cœur de son célèbre roman4. En 1847, le prince Napoléon se rend à Londres pour y retrouver son cousin qui vient de s'évader de la forteresse de Ham. À l'insu de Louis-Napoléon, il a une liaison avec la célèbre tragédienne Rachel, dont son cousin est également l'amant.

Sous la Seconde République

En 1848, il est élu représentant de la Corse à l'Assemblée constituante, dont il est le plus jeune membre (il a 26 ans) et où il siège à l'extrême-gauche. Réélu député de la Sarthe lors des élections législatives de mai 1849, il reste fidèle au parti de la Montagne, ce qui lui vaut le surnom de « prince de la Montagne ». Il s'oppose ainsi à son cousin, qui a été élu président de la République avec le soutien du parti de l'Ordre et qui se débarrasse momentanément de lui en l'envoyant comme ministre plénipotentiaire à Madrid. Après le coup d'État du 2 décembre 1851, il intervient auprès de son cousin pour atténuer la répression contre les républicains.

Sous le Second Empire

Prince français, Altesse Impériale et sénateur en 1852, général de division5 en 1853, président de l'exposition universelle de 1855, puis ministre de l'Algérie et des Colonies de 1858 à 1859, Napoléon Jérôme est un personnage important de la famille impériale pendant le Second Empire. Il incarne en effet l'aile gauche - anticléricale et démocrate - du mouvement bonapartiste face à une aile droite conservatrice et autoritaire dirigée par Eugène Rouher, son rival. Mais cette tendance, représentée par le « groupe du Palais-Royal » - où l'on trouvait les journalistes Émile de Girardin et Adolphe Guéroult, ainsi que le saint-simonien François Barthélemy Arlès-Dufour - ne concerne qu'une minorité du parti bonapartiste. Jusqu'au 16 mars 1856, jour de la naissance du prince impérial Eugène, Plon-plon pouvait espérer succéder à Napoléon III, mais ce dernier ne faisait pas confiance aux capacités politiques de son cousin. Il lui confie cependant plusieurs missions diplomatiques. Pendant la guerre de Crimée, il commande avec bravoure une division lors de la bataille de l'Alma mais, en raison de désaccords avec le général Canrobert, il décide de rentrer en France avant la fin du conflit, ce qui vaut à Plon-plon le perfide surnom de « Craint-plomb ». En 1859, son mariage avec la fille du roi de Piémont-Sardaigne s'inscrit dans la stratégie tracée par Napoléon III et Cavour lors de l'entrevue de Plombières (*voir l'article Politique italienne de Napoléon III*). Favorable depuis toujours à la cause de l'unité italienne, il commande un corps de douze mille hommes en Toscane durant la seconde guerre d'indépendance italienne. Plon-plon tombe en disgrâce en 1865 après avoir prononcé, lors de l'inauguration d'un monument à Ajaccio, le 15 mai, un discours favorable à un empire libéral. Il se retire alors dans sa propriété de Prangins, au bord du lac Léman. Ayant la jouissance du Palais-Royal et du domaine de Meudon, alloués à son père par Napoléon III, il se fait également construire un hôtel particulier de style néo-pompéien sur l'avenue Montaigne.

Après la chute de l'Empire

Après le désastre de la guerre franco-allemande, la chute de l'Empire et la proclamation de la République, le prince Napoléon ne quitte pas l'arène politique : il est élu conseiller général de la Corse en 1871 et à nouveau député de la Corse en 1876. Mais après la mort de Napoléon III, il se querelle avec sa veuve et, surtout, avec Eugène Rouher, chef des bonapartistes conservateurs, contre lequel il se présente aux élections de 1876. La mort inattendue du prince impérial, fils de Napoléon III, en Afrique du Sud en 1879, fait de lui en principe le chef de la Maison Napoléon, mais les bonapartistes se rallient majoritairement à son fils aîné Victor (1862-1926), désigné comme son successeur par le prince impérial. Le père, appelé Napoléon V par ses partisans, et le fils s'opposent alors durement l'un à l'autre.

Le manifeste et l'exil

Le 16 janvier 1883, il est arrêté pour avoir fait placarder dans Paris un manifeste bonapartiste. Très vite libéré, il est banni de France en 1886 par la loi d'exil frappant tous les membres des familles ayant régné sur la France. Retiré à Prangins, il y

reçoit en 1888 Georges Boulanger, qui cherche à obtenir le soutien des Bonapartistes. Il meurt en 1891 lors d'un séjour à Rome. Wikipédia

NATHAN Ernesto

Londres 5 octobre 1848 – Rome 9 avril 1921.



Né d'une mère italienne et d'un père allemand, Ernesto Nathan est le cinquième de douze enfants. Da famille juive et de formation culturelle anglo-saxone, mais lié aux milieux de la démocratie mazzinienne et garibaldienne, il est l'un des représentants les plus importants de la gauche démocratique italienne.

A partir des années 1880, il entre dans l'arène politique, mûrissant, avec quelques uns des personnages les plus actifs de la vie publique, le projet d'un regroupement de toutes les forces de la gauche laïque et démocratique qui espèrent pouvoir s'opposer victorieusement à la majorité conservatrice, aux notabilités dominantes dans la vie politique locale et nationale. Ce projet a de lointaines racines dans le monde démocratique italien post-unitaire d'origine garibaldienne, mais n'a jamais obtenu de résultats durables. Il reprend corps en 1890 dans le Pacte de Rome issu du congrès radical mis en œuvre par Cavalotti avec la collaboration d'Ettore Ferrari et d'Ernesto Nathan qui continu de poursuivre ce dessein.

Il le réalisera, avec de grandes difficultés, entre 1907 et 1913, lorsqu'il devient maire de Rome, à la tête d'une Alliance constituée par un « Bloc » laïque démocratique qui comprenait des libéraux, des démocrates constitutionnels, des républicains, des radicaux et des socialistes. En 1888, Nathan obtient la citoyenneté italienne. L'année suivante il est élu au conseil municipal de Rome et devint conseiller provincial à Pesaro, la ville d'origine de sa mère. Il tente par trois fois d'entrer au Parlement, en 1890, en 1892 et en 1895. Homme de l'opposition appuyé par les radicaux et par les républicains, il ne réussit pas à vaincre l'hostilité du gouvernement.

En 1895, il mène toute sa campagne électorale sur une dure opposition à Crispi, fondée sur la question morale. Dans son essai ***Le Devoir présent***, imprimé en mars 1895, puis réimprimé vu le succès obtenu, Nathan accuse les politiciens, les administrateurs publics et les magistrats d'avoir le sens du devoir, après avoir constaté que beaucoup d'entre eux avaient « *la convictions que les actions déshonorantes dans la vie privée sont tolérées dans la vie publique* » et que les « *principes d'intégrité sur lesquels se fonde la saine morale privée ont été en partie abrogés pour laisser la place à la commode doctrine de Loyola selon laquelle la fin justifie les moyens* ». Cette grave accusation est d'autant plus dure que Crispi, alors président du Conseil l'avait assuré d'une neutralité bienveillante quant à sa candidature, pourvu qu'il ne parle pas de la question morale.

En 1896, il est élu Grand Maître du Grand Orient d'Italie, après avoir obligé Adriano Lemmi, trop impliqué dans la ligne politique de Crispi, à démissionner.

Initié en maçonnerie depuis le 24 juin 1887, pendant 25 ans, il devient la référence sure pour les maçons italiens. Au cours des années où il était Grand Maître, il consacra beaucoup d'énergie pour à faire connaître l'institution à ceux qui n'en faisaient pas partie. Les portes du palais Giustiniani sont ouvertes à tous et il donne des conférences publiques pour divulguer les principes maçonniques, convaincu que l'institution ne peut que tirer avantage de leur vulgarisation. La maçonnerie est pour lui une association patriotique et éducative qui a pour devoir de « réveiller dans les âmes assoupies » l'aspiration au rachat moral, « d'imprégner les consciences, avec le sentiment du devoir civil, de l'amour fraternel et de la défense fraternelle contre l'injustice ; de planter profondément les racines de l'idéal qui, en alliant la foi et la science, soulève l'être vers le haut ».

Ses contemporains ont jugés Nathan comme le meilleur Grand Maître du Grand Orient d'Italie et le véritable guide de l'Institution, même lorsqu'il laisse sa charge, en 1904, à Ettore Ferrari. C'est un « guide et un grand général admiré, suivi, obéit et craint. Convaincu, inébranlablement convaincu, de la beauté et de la bonté des principes maçonniques comme moyen de conduire les hommes sur la voie du perfectionnement moral et civil ». Mais surtout, semble-t-il, Nathan a été celui qui a le mieux réussi à réunir l'esprit socio-politique de la maçonnerie italienne et l'esprit initiatique qui lui est propre. Sa véritable force a été sa nature spirituelle maçonnique qu'il a alliée avec les grands principes de la pensée de Mazzini, éducateur de peuples, apôtre de la justice et de la vérité.

Selon Nathan, ce qui rend la maçonnerie différente de toute autre association, c'est l'aspiration à la paix universelle, à l'accord entre les peuples « *qui se dessine dans l'horizon lointain comme la victoire suprême du droit sur la force* ». Le lien de fraternité maçonnique, selon lui, se présente comme « *le germe des Etats Unis d'Europe rêvés* », comme un lien entre tous les peuples du monde. Nathan considéra comme un devoir maçonnique de combattre la réaction et, en parallèle, une autre plaie qui pervertissait la vie publique et la vie privée : la corruption. L'éducation du cœur et de l'esprit devait amener « *à l'exercice de la vertu comme devoir civil* » et « *un enseignement laïque fondé sur l'éducation morale* ». L'éducation, la formation des jeunes, a toujours été au centre des pensées de Nathan, convaincu de la nécessité d'élaborer une morale civile pour former l'homme et, donc, le travailleur.

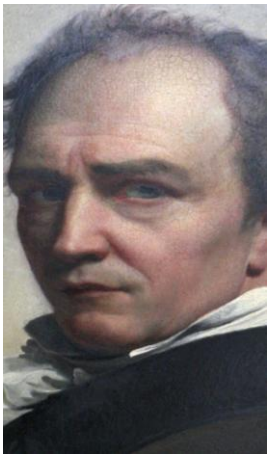
Fondateur et âme de l'association « **Dante Alighieri** », destinée à défendre la langue et la culture italiennes à l'étranger, il n'hésite pas à se mobiliser en faveur de l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de la France pour réunit Trente et Trieste à l'Italie, et pour contribuer à la victoire de la démocratie sur l'impérialisme allemand. Estimé et connu en Angleterre, on ne

peut exclure qu'il ait eu un rôle également dans la rédaction du Pacte de Londres. Toujours cohérent avec ses principes, il partit, lorsque la guerre éclata, comme volontaire pour le front en tant qu'officier sanitaire, bien qu'il eut dépassé les soixante-dix ans.
Au lendemain de Caporetto, en automne 1917, il accepte de reprendre sa charge de Grand Maître, après que le candidat alors choisi eut été assassiné par un fou. Il est vieux et malade, mais cela ne l'empêche pas d'engager toute la maçonnerie italienne dans une œuvre d'aide et de propagande en faveur des soldats au front, à un moment où le défaitisme semblait avoir le dessus.

Il meurt à Rome en 1921. Son héritage le plus durable est lié à la réaffirmation de l'éthique dans toutes les activités de l'homme : politiques, professionnelles, civiles et éducatives et au respect de toutes les croyances. Laïque et anticlérical, mais religieux, on retrouve souvent dans ses discours le sens de la valeur civique de respecter les différentes confessions religieuses et l'importance de la valeur éthique d'un enseignement religieux qui unifie toute la jeunesse dans la paternité commune de Dieu. A.-M.I.

NAVEZ François-Joseph

Charleroi 1787 - Bruxelles 1869.



Peintre belge néoclassique. Élève à Bruxelles du peintre Pierre-Joseph Célestin François, puis à Paris, de 1813 à 1816, de Jacques-Louis David, il passe ensuite quatre années en Italie entre 1817 et 1821. Avec ses camarades Victor Schnetz et Léopold Robert, il invente la scène de genre à l'italienne. Il excelle dans l'art du portrait, où il acquiert sa renommée. Il peint aussi de nombreuses scènes mythologiques et historiques. Il fonde en 1810, avec d'autres peintres classiques de renom comme Antoine Brice, Antoine Cardon ou Charles Verhulst, une Société des Amateurs d'Arts.
Il adhère à la franc-maçonnerie à laquelle il fut initié en 1834.
Directeur de l'Académie royale des beaux-arts de Bruxelles de 1835 à 1862, il forme de nombreux artistes, dont l'orientaliste Jean-François Portaels (son gendre) ainsi qu'Alfred Stevens. Il est membre fondateur de la Commission royale des Monuments créée en 1835. Une rue porte son nom à Schaerbeek et à Charleroi.
Parmi ses élèves, on mentionne les noms de Alfred Cluysenaar, Fanny Corr et d'Auguste Danse.

NELSON Horatio Comte de Bronte

Burnham Thorpe 29 septembre 1758 –
au large du cap de Trafalgar 21 octobre 1805.



Vainqueur à Trafalgar où il est tué
Il s'est illustré pendant les guerres de la Révolution française et napoléoniennes notamment à la bataille de Trafalgar, où il remporte une victoire décisive pour la Grande-Bretagne, qui inaugure la suprématie de la Royal Navy, mais y perd la vie. Il est couramment appelé l'**amiral Nelson** par les Français et **Lord Nelson** par les Anglo-Saxons.
Franc-Maçon de la loge "*Union Lodge York 331*".

Nelson saura utiliser un large éventail de tactiques, sans rester prisonnier de schémas traditionnels au contraire de nombre de ses collègues, ce qui lui vaut une réputation d'officier insubordonné. Son coup d'œil et sa faculté d'adaptation lui permettent d'agir très rapidement, prenant souvent de vitesse ses adversaires. Il a le don d'inciter ses hommes à donner le meilleur d'eux-mêmes. Il attire le dévouement et la loyauté de ses subordonnés et en retour leur laisse une grande liberté d'action.

Son courage physique dans les combats et l'image d'héroïsme que lui valent ses nombreuses blessures en font de son vivant même une figure vénérée par la population britannique. En 1798, alors qu'il est marié depuis 1787, Nelson a une liaison passionnée avec Emma Hamilton, l'épouse de l'ambassadeur britannique à Naples William Hamilton. Emma devient sa maîtresse, vit ouvertement avec lui à son retour en Angleterre et lui donne une fille, Horatia.

Horatio Nelson est né à Burnham Thorpe dans le comté de Norfolk en Angleterre. Fils de bonne famille, il est le sixième des onze enfants du révérend Edmund Nelson et de Catherine Suckling, dont certains sont morts en bas âge. Sa mère, qu'il perd à l'âge de neuf ans, était la petite-nièce de Lord Robert Walpole, comte d'Orford, considéré *de facto* comme le premier Premier ministre du parlement du Royaume-Uni. Catherine vivait dans le village de Barsham dans le comté du Suffolk et se maria avec Edmund le 11 mai 1749. Le nom de Horatio provient de son parrain, Horace Walpole. Nelson étudie brièvement à la Paston Grammar School de North Walsham, où il se lie d'amitié avec plusieurs condisciples, comme Levett Hanson, correspondant de Nelson jusqu'à sa mort. Nelson étudie également à la Norwich School et il apprend la navigation à Barton Broad avant de s'engager dans la Royal Navy. En effet, son oncle maternel, l'officier de marine Maurice Suckling avait décidé de s'occuper de l'avenir de Horatio pour aider Edmund à la mort de Catherine.

Débuts de sa carrière navale
Pour un article plus général, voir : Guerre d'indépendance des États-Unis.
Sa carrière débute le 1er janvier 1771, quand il devient matelot et patron de canot sur le vaisseau de guerre de 3e rang HMS *Raisonnable*, commandé par Maurice Suckling, mais le départ est reculé de trois mois durant lesquels le *Raisonnable* entre à l'arsenal pour réparations et Horatio est renvoyé à l'école. À la mi-mars, après son arrivée à bord, Nelson est nommé

aspirant et commence une formation d'officier. Nelson découvre qu'il souffre du mal de mer, un problème chronique qui le poursuivra le reste de sa vie.

Le HMS *Raisonnable* est armé durant une période de tension avec l'Espagne, mais quand le calme revient, Suckling passe sur le HMS *Triumph*, un navire de garde-côtes basé près du Nore. Il inscrit Horatio comme aspirant sur le *Triumph* mais préfère le faire embarquer à bord d'un navire marchand où sa formation devrait être plus fructueuse, Nelson est envoyé pour servir à bord d'un *Indiaman* de l'entreprise de *Hibbert, Purrier and Horton* afin de s'aguerrir. À ce titre, il traverse deux fois l'océan Atlantique avant de retourner servir comme patron de canot pour Suckling, assurant les transports des hommes et des vivres avec la terre. Nelson apprend ensuite l'existence d'un projet d'expédition sous le commandement de Constantine John Phipps, destiné à enquêter sur un passage vers l'Inde par l'Arctique, le légendaire passage du Nord-Ouest. À sa demande, Suckling prend des dispositions pour que Nelson se joigne à l'expédition, comme aspirant à bord de la bombarde HMS *Carcass*. L'expédition n'est pas en mesure de trouver un chemin à travers le pack et est contraint de rebrousser chemin. Sur le voyage du retour de l'expédition vers la Grande-Bretagne en septembre 1773, Nelson retourne brièvement sur le *Triumph*, mais est, suite à un arrangement de Suckling, transféré sur le HMS *Seahorse*, l'un des deux navires qui se préparaient à appareiller pour les Indes.

Nelson s'embarque pour les Indes, le 19 novembre 1773, arrivant à Madras le 25 mai 1774. Nelson et l'HMS *Seahorse* passe le reste de l'année croisant au large de la côte et escortant des navires marchands. Avec le déclenchement de la première guerre anglo-marathe, la flotte britannique appuie la Compagnie anglaise des Indes orientales et au début de 1775 l'HMS *Seahorse* est envoyé escorter un navire de transport à Bombay, chargé de l'argent de la société. Le 19 février, l'HMS *Seahorse* est attaqué par deux ketchs ennemi, mais les repousse après un bref échange de tir.

C'est la première participation à un combat de Nelson. Le reste de l'année est consacrée à l'escorte des convois, Nelson continuant à apprendre la navigation. Le capitaine Suckling devient contrôleur de la Marine en 1775 et se sert de sa position pour favoriser la carrière de Nelson. Au début de 1776, Nelson contracte le paludisme. Gravement malade, il est libéré de son poste le 14 mars et retourne en Angleterre à bord du HMS *Dolphin*, passant les six mois du voyage retour jusqu'à son arrivée en septembre 1776 à récupérer. Son mentor, Suckling, a maintenant atteint le poste de Third Sea Lord (« Troisième Lord de la Mer ») et, par son influence, Nelson, encore aspirant, est désigné pour faire fonction de lieutenant à bord du HMS *Worcester*, puis se prépare à appareiller pour Gibraltara

Le HMS *Worcester*, sous le commandement du capitaine Mark Robinson, escorte un convoi le 3 décembre et est de retour en Grande-Bretagne avec un autre convoi en avril 1777. À son retour, Nelson se rend à Londres pour passer son examen de lieutenant, ce qu'il fait le 9 avril, devant les capitaines John Campbell, Abraham Nord et son oncle Maurice Suckling. Nelson reçoit dès le lendemain son affectation comme lieutenant en second sur le HMS *Lowestoffe* qui se préparait à appareiller vers la Jamaïque sous les ordres du capitaine William Locker.

Le navire navigue du 16 mai au 19 juillet et après s'être réapprovisionné, a effectué plusieurs voyages dans la mer des Caraïbes. Le déclenchement de la guerre d'indépendance des États-Unis est l'occasion pour Nelson de se distinguer. Le HMS *Worcester* capture plusieurs prises, dont l'une a été utilisée comme annexe et renommée *Little Lucy*. Nelson demande et reçoit son commandement et le dirige durant deux voyages. Locker, impressionné par les capacités de Nelson, le recommande au nouveau commandant en chef à la Jamaïque, Sir Peter Parker, lequel prend Nelson sur son navire amiral, le HMS *Bristol*. L'entrée des Français dans la guerre, appuyant les Américains, apporte d'autres objectifs pour la flotte de Parker et un grand nombre de prises sont faites fin 1778, ce qui permet à Nelson d'obtenir des parts de prise pour un montant d'environ 400 £, soit une prime correspondant à plus de 2 ans 1/2 de solde.

Parker le nomme comme « Master and Commander » du brick HMS *Badger* le 8 décembre. Nelson et le HMS *Badger* passent la majeure partie de 1779 au large de la côte d'Amérique centrale, allant dans les colonies britanniques du Honduras et du Nicaragua, mais sans beaucoup d'interception de navires ennemis. À son retour à Port Royal, il apprend que Parker l'a promu capitaine le 11 juin et lui donne une autre affectation. Nelson, qui n'a à l'époque que vingt ans, remet le HMS *Badger* à Cuthbert Collingwood en attente de l'arrivée de son nouveau navire, une frégate capturée à la France de 28 canons et intégrée à la Royal Navy sous le nom de HMS *Hinchinbroke*6. Alors que Nelson patiente, des informations sur une flotte française commandée par Charles Henri d'Estaing approchant de la Jamaïque lui sont connues. Parker se hâte d'organiser sa défense, mettant Nelson au commandement du Fort Charles qui protégeait l'approche de Kingston. Mais Charles Henri d'Estaing fait route au nord, ne concrétisant jamais l'invasion supposée. Après cette alerte, Nelson prend le commandement du HMS *Hinchinbroke* le 1er septembre.

Le HMS *Hinchinbroke* appareille de Port Royal le 5 octobre 1779 et après s'être joint à plusieurs autres navires britanniques, capture un certain nombre de navires américains. À son retour en Jamaïque, en décembre, Nelson commence à être atteint de crises répétées de paludisme, mais il reste dans les Antilles afin d'être en mesure de prendre part à la tentative de capture des colonies espagnoles en Amérique centrale de John Dalling, avec notamment l'assaut sur la forteresse de San Juan au Nicaragua. Le HMS *Hinchinbroke* navigue dans les eaux de la Jamaïque en février 1780 comme escorte des forces d'invasion de Dalling et après avoir atteint l'embouchure du Colorado, il réussit un assaut sur le fort espagnol.

Nelson reçoit des félicitations pour ce succès rapide puis est rappelé par Parker, et affecté au commandement de la frégate de 44 canons HMS *Janus*. Nelson est toutefois tombé gravement malade dans la jungle du Costa Rica, probablement atteint par une nouvelle crise de paludisme et n'est pas en mesure de prendre le commandement du navire. Il est déchargé de son

commandement en août et renvoyé en Grande-Bretagne à bord du HMS *Lion*. Il arrive à la fin novembre et passe les mois suivants à récupérer8. Retrouvant peu à peu la santé, il réclame une affectation. Le 15 août 1781, Nelson reçoit le commandement de la frégate HMS *Albemarle*.

Au commandement d'un navire

Capitaine de l'*Albemarle*

Le 23 octobre, Nelson reçoit l'ordre d'emmener l'*Albermarle* en mer afin d'encadrer un convoi de la Compagnie de Moscovie d'Elseneur jusqu'en Grande-Bretagne. Pour ce faire, les frégates HMS *Argo* et HMS *Enterprize* sont également placées sous son commandement. Le convoi est escorté en Grande-Bretagne avec succès, malgré d'importantes tempêtes. Mal conçue, l'*Albermarle* subit des dégâts considérables lors des coups de vent qu'elle doit affronter, et a presque été détruite après une collision avec un navire du convoi. Nelson ramène finalement l'*Albermarle* à Portsmouth en février 1782. Là, le navire est réparé et Nelson reçoit l'ordre d'escorter un autre convoi partant de Cork pour le Québec. Nelson arrive au large de Terre-Neuve à la fin du mois de mai, avant de repartir chasser des corsaires américains. Nelson échoue dans sa quête, reprenant malgré tout plusieurs marchands britanniques capturés, et capturant un certain nombre de petits bateaux. En août, il échappe après une longue poursuite à une flotte menée par Louis-Philippe de Vaudreuil. Il retourne à Québec le 18 septembre, puis navigue de nouveau comme escorteur jusqu'à New York, arrivant à la mi-novembre et rencontrant l'amiral Samuel Hood, commandant de la flotte britannique basée là-bas.

À la demande de Nelson, Hood le transfère avec son navire à sa flotte et il navigue avec lui jusqu'à son départ à destination des Antilles en novembre. À leur arrivée, la flotte prend position au large de la Jamaïque, en attendant l'arrivée de la flotte française de Vaudreuil. Nelson et l'*Albermarle* sont envoyés pour trouver des traces de l'ennemi, mais au début de 1783, il est devenu clair que les Français ont échappé à Hood. Pendant ce temps, Nelson avait concocté un plan pour mener l'assaut de la garnison française des îles Turques-et-Caïques. Prenant le commandement d'une petite flottille de frégates et de navires de taille modeste, il débarque, le 8 mars, 167 hommes et soutient leur avancée grâce à des bombardements. Les Français tiennent tête et Nelson est forcé de battre en retraite après plusieurs heures. Nelson est critiqué par plusieurs des officiers impliqués, mais Hood ne semble pas l'avoir réprimandé. Nelson passe le reste de la guerre à croiser dans les Antilles, capturant un certain nombre de navires français et espagnol. Après l'annonce de la paix, Nelson est renvoyé chez lui, arrivant en Grande-Bretagne à la fin du mois de juin 1783.

Niévès et mariage

Nelson se rend à Saint-Omer en France à la fin de l'année 1783 avec des amis, et tente brièvement d'apprendre le français. Il retourne en Angleterre en janvier 1784. Attiré par la politique, il envisage de se présenter au Parlement lors des élections en tant que partisan de William Pitt le Jeune mais n'est pas en mesure d'obtenir un siège. Il reçoit à la place le commandement de la frégate HMS *Boreas* et est affecté à l'application des Actes de Navigation dans les environs d'Antigua. Désormais considérés comme étrangers, les navires américains ne sont plus autorisés à commercer avec les colonies britanniques en mer des Caraïbes, une règle impopulaire à la fois dans les colonies et pour les Américains. Il sert sous l'amiral Richard Hughes mais entre souvent en conflit avec lui au sujet de l'interprétation des Actes de Navigation. Après avoir saisi quatre navires américains au large de Niévès, Nelson est poursuivi par les capitaines des navires pour « saisie illégale ». Comme les marchands de Niévès les soutenaient, Nelson risque l'emprisonnement et doit rester séquestré sur le *Boreas* pendant huit mois. Il faut du temps pour que les tribunaux déboutent les capitaines de leurs prétentions, mais dans l'intervalle, Nelson rencontre Frances Nisbet, plus connue sous le surnom de « Fanny », une veuve originaire de Niévès qui a déjà un fils de cinq ans prénommé Josiah. Nelson et Fanny se marient le 11 mars 1787 vers la fin de son service dans les Caraïbes. Nelson retourne en Angleterre, arrivant en juillet, et Fanny le rejoint plus tard. Fanny se révéla être une amie fidèle du père de Horatio.

Période de paix

Nelson demeure avec le *Boreas* jusqu'à ce que celui-ci soit payé en novembre 1787. Avec Fanny, il partage ensuite son temps entre Londres et Bath, visitant occasionnellement ses amis dans le Norfolk. Ils s'installent finalement en 1788 dans la maison d'enfance de Nelson à Burnham Thorpe. Désormais en demi-solde, il tente de persuader l'Amirauté et d'autres personnes haut placées, comme Hood, de lui fournir un commandement. Il échoue dans sa requête car trop peu de navires sont disponibles dans la marine en temps de paix et Hood refuse de l'aider. En 1792, le gouvernement révolutionnaire français annexe les Pays-Bas autrichiens – l'actuelle Belgique – qui est traditionnellement considéré comme un État « tampon ». Nelson est rappelé et reçoit le commandement du vaisseau de 64 canons HMS *Agamemnon* en janvier 1793. Le 1er février, la France déclare la guerre.

Service dans la mer Méditerranée

Nelson navigue en mai sous le commandement du vice-amiral William Hotham, dont la flotte est rejointe plus tard dans le mois par le reste de la flotte de Samuel Hood. Ils naviguent tous ensemble vers Gibraltar avec l'intention d'établir la supériorité navale britannique dans la mer Méditerranée, et s'arrêtent à Toulon, s'ancrant au large du port en juillet. La ville est en grande partie sous le contrôle des Républicains modérés et des royalistes, mais est menacée par les forces de la Convention nationale qui marchent sur la ville. À court de vivres et doutant de leur capacité à se défendre par eux-mêmes, les autorités de la ville demandent à Hood qu'il prenne la ville sous sa protection. Hood accepte et envoie Nelson vers les Royaumes de Sardaigne et de Naples pour demander des renforts. Après le débarquement de détachements de Sardaigne, Nelson arrive à Naples au début du mois de septembre. Il y rencontre Ferdinand Ier des Deux-Siciles accompagnant l'ambassadeur britannique, William Hamilton. Lors des négociations en vue de l'envoi de renforts, Nelson rencontre pour la première fois la nouvelle femme d'Hamilton, Emma Hamilton. Les négociations sont rapides et 2 000 hommes et plusieurs navires sont rassemblés à la mi-septembre. Nelson prend la mer pour poursuivre une frégate française, mais échouant à la rattraper, s'embarque pour Livourne, puis la Corse. Il arrive à Toulon le 5 octobre, où il trouve une situation presque

désespérée. Une grande armée française occupe les collines entourant la ville et la bombarde. Hood espère tout de même que la ville puisse tenir si plus de renforts arrivent et dans le même temps envoie Nelson se joindre à un escadron au large de Cagliari.

La Corse et le siège de Calvi

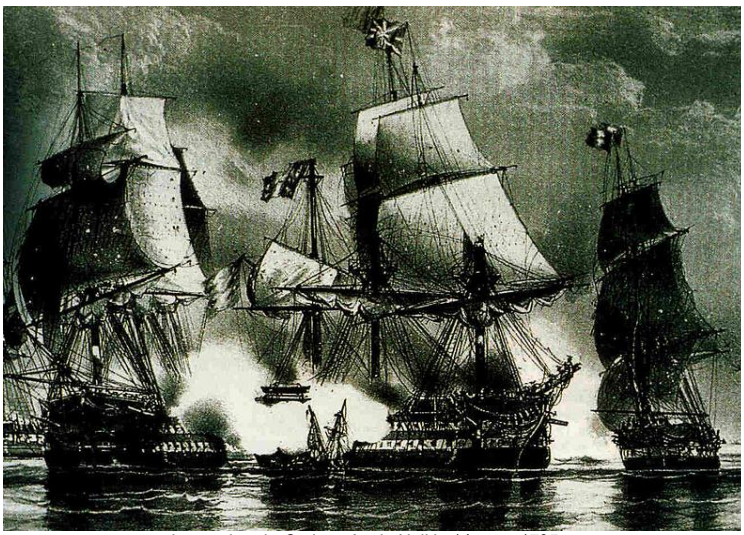
Au début de la matinée du 22 octobre 1793, l'équipage de l'*Agamemnon* détecte cinq navires au loin. Nelson met le cap sur eux et voit finalement une escadre française. Nelson donne rapidement la chasse, tirant sur le 40 canons *Melpomene*. Il inflige des dommages considérables au navire mais les autres embarcations françaises entrent aussi dans la bataille et, se rendant compte qu'il était à court de munitions, Nelson se retire et met le cap vers Cagliari, y arrivant le 24 octobre. Après avoir effectué les réparations, Nelson navigue de nouveau le 26 octobre à destination de Tunis avec un escadron sous les ordres du Commodore Robert Linzee. À l'arrivée, Nelson se voit confier le commandement d'un petit escadron composé de l'*Agamemnon*, trois frégates et un sloop, et a l'ordre d'organiser le blocus de la garnison française en Corse. À la fin du mois de décembre, les succès britanniques dans la mer Méditerranée sont contrariés par la prise de Toulon. Hood a échoué à prendre des dispositions appropriées pour un retrait et dix-huit navires de ligne tombent dans les mains des Républicains. Avec ce contexte, la mission de Nelson en Corse prend une importance accrue, car l'île pourrait fournir une base navale près des côtes françaises et les Britanniques disposaient du soutien de Pascal Paoli. Hood renforce l'escadre de Nelson avec d'autres navires, que Nelson utilise pour améliorer son blocus au cours du mois de janvier 1794.

Des troupes britanniques débarquent sur l'île le 7 février et Nelson intensifie le blocus au large de Bastia. Il passe la fin du mois à effectuer des raids le long de la côte en interceptant des navires ennemis. À la fin du mois de février, la ville de Saint-Florent tombe et les troupes britanniques sous le commandement du lieutenant-général David Dundas arrivent à la périphérie de Bastia. Toutefois, Dundas, évaluant les positions ennemies, se retire, arguant du fait que les Français étaient trop bien en place pour tenter un assaut. Nelson convaincu de l'importance de l'assaut, essaye de plaider pour une attaque auprès de Hood, mais les débats prolongés entre l'armée et les commandants de la marine font que Nelson ne reçoit pas l'autorisation de démarrer l'attaque avant la fin du mois de mars. Nelson commence à mettre à terre une partie de ses canons de ses navires et les place dans les collines entourant la ville. Le 11 avril, l'escadre britannique entre dans le port et ouvre le feu, tandis que Nelson prend le commandement des forces terrestres et ordonne le bombardement. Après quarante-cinq jours de combat, la ville se rend et Nelson commence alors à préparer un assaut sur Calvi en compagnie du lieutenant-général Charles Stuart.

Les deux hommes effectuent un débarquement le 19 juin et commencent immédiatement à placer les canons pour occuper les hauteurs qui entourent la ville. Alors que Nelson dirige un bombardement continu des positions ennemies, Stuart fait avancer ses hommes. Le 12 juillet, Nelson est à l'une des batteries quand un tir ennemi touche l'un des sacs de sable protégeant la position, pulvérisant du sable et des pierres sur Nelson et d'autres soldats. Touché à l'œil, Nelson est forcé de partir de la position. Il est rapidement soigné et retourne au combat. Le 18 juillet, la plupart des positions ennemies sont détruites, et la nuit, Stuart appuyé par Nelson, donne l'assaut de la principale position défensive et la capture. Repositionnant rapidement leurs canons, les Britanniques font subir à Calvi un bombardement constant, et la ville capitule le 10 août. La vision de Nelson est irrémédiablement endommagée et il perd en fin de compte la vue de son œil droit.

Gênes et le combat du *Ça Ira*

Après l'occupation de la Corse, Samuel Hood envoie Nelson à Gênes afin d'entamer des relations avec un allié potentiel important stratégiquement. Hood retourne ensuite en Angleterre, pour être remplacé par l'amiral William Hotham en tant que commandant en chef dans la Méditerranée. Nelson arrive à Livourne et alors que l'*Agamemnon* est en réparation, il a une brève liaison avec une femme, Adelaide Correglia. Hotham arrive avec le reste de la flotte en décembre, et l'*Agamemnon* navigue sur un certain nombre de croisières avec eux à la fin de l'année 1794 et au début de 1795.



Le combat du *Ça Ira* près de Noli le 14 mars 1795.

Le 8 mars, Hotham apprend que la flotte française est en mer et met le cap pour la Corse. Il prend immédiatement la mer pour l'intercepter, avec un Nelson impatient de faire sa première bataille en flotte. Les Français sont réticents à engager le combat, et les deux flottes se suivent jusqu'au 12 mars, date où les Britanniques sont à portée de vue. Mais le lendemain, deux des navires français entrent en collision, en laissant le navire de 84 canons *Ça Ira* endommagé et à la traîne par rapport à la flotte française.

Le capitaine Thomas Fremantle, à bord du HMS *Inconstant* de 36 canons saisit l'occasion et ouvre le feu.

Le *Ça Ira* riposte et son énorme supériorité de feu force Fremantle à s'éloigner. L'*Agamemnon* passe devant bien que le navire de Nelson soit également moins armé et doté de moins d'hommes que le *Ça Ira*. Deux autres navires français, le *Sans-Culotte* et le *Jean Bart* approchent de l'échange de tirs. Nelson continue cependant à se rapprocher de l'*Agamemnon* et des tirs de bordée s'échangent avec le *Ça Ira* pendant deux heures et demie, jusqu'à ce que l'arrivée des deux plus

grands navires français force Nelson à se rabattre.

De lourdes pertes et des dommages considérables sont infligés au *Ça Ira*. Les deux flottes continuent à se suivre, avant de finalement reprendre contact le 14 mars, et la bataille de Gênes débute. Nelson se joint aux autres navires britanniques en attaquant sa proie précédente, le *Ça Ira*, depuis remorqué par le *Censeur*. Fortement endommagés, les navires français sont finalement forcés de se rendre et Nelson prend possession du *Censeur*. La flotte française abandonne son plan d'invasion de la Corse et retourne au port.

Escarmouches et retraite de l'Italie

Nelson et la flotte restent en mer Méditerranée pendant l'été, et le 4 juillet l'*Agamemnon* appareille de Saint-Florent avec une petite force composée de frégates et de sloops, à destination de Gênes. Le 6 juillet, il se heurte à la flotte française et se trouve lui-même poursuivi par plusieurs navires de ligne beaucoup plus grands que lui. Il accélère pour retourner à Saint-Florent, juste avant l'arrivée de la poursuite française, qui rompt le combat et bat en retraite à la suite de l'alerte donné par Nelson aux canons de la flotte britannique dans le port. Hotham commence la poursuite, suivant les Français aux îles d'Hyères. Un certain nombre de petits engagements sans actions décisives sont menés, et à la consternation de Nelson, il y a eu peu d'action.

Nelson est ensuite retourné vers Gênes, interceptant et inspectant des navires de commerces, et attrapant les navires suspects se rendant dans les ports ennemis et neutres. Il établit des plans ambitieux pour faire obstacle à la progression de l'Armée d'Italie, mais qui suscite peu d'intérêt de la part d'Hotham. En novembre, Hotham est remplacé par Hyde Parker, mais la situation en Italie se détériore rapidement, avec les Français faisant des raids autour de Gênes, et un fort sentiment jacobin au sein même de la ville. Finalement, un grand assaut français à la fin du mois de novembre casse les lignes alliées, et, en dépit des tentatives de Nelson pour sauver la situation en couvrant la retraite, il a trop peu de navires et les Britanniques sont forcés de se retirer des ports italiens. Nelson retourne en Corse, le 30 novembre, avec la colère de l'échec britannique, et des doutes sur le futur de sa carrière dans la Royal Navy.

John Jervis et l'évacuation de la Méditerranée

En janvier 1796, le poste de commandant en chef de la flotte en mer Méditerranée est transmis à John Jervis, qui nomme Nelson commodore et lui laisse une certaine liberté sur l'organisation du blocus de la côte française. Il passe la première moitié de l'année à faire obstacle aux opérations françaises et à renforcer les positions anglaises et de ses alliés italiens. Malgré quelques succès en interceptant des petits navires de guerre français, Nelson commence à sentir que la présence britannique sur la péninsule italienne est en passe de devenir inutile.

En juin, l'*Agamemnon* est renvoyé en Grande-Bretagne pour des réparations et Nelson est nommé au commandement du navire de 74 canons HMS *Captain*. C'est également le même mois que les Français ont fondu sur Livourne et sont sur le point de capturer la ville. Nelson se précipite pour superviser l'évacuation des ressortissants britanniques et pour les transporter en Corse, puis Jervis lui ordonne de faire un blocus autour du port capturé par les Français. En juillet, il supervise l'occupation de l'île d'Elbe, mais en septembre, les Génois abandonnent leur neutralité pour se déclarer en faveur de la France. En octobre, l'avance des Français est telle que l'Amirauté conclut que la flotte ne peut plus être approvisionnée et ordonne l'évacuation de la mer Méditerranée. Nelson aide à superviser le retrait de Corse, et en décembre 1796 il est à bord de la frégate HMS *Minerve* récemment capturée pour assurer l'évacuation de la garnison de l'île d'Elbe. Il navigue ensuite vers Gibraltar.

Une frégate espagnole, la *Santa Sabina*, est capturée et le lieutenant Thomas Hardy prend en charge le navire capturé. Le lendemain matin, deux navires de ligne espagnols et une frégate apparaissent. Nelson pense qu'il n'a pas d'autre choix que d'engager le combat. Mais Hardy, afin de sauver son commodore, sacrifie son propre navire en attirant sur lui le feu espagnol, laissant la voie libre à Nelson pour fuir. Le *Santa Sabina* est récupéré par les Espagnols et Hardy est capturé. Le capitaine espagnol qui était à bord du *Minerve* fut ensuite échangé contre Hardy à Gibraltar.

À la tête d'une flotte

Bataille du cap Saint-Vincent

Nelson, désormais commodore, rejoint la flotte de John Jervis au large du cap Saint-Vincent et signale la présence d'une flotte espagnole qui avait appareillé de Carthagène. Jervis souhaite engager le combat et les deux flottes se rencontrent le 14 février. Nelson se trouve à l'arrière de la ligne britannique, et réalise qu'il faudra un long moment avant qu'il puisse entrer en action. Il effectue alors son premier acte de désobéissance aux ordres10. Au lieu de continuer à suivre la ligne, il change de cap, pour engager la bataille avec une division espagnole composée du 112 canons *San Josef*, du 80 canons *San Nicolas* et du 130 canons *Santísima Trinidad*. Il les combat tous les trois, assisté par le HMS *Culloden* venu à l'aide de Nelson. Après un duel d'artillerie d'une heure, le *Captain* et le *Culloden* sont fortement endommagés. Nelson se trouve bord à bord du *San Nicolas* et conduit à l'abordage du navire espagnol une partie de son équipage, criant « À l'abbaye de Westminster ou une victoire glorieuse » le forçant à se rendre. Le *San Josef* tente de venir à l'aide du *San Nicolas* mais a du mal à manœuvrer. Nelson passe ensuite avec sa compagnie d'abordage du pont du *San Nicolas* sur celui du *San Josef* et le capture également10. La nuit tombant, la flotte espagnole bat en retraite vers Cadix. En plus des deux prises de Nelson, deux autres vaisseaux ont été capturés par les Britanniques.

Nelson est victorieux mais a désobéi aux ordres. Étant apprécié de Jervis, l'affaire en reste là. Toutefois, dans son rapport officiel sur la bataille, il n'est pas fait mention de Nelson. Il écrit cependant une lettre privée à George Spencer dans laquelle

il explique que Nelson avait beaucoup contribué à la « chance de la journée ». Nelson écrit aussi plusieurs lettres au sujet de sa victoire, notant que son action avait été portée à connaissance de la flotte.

Le point de vue de Nelson sur le combat a été plus tard contesté par le contre-amiral William Parker présent à bord du HMS *Prince George*. Il a par ailleurs affirmé que Nelson avait été appuyé par plus de navires que ce qu'il avait reconnu, et qu'au moment de mener l'assaut sur le *San Josef*, le navire avait déjà baissé pavillon. Néanmoins, la version de Nelson fait référence. Elle est bien accueillie en Grande-Bretagne où Jervis est fait « vicomte de Saint-Vincent » et Nelson, Chevalier de l'Ordre du Bain. Le 20 février, il est promu contre-amiral de l'escadre Bleue. Cette promotion est cependant plutôt liée à son ancienneté qu'à ses actions dans cette bataille.

Manœuvres près de Cadix
Nelson se voit confier le commandement du HMS *Theseus* et le 27 mai 1797, on lui ordonne de croiser au large de Cadix afin de surveiller la flotte espagnole et d'attendre l'arrivée de ses galions arrivant des colonies américaines. Le 3 juillet, il organise ensuite une attaque sur la ville, réalisant un bombardement et un assaut amphibie. Conduisant personnellement la manœuvre, sa barge entre en collision avec celle du commandant espagnol, et une lutte s'ensuit entre les deux équipages. Par deux fois, Nelson manque d'être abattu, à chaque fois il est sauvé par un marin nommé John Sykes qui est blessé en s'interposant. Les Britanniques capturent le bateau espagnol et le remorquent jusqu'au *Theseus*.

Bataille de Santa Cruz de Tenerife
Au cours de la période où il est vers Cadix, il établit un plan pour capturer Santa Cruz de Ténérife dans le but de se saisir la grande quantité d'argent transportée par le navire *Principe de Asturias* qui venait d'y arriver.

Le plan de bataille consiste en une combinaison de bombardements navals et un débarquement amphibie. La première tentative est annulée après que l'effet de surprise a été perdu. Nelson ordonne immédiatement un autre assaut, mais il est repoussé. Il se prépare pour une autre tentative au cours de la nuit. Il veut être à la tête de l'un des bataillons mais l'opération se solde par un échec car les Espagnols étaient mieux préparés que ce qu'il avait prévu. Dans la confusion de l'assaut, plusieurs des bateaux n'atteignent pas la terre au bon endroit alors que ceux qui ont accosté au but sont repoussés par des coups de feu et des tirs de mitraille. Nelson est touché au bras droit par un tir de mousquet, fracturant son humérus en plusieurs endroits. Il est ramené au *Theseus* pour être soigné par un chirurgien. En arrivant sur son navire, il refuse d'être aidé à bord, en déclarant « Laissez-moi tranquille ! J'ai encore mes jambes et un bras ». Une grande partie du bras droit doit être amputée et en moins d'une demi-heure, Nelson est déjà retourné donner des ordres à ses capitaines.

Dans le même temps les forces sous le commandement de Thomas Troubridge sont bloquées et ne peuvent battre en retraite car leurs bateaux ont été coulés. Troubridge est contraint d'entamer des négociations avec le commandant espagnol et les Britanniques sont par la suite autorisé à se retirer. L'expédition est un échec et laisse un quart des forces britanniques blessé ou mort. La flotte reste encore au large de Santa Cruz de Tenerife pendant trois jours et Nelson mesure l'ampleur de son échec et les effets néfastes que la perte de son bras pourrait avoir sur sa carrière.

Le 16 août, son escadron rejoint la flotte de Jervis au large de Cadix. Il écrit à Jervis : « Un amiral gaucher ne sera plus jamais considéré comme utile, donc plus tôt je pourrai obtenir un humble cottage, et plus vite je libérerai de la place pour un homme plus à même de servir l'État ». Il retourne en Angleterre à bord du HMS *Seahorse*, arrivant à Spithead le 1er septembre. Il est accueilli comme un héros, galvanisé par l'exploit de la bataille du cap Saint-Vincent et peiné par sa blessure. Le public refuse d'attribuer la défaite de Santa Cruz de Tenerife à Nelson, préférant blâmer pour la mauvaise planification de Saint-Vincent les responsables politiques ou même William Pitt.

Retour en Grande-Bretagne
Pour un article plus général, voir : Guerres napoléoniennes.
Nelson retourne à Bath avec Fanny, avant d'aller à Londres en octobre, pour avoir un avis médical au sujet de son bras amputé. Alors qu'il est dans la capitale, il apprend la victoire de l'amiral Adam Duncan sur les forces de la République batave à la bataille de Camperdown. Nelson déclare qu'il aurait donné son autre bras pour avoir été présent à cette bataille. Il passe les derniers mois de l'année 1797 à récupérer à Londres, année au cours de laquelle il reçoit une récompense de la ville de Londres et une pension annuelle de 1 000 livres sterling. Il utilise cet argent pour acheter Round Wood Farm près d'Ipswich, endroit destiné à prendre sa retraite avec Fanny. En dépit de ces plans, Nelson ne put jamais y vivre.

Les chirurgiens ne sont pas en mesure d'enlever la ligature de son bras amputé, qui a provoqué une inflammation. Néanmoins, Nelson sort de l'hôpital de sa propre initiative au début du mois de décembre. Nelson commence à récupérer rapidement, et, désireux de retourner à la mer, commence à demander à l'Amirauté une affectation. Le navire de 80 canons HMS *Foudroyant* lui est promis mais il n'est pas encore prêt à naviguer. À la place, il est affecté au 74 canons HMS *Vanguard* et Nelson nomme Edward Berry comme son flag captain.

Les activités françaises en mer Méditerranée inquiètent l'Amirauté britannique. Bonaparte rassemblant des forces pour l'invasion de l'Égypte, objectif encore inconnu des Britanniques. Nelson et le *Vanguard* sont expédiés à Cadix pour renforcer la flotte, Nelson hisse son drapeau le 28 mars 1798 et navigue pour rejoindre la flotte de Cadix qu'il prend sous son commandement. Il navigue ensuite vers Gibraltar avec une petite flotte de reconnaissance.

À la poursuite des Français
Alors que Nelson fait voile sur Gibraltar dans une tempête furieuse, Bonaparte navigue avec sa force d'invasion sous le

commandement du vice-amiral François Paul de Brueys d'Aigalliers. Quand la nouvelle est connue, la flotte de Nelson est renforcée par un certain nombre de navires de ligne de 74 canons et Nelson reçoit l'ordre d'intercepter les Français.

Nelson commence immédiatement à rechercher le long de la côte italienne la flotte de Bonaparte, mais il est retardé par le manque de frégates, des navires plus faciles à manœuvrer pour la reconnaissance. Napoléon arrive à Malte et après une démonstration de force, oblige l'île à capituler. Nelson fonce sur Malte, mais rate de nouveau les Français, qui avaient déjà quitté l'île pour l'Égypte. Après une réunion avec ses capitaines, il décide que la destination la plus probable pour Bonaparte est l'Égypte et met donc le cap sur Alexandrie.

À son arrivée le 28 juin, il ne trouve aucun signe des Français. Consterné, il commence des recherches à l'est du delta du Nil. Le 1er juillet, en l'absence de Nelson, la flotte de Bonaparte a pu débarquer ses troupes sans être menacée. François Paul de Brueys d'Aigalliers retire ensuite sa flotte dans la baie d'Aboukir, prête à soutenir Napoléon en cas de besoin. Nelson retraverse la Méditerranée dans une vaine tentative pour localiser les Français et retourne à Naples se ravitailler. Il navigue de nouveau, dans l'intention de rechercher un signe des Français au large de l'île de Chypre, mais décide de repasser à proximité d'Alexandrie pour une dernière vérification. Un navire marchand français capturé fournit des indications sur les Français qu'il avait vus passer au sud-est de la Crète un mois auparavant en direction d'Alexandrie. Nelson se hâte d'arriver à Alexandrie, mais ne trouve une nouvelle fois pas de traces des Français. Recherchant le long de la côte, il découvre finalement la flotte française dans la baie d'Aboukir le 1er août 1798.

Bataille d'Aboukir

Le 1er août 1798, l'escadre française de l'expédition d'Égypte est surprise au mouillage en baie d'Aboukir par la flotte de Nelson. Celui-ci est immédiatement prêt pour la bataille répétant le sentiment qu'il avait déjà exprimé lors de la bataille de cap Saint-Vincent en déclarant : « Avant la même heure demain, je vais avoir acquis une pairie ou l'Abbaye de Westminster ».

La proximité d'une ligne de hauts-fonds, semble assurer le côté bâbord de la flotte française. Brueys s'attend donc à ce que les Britanniques attaquent le centre du côté tribord de sa flotte. Ancrés dans une position de force, les Français, ont une puissance de feu supérieure à leurs adversaires. Comme il est déjà tard, ils ne s'attendent pas à être attaqués avant le lendemain. Contre toute attente, Nelson ordonne d'engager aussitôt le combat. Le capitaine Thomas Foley a découvert qu'il y a assez de place entre les hauts-fonds et les navires français. Suivi par quelques autres, il emmène le HMS *Goliath*, tandis que le reste de la flotte passe à tribord. Malgré leur préparation, les Français se retrouvent attaqués des deux côtés.

Passant sous le feu de l'*Aquilon*, Nelson à bord du *Vanguard* engage le *Spartiate*. Il est sur le pont avec Berry quand, à environ huit heures, un éclat de balle le frappe au front. Il s'écroule, un morceau de peau couvrant son œil valide. Aveuglé et à demi étourdi, il croit qu'il va mourir et s'écrie : « Je suis mort. Rappelez-moi à ma femme ». Après qu'un chirurgien a examiné sa blessurec 17 son état est jugé non critique et il est temporairement bandé. Pendant ce temps, bombardés des deux côtés, les navires du bout de la ligne française commencent à se rendre. Les navires britanniques continuent à descendre le long de la ligne et arrivent à portée de *L'Orient*. Le navire amiral de Brueys, soumis à un feu constant, s'embrase et explose. Revenu sur le pont pour continuer à commander ses hommes, Nelson assiste à la fin de *L'Orient.*

La bataille d'Aboukir est un désastre pour les ambitions à l'est de Bonaparte et une importante victoire pour Nelson La flotte française est détruite ou capturée hormis deux navires de ligne et deux frégates qui ont réussi à s'échapper. Privée de sa flotte, l'armée d'Orient est prisonnière de l'Égypte. Bonaparte tente de marcher vers le nord le long de la côte méditerranéenne, mais son armée est stoppée lors du siège de Saint-Jean-d'Acre par le capitaine William Sidney Smith. Napoléon doit laisser son armée et retourner en France en esquivant la surveillance des navires britanniques.

Récompenses

Après avoir rédigé ses rapports à l'Amirauté et supervisé les réparations du *Vanguard*, Nelson retourne à Naples, où il est accueilli en héros. Le roi de Naples, en compagnie des Hamilton, le salue en personne quand il arrive au port, et William Hamilton propose à Nelson de l'héberger.

En septembre, des célébrations sont organisées en l'honneur de l'anniversaire de Nelson et lors d'un banquet chez les Hamilton, son attention pour Emma est remarquée par les autres officiers. Jervis lui-même commence à se sentir préoccupé. Au début du mois d'octobre, la nouvelle de la victoire de Nelson parvient à Londres. Le premier lord de l'Amirauté, George Spencer s'évanouit en apprenant la nouvelle. Des scènes de joie éclatent dans tout le pays, des bals et des fêtes pour la victoire ont lieu et les cloches sonnent. La ville de Londres attribue à Nelson et à son capitaine une récompense, tandis que le roi leur ordonne d'être présents officiellement pour une remise de médailles. Nelson reçoit la jouissance de l'île du Pharaon sur la Tamise. Des cadeaux sont envoyés de l'étranger par le Sultan de Turquie Selim III — qui lui décerne également le Chelengk — et le Tsar de Russie Paul Ier. Samuel Hood, après une conversation avec le Premier ministre William Pitt le Jeune, indique à Fanny que Nelson serait probablement fait vicomte, une récompense similaire à celles reçues par John Jervis et Adam Duncan après leur victoire. George Spencer refuse cette nomination, au motif que Nelson avait été détaché aux commandes d'un escadron et n'était donc pas le commandant en chef de la flotte, et que ce serait un fâcheux précédent. Nelson est donc simplement créé baron et reçoit le titre de « Baron Nelson du Nil ».

Campagne napolitaine

Lorsque la nouvelle parvient à Nelson, il est consterné et déclare qu'il préférerait ne pas recevoir de titre plutôt que celui d'un simple baron. Il est toutefois ravi de l'attention que lui apportent les citoyens de Naples, du prestige que lui accorde l'élite du

royaume et du confort qu'il a à la résidence des Hamilton. À l'époque, il est déjà profondément amoureux d'Emma Hamilton, se montrant souvent avec elle.

Il reçoit l'ordre de l'Amirauté d'effectuer un blocus des forces françaises à Alexandrie et à Malte, ordre qu'il délègue à ses capitaines, Samuel Hood (1er baronnet) et Alexander Ball. Plutôt que de profiter de son mode de vie à Naples, il commence à penser à retourner en Angleterre. Cependant, après une longue période de pression de sa femme Marie-Caroline d'Autriche et de William Hamilton, Ferdinand Ier des Deux-Siciles accepte finalement de déclarer la guerre à la France. L'armée napolitaine, dirigée par le général autrichien Karl Mack et appuyée par la flotte de Nelson, reprend Rome aux Français à la fin du mois de novembre.

Mais les Français se regroupent à l'extérieur de la ville, et après s'être renforcés, mettent en déroute les Napolitains, qui fuient vers Naples, poursuivis par les Français. Nelson se hâte d'organiser l'évacuation de la famille royale, de plusieurs nobles et des ressortissants britanniques, y compris les Hamilton. Nelson et sa flotte atteignent Palerme le 26 décembre. Avec le départ du roi, Naples sombre dans l'anarchie et en janvier, les Français menés par le général Jean Étienne Vachier Championnet pénètrent dans la ville et proclament la République parthénopéenne. Nelson est promu « contre-amiral de l'escadre rouge » le 14 février 1799 et s'occupe durant cette période du blocus de Naples, alors qu'une armée menée par le cardinal Fabrizio Dionigi Ruffo marche pour reprendre la ville.

À la fin juin, l'armée pénètre dans la ville, obligeant les Français et leurs partisans à se retirer vers les fortifications et les bastions tandis que des émeutes et des pillages éclatent parmi les troupes indisciplinées. Consterné par l'effusion de sang, Ruffo négocie une amnistie générale pour les forces jacobines et leur rapatriement en sécurité en France. Nelson, maintenant à bord du HMS *Foudroyant*, est scandalisé et, soutenu par le roi Ferdinand, insiste sur le fait que les rebelles doivent se livrer sans condition. Il garde prisonniers ceux qui s'étaient rendus en vertu de l'amnistie, y compris l'ancien amiral Francesco Caracciolo qui avait pris le commandement de la marine napolitaine sous le règne du roi Ferdinand mais qui avait changé de camp. Nelson ordonne son procès en cour martiale et Caracciolo refuse qu'il soit tenu par des officiers britanniques. Caracciolo est jugé par les officiers royalistes napolitains et condamné à mort. Il demande à être abattu plutôt que pendu, mais Nelson refuse, et ignore également la demande de la Cour de permettre à Caracciolo d'avoir vingt-quatre heures pour se préparer. Caracciolo est pendu à bord de la frégate napolitaine *Minerva*. Nelson retient les Jacobins emprisonnés et approuve une vague d'exécutions, refusant d'intervenir en dépit des réclamations des Hamilton et de la Reine de Naples pour plus de clémence. Quand les navires de transport sont finalement autorisés à emmener les républicains en France, moins d'un tiers étaient encore en vie. Pour son soutien à la monarchie, Nelson est fait duc de Bronte par le roi Ferdinand.

Nelson retourne à Palerme en août et, le mois suivant, devient le principal représentant de la marine britannique dans la Méditerranée après que le successeur de Jervis, George Keith Elphinstone est parti pour poursuivre les flottes française et espagnole dans l'océan Atlantique. Nelson passe le reste de l'année 1799 à la cour napolitaine, mais il prend de nouveau la mer en février 1800 après le retour d'Elphinstone. Le 18 février, le *Généreux*, navire survivant d'Aboukir, est repéré et Nelson lui donne la chasse. Après une courte bataille, il capture le navire, gagnant la confiance d'Elphinstone. Nelson a cependant une relation difficile avec son supérieur hiérarchique, gagnant une réputation d'officier insubordonné, après avoir d'abord refusé d'envoyer le navire au moment où Elphinstone le lui a demandé, et retournant à l'occasion et sans ordre à Palerme en invoquant sa mauvaise santé. Les rapports d'Elphinstone et les rumeurs de son étroite relation avec Emma Hamilton sont également connus à Londres, où George Spencer lui écrit une lettre dans laquelle il lui suggère de rentrer, car, dit-il, « vous aurez de meilleures chances de recouvrer votre santé et vos forces en Angleterre qu'en restant inactif auprès d'une cour étrangère, si plaisantes que soient les marques de respect et de gratitude que l'on vous témoigne pour vos services ».

Retour au pays

Le rappel de William Hamilton en Grande-Bretagne est, pour Nelson, une incitation supplémentaire à revenir. Avec les Hamilton, il navigue sur le *Foudroyant* en avril 1800, et c'est durant ce voyage que leur fille illégitime, Horatia, a probablement été conçue. Après une croisière autour de Malte, Nelson convoie la reine de Naples et sa suite à Livourne. À son arrivée, Nelson embarque sur l'HMS *Alexander* mais désobéit encore une fois aux ordres de George Keith Elphinstone en refusant de se joindre à la flotte principale. Elphinstone arrive à Livourne en personne et demande une explication. Il refuse également que la reine soit transportée sur un navire britannique. Malgré sa réticence, Nelson cède à la demande d'Emma Hamilton de rentrer en Angleterre par la route.

Avec William et Emma, ainsi que plusieurs autres voyageurs britanniques, il quitte Livourne pour Florence le 13 juillet s'arrêtant à Trieste et à Vienne. Lors des trois semaines passés à Vienne, ils se divertissent avec la noblesse locale et entendent la *Missa in Angustiis* de Joseph Haydn, messe qui porte désormais le nom de Nelson. En septembre, ils sont à Prague, puis plus tard à Dresde, Dessau-Roßlau et Hambourg, d'où ils prennent un navire pour Great Yarmouth, y arrivant le 6 novembre. Il reçoit un accueil triomphal de la part de la population locale et après avoir prêté serment en tant que citoyen de l'arrondissement, il rejoint Londres, y arrivant le 9 novembre. Il est l'invité d'honneur d'un certain nombre de banquets et de bals.

C'est au cours de cette période que sa femme et Emma Hamilton se rencontrent pour la première fois. On remarque la distance de Nelson envers sa femme, tandis que son attention sur Emma fait l'objet de ragots. Le mariage bat de l'aile et Nelson a de plus en plus de mal à être dans la même pièce que Fanny. À Noël lorsque Nelson reçoit, selon son avocat, un ultimatum de la part de Fanny afin de lui demander de choisir entre elle et Emma, Nelson répond : « Je t'aime sincèrement,

mais je ne peux pas oublier mes obligations envers Lady Hamilton ou parler d'elle autrement que par de l'affection et de l'admiration ». Ils n'ont jamais de nouveau vécu ensemble après cet épisode.

Parker et la Baltique

Peu de temps après son arrivée en Angleterre, Nelson est désigné pour être commandant en second de la flotte située dans la Manche sous le commandement de John Jervis. Il est promu « vice-amiral de l'escadre bleue » le 1er janvier 1801. Nelson se rend à Plymouth, où, le 22 janvier, il reçoit les honneurs de la ville (*Freedom of the City*), et le 29 janvier, Emma donne naissance à leur fille, Horatia. Nelson est ravi après avoir d'abord été abattu par un ordre de changement d'affectation du HMS *San Josef* au HMS *St George* en préparation d'une expédition prévue en mer Baltique. Lassés des blocus des navires britanniques sur les Français, les Russes, les Prussiens, les Danois et les Suédois avaient formé une alliance afin de briser les blocus. Nelson rejoint l'amiral Hyde Parker et sa flotte à Yarmouth, d'où ils font voile vers la côte danoise en mars. À leur arrivée, Parker veut imposer un blocus à l'entrée de la mer Baltique, mais Nelson demande instamment une attaque préventive sur la flotte danoise basée dans le port de Copenhague. Il convainc finalement Parker de lui permettre de faire une attaque, et reçoit plusieurs navires en renfort. Parker attendant dans le Cattégat et couvrant Nelson en cas d'arrivée des flottes suédoises ou russes.

Bataille de Copenhague

Le matin du 2 avril 1801, Nelson s'avance dans le port de Copenhague. Le combat commence mal pour les Britanniques puisqu'à l'arrivée de l'*Agamemnon*, du HMS *Bellona* et du HMS *Russell*, le reste de la flotte rencontre un feu plus nourri que ce qui avait été prévu provenant des batteries côtières danoises. Parker envoie le signal de retraite à Nelson, avec un raisonnement particulier : si Nelson est en état de poursuivre le combat, il n'en tiendra pas compte et s'il ne l'est pas, ce sera la raison officielle du retrait de la flotte britannique et aucun blâme ne pourra être infligé à son amiral.



Battle of Copenhagen par Nicholas Pocock.

Nelson, dirigeant le combat à bord du HMS *Elephant*, est informé du signal par son sous-lieutenant Frederick Langford, mais Nelson lui répond avec colère : « Je vous avais dit de regarder le commodore danois et de me faire savoir quand il aurait baissé pavillon. Gardez les yeux fixés sur lui ». Il expliquera ensuite à son capitaine de pavillon Thomas Foley : « Vous savez, Foley, je n'ai qu'un seul œil. J'ai le droit d'être aveugle parfois ». Plaçant sa longue-vue devant son œil aveugle, il dit : « Je ne vois vraiment pas ce signal ». La canonnade dure plus de trois heures, laissant les navires danois et britanniques fortement endommagés. Nelson envoie une lettre au commandant danois, le prince héritier Frédéric proposant une trêve, que le prince accepte. Les actions de Nelson sont approuvées rétrospectivement, après le succès de la bataille et parce que Parker lui donne l'honneur d'aller en ville le lendemain pour ouvrir les négociations officielles. Lors d'un banquet dans la soirée, il dit au prince Frédéric que la bataille fut la plus âpre de celles auxquelles il n'ait jamais participé. Un armistice de quatorze semaines est conclu, et comme Parker est rappelé en mai, Nelson devient commandant en chef pour la mer Baltique.

En récompense pour cette victoire, Nelson est fait « vicomte Nelson, du Nil et de Burnham Thorpe dans le comté de Norfolk », le 19 mai 1801. En outre, le 4 août 1801, il est fait « baron Nelson, du Nil et de Hilborough dans le comté de Norfolk », cette fois avec un ajout en l'honneur de son père et de ses sœurs17. Nelson fait voile vers la base navale russe de Tallinn en mai, et, peu après son arrivée, apprend que le pacte de neutralité allait être rompu. Accueillant avec satisfaction les résultats de l'expédition, il s'embarque pour l'Angleterre, y arrivant le 1er juillet.

Vie en Angleterre

Pendant ce temps, Bonaparte a rassemblé ses forces au camp de Boulogne pour envahir la Grande-Bretagne. Après un bref séjour à Londres, où il rend visite de nouveau aux Hamilton, Nelson est chargé de la défense de la Manche pour empêcher

l'invasion. Il passe l'été en reconnaissance des côtes françaises, mais en dehors de l'échec d'une attaque sur Boulogne-sur-Mer en août, il voit peu d'action.

Cependant, le 22 octobre 1801, la paix d'Amiens est signée entre les Britanniques et les Français, et Nelson, de nouveau en mauvaise santé, se retire en Grande-Bretagne où il reste avec ses amis, William Hamilton et Lady Hamilton. Le 30 octobre, Nelson prend la parole pour appuyer le gouvernement d'Henry Addington à la Chambre des Lords et, par la suite, fait des visites régulières pour assister aux sessions.

Nelson et les Hamilton entreprennent une tournée de l'Angleterre et du Pays de Galles, visitant Birmingham, Warwick, Gloucester, Swansea et Monmouth ainsi que de nombreuses autres villes et villages. Nelson est souvent reçu comme un héros et participe aux célébrations et aux événements organisés en son honneur. En 1802, Nelson achète « Merton Place », une propriété de Merton dans le Surrey où il vit brièvement avec les Hamilton. Son père Edmund qui désapprouvait la conduite de Horatio et qui fut bon ami avec Fanny, meurt le 26 avril 1802 à l'âge de 80 ans. Horatio n'assiste pas à l'enterrement qui s'est déroulé le 11 mai à Burnham Thorpe. Il paye cependant les frais de l'enterrement19. En avril 1803, William Hamilton meurt également et avec la guerre qui reprend le mois suivant, Nelson se prépare à retourner en mer.

Retour en mer

La paix d'Amiens n'a pas duré longtemps et Nelson reprend rapidement du service dans la Troisième Coalition. Il est nommé commandant en chef de l'escadre de Méditerranée, arborant sa marque sur le HMS *Victory* en mai 1803. Il en prend possession à Portsmouth où il reçoit l'ordre de partir pour Malte et de prendre les commandes d'un escadron pour diriger le blocus du port de Toulon où se trouve une partie de la flotte française. Il ne mettra plus les pieds sur la terre ferme pendant plus de deux ans.

Le 23 avril 1804, alors qu'il est en mer, Nelson est promu « vice-amiral de l'escadre blanche », le cinquième des échelons les plus élevés dans la hiérarchie de la Royal Navy. La flotte française de Toulon, commandée par Pierre Charles Silvestre de Villeneuve et chargée par Bonaparte de naviguer vers les Antilles pour faire diversion loin des côtes anglaises, sort du port au début de l'année 1805. Repoussée par les vents sur Toulon, la flotte française parvient de nouveau à casser le blocus en avril et passe le détroit de Gibraltar le 8 avril. Une chasse féroce entre les flottes s'engage à travers l'Atlantique nord jusqu'aux Antilles où Villeneuve arrive, le 12 mai, avec onze vaisseaux. Renforcé par neuf vaisseaux (six espagnols et trois français) et fort de ses vingt navires de ligne, Villeneuve, pourtant pressé par les officiers de l'armée française de participer à la reprise des îles conquises par les Britanniques, reste inactif pendant un mois, attendant Ganteaume, bloqué à Brest avec l'escadre de l'Atlantique. Le 7 juin malgré les vents contraires qui l'ont retenu, Nelson enfin arrive enfin dans les Caraïbes. Villeneuve appareille pour l'Europe le 11 juin bientôt suivi par la flotte de Nelson. Mais la santé de celui-ci l'oblige à prendre du repos à Merton au Royaume-Uni. Il ne participe donc pas à la bataille du cap Finisterre, événement majeur de la campagne où les britanniques sont sous les ordres de Robert Calder. Néanmoins, en moins de deux mois, Nelson retourne en mer, échappant à sa propre surprise aux remarques de sa hiérarchie sur son échec du blocus et étant même félicité.

Bataille de Trafalgar



La Bataille de Trafalgar par Turner (1822–1824) montre les trois dernières lettres du célèbre pavillon « England expects that every man will do his duty » sur le HMS *Victory*.

La flotte combinée de trente-trois navires de ligne français et espagnols sont sous le commandement de Pierre Charles Silvestre de Villeneuve. Napoléon avait l'intention d'envoyer Villeneuve dans la Manche afin de permettre l'invasion de la Grande-Bretagne par l'armée des côtes de l'Océan située au camp de Boulogne. Cependant, l'entrée de l'Autriche et de la Russie dans la coalition contre Napoléon le force à annuler l'invasion prévue et à transférer ses troupes vers l'Allemagne. Il ordonne donc à la flotte de naviguer dans la mer Méditerranée pour déposer d'autres troupes à Naples, avant de rejoindre le port de Toulon. Suite à la réticence de Villeneuve à engager le combat avec les Britanniques, il ordonne que le vice-amiral François Étienne de Rosily-Mesros se rende à Cadix pour prendre le commandement de la flotte pour l'opération. Villeneuve décide néanmoins de faire naviguer la flotte avant l'arrivée de son successeur. Le 20 octobre, la flotte est vue en train de sortir du port par des frégates de reconnaissance britanniques, Nelson est informé qu'elle semble se diriger vers l'ouest.

À quatre heures du matin le 21 octobre, Nelson ordonne au HMS *Victory* de mettre le cap vers la flotte ennemie, et signale au reste de sa flotte de prendre position pour le combat. Il rejoint ensuite ses quartiers pour faire son testament, avant de revenir sur le pont afin de procéder à une inspection. En dépit d'une flotte moins nombreuse – vingt-sept navires de ligne –, Nelson est convaincu de la victoire, en déclarant qu'il ne serait pas satisfait à moins de vingt navires détruits ou coulés. Il retourne brièvement dans sa cabine pour écrire une prière finale, après quoi il demande à son officier de communication, le lieutenant John Pasco, de signaler à la flotte, aussi rapidement que possible, le message suivant : « *England confides that every man will do his duty* » (« L'Angleterre a confiance dans le fait que chaque homme fera son devoir »). Pasco suggère à Nelson que soit substitué à *confides* le mot *expects* déjà présent dans le livre de codes et lui évitant de devoir l'épeler. Nelson est d'accord avec le changement. Le terme *England* (Angleterre) était couramment employé pour désigner le Royaume-Uni malgré les importants contingents d'Irlande, d'Écosse et du Pays de Galles dans la *Royal Navy*.
Ainsi, vers 11 h 45, le 21 octobre 1805, le signal naval le plus célèbre dans l'histoire britannique a été hissé au mât.

Comme les flottes convergent, le capitaine du *Victory*, Thomas Hardy suggère à Nelson de supprimer les décorations sur sa veste, de sorte qu'il ne soit pas facilement identifié par des tireurs d'élite ennemis. Nelson répond qu'il est trop tard pour changer de vêtements, ajoutant que les décorations sont des médailles militaires et qu'il n'a pas peur de les montrer à l'ennemi. Le capitaine Henry Blackwood de la frégate HMS *Euryalus*, suggère également à Nelson de venir à bord de son navire afin de mieux observer la bataille. Nelson refuse et rejette également la suggestion de Hardy de laisser le HMS *Temeraire* d'Eliab Harvey devant le *Victory* et de conduire la ligne britannique dans la bataille.

Le *Victory* essuie des tirs, d'abord au large puis de plus en plus précis à mesure que les distances diminuent. Un boulet touche le navire et tue John Scott, le secrétaire de Nelson. Le greffier de Hardy prend la relève, mais est presque immédiatement tué. La barre du *Victory* est ensuite détruite et des boulets tuent des marins. Nelson observe que le combat est trop intense pour durer longtemps. Le *Victory* atteint la ligne ennemie, et Hardy demande à Nelson quel navire prendre pour cible. Nelson lui dit de choisir lui-même et Hardy positionne le *Victory* de travers arrière par rapport aux 80 canons *Bucentaure*. Le *Victory* essuie alors des tirs du 74 canons *Redoutable* et du 138 canons *Santísima Trinidad*. Les tireurs d'élite français tirent sur le pont du *Victory* où Nelson et Hardy continuent à donner des ordres.

Mort de Nelson
Peu de temps après treize heures, Hardy réalise que Nelson n'est plus à ses côtés. Il se retourne pour voir Nelson à genoux sur le pont, s'appuyant sur sa main, avant de tomber sur le flanc. Hardy se précipite vers lui et Nelson sourit, en disant « Hardy, je pense qu'ils ont enfin réussi… ma colonne vertébrale est touchée ». Il avait été touché par un tireur d'élite du *Redoutable*. La balle a pénétré son épaule gauche, transpercé son poumon et la colonne vertébrale avant de s'immobiliser dans les muscles dorsaux à cinq centimètres au-dessous de l'omoplate droite. Nelson est transporté au pont inférieur par deux marins et un officier. Lors du transport, il leur demande de faire une pause pour donner quelques conseils à l'aspirant sur la façon de barrer. Il pose alors un mouchoir sur son visage pour éviter de démoraliser les membres de l'équipage et est emmené au chirurgien William Beatty, lui précisant « Vous ne pouvez rien faire pour moi. Il ne me reste que peu de temps à vivre. Mon dos est transpercé ». Nelson est installé confortablement et, après qu'il s'est plaint de bouffées de chaleur et de soif, on lui donne de la limonade et du vin mélangés à de l'eau. Il demande à plusieurs reprises à voir Hardy, qui est sur le pont supérieur pour superviser la bataille, et demande à Beatty de porter son souvenir à Emma, sa fille et ses amis.

Hardy arrive pour voir Nelson juste après 14h30 et l'informe qu'un certain nombre de navires ennemis se sont rendus. Nelson lui dit qu'il est sûr de mourir et le supplie de transmettre ses biens à Emma. À ce moment-là, aux côtés de Nelson, se trouvent l'aumônier Alexander Scott, l'officier Walter Burke, le steward de Nelson Chevalier et Beatty. Nelson, craignant qu'un coup de vent arrive, charge Hardy de s'assurer de l'ancrage du navire. Après avoir rappelé de « prendre soin de la pauvre Lady Hamilton », Nelson dit : « Embrasse-moi, Hardy ». Beatty note que Hardy s'agenouilla sur Nelson et l'a embrassé sur la joue. Hardy s'est ensuite relevé une minute ou deux, puis l'embrassa de nouveau. Nelson demande « Qui est-ce ? » et entendant que c'était Hardy, lui répond « Que Dieu vous bénisse Hardy ». Devenu très faible, Nelson continue à murmurer des instructions à Burke et Scott. Beatty entend Nelson murmurer « Dieu merci, j'ai fait mon devoir ». Il regarde Beatty prendre son pouls puis ferme les yeux. Scott, qui reste aux côtés de Nelson jusqu'à sa mort, note que ses dernières paroles sont « Dieu et mon pays ». Nelson meurt peu après 16h30, trois heures après avoir été touché par la balle.

Retour en Angleterre
La bataille est une victoire pour les Britanniques avec 21 navires capturés, un coulé, 7 000 prisonniers et plus de 3 000 morts et blessés dans la force franco-espagnole et seulement plus de 1 500 morts et blessés pour les Britanniques. Pour respecter le souhait de Nelson d'être enterré, et afin de conserver le corps de Nelson, William Beatty propose de le placer dans un tonneau d'eau-de-vie, mélangé avec du camphre et de la myrrhe.

Le tonneau est ensuite attaché au mât principal du *Victory* et placé sous bonne garde. Endommagé, le *Victory* est remorqué après la bataille vers Gibraltar et à son arrivée, le corps est transféré dans un cercueil doublé de plomb rempli d'eau-de-vie de vin. Les rapports de Cuthbert Collingwood sur la bataille sont transportés en Angleterre à bord du HMS *Pickle* et, une fois la nouvelle arrivée à Londres, un messager est envoyé à « Merton Place » pour annoncer la mort de Nelson à Emma Hamilton. Elle témoignera plus tard que comprenant la mort de Nelson, elle cria et tomba, incapable pendant dix heures, de parler ou de pleurer. Le roi, recevant des nouvelles, aurait dit en pleurant « Nous avons perdu plus que ce que nous avons acquis ». *The Times* rapporte « Nous ne savons pas si nous devrions nous réjouir ou pleurer. Le pays a gagné la plus belle et décisive victoire qui ait jamais honoré les annales navales de l'Angleterre, mais elle a été chèrement acquise ».

Funérailles
Le cercueil de Nelson est renvoyé en Grande-Bretagne à bord du *Victory*. Déchargé au Nore, il est emmené à Greenwich et placé dans un cercueil de bois, fait à partir du mât de *L'Orient* qui avait été récupéré après la bataille d'Aboukir. Il reste trois jours, avant d'être remonté sur la Tamise à bord d'une barge, accompagné par Lord Hood, Peter Parker et le prince de Galles George. Le cercueil est conservé à l'Amirauté pour la nuit, en présence de l'aumônier de Nelson, Alexander Scott. Le jour suivant, le 9 janvier, un cortège funèbre composé de trente-deux amiraux, d'une centaine de capitaines et d'environ 10 000 soldats prennent le cercueil de l'Amirauté pour l'emmener à la cathédrale Saint-Paul. Quatre heures après, il est enterré dans un sarcophage sculpté à l'origine pour le cardinal Thomas Wolsey.

POSTERITE
La « Nelson Touch »
Nelson est reconnu pour ses talents de meneur d'hommes, au point que certains parlaient de *Nelson Touch*. Déjà célèbre de son vivant et encore plus après sa mort, il est respecté comme quasiment aucune autre figure militaire dans l'histoire britannique, hormis Malborough et Wellington25. La plupart des historiens pensent que la capacité de Nelson à galvaniser ses officiers supérieurs comme ses marins et ses qualités de stratège et de tacticien, expliquent ses nombreuses victoires. Il fut l'un des plus grands commandants de la marine dans l'histoire militaire. Son souci du bien-être de ses hommes était une caractéristique distinctive, et tout à fait inhabituelle pour les normes contemporaines. Cela s'illustre par son appui énergique à The Marine Society, la première organisation de charité pour les marins, où il siégeait au conseil et qui avait formé et habillé environ 15 % des hommes ayant combattu à Trafalgar. La « Nelson Touch » marchait aussi en dehors du cercle des marins puisqu'il a été aimé par pratiquement tout le monde en Grande-BretagneNote 10. Aujourd'hui comme hier, Nelson reste un héros populaire, qui figure en 9e place du sondage *100 Greatest Britons*, et est largement commémoré lors du bicentenaire de la bataille de Trafalgar en 2005. Des expressions comme « England expects » et « Nelson » (111) restent étroitement associés à des équipes sportives en Angleterre, en particulier le cricket.

Nelson et la Royal Navy
La mémoire de Nelson influence toujours la Royal Navy à bien des égards. Elle célèbre le « Trafalgar Day » tous les 21 octobre en l'honneur de « La mémoire immortelle » de Nelson. Son navire amiral, le HMS *Victory*, bien que navire musée,

est toujours officiellement en service actif en l'honneur de Nelson. Le *Victory* est le navire amiral du Second Sea Lord (« Deuxième Lord de la Mer ») et est le plus ancien navire commissionné encore existant au monde. Il est désormais conservé au Royal Naval Museum de la base navale de Portsmouth. La balle qui a tué Nelson a été extraite de son corps et est exposée au château de Windsor, tandis que les vêtements tachés de sang qu'il portait, le sont au National Maritime Museum de Greenwich. Une mèche de ses cheveux a été donnée à la Marine impériale japonaise par la Royal Navy après la guerre russo-japonaise pour commémorer la victoire lors de la bataille de Tsushima. Elle est encore exposée à l'Académie navale d'Edashima, un musée public géré par les Forces japonaises d'autodéfense. Une autre mèche est également visible dans le carré du navire musée *Britannia*, ancien yacht royal, maintenant amarré en permanence à proximité d'Édimbourg en Écosse. Plusieurs navires de la marine britannique ont reçu l'honneur de s'appeler Nelson, notamment le navire de ligne de 1er rang HMS *Nelson* (1814) qui initiera la classe de navire de 120 canons Nelson, le croiseur HMS *Nelson* (1876), le cuirassé HMS *Lord Nelson* (1906) et le cuirassé HMS *Nelson* (1927). La base navale de Portsmouth possède aussi un bâtiment appelé « HMS *Nelson* ». L'United States Navy a eu le destroyer de classe Gleaves USS *Nelson* (DD-623).

Monuments et lieux

Un certain nombre de monuments et de mémoriaux ont été construits à travers le pays pour honorer sa mémoire et ses réalisations. La période de domination britannique sur mer qui suivit ses victoires est considérée comme un des facteurs de l'essor de l'Empire britannique, ce qui fait que ses monuments se trouvent également hors de Grande-Bretagne. Ceux-ci prennent de multiples formes, la plus célèbre étant la colonne Nelson (« Nelson's Column ») de Trafalgar Square « d'où il peut voir la mer » à Londres. D'autres villes comme Montréal (la première historiquement), Bridgetown et Dublin (« Nelson's Pillar ») ont également leur colonnes et Calton Hill, Portsdown Hill et Liverpool ont un monument. Le village de Swarland a également un modeste mémorial. Des lieux ont été nommés en son honneur notamment en Nouvelle-Zélande où toute une région porte ce nom, ainsi que la ville principale et le parc national. Au Canada et en Australie dans les États de Nouvelle-Galles du Sud et de Victoria se trouvent également plusieurs villes. Aux États-Unis, beaucoup d'États ont leur ville : la Géorgie, l'Illinois, le Missouri, le Minnesota, le Nebraska, le New Hampshire, New York et le Wisconsin. Bien évidemment, en Angleterre et au Pays de Galles se trouvent des villes du nom de Nelson. Des comtés, des municipalités et une école élémentaire porte aussi ce nom. Un champ pétrolier et sa plate-forme « Nelson » existent en mer du Nord. Un fleuve porte le nom de Nelson au Canada. Au large d'Aboukir, en Égypte, une île porte également le nom de Nelson.

La devise de Nelson est *« Palmam qui meruit ferat »* (« Que celui qui a mérité la palme la porte »).

NETTELBLADT — Christian Carl Friedrich Wilhelm, Freiherr von

Rostock 17 février 1779 – Parcim 9 juin 1843.



Karl Friedrich Wilhelm von Nettelbladt (1747-1818), directeur de la chancellerie de la Justice de Rostock, était membre de la Stricte Observance (*Eq. A cygno argento*). Ses deux fils, Christian Karl Friedrich Wilhelm et son demi-frère Christian Erhard (1791-1863), souvent dénommés Nettelbladt I et Nettelbladt II, jouèrent un rôle important dans la franc-maçonnerie allemande.

L'aîné étudie à la Ritterakademie de Lünenburg puis à l'université de Marburg où il devient docteur en droit. En 1800 il est nommé juge puis conseiller de la chancellerie à Rostock. Initié le 5 mars 1803 à la loge « *Tempel der Wahrheit* » de Rostock, il reçoit le grade de Maître Ecossais en Allemagne, puis ceux de Chevalier d'Orient et de Chevalier de l'Occident en 1805 à la loge de Saint-André « *Quator Elementa* » dans la ville voisine de Stralsund qui appartient alors à la Suède.

En octobre 1808, il adresse une lettre à Starck qui habite alors Darmstadt et dont il admire les nombreux écrits, à propos du sort des archives de la loge Wismar, petite ville proche de Rostock. Runkel a très justement remarqué que ce premier contact, dû au hasard, eut une influence considérable sur la vie et sur l'œuvre de Nettelbladt. Leur correspondance, dont on ne connaît que d'importants fragments des années 1808-1809, est certainement à l'origine du voyage de Nettelbladt à Saint-Pétersbourg où Starck avait séjourné en 1768.

Nettelbladt y reçoit, au Chapitre du Phénix de Johann Böber, les grades de Confident de Saint-André, Cordon Pourpre, et de Commandeur Chevalier, Maître du Temple. Occupant dès lors une position éminente au sein de la Grosse Landesloge, Nettelbladt est l'un des signataires des « Actes provisoires » du grade d'Architecte, rédigés par l'O+M et Grand Maître National von Castillon en juin 1810. Ce dernier reprend en janvier 1812 avec la Grande Loge de Suède des relations interrompues depuis avril 1777 lorsque le chapitre de Stockholm avait officiellement déclaré avoir ignoré l'existence des documents adressés par Eckleff à Zinnendorf en 1770. Au cours d'une réunion organisée du 10 au 18 juillet 1818 à Gustrow, en présence de l'O+M Christian Friedrich Becherer, du Grand Maître National Neander von Petersheiden, des deux Architectes de l'Ordre, Johann Michael Palmié et Nettelbladt lui-même, et des trois délégués désignés pour se rendre à Stockholm dont l'un est son frère cadet Christian Erhard, les instructions que Nettelbladt a rédigés à leur intention sont approuvées et Nettelbladt initié au plus haut grade de l'Ordre, magister templi, Chevalier d'Honneur de la Croix Rouge. La délégation de la Grosse Landesloge, arrivée le 24 février 1819 à Stockholm, est présentée le 2 mars au roi Charles XIV (Bernadotte) qui confie à son fils, le prince héritier Oscar, « *vicaire de Salomon* », le soin de diriger les travaux pour la Suède. Le 22 mars, ses trois membres sont reçus au 9° du Rite Suédois ; ils signeront le 6 avril un traité d'alliance et d'amitié avec la Grande Loge de Suède toujours en vigueur.

Promu, en 1818, conseiller à la cour d'appel de Parchim, Nettelbladt y fonde la loge Friderica Ludovica et la dirige pendant 22 ans. Il signe deux lettres écrites la même année « *Carolus Eq. A nexu Longinquo* », témoignant ainsi qu'il était alors l'un des rares survivants de la branche radical de la Stricte Observance. Nommé Grand Maître Provincial de Mercklembourg le 17 septembre 1819, il conserve cette dignité jusqu'à sa mort. L'Ordre lui confie le soin d'effectuer une nouvelle rédaction des derniers grades du rite, récemment retrouvée au Danemark par Otto Schwartz. Nettelbladtest l'auteur de *Geschichte Freimaurerischer Systeme in England, Frankreich une Deutschland*.

D'abord imprimé en 1836 par ordre de la Grosse Landersloge sous forme d'instructions à l'usage exclusif de ses membres, il ne fut connu du grand public qu'après l'édition préparée par Adolph Widmann et publiée en 1879 à Berlin. Cet ouvrage de référence de la littérature maçonnique allemande est à la fois d'une grande utilité et d'un maniement difficile. L'auteur y reproduit nombre de documents dont la connaissance est irremplaçable pour l'approche de la maçonnerie européenne au XVIIIe siècle, mais il les présente et les accompagne de commentaires montrant que sa démarche repose sur une conviction intime plus que sur l'objectivité. A.B.

NEY Michel Duc d'Elchingen, Prince de la Moskova. Maréchal de France



Sarrelouis en Lorraine 10 janvier 1769 –
Paris 7 décembre 1815.

Le plus brave d'entre tous les braves, le plus fidèle parmi les fidèles de Napoléon.
Initié Franc-Maçon, en 1801, à la loge "*Saint-Jean de Jérusalem*", Nancy.
Il fut fusillé après le retour de Louis XVIII.
Le maréchal Moncey (maçon lui aussi) refusa de présider le Conseil de Guerre qui devait le condamner

SOUS L'ANCIEN REGIME
D'origine modeste, son père étant ouvrier tonnelier mais qui avait été soldat et avait participé à la guerre de Sept Ans, Michel recevra une formation première insuffisante. Il abandonna un travail de bureau pour entrer au service à l'âge de 19 ans, comme hussard, dans le 5e régiment de Colonel-Général à Metz, en 1787, contre l'avis de son père. Après être passé par tous les grades inférieurs, il devint sous-officier à la Révolution française.
GUERRES DE LA REVOLUTION
Le général Kléber le fit nommer lieutenant de l'armée du Rhin en 1792, capitaine en 1794, puis chef d'escadron et adjudant-général. C'est un des premiers généraux à repérer ses talents. Ses hommes lui ont déjà donné un surnom : «*l'Infatigable*». Comme il est rouquin, ses hommes l'appellent également le "rougeaud"; il n'est pas facile, orgueilleux, susceptible mais n'a peur de rien.

Général de brigade sur le champ de bataille en 1796, il venait de prendre Wurtzbourg avec 100 hommes de cavalerie seulement, et avait forcé le passage de la Rednitz et pris Forcheim, 70 pièces de canon et d'immenses approvisionnements. En 1797, il contribue à la tête de ses hussards aux victoires de Neuwied et de Dierdoff. En 1798, Ney réédite son exploit et s'empare de Mannheim par la ruse, avec seulement cent cinquante hommes. Il est promu général de division. Général de division en l'an IV, il signe avec les symboles maçonniques, car, comme beaucoup de militaires, il est maçon. En septembre 1799, il commanda provisoirement l'armée du Rhin. Ney fit faire, à la fin de septembre 1799, entre Seltz et Mayence, quelques attaques qui réussirent complètement. On s'empara de Francfort, Hochstedt fut enlevé de vive force, la Nidda fut passée. Le coup d'État du 18 brumaire n'eut pas son soutien total. Il épousa Aglaé Auguié, amie d'Hortense de Beauharnais depuis leur séjour à la pension de Mme Campan. Le mariage a lieu à Grignon avec Savary comme témoin. Puis, Kléber parti avec les troupes de la campagne d'Égypte, le futur maréchal Ney servit sous les ordres du non moins prestigieux général Moreau. Tous deux, ainsi que Richepance, mirent fin aux guerres de la Révolution, en remportant la bataille de Hohenlinden, le 3 décembre 1800.

PREMIER EMPIRE
Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la République helvétique en 1802, il sut imposer le gouvernement unitaire voulu par le Premier Consul et pacifier ce pays menacé de la guerre civile, ce qui lui valut l'estime de Talleyrand. Il y fera également la connaissance d'un historien curieux de stratégie, Jomini, qui va l'impressionner et aura sur lui une influence souvent douteuse. Nommé commandant de l'armée de Compiègne en 1803, il commande le 6e corps à Montreuil-sur-Mer, au camp de Boulogne, creuset de ce qui sera la Grande Armée. Le 8 mai 1804, c'est l'Empire, et 18 maréchaux sont nommés; Ney figure au 12e rang. Par la suite, il est nommé grand aigle le 1er février 1805.

Le 14 octobre 1805, il gagne la bataille d'Elchingen, décisive pour la reddition de la forteresse d'Ulm, le 21 octobre 1805. Il reçoit le titre de duc d'Elchingen le 6 juin 1808, en souvenir de ce fait d'armes. La capitulation d'Ulm ne fut que le prélude d'Austerlitz. Pendant que Napoléon Ier frappait ce grand coup, Ney, détaché vers le Tyrol avec la droite de la grande armée, terminait la campagne en chassant du Tyrol l'archiduc Jean, en s'emparant d'Innsbruck et de la Carinthie.

Bientôt s'ouvrit la campagne de Prusse. Présent à Iéna, le 14 octobre, il emmène ses divisions à l'assaut des lignes prussiennes. Mais, emporté par son élan, il se retrouve encerclé. Lannes le tire de ce mauvais pas. Le lendemain, il prend Erfurt et quelques jours plus tard entame le siège de Magdebourg, siège qui dure moins de 24 heures.

La bataille d'Eylau (8 février 1807), si elle n'est pas perdue grâce aux charges du maréchal Murat, est gagnée grâce à l'arrivée propice et inespérée du 6e corps commandé par le Maréchal Ney. Avec seulement 14 000 soldats, il contraint les 70 000 soldats russes à se replier, à Guttstadt. Le 6e corps, était chargé de poursuivre le Prussien L'Estocq au nord. Mais le contact avec L'Estocq n'étant pas établi, Ney décida en entendant le bruit de canon de rejoindre le combat, parcourant 80 kilomètres en une seule journée.

La victoire de Friedland peut aussi être mise en partie à son crédit. En Espagne, sous les ordres de Masséna, il est moins heureux à cause de son caractère jaloux et ses disputes avec Jomini, son chef d'état-major, et surtout la haine réciproque qu'il entretenait avec le maréchal Soult. Fait unique pour un maréchal, il fut démis de son commandement et rejoignit Paris où Napoléon ne lui fit aucun reproche. Mais l'image d'Épinal, représente à tout jamais le maréchal Ney lors de son héroïque campagne de Russie en 1812. Il y dirigeait le 3e corps d'armée. Pendant la phase offensive de la campagne, il occupait le centre du front de l'armée, et participa à des combats sanglants et frontaux tels que Smolensk ou Moskowa, le 6 septembre 1812 où il reçut une balle dans le cou. Ce dernier combat lui valut le titre de prince de la Moskowa.

Puis pendant la retraite, il se dévoua à l'arrière-garde de l'armée. Pendant 40 jours, il protégea les débris de l'armée donnant le plus de temps possible aux civils et aux blessés pour suivre la retraite. Laissé à l'extrême arrière-garde après la bataille de Krasnoïe, surnommée par les Russes la *bataille des héros*, il n'avait que 6 000 hommes et se vit attaquer par des forces supérieures qui lui fermaient la marche ; il se retire devant elles, surprend le passage du Dniepr, passe malgré le harcèlement des Cosaques et rejoint, après trois jours et par d'audacieuses manœuvres, Napoléon, qui disait hautement qu'il donnerait 300 millions pour sauver le *Brave des braves*.

Lors de la bataille de la Bérézina, il remporte une magnifique victoire. En faisant charger des cuirassiers sur des tireurs embusqués dans une forêt, il réussit l'exploit de faire 5 000 prisonniers avec seulement 7 000 hommes. Il sauve les débris de l'armée, et sort de Russie après des marches forcées et en affrontant encore de nombreux dangers.

RESTAURATION

À Fontainebleau, il incita fortement l'Empereur à abdiquer et se rallia aux Bourbons, ce qui lui valut d'être nommé pair de France par Louis XVIII.6,7,8. Il fut le premier des maréchaux qui abandonna Napoléon après la capitulation de Paris. La Restauration fut une période contrastée pour le maréchal Ney comme tous les autres "*parvenus*" de la Révolution française. La France le comblait d'honneurs (Commandant en chef de la cavalerie de France, gouverneur de la 6e division militaire), mais les milieux aristocrates et les anciens émigrés raillèrent cette nouvelle noblesse fabriquée par l'"*usurpateur*".

LES CENT-JOURS

Lors du débarquement de Napoléon à Golfe-Juan le 1er mars 1815, il proposa au roi Louis XVIII de ramener Napoléon « *dans une cage de fer* » 10mais au contraire se rallia à l'Empereur. Contrairement à de nombreuses idées reçues, il n'y eut pas d'affrontement entre les troupes du maréchal Ney et de Napoléon. La fameuse rencontre d'Auxerre entre le maréchal Ney et Napoléon, fut en fait une rencontre à huis clos. Les témoignages divergent. Il semble que les deux hommes aient fortement haussé le ton. Certains prétendent que Napoléon aurait fortement tancé son maréchal pour sa « *défection* » de 1814. Le maréchal Ney a soutenu pendant son procès avoir exigé de Napoléon : *Qu'il ne joue plus au tyran*. En tout cas, les deux personnages emblématiques semblèrent fâchés et ne se revirent plus jusqu'au 12 juin 1815, quand Napoléon rappela le maréchal Ney pour commander les 1er et 2e corps d'armée dans la campagne de Belgique qui commençait.

WATERLOO ET LA CAMPAGNE DE BELGIQUE

Le maréchal Ney, appelé de dernière minute, n'arriva aux Quatre-bras que le 15 juin 1815, seul, sans état-major, et transporté dans une charrette de paysan. Dès le lendemain commença la bataille des Quatre-Bras où un faible détachement de Britanniques et Hollandais résista malgré un manque de munitions. Pour le Mullié, le maréchal Ney prétendit n'avoir pas reçu d'ordre précis d'attaque, et Napoléon dit avoir envoyé un courrier précis exigeant cette attaque. Rétrospectivement on peut dire que cet ordre est un mensonge de Napoléon.

Le maréchal Soult, chef d'état-major durant cette campagne et ennemi personnel du maréchal Ney, avoua sur son lit de mort au fils de Ney n'avoir jamais eu connaissance de cet ordre. Or, tous les ordres passaient normalement entre ses mains. Cette bataille manquée est probablement, à ce jour, un des seuls reproches qu'on puisse faire au maréchal Ney. S'ensuit la bataille de Waterloo. Napoléon est très malade ce jour-là. Il fut surpris plusieurs fois vomissant et somnolant loin du champ de bataille. Le maréchal Ney quant à lui fit preuve à son habitude d'une activité débordante. On dit qu'ils avaient les vêtements lacérés, le visage souillé de boue et de sang, et le chapeau perdu. Pour le Mullié, tout se résume à un moment bien précis. Vers 15 h 30, la 1re ligne britannique amorce un recul stratégique derrière le chemin d'Ohain au fort dénivelé. Le maréchal Ney croit alors à une retraite britannique, et lance toute sa cavalerie à la charge. Et ce avec d'autant plus d'empressement que l'on sait déjà que les Prussiens s'approchent. La charge est énorme. Une des plus grosses charges de cavalerie de l'histoire. Napoléon déplore cette charge, mais la soutient néanmoins avec la cavalerie sous ses ordres. La cavalerie est trop nombreuse, d'autant plus que des bataillons suivent spontanément ce mouvement d'ampleur. Mais malgré cela la charge réussit. Wellington donne des ordres pour préparer un embarquement. La ferme de la Haie Sainte passe aux Français.

Le maréchal Ney fait demander un renfort d'infanterie à Napoléon qui refuse, alors qu'il disposait alors du corps de Mouton-Duvernet. En quelques instants la bataille bascule, les carrés britanniques se reforment, et peu après, la cavalerie prussienne arrive au contact. Le maréchal Ney repart à l'attaque, à pied, à la tête de l'infanterie restante, à la tête de la division Durutte, en s'écriant : *Venez voir comment meurt un maréchal de France !* Mais sans réussite. Son sublime entêtement, échoua, accentuant d'autant plus les pertes françaises. Il eut ce jour-là cinq chevaux tués sous lui. Tous les

témoins dirent qu'il cherchait la mort, mais que la mort ne voulut pas de lui. Après la défaite, vint le temps des règlements de comptes. Napoléon dès son retour à l'Élysée culpabilisa ses maréchaux et notamment le maréchal Ney, et le maréchal de Grouchy. Le maréchal Davout prit la défense du maréchal Ney en disant : *Sire, il s'est mis la corde au cou pour vous servir !*

L'ARRESTATION

À la seconde Restauration, le maréchal Ney est détesté par tous les partis, sauf par les Républicains qui étaient alors trop minoritaires. Il est décidé que ceux qui s'étaient mis au service de l'Empereur avant le 20 mars 1815, date à laquelle Louis XVIII avait quitté la capitale, étaient des traîtres. Fouché établit la liste, avec un seul maréchal sur cette liste (ordonnance du 24 juillet 1815) et tout en haut : le maréchal Ney. Selon d'autres, Fouché, alors ministre de la Police, lui donna deux passeports pour fuir en Suisse ou aux États-Unis. Cependant, le maréchal Ney, resta en France, chez une cousine de sa femme. Il est alors arrêté au château de la Bessonie, près d'Aurillac. Le maréchal arrive à Paris sous escorte le 19 août. Il est aussitôt incarcéré à la Conciergerie. Il est transféré à la prison du Luxembourg en traversant des villes où l'on souhaite soit le lyncher, soit le délivrer. En chemin, le général Exelmans, lui proposa de le délivrer et de l'escorter où il le souhaite, mais il refusa. On dit que des officiers vinrent le libérer à la prison du Luxembourg, mais qu'il refusa aussi.

LE PROCES

Le conseil de la Guerre devait juger le maréchal Ney. Mais il devait comprendre des maréchaux de France et la présidence en revenait de droit à leur doyen, le maréchal Moncey, duc de Conegliano. Celui-ci se récusa dans une lettre adressée au roi. Mécontent, le roi destitua Moncey et lui infligea trois mois de prison. Le maréchal Jourdan fut alors désigné pour présider le Conseil de guerre. Ney est assisté par Berryer père et André Dupin. Le maréchal Ney ne souhaite pas être jugé par ses anciens camarades dont il craint la rancune à la suite d'incidents passés. Ney a été élevé à la pairie par Louis XVIII ; il peut donc exiger d'être jugé par la Chambre des pairs, pourtant majoritairement composée de royalistes convaincus. Ainsi, devant le parterre de maréchaux et de généraux qui composent le conseil de guerre, l'accusé dédaigne-t-il de répondre à l'interrogatoire d'identité et déclare, à la stupéfaction générale, récuser la compétence du tribunal. Pair de France au moment où se sont déroulés les faits dont il est accusé, il demande, en se fondant sur les articles 33 et 34 de la Charte, son renvoi devant la Chambre des pairs. Le conseil se retire et par 5 voix contre 2 se prononce pour l'incompétence, le 10 novembre, et Ney fut jugé par la Chambre des pairs. C'est donc la Chambre de Pairs qui juge le maréchal Ney. Plusieurs éminents personnages se font dispenser, dont Talleyrand, qui dit ne vouloir participer à un tel crime. Le débat est à sens unique, la Chambre des pairs étant à forte majorité monarchiste.

La défense aborde peu la discussion des faits, et fait porter son effort sur un moyen de droit. Le maréchal Davout avait signé avec les Alliés le 3 juillet une convention dont l'article 12 spécifiait qu'aucune poursuite ne pourrait être exercée contre les officiers et soldats pour leur conduite pendant les Cent-Jours. Condamner le maréchal Ney revenait à violer cette convention. La Chambre des pairs décida d'interdire à la défense de développer ce moyen, car «*il aurait dû être plaidé avant tout débat sur le fond*». Un ultime rebondissement survient le 6 décembre. La ville de naissance de Ney, Sarrelouis, vient de devenir prussienne depuis le traité de Paris du 20 novembre. Dupin déclare donc que Ney ne peut être jugé, car il est maintenant prussien. Évidemment, le maréchal Ney, se lève, interrompt son avocat, et dit : « *Je suis français et je resterai français !* ».

Trois questions de fait sont donc d'abord posées :

- « *le maréchal Ney a-t-il reçu des émissaires dans la nuit du 13 au 14 mars ?* » : l'appel nominal donne les résultats suivants : 111 voix pour, 47 contre. Le comte Lanjuinais, le marquis d'Aligre et le comte de Nicolaï s'abstinrent, protestant qu'ils ne pouvaient juger en conscience, attendu qu'on avait refusé à l'accusé le droit de se faire entendre sur la convention de Paris ;
- « *le maréchal Ney a-t-il lu, le 14 mars, une proclamation invitant les troupes à la défection ?* » : trois pairs, ceux qui venaient de protester, votent contre, et 158 votent pour ;
- « *le maréchal Ney a-t-il commis un attentat contre la sûreté de l'État ?* » : le vote donne 157 voix pour, 3 voix pour avec atténuation et 1 voix contre. Lanjuinais a répondu « oui » mais en ajoutant « couvert par la capitulation de Paris » ; d'Aligre et de Richebourg « oui » mais en faisant appel à la générosité de la Chambre. Le vote négatif est celui du duc de Broglie, le plus jeune des pairs de France qui déclare : « *Je ne vois dans les faits justement reprochés au maréchal Ney ni préméditation ni dessein de trahir. Il est parti très sincèrement résolu de rester fidèle. Il a persisté jusqu'au dernier moment.* »

La dernière question porte sur la peine à appliquer. Lanjuinais, soutenu par Malville, Lemercier, Lenoir-Laroche et Cholet, tente de faire adopter la peine de déportation que 17 pairs votèrent. Parmi eux, le duc de Broglie. Cinq pairs, le comte de Nicolaï, le marquis d'Aligre, le comte de Brigode, le comte de Sainte-Suzanne et le duc de Choiseul-Stainville, tout en s'abstenant, proposent de recommander le maréchal à la clémence du roi. Finalement, 139 voix, réduites à 128, à cause d'avis semblables entre parents, réclament la peine de mort.

Parmi ceux qui ont voté la mort : 5 maréchaux d'Empire : Sérurier, Kellermann, Pérignon, Victor et Marmont.
(Au contraire, le maréchal Davout est venu le défendre, et le maréchal Laurent de Gouvion Saint-Cyr a voté la déportation).
Le vicomte de Chateaubriand, le comte Ferrand surnommé « le Marat blanc » et le comte Lynch nommé par Napoléon maire de Bordeaux, comte de l'Empire et chevalier de la Légion d'honneur, qui va jusqu'à réclamer la guillotine.

En outre, non content d'avoir obtenu la condamnation du maréchal, Bellart requiert qu'il soit rayé des cadres de la Légion d'honneur. Une petite phrase circule sur l'avocat Bellart à l'époque : « *Si l'éloquence est un bel art, Bellart n'est point l'éloquence.* » La sentence est rendue à onze heures et demie du soir. Les pairs appliquent la règle du conseil de guerre et la lisent en l'absence de l'accusé. Les défenseurs ayant compris que tout espoir est perdu n'assistent pas à la lecture de l'arrêt et se rendent dans la cellule qu'occupe depuis deux jours le maréchal, au Palais du Luxembourg. C'est une petite pièce située au troisième étage sous les combles, à l'extrémité ouest de la galerie où le Sénat conservateur avait installé ses archives, au-dessus de l'actuelle salle des conférences. Une plaque de marbre y a été apposée en 1935.

L'EXECUTION

Pendant la lecture de la sentence, les défenseurs du maréchal vont le voir dans sa cellule. Après leur départ, il se met à rédiger ses dernières dispositions et dort tout habillé. À 3 heures du matin, le secrétaire-archiviste de la Chambre des pairs, Cauchy, le réveille pour lui communiquer la sentence. Le général de Rochechouart, qui commande la place de Paris, l'informe qu'il peut recevoir trois visites : sa femme, son notaire et son confesseur. La maréchale vient rendre visite à son mari dans la cellule avec leurs quatre enfants. Elle s'évanouit en apprenant la sentence. C'est en vain qu'elle implora sa grâce auprès de Louis XVIII. Celui-ci aurait dit qu'il était favorable à cette requête, mais que seuls Wellington ou la duchesse d'Angoulême (fille de Louis XVI), pouvaient en prendre la décision. La maréchale alla alors, demander grâce à Wellington qui accepta tout d'abord, puis renonça devant les difficultés et les obstacles. Puis, elle alla voir la duchesse d'Angoulême qui refusa sèchement. Cette dernière dit plus tard, après avoir lu les témoignages du comte de Ségur, regretter son geste. Et que s'il elle avait su qui était réellement le maréchal Ney, elle aurait demandé sa grâce.

On proposa un confesseur à Ney qui répliqua, « *Vous m'ennuyez avec votre prêtraille !* ». Puis il accepta finalement, convaincu par un ancien soldat de la campagne de Russie, devenu croyant à cette occasion. Ney écrit une dernière fois à son beau-frère. Puis il s'entretient avec le curé de Saint-Sulpice. À 8 h 30 une voiture vient chercher Ney. Il porte un simple costume bourgeois. Le cortège s'arrête avenue de l'Observatoire. Le maréchal refuse qu'on lui bande les yeux et, s'adressant aux soldats : « *Camarades, tirez sur moi et visez juste !* ». Rochechouart rapporte qu'il prononça également les paroles suivantes : « *Français, je proteste devant Dieu et la patrie contre le jugement qui me condamne. J'en appelle aux hommes, à la postérité, à Dieu. Vive la France !* ». Puis il s'écroule sous les balles. La phrase qu'on lui prête « *Soldats, visez droit au cœur !* » semble plus romanesque que véridique. Il tombe face contre terre. Conformément à la coutume, la dépouille resta quinze minutes seule. Un cavalier britannique fit bondir son cheval par-dessus le cadavre. Un officier russe, qui avait exprimé ostensiblement sa joie, fut rayé des listes de l'armée russe par Alexandre Ier qui appréciait beaucoup le maréchal Ney. Wikipédia.

NIEMCEWICZ **Julien-Ursin** Skoki Podlachie / grand-duché de Lituanie, (Biélorussie) 6 février 1757 - Paris 21 mai 1841.



Julien-Ursin Niemcewicz, en polonais *Julian Ursyn Niemcewicz*, est un dramaturge, romancier, poète et mémorialiste.

Issu d'une famille de la moyenne noblesse polonaise. Il intégra l'académie du Corps des Cadets de la Noblesse avant de devenir l'assistant d'Adam Kazimierz Czartoryski; Il voyagea ainsi en Angleterre, en France et en Italie. Durant la Grande Sejm (diète de quatre ans) de 1788 à 1792, Niemcewicz est député et membre actif du Parti patriotique qui poussa pour l'établissement de la constitution historique du 3 mai 1791. Il fut par la suite le fondateur de la *Zgromadzenie Przyjaciół Konstytucji Rządowej* (assemblée des Amis de la Constitution de gouvernement), formée pour soutenir et mettre en œuvre ce document.

Il émigra avec d'autres membres du parti patriotique polonais en Allemagne après la victoire de la confédération de Targowica en 1792 et la fin de la constitution polonaise du 3 mai 1791. Lors de la révolte polonaise de 1795, il servit d'aide au général Tadeusz Kościuszko. Les deux furent capturés par les Russes lors de la bataille de Maciejowice et emprisonnés à la forteresse Pierre-et-Paul à Saint-Pétersbourg. En 1795, ils sont relâchés par le tsar Paul Ier et partent pour les États-Unis où Niemcewicz se marie.

Il fut, lors de l'érection du grand-duché de Varsovie en 1807, secrétaire du Sénat. Après le congrès de Vienne, il fut secrétaire d'État et président du comité constitutionnel de Pologne. Il contribua à l'insurrection de novembre 1830 mais après le triomphe des Russes, il dut se réfugier en France, et mourut à Paris en 1841. Comme son compatriote le général Karol Kniaziewicz (1762-1842), mort quelques mois après, il aurait dû être enterré dans la collégiale Saint-Martin de Montmorency mais les pouvoirs publics s'y étant opposés, les tombeaux et gisants des deux combattants polonais sont restés de simples cénotaphes.

NICOLAI **Christoph Friedrich** Berlin 1733 – 1811.



Fils du libraire renommé Christoph Gottlieb Nicolai, Friedrich Nicolai est engagé comme apprenti dans une librairie de Francfort-sur-le-Main et travaille ensuite dans celle de son père à Berlin. Ses ***Briefe über den itzingen Zustand der schönen Wissenschaften in Deutschland*** (Lettres sur l'état actuel des arts et lettres en Allemagne), publiées anonymement à Berlin en 1755, s'attaquant à Gottsched qui veut soumettre la littérature allemande aux lois du classicisme français. L'enthousiasme de Nicolai pour la littérature anglaise lui vaut l'amitié de Lessing et de Moses Mendelssohn. Il reprend la librairie de son père en 1759 et lui donne un tel élan qu'elle devient l'une des meilleures de Prusse. De 1765 à 1792, il dirige l'Allgemeinde deutsche Bibliothek qui devait être interdite par Wöllner.

Deux éditions de ***Versuch über die Beschulddigungen, welche dem Tempelherrenorden gemacht werden, und über dessen Geheimniss. Nebst einem Anhange über das Entstehen der Freymaurergesellschaft*** paraissent à Berlin en 1782.

Une traduction française due à Henry Rensner (Essai sur les accusations intentées aux Templiers et sur le secret de cet ordre, avec une dissertation sur l'origine de la franc-maçonnerie) à Amsterdam en 1783.

Nicolai y exprime l'opinion que la franc-maçonnerie a été fondée en 1646 et descend des Rose-Croix.
Nicolai est avec Starck l'un des protagonistes de la querelle dite du « *crypto-catholicisme* » qui agite le Berlin des années 1780. Il devient membre de l'Académie des Sciences de Berlin en 1798 ; la faculté de philosophie de Helmstedt le nomme docteur *honoris causa* l'année suivante. En 1806, il publie ***Einige Bermerkungen über den Ursprung und die Geschichte der Rosenkreuzer und Freymaurer, veranlasst durch die sogenannte historisch-kritische Untersuchung des Herrn Hofrat Bühle über diesem Gegenstand.*** (Quelques remarques sur l'origine et l'histoire des rose-croix et francs-maçons, à l'occasion de l'examen soi-disant historique et critique de M. le Conseiller à la cour Bühle).

Le frontispice reproduit une gravure comprenant la dénomination, les armes et les devises des neuf Provinces templières, décrites de manière quasiment identique dans le matricule du *rothes Ordensbuch*. Nicolai indique l'avoir découverte dans *Symbola Divina et humana Pontificum, Imperatorum, Regum ; accessit brevis isagoge Jac. Typotii. Sculpsit Aegidius Sadlert. 3 Tomi. Prague 1601-1603* (réimprimé à Francfort en 1642) et ajoute avoir trouvé deux des devises utilisées au 1° et au 3° grade du système de von Hund. Figure exemplaire des Lumières, résolument hostile au mysticisme, Nicolaï appartenait à la Mère Loge « Aux Trois Globes », mais on ignore le lieu et la date de sa réception. A.B.

NOTHOMB Jean-Baptiste

Messancy 3 juillet 1805 - Berlin 16 septembre 1881.

Le Baron **Jean-Baptiste Nothomb** est un homme politique belge de tendance. Fervent partisan de l'unionisme, il a été chef de cabinet de 1841 à 1845. Il est originaire de Pétange (dans l'actuel Grand-Duché de Luxembourg) et fait ses études secondaires à Luxembourg Ville. Il étudie de 1822 à 1826 à l'Université de Liège, où il obtient un diplôme de docteur en droit. Il retourne ensuite à Luxembourg où il s'inscrit au barreau. Parallèlement, il a une carrière dans la presse (il écrit dans *le Courrier des Pays-Bas*) et rejoint bientôt Bruxelles pour devenir directeur de la *Gazette des tribunaux*.



Quand la révolution de 1830 éclate, il se trouve à Luxembourg. Il ne rejoint Bruxelles que fin septembre et devient directeur du *Courrier des Pays-Bas*, organe de presse du gouvernement provisoire. En octobre, il devient secrétaire de la commission chargée de préparer la constitution. Il prône la monarchie constitutionnelle, le bicaméralisme.

Dans cette commission, il participe également à la définition des modalités de l'élection du Congrès national. Il propose notamment que l'âge requis pour être éligible soit vingt-cinq ans, afin que lui-même puisse être élu. Il est élu au Congrès pour l'arrondissement d'Arlon. Il y devient membre d'une commission chargée de régler la question du Luxembourg, que la Conférence de Londres voulait laisser à Guillaume Ier. Plus tard, il est secrétaire général du ministère des Affaires étrangères du premier cabinet du régent Surlet de Chokier. Il soutient également la candidature de Léopold de Saxe-Cobourg et Gotha au Congrès et fait partie de la délégation envoyée à Londres pour lui proposer la couronne.

Il y met au point une interprétation du Traité des XVIII articles qui permettrait à la Belgique d'échanger certains territoires enclavés dans les Provinces-Unies dans leurs frontières de 1790 contre une partie du Limbourg. Il rencontre Charles Grey qui accepte le principe de cet échange de territoires. Néanmoins, il se montre réservé quant aux chances de réalisation de ce plan au moment de défendre le Traité des XVIII articles devant le Congrès. Il est renvoyé à Londres après la campagne des Dix-Jours, mais la défaite des troupes belges avait largement réduit sa marge de manœuvre et le Traité des XXIV articles est bien moins avantageux pour la Belgique. La Conférence accepte néanmoins, grâce aux pressions du roi Louis-Philippe de laisser à la Belgique Arlon, ville où Nothomb a été élu. Il défend la ratification du nouveau traité devant le Parlement.

Il reste ensuite secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. En 1836, il épouse une de ses cousines, fille d'un gros industriel de la Sarre, Whilelmine Boch1. Il devient en 1837 ministre des Travaux publics dans le gouvernement de Barthélémy de Theux de Meylandt. Il participe alors au développement du chemin de fer. En 1838, il soutient la ratification définitive du Traité des XXIV articles aux côtés de Barthélémy de Theux et de Jean-Pierre Willmar.

Après la chute du cabinet de Theux, le libéral Joseph Lebeau, nouveau premier ministre au 18 avril 1840, fait appel à lui pour faire partie du premier gouvernement libéral homogène, mais Nothomb refuse, car il reste partisan de l'unionisme. Il devient alors ambassadeur auprès de la Diète de Francfort, où il succède à Lebeau dans cette fonction tout en restant député. Il est ensuite appelé par Léopold Ier pour succéder le 13 avril 1841 à Lebeau (qui a démissionné à la suite des querelles généralisées entre son gouvernement libéral et le Sénat aux mains des catholiques), au poste de Premier ministre. Ce nouveau gouvernement unioniste est composé de Félix de Muelenaere (catholique), Camille de Briey (catholique), Guillaume van Volxem (libéral), Léandre Desmaisières (libéral) et le général Gérard Buzen (libéral). Il doit faire face à l'opposition des libéraux radicaux qui lui reprochent son alliance avec les catholiques.

On doit à ce gouvernement la loi sur l'enseignement primaire de 1842. Cette loi institue l'enseignement gratuit (non obligatoire) et oblige chaque commune à posséder au moins une école dispensant l'enseignement confessionnel sous surveillance du clergé (sauf dérogation). D'autre part, l'État et les provinces allaient créer des écoles dans les communes trop pauvres.

Le gouvernement échoue par contre dans son projet de donner la personnalité juridique à l'Université de Louvain. Le 14 décembre 1842, Nothomb, en plus de son poste de Premier ministre, reprend à van Volxem celui de ministre de la Justice, charge qui échoira peu après à Jules d'Anethan lors du remaniement consécutif aux élections du printemps 1843. Il fait également voter une loi permettant au roi de choisir le bourgmestre en dehors du conseil communal.

Après les élections de 1843 qui marquent une avance des libéraux, Nothomb modifie la composition de son cabinet et fait appel à Albert Goblet d'Alviella, Édouard Mercier, Pierre Dupont (libéraux), Jules d'Anethan, Adolphe Dechamps (catholiques). Il fait ensuite voter une loi permettant au gouvernement et non plus au Parlement de nommer les membres des jurys d'examen universitaire, ce qui satisfait les libéraux, mais mécontente les catholiques. Le nonce apostolique Pecci y est en particulier hostile.

Sur le plan international, le gouvernement décline les offres d'union douanière faites par la France et la Confédération germanique.

Les progrès des libéraux lors des élections de 1845 provoquent la démission de Nothomb.
Il devient ensuite ambassadeur à Berlin tout en restant député jusqu'en 1848, où une loi lui interdit ce cumul de fonctions. Il meurt en fonction, d'une attaque d'apoplexie, en 1881.
Comme beaucoup d'autres fondateurs de la Belgique, il fit partie de la franc-maçonnerie.

NOVIKOV Nikolaï

Moscou 8 mai 1744 - 12 août 1818.

Nikolaï Ivanovitch Novikov (en russe : Николай Иванович Новиков; ISO 9 : *Nikolaj Ivanovič Novikov*), est un philanthrope, éditeur et auteur russe. Représentatif des Lumières russes, Novikov visait à élever le niveau culturel et éducatif des Russes. Souvent considéré le premier journaliste russe, Novikov appartenait à la génération des Russes qui bénéficièrent de la création de l'université de Moscou en 1755.
Il a pris une part active au Nakaz de 1767, qui cherchait à produire un nouveau code législatif. Inspiré par ce genre d'activité libérales, Novikov a assuré l'édition des *Moskovskie Vedomosti* et a lancé des journaux satiriques sur le modèle de *the Tatler* et *the Spectator* anglais. Son attaque des coutumes sociales en place a incité les répliques enjouées de Catherine II, qui créa même son propre journal, intitulé *Vsyakaya vsyachina*, pour commenter ses articles.

Dès les années 1780, Novikov s'éleva aux positions les plus élevées de la franc-maçonnerie russe, qui finança libéralement ses ambitieuses entreprises d'édition. Sa presse a produit le tiers de livres russes contemporains et plusieurs journaux. Novikov a également employé son influence à divers nobles desseins, tels qu'un projet à grande échelle de promotion chez les Russes du théâtre de Shakespeare.

L'avènement de la Révolution française changea du tout au tout l'attitude de Catherine envers les inclinations de Novikov. Son imprimerie fut confisquée et, en avril 17921, il fut incarcéré pendant quinze ans, sans procès, à la forteresse de Schlüsselburg.
Lorsque l'empereur Paul Ier le libéra, il était trop effrayé et avait le cœur trop brisé pour reprendre ses activités journalistiques, ainsi il ne nuisit plus à personne.

OLIVIER **Georges** Papplewick 1782 – Loncoln 1867.



Fils de Samuel Olivier, un enseignant et un prédicateur d'ascendance écossaise établi dans le Lincolnshire, George Olivier occupe, dès 1803, un poste adjoint d'enseignement dans une école de Castor, près de Lincoln. Il sert ensuite brièvement dans un cabinet d'avocat à Holbeach. En 1805, il épouse Marx Ann Beverly, dont il eut cinq enfants. Il s'établit alors à Grest Grimsby où il dirige, entre 1809 et 1836, la *Freemen's Grammar School.*

En 1814, il est ordonné prêtre au sein de l'Eglise anglicane. Sa vocation demeure la grande espérance de sa vie : il incline pour la franc-maçonnerie dont les principes s'avèrent compatibles avec la croyance inébranlable dans l'exactitude des récits de la Bible, de la Genèse aux Livres Prophétiques. Dès son ordination, il occupe simultanément les charges de responsable de la paroisse de Klee et de vicaire de Grimsby dont le pasteur est Alfred Tennyson et frère de Charles Tennyson, dignitaire maçonnique lié au duc de Sussex.

S'il ne parvient pas à succéder au Révérend Tennyson à sa mort en 1831, il reçoit, en compensation, la paroisse de Scopwick, un « village isolé », situé à 12 miles de Lincoln.

En 1834, il se voit attribuer la responsabilité de la collégiale de Wolverhampton rattachée, par privilège royal, au doyenneté de Windsor. Les violentes disputes entre George Olivier et ses marguilliers, exaspèrent par cet état de sujétion, conduisent le Parlement, à la disparition du doyen en 1846, à ériger en paroisse indépendante l'église de cette cité en pleine expansion. Dès l'année suivante, il préfère d'ailleurs échanger sa cure avec le recteur de South Hykeham.

En 1835, l'archevêque de Canterbury lui décerne un doctorat de théologie (*Lambeth Degree*) pour ses publications en faveur de la primauté de l'Eglise anglicane. En 1855, il doit renoncer, pour des raisons de santé, à ses charges pastorales de Scopwick et de South Hykeham. Il se retire alors à Lincoln.

George Olivier s'intéresse très tôt à la franc-maçonnerie sous l'influence de son père, initié le 12 juillet 1797 dans la « *St John's Lodge* » de Leicester qui participe à la fondation d'une nouvelle loge à Peterborough, près de leur résidence familiale de Whaplode. Ce nouvel atelier, après avoir refusé de travailler sous la juridiction des Anciens en juillet 1802, obtient le 23 décembre une patente des Modernes.

Lors de sa réception, qui intervient quelques semaines plus tard, il prête son obligation avec son père agenouillé près de lui en raison de sa minorité. Il est ensuite passé et élevé à Peterborough, à des dates restées inconnues. En 1809, il participe activement à la consécration de l'*Appollo Lodge* de Great Grimsby. Le 8 mai 1813, il est exalté dans l'Arche Royale à Hull, puis très probablement reçu au sein d'autres ordres.

En octobre 1833, il est nommé par Charles Tennyson, devenu en novembre 1832 Grand Maître Provincial du Lincolnshire, Député Grand Maître Provincial en charge de la gestion quotidienne d'une Province où pratiquement aucun atelier ne fonctionnait convenablement. Il procède aussitôt à la désignation d'officiers compétents, ouvrant ainsi une nouvelle ère de prospérité pour la maçonnerie locale.

Très proche, depuis 1839, du docteur Robert Crucefix, un maçon londonien qui, au travers de sa revue tridimensionnelle, *The Freemason's Quaterly Review*, œuvrait pour la fondation d'un hospice pour les maçons âgés et malades en dépit de la sourde hostilité du duc de Sussex, George Olivier accepte de présider un dîner réunissant ses partisans. Aussitôt, sur l'injonction du Grand Maître, Charles Tennyson le destitue brutalement, le 28 avril 1842, de sa charge de Député Grand Maître Provincial. L'indignation soulevée par cette décision arbitraire s'étend au-delà des limites du Lincolnshire car Georges Olivier était un écrivain maçonnique réputé. Il faut toutefois attendre la disparition du duc de Sessex l'année suivante pour qu'intervienne une réhabilitation officielle lors d'un banquet organisé en son honneur à Lincoln, le 9 mai 1844.

En 1845, il participe à la création du Suprême Conseil du Rite Ecossais Ancien et Accepte pour l'Angleterre. Le Pas de Galles et ses Districts et Chapitres d'Outre mer. Il en devient le Lieutenant Grand Commandeur puis, pendant une brève période après la mort de Crucefix en 1850, le Souverain Grand Commandeur.

Il fait sa dernière apparition publique en 1866 lors d'une tenue de la Grande Loge Provinciale du Lincolnshire. La moitié des soixante ouvrages publiés portent sur des thèmes maçonniques et lui valent le qualificatif de « Sage et Historien de la Maçonnerie ». Dès le début de sa carrière maçonnique, il a ressenti son incapacité à réfuter les objections soulevées contre l'Ordre en raison de l'insuffisance et de l'éparpillement des documents existants. Il aurait alors esquissé un « Grand Projet » consistant en un chapelet d'ouvrages permettant une perception exhaustive de ce « système de connaissances humaines et divines » représenté pour lui par la maçonnerie.

La pierre de fondation de cette entreprise fut ***The Antiquities of Freemasonry*** (1823) et ***Star in the East*** (1825) attestant de l'ancienneté de l'Ordre et de son essence chrétienne. « *La franc-maçonnerie n'est pas elle-même une religion, mais la servante et l'auxiliaire de la religion* ». Ses études se firent sur le vocabulaire maçonnique (***Signs and Symbols***, 1826), les rites initiatiques (***The History of initiation***, 1829) et la véritable philosophie de l'Ordre (***The Theocratic Principles of Freemasonry***, 1839).

En 1845-1846, il publie les deux volumes de ***The Historical Landmarks of Freemasonry*** où il examine longuement l'évolution de la maçonnerie depuis l'origine du monde. Ainsi après avoir recensé les 941 grades et les 44 rites existants, il réduit le système maçonnique aux grades symboliques, à l'Arche Royale et aux Templiers (ce dernier degré incluant à cette époque les Rose-Croix).

L'année 1850 voit la parution de la clef de voûte de son œuvre, ***The Symbol of Glory***, où il écrivait notamment : « *J'ai essayé de racheter l'Ordre de l'accusation de frivolité qui fut lancée contre lui au siècle dernier* ». leSon attachement à la dimension chrétienne de la franc-maçonnerie transparaît au travers des cinq volumes des ***Remains of Early Masonic Writers*** (1847-1850), rassemblant des écrits maçonniques du XVIIIe siècle. Les notes recueillies par son père lui permettent également dans ***Revelations of a Square*** (1855) d'esquisser le portrait d'une loge maçonnique imaginaire au XVIIIe siècle. En 1863, il rassemble ses cinquante conférences destinées aux Vénérables Maîtres dans ***The Freemason's Treasury***. Pour lui, en effet, chaque Vénérable devait, lors de chaque tenue mensuelle, instruire les Frères sur les principes et les préceptes maçonniques. N'écrivait-il pas à ce sujet : « *J'ai une médiocre opinion du maître qui travaille dans sa loge uniquement à l'aide de sa mémoire… Il est seulement une machine… J'ai connu des maîtres qui peuvent répéter machinalement l'ensemble des trois conférences mais méconnaissent totalement la maçonnerie* ».

En 1866, il vient à répondre à la Bulle édictée par Pie IX à l'encontre des francs-maçons par un pamphlet, ***Papal Teachings in Freemasonry.*** Quelques semaines avant sa mort, il publie ***The Origin of the Royal Arch***, où il met en exergue l'influence anglaise sur ce grade. Fr.D.

ORANGE – NASSAU



Le 13 février 1789, le Stathouder **Guillaume III** (1689-1702), comte de Nassau, prince d'Orange, et **Mary Stuart**, sa femme, deviennent « *William and Mary, King and Queen of England, Scotland, France and Ireland, Defenders of the Faith* ». **Anderson écrit que le roi était franc-maçon (Constitutions de 1738) et un rapport fait pour la Grande Loge le 27 décembre 1797 contient la même assertion. Il n'y a cependant pas d'indication plus précise sur son appartenance à la maçonnerie. Néanmoins, sir James Thornhill, maçon lui-même, le peint en 1707 en « *Salomon sur son trône* » sur le plafond de l'hôpital pour marins de Greenwich, et la peinture est entièrement allégorique et maçonnique**.



Après un interrègne, Guillaume V (Willem Karel Hendrik Friso, 1711-1751), descendant d'un frère de Guillaume 1er, lui succède. Si rien ne prouve formellement qu'il ait été initié à Berlin (comme Adolph van Schweinitz le rapporte en 1750) ou bien à Londres où il se trouve quelques mois avant son mariage avec la fille de George II (Anna) le 14 mars 1734, de nombreux récits, dont la célèbre réponse du roi Guillaume 1er à son ministre Falck en 1816, laisse fortement pensé qu'il était franc-maçon.

Le roi Guillaume 1er (Willem Frederik, 1772-1843), le fils de Guillaume V, n'était pas non plus franc-maçon même si, voulant unir les Pays-Bas du Nord et ceux du Sud, son « domaine privé » par les puissances de la Sainte-Alliance après le Congrès de Vienne en 1815, pour constituer une force contre la France, il mise sur l'unification maçonnique dans les deux pays pour aider à ce projet. Avec ce projet politique, les liens entre l'illustre famille et la maçonnerie apparaissent au grand jour. Après qu'en avril 1815 le ministre de la Justice, le comte de Thiennes, eut rapporté au roi qu'il est mieux d'interdire aux loges dans les départements du Sud de reconnaître l'autorité du Grand Orient de France (et même toute correspondance avec lui) et qu'en juin 1816, Falck, son secrétaire d'Etat pour les affaires intérieures, lui eut demandé par écrit s'il adhérait à l'idée que son deuxième fils (Willem Frederik Karel, 1797-1881) devienne Grand Maître des deux Grandes Loges Unies, le roi répondit : « *Puisque mon grand-père (Guillaume IV) était maçon, je n'ai pas d'objection à se que Frits le devienne aussi, et encore moins parce qu'il peut être un avantage national que les loges du pays entier soient unies sous une direction générale et que, de cette façon les Pays-Bas du Sud soient soutirés de la domination du Grand Orient de Paris. Je ne sais pas si Frits a une grande aptitude à voir la lumière, mais je pense qu'il n'aura pas de difficulté à tout ce qui sera jugé utile* ».



Willem Frederik Karel est initié le 20 juin 1816 à Berlin, où il demeurait, et le 13 octobre suivant, il est installé comme Grand Maître. Bien qu'il soit à l'origine un « maçon de circonstance », il dirige activement l'Ordre et exerce une grande influence de 1816 jusqu'en 1881. Son intérêt pour les hauts grades témoigne également de son investissement. En 1817, il a été initié Rose-Croix dans le Rite Ecossais Ancien et Accepté avec Guillaume à Bruxelles et, durant la même période, il a été initié en Allemagne dans la Stricte Observance. Son évolution lui permet de se forger des idées personnelles et d'introduire un nouveau système de hauts grades spécifiquement néerlandais en 1820, la Section du Degré de Maître.

Soit deux grades des nommés Maître Elu et Maître Elu Suprême, ce qui sera aussi un véritable effort stratégique pour combattre les influences du Rite Français et du Rite Ecossais Ancien et Accepté. Les causes sont son aversion contre les influences étrangères notamment celles venues de France (que montre sa haine tenace des régicides) et son rejet du contenu des systèmes des hauts grades existant.

Nombre de frères vont se liguer contre cette nouveauté. Dans le contexte de l'union des loges belges et néerlandaises sous son autorité depuis 1816, une opposition émerge entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre le nouveau système créé en 1820. La controverse bat son plein jusqu'en 1835, date à laquelle une contravention est signée à la fois entre les deux Ordres des hauts grades et l'Ordre Symbolique et Frederik accepte à nouveau la Grande Maîtrise des trois ordres.

Son frère aîné, qui devient roi sous le nom de Guillaume II (Willem Frederik George, 1792-1849), a été initié le 14 mars 1817 à Bruxelles dans la loge L'Espérance. Cependant, après son couronnement en 1840, il ne fréquente plus la loge, probablement parce qu'il ne veut pas risquer de perdre sa popularité chez les catholiques du Sud.

Si Guillaume III (Willem Alexander Paul, 1817-1890), fils aîné et successeur de Guillaume II, n'est pas maçon, le troisième file de celui-ci, **Alexander (Willem Alexander, 1851-1884), a été initié le 26 juillet 1876 par le Grand Maître Frederik. A la mort de ce dernier, c'est lui qui lui succède, mais il ne lui survit que trois ans et il est le dernier maçon connu parmi les Orange jusqu'à aujourd'hui.** J.S.

ORLEANS d' Louis Philippe Joseph

Saint-Cloud 13 avril 1747 – Paris 6 novembre 1793.



Prince de sang, duc de Monpensier à sa naissance puis duc de Chartres le 4 février 1752 à la mort de son aïeul, Louis-Philippe-Joseph-Egalitlé à la Convention nationale, marié le 5 avril 1769 à Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon, fille du duc de Penthièvre, colonel du régiment de Chartres-Infanterie en 1762 puis de Chartres-Cavalerie en 1764, fait chef d'escadre en avril 1766 et créé colonel des hussards et des troupes légères en 1778, le futur Philippe-Egalité est finalement nommé lieutenant général des armées de terre et de mer.

C'est à la mort du comte de Clermont, Grand Maître de la Grande Loge, 16 juin 1771, à l'occasion d'une assemblée générale convoquée pour le 21, que des frères qui avaient été exclus en 1765-1766 se présentèrent en apportant la promesse écrite de son acceptation de la Grande Maîtrise en échange de la communication des rapports qui avaient motivés leur exclusion et la révision des opérations de la GL. depuis 1767.

Ils obtinrent gain de cause et le duc fut élu Grand Maître le 24 juin 1771, le duc de Montmorency-Luxembourg devenant Administrateur général de l'Ordre. Une circulaire d'octobre 1771 informa les loges de l'acceptation du duc de Chartres et les invita à s'associer à la cérémonie d'installation prévue pour la fin de novembre. Cependant le duc ne signa le procès-verbal d'acceptation que le 5 avril 1772. Ce ne fut que le 8 mars 1773 qu'une assemblée générale rassemblant les députés de province et ceux de Paris se réunit et confirma par acclamation l'élection du Grand Maître. Ce retard trouve son explication dans le fait que le duc qui s'était opposé à la réforme Maupeou était depuis avril 1771 sous le coup d'une interdiction de paraître à la Cour, interdiction qui ne fut levée qu'en décembre 1772.

La Grande Maîtrise n'était rien qu'une sinécure : inamovible, le Grand Maître présidait toutes les assemblées et en paraphait les comtes rendus. En réalité, Chartres ne manifesta guère de zèle et ne présida sa première assemblée du Grand Orient que le 3 juillet 1777. Il signa ce qu'on lui demanda de signer et entérina toutes les décisions que le duc de Montmorency-Luxembourg et son conseil de Grands Officiers avaient prises. Cela ne signifie pas pour autant qu'il se soit désintéressé de la franc-maçonnerie. Ainsi, en juillet 1773, il visite *« La Vraie et Parfaite Harmonie* », à l'orient de Mons, dans les pays autrichiens, loge qui avait été reconnue en 1765 par la Grande Loge de France comme Grande Loge des Pays-Bas, mais qui avait obtenu en 1770 des patentes de la Grande Loge de Londres… En 1776, il engage une grande tournée provinciale qui le conduit à Bordeaux, Agen, Toulouse, Montpellier, Nîmes. On le voit aussi au château des Ormes, près de Châtellerault, propriété des d'Argenson, où il reçoit des délégations de frères.

S'il s'intéresse aux loges parisiennes (« *La Fidélité* » lui fait l'hommage d'une médaille en or frappée à son effigie, et, en 1781, il demande son affiliation à « *La Candeur* »), son goût personnel lui fait préférer les loges de table, ou celles d'adoption. Il eut presque aussitôt sa loge personnelle, sous le titre distinctif de « *Saint-Jean de Chartres* », à l'orient de Mouceaux (Monceau), créée le 9 septembre 1774 par le Grand Orient à la date du 20 décembre 1773.

Une lettre publiée par Pierre Chevalier, qu'il adresse à Mme de Genlis en août 1772, révèle son état d'esprit : « *On s'ennuie beaucoup ici, et pour se dédommager, comme M. de Fronsac et M. de Lauzun ont parlé francs-maçons, Melle de Courtebonne et Mlle de Laval avaient imaginé de se faire recevoir, et quand je suis arrivé, elles m'ont demandé de les recevoir. J'ai accepté comme vous croyez bien. Mon père devait être de la loge ; j'étais charmé de l'avoir à ma férule. Mais il a fait réflexion que cela ne serait pas honnête pour M. le prince de Conti, que cela disperserait la compagnie : il m'a dit qu'il ne fallait pas et cela n'a pas eu lieu*… ».

Outre que cette lettre nous apprend l'appartenance de son père Louis-Philippe Le Gros à l'Ordre, on voit que ce qui intéressait le Grand Maître était moins le travail maçonnique que la pratique des civilités aristocratiques.

Devenu l'un des hommes les plus riches de France à la mort de son père et par son mariage, il s'endetta cependant si lourdement que, pour remettre de l'ordre dans ses finances, il fit ceinturer les jardins du Palais Royal d'une galerie de boutiques à louer – attitude inouïe de la part d'un prince du sang qui lui valut les sarcasmes de la Cour et du parti de la reine qui le détestait. Le Palais Royal devint bientôt un foyer d'agitation politique et culturelle, et l'on sait que c'est à cet endroit que Camille Desmoulins fit ses premières armes.

A partir de 1787, le duc de Chartres se mêla de politique en s'opposant aux édits fiscaux de Loménie de Brienne, ce qui provoqua son exil à Villers-Cotterets. Peu de temps avant la convocation des Etats Généraux, il fit répandre dans ses domaines les Instructions aux bailliages du duc de Limon et les Délibérations à prendre de l'abbé Sieyès où celui-ci se prononçait pour le doublement du tiers et le vote par tête.

Parce que sa voiture avait été aperçue faubourg Saint-Antoine et qu'il donnait avec ostentation aux pauvres pendant le redoutable hiver de 1788-1789, le parti de la reine lui imputa l'émeute de Réveillon. Elu député de la noblesse par le baillage de Crépy, il se prononça pour le vote par tête et, le 25 juin 1789, il fut l'un des premiers député de la noblesse à s'unir aux Tiers. On le soupçonne d'avoir voulu prendre la place de Louis XVI comme Régent général du royaume, mais cette thèse du complot orléaniste défendue encore de nos jours (Hubert Le Marle) se heurte à l'absence de preuves. Toujours est-il qu'accusé avec Mirabeau d'avoir fomenté les journées des 5 et 6 octobre, il fut envoyé en mission diplomatique en Angleterre à l'initiative de La Fayette en octobre 1789. A son retour, le 7 juillet 1790, il fut innocenté. Cependant, après la fuite à Varennes, on l'accusa d'avoir fait rédiger par son secrétaire, Choderlos de Laclos, la pétition du Champ-de-Mars. Très proche des jacobins, qu'il fréquentait assidûment, après avoir pris le nom de Philippe-Egalité que lui aurait donné la

commune de Paris, il fut élu député de Paris à la Convention et siégea avec la Montagne. Personnalité contestée, il est mis en état d'arrestation le 6 avril 1793 « pour servir d'otage à la République » quand son fils (le futur Louis-Philippe) passe à l'ennemi avec Dumouriez. Finalement, il est décrété d'arrestation, en même temps que les girondins pour lesquels il n'avait jamais manifesté de sympathie, le 3 septembre 1793, et guillotiné, conscient qu'au-delà de lui c'était l'aristocratie d'Ancien Régime qui était visée.

Accusé par le *Journal de Paris* de disposer d'un grand parti dans la capitale, Philippe-Egalité avait démissionné le 22 février 1793 du Grand Orient. La lette au citoyen Milcent est restée célèbre : « *Comme je ne connais pas la manière dont le Grand Orient est composé et que d'ailleurs je pense qu'il ne doit y avoir aucun mystère, ni aucune assemblée secrète dans une République, surtout au commencement de son établissement, je ne veux plus me mêler en rien du Grand Orient, ni des assemblées de francs-maçons* ». Philippe-Egalité, ci-devant Grand Maître du Grand Orient, ne fut pas remplacé ; nonobstant la maçonnerie se maintint avec des fortunes diverses pendant la Terreur. Ch.P.

ORVILLIERS d' Louis GUILLOUET

Moulins 26 mars 1710 - 1792.



Louis Guillouet, comte d'Orvilliers, officier de marine et aristocrate français du XVIIIe siècle. Il sert pendant cinquante ans au sein de la Marine royale pendant la guerre de Succession d'Autriche et la guerre de Sept Ans ; lieutenant général des armées navales et Commandeur de Saint-Louis il se distingue particulièrement pendant la guerre d'indépendance des États-Unis et notamment à la bataille d'Ouessant en juillet 1778, au cours de laquelle il défait la flotte britannique de l'amiral Keppel.

Louis Guillouet est issu d'une famille de la noblesse bourbonnaise dont les membres sont marins de père en fils. Le nom Guillouet est un diminutif qui proviendrait du breton "Guillou", hypocoristique du nom de baptême Guillaume.Il est le fils de Claude Guillouet, seigneur d'Orvilliers, écuyer, nommé capitaine de frégate en 1712, gouverneur de Cayenne (capitale de la Guyane française) de 1716 à 1728, et de sa femme Marie Ducé.

Son père est anobli par Lettres patentes de juin 1720, et reçoit le titre de comte d'Orvilliers. Les Guillouet sont gouverneurs de Guyane de père en fils. L'arrière-grand-père de Louis Guillouet, Joseph-Antoine Le Febvre de La Barre, d'assez mauvaise réputation avais repris Cayenne aux Hollandais en 1676. Rémy Guillouet — gendre de Lefebvre de la Barre (et donc oncle du chevalier de la Barre, supplicié en 1766) — est gouverneur en titre de 1706 à 1713, après avoir été lieutenant du roi, puis gouverneur par intérim. Enfin, Gilbert Guillouet, le frère cadet de Louis, le sera de 1749 à 1763. D'Orvilliers passe néanmoins la majeure partie de son enfance à Cayenne, où son père était gouverneur4. En 1723, âgé de quinze ans, il rejoint les troupes coloniales et intègre le régiment d'infanterie de la colonie, au sein duquel il s'élève rapidement au rang de lieutenant.

Carrière dans la Marine royale

En 1728, il est transféré dans la Marine royale4. Le 5 avril 1728, il intègre une compagnie de garde-marine. En 1734, il sert sur le vaisseau *Le Saint-Philippe*, qui faisait partie de l'escadre aux ordres de Duguay-Trouin4. Promu enseigne de vaisseau en 1741, il passe sur *L'Apollon*, commandé par Jean-Baptiste Mac Nemara, qui avait une mission pour Lisbonne. Il sert aux Antilles et au Québec. Lieutenant de vaisseau en 1743, il combat au cap Sicié l'année suivante. Fait chevalier de Saint-Louis en 1746. Il épouse, le 31 août 1747 à Rochefort, Marie-Anne-Thérèse Chesnel, qui devint — à la mort de son frère Charles-Roch Chesnel, capitaine de vaisseau, chevalier de Saint-Louis (en 1754) — dame de Château-Chesnel, Chazotte, Mesnac, Montignac, Burie, Villars-les-Bois, Mansac et Migronneau. Le père de la mariée, Charles-Louis Chesnel, marquis d'Ecoyeux, mort depuis trois ou quatre ans, avait été chef d'escadre.

Louis Guillouet est promu capitaine de vaisseau le 23 mai 1754 et reçoit le commandement de la frégate *La Nymphe*, de 20 canons. Il croise en escadre d'évolutions en Atlantique la même année puis protège des convois en 1755. En 1757, il commande le vaisseau *Le Belliqueux* dans la flotte de neuf vaisseaux et deux frégates envoyée sous Dubois de La Motte, renforcer les défenses de Louisbourg, en Nouvelle-France. La colonies française est alors menacée par une escadre britannique sous le commandement de Francis Holburne. Les renforts français5 dissuadent les Britanniques d'attaquer mais, les équipages français sont bientôt atteints par le typhus et la flotte de Dubois de La Motte est contrainte de quitter Louisbourg le 30 octobre avec 5 000 malades.

Au printemps 1756, il commande *La Nymphe*, envoyée à Minorque avec l'escadre placée sous les ordres de La Galissonière4,6. La flotte française remporte une victoire sur celle de l'amiral Byng et, après avoir assiégé la principale place-forte de l'île, Minorque tombe aux mains des Français, au début de l'été. Il est plus tard associé à la bataille située près de Santo Domingo dans les Antilles et est promu chef d'escadre lors de la promotion du 1er octobre 1764 et fait commandeur de l'ordre de Saint-Louis, il dirige plusieurs expéditions sur les vaisseaux *Le Belliqueux* et *Le Guerrier*. À bord de *L'Alexandre*, il commande la campagne d'évolution qui se déroule en 1772. Nommé commandant de la Marine à Brest en 1775, en remplacement du comte de Breugnon, il se rapproche du ministre de la Marine, Antoine de Sartine, qui l'appréciait et le consultait pour la rédaction de ses ordonnances.

Guerre d'indépendance des États-Unis

En 1777, la France a commencé son aide aux treize colonies américaines contre la Grande-Bretagne. D'Orvilliers est

nommé lieutenant général des armées navales le 6 février 1777. Cette promotion peut paraître tardive, puisque qu'elle survient à 67 ans, mais elle n'a rien d'exceptionnelle : la *Royale* étant — à l'époque — dirigée par des vieillards. Il est chargé du commandement de l'armée navale, forte de 32 vaisseaux de ligne et divisée en trois escadres, qui était réunie au port de Brest pour engager la Marine royale dans l'océan Atlantique. D'Orvilliers approche alors de 68 ans, et les longues années passées en mer ont fait de lui un vieillard diminué physiquement. Le 2 janvier 1778, en partant de Brest pour aller recevoir à Versailles les instructions orales du Ministre, il écrit à ce dernier : « Je courrai comme un vieillard qui redoute le froid et ne peut entreprendre de fortes journées. »

La bataille d'Ouessant



Combat d'Ouessant, juillet 1778 - Huile sur toile par Théodore Gudin

Son plus grand succès a lieu pendant la bataille d'Ouessant (en anglais : Battle of Ushant), le 27 juillet 1778. Le 22 juillet, la flotte française, quitte Brest où elle était stationnée. Dès le lendemain, elle entre en vue de la flotte anglaise commandée par l'amiral Keppel; et elle manœuvre afin de ne pas la perdre de vue4. Le 27 juillet, à quatre heures du matin, les deux flottes se font face et le combat s'engage: il dure trois heures, avec un acharnement égal de part et d'autre; mais le comte d'Orvilliers, étant parvenu à gagner le vent à l'ennemi, prend l'avantage du combat, et contraint l'amiral anglais à abandonner le champ de bataille en désordre.

L'échec de la manœuvre décisive est imputée au vaisseau le *Saint Esprit* où se trouvait le duc de Chartres (futur *Philippe Égalité*), son capitaine (La Motte Picquet) ayant déclaré n'avoir pas compris les instructions reçues par signaux. Les témoins de l'époque accusent ce capitaine d'avoir voulu protéger du feu son illustre passager. Le jeune duc doit ensuite subir les moqueries du petit peuple de Paris. De cette époque commencent les premières fâcheries du Duc contre le Roi. D'Orvilliers, lui, reçoit une pension de 6 000 livres sur le budget de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, par brevet du 4 août 1778.

Fiasco franco-espagnol dans la Manche (1779)

Au mois de mai 1779, Orvilliers sort à nouveau du port de Brest avec 30 vaisseaux de ligne, et se rend à la hauteur de La Corogne, où 35 vaisseaux espagnols devaient se rallier à son pavillon. Mais ces vaisseaux se firent longtemps attendre; et, pendant les trois mois qu'il resta en croisière sur les côtes d'Espagne, son armée est décimée par le scorbut, qui lui enlève la moitié de ses équipages. Son fils unique, lieutenant sur le vaisseau *La Bretagne*, embarqué à ses côtés, est lui aussi victime du scorbut et décède fin juillet 1779.

Forte de 65 vaisseaux, la flotte franco-espagnole rassemblée remonte dans la Manche avec l'intention débarquer en Angleterre près des ports de Portsmouth et Plymouth. Mais, après avoir vainement lutté, pendant plus de quinze jours, avec des vents contraires, il est obligé de renvoyer plusieurs de ses vaisseaux, qui ne pouvaient plus manœuvrer, faute d'équipages (décimés par le scorbut).

Critiqué pour la direction des forces navales sous son commandement, il rentre au port de Brest en octobre 1779 et préfère

se démettre de son commandement et obtient du roi la permission de quitter le service. La mort de son épouse en 1783 l'affecte considérablement et il se retire au séminaire Saint-Magloire à Paris.

Il revient plus tard à Moulins, où il meurt en 1792.

POSTERITE
L'historien du XIXe siècle, Léon Guérin écrit :
« Toutefois c'était pendant la paix qu'il [D'Orvilliers] s'était jusqu'ici le plus fait connaître par de belles campagnes d'évolutions. Comme tacticien, il ne le cédait à aucun marin de l'époque ; sa réputation était égale à son mérite. On pourrait même croire que la crainte de la compromettre lui fit manquer de décision, si sa correspondance avec Sartine n'était là pour attester que tantôt l'inaction de la flotte, tantôt la faiblesse des résultats obtenus par celle-ci tinrent à des circonstances complètement indépendantes de sa volonté. Comme tous les hommes illustres dans sa carrière, d'Orvilliers était le père des officiers, des matelots et des soldats placés sous ses ordres. Tout en signalant les fautes de chacun pour qu'on évitât de les renouveler il prêchait l'indulgence au sévère Sartine surtout dans le commencement d'une guerre où la plupart des officiers ne pouvaient se dissimuler à eux mêmes qu ils manquaient d'expérience et où en sévissant trop rigoureusement contre des erreurs qui n'étaient nullement intentionnelles on risquait d'ôter toute l'énergie des âmes. D'Orvilliers voulait prendre pour modèle la fameuse campagne du large de 1691 dans laquelle Tourville avait contenu toutes les forces combinées d'Angleterre et de Hollande supérieures à son armée qui n'était que de quarante quatre vaisseaux de ligne Pour cela il demandait qu on ne fît point entrer la flotte dans la Manche où l'on n'avait point encore de port propre à la recevoir et où elle serait en risque d être chargée d'un coup de vent d'ouest ou de sud ouest qui la pousserait nécessairement à la côte d'Angleterre et il était d'avis qu'on la fit croiser à une distance convenable du canal pour qu'elle n'y fût pas emportée par les courants14. Néanmoins il se proposait de détacher des frégates et corvettes dans la Manche pour éclairer ces parages et d'en étendre dans tous les autres pour éviter d'être surpris et s'assurer de l'ordre de bataille qu il devrait prendre relativement à la force de l'ennemi. »

OSSIETZKY von Carl



Prix Nobel de la Paix 1935. (1889 – 1938)

PAOLI Pasquale Morosglia 6 avril 1725-Londres 5 février 1807.



Patriote corse qui s'opposa à la présence génoise puis française en Corse.
initié Franc-Maçon, le 15 juin 1778, au sein de la Loge «*Les Neuf Muses n° 325"* à Londres.

La Corse des Révolutions (1729-1754) et la République de Corse constitutionnelle (1755-1769) fondent une large partie de l'identité corse d'aujourd'hui. Pascal Paoli est la figure emblématique de cette période. Contraint à l'exil à l'âge de 15 ans, il part pour Naples avec ses parents (1740). De retour en Corse en 1755, il perd l'ultime bataille qui l'oppose à l'armée royale française en 1769. Il aura vécu en Corse moins de trente ans, pour 15 ans à Naples, et 40 ans en Grande-Bretagne. Mais sa personnalité et son action intéressent bien au-delà des seuls Corses ou des historiens. Avec un fort attachement à son île natale et à sa culture, Pascal Paoli est une figure inscrite dans son temps, un homme des Lumières qui a tissé des relations d'amitiés ou épistolaires à travers toute l'Europe. Ainsi, Pascal Paoli fut à la fois chef d'État de la Corse indépendante, démocrate et patriote, homme des Lumières et général corse.

Pascal Paoli est le fils de Hyacinthe Paoli, nommé conjointement avec plusieurs notables corses chef de la nation avant et depuis le départ du roi Théodore de Neuhoff. Il naît dans le hameau dit « a Stretta » du village de Morosaglia, dans une Corse alors sous domination génoise. Dans ses jeunes années, il suit de bonnes études au couvent des Observantins du Rostino.

Jeunesse et exil napolitain
En 1739, Hyacinthe Paoli, contraint par les Génois de quitter la Corse secouée par des troubles depuis 1729, choisit de se réfugier à Naples. Il emmène avec lui le plus jeune de ses fils, Pascal, âgé de 14 ans. C'est donc en Italie, et plus particulièrement à Naples, que Paoli reçoit l'essentiel de sa formation. Il est élève à l'École militaire de Naples et devient cadet dans les troupes corses du Royaume des Deux-Siciles. Il débute par la suite une carrière dans le régiment royal de Farnèse et porte un regard attentif dans le même temps sur les évènements qui se déroulent en Corse et la révolte d'une partie de la paysannerie appuyée sur les notables contre le pouvoir génois. Durant cette période, il suit l'enseignement d'Antonio Genovesi, titulaire de la première chaire européenne d'économie politique, qui, humaniste, place au premier plan de la légitimité du pouvoir l'intérêt du peuple et prône la séparation du spirituel et du temporel. En économie, Antonio Genovesi insiste sur le commerce international comme source de richesse et valorise en particulier le travail, conceptions qui seront plus tard appliquées par Pascal Paoli. Le jeune Paoli est aussi un grand lecteur de Montesquieu, dont il se fait expédier *l'Esprit des lois* par son père, et des penseurs britanniques de l'époque. Mais il fait également preuve de curiosité scientifique et suit les cours de l'Académie Royale d'Artillerie.

Le généralat
Lors de la consulte qui se réunit au couvent Saint François de Castifao, à Caccia, le 20 avril 1755, il est appelé par les principaux chefs corses révoltés contre Gênes. La guerre que la République de Gênes continuait de mener contre la Corse était à son apogée, et les représentants de la nation allaient délibérer sur les chefs qu'ils devaient nommer pour guider le pays dans cette lutte vitale. Paoli se rendit à l'Assemblée comme député de Morosaglia pour prendre la tête de l'insurrection pour l'indépendance de la Corse. Il y fut élu ce même 20 avril 1755 général en chef de la nation corse. Mariu Emmanuele Matra s'y oppose et propose sa candidature.

Au cours d'une consulte qui se tient au Couvent Saint-Antoine de la Casabianca les 13, 14 et 15 juillet suivant, l'élection de Paoli est confirmée le 14. Le lendemain de son élection, il est proclamé général en chef de la nation et général du « Royaume de Corse ». Paoli reçoit la nouvelle chez lui à Morosalia, où il avait préféré demeurer, s'abstenant de participer à la consulte pour laisser aux députés la liberté de parlementer hors de sa présence. Durant les premiers mois du généralat, Matra est élu à son tour général de la nation. Avec un corps de partisans, il s'oppose et marche contre Paoli, mais la lutte se termine deux ans plus tard par la mort de ce général au siège du couvent de Bozio.

En même temps, Pasquale Paoli met en œuvre un plan réfléchi de modernisation de l'île en lui donnant une constitution (constitution corse) adoptée en 1755 au couvent de Caccia et retouchée à plusieurs reprises par la suite. Synthèse de traditions institutionnelles locales et des différents statuts que Gênes a appliqués à la Corse, l'acte constitutionnel y affirme la souveraineté populaire dans le préambule et reconnaît le droit de vote aux personnes de plus de 25 ans, dont les femmes (veuves ou célibataires), chargées d'élire, au niveau des Consultes communales, les délégués de la Diète, qui détient le pouvoir législatif et élit elle-même un conseil d'État, présidé par le général en chef, et un *Sindaco* chargé de veiller au bon fonctionnement de l'administration et de contrôler les magistrats.

Il s'agit d'une « démocratie de notables » pour Pierre Antonetti, d'une « dictature de salut public tempérée par l'influence des notables » pour Fernand Ettori, de l'œuvre « d'un homme d'action plus que d'un législateur ».

Pour Francis Pomponi: le vote est en fait réservé aux seuls chefs de famille dans les communautés villageoises; le suffrage universel est remplacé en 1764 par le suffrage indirect; la souveraineté populaire est contrebalancée par les prérogatives de Paoli, qui peut convoquer aux séances de la Diète des personnes non élues et réunir des Consultes particuliers; l'institution du généralat à vie restreint le système démocratique ; la Diète n'est réunie qu'une à deux fois par an pour des durées très courtes (deux à trois jours); au sein de cette Diète siègent, à côté des élus, des membres de droit: ecclésiastiques, anciens

magistrats, frères et fils de ceux qui sont « morts pour la patrie » et « patriotes zélés et éclairés »; un doit de veto suspensif est reconnu en 1764 au conseil d'État sur les décisions de la Diète; les *principali* dominent la vie publique et concentrent la réalité du pouvoir (podestats, pères du commun, conseillers d'État, juges, etc.). Par ailleurs, en raison des importants pouvoirs détenus par le Conseil d'État et Paoli en matière de justice, la séparation entre exécutif et judiciaire laisse la place à une confusion.

Toutefois, la Corse apparaît alors, aux yeux des philosophes, notamment Rousseau et Voltaire, comme le premier État démocratique de l'Europe des lumières et, Paoli comme un « despote éclairé ». Sur le plan économique, Paoli introduit en Corse la pomme de terre dès 1756, fonde L'Île-Rousse (1758-1765) dans le but de concurrencer les présides génois d'Algajola et de Calvi, et fait battre monnaie à l'effigie de la nation corse à Murato (1762).

Une « imprimerie nationale » est créée à Campoloro où sont publiés les *Ragguagli dell'Isola di Corsica*, sorte de journal officiel. Il crée une marine de guerre et fait de Corte la capitale de la Nation corse où siège le gouvernement. Il bat une monnaie saine, et interdit la vendetta.

Négociations entre Gênes et la France, la guerre de Corse

La France, désirant, pour des raisons stratégiques, se positionner en Méditerranée, trouve l'opportunité politique de s'implanter en Corse lorsque la République de Gênes, chassée de Corse et criblée de dettes, vient demander l'aide de Louis XV. Aux termes du traité de Versailles, signé le 15 mai 1768, la France prête deux millions de livres à Gênes, qui donne en garantie la Corse, qu'elle ne possède plus. Ayant eu connaissance du traité de Versailles, Paoli réunit une consulte le 22 mai à Corte, où il déclare : « Jamais peuple n'a essuyé un outrage plus sanglant […] On ne sait pas trop qui l'on doit détester le plus de celui qui nous vend ou de celui qui nous achète […] Confondons les dans notre haine puisqu'ils nous traitent avec un égal mépris. »

Bien décidés à défendre leur indépendance, les forces paolistes remportent plusieurs victoires face aux troupes françaises, la plus célèbre étant celle de Borgu, le 5 octobre 1768, où les armées de France doivent battre en retraite devant les régiments corses. Mais, fortes de quelque 20 000 soldats, les troupes de Louis XV remportent une victoire décisive le 9 mai 1769 à Ponte Novu. Les troupes corses mises en déroute, Paoli, contraint à l'exil, quitte la Corse. Il est successivement reçu par le grand-duc de Toscane, par l'Empereur, le stathouder des Pays Bas, avant d'être reçu et accueilli par le roi de Grande-Bretagne le 13 juin 1769. La Corse perd du même coup son indépendance et voit les citoyens de sa démocratie passer au rang de sujets de Louis XV. La victoire militaire des Français et l'exil de Paoli ne signifient pas pour autant que la Corse soit conquise. Les nombreuses insurrections qui éclatent dans l'île sont réprimées.

Premier exil et retour en Corse

Paoli part en exil avec 500 ou 600 de ses partisans. Embarqué à destination de la Grande-Bretagne, il se fait acclamer à son passage par ses admirateurs d'Italie et de Grande-Bretagne, en passant par l'Autriche ou encore les Pays-Bas. Son combat est en effet devenu célèbre à travers l'Europe grâce au récit de voyage du Britannique James Boswell, *An account of Corsica: the journal of a tour to that island and memoirs of Pascal Paoli* (1768).

Après un exil de vingt ans, il se rallie à la Révolution française. Rappelé en 1790 dans sa patrie, son voyage de Paris en Corse est une véritable marche triomphale; il est accueilli en particulier par Lafayette. Il est reçu le 22 avril 1790 par l'Assemblée nationale puis, le 26, par le club des Jacobins, alors présidé par Robespierre, qui l'admet à l'unanimité en son sein3. Louis XVI le nomme alors lieutenant-général et commandant de l'île. Il débarque le 14 juillet 1790 à Macinaggio pour son retour en Corse, où il est accueilli triomphalement par la population. Cependant, les relations entre Paoli et la Convention se ternissent, notamment suite à l'échec de l'expédition de Sardaigne et les manigances de Pozzo di Borgo, homme lige de Paoli4. Il contrôle de plus en plus le directoire de Corse et met des hommes qui lui sont proches. Suite à la défection de Dumouriez, la Convention ordonne le 2 avril 1793 l'arrestation de Paoli, dont le pouvoir était contesté et les tractations avec l'Angleterre suspectées, et le déclare « traître à la République française ».

En réponse, Paoli enclenche une épuration des opposants à son autorité (notamment la famille Bonaparte) et prend le contrôle d'une grande partie de l'île. Une Consulte générale se réunit à Corte le 10 juin 1794. Entièrement entre ses mains, celle-ci l'élève au rang de *Babbu di a Patria* (« Père de la Patrie »), et ses repésentants jurent fidélité au roi de Grande-Bretagne et à la constitution que ce prince a offerte, qui établit un Parlement et un vice-roi. Le rapprochement avec la Grande-Bretagne s'accélère pour chasser les Français de Corse et fonder un royaume anglo-corse. Paoli s'adresse officiellement à la Grande-Bretagne, dont le gouvernement, saisissant avec empressement une semblable occasion d'augmenter ses possessions, envoie aussitôt dans la Méditerranée une flotte sous le commandement de l'amiral Hood, avec ordre de s'emparer de la Corse. Les forces françaises qui se trouvent dans l'île sont en trop petit nombre et désorganisées par les purges révolutionnaires pour pouvoir résister longtemps. Les villes maritimes ont beaucoup à souffrir. Calvi surtout se fait remarquer par sa résistance à l'occupation anglaise et est entièrement ruinée. Paoli use de tout son pouvoir pour imposer le passage de l'île sous domination britannique.

Le Royaume anglo-corse et le second exil

Écarté par les Britanniques du titre de vice-roi, Paoli, mécontent de la conduite que tiennent les Britanniques, se retire à Monticello. Toutefois, ses ennemis jugeant plus prudent de se débarrasser d'homme dont l'influence est encore assez grande pour faire perdre aux Britanniques tout ce qu'il leur a donné, le vice-roi, sir Guillaume Elliot, demande à son gouvernement de le rappeler en Grande-Bretagne. Il quitte la Corse avec regret, mais résigné, et retourne à Londres pour un

exil définitif, où il meurt le 5 février 1807, à l'âge de 81 ans. Cet homme dont la vie privée est mal connue laisse, par son testament, une somme importante pour fonder à Corte une université, et à Morosaglia une École primaire supérieure. Le mythe de Pasquale Paoli, « *babbu di a Patria* » (« père de la Patrie ») est encore très vivant et présent dans l'île. Ses cendres reposent aujourd'hui dans son village natal de Morosaglia. Son cénotaphe se trouve à l'abbaye de Westminster à Londres. Wikipédia

PAPINEAU **Louis-Joseph** Montréal 7 octobre 1786 - Montebello 25 septembre 1871.



Homme politique, avocat et seigneur de Petite-Nation. Il est le fils de Joseph Papineau et le beau-père de Napoléon Bourassa. Député durant 28 ans et président de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada durant 22 ans, il est à la tête du Parti patriote qui lutte pour des réformes constitutionnelles fondées sur les principes britanniques. Lorsque sa tête est mise à prix en 1837, il passe aux États-Unis, et plus tard en France. Il ne revient au pays qu'après l'amnistie générale de 1845. C'est aussi de ce personnage que vient la célèbre expression : « La Tête à Papineau ». Il reste, aujourd'hui encore, l'un des grands symboles du nationalisme québécois.

Louis-Joseph Papineau est né le 7 octobre 1786 à Montréal et il est baptisé le même jour en l'église Notre-Dame de Montréal3. Il est le fils de Joseph Papineau, notaire et politicien, et de Rosalie Cherrier. Son parrain est Louis Payet, le curé qui a célébré le baptême, et sa marraine est Marie-Anne Cherrier, veuve de Toussaint Lecavelier.

En 1802, le père devint seigneur en achetant la seigneurie de Petite-Nation au séminaire de Québec. La famille sortit alors de l'ombre pour entrer dans le monde de la bourgeoisie canadienne-française. Louis-Joseph entra au collège de Montréal, puis au Petit Séminaire de Québec.

Philippe Aubert de Gaspé qui était au séminaire en même temps que lui, écrit : « La renommée du jeune Papineau l'avait précédé avant même son entrée au séminaire de Québec. Tout faisait présager, dès lors, une carrière brillante à cet enfant précoce, passionné pour la lecture et dont l'esprit était déjà plus orné que celui de la plupart des élèves qui achevaient leur cours d'études ». À la fin de ses études, après une longue hésitation, il choisit la profession d'avocat. Mais cette carrière ne lui plaisait pas du tout et il y était très malheureux.

Vie publique
Il sert comme officier de milice du Bas-Canada. Il est Capitaine au 5e Bataillon de la Milice d'Élite et Incorporée le 6 octobre 1812. Lieutenant au 2e Bataillon Montréal le 3 avril 1811; enseigne le 1er août 1803. Assistant juge avocat. Le 23 décembre 1813, il remplace Louis Lévesque comme juge-avocat.

Il n'y a pas de preuve formelle quant à son appartenance à la franc-maçonnerie, mais selon les témoignages de personnalités historiques, dont Benjamin Franklin, il aurait été initié en France.

Suivant les traces de son père, il délaisse quelque peu la pratique du droit et s'implique en politique. Élu dans le comté de Kent à l'élection générale de 1808, il entre au Parlement du Bas-Canada. Il se joint au Parti canadien qui est largement majoritaire en chambre. Le 21 janvier 1815, il est élu Orateur de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada. La même année, il succède à Pierre-Stanislas Bédard et devient chef du Parti canadien. Il poursuit la politique du parti qui lutte contre le favoritisme dans l'attribution des postes de fonctionnaires et dénonce les abus des conseils législatif et exécutif nommés par le gouverneur. En 1820, il refuse une place dans le conseil législatif formé par le gouverneur Dalhousie.

En décembre 1822, il part pour Londres avec John Neilson dans le but de présenter une pétition de quelque 80 000 noms contre le projet d'union du Haut et du Bas-Canada soumis en secret à la Chambre des communes de Londres par des représentants du commerce et de l'administration publique, en juillet de la même année.

En 1826, il se retrouve à la tête du Parti patriote, un parti canadien réformé et jugé plus radical par plusieurs politiciens de l'époque. En 1831, il contribue, par son rôle prépondérant dans l'Assemblée, à faire voter une loi garantissant l'égalité politique de tous les citoyens, sans égard à la religion. Ceci permit entre autres aux Juifs de tenir des registres civils dans le pays et d'accéder aux fonctions publiques. Cette loi fut un précédent dans l'histoire de l'Empire britannique.

Dans La Minerve du 3 février 1834, Papineau dénonce le fait que certaines femmes propriétaires utilisent un vide juridique de l'Acte constitutionnel de 1791 qui leur permet de voter aux élections et il écrit : « Il est odieux de voir traîner aux hustings des femmes par leurs maris, des filles par leurs pères souvent contre leur volonté. L'intérêt public, la décence, la modestie du sexe exigent que ces scandales ne se répètent plus ». En 1849, le gouvernement La Fontaine-Baldwin « corrige cette irrégularité historique en interdisant aux femmes de voter ». Il participe au comité qui rédige les 92 résolutions, votées par l'Assemblée législative le 21 février 1834.

Louis-Joseph Papineau a fait un discours lors du débat parlementaire qui se nomme *Les Quatre-vingt-douze résolutions (1834)*, et suite à la présentation des Quatre-vingt-douze résolutions faites par Louis-Joseph Papineau, Elzéar Bédard et Augustin-Norbert Morin, à la Chambre par Elzéar Bédard, le 17 février 1834.

Ce manifeste a été fait à l'occasion de l'état de crise politique, économique et sociale dans la colonie du Bas-Canada, et afin de convaincre les gens de la Chambre d'envoyer ce manifeste au Roi du Royaume-Uni dans l'espoir d'obtenir des changements dans la façon de :

- diriger la colonie par le régime britannique,
- avoir la responsabilité ministérielle,
- voir transformer le Conseil législatif en Conseil électif,
- dénoncer la corruption des fonctionnaires, du gouverneur et du système parlementaire qui n'est pas démocratique,
- avoir le respect de la langue française et celui de la religion catholique, etc.

A la chambre, il y a les radicaux et les modérés du Parti patriote ainsi que les bureaucrates. C'est à eux que s'adresse ce discours. Avec le discours, on peut découvrir une image du nationalisme bas canadien de la part de Louis-Joseph Papineau. Celui-ci aime son pays, c'est la raison pour laquelle il veut le défendre. Il veut voir changer l'administration du gouvernement du Bas-Canada. Il veut aussi le bien du pays autant sur le plan moral, administratif, économique, politique, etc. Finalement, il dénonce la corruption du parti ministériel, une menace pour le Bas-Canada.

Après l'arrivée des 10 résolutions de Russell au Bas-Canada le 6 mars 1837, il prend la direction du mouvement de contestation du peuple et participe à de nombreuses assemblées populaires. Il préconise une solution négociée et non-violente et fonde espoir sur le fait que les Britanniques, fort de leur expérience avec la colonie Américaine en 1776, agiront différemment avec le Canada8. Entre autres action pacifique, il préside le comité qui organise le boycott des produits britanniques dans la colonie. Le 15 novembre, il crée le Conseil des patriotes avec Edmund Bailey O'Callaghan.

Il quitte Montréal le 16 novembre après que le gouverneur Gosford ait ordonné la mise à prix des principaux chefs patriotes. (Voir Rébellion des Patriotes) Il gagnera alors la région du Richelieu où il sera reçu chez des proches. Papineau s'exilera aux États-Unis et en France durant 7 ans.

Exil

À son arrivée aux États-Unis, il est accueilli à la maison familiale de son ami, le juge Reuben Hyde Walworth, à Saratoga dans l'État de New York. Il s'affaire ensuite à faire passer sa femme et ses enfants aux États-Unis. Pendant un certain temps, il tente d'obtenir l'appui du président américain Martin Van Buren, mais sans succès. Le 8 février 1839, il quitte New York pour Paris, où il espère gagner l'appui de la France à la cause du Canada français. Au mois de mai, il publie l'*Histoire de l'insurrection du Canada en réfutation du Rapport de Lord Durham* dans la revue *Progrès*. Malgré les sympathies de plusieurs politiciens influents dont Lamartine et Lamennais, la France de Louis-Philippe reste neutre dans le conflit entre la Grande-Bretagne et ses colonies canadiennes. Il quitte la France en 1845.

Retour en politique

En 1848, il est élu au nouveau Parlement du Canada-Uni dans le comté de Saint-Maurice. En sérieux désaccord avec la politique du parti réformiste de Louis-Hippolyte La Fontaine, il rompt les rangs et se fait député indépendant. Républicain convaincu, inspiré des Républiques des États-Unis et de France (il séjourna d'ailleurs dans ces deux pays), il soutient le mouvement annexionniste. Pourtant, l'élan qu'il donnait au mouvement des Patriotes allait plutôt dans le sens d'une indépendance du Bas-Canada, du moins à long terme. Mais devant l'imposition de l'Acte d'Union en 1840, il est d'avis que le statut d'État dans la fédération américaine serait préférable pour ses compatriotes de l'ex-Bas-Canada. En 1856, il prophétisera un Nouveau Monde républicain, humanitaire et multilingue, formé de nations confédérées du pôle Nord à la Terre de Feu.

Toujours en rupture avec le parti mené par Lafontaine, il participe à la création du Parti rouge. Il est défait à l'élection de 1851, mais est toutefois élu lors des élections complémentaires l'année suivante. Il ne se présente pas comme candidat aux élections de 1854. Il se retire de la vie publique peu après et ne réapparait que pour tenir une conférence à l'Institut canadien de Montréal en décembre 1867. Il décède à son manoir de Montebello le 25 septembre 1871.

HERITAGE

Papineau est resté comme l'une des grandes personnalités politiques québécoises du XIX^{e} siècle.

Philippe Aubert de Gaspé, traduisant un sentiment répandu chez les Canadiens français de l'époque, écrit au sujet de Papineau dans ses *Mémoires*: "La vie politique de ce grand homme est gravée, par le burin de l'histoire, en caractères indélébiles; les luttes qu'il a soutenues pour conserver intacte une constitution octroyée par la Grande-Bretagne, et dont l'oligarchie du Canada s'efforçait depuis longtemps d'arracher lambeaux sur lambeaux, sont inscrites en lettres de feu dans le cœur de ses compatriotes.

PAPUS Voir ENCAUSSE

PARADIS chevalier de **JONCREUX, Boniface** Auxerre 8 septembre 1751 - 31 mars 1823.

Magistrat et homme politique français des XVIII^{e} et XIX^{e} siècles. Fils du légitime mariage de Antoine Paradis, marguillier d'église et commissionnaire de vins, et de Marie Marion. Boniface Paradis fut baptisé le même jour en l'église Saint-Loup. Avocat au barreau de sa ville natale, il embrassa le parti de la Révolution française et fut officier municipal à Auxerre. Administrateur du département de l'Yonne, substitut du procureur général syndic (1791), il devint commissaire du pouvoir exécutif près de l'administration centrale (1794). Marié à Marie-Pierrette Guenot, celle-ci lui donnera un fils, *Edmond Paradis de Joncreux* (1822 □ 1er novembre 1858 - Paris), attaché au ministère de l'Intérieur.

Franc-maçon, Paradis était président de la section maçonnique de la Fraternité. Écarté pour faction hostile au club révolutionnaire, il fut néanmoins réélu le 10 nivôse an III (30 décembre 1794). Il chercha en vain la cause et les auteurs de sa mise à l'écare.

Élu, le 23 vendémiaire an IV (1795), député de l'Yonne au Conseil des Anciens, par 212 voix (284 votants), il se rangea du côté des clichyens. Secrétaire, puis président (21 décembre 1796 - 20 janvier 1797) du Conseil, il protesta contre la loi qui excluait les parents d'émigrés de toute fonctions publiques, fit approuver la résolution relative aux tribunaux de familles, combattit le projet sur le complément du corps législatif, indiqua une façon de soumissionner la ventes des biens nationaux, désapprouva la création du *Tachygraphe*, parla en faveur de la résidence exigée pour voter dans les assemblées primaires de canton, proposa une motion concernant le service et les fonctions de la garde nationale, et demanda la fermeture de toutes les sociétés politiques. Déporté au 18 fructidor, il fut interné à l'Île d'Oléron, malgré les démarches de sa femme, et fut rappelé, après le coup d'État du 18 brumaire, par le gouvernement consulaire. Sous l'Empire, il fut nommé président de la cour criminelle de l'Yonne (1808). Décoré de la Légion d'honneur, il devint, en 1811, substitut du procureur général à la cour impériale de Paris, et fut destitué, en 1816, à la seconde Restauration.

.

PASCAL Edmond

Ceillac 21 décembre 1889 - Gap 2 novembre 1967.

Edmond Marie Émile Pascal est un haut-fonctionnaire et préfet français. Il fut instituteur, professeur, puis rentra dans le corps préfectoral, notamment comme préfet des Ardennes durant 5 ans, couvrant à ce titre la période du début de la Seconde Guerre mondiale, l'exode de 1940, l'occupation allemande, avant d'être limogé à la demande les Allemands. Revenu dans sa région d'origine, il mena des actions de résistance, puis redevint préfet, préfet des Hautes-Alpes, à la Libération.

Première partie du parcours et accession au corps préfectoral

Il commence comme instituteur à Ceillac, là où il était né et où son père était instituteur, puis devient professeur d'histoire et de géographie au lycée et à l'école normale de Gap, secrétaire départemental du Syndicat national des instituteurs de 1922 à 1925, maire adjoint de la ville. Radical-socialiste, il est également membre de la loge maçonnique de Gap, au Grand Orient de France. Rentrant dans le corps préfectoral, il devient notamment secrétaire général de la préfecture de l'Hérault.

Préfet des Ardennes

Il est nommé préfet des Ardennes le 26 septembre 19361.

Suite à la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne, le 2 septembre 1939, commence une période d'attente, avec des troupes cantonnés dans tout le département des Ardennes. C'est la période dite de la drôle de guerre pendant huit mois. Rien ne se passe jusqu'au 10 mai 1940. Le 10 mai, les troupes allemandes attaquent. Le 11 mai, elles sont sur la Meuse, à proximité de Sedan. Le premier ordre d'évacuation des populations ardennaises concernent la vallée de la Meuse et est donné le 11 mai à l'aube, vers la Vendée et les Deux-Sèvres selon un plan d'évacuation préparé depuis des années. Le département se vide en 4 jours, essentiellement les 12 et 13 mai2. Ultérieurement, les autorités allemandes prendront appui sur cette évacuation pour considérer le département des Ardennes comme une prise de guerre. Le 13 juin, Edmond Pascal, préfet des Ardennes, et le personnel de la préfecture se sont repliés à Rethel puis à Asfeld. Ils doivent ensuite quitter Asfeld pour rejoindre La Roche-sur-Yon.

L'armistice est signé le 22 juin 1940, mettant fin aux hostilités. Des zones sont crées en juillet 1940 par l'occupant, les Ardennes se trouvant en zone interdite, et des lignes de démarcation sont mises en place. Dans la zone interdite, le retour des réfugiés de toutes catégories est suspendu pendant plusieurs mois par les autorités allemandes. Seuls sont autorisés à pénétrer dans cette zoneles Luxembourgeois, les Belges , les Hollandais et les Neutres. Les motifs officiellement invoqués sont : l' ampleur des destructions matérielles et les récoltes perdue. Plusieurs mois après la fin des combats , les villages ardennais sont encore fortement dépeuplés. Ces mesures s'aménagent progressivement mais à Charleville et Mézières, 1200 habitants sur 52 000 ont réussis à rentrer le 6 juillet 1940. Début 1941, ils sont 4000 à Sedan, sur 20 000. En septembre 1941, 18 000 Ardennais sur 290 000 sont revenus sur leurs lieux d'habitation. Edmond Pascal s'emploie dès lors à faire libérer des personnes internées, notamment à Tagnon et Maison-Rouge, à arrêter un projet des occupants visant à créer un vaste camp militaire d'entraînement (qui aurait nécessité d'évacuer 103 communes menacées d'évacuation totale), et enfin à permettre aux cultivateurs évacués par ordre, et empêchés de rentrer chez eux , de reprendre possession de leurs terres, de leurs biens et de leur matériel.

Résistance et retour à la préfectorale

Limogé le 29 juin 1941 par le régime de Vichy, il revient dans sa région d'origine, rejoint la résistance, en contact avec Jean Moulin. Edmond Pascal préside en 1944 le Comité Départemental Haut-Alpin de la Libération, puis est nommé préfet des Hautes-Alpes, à la demande des mouvements de Résistance.

Il est également désigné Grand Maître-adjoint du Grand Orient de France.

Il termine sa carrière dans l'administration comme adjoint de l'attaché culturel, à Rio de Janeiro (Brésil), puis directeur du lycée franco-brésilien de Rio.

PAYNE George

1685 - 23 January 1757.



George Payne was a Freemason and the second Grand Master of the Premier Grand Lodge of England in 1718. After being succeeded by John Desaguliers in 1719, he was again Grand Master in 1720. During this time he compiled *The Constitutions of the Free-masons*, which was printed in 1722 or 1723. He was deputy Master in 1725, when the Duke of Richmond was both Master of the Lodge and Grand Master.

George Payne (c1685 - 23 January 1757) of the Exchequer - appointed Secretary to the Tax Office 20 July 1732, Head Secretary 8 April 1743 - was the son of Samuel Payne of Chester and Frances Kendrick or Kenrick. George Payne and his wife Anne Martha Batson had no surviving children. They lived in St Stephen's Court, New Palace Yard, Westminster.

His brother Thomas Payne (23 December 1689 - 1744) was rector of Holme Lacy Herefordshire for Frances Scudamore wife of Henry Scudamore, 3rd Duke of Beaufort and later the wife of Charles FitzRoy-Scudamore. Thomas's nine recorded children included Frances Compton (later Amyand) Countess of Northampton and Catherine Seymour, wife of Lord Francis Seymour Dean of Wells.

PELADAN

Joseph-Aimé

Lyon 1858 – Neuilly-sur-Seine 1918.



Sa mère portait le prénom Joséphine, son père Adrien s'intitulait chevalier, et son frère aîné, futur médecin homéopathe, aussi prénommé Adrien, l'instruisit des choses de l'occulte. Il ne l'imitera point selon l'externe, non plus que le vicomte de Lapasse ni Firmin Boissin.

Très grand écrivain, grand occultiste et mystique du Beau, Peladan s'extasie devant Rome et Florence en 1881. Catulle Mendès lui fait lire le *Dogme et rituel de la haute magie* (1856) par Elias Lévi (Alphonse-Louis Constant) : c'est l'occulte à jamais embrassé, en 1883.
En 1884, son roman ***Le Vice Suprême*** éveille à son tour Stanlislas de Guaita (1861-1897) à l'occulte. En 1885, il partage avec son nouvel et intime ami le projet de réaliser les collèges des mages et les sociétés d'initiés. Avec Albert Jounet, Guaita et lui s'associent en un trio babylonien de *Särs* (rois), respectivement Nergal, Nébo et Mérodack, dieux éponymes.

Oswald Wirth, maçon zélé et secrétaire de Guaita, lui remet en 1887, un dossier accablant contre le prêtre pervers Joseph Antoine Boulan.

A la fin de 1887, Guiata établit le Conseil occulte des douze de la Rose-Croix kabbalistique ; il deviendra en mai 1888 le Suprême Conseil de l'Ordre Kabbalistique de la Rose-Croix, six membres inconnus et six connus : Guaita, Péladan, Papus, Paul Adam, Gabrol, Thorion, (dans l'ombre, l'abbé Calixte Méninge, dit Alta). Guaita préside. L'Ordre condamne Boullan, le 23 mai, à mourir par envoûtement, mais au « baptême de la lumière ». Le lendemain, le jugement est signifié au criminel. Une affaire Boullan s'ensuit. Les autres activités de l'Ordre se réduisent presque entièrement à des agapes que terminaient, toutefois, des discussions ésotériques.

Pour des raisons confessionnelles, mais aussi parce qu'en juillet 1888, Parsifal, à Bayreuth, avait inculqué à Peladan le désir d'une nouvelle Rose-Croix, esthétique, dont il serait le Grand Maître, Mérodack rompt en 1890 avec ses pairs et lance trois mandements au nom d'un Tiers Ordre de la Rose-Croix catholique. Des titres divers circuleront : Ordre du Temple de la Rose, Ordre de la Rose+Croix et du Graal, par exemple. *Les Petites Affiches* du 23 août 1891 déclarent l' « *Association de l'Ordre du Temple de la Rose+Croix* » pour organiser des expositions de Beaux-Arts (le temps n'étant pas propice à l'occulte métaphysique). Cosignataires : Larmandie, Gary de Lacroze, Elémire Bourges, Antoine de La Rochefoucauld.

Six mois après le manifeste de la peinture symboliste dans le *Mercure*, Pelladan publie dans *Le Figaro* du 2 septembre, « Le manifeste de la Rose-Croix », contre les réalistes et les naturalistes. Robert Goldwater range le mage parmi les « idéistes ». Pelladan annonce le premier salon de la Rose-Croix.
Celui-ci se tiendra, en mars 1892, à la galerie Durand-Ruel ; cinq autres suivront, le dernier en 1897. Des représentations théâtrales seront aussi données. Puis en 1897, Pelladan annonce la « rentrée en sommeil ».

L'ordre Kabbalistique de la Rose-Croix, après avoir combattu dans « la guerre des deux roses » (Georges Vitoux), s'organisera en 1895 et survivra à la mort de Guaita en 1897. Un rapprochement entre les deux Rose-Croix échouera en 1899. Pelladan a maintenu son cap : célébrer l'union de l'occultisme à l'Eglise, afin de pouvoir penser l'occultisme et pratiquer l'Eglise, en rendant la magie au culte comme il estimait l'avoir rendu à la culture. Deux triades résumeront le ressort de Pelladan : Idéal, Tradition, Hiérarchie ; Beauté, Noblesse Lyrisme. L'œuvre d'art est œuvre de l'âme plus encore que de la main, et l'esthétique attend d'être spiritualisée. Dans le domaine plastique, c'est l'androgyne qui est l'idéal.

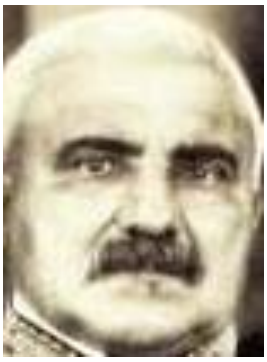
L'Amphithéâtre des sciences mortes (1892-1911) synthétise, en sept volumes, une pensée et une action qui allait s'intériorisant, sans que la production littéraire se tarît.

Quant à la franc-maçonnerie, Pelladan disait la dédaigner quand il ne méprisait pas l'imbécillité des francs-maçons. Mais en connaissait-il d'autres facettes que le satanisme supposé, la vulgarité accidentelle et l'anticléricalisme habituel, tout d'incompréhension mutuelle ?

Guillaume Apollinaire a compris Pelladan à la perfection, dans son hommage funèbre : « Cet amant des Arts morts, ce héraut d'une décadence hypothétique restera une figure singulière, magique et religieuse, un peu effacée, un peu ridicule, mais un grand attrait et d'une infinie délicatesse, un lys d'or à la main ». R.A.

PELISSIER — Aimable Jean Jacques

Maromme FR 1794 - Alger 22 mai 1864.



Duc de Malakoff, maréchal de France.

Franc-Maçon, il participe à la création de la loge "*St Jean de Crimée*", pendant le siège de Sébastopol 1856.

Fils d'un commissaire des poudres et salpêtres, il entre, après ses études à l'Académie militaire de La Flèche et à Saint-Cyr, dans l'armée comme lieutenant en second dans un régiment d'artillerie. Il sert comme aide de camp dans la campagne d'Espagne de 1823. Il prend part à l'expédition en Algérie de 1830 et est promu, à son retour, au grade de chef d'escadron. Après quelques années à l'état-major à Paris, il est envoyé de nouveau en Algérie comme chef d'état-major de la province d'Oran avec le rang du lieutenant-colonel où il reste jusqu'à la guerre de Crimée.

La dureté de sa conduite après qu'il a étouffé une tribu arabe entière dans le Dahra, près de Mostaganem, où elle avait trouvé refuge le 18 juin 1845, suscite une telle indignation en Europe que le ministre de la Guerre, Soult fait des excuses publiques, mais le maréchal Bugeaud, gouverneur-général de l'Algérie, non content de l'approuver, le nomme au grade de général de brigade jusqu'en 1850 où il est promu général de division. Le récit de l'enfumade est détaillée dans de nombreux livres, dont ceux de François Maspero, *L'Honneur de Saint Arnaud*, et de Olivier La Cour Grand Maison, *Coloniser, Exterminer: Sur la guerre et l'état colonial*, et Assia Djebar, *L'Amour, la fantasia*. Plusieurs centaines de personnes, guerriers, mais aussi femmes, enfants, vieillards, poursuivies par les troupes du colonel Pélissier, dans le Dhahra, montagnes de l'ouest algérien, entre Ténès et Mostaganem, se réfugient dans des grottes. Pélissier ordonne l'encerclement des grottes, et fait mettre le feu. Il n'y a pas de survivant.

Cette tragédie ne l'empêchera pas pour autant d'être nommé une première fois, gouverneur-général de l'Algérie en mai 1851, poste qu'il conserve pendant sept mois. En mai 1855, il est envoyé en Crimée, où il remplace le maréchal Canrobert comme commandant-en-chef des forces françaises devant Sébastopol. Son commandement se caractérise par une pression impitoyable sur l'ennemi et une détermination immuable à mener sa campagne hors de toute ingérence parisienne. Sa persévérance est récompensée le 8 septembre avec le succès de l'assaut donné sur Malakoff. Le 12, il est promu maréchal de France.

À son retour à Paris, il est nommé sénateur, fait duc de Malakoff et nanti d'une pension annuelle de 100 000 francs. De mars 1858 à mai 1859, il est ambassadeur de France à Londres, d'où il est rappelé pour prendre le commandement de l'armée d'observation sur le Rhin. Il devient la même année grand chancelier de la Légion d'honneur. En 1860, il bénéficie du rétablissement du poste de gouverneur-général de l'Algérie, pour lequel il est nommé une seconde fois, fonction qui avait été supprimée seize mois tôt au bénéfice d'un éphémère Ministère pour l'Algérie et les colonies. Son gouvernement trop personnel et trop rigoureux conduira aux émeutes de mars 1864. Il meurt à son poste le 22 mai de cette même année. Le village *Les Libérés militaires*, voisin de Mostaganem, est alors rebaptisé *Pélissier* en son honneur. À l'indépendance, il prendra le nom de *Sayada*. Durant sa carrière, il avait été couvert d'honneur et le premier à recevoir le titre de duc. Wikipédia

PELLETAN — Camille

Paris 28 juin 1846 – 4 juin 1915.



Franc-Maçon de la Loge "*Cannogate Kilwinning*", Edimbourg

Homme politique, journaliste et écrivain français.

Ancien élève de l'École nationale des chartes, diplômé en droit, ami des poètes du Parnasse contemporain (Léon Valade, Émile Blémont, Charles Cros, Paul Verlaine...) il devient à vingt ans un journaliste très impliqué dans la critique du régime de l'empereur Louis-Napoléon Bonaparte, notamment au sein de la rédaction du journal hugolien *Le Rappel*.

Il est reçu maçon à l'âge de 24 ans, le 11 avril 1870 à la loge « *La Mutualité 190* » relevant du Suprême Conseil. Son beau-frère Edouard Mocqueris en est membre depuis le 13 avril 1868. Il y retrouve une élite républicaine avec Boutteville, Brisson et le philosophe positiviste Wyrouboff. Pendant la Commune, il appuie le courant conciliateur et mène ensuite campagne au côté d'Henri Brisson pour l'amnistie.

En 1879, il entre à La Justice, le journal que fonde Clemenceau et vas désormais être de tous les combats du radicalisme. Il n'obtient que le 6 janvier 1892 son grade de compagnon à l'occasion de son affiliation à « La Clémente Amitié ».

Après la guerre franco-allemande de 1870 il est l'un des principaux meneurs des radicaux « intransigeants » et s'oppose avec Clemenceau aux républicains « opportunistes » qui suivent Léon Gambetta. À partir de 1879, il travaille avec succès à l'amnistie des communards. Ayant quitté la rédaction du Rappel, il devient le rédacteur en chef du journal de Clemenceau La Justice. En juillet 1885, il s'oppose à Jules Ferry en se déclarant adversaire de toute expansion coloniale. Il mène ensuite le combat contre le boulangisme.

Il est député des Bouches-du-Rhône de 1881 à 1912, puis sénateur des Bouches-du-Rhône de 1912 à 1915. Il devient membre du Parti radical-socialiste dès sa création en 1901 (il rédige et lit le rapport de fondation) et en incarne l'aile la plus avancée, dénonçant la « nouvelle féodalité industrielle » et refusant tout ennemi à gauche.

Après l'Affaire Dreyfus, il devient ministre de la Marine dans le cabinet Émile Combes de juin 1902 à janvier 1905, dont il est une des personnalités majeures. Très influencé par les théories de la Jeune Ecole de l'amiral Aube, il freine la construction des cuirassées et multiplie le nombre des torpilleurs et des sous marins. Par l'important décret du 7 octobre 1902, il crée le corps des administrateurs des Affaires Maritimes. Il favorise les carrières des jeunes officiers issus de famille modestes, des officiers sortis du rang et des officiers mécaniciens, jusqu'alors tenus en mépris ceux issus de l'École Navale. Il introduit la journée de huit heures dans les arsenaux.Durant les grandes grèves de Marseille en 1904, il montre une sympathie prononcée pour les revendications et les méthodes socialistes des grévistes. Sa politique est très critiquée, y compris par les radicaux entrée en dissidence contre le gouvernement Combes, à savoir ses prédécesseurs Jean Marie Antoine de Lanessan et Edouard Lockroy et le futur président de la République Paul Doumer. Une controverse violente s'ensuit, et il devient une cible privilégiée pour les caricaturistes, qui moquent sa pilosité broussailleuse et son manque d'élégance. Ces adversaires s'inquiètent du risque d'affaiblissement de la Marine et de destruction de la discipline. Camille Pelletan doit accepter la nomination d'une commission d'enquête extra-parlementaire. Sa carrière ministérielle prend fin avec la démission du cabinet Combes.

Très anticlérical, il vote le 3 juillet 1905 la Séparation des Églises et de l'État. Il incarne la résistance à la dérive opportuniste du radicalisme, et se montre un défenseur ardent de la stratégie du bloc des gauches (« pas d'ennemi à gauche »). Président du parti radical en 1906-1907, il est à nouveau candidat en 1913 mais est battu par Joseph Caillaux, qui incarne une nouvelle génération. Camille Pelletan vit une trentaine d'année en concubinage avec une femme excentrique, grande amie des poètes et hommes de lettres, Juliette Philippe.

En ces années, il devient enfin un maçon plus actif, fréquemment invité par les loges.
Après le décès de sa concubine, il se marie tardivement, en 1903, alors qu'il est ministre, avec une jeune institutrice de 24 ans sa cadette, Joséphine Denise. La presse de gauche salue ce « mariage démocratique ». Le couple est resté sans enfant. Par le biais des mariages du frère et des sœurs de Camille Pelletan, l'arbre généalogique familial n'en compte pas moins onze parlementaires, parmi lesquels Georges Bonnet et Michel Debré. Camille Pelletan a donné son nom au Parti radical-socialiste Camille Pelletan, scission « de gauche » du Parti républicain, radical et radical-socialiste effectuée en 1934 par Gabriel Cudenet en réaction à la participation de plusieurs radicaux au cabinet Doumergue. JCvL+A.C.

PELLETAN Eugène

Saint-Charles-sur-Mer 29 octobre 1813 – Paris 13 décembre 1884.



Ecrivain, journaliste et homme politique français.
Petit-fils de Jean Jarousseau, un pasteur du désert dont il a raconté la vie dans un livre à succès, fils d'Achille Pelletan, maire de Royan sous le 1er Empire et la Restauration1, il s'installe en 1833 à Paris où il se lance dans la carrière des lettres.

Eugène Pellatan est d'origine protestante. Il appartient à la génération romantique de 1830, fréquente les milieux littéraires, dans le sillage de George Sand. Lamartine lui donne le goût de l'engagement politique mais il est battu, en Charente-Inférieure, aux législatives en 1848 et en 1849. Il fait paraître, en 1852, une ***Profession de foi du XIX^e^ siècle***. Il juge nécessaire que la démocratie s'appuie sur une croyance religieuse donnant à l'homme sa dimension spirituelle et le sens de la morale. Il associe la croyance en Dieu et la foi dans le progrès de l'humanité. Défenseurs des libertés, il attend de la République qu'elle ferme l'ère des Révolutions. Pellatan compte sur le développement de la mutualité et de l'association pour régler la question sociale. Une condamnation pour délit de presse facilite son élection comme député de la Seine en 1863 et en 1869.

Sa formation philosophique ne doit rien à la maçonnerie puisqu'il n'est initié que le 24 février 1864, à l'âge de 51 ans, à la loge « *L'Avenir* ». Déiste et républicain, il est représentatif d'un état d'esprit dominant en maçonnerie jusque dans les années 1860. Sa progression est rapide : il est élu vénérable le 13 décembre 1865 puis, en 1866, il entre au Conseil de l'Ordre. Battu en janvier 1867 aux élections pour le vénéralat en raison de son modérantisme, Pellatan, en juillet 1867, se retire du Conseil de l'Ordre et s'affilie à la loge « *L'Ecole Mutuelle* ». En 1868, le vénérable est Georges Coulon, son futur gendre. L'atelier comprend de jeunes avocats républicains dont Tirard et Méline.

Après la proclamation de la République, il entre au gouvernement provisoire mais sans responsabilité ministérielle.
Il participe à la réunion des maçons qui désavouent le ralliement à la Commune.
Elu député des Bouches-du-Rhône, en février 1871, sénateur en 1876, Pellatan siège à l'Union républicaine. JCvL+A.C.

PELLETIER Madeleine

Paris 18 mai 1874 – 19 décembre 1939.

C'est une militante féministe et socialiste française. Elle fut la première femme médecin diplômée en psychiatrie en France.
Madeleine Pelletier naît à Paris (IIe arrondissement) le 18 mai 1874 dans une famille modeste de six enfants. Sa mère tient une boutique de fruits et légume dans le Marais. Sa bigoterie romaine et ses opinions royalistes la font surnommer la Jésuite ou Mme Sévigné.



Son père, cocher de fiacre, est frappé d'hémiplégie en 1878, mais cloué sur son fauteuil roulant, il discute énormément avec la petite Madeleine pour qui l'école devient l'alternative à la misère et à l'enfermement familial. Madeleine fréquente ainsi un établissement religieux, passe en 1885 le certificat d'études primaires, mais quitte l'école malgré l'avis de ses institutrices.

Elle fréquente alors les milieux féministes et libertaires et rencontre Louise Michel. En 1897, Madeleine passe le baccalauréat en candidate libre et l'obtient avec la mention « très bien » en philosophie. Grâce à une bourse de la Ville de Paris et l'appui de quelques amis, elle devient la première femme à passer le concours de l'assistance médicale de Paris. Admise à l'internat en 1903, grâce à une campagne de presse en sa faveur menée notamment par *La Fronde* de Marguerite Durand, elle peut commencer les études le 1er février 1904 et prête le serment d'Hippocrate le 30 mars 1906.

C'est au moment de son entrée à l'internat que son collègue Paul-Maurice Legrand, président de la Grande Loge Symbolique Ecossaise (II) « maintenue et mixte » la dirige vers cette obédience. Madeleine Pelletier est reçue apprentie le 27 mai 1904 à la loge parisienne « *La Philosophie Sociale* ».

Dès sa réception, elle se distingue par ses conférences. Sa première conférence en loge, « *L'Hypothèse Dieu* », est publiée dans la revue *L'Acacia* n°42, en 1906. Elle relance aussi la parution du *Bulletin de la Grande Loge Symbolique Ecossaise*, dont le siège se trouve à son propre domicile (330, rue Saint-Jacques). Dans une lettre, elle revendique l'honneur d'avoir conduit Louise Michel jusqu'à la franc-maçonnerie et elle continue à publier dans *L'Acacia*, notamment « *L'admission des femmes dans la franc-maçonnerie* » et « *Les tendances actuelles de la maçonnerie* » (en 1905). **Madeleine Pelletier devient Secrétaire Générale de la Grande Loge Symbolique Ecossaise (II) mais, s'opposant pour des raisons morales au président de l'obédience, elle s'affilie, avec Marie Bonnevial et Céline Rooz, à la loge « *Diderot* ». Elle en devient vénérable.**

C'est alors que survient l'affaire du *Bulletin hebdomadaire des travaux de la maçonnerie en France*, auquel adhèrent 134 loges dont trois ateliers de la Grande Loge Symbolique Ecossaise (II). Or, en 1901 et 1902, des tentatives visent à exclure dudit bulletin les loges mixtes. Déléguée, puis secrétaire-trésorière adjointe, à la commission administrative du *Bulletin Hebdomadaire* depuis 1905, Madeleine Pelletier est attaquée par les adversaires de la mixité qui obtiennent, en mai 1906, la dissolution de l'association gestionnaire du bulletin. En septembre 1906, une nouvelle société réserve le bulletin aux seuls ateliers masculins, et Madeleine Pelletier est reconnue coupable d'un délit maçonnique de première classe avec des circonstances atténuantes, par 11 voix contre 1 (28 avril 1906). Madeleine est condamnée à « un mois de suspension de droits et de fonctions maçonniques ». Par solidarité avec sa présidente, la loge « *Diderot* » se met volontairement en vacances pour la durée de la peine.

Madeleine Pelletier ne désarme pas : en juillet 1906, elle fonde un nouvel atelier, « *Stuart-Mill* », qui précise vouloir se spécialiser dans « *l'action purement féminine* ». Les rapports entre la Grande Loge Symbolique Ecossaise (II) et la nouvelle loge se sont rapidement envenimés. A l'été de 1907, Caroline Kaufmann, Madeleine Pelletier et Louise Winter sont exclues de l'obédience, mais « *Stuart-Mill* » se déclare indépendante en septembre 1907. La loge va maçonner ainsi au moins trois ans encore, mais Madeleine Pelletier a déjà rejoint le combat féministe et politique.

Dès 1906, elle dirige en effet ***La Solidarité des Femmes*** qui se bat notamment pour le suffrage féminin, et elle rejoint la 14e section parisienne de la S.F.I.O. La « tactique féministe » est en effet d'entrer dans les partis de gauche pour y faire avancer les droits des femmes. Elle propose au Congrès de Limoges (1906) une motion favorable au suffrage féminin, votée à l'unanimité moins 6 voix, puis fait de même au Congrès de Nancy (1907).

A la première conférence des femmes socialistes à Stuttgart (17-19 août 1907), elle milite, seule, pour la reconnaissance d'une oppression spécifique des femmes. Au sein de la S.F.I.O., elle quitte le courant marxiste pour la tendance « révolutionnaire » hervéiste et fonde un mensuel féministe radical, ***La Suffragiste*** (1907-1908). Elle est présentée, en 1910 et en 1912, par le Parti socialiste, de manière illégale, aux législatives dans la capitale.

En 1913, elle milite contre la loi militaire des trois ans. Hostile à la guerre « impérialiste », opposée à l'Union Sacrée dès 1914, Madeleine Pelletier part au front pour soigner alliés et Allemands sans distinction. La guerre finie, elle rejoint *Le Libertaire*. Madeleine assiste au Congrès de Tours (1920) et suit les « majoritaires » qui fondent la section française de l'Internationale communiste. Elle devient rédactrice à la revue *La Voix des Femmes*, ancien périodique socialo-féministe qui rejoint le jeune Parti communiste et prône l'égalité des sexes.

En juillet 1921, elle part clandestinement en Russie soviétique pour assister à la deuxième Conférence internationale des femmes communistes à Moscou et elle raconte ce périple dans un livre publié en 1922 (***Mon voyage aventureux en Russie communiste***). Elle reconnaît que le gouvernement des soviets a amélioré le sort matériel et moral des femmes, mais constate que les femmes sont souvent tenues à l'écart des nouveaux lieux du pouvoir politique. Elle dénonce la bureaucratie et la terreur du régime soviétique. A partir de 1925, elle s'éloigne progressivement du Parti communiste.

Entre-temps Madeleine Pelletier semble avoir repris des relations maçonniques autour du Droit Humain, mais elle n'a guère d'activités. Elle assiste à quelques tenues et figure parmi les abonnés de la revue *L'Acacia*. Elle reste cependant attachée à l'institution comme le montre l'épisode survenu, le 3 décembre 1925, au Club du Faubourg. Lieu de rencontre du Tout-Paris républicain et de gauche, fondé par Léopold Szeszler (1918), un débat sur le thème « Pour ou contre la maçonnerie » est l'occasion pour Madeleine Pelletier (et le philosophe Alain) de défendre l'institution. Toutefois, dans deux lettres, datées des 19 juillet et 12 août 1932, son véritable sentiment est marqué par l'ambivalence et une certaine amertume. Indifférente pour sa nouvelle obédience, elle espère toujours être admise au Grand Orient de France, « la fraction la plus intéressante de la franc-maçonnerie ».

Mais, dès 1930, Madeleine Pelletier a préféré rejoindre le Parti d'unité prolétarienne qui est formé de deux groupes scissionnistes du Parti communiste. En 1932, elle figure au comité directeur du mouvement Amsterdam-Pleyel, dit « contre la guerre impérialiste » puis, l'année suivante, elle adhère au groupement fraternel des maçons pacifistes intégraux *Mundia*. A la fin de l'année 1937, Madeleine Pelletier est frappée d'hémiplégie. La revue *Le Faubourg* lance un appel financier en sa faveur, il rapporte 2884 francs. Dénoncée comme « faiseuse d'anges » elle est alors inculpée de « crime d'avortement » et traduite devant la deuxième chambre du tribunal correctionnel de la Seine, en compagnie d'une infirmière, Mathilde Violette, et de sa femme de ménage, Marguerite Baneux. Au cours de l'instruction, elle est examinée par un aliéniste qui la déclare irresponsable de ses actes. Elle est incarcérée sans délai à l'asile de Perray-Vaucluse le 27 mai 1939. Quelques ami(e)s politiques ou féministes tentent sans succès une action judiciaire pour la faire sortir de l'asile. Madeleine meurt isolée, le 29 décembre 1939, d'une apoplexie cérébrale. Y.H.M.

PERDAILLAN de PERDIGUIER



Louis de GONDRIN Voir ANTIN

Agricol

3 décembre 1805 à Morières-lès-Avignon, à 7 km d'Avignon (Vaucluse) - 26 mars 1875,

Il était menuisier, Compagnon du tour de France, écrivain et député français. Il était également connu comme l'**Avignonnais la Vertu**, son nom de Compagnon. Agricol Perdiguier naquit l'année d'Austerlitz et de Trafalgar. Si la gloire et les déboires de Napoléon n'eurent que peu d'influence sur sa vie, son enfance fut marquée tragiquement par la Restauration

En 1815, son père, Pierre, ex capitaine des armées de la République, condamné à mort, dut s'exiler en toute hâte ; sa mère, Catherine Gounin « la femme la plus extraordinaire par sa bonté » après avoir été molestée faillit être jetée en prison, et lui-même, âgé de dix ans, fut traité de bonapartiste, républicain et petit brigand avant d'être « frappé violemment et traîné sur le pavé et dans les ruisseaux par des hommes vigoureux et par des femmes en furie ».

Un quart de siècle plus tard, il n'avait pu oublier et cita nommément ses tortionnaires, les sieurs Pointu, Magnan, Nadaut et Sibaut, « qu'on disait payés par de mauvais prêtres, [et qui] jouèrent aux revenants, courant les rues la nuit, vêtus de blanc ou de noir ou de rouge, traînant des chaînes, agitant des sonnettes, des grelots, frappant à certaines portes, parlant au nom de certaines âmes, et demandant des prières, des messes pour les trépassés, voire la restitution des lieux qui avaient jadis appartenu aux nobles, surtout aux couvents et aux églises ».

Cinquième enfant d'une famille qui en compta sept (trois garçons et quatre filles), il voulut suivre les traces de son père, ses deux frères aînés, Simon et François, préférant cultiver les terres. À l'issue d'un parcours scolaire très sommaire, trois années qui lui permirent d'apprendre à lire, écrire et compter, et d'un apprentissage de deux ans dans l'atelier paternel, il entra chez les *Compagnons d'Avignon* en 1823 pour apprendre le dessin technique (l'art du trait). Il participa à la restauration des menuiseries de Notre-Dame des Doms. La sacristie conserve toujours un *chappier*4 entièrement fait par lui. En 1823, il devint *affilié* chez les « Compagnons du Devoir de la Liberté ». Ce qui lui permit de commencer son premier Tour de France qui débuta le 26 avril 1824. Il allait durer cinquante deux mois3. Celui-ci le mena de Marseille à Nîmes, puis à Montpellier – où il fut fait *compagnon reçu* sous le nom d'*Avignonnais la Vertu* – de Béziers à Bordeaux, puis de Nantes à Chartres où il devint *compagnon fini*.

Compagnon du Tour de France et écrivain

De Paris, il s'en fut à Lyon, où il fut placé à la tête de sa « Société » comme *premier compagnon* puis *dignitaire*. Ce fut dans ces villes qu'il découvrit le combat fratricide des différentes sociétés de compagnonnage, qui était le reflet des conflits de société de cette époque. Il put enfin revenir à Morières le 24 août 1828. Perdiguier repartit l'année suivante vers la capitale puis Nogent-le-Roi où il séjourna jusqu'en 1833. De là, il retourna à Paris où il épousa Lise, couturière de son état, en 1836. Ils s'installèrent au 104 de la rue du Faubourg-Saint-Antoine, et là *Avignonnais la Vertu* prit conscience de l'inutilité des conflits entre compagnons de différents devoirs. Pour faire passer ses idées sur « l'indispensable réunification », il composa nombre de chansons qu'il réunit en cahiers et fit distribuer gratuitement à travers la France. Il compléta son éducation, lisant les poètes ou le théâtre de Voltaire. Puis il publia son célèbre *Livre du Compagnonnage* en 1839, le premier écrit sur les compagnons et par un compagnon, qui attira l'attention d'intellectuels comme Eugène Sue et George Sand. Paru à compte d'auteur, cet ouvrage, tout en décrivant les différents *Devoirs Compagnonniques* dénonçait leur manque de fraternité. Il y proposait de moderniser les structures, de développer son rôle de société de Secours Mutuel et de Formation Professionnelle. Il entretint dès lors une correspondance suivie avec Victor Hugo, Lamartine et d'autres écrivains et hommes politiques. Si ce livre le rendit célèbre, il excita la jalousie.

La même année, le 31 mars, il dut accepter le défi de *Bayonnais le Flambeau du Trait*, un provocateur, pour un concours de trait – la partie de la géométrie descriptive s'appliquant à la coupe du bois – et en sortit vainqueur haut la main. Un succès qui l'encouragea à poursuivre dans la voie de l'enseignement des techniques auprès de ses jeunes compagnons sans se soucier de leur appartenance.

Il publia ensuite d'autres ouvrages, et devint l'ardent ouvrier de la réconciliation entre les différentes sociétés de compagnonnage. Pour lui, tout passait par l'éducation et la lecture. Aussi, il ne faut point s'étonner qu'en 1846, Perdiguier, dans sa *Biographie et réflexions diverses*, expliqua à ses pays du Tour de France :
« Livrez-vous à toute étude qui puisse vous éclairer et vous inspirer l'amour de vos frères. De simples individus se procurent, en souscrivant, des collections de livres. À leur exemple, souscrivez aussi, mais en faveur de l'Association : formez-lui sa bibliothèque et que cette bibliothèque renferme des Vignoles, des traités de Géométrie, un Dictionnaire de la langue que nous parlons, un Dictionnaire de géographie, une Histoire de France, un abrégé de l'Histoire Universelle, nos Auteurs dramatiques les plus en renom, les Poèmes anciens et modernes, parce que le peuple aime la poésie… Concevez combien une telle bibliothèque serait favorable à tous. Elle offrirait à votre esprit un nouvel aliment et de nouvelles distractions ; vous deviendrez savants, et quand vous retournerez dans vos pays, vos compatriotes diraient de chacun de vous : Voilà un homme auquel le Tour de France n'a pas été inutile. »

Malade des yeux, blessé à la main, il dut abandonner l'établi et se consacra désormais à l'enseignement du trait6. Passionné par le livre et par l'écriture, il ouvrit à Paris, dans le Faubourg Saint-Antoine, une librairie où il donna ses cours. **Ce magasin fut fréquenté par Gambetta et Jules Ferry et d'autres acteurs sociaux de l'époque. Ce travailleur autodidacte qui aimait lire, connaissait et citait, parmi les Anciens, Socrate, Platon, Aristote et… Machiavel, et admirait chez les Modernes aussi bien Chateaubriand que Victor Hugo, Eugène Sue que George Sand.**

LA DAME DE NOHANT ET LE COMPAGNON
Ce fut le philosophe Pierre Leroux qui envoya à George Sand un exemplaire du *Livre du Compagonnage*. La Dame de Nohant, déjà acquise au « socialisme humanitaire » fut conquise par les idées du compagnon et l'invita chez elle à Paris. Grâce à lui, elle découvrit les pratiques du compagnonnage, et il lui fit part de sa fierté pour ses pays qui étaient devenus prosateurs à l'exemple du serrurier Pierre Moreau et de son ami Adolphe Boyer, l'imprimeur. Avignonnais la Vertu, quant à lui, s'était intégré, dès le début de sa carrière, dans le mouvement des chansonniers « qui ne chantait plus la bataille mais la paix et l'harmonie » entre compagnons et nous rappelle l'importance qu'eurent alors dans les Sociétés : *Nantais Prêt à Bien Faire*, *Bourguignon la Fidélité*, *Vendôme la Clef des Cœurs*, *Bien Décidé le Briard*, *Parisien Bien Aimé* et *Guépin l'Aimable*. Mais ce fut surtout l'œuvre des poètes-ouvriers qui força l'admiration d'Agricol Perdiguier1. Il lança à la façon d'un manifeste :
« Que les poètes aux mains calleuses surgissent de toutes part et le dédain sera vaincu. Ces poètes, ce sont le boulanger Reboul, les menuisiers Durand et Rolly, les imprimeurs Hégésippe Moreau, Lachambaudie et Voitelin, le tisserand Magu, le potier d'étain Beuzeville, l'imprimeur sur indiennes Lebreton, le cordonnier Lapointe, le fabricant de mesures linéaires Vinçard, le maçon Poncy, le vidangeur Ponty, le serrurier Gilland, la couturière Marie Carré de Dijon, le perruquier Jasmin, et tant d'autres… Tous ces poètes ne chantent pas comme chantaient jadis l'abbé Dulaurent, l'abbé de Chaulieu, l'abbé de Bernis, l'abbé de Brécourt, le vin et la prostitution ; non, ce qui les inspire, c'est l'amour du travail et des hommes. »

George Sand prit alors l'initiative d'aider Perdiguier en organisant un Tour de France publicitaire qu'il fit en diligence du 16 juillet au 20 septembre 1840 et qui lui permit de vendre 500 exemplaires de ses livres. Quant à elle, elle en profita pour écrire et éditer *Le Compagnon du Tour de France* dont le personnage principal Pierre Huguenin, n'était autre qu'Agricol Perdiguier5. Quant à Eugène Sue, dans *Le Juif errant*, son personnage d'Agricol Baudoin ressemblait fort à *Avignonnais la Vertu*.

Ces événements accélérèrent la reconnaissance du Compagnonnage et aidèrent les *Devoirans* à se sentir responsables d'un nouveau modèle social. Des idées qui se retrouvèrent au cœur de la révolution de 1848. Chacun suivit alors son chemin, pour elle il fut berrichon, pour le compagnon politique. En 1855, la romancière écrivit un second livre en souvenir de leurs espoirs commun. Ce fut *La Ville Noire*. Elle y décrivit les luttes du compagnon-écrivain, le devenir du Compagnonnage et le rôle des femmes dans la transformation sociale5. Puis de Nohant, elle lui écrivit le 25 décembre 1857 :
« Croyez bien que mon cœur vous est resté fidèle et sincèrement attaché. »

Républicain engagé et franc-maçon
Très actif durant la révolution de 1830, il se retrouva même coude à coude avec son compatriote Eugène Raspail, qui dirigeait la « Société des Amis du Peuple », pour faire le coup de feu au cours de l'insurrection provoquée par les incidents du 5 juin 1832, lors des funérailles du général républicain Lamarque.

Républicain de conviction, il prit position pour la laïcité de l'enseignement. La fraternité, l'entraide mutuelle et l'accès à l'instruction furent les moteurs de son action qui se déplaça sur un terrain plus politique. Il est initié à la franc-maçonnerie le 17 mars 1846, dans la loge parisienne « Les hospitaliers de la Palestine » du Suprême Conseil de France.

Défenseur de ses camarades ouvriers charpentiers lors de la grève de 1845, combattant inlassablement la présence du « troisième ordre » (caste aristocratique et patronale) dans le compagnonnage, il voulut aller plus loin. Conscient que la défense des travailleurs nécessitait une action politique, il répondit à l'appel que lança le Carpentrassien François-Vincent Raspail le 24 février 1848 lorsqu'il proclama la République à l'Hôtel de Ville de Paris.

Le gouvernement Ledru-Rollin ayant organisé les élections pour l'Assemblée constituante le 23 avril, Perdiguier se présenta à la députation. Avec l'appui de Béranger, de Lamartine et de George Sand, il fut élu dans la Seine et dans le Vaucluse. Il était arrivé 29e sur 34 avec 117 290 voix sur 267 888 votants et 399 391 inscrits, en Île-de-France, et en Provence, 5e sur 6 avec 22 056 voix sur 59 634 votants. Il choisit la Seine, laissant sa place de député vauclusien à Alphonse Gent et siégea sur les bancs de la Montagne. Réélu comme représentant du peuple à l'Assemblée législative, le 13 mai 1849, en se plaçant 27e sur 28 avec 107 838 voix sur 281 140 votants et 378 043 inscrits, il siégea à la gauche du parlement. Son opposition au coup d'État du 2 décembre 1851 de Napoléon III valut à ce fervent républicain un exil politique en Belgique, il est interné à Anvers. Il s'enfuit en Allemagne puis rejoignit Genève où il reprit son métier de menuisier et ses cours de dessin. Là, sous le pseudonyme de Rolland, il put correspondre avec d'autres proscrits dont Victor Hugo6 et écrivit *Mémoires d'un Compagnon* en 1854

.

Au bout de quatre ans, il put quitter la Suisse, rejoindre sa famille qui était restée à Paris et ouvrir une librairie rue Traversière, près de la Gare de Lyon6. Pour améliorer l'ordinaire son épouse et ses deux filles ouvrirent dans l'arrière-boutique un débit à vins qui devint rapidement le lieu privilégié de rencontre des compagnons de la capitale.

En novembre 1861, poursuivant son action en faveur du regroupement des compagnonnages, il en réunit un grand nombre dans un banquet à Vaugirard. Puis, en 1863, il entreprit son dernier Tour de France. Lors de celui-ci, il reçut de partout le plus chaleureux des accueils. Après la proclamation de la République le 4 septembre 1870, il fut nommé maire-adjoint du 12e arrondissement de Paris, fonction qu'il occupa pendant le siège de la capitale. En tant qu'adjoint, il présida à l'élection des chefs de sections d'un grand nombre de compagnies de Gardes Nationaux. Puis tenta d'organiser dans son secteur la défense de la capitale pour pallier un peu la tactique immobiliste du gouvernement.

Atteint de bronchite chronique, il dut pourtant démissionner de ses fonctions. il reprit son combat par la plume préconisant le suffrage universel, l'abolition de la peine de mort, la liberté de la presse et la suppression du budget des cultes. Sentant ses forces décliner, pour apurer ses dettes, il vendit son commerce parisien et ses quelques biens de Morières. une congestion cérébrale l'emporta. Il décéda à Paris, totalement démuni, le 25 mars 1875 mais en laissant la mémoire d'un homme qui n'avait jamais cessé un instant de marcher vers le but qu'il s'était fixé : le bonheur et le bien-être des travailleurs1. Selon ses désirs, il eut droit à des funérailles civiles. Une foule énorme l'accompagna au Cimetière du Père-Lachaise. Sa tombe, sur laquelle ses amis firent élever une ruche, symbole du travail, fait toujours l'objet de fréquentes commémorations de Compagnons de tous rites. Proudhon le désigna comme « le Saint Vincent de Paul du compagnonnage » et Daniel Halévy le désigna comme le « premier syndicaliste ».

PERNETY

Antoine-Joseph

Roanne 23 février 1716 - Avignon 16 octobre 1796.



Antoine-Joseph Pernety, dit **Dom Pernety**. Bénédictin mauriste défroqué, alchimiste et écrivain. Il se rendit célèbre en fondant en Prusse les *Illuminés de Berlin* puis les Illuminés d'Avignon lors de son retour en France.

Il avait découvert l'hermétisme, en 1757, dans la bibliothèque de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés. Extrêmement cultivé et érudit, en 1762-1763, il partit avec Bougainville aux îles Malouines en tant qu'aumônier et naturaliste. Revenu en France, il se défroqua et se rendit pour la première fois à Avignon où il entra dans la loge des *Sectateurs de la Vérité*. Pour fuir l'Inquisition du vice-légat d'Avignon, Grégoire Salviati, il dut s'exiler à Berlin auprès de Frédéric II de Prusse, qui le nomma conservateur de sa bibliothèque. Il put dès lors continuer ses recherches sur le Grand Œuvre et se lança dans l'étude de vieux grimoires pour découvrir le secret de la pierre philosophale. Il se passionna pour les doctrines mystiques du suédois Emanuel Swedenborg.

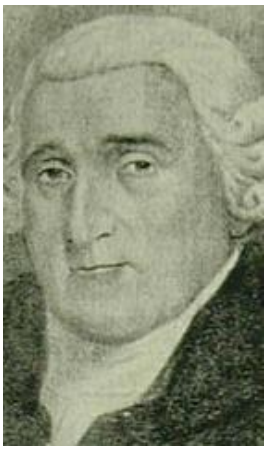
Il fonda, avec le comte polonais Grabienka, les *Illuminés de Berlin*. Son prosélytisme ne plut point au roi qui le renvoya. Accompagné du comte, il revint à Avignon et accepta, fin 1784, l'invitation du marquis de Vaucroze, riche propriétaire terrien à Bédarrides qui se dit prêt à les accueillir chez lui, dans une de ses propriétés devint dès lors le « Temple du Mont Thabor ». Ces agapes fraternelles réunirent jusqu'à plus de cent personnes. L'irruption de la Révolution française dans les états pontificaux d'Avignon et du Comtat Venaissin, dispersa les Illuminés.

Arrêté, Pernety fut rapidement relâché sur l'intervention personnelle du citoyen François Poultier, représentant en mission. Il trouva refuge chez l'avocat Vincent-Xavier Gasqui qui l'installa dans son Hôtel de la place des Trois Pilats. Ce fut là qu'il décéda le 25 vendémiaire An V, soit le 16 octobre 1796. Ses *Fables égyptiennes et grecques dévoilées* sont un ouvrage sur les sciences magiques et la symbolique des anciens. Il concerne l'alchimie et les éléments de la matière, les hiéroglyphes, les mythes, les dieux et toutes les représentations symboliques des anciens, l'étude de la philosophie hermétique.

Pour composer ses *Fables égyptiennes et grecques*, il s'inspire largement de Michael Maier, au point de garder le plan en six livres, d'*Arcana Arcanissima*, avec les mêmes titres qu'il traduit textuellement en français. Pernety l'explique lui-même : *« J'ai lu avec attention plusieurs des traités de Michaël Maïer, et ils m'ont été d'un si grand secours, que celui qui a pour titre Arcana Arcanissima, a servi de canevas à mon ouvrage… »*.

Dans sa *Dissertation sur l'Amérique & les Américains* il propose de prouver, contre le sentiment de Corneille de Pauw, que l'Amérique n'a pas été plus disgraciée de la nature que les autres parties du monde.

PERREAULT **Joseph-François** Québec 2 juin 1753 - 5 avril 1844.



Commerçant, professeur, greffier, juge de paix, protonotaire, gardien des archives publiques, fondateur et directeur d'écoles, didacticien, rédacteur de manuels scolaires et politicien du Bas-Canada puis (à partir de 1840) du Canada-Est.Joseph-Francois Perrault est issu de trafiquants de fourrures (les Perrault et les Baby dit Dupéront, …). Son parrain, le prêtre chanoine Joseph-François Perrault, est le seul de ses oncles qui n'est pas un négociant.

Mais, à sa naissance, au milieu du XVIII[e] siècle), la traite des fourrures donne des signes de déclin. La Nouvelle-France, aussi, qui s'effiloche. L'Angleterre domine les mers et veut posséder et régenter tout le nord de l'Amérique. Les colonies anglaises installées sur la côte Est, sous l'Acadie, sont de plus en plus peuplées. Les Acadiens sont bientôt déportés (1755). La France perd l'Acadie, Louisbourg, toute la vallée du Saint-Laurent… Il ne lui reste, de la Nouvelle-France, que les petites Îles Saint-Pierre et Miquelon, ainsi que le sud-est de la Louisiane et la rive droite (ouest) du Mississippi, lorsque Joseph-Francois Perrault célèbre sa dixième année révolue (Traité de Paris, 1763).

Les événements de la fin du Régime français déconcertent sa famille. Son père, Louis Perrault, et plusieurs de ses oncles se réfugient à Trois-Rivières durant le siège de Québec en 1759.
C'est là que, trois ans plus tard, Joseph-François perd sa mère, qui laisse, en mourant, 8 enfants dont l'aîné qui n'a pas encore 11 ans. Revenu à Québec en 1763, son père passe en France pour s'occuper des fourrures qu'il avait expédiées à La Rochelle et confie alors ses enfants à son frère Jacques Perrault, dit Perrault l'aîné, et à sa belle-sœur, Charlotte Boucher de Boucherville. Les enfants sont alors mis en pension chez les ursulines et au séminaire de Québec, où ils reçoivent l'éducation et l'instruction que dispensent alors ces établissements réputés.

À l'âge de 12 ans, en 1765, il étudie donc au Petit Séminaire de Québec : il y fait son cours classique (latin, grec ancien…) , qu'il termine (ou presque) à l'âge de 19 ans, en 1772. Il débute comme commerçant : il rejoint son père en Louisiane en 1773, qui fort occupé l'y réclame instamment. Le fils en profite pour s'initier à la langue espagnol, puis il se rend à Saint-Louis, au Missouri, y diriger les affaires de son père, absent. En 1779, il s'embarque pour la Virginie, en passant par le Mississippi et l'Ohio, pour recouvrer l'argent que devait l'officier américain George Rogers Clark à son père. Le fils, qui n'allait jamais plus revoir son père, est fait prisonnier par des Amérindiens au service de l'Angleterre et emmené à Détroit, où il travaille notamment comme précepteur jusqu'en mai 1780.

Après un séjour de quelques semaines à Montréal et à Québec, il retourne à Détroit. En 1781, il est envoyé à Montréal par son oncle Jacques Baby dit Dupéront, qui le prend comme agent. Le 7 janvier 1783 à Montréal, Joseph-Francois Perrault, à la veille d'avoir 30 ans d'âge, contracte mariage avec Ursule Macarty, sa cousine âgée de 16 ans, fille d'un commerçant de fourrures — il l'avait rencontrée, peu avant, au pays des Illinois. La dot, que Joseph-Francois Perrault reçoit de son beau-père, lui appartient en tant qu'époux, le tout selon la coutume.

Il fait aussi des affaires à son compte, puis il abandonne le commerce de détail en 1787. Il comprend que ce qui leur reste du commerce (des fourrures, etc.) est en train d'échapper aux *Canadiens* (francophones), car de plus en plus contrôlé partout par la "*Hudson Bay Company*" et les nouvelles grandes sociétés de commerce, fondées et dirigées par les nouveaux maîtres, anglophones (Anglais, Écossais, …), telle la "*North West Company*" (1782) des Frobisher et autres McTavish… Il comprend, lui, l'homme instruit, bilingue, descendant des anciens fortunés du commerce… que, désormais, le peuple des francophones a tout intérêt à s'instruire, et qu'il faut lui offrir un système d'instruction publique de bonne qualité et gratuit… Et c'est à cela et à la culture intellectuelle (théâtre, journaux, livres, manuels…) qu'il décide de consacrer le reste de sa vie. Il n'a que 34 ans.

Il s'occupe de théâtre à Montréal avec Pierre-Amable De Bonne (1758-1816), seigneur, futur politicien-juge, à l'époque, comme directeurs avec d'autres *Canadiens* (Canadiens-français), dont Joseph Quesnel et Jean-Guillaume De Lisle. Ce *Théâtre de société*, fondé à l'automne de 1789, réussit (un fait sans précédent à Montréal) à terminer une première saison théâtrale, de décembre 1789 à février 1790. Parmi les quatre spectacles présentés, figurent *le Médecin malgré lui* de Molière, *Colas et Colinette, ou le Bailli dupé* de Quesnel et trois pièces de Jean-François Regnard. Malgré la censure ecclésiastique et les menaces du curé de la paroisse de Montréal, le prêtre François-Xavier Dézéry dit Latour (1741-1793)4, les directeurs tiennent bon. Un débat public s'ensuit dans la Gazette de Montréal jusqu'à la fin de la saison théâtrale. Le clergé réussit pourtant à faire suspendre pendant quelques années les productions du *Théatre de société*. De 1795 à 1797, une troupe du même nom présente des pièces dont *le Barbier de Séville* de Beaumarchais qui prend l'affiche pour la première fois à Montréal. Cette brève réapparition de l'activité théâtrale à Montréal est suivie d'une nouvelle éclipse jusqu'au tournant du xix[e] siècle. La ville de Québec résiste mieux à la censure cléricale grâce à la présence du gouverneur et de visiteurs princiers qui aiment se divertir par des jeux de scène — ce dont Pierre-Amable De Bonne et Joseph-François Perrault, eux-mêmes, sauront profiter bientôt, après la nomination du premier comme juge à la Cour du banc du roi du district de Québec et le transfert, à son ami Perrault, des petits postes judiciaires (greffier, juge de paix, protonotaire…) que ce seigneur, nouveau juge-politicien, exerçait dans ce district.

Joseph-François Perrault est ensuite traducteur, professeur, didacticien, rédacteur de manuels scolaires et, de 1796 à 1804, politicien. Sa femme meurt le 23 avril 1800, à l'âge de 33 ans, après 12 maternités à terme, en 17 ans. Il participe à la création du journal *Le Courrier de Québec*, en 1806, avec (le juge) De Bonne3 et Jacques Labrie. Il œuvre aussi au journal

Le Vrai Canadien, dans les années 1810. Il est membre actif de la *Société littéraire de Québec*, en 1808…
Instaurateur de l'instruction publique, il dirige la *Société d'éducation du district de Québec* (de 1821 à 1825) et la *Société de l'école britannique et canadienne du district de Québec* (de 1823 à 1828). Philanthrope, fondateur et directeur d'écoles, il fait construire (à ses frais, en exemple, pour faire la nique aux gouvernants) quatre écoles à Québec, sa ville natale, la capitale, qui était plus anglophone et plus populeuse que Montréal, à l'époque. En 1832, il y publie une brochure intitulée *Moyens de conserver nos institutions, notre langue et nos lois*. Il fait paraître son projet d'organisation scolaire pour le Bas-Canada dans La Gazette de Québec (le journal officiel du gouvernement), le 3 octobre 1833. Mais, c'est surtout comme précepteur, traducteur, gardien des archives de l'état civil du district judiciaire de Québec, greffier, juge de paix (1795-) et protonotaire à la Cour du banc du roi à Québec, de 1795 à 1830 (à cinq reprises), qu'il reçoit des rétributions qui vaillent.

Politicien
En 1796, Joseph-François Perrault s'implique dans la vie politique. Il est élu député du Comté de Huntingdon à la Chambre d'assemblée du Bas-Canada. Il appuie tantôt le Parti canadien, tantôt le Parti des bureaucrates (*Tory Party*). Il ne prend part à aucun vote. La Chambre n'accueille les élus que dans la morte saison (l'hiver). Ils ne reçoivent aucune compensation pour leur rôle (sauf l'Orateur, président de l'assemblée). Chacun paie son transport et ses frais de séjour… Mais c'est devant cette Chambre que Joseph-François Perrault propose pour la première fois son projet d'établissement d'écoles publiques.

D'avant-garde
Joseph-François Perrault est très en avance sur son époque5 :
- Il prône l'instruction obligatoire, gratuite et non confessionnelle.
- Il souhaite l'imposition d'une taxe obligatoire pour financer l'enseignement (guerre des éteignoirs).
- Il est reconnu pour la tenue de ses écoles, la qualité de son enseignement et de ses résultats — l'historien François-Xavier Garneau (1809-1866) est l'un de ceux qui peuvent en témoigner : il doit sa formation à Joseph-François Perrault.
- Il forme lui-même les enseignants et rédige le premier code d'éthique destiné aux instituteurs.
- Ses idées d'avant-garde obligèrent le clergé à développer les écoles paroissiales.
- Malgré son attachement à la religion catholique, il a toujours favorisé la neutralité religieuse en matière d'éducation.

Joseph-Francois Perrault est un personnage fascinant de l'histoire du Québec, si tant est que ses idées sont reprises et considérées une centaine d'années plus tard, durant la courte « période de la *Révolution tranquille* », dans le *Rapport Parent*, portant sur le système d'éducation à réformer.

Franc-maçon
Joseph-Francois Perrault est franc-maçon. Il est élu « second grand surveillant » de la "*Provincial Grand Lodge of Lower Canada*", en 1812. À titre de « *Maître* », il fonde avec le notaire Michel Berthelot et Joseph Leblond, une loge à Québec, en 1816, nommée « *Les Frères canadiens* ». Il accède au rang de « grand maître provincial adjoint », en 1820.

PERREGAUX Henri

Lausanne 14 octobre 1785 - 27 janvier 1850.

Henri Perregaux, né Mathieu-Henri est un architecte suisse. Protestant, bourgeois des Geneveys-sur-Coffrane, de Corcelles-Cormondrèche, de Valangin et de Lausanne, il est le fils de l'orfèvre et architecte Alexandre Perregaux et de Jeanne Catherine Maisonny. Il épouse en 1828 Annette-Adélaïde-Antonie (dite Adèle) Müller.

Henri Perregaux fait une formation d'architecte, probablement auprès de son père. Henri Perregaux devient l'Architecte de l'État de Vaud (entre 1829 et 1835). Il n'occupera toutefois jamais de poste important dans l'administration lausannoise ou vaudoise. Entre 1814 et 1818, il est nommé inspecteur des bâtiments de l'Etat pour les édifices lausannois. Entre 1826 et 1834, il est membre de la commission des ponts et chaussées. Son style architectural se caractérise par un néoclassicisme aux formes sobres et épurées. Il construit des villas particulières, des hôtels de ville, des églises (réformées et catholiques), des prisons de district et des écoles. Il modifie l'intérieur de la cathédrale de Lausanne en détruisant notamment en 1827 le jubé du XIII^{e} siècle afin de libérer le chœur. Libéral, il siège au Conseil communal (législatif) de Lausanne entre 1815 et 1832 et au Conseil municipal entre 1815 et 1833. Il se présente en outre aux élections du Grand Conseil en 1828 mais ne sera pas élu.

Il est membre de l'abbaye de l'Arc et cofondateur du Cercle littéraire de Lausanne en 1819.
Henri Perregaux est franc-maçon

REALISATIONS
Assens - Construction de l'église catholique d'Assens.
Bottens - Construction de l'église catholique de Bottens (1843-1847), avec son élève Achille de la Harpe, dans un style néo-gothique.
Lausanne - Aménagements du château Saint-Maire entre 1814 et 1815. Il reprend les travaux demandés par le canton de Vaud à son père Alexandre Perregaux, décédé. La réalisation la plus importante est la construction de la conciergerie.
- Transformations du bâtiment du Grand Conseil.
- Reconstruction de la flèche de la cathédrale de Lausanne après l'incendie qui la ravagea en 1825. La *flèche de Perregaux* présente de nombreux défauts et son poids est notamment mal réparti, se concentrant principalement sur la voûte. Une nouvelle flèche est imaginée dès 1872 par l'architecte français Eugène

Viollet-le-Duc.
- Restauration de l'intérieur de la cathédrale de Lausanne.
- Construction de l'église catholique Notre-Dame du Valentin (1832), dans un style à prédominance néo-classique. L'édifice est élevé au rang de basilique en 1992 par le pape Jean-Paul II. C'est le plus grand sanctuaire catholique sur les dix que compte la ville.
- Construction du pénitencier de Béthusy.
- Fin de la construction du Grand-Pont à la mort de l'architecte Adrien Pichard, avec William Fraisse.

Morges
- Construction de l'église de Saint-François-de-Sales de Morges (1842), dans un style néo-gothique.
- Construction de l'arsenal.
- Construction de la grenette (marché au blé) et du casino (1822-1827), progressivement repris par des services administratifs communaux.

Moudon
- Construction de l'hôtel de Ville de Moudon (1837), dans un style néo-classique, avec arcades et fenêtres à corniches.

Orbe
- Construction du pont d'Orbe.

PERRINON François

Saint-Pierre en Martinique 28 août 1812 - Saint-Martin 2 janvier 1861.



Auguste-François Perrinon est Martiniquais**.** Il est célèbre pour avoir été le premier métis antillais à entrer à l'École polytechnique. Il fut également un député abolitionniste français.

Sa mère Rose, dite Piquion, est une esclave affranchie sous le Consulat. Elle se marie en 1826 avec un commerçant blanc prospère de Saint-Pierre qui reconnaît ses quatre enfants, dont François-Auguste. Celui-ci est envoyé en France, où il devient élève de l'École polytechnique (promotion X 1832) et se spécialise dans l'artillerie de Marine. En 1840 à Saint-Pierre, il épouse Marguerite-Louise-Charlotte Télèphe, fille d'une riche famille de couleur.

Capitaine en second le 31 janvier 1840. En 1841, affecté au Service de l'Inspection générale du matériel de l'Artillerie de Marine à Paris. Chef de bataillon le 17 avril 1847. Officier de la Légion d'honneur. En 1842, il fait partie de la garnison de la Guadeloupe.
Il fut également franc-maçon.

Il est anti-esclavagiste, mais à cette époque les propriétaires de plantation des Antilles craignent de perdre toute leur main d'œuvre si l'esclavage est aboli en France. Dans ce contexte, grâce aux parts qu'il détient dans un marais salant, Perrinon expérimente à partir de 1844 de nouvelles méthodes de travail (coexistence de travailleurs libres et d'esclaves, versement de salaires à tous les travailleurs quel que soit le statut, interdiction des châtiment corporels, recours aux blâmes et aux gratifications). En 1847, dans une brochure intitulée *Résultats d'expérience sur le travail des esclaves* (île Saint-Martin Antilles), il s'emploie à démontrer que le travail libre est possible. Et comme le dit Benoit Hopquin dans son chapitre sur Perrinon : "moralement insoutenable, l'esclavage est économiquement une aberration".

Un an plus tard, Perrinon fait partie de la Commission d'abolition de l'esclavage, à l'invitation de Victor Schoelcher; à la suite du décret d'abolition de l'esclavage, il est envoyé comme commissaire d'abolition, puis commissaire général à la Martinique (juin-novembre 1848). Avec Victor Schoelcher, dont il est proche, il est député à l'Assemblée nationale législative (1849-1850). Après le Coup d'État du 2 décembre 1851, il regagne les Antilles et va vivre à Saint-Martin où il exploite des marais salants. Il refuse de prêter serment à Napoléon III (lettre du 18 avril 1853), ce qui lui vaut d'être rayé des cadres de l'armée.

PERRONET Jean-Rodolphe

Suresnes 27 octobre 1708 - Paris 27 février 1794.



Ingénieur et architecte français, fondateur et premier directeur de l'École nationale des ponts et chaussées. Fils d'un garde-suisse, il entre à dix-sept ans comme apprenti-architecte au cabinet de Jean Beausire, premier architecte de la ville de Paris. Il y reste dix ans et est chargé du projet et de la conduite du grand égout de Paris, des travaux des quais et de l'entretien des chemins de banlieue.

En 1735, il est nommé sous-ingénieur à Alençon et il entre en 1736 au corps des ponts et chaussées. Il rompt avec les théories constructives traditionnelles héritées des romains et du moyen-âge **et propose de nouveaux modèles d'ouvrages d'art**. il aimera toujours se dire architecte et c'est en cette qualité qu'il apparaît dans son portrait par Alexandre Roslin (musée de Göteborg).

En 1737, il devient sous-ingénieur, puis ingénieur de la généralité d'Alençon. En cette qualité, il construit la lanterne de la basilique Notre-Dame d'Alençon. Le 14 février 1747, un arrêt nomme Perronet à la direction du Bureau des dessinateurs du Roi, que vient de créer Daniel-Charles Trudaine, pour lever les cartes et les plans du royaume. Il a pour mission de former les ingénieurs des ponts et chaussées et d'en contrôler l'action dans les généralités où ils sont employés.

Il reçoit en outre la direction du lever de tous les plans des routes et le droit de projeter, conduire et inspecter tous les travaux dans les provinces, concurremment avec les inspecteurs généraux. Avec Daniel-Charles Trudaine et Jean-Rodolphe Perronet commence l'histoire de la plus ancienne école d'ingénieur française, qui devient en 1775, l'école royale des Ponts

et chaussées. L'organisation de l'Ecole est l'oeuvre de prédilection de Perronet.
Il s'y consacre avec compétence et dévouement tout au long de sa vie. Animateur et pédagogue, Perronet est aussi le véritable "père spirituel" des 350 ingénieurs qu'il a formé au cours des 47 ans de sa carrière de directeur, mais aussi placé une fois leur diplôme acquis et souvent suivi et conseillé au cours de leur vie professionnelle. Son empreinte est toujours vivante aujourd'hui malgré les réformes de ses successeurs, notamment Lamblardie et Prony.

L'œuvre de l'ingénieur Perronet est tout aussi remarquable et novatrice que celle du gestionnaire. En atteste la vingtaine de ponts qu'il projette ou fait construire, dont ceux de Mantes, de Pont-Sainte-Maxence, de Neuilly et de la Concorde à Paris. Formé à l'architecture dès l'âge de dix sept ans et travaillant pendant dix ans au côtés de Debeausire, Premier architecte de la Ville de Paris, il rompt cependant avec les théories constructives traditionnelles héritées des romains et du moyen-âge et propose de nouveaux modèles d'ouvrages d'art. Constructeur de plus de 2500 km de routes plantées, lorsqu'il est à la Généralité de Paris, mais aussi hydraulicien avec le projet du canal de l'Yvette et de la Bièvre pour alimenter Paris en eau potable, il intervient également sur les rades de Cherbourg et de Saint-Jean-de-Luz, les ports du Havre, de Dunkerque et de Saint-Domingue, et donne également son avis sur une multitude d'autres projets.

Nommé en 1763 "Premier Ingénieur", Premier Architecte, associé libre de l'Académie des sciences, membre de l'Académie d'architecture de 1757 à 1786, Inspecteur général des Salines, puis en 1768 l'un des trois directeurs de la Carte de Cassini, il est anobli par Louis XV en 1763 et fait Chevalier de l'ordre de Saint-Michel. Ses mérites sont également honorés par la Révolution naissante qui, par un vote de l'Assemblée Constituante de 1791, lui octroie une rente de 22 600 livres "à raison de ses longs et excellents services".

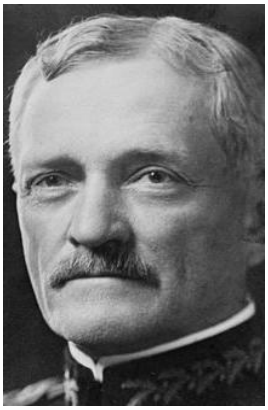
Jean-Rodolphe Perronet a contribué aux articles *Pompe à feu* et *Épinglier* dans l'*Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, éditée de 1751 à 1772 sous la direction de Diderot et D'Alembert. Selon Michel Gallet : « On est encore mal informé sur sa propriété de Perroy, sur le Lac de Genève, où la villa palladienne, de forme ronde évoque l'architecture de son ami Louis Le Masson. »

Il appartint à la Loge Uranie. Paris (1787- 1789). L'ami de Voltaire, Diderot, Buffon et Belidor, le "Vauban des Ponts et Chaussées", s'éteint le 9 ventôse de l'an II (27 février 1794) dans un modeste pavillon proche du pont Louis XVI (pont de la Concorde) dont l'achèvement en 1791, couronnait une carrière exemplaire.

COMMEMORATION
- La rue adjacente au site de l'École des ponts et chaussées porte aujourd'hui son nom, à la limite des 6e et le 7e arrondissements de Paris (v. rue Perronet).
- Une statue de Jean-Rodolphe Perronet a été érigée à la pointe nord-est de l'île de Puteaux, au pied du Pont de Neuilly dont il fut le créateur de la première version en pierre (1772 à 1942).

PONTS REALISES PAR JEAN-RODOLPHE PERRONET
Première pensée de Perronet pour le Pont de la Concorde.
1750-1760 : Pont George V d'Orléans.
1757-1765 : Pont de Mantes.
1758-1764 : Pont de Trilport.
1765-1786 : Pont de Château-Thierry.
1766-1769 : Pont Saint-Edne à Nogent-sur-Seine.
1768-1774 : Pont de Neuilly-sur-Seine.
1770-1771 : Pont Les Fontaines.
1774-1785 : Pont de Sainte-Maxence sur l'Oise.
1775 : Pont de Biais-Bicheret.
1776-1791 : Pont de Nemours.
1784-1787 : Pont de Brunoy.
1786-1787 : Pont de Rosoy.
1786-1791 : Pont Louis XVI, futur pont de la Concorde à Paris.

PERSHING



John Joseph dans le Missouri 13 septembre 1860 - Washington, D.C 15 juillet 1948
Général qui conduisit les volontaires américains en 1917. En arrivant à Paris, il se rendit sur la tombe de La Fayette et dit: "la Fayette, nous voici !" Il est le seul général, avec George Washington (à titre posthume en 1976) à avoir obtenu le grade de *General of the Armies*.
Initié Franc-Maçon, en 1888, à la Loge "*Lincoln Lodge*", Lincoln, Nebraska.

John Pershing est né dans la petite maison de ses parents près de Laclede (Missouri). La famille Pershing était d'origine alsacienne, en effet, le premier Pershing venu s'installer en Amérique était Frederick Pfoerschin, émigré d'Alsace en 1724. Le nom de famille s'est alors modifié en Pershin puis est devenu Pershing. Le père de John, John Fletcher Pershing, était un homme vigoureux et ambitieux, émigré de Pennsylvanie pendant sa jeunesse. Sa mère, originaire du Kentucky, se nommait Ann Elizabeth Thompson. John, un des neufs enfants de la famille, hérita de ses parents un physique robuste et un caractère plein d'abnégation et de détermination.

Jusqu'en 1873, John Pershing est allé à l'école tout en travaillant à la ferme de son père. Il travailla également en tant qu'enseignant dans une école pour noirs : le salaire versé lui permit d'intégrer la *Normal School Kirksville* d'où il sortit diplômé d'une licence d'art en 1880. En 1882, une annonce de concours pour entrer à l'Académie militaire de West Point attira son attention. Bien que peu enclin à s'engager dans une carrière militaire, West Point lui offrait la chance de bénéficier d'une formation de grande qualité. Soutenu par sa sœur, John réussit le concours d'entrée à West Point. Il n'y brilla pas par ses résultats scolaires mais ses qualités de meneur d'homme le firent nommer en 1886 au grade de capitaine des cadets qui était la plus importante distinction à West Point. Ses qualités d'organisateur, alliant rigueur, discipline et une bonne psychologie firent dire au général Merritt, alors directeur de West Point, que les qualités démontrées par le jeune Pershing le promettaient à une grande carrière d'officier. Malgré cela, John Pershing ne voyait toujours pas son avenir dans l'armée.

CARRIERE MILITAIRE

Campagnes indiennes

John Pershing sortit de *West Point* avec le grade de sous-lieutenant dans l'US Army. Il fut affecté à la Troop L du 6e de cavalerie de Fort Bayard (Nouveau-Mexique), sous le commandement du général Nelson Miles. Celui-ci est alors en campagne contre le chef indien apache Géronimo. Pershing y resta pendant quatre ans. Il participa aux batailles de Santiago et de San Juan Hill et fut cité le 1er juillet 1898 à la *Silver Star Medal*. Après avoir été transféré en 1887 à Fort Stanton, où Pershing continua à participer aux diverses campagnes, la 6e cavalerie fut envoyée à Rapid City (Dakota du Sud). Elle y parvint le 9 décembre 1890 et dut, pendant l'hiver qui s'ensuivit, faire face aux derniers grands soulèvements des Indiens sioux (massacre de *Wounded Knee*). Après les campagnes indiennes, le lieutenant Pershing fut envoyé, le 15 septembre 1891, à l'université du Nebraska en tant qu'instructeur sur les tactiques militaires. Le 1er octobre 1895, Pershing fut prié de rejoindre son régiment au fort d'Assiniboine (Montana) et est nommé au grade de lieutenant dans la 10e cavalerie. Juin 1897, John Pershing fut envoyé comme instructeur à West Point, où sa cote de popularité auprès des cadets se verra au plus bas en raison de l'aspect trop strict de son enseignement. Il quitta son poste d'enseignant en 1898, rejoignit son régiment à Tampa, où il travailla à l'administration des Philippines et de Porto Rico.

Campagnes du Pacifique

- Le 10 mars 1899, Pershing fut chargé d'une nouvelle division créée par le département de la Guerre et qui a pour but de gérer les nouvelles possessions insulaires que sont Cuba, Porto Rico, les Philippines et Guam.
- Le 17 août 1899, Pershing est envoyé à Manille (Philippines) pour pacifier les îles de Mindanao et Jolo.
- Le 28 septembre 1901, Pershing prend le commandement du Fort Padapatan situé sur le lac Lanao (Philippines), après un échec des pourparlers, il lance ses troupes contre les Moro et prend le contrôle total de la zone du lac Lanao.

Retour à Washington

En juin 1903, le capitaine Pershing est rappelé à Washington, le président Theodore Roosevelt lui rend honneur en mentionnant ses états de service lors d'un discours au Congrès. Son retour est également marqué par sa rencontre avec Helen Warren, fille du sénateur Francis E. Warren du Wyoming. Tombant aussitôt amoureux, ils se marièrent le 26 janvier 1905 devant de prestigieux invités, dont les époux Roosevelt.

Observateur militaire à Tōkyō

près son mariage le jeune capitaine fut affecté à l'ambassade des États-Unis à Tōkyō en tant qu'attaché militaire. Le Japon était alors en guerre contre la Russie pour un différend sur la zone d'influence de la Mandchourie. Pershing accompagna, en tant qu'observateur, l'armée du général Kuroki lors de sa marche victorieuse sur la Mandchourie. Lors de cette expérience japonaise, Pershing fut décoré des mains même du Mikado de l'ordre du Trésor Sacré.

Nouveau retour à Washington

Pershing revint au pays en 1906 et son premier enfant, Helen Elizabeth, vit le jour. Cette expérience au Japon avait permis au capitaine de rencontrer beaucoup d'autres observateurs militaires européens, officiers colonels ou généraux alors que lui, à présent âgé de plus de 40 ans, n'était encore "qu'un capitaine". Jusqu'à présent, la nomination au grade de général que Pershing demandait et que le président Roosevelt, lors de son discours au Congrès trois années auparavant, avait exprimé le vœu de lui voir accorder, n'était obtenue qu'au titre de l'ancienneté. Accorder ce grade au capitaine Pershing, même avec les états de service qui avaient été les siens aux Philippine, dérangeait beaucoup d'officiers. Le 15 septembre 1906, le président Roosevelt fit parvenir au Sénat sa décision de nommer le capitaine Pershing au grade de général de brigade. 862 officiers supérieurs (lieutenants, commandants et colonels) étaient alors en attente du même titre. Un véritable coup de tonnerre secoue les institutions militaires. Les critiques pleuvent et certains bruits courent sur le statut privilégié qu'occupe Pershing, beau-fils du sénateur Francis E. Warren, président du comité du Sénat aux affaires militaires. Répondant à ces critiques, Roosevelt déclare «promouvoir un homme parce qu'il a épousé la fille d'un sénateur serait une infamie, refuser cette promotion pour la même raison serait également une infamie.»

Philippines

- Après sa promotion, le général Pershing demanda à être affecté aux Philippines. Il obtint le commandement du fort McKinley, près de Manille. Le 24 mars 1908 voit la naissance d'Anne, second enfant des époux Pershing.
- En automne 1908, Pershing se rend à Paris pour effectuer un rôle d'observateur militaire dans les Balkans, au cas où la guerre éclaterait. La situation dans les Balkans s'étant calmée, les Pershing retournent aux Etats-Unis.
- Pendant son absence, la situation avec les Moro de Mindanao et dans les îles de Sulu était redevenue houleuse. Le gouverneur des Philippines, Smith, réclama le retour d'urgence du général Pershing. Le 24 juin 1909 naquit le seul fils de Pershing, Francis Warren, né à Cheyenne (Wyoming).
- En octobre 1909, le général Pershing guéri de la malaria, retourne pour les Philippines en tant que gouverneur militaire. Les Moros furent désarmés en douceur quand cela était possible, et par la force si nécessaire. Pershing rétablit une nouvelle

fois l'ordre et le calme dans la région.

Mexique
Le quatrième et dernier enfant, Mary Margaret, naquit le 20 mai 1912.
- En 1913, le général Huerta trahit le président mexicain Madero et prend le pouvoir. Les États-Unis refusent de reconnaître le nouveau gouvernement et dans l'hypothèse d'un conflit, le général Pershing reçoit l'ordre de rejoindre la 8e brigade à San Francisco.
- Alors que Pershing et la 8e brigade opérent à la frontière mexicaine, une tragédie survint : le 27 août 1915 un incendie détruisit le domicile du général Pershing. Sa femme et ses trois filles trouvèrent la mort dans l'accident. Seul son fils, Warren, survécut. Après les enterrements à Cheyenne, Pershing retrouva son fort en compagnie de son fils Warren et de sa sœur Mae pour reprendre son commandement. Travaillant d'arrache-pied, il parvint à recouvrer le courage et la sérénité.
- Après que Huerta eut prit le pouvoir, un soulèvement s'effectue en partie sous les ordres de Pancho Villa. Ce dernier se révéle être l'auteur de meurtres qui firent pour victimes huit soldats américains. Le président Wilson ne put l'accepter. Il demande à Pershing de monter une expédition punitive afin de capturer Villa. Le gouvernement mexicain de Carranza refusa aux troupes américaines l'autorisation d'utiliser les voies de chemin de fer. Pershing mena 10 000 hommes (parmi lesquels le futur général Patton) en territoire mexicain, malgré une préparation logistique insuffisante. Malgré tous les efforts déployés, Villa ne fut pas capturé. Au début de 1917, l'expédition fut arrêtée.

L'AEF en France
Dans le même temps, les événements se bousculaient. Pershing fut nommé au grade de major général et les États-Unis déclarèrent la guerre le 6 avril 1917 à l'Empire allemand de Guillaume II. L'armée régulière américaine n'existait pas à proprement parler. Elle ne comptait qu'environ 250 000 hommes. Pire, le général Frederick Funston, commandant de l'AEF (*American Expeditionary Force*), mourut le 19 février 1917. Il faut de toute urgence désigner un nouveau commandement et engager tout aussi rapidement une structuration de l'armée. Quatre semaines après l'entrée en guerre des États-Unis, Pershing reçut un télégramme de son beau-père, le sénateur Warren, qui lui demandait comment il parlait le français. John répondit qu'il le parlait couramment. Quelques jours plus tard, il reçut une lettre du sénateur. Celui-ci l'informait que le secrétaire à la Guerre, Newton D. Baker, l'avait consulté au sujet du général qui devrait être envoyé en France. Un nouveau télégramme du major général Hugh L. Scott convoqua Pershing à Washington où ce dernier appris sa nomination au commandement de l'AEF.

Une nouvelle fois, cette décision provoqua une grande animosité dans l'armée. Pershing ne faisait pas partie, *a priori*, de la liste des généraux prédestinés à ce poste, comme l'étaient des généraux théoriquement plus expérimentés tels que James Franklin Bell, Thomas H. Barry, Hugh Lenox Scott, Tasker Howard Bliss ou encore Leonard Wood. Toute liberté avait été donnée à Pershing pour la conduite des troupes américaines sur le sol français. La seule contrainte évoquée par le président Wilson était que les États-Unis devaient conserver toute liberté d'action sur leurs hommes et surtout ne pas se mettre dans une position de dépendance face aux Alliés. Le général Pershing et quelques hommes s'embarquèrent secrètement de New York le 28 mai 1917 et arrivèrent à Liverpool le 8 juin. Pershing fut reçu par le roi George V à Buckingham.

Un premier contingent de l'AEF, qui comptait à présent environ 1 500 000 hommes, arriva en France et reçut une ovation de la part du peuple français. Le Général Pershing s'installa dans l'hôtel particulier situé au 49 rue Pierre Charron qui devint ultérieurement le siège de l'American Legion et fut transformé en hôtel nommé en son honneur le Pershing Hall. La grande difficulté était, pour Pershing, de composer entre le manque total de préparation d'une armée encore à l'état d'embryon et la pression importante de la France et de la Grande-Bretagne, qui n'étaient pas en attente d'une armée américaine opérationnelle en tant que telle, mais plutôt d'hommes de troupe.Le général Pershing arriva en haut de la côte de Picardie, entre Versailles et Sèvres et déclara: "Lafayette, nous voici, nous voilà!". Le monument est toujours visible à cet emplacement. Pendant des mois, Pershing dut lutter avec les Français et les Britanniques pour résoudre de simples problèmes de dépôts d'approvisionnement, de bâtiments ou de lignes téléphoniques afin que les premières troupes américaines puissent enfin commencer à arriver en France. Pershing choisit Chaumont dans la Marne , important nœud ferroviaire, pour son implantation. Les éléments précurseurs arrivent en septembre dans la région. En juin/juillet 1917 14 000 G.I.s avaient débarqué à Boulogne-sur-Mer.

À la fin des hostilités en novembre 1918 les forces américaines monteront jusqu'à 1 790 623 combattants. La première division américaine à être formée et opérationnelle le fût à Bourmont (dans la Haute-Marne): il s'agissait de la Seconde Division d'infanterie US composée d'une Brigade de Marines et d'une brigade d'infanterie. Le haut commandement allié pensait que ces effectifs pourraient être incorporés dans leurs troupes. Ceci n'entrait pas du tout dans les intentions de Pershing, qui s'opposa vivement à cette idée. Pershing obtint que les États-Unis fussent associés au Commandement suprême, que formaient alors la France et la Grande-Bretagne. Cette polémique connut un coup d'arrêt en mars 1918. Une contre-attaque allemande mit sérieusement en péril la ligne de front des Alliés et risqua même de provoquer leur défaite. Pershing, constatant tout le danger de la situation, prit la décision de placer les troupes américaines sous la responsabilité du commandant suprême des forces alliées, le maréchal Foch. Winston Churchill commenta que cette décision était à la hauteur de la gravité de la situation et qu'elle permit tout simplement de repousser l'offensive de Ludendorff.

Premiers combats
Le 10 mars 1918, les deux brigades de la Seconde Division sont devenues opérationnelles. Le major général O. Bundy en prend le commandement et la division est affectée au Xe Corps de la 2e Armée Française et se déplace au sud-ouest de Verdun. Elle s'installe en position défensive à Ranzière, dans le secteur de Saint-Mihiel ; ce saillant dans le dispositif

français tenu par les Allemands depuis trois ans qui est une menace permanente pour les alliés à l'est de Verdun.
Début avril, l'ennemi tenant les hauteurs dominant Montsec les unités de la division lancent des raids d'entraînement au-delà de Seicheprey et dans le bois de Remière qui vont jusqu'au corps à corps.

La bataille du bois de Belleau
Le 27 mai 1918, suite à l'offensive ennemie sur le Chemin des Dames, les lignes françaises sont enfoncées sur une profondeur de 50 km, entre Noyon et Reims. Le 31 mai, la 2e division d'infanterie américaine, forte maintenant de 26 665 hommes dont 1 063 officiers, reçoit l'ordre de constituer une ligne défensive solide dans le secteur de Château-Thierry. Reprenant aussitôt l'offensive suivant les directives du général Foch, la VIe Armée française met les Américains à l'épreuve du feu. Dans la nuit du 5 Juin, la brigade de Marines et le 23e d'infanterie de la 2e DI passèrent à l'action et prirent pied dans le bois de Belleau. Soumis pendant dix jours à de violentes contre-attaques, ils parviennent le 25 Juin à chasser les derniers Allemands qui se cramponnaient au coin nord du bois, et, dans la foulée, s'emparent du village de Bouresches.

Saint-Mihiel
Plus tard, en juillet, quand les divisions américaines contribuaient à repousser les forces allemandes, Foch déclara à Pershing que le temps était venu de rassembler l'ensemble de ses forces, actuellement dispersées dans les armées françaises et anglaises, pour former une armée indépendante sous son propre commandement.

Des préparatifs débutèrent alors pour préparer la première offensive américaine. Celle-ci devait s'effectuer en septembre dans le but de réduire le saillant de Saint-Mihiel (Meuse). Comme prévu, le 12 septembre 1918, Pershing, à la tête de 300 000 hommes de l'AEF et appuyé par 110 000 Français, engagea l'offensive. Il remporta la bataille du saillant de Saint-Mihiel le 16 septembre. Planifié et exécuté à la perfection, cet épisode marqua la première victoire militaire de l'armée américaine dans une opération totalement dirigée par les États-Unis.

Argonne
Immédiatement après Saint-Mihiel, 400 000 hommes durent rejoindre l'Argonne pour participer à une offensive programmée par Foch pour le 26 septembre. Le rôle principal était une nouvelle fois dévolu aux troupes américaines de Pershing. Cette bataille fut la plus importante pour les troupes de l'AEF. 345 chars et 480 avions américains participèrent à l'offensive dirigée par Pershing. La progression des alliés fut très difficile et extrêmement lente, au point qu'elle fut stoppée le 30 septembre pour reprendre le 4 octobre. Les Allemands résistèrent jusqu'au 4 avant d'entreprendre une retraite. Les alliés avaient avancé de 32 km lorsque l'armistice fut signée le 11 novembre à Compiègne.

Retour aux États-Unis
Après l'armistice, Pershing, continua son projet de structuration de l'armée. En 1919, le Congrès lui décerna le titre de General of the Armies des États-Unis. Il reste à ce jour l'officier le plus haut gradé qui ait jamais servi dans l'armée des États-Unis. Son seul prédécesseur à ce grade est Washington qui l'a obtenu à titre posthume.

On lui proposa de se présenter aux élections présidentielles mais Pershing refusa la proposition : seule l'armée l'intéressait. En 1924, âgé de 64 ans, il se retira du service actif. Tenu en estime par ses collègues, Pershing, en dépit de sa retraite, continua à être consulté sur les questions militaires. En 1944, alors qu'il était crépuscule de sa vie, le général Pershing restait l'officier de plus haut rang dans l'armée. Le titre de général d'armée à cinq étoiles, créé par le Congrès en décembre 1944 et qui avait été décerné aux généraux George Marshall, Douglas MacArthur, Dwight D. Eisenhower et Henry Arnold, restait inférieur à celui de Pershing. John J. Pershing meurt le 15 juillet 1948 à l'hôpital Walter de Washington DC. Il repose dans le cimetière national d'Arlington. Un char de combat, le M26 Pershing ainsi qu'un missile balistique, le MGM-31 Pershing, ont été baptisés par l'armée américaine en son honneur. JCvL+Wikipédia

PESTALOZZI Henri

Höngg ZH 12 janvier 1746 – Bourg AG 17 février 1827.



Fils de ***Jean Baptiste Pestalozzi***, médecin. Ayant perdu son père à l'âge de quatre à cinq ans, il dut sa première éduction à sa mère et à la gouvernante, qui fut à peu près son unique société. Plus tard, il fit des progrès rapides sous la direction de quelques savants de ***Zurich***, ce qui toutefois ne combla pas les lacunes de son instruction de famille.

Dans sa dix septième année, un penchant irrésistible le fit entrer dans le barreau, où il se proposait surtout de venger les droits des habitants de la campagne, si méprisés et si avilis à cette époque; puis, changeant de projet à la mort de d'un ami qui devait le guider dans une carrière si difficile, il tourna les yeux vers les sciences rurales, toujours dans l'intérêt de ce même peuple de la campagne dont il voulait dissiper l'ignorance et la misère par la pratique raisonnée de l'agriculture.

S'étant associé à cet effet une des premières maisons de ***Zurich***, il s'en vit bientôt abandonné, lorsqu'il avait déjà acheté un grand nombre de terres en friche. Il continua néanmoins son entreprise, et composa même à cette époque un essai pour l'éducation des pauvres.

Ruiné par les suites de son acquisition, et par une exploitation à laquelle toutes les ressources manquaient, il eut à supporter l'indifférence et l'abandon total de ses anciennes connaissances. Ce revers, tout en l'empêchant de suivre ses plans, ne l'arrêta pas dans son but de détruire la source de la misère du peuple. C'est dans cette vue qu'il publia successivement

Léonard et Gertrude, Christine et Élise, un Traité sur la législation criminelle, et Mes Recherches sur la marche de la nature premier acheminement de sa méthode.
Forcé de resserrer le cercle de ses efforts, il se décida à devenir simple maître d'école à ***Stanz***, dans le canton d'***Argovie***. Le nombre d'élèves s'éleva insensiblement jusqu'à quatre-vingts, presque tous d'un âge différent et également ignorants. Quoique obligé, comme il le dit lui-même, d'être à la fois directeur, caissier, domestique, fille de service, dans une maison qui n'était pas préparée, au milieu de maladies de toute espèce, loin de succomber aux fatigues de soins si divers, il se sentit des forces nouvelles. A l'aide de sa méthode, qui consiste à bien fixer dans l'esprit tous les points élémentaires, fondée comme elle est sur la liaison étroite qui existe dans chaque branche de connaissance entre les points élémentaires et l'ensemble, il voyait se développer rapidement chez ses mêmes enfants un sentiment de force qui jusqu'alors leur avait était inconnu, et qui se joignait au sentiment général du beau, inséparable de celui de l'ordre.

Au milieu d'expériences qui lui profitaient si bien, et qui jetaient un grand jour sur son système, ***Pestalozzi Henri*** se vit tout à coup arrêté dans ses travaux par l'invasion des ***Autrichiens*** dans les petits cantons, ce qui lui fut d'autant plus pénible, que par ses mêmes travaux il voulait ouvrir des ressources nouvelles à quelques uns des cantons de ***Suisse***, dont l'existence peu assurée était entre les mains de quelques fabricants qui fournissaient la matières premières pour la filature et le tissage.

Forcé d'abandonner ***Stanz***, il eut, après tant d'efforts et de fatigues, la douleur de voir attribuer son départ à son inconstance, et à l'incapacité absolue de donner aucune suite à des projets fruits d'une imagination exaltée. Cependant quelques amis lui rendirent justice, et cherchèrent à lui être utiles. Le gouvernement helvétique, de son côté, s'intéressa à son sort, lui assigna une pension de quarante louis, et lui accorda un peu plus tard le ***château de Berthoud***, ce qui lui permit de créer un pensionnat, et de faire l'essai d'un séminaire de maîtres d'école. Il eut en outre le bonheur de s'adjoindre trois dignes collaborateurs, et le gouvernement, tout en portant sa pension à cent louis, promit d'envoyer à son séminaire des régents de toutes les parties de la ***Suisse***, en même temps qu'il lui délivra un privilège exclusif pour l'impression de ses livres élémentaires.

Refusant tous les jours de nouveaux élèves, il alla se fixer, en ***1805***, au ***château d'Yverdon***, qui lui fut accordé par le grand conseil du canton de ***Vaud***, et, secondé par d'excellents élèves qu'il avait formés, et des hommes connus par leurs talents et leur philanthropie, il donna à son institut toute l'extension dont il était susceptible. Mais sa méthode, calculée seulement pour les besoins du peuple, n'était pas encore assez mûrie pour l'instruction des enfants riches qui affluaient dans institut ; l'exigence des parents, la difficulté de trouver des maîtres instruits, bien capable d'appliquer sa méthode dans toute sa pureté, la différence de mœurs et d'habitudes des élèves, et surtout une fatale mésintelligence qui régna trop longtemps entre les principaux collaborateurs du vertueux et vénérable ***Pestalozzi***, hâtèrent la déchéance et la ruine de institut ; et ce vieillard, accablé de douleurs et d'infirmités, se retira à ***Neuhof*** dans une petite propriété qu'il avait acquise depuis longtemps, et n'y vécut que quelques années.

Le ***27 février 1827***, il mourut à ***Bourg***, dans ce même canton d'***Argovie***, laissant un fils qui n'a point suivit la carrière de l'instruction, et de nombreux disciples qui répandent l'excellente méthode de cet illustre instituteur, dans diverses parties de l'***Europe***, surtout en ***France***, en ***Suisse*** et en ***Angleterre***.

PESTALOZZI ET LA FRANC-MAÇONNERIE
En 1761 s'était fondée, sur l'initiative du chancelier bâlois Iselin, homme à l'esprit élevé et au coeur généreux, une association aux visées philanthropiques et patriotiques, la Société helvétique *(Helvetische Gesellschaft)* ; elle comptait parmi ses membres, avec Iselin, les Bernois Haller, Daniel de Fellenberg (père d'Emmanuel de Fellenberg), Tscharner, les Zuricois **Bodmer**, Breitinger, Gessner, Hirzel, l'Appenzellois Zellweger, etc. ; chaque année elle se réunissait à Schinznach.

A Zurich même une société locale que fréquentait régulièrement Pestalozzi, fondée par **Bodmer** à la même époque, groupait les jeunes « patriotes » ; elle s'appelait *Helvetische Gesellschaft zur Gerwe,* parce que ses réunions avaient lieu au local de l'ancienne corporation des tanneurs *(Gerwe* est une ancienne forme de *Gerbe* ou *Gerberei)* : à ce cénacle appartenaient entre autres **Lavater**, le futur peintre Henri Füssli, Bluntschli, Jean-Gaspard Escher, les aînés de Pestalozzi de quelques années, ainsi que ses camarades d'études J.-H. Füssli (qui fut ministre de la République helvétique en 1802), Vogel, Dälliker, Meis et Schinz.

AFFILIATION A L'ILLUMINISME
Entre 1783 et 1787, se place un événement auquel la plupart des biographes n'ont pas accordé d'attention, et qui est peut-être le plus considérable à signaler dans cette période de l'existence de Pestalozzi : c'est son affiliation à l'ordre des Illuminés.

L'Illuminisme, fondé par Weisshaupt vers 1776, avait rapidement gagné de nombreux adeptes dans les pays de langue allemande ; une foule d'hommes distingués, de hauts personnages, étaient entrés dans la conspiration mystique qui se proposait pour but la destruction des trônes et l'établissement d'une société égalitaire. Le plan des chefs des Illuminés était de se servir des souverains eux-mêmes comme d'instruments inconscients de l'oeuvre d'émancipation sociale, et d'obtenir des gouvernements, grâce à l'influence occulte qu'ils sauraient exercer sur eux, les réformes préalables nécessaires à l'exécution de leurs projets. Mais seuls les hauts dignitaires de l'ordre avaient la pleine connaissance de ce but mystérieux ; les affiliés appartenant aux degrés inférieurs de la hiérarchie ne recevaient qu'une demi-initiation.

Quelle est la date, exacte à laquelle Pestalozzi entra en rapport avec les Illuminés? On l'ignore. Tout ce qu'on sait, c'est qu'en 1782 il était membre de l'ordre, et qu'il portait le nom *d'Alfred.*

Le Musée pestalozzien de Zürich possède une lettre adressée à Pestalozzi par l'un des supérieurs de l'ordre, qui signe *Epictète* ; la lettre est datée *d'Utique,* 5 décembre 1782 (elle est reproduite dans les *Pestalozzi-Blätter,* 1885, p. 17).

PETERSON **Oscar** Montréal (Québec) 15 août 1925 - Mississauga (Ontario) 23 décembre 2007.



Oscar Emmanuel Peterson, était un pianiste et compositeur canadien de jazz. Il grandit dans la Petite-Bourgogne, à Montréal. C'était un quartier majoritairement habité par des noirs. Le jeune Oscar se retrouve donc bercé par la culture du Jazz née aux débuts du XX^{e} siècle. Il commence à apprendre la trompette avec son père à l'âge de cinq ans. Mais vers l'âge de sept ans, il se consacre au piano après avoir passé presque un an à l'hôpital, victime de la tuberculose. Un de ses frères succombe à ce fléau. Sa sœur Daisy apprend à Oscar le piano classique, ce dernier travaille dès le début plusieurs heures par jour, d'où son incroyable virtuosité. À ce moment-là Oscar est surnommé « the Brown Bomber of the Boogie-Woogie ». À neuf ans sa technique impressionne les musiciens professionnels. Il travaille six heures par jour, toute sa vie. Vers la fin de sa vie il diminuera la quantité de travail à une ou deux heures par jour.

En 1939 à l'âge de quatorze ans, Oscar Peterson gagne un prix national et quitte l'école pour devenir musicien professionnel. Il se joindra au *Johnny Holmes Orchestra* en 1942 et il y sera soliste jusqu'en 19471.
Pendant plusieurs années, il jouera régulièrement dans plusieurs cabarets montréalais (*Tic Toc Club*, *Café St-Michel* et autres). Il sera aussi très présent à la radio montréalaise dans les années 1940. Il gagne rapidement une réputation de pianiste techniquement brillant et de pianiste de jazz mélodieusement inventif. Il apparaît pour la première fois au Carnegie Hall en 1949.

Influences
Teddy Wilson, Nat "King" Cole, James P. Johnson, et Art Tatum ont influencé Oscar Peterson au début de sa carrière. Il leur fut comparé par la suite. Il entendit Art Tatum jouer Tiger Rag pour la première fois quand il avait une dizaine d'années, et il fut tellement impressionné par ce qu'il avait entendu que son jeu lui parut fade en comparaison. Il dira même : « Tatum scared me to death ». Art Tatum fut un modèle dans les années 1940-1950 pour Oscar Peterson. Les deux virtuoses devinrent amis mais Oscar était toujours intimidé par le jeu de Art. Oscar Peterson jouait rarement en présence de ce dernier.

Enregistrements
Il joue et enregistre accompagné, entre autres, par Lester Young, Ray Brown, Herb Ellis, Ed Thigpen, Niels-Henning Ørsted Pedersen, Louis Armstrong et accompagne Ella Fitzgerald, Billie Holiday, Clark Terry et Joe Pass.
Un des grands tournants de sa carrière est son engagement par l'imprésario Norman Granz au sein de l'écurie Verve Records, qui lui permet de jouer avec les artistes de jazz les plus importants du moment.
De 1991 à 1994 il est chancelier à l'université York à Toronto. **Il est par ailleurs franc-maçon.**
En 1993, Oscar Peterson est victime d'une sérieuse attaque qui affaiblit son bras et sa main gauche et qui le rend inactif pendant deux ans. Cependant, il surmonte cette infirmité et poursuit ses tournées, continuant à enregistrer et à composer.
Il meurt chez lui, dans la banlieue de Toronto le 23 décembre 2007 des suites d'insuffisance rénale.

Récompenses
Il reçoit sept Grammy Awards et est intronisé au Temple canadien de la renommée en musique en 1978.
Il est promu Compagnon de l'Ordre du Canada en 1984, après en avoir été fait Officier en 1972.
Il est fait *Chevalier* de l'Ordre national du Québec en 1991.
En 1997 il reçoit un Grammy Award pour l'ensemble de son œuvre et son inscription à l'*International Jazz Hall of Fame*.
Le Conseil des arts du Canada et la National Endowment for the Arts (NEA), l'agence de soutien aux arts des États-Unis, rendent hommage à Oscar Peterson en janvier 2008 dans le cadre de la conférence annuelle de l'*International Association for Jazz Education*, à Toronto.

PETRONI **Giuseppe** Bologne 25 février 1812 - 1888



Avocat de la Rote Sacrée et officier de l'Armée Pontificale.
Franc-Maçon il donnera une allure anti-cléricale à la Franc Maçonnerie italienne. Constitua la loge "*Propaganda*" où il réunit des hommes célèbres. De 1882 à 1885 il fut Grand Maestro du Grand Orient d'Italie.

L'avocat Giuseppe Petroni, surnommé le « *petit Proudhon » d'une quotidien inglese,* adhéra bien vite au mouvement mazziniano. Il participa aux mouvements bolonais de 1831 et en 1848, *« possidente négociant »*, combattit pendant la première guerre d'indépendance en Lombardie avec les volontaires pontificaux. En 1849 il eut une partie active dans la défense de la République Romaine, là où fut élu comme substitut du Département de Statistique. Avec la restauration des papi, dans l'août de 1853 il fut incarcéré et condamné à mort, peine ensuite commutée en prison à vie, libéré en 1870,.

Il fonda avec Giuseppe Mazzini et diriga le journal la Rome de Popolo dans lequel il exprima ses idées anticléricales. Il participa aux mouvements des risorgimentali et passa des longs ans à Terni, ville dans laquelle vécut sa fille Erminia qui épousa le patriote Augusto Fratini. Il milita dans le parti Républicain.

PETRUCCELLI della GATINA, Ferdinando



Moliterno, province de Potenza 28 août 1815 - Paris 16e 27 mars 1890.

Journaliste, écrivain, homme politique et patriote italien, considéré un précurseur du journalisme moderne. Écrivain prolifique au idées libérales et anti-cléricales, souvent anti-conformiste, Ferdinando Petruccelli della Gattina fut exilé par le gouvernement Bourbon et son activité de journaliste d'affaires est appréciée et divulguée dans plusieurs pays européens. Personnage controversé, il est salué par Luigi Capuana, Salvatore Di Giacomo et Indro Montanelli (qui a dit de lui qu'il est « le journaliste italien le plus brillant du xixe siècle ». Il fut par contre critiqué par Benedetto Croce3 alors que Luigi Russo apprécia son travail journalistique et contesta son œuvre littéraire.

Ferdinando Petruccelli della Gattina est le fils de Luigi, avocat membre des *Carbonari*, et de Maria Piccininni, aristocrate de Marsicovetere. Son nom sur le registre d'état civil est Ferdinando Petruccelli auquel il ajoute « della Gattina » pour rendre plus difficile les recherches de la police des Bourbons qui le pourchasse pour des raisons politiques.

Dès son plus âge, il développe un profond anti-cléricalisme, cette aversion débutant vers quatre ans quand il est confié à sa grand-mère maternelle, fanatique religieuse que le traite avec dureté sans lui manifester jamais aucun signe d'affection. Au cours de son adolescence, son oncle Francesco, médecin de Joachim Murat et fondateur des premières loges maçonnique en Basilicate, le conduit dans la pension de l'archiprêtre Cicchelli de Castelsaraceno. L'expérience avec celui-ci, homme sévère et brutal, le bouleverse encore plus. Par la suite, il fréquente le séminaire des Jésuites à Pozzuoli, sous monseigneur Rossini, connu pour ses méthodes musclées. Lors de la fête de San Luigi, chaque élève doit laisser sur l'hôtel une lettre au protecteur des étudiants. Ferdinando demande dans la sienne d'être libéré de l'évêque. Après avoir lu la lettre, Rossini le fait enfermer dans une cellule d'isolement avant de le chasser de l'institution. Par la suite, il fréquente l'université de Naples où il obtient son diplôme en médecine, mais sa vocation qui est le journalisme lui fait prendre une nouvelle voie et il adhère à la franc-maçonnerie. En 1840, il se rend en France et en Allemagne en tant que correspondant des journaux *Salvator Rosa* et *Raccoglitore fiorentino*. En 1843, il publie *Malina da Taranto*, son premier livre, à l'origine appelé *Giovanna II*. En 1846, il est arrêté pour s'être inscrit à la *Giovine Italia* et renvoyé sous surveillance dans sa ville natale.

L'exil

Il revient à Naples en 1848, où il est élu député au parlement constitutionnel pour la circonscription de Melfi et il prend la direction du journal *Mondo vecchio e mondo nuovo*, qui est par la suite interdit par le gouvernement des Bourbons. Avec l'abolition de la constitution promulguée par Ferdinand II, il s'oppose au monarque. Petruccelli commande les mouvements insurrection de 1848 en Calabre, avec Costabile Carducci et participe à la lutte des paysans avec Benedetto Musolino. Après l'échec du soulèvement et la mise à prix de sa tête pour 6 000 ducats par le roi, il vit dans la clandestinité pendant environ un an entre la Calabre, la Basilicate et le Cilento après quoi il décide d'émigrer en France. Pendant son séjour en France, il est le correspondant de plusieurs journaux (*La Presse*, le *Journal des débats*) et son professionnalisme est salué par Alphonse Peyrat, directeur de *La Presse*. En 1851, après avoir combattu pour la république lors du coup d'état de Louis-Napoléon Bonaparte, il quitte Paris pour Londres, où il entre en contact avec Giuseppe Mazzini, Pierre-Joseph Proudhon, Louis Blanc et d'autres exilés démocrates. En Grande-Bretagne, il continue l'activité journalistique, en travaillant pour *The Daily News* de Charles Dickens et d'autres journaux comme *The Daily Telegraph* et *Cornhill Magazine*. Il retourne en Italie comme correspondant à la suite de l'expédition des Mille de Giuseppe Garibaldi, à travers la Calabre jusqu'à l'entrée triomphale à Naples.

Activité parlementaire et retour au journalisme

Avec la proclamation du Royaume d'Italie, il est élu député de la circonscription d'abord de Brienza, puis de Teggiano. Au cours de cette période, il déclare sur le journal *Unione* que Carlo Poerio a été utilisé pour exagérer les accusations portées contre Ferdinand II, afin de le discréditer aux yeux de toute l'Europe, ce que fait aussi le politicien britannique William Gladstone. Durant son activité parlementaire, il est très déçu par la « nouvelle Italie » et perd l'enthousiasme qui le caractérise. Cela se traduit dans son ouvrage *I moribondi di Palazzo Carignano* (*Les Moribonds du Palais Carignan* 1862), qui exprime sa frustration face à la nouvelle classe politique qui, selon sa pensée, a trahi ses idéaux et ne montre que cupidité et incompétence. En 1866, il est correspondant de guerre du *Journal des débats* pendant la troisième guerre d'indépendance. Ses reportages, en particulier concernant la bataille de Custoza, sont salués par des gens comme Ernest Renan et Jules Claretie qui dit: « Rien n'était plus fantastique et plus cruellement vrai que ce tableau d'agonie. Jamais le reportage n'a donné une œuvre d'art supérieure, à la fois cursive et définitive». Il est envoyé à la guerre franco-allemande (1870), relatant les événements de la part des barricades parisiennes et, après le déclin de la Commune de Paris, il est expulsé de la France par ordre d'Adolphe Thiers (contre qui adresse des vives critiques) pour la défense de les communards, mais est capable de revenir quelques années plus tard, grâce à des amis influents.

Les dernières périodes

En 1868, il épouse l'écrivaine anglaise Maude Paley-Baronet, qu'il a rencontrée à Londres en 1867 et en 1873, il s'installe définitivement en France, vivant principalement à Paris. Il vit le reste de sa vie souffrant d'une paralysie qui l'empêche d'écrire, mais, avec l'aide de sa femme, il poursuit son activité.

Après sa mort à son domicile parisien du 15 rue des Bassins et son incinération, le conseil municipal de Naples voulut ramener les cendres du journaliste pour les placer dans le cimetière de Poggioreale, où figurent les personnages illustres de la ville. Sa femme refusa et les cendres se trouvent à Londres, selon la volonté même de Petruccelli.

PEYSSARD de **Jean-Pascal Charles** Peyssard 9 septembre 1755 - 25 octobre 1808**.**

Homme politique français, Jean-Pascal Charles de Peyssard est le fils de Jean-Baptiste Charles de Peyssard, avocat en la cour, ancien consul de Périgueux, et de Louise Dureau. À 18 ans, il est admis comme garde du corps du roi dans la compagnie de Villeroy sur la présentation du duc. Le 21 février 1780, il se marie à Saint-Front avec Anne-Dauphine Dumazel du Tour, fille d'Antoine Dumazel du Tour de Puyabry, écuyer, ancien consul général de France en Andalousie, et de Séraphine-Dauphine de Rancet. Bourgeois de Périgueux, **franc-maçon, chevalier de Saint-Louis**, écuyer, seigneur de La Petite Fouillouse, il est élu maire de Périgueux en 1790. Choisi, par 488 voix sur 653, pour commander l'un des bataillons de volontaires de Dordogne, il refuse ce choix, et on nomme à sa place Louis Beaupuy de Mussidan.

Président de l'assemblée électorale du département de Dordogne aux élections législatives de 17926, il est élu le 7 septembre 1792 député à la Convention nationale, le 6e sur 10, avec 460 voix sur 645 votants. Siégeant sur les bancs de la Montagne7, il vote la mort sans appel si sursis lors du procès de Louis XVI et motive son vote par ces mots : « Je trouve dans ma conscience que Louis a mérité la mort. Je prononce la mort. »

Le 27 juillet 1793, un décret le nomme représentant en mission à l'arméße du Nord. Le 30 vendémiaire an II (21 octobre 1793), il signe à Arras avec Élie Lacoste un arrêté de réquisition des « ouvriers en cuir, tôle, fer blanc, linge, draps, lainage et autres nécessaires pour l'approvisionnement en ustensiles et outils de campement, ainsi qu'autres effets pour lesquels l'Armée peut éprouver des besoins ». De retour à Paris au plus tard au début de brumaire (octobre 1793)7, il est élu secrétaire de l'Assemblée. Le 9 floréal an II (28 avril 1794), Jean-Marie Collot d'Herbois lui écrit pour lui annoncer que le Comité de salut public l'a chargé d'une mission à l'armée des Ardennes, mais il ne semble pas avoir accepté cette mission. Nommé par arrêté du Comité de salut public du 14 prairial (2 juin) commissaire près l'École de Mars avec Philippe Le Bas, il se présente le soir du 9-Thermidor avec une délégation d'élèves à la barre de la Convention pour l'assurer de son dévouement. Le 28 fructidor (14 septembre), la Convention ayant voté la veille un décret renouvelant les représentants chargés d'administrer le camp des sablons, il est remplacé à cette fonction.

Montagnard de l'an III sous la Convention thermidorienne, il est dénoncé par Tallien et Bourdon de l'Oise comme l'un des instigateurs de l'insurrection du 1er prairial an III. Arrêté, il est condamné, non à la peine de mort, comme ses collègues Bourbotte, Duquesnoy, Duroy, Goujon, Romme et Soubrany, mais à la déportation en Guyane par la commission militaire instituée à Paris le 4 prairial (4 juin 1795), au motif « qu'il n'a pas déployé le même caractère de rébellion mais qu'il est convaincu, même de son propre aveu :
1° d'avoir proposé le renouvellement des autorités constituées, réorganisées depuis le 9 thermidor ;
2° d'avoir lu à la tribune un projet de décrets dont plusieurs articles avaient de l'analogie avec les motions des factieux, et d'avoir pris part à ce qui s'est passé ».

Il est interné à la prison de Bicêtre jusqu'à l'amnistie du 4 brumaire an IV (26 octobre 1795). De sa cellule, il envoie le 4 vendémiaire au *Journal des Hommes libres* une déclaration de ce qu'il possédait en 1789 et de ce qu'il possède six ans après. Il déclare ainsi « un bien-fonds de terre avec toutes ses dépendances » évaluée à 70 000 livres, « une maison meublée dans la commune de Périgueux du prix de douze à quinze mille liv. », « un jardin, vendu depuis quatre mille liv. », « cinq mille liv. en trois contrats de rente constituée » et « quinze mille liv. restant de la dot de vingt cinq mille liv. de feue mon épouse, laquelle somme on m'avoit donné à prendre sur un particulier qui m'en payoit l'intérêt légal ».

Avant son retour, il est réélu à l'unanimité le 21 brumaire an IV (12 novembre 1795) président de l'administration municipale de Périgueux. Toutefois, dénoncé par le substitut du commissaire du Directoire exécutif pour avoir accueilli Brutus Magnier (qu'il a connu à Bicêtre) le 3 messidor an V (21 juin 1797), il est destitué par le Directoire avec l'ensemble de l'administration. Membre de l'assemblée électorale choisie par les assemblées primaires de Dordogne, qui se réunit à Périgueux le 20 germinal an VI (9 avril 1798), pour nommer les députés au Corps législatif, il en est élu président.

PHÉLYPEAUX de SAINT-FLORENTIN, Louis 1672-1725.



Ministre de Louis XV

Fils de Louis Phélypeaux, marquis de La Vrillière, et de Françoise de Mailly-Nesle (1688-1742), Louis Phélypeaux succéda à son père en 1725 comme secrétaire d'État de la Religion prétendue réformée. Louis Phélypeaux avait épousé en 1724 Amalie Ernestine von Platen-Hallermund (1701-1767), fille d'Ernest-Auguste, comte de Platen et du Saint-Empire.
Il fut reçu dans la franc-maçonnerie en 1735.
Il eut une liaison avec Marie Madeleine Josèphe *Aglaé* de Cusacque (1725-1778), comtesse de Langeac, épouse d'Étienne Joseph de Lespinasse, colonel de grenadiers1. En 1756 une fille est née de cette union, qui fut toutefois reconnue par l'époux légitime de sa mère. Aglaé de Lespinasse de Langeac épouse en 1774 Scipion de La Garde, marquis de Chambonas, et meurt en 1788 à l'âge de 32 ans. Louis Phélypeaux fut créé duc de La Vrillière en 1770 mais mourut sans postérité masculine. En septembre 1765, Louis Phélypeaux fut victime d'un accident de chasse et dut être amputé de la main gauche. Il fit construire, entre 1767 et 1769, par l'architecte **Jean-François-Thérèse Chalgrin** le magnifique hôtel connu sous le nom d'hôtel de Saint-Florentin (2 rue Saint-Florentin à Paris).

Chancelier et garde des Sceaux de l'Ordre du Saint-Esprit de 1756 à 1770, Louis Phélypeaux fut Ministre d'État en 1761 et secrétaire d'État à la Maison du Roi de Louis XV de 1749 à 1775, détenant le record de longévité ministérielle.
Après le renvoi de Choiseul en 1770, il fut brièvement secrétaire d'État aux Affaires étrangères du 24 décembre 1770 au 6 juin 1771. Il s'est dit à son propos "qu'il portait trois noms et ne s'en fit aucun"

PHILDOR



François André DANICAN

Dreux 7 septembre 1726 - Londres 31 août 1795.

François-André Danican Philidor, surnommé *le Grand* est un compositeur et joueur d'échecs français qui mena de front ces deux activités toute sa vie. Il est le fils d'un second lit d'André I dit l'Aîné et le frère d'Anne, tous deux musiciens. François-André Danican est issu d'une dynastie de musiciens célèbres au XVII^e^ siècle et au XVIII^e^ siècle, qui portèrent tous le surnom de **Philidor**. Le plus ancien d'entre-eux, Michel, hautboïste virtuose, avait enthousiasmé Louis XIII, lui rappelant le talent de l'Italien Filidori. À dix ans, il est page à la chapelle royale de Versailles où il est l'élève de Campra. Il compose son premier motet à l'âge de douze ans. À quatorze ans, il donne des leçons de musique à Paris et exerce le métier de copiste. Il rencontre Rameau pour lequel il a une grande admiration. Mais ce dernier lui reproche de dévoyer la musique française avec des formes italiennes. De son côté, Jean-Jacques Rousseau apprécie sa collaboration pour parachever les *Muses galantes*.

À dix-huit ans, il a des démêlés avec la police pour des propos audacieux sur la liberté d'expression. Il est même incarcéré pendant deux semaines. Échaudé, il accompagne une troupe de musiciens avec Francesco Geminiani et Lanza en Hollande, puis se rend à Londres (1745) où il se lie avec le comte de Brühl, ministre de Saxe à Londres, qui deviendra avec Diderot, son ami le plus fidèle. Haendel se montre plus favorable à sa musique que Rameau.

C'est à Londres qu'il est initié franc-maçon, il sera membre de la *Société Olympique* à Paris en 17861.
Rentré en France en 1754, il ne peut pas obtenir le poste vacant à la Chapelle de Versailles. Il épouse en 1760 Angelica Richer, fille d'un musicien, qui lui donnera sept enfants.

Ses œuvres sacrées, teintées d'italianisme, sont fraîchement accueillies par le public français. Il se résout à diriger sa carrière vers les voies de la musique dramatique et devient l'un des créateurs de l'opéra-comique français. Il y fait preuve de réelles qualités musicales : écriture orchestrale soignée, souvent descriptive ; écriture vocale aisée et témoignant d'une verve légère, parodique, pouvant s'élever jusqu'à une expression déjà dramatique ; les chœurs sont abondants dans une écriture audacieuse. Ses nombreux opéras-comiques montrent de l'inventivité, et le premier d'entre-eux, *Blaise le Savetier*, créé à l'*Opéra-Comique de la Foire* en 1759, est un éclatant succès. L'opéra *Ernelinde* est son chef-d'œuvre et lui permet d'obtenir une pension de Louis XV. Il composa également de la musique de chambre, un oratorio, *Carmen seculare* et un *Te Deum*, qui fut exécuté lors des funérailles de Rameau. Son nom figure sur la façade ouest de l'Opéra Garnier à Paris.

Le champion d'échecs
Carrière
Aujourd'hui, son nom reste davantage associé au jeu d'échecs. Très jeune, il fréquente le Café de la Régence où il rencontre Jean-Jacques Rousseau. Dans *Le Neveu de Rameau*, Denis Diderot donne une description de ce café : « *Paris est l'endroit du monde, et le café de la Régence est l'endroit de Paris où l'on joue le mieux à ce jeu ; c'est chez Rey que font assaut Legal le profond, Philidor le subtil, le solide Mayot* ». Philidor montre une grande maîtrise dans la pratique (démonstration de jeu en aveugle) et se montre très en avance sur la théorisation du jeu. Il surclasse rapidement le Sire de Legal, meilleur joueur du Café de la Régence.

À Londres, il dispute un match en 1747 contre le Syrien Stamma fixé à Londres depuis 1742. Il le bat 8 à 2 et il est dès lors considéré comme le plus fort joueur du monde. Il retourne à Londres (1771-1773) où il fréquente le St. James Chess Club, gagnant sa vie en faisant des parties d'exhibitions. Vivant des pensions du roi et partisan d'une monarchie constitutionnelle, il s'exile en Angleterre en 1792. Il est inscrit sur la liste des suspects et, malgré les efforts de sa femme et de son fils aîné, restés en France, un passeport pour rentrer lui est refusé après Thermidor. Il meurt à son domicile londonien et est inhumé à St. James de Picadilly.

L'analyse du jeu des Échecs
Philidor publie « *L'Analyze des Echecs* » en 1749, à l'âge de 22 ans, un des premiers traités d'échecs en langue française et un classique du genre. L'ouvrage sera édité une centaine de fois et traduit rapidement dans de nombreuses langues : anglais (*Analysis of the Game of Chess*, 1790), allemand, espagnol (*Análisis del juego de ajedrez*, 1827), russe, yiddish, etc.

Cet ouvrage est le seul témoignage des conceptions échiquéennes de Philidor, les parties qu'il a joué à l'apogée de sa carrière n'ont pas été conservées et il n'a jamais rencontré d'adversaires de son niveau, il pouvait battre les plus fort joueurs de son temps avec un handicap d'un pion et du trait.
Le terme d'*Analyse* marque d'entrée la rupture avec les conceptions antérieures. Alors que le jeu reposait essentiellement sur des qualités d'intuition et d'imagination, Philidor l'élève au statut de science et constitue un système rationnel dont il fournit le premier les lois essentielles. Il insiste sur l'importance des pions, et notamment des chaînes de pions. Richard Réti qualifie Philidor de « *grand philosophe des échecs, trop en avance sur son temps pour être compris* ».

On lui doit la fameuse maxime « Les pions sont l'âme des échecs » et la *position de Philidor*, très importante pour la fin de

partie Tour et pion contre Tour. Son analyse de la fin de partie Tour et Fou contre Tour fait encore autorité. Dans son ouvrage *L'Analyse du Jeu des échecs*, il étudie l'ouverture qui porte son nom (la défense Philidor) : *1. e4 e5 2. Cf3 d6*

Philidor et la théorie des ouvertures

L'*Analyse des échecs* n'est pas un livre étudiant les ouvertures. Contrairement à ses prédécesseurs italiens et à ses contemporains de l'École de Modène, qui cherchaient à obtenir un gain rapide en comptant sur une erreur de l'adversaire dans les complexité de la partie italienne et du gambit du roi, Philidor cherche à établir des règles générales sur la conduite d'une partie d'échecs :

« *Je reviens à Don Pietro Carrera qui, selon toute apparence, a servi de modèle au Calabrois et à d'autres Auteurs; Cependant ni lui, ni aucun d'eux ne nous ont donnés, (malgré leur grande Prolixité) que des instructions imparfaites, et insuffisantes pour former un bon joueur. Ils se sont uniquement appliqués à ne nous donner que des ouvertures de jeux, et ensuite ils nous abandonnent au soin d'en étudier les fins; de sorte que le joueur reste a peu près aussi embarrassé que s'il eut été contraint de commencer la Partie sans instruction. Cunningham et Bertin nous donnent des Gambits qu'ils font perdre ou gagner en faisant mal jouer l'adversaire. Il n'est pas douteux qu'ils n'aient trouvé leur compte dans une méthode si facile et si peu laborieuse, mais aussi, quelle utilité un Amateur peut-il tirer d'une instruction semblable?*

J'ai connu des Joueurs d'Echecs qui savaient tout le Calabrois et d'autres auteurs par cœur, et qui après avoir joué les 4 ou 5 premiers coups, ne savaient plus où donner de la tête; mais j'ose dire hardiment que celui qui saura mettre en usage les règles que je donne ici, ne sera jamais dans le même cas. »

Cependant Philidor expose dans son livre des parties complètes. Les ouvertures de ces parties sont choisies pour illustrer ses conceptions stratégiques. Dans le Jeu ouvert il préfère à la sortie du Cavalier du Roi le début du fou, car « *en général on doit éviter de sortir les pièces devant les pions* ». Après 1. e4 e5 2. Cf3, au lieu de 2... Cc6 qui était considéré comme le meilleur coup depuis Damiano, il préconise 2... d6, la défense Philidor, qui est selon lui la réfutation de 2. Cf3 :
« *en jouant le Cavalier du Roi au second Coup, c'est tellement mal joué, que l'on ne peut éviter de perdre l'attaque et de la donner à son Adversaire* ».

L'idée de Philidor était d'attaquer ensuite le pion e4 en jouant 3... f5, quel que soit le troisième coup des Blancs. Mais seule la variante 1. e4 e5 2. Cf3 d6 3. d4 f5 porte aujourd'hui le nom de *gambit Philidor*, et elle est réfutée, alors que contre les autres coups blancs, 3... f5 reste jouable7. Dans *L'analyse des échecs*, sont aussi présentées d'autres ouvertures, plusieurs variantes du gambit du roi, dont une défense moderne (3... d5) que Philidor considère comme fausse, une défense sicilienne et un gambit dame, qu'il dit avoir le premier étudié sérieusement :
« *je me flatte d'en avoir trouvé la véritable défense* ».

Cependant les variantes données dans *L'analyse* ne sont plus jouées au haut niveau, elles ont été la plupart du temps réfutées par les progrès de la théorie des ouvertures dès l'époque de la Pléiade berlinoise.
Dans le début du Fou, les coups 1. e4 e5 2. Fc4 Fc5 3. c3 caractérisent la *variante Philidor*, 1. e4 e5 2. Fc4 c6 la *contre-attaque Philidor*. Dans le *gambit du roi*, le *gambit Philidor* s'obtient après les coups 1. e4 e5 2. f4 exf4 3. Cf3 g5 4. Fc4 Fg7 5. h4 h6 ou 3... h6 4. Fc4 g5 5. h4 Fg7.

Les études de finales

Dans son *Analyse du Jeu des échecs*, Philidor fait l'étude de plusieurs positions de finales. L'une de ces positions, une finale de tour et pion contre tour est appelée *position de Philidor*. Les finales de tours étant les plus fréquentes aux échecs, la *position de Philidor* est avec la *position de Lucena* une notion fondamentale de la maîtrise des fins de parties.

Philidor expose ce qui est toujours considéré comme la technique la plus simple pour annuler une finale de tour et pion contre tour. Le défenseur place son roi sur la case de promotion du pion et sa tour sur la sixième rangée pour empêcher le roi de son adversaire de passer devant son pion. Pour tenter de progresser, celui-ci est forcé d'avancer son pion sur la sixième rangée. Le défenseur place alors sa tour sur la première rangée et obtient l'annulation de la partie par des échecs successifs sur le roi de son adversaire.

Une autre position étudiée par Philidor est une finale tour et fou contre tour, et est également parfois qualifiée de *position de Philidor*. Ce type de finale est théoriquement nulle, cependant, malgré les progrès des techniques défensives,« *La grande complexité de la lutte* » et le fait « *que le défenseur ne peut se permettre une imprécision (...) font qu'elle se termine souvent par un gain dans la pratique des tournois* ». La position étudiée par Philidor est gagnante, son analyse montre la profondeur de la compréhension du jeu par son auteur. Xavier Tartakover parle à ce sujet de « *beauté universellement reconnue de l'analyse* »

Les conceptions stratégiques de Philidor

Exemple de partie

Sheldon - Philidor, Londres, 1790 (Philidor joue à l'aveugle)
1. e4 e5 2. Fc4 c6 3. Cf3 d5 4. exd5 cxd5 5. Fb3 Cc6 6. d4 e4 7. Ce5 Fe6 8. 0-0 f6 9. Cxc6 bxc6 10. f3 f5 11. Fe3 (11. fxe4 fxe4 12. Dh5+ est meilleur selon Vukovic, cité par Juraj Nikolac dans *L'héritage de Philidor*, éd. Olibris, où cette partie est commentée) Cf6 12. Cbd2 Fd6 13. c4 0-0 14. Fa4 Dc7 15. f4 Cg4 16. De2 Cxe3 17. Dxe3 c5 18. Cb3 dxc4 19. Cxc5 Fxc5 20. dxc5 Tac8 21. c6 Tfd8 22. Tfd1 Td3 23. Txd3 cxd3 24. Fb3 Fxb3 25. axb3 Db6 26. Rf2 Dxe3+ 27. Rxe3 Txc6 28. Txa7 Td6 29. Rd2 e3+ 30. Rxe3 d2 31. Ta1 d1=D **0 - 1**.

PHILIPPE-ISIDORE de LAPEYROUSE Picot Toulouse 20 octobre 1744 –
Avant 1789 Château de Lapeyrouse (Haute-Garonne) 18 octobre 1818.



Son père, Jacques Picot de Buissaison de Lapeyrouse (1709-1781) est noble, mais d'une famille de négociants, seigneur de Buissaison, de Lapeyrouse, et de Belloc. Il est capitoul de Toulouse et avocat aux requêtes près le Parlement de Toulouse de 1769 à 1777. Aîné de sept enfants, quatre de ses frères optent pour la carrière militaire.

Philippe-Isidore Picot de Lapeyrouse est le frère du baron Étienne Guillaume Picot de Bazus général de division et du baron Jean Baptiste Picot de Buissaizon, chef de bataillon des Gardes suisses au château de Versailles. Philippe opte d'abord pour une carrière dans la magistrature et obtient en 1768 une charge d'avocat général près la chambre des eaux et forêts du parlement de Toulouse.

Un de ses oncles, baron de Lapeyrouse, meurt en 1775 et lui lègue sa fortune et son titre. Il se marie, le 15 septembre 1772, avec Magdelaine de Sacaze de Saint Beat, appartenant à une famille de robe, et très bien dotée. N'ayant plus de soucis d'ordre pécuniaire, ayant démissionné de son poste, car il refusait la réforme de l'administration de René Nicolas de Maupeou (1714-1792) en 1771, il peut se consacrer dès lors à sa véritable passion, l'histoire naturelle. Sa fortune est importante. Il fait en 1793 le dénombrement de ses fiefs nobles et, en 1778, devant les capitouls de Toulouse.

Pendant la Révolution française, il doit payer 1 600 francs pour l'impôt sur les riches. Il figure parmi les 40 plus riches citoyens de la Haute-Garonne. Philippe-Isidore Picot de Lapeyrouse passe la plupart de son temps à voyager et étudier. Il fait paraître en 1781 sa *Description de plusieurs nouvelles espèces d'orthocératites et d'ostracites* (Erlangen) qui est consacrée à des coquilles fossiles. Il fait paraître aussi dans les *Mémoires* de l'Académie de Toulouse diverses communications sur la faune, la flore et les minéraux des Pyrénées. Ses observations ornithologiques sont reprises dans le *Dictionnaire des oiseaux*, publiée dans le cadre de l'*Encyclopédie méthodique*. En 1786, il fait paraître un *Traité des mines et forges à fer du comté de Foix*. Philippe-Isidore Picot de Lapeyrouse est correspondant de l'Académie des sciences.

De 1789 à 1815

En 1789, il est déjà un naturaliste et minéralogiste connu, membre des Académies des sciences de Stockholm et de Toulouse. Il est chargé de la rédaction des cahiers de doléances de l'ordre de la noblesse de la sénéchaussée de Toulouse. Il est très ouvert aux idées nouvelles. Il est l'auteur, en 1789, de *De l'administration diocésaine en Languedoc, pour servir d'instruction aux députés de cette province aux États-Généraux*. En 1790, il est nommé président de l'administration du district de Toulouse. En 1806, il est élu mainteneur de l'Académie des Jeux floraux. Il est également garde national et publie la *Réclamation de Philippe Picot, président du district de Toulouse*.

Mais bien qu'il ait renoncé à toute fonction politique dès 1792, il est arrêté et passe dix-huit mois en prison comme « partisan du fédéralisme et président d'une section fédéraliste ». Libéré après la chute de Robespierre, il reprend ses recherches et devient inspecteur des mines, puis successivement professeur d'histoire naturelle à l'école centrale de Toulouse, à l'école des mines de Paris, et en 1811 à la faculté des sciences de Toulouse, la même année doyen de cette faculté. En 1800, il est nommé maire de Toulouse, fonction qu'il conserve jusqu'en 1806, et il devient le premier président du conseil général de Haute-Garonne. Il est fait baron d'Empire le 1er mars 1808 et chevalier de la légion d'honneur. Il accomplit une œuvre importante en tant que maire.

Son ami Louis Ramond de Carbonnières (1755-1827), spécialiste en botanique et géologie des Pyrénées centrales, décide, en 1797, de mener à bien un projet qui l'habitait depuis longtemps : atteindre le sommet du Mont Perdu (3 355 mètres) pour trancher la controverse qui l'opposait à Déodat Gratet de Dolomieu (1750-1801) et Lapeyrouse sur l' « âge primitif » des calcaires de la chaîne centrale. L'expédition comprend une quinzaine de personnes, dont Picot de Lapeyrouse et plusieurs de ses élèves. Elle trouve de nombreux fossiles mais n'atteint pas le sommet. Philippe-Isidore Picot de Lapeyrouse doit renoncer, car il est affaibli par sa longue détention. Le récit de l'ascension paraît en 1797 sous le titre *Voyage au Mont-Perdu et dans la partie adjacente des Hautes-Pyrénées*.

C'est pour ses cours que Lapeyrouse fait paraître en 1799 ses *Tables méthodiques des mammifères et des oiseaux observés dans le département de la Haute-Garonne*. Lapeyrouse projette de faire paraître une flore des Pyrénées, mais il ne peut faire éditer qu'une *Monographie des saxifrages* (1801). C'est une version abrégée qu'il publie en 1813 sous le titre *Histoire abrégée des plantes des Pyrénées et Itinéraire des botanistes dans ces montagnes*. Après le rétablissement, en 1807, de l'Académie de Toulouse, supprimée en 1792, il en devient le secrétaire perpétuel. En minéralogie il décrit une espèce, qu'il croit, nouvelle à partir d'échantillon du pic d'Eredliz, et la baptise koupholite inspiré des deux racines grecques : pierre légère. Cette espèce n'est en fait qu'une variété d'habitus de la prehnite en lamelles rhomboïdales. Il est à l'origine de la création du Muséum d'histoire naturelle de Toulouse.

Après 1815

Après le retour des Bourbons, étant un ancien député pendant les Cent-jours, il attend 1816 pour se remontrer à Toulouse.
Lapeyrouse est un franc-maçon actif et un ami d'Alexandre Du Mège (1780-1862). Très influencé par Jean-Jacques Rousseau, il fonde tout d'abord la loge *Les amis du désert*, puis de 1814 à 1818 il est vénérable de la grande loge

provinciale de Toulouse.

Il décède le 18 octobre 1818 en son château de Lapeyrouse (Haute-Garonne), où il faisait des recherches agronomiques et où il introduisit le mouton mérinos. Une part importante de sa bibliothèque se trouve désormais dans les bibliothèques de Toulouse. Son fils Isidore Picot de Lapeyrouse né en 1776 et décédé en 1835 lui succède à la chaire d'histoire naturelle de la faculté des sciences de Toulouse en 1818.

HONNEURS
En 1955 le lycée de garçons de Toulouse décide de changer de nom et de prendre celui d'un savant lié à Toulouse, une commission est constituée, et celle-ci propose trois noms : Philippe-Isidore Picot de Lapeyrouse, Émile Cartailhac et Pierre de Fermat (nom qui sera retenu). Une rue très fréquentée du centre ville de Toulouse porte le nom de Philippe-Isidore Picot de Lapeyrouse.

Deux espèces minérales lui avaient été dédiée toutes deux déclassé au rang de variété
- la **picotite** il s'agit d'une variété d'hercynite
- la ferropicotite (Lacroix 1904) variété ferrifère de spinelle.

Le nouvel amphithéâtre du Muséum d'histoire naturelle de Toulouse porte le nom de Picot de Lapeyrouse.
Il existe un Institut des sciences naturelles Picot de Lapeyrouse, rattaché au Muséum de Toulouse.

PICCINI



Nicolo Vito

Bari 16 juin 1728 - Passy 7 mai 1800.

Compositeur italien. Il est parfois prénommé « Nicola » et son nom se trouve également écrit « Piccini ». Élève au conservatoire de Naples, il a comme professeurs Leonardo Leo et Francesco Durante et comme compagnon d'études Pasquale Anfossi. Il compose son premier opéra, *Donne dispettose*, en 1754. En 1758, il écrit un nouvel opéra, *Alexandre aux Indes* sur un livret de Métastase. Puis, Piccinni déménage à Rome, et y connaît un succès considérable avec, par exemple, *la bonne Fille* (1760), tiré d'une œuvre de Carlo Goldoni. Il composa ensuite plus de cinquante nouvelles œuvres lyriques, et remania *Alexandre aux Indes* en 1774. Mais il fut surtout apprécié grâce à ses opéras bouffes. En 1773, sa réputation à Rome commença à pâlir devant celle d'Anfossi et en 1776, il accepta une invitation de la cour de France et devint professeur de chant de la reine Marie-Antoinette et directeur du Théâtre-Italien.

En 1777 il est initié franc-maçon à la loge parisienne des Neuf Sœurs.

Il décida alors de se consacrer principalement à l'écriture d'opéras et, en 1778, il composa son premier opéra français, *Roland*, qui lui apporta une renommée importante. C'est à Paris qu'il rencontra un autre compositeur, avec lequel il eut une rivalité bien connue : Gluck. Ce dernier réformait l'opéra dans le but d'y introduire davantage de vérité dramatique. Cette querelle d'artistes augmenta la notoriété de Piccinni, mais elle tourna à l'avantage de Gluck. L'opéra *Iphigénie en Tauride* de Piccinni (1781) fut joué deux ans après l'œuvre homonyme de son concurrent.

Ce fut en 1783 que Piccinni fait jouer *Didon*, son œuvre considérée comme la plus réussie. La même année, il se voit accorder une pension de la cour de France. Mais à partir de 1784, il connaît une période difficile, la concurrence d'Antonio Sacchini et d'Antonio Salieri le mettant en difficulté et plusieurs de ses opéras étant des échecs publics, en particulier son *Pénélope* en 1785. Connaissant quelques ennuis lors de la Révolution française, sa pension lui est supprimée en 1791, et le mariage de sa fille avec un jacobin lui valant un séjour en prison, il repart à Naples et de là à Venise, où il compose *Griselda* (1793). Puis, en 1798, il retourne à Paris, où il est nommé inspecteur au Conservatoire, le sixième du nom. Sa santé est alors devenue très précaire et il ne peut assurer les devoirs de sa charge.

Piccinni est l'auteur principalement d'œuvres vocales (surtout des opéras), mais aussi de quelques pièces pour clavecin et de musique sacrée. En 1855, la ville de Bari lui donnait le nom du théâtre communal, devenu depuis Théâtre Piccinni.

PICHEGRU



Jean Charles

Arbois 16 février 1761 - Paris 5 avril 1804.

Général de la Révolution, membre du Conseil des Cinq Cents, sera exilé en Guyane pour complot.
Franc-Maçon, en 1797, à la loge "*Centre des Amis*", Paris.

Né au sein d'une famille de paysans1, il fait ses premières études au collège d'Arbois, et sa philosophie à l'École militaire de Brienne, tenue par les Minimes. Il reçoit une solide éducation puis devient répétiteur de mathématiques au Collège militaire de Brienne, où il donne des leçons à Napoléon Bonaparte2. Il s'engage ensuite au 1er régiment d'artillerie où il devient sergent. Il prend part à la guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique et en revient adjudant.

La Révolution française
Adjudant sous-officier en 1789, il va offrir ses services aux émigrés de Coblence et en est dédaigné[réf. nécessaire]. Alors il se fait républicain et Président du club révolutionnaire de Besançon en 1791, il se fait élire commandant d'un bataillon de

volontaires du Gard qui rejoignait l'armée du Rhin. Dès les premières batailles, son habileté manœuvrière et son esprit de décision se révèlent.
Employé dans les états-majors en 1792, l'appui de Saint-Just et de Robespierre l'aide également à franchir les échelons : général de brigade, général de division le 4 octobre 1793, puis commandant en chef de l'Armée du Rhin la même année. En février 1794, il remplace Jourdan à la tête de l'armée du Nord. Il la réorganise et mène une très belle campagne en Flandre, entre le 7 juillet à Anvers, à Amsterdam le 20 janvier 1795 : il bat l'ennemi à Cassel, à Courtrai, à Menin, et s'empare de Bois-le-Duc, de Venlo, de Nimègue, passe le Vahal sur la glace. Il conclut la campagne deux jours après par la capture de la flotte hollandaise au Helder : il envoie sur le Zuyderzée un escadron de hussards prendre à l'abordage la flotte hollandaise enchaînée par la glace. Le 14 février 1795, il entre à Groningue, dans le nord des Pays-Bas : l'ensemble du pays est occupé. Il réprime l'insurrection du 12 Germinal an III (1er avril 1795), et reçoit alors le titre de *Sauveur de la Patrie*, et est alors nommé général en chef des armées du Rhin, du Nord et de Sambre-et-Meuse. Là encore il se couvre de gloire ; le Rhin est audacieusement franchi, et la place de Mannheim tombe entre ses mains en septembre, mais c'est le terme de ses succès et de sa gloire.

La trahison
Général en chef des armées de Sambre-et-Meuse en 1795, c'est à cette époque que Pichegru entretient des relations amicales avec les monarchistes. Il est contacté par un agent royaliste, et trahit. Il accueille les propositions qui lui sont faites au nom du prince de Condé, chef de l'émigration. Le parti blanc lui promet un million au comptant, une rente de 200 000 francs, le maréchalat, le gouvernement d'Alsace et le château de Chambord. Son inertie contraint Jourdan qui marchait sur Düsseldorf à repasser sur la rive gauche du Rhin.

Rappelé par le Directoire, soupçonné de trahison, il doit démissionner en Ventôse an IV (mars 1796). Restant populaire, il obtient l'ambassade de Suède. Député des Cinq-Cents en 1797, et président de ce corps, Pichegru convaincu de collusion avec le prince de Condé, est arrêté par la garde même du corps législatif après le coup d'État du 18 fructidor an V (4 septembre 1797). Condamné le lendemain à être déporté à Cayenne, en Guyane, il est conduit dans les déserts de Sinnamary. Au bout de quelque temps il s'évade au Surinam et gagne Londres en Prairial an VI (juin 1798) où il reçoit l'accueil le plus distingué, et passe de là en Allemagne.

Le complot
Il participe à la conspiration de Cadoudal, débarque en Normandie en janvier 1804, mais est livré par un de ses anciens officiers, Le Blanc. Il est emprisonné au Temple, et le 6 avril 1804, il se « suicida » apparemment dans sa prison, par pendaison en s'étranglant avec sa cravate. Wikipédia

PIERRE III Fedorovitch

Kiel 21 février Ropcha 9 juillet 1728 –
Assassiné château de Ropcha, près de Saint-Pétersbourg 17 juillet 1762.



Empereur de Russie en 1762, mari de la Grande Catherine instigatrice de son assassina.
Franc-maçon à son avènement,.il assiste à des tenues de la loge "*Orianenbaum*" et fait don d'une maison à la loge *"La Constance"*.

Il est le fils du duc Charles Frédéric de Holstein-Gottorp (de la maison d'Oldenbourg) et de son épouse la grande-duchesse Anna Petrovna de Russie Romanova, fille de Pierre Ier le Grand et de Catherine Ire. Pierre III de Russie fut empereur de Russie du 5 janvier 1762 au 9 juillet 1762, duc de Holstein-Gottorp de 1739 à 1762 (Charles Peter Ulrich de Holstein-Gottorp), roi de Finlande de 1742 à 1762. Il devint donc le premier souverain russe de la branche de Holstein-Gottorp, branche qui reprit le nom de *Romanov* et qui régna sur la Russie jusqu'en 1917.

La mère de Pierre meurt quelques jours après sa naissance. Son père lui impose dès l'âge de sept ans une éducation strictement militaire. À la mort de Charles-Frédéric, en 1739, il est confié à la garde de son oncle Adolphe-Frédéric de Holstein, qui abandonne son éducation à Brummer, maréchal de la Cour. Celui-ci l'élève à la dure, de manière cruelle. Afin de l'inciter à étudier, il le prive des jours entiers de nourriture, l'oblige à regarder ses serviteurs prendre leur repas devant lui.

Pierre et Catherine
En 1742, Élisabeth Ire, sœur de sa mère et nouvelle tsarine, le fait mander à Saint-Pétersbourg car elle veut en faire son héritier. Pierre s'ennuie vite de Kiel et déteste sa nouvelle patrie. Son enfance trop dure a fait de lui un personnage instable. L'un de ses loisirs est de torturer des chiens et des chats et de s'amuser des réactions horrifiées de sa femme et de ses courtisans. La variole qu'il attrape en 1744 n'améliore pas les choses. Le 21 août 1745, Élisabeth le marie à sa cousine Sophie d'Anhalt-Zerbst, qui a pris le nom de Catherine en se convertissant à la foi orthodoxe.

La princesse accepte le mariage malgré sa répugnance pour son époux, car elle est ambitieuse et espère devenir un jour impératrice de Russie. En 1756, la Russie déclare la guerre à la Prusse. C'est la guerre de Sept Ans. Pierre, dont l'idole est Frédéric II et qui désire à tout prix le voir victorieux, profite de sa présence au conseil de guerre pour lui communiquer en secret les plans de guerre de l'armée tsariste. Les généraux et les soldats russes se doutent de ses manigances et commencent à le prendre en grippe. Certains le surnomment même l'*Allemand*.

À la même époque, Pierre devient l'amant d'Élisabeth Romanovna Vorontsova dont la famille voudrait bien la voir remplacer

Catherine comme épouse du futur tsar. De son côté, Catherine se fait aussi des alliés, parmi lesquels le ministre Nikita Panine et les frères Orlov dont le cadet, Grigori, est son amant.

Le règne
Élisabeth décède le 5 janvier 1762. Pierre III, devenu tsar, arrête aussitôt la guerre au moment où Frédéric II, complètement vaincu, songeait au suicide. Tous les territoires conquis sont évacués et rendus au roi de Prusse, au grand dam de l'armée russe. Le 5 mai, un traité de paix est signé. Pierre promet alors de se joindre à Frédéric dans sa guerre contre l'Autriche. En quelques mois, Pierre réussit à se faire détester de tous ceux qui pourraient lui être favorables à la cour de Russie. Un premier oukase oblige l'armée à se vêtir d'uniformes prussiens. Un second oblige les popes à se couper la barbe et à s'habiller comme des pasteurs protestants. Les icônes sont enlevées des églises, et les biens du clergé orthodoxe sont confisqués. Un dernier oukase contente une partie de la noblesse car il met fin au service militaire perpétuel de cette classe en vigueur depuis Pierre le Grand. Désormais, les nobles ne sont plus obligés de servir l'État, sauf en temps de guerre. Les tsars suivants n'oseront pas abroger ce dernier oukase.

Le coup d'État
Au printemps 1762, Pierre III s'apprête à déclarer la guerre au Danemark afin de s'emparer du Schleswig et de l'annexer à son duché du Holstein. Il assigne Catherine à Peterhof et part rejoindre ses troupes à Cronstadt. La tsarine, qui a peur pour sa vie, décide de prendre le pouvoir par la force et de renverser son époux, avec l'aide de Nikita Panine et des frères Orlov. Ceux-ci soudoient une centaine de soldats des régiments Préobrajenski et Ismaïlovski, qui servent d'escorte à Catherine dans sa marche sur Saint-Pétersbourg. Après quelques hésitations, les autres régiments se joignent à eux. À son arrivée dans la capitale, Catherine est accueillie triomphalement et reconnue par le clergé et le sénat.

Lorsqu'il apprend le coup d'État, Pierre III s'effondre. Lâché par l'armée et la flotte de Cronstadt, il est arrêté et assigné à résidence à Ropcha où on l'oblige à signer son acte d'abdication. Le 17 juillet 1762, il est assassiné dans des circonstances troubles par Alexeï Orlov et ses gardiens. Cette fin mystérieuse donnera naissance à de nombreuses légendes. Le cosaque Pougatchev, meneur de la dernière grande insurrection paysanne en Russie, de 1773 à 1774, prétendra être Pierre III en guerre contre Catherine II, l'usurpatrice allemande. Il en fut de même de Selivanov, grand maître de la secte des castrats.

Wikipédia

PIKE

Albert

Boston 29 décembre 1809 – Washington 2 avril 1891.



Les francs-maçons du Rite Ecossais Ancien et Accepté, en particulier ceux qui relevaient de la Juridiction Sud des Etats-Unis qu'avait illustrée Albert Pike, érigèrent, en 1901, une statue en sa mémoire, à Washington, D.C., *Judiciary Square*. Sur les angles du socle, ces inscriptions : Auteur, Poète. Erudit, Soldat, Philanthrope, Philosophe, Juriste, Orateur. Pike porta très haut l'exercice de ces qualités.

Né à Boston, fils adoptif de Little Rock, dans l'Arkansas, il participe en 1848 à la guerre du Mexique et, en 1861-1862, à la guerre de Sécession, avec le grade de général de brigade. A Little Rock, à Memphis, à Washington où il s'installe en 1868 et passe le reste de ses jours, il est avocat. Ami et défenseur des droits des Indiens, son cœur le porte à abolir l'esclavage, mais sa raison le pousse à favoriser le compromis de 1850.

Albert Pike reçoit la lumière maçonnique en 1850, dans la loge « *Western Star* », à l'orient de Little Rock. En 1853, Albert Mackey lui confère les degrés 4 à 32 du Rite Ecossais Ancien et Accepté, à Charleston, siège de la Juridiction Sud jusqu'à ce que Pike le transférât à Washington. D.C. en 1857 : Pike reçoit le 33°, le Suprême Conseil de la Juridiction Sud l'admet l'année suivante et, en 1859, il en est élu Grand Commandeur ; il occupera cet office jusqu'à sa dernière heure, avec une compétence et une autorité sans pareilles. Le Suprême Conseil du Rite Ecossais Ancien et Accepté pour la France l'élira membre d'honneur en 1889.

Aussitôt après avoir reçu ses grades maçonniques, il entreprit d'en réviser ou d'en composer les rituels qui lui avaient paru, à l'exception du 18°, incohérents et inadéquats. Ce travail de Pike n'est pas le plus réussi. En revanche, *Morals and Dogma of the Ancient and Accepted Scottish Rite of Freemasonry* est un chef-d'œuvre. Pour chacun des degrés de rite (le 33° est omis, de par sa nature même qui n'est pas initiatique), l'auteur propose une leçon. Avec une subtile pédagogie, chaque leçon se garde d'expliquer détail après détail le rituel de chaque degré et même d'analyser ouvertement son sens général. Le cours suit l'échelle des degrés, en enseignant au nouveau promu la partie de l'ésotérisme universel qui convient à son âge. *Morale et dogme* – « dogme » au sens de doctrine proposée, non point imposée – *du Rite Ecossais Ancien et Accepté*, rédigé et publié en 1871 par ordre du Suprême Conseil de la Juridiction Sud, emprunte à toutes les initiations, à toutes les traditions, à toutes les écoles de mystères. Souvent l'auteur se fait compilateur ; quitte à remanier et à interpoler, il incorpore des fragments d'auteurs précédents, le plus souvent cité étant Eliphas Lévi. Pike annonce son procédé au seuil du livre et seule l'ignorance ou la mauvaise foi a permis quelque fois de crier au plagiat.

L'histoire, cependant n'est pas appelée à comparaitre ; Pike expose la philosophie occulte d'une association qui est religieuse, sans être une religion, dont la bienfaisance est le but, mais qui, au-delà de la morale, aide à chercher la vérité par un symbolisme vécu et raisonné. La magie n'est que la science « exacte et absolue » de la nature et de ses lois. Episcopalien d'origine, Pike, dont tous les frères étaient juifs et chrétiens, voit dans le judéo-christianisme, au sens large la tradition des traditions. Dieu, la Bible, la Sagesse secrète soutiennent l'édifice. La Bible est la clef méconnue, à la fois le fil conducteur et la trame de *Morale et doctrine*. Un *Index analytique*, par T.W. Hugo (1909), joint à toutes les rééditions du

livre, assiste le lecteur dans le foisonnement ; un index analytique commenté de la Bible omniprésente dans *Morale et Doctrine*, par Hutchens et Monson (1992) tourne la clef pour lui. Le chrétien complétera, grâce au Nouveau Testament, sans cesse référé, la figure romantique de Jésus.
L'antimaçonnisme du XIX[e] siècle finissant (Taxil, Bataille, Doinel…) proclame l'excellent Albert Pike pape luciférien et chef suprême de tous les francs-maçons du globe, admis tous les vendredis, à trois heures, à conférer avec Satan en personne. Mgr Northrop, évêque de Charleston, s'en vint spécialement à Rome assurer Léon XIII que les francs-maçons de sa ville épiscopale étaient de dignes gens et que leur temple ne s'ornait d'aucune statue de Satan. En 1974, le Grand Commandeur de la Juridiction Sud estima opportun de publier des Commentaires de la somme réunie par Pike. R.A.

PILÂTRE de ROSIER Jean-François



Metz 30 mars 1754 –
Wimille (près de Boulogne-sur-Mer) 15 juin 1785.

Mort dans le premier accident aérien de l'histoire, est l'un des deux premiers aéronautes, avec François Laurent d'Arlandes.
Jean-François est le quatrième enfant de Magdeleine Wilmard et de Mathurin Pilastre dit « du Rosier », ancien militaire installé comme aubergiste dans le quartier Fort-Moselle à Metz.

Il étudie la chimie. À 18 ans, il se rend à Paris où il attire l'attention de personnes influentes. En 1780, il part pour Reims assurer des présentations de physique et chimie à l'Académie de Reims. Mais il rentre rapidement à Paris, où il est nommé intendant des cabinets de physique, de chimie et d'histoire naturelle de Monsieur, comte de Provence, frère du Roi. En 1781, il crée le premier musée technique, où il y fait des expériences de physique et donne des cours sur les sciences aux nobles. L'inauguration a lieu le 11 décembre 1781.

Membre de la loge Saint-François du Parfait Consentement (Grande Loge de Clermont).

LE PREMIER VOL EN AEROSTAT
VOL DE LYON Le 19 janvier 1784, il s'élève à nouveau, à Lyon à bord du *Flesselles*, une immense montgolfière de 23 270 m³ (celle du premier vol faisait 2 200 m³). Il emmène six passagers, dont Joseph Montgolfier. Le vol est très court.

VOL SCIENTIFIQUE
Au début de 1784, Étienne Montgolfier, ayant récupéré le ballon du premier vol humain, reçoit des fonds du gouvernement pour le réparer et le modifier. Il se trouve chez Jean-Baptiste Réveillon devenu spécialiste des ballons. Étienne, depuis Annonay lui envoie les modifications : le ballon assez proche des montgolfières actuelles, fait 26 mètres de haut pour 5 000 m³ de volume. La partie haute du ballon est faite de peaux fines de mouton (1 540 peaux) pour augmenter la résistance. La partie basse est faite avec la récupération du ballon précédent.

Le ballon est testé en captif dans le courant du mois de mai par le marquis de Montalembert, membre de l'Académie des sciences. Le ballon devait être emballé et envoyé à Annonay, pour qu'Étienne puisse faire des essais de direction. Mais le roi Gustave III de Suède venait à Paris et avait déjà assisté à un vol, à Lyon, celui de la première femme aéronaute, Élisabeth Thible. Afin de l'épater, une fête « aéronautique » fut décidée. Pilâtre était sur les rangs et après quelques projets plus ou moins réalisables, il fut décidé de réquisitionner le ballon d'Étienne.

Pilâtre choisit comme passager et aide le chimiste Louis Joseph Proust, qui avait donné des cours à son musée et qui était passionné d'aérostation. Le ballon étant conçu pour les hautes altitudes, des expériences étaient prévues. Un essai captif fut réalisé où le ballon resta cinq heures en l'air. Le ballon fut donc expédié à Versailles.

Le 23 juin 1784, le ballon baptisé *La Marie-Antoinette* (du nom de la reine), s'éleva à nouveau devant le roi de France et celui de Suède, à Versailles, emmenant Pilâtre et Joseph Louis Proust. Ils montent régulièrement, se dirigeant vers le nord. Ils vont atteindre l'altitude estimée de 3 000 mètres après avoir traversé les couches nuageuses. Hors de la vue du sol, dans le froid et les turbulences ils décident de redescendre. Après 45 minutes de vol, ils ont parcouru 52 km et se posent après avoir dépassé Luzarches, entre Coye et Orry-la-Ville avant la forêt de Chantilly. Comme souvent sur ces premières montgolfières une fois posées, le foyer n'est plus assez actif pour fournir suffisamment d'air chaud mais assez pour brûler une partie du ballon. Ils durent déchirer la base de la montgolfière et la foule des badauds acheva de détériorer le reste.
Trois records du monde sont battus : distance, vitesse, altitude. Étienne Montgolfier désira plus tard récupérer le ballon, mais il n'était vraiment pas récupérable et le gouvernement n'accepta plus de donner d'argent pour sa réparation.

TENTATIVE DE TRAVERSEE DE LA MANCHE
Pilâtre désirait réaliser la traversée de la Manche dans le sens France-Angleterre, moins aisé car contre les vents-dominants. Dès le mois d'août 1784, encouragé par son voyage de Paris à Chantilly, il avait rencontré le physicien Pierre-Ange Romain pour l'étude d'un ballon capable de faire la traversée. Un contrat fut même signé pour que Romain construise le ballon et l'accompagne dans l'aventure.

Au courant qu'une tentative dans l'autre sens est en projet, de plus financée par un Américain, John Jeffries **(en)**, Pilâtre obtient assez facilement du gouvernement français une somme d'argent pour construire son ballon. Les deux frères Romain construisirent ce dernier à Paris. Comme la traversée avec une montgolfière était impossible du fait de l'autonomie réduite de ces dernières - la masse de paille à emmener eût été énorme - il fut décidé de construire un ballon mixte, à air chaud et à gaz, assez en avance pour son temps, qu'ils appelèrent « aéromontgolfière ». Soit une charlière sphérique, et, en dessous,

une montgolfière de forme à peu près cylindrique, l'ensemble faisant 22 mètres de haut.

Le ballon fut terminé en octobre 1784, mais il ne fut acheminé à Boulogne-sur-Mer qu'en décembre, le voyage étant prévu au tout début janvier. Mais en hiver, les vents ne sont pas fréquemment favorables. Ils durent attendre, Pilâtre faisant même un voyage en bateau à Douvres où il rencontra son concurrent.

Le 7 janvier 1785, un ballon à gaz (gonflé à l'hydrogène) et piloté par Jean-Pierre Blanchard et John Jeffries traversa la Manche dans le sens Angleterre-France, le sens des vents dominants. Pilâtre les accueille à Calais et les accompagne même à Paris. Probablement mal reçu par le ministre des finances, de Calonne, il repart et est à pied d'œuvre, à Boulogne-sur-Mer dès le 22 janvier. Pierre Romain et lui firent plusieurs tentatives qui s'avérèrent infructueuses. Les jours puis les mois commencèrent à passer, le ballon dut être réparé plusieurs fois.

Le 15 juin 1785, profitant de vents favorables, ils s'envolent. Mais un vent d'ouest les ramena vers la terre alors qu'ils s'étaient éloignés d'à peu près cinq kilomètres. À ce moment le ballon se dégonfla brusquement et ils s'écrasèrent au sol, à trois cents mètres du rivage. Ils furent tués tous les deux, devenant les deux premières victimes de l'air. Les causes exactes de l'accident sont assez mal connues. Il ne semble pas qu'il y ait eu incendie, car l'hydrogène n'a pas explosé. Il se pourrait que la soupape de la charlière actionnée pour la descente ait entrainé une déchirure du ballon à gaz, ce qui aurait pu provoquer la chute. Voici toutefois la retranscription parue dans l'*Almanach du Pas-de-Calais* de 1862 (consultable aux Archives départementales du Pas-de-Calais à Dainville) d'un texte de l'*Almanach d'Artois* de 1785.

« **Mort de l'aéronaute Pilâtre de Rozier**. C'est entre Boulogne et Ambleteuse, sur une petite saillie formée par les falaises, à l'endroit où la rivière de Wimereux se jette dans la mer, que tombèrent et s'écrasèrent les infortunés Pilâtre de Rozier et Romain. Pilâtre de Rozier voulant aller de France en Angleterre et faire ainsi l'inverse de ce qu'avait fait Blanchard (C'est dans la forêt de Guînes que l'aéronaute Blanchard et le docteur anglais Gefferies sont descendus, le 7 janvier 1785, après avoir traversé le pas de Calais. Une petite colonne, construite par les soins des habitants, à l'endroit même où l'aérostat a pris terre, atteste l'heureux succès de l'entreprise de Blanchard, qui, le premier, a osé traverser les mers dans une frêle nacelle suspendue au milieu des airs.), vint établir à Boulogne son point de départ.

Après avoir hésité longtemps sur le choix d'un local, il fixa enfin son ballon et ses appareils à la porte des Dunes qui sépare la haute ville de la basse ; son atelier était adossé au rempart près de la tourelle gauche, en sortant par la porte située vers la mer. On sait qu'à une certaine hauteur de l'atmosphère les courants d'air varient ; Pilâtre s'était dit : Si je peux manœuvrer mon ballon à volonté, seulement dans la ligne verticale, je serai libre de prendre tel ou tel air de vent ; par conséquent de naviguer vers tel point de la boussole, que je voudrai. D'après ce raisonnement spécieux, il avait adapté au pôle inférieur de son ballon une montgolfière qu'il enflait pour s'élever et qu'il resserrait pour s'abaisser, au moyen d'un réchaud dans lequel il allumait du menu bois. Ce réchaud suspendu à une poulie, s'abaissait quand on voulait resserrer la montgolfière et en descendre. Pilâtre, depuis plusieurs mois, prolongeait son opération, retardait son départ et semblait ne vouloir jamais, faute de gaz, remplir son aérostat.

Le 15 juin 1785 au matin, après avoir annoncé son ascension pour la cinquième ou la sixième fois, son ballon étant gréé, le peuple rassemblé et le vent essayé par des ballons perdus, cet infortuné physicien, comme par un pressentiment de la funeste issue de son entreprise, hésitait et semblait prêt à différer encore son expérience. Quelques railleries qui frappèrent son oreille, à travers des murmures confus, le déterminèrent enfin. Son compagnon de voyage et lui entrèrent donc dans la galerie de leur ballon, où, élevés à une certaine hauteur, les spectateurs les remarquèrent nonchalamment assis. Le ballon flottait sans majesté à quelques mètres au-dessus du faîte d'un bâtiment neuf qui se trouvait près de l'Esplanade. Pilâtre, pour s'élever, ranima le foyer de la montgolfière, et dépassa le bâtiment. À la hauteur d'environ 2 000 mètres le vent le portait à l'est et trop dans les terres ; le ballon ne fut qu'un instant au-dessus du détroit.

Les aéronautes ne pouvant saisir la direction de l'Angleterre, ni varier librement leur position verticale pour choisir le rhumb convenable, ni s'aider assez de leur montgolfière pour changer la pesanteur spécifique de la machine résolurent de descendre sur le point qu'ils dominaient. Le foyer fut abaissé de douze mètres environ ; la montgolfière, distendue et flasque, semblait leur permettre une facile descente ; mais la surface du ballon moins comprimée, conservant presque toute son extension, les voyageurs remontaient contre leur gré. La soupape du pôle supérieur fut ouverte pour laisser échapper le gaz ; cette soupape dont le mécanisme était totalement en fer ou en acier, altérée par la longue stagnation du ballon sur le chantier, ne put manœuvrer librement. Quelqu'effort que fissent les voyageurs, elle resta tout-à-fait ouverte par un accident quelconque.

Dans cette situation, le ballon perdait tout son gaz, une colonne obscure traçait sa ligne de descente, et cette descente devint si rapide, que le foyer suspendu sous la montgolfière et presque éteint se ranima ; des étincelles s'en détachèrent, et nageant dans l'air qui remplissait le ballon à mesure qu'il s'abaissait, quelques-unes se réunirent nécessairement sur cette colonne de gaz que vomissait le pôle supérieur. Bientôt il s'enflamma ; en moins d'une seconde le ballon fut en pièces ; les aéronautes étant abandonnés toute leur pesanteur, l'accélération de leur chute n'eut plus de bornes que celle de la loi sur la descente des corps graves. Les malheureux, Pilâtre et Romain, tombant de 1 500 mètres de hauteur, vinrent s'écraser sur la pointe du Wimereux. Quelque rapide que fût l'instant qui sépara leur mort de l'inflammation du ballon, il suffit cependant pour frapper d'horreur la multitude qui avait suivi ces victimes. La consternation fut générale ; on accourut sur-le-champ à leur secours, mais tout était fini pour eux.

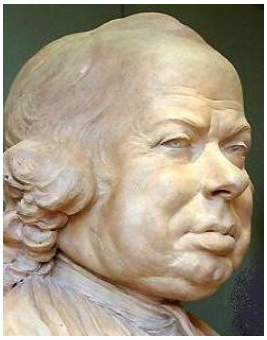
Pilâtre avait été suffoqué dans sa chute ; il était mort avant le choc contre terre, sa physionomie paisible le disait ; mais

Romain n'avait été tué qu'à terre ; son pouls battait encore et sa face était horriblement empreinte des douleurs de sa courte agonie.
Les deux cadavres étaient moulus dans leur parties solides : ils avaient atteint la terre presque droits et sous un angle léger ; le tibia et le péroné fracturés près de l'articulation du pied avaient pénétré le sol ; le fémur était remonté au-dessus des hanches ; les côtes semblaient se recoucher les unes sur les autres ; les vertèbres lombaires étaient disjointes. Nous ne prolongerons pas ici le détail affligeant et pénible d'un tableau d'autant plus déchirant pour le public, que ce même public avait en quelque sorte forcé la volonté de l'infortuné Pilâtre au moment même de son hésitation pour le départ.

La cause de cette chute n'a rien de commun avec un phénomène électrique, comme on s'était d'abord hâté de l'annoncer. C'est à l'alliance des deux moyens qu'avait voulu réunir Pilâtre pour diriger son ballon qu'il a dû le titre de victime du nouvel art qu'il cherchait à perfectionner. C'est ainsi que presque toujours les hommes, l'individu paie la gloire qu'acquiert l'espèce.
Pilâtre et Romain ont été inhumés dans le cimetière de Wimille, à quelque distance du point de leur chute ; un monument élevé sur le mur qui borde la grand route de Boulogne à Calais indique le lieu de leur sépulture. Ce monument n'est ni soigné, ni d'un bon style ; mais il est vénérable en ce que les mains de l'amitié seule l'ont élevé. »

PINGRÉ Alexandre-Guy

Paris 4 septembre 1711 – 1 mai 1796.



Formé au collège génovéfain de Senlis, moine à 16 ans, puis professeur de théologie dès l'âge de 24 ans, Pingré devient rapidement une figure prestigieuse de l'Académie des Sciences où il entre en 1756. C'est toutefois à Rouen, où le jansénisme auquel il a adhéré l'a conduit en exil, qu'il va montrer l'importance de ses réflexions et expérimentations sur l'astronomie.

En effet, membre associé de l'académie locale dès 1749, il en est l'un des principaux animateurs, et expose plus de trente mémoires jusqu'en 1766. Outre de nombreux résultats d'expériences issus de ses travaux sur les éclipses et le passage des comètes, on relève sa volonté de faire connaître les thèses de Newton et de d'Alembert.

C'est au moment où il passe de l'écrit académique au voyage d'études (trois de 1767 à 1770) que sa carrière maçonnique émerge… sans que l'on connaisse cependant la date exacte de son initiation. Orateur de la loge « *Sainte Marguerite* » en 1766 puis fondateur et vénérable d'une loge dont la titulature porte l'empreinte de ses préoccupations scientifiques, « *L'Etoile Polaire* ». Il développe des activités maçonniques importantes à Paris et en Normandie.

Ainsi dès 1767, l'imminence de son départ du Havre, sur la frégate L'Aurore où il teste les instruments de marine du roi avec le marquis de Courtanvaux, le conduit à fréquenter les loges locales en proie aux divisions. A cette occasion, il milite pour une institution « ouverte » dans une ville où l'élitotropisme est la règle. Lors de son voyage on l'entend dire : « Je voulais y proposer plusieurs profanes. Mais on est trop dur dans cette loge ».

Cinq ans plus tard, la connaissance du Grand Orient lui permet d'accéder aux plus hautes responsabilités. Il devient Substitut du Grand Orient le 14 août 1771, puis Second Surveillant du 21 juin 1773 à janvier 1776, et enfin Premier Surveillant jusqu'en décembre 1778. Ses attaches normandes lui permettent alors de jouer un rôle essentiel dans la difficile reconstruction des loges havraises et rouennaises. Fidèle serviteur d'un Grand Orient qui veut pacifier les provinces, Pingré confirme sa volonté d'équilibre entre la nécessaire reproduction des préséances sociales et la valorisation des qualités maçonniques que recommande l'égalité mythique. Ainsi, é Rouen, il entérine la reconnaissance des deux loges nobiliaires comme étant les ateliers les plus anciens… tout en tentant d'imposer la validité des travaux de « *L'Ardente Amitié* », une loge de petits bourgeois rejetés par les aristocrates rouennais et rendue bientôt célèbres par les avatars du frère Mathéus.

Le 1er juillet 1778, il dénonce les préjugés sociaux de la noblesse rouennaise : « *Lorsqu'on les approfondit* (les causes du rejet), *on voit que l'équité, la prudence… exigent que la loge requérante laisse son tableau* ». Porteur d'un projet battu en brèche par les tensions qui minent la galaxie maçonnique dans les années 1780, Pingré semble disparaître une fois la tâche accomplie. Homme de l'été des Lumières, la période de la Révolution se traduit alors par l'arrêt de ses activités maçonniques, mais aussi par une reconnaissance officielle, bien qu'un peu tardive, des services rendus à la science. Il reçoit une pension (pour peu de temps), à partir du 5 mars 1792, de 1 800 livres annuelles. Il meurt à Paris le 1er mai 1796. E.S.

PLEVILLE LE PELLEY Georges René

Granville 29 juillet 1726 - Paris 2 octobre 1805.



Georges-René Le Pelley, seigneur de Pléville, surnommé après la Révolution **Pléville Le Pelley**, est un officier de marine, aristocrate et homme politique français des XVIIIe et XIXe siècles. Il est gouverneur du port de Marseille, vice-amiral, ministre de la Marine et des Colonies du 15 juillet 1797 au 27 avril 1798, sénateur, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et de l'ordre de Cincinnatus, il est l'un des premiers grands officiers de la Légion d'honneur.

Georges-René Pléville Le Pelley descend d'une famille de la noblesse normande. Il est le fils d'un capitaine de la marine marchande, Hervé Le Pelley, seigneur de Pléville. Sa mère, Jeanne Julienne Belliard du Saussey est la fille du seigneur du Saussey dans la paroisse de Lingreville.

Pléville est très tôt attiré par la mer et les navires. Il fait une fugue du collège de Coutances pour s'engager sur un Terre-neuvas en 17. Il effectue ensuite plusieurs campagnes de pêche à la morue sur différents bâtiments. Enseigne en 1740 sur le *Ville de Québec*, il se révolte contre une mise aux arrêts qu'il estime injuste, et s'enfuit alors que le bâtiment est échoué sur la côte du Canada. Il marche seul pendant cinquante jours à travers la forêt canadienne, rencontrant des tribus indiennes, avant de rejoindre finalement Québec où il est recueilli par une famille compatissante. Il trouve à s'embarquer sous un pseudonyme comme timonier et continue les années suivantes à servir sur des terre-neuvas.

La guerre de succession d'Autriche

Il entre aux gardes de la marine mais est trop pauvre pour y rester, aussi il s'engage sur un petit corsaire de Granville, *La Françoise du Lac*, comme lieutenant. Ce bâtiment est rencontré sous l'île de Jersey, quelques heures après sa sortie du port, par deux corsaires britanniques qui l'écrasèrent sous le feu croisé de leurs canons. Il y perd la jambe droite et est fait prisonnier. Il sert ensuite dans la marine royale comme lieutenant de frégate sur *L'Argonaute* commandé par Tilly Le Pelley1, son oncle. Il passe ensuite sur le vaisseau *Le Mercure* qui faisait partie de l'escadre envoyée en 1746, sous les ordres du duc d'Anville, pour reprendre le Cap-Breton. L'escadre est attaquée à son retour de Chibouctou par l'amiral Anson. Dans le combat un boulet emporta la jambe de bois de Pléville Le Pelley : « *Le boulet s'est trompé il n'a donné de besogne qu'au charpentier* ». Il est de nouveau fait prisonnier.

À sa libération, il repart de nouveau comme corsaire. Il est officier en second sur le *Comte de Noailles* sur lequel il est encore fait prisonnier. Il réussit toutefois à s'évader peu avant la fin de la guerre.
Il fait ensuite comme second de la contrebande sur les côtes de Grande-Bretagne puis, comme capitaine, de nouveau de la pêche à Terre-Neuve pendant quatre ans. Georges Pléville Le Pelley se marie en 1757 à Marseille avec Marie Ursule de Rambaud, fille d'un capitaine corsaire, armateur et négociant avec l'outre-mer. Le couple aura quatre enfants.

La guerre de Sept Ans (1756-1763)

Son bâtiment, le *Brillant*, est réquisitionné pour acheminer des troupes dans l'expédition de Minorque en 1756 puis durant l'opération sur la Corse. Il commande le corsaire le *Colibri* qui appartient à son beau-père Jean Rambaud, qui est à la fois corsaire et armateur corsaire. Pléville renseigne la marine française sur les mouvements des vaisseaux britanniques. Sa corvette est malmenée lors de plusieurs combats. Le *Colibri* est intégré dans l'escadre du comte de la Clue en 1758 à la Martinique. De 1758 à 1762, il commande un petit bâtiment de la marine royale, *L'Hirondelle*, avec lequel il s'empare de trois bâtiments de la Compagnie des Indes. Lors d'un combat, il perd de nouveau sa jambe de bois. Des problèmes de santé le retiennent dans des fonctions à terre dans les années suivantes. Il est lieutenant de vaisseau et capitaine de port à la Martinique en 1763, rédige un traité sur la mâture et fait le relevé des rades des Antilles.

GOUVERNEUR DU PORT DE MARSEILLE

Revenu en France, il est affecté au port de Marseille comme capitaine de port. La frégate britannique HMS *Alarme*, commandée par le capitaine John Jervis, battue par la tempête dans la soirée du 1er mai 1770, s'échoue sur la côte de Provence. Pléville parvient à la sauver grâce à d'habiles et intrépides manœuvres.

Son action fut dignement appréciée en Grande-Bretagne. Les Lords de l'Amirauté lui donnent un témoignage de la reconnaissance du gouvernement britannique, en chargeant le capitaine Jervis de retourner à Marseille avec la frégate *Alarme*, pour remettre en leur nom à Pléville le Pelley une récompense, et une lettre par laquelle ils lui exprimaient les sentiments que sa conduite leur avait inspirés. Le présent consistait en une pièce d'argenterie en forme d'urne, sur laquelle étaient gravés des dauphins et autres attributs maritimes, avec un modèle de la frégate *L'Alarme*; le couvercle, richement ciselé, était surmonté d'un triton. Pléville, considérant qu'il ne pouvait recevoir de présent d'un souverain étranger, n'accepta qu'après y avoir été dûment autorisé par le roi de France.

Dix ans après, lorsque son fils, jeune officier de marine, fut capturé sur une frégate et conduit en Grande-Bretagne, l'amirauté britannique le fit renvoyer en France sans échange, après l'avoir autorisé à choisir trois de ses camarades pour les emmener avec lui.

Guerre d'indépendance américaine

Lors de la guerre d'Amérique, il remplit la fonction de lieutenant de vaisseau dans l'escadre du comte d'Estaing à partir de 1778 sur le vaisseau amiral, *Le Languedoc*. Il participe à toute la campagne et à ses différents combats. Il est chargé par d'Estaing de la vente des prises et du ravitaillement et étonne par son désintéressement, ceux qui étaient chargés de ce type de mission ne manquant habituellement pas de s'enrichir personnellement à cette occasion1. Il est promu capitaine de

vaisseau sur intervention de l'amiral, mais rentre en France avec lui1. Il reprend ses anciennes fonctions au port de Marseille où, là aussi il tranche par rapport à ses pairs en témoignant d'une honnêteté aussi exemplaire que rare à cette époque, acceptant tout à fait de vivre chichement sur son seul traitement officiel malgré une famille nombreuse à entretenir.

Sous la Révolution
Il adopte les principes de la Révolution, comme la plupart des officiers ayant servi en Amérique, mais avec modération. Il est trésorier du club révolutionnaire de Marseille. Il débarque à Avignon, le sabre à la main, pour y ramener l'ordre. Pendant la Terreur, il est envoyé prendre le commandement d'une division chargée d'escorter un convoi de ravitaillement bloqué à Tunis, en remplacement de Jean Gaspard de Vence accusé de trahison. Une fois sur place, il constate que Vence est réellement en difficulté et n'a aucunement failli à son devoir. Ignorant ses ordres, il le maintient à son commandement et lui offre simplement son aide. Ceci lui vaudra quelques difficultés avec les autorités au retour mais, grâce à lui, Vence sera totalement blanchi.
Il remplit des fonctions au ministère de la marine pendant deux ans puis réorganise les forces navales à Ancône et Corfou[réf. nécessaire]. Il est l'un des trois plénipotentiaires (avec Letourneur et Maret) envoyés à Lille pour des négociations, infructueuses, avec la Grande-Bretagne.

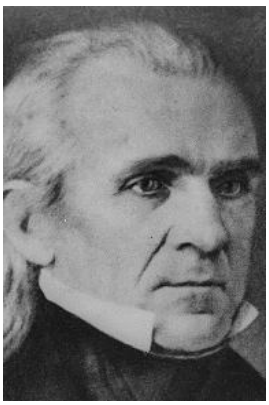
Contre-amiral en 1797, ce fut pendant son séjour à Lille, le 19 juillet, que le Directoire le nomma Ministre de la marine, en remplacement de l'amiral Laurent Truguet. Là encore, il est remarqué pour son désintéressement et son honnêteté scrupuleuse dans un régime particulièrement marqué par la corruption généralisée des élites politiques et administratives. Il est fait vice-amiral en avril 1798, mais démissionne du ministère car il désapprouve l'aventure de l'expédition d'Égypte, dont il est convaincu que la marine n'a pas les moyens. Le désastre d'Aboukir à la fin de l'année lui donnera raison.

Bien qu'âgé de 72 ans, il commande quelque temps les forces navales de la Méditerranée puis se retire à Paris. Le Consulat le nomme au Sénat conservateur en 1799, et l'Empire commandant de la Légion d'honneur dès la création de l'ordre. Il est aussi chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et de l'ordre de Cincinnatus.

Son portrait est au musée du Vieux Granville et sa statue domine le port de la cité. On peut voir son buste au château de Versailles, et au palais du Luxembourg.

Sa statue à Granville datant de 1907 est détruite en 1942, par le gouvernement de Vichy, pour son appartenance à la franc maçonnerie

POLK



James Knox Pineville,
Pineville, Caroline du Nord 2 novembre 1795 - Nashville, Tennessee 15 juin 1849)
Onzième Président USA 1845-1849 il annexa le Texas, le Nouveau-Mexique et la Californie.
Franc-Maçon, il reçut les trois degrés en 1820, à la Loge "*Columbia Lodge 21*", Columbia, (Tennessee)

Polk est l'exemple même du candidat inattendu arrivé au sommet. Une fois au pouvoir il affiche sa politique étrangère et intérieure, la met en œuvre au cours d'un mandat et refuse de se représenter. Les États-Unis s'agrandissent de l'Orégon, de la Californie et du Nouveau-Mexique (pour ces deux derniers territoires, au prix d'une guerre avec le Mexique).
Son père, Samuel Polk, et sa mère, Jane Knox, sont des fermiers qui possèdent plus de cinquante esclaves. Il fait ses études de droit à l'université de Caroline du Nord, devient juriste et entre dans la vie politique. Il était franc-maçon.

J.K. Polk est élu à la Chambre des représentants des États-Unis dont il devient le président. Il est ensuite élu gouverneur de l'État du Tennessee. Il devient le candidat du Parti démocrate à l'élection présidentielle de 1844 lorsque le favori, Martin Van Buren, est éliminé en raison de son opposition à l'annexion du Texas. Relativement peu connu, il fait une campagne vigoureuse et est finalement largement élu par le collège électoral malgré un vote populaire à peine en sa faveur.

PRESIDENCE

1845	4 mars	Investiture de James K. Polk en tant que onzième président des États-Unis.
1846	13 janvier	James Polk envoie 4 000 soldats sous les ordres du général Zachary Taylor à la frontière entre le Texas et le Mexique. À la fin de la guerre entre les États-Unis et le Mexique les armées comprendront respectivement 7 200 et 32 000 hommes. L'armée américaine n'avait combattu que contre des tribus indiennes au cours des trois décennies précédentes et elle était composée en grande partie d'immigrants allemands et irlandais récents.
	13 mai	Les États-Unis déclarent la guerre au Mexique. Elle dure dix-sept mois et le général Taylor capturera la ville de Monterey, la Californie et battra les armées du général Santa Anna à Buena Vista.
	15 juin	Les États-Unis et le Royaume-Uni signent un traité pour se partager le territoire de l'Oregon au niveau du 49ème parallèle. James Polk signe ce compromis malgré sa promesse de campagne électorale et le slogan "54°40 ou mourir" qui se référait au parallèle situé près de 600 km plus au nord.
	22 août	Annexion du Nouveau-Mexique
1848	2 février	Signature de Traité de Guadeloupe Hidalgo (désigné sous le nom de *Cession mexicaine*), entre les États-Unis et le Mexique, qui fait perdre à ce dernier un tiers de sa superficie, dont la Californie. Le Rio

Grande devient la frontière entre le Texas et le Mexique en échange d'un paiement de 15 millions de dollars. Le conflit aura coûté la vie de 25 000 Mexicains et de 12 000 Américains.

5 décembre Le président Polk confirme la découverte d'or survenue le 24 janvier précédent, à Sutter's Mill, près de la ville de Coloma, dans le nord du futur état de Californie, déclenche la “ruée vers l'or californien”.

Politique étrangère

Polk arrive à la présidence avec deux objectifs : régler les problèmes de frontière avec le Royaume-Uni dans le territoire de l'Orégon et avec le Mexique dans l'État du Texas et en Californie. Son slogan de campagne proposait l'extension de la frontière nord jusqu'à l'Alaska mais le compromis avec les britanniques partage le territoire de l'Orégon dont une partie deviendra le Canada. Plus au sud, le Mexique refuse l'offre d'achat de la Californie, mais la guerre déclenchée sur la frontière texane lui fera perdre les territoires de Californie, du Nouveau-Mexique, de l'Arizona, de l'Utah, ainsi qu'une partie du Colorado et du Wyoming, le tout pour une compensation de 15 millions de dollars. À la fin du mandat de James Knox Polk la carte des États-Unis ressemble pratiquement à la carte actuelle. Malgré sa popularité il n’aborde pas le problème de l’esclavage en particulier concernant le statut des nouveaux États achetés au Mexique.

Politique intérieure

Polk est à la tête d'un gouvernement énergique qui sépare nettement les prérogatives fédérales et celles des États. Il restaure un budget fédéral indépendant et refuse d'utiliser des fonds fédéraux pour les besoins particuliers d'un État permettant ainsi de réduire les droits de douane.

Politique partisane

Lors de la nomination du candidat du Parti démocrate aux élections de 1844, Martin Van Buren, l'ancien président, se représente, mais comme il est opposé à l'annexion du Texas, les délégués lui préfèrent Polk et son programme expansionniste. Le candidat Whig est, lui aussi, contre l'annexion et Polk se retrouve élu avec une faible majorité. Il s'épuise à remplir son programme au cours des quatre années de son mandat et ne profite de sa retraite que pendant à peine trois mois.

Retraite

L’énorme travail accompli pendant sa présidence se paye de sa santé. Il meurt le 15 juin 1849, âgé de 53 ans, quelques mois après la fin de son mandat, alors qu’il s’est retiré dans l’État du Tennessee. Sa femme lui survit 42 ans et joua un rôle pendant la guerre de Sécession en recevant dans sa maison, considérée comme terrain neutre, les dirigeants nordistes et sudistes. Wikipédia

PONCET-DELPECH Jean-Baptiste

Montauban 12 septembre 1743 - 11 mars 1817.



Homme politique, avocat, magistrat, économiste, homme de lettres, poète, musicien, peintre français et **franc-maçon.**

Il a été député du Tiers état aux états généraux de 1789, membre de l’Assemblée constituante, membre du conseil des Cinq-Cents, président du tribunal civil de Montauban. Il prêta le serment du jeu de Paume. Très attaché à Montauban, il se consacra au Quercy et plus particulièrement à Montauban devant l’Assemblée constituante. Il défendit notamment le projet de création d’un département autour de sa ville. Aux Cinq-cents, il eut un rôle d’ordre national. Poncet-Delpech s’intéressa aux beaux arts et publia des poésies tout au long de sa vie. Il fréquenta les hommes politiques de son temps comme les artistes.

Jean-Baptiste Poncet-Delpech est né dans une maison de la Place Nationale à Montauban au sein d’une famille notable de cette ville. Il est le fils d’Antoine Poncet, négociant, juge de la bourse, et de Jeanne Delpech. Jean-Baptiste est l’arrière petit fils de Guillaume Poncet, reçu maître orfèvre à Montauban en 1624, résidant rue de la sabaterie. Un de ses grands oncles, Michel Poncet, fut maître libraire à Montauban. Les enfants Poncet, sept frères et sœurs sont élevés dans le catholicisme. Deux frères de Poncet-Delpech furent religieux : Jean Louis Poncet, vicaire général du diocèse de Lodève, et Jean Poncet, bénédictin du diocèse de Montauban. Pendant la révolution, les deux frères Poncet partirent pour l'Espagne munis de passeports. Ils figurent sur la liste des émigrés radiés et sur celle des prêtres déportés du 6 frimaire an VII (26 novembre 1798).

Jean-Baptiste Poncet-Delpech épouse, par amour, le 20 juin 1770, à Montauban, Marie Forestier fille d’Antoine Forestier, avocat général à la cour des aides de Montauban, second consul de Montauban et de Marie Descaussat. Un arrière grand père de Marie Forestier, Samuel Dubois, est un célèbre imprimeur Montalbanais, actif dans la seconde moitié du XVII° siècle, comme son grand oncle François Descaussat, actif au début du XVIII° siècle.

Le couple a une fille en la personne de Marie Antoinette Mélanie née le 11 août 1773 à Montauban. Elle épouse le 22 novembre 1796, à Montauban, Jean Arnoux, avocat, commissaire du Directoire Exécutif de la municipalité de Saint-Porquier puis Juge Royal. Marie Forestier meurt le 18 août 1774, à l'âge de 29 ans laissant Poncet-Delpech dans une profonde tristesse. Poncet-Delpech se remarie le 7 juin 1779 dans l’église Saint-Michel de Bordeaux avec Marguerite Sophie Desquilbé, native de Saint Domingue, fille de Nicolas Desquilbé, négociant et de Marie Garnier. Joseph Marie Saint Cyr Poncet-Delpech naît de cette union le 8 mai 1780 à Montauban. Comme son père, il officiera dans l’art littéraire. Ces œuvres les plus marquantes sont le poème *Mes quatre âges* (1805) et un recueil de *Fables pour les vieux enfants* (1851). Joseph-Eugène Poncet-Delpech, descendant de Jean-Baptiste, sera un artiste peintre dont quelques toiles feront partie de l’exposition des beaux arts de Montauban de 1877.

La montée en puissance de l'avocat de Montauban

Poncet-Delpech intègre le pensionnat des Jésuites à Toulouse. Au terme de sa formation, il hésite à gagner la compagnie de Jésus. Pourtant, fort d'une solide éducation littéraire, il entre à l'école de droit et suit les cours de l'école des beaux arts en amateur.

Il prête le serment d'avocat le 5 mai 1766 et entame une brillante carrière d'avocat en homme intègre. Il est remarqué par ses pères pour son éloquence et la qualité de ses plaidoyers comme en témoignent les nombreux imprimés conservés à la bibliothèque de Montauban. Poncet-Delpech participa à plusieurs procès notoires au niveau local et national qui contribuèrent à lui établir une solide et bonne réputation :

En 1771, dans le procès où Linguet défendit Charlotte Camp contre son mari Charles de Bombelles, Poncet-Delpech rédigea plusieurs mémoires en faveur de Charlotte Camp et persuada celle-ci d'engager un procès. Ce procès fut un argument en faveur de la signature de l'édit de tolérance par Louis XVI en 1787.

En 1772, Il défendit deux clercs, Dom Martin et Dom Mohic, devant leur hiérarchie

Ses succès au barreau lui valurent les éloges de l'avocat et homme de lettres Simon-Nicolas-Henri Linguet.

Poncet-Delpech devient procureur du roi en 1773. Marie Forestier meurt le 18 août 1774, à l'âge de 29 ans. Poncet-Delpech, perclus de tristesse écrit plusieurs poèmes en hommage à son amour perdu : *Mervire, ou ma Femme*, *le veuf inconsolable*.

En 1777, Poncet-Delpech participe à la fondation du Journal d'annonces et avis divers de Montauban. Ce journal traite notamment de littérature et de beaux-arts. Poncet-Delpech y publie quelques unes de ses compositions, sous le nom de plume de « *l'habitant de Mirabel* ».

En 1779, Necker crée l'Assemblée provinciale de Haute-Guyenne sur le territoire de la généralité de Montauban. Poncet-Delpech s'engage alors dans l'économie et critique cette nouvelle administration en publiant divers pamphlets et brochures. Pendant ces années où il exerce sa profession d'avocat, Poncet-Delpech rédige un ouvrage dans lequel il retranscrit toutes les décisions juridiques d'intérêt qui lui serviront à la jurisprudence. Il est en cela un précurseur du Dalloz.

Poncet-Delpech est élu bâtonnier le 28 mai 1788.

Député aux États généraux de 1789 et à l'assemblée constituante

En 1789, il est le principal rédacteur du cahier de doléances du tiers-états de Montauban et publie un livre d'instruction à l'usage des députés. Suite à cela, le 23 mars 1789, il est logiquement élu député de la province du Quercy aux États généraux de 1789. Il se rend à Paris puis à Versailles et participe attentivement aux réunions plénières de l'assemblée. Chaque semaine, il rend compte scrupuleusement des débats de l'assemblée dans une *« Lettre à ses commettants »* qui est publiée dans le Journal national de Montauban.

Poncet-Delpech a été député de l'Assemblée Constituante de 1789 de sa création jusqu'à sa dissolution au soir du 30 septembre 1791. Il ne participera pas à l'Assemblée Législative. Jean-Baptiste Poncet-Delpech fait partie des 578 députés du Tiers État qui prêtent serment dans la salle du jeu de paume le 20 juin 1789. Il part en députation à Paris pour y rétablir le calme le 16 juillet 1789. Alors monarchiste modéré, Poncet-Delpech assiste avec enthousiasme à l'abolition des privilèges durant la nuit du 4 août 1789. Il participe à la commission sur l'organisation du pouvoir judiciaire et à la rédaction de ce projet présenté à l'Assemblée Constituante. Fin 1789, lors des débats sur la création des départements, Poncet-Delpech se bâtit pour que soit créé un département ayant pour préfecture Montauban. Malgré l'aide apportée par Jean-Isaac Combes-Dounous, cette tentative échoua. Le département du Lot fut formé à partir de l'ancienne province du Quercy et Montauban eut le statut de sous-préfecture. Il fallut attendre 1808 pour que Montauban soit la préfecture du nouveau département du Tarn-et-Garonne. Il remet à l'assemblée l'adresse des non-catholiques de Montauban le 6 février 1790. Il est nommé pour assister à un Te Deum à Notre-Dame le 22 septembre 1791. Ses actions à l'Assemblée constituante furent très majoritairement en faveur de Montauban.

Retour dans le Quercy

A la dissolution de l'Assemblée constituante, Jean-Baptiste Poncet-Delpech revient dans sa ville natale.

Le 21 novembre 1793 (1er décadi de frimaire an II), Montauban célèbre le culte de la Raison dans sa cathédrale. Depuis la chaire servant de tribune, Poncet-Delpech, prononce un long discours très applaudi, dans lequel il fait l'éloge de la Raison et de la tolérance religieuse. Il proclame : *"C'est la raison qui nous fait préférer la République, parce que c'est dans la République seulement que la Démocratie peut exister."*

En 1794, Poncet-Delpech fait partie de la Société Populaire de Montauban. Le 19 janvier (30 Nivôse An II), il prononce le discours pour l'inauguration des bustes de Brutus, Louis-Michel Lepeletier et Jean-Paul Marat. Son discours recevra les louanges de maintes sociétés populaires à travers la France. Le 29 juin 1794 (10 messidor an II), Il prononce un discours pour la fête du genre humain au temple de l'Etre suprême de Montauban.

Le 15 décembre 1794, Poncet-Delpech est élu président du tribunal du district de Montauban. Le 20 décembre 1794 (30 frimaire an III), Poncet-Delpech est nommé président de la Société populaire de Montauban. Poncet-Delpech écrit à son ancien collègue, le conventionnel Armand-Gaston Camus pour lui faire part de la situation dans laquelle les fluctuations des assignats mettent les fonctionnaires publics. Camus dans sa réponse du 20 juillet 1795 (2 thermidor An IV) accorde que leur traitement leur soit payé pour moitié en blé.

Le 1er février 1796 est inaugurée l'école centrale du Lot située à Cahors. Poncet-Delpech y est nommé professeur de législation mais est absent lors de la cérémonie d'ouverture. Il prend possession de sa chaire le 5 mars 1796 et prononce à cette occasion un discours dans lequel il déclare son attachement sincère à la République et sa haine de la royauté. Poncet-Delpech ne fera qu'un bref séjour à Cahors. Il logera d'abord dans la Grand'rue avant d'intégrer son logement de fonction à l'école. Les affaires de l'État le rappellent à Paris. Ayant toujours préféré Montauban à Cahors, il qualifiera la cité cadurcienne dans un de ses poèmes de *« Triste cahors »*.

Conseil des Cinq-Cents
Le 13 avril 1797 (24 germinal an V), Jean-Baptiste Poncet-Delpech est élu au Conseil des Cinq-Cents pour le département du Tarn-et-Garonne avec 85 voix pour 108 votants par une scission de l'assemblée électorale du département du Lot. Cependant, sa nomination fut annulée par la majorité du corps législatif, où dominait alors le club de Clichy, auquel Poncet-Delpech devait être opposé. Après le Coup d'État du 18 fructidor an V (4 septembre 1797), le club de Clichy est dissout et Poncet-Delpech rejoint alors enfin le Conseil des Cinq-Cents. Pendant son mandat, Poncet-Delpech établit plusieurs rapports parlementaires, notamment sur des massacres de prisonniers survenus à Versailles en 1792, ou la vente des domaines nationaux. Dans la séance du 16 prairial an VI (4 juin 1798), Poncet-Delpech fait adopter un projet visant à attribuer 6000 francs en indemnités de frais de voyage à deux élus du corps législatif pour Saint Domingue, déclarés inadmissibles. En 1798, son rapport sur l'effet rétroactif du décret des 25 octobre & 14 novembre 1791 concernant les substitutions fut cité comme un modèle de raison et de justice. Après le coup d'État du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), Jean-Baptiste Poncet-Delpech est exclu du Conseil des Cinq-Cents qui est dissout par Bonaparte.
Fin de la vie politique, Magistrature et arts
Au lendemain du coup d'État du 18 brumaire an VIII, Poncet-Delpech décide d'arrêter la politique et se consacre aux arts et à la magistrature. Il retourne dans sa ville natale, puis revient brièvement à Paris, le temps pour lui de décrocher la présidence du tribunal civil de Montauban en jouant de ses relations. Pendant cette période, il profite pleinement du renouveau artistique de la capitale. Il va voir des pièces de théâtre classiques (le Cid, Phèdre…) ou contemporaines (Il est à la première d'Hécube de Milcent) jouées par les comédiens phares de l'époque comme Fleury, Talma, Raucourt ou Monvel. Il assiste à des opéras (Tarare de Beaumarchais) ou à des ballets. Il visite les musées du Louvre et des Petits Augustins. Poncet-Delpech est parmi les premiers visiteurs à admirer, au Louvre au début 1800, Hercule qui vient de sortir Alceste des Enfers de Jean-Baptiste Regnault et les Sabines de Jacques-Louis David. Poncet-Delpech et David sont d'ailleurs familiers l'un de l'autre. Il visite l'atelier du peintre Jean-François Sablet, frère de Jacques Sablet. Poncet-Delpech étant lui-même peintre, Sablet lui donna à cette occasion, des conseils sur des techniques picturales.

Il quitte Paris pour Montauban à la fin juin 1800. Poncet-Delpech est nommé par Bonaparte président du tribunal civil de Montauban le 25 mars 1800 (4 germinal an VIII). Il conservera cette fonction jusqu'à son admission à la retraite en 1817. Comme son premier beau-père, Antoine Forestier, Poncet-Delpech était membre de la Société des sciences et des arts de Montauban. Il occupa le poste de secrétaire général puis est élu président de cette société le 21 mai 1801 (1er prairial an IX). Il en restera président durant plus de 15 ans, jusqu'à son décès. Dans les années 1806 et 1807, il collabore au Journal du Lot en publiant des poésies et des articles littéraires. Le roi Louis XVIII lui accorde 900 francs de pension pour son départ en retraite à partir du 1er janvier 1817.

Après avoir reçu les derniers sacrements de M. Capmas, prêtre de Saint Jacques de Montauban, Jean-Baptiste Poncet-Delpech meurt le 11 mars 1817 dans son logement de la rue du vieux collège. Poncet-Delpech possédait en outre un hôtel particulier rue Notre dame à Montauban et une villa à Montbeton.

FRANC MAÇONNERIE
Dès son plus jeune âge, Poncet-Delpech fréquente les milieux francs-maçons de sa ville natale et va rapidement devenir un membre incontournable des loges montalbanaises.
En 1762, Poncet-Delpech est membre de loge de La Concorde à l'orient de Montauban.
En 1772, un schisme s'opère au sein de la Respectable loge de la Concorde. Poncet-Delpech prend la tête d'un des deux mouvements. La loge de la Concorde se scinde en deux loges, chacune d'elles gardant le nom de Concorde. Le Grand Orient de France intervient en faveur de la loge de Poncet-Delpech. En 1775 naît alors la Respectable Loge de la Constance. Poncet-Delpech en est le vénérable. Il perd cette distinction de vénérable en 1776 et la retrouve en 1778 pour un an.
En 1779, Poncet-Delpech appartient à loge de La Bonne Foy.
En 1783, il ne figure plus parmi les membres des loges montalbanaises.

Jean-Baptiste Poncet-Delpech composa une chanson destinée à ses frères maçons : le Cantique de la Paix. Le 2 frimaire an X (23 novembre 1801), les francs-maçons montalbanais célébrèrent la paix de Lunéville et Bonaparte par une grande cérémonie, suivie d'un banquet et d'un bal. À cette occasion, Jean-Marie-Joseph Ingres, père du peintre Jacques-Louis David, y chanta le cantique de la Paix de Poncet-Delpech de sa voix de ténor. La bibliothèque personnelle de Poncet-Delpech qui contenait un intéressant fond maçonnique fut versée à la bibliothèque de Nègrepelisse avant d'être transféré à celle de Montauban.

COURANTS POLITIQUES
Catholique de naissance et de tradition, il meurt en ayant reçu les sacrements catholiques. Son fils Joseph Saint Cyr sera royaliste et un catholique militant. Il respecte le culte de cette religion sans avoir de fortes croyances, ni même vraiment s'y intéresser. Il sera cependant favorable à la constitution civile du clergé.

Poncet-Delpech, idéologiquement, se rangea toujours du côté de la majorité tout au long de sa carrière, comme nombre de ces contemporains, députés ou bourgeois. Il est monarchiste modéré en 1789 puis milite à la tête des modérés lors de la Convention thermidorienne. Il redevient républicain après avoir perdu les élections aux assemblées primaires de fructidor an III (août 1795) et le demeure jusqu'au coup d'État du 18 brumaire. Il encensera par la suite Napoléon et Louis XVIII.

PONIATOWSKI **Jóseph Antoni** Vienne 1763 – Leipzig 1813.



Prince polonais et du Saint-Empire romain germanique par sa naissance, maréchal d'Empire (1813), et Grand Aigle de la Légion d'honneur. Neveu du dernier roi élu de Pologne (Stanisłas Auguste Poniatowski) et fils d'un feld-maréchal autrichien, il commence sa carrière dans l'armée autrichienne où il devient colonel et aide de camp de l'empereur.

En 1789, il quitte l'armée autrichienne pour rejoindre son oncle et l'armée polonaise en tant que major-général. Stanislas II Auguste lui confie le commandement de l'armée polonaise d'Ukraine avec laquelle il combat les Russes en 1792, et, après la Confédération de Targowitz, il quitte l'armée suivi des meilleurs officiers. En 1794, il s'engage en tant que simple soldat dans l'armée de libération de Kosciusko pour l'indépendance de la Pologne avant l'ultime partage de 1795, mais ce dernier lui confie le commandement d'une division.

Après ce dernier échec, il se retire dans ses terres, jusqu'en 1806 où il est nommé gouverneur de Varsovie par Frédéric-Guillaume III de Prusse. À l'arrivée de Napoléon, et avec la formation du gouvernement provisoire du Grand duché de Varsovie, Józef se rallie à l'Empire, pensant que cela est la seule chance pour la Pologne de retrouver son indépendance et son territoire. Il est fait ministre de la Guerre du grand-duché et généralissime. Il défend les frontières contre les Autrichiens et les repousse en 1809. À la tête de ce ministère, il réorganise une nouvelle armée polonaise qui se distingue par la suite dans toutes les futures batailles napoléoniennes. Il est blessé durant la campagne de Russie à la tête du V^e^ corps d'armée. Il montre l'ampleur de son talent lors de la bataille de la Moskova. Lors de la retraite, il est blessé au passage de la Bérézina.

Il réforme l'armée polonaise, rejoint Napoléon en Saxe en juillet 1813. Il remporte les rencontres de Löbau, Altenburg et Pening. Sa conduite à la bataille de Wachau lui vaut le bâton de maréchal, le 16 octobre 1813. Il meurt trois jours plus tard lors de la retraite suivant la bataille de Leipzig, en essayant de passer l'Elster Blanche à cheval pour ne pas être pris par les alliés. Le corps de Poniatowski, retrouvé seulement le 24, est embaumé et porté par ses compagnons d'armes à Varsovie, puis de là à Cracovie dans le tombeau des rois de Pologne, où il repose à côté de Sobieski et de Kosciusko. À ses funérailles à Leipzig, les vainqueurs et les vaincus réunis y représentent l'Europe entière.

POPE **Alexander** Londres 21 mai 1688 - 30 mai 1744



Poète et critique anglais, l'une des figures de proue du classicisme. Auteur d'une traduction célèbre de l'*Iliade et de l'Odyssée*.
Franc-Maçon de la loge tenue à la taverne *"the Goat"* à Londres.

Alexander Pope est né dans une famille fortunée. Atteint de rachitisme dans son enfance, il en a gardé une petite taille (1,22 m). Il fut membre du Scriblerus Club. Ses années de formation ont été studieuses et propices à la création poétique. On le considère généralement comme le plus grand poète anglais du début du XVIIIe siècle, connu pour ses poèmes satiriques et sa traduction d'Homère. Il est l'écrivain anglais le plus souvent cité après William Shakespeare. Son œuvre la plus connue est *La Dunciade* (*The Dunciad*), un poème satirique.

Son appartenance à la franc-maçonnerie, établie comme certaine par quelques archivistes, reste encore discutée. Elle a pour unique source la présence du nom de « Alex Pope » sur la liste des membres de la « Lodge held at the Goat » de Londres. Dans son essai *Alexander Pope and Freemasonry: A Discursive Essay* (2003), l'historien W. J. Williams préfère parler d'association entre Pope et les francs-maçons tandis que Cécile Révauger, enseignante à l'Université de Bordeaux III, explique que « le doute a plané sur l'appartenance maçonnique de Swift et de Pope mais jamais aucune preuve n'a pu être apportée ». Wikipédia

PORTALIS **Jean Étienne Marie** au Beausset (Var) 1 avril 1745 - Paris 25 août 1807



Avocat, homme d'État, philosophe du Droit français, membre de l'Académie française et Grand aigle de la Légion d'honneur (1805). Un des principaux rédacteurs du Code civil, du Concordat et des articles organiques.

Il sera initié franc-maçon au sein de la loge « Les Arts et l'Amitié » à l'Orient d'Aix-en-Provence dont il sera successivement orateur puis Vénérable. Il devient également Vénérable de la Loge "*L'Étroite Persévérance des Amis Réunis*".

Issu d'une vieille famille bourgeoise, Portalis étudia chez les oratoriens de Toulon puis de Marseille, et suivit les cours de l'Ecole de droit d'Aix-en-Provence. En même temps il débutait dans les lettres par un essai intitulé *Observations sur l'ouvrage intitulé Émile ou de l'éducation* (1763), et par une brochure qui fit quelque bruit dans sa province : *Des préjugés*.

Reçu avocat en 1765 (il n'a alors que 19 ans), il débuta avec succès au barreau d'Aix, il ne tarde pas à s'imposer parmi les tout premiers jurisconsultes de Provence. Son modèle intellectuel est d'Aguesseau. Portalis se fit surtout remarquer, dans les discussions, par la simplicité qu'il apportait à ses plaidoiries : c'était rompre avec les traditions, les vieux avocats blâmèrent le ton du débutant, qui riposta, dit-on, avec vivacité : « *C'est le barreau qui a besoin de changer d'allure, et non*

pas moi ! »

La science juridique de Portalis se révéla pour la première fois dans un écrit intitulé : *Sur la distinction des deux puissances*, écrit composé à l'occasion d'une lutte engagée par le clergé contre le parlement d'Aix : l'auteur fut l'objet de violentes attaques, mais se défendit à son honneur. Une consultation qu'il publia en 1770, à la demande de M. de Choiseul, sur la validité des mariages des protestants en France, lui valut des éloges de Voltaire, et le désigna bientôt pour les fonctions d'assesseur d'Aix. Député aux États de Provence, il y tint un rang distingué, retrouva, sa mission expirée, de brillants succès au barreau, et se vit confier plusieurs affaires qui eurent un grand retentissement. Il s'illustra à l'occasion d'un procès intenté contre Beaumarchais. Il avait le créateur du *Mariage de Figaro*, pour adversaire dans le procès de l'écrivain contre le légataire de Paris-Duverney. Mais sa première vraie célébrité lui vint de sa défense de la cause de la comtesse de Mirabeau, plaidant en séparation de corps contre son mari, le célèbre comte de Mirabeau, qui se défendit lui-même. En cette année 1783 on parlera de ce procès jusqu'à Paris, il lui vaudra une rancune à vie de la part du Comte de Mirabeau, défait.

En 1787, Portalis devint le second des quatre administrateurs électifs de la province de Provence, connus sous le nom de *procureurs du pays*. L'année suivante, il rédigea, au nom de l'ordre des avocats du parlement d'Aix, une *Lettre au garde des sceaux* contre les tentatives de l'archevêque de Sens, Loménie de Brienne, pour amener un changement dans la constitution du royaume et le rétablissement des états de Provence. Cette lettre fut bientôt suivie d'un autre écrit sur le même sujet, intitulé : *Examen impartial des édits du 8 mai 1788*.

Révolution

Le jeune avocat était en possession d'une belle situation dans sa province quand éclata la Révolution française. Lorsque les États généraux de 1789 sont convoqués par Louis XVI, il évoque l'idée de se présenter comme député d'Aix, soutenu par de nombreux membre du parlement de provence. La candidature de Mirabeau, au nom du tiers-état le décide à se présenter à Toulon. Mais il doit également renoncer. Il adopte tout de même les idées révolutionnaires de 1789 qu'il défend au parlement de Provence et au conseil municipal d'Aix. L'inimitié de Mirabeau à son égard, et aussi le peu d'enthousiasme que Portalis sembla avoir manifesté pour les idées nouvelles, l'éloignèrent de l'Assemblée constituante. Dans les premiers mois de 1790, il refusa d'être commissaire du roi pour l'organisation d'un des trois départements formés de l'ancienne Provence.

Se présentant comme un monarchiste constitutionnel, il fut élu au comité central d'organisation des gardes nationales. Mais très vite, il se détache des excès de la révolution. De nombreuses émeutes (souvent organisée par les partisans de Mirabeau) terrorisent la Provence. Lui-même a la vie menacée à plusieurs reprises. Le 27 septembre, il se retira avec les siens dans sa propriété des Pradeaux de Saint-Cyr-sur-Mer et y demeura à l'écart des affaires jusqu'en février 1792. Il arrête également sa carrière d'avocat.

Avec la fuite du roi à Varennes et la prise de pouvoir par les révolutionnaires radicaux aux élections de 1792, la situation change et être tenu pour royaliste (même constitutionnel) l'oblige à se réfugier à Lyon où il redevient avocat, tout en restant prudent sur ses propos, durant ces temps troublés de la terreur, véritable totalitarisme. En janvier 1793, en plein procès de Louis XVI, sa nature courageuse et l'indignation le poussèrent à rédiger et plaider une *défense du Roi* devant de nombreuses personnes. A partir de ce moment, il allait vivre traqué, par les armées révolutionnaires et les commissaires de la convention, dans la banlieue de Lyon. En décembre 1793, le meurtre de son secrétaire à Villeurbanne, le pousse à fuir. Il pense que l'anonymat parisien le protégera mais, dénoncé, il fut emprisonné dès son arrivée, le 31 décembre. Il dut son salut, comme beaucoup, à la chute de Robespierre, le 9 thermidor an II (27 juillet 1794).

Directoire

Il se fixa alors à Paris, y reprit l'exercice de sa profession d'avocat et se fit élire, le 28 vendémiaire an IV (1795), député de la Seine au Conseil des Anciens. En même temps, il obtenait la majorité dans les Bouches-du-Rhône. Il opta pour Paris et prit place, aux Anciens, dans les rangs du parti contre-révolutionnaire qui faisait au Directoire une vive opposition. Il unit ses efforts à ceux de Joseph Jérôme Siméon (son compatriote et beau-frère), de Barbé-Marbois, de Lebrun et autres, s'opposa à la création d'un ministère de la Police, fut secrétaire, puis président de l'assemblée, prit la défense des prêtres et des émigrés, combattit la résolution relative aux délits de presse, se prononça en maintes circonstances contre les sociétés populaires, fut mêlé à l'affaire de la conspiration de La Villeheurnois, comme devant remplacer Cochon de Lapparent au ministère de la Police, et fit un rapport sur le divorce. Portalis fut, comme royaliste, condamné à la déportation lors du coup d'État du 18 fructidor an V. Il se cacha chez le banquier de Lessert à Passy, put gagner la Suisse, puis en Allemagne, au duché de Holstein.

Consulat et Empire

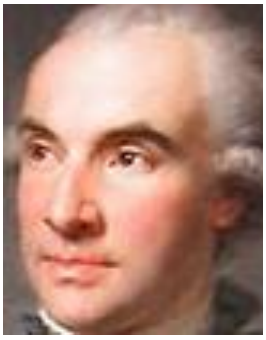
Portalis ne rentra en France qu'après le coup d'État du 18 brumaire. Le premier Consul, qui estimait ses talents, le nomma d'abord commissaire du gouvernement près le conseil des prises ; puis commissaire, avec Tronchet, Bigot de Préameneu et Maleville, pour la rédaction du Code civil. C'est à Portalis que sont dus le discours préliminaire qui précède le projet, de code civil, et les exposés des motifs des titres du *Mariage*, de la *Propriété*, des *Contrats aléatoires*, etc... : la science, la clarté, l'élégance et la pureté de style, dont il fit preuve, ont été souvent admirées, et sa collaboration au Code civil a constamment passé pour son principal titre de gloire. Conseiller d'État en septembre 1800, il se vit chargé principalement de toutes les affaires concernant les cultes qu'il eut à réorganiser. Portalis prit personnellement la plus grande part au Concordat de 1801 conclu avec le pape Pie VII, et aux articles organiques destinés à le compléter.
Les discours qu'il prononça à cette époque furent empreints des idées et des sentiments qu'avait toujours professé l'Église catholique gallicane.

« *Portalis serait l'orateur le plus fleuri et le plus éloquent s'il savait s'arrêter.* » (Napoléon Bonaparte)

Quand Louis XVIII fit des ouvertures de restauration à Bonaparte, Portails, consulté, conseilla « *de détruire jusque dans leurs germes les espérances chimériques d'une ancienne famille, moins préoccupée de recouvrer ses titres que de faire revivre les abus qui les lui ont fait perdre.* »

Membre de la Légion d'honneur le 9 vendémiaire an XII, Grand officier de l'ordre le 25 prairial suivant, et Grand aigle le 13 pluviose an XIII, Portalis fut nommé, le 9 juillet 1804, ministre des Cultes. L'année d'avant il était entré à l'Institut de France, à la réorganisation de ce corps, et avait composé en cette qualité *L'Éloge de l'avocat général Séguier*. Atteint alors d'une cécité presque complète, il se fit opérer de la cataracte, sans succès et Portalis mourut sans avoir recouvré la vue, le 25 août 1807. Son corps fut déposé dans les caveaux du Panthéon (Paris). Le fils (Joseph Marie), et le petit-fils de Jean-Étienne-Marie Portalis ont publiés un ouvrage posthume de lui : *De l'usage et de l'abus de l'esprit philosophique durant le dix-huitième siècle* (1820), et des *Discours, rapports et travaux inédits*. JCvL+ Wikipédia

POTOCKI **Stanislas-Félix** Krystinopol 1753 - Toultchine (*Tulczyn* en polonais) en 1805.



Le comte **Stanislas-Félix Potocki** (en polonais *Stanisław Szczęsny Potocki*) est un aristocrate polonais de la prestigieuse famille d'origine ruthène des Potocki. Il fut député de la Diète, lieutenant-général polonais, puis général de l'armée impériale russe. Il est le fils du comte François-de-Sales Potocki (*Franciszek Salezy Potocki*), voïvode de Kiev et de Tulczyn et de son épouse et cousine Anne, tous deux issus de la branche ruthène des Potocki, leur ancêtre Stanislas ayant été hetman.

Après la mort du prince Auguste-Alexandre Czartoryski (1697-1782), le roi Stanislas-Auguste Poniatowski lui confère le titre de grand-voïvode de Ruthénie et le grade de lieutenant-général. Il est élu à la Diète des Quatre Ans en 1784, comme député de Bracław.

Il s'emploie à défendre les privilèges et les droits de la haute noblesse, et il est partisan aussi de réformes inspirées par les Lumières à l'autrichienne, et de mesures préconisées par le roi. Sa popularité atteint un pic lorsqu'il donne quatre cents hommes à l'armée du royaume en 1784. Cependant, comme beaucoup de grands seigneurs, il associe la liberté de son pays à la seule liberté des grands seigneurs.

La Pologne, bloquée par le système du *liberum veto*, commence à être dépecée entre les trois puissances voisines, la Prusse, l'Autriche et la Russie. Il proteste contre la constitution du 3 mai 1791 qui est défavorable à la noblesse terrienne, car elle soumet les paysans à la juridiction d'État au lieu de celle des seigneurs, et qui se fait d'autre part dans une Europe qui craint les désordres de la Révolution française. Il se rend donc en mars 1792 à Saint-Pétersbourg en délégation, afin de convaincre la Grande Catherine d'appuyer la confédération de Targowica et de rétablir les institutions de l'ancienne Pologne. Cette délégation est composée de grands seigneurs et magnats polonais et provoque le deuxième partage de la Pologne, par l'intervention des Russes le 18 mai 1792, qui trouvent ainsi un prétexte au rétablissement de l'ordre, et l'occupation d'une partie du pays par la Prusse. Le comte, maréchal de la confédération, demande aussi à Léopold II de soutenir la haute noblesse polonaise. Il prend les armes dans les environs de son château de Tulczyn.

Potocki est condamné à mort en Pologne en 1794, pendant le soulèvement de Kościuszko et son effigie est brûlée en place de Varsovie ; il sera finalement gracié. En 1795, la Pologne cesse d'exister comme État souverain. Potocki est nommé général d'infanterie de l'armée russe. Il prend sa retraite en 1798 et se retire dans son château de Tulczyn.

POTOCKI **Jan** Pików (Pologne) 8 mars 1761 - à Uładówka (Ukraine actuelle) 2 décembre 1815.



Jan Nepomucen Potocki, dit **Jan Potocki**, est un savant et écrivain polonais de langue française. Ce grand seigneur polonais issu de la noble famille Potocki, fils de Stanisław Potocki et de Anna Teresa Ossolińska, fut instruit à Genève et à Lausanne. Il a servi à deux reprises dans l'armée polonaise en tant que capitaine d'ingénieurs et sur une galère en tant que chevalier novice de l'ordre de Malte. Probablement franc-maçon, il éprouvait un vif intérêt pour l'occultisme. Il épouse en 1798 sa cousine Constance Potocka, fille du comte Stanislas-Félix Potocki.

Se piquant de politique dans son pays (il fut élu député à la Diète et fut ministre de l'Éducation), la richesse de Potocki lui permit de beaucoup voyager : en France où palpite la révolution, en Italie, en Sicile, à Malte, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Angleterre, en Russie, en Turquie, en Espagne, en Sibérie, dans les déserts d'Égypte, en Tunisie et au Maroc où il se mêla aux intrigues politiques, fréquenta les sociétés secrètes et contribua à la naissance de l'ethnologie et même en Mongolie…

Potocki fut, en fait, l'un des premiers écrivains de récit de voyage de l'ère moderne, avec les comptes rendus expressifs de plusieurs de ses voyages, au cours desquels il entreprit également des études historiques, linguistiques et ethnographiques extensives.

En 1790, Potocki acquit une grande célébrité pour avoir été la première personne à monter dans une montgolfière en Pologne lorsqu'il s'éleva au-dessus de Varsovie avec l'aéronaute Jean-Pierre Blanchard. Potocki a également établi la

première presse libre à Varsovie en 1788 et, quatre ans plus tard, le premier salon de lecture gratuit de la ville.

En plus des nombreux récits de voyage et des travaux historiques qu'il a laissés, il est également l'auteur de pièces de théâtre et du *Manuscrit trouvé à Saragosse*, chef-d'œuvre de la littérature fantastique. Ce dernier ouvrage, écrit en français, n'a été que tardivement édité en France car les manuscrits et premières publications ont été éparpillés. L'édition préfacée par Roger Caillois qui a fait découvrir l'œuvre en France est incomplète, et seule l'édition de José Corti, traduite par René Radrizzani nous offre une version complète mais qui reste cependant insatisfaisante car elle utilise des retraductions de l'allemand ou du polonais. En 2006, chez Peeters, est enfin parue une version sérieuse et complète du roman, laissant voir ses versions successives.

Malade, affaibli et probablement dépressif, Potocki se suicida. Selon une tradition partiellement légendaire, il se serait tiré dans la tête une balle sculptée dans la boule d'un sucrier en argent, qu'il avait fait bénir par le chapelain de son domaine.

LE *MANUSCRIT TROUVE A SARAGOSSE*
Roman somme, le chef-d'œuvre de Potocki, tardivement découvert en France, a déjà fait couler beaucoup d'encre. Considéré par Roger Caillois et les surréalistes comme un des précurseurs de l'esthétique fantastique, il a longtemps été présenté aux lecteurs sous cet angle. Tzvetan Todorov, dans son *Introduction à la littérature fantastique* le désigne même comme le roman modèle de ce qu'il nomme le *fantastique-étrange*.

Mais les travaux plus récents et, surtout, la version complète du roman montrent que celui-ci va beaucoup plus loin. En effet, il n'emprunte pas seulement à la littérature gothique et fantastique mais explore aussi les voies du roman d'apprentissage, du roman libertin, du roman à tiroirs, philosophique, picaresque, et la liste est longue. Pour les chercheurs actuels, comme Dominique Triaire ou François Rosset, le *Manuscrit trouvé à Saragosse* est, plus qu'un livre fantastique, un roman sur le discours et sur le roman lui-même.

POTTIER — Eugène

Paris 4 octobre 1816 - 6 novembre 1887.



Auteur du chant des travailleurs du- monde entier : « L'Internationale » (1871).
Initié Franc-Maçon, en exil à New York, à la Loge "*Les Égalitaires*" des proscrits de la Commune.

Dessinateur sur étoffes, Eugène Pottier compose sa première chanson, *Vive la Liberté*, en 1830. En 1840, il publie *Il est bien temps que chacun ait sa part*. Il participe à la Révolution de 1848. Sous le Second empire, il crée une maison d'impression sur étoffes et, en 1864, il est à l'origine de la création de la chambre syndicale des dessinateurs, qui adhère ensuite à la Première Internationale. Membre de la garde nationale, il participe aux combats durant le siège de Paris de 1870, puis il prend une part active à la Commune de Paris, dont il est élu membre pour le 2e arrondissement. Il siège à la commission des Services publics.

Il participe aux combats de la Semaine sanglante. En juin 1871, caché dans Paris, il compose son poème *L'Internationale* et se réfugie en Angleterre. Condamné à mort par contumace le 17 mai 1873, il s'exile aux États-Unis, d'où il organise la solidarité pour les communards déportés. C'est de là aussi qu'il adhère à la franc-maçonnerie1, puis au Parti ouvrier socialiste d'Amérique. Ruiné et à demi paralysé, il revient en France après l'amnistie de 1880. Il continue de publier ses poèmes tout en vivant dans la misère. Il acquiert la célébrité un an après sa mort, en 1888, après la mise en musique de son poème *L'Internationale* par le musicien lillois Pierre Degeyter. Le texte a été écrit en juin 1871, à Paris, en pleine répression de la Commune de Paris. Jean Ferrat revient sur lui dans sa chanson *La Commune*. Ses chansons sont reprises après sa mort, que ce soit par des artistes d'inspiration socialiste, communiste, anarchiste ou libertaire comme Pierre DEGEYTER.
Eugène Pottier est inhumé au cimetière du Père-Lachaise à Paris.

POUCHKINE — Alexandre Sergueïevitch

Moscou 26 mai/6 juin ? 1799 –
Saint-Pétersbourg 29 janvier/10 février ? 1837.



Poète russe, considéré comme le fondateur de la littérature russe. Meurt en duel.
Initié Franc-Maçon, en 1821, à la Loge "*Ovide*", Kischinev.

Alexandre Pouchkine est né à Moscou dans une famille de vieille noblesse russe, aisée et amatrice de littérature. Son arrière grand-père était Abraham Hanibal, filleul, ami et général africain de Pierre le Grand. Pouchkine était particulièrement fier de cet aïeul, dont il avait hérité certains traits qui le distinguaient fortement de ses concitoyens : teint olivâtre, lèvres épaisses, cheveux noirs et crépus. Lecteur vorace dès son plus jeune âge, il s'attaque aux classiques anglais (Byron, William Shakespeare, Laurence Sterne) et français (Molière, Voltaire, Évariste Parny) de la bibliothèque paternelle.

Sa profonde connaissance de la culture française lui vaudra d'ailleurs le surnom de *Frantsouz* (*Француз* « Le Français ») auprès de ses camarades de lycée. Alexandre Pouchkine étonne aussi son entourage par son aisance à improviser comme à réciter par cœur des vers innombrables. De 1811 à 1817, il fait ses études au lycée impérial de Tsarskoïe Selo (ville rebaptisée Pouchkine en son honneur, en 1937), près de Saint-Pétersbourg.

S'ouvre une des plus heureuses périodes de sa vie: c'est dans cet internat qu'il noue de fidèles amitiés (Delvig, Poushine, Küchelbecker); c'est aussi là, dans le parc du palais impérial, qu'il dit avoir connu sa première inspiration poétique. Dès 1814 son poème *À un ami poète* est publié dans la revue *Le Messager de l'Europe*. Ces vers, déclamés lors d'un examen de passage, lui valent l'admiration du grand poète Derjavine.

En 1817, il intègre le ministère des Affaires étrangères ; une sinécure. Suivent trois années de vie dissipée à Saint-Pétersbourg. Durant ce temps, il rédige des poèmes romantiques inspirés par les littératures étrangères et russes. Il rencontre aussi les grands noms des lettres russes contemporaines, comme Karamzine ou Vassili Joukovski. Ses poèmes sont parfois gais et enjoués, comme *Rouslan et Ludmila*. Ils peuvent aussi être graves, notamment lorsqu'ils critiquent l'autocratie, le servage et la cruauté des propriétaires fonciers. À cette classe appartiennent *Ode à la Liberté*, *Hourrah ! Il revient en Russie*, et *Le Village*. Bien qu'incontestablement libéral, Pouchkine n'est pas révolutionnaire, ni même véritablement engagé politiquement, contrairement à nombre de ses amis qui participent aux mouvements réformateurs qui culminent avec la révolte décabriste.

Exil et premières grandes œuvres

En 1820, ses poèmes étant jugés séditieux, Pouchkine est condamné à l'exil par le tsar Alexandre Ier. Échappant de peu à la Sibérie, il est d'abord envoyé à Iekaterinoslav (l'actuelle Dnipropetrovsk, en Ukraine), où il contracte une fièvre violente. Affaibli, il obtient la permission de voyager dans le Caucase et en Crimée, en compagnie de la famille Raïevski; un séjour qui le marquera profondément. Pouchkine est ensuite expédié à Kichinev en Bessarabie (actuelle Moldavie), avant de partir pour Odessa. Pendant cette première partie de son exil, passée dans le sud de l'empire, Pouchkine continue à mener une vie très déréglée, toute consacrée à l'amusement: conquêtes amoureuses, fêtes et jeu. Celle-ci, ainsi que son caractère enthousiaste, colérique et moqueur, le pousse à plusieurs reprises à des duels, dont il sort indemne.

À Odessa, Pouchkine s'attire l'inimitié du gouverneur de la ville, Vorontzov (sans doute en raison de son goût pour l'épouse de ce dignitaire), et est exilé dans la propriété familiale de Mikaïlovskoïe (province de Pskov). Condamné à l'isolement presque total, il s'y s'ennuie mortellement. Quand il n'écrit ou ne lit pas, les seules distractions qui lui sont permises sont des promenades et courses à cheval, les visites qu'il rend à ses voisines et les histoires que lui raconte sa nourrice. À la mort d'Alexandre Ier, en décembre 1825, Pouchkine décide d'aller plaider sa cause à Pétersbourg, mais un pressentiment le fait revenir sur ses pas. C'est ainsi qu'il évite de se trouver mêlé à la tentative de révolution avortée des Décembristes, à laquelle participent nombre de ses amis.

Ces six années d'exil sont essentielles pour l'inspiration de Pouchkine : voyage dans le Caucase et en Crimée, découverte de la campagne russe profonde, discussions avec divers aventuriers, contes de sa nourrice. Ce sont aussi celles des premières grandes œuvres, encore fortement marquées par l'influence romantique de Byron : *Le Prisonnier du Caucase* (1821) décrit les coutumes guerrières des Circassiens; *La Fontaine de Bakhtchisaraï* (1822) évoque l'atmosphère d'un harem en Crimée; *Les Tziganes* (1824) est le drame d'un russe qui tombe amoureux d'une tzigane; la *Gabrieliade* (Gavriliada, 1821), dont il devra plus tard se défendre avec acharnement d'être l'auteur, pour échapper à la Sibérie, est un poème blasphématoire qui révèle l'influence de Voltaire. Surtout, Pouchkine entame son chef d'œuvre, *Eugène Onéguine* (1823-1830), écrit sa grande tragédie *Boris Godounov* (1824-1825), et compose les « contes en vers » ironiques et réalistes.

Le retour en grâce et la maturité

En 1826, une fois matée la révolte décembriste, Nicolas Ier, nouveau tsar de Russie, fait revenir le poète à Moscou. En audience privée, il lui offre le pardon, à condition qu'il renonce aux débordements de sa jeunesse. Et, puisque le poète se plaint de la censure, l'empereur, posant au protecteur des arts, lui propose d'être son censeur personnel. Pouchkine n'a pas le choix : c'est ça ou le retour en exil. Il accepte.

Ainsi débute pour le poète une nouvelle phase de persécution politique. Pouchkine doit rendre compte de ses moindres déplacements aux autorités. Son activité littéraire est étroitement contrôlée. Le tsar va jusqu'à donner des conseils artistiques à son protégé : ainsi, à propos de *Boris Godounov*, « faites en un roman à la Walter Scott!» Et le comble est que, simultanément, il passe pour un odieux collaborateur du despotisme aux yeux des libéraux, qui le considéraient comme l'un des leurs.

Pouchkine reprend sa vie oisive et dissolue. Il accompagne aussi l'armée russe de Paskevitch, dans sa campagne militaire de 1828-1829 contre l'empire ottoman. Cette aventure lui inspirera un récit, *Voyage à Erzurum*, mais lui vaudra aussi de nombreux ennuis avec les autorités, qu'il n'avait pas jugé bon d'informer de ses déplacements. Sur le plan littéraire, il achève *Poltava* (1828), poème à la gloire de Pierre le Grand. Cependant, l'idée de se marier commence à obséder Pouchkine; persuadé que ce serait pour lui la voie du bonheur. Il jette son dévolu sur une jeune beauté moscovite, Natalia Nikolaïevna Gontcharova. Après de nombreuses difficultés, principalement dues à la mère de la jeune fille, qui lui reproche son passé de débauché et de proscrit, Pouchkine finit par l'épouser à Moscou, le 18 février 1831. D'abord installé à Moscou sur la rue Arbat, le couple déménage rapidement à Pétersbourg. Pendant cette période de sa vie, Pouchkine, en pleine maturité littéraire, entame son œuvre en prose. Les *Récits de feu Ivan Pétrovitch Bielkine* (regroupant *Le coup de pistolet*, *La tempête de neige*, *Le maître de poste* et *La demoiselle-paysanne* sont composés à l'automne 1830, tandis qu'une épidémie de choléra bloque l'écrivain dans sa propriété familiale de Boldino. *La Dame de pique* (1833) est une longue nouvelle d'inspiration fantastique. *La Fille du capitaine* (1836), quant à elle, est une histoire d'amour qui se déroule pendant la révolte de Pougatchev. De cette période datent encore les « petites tragédies » : *Le Chevalier avare* (1836) d'influence shakespearienne, *Le Convive de pierre* (1836), qui reprend le thème de Don Juan, *Mozart et Salieri* et le *Festin pendant la peste*. Il compose aussi le célèbre poème du *Cavalier de bronze* (1833).

Pouchkine déploie également une intense activité de journaliste, notamment dans le cadre de la revue littéraire *Le Contemporain*. Celle-ci lui permet de révéler de nouveaux auteurs, comme Gogol, dont il publie *Le Nez*, et à qui il fournit le sujet du *Revizor* et des *Âmes mortes*. Son prestige est énorme. Cependant, une partie du public, regrettant le ton exalté de ses premières œuvres, n'apprécie pas le style dépouillé des dernières. Politiquement, les réformateurs reprochent aussi à celui qu'ils voient comme un symbole de la cause libérale d'adopter une attitude trop servile à l'égard du pouvoir tsariste.

Une disparition dramatique

Cependant, si les dernières années de la vie de Pouchkine ne sont pas heureuses, c'est avant tout pour des raisons familiales. Sa famille et celle de son épouse sont une source constante de problèmes pratiques, principalement financiers, qui le détournent de l'écriture. Sa femme, qui lui a donné quatre enfants6, se révèle aussi particulièrement dispendieuse. Comme les activités de Pouchkine sont constamment contrôlées et interdites par les autorités, il n'a d'autre ressource que de mendier l'assistance financière du tsar, assortie de nouvelles contraintes et vexations.

Son épouse est également très coquette. Trainant son époux à toutes les fêtes, elle y tombe sous le charme d'un officier alsacien, le baron Georges-Charles de Heeckeren d'Anthès. Ce dernier se faisant de plus en plus pressant, les rumeurs de plus en plus venimeuses, Pouchkine tente une première fois de provoquer un duel. L'affrontement est évité de justesse, D'Anthès se prétendant amoureux de la sœur de la femme de Pouchkine et l'épousant sur le champ. Mais le Français reprend bientôt ses séductions. Des lettres anonymes proclamant Pouchkine « co-adjuteur du grand maître de l'Ordre des cocus et historiographe de l'Ordre », commencent aussi à circuler. Exaspéré, le poète envoie une lettre d'insulte au père adoptif de d'Anthès, qu'il soupçonne d'encourager les entreprises malhonnêtes de son fils. Le 25 janvier 1837, une nouvelle lettre anonyme apprend à Pouchkine que sa femme a eu un entretien avec d'Anthès. Le duel entre les deux hommes est inévitable. Il a lieu le 27 janvier, dans les faubourgs de Saint-Pétersbourg, près de la rivière noire. Le poète reçoit une balle de pistolet dans le ventre et meurt, deux jours plus tard, des suites de cette blessure.

Les mesures prises par les autorités donnent à la mort de Pouchkine une odeur de mystère, voire de complot : interdiction des manifestations publiques, transport nocturne de la bière vers l'église, évacuation du cadavre vers la propriété familiale de Mikhailovskoïe, où il avait passé une grande partie de son exil. Il est enterré à proximité de celle-ci, au monastère de Trigorskoïe. Pouchkine était déjà considéré au moment de sa mort comme le plus grand écrivain russe. Les circonstances dramatiques de sa disparition l'ont transformé en véritable légende. Il bénéficie toujours d'une énorme popularité en Russie.

POYET Bernard

3 mai 1742-Paris 6 décembre 1824.

Architecte du duc d'Orléans, puis de la Ville de Paris et du Ministère de l'Intérieur.
Franc-Maçon, en 1783, à la Loge "*Les Neuf Soeurs*", à Paris.

Jeune élève de Charles De Wailly, Bernard Poyet fut second grand prix d'architecture (futur Prix de Rome) en 1768 avec un projet de théâtre ou salle de comédie. L'année suivante, il obtient un brevet pour le séjour comme pensionnaire à l'Académie de France à Rome. Nommé architecte du duc d'Orléans à son retour à Paris, il est également l'auteur de petites constructions dans les faubourgs de Paris. Il est admis à l'Académie royale d'architecture en 1786, et nommé contrôleur des travaux de la Ville de Paris ; il construit alors l'église Saint-Sauveur (1780) puis à l'hôpital Sainte-Anne. En 1787 et 1790, il propose le percement d'une voie de perspective faisant se rejoindre la Colonnade de Perrault du Palais du Louvre à l'Hôtel de ville de Paris, qui n'aboutit jamais. En 1790, la Révolution en fait un architecte de la Ville de Paris, chargé de l'approvisionnement en eau, d'où le réaménagement de la fontaine des Innocents élevée par Jean Goujon. Proche de Lucien Bonaparte, il reçoit mandat en 1800, comme architecte du palais de l'Assemblée du corps législatif, de repenser entièrement l'habillage du Palais Bourbon sur sa façade côté Seine. L'hôtel de Bourbon, appartenant autrefois au Prince de Condé, n'avait pas été pensé pour devenir une chambre parlementaire. Entre 1804 et 1807, Poyet donne les plans et dirige les travaux de construction du frontispice du « palais du Conseil des Cinq-Cents ». Il choisit de répondre à la façade en voie d'achèvement à la même époque de l'église de la Madeleine située dans le prolongement du Pont de la Concorde de Perronnet, et de la rue Royale de Gabriel. Bernard Poyet dessina de ce fait une colonnade de facture classique. L'actuel fronton, achevé en 1841, fut sculpté par Jean-Pierre Cortot. Pendant sa carrière, il rédigea un grand nombre de mémoires et d'ouvrage sur l'architecture, en particulier en milieu urbain. Son œuvre s'insère dans la dialectique de l'expansion que connut Paris à la fin du XVIIIe siècle.

PRATT Hugo

Rimini 15 juin 1927 – Pully (près de Lausanne) 20 août 1995.



Hugo Pratt passe un partie de son enfance en Ethiopie. Il entre très jeune dans le monde de la bande dessinée et créée, avec ses amis Ongaro et Battaglia, entre autres, la revue ***L'Asso di piche*** (L'As de pique). Le succès international qu'obtient la revue l'amène à signer, en 1949, un contrat avec l'Editorial Avril et à s'installer en Argentine. Entre 1950 et 1962, il se partage entre l'Argentine et le Brésil.

Durant cette période féconde, il crée des bandes dessinées et des personnages célèbres : Kirk, Ticonderoga, Ernie Pike et Anna de la jungle. En 1959, il travaille en Angleterre pour le *Daily Mail* et, en 1969, il réside dans l'ouest de la Virginie, où il écrit et dessine ***Fourth Wheeling***. De retour en Italie en 1965, Hugo Pratt travaille dans l'équipe du *Corriere dei Piccoli*. En 1967, il s'affirme comme un narrateur extraordinaire, captivant et ironique, avec Ballade de la mer salée, une longue histoire originale qui fait naître son personnage le plus populaire : Corto Maltese.

Ses histoires sont réalisées de manière incisive, cinématographique ; on y trouve de nombreuses annotations ironiques tout en finesse, et de nombreux clins d'œil à la tradition sapientiale. Le destin d'Hugo Pratt va croiser l'Ordre maçonnique vers le milieu des années 1970. Après être rentré en contact avec les maçons vénitiens et après un dialogue approfondi sur la nature, les buts et les principes de l'institution, Hugo Pratt signe en effet, le 8 juin 1976, sa demande pour être accepté dans la loge vénitienne « *Hermès* », affiliée à la Grande Loge d'Italie des Anciens Francs et Reconnus Maçons.

Il est initié le 19 novembre. Le succès de Corto Maltese l'ayant amené à se déplacer en France durant cette période, son initiation au grade de Maître Secret, le premier de la pyramide du Rite Ecossais, se déroule à Nice avec la collaboration du Grand Orient de France, en présence de Jean Murges, Grand Commandeur du Grand Collège des Rites de France, et du Grand Maître adjoint de la Grande Loge d'Italie.

Son expérience maçonnique et ses intérêts pour les thèmes sapientiaux et ésotériques sont distillés dans Fable de Venise, où le retour de Corto Maltese se mêle à l'histoire de la maçonnerie. « L'histoire – écrit Pratt en exergue – débute par un coup de maillet » : Corto Maltese tombe d'une faîtière sur le sol pavé de mosaïque de la loge « *Hermès* », la loge mère de Pratt, juste au moment où commence les travaux rituels. L'épisode se réfère d'une manière évidente mais de façon encore plus rocambolesque à l'initiation à la maçonnerie de la première femme, laquelle se déroula au XVIIIe siècle. Cette fable, publiée tout d'abord en France, puis en Italie, mêle les souvenirs d'enfance de Pratt – la fréquentation du quartier juif avec sa grand-mère, les « cours » vénitiennes, dites « arcanes », pleines de fascination – et les allusions gnostiques, évidentes dans le symbole du papillon et dans la citation de la formule magique « abraxas ». Corto Maltese tombe dans la loge en plein travail tandis qu'il recherche une émeraude, qui est à la fois la mystérieuse pierre qui couronnait la tête de Lucifer et la « clavicule de Salomon », et qui avait été cachée sous le corps de l'évangéliste Saint-Marc.
Il la trouvera grâce aux indications du baron Corvo et d'un rabbin qui porte le même nom que le premier des prêtres, Melchisedech, dans l'enceinte de la maison occupée par la loge « Hermès ». Le contexte historique de la fable, qui projeté l'événement dans les vingt années du fascisme, évoque aussi des aspects autobiographiques liés à la maçonnerie : les chemises noires qui traversent l'histoire font allusion à un événement significatif. C'est le père de Pratt, fasciste, qui conserve l'épée flamboyante du Vénérable Maître, enlevée au temple maçonnique vénitien au cours d'une razzia par les troupes fascistes. Bien qu'elle ait probablement appartenu à une loge du Grand Orient d'Italie, Hugo Pratt put la remettre à sa loge et donc la rendre à sa fonction initiatique. M.N.

PRESTON

William

Edimbourg 1742 – Londres 1818.



William Preston est l'enfant unique de William Preston, *Writer to the Signet* (Rédacteur des Chartes et Lettres Patentes de la Couronne estampillée du Sceau Royal) : il fait ses études à l'Edimburgh High School où il perfectionne sa maîtrise du latin et acquiert des rudiments de grec. Ses aptitudes attirent l'attention de Thomas Ruddiman, un éminent grammairien qui, en raison de sa cécité, avait besoin d'une plume. Il quitte donc son collège pour devenir son auxiliaire. En 1751, à la mort de son père, il est placé sous la tutelle de son mentor qui le met en apprentissage chez son frère Walther Ruddimann, un imprimeur de la cité. Grâce à sa parfaite maîtrise du métier, il doit publier un ouvrage de son tuteur, *Rudiments of the Latin Tongue.* En 1760, il part pour Londres où ses recommandations lui permettent d'intégrer l'imprimerie d'un compatriote, William Straham, auquel il succède en 1785 en tant que directeur associé.

Au début des années 1760, un groupe de maçons écossais établis à Londres obtient une patente de la Grande Loge des Anciens sous le numéro 11. William Preston fut ainsi le second initié de cet atelier, probablement le 20 avril 1763. Toutefois, mécontents de leur statut, il rejoignent les Modernes et créent, le 15 novembre 1764, la « *Caleodonian Lodge n°325* » (aujourd'hui n°134).

Maçon particulièrement assidu, il s'affilie à de nombreux ateliers. Ainsi, entre 1768 et 1774, il occupe la chaire de la « *Philanthropic Lodge* ». Devenu Député Grand Secrétaire en 1766, il rédige un appendice pour l'édition de 1778 des *Constitutions*. Parallèlement, dans le cadre de ses recherches rituelles, William Preston prononce, le 21 mai 1772, devant un aréopage de grands officiers et de maçons éminents, la « *Gala Conference* » portant sur le premier grade. Cette initiative est complétée par la publication des *Illustrations of Masonry*, vaste structure englobant l'histoire et la pratique du métier avec un appendice incluant notamment les discours et les prières en usage dans les ateliers. En outre, les conférences spécifiques, pour les deuxième et troisième degrés, sont étudiées dès 1774.

Pour diffuser sa réforme rituelle, il constitue ensuite *l'Ordre des Harodim* qui fonctionne entre 1791 et 1801. Des aide-mémoires successifs, les *Pocket Books* de 1790 (premier degré) et 1792 (second degré) complétés par les *Syllabus Books* de 1796-1797 (premier et deuxième degrés) et 1813 (troisième degré) furent d'ailleurs élaborées à cette intention. Parmi les participants à la « *Gala Conference* », se trouvent notamment John Bottomley et John Noorthouck, respectivement Maître et 1er Surveillant de la « *Lodge of Antiquty* », un atelier autrefois prestigieux en proie à une grande crise d'identité. William Preston en devient aussitôt un visiteur assidu puis, le 2 juin 1774, il est élu maître. Par son dynamisme, il sait rétablir sa préséance de cette loge, « dite de temps immémorial », au sein de

la Grande Loge des Modernes, ainsi qu'en témoignent la majorité des frères lors de la tenue d'octobre 1776, en dépit de l'hostilité et de la jalousie de Bottomley et de Noorthouck.

Le 27 décembre 1777, lors de la célébration de la Saint-Jean d'hiver, William Preston et quelques frères conservent leurs décors pour se rendre de l'église St-Dunstan, dans Freet Street, à la taverne du banquet. Ils essayent de justifier cette entorse au Règlement Général en s'appuyant sur les usages particuliers de la « *Lodge of Antiquity* ». Ils sont néanmoins expulsés par les Modernes le 29 janvier 1779. Ils obtiennent alors de la Grande Loge de York l'autorisation de fonder la « *Grand Lodge of England South of the River Trent* » dont William Preston devient Député Grand Maître. La nouvelle structure périclite rapidement. Aussi, après sa disparition, ils peuvent réintégrer, en 1790, la « *Lodge of Antiquity* » où William Preston est reconduit chaque année dans sa charge de Député Maître. Sa dernière visite à l'atelier se déroule d'ailleurs pour la cérémonie d'installation du 17 janvier 1816.

Dans son testament, William Preston laisse 300 livres pour rétribuer « *un maçon érudit de prononcer, chaque année, une conférence sur les premier, deuxième et troisième grades de l'ordre de la Maçonnerie selon le système en vigueur dans la Lodge of Antiquity sous son Vénéralat* ».
Le premier conférencier, désigné par le duc de Sussex, est un de ses proches, Stephen Jones, Passé Maître de l'atelier. Ces Prestonian Lectures durèrent jusqu'en 1862. Réveillées en 1925, elles portent désormais sur l'histoire de la franc-maçonnerie.

Ses obsèques se déroulèrent le 10 avril 1818 à l'église Saint-Augustin, située près du cimetière Saint-Paul où un enclos avait été réservé pour ses paroissiens, ainsi que le mentionnent les registres de l'Intendance de la cathédrale Saint-Paul à cette date. F.D.

PRICE Henry

Londres 1697 – Boston 1780.



Né à Boston, fils adoptif de Little Rock, dans l'Arkansas, il participe en 1848 à la guerre du Mexique et, en 1861-1862 à la guerre de Sécession, avec le grade de général de brigade. À Little Rock à Memphis, à Washington où il s'installe en 1868 et passe le reste de ses jours, il est avocat. Ami et défenseur des droits des Indiens, son cœur le porte à abolir l'esclavage, mais sa raison le pousse à favoriser le compromis de 1850.

Henry Price est souvent considéré comme le père de la franc-maçonnerie aux Etats-Unis. On ignore pourtant où et quand il fut initié. C'est en 1730 qu'il figure sur la liste des membres de la loge n°75 de Londres réunie au *Rainbow Coffee House*, un lieu particulièrement sobre pour l'époque.

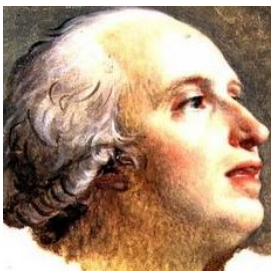
Alors que dans la majorité des loges se réunissaient dans des tavernes, celle-ci avait jeté son dévolu sur une « maison du café » car la bourgeoisie londonienne affectionnait ces lieux à la mode. On sait aussi que, le 30 juin 1733, le Grand Maître de la Grande Loge d'Angleterre, le vicomte Montagu, lui accorde une patente pour constituer, en tant que Grand Maître Provincial, la loge « *St. John* », future Grande Loge « *St. John du Massachussetts* ».

A partir de 1734, il est considéré comme Grand Maître Provincial de toute l'Amérique, ce que la Grande Loge de Pennsylvanie, avec Benjamin Franklin à sa tête, ne voit pas d'un très bon œil. On le trouve à plusieurs reprises à la tête de la Grande Loge St. John ; de 1733 à 1737, puis de 1740 à 1743, en 1754-1755 et enfin en 1767-1768. En Amérique, Price, tailleur de son métier, a ouvert un magasin de confection à Boston. Major dans la troupe du gouverneur, retiré du commerce en 1750 pour se lancer peu après dans la spéculation immobilière, puis installé à Townsend en 1760, il se trouve à la tête de plusieurs petits commerces et de quelques usines. La Grande Loge du Massachusetts a longtemps honoré sa mémoire en décernant la médaille Henry-Price, la plus haute distinction maçonnique par elle attribuée.

Lorsque débute la Révolution américaine (1763), Henry Price est déjà bien âgé, mais il semble soutenir la lutte de la Nouvelle-Angleterre contre la métropole britannique. C.R.

PRIEUR dit de la Marne Pierre-Louis

Sommesous 1 août 1756 – Bruxelles 31 mai 1827.



Pierre-Louis Prieur, né dans la Marne, se rend en 1722 à Reims pour y poursuivre des études de droit ; il y reste jusqu'en 1775. Cette année-là, il est reçu avocat au Parlement de Paris, mais la mort de son père le fait revenir à Châlons. Il y devient administrateur du collège, lieutenant général du bailliage seigneurial du quartier de Saint-Pierre-aux-Monts, tout en assurant sa charge d'avocat. **C'est pendant ces années qu'il aurait rencontré, une première fois, la franc-maçonnerie. Avant 1789, il serait en effet membre de La Bienfaisance châlonnaise (Châlons-sur-Marne). Aucune source ne fournit cependant de renseignements sur son affiliation.**

Député du Tiers Etat du bailliage de Châlons en 1789, il faut attendre la fin de l'année pour l'entendre soutenir régulièrement les positions de la gauche de la Constituante. Il fait figure de spécialiste des questions financières. La fuite du roi le fait évoluer vers des positions radicales : il veut que le nom du souverain soit supprimé dans la formule du serment de fidélité à la Constituante et, parallèlement, il demande la mise en jugement du comte de Provence, futur Louis XVIII. Au même moment, il préside les jacobins et se montre un farouche partisan de la réunion d'Avignon à la France.

Elu en octobre 1791 président du tribunal criminel de Paris et substitut du procureur général syndic du département de la Marne, il doit choisir entre ces deux mandats et opte pour le second. **Procureur syndic pendant un an, on le retrouve membre de « *La Triple Union* » de Reims (1792).** Néanmoins le 10 août 1792 met fin à cet épisode puisqu'il est envoyé par son département pour siéger à la Convention, en septembre 1792. Il était le premier élu des 10 députés du département de la Marne. Dès son retour dans la capitale, la nouvelle assemblée l'envoie en mission dans son département, puis à Verdun, dans le Loiret, et enfin dans l'Ouest pour lutter contre les fédéralistes (juin-juillet 1793). Il joue un rôle important contre les rebelles caennais.

Auparavant, il a voté la mort du roi, contre l'appel au peuple et contre le sursis. L'été 1793 lui apporte la consécration politique puisqu'il est élu, le 10 juillet, au Comité de salut public. Il ne reste à Paris qu'un mois avant de reprendre la route vers l'Ouest (Brest, Vannes, Lorient, Rennes et Nantes). Il affirme son autorité et il est présent lors de l'écrasement des Vendéens au Mans, le 134 décembre 1793. Après avoir séjourné à Brest, il se rend à Toulon.

Prieur ne regagne Paris que le 13 thermidor an II. Il apprend alors qu'il a été remplacé au Comité de salut public car, absent de Paris pendant 11 mois, il n'a pu suivre l'évolution de la situation. Resté le montagnard de la première heure, il est réélu au Comité de salut public le 15 vendémiaire an III (6 octobre 1794) et y siège jusqu'au 15 pluviôse an III (3 février 1795). La Convention thermidorienne le choisit comme président du 1er au 19 brumaire an III (22 octobre-5 novembre 1794), mais il est rapidement dénoncé par les contre-révolutionnaires. Par la suite, il ne nie pas ses engagements antérieurs et, lors des émeutes de germinal.

Prieur se joint à la foule le 12 pour réclamer du pain et la libération des jacobins arrêtés depuis Thermidor. Le 1er prairial, il se trouve de nouveau aux côtés des émeutiers et est nommé par les conventionnels de gauche membre du comité de la défense aux côtés de Duquesnoy, Romme, Bourbotte et Duroy. Tentant de s'opposer à l'entrée de la troupe au sein de la Convention, il est décrété d'arrestation mais s'échappe et demeure introuvable jusqu'à la fin de la session. Amnistié en brumaire an IV (octobre 1795) mais inéligible, il reprend sa carrière d'avocat à Paris. En 1799, il est toutefois nommé administrateurs des hospices civils et administrateur du Mont-de-Piété jusqu'en 1803, avant de retourner à sa profession d'avocat. Après avoir adhéré au cours des Cent-Jours à l'Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire, il est frappé par la loi du 18 janvier 1816 contre les régicides et il s'exile.

Il renoue alors avec les activités maçonniques. Retiré à Bruxelles, on le voit adhérer, comme bien d'autres anciens conventionnels, aux « *Amis Philanthrope* », une loge du Grand Orient de Bruxelles. Il devient même, en 1817, membre du Suprême Conseil. Orateur de la loge, il est l'auteur de nombreux discours où il montre son attachement aux idéaux révolutionnaires et sa volonté d'apaisement, d'autres conventionnels exilés ayant été girondins, autour de la défense d'un idéal commun.

Il vit à la limite de la misère. Sieyès lui aurait souvent apporté des secours financiers, il meurt à Bruxelles le 30 mai 1827. Il n'a pas bénéficié, comme quelques régicides choisis par Louis XVIII et le duc Decazes, de l'autorisation de regagner la France en 1819-1820. Ses anciens collègues se cotisent pour payer son enterrement. C.L.B.

PRIMAUDIERE de **René François** Voir FRANCOIS

PRINCE HALL Voir HALL

PROUDHON **Pierre-Joseph** Besançon 1809 – Paris 1865



Fils d'un tonnelier du faubourg Battant de Besançon et d'une cuisinière, garçon de cave puis garçon vacher, Proudhon apprend à lire à l'école mutuelle fondée par une dynastie de francs-maçons bisontins (les Ordinaires). A 12 ans, une bourse d'externat lui permet de fréquenter le collège qu'il quitte pour travailler. Il devient en 1827, typographe, correcteur d'imprimerie ; il entreprend son Tour de France puis obtient le baccalauréat car, en 1838, une bourse de l'Académie de Besançon (la pension Suard) lui permet de reprendre ses études. Il se fait connaître par sa réponse sulfureuse en juin 1840, à une question posée par l'Académie de Besançon, même si son mémoire, « La propriété c'est le vol », prend la défense de la première propriété. Dans deux autres mémoires, Proudhon critique le fouriérisme de Considérant. La propriété lui apparaît comme un obstacle à la réalisation de l'égalité dans le domaine économique. En 1843, devenu commis dans une entreprise lyonnaise de batellerie, il s'initie au mutuellisme, fréquente les milieux révolutionnaires et, au cours de séjours à Paris, se lie avec Herzen, Bakounine et Marx.

Il publie, en 1846, ***Système des contradictions économiques*** ou ***Philosophie de la misère***, qui provoque une brillante réponse sous le titre ***Misère de la philosophie***. **C'est à cette époque, au cours d'un passage à Besançon, le 8 janvier 1847, qu'il est reçu dans une loge de filiation chrétienne, résultant d'une tentative de réveil du Régime Ecossais Rectifié, *Sincérité, Parfaite Union et Constante Amitié Réunies*. Elle professe un déisme d'inspiration évangélique que Proudhon déteste, mais il y est entré parrainé par son oncle, Melchior Proudhon, prêtre constitutionnel défroqué devenu président local du Club des jacobins. Ancien Très Sage du chapitre de *La Constante Amitié*, 90° du Rite de Misraïm ce dernier est âgé de 80 ans.**

Chaque candidat devant répondre par écrit, avant le déroulement de la cérémonie, à trois questions sur le devoir de l'homme envers Dieu, envers ses semblables et envers lui-même et rédiger un testament, Proudhon répond à la première question : « la guerre ». Invité à se justifier sous le bandeau, il aurait répondu, selon le procès-verbal : « Oui, nous ne devons faire la guerre à Dieu : il se dit le seul parfait. Pourquoi ne parviendrons nous pas à la même perfection ? Et jusque là nous devons lui faire la guerre et lui prouver que, par notre travail et nos constants efforts dans la science de la vie, nous devons atteindre au même degré de perfection ».

Bien que cette explication ait été mal comprise, les auditeurs auraient apprécié la vigueur de la réponse. Installé à Paris en 1847, Proudhon lance avec Charles Fauvety **Le Représentant du peuple**, un journal qui reprend vie après la Révolution de 1848, et publie le 18 mai, un projet de « banque du peuple ». Ce défenseur passionné du « droit au travail et est élu à l'Assemblée constituante, dans la Seine, le 5 juin 1848. Il ne prend pas partie pendant les journées de Juin.

Son journal est remplacé par ***Le Peuple***, une tribune pour les associations ouvrières qui appelle à voter pour Raspail aux présidentielles de décembre, critique la gauche rolliniste et se préoccupe surtout de la question sociale.

Proudhon assiste en spectateur au coup d'Etat du 2 décembre 1851 et regrette qu'une alliance n'ait pu se constituer entre la Montagne et le prince-président, mais il sera bientôt déçu par l'orientation cléricale de l'Empire. Il reprend son activité d'écrivain, en 1857, avec ***Le Manuel du spéculateur à la Bourse*** où il oppose la féodalité industrielle aux associations ouvrières ou de petits artisans et surtout, en 1858, avec ***De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise***, dédié au cardinal Matthieu, archevêque de Besançon. Il y précise la nature de son « antithéisme ».

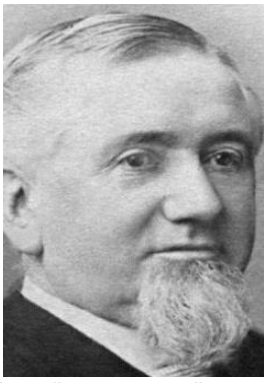
S'il ne se prononce pas sur l'inconnaissable, il combat le théisme, c'est-à-dire l'idée d'une intervention divine dans les affaires de l'humanité, d'où ne peut résulter que le mal. Il définit la démocratie comme l'application de la justice aux choses de la politique et le socialisme comme son application à celles de l'économie. Dans le premier des chapitres consacrés au travail, Proudhon insère une réflexion novatrice sur la franc-maçonnerie. Celle des quarante-huitards ne lui conviennent pas : il considère en effet le déisme rousseauiste come un « pied-à-terre » provisoire pour ceux qui ont abandonné la foi de leurs ancêtres, que le but de l'institution n'est ni la bienfaisance, ni la tolérance désormais entrée dans le bien public ni un secret bien éventé. Selon lui, elle « *n'affirme rien que la raison ne puisse clairement comprendre et ne respecte que l'humanité », est fondée sur un « rationalisme tolérant* », et substitue « l'idée positive » à la métaphysique.

Le Grand Architecte de l'Univers n'exige selon Proudhon ni autel, ni sacerdoce, ni culte. Il suffit pour être maçon, d'aimer la vérité, de pratiquer la justice, de servir ses semblables. En outre, La symbolique maçonnique, devenue celle de la Révolution, est fondée sur l'idée d'équilibre universel matérialisé par le ternaire par le ternaire fil à plomb-niveau-équerre et personnifié par le Dieu des maçons qui, dans l'ordre moral est la Justice. Il oppose la formulation : « A la gloire du Grand Architecte de l'Univers » au *Ad majorem Dei gloriam* des jésuites. Cette conception audacieuse répond à l'attente de la nouvelle génération anticléricale et républicaine qui se presse dans les loges quand l'Empire se libéralise. Les thèses de *De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise* vont être diffusées dans les ateliers et « maçonnisées » par son disciple et exécuteur testamentaire Marie Alexandre Massol et ses amis du Monde maçonnique qui assignent, comme objectifs à l'institution, la définition d'une morale néo-kantienne indépendante des religions, la défense des prolétaires, la liberté absolue de conscience.

Poursuivi après la publication de cet ouvrage, Proudhon s'exile en Belgique où il aurait encore visité quelques loges. Il rentre en France en 1862, défend en 1863 le principe des candidatures ouvrières et meurt en 1865. La plupart de ses disciples immédiats comme Vabsenter et Duchêne (à l'exception de Darimon) et de nombreux militants ouvriers proudhoniens comme Charles Limousin, Combault ou Fribourg, ont fréquenté les loges sous l'Empire libéral et le courant mutualiste qui se réclame de lui est également bien représenté dans les ateliers. La « clientèle » d'ouvriers qualifiés et d'artisans qui peuple les loges de grandes villes, dans les années 1860-1880, est souvent de nature proudhonienne. Le nom du philosophe bisontin est parfois louangé dans des écrits maçonniques pour son audace intellectuelle, comme apôtre de la mutualité, ou comme précurseur de l'anarchie, opposé à Marx dans la recherche d'une voie française du socialisme. Une des loges de Besançon du Grand Orient a ainsi choisi récemment son nom comme titre distinctif. A.C.

PULLMAN

George M. Brocton (New York) 3 mars 1831 - Chicago 19 octobre 1897.



Franc-Maçon de la Loge "*Renovation Lodge*", Albion, New York.

Ingénieur américain. En 1858, il convertit deux wagons de chemin de fer en wagons couchettes.

George Pullman a d'abord travaillé comme ébéniste dans l'atelier de son frère. la vie tournant Sa venue lors de l'installation d'un nouveau réseau d'égout dans Chicago, Illinois . Le système requis l'élévation de certains bâtiments. Pullman a remporté un contrat pour élever des bâtiments. En utilisant une série de vérins, il leva les bâtiments avec une telle efficacité et de précision que les entreprises de ces bâtiments a procédé sans interruption pendant les travaux d'élévation. Pullman a gagné des lauriers pour son travail extraordinaire, et aussi un bon montant d'argent.

Avec l'argent nouvellement acquis, Pullman, avec son ami proche et un sénateur de l'État Benjamin terrain, créer une entreprise voiture-lit ferroviaire autour de 1858. Pullman a eu l'idée de construire des wagons de luxe, la suite d'un voyage

en train ennuyeux. Ces voitures de luxe figurant décor raffiné et le rembourrage. Certains d'entre eux se sont même vantés d'un restaurant chic. Le célèbre modèle le plus produit par sa société a été le *pionnier.* Ce wagon était plus grand et plus large que les classiques. Il atteint une grande renommée, lorsque le président Abraham Lincoln s 'demeure ont été effectuées sur le site d'enfouissement dans cette voiture particulière. Pullman avait une façon unique de faire des affaires. Il n'a pas vendre ses voitures-lits. Au lieu de cela, il les a loués à des entreprises ferroviaires. Ces sociétés remis la prime qu'ils ont reçu de passagers voyageant en autocar de luxe.

Au cours de son apogée, la société Pullman avait contracté des voitures de luxe près de 2000 couchette sur le bail. La société a été une valeur de 62 millions de dollars. la fortune de l'entreprise a toutefois été de courte durée. La récession de 1893 a exercé une grande influence sur elle. réductions de production, des réductions de salaires et des licenciements ont été mises en œuvre par Pullman, qui a entraîné une grève violente . Les troupes du gouvernement ont été appelés à gérer la situation. L'incident grandement terni la réputation de Pullman et la gloire. George Pullman est décédé d'une crise cardiaque le 19 Octobre 1897, et fut enterré à Graceland Cemetery à Chigago. En raison de la crainte que les anciens employés serait profaner son corps, la fosse a été creusée en profondeur et en béton armé et en acier. Une colonne corinthienne dominant est maintenant sur sa tombe. www.u-s-history.com/pages/h3065.html

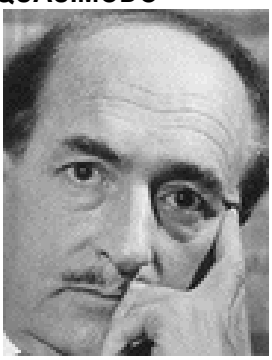
QUARTIER-LA-TENTE Edouard

La Havane 17 décembre 1855 – Genèvre 19 janvier 1925.

Pasteur, professeur de théologie, Parti radical-démocratique, conseiller d'état du canton de Neuchâtel de 1898 à 1922.
Initié en 1885, Il fut Grand Maître de la Grande Loge Suisse Alpina (GLSA) et chancelier de l'Association Maçonnique Internationale (AMI) à Genève en 1922.

Pacifiste convaincu, il organisa en Suisse plusieurs années avant la Première Guerre mondiale des réunions maçonniques franco-allemandes. Après l'éclatement de la guerre, il dénonça la fourberie de la franc-maçonnerie allemande dans la revue maçonnique *Alpina*, en la vouant "à l'exécration de la franc-maçonnerie universelle".

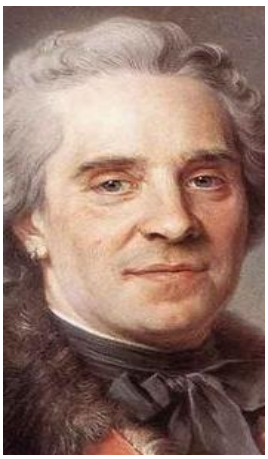
QUASIMODO Salvatore



Ecrivaion italien, prix Nobel de la littérature 1949. (1901 – 1968)

QUENTIN Maurice de la Tour

Saint-Quentin 5 septembre 1788 – 17 février 1888.



La famille de LA TOUR est une famille de Francs-maçons. Le grand-père se nommait Jean de LA TOUR. Né à Laon en 1639, il devient maître maçon en 1671. Il était maçon opératif et ce qui l'attira à Saint-Quentin fut la reconstruction du gros clocher de la collégiale qui avait été détruit en 1669 par un incendie. La famille de LA TOUR s'installa à Saint-Quentin en 1672. Jean de LA TOUR décède en 1683.

Le père de Maurice-Quentin de LA TOUR (= MQLT) se prénommait François. Il fut trompette dans un régiment du Duc du Maine. Son engagement terminé, il revient au pays natal pour figurer dans le petit personnel de la collégiale de Saint-Quentin en qualité de musicien. Nous savons qu'il était Franc-maçon, mais n'avons aucun élément quant à son initiation. Il était également géographe. Il eut trois fils d'un premier mariage dont Maurice-Quentin en 1704. Suite au décès de son épouse en 1723, il se remaria en 1725. Deux enfants naîtront de ce second mariage dont l'un, Jean-François de LA TOUR, né en 1723, deviendra Officier de cavalerie puis Chevalier. François de LA TOUR meurt en 1731.

Ce même Jean-François devait devenir l'un des parrains de son demi-frère Maurice-Quentin puisqu'il fut initié avant lui (nous avons les traces de son passage sur les colonnes de la loge « Saint Jean » de Saint-Quentin le 8 octobre 5773). Nous ne savons malheureusement pas où fut initié MQLT, mais nous retrouvons régulièrement sa trace aux tenues de la Respectable Loge « Les Neuf Sœurs », à L'Orient de Paris, vers 1745. Tout porte à croire que MQLT fut un maçon très actif. Nous savons qu'il fréquentait assidûment les salons philosophiques du siècle des lumières. Il s'y rendait souvent afin de trouver à ses côtés des hommes tels que :

BUFFON, LAPLACE, MONTGOLFIER, FRANKLIN, d'ALEMBERT, PROCOPE, DELILLE, FLORIAN, CHODERLOS de LACLOS, etc…Certains de ces salons se tenaient chez une certaine Mme GEOFFRIN. D'autres rencontres eurent lieu dans les salons de Mme HELVETIUS qui voulait continuer l'œuvre de son mari défunt, qui, lui aussi, avait été Franc-

maçon. A titre d'anecdote, quand HELVETIUS passe à l'Orient Eternel, MQLT organisa des agapes, avec l'accord de Mme HELVETIUS, dans les salons de cette dernière. On y vit les Frères:
- CONDILLAC, auteur du traité des lumières,
- HOLBACH, auteur du traité des sensations,
- TURGOT, l'économiste,
- FRANKLIN, le physicien,
- JEFFERSON, le futur Président des Etats-Unis,
- L'abbé MORELET, l'encyclopédiste,
- CABANIS, le médecin,
- LA DIXMERIE, le scientifique,

Né à Saint-Quentin le 5 septembre 1704, très tôt le jeune Maurice-Quentin est attiré par la peinture. Il est remarqué au collège Royal de Saint-Quentin par la qualité et la précision de ses dessins. Farouchement opposé à la volonté de son père voulant faire de lui un ingénieur géographe, il quitte Saint-Quentin afin d'étudier l'art du trait et du dessin.

Nous pouvons nous faire une idée de l'importance de cette décision à cette époque : les archives du G\ O\ de Saint-Quentin (qui était alors la seule obédience maçonnique), nous restituent un passage tout à fait éloquent. Le Chanoine de Bucelly d'Estrées, Frère orateur de la loge «l'Humanité », disait dans son évocation en septembre 1826 (soit 38 ans après la mort de MQLT) :
« Bien que n'ayant pas de fortune et n'ayant pas les moyens de se rendre en Italie, il se rendit à Reims pour étudier les artistes contemporains et, ensuite, à Cambrai où une intense activité diplomatique lui révèle les grands courants d'opinions ».

Le départ du foyer familial semble être situé aux environs des années 1719-1720. Il serait allé jusqu'en Angleterre. Nous retrouvons la trace de son passage à Saint-Quentin en 1722 :
« En 1722, MQLT revient à Saint-Quentin, il connaît une jeune fille de 17 ans nommée Germaine-Anne Baugier (Il semblerait qu'elle était sa cousine,, malheureusement, cette jeune fille accouche d'un enfant mort-né et le scandale éclate. MQLT se voit contraint de quitter une deuxième fois sa ville natale ».

Nous pouvons nous poser ces questions : sans ce fâcheux épisode, MQLT ne serait-il pas resté à Saint-Quentin ? Qu'en serait-il de son œuvre ? Toujours est-il que le jeune homme reprend son baluchon et, de maître en maître, il se retrouve à Paris où, en plus de son art, il s'initie aux mathématiques, aux sciences physiques, à l'étude des poètes anciens et modernes qui lui font découvrir la philosophie. Il est féru de chimie, de géologie, d'astronomie et approuve le mouvement philanthropique des encyclopédistes. Il commence, par ailleurs, à pénétrer les secrets de l'orientalisme très en vogue à cette époque. Nous nous apercevons que son art n'est pas limité à la peinture et aux pastels. MQLT recherche l'Art avec un grand « A », peut-être déjà l'Art Royal. Il est assez drôle de savoir que MQLT choisit l'art du pastel car il était incapable de supporter l'odeur des huiles et du vernis. En effet, on nous décrit MQLT comme étant un homme de petite taille et de santé fragile. Il s'intéresse à tout et Diderot dira de lui : « *C'est un rare corps, de théologie, de métaphysique et de politique. C'est un homme franc et vrai* ».

A partir de 1722, MQT ne reviendra jamais à Saint-Quentin ; sauf en 1731, à l'occasion du décès de son père. Cette même année, il fera le portrait de VOLTAIRE (qui n'était pas encore Franc-maçon). A force de travail et de courage, il réussit à 33 ans (exactement le 25 mai 1737) à être agrée à l'académie Royale de peinture. Cette agrégation est pour lui un tournant radical dans sa quête permanente. C'est à cette époque qu'il fait connaissance des grands artistes du royaume. Ceux-ci ne tarirent pas d'éloges sur la qualité de l'homme et de son travail. La qualité de son œuvre lui vaut d'être rapidement reconnu comme un des leurs. En 1746, il deviendra même le directeur de cette Académie Royale. Le 10 mai 1745, il a 41 ans, un logement lui est accordé aux galeries du Louvre parmi les vingt-sept logements attribués aux meilleurs artistes du royaume de France. En 1750, il devient peintre officiel du Roi de France, qui est alors Louis XV, dit le bien-aimé. Il en profite pour changer de logement au Louvre et cède le sien à PIGALLE, le sculpteur Franc-maçon, revend une de ses maisons à Mme HELVETIUS. Possédant un appartement à l'Académie Royale, il le cédera à son ami le peintre GREUZE, également Franc-maçon.

Nous nous apercevons, au vu de ses relations, que MQLT était déjà initié à cette époque, malheureusement, aucun document ne situe la date ni le lieu de son initiation. Toujours est-il que nous savons qu'il fréquente assidûment les salons philosophiques et les grands hommes, les grands penseurs du moment qui sont d'ailleurs presque tous Francs-maçons.

Les salons n'étaient pas le creuset unique où notre pastelliste puisait ses connaissances. En effet, confronté de par son travail à des rencontres relativement longues à cause des poses, il en profite pour compléter ses connaissances. C'est ainsi que, pendant ces séances de pose extrêmement longues, il profite des lumières de VOLTAIRE. Des longues conversations avec ses modèles, il se sent complètement impliqué dans la mutation de la société et de la pensée. Il eut la chance d'être initié à la botanique et à l'anatomie par les modèles qui furent BUFFON, LINNE et le naturiste DAUBENTON, tous trois réalisateurs de la « Grande Serre » de Paris. Il profite également du grand historien que fut DACHERY (avec lequel il avait d'ailleurs fait ses études à Saint-Quentin) pour parfaire ses connaissances en histoire.

MQLT travaille énormément. Le Roi pose pour lui au lendemain de la bataille de Fontenoy (1748) ; à cette occasion, il lui dira : « *Si je suis le Roi, Monsieur de la Tour, vous êtes le prince des pastellistes !* »

Cette intense activité lui vaudra de « croquer » Mme de Pompadour et tous les Grands du royaume. L'artiste passe parfois auprès de la Cour pour quelqu'un d'insolent : son caractère entier ne lui permet pas de rester muet devant certaines situations choquantes à ses yeux. C'est ainsi qu'après une assez rude discussion avec le Roi qui lui reprochait de n'être pas assez patriote et qui lui demanda : «*N'êtes-vous pas Français, Monsieur de la Tour ?* » Celui-ci répondit : « *Majesté, je suis Picard et de Saint-Quentin* ! »

Cette anecdote mérite d'être citée car nous nous apercevons que MQLT pense toujours à sa ville natale.
A ce moment, sa cote est au plus haut. Le Roi lui proposera maintes fois de l'anoblir, MQLT refusera à plusieurs reprises. Sa réponse était toujours la suivante : « *Il n'y a qu'une noblesse, celle du talent et je la possède déjà* ! » Il refusera même la distinction suprême accordée par le Roi qui était « l'Ordre Royal de Saint-michel » : notre homme avait du caractère ! Signalons au passage que le pastelliste ne signait jamais ses toiles. Etait-ce de la modestie? Nous pouvons en douter, l'homme était assez fier. Peut-être était-ce un message ? Peut-être était-il sur de ne jamais être égalé ?

Il peindra la Reine et le Dauphin en 1748. Il se promet de demander des sommes extravagantes et de faire attendre des années ses modèles. (Mme de Pompadour aurait attendu quatre ans avant de poser !). Il va jusqu'à demander 48 000 livres pour un portrait (à peu près 1 000 000 F.). Certains diront qu'il joue avec les riches. C'est à partir de cette date qu'on le surnomme « Le Magicien ». Fuyant, dès qu'il le peut, la Cour, il retourne rapidement auprès de ses amis artistes, savants, écrivains et philosophes afin de s'instruire davantage. Tout ce travail n'est pas en sens unique, il donne autant qu'il reçoit. C'est ainsi, qu'à la faveur d'une rencontre avec d'ALEMBERT dans une Respectable Loge parisienne, ils décident tous deux de faire un travail en commun. Les théories mécaniques du mouvement de d'ALEMBERT associées aux lumières de MQLT, permettent aux deux « frères » de participer à la fondation de l'encyclopédie en collaborant à l'œuvre de DIDEROT (lui aussi Franc-maçon). A cette époque, d'ALEMBERT fait bâtir une école technique pour la formation en mécanique des jeunes gens pauvres ou abandonnés (celle-ci, installée à Paris, porte encore son nom), la construction de cette école marquera profondément MQLT. Il est maintenant un homme riche et respecté, il côtoie les riches du royaume. Cette notoriété ne l'empêche pas de continuer sa quête et son travail. MONTESQUIEU, MARIVAUX, VOLTAIRE, FONTENELLE, Jean-Jacques ROUSSEAU sont ses amis. Même si MQLT est progressiste, il n'apprécie pas toujours la causticité de l'esprit de DIDEROT à propos des ordres moraux et de la religion.

Malgré tout, MQLT fort tolérant à son égard, et sans doute fort admiratif, permettra à DIDEROT d'entrer en relation avec les grands savants et philosophes afin de l'aider dans son œuvre encyclopédique. Ses sentiments penchent plutôt vers Jean-Jacques ROUSSEAU, l'auteur du « Contrat Social », philosophe d'un bonheur fondé sur le retour à la nature. Ce même Jean-Jacques ROUSSEAU, ami de MQLT, lui avait présenté, en 1752, une certaine M^{elle} FEL, artiste lyrique. Cette rencontre sera pour les deux artistes un tournant dans leurs vies. Ils ne se quitteront désormais plus jamais.

MQLT travaille énormément, mais il est inquiet pour son œuvre. Le pastel, fort délicat, résistera-t-il à l'épreuve du temps ? Il se met au travail dans un laboratoire de chimie ou peut-être même d'alchimie (qui sait ?) et il trouve le secret du fixatif parfait pour ses pastels. Ce secret, MQLT l'emportera avec lui dans la tombe ! Ses tableaux, presque deux cent cinquante ans plus tard, n'ont pas bougés. Notre homme avait décidément plus d'une corde à son arc et nous imaginons l'étendue de son savoir. Il semble aujourd'hui que son fixatif était élaboré à base de colle de poisson et d'esprit de vin. Comme chaque médaille a sont revers, il abîma et saccagea bon nombre d'œuvre en cherchant le fixatif parfait.

A propos de secret, il livrera le sien à DIDEROT, en parlant de la qualité de ses pastels : « *Il n'y a dans la nature, ni par conséquent dans l'Art, aucun être oisif, mais tout être a dû souffrir plus ou moins de la fatigue de son état et en porte une empreinte. Et le second point est de donner à chacun la juste proportion d'altération qui lui convient !* »
Il disait encore : « *Mes modèles croient que je ne saisis que les traits de leur visage ; mais je descends au plus profond d'eux-mêmes à leur insu, et je les emporte tout entiers* ».

Sans s'occuper de flatter ses modèles, il étudie leurs qualités, leurs défauts, leurs tares, en un mot leur personnalité, et il en marque leur visage. C'est ce qui donne tant de vie à ses œuvres. Il disait également : « *La perfection que je cherche également est au-dessus de l'humanité !* ». Voilà, en partie, un des secrets de MQLT. Cette vie fort remplie passe vite, trop vite, et, en 1773, MQLT vit toujours à Paris, mais (est-ce à cause de son âge : 65 ans !) il redonne signe de vie à Saint-Quentin, par l'intermédiaire d'un nommé Louis-François RIGAUT de la MARINE, Franc-maçon\, originaire lui aussi de Saint-Quentin. MQLT n'a jamais oublié sa ville.

Ce RIGAUT se présente comme le dispensateur de ses fondations à venir. Il peut, de ce fait, gagner la confiance de la loge « l'Humanité » à la porte de laquelle il était allé frapper.

Il faut savoir qu'il existait deux loges à Saint-Quentin en 1773 : la loge « Saint Jean » et la loge « l'Humanité ». La seule reconnue par le Grand Orient était la loge « Saint-Jean » (nous remarquons qu'il existait déjà des différends entre maçons). En effet, celle-ci fut constituée au mois de novembre 1744 et prétendait garder la primauté sur la maçonnerie saint-Quentinoise. En parallèle, la loge « l'Humanité » vit le jour en 1773, tout à fait anarchiquement, si je puis dire ! Seulement, la qualité de ses travaux et de son recrutement, en sens profond de la démocratie lui permit de progresser allègrement et rapidement. Tant et si bien qu'en 1775, le Frère GUILLOTIN déclara son existence illégale. Le F\GUILLOTIN, trop tristement célèbre pour sa sinistre invention, était alors un haut dignitaire de la Franc-maçonnerie. Il était orateur de la « Chambre des provinces » et membre fondateur de la loge « La

Française à l'Orient de Guise (1774). Pour l'anecdote, c'est lui qui initia, à Guise, le père de Camille DESMOULINS. Outrepassant sa décision, les Frères de « l'Humanité » continuèrent à mener à bien leurs travaux et finirent, le 26 juillet 1775, par bâtir leurs installations officielles (en l'absence des Frères de la loge « Saint jean » bien entendu). Il y eut donc deux loges à Saint-Quentin et la concurrence ne fut pas, à mon avis, négative. Il y eut - si je puis dire - émulation. La loge « Saint-Jean » travaillait au rite ancien alors que la loge « l'Humanité » travaillait au rite français.

Pourquoi LQLT envoie-t-il ce RIGAUT en 1773 dans cette loge «l'Humanité » ? (qui, rappelons-le, n'est pas régulière). Il semblerait que ce soit pour donner une certaine primauté et un crédit certain à cette loge qui voit le jour et qui semble si efficace ! L'annexion de MQLT à cette loge n'est sûrement pas étrangère au fait qu'elle soit reconnue par le G\ O\en 1775. Pour la petite histoire, les deux loges se sont réconciliées officiellement au banquet de la Saint Jean d'été le 5 juillet 1780. MQLT n'y fut pas étranger. Dans les archives du G \O \ (registres d'architecture de l'année 5774 de la R\ L\ « l'Humanité »), nous notons le nom de trois Frères :
- le Frère RIGAUT qui deviendra Vénérable Maître et qui administrera le fonds de l'école de dessin ;
- le Frère DELAVAL qui sera professeur de dessin, nommé par MQLT en 1781;
- le Frère MQLT.
En 1774, MQLT était donc membre de la loge (entendons par là qu'il était à jour de ses capitations car il ne mit jamais les pieds dans le temple). En 1776, MQLT vit toujours dans ses appartements du Louvre, mais, de plus en plus, s'informe de la vie quotidienne à Saint-Quentin par l'intermédiaire du fameux RIGAUT. C'est ainsi qu'il constate que les tourments et les misères, qui lui sont épargnés par la fortune, accablent les ouvriers, les artistes de Saint-Quentin. Fidèle à son idéal de justice, alors que possédant une grosse fortune, il mettra ses principes en pratique. Sa première action est de donner 6 000 livres au mayeur de Saint-Quentin pour soulager les artisans (cette somme correspondrait de nos jours à environ 25 000 €). Craignant que cette décision ne soit injustement répartie et aussi pour en assurer l'efficacité, il écrira au mayeur de Saint-Quentin :
« *Je regarde tous les hommes comme également Frères et comme L'ouvrage du Créateur. La différence des opinions religieuses ne doit jamais être un motif d'exclusion* » ;

La même année (en 1776), il interviendra aussi pour aider et soulager les femmes en couches. Pour une somme de 6 000 livres également, il crée une fondation pour l'assistance permanente aux accouchées. Les cours étaient dispensés par le nommé Pierre-Jacques RIGAUT, Maître en chirurgie et lieutenant de Monsieur le premier Chirurgien du Roy ».
Il s'agit du frère de sang du RIGAUT précédemment cité. Cette fondation avait été également créée « *dans l'intention que la divine Providence accorde à la Reine de France une heureuse délivrance* », il est à noter que cette fondation aidait les femmes en couches à l'exception « des filles de mauvaise vie ». MQLT laisse également une rente de 200 livres pour las artisans vieillis et infirmes. Tout cela, bien évidemment, par l'intermédiaire du Frère RIGAUT.

MQLT avait, au cours de sa brillante carrière, souvent entendu CHARDIN, son ami, de lui parler de la grande misère des jeunes gens qui désiraient accéder à la carrière des arts. Il décide alors, se souvenant de la donation de «d'ALEMBERT », de fonder une école de dessin gratuite pour laquelle il offre spontanément 18 000 livres (360 000 f.) .Ce don ne fut pas sans poser quelques problèmes. En effet, toujours par le F\ RIGAUT, MQLT donne pouvoir à un certain F \DELAVAL pour enseigner le dessin dans l'école.

Cependant, la municipalité voit d'un mauvais œil toutes ces largesses maçonniques se confondant en legs et donations. Elle craint sûrement que la Franc-maçonnerie Saint-Quentinoise lui fasse trop d'ombre. Cette querelle durera deux ans et finalement tout rentrera dans l'ordre à force de patience et de ténacité de la part de RIGAUT et de MQLT. Les statuts de l'école seront approuvés en 1782. Il est bon de préciser que l'école était ouverte à soixante-dix élèves qui devaient être des enfants d'ouvriers, âgés de huit ans accomplis et se destinant aux arts mécaniques et aux différents métiers. Nous retrouvons bien là l'humanisme de MQLT.

Les Frères de « l'Humanité », impatients, étaient animés du désir de voir leur célèbre Frère travailler à leurs côtés. Ils caressaient l'espoir de voir enfin MQLT sur leurs colonnes. Bientôt, ils sollicitèrent MQLT de leur envoyer son portrait pour orner le temple. Ils députèrent le Vénérable Maître en exercice, qui était un certain NERET, celui-ci ne ramena de Paris qu'une gravure fort rare d'un illustrissime inconnu (il semble aujourd'hui qu'il s'agissait du tableau d'un nommé SCHMIDT), accompagnée d'une lettre autographe du pastelliste signée « A l'Orient de Paris, le 3ème jour du 6ème mois 5781 ».
Ce cadeau parut trop humble pour un temple aussi fastueux que celui de Saint-Quentin !

En 1782, la loge demande au Frère RIGAUT de renouveler la demande auprès de MQLT. Celui-ci revient de Paris avec l'effigie de « DE LA TOUR » en buste de plâtre : les Frères de l'atelier furent bien déçus ! Ils décidèrent, malgré tout, de placer le buste sur le parvis du temple, en face de celui du fondateur de la loge « Saint Jean « nommé SAVALETTE De LANGE (également fondateur de la Respectable Loge « Les amis Réunis »).

L'opération de la loge « l'Humanité », qui semble être une opération de séduction, avait échoué. Malgré tout, à la tenue suivante, la loge décidait d'envoyer une lettre de remerciements à MQLT et, à cette occasion, elle décide par acclamation que leur illustre Frère soit élevé à la dignité de « Vénérable Honoraire ». La loge lui donnait les honneurs suprêmes en l'élevant à la même hauteur que le Vénérable perpétuel et fondateur précédemment cité, « SAVALETTE de LANGE.

MQLT vit toujours avec Melle FEL qui lui est fort dévouée. Cette vie bien remplie le fatigue beaucoup (pour information, il a peint un peu plus de 150 œuvres en 37 ans!). Il a 78 ans quand l'envie lui prend de monter en aérostat. Il est, en effet, depuis longtemps, en relations étroites avec les frères MONGOLFIER qu'il avait rencontrés aux cours des tenues de la

Respectable Loge «Les Neufs Sœurs » à l'Orient\ de Paris. Son entourage s'inquiète et prend cette envie comme preuve de sénilité (n'aurait-il pas dû, au contraire, l'analyser comme preuve d'un esprit averti ?).

Toujours est-il qu'à cette période, son demi-frère, Jean-François de la Tour, accompagné de M^elle^ FEL, décide de ramener MQLT à Saint-Quentin. Auparavant, MQLT ira, selon sa volonté et accompagné de M^elle^ FEL, se recueillir sur la tombe de Jean-Jacques ROUSSEAU à Ermenonville. C'est le 21 juin 1784 que l'homme célèbre revient au pays. Les chroniqueurs diront :
«Dans une ville pavoisée et joyeuse, le carillon lançait ses notes les plus joyeuses, le canon tonnait, on entendait les cris de la foule. Une réception digne d'un roi, un collège accompagnant la voiture du pastelliste jusqu'à la rue Vignette : Saint Quentin portait en triomphe l'enfant de la ville ».

MQLT, à la vue de cette liesse, ne cessait de répéter : « *Mais qu'ai-je fait pour mériter une telle réception* ? »
Nous pourrions penser que, coupé des Grands du Royaume et des fastes de la vie parisienne, MQLT allait se laisser mourir dans sa ville natale. Il n'en fut rien. Il continua à œuvrer avec RIGAUT et DELAVAL pour le bien des Saint Quentinois, tout en restant cloîtré dans son logis, à deux pas du temple (quartier de Remicourt).
On ne le vit jamais au temple maçonnique au grand regret des Frères de Saint-Quentin. Etait-ce de la fierté ? Nul ne le saura...Nous savons, néanmoins, que, vers la fin de sa vie, MQLT avait des moments importants d'absence, certains disent qu'il était atteint de folie.

Il vécut comme cela encore quatre ans et, dans la nuit du 16 au 17 février 1788, après une vie de perfection, après avoir glorifié les arts, les sciences, le travail, les sens et la beauté, le Frère Maurice-Quentin de LA TOUR passa à l'Orient Eternel.
Les funérailles furent très simples. MQLT fut inhumé au cimetière Saint-André. Le chevalier Jean-François de la TOUR conduisait le deuil. Pourtant, les Frères de la loge « l'Humanité » voulurent rendre solennel hommage à leur Vénérable d'honneur et ils décidèrent, dans leur tenue du 21 février 1788, de rendre un hommage fastueux à leur Frère défunt. Ils ne purent de nouveau faire selon leur désir, l'Hôtel de Ville jugeant intolérable cette décision. Elle refusa les invitations des maçons et empêcha toute cérémonie dans les locaux publics. En effet, cautionner, était reconnaître et consacrer la primauté de l'idéal maçonnique. Enfin, il fut décidé que le 15 mai, un service public aurait lieu à l'église Saint Jean-Baptiste et que l'oraison funèbre serait prononcée à l'Hôtel de ville après l'office de l'église.

Nous voyons que la maçonnerie et le pouvoir politique se réclamaient tous deux les propriétaires de la mémoire du grand homme. Pour finir tout le monde y trouva son compte : la loge fit une tenue funèbre ouverte aux seuls Frères de l'atelier ; le 15 avril 1788, un service chanté eut lieu en l'église Saint Jean pour le repos de l'âme du Vénérable Maître d'honneur. Ce fut l'abbé MAROLLE qui offrit son église et son ministère. Cet abbé était Compagnon maçon et ne savait pas encore qu'il deviendrait Député de l'Ordre du Clergé aux Etats Généraux pour le baillage de Saint Quentin. Quinze jours plus tard, le 2 mai 1788, l'oraison funèbre eut lieu au balcon de l'Hôtel de ville et fut déclamée par l'abbé DUPLAQUET (Prieur dans l'Ordre de Malte). Les autorités civiles et religieuses avaient, elles aussi, rendu hommage au grand homme : la place de l'Hôtel de Ville était noire de monde.

Il est à noter que Jean-François de LA TOUR ne participa pas du tout aux cérémonies diverses en l'honneur de son demi-frère. Il préféra rentrer à Paris pour suivre les affaires et laisser les deux parties s'affronter en vue de « s'annexer » le grand homme défunt. Il a agi, à mon sens, avec beaucoup de sagesse. Néanmoins, il existe une lettre stipulant qu'il regrette de n'être présent sur les colonnes. En conclusion de cette lettre, il invoque la raison suivante : « En témoignant à la Respectable Loge son chagrin de ne pouvoir assister à ses travaux, ayant formellement à se plaindre de notre Frère RIGAUT... » Il semble qu'il n'acceptait pas l'ingérence de RIGAUT dans les fondations et peut-être dans les affaires familiales de MQLT.

Dans les archives du G \O\, datées du 15 avril 5788, nous pouvons lire dans le compte-rendu de la loge : « *Les griefs n'étant point motivés, il a été décidé qu'on ne répondrait point au F \ Jean-François de la Tour* ».
Il est fort dommage que la disparition de MQLT ait causé autant de passions et de querelles. L'histoire nous renvoie trois ans plus tard. C'est le 15 mai 5791, à 11 heures, en pleine révolution, que fut Célébrée une grand-messe à la Basilique pour le repos de l'âme du célèbre citoyen.

Son épitaphe est rédigée en trente-trois lignes, gravées sur une plaque de cuivre, fixée dans la nef ; ses cendres se trouvent au fond de la nef au centre d'un carré long, ressemblant étrangement à un temple maçonnique.
Son épitaphe, gravée en trente-trois lignes était la suivante :

A LA GLOIRE DE DIEU
ET
A LA MEMOIRE
DE QUENTIN DE LA TOUR,
NÉ A SAINT-QUENTIN, le 5 septembre 1704 :
PEINTRE DU ROI,
CONSEILLER DE L'ACADÉMIE ROYALE
DE PEINTURE
ET DE SCULTURE DE PARIS
ET
HONORAIRE
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES ET BELLES LETTRES D'AMIENS /
BIENFAITEUR
DE CES DEUX ACADÉMIES.
EMULE DE LA NATURE

DANS SES PORTRAITS /
PERE DES ARTS
DANS L'ÉTABLISSEMENT
DE L'ÉCOLE ROYALE GRATUITE DE DESSIN
DE CETTE VILLE.
PÈRE DES PAUVRES
DANS SES FONDATIONS
POUR LES PAUVRES FEMMES EN COUCHE
ET
POUR LES PAUVRES VIEUX ARTISANS.
BON PARENT.
BON AMI.
BON CITOYEN.
ESPRIT JUSTE ET ORNÉ.
COEUR DROIT ET GÉNÉREUX.
ORNEMENT ET SOUTIEN DE L'HUMANITE.
MORT LE 17 FEVRIER 1788
DANS LA 84ème ANNEE DE SON AGE.

Deux ans plus tard, en 1793, ses cendres seront jetées au vent de sa bonne ville de Saint-Quentin. Dans certains ouvrages, il est dit que les restes du grand homme furent jetés à la fosse commune, en 1793. Il n'en fut rien.

Pour clore cette évocation, il est bon de signaler que Jean-François de LA TOUR était exécuteur testamentaire de son demi-frère. Il avait demandé qu'à son décès, Maître Constant DULIEGE fasse vendre une partie des pastels peints par Maurice-Quentin de LA TOUR. Il désirait par cela affecter les sommes recueillies à des œuvres de bienfaisance.
A sa mort, le 14 mars 1807, la vente des chefs d'œuvre fut tentée mais ne réussit pas. C'est ainsi que notre musée possède un patrimoine inoubliable de 89 pastels, trésor unique, classé monument historique.

Une statue fut érigée en sur la petite place de Saint-Quentin, celle-ci était l'œuvre du sculpteur Franc-maçon Armand LENGLET. Cette statue et la plaque ne furent pas respectée par les Allemands en 1914 / 1918. Elles furent détruites par ceux-ci Pour en faire des armes.
Les frères JONCOURT appelèrent la collection de pastels : « *Le Panthéon du règne de Louis XV* ».
Ce Panthéon du règne de Louis XV est aussi décrit par le comte Maxime De SARS :
« *Stupéfiant musée de la vie et de l'humanité d'une société. Une singulière impression vous prend, et que nulle autre peinture du passé ne nous a donné ailleurs : toutes ces têtes se tournent comme pour vous voir, tous ces yeux vous regardent, et il vous semble que vous venez déranger dans cette grande salle, où toutes les bouches viennent de se taire, le XVIIIème siècle qui causait* ».

QUILLET Aristide

Villiers-Adam, Seine-et-Oise 12 octobre 1880 - 30 avril 1955.



Autodidacte, consacre sa vie à publier des ouvrages à caractère encyclopédique.
Initié Franc-Maçon, en 1903, il appartient à plusieurs loges du GODF et de la GLDF. Il est membre fondateur, en 1936, de la loge "*la Marseillaise*", Paris.

Fils d'un ouvrier carrier, très tôt orphelin de père, puis de mère, il doit travailler dès l'obtention de son certificat d'études, tout d'abord comme apprenti menuisier…
"mais le travail est trop pénible pour ses 12 ans, *il tombe malade. Son oncle le prend alors en charge, et consulte* un *docteur. C'est le médecin* de *la baronne James* de *Rothschild. Celle-ci fait soigner le jeune Aristide dans l'hôpital qui porte son nom* à *Berck. Là, il apprend la langue allemande auprès d'un camarade israélite, et s'initie* à *la philatélie, qui lui donne bien vite le goût* de *la géographie*

Il quitte Berck en 1895, et travaille quelque temps chez son oncle, libraire à Bessancourt. Il s'y découvre une passion pour les livres et la lecture. Puis il devient comptable dans une maison de tissus à Paris, avant de créer, en 1898 semble-t-il, une affaire d'édition de cartes postales.

En 1902 (la date est incertaine), il lance la Société Aristide Quillet qui diffuse des ouvrages publiés par d'autres éditeurs, avant d'éditer elle-même des ouvrages pratiques de caractère encyclopédique, la plupart du temps vendus par courtage à domicile ! Il voulait distribuer le savoir à ceux "à qui ont manqué les ressources de l'école". L'objectif est de toucher une clientèle populaire avec des ouvrages de vulgarisation marqués du sceau de la qualité.

Les titres de ces livres illustrent la volonté du jeune éditeur : *Médecine et hygiène populaire, Mécanicien moderne* etc. Ou encore *Mon professeur, grande encyclopédie autodidacte moderne,* une encyclopédie en six volumes destinée à favoriser l'éducation de toute la population, et surtout celle des *"fils du peuple* à *qui ont manqué les ressources de l'école';* comme on peut le lire dans la présentation de 1908. Cet ensemble sera repris en 1932 en trois volumes, sous le titre *Encyclopédie autodidactique Quillet.* l.'éditeur modifiera encore cette édition en 1934 pour en présenter une nouvelle version, cette fois sous forme alphabétique, dans son *Dictionnaire encyclopédique Quillet.*

Féru de géographie, Quillet est aussi l'éditeur de *L'homme et la terre,* ouvrage du grand géographe et militant anarchiste Élisée Reclus. En 1912, il se lance dans une vaste entreprise, avec une *Histoire illustrée des pays et des peuples. /*1 se sera également passionné pour la presse, éditant de nombreuses revues dans des genres très variés (histoire, médecine, notamment) et dirigeant des journaux régionaux dans l'est de la France, comme *Le Journal de Sélestat, Les Dernières*

nouvelles de Colmar ou *Les Dernières nouvelles de la Moselle.*

Autodidacte lui-même, il voulait tout apprendre et le publier dans ses encyclopédies multiples
Sa société a aussi publié *L'Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière,* dirigée par Adéodat Compère-Morel et Jean Lorris. Le premier de ces deux hommes est le véritable maître-d'œuvre de l'opération, le second contribue à la diffuser. Tous deux sont des vulgarisateurs et des propagandistes dans l'âme. On estime le tirage de cette entreprise à 4 ou 5000 exemplaires. Cette encyclopédie comprend douze beaux volumes solidement reliés d'une couverture rouge qui ont longtemps trôné dans les bibliothèques des militants ouvriers. Neuf volumes ont été publiés de 1912 à 1914. Il faudra attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour voir l'achèvement de cette œuvre considérable: un volume en 1919, les deux derniers en 1921.

Dans sa préface au dernier tome, Compère-Morel écrit : *"Cette encyclopédie est, comme littérature du mouvement social, unique en son genre. Par elle et grâce* à *elle, amis et adversaires pourront, désormais, se faire une idée précise de la force du socialisme, de la solidité de* sa *doctrine, de l'efficacité de son action, et de la fatalité de* sa *réalisation. N'est-ce pas, pour ses directeurs, collaborateurs et éditeurs, la meilleure récompense* ?"
On peut bien sûr, des décennies après cette publication, s'interroger sur la "fatalité" de la réalisation du socialisme... mais ce serait un autre débat! Reste que cette entreprise s'inscrivait complètement dans la démarche initiée par Aristide Quillet: éditer pour instruire le peuple, vulgariser la connaissance.

Pendant la Première Guerre mondiale, Quillet fut mobilisé comme simple soldat avant de s'élever en grade, devenant sous-lieutenant et recevant la Légion d'Honneur . .. Il a servi comme adjoint au médecin inspecteur général Jacob, directeur de l'hôpital du Val-de-Grâce. C'est à partir de cette expérience qu'il publie après la guerre, un grand ouvrage, *Science et dévouement,* consacré au service de santé des armées.

Il reprend ensuite ses activités d'éditeur, multiplie les encyclopédies, les atlas, toujours dans l'optique qui est la sienne : une *Histoire générale des religions,* un *Art d'écrire et de bien rédiger* et, surtout, son *Dictionnaire Quillet de la langue française* en six volumes, paru en 1936. Parmi les éditeurs "moyens", avec ces publications ambitieuses, il est le seul à vouloir se faire une place dans la cour des grands, aux côtés de Larousse. Il rachète même, en 1934, la librairie Maloine, une maison du Quartier latin spécialisée dans l'édition médicale. (On pourra se reporter, sur les activités professionnelles d'Aristide Quillet, à l'*Histoire de l'édition française,* parue sous la direction de Roger Chartier et Henri-Jean Martin, volume III, *Le livre concurrencé. 1900-1950,* Fayard/Cercle de la Librairie, 1991.)

Le **Franc-maçon Quillet était en butte à "hostilité des anti-maçons**
Son action d'éditeur a été attaquée dans le n° 4, du 15 février 1937, de *La Revue internationale des sociétés secrètes.* Cette publication nationaliste et antimaçonnique s'en est pris à son ouvrage l'*Évolution humaine: "Le but cherché par le frère Quillet, Monsieur Lahy-Hollebecque et leurs collaborateurs, apparaît clairement ... c'est de la propagande maçonnique humanitaire qu'ils veulent faire. Le titre seul donné* à *l'ouvrage l'indique:* L'Évolution humaine. *Ils avouent, d'ailleurs, qu'ils cherchent* à *montrer "pourquoi et comment le rêve généreux des utopistes se réalisera demain.» Mais oui, ils espèrent soumettre la réalité* à *leur rêve de domination universelle en coulant tous les esprits dans le même moule."*

Avec cet article, le frère Quillet est dévoilé. Mais c'était déjà un secret de Polichinelle! Il a en effet été initié en 1903 et a appartenu à plusieurs loges du Grand Orient de France et de la Grande Loge de France : *Le Temple de l'honneur et de l'union, l'Étoile de la vallée* (Eaubonne), *Les Amis du peuple* (Pontoise), *La Marseillaise,* dont il a été l'un des fondateurs et premier surveillant, pour le Grand Orient, *Goethe* et *Général Peigné* (Grande Loge) ; et enfin *Patriam recuperare,* après la Seconde Guerre mondiale.

C'est le 16 novembre 1936 que la loge *La Marseillaise* est installée à l'Orient de Paris, en présence notamment des frères Arthur Groussier (alors président du Conseil de l'Ordre) et Adrien Pouriau, ancien président. 350 frères étaient présents à cette tenue. Cette loge, dès son installation, est considérée comme importante, au point que *LA CHAINE D'UNION,* dans ~on numéro de décembre, rendit compte de l'allumage des feux.

Dans son intervention, Quillet développe l'idéal présidant la fondation de la loge, qui s'inscrit dans le cadre de la Révolution de 1789. Il fait l'apologie du drapeau tricolore, l'opposant au ,drapeau rouge, préconise le geste de la main tendue plutôt que celui du poing tendu, et termine sa planche en montrant que les maçons sont des constructeurs et non des destructeurs. Une loge républicaine; donc, "révolutionnaire" sans doute, mais sous le signe de la Révolution de 1789.

Il fonde, avec d'autres, la loge *La Marseillaise.* Groussler et Pouriau étalent à l'allumage des feux.

LA CHAÎNE D'UNION
Cette installation de *La Marseillaise* offre l'occasion de revenir sur la franc-maçonnerie de cette époque, à travers les discours prononcés. Qu'entend faire la Maçonnerie dans ces années-là ? À quoi peut-elle servir ? Arthur Groussier, dans son discours inaugural, est très clair: elle est une institution qui doit accepter toutes les tendances, toutes les opinions, sauf celles se rattachant à l'esprit de dictature; elle ne doit pas faire de politique militante, mais son rôle est de préparer des hommes, des citoyens; les maçons doivent y venir le cœur et l'esprit nus, dépouillés de tous préjugés, pour former sainement leur jugement.

Concluant son long article sur cette tenue d'installation, *LA CHAÎNE D'UNION écrit : "Les travaux sont conclus en* la *forme accoutumée, et les frères se séparent, heureux d'avoir assisté* à *une belle cérémonie qui comptera dans les annales de l'histoire du Grand Orient de France."*

Un tel enthousiasme dans le commentaire, plus: la qualité des frères présents, ne pouvaient qu'attirer l'attention des milieux antimaçonniques, comme le montre un article paru dans le n° 5, du 1° mars 1937, de *La Revue internationale des sociétés secrètes : "Le frère Quillet* a *présidé, rue Cadet,* à la *naissance de la loge* La Marseillaise, *où sont reçus les partisans du drapeau tricolore, de la conciliation entre patrons et ouvriers, ceux- là même qui préfèrent tendre* la *main que brandir le poing. Toutefois, que les fascistes se méfient, car le frère Quillet, dans son discours d'inauguration,* a *encore célébré l'idéal révolutionnaire de* 1789. *Les membres de la loge* La Marseillaise *sont peut-être des industriels et des commerçants qui en ont assez de voir leurs usines et leurs magasins occupés.* À *ce titre, ils se révoltent peut-être contre Moscou, mais ils restent les ennemis de toutes les dictatures. Méfions-nous de leur salut* à la *romaine. Il pourrait très vite se transformer en signe de détresse* /"

Quillet est resté maçon jusqu'à son décès le 30 avril 1955. Le Convent de cette année-là lui rendra un vibrant et multiple hommage, comme en témoigne le compte-rendu des travaux. Plusieurs phrases peuvent être relevées : *"Aristide Quillet sut favoriser dans ses ouvrages comme L'*Évolution française *la diffusion des idées maçonniques."* Plus loin, on note: *"Désintéressé, le frère Quillet fut le bienfaiteur de nombreuses œuvres laïques et maçonniques. Il fut membre du Comité général des patronages laïques. /1 recueillit nos frères espagnols en exil comme le frère Ballester. Éditeur de journaux en Alsace, il sut être le mécène de la culture française devant la propagande d'Hitler. Ruiné par Pétain, il vendit un moment ses biens et ceux de sa femme. /1 s'imposa, par sa probité et le sens patriotique de ses efforts, aux éditeurs de droite eux-mêmes qui .facilitèrent la reprise de son activité après la Libération. C'est un grand nom .~e l'édition qui disparaît, mais aussi un cœur généreux qui dota des dizaines de loges de bibliothèques et de matériel."* Enfin, l'orateur remercie *"ce frère qui avait su monter, dans la probité et l'honneur, une diffusion mondiale de livres imprégnés de pensée maçonnique et qui avait peuplé de Francs-maçons tous ses services."*

Quillet, militant et élu du peuple, resta longtemps fidèle, malgré avatars et scissions, au socialisme

Aristide Quillet fut par ailleurs un homme engagé dans la vie de son époque. Militant socialiste à partir de 1906, il a été candidat en 1908 aux élections municipales dans sa commune natale, Villiers-Adam. On trouve, dans l'organe socialiste de Seine-et-Oise, *La Lutte sociale,* des articles de lui où il défend "l'œuvre des groupes d'études sociales"(4. Madeleine Rebérioux, *Guesdisme et culture politique. Recherches sur l'Encyclopédie socialiste,* in Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maitron, Les Éditions ouvrières, 1976, p. 213.) c'est-à-dire qu'il se bat pour que le peuple puisse apprendre et se cultiver: il poursuit dans le parti le combat pour l'éducation populaire qu'il mène dans l'édition.

Après la scission de 1920, il reste à la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière, ancêtre du Parti Socialiste actuel) et devient très anticommuniste. On connaît un tract à sa signature, qu'il diffuse à cette époque: *"Nous ne devons pas salir nos prochains bulletins de vote avec de la boue bolchevique arrosée de l'or moscovite".* Il entre au conseil municipal de Villiers-Adam en mai 1925, devenant premier adjoint. En novembre, il annonce, dans une lettre au Préréfet, qu'il quitte la SFIO. Il reste républicain, mais rejette tout ce qui peut s'apparenter à un changement social profond.

Élu maire en 1929, il conservera son mandat jusqu'en octobre 1940. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ses biens alsaciens sont confisqués par les Allemands. Il se replie sur Bordeaux, où il fait reparaître *Les Dernières nouvelles de Strasbourg,* puis se réfugie à Montpellier, où il lance une nouvelle publication, *L'Écho des réfugiés,* qui est interdite par les Allemands en novembre 1942 quand la "zone libre" est occupée: *"/1 doit alors entrer dans une semi-clandestinité pour éviter la déportation, et c'est dans les Pyrénées,* à *Ax-les-Thermes, où il se cachait avec son épouse et son petit-fils, qu'il vit la Libération.".(*5. *République je t'aime toujours et encore,* plaquette citée.)

Avec le retour de la démocratie, il retrouve son mandat de maire, qu'il exerce jusqu'à sa mort en 1955. Il est alors un notable, titulaire de la Médaille de la Résistance, somptueusement honoré par la République, qui, en 1848, fit de cet auto-didacte un Grand Officier de la Légion d'Honneur. DENIS LEFEBVRE Chaine d'Union n° 52 - avril 2005

RAGON de **BETTIGNIES Jean Marie** PHOTO Bray-sur-Seine 1781 – 1866.



Carrière administrative, produit une volumineuse littérature aujourd'hui dépassée. Initié Franc-Maçon, en 1804, à Bruges. Fonde en 1814, "*Les Vrais amis*", Paris.

Il fut membre du Grand Orient, du Rite de Misraïm, de l'Ordre du Temple de Fabré Pallaprat. Il fonda et présida la célèbre loge Les Trinosophes, ainsi que le chapitre et l'aréopage s'y attachant. Il est l'auteur de nombreux ouvrages maçonniques qui eurent une influence considérable : La Messe et ses Mystères, Le Cours philosophique et interprétatif des initiations anciennes et modernes, l'Orthodoxie Maçonnique, La Maçonnerie Occulte, etc. ainsi qu'une collection de 15 Rituels maçonniques.

Considéré par ses contemporains comme le franc-maçon le plus instruit du XIXe siècle, il est l'auteur de nombreux ouvrages maçonniques qui eurent une influence considérable :

***La Messe et ses Mystères*, *Le Cours philosophique et interprétatif des initiations anciennes et modernes*, *l'Orthodoxie Maçonnique*, *La Maçonnerie Occulte*, etc. ainsi qu'une collection de Rituels maçonniques (et apparentés, tels ceux de la Foresterie). Beaucoup de ses œuvres furent ré-éditées par les Éditions du Prieuré, puis plusieurs en *fac-similé* par les éditions Lacour-Ollié. Il fut également l'éditeur de la première revue maçonnique française, *Hermes*. Part aux USA, en 1820, et son activité maçonnique cesse.**

LES FRERES QUATRE-POINTS

Signalons aussi, à titre anecdotique, que Ragon, après avoir quitté sa Loge-mère et ses préoccupations sans doute trop terre-à-terre à son goût, fut également membre - ainsi que Vuillaume et Fabré-Palaprat - de l'*Ordre des Priseurs* (O:: des Pr::), société para-maçonnique très confidentielle et élitiste, datant des années 1820, qui ne comptait que 21 membres. L'ensemble des règlements (10 volumes) et rituels (17 volumes) de cette société, manuscrits mais richement reliés, date de 1828. Les *devoirs du vrai Priseur* y sont décrits comme suit :

Pratiquer les vertus domestiques & sociales, passer sa vie au sein de l'amitié et du travail, tel est l'état d'un vrai priseur. Modeste et patient, il doit se faire gloire de cultiver la plante par excellence ; et libre des préjugés vulgaires, il doit chérir son obscurité. Modestie, obscurité, tels sont les principes de l'association tabacologique. Amour du travail, zèle et persévérance ; voilà les signes caractéristiques de tous les véritables enfants du G:: M::. Priseurs ! Soyons dignes de ce beau titre !

Dans son ouvrage (posthume, paru en 1867) *Les Sociétés badines, bachiques, littéraires et chantantes*, Arthur Dinaux consacrait à cette société secrète une notice dont on trouvera ci-dessous quelques extraits :

Si l'on ne s'en rapporte qu'à la forme superficielle, l'Ordre des Priseurs est peut-être le plus nombreux de tous les ordres depuis la découverte faite par Nicot de la poudre médicée. (…) Mais si l'on creuse le fait, si l'on approfondit la question on verra que la vraie Société des Priseurs est un ordre distingué qui compte peu d'adeptes d'élite et qui est fort peu connu des profanes. Dans cette association, un groupe de fidèles réunis pour travailler se nomme une manufacture. La manufacture est consacrée, non pas comme on le croirait, à faire vivre le monopole des tabacs et les droits réunis, mais bien à l'étude de la nature et des vertus. Dans la manufacture il y a plusieurs grades, et dans les grades on compte différentes classes. (…) Des statuts règlent l'office et les fonctions de chacun. (…) Les réceptions avaient lieu solennellement. (…) Enfin l'ordre se livrait à des travaux sérieux et philosophiques qui ont attiré l'attention des amateurs de ces sortes de mystères. Peut-être la politique, se cachant sous le voile de l'allégorie, n'est-elle pas restée étrangère à cette association. (…) La Société des Priseurs avait pour but le désir de perfectionner les hommes en les éclairant sur leurs véritables intérêts ; l'amour de la vertu, de la vérité, et de la liberté. Elle était en fait inspirée de l'Institut de Pythagore dans lequel elle reconnaît ses origines, Institut établi afin de propager les connaissances, de conserver la vérité, et de réunir en un faisceau tous les amis du bien. Cette Société, très en vogue aux premières années de la Restauration, était composée à l'image de beaucoup de sociétés secrètes et en particulier de la Franc-maçonnerie, avec une hiérarchie très importante et un cérémonial très rigide. Elle avait également un langage codé ainsi que des symboles ésotériques comme les quatre points ou deux C opposés l'un à l'autre.

L'Ordre (dit *la grande manufacture de France, siégeant à Paris*) comportait quatre grades, chacun divisé en classes.

Le premier était *consacré à l'étude de la nature et des vertus sous le titre des priseurs*. Le second était le *grade des Torqueurs*. Les *fonctions* comprenaient, outre des termes relativement classiques (F:: Surveillant, Maître des Cérémonies), des termes tels que : Directeur d'une manufacture - Garde Magasin d'une manufacture – Chef de Culture - Chef d'Instruction.

Parmi les *titres* on trouvait :
hiérodidascale, protodidascale, archimistagogue, protomistagogue, graphistère, achiargiro-gnome.
Comme à la Stricte Observance Templière, les membres étaient gratifiés de *surnoms*, mais avec une référence à la sagesse antique (plutôt que chevaleresque) :
Xénophile, Eudoxe, Hippocrate, Alcée, Solon, Cratès, Euclide, Archimède, Plutarque, Théocrite, Lisius (Ragon), Bias, Lycurgue, Socrate, Protagoras (Vuillaume). Chansmac.ifrance.com/chansmac/docs/loges/amisdunord.html

RAMADIER Paul

La Rochelle 17 mars 1888 – Decazeville 14 octobre 1961.



Fondateur des Etudes socialistes à Rodez, avocat à la Cour d'appel de paris, militant coopératif, Ramadier amorce une carrière politique au cabinet d'Albert Thomas, ministre de l'Armement en 1916. Il est élu maire de Decazeville en 1919 et député de Villefranche-de-Rouergue en 1928.

Il a connu la maçonnerie alors qu'il fréquentait le lycée de Rodez et a été formé par Bertrand Siman, professeur d'espagnol. Ardent radical-socialiste, compromis dans l'affaire des Fiches et, accusé par ses écrits d'être responsable d'une mutinerie qui éclate, en 1913, dans la caserne de Rodez, Siman procède, le 22 février 1913, à son initiation à la loge ruthénoise « *La Parfaite Union* ». Il y est reçu compagnon le 7 juin 1914, maître le 20 juillet 1915 et il accède au chapitre le 3 novembre 1920.

Pour des raisons de voisinage mais aussi de politique, il s'allie en 1924 à « *La Nouvelle Cordialité* » à Villefranche-de-Rouergue. Dans ces deux loges, il exerce diverses fonctions et, en 1939, il remplace, comme vénérable de la loge de Villefranche, Maurice Bouscayrol. Celui-ci est vice-président radical du conseil général. Ramadier relève alors de la mouvance du socialisme humaniste par générosité sociale et par militantisme coopératif. Selon les maçons aveyronnais qui l'ont connu, il voyait surtout une société de pensée progressiste au service des idéaux laïques et républicains, et une école de morale.

Ramadier, entre les deux guerres, participe à divers congrès régionaux et convents du Grand Orient. En 1927, au congrès régional des loges du Sud, il s'exprime sur le péril vénérien, montrant son souci de préserver le secret médical. Il dénonce l'« illusion coloniale » en s'appuyant sur l'exemple anglais où la production industrielle insulaire est menacée par celle des dépendances. En 1929, il présente le rapport national de synthèse sur « *les moyens à employer pour le maintien et la maîtrise de l'esprit laïque contre l'esprit dogmatique et dominateur d'inspiration politique, sociale et confessionnelle* ».

Ramadier craint la formation d'un parti politique catholique social qui unirait les conservateurs. Il craint également le vote d'une nouvelle loi Falloux, déplore la faiblesse du groupe maçonnique au Parlement, invite les loges à recruter des instituteurs, à former des syndicalistes laïques, à développer les œuvres post et périscolaires.

En 1931, il rapporte au Convent sur la question de la coopération. Elle est « fille de la maçonnerie », dit-il, car elle est fondée sur « la solidarité économique volontaire » et plusieurs de ses promoteurs, comme Buchez et Régnier (pour les coopératives de consommation), ont été maçons. Elle est aujourd'hui porteuse de liberté et d'une espérance d'émancipation sociale face au capitalisme et au socialisme autoritaire. Il invite les maçons à former des coopérateurs et à inciter les pouvoirs publics à soutenir les coopératives à leurs débuts. En 1939, il intervient sur la question « de l'organisation de la paix sur des bases rationnelles ».

Il s'en prend à l'inutilité de la question car, dit-il, la paix est menacée par des forces irrationnelles inconnues quand fut signé le traité de Versailles.

Ramadier quitte la S.F.I.O. en 1933 avec les « néos » pour rejoindre le Parti socialiste républicaine. Il est nommé sous-secrétaire d'Etat aux Mines, à l'Electricité et aux Combustibles dans le cabinet Blum en 1936. Il exerce les mêmes fonctions dans le troisième cabinet Chautemps. Il est également membre du cabinet Daladier d'où il démissionne en juillet 1938. Il est l'un des 80 parlementaires à voter contre Pétain à Vichy en 1940. Il répond à la circulaire d'application de la loi du 13 août 1940 interdisant la franc-maçonnerie : **« *Je ne puis apporter ma collaboration à la loi du 14 août 1940. Je tiens pour inviolables les droits de la conscience. C'est pourquoi j'ai adhérer à la franc-maçonnerie voici près de trente ans et j'y reprendrai ma place dès que la législation récente aura été abrogée. Je ne puis faire ce que je blâme ni condamner ce que je voudrais pouvoir recommander* ».**

Il est naturellement déchu de tout mandat. Ramadier entretient pendant la guerre des relations avec des dirigeants radicaux et socialistes et est admis au Comité départemental de Libération. Ministre du Ravitaillement du général de Gaule en 1944, il est réélu maire et député S.F.I.O. en 1945. Il est le rapporteur de la commission parlementaire sur la loi de nationalisation

de l'électricité du 8 avril 1946. Garde des Sceaux du ministère Blum, en 1946, président du Conseil en 1947, il est conduit à limoger les ministres communistes, car il considère que la rupture de la solidarité ministérielle est une atteinte à la Constitution et une menace pour la République parlementaire. Il sera ensuite des cabinets André Marie et Queuille (1948-1949). Il subit son premier échec électoral en 1951 et il reçoit la présidence du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail. Il prend sa revanche en 1956 et est chargé du ministère des Affaires économiques et financières dans le cabinet Guy Mollet. Son nom est resté associé à la « vignette » destinée à alimenter un Fonds national de la solidarité envers les vieux, économiquement faibles.

Parallèlement à ses activités politiques, Ramadier a repris, après-guerre, son action maçonnique. Contraint de s'inscrire à la fois dans les deux loges aveyronnaises exsangues, faute d'autres candidats de valeur, de 1948 à 1953, puis en 1955, il reprend le premier maillet à la loge de Villefranche qui ne regroupe qu'une trentaine de membres. Un certain nombre sont de ses fidèles, tel le bijoutier Roques, son successeur à la mairie de Decazeville. On ne trouve pas trace des exposés qu'il a présentés, le plus souvent axés sur l'actualité, car il ne les rédige pas.
Ramadier assiste également à divers convents sous la Quatrième République sans intervenir. Il anime des associations maçonniques, comme le Dîner du Palais qui regroupe des maçons magistrats, avocats ou de métiers annexes, ou la Fraternelle parlementaire qui réunit les députés et sénateurs maçons ainsi que le personnel des assemblées. Il l'avait présidée dans les heures chaudes de 1934 mais son rôle éventuel ne peut être apprécié. Il franchit tous les degrés de l'écossisme jusqu'au 33° qu'il obtient le 4 septembre 1954.

Battu aux législatives en 1958 et aux municipales, l'année suivante, dans son fief de Decazeville, il se retire de la vie politique et meurt à Rodez en 1961. Adepte de la Libre Pensée, il est enterré civilement. A.C.

RAMSAY chevalier de **André Michel**

Ecosse 1686 – Saint-Germain-en-Laye 1743.



On rapporte que ce littérateur, fort préoccupé par des questions théologiques dont les solutions lui paraissent insatisfaisantes, se mit en rapport avec des théologiens de son pays, de Hollande et de France. Fénelon, dont il devient l'ami, parvint à lui faire partager ses doctrines, et Ramsay se convertit au catholicisme. Fixé en France, il y devint le précepteur du duc de Château-Thierry et du prince de Turenne dont il écrivit la vie en 1735. En 1724, il alla à Rome remplir les mêmes fonctions auprès du fils de Jacques II (le Prétendant). Peu de temps après, il obtint un sauf-conduit qui lui permit de retourner en Ecosse et il passa quelques années chez le duc d'Argyle. Il fut reçu docteur à Oxford en 1730, de retour en France, Ramsay devint intendant du prince Turenne. Il était lié à Jean-Baptiste Rousseau et à Louis Racine.

On doit à Ramsay plusieurs ouvrages : un ***Essai de politique*** (La Haye, 1719), repris sous le titre ***Essai philosophique sur le gouvernement civil selon les principes de Fénelon*** (Londres, 1721), une ***Histoire de la vie et des ouvrages de Fénelon*** (La Haye, 1923), et surtout, ***Les Voyages de Cyrus***, avec un discours sur la mythologie et une lettre de Fréret sur la chronologie de cet ouvrage (Londres et Paris, 1727), qui connaîtra un grand succès. Personnalité controversée, brocardée dans la *Ramsaÿde* (1735) attribuée à Roy, « homme fade » selon Montesquieu qui l'a connu, on est mal renseigné sur sa carrière maçonnique.

Ramsay aurait vu la lumière à son retour de Rome, en mars 1730, à la « *Horn Lodge* » de Londres, mais le plus important de son activité maçonnique se situe dans les années 1736-1738, date de son fameux discours, prononcé le 26 décembre 1736, vraisemblablement dans la loge « *Saint-Thomas I* » à laquelle lord Darwentwater appartenait, discours dont on connaît deux versions assez différentes. La première, qui disparaît en 1737, ou du moins, qui est très largement euphémisée, offrait un long développement dans lequel l'histoire du peuple élu et celle de la maçonnerie primitive étaient données pour inséparables jusqu'à la direction du second temple par Titus en 70. Ce premier texte s'adressait à des catholiques jacobites ; le second aurait dû être prononcé en Grande Loge, autrement dit, devant tous les maçons de Paris qui étaient aussi bien gallicans que de sensibiliser hanovrienne. Il convenait de ménager les frères en conséquence.

D'une version à l'autre on passe donc d'une « histoire » de la maçonnerie fortement liée à l'Ancien Testament, puis à la croisade, à une vue séculière de l'Ordre puisque maintenant on insiste sur la rédaction d'un « *Dictionnaire universel des arts libéraux et des sciences utiles* » (on pense à la Cyclopaedia d'Ephraïm Chambers qui avait été une entreprise maçonnique) que les maçons auraient engagé. Bref, on est plus dans l'esprit du siècle. Reste que le discours (version d'Êpernay) ne fut pas prononcé, car Fleury, sollicité par Ramsay, « désapprouvait » les assemblées de francs-maçons. « Homère de la maçonnerie », Ramsay en aura été le premier « poète épique » (P. Chevalier). *Ses Philosophical Principles* (1751), parus après sa mort, montrent que Ramsay se voulut l'instituteur d'une religion universelle don la maçonnerie était la clef de voûte. Il en fut, comme l'écrit Pierre Chevallier, « Vindex et martyr » Ch.P.

RAVEAU **Antoine**

Paris 1764 - Champigny-sur-Marne 1848.

Architecte. Directeur des Travaux Publics de Paris.
Membre de la loge Saint-Jean de Palestine avant la Révolution et fondateur d'Isis, qui devient sous son influence Isis-Monthyon, une loge connue sous la Restauration pour ses actes philanthropiques, il est député des Amis de la

Sagesse (1804), officier du Grand Orient de 1817 à 1824 ; il participe à la rédaction des statuts de l'obédience de 1826 et exerce de nombreuses responsabilités administratives et politiques.

Président du bureau de bienfaisance de la section du Théâtre Français, il est aussi officier municipal du XI° arrondissement et conseiller municipal de Champigny. Chr. N.

RASPAIL François-Vincent

Carpentras 29 janvier 1794 – Arcueil 7 janvier 1878.

Raspail, issu d'une famille modeste, formé par un abbé janséniste et jureur, suit des études au grand séminaire d'Avignon, est ordonné diacre, puis renonce à la prêtrise. Ses prises de position bonapartistes le mettent en danger pendant la Terreur blanche et il monte à Paris. Ses fréquentations estudiantines le font entrer en relation avec les libéraux et il écrit ses premiers articles dans ***Le Minerve français***. en 1821, devenu très anticlérical, tout en restant profondément déiste et socialiste, il rédige un pamphlet contre les Missions.



Il vient d'être admis aux *Amis de la Vérité*, ce qui le conduit naturellement à une des ventes de la Charbonnerie. On le trouve, en 1821, orateur adjoint de la loge « *Les Amis Bienfaisants* », soupçonnée d'être républicaine : il y prononce un discours sous le titre trompeur de « *Sainte Liberté, ton nom n'est pas un blasphème* ».

Il s'agit en fait d'une fantaisie poétique sur un voyage d'Orphée. C'est le seul texte maçonnique de Raspail qui ait été conservé. Désenchanté par la politique militante, il se consacre alors aux études, avec, pour finalité, l'éducation du peuple et l'éradication de la misère. Il est un touche-à-tout de génie, à la fois biologiste, chimiste, physicien, médecin, vétérinaire, astronome, météorologue, naturiste, paléontologue, écrivain, dessinateur, violoniste.

Il expose notamment la théorie cellulaire qu'il synthétise dans la formule *Omnis cellula a cellula* : toute cellule vient d'une cellule. Il invente des réactifs, perçoit la complexité des échanges intercellulaires, déduit l'existence d'êtres infiniment petits entrainant la mort des cellules. Il invente un microscope. Raspail est le pionnier de l'histochimie, c'est-à-dire de l'étude des phénomènes chimiques à l'intérieur des cellules.

Il retrouve une activité politique en 1830. Il refuse la charge de Conservateur des collections du Muséum et la Légion d'Honneur. **Il est possible qu'il ait alors repris une activité maçonnique car il est convoqué à une tenue de la loge « *Les Trois Jours* », fondée par des amis de La Fayette.** Son activité républicaine est à l'origine d'une première condamnation : 3 mois de prison en 1831. A sa sortie, il prend la direction de la *Société des Amis du Peuple*, fille de la loge « *Les Amis de Vérité* ». La Société est mise hors la loi à las fin de 1831, et Raspail condamné à 15 mois de prison. Libéré en avril 1833, il devient un des meneurs de la Société des Droits de l'Homme et du Citoyen fondée par un autre ancien des « *Amis de la Vérité* », Godefroy Cavaignac. D'où à nouveau une condamnation à 3 mois de prison à titre préventif, puis une condamnation ferme après l'insurrection d'avril 1834. En octobre 1834, il fonde le journal ***Le Réformateur***, très apprécié dans les ateliers, et qui s'effondre, en octobre 1835. Arrêté après l'attentat de Fieschi, accusé d'outrage à magistrat, il est condamné à 2 ans de prison ; il rédige alors un ***Dictionnaire de langue verte*** et un ***Projet de réforme pénitentiaire.***

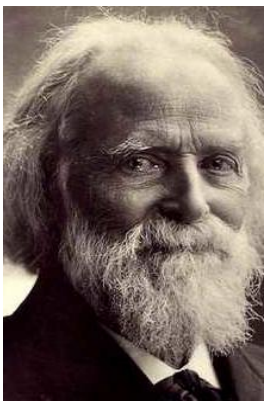
En 1845, il publie son ***Manuel annuaire de la Santé ou Médecine et Pharmacie pratique*** qui sera réédité jusqu'en 1935. Il fait l'apologie de l'usage du camphre et invente l'eau sédative. Il ouvre un dispensaire, rue Sévigné, où les pauvres sont soignés gratuitement et est condamné pour pratique illégale de la médecine. Il revient à la politique en 1846 en publiant des articles dans *La Réforme*, puis en 1848 où il aurait poussé le gouvernement provisoire à proclamer la République. Il fonde le Club des « *Amis du peuple* » ; le 15 mai 1848, il est compromis à son corps défendant, dans une tentation de coup d'Etat révolutionnaire, emprisonné et présenté par l'extrême-gauche aux élections présidentielles de décembre 1848 ; comme candidat des insurgés de Juin, il n'obtient que 37 000 voix. Il est condamné pour la tentative de putsch manqué, en mars 1849, à 6 ans de prison ; il est donc incarcéré lors du coup d'Etat du 2 décembre 1851. Libéré, il se retire en Belgique où il poursuit son œuvre de médecin des pauvres. Il rentre en France en 1862. Son fils Benjamin, proscrit après le coup d'Etat, s'inscrit à la loge « *L'Ecossaise 133* » qui regroupe une élite républicaine. Raspail, avec l'appui des maçons et des libres penseurs lyonnais, est élu au corps législatif en 1869 mais battu en 1871. Il est encore condamné à 2 ans de prison en 1874 pour avoir évoqué, dans son ***Almanach***, le souvenir de Delescluze et Millière. En 1876. Il est élu député à Marseille. Réélu en 1877, il meurt l'année suivante. Ses obsèques sont grandioses : 100 000 personnes suivent son cercueil dont de nombreuses délégations maçonniques. On peut rapprocher sa carrière maçonnique de celle de Barbès, de Proudhon, ou de Pierre Lereoux, qui ont été des maçons reconnus par leurs frères, bien qu'ils ne fréquentassent que très épisodiquement les loges. Un atelier du Droit Humain porte aujourd'hui son nom. A.C.

RASPAIL Simone

Paris 9 janvier 1908 - 14 avril 1991.

Arrière petite fille du grand maçon, ardent républicain que fut François Raspail, Simone, première femme reçue interne des hôpitaux psychiatriques de la Seine, et devient plus tard Pharmacien Chef des Hôpitaux de la région parisienne. Elle est à l'origine de nombreuses initiatives sociales en terme de soins médicaux : Fondatrice-directrice du "Laboratoire Enfance et famille", elle fonde également le laboratoire d'analyse médicale de la Mutuelle Générale de l'Education Nationale.
Initiée Franc-Maçonne, en 1976, à la Loge "*Hélios*" Grande Loge Féminine, Versailles

RECLUS **Elisée** Sainte-Foy-la-Grande (Gironde) 15 mars 1830 - Torhout, Belgique 4 juillet 1905.



Géographe, savant, philosophe, économiste et anarchiste. Banni après la Commune. Élisée Reclus est le frère, entre autres, du géographe Onésime Reclus et du journaliste Élie Reclus.

En 1860, en compagnie d'Élie, Élisée est admis dans une loge maçonnique (les Émules d'Hiram). Il n'y fut jamais actif et au bout d'un an, il quitte la franc-maçonnerie, ne supportant pas l'esprit qui y régnait. Plus tard, il fera quelques conférences sur l'anarchie dans les loges de Bruxelles.

Ce que l'on peut retenir du personnage :
L'anarchiste
Il s'agit sans doute de ce qui le définit en premier lieu. Élisée Reclus rédigea de très nombreux articles, prononça nombre de conférences sur le thème de l'anarchie.

Il participa aussi à des congrès d'organisations ouvrières (AIT notamment, ligue de la Paix et de la Liberté) dans lesquels il se retrouva avec d'autres révolutionnaires libertaires (Bakounine, Kropotkine, Dumartheray, Jean Grave, James Guillaume, Max Nettlau). Il développa ses idées dans plusieurs brochures (*le développement de la liberté dans le monde*, *Évolution et révolution*, *La peine de mort*). De nos jours les mouvements anarchistes et libertaires se réclament encore de lui.

L'union libre
Élisée Reclus eut trois épouses, avec chacune desquelles le contrat social fut différent. Une constante fut cependant très marquée : il refusa toujours le mariage religieux.

La première, Clarisse, qu'il épousa civilement à Orthez le 14 décembre 1858, et dont il eut deux filles, était d'origine Peul (sa mère était une Peul du Sénégal qui avait épousé un armateur bordelais). Élisée et Clarisse vécurent dix ans ensemble ; c'est la mort de sa femme qui les sépara en février 1869. Ce mariage avait une signification toute particulière pour l'anti-esclavagiste de retour de Louisiane.

Il s'unit avec la seconde, Fanny, en union libre (mariage « *sous le soleil* ») en mai 1870, à Vascœuil. Une très grande unité de vues entre les deux époux se manifesta tout au long de leur courte vie commune. Fanny mourut en mettant au monde un enfant qui ne vécut pas, en février 1874.

C'est avec la dernière épouse (Ermance, qui lui survécut) qu'il passa les trente dernières années de sa vie. Ils se marièrent civilement à Zurich en octobre 1875. Ils n'eurent aucune descendance.

À l'occasion des unions libres de ses deux filles célébrées simultanément, il prononça une allocution dans laquelle étaient détaillées ses principales idées sur le mariage et l'éducation des enfants.

Le géographe
Il s'agit certainement de la définition d'Élisée Reclus la plus connue du grand public. Suivant des idées (le naturalisme), déjà développées par Carl Ritter, le géographe allemand du xixe siècle, Élisée Reclus observa la nature et en déduisit de nombreux ouvrages de géographie (la *Nouvelle Géographie universelle*, en 19 tomes, et *L'Homme et la Terre* sont sans doute les plus connus) que l'on peut considérer comme une première tentative de faire de la géographie sociale : pour Reclus, il s'agissait d'inclure l'Homme dans le processus géographique. Il réfléchit aussi intensément à l'enseignement de la géographie et souhaitait mettre à la portée de chacun des outils originaux de compréhension (*Projet de globe terrestre au 10 000e* en collaboration avec l'architecte Louis Bonnier). Élisée Reclus se qualifiait volontiers de « *géographe, mais anarchiste* ».

L'espéranto
Dans la préface à l'ouvrage qui peut être considéré comme celui où il eut l'occasion de développer le plus complètement ses idées (*L'Homme et la Terre*), mais qui ne parut qu'après sa mort, Élisée Reclus évoque les langues internationales qui étaient en train de se développer, et il cite l'espéranto comme l'une des plus abouties. L'internationaliste convaincu qu'il était ne pouvait qu'applaudir à l'émergence d'outils devant faciliter les échanges entre humains.

Le naturisme
Élisée Reclus pensait que la nudité était l'un des moyens de développer la socialisation entre individus, il en vantait les bienfaits hygiéniques moralement comme physiologiquement, et il la mettait en perspective dans de vastes vues englobantes sur l'histoire et la géographie des cultures. Certains le considèrent comme le fondateur du naturisme.

Le végétarien
Très tôt rebuté par la viande, Élisée Reclus fut un « *légumiste* » convaincu, comme il aimait à le dire. Il partageait cette conception avec son frère Élie.

REGHINI **Arturo** Florence 12 novembre 1818 – Budrio 1 juillet 1946.



La vie maçonnique de Reghini est étroitement mêlée aux profondes vicissitudes que subit la maçonnerie italienne au cours de la première partie du XXe siècle et elle en est largement le reflet. A travers sa biographie, on discerne en filigrane la scission de 1908 et les difficultés qui en résultèrent, la dissolution de la maçonnerie pendant la période du fascisme et la difficile reconstruction de l'après-guerre.

C'est à travers la Société Théosophique qu'Arturo Reghini entre en contact avec la maçonnerie. En 1898, il fonde à Rome, avec Isabelle Cooper Oakley, la section italienne de la Société Théosophique et il participe à son activité par des conférences. Dans la Société Théosophique, il entre en contact avec Sulli Rao, un éditeur milanais, 33° et 95° du Rite de Memphis de Palerme.

Ce dernier l'initie sur l'épée en 1902 par délégation de la loge palermitaine « *I Rrgeneratori* ». Le Rite Egyptien de Memphis s'était constitué à Palerme le 10 juillet 1899 et rassemblait quatre loges dissidentes du Grand Orient d'Italie dirigée par Adriano Lemmi. En 1903, Arturo Reghini réside à Florence et il est affilié à la loge « *Michelangelo di Lando* » du Grand Orient Italien Milanais fondé en 1899 et gouverné alors que le Grand Maître Malachia de Cristoforis. Lorsque cette obédience se réunifie en 1904 avec le Grand Orient d'Italie, la loge florentine « *Di Lando* » se reconstitue sous le titre de « *Lucifero* » et Reghini en est l'un des fondateurs. A Florence, il fréquente le célèbre café des *Giubbe rosse*, qui est à l'époque le pivot culturelle et artistique. Il participe aux mouvements d'avant-garde *La Voce* et *La Fronda*, et rencontre le groupe de Lacerba.

En 1903, il fonde la bibliothèque philosophique qu'il dirige jusqu'en 1908, et il rassemble de précieuses œuvres maçonniques. Reghini souffre de la difficile scission de 1908 : il quitte le Grand Orient d'Italie en 1912 et adhère au Rite Philosophique fondé en 1809 par Aduardo Frosini. Il en sort deux ans plus tard à cause de ses conflits avec le fondateur et se met alors « en sommeil ».

Après la Première Guerre mondiale, il réside à Rome et adhère, en 1921, au Rite Ecossais ancien et Accepté de *Piazza del Gesù*, fondé par Fera après la scission de 1908 et dirigé à l'époque par Raoul Palermi. Il est reconnu au 33° et assume la fonction de rédacteur en chef de la revue *Rassegna massonica* qu'il conserve jusqu'en 1926 ; il s'occupe de la révision des rituels. L'écho des difficultés que traverse la maçonnerie italienne à ce moment-là se retrouve dans les pages qu'il a écrites en 1922 (*La Parole di passo e il Massimo mistero massonico* [Les paroles du passage et le plus grand mystère maçonnique]) : « *L'esprit qui animait l'Ordre à son tout début (1717)… dégnéra rapidement et finit par se cristalliser en un vide formalisme christianisant dans les pays anglo-saxons ; en France et, de là, dans les pays latins, il s'altéra profondément sous la pression des retournements politiques, perdant son caractère philosophique propre, adoptant les dits principes immortels de 89, et imprimant à l'activité de l'Ordre un caractère essentiellement politique* ».

Les raisons politiques qui ont provoqués la scission sont (durement) stigmatisées ainsi : « Naturellement, cette orientation athée-matérialiste-démocratique que ne pouvait pas être acceptée par tous les frères et donc, deux ans après la fusion des Grands Orients de Rome et de Milan (fusion qu'il a vécu personnellement), une autre profonde scission avait lieu au sein de la famille maçonnique italienne ».

Cette étude qu'il réalise en utilisant la philologie et les documents anciens met en lumière le fait qu'il existe, dans les paroles hébraïques actuellement utilisées dans les rituels, certaines déformations des termes grecs se rapportant les plus à la symbolique maçonnique : elle indique également que la « palingénésie », c'est-à-dire la régénération, est le but initiatique de l'Ordre. Le texte explique en fait que Reghini avait l'intention de ramener la maçonnerie à sa fonction initiatique et orienter la société vers un Ordre fondé sur les valeurs spirituelles.. En 1924, il fonde et dirige les revues d'études initiatiques ***Atanor*** dont la publication, interdite par le régime fasciste, se poursuit en 1925 avec le titre ***Ignis***. A ces revues collaborent des hommes comme René Guénon et Julius Evola. Mais ***Ignis*** eu aussi obligée de s'arrêter en raison du climat politique et Reghini est étroitement surveillé par la police fasciste. Entre 1926 et 1927, la revue ***UR*** voit le jour mais, lorsque le directeur, choisi pour éviter que Reghini n'apparaisse personnellement, décide de modifier les articles pour plaire au régime de Mussolini, elle disparaît.

A partir de cette date, Reghini se consacre totalement à l'écriture d'une grande biographie, fort bien documentée, d'Henri Cornelius Agrippa et surtout à l'étude des mathématiques et du viatique initiatique pythagoricien – *la Schola italica* qui lui était très chère – et de son axe central : la régénération c'est-à-dire la renaissance initiatique avant la « mort initiatique ». Celle-ci consiste à placer sa propre conscience, en restant vivant et présent à soi-même, dans la condition où doit se trouver la conscience du mort. Il s'agit d'expérimenter la mort, en la « vivant en pleine conscience » (Les paroles sacrées et le passage). La philosophie occulte d'Agrippa mentionne également ce difficile objectif du viatique initiatique : Agrippa dit que « la clef de toutes les opérations magiques, la chose arcane, nécessaire et secrète, consiste dans l'élévation de l'homme ». La « déification », explique Reghini, n'est autre que la vision qui couronne le viatique initiatique, le devenir « comme les dieux » souligné par les vers dorés de Pythagore : « *cette contemplation, réalisée suivant les normes du rite … amène à l'illumination* » (Henri Cornelius Agrippa et sa magie). Bien peu ont affirmé avec autant de constance que le viatique symbolique maçonnique est la préfiguration de cette métamorphose.

En 1943, après le passage des troupes alliées, Reghini reprend une activité dans le Rite Ecossais Unifié présidé par Tito Signorelli qui, le 19 novembre 1945, se réunifie avec celui du *Palazzo Giustiniani*. Reghini conserve sa charge

de Lieutenant Grand Commandeur à vie. A l'époque, et jusqu'à sa mort, il est membre de la loge bolonaise « *Risorgimento* ». Son corps repose à Budrio, sous les symboles de la Schola italica. M.N.

REVERE Paul

Boston 1 janvier 1735 – 10 mai 1818.



Paul Revere est considéré comme un véritable héros de la Révolution américaine depuis que Longfellow lui a consacré un célèbre poème : *The Midnight Ride of Paul Revere*. Sa fameuse chevauchée nocturne, effectuée en 1775 à la demande de son frère Joseph Warren, permis aux patriotes stationnés à Lexington de faire face à l'attaque de l'armée britannique. Ce n'est cependant pas la seule activité révolutionnaire de Paul Revere. Dès 1773, il participe à la *Boston Tea Party* en compagnie de quelques autres membres de sa loge « *St. Andrews* » (de Boston), et d'une centaine d'autres personnes. En 1774, en temps que messager du comité de correspondance de Boston, il porte à Philadelphie la nouvelle de la fermeture du port de Boston par les Anglais et appelle à la réunion d'un congrès des patriotes.

En 1775, selon son propre récit, il anime un comité d'une trentaine de personnes, essentiellement des travailleurs manuels, chargés de surveiller les agissements des soldats britanniques à Boston. Le comité se tient à la Green Dragon Tavern qui sert également de lieu de réunion à un autre groupe révolutionnaire, le *North End Caucus*, ainsi que la loge « St Andrews ». Paul Revere, issu d'un milieu modeste, est orfèvre et graveur ; il est l'auteur d'estampes satiriques contre la présence des Anglais en Nouvelle-Angleterre. Il explique dans une lettre adressée au révérend Jeremy Belknap, en 1798, que tous les membres du comité de la taverne du *Dragon Vert* étaient astreints au plus grand secret et que les seules personnes qu'il pouvait tenir au courant de leurs activités étaient John Hancock, Joseph Warren, tous deux francs-maçons, et trois ou quatre autres personnes.

Paul Revere ne fait état de son appartenance maçonnique dans aucun de ses écrits, sans doute parce que les secrets militaire et maçonnique exigeaient la même discrétion. Cependant il fut un maçon très actif, dont on ne connaît pas précisément la date de l'initiation. Elevé à la maîtrise le 24 septembre 1760 par la loge « *St. Andrews* », il devient secrétaire de la loge en 1769, vénérable en 1770, et succède à Joseph Warren, autre patriote mort au champ de bataille, à Bunker Hill, en 1775. Vénérable de la loge à plusieurs reprises, de 1777 à 1779 puis de 1780 à 1782, il est premier surveillant de la Grande Loge Provincial du Massachusetts, créée en 1769 sous l'égide de la Grande Loge d'Ecosse qui prend le nom de *Massachusetts Independent Grand Lodge* en 1778. Lorsque la loge « *St. Andrews* » qui garde la double affiliation avec la Grande Loge d'Ecosse et à celle du Massachusetts, sommée de choisir entre les deux, reste fidèle à l'Ecosse, Paul Revere quitte « *St. Andrews* » et crée la loge des Nouveaux Etats (*Lodge of the Rising States*). Il en devient le vénérable. En 1794, il est élu Grand Maître de la Grande Loge du Massachusetts, qui résulte de l'union de la Grande Loge St. John et de la Grande Loge Indépendante du Massachusetts. Il le demeure jusqu'en 1797. En outre, Revere a été initié au degré de l'Arche Royale par le chapitre de l'Arche Royale de St. Andrews le 11 décembre 1769.

Dans le cas de Revere, la loge maçonnique semble bien avoir représenté un lieu de sociabilité exceptionnel, favorable à l'apprentissage de la démocratie dans le contexte difficile de la guerre d'Indépendance. C.R.

RIANDEY Charles

1892 – 1976.

La vie de Charles Riandey est inséparable de l'histoire de la franc-maçonnerie en France et de celle du Rite Ecossais Ancien et Accepté dans le monde. Initié le 21 octobre 1917 à la loge parisienne « Union et Bienfaisance » qui l'élit comme vénérable le 15 novembre 1922, Riandey devient conseiller fédéral et Grand Secrétaire de la Grande Loge de France de 1924 à 1927, puis de 1928 à 1931.

Il fonde La Tradition Ecossaise en 1930 avec Antonio Cohen, puis Les Apprentis avec Marcel Cauwel. Parallèlement, il monte les degrés de la hiérarchie écossaise : 4° en 1920, 30° en 1924, 33° en 1929. L'année suivant, il est coopté au Suprême Conseil de France dont il devient le Grand Chancelier en 1934. Fonctionnaire – ou, comme il se définit lui-même dans ses mémoires, « demi-haut fonctionnaire » – autodidacte, il occupe les fonctions de secrétaire général du XIIe arrondissement de Paris avant la guerre.

Rétrogradé après la publication de la loi du 11 août 1941, il est nommé aux mêmes fonctions dans le XIIIe arrondissement le 15 décembre 1941 grâce à Mgr. Beaussart, évêque auxiliaire de Paris, et au provincial des jésuites qui sont intervenus en sa faveur. Quelques jours plus tard, une perquisition a lieu à son domicile. « *L'inspecteur me remit…l'ordre de me présenter en personne au square Rapp, huit jours plus tard, porteur d'un résumé de mon activité maçonnique* », écrit Riandey dans ses mémoires. Reçu personnellement par le directeur des Service des Associations Dissoutes, l'inspecteur de police français S. Moerschel, il lui remet ce résumé du 29 janvier 1942 dans lequel on peut lire : « *j'ai combattu, avec beaucoup d'autres, aux prix de pénibles épreuves, l'envahissement de la maçonnerie par les juifs* ». dans une lettre qu'il adresse au R-P-Berteloot le 19 mars 1943, son antisémitisme s'exprime plus nettement encore.

Engagé dans la Résistance en avril 1943, il est arrêté par la Gestapo le 14 juin 1944 et déporté le 21 août à Buchenwald. Il rentre en France en avril 1945, reprend son poste à la mairie du XVIIIe le 10 novembre suivant, devient chef de cabinet de son ami, le ministre André Le Troquer, puis directeur du Service du logement de la préfecture de la Seine, le 1er janvier 1947. Le 30 septembre 1951, il prend sa retraite et sera désormais appointé par les Laboratoires Roger Bellon dont le propriétaire avait été déporté avec lui à Buchenwald.

Grand Orateur du Suprême Conseil de France depuis 1950, Riandey est à nouveau élu conseiller fédéral de la Grande Loge de France dont il devient Grand Chancelier (chargé des affaires extérieures) le 17 septembre 1953, jour où son Convent vote l'obligation de prêter serment sur les Trois Grandes Lumières. Cette décision permet au Grand Maître Louis Doignon, le 16 mai 1954, de poser la candidature de la Grande Loge à la Convention de Luxembourg. En octobre, avec l'accord de Louis Doignon, Riandey entame des négociations confidentielles avec Pierre Chéret, Grand Maître de la Grande Loge Nationale Française. Elle donne lieu à la rédaction de protocoles préparatoires, à la suite desquels des conversations officielles bilatérales (26 mai-13 septembre 1955) aboutissent à un projet de fusion entre les deux obédiences. L'ampleur des sacrifices exigés de la Grande Loge de France est telle que, lors de la même réunion du Conseil Fédéral du 26 novembre 1955, ce projet est retiré de l'ordre du jour du Convent, prévu les 14 et 15 janvier 1956, décision prise à l'unanimité des présents, dont Riandey.

Le 8 septembre 1956, la Grande Loge de France est admise comme membre de la Convention de Luxembourg. Le dernier rapport que Riandey, Grand Chancelier et conseiller fédéral sortant après trois ans d'exercice, présente au Convent de la Grande Loge de France le 20 septembre 1956 recommande aux 204 présents de ratifier cette adhésion par un vote unanime.

A la mort du Grand Commandeur Jacques Maréchal, le Suprême Conseil élit Charles Riandey pour successeur le 26 mai 1961. Au cours de la Conférence des Grands Commandeurs européen, réunie à Francfort en juin 1962, Riandey fait la connaissance de Willem Hofman qui vient d'être élu à la tête du Suprême Conseil des Pays-Bas trois semaines plus tôt. Entre-temps, des conversations, dont le but est la création d'une Grande Loge Unir de France, ce sont engagées en février 1959 entre le Grand Orient de France, la Grande Loge de France et la Grande Loge Nationale Française.
Elles se terminent quatre mois plus tard par un échec. En septembre 1959, le Convent de la Grande Loge de France décide de suspendre ses relations avec le Grand Orient de France et avec le Grand Orient de Belgique. Deux ans plus tard, il mandate son Conseil Fédéral pour reprendre les conversations tripartites, mais les conditions mises par la Grande Loge Nationale Française à cette reprise la rendent impossible. La Suisse suspend ses relations avec la Grande Loge de France en octobre 1963 ; les Grandes Loges Unies d'Allemagne ont rompu avec elle depuis 1960 la Grande Loge de Belgique, fondée en décembre 1959, fait de même en février 1964. Face à cet isolement progressif, la Grande Loge de France décide de reprendre le contact ave le Grand Orient de France. Une réunion a lieu le 15 avril 1964. Il en résulte un traité d'alliance fraternelle, adopté à l'unanimité le 7 septembre par l'Assemblée Générale du Grand Orient de France, ratifié le 17 septembre 1964 par le Convent de la Grande Loge de France par 140 voix contre 82.

Au mois de février 1964, Riandey a rencontré secrètement le Grand Maître de la Grande Loge Nationale Française, Ernest van Hecke, et en informe Hofman. Mis au courant des pourparlers avec la Grande Loge de France, Riandey tente de les faire échouer mais n'y parvient pas. La veille de la ratification du traité, Riandey est réélu Grand Commandeur. Le traité ratifié, il favorise la création d'une nouvelle Grande Loge où il imagine pouvoir réunir 3 000 à 4 000 maçons qui quitteraient la Grande Loge de France. Au mois d'octobre 1964, Riandey rencontre à nouveau, toujours secrètement, les dirigeants de la Grande Loge Nationale Française, alors que Hofman va à Londres expliquer la situation française telle qu'il la perçoit au Grand Secrétaire de la Grande Loge Unie, sir James Stubbs, et au Grand Commandeur R.L. Loyd. Le 27 novembre, Riandey adresse un message à tous les membres du Suprême Conseil réunis en séance, apprenant les contacts secrets de leur Grand Commandeur avec les autorités de la Grande Loge Nationale Française, exige que Riandey démissionne de sa charge, d'autant qu'il leur affirmait depuis trois ans qu'il n'était pas question de rejoindre la Grande Loge Nationale Française. Trois jours plus tard, le Grand Commandeur Hofman arrive à Paris, rencontre Riandey et van Hecke et fixe avec ce dernier un plan en sept points auquel Riandey donne son accord le 22.

Par lettre du 24 décembre, Hofman informe le Grand Commandeur de la Juridiction Sud des Etats-Unis, Luther Smith, du résultat de ses voyages à Londres et à Paris et lui propose de reconstituer et de « reconsacrer » le Suprême Conseil de France. Le 18 janvier 1965, Hofman écrit à Riandey : « *Ce qui est absolument nécessaire c'est… que vous vous faites (sic) réinitier chez van Hecke* ». Riandey accepte, et sa « réinitiation » par le Grand Maître de la Grande Loge Nationale Française a eu lieu le 9 février.

Le 13 février à Amsterdam, Riandey et plusieurs autres membres de la Grande Loge de France, entre-temps régularisés par la Grande Loge Nationale de France, sont initiés ou réintégrés à tous les grades du Rite Jusqu'au 33°. Riandey devient membre actif du Suprême Conseil des Pays-Bas, chargé au nom des Grands Commandeurs des deux juridictions américaines et de celles du Canada et des Pays-Bas « de reconstituer en France… un Suprême Conseil régulier », ce qu'il accomplit aussitôt. Ce Suprême Conseil « pour la France » est « consacré » le 24 avril 1965 à Paris par une délégation du Suprême Conseil des Pays-Bas.

En 1968, Corneloup écrira à propos de Riandey : « il portera devant l'histoire une lourde responsabilité et la honte de s'être laissé soumettre à une humiliante régularisation qui permettrait de conclure – faussement – qu'elle est l'aveu que les initiations et les investitures, que le très illustre frère Riandey, Souverain Grand Commandeur, avait reçues avant la guerre, à une époque où personne au monde ne mettait en doute l'orthodoxe écossaise du Suprême Conseil de France, n'étaient que de vilains simulacres ». A.B.

RICHE-GARDON Luc-Pierre

Lyon 1811 – Paris 1885.

Luc-Pierre Riche dit Gardon naît dans une famille de négociants en soieries, catholique et conservatrice. Il reprend la tradition familiale, et fonde la société Riche et Reymond. Vers 1830, il abandonne famille, fortune et patrie pour le Proche-Orient où il devient correspondent de presse. Il se fixe à Athènes où il exerce des fonctions juridici-consulaires et publie un journal de défense des populations chrétiennes de l'Empire ottoman. L'Observateur hellénique (1840-1841).

Luc-Pierre revient en France en 1846 et se mêle aux fouriéristes et saint-simoniens parisiens. En 1854, il fonde une petite société pholosophico-littéraire néo-philanthropique, les *Amis de la Société*. Elle cherche à développer le providentialisme, doctrine définie dans une brochure publiée l'année précédente. Riche-Gardon crée également une maison d'édition et, durant toute sa vie, il sera gérant, rédacteur, éditeur, animateur, éditorialiste et propagandiste de diverse revues : ***La Vie humaine, c'est la vie à réaliser*** (1865-1859) avec trois suppléments.

L'Initiation ancienne et moderne (1860-1861), ***Le Journal des initiés aux lois de la vie et de l'ordre universel*** (1861-1863), ***Le Déiste rationnel*** (1864), devenu ***La Renaissance***, puis ***La Renaissance de l'éducation publique*** (1865-1867), et enfin ***La Bonne Nouvelle du XIXe. Renaissance de l'initiation à l'ordre moral*** (1868-1870 ; 1872-1875).

Maçon très jeune, il aurait appartenu à l'obédience misraïmide. A-t-il régularisé ou réinitié au Suprême Conseil de France ? Il apparaît alors comme apprenti, le 2 décembre 1853, à la loge écossaise n°133 « *Saint-Vincent-de-Paul* », puis maître, en mai 1855, à « *La Ligne Droite* ». Avec quelques frères comme Jean-Marie Caubet, Louis Napoléon, Dediot, Léopold Haymann et Charles Pernet-Vallier, ils réveillent le 28 mai 1858 un atelier moribond du Grand Orient de France sous le titre distinctif « *La Renaissance par les Emules d'Hiram* ». Le 6 août de la même année, l'atelier affilie Charles Fauvety et initie Henri Carle.
Riche-Gardon devient vénérable en 1859-1860 et veut faire de sa loge un prototype d'une néomaçonnerie déiste et ouverte aux sœurs. L'affaire échoue. Le 15 avril 1860, 11 frères se réunissent, sans doute au domicile parisien de Riche-Gardon, 5, rue de la Banque, pour constituer une loge provisoire dite « *Religion Naturelle Universelle* », qui finalement, se nommera « *Le Temple des Familles* ». L'Atelier est installé le 14 novembre 1860, et Riche-Gardon en est le vénérable durant les trois années de son existence.

En 1861, Riche-Gardon fait partie de l'opposition au Grand Maître Murat. Il sera même suspendu, mais le prince quittera la direction du Grand Orient. « *Le Temple des Familles* » reprendra ses travaux, mais, à côté des traditionnelles tenues masculines, l'atelier organise encore des réunions dites, au choix, de « comité général », « de famille et de préparation », « d'adoption », ou de « maçonnerie blanche », ouvertes aux sœurs et/ou familles. La loge souchée sur « *Le Temple des Familles* » est composé principalement d'aristocrates, de bourgeoisies cultivées, d'intellectuelles ou d'artistes, comme le journaliste socialiste, romancière et critique d'art Angélique Arnaud Bassin, la romancière, conteuse, grammairienne et moraliste Marie Guerrier de Haupt, l'écrivain féministe Jenny d'Hericourt, la baronne Albine Hélène Le Vassal-Roger, la pédagogue J. de Marchef-Girard, ou Mme Charles Fauvety, dite Maxime, du Théâtre Français. cet atelier, ni vraiment d'adoption, ni totalement mixte, disparut sous cette forme originale en 1864 pour devenir une loge de libre pensée laïque et socialisante au nom moins prosaïque : « *Travail* ».

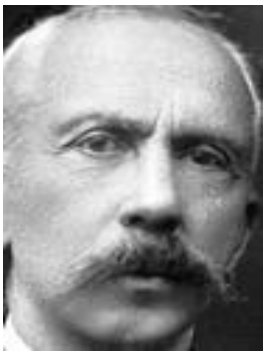
Riche-Gardon participa encore à la vie de l'obédience, comme le montre son vœu au Convent de 1867 (n°V) sur le respect de la tradition initiatique, puis tomba dans l'oubli maçonnique au cours de la décennie suivante.

Chrétien nationaliste, romantique orientalisant, influencé par Willermoz, le mesmérisme, l'hermétisme, le néo-platonisme, les idéaux de la Révolution française et les socialistes utopistes spiritualistes, Luc-Pierre Riche-Gardon cherchera toute sa vie à trouver une synthèse entre le Christ et la raison, l'action socialiste et la quête spiritualiste. Sous la République des ducs, Riche-Gardon se retire progressivement de la vie profane et maçonnique. En 1881, il trouve cependant l'énergie de lancer ***Le Manifeste de la religion chrétienne et humaine*** et tente, sans succès, d'obtenir des pouvoirs publics le droit de tenir des conférences pour développer ses idées. Il partage ses derniers mois avec une petite sœur de la Charité Civile. Luc-Pierre Riche-Gardon meurt le 3 août 1885. Esprit-Eugène Hubert, directeur de La Chaîne d'Union, se chargea de ses obsèques.

Y.H.M.

RICHET Charles Robert

Paris 26 août 1850 - 3 décembre 1935.



Physiologue français qui découvrit le phénomène de l'anaphylaxie ou allergie. Prix Nobel de médecine en 1913.
Franc-Maçon de la Loge "*Cosmos*", Paris

Agrégé de physiologie à la faculté de médecine en 1878, membre puis président des Sociétés pacifistes (dont il présidera les congrès nationaux et internationaux), professeur de physiologie en 1887, secrétaire général de la Société de psychologie physiologique (présidée par Charcot en 1886 et vice-présidée par Théodule Ribot et Paul Janet), secrétaire général du premier congrès international de Psychologie Physiologique tenu à Paris en 1889, directeur de la Revue Scientifique, membre de l'Académie nationale de médecine en 1898.

Prix Nobel 1913 pour la découverte de l'anaphylaxie, membre de l'Académie des sciences en 1914, jubilé scientifique devant une Assemblée internationale de savants en 1926, c'est un excellent littérateur, sociologue,

philosophe, psychologue, curieux de tout, à commencer par l'homme. Membre fondateur de la Société française d'eugénique, dont il est le président de 1920 à 1926, il adopte des positions eugénistes, ainsi que fortement racistes (idées qu'il soutient notamment dans *Sélection humaine*, publiée en 1919). Un exemple de déclaration de Richet à l'appui de ses idées: "...une véritable aristocratie, celle des blancs, de pure race, non mélangés avec les détestables éléments ethniques que l'Afrique et l'Asie introduiraient parmi nous." Il existe des rues Charles Richet dans de nombreuses villes en France, par exemple à Villiers le Bel, Seneffe, Viarmes, Paris, Beziers, Montreuil. Plusieurs hôpitaux portent son nom.

Il est également pionnier de l'aviation avec Victor Tatin, partisan de l'espéranto, et surtout cité pour avoir co-fondé l'Institut métapsychique international en 1919, tout en ayant propagé ce terme dès 1894. Il consacre une grande partie de sa vie à l'étude des phénomènes paranormaux via cette science de l'inhabituel. Il a longtemps poussé ses collègues à s'incliner devant les faits de la méthode expérimentale, mais n'a jamais obtenu le consensus pour ces travaux. Charles Richet était un proche ami de Pierre Janet avec lequel il avait créé l'Institut Psychique International puis l'Institut Psychologique International en 1900-1901. Mais il s'en séparera notamment parce qu'il aurait été trompé dans l'épisode de la Villa Carmen (1905). Selon l'article nécrologique d'Eugène Osty, « Pacifiste ? » :
« Ce Français pacifiste n'était pas de l'imbécile espèce anti-France. Son pays le trouva prêt à l'aider à tout moment utile. En 1870, il devança l'appel. En 1916, âgé de 66 ans, il entreprit une croisade en Italie, en Roumanie, en Russie, pays peuplé de ses élèves, pour y encourager latins et slaves à la lutte qu'il espérait devoir clore l'horrible coutume de la guerre. De retour en France il va aux armées où ses conseils peuvent être utiles et il y étudie les effets du choc explosif sur les combattants. Puis il s'emploie à observer, à l'hôpital de la côte Saint-André, les effets bénéfiques de sa zomothérapie sur les soldats tuberculeux. »

Scientifiques
De 1878 à 1902, il est rédacteur en chef de la *Revue scientifique*, dans laquelle il publie de nombreux articles. Il collabore également au *Journal de physiologie et de pathologie générale* et publie de nombreuses communications sur la physiologie, la chimie physiologique, la pathologie expérimentale, la psychologie normale et pathologique.

Essai : L'homme stupide
Meurtri par ce qu'il a vu, en tant que médecin, pendant la Grande Guerre, il clame en 90 pages ses quatre vérités à une humanité qui le révolte dans *L'Homme stupide* : si l'ouvrage débute dans le sens des préjugés de son temps concernant les peuples non-occidentaux, c'est à la société qui se prétend civilisée qu'est consacré ensuite l'essentiel du texte : mutilations des enfants, guerre, alcool, autres poisons, crédulité, absurdité des bijoux (dans des pages qui rappellent Tertullien), traitement injuste par l'humanité de ses grands hommes, refus obstiné par les hommes d'une langue universelle sont ainsi passés en revue de façon pessimiste et sarcastique. En leitmotiv y revient cette idée : partout et toujours *Homo stultus* règne en maître.

« L'aménagement d'un vaisseau cuirassé témoigne à certains égards d'une prodigieuse intelligence. Puissantes machines, télégraphies sans fil, canons énormes pourvus de poudres savantes, forces électriques régissant tout le mécanisme, salons luxueux, bibliothèques choisies, hydravions rapides ! C'est parfait. L'ingénieuse disposition de toutes les parties du bâtiment permet de faire voguer sans péril, en toutes les mers, toutes les merveilles de la civilisation accumulées en un étroit espace. Oui ! c'est beau, et j'admire ! Mais bientôt, quand je réfléchis, mon admiration s'évanouit. Elle s'évanouit même si bien qu'il n'en reste plus de trace. Car enfin quelle est la destination de ce magnifique appareil ? Détruire un autre appareil analogue. Alors à quoi bon ? »

RIEGO del **Rafael** Santa Maria de Tunas dans les Asturies 9 avril 1784 - 7 novembre 1823.



Rafael del Riego y Nuñez, était un général espagnol et un homme politique libéral.
Del Riego est né le 9 avril 1784 (ou, selon d'autres sources, le 24 novembre 1785), d'une famille asturienne noble et cultivée et de père gentilhomme et poète. Il fait ses études à l'université d'Oviedo.

Les guerres franco-espagnoles
Lors de l'invasion française de 1807, il part pour Madrid, où il rejoint l'armée pour s'enrôler dans le régiment des Asturies. En 1808, pendant la guerre d'indépendance espagnole, il fut capturé par les Français et emprisonné au palais de l'Escurial, d'où il parvint ensuite à s'échapper. Le 10 novembre, il participa à la bataille d'Espinosa, après laquelle il fut encore fait prisonnier. Trois jours plus tard, il fut envoyé en France, et finalement libéré. Il en profita pour voyager en Angleterre et dans les États allemands, avant de retourner en Espagne en 1814 pour rejoindre à nouveau l'armée, avec le grade de lieutenant-colonel dans son ancien régiment.

Guerre civile
Pendant les six ans de monarchie absolue que connut l'Espagne, il rejoignit les francs-maçons[réf. nécessaire] et les libéraux dans un vaste mouvement de conspiration contre le roi Ferdinand VII.

En 1819, le roi mit sur pied 10 bataillons pour aller combattre les mouvements indépendantistes en Amérique du Sud. La portion de ce corps des Asturies où il commandait fut dirigée vers Cadix, comme faisant partie de l'armée destinée à une expédition contre les colonies d'Amérique qu'on songeait à reconquérir. Toutefois, après son arrivée à Cadix, Riego, qui s'était affilié au complot tramé par les colonels Quiroga, Arcos-Aguero et Lopez-Baños, se chargea, après l'arrestation de

ces chefs, trahis et dénoncés par le comte de l'Abisbal, de lever l'étendard de l'insurrection.

Il organisa une mutinerie le 1er janvier 1820 où il proclame, au village de Las Cabezas de San Juan, où est stationné son bataillon, le rétablissement de la Constitution de Cadix (constitution de 1812). Il va immédiatement propager le mouvement donné à Arcos, puis à Ascala de las Gazulès, où il délivre Quiroga, et, de concert avec celui-ci, dirige ses forces, incessamment accrues, vers les travaux de la Cortadura, langue de terre qui unit Cadix au continent. Ce conflit fut désigné plus tard par les historiens sous le nom de guerre d'Espagne de 1820-1823. Le soulèvement est le premier à avoir été internationalement connu sous le qualificatif de « *pronunciamiento* » et marque le début d'une longue série dans l'Espagne du XIXe siècle.

Après des tentatives dont l'unique résultat fut la prise d'un arsenal, Riego se détermina à entreprendre une invasion dans l'intérieur du royaume. À la tête de 1.500 hommes, il se porte vers Algésiras, traverse toute l'Andalousie. Les troupes de Riego marchèrent sur les principales villes d'Andalousie, dans l'espoir de provoquer une insurrection anti-royaliste, mais la population locale manifesta une certaine indifférence. En revanche une révolte éclata en Galice et se propagea rapidement à travers l'Espagne.

Succès
Il est poursuivi jusqu'à Malaga par un corps, sous les ordres du comte général O'Donnel, et là, assez maltraité dans un combat qu'il n'a pu éviter. Le 7 mars 1820, le palais royal de Madrid fut encerclé par les soldats du général Ballesteros, et dès le 10 mars, le roi accepta de rétablir la constitution.

Il allait être abandonné de presque tous les siens, lorsqu'il apprend (mars 1820) qu'enfin la constitution proclamée à la Corogne et à Madrid vient d'être acceptée par le roi. Ce prince ne dédaigna pas de prodiguer des marques de sa bienveillance à Riego, dont la marche jusqu'à Madrid eut une sorte de solennité triomphale.

Le nouveau gouvernement « *progressiste* » éleva Riego au grade de maréchal de camp et le nomma capitaine général de la Galice. Le 8 janvier 1821, il reçut le commandement de l'Aragon, et partit pour Saragosse. Le 18 juin de la même année, il épousa sa cousine Maria Teresa del Riego y Bustillos. Cependant une réaction se fit bientôt sentir dans la marche du gouvernement, fortement dénoncée par Riego. Le 4 septembre 1821, suite à l'échec d'une insurrection républicaine, il fut accusé à tort de républicanisme et emprisonné. Il se vit destitué et envoyé en exil à Lérida, sous le prétexte d'un mouvement démocratique qui éclata à Saragosse, chef-lieu de son gouvernement.

Cette disgrâce, à laquelle il mit fin en publiant un Mémoire justificatif de sa conduite, accrut à tel point la popularité de Riego que son nom devint parmi les *comuneros* un cri de ralliement. Des manifestations eurent lieu à Madrid pour réclamer sa libération. Les élections de mars 1822 le portèrent aux *Cortes Generales*, le Parlement espagnol, ce qui accéléra sa sortie de prison. Il y siégea alors pour la première fois ; il en fut aussitôt nommé président, et s'acquitta de ses fonctions avec plus de talent qu'on ne l'eût espéré.

En décembre 1822, au congrès de Vérone, les pays de la Sainte-Alliance jugèrent qu'une Espagne républicaine serait une menace pour l'équilibre européen, et la France fut désignée pour aller y réintroduire la monarchie absolue.

Intervention étrangère
Le 7 avril 1823, l'expédition française franchit la frontière. À l'approche de l'armée française, Riego vota, conformément à un article exprès de la constitution, la suspension provisoire de l'autorité royale en même temps que celle de l'assemblée des *cortès*, qui furent l'une et l'autre remplacées par une régence durant la translation du gouvernement de Séville à Cadix. Riego prit le commandement de la 3e Armée, et résista aux envahisseurs avec l'appui de groupes loyalistes locaux. Envoyé ensuite pour remplacer le général Zaias dans le commandement des troupes stationnées à Malaga, il y débarqua le 17 août, réunit aussitôt 3.000 hommes, qu'il conduisit vers les cantonnements de Ballesteros, fit arrêter ce général par ses soldats après s'être assuré qu'il trahissait la cause des *cortès*, mais se vit lui-même obligé de renoncer à son entreprise par l'arrivée d'une division française.

D'échecs en échecs, il se replia vers la province de Jaén, espérant gagner les montagnes ; l'ennemi ne lui en laissa pas le temps : un autre corps français, parti d'Andujar, le vint placer entre deux feux. Les siens se débandèrent ; il fut grièvement blessé, et ne parvint qu'avec peine à échapper à ses vainqueurs. L'infortuné général, accompagné seulement de deux officiers, erra d'abord pendant deux jours sans guide à travers les sentiers les moins fréquentés ; et bientôt après, un ermite de la Torrer-de-Pedro-Gil et un habitant de Vilches, que la nécessité l'avait obligé de prendre pour conducteurs, se hâtèrent de le livrer le 15 septembre avec ses compagnons au magistrat d'Arquillos, et cet alcade les fit conduire tous trois garrottés à la Caroline. Arraché aux cachots de cette ville sur la réclamation d'un officier français pour être dirigé sur le quartier général à Andujar, Riego ne lui fut livré que pour être remis presque aussitôt aux agents du parti dont il avait si généreusement mérité l'implacable haine.

Condamnation à mort
On l'envoya à Madrid pour être jugé, et il est digne de remarquer qu'on se contenta, pour établir la procédure, du fait qu'il avait voté la suspension du roi à Cadix. Bien qu'une amnistie générale ait été décrétée, la cour royale jugea Riego coupable de trahison, étant donné qu'il était un des membres du parlement s'étant exprimé en faveur de la réduction des prérogatives du roi. Le 4 novembre 1823, au milieu de la nuit, Riego fut transféré à la prison de la Tour ; le lendemain à midi, on le

conduisit à la chapelle, assisté de deux moines. Le 7 novembre 1823, à midi et demi, il fut traîné à l'échafaud au milieu des cris de la populace. Il fut pendu sur la place de la Cebada, à Madrid. Le soir, son cadavre fut transporté dans une église voisine et enterré au *Campo Santo* par la confrérie de la Charité.

Le supplice de Riego fit beaucoup de sensation en France et en Angleterre. L'épouse du général et son oncle, Don Miguel del Riego, chanoine d'Oviedo, qui s'étaient réfugiés à Londres, sollicitèrent par lettres l'ambassadeur de France, M. le prince de Polignac, et le ministre des affaires étrangères de France, essayant d'obtenir l'intervention du gouvernement français auprès de Ferdinand VII en faveur du général Riego. L'ambassadeur français répondit avec quelque politesse, mais le ministre des affaires étrangères ne daigna faire aucune réponse.

L'*Himno de Riego*, une chanson écrite à la mémoire de Riego, devint l'hymne de la seconde république espagnole (1931-1939). Son portrait est toujours accroché au parlement.

ROBIN Louis Jean Charles Paul

Toulon 1837 – Paris 1912.

Paul Robin naît le 3 avril 1837 de Pauline Rose Blanche Martin et de Jean Placide Robin, commis principal des subsistances à l'armée de Toulon. La famille vit à Brest de 1841 à 1845, à Bordeaux de 1845 à 1850, puis de nouveau à Brest. Paul y fréquente le lycée. En 1854, il obtient son baccalauréat ès sciences. Il est reçu à l'Ecole normale supérieure en 1858, la quitte en 1861, sans avoir passé l'agrégation. En 1862, il est chargé de cours au lycée de Brest ; le proviseur signale son caractère difficile. En 1865, il demande un congé de trois ans et part pour la Belgique. Il participe au fameux Congrès de Liège qui devait porter sur des questions pédagogiques et que des étudiants français (Paul Lafargue, Aristide Rey, Albert Régnard, Germain Casse…) transforment en congrès matérialiste et athée.



Il adhère à la Ligue de l'Enseignement, tient la chronique scientifique du journal ***La Liberté*** et donne des conférences pour la Société des cours populaires et pour la Société des conférences. En octobre 1867, il adhère à la section belge de l'Association Internationale des Travailleurs. Il se marie avec une jeune Belge, Alna Delesalle, à un fils, Emile, né en 1868. En 1869, il est expulsé et, après un bref passage à Paris, il s'installe à Genève où il se lie avec Bakounine et James Guillaume. Installé à Paris en 1870 – où une fille naît au mois de juillet –, il est poursuivi à l'occasion du procès contre l'Internationale, est condamné 2 mois de prison et 25 francs d'amende. Incarcéré à Sainte-Pélagie, il est libéré par le Quatre Septembre. Il part pour Bruxelles, est reconduit à la frontière, s'installe à Brest ; en octobre 1870, à la veille d'une échauffourée qu'il aurait contribué à préparer, il s'enfuit à Londres, ce qui donne naissance à quelques rumeurs malveillantes. Il est élu au conseil général de l'Internationale et est exclu de celle-ci en 1871. Il s'installe à Woolwich, y enseigne le français à l'Académie Royale Militaire jusqu'en 1878, donnant en outre des cours particuliers de mathématiques et de mécanique.

Pendant cette période, il fréquente Kropotkine, envoie des articles pour le Bulletin de la Fédération jurassienne. A partir de 1878, il collabore au Dictionnaire pédagogique de Ferdinand Buisson.

En 1879, sur l'entremise de ce dernier, il est nommé inspecteur primaire dans la circonscription de Blois, où son goût pour l'innovation pédagogique (constitution de bibliothèques et de musées scolaires) dérange. Au mois de décembre 1880, sur la recommandation de Ferdinand Buisson, il est nommé directeur de l'orphelinat Prévost, installé à Cempuis (Seine-et-Oise). Il y applique les principes pédagogiques et éducatifs qu'il avait exposés dans la Philosophie positive en 1869, 1870, 1870 et 1872, en se plaçant sous le patronage de Rabelais. Les garçons et les filles sont éduqués en commun et chaque enfant est considéré dans la plénitude de son individualité physique, intellectuelle, artistique, morale, affective et sexuelle ; l'éducation dispensée correspond aux principes les plus fermes de la libre pensée ; l'éducation civique est marquée au coin du pacifisme. En 1892, une première campagne lancée contre Cempuis et son directeur par l'extrême droite fait long feu.

En 1894, une seconde campagne, plus violente, réussit : considéré comme un satyre ayant transformé l'orphelinat Prévost en « porcherie », Paul Robin est destitué.

Le 16 novembre 1894, le frère Faillet, conseiller municipal de Paris, intervient lors d'une fête solsticiale de la loge Thélème pour dénoncer la campagne de calomnie dont Paul Robin, qui n'est pas encore franc-maçon, a été victime. La loge vote à l'unanimité un ordre du jour contre « la lutte ardente que le clergé continue à mener contre la laïcité ». en 1896, bien que certains membres de son conseil central soient très hostiles aux conceptions éducatives de Paul Robin, la Fédération Française de la Libre pensée tente de l'aider à ouvrir « un pensionnat d'éducation intégrale ». la même année, le 17 janvier,

Paul Robin est initié par la loge « *Télème* » ; le 29 mai, il devient compagnon à la loge parisienne « *La Renaissance* » et, le 29 juin, maître aux « *Trinosophes* » de Bercy. Il milite pour le néomalthusianisme, pour la libération amoureuse et sexuelle, encourage non pas même l'union libre mais l'amour libre, se dit favorable à la décriminalisation de l'avortement, à la liberté de la prostitution. S'il est soutenu par quelques personnes, comme Paul Minck, Nelly Roussel, il rencontre beaucoup d'incompréhension, y compris dans les milieux politiques de gauche et d'extrême gauche : divers journaux et revues lui sont fermés, comme *La Petite République*, la *Revue socialité*. En 1896, il fonde la ligue ***Régénération*** qui connaît son apogée entre 1902 et 1908, grâce à Eugène Humbert. Si certains francs-maçons comprennent son action, d'autres y sont profondément hostiles.

En mars 1902, le secrétaire général du Grand Orient lui interdit « *de déposer chez le concierge, pour la vente, des exemplaires de sa brochure « Moyens d'éviter les grandes familles* » ; il obtient alors le soutien de sa loge, à l'unanimité des frères. Le 1er octobre 1903, alors qu'il distribue ses prospectus au Convent, il est invité à demander une autorisation ; il refuse, estimant qu'il est victime d'une « tentative tyrannique » et que les francs-maçons doivent être libre de lire ou de ne pas lire ce que l'on propose. En 1904, le frère Limousin refuse de faire paraître dans *L'Acacia* un article de Paul Robin relatif à l'initiation sexuelle des jeunes gens des deus sexes, il considère qu'il s'agit d'une *« littérature de maison close* », propre à choquer les lecteurs et à entrainer des poursuites ; en outre, il dénonce « le suave caractère de Paul Robin, décrit comme un « ergoteur », un homme qui « se figure être le foyer de l'univers, l'unique raison d'être du monde ».

En 1904 encore, Paul Robin demande son affiliation à la loge « La Raison », ce qui ne peut lui être accordé immédiatement car il est membre de la loge « Le Lien des peuples et les Bienfaiteurs réunis », considéré par le Grand Orient comme un groupement irrégulier ; il en démissionne, est admis sur les colonnes de La Raison et fait alors savoir que cette affiliation ne l'intéresse plus.

Il est marqué par une lutte durable avec Eugène Humbert et la décadence de la ligue Régénération, et par une forme de déchéance physique ; il est probablement usé par son long combat pour faire triompher ses idées, que Léon Blum considérait comme des « paradoxes précurseurs » destinés à devenir des « vérités communes triviales ». En 1911, le double suicide des Lafargue retient son attention ; il se prononce en faveur du suicide euthanasiste. Le 31 août 1912, il intègre plusieurs doses de chlorhydrate de morphine ; il est incinéré au Père-Lachaise. Son gendre, Gabriel Giroud, a consacré un ouvrage à Cempuis en 1900 ; il a récemment fait l'objet d'une biographie (1995). J.L.

ROBINSON Sugar Ray

Ailey 21 mai 1921 - Culver City 12 avril 1989.



Walker Smith Jr. dit **Sugar Ray Robinson** est un boxeur américain professionnel s'étant illustré entre les années 1940 et les années 1960, et souvent cité à ce titre parmi les plus illustres pugilistes de l'histoire. Ses prestations sur le ring ont incité nombre d'observateurs à créer le classement *pound for pound*, permettant ainsi de comparer les boxeurs au-delà des différences de masse. Il est intronisé à l'International Boxing Hall of Fame en 1990.
Membre de Joppa Lodge de Prince Hall, New York City

Sugar Ray Robinson naît sous le nom de Walker Smith Jr. à Ailey en Géorgie selon son certificat de naissance ou à Détroit dans le Michigan selon son autobiographie. Ses parents sont Walker Smith Sr. et Leila Hurst ; ils ont deux autres enfants : Marie, l'aînée, née en 1917, et Evelyn née en 1919.

Son père dans les champs de coton, d'arachide et de maïs en Géorgie avant de rejoindre Détroit où il commence à travailler dans le bâtiment. Plus tard comme égoutier, il trouve un deuxième emploi afin d'assurer la bonne intégration de sa famille. Robinson déclare à ce sujet : « Il se levait tous les matins à 6 heures et ne revenait à la maison que vers minuit, cela six jours sur sept. Je ne le voyais réellement que le dimanche... bien trop peu pour moi ».

Quand ses parents se séparent alors qu'il a 12 ans, il suit sa mère à Harlem. Il espère alors devenir médecin mais après avoir fui l'école De Witt Clinton en classe de troisième, il décide de se lancer dans la boxe. Mais on lui refuse l'accès car il doit d'abord obtenir une licence auprès de l'Amateur Athletic Union qui n'attribue ce document qu'à partir de 16 ans.

Pour enfreindre la règle et commencer la boxe, il emprunte la carte de membre d'un ami, Ray Robinson. Ce nom d'emprunt se joint plus tard au surnom que lui donne son manager George Gainford, *Sugar*, décrivant son style « doux comme du sucre » (*"sweet as sugar"*). C'est comme cela que Walker Smith Jr. devient Sugar Ray Robinson et entame sa carrière.

Jeune, Robinson idolâtre Henry Armstrong et plus encore Joe Louis, d'autant plus qu'il vivait dans le même quartier que ce dernier à Détroit quand il avait 11 ans et que Louis en avait 17. Il révèle par ailleurs dans son autobiographie avoir été dévasté par la défaite de Joe Louis contre Max Schmeling en 1936, pensant même brièvement à arrêter la boxe. En dehors des rings, le jeune Robinson entre dans la délinquance de rue et intègre même un gang. Par ailleurs marié à 16 ans, il devient père d'un enfant avant de divorcer à 19 ans. Il mène toutefois sa carrière amateur avec réussite et la termine avec un bilan parfait de 85 victoires en autant de combats (69 victoires par KO dont 40 dans la première reprise). Il remporte les Golden Gloves dans la catégorie des poids plumes en 1939, puis des poids légers en 1940.

Il est resté invaincu durant sa carrière amateur totalisant 85 victoires en autant de combat dont 69 obtenues sur *knockout* (KO), 40 dès le premier *round*. Promu professionnel en 1940, il remporte 128 victoires dont 84 sur KO sur les 131 combats — 1 défaite et 2 nuls — qu'il dispute jusqu'en 1951. Depuis 1946, il domine mondialement les poids welters et s'impose même chez les moyens la dernière année. Après s'être retiré en 1952, il revient en 1954 et regagne la ceinture mondiale des moyens en 1955. En 1958, il devient le premier boxeur à remporter un même titre mondial à cinq reprises. Nommé boxeur de l'année en 1942 et 1951, il affronte les plus célèbres boxeurs tels que Jake LaMotta, Carmen Basilio, Gene Fullmer, ou Bobo Olson au cours de ses 202 combats professionnels. Vingt-cinq ans après l'avoir débutée, il met fin à sa carrière professionnelle en 1965.

Plusieurs titres honorifiques lui reviennent depuis sa retraite. Désigné « plus grand boxeur du XXe siècle » par l'Associated

Press, il est nommé en 2007 « plus grand boxeur de l'histoire » selon le site Internet d'ESPN. En 1997, le très renommé *Ring Magazine* le positionne quant à lui en tête de son classement pound for pound, et le considère meilleur combattant des années 1950. Il reçoit également les honneurs de ses pairs comme Joe Louis, Sugar Ray Leonard ou Mohammed Ali qui le surnomme *« The Greatest »*.

Célèbre pour son mode de vie flamboyant en dehors des salles de boxe, il est aussi le premier sportif reconnu pour avoir mis à contribution son « entourage ». Reconverti sans succès dans le show business, il meurt ruiné en 1989.

CARRIERE

Walker Smith Jr fréquente très tôt la salle du Crascent Atlhetic club d'Harlem où sa famille a migré. À 15 ans, il combat pour la première fois en amateur, dans la catégorie mouches, et ce malgré le refus de sa mère. Pour ce faire, il boxera sous le nom de « Ray Robinson » grâce à une licence que son manager, George Gainford, utilise alors que son titulaire vient d'abandonner les rings quelque temps auparavant.

Après un titre aux Golden Gloves en poids plumes, *Sugar Ray*, dont le palmarès porte à discussion (certains le créditent d'un palmarès amateur parfait alors que d'autres pensent qu'il a connu deux revers face à Billy Graham), effectue ses débuts professionnels au Madison Square Garden de New York le 4 octobre 1940 à la même affiche que le choc mondial des welters entre Henry Armstrong et Fritzie Zivic. Dès septembre 1941, Ray Robinson progresse si rapidement qu'il est déjà classé dans les plus sérieux prétendants à ce titre. Élu boxeur de l'année 1942, il enchaîne 32 nouvelles victoires (22 avant la limite) notamment sur deux ex-champions : Zivic et Angott ou sur l'espoir Marty Servo.

Jake LaMotta mit fin à son impressionnante série de victoires (40 en pro et 135 en amateur) le 5 février 1943.

Il devient champion du monde des poids welters le 20 décembre 1946. Il conserve son titre jusqu'en 1951. Il passe alors en poids moyens, catégorie dans laquelle il remporte le titre mondial dès le 14 février 1951 face à Jake LaMotta lors de la 13e reprise. Il perd son titre le 10 juillet 1951 puis le regagne dans la foulée le 12 septembre face à Randy Turpin. Déjà élu boxeur de l'année en 1942, il est à nouveau désigné meilleur boxeur de l'année en 1951. Il conserve son titre en 1952, battant notamment Rocky Graziano sur KO dès la 3e reprise. Sugar Ray tente de remporter le titre mondial dans une troisième catégorie, les mi-lourds, mais il est battu le 25 juin 1952 par Joey Maxim, incapable de reprendre le combat à la 14e reprise. Il annonce ensuite sa retraite le 18 décembre 1952.

Il est de retour sur les rings à la fin de l'année 1954 et regagne le titre mondial des poids moyens le 9 décembre 1955. Il perd ce titre le 2 janvier 1957 face à Gene Fullmer, mais le regagne lors de la revanche le 1er mai 1957 sur un crochet du gauche à la cinquième reprise. Il en va de même face à Carmen Basilio qui le bat le 23 septembre 1957 mais perd le 25 mars 1958. Il perd ensuite son titre le 22 janvier 1960 face à Paul Pender et s'incline également lors de la revanche.

Ray entame ensuite la longue liste de ses combats en « trop ». Devant Fullmer en mars 1961, puis Giardello en juin 1963. Afin de résorber ses dettes fiscales, il boxe à travers l'Europe et les États-Unis, réduit tel son ombre, à combattre des espoirs ou « seconds couteaux » pour moins de 700 dollars… Il dispute son dernier combat le 10 novembre 1965. Sa carrière professionnelle s'étend ainsi du 4 octobre 1940 au 10 novembre 1965.

Ray tournera quelques films, puis ouvrira un night-club à Harlem, avant que le fisc le lui saisisse, et créera une fondation afin d'aider les jeunes déshérités. Il décède le 12 avril 1989 à Culver City près de Los Angeles, des suites de la maladie d'Alzheimer.

ROCHAMBEAU de VIMEUR Donatien Marie-Joseph, baron

Paris 7 avril 1755 ou 50 - Leipzig 20 octobre 1813.



Officier, participa à la Guerre d'indépendance américaine.
Gouverneur de Saint- Domingue (1791).
Franc-Maçon de la Loge "*Saint-Jean d'Écosse du Contrat Social*", Paris

Vicomte de Rochambeau, a servi la France dans les armées royales de Louis XVI, l'armée de la Première République, du Directoire, du Consulat puis du Premier Empire. Il est le fils de Jean Baptiste Donatien de Vimeur de Rochambeau, vainqueur de Yorktown, et de Jeanne Thérèse Tellez d'Acosta. Il sert pendant la révolution américaine en tant qu'aide-de-camp de son père où il est le messager personnel de son père auprès du roi Louis XVI et commande un bataillon de grenadier qui délogera le Général anglais Cornwalis de son camp de Pigeon's hill l'obligeant à se réfugier à Yorktown où il sera assiégé.

À la Martinique et à Saint-Domingue pendant la Révolution française

Depuis 1789, la Martinique est déchirée entre le pouvoir officiel révolutionnaire, les Pierrotains soutenus par la Guadeloupe et les planteurs, partisans de la royauté. Rochambeau est acquis à la Révolution française qui l'envoie comme commandant des isles du vent. Ainsi lorsque le 4 avril 1792, l'assemblée législative élève au rang de citoyen tout homme de couleur libre, elle envoie trois commissaires aux îles du vent pour faire appliquer cette loi. Léger-Félicité Sonthonax et Etienne Polverel sont envoyés à Saint-Domingue, Rochambeau est désigné pour la Martinique.

L'Assemblée de la Martinique, qui s'intitule désormais Assemblée Constituante de la Martinique, accepte de promulguer

cette loi. Elle refuse, en revanche, de laisser débarquer Rochambeau et ses hommes. Les commissaires civils à Saint-Domingue, Sonthonax et Polverel, le nomment alors gouverneur général de cet île le 21 octobre 1792. Mais, il échoue à soumettre les esclaves révoltés. Plus tard, la Martinique entre en insurrection et arbore la cocarde blanche. Les patriotes abandonnent la colonie et se réfugient à la Dominique. Le 1er décembre 1792 arrive le capitaine de vaisseau Lacrosse chargé par la Convention de faire triompher la République ; la guerre éclate. Dubuc, véritable chef de la Martinique se rend à Londres. Lacrosse, lui, se rend à Sainte-Lucie qui est fidèle à la République et rallie les hommes de couleurs libres à la Révolution.

L'Assemblée de la Martinique reconnait la République le 9 janvier 1793, le gouverneur Béhague et les royalistes s'enfuient. Rochambeau est nommé gouverneur de la Martinique en janvier et y arrive le 3 février 1793. Il s'installe à Fort-Royal qui devient Fort-République ou République-ville et dissout l'Assemblée coloniale. Il ferme tous les ports de la Martinique au profit de Saint-Pierre. Cette attitude écarte du régime de nombreux planteurs qui étaient disposés à se rallier à la République. Certains émigrent et vont renforcer le parti des royalistes émigrés à Trinidad. Ces émigrés tentent avec l'appui des Britanniques de reprendre la Martinique. La flotte britannique se présente le 7 mai 1793 devant Case-Navire, mais son action mal coordonnée n'aboutit pas. Rochambeau prend des mesures d'exception. Cependant, en février 1794, la flotte britannique du Lieutenant général Grey, forte de 16 000 hommes, bloque la Martinique. Saint-Pierre est prise par les Britanniques le 16 février, sans que l'abolition de l'esclavage décidée par la Convention le 4 février n'ait pu entrer en vigueur. Rochambeau s'enferme avec quelques hommes dans les forts de la République et de la Convention. Résolu à se défendre, il repousse les ultimatums des Britanniques et soutient un siège de 43 jours. Le 23 mars 1794, Rochambeau et ses hommes sortent de leur fort et reçoivent les honneurs de la guerre. Rochambeau gagne les États-Unis et Philadelphie où il a gardé des amis. Il y restera un an et demi, jusqu'à ce qu'il obtienne un laissez-passer de l'ambassadeur de France la 30 octobre 1795. Il débarque au Havre le 21 novembre 1795. Il est plus tard affecté à l'armée d'Italie, puis au Portugal sous les ordres du Général Leclerc (1801, enfin nommé au commandement militaire de la république de Ligurie.

L'expédition de Saint-Domingue

Fin 1801, il est nommé second du général Charles Leclerc pour l'expédition de Saint-Domingue chargée par Napoléon Bonaparte de reconquérir l'île. Les historiens de la révolution haïtienne le créditent d'une tactique brutale contre les soldats noirs et mulâtres. Après la mort de Leclerc, atteint par la fièvre jaune, il prend le commandement de l'armée où il se distingue par des méthodes cruelles de pacification et de répressions, notamment ses célèbres chiens de Cuba, achetés et dressés à pourchasser et dévorer les esclaves noirs insurgés. Le 18 novembre 1803, il perd la bataille de Vertières devant le général rebelle Jean-Jacques Dessalines. La colonie française déclare son indépendance sous le nom d'Haïti le 1er janvier 1804, et devint ainsi le deuxième État indépendant en Amérique.

La captivité en Angleterre

En quittant Saint Domingue, Rochambeau est capturé par les Britanniques et envoyé au Royaume-Uni en tant que prisonnier sur parole. Il est prisonnier pendant presque neuf années à Norman Cross qu'il quitte le 8 décembre 1811. Échangé en 1811, il regagne le château familial, où il reprend la classification de la collection de cartes que son père avait commencée. Il enrichit également les collections avec de nouvelles acquisitions, concernant en particulier les campagnes militaires de son fils, Auguste-Philippe Donatien de Vimeur (Paris 25 janvier 1787 - 3 février 1868), qui sert comme aide de camp de Joachim Murat et participe avec la cavalerie de Murat à la campagne de Russie en 1812.

La campagne Européenne de 1813

Remis en activité le 7 janvier 1813 il commande la 4°division d'observation de l'Elbe sous le général Lauriston, il s'y couvre de gloire, est fait baron d'empire le 18 juin 1813, Officier de la légion d'honneur le 25 septembre 1813, blessé au combat à Eichberg, vainqueur à Siebenecken. Mortellement touché près du village de Prostheyda le 16 octobre 1813, à la bataille des Nations, il meurt quatre jours plus tard à Leipzig, à l'âge de 58 ans. Wikipédia

RODRIGES **Antonio SAMPAIO**

São Bartolomeu do Mar, Esposende, 25 juillet 1806 – Lisbonne, 13 septembre 1882



António Rodrigues Sampaio, journaliste et homme politique portugais qui, entre autres fonctions, était député, pair du royaume, ministre et président du ministère (Premier Ministre). Rodrigues Sampaio a été l'une des plus grandes figures du libéralisme portugais du xix[e] siècle. Personnage controversé, polémique, voire révolutionnaire, mais toujours cohérent et fidèle à ses principes et ses objectifs, il fut un agitateur de réputation nationale, qui lui valut le surnom de « o Sampaio da Revolução », puisqu'il se distingua comme rédacteur principal du périodique *La Révolution de Septembre*. Il était un journaliste de causes, pas de nouvelles, comme cela était le cas à l'époque. Malgré la violence verbale et affirmée utilisée dans ses attaques politiques, Rodrigues Sampaio n'a jamais utilisé l'attaque « ad hominem ». Même quand il était demandé à ses partisans de porter atteinte à la dignité et l'honneur de Marie II de Portugal et la à Cour, il a catégoriquement refusé, écrivant que *un foyer de corruption politique ne ferait pas de la Cour un lieu de dépravation morale.*

C'est cette attitude de grands scrupules, combinée à un travail inlassable pour la défense de sess valeurs qu'il occupe aujourd'hui une grande place dans le journalisme politique portugais. Il a été membre important de la franc-maçonnerie.

ROËTTIERS de **MONTALEAU** Alexandre Louis

Paris 1748 – 1808.



Alexandre Roëttiers de Montaleau est issu d'une famille de graveurs et d'orfèvres flamands qui ont joué un rôle éminent dans l'histoire de la gravure en médailles. Son père, Jacques, orfèvre du roi de France depuis 1732, est signalé comme graveur général des monnaies de Grande Bretagne et confirmé dans l'ordre de la noblesse en février 1772, par Louis XV. Très attaché aux Stuarts, la famille Roëttiers de Montaleau est donc dans la tradition jacobite. Succédant à son père la même année, Alexandre renonce à sa charge et est reçu conseiller-auditeur de la Chambre des Comptes de Paris en 1775. Il se marie le 30 novembre de la même année, avec Adélaïde Petit. En 1787, il devient maître de la Chambre des Comptes, puis directeur de la Monnaie de Paris en Août 1791. Il dirige cet organisme jusqu'en septembre 1797.

Parallèlement, Roëttiers de Montaleau mène une vie maçonnique exceptionnelle. Il a consacré l'essentiel de sa vie à la franc-maçonnerie et son engagement dans l'Ordre confine à un apostolat. Vraisemblablement initié en 1774 dans la loge « *L'Amitié* », à l'orient de Paris, il devient maître l'année suivante puis vénérable de cet atelier en 1778. En 1780, il est Grand Officier du Grand Orient. D'abord expert dans la Chambre des Provinces, il est nommé 2ème surveillant puis 1er surveillant. C'est sur sa proposition qu'est fondé le Grand Chapitre General. Entre-temps, Roëttiers s'est affilié à d'autres loges du Grand Orient. En 1782, il entre dans la célèbre loge « *Les Amis Réunis* » dont il devient le vénérable. Le 26 décembre 1783, il est reçu à la Maison philanthropique de Paris et fait partie de son comité directeur de 1784 à 1787.

Président de la chambre d'administration du Grand Orient le 16 novembre 1787, après avoir quitté le vénéralat de sa loge mère, « *L'Amitié* », il s'affilie en 1788 à la « *Constance* » à l'orient de Paris, puis entre au chapitre « *Les Amis réunis* », dont il est le Très Sage (Président). Le 28 avril 1789, il est encore signalé comme commissaire installateur de la loge parisienne *« Guillaume-Tell* » qui est composée principalement d'officiers du régiment de gardes suisses. Après la journée du 10 août 1792, les rescapés de cet atelier demandent au Grand Orient le changement de patronyme de la loge. Elle devient « *Le Centre des Amis* » et sa fondation se déroule le 2 février 1793, puis Roëttiers de Montaleau est élu vénérable le 30 mars. Roëttiers parvient à maintenir au sein de la loge la liturgie maçonnique traditionnelle.

Accusé d'avoir récupéré les déchets de fabrication des monnaies et de se livrer à un trafic de distribution de pièces maçonniques, il est attaqué par la presse jacobine et arrêté le 23 janvier 1793. Il est élargi quelques semaines plus tard grâce à l'action efficace de son épouse auprès du gouvernement révolutionnaire. Après sa libération survenue le 23 janvier 1794, il reprend son poste à la direction de la Monnaie.

Roëttiers est désormais convaincu qu'il est indispensable de sauvegarder la base structurelle de la franc-maçonnerie menacée par la Terreur. La singularité de son attitude est fondée sur « la passion de la maçonnerie » qui lui fait placer le sort de cette institution au-dessus des préoccupations concernant le monde profane. Président de la chambre d'administration du Grand Orient depuis 1793, il met en lieu sûr les archives de l'obédience. In revendique sans ambages cette action en l'an IV : « *Apprenez et sachez, maçons français, que les archives du Grand Orient sont restées intactes : les pièces d'architecture, les demandes en constitution et en reconstitution, les tableaux de toutes les loges fait avant la Révolution, sont toujours classés avec ordre, déposés soigneusement dans des cartons destinés à leur conservation* ».

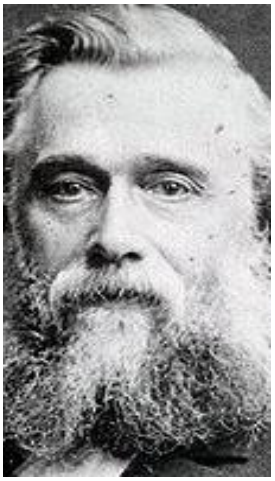
Au cours du printemps 1796, une réunion d'une quarantaine de maçons l'élit Grand Vénérable du Grand Orient. Par humilité sans doute, Roëttiers refuse le titre de Grand Maître et cette attitude lui confère une dignité morale exceptionnelle. Sous son autorité, le Grand Orient annonce officiellement sa « résurrection », le 24 février 1797. Artisans de la sauvegarde de l'Ordre il tente d'unifier la maçonnerie française et apparaît comme la cheville ouvrière de la réunion des deux Grands Orients rivaux. Dès 1798, il engage des pourparlers pour la fusion de la Grande Loge de Clermont avec le Grand Orient. Le 23 mai, un Concordat d'Union est signé entre les deux obédiences et une tenue de fusion a lieu le 22 juin suivant. Le Grand Orient, placé sous la direction de Roëttiers de Montaleau, connaît une influence grandissante et celui-ci est docile à l'égard du régime napoléonien qui souhaite la fusion du Grand Orient avec la Grande Loge Générale Ecossaise en 1804. Favorable au rayonnement international de la maçonnerie française, il approuve la démarche de Napoléon. Roëttiers reçoit le 33° le 29 décembre 1804 et est nommé premier représentant particulier du Grand Maître investi, Joseph Bonaparte.

A la fin de sa vie, comblé d'honneurs, il assume toujours de nombreuses responsabilités maçonniques. Officier des loges « *Les Amis Réunis* » et « *L'Amitié* » en 1805, il est élu Très Sage du chapitre « *Les Amis Réunis* » l'année suivante. Il est également membre honoraire des « *Neufs Sœurs* » et assidu aux travaux du « *Centre des Amis Réunis* ». Il disparaît le 30 janvier 1808, et sa mort, ressentie comme une perte immense pour la maçonnerie française, donne lieu à des hommages nombreux. La première commémoration publique en l'honneur du défunt se déroule à l'église Saint-Sulpice, mais les éloges les plus profonds lui sont rendus le 5 mars 1808 lors de la réunion des frères du « *Centre des Amis Réunis* » et de sa loge mère, « *L'Amitié* ». Bacon de la Chevalerie dresse alors un portrait hagiographique de Roëttiers, qui apparaît comme le modèle du maçon pur et désintéressé, attaché de façon indéfectible à l'Art Royal. Le 25 juillet, la loge « *La Parfaite Union* », de l'orient de Douaï, lui rend un hommage solennel en présence du Grand Maître Cambacérès. On insiste sur le rôle d'unificateur de la maçonnerie joué par Roëttiers qui a su « envelopper dans le cercle de l'union générale» les loges des différents rites.

Roëttiers de Montaleau a toujours refusé l'engagement politique stricto sensu et s'est montré préoccupé fondamentalement, et presque exclusivement, par l'univers maçonnique, à la recherche peut-être au sein des ateliers d'un consensus inaccessible. Son conformisme à l'égard des régimes successifs, de la Constituante à l'Empire, ne doit pas masquer la priorité absolue accordée à son investissement dans un ordre initiatique… au risque de faire le sacrifice de ses propres intérêts. M.I.

ROFFIAEN Jean François Xavier

Ypres 9 août 1820 - Ixelles 20 janvier 1898.



Artiste-peintre belge spécialisé dans la représentation de paysages alpins.

Les membres de la famille du côté paternel de François Roffiae, sont de condition modeste. Les hommes exercent le métier de journalier, de maçon, d'aubergiste ou de sellier et les femmes celui de couturière ou de dentellière. Jean François, son père (1794-1837), est lui-même établi comme tapissier, et sa mère, Victoire Félicité Bocquet (1789-1870), est la fille d'un marchand d'Aire-sur-la-Lys (France).

Il contracte un premier mariage à Ixelles le 19 novembre 1847 avec la dinantaise Éléonore Bodson (1792-1854) et se remarie à Louvain le 14 octobre 1858 avec Marie-Anne Tilly (1829-1893) qui lui donne un fils prénommé Hector (1859-1895). Installé dans la capitale belge depuis 1847, il change plusieurs fois de domicile : rue aux Herbes Potagères 30 à Saint-Josse-ten-Noode jusqu'en 1848, rue Goffart 48 à Ixelles (jusqu'en 1854), chaussée de Wavre 31 également à Ixelles (jusqu'en 1859), chaussée de Charleroi 131 à Saint-Gilles (jusqu'en 1863) et enfin rue du Financier rebaptisée peu après rue Godecharle 16 à Ixelles.

Quelques mois après son décès, les autorités communales donnent son nom à une rue d'Ixelles. En 1907, une notice lui est consacrée dans la *Biographie nationale* éditée par l'Académie royale de Belgique. Madeleine Ley enfin, son arrière-petite-nièce (Prix Rossel 1940), évoque brièvement son image dans son roman *Olivia* (Gallimard, 1936; réédition Labor, 1986).

Mais le personnage est alors déjà tombé dans l'oubli. Dans la première moitié du xx^{e} siècle en effet, son nom n'est plus cité que comme négligemment, son cas expédié en quelques phrases hâtives et souvent mordantes, comme si l'évoquer constituait le meilleur des repoussoirs pour un art plus vivant, plus personnel, plus " sincère ", plus crédible, en un mot, plus ... " moderne " que le sien; comme si la chose était entendue une fois pour toutes et le jugement forclos de tout appel.

Depuis les années 1960-70 toutefois, à la faveur d'un renouveau d'intérêt pour l'art des " petits maîtres " du xix^{e} siècle, auxquels ne reste plus qu'un *strapontin en quelque sorte après le fauteuil officiel que beaucoup d'entre eux ont occupé au temps de l'académisme triomphant et vers lequel certains tentent à revenir puisque le cheminement du goût obéit à un va-et-vient perpétuel* (Gérald Schurr, 1979), l'œuvre de Roffiaen est en voie de réhabilitation. Une première exposition lui a été spécialement consacrée au Musée communal d'Ypres du 5 décembre 1998 au 4 avril 1999. Le peintre[modifier]

François Roffiaen est âgé de trois ans à peine lorsque, pour des raisons indéterminées, il vient vivre chez son oncle paternel, Joseph-Louis-Augustin, installé dans un commerce de livres rue de l'Ange à Namur, ville où il passe, comme il le note lui-même, « *les plus belles années de son existence* » et dont il fréquente l'Athénée ainsi que l'Académie de peinture (1835-1839) sous la direction de Ferdinand Marinus ; ses condisciples se nomment alors Louis Bonet, Jean-Baptiste Kindermans et Joseph Quinaux.

Il poursuit ses études artistiques à l'Académie de Bruxelles (1839-1842), notamment auprès du célèbre *vedutiste* François Bossuet chargé d'enseigner la perspective et qui passe pour l'autorité en matière de paysages et de vues de villes. Il fréquente ensuite l'atelier bruxellois de Pierre-Louis Kühnen (1812-1877), un peintre originaire d'Aix-la-Chapelle spécialisé dans le paysage romantique, et perçoit pour cette raison un subside d'un montant de 600 francs que les autorités de la ville d'Ypres lui versent annuellement (1842-1845 ou 1846) ; dans le même temps, il enseigne le dessin au Collège communal de Dinant. Pour remercier sa ville natale du soutien qu'elle lui apporte, il cède au profit du Musée local un *Paysage avec moulin hydraulique* (1844), une *Chute de l'Aar dans les hautes Alpes* (1848) et une *Vue du Grütli au lac des Quatre Cantons* (1857), tout comme il lègue, bien plus tard, une grande *Vallée de Chamonix* au Musée communal d'Ixelles dont il a intégré la commission administrative lors de sa création en 1892.

Ces titres révèlent clairement un des thèmes de prédilection de l'artiste : la représentation des paysages alpins. Vivement impressionné par des œuvres d'Alexandre Calame exposées en Belgique, François Roffiaen gagne en effet Genève à l'automne 1846 et séjourne pendant six mois auprès de ce maître avant de découvrir par lui-même la montagne. Plusieurs autres voyages continuent à le familiariser avec les paysages de Suisse, d'Autriche, de Haute-Bavière et de Haute-Savoie (1852, 1855, 1856, 1864, 1868, 1879). Mais le peintre se plaît aussi à représenter les sites pittoresques du pays mosan et de l'Ourthe, les lochs d'Écosse découverts en 1862, ou les étendues de bruyères limbourgeoises parcourues à partir du milieu de la décennie précédente, ce qui fait de lui, comme d'un Edmond Tschaggeny **(nl)**, un des pionniers de la Peinture campinoise, une école aujourd'hui injustement oubliée.

Dès le début des années 1840, Roffiaen emprunte la voie qui s'impose alors à tout artiste plasticien soucieux d'assurer la plus large publicité possible à son œuvre : la participation aux grandes expositions collectives. C'est ainsi que ses tableaux sont accrochés pendant plus de cinquante ans aux cimaises des Salons triennaux d'Anvers, Bruxelles et Gand, comme ils

figurent dans le cadre de très nombreuses manifestations artistiques organisées en province (Bruges, Courtrai, Liège, Louvain, Malines, Mons, Namur, Spa, Ostende, Termonde, Ypres) ou encore à l'étranger (Alger, Amsterdam, Barcelone, Brême, Caracas, Dublin, Le Havre, La Haye, Londres, Lyon, Melbourne, Munich, Nice, Paris, Reims, Rotterdam).

Les années 1850-1860 sont celles du meilleur succès : nombreuses ventes en Belgique, en Grande-Bretagne et aux États-Unis; œuvres acquises par un shah de Perse, par la maison royale belge et par la britannique; voyage d'étude en Écosse commandité par la reine Victoria mais que la mort inopinée d'Albert, prince consort, rend malheureusement caduque (décembre 1861); réception comme chevalier de l'Ordre de Léopold (1869).

Sa peinture, construite selon des formules indéfiniment répétées et chaque année un peu plus usées, finit cependant par lasser les chroniqueurs d'art :
« *Que de fois les critiques de la presse ont fait à M. Roffiaen des représentations sur le parti pris de sa peinture. M. Roffiaen a laissé dire, il a continué à accumuler les paysages de Belgique, d'Écosse, de Suisse, d'Allemagne, d'Italie, que sais-je, peignant sans relâche, d'après la même formule, accommodant le même ciel, les mêmes arbres, les mêmes rochers, sans souci des latitudes, selon le goût d'un public spécial qui achète tout cela et le paye largement. Laissez M. Roffiaen tranquille, gens de la presse, il fait sa petite nature comme on la lui demande, et sait bien pourquoi.* » (G. H., *L'Organe de Namur et de la Province*, 1874).

À plusieurs reprises toutefois, un critique comme Gustave Lagye (1843-1908) tient à souligner les qualités d'un art dont l'extrême délicatesse du fini le dispute au rendu quasi photographique du détail :
« *Opposé à M. Roffiaen pour sa manière de peindre, sèche et menue, je suis obligé de l'admirer pour sa prodigieuse habileté et surtout pour l'art exquis avec lesquels il fait tenir dans les cadres les plus étroits, des panoramas grandioses dont il cisèle le moindre accident avec un scrupule de miniaturiste.*
Permis aux amateurs de grande peinture de préférer en thèse générale les larges études sabrées en un jour de fièvre et d'inspiration, mais le touriste leur préférera toujours les fines et complètes photographies picturales, où M. Roffiaen leur permet de retrouver toutes les parties des sites qu'il a admirés et détaillés sur les lieux mêmes d'un œil à la fois enthousiaste et curieux. Ses Bords de la Meuse, à Wauslort ; son Marais de Genck, aux approches du Crépuscule ; sa Vue dans l'Oberland Bernois, sont traités à la façon des gothiques, la perspective et l'élégance en plus. M. Roffiaen est une figure à part dans le mouvement artistique belge et il faut lui rendre la justice qui lui est due » (*La Fédération artistique*, 1877).

LE FRANC-MAÇON
Initié en avril 1854 au sein de la plus importante loge du royaume, *Les Vrais Amis de l'union et du progrès réunis*, François Roffiaen pousse la carrière maçonnique jusqu'au 33e et dernier grade du Rite écossais ancien et accepté. Son nom figure au *Tableau des Grands Inspecteurs généraux* du Suprême Conseil de Belgique dont il est pendant vingt-huit ans le Grand Maître des Cérémonies.

En 1883, son engagement le pousse à faire ouvertement l'hommage d'un de ses tableaux à son *Frère* le général Antonio Guzmán Blanco, président de la république du Venezuela.

Le naturaliste
François Roffiaen s'est également illustré dans le domaine des sciences naturelles auxquelles Jules Colbeau l'a initié dans sa jeunesse. Enfants, les deux compères se plaisent déjà à multiplier les observations de terrain dans la petite propriété que les parents Colbeau possèdent aux portes de Namur. Devenus adultes, ils font ensemble un voyage en Suisse (1852) d'où ils ramènent notamment toute une collection d'insectes, de papillons et de mollusques.

En janvier 1863, leur passion commune pour ce dernier type d'êtres vivants les amènent à fonder en compagnie de cinq autres personnes – Firmin De Malzine, Egide Fologne, Henri Lambotte [3], Alexandre Seghers [4] et Joseph Weyers – une Société malacologique de Belgique [5] aux *Annales* de laquelle Roffiaen livre diverses contributions :
- " Notes conchyoliogiques " (traduction française d'un article en italien du Dr Senoner (t. 1) ;
- " Mollusques terrestres et fluviatiles recueillis en Suisse " (t. 3) ;
- " Essais pour obtenir les Helix scalariformes " (t. 3) ;
- " Coquilles recueillies à Hastière et à Chimay" (t. 6) ;
- " Mollusques observés dans la vallée de l'Ourthe " (t. 8) ;
- " Mollusques recueillis dans le Grand-Duché de Luxembourg " (t. 9) ;
- " Mollusques recueillis à Gand " (t. 10) ;
- " Mollusques recueillis à Waulsort " (t. 10) ;
- " Mollusques recueillis dans les environs de Gand " (t. 11) ;
- " Notes sur des mollusques recueillis à Waulsort " (t. 12) ;
- " Jules Colbeau et la Société royale malacologique de Belgique " (t. 16) ;
- " Rapport sur l'assemble générale du 1er juillet 1882 " (t. 17).

Propriétaire d'une remarquable collection personnelle de mollusques, il veille aussi à l'accroissement et à la bonne présentation de celles de la Société malacologique, conçoit une série d'instruments destinés à extraire les animaux de leur coquille et construit un cochlearium, sorte de vivarium destiné à l'observation et à l'élevage de mollusques. Signe de la place qu'il occupe dans le petit monde savant de son temps, deux de ces animaux – un vivant et un fossile – reçoivent même son nom : respectivement *Planorbis Roffiaeni* et *Cyprina Roffiaeni*.

ROGER **Jacques François baron** Longjumeau (Seine-et-Oise) 26 janvier 1787 - 20 mai 1849.



Gouverneur du Sénégal 1822-1827.

Franc-Maçon, il est Vénérable d'Honneur de la Loge "*La Parfaite Union*", Saint Louis du Sénégal

Jacques-François Roger est le fils d'un procureur du bailliage de Longjumeau. Très désireux d'embrasser une carrière dans les colonies, après une scolarité brillante, des études de droit et une charge d'avocat, il est d'abord procureur du roi (par intérim) au Sénégal en 1819, mais, ne se sentant pas soutenu, il démissionne et rentre en France au bout de dix-huit mois. Cependant cette expérience lui a permis de connaître le pays et de préciser ses projets. Grâce à plusieurs appuis, dont celui de la mère Anne-Marie Javouhey, il est nommé Commandant et administrateur du Sénégal et dépendances par l'ordonnance royale du 26 juillet 1821.

La Légion d'honneur lui est décernée le 24 octobre de la même année. Il revient au Sénégal et prend ses fonctions à Saint-Louis le 1er mars 1822. Chargé de mettre en œuvre une politique de redressement et de développement de la colonie, mais aussi de réaliser des économies, il mène au bord du fleuve Sénégal d'importants essais agricoles avec la collaboration de Jean Michel Claude Richard – dont il donnera le nom à Richard-Toll –, jardinier en chef de la colonie. Il tente ainsi d'acclimater toutes sortes d'espèces végétales, notamment des arbres fruitiers, des légumes, mais également des plantes médicinales, des plantes industrielles et l'indigo.

Roger crée aussi un laboratoire d'analyse chimique et organise des missions de recherche de végétaux, par exemple à Cayenne. Ses résultats sont inégaux, parfois encourageants dans le cas de l'arachide, parfois décevants avec le caféier.
Certains historiens estiment que le Baron Roger doit être considéré comme le précurseur de l'œuvre de Faidherbe. Anti-esclavagiste et auteur d'ouvrages où il fait preuve d'une «.négrophilie » assez rare à l'époque, le Baron Roger représente un courant de pensée qui progressivement va faire son chemin au sein de la Franc-Maçonnerie.

Le baron se fait construire un véritable château à Richard-Toll, parfois surnommé « la folie du baron Roger », habité par la suite par Louis Faidherbe, avant d'être transformé en monastère puis en école.

ROLLAND **Marie** Plessé 1873 – Guéméné Penfao 1946.

Fille de modestes agriculteurs Marie Rolland a reçu une instruction primaire puis est restée à la ferme. Son itinéraire devient peu ordinaire lorsque, à 22 ans, elle décide de devenir institutrice en étudiant la nuit, à la lueur de la bougie. A 25 ans, elle passe avec succès le brevet élémentaire et devient institutrice suppléante. Obstinée, elle passe le brevet supérieur et devient titulaire. Sa sœur cadette (de 6 ans), Mélanie, devient également institutrice. Véritables missionnaires de l'école laïque dans une région hostile, les sœurs Rolland se font apprécier des populations, notamment à Guéméné Penfao où elles voient avec satisfaction l'école publique s'implanter solidement. Egalement militante des Droits de l'Homme à partir du début du siècle, Marie se rend célèbre pour avoir intenté un procès au maire de Saint-Nazaire, qui avait voulu contraindre sa secrétaire de mairie à inscrire ses enfants à l'école religieuse. Il fut désavoué et destitué pour cela.

C'est dans ce contexte, le 12 août 1906, qu'elle rencontre la maçonnerie : elle est initiée dans la première loge du Droit Humain dans l'Ouest, à Auray. Avec Mélanie, qui la suit un peu plus tard, elle contribue en effet à la création, en 1908, du « *Triangle » de Nantes* » qui devient en août 1909 la Loge n°32 (baptisée « *Guépin* » quelques années après). Marie Rolland en est le premier vénérable et, avec Mélanie, elle fonde les loges de Rennes et de la Roche-sur-Yon que les deux sœurs fréquentent. Dans ces loges, elles militent sans relâche pour l'émancipation de la femme, l'amélioration du sort des travailleurs et l'éducation des enfants et des adolescents. Présentes dans tous les Congrès et Convents du Droit Humain, elles prirent une part active aux travaux. Ainsi, en 1912, Marie est députée de la loge d'Auray et prend la présidence du Convent, tandis que Mélanie, députée de la loge de Nantes, rapporte sur la question sociale consacrée au travail des femmes dans l'industrie.

Au Convent de 1913, Marie rapporte sur la question sociale (la nationalisation de l'enseignement). En 1921, Marie Rolland occupe le plateau de 2ème surveillant et Mélanie celui de secrétaire. Mélanie est d'ailleurs élue au Conseil National dont elle devient la trésorière, puis réélue en 1924 pour un second mandat. Marie fait parie du Suprême Conseil de 1929 à 1946 où elle atteint – comme Nathalie – les plus hauts degrés.

Très entreprenante, Marie Rolland s'est investie parallèlement dans de nombreux domaines comme en témoignent la mise en place d'une société de recherches pétrolières près de Nantes, son intérêt pour les recherches sur le kaolin, la remise en exploitation d'ardoises désaffectées ou l'installation de laiteries coopératives ! Retraitée à partir de 1929, elle se retire en Dordogne et achète une ferme à Limeuil où sa sœur Mélanie la rejoint. Elle s'initie à la culture du tabac, reprend ses projets de création d'une laiterie mais revend la ferme. Elle s'installe à Mérignac, puis revient à Guéméné Penfao où, avec Mélanie, elle achète une petite maison.

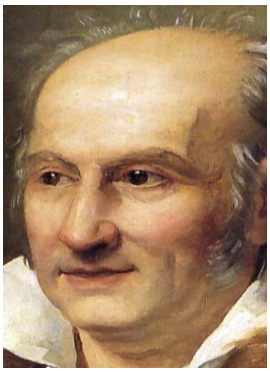
Agée de 66 ans quand éclate la guerre, elle montre toute la mesure de son tempérament. Entrée dans la Résistance dès juillet 1940 sous le pseudonyme d'Annick, elle rencontre le responsable du réseau Buckmaster, « Alexandre ». Ce dernier ayant été capturé et fusillé au Mont-Valérien, « Annick » met sur pied ses propres réseaux, bientôt rattachés au célèbre maquis de Saint-Marcel, dans le Morbihan. La Gestapo l'identifie et la traque. Elle se cache à Blain, puis à Châteaubriant, au

Croisic, à Vannes et à Redon. Septuagénaire, presque impotente, elle participe activement à la Libération de l'Ouest. C'est en partie elle qui oblige les forces allemandes de la région de Plessé à capituler : elle aurait été une des rares femmes à recevoir la reddition d'un général ennemi.

Bien que rétive aux honneurs, elle est médaillée de la Résistance pour « faits exceptionnels rendus à la Résistance », puis elle se consacre à la défense des droits des résistants et victimes de guerre. **Les vieillesse et les événements ne l'ont pas éloignée de la maçonnerie : en 1945, elle aide en effet à la reconstruction de la loge « *Guépin* » à Nantes et de la Fédération française du Droit Humain. Elle assiste au premier Convent d'après la guerre, en 1945… et meurt d'une crise cardiaque en octobre 1946.** L.M.

ROMAGNOSI Gian Domenico

Salsomaggiore 1761 – Milan1835.



Gian Domenico Romagnosi a vécu à la charrière des deux siècles et son esprit est marqué par la foi dans la raison et dans ses Lumières, ainsi par le dynamisme du message de la Révolution française, tout en se tournant vers le nouveau siècle, où la science, la technologie, la pensée et l'engagement révolutionnaire s'unissent pour la libération nationale. Fils de Bernardino, un notaire cultivé, et de Marianna Trompelli, Romagnosi appartient à une famille bourgeoise renommée du duché de Parme et de Plaisance où règne Philippe de Bourbon, fils de Philippe V, roi d'Espagne ; il fréquente le lycée des jésuites de Borgo san Donnino et poursuit ses études au collège Alberoni de Plaisance. Il ne se fait pas prêtre, mais s'inscrit à l'université de Parme où il obtient, en 1786, son diplôme de droit. Il exerce la profession de notaire, avant de devenir, en 1791, préteur, à Trente, à la demande de l'administration autrichienne locale.

**Il semble qu'il ait fait ses premières expériences maçonniques à Plaisance : on en trouve des traces dans *Genesi del Diritto pénale [Genèse du Droit pénal],* publiée à Pavie en 1791 et dans les opuscules de 1792 et 1793, imprimés à Trente, qui portent des titres significatifs : *Che cos'è l'uguaglianza ? [Qu'est-ce que l'égalité ?] et Che cos'è la libertà ? [Qu'est-ce que la liberté ?]*.

Son contrat de préteur terminé, il s'installe à Trente et exerce comme avocat. Son autorité et l'estime dont il jouit lui permettent, en 1796, de jouer les médiateurs dans les conflits administratifs entre l'armée napoléonienne de Masséna et la municipalité opposée aux dépenses pour l'entretien de l'armée.

En Italie, les cercles jacobins présentent la particularité d'émaner directement des loges maçonniques même s'ils en diffèrent par une composition sociale plus ouverte vers la culture bourgeoise et démocratique. Les conceptions sont toutefois souvent convergentes et partagées par les mêmes individus qui ont parfois fréquenté la franc-maçonnerie française depuis longtemps. Ainsi, à Naples, l'abbé calabrais Antonio Jerocades, comme Ignazio Ciaia, est en liaison avec les jacobins francs-maçons de Marseille et a été initié en 1770 dans la loge Saint-Jean d'Ecosse. A Palerme, la découverte d'activités politique dans les loges enverra le jacobin Francesco Paolo di Blasi à la potence et, dans les Etats Pontificaux et à Bologne, le gouvernement réprime une tentative d'insurrection en condamnant à mort les chefs jacobins et maçons Luigi Zamboni et Giambattista De Rolandis. Alessandria et Casale, plus encore que Turin, sont, dans le Piémont, les centres de la présence maçonnique.

Le jacobinisme italien se développe aussi à Oneille sous la houlette du maçon toscan Buonarroti. C'est là que se retrouvent les exilés jacobins italiens, dont beaucoup sont maçons, notamment le Napolitain Albamonti, Francesco Saverio Salfi de Cosenza, le Piémontais Ranza et le Romain Enrico Michele L'Aurora. Or, Romagnosi inspire les cercles jacobins par ses écrits, ses rapport amicaux et ses contacts fréquents avec la culture pu pays. L'expansion napoléonienne permet aux noyaux jacobins issus des républiques Cisalpine et Napolitaine de passer d'un statut semi-secret à celui d'association politique publique : la classe dirigeante de l'époque donne alors à la maçonnerie la dignité d'institution officielle. Romagnosi, qui agit dans des territoires contrôlés par les Habsbourg est arrêté à Trente et incarcéré à Innsbruck, pendant quinze mois. Après un long procès, il est acquitté par François II puis, lorsque le Tyrol du Sud revient en 1801 aux Français, Romagnosi est nommé Secrétaire général du gouvernement provisoire. Entre-temps il poursuit ses études, s'intéressant aux interactions entre l'électricité et le magnétisme. Après le retour des Habsbourg dans le Trentin, en 1802, il accepte la chaire de droit public à l'université de Parme. Il écrit ***Introduzione allo studio del diritto publico universalle*** *[Introduction à l'étude du droit public universel]*, qui est la base fondamentale et institutionnelle du droit et considéré comme le monument à la « philosophie civile ». Il s'installe en 1806 à Milan, où il vit comme un témoin engagé les événements tumultueux de l'apothéose napoléonienne. L'affiliation de Romagnosi émerge en 1806. Dans le modèle d'homme conçu par l'anthropologie philosophique maçonnique, il retrouve l'esprit patriotique et réformateur présent dans ses ouvrages.

Dans sa loge, la « *Reale Giosefina* », il assume les charges d'orateur, puis de maître vénérable. C'est une loge importante, comprenant des ministres, des députés, des hommes de culture, mais aussi des opportunistes. Il est également secrétaire de la loge « *La Cisalpina* ». Dans les Hauts grades REEA, il atteint le 18° de Rose-Croix.

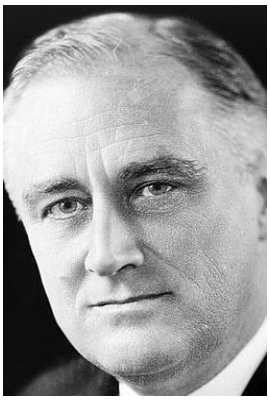
La chute de Napoléon et le retour des Autrichiens rapprochent davantage Romagnosi du mouvement pour l'indépendance et l'unité nationales. Il collabore avec le *Conciliatore*, un journal libéral et patriotique, mais également avec la « Biblioteca Italiana » aux influences autrichiennes, où écrivent, entre autres, le maçon Vincenzo Monti et Pietro Giordani. Il est arrêté en 1821, à cause de l'amitié qui le lie à Silvio Pellico et à Pietro Maroncelli, est accusé de haute trahison. Libéré, en proie à des

difficultés financières, il passe les dernières années de sa vie assisté par son très cher ami et mécène Luigi Azzimonti et par le fidèle Angiolino Castelli. Il est entouré de ses disciples préférés (Carlo Cattaneo, Cesare Cantù, Defendente Sacchi et Giuseppe Ferrari) et se plonge dans l'étude du droit, de la philosophie, des mathématiques, de l'économie et du commerce. Il meurt, dans la pauvreté, le 8 juin 1835 à l'âge de 73 ans.

F.R.

ROOSEVELT Franklin Delano

Hyde Park 30 janvier 1882 – Warms Springs 12 avril 1945.



Elu triomphalement à la présidence des Etats-Unis en novembre 1932, Franklin Delano Roosevelt met en œuvre le New Deal que le candidat démocrate avait promis. Afin de relancer le secteur économique et de créer des emplois, il lance un grand programme de travaux publics, ce qui lui vaut d'être réélu en 1936, en obtenant la plus forte majorité jamais obtenue à la présidence des Etats-Unis. Roosevelt fait adopter plusieurs lois sur le droit de travail et les syndicats, ce qui favorise la création du C.I.O. *(Congress for Industrial Organization)*. Le contexte international met un frein à ses réformes sociales. Contraint dans un premier temps de maintenir la neutralité des Etats-Unis mais réélu en 1940, il riposte à l'attaque de Pearl Harbour et engage les Etats-Unis dans le conflit.

Franklin Delano Roosevelt est né le 30 janvier 1882 à Hyde Park, une localité de la vallée de l'Hudson située à environ 160 km au nord de New York.

Ses parents appartenaient à deux vieilles familles patriciennes de New York. Son père, James Roosevelt Sr. riche entrepreneur, avait un ancêtre hollandais, Nicholas Roosevelt, installé à la Nouvelle-Amsterdam, dont la descendance donnera un autre président américain Theodore Roosevelt, dont Franklin Delano épousera la nièce Eleanor. Sa mère, Sara Ann Delano, avait des ancêtres wallons.
Son grand-père maternel, Warren Delano Jr., qui avait fait fortune dans le commerce de l'opium avec la Chine, était un descendant de Philippe de La Noye (1602-1681), issu de l'illustre Maison de Lannoy, l'un des passagers du *Fortune* qui accosta à Plymouth en novembre 1621, rejoignant les premiers colons du *Mayflower*. Parmi la nombreuse descendance de Philippe de La Noye, celle-ci donna quelques décennies auparavant un autre président aux États-Unis, le général Ulysses S. Grant.

Franklin Roosevelt était fils unique ; il grandit sous l'influence d'une mère possessive et eut une enfance heureuse et solitaire. Il passait souvent ses vacances dans la maison familiale de l'île de Campobello située au Canada. Grâce à de nombreux voyages en Europe, Roosevelt se familiarisa avec les langues allemande et française. Il reçut une éducation aristocratique, apprit à monter à cheval, pratiqua de nombreux sports comme le polo, l'aviron, le tennis et le tir.

À l'âge de quatorze ans, il entra dans un établissement privé et élitiste, la Groton School dans le Massachusetts. Pendant ses études, il fut influencé par son maître, le révérend Endicott Peabody, qui lui enseigna le devoir chrétien de charité et la notion de service pour le bien commun. En 1899, Franklin Roosevelt continua ses études d'abord à Harvard où il résida dans la luxueuse Adams House et obtint un diplôme de *Bachelor of Arts*. Il entra dans la fraternité Alpha Delta Phi et participa au journal étudiant *The Harvard Crimson*. Il perdit son père qui mourut en 1900. À cette époque, son cousin lointain et oncle par alliance Theodore Roosevelt accéda à la présidence des États-Unis et devint son modèle en politique. C'était le début de l'ère progressiste (« *Progressive Era* ») qui remodelait profondément le paysage politique américain, et c'est au sein du Parti démocrate qu'il entra en politique.

En 1902, au cours d'une réception à la Maison-Blanche, Franklin Roosevelt fit la connaissance de sa future épouse Anna Eleanor Roosevelt, qui était aussi la nièce du Président Theodore Roosevelt. Eleanor et Franklin Roosevelt avaient un ancêtre commun, le Hollandais Claes Martenzen van Roosevelt qui débarqua à la Nouvelle-Amsterdam (future New York) dans les années 1640. Ses deux petits-fils, Johannes et Jacobus ont fondé les deux branches de la famille, celle de l'Oyster Bay et celle d'Hyde Park. Eleanor et Theodore Roosevelt descendaient de la branche aînée, alors que Franklin Roosevelt était issu de la branche cadette, celle de Jacobus9. En 1904, Franklin Roosevelt entra à l'école de droit de l'université Columbia mais abandonna son cursus en 1907 sans diplôme. Il passa avec succès l'examen du barreau de l'État de New York et fut engagé dès 1908 dans un cabinet d'affaires prestigieux de Wall Street, la Carter Ledyard & Milburn.

Vie de famille
Franklin Roosevelt épousa Eleanor le 17 mars 1905 à New York, malgré l'opposition de sa mère. Lors de la cérémonie, Theodore Roosevelt remplaçait le père défunt de la mariée, Elliott Roosevelt. Le jeune couple s'installa ensuite sur le domaine familial de Springwood à Hyde Park. Alors que Franklin était un homme charismatique et sociable, sa femme était à cette époque timide et se tenait à l'écart des mondanités pour élever ses enfants :

- Anna Eleanor (1906 – 1975)
- James (1907 – 1991)
- Franklin Delano Jr. (3 mars 1909 – 7 novembre 1909)
- Elliott (1910 – 1990)
- Franklin Delano, Jr. (1914 – 1988)
- John Aspinwall (1916 – 1981)

Franklin Roosevelt eut plusieurs aventures amoureuses pendant son mariage : il entretint dès 1914 une liaison avec la secrétaire de son épouse, Lucy Page Mercer Rutherfurd. En septembre 1918, Eleanor trouva la correspondance écrite des amants dans les affaires de son mari. Elle menaça ce dernier de demander le divorce. Sous la pression de sa mère et de sa

femme, Roosevelt s'engagea à ne plus voir Lucy Mercer et le couple sauva les apparences. Eleanor s'établit dans une maison séparée à Valkill, tout en continuant à voir son époux.

FRANC MACONNERIE

Lorsqu'il est élu en 1932, Fr. D. Roosevelt est déjà maçon de longue date : initié le 10 octobre 1911, élevé au grade de compagnon et de maître les 14 et 28 novembre de la même année, par la loge « *Holland n°8* » (New York City), il obtient le 32° du Rite Ecossais en 1929, à Albany (New York) alors qu'il est encore gouverneur de New York.

En tant que président, il reçoit plusieurs délégations de maçons et, en 1934, il devient le premier Grand Maître de l'organisation de jeunesse pour les fils de maçons, l'Ordre de De Molay. Il assiste également à l'élévation à la maîtrise de ses trois fils, à la Loge n°519 de New York. C.R.

MORT DE ROOSEVELT

Les funérailles de Franklin Delano Roosevelt à Washington DC, le 14 avril 1945.

Lors de son discours devant le congrès le 1er mars 1945, Roosevelt apparut amaigri et vieilli ; il partit pour Warm Springs le 30 mars pour prendre du repos avant la conférence des Nations Unies. Le 12 avril 1945, il s'écroula se plaignant d'un terrible mal de tête alors qu'Elizabeth Shoumatoff était en train de peindre son portrait. Il mourut à 15h35 à l'âge de 63 ans d'une hémorragie cérébrale.

Lucy Mercer Rutherfurd, l'ancienne maîtresse du président, était présente aux côtés de Roosevelt et partit rapidement pour éviter le scandale. Eleanore Roosevelt prit le premier avion pour se rendre à Warm Springs. Le corps du président fut transporté en train jusqu'à la capitale : des milliers de personnes, notamment des Afro-américains, se rassemblèrent le long de la voie ferrée pour lui rendre hommage.

Le cercueil fut déposé à la Maison-Blanche puis dans la maison familiale de Hyde Park. Les fils de Franklin Roosevelt étant mobilisés, ils ne purent assister à la cérémonie funèbre sauf Elliott. Le président fut enterré au Franklin D. Roosevelt National Historic Site le 15 avril 1945. La mort de Roosevelt souleva une grande émotion dans le pays et à l'étranger. Son état de santé avait été caché par son entourage et par les médecins de la Maison-Blanche. Roosevelt était président depuis plus de 12 ans, une longévité jamais égalée par aucun président américain. En URSS, le drapeau soviétique fut bordé de noir et les dignitaires assistèrent à la cérémonie à l'ambassade. Staline pensait que le président américain avait été empoisonné. Le président du conseil italien décréta trois jours de deuil. En Allemagne, la nouvelle rendit Goebbels joyeux, et on ne connaît pas la réaction d'Hitler.

Conformément à la constitution américaine, le vice-président Harry Truman devint le 33e président des États-Unis alors qu'il avait été tenu à l'écart des décisions politiques et qu'il ne s'était pas rendu à Yalta. Truman dédia la cérémonie du 8 mai 1945 à la mémoire de Roosevelt.

HERITAGE ET HOMMAGES

Selon un classement dressé par des historiens pour le magazine *The Atlantic Monthly*, il est le troisième Américain le plus influent de l'Histoire, derrière Lincoln et Washington. Cependant, Roosevelt est considéré comme le plus grand président américain du XXe siècle. Il modernisa les institutions américaines : il fit voter le XXe amendement en 1933 qui avançait l'entrée en fonction du président nouvellement élu de début mars au 21 janvier. Il renforça le pouvoir exécutif en le personnalisant et en le faisant entrer dans l'ère de la technostructure : le nombre de fonctionnaires augmenta de façon très importante.

L'héritage de Roosevelt a été considérable sur la vie politique américaine : il consacra la fin de l'isolationnisme, la défense des libertés et le statut de superpuissance des États-Unis. Mais Roosevelt fut également très contesté à la fois par les républicains et la Nouvelle Gauche américaine qui estimait que le New Deal n'avait pas été assez loin. Roosevelt resta un modèle dans la deuxième moitié du XXe siècle. Eleanor Roosevelt, son épouse, continua d'exercer son influence dans la politique américaine et dans les affaires mondiales : elle participa à la conférence de San Francisco et défendit ardemment les droits civiques. De nombreux membres de l'administration Roosevelt poursuivirent une carrière politique auprès de Truman, Kennedy et Johnson. Truman essaya de marcher dans les pas de son prédécesseur en lançant le *Fair Deal*. Mais ce fut Johnson qui fut le plus rooseveltien des présidents américains et il aimait comparer sa politique sociale au New Deal.

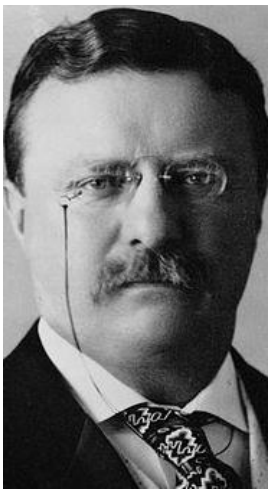
La maison natale de Roosevelt est classée site national historique et abrite la bibliothèque présidentielle. La résidence de Warm Springs (Little White House) est un musée géré par l'État de Georgie. La villa de vacances de Campobello Island est administré par le Canada et les États-Unis (Roosevelt Campobello International Park). Elle est accessible par le Franklin Delano Roosevelt Bridge. Le Roosevelt Memorial se trouve à Washington D.C., juste à côté du Jefferson Memorial. Les plans furent dessinés par l'architecte Lawrence Halprin. Les sculptures en bronze représentent les grands moments de la présidence, accompagnées de plusieurs extraits des discours de Roosevelt.

De nombreuses écoles portent le nom du président, ainsi qu'un porte-avions. Le réservoir situé derrière le barrage Grand Coulee dans l'État de Washington est appelé lac Franklin D. Roosevelt, qui présida à l'achèvement de l'ouvrage. À Paris, son nom a été donné à une avenue du rond-point des Champs-Élysées, et consécutivement à la station de métro qui le dessert (Franklin D. Roosevelt). Le lycée Joli-Cœur de Reims en France, lieu de signature de la reddition allemande, fut renommé le Lycée Franklin-Roosevelt (Reims) en son honneur. Le portrait de Franklin Roosevelt apparaît sur la pièce de 10 cents. Monaco a émis plusieurs timbres d'hommage pendant la seconde moitié des années 1940. L'un d'eux représente Roosevelt devant sa collection de timbres-poste. Or, ce timbre comporte une erreur : la main qui tient les brucelles a été

dessinée dotée de six doigts. Roosevelt est un des dirigeants de la civilisation américaine dans le jeu *Civilization IV*, avec George Washington.

Le temple de la Grande Loge de France porte son nom, ce qui rappelle que le président américain fut franc-maçon.

ROOSEVELT Theodore



New York 27 octobre 1858 – Oyster Bay (Etat de New York) 6 janvier 1919. Devenu président des Etats-Unis après l'assassinât de Mc Kinley le 6 septembre 1901, Theodore Roosevelt exerce deux mandats et renonce à en solliciter un troisième en 1908. Républicain convaincu, d'un nationalisme parfois exacerbé, ce qui lui fit adopter des mesures protectionnistes et construire le canal de Panama, Theodore Roosevelt est proche de l'aile la plus conservatrice de son parti. Il adopte cependant des mesures sociales importantes, en faisant voter, par exemple, des lois contre le travail des enfants dans le district de Columbia ou en prenant la défense des mineurs contre les employeurs lors de la grève de 1902. Ce chasseur invétéré mène aussi une politique de protection de l'environnement, comme en atteste les création des parcs nationaux. En 1906, il reçoit le prix Nobel de la Paix. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages historiques.

Teddy Roosevelt est le fils de Theodore Roosevelt Sr et de Martha Bulloch. Les Roosevelt sont issus de familles aristocratiques d'origine hollandaise, issu de Nicholas Roosevelt dont la descendance donnera un autre président américain Franklin Delano Roosevelt qui épousera d'ailleurs la nièce de Theodore, Eleanor.

Ils vivent confortablement des revenus de leur entreprise d'import-export. Adolescent, Teddy Roosevelt est frêle et asthmatique ; ses parents, très aisés, l'éduquent à la maison dans la tradition calviniste. Dès sa jeunesse, il s'intéresse à la nature. Il passe ses étés dans les Adirondacks, à Long Island ou sur les rives de l'Hudson River. Son père lui fait prendre des leçons de taxidermie auprès de John G.Bell. Il entre à l'Université Harvard en 1876 où il rencontre Alice Hathaway, la fille d'un banquier, qu'il finit par épouser3. Il débute l'étude du droit, mais abandonne lorsqu'il est élu à l'assemblée de l'État de New York de 1882 à 1884 pour le Parti républicain. Sa mère et sa femme décèdent le 14 février 1884, cette dernière meurt en accouchant de leur fille, Alice Roosevelt Longworth. Theodore (âgé de 25 ans) se retire alors dans une ferme du Dakota du Nord pour oublier ces tragédies4.

Il y passe deux ans en adoptant le style de vie du cow-boy américain. « On ne peut pas rêver d'une vie plus attractive pour un jeune homme en bonne santé que celle dans un ranch de cette époque. C'est vraiment une vie agréable et saine ; ça m'a appris l'indépendance, la ténacité et à prendre rapidement des décisions… J'ai réellement et complètement apprécié cette vie. » Cette période est très importante pour sa maturation : « Je n'aurais jamais pu devenir président sans mes expériences dans le Dakota du Nord. » Il s'essaya, dans cette région, à la vie de pionnier et d'éleveur. Il essuya un échec matériel, mais il acquit ainsi les qualités humaines qui firent plus tard de lui le 26e président des États-Unis.

En 1886, il revient à New York où il se relance dans la politique, écrit trois livres et se remarie avec Edith Kermit Carow qui lui donna cinq enfants. En 1887, il fonde le Boone and Crocket Club dont le but est de préserver la nature et de garantir la chasse. Le président Benjamin Harrison le nomme membre d'une commission sur les fonctionnaires fédéraux (Civil Service Commission). Il dirige ensuite la préfecture de police de New York en 1895. En 1897, le président William McKinley le nomme secrétaire adjoint à la marine, un poste où il prépare la guerre contre l'Espagne. Il s'y comporte en « faucon » ; il accuse l'Espagne de la destruction de la frégate *Maine* à Cuba (la preuve n'en a jamais été apportée) et met la marine en état d'alerte sans l'autorisation du président McKinley.

Lorsque la guerre contre l'Espagne éclate en 1898, il s'engage à la tête d'un régiment de cavalerie, les *rough riders* (que l'on traduit par « les durs à cuire »), ce qui lui permet d'acquérir une réputation de héros notamment grâce au journaliste Richard Harding Davis **(en)** qu'il embarque avec lui, Roosevelt devenant par la suite le premier président américain à régulièrement utiliser la presse comme moyen de communication. Il reprend ensuite sa carrière politique dans l'État de New York, dont il est élu gouverneur en 1898. Il se met à dos les dirigeants du Parti républicain en luttant contre la corruption et ces derniers, pour s'en débarrasser, le présentent comme candidat à la vice-présidence, un poste sans envergure. Il devient vice-président en 1900 et président l'année suivante après l'assassinat de McKinley.

Politique étrangère

En politique étrangère, Theodore Roosevelt accroît l'emprise de l'influence américaine en prenant le contrôle des possessions espagnoles aux Caraïbes et dans l'océan Pacifique. Il soutient une rébellion au Panama pour obtenir l'indépendance de cette région appartenant à la Colombie en vue d'y construire un canal sous contrôle américain. Roosevelt, fervent défenseur de la marine, pense que le passage par l'isthme de Panama est important pour créer une marine forte et cohérente.

Il formule en 1904 le corollaire à la doctrine du président Monroe selon lequel les États-Unis doivent intervenir pour défendre leurs intérêts dans l'ensemble du monde, légitimant un « pouvoir de police internationale » ainsi qu'une « intervention préventive » en cas de « méfait ou défaillance » en Amérique latine. Et ce, la même année où il affirme à Bertha von Suttner, vice-présidente du Bureau international de la paix et futur prix Nobel de la paix, que son gouvernement reconnaît son devoir de « faire rapprocher le temps où l'épée ne sera plus l'arbitre entre les nations ». Il intervient personnellement dans

l'arbitrage du conflit entre la Russie et le Japon, ce qui lui vaut le prix Nobel de la paix, et dans celui entre la France et l'Allemagne sur la question marocaine.

Politique intérieure
Roosevelt est partisan d'un pouvoir fédéral fort, capable de réglementer l'activité économique. Il s'attaque aux grandes entreprises, qu'il accuse de faire des bénéfices au détriment des consommateurs, et engage des procédures contre les grands capitalistes du chemin de fer, du pétrole et de l'agro-alimentaire. Le lancement de cette croisade contre les trusts industriels a lieu dans un discours long de plus de 30 pages prononcé à la Chambre des représentants. Theodore Roosevelt s'engage à faire respecter la loi Sherman. Proche du courant progressiste, il intervient aussi pour arbitrer la lutte entre les mineurs en grève et le patronat ; il leur permit d'obtenir la journée de 8 heures et des salaires plus élevés, ce qu'il appelle un « accord équitable ».

Roosevelt est le premier président réellement préoccupé par la préservation des espaces naturels et de la faune. Il crée les bases du système de parcs nationaux, de monuments nationaux et de forêts nationales ainsi que les réserves naturelles en faisant passer les terrains sous contrôle fédéral. De même, en 1902, le National Reclamation Act (ou Newlands Act) donne au gouvernement fédéral l'autorité suprême pour la construction de barrages ou pour les projets d'irrigation. En 1906, il fait passer l'Act of the Preservation of American Antiquities. Une nouvelle agence fédérale, le *Reclamation Service*, est créée et collabore avec les scientifiques.

La gestion de l'eau passe sous contrôle fédéral, notamment dans la partie ouest du territoire. Au total ce furent près d'un million de km² qui furent contrôlés et protégés par le gouvernement fédéral. Sous ses mandats présidentiels sont créés les parcs de Crater Lake, Wind Cave et Mesa Verde. En 1908, il fait du Grand Canyon un *National Monument*.

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration
Sur le plan des discriminations raciales, il est le premier président à nommer un représentant de la minorité juive à un poste ministériel. Concernant les autres minorités ethniques, il déclare alors « Je n'irais pas jusqu'à penser que les seuls bons Indiens sont les Indiens morts, mais je crois que c'est valable pour les neuf dixièmes, et je ne souhaite pas trop me soucier du dixième. » Concernant les Afro-américains, ses propos sont encore moins nuancés mais ne détonnent pas dans le contexte intellectuel de l'époque: « Je n'ai pas été capable de trouver une solution au terrible problème offert par la présence du Noir sur ce continent. Il est là et ne peut être ni tué ni chassé. »

Eugénisme
À partir de 1907, des eugénistes commencèrent à pratiquer dans plusieurs États la stérilisation forcée des malades, chômeurs, pauvres, délinquants, handicapés ou prostituées pour empêcher toute descendance du même type. Theodore Roosevelt déclarait alors :
« Je souhaiterais beaucoup que l'on empêchât entièrement les mauvaises personnes de se reproduire, et quand la nature malfaisante de ces gens est suffisamment manifeste, des mesures devraient être prises en ce sens. Les criminels devraient être stérilisés et il devrait être interdit aux personnes faibles d'esprit d'avoir des descendants. »

Un tel programme de stérilisations contraintes a effectivement été mis en œuvre aux États-Unis. Toutefois, les lois en la matière étant fixées par chaque État et non par le gouvernement fédéral, Roosevelt ne peut en être tenu responsable. La première tentative pour appliquer une telle loi, dans le Michigan, eut lieu en 1897, avant l'arrivée de Roosevelt à la présidence.

APRES LA PRESIDENCE
De décembre 1913 au mois d'avril 1914, Theodore Roosevelt dirigea une expédition scientifique dans les États brésiliens du Mato Grosso et d'Amazonie. Le but principal de cette expédition consistait à reconnaître environ 700 km du cours d'un fleuve considéré comme "inconnu", qui reçoit alors le nom de "Roosevelt".

Pendant la Première Guerre mondiale, il s'opposa à la politique de neutralité menée par le président Wilson et se déclara en faveur des Alliés britanniques et français. Politiquement, il se réconcilia avec le Parti républicain qui lui proposa d'être de nouveau son candidat à l'élection présidentielle de 1920 mais il meurt à Oyster Bay, New York, le 6 janvier 1919 des suites des fièvres tropicales qu'il avait contractées en Amazonie.

FAMILLE
Le 27 octobre 1880, Theodore Roosevelt s'était marié avec Alice Hathaway, la fille d'un banquier.
Celle-ci meurt des suites de l'accouchement difficile de leur fille, Alice Lee Roosevelt (14 février 1884 - 20 février 1980).

La famille Roosevelt en 1903 : Quentin, Theodore Sr, Theodore Jr, Archie, Alice, Kermit, Edith et Ethel
En 1886, il épouse Edith Kermit Carow. De leur union vont naître :
- Theodore Roosevelt Junior (1887-1944), qui sera général américain et participera à la première vague d'assaut à Utah Beach le 6 juin 1944,
- Kermit Roosevelt (1889-1943), futur explorateur au côté de son père,
- Ethel Roosevelt Derby (1891-1977),
- Archibald Roosevelt (1894-1979), futur officier et vétéran de la Seconde Guerre mondiale
- Quentin Roosevelt (1897-1918), pilote et héros de guerre, tué en France (le 14 juillet 1918, à Chamery, hameau de la commune de Coulonges-Cohan) lors d'un combat aérien durant la Première Guerre mondiale.

LA LEGENDE

L'origine de « Teddy Bear », qui désigne un ours en peluche, fait l'objet de plusieurs anecdotes. La plus courante est la suivante : en 1903, Roosevelt rentra bredouille d'une chasse à l'ours de quatre jours. Croyant faire plaisir, les organisateurs enchaînèrent un ourson noir au pied d'un arbre afin de satisfaire les cartouches du président : outré par cette mise à mort, Theodore Roosevelt fait libérer l'animal. Deux émigrants russes, Rose et Morris Mictchom, immortalisent cette histoire en créant un ours en peluche qu'ils baptisèrent Teddy. Le succès fut immédiat puisque, peu de temps après, ils créent leur propre atelier *The Ideal Novelty in Toy Co*. Selon une autre version, Roosevelt aurait été pris en chasse par un ours et obligé de se réfugier dans un arbre. Le lendemain une photographie aurait été publiée, montrant le président assis sur une fourche d'arbre et harcelé par l'ours, avec la mention *Teddy's bear* (l'ours de Teddy).

HOMMAGES



Effigie de Theodore Roosevelt sur le mont Rushmore

T. Roosevelt est considéré par les Américains comme l'un de leurs plus grands présidents ce qui lui a valu d'avoir son effigie sculptée dans le granit du mont Rushmore, au côté de George Washington, Thomas Jefferson et Abraham Lincoln.

Roosevelt a inauguré le 18 mars 1911 un barrage près de Phoenix, en Arizona, qui porte son nom et reste encore aujourd'hui le plus grand barrage des États-Unis. Un parc national porte également son nom dans le Dakota du Nord (Parc national Theodore Roosevelt). À Los Angeles, sur Hollywood Boulevard, l'Hotel Roosevelt, célèbre pour avoir accueilli la première cérémonie des Oscars le 16 mai 1929, a été baptisé en son honneur.

Le porte-avions nucléaire USS Theodore Roosevelt lui rend également hommage. Monument commémoratif de Quentin Roosevelt, fils cadet du président Theodore Roosevelt (mort en combat aérien le 14 juillet 1918) érigé sur le territoire de la commune de Coulonges-Cohan.

Il fait partie des personnalités dont John Dos Passos a écrit une courte biographie, au sein de sa trilogie *U.S.A.*.

FRANC MACONNERIE

Initié le 2 janvier 1901, peu après avoir été élu vic-président de Mc Kinley, puis élevé aux grades de compagnon et de maître les 27 mars et 27 avril de la même année, dans la loge Matinecock n°806, à Oyster Bay, dans l'état de New York. Il fut membre honoraire de nombreuses autres loges et présida plusieurs cérémonies maçonniques, dont la pose de la première pierre de la Chambres des représentants à Washington, le 14 avril 1906, ainsi que celle du temple maçonnique de Washington DC, en 1907. Il tint une importante correspondance maçonnique et son fils Théodore fut initié dans sa propre loge, Matinecock n°806, le 7 juillet 1920. JCvL+Wikipédia+C.R.

ROTHSCHILD

Nathan Meyer

16 septembre 1777 - 28 juillet 1836.



Financier anglo-allemand. Il établit à Londres la plus importante succursale de la banque de commerce fondée par son père. **Son frère James, également franc-maçon, fonda la succursale de Paris. Nathan Meyer fut initié Franc-Maçon, en 1802, à la Loge "*Emulation* 21", Londres.**

Il est l'héritier du premier des Rothschild connu (Mayer Amschel Rothschild) et fit partie de la branche financière des Rothschild. Envoyé par son père en Angleterre une fois ses études financières terminées, le jeune Nathan commença à faire fortune dans le domaine du textile anglais (produit de grande qualité et de renommée internationale à l'époque.) Selon une affirmation, très répandue dès le XIXe siècle, son plus grand coup financier, basé sur un délit d'initié, se serait produit lors de la bataille de Waterloo. Devenu en peu de temps une figure emblématique dans le textile (qui était un produit de luxe à l'époque), Nathan de Rothschild eut vent grâce à ses informateurs de la défaite de Napoléon à Waterloo.

Néanmoins, il fît courir la rumeur que Napoléon avait gagné et que l'Angleterre était sur le point d'être envahie. La frénésie s'empara des foules, et même les plus grandes entreprises se mirent à tout vendre pour une misère... Nathan de Rothschild racheta donc au prix de 2 ou 3 ce qui à la base valait 100. C'est ainsi qu'il s'empara de toute la grande industrie anglaise, ce qui lui valut aussi de devenir à son tour le banquier de la couronne.

QUI SONT LES ROTHSCHILD ?

La culture occidentale les compare à Crésus – symbole de la richesse flamboyante dans l'Europe antique ?

L'encyclopédie Britannica écrit :

La famille la plus connue de l'Europe dans le domaine bancaire dont le nom signifiait pendant longtemps la richesse colossale et qui a influencé pendant près de 2 siècle l'histoire économique de l'Europe. Leurs succès permanents résident encore aujourd'hui dans les relations secrètes qu'ils entretiennent entre les différentes branches de cette famille et leur puissance dans des investissements colossaux.

L'encyclopédie juive qualifie ainsi la famille Rothschild :

Une famille riche et humaniste qui a encouragé la science et l'art et qui a joué un rôle prééminent dans la

réalisation de l'idéale juive, l'installation des Juifs dans « la terre d'Israël » et la création de l'État d'Israël. Pendant des années, le nom des Rothschild était synonyme de la fortune et le symbole positif de la richesse et de l'humanisme juif parmi les masses juives, en particulier dans l'Europe de l'Est. Il a également été utilisé dans les écrits et la propagande anti-juive qui en faisaient référence pour justifier l'existence d'une ploutocratie mondiale.

Malgré l'importance de la famille Rothschild, l'empire mondial de cette famille nous reste méconnu. Nous tentons ci-dessous d'étayer les relations profondes mais secrètes des Rothschild avec la monarchie Pahlavi et leurs dimensions extraordinaires.

Mayer Rothschild et ses fils

Le nom Rothschild est composé de deux mots allemands Rot et Schild et fait allusion à une protection rouge que l'ancêtre allemand de cette famille Isaac Elhanan (mort en 1585) avait suspendu devant sa porte à Francfort afin d'étaler, comme il se faisait à l'époque, son identité juive et se protéger de la persécution des chrétiens. Isaac Elhanan et son fils Amschel Mosses étaient des juifs ordinaires qui, comme des centaines d'autres, s'occupaient du commerce. La véritable histoire de la famille Rothschild commence avec Mayer Amschel (1744-1812), fils d'Amschel Mosses.

Le travail de Mayer Amschel et l'origine de sa richesse résidait dans le commerce d'objets antiques et de pièces anciennes. En 1796, il fit la connaissance de William, futur gouverneur de Hesse Kassel, dynastie qui régnait sur une partie de l'Allemagne de l'époque. Il devint son intermédiaire de confiance. Le prince William qui, plus tard, monta sur le trône, sous le nom de William IX était un farouche collectionneur de pièces et héritier d'une des plus grandes fortunes de l'Europe. Membre de sa cour, Mayer Amschel l'aidait à rassembler les pièces les plus rares. Lorsqu'en 1785, William montra sur le trône, Mayer Amschel était un de ces douze plus proches collaborateurs de la cour qui supervisait les emprunts que ce riche féodal concédait aux gouverneurs démunis prussiens. Selon l'encyclopédie juive, Mayer Amschel augmenta progressivement sa part dans ces transferts financiers et établit des liens proches avec Bodrous, conseiller financier de William IX.

Ce lien joua un rôle important dans le renforcement de la confiance de William à l'égard de Mayer Amschel. Il fut, plus tard, prouver que Bodrous était l'associé secret de Mayer Amschel. Suite à l'apparition de Napoléon sur l'échiquier européen, Mayer Amschel a prévu la future tempête qui allait dévaster l'Europe. A cet effet, il fit installer ses fils dans les principaux pays européens. Mayer Amschel et ses trois fils Amschel Mayer (1733-1855), Salomon Mayer (1774-1885) et Karl (Charles) Mayer (1788-1855) restèrent à Francfort et prirent en main la principale branche de « la fondation Rothschild » (après la mort de leur père, Salomon se rendit en Autriche et Karl s'installa à Naple).

Un autre fils de Mayer Amschel, Nathan Mayer (1777-1836) se rendit en Angleterre. Le cinquième fils James (Jacob) Mayer (1777-1868) résida à Paris.

Ainsi, la « fondation Rothschild » se divisa en cinq branches allemande, autrichienne, anglaise, italienne et française et tant que les tentacules d'un réseau financier unique. Selon l'encyclopédie Britannica, pendant les guerres napoléoniennes (1805-1815) cette fondation fit un bénéfice de cent millions de livres sterling. Cette action se déroula comme suit :

La branche anglaise de la fondation Rothschild qui, plus tard, joua un rôle fondamental dans l'extension de l'empire sioniste international, fut fondée par Nathan Mayer Rothschild.

La richesse initiale de Nathan provenait, à l'instar de son père, du roi de Hasse Kassel, William IX. En 1806, à la suite de la défaite de l'empire prussien face à Napoléon, le Hesse Kassel fut également démantelé. William IX, se réfugia en Angleterre, muni de sa richesse colossale. En Angleterre, William acheta de grosses quantités de parts dans les sociétés par intermédiaire de Nathan.

Le dernier « chef-d'œuvre » de Nathan Mayer eut lieu lors de la dernière tentative de Napoléon, pendant la bataille de Waterloo. Selon l'encyclopédie Americana, en 1815, Nathan qui avait prévu la victoire des Anglais dans la bataille de Waterloo, a vendu ses biens immobiliers en Angleterre à des prix exorbitants, puis, après la défaite de Napoléon et la chute des prix, il racheta une quantité cent fois supérieure à ce qu'il possédait auparavant ; ainsi, facilement et dans un court laps de temps, il se trouva à la tête d'une richesse fabuleuse.

Will et Ariel Durant écrivent :

En 1810, Nathan Rothschild fonda à Londres la succursale d'un établissement financier et bancaire que son père, Mayer Amschel Rothschild avait créé à Francfort. Il semble que Nathan a été le plus éminent des surdoués financiers qui a composé la famille Rothschild durant quelques siècles à travers les pays les plus importants. Nathan est devenu rapidement l'intermédiaire digne de confiance du gouvernement britannique dans ses transactions avec les puissances étrangères. Les aides financières immenses de l'Angleterre à l'Autriche et à la Prusse – pour que ces derniers puissent affronter Napoléon – leur étaient transmises par l'intermédiaire de Nathan ou de ceux qui travaillaient pour lui. Ce fut également Nathan qui joua un rôle proéminent dans le développement industriel et commercial de la Grande-Bretagne après 1815.

La branche française

Alors qu'à Londres, Nathan Rothschild réunissait des sommes astronomiques, son frère aîné James (Jacob) Rothschild créait à Paris la branche française de l'empire des Rothschild. Très vite, il devint le premier bancaire et la plus éminente personnalité de la communauté juive de France. Alors que sous la dynastie des Bourbons et des Orléans, il était le principal investisseur de la cour, lors de la révolution de 1848, il se mit au service de Napoléon III et put ainsi sortir indemne de la tempête révolutionnaire. Le nom de James Rothschild est inscrit dans l'histoire de France en tant que précurseur de la construction du chemin de fer dans ce pays. Son épouse, Betty, amie et collaboratrice de Henrich Heine, était connue dans les cercles littéraires de l'Europe. James Rothschild entretenait également des relations amicales avec les familles impériales de l'Europe, il était l'ami personnel et l'intermédiaire financier de Léopold Ier, le roi de Belgique.

La branche autrichienne

Le second fils de Mayer Rothschild, Salomon, se rendit après la mort de son père en 1816 à Vienne où il fonda la branche autrichienne de la fondation Rothschild. Salomon Rothschild était un proche ami du puissant chancelier autrichien Metternich. Lors de la révolution de 1848 il fut accusé d'avoir participé à l'évasion de ce dernier. Grâce à son amitié avec Metternich, Salomon atteint une telle position en Autriche qu'aucun juif avant lui n'avait pu obtenir. En 1822, Salomon Mayer Rothschild obtint le titre de baron et fut introduit dans la noblesse autrichienne. Les juifs obtinrent ainsi le droit de porter le terme « von » dans leur nom. Comme son frère James en France, Salomon construisit le chemin de fer autrichien.

Le nom de Salomon Rothschild est également retenu par l'histoire en tant que fondateur de la banque publique autrichienne (de même que le nom de son neveu, Mayer Karl Rothschild est connu comme le fondateur de la banque gouvernementale de l'Allemagne). Les activités de Salomon furent poursuivies par son fils, Anselms Salomon Rothschild (1803-1874) qui, en 1861, fut nommé en tant que membre de l'assemblée des lords autrichiens. Il épousa la fille de Nathan Rothschild (son oncle qui vivait à Londres). Avant la seconde guerre mondiale, la branche autrichienne de la fondation Rothschild était le principal propriétaire des mines de charbon de l'Europe centrale, en particulier de la grande mine de Witcowitz en Tchécoslovaquie. Suite à l'apparition du nazisme en Europe, Alphonse Mayer et Louis Mayer, petits-fils de Anselm Salomon Rothschild décidèrent de dissoudre officiellement, en 1938, la branche autrichienne et louèrent leurs mines au gouvernement britannique. Ils réussirent ainsi, après la fin de la guerre, de procurer des dédommagements importants auprès de l'État tchécoslovaque.

La branche italienne

Karl (Charles) Mayer Rothschild, un autre fils de Mayer Amschel, créa la fondation Rothschild en Italie après la mort de son père. En 1821, il installa le centre de ses activités à Naples. De même que ses autres autres frères, lors de la crise politique et économique en Europe, il prêta des sommes importantes aux gouvernements locaux de Sardaigne, de Sicile, de Naples et à celui du Pape. Son fils, Adolphe Karl (1823-1901) dirigea la branche de Naples mais après l'union d'Italie, en 1861, il retourna à Francfort.

ROUGET DE L'ISLE Claude Joseph

Montaigiu 10 mai 1760 - Lons-le-Saunier 30 juin 1836.



Compositeur français, auteur, en 1792, du 'Chant de guerre pour l'armée du Rhin', rebaptisé La Marseillaise.

Franc-Maçon de la Loge "*Les Frères Discrets*", à Charleville.

Né le 10 mai 1760 à Montaigu, Claude Joseph Rouget de Lisle est le fils aîné de Claude Ignace Rouget et de Jeanne Madeleine Gaillande. Son père était avocat au bailliage de Lons-le-Saunier. Il y passe sa jeunesse, y fait ses études jusqu'au collège. Sorti de l'École royale du génie de Mézières, il est nommé dans différentes garnisons, dont Mont-Dauphin, où il exerce ses talents de Don Juan1. En garnison à Strasbourg au début de la Révolution, il écrit, à la demande de Philippe-Frédéric de Dietrich, maire de Strasbourg, *Le Chant de guerre pour l'armée du Rhin*, le 25 avril 1792.

Le 10 mai 1792 il créa l'hymne national "La Marseillaise" ou sous le nom de "Marche des Marseillois". Cette chanson a été nommée ainsi car face aux défaites françaises, l'Assemblée déclare la <<patrie en danger>>. Les fédérés des provinces rejoignent Paris (début de la Marseillaise).

Le 10 août 1792, Rouget de Lisle est destitué de ses fonctions de capitaine par Lazare Carnot pour avoir protesté contre l'internement de Louis XVI à la suite de la prise des Tuileries. Emprisonné sous la Terreur pour royalisme et échappant à la guillotine, puis combattant en Vendée, il démissionne en 1796 et vit difficilement à Lons-le-Saunier.

Sous le Ier Empire, il dirige une entreprise de fournitures de vivres auprès des armées. Rouget de Lisle compose d'autres chants semblables à la *Marseillaise* et en 1825 il publie *Chants français*. Il n'arrive pas à percer dans sa carrière littéraire (préfaces, traductions d'ouvrages anglais, mémoires). Il écrit sous la Restauration un hymne royaliste. Mais celui-ci, baptisé *Vive le Roi*, ne parvint pas à séduire Louis XVIII, qui n'agréa pas la chanson. Il finira sa vie dans une situation précaire, devant même vendre l'héritage de son père. Sous la Monarchie de Juillet, Louis-Philippe Ier lui accordera une pension viagère. Peu de temps après, il s'éteint à Choisy-le-Roi le 26 juin 1836 à l'âge de 76 ans. Ses cendres furent portées aux Invalides en 1915. On peut cependant encore voir sa tombe au cimetière de Choisy-le-Roi.

ROUPE Nicolas

Rotterdam 17 avril 1769 - Bruxelles 3 août 1838.



Nicolas Jean Rouppe est un homme politique belge d'origine néerlandaise et de tendance libérale. Il est le premier bourgmestre de Bruxelles de la Belgique indépendante.

Sous-diacre de l'ordre des Carmes, il abandonne la religion au lendemain de la bataille de Jemappes (1794). Cette année-là, il fait scandale en brisant le crucifix qui se trouvait depuis des siècles dans l'entrée de l'hôtel de ville de Louvain. Le 21 janvier 1797, commissaire du département de la Dyle, il célèbre l'anniversaire de l'exécution de Louis XVI. En mai 1796, il devient membre de la loge maçonnique les Vrais Amis de l'Union. Le 21 juillet 1803, il accueille Napoléon Bonaparte au château de Laeken. De 1830 à 1838, il est élu bourgmestre de Bruxelles. Il est également élu membre du Congrès national, puis député.

En tant que bourgmestre, le 21 juillet 1831, il accueille Léopold Ier dans le même château de Laeken. En 1834, alors que des

émeutes éclatent dans Bruxelles suite à la publication de la liste des donateurs pour le rachat des biens belges de Guillaume Ier des Pays-Bas, sa police est incapable de rétablir l'ordre et il doit faire appel à l'aide du gouvernement. Il participe vers la même époque à la création de l'Université libre de Bruxelles. Il décède en 1838. Il est inhumé au cimetière de Laeken. La place Rouppe à Bruxelles fut baptisée en son honneur.

ROYER Clémence

Nantes 21 avril 1830 – Neuilly 6 février 1902.



Auguste-Clémence Audouard naît le 21 avril 1830. Le mariage de ses parents lui donne le nom de Royer. Plus tard, la jeune fille décide de s'appeler Clémence Royer. Son père officier catholique et légitimiste, emmène sa femme et sa fille jusqu'à Prague. Clémence mène la vie aventureuses de ses parents. Elle fait néanmoins des études secondaires au Sacré-Cœur du Mans, où elle traverse une ardente crise mystique. Ses parents doivent la retirer du « couvent ». La Révolution de 1848 et la mort de son père l'obligent à subvenir à ses besoins. Refusant un mariage de « résignation », elle reprend ses études, passe le brevet supérieur, et suit des cours au Conservatoire des arts et métiers. Puis elle part, dans un pensionnat du Pays de Galles, pour enseigner le français et le piano. De retour en France, Clémence Royer rompt avec sa famille et se retire en Suisse. Elle habite Praz Pérey, à 11 kilomètres de Lausanne. Elle étudie en autodidacte la religion, la philosophie, la morale, la sociologie, la littérature classique, les mathématiques, la chimie et les sciences naturelles.

En 1858, à Lausanne, elle rencontre un exilé politique, Pascal Duprat, ancien député des Landes, professeur d'économie politique à l'académie de la ville, avec qui elle aura un fils, René, futur élève de l'Ecole polytechnique.

Clémence Royer devient conférencière et enseignante pour des associations féminines. Sa leçon d'ouverture du cours de philosophie naturelle en 1859 s'intitule « Introduction à la philosophie des femmes ».
Elle participe à un concours portant sur la réforme fiscale ouvert par le Conseil d'Etat du canton de Vaud. Elle obtient le premier prix *ex oequo* avec un certain Joseph Proudhon. Son travail est publié à Paris, en 1862, chez Guillaumin, en deux volumes, sous le titre *Théorie de l'impôt ou la dîme sociale*. Cette même année, elle donne une traduction de *De l'origine des espèces de la sélection naturelle* de Charles Darwin. Dans la préface, elle écrit : « Au fond, il n'est point d'inégalité de droit qui ne puisse trouver sa raison dans une inégalité sociale qui ne doive avoir et n'ait, à l'origine, son point de départ dans une inégalité naturelle ». Clémence Royer s'en tient à l'inégalité sélective, mais veut casser l'évolution par une intervention étatico-juridique progressiste.

En 1864, elle publie son premier roman philosophique, ***Les Jumeaux d'Hellas***. Elle y exprime un féminisme individuel et individualiste et y réclame la liberté affective et sexuelle. Elle collabore régulièrement au ***Journal des économistes*** (Paris) de 1861 à 1867, à ***La Philosophie positive*** d'Emile Littré et Georges Wyrouboff, de 1868 à 1883, et tient assidument une « Chronique scientifique » dans ***La Société nouvelle*** (Bruxelles), de 1891 à 1899, puis à ***L'Humanité nouvelle***, de 1897 à 1901. Elle publie périodiquement des articles dans diverses revues, comme ***La Pensée nouvelle*** (Paris) ou ***La Revue internationale*** (Rome), dans des dictionnaires ou des encyclopédies, et dans des journaux, notamment ***La Petite République***. Ses divers textes révèlent une bourgeoisie athée, favorable à la libre pensée matérialiste, antisocialiste, libre-échangiste, anti-utopiste et féministe.

Entre 1864 et 1880, elle écrit six brochures, notamment ***L'Avenire di Torino*** (Turin, 1864). En 1869, elle publie un ouvrage darwiniste, volumineux et documenté : ***Origine de l'homme et de l'humanité***. En 1870, elle est admise à la Société d'anthropologiste de Paris. En 30 ans, elle y fait 130 interventions, qui sont reproduites dans les comptes rendus de séance. En 1881 paraît chez Guillaumin ce que d'aucuns considèrent comme son œuvre capitale : ***Le Bien et la Loi morale : éthique et théologie***. Une formula lapidaire la résume : « *La loi morale telle que nous la résumons est la loi du progrès vers le bonheur* ». Cette même année, Clémence Royer fonde la société d'études philosophiques et sociales. Elle en est la secrétaire générale jusqu'en octobre 1885.

Entre-temps, son ami Duprat, devenu ministre plénipotentiaire au Chili, meurt d'une maladie mystérieuse. Peu à peu, Clémence Royer glisse vers la misère. Grâce aux démarches de quelques admiratrices, en particulier Mary-Léopold Lacour, elle est admise comme pensionnaire valide à la maison de retraite Galignani, à Neuilly-sur-Seine, en février 1891.

En 1892, deux groupes féministes décident de la porter candidate à l'Académie des sciences morales et politiques. C'est dans sa retraite que Maria Deraismes et quelques amies avec lesquelles elle avait partagé des combats féministes, viennent la solliciter pour cofonder l'obédience mixte Le Droit Humain. Elle est reçue apprentie lors de la première tenue de l'obédience, le 14 mars 1893. Bien qu'absente et excusée à la tenue constitutive du Droit Humain, Clémence Royer est nommé vénérable d'honneur. La patente constitutive de l'obédience mixte porte cependant sa signature. Elle participe à la création de son bulletin et y donne une chronique, « *La question religieuse* », de décembre 1897 à juin 1899.

L'âge n'a pas altéré ses engagements féministes. En 1893, pour le prix Cousin mis en concours par l'Académie des sciences morales et politiques, elle rédige en quatre mois un mémoire toujours inédit, en sept cahiers, intitulé « ***Histoire des doctrines atomiques*** ». Sous le pseudonyme de Lux, Clémence Royer publie un texte polémique, ***La Vérité sur Madagascar*** (1896), fondé par Marguerite Durand, avec un article sur l'affaire Dreyfus. Elle y publie ensuite régulièrement des articles. En 1899, elle est l'une des fondatrices du Bulletin de l'Union universelle des femmes.

Le 16 novembre 1900, elle reçoit la croix de la Légion d'honneur des mains de Georges Leygues, alors ministre de l'instruction publique. Cette même année, est publié, chez Schleicher frères, son volumineux ***Natura rerum, La Constitution du monde, dynamique des atomes, nouveaux principes de philosophie naturelle***. Le livre a pour objet l'application de sa théorie des atomes à toutes les branches du savoir scientifique. L'année suivante paraît, toujours chez Schleicher frères, son ***Histoire du ciel***. Son dernier article, une lettre adressée à Charles Ange Laisant à propos de la critique d'Alfred Naquet de la ***Constitution du monde***, est inséré dans L'Enseignement mathématique du 15 janvier 1902. Elle meurt dans sa maison de retraite de Neuilly, le 5 février 1902. Bien que privées, ses obsèques rassemblent plusieurs centaines de personnes, dont Frédéric Desmons, vice-président du Sénat, président du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France, Marguerite Durand, directrice de La Fronde, sa vieille amie Mary-Léopold Lacour, et Marie-Georges Martin, Grande Maîtresse de l'obédience mixte Le Droit Humain. Y.H.M.

RUCART **Marc** Coulommiers 24 juillet 1893 – Paris 23 janvier 1964.



Journaliste radical à *La Lanterne*, au *Progrès* et à *La Tribune*, Marc Rucart devient ensuite rédacteur en chef de La République des Vosges. Parallèlement, il s'implante dans le département des Vosges où il est élu conseiller général puis député « rad.-soc. » (1928-1940). Il se situe dans la mouvance « jeune-turc ». Il est membre de la commission d'enquête du 6 février 1934, demande en 1935, la dissolution des ligues factieuses. Léon Blum le nomme ministre de la Justice (1936-1937 et 1938), puis Chautemps et Daladier lui confient la Santé publique. On retient de son action ministérielle l'assouplissement de la procédure du divorce, la diminution de l'autorité paternelle et la fondation d'un Conseil supérieur de protection de l'enfance. Militant de la Ligue des Droits de l'Homme, responsable départemental, il accède, en 1935, à son conseil national.

Il est initié le 6 février 1916, à Orléans, à la loge « *L'Indépendance 398* » relevant de la Grande Loge de France, promu compagnon et maître le 2 juillet 1916. Puis il accède aux ateliers supérieurs du Suprême Conseil : à la loge de Perfection « *Le Parvis Philosophique* » en 1919 et au chapitre *Spes 483* le 4 mai 1920.

Il entre au Grand Orient quand celui-ci s'implante dans les Vosges. Affilié à « *La Fraternité Vosgienne d'Epinal* », le 29 mars 1925, il y devient orateur en 1927. Il s'inscrit ensuite au chapitre de cette loge puis à son conseil philosophique dont il démissionne en 1947. Il appartient également, avant la guerre, à la loge du Grand Orient « *Les Frères du Mont-Laonnois* ». L'essentiel de son activité maçonnique se situe cependant au Droit Humain. Il s'affilie à la loge et au chapitre « *Georges-Martin n°40* », en 1929, et au Comte-de-Saint-Germain, loge théosophique fondée en 1927. Il est ensuite élu au Conseil National de l'obédience en 1933 et de 1934 à 1937. Il est reçu au cours du Convent international de 1934 au sein du Suprême Conseil de l'Ordre Mixte et International où il exerce la fonction de Grand Chancelier. Il prononce de nombreuses conférences dans les ateliers, sur les thèmes théosophiques, philosophiques ou politiques, notamment pour dénoncer le fascisme.

Pendant la guerre, il est démis d'office, en tant que maçon, de sa fonction de conseiller général d'Epinal, arrêté sur ordre de Vichy et emprisonné quelques temps à Fresnes. Libéré, il s'engage dans la Résistance dans le réseau Liberté-Egalité-Fraternité créé par des frères du Grand Orient. Il est l'un des fondateurs du Comité d'Action Maçonnique constitué pour faire entendre à Londres la voix de la maçonnerie. C'est par l'intermédiaire du réseau *Patriam Recuperare* qu'il est mis en relation avec Jean Moulin : il représente le Parti radical, pour la zone Nord, au Conseil National de la Résistance.

Puis il rejoint l'Algérie où il entre à l'Assemblée consultative des Affaires étrangères.
Rucart reste un maçon très actif. Il se montre très critique à l'égard de Groussier auquel il reproche d'avoir écrit à Pétain pour lui annoncer la dissolution du Grand Orient. En septembre 1943, il est à Londres, où, mandaté par le Grand Maître International du Droit Humain, Henri Petit, il est reçu à la loge Saint-Alban ; il renoue les relations officielles du Suprême Conseil Mixte avec la Fédération britannique. En 1949, alors qu'il a repris ses activités au Droit Humain et au Grand Orient (loge « *Patrium Recuperare* »), il est reçu par le pape, en vue d'un rapprochement entre catholiques et maçons, ce qui lui vaut quelques critiques. Ancien conseiller de la République de la Côte-d'Ivoire, il représente la Haute-Volta de 1948 à 1958.

Rucart, en 1952, renonce à son titre de Grand Maître Adjoint du Droit Humain et de membre du Suprême Conseil Mixte. L'obédience lui rend un vibrant hommage pour son esprit de probité maçonnique et les services rendus à l'Ordre en général et au Droit Humain en particulier. A.C.

RUCHEL von **Ernst** Ziezeneff, en Poméranie 21 juillet 1754 - sur ses terres d'Haseleu 14 janvier 1823.



Ernst Wilhelm Friedrich Philipp von Rüchel est un général d'infanterie prussien. Élève de Frédéric II, il n'obtint pourtant que des succès limités au cours des guerres révolutionnaires. Plus encore que la défaite d'Iéna (1806), dont on lui fit reproche, c'est son abstention dans le mouvement de réforme de l'armée après 1807, œuvre d'une génération d'officiers plus jeunes, qui entraîna sa disgrâce et son retrait des affaires après 1813.

L'élève de Frédéric II

En tant que protégé du général Friedrich Christoph von Saldern, Rüchel fut affecté en 1782 au quartier général à Potsdam, où le roi Frédéric II en personne le forma à la stratégie et à la tactique : c'était son élève préféré. C'est aussi la raison pour laquelle en 1790 le roi Frédéric-Guillaume II lui confia la réforme des études militaires. Volontiers philanthrope, Rüchel réorganisa les écoles militaires du royaume, en modifiant le cursus et en invitant comme professeurs des personnalités en vue (Erman, Ancillon).

Il fit des corps des cadets des écoles de discipline et d'éducation, qui en dépit des réformes de Scharnhorst devaient propager jusqu'au XX^{e} siècle le sens de la culture et des valeurs aristocratiques. Rüchel forma les invalides de l'armée en compagnies, créa une caisse de solidarité pour les veuves d'officiers et une bourse pour les fils de soldats.

Conseiller de l'État-major

Au cours des guerres révolutionnaires, il réussit à faire évacuer la Champagne par le gros de l'armée en 1792, porta le combat vers Francfort-sur-le-Main, commandait un corps austro-prussien pendant le siège de Mayence et (en tant que commandant du IIIe bataillon de la Garde) fut le supérieur hiérarchique de Friedrich Christian Laukhard et Heinrich von Kleist) ; il commanda en alternance le blocus de Landau et fut vainqueur au cours de nombreux assauts. Il s'est surtout fait connaître lorsqu'en 1792, alors que l'armée prussienne refluait devant les Français menés par Adam Philippe de Custine, il couvrit Coblence par une marche forcée.

Avec son collègue Gebhard Leberecht von Blücher, Rüchel comptait désormais pour le public comme l'un des plus grands généraux de l'armée prussienne. Il entreprit des démarches diplomatiques auprès des cours de Mannheim, Darmstadt et Cassel, puis auprès du tsar Paul I^{er} à Saint-Pétersbourg. Après la Paix de Bâle, Rüchel mit sur pied le premier projet de flotte militaire de l'histoire de la Prusse. En 1797, le roi Frédéric-Guillaume III le nomma inspecteur des écoles militaires, chef de l'Inspection de Potsdam et commandant du Régiment de la Garde (donc supérieur d'Heinrich von Kleist et d'Ernst von Pfuel, futur président et ministre de la Guerre de Prusse).
Comme beaucoup d'officiers prussiens, Rüchel rejoignit la franc-maçonnerie. La loge de Stendal « À la Couronne dorée » (*Zur goldenen Krone*) dirigée par son chef de régiment, le général Alexander von Knobelsdorff, l'avait reçu en 1782 comme apprenti. Après son admission à la suite du roi, Rüchel rejoignit la Loge *Minerva* de Potsdam, qui l'élut grand-maître en 1801. Il fut par la suite membre d'honneur de plusieurs loges, dont la loge "Royal York zur Freundschaft" de Berlin.

La réforme des Finances et les instructions données par Rüchel jusqu'en 1806 à la Commission d'Organisation Militaire manifestèrent peu d'énergie. Au sein de la *Société Militaire* (fondée par le général Scharnhorst) il dirigeait une coterie de doctrinaires, parmi lesquels on trouvait Scharnhorst, Boyen et Clausewitz. Rüchel ordonna les grandes manœuvres de Potsdam et favorisa les carrières de Knesebeck, Müffling, Yorck et Gneisenau (qu'il fit nommer commandant de la place de Kolberg). En 1805, il devint général du 2e régiment d'infanterie et se concilia le « parti de la guerre » qui, sous l'impulsion du prince Louis-Ferdinand de Prusse poussait le roi à déclarer la guerre à Napoléon.

La défaite

Son projet de milice populaire se heurta à la mobilisation de la Prusse en 1806. C'est un peu à l'est de Kapellendorf, sur un terrain dont les bornes coïncident avec les stèles commémoratives à Großromstedt-Kötschau, que le 14 octobre 1806 sa défaite marqua la fin de la bataille d'Iéna. Sa jonction tardive avec le reste de l'armée lui fut reprochée après-coup, notamment par le général de brigade Christian von Massenbach. Le « Chemin du général-von-Rüchel » commémore l'ultime retraite de la colonne Rüchel de Webicht à Weimar après l'écrasement de Kapellendorf.

Blessé, Rüchel s'enfuit à Kœnigsberg en passant par Stettin, il y prit les fonction de Gouverneur général, imagina un soulèvement populaire, encouragea la formation des corps-francs de Marwitz, travailla en étroite collaboration avec la reine Louise et s'improvisa directeur du *Hartungsche Zeitung* (dont il confia la rédaction à Fichte). Dans le débat qui éclata à propos de la responsabilité des ministres, il apporta son soutien à von Hardenberg et à vom Stein à la fois par ses déclarations au roi et ses écrits. Démis de ses fonctions sur ordre de Napoléon, Rüchel démarcha secrètement en 1809 l'électeur Guillaume I^{er} de Hesse-Cassel (auparavant landgrave Guillaume IX de Hesse), déposé par Napoléon et exilé à Prague, pour solliciter son appui financier en vue d'un soulèvement populaire. Bien que Rüchel ait d'abord souscrit au *manifeste de Riga* du comte von Hardenberg et au *manifeste de Nassau* du baron vom Stein, il s'opposa en 1810 à l'Édit sur les Finances, qui recommandait la levée des exemptions fiscales pour la noblesse.

En disgrâce

Au début de la campagne d'Allemagne en 1813, le roi de Prusse lui refusa tout commandement, sans doute par défiance envers les relations de Rüchel avec le chef rebelle von Schill (une des filles du général Rüchel était tombée amoureuse de Ferdinand von Schill en 1809), mais surtout parce qu'il n'appréciait pas la personnalité d'un homme qui depuis 1807 était resté inactif et ne connaissait la nouvelle armée prussienne, sa réorganisation et ses nouvelles tactiques, que par ouï-dire. En tant que serviteur de l'Etat, il aurait pu, au même titre que Blücher, l'employer dans de hautes fonctions ; mais le

souverain ne voulut pas même envisager de le recruter pour un poste subalterne dont Rüchel se serait contenté, car cela n'aurait pas été conforme au rang d'un ancien général d'infanterie. Il passa donc les dernières années de sa vie en disgrâce sur ses terres d'Haseleu en Poméranie.

Outre sa famille, il se lia d'amitié avec un jeune numismate, Heinrich Bolzenthal, futur fondateur du Musée d'État de Berlin, et directeur du Cabinet des Monnaies et Médailles de Prusse. Bolzenthal, invité en 1819 par le général, passa les trois années suivantes au château d'Haseleu, ce qui lui laissa tout loisir de compléter ses recherches. Ernst Wilhelm Friedrich von Rüchel mourut le 14 janvier 1823 à Haseleu. Fouqué, qui l'avait connu personnellement, lui consacra une biographie.

POSTERITE
Rüchel passait pour l'élève et le détenteur de la tradition stratégique de Frédéric le Grand. Et en effet, de 1797 à 1806, il fut, aux côtés de Möllendorff et du duc Charles-Guillaume-Ferdinand de Brunswick l'une des têtes de l'armée prussienne. Si certains de ses contemporains n'hésitaient pas à le désigner comme le « Napoléon prussien », d'autres, comme Clausewitz, le caractérisaient comme un « produit concentré de l'éducation à la prussienne ». Ce n'est pas sans raison que beaucoup le tenaient pour un conservateur : aristocrate farouche, ennemi de la bourgeoisie, il serait cependant exagéré de faire de Rüchel l'homme du passé de l'armée prussienne. Car s'il est est vrai qu'il a défendu les privilèges de la noblesse et a renoncé à d'importantes innovations (par exemple lors de sa querelle avec Scharnhorst à la *Militärische Gesellschaft* à propos de l'organisation de l'armée en divisions), il fut aussi celui qui ouvrit les cadres de l'armée aux bienfaits des Lumières. Mais ses errements masquent les bienfaits des réformes sociales (les compagnies d'invalides, la caisse de solidarité, les boursiers) et surtout militaires (amélioration de la formation des cadets) de Rüchel, qui par contraste avec les réformes militaires de Scharnhorst, apparaissent comme un confortement de l'esprit conservateur et vieux-prussien. L'action de Rüchel, tout autant que sa personnalité reflètent à la fois les faiblesses, mais aussi la force de l'héritage militaire du roi Frédéric.

RUCHONET Louis

Lausanne 28 avril 1834 - Saint-Saphorin 14 septembre 1893.
Conseiller Fédéral de 1881 à 1893 Parti radical-démocratique. Président de la Confédération Suisse. Louis Ruchonnet obtient son brevet d'avocat en 1858. Très tôt intéressé par les questions politiques, il se forge vite une philosophie politique au contact de la société d'étudiants Helvétia, pour laquelle il ne ménagera jamais son temps ni ses efforts.

Ce bagage politique, il l'enrichit bientôt en fréquentant, dès 1862, la franc-maçonnerie, à laquelle il restera très attaché. Initié à la Loge « Espérance et Cordialité », 1871 Membre fondateur de la loge *Liberté* à Lausanne, élu comme premier Vénérable de l'atelier le 11 septembre 1871.



Membre de diverses associations politiques, qui pullulent à ce moment, il découvre le métier de journaliste, notamment au *Nouvelliste vaudois*, le journal de Delarageaz, et au *Message populaire*, fondé par Abram-Daniel Meystre. Après plusieurs tentatives infructueuses, il est élu au Grand Conseil en 1863, par le cercle de Vallorbe.

Réélu en 1866, par Vallorbe et par son cercle de domicile, Lausanne, pour lequel il finira par opter, il accède la même année au Conseil national, après deux échecs. Il est la même année élu au Conseil communal de Lausanne. Dès 1866, année où il refuse son élection au Conseil d'Etat, Ruchonnet s'impose comme le chef de la jeune génération radicale, aux côtés de Victor Ruffy. Epuisé par des luttes intestines qui ont conduit à l'éviction de Delarageaz et de son gouvernement en 1862, le parti se reconstruit et, sous la conduite de ses deux jeunes chefs, cimente son unité, dans l'héritage des révolutionnaires de 1845.

Pour consolider ce renouveau radical, Ruchonnet fonde en 1868 *La Revue*, avec une escouade de jeunes politiciens, qui constitueront par le suite sa "garde rapprochée": Antoine Vessaz, préfet, puis directeur de la compagnie de chemins de fer Ouest-Suisse et enfin receveur du district de Lausanne; Emile Paccaud, futur directeur de la Banque cantonale vaudoise; Charles Estoppey, conseiller d'Etat depuis 1866, pour ne citer que les plus importants.

Ruchonnet double en outre son activité politique d'une activité économique non moins dense, avec la fondation, sous les auspices de la Société industrielle et commerciale dont il est un membre actif, de l'Union vaudoise de crédit, en 1864. Cette banque apparaît comme un prolongement de la philosophie mutuelliste que Ruchonnet a très tôt adoptée. Marquée par l'enseignement de Léon Walras, qu'il fera venir à l'Académie de Lausanne, et par les livres d'Hermann Schulze-Delitzsch, le théoricien allemand de la coopérative, cette idée réalise le rapprochement, auquel Ruchonnet aspirera toujours, entre le patronat et le monde ouvrier. Dans le même esprit, il contribuera à la réorganisation de la future Caisse d'épargne et de crédit. Ruchonnet entre en 1868 au Conseil d'Etat, où il succède à Victor Ruffy, élu au Conseil fédéral.

Il reprend de ses mains, après quelques mois passés au Département militaire, le Département de l'instruction publique et des cultes. Il met en œuvre la loi sur l'enseignement primaire préparée par son prédécesseur, puis s'attache à revaloriser la profession de régent, avant de s'attaquer à son grand œuvre scolaire: l'instruction professionnelle et supérieure. Il crée notamment une faculté technique, par l'intégration de l'Ecole spéciale au sein de l'Académie de Lausanne. Il n'essaie pas de transformer la vétuste Académie en Université, car il sait le moment pas assez mûr pour les députés. Mais cette idée deviendra son obsession et il ne cachera pas sa joie immense quand il participera à l'inauguration de l'Université en 1891, comme conseiller fédéral… Durant cette période, il s'illustre sur d'autres fronts, comme la lutte contre la peine de mort et le renforcement du réseau ferroviaire du canton, avec en ligne de mire la construction du tunnel du Simplon, pour lequel il se

battra même comme conseiller fédéral. A côté de ses activités gouvernementales, Ruchonnet s'impose à Berne comme l'un des conseillers nationaux les plus écoutés.

Adversaire farouche de la centralisation que nombre de radicaux alémaniques veulent infliger à la structure militaire et juridique de la Suisse, il se bat contre la révision constitutionnelle de 1872, quand bien même il avait lancé le processus révisionniste en réclamant l'abolition de toutes les entraves au droit au mariage. Mais, pour lui, cette révision devait être confinée dans un cadre étroit, que les partisans d'une révision complète sauront habilement faire éclater: la demande de Ruchonnet deviendra la prétexte de la grande révision qu'ils attendent depuis l'échec de 1867. Allié pour la circonstance aux catholiques-conservateurs, qu'il attaque pourtant à propos d'une autre cause qui lui est chère, l'école laïque, Ruchonnet parvient, avec l'appui des autres cantons romands, à faire capoter le projet de révision. Il sait pourtant que son alliance avec les catholiques n'est pas destinée à durer. Les divergences sur le rôle de l'Eglise sont trop profondes. D'un autre côté, il sait que la structure institutionnelle de la Confédération doit être modernisée. Il cherchera donc une solution de compromis avec ses adversaires de la veille et soutiendra de toutes ses forces, et avec succès, le projet de 1874, malgré une certaine hostilité dans son canton.

Il se retire du Conseil d'Etat en 1874, retourne à son étude d'avocat et rejoint les rangs du Grand Conseil, grâce au cercle de Bex, lors d'une élection partielle. Il est désormais le chef incontesté des radicaux et continue à diriger, de fait, le canton, depuis son étude, baptisée le "Grand Bureau". Très présent sur le dossier ferroviaire, où il doit essuyer les critiques des libéraux-conservateurs à cause de son soutien au très controversé directeur de la compagnie de l'Ouest-Suisse Antoine Vessaz, il prend la tête du combat en faveur de la révision fiscale. Partisan d'une fiscalité progressive, qu'il échoue à faire aboutir par une révision constitutionnelle, il concentre ses forces, avec ses collègues radicaux, sur la défalcation des dettes hypothécaires. Les petits propriétaires, en général agriculteurs, étaient en effet pénalisés par rapport aux autres catégories professionnelles, qui pouvaient déduire leurs dettes mobilières. Le projet passera en 1877, au grand dam des libéraux et de Delarageaz. Celui-ci démissionnera du Conseil d'Etat et la réconciliation des radicaux pourra s'achever, autour de la personnalité rayonnante de Ruchonnet. Privé de l'appui de Delarageaz et de son journal, le *Nouvelliste vaudois*, et ne possédant que sa Revue hebdomadaire, il s'emploie alors, avec ses plus fidèles amis, à transformer son journal en un quotidien, dont la rédaction sera confiée à Félix Bonjour.

En 1878, il réintègre les rangs du Conseil communal de Lausanne, où il s'investit dans le débat sur le choix du site du Tribunal fédéral. Figure de proue des radicaux romands au Parlement fédéral, il est régulièrement sollicité pour un siège au Conseil fédéral. Non élu en 1870, après le décès de Victor Ruffy, ayant refusé cet honneur en 1875, il tente à nouveau d'échapper à l'appel pressant des radicaux vaudois en 1881. Il doit toutefois se résigner, après le refus d'un radical saint-gallois d'accepter son élection.
Pour barrer la route à un conservateur vaudois, il doit accepter. Il ne tardera pas à marquer son temps. Il s'attelle rapidement à de nombreux chantiers législatifs, dès son accession au Département fédérale de justice et police, après une année passée au Département de l'agriculture et du commerce. Dans cette position, son talent fera merveille mais ne masquera pas toujours une profonde ambiguïté de sa pensée, à propos du rôle de l'Etat en matière sociale ou du fédéralisme.

Ardent fédéraliste, il n'hésite pas à assimiler les modifications survenues dans le quotidien des Helvètes et admet la nécessité de procéder à une certaine centralisation du droit suisse. Adepte des collaborations intercantonales, il décide cependant de passer à une vitesse supérieure, non seulement dans le domaine du droit d'affaires, mais également dans celui du droit civil, dont il avait pourtant souligné la dimension avant tout cantonale. Il accompagnera étroitement les travaux d'Eugen Huber, le père du Code civil suisse.

Son plus grand succès restera l'introduction de la loi sur les poursuites et faillites, en 1889. C'est un autre de ses talents, le sens de la modération et son esprit de compromis, qui lui permet de régler le cas de Monseigneur Mermillod, qu'il autorise à revenir après son bannissement au plus fort de la crise du Kulturkampf, ainsi que le dossier tessinois. Dans ce canton réputé pour son indiscipline et les crises à répétition qui émaillaient toute opération électorale, il s'engagera pour l'introduction d'un système proportionnel total pour les élections du Grand Conseil et du Conseil d'Etat. Ruchonnet demeurera cependant un farouche adversaire de ce système dans son propre canton… L'esprit de tolérance irrigué par sa foi dans la Patrie, Dieu et le Progrès, imprègne la politique de Ruchonnet dans d'autres sujets à caractère religieux, comme sa défense de l'Armée du salut et son rejet de l'antisémitisme (à propos de l'initiative, qui sera acceptée, demandant l'interdiction de l'abatage rituel). Ruchonnet essaiera également de bien distinguer entre le socialisme pacifique, dont il reconnaît la pertinence de certaines revendications, et l'anarchisme, pour lequel il ne manifestera aucune pitié.

Son parcours fédéral subit quand même quelques échecs. Le plus spectaculaire est la défaite en votation populaire d'un décret instituant une intervention de la Confédération dans l'enseignement primaire, qu'il avait défendu dans l'espoir d'achever le passage définitif de l'instruction publique des mains des ecclésiastiques dans celles de l'autorité civile. Les adversaires du décret dénoncèrent l'ingérence tant redoutée de la Berne fédérale en prophétisant l'émergence d'un "bailli scolaire". Cette défaite en votation populaire, y compris dans le canton de Vaud, affaiblira un temps la position radicale dans le canton de Vaud, où les libéraux-conservateurs tentent par tous les moyens d'ébrécher la toute-puissance des radicaux. Ruchonnet est en effet resté le maître à penser de ses camarades de parti et c'est toujours vers lui que ses lieutenants se tournent dès qu'un problème survient, dès qu'un conflit de personnes doit être résolu. Il inspirera les actions des radicaux lors des débats constitutionnels de 1884, où les radicaux réapprennent toutefois à se battre ensemble et à imposer à leurs vues. La chute de son ami Vessaz en 1891, accusé d'avoir touché des pots-de-vin dans une affaire ferroviaire, n'ébranlera pas son magistère moral. On ne sait toutefois s'il soutiendra la réconciliation entre radicaux et libéraux qui suivra la démission de Vessaz de toutes ses fonctions politiques. Ruchonnet mourra en 1893, épuisé, malade depuis longtemps,

après une séance du Conseil de la poursuite qu'il avait fondé pour suivre l'évolution de "sa" loi. Il a été président de la Confédération en 1883 et 1890.

© Olivier Meuwly, Lausanne 2003

RUIZ **Manuel Zorrilla** El Burgo de Osma, 22 mars 1833 - Burgos, 13 juin 1895.



Homme politique espagnol, député aux Cortès puis Ministre du développement et de la Grâce et de la Justice durant la Première République, et enfin chef de gouvernement sous Amédée Ier.

Manuel Ruiz Zorrilla a été Grand Maître du Grand Orient de 'Espagne du 14 septembre 1870 au 1 janvier 1874. Les loges du Grand Orient d'Espagne ont pratiquement doublé pendant les trois ans de sa Grande Maîtrise.

Il étudia la Philosophie à Valladolid, puis le Droit à Madrid à l'Université Centrale. En deux ans il termina le cursus de Jurisprudence et s'inscrivit en Lois, dont il fut diplômé en 1857. Sa vie publique commença en tant que commandant de la Milice Nationale; il fut rapidement élu député provincial. Grâce à cette aide politique il se transféra à Madrid, où il fut nommé Député National pour le Parti progressiste en 1858. C'est précisément lors cet épisode de sa vie que naquit son amitié avec Práxedes Mateo Sagasta.

Il joua un rôle important dans le soulèvement des sergents de San Gil (1886) et fut pour cette raison condamné à mort et dut fuir d'Espagne. Depuis l'exil il dirigea des conspirations visant à détrôner Isabelle II. Lors du triomphe de la Révolution de septembre 1868, en tant que leader du Parti radical il soutint que les progressistes devaient assumer le programme démocratique. Dans son gouvernement provisoire (1868), Francisco Serrano lui confia le ministère du Développement. Il établit la liberté d'enseignement et décréta la cession du matériel et des archives des bibliothèques religieuses à l'État. Il introduisit des réformes dans l'enseignement universitaire. Il fit partie du gouvernement de Juan Prim comme ministre de la Grâce et de la Justice (1869). Il fut désigné président à deux occasions. Il s'opposa à la politique de Sagasta et divisa les progressistes. Il accompagna le monarque lorsque ce dernier prit l'exil.

Avec la Restauration bourbonienne (1874), il dut rester à l'étranger. Il maintint une opposition systématique à Alphonse XII et au régime de la Restauration. Il fonda le Parti républicain progressiste (1874-1895) et, au cours de la première étape du régime canoviste, tenta de renverser la monarchie à travers un pronunciamiento.

Il impulsa la fondation de l'Association républicaine militaire (*Asociación Republicana Militar*) en 1883. Il tenta, sans succès, d'obtenir l'appui des républicains français. Il joua un rôle important dans divers pronunciamientos à Badajoz (1883), Carthagène, (1886) et dans celui du général Villacampa, à Madrid (1886), mais les insurrections échouèrent car le soutien des civils était insuffisant. Il rapprocha ses positions de celles de Nicolás Salmerón avec la création de l'Union républicaine en 1893. Son activité se centra sur la société civile et il mit l'accent sur une supposée nécessité d'ordre et d'autorité. Avec sa mort en 1895 le parti se scinda et les forces républicaines se fragmentèrent.

RYBINSKI Albert-Julien (1890 – 1957)

Colonel du génie, résistant, déporté à Buchenwald.

Initié au GODF le 2 juin 1909, fondateur de la Loge La Franchise à Paris le 27 juin 1937, Grand Prieur du GPDG de 1951 à 1954. Il devint Grand Maître National jusqu'à sa mort.

RZEWUSKI **Henryk** Slavuta, Oblast de Volhynie 3 mai 1791 - Chudniv, Volhynie 28 février 1866.



Romancier polonais, et un journaliste. Il a été le promoteur du roman historique à la Walter Scott en Pologne.

Le Comte Henryk Rzewuski était issu d'une riche famille de propriétaires terriens de l'Ukraine. Fils d'Adam Wawrzyniec Rzewuski, sénateur russe de Saint-Pétersbourg, il était aussi le frère de Caroline Sobańska, d'Ewelina Hańska (la fameuse Comtesse Hanska qui épousa Honoré de Balzac en 1850) et du général Adam Rzewuski

.

Après avoir servi brièvement dans l'armée en 1809, puis s'être prononcé en faveur d'un rapprochement russo-polonais, Rzewuski, fait un voyage en Crimée avec le poète Adam Mickiewicz qu'il admire. Il se désintéresse très vite de la politique pour se consacrer à la littérature. Et il produit des romans dans le genre de Walter Scott. Puis il prend ses distances avec son modèle pour aboutir à une forme de littérature qui allait être un modèle pour les écrivains polonais : la *gawęda*, un mélange de littérature épique et de roman historique.

SACCHINI **Antonio Maria** Florence 14 juin 1730 - Paris le 6 octobre 1786.



Compositeur italien de l'école napolitaine. Il passa son enfance près de Naples. Le hasard ayant conduit le compositeur Francesco Durante à Pouzzoles, le maître entendit des airs populaires par le jeune Sacchini et fut si satisfait de la justesse de ses intonations et de son intelligence animée qu'il le demanda à sa famille et le fit entrer au conservatoire de San Onofrio ou, selon Piccinni, au conservatoire de Santa Maria di Loreto que Durante dirigeait depuis 1742. Sous sa direction, il étudia le clavecin, l'orgue et la composition et son maître prédit qu'il serait le meilleur compositeur du siècle.

Il commença sa carrière à Padoue et la poursuivit à Rome, à Venise et à Stuttgart et Munich en Allemagne. En 1772, Sacchini s'installa à Londres où il vécut dix ans. C'est là qu'il rencontra Tommaso Traetta.

Poussé par des ennuis d'argent, il quitta l'Angleterre en 1781 et vint s'installer à Paris où ses opéras l'avaient déjà rendu célèbre, à la grande satisfaction du parti piccinniste, qui voyait en lui un rival possible de Gluck. Cela n'empêcha pas Sacchini d'être le musicien favori de Marie-Antoinette.
Cette même année il est initié franc-maçon à la loge parisienne *Saint-Jean du Contrat social*.

SADE comte de *dit* **le Marquis, Donatien Alphonse François** Paris 2 juin 1740 - Asile de Charenton 2 décembre 1814.



Aristocrate, il est poursuivi sous prétexte de sa philosophie basée sur un libertinage absolu.
Franc-Maçon, en 1780, à la loge "*Les Neuf Soeurs*", Paris, il figure pendant la Révolution sur les tableaux de la loge fréquentée par Mirabeau *"Les Amis de la Liberté"* Paris.

Ecrivain et philosophe français, longtemps voué à l'anathème en raison de la part accordée dans son œuvre à l'érotisme teinté de violence et de cruauté (fustigations, tortures, incestes, viols, etc). Le néologisme « sadisme », formé d'après son nom, est apparu dès 1834 dans le *Dictionnaire universel* de Boiste comme « aberration épouvantable de la débauche : système monstrueux et antisocial qui révolte la nature ».

C'est Krafft-Ebing, médecin allemand, qui a donné à la fin du XIXe siècle un statut scientifique au mot sadisme, comme antonyme de masochisme pour désigner une perversion sexuelle dans laquelle la satisfaction est liée à la souffrance ou à l'humiliation infligée à autrui. Occultée et clandestine pendant tout le XIXe siècle, son œuvre littéraire est réhabilitée au XXe siècle, malgré une censure officielle qui dure jusqu'en 1960, la dernière étape étant sans doute représentée par l'entrée de Sade dans la Bibliothèque de la Pléiade en 1990.

Il signait « de Sade » ou « D.-A.-F. Sade ». Marquis ou comte pour ses contemporains, il est pour la postérité le « marquis de Sade », et, dès la fin du XIXe siècle, le « divin marquis », à la suite du « divin Arétin », premier auteur érotique des temps modernes. « Les entractes de ma vie ont été trop longs », nota ce passionné de théâtre. Détenu sous tous les régimes (monarchie, république, empire), jamais jugé, il est resté enfermé — en plusieurs fois et dans des conditions fort diverses — pendant vingt-sept ans. JCvL+Wikipédia

Voici ce qu'écrit Jérôme de Lalande en 1805 dans le Supplément du Dictionnaire des athées de Sylvain Maréchal : *« Je voudrais bien parler de M.de Sade, il a bien assez d'esprit de raisonnement, d'érudition mais ses infâmes romans de Justine et de Juliette le font rejeter d'une secte où l'on ne parle que de vertu.»*

Le témoignage est tardif, mais sa signification est claire ; on ne saurait accepter en maçonnerie quelqu'un qui a fait l'éloge du vice. Sans doute mais, entre-temps, Sade est devenu Sade, ce qu'on ne pouvait pas nécessairement soupçonner dans les années 1780. Le fait est que Sade a été affilié aux Neuf Sœurs le 7 février 1780 comme le prouvent les notes autographes de Pastoret orateur de la loge, aujourd'hui conservées au Museum of our National Heritage de Lexington (Mass.) où son nom apparaît encadré par ceux de Chamfort et du prince Camille de Rohan. Le marquis était donc franc-maçon, mais on ignore quelle fut sa loge mère*. Toujours est-il que sa description de La Loge du Nord, qu'il donne au cinquième livre de Juliette, ou les références maçonniques, que les critiques n'avaient pas manqué de relever, qu'on trouve dans sa correspondance avec Gaufridy, prennent maintenant tout leur sens. De fait, son activité pendant la Révolution* mériterait d'être reconsidérée car Mirabeau appartenait à la même loge... Ch.P

SAGASTA PRAXEDES Mateo Torrecilla de Cameros 21 juillet 1825 – Madrid 5 juin1903.
Ingénieur de formation, Sagasta adhère dès sa jeunesse au Parti progressiste et fustige pendant plus de vingt ans le régime isabélin dans ses brillants discours encore parlementaires, dans de cinglants articles écrits pour La Ibéria ou en attisant et tramant soulèvements et conspirations. L'échec du putsch de San Gil (1866) l'oblige à fuir d'Espagne et à se réfugier à Paris avec Castelar, Ruiz Zorilla et d'autres révolutionnaires. En 1868, il débarque à Cadix en organisateur de « la Gloriosa » et met un terme à cette première période agitée de sa vie politique.



Durant les six années démocratiques, Sagasta met un frein à son ardeur révolutionnaire et mûrit sa personnalité de gouvernant pour qui le maintient de l'ordre est une condition nécessaire à la liberté. Pendant le gouvernement provisoire de Serrano, il est ministre de l'Intérieur puis, dans le cabinet de Prim, il reçoit les ministères de l'Intérieur et de l'Etat. Lorsque Amédée de Savoie occupe le trône, il est à nouveau chargé du ministère de l'Intérieur et, en janvier 1872, après sa rupture définitive avec Ruiz Zorilla, il est chargé de former un cabinet. Il ne reste Premier ministre que quelques mois : ses efforts pour mettre de l'ordre au sein des progressistes sont vains et il doit démissionner en mai 1872. Lorsque la Première République est proclamée, il reste dans l'opposition jusqu'à ce qu'il devienne, après le coup d'Etat de Pavie, successivement ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et président du Conseil des ministres dans le gouvernement provisoire. Il appartient à son apogée politique au moment de la Restauration alphonsine. Il est alors à la tête des principaux partis (constitutionnel, fusionniste et libéral) formant la gauche dynastique qui alterne au pouvoir avec les conservateurs, et occupe le poste de Premier ministre de 1881 à 1883, de 1885 à 1890, de 1892 à 1895, de 1898 à 1899, puis de 1901 à 1902.

Lors du premier de ses mandats, il restitue leurs chaires aux professeurs krausistes lors de la II[e] Question universitaire et, pendant la deuxième, il parvient à promulguer les lois importantes du suffrage universel, sur les jurés, sur les associations et sur la réforme du Code Civil. Son déclin politique se produit à la fin du siècle, lorsqu'il est obligé de signer le traité de Paris. La perte des derniers restes de l'Empire espagnol ruine sa carrière. Le 3 mars 1899, en plein désarroi national, il abandonne l'exécutif, convaincu d'avoir fait son temps. Il revient présider le Conseil des ministres en 1902 mais, après un vote défavorable, Sagasta abandonne définitivement le pouvoir le 3 décembre 1902 puis meurt un mois plus tard.

On ne connaît pas le moment de son initiation, mais il est possible que, comme pour Morayta et d'autres jeunes révolutionnaires, elle ait eu lieu dans une loge clandestine à la fin de la monarchie d'Isabelle. On sait qu'en 1874 il a le grade de Rose-Croix et, d'après des sources maçonniques, qu'il sauve, à la demande de plusieurs loges, la vie d'un jeune clairon fils d'un maçon de Ciudad Real qui avait été condamné à mort, et qu'il obtient aussi la grâce pour un soldat carabinier. Enfin, président du Conseil, il parvient à faire libérer le frère Juan Carrero, incarcéré pour des raisons politiques.

Le grand homme de la Rioja est élu Grand Commandeur et Grand Maître du Grand Orient d'Espagne, respectivement les 5 janvier et 7 mars 1876. Mais, comme il le reconnaît lui-même dans son discours d'investiture, il n'a jamais prêté de services particuliers à l'Ordre et n'a même pas connaissance de la doctrine maçonnique. Son

élévation aux postes d'Excellence de l'obédience, comme c'était la pratique au Grand Orient d'Espagne répond à des intérêts liés au désir de prosélytisme et non à des considérations maçonniques.

De son côté Sagasta trouve intérêt à accepter ces charges pour affirmer son autorité dans les sphères libérales espagnoles et raffermir sa position dans le tout nouveau système de la Restauration. Pendant ses cinq années de mandat, le frère « Paz » (Paix) remplit mieux que ses prédécesseurs les devoirs liés à sa charge. Sous son autorité, le Grand Orient d'Espagne tire des bénéfices. Comme le pense Ollero, sa gestion apporte le renforcement interne à l'obédience qui, dès 1876, installe et affilie un nombre important d'ateliers et se dote d'une nouvelle constitution (1880). D'autre part, le Grand Orient d'Espagne élargit son réseau de relations internationales et tisse des liens féconds d'amitié avec d'autres organisations maçonniques américaines et européennes. En 1881, lorsque Alphonse XII fait appel à lui pour former un gouvernement, Sagasta se voit obligé de démissionner de ses fonctions de direction du Grand Orient et est remplacé par son coreligionnaire et intime collaborateur Antonio Romero Ortiz. Dès lors, il se montre attentif aux pétitions des loges et des frères, mais son rôle se borne à une présence honorifique dans la vie et les activités maçonniques.

Le fait que la Grande Loge Le Soleil de Jalapa, au Mexique, l'élise représentant au congrès international de la Libre Pensée célébré à Madrid en 1892 ou que le Grand Orient Espagnol le nomme Grand Commandeur Honoraire en 1893, donne une idée de l'image de marque qu'il imposa sa vie durant dans le concept maçonnique latino-américain et espagnol.

P.A.

SAINT GERMAIN

comte de probablement né dans les années 1707/1710 - Eckernförde 1784.



Il fut en contact avec les plus grands maçons d'Europe : Charles de Hesse-Cassel, chez qui il demeura un certain temps, Willermoz très intéressé par ses teintures, Cagliostro, etc

Des épisodes plus ou moins précis auxquels se résume notre connaissance de la vie du comte de Saint-Germain, celui de sa naissance n'a pu qu'être conjecturé sur la base de quelques témoignages épars, dont celui de son ami le prince de Hesse-Cassel. Ces témoignages laissent supposer qu'il était l'enfant illégitime du prince François II Rákóczi de Transylvanie et de la princesse Violante-Béatrice de Bavière, de la dynastie des Wittelsbach, et qu'il fut élevé à Florence par Gian' de Medici, beau-frère de la seconde. Quoi qu'il en soit, certains virent en lui le descendant caché de quelque personnalité royale, et dans cette filiation supposée la raison de son intimité avec le roi Louis XV.
Ainsi a-t-on pu également reconnaître en lui l'enfant naturel de la reine d'Espagne Marie-Anne de Neubourg, et d'un noble, le comte de Melgar. Ces liens de parenté, dont aucun, encore une fois, n'est avéré, expliqueraient le train de vie aisé qu'il a toujours mené, son éducation et sa culture. En effet, outre ses connaissances certaines en chimie, Saint-Germain est reconnu par ses contemporains, comme un homme de très grand savoir, musicien habile et peintre de qualité.

Un laboratoire d'alchimie au château de Chambord
Saint-Germain quitte Londres en 1746. On perd sa trace pendant 12 ans. Pour certains, il se retire en Allemagne où il se consacre à ses recherches chimiques et alchimiques. Pour d'autres, il voyage jusqu'en Inde et au Tibet : aucune preuve de ces périples n'est avancée, mais on constate plus tard, en effet, que le comte a une profonde connaissance de l'Orient. Il arrive à Paris au début de 1758 et, aussitôt, adresse une requête à Marigny, directeur des Bâtiments du Roi. Il demande qu'une maison royale soit mise à sa disposition afin qu'il puisse y installer un laboratoire et une manufacture, promettant en échange à Louis XV « la plus riche et la plus rare découverte qu'on n'ait faite ». Marigny lui attribue le château de Chambord, grande bâtisse désertée. Saint-Germain installe ses assistants, ses ouvriers et son laboratoire dans les communs. Pourtant, il est plus souvent à Paris qu'à Chambord. Il se fait présenter à la marquise de Pompadour, qui l'introduit auprès du roi, Louis XV. Celui-ci apprécie immédiatement le brillant personnage qui, très vite devient l'un de ses familiers.

Aimé de Louis XV, et détesté de Choiseul
Si le comte s'est attiré la sympathie du roi, il s'est en revanche aliéné le puissant duc de Choiseul, principal ministre de Louis XV, qui lancera une campagne pour le discréditer. Choiseul paie un amuseur nommé Gauve pour imiter le comte de Saint-Germain et se faire passer pour lui. Gauve parcourt les salons sous l'identité de Saint-Germain et raconte les histoires les plus invraisemblables : il aurait bu avec Alexandre le Grand, il aurait connu Jésus et lui aurait prédit une fin abominable...
Rapidement, la supercherie est dévoilée et Gauve reconnu. Contrairement à ce qu'attend Choiseul, le vrai Saint-Germain n'en sort pas ridiculisé, mais grandi. Dépité, le ministre doit attendre 1760 pour parvenir à se débarrasser de Saint-Germain, en le faisant accuser d'espionnage [réf. souhaitée]. Tombé en disgrâce, le comte se réfugie aux Pays-Bas. Dans les années suivantes, on le signale en Angleterre, en Italie, en Russie, en Saxe et en Prusse : partout il cherche à monter des recherches sur les pigments et les couleurs.

La mort de Saint-Germain
En 1766, il se met sous la protection du roi de Prusse Frédéric II mais le quitte l'année suivante. Il arrive enfin à Gottrop, sur la Baltique, où il est hébergé par le prince de Hesse-Cassel. Il meurt le 27 février 1784 à Eckernförde, dans le Schleswig, âgé de 93 ans selon son hôte, qui fut sans doute aussi son principal confident.

LA LEGENDE

Saint-Germain, personnage exceptionnel qui, amusé par les rumeurs, ne les a jamais démenties, reste dans l'histoire car il symbolise le plus vieux rêve de l'homme : l'immortalité. Il était habillé de vêtements couverts de bijoux, n'absorbait que des pilules, du pain et du gruau et parlait et écrivait le grec, le latin, le sanscrit, l'arabe, le chinois, le français, l'allemand, l'anglais, l'italien, le portugais et l'espagno. Il peignait et, virtuose au clavecin et au violon, il composait aussi de la musique. Il aurait été très versé en chimie et alchimie. Les gens de l'époque croyaient qu'il avait accompli le Grand Œuvre alchimique qui apporte l'immortalité. On lui attribue d'ailleurs l'ouvrage d'alchimie *La Très Sainte Trinosophie*, mais cela n'est pas prouvé et souvent contesté. Il avait une grande passion pour les pierres précieuses, dont il avait toujours de grandes quantités, souvent d'une grosseur extraordinaire, et affirmait détenir un secret permettant de faire disparaître les défauts des diamants.
Les croyances populaires lui prêtaient le souvenir de ses vies antérieures et une sagesse correspondante, ou il aurait, selon ces mêmes croyances, disposé d'un élixir de longue-vie lui ayant donné une vie très longue et des souvenirs étonnants, de deux à quatre mille ans d'après lui, ce qui lui permettait de raconter les noces de Cana ou les intrigues de la cour de Babylone. Dans une lettre du 15 avril 1760 à Frédéric II, Voltaire disait de lui « *C'est un homme qui ne meurt point, et qui sait tout* » et Frédéric II l'appelait « *l'homme qui ne peut pas mourir* ». Chamfort semble sur ce point plus modéré puisqu'il rapporte seulement que, si l'on demandait à son domestique : « Est-il vrai que votre maître a trois cents ans ? », l'homme répondait : « Je ne puis vous le dire : il n'y a que cent ans que je suis à son service. »

Le compositeur Rameau se souvenait d'avoir vu Saint-Germain en 1701. La comtesse de Cergy l'avait vu à Venise, où elle était ambassadrice 50 ans plus tôt. Ce sont en réalité les manières et l'originalité de Saint-Germain, et notamment sa façon de conter l'Histoire de France comme s'il en avait connu les protagonistes (François Ier et consorts), qui lui valent dans les années 1750 certaines faveurs auprès de quelques représentants de la cour, à commencer par Madame de Pompadour. Plusieurs extraits des *Mémoires*5 de Casanova corroboreront l'idée selon laquelle le comte « témoignait » effectivement avec beaucoup de réalisme des époques les plus reculées (une anecdote est donnée dans laquelle le comte laisse croire à sa présence au Concile de Trente). Saint-Germain est aussi présenté par Casanova comme « savant, [parlant] parfaitement la plupart des langues ; grand musicien, grand chimiste, d'une figure agréable ». Son intérêt pour la recherche de moyens propres à augmenter la durée de la vie humaine eut aussi pour effet d'augmenter les rumeurs courant déjà sur sa longévité supposée hors du commun.

Il convient aussi d'insister sur le rôle du comédien Gauve (alias "milord Gor", ou "Gower", ou "Qoys"), mentionné ci-dessus, se faisant passer pour le Comte dans les quartiers populaires de Paris, dans l'édification de la légende. Ce dernier, qui décrit avec force détails et persuasion de soi-disant entrevues avec le Christ et certaines figures de l'Antiquité chrétienne, contribue grandement à la naissance et à l'amplification de la rumeur d'immortalité. Jean-Pierre-Louis de Luchet, inventeur, dans ses *Mémoires authentiques pour servir à l'histoire du comte Cagliostro* (Berlin, 1785), d'une rencontre aussi baroque que fantasmagorique entre Saint-Germain et Cagliostro, mentionne également ce lord Gor, ou Gauve, qu'il assimile abusivement au comte.
Obligé de fuir la France en 1760 sous la pression de sombres affaires [réf. nécessaire], ce dernier voyagea en Prusse, Russie, Italie, Angleterre, et Autriche (où on le vit souvent à Vienne, « quartier général des Rose-Croix ») et s'arrêta finalement à la cour du landgrave de Schleswig-Holstein, alchimiste fervent. Des hypothèses ont circulé sur ses actions d'espionnage, mais au profit de qui ? Il aurait été au moins agent triple, tandis que diverses allégations rapportent son attachement au principe monarchique ou même à l'hégémonie allemande rosicrucienne. Selon la marquise de Créquy, il soutira cent mille écus en quatre ans à Madame d'Urfé, pour la cabale et la pierre philosophale. Casanova a raconté son entrevue à La Haye avec le Comte, vêtu d'un costume d'Arménien, le même que l'on prêtait au Juif errant, autre incarnation du mythe de la longévité perpétuelle, mythe qui disparut incidemment au XVIIe siècle. Mais Casanova soupçonna le Comte de prestidigitation et d'imposture. Goethe aurait été un de ses disciples.

Napoléon III, initié aux Carbonari (« maçonnerie » du bois) s'intéressa au Comte de Saint-Germain et chargea la police de rassembler aux Tuileries tous les indices possibles le concernant. Ce dossier aurait brûlé lors de l'incendie qui ravagea ce Palais parisien en 1871, ce qui fait qu'il ne reste presque plus aucune trace de l'identité réelle ou prétendue de Saint-Germain. Plusieurs auteurs joueront assez vite un rôle dans la propagation d'une légende qui dépassera bien vite la réalité historique. Etteilla affirme notamment, lorsque les journaux annoncent la mort du Comte, qu'il y a eu confusion sur l'identité réelle du décédé, que le vrai Comte de Saint-Germain, son maître direct depuis vingt ans, vrai cabaliste et magicien hermétiste, auteur de *L'entrée au palais fermé du roi* (1645), est toujours en vie, habite en Amérique, et se porte à merveille.

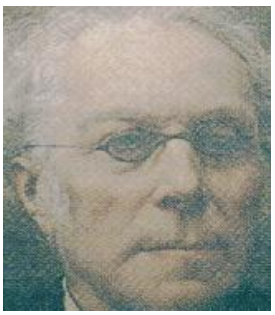
Quelque assertions de l'abbé Barruel entretiendront par la suite la légende sur l'immortalité de Saint-Germain, après maîtrise de la métempsychose. Mademoiselle Lenormand n'accrédite pas moins l'idée de sa survivance durant le Premier Empire, et le baron de Gleichen, en ses *Souvenirs* (*Denwürdigkeiten*, 1847), défendra l'idée d'un comte de Saint-Germain ayant vécu depuis l'Antiquité. Le comte de Saint-Germain inspira par la suite de nombreuses œuvres de fiction jusqu'à l'époque contemporaine, et devint aussi une figure importante au sein de la Société théosophique où l'on finit par le considérer, entre autres, suite à une vision de la médium Annie Besant, comme la réincarnation de Christian Rosenkreutz et de Francis Bacon. Wikipédia

A lire : **LE COMTE DE SAINT-GERMAIN ENTRE MYTHE ET RÉALITÉ PAR ROLAND COLLIGNON**

Roland COLLIGNON nous entraine au 'Siècle des Lumières' sur la piste d'un homme étrange qui se présentait sous divers noms et dont personne ne connaissait la véritable identité. Rose-Croix, grand voyageur, thaumaturge, philosophe, écrivain, musicien, franc-maçon, le comte de Saint-Germain devint l'éminence grise des Fraternités européennes en pleine expansion. Il fut chargé par la Stricte Observance Templière alors florissante de rassembler des aristocrates et des grands personnages des cours européennes à la cause de cet Ordre. De tels hommes

apparaissent souvent dans les heures sombres de l'humanité, aux endroits clés, là ou s'exerce le pouvoir et où se prennent les grandes décisions. Son destin croisa celui de Joseph Balsamo dit Cagliostro. Il fréquenta les mêmes salons où se pressaient marquises, diplomates et artistes. Chacun de ses objectifs était régi par des règles strictes et dans le secret absolu. Cette enquête devrait nous permettre de mieux comprendre les usages auxquels étaient soumis le Saint Frère dans le cadre de ses activités et de nous guider dans le dédale de ses aventures. Il y a deux histoires, disait Honoré de Balzac, l'histoire officielle et menteuse que l'on enseigne… et l'histoire secrète. Celle du mystérieux comte de Saint -Germain se situe probablement à mi-chemin. Saint Germain était-il Franc Maçon ?

SAINT JEAN de **Antoine** Villefranche-sur-Saône 5 janvier 1809 – Paris 31 décembre 1882.



Docteur en médecine, né le 17 janvier 1809 à Villefranche-sur-Saône, il est initié le 17 juillet 1834, à la loge « *Saint-Pierre des Vrais Amis* » et accède au vénéralat en 1837. Réélu 11 fois à cette charge, il est fidèle à cet atelier, au recrutement populaire, tout au long de sa carrière maçonnique. Celle-ci commence vraiment en 1840 quand il est accepté comme député au sénat maçonnique. En 1842, il est élu expert à la Chambre du Suprême Conseil, puis orateur de ladite chambre en 1845. Il est également membre, en 1843, de la commission permanente des intérêts généraux de l'Ordre et présente, en 1844, un rapport sur les initiations. Il anime également la commission de révision des statuts généraux.

En 1852, il appartient à la Chambre de Correspondance. Il poursuit donc une paisible et active carrière au sein des instances législatives où il apparaît comme raisonnablement comme conservateur. Il est hostile à Bègue-Clavel quand éclate, en 1844, l'affaire du procès de La Clémente Amitié. Républicain modéré, il refuse de prêter le serment à l'Empire et se met en retrait au début de l'Empire autoritaire.

Il revient en 1857, quand il est élu au Conseil du Grand Maître. Régulièrement réélu à ce conseil, puis au Conseil de l'Ordre jusqu'à sa mort, il combat discrètement le prince Murat et fait partie du groupe de ceux qui s'opposent aux Grands Conservateurs désignés par le prince. Sous l'ère Magnan, il préside la commission des Finances.

Une nouvelle constitution est à l'étude du Conseil en 1864. Bien que Chevalier Kadosh, il se prononce contre les hauts grades. Magnan étant décédé, le Convent de 1864 doit élire un nouveau Grand Maître. Il présente la candidature du général Mellinet qui est aisément élu. Il a su mettre en avant l'ancienneté de son appartenance maçonnique et le présenter comme étant « d'une position libre et indépendante ».

Il devient alors Président du Conseil de l'Ordre, ce qui en fait officiellement le quatrième personnage de l'obédience après le Grand Maître et ses deux Adjoints. En fait, il inspire toutes les décisions. Il doit faire face à une opposition « laïque » de gauche conduite par Massol.

Quand en 1867, André Rouselle propose de rendre facultative l'inscription « A la gloire du Grand Architecte de l'Univers » sur les planches officielles des loges, il répond, sans polémiquer, que la loi ne saurait être subordonnée à la volonté individuelle. Observant en 1867 la tiédeur avec laquelle est accueilli un projet d'œuvre maçonnique de l'enseignement qui aurait donné un statut officiel au Grand Orient, il écarte un vote négatif du Convent qui aurait humilié le Grand Maître en renvoyant la question à l'étude des loges. En 1869, il s'oppose à Massol qui aurait voulu que l'obédience organisât un anticoncile définissant les principes du Droit Humain.

Il est dans la capitale quand éclate la guerre. Ne prenant aucune responsabilité profane, malgré l'avènement de la République, il se consacre exclusivement au Grand Orient. Il dirige, en tant que médecin, l'ambulance installée rue Cadet et préside la commission chargée de la distribution des secours. Pendant la Commune, il appuie, au nom du Conseil de l'Ordre, l'initiative prise par *Les Disciples du Progrès* de jeter un pont sur des bases humanitaires entre Versailles et les insurgés. Après l'échec de la rencontre avec Jules Simon, il approuve l'envoi d'une seconde délégation, car la majorité de ses membres est toujours composée de « conciliateurs ». Toutefois, il s'oppose à la manifestation du 29 avril, comprenant que le ralliement à la Commune risque de provoquer de graves ennuis ultérieurs au Grand Orient.

Le Conseil de l'Ordre qu'il préside, réuni le 29 mai, soit après la chute de la Commune, dénonce les manifestations de maçons « ou soi-disant tels » qui se sont compromis avec l'insurrection afin de freiner une campagne antimaçonnique conduite par les monarchistes. Le Convent réuni le 4 octobre 1871 se prononce pour la suppression de la Grande Maîtrise et le Conseil est entièrement renouvelé. Saint-Jean, favorable à son maintien, n'est qu'en 11ème position. Ce sera son plus mauvais résultat car, étant donné la conjonction politique, il va être le mieux placé pour protéger le Grand Orient. Babaud-Laribière n'étant plus Grand Maître est élu à la présidence du Conseil de l'Ordre et Saint-Jean rétrograde provisoirement à la vice-présidence. Il est l'organisateur des cours commerciaux du Grand Orient qui sont donnés gratuitement rue Cadet à partir de 1871.

Jusqu'en 1879, il préside chaque Convent et, Babaud-Laribière étant malade, il reprend la présidence qu'il conserve jusqu'à sa mort. Il est donc conduit à prendre parti dans les conflits internes. Il appuie la décision, prise en 1874, de maintenir les ateliers supérieurs mais de les priver de leur participation au convent. Devenu Grand Commandeur du Grand Collège, au début de la Troisième République quand l'honorariat est conféré au général

Mellinet, il a pour devoir de les défendre tout en combattant ceux qui veulent les soumettre à une autorité indépendante du Conseil de l'Ordre.

Il collabore dès 1873 avec Massol et Caubet, ses anciens adversaires, maintenant promus aux vice-présidences du Conseil de l'Ordre. Il bénéficie d'une autorité suffisante pour imposer, sous menace d'une démission, son point de vue au Convent. Ainsi, en 1875, il s'oppose à ce qu'un vénérable ou un orateur, frappé de suspension provisoire par le Conseil de l'Ordre, puisse être jugé par la Chambre d'Appel, car il craint que le Conseil ne soit plus suffisamment armé pour la défense des intérêts de l'Ordre.

En 1877, le Convent vote la suppression de l'obligation de la croyance en Dieu et à l'immortalité de l'âme. Saint-Jean, qui craint la montée d'un courant antireligieux, rassure les croyants en faisant inclure dans le nouvel article 1 définissant la maçonnerie cette phrase : « Elle n'exclut personne pour ses croyances ». Bien qu'en désaccord avec la suppression des références métaphysiques, il se plie à la loi de la majorité. Sa modération et le regret qui l'entoure rendent de grands services à l'obédience. Il obtient en particulier que les sanctions prises contre les loges pendant la campagne électorale de 1877 ne soient pas étendues à la maçonnerie et, après les élections de celles qui ont été fermées.

Le Convent international de Lausanne organisé par le Suprême Conseil de France décide qu'il y aura désormais plus qu'un seul Suprême Conseil régulier par pays, ce qui est un coup porté au Grand Collège des Rites. Saint-Jean réagit par une rupture des relations officielles. Cependant, quand l'aile gauche de cette obédience fait scission et forme la Grande Loge Symbolique Ecossaise, il fait ajourner toute décision de reconnaissance, ne voulant pas prendre parti dans une querelle interne au Rite Ecossais. Quand Saint-Jean rejoint l'Orient éternel le 31 décembre 1882, une phase de l'histoire maçonnique se termine. Spiritualiste mais détaché des religions, il avait demandé des obsèques civiles : elles furent, paradoxalement, l'occasion de retrouvailles avec le Suprême Conseil de France. A.C.

SAINT MARTIN de **Louis-Claude** Amboise 18 janvier 1743 – Aulnay (près de Sceaux 13 octobre 1803. « Le plus instruit, le plus sage et le plus élégant des théosophes modernes » : comment échapper à Joseph de Maistre ? On serait tenté d'ajouter vaux qualités éminentes prêtées à Saint-Martin la simplicité. Saint-Martin fut aussi le plus secret des théosophes modernes. Les circonstances de sa vie ne font point d'ombre, dans « le moule du temps » qui nous tient prisonniers. Né de petite noblesse, ni comte, ni marquis mais tout juste écuyer, à Amboise, dont son père, qui avait été un temps militaire, fut par deux fois le premier magistrat ; orphelin de mère à trois ans, et, à six, le bonheur d'une marâtre ; un précepteur, puis le collège mauriste de Pontlevoy ; son droit à Paris ; avocat du roi au présidial de Tours, pendant six mois (1764-1765) ; sous-lieutenant, en 1765, puis lieutenant au Fox-Infanterie ; quitte le service en 1771, « afin de pouvoir mieux suivre la carrière ».



C'est qu'après avoir choisi celle-ci dès son enfance, il y est entré selon les formes, qui l'instruiront avant de l'embrasser, quand l'Ordre théurgique des Elus coëns, en partie revêtu de maçonnerie, l'a initié (août 1765) aux grades bleus, s'il ne les avait déjà acquis, à la Concorde de Tours, par exemple, puis aux trois grades du porche…, enfin ordonné réau-croix (mi-avril 1772). « A beaucoup de sagesse », avait noté l'un de ses inspecteurs militaires en 1770. Les voies de cette sagesse déroutent parfois le sens commun. Il vit à Amboise, son « enfer » ; à Paris son « purgatoire » ; à Lyon, notamment pour des leçons aux Elus coëns (1774-1776) et sur l'appel d'un agent (1785-1788), avec des interruptions ici et là. Deux voyages en Italie (1774 et 1787-1788) ; séjour à Londres (1787) et à Strasbourg (1788-1791), son « paradis ».

Il hante sans joie, sans honte, les palais, les châteaux, les salons. Ni évêque ni médecins, à son regret, il donne la becquée aux petits poulets ; il observe et il réfléchit, en publiant comme de besoin. Le Robinson de la spiritualité joue l'obligation le « cicérone des régions divines et des curiosités éternelles ». sous la Révolution, l'ex-noble se déclarera « homme de lettres ». Au cours de cette miniature du jugement dernier, le citoyen Saint-Martin ne manque ni de civisme ni de lucidité ; il n'est jamais inquiet ni, à aucun moment, inquiété.

Un spleen de sa façon le rend, en ces dernières années, « tout couleur de rose ». Martines de Pasqually l'avait averti : à 60 ans, « le terme », ce serait bien. Il mourut, à terme, d'un ictus, le 14 octobre 1803, au hameau d'Aulnay près de Paris.

Son premier livre, ***Des erreurs et de la vérité*** (1775), est une somme voilée de l'enseignement coën, appliqué à l'état contemporain des arts et des sciences. Suivent le ***Tableau naturel des rapports qui existent entre Dieu, l'homme et l'univers*** (1782), de la même veine, mais plus radical et plus direct ; ***L'Homme du désir*** (1790), un chef-d'œuvre de la poésie en prose dont la clef doit naître du désir de l'homme ; ***Ecce homo*** (1792) contre les prestiges et, la même année, ***Le Nouvel Homme, un breviarium***, mieux l'***itinerarium*** d'une mystique sophianique à mi-mot (ces deux derniers ouvrages au Cercle sociale) ; ***De l'Esprit des choses*** (1800), ou que le monde est transparent ; mais aussi l'homme, qui est homme-Dieu par définition, attend sa divinisation, de même que le monde sa transfiguration, par une même parole constructrice, et tel est le double ***Ministère de l'homme-esprit*** (1802). Pour mémoire, de nombreux écrits de circonstance, du genre philosophique ou du genre politique, que la théosophie inspire ; des poésies à haut sens et des babioles en vers.

« Philosophe inconnu » sert à l'auteur de pseudonyme littéraire, c'est-à-dire vrai philosophe, plein de prudence et de discrétion, au contraire de sa « bête noire », les sectateurs de ces soi-disant Lumières qui obscurcissent. Le Dieu de son cœur illumine sa raison qu'il cultive.

Le Crocodile (1799), cependant, est signé d'« *Un amateur des choses cachées* » et sous-titré *poème épico-magique en 102 chants. Le Crocodile, ou la Guerre du bien et du mal…* pour amorcer le titre complet de cette apocalypse. ***Le Crocodile*** constitue l'encyclopédie du martinisme, au sens strictement saint-martinien du terme. Tout y est dit, allégué, suggéré, souvent pour l'unique fois dans une œuvre abondante, de l'homme et de sa gnose. Après 200 ans, il était temps de s'en aviser. Une authentique biographie de Saint-Martin ne peut consister qu'à en répertorier et déchiffrer les signes ; signes perçus par les sens, ou messages portés par les événements, que leur explication soit matière de psychologie, de philosophie occulte, ou de Providence. Les trois concourent, suivant la pente de Saint-Martin, mais, outre les approches du spiritualisme, seul peut les comprendre un « diviniste ». Un exemple entre tant, un gros exemple, le régiment signifiait Foi-X et conduisit le jeune sous-lieutenant à Bordeaux chez Martines de Pasqually.

Passons au déluge. Saint-Martin attribue, en effet, au châtiment par les eaux une valeur catastrophique méconnue, oblitérée par le thème obvie de la prévarication : de très graves dommages affectent lors des lois du retour que la miséricorde de l'Eternel avait accordées à l'homme déchu. Secret de Saint-Martin que l'éternel féminin, permanent et initiatique, tout au long de son chemin. Devant Marie-Anne, la belle-mère, mère très belle et très bonne, il jouit, à Chandon, dans la chaumière maternelle, de la « grande circoncision intérieure » ; sa « chérissime » Charlotte de Boecklin, auprès de laquelle il découvrira le théosophe saxon Jacob Boehme, second « chérissime », avec l'amitié amoureuse et la fraternité d'esprit. A Boehme, Saint-Martin rendra en gratitude plus que le philosophe teutonique ne lui aura donné ; la projection a joué là sans grand partage, mais en avançant l'intelligence.

Sous la Terreur, Suzette Labrousse, prophétresse vincertaine, et Catherine Théot. « la Mère de Dieu », l'intéressent, croit-il ; en fait, elles le fascinent, mais il échappe au piège de l'astral qu'il dénonce et refusera la « Sophie » de contrebande que la secte lui procurerait, au souhait de Pontard.

En retrait – est-ce « l'Amour »autrement innomé ? Louis-Claude n'articulera pas, en elle, l'éternel féminin sur le pendant du masculin incarné, non plus qu'avec plusieurs autres partis envisagés : Mme Vve de Pasqually, mais là, une image paternelle, souillée de « gouines » et de « poux », l'arrête ; à Toulouse, où d'Hauterive l'avait envoyé, en 1776, remonter un temple coëns, la « grande fleur aux beaux yeux noirs » ; Mlle Rian… Des apprentis sorciers, du coup, *analisent* (dans un double sens pseudo-freudien) le chaste adulte et sans vice ! Tantôt « mari » en puissance, dans l'ordre spirituel, et tantôt « grande fille », sa sublimation réussit par la méthode et par grâce. Il obtint les faveurs de *Sophia*, la Sagesse en personne : un homme achevé.

A Lyon, depuis 1785, un Agent inconnu dictait à Mme de Vallière ou était Mme de Vallière, mais c'est la chanoinesse qui compte, et elle a exercé sur Saint-Martin une influence sous-estimée.
Love's law, ces mots de l'Agent érigés en une formule clé et transcrits par Saint-Martin ont eux et leur train, catalysé aussi, et peut-être davantage, l'accord du théosophe à la théurgie du cœur, au culte central, sans abandonner *la réintégration des êtres*. (A rédiger en définitive le *Traité* de ce nom, Saint-Martin aidera son premier maître, en 1771-1772).

Pour preuve un renseignement inédit. Saint-Martin est admis, selon son vœu fervent, dans la « loge élue et chérie », quasi messianique, fondée par les frères lyonnais que l'Agent y avait appelés, pour l'étude de ses cahiers extraordinaires. Cela, le 4 juillet 1785, on le savait de reste. On savait aussi que le récent « frère », « ami », « enfant » de l'amour, c'était leurs noms intimes, avait travaillé sur les révélations et l'on possède ses nombreuses pages autographes sur le sujet. Mais voici le chiffre inattendu de ses présences aux réunions. En 1785, pour le reste de l'année, 24 tenues ; en 1786, de mai à octobre, 26 tenues, en 1787, août et septembre, 5 tenues ; en avril 1788, deux tenues. Qui eût cru à pareille assiduité ? Elle donne la mesure de l'importance qu'il dénie : Saint-Martin est réconcilié avec lui-même.

Chez les Elus coëns, le Réau-Croix, qui avait été si exact aux rites, décèle du « mixte » et s'attache à n'en garder que le spirituel pur, c'est-à-dire le divin où seule mène la voie du dedans. En retour, d'autres moyens, plus efficaces, perfectionneront la doctrine, surtout en l'explicitant, et Boheme y aidera, catalyseur majeur et petit facteur.

Dans la franc-maçonnerie (à part les singuliers Elus coëns), Saint-Martin assure n'avoir jamais été inscrit que de nom, mais la confrérie marqua son langage et ses accointances. La Stricte Observance où Willermoz avait voulu l'attirer, aurait usurpé son nom à léna et il aurait posé en vain sa candidature à la 12e classe des Philalèthes. Il exerça peu de temps le mesmérisme à la Société de l'Harmonie (1784), mais, avant comme après la Révolution, la Société Philanthropique, dont il était l'un des fondateurs (1780), bénéficia de son dévouement. Pour entrer dans la compagnie invisible de l'Agent inconnu, il fallait être Chevalier Bienfaisant de la Cité Sainte du Régime Ecossais Rectifié. Saint-Martin l'avait toujours refusé à Willermoz, il se plia à l'exigence de l'Agent et accéda même à la profession et à la grande profession du même Saint Ordre, le 24 octobre 1785.

Nouveau côté du secret prismatique. Pour son blason dans l'Ordre, l'*Eques à Leone Sidero* (pour *sidero !*) remploya le blason familial. Mais les armes manquées ! La fasce ondée d'argent disparaît et le lion « naissant » devient « passant », dans le langage du blason, mais avec encore si démesurément allongé qu'il a l'air rampant, en un sens inverse de celui des héraldistes, au point de symboliser les « rapports scientifiques », dont Saint-Martin peina sans cesse à s'affranchir ; une étoile ajoutée domine le monstre et elle symbolise d'habitude chez Saint-Martin tant le Guide suprême que les mauvais

guides sur tous les plans, c'est-à-dire les circonstances. La devise les rlègue : Terrena reliquit (Il a laissé les choses terrestres). La place du meilleur guide après la cause active et intelligente, dont il est l'envoyé, accueille l'« esprit bon compagnon » de chaque homme. Comme auxiliaire, après avoir passé pour intermédiaire nécessaire, sa proximité auprès de Saint-Martin est si constante et il en use si constamment que « ce bon ami » hante le domaine du secret. Le secret des secrets de Saint-Martin renferme sa mission. L'idée qu'il avait de lui-même, en tant qu'homme de Dieu, intervenant dans l'histoire de l'humanité, dépasse de très loin ce qu'on en dit et de loin tout ce qu'on peut en imaginer. Là-dessus, un article anonyme qu'il n'hésita pas à publier en réclame du *Crocodile* et mainte confidence de *Mon portrait historique et philosophique* (1961) se complètent : la vie cachée de Saint-Martin s'enracine dans le secret mais l'oblige à s'exprimer en public ; le Philosophe inconnu annonce la vérité universelle, parce qu'il est l'Elu coëns sublimé dans sa fonction comme dans sa personne.

Par une exception très remarquable, Saint-Martin a imprimé, à la fin de son premier livre, un mot en lettres capitales et, au début, puis au milieu du dernier paru de son vivant, deux autres mots de même : C – H – R (de crainte d'effaroucher avec Christ), SOPHIE, TOUHOURS, Saint-Martin dépend de son secret et le secret de Saint-Martin tient, en dernière instance, aux deux premiers mots qui *verbent* et font *verber.* Le « TOUJOURS » caractérise celui qui est au lieu que ses titres peignent le fruit de son existence. Nous ne sommes rien et nous tombons dans l'anéantissement si le mouvement divin et l'action divine, le « magisme » divin, ne sont pas constants et universels en nous.

Le martinisme de ce « fou à lier », de ce « professeur de chinois », de ce « balais des philosophes et des capucins » - comme il se qualifiait – a traverser le XIXe et le XXe siècle ; il continue à rappeler le XXIe à l'unique nécessaire. R.A.

SALICETI **Christophe** Saliceto 26 août 1757 – Naples 23 décembre 1809.



Saliceti appartient à l'une des principales familles du nord de la Corse. Etudiant en droit à l'université de Pise, il côtoie Buonarroti puis devient avocat au conseil supérieur de la Corse. Il est élu député du Tiers Etat insulaire et obtient le retour d'exil de Pascal Paoli qu'il fait nommer commandant en chef de la Garde Nationale. Promoteur du décret de l'Assemblée nationale du 30 novembre 1789 qui affirme que la Corse « fait partie intégrante de l'Empire français », il est élu procureur général-syndic de ce département en septembre 1791. Saliceti commet de nombreux abus d'autorité dans l'île. Des arrestations arbitraires et des actes dictés par l'esprit de vengeance envers ses ennemis personnels se multiplient. En septembre 1792, il est une nouvelle fois élu député et il siège parmi les Montagnards. Il est le seul député corse à voter la mort de Louis XVI.

Fin janvier 1793, envoyé en mission en Corse pour rétablir le contrôle de la Convention sur ce département, Saliceti attire l'attention de celle-ci sur les agissements de Paoli, mis hors la loi le 23 juillet 1793 et accusé d'avoir eu des liens avec l'ennemi anglais. Envoyé à l'armée de Carteaux, chargé de combattre l'insurrection fédéraliste touchant le Midi, il entre dans Marseille le 25 août.

C'est dans cette ville reconquise qu'il rencontre une première fois la maçonnerie : le 8 septembre 1793, il est initié par la loge « *La Parfaite Sincérité* » en compagne de Joseph Bonaparte, commissaire du pouvoir exécutif et futur Grand Maître. Saliceti participe à la répression antifédéraliste.

Au printemps de 1794, il dirige l'expédition d'Oneille avec Buonarroti puis se rend à Nice où il fait arrêter Bonaparte en août 1794 avec l'élimination de Robespierre. Décrété d'arrestation à la suite de la rébellion jacobine de Toulon en prairial an III, il est amnistié en brumaire an IV et rentre à Paris. Le 30 janvier 1796, il est nommé commissaire à l'armée d'Italie et placé sous les ordres de Bonaparte. Bien qu'impliqué dans la conjuration des Egaux au cours du printemps de 1796, il n'est pas poursuivi par la justice directoriale ; le 10 avril 1897 il est élu député du département du Golo au conseil des Cinq-Cents.

Cependant, il est supplanté par les frères Bonaparte comme dirigeant du « parti » francophile en Corse. Peut-être par dépit, il se tourne alors vers l'Italie et entretien des rapports étroits avec les jacobins italiens. Après le coup d'Etat de brumaire qu'il réprouve au départ, il est suspecté d'hostilité à Bonaparte, mais il est effacé de la liste des proscrits par le Premier Consul en personne qui va l'employé en Italie pour ses qualités d'homme d'Etat.

On le retrouve à Lucques de décembre 1801 à avril 1802, puis à Gênes pour préparer l'annexion à la France, et surtout à Naples de 1806 à 1809. Il fait fonction de ministre de la Police de Joseph Bonaparte puis de Murat. Ses excès, en matière répressive déchaînent des haines féroces et son palais est détruit le 30 janvier 1808.

Envoyé à Rome en 1809 où il appartient à la Consulta chargée d'administrer la ville, il retrouve la maçonnerie en devenant membre d'honneur de la loge « *La Vertu Triomphante* ». Le vénérable est le général Miollis qu'avait rencontré à Nice en l'an II. Saliceti décède dans des conditions assez mystérieuses après un dîner donné chez le préfet Maghella à Naples. Il est une figure que la maçonnerie romaine respecte. Le 18 janvier 1810, la loge « *La Vertu Triomphante* » célèbre une tenue funèbre en l'honneur du défunt. M.I.

SALIS-SEEWIS von **Johann Gaudenz Freiherr**

Ecrivain suisse (1762 – 1834)

SALMERON



Nicolás Alonso

Alhama de Almería, province d'Almería 10 avril 1838 – Pau, France 20 septembre 1908.

Homme politique et philosophe espagnol. Il fut président du pouvoir exécutif de la Première République espagnole durant un mois et demi en 1873. Il démissionna car il refusait de ratifier une condamnation à mort. Il fut titulaire d'une chaire d'histoire universelle à l'Université d'Oviedo et de métaphysique à l'Université de Madrid. Il étudia en profondeur les théories de Krauss, qui inspirèrent l'Institution libre d'enseignement.

Il était fils du médecin du village, don Francisco Salmerón, qui était connu pour ses fermes convictions libérales (qui l'amenèrent à collaborer à la tentative de pronunciamiento libéral d'Almería, connu comme *Los Coloraos*). Baptisé sous le nom de Nicolás María del Carmen, il se plaignit toujours du manque d'affection maternelle qu'il subit durant son enfance, car sa mère étant morte très jeune, il fut élevé par les mains rigides de ses sœurs. Son épouse, doña Catalina, essaya de lui donner cette affection qu'il n'avait pas reçue alors.

Salmerón commença ses études secondaires à Almería en 1846, où il obtint le titre de bachelier en Beaux-arts. Il suivit plus tard des études de droit et de philosophie et lettres à l'université de Grenade, où il se lia d'amitié avec Francisco Giner de los Ríos et Julián Sanz del Río. En 1859 il fut nommé professeur auxiliaire de philosophie à l'institut San Isidro de Madrid, et en 1860, il obtint, toujours en tant qu'auxiliaire, un poste à la Faculté de Philosophie et Lettres de l'université centrale de Madrid. En 1864, après l'obtention d'un doctorat, il gagna la chaire d'histoire universelle à l'Université d'Oviedo, bien qu'il n'occupât jamais ce poste, préférant rester à Madrid jusqu'à ce que, enfin, il y obtînt en 1866 la chaire de métaphysique.

Depuis bien jeune il connut le krausisme, qui l'influença de façon décisive dans sa vie postérieure, jusqu'à son évolution vers le positivisme. Il appartenait à la franc-maçonnerie1. Affilié au Parti démocratique, il publia plusieurs articles politiques dans les journaux *La Discusión* et *La Democracia*; il fut même emprisonné cinq mois, notamment avec Pi i Margall, durant le règne d'Isabelle II.

Avec la Révolution de 1868 il se déplaça à Madrid, où il réintègre la Chaire qu'il avait perdue en début d'année et où il participa aux *Juntes révolutionnaire*. En 1869 il se présenta comme député pour la province d'Almería mais ne remporta pas l'élection. En 1871 il fut élu député aux Cortes Generales pour le province de Badajoz. Partisan du républicanisme, il fut défenseur d'un modèle unitaire face aux thèses fédéralistes et fut un acteur important du Sexenio Democrático. Sa position bien connue en faveur de la démocratie l'amena à défendre en 1871 la légalité de la Première Internationale dans la Constitution de 1869, ainsi que le droit des ouvriers à s'associer librement.
Suite à l'avènement de la Première République, il fut ministre de la Grâce et de la Justice dans le gouvernement d'Estanislau Figueras et fut élu le 13 juin président des *Cortes Generales*. Après la démission de Pi i Margall, l'Assemblée constituante le nomma président de l'exécutif2, charge qu'il exerça entre le 18 juillet et le 7 septembre 1873. La situation de toute cette période était extrêmement critique, ce qui le rendit incapable de contrôler les soulèvements cantonalistes qui proliféraient en Espagne. Ses problèmes avec l'Armée ne furent pas moindres au cours de cette courte présidence et son refus de signer des condamnations à mort l'obligèrent à démissionner.

Deux jours après avoir abandonné son poste il fut élu Président de l'Assemblée espagnole. Les affrontements avec son successeur, Emilio Castelar, aidèrent involontairement le coup d'État du général Pavía, qui, avec celui d'Arsenio Martínez-Campos le 29 décembre 1874 amenèrent la fin de la première expérience républicaine.

En 1874 il réintègre sa chaire de Métaphysique mais avec la Restauration bourbonienne, on la lui retire le 17 juillet 1875 au cours d'un ample processus d'"*épuration*" des universités. Bien qu'il essayât de garder un cabinet d'avocats à Madrid, la situation politique l'obligea à s'exiler à Paris, où, rejoint par Manuel Ruiz Zorrilla, il fonda le Parti républicain progressiste. Il revint en Espagne qu'en 1885, après l'amnistie de Práxedes Mateo Sagasta de 1881, et il put alors récupérer sa chaire. Il fut de nouveau député en 1886, et ensuite de façon ininterrompue de 1893 à 1907. À ce moment il conserve une claire vocation politique républicaine et, selon les mots de Claudio Sánchez Albornoz, il devint "*l'ombre de la République qui devra advenir un jour*" ("*la sombra de la República que un día habrá de llegar*"). Son activité incessante le mène à fonder la revue *La Justicia*, à intégrer le parti Union républicaine (il avait auparavant été élu sous la bannière du Parti progressiste) et à changer ses convictions unitaires des débuts contre un appui au catalanisme modéré, en intégrant Solidaritat Catalana.

D'une santé précaire, il profitait de ses vacances pour se recevoir des eaux thermales. Dans ce but, il fit construire dans son village natal une magnifique villa pour y résider pendant qu'il faisait des cures à la station balnéaire de San Nicolás de Alhama. Il ne perdit jamais son lien avec Alhama, en participant à ses traditions et en essayant de veiller à son futur.
Il mourut à Pau, en France, le 20 septembre 1908, où il se trouvait en vacance. En 1915 sa dépouille fut transférée au monument funéraire construit au cimetière civil de Madrid, à la droite du mausolée de Francisco Pi i Margall, son prédécesseur à la présidence du Pouvoir exécutif de la Première république espagnole. Son épitaphe inclut une glose de Georges Clemenceau (Président du Conseil des ministres français de 1907 à 1912), qui rappelle qu'*«il délaissa le pouvoir pour n'avoir pas signé une sentence de mort»* (*«dejó el poder por no firmar una sentencia de muerte»*).

SALTEN **Félix** Budapest 6 septembre 1869 - Zurich 8 octobre 1945.



Felix Salten, de son vrai nom **Siegmund Salzmann**, est un auteur autrichien de culture hongroise, journaliste, dramaturge, scénariste et romancier. Il est le père littéraire d'un personnage mondialement célèbre : *Bambi*.

Fils d'un ingénieur juif hongrois, Siegmund Salzmann naquit le 6 septembre 1869 à Budapest. Quand il avait quatre semaines, sa famille alla s'établir à Vienne. Jusqu'à 1890 environ on n'a sur sa biographie que de rares indications. Sa famille habita d'abord le quartier bourgeois d'Alsergrund, plus tard celui de Währing. À 16 ans Siegmund quitta le lycée sans diplôme et travailla dans une compagnie d'assurance. Les raisons de la gêne financière de sa famille ne sont pas tout à fait claires. Plus tard Salten décrivit son père comme un Juif assimilé et rêveur1.

Premiers écrits et la Jeune Vienne

Sa première publication attestée est un poème du 15 janvier 1889 dans la revue littéraire *An der schönen blauen Donau* (*Le Beau Danube bleu*). En 1890, au Café Griensteidl , il fit la connaissance des représentants de la Jeune Vienne et lia amitié avec Arthur Schnitzler, Hugo von Hofmannsthal, Richard Beer-Hofmann , Hermann Bahr et Karl Kraus. Contrairement à ces auteurs, il était le premier à ne pas être issu de la grande bourgeoisie et devait vivre de ses travaux d'écriture. Ses premiers romans datant de cette époque décrivent la grande ville, son terrain d'expérience. À l'intérieur de la Jeune Vienne, il serait plutôt à classer dans la fraction impressionniste. Les premières différences avec ses amis se marquèrent dès 1893, c'est ainsi que Hofmannsthal et Schnitzler le critiquaient pour ses imprécisions. Cela ne l'empêchait pas d'entreprendre avec Schnitzler de vastes tours à bicyclette, et leurs vies amoureuses se croisaient. C'est ainsi que Salten se mit à courtiser Adele Sandrock pour donner l'occasion à Schnitzler de terminer sa relation avec elle.

Celle que Salten aimait à cette époque était Lotte Glas qui a servi de modèle pour le personnage de Therese Golowski dans *Der Weg ins Freie* de Schnitzler. Il avait fait sa connaissance en 1894 grâce à Karl Kraus. En 1895 elle mit au monde une fille qui fut - comme il était habituel à l'époque – placée en nourrice en Basse-Autriche. À cette époque il en vint à se quereller avec Kraus qui avait d'ailleurs commencé avec ses attaques sur le plan littéraire contre Salten et ses amis. Peu après le bébé mourut et Salten mit fin à sa relation avec Lotte Glas. Le 14 décembre 1896 eut lieu un scandale public : Salten donna une gifle à Kraus après que ce dernier eut fait publiquement état de la liaison de Salten avec Ottilie Metzel.

Le journalisme

En automne 1894, Salten était devenu rédacteur à la *Wiener Allgemeinen Zeitung*, où il était critique théâtral. Cette fonction lui permettait d'encourager ses amis grâce à ses articles, et particulièrement Schnitzler4. En 1898 il fit la connaissance de l'archiduc Léopold-Ferdinand de Habsbourg-Toscane, ce qui lui donna l'occasion de jeter un coup d'œil sur l'étrange vie des Habsbourgs, à la cour et dans leur famille.

En 1902 Salten passa au journal *Die Zeit*. Ses rapports sur les scandales de cour le faisaient désormais connaître bien au-delà de Vienne. Il donna des informations entre autres sur le départ de la cour de l'archiduc Léopold pour une affaire de prostituée ; sur la liaison de Louise, la sœur de Léopold, avec André Giron. En outre, il apporta aussi son aide à Louise de Belgique lorsqu'elle s'enfuit à Paris. Tout cela, ainsi que l'ouvrage qu'on lui attribue, *Josefine Mutzenbacher*, est considéré comme « un plaidoyer en faveur du caractère naturel de l'envie et du désir ».

En 1903-1905, sous le pseudonyme « Sascha », Salten publia dans la *Zeit* une série de portraits des têtes couronnées d'Europe. Voici comment il décrivait l'empereur d'Allemagne Guillaume II : « L'histoire lui accordera sûrement quelque chose, et les rouspéteurs qui viendront plus tard n'y pourront rien changer : c'est que sous son gouvernement les moustaches ont opéré un magnifique redressement. » Salten n'en restait pas moins sceptique en face de la démocratie moderne où dominaient les masses. Ce qui l'y poussait surtout, c'étaient les chrétiens sociaux conduits par Karl Lueger et leur antisémitisme politique.

Ses articles à la *Zeit* valurent à Salten d'être compté parmi les meilleurs journalistes de son temps. En 1902 il se maria avec l'actrice du Burgtheater Ottilie Metzel ; les témoins étaient Arthur Schnitzler et Siegfried Trebitsch. En 1903 vint au monde son fils Paul, et en 1904 sa fille Anna Catherine. Désormais, le sujet du mariage prit une place importante dans ses romans et dans ses pièces de théâtre, par exemple dans *Künstlerfrauen*.

Théâtre et cinéma

Dès 1901, Salten avait fondé le *Jung-Wiener Theater Zum lieben Augustin*7, le théâtre de la Jeune Vienne, à l'imitation du cabaret Überbrettl d'Ernst von Wolzogen. Il voulait produire des images d'un goût moderne en combinant musique, poésie, danse et utilisation artistique de l'espace. Malheureusement la première manifestation qui eut lieu le 16 novembre 1901 au Theater an der Wien ne fut pas un succès et, après la dernière représentation du 23 novembre, la tentative se solda par une perte de 6 000 couronnes. Ce n'est qu'en 1906 que devait avoir lieu à Vienne la tentative suivante avec la création du cabaret *Nachtlicht*.

Malgré des dettes élevées (600 000 couronnes à son mariage), Salten menait un train de vie coûteux. C'est ainsi qu'en 1904 il entreprit un voyage en Égypte et qu'il prenait régulièrement des vacances à la mer Baltique et à Venise, et en 1909, il loua une villa dans le quartier de Vienne nommé Cottage.

En 1906, Salten alla à Ullstein comme rédacteur en chef du *B.Z. am Mittag* et du *Berliner Morgenpost*. Dans cette activité, son coup de maître fut d'improviser des reportages sur le tremblement de terre de 1906 à San Francisco, qui, bien que rédigés à Berlin, étaient extrêmement proches de la réalité. Pourtant, au bout de quelques mois, il revint à Vienne, car le climat politique et social à Berlin ne lui convenait pas. Il travailla désormais de nouveau pour la *Zeit*. Dans l'espoir d'un succès financier, il rédigea en 1909 le livret pour l'opérette *Reiche Mädchen* sur une musique de Johann Strauss (fils). Ni ce livret ni les deux suivants ne lui apportèrent le succès escompté. À partir de 1913, il écrivit aussi des scénarios pour le cinéma. Le 16 octobre 1913 eut lieu à Berlin la première de son premier film *Der Shylock von Krakau*. Jusqu'en 1918, Salten fut très actif en cinématographie et participa à au moins onze films. En 1899, il écrivit la pièce de théâtre *Der Gemeine* (*Le Simple Soldat*) qui ne put être jouée en Autriche qu'en 1919 à cause de ses positions antimilitaristes. En 1935 elle a servi à Werner Hochbaum pour présenter *Vorstadtvarieté*, l'un des films qui exposaient le mieux les critiques envers l'époque.

Admirateur de Theodor Herzl, il écrivit en 1899-1900 certains articles pour la revue de ce dernier, *Die Welt*. Son intérêt croissant l'amena à faire en 1909 un voyage en Galicie et en Bucovine.

Dans la décennie qui précéda 1914, Salten était quelqu'un « de très demandé, de célèbre et de monstrueusement productif. ». En 1912 il passa au *Fremdenblatt*. En outre il travaillait aussi pour le *Pester Lloyd* (à partir de 1910), pour le *Berliner Tageblatt* et à partir de 1913 également pour la *Neue Freie Presse*.

Pendant les guerres
Le commencement de la Première Guerre mondiale enthousiasma Salten. C'est de lui que vint le mot d'ordre de la *Neue Freie Presse* : « Cela doit être ! ». Pendant la guerre, il fut le responsable du *Fremdenblatt*, le journal du Ministère des affaires étrangères. Son rôle était d'agir positivement sur les pays étrangers neutres. Dans la *Neue Freie Presse* et le *Berliner Tageblatt* il publiait au contraire ses mouvements d'humeur patriotiques et polémiquait contre la culture et la littérature d'Europe occidentale. La désillusion suivit bientôt. En 1917 il décrivit la guerre comme une « catastrophe ».

Après la guerre, il oscilla « entre une position conservatrice avec des hésitations tactiques et une attitude combative avec une grande sympathie pour les mouvements politiques radicaux ». Vers 1923 il publia l'éloge de Karl Marx, de Victor Adler et de Léon Trotsky ; en 1927 il appela à voter social-démocrate. Ce qui ne l'empêchait pas de flirter avec les milieux catholiques et conservateurs. Il ne savait pas s'il devait se retirer dans la culture de salon ou choisir l'engagement public.
Felix Salten rencontre Sigmund Freud en 1926 au sanatorium Cottage. Ils ont un échange de correspondance à propos de l'article écrit par Felix Salten sur Karl Lueger, maire de Vienne, un antisémite notoire.

Felix Salten est président du PEN club autrichien de 1925 à 1934 ; il est démis par les nazis pour « manque de caractère ». Sa vie devient périlleuse en tant que Juif. Adolf Hitler interdit ses livres en 1936. En 1938, l'Autriche est annexées à l'Allemagne (*Anschluss*). Salten s'exile à Zurich ; il fait la connaissance de Thomas Mann, grand admirateur de son œuvre. Salten vécut à Zurich jusqu'à sa mort le 8 octobre 1945. Il est enterré à l'*Israelitischer Friedhof Unterer Friesenberg* à Zurich.

SON ŒUVRE
L'œuvre animalière de Salten
Lors d'un voyage dans les Alpes, charmé par la nature environnante, Felix Salten imagina l'histoire d'un chevreuil baptisé « Bambi », d'après le mot italien *bambino*, qui signifie à la fois « bébé » et « enfant ». Son roman *Bambi, l'histoire d'une vie dans les bois* (*Bambi, Eine Lebensgeschichte aus dem Walde*) fit la célébrité de Felix Salten à sa sortie en 1923. Cette œuvre a été traduite en anglais dès 1928 et adaptée en film d'animation en 1942 par les studio Disney sous le nom *Bambi*.
Après le succès de *Bambi*, son éditeur zurichois Albert Müller ne voulut plus de lui que des romans animaliers : *Le Chien de Florence* (*Der Hund von Florenz*, 1923), *Hops le lièvre* (*Fünfzehn Hasen*, 1929), *Le Monde des bêtes* (*Gute Gesellschaft, Begebenheiten mit Tieren*, 1930). Pour son éditeur français, Delachaux et Niestlé : « Salten comprend admirablement les animaux et exprime avec une singulière vérité leurs sentiments en empruntant leur langage. Ses livres, uniques en leur genre, se sont acquis une notoriété mondiale par la fidélité à la nature et la justesse de l'observartion. »

En 1931, Felix Salten publie *Bêtes captives* (*Freunde aus aller Welt*). Il y raconte la vie d'animaux en captivité dans un zoo. Une petite souris sert d'agent de liaison entre les singes, la girafe, la panthère et le lion. Réédité en 1944, à l'heure de la Shoah en Europe, le dernier chapitre de ce livre, intitulé *Un chœur dans la nuit*, ne laisse aucun doute sur la perception aigüe qu'avait Felix Salten des évènements qui frappaient alors les Juifs d'Europe.

Bambi, l'histoire d'une vie dans les bois est une œuvre interdite en Allemagne nazie en 1936, parce que considérée comme « allégorie politique sur le traitement des Juifs en Europe » De nombreux exemplaires ont été brûlés, ce qui rend les premières éditions originales rares et difficiles à trouver.

En 1939, alors qu'il vit en exil en Suisse, Felix Salten écrit et publie une suite de son premier roman animalier *Les Enfants de Bambi, une famille dans la forêt* (*Bambis Kinder, Eine Familie im Walde*). Le roman suit la naissance et la vie des enfants jumeaux de Bambi et sa compagne Faline, Geno et Gurri. Les jeunes faons évoluent avec les autres cerfs, et sont instruits et surveillés par Bambi à mesure qu'ils grandissent. Salten exilé, la traduction anglaise du roman est publiée aux États-Unis en 1939 par Bobbs-Merrill avant l'édition allemande. Dans *Hops le lièvre*, on suit les aventures d'un petit lièvre qui affronte la faim, le froid, les renards et les chasseurs. Avec *Perri, l'écureuil*, on découvre la vie d'un petit écureuil et les mœurs particulières des animaux de la forêt : lièvres, hiboux, cerfs, coucous... Dans *Renni, chien de guerre*, Salten raconte le dressage d'un chien qui, à force de patience et de persévérance, s'initie à son dur métier de chien sanitaire, sauveteur

héroïque. Dans *Florian, le cheval de l'empereur*, l'auteur évoque le dressage du demi-sang de l'Empereur à la cour d'Autriche.

Une source d'inspiration pour Walt Disney
Son roman *Bambi, l'histoire d'une vie dans les bois* (*Bambi, Eine Lebensgeschichte aus dem Walde*) écrit en 1923, traduit en anglais dès 1928 est adapté en film d'animation en 1942 par les studios Disney sous le nom *Bambi*. Salten avait cédé les droits de *Bambi* au réalisateur Sidney Franklin pour 1 000 $ US. Walt Disney mit plusieurs années à négocier le rachat de ces droits et à adapter le roman initial en une version filmique au dialogue concis (800 mots seulement).

Une scène dépeignant les agissements des chasseurs sous un jour noir, ils se firent entendre à la sortie du film : l'Association des Chasseurs Américains voulait que les projections de *Bambi* soient précédées d'un avant-propos réhabilitant l'image des chasseurs, mais Walt Disney et les projectionnistes résistèrent.

Salten publiera deux autres romans animaliers adaptés par Disney : d'abord *Perri l'écureuil* (*Die Jugend des Eichhörnchens Perri*, 1938) adapté sous le titre de *The Story of Perri* (*Les Aventures de Perri*) en 1957 et enfin *Le Chien de Florence* (*Der Hund von Florenz*, 1923) sous le titre *The Shaggy Dog* (*Quelle vie de chien !*) en 1959. Ce dernier film a fait l'objet d'une suite nommée *Un candidat au poil* (*The Shaggy D.A.*, 1976) et deux remakes en téléfilms en 1988 et 1989 avec en vedette Harry Anderson. Dernier remake en date au cinéma : *Raymond* (2006).

La suite imaginée par Salten à son roman de 1923, intitulée *Les Enfants de Bambi : une famille dans la forêt* (*Bambis Kinder, Eine Familie im Walde*), ne servira pas à Walt Disney pour faire *Bambi 2*.

SANGRO prince de **Raimondo de Severo** Torremaggiore 30 juin 1710 – 22 mars Naples 1771.



Raimondo di Sangro naît en 1710 au palais ducal familial de Torremaggiore, dans les Pouilles, d'Antonio di Sangro et de Cecilia Gaetani d'Aragona. Les Sangro élevaient les seigneurs de ce duché depuis le Moyen Âge. De neuf ans à vingt ans, il étudie au séminaire des jésuites à Rome. Il épouse en 1732 Carlotta Gaetani d'Aragona issue de sa famille maternelle et, après avoir hérité du titre de prince, il devient gentilhomme de la Chambre de Charles III de Bourbon. Raimondo est renommé pour sa profonde culture : ainsi il obtient du pape Benoît XIV la dispense nécessaire pour pouvoir lire les livres interdits.

Il est initié à la maçonnerie, très probablement en 1742 ; en août 1750, il devient Grand Maître de la Grande Loge Nationale, qui venait de se constituer. Il en démissionne en juillet 1751 et abandonne, au moins officiellement, la maçonnerie. On l'accuse d'hérésie et on lui fait même porter la responsabilité du miracle manqué de San Gennaro.

Sa démission est la conséquence de la bulle d'excommunication contre les maçons de Benoît XIV (mai 1751), laquelle est suivie, deux mois plus tard, pat l'édit de Charles III qui interdit les réunions maçonniques. Charles III obtient de Sangro qu'il lui fournisse l'histoire de l'institution, les règlements et les constitutions en sa possession, la liste des membres de la Grande Loge. Plein d'amertume et de déception, Sangro s'enferme dans son palais de Naples et travaille dans la chapelle de famille, véritable temple du symbolisme maçonnique, remplie d'allégories significatives, œuvres d'artistes renommés, comme le sculpteur franc-maçon Corradini et Sammartino, l'auteur d'un remarquable Christ mort, enveloppé dans un suaire, d'une indubitable signification initiative.

La chapelle Sansevero est encore considérée aujourd'hui comme l'un des lieux artistiques les plus remarquables de Naples. Sangro est un esprit noble, un auteur pétri de science, d'alchimie et de kabbale. Il a confiance dans la Raison et dans ses Lumières qui peuvent éclairer et résoudre les problèmes de l'Homme. Son œuvre littéraire la plus importante, publiée dans son imprimerie, est la ***Lettre apologétique***, un récit autobiographique. Il publie également sur ses presses *Le Compte del Gabalis* de Montfaucon del Villars et le *Riccio rapito* d'Antoine Pope œuvres pleines d'allusions aux Rose-Croix et à Paracelse. Il fait installer dans les caves de son palais, un laboratoire de chimie et d'alchimie, avec des fours, des fourneaux, des cheminées, des alambics et de la vaisselle. Il y réalise des cristaux et des pierres dures. Il fait aussi des expériences sur la manière de ramener à la vie des écrevisses, utilise des fioles scellées pour transformer la nourriture en sang. Son carrosse amphibie tout comme « l'arquebuse à un canon » sont célèbres. Il se consacre tout particulièrement à la recherche de la Lumière Eternelle, en brûlant des crânes humains : pour lui, cette Lumière Eternelle représente la manifestation d'un principe vital caché dans la matière. Le Lumière le fascine et toutes ses expériences tendent à démontrer le triomphe de la Lumière de l'intellect sur la superstition. Il étudie les feux follets et les petites flammes qui sont parfois visibles sur la tête des pendus. Il s'intéresse beaucoup à une dissertation sur une lampe ancienne trouvée à Munich en 1753.

Ces expériences physiques l'amènent aussi à réaliser deux « machines anatomiques » qui émerveillent encore les visiteurs par leur réalisme : l'appareil circulatoire entièrement construit en métal dans un squelette. Les viscères ont disparu, mais les artères et les veines, et jusqu'aux plus infimes vaisseaux capillaires sont conservés à l'intérieur du circuit sanguin. Dans sa ***Lettre apologétique***, se trouve son épitaphe : « *Vir mirus, ad omnia natus, quaecumque auderet* » (Un homme étonnant, ouvert à tout, qui osa tout). F.R.

SANTALLIER **Louis, Benoît, Félix** Lyon 1830 – Sotteville-lès-Rouen 1885.

Félix Santallier est l'archétype du maçon « fondateur » de la Troisième République. Santallier s'installe au Havre en 1853 et il est critique artistique en 1854, au Journal du Havre. Au début des années 1860, il est associé à la rédaction du quotidien et côtoie Gustave Cazavan, maçon et chef de file du courant républicain havrais.

Initié à « *L'Aménité* » (Grand Orient de France) le 1er octobre 1860, il est Rose-Croix en 1866. Il exerce les fonctions d'orateur, de second et de premier surveillant, de façon quasi continue de 1862 à 1874 puis de 1877 à 1899. La crise constitutionnelle de 1861 l'amène à contester la direction autocratique du Grand Maître Murat, et il soutient deux frères suspendus par les décrets des 14 et 25 mai. L'année suivante, il figure parmi ceux qui protestent contre la nomination de Napoléon III de Magnan à la Grande Maîtrise.

Il refuse la transformation du Grand Orient en société de secours mutuels et se prononce en faveur de la nouvelle rédaction de l'article 1er de la Constitution qui consacre le respect absolu de la liberté de conscience. Acquis au principe de l'égalité entre les frères, il prend position au Convent de 1871 contre le maintien des hauts grades. Déiste, il semble en revanche opposé à la réforme constitutionnelle de 1877. Persuadé qu'un franc-maçon doit œuvrer au progrès de l'humanité par l'action effective, il lance les frères havrais dans le combat contre l'ignorance et la guerre. Propagandiste de l'instruction gratuite, obligatoire et laïque, il appuie toutes les œuvres fondées par les maçons sous l'Empire et au début de la Troisième République. Républicain laïque, Santallier se distingue surtout par la mise en place d'une fondation exemplaire en 1867, l'Union de la Paix entre les peuples civilisés. Son action vise à résoudre les conflits entre nations par l'arbitrage d'un tribunal international. En septembre 1868, il fait réunir un congrès maçonnique au Havre qui réfléchit au moyen de préserver la paix dans le monde.

Egalement porte-parole du radicalisme dans les dernières années du Second Empire, en 1868, il fonde le journal Le Havre avec le concours financier de Jules Le Cesne, futur député. Polémiste redoutable, devenu en quelques mois l'une des grandes figures de la presse républicaine, il assura le succès de ce dernier aux législatives de 1869, puis sa réélection en 1876 et 1877. Soutenu par Gambetta, qu'il fait venir au Havre en 1872, il exerce une influence déterminante sur les comités électoraux. Son journal, surnommé « le grand électeur », assure le succès des candidats qu'il patronne.

Le conflit de 1870 est pour Santallier un véritable déchirement. Abandonnant provisoirement ses conceptions pacifistes, il participe à l'organisation de la défense du Havre et contribue en 1871, comme vénérable de « *L'Aménité* », à la radicalisation patriotique de la maçonnerie locale, s'associant à la xénophobie antiprussienne qui touche son atelier. Après la défaite, il a mené campagne en faveur de l'unification des courants républicains autour d'un grand parti de gouvernement et œuvre à la rédaction du manifeste de la maçonnerie havraise qui appelle communards et versaillais à cesser « l'effusion du sang français » au nom des intérêts supérieurs de la nation. C'est dans le but de régénérer celle-ci que, de 1871 à 1884, il apporte son concours à toutes les initiatives en faveur de l'instruction, mais aussi aux sociétés récréatives qui militent en faveur d'une amélioration physique. Il soutient aussi le cercle local de la Ligue des Patriotes. Adepte de la pensée libre, positiviste, il lutte contre le cléricalisme.

Réélu vénérable de « *L'Aménité* » en 1875 et 1876, il développe l'œuvre des livrets maçonniques et tente de regrouper l'ensemble des loges normandes du Grand Orient et du Suprême Conseil. Devenu directeur-gérant d'un petit empire de presse, la fondation du Petit Havre donne à la maçonnerie havraise un instrument à la propagation de ses idées et une tribune pour promouvoir ses actions en faveur de la neutralité confessionnelle de l'instruction et de la laïcisation de la société. A l'instar des maçons de sa génération, Santallier se montre favorable au développement de l'instruction et de l'épargne pour répondre à la question sociale.

S'il fonde la réussite individuelle sur l'esprit d'initiative et le travail, il se montre aussi attaché à une forme humanisée du libéralisme, défendant un « socialisme pratique » fondé sur une redistribution équitable des richesses et sur la protection légale des travailleurs. Les obsèques de ce grand maçon, libre croyant et penseur libre, sont célébrées par un pasteur très libéral, Fontanès. O.P.

SARTINE comte de



Antoine Raymond Jean Barcelone 12 juillet 1729 – Tarragone, 7 septembre 1801.

Antoine Raymond Juan Gualbert Gabriel **de Sartine** (ou **Sartines**), comte d'Alby (Barcelone, 12 juillet 1729 – Tarragone, 7 septembre 1801) est un homme politique français, conseiller 1752, lieutenant criminel 1755 au Châtelet à Paris, il est lieutenant général de police (1759–1774), puis ministre de la Marine sous Louis XVI.

Son père, Antoine Sartine ou Sardine, bourgeois de Lyon, fils d'épicier devenu financier, est établi en Espagne au début du xviiie siècle où il jouit des faveurs de Philippe V. Chargé du ravitaillement des troupes françaises pendant la guerre de Succession d'Espagne, il en vient à siéger au conseil des finances du roi, qui lui accorde le titre de chevalier. Il est nommé comme intendant en Catalogne. Il prend pour épouse Catherine Wilts, comtesse d'Alby, dame d'honneur de la reine d'Espagne, fille de Charles Wilts, secrétaire d'État pour le royaume d'Irlande.

Les premières années françaises

Antoine Raymond de Sartine fut envoyé en formation auprès de Charles Colabeau, homme d'affaires et ami de son père. Il obtient des lettres de nationalité en 1752, achète la charge de lieutenant criminel au Châtelet. Il est anobli en 1755, et épouse, en 1759, la petite-fille de Charles Colabeau, Marie-Anne Hardy du Plessis. Après cela, bien vu en cour, il est

nommé successivement aux offices de lieutenant général de police (du 22 novembre 1759 au mois de mai 1774), de maître des requêtes (9 décembre 1759), et quelques années plus tard de directeur de la Librairie (1763–1774). En 1767, il est fait conseiller d'État.

La lieutenance générale de police
S'attachant à améliorer les services de la capitale, notamment ceux de l'approvisionnement (il active la construction de la halle au blé), de l'éclairage, il fait établir des lanternes à réverbère ainsi que la sécurité publique, Sartine fait de Paris le modèle des capitales européennes. Il substitue également aux tripots clandestins des maisons de jeu surveillées par ses agents et taxées au profit du fisc. Excellent administrateur et politique habile, Sartine prend à bras le corps les problèmes d'hygiène, d'approvisionnement et de police en général lors de sa lieutenance. Les papiers à la main lui prêtent des manœuvres occultes, l'accusant d'avoir entretenu un « cabinet noir » et nombres d'ouvrages révolutionnaires devaient lui supposer un réseau d'espionnage dans la capitale. Ainsi, pour Pierre Manuel :
« lorsque le libertin Sartine poursuivait les citoyens jusques sous leurs toits tutélaires qu'il épiait même les secrets honteux de leurs nuits, ce n'était que pour égayer un roi, plus libertin encore, de toutes les nudités du vice ; c'était pour fournir à son maître des exemples et des excuses, comme si son autorité et sa conscience en avaient eu besoin ! »

Le secrétaire d'État à la Marine
Proche du « parti Choiseul », il accède au Secrétariat d'État à la Marine en 1774, place qu'il occupe jusqu'en 1780. Sous son ministère, il tente de rationaliser l'administration de la Marine. Ainsi, il s'intéresse de près aux fonderies en créant en particulier celle de l'Indret. Il confie au chevalier de Fleurieu la direction des ports et des arsenaux royaux. Sartine entreprend là aussi de grandes réformes mise aux points par sept ordonnances 1776. La haute main sur la Marine est donnée aux officiers au détriment des administrateurs civils. Les constructions navales sont activement poussées. Enfin, la qualité du corps des officiers, recruté surtout dans la noblesse, est même considérablement amélioré. Cette politique devait porter ses fruits lors de la guerre d'indépendance américaine dans laquelle il mit à profit son expérience du renseignement acquise dans la Police. Les historiens évoquent une « phase Sartine » qui aurait précédée une « phase Castries » dans la chronologie des opérations militaires. Mais Sartine ne sait endiguer le gaspillage de ses officiers et en 1780, accusé par Necker de détournement dans les caisses de l'État - on parle d'une somme de vingt millions -, il est disgracié le 14 août de la même année par Maurepas. En fait, Sartine est un ministre honnête mais qui a laissé déraper les dépenses de guerre et a émis des emprunts au profit de la Marine sans en informer le ministre des finances et le roi. Louis XVI lui accorde néanmoins une gratification de 150 000 livres et une pension de 70 000 livres.

Détesté pour son usage « arbitraire » des Lettres de cachet, stigmatisé par les libellistes, inquiété par les événements de 1789, il émigre dès 1790 en Espagne où il meurt sans revoir la France. Il évite ainsi le sort de son fils, Charles-Louis-Antoine de Sartine, et de sa bru, qui, restés à Paris, seront guillotinés sur l'échafaud au procès des chemises rouges, le 29 prairial an II (17 juin 1794).

Sartine était franc-maçon et, en 1786, apparaissait au rang des membres de la Société Olympique.

SAVALETTE DE LANGES Charles Pierre Paul

Tours 1746 – Paris 1797.

Fils de Charles Pierre Savalette de Magnanville (1713-1790), intendant de la généralité des Tours, puis directeur de la Caisse d'escompte et garde général du Trésor royal de 1756 à 1780, et de Marie Emilie Jolie, fille d'un fermier général, Charles Pierre Paul Savalette de Langes illustre le rôle que les financiers d'Etat jouent au XVIIIe siècle dans le champ de la sociabilité maçonnique.

Ces hommes de réseaux investissent très tôt les loges et s'y épanouissent, à l'image du banquier Baur, Substitut du comte de Clermont, Grand Maître de la Grande Loge. Savalette de Langes, conseiller au Parlement de Paris depuis 1746, est initié le 15 mai 1766 à « L'Union Indivisible » (Lilli), par Mariage, commis au Trésor royal. En 1771, la réforme du chancelier Maupeou et la suppression des parlements la conduisent après un voyage en Angleterre et aux Provinces-Unies dans un bourg de la Thiérache champenoise, Rumigny, où il fonde « *Les Amis Réunis* », installée le 30 mai 1771. Savalette en devient rapidement le vénérable ; il y réunit notables locaux et magistrats exilés. Très active, la loge se met en sommeil après le départ de Savalette de Langes. En 1773, l'ancien conseiller au Parlement de Paris, qui s'est séparé de son office pour acquérir la charge de garde du Trésor royal adjoint, a l'occasion de ranimer « *Les Amis Réunis* ». Il obtient le transfert de la loge de Rumigny à Paris.

Savalette de Langes s'engage très tôt aux côtés du duc de Chartres, futur duc d'Orléans, et en faveur de la création du Grand Orient, dont il devient Grand Officier, tandis que sous son impulsion, « Les Amis Réunis » deviennent rapidement l'une des loges les plus actives de la capitale. Après des débuts difficiles de Savalette devient une loge mondaine dont les fastes rivalisent avec ceux des loges aristocratiques et cosmopolites. Lors de son voyage de Weimar à Paris en 1787, Bode souligne la magnificence des représentants de la haute finance qui fréquentent « *Les Amis Réunis* ».

L'atelier de Savalette de Langes compte en 1791, lors de l'interruption de ses travaux, plus de 300 membres. Si le succès de l'atelier est donc tout à fait exceptionnel, l'œuvre de Savalette de Langes ne s'arrête pas là. En effet, il souche sur la 12e classe des *« Amis Réunis »* une véritable académie de recherches maçonniques, de rang européen, le régime des Philalèthes qui se consacrent à l'étude de la « science maçonnique ».

Le projet répond alors parfaitement aux attentes qui s'expriment à la tombée des Lumières, alors que l'irrationnel le dispute au relationnel et que Paris magnétise fiévreusement autour du baquet de Mesmer. Savalette de Langes se consacre activement au développement d'un réseau d'experts des différents régimes maçonniques attestés en Europe. Il monte un remarquable réseau de correspondances, régulièrement mis à jour et sollicité par l'intermédiaire de Proponenda, Savalette de Langes reçoit également de très nombreux visiteurs étrangers, auxquels il propose de devenir associé libre et d'envoyer des mémoires qui enrichissent le fonds de la bibliothèque des « *Amis Réunis* ».

Savalette a également recours à des émissaires chargés d'approcher les plus importantes personnes de la maçonnerie européenne. Il remet ainsi au marquis de Chefdebien un carnet dont les fiches manifestent que Savalette de Langes est un fin psychologue. Le prosélytisme de Savalette de Langes est à l'origine de sa rupture avec Willermoz qui cherche souvent à gagner les mêmes individus à son propre projet de réforme maçonnique. Savalette de Langes a d'ailleurs parfaitement pris conscience, à l'instar du Lyonnais, du glissement du centre de gravité de la franc-maçonnerie européenne vers l'Est.

Il confie au baron Charles-Henri de Gleichen, membre des « *Amis Réunis* », ancien ambassadeur du Danemark en France, le secrétariat de langue allemande des Philalèthes, et envisage un temps de tenir le second Convent des Philalèthes, véritable colloque international, à Kehl. Savalette de Langes et plusieurs de ses proches (le conseiller au Parlement Lemoyne d'Aubermesnil, Roëttiers de Montaleau, Jean-Baptiste Lesage et Taillepied de Bondy) sont approchée puis recrutés par Bode pour former le noyau des Illuminaten à Paris à la fin de l'Ancien Régime : la loge des Philadelphes. Bode affirme avoir « essayé de leur communiquer (sa) conviction sur l'origine et le but final de la franc-maçonnerie et de les guérir de leur manie des sciences secrètes et extraordinaires ».

il paraît satisfait de ses entretiens avec Savalette de Langes et les Philadelphes : « J'ai le plaisir de voir que je n'ai pas travaillé en vain (…) De leur superstition sur les sciences occultes et le baptême, ces trois frères sont nettement revenus et ils sont tous préparés à accepter des idées de la nouvelle raison saine ». Le parcours de Savalette de Langes illustre ainsi la richesse de l'histoire maçonnique du second XVIIIe siècle et invite à repenser l'opposition artificielle entre rationnel et irrationnel, entre loges mondaines et cercles maçonniques inspirés pour restituer la complexité des mouvements qui traversent la sphère maçonnique. P.-Y.B.

SAVOIRE Camille

6 juillet 1869 – 1951.

Principal acteur de la complète réintroduction du Rite Ecossais Rectifié en France au XXe siècle, Camille Savoire est le fondateur et le premier Grand Prieur du Grand Prieuré des Gaules en 1935.

Camille Savoire était issu d'une famille de paysans. Il termine à 16 ans comme boursier l'école primaire d'Onzain, entre au lycée d'Orléans et réussit en deux ans à accomplir le cycle de cinq années qui mène au baccalauréat, auquel il est admis avec la mention « très bien ». Après avoir accompli son service militaire et terminé ses études de médecine, il devient interne à l'Hôtel-Dieu en juillet 1892.



Il se consacre dès lors à la lutte contre la tuberculose et se consacre à partir de 1896 à des congrès médicaux dans la plus part des pays d'Europe. Son activité professionnelle lui vaudra d'être promu commandeur de la Légion d'honneur en 1933. Elle aura une influence directe sur sa vie maçonnique.

Initié le 14 octobre 1892 à « *La Réforme* », loge relevant de la Grande Loge Symbolique Ecossaise, il rejoint le Grand Orient de France un an plus tard.

Au cours de ses voyages professionnels, il constate que sa qualité de membre lui rend fréquemment difficile et même impossible la fréquentation de certains milieux maçonniques. Par l'intermédiaire d'Edouard de Ribancourt, il s'adresse à Edouard Quartier-la-Tente, fondateur du Bureau International de Relations Maçonniques (1903) et ancien Grand Maître de la Grande Loge Suisse ALPINA (1900-1905), qui le recommande au Grand Prieur d'Helvétie, Charles Montchal.

En effet, les trois organes directeurs de la franc-maçonnerie suisse (Grande Loge Suisse Alpina, Suprême Conseil et Grand Prieuré) ont d'excellentes relations internationales.

Comme les traités conclu entre les Directoires Ecossais et le Grand Orient de France, traités dont le Grand Prieuré d'Helvétie a reçu les pouvoirs en 1828, sont toujours en vigueur, Savoire, Edouard de Ribaucourt et Gustave Bavard sont armés Chevaliers Bienfaisants de la Cité Sainte le 11 juin 1910 à Genève et, en vertu du traité qui lie le Grand Prieuré d'Helvétie au Suprême Conseil de Suisse, Savoire reçoit le 33° par équivalence. Le même jour, le Grand Prieuré d'Helvétie décerne à ses frères une patente les autorisant à fonder à Paris une Commanderie relevant de la Préfecture de Genève et prévoyant que cette Commanderie aura la possibilité de créer, réveiller ou rectifier des loges des quatre grades symboliques. Ils réveillent « *Le Centre des Amis* » le 20 juin ainsi qu'une loge de Maître Ecossais (IVe) et en avertissent le Conseil de l'Ordre du Grand Orient. Celui-ci décide d'accorder lui-même des patentes à ces deux ateliers qu'il installera après avoir conclu un nouveau traité avec le Grand Prieuré d'Helvétie au mois d'avril 1911. Les difficultés qui surgissent au cours des deux années suivantes amènent « *Le Centre des*

Amis **» à quitter le Grand Orient de France et à se constituer le 5 novembre 1913 en Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière pour la France et les Colonies Françaises dont Ribaucourt est le premier Grand Maître.**

Ce départ et cette création sont désapprouvés par Savoire qui n'a pas pris part à l'entreprise. Le 29 novembre 1913, le Grand Prieuré d'Helvétie déclare caduc le traité d'avril 1911 et reconnaît la nouvelle Grande Loge le 22 décembre. Mais, en février 1916, sans que le traité de 1911 soit remis en vigueur, il se rapproche du Grand Orient et le Président du Conseil de l'Ordre est nommé garant du Directoire Helvétique. Coopté au Grand Collège des Rites en 1913 dont il devient Grand Commandeur le 15 septembre 1923, Savoire y accomplit une œuvre remarquable. En avril 1924, il se rend à Genève où le Grand Prieuré d'Helvétie organise une tenue pour le recevoir.

Le Grand Prieur Rochat ayant constaté que Charles Barrois, depuis 1919 successeur de Ribaucourt à la tête de la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière, est Chevalier Bienfaisant de la Cité Sainte, vient à Paris lui demander d'engager des pourparlers avec le Grand Orient afin d'établir des relations d'amitiés entre les deux obédiences. Barrois indique qu'il n'en a pas la possibilité, ce qui amène le Grand Directoire à déclarer irrégulière la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière en tant que puissance rectifiée et à remettre en vigueur le traité conclu en 1911 avec le Grand Orient.

Le Grand Collège des Rites crée où réveille des ateliers rectifiés à Bordeaux, Marseille, Montpellier, Le Touquet et Rouen, et travaille en plein accord avec le Président du Conseil de l'Ordre, Arthur Groussier, lequel en juillet 1934 élabore un traité approuvé par le Conseil de l'Ordre, prévoyant la création d'un Grand Directoire des Rites autonome ayant sous sa juridiction les ateliers des hauts grades du Grand Orient. Savoire conçoit alors un projet d'union des diverses puissances de hauts grades sur le plan national, comprenant trois sections : l'une allant jusqu'au 30° du Rite Ecossais Ancien et Accepté dont les rituels conserveraient le caractère agnostique, conforme à la doctrine du Grand Orient ; un Suprême Conseil de France unifié où se fondraient les ateliers du Rite Ecossais Ancien et Accepté de l'actuel Suprême Conseil de France et ceux du Grand Collège des Rites acceptant de travailler avec les rituels en usage au sein des Suprêmes Conseils écossais ; un Grand Prieuré comprenant les ateliers du Rite Ecossais Rectifié supérieurs au 3°.

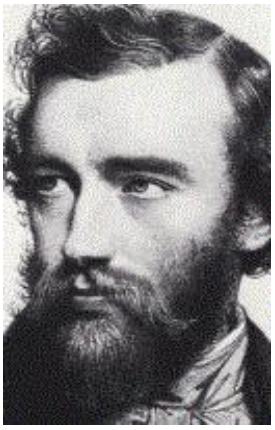
Le projet de traité élaboré par Groussier est rejeté par le Convent du Grand Orient au mois de septembre 1934 et les plans de Savoire lui valent de violentes attaques personnelles.

Le 20 mars 1935, Savoire propose par écrit au nouveau Président du Conseil de l'Ordre, Adrien Pouriau, le choix entre trois possibilités : exercice du Rite Ecossais Rectifié au sein du Grand Orient avec une indépendance rituelle absolue, indépendance totale avec signature d'un concordat autorisant les visites réciproques et établissement d'une équivalence des grades avec la possibilité d'appartenir simultanément aux deux obédiences, séparation absolue, sous le régime de l'ignorance réciproque n'excluant pas l'existence de relations officieuses sinon amicales, saisi de cette lettre le 14 avril, le Conseil de l'Ordre n'examine pas les propositions de Savoire et décide de passer à l'ordre du jour.

Entre-temps, le Grand Prieuré des Gaules avec Savoire comme Grand Prieur a été installé à Neuilly le 23 mars par une délégation du Grand Prieur d'Helvétie. Le 31 mars, Savoire préside la réunion du Grand Chapitre du Grand Collège des Rites auquel il expose l'ensemble de cette situation. Après réception de la lettre l'informant de la réaction du Conseil de l'Ordre, il adresse sa démission de membre du Grand Conseil de France et de Grand Commandeur le 18 avril aux instances compétentes, mais préside encore le 14 mai une séance du Grand Collège des Rites auquel il fait part des motifs de ses décisions. Le 24 octobre 1935, le Grand Prieuré des Gaules fonde la Grande Loge Rectifiée dont le premier Grand Maître sera le Préfet de Neustrie, René Wibaux. Cette Grande Loge fusionnera avec la Grande Loge Nationale Française en octobre 1958.

L'action de Camille Savoire a été souvent mal comprise. La chronologie est presque toujours rapportée de manière inexacte. Pour la reconstituer, il convient de consulter un petit livre de 126 pages publié en 1938 par Louis Charrière et les anciens cahiers du *Bulletin des ateliers supérieurs* du Grand Collège des Rites. Savoire se décrivait lui-même comme un libre penseur agnostique : « J'avoue que le libre penseur que j'ai toujours été n'a manifesté en entrant au Rite Rectifié aucune hésitation, ni éprouvé aucun scrupule lorsqu'on lui a demandé de déclarer qu'il professait *l'esprit du christianisme*, surtout lorsque le Grand Prieur (d'Helvétie, en juin 1910)v a ajouté : « Il s'agit ici de l'esprit du *christianisme primitif* résumé dans la maxime : *Aime ton prochain comme toi-même* ». A.B.

SAX **Antoine Joseph Adolph** Dinant Belgique 6 novembre 1814 - Paris 4 février 1894.



Belge, facteur d'instruments de musique. Il inventa le saxhorn (1845) et le saxophone (1846).
Initié Franc-Maçon, en 1842, à la Loge "*Les Vrais Amis de l'Union*"

Adolph Sax, est né à Dinant le 6 novembre 1814. Il était le fils aîné de Charles-joseph Sax, facteur d'instruments installé à Bruxelles. Adolph Sax eut l'idée de suivre les traces de son père : il s'adonna lui aussi à la facture instrumentale. Il reçut une formation musicale qui devait lui permettre de jouer des instruments qu'il fabriquait: il apprit la flûte avec Lahou, la clarinette avec Bender, et Reusler lui enseigna l'harmonie.

Sax se rendit compte de l'imperfection de la clarinette en y jouant, et il voulut changer cela. En Juin 1838 Adolph a eut son premier brevet pour " un nouveau système de clarinette basse ", qu'il améliora encore en 1840.

Le jeune Sax s'était néanmoins déjà fait remarquer lors de l'Exposition Nationale des Produits de l'Industrie Belge à Bruxelles en 1835. Le jury de l'exposition avait en effet remarqué parmi les instruments exposés par Charles-joseph Sax " une clarinette en bois à 24 clefs, inventée et perfectionnée par Sax fils, jeune homme de dix-neuf ans qui débute par un bel ouvrage, dans une carrière où il promet de suivre les traces paternelles ".

Exposition de l'Industrie Belge de 1841, Charles-joseph Sax et son fils exposent séparément leurs instruments. Adolph Sax avait annoncé qu'il exposerait un nouvel instrument de son invention, le saxophone, mais celui-ci ne fut pas prêt à temps, et il fallut attendre l'Exposition de 1849 à Paris pour que le public puisse voir une famille entière de saxophones. Vers les années 1835, on parlait beaucoup d'une éventuelle réorganisation des musiques militaires en France. Avec des moyens financiers extrêmement réduits, Adolph Sax ouvrit une fabrique d'instruments de musique au 10 rue Neuve Saint Georges en Juillet 1843. Hector Berlioz attira l'attention du publique sur Adolph Sax par un article. Cet article ne manqua pas d'éveiller l'intérêt des musiciens de Paris. Halévy, Habeneck, Auber, et d'autres encore encouragèrent Sax à poursuivre ses recherches. Le génie inventif d'Adolph Sax en matière de facture instrumentale se manifesta non seulement dans la fabrication des instruments à vent en cuivre, mais également dans celle des instruments à vent en bois et des instruments à percussion. La plupart de ses travaux reposaient sur une constatation fondamentale d'acoustique qu'il fut très probablement un des premiers à faire et à énoncer, à savoir que la sonorité (le timbre) d'un instrument est déterminé non par la nature du matériau employé, mais par les proportions données à la colonne d'air. Cette constatation nous semble à présent évidente, mais la plupart des facteurs contemporains de Sax nièrent pendant longtemps que les proportions avaient une influence quelconque sur la qualité d'un instrument.

A l'époque où Sax s'installa à Paris, les instruments à vent en cuivre manquaient totalement d'homogénéité. L'objet des premières recherches de Sax fut de remédier à tout inconvénient. Il y réussit avec succès par la création des saxotrombas et des saxhorns qu'il construisit en famille de manière à couvrir toute l'étendue de l'échelle de personnalités musicales. De plus, ses instruments offraient une unité de forme et de doigté inconnu à l'époque. La création d'une nouvelle famille d'instruments entraîna Adolph Sax à publier une méthode pour leur enseignement. Annoncée dès 1846, sa Méthode complète pour saxhorn et saxotromba soprano, alto, ténor, baryton basse et contrebasse à 3, 4 Ou 5 cylindres suivis d'exercices pour l'emploi du compensateur parut en 1851 chez Brandus. Suivant un plan clair et rationnel, Adolph Sax y exposait graduellement toutes les difficultés des instruments de la famille des saxhorns et des saxotrombas, ainsi que des cornets à pistons.

Adolph Sax donna encore son nom à deux autres familles d'instruments à vent: les saxtubas, et les saxophones pour lesquels il est mondialement connu. Il fut sans cesse préoccupé de perfectionner les instruments à vent dans les domaines du timbre et de la justesse, de l'étendue et de la sonorité, de la facilité d'exécution et des combinaisons de doigté. Afin de faciliter le port de l'instrument, Sax imagina une grande variété de formes qu'il modifiait sur les conseils des artistes musiciens.
Lui-même jouait avec habileté de ses instruments, qu'il faisait entendre au cours des soirées musicales qu'il organisait dans les ateliers de la Rue Saint-Georges. Les musiciens qui participaient aux soirées, parfois enthousiasmés par la sonorité nouvelle de certains instruments, introduisirent ceux-ci dans leurs compositions. Les instruments d'Adolph Sax furent également adoptés officiellement à l'Opéra de Paris dès 1847 quand Verdi utilisa des saxhorns sur la scène pour son opéra intitulé Jérusalem. A cette occasion Adolph Sax fut d'ailleurs nommé chef de la fanfare de l'Opéra. On fit appel à lui chaque fois que l'Opéra avait besoin d'une fanfare sur la scène, Sax était tenu de fournir une vingtaine de musiciens.

En 1845, le Ministre de la Guerre nomma une commission spéciale composée de personnalités militaires et musicales pour étudier la question de la réorganisation des musiques militaires en France. Les facteurs parisiens furent invités à venir présenter leurs nouveaux instruments et à émettre des propositions quant à la composition instrumentale des musiques réglementaires.

Des concours publics furent organisés pour comparer les différents systèmes proposés. Adolph Sax s'était bien entendu mis dans la course et, lorsqu'au mois d'août 1845 fut votée la décision ministérielle portant sur la réorganisation des musiques militaires, il fut doublement satisfait. D'une part, ses nouveaux instruments, saxhorns et saxophones étaient adoptés dans les musiques réglementaires, et d'autre part leur organisation instrumentale reposait en grande partie sur ses idées. Une famille entière de saxhorns était utilisée dans chaque régiment; des saxophones entraient dans la composition des musiques d'infanterie, et la majorité des autres instruments en cuivre étaient du système de Sax.

Quand la République se substitua à la Royauté en février 1848, Sax, qui était attaché à la famille d'Orléans, fut malheureusement victime de ce changement de régime. La décision ministérielle de 1841 fut abolie et les instruments Sax (saxophones, saxhorns et clarinette-basse) se trouvèrent exclus de la composition instrumentale des musiques militaires; ils furent remplacés par des hautbois, bassons et trompettes. Le retour à l'Empire permit à Sax de faire apprécier une nouvelle fois ses instruments. Napoléon III fit savoir qu'il désirait une musique modèle pour le régiment des guides de la Garde nationale. Sax réunit une cinquantaine de musiciens et fit entendre, devant un auditoire de marque, une musique modèle organisée selon ses idées. Cet ensemble donna par la suite de nombreux concerts publics sous le nom de Société de la Grande Harmonie. L'Empereur fut enthousiasmé et la réorganisation de la Garde Impériale fut décrétée en mai 1854; elle était basée sur le système proposé par Sax.

Cette année-là, la bienveillance de l'Empereur à l'égard de Sax se manifesta encore par sa nomination au titre de " facteur d'instruments de musique de la maison militaire de l'Empereur". Dans ce même courant de réorganisation des musiques militaires, on supprima le Gymnase de musique militaire en 1856, pour annexer au Conservatoire l'année suivante, des classes pour élèves militaires. La classe de saxophone fut confiée à Adolph Sax. Quand vint la guerre d'Italie, on décida de réduire le nombre de musiciens soldats, et on supprima certains instruments rentrant dans la composition des musiques régimentaires.

L'effectif instrumental imaginé par Sax en fut considérablement réduit. En 1867 on parla même de supprimer complètement les musiques militaires. Comme on le voit, les travaux d'Adolph Sax ne lui valurent pas que des satisfactions. Ses succès devaient d'ailleurs provoquer la jalousie de ses nombreux concurrents qui dès 1845, s'organisèrent en une véritable coalition. Tout fut entrepris pour entraver sa réussite. Ses adversaires s'emparèrent de ses inventions et les exploitèrent à leur propre compte. Ils affirmèrent que les inventions Sax n'avaient rien de neuf et ils firent supposer l'existence antérieure, dans des pays étrangers, de ses instruments. Berlioz, qui était un défenseur acharné de Sax, décrit l'animosité des facteurs coalisés en ces termes: "Croirait-on que ce jeune et ingénieux artiste à mille peines à se faire jour et à se maintenir à Paris ?

On renouvelle contre lui des persécutions dignes du Moyen-Age qui rappellent exactement les faits et gestes des ennemis de Benvenuto, le ciseleur florentin. On lui enlève ses ouvriers, on lui dérobe ses plans, on l'accuse de folie, on lui intente des procès; avec un peu plus d'audace on l'assassinerait. Telle est la haine que les inventeurs exercent toujours parmi ceux de leurs rivaux qui n'inventent rien". Sax fut entraîné dans une longue série de procès portant sur la validité de ses brevets. Conscient de sa valeur et souffrant mal qu'on le plagiât, Sax ne renonça pas à la lutte et ne s'est jamais résigné. Il eut l'heureuse satisfaction de voir ses efforts récompensés en 1860 par le vote d'une loi spéciale qui prolongeait de cinq ans la durée des brevets relatifs au saxotromba et au saxophone.

D'autre part, Sax remporta toujours un immense succès aux expositions auxquelles il participait. Il reçut une Médaille d'Argent à l'Exposition des produits de l'Industrie française en 1844 où il exposa des clarinettes, des flûtes, des cors et des bugles perfectionnés auxquels le nom de saxhorn n'était pas encore appliqué; il fut décoré de la Croix de la Légion d'Honneur en 1849 suite à l'Exposition de l'Industrie Française où il avait présenté des familles complètes de saxophones, de saxhorns et de saxotrombas. Le jury de l'Exposition Universelle de Londres en 1851 lui décerna une Council Medal l'ensemble de ses instruments, dont un saxhorn bourdon haut de trois mètres; une Grande Médaille d'Honneur lui fut attribuée en 1855 lorsqu'il exposa ses saxtubas.

L'Exposition Universelle de 1862 de Londres vit l'apparition de nouveaux instruments à six pistons et tubes indépendants, à pavillon mobile, ainsi que des instruments pourvus à la fois de clefs et de pistons; les vitrines d'Adolph Sax renfermaient également des nouvelles timbales sans chaudron; il remporta une nouvelle fois une Médaille. Enfin, à l'Exposition Universelle de Paris en 1867, Sax exposa des instruments à sept pavillons; Il remporta le seul grand Prix décerné à la facture instrumentale. Il fut en outre décoré de la Couronne de Chêne de Hollande en 1845, et reçut la Grande Médaille d'Or du Mérite de Prusse en 1846.

En résumé, la diversité des métiers de Sax est étonnante; il ne se contenta pas du seul métier de facteur d'instruments puisqu'il fut aussi éditeur de musique, professeur de saxophone, organisateur et directeur de la fanfare de l'Opéra de Paris, organisateur de concerts ainsi qu'initiateur de la réorganisation des musiques militaires en France. Enfin, il procéda à des recherches relatives à l'acoustique des salles qui l'amenèrent à proposer des plans pour une nouvelle salle de concert.

Médiocre gestionnaire de ses affaires, il fut acculé trois fois à la faillite : en 1852, 1873 et 1877. Mais il serait injuste de ne pas mentionner que les changement de régime politique lui firent essuyer de nombreux revers. Il en fut ainsi lors de la Révolution de 1848 et de la guerre de 1870. Adolph Sax restera dans l'histoire de son temps un génie de la facture des instruments à vent par ses nombreuses inventions et perfectionnements. Il meurt à Paris le 4 février 1894 âgé de 79 ans.

SAXE COBOURG GOTHA George, Chrétien, Frédéric Cobourg, Bavière 16 décembre 1790 -



Roi des belges de 1831 à 1865, Laeken, Belgique 10 décembre 1865.
Sous le nom de Léopold 1er, il protégea la Franc-Maçonnerie. Il **passe pour avoir été initié Franc-Maçon à la Loge bernoise "*Zur Hoffnung 1813*" (La famille de Saxe, famille régnante de Belgique, a toujours compté de nombreux francs-maçons).**

Il est le plus jeune fils du duc souverain François de Saxe-Cobourg-Saalfeld (1750-1806) et de sa seconde épouse la comtesse Augusta Reuss d'Ebersdorf **(de)** (1757-1831). Il est élu premier roi des Belges le 4 juin 1831 et prête serment sur la constitution le 21 juillet 1831. Le 21 juillet est aujourd'hui la date de la fête nationale belge. Sa sœur Julienne a épousé dès 1796 le grand duc Constantin, frère et successeur potentiel du tsar. Ainsi, à 5 ans, le jeune Léopold est-il nommé colonel du régiment impérial Izmailovski en Russie, et à 12 ans, il devient général.

En 1806, il séjourne brièvement à la cour de Napoléon Ier après la conquête du duché de Saxe-Cobourg-Saalfeld **(de)** par les troupes napoléoniennes. L'adolescent refuse le grade d'adjudant offert par l'empereur des Français et se rend dans la Russie d'Alexandre Ier, son beau-frère. En 1808, il accompagne Alexandre Ier, pendant sa rencontre avec Napoléon à Erfurt. Il participe alors, en tant que général de brigade d'un régiment de cavalerie russe, aux campagnes de 1807, 1808, 1813 et aux batailles de Lützen, Bautzen et Leipzig contre les troupes Françaises en 1814. Ces batailles lui valent le titre de général de division de l'Armée russe.

Histoires de famille
La paix revenue et scellée par le Congrès de Vienne, il épouse le 2 mai 1816 la princesse de Galles Charlotte-Augusta, le seul enfant légitime du prince régent, le futur George IV du Royaume-Uni et à terme héritière du trône de Grande-Bretagne et d'Irlande, dont il sera d'ailleurs profondément épris. Mais après avoir donné naissance le 5 novembre à un fils mort-né, la princesse meurt le 6 novembre 1817 à l'âge de 21 ans.

Le prince en restera toute sa vie inconsolable. Bien qu'il épousa en secret l'actrice Karoline Bauer. Mais il dut en divorcer peu après pour épouser la fille du roi Louis-Philippe. Le duc, qui n'a plus de fonction officielle voire de raison d'être à la cour du Royaume-Uni, demeure néanmoins au Royaume-Uni et continue de toucher les pensions versées par le gouvernement britannique (au grand dam de ce dernier). Il aide ensuite des membres de sa parenté dans leur ascension vers les différents trônes européens. Dès 1818, il remarie sa sœur Victoria, veuve depuis quatre ans du prince de Linange (*Leiningen*) au duc de Kent, frère cadet du Prince-Régent. Il devient ainsi l'un des principaux conseillers de sa nièce, la future reine Victoria. Néanmoins, le gouvernement britannique trouve qu'un tel hôte coûte cher et a peu d'utilité pour l'empire Britannique. A la faveur des événements internationaux, le prince Léopold va être amené à quitter le sol britannique.

Élu roi des Belges
Il refuse en 1830 la couronne de Grèce, pays qu'il juge trop instable et trop éloigné du centre de l'Europe. En Belgique, le Congrès national, dans ce nouveau pays devenu indépendant des Pays-Bas depuis le 4 octobre 1830, élit d'abord roi des Belges Louis d'Orléans (1814-1896), duc de Nemours, deuxième fils de Louis-Philippe Ier (ce dernier vient d'être élu roi des Français par le Parlement), mais Louis-Philippe refuse le titre au nom de son fils pour calmer les velléités du Royaume-Uni. Le Congrès belge propose alors à Léopold de devenir roi des Belges, qui le connaissent pour son passé militaire (il s'est battu contre Napoléon). Il accepte à la condition que soit réglé le problème des frontières et des dettes de la Belgique. Il obtient de la conférence de Londres le traité des XVIII articles, accepté par le congrès le 9 juillet 1831. Roi officiellement depuis le 26 juin 1831, il prête serment à Bruxelles le 21 juillet suivant.

La résistance
Le 2 août 1831, alors qu'il effectue sa Joyeuse Entrée à Liège, il apprend que les Pays-Bas reprennent la guerre contre la Belgique. Léopold fait appel à Joseph Lebeau pour demander l'aide de Paris et de Londres, car la constitution lui interdit de faire appel à des forces étrangères sans l'autorisation du Parlement (qui n'est alors pas encore élu). Il défend en personne la route de Bruxelles. L'armée belge est en déroute, mais, grâce à l'aide française, l'avance hollandaise est arrêtée. Pour défendre son nouveau titre royal, et en gratitude à la France, il épousera la fille de Louis-Philippe, Louise d'Orléans. Ce n'est qu'en 1839 que l'indépendance belge sera définitivement garantie grâce à la ratification par les Pays-Bas du traité des XXIV articles établissant l'indépendance du nouveau royaume belge, tant face aux Pays-Bas que face à la France.

Une seconde famille
Le 9 août 1832, il épouse Louise d'Orléans, la fille du roi des Français Louis-Philippe Ier qui lui donna quatre enfants :

- Louis-Philippe (1833-1834)
- Léopold (1835-1909) qui lui succédera et épousa en 1853 Marie Henriette d'Autriche (1836-1902) dont il aura un fils et trois filles ;
- Philippe, comte de Flandre (1837-1905) épousa en 1865 Marie de Hohenzollern-Sigmaringen (1845-1912) dont il aura deux fils et trois filles ;
- Charlotte (1840-1927) (ainsi nommée en hommage à sa première épouse) épousa en 1857 Maximilien d'Autriche (1832-1867), frère cadet de l'empereur François-Joseph Ier, proclamé empereur du Mexique en 1864 (sans postérité).

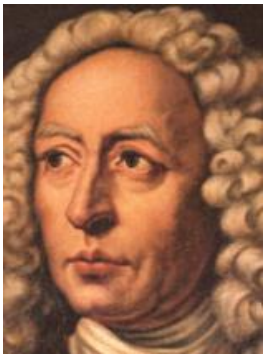
Avec une maîtresse, Arcadie Claret de Viescourt, puis Meyer (1826-1897), le roi eut deux autres fils :
- baron Georges-Frédéric von Eppinghoven (1849-1904)
- baron Arthur von Eppinghoven (1852-1940), d'après le titre nobiliaire accordé à leur mère.

Le règne de Léopold
À l'extérieur, Léopold sait se servir de ses relations familiales pour protéger le jeune royaume de Belgique face aux ambitions prussiennes et françaises, notamment des menaces d'annexion sous le règne de Napoléon III. Il aide à maintenir la paix en Europe, notamment en restant neutre pendant les événements français de février 1848. Il arrange le mariage de ses neveux et nièces :

en 1836 Ferdinand épouse la reine Marie II de Portugal
en 1840 Albert épouse sa cousine la reine Victoria du Royaume-Uni. Il allie également la famille de Saxe-Cobourg avec sa belle-famille d'Orléans.
en 1843 Auguste épouse Clémentine d'Orléans, soeur de la reine Louise-Marie et devient le beau-frère de son oncle.
en 1846 Léopold, son neveu, frère d'Auguste et de Ferdinand, manque d'épouser la reine Isabelle II d'Espagne.
en 1853 et 1857 ses enfants Léopold et Charlotte s'allient à la plus prestigieuse des Maisons, les Habsbourg-Lorraine, anciens souverains de la Belgique et du Saint-Empire.

La reine Victoria continuera cette politique matrimoniale, méritant à la génération suivante le qualificatif de « Grand-mère de l'Europe »... Dans le royaume, il aide à l'ouverture de la première ligne de chemin de fer en Europe continentale : le premier train belge roule entre Bruxelles et Malines le 5 mai 1835. Il est le sujet du premier timbre postal de Belgique, surnommé les Épaulettes. Il échoue à faire passer des lois pour réguler le travail des enfants et des femmes. Décédé le 10 décembre 1865 à Bruxelles dans le palais de Laeken, il est inhumé dans la crypte royale à l'église Notre-Dame de Laeken. Wikipédia

SAYER **Anthony** 1672 - January 1742.



Franc-Maçon de la Loge "Cannogate Kilwinning", Edimbourg
At the Revival in 1717 "Mr. Antony Sayer, gentleman" was elected the first Grand Master of the Grand Lodge of England.
"We also find the name among the worthies of the Old King's Arms Lodge, No. 28, London, England, the name of that somewhat elusive character, Anthony Sayer, the first Grand Master of England, about whom less definite information is known than any of his successors in that high office." Nothing is known of his life other than he was often in straightened circumstances, petitioning Grand Lodge for charity on 21 November, 1724, 21 April, 1730 and 17 April, 1741 and receiving support from the Old King's Arms Lodge on 2 February, 1736 and 3 March, 1740. His death is recorded in the minutes of the Old King's Arms Lodge as occurring in the month prior to January 6, 1742.

Grand Master : 1717
Senior Grand Warden : 1719
Grand Lodge of England
Member *Lodge of Fortitude and Old Cumberland No. 12*
Tyler
Old King's Arms Lodge No. 28
Member *Lodge at the Apple Tree Tavern, Charles Street*

SCHAFFGOTSCH (Graf von)
Deux frères de sang portèrent ce titre et ce nom.
Léopold (*Warmbrunn, 1714 - ?)* : **major du régiment de dragons Alt-Möllendorf au service de la Prusse, il est reçu maçon à la loge « *Aux Trois Squelettes* » à Breslau en 1742. En 1744, à Berlin, il décerne le grade de Maître Ecossais au comte Carl Gustav Tessin, figure marquante de la vie politique et de la maçonnerie suédoise, qui devient le tuteur du futur Gustave III. La Mère Loge « *Aux Trois Globes* » lui remit le 15 septembre 1746, une patente pour la loge « *Aux Trois Ancres* » à Königsberg, dont les travaux ont commencé le 1er décembre 1745.**

Philipp Gotthard (*Warmbrunn, 1716-Schloss Johannesberg, 1795*) : frère cadet de Léopold, il fait ses études chez les jésuites à Rome, est ordonné prêtre en 1738 et devient chanoine en 1742.
Le 6 mars de cette année, il est reçu maçon à Breslau dans la loge « *Aux Trois Squelettes* » dont le procès-verbal indique que « toute la vénérable société s'engagea sous foi de frère maçon de ne point découvrir la réception ». Il confie à deux membres de sa loge, Albert Joseph, comte Hoditz, et Franz, comte de Grossa, le soin de fonder la loge « *Aux Trois Canons* », ouverte le 17 septembre 1742 à Vienne (Autriche).



Ayant commis l'imprudence de reconnaître publiquement sa qualité de maçon lors d'une réunion canoniale à Olmütz où il avait sa résidence, les chanoines, en vertu de l'excommunication de 1738, refusent de participer à toute réunion religieuse tenue en sa présence et lui interdisent l'entrée de la cathédrale. Par l'entreprise de l'archevêque d'Olmütz, Schaffgotsch déclare sous serment, le 25 août 1742, se séparer de la maçonnerie, et Benoît XIV le dispensa des peines canoniques qu'il avait encourues. Schaffgotsch n'interrompt pas pour autant son activité maçonnique et fonde en 1744 une loge à Brockau près de Breslau où il est nommé archevêque en 1748. A.B.

SCHIKANEDER **Emanuel**



Acteur et écrivain autrichien, directeur de théâtre, fondateur du théâtre « An der Wien ». (1751 – 1812).

SCHILLER von **Friedrich** Marbach am Neckar 10 novembre 1759 - Weimar 9 mai 1805.



Poète et écrivain allemand. Johann Christoph Friedrich Schiller est né en 1759 à Marbach am Neckar d'un père militaire dans les armées du Wurtemberg. Quelques années plus tard, vers 1766 sa famille s'installe à Ludwigsburg et y reste jusqu'en 1780. Bien qu'il passe son enfance et sa jeunesse dans une certaine pauvreté, il attire l'attention du duc de Wurtemberg, Charles-Eugène, qui lui propose d'intégrer les rangs dans l'établissement qu'il a créé, la Karlsschule. En 1773, Schiller commence à étudier le droit puis à partir de 1775 la médecine.

En 1780, il écrit son *Diplomarbeit* (mémoire de fin d'études) et devient médecin militaire à Stuttgart. En 1781, il publie *Les Brigands* anonymement. En 1782, Schiller, médecin militaire, se retrouve en détention quelques jours à Asperg pour cause d'éloignement non autorisé (presque de la désertion). Il était allé assister à Mannheim à la représentation de sa pièce *Les Brigands* sans autorisation.

En 1783, il travaille comme bibliothécaire et obtient un contrat jusqu'en 1785 comme poète de théâtre à Mannheim. Pendant quelques années, il déménage souvent (Leipzig, Dresde, Weimar) et rencontre pour la première fois Johann Wolfgang von Goethe en 1788. À la fin de cette année, il décroche une place de professeur d'histoire et philosophie à Iéna où il s'installe l'année suivante. Il écrit des œuvres historiques. Il sympathise alors avec un autre personnage célèbre de son temps : Wilhelm von Humboldt. En 1790, il épouse Charlotte von Lengefeld. En 1791, il devient pensionnaire du prince Frédéric-Christian d'Augustenbourg. En 1794, Goethe le pousse à écrire pour le journalisme satirique. Le 26 août 1792, la France de la Révolution française lui donne la citoyenneté française, suite à ses nombreux écrits contre les tyrans ; il ne l'apprend qu'en 1798.

En 1799, il retourne à Weimar où Goethe le convainc d'écrire de nouvelles pièces de théâtre. Il prend avec Goethe la direction du théâtre de la Cour grand-ducale qui se place très vite à la pointe de la scène théâtrale allemande, permettant une renaissance du genre dramatique. En 1802, il est anobli : la particule *von* est ajoutée à son nom. Il reste à Weimar jusqu'à sa mort d'une dégénérescence pulmonaire, à l'âge de 45 ans.
Depuis 1934, l'université de Iéna porte le nom de *Friedrich-Schiller*.

Les problèmes que traite l'œuvre de Schiller, qu'ils soient politiques, éthiques ou tout simplement esthétiques, ont contribué de façon majeure à l'avancée des idées à la fin du XVIII[e] siècle. Plus encore que Goethe, il a influencé le romantisme allemand. Dans les dernières années de sa vie, Schiller a voulu doter l'Allemagne d'un « classicisme » qu'elle n'avait pas connu. Il traduit la *Phèdre* de Racine pour Weimar, et emprunte des méthodes dramatiques à la tragédie grecque. D'où son double statut de classique et de romantique, et sa place centrale dans la littérature allemande et européenne. Parmi les grands admirateurs de Schiller, on trouve Fiodor Dostoïevski mais aussi Ludwig van Beethoven, Giuseppe Verdi, Thomas Mann ainsi que Victor Hugo.

SCHLEGEL von **Friedrich**



Philosophe et écrivain allemand (1778 – 1829)

SCHLOSSER Johan Goerg

Ecrivain et juriste allemand. Beau frère et ami intime de Goethe. (1739 – 1799).

SCHOELCHER Victor Paris 22 juillet I804 - Houilles 25 décembre 1893.



Homme politique. Ayant voyagé aux colonies, il se fit l'apôtre de l'abolition de l'esclavage qu'il réalisa le 24 avril 1848 lorsqu'il fut ministre de la Marine du gouvernement provisoire.
Initié Franc-Maçon, avant 1848, à la Loge "*Les Amis de la Vérité*", Paris, puis affilié à "*La Clémente Amitié*"

.

Victor Schoelcher naît le 22 juillet 1804 à Paris dans une famille bourgeoise originaire de Fessenheim en Alsace. Son père est propriétaire d'une manufacture de porcelaine. Il fait de courtes études au lycée Condorcet, côtoyant les milieux littéraires et artistiques parisiens1, faisant connaissance avec George Sand, Hector Berlioz et Franz Liszt. Son père l'envoie au Mexique, États-Unis et Cuba en 1828-1830 en tant que représentant commercial de l'entreprise familiale. Lorsqu'il est à Cuba, il y est révolté par l'esclavage.

L'engagement

De retour en France, il devient journaliste et critique artistique, publiant des articles, des ouvrages, multipliant ses déplacements d'information.

Il adhère à la franc-maçonnerie, à la loge « Les Amis de la Vérité » puis à « La Clémente Amitié » et à la Société pour l'abolition de l'esclavage. Il n'aura de cesse que de lutter pour la libération des esclaves, revendant rapidement la manufacture dont il hérite en 1832 à la mort de son père pour se consacrer à son combat.

Le discours abolitionniste de Schoelcher évolue au cours de sa vie. En effet, au début de son engagement, il s'oppose à l'abolition immédiate de l'esclavage. En 1830, dans un article de la *Revue de Paris*, « Des Noirs », il demande ouvertement de laisser du temps aux choses. Cette vision de l'abolition se retrouve en 1833, dans son premier grand ouvrage sur les colonies : *De l'esclavage des Noirs et de la législation coloniale*. Pour lui, il serait dangereux de rendre instantanément la liberté aux noirs, parce que les esclaves ne sont pas préparés à la recevoir. Il souhaite même le maintien de la peine du fouet, sans laquelle les maîtres ne pourraient plus travailler dans les plantations. Il faut attendre un nouveau voyage dans les colonies pour qu'il se tourne vers une abolition immédiate. Nommé sous-secrétaire d'État à la Marine et aux colonies dans le gouvernement provisoire de 1848 par le ministre François Arago, il contribue à faire adopter le décret sur l'abolition de l'esclavage dans les Colonies. Le décret signé par tous les membres du gouvernement paraît au *Moniteur* le 5 mars.

De 1848 à 1850, il siège à gauche comme député de la Martinique et de la Guadeloupe. L'esclavage avait déjà été aboli en France à l'initiative de l'Abbé Henri Grégoire, pendant la Révolution française (4 février 1794, 16 pluviôse an II), puis rétabli par Napoléon Ier par la loi du 20 mai 1802. En tant que président de la commission d'abolition de l'esclavage, il est l'initiateur du décret du 27 avril 1848 abolissant définitivement l'esclavage en France.

Lors du coup d'État du 2 décembre 1851, il fut un des rares députés présents aux côtés de Jean-Baptiste Baudin sur la barricade où celui-ci sera tué. Républicain, défenseur des droits de la femme, adversaire de la peine de mort, il est proscrit durant le Second Empire par le coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte.

Il s'exile en Angleterre où il rencontre fréquemment son ami Victor Hugo. En 1870, il revient en France suite à la défaite de Sedan. Après l'abdication de Napoléon III, il est réélu député de la Martinique à l'Assemblée nationale (1871). Le 16 décembre 1875, il est élu sénateur inamovible.

En 1877, Victor Schoelcher dépose une proposition de loi pour interdire la bastonnade dans les bagnes. La commission d'initiatives refuse la proposition, mais les peines corporelles seront abolies en 1880. En 1884 et 1885 il tente de s'opposer, sans succès, à l'institution de la relégation des forçats récidivistes en Guyane.

La fin de sa vie

À la fin de sa vie, comme il ne s'était jamais marié et qu'il n'avait pas eu d'enfant, il décida de donner tout ce qu'il possédait. Victor Schoelcher est mort le 25 décembre 1893 à l'âge de 89 ans dans sa maison au 24 rue d'Argenteuil, devenue depuis l'avenue Schoelcher, à Houilles dans les Yvelines. Enterré à Paris au cimetière du Père-Lachaise, ses cendres furent transférées par décision de l'Assemblée nationale et du Président du Conseil de la République, Gaston Monnerville au Panthéon le 20 mai 1949 en même temps que celles du Guyanais Félix Éboué (premier noir à y être inhumé).

POSTERITE
En hommage à son combat contre l'esclavage, la commune de Case-Navire (Martinique) prit le nom de Schœlcher en 1888. En 1952, un billet de 5 000 francs à l'effigie de Victor Schoelcher est mis en circulation en Martinique. La commune de Fessenheim a fait de la maison de la famille Schoelcher un musée qui porte son nom.

Le 21 juillet : jour de **Victor Schoelcher** (commémoration de la naissance, le 22 juillet 1804 du député qui fut à l'origine de l'abolition de l'esclavage), en Guadeloupe et Martinique, le 10 mai : Journée annuelle de la mémoire de l'esclavage, commémoration de la reconnaissance par le Parlement français de l'esclavage comme crime contre l'humanité ; elle s'ajoute à celles de l'abolition de l'esclavage dans les régions d'outremer

SCHRÖDER **Friedrich Ludwig** Schwerin 1744 – Rellingen, Holstein 1816.



Acteur allemand célèbre pour ses compositions de Hamlet et du roi Lear, auteur d'une vingtaine de pièces de théâtre publiées en quatre volumes en 1831, adversaire résolu des hauts grades, en particulier de la Stricte Observance et du système suédois introduit en Allemagne par Zinnendorf, Schröder, que Runkel considérait comme « un fils du siècle des Lumières », est le réformateur des rituels de la maçonnerie allemande et l'un des pères de l'école « authentique » des histoires de la maçonnerie. Il porte les prénoms de ses parrains, Friedrich et Ludwig von Mecklembourg-Schwerin. Sa mère, l'actrice Charlotte Sophie Biereichel, avait épousé un organiste décédé en 1745 et se remaria avec Konrsd Ernst Ackermann, acteur célèbre et directeur d'une troupe de comédiens. Schröder débute sur les planches à trois ans en présence de l'impératrice Elisabeth de Russie, fréquente épisodiquement des écoles diverses de Varsovie à Soleure au hasard des tournées théâtrales, et gagne parfois sa vie au billard.

A la mort de son beau-père, il lui succède à la tête d'un théâtre de 1 400 places à Hambourg, qu'il dirige de 1771 à 1780. Il épouse l'actrice Anna Christiane Hardt en 1773, accepte un engagement en Autriche au théâtre impérial de Vienne où sa pièce, Die Freimaurer, est créée le 10 janvier 1784. Il reprend la direction du théâtre de Hambourg de 1784 à 1798 et va alors à Weimar faire la connaissance de Goethe, Schiller et Wieland.

Refusé à l'unanimité le 30 mai 1769 par la loge « *Jonathan de Braunschweig* » en raison de sa profession d'acteur, il est reçu grâce à l'amitié de Bode, le 8 septembre 1774, à la loge « *Emmanuel zur Maienblume* », créée deux mois plus tôt à Hambourg par la loge « *Absalom* » en faveur des dissidents de la Stricte Observance. Le 23 octobre suivant, il fonde la loge « *Elisa zum warmen Herzen* » où ne sont reçus que des comédiens. Déclarée irrégulière, cette loge disparaît trois ans plus tard. Schröder est élevé au grade de maître le 6 juillet 17785 et devient Maître Ecossais le 8 mars 1776. A son retour de Vienne où il n'avait eu aucune activité maçonnique, la loge « *Emmanuel* » le choisit pour vénérable le 28 juin 1787 et le réélit chaque année jusqu'en 1799. Lorsque Johann Philip Beckmann succède au Grand Maître Provincial von Exter le 8 mai de cette année, Schröder est élu Grand Maître Adjoint. Il conserve cette fonction quand la Grande Loge Provinciale proclame son indépendance le 4 février 1811 et devient la Grande Loge de Hambourg dont Beckmann est le premier Grand Maître.

A la mort de Beckmann, Schröder est élu Grand Maître le 28 juin 1814. Doué d'une culture remarquable pour un autodidacte, il se consacre alors à réunir une collection unique de documents et de rituels et, simultanément, crée une structure maçonnique sans précédent. Conçue en 1797 comme une loge d'instruction réservée aux maîtres maçons auxquels Schröder voulait faire connaître les différents rites aussi bien que les systèmes maçonniques inventés par des escrocs, et comme un cercle « *au sein duquel s'exercerait la véritable fraternité, contrairement à ce qui se passe dans les loges* » où seraient posées, oralement ou par écrit, les questions les plus diverses, cette loge ne se réunit que 18 fois, les maçons les plus âgés, rebutés par le mot « instruction », considérant l'idée de Schröder comme une atteinte à leurs privilèges, alors qu'elle enthousiasmait les plus jeunes frères. Cette première création ressuscite le 25 octobre 1802 sous le nom de Engbund existera jusqu'en 1868.

En 1817, Cornelius Ridel publie un index alphabétique de 232 pages qui constitue un répertoire pour les 182 cahiers manuscrits de l'Engbund, pour les œuvres historiques de Schröder et la vingtaine de cahiers de rituels imprimés sous sa direction à l'imprimerie secrète de Rudolfstadt qui appartenait à Wesselhöft. Elle était ainsi nommée parce que celui-ci, membre de la loge « *Amalia de Weimar* », et ses employés s'étaient engagés par serment à conserver secret le travail qui leur était confié. L'économie des imprimés est énumérée et analysée dans la Maurerische Bücherkunde, publiée en 1886 par Reinhold Taute. En 1976, la Grande Loge du Danemark a réimprimé 300 exemplaires hors commerce des 26 cahiers de rituels et de brefs écrits historiques publiés entre 1805 et 1816 par Schröder. Toutefois, les 1700 pages des *Materialien* et du livre que Schröder consacra à Zinnendorf n'ont été réimprimés qu'à 4 exemplaires vers 1990.

Les ouvrages de Schröder reproduisent le texte de documents d'une valeur historique inestimable. Les nouveaux rituels des trois grades symboliques que Schröder rédige après avoir consulté de très nombreux maçons sont acceptés à Hambourg le 29 juin 1801. Avec relativement peu de modifications, ils sont aujourd'hui encore utilisés en Allemagne. Leur contenu repose sur une erreur historique remarquable. Schröder était convaincu que le texte de Three Distinct Knocks, paru à Londresv en 1760, représentait le plus ancien état connu du rituel anglais et que *Masonry Dissected*, publié en 1730 par Prichard, en constituait une modification ultérieure, ce qui démontre la correspondance de Schröder avec Friedrich Ludwig Wilhelm Meyer. A.B.

SCOTT Francis

11 janvier 1694/95 – 22 avril 1751.

Comte de Dalkeith et 2e duc de Buccleuch, fut un noble écossais. Il est le fils de Sir James Scott, comte de Dalkeith (fils de James Scott, premier duc de Monmouth et d'Anne Scott, première duchesse de Buccleuch) et de Lady Henrietta Hyde, fille de Laurence Hyde, premier comte de Rochester. Il est baptisé le 20 janvier 1694/95 à St. James' Church, à Westminster.

Il épouse, en premières noces, Lady Jane Douglas, fille de James Douglas, deuxième duc de Queensberry et de Mary Boyle, le 5 avril 1720 dans la demeure du comte de Rochester, Privy Gardens, à Whitehall. Ils ont un fils, Francis Scott, comte de Dalkeith (1720/21-1750). Lady Jane meurt en 1729 et est enterrée à Dalkeith Castle.nll se marie, en secondes noces, avec Alice Powell, fille de Joseph Powell, le 4 septembre 1744 à St. George's Chapel, à Mayfair, Londres.

Il occupe la fonction de Grand Maître de la Franc-maçonnerie en 1723/24 et devient membre de la Royal Society le 12 mars 1723/24.
Il est fait chevalier de l'ordre du Chardon le 2 février 1725.
Il succède à sa grand-mère comme sixième Lord Scott de Buccleuch, cinquième baron Scott de Quhitchester et d'Eskdaill, deuxième comte de Dalkeith, deuxième duc de Buccleuch, cinquième comte de Buccleuch et deuxième Lord Scott de Whitchester et d'Eskdale le 6 février 1731/32.

Il a été un pair représentant de l'Écosse de 1734 à 1741. Il hérite aussi des titres de deuxième comte de Doncaster et de deuxième baron Scott de Tindall dans la Pairie d'Angleterre le 22 mars 1742/43. Ce sont les titres subsidiaires de James Scott, premier duc de Monmouth restaurés par un Acte du Parlement. Il est fait docteur honoris causa de droit civil de Université d'Oxford le 18 avril 1745.

Il est enterré le 26 avril 1751 dans la chapelle du collège d'Eton. D'après son testament, il a eu six enfants avec Mme Sarah Atkinson. Il semble également avoir eu un fils et trois filles avec Elizabeth Jenkins. Mme Louisa Stuart a parlé de lui comme « un homme d'arrangement moyen et d'habitudes plus moyennes, » et a ajouté qu'après la mort de sa première épouse, « il a plongé dans de telles amourettes et a vécu si pleinement parmi la plus vile compagnie, que sa personne était à peine connue de ses égaux et que son caractère est devenu l'objet du mépris général. »

SCOTT sir Walter

Édimbourg 15 août 1771 - Abbotsford 21 septembre 1832.



Poète et romancier écossais, auteur de Quentin Durward, Ivanhoé.
Franc-Maçon, il reçut les trois premiers degrés le même jour à la Loge "*Saint David's Lodge*", Edimbourg, 1801. Il déclina, en 1823, la grande maîtrise du Royal Grand Conclave of Knights Templar d'Écosse pour raison de santé.

Sir Walter Scott, 1er baronnet d'Abbotsford
Avocat de formation, antiquaire par goût, il parcourt l'Écosse à la recherche de son passé. Au tournant du XVIIIe et du XIXe siècles, il se lance dans la littérature, publiant des textes anciens (*Sir Tristrem*) ou appartenant à la tradition populaire (dans *Les Chants de ménestrels de la frontière écossaise*) ainsi que des poèmes de son cru, comme *La Dame du lac*. Puis, devant la gloire montante de Lord Byron, il se tourne vers le roman écossais, marqué par le succès de *Waverley*, avant d'évoluer vers le roman historique, où il brille notamment avec *Ivanhoé* et *Quentin Durward*.

L'un des plus célèbres auteurs écossais avec David Hume de Godscroft, David Hume, Adam Smith, Robert Burns ou Robert Louis Stevenson, il est traditionnellement surnommé le « Magicien du Nord » (*Wizard of the North*). Il est également, avec Wordsworth, Coleridge, Byron, Shelley ou Keats, l'une des plus illustres figures du romantisme britannique. Père du roman historique, il a contribué à forger une image romantique de l'Écosse et de son histoire. C'est à lui, notamment, que l'on doit le retour de l'usage du tartan et du kilt, dont le port avait été interdit par une loi du Parlement en 1746.

Biographie
Scott (1729-avril 1799) est un bourgeois d'Édimbourg, qui a acheté la charge de « *Writer of the Signet* » (c'est-à-dire procureur, pour la France de l'Ancien Régime) en 1755. Sa mère, Anne Rutherford, est la fille aînée de John Rutherford, professeur de médecine à l'université; elle descend des Haliburton de Newmains, qui disposent du droit héréditaire d'être inhumé dans l'abbaye de Dryburgh.

Marié en avril 1758, le couple a treize enfants. Les quatre fils aînés meurent dans l'enfance: Robert, né le 22 août 1760, John, né le 28 novembre 1761, Robert, né le 7 juin 1763 et Walter, né le 30 août 1766. C'est également le cas de deux filles: Anne, née le 10 mars 1759, et Jean, née le 27 mars 1765.

Viennent ensuite Robert, né en 1767, qui sert un temps dans la marine avant d'écrire des vers et des histoires d'aventures, et de mourir aux Indes, célibataire; John, né en 1768, qui deviendra major dans l'armée et mourra à Édimbourg le 8 mai 1816; Anne, née en 1770, qui mourra le 19 mai 1801, après avoir été infirme toute sa vie; Thomas, né en 1774, qui sera trésorier payeur d'un régiment de l'armée et mourra au Canada le 14 février 1823 en laissant un fils et deux filles; Daniel, né en 1775, qui mourra dans le déshonneur à Édimbourg le 20 juillet 18066. Septième enfant, Walter, naît le 15 août 1771 à Édimbourg dans les vieux quartiers (College Wynd), assez malsains.

En 1772, alors qu'il est âgé de huit mois, il contracte vraisemblablement la poliomyélite, confondue avec une fièvre liée à une forte poussée dentaire à une époque où cette maladie est encore inconnue de la médecine. Le diagnostic peut être posé de manière rétrospective grâce à la description détaillée que Scott lui-même en a faite. Il gardera comme séquelle définitive une claudication de la jambe droite. Pour le sauver, on l'envoie vivre au grand air chez son grand-père Robert Scott (ancien marin et commerçant de bétail qui a rompu avec les opinions traditionnelles de la famille en devenant, de jacobite, whig et presbytérien) à Sandyknowe, dans le Roxburghshire, où il vit de 1773 à 1775 avec sa grand-mère, sa tante Jenny et une vieille servante, Alison Wilson. Là, il découvre le monde de ses ancêtres, lit son premier poème (une ballade populaire), s'indigne du récit des représailles anglaises de 174510. En 1775-1776, on l'envoie avec sa tante aux eaux de Bath ; au passage, il voit Londres, apprend à lire, son oncle Robert (revenu des Indes) l'emmène au théâtre voir Shakespeare. En 1777, à la mort de son grand-père, il rentre à Édimbourg. De retour à Édimbourg, il fait un nouveau séjour à Sandyknowe, où il visite le champ de bataille de Prestonpans et écoute les récits d'un vieux militaire, Dalgetty (dont le nom apparaîtra dans *Une Légende de Montrose*). Bien que passionnément jacobite, il souffre des défaites anglaises de la guerre d'Amérique. Chez ses parents, il dévore les livres : les poètes, Shakespeare, les histoires; sa mère favorise ses goûts littéraires.

De 1779 à 1783, après y avoir été préparé par un professeur particulier, il étudie à la Royal High School d'Édimbourg, où il suit pendant deux ans les cours d'un certain Fraser, surtout réputé pour ses coups de fouet, puis d'Alexander Adam, auteur des *Antiquités romaines*, qui lui donne le goût de l'histoire. Il manifeste des dons remarquables pour le latin. Il lit énormément : Homère, Arioste, Boiardo, Tasse, Ossian (qu'il n'aime pas), Spenser, les *Reliques of Ancient poetry* de Percy (1765), *L'Histoire des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem* de Vertot (1726), Henry Fielding, Samuel Richardson, Tobias Smollett, des romans gothiques, des livres de colportage, des histoires, des récits de voyage. En 1783, il passe quelques mois à la campagne avec sa tante et fréquente l'école de Kelso, où il fait la connaissance de James et John Ballantyne.

Puis, de 1783 à 1786, il étudie le droit à l'université d'Édimbourg. Il a des difficultés avec le grec, suit les cours de Dugald Stewart, s'initie à la logique et à l'histoire. **À 13 ans, il entre dans la loge Saint David, la même où son père a été initié en 1755.** En mars 1786, son père, qui veut en faire un homme de loi (avocat ou procureur) le prend en apprentissage dans son étude ; Scott déteste cette activité mais se soumet de bon cœur. Une hémorragie interne l'oblige peu après à garder le lit pendant plusieurs semaines. Il continue à lire beaucoup: de l'italien, du français (la bibliothèque bleue, la Bibliothèque des Romans, La Calprenède, Mademoiselle de Scudéry, Joinville, Froissart, Brantôme), de l'espagnol (Cervantes). Quand sa santé s'améliore, avec un de ses compagnons, il commence ses premières excursions historiques autour d'Édimbourg. Il entreprend de copier un recueil de chants populaires, fréquente un collectionneur de vieux livres et de vieux manuscrits, rencontre des hommes de lettres d'Édimbourg (Robert Burns, Adam Ferguson), explore les Highlands avec son père ou des camarades, récolte des anecdotes anciennes ou récentes (sur Rob Roy par exemple) et découvre les sites historiques et pittoresques.

De 1789 à 1792, il complète ses études de droit à l'université, où il suit un enseignement de philosophie morale dispensé par Dugald Stewart, d'histoire universelle, de droit civil, de droit écossais (avec David Hume, le neveu du philosophe). Cette dernière matière l'enthousiasme; il est fasciné par ce qu'il regarde comme un élément capital de la culture et de la société traditionnelle de l'Écosse, dont l'édifice juridique bâti au cours des siècles garantit son identité. Il noue des amitiés profondes et durables (W. Clerk, Adam Ferguson, le fils du philosophe), adhère à des clubs où il se fait connaître comme « antiquaire » et érudit, explore à cheval, pendant ses vacances, les régions reculées du Border et le Liddesdale, s'initie à tous les aspects du folklore écossais et à tous les vestiges de son histoire nationale.

En 1792, à vingt-deux ans, il soutient (en latin) sa thèse de droit, *Comment disposer des cadavres des criminels*, puis entre au barreau, comme son père, où ses collègues le surnomment malicieusement « Duns Scott » du nom de John Duns Scot, théologien anglais de l'époque médiévale, qui écrivait en latin, et devient avocat en 1792. Entre 1793 et 1795, il s'efforce de gagner des procès et d'augmenter des revenus fort bas. En même temps, pendant ses vacances, il poursuit ses voyages d'« antiquaire » et de folkloriste, enregistre des anecdotes sur les hauts faits de Rob Roy, visite le château et le site de Craighall (Tully-Veolan, le château du baron de Bradwardine, dans *Waverley*), ainsi que le château de Glamis, rencontre Old Mortality, dont il se souviendra dans son roman, recueille des ballades perdues et tente même de faire des fouilles. Par ailleurs, opposé à la Révolution française et proche des idées d'Edmund Burke, il participe au maintien de l'ordre et s'engage dans une milice pour lutter contre les partisans des idéaux révolutionnaires en Grande-Bretagne. La protection du duc de Buccleuch lui permet de devenir adjudant. À cette époque, aussi, il connaît une passion malheureuse pour Williamina Beshes (une jeune fille de cinq ans sa cadette et d'un niveau social nettement plus aisé qui se laisse aimer, avant de s'éprendre d'un autre, William Forbes de Pitsligo, fils d'un banquier avec lequel elle se fiance en octobre 1796) ; Scott, qui se sent trahi, en est très affecté.

Poète À l'âge de 25 ans, il commence à écrire, compose le *Chant de guerre du Midlothian* (1792), sa première œuvre. Puis, atteint par la vogue de la poésie allemande, il apprend la langue allemande et traduit (anonymement) des poèmes de Bürger, des drames germaniques (comme *Götz von Berlichingen* de Goethe en 1799) et des adaptations poétiques.

En 1797, pour répondre à des menaces d'invasion française se forme à Édimbourg le *Royal Edimburgh Volunteer Light Dragoons*, dans lequel Scott s'engage avec enthousiasme. Au cours d'un voyage dans le Lake District, près de Cumberland, en compagnie de son frère John et d'Adam Ferguson, il fait la connaissance d'une jeune française émigrée, Charlotte Charpentier (rebaptisée Carpenter), pupille du marquis de Downshire23. Le 24 décembre 1797, il épouse à Carlisle la jeune femme, avec laquelle il aura quatre enfants : Charlotte Sophia (née à Édimbourg le 24 octobre 1799), Walter (né à Édimbourg le 28 octobre 1801), Anne (née à Édimbourg le 2 février 1803) et Charles (né à Édimbourg le 24 décembre 1805). Le couple s'installe à Édimbourg, George Street, dans le quartier « moderne », comme les parents de Scott, avant de rejoindre North Castle Street en 1798. L'été, il loue un cottage à Lasswade. Scott, lié par convictions et par fidélité à l'establishment tory, en particulier à Henry Dundas (futur lord Melville), au duc de Buccleuch et à son fils, se fait nommer en 1799 shériff (une sorte de juge d'instruction itinérant) du comté de Selkirk. Ses fonctions, qui ne l'empêchent pas de travailler au barreau d'Édimbourg, arrondissent ses revenus.

En 1802, il se fait connaître en publiant trois tomes de ballades écossaises, *Les chants de ménestrels de la frontière écossaise*, qui regroupent tous les poèmes populaires du sud de l'Écosse qui ont enchanté son enfance, des ballades collectées grâce à un immense travail et des imitations originales de Scott qui travaille sur des manuscrits du Moyen Âge et parcourt le Liddesdale pour écouter des récitants, tout en accomplissant ses devoirs militaires dans le corps des volontaires du *Middlothian Yeomenry County*. Le livre est publié par James Ballantyne, qui publiait un journal à Kelso et s'installe à Édimbourg. À la même époque, Scott se lie avec le poète populaire Hogg (dit « le berger d'Ettrick ») et avec William Wordsworth.

En 1804, il publie *Sir Tristrem*, une version (qu'il juge plus pure que les versions continentales) du *roman de Tristan* dont il a découvert le manuscrit, et qu'il croit de Thomas d'Erceldoune, dit Thomas le Rhymer. Il adapte et achève le manuscrit médiéval. Par ailleurs, à partir de 1803, il collabore à la *Revue d'Édimbourg* (malgré sa couleur whig), éditée par Archibald Constable et dirigée par Fr. Jeffrey. Pour se rapprocher de Selkirk, il songe d'abord à relever les ruines du château des Scott à Auld Watt, puis loue le domaine d'Ashestiel, qui sera sa demeure d'été pendant de longues années. L'état de ses finances s'améliore avec l'héritage de son oncle Robert Scott.

En 1805, *Le Lai du dernier ménestrel* connaît un grand succès (15 000 exemplaires en 5 ans) et lui apporte la célébrité. Le Premier ministre Pitt l'apprécie hautement. Installé à Ashestiel, entouré de ses chiens, de ses chevaux, servi par Tom Purdie (un ancien braconnier passé devant son tribunal et qui lui sera fidèle toute sa vie), il adopte le style de vie d'un gentilhomme-écrivain, qu'il conservera jusqu'à la fin. Pour garantir ses revenus, et grâce à ses protections politiques, il se fait nommer, en 1806, « Clerk of the Court of Session » (greffier de la Cour Suprême), fonction qui lui demande, six mois par an, cinq à six heures de travail par jour. Mais il n'a pu être nommé que comme successeur d'un titulaire qui continuera à recevoir des émoluments jusqu'à sa mort, et Scott remplira cette fonction sans recevoir de traitement jusqu'en 1812.

En 1805, il s'associe avec Ballantyne, qui recherche des capitaux pour développer son imprimerie et reçoit la moitié des deux tiers des bénéfices de la firme Ballantyne, qui va connaître des années de grande prospérité. La même année, en décembre, un quatrième enfant, Charles, voit le jour.

Entre 1807 et 1810, Scott est à l'apogée de sa gloire comme poète. Il publie *Marmion ou la bataille de Flodden Field* en 1808, poème narratif dont la stance 17 du chant VI est particulièrement connue ; puis, en 1810, le très populaire *La Dame du lac*, long poème dont l'intrigue se situe dans les Highlands et qui lui rapporte deux mille guinées ; des passages traduits en allemand deviendront le libretto de l'Ave Maria de Schubert. Quand il va à Londres, il est fêté comme un prince de la mode. Dans le même temps, au prix d'un immense travail, il édite les classiques anglais (ses éditions de Dryden et de Swift sont des monuments d'érudition). Tory fidèle, il rompt avec la *Revue d'Édimbourg* (une polémique l'oppose à Jeffrey à propos de Fox et de l'intervention anglaise en Espagne30) et entre à la *Quarterly Review*, fondée en 1809, de couleur tory. De même, il abandonne Constable (trop whig) pour s'entendre avec l'éditeur londonien Murray.

En 1811 paraît *La Vision de Rodéric, le dernier roi goth d'Espagne*, poème espagnol nourri d'allusions à la politique anglaise et aux victoires en Espagne. La même année, Scott réalise son vœu le plus cher : devenir un laird. Il achète, pour 150 livres, un cottage de quatre pièces, Cartley Hole Farm, sur les bords de la Tweed, entre Kelso et Melrose, qu'il agrandit et qui deviendra Abbotsford. Immédiatement, il commence des projets d'agrandissement, d'embellissement, d'achats de terres et de plantations d'arbres qui vont l'occuper onze ans.

En 1813, il publie anonymement *Rokeby* et *Le Mariage de Triermain*. La firme *Ballantyne and Co* connaît une grave alerte financière ; Scott dépense beaucoup et l'imprimerie marche mal. Constable accepte de les aider, mais ce n'est pas suffisant, et Scott doit demander au duc de Buccleuch une garantie de 4 000 livres. La même année, il refuse la proposition du Prince-Régent d'être nommé poète lauréat.

Le romancier de l'Écosse

En 1813, il reprend un roman ébauché en 1805, *Waverley*, qu'il publie anonymement chez Constable, en juillet 1814. L'ouvrage connaît un immense succès. Dans cet ouvrage, Scott décrit les aventures d'un jeune Anglais qui, par amour pour la fille d'un chef de clan écossais, se retrouve mêlé à la révolte jacobite de 1745. Pendant l'été, il fait le tour de l'Écosse par la mer, d'Édimbourg à Greenock, à bord du yacht de Robert Stevenson (le grand père du romancier), inspecteur des phares. Par ailleurs, il rédige pour l'*Encyclopædia Britannica* (reprise par Constable) trois articles sur la « chevalerie », le « théâtre » et les « romans épiques ou idylliques ».

En 1815, Scott publie coup sur coup (sous son nom) un poème, *Le Lord des îles*, et un deuxième roman (anonymement), *Guy Mannering*, dont l'histoire se situe vers 1790. Devant l'engouement du public pour les poèmes de Lord Byron, dont l'immense succès de *Childe Harold* (1812), il abandonne la poésie pour se consacrer essentiellement au roman. Il se rend à Londres, où il a une longue conversation avec Byron, chez l'éditeur John Murray. Il est reçu par le Régent qui l'appelle Walter et porte un toast à « l'auteur de *Waverley* ». Puis il fait un voyage sur le continent, où il visite le champ de bataille de Waterloo et séjourne à Paris, où il est accueilli par Wellington, lord Castlereagh et le tsar. Il laisse un récit de son voyage dans les *Lettres de Paul* et dans *La Bataille de Waterloo* (édité au profit des veuves et des orphelins de la bataille en 1815).

En 1816 paraît *L'Antiquaire*, le roman préféré de Scott, dont l'intrigue se déroule à la fin du xviiie siècle. Mais ses besoins d'argent s'aggravent, pour agrandir Abbotsford, et il veut échapper à la tutelle du seul Constable. Aussi publie-t-il (toujours sous l'anonymat) une nouvelle série de romans chez l'éditeur londonien Murray et son correspondant écossais Blackwood, sous le titre *Les Contes de mon hôte*, dont la première série comprend *Le Nain noir* et *Old Mortality* (qui décrit la répression des Covenantaires sous Charles II en 1679). L'éditeur fictif est un personnage caricatural, Jedediah Cleishbotham, sacristain et maître d'école à Gandercleuch, qui est censé publier le travail d'un certain Peter Pattieson36. En janvier 1817, Scott publie son dernier long poème, *Harold l'Intrépide*, puis part, durant l'été, à travers l'Écosse visiter les sites qui seront évoqués dans le roman auquel il travaille, *Rob Roy*. À Abbotsford, durant l'été, il reçoit la visite de Washington Irving, qui laissera un long récit de ce séjour

.

En 1817 paraît *Rob Roy*, avec la mention « par l'auteur de Waverley ». Dans ce roman, il évoque la figure historique de Rob Roy et la révolte jacobite de 1715. Jouant de la rivalité qui oppose ses éditeurs, Scott consent à donner à Constable la seconde série des *Contes de mon hôte*, à condition qu'il reprenne tout le stock invendu de Ballantyne. Cette seconde série comprend *Le Cœur du Midlothian* (1818), qui part de l'émeute Porteous, qui eut lieu à Édimbourg en 1736, et décrit le périple d'une fille du peuple, Jeanie Deans, pour sauver sa sœur, accusée d'infanticide.

La même année, il assiste avec émotion à la redécouverte des *Regalia d'Écosse*, insignes de la royauté écossais qui avaient disparu depuis cent ans. Bien qu'il blâme sa prédilection pour les horreurs (moquées par Edgar Allan Poe), Scott collabore au *Blackwood's Magazine*, rival de l'*Edinburgh Review*. À cette époque, il atteint un niveau exceptionnel de popularité et de fortune (au moins 10 000 £ de revenu annuel) en Europe.

En 1819, paraît la troisième série des *Contes de mon hôte* chez constable, *La Fiancée de Lammermoor*, un roman noir à la manière de Roméo et Juliette évoquant l'amour de deux jeunes gens appartenant à des familles ennemis, dans l'Écosse vers 1669, et *Une Légende de Montrose* (qui décrit l'Écosse et les Highlands sous Charles Ier, pendant la guerre civile). Souffrant de plus en plus de sa jambe et de calculs biliaires, sous l'effet de fortes doses de laudanum, Scott dicte à John Ballantyne et à William Laidlaw ses romans dans une sorte de transe. Quand son état de santé s'améliore, il affirme à Ballantyne en découvrir les épisodes en même temps que les lecteurs, tant l'opium a troublé sa mémoire. La même année, il reçoit le titre de baronnet et obtient une commission d'officier pour son fils aîné, Walter, qui sera cornette chez les hussards.

Le roman historique

Le 24 décembre 1819, jour de la mort de sa mère6, Scott, qui jusque-là décrivait le passé récent de l'Écosse, fait paraître son premier vrai roman historique avec l'évocation de l'Angleterre du xiie siècle dans *Ivanhoé*. En moins de deux semaines, le premier tirage de 10 000 exemplaires est épuisé. Suivent *Le Monastère* et *L'Abbé* (sur Marie Stuart) en 1820, puis *Kenilworth* (qui raconte l'histoire d'Élisabeth et Amy Robsart) et *Le Pirate* (qui prend pour toile de fond la vie dans les Shetland à la fin du xviie siècle) en 1821. En 1820, il fait un séjour à Londres pour recevoir du nouveau roi George IV son titre de baronnet (le 30 mars). Il se fait faire un portrait par Thomas Lawrence et un buste par Chantrey. Sa fille Sophia se marie, le 29 avril, avec John Gibson Lockhart, un jeune écrivain tory, ami de la famille depuis plusieurs années, qui sera le biographe de Scott. John Ballantyne publie une collection de romanciers ; Scott se charge d'écrire un essai sur chacun d'entre eux ; il commence par une *Vie de Fielding*, puis celle de *Smollett*.

En 1822, Scott publie deux romans : *Les Aventures de Nigel* et *Peveril du Pic* et deux poèmes historiques : *The Halidon Hill* et *Mac Duff's Cross*. La même année George IV fait une visite officielle en Écosse (il est le premier roi d'Angleterre à poser le pied sur le sol écossais depuis le XVIIe siècle). Scott organise les manifestations de bienvenue à Édimbourg : il fait figurer les clans, retrouve leur antique ordre de préséance, discipline les rivalités. Revêtu d'un tartan (dont il relance la mode) aux couleurs des Campbell, il accompagne partout le roi (qui a revêtu un kilt). Le roi le fait féliciter par Robert Peel. Scott en profite pour réclamer la restauration des pairies écossaises (supprimées après les insurrections jacobites) et le retour à Édimbourg du canon géant *Mons Meg* (saisi par les Anglais en 1746).

En 1823, c'est au tour de la France du xve siècle et la lutte entre Louis XI et Charles le Téméraire d'être décrite à travers l'histoire d'un garde écossais dans *Quentin Durward*. En revanche, c'est dans le passé récent de l'Écosse qu'il puise le sujet de *Redgauntlet*, paru en 1824, qui décrit l'écrasement définitif des conspirations en faveur des Stuart en 1767. De même, l'intrigue des *Eaux de Saint-Ronan*, pour une fois, se situe au xixe siècle.

Le 7 janvier 1825, Scott marie son fils, maintenant capitaine, à Jane Jobson de Lochore, fille de William Jobson, un marchand prospère, et nièce de sir Adam Ferguson, qui l'a instituée son héritière, et lui donne la propriété d'Abbostford (contre une rente annuelle à verser). Il commence une nouvelle série de romans : les *Histoires du temps des croisades*, dont les deux récits, *Les Fiancés* et *Le Talisman*, paraissent la même année. Par ailleurs, Constable crée une collection de livres à bon marché (les *Constable's Miscellaneous*) paraissant tous les mois : le premier sera *La Vie de Napoléon* de Scott.

Les dernières années
Toutefois, tandis qu'il rassemble sa documentation, en vue de ce travail, les associés londoniens de Constable connaissent des difficultés financières. Ses deux éditeurs, Constable et Ballantyne, tombent à leur tour, entraînant Scott dans leur ruine. En février 1826, il se retrouve avec 117 000 livres de dettes. Refusant de faire banqueroute, tout autant que l'idée, lancée par certains de ses amirateurs, d'une souscription nationale, il réussit à sauver ses biens, mais engage sa plume, se fait assurer sur la vie au profit de ses créanciers, vend aux enchères sa maison de Castle Street, à Édimbourg, hypothèque les meubles et le domaine d'Abbotsford, congédie la plupart de ses domestiques et renonce à tout autre revenu que ses fonctions. Il écrit un roman sur Cromwell et le futur Charles II à la fin de la première révolution anglaise, *Woodstock* (vendu pour 8 000 livres à Longman), puis reprend *La Vie de Napoléon*. En même temps, il publie un pamphlet, les *Lettres de Malachi Malagrowther*, pour défendre les banques écossaises, menacées de perdre le droit de faire circuler leurs propres billets. La polémique lui vaut plusieurs inimitiés politiques, mais le gouvernement recule. Le 15 mai 1826, son épouse meurt.

En octobre, il part à Paris en compagnie de sa fille Anne pour faire un voyage d'études, qui doit compléter les nombreux documents mis à sa disposition par le gouvernement britannique, en vue de sa *Vie de Napoléon*. Il est unanimement fêté. En 1820, la traduction du roman *Ivanhoé* avait créé un engouement extraordinaire, qui avait lancé la mode des romans historiques, et un accord avait été passé entre son éditeur de Londres et celui de la rue de Saint-Germain-des-prés (permettant à chacun de ses livres de paraître simultanément à Londres et à Paris, avec la traduction d'Auguste-Jean-Baptiste Defauconpret). Lors de son séjour, on joue *Ivanhoé*, sur une musique de Rossini, à l'Opéra, *Louis XI à Péronne* (adapté de *Quentin Durward*) au Théâtre français, *Leicester* de Scribe et Auger (tiré du *Château de Kenilworth*) et *La Dame blanche* (une adaptation inspirée à la fois du *Monastère* et de *Guy Mannering*) à l'opéra-comique. Il est même reçu par le roi Charles X.

En 1827, pour la première fois, Scott reconnaît, au cours d'un dîner et en réponse à un toast, qu'il est le « Grand Inconnu ». Au début de l'été paraît en neuf volumes *La Vie de Napoléon*, qui crée une polémique avec le général Gourgaud (qui manque de finir en duel), la première série des *Chroniques de Canongate*, un recueil de *Mélanges* et rembourse plus de 35 000 livres.

En 1828, il continue à produire abondamment, publie la suite des *Chroniques* (le roman *La Jolie Fille de Perth*, qui se situe en Écosse à la fin du xive siècle), commence à faire paraître les *Contes d'un grand-père* (une histoire de l'Écosse dédiée à son petit-fils John Hugh Lockhart), dont la publication se poursuit jusqu'en 1831. En outre, il entreprend, chez l'éditeur Cadell, une réédition complète de ses romans, les *Waverley Novels* (édition dont Scott parle comme étant son *Magnum Opus* ; il rédige une *Préface générale* (où il expose les raisons et les moalités pratiques de ses années d'anonymat) qui paraîtra en 1829 et reprend tous ses romans, qu'il enrichit méthodiquement de notes.

En 1829, son second fils engage une carrière dans la diplomatie. Assisté de sa fille Anne, il publie *Anne de Geierstein*, qui est un succès commercial, écrit un drame, *La Tragédie Ayrshire*, tiré d'un fait divers du xviie siècle, une autre pièce, *La Maison d'Aspen* et entame son *Histoire d'Écosse*. Toutefois, le travail l'épuise, et sa santé se dégrade ; il souffre notamment de crises de rhumatisme aiguës et de problèmes de vue.

Le 15 février 1830, il a une grave attaque d'apoplexie, dont il se remet. Une seconde crise intervient en novembre. La même année, il publie la quatrième série des *Contes d'un grand-père* et ses *Lettres sur la démonologie et la sorcellerie*. Mais, affaibli, il doit résilier sa charge de « Clerk of the Court of Session ». Il refuse les propositions de postes ou de sinécures du ministère (whig). Il lui reste 60 000 livres de dettes. Après la révolution de 1830, il organise la réception à Édimbourg de Charles X, qui s'est réfugié au palais de Holyrood, demeure de ses ancêtres Stuart. En novembre, il est victime d'une nouvelle attaque, d'autant que l'agitation politique pour la réforme électorale lui crée de vives inquiétudes. Profondément conservateur, proche des tories, il tente de s'opposer à ce projet de loi (qui sera adopté en 1832), qui vise à modifier le découpage électoral (inchangé depuis l'époque des Tudor), à mieux représenter les grandes villes et à faire disparaître les bourgs pourris, et multiplie les meetings. La réforme adoptée, il est persuadé que la Révolution française va traverser la Manche et détruire les dernières traditions du Royaume-Uni. Malgré son prestige, il est violemment conspué lors d'une réunion électorale à Jedburgh. Obsédé par ces craintes, surmené par le travail, affaibli par la maladie, il craint, par ailleurs, de perdre son génie.

Son nouveau roman, *Le Comte Robert de Paris*, avance difficilement, et il doit le réécrire. Il subit une nouvelle attaque en avril 1831. Pour son dernier roman, *Le Château dangereux*, qui se situe dans le château de Douglas, il fait un ultime voyage à travers l'Écosse. Dans cet ouvrage, il évoque la figure du barde et devin Thomas le Rhymer et de son poème *Sir Tristrem*, qu'il avait édité en 1804. Mais sa santé réclame un climat chaud. Le gouvernement met une frégate à sa disposition, et, en octobre, il part en compagnie de son gendre Lockhart pour Malte et l'Italie. Pendant le voyage, à la demande expresse de son gendre, il rédige partiellement un nouveau roman, *Le Siège de Malte*.

Débarqué à Naples le 27 décembre 1831, deux mois après son départ de Portsmouth, il visite Rome (où il s'incline devant le tombeau du dernier des Stuart), puis se repose quelque temps à Tivoli et à Frascati. Pour rentrer en Angleterre, il décide de descendre le Rhin. Néanmoins, en juin 1832, il est frappé par une nouvelle crise et débarque à Nimègue, dans un état grave. Quand il arrive à Londres, il est presque inconscient et presque muet et ne s'anime qu'en entendant parler d'Abbotsford et de l'Écosse. Ramené en bateau à Abbotsford, il meurt de paralysie en le 21 septembre 1832. Il est enterré le 26 dans les ruines de l'abbaye de Dryburgh, où repose déjà son épouse Charlotte. À sa mort, il devait encore 54 000 livres. Ses héritiers négocient avec Cadell la cession de ses droits d'auteur, pour lesquels l'éditeur verse 33 000 livres.

POSTERITE

Scott a été un précurseur pour deux tendances majeures qui se sont affirmées avec le temps : le roman historique, dont le succès lui a valu d'innombrables imitateurs au XIXe siècle, et la culture des Hautes Terres de l'Écosse, après le cycle d'Ossian de James Macpherson, dans ses romans écossais comme dans les usages vestimentaires, puisqu'il a rétabli l'usage du kilt et des tartans. En son honneur, la gare centrale d'Édimbourg a été nommée Waverley en 1854 et son image apparaît sur les billets émis par la banque d'Écosse. Un monument à son nom se trouve aussi à Édimbourg. À l'inverse d'un Dumas qui décrit dans ses romans des personnages historiques, Walter Scott crée des personnages de fiction, qui jouent un rôle secondaire au regard de l'Histoire, pour camper les héros de son intrigue. Ce choix, repris notamment par Pouchkine dans *La Fille du capitaine*, permet de mettre en scène plus directement les gens du peuple face aux grands personnages historiques et de montrer plus facilement les deux camps en présence. Surtout, Scott déploie tous ses talents de conteur dans ses romans, n'hésitant pas à passer d'une scène à l'autre du comique au tragique.

C'est également sur son modèle que se fondera Honoré de Balzac, qui a rendu hommage à Walter Scott dans l'avant-propos de la Comédie humaine. Le jeune auteur, entré en littérature en écrivant des romans de commande « à la Walter Scott », aboutira avec *Les Chouans*, qui marquent un tournant décisif de son œuvre, à ce talent de conteur qui, selon la définition de Victor Hugo dans la *préface* de *Cromwell*, rend vivante la réalité de l'époque qu'il décrit. Scott montre une prédilection particulière pour les personnages de « *bores* » (raseurs), qui peuplent nombre de ses romans. En outre, ses ouvrages sont marqués par le bilinguisme, avec des passages en anglais et d'autres en *broad Scots*. Lui-même parlait la langue des Lowlands, marquée par l'anglais et le scandinave, au contraire du parler celtique des Highlands, le gaélique écossais. De même, parmi une foule d'auteurs, où l'on retrouve le chroniqueur Jean Froissart, son œuvre fourmille de références à la Bible du roi Jacques et à Shakespeare, régulièrement cités.

L'œuvre de Scott n'a pas été exempte de critiques. Dans *Vie sur le Mississippi* (1883), Mark Twain reproche à Scott d'avoir fait paraître la bataille sous un jour romantique, considérant que cette vision a joué dans la décision du Sud de se lancer dans la guerre de Sécession en 1861. On considère que Twain vise Scott quand il parodie les histoires de chevalerie dans *Un Yankee du Connecticut à la cour du roi Arthur*, de même que dans *Les Aventures de Huckleberry Finn*, où, au treizième chapitre, le bateau à vapeur qui fait naufrage porte le nom de « Walter Scott ». De son côté, Émile Zola a déploré la nocivité de ses histoires sur des générations de lectrices. Tentant, dans son discours critique, de bannir l'insolite parce qu'il n'a, à ses yeux, aucune valeur scientifique, il en situe l'origine dans Scott et ses personnages de marginaux pittoresques.

En France, son œuvre a créé la vogue des romans historiques dans les années 1820-30, et tous les grands romanciers de la première moitié du XIXe siècle lui ont rendu hommage, se définissant par rapport à lui soit pour l'imiter, comme Balzac et Hugo, soit pour s'en distinguer, comme Stendhal. Passée une période de succès énorme — il se vend 20 800 exemplaires d'*Ivanhoé* et de *L'Antiquaire*, 20 000 de *Quentin Durward* entre 1826 et 1830, pour un tirage moyen, à l'époque, de 1 000 exemplaires—, Balzac évoque en 1831 la lassitude du public français « aujourd'hui rassasié de l'Espagne, de l'Orient, des supplices, des pirates et de l'histoire de France *Walter-Scottée*». Après avoir connu un immense succès durant tout le XIXe siècle, l'œuvre de Walter Scott est tombée quelque peu dans l'oubli après la Première Guerre mondiale, étant reléguée à la littérature d'enfance et de jeunesse, dans des versions expurgées. En 1902, déjà, Gilbert Keith Chesterton déplore la négligence des lecteurs de son temps à l'égard de l'œuvre de Scott, dont l'origine viendrait, suppose-t-il, de ce qu'ils ne supportent plus ce qui leur semble des longueurs.

Le ton est donné à partir du classique d'E. M. Forster, *Aspects du roman* (1927), qui contribue au désamour à l'égard de Scott, décrit comme un auteur maladroit au style négligé, bâtissant des intrigues bancales. Ses romans sont alors jugés trop lourds ; sa prolixité et ses digressions s'opposent à la concision et au souci dans l'arrangement des effets d'un Stevenson.

Scott a également souffert de l'ascension de Jane Austen. Jugée tout au plus comme une « romancière pour femmes » au xixe siècle, Austen a commencé à être considérée, au XXe siècle, comme l'un des plus importants romanciers britanniques des premières décennies du XIXe siècle. Dans le même temps qu'Austen accédait aux premiers rangs de la littérature britannique, l'intérêt pour Scott a diminué, alors même qu'il avait été l'un des premiers hommes de lettres à distinguer le génie de sa consœur. Après des décennies d'oubli, on assiste à un regain d'intérêt pour son œuvre depuis le bicentenaire de sa naissance, dans les années 1970 et 1980. La tendance postmoderniste vers les récits discontinus, avec l'introduction de la première personne, constitue un terreau plus favorable à l'épanouissement des ouvrages de Scott que le goût moderniste. En dépit de toutes ses maladresses, Scott est maintenant jugé comme un créateur important et une figure majeure dans l'histoire de la littérature en Écosse et dans le monde. En France, ses romans font ainsi l'objet d'une édition dans la prestigieuse Bibliothèque de la Pléiade aux éditions Gallimard. JCvL+Wikipédia

SEC **Joseph** Cadenet 1715 – Aix-en-Provence 1794.

Né dans un bourg urbanisé de Haute-Provence, Joseph Sec, dont l'ascension sociale exemplaire à été décrite par Michel Vovelle, est issu d'une famille de paysans modestes. Placé à 17 ans par son père en apprentissage pour devenir menuisier, Sec a su faire fructifier ses affaires dans le négoce du bois de charpente. Son entreprise a « monopolisé » le commerce des troncs d'arbres flottant sur la Durance qui proviennent de la montagne alpine. Devenu un propriétaire foncier aisé, il est un notable bourgeois acquis à la Révolution. Le 27 novembre 1791, il est élu au conseil général de la commune d'Aix et flirte avec les idées jacobines. C'est en 1792 que fut construite le mausolée « mystico-politique » qui fit sa célébrité. La lecture complexe de ce monument curieux nous confronte en effet au problème du testament d'un initié qui a composé cet hymne à la gloire des nouvelles valeurs.

Le monument Sec est édifié à la manière d'un temple à ciel ouvert et les représentations iconographiques sont sans équivoque : les 10 petits bas-reliefs sur les deux faces latérales retracent en effet la création du monde par le Grand Architecte de l'Univers, puis celle de l'homme, la chute et le meurtre d'Abel et, dans un mouvement inverse, la découverte de Canaan et la montée au ciel, un ultime médaillon évoquant Elie y accédant dans un soleil flamboyant. L'accès de l'initié à la Lumière supérieure montre donc une lecture maçonnique originale de l'aventure humaine.

Outre la matérialisation de l'influence de la maçonnerie sur les hommes des Lumières, le cas Sec présente un intérêt parce que, paradoxalement, s'il est plus que probable que celui-ci ait été initié, il ne figure cependant sur aucun tableau de loge. Peut-être a-t-il été affilié à une loge écossaise rattachée à la maçonnerie mystique comme les Elus coens. Cadre de la confrérie des pénitents, il s'est orienté à la veille de la Révolution vers la maçonnerie spéculative. Le cheminement est fréquent dans cette province en voie de déchristianisation. Mais la force est de constater que les loges élitaires n'ont pas accueilli cet ambitieux. Cas exemplaire de réussite sociale, le temple qu'il construit montre que Joseph Sec a préféré s'honorer lui-même pour prouver à la postérité qu'il ne devait rien qu'à son travail. Il témoigne d'une prise de conscience philosophique inspirée mais rare dans les milieux éclairés de la bourgeoisie aixoise. M.I.

SELLERS **Peter** Portsmouth 8 septembre 1925 - Londres 24 juillet 1980.



Né Richard Henry Sellers, Artiste de théâtre, de cinéma et de radio anglais.
Il est surtout connu pour son rôle d'inspecteur Clouseau dans la série *La Panthère rose*.
Initié Franc-Maçon à la Loge "*Chelsea Lodge 3098*", Londres

Né à Portsmouth dans le Hampshire en 1925, il vit dans une famille de comédiens. Il va dans une école catholique, bien que son père soit protestant et sa mère soit juive d'origine portugaise. Après la Seconde Guerre mondiale, il multiplie les métiers artistiques, tels que danseur ou musicien de jazz, avant de prêter sa voix à l'émission radiophonique de la BBC, le *Goon Show* de 1951 à 1960.

Parallèlement, il entame une carrière cinématographique principalement dans des comédies des Studios Ealing, dont *Tueurs de dames* (1955) au côté d'Alec Guinness et *Après moi le déluge* (*I'm All Right Jack*, 1959) qui lui apportent une certaine notoriété.

Dans les années 1960, sa carrière culmine avec deux collaborations avec Stanley Kubrick, dans *Lolita* (1962) et *Docteur Folamour* (1964) où il interprète 3 rôles, le film *Casino Royale* (1967) et *La Panthère rose* de Blake Edwards (1963), avec le personnage de l'inspecteur Clouseau qu'il continue à tenir dans un certain nombre de suites (dont une à titre posthume). Il meurt en 1980 à Londres à la suite d'une crise cardiaque. Wikipédia

SEMBAT **Marcel** Bonnières 1862 – Chamonix 1922.



Né d'Adolphe-Louis Sembat, directeur de la poste, conseiller municipal et sous-lieutenant des pompiers à Bonnières, et de Marie-Joséphine Boucher, fille du greffier de la justice de paix de la même localité, Marcel Sembat commence ses études au collège de Mantes et les poursuit au collège Stanislas, où il est interne. Après sa licence de droit, il soutient son doctorat qui porte sur *La rescision sur lésion, dans la vente en droit romain et en droit français* (1884) ; avocat, il plaide peu.

Au droit, il préfère le journalisme ; il est chroniqueur judiciaire à *La République française*, contribue à fonder *La Revue de l'évolution*, collabore à la *Revue de l'enseignement primaire*, aux *Documents du progrès*, au *Petit Sou*, à *La Lanterne*, à *Paris-Journal*.

Il est membre de la Société républicaine d'économie sociale. Tout d'abord nourri de Renan, de Taine, de Darwin, de Spencer, il évolue vers le socialisme, acquiert *La Petite République* qu'il transforme en journal socialiste. Ses curiosités intellectuelles le poussent vers la médecine, la physique ou la chimie, vers la philosophie, la psychologie ou les arts ; il est passionné de littérature.

Il est initié en 1891 à la loge « *La Fidélité* » de Lille (Grande Loge de France).
En 1893, il est élu député du XVIII^e^ arrondissement de Paris sous une étiquette socialiste. Le 19 octobre 1894, dans une interview publiée par *Le Matin*, il fait savoir qu'il est favorable à la constitution d'un groupe parlementaire socialiste international. Lié à Edouard Vaillant, il adhère au Comité révolutionnaire central en 1895, au Parti socialiste révolutionnaire en 1897.

En février 1898, il rejoint le Grand Orient et fait partie du groupe des fondateurs de la loge « *La Raison* », qui se distingue par l'attention qu'elle porte aux questions sociales. Il est réélu député en 1898, porte peu d'intérêts à l'affaire Dreyfus.

Il estime que le dreyfusisme contribue « *à ressusciter des gens qui étaient morts* » et qui auraient bien dû rester au « *pays des ombres* » : parmi ces revenants figure Clemenceau, un Clemenceau « *aigri et faisandé* » par les années d'obscurité et de silence, que Sembat compare à un « *singe espiègle et bouleverseur qui aime à casser et à détruire* ». Il adhère

cependant à la Ligue des Droits de l'Homme. En 1899, Marcel Sembat est opposé à l'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau.
En 1902, en candidat du Parti socialiste de France, qui réunit blanquistes et guesdistes, il est réélu député, l'est encore en 1906 et en 1910. Orateur à la dialectique subtile, il sait faire preuve d'une ironie mordante et âpre qui lui aliène des sympathies (« Ma façon puérile de blesser les gens en place m'a fait des hostilités aigües. Millerand et Caillaux sûrement, Waldeck sans doute, me haïssent »). Il est favorable à l'unité de tous les socialistes et, celle-ci étant accomplie, il représente les socialistes parlementaires au conseil national de la S.F.I.O. Il collabore au Mouvement socialiste, à L'Humanité, dont il devient un des leaders (Compère-Morel).

En mai 1904, il participe à l'inauguration de la loge « *L'Internationale* » de Paris et prononce une conférence intitulée « *Nécessité absolue pour le maç.: d'être socialiste* ». Mais est-il un franc-maçon très actif ? Le 24 septembre 1906, le vénérable de la loge « *La Raison* » lui ayant demandé d'être délégué au Conseil de l'Ordre. Il accepte tout en se demandant si le convent l'admettra alors qu'il est « si mal en règle » ; puis il consigne dans son journal : « *Je suis admis, il paraît que j'étais maître depuis 1892 !* » Etrange maçon en vérité ! Il est vrai qu'il prend plaisir à « *se Calomnier* » pour se procurer « *une illusoire garantie de vérité* ». Au mois de novembre 1906, au congrès socialiste de Limoges, il « *roule des yeux féroces* » à tous ceux qui veulent exclure les francs-maçons et ignore Guesde, Delory, Bracke, Ghesquière. En 1907, il note qu'il « *ne compte pas du tout sur la franc-maçonnerie pour faire la révolution sociale, ni opérer une transformation* » ; il lui assigne une fonction d'éducation, d'émancipation intellectuelle, attend qu'elle organise « des fêtes laïques, des cérémonies civiles, et qu'elle lutte contre les Eglises ».

Il espérait que des fêtes nouvelles pourraient se substituer aux cérémonies religieuses et qu'on pourrait leur insuffler un enthousiasme propre « *à envahir l'âme sans prendre la forme divine* ». En 1908, il défend Victor Méric, poursuivi pour outrage à l'armée, de même que le dessinateur Aristide Delannoy, après la publication du n°12 *des Hommes du jour* consacré au général d'Amade et à la campagne marocaine ; sa plaidoirie prend la forme d'une « philippique impitoyable » contre Clemenceau. En 1913, apparaît à Paris un comité central des fêtes et cérémonies civiles dont il partage la vice-présidence avec André Lebey. Ayant sur l'anticléricalisme des idées très différentes de celles de Guesde, il adhère à l'Association nationale des libres penseurs de France, dont il est vice-président de 1908 à 1912.

Il est élu vice-président du Conseil de l'Ordre en 1910 et en 1912 ; au convent de septembre 1912, il prononce un discours sur le collectivisme et secoue « *les petits avocats, radicaillons, comme ils le méritaient, c'est-à-dire peu fraternellement* ». A Lyon, en 1912, au congrès de la S.F.I.O., l'hostilité à la franc-maçonnerie resurgit avec une certaine violence ; à Bracke, représentant le courant antimaçonnique, s'opposent Marcel Sembat, le Dr Meslier et Arthur Groussier. « Révolutionnaire en art politique » (V. Méric), Marcel Sembat prend la défense des cubistes à la Chambre le 3 décembre 1912.

Il est hostile à la loi militaire des trois ans ; en 1913, il publie un ouvrage dont le titre étrange – ***Faites un roi, sinon faites la paix*** – abuse certains. Il s'y dit convaincu que la guerre va de pair avec la monarchie tandis que la République, elle, doit être pacifique ; d'après lui, la marche vers la constitution d' « organisme supérieurs », autrefois entamée grâce au principe des nationalités, doit se poursuivre jusqu'à la formation d'une confédération européenne, avec le concours indispensable de l'Internationale ouvrière. Il est membre de la Ligue franco-allemande, à laquelle appartiennent aussi, du côté français, Anatole Flammarion, Octave Mirbeau, Albert Thomas. Cependant, réélu député en 1914, il se rallie à l'Union Sacrée.
Il est ministre des Travaux publics du 26 août 1914 au 12 décembre 1916 et appelle Léon Blum comme directeur de cabinet. Les deux hommes collaborent parfaitement pendant toute la durée des fonctions ministérielles de Marcel Sembat, que certains – Clemenceau ente autres – taxent d'incompétence et de nonchalance. Le difficile approvisionnement de Paris en charbon et le froid dont souffrent les Parisiens donnent naissance à un jeu de mots cruel : « Marcel s'en bat l'œil ».

Après la guerre, Marcel Sembat apparaît « amenuisé ». Il est réélu député en 1919, mais la Chambre ne retrouve pas le brillant orateur d'avant-guerre. Il souffre d'une douloureuse maladie des yeux mais donne des articles au *Populaire*, projette un livre sur l'état de l'Europe. Partisan de la Société des Nations et d'une politique internationale fondée sur le droit et non sur la force, il estime que les traités de paix doivent être révisés et que l'armée française doit quitter la Rhénanie : y faire stationner des troupes sénégalaises lui semble relever de la plus haute provocation. Il demeure favorable à une organisation fédérative du vieux continent, en particulier de la région danubienne.

A Tours, il tente vainement de convaincre les partisans de la IIIe Internationale de préserver l'unité du parti. Le 26 décembre, il prononce un grand discours pour exprimer ses craintes et ses doutes. L'orientation adoptée par les « *moscoutistes* » lui semble de nature à donner des armes à un patronat et à un gouvernement réactionnaires ; il estime que le mouvement ouvrier français est plus proche du mouvement ouvrier anglais que du mouvement ouvrier russe, car, pour lui, « Moscou, c'est la résultante de tout un ensemble de conditions spéciales à la Russie ! ».

La rupture le laisse inconsolable ; il assimile le congrès de Tours à un « *deuxième assassinat de Jaurès* ». Il est toujours grand amateur de peinture et, en 1920, publie chez Gallimard une petite étude sur Matisse. Les 5 et 6 septembre 1922, se déroule à Chamonix, où les Sembat possèdent une maison, « une atroce et sublime tragédie » (L. Blum) ; Marcel Sembat meurt d'une hémorragie cérébrale et, refusant de lui survivre, sa femme se donne la mort, regrettant « *les douze heures de retard* » prises sur son époux. Les corps sont ramenés à Bonnières où les obsèques civiles sont célébrées en présence d'une très nombreuse assistance comprenant diverses délégations. Jusqu'en 1939, une cérémonie commémorative annuelle se déroule au cimetière de Bonnières. J.L.

SHERIDAN Richard Brinsley

Dublin 30 octobre 1751 – 1e juillet 1816.



Dramaturge irlandais, membre du Parlement.
Correspondant de la Loge "*Antiquity 2*", de Londres.

Son père était directeur de théâtre et sa mère, écrivaine (*The Memoirs of Sidney Biddulph*)
Il fréquente la Harrow School dans le but de devenir juriste, mais son mariage romantique avec Elizabeth Linley (fille de Thomas Linley) compromet ces plans. Il écrit sa première pièce, *The Rivals* qu'il produit à Covent Garden en 1775. La première représentation est un four et Sheridan embauche un nouvel acteur pour le rôle comique de l'Irlandais. La seconde représentation est un succès et établit immédiatement la réputation d'auteur du jeune homme.

Entré au Parlement en 1780 avec le soutien de Georgiana, duchesse du Devonshire, ce grand orateur et figure éminente du parti whig y restera jusqu'en 1812. Il est aussi le grand-père de Caroline Norton et l'arrière grand-père de Lord Dufferin, troisième gouverneur général du Canada et vice-roi des Indes. Sheridan Le Fanu, célèbre auteur de récits de fantômes est son petit-neveu. À sa mort, Sheridan fut enterré dans le carré des poètes de l'abbaye de Westminster.

SIBELIUS Jean

Tavastehus, (FL) 8 décembre 1865 - Järvenpää, (Helsinki) 20 décembre 1957.



Compositeur finlandais. Il composa de nombreuses oeuvres musicales destinées aux cérémonies maçonniques dont une magnifique Marche Funèbre pour orgue.
Initié Franc-Maçon, en 1922, à la loge "*Suomi*", Helsinki . Un des fondateurs de la Maçonnerie finlandaise puisque l'Ordre avait été interdit par les Tsars en 1822.

Il est, avec Johan Ludvig Runeberg, l'un des Finlandais qui symbolisent le mieux la naissance de l'identité nationale finlandaise, bien qu'il soit suédophone (comme d'ailleurs Runeberg). Ses *Musiques rituelles* de l'op. 113, composées en 1926-27, mais complétées et révisées en 1947, sont presque inconnues hors de Finlande : de ces œuvres, qui figurent à son catalogue sous le titre de *musiques religieuses*, et qu'il a offertes en 1948 à sa Loge *Suomi n° 1*, il avait en effet interdit tant l'exécution publique que toute communication aux *profanes*.

C'est dans cette Loge *Suomi n° 1* qu'il avait été initié le 18 août 1922, le jour même où elle était installée par des maçons américains, et où la Franc-maçonnerie reprenait vie, après 100 ans d'interdiction, dans la Finlande nouvellement indépendante (il avait lui-même lutté pour cette indépendance, mais avait refusé le poste de président de la République qui lui avait été proposé quand elle fut acquise en 1917); la cérémonie dura 9 heures.
Chaque fois qu'il était présent en Loge, Sibelius y tenait l'harmonium.

Johan Christian Julius Sibelius (*Janne* pour ses amis et Jean, en français, pour son activité musicale) naît à Hämeenlinna (*Tavastehus* en suédois) au nord d'Helsingfors, dans une famille parlant le suédois, et fait ses études dans une école de langue finnoise. Étudiant en droit, il interrompt ses études avant de les terminer.

Il étudie ensuite le violon et la composition au conservatoire d'Helsingfors, à Berlin et à Vienne, avec Wegellus (Helsingfors), Becker (Berlin) et Karl Goldmark (Vienne) notamment. Il échoue à devenir violoniste dans le Philharmonique de Vienne et de retour à Helsingfors en 1892, il y enseigne la théorie musicale. Entre 1900 et 1929, encouragé par ses pairs, et malgré de longues périodes de dépression, il se consacre presque exclusivement à la composition. Dans les années trente, il cesse assez brutalement de composer, notamment en raison du succès du dodécaphonisme et de la musique sérielle, mais aussi vraisemblablement de l'achèvement de sa propre esthétique dans la 7e symphonie et dans *Tapiola*. Devenu alcoolique, il meurt en 1957 à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Les *Musiques rituelles* (sur lesquelles la revue *Hiram* du Grand Orient d'Italie a publié en 2004 (n° 1) une étude très complète) comprennent les pièces suivantes :

Titre	Date	pour	Texte
HYMNE D'OUVERTURE	1948	Orgue	
INSTALLATION DE L'AUTEL	1927	Ténor et orgue	d'après Schiller
HYMNE DU PREMIER GRADE	1927	Choeur d'hommes et orgue	Confucius
HYMNE DE LOUANGE	1946	Ténor, choeur d'hommes et orgue	Samuli Sario
DEUXIEME GRADE	1927	Baryton et orgue	Viktor Rydberg
ODE A LA FRATERNITE	1946	Choeur d'hommes et orgue	Samuli Sario
HYMNE DU TROISIEME GRADE	1927	Baryton et orgue	Goethe
MARCHE FUNEBRE	1927	Orgue	
SALEM	1927	Baryton et orgue	Viktor Rydberg
TU ES GRAND, SEIGNEUR	1927	Choeur d'hommes et orgue	Simo Korpela
HYMNE DE CLOTURE	1927	Choeur d'hommes et orgue	Aukusti Simelius

S'y ajoute une version dite maçonnique, sur un texte de Waïnö Sola, de l'hymne *Finlandia*. Dans *Musique et symbolisme*, Roger Cotte signale que Sibelius utilise pour cet hymne (comme l'avait fait Bach également à plusieurs reprises) le thème musical du choral protestant *O Haupt voll Blut und Wunden* (Oh tête couverte de sang et de blessures) décrivant le couronnement d'épines dans la Passion du Christ. Pour qui connaît le sujet du Rituel du 3e grade, cette référence n'est évidemment pas dépourvue de signification symbolique ... Il faut savoir que Sibelius, comme Bach, était protestant, et qu'en pays protestant ces chorals sont bien connus de tous et qu'en entendre la musique en évoque automatiquement le sujet dans les esprits. musicmac.ifrance.com/docs/sibelius.html

Analyse de l'œuvre

Outre son concerto pour violon, qui reste la plus jouée de ses œuvres, Sibelius est surtout connu pour les sept Symphonies dont il est l'auteur (il en détruisit une huitième). Il composa par ailleurs de nombreux poèmes symphoniques très représentatifs de son style, inspirés par des scènes du *Kalevala*, épopée nationale finnoise constituée de plusieurs corps de récits. Mais Sibelius, dont on exagère souvent le nationalisme et l'enracinement dans la tradition musicale finlandaise, fut au contraire attentif aux révolutions musicales qui marquèrent l'Europe de son temps, et même si son style demeure profondément original, on peut y entendre l'écho des œuvres de Wagner, de Debussy ou de Bartók.

Ce compositeur, à qui Lucien Rebatet reprochait d'incarner « le plus ennuyeux des musiciens sérieux », et à qui René Leibowitz avait consacré un essai intitulé: « Sibelius, le plus mauvais compositeur du monde », est aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands symphonistes du début du xxe siècle. Son langage musical reste néanmoins profondément tonal, et la musicologie récente refuse encore d'identifier l'importance de son œuvre à celle de son contemporain Mahler, qui épuise le genre symphonique par un double mouvement d'extension et de décomposition de la forme précisément contraire à l'esthétique sibélienne, d'une concentration proche de l'ascèse (Olin Downes a parlé d'un « monolithe pan-consonnant » à propos de *Tapiola*). Sibelius évoquera lui-même « la pure eau froide »[réf. nécessaire] de sa 6e symphonie, aux harmonies modales qui ressuscitent l'ancienne polyphonie grégorienne, publiée en réaction aux « cocktails » musicaux de son temps.

Pourtant, rien ne serait plus faux que de voir en Sibelius un musicien réactionnaire. Il hérite certes des genres consacrés par la tradition classique (symphonie et concerto), mais il impose dans la plupart de ses œuvres orchestrales un contrepoint minimal, une atmosphère chargée reposant sur l'accumulation des strates sonores, et une forme de cyclicité qui contredisent le primat de la mélodie et rendent la suite des métamorphoses harmoniques seule responsable de la tension dramatique. Des trouvailles mélodiques (comme la *Deuxième Sérénade pour Violon*, op. 69b en sol mineur) et des thèmes inoubliables parsèment néanmoins son œuvre, à l'image de ceux qui inaugurent dans une atmosphère diaphane de vitrail son *Concerto pour violon* et sa 6e symphonie, ou de ceux qui achèvent dans une clameur hymnique certaines de ses symphonies (la Deuxième et la Cinquième en particulier).

Sa 1re symphonie, pendant scandinave des *Rêves d'hiver* de Tchaïkovski, est avec la Troisième sans doute la plus classique de ses créations et la moins caractéristique du mysticisme « écologique » auquel il parviendra par des moyens purement musicaux (Quatrième Symphonie) et sans rien devoir à une foi religieuse ni jamais écrire de musique sacrée (si l'on excepte une œuvre maçonnique achevée en 1927 ayant pour titre *Musique religieuse*, op. 113, devenue célèbre sous l'appellation *Massonic Ritual Music*). Dans ses dernières œuvres (Septième symphonie, *Tapiola*), les mouvements s'enchaînent insensiblement les uns aux autres et les compositions tirent leur unité d'un développement organique comparable à celui d'une cellule vivante (procédé qui a été celui du Debussy des *Jeux*, et sera celui du Strauss des *Métamorphoses*).

Ses plus grands chefs-d'œuvre sont sans doute ses Deuxième, Quatrième, Cinquième et Septième symphonies, ainsi que son Concerto pour violon, mais aussi parmi ses autres œuvres, ses cantates (notamment *Oma Maa* et *Snöfrid*) dont certaines appartiennent au cycle du *Kalevala* comme *Kullervo* (vaste poème symphonique avec chœur et solistes grâce auquel il obtint à vingt-six ans une grande notoriété), *Luonnotar*, poème symphonique avec soprano racontant la création du monde, *La Fille de Pohjola* et surtout son ultime poème symphonique, *Tapiola*, monolithe sonore immobile, immémorial et mystérieux, sorte d'équivalent musical à celui mis en scène par Kubrick dans *2001 : L'Odyssée de l'espace* (film dont la musique emprunte d'ailleurs des passages de la Quatrième symphonie). Son poème symphonique *Finlandia*, écrit en 1899-1900, devint le symbole de la résistance finlandaise vis-à-vis de l'occupation russe. Son œuvre la plus connue du grand public est, avec la *Valse triste* (tirée de la musique de scène *Kuolema*), *le Cygne de Tuonela*, extrait d'une suite beaucoup plus vaste (*Légendes des Lemminkainen*) qui mérite d'être connue dans son intégralité. Citons aussi *Les Océanides*, *Chevauchée nocturne et lever du soleil*, *Pelléas et Mélisande*, *La Reine captive*, *L'Origine du feu*, *Le Barde*, *La Nymphe des bois*, *En Saga*, sa musique de scène *La Tempête*, *Chanson de printemps*, ainsi que *Voces intimae*, le plus connu de ses quatuor à cordes, *Korpo*, un trio de jeunesse, et un *Quintette pour piano en sol mineur* généralement méconnu. Il travailla également à un projet d'opéra qu'il n'acheva jamais, *La Construction du bateau*, dont le prélude original constitue en fait *Le Cygne de Tuonela*. Toutefois, une œuvre lyrique en un acte, *La Jeune Fille dans la tour* existe bel et bien même si elle n'est pratiquement jamais jouée.

Beaucoup de compositeurs de la seconde moitié du XXe siècle trouvèrent en Sibelius un digne précurseur tandis que les compositeurs de musique de film pillèrent sans complexes une œuvre riche de thèmes épiques et grandioses (à l'exemple des dernières mesures du premier mouvement de la *Troisième symphonie*). Qualifiée souvent de panthéiste, cette musique vide d'hommes qui célèbre la nature dans sa force primitive et dépeint les rumeurs légendaires qui la parcourent, est d'une puissance et d'une austérité qui se conjuguent en de vastes incantations aux beautés secrètes et inépuisables. En cela, il annonce déjà certains compositeurs de musique minimaliste comme Ligeti (*Atmosphères*, *Requiem*…), duquel il sera

d'ailleurs souvent rapproché dans les musiques de films (comme, une fois encore, *2001 : L'Odyssée de l'espace*). Wikipédia

SITWELL **Norman Sisson Hurt** Dublin 1876 – Arcachon 1931.

Il est le fondateur de la première loge de recherches en France. Capitaine d'artillerie dans l'armée des Indes, initié le 11 mars 1904 dans la « *Sandemann Lodge n°1374* » de Dum-Dum, près de Calcutta, Sitwell en est élu vénérable en 1909, après avoir été exalté à l'Arche Royale au « *Chapter of Hope n°109* » de Calcutta en 1906. Il devient membre de *Correspondence Circle* de la loge « *Quator Coronatti n°2076* » en octobre 1910. Promu major à Bombay en 1917, il retourne à Calcutta en 1919 et s'affilie à la loge « *Star of the East n°67* ». Il quitte alors les Indes pour venir habiter Paris et devient membre de la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière établie le 5 novembre 1913, où il fonde la loge vde recherche « *Saint-Claudius n°21* » en octobre 1925. Il en est le premier vénérable maître, il conserve pendant trois ans cette fonction, est réélu le 7 mai 1929, et meurt deux ans plus tard.

De 1926 à 1934, « *Saint-Claudius n°21* » publie chaque année un *Compte rendu*, qui reproduit le texte de certaines conférences prononcées en loge et différentes études. Le dixième et dernier cahier, paru en 1938, couvre les années 1934-1937. La Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière étant presque exclusivement composée de maçons britanniques sans contact aucun avec les membres des autres obédiences françaises, et les articles parus dans les *Compte rendu*, à l'exception des communications présentées par Nicolas Choumitzky, étant rédigés en anglais, ses travaux restent quasiment ignorés des maçons français.

Dans le *Compte rendu* de 1927-1928, Sitwell publie des procès-verbaux inédits de « *L'Anglaise n° 204* » et exprime sa gratitude envers trois frères : Sharp, Renou et Graton, pour l'avoir autorisé à faire état de ces documents. « *L'Anglaise* » la plus ancienne des loges françaises de province, possédait des archives d'une richesse extraordinaire, remontant à sa fondation, le 27 avril 1732 à Bordeaux. Rattachée au Grand Orient de France en 1780, elle a été, en décembre 1913, la première loge à se joindre à la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière. Les remerciements que Sitwell adresse à ses frères s'expliquent mal, car en 1927-1928, ils ne font plus partie de « *L'Anglaise* », qui a quitté la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière depuis cinq ans et s'est rattachée à la Grande Loge de France le 11 novembre 1923.

Graton était vénérable maître de *L'Anglaise* en 1921. Renou, secrétaire de *L'Anglaise*, reste à la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière où, le 20 mars 1926, il fonde « *Burdigala n°22* » dont il est le premier vénérable maître avec Alfred Irwin Sharp (1877-1959) comme secrétaire. Dignitaire de la Grande Loge Nationale indépendante et Régulière, Sharp a assisté à l'installation de « *Saint-Claudius n°21* » en octobre 1925. Son nom apparaît lorsque Sitwell, ont une double origine : la « *collection du frère Sharp, de Bordeaux* » et les « *archives de la Grande Loge d'Ukraine* » se trouvant en possession d'un Russe blanc, maçon émigré en France après la Révolution de 1917, Nicolas Choumitzky. Pour expliquer être détenteur de ces documents, Choumitzky prétend qu'une partie des archives du Grand Orient aurait été confié à des maçons russes au moment de la Terreur, que ceux-ci les auraient remises à une Grande Loge d'Ukraine à laquelle il appartenait et qu'il les aurait rapportées en France au moment où les bolchevistes occupèrent son pays. Affilié au centre des « *Amis n°1* » de la Grande Loge Nationale Indépendante et Régulière, puis à « *Saint-Claudius n°21* » en février 1926, Choumitzky publie 5 lettres d'Estienne Morin dans le *Compte rendu* de 1927-1928. Pour avoir adressé aux autorités nazies pendant la Seconde Guerre mondiale des lettres compromettantes dont l'existence est révélée en août 1948, Choumitzy est radié un an plus tard des obédiences françaises et suisses auxquelles il appartenait.

Il sera réintégré en 1968 et promu Grand Officier d'honneur de la Grande Loge Nationale Française par ordonnance du 25 janvier 1969, signée du Grand Maître van Hecke. Sitwell eut le mérite de reconnaître l'intérêt incomparable des archives de Bordeaux. Il les analysa dans de nombreux articles restés inédits et retrouvés en 1969 dans les archives de la Grande Loge Unie d'Angleterre. Seule son étude, *The Marquis de Vignolles and the Provincial Grand Lodge for Foreign Countries*, fut publiée à titre posthume en 1939 dans le volume 49 d'*Ars Quator Coronatorum*. A.B.

SOLIMAN **Angelo** 1721 – Vienne 21 novembre 1796.



Cet africain, issu du peuple kanuri, fut capturé. Esclave, d'abord en Afrique, il fut offert vers 1734 au prince Johann Georg Christian von Lobkowitz. C'est à cet Angelo Soliman que l'abbé Grégoire consacra tout un chapitre de son ouvrage "De la littérature des nègres". C'est à cet Angelo Soliman que l'abbé Grégoire consacra tout un chapitre de son ouvrage "De la littérature des nègres". Il écrit ainsi : *"Quoiqu'Angelo Soliman n'ait rien publié, il mérite une des premières places entre les Nègres qui se sont distingués par un haut degré de culture, par des connaissances étendues, et plus encore par la moralité et l'excellence de son caractère".* Soliman aurait présenté *"toute la délicatesse de la vertu unissant un jugement sain, relevé par des connaissances étendues et solides, il possédait six langues, l'italien, le français, l'allemand, le latin, le bohémien, l'anglais, et parlait surtout avec pureté les trois premières".* Angelo Soliman fait l'objet de peu d'articles sur le web francophone. Il faut lire l'anglais et surtout l'allemand pour en savoir un peu plus.

Cet africain, issu du peuple kanuri, fut capturé. Esclave, d'abord en Afrique, il fut offert vers 1734 au prince Johann Georg Christian von Lobkowitz dont il devint le serviteur et l'accompagnateur de voyage. Soliman lui a sauvé la vie. Il fut aussi le précepteur du fils du prince Franz Joseph du Liechtenstein.

Un article en italien mentionne Angelo Soliman comme "il primo Venerabile africano".

SOMERSET duc de **Beaufort, Henry** 16 October 1744 – 11 October 1803



5th Duke of Beaufort KG was the only son of Charles Noel Somerset, 4th Duke of Beaufort and his wife, Elizabeth Berkeley. Styled **Marquess of Worcester** from 1746, on his father's death on 28 October 1756, he succeeded him as Duke of Beaufort.
He succeeded to the title of *13th Lord Herbert* [E., 1461] on 28 October 1756. He succeeded to the title of *11th Earl of Worcester* [E., 1514] on 28 October 1756. He succeeded to the title of *5th Duke of Beaufort* [E., 1682] on 28 October 1756. He succeeded to the title of *7th Marquess of Worcester* [E., 1643] on 28 October 1756. He matriculated at Oriel College, Oxford University, Oxford, Oxfordshire, England, on 18 October 1760. He graduated from Oxford University, Oxford, Oxfordshire, England, on 7 July 1763 with a Doctor of Civil Laws (D.C.L.). He held the office of Grand Master of the Freemasons between 1767 and 1772. He held the office of Master of the Horse between 1768 and 1770, to the Queen Consort. He held the office of Lord-Lieutenant of Monmouthshire between 1771 and 1803.

He was invested as a Knight, Order of the Garter (K.G.) on 2 June 1786. He held the office of Lord-Lieutenant of Leicestershire between 1787 and 1799. He held the office of Lord-Lieutenant of Brecknockshire between 1787 and 1803. His last will was dated from 21 June 1789 to 11 September 1800. He succeeded to the title of 5th Lord Botetourt [E., 1305] on 4 June 1803.

On 2 January 1766 he married Elizabeth Boscawen, daughter of Hon. Edward Boscawen, Admiral of the Blue, and sister to George Boscawen, 3rd Viscount Falmouth.[2] With her he had nine sons and four daughters :

- Henry Charles Somerset, 6th Duke of Beaufort, his heir and successor
- Lord Charles Henry Somerset (2 December 1767 – 18 February 1831)
- Lord Edward Henry Somerset (1768–1769)
- Lord Norborne Berkeley Henry Somerset (4 May 1771 – 1838)
- Lady Elizabeth Somerset (11 February 1773 – 5 May 1836), who married, on 27 June 1796, Very Reverend Charles Talbot, Dean of Salisbury, grandson of Charles Talbot, 1st Baron Talbot, with whom she had three sons and three daughters
- Lady Frances Elizabeth Somerset (3 April 1774 – 24 May 1841)
- Lady Harriet Isabella Elizabeth Somerset (9 July 1775 – 1 June 1855), married Colonel Hugh Henry Mitchell and had one son and two daughters.
- Lord Robert Edward Henry Somerset (19 December 1776 – 1 September 1842)
- Lord Arthur John Henry Somerset (1780–1816)
- Rev. Lord William George Henry Somerset (2 September 1784 – 14 January 1861), Prebendary of Bristol, who was married twice; on 29 June 1813 to Elizabeth Molyneux (d. 1843), daughter of Lt.-Gen. Sir Thomas Molyneux, 5th Baronet, with whom he had one son, and in 1844 to Frances Westby Brady (d. 31 August 1854), with whom he had no issue
- Lady Anne Elizabeth Somerset (7 June 1786 – 22 September 1803)
- Col. Lord John Thomas Henry Somerset (30 August 1787 – 3 October 1846), married Lady Catherine Annesley, daughter of Arthur Annesley, 1st Earl of Mountnorris on 4 December 1814
- Fitzroy James Henry Somerset, 1st Baron Raglan (30 September 1788 – 28 June 1855)

SPONTINI **Gasparo Luigi Pacifico** Maiolati États pontificaux 14 novembre 1774 - 14 janvier 1851. Compositeur, directeur du Théâtre italien de Paris.



Franc-Maçon de la Loge "*L'Age d'Or*", à Paris.

Gaspare Spontini était issu d'une famille très modeste, qui souhaitait qu'il embrasse l'état ecclésiastique. Mais le jeune homme voulait devenir musicien et alla parfaire sa formation à Naples, au Conservatorio della Pietà dei Turchini. L'irrégularité de ses résultats et son caractère difficile et perturbateur lui valurent d'humiliants échecs qui le contraignirent à s'enfuir sans avoir pu terminer son éducation. Ses débuts, dans l'opéra bouffe ou *seria*, s'en ressentirent, mais ils témoignent d'une personnalité propre et d'une volonté de prendre ses distances par rapport à la tradition de la vieille école napolitaine.

En 1803, Spontini décida de s'installer à Paris, attiré par la gloire de Napoléon Bonaparte et l'esthétique nouvelle que le régime cherchait à promouvoir.

On était alors à la recherche de compositeurs capables de réaliser une synthèse entre l'esthétique révolutionnaire et républicaine, avec notamment ses références antiques et ses grandes masses orchestrales, et le style français traditionnel. En outre, cette synthèse devait être non seulement nationale mais européenne, à l'échelle de l'empire français. Spontini comprit qu'une place était à prendre et, dès son arrivée à Paris, il s'efforça d'assimiler le style français. Après quelques timides essais de remanier ses ouvrages italiens, il donna rapidement trois opéras-comiques au Théâtre Feydeau : *La Petite maison* (1804), *Milton* (1804) et *Julie ou le Pot de fleurs* (1805). Parallèlement, il se fit des relations : le président du Sénat, Lacépède, le facteur de pianos Érard, le critique musical François-Joseph Fétis, Madame de Staël, Juliette Récamier, mais surtout l'impératrice Joséphine. Grâce à ces protections, il put faire donner en 1806 une cantate à la gloire de Napoléon Ier, *L'eccelsa gara* ainsi que le vaudeville *Tout le monde a tort*, composé pour la fête de l'Empereur et qui fut joué par ses sœurs

et ses courtisans.
Auparavant, en 1805, Spontini avait été nommé Compositeur particulier de la chambre de S.M. l'Impératrice. Depuis quelque temps, Spontini travaillait à un livret que lui avait proposé Étienne de Jouy sur un sujet romain, qui avait été repoussé auparavant par Méhul et par Boieldieu.

Lorsque *La Vestale* fut donnée à l'Opéra le 15 décembre 1807 l'ouvrage parut incarner de manière presque miraculeuse l'esprit de l'Empire et fit aussitôt sensation. L'Institut de France le déclara meilleur ouvrage lyrique de la décennie. Le succès se renouvela avec *Fernando Cortez* le 28 novembre 1809. Spontini fut nommé chef d'orchestre pour l'opéra italien à l'Odéon en 1810 et dirigea plusieurs exécutions importantes d'œuvres de compositeurs variées. Le 3 août 1811, il épousa Marie-Catherine Céleste Érard, fille du célèbre facteur de pianos Jean-Baptiste Érard. Le couple put s'installer au château de la Muette, propriété de celui-ci. Ils n'eurent pas d'enfant, mais le mariage fut parfaitement heureux.

Spontini fut fait chevalier de la Légion d'honneur le 29 mai 1818. Le 15 décembre 1819, il fit donner son opéra *Olympie*, souvent considéré comme son meilleur ouvrage, qui ne rencontra d'abord pas le succès. Après l'avoir considérablement revu, il le fit jouer une nouvelle fois le 28 février 1826 et, cette fois, le public fut conquis. Après ce premier échec, Spontini quitta Paris pour Berlin en 1820 où il fut nommé Kapellmeister en chef, avec un salaire annuel de 4.000 thalers et la possibilité de donner un concert par an à son profit. Il mit en musique *Lalla Rookh* de Thomas Moore, donné au Palais royal le 27 janvier 1821. Puis il donna son opéra *Agnes von Hohenstaufen* (1829).

En 1829, il fut fait docteur *honoris causa* de l'université de Halle et, en 1834, il dirigea les représentations de *La Vestale* à Hambourg. Il retourna dans sa ville natale en 1835, voyagea en Angleterre en 1838 et retourna à Paris où il fut élu à l'Académie des Beaux-Arts la même année. En 1837, il y fit donner une version révisée d' *Agnes von Hohenstaufen*.

En 1842, il quitta définitivement l'Allemagne et alla s'établir à Rome, où le Pape le fit comte de San Andrea en 1844. Cette année-là, il voyagea à Paris et à Dresde, puis se retira dans sa ville natale en 1850. À sa mort, il légua sa fortune à des institutions charitables. S'il était d'un caractère difficile, il s'était toujours montré généreux, de son vivant, pour les musiciens nécessiteux.

STARCK



Johann August Schwerin 18 octobre 1741 – Darmstadt 3 mars 1816.

Le père de Starck était président du consistoire protestant de Schwerin. Dans l'autobiographie qu'il rédige en présentant sa candidature comme professeur extraordinaire pour les langues orientales à l'université de Königsberg, Johann Starck évoque ses trois années d'étude de la philosophie et des langues orientales à l'université de Göttingen où il a obtenu un doctorat en théologie en 1761, Saint-Pétersbourg où il a enseigné les langues orientales et l'histoire de l'Antiquité de 1763 à 1765, un voyage en Italie et en France au cours duquel il a été engagé comme interprète au département des manuscrits des langues orientales de la Bibliothèque du roi. L'abbé Picot affirmera que Starck se convertit au catholicisme à Paris, en l'Eglise Saint-Sulpice, le 8 février 1766. Le fait demeure controuvé, Bode en cherchera en van les traces en juin 1787.

Starck quitte Paris en août 1766 pour aller à Schwerin au chevet de son père malade, et accepte une situation modeste dans une petite ville suédoise voisine, Wismar.

Il y fait la connaissance du commandant de la place, Johann von Böhnen et du baron von Vegsack. Starck, qui avait été reçu maçon en 1761 dans une loge militaire française à Göttingen, fonde avec eux, le 17 février 1767, la loge « *Zu den drei Löwen* », fille de la loge de Rostock « *Zu dein drei Sternen* », devenue le 24 janvier 1765, par patente de la 7e Province de la Stricte Observance, mère loge et siège du Sous-Prieuré de Ratzeburg.

La découverte récente dans les archives départementales du Finistère d'un manuscrit de 1750 dans lequel on relève les noms du comte de La Tour du Pin, brigadier des armées du roi, et du « baron de Veylask…Dambourg » (le baron Friedrich von Vegsack avait été initié à la loge « *Saint-George* » de Hambourg en 1748) sur une « Liste des illustres G.M. » de Chevaliers Elus dont le rituel comprend une légende templière, apporte une confirmation tardive, mais bienvenue à la lettre du 5 août 1767 dans laquelle Vegesack affirmait avoir été reçu dans l'Ordre Templier en 1749 en France, et à celle que Starck adresse le 14 septembre 1809 à Nettelbladt auquel il indique posséder une copie de la patente que La Tour du Pin avait remise à Vegesack. Il semble avéré qu'à l'origine d'une partie au moins des connaissances de Starck en matière de chevalerie templière se trouve Vegesack. Les quatre lettres que Starck adresse de Wismar à von Hund ente le 31 mars et le 26 octobre 1767 marquent l'apparition de la branche cléricale de l'Ordre Templier dans la thématique de la Stricte Observance. Malgré un rapport défavorable de Schubart, von Hund décide d'envoyer von Prangen et Jacobi en ambassadeurs auprès de Starck à Wismar.

Ils arrivent le 7 février 1768 et y restent 6 semaines. Le *Pactum fundamentale* entre les clercs et las Stricte Observance est signé le 27 mai 1772, quelques jours avant l'ouverture du Convent de Kohlo. Son article X prévoit la remise par les clercs de copies confiées des rituels et de l'histoire de l'Ordre. La liste de ces documents, énumérée dans une lettre que Starck adresse à von Hund le 25 novembre 1770, est reproduite par Merzdorf. Une partie en est citée ou résumée par Runkel. La séparation des deux branches de l'Ordre intervient six ans plus tard au Convent de Wolfenbüttel au cours duquel le duc de Södermanland est élu à la tête de la 7e Province.

Starck quitte Wismar à la fin de 1768 pour Saint-Pétersbourg, enseigne à Königsberg à partir de l'automne 1769 d'où il repart en mars 1777 pour Mitau, près de Riga, enseigner la philosophie au Collège académique. En 1781, il est nommé Premier Prédicateur à la cour de Darmstadt ; en 1811, il sera anobli Freiherr, titre équivalent à celui de baron. En 1808, le jeune Nettelbladt écrit à Starck pour lequel il éprouve une grande admiration. La correspondance inédite de Starck à Lavater entre 1809 et 1815 a été publiée récemment par Werner Zimmermann (1994) ; elle apporte des révélations importantes sur les contacts maçonniques de Starck à Saint-Pétersbourg. A.B.

STENDHAL dit **Henri Beyle, dit** 1783 – 1842.



Sous-lieutenant dans l'armée de Bonaparte, plus tard inspecteur du mobilier et des bâtiments, deviendra l'un des plus grands écrivains français.
Initié Franc-Maçon, en 1806, écrit-il dans son journal, il appartient en 1807 à la Loge *"Sainte-Caroline"*, Paris.

Engagé dans l'armée en 1800, il occupa surtout des fonctions d'administration militaires comme durant la campagne de Russie en 1812. Amateur d'arts et passionné d'Italie où il effectua de nombreux séjours, il écrivit d'abord des essais esthétiques sous son vrai nom comme *L'Histoire de la peinture* (début 1817), mais c'est sous le pseudonyme de « M. de Stendhal, officier de cavalerie » qu'il publia *Rome, Naples, Florence* en septembre 1817.

Ce nom de plume est inspiré d'une ville d'Allemagne « Stendal », lieu de naissance de l'historien d'art et archéologue renommé à l'époque Johann Joachim Winckelmann, mais surtout proche de l'endroit où Stendhal vécut en 1807-1808 un moment de grande passion avec Wilhelmine de Grisheim. Ayant ajouté un H pour germaniser encore le nom, il souhaitait que l'on prononce « Standhal ».

Ses romans de formation *Le Rouge et le Noir* (1830), *La Chartreuse de Parme* (1839) et *Lucien Leuwen* (inachevé) ont fait de lui, aux côtés de Balzac, Hugo, Flaubert ou Zola, un des grands représentants du roman français au xixe siècle. Dans ses romans caractérisés par un style économe et resserré, Stendhal cherche « La vérité, l'âpre vérité » dans le domaine psychologique, et campe essentiellement des jeunes gens aux aspirations romantiques de vitalité, de force du sentiment et de rêve de gloire.

1783-1821 : Les premières années
Henri Beyle naît rue des Vieux Jésuites (aujourd'hui rue Jean-Jacques Rousseau) à Grenoble dans une famille bourgeoise qu'il apprécie peu. Sa mère, qu'il aimait beaucoup, meurt alors qu'il a huit ans. Son père Chérubin Beyle (qui sera plus tard fait chevalier de la Légion d'Honneur et lui léguera sa croix) lui donne alors pour précepteur l'abbé Raillane, et le jeune Henri souffrira de la tyrannie de l'ecclésiastique : « Je haïssais l'abbé, je haïssais mon père, source des pouvoirs de l'abbé, je haïssais encore plus la religion au nom de laquelle ils me tyrannisaient. »

Sa haine s'étend à sa tante Séraphie sans doute maîtresse de son père. Pendant que le père monarchiste devient un anti-modèle, le grand-père Gagnon initie l'enfant à la philosophie des lumières. En 1796, il entre à l'École centrale de Grenoble. En octobre 1799, il part à Paris pour passer le concours de l'École polytechnique. Il renonce à se présenter et sera très déçu par la capitale, où il tombe malade. De 1800 à 1801, il participe à la campagne d'Italie où il est nommé sous-lieutenant au sein du 6e régiment de dragons. Sa carrière militaire est rendue possible par son cousin Pierre Daru, secrétaire général à la guerre. La découverte de l'Italie laisse Beyle émerveillé.

Revenu à Paris, il essaie de se faire une place, dans le négoce, dans le succès littéraire (il veut écrire " des comédies comme Molière ") ou en séduisant des femmes.

En 1805, il devient l'amant de l'actrice Mélanie Guilbert et il la suit à Marseille et s'essaye au commerce, sans grande motivation, ni grand succès d'ailleurs. Mais, ces années d'apprentissage auront une grande influence sur le personnage de Julien Sorel dans *le Rouge et le Noir*. En 1806 grâce à Pierre Daru il est affecté à l'intendance où il fera montre d'exceptionnels talents d'organisateur, ses fonctions lui permettront de voyager (l'une de ses grandes passions) en Allemagne, en Autriche, en Russie et en Saxe. Il est nommé auditeur au Conseil d'État le 3 août 1810.

En 1812, il travaille à l'*Histoire de la Peinture en Italie*. En août, il se rend à Moscou où il sera témoin de l'incendie qui ravage la ville après l'entrée de la Grande Armée en septembre. En novembre, lors de la retraite de Russie, il perd le manuscrit de l'*Histoire de la Peinture en Italie*. La Campagne de France, en avril 1814 provoque la chute de l'Empire et met fin à sa carrière : libre il part en Italie et s'installe à Milan où il retrouve sa maîtresse Angéla Pietragrua. Milan qui l'avait séduit dès 1800 devient sa ville d'élection au point qu'il réclame comme seule épitaphe " Arrigo Beyle, Milanese ". L'année suivante il fait graver sur ses cartes de visite : « Waterloo, c'est trop dommage. Six mois de plus et j'aurais été nommé au Mans préfet de la Sarthe ».

Le talent littéraire de Stendhal s'affirme clairement dans son oeuvre *Rome,Naples et Florence* publiée en 1817. En 1818, Stendhal travaille à une *Vie de Napoléon*. C'est aussi l'année où il rencontre celle avec laquelle il va vivre une grande passion, Mathilde Dembowska (*Métilde*), qu'il suit l'année suivante à Volterra. Durant cette période, il écrit *Vies de Haydn, Mozart et Métastase*, ainsi que *Histoire de la peinture en Italie*. En 1821, parce qu'il est accusé de sympathie pour le carbonarisme – affection particulièrement ressentie dans la nouvelle *Vanina Vanini* – il est expulsé de Milan. Il se voit obligé

de quitter Métilde qu'il aime pour regagner Paris

1821-1834 : L'essor littéraire

De retour à Paris, presque ruiné après le décès de son père, il entre dans le milieu littéraire en fréquentant des salons. Ainsi, il a son cénacle et a même un disciple en la personne de Prosper Mérimée. Il écrit des journaux, publie des essais. En 1822 il publie *De l'Amour*, véritable essai de psychologie dans lequel il expose sa théorie de la "cristallisation". Il s'engage avec ardeur dans la bataille romantique avec son *Racine et Shakespeare* en 1823.

Son talent très éclectique l'amène à publier une *Vie de Rossini* en 1823 et *Promenades à Rome* en 1829. C'est en 1827, il publie son premier roman, *Armance*, suivi en 1830 de son premier chef d'oeuvre *Le Rouge et le Noir*. Ce roman connaîtra un beau succès. Le Comte Molé, ministre de Louis-Philippe le nomme consul à Trieste ; Ses idées libérales y déplaisent, et il est nommé en 1831 à Civitavecchia, où il rédige les *Souvenirs d'égotisme* et le roman inachevé *Lucien Leuwen*.

1834-1842 : Dernières œuvres, derniers voyages

À Civitavecchia, il s'ennuie et part voyager. Un congé de 1836 à 1839 lui permet de rentrer à Paris. Il ne réussit pas à terminer les œuvres qu'il commence (*Souvenirs d'égotisme*, *Vie d'Henry Brulard*, *Lucien Leuwen*...). Après avoir achevé son dernier chef-d'œuvre, *La Chartreuse de Parme*, en 1839, il meurt dans la nuit du 22 au 23 mars 1842 d'une attaque cardiaque. Sa dépouille est enterrée au cimetière de Montmartre à Paris. Il avait été fait chevalier de la Légion d'Honneur par Guizot.

Les romans de Stendhal

L'œuvre de Stendhal consiste aussi bien en des textes autobiographiques (*Vie de Henry Brulard* par exemple) que dans des romans qui comptent parmi les plus beaux dans la littérature française : *le Rouge et le Noir*, *Lucien Leuwen*, *la Chartreuse de Parme*. Ce dernier roman fut salué à sa première publication par un éloge d'Honoré de Balzac, autre maître du roman réaliste dont Stendhal lui-même se déclara heureusement surpris.

« Cet article étonnant, (...) je l'ai lu, (...) en éclatant de rire. Toutes les fois que j'arrivais à une louange un peu forte (...) je voyais la mine que feraient mes amis en le lisant.. »

Le Rouge et le Noir

Le Rouge et le Noir (1830) est le premier grand roman de Stendhal. Il est le premier roman à lier de façon si subtile la description de la réalité sociale de son temps et l'action romanesque selon Erich Auerbach dans sa célèbre étude *Mimesis*. Julien Sorel, le héros principal du livre, est le pur produit de son époque en un certain sens. Littéralement ivre d'ambition à cause de la lecture du *Mémorial de Sainte-Hélène* de Napoléon et conscient que depuis la Révolution c'est le mérite et non plus la naissance seule qui compte, il rêve de devenir lui-même un nouveau Bonaparte. Le projet de ce roman dut être soumis à Paul-Louis Courier que Stendhal tenait pour le meilleur écrivain français contemporain. Un écho des difficultés rencontrées par le pamphlétaire en Touraine est d'ailleurs perceptible sous les traits du personnage Saint-Giraud qui apparaît au chapitre premier de la seconde partie du roman. Quand Courier fut assassiné, Stendhal soupçonna des mobiles politiques à ce forfait jamais élucidé.

La Chartreuse de Parme

Cette œuvre majeure, qui lui valut la célébrité, fut publiée en deux volumes en mars 1839. Elle fut refondue en 1842 peu avant la mort de Stendhal. Suite à un article fameux de Balzac, elle prit de fait un tour plus « balzacien » : c'est le texte d'origine, plus purement stendhalien, qui s'est imposé de nos jours. L'œuvre sera, jusqu'au début du XXe siècle, relativement inconnue en dehors de quelques cercles d'esthètes, de critiques littéraires, ou de personnalités visionnaires (Nietzsche), ce que Stendhal semblait appeler de ses vœux, dédicaçant son roman *To the Happy Few*.

Lucien Leuwen est le deuxième grand roman de **Stendhal**, écrit en 1834, après *le Rouge et le Noir*. Ce roman est demeuré inachevé. Lucien Leuwen, jeune polytechnicien, est chassé de son école car il est soupçonné d'être un saint-simonien. Son père, richissime homme d'affaires parisien, lui permet de devenir lieutenant, ce qui l'amène à partir pour Nancy. Il y rencontre madame de Chasteller, jeune et charmante veuve dont il tombe amoureux.

Le réalisme chez Stendhal

Stendhal n'a pas seulement « appliqué » une certaine esthétique réaliste : il l'a pensée d'abord. Le réalisme de Stendhal c'est aussi la volonté de faire du roman un « miroir » c'est-à-dire un simple reflet de la réalité sociale et politique d'une époque dans toute sa dureté. Stendhal a d'ailleurs écrit que « le roman, c'est un miroir que l'on promène le long d'un chemin ». Dans *Racine et Shakespeare*, il assigne pour devoir à l'art romantique de faire un art qui sera en adéquation avec les goûts et tendances des peuples. Le réalisme de Stendhal c'est d'abord la volonté de peindre des faits capables d'intéresser ses contemporains (Monarchie de juillet dans *Lucien Leuwen*, Restauration dans *Le Rouge et le Noir*, défaite et retour des Autrichiens dans *La Chartreuse de Parme*). En revanche, Stendhal dépeint avec souci de réalisme psychologique, les sentiments des personnages principaux. Il s'inspire même souvent des théories relatives à l'amour de son traité *De l'amour* et essaie de faire œuvre de psychologue rigoureux. Les sentiments amoureux sont dépeints avec beaucoup de soin : le narrateur expose longuement la naissance de la passion amoureuse et ses péripéties : cf. Mme de Rênal et Julien - Julien et Mathilde de La Mole - Lucien Leuwen et Mme de Chasteller - Fabrice et Clélia.

Le critique d'art

Stendhal ne fut pas seulement un romancier et un autobiographe mais également un fin critique d'art dont la réflexion esthétique influença le travail romanesque (tout particulièrement avec sa théorie du beau idéal), ainsi que l'appréciation des arts plastiques et de la musique. Citons *Histoire de la Peinture en Italie*, *Rome, Naples et Florence*, *Promenades dans*

Rome, *Mémoires d'un touriste*.

Vrai spécialiste, faux dilettante

Féru d'art lyrique, amoureux de l'Italie, comme en témoignent ses écrits, c'est lui qui fit connaître Rossini à Paris et en France. Des travaux de la deuxième moitié du XXe siècle ont fait apparaître sa compétence en matière picturale et musicale, sa familiarité avec *ses* peintres, sa vaste expérience du monde de la musique de son temps aussi bien instrumentale, lyrique, allemande ou italienne. Mais surtout Stendhal était un véritable spécialiste de l'opéra italien et de la peinture italienne. Bien qu'il se présentât comme un dilettante, on lui doit des analyses très fines de Rossini, Mozart, de Léonard de Vinci, (peintre de la mélancolie), du clair obscur du corrégien, ou de la violence michelangelesque.

Les principes de sa critique

Sa critique cohérente repose sur l'Expression, qui destitue les formes arrêtées et le Beau antique, la Modernité qui implique l'invention artistique pour un public en constante évolution, et la subordination du Beau à l'opinion seule, l'Utile qui donne du plaisir réel à une société, à des individus, et le dilettantisme qui repose sur la pure émotion du critique. Stendhal fonde ainsi une critique historique (l'art étant l'expression d'une époque), revendique le droit à la subjectivité, il admet la convergence des arts et leur importance selon qu'ils procurent ou non du plaisir physique, qu'ils ouvrent l'esprit à la liberté de l'imaginaire et qu'ils suscitent la passion (principe de base). Stendhal est un critique d'art qui marque une étape importante dans l'intelligence de tous les arts. Wikipédia

STEWART comte de **Blessington, Guillaume** 7 avril 1709 – Lodres 14 août 1769.

1er Comte de Blessington était un pair anglo-irlandais et un membre de la Chambre des lords.

Monsieur Guillaume Stewart est le fils de Guillaume Stewart, 2ème Vicomte Mountjoy (1675-1727) et Anne Boyle. Il s'est marié avec Eleanor Fitzgerald, la fille de Robert Fitzgerald le 10 janvier 1733. Ils avaient deux enfants, Guillaume Stewart et Lionel Robert, dont les deux sont morts avant leur père.

Il a hérité du titre de Vicomte de Mountjoy à la mort de son père le 10 janvier 1727. Il a reçu également les titres de 3ème Baron Stewart de Ramalton, co. Donegal et 5ème Baronnet Stewart.

Il a occupé la place de Grand maître des Franc-maçons (Irlande) entre 1738 et 1740.

STRESEMANN **Gustav** Berlin 1878 – 1929.



Homme politique allemand, fils d'un marchand de bière en gros, Gustav Stresemann fait ses études à Berlin et Leipzig. Elu député au Reichstag à 28 ans, orateur brillant, président du Parti national libéral en 1917, il fonde le Parti populaire allemand en 1918. A la tête d'une grande coalition, il devient chancelier du Reich en même temps que ministre des Affaires étrangères d'août à novembre 1923. Il conserve ce portefeuille dans les cabinets suivants jusqu'à sa mort. Sa politique de réconciliation avec les alliés lui vaudra le prix Nobel de la paix qu'il reçoit avec Briand en 1926.

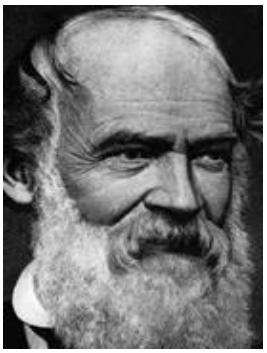
Le jour de son 45e anniversaire, le 10 mai 1923, il adresse au Grand Maître de la Grande Mère Loge Nationale « *Aux Trois Globes* », le pasteur Karl Habicht, une lettre demandant à être reçu franc-maçon.

Il est initié le 22 juin suivant, deux mois après son accession au pouvoir, par la loge « *Friedrich der Grosse* » dont Habicht est également vénérable. Stresemann n'occupera jamais quelque fonction maçonnique que ce soit, mais il exprime son indignation par écrit auprès de Habicht, le 26 juin 1924, après avoir entendu la veille, au cours de la fête de Saint-Jean de leur Grande Loge, le discours tenu par le Grand Orateur Rosbach. Stresemann estime non seulement que la fête la plus importante de la franc-maçonnerie devrait se tenir à l'écart de la politique, mais que, de surcroît, l'orateur avait gravement insulté les hommes qui en leur âme et conscience avaient voté en faveur du traité de Versailles et ceux qui faisaient partie de l'actuel gouvernement. Il pose la question de savoir si les instances dirigeantes des « *Trois Globes* » avaient eu connaissance de ce texte à l'avance et s'il avait reçu leur approbation. Il s'élève vivement contre ce discours aux relents fascistes. L'incident n'aura pas de suite après que Habicht aura assuré Stresemann qu'il partageait sa réprobation.

Dans son dernier discours devant la Société des Nations, le 9 septembre 1929, Stresemann constatait que le progrès avait permis d'abréger de vingt jours la distance séparant Tokyo de la Bavière, mais que le voyageur qui parcourt l'Europe se voit à chaque instant arrêté par une douane ou par une frontière. Et il posait publiquement la question :
Où est la monnaie européenne, le timbre poste européen *?*

Dans l'éloge funèbre qu'il publie dans la presse à la mort de son ami Stresemann, le Grand Maître Habicht déclare que le ministre des Affaires étrangères le consultait avant de prendre une décision importante. Habicht démissionne de ses fonctions, le 10 mars 1933. A.B.

SUCHARD **Philippe** Boudry 9 octobre 1797 - Neuchatel 14 janvier 1884.



Industriel et philanthrope à Neufchâtel. Il a créé la marque de chocolat qui porte son nom.
Franc-Maçon de la Loge "*La Bonne Harmonie*", Neuchâtel.

Il débute dans la confiserie en 1825 à Neuchâtel et se lance dans le chocolat à Serrières en 1826, date de la création de la fabrique de chocolat Suchard (à l'origine des Sugus) qu'il dirigera seul jusqu'en 1855, puis avec son fils Philippe. La confiserie n'est pas le seul domaine auquel touche Philippe Suchard. En 1834, il lance sur le Lac de Neuchâtel le bateau à vapeur l'*Industriel* dont il est aussi le capitaine. En 1837, il tente de développer en Suisse la culture des vers à soie, mais une épidémie de pébrine fait échouer cette tentative.

SUFFREN bailli de **SAINT TROPEZ, Pierre André** Trapani 17 juillet 1726 - Paris 1788.



Le célèbre marin, amiral depuis 1784, est Franc-Maçon, initié en 1786, de la loge "*L'Olympique de la Parfaite Estime*"

Né au chateau de Saint-Cannat, le 17 juillet 1729, fils du marquis de Saint-Tropez, Pierre André de Suffren fut admis dès l'âge de 8 ans comme Chevalier de Minorité de l'Ordre de Malte dont il devint plus tard Bailli. Après avoir combattu sous les ordres de l'Amiral d'Estaing pendant la guerre d'indépendance des Etats-Unis, il se voit confier le commandement d'une division de cinq vaisseaux destinés aux mers de l'Inde. Dès son arrivée, il combat avec fougue et acharnement les troupes anglaises, et leur livre les batailles de Sadras, Provedien, Negapatam, Trincomalé, Gondelour.

Revenu à Paris en 1784, Suffren est nommé Lieutenant Général des Armées Navales, Chevalier du Saint-Esprit, et se voit attribuer la charge de vice-amiral. Comblé d'honneurs, Suffren meurt à Paris en 1788 alors que le Roi venait de lui confier le commandement d'une flotte en armement à Brest. Tacticien remarquable et combattant intrépide, Suffren reste l'une des plus belles figures de l'histoire maritime, à l'égal de Nelson ou de Ruyter.

SURCOUF **Robert** San-Malo 12 décembre 1773 – San Servan 8 juillet 1827.



Corsaire, baron d'Empire. Robert Surcouf est né en décembre 1773 à Saint-Malo. Originaire de La Hague, il compte plusieurs corsaires parmi ses ancêtres. Pourtant ce n'est pas à la mer qu'on le destine, il reçoit la tonsure et entre au séminaire. Mais au petit Robert de 13 ans on n'impose pas sa volonté : après les avoir passablement bousculés, il quitte les prêtres chargés de son éducation et décide de rejoindre des maîtres autrement robustes : les bateaux.

En 1787, à seulement 13 ans et demi, il accomplit son premier voyage, comme apprenti-navigant (aspirant) sur *Le Héron* qui partait au cabotage. Ses parents, commerçants, le destinaient à la prêtrise. En 1790, il s'engagea dans la marine marchande comme volontaire sur *L'Aurore* en partance vers les Indes alors qu'il n'avait pas encore 16 ans.

À vingt ans, il était déjà capitaine au long-cours de *La Créole*, un navire faisant du transport d'esclaves. En 1794, il devint enseigne de vaisseau, faisant fonction de second sur la frégate *La Cybelle* dans l'océan Indien. Il connut son baptême du feu lors du combat de la Rivière Noire à l'île de France: *La Cybelle*, la frégate *Prudente* et la corvette *Jean Bart*, parvinrent à chasser deux petits vaisseaux britanniques de 50 et 44 canons qui assuraient le blocus de l'île. Ce fut le seul combat de Surcouf dans la marine de l'État, refusant toujours par la suite le commandement de frégates, il devint rapidement corsaire et ne dépassa jamais le grade d'enseigne dans la marine militaire.
Il fut initié Franc-Maçon, en 1796, à la loge "*La Triple Espérance*", à Port- Louis, île Maurice et membre, en 1809, de "*La Triple Essence"*, Saint-Malo

Ses débuts à bord de *L'Émilie*
Nommé capitaine à l'âge de vingt ans, il commanda successivement les corsaires *La Clarisse*, *La Confiance* et *Le Revenant*. Sans lettre de marque, quelques jeunes gens de l'île de France (aujourd'hui : Ile Maurice) armèrent un petit corsaire pour lui, *L'Émilie*, qui fit voile vers les Seychelles avec un chargement de bois, puis vers les côtes de l'Inde, avec un équipage de Lascars (marins indiens).

À l'embouchure du Bengale, où il se dirigea d'abord, il rencontra une goélette anglaise, bateau-pilote, armé en guerre ; il aborda le bateau-pilote et le prit après légère résistance. Le lendemain, il s'empara de deux bâtiments marchands de riz, se débarrassa de ses prises, de son propre navire, et passa sur le schooner avec dix-neuf hommes seulement.

La Prise du *Triton*
Ces premiers succès enhardirent Surcouf, qui sillonna la mer, courant sus à tous les bâtiments ennemis qu'il apercevait, en corsaire non autorisé. Il était parti de l'île de France sans lettres-patentes, ces lettres de marque, qui assujettissaient le vol

sur mer aux lois de la guerre.

Le malouin entra dans la légende à vingt-trois ans, en 1796, quand, avec un équipage de 19 hommes, il prit par abordage une frégate britannique trois fois plus importante et mieux armée que son navire. Peu après, avec un navire n'ayant que deux canons, Robert Surcouf mit le cap sur un gros trois-mâts; c'était un vaisseau de la Compagnie anglaise des Indes orientales, avec à son bord 150 Européens; ce bâtiment, *le Triton*, était armé de 26 canons de 12. Surcouf dut son succès à un stratagème : il dissimula son équipage pour se faire passer pour un des pilotes du Gange. Il se rendit maître du vaisseau, ne comptant que deux blessés et un mort parmi les siens. Il fit signer un cartel d'échange à ses prisonniers, les envoya à Madras sur son petit schooner qu'il dépouilla de toutes ses armes avant de rallier lui-même l'île de France à bord du "Triton".

Surcouf fut alors sur le point d'être dépouillé du fruit de ses exploits parce qu'il avait écumé la mer sans lettres de marque. Il avait armé en course sans autorisation lors de sa première expédition ; aussi quand il accosta avec *le Triton* vit-il sa prise confisquée. Cependant les autorités de l'île de France consultèrent le Directoire qui, voulant récompenser la bravoure du jeune corsaire, proposèrent au Corps législatif de lui décerner, à titre de don national, le montant de ses prises qui avaient été vendues au profit de la colonie ; il reçut 700 000 francs (la somme de départ était de 1 700 000 francs, mais il ne voulut pas ruiner son pays). Il reprit la mer le plus tôt qu'il put, pour profiter de la chance qui paraissait lui sourire, embarquant cette fois sur un corsaire un peu plus grand. Pris en chasse par trois vaisseaux de la Compagnie, il parvint à les isoler au moyen d'une manœuvre habile ; puis, les attaquant séparément, en enleva deux, et contraignit le troisième à prendre la fuite.

À bord de *La Clarisse*

Après avoir passé quelque temps en France, Surcouf prit à Nantes, au début de 1799, le commandement du corsaire *La Clarisse*, un petit brick armé de quatorze canons et de cent vingt hommes d'équipage pour se rendre dans les mers de l'Inde, à l'Isle de France. Pendant la traversée, il attaqua un grand bâtiment anglais revenant de la traite. Le combat fut sanglant et *La Clarisse* fut en partie dégréée. Surcouf dut renoncer à sa course. Quelques jours après, il s'empara d'un navire portugais et prit à bord tout ce dont il avait besoin pour réparer *La Clarisse*.

Une fois arrivé en Isle de France, il fit des prises considérables en mer des Indes. Durant une de ses croisières, Surcouf apprit la présence de deux bâtiments anglais à Sosco, sur l'île de Sumatra qui chargeaient du poivre. Surcouf se décida à les attaquer et s'empara de ces navires. Plus tard, il attaqua deux navires américains, armés chacun de dix-huit pièces de canon, dont un qu'il garda en prise. De retour en Isle de France, il décida de laisser la Clarisse, petit brick, qu'il remplaça par un beau trois-mâts, corsaire de Bordeaux, appelé *La Confiance*.

À bord de *La Confiance*

À bord de *La Confiance*, trois-mâts de cent cinquante-neuf hommes d'équipage, dont une vingtaine de Cafres, et armée de seize canons, Surcouf fit la course au Bengale. À l'aube du 7 octobre 1800, ils aperçurent un navire anglais, le *Kent*, à l'horizon. Ce vaisseau, un « Indiaman », appartenait à la Compagnie anglaise des Indes orientales. Un bâtiment de douze cents tonneaux , avec quatre cents hommes à son bord, dont cent de troupes passagères, armé de 28 pièces de canon de dix-huit et 12 de neuf sur les gaillards, fut pris après un combat acharné. Surcouf chargea son second, le capitaine Drieux, de la prise (chargée principalement d'armes et de munitions), et ils rentèrent à l'Ile de France, où *La Confiance* fut désarmée, et chargée de marchandises pour rentrer à Bordeaux. Surcouf y arriva à son bord le 27 avril 1801. Cet exploit est relaté par la chanson de marin *Le Trente et un du mois d'août*, qui en modifie la date.

SURCOUF, HEROS DES MERS

En 1801, il revint alors à Saint-Malo, et M. Blaize de Maisonneuve - armateur - le trouvant assez riche, il épousa Marie-Catherine, celle pour l'amour de laquelle il avait pris une carrière aussi aventureuse. Il pouvait vivre heureux à Saint-Malo, mais un marin ne renonce pas si aisément à la mer. Surcouf, armateur et capitaine, fit de nouvelles campagnes, heureuses comme les précédentes. Riche et considéré, il ne resta pas longtemps oisif. La terre lui semblait fade et monotone. Ses tempêtes, ses courses, ses combats, lui manquaient ; il partit de nouveau.



La Confiance sous les ordres de Surcouf (18 canons et 190 hommes) prend le *Kent* (40 canons et 437 hommes). Tableau de Ambroise-Louis Garneray.

D'autres corsaires prendront alors la mer sous son service. Son frère, Nicolas Surcouf, intrépide marin comme lui, fut son second pendant près de 15 ans, et contribua à ses succès maritimes et commerciaux. Robert Surcouf est célèbre pour le fait d'armes que constitua la prise du *Kent* (le 714 ou le 31 août ou encore le 7 octobre 1800 selon les sources) dans le Golfe du Bengale, capture à la suite de laquelle on le surnomme le « Roi des Corsaires ». Il est également célèbre pour sa conception de la guerre sur mer contre la Grande-Bretagne, plus orientée vers la guerre d'usure que l'affrontement d'escadres. Pour lui, il est plus efficace de saper l'économie de l'adversaire que de détruire ses navires armés.

Il finança lui-même l'armement de nombreux navires de guerre légers : *l'Auguste*, *la Dorade*, *la Biscayenne*, *l'Edouard*, *l'Espadon*, *le Ville-de-Caen*, *l'Adolphe* et *le Renard*. Après la paix d'Amiens avec la Grande-Bretagne et alors qu'il participait à un dîner en présence de ses anciens ennemis britanniques, l'un d'eux lui dit : « Enfin, Monsieur, avouez que vous, Français, vous battiez pour l'argent tandis que nous, Anglais, nous battions pour l'honneur… » Surcouf lui répondit d'un ton calme : « Certes, Monsieur, mais chacun se bat pour acquérir ce qu'il n'a pas. » Cette répartie (et d'autres) sont célébrées par ses admirateurs, et contribuèrent à l'écriture de sa légende.

Napoléon se déplaça en personne en 1803 pour le convaincre d'accepter une commission de capitaine de vaisseau et le commandement d'une escadre, que Surcouf refusa ; il n'avait pas tellement le sens de la discipline. Plaidant pour l'attaque des lignes de communication, peut-être a-t-il *a contrario* su convaincre son interlocuteur, puisque deux ans plus tard Napoléon instaura un blocus économique contre la Grande-Bretagne ; mais, après Trafalgar, il n'avait guère d'autre choix. À cette époque, Surcouf était si riche qu'il avait fait recouvrir le sol de sa maison par des napoléons en or. L'empereur, lors de sa visite, lui fit remarquer qu'il trouvait indécent qu'on lui marche ainsi sur la figure. « Qu'à cela ne tienne, Sire », lui rétorqua Surcouf, « je les ferai poser sur la tranche.

Le nom de l'intrépide corsaire était devenu la terreur du commerce britannique dans les parages de l'Inde, et le gouvernement britannique avait cru devoir renforcer de plusieurs frégates sa station dans ces mers. En 1813, Surcouf fut chargé de conduire en France *le Charles*, vieille frégate, qu'il avait achetée au gouvernement et armée en flûte. Elle portait un très riche chargement. Il échappa par son sang-froid et l'habileté de ses manœuvres aux croisières britanniques et manqua de se perdre en entrant à Saint-Malo ; mais son frère sauva le navire.

Après Waterloo, la paix revenue, Robert Surcouf armait pour Terre-Neuve, mais aussi pour la déportation de Nègres, comme le montre son énergique signature, sur une lettre envoyée à un commissaire de la marine.
« Monsieur Jullou, Commissaire principal, Chef maritime de Saint Servan. Monsieur, vous savez que mon navire, l'Africain, en rade de Solidor, destiné pour la traite des Nègres, ayant sa cargaison à bord, a été retardé depuis deux mois par les circonstances. Veuillez avoir la complaisance, Monsieur, d'écrire à S.Exc : le Ministre de la Marine, par ce courrier, pour lui demander si vous pouvez autoriser le départ de mon susdit navire pour le Gabon y traiter des Noirs... ! Agréez Monsieur l'assurance de ma considération distinguée. »

— Robert Surcouf, Saint-Malo, le 27 juillet 1815

De 1795 à 1800, il pratiqua la traite en dépit de l'abolition de l'esclavage par le décret du 16 pluviöse an II (4 février 1794). Les bénéfices obtenus doivent également être ajoutés à ceux de sa fortune de riche armateur. Le régime de la Restauration, mis en place en 1815 après la défaite napoléonienne de Waterloo, était d'autant plus favorable à l'abolition de la traite qu'il voulait plaire aux Anglais. Cela n'empêcha pas Surcouf d'envoyer le 15 août 1815 *L'Africain*, vaisseau négrier vers l'Angola. Surcouf était également colonel de la Garde Nationale de Saint-Malo et on imagine mal la dénonciation d'un héros aussi illustre...

FIN DE VIE

Surcouf consacra la dernière partie de sa vie à des spéculations commerciales, qui furent pour lui une nouvelle source de richesses. On pense que sa fortune s'élevait à la fin de sa vie à plus de 3 millions de francs. Quelques semaines avant sa mort, il se soignait encore avec des sangsues censées améliorer sa circulation sanguine, car il était devenu obèse tant il aimait la bonne chère et les bons vins ; une lettre de sa main écrite le 10 avril 1827 en atteste. Ce qui ne l'empêcha pas de rester très actif à propos de la gestion de ses affaires jusqu'au terme de sa vie.

Il mourut d'un cancer le 8 juillet 1827 dans une maison de campagne qu'il possédait près de Saint-Servan, et fut inhumé à Saint-Malo. Sa tombe se trouve toujours au cimetière dit de Rocabey avec comme épitaphe :
« Un célèbre marin a fini sa carrière / Il est dans le tombeau pour jamais endormi / Les matelots sont privés de leur père / Les malheureux ont perdu leur ami ».

Surcouf est considéré comme l'un des meilleurs marins que la France ait jamais eus. Redoutable, intenable sur tous les bords, c'est grâce à lui que de nombreux vaisseaux britanniques furent détournés en faveur de la Monarchie, de la République, du Directoire, du Consulat et de l'Empire. Il réussit en seulement cinq années à attaquer une cinquantaine de navires britanniques et portugais alors alliés, essentiellement des navires marchands, n'hésitant pas à jeter ses canons à la mer lorsqu'il croisait une frégate18, afin d'assurer sa fuite.

Il est également considéré comme l'inventeur d'une ruse de nuit que l'on peut retrouver dans nombre d'aventures de marins, de Barbe-Rouge en bande dessinée au film *Master and Commander*. Elle consiste à construire un petit radeau et à y accrocher des lanternes de manière à faire croire à ses poursuivants que le navire se situe à un autre endroit.

MARIAGE ET DESCENDANCE

Marié le 28 mai 1801, à Saint-Malo, avec Catherine Blaize de Maisonneuve (1779-1848), dont :

- Caroline Marie (1802-1852), épouse d'Auguste de Foucher de Careil (né en 1791), et postérité à nos jours, notamment représentée par la famille de Foucher de Careil
- Eléonore (1804-1839), épouse Pierre Claude Florian Sevoy (né en 1786), et postérité à nos jours, notamment représentée par la famille Potier de Courcy ;

- Auguste (1806-1867), 2e baron Surcouf (1827), et postérité ;
- Edouard (1810-1823), sans postérité ;
- Robert Victor (1812-1813), sans postérité ;
- Marie Pauline (1814-1860), épouse d'Achille, baron Guibourg (1799-1890), et postérité ;
- Adolphe Eugène (1816-1878), marié mais sans postérité.

Robert Surcouf laisse aujourd'hui une très nombreuse descendance. L'une de ses descendantes est l'épouse du fils aîné de Philippe de Dieuleveult (1951-1985).

LEGENDE

L'histoire d'un duel entre Surcouf et des officiers prussiens, dans la France occupée de 1816, fut souvent rapportée; ici par Louis Gallouédec :

« Un matin de l'automne de 1816, à l'époque où les Alliés occupaient encore la France envahie, Surcouf se trouvait à Saint-Malo, au café, le café Joseph, place Duguay-Trouin, en face de la Sous-Préfecture, avec ses partenaires habituels, M. de Mainvillc, un ancien émigré, et son vieil ami Brisebarre : chaque matin, Surcouf venait là fumer sa pipe, prendre un verre, parcourir la gazette et jouer au billard. Ce jour- là, tandis que Surcouf faisait sa partie, la porte s'ouvre, donnant passage à une douzaine d'officiers prussiens du régiment de Wrangel qui tenait garnison à Dinan. Ils entrent bruyamment, faisant tinter leurs éperons et donner leurs sabres, traitant le café Joseph en pays conquis. L'un d'eux, en passant, bouscule Surcouf qui grogne et se fâche. On s'invective de part et d'autre. Surcouf, sa queue de billard à la main, après les avoir menacés de leur caresser la figure, termine la discussion en provoquant en duel tous les officiers prussiens. Ce fut un duel épique, digne de celui de Cornic. La marée était basse. Séance tenante on se rendit derrière le Fort-Royal, près le Grand-Bé ; les témoins de Surcouf étaient de Mainville et Brisabarre. Surcouf tranche net le poignet de son premier adversaire. Il « démâte » le second et le troisième avec la même désinvolture. Le quatrième a le ventre ouvert d'un coup de banderole. Tous, jusqu'au onzième, tombent plus ou moins blessés. Alors, Surcouf se tournant vers son dernier adversaire : «Restons-en là, si vous voulez bien, Monsieur. Il est bon que vous puiissiez raconter en votre pays comment se bat un ancien soldat de Napoléon. »

— Louis Gallouédec, Inspecteur Général de l'Enseignement

Elle est fortement sujette à caution, notamment parce que Charles Cunat, premier biographe de Surcouf et qui le connut personnellement, n'en parle jamais dans son ouvrage de 184220. D'autre part, aucune référence à ce fait n'a été retrouvée antérieurement à 1890.

HOMMAGES

Cinq bâtiments de la Marine nationale française ont porté le nom de Surcouf :

Un aviso mixte de 531 tonneaux (1858–1885)
Un croiseur à vapeur de 1 850 tonneaux (1889–1921)
Un croiseur sous-marin (1929–1942)
Un escorteur d'escadre D621 (1954–1972)
Une frégate F711 (1993–)

Robert Surcouf figure sur une pièce de 10 € en argent éditée en 2012 par la Monnaie de Paris pour représenter sa région natale, la Bretagne.

SUSSEX duc de Auguste Frederick 1773 – 1843

Comme presque tous ses frères, le duc de Sussex était franc-maçon.

Seul le duc de Cambridge, le septième fils du roi George III ne fut pas initié.

C'est avec la formation de la Grande Loge Unie d'Angleterre que la figure d'Auguste Frederick prend de l'importance. En effet, **lorsque les Modernes et les Anciens convinrent d'unir leurs forces, les francs-maçons décidèrent de confier les deux Grandes Maîtrises à deux Princes Royaux, le duc de Kent et le duc de Sussex**, et ce dernier fut proclamé Grand Maître de la Grande Loge Unie d'Angleterre en 1813. En fait, son rôle fut surtout honorifique car le véritable artisan fut le Grand Maître Adjoint, le comte Moira-Hastings (1754-1826). Le prince ne fit pas non plus l'unanimité en tant que Grand Maître de la Grande Loge Unie d'Angleterre. L'historien Gould constate son autoritarisme et regrette qu'il se soit fait tant d'ennemis, parmi lesquels Robert Thomas Crucefix qui le premier demanda la création d'un asile pour les maçons indigents et âgés. Il n'est pas interdit de penser que si le duc de Sussex montra si peu d'enthousiasme pour ce projet, c'est qu'il ne voulait pas se mettre en porte-à-faux par rapport à la politique gouvernementale de l'époque. 1834 est l'année où est votée la nouvelle loi qui met les pauvres au travail dans des workhouses, ces asiles dont l'horreur fut si bien décrite par Dickens. La création de la Royal Masonic Benevolent Institution, qui relève davantage de la tradition mutualiste que de l'enfermement des pauvres, fut votée par Grande Loge en 1837, quoi qu'en ait pensé le duc. C.R.

SWIFT Jonathan Dublin 30 novembre 1667 - 19 octobre 1745.



Poète et satiriste irlandais, auteur des 'Voyages de Gulliver'.
Il est dit Franc-Maçon de la loge qui se réunissait à la taverne "*The Goat at the Foot of the Haymarket*", Londres.

Jonathan Swift est orphelin, de père anglican et sera élevé, assez modestement, par ses oncles issus de la grande bourgeoisie anglicane. De 1681 à 1688, il effectue ses études à l'excellent Trinity College de Dublin. En 1689, il quitte Dublin, et ses tensions entre protestants et catholiques, pour se rendre en Angleterre, où il rejoint sa mère, établie dans le comté de Leicester. Il sert alors de secrétaire au diplomate Sir William Temple, un homme d'État en vue, parent très éloigné de sa mère.

Il devient également précepteur d'Esther Johnson, probablement la fille illégitime de Temple, qu'il surnomme Stella et qui lui inspirera une longue passion. Il poursuit ses études de théologie qui s'achèveront en 1692 par un doctorat. En 1694, il est nommé pasteur à Kilroot, près de Belfast, mais ne restera que quelques mois sur place.
Sa qualité de membre de l'Ordre maçonnique reste douteuse.

Ses premières œuvres
Il revient à Moor Park, là où habite Temple. Il écrit alors la *Bataille des livres* pour défendre Temple dans la querelle des Anciens et des Modernes et en 1704, *Le Conte du tonneau*, œuvre majeure sous forme d'un texte impitoyable à l'égard de la stupidité de ses contemporains et qui déplaira à la reine Anne. En 1701, il publie anonymement son premier pamphlet politique, *A Discourse on the Contests and Dissentions in Athens and Rome*, où il prend parti pour les Whigs. En 1702, trois ans après la mort de Temple, il rentre en Irlande avec Esther Johnson (désormais âgée de 20 ans).

Il obtiendra rapidement le bénéfice de Laracor dans le Comté de Mealth et une prébende à la cathédrale Saint-Patrick de Dublin. Lors de l'arrivée au pouvoir des tories en 1710, Swift les soutient au travers des articles qu'il écrit pour l'*Examiner* de 1711 à 1714. En 1711, Swift publie le pamphlet politique "*The Conduct of the Allies*" attaquant le gouvernement whig pour son incapacité à mettre fin à la guerre avec la France. Il se charge ainsi de préparer l'opinion publique à la paix. C'est à cette époque que le gouvernement tory mène des négociations secrètes avec la France qui aboutiront aux Traités d'Utrecht en 1713, ce qui contribuera à mettre fin à la guerre de Succession d'Espagne. Parvenu à l'état de doyen de sa cathédrale, Swift n'accèdera pas à l'évêché, la reine Anne lui tenant toujours rigueur de son virulent *Conte du tonneau*.

Jonathan Swift s'engagea dans quelques batailles littéraires de son époque, notamment la Querelle des Anciens et des Modernes, lui était du côté des Anciens.

En 1714, la chute des Tories rend définitif son exil en Irlande. Il défendra dès lors son pays et publiera un nombre important d'ouvrages politiques.

Son œuvre majeure
Il publie en 1726, *Les Voyages de Gulliver*, satire d'une richesse et d'une profondeur exceptionnelles considérée comme l'une de ses deux œuvres majeures (l'autre étant le *Conte du tonneau*). On tient souvent cet ouvrage pour un *conte pour enfants* (sans doute parce que de nombreuses éditions très édulcorées ont rapidement paru dans les bibliothèques spécialisées en littérature enfantine). Il s'agit en fait, au-delà de la satire, d'un conte philosophique qui égale Swift à Dante ou Voltaire.

Sa vie familiale
De plus en plus seul après la mort de Stella en 1728 (qu'il avait peut-être épousée en secret en 1716) qui suivait celle de Vanessa (Hester Vanhomrigh, une femme qui aimait Swift, et dont la réciprocité des sentiments est possible) survenue en 1723.

Ses dernières années
Swift souffrira toute sa vie d'une maladie associant vertiges, acouphènes et nausées, maintenant connus sous le nom de maladie de Menière, troubles qui ne prendront fin qu'à sa mort, le 19 octobre 1745. L'argent qu'il laissa fut employé à la fondation d'un hôpital soignant les maladies mentales, le *St. Patrick's Hospital for Imbeciles*, crée en 1757. Jonathan Swift est enterré dans l'enceinte de sa propre cathédrale, près du cercueil de sa femme Stella. Sur la pierre tombale, on peut toujours lire l'épitaphe qu'il avait lui-même écrite en latin :
« Ici repose la dépouille de Jonathan Swift, D.D., doyen de cette cathédrale, qui désormais n'aura plus le cœur déchiré par l'indignation farouche. Va ton chemin, voyageur, et imite si tu le peux l'homme qui défendit la liberté envers et contre tout. »

Légende
Dans son roman *Voyage à Laputa* (1727), Swift indique l'existence de deux satellites de Mars, il donne leur période de rotation et leur distance par rapport à la planète. Quand, un siècle et demi plus tard (en 1877), l'astronome Asaph Hall découvrira ces satellites, connaissant le roman, pris de peur par la justesse des indications, il aurait nommé ces deux astres « Phobos » et « Deimos » : peur et terreur. En réalité, l'hypothèse de deux lunes avait déjà été posée par Kepler en 1610 ; les satellites de la planète Mars ont simplement été baptisés des noms des enfants légendaires du dieu de la guerre.

TACQUIN **Arthur** Ways (Belgique) 17 septembre 1869 - Safi (Maroc) 19 janvier 1966.

Médecin, océanographe, zoologue, minéralogiste, explorateur, navigateur et photographe belge. Il naît à Ways en Brabant wallon, dans une vieille famille de meuniers, le 17 septembre 1869, dans le moulin familial le *Moulin de Ways*.

Son mariage, ses liens familiaux
Il avait épousé le 13 mars 1920 à Bruxelles (mariage béni même jour en l'église évangélique de Bruxelles par le pasteur P. Rochedieux), Lola (Hélène) Battaille, née à Saint-Péterbourg le 26 août 1899, de trente ans sa cadette et appartenant à une famille cosmopolite d'ingénieurs belges en Russie et qui par son aïeule Marie Battaille-Straatman, fille de l'armateur Lambert Straatman, était la cousine du sinologue et diplomate Charles Michel, et la petite-nièce des généraux Charles Rouen et Jean Prosper Beaudrihaye, importants personnages du règne de Léopold II de Belgique.

Sa carrière scientifique
Après des études primaires à Ways et à Genappe, c'est au d'abord au collège Sainte-Geertrude de Nivelles puis au séminaire de Basse-Wavre qu'il fit ses humanités de 1880 à 1886, pour s'inscrire en 1886 à la faculté de médecine de l'Université libre de Bruxelles dont il sortira médecin en 1893. C'est dès 1895 qu'il se passionnera pour le projet d'exploration en Antarctique d'Adrien de Gerlache et fera partie de la commission scientifique composée de cinq jeunes savants chargée de mettre ce projet sur pied. De 1896 à 1897, il perfectionnera ses connaissances scientifiques dans la station de zoologie maritime de Naples et l'Institut sismologique.

De 1894 à 1896, il fit plusieurs voyages au Congo belge et donne des conférences sur le projet d'expédition en Antarctique. Il découvre la richesse poissonneuse des côtes sahariennes et réunit des collections malacologiques et ornithologiques qui seront déposées à l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique.

Le conflit avec Adrien de Gerlache de Gomery
Il a préparé avec Adrien de Gerlache de Gomery l'expédition antarctique belge, mais celui-ci, craignant d'être supplanté dans la direction de cette expédition par le Docteur Tacquin dont les connaissances variées dans les sciences de la nature et dans l'art de la navigation auraient tôt fait de le mettre au premier plan, se débarrasse de lui sous un prétexte fallacieux, accusant cet homme sobre d'être un ivrogne. Actuellement encore, Charles-Emmanuel Schelfout dans sa biographie reprend les accusations non fondées de Gerlache à l'encontre du docteur Tacquin ; il y reprend également comme argent comptant les propos que tenait Adrien de Gerlache contre les éminents savants membres de la Société royale belge de géographie, alors que cette société avait organisé une souscription en 1896 en faveur de l'expédition de Gerlache. Gerlache écrivant même au sujet du grand savant Jean Du Fief (1829-1908) "Du Fief était un fieffé coquin.

La poursuite de sa carrière de découvreur
Tacquin ne baisse pas les bras et il entreprend d'explorer la région de Ténérife dans les années 1900-1903, et découvre d'immenses bancs de poissons qu'il signale au roi Léopold II de Belgique. Durant la guerre de 14-18, il devient médecin de la Cour et installe un dispensaire en plein Palais Royal à Bruxelles. Il s'installe ensuite définitivement au Maroc où il meurt (à Safi) le 19 janvier 1966.

TAFT **William H.** Cincinnati, Ohio 15 septembre 1857 - Washington DC 8 mars 1930.



Vingt-septième président des États-Unis d'Amérique. Élu pour un mandat, de 1909 à 1913.
Fut fait Franc-Maçon "à vue" (at sight), par "communication immédiate".

Il succède à Theodore Roosevelt dont la popularité reste forte après avoir quitté la présidence. Taft est un bon administrateur mais son manque de charisme ne lui attire pas le vote populaire. Il finit troisième dans une élection triangulaire face à l'ancien président, Roosevelt (qui avait rejoint un parti dissident : le Parti progressiste) et au candidat démocrate, Woodrow Wilson.

William Taft naît le 15 septembre 1857 à Cincinnati, dans l'État de l'Ohio. Son père Alphonso Taft, un des membres importants du Parti républicain, a été secrétaire à la Guerre et Attorney General sous la présidence de Ulysses S. Grant avant d'être nommé ambassadeur en Autriche-Hongrie et en Russie. Il était franc-maçon.

William Taft fait ses études à l'université Yale puis se spécialise en droit et est admis au barreau de l'Ohio en 1880 en même temps qu'il entame une carrière politique qu'il rêve de terminer en siégeant à la Cour suprême des États-Unis. Sa femme, Helen Herron, qu'il épouse le 19 juin 1886, n'apprécie pas son manque d'ambition et le pousse vers des postes plus en vue. Grâce à ses compétences de juriste et sous la pression de son épouse, le président William McKinley, le nomme, en 1900, à la tête d'une commission destinée à organiser un gouvernement civil aux Philippines sous protectorat des États-Unis à la fin de la guerre hispano-américaine. De 1901 à 1904, il est le premier gouverneur civil des Philippines. Il joue un rôle central dans la mise en marche du gouvernement et des institutions des Philippines mais il reste persuadé que les habitants ne sont pas assez matures pour exercer seuls le pouvoir. Les Philippines resteront sous contrôle américain jusqu'en 1946.

En 1904, le président Theodore Roosevelt le nomme Secrétaire à la Guerre, poste qui lui permet de devenir son bras droit car il continue de s'occuper des protectorats des Philippines et de Cuba, il supervise la construction du canal de Panama et effectue de nombreuses missions à l'étranger pour lui. Le 3 novembre 1908 il est le candidat du Parti républicain choisi par Theodore Roosevelt pour lui succéder et il bat facilement le candidat démocrate.

PRESIDENCE

1909	4 mars	Investiture de William Howard Taft en tant que vingt-septième président des États-Unis d'Amérique.
	1er décembre	Taft rompt les relations diplomatiques avec le Nicaragua et soutient la rébellion par l'envoi de troupes américaines.
1911	22 août	Taft utilise son veto contre l'admission de l'Arizona en tant qu'État de l'Union. Le différend porte sur une clause de la Constitution de l'Arizona qui autorise le renvoi des juges, et donc les soumet au pouvoir législatif.
1912	novembre	Taft a été choisi par le Parti républicain pour se présenter à un second mandat. Theodore Roosevelt, déçu par la politique menée par son successeur, décide de se représenter et fonde un parti dissident, le Parti progressiste. Le désaccord entre les républicains permettra aux démocrates d'emporter l'élection.

Politique étrangère
La politique de Taft est surnommée « politique du dollar ». Taft cherche à développer les investissements à l'étranger et le commerce international pour augmenter l'influence des États-Unis dans le monde. Il n'hésite pas non plus à utiliser la force pour protéger les intérêts américains en Amérique latine comme au Honduras et au Nicaragua.
Politique intérieure
Taft est le continuateur de la politique de Theodore Roosevelt, en particulier dans la lutte contre les grands conglomérats industriels et financiers. Son manque de charisme lui vaudra d'être lâché par les progressistes au sein de son propre parti ce qui l'empêchera d'être réélu. Pourtant il aura réussi à augmenter le pouvoir fédéral à travers une agence chargée de contrôler le commerce entre les États et qui se verra confier la juridiction des moyens de communication de l'époque : téléphone, télégraphe et radio. En soutenant le passage d'un amendement à la Constitution qui institue l'impôt sur le revenu, il permet au gouvernement fédéral de financer son action (le budget du gouvernement était, jusque là, alimenté essentiellement par les droits de douane).

Politique concernant les droits civiques, les minorités et l'immigration
Pendant son mandat se développe le mouvement féminin pour l'obtention du droit de vote qui aboutira à la rédaction du 19e amendement. Il n'en est pas de même pour le vote des noirs dont les droits sont, de facto, restreints par des lois définissant des conditions d'éducation et de taxation pour être inscrit sur les listes électorales.
Politique partisane
Theodore Roosevelt, très populaire, refuse de se représenter en 1908 après avoir exercé pratiquement deux mandats. Il promeut à sa place William Taft qui, avec son aide, bat facilement le candidat démocrate William Jennings Bryan. Pendant la durée de sa présidence, Taft devra faire face aux critiques des républicains libéraux qui continuent à considérer l'ancien président Roosevelt comme leur vrai chef. À l'élection de 1910 seuls quelques États ont instauré un système d'élections primaires. La plupart des délégués sont donc nommés par l'appareil du Parti. C'est ainsi que Roosevelt, soutenu par les républicains progressistes, qui se représente face à Taft ne sera pas choisi comme candidat alors qu'il remporte les primaires. Roosevelt créera un parti dissident, le Parti progressiste, et se présente contre Taft à l'élection présidentielle. La division des votes républicains entraîne la victoire du candidat démocrate Woodrow Wilson.

RETRAITE
De 1921 à 1930, Taft siège en tant que président de la Cour suprême. Afin de permettre à la cour de travailler plus efficacement, il défend le passage du « Judges Act » de 1925 donnant à la Cour la prééminence dans les affaires d'importance nationale. Taft décède le 8 mars 1930.

TAGORE Rabîndranâth

7 mai 1861 - 7 août 1941.



Rabîndranâth Thâkur dit **Tagore** connu aussi sous le surnom de **Gurudev** est un compositeur, écrivain, dramaturge, peintre et philosophe indien dont l'œuvre a eu une profonde influence sur la littérature et la musique du Bengale à l'orée du xx^{e} siècle. Il a été couronné par le Prix Nobel de littérature en 1913. Nombre de ses romans et nouvelles ont été adaptés au cinéma, notamment par le cinéaste Satyajit Ray.

Issu de la caste des brahmanes pirali de Calcutta, Tagore compose ses premiers poèmes à l'âge de huit ans. À 16 ans, il publie ses premières poésies substantielles sous le pseudonyme de *Bhanushingho* (« le lion du soleil »), et écrit ses premières nouvelles et drames dès 1877. Son instruction à domicile, la vie à Shilaidaha (où son grand-père a construit une maison de campagne) ainsi que les voyages font de Tagore un non-conformiste et un pragmatique. Il fait partie des voix qui se sont élevées contre le Raj britannique et il a soutenu le mouvement pour l'indépendance de l'Inde ainsi que Gandhi.

Sa vie est tragique - il perd quasiment toute sa famille et est profondément affligé par le déclin du Bengale - mais ses œuvres lui survivent, sous la forme de poésies, romans, pièces, essais et peintures ainsi que de l'institution qu'il a fondée à Shantiniketan, l'Université de Visva-Bharati.
Tagore a écrit des romans, des nouvelles, des chansons, des drames dansés ainsi que des essais sur des sujets politiques et privés. *Gitanjali* (L'offrande lyrique), *Gora* (Visage-pâle), et *Ghare-Baire* (La maison et le monde) sont parmi ses œuvres les plus connues. Ses vers, nouvelles et romans - dans lesquels il a fréquemment recours au lyrisme rythmique, au langage familier, au naturalisme méditatif et à la contemplation philosophique - ont reçu un accueil enthousiaste dans le monde entier. Tagore fut aussi un réformateur culturel et un polymathe qui modernisa l'art bengali en rejetant les restrictions qui le liaient aux formes indiennes classiques. Deux chants de son canon *rabindrasangeet* sont devenus hymnes nationaux respectifs du Bangladesh et de l'Inde : *Amar Shonar Bangla* et *Jana Gana Mana*.

Tagore (surnommé « Rabi ») est le plus jeune des treize enfants survivants de Debendranath Tagore et Sarada Devde. Il voit le jour à la résidence familiale de Jorasanko à Calcutta. Fils d'un des fondateurs du mouvement Brahmo Samaj, et petit-fils de Dvârkânâth Tagore, Tagore a été élevé dans une famille d'artistes et de réformateurs sociaux et religieux opposés au système des castes et favorables à une amélioration de la condition de la femme indienne.

Après la cérémonie de l'Upanayanam (imposition du cordon brahmanique) à l'âge de 11 ans, Tagore et son père quittent Calcutta le 14 février 1873 pour un voyage de plusieurs mois en Inde. Ils visitent le domaine paternel de Santiniketan et Amritsar avant de gagner Dalhousie, au pied de l'Himalaya. Là, Tagore lit des biographies, étudie l'histoire, l'astronomie, la science moderne et le sanscrit, et se plonge dans les poèmes classiques de Kâlidâsa. En 1877, il accède à la notabilité en composant plusieurs œuvres, parmi lesquelles un long poème dans le style Maithili, exploré par Vidyapati. Pour plaisanter, il soutient qu'il s'agit des œuvres perdues de Bhānusiṃha, un poête vaiṣṇava du xvii^{e} siècle récemment découvert. Il écrit aussi *Bhikharini* (1877 ; « La gueuse » — première nouvelle en langue bengalie) et *Sandhya Sangit* (1882) — dont fait partie le célèbre poème *Nirjharer Swapnabhanga* (« L'enthousiasme de la cascade »).

Envisageant de devenir avocat, Tagore s'inscrit en 1878 dans un établissement secondaire privé de Brighton en Angleterre. Il étudie le droit à l'*University College* de Londres, mais rentre au Bengale en 1880 avant d'avoir obtenu son diplôme. Le 9 décembre 1883, il épouse Mrinalini Devi (née Bhabatarini, 1873–1902). De cette union naîtront cinq enfants, dont deux mourront avant d'atteindre l'âge adulte. En 1890, Tagore commence à administrer le domaine familial de Shilaidaha (une zone qui appartient désormais au Bangladesh). Il y est rejoint par sa femme et ses enfants en 1898. Surnommé « Zamindar Babu », Tagore vit sur la luxueuse péniche familiale, la *Padma*, et parcourt le grand domaine pour collecter les redevances (essentiellement des gages) des paysans et se consacrer à eux. En retour, les villageois organisent des fêtes en son honneur. Ces années, qui constituent la période Sadhana de Tagore (de 1891 à 1895), ainsi baptisée d'après un de ses magazines, sont parmi ses plus fécondes sur le plan littéraire. Il y écrit plus de la moitié des 84 histoires de son ouvrage *Galpaguchchha* en trois tomes. Elles dépeignent avec ironie et émotion un large éventail de modes de vies, en particulier des villageois.

Vie à St Xavier (Calcutta)
Rabindranath Tagore a d'abord fréquenté l'*Oriental Seminary*. Il n'aimait pas l'éducation classique et a donc commencé à étudier à la maison sous la houlette de plusieurs professeurs particuliers. Son inscription à la *St. Xavier's Collegiate School* de Calcutta constitue l'ultime tentative de sa famille de le faire suivre un cursus classique. Il a connu là une bien meilleure expérience avec les enseignants et ses camarades.
« Je garderai toujours un souvenir de Saint-Xavier, la mémoire de ses enseignants. » se souvient de Rabindranath Tagore dans son livre « Mes mémoires ».

Dans cet ouvrage il mentionne sa relation avec le Père De Peneranda, un jésuite espagnol professeur à l'époque.

« Nous avions eu une demi-heure pour remplir nos cahiers, et à un moment, la plume à la main, je suis devenu distrait et mes pensées erraient çà et là. Ce jour-là, le P. De Peneranda était en charge de la classe. Il allait et venait derrière nos bancs. Il a dû remarquer plus d'une fois que ma plume ne bougeait pas. Tout d'un coup, il s'arrêta derrière mon siège. Penché sur moi, il posa doucement sa main sur mon épaule et tendrement demanda : « N'êtes-vous pas bien, Tagore ? » C'était une simple question mais je n'ai jamais pu oublier. »

Le nom de Rabindranath apparaît deux fois mal orthographié dans le calendrier annuel de St Xavier, en « Nobindronath Tagore ». Comme sa fréquentation de l'établissement a été irrégulière, il n'a pas obtenu son examen du 5ème degré (niveau CM2). Rabindanath Tagore a quitté cette école en 1877 pour y revenir en 1931 à la tête d'une fondation organisée par les enseignants et les élèves destinée à recueillir des fonds pour aider le peuple du Bengale après les graves inondations.
Par la suite, il a été reçu à l'Ecole Normale et à la *Bengal Academy*.

Santiniketan (1901–1932)
En 1901, Tagore quitte Shilaidaha et déménage à Santiniketan (Bengale occidental) pour fonder un ashram, qui par la suite prendra de l'importance et comprendra une salle de prière dallée de marbre (« le Mandir »), une école expérimentale, des pépinières, des jardins et une bibliothèque. C'est là que meurent la femme de Tagore ainsi que deux de ses enfants. Son père décède le 19 janvier 1905 et il commence à percevoir des versements mensuels de sa part d'héritage. Il reçoit également un revenu supplémentaire du Maharaja de Tripura, vend une partie des bijoux de famille, son bungalow au bord de la mer à Purî et perçoit de minces droits d'auteur pour ses œuvres (2 000 Rs.). Ces travaux lui valent un large soutien des lecteurs bengalis aussi bien qu'étrangers. Il publie ainsi *Naivedya* en 1901 et *Kheya* en 1906, tout en traduisant ses poèmes en vers libres. Le 14 novembre 1913, Tagore apprend qu'il a remporté le prix Nobel de littérature. Selon l'académie suédoise, ce prix lui a été attribué pour le caractère idéaliste - et accessible aux lecteurs occidentaux - d'une petite partie de son œuvre traduite, dont *Gitanjali* (L'offrande lyrique) parue en 1912. En 1915, Tagore accepte d'être fait chevalier de la couronne britannique.
En 1921, Tagore et l'économiste agricole Leonard Elmhirst fondent l'Institut pour la reconstruction rurale (qui sera par la suite renommé par Tagore en *Maison de la Paix*), à Surul, un village voisin de l'ashram de Santiniketan. Par ce moyen, Tagore pense procurer une alternative au symbole du mouvement de Gandhi, basé sur la revendication, qu'il désapprouve. Il recrute des spécialistes, des donateurs et des soutiens officiels de nombreux pays pour aider l'institut à mettre en œuvre la scolarisation comme moyen de « libération des villages des fers de l'impuissance et de l'ignorance » en « revitalisant le savoir ». Au début des années 1930, il se préoccupe davantage de « l'anormale conscience de caste » en Inde et du sort des intouchables, faisant des cours sur ces maux, écrivant des poèmes et des drames avec des protagonistes intouchables et appelant les autorités du temple de Gurovayoor à admettre les Dalits.

Crépuscule (1932–1941)
Au cours de sa dernière décennie, Tagore continue de rester sous les feux de la rampe, reprochant publiquement à Gandhi d'avoir présenté le tremblement de terre de Bihar survenu le 15 janvier 1934 comme un châtiment divin pour l'oppression des Dalits. Il déplore également le début du déclin socio-économique du Bengale et la pauvreté endémique de Calcutta. Il compose son dernier poème en prose. Dans cette œuvre de cent vers, il utilise une diplopie dépouillée qui préfigure le film de Satyajit Ray *Apur Sansar* (*Le monde d'Apu*).

agore rassemble aussi 15 compilations de ses écrits, dont les poèmes en prose *Punashcha* (1932), *Shes Saptak* (1935), et *Patraput* (1936). Il poursuit ses expérimentations littéraires en composant des chants en prose et des drames dansés dont *Chitrangada* (1914), *Shyama* (1939), et *Chandalika* (1938). Il écrit également des romans : *Dui Bon* (1933), *Malancha* (1934), et *Char Adhyay* (1934). Dans ses dernières années, Tagore se prend d'intérêt pour les sciences et écrit *Visva-Parichay* (une série d'essais) en 1937. Ses explorations de la biologie, de la physique et de l'astronomie ont des conséquences sur sa poésie qui souvent fait une large place au naturalisme et souligne son respect pour les lois scientifiques. Ainsi, il décrit la démarche scientifique (y compris des histoires de scientifiques) dans de nombreuses nouvelles parues dans des volumes tels que *Se* (1937), *Tin Sangi* (1940), and *Galpasalpa* (1941).

Les quatre dernières années de la vie de Tagore sont marquées par une douleur chronique et deux longs épisodes de maladie. Le premier débute quand Tagore perd conscience fin 1937 : il reste dans le coma au seuil de la mort pendant une longue période. Trois ans plus tard, fin 1940, un épisode similaire survient, dont il ne se remettra jamais. La poésie qu'il compose au cours de ces trois années compte parmi sa meilleure et se distingue par sa préoccupation pour la mort. Après de grandes souffrances, Tagore meurt le 7 août 1941 (22 Shravan 1348 dans le calendrier bengali) dans une chambre à l'étage de sa demeure de Jorasanko où il a grandi. L'anniversaire de sa mort est un jour de deuil dans l'administration partout dans le monde bengalophone.

VOYAGES
Animé d'une remarquable soif de voyages, Tagore a visité plus de trente pays sur les cinq continents entre 1878 et 1932. Nombre de ces déplacements furent primordiaux pour familiariser des publics non-indiens à ses travaux et pour diffuser ses idées politiques. En 1912, il apporte en Angleterre un échantillon de ses œuvres traduites, où elles impressionnent le missionnaire et protégé de Ghandi Charles F. Andrews, le poète anglo-irlandais William Butler Yeats, Ezra Pound, Robert Bridges, Ernest Rhys, Thomas Sturge Moore, et bien d'autres. Ainsi, Yeats signe la préface de la traduction anglaise de *Gitanjali*, tandis qu'Andrews rejoint Tagore à Santiniketan. Le 10 novembre 1912, il part pour les États-Unis et le Royaume-Uni, où il résidera à Butterton dans le Staffordshire avec des ecclésiastiques amis d'Andrews. Du 3 mai 1916 à avril 1917, Tagore poursuit ses tournées de conférences au Japon et aux États-Unis, durant lesquelles il fustige le nationalisme, en particulier celui du Japon et des États-Unis. Il écrit aussi l'essai intitulé « Nationalisme en Inde », qui lui vaut à la fois dérision

et éloges (ces derniers de la part de pacifistes, parmi lesquels Romain Rolland).

Peu avant de rentrer en Inde, âgé de 63 ans, Tagore se rend au Pérou à l'invitation du gouvernement péruvien, et visite le Mexique dans la foulée. Les deux gouvernements accordent à l'école Visva-Barati à Shantiniketan une donation de 100 000 $ en commémoration de sa venue. Une semaine après son arrivée, le 6 novembre 1924, à Buenos Aires en Argentine, c'est un Tagore malade qui déménage à la Villa Miralrío sur l'insistance de Victoria Ocampo. Il repartira pour l'Inde en juin 1925. Le 30 mai 1926, Tagore rallie Naples en Italie. Il rencontre le dictateur fasciste Benito Mussolini à Rome le jour suivant. Leurs rapports cordiaux prennent fin avec l'allocution du 20 juillet 1926 de Tagore contre Mussolini.

Le 14 juillet 1927, Tagore et deux compagnons entament un périple de quatre mois en Asie du Sud-Est, passant par Bali, Java, Kuala Lumpur, Melaka, Penang, Siam, et Singapour. Les notes de voyage de Tagore sont compilées dans l'ouvrage « Jatri ». Au début de 1930, il quitte le Bengale pour un voyage de près d'un an en Europe et aux États-Unis. Une fois revenu au Royaume-Uni, tandis que ses peintures sont exposées à Paris et à Londres, il séjourne dans la communauté des Amis à Birmingham. Là il rédige une *conférence Hibbert* pour l'Université d'Oxford (qui traite de « l'idée de l'humanité de notre Dieu, ou la divinité de l'Homme éternel ») et s'exprime lors du rassemblement annuel des Quakers à Londres. Là (au sujet des relations entre Britanniques et Indiens, un sujet auquel il se collètera durant les deux années suivantes), Tagore parle d'un « sombre fossé de séparation ». Il rend plus tard visite à Aga Khan III, résidant à Dartington Hall (Devon), puis part pour le Danemark, la Suisse et l'Allemagne de juin à mi-septembre, et enfin se rend en Union soviétique. En avril 1932, Tagore — qui a eu connaissance des légendes et des œuvres du mystique perse Hafez - est invité en tant qu'hôte personnel du Shah d'Iran Reza Shah Pahlavi. Tant de voyages approfondis permettent à Tagore d'interagir avec nombre de ses contemporains célèbres, parmi lesquels Henri Bergson, Albert Einstein, Robert Frost, Thomas Mann, George Bernard Shaw, H. G. Wells et Romain Rolland. Les derniers voyages de Tagore à l'étranger, dont la visite de la Perse et de l'Irak en 1932, puis de Ceylan en 1933 affineront seulement ses opinions au sujet des divisions humaines et du nationalisme.

ŒUVRES
La réputation littéraire de Tagore est principalement fondée sur ses poèmes. Toutefois, il est l'auteur d'un nombre important de romans, essais, nouvelles, récits de voyage, drames et de milliers de chansons. À la fin de sa vie, il s'adonna également à la peinture. Parmi ses œuvres en prose, ce sont sans doute les nouvelles qui recueillent le plus d'estime ; on lui doit notamment la genèse du genre en langue bengalie. Ces œuvres sont fréquemment remarquées pour leur nature rythmée, optimiste et lyrique. De telles histoires s'inspirent de sujets simples en apparence : la vie de gens ordinaires.

TALLEYRAND de **PERIGORD, Charles, Maurice** Paris 2 février 1754 - 17 mai 1838.



Ministre des affaires étrangères sous Napoléon de 1797 à 1807.
Initié Franc-Maçon à la loge "*L'Impériale des Francs-Chevaliers*". Le "diable boiteux" resta Apprenti toute sa vie.

Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, communément nommé **Talleyrand**, est un homme politique et diplomate français. Issu d'une famille de la haute noblesse, boiteux, il est orienté vers la carrière ecclésiastique à la suite de son oncle, l'archevêque de Reims. Il devient prêtre puis évêque d'Autun. Quittant le clergé pendant la Révolution, il mène une vie laïque et se marie. Occupant des postes de pouvoir politique durant la majeure partie de sa vie, il est agent général du clergé sous l'Ancien Régime, député, président de l'Assemblée nationale et ambassadeur pendant la Révolution française, ministre des Relations extérieures sous le Directoire, le Consulat puis sous le Premier Empire, ambassadeur, ministre des Affaires étrangères et président du Conseil des ministres sous la Restauration.

Ambassadeur sous la Monarchie de Juillet, et assiste à quatre couronnements. Spécialisé dans les questions économiques et financières (en particulier, il propose la nationalisation des biens du clergé), puis dans la diplomatie (l'apogée de sa carrière est le congrès de Vienne), il est réputé pour son esprit et son intelligence, menant une vie entre l'Ancien Régime et le XIXe siècle. Décrit comme le « *diable boiteux* », un traître plein de vices et de corruption, ou comme un homme des Lumières fidèle à la France, soucieux d'harmonie et de raison, admiré ou détesté par ses contemporains, il suscite de nombreuses études historiques et artistiques.

Origine et jeunesse
Les sources d'informations les plus exploitées sur son enfance sont les mémoires de Talleyrand ; la version donnée par celui-ci est cependant contestée par une partie des historiens. Sa famille, les Talleyrand-Périgord, affirme descendre de Vulgrin Ier, nommé comte de Périgord et d'Angoulême au IXe siècle par Charles le Chauve, et d'Adalbert, comte de Périgord, partisan et vassal d'Hugues Capet en 990, par l'alliance avec la famille des Grignols, même si le titre de Périgord utilisé par celle-ci est contesté. Dans tous les cas, il est issu d'une famille de la haute noblesse, ce qui est attesté par lettres patentes royales de 1475, 1613, 1688 et 1735. Ses parents, Charles-Daniel, comte de Talleyrand-Périgord, et Alexandrine de Damas d'Autigny, occupent des charges importantes durant le règne de Louis XV, mais sont membres de la branche cadette de la famille, et sont peu argentés au vu de leur rang. Il est le neveu d'Alexandre Angélique de Talleyrand-Périgord (1736-1821), archevêque de Reims, cardinal et archevêque de Paris.

Né le 2 février 1754 au numéro 4 de la rue Garancière à Paris, il est baptisé le même jour. Selon la version donnée par les mémoires, il est immédiatement remis à une nourrice qui le garde quatre ans chez elle dans le faubourg Saint-Jacques, ce

qui n'est pas le cas de ses frères. Toujours selon l'intéressé, il serait tombé d'une commode à l'âge de quatre ans, d'où son pied bot : cette infirmité lui vaut de ne pas pouvoir accéder aux fonctions militaires et d'être destitué de son droit d'aînesse par ses parents qui le destinent alors à une carrière ecclésiastique. Son frère cadet Archambault prend sa place (l'aîné des fils étant mort en bas âge).

Dans ses mémoires, Talleyrand « évoque ses parents avec une surprenante antipathie », selon Franz Blei :
« Cet accident a influé sur tout le reste de ma vie ; c'est lui qui, ayant persuadé à mes parents que je ne pouvais être militaire, ou du moins l'être sans désavantage, les a portés à me diriger vers une autre profession. Cela leur parut plus favorable à l'avancement de la *famille*. Car dans les grandes maisons, c'était la *famille* que l'on aimait, bien plus que les individus, et surtout que les jeunes individus que l'on ne connaissait pas encore. Je n'aime point m'arrêter sur cette idée… je la quitte. »

— *Mémoires de Talleyrand*

Une part des biographes, comme Jean Orieux, donnent raison à Talleyrand, qui laisse entendre que ses parents ne l'aimaient pas, ne tolérant pas qu'il fût « simultanément pied bot et Talleyrand ». Sa relégation au profit de son frère — qui effectue un splendide mariage avec une riche héritière issue de la noblesse de robe — peut expliquer pourquoi, lors d'un hommage en l'honneur de Mirabeau le jour de sa mort, rendu à la tribune de l'Assemblée, Talleyrand choisit de discourir sur l'égalité de répartition des patrimoines et donc la suppression du droit d'aînesse.

Après avoir séjourné de 1758 à 1761 chez sa bisaïeule et « femme délicieuse » Marie-Françoise de Rochechouart, au château de Chalais — séjour dont il garde un souvenir ému, il est envoyé au collège d'Harcourt (futur Lycée Saint-Louis) de 1762 à 1769 puis chez son oncle archevêque, où on l'incite à embrasser la carrière ecclésiastique ; il obtempère. Cette version de son enfance est contestée par plusieurs biographes.

Si Michel Poniatowski parle d'un pied bot de naissance, Emmanuel de Waresquiel va plus loin et affirme que Talleyrand souffre d'une maladie congénitale (un de ses oncles en étant affecté) et du syndrome de Marfan. Toujours selon Emmanuel de Waresquiel, Talleyrand est devenu prêtre non pas à cause d'un manque d'affection de ses parents mais de la volonté de le placer dans la succession du richissime et puissant archevêché de Reims détenu par son oncle (perspective susceptible de vaincre ses réticences), son âge le plaçant comme le seul en mesure de le faire entre les frères. Ainsi, Talleyrand n'aurait blâmé ses parents que dans le contexte de la rédaction de ses mémoires où il devait faire apparaître sa prêtrise comme ayant été contrainte.

Ainsi, pour Franz Blei (comme pour Georges Lacour-Gayet qui parle d'un « prétendu abandon », ou encore Emmanuel de Waresquiel), s'il est exact qu'il « n'a pas eu de maison paternelle pleine de sécurité et d'affection », il se montre injuste envers sa mère, qui n'a fait que suivre les usages d'éducation de l'époque, avant la mode de l'*Émile* de Jean-Jacques Rousseau ; ses parents avaient aussi des charges très prenantes à la cour.

Carrière ecclésiastique
En 1770, âgé de seize ans, il entre au séminaire Saint-Sulpice, où, selon ses mémoires, il fait preuve de mauvaise humeur et se retranche dans la solitude. Le 28 mai 1774, il reçoit les ordres mineurs. Le 22 septembre 1774, il obtient un baccalauréat en théologie à la Sorbonne, acquis grâce à sa naissance plutôt qu'à son travail : son directeur de thèse de la Sorbonne, Charles Mannay, rédige sa thèse, au moins en partie ; il obtient une dispense d'âge qui lui permet de la présenter à 20 ans au lieu des 22 requis. À 21 ans, le 1er avril 1775, il reçoit les premiers ordres, en dépit de ses avertissements. « On me force à être ecclésiastique, on s'en repentira », fait-il savoir. Peu après, le 3 mai, il devient chanoine de la cathédrale de Reims, puis le 3 octobre abbé commendataire de Saint-Denis de Reims, ce qui lui assure un revenu confortable.

Le 11 juin 1775, il assiste au sacre de Louis XVI, auquel participent son oncle comme coadjuteur de l'évêque consécrateur et son père comme otage de la sainte Ampoule. Alors qu'il est licencié en théologie, en mars 1778, il rend visite à Voltaire, qui le bénit devant l'assistance. La veille de son ordination, son ami Auguste de Choiseul-Gouffier raconte (l'anecdote est une invention, d'après Emmanuel de Waresquiel) l'avoir découvert prostré et en pleurs. Ce dernier insiste pour qu'il renonce mais Talleyrand lui répond : « Non, il est trop tard, il n'y a plus à reculer. » Il est ordonné prêtre le lendemain, 18 décembre 1779. Le surlendemain, il célèbre devant sa famille sa première messe et est nommé par son oncle vicaire général de l'évêché de Reims.

L'année suivante, au printemps 1780, il devient, grâce à son oncle, agent général du clergé de France (en dépit de son jeune âge, il était déjà devenu député du second ordre et surtout promoteur de l'Assemblée en 1775). Il est chargé de défendre les biens de l'Église face aux besoins d'argent de Louis XVI. Grâce à cette fonction, il s'initie à la finance, aux affaires immobilières et à la diplomatie, prend connaissance de l'étendue de la richesse du clergé et noue de nombreuses relations parmi les hommes d'influence de l'époque.

Ayant géré la colère du bas-clergé en maniant la carotte et le bâton et étant intervenu durant la crise de la Caisse d'escompte de 1783, il est élu secrétaire de l'Assemblée générale de 1785-1786 et est félicité par ses pairs à l'occasion de son rapport final, alors qu'il leur a fait accepter en 1782 un « don gratuit » au roi de plus de 15 millions de livres pour couper court aux menaces de confiscation venant de la couronne. Il fréquente et anime les salons libéraux proches des Orléans et noue de nombreuses relations. Installé rue de Bellechasse,

il a pour voisin Mirabeau : les deux hommes se lient d'amitié, de politique et d'affaires. Il est alors proche de Charles Alexandre de Calonne, ministre impopulaire de Louis XVI ; il participe à la négociation du traité de commerce avec la Grande-Bretagne conclu en 1786 et fait partie des rédacteurs du plan de Calonne pour réformer complètement les finances du royaume et qui reste à l'état de projet en raison de la crise financière et du départ du ministre.

À cause de sa vie dissolue (son goût pour le jeu et le luxe, ses maîtresses) qui indispose Alexandre de Marbeuf, évêque d'Autun et responsable des nominations et choque le roi (Emmanuel de Waresquiel conteste ce point) ou à cause de ses amitiés orléanistes hostiles au clan de la reine et la perte d'influence de sa famille, il est déçu dans ses espoirs d'obtenir un évêché alors que croissent ses besoins d'argent et que son ancien poste d'Agent général aurait dû le propulser rapidement à cette position.

Le 2 novembre 1788, il est nommé évêque d'Autun, grâce à la requête que son père mourant a adressé à Louis XVI. « Cela le corrigera », aurait déclaré le roi en signant la nomination. Le 3 décembre, il reçoit également le bénéfice de l'abbaye de Celles. Il est sacré le 16 janvier 1789 par Mgr de Grimaldi, évêque de Noyon. Ernest Renan raconte, parlant d'un de ses professeurs à Saint-Sulpice :
« M. Hugon avait servi d'acolyte au sacre de M. de Talleyrand à la chapelle d'Issy, en 1788. Il paraît que, pendant la cérémonie, la tenue de l'abbé de Périgord fut des plus inconvenantes. M. Hugon racontait qu'il s'accusa, le samedi suivant, en confession, "d'avoir formé des jugements téméraires sur la piété d'un saint évêque." »

— Ernest Renan, *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*

Après une campagne courte et efficace, il est élu le 2 avril député du clergé d'Autun aux états généraux de 1789. Le 12 avril, Talleyrand esquive la messe de Pâques, quitte définitivement Autun et rentre à Paris.

REVOLUTION

Constituante

Durant les états généraux, il se rallie au tiers état le 26 juin, avant de demander le 7 juillet, la suppression des mandats impératifs ; le 14 juillet 1789 (renouvelé le 15 septembre), Talleyrand est le premier membre nommé au comité de constitution de l'Assemblée nationale. Il est ainsi signataire de la Constitution présentée au roi et acceptée par celui-ci le 14 septembre 1791 et est l'auteur de l'article VI de la déclaration des droits de l'Homme, qui lui sert de préambule :
« La loi est l'expression de la volonté générale. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. »

— Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789

Le 10 octobre 1789, il dépose une motion auprès de l'Assemblée constituante d'utiliser « les grands moyens » pour renflouer les caisses de l'État : la nationalisation des biens de l'Église. Selon lui :
« Le clergé n'est pas propriétaire à l'instar des autres propriétaires puisque les biens dont il jouit et dont il ne peut disposer ont été donnés non pour l'intérêt des personnes mais pour le service des fonctions. »

Défendu par Mirabeau, le projet est voté le 2 novembre. Fêté par *le Moniteur*, couvert d'injures dans des pamphlets, *« faisant l'horreur et le scandale de toute sa famille »,* Talleyrand devient pour une partie du clergé celui qui a trahi son ordre, d'autant que son ancien poste d'Agent général brillant le rend d'autant plus détestable à ceux pour qui il est « l'apostat ». Le 28 janvier 1790, il propose d'accorder le statut de citoyen aux juifs, ce qui donne de nouveaux arguments aux pamphlétaires. Le 16 février, il est élu président de l'Assemblée avec 373 voix contre 125 à Siéyès. Alors que la Constitution va être adoptée, Talleyrand et les royalistes constitutionnels sont alors à l'apogée de leur influence sur la Révolution.

Talleyrand propose à l'Assemblée constituante le 7 juin 1790 le principe d'une fête célébrant l'unanimité des Français. Le roi le nomme, et, le 14 juillet 1790, il célèbre la messe qui a lieu sur le Champ de Mars lors de la fête de la Fédération. Comme il n'a eu l'occasion de célébrer la messe qu'une poignée de fois (dont sa première en tant que prêtre et sa première en tant qu'évêque), Mirabeau, qui a suivi la messe du temps où il était en prison, le guide dans ses répétitions. La cérémonie a lieu devant 300 000 personnes. C'est en cette occasion que Talleyrand aurait dit à La Fayette : *« Par pitié, ne me faites pas rire ».*

En mars 1790, il propose l'adoption du système d'unification des mesures.
Le 28 décembre 1790, il prête serment à la constitution civile du clergé puis démissionne de sa charge épiscopale au milieu du mois de janvier 1791 sous le prétexte de son élection comme administrateur du département de Paris. Pourtant, alors que les deux premiers évêques constitutionnels (Louis-Alexandre Expilly de La Poipe, évêque du Finistère, et Claude Marolles, évêque de l'Aisne) n'arrivant pas à convaincre un autre évêque, il les sacre le 24 février 1791 (assisté des deux évêques *in partibus* de Lydda, Jean-Baptiste Gobel et de Babylone, Jean-Baptiste Miroudot du Bourg, qu'il a manœuvrés), puis quatorze autres, aussi appelés « talleyrandistes ». Peu après, dans le bref *Quod aliquantum* du 10 mars 1791, puis *Caritas* du 13 avril 1791, le pape Pie VI exprime sa douleur devant cet acte schismatique et prend en compte la démission de Talleyrand de sa charge, le menaçant d'excommunication sous quarante jours s'il ne revient pas à résipiscence.

Durant l'année 1791, alors que meurt son ami Mirabeau, il rédige un important rapport sur l'instruction publique, qu'il présente à l'assemblée les 10, 11 et 19 septembre et qui provoque la création de l'Institut de France. Alors qu'il n'est plus député, du 24 janvier au 10 mars 1792, Talleyrand est envoyé en mission diplomatique à Londres, pour des achats de

chevaux et prendre la température sur une possible neutralité des anglais. Il y retourne le 29 avril avec François Bernard Chauvelin. En dépit de l'atmosphère hostile, ils obtiennent la neutralité des Britanniques le 25 mai. Il rentre à Paris le 5 juillet et, le 28, démissionne de son poste d'administrateur du département de Paris.

EXIL

À la suite de la journée du 10 août 1792, anticipant la Terreur, il demande à être renvoyé à Londres et arrache le 7 septembre un ordre de mission à Danton, en pleins massacres de Septembre sous le prétexte de travailler à l'extension du système de poids et de mesures, ce qui lui permet de prétendre qu'il n'a pas émigré : « Mon véritable but était de sortir de France, où il me paraissait inutile et même dangereux pour moi de rester, mais d'où je ne voulais sortir qu'avec un passeport régulier, de manière à ne m'en pas fermer les portes pour toujours ». Il part le 10 septembre. Le 5 décembre, un décret d'accusation est porté contre le « ci-devant évêque d'Autun » après l'ouverture de l'armoire de fer qui révèle les liens entre lui, Mirabeau et la famille royale ; se gardant bien de revenir en France, Talleyrand est porté sur la liste des émigrés à sa parution, par arrêté du 29 août 1793.

Affirmant être là pour vendre sa bibliothèque, il vit paisiblement à Kensington « pendant toute l'effroyable année 1793 », fréquente les constitutionnels émigrés, noue des relations avec des anglais influents et souffre à la fois du manque d'argent et de la haine des émigrés. Fin janvier 1794, on lui annonce que le roi d'Angleterre ordonne son expulsion, en vertu de l'*alien bill* (« loi sur les étrangers »). Il part en mars 1794 et se réfugie aux États-Unis pendant deux ans, vivant à Philadelphie, New York, Boston ; il exerce les métiers de prospecteur immobilier dans les forêts du Massachusetts, puis de courtier en marchandises. Suite à la fin de la Terreur, il adresse à la Convention thermidorienne le 15 juin 1795 une pétition plaisant sa cause ; dans le même temps, Germaine de Staël avec qui Talleyrand correspond fait en sorte que Marie-Joseph Chénier réclame son retour à l'assemblée. Dans un discours du 4 septembre 1795, ce dernier obtient la levée du décret d'accusation à l'encontre de Talleyrand. Il est rayé de la liste des émigrés et, après avoir fait escale à Hambourg et Amsterdam, retrouve la France du jeune Directoire le 20 septembre 1796.

DIRECTOIRE

Peu après son arrivée, Talleyrand entre à l'Institut de France (il a été élu à l'Académie des sciences morales et politiques avant même son départ des États-Unis, le 14 décembre 1795) et publie deux essais sur la nouvelle situation internationale, fondés sur ses voyages hors de France80. Il participe à la fondation du Cercle constitutionnel, républicain, en dépit de ses amitiés orléanistes et de l'hostilité des conventionnels, qui voient en lui un contre-révolutionnaire.

N'arrivant pas à se faire nommer ministère des Relations extérieures à la place de Charles Delacroix, envoyé comme ambassadeur auprès de la République batave, il fait jouer plusieurs femmes, surtout son amie Mme de Staël. Cette dernière fait le siège de Barras, le plus influent des Directeurs, qu'elle supplie dans des scène enflammées, finissant par obtenir son accord. Talleyrand préfère raconter dans ses mémoires qu'arrivant pour dîner chez Barras, il le découvre effondré par la noyade de son aide de camp et le console longuement, d'où sa bienveillance à son égard. Dans le jeu des nominations du remaniement du 16 juillet 1797, Barras obtient l'accord des autres Directeurs, qui sont pourtant hostiles à l'ancien évêque.

Lors de sa nomination, Talleyrand aurait dit à Benjamin Constant : « Nous tenons la place, il faut y faire une fortune immense, une immense fortune ». De fait, et dès cet instant, cet « homme d'infiniment d'esprit, qui manquait toujours d'argent » prend l'habitude de recevoir d'importantes sommes d'argent de l'ensemble des États étrangers avec lesquels il traite. Fin 1797, il provoque un incident diplomatique en faisant demander des pots-de-vins à trois envoyés américains : c'est l'affaire XYZ qui provoque la « quasi-guerre ».

« M. de Talleyrand évaluait lui-même à soixante millions ce qu'il pouvait avoir reçu en tout des puissances grandes ou petites dans sa carrière diplomatique. »

— Charles-Augustin Sainte-Beuve, *Nouveaux Lundis*

Dès sa nomination, Talleyrand écrit à Napoléon Bonaparte :

« J'ai l'honneur de vous annoncer, général, que le Directoire exécutif m'a nommé ministre des Relations extérieures. Justement effrayé des fonctions dont je sens la périlleuse importance, j'ai besoin de me rassurer par le sentiment de ce que votre gloire doit apporter de moyens et de facilité dans les négociations. Le nom seul de Bonaparte est un auxiliaire qui doit tout aplanir. Je m'empresserai de vous faire parvenir toutes les vues que le Directoire me chargera de vous transmettre, et la renommée, qui est votre organe ordinaire, me ravira souvent le bonheur de lui apprendre la manière dont vous les aurez remplies. »

— Lettre de Talleyrand à Napoléon Bonaparte

Séduit par le personnage, Bonaparte écrit au Directoire pour lui signifier que le choix de Talleyrand « fait honneur à son discernement ». Une importante correspondance suit. En réalité, Bonaparte n'en fait qu'à sa tête en Italie : le traité de Campo-Formio est signé le 17 octobre 1797 et Talleyrand le félicite malgré tout. Les deux hommes se rencontrent alors que Bonaparte revient couvert de gloire de la campagne d'Italie. Le 6 décembre, les deux hommes se rencontrent pour la première fois et Le 3 janvier 1798, Talleyrand donne une fête somptueuse en son honneur, en l'hôtel de Galliffet, où est installé le ministère. Il incite Bonaparte à tenter l'expédition d'Égypte et favorise son départ, tout en refusant de s'y impliquer activement, ne se rendant pas comme convenu avec Bonaparte à Constantinople, provoquant la colère de ce dernier.

Le Directoire, en particulier Jean-François Reubell qui déteste Talleyrand, traite lui-même les affaires importantes et l'utilise comme un exécutant. La politique de Talleyrand, qui parfois va à l'encontre même de celle des directeurs, a pour but de rassurer les États européens et d'obtenir l'équilibre et la paix ; il fait part de ses réserves sur la politique de « libération » des pays conquis. Il prend possession de l'administration des Affaires étrangères, qu'il garnit d'hommes travailleurs, efficaces,

discrets et fidèles, même si c'est le Directoire qui choisit les ambassadeurs, sans même le consulter.

Il prend des contacts avec Emmanuel-Joseph Sieyès et divers généraux (Joubert, lequel meurt à ce moment, Brune, puis Bonaparte lorsqu'il s'échappe d'Égypte) dans l'optique du renversement du Directoire. Le 13 juillet 1799, prenant pour prétexte les attaques menées contre lui (par la presse et par un obscur adjudant-général qui lui intente un procès et le gagne), il démissionne du ministère, qu'il quitte le 20 juillet. Il se consacre à la préparation du coup d'État du 18 brumaire (9 novembre 1799) en conspirant contre le Directoire avec Napoléon Bonaparte et Emmanuel-Joseph Sieyès. Le jour dit, il est chargé de réclamer sa démission à Barras : il y parvient si bien qu'il conserve la compensation financière qui était destinée à ce dernier

PERIODE NAPOLEONIENNE

Consulat

Après le coup d'État, il retrouve son rôle de ministre face aux cours d'Europe, peu mécontentes de la fin du Directoire. Bonaparte et Talleyrand s'accordent sur le fait que les affaires étrangères relèvent du domaine exclusif du Premier Consul : le ministre ne rend compte qu'à Bonaparte105. Pour François Furet, il est « pendant presque huit ans [...] le second rôle du régime».

Bonaparte accède aux vues de Talleyrand et écrit amicalement au roi de Grande-Bretagne, puis à l'empereur d'Autriche, qui refusent de façon prévisible les propositions de réconciliation, sans même accuser réception des lettres. Le tsar de Russie Paul Ier se montre plus favorable (un traité est négocié et signé) mais il est assassiné en 1801, remplacé par Alexandre Ier.

Les traités de Mortefontaine (30 septembre 1800, pacification des relations avec les États-Unis) et de Lunéville (9 février 1801, paix avec l'Autriche vaincue à Marengo) ainsi que la paix d'Amiens (25 mars 1802, paix avec le Royaume-Uni et l'Espagne) sont négociés principalement par Napoléon et Joseph Bonaparte : d'après Mme Grand, « le Premier Consul a tout fait, tout rédigé ».

Même s'il désapprouve la méthode brutale de négociation, Talleyrand approuve la paix générale, dont les négociations lui permettent de surcroit de gagner beaucoup d'argent, grâce à des trucages et pots-de-vins divers110. Il manœuvre les Italiens afin qu'ils élisent Bonaparte président de la République italienne111. Les espoirs du ministre sont cependant déçus :
« La paix d'Amiens était à peine conclue, que la modération commença à abandonner Bonaparte ; cette paix n'avait pas encore reçu sa complète exécution, qu'il jetait déjà les semences de nouvelles guerres qui devaient après avoir accablé l'Europe et la France, le conduire lui-même à sa ruine. »

— *M*

émoires de Talleyrand

Après le coup d'État, il retrouve son rôle de ministre face aux cours d'Europe, peu mécontentes de la fin du Directoire. Bonaparte et Talleyrand s'accordent sur le fait que les affaires étrangères relèvent du domaine exclusif du Premier Consul : le ministre ne rend compte qu'à Bonaparte. Pour François Furet, il est « pendant presque huit ans [...] le second rôle du régime».

Bonaparte accède aux vues de Talleyrand et écrit amicalement au roi de Grande-Bretagne, puis à l'empereur d'Autriche, qui refusent de façon prévisible les propositions de réconciliation, sans même accuser réception des lettres. Le tsar de Russie Paul Ier se montre plus favorable (un traité est négocié et signé) mais il est assassiné en 1801, remplacé par Alexandre Ier.

Les traités de Mortefontaine (30 septembre 1800, pacification des relations avec les États-Unis) et de Lunéville (9 février 1801, paix avec l'Autriche vaincue à Marengo) ainsi que la paix d'Amiens (25 mars 1802, paix avec le Royaume-Uni et l'Espagne) sont négociés principalement par Napoléon et Joseph Bonaparte : d'après Mme Grand, « le Premier Consul a tout fait, tout rédigé ». Même s'il désapprouve la méthode brutale de négociation, Talleyrand approuve la paix générale, dont les négociations lui permettent de surcroit de gagner beaucoup d'argent, grâce à des trucages et pots-de-vins divers. Il manœuvre les Italiens afin qu'ils élisent Bonaparte président de la République italienne111. Les espoirs du ministre sont cependant déçus :
« La paix d'Amiens était à peine conclue, que la modération commença à abandonner Bonaparte ; cette paix n'avait pas encore reçu sa complète exécution, qu'il jetait déjà les semences de nouvelles guerres qui devaient après avoir accablé l'Europe et la France, le conduire lui-même à sa ruine. »

— *M*

émoires de Talleyrand

La même année, il achète le château de Valençay, encore sur injonction de Bonaparte, et avec son aide financière. Le domaine s'étend sur environ 120 km2, ce qui en fait l'une des plus grandes propriétés privées de l'époque. Talleyrand y séjourne régulièrement, en particulier avant et après ses cures thermales à Bourbon-l'Archambault.

En 1804, face à l'augmentation du nombre d'attentats perpétrés par des royalistes contre Bonaparte, Talleyrand joue un rôle dans l'exécution du duc d'Enghien, dont l'importance suscitera un débat durant la Restauration suite à des accusations de Savary : pour Chateaubriand, Talleyrand « inspira le crime ». Le 21 mars, alors que l'arrestation du duc est inconnue, Talleyrand déclare à l'assistance, à deux heures du matin : « Le dernier Condé a cessé d'exister ». Dans ses mémoires, Bonaparte indique que « c'est Talleyrand qui [l]'a décidé à arrêter le duc d'Enghien ». Bonaparte revendique cependant l'exécution comme sa décision personnelle. À la Restauration, en 1814, Talleyrand fait disparaître tous les documents se

rapportant à cette affaire ; il niera par la suite avoir pris part à cette exécution, dans une annexe de ses mémoires.

EMPIRE

Nommé grand chambellan le 11 juillet 1804, il assiste le 2 décembre 1804 au sacre de Napoléon Bonaparte. Il est également nommé grand cordon de la Légion d'honneur au début de 1805, dans la première promotion.

En 1805, commence la campagne d'Autriche. Talleyrand suit l'empereur dans ses trajets à travers l'Europe. À son arrivée à Strasbourg, il assiste à une violente crise de ce dernier, qui pour Jean Orieux s'apparente à une crise d'épilepsie. Au lendemain de la victoire d'Ulm, il envoie de Strasbourg un rapport à l'empereur sur la nécessaire modération à observer vis-à-vis de l'Autriche afin d'instaurer un équilibre entre les quatre (France, Royaume-Uni, Autriche, Russie — auxquelles il ajoute la Prusse). Après l'éclatante victoire d'Austerlitz et l'écrasante défaite de Trafalgar, Talleyrand signe à contrecœur (Selon Metternich, il commence à envisager sa démission) le traité de Presbourg le 26 décembre 1805, annonçant la création de la Confédération du Rhin, qu'il rédige sur ordre de l'empereur mais où il essaie d'adoucir les conditions imposées à l'Autriche. En accordant dix pour cent de rabais et des délais sur les sanctions financières, il mécontente Napoléon, qui le suspecte d'avoir été corrompu :

« L'Autriche, dans l'état de détresse où elle était réduite, ne pouvait que subir les conditions imposées par le vainqueur. Elles étaient dures, et le traité fait avec M. d'Haugwitz rendait pour moi impossible de les adoucir sur d'autres articles que celui des contributions. […] [Napoléon] m'écrivit à quelque temps de là : "Vous m'avez fait à Presbourg un traité qui me gêne beaucoup." »

— *Mémoires de Talleyrand*

En 1806, il reçoit le titre de « prince de Bénévent », petite principauté confisquée au pape. Le 12 juillet de la même année, il signe le traité créant la Confédération du Rhin, toujours sur ordre de Napoléon. Amorçant la critique de la politique guerrière de ce dernier sans oser le défier, toujours déçu dans ses conseils de modération et étant en contact permanent avec l'Autriche dans l'espoir d'un rapprochement, il commence à communiquer des informations au tsar Alexandre Ier *via* son ami le duc de Dalberg.

En 1807, après une série de victoires de Napoléon (Eylau, Dantzig, Heilsberg, Gutstadt, Friedland), il rédige (se « content[ant] de tenir la plume ») et signe le traité de Tilsit. « Indigné » par le traitement réservé aux vaincus, en particulier la reine de Prusse, et mécontent d'être un « ministre des Relations extérieures sans emploi », il prend certainement à cette occasion la décision de démissionner de son poste de ministre à son retour de Varsovie, voire l'annonce dès cet instant à Napoléon. Cela ne l'empêche pas de favoriser le rapprochement entre ce dernier et Marie Walewska. Sa démission est effective le 10 août 1807.

Talleyrand se détache peu à peu de l'empereur mais reste cependant son conseiller : il travaille à son divorce et à son remariage, en lui suggérant le « mariage autrichien ». Il lui déconseille fortement d'entamer la guerre en Espagne, « en exposant l'immoralité et les dangers d'une pareille entreprise ». L'empereur ne tient pas compte de l'avertissement et capture par la ruse les infants d'Espagne puis confie leur garde à Talleyrand, qui les loge durant sept ans dans le fastueux château de Valençay acquis par Talleyrand quelques années plus tôt sur les conseils pressants de Napoléon.

En septembre 1808, à Erfurt, où Napoléon l'envoie préparer le terrain en vue d'une alliance avec la Russie, il va jusqu'à déconseiller au tsar de s'allier avec l'empereur, en lui déclarant : « Le peuple français est civilisé, son souverain ne l'est pas ; le souverain de la Russie est civilisé, son peuple ne l'est pas ». C'est la « trahison d'Erfurt », qu'il détaille longuement dans ses mémoires, affirmant avoir manœuvré l'un et l'autre empereurs pour préserver l'équilibre européen *(« à Erfurt, j'ai sauvé l'Europe »)* et qui lui vaudra plus tard l'inimitié des bonapartistes.

Alors que l'on reste sans nouvelles de l'empereur depuis l'Espagne, où la guérilla fait rage, et que la rumeur de sa mort se répand, Talleyrand intrigue au grand jour avec Joseph Fouché pour offrir la régence à l'impératrice, en cherchant le soutien de Joachim Murat. D'Espagne, Napoléon apprend la conjuration et accourt à Paris, arrivant le 23 janvier 1809. Le 28 janvier 1809, durant trente minutes, il abreuve Talleyrand d'injures à l'issue d'un conseil restreint de circonstance (la phrase célèbre « vous êtes de la merde dans un bas de soie » n'est peut-être pas prononcée en cette circonstance), l'accuse de trahison et lui retire son poste de grand chambellan. Talleyrand est persuadé d'être arrêté, mais reste impassible : il aurait dit à la sortie dudit conseil : « Quel dommage, messieurs, qu'un si grand homme soit si mal élevé ». Au contraire de Fouché qui joue profil bas, il se présente toujours à la cour, mais ne dissimule pas son opposition :

« Napoléon avait eu la maladresse (et on en verra plus tard la conséquence) d'abreuver de dégoût ce personnage si délié, d'un esprit si brillant, d'un goût si exercé et si délicat, qui, d'ailleurs, en politique lui avait rendu autant de services pour le moins que j'avais pu lui en rendre moi-même dans les hautes affaires de l'État qui intéressaient la sûreté de sa personne. Mais Napoléon ne pouvait pardonner à Talleyrand d'avoir toujours parlé de la guerre d'Espagne avec une liberté désapprobatrice. Bientôt, les salons et les boudoirs de Paris devinrent le théâtre d'une guerre sourde entre les adhérents de Napoléon d'une part, Talleyrand et ses amis de l'autre, guerre dont l'épigramme et les bons mots étaient l'artillerie, et dans laquelle le dominateur de l'Europe était presque toujours battu. »

— *Mémoires de Joseph Fouché*

Menacé d'exil avec son comparse, voire menacé dans sa vie, il n'est finalement pas inquiété, conserve ses autres postes et l'empereur le consulte toujours. Pour Jean Orieux, il est pour Napoléon « insupportable, indispensable et irremplaçable ». En 1813, après la retraite de Russie, il incite sans succès Napoléon à négocier et à accorder d'importantes concessions ; il refuse le poste de ministre des Relations extérieures que lui propose à nouveau l'empereur. En dépit de l'hostilité qu'il lui

manifeste, Napoléon le nomme au conseil de régence le 23 janvier 1814. Ils se voient pour la dernière fois le surlendemain, à la veille de son départ pour une campagne militaire désespérée.

Le 28 mars 1814, alors que les Alliés menacent Paris, le conseil de régence décide l'évacuation de la cour, qui a lieu les deux jours suivants. Le 30 mars au soir, Talleyrand exécute une manœuvre habile pour rester, et en maître, à Paris : il fait en sorte qu'on l'empêche de passer la barrière de Passy puis, durant la nuit, négocie la capitulation du maréchal Marmont, qui dirige la défense de la ville. Le 31 mars, Talleyrand dévoile son « 18 Brumaire à l'envers » et organise la convocation du Sénat pour élire un gouvernement provisoire, alors que les Alliés entrent dans Paris. Ce soir-là, le roi de Prusse et le tsar arrivent à son hôtel particulier, et ce dernier y loge.

RESTAURATION

Première Restauration

Le 1er avril 1814, il est élu par le Sénat « président du gouvernement provisoire » ; le lendemain, le Sénat déchoit Napoléon Bonaparte de son trône ; Talleyrand fait saisir toute la correspondance qu'il peut trouver entre lui et ce dernier, qui négocie encore avec les Alliés pour une régence de Marie-Louise, mais est perdu par la défection de Marmont et abdique le 6 avril.
Talleyrand applique immédiatement ses idées libérales et fait en sorte de rétablir une vie normale pour le pays :
« Il fait rendre les conscrits des dernières levées napoléoniennes à leur famille, libérer les prisonniers politiques et les otages, échanger les prisonniers de guerre, il rétablit la liberté de circulation des lettres, facilite le retour du Pape à Rome et celui des princes espagnols à Madrid, rattache les agents de la police générale de l'Empire, devenus odieux, à l'autorité des préfets. Il s'efforce surtout de rassurer tout le monde et maintient autant que faire se peut tous les fonctionnaires dans leur poste. Deux préfets seulement sont remplacés. »
— Emmanuel de Waresquiel, *Talleyrand, le prince immobile*

Sa position est difficile, surtout à Paris : les Alliés occupent la ville, les royalistes et les bonapartistes ne reconnaissent pas le gouvernement provisoire. Il use d'expédients pour financer ce dernier.

Pendant les premiers jours d'avril, lui, son gouvernement et le Sénat rédigent à la va-vite une nouvelle constitution, qui consacre une monarchie parlementaire bicamérale, organise l'équilibre des pouvoirs, respecte les libertés publiques et déclare la continuité des engagements contractés sous l'Empire
.
Le 12 avril, le comte d'Artois entre dans Paris et se transporte, ainsi que le gouvernement, aux Tuileries. Le 14, le Sénat défère l'autorité formelle sur le gouvernement provisoire au comte d'Artois, qui accepte pour son frère « les bases » de la Constitution. Le 23 avril, Talleyrand signe la convention d'armistice avec les Alliés, qu'il juge « humiliante » (la France revient à ses frontières de 1792 et abandonne 53 places fortes), mais sans alternative, dans une France « épuisée d'hommes, d'argent et de ressources ».

Le gouvernement provisoire ne dure qu'un mois : le 1er mai, il rejoint Louis XVIII à Compiègne, où celui-ci lui fait faire antichambre plusieurs heures puis lui déclare au cours d'un entretien glacial : *« Je suis bien aise de vous voir ; nos maisons datent de la même époque. Mes ancêtres ont été les plus habiles ; si les vôtres l'avaient été plus que les miens, vous me diriez aujourd'hui : prenez une chaise, approchez-vous de moi, parlons de nos affaires ; aujourd'hui, c'est moi qui vous dis : asseyez-vous et causons. »* Dans la même conversation, Louis XVIII lui demande comment il a pu voir la fin de tant de régimes, ce à quoi Talleyrand répond :
« Mon Dieu, Sire, je n'ai vraiment rien fait pour cela, c'est quelque chose d'inexplicable que j'ai en moi et qui porte malheur aux gouvernements qui me négligent. »
— Charles-Maxime Villemarest, *M. de Talleyrand*.

Louis XVIII n'accepte pas la Constitution sénatoriale : il préfère accorder à ses sujets la Charte constitutionnelle qui reprend les idées libérales proposées mais rejette l'équilibre des pouvoirs, le roi en accordant aux deux chambres. Le 13 mai, Talleyrand est nommé président du Conseil des ministres (il n'a pas l'autorité d'un Premier ministre) et secrétaire aux Affaires étrangères.

Le 30 mai, il signe le traité de Paris, qu'il a négocié : la paix entre la France et les Alliés, le retour aux frontières de 1792 et l'annonce du congrès de Vienne, dont les bases sont posées. Parmi les dispositions, la France s'engage à abolir la traite négrière dans les cinq ans et les œuvres d'art pillées par Bonaparte restent en France. La principauté de Bénévent est rendue au pape : le roi le fait « prince de Talleyrand » et pair de France. Le 8 septembre, il défend le budget devant la chambre des pairs. Pour la première fois, comme en Angleterre, l'État se voit dans l'obligation de payer toutes les dettes qu'il contracte

Congrès de Vienne

Louis XVIII le charge logiquement de représenter la France au congrès de Vienne. Talleyrand part avec quatre objectifs, les dispositions concernant la France ayant déjà été réglées par le Traité de Paris :

1. prévenir les vues de l'Autriche sur la Sardaigne ;
2. faire en sorte que Naples revienne à Ferdinand IV de Bourbon ;
3. défendre la Pologne face à la Russie ;
4. empêcher la Prusse de mettre la main sur la Saxe et la Rhénanie.

Le 16 septembre 1814 débute le congrès de Vienne. Talleyrand (qui y est assisté par le duc de Dalberg, le comte de la Tour du Pin et le comte de Noailles) y arrive le 23 septembre, l'ouverture étant prévue pour le 1er octobre. Tenu à l'écart des principales réunions qui ont lieu entre les quatre (Royaume-Uni, Autriche, Prusse, Russie) qui ont déjà approuvé un protocole le 22 septembre, il est cependant invité à une discussion le 30 septembre où Metternich et Hardenberg emploient les mots « puissances alliées ». Il réagit alors :

« Alliés…, dis-je, et contre qui ? Ce n'est plus contre Napoléon : il est à l'île d'Elbe… ; ce ne n'est plus contre la France : la paix est faite… ; ce n'est sûrement pas contre le roi de France : il est garant de la durée de cette paix. Messieurs, parlons franchement, s'il y a encore des puissances alliées, je suis de trop ici. […] Et cependant, si je n'étais pas ici, je vous manquerais essentiellement. Messieurs, je suis peut-être le seul qui ne demande rien. De grands égards, c'est là tout ce que je veux pour la France. Elle est assez grande par ses ressources, par son étendue, par le nombre et l'esprit de ses habitants, par la contiguïté de ses provinces, par l'unité de son administration, par les défenses dont la nature et l'art ont garanti ses frontières. Je ne veux rien, je vous le répète ; et je vous apporte immensément. La présence d'un ministre de Louis XVIII consacre ici le principe sur lequel repose tout l'ordre social. […] Si, comme déjà on le répand, quelques puissances privilégiées voulaient exercer sur le congrès un pouvoir dictatorial, je dois dire que, me renfermant dans les termes du traité de Paris, je ne pourrais consentir à reconnaître dans cette réunion aucun pouvoir suprême dans les questions qui sont de la compétence du congrès, et que je ne m'occuperais d'une proposition qui viendrait de sa part. »

— *Mémoires de Talleyrand*

Il provoque la colère des quatre (Metternich déclare : « nous aurions mieux fait de traiter nos affaires entre nous ! ») ; le 3 octobre, Talleyrand menace de ne plus assister à aucune conférence. Il se pose en défenseur des petites nations qui assistent à partir de ce moment aux délibérations et exploite les divisions qui se font jours entre les quatre. Appuyé par le Royaume-Uni et l'Espagne, il obtient ainsi que les procès-verbaux des précédentes réunions soient annulés. Le congrès s'ouvre finalement le 1er novembre. Pour Jean Orieux, aucun sujet important n'est abordé dans les réunions officielles (tout se passe dans les salons) et les petites nations se lassent et finissent par ne plus y assister. Talleyrand reste alors que les véritables délibérations commencent (il intègre le comité des grandes puissances le 8 janvier) : *« C'est ainsi que le comité des Quatre devint le comité des Cinq ».*

Allié à l'Autriche et au Royaume-Uni (un traité secret est signé le 3 janvier 1815), il s'oppose à la Prusse et à la Russie : la première n'obtient qu'un morceau de la Saxe et la seconde qu'une partie de la Pologne qu'elles se partagent. En effet, Talleyrand est partisan d'une Allemagne fédérale qui soit le centre d'équilibre entre les différentes puissances, en particulier la Prusse et l'Autriche. La Prusse et la France se retrouvent avec une frontière en commun (ce qui lui est reproché par une partie des biographes comme la source des guerres franco-allemandes futures ; il est défendu par d'autres). Talleyrand signe l'acte final du congrès le 9 juin 1815.

En échange de la principauté de Bénévent, Talleyrand obtient une compensation financière, et le titre de duc de Dino (du roi des Deux Siciles), qu'il transmet à son neveu, et par là à sa nièce Dorothée, qui a brillé durant le congrès.

Seconde Restauration

Au terme du congrès, la France conserve ses conquêtes de 1792, mais Napoléon Bonaparte revient de l'île d'Elbe, porté en triomphe par les Français, ce qui ruine l'opinion des Alliés à leur sujet. Talleyrand, désormais le représentant d'un roi en exil et discrédité, reste aussi en très mauvais termes avec Louis XVIII. Attendant la défaite de Napoléon (« c'est une question de semaines, il sera vite usé »), il tarde à rejoindre le roi à Gand.

Après la bataille de Waterloo, il se rend à Gand et presse le roi, au cours d'une réunion orageuse le 23 juin, de renvoyer son conseiller Blacas, d'accepter une constitution plus libérale et de se distinguer des Alliés. Il n'obtient que le départ de Blacas et est disgracié à son tour dès le lendemain sous l'influence du parti Ultra qui préconise la terreur blanche plutôt que le compromis. Louis XVIII rejoint les bagages de l'armée anglaise et rédige une proclamation dans le même sens, qui inquiète les anglais, lesquels contraignent le roi à rappeler Talleyrand à la tête du conseil des ministres : à l'issue de la séance, marquée par des affrontements verbaux, le 27 juin, le ministre l'emporte sur le comte d'Artois et le duc de Berry (chefs du parti Ultra) et une proclamation libérale est adoptée.

Fouché, président du gouvernement provisoire, tient Paris, appuyé par les républicains. Pour Franz Blei, Talleyrand convainc Louis XVIII de nommer Fouché, qui a voté la mort de son frère, ministre de la Police (ce qu'il nie dans ses mémoires). Pour Emmanuel de Waresquiel, les réticences de Louis XVIII cèdent le pas à la nécessité politique et c'est Talleyrand qui ne souhaite pas s'encombrer d'un homme comme Fouché. Dans tous les cas, Talleyrand négocie avec Fouché qui livre Paris au roi, et il organise une rencontre. Dans un passage fameux de ses mémoires, Chateaubriand raconte la scène :

« Ensuite, je me rendis chez Sa Majesté : introduit dans une des chambres qui précédaient celle du roi, je ne trouvai personne ; je m'assis dans un coin et j'attendis. Tout à coup une porte s'ouvre : entre silencieusement le vice appuyé sur le bras du crime, M. de Talleyrand marchant soutenu par M. Fouché ; la vision infernale passe lentement devant moi, pénètre dans le cabinet du roi et disparaît. Fouché venait jurer foi et hommage à son seigneur ; le féal régicide, à genoux, mit les mains qui firent tomber la tête de Louis XVI entre les mains du frère du roi martyr ; l'évêque apostat fut caution du serment. »

— François-René de Chateaubriand, *Mémoires d'Outre-tombe*

Talleyrand conserve son poste, et, le 9 juillet 1815, il est nommé de surcroît président du Conseil des ministres, malgré l'opposition des ultras. Il réussit à constituer, contrairement à 1814, un gouvernement qu'il dirige et est solidaire sur la politique libérale choisie : il entame une révision de la Charte par une ordonnance du 13 juillet pour organiser le partage du

pouvoir entre le roi et les chambres, une libéralisation des élections (baisse du cens, de l'âge minimal), une libéralisation de la presse, etc.

Le gouvernement tente aussi en vain d'empêcher les armées alliées, qui occupent toujours le pays, de reprendre les œuvres d'art pillées dans toute l'Europe par Napoléon. Il essaie également de renvoyer ces armées hors du royaume ; les souverains européens exigent des conditions exorbitantes pour signer la paix, que Talleyrand parvient à diminuer en abaissant par exemple les réparations de 100 à 8 millions ; la France perd cependant ses conquêtes de 1792.

Fouché (qui a besoin de donner des gages aux royalistes) et lui entrent en conflit sur les débuts de la Terreur blanche dans le Midi (Talleyrand est contraint de rétablir la censure), le ministre de la Police payant de son poste cette divergence de vues, ce qui réjouit le roi et les ultras. Cela ne suffit pas : après les élections qui amènent la « Chambre introuvable », remportée par ses derniers, Talleyrand présente le 19 septembre sa démission afin d'obtenir un refus et le soutien du roi. Ce dernier, sous la pression des ultras et du tsar Alexandre, l'accepte et change de ministère, appelant un gouvernement mené par le duc de Richelieu.

Talleyrand est nommé grand chambellan de France le 24 septembre 1815. Pour la première fois depuis son retour des États-Unis, il n'est pas au pouvoir, se répandant contre son successeur, le duc de Richelieu, certain d'être rappelé au pouvoir. Il est officiellement en disgrâce (après une sortie contre Élie Decazes, le ministre de la Police, il est interdit de se présenter à la cour). Son opposition au gouvernement fait même que les ultras, opposés à Richelieu et Decazes qui poursuivent en partie la politique libérale de Talleyrand, se rapprochent de lui. En 1818, il a une occasion de revenir au pouvoir, mais le roi lui préfère Jean Dessolle puis Decazes, puis en 1820, à nouveau Richelieu. Il est désormais convaincu que le roi ne veut plus de lui.

Alors que les ultras sont de plus en plus influents, il se place pour le reste de la restauration dans l'opposition libérale : il prononce le 24 juillet 1821, puis en février 1822 des discours à la chambre des pairs pour défendre la liberté de la presse, puis le 3 février 1823 contre l'expédition d'Espagne, voulue par François-René de Chateaubriand.

L'avènement de Charles X, chef du parti ultra, lui enlève ses derniers espoirs de retour au pouvoir. Il se rapproche des orléanistes (du duc d'Orléans et de Madame Adélaïde), et reste la bête noire des ultras (son rôle dans l'assassinat du duc d'Enghien est révélé). C'est à cette époque que le jeune Adolphe Thiers s'introduit auprès de lui : Talleyrand l'aide à monter son journal, *le National*, qui se retrouve au cœur de la contestation des Ordonnances de Juillet qui provoque les Trois Glorieuses et la chute de Charles X.

Monarchie de Juillet

En juillet 1830, alors que l'incertitude règne, Talleyrand expédie le 29 juillet un billet à Adélaïde pour Louis-Philippe d'Orléans, lui conseillant de se rendre à Paris :

« Ce billet qui amena sur les lèvres de Madame Adélaïde une exclamation soudaine : "Ah ! ce bon prince, j'étais bien sûre qu'il ne nous oublierait pas !" dut contribuer à fixer les indécisions du futur roi. Puisque M. de Talleyrand se prononçait, Louis-Philippe pouvait se risquer. »

— Charles-Augustin Sainte-Beuve, *Nouveaux Lundis*

Louis-Philippe revient à Paris le lendemain, se rend pour entretien chez Talleyrand et prend son parti, aidé par ce dernier par l'entremise d'Adolphe Thiers. Louis-Philippe, une fois roi, après avoir souhaité faire de lui son ministre des Affaires étrangères, nomme rapidement, à sa demande, Talleyrand ambassadeur extraordinaire à Londres, afin de garantir la neutralité du Royaume-Uni vis-à-vis du nouveau régime, décision critiquée à Paris mais approuvée à Londres qui l'accueille le 22 septembre de manière grandiose et lui donne le logis de William Pitt ; sa nomination rassure les cours d'Europe, effrayées par cette nouvelle révolution française, alors qu'éclate la révolution belge.

Talleyrand s'oppose au ministre Louis-Mathieu Molé : les deux hommes essayent de mener une politique sans tenir compte l'un de l'autre, le ministre menaçant de démissionner. Talleyrand prône par exemple contre Molé l'évacuation de l'Algérie, que souhaitent les Britanniques ; Louis-Philippe choisit de s'y maintenir. Molé est remplacé par Horace Sébastiani, qui ne gêne pas Talleyrand.

Talleyrand argumente auprès des Britanniques pour un concept qu'il forge de « non-intervention » en Belgique alors que l'armée hollandaise est repoussée. Des conférences entre les cinq grands s'ouvrent le 4 novembre 1830. Il signe les protocoles de juin 1831, puis le traité du 15 novembre 1831, qui officialisent l'indépendance de la Belgique. Il va jusqu'à passer sur ses instructions en acceptant, et même en négociant, la préservation des frontières du pays (et non un partage, comme le souhaite Paris) et le choix de Léopold de Saxe-Cobourg comme souverain du nouveau pays neutre. Il approuve la décision du nouveau Premier ministre, Casimir Perier, de soutenir militairement cette neutralité, menacée par les Pays-Bas. Le nouveau pays fait démanteler les forteresses à la frontière française.

Talleyrand travaille sur le projet qui lui tient à cœur depuis longtemps : le rapprochement du Royaume-Uni et de la France, base de l'Entente cordiale : les deux pays interviennent conjointement pour obliger le roi de Hollande à respecter la nouvelle indépendance de la Belgique. Il reçoit régulièrement Alphonse de Lamartine, et entretient de bons rapports avec son ami Wellington et l'ensemble du cabinet. Son nom est applaudi au Parlement britannique, son raffinement et son habileté deviennent fameux à Londres ; il reçoit fréquemment Prosper Mérimée. L'opposition anglaise accuse même le gouvernement d'être trop influencé par lui, le marquis de Londonderry déclarant à la tribune : « Je vois la France nous

dominant tous, grâce à l'habile politique qui la représente ici, et je crains qu'elle n'ait dans ses mains le pouvoir de décision et qu'elle n'exerce ce que j'appellerai une influence dominante sur les affaires européennes. »

Pendant ce temps, en France, si Talleyrand est très haut dans l'estime du roi (ce dernier le consulte sans cesse, lui propose le poste de Premier ministre, proposition qu'il esquive) et avec l'élite politique, sa réputation est au plus bas : *« Le prince a évité à la France le démembrement, on lui doit des couronnes, on lui jette de la boue ».*

C'est en effet à cette époque que débute la haine généralisée des partis à son encontre. Il devient le « diable boiteux », celui qui a trahi tout le monde.
« On l'appelait "Protée au pied boiteux", "Satan des Tuileries", "République, empereur, roi : il a tout vendu", lisait-on dans ce poème à la mode du jour, écrit avec une plume arrachée à l'aigle de l'ange exterminateur, intitulé "Némésis" ("la Vengeance"). Son seul mérite fut de provoquer une admirable réponse de Lamartine […] [qui] se contenta pour toute réponse de ce rapide commentaire, petit chef-d'œuvre de concision et de mépris : "La corruption engendre les vers." »
— Jean Orieux, *Talleyrand ou le sphinx incompris*

Talleyrand reste en poste jusqu'en août 1834, date à laquelle, fatigué des difficultés de négociation avec Lord Palmerston, il quitte son poste ; on parle de compléter les alliances en l'envoyant à Vienne. Il renonce à la présidence du conseil, qui est confiée à Thiers (Talleyrand participe à la formation du gouvernement) puis à la scène publique et se retire dans son château de Valençay. Il conseille toujours Louis-Philippe, en particulier en 1836 sur la neutralité à adopter dans le problème de la succession espagnole, contre l'avis de Thiers, qui y perd son poste. Son activité politique décroit cependant. Il reçoit Honoré de Balzac et met la dernière main à ses mémoires. En 1837, il quitte Valençay et retourne s'installer dans son hôtel de Saint-Florentin à Paris. À l'approche de la mort, il doit négocier un retour à la religion pour éviter à sa famille le scandale d'un refus de sacrements et de sépulture comme Sieyès a dû le subir. Après un discours d'adieu à l'Institut, ses proches confient à l'abbé Dupanloup le soin de le convaincre de signer sa rétractation et de négocier le contenu de celle-ci, que Talleyrand, qui joue une fois de plus sur le temps, ne signe que quatre heures avant sa mort (devant cinq témoins dont Molé, Premier ministre), ce qui lui permet de recevoir l'extrême-onction.

Au moment où le prêtre doit, conformément au rite, oindre ses mains avec le saint-chrême, il déclare : « N'oubliez pas que je suis évêque » (car on devait en pareil cas l'oindre sur le revers des mains et non sur les paumes), reconnaissant ainsi sa réintégration dans l'Église. L'événement, suivi par le tout-Paris, fait dire à Ernest Renan qu'il réussit *« à tromper le monde et le Ciel ».*

Lorsqu'il apprend que Talleyrand est à l'agonie, le roi Louis-Philippe décide, contrairement à l'étiquette, de lui rendre visite. « Sire, murmure le mourant, c'est un grand honneur que le roi fait à ma Maison. » Il meurt le 17 mai 1838, à 15h35 ou 15h50, selon les sources. Des funérailles officielles et religieuses sont célébrées le 22 mai.
Son corps est placé dans la crypte qu'il avait fait creuser sous la chapelle de la maison de charité qu'il avait fondé en 1820 à Valençay, où son corps momifié est ramené de Paris le 5 septembre ; ce lieu devient la sépulture de ses descendants et le reste jusqu'en 1952. Jusqu'en 1930, une vitre laisse voir son visage momifié. La plaque de marbre qui recouvre une face du sarcophage de marbre noir placé dans un enfeu porte : « Ici repose le corps de Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, prince duc de Talleyrand, duc de Dino, né à Paris le 2 février 1754, mort dans la même ville le 17 mai 1838 ».

Doctrine
Emmanuel de Waresquiel analyse la philosophie politique de Talleyrand, dès son action comme agent général du clergé, comme étant caractéristique de la philosophie des lumières : un réformisme conservateur (« que tout change pour que rien ne change ») et une rationalisation « que l'on pourrait appeler l'esprit des Lumières ». Même s'il insiste sur le contexte de la rédaction des mémoires, Emmanuel de Waresquiel relève ainsi que dans celles-ci, Talleyrand distingue l'œuvre « réformiste et libérale » de 1789 de la souveraineté du peuple et de l'égalité, pour lui « chimériques ». Il privilégie ainsi le consensus, la constitution et la conciliation. Par les moyens de l'« habileté » et de la « prévoyance », il souhaite ainsi favoriser l'intérêt mutuel bien compris et « la paix générale », permise par un « équilibre européen ».

Le libéralisme
« Les monarques ne sont monarques qu'en vertu d'actes qui les constituent chefs des sociétés civiles. Ces actes, il est vrai, sont irrévocables pour chaque monarque et sa postérité tant que le monarque qui règne reste dans les limites de sa compétence véritable ; mais si le monarque qui règne se fait ou tente de se faire plus que monarque, il perd tout droit à un titre que ses propres actes ont rendu ou rendraient mensonger. Telle est ma doctrine, je n'ai jamais eu besoin de la renier pour accepter, sous les divers gouvernements, les fonctions que j'ai remplies. »
— Testament politique

Même s'il lui est arrivé de devoir le mettre, par réalisme, entre parenthèses (en particulier sous l'Empire), le libéralisme des idées de Talleyrand est constant durant toute sa vie, ce qui est souligné par les historiens. La formation mondaine et politique de Talleyrand se déroule durant le Siècle des Lumières (Georges Lacour-Gayet, suivi par Franz Blei et Jean Orieux, raconte comment Talleyrand va se faire bénir par Voltaire) : lorsqu'éclate la révolution, c'est un homme fait qui est à la pointe des idéaux de 1789. C'est dans ce contexte qu'il rédige les cahiers de doléance de l'évêché d'Autun, d'après Georges Lacour-Gayet « l'un des plus importants manifestes provoqués par le mouvement de 1789 », véritable synthèse des ambitions des hommes des Lumières et s'inspirant du système britannique. Ce « discours remarquable », d'après Sainte-Beuve, prône une monarchie parlementaire assurant l'égalité devant la loi et l'impôt, propose de supprimer les archaïsmes économiques issus de l'époque féodale comme les douanes entre régions ou les corporations (points qu'il avait

déjà abordés lors des projets de réformes de Calonne), ou encore d'assurer la liberté de la presse (il fait ensuite deux grands discours sous Charles X pour défendre celle-ci) :
« La liberté d'écrire ne peut différer de celle de parler ; elle aura donc la même étendue et les mêmes limites ; elle sera donc assurée, hors les cas où la religion, les mœurs et les droits d'autrui seraient blessés ; surtout elle sera entière dans la discussion des affaires publiques, car les affaires publiques sont les affaires de chacun. »
— *Extrait du cahier des délibérations du clergé assemblé à Autun*

Durant la révolution, il est de tous les clubs et de toutes les réformes destinées à mettre fin à l'Ancien Régime. Il souhaite s'inspirer du régime britannique, au point qu'il pousse Bonaparte à monter sur le trône pour se rapprocher de ce système de monarchie parlementaire, qu'il souhaite voir doté d'un parlement bicaméral.

C'est aussi la raison pour laquelle il contribue ensuite à la Restauration et tente de la marier avec un tel système. Seule l'influence des Ultras sur Louis XVIII empêche que cette idée soit menée complètement à bien. Cependant, lors des deux restaurations, il se retrouve un temps à la tête du pays, et applique ses idées libérales. Son gouvernement provisoire lui vaut même les félicitations de Benjamin Constant avec qui il est pourtant en froid depuis le 18 Brumaire. En effet :
« Dès les premiers jours, Talleyrand imprime à son gouvernement une touche très libérale. Par conviction mais aussi très habilement, il tente d'imposer la force de son autorité en supprimant tout ce que le despotisme napoléonien avait de plus insupportable. »
— Emmanuel de Waresquiel, *Talleyrand, le prince immobile*

Sa proximité avec les idées libérales est matérialisée par le parti qui l'incarne : le parti d'Orléans. Il reste proche de la famille d'Orléans durant la plus grande partie de sa carrière. C'est à la fin de celle-ci, lorsque Louis-Philippe se retrouve, avec l'appui de Talleyrand, sur le trône, que ce dernier possède la latitude politique qui lui a toujours manqué, au sein d'une monarchie de Juillet qui correspond à ses vœux. Ses rapports avec le roi, un homme qu'il connait depuis longtemps, sont excellents.

« Qui aurait pu croire que cet aristocrate entre les aristocrates qui menait à Valencay, en plein XIXe siècle la vie seigneuriale la plus intacte, enseignait avec la conviction la plus profonde que, du 14 juillet 1789, dataient "les grands changements dans la vie moderne" ? Changements qu'il avait voulu réaliser en 1789 et auxquels il restait attaché en 1830 ? [...] Il maintenait "l'Ancien Régime" des mœurs et de la civilité mais il refusait celui des institutions. [...] En lui, la France, sans fissure, passait d'Hugues Capet aux temps démocratiques. »
— Jean Orieux, *Talleyrand ou le sphynx incompris*

L'instruction publique
Les biographes de Talleyrand insistent sur son rôle dans les débuts de l'Instruction publique en France, ceci en dépit du fait que (pour Jean Orieux) « le XIXe siècle s'est bien chargé d'étouffer » le souvenir de son travail dans le domaine. Agent général du clergé, il adresse aux évêques le 8 novembre 1781 un questionnaire relatif aux collège et touchant aux méthodes d'enseignement. C'est durant l'année 1791, qu'aidé de Pierre-Simon Laplace, Gaspard Monge, Nicolas de Condorcet, Antoine Lavoisier, Félix Vicq d'Azyr, Jean-François de La Harpe, etc., il rédige un important rapport sur l'instruction publique, *« avec la plus entière gratuité parce qu'elle est nécessaire à tous »*. L'une des conséquences de ce rapport est la création de l'Institut de France, à la tête d'un système éducatif destiné à toutes les couches de la société, embryon de l'Éducation nationale.

Pour Emmanuel de Waresquiel, dans ce rapport, les hommes de la Révolution prônent une instruction « progressive, des écoles de canton aux écoles de départements, et complète : "physique, intellectuelle, morale". Elle a pour but de perfectionner tout à la fois "l'imagination, la mémoire et la raison ». « Un des monuments de la Révolution française » d'après les propos de François Furet, le plan de Talleyrand, appelant une instruction publique nécessaire, universelle mais transitoire et perfectible, gratuite et non obligatoire, est pour Gabriel Compayré « digne de l'attention de la postérité et de l'admiration que lui témoignèrent souvent les écrivains de la Révolution ».

Pour son rôle dans sa création, Talleyrand devient membre de l'Institut et c'est là qu'il délivre son dernier discours avant sa mort.

La finance moderne
Les principes d'économie et de finances de Talleyrand sont marqués par l'admiration pour le système libéral anglais. Avant la révolution, c'est sa spécialité (d'après Jean Orieux, il tente même de devenir ministre), et ses interventions aux débuts de la Révolution portent surtout sur ce sujet.

Talleyrand entre dans le monde des affaires en devenant Agent général du clergé. À une époque de crise financière, il défend les biens qui lui sont confiés, et cède au roi lorsque c'est nécessaire, anticipant la demande de la couronne en proposant un don conséquent. Il cherche à rationaliser la gestion des biens colossaux du clergé, marquée par une importante inégalité entre ecclésiastiques. Il fait augmenter la portion congrue.

Avant la révolution, Talleyrand, en compagnie de Mirabeau, tente sa chance dans le monde des affaires, sans qu'il reste beaucoup de traces de ces tentatives ; Emmanuel de Waresquiel signale la connaissance profonde qu'il a de la spéculation sur la fluctuation de la monnaie. Talleyrand, influencé par Isaac Panchaud, s'implique dans l'établissement d'une caisse

d'amortissement, créée par Panchaud en 1776 et dont Talleyrand devient actionnaire.

Durant toute sa carrière, Talleyrand insiste sur la certitude que les prêteurs doivent avoir sur le fait que l'État paie toujours ses dettes, afin de permettre aux gouvernants de recourir à l'emprunt, cet « art moderne de procurer à l'État, sans forcer les contributions, des levées extraordinaires d'argent à un bas prix, et d'en distribuer le fardeau sur une suite d'années ». Pour lui, les créanciers de l'État « ont payé pour la nation, à la décharge de la nation : la nation ne peut dans aucune hypothèse se dispenser de rendre ce qu'ils ont avancé pour elle », « autrement dit », « une nation, comme un particulier, n'a de crédit que lorsqu'on lui connait la volonté et la faculté de payer ». Talleyrand finit par instaurer lui-même cette garantie en 1814, lorsqu'il est président du conseil des ministres. Pour Emmanuel de Waresquiel, la proposition de nationaliser les biens du clergé est alors « logique », Talleyrand connaissant leur étendue, ayant prévu de les recenser dès l'élaboration des cahiers de doléance.

Talleyrand et Isaac Panchaud élaborent la partie concernant la caisse d'escompte du plan de Charles Alexandre de Calonne. Talleyrand apporte également sa contribution à plusieurs parties de ce plan, qui vise à rétablir les finances du royaume, en supprimant les barrières douanières intérieures, en simplifiant l'administration, en libérant le commerce et en rationalisant les impôts. Ce plan n'est jamais mis en application, Calonne étant remercié. Talleyrand, qui n'a pas oublié de profiter financièrement de sa proximité avec le ministre des finances, reprend largement les propositions économiques et financières du plan de Calonne lors de la rédaction des cahiers de doléances de l'évêché d'Autun.

Pour Emmanuel de Waresquiel, Talleyrand appartient à l'école prônant la liberté de commerce, contre les « préjugés », laquelle doit être permise par la paix, en particulier avec l'Angleterre (avant la révolution Talleyrand défend déjà le traité de commerce avec l'Angleterre, auquel il a mis la main), pour le bénéfice de toutes les parties.

L'équilibre européen

« J'essaie d'établir la paix du monde en équilibre sur une révolution. »
— Talleyrand à Lamartine

L'intérêt de Talleyrand pour la chose diplomatique commence sous l'influence d'Étienne François de Choiseul (oncle de son ami Auguste de Choiseul), dont il reprend la manière de mener les affaires d'État : gouverner en sachant déléguer les tâches techniques à des travailleurs de confiance, afin d'avoir le temps de nouer des relations utiles.

Dès ses premières missions vers l'Angleterre, durant la Révolution, Talleyrand inaugure sa méthode de négociation, fameuse au point d'en faire « le prince des diplomates », mesurée et sans précipitation, pleine de réalisme et de compréhension à la fois du point de vue de son interlocuteur et de l'état de la France.

Pour Metternich, Talleyrand est « politique au sens le plus éminent, et comme tel c'est un homme à systèmes », ces systèmes ayant pour but de rétablir un équilibre européen (prôné dès ses débuts diplomatiques en 1791), qui pour lui a été détruit par le traité de Westphalie :
« Une égalité absolue des forces entre tous les États, outre qu'elle ne peut jamais exister, n'est point nécessaire à l'équilibre politique et lui serait peut-être, à certains égards, nuisible. Cet équilibre consiste dans un rapport entre les forces de résistance et les forces d'agression réciproques des divers corps politiques. [...] Une telle situation n'admet qu'un équilibre tout artificiel et précaire, qui ne peut durer qu'autant que quelques grands États se trouvent animés d'un esprit de modération et de justice qui le conserve. »
— *Instructions pour les ambassadeurs du Roi au congrès*276, attribuées à Talleyrand

Parmi ces « systèmes », selon Emmanuel de Waresquiel, Talleyrand se méfie de la Russie, cherche à établir un équilibre pacifique entre l'Autriche et la Prusse (d'où l'idée, plusieurs fois reprise, de créer des fédérations de petits états princiers dans le « ventre mou de l'Europe » qui servent de tampon entre les deux — et qui constituent autant de possibilités de pots-de-vins pour Talleyrand), et souhaite qu'il soit mis fin à l'hégémonie anglaise sur les mers, tant militaire que commerciale.

Pour lui, dès ses débuts diplomatiques, contre l'opinion du Directoire, contre celle de Bonaparte, l'équilibre européen passe par l'alliance entre la France et l'Angleterre, la paix avec celle-ci pouvant être « perpétuelle » :
« Une alliance intime entre la France et l'Angleterre a été au début et à la fin de ma carrière politique mon vœu le plus cher, convaincu comme je le suis, que le paix du monde, l'affermissement des idées libérales et les progrès de la civilisation ne peuvent reposer que sur cette base. »
— *Mémoires*

Il cherche aussi l'alliance avec l'Autriche, à l'opposé d'une alliance avec la Prusse. Plaisantant, il se décrit comme un petit peu autrichien, jamais russe et toujours français, affirmant que « les alliés ne se conservent qu'avec du soin, des égards et des avantages réciproques ».

À la « diplomatie de l'épée », cette politique d'exportation de la Révolution par la conquête (malgré les critiques du ministre, comme ambassadeurs, le Directoire envoie d'anciens constitutionnels, tandis que Bonaparte envoie des généraux), pour lui « propre à [...] faire haïr » la France, il oppose donc l'idée de régimes stables et dont les puissances s'équilibrent, garantie de la paix : « un équilibre réel eut rendu la guerre presque impossible ». Il théorise également la non-intervention (« la véritable primatie... est d'être maître chez soi et de n'avoir jamais la ridicule prétention de l'être chez les autres »). Cet état de fait doit être associé à un « droit public » qui évolue avec les traités et l'état des forces économiques.

La mise en œuvre de ces principes, sous Napoléon, est difficile. Il aide ce dernier, en bon courtisan, à l'inverse de ceux-ci pendant plusieurs années, pensant convaincre en flattant. Après Austerlitz, il sent que Napoléon préfère soumettre que faire alliance, en dépit de ses tentatives vis-à-vis d'une Angleterre pourtant toujours conciliante (elle l'était déjà sous le Directoire). Il démissionne, alors que Napoléon applique l'inverse de ses idées : déséquilibre entre l'Autriche et la Prusse, humiliation de ces dernières, rapprochement avec la Russie, hostilité envers l'Angleterre, le tout par la force de l'épée.

Bien que persévérant auprès de Napoléon, ce n'est qu'après la Restauration qu'il peut mettre en pratique ses principes, en tout premier lieu durant les traités de Paris et de Vienne. L'équilibre européen, qu'il prône, en est le principe directeur. L'alliance avec l'Angleterre, cette « alliance de deux monarchies libérales, fondée l'une et l'autre sur un choix national » (telle que décrite par de Broglie), qui ouvre la voie à l'entente cordiale, est scellée durant son ambassade, le principe de non-intervention (même imposé à d'autres puissances) étant inauguré à l'occasion de la révolution belge. À l'heure de sa retraite, à la signature du traité de la quadruple alliance qui en est l'aboutissement, Talleyrand fait le bilan de cette ambassade :
« Dans ces quatre années, la paix générale maintenue a permis à toutes nos relations de se simplifier : notre politique, d'isolée qu'elle était, s'est mêlée à celle des autres nations ; elle a été acceptée, appréciée, honorée par les honnêtes gens et par les bons esprits de tous les pays. »
— Lettre de Talleyrand au ministre des Affaires étrangères, 13 novembre 1834 Wikipédia

TASKIN **Henry-Joseph** Versailles 1779 – 1852.

Grand Officier du Grand Orient, 33e, il fut également un fondateur, et le Vénérable d'honneur, de la Loge *Les Frères Unis Inséparables*.

Fils de Julie Blanchet et de Pascal-Joseph Taskin, deux membres d'illustres familles de facteurs de clavecin, Henry-Joseph Taskin est à la fois pianiste, compositeur, facteur d'instruments et éditeur de musique. Initié au piano par sa mère, à l'orgue par sa tante Elisabeth Blanchet-Couperin, puis entré comme page à la Chapelle Royale, sa production est constituée de musique de chambre et de salon qui met à l'honneur son instrument de prédilection : le piano-forte. Outre des trios, un Concerto pour piano et violon, il est l'auteur de très nombreuses mélodies et de trois opéras demeurés inédits.



Sur le plan maçonnique, sa carrière est indissociable des activités musicales et des responsabilités importantes prises au sein des « *Frères Unis Inséparables* » dans laquelle il est affilié dès 1810 puis initié au 33°.

Egalement membre des « *Elèves de la Nature* » (1810-1812) et « *La Tolérance* » (1833), il est l'ordonnateur des cérémonies musicales et maître des cérémonies (1824), hospitalier (1828), vénérable (1837 puis 1842), premier surveillant (1839), architecte et gardes des Sceaux (1844). L'atelier le nomme vénérable d'honneur. En 1841, il devient officier du Grand Orient (Premier Surveillant) et un document des « *Arts Réunis* » de Rouen témoigne du fait qu'il travaille, la même année, au sein de la Chambre Symbolique de l'obédience. En 1850 et 1851, il fait partie du Conseil de l'Ordre.

De 1814 à 1841, il écrit pour les fêtes de la loge. L'atelier étant doté d'une colonne d'harmonie, Taskin compose marches et cantates. Très vite, il utilise le piano et la harpe. C'est sous sa direction que la colonne d'harmonie des « Frères Unis Inséparables » devient, pendant la Restauration, l'un des ensembles maçonniques parisiens les plus appréciés et les plus sollicités. Le Grand Orient réclama son concours à diverses reprises ; Les Sept Ecossais et le Chapitre des Gaules furent commanditaires d'Henry-Joseph Taskin.

Au total, il compose 22 pièces maçonniques rassemblées dans un recueil dédié aux « *Frères Unis Inséparables* ». Ce sont essentiellement des cantates composées pour diverses occasions. Dans la lettre jointe au manuscrit, Taskin s'excuse d'avoir écrit pour des effectifs modestes et explique que le peu de place réservée à la colonne d'harmonie lui interdisait l'écriture de pièces pour orchestre. Aussi juge-t-il que ses œuvres présentent « peu de mérite sous le rapport de la composition ». L'histoire de la musique maçonnique retient pourtant son nom parce qu'il s'est consacré tout entier au rayonnement de l'atelier et qu'il a revivifié des pratiques artistiques héritées de l'Ancien Régime. Après sa mort, les « *Frères Unis Inséparables* » tentent de poursuivre l'œuvre de Taskin, mais les compositions nouvelles sont rares, les effectifs de l'harmonie baissent et les concerts deviennent annuels.

Comme l'a montré Roger Cotte, l'activité musicale de Taskin constitue un exemple rare, à une époque qui ne suscite guère de compositions originales, d'œuvres d'envergure écrites pour les cérémonies maçonniques. En outre, sa production « rituelle » rassemble des thèmes caractéristiques de la maçonnerie au début du XIXe siècle et exprime notamment une certaine religiosité dans les œuvres funèbres, les références au Grand Architecte de l'Univers, l'éloge de la vertu, de la philanthropie, de l'instruction comme outil d'amélioration de la condition humaine, mais aussi, l'attrait pour la chanson légère, presque grivoise, ainsi que le montre son unique chanson de banquet, *La Santé de Jeanne.* Ch.N.

Taskin est notamment l'auteur de trois opéras (restés inédits) et de nombreuses musiques maçonniques, composées entre 1814 et 1841, et dont il légua les manuscrits - que nous recherchons - à sa Loge des *Frères Unis Inséparables.* Dans son ouvrage *L'Invenzione della gioia, Musica e massoneria nell'età dei Lumi*, Alberto Basso en donne la liste complète :

- *Cantate pour servir aux pompes funèbres instituées dans la Loge des F. Unis Inséparables à l'Or. de Paris, paroles du F. Félix Nogaret, exécutée pour la première fois à ladite loge le 27 octobre 1814 sous la direction de l'auteur*. La

partition porte le commentaire suivant sur le Prélude : *Il a pour motif l'effroi résultant de le destruction des êtres*. La cantate est suivie d'une *Marche religieuse* et d'une *Marche funèbre* (que vous entendez). Le texte est le même que celui utilisé par Giroust dans *le Déluge*; à noter que le même texte a également été mis en musique par Bianchi

- Cantate pour choeur et pianoforte (28 août 1817)
- *Hymne au Grand Architecte de l'Univers*, sur un texte de Langlacé, pour deux voix et pianoforte
- *Cantique maçonnique composé pour la fête de la St. Jean*, pour voix, harpe et pianoforte (27 décembre 1817)
- *Strophes extraites de l'Ode sur la restauration de la statue de Henri IV*, sur un texte de Mollevault, pour chant et pianoforte (27 août 1817)
- *Les trois chevaliers députés Béarnais au G. O. de France. Cantate*, sur un texte de Pilon-Duchemin, pour voix et pianoforte (27 décembre 1818)
- *Chant d'allégresse. Dialogue entre un vénérable de loge et un nouvel affilié*, sur un texte de Pilon-Duchemin, pour voix et pianoforte (27 décembre 1818)
- *Le Code des maçons ou les neuf vertus du vrai maçon, Stances pour la fête de l'Ordre*, sur un texte de Bailly, pour voix et pianoforte (24 juin 1819)
- *Cantate composée pour la fête de famille célébrés par la Loge des Frères Unis le 28 octobre 1819*, sur un texte de Pilon-Duchemin, pour 3 voix et pianoforte
- *Cantate composée pour la pompe funèbre des FF. Durand et Léon membres de la Loge des Fréres Unis célébrée le 16 octobre 1820*, pour trois voix et instruments
- *Hymne pour la fête de la St. Jean d'hiver 1820 célébrée par le G. O. de France*, sur un texte de Bailly, pour voix et pianoforte
- *Hymne à la Maçonnerie*, pour choeur et pianoforte (27 décembre 1821)
- *Cantate à grand orchestre composée pour la fête de la St. Jean d'été 1822 célébrée par le G. O. de France*, sur un texte de Bailly
- *Cantate pour la fête de la Cène, célébrée le 27 mars 1823 par le Chapitre des Gaules*, sur un texte de Berton, pour voix et pianoforte
- *Chant pour la fête célébrée le 11 mars 1824 par la Loge des Frères Unis, dits Inséparables*, sur un texte de Berton, pour voix, flûte, violon et pianoforte.

- *Divertissement pour piano, harpe et violon, composé pour la fête de la Cinquantaine célébrée par la Loge des Frères Unis Inséparables le 15 avril 1826*
- *La Bienfaisance. Cantate [...] exécutée à la L. Philadelphique*, sur un texte de Desmarest, pour voix et pianoforte (1827)
- *Cantate composée pour la distribution des prix faite aux élèves des écoles élémentaires par la Loge des Sept Ecossais Réunis le 31 janvier 1831*, sur un texte de de Tournay, pour 3 voix, harpe, flûte et pianoforte
- *Première Cantate pour la pompe funèbre à la mémoire des frères Langlacé et Berton célébrée par la Loge des Frères Unis le 21 juin 1832*, pour chant, harpe, cor en si bémol, hautbois et pianoforte
- *Deuxième Pompe funèbre à la mémoire des FF. Langlacé et Berton père, célébrée le 21 juin 1832 par la Loge des FF. Unis Inséparables*, pour 3 voix, harpe, cor en si bémol, hautbois et pianoforte (l'une de ces deux cantates fait l'objet d'une page d'un de nos *autres* sites, *chansons et chansonniers maçonniques*)
- *Invocation à la philantropie. Cantate*, sur un texte de de Tournay, pour 3 voix, harpe, cor en si bémol, hautbois et pianoforte (1839)
- *La Santé de Jeanne (proposition). Couplets chantés a la fête solsticiale d'été 1841 célébrée par la Loge des Frères Unis Inséparables,* sur un texte de Chappon, pour voix et pianoforte http://musicmac.ifrance.com/docs/taskin.html?key=138

TAXIL **Léo** Marseille 21 mars 1854 – Sceaux 31 mars 1907.



Léo Taxil, de son vrai nom Gabriel Jogand, est le fils d'un négociant Charles-François Jogand, et de son épouse Joséphine Françoise Antoinette Pagès. Il grandit dans un milieu monarchiste et catholique – son père est membre du conseil de fabrique de sa paroisse. En 1864-1865, il est interne au collège des Jésuites de Mongré (Saône-et-Loire). Il fréquente ensuite le collège Saint-Louis de Marseille, dirigé par des prêtres diocésains. Initié par des camarades aux idées radicales, libres penseuses et maçonniques, il devient indiscipliné et frondeur ; en 1868, son père l'envoie à la maison de correction de Mettray. Libéré au bout de deux mois, le jeune Gabriel revient à Marseille et fugue en compagnie de son frère Maurice ; son père l'émancipe. Il écrit à Ledru-Rollin, se présentant comme athée, révolutionnaire « *autant qu'on peut l'être, c'est-à-dire comme vous* » et membre d'un club marseillais, le Club des Poignards, dont la devise, précise-t-il est « Mort à Dieu, aux prêtres, aux rois ».

Mentant sur son âge, il s'engage en août 1870 dans le 3e zouaves ; la supercherie ayant été découverte, il est rapidement rendu à la vie civile. Revenu à Marseille, il fonde la *Jeune Légion urbaine*, puis participe à la Commune marseillaise et aux troubles qui s'ensuivent ; il collabore à divers journaux d'extrême gauche et se trouve en relation avec Garibaldi. Diverses personnes, notamment Clovis Hugues, le soupçonnent d'être un agent provocateur. Comme le prouve son dossier conservé aux archives de la police, il est un agent général d'Espivent de la Villeboisnet. Il subit néanmoins diverses condamnations pour délit de presse et, en 1875, s'exile en Suisse où il vit d'expédients, vendant des pilules aphrodisiaques sous le nom de « *bonbons de sérail* ».

Expulsé, il arrive à Paris en 1878. En 1879. Il crée *L'Anticlérical* et une collection intitulée « *Bibliothèque anticléricale* » ; en 1880, il ouvre rue des Ecoles, la librairie anticléricale. En 1881, il fonde la Ligue anticléricale, athée et socialiste, dont

l'emblème, formé d'un pic et d'un compas, évoque la franc-maçonnerie, tout comme certaines pratiques (yeux bandés pour l'intronisation, mot de passe). Il prononce des conférences anticléricales, où il présente les martyrs de la Libre Pensée et réclame la séparation de l'Eglise et de l'Etat. En 1881, sur la plainte du comte Mastaï, neveu de Pie IX, il est condamné à 600 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Montpellier pour avoir publié *Les Amours de Pie IX*. En 1884, il fait paraître une blasphématoire *Vie de Jésus*.

Léo Taxil est initié le 21 février 1881 par la loge « *Le Temple des amis de l'honneur français* », loge parisienne du Grand Orient de France. Poursuivi pour divers délits littéraires, il est radié de son atelier le 17 octobre 1881 en vertu de l'article 7 des dispositions judiciaires du Grand Orient.

En 1885, se prétendant converti grâce aux prières et aux sacrifices d'une tante religieuse, il quitte la Ligue anticléricale pour s'adonner à une propagande antirépublicaine et antimaçonnique. Il fait paraître ***Les Frères Trois-Points***, ***Le Culte du Grand Architecte*** et dans une rubrique intitulée « La France maçonnique », que publie le journal *La Petite Guerre*, il livre à la vindicte antimaçonnique des listes entières de francs-maçons.

En 1888, il crée la collection « *Le contre-poison* », collabore avec l'abbé Paul Fesch. Chose assez rare pour être signalée, cet ennemi de la franc-maçonnerie n'est pas antisémite ; aussi, aux élections municipales de 1890, il se présente contre Edouard Drumont, à Paris, dans le quartier du Gros-Caillou mais est battu.

En 1895, avec le concours de Doinel, il fonde la *Ligue du Labarum* anti maçonnique, sorte de chevalerie qui comprend trois grades (légionnaire de Constantin, soldat de Saint-Michel, chevalier du Sacré-Cœur) ; en 1896, 11 compagnies du *Labarum* sont en voie de formation en France. En septembre 1896, Léo Taxil participe au Congrès antimaçonnique de Trente, auquel assiste le cardinal Haller, archevêque de Salzbourg, le prince-évêque de Trente et 14 autres évêques. Léon XIII et l'empereur François-Joseph font parvenir leurs salutations et leurs encouragements aux congressistes. Mais, à cette date, Léo Taxil est bien près de renoncer à ses activités de chevalier du Sacré-Cœur…

Depuis 1892, il construit une formidable et célèbre mystification, parvenant à persuader de nombreux ecclésiastiques que le démon et ses acolytes apparaissent dans les loges dont ils sont les véritables dirigeants.

En collaboration avec le Dr. Hacks, il publie ***Le Diable au XIXe***, que suivent ***Le Palladium régénéré et libre*** et enfin les ***Mémoires d'une ex-palladiste***, la fictive Diana Vaughan. Si de nombreux ecclésiastiques prennent ses paroles pour argent comptant, d'autre ont de plus en plus de difficulté à accepter de telles calembredaines. Sommé de prouver ses dires, il dévoile sa supercherie le lundi de Pâques 1897. Il retourne à ses écrits anticatholiques (***Nos bons jésuites***, 1902). Il publie divers écrits sous le pseudonyme de Prosper Manin et, sous celui de Jeanne Savarin, fait paraître des livres de cuisine.

Cette personnalité paradoxale, dont le goût pour la provocation et la tromperie était probablement le trait dominant, s'éteint à Sceaux en mars 1907. Adulé par bon nombre de libres penseurs aux alentours de 1880, devenu la coqueluche de certains catholiques après sa conversion, Léo Taxil a aussi été universellement méprisé : en 1884, *La Patrie* le qualifie d'« *égoutier des lettres* » et, pour *Le Rappel*, en 1897, il est « *le Gaudissart de la fange* ».

TAYLOR baron **Isidore** Bruxelles 5 août 1789 - Paris 6 septembre 1879.



Administrateur des beaux-arts : il fit transporter l'obélisque de Louksor à Paris. Commissaire royal à la Comédie française.

Franc-Maçon, il est devenu Lieutenant Grand Commandeur du Suprême Conseil de France.

Son père Hélie Taylor, né en Grande-Bretagne vers 1762 et mort à Paris en 1830, était un professeur naturalisé français. Son frère, le général Taylor, participa à l' expédition d'Irlande en 1796. Sa mère Marie-Jacqueline Walwein, née à Bruges, était la fille de Charles Eugène-Jacques Walwein, conseiller du commerce et échevin de Bruges, gouverneur du cercle de la ville et conseiller de Joseph II et de Jeanne Du Chastelet. Charles, devenu commandant de la Garde nationale après s'être remarié avec Antoinette Mabillon, mourut à Marseille en 1794. Destiné à la carrière militaire, Isidore Taylor prépare l'École polytechnique mais abandonne rapidement ses études.

Il voyage beaucoup en Europe et surtout en France. En 1818, il rédige, avec Charles Nodier, une série de volumes sur différentes régions françaises, intitulée *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France*, qui constitue le premier catalogue sérieux des richesses du patrimoine français.

Dans les années 1820, il écrit ou traduit de nombreuses pièces de théâtre. En 1821, il est un des créateurs du théâtre Panorama-Dramatique dont il obtint le privilège auprès du Roi pour Allaux. Il en fut un des administrateurs pendant les 2 ans que ce théâtre survécut. Il écrit dans les journaux et les revues de critique d'art. Il est commissaire royal au Théâtre Français de 1825 à 1830 et de 1831 à 1838. À l'occasion de son sacre en 1825, Charles X le fait baron. Romantique convaincu, il prend une part active à la « campagne des Hugolâtres » et profite de ses fonctions pour mettre à la scène *Hernani* de Victor Hugo et *Henri III et sa cour* d'Alexandre Dumas.
En 1829, il commence à faire transporter à Paris, place de la Concorde, l'obélisque de Louxor dont il avait proposé

l'acquisition en 1828, mais la révolution de 1830 arrête l'opération. En 1838, il est nommé inspecteur général des Beaux-Arts. Il est chargé par Louis-Philippe en 1835 d'acquérir des tableaux en Espagne, qui permettent l'ouverture de la *Galerie espagnole* du musée du Louvre en 1838.
Il crée dans les années 1840 une série d'associations de secours mutuel pour :

- les artistes dramatiques (1840)
- les artistes musiciens (1843)
- les artistes peintres, sculpteurs, architectes, graveurs et dessinateurs (1844)
- les inventeurs et artistes industriels (1845)

Une association pour les membres de l'enseignement est créée en 1859. Il est également l'un des fondateurs de la Société des gens de lettres et une fondation, fille de ces associations porte aujourd'hui son nom, la Fondation Taylor, 1, rue La Bruyère, Paris 9e. Il est élu membre de l'Académie des beaux-arts en 1847 et nommé sénateur en 1867. Il est fait grand officier de la légion d'honneur en 1877.

Il est inhumé dans une grande chapelle au cimetière du Père-Lachaise. Son buste a été érigé sur une stèle près de la rue qui porte son nom dans le 10e arrondissement de Paris. Wikipédia

TESTE Charles-Antoine 1782 – 1848.

De l'association subversive, les *Illuminaten* de Weishaupt sont le modèle, au XVIIIe siècle ; du révolutionnaire professionnel, Buonarotti, ami de Blanqui, babouviste et champion de la lutte des classes, est le type, au XIXe et, entre les républicains de 1820 et les marxistes de 1850, Charles-Antoine Teste complote, sa vie durant, dans un secret rare, ami et disciple du chef italien à partir de 1829 environ.

Membre éminent du Rite de Misraïm et l'un des dirigeants français de la charbonnerie où il est entré, quand il était fonctionnaire à Naples, avant 1814, libraire à Paris, de 1824 à 1830, il lutte contre Charles X au profit des Orléans mais Louis-Philippe le déçoit. Avec Voyer d'Argenson et Buonarotti, Teste fonde la Charbonnerie Démocratique Universelle ; en 1833, il publie un *Projet de constitution républicaine*.

Plus libertaire que socialiste, moins romantique qu'agitateur stérile de rêves inoffensifs, Teste fut un homme de grand cœur et de petite action. Il vécut pour son idéal ; à chacun d'apprécier celui-ci.

De deux sociétés principalement il se sert autant qu'il les sert. Le carbonarisme ou la charbonnerie est étrangère à la franc-maçonnerie, et à la Révolution. La franc-maçonnerie du bois n'a jamais existé ; ni la terminologie ni les rituels de la franc-maçonnerie ne doivent rien au carbonarisme ni à aucune espèce de charbonnerie supposée antérieure. Teste, Buonarotti, les conspirateurs de tout poil paraissent compromettre la franc-maçonnerie et son association avec la charbonnerie n'est qu'accidentelle. La franc-maçonnerie dans son ensemble demeure intacte. C'est une fraction de Misraïm qui est en cause. Le malheur est que son égarement s'est étendu, soit en fait, soit dans l'opinion, à l'ensemble de la franc-maçonnerie française et italienne au XIXe siècle. Sur « la Voie substituée » (Baylot, 1968) de la franc-maçonnerie, Charles-Antoine Teste fait bonne et triste figure. La sincérité de la personne touche, le personnage inquiète, car il illustre « *comment par le cours de l'histoire, l'engagement profane de la franc-maçonnerie au nom de certain humaniste l'a dévoyée de sa règle* ». R.A.

THAYENDANEGEA *dit* Joseph Brant Ohio 1742 - Lake Ontario 1807.



Chef des Mohawk et ami des Britanniques. Il devient missionnaire pour l'Église d'Angleterre auprès des Mohawks et se bat contre les Américains durant la Guerre d'Indépendance.
Franc-Maçon, il reçoit, en 1776, les degrés maçonniques en Grande-Bretagne à la *Loge "Hiram Cliftonian Lodge"*. Il fonde, en 1798, la *loge "Brantford Lodge n°31*"

L'histoire veut qu'après la victoire américaine dans la bataille sur la rivière St-Laurent en 1776, Brant s'applique à prévenir le massacre des prisonniers. Un certain Capitaine John Mac Kinstrey, membre de la loge Hudson n°13 de New York, sur le point d'être tué, effectue le signe de détresse des francs-maçons à l'intention de Brant qui le libère et lui assure un traitement convenable. Les deux demeureront amis par la suite.

THEVENARD Antoine-Jean-Marie Saint-Malo 7 décembre 1733 - Paris 9 février 1815.



Officier de marine et homme politique français des XVIIIe et XIXe siècles. Il termine sa carrière au grade de vice-amiral.

Formation dans la Compagnie des Indes pendant la guerre de Succession d'Autriche
Fils d'un capitaine de la Compagnie des Indes, il embarque à douze ans sur un vaisseau de la Compagnie commandé par son père. C'est la période de la guerre de Succession d'Autriche et il participe dès les premières années à trois combats. Il reste quelques années au service de la Compagnie, y apprend le métier et y acquiert du galon.
Il reviendra - après avoir servi dans la marine royale et comme corsaire - au service de la Compagnie en 1767 comme capitaine.

La Guerre de Sept Ans: officier du roi, corsaire et ingénieur-constructeur

Lieutenant de vaisseau, il sert en 1754 sur *le Brillant* de l'escadre du comte du Chaffault qui va détruire les établissements anglais sur la côte de Terre-Neuve. Il est ensuite second du corsaire François Thurot sur *le Maréchal de Belle Isle* et participe à son expédition vers l'Irlande en 1759. À la suite de cette expédition, il se consacre à Saint-Malo à la construction de quatre frégates et d'une flûte dont il réalise lui-même les plans, probablement en collaboration avec l'ingénieur Groignard. Ses frégates seront considérées comme une grande réussite. Il va aussi faire les plans et diriger la construction des deux premières canonnières de la marine française.

Service à Terre
À la paix de Paris, il sert de 1764 à 1769 comme capitaine de vaisseau de la Compagnie des Indes, puis capitaine de port et retourne enfin dans la marine royale où il est promu d'abord capitaine de frégate en 1770, puis capitaine de vaisseau en 1773. Sa santé étant mauvaise - il souffre probablement d'une maladie tropicale, peut être de paludisme, très répandu chez les marins ayant navigué aux Antilles ou dans l'océan Indien - il ne va pratiquement plus servir qu'à terre pendant tout le reste de sa carrière. Il commande ensuite la marine à Lorient en 1779, mais ne participe pas à la guerre d'indépendance des États-Unis. Il devient toutefois chef d'escadre (ancien grade correspondant à celui de contre-amiral) en 1784.

Bref Ministre de la Marine et des Colonies
Il devient ministre de la Marine de Louis XVI en mai 1791, mais c'est une époque de très grande désorganisation et il démissionne dès septembre 1791. Sa seule réalisation concrète est la liste des officiers de la marine en application de la loi de réorganisation décidée par l'assemblée Législative après la dissolution du Corps des officiers de marine du roi. Cette liste préparée par Thévenard et signée par Louis XVI lors de sonministère ne sera toutefois promulguée que par son successeur Antoine François Bertrand de Molleville. Elle établissait une liste de 3 amiraux, 9 vice-amiraux et 18 contre-amiraux à la date du 1er janvier 1792. En fait, à la mi 1792, seul 5 seront encore en fonction: parmi les amiraux, ne subsiste que d'Estaing qui va être bientôt arrêté; Thévenard sera le seul vice-amiral encore en fonction et trois contre-amiraux seulement: tous les autres auront soit émigré soit au moins démissionné.

Vice-amiral le plus ancien de la marine républicaine puis impériale
Début 1793, Thévenard commande le port de Brest mais il est arrêté dans le courant de l'année. Toutefois, fait rare, il est acquitté et libéré par le tribunal révolutionnaire. Il est de nouveau emprisonné début 1794 et ne sera libéré qu'après le 9 Thermidor. À compter de ce moment et jusqu'à 1810, Thévenard surnommé « l'Ancêtre » sera en tête des listes de la marine comme le plus ancien des vice-amiraux. Il commande alors le port de Rochefort en 1796, puis provisoirement commandant d'armes à Toulon en remplacement de Vence en 1798. Respecté en tant qu'administrateur, bien vu des officiers comme des marins, il devient préfet maritime de Lorient à la création de l'institution. L'Empire le couvre d'honneur: Légion d'honneur, comte d'Empire, membre du Sénat conservateur à sa retraite en 1810. Le roi Louis XVIII en fait un membre de la Chambre des pairs en 1814. Il meurt en 1815, peu avant le retour de Napoléon Ier. Il repose au Panthéon de Paris. Il aura servi successivement Louis XVI, les différents régimes issus de la Révolution, Napoléon Ier, Louis XVIII.

Il est l'auteur de *Mémoires relatifs à la marine*, ouvrage devenu un classique. Son fils Antoine René Thévenard, capitaine de vaisseau, fut tué à Aboukir où il commandait *l'Aquilon*.
Thévenard était franc-maçon, membre notamment de la Loge *L'Union* à Lorient.

THIRIFOCQ Emile

Lille 1814 – 1900.

Tailleur puis professeur de coupe, Emile Thirifocq est initié le 9 janvier 1850 à la loge « Jérusalem Ecossaise 99 » du Suprême Conseil ; il en devient le secrétaire l'année suivante, l'orateur en 1854 et le vénérable en 1864. Il y fait entrer son maître spirituel Luc-Pierre Riche-Gardon en 1856, et c'est dans le sillage de ce dernier qu'il gère *L'Almanach de la conciliation des croyances.* Il reste déiste et socialiste. Orateur de la première section de la Grande Loge Centrale. Il présente, en mars 1869, un projet de réformes du Suprême Conseil que celui-ci rejette, et défend vainement le maintien de la croyance en « *une puissance infinie désignée sous le nom de Grand Architecte de l'Univers* ». en 1870, il rallie la loge naissante « *Le Libre Examen* » destinée à regrouper les « déistes rationnels » qui, comme Henry Carle, poursuivent avec l'Alliance religieuse universelle le chimérique espoir de réaliser une synthèse des religions.

La guerre éclate, Paris est assiégée. Près de 2 000 maçons se rassemblent, le 29 octobre, pour la mise en jugement maçonnique du roi de Prusse et de son fils accusés de crimes de guerre. Colfavru préside et Thirifocq occupe le plateau d'orateur. Il évoque la personnalité « sanguinaire et barbare » de Guillaume 1er et se prononce pour une mise immédiate en jugement, lequel, bien sûr sera voté mais restera sans conséquence. Thirifocq est alors décrit comme un vieillard à la longue barbe blanche quand, sous la Commune, le 26 avril 1871, les maçons se réunissent pour prendre une décision après l'échec de la seconde démarche conciliatrice. Son intervention est décisive.

Il propose de dire aux versaillais que « *si dans les 48 heures on a pas pris une résolution tendant à la pacification, on plantera les drapeaux maçonniques sur les remparts* » et que « *si un seul est troué par un boulet ou par une balle nous courrons tous aux armes pour venger cette profanation* ». Il poursuit : « *Hommes de paix, les maçons sont forçés de devenir soldats. Il faut qu'ils aillent en face des hordes de Versailles planter la bannière franc-maçonnique, décidés à la défendre à coup de fusil si une seule balle troue la laine bleue du drapeau* ». On sut, écrit le représentant du *Cri du Peuple*, après cette intervention, que la franc-maçonnerie était avec la Révolution. A la sortie, un cortège se constitue. Il est évalué, par la presse communarde, à 2 000 personnes. Les maçons, bannières

déployées, sous la conduite de Thirifocq, se rendent à l'Hôtel de Ville. La Commune interrompt ses travaux pour les recevoir dans la cour d'honneur.

Thirifocq prend parole pour annoncer le ralliement de la maçonnerie à la Commune. La manifestation a lieu le 29 avril. A l'Hôtel de Ville, il reçoit le drapeau rouge pour que celui-ci soit placé devant les bannières et face aux « balles homicides des versaillais » et répons aux diverses allocutions au nom de la maçonnerie. Il est l'un des trois délégués qui rencontrent Thiers. Après l'entrevue qui échoue, il est à la tête de la fédération qui réunit les maçons et les Compagnons décidés à se battre dans les rangs de la Commune. Après la défaite, Thirifocq se réfugie à Bruxelles. En 1872, il publie une brochure « *en faveur de l'amnistie et de la levée de l'état de siège*… » où il explique avec talent le rôle joué par les maçons en 1870 et 1871. Il est condamné, le 18 juin 1875, à la déportation dans une enceinte fortifiée. Amnistié le 17 mai 1879, il reprend sa place au « *Libre Examen* » dont il devient vénérable en 1884. L'année même, il présente devant les loges du Suprême Conseil un rapport en faveur de la propagation des tenues blanches comme moyen d'acheminement vers l'initiation de la femme. Eugène Pottier, qui devait être reçu dans sa loge, meurt en 1887, juste avant la date prévue pour la cérémonie. Thirifocq accède à l'honorariat peu après. A.C.

THORY Claude-Antoine

Paris 1759 – 1827.

Dans son *Précis historique de l'ordre de la franc-maçonnerie* (1829), Jean-Claude Bésuchet a tracé de Thory un portrait qui deviendra la source principale de ses biographes ultérieurs : « Avocat, ancien greffier de la chambre criminelle du Châtelet, premier adjoint du maire du 1er arrondissement de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, naquit dans cette ville et y mourut au mois d'octobre 1827. Un goût prononcé pour la botanique l'écarta des affaires publiques et le sauva des proscriptions.

Membres des anciennes loges de « *Saint-Alexandre d'Ecosse* » et du « *Contrat Social* », il fut l'un des soutiens de la Mère Loge Ecossaise formée de ces deux ateliers, et sans se mettre en évidence, il provoqua ou appuya diverses tentatives ayant pour but de renverser le Grand Orient de France, au profit de la Mère Loge Ecossaise. Il appartenait aussi à plusieurs loges de divers rites.



Le Grand Orient, plus généreux que prudent, le plaça au nombre de ses officiers, et le laissa, sans défiance, prendre communication des pièces originales déposées dans ses archives.

La Révolution française avait dispersé les membres du Grand Orient et mis beaucoup de désordre dans le riche dépôt des pièces et titres de l'Ordre. M. Thory passe, sans doute injustement, pour en avoir laissé égarer plusieurs. Ce qu'il y a de certain c'est que ce frère a formé le plus riche et peut-être l'unique recueil de matériaux propres à faire écrire l'histoire de la maçonnerie, et il a toujours témoigné l'appréhension d'en voir l'histoire tracée par une autre main que la sienne, il s'est essayé, mais sans exactitude et sans impartialité, au rôle d'historien dans deux ouvrages.

Fidèle à son système de ne s'avancer qu'à demi, il a soutenu, aussi longtemps qu'il l'a pu sans se compromettre, le frère Piron (Pyron), dont la conduite a été si peu convenable envers le Grand Orient de France. Le frère Thory fut vénérable, archiviste et trésorier de la Mère Loge Ecossaise. En cette double et dernière qualité il se fit autoriser à acheter, pour le compte de la mère loge, les choses les plus rares et les plus précieuses en manuscrits, livres imprimés, médaille, bijoux, décors, sceaux, timbres, figures de bronze et autres objets de franc-maçonnerie. Il fit faire un catalogue de toutes ces curiosités, qu'il classa lui-même dans un local particulier, où les maçons étrangers et autres étaient admis à jours fixes. Dans un pacte spécial entre les associations du rite philosophique, il fut stipulé que, dans le cas où la Mère Loge Ecossaise fermerait ses travaux (ils le sont depuis 1826), la plus ancienne loge du même rite, qui serait en activité, entrerait en possession de ses archives : ce droit appartient à la loge du *Mont-Thabor*.

Outre cette riche collection formée des deniers de la mère loge, M. Thory avait acquis pour son compte personnel divers objets précieux. La double collection reste dans les mains de Mme Thory ; et, à la mort de cette dame, il y a tout à craindre que ces richesses, si importante pour la maçonnerie française, ne passent dans les mains de quelque maçon étranger, amateur et jaloux de nous priver d'un trésor qu'il ne serait plus possible de former en France. Les ouvrages que M. Thory a publiés sous le voile de l'anonymat sont :
1° ***Histoire de la fondation du Grand Orient de France*** etc., Paris 1812, 1 vol. in-8°.
2° ***Acta Latomorum***, ou ***Chronologie de l'histoire de la franc-maçonnerie française et étrangère*** etc., Paris 1815, 2 vol. in-8°.

L'un des rédacteurs de l'*Hermès*, ou *Archives de la maçonnerie*, t.I. (publié en 1818), p. 399, s'exprime ainsi en parlant de l'*Histoire du Grand Orient* : "Il serait possible que l'historien (le frère Thory) n'eût pas toujours employé dans ses tableaux le crayon d'une sévère impartialité. Il se trouve depuis longtemps, dit-on, à la tête de quelques débris d'une institution maçonnique qui, autrefois chef d'Ordre en France, se montra rival du Grand Orient.

On ajoute que cet auteur n'a déposé la toge sénatoriale maçonnique du consistoire français que dans une tracasserie qui a eu lieu entre ce consistoire et celui du rite appelé ancien et accepté. Il serait donc nécessaire que son livre, pour devenir une autorité, eût subi l'examen d'une critique sévère, et je ne sache pas qu'aucun écrivain français s'en soit occupé" »

Le Livre d'or du comte de Grasse-Tilly indique qu'il conféra à Thory les grades de Kadosh, de Prince du Royal Secret et le poste de Député Grand Inspecteur, le 28 septembre 1804, et « *le poste de grand inspecteur général membre du souverain grand conseil du 33° à l'orient de France de la franche maçonnerie du Rite Ancien et Moderne* » le 12 octobre suivant. En 1805, Thory est secrétaire de la loge « *Saint-Napoléon* », orient de Paris. Le 31 janvier 1806, il est parmi les 54 membres du chapitre de Rose-Croix de Saint-Alexandre d'Ecosse et Le Contrat Social réunis admis comme membres du chapitre du Choix, relevant de l'Ordre Heredom de Kilwining. Sa caractéristique comme « *Tersata* » de ce chapitre était V-t-é, c'est-à-dire Vérité.

Le 12 janvier 1815, il reçoit le 87° du Rite de Misraïm et est porté comme membre d'honneur du 90° sur le tableau des membres composant la Puissance suprême de l'Ordre maçonnique de Misraïm et de ses quatre séries, pour la France, dressé en 1822. Il est « *Trésorier du Saint-Empire pour la France* » sur le tableau des membres du Suprême Conseil du royaume des Pays-Bas, installé le 16 mars 1817 à Bruxelles par le général Rouyer. Lors de la reconstitution du Suprême Conseil de France, le 7 mai 1821, Thory occupe toujours les fonctions de Trésorier du Saint-Empire, son nom étant au 3e rang, après ceux du Grand Commandeur et de son Lieutenant.

Les jugements sévères de Bésuchet et de l'Hermès sur Thory ne sont pas isolés. Kloss cite et partage l'avis de Bazot (né en 1782) selon qui Thory n'a jamais été considéré comme une autorité par les vrais maçons, et Gould a écrit de Thory qu'il n'avait pu parvenir à soutenir les accusations qu'il portait qu'au moyen de falsifications. La récente redécouverte du *Mémoire justificatif* de La Chaussée que Thory prétend citer à plusieurs reprises permet de constater que la remarque de Gould était justifiée.

On ne saurait énumérer les inventions dont l'histoire maçonnique est redevable à Thory, l'une des plus célèbres étant la « Grande Loge anglaise de France », intitulé imaginaire qu'il affirme dans les *Acta* avoir été celui de la Grande Loge de France de 1743 à 1756. Il était imprécis au point d'être incapable de citer la date d'événements contemporains, telle l'année du décès de Roëttiers de Montaleau, qu'il situe le 30 janvier 1807 au lieu de 1808. Quand aux archives qu'il détenait, les craintes de Bésuchet étaient prophétiques. En 1808, la veuve de Thory vendit ses archives au Dr. Morison et lorsque Morison mourut du choléra à Paris le 4 mai 1849, la veuve de Morison en fit don à la Grande Loge d'Ecosse.

André Bouton et Marius Lepage ont écrit en 1951 : « *Longtemps après son décès, le 23 février 1860, sa veuve (de Thory) les vendit (ses archives) pour 8 500 francs à un américain qui pensait les revendre un grand prix aux Etats-Unis. Sa spéculation ayant échoué, il les réexpédia en France en 1863 où elles furent vendues à vil prix aux enchères publiques. Ces pièces passèrent en majeur partie dans ces collections privées* ». Cette version, qu'on retrouve avec des variantes chez Alain Le Bihan, Jean Bossu et Daniel-Paul Lobreau, n'est pas incompatible avec la précédente, car il peut s'agir d'une autre partie des archives de Thory. Il convient de relever que les deux ventes Tross dont on connaît les catalogues eurent lieu les 23 février 1860 et 23 mars 1863, 1 037 livres et 1 112 pièces d'archives provenant de la loge Saint-Alexandre d'Ecosse furent dispersées.

Les manuscrits des deux œuvres majeures de Thory furent acquis vers 1885 grâce à G.W. Speth, secrétaire de la loge Quatuor Coronati, et remis à la Grande Loge d'Angleterre en 1890. Mais en 1895, Enoch T. Carson (1822-1899), qui pourrait être le collectionneur américain évoqué plus haut, possédait également un manuscrit de l'Histoire de 1812. A.B.

THYNNE **Thomas** 21 May 1710 – 12 janvier 1751.

2nd Viscount Weymouth (21 May 1710–1751) was an English peer, descended from the first Sir John Thynne of Longleat House. Thomas Thynne was born posthumously on 21 May 1710, the son of another Thomas Thynne and his wife Lady Mary Villiers.

On 28 July 1714, on the death of his uncle Thomas Thynne, 1st Viscount Weymouth, he inherited Longleat House and its great estates and succeeded to the Baronetcy of Thynne, of Kempsford, Gloucestershire, and (by special remainder) to the titles of Baron Thynne of Warminster, Wiltshire, and Viscount Weymouth, of Dorset In 1733 he was appointed High Steward of Tamworth and was also Grand Master of the Premier Grand Lodge of England from 1735 to 1736. Between 4 December 1739 and 1751, he held the Royal offices of Keeper of Hyde Park, Keeper of the Mall, and Ranger of St. James's Park. Shortly after his Hyde Park appointment, Weymouth began the construction of the Serpentine lakes at Longleat, apparently in imitation of Hyde Park's Serpentine.

On 6 December 1726, Weymouth married firstly Lady Elizabeth Sackville, daughter of Lionel Sackville, 1st Duke of Dorset. After her death on 19 June 1729, he married, secondly, Lady Louisa Carteret, daughter of John Carteret, 2nd Earl Granville. With his second wife he had two sons, Thomas Thynne, 1st Marquess of Bath (1734–1796), and Henry Carteret, 1st Baron Carteret (1735–1826). Weymouth died on 12 January 1750/51, at Horningsham, Wiltshire, and was buried there on 22 January.

TIRADENTES dit **Joaquim José da Silva Xavier** Pombal 16 août 1746 –



Brésilien présenté comme franc-maçon. Rio de Janeiro 21 avril 1792.
Dentiste, courte carrière militaire, sensible aux idéaux français, dont la liberté d'où son surnom de « *libertador* ». Réclame l'indépendance, il est exécuté.
En 1965, *Tiradentes* fut déclaré officiellement le Patron de la Nation Brésilienne**.**

Né dans la zone rurale du district de Pombal, à l'époque sur le territoire de la municipalité de São José del-Rei (aujourd'hui Tiradentes), dans l'État du Minas Gerais, Tiradentes était fils du portugais Domingos da Silva Santos, propriétaire terrien, et de la brésilienne Maria Antônia da Encarnação Xavier, le quatrième de quatre frères. En 1755, après la mort de Maria Antônia, il suit son père à Vila São José. Deux ans plus tard, à l'âge de 11 ans, il perd également son père. Le jeune Joaquim ne fait pas d'études et reste sous la tutelle de son parrain qui était chirurgien.

Il travaille alors dans l'exploitation minière puis s'associe à un office d'assistance publique à Vila Rica et se consacre à la pratique de la pharmacie et à l'exercice de la profession de dentiste, ce qui lui vaut le surnom de "Tiradentes" ("arracheur de dents" en français).

Au service de la couronne portugaise
Grâce à ses connaissances acquises dans le travail des minerais, il commence ensuite à travailler pour l'administration portugaise dans la prospection et la reconnaissance du sertão brésilien. En 1780, il rejoint la milice de la capitainerie du Minas Gerais. En 1781, il est nommé, par la reine Marie Ire, commandant de la patrouille de *Caminho Novo*, la route menant à la ville de Rio de Janeiro. Il avait pour fonction de garantir la sécurité des convois d'or et de diamants extrait dans la capitainerie jusqu'à la capitale. Confronté dans son travail au volume des richesses accaparées par les portugais et à la pauvreté du peuple brésilien, il commence à critiquer l'exploitation du Brésil par la métropole portugaise. Déçu de ne pas obtenir de promotion dans la carrière militaire, il démissionne de la cavalerie en 1787.

Les débuts d'un mouvement pour l'indépendance
Il habite alors environ un an à Rio de Janeiro et cherche à développer des projets d'amélioration de l'alimentation en eau de la ville, comme la canalisation des cours d'eau rio Andaraí et rio Maracanã.
Il n'obtient cependant aucun crédit pour l'exécution de ses projets de travaux. Cet échec accentue son désir de liberté pour la colonie. De retour au Minas Gerais, il commence à prêcher, à Vila Rica et dans les environs, en faveur de l'indépendance du Brésil. Il organise un mouvement en faveur de sa cause et s'alliant à des membres du clergé et de la haute-société, comme Cláudio Manuel da Costa, ancien secrétaire du gouvernement, Tomás Antônio Gonzaga, ex-magistrat supérieur et Inácio José de Alvarenga Peixoto, exploitant minier. Le mouvement reçoit un renfort idéologique avec l'indépendance des colonies anglaises d'Amérique du Nord et la formation des États-Unis d'Amérique. Des facteurs régionaux et économiques contribuent également à la popularité du mouvement, comme la baisse de la production de minerais dans la capitainerie. Les habitants de la région, n'arrivant pas à payer les cent *arrobas* d'or dues annuellement à la couronne portugaise, adhèrent d'autant plus facilement à la propagande contre l'ordre colonial.

L'insurrection
Le sentiment de révolte atteint son paroxysme avec l'instauration d'un nouvel impôt, la *derrama*, recouvrement de 538 arrobas d'or en arriérés d'impôts depuis 1762, immédiatement payable au nouveau gouverneur de la capitainerie, Luís Antônio Furtado de Mendonça, vicomte de Barbacena.

Nourrie également par les idéaux des Lumières, le mouvement, appelé conjuration Mineira (ou Inconfidence minière), se forme dans la nuit de l'insurrection: les leaders du mouvement sortent dans les rues de Vila Rica réclamant l'instauration d'une République ce qui leur vaut l'adhésion immédiate de la population1. Cependant, avant que la conspiration ne se transforme en révolution, elle est dénoncée au pouvoir portugais par le colonel Joaquim Silvério dos Reis, le lieutenant-colonel Basílio de Brito Malheiro do Lago et l'açorien Inácio Correia de Pamplona, en échange de l'effacement de leurs dettes vis-à-vis de la couronne.

Le vicomte de Barbacena suspend alors la *derrama* et ordonne l'arrestation des insurgés (1789). Prévenus, les conjurés se cachent chez des amis à Rio de Janeiro, mais sont découverts par Joaquim Silvério dos Reis. Parmi les conjurés, on trouve les pères Carlos Correia de Toledo e Melo, José de Oliveira Rolim et Manuel Rodrigues da Costa; le lieutenant-colonel Francisco de Paula Freire de Andrade; les colonels Domingos de Abreu et Joaquim Silvério dos Reis (un des délateurs du mouvement); les poètes Cláudio Manuel da Costa, Inácio José de Alvarenga Peixoto et Tomás Antônio Gonzaga. Leurs principaux objectifs étaient d'établir un gouvernement indépendant du Portugal, de créer une université à Vila Rica, développer l'industries et faire de São João del-Rei le nouveau siège de la capitainerie.

La mort de Tiradentes
Joaquim José da Silva Xavier, "Tiradentes", était probablement, parmi les membres de la conspiration, celui à la position sociale la plus basse. Il fut cependant le seul à assumer sa responsabilité au sein du mouvement. Niant tout d'abord toute implication, Tiradentes assume ensuite toute la responsabilité de la conjuration, innocentant ses compagnons. Les conjurés attendent trois ans en prison leur procès et leur jugement. Certains sont condamnés à mort et d'autres à l'exil. Plus tard, sur ordre de la reine Marie Ire, toutes les peines sont commuées en exil, sauf pour Tiradentes, qui reste condamné à la peine capitale. Le dimanche 21 avril 1792, au matin, Tiradentes parcourt en procession les rues du centre ville de Rio de Janeiro, jusqu'au lieu de son supplice. Exécuté puis écartelé, sa mémoire est déclarée infame une fois la sentence accomplie. Sa

tête est alors montée sur un poteau à Vila Rica, ses restes dispersés le long du *Caminho Novo* (à Cebolas, Varginha do Lourenço, Barbacena et Queluz où il prononça des discours appelant à la révolte) et sa maison rasée.

La mémoire de Tiradentes
Après l'indépendance du Brésil, Tiradentes reste longtemps une personnalité relativement obscure. En effet, pendant l'Empire, les deux monarques, Pierre Ier et Pierre II, appartiennent à la lignée masculine de la maison des Bragance et sont, respectivement, neveu et petit-neveu de Marie Ire de Portugal, qui avait émis la condamnation à mort de Tiradentes. Tout change avec l'avènement de la République, et surtout l'arrivée des idélogues positivistes qui présidèrent à sa fondation et qui cherchèrent dans la figure de Tiradentes une personnification de l'identité républicaine du Brésil. De là vient l'iconographie traditionnelle le présentant en robe et avec une barbe, à côté de l'échafaud, vaguement assimilé à Jésus Christ. Tiradentes ne se maria jamais mais eut deux fils, João avec Eugênia Joaquina da Silva et Joaquina avec Antonia Maria do Espírito Santo. Tiradentes est aujourd'hui considéré comme le patron civil du Brésil. La date de sa mort, le 21 avril est célébrée tous les ans par un jour férié. Wikipédia

TIRANTY Victor Levens 1765 – Nice 1836.

Le passage par la maçonnerie de ce Républicain francophile nissard appartenant à une famille de propriétaires aisés du comté de Nice vers 1785, puis exilé dans le village de Breil pour ses sympathies précoces en faveur de la Révolution, ne fut pas, à la différence de celles d'anciens jacobins devenus des notables promus par le régime napoléonien, le moyen de « faire oublier » un passé compromettant. Tiranty semble, en effet, avoir été attiré par une loge servant de support à une opposition républicaine encore vivace avant de la déserter lorsqu'elle fut vassalisée.

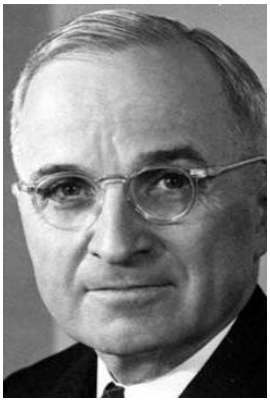
Dès octobre 1792, il adhère à la Société populaire de Nice où il occupe un postes clés : il est élu délégué de la commune de Levens pour siéger à l'assemblée réunie à Nice le 4 janvier 1793 sous l'appellation de Convention nationale des colons marseillais. Vice-président de la Société populaire Tiranty stigmatise les agissements de l'administration de Barras qui s'est entouré de Provençaux ignorants des traditions niçoises. Sous la République jacobine, il est greffier au tribunal de commerce, juge au tribunal civil, directeur du jury et enfin juge au tribunal criminel. Il fait preuve à l'égard des accusés d'une clémence certaine. Parallèlement, Tiranty s'est lancé dans le négoce de l'huile et dans la location de logements aux officiers de l'armée d'Italie. Ces gains lui ont alors permis d'accroître son patrimoine.
L'acquisition de biens nationaux très bien situés, entre autres ceux de la future place Masséna, entrainent une ascension sociale qui lui est reprochée par ses adversaires, après la chute de Robespierre. Secrétaire d'une Société populaire en plein déclin, il est, avec André Gastaud, un des boucs émissaires de la réaction thermidorienne. Soupçonné d'être un « chef de rassemblement » et un « terroriste », il est arrêté le 12 floral an III (1er mai 1795), puis incarcéré au fort d'Antibes. Libéré en prairial an III, se retire provisoirement de la vie publique sans renier ses convictions. Il est considéré comme le chef de file des partisans de Babeuf dans le département des Alpes-Maritimes et désigné par Le Tribun du Peuple pour siéger au sein de la Convention qui aurait dû être constituée si la conjuration des Egaux avait réussi. En l'an IV, il fréquente le cercle constitutionnel local et est élu haut-juré des Alpes-Maritimes. Radié de cette fonction par la loi du 22 floréal, un rapport du ministère de l'Intérieur le qualifie d'« homme atroce ; à exclure ».

Sa carrière politique est très avancée quand, sous le Consulat, il est initié à l'Art Royal au moment d'un transfert, fréquent dans les Alpes-Maritimes, de la sociabilité jacobine vers la sociabilité maçonnique. Les anciens cadres du jacobinisme niçois s'affilient, en effet, également après la fermeture du club, à la loge. Tiranty figure sur le tableau du premier atelier autochtone identifié « *Les Vrais Amis Réunis* ».

De 1801 à 1804, il fréquente l'atelier qui est le lieu d'opposition jacobinisant à la politique du Premier Consul. Il se rapproche de l'ex-conventionnel régicide, le préfet Châteauneuf de Randon, mais est très rapidement mis à l'écart par son successeur Dubouchage qui doute de son attachement au régime napoléonien. Disparu des tableaux de la loge sous l'Empire et surveillé par la police, Tiranty est révoqué de sa fonction d'avoué et destitué de son poste de président de l'assemblée électorale de Villefranche (31 août 1805).

Membre du collège électoral du canton de Nice-Est, il n'est pas inquiété par la Restauration sarde en 1814. Il règne sur le « fief Tiranty », et est l'un des propriétaires les plus imposés de Nice. Il s'acquitte annuellement de 1 000 livres d'impôt foncier. Décédé à 71 ans, en affirmant dans son testament se réconcilier avec les principes moraux et dogmatiques de la religion catholique, le patriote d'affaires Tiranty voulait se retrouver en paix avec sa conscience en affirmant hautement ses convictions spirituelles. M.I.

TRUMAN Harry Lamar (Missouri) 8 mai 1884 – Kansas City 26 décembre 1972.



Il est le trente-troisième président des États-Unis d'Amérique, d'avril 1945 à janvier 1953. Élu Vice-président lors de l'élection présidentielle de novembre 1944 en *ticket* avec le président sortant Franklin Delano Roosevelt, il lui succède à sa mort le 12 avril 1945, trois mois à peine après que celui-ci a débuté son quatrième mandat. Truman est réélu pour un second mandat en novembre 1948. Sa présidence est marquée par plusieurs évènements d'importance : bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki et fin de la Seconde Guerre mondiale, début de la guerre froide, naissance de l'ONU, guerre de Corée.

Initié par la loge « *Belton n°450* », au Missouri, le 21 décembre 1908, à l'âge de 24 ans. Truman est élevé au grade de compagnon le 9 février 1909 puis au grade de maître le 9 mars de la même année. Il est élu vénérable de la loge « *Grandview n°618* » en 1911, puis de nouveau en 1917.

Il poursuit ses activités maçonniques tout au long de sa carrière politique et, la même année, il est élu sénateur et Grand Maître de la Grande Loge du Missouri. En 1950, tout en étant président des Etats-Unis, il exerce la responsabilité de vénérable de recherche du Missouri (*Missouri Lodge of Research*). Harry Truman rédige même, en 1957, l'avant-propos du premier volume de *10 000 Famous Freemasons*, ouvrage en quatre tomes publié par cette loge de recherche, sous la direction de William R. Denslow. Il s'agit sans doute de la seule histoire des francs-maçons jamais introduite par un président américain. C.R.

Harry S. Truman naît le 8 mai 1884 à Lamar dans le Missouri. Ses parents, John Truman et Martha Young sont fermiers1. Ils déménagent en 1890 pour s'installer à Independence (Missouri) et c'est là que Truman passe la plus grande partie de sa jeunesse. Après être sorti diplômé en 1901 d'une *High School* (école secondaire), Truman exerce plusieurs emplois de bureau avant de devenir fermier pendant une dizaine d'années à partir de 1906. Il est le dernier président à ne pas avoir décroché de diplôme universitaire. Avec l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale, Truman est incorporé dans la Garde nationale. Il est choisi comme officier, puis commande une batterie d'artillerie en France. Son régiment se distingue dans les Vosges ce qui lui vaut le grade de lieutenant colonel dans la Garde nationale et d'être fier de ses états militaires. À la fin de la guerre, Truman retourne à Independence, où il se marie avec Bess Wallace. Ils auront une fille prénommée Margaret.

Carrière politique

Son expérience militaire l'a convaincu qu'il était doué pour le commandement et il décide de se lancer dans la politique. Comme beaucoup de candidats, il courtise les voix des groupes d'influence et, en 1922, il va jusqu'à payer une cotisation au Ku Klux Klan pour gagner son appui dans sa première bataille électorale. Réflexion faite, il refusera pourtant d'y être initié, car il s'est fait de nombreux amis catholiques au sein de son régiment alors que le Klan est contre l'Église catholique romaine et que son meilleur ami et partenaire dans un magasin de vêtements, Eddie Jacobsen, est juif, alors que le Klan est ouvertement antisémite. Il obtient son premier mandat local en 1922 avec l'aide de la machine démocrate. Il est battu en 1924 mais facilement réélu en 1926 puis en 1930.

Truman travaille consciencieusement dans ses différentes fonctions et on le crédite, à titre personnel, du succès de plusieurs projets de travaux publics. Il est choisi en 1934 pour être le candidat du parti démocrate au siège de sénateur du Missouri. Il se présente comme un partisan du « New Deal » de Franklin D. Roosevelt dont il soutient la politique une fois élu3. En février 1941, il dirige une commission chargée d'enquêter sur les gaspillages du gouvernement.

Harry Truman s'est toujours intéressé aux affaires internationales et il se fait remarquer pendant son second mandat en s'occupant de la Commission chargée de la mise en état d'alerte de l'armée. Ses idées de simple bon sens pour faire des économies sur le budget militaire lui valent le respect de ses pairs et il devient un candidat logique à la vice-présidence en 1944 qu'il obtient après qu'est écarté Henry Wallace. Très peu associé au pouvoir par Franklin Delano Roosevelt, qui ne voit pas en lui l'étoffe d'un homme d'État, il lui succède à sa mort, le 12 avril 1945. L'ancien marchand de chemises du Middle West surprend alors l'établissement par sa détermination et ses compétences.

PRESIDENCE

1945	12 avril	Le président Franklin D. Roosevelt meurt à Warm Springs (Géorgie) ; Harry S. Truman devient le trente-troisième président des États-Unis d'Amérique.
	Mai	Bombardements américains au napalm sur Tokyo (83 000 morts).
	26 juin	Signature de la Charte des Nations unies.
	17 juillet au	Conférence de Potsdam avec les représentants de la Grande-Bretagne, de l'URSS et de la Chine.
	2 août	Un ultimatum est envoyé à l'Empire du Japon, exigeant une reddition inconditionnelle des forces armées.
	6 et 9 août	Les États-Unis larguent deux bombes atomiques sur le Japon, le 6 à Hiroshima puis le 9 à Nagasaki. Le Japon capitule le 2 septembre.
	6 septembre	Truman présente ses projets de lois sociales au Congrès et en particulier les mesures destinées à la protection des emplois.
1946	20 février	Truman signe la « loi sur le plein emploi » qui prévoit l'augmentation des travaux publics pour réduire le chômage. C'est la seule mesure que le Congrès a votée sur les 21 points que comprenait son programme social.
	12 septembre	Les mesures sociales proposées par Truman sont critiquées au sein même de son gouvernement par le ministre du commerce Henry Wallace qui démissionne quelques jours plus tard avant de

		rejoindre le Parti progressiste.
	5 novembre	Les élections sénatoriales partielles donnent la majorité au Parti républicain.
1947	12 mars	Truman annonce sa politique de lutte contre l'expansion du communisme, la « doctrine Truman », et demande un budget supplémentaire pour éviter le basculement de la Grèce et de la Turquie.
	21 mars	Truman signe un décret exigeant que tous les employés fédéraux prêtent un serment d'allégeance. Une commission est créée pour enquêter sur leur passé et leur radiation, sans appel et sans exposé des motifs, peut être prononcée. Cette décision, prise pour contrer les attaques de Joseph McCarthy sur l'infiltration de l'administration par des communistes est critiquée par les libéraux comme attentatoire aux libertés civiles et par les conservateurs comme inefficace.
	5 juin	Truman propose un programme d'assistance économique pour la reconstruction de l'Europe. Ce programme est connu sous le nom de plan Marshall.
	20 juin	Truman met son veto à une loi rendant obligatoire l'appartenance de certains ouvriers à une organisation syndicale.
	29 juin	Truman est le premier président à prononcer un discours devant l'association de défense des droits civiques de la minorité noire (NAACP).
	26 juillet	le Congrès vote la loi sur la « sécurité nationale » qui crée le Conseil National de Sécurité (NSC), l'Agence centrale du renseignement (CIA), l'US Air Force et le poste de secrétaire à la défense.
1948	2 février	Truman demande au Congrès de voter des lois pour affermir les droits civiques des minorités (essentiellement les noirs).
	2 avril	Le Congrès vote en faveur du plan Marshall.
	14 mai	Les États-Unis reconnaissent la création de l'État d'Israël.
	26 juin	Truman, en accord avec le Royaume-Uni, décide d'approvisionner Berlin-Ouest par avion pour lutter contre le blocus imposé par l'Union soviétique.
	15 juillet	Le Parti démocrate désigne Truman comme candidat à la présidence qui lance sa campagne sur une plate-forme incluant l'assurance-maladie, les droits civiques et les droits syndicaux.
	26 juillet	Truman réunit une session spéciale du Congrès pour voter des lois sur les droits civils, sur le logement et le contrôle des prix.
	30 juillet	Truman signe le décret mettant fin à la ségrégation raciale au sein des forces armées américaines.
	2 novembre	Truman est réélu pour un second mandat contre le candidat du Parti républicain Thomas E. Dewey pourtant largement favori. Son parti reprend la majorité au sein des deux Chambres législatives.
1949	5 janvier	Dans son discours sur l'état de l'Union, Truman propose une nouvelle politique sociale plus équitable, le « Fair Deal » (en référence au New Deal, de Roosevelt).
	20 janvier	Dans son discours d'investiture, Truman utilise pour la première fois le terme de développement pour justifier l'aide aux *pays sous-développés* dans le cadre de la lutte contre le communisme et de la doctrine Truman.
	15 juillet	Truman signe la « loi sur l'habitat » qui prévoit l'attribution de fonds fédéraux pour l'éradication des taudis et la construction de logements sociaux.
	3 septembre	Truman annonce que l'URSS a procédé à un essai d'explosion atomique. C'est le début de la course à l'armement nucléaire.
1950	31 janvier	Truman annonce que les États-Unis développent la bombe à hydrogène (bombe H).
	9 février	Discours du sénateur Joseph McCarthy qui accuse le gouvernement fédéral et le ministère des affaires étrangères en particulier, d'être noyauté par des sympathisants communistes.
	26 juin	Truman ordonne l'intervention américaine dans la guerre de Corée en opposition à l'expansion de l'influence communiste en Asie. Le général Douglas MacArthur est nommé commandant en chef des forces alliées sous le contrôle des Nations unies.
	22 septembre	Truman met son veto à la « loi sur la sécurité intérieure » destinée à réprimer les activités des communistes ; le Congrès vote la loi malgré tout.
	1 novembre	Truman échappe à un attentat organisé par des nationalistes portoricains Griselio Torresola et Oscar Collazo.
1951	11 avril	Truman démet Mac Arthur de son poste en raison de ses critiques de la politique des États-Unis durant la guerre de Corée.
1952	29 mars	Truman décide de ne pas être candidat à un nouveau mandat.
	14 juin	Truman assiste au lancement de la construction du premier sous-marin à propulsion nucléaire.
1953	20 janvier	Truman assiste à l'intronisation de son successeur Dwight D. Eisenhower.

Politique étrangère

Le début du mandat de Truman coïncide avec la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe. Il est amené à prendre la décision de lancer des bombes atomiques sur le Japon pour mettre fin au conflit dans la zone du Pacifique.

Attribuant tout d'abord les tensions avec les soviétiques à des incompréhensions réciproques, il mène une politique conciliante de la même façon que son prédécesseur. Très rapidement confronté à l'expansionnisme soviétique, son gouvernement durcit sa politique envers l'URSS. Reprenant les idées de son prédécesseur Woodrow Wilson, Truman participe activement à la naissance des Nations unies et il envoie une délégation de dignitaires à la première assemblée générale. Il met tout son poids dans la balance pour que la jeune organisation adopte le plan de partage de la Palestine le 29 novembre 1947 et permette ainsi la création de l'État d'Israël. Malgré le manque de confiance de certains membres de son propre camp concernant sa capacité à gérer les affaires étrangères, Truman réussit à imposer le plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe et la doctrine Truman destinée à empêcher l'expansion du communisme.

Quelques mois après son élection à un second mandat, l'opinion publique se focalise une fois de plus sur la politique extérieure avec le passage de la Chine du côté communiste suite à l'arrivée de Mao Zedong. Cet événement, auquel les Etats-Unis ne s'opposent pas, est désastreux pour le Parti démocrate car il est perçu comme la preuve de son incapacité à gagner la guerre froide. Moins d'un an après la chute de la République de Chine, Alger Hiss, un haut fonctionnaire du gouvernement, est reconnu comme un ancien communiste, la Corée du Nord envahit la Corée du Sud et le sénateur Joseph McCarthy clame publiquement que le Ministère des affaires étrangères est truffé de communistes. Initialement l'affaire Alger Hiss fut une gêne pour Truman et elle permit à McCarthy de se faire remarquer mais le devant de la scène allait bientôt appartenir au général Douglas MacArthur et à la guerre de Corée. À la suite de l'intervention chinoise en novembre 1950, MacArthur propose d'étendre la guerre au territoire chinois; il est en désaccord avec Truman qui le relève de ses fonctions lorsqu'il expose ses idées publiquement. Cette décision est profondément mal perçue par le peuple américain et elle entache la crédibilité de Truman. Son impopularité grandit encore en même temps que la situation militaire en Corée évolue vers une paralysie et est probablement à l'origine de sa décision de ne pas se représenter.

Politique intérieure
La politique intérieure est marquée par de nombreuses tentatives pour étendre les droits civiques des minorités, les noirs en particulier, pour améliorer la protection sociale et diminuer les risques liés au chômage et enfin pour élargir les droits syndicaux. Malgré quelques succès dans chacun de ces domaines le Congrès, qui est pourtant favorable au président lors de son élection, ne votera pas l'ensemble de ces propositions et ira même jusqu'à voter des lois auxquelles il aura mis son veto. De plus, la commission de la Chambre des représentants chargée de lutter contre les influences communistes, la HUAC (House Un-American Activities Committee) enfonce les États-Unis dans ce que l'on appellera le Maccarthisme en lançant une vaste enquête dans le milieu du cinéma. La politique sociale dite « équitable *Fair deal* » qu'il lance au début de son second mandat n'aura pas l'impact du New Deal de Roosevelt et ne lui permettra pas d'envisager sa réélection.

Retraite
Truman reste très actif après son retrait politique, il continue à faire des discours et il prend le temps d'écrire ses mémoires dans sa ville natale d'Independence dans le Missouri, retrouvant progressivement sa popularité perdue. Une chute dans sa salle de bain en 1964 limite fortement ses capacités de déplacement et il devient plus discret, laissant une partie de sa vie publique de côté. Il meurt en 1972.

ANECDOTES
Deux dictons utilisés par H. Truman sont restés célèbres et sont encore couramment employés par les Américains : « The buck stops here » *J'en prends la responsabilité* (Ce dicton est l'opposé de l'expression américaine « to pass the buck » qui signifie *repasser le bébé*) et « if you can't stand the heat, get out of the kitchen » *quand on ne supporte pas que ça chauffe, on sort de la cuisine*.

L'initiale « S. » de Truman
Harry Truman n'avait pas de second prénom, seulement une initiale « S. » entre le prénom et le nom. Il était courant dans les États du Sud et du Midwest, notamment le Missouri, d'appeler quelqu'un par ses initiales plutôt que par son nom. Truman disait que cette initiale était un compromis entre les noms de ses deux grands-pères (Anderson Shippe Truman et Solomon Young). Il blagua une fois en disant que le « S. » était un nom et non une initiale et qu'il ne devait pas y avoir de point après le S mais tous les documents officiels utilisent le « S.» avec une initiale. Il a été établi avec de nombreux exemples que Truman a, tout au long de sa vie, signé en mettant un point après l'initiale S. En 1945, lors de sa prestation de serment présidentielle dans le Cabinet Room, le Chief Justice (président de la Cour suprême) Harlan Stone commença à lire le serment en disant « Moi, Harry Shippe Truman,...« » Truman répondit : « Moi, Harry S. Truman... »

La nouvelle Maison Blanche
Contrairement aux autres présidents, Truman ne réside pas à la Maison Blanche pendant la majeure partie de ses mandats. Des analyses du bâtiment avaient montré que la Maison Blanche risquait l'effondrement à cause de problèmes structuraux liés à l'incendie par les Britanniques au début du XIXe siècle.
Le président déménage dans la Blair House qui devient *sa* Maison Blanche pendant que la Maison Blanche est démontée puis remontée à l'identique en utilisant des matériaux plus solides. Un nouveau balcon, qu'on appelle aujourd'hui le balcon Truman (*Truman Balcony*), est construit au-dessus du portique d'entrée.

HOMMAGES
La bonne réputation de Truman s'est accrue après son retrait de la vie politique en même temps que la nation américaine est ébranlée par la guerre du Viêt Nam et le Watergate dans les années 1960 et 1970. Le groupe musical Chicago a même écrit une chanson sur l'ancien président. Un porte-avions nucléaire qui devait auparavant s'appeler *United States* a été débaptisé et renommé en son nom: USS *Harry S. Truman* (CVN-75). Wikipédia

TSCHUDI de **Théodore** 1727-1769.
avocat et pamphlétaire français du XVIII[e] siècle. Fils d'un conseiller du Parlement de Metz, Théodore Henri de Tschudi naît à Metz le 21 août 1727.

Franc-maçon, le « chevalier de Lussy » voyage en Italie dans les années 1740, notamment à Rome et à Naples, où il écrit un pamphlet contre le pape Benoît XIV.

Il voyage ensuite en Grande-Bretagne, en Hollande, puis en Russie, où il rejoint une troupe de théâtre en 1753. Tschudi rencontre le fondateur de l'Académie des beaux-arts de Saint-Pétersbourg, Ivan Schouvalov, et devient son secrétaire. Chargé, par ce dernier, d'une mission à Paris, il est embastillé en 1755. De retour en Russie, il fonde l'académie des Pages en 1759, et y enseigne. Théodore de Tschudi rentre en France en 1760 et décède à Paris le 28 mai 1769.

TRUMPER **André Dieudonné** Bruxelles le 1er février 1794 et y décéde le 18 octobre 1874. Médecin, philanthrope et hygiéniste belge. En 1813, il embarque sur le vaisseau le *César*, comme chirurgien auxiliaire de troisième classe. Il fit ses études à la brillante Université d'État de Louvain, où, outre d'ex-professeurs de l'ancienne Université de Louvain, enseignaient de nombreux professeurs allemands formés à la doctrine de Fichte, et qui forma plus de huit mille étudiants qui furent appelés à fonder la Belgique et à en former les premiers cadres mais dont les noms, tout comme l'existence même de l'Université d'État de Louvain ont été jetés dans l'oubli. Il y décrocha son diplôme en 1819.

D'après la *Biographie nationale* il s'est rendu sur le champ de bataille de Waterloo en tant qu'officier de santé attaché à l'hôpital de Louvain. Il succéda au docteur Louis Seutin comme médecin des pauvres, et se dévoua en faveur de la diffusion de la vaccination contre la variole. Il fut également un adepte de l'emploi curatif des sangsues comme moyen de guérison de diverses maladies. Lors des épidémies de choléra de 1832-1833 et 1849, qui convainquirent le bourgmestre Jules Anspach de faire voûter la Senne, il visita sans relâche les quartiers défavorisés. Membre effectif de la "Société des Sciences Médicales et Naturelles de Bruxelles", il publia plusieurs travaux scientifiques. Il était le frère du général Nicolas Joseph Trumper, philhellène, connu comme excellent chanteur amateur.

Il fut également très actif dans la franc-maçonnerie et fut vénérable de la loge des Les vrais amis de l'union et du progrès réunis en 1830-1840.

TUCHOLSKY **Kurt** Berlin 9 janvier 1890 – 21 décembre Göteborg 1935.



Journaliste allemand, écrivain politique, pacifiste et intellectuel de gauche, Tucholsky est initié le 10 mars 1924 à Berlin par la loge « *Zur Morgenröte* », fondée à Berlin par la fédération Au Soleil Levant.

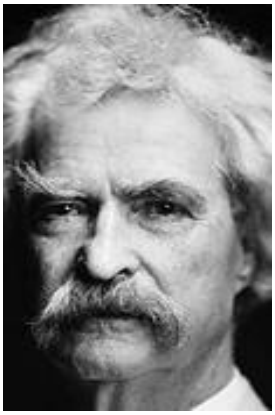
Il vient à Paris et assiste le 16 juin en visiteur à une réunion de la loge « *L'Effort* » dont le vénérable, Adrien Juvanon, est le garant d'amitié de la fédération auprès du Grand Orient de France et deviendra son ami.

De retour à Berlin, il reçoit le grade de compagnon le 8 septembre. Le mois suivant, sous le pseudonyme d'Ignaz Wrobel, il écrit un article satirique à propos de Stresemann qu'il soupçonne d'être devenu franc-maçon par opportunisme politique.

L'article est favorable à la France, « pays classique de la franc-maçonnerie », et sévère pour les loges allemandes (*il écrira d'ailleurs que la haine raciale et l'accablant aveuglement de certains frères de la Grosse Landesloge déshonorent la pensée maçonnique*). L'article est publié dans la Weltbühne dont le rédacteur en chef Carl von Ossietzky (1889-1938), membre de la fédération *Au Soleil Levant* depuis 1919, recevra le prix Nobel de la paix en 1936. Nommé en 1925 correspondant de la Weltbühne à Paris, Tucholsky s'affilie au mois de juin à deux loges du Grand Orient de France : « *L'Effort* » et « *Les Zélés Philanthropes* » où il est élevé au grade de maître le 11 décembre 1925. Un an plus tard, il fait une conférence à *L'Effort* sur « La méthode allemande » et, le 19 mai 1928, il parle aux « *Zélés Philanthropes* » d'une interview que lui a accordée Raymond Poincaré. Dans un article publié dans *La Paix*, journal pacifiste dirigé par Edouard Plantagenet, vénérable de la loge « *Goethe* » de la Grande Loge de France, Tucholsky souligne le désir d'un rapprochement franco-allemand manifesté par les Français et déplore le manque d'écho que ce désir trouve dans son propre pays. Il plaide pour une meilleure compréhension entre les peuples et prévoit qu'à sa longue, seule la construction des Etats-Unis d'Europe permettra aux hommes de vivre ensemble en paix.

Emigré en 1929 en Suède, Tucholsky est déchu de la nationalité allemande par les nazis en même temps que Heinrich Mann, le 23 août 1933. Ses biens sont saisis, ses livres interdit et brûlés. Il s'excuse de son absence auprès des *Zélés Philanthropes* auxquels, par l'entreprise d'un frère, il fait part en 1934 « de sa situation tragique ». Le 19 décembre 1935, l'avant-veille du jour où il met fin à ses jours par le poison, l'atelier prononce sa radiation pour défaut de paiement. *L'Effort* fera tirer une batterie de deuil à sa mémoire au mois de novembre 1937. A.B.

TWAIN dit M.T. **Samuel L. Clemens** Florida (Missouri) 30 novembre 1835 -



Redding, Connecticut 21 avril 1910.
Son pseudonyme vient du cri *« Mark Twain [fathoms] »* signifiant *« Marque deux [brasses] »*, utilisé par les pilotes de vapeurs sur le Mississippi.
Le célèbre humoriste américain fut initié Franc-Maçon, en 1861, à la Loge "*Polar Star 71*", Saint Louis, Missouri.

Un enfant de la Frontière
Mark Twain est issu d'une famille anciennement installée sur le continent américain dont la trajectoire a épousé le front pionnier dessiné par les colons. L'environnement de l'enfance de Twain est donc le monde de « La Frontière » américaine. Toutefois, la famille Clemens, tout comme Twain lui-même une fois parvenu à l'âge adulte, ne compte pas aux rangs des aventuriers et des défricheurs partis à l'avant-garde du mouvement de colonisation vers l'Ouest.

Elle s'est glissée dans le sillage de ce vaste mouvement de population et s'est installée sur des terres déjà travaillées par l'homme où la vie sociale est déjà relativement stabilisée. Sa mère, Jane Lampton, est née dans le Kentucky au sein d'une famille qui fait vraisemblablement partie des premières générations de pionniers ; la légende familiale lui prête une lointaine ascendance avec les Lambton, ducs de Durham.

La branche paternelle de la famille est originaire du Sud du pays. Son grand-père, fermier en Virginie, migre vers le Kentucky au début du xixe siècle pour y devenir percepteur (*commissioner of revenue*)1. Le père de Twain, Charles Clemens, fait des études de droit dans l'Est puis revient dans le Comté d'Adair (Kentucky) où il épouse Jane Lampton en 1823. Il occupe la fonction d'« *attorney* » et court sa vie durant après la fortune. Sa quête le mène successivement dans le Tennessee, à Gainesboro puis à Jamestown dans le comté de Fentress où il investit ses économies dans 75 000 acres de terres2. Le faible nombre d'affaires de justice à traiter le pousse à la reconversion : il se fait marchand, en ouvrant un magasin d'approvisionnement général, typique de la frontière. Il tente sa chance dans plusieurs localités du Tennessee puis rejoint John Adams Quarles, le beau-frère de sa femme, dans le Missouri sur les conseils de ce dernier. Le village de Florida (comté de Monroe) dans lequel la famille s'installe est le théâtre de la naissance de Samuel Langhorn Clemens, le cinquième enfant de la famille.

En mars 1847, son père meurt d'une pneumonie. Sa disparition bouleverse la vie de la famille Clemens. Au mois de mai de l'année suivante, le futur Mark Twain, âgé de douze ans, quitte l'école et devient apprenti typographe dans l'imprimerie locale. À défaut d'être agréable, le métier qu'il expérimente est à cette époque susceptible d'offrir des revenus réguliers. Chaque village de quelque importance possède en effet au moins un journal. À partir de 1850, le jeune homme travaille pour le *Western Union*, un hebdomadaire dont son frère aîné, Orion, s'est fait le fondateur. Il y rédige ses premiers papiers et s'imprègne des techniques et des thèmes journalistiques de son temps, à une période où l'abondance de la production et un système d'échange gratuit facilitent la circulation de l'information au sein de la profession.

La découverte de l'Est
À dix-huit ans, Twain quitte le Missouri, non pour rejoindre le Grand Ouest mais pour arpenter le Nord-Est des États-Unis en s'embauchant comme typographe à New York, Philadelphie, Washington puis Saint-Louis. Il rejoint le syndicat des typographes et fréquente le soir les bibliothèques publiques, découvrant un monde que l'école d'Hannibal ne lui avait pas laissé entrevoir6. Ses impressions de voyage paraissent sous forme d'articles dans un journal de Muscatine, la nouvelle entreprise de son frère Orion. En juin 1855, il s'installe comme imprimeur à Keokuk (Iowa) où son frère le rejoint peu après. Leur collaboration dure jusqu'à l'hiver 1856-57. Samuel prend alors la direction de Cincinnati8. Le récit de son séjour paraît cette fois dans un journal de Keokuk sous le pseudonyme de « Thomas Jefferson Snodgrass ».
Sur le Mississipi
Se tournant vers le Sud, il s'embarque ensuite sur le Mississippi en direction de la Nouvelle-Orléans, avec l'intention probable de gagner l'Amazonie. Au cours du voyage, la rencontre avec le pilote de bateau à vapeur Horace E. Bixby le persuade cependant d'épouser la carrière de son nouveau mentor. C'est de cette époque que vient son pseudonyme : alors qu'il tire la corde de sondage pour vérifier la profondeur du fleuve, son capitaine lui criait : « *Mark Twain !, Mark Twain !* », c'est-à-dire : « Marque deux sondes ! ». Cela signifie "profondeur suffisante", en anglais "safe water". Il travaille sur le Mississipi jusqu'au déclenchement de la guerre de Sécession en 1861 qui interrompt le trafic sur le fleuve. Il s'engage alors au sein d'une milice de volontaires sudistes, les « Marion Rangers ». Le manque de fermeté de ses convictions sudistes et la perspective de se voir incorporer dans les rangs de l'armée confédérée le pousse à quitter son premier engagement11 et à se tourner vers l'Ouest ; profitant de la nomination de son frère Orion comme secrétaire d'État du Nevada, il prend la route le 28 juillet 1861.

Dans l'Ouest
Samuel et Orion Clemens effectuent en quatorze jours le voyage à bord d'une diligence Wells Fargo, s'engageant sur la piste de la Californie qui chemine par Independence Rock et Devil's Gate (Wyoming) jusqu'à South Pass ; ils empruntent ensuite la route des Mormons, bifurquant à Fort Bridger vers l'Echo Canyon pour rejoindre Salt Lake City et finalement s'arrêter à Carson City dans le Nevada.

La ville se stabilise tout juste après la période de grande effervescence consécutive à la découverte en 1859 de gisements d'argent dans les monts Washoe. À la recherche du filon caché, une foule de déçus de la ruée vers l'or en Californie de 1849 et de nouveaux aventuriers attirés par la promesse d'une fortune facile ont convergé vers la ville. Le profil de ces

prospecteurs diffère sensiblement des pionniers traditionnels qui s'installent pour mettre en valeur le pays par le travail de la terre. La population de Carson City est alors essentiellement masculine ; l'avidité, la concurrence et la recherche des plaisirs faciles y maintiennent un climat de tension permanente. Samuel Clemens est lui-même gagné par la « fièvre de l'argent » ; persuadé de faire fortune rapidement, il se lance tout azimut dans la prospection. Ses espoirs sont déçus ; confronté à des difficultés financières, il finit par accepter en août 1862 l'offre d'emploi permanent que lui propose le *Territorial Enterprise*, un journal de la ville de Virginia City (Nevada), pour lequel il écrivait jusque-là occasionnellement des chroniques comiques.

Carrière littéraire
À partir de 1864, il exerce l'activité de reporter à San Francisco et se déplace en Europe en tant que correspondant de presse. Après son mariage avec Olivia Langdon en 1870, il s'installe à Hartford, Connecticut. Il eut 4 enfants dont 3 filles : Susan, Clara et Jeanne et un fils mort prématurément. Dans ses premiers romans, Mark Twain évoque ses voyages en Europe et en Polynésie (*Le voyage des innocents*, 1869) en se moquant des préjugés et de la conduite de ses compatriotes, ainsi que sa période de chercheur d'or (*À la dure !*, 1872).

C'est grâce à ses deux romans *Les Aventures de Tom Sawyer* (1876) et *Les Aventures de Huckleberry Finn* (1885) qu'il acquiert la célébrité comme écrivain humoriste. Mark Twain écrit cependant, dans la seconde partie de son œuvre des textes plus graves dénonçant avec pessimisme les excès de la civilisation et l'immoralité érigée en morale. La fin de sa vie est assombrie par des ennuis financiers, ainsi que par la mort d'une de ses filles à 24 ans (méningite), puis la mort de sa femme. Il perd une 2e fille (29 ans) noyée dans sa baignoire suite à une crise d'épilepsie. Décrivant avec réalisme et sévérité la société américaine, Mark Twain est l'un des premiers auteurs à utiliser la langue parlée authentique des États du Sud et de l'Ouest.

Souvent comparé à Stevenson et Dickens, il excelle particulièrement dans une peinture régionaliste de l'Amérique, c'est-à-dire réalisée par un « natif », parfaitement imprégné du vécu de l'endroit qu'il décrit. Une partie importante de son œuvre déroge cependant à ce principe lorsqu'il se fait « observateur des peuples » en plaçant ses récits dans les pays qu'il a visités. Il n'en reste pas moins d'un racisme anti-indien d'une extrême virulence.

Relativement éloigné de son style et de son humour habituels, *le roman de Jeanne d'Arc* (titre original : *Personal Recollections of Joan of Arc*) est écrit en 1896 sous le pseudonyme « Louis de Conte »
- *Ascensions en téléscope* (1880) (*A Tramp Abroad*)
- *Le soliloque du roi Léopold* (1905) (*King Leopold's Soliloquy*)
- *De la religion : Dieu est-il immoral ?* (1906) (*Christian Science*)
- *Lettres de la Terre* (écrit en 1909, publié en 1962 aux U.S, en 2005 en France)

Éditions posthumes
Twain a laissé un très grand nombre de manuscrits, parmi lesquels des œuvres importantes comme son *Autobiographie* et le roman *L'Étranger mystérieux*. La responsabilité de l'édition est revenue à son biographe officiel, Albert Paine Bigelow, sous la surveillance de Clara, la seule fille survivante de l'auteur. Cette période de la réception des œuvres de Mark Twain se caractérise par la construction d'une image hagiographique dont témoigne la biographie de Bigelow, qui, malgré sa longueur (plus de 1700 pages en 3 volumes), censure tout élément susceptible de ternir l'image de Twain. Les textes de Twain sont également purgés, comme son *Autobiographie*, dont seule une partie est publiée, et ses lettres, que Bigelow « résume » à l'occasion. *L'Étranger mystérieux* est également publié par ce dernier, préalablement remanié. Certaines œuvres, comme les *Lettres de la Terre*, ne sont pas publiées, sur ordre de Clara. Bigelow, pendant plusieurs décennies, restera la seule personne à avoir accès aux manuscrits et cette situation bloquera longtemps toute possibilité de développer des études twainienne fiables.

Twain et la religion
Mark Twain est un pamphlétaire virulent et irrévérencieux, notamment lorsqu'il s'en prend à Dieu, à la religion et aux fondements du christianisme. Dans *De la religion : Dieu est-il immoral ?* Il montre les incohérences de la Bible et dénonce les crimes commis au nom de Dieu et du Christ. Il a écrit aussi un livre critique sur la science chrétienne, le deuxième tome sur sa fondatrice Mary Baker Eddy n'est jamais paru. Bien que la majorité de ses contemporains ait une vision stéréotypée négative du peuple juif, Twain défend les Juifs, en paroles et en actes. En 1879, il écrit en privé :
« Sampson était un Juif - donc pas un imbécile. Les Juifs ont la meilleure intelligence moyenne parmi tous les peuples du monde. Les Juifs sont la seule race qui travaille entièrement avec leur cerveau et jamais avec leurs mains… »

En mars 1898, *Harper's Magazine* publie un essai de Mark Twain qui mentionne, sans commentaire, les attaques contre les Juifs en Autriche. Mark Twain reçoit alors plusieurs lettres dont une d'un avocat juif américain qui lui demande : « Pourquoi, à votre avis, les Juifs sont-ils encore aujourd'hui la cible de tant d'animosités et que peuvent-ils faire en Amérique ou à l'étranger pour éviter cela ? » En réponse, Mark Twain écrit *Concerning the Jews* (« À propos des Juifs »), un article dont il pense qu'il ne plaira à personne. Sa prédiction était correcte.

Mark Twain y indique que les préjugés contre les Juifs ne viennent ni de leur conduite, ni de leur religion, mais de la jalousie des chrétiens face aux succès économiques des Juifs. Il cite le discours d'un avocat allemand qui voulait que les juifs soient chassés de Berlin parce que, selon l'avocat, « quatre vingt-cinq pour cent des avocats brillants de Berlin étaient juifs. »
Mark Twain pense que le succès des Juifs est le produit de leur loyauté, de leur fidélité familiale, de leur intelligence et de leur sens des affaires. Il pensait que la criminalité et l'ivresse était inexistante chez les Juifs et qu'ils étaient honnêtes en affaires même s'il savait que ce n'était pas le sentiment de la plupart de ses contemporains. Il écrivit ainsi :

« Les Égyptiens, les Babyloniens, et les Perses ont rempli la planète de son et de splendeur, puis... sont passés. Les Grecs et les Romains ont suivi, ont fait grand bruit et ils ont disparu et, d'autres peuples ont vu le jour et ont tenu leur flambeau élevé pour un temps, mais il a brûlé, et ils siègent désormais au crépuscule, ou ont disparu. Le Juif les a tous vu, tous battu, et est maintenant ce qu'il a toujours été, ne présentant aucune décadence, aucune infirmité de l'âge, aucun émoussement de son esprit alerte et agressif, aucun affaiblissement d'aucune sorte. Toutes les choses sont mortelles sauf le Juif; toutes les autres forces passent, mais il demeure. Quel est le secret de son immortalité ? »

Twain décrit *À propos des Juifs* comme « son chef d'œuvre », mais prédit que « ni Juif ni chrétien ne l'approuveront ». En effet, le Rabbin M. S. Levy contesta l'affirmation selon laquelle « le Juif est un homme d'argent » en précisant que les familles Vanderbilt, Gould, Astor, Havemeyer, Rockefeller, Mackay, Huntington, Armure, Carnegie, Sloane, Whitney, n'étaient pas Juives, et contrôlaient pourtant plus de vingt-cinq pour cent de toutes les richesses distribuées aux États-Unis.

UMINSKI de **CHOLEWA Jan Nepomucen** Czeluścin (powiat gostyński) 5 février 1778 - Wiesbaden 1851.



Jan Nepomucen Umiński de Cholewa Général de brigade polonais du duché de Varsovie, héros de l'Insurrection de novembre 1830.

Campagne napoléonienne

Jan Nepomucen Umiński révolutionnaire (kościuszkowskim) dès les premières heures avec l'adjudant-chef Antoni Józef Madaliński. En 1806, enrôlé dans les armées françaises, il se bat farouchement à la bataille de Gdansk et à la bataille de Tczewem. Blessé il est fait prisonnier et mis au fer en Prusse. Il est libéré au cours de l'année 1807 et entre dans la cavalerie française, avec le grade de major.

Il entre avec les troupes napoléoniennes dans Varsovie. À Poznan, il est promu commandant de la Garde d'honneur composée de polonais issus de vieilles familles de la Wielkopolska (familles polonaises nobles). Au cours de la guerre polonaise-autrichienne en 1809, il se battra à nouveau pour défendre l'honneur polonais. En 1812, il participe à la campagne de Russie avec les armées napoléoniennes, et participera à la bataille de Borodino, à la bataille de Smolensk, et à la bataille de Leipzig en 1813, où il sera blessé et emmené en captivité. En 1815, il rejoint l'armée du

Royaume polonais. En 1816, il quitte l'armée et s'installe à Smolice (województwo wielkopolskie). En 1820, il fonde l'*Association Kosynierów*, puis devient membre de *l'Association patriotique*, pour lequel il sera condamné à 6 ans de prison, par les Prussiens en l'année 1826.

Campagne polonaise
Apprenant l'Insurrection de novembre 1830, il s'évade de la prison de Głogów, et rejoint l'armée polonaise comme simple soldat, et participera à la première bataille de Wawer et à la Bataille de Grochów. Le général Henryk Dembiński lui confie la capitainerie. Il s'engage dans la cavalerie, et en mars 1831, son corps traverse Narew et remporte la bataille à Cowra. Jan Nepomucen Umiński participe à la bataille de Ostrołęka, et le 11 août 1831, Henryk Dembiński, remplace le chef suprême Jan Zygmunt Skrzynecki, qui ne contrôle plus rien. Jan Nepomucen Umiński défend la ville de Varsovie. Après la capitulation des armées polonaises, il émigre en France. Il a été un compagnon du président du gouvernement national polonais Adam Jerzy Czartoryski, qui en 1832, fonde l'*Association littéraire des Amis de la Pologne*. Il déménage pour se rendre à Wiesbaden (Allemagne), où il s'éteint en 1851.

URIOT **Joseph** Nancy ? 1713 – Stuttgart octobre 1788 ?
En 1742, paraît à Francfort-sur-le-Main, la ***Lettre d'un franc-maçon à Monsieur de Vaux***, première tentative pour exposer sereinement au public allemand le projet maçonnique et le convaincre de son innocence. La franc-maçonnerie y est définie comme « *une société d'hommes de tous âges, de toutes conditions, et de tous pays, qui sont assez amateurs de la vertu pour la chercher toujours, assez courageusement pour ne la trahir jamais, et assez heureux pour la voir constamment pratiquée par leurs véritables frères* ». Les débuts de la vie maçonnique de l'auteur, Joseph Uriot, ne sont pas connus. Ses nombreuses activités en font rapidement un intermédiaire culturel de premier ordre. Compositeurs d'opéras, acteur de théâtre, il est d'abord un formidable pédagogue. Maître de langue française, il collaborera à la fin de sa vie au ***Nouveau Dictionnaire de la langue allemande et française*** publié en 1782.

La présence de Uriot à Francfort, véritable plaque tournante des échanges culturels et maçonniques franco-allemand, est étroitement liée à l'activité théâtrale, maçonnique et diplomatique de l'années 1742. Le temps de la diète d'élection, qui doit donner un successeur à l'empereur Charles IV, Francfort est devenue la capitale diplomatique de l'Europe. Son théâtre est inauguré le 17 juin, lors des festivités qui marquent l'événement international. Uriot, présent pour l'occasion, visite la loge « *L'Union* » (Zur Einigkeit). L'atelier, dont La Tierce est l'un des piliers, brille par le statut social de ses membres, par la richesse de ses travaux et des échanges que ceux-ci suscitent. Invité à prendre la parole, Uriot prononce un discours remarqué : « *Le véritable portrait d'un franc-maçon écrit par Monsieur Uriot à un de ses amis* ». La loge décide de la publier sous le titre *Lettre d'un franc-maçon à Monsieur de Vaux*. On signale des éditions à Berlin, Hambourg, Bayreuth. Le 8 octobre 1742, Uriot quitte Francfort pour la France. En 1744, il publie *Le Secret des francs-maçons mis en évidence par Mr. Uriot*, dans lequel on apprend qu'il est membre de la loge « *L'Egalité* » à l'orient de Bruxelles. L'activité maçonnique de Uriot ne se résume cependant pas à la publication de brefs essais didactiques. On le retrouve en 1750 à Bayreuth, autre centre d'introduction des influences maçonniques françaises en Allemagne. C'est en effet dans la loge particulière et francophone du margrave Frédéric que le marquis de Raousset a introduit les premiers hauts grades français en 1744. Uriot, et plusieurs artistes, membres comme lui de la Comédie-Française de Bayreuth, fondent pour leur part, une loge française, « *L'Uriotinot* », aussitôt qualifiée de bâtarde par les deux ateliers de l'orient.

On ignore le rôle que joue Uriot dans le développement rapide de la franc-maçonnerie en Bavière. Il maintient cependant sa participation au chantier du temple, en publiant un autre essai, les ***Lettres sur la Franche-Maçonnerie*** en 1769, avec la caution de la loge *L'Egalité*. Parallèlement, Uriot continue à remplir ses fonctions d'intermédiaire culturel et de pédagogue, puisque à sa mort, survenue sans doute en 1788, il était conservateur de la bibliothèque ducale à Stuttgart et professeur d'histoire à la célèbre Karlsschule, où Cuvier et Schiller purent l'apprécier – Uriot traduit d'ailleurs en français la Description de l'Académie caroline de Stuttgart. P.-Y.S.

VALLES **Jules** Puy-en-Velay 11 juin 1832 - 14 février 1885.



Journaliste et romancier. Membre de l'Internationale, pendant la Commune, le 26 avril 1871, cravate de son écharpe rouge la bannière de sa loge.
Initié Franc-Maçon à la loge "*La Justice 135*"

Sa vie est une révolte permanente contre l'injustice, une lutte sans relâche pour changer l'ordre établi. A partir de l'expérience douloureuse de sa propre enfance, il s'attache à défendre « les droits de l'enfant comme d'autres les droits de l'homme ».

Son enfance au Puy-en-Velay est dure, il vit dans un petit appartement. Sur son quartier Vallès écrira : « Voici la maison où je suis né - basse et rongée – sur une place par où l'on passe pour aller à la Cathédrale et qu'on prenait pour aller à l'ancien musée, en face d'un couvent fermé et à coté d'une prison toujours ouverte ». A cette phrase Vallès ajoutera en parlant de l'appartement de ses parents : « C'est dans cette prison que j'ai passé les heures libres de ma vie d'enfant...» (citation extraite du journal le réveil du 02/10/1882). Cette phrase ironique est certainement vraie car les différents domiciles de ses parents devaient être exigus et sombres.

La vie des parents de Vallès n'était guère heureuse : ressources aléatoires et faibles, quatre de leurs enfants vont décéder en bas âge ; on imagine très facilement toutes ces difficultés de la vie imprégnant le jeune Jules Vallès et son désir de trouver des échappatoires à cette sombre existence. Aussi dès qu'il put bénéficier de quelques moments de libres c'est dans les rue actives et commerçantes qu'il aime flâner. Les autres lieux qu'affectionne Vallès durant son enfance sont le village de Chaudeyrolles et celui de Farreyrolles. Dans ces lieux il y retrouve ses oncles et tantes; aime s'y amuser et découvrir la vie à la campagne avec ses nombreux cousins. Son enfance va s'écouler entre la violence d'une mère possessive et exigeante et les joies simples avec ses oncles, tantes, cousin(e)s et ami(e)s.

En 1848, à seize ans, il participe à sa première manifestation à Nantes. Trois ans plus tard, il est sur les barricades à Paris, en réaction au coup d'état de Louis Napoléon Bonaparte. Il fait son premier séjour en prison. Successivement journaliste au « Figaro », au « Progrès de Lyon », au « Globe », à « L'Evénement » et à « L'Auvergnat de Paris », il crée plusieurs titres : « La Rue », « Le Peuple », « Le Cri du Peuple ». La censure le conduit devant les tribunaux et à plusieurs reprises derrière les barreaux. La liberté de la presse fut une bataille pour Vallès; même si elle n'est jamais acquise d'avance, c'est grâce à des gens comme Vallès qu'elle progressa. Opposant déterminé au Second Empire, après le soulèvement de la Commune de Paris, en mars 1871, où il est élu du XVéme arrondissement, il siége à la commission de l'Enseignement puis à celle des relations extérieures. Au moment de l'écrasement de la Commune, lors de la « Semaine Sanglante », il se bat sur les barricades. Le bruit court qu'il a été fusillé mais il est parvenu à s'enfuir jusqu'en Angleterre. En juillet 1872, un tribunal militaire le condamne à mort par contumace. Vallès connaît neuf années d'exil très éprouvantes sur les plans matériel et moral. Il pense souvent à sa ville natale comme le montrent ses correspondances. Durant cette période il écrit « L'Enfant », « Le Bachelier » et « L'Insurgé ». Cette œuvre passera à la postérité, lue et traduite dans de nombreux pays. De retour en France après l'amnistie, il relance son journal « le Cri du Peuple ». Il revient au Puy en Velay où il souhaite, dit-il s'installer quatre mois par an. Mais le diabète le ronge et il s'éteint le 14 février 1885.

La dépouille de Jules Vallès est conduite au cimetière du Père Lachaise. Ses funérailles furent suivies par près de cent mille personnes. Dans le cortége des heurts éclatèrent entre royalistes et anciens communards. Une vie et une mort jusqu'au bout marquées du signe de la lutte, du désespoir mais aussi pleine d'énergie. http://www.julesvalles.com/

Van der NOT de **VRECHEM Henri**

Bruxelles 7 janvier 1731 - Strombeek 12 janvier 1827.



Henrik1 **ou Henri-Charles-Nicolas van der Noot de Vrechem**, appelé populairement **Vaderke Heintje**, né à Bruxelles le 7 janvier 1731 et mort à Strombeek le 12 janvier 1827, est un avocat, homme d'État et écrivain juridique de langue française, membre éminent des Lignages de Bruxelles. Il fut avec Jean-François Vonck et Jacques-Dominique t'Kint, un des chefs de la Révolution brabançonne de 1789.

Il était issu d'une des plus anciennes familles de vieille souche bruxelloise3. Son père, Nicolas van der Noot, seigneur de Vreschem, avait été amman de Bruxelles. Licencié en droit de l'université de Louvain, il fut avocat au Conseil de Brabant.
En 1787, il accéda à la notoriété en rédigeant un *Mémoire sur les droits du peuple brabançon et les atteintes y portées* en réponse aux réformes administratives de l'empereur Joseph II. Ce document aux vues étroitement conservatrices défendant les privilèges des États du Brabant le rendit populaire et en fit le porte-parole. En 1788, il se réfugia à Breda pour ne pas être arrêté.

En 1789, il prit avec Jean-François Vonck une grande part à l'insurrection qui avait pour but de chasser les Autrichiens des Pays-Bas. Le 24 octobre 1789, on lut aux volontaires sous les ordres du colonel van der Mersch qui devaient marcher sur Turnhout le célèbre mémoire de van der Noot intitulé *Manifeste du peuple brabançon*.
Lorsque les troupes impériales eurent évacué le pays, van der Noot fut accueilli à Bruxelles en triomphateur : le 18 décembre 1789 il fut couronné de lauriers au théâtre de la Monnaie à Bruxelles. Une fois la victoire acquise, soutenu par le clergé, il élimina les partisans de Vonck et devint président du Congrès national, chargé du pouvoir exécutif. Les Autrichiens ayant repris le pays en 1790, il se retira à nouveau en Hollande et, dans une adresse publiée en 1792, il

engagea ses compatriotes à s'unir à la France. Revenu à Bruxelles, il fut brièvement emprisonné en 1796 et ne joua plus aucun rôle politique.

Van HELMONT Adrien 1715-1790.

Fils et élève de Charles-Joseph Van Helmont (1715-1790), qui était compositeur et qui fut de 1741 à 1777 l'organiste et le maître de chapelle de la collégiale Sainte-Gudule de Bruxelles, Adrien-Joseph Van Helmont (1747-1830), compositeur et pédagogue, lui succéda en 1777 dans cette fonction. Il participa (avec notamment Vitzthumb) à la Révolution brabançonne ; par la suite, il perdit son poste en 1794 pendant l'occupation française, mais le retrouva de 1802 à 1818. A partir de 1813, il collabora à la sécularisation de l'enseignement musical.

Il est encore plus oublié que son père, mais on sait qu'on lui doit un *Requiem* et un opéra comique, *L'Amant légataire,* créé sans succès à Bruxelles en 1808. Dans son ouvrage *The masonic muse. Songs, music and musicians associated with Dutch freemasonry: 1730-1806*, Malcolm Davies le signale également comme ayant été admis en 1775 en tant que *Frère à talent* à la Loge amstellodamoise *La Bien-Aimée*.

Dans son article *Franc-maçonnerie et vie musicale à Bruxelles dans la seconde partie du XVIIIe siècle*, paru dans l'ouvrage collectif (sous la direction de Brigitte Massin) *Mozart : les chemins de l'Europe* (Editions du Conseil de l'Europe, 1997), Paul Raspé signale qu'il figure en 1783 au Tableau de la Loge bruxelloise *La Constance* (ou : *La Constance de l'Union*).

VASSELIN Paul Ambroise Le Tronquois 1814 – 1869.

Journaliste, Paul Vasselin fait ses études au Progrès de l'Oise en 1837. En 1841, il entre au Mémorial de Fécamp qui devient l'année suivante, Le Progrès cauchois. Sous sa direction, ce journal est l'une des principales feuilles républicaines de l'arrondissement du Havre. Polémiste talentueux. Il est aussi conseiller municipal de 1842 jusqu'au coup d'Etat du 2 décembre 1851, et c'est pendant son mandat qu'il est initié, le 24 juin 1845, aux « *3H* » (Grand Orient de France).

Situé parmi les maçons les plus avancés politiquement, il est un des rares à militer pour l'obligation et la gratuité de l'école primaire, l'éducation civile du peuple, l'association du capital et du travail, la libre association des ouvriers, le droit au travail, l'impôt sur le revenu et la suppression des taxes sur les denrées de première nécessité.

Fouriériste et proudhonien, il se met en effet au service du Gouvernement Provisoire issu des journées de Février puis, adjoint au maire de Fécamp rallié à Ledru-Rollin, il est candidat aux législatives de 1848 et de 1849 sur la liste radicale du Comité Centrale Démocratique, et échoue par deux fois. Présent lors du banquet socialiste de Graville en novembre 1848, qualifié de « rouge » par ses opposants bien qu'il ait pris ses distances avec les « utopies du communisme et du socialisme » et affirmé son attachement à une vision sociale du libéralisme, cet humaniste qui mène dans son journal une campagne active pour la suppression de la peine de mort, la liberté d'expression et la réduction des effectifs et des dépenses militaires, est condamné à deux mois de prison en 1849 en raison de son hostilité à l'intervention française en Italie. Son refus du coup d'Etat du 2 décembre l'oblige à suspendre la parution du Progressif cauchois et à abandonner la scène politique. Démissionnaire des *3H* en 1851, son action au sein de l'Ordre prend alors une autre dimension.

Il s'insère en effet au plus haut niveau dans les nombreux débats qui touchent l'évolution de l'Ordre. Collaborateur de Riche-Cardon au *Journal des initiés*, il s'oppose à l'autorisation de Lucien Murat au nom du principe « *un maçon libre dans une loge libre* ». Suspendu le 14 mai 1861, il s'inscrit alors au chapitre havrais des *Chevaliers de la Rénovation* qui relève du Suprême Conseil pour prendre la tête de l'opposition antimuratiste en Seine Inférieure avec l'appui de Santallier. En 1862, il proteste contre l'immixtion des autorités dans la nomination de Magnan à la Grande Maîtrise et contre la tentative d'absorption du Rite Ecossais par le Grand Orient.

Parallèlement Vasselin, chrétien ayant retenu surtout le message égalitariste et tolérant du « prolétaire de Nazareth », rompt avec le catholicisme après la publication du *Syllabus*.

Déiste et positiviste, il défend sa conception d'une maçonnerie dégagée de toute affirmation religieuse et se prononce pour le respect absolu de la liberté de conscience. Orateur puis vénérable de « *La Triple Unité* » de 1867 à 1869 (Fécamp), c'est à son initiation que la loge publie les livrets des écoles laïques, organise des cours du soir dans ses locaux et participe activement à la fondation du cercle local de la Ligue de l'Enseignement. Il est inhumé civilement en présence d'une foule considérable (1869). Son cercueil, recouvert d'un drapeau tricolore et de ses insignes maçonniques, est entouré de Viénot, du Conseil de l'Ordre et de Gustave Cazavan qui rendent, au nom des loges cauchoises, un ultime hommage à ce grand maçon progressiste. O.P.

VELBRUCK de François-Charles Chateau de Garath, près de Dusseldorf 1719 – Belge, Prince-évêque de Liège de 1772 à 1784, fut un prince éclairé. Château de Hex, près de Tongres 1784.
Franc-Maçon, il est Vénérable d'honneur de la loge "*la Parfaite Intelligence*", Liège.



En 1735, Velbrück est pourvu d'une prébende de chanoine-tréfoncier à la Cathédrale Saint-Lambert de Liège. Un an plus tard, il est reçu au Chapitre par procuration. Il est nommé archidiacre de Hesbaye, puis officier du Scel des Grâces en 1756.

Un an plus tard, il est chargé d'une mission diplomatique à la cour de Vienne. En 1759, il devient grand-maître du palais et Premier ministre de Jean-Théodore de Bavière, qui tenait à Liège une cour fastueuse. Il est en outre pourvu d'une prébende de chanoine à la cathédrale de Munster en 1757 et en 1765, il reçoit de Louis XV la commande de l'abbaye royale de Saint-Nicolas de Cheminon, en Champagne. Ce parcours exceptionnel sur le plan diplomatique et ecclésiastique en fit le seul personnage capable de devenir le nouveau Prince-évêque de Liège lors des élections de 1772. Il assumera cette tâche jusqu'en 1784.

Son règne a vu naître de multiples initiatives sociales, artistiques et intellectuelles. Ce "despote éclairé" réceptif aux idées progressistes naissantes des dernières décennies de l'Ancien Régime tente d'introduire les Lumières dans la Principauté de Liège.

Mais par manque d'argent ou de pouvoir, ses projets n'aboutissent pas toujours. Il règne dans la Principauté à cette époque une certaine léthargie et une vision étroite qui freinent un réel progrès. Ses tentatives pour combattre les problèmes de société comme la pauvreté ou les inégalités de classe sont nombreuses mais ne parviennent pas à modifier réellement des situations déplorables. Il entreprend des changements dans de multiples secteurs, dont celui de la santé publique avec la création de l'Hôpital général Saint-Léonard, centre d'accueil et d'assistance pour les nécessiteux; d'un cours gratuit de l'art de l'accoucheur; d'établissements destinés à combattre les maladies dévastatrices au sein de son peuple.

Velbrück réforme également l'éducation en la rendant accessible à tous par la création des Écoles de charité gratuites pour les enfants pauvres et d'un Plan d'Education pour la Jeunesse du Pays de Liège. Chargé d'exécuter le décret de suppression de la Compagnie de Jésus à Liège (en 1773) il confie leur collège à son clergé qui en fait un séminaire en 1786. Il modernise l'instruction en y donnant une plus grande place aux sciences physiques et mathématiques, aux sciences humaines, etc., qui fourniront aux élèves des outils objectifs aiguisant leur jugement critique. Il a en outre le projet de réaliser une grande bibliothèque publique. L'action de Velbrück, grand protecteur des artistes, est essentielle dans la renaissance des arts au pays de Liège. Il lance en 1774 l'exécution d'une Académie publique de peinture, sculpture et gravure.

Enfin, son œuvre la plus marquante fut la fondation en 1779 de la Société littéraire et de la Société d'Emulation, lieu de rencontre de l'intelligentsia liégeoise en contacts avec des sociétés savantes d'autres pays, dont les activités multiples furent entre autres la présentation des œuvres des poètes, des artistes et des découvertes des scientifiques. Son mausolée restauré se trouve depuis le 15 juin 2000 dans le cloître de la Cathédrale Saint-Paul de Liège. L'épitaphe y témoigne de la grande estime du peuple de Liège à son égard. À noter, que, contrairement à ceux de ses prédécesseurs, son corps ne fut pas jeté à la fosse commune et son mausolée ne fut pas détruit lors de la Révolution liégeoise.

Le peuple fut instruit par ses soins, ses bienfaits,
Il accueillit les arts, avança leurs progrès,
A l'Emulation ouvrit un sanctuaire,
En fut le protecteur et le dieu tutélaire.
Bon, affable et humain, Velbrück fut à la fois
*Un Auguste, un Mécène au milieu des Liégeois***.**

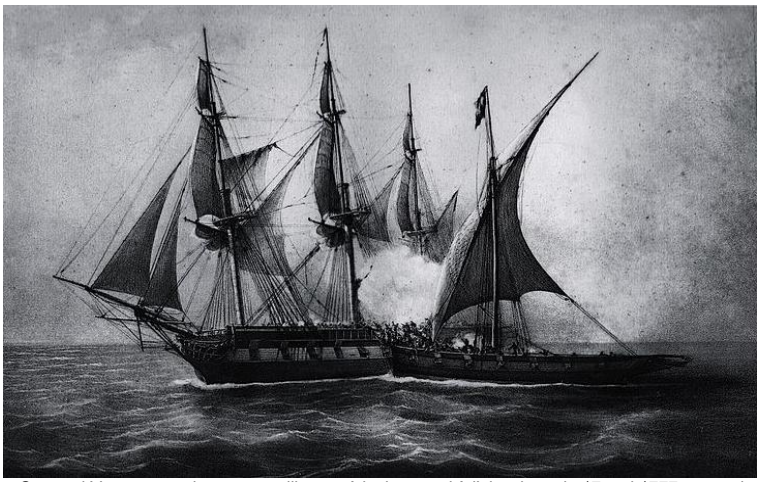
VENCE de **Jean Gaspard**

Marseille 6 avril 1747 –
dans son domaine de Vaulichères (Tonnerre) le 12 mars 1808.



Corsaire, amiral et préfet maritime de Toulon.
Une formation alternant commerce et marine du Roi.
Son père Nicolas (1697-1771), fortuné, fut armateur, capitaine de vaisseau marchand, intendant de la Santé à Marseille, et possédait des exploitations sucrières à Saint-Domingue, il avait également participé avec la famille Clary à la fabrication de savon à Marseille, sa mère, Marie Caudière, était issue d'une famille de la bourgeoisie de Martigues. Jean Gaspard s'embarque à 15 ans au commerce à Bayonne vers Saint-Domingue pour y rejoindre son frère ainé Jean-Baptiste et y faire une campagne corsaire. Il fit de solides études de mathématiques et de navigation. En 1766, il sert ensuite dans la Marine royale sur le vaisseau de 74 canons *Le Protecteur*, commandé par Broves et faisant partie de l'escadre du prince de Bauffremont (Levant).

Retournant naviguer au commerce, il devient rapidement capitaine, et en 1767, il parcourt les côtes d'Afrique sur *L'Auguste*, mais fait naufrage entre le Cap et Saint Philippe de Benguela, et s'ensuivra une marche de quatre mois en terre aride au milieu de grandes souffrances pour rejoindre la civilisation; de nombreux membres de l'équipage périront lors de l'expédition, lui rentre à Marseille à demi-mort du scorbut.



« Gaspard Vence, corsaire sous pavillon américain, prend à l'abordage, le 17 mai 1777, un navire de commerce anglais armé de 24 canons »

Corsaire et officier du Roi pendant la guerre d'Amérique

À peine remis il part pour les Antilles et se trouve à la Martinique en 1776 au début de la Guerre d'indépendance américaine. La France n'étant pas encore entrée dans la Guerre d'indépendance des États-Unis, il obtient auprès du Congrès américain une lettre de marque lui permettant ainsi de pratiquer la course sous pavillon américain. Il sert d'abord comme capitaine corsaire sur le chebec *La Victoire*. En mai 1777, embarqué sur *Le Tigre*, équipé de 14 canons de 6, n'ayant qu'un mât et une voile demi-latine, mais monté de 120 hommes.

il prend possession d'un vaisseau de commerce anglais, armé de 24 canons et d'une cargaison de cinq cent mille livres. Des plus réputés, il est alors considéré comme un corsaire redoutable et effectue nombre de prises, en 18 mois aux Antilles, il effectue 211 prises et 40 combats; sa tête est alors mise à prix à deux millions par le Parlement britannique et Lord North. Vence et un autre corsaire, Louis Pringent, font tant de prise que les assurances pour le retour des navires de la Dominique, de la Grenade et de Saint-Christophe montent à Londres de vingt-trois pour cent.

Dès que Louis XVI déclare la guerre à la Grande-Bretagne, Vence se hâte de reprendre le Pavillon de son Roi. Sa notoriété aux Antilles incite le Marquis de Bouillé, gouverneur des îles du Vent françaises, à solliciter ses services pour la prise de La Dominique et, à la tête de 400 flibustiers équipés à ses frais, Vence prend le fort de Cachacrou qui détermine la prise de l'Île. Le lendemain, il remporte une victoire non moins belle sur ses hommes en les empêchant « de piller et égorger les habitants de l'île qu'il viennent de conquérir au nom du Roi », pour cela Vence donne cent vingt portugaises (5 280 livres) de sa propre bourse à ses quatre cents flibustiers.

Il rentre à la Martinique avec un brevet de lieutenant de frégate en récompense de fait d'armes exceptionnel et est nommé commandant de *la Truite* le 20 septembre 1778. L'Amiral d'Estaing sollicitera son aide lors de la Bataille de Sainte-Lucie quelques mois plus tard. Il prend le commandement de *La Cérès* le 1er janvier 1779.

Il passe ensuite comme lieutenant de vaisseau sur *Le Languedoc* de l'Amiral d'Estaing, qui avait entendu parler de ses exploits et avec lequel il se liera d'une solide amitié. Il participe de manière décisive à la prise de la Grenade aux mains de Lord Macartney, gouverneur de l'île. Il joue un rôle déterminant dans la prise du Morne de l'Hôpital qui commande la position de l'île. À la tête de quatre-vingts grenadiers, Vence parvient en haut du morne, force les barricades, et s'empare des batteries du côté de l'est. À son approche, les milices lâchent pied, ; leur désertion répand l'alarme parmi les soldats. Il les poursuit sans leur donner le temps de revenir à eux-mêmes, et s'élançant vers le pavillon anglais qui flottait sur la batterie principale, il en coupe la drisse d'un coup de sabre, l'amène, le met sous son bras, et arbore à la place la pavillon français.

Lorsque les grenadiers anglais, revenant de leur terreur, s'aperçoivent qu'il n'avait sous ses ordres qu'environ quatre-vingts hommes et que la colonne qu'il précédait, qui était commandée par le Comte d'Estaing en personne, était encore éloignée, ils reviennent à la charge. Vence, adossé au mât de pavillon et ayant entouré son bras gauche avec le pavillon anglais dont il se fait un bouclier, se défend seul pendant plusieurs minutes, sans autre arme que son sabre, contre une troupe de grenadiers qui l'attaquaient confusément avec sabre et baïonnette. Il aurait à la fin succombé si Houradoux, sergent de son détachement, ne se fût avancé pour le secourir et lui sauver la vie. À l'instant, le comte d'Estaing lui-même arrive à la tête de sa colonne, et tout reprend la fuite. Vence lui présentant le pavillon anglais qu'il venait d'enlever, lui présente aussi le sergent Houradoux qui est alors fait officier. L'Amiral d'Estaing ayant fait diriger sur la ville les canons du Morne, Lord Macartney se rend à discrétion.

À l'attaque du morne, la cassette du Lord Macartney tombe dans les mains de Vence; elle renferme entre autres des bijoux et la plaque en diamant de son Ordre du Bain (objet de près de cinquante milles livres). Vence rapporte à Lord Macartney la cassette dont les lois de la guerre l'avait rendu maître. Vence ayant fait preuve d'une grande valeur lors de la prise de l'île; lui sont promises la Croix de Saint-Louis et la confirmation de son grade. Vence est nommé capitaine du port qu'il a si glorieusement soumis à la domination française.

Au mois de septembre, pour soutenir les *Insurgents*, en difficultés en Géorgie, le Comte d'Estaing attaque Savannah. Vence commande encore l'avant-garde durant l'expédition de Savannah, à la tête de quatre-vingts grenadiers volontaires, chargé d'attaquer la principale redoute de Spring-Hill. Cinq cents hommes grenadiers destinés à le soutenir, et commandés par deux colonels le suivent, le comte d'Estaing commande en personne une troupe d'élite; et Benjamin Lincoln, avec ses Américains, fait une fausse attaque du côté opposé. Vence fait brèche à l'abatis, franchit les retranchements au milieu du feu le plus violent, et entre dans la redoute, l'épée à la main. Le détachement de grenadiers qui devait le soutenir arrivant à la brèche de l'abatis, le feu parut si terrible en cet endroit que ceux qui commandaient ce détachements préférent contourner le

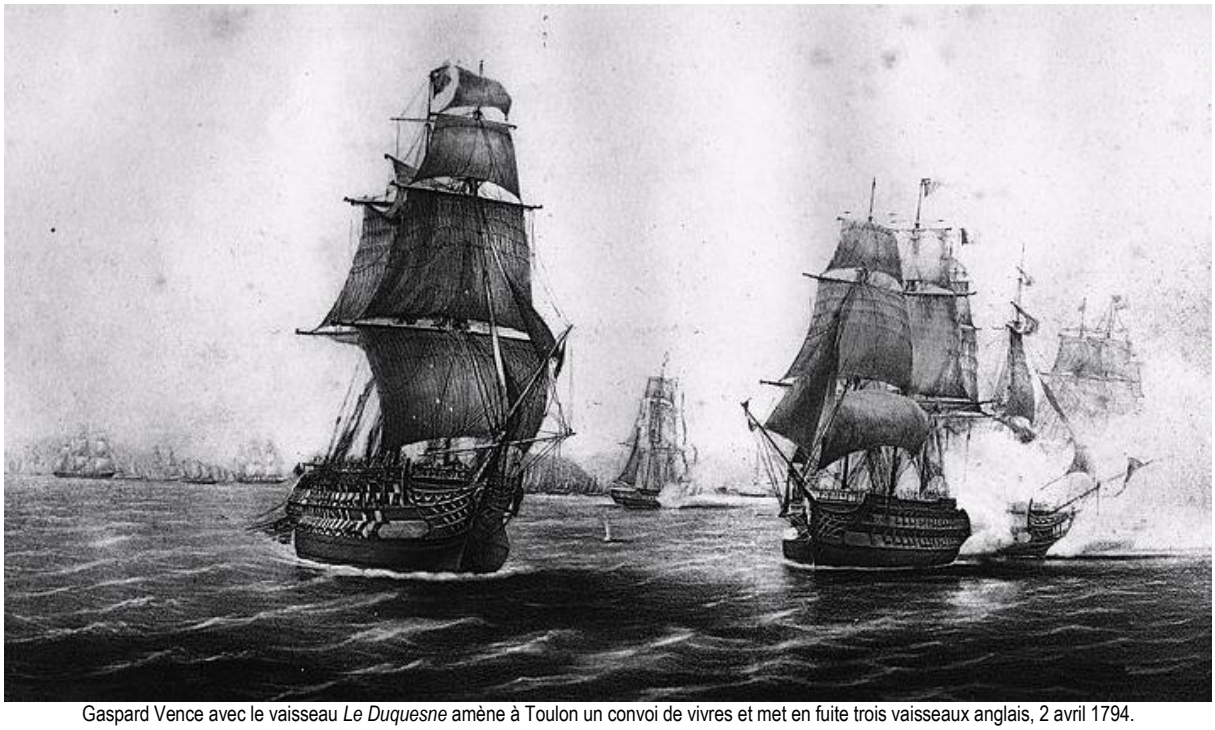
long de l'abatis, mais se retrouvent piégés dans un marais sous les tirs des Anglais avant de pouvoir se retirer.
Il yavait près d'une heure que Vence se maintenait dans l'attaque de la redoute, mais n'étant point secouru, voyant l'armée défiler, et restant presque seul au milieu d'un "monceau de cadavres", il fut contraint de faire retraite et de repasser le fossé, lui treizième et dernier, sans avoir reçu la moindre blessure. Le comte d'Estaing, moins heureux, est emporté par le capitaine de Vence et ses quelques grenadiers. Il fut un des rares à sortir avec gloire de cette défaite française, ses contemporains louèrent cette action et l'Amiral, dans un courrier au Ministre de la Marine, crut pouvoir affirmer que si Vence avait été suivi, « la place aurait été emportée ».

C'est à cette époque que Le chevalier de Borda lui forgea la devise : « Vence toujours devance ».
Mais à 32 ans, sa brillante réussite : il est fait chevalier de Saint-Louis le 24 janvier 1780 et capitaine de Port; sa fortune, et surtout l'amitié active de l'Amiral d'Estaing suscitèrent des jalousies aiguës. Le marquis de Bouillé, à l'origine pourtant très favorable à Vence, se joignit à ses ennemis qui étaient ceux de l'amiral d'Estaing.

Dès sa prise de fonction, comme capitaine de Port de la Grenade, certains sous-ordres, ultérieurement condamnés pour prévarication et faux témoignages, qui convoitaient la place l'accusent d'avoir succombé à la tentation de prélever sur la vente de matériels de marine au rebut un millier de livres. En réalité, il avait seulement utilisé des mâts de bateau pour créer des pontons dans le port. Ces accusations ridicules, *sa fortune excédait 500 000 livres*, prirent tant d'ampleur que Vence dut démissionner. En 1783, le ministre de Castries lui fait parvenir l'ordre d'aller servir aux Indes sous Bussy.
Le navire le ramenant en France pour se défendre est coulé avec son immense fortune, amassée du temps où il été corsaire, près des côtes espagnols par le Capitaine anglais Henry Trollope, Vence est recueilli avec les naufragés par le capitaine anglais qui, ne l'ayant pas reconnu, le mit à terre à Lisbonne. Informé par l'ambassadeur du Roi de la présence de d'Estaing à Cadix pour y prendre le commandement de la flotte combinée franco-espagnol; Vence l'y rejoint et après lui avoir conté son récit, participe à la campagne à ses côtés sur *Le Terrible*.

Décidé néanmoins à obtenir justice, il engage des démarches qui, malgré le soutien sans faille de l'Amiral d'Estaing et de nombreux officiers de la Marine, ne furent pas couronnées de succès. Plusieurs années de tribulations n'avaient pas altéré sa détermination à obtenir réparation et en 1789, la presse4 s'intéresse à lui et pousse le Ministre de la Marine à une position moins injuste. Il fut admis en tant que membre d'origine de la Société des Cincinnati en 1783.

Contre-amiral sous la Révolution
La Révolution intervient alors. Vence est enrôlé comme officier de la Garde nationale parisienne, sous les ordres du Marquis de La Fayette tandis que d'Estaing prend le commandement de celle de Versailles. En 1792, il est réintégré dans la Marine, comme capitaine de vaisseau, finalement lavé de toutes les accusations anciennes portées contre lui à la Grenade, indemnisé de ses débours et traitements des anciennes campagnes. Vence put alors à croire en son avenir, même si très vite il perdit toute sympathie pour le nouveau Régime.


Gaspard Vence avec le vaisseau *Le Duquesne* amène à Toulon un convoi de vivres et met en fuite trois vaisseaux anglais, 2 avril 1794.

Le Duquesne et avec une petite division, il se rend au Levant puis à Tunis pour prendre livraison d'une importante commande de blé alors que la France est en pleine famine. Son retour tarde et il est accusé de trahison ; en fait, il connaît des difficultés dues à des escadres anglaises et espagnols guettant sa sortie pour s'emparer du convoi et plusieurs de ses officiers ont fui leur poste. Pléville Le Pelley est envoyé à Tunis pour le destituer et le remplacer; mais, après enquête, constatant la droiture et les efforts de Vence pour rapatrier le convoi, il le confirme dans son commandement et revient à Paris plaider sa cause.

Finalement, Vence rejoint Marseille avec un convoi de 80 voiles après être passé au travers de sept bâtiments ennemis qui le bloquent à Tunis, enlevé deux navires espagnols au large de la Corse, et part de suite escorter jusqu'à Toulon un riche convoi de vingt navires. Toulon souffrait alors de disette. À l'approche de Toulon, Vence force le blocus de trois vaisseaux anglais avec le seul *Le Duquesne* et la corvette *la Fauvette*, à la grande admiration des Toulonnais qui l'accueillent en héros. Il rentra également à Toulon avec des prises espagnoles chargées de sommes considérables en or, en argent, de lingots et d'espèces monnayées7.

Il commande le vaisseau *L'Heureux* à Toulon. Il est nommé contre-amiral à compter du 16 novembre 1793, par décret du 2 septembre 1794. Il sera destitué en 1794 avant d'être réintégré la même année. Il est alors envoyé en service à Brest.
Vence, qui avait suivi avec tristesse les phases du procès du Comte d'Estaing condamné à la guillotine, fit un détour par Paris pour lui faire ses derniers adieux8. Durant cette période troublée, Vence perdit également son frère et son neveu qui furent guillotinés comme royalistes9.

Quelque temps plus tard, il escorte un convoi au départ de Bordeaux le long des côtes atlantiques à destination de Lorient mais, attaqué par l'escadre de l'amiral Cornwallis, il doit chercher refuge sous Belle Île. Vence attend la combinaison de l'heure de la marée et part alors au moment opportun pour rejoindre Lorient. Contre l'avis de Kerguelen10 qui partageait l'idée de Vence, les commissaires de la Convention à Brest etVillaret-Joyeuse envoient une escadre de Brest dans le but de lui porter secours qui joint Vence à hauteur de Groix11 : cette sortie sera un désastre connu sous le nom de Bataille de Groix, lors duquel nombre de vaisseaux français désobéirent au vice-amiral Villaret de Joyeuse.

Attaché au port de Lorient du 24 juin au 8 décembre 1795, il y commande une division navale. Il prend le commandement de la Rade de Brest en 1795 et commande en second à Brest aux côtés de Villaret de Joyeuse en 1796. Destiné à commander le seconde escadre de l'expédition d'Irlande, il s'oppose avec Villaret de Joyeuse, au projet d'expédition de Hoche compte tenu de l'état lamentable des vaisseaux de l'escadre, du manque dramatique d'équipages aguerris et de la quasi absence de réserves de vivres. Lorsque Villaret de Joyeuse est remplacé par Morard de Galles, Bouvet de Précourt succède à Vence. Deux mois plus tard, l'expédition sera une pantalonnade lamentable.

Fonctions à Toulon
Après le coup d'État du 18 fructidor an V, Vence est nommé commandant des armes à Toulon; en cette capacité, il a à charge la préparation de la grande Flotte et de l'escadre de Brueys qui conduit la Campagne d'Égypte, en concert avec Najac, ordonnateur de la Marine de Toulon, et au côté de Bonaparte12. Durant son séjour à Toulon pour les préparatifs, Vence reçoit chaque jour la visite de Bonaparte dans son cabinet de travail et l'ardeur des discussions est parfois tempérée par la présence de la jeune fille de Vence à laquelle Bonaparte témoigne beaucoup de tendresse. Après le départ de l'escadre, il assure la base logistique pour l'Italie, Malte et l'Égypte, et la préparation d'une deuxième escadre de trente-huit bâtiments destinés à renforcer Bonaparte en Égypte. Il lui arrive à plusieurs reprises de financer de sa propre bourse l'équipement des navires et les hommes des escadres du fait du manque de moyens qui lui sont conférés.

Il se met en difficulté avec la municipalité de Toulon après avoir fait relaxer un officier de la Marine incarcéré pour avoir été dénoncé comme émigré et après un conflit avec Bruix, il est envoyé en commandement à Rochefort le 25 mai 1799, avant que le Directoire rapporte l'arrêté et enjoigne à Vence de reprendre le commandement des armes à Toulon le 3 septembre 1799.

Le Consulat le nomme préfet maritime le 20 juillet 1800, toujours à Toulon, dès la création de cette institution. Il continue à maintenir la correspondance avec les troupes d'Égypte. Il veille à la formation de l'escadre de secours que constituait Ganteaume à destination initiale des Côte des Barbaresques ainsi que celle de l'Amiral Linois et de l'Adjudant général Pierre Devaux pour la Bataille d'Algésiras, ou, le 6 juillet 1801, la marine française prendra sur ces vainqueurs d'Aboukir une si fière revanche. Durant ses fonctions à Toulon, il participe à l'affaiblissement de la course barbaresque en Méditerranée.

En 1802, il est appelé au commandement d'une escadre à Brest. Vence se rend ensuite en tant que chef d'escadre à Boulogne où Bonaparte réunit une armée dans le but d'une invasion en Angleterre. Il critiquera les bateaux plats avec lesquels était projetée la descente en Angleterre, expliquant qu'il s'agissait de "véritables coquilles de noix" et qu'ils n'étaient guère adaptés à la traversée de la Manche, et manifeste ainsi son scepticisme sur la valeur de la flottille du Camp de Boulogne. À la suite de ça, il fut admis à la retraite en 1803. Vence se retire dans son domaine de Vaulichères, près de Tonnerre. Il y mourut le 12 mars 1808.

BILAN
Malgré les conflits qu'il eut avec fonctionnaires et politiques, Vence fut respecté par ses pairs et supérieurs comme en témoigne le soutien sans faille qu'il reçut de l'amiral d'Estaing, de Pléville Le Pelley ou bien de Jean-Charles de Borda. Ceci, tant pour ses solides compétences de marin et son zèle, que pour sa droiture et sa loyauté. Acquis à la Révolution mais ayant été formé sous l'Ancien Régime, Vence fut beaucoup plus "marin" que "politique", ce qui n'était pas toujours une garantie de promotion et d'honneurs en ces temps troubles. Promis aux plus hautes fonctions, ses conflits avec certains officiers et politiques l'amèneront à une retraite anticipée. Sa nomination au grade de Vice-amiral était en cours.

Jean Gaspard Vence était franc-maçon, noté comme *Second Expert* et comme *chevalier Rose-Croix* dans les états de la *Loge La Douce Union* à la Grenade en 1785; il fut aussi membre de la *Loge Les Amis Réunis* d'Auxerre à partir de 1804. La Loge maritime Contre-amiral Vence n°2 fut nommé en son honneur.

FAMILLE

Jean Gaspard épouse une Wurtembourgeoise originaire de Besigheim du nom de Marie-Marguerite von Wettener de Brondout en 1784, elle était la fille du chevalier Jean-Henry von Wettener et de Pierrette Girardin de Brondout. Il aura de cette union deux enfants :

- Jean-Anthelme de Vence (1785-1802), enseigne de vaisseau, qui mourra à la Martinique13 embarqué sur le vaisseau *Le Formidable* alors commandé par Pierre Dumanoir le Pelley.
- Marie-Jeanne-Nicolas de Vence (1791-1870), qui, en 1812, épouse le capitaine de Vaisseau Auguste-Joseph Dumas (1772-1845), qui venait de quitter les prisons d'Angleterre après six ans de captivité, et qui occupait alors la fonction d'aide de camp du Ministre de la Marine, et par la suite les fonctions de commandant de la Compagnie des Gardes du Pavillon du duc d'Angoulême Grand Amiral de France et de Major de la Marine au port de Lorient, et qui sera décoré de l'ordre de Saint-Louis, de l'ordre royal de la Légion d'Honneur et de la décoration du Lys. Auguste-Joseph Dumas, correspondant du Comte de Chambord, était le fils de Pierre Dumas, officier au régiment d'Artois puis négociant, et de Catherine Durand d'Elbos, il était également le cousin germain du baron Jean-Joseph de Salvaing de Boissieu. Les témoins de cette union furent Denis Decrès et Honoré Joseph Antoine Ganteaume, en témoignage de sympathie à la mémoire de leur ami mort quatre ans plus tôt.

VERHAEGEN Pierre Théodore

Bruxelles 5 septembre 1796 – 8 décembre 1862.



L'histoire des 30 premières années de la franc-maçonnerie au sein d'une Belgique indépendante est marquée par la figure de Théodore Verhaegen. Diplômé de l'Ecole de Droit de Bruxelles en 1815, il est initié le 14 avril 1818 par le prince d'Orange, dans la loge « *L'Espérance* » à Bruxelles. Devenu un avocat d'affaires renommé, il acquiert une indépendance qui lui permet de consacrer une grande partie de sa vie à la politique et à la franc-maçonnerie. Il s'affilie le 25 janvier 1832 à la loge « *Les Amis Philanthropes* », l'une des fondatrices du Grand Orient de Belgique : il va y jouer un rôle considérable, ainsi qu'au Grand Orient lui-même. Il est élu vénérable maître pour la première fois le 15 juin 1833, une fonction qu'il exerce plus de 20 fois par la suite.

Un an après, en 1834, lors d'une réunion de la loge « *Les Amis Philanthropes* », le secrétaire Baron propose la création d'une « Université Libre » à Bruxelles, comme contre-poids aux ambitions cléricales qui visent à dominer tout l'enseignement et à l'ouverture annoncée d'une université catholique à Louvain.

Verhaegen, en 1854, lors d'une allocution au roi, propose l'expression « libre examen » pour définir l'indépendance d'esprit total et le refus des dogmes qui caractérisent l'institution. La loge de Verhaegen est donc à l'origine directe de la naissance de ce fleuron de l'enseignement universitaire belge.

Elu Premier Grand Surveillant du Grand Orient de Belgique en 1854, après le départ du Grand Maître Defacqz (1797-1871), il dirige dès lors l'obédience jusqu'à sa mort, tout en se contentant du titre de Grand Maître *ad intérim*.

Parallèlement, il mène une carrière politique brillante qui débute en 1836. Elu conseiller provincial du Brabant, puis député de Bruxelles, vice-président de la Chambre des représentants et même, entre 1848 et 1852 puis entre 1857 et 1859, président de celle-ci, il est l'un des fondateurs de *L'Association Libérale.* Celle-ci est à resituer dans le contexte politique et religieux des premières années de Léopold 1er. Le problème majeur est alors celui ce la précarité de la maison belge, le souverain tentant de maintenir l'union dans les gouvernements successifs. La pression des autorités religieuses fait émerger deux tendances antagonistes, l'une libérale l'autre catholique, qui vont dominer la vie politique du pays jusqu'en 1944. Théodore Verhaegen, excellent administrateur, a l'idée de mettre sur pied, en 1840, cette Association Libérale, qui en fait le premier parti politique organisé en Belgique. Théodore Verhaegen a laissé également une trace considérable dans la mémoire. L'Université Libre de Bruxelles honore chaque année sa mémoire et sa statue orne l'entrée principale des bâtiments universitaires, dans une avenue qui porte d'ailleurs le nom d'un autre franc-maçon, porteur de la flamme de la liberté : Franklin D. Roosevelt.

L'influence de Verhaegen dans l'évolution du Grand Orient de Belgique est surtout liée aux débats qui donnèrent lieu au vote du 21 octobre 1854 supprimant l'article 135 des statuts. Cet article interdisait les discussions politiques et religieuses en loge. Sa suppression entraîne des conflits internes. La loge « *Les Vrais Amis de l'Union et du Progrès Réunis* » se séparent du Grand Orient et rejoint le giron du Suprême Conseil. La mesure transforme aussi certaines loges en champ de bataille politique. Elle est modifiée sous l'impulsion de Goblet d'Alviella qui impose que ces discussions ne puissent être suivies d'un vote.

Les funérailles de Théodore Verhaegen, en 1862, sont imposantes. Sa loge et tous les corps maçonniques belges prennent part à une cérémonie funèbre qui fut répétée presque textuellement trois ans plus tard, à la mémoire du roi Léopold 1er qui avait été brièvement franc-maçon en 1814. Cette mort marque la fin de la première partie de la riche histoire de la franc-maçonnerie en Belgique. M.B.

VER-HUEL Charles Henri

Doetinchem (Pays-Bas) le 11 février 1764 – Paris 25 octobre 1845.

Charles Henri Ver-Huell ou **Verhuell** (**Carel Hendrik Ver Huell**), amiral français d'origine néerlandaise.

Formation dans la marine hollandaise.
Cadet dans un régiment d'infanterie hollandais en 1775, à 11 ans, il demande, en 1778, à entrer dans le service de mer, et est admis l'année suivante en qualité de garde de la marine. Il fait sa première campagne sur la frégate *l'Argo* et se trouve au combat que l'amiral comte Van Bijlandt livre à la division britannique commandée par le commodore Fielding en 1780.



Sous-lieutenant de marine début 1781, il participe, à bord du même navire, à la bataille du Dogger Bank (5 août 1781). L'Argo est intégré à la ligne de bataille pour compenser l'infériorité numérique hollandaise en vaisseaux. La frégate a 140 hommes hors de combat et Verhuel est le seul officier survivant à part le capitaine. Il est toutefois blessé par l'explosion d'une gargousse. Il obtient le grade de lieutenant de vaisseau en récompense de sa conduite. Il effectue ensuite une campagne au Nord de l'Angleterre sur une corvette dont il assume le commandement pendant la plus grande partie de la croisière en raison de la maladie du capitaine et des autres officiers.

De 1782 à 1785, il navigue dans la Méditerranée, sur les côtes d'Afrique et dans les mers du Nord sur un vaisseau de ligne. Vers la fin de la campagne de 1785, se trouvant dans le Zuyderzée, il ajoute à sa réputation par un trait d'intrépidité. Promu au grade de major, il sert jusqu'en 1789 dans la mer Baltique, la mer du Nord et la Méditerranée en tant que second sur une frégate.

Pendant la Révolution française
Capitaine de frégate en 1791, il reçoit son premier commandement officiel, une corvette destinée pour les Indes occidentales. Nommé en l'an III premier adjudant de l'amiral Jan Hendrik van Kinsbergen **(en)**, il organise un corps de matelots armés et est élevé l'année suivante au grade de capitaine de vaisseau. Lors du renversement du Stathoudérat, il se retire du service avec la presque totalité des officiers du corps de la marine et rentre dans le conseil des Indes Orientales qui remplace la Compagnie néerlandaise des Indes orientales. En l'an XI, il rentre à la sollicitation du gouvernement batave dans la marine avec le grade de contre-amiral et est envoyé à Paris pour assurer la coordination des forces françaises et hollandaises.

Un amiral hollandais allié de la France
Dans le cadre de la préparation de l'invasion de l'Angleterre, il est chargé d'armer une flottille à Flessingue destinée à convoyer les troupes de Davoût. Il doit pour cela se rendre à Ostende. Il décide de fractionner sa flottille en trois divisions qu'il conduit lui-même successivement. À chaque fois, il doit affronter la croisière de blocus anglaise. Le combat le plus dur est celui qu'il doit livrer lors du troisième trajet contre la division de Sidney Smith. L'opération est toutefois un succès. Il est alors promu vice-amiral et décoré comme officier de la Légion d'honneur. Après l'abandon du projet d'invasion, il est nommé ministre de la marine hollandaise mais refuse de prendre ses fonctions jusqu'à ce qu'il ait conduit sa flottille jusqu'à Calais où elle doit être regroupée avec la flottille française. Il affronte en route les forces de l'amiral Keith, sous le cap Gris-Nez. Il repousse les forces anglaises et suscite l'enthousiasme de toute l'armée. Très francophile, il préside la délégation hollandaise envoyée à Paris pour proposer à Louis Bonaparte la couronne de Hollande. Le nouveau roi le nomme maréchal, grande croix de l'ordre de l'Union et bientôt après ambassadeur à Paris. En 1809, il commande les forces navales hollandaises lors de la tentative d'invasion anglaise dans la presqu'île de Walcheren. Il arbore son pavillon sur le vaisseau *le Royal-Hollandais*, et protège efficacement les côtes. En récompense de ce service, Louis-Napoléon le crée comte de Sevenaer.

Amiral français
En 1810, lors de la réunion de la Hollande à la France, il préside la junte représentant les intérêts hollandais. Il devient alors vice-amiral de la marine française. À partir de ce moment il se sent et va demeurer français tout le reste de sa vie. Il commande les forces de la mer du Nord et de la Baltique, depuis l'Ems jusqu'à Dantzig. Il développe notamment des chantiers de construction dans les ports de Brème, de Hambourg et de Lubeck.b Le 1er mars 1811, l'Empereur lui attribue le titre de comte de l'Empire. En avril 1812, il succède à l'amiral Jean-Guillaume de Winter, malade, au commandement de l'armée navale du Helder et du Texel et des forces réunies dans le Zuyderzée. Lors de l'invasion de la Hollande, fin 1813, l'amiral Ver-Huell fait entrer la flotte placée sous ses ordres dans le port de Nieuste-Diep, démobilise les marins et ne laisse les bâtiments qu'à la garde des officiers : il veut éviter que ne se reproduise une prise de la flotte bloquée par les glaces comme en 1794. Il s'enferme avec les équipages français et la garnison du Helder dans le fort de la Salle. En même temps il occupe le fort Morland. Les deux forts dominent la flotte et la protègent. Il se maintient dans cette position pendant tout l'hiver de 1813 à 1814 et ce n'est qu'après l'abdication de l'Empereur qu'il consent à remettre la place du Helder et les autres forts au général Jonge qui les assiégeait. Il rejoint alors Paris.

Notable français sous la Restauration
Louis XVIII le maintient dans son grade et ses titres et lui accorde des lettres de grande naturalisation. Dès lors Ver-Huell se fixe à Paris.Durant les Cent-Jours, il se tient à l'écart mais en 1815, le gouvernement provisoire met deux frégates du port de Rochefort à la disposition de l'Empereur pour le transporter aux États-Unis ; le port est sous blocus des croisières anglaises. Napoléon aurait alors demandé que Ver-Huell commandât ces deux bâtiments.

Le roi le nomme toutefois l'un des quatre grands inspecteurs de la marine lors de la Seconde Restauration.
Admis à la retraite en 1816, Verhuell est élevé à la dignité de pair de France le 5 mars 1819.
Il consacre alors beaucoup de son temps à la franc-maçonnerie dont il est l'un des dignitaires : 33ème degré du Rite

écossais ancien et accepté et membre du Suprême Conseil de France lors de sa restauration en 1821.
Par la suite, il devient un membre important de la ligue abolitionniste qui se constitue dans les premières années de la Monarchie de Juillet, intervenant à plusieurs reprises en faveur de l'abolition de l'esclavage.
Il meurt à Paris le 25 octobre 1845, à l'âge de 81 ans. Il repose au Cimetière du Père-Lachaise, 28e division. Son nom est inscrit sur l'arc de triomphe de l'Étoile.

VERNET dit Carle **Antoine Charles Horace** Paris 30 juin 1758 - 17 janvier 1835.



Peintre de batailles, Grand Prix de Rome, membre de l'Académie royale de peinture et sculpture.
Franc-Maçon de la Loge "*Les Neuf Soeurs*", Paris.

Fils de Carle Vernet et petit-fils de Claude Joseph Vernet, il suivit leurs traces dans la peinture militaire dont il fit sa spécialité et où il se révéla un peintre brillant, mais superficiel. On lui doit des scènes de batailles, de sport, et des sujets orientaux. Peintre déjà célèbre en son temps, il fut directeur de la l'Académie de France à Rome de 1829 à 1834. Il prit le premier daguerréotype du port de Marseille en 1839. Enrichi, il acquit en 1855 un domaine au lieu-dit « Les Bormettes », sur le territoire de la commune de La Londe-les-Maures, alors simple faubourg d'Hyères, charmé par la beauté du site dont l'eau bleutée et les collines galbées lui rappelaient l'Algérie où il avait auparavant séjourné. Il s'y fit construire un vaste château médiéval composé de différents corps de bâtiments hétéroclites et de style divers.

Au début des années 1840, Vernet fit un voyage en Égypte en compagnie de son neveu Frédéric Goupil-Fesquet et de Gaspard-Pierre-Gustave Joly de Lotbinière, duquel les trois hommes rapportèrent parmi les premiers daguerréotypes d'Égypte, qui donnèrent lieu à un livre, les Excursions daguerriennes.
« Il était un homme d'esprit, un caractère aimable, une nature droite, honnête, loyale, vive et sensée », écrit Sainte-Beuve.

À l'Exposition universelle de Paris de 1855, il occupa comme Ingres une salle entière et reçut la médaille d'honneur, ce qui le plaça en tête des peintres de son époque. Le peintre anglais Edwin Henry Landseer dit de lui : « Les tableaux de Vernet l'emportent sur ceux de tous ses rivaux car ils ne procèdent que de lui-même... » Au mois de décembre 1862, Napoléon III, apprenant la grave maladie de l'artiste, lui écrit : « Mon cher Monsieur Horace Vernet, je vous envoie la croix de Grand officier de la Légion d'honneur comme au grand peintre d'une grande époque... » Wikipédia

VIENNET **Jean Pons Guillaume** 1777 – 1868.



Homme politique et écrivain.
Franc-Maçon, il est, en 1860, Souverain Grand Commandeur du Suprême Conseil de France, et en 1862 il tient tête au général Magnan, un profane promu Grand Maître du Grand Orient par Napoléon III qui veut faire absorber le Suprême Conseil par le Grand Orient. L'opiniâtreté de Viennet fait renoncer au projet.

Il était fils du conventionnel Jacques Joseph Viennet et neveu du prêtre Louis Esprit Viennet, qui fut, pendant quarante ans, curé de l'église Saint-Merri à Paris, et qui, en 1790, prêta serment à la constitution civile du clergé. Sa longue carrière, de militaire d'abord et d'homme public ensuite, d'écrivain dramatique et de poète, traversée par les révolutions politiques et les guerres littéraires, est pleine d'incidents et de péripéties.

Il eut la capacité de s'élever sous divers pouvoirs à toutes les dignités littéraires et politiques, tout en atteignant aux dernières limites de l'impopularité. « J'ai compté, disait-il, jusqu'à cinq cents épigrammes par an contre moi ; tout échappé de collège qui entrait dans un feuilleton croyait me devoir son premier coup de pied. » Son nom a servi de tête de Turc aux républicains et aux romantiques ; mais il savait se venger par une fable ou une épître de ses ennemis les plus acharnés.

Carrière militaire sous Napoléon
Après avoir fait d'excellentes études au collège de Béziers et présidé, pendant les premiers temps de la Révolution, le club des enfants de son âge, il fut destiné par sa famille à l'état ecclésiastique. Mais il préféra, à 19 ans, entrer comme lieutenant en second dans l'artillerie de marine. Sa première campagne ne devait pas être heureuse. Envoyé à Brest, puis à Lorient, il fut, le 21 avril 1797, embarqué sur le vaisseau *l'Hercule*. Ce bâtiment n'avait pas plus tôt gagné le large, qu'il se voyait donner la chasse par deux croiseurs britanniques. Quelques salves d'artillerie plus tard, l'équipage de *l'Hercule*, réduit de plus de moitié, devenait prisonnier des Britanniques. Le lieutenant Viennet resta pendant sept mois prisonnier sur les pontons de Plymouth. La poésie le consola des rigueurs du sort; il se fit même acteur. Sur le théâtre qu'il réussit à monter à bord de sa prison maritime, les pièces composées par lui alternaient avec les tragédies et les vaudevilles du temps. À la faveur d'un échange de prisonniers, il recouvra la liberté, et il réintégra son corps d'origine.

En 1812, il obtint la faveur de venir à Paris ; il écrivit alors beaucoup, des épîtres, des tragédies, des comédies, des poèmes. Quelques-unes de ses épîtres remportèrent des prix aux Jeux Floraux. Il tentait de faire jouer son *Clovis*, tragédie en 5 actes, au Théâtre-Français, lorsqu'il reçut l'ordre de rejoindre immédiatement son régiment en marche pour la Saxe. Il partit et fit comme capitaine la campagne de Saxe (1813), assista à la bataille de Lützen, à celle de Bautzen, où il fut décoré de la main de l'empereur. Dans la désastreuse journée de Leipzig, il fut fait prisonnier, et il ne rentra en France qu'avec la

Restauration, à laquelle il s'attacha avec un certain empressement.

Première et deuxième Restauration

Il devint aide de camp du général de Montélégier, lui-même aide de camp du duc de Berry. Les Cent-Jours ne le ramenèrent pas au système impérial; il refusa de voter pour l'acte additionnel, ce qui faillit lui procurer un voyage à Cayenne. Il ne dut qu'aux instances de Cambacérès, ami de son père, de voir révoquer l'ordre déjà signé par le ministre Denis Decrès. Les Bourbons reparurent; mais Viennet n'ayant pas suivi le duc de Berry à Gand, on le lui reprocha, bien qu'il eût refusé son adhésion au régime précédent. Laissé sans emploi, il reprit la plume et se fit journaliste. Il collabora à *l'Aristarque*, au *Journal de Paris*, au *Constitutionnel*, jusqu'à ce qu'il fut enfin admis, grâce à Gouvion Saint-Cyr, dans le corps royal d'état-major. De cette époque datent ses nombreuses *Épîtres*.

Le 17 juillet 1820, il donna à l'Académie de musique un opéra en un acte, *Aspasie et Périclès*, musique de Daussoigne, neveu et élève de Méhul ; l'excellente partition de ce jeune maître lutta pendant seize représentations contre la funeste influence d'un livret dépourvu d'intérêt sans pouvoir commander le succès. Un peu plus tard, le 19 octobre, sa tragédie *Clovis* vit enfin le feu de la rampe, au Théâtre-Français, et eut du succès. Il écrivit de nombreuses autres pièces, surtout des tragédies, qui ne furent, elles, pas représentées. Nommé chef d'escadron à l'ancienneté en 1823, il fut rayé des cadres en 1827 suite à la publication de son *Épître aux chiffonniers* en faveur de la liberté de la presse, protestation spirituelle et hardie contre une législation à la fois odieuse et absurde. Il n'en fallut pas davantage pour le rendre populaire, et, le 21 avril 1828, il fut élu député du 2e arrondissement électoral de l'Hérault (Béziers). Il prit rang parmi les membres de la gauche, soutenant de son vote, et quelquefois de ses discours, cette opposition parlementaire qui allait aboutir à la révolution de 1830. Il vota l'adresse des 221. Réélu le 23 juin 1830 avec 55% des votants, il contribua à l'établissement de la Monarchie de Juillet, et ce fut lui qui lut au peuple, à l'Hôtel de ville, le 31 juillet, la nomination du duc d'Orléans comme lieutenant général du royaume.

Monarchie de Juillet

Le nouveau roi restitua à Viennet son grade de chef de bataillon. Réélu député le 5 juillet 1831 avec 65% des votants, il siégea dans la majorité ministérielle. Se dévouant sans compter, mais avec la fougue intolérante de son esprit, il était comme l'enfant terrible de son parti et disait tout haut les projets, les espérances ou les mots d'ordre de la réaction. À la Chambre, il poursuivait de ses sorties véhémentes, de ses attaques piquantes et soudaines les républicains, qu'il appelait les stipendiés de l'émeute, et il se vit bientôt, en retour, sifflé et bafoué. Point de mire du *Charivari* et de la *Caricature*, il fut mis à toutes les sauces de la malignité, du sarcasme et du dénigrement.

L'Académie française lui ouvrit ses portes le 18 novembre 1830 ; il succédait au comte de Ségur au fauteuil 22. L'Académie fit ainsi une place dans son sein à celui qui fut, avec Baour-Lormian, un des chefs les plus opiniâtres de la résistance absolue aux tentatives du romantisme. Ami particulier de Louis-Philippe, celui-ci l'éleva à la dignité de pair le 7 novembre 1839. Avec une verve toute méridionale, Viennet n'en poursuivit pas moins ses travaux littéraires (romans, opéras, tragédies, comédies, épîtres et fables) comme ses débats politiques véhéments. Mais le pair ne fut pas plus ménagé que ne l'avait été le député, et les choses durèrent ainsi jusqu'en février 1848 ; les événements de cette époque l'arrachèrent à la fois de son banc du Luxembourg et de la politique militante ; les journaux satiriques, occupés ailleurs, lâchèrent un instant leur proie. Plus tard, on lui sut même gré de s'être montré très digne et très ferme vis-à-vis des hommes du 2 décembre.

Le franc-maçon

Dignitaire franc-maçon du rite écossais ancien et accepté pour la France et ses colonies, devenu Grand maître de cette obédience (avec le titre de « Souverain Grand Commandeur » du « Suprême Conseil de France ») de 1860 à 1868, il combattit énergiquement pour l'indépendance de ce rite, lorsque le pouvoir, par un abus de son autorité, manifesta la prétention de le réunir au rite français sous la direction du maréchal Magnan. Le vieillard retrouva alors toute la verdeur de la jeunesse, et la façon dont il tint tête à l'orage lui valut un regain de cette popularité que, depuis la Restauration, il n'avait plus connue.

Il poursuivit ses travaux littéraires presque jusqu'à son dernier jour. Il s'éteignit au Val-Saint-Germain, près de Dourdan, à l'âge de 90 ans. Il avait rédigé lui-même sa propre notice dans le *Dictionnaire de la conversation*, auquel il a fourni des articles. Haussonville, qui le remplaça à l'Académie française, fit son éloge le 31 mars 1870.

VILLARET de JOYEUSE Louis Thomas

Auch 24 mai 1747 - Venise 24 juillet 1812.



Vice-amiral d'escadre, gouverneur de la Martinique. Son prénom à la naissance est Thomas, il change de prénom est 1789 sur les actes officiels où l'on peut lire Louis Thomas. Il signe Dejoyeuse avant 89, mais son nom Villaret de Joyeuse devient Villaret-Joyeuse en 1792 ou Villaret.

Franc-Maçon de la Loge et du Chapitre "*L'Union*" à Lorient, et membre honoraire de la Loge "*L'Harmonie*" à Saint-Pierre de la Martinique.

Sous l'Ancien Régime - Une origine aristocratique douteuse

Contrairement à une idée reçue y compris de son vivant, son origine aristocratique est douteuse (son grand père était ébéniste à Auch et connu sous le seul nom de Villaret) et certains biographes sont perplexes sur l'origine du « de Joyeuse » qui semble avoir été usurpé par son père, ancien militaire puis fonctionnaire royal devenu fortuné.

Témoigne notamment de ses origines roturière le fait qu'il ait commencé sa carrière maritime comme volontaire plutôt que

comme garde-marine, voie normale pour tout aspirant issu de la noblesse.

Si des aristocrates ont suivi des carrières d'officiers bleus, c'était essentiellement pour des raisons d'absence de fortune suffisante pour assurer le train de vie requis pour un garde de la marine or la famille Villaret n'avait aucun problème sur ce plan. Toutefois, ses états de service exceptionnels, notamment sous Suffren, et l'ambiguïté de son nom d'usage, lui permettront d'intégrer tout de même le « Grand Corps » des officiers de la marine royale après avoir servi comme officier bleu. Un autre événement douteux, systématiquement cité dans la plupart de ses notices biographiques, bien qu'aucun document concret ne vienne étayer sa réalité, serait qu'il soit d'abord entré aux Gendarmes de la Maison du Roy en 1763, et qu'il ait quitté ce corps à la suite d'un duel. Il n'est pas exclu que cet épisode ait été forgé a posteriori par lui-même pour dissimuler son origine roturière.

Il fut un « aristocrate d'apparence » mais dut transformer son nom dès le début de la Révolution en « Villaret-Joyeuse » voire en « Villaret » tout court.

Apprentissage dans la Royale et la Compagnie des Indes
Il entre dans la marine royale comme volontaire (certains disent dès 1763) et navigue essentiellement aux Antilles de 1765 à 1770 d'abord la flûte la *Nourrice*, destinée à Cayenne. En 1766, Thomas part sur *l'Éléphant*, armé à Bordeaux, transportant des troupes aux Antilles, le navire est désarmé à Rochefort. Enseigne de la Compagnie des Indes, sur la flûte *Parham*, destiné à l'Île de Saint-Domingue, désarmé à Bordeaux. Il rentre à l'amirauté pour y subir des examens lui permettant d'être capitaine au long cours.

En 1773, il transporte des troupes à l'Isle de France (ancien nom de Maurice) sur la *Fortune*, armée à Brest. Il reste à l'Isle de France fin 1773 et début 1774 et navigue dans l'océan Indien, sur le *Coromandel* jusqu'au 20 mai 1775 et navigue en face des côtes du Bengale. En 1776, Thomas Villaret de Joyeuse repart à destination de Pondichéry et Mahé avec la corvette *L'Athalante*. En 1778, il repart de l'Isle de France (ancien nom de Maurice) sur une flûte, la *Pintade* à destination de Pondichéry et Mahé. C'est alors qu'éclate la guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique.
Siège de Pondichéry (1778)
Lieutenant de frégate, il se retrouve sans bâtiment sur lequel embarquer à Pondichéry lorsque les Britanniques viennent mettre le siège devant cette place en 1778. Il offre ses services au gouverneur et déploie en ces circonstances des talents et une bravoure tels qu'il obtient le commandement de la flûte la *Pintade*, en 1779, grâce au récit que fait Guillaume Léonard de Bellecombe, au roi, de sa belle défense de Pondichéry. Il part en croisière sur la Côte de Coromandel
Capitaine de la corvette *La Dauphine*
En 1779, Thomas de Joyeuse est capitaine de la corvette *La Dauphine* et fait du cabotage pendant 6 mois entre l'île Bourbon et Madagascar. L'année suivante, il est l'un des officiers du vaisseau le *Brillant*4 et part de l'Isle de France en croisière sur le Banc des Aiguilles5, pendant 23 mois et 4 jours.
Un officier bleu promu par Suffren
Pierre André de Suffren le nomme capitaine de frégate en 1781 après la bataille de Gondelour et lui confie successivement *le Pulvériseur*, puis *la Bellone*, et enfin la corvette *Naïade*. Envoyé pour une mission de confiance très risquée, il tient tête pendant plus de quatre heures au vaisseau *le Sceptre* (64 canons) mais doit finalement amener son pavillon. Rapidement libéré, il sert sur *le Héros*, en tant qu'aide de camp de Suffren; en 1784 il commande une prise, la frégate *Coventry*, avec le grade de lieutenant de vaisseau. Suffren lui obtient aussi la grand-croix de l'ordre de Saint-Louis. C'est donc Suffren en campagne dans l'océan Indien qui le fait entrer dans le « Grand Corps » ce qui aurait été éventuellement plus difficile en France où ses quartiers de noblesse auraient probablement fait l'objet d'un examen préalable. Thomas Villaret de Joyeuse rentre à Brest et prend le commandement de la frégate La *Railleuse*. Il se marie avec Félicité de Villars de Roche, à Versailles en 1787. Ils ont une fille et deux fils, dont Alexis Jean Marie, né à Lorient en 1788, futur capitaine de vaisseau, chevalier de l'ordre de Saint-Louis et de la Légion d'honneur. Toutefois Thomas Villaret de Joyeuse n'est que lieutenant de vaisseau. Le **Grand Corps** des officiers de la Marine accepte difficilement qu'un officier qui n'est pas l'un des leurs devienne capitaine de vaisseau. Villaret de Joyeuse n'est ni ancien Garde, ni un aristocrate. Il n'est pas non plus Provençal ou Breton. Comme Pierre André de Suffren, avant lui, il devient membre de la loge *L'Union de Lorient*. Beaucoup d'officiers de la Marine royale sont francs-maçons.

OFFICIER DE LA MARINE REPUBLICAINE
Un capitaine efficace
Il commande *la Prudente* aux Antilles en 1790/91 avec une division envoyée pour y rétablir l'ordre. L'opération sera un échec total, la plupart des équipages se mutinant. *La Prudente* sera l'un des seuls bâtiments où la discipline sera maintenue ce qui fait attirer l'attention sur son commandant. En 1793, il est enfin capitaine de vaisseau et commande *le Trajan* dans l'escadre de Morard de Galles pendant les troubles qui agitent la plupart des navires à l'exception du *Trajan*, notamment lors de l'affaire de Belle Isle.
Un amiral nommé précipitamment
À la destitution de l'amiral en novembre 1793, Jeanbon Saint André le fait nommer contre-amiral, et lui confie aussitôt le commandement en chef de l'armée navale de Brest où il s'efforce de rétablir la discipline et un semblant d'organisation.
La campagne de Prairial
Avec son pavillon sur le vaisseau *la Montagne* (118 canons), il conduit cette flotte lors de la campagne de Prairial qui culmine dans les combats du 10 Prairial (29 mai 1794) et surtout la grande bataille du 13 Prairial (1er juin 1794) où il perd 7 vaisseaux à l'ennemi. Il réussit toutefois à écarter la flotte de lord Richard Howe de la route du convoi Van Stabel et lui permet ainsi d'atteindre Brest.

Les désastres de la marine républicaine
Il est promu vice-amiral en décembre 1794. Il doit ensuite mener la campagne du Grand Hiver (décembre 1794 / janvier 1795) à la tête d'une flotte mal réparée, privée de vivres et hors d'état de prendre la mer dans une période de l'année particulièrement défavorable. Cinq vaisseaux sombrent lors de cette croisière inutile ordonnée par des politiciens incompétents. En juin 1795, il conduit une escadre de 12 vaisseaux au secours de l'amiral Vence et d'un convoi, bloqué près de Belle Isle par l'escadre de Bridgeport. Près de Groix (combat naval de Groix le 23 juin 1795), malgré une nette supériorité numérique et son courage personnel, il ne peut empêcher la débandade de nombre de ses capitaines qui s'enfuient honteusement vers Lorient. Il y perdra encore trois vaisseaux et cet épisode lui laissera une grande amertume contre les capitaines incompétents responsables de ses échecs répétés.

Première disgrâce
Désapprouvant les plans de l'expédition Hoche à destination de l'Irlande. Il fait preuve de mauvaise volonté dans la préparation de ses bâtiments et est en conflit constant avec le jeune général auquel il admet mal d'être soumis. Le ministre Truguet le révoque et le remplace par Morard de Galle, revenu, lui, en grâce. Cette campagne sera un l'échec lamentable, car là encore mal préparée et pourvue de moyens insuffisants.

UN AMIRAL POLITIQUE
Député au Conseil des Cinq-Cents (1796)
Louis Thomas Villaret-Joyeuse est élu fin 1796 au Conseil des Cinq-Cents, par le département du Morbihan. Il siège avec un groupe de tendance monarchiste : le club dit des « Clichyens » (clichiens avec Dumas, Boissy d'Anglas, Pichegru, Viénot de Vaublanc et Barbé-Marbois).

Les députés composant ce club étaient des modérés qui ne souhaitaient pas un retour à l'Ancien Régime mais plutôt une monarchie constitutionnelle qui accepterait certains acquis de la Révolution ; Villaret entre alors en conflit assez violent avec le ministre de la marine et des colonies Truguet qui cherche à faire enfin appliquer l'abolition de l'esclavage dans les colonies. Villaret dont le frère possède une grande plantation à l'île de France (île Maurice) devient le principal porte-parole du lobby colonial et esclavagiste. Il fait partie des proscrits lors du coup d'État du 18 fructidor an V. Échappant de peu à la déportation à Cayenne, il est assigné à résidence à l'île d'Oléron.

LE CONSULAT
Transport du corps expéditionnaire à Saint-Domingue
Bonaparte cherche à rallier à sa cause les anciens clichyens qu'il fait libérer. Il confie à Villaret de nouveau le commandement de l'escadre de Brest en mars 1801. À la veille de la Paix d'Amiens il conduit l'expédition du général Leclerc à Saint Domingue, envoyée pour combattre Toussaint Louverture. Il reste aux Antilles comme gouverneur général de la Martinique et de l'île de Sainte Lucie à partir de 1802.
Capitaine général de *La Martinique et de Sainte-Lucie* (1802-1809)
Les Britanniques occupent la Martinique jusqu'en 1802, date à laquelle le traité d'Amiens rend l'île à la France. Villaret-Joyeuse est nommé Capitaine général de l'île Martinique et dépendances en avril 1802. Il reprend donc possession de l'île où il a de bonnes relations avec les colons.

LE PREMIER EMPIRE
Nouvelle disgrâce
En 1809, avec seulement 2000 hommes, il tente de résister courageusement au corps expéditionnaire de 18 000 hommes mené par l'amiral Cochrane. Il s'enferme dans les forts mais doit capituler sous le nombre au bout de trois semaines. Lorsque Villaret revient en France, le ministre de la marine et des colonies Denis Decrès qui le considère comme un prétendant sérieux à sa succession saisit l'occasion pour le blâmer abusivement comme responsable de la perte des îles. Villaret doit faire face à un conseil d'enquête aux ordres du ministre et il est exilé à Rouen jusqu'en avril 1811.
Venise
En 1811, Napoléon Ier relève Villaret de sa disgrâce et le nomme commandant de la 12e région militaire puis gouverneur de Venise; mais une crise d'hydropisie le terrasse peu après, le 24 juillet 1812. Louis Thomas Villaret de Joyeuse est enterré à Venise et son nom est sur l'arc de triomphe de l'Étoile.

CONCLUSION
Villaret de Joyeuse fut un capitaine exceptionnel sachant maintenir ordre et discipline dans son équipage lorsque tous les autres se mutinaient et fut aussi un combattant courageux très estimé par Suffren. Si son bilan comme amiral se solde par une suite de défaites, voire de désastres, son talent de tacticien et ses qualités de général en chef restent indéniables, alors même qu'il a dû exercer ses commandements d'escadre dans la période la plus sombre de l'Histoire de la Marine française, sans avoir eu seulement le temps d'acquérir la moindre expérience de la fonction. « On ne lui a donné à commander que des escadres mal équipées, de mauvais équipages et des officiers pire encore. On ne pouvait faire mieux que ce qu'il a réussi à accomplir avec eux et malgré eux. ». Reconnaissons qu'il fallait du courage pour accepter fin 1793 le commandement d'une flotte « réorganisée » par un Jeanbon Saint André et du talent pour la conduire dans un combat, certes perdu, mais de façon honorable en Prairial. De ce fait, la présence de son nom n'est pas déplacée sur les piliers de l'Arc de Triomphe. Toutefois son rôle de porte-parole du lobby esclavagiste sous le Directoire ternit sérieusement son image. La seule défense – si c'en est une – que l'on puisse lui trouver sur ce plan c'est qu'il fut loin d'être le seul : la quasi-totalité des élites et de ses pairs furent à la même époque ou sous le Consulat des partisans de l'esclavage (Bruix, Forfait, etc.) ; les

prises de position courageuses de l'amiral Truguet dans ce domaine furent une exception rarissime. JCvL+Wikipédia

VIOLETTE Maurice Janville 1870 – Dreux 160.



Maurice Violette a été initié en mars 1893 à « *Bienfaisance et Progrès* », loge populaire size dans le X^e^ arrondissement de Paris qui compte, en son sein, plusieurs socialistes dont Arthur Groussier. Il est alors secrétaire général de *l'Union de la Jeunesse Républicaine*. Il intervient notamment en loge pour traiter de « la répression de l'adultère et la mariage bourgeois » et du socialisme, du cléricalisme et de la maçonnerie (1895), des accidents du travail (1897). Il présente des comptes rendus des convents, et tient les postes d'orateur et de surveillant.

Après avoir été le secrétaire du frère Millerand, Violette écrit ses premiers articles dans *La Petite République*. Il se présente aux législatives en 1898, en Indre-et-Loire, d'où son affiliation aux « *Enfants de Rabelais* », petite loge de Chinon composée d'artisans, d'agriculteurs et d'instituteurs.

Il est élu vénérable en 1899 et conserve le premier maillet jusqu'en 1904. L'atelier se développe et reçoit notamment René Besnard qui devient député radical du département. L'atelier, combiste, apporte son soutien au général Peigné compromis dans l'affaire des Fiches et termine ses travaux au cri de « *Vive la République démocratique et sociale* ». Maurice Violette est aussi très présent sur le terrain maçonnique national. Il monte à la tribune au Convent de 1898 pour s'opposer à une réforme de l'assistance maçonnique qui aurait grevé les cotisations.

Il soutien un vœu d'exclusion des maçons faisant instruire leurs enfants dans un établissement congrégationniste. En 1901, il préside l'Union amicale des francs-maçons socialistes qu'il réunit, à huis clos, pendent le Convent de 1901, ce qui le fait suspecter d'activité fractionnelle. Il est cependant élu au Conseil de l'Ordre où il est secrétaire de plusieurs commissions – mais n'assiste qu'à peu de séances. En 1905, son mandat prend fin. Il a pour les élections de 1902 quitté Chinon pour se présenter à Dreux. Violette peut s'appuyer sur le frère Durantel, un publiciste qui l'aide à fonder son organe de presse. Violette réunit 16 maçons, le 10 janvier 1905, pour ouvrir les feux, sous le maillet de Durantel, de « *Justice et Raison* ». L'atelier célèbre la victoire de Violette aux législatives de 1906 par une grande fête publique, un banquet, un concert et une conférence. La loge est à l'origine du cercle laïque, crée une section de la Ligue des Droits de l'Homme, puis dirige l'Université populaire. Elle est présente au conseil municipal, ce qui facilite les élections de Violette à la mairie (1908) et à la députation (1910 et 1914). Il en prend le premier maillet de 1914 à 1924, tout en jouant un rôle important au sein de la commission de l'armée et en entrant dans le cabinet Ribot comme ministre du Ravitaillement et du Transport maritime. La loge s'inquiète, en 1917, des buts de la guerre, salue « la victoire du prolétariat russe », dénonce les morts inutiles et n'accepte qu'une paix par le droit. En 1919, Violette perd son siège de député, ce qui lui permet d'être plus présent dans son atelier. Il revient au Parlement en 1924 et, en 1928, il l'emporte sur un frère S.F.I.O., Raymond Béranger, devenu vénérable de l'atelier. En 1929, il entre au Sénat.

Violette appartient, ainsi que plusieurs maçons (Antériou, Augagneur, Brunet, Planche, Zévaès), au groupe républicain socialiste ; il défend au Parlement les points de vue exprimés dans les Convents sur la colonisation ou la recherche de la paternité.

Le Cartel des Gauches le désigne en 1925 comme gouverneur de l'Algérie. Il entre en relation avec les vénérables et mène une politique en faveur de la promotion des populations indigènes et de lutte contre l'antisémitisme. Il est honoré à son retour, par une réception de la fraternelle parlementaire. Maurice Violette sera ministre des Etats de trois gouvernements du Front Populaire. Chargé de l'Algérie, son projet de collège unique échoue face à l'hostilité des colons. Il est révoqué en 1940 et assigné à résidence. Elu à la Constituante, il est membre de l'U.D.S.R. Sa carrière politique s'achève, après les élections de 1951, dans la mouvance du radicalisme.
Il reste fidèle au Grand Orient et s'inscrit, en 1947, à la loge de Chinon, pour l'aider à reprendre vie. A.C.

VIVEKANANDA Swami Nerendramah Datta Calcutta 12 janvier 1863 - 1902



Citoyen indien engagé, ensuite ascète. Il s'efforça de faire comprendre aux occidentaux le bouddhisme et le yoga.
Initié Franc-Maçon à la Loge "*Anchor and Hope*", Calcutta.

D'une stature imposante et majestueuse, pourvu de vastes connaissances et d'une intelligence profonde, Swami Vivekananda a à peine 30 ans lorsqu'il fait sensation au Parlement mondial des religions, à Chicago, en 1893. Trois ans et demi plus tard, quand il revient en Inde, sa patrie, ce colosse plein d'une mâle assurance, plein de force, de courage et d'amour, semble incarner l'idéal de l'éducation qu'il préconisait, dont le but était de « former des hommes » et de « forger le caractère ».

Narendranath Datta, qui prendra le nom de Vivekananda, dans une famille bourgeoise respectée. Son père, Viswanath Datta, qui exerçait la profession d'avoué, aimait l'art et la littérature ; d'esprit large, il se montrait cependant sceptique à l'égard des pratiques religieuses. En revanche, la mère de Narendra, Bhubaneshwari Devi, était une femme pieuse et bonne, attachée aux traditions hindoues.
Les parents de Narendra ont eu sur lui des influences différentes ; mais ensemble ils ont créé, autour de cet enfant précoce, une ambiance agréable qui lui a permis de devenir un jeune homme énergique, aux aspirations élevées. Pendant ses années de formation, il acquit des capacités intellectuelles extraordinaires que certains ont mal comprises ou méconnues, mais que d'autres ont reconnues et considérées comme le signe d'une personnalité d'exception. Enfant, il «jouait» souvent à méditer et parvenait sans peine à s'absorber dans sa méditation. Un jour, alors qu'il se livrait à cet exercice avec des camarades, la soudaine apparition d'un cobra qui rampait en ondulant sur le plancher, provoqua aussitôt la fuite de tous les enfants — à l'exception de Narendra, qui resta assis, plongé dans la méditation.

La capacité de concentration de Narendra, c'est-à-dire sa capacité à fixer son esprit sur une seule chose en le détachant de tout le reste, était remarquable. Plus tard, il réussit à atteindre douze fois de suite, d'un coup de fusil, des coquilles d'œuf qui flottaient à la surface d'une rivière, bien qu'il n'eût jamais tiré auparavant. Sa maîtrise de soi n'était pas moins étonnante. Il demeurait calme et imperturbable dans les situations les plus dramatiques. Narendra, qui portait depuis l'enfance une vive admiration aux religieux itinérants, rêvait de partager un jour leur vie. Mais son ambition ne se manifesta qu'à l'époque de ses études au Scottish Church College. Il se mit alors à la recherche de lettrés et de guides spirituels afin de les interroger. Mais aucun de ceux qu'il trouva ne put le satisfaire. C'est par William Hastie, le principal de son collège, qu'il entendit parler pour la première fois de Sri Ramakrishna, le saint de Dakshineswar. Sa rencontre avec Sri Ramakrishna, en novembre 1881, marque le moment décisif de sa vie.

Sri Ramakrishna guida avec soin un groupe de jeunes disciples dévoués, parmi lesquels il désigna Narendra comme chef du groupe. Après la mort du Maître, ces jeunes disciples se rassemblèrent dans une maison délabrée de Baranagore, dans la banlieue nord de Calcutta, qui devint le premier siège de l'Ordre de Ramakrishna. Renonçant à toutes les possessions matérielles, d'une fidélité inébranlable à l'enseignement du Maître, ils supportèrent d'incroyables privations et se consacrèrent aux pratiques spirituelles. Narendra parcourut l'Inde en tous sens, généralement à pied, cherchant des solutions aux problèmes qui assaillaient son pays. Le voyageur souffrit souvent de la faim et dut souvent passer la nuit sans abri. Il eut ainsi l'occasion de connaître directement l'Inde et ses besoins. Il vit qu'elle possédait un patrimoine spirituel inestimable, mais qu'elle ne savait pas en tirer parti. La pauvreté, le régime des castes, l'indifférence à l'égard des masses, l'oppression des femmes et les défauts du système d'enseignement constituaient à ses yeux les principales faiblesses de l'Inde.

CONCLUSION
Depuis la mort de Swami Vivekananda, il y a un siècle, beaucoup de changements se sont produits dans le domaine de l'éducation ; mais d'autres domaines de la vie sociale ont évolué encore plus vite. L'éducation — c'est l'un des changements remarquables qu'elle a subis — doit aujourd'hui préparer les êtres humains à vivre dans un nouveau type de société ; et elle essaie de créer un nouveau type d'être humain adapté à cette nouvelle société. Fait intéressant, Vivekananda avait imaginé une société composée d'êtres humains d'un type nouveau, capables de combiner de façon harmonieuse la connaissance, l'action, le travail et la méditation. Il avait aussi proposé un nouveau type d'éducation pour former de tels individus.

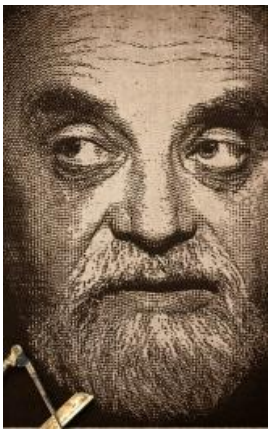
Bien qu'il soit aujourd'hui garanti par la Constitution de l'Inde, le droit à l'éducation pour tous, dont rêvait Vivekananda, n'est pas encore appliqué, loin s'en faut, dans toute son étendue. En revanche, de nombreux pays ont déjà adopté le projet d'éducation continue ou permanente conçu par le Swami. L'adoption de ce projet a modifié la conception dominante de ce qui constitue la réussite ou l'échec, donnant de nouveaux espoirs aux habitants les plus vulnérables et les plus défavorisés de ces pays — aux gens qui, pour diverses raisons, n'ont pas terminé leurs études quand ils étaient jeunes. L'appel de Vivekananda en faveur des masses opprimées, et notamment des femmes — dont on ne se souciait plus depuis longtemps — a suscité des réactions positives dans différents milieux. Mais les sociétés adaptent leur système d'enseignement à leurs besoins particuliers, dépouillant ainsi souvent les faibles du droit de décider de leur destin. Si l'on ne procède pas à des réformes radicales dans les différentes sociétés, les pauvres ne pourront jamais progresser. Le Swami se préoccupait beaucoup du sort des pauvres.

Les idées et l'action de Vivekananda, qui datent de plus d'un siècle, offrent de remarquables similitudes avec les principes et l'action de l'UNESCO. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer :
• l'engagement de Vivekananda en faveur des valeurs universelles et de la tolérance, son identification active avec

l'humanité tout entière ;
• son combat pour les pauvres, contre la pauvreté et la discrimination sexuelle (atteindre ceux qui sont restés hors d'atteinte)
• sa conception de l'éducation, de la science et de la culture comme facteurs essentiels du développement humain ;
• sa conception de l'éducation comme processus qui doit durer toute la vie ;
• son rejet de l'apprentissage par cœur.

Penseur original et visionnaire, Vivekananda déclara le 15 janvier 1897, lors de la première conférence qu'il prononça en Asie : « L'éducation n'est pas encore de ce monde, et la civilisation… n'existe encore nulle part » (*CW*, vol. III, p. 114). Cela reste vrai. Si la civilisation, comme le pensait Vivekananda, est l'expression de la perfection de certains êtres humains, aucune société n'a fait jusqu'à présent beaucoup de progrès dans cette direction. La douceur, la bonté, la patience, la compassion et les autres vertus auxquelles on reconnaît une civilisation équilibrée, n'ont encore pris racine sur une assez grande échelle dans aucune de nos sociétés, bien que nous nous targuions prématurément d'habiter un village planétaire. Le manque de ressources nécessaires à la vie, dont souffrent les pauvres dans le monde entier, n'est pas moins frappant que le manque de moralité des privilégiés instruits. Pour relever résolument ce grand défi, Vivekananda préconisait une « éducation qui forme des hommes et forge le caractère ». Il faudrait, ne serait-ce que pour cette raison, réexaminer sérieusement aujourd'hui ses idées sur l'éducation. http://www.ibe.unesco.org/International/Publications/Thinkers/ThinkersPdf/vivekanf.pdf

VOGEL **Theodor**. Schweinfurt 31 juillet 1901 – Glashütten (Taunus) 9 février 1977.



Le grand père paternel de Théodor était forgeron et fort apprécié, il devint son guide, et provoqua son intérêt pour la métallurgie. Son père avait une activité dans une usine où l'on fabriquait des portes, fenêtres, escaliers et supports métalliques. Theodor Vogel obtient un certificat de fin étude en 1920, à l'école secondaire supérieure de Nuremberg, un certificat en génie civil spécialisé à l'Université technique de Munich et, à Darmstadt en 1924 il reçoit un diplôme d'ingénieur civil.

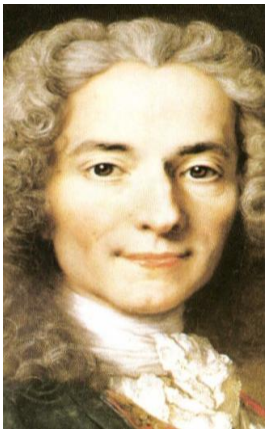
Dans la même année, il épouse Else Anna, née Raasch. Entre 1926 et 1944, ils ont neuf enfants, six filles et trois garçons, la famille vit à Schweinfurt. En 1932, il obtient un doctorat à Darmstadt, Dr.-Ing. suivit par un diplôme en économie à Francfort et Munich. Dans les années 1934 et 1935, la famille vit temporairement à Nuremberg, où Theodor Vogel a ouvert un bureau d'étude. En été 1935, il acquiert une plantation et déménage à Schweinfurt, il y demeure jusqu'en 1953.

Il travail comme ingénieur-conseil et pendant des périodes de chômage, il rédige des articles dans des magazines. Il réalise une pièce de théâtre à Leipzig pour améliorer le budget familial. Pendant la guerre, après la destruction de ses plantations, il est à Schweinfurt où son étude s'occupe de la relocalisation d'objets d'arts en Bavière et Thuringe. Après la guerre, il reprend l'entreprise de construction métallique de son père et la développe sur un plan international, il a 500 employés. Dans les années 50, il établit une succursale à Sontra, en Hesse, avec environ 200 employés. En 1962, il est à Beyreuth (Liban) où il fonde AG ATAL.

Il est très actif au sein des organisations professionnelles, telles que la Fédération allemande de l'acier (dont il fut temporairement Président) et de l'Association Nationale de l'Industrie Bavaroise. De 1963 à 1967, il est président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Würzburg-Schweinfurt. Dynamique et modeste, Theodor Vogel est invité par la Reine des Pays-Bas, le Shah d'Iran, le duc de Kent, le président américain Truman, etc… pour ses mérites il reçoit de nombreux prix dans son pays et à l'étranger.

Grand artisan de la restauration de la Franc-Maçonnerie en Allemagne après la seconde guerre mondiale et la terrible répression hitlérienne. Franc-Maçon, il devient Grand Maître de la Grande Loge Zur Sonne, à Bayreuth, de 1948 à 1961 et Grand Maître des Grandes Loges Unies d'Allemagne (Vereinigte Grosslogen von Deutschland) de 1958 à 1961. JCvL

VOLTAIRE dit **François Arouet** 21 novembre 1694 Paris – 30 mai 1778.



Écrivain et philosophe qui a marqué le XVIIIe siècle et qui occupe une place particulière dans la mémoire collective française et internationale. Figure emblématique de la France des Lumières, chef de file du parti philosophique, son nom reste attaché à son combat contre « l'Infâme », nom qu'il donne au fanatisme religieux, et pour la tolérance et la liberté de penser. Déiste en dehors des religions constituées, son objectif politique est celui d'une monarchie modérée et libérale, éclairée par les « philosophes ». Intellectuel engagé au service de la vérité et de la justice, il prend, seul et en se servant de son immense notoriété, la défense des victimes de l'intolérance religieuse et de l'arbitraire dans des affaires qu'il a rendues célèbres (Calas, Sirven, chevalier de La Barre, comte de Lally).

De son immense œuvre littéraire, on lit aujourd'hui essentiellement ses contes et romans, où se concentre le meilleur de l'écrivain – la fantaisie, la finesse du trait, le bonheur de l'écriture, l'esprit du philosophe –, mais aussi les *Lettres philosophiques*, le *Dictionnaire philosophique* et sa prodigieuse correspondance, plus de 21 000 lettres retrouvées.

Son théâtre, ses poésies épiques, ses œuvres historiques, qui firent de lui l'un des écrivains français les plus célèbres au

XVIIIe siècle, sont aujourd'hui largement négligées ou ignorées.

Tout au long de sa vie, Voltaire fréquente les *Grands* et courtise les monarques, sans dissimuler son dédain pour le peuple, mais il est aussi en butte aux interventions du pouvoir, qui l'embastille et le contraint à l'exil en Angleterre ou à l'écart de Paris. En 1749, après la mort d'Émilie du Châtelet, avec laquelle il a entretenu une liaison houleuse de quinze ans, il part pour la cour de Prusse, mais, déçu dans ses espoirs de jouer un grand rôle auprès de Frédéric II à Berlin, se brouille avec lui après trois ans et quitte Berlin en 1753. Il se réfugie un peu plus tard aux Délices, près de Genève, avant d'acquérir en 1759 un domaine à Ferney, sur la frontière franco-genevoise, à l'abri des puissants. Il ne reviendra à Paris qu'en 1778, ovationné par le peuple après une absence de près de vingt-huit ans. Il y meurt à 83 ans.

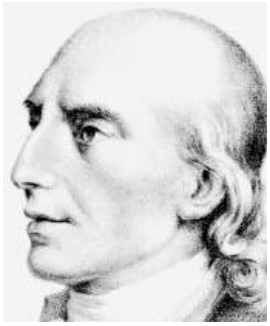
Voltaire aime le confort, les plaisirs de la table et de la conversation, qu'il considère, avec le théâtre, comme l'une des formes les plus abouties de la vie en société. Soucieux de son aisance matérielle qui garantit sa liberté et son indépendance, il acquiert une fortune considérable dans des opérations spéculatives et dans la vente de ses ouvrages, ce qui lui permet de s'installer en 1759 au château de Ferney et d'y vivre sur un grand pied, tenant table et porte ouvertes. Le pèlerinage à Ferney fait partie en 1770-1775 du périple de formation de l'élite européenne éclairée. Investissant ses capitaux, il fait du village misérable de Ferney une petite ville prospère. Généreux, d'humeur gaie, il est néanmoins chicanier et parfois féroce et mesquin avec ses adversaires comme Jean-Jacques Rousseau ou Crébillon.
Considéré par la Révolution française – avec Jean-Jacques Rousseau, son frère ennemi – comme un précurseur, il entre au Panthéon en 1791, le deuxième après Mirabeau. Célébré par la III^{e} République (dès 1870, à Paris, un boulevard et une place portent son nom, puis un quai, une rue, un lycée, une station de métro…), il a nourri, au XIXe siècle, les passions antagonistes des adversaires et des défenseurs de la laïcité de l'État et de l'école publique, et, au-delà, de l'esprit des Lumières.

Le Franc-Maçon
Deux thèses son en présences à propos de l'initiation de Voltaire : pour les uns, il aurait vu la lumière en Angleterre pendant son exil ; pour les autres, c'est à la fin de sa vie qu'il aurait été initié comme en témoigne « l'extrait de la planche à tracer de la respectable loge des « *Neufs Sœurs* », à l'orient de Paris, le septième jour du quatrième mois de la vraie lumière 5778 (7 avril 1778) » publié dans la Correspondance littéraire de Meister et dans les Mémoires secrets de Bachaumont. Cependant le bruit courrait qu'il était déjà frère (ne logeait-il pas chez le marquis de Villette, maçon notoire ?), et les circonstances de son « initiation » allégée en raison de son grand âge (il va avoir 84 ans), pourrait laisser croire qu'en effet, ce jour-là on l'affilia à la loge car il pénétra à visage découvert dans la loge et on lui remit le tablier de maître d'Helvétius.

Mais ces arguments ne résistent pas à la critique : il y a d'abord le témoignage de Wagnière, son secrétaire, lui-même maçon, qui dans ses *Mémoires* affirme par trois fois que son maître n'était pas maçon ; mais il y a surtout le fait qu'il n'y a aucune trace de son initiation en Angleterre, laquelle si elle avait eu lieu, comme celle de Montesquieu, ne serait pas passée inaperçue. D'autre part, dans sa volumineuse correspondance, Voltaire ne parle jamais ou presque de maçonnerie, et quand il en parle dans son œuvre, c'est pour s'en moquer (***Essai sur les mœurs***, 1772). Davantage, en 1771, quelques années donc avant sa réception, il dénonce, outre sa « bizarrerie » et ses cérémonies « extravagantes », l'esprit de parti d'une association qu'il compare aux sectes religieuses (article « **INITIATION** », ***Questions sur l'Encyclopédie***).

Reste à savoir pourquoi Voltaire a accepté qu'on le reçoive au « *Neufs Sœurs* ». Nous en sommes réduits aux conjectures. Ses adversaires ont mis en avant sa vanité. Mais au-delà de cet argument psychologique, on peut penser que Voltaire ne fut pas insensible à la fraternelle pression du marquis de Villette, de Lalande et de Cordier de Saint-Firmin qui l'invitait à rejoindre une loge qui rassemblait toute l'intelligentsia du moment. Quoi qu'il en soit de ses raisons, la réception de Voltaire est l'indice le plus clair de la transformation de la maçonnerie des Lumières qui, tournant le dos aux « augustes fadaises » naguère dénoncées par Helvétius – qui était à l'origine de la loge – se faisait voltairienne en reprenant à son compte les combats du patriarche. Une maçonnerie engagée dans les affaires de la cité était en train de naître. En témoignent les résistances qui s'ensuivirent, lorsqu'au détour de la pompe funèbre organisée après le décès de Voltaire, le Grand Orient voulut casser la loge. « *L'Eloge de Voltaire* » que lut alors le frère Bricaire de la Dixmerie sauva les « *Neufs Sœurs* » du désastre ; il doit en conséquence se lire comme un texte politique et le signe d'une radicalisation d'une frange, sinon représentative de la maçonnerie des Lumières, du moins importante des élites de la société d'Ancien Régime qui font alors le choix d'un engagement séculier. On notera que la thèse de Voltaire initié en Angleterre, aujourd'hui soutenue par Jacques Brengues, est reprise verbatim des *Mémoires* pour servir à l'histoire du jacobinisme de Barruel, qui, pour étayer sa thèse du « complot » maçonnique, voulait que tous les philosophes eussent été maçons. Ch.P.

VOβ Johann Heinrich



Poète, pédagogue et philosophe allemand, ami de Goethe, Lessing, Campe, Klopstock, professeur de philosophie à Heidelberg. (1751 – 1822)

VOULLAIRE **Georges Louis** Genève 1768 - ?

En décembre 1807, la loge chapitrale « L'Union des Cœurs » de Genève charge son vénérable George Louis Voullaire, d'établir un livre d'or qui sera « *dressé d'après les Anciens Registres & Archives, lesquels seront ensuite détruits jusqu'au commencement de ce siècle, c'est-à-dire, jusqu'au 1er mois 5801, comme ne contenant plus, jusqu'à cette époque, d'autres choses dont la L.: veuille conserver le souvenir* ». C'est à cette source gravement inexacte que des historiens suisse (Zschokke, Boos) puisèrent pour écrire l'histoire maçonnique de Genève. La date douteuse de ce document attribue à la création de « L'Union des Cœurs » est aussi celle de la naissance de son auteur, George Louis Voullaire, citoyen de Genève et maître de langues. Sa carrière maçonnique est singulière et sa fin, inconnue.

En janvier 1787, à moins de 19 ans, Voullaire est reçu à « L'Union des Cœurs » et à un chapitre genevois de Rose-Croix. Vénérable en mars 1788 et maître des cérémonies de la loge en 1790, secrétaire de l'état major de la place de 1793 à 1798, il devient suppléant du Comité révolutionnaire et secrétaire du premier tribunal révolutionnaire en 1794. Officier dans la garde nationale, il est élu après l'amnistie directeur du bureau militaire le 1er septembre 1798.
Il est membre d'une loge sauvage qui existait en 1774 et n'a pas arrêté ses travaux pendant les Révolutions genevoises, « *Les Amis Sincères* », lorsque celle-ci s'affilie en avril 1796 au Grand Orient de Genève ; il en devient vénérable en 1799 et en 1800. En octobre-novembre 1798, il est Grand Secrétaire du Grand Orient de Genève et « secrétaire provisoire » du comité des hauts grades.

Le 15 février 1800, en qualité de Grand Maître du chapitre « *La Parfaite Unité* » de Genève, il s'adresse aux officiers de la Grande Loge et du Grand Chapitre de H.R.D.M. (Heredom) de Chambéry, fondé le 4 avril 1788 sous l'autorité de l'Ordre royal de Kilwinning à Edimbourg, afin d'en obtenir des patentes capitulaires et rituels. Il transforme alors « *La Parfaite Unité* » en chapitre du « grand et sublime Ordre de H.R.D.M. à Genève » dont il est Grand Maître Provincial. Devenu à 32 ans, Grand Maître du « comité des hauts grades » et Grand Maître du Grand Orient de Genève, il écrit le 14 octobre 1800 au Grand Vénérable Roëttiers de Montaleau et lui propose de transformer l'obédience qu'il dirige en Grande Loge Provinciale de Genève, ce que le Grand Orient de France lui accorde le 27 décembre suivant. Il en est élu Grand Maître, puis Grand Secrétaire le 27 décembre 1801 et conserve ces fonctions jusqu'en 1810.
Le chapitre de « *L'Ordre de Saint-Jean* » de « *L'Union des Cœurs* » commence ses travaux le 12 janvier 1805 en recevant comme membres honoraires tous les membres du chapitre de l'Ordre Sublime de H.R.D.M. et en nommant des officiers provisoires, dont Voullaire comme orateur. Ce chapitre reçoit des constitutions du Grand Orient de France le 16 juin 1806 et Voullaire en devient Très Sage en 1808. Le 18 février 1816, la plupart des membres de « *L'Union des Cœurs* » qui a été installée au Rite Ecossais Rectifié le 23 août 1811 se retirent du chapitre. Voullaire démissionne de « *L'Union des Cœurs* » en 1820. En 1821, il est vénérable d'une loge qu'il a probablement créée à Genève, « *La Parfaite Unité* », et chef de son chapitre. Elle reçoit des constitutions de la Grande Loge Nationale Suisse le 16 février 1823 et cesse ses travaux en 1868. A.B.

WAILLY de **Charles** Paris 9 novembre 1729 - 2 novembre 1798.



Architecte. Conservateur du Louvres (1795) et auteur du décor intérieur du Théâtre de l'Odéon.
Il est entré dans la loge des Cœurs Simples de l'Etoile Polaire (1774-1778), après son admission à l'Académie d'Architecture (1767).

L'un des principaux artisans du « style à l'Antique » ou architecture néoclassique, De Wailly avait une prédilection pour la figure parfaite, le cercle. Il commence sa formation en suivant les cours de Jean-Laurent Legeay, en compagnie d'autres architectes en devenir : Étienne-Louis Boullée, Marie-Joseph Peyre ou Pierre-Louis Moreau-Desproux. Il fut ensuite l'élève avec ces mêmes camarades de l'École des Arts de Jacques François Blondel en 1749, où il rencontra William Chambers et, plus tard, Giovanni Niccolo Servandoni.

Après avoir obtenu, en 1752, le grand prix de Rome d'architecture, il séjourna à l'Académie de France à Rome pendant trois ans jusqu'en 1755, partageant sa pension avec son ami Pierre-Louis Moreau-Desproux. Tous deux participèrent aux fouilles des thermes de Dioclétien. À Rome, De Wailly se lia d'amitié avec le sculpteur Augustin Pajou qui devait sculpter son buste et celui de sa femme et pour qui il construira une maison mitoyenne de la sienne. En 1767, De Wailly fut reçu membre de la première classe de l'Académie royale d'architecture et, en 1771, de l'Académie royale de peinture et de sculpture. Catherine II de Russie lui offrit la place de président de l'Académie d'architecture de Saint-Pétersbourg, qu'il refusa. En 1772, il fut nommé architecte du château de Fontainebleau, conjointement avec Marie-Joseph Peyre. L'année suivante, il fut autorisé à faire un long séjour à Gênes pour redécorer le palais Spinola. Il devait revenir à plusieurs reprises travailler en Italie. Il en importait des marbres antiques qu'il revendait à ses riches clients.

Remarqué par le marquis de Marigny, frère de Mme de Pompadour et directeur général des Bâtiments, Arts et Manufactures du Roi, De Wailly travailla dans le parc de son château de Menars et parvint à obtenir, grâce à son appui, la commande d'un nouveau théâtre pour la Comédie-Française. En 1779, De Wailly et Peyre construisirent ainsi leur œuvre la plus célèbre, le théâtre de l'Odéon à Paris (V. infra). De Wailly donna également un projet pour l'Opéra comique.

En 1795, il fut élu à l'Académie des Beaux-Arts - 3e section (architecture), fauteuil V. À sa mort, Jean-François Chalgrin lui succéda. Il devint conservateur du musée des tableaux en 1795 et fut envoyé en Hollande et en Belgique pour y choisir des œuvres d'art après l'annexion de ces pays. Il épousa Adélaïde Flore Belleville qui, après sa mort, se remaria en 1800 avec le chimiste Antoine François de Fourcroy. Il était le frère du lexicographe Noël-François De Wailly (1724-1801).

WAINWRIGHT IV **Joanathan Mayhev** Fort Walla Walla État de Washington 23 août 1883 –



2 septembre 1953.

Jonathan Mayhew "Skinny" Wainwright IV Général américain au commandement des forces alliées aux Philippines lors de l'invasion de l'archipel par le Japon durant la Seconde Guerre mondiale. Il fut le prisonnier de guerre américain le plus haut gradé de toute la guerre et resta détenu entre juin 1942 et août 1945 au nord de Luçon. Wainwright, encore très maigre, se trouvait sur l'USS Missouri lors de la signature des actes de capitulation du Japon, le 2 septembre 1945.

Il était le fils de Robert Powell Page Wainwright, un officier de l'armée des États-Unis à la tête d'un escadron qui avait pris part à la bataille de Santiago de Cuba durant la guerre hispano-américaine. Wainwright fut diplômé de la *Highland Park High School* en 1901 et s'inscrit à West Point où il termina ses études militaires en 1906. Il fut affecté à la cavalerie.

De 1906 à 1908, il fit partie de 1er régiment de cavalerie des États-Unis au Texas. Entre 1908 et 1910, il fut envoyé aux Philippines au moment de la rébellion Moro à Jolo. En 1916, Wainwright fut promu capitaine après son diplôme obtenu à la Mounted Service School à Fort Riley dans le Kansas. En 1917, il fut intégré au sein de l'état-major du premier camp d'entraînement pour officiers à Plattsburgh.

Première Guerre mondiale

En février 1918, Wainwright fut envoyé en France alors que la Première Guerre mondiale arrivait dans sa phase finale. En juin, il devint assistant de l'état-major de la 82e division d'infanterie avec laquelle il participa à la bataille de Saint-Mihiel et l'offensive Meuse-Argonne. Avec un grade temporaire de lieutenant-colonel, il fut assigné à des tâches d'occupation de l'Allemagne avec le 3e armée dans la région de Coblence d'octobre 1918 jusqu'en 1920. Il fut ensuite rétrogradé au rang de capitaine puis reçut le grade de major.

Entre deux-guerres

Après une année passée à la *Cavalry School* de Fort Riley en tant qu'instructeur, Wainwright servit au sein de l'état-major général de 1921 à 1923. Les deux années suivantes, il fut rattaché au 3e régiment de cavalerie de Fort Myer en Virginie.

En 1929, il retrouva son rang de lieutenant-colonel et continua sa formation dans la *Command and General Staff School* de Fort Leavenworth au Kansas (1931) et à l'*Army War College* (1934). Wainwright continua son ascension dans la hiérarchie avec un grade de colonel en 1935 qui lui permit d'accéder au rang de commandant de la 3e cavalerie jusqu'en 1938. Il fut ensuite promu brigadier-général à la tête du 1er régiment de cavalerie basé à Fort Clark au Texas.

Deuxième Guerre mondiale

En septembre 1940, Wainwright devint temporairement major général et retourna aux Philippines en décembre en qualité de commandant du département des Philippines. Sous les ordres de Douglas MacArthur, Wainwright était responsable de la résistance à l'invasion japonaise lors de la bataille des Philippines qui débuta en décembre 1941. Les forces alliées s'étaient retirées du golfe de Lingayen où les Japonais avaient établi une tête de pont, pour se repositionner dans la péninsule de Bataan et Corregidor en janvier 1942. Ils pouvaient ainsi encore protéger la baie de Manille.

Après le départ précipité de MacArthur en Australie au mois de mars, Wainwright hérita du poste vulnérable de commandant des forces alliées des Philippines. Le 9 avril 1942, 70 000 hommes capitulèrent à Bataan. Wainwright fut promu lieutenant-général mais le 5 mai, les Japonais attaquèrent Corregidor. Le 6 mai, Wainwright décida de capituler afin de limiter les pertes alliées, après s'être déchargé du commandement de "toutes les Philippines" de manière à ne pas obliger les troupes du général Sharp ayant encore la capacité de combattre (au sud de l'archipel, notamment) à se rendre. Les Japonais ont refusé cette condition et ont menacé de s'en prendre aux Américains de Corregidor si Wainwright n'obtenait pas la capitulation générale des troupes américaines des Philippines.

Ayant peur que ses troupes soient massacrées, Wainwright a fait parvenir des messages au général Sharp, par la radio aux mains japonaises, revenant sur sa délégation de pouvoir et lui demandant de se rendre, tout en envoyant un de ses adjoints, le colonel Traywick, en émissaire auprès de Sharp, à la demande des Japonais. Nombreux sont ceux qui ont pensé que ce n'était pas Wainwright qui parlait à la radio ou qu'il avait été contraint. Certains officiers ne comprenaient pas qu'il fallait signer la reddition de troupes invaincues et libres. Ainsi du colonel Horan, qui organisait des troupes de guérilla, du général Chynoweth ou du colonel Albert Christie sur l'île de Panay. En général, ces officiers ont laissé ceux qui le voulaient partir combattre dans la montagne et ont suivi les ordres de reddition. Le 9 juin, l'ensemble des forces alliées des Philippines s'était rendu.

Les soldats et les officiers furent envoyés dans divers camps de prisonniers. Wainwright fut détenu au nord de Luçon, à Taïwan (Formose) et en Mandchourie jusqu'à sa libération en août 1945 par les troupes soviétiques. Il fut le prisonnier américain le plus haut gradé de toute la guerre. Malgré son rang, il fut soumis comme les autres prisonniers aux conditions particulièrement difficiles de la captivité.

Le 2 septembre 1945, Wainwright se rendit à bord de l'USS *Missouri* aux côtés d'Arthur Percival afin d'assister à la signature de l'acte de capitulation des Japonais. Durant la cérémonie, MacArthur lui donna l'un des stylos qu'il avait utilisé pour signer le document. Sa silhouette fine et son visage émacié lui valurent le surnom de *Skinny* (littéralement « le maigre »), un sobriquet qui remontait à l'époque de West Point mais qui devenait particulièrement frappant à son retour de Mandchourie.

Wainwright retourna aux Philippines afin de recevoir la capitulation du commandant japonais local, le lieutenant-général Tomoyuki Yamashita.

DISTINCTIONS ET CRITIQUES

Il reçut plus tard une *Medal of Honor* et fut respecté par tous ceux qui avaient été emprisonnés avec lui. Ses hommes le qualifiaient de général combattant qui n'hésitait pas à aller au front. La décision de capituler à Bataan fut difficile à porter et il y repensa souvent en captivité. Wainwright avait le sentiment d'avoir abandonné sa patrie et sa première question dès sa libération fut de se demander comment il allait être accueilli aux États-Unis. À sa grande surprise, il fut considéré comme un héros même si le général Douglas MacArthur avait été particulièrement critique à son encontre alors qu'il était encore prisonnier. MacArthur pensait que Wainwright ne devait pas recevoir la *Medal of Honor* et envoya une missive au chef de l'État-major de l'armée des États-Unis, George C. Marshall. MacArthur remettait en cause les qualités de meneur de Wainwright en le qualifiant de lâche et d'alcoolique. Beaucoup contestèrent cette vision considérée comme cruelle et calomnieuse. Ironiquement, MacArthur fut aussi critiqué pour sa fuite des Philippines et beaucoup pensèrent que la *Medal of Honor* décernée à MacArthur n'était pas méritée puisqu'il n'avait pas été autant exposé au combat que Wainwright. Ce dernier apprit les commentaires proférés par MacArthur après coup mais ils restèrent bons amis et Wainwright supporta même le général pour la course présidentielle de 1952.

Le texte accompagnant sa Medal of Honor disait (traduction libre) :
S'est distingué par son commandement intrépide et déterminé contre des forces ennemies nettement supérieures. Au risque de sa vie, au-dessus et au-delà de l'appel du devoir de manière répétée, il fréquenta le front maintenu par ses troupes où sa présence donna l'exemple et la motivation qui rendit possible les courageux efforts de ces hommes. Sa résistance finale sur une Corregidor assiégée, pour laquelle il était responsable de façon significative, inspira l'admiration des alliés de la nation. Elle refléta le grand moral des armes américaines envers et contre tout. Son courage et sa résolution furent absolument nécessaires aux personnes de ce monde aspirant à la paix mais en ce temps grandement oppressées.

Le 5 septembre 1945, peu après la reddition japonaise, il reçut sa 4e étoile de général. En janvier 1946, il fut placé au poste de commandant de la 4e armée à Fort Sam Houston (Texas). Il partit à la retraite en août 1947.
Il est mort en 1953 et fut enterré à la section 1 du cimetière national d'Arlington. Il fait partie des rares personnes inhumées dans la partie inférieure du *Memorial Amphitheater*.

WARNER **Jacques** 1892- 1978.

Producteur, le dernier des 4 frères qui fondèrent leur compagnie en 1923 et furent promoteurs des films parlants en 1927 avec The Jazz Singer dont la vedette était Al Jonson, franc- maçon.
Jacques Warner fui initié en 1938 à la Mount Olive Loge, Los Angeles, Californie.

Fondation du studio

La société doit son nom à ses quatre fondateurs, les frères Warner : Harry, Albert, Sam et **Jack**, des juifs polonais de Russie impériale qui ont émigré à Baltimore dans le Maryland. Sam Warner, après plusieurs petits métiers, est engagé comme projectionniste au White City Park de Chicago. Il se rend alors compte du potentiel de la diffusion de film et fait mettre en gage des objets de son père pour pouvoir acquérir un projecteur. Lui et ses frères entrent donc dans le marché de la projection en présentant des films dans des villes minières de Pennsylvanie et d'Ohio. Ils ouvrent ensuite leur première salle à New Castle, le *Cascade Theatre*, en 1903 (salle toujours existante et qui a été rénovée pour devenir la pièce maîtresse de la revitalisation du centre de New Castle et un point d'attraction touristique). En 1908, les Warner fondent, à Pittsburgh, la *Duquesne Amusement & Supply Company* (précurseur de la Warner Bros. Pictures) qui leur permet de distribuer des films. Quelques années plus tard, leur activité de distribution s'étend sur quatre États. Durant la Première Guerre mondiale, les frères Warner débutent dans la production et, en 1918, ouvrent *Warner Bros. studio* sur Sunset Boulevard à Hollywood. Sam et Jack produisent les films, tandis que Harry, Albert et Paul Ashley Chase, un commissaire aux comptes engagé en 1912, gèrent les finances et la distribution à New York. Le 4 avril 1923, grâce à un prêt accordé à Harry par son banquier, Motley Flint, ils forment officiellement la *Warner Brothers Pictures, Incorporated*… avec le succès que l'on connaît.

WASHINGTON **George** Bridges Creek 1732 – Mount-Vernon 1799.



Délégué au premier et second Congrès Continental, désigné commandent en chef de l'armée coloniale en 1775, le général Washington préside la Convention de Philadelphie en 1787 qui adopte la Constitution des Etats-Unis, avant d'être élu président et intronisé le 30 avril 1789 à New York. Réélu pour un second mandat en 1792, il refuse d'assurer un troisième mandat.

Le premier président des Etats-Unis fut aussi un franc-maçon actif, dès l'âge de vingt ans. C'est à la loge «*Fredericksburg*», en Virginie, qu'il est initié le 4 novembre 1732, d'après les annales de cette loge. Reçu compagnon le 3 mars 1753 et élevé au grade de maître le 4 août de la même année, la célébrité du personnage va par la suite « autoriser » de nombreuses loges à revendiquer l'initiation de Washington à tel ou tel degré. Il est possible qu'il ait obtenu le degré de la *Marque*, ou le *Royal Arch*, mais les preuves sont insuffisantes.

La seule certitude concerne son initiation aux trois premiers degrés de la franc-maçonnerie. De même, c'est à tort que l'on a affirmé que Washington avait été Grand Maître des Etats-Unis, même si cette fonction lui avait été effectivement une première fois proposées par les loges de Virginie en 1777, puis par

la Grande Loge de Pennsylvanie. La première fois, Washington déclina l'offre et la seconde, après que la Grande Loge de Pennsylvanie eut annoncé la chose aux autres Grandes Loges, c'est la Grande Loge du Massachusetts qui émit des réserves. Washington est en revanche bien élu vénérable de la loge « *Alexandrie n°22* » le 29 mai 1788. En 1805, la loge change d'ailleurs sa titulature en l'honneur de son premier vénérable et se dénomme « *Loge Washington-Alexandrie* ».

Fait tout à fait exceptionnel, Washington demeure vénérable de sa loge après son élection à la présidence des Etats-Unis. Plus tard, en 1910, les membres de la loge « *Alexandrie* » prennent l'initiative d'ériger le Mémorial Maçonnique National George Washington, à Alexandrie, en Virginie. Il est inauguré en 1932 en présence du président Hoover.

Aux dires même de Washington, c'est pendant la guerre d'indépendance que son activité maçonnique baisse. Cependant, il n'est certainement pas insensible à l'attention que lui portaient alors que les loges et les Grandes Loges, et son intronisation en tant que président des Etats-Unis, en présence de nombreux francs-maçons, en témoigne. C'est Robert R. Livingston, alors Grand Maître de l'Etat de New York, qui lui fait prêter serment, sur une Bible qui appartenait à la loge n°1 de New York. Il demeure formellement vénérable d' « *Alexandrie n°22* » et entretient une correspondance avec plusieurs Grandes Loges. C'est en ces termes qu'il s'adresse, par exemple, à la Grande Loge de Pennsylvanie en 1796 : « *Avoir été, même dans une faible mesure, l'instrument de la providence, pour promouvoir l'ordre et l'union, et ériger sur des solides fondations les véritables principes du gouvernement, signifie seulement avoir travaillé en commun avec beaucoup d'autres hommes ; espérons que ceci aura pour résultat de récompenser des générations de frères et d'ériger un temple à la vertu* ». En revanche, on ne trouve aucune allusion maçonnique dans les lettres que Washington et La Fayette échangent, même si l'épouse de La Fayette a, semble-t-il broder un tablier maçonnique à l'intention de Washington.

Washington sut très certainement tirer parti de ses nombreuses relations maçonniques dans ses activités. Dans la controverse politique qui oppose fédéralistes et anti fédéralistes, les maçons américains se répartissent dans les deux camps et si les fédéralistes eurent gain de cause, grâce à l'appui de Washington, il est difficile de se prononcer sur l'aide apportée réellement par les frères dans ce combat.
En revanche, sur le plan militaire, il est indéniable qu'un grand nombre de généraux de l'armée continentale furent francs-maçons durant la Révolution américaine. En 1783, Washington est élu président de la Société des Cincinnati, qui comprenait un grand nombre de francs-maçons : ce sont tous d'anciens officiers de l'armée continentale. Cette association, comme pour son élitisme et qui existe encore de nos jours, fut critiquée en son temps par Mirabeau, qui y voyait un réel danger pour la démocratie.

Washington, héros de la guerre d'indépendance, se montre très méfiant à l'égard de la Révolution française, et accepte avec beaucoup de réticence la clef de la Bastille que lui offrira La Fayette. Il ne partage pas non plus les convictions du marquis en matière d'émancipation des esclaves. Tout au plus prône-t-il une certaine tolérance religieuse, une fois affinée la nécessité de croire en la religion la plus universelle possible, sous la bannière du Grand Architecte de l'Univers. C.R.

George Washington est le chef d'état-major de l'Armée continentale pendant la guerre d'Indépendance (1775-1783) avant d'être le premier président des États-Unis d'Amérique (1789-1797). Né à Pope's Creek dans la colonie britannique de Virginie, il est l'un des planteurs les plus riches de la région sur son domaine de Mount Vernon. Grâce à sa participation à la guerre de Sept Ans (1754-1763), il devient rapidement célèbre des deux côtés de l'Atlantique et s'intéresse aux questions politiques. Son engagement dans la Révolution américaine ainsi que sa réputation le portent au poste de commandant des troupes américaines, qu'il organise et mène à la victoire finale, avec l'aide des Français, sur la métropole britannique. Après le conflit, il participe à la rédaction de la Constitution américaine et fait l'unanimité lors de la première élection présidentielle. Pendant ses deux mandats, George Washington montre ses qualités d'administrateur habile, malgré les difficultés internes et la guerre en Europe. Il a laissé son empreinte sur les institutions du pays et sur l'histoire nationale.

Considéré comme l'un des Pères fondateurs des États-Unis par les Américains, George Washington a fait l'objet de nombreux hommages depuis la fin du XVIIIe siècle : son nom a été donné à la capitale des États-Unis, à un État du nord-ouest de l'Union, ainsi qu'à de nombreux sites et monuments. Son effigie figure sur le billet et la pièce d'un dollar de même que sur la pièce de 25 cents. Son anniversaire est un jour férié fédéral aux États-Unis.

CARRIERE POLITIQUE

Premier mandat

George Washington fut le président des États-Unis pendant deux mandats soit une durée de pouvoir de huit ans. Il dut faire face aux difficultés financières nées de la guerre d'indépendance et dut affirmer la position de la nouvelle nation dans les relations internationales. Au cours de son premier mandat (1789-1793), le président œuvra pour rendre le pouvoir exécutif et l'administration fédérale plus solides. Pour cela, il rassembla autour de lui une équipe d'hommes qui s'étaient illustrés pendant la révolution : Alexander Hamilton s'occupa du département du Trésor, Thomas Jefferson fut son secrétaire d'État, Henry Knox son secrétaire de la guerre, Edmund Randolph à la justice et John Adams son vice-président. James Madison fut l'un de ses principaux conseillers.

Dans le domaine des affaires intérieures, le secrétaire au Trésor Alexander Hamilton s'efforça de résoudre la crise budgétaire et de réduire la dette du pays. Le 25 février 1791, Washington signa le décret instituant une banque fédérale. C'est également à cette époque que l'on choisit de construire la capitale fédérale dans le District de Columbia : le président

sélectionna un site sur le Potomac et confia le soin de dessiner les plans de la ville au Français Pierre Charles L'Enfant. Pendant les travaux, le gouvernement déménagea de New York à Philadelphie en 1790. Washington posa la première pierre du Capitole en 1793. Mais il mourut avant la fin des travaux.

Les guerres indiennes se poursuivirent après l'indépendance : l'armée américaine affronta les Miamis, au début des années 1790 et les Amérindiens des territoires du Nord-Ouest. Les Britanniques et les Espagnols entravaient l'expansion américaine vers l'Ouest. Madison et Jefferson contestaient la politique menée par Hamilton. Devant ces difficultés, Washington souhaita d'abord se retirer des affaires politiques. Cependant, sous la pression de son cabinet et de Thomas Jefferson qui vint le convaincre à Mount Vernon, il finit par accepter de se présenter pour un second mandat (1793-1797).

Second mandat
Lorsque la guerre éclata entre la France révolutionnaire et la Grande-Bretagne (1793), le président décida de rester neutre (*neutrality proclamation*, 22 avril 1793) en attendant le renforcement du pays4. Selon lui, l'entrée des États-Unis dans le conflit aurait été un désastre pour le commerce et les finances. L'avenir du pays reposait sur la croissance économique et l'expansion vers l'ouest. Le principe de neutralité devait marquer la politique étrangère américaine pour de nombreuses décennies. George Washington n'écouta ni Thomas Jefferson qui était francophile, ni Alexander Hamilton qui était favorable aux Britanniques.

En 1794, le président fut confronté à la Révolte du Whisky qui grondait parmi les producteurs de l'ouest, mécontents des taxes levées sur les spiritueux. Washington mena lui-même la milice armée qui arrêta la rébellion. Il n'y eut pas d'affrontements violents et le pouvoir exécutif sortit renforcé de cette crise. Avec la signature du traité de Greenville en 1795, onze nations amérindiennes abandonnèrent leurs droits sur l'Ohio et l'Indiana. La même année, la navigation commerciale sur le Mississippi fut finalement ouverte aux Américains. En 1794, George Washington envoya John Jay, président de la Cour Suprême en Grande-Bretagne afin de régler les derniers contentieux nés de la guerre d'indépendance. Le traité de Londres ratifié en 1795, permit d'apaiser les tensions avec l'ancienne métropole et de jeter les bases de nouvelles relations commerciales entre les deux pays. Le traité mécontenta pourtant les républicains de Jefferson et une partie de la population américaine. La presse critiqua John Jay et le président après la signature de l'accord. Ces critiques l'incitèrent à ne pas briguer un troisième mandat.
En septembre 1796, avec l'aide d'Alexander Hamilton, Washington écrivit son discours de fin de mandat qu'il adressa à la nation américaine et dans lequel il avertit des dangers des divisions partisanes. Publié dans un journal de Philadelphie, le document préconisait la neutralité et l'union du pays et annonçait la doctrine Monroe. Sur le plan institutionnel, il appelait au strict respect de la Constitution. Washington quitta la présidence en mars 1797 et fut remplacé par John Adams. Il établissait ainsi la coutume d'un maximum de deux mandats qui devint une règle constitutionnelle par le 22e amendement voté en 1947. C'est sous la présidence de Washington que naquirent le parti fédéraliste et le Parti démocrate-républicain.

Dernières années et décès
Après son second mandat présidentiel, George Washington se retira sur ses terres de Mount Vernon. Il continua de faire prospérer son exploitation et fit aménager une grande distillerie qui produisait du whisky et du brandy. En 1798, le deuxième président américain John Adams le nomma lieutenant-général à la tête d'une armée provisoire qui serait levée en cas d'invasion française. Pendant plusieurs mois, Washington se consacra à l'organisation du corps d'officiers. Mais il refusa d'assumer un rôle public et rejeta la proposition de devenir à nouveau Président.

Le 12 décembre 1799, Washington prend froid dans ses vêtements mouillés. Une infection bactérienne de l'épiglotte va lentement l'étouffer sous l'enflure croissante à l'intérieur de sa gorge ; il mourut deux jours plus tard en présence de sa femme, de ses médecins et de son secrétaire personnel Tobias Lear. Il avait alors 67 ans. Il fut enterré à Mount Vernon quatre jours après son décès. Son épouse Martha Washington brûla toute la correspondance du couple sauf trois lettres. Après la mort de George Washington, la jeune nation américaine porta le deuil pendant plusieurs mois. Les médecins pensent aujourd'hui que le traitement qu'il a subi, une saignée, des incisions au cou et des purges, a entraîné un choc, une asphyxie et une déshydratation. Il est enterré dans le cimetière familial de Mount Vernon. JCvL+Wikipédia

WASHINGTON Shirley

26 mai 1722 – 1er octobre 1778.

Vice-amiral 5e comte Ferrers, est un officier de la *Royal Navy* britannique qui fut aussi astronome amateur, membre de la *Royal Society*, franc-maçon et pair de Grande-Bretagne.

Washington Shirley est le second fils de l'honorable Laurence Shirley (lui-même quatrième fils de Robert Shirley, 1er comte Ferrers) et de sa femme, Anne. Circa 1738, il rejoignit les rangs de la Royal Navy où il atteignit les grades de sous-lieutenant en 1741, de premier-lieutenant en 1746 et de *post-captain* peu après. Deux semaines après l'exécution de son frère Laurence, 4e comte, en 1760, Washington lui succéda à la chambre des Lords (en tant que nouveau comte Ferrers) et en 1763, George III lui accorda les terres familiales précédemment confisquées à son frère en châtiment de ses crimes (à la très grande surprise de Casanova, alors à Londres) et il commença à transformer le domaine familial de Staunton Harold, dans le Leicestershire. Plus tard il fut promu contre-amiral, en 1771, puis vice-amiral, en 1775.

Le comte était féru d'astronomie et possédait son propre planétaire. En 1761, il fut élu à la Royal Society pour son travail sur les observations du transit de Vénus. Il acheta le tableau de Joseph Wright of Derby intitulé *Philosophe faisant un exposé sur le planétaire dans lequel le soleil est remplacé par une lampe*, où on a vu en lui le modèle du personnage de droite. Il hébergeait alors Peter Perez Burdett (le personnage de gauche) et il avait lui-même assisté à une conférence de James Ferguson, qui utilisait un planétaire dans ses démonstrations1. Le tableau est aujourd'hui visible au musée de Derby.

Washington Shirley est mort en 1778 à Chartley Manor Place, dans le Staffordshire, et a été enterré à Staunton Harold. Comme il n'avait pas d'enfant de sa femme, ses titres et domaines ont été transmis à son plus jeune frère, Robert.

WAYNE John

Winterset, Iowa, 26 mai 1907 - Los Angeles 11 juin 1979.



Acteur, réalisateur et producteur américain. S'il a joué dans des films policiers, des films de guerre et quelques comédies romantiques, c'est dans ses nombreux westerns que John Wayne s'est réellement imposé, sous la direction de deux réalisateurs particulièrement : John Ford (*La Chevauchée fantastique*, *Le Massacre de Fort Apache*, *La Charge héroïque*, *Rio Grande*, *L'Homme tranquille*, *La Prisonnière du désert* ou encore *L'homme qui tua Liberty Valance*) et Howard Hawks (*La Rivière rouge*, *Rio Bravo*, *El Dorado* ou *Rio Lobo*). Il tourna également plusieurs films avec Henry Hathaway dont *Cent dollars pour un shérif*, qui lui valut en 1970 le seul Oscar de sa carrière.

Il fut initié à la Marion McDaniel Lodge 56 à Tucson (Arizona) le 9 juillet 1970, passa Compagnon le 10 juillet et fut élevé à la Maîtrise le 11 juillet ! Par la suite, il rejoignit une Loge d'Hollywood. Il appartint également aux Shriners (Al Malaikah Shrine) de Los Angeles. Il fut élevé à titre honoraire au 33e Degré du Rite Ecossais à Los Angeles.

En 1960, il passa derrière la caméra pour réaliser une fresque historique d'envergure, *Alamo*, relatant les derniers jours de Davy Crockett et ses compagnons lors de la guerre d'indépendance du Texas. Huit ans plus tard, il réalisa *Les Bérets verts*, film engagé justifiant l'intervention américaine au Viêtnam. Ses deux réalisations reflètent l'engagement personnel de John Wayne, républicain et ardent patriote. Classé 13ème plus grande star de légende par l'American Film Institute en 1999, John Wayne est certainement un des acteurs les plus représentatifs du western, une incarnation à lui seul de l'Amérique conquérante. Surnommé « The Duke », il reste toujours aujourd'hui grâce à ses films le symbole d'une certaine virilité, révolue. Il interpréta ce rôle d'homme viril, dur, solitaire et un peu machiste tout au long de sa carrière, ce qui lui fit déclarer "J'ai joué John Wayne dans tous mes films et ça m'a plutôt pas mal réussi".

WEISHAUPT Adam

Ingolstadt (D) 6 février 1748 - Gotha 18 novembre 1830.



Adam Weishaupt, juif ashkénaze, fut converti au catholicisme et reçut l'enseignement des jésuites. Après ses études, il devint en 1775 professeur de droit canonique à l'Université d'Ingolstadt, en Bavière (Allemagne).

il est orphelin de père à l'âge de cinq ans. Le baron Johann Adam von Ickstatt (1702–1776) l'élève, l'envoie au collège des Jésuites d'Ingolstadt en 1755, où ses prédispositions en font rapidement un élève brillant et prometteur. Montrant assez tôt un goût prononcé pour les auteurs classiques, c'est la vision de certains d'entre eux (notamment Cicéron), telle qu'elle est véhiculée par les Jésuites, que Weishaupt récusera par la suite. À l'âge de quinze ans, il entame ses études académiques (jurisprudence, science politique, histoire et philosophie). Ickstatt, qui est professeur et directeur de l'université d'Ingolstadt, lui permet de consulter les livres interdits par la censure théologique. Il y découvre les philosophes français des Lumières.

À vingt ans, Weishaupt est docteur en droit, à vingt-sept, professeur extraordinaire, à vingt-huit, titulaire de la chaire de droit canonique qui était aux mains des Jésuites depuis 1685. En 1775, il donne une série de leçons sur la philosophie pratique de Johann Georg Feder (1740 – 1821), qui représente alors, au sein de l'université allemande, la Popularphilosophie. Par là, il devient tout naturellement un adversaire des Jésuites et commence à s'attaquer à la théologie et à la philosophie d'État, c'est-à-dire au jésuitisme… Il créa au sein de l'université où il enseignait un mouvement rebelle qui lui fit perdre sa chaire. La conspiration des Illuminés de Bavière, dont il n'était probablement pas le seul auteur, fut mise au jour en 1785. Après 18 mois d'enquête difficile, tant l'administration bavaroise avait été infiltrée par ses adeptes, il fut banni d'Allemagne en 1787. Il est décédé le 18 novembre 1830 à Gotha et renia toujours la foi catholique.

Le fondateur de l'Illuminatenorden

Le 1er mai 1776, il fonde le *Cercle des Perfectibilistes* afin de réunir autour de ces idées nouvelles ses meilleurs étudiants. Sous cette première forme, le groupe de Weishaupt n'est encore qu'une association de penseurs.
L'année suivante, il est initié à la loge *Théodore du Bon Conseil*, à Munich.

Rapidement déçu dans ses attentes, il commence à imaginer la création d'un nouvel Ordre. C'est un discours prononcé par Hans Heinrich von Ecker und Eckhoffen (1750-1790), fondateur de l'*Orden der Ritter und Brüder St. Johannis des Evangelisten aus Asien in Europa* (Ordre des chevaliers et frères de Saint Jean l'Evangéliste d'Asie en Europe), loge destinée à des travaux d'Alchimie, et grand recruteur de jeunes gens, qui lui en donne l'impulsion.

Dans son *Pythagoras*... (1795), Weishaupt affirme même n'avoir fondé le *Bund*... que dans le but de détourner ses étudiants les plus prometteurs de la fièvre rosicrucienne : « C'est justement en 1776 qu'un officier nommé Ecker créa à Burghausen une loge qui versait dans l'alchimie et qui commençait à se répandre fortement. Un membre de cette loge vint à Ingolstadt pour y prêcher et dénicher les meilleurs étudiants. Malheureusement, son choix se porta sur ceux que j'avais repérés. L'idée d'avoir ainsi perdu des jeunes si prometteurs, de les voir en outre contaminés

par l'épidémie corruptrice de l'alchimie (Goldmacherei) et d'autres folies du même genre, fut pour moi atroce et insupportable. J'allai prendre conseil auprès d'un jeune homme [le baron Franz Xaver von Zwack] dans lequel j'avais mis la plus grande confiance. Celui-ci m'incita à user de mon influence sur les étudiants pour contrer autant que possible ce fléau par un moyen efficace : la création d'une société. »

À ses côtés, Franz Xaver von Zwack (1756–1843) (Nom d'Ordre *Cato*), Franz Anton von Massenhausen (1758–1815) (Nom d'Ordre *Ajax*) et Max Edler von Merz (1758–1807) (Nom d'Ordre *Tiberius*) prêtent leur concours en recrutant et en l'aidant à rédiger les statuts et rituels de l'Ordre.

En 1780, le Marquis de Constanza (Nom d'Ordre *Diomedes*), envoyé à Francfort par les Illuminés, fait la connaissance d'un jeune homme de 28 ans, qui deviendra le bras droit de Weishaupt et le père des nouveaux grades du système : le baron Adolph von Knigge (1752–1796) (Nom d'Ordre *Philo*), franc-maçon désireux de créer son propre rite. Recruté la même année, comme en atteste une lettre de Weishaupt écrite au mois de novembre, il enrichit les trois premières classes du rite et modifie profondément les autres (1782). L'ami de Gotthold Ephraim Lessing (1729–1781), Johann Joachim Christoph Bode (1730–1793) — franc-maçon, musicien, journaliste, traducteur, éditeur des œuvres de Johann Wolfgang von Goethe et Johann Gottfried von Herder — joue un grand rôle dans le succès grandissant de l'Ordre.

C'est grâce à lui que nombre de personnalités rejoignent ses rangs : Johann Georg Feder, recruté à Göttingen, Friedrich Nicolai (1733–1811) recruté à Berlin, Johann Georg Schlosser (1739–1799), beau frère de Goethe recruté à Emmendingen, le futur Frédéric-Auguste Ier de Saxe, Herder, Goethe, etc.

C'est grâce à Bode encore que les Illuminés de Bavière, lors du Convent maçonnique de Wilhemsbad (1782), voient s'ouvrir les portes des loges maçonniques allemandes : il obtient qu'elles s'administrent elles-mêmes, faisant en sorte de les soustraire à la traditionnelle autorité monarchique et théologique...

En 1783, Knigge quitte l'Ordre et rompt toute relation avec Weishaupt, se promettant de ne plus jamais faire partie d'une quelconque société secrète. Sans doute savait-il quelle politique adopterait deux ans plus tard Charles Théodore de Bavière en publiant la même année à Francfort un petit livre faisant office de profession de foi et d'autodéfense anticipée : *Sechs Predigten gegen Despotismus, Dumheit, Aberglauben, Ungerechtigkeit, Untreue und Müßiggang* (Six prêches contre le despotisme, la bêtise, la superstition, l'injustice, l'infidélité et l'oisiveté) où une seule phrase, que n'auraient pas reniée les Jésuites, ressort en italique : « *Daß die Pflichten gegen die bürgerliche Gesellschaften und gegen die Regenten, den Gesetzen, welche uns die Natur und Religion auflegen, untergeordnet seyn müssen.* » (« que les devoirs envers la société civile et les régents doivent être subordonnés aux lois que la nature et la religion nous ont données. »)

Le succès grandissant de Weishaupt inquiète les autorités bavaroises. Un édit du 2 mars 1785 interdit leurs rassemblements et leurs activités, incluant dans cette prohibition toutes les loges maçonniques. Une véritable chasse aux déistes et aux matérialistes s'organise. Les Illuminés sont jugés et condamnés. Weishaupt, pour sa part, est contraint à l'exil deux ans plus tard. Il se réfugie à Gotha, à la cour du Duc Ernest II von Saxe-Gotha-Altenburg (1745 – 1804), Illuminé depuis 1783 (Noms d'Ordre *Timoleon* et Q*uintus Severus*) et Supérieur inspecteur de la province de Haute Saxe (l'*Abyssinie* des Illuminés) depuis 1784. Il y jouira d'une vie paisible jusqu'à sa mort, le 18 novembre 1830.

LA PHILOSOPHIE

En 1804, Weishaupt écrit dans *La Lampe de Diogène ou examen de notre morale et de nos lumières actuelles* : « *Die oberste Gewalt und Religion habe ich als wesentliche Bedürfnisse des Menschen betrachtet, aber zu einer Zeit, wo des Spielens und Mißbrauchens in geheimen Gesellschaften kein Ende war, habe ich gewollt, daß diese Schwäche der Menschen zu würdigeren Absichten benutzt werde* » [« Je considérais le pouvoir suprême et la religion comme des besoins essentiels de l'homme, mais à une époque où le jeu et les abus des sociétés secrètes ne connaissaient aucune limite, je voulus que ces faiblesses humaines deviennent profitables à de nobles desseins »].

En somme, l'Ordre des Illuminés constitue, à ses yeux, la synthèse de toutes les sociétés secrètes — de leurs dérives, de leurs espoirs, de leurs illusions —, la plus séduisante et la plus efficace sans doute. Séduisante, car elle n'aurait dû servir qu'un seul but : celui des Lumières de la science, de la morale et de la religion naturelles. En s'élevant graduellement au sein de l'Ordre, l'Illuminé réalisait que toutes les tentatives pour découvrir la pierre philosophale, pour rejoindre le vrai Christ ou pour transmuter le plomb en or ne sont jamais que des procédés symboliques pour opérer la transformation intérieure de l'homme, la subsomption de son être à ses parties les plus nobles, à la dignité de sa nature : la raison, l'esprit et, enfin, le corps transformé.

Du point de vue de la méthode, Weishaupt est résolument empiriste (dans la veine de Meiners, de Feder, de Hume et contre Kant). Dès 1788, avec ses *Doutes relatifs aux concepts de temps et d'espace*, il rejetait les conclusions de l'analytique transcendantale de Kant, admettant certes avec lui que la connaissance humaine ne puisse porter sur la chose en soi, mais refusant catégoriquement que le temps et l'espace, lieux naturels de la connaissance, soient réduits à n'être que des concepts *a priori* de la sensibilité. Le temps et l'espace sont réels, autant que le sont les phénomènes sensibles. C'est uniquement « *auf dem Weg der Erfahrung* » [« sur la voie de l'expérience »] que l'homme atteint les principes de la connaissance.

Dans l'écrit qui suivit au cours de la même année : *Sur la cause et la certitude des connaissances humaines. Examen de la Critique de la raison pure de Kant*, Weishaupt chercha à démontrer que le système de Kant conduisait à une subjectivité totale de nos connaissances – position défendue par Fichte et reprise plus tard par Rudolph Steiner —, idée inacceptable pour qui veut fonder la connaissance. Dans son troisième livre : *Sur l'intuition et l'aperception kantiennes*, Weishaupt était encore plus catégorique : seule l'expérience, c'est-à-dire les impressions venues du dehors, font la connaissance. Il n'existe aucune intuition pure, pas même une logique qui préexisterait à la chaîne naturelle des événements.

WELLINGTON duc de **Arthur Wellesley** Duncan-Castle 30 avril 1769 – 1852.



Général britannique, victorieux de NapoléonBonaparte, le 18 juin 1815, à Waterloo. Il entre au gouvernement et devient premier ministre en 1828.

Initié Franc-Maçon, en 1790, à la *loge "Lodge at Trim n°494*" Irlande.

1er comte puis marquis puis duc de Wellington, est un aristocrate anglo-irlandais devenu soldat et homme politique britannique. Il est principalement connu en tant que vainqueur de Napoléon à Waterloo. Il est souvent comparé à John Churchill, duc de Marlborough, avec qui il partage de nombreux points communs, en particulier d'être devenu un leader politique après avoir réalisé une grande carrière militaire. Arthur Wellesley, est le troisième fils de Garret Wesley, comte de Mornington. On pense qu'il est né soit à Dublin, soit sur les terres familiales dans le comté de Meath en Irlande.

Sa date de naissance n'est pas connue avec précision : la seule trace que l'on en ait se trouve dans un registre d'église et a sans doute été inscrite quelques jours après sa naissance. La date la plus probable est le 1er mai 1769, mais il est possible que cela ait été quelques jours avant ou après. Son nom initial, Arthur Wesley, fut légalement changé en Arthur Wellesley en mars 1798. Wellesley étudie à Eton de 1781 à 1785, puis à Bruxelles. En 1787, son père lui achète une fonction d'enseigne dans le 73e régiment d'infanterie ; après un premier entraînement au Royaume-Uni, il rejoint l'école militaire d'Angers en France, enseigne en 1787, lieutenant dans la même année.

De 1787 à 1793, il est affecté comme aide de camp de deux Lords lieutenants d'Irlande successifs. Il est promu lieutenant en 1788 ; en 1790, il est élu député (indépendant) de Trim à la chambre des communes d'Irlande, poste qu'il gardera jusqu'en 1797.

Il progresse rapidement dans l'armée — principalement grâce au système de l'époque où les officiers pouvaient (et souvent devaient) acheter leur grade — et en 1793, il devient lieutenant-colonel dans le 33e régiment d'infanterie. Il combat aux Pays-Bas entre 1794 et 1795. En 1796, après avoir été promu au rang de colonel, il part avec son régiment pour l'Inde. L'année suivante, son frère aîné, Richard Wellesley, comte de Mornington, est nommé Gouverneur général des Indes, et quand la guerre éclate en 1799 contre le sultan de Mysore, Tipû Sâhib, Arthur Wellesley commande sa propre division. Il est nommé gouverneur de Seringapatam et de Mysore, postes qu'il gardera jusqu'en 1805. Grâce à ses victoires militaires, il est nommé commandant suprême (politique et militaire) du Deccan, il remporte de nouvelles victoires, en particulier contre le chef brigand Dundiat Wagh et contre les Marathes en 1803 (bataille d'Assaye, bataille d'Argaum). En 1804 il est fait chevalier de l'Ordre du Bain. Lorsque son frère achève son mandat en 1805, il retourne au Royaume-Uni avec lui. En 1806, Wellesley est élu de Rye (Sussex) pour six mois à la chambre des communes du Royaume-Uni ; L'année suivante, il est élu de Newport (Île de Wight) qu'il représentera deux ans. Durant cette période, il est affilié aux Torys, et en avril 1807, il est nommé au « conseil privé du roi ». Pourtant son rôle politique fut brutalement interrompu lorsqu'il fit voile pour le continent pour participer aux guerres napoléonniennes.

La guerre contre Napoléon

C'est dans les années qui suivent qu'eurent lieu les événements qui permirent à Wellesley de rentrer dans l'Histoire. À cette époque, Napoléon contrôle la majeure partie de l'Europe et le gouvernement britannique cherche des moyens de contrer la menace qu'il est devenu. Après une expédition au Danemark, Wellesley est promu lieutenant-général et transféré dans la péninsule ibérique. Bien que le combat soit assez mal engagé, c'est l'unique endroit du continent européen où les Britanniques (et les Portugais) ont réussi à se battre contre la France et ses alliés. Wellesley bat les Français à Roliça et à Vimeiro en 1808. L'accord de Sintra qui en résulte et qui stipule que l'armée britannique évacuerait les Français hors de Lisbonne est très critiqué et Wellesley est brièvement rappelé au Royaume-Uni. Au même moment, pourtant, Napoléon vient lui-même en Espagne, et lorsque le général John Moore est tué à la bataille de La Corogne, Welleslley est nommé commandant en chef de toutes les forces britanniques au Portugal. Revenant dans la péninsule ibérique en avril 1809, il bat l'armée du roi Joseph d'Espagne (le frère aîné de Napoléon) à la bataille de Talavera. Après cela, il est élevé à la pairie en tant que *Vicomte Wellington, de Talavera et de Wellington (Somerset)*. Il repousse les forces françaises hors du Portugal en 1810 et 1811 et est promu général et fait duc de la Victoire pour ses services dans ce pays.

Traversant l'Espagne, il bat les Français à la bataille de Salamanque et prend Madrid en 1812. Cette année là, une contre-attaque française met l'armée britannique dans une position difficile mais Lord Wellington reçoit le commandement de toutes les armées alliées en Espagne et est fait Marquis de Wellington le 3 octobre. Promu maréchal, Wellington conduit une nouvelle offensive en 1813, culminant à la bataille de Vitoria, nette victoire britannique qui ramène l'armée impériale en France. Il envahit la France et se heurte au maréchal Soult qui dirige la défense de Toulouse le 10 avril 1814. L'issue de cette bataille, objet de débats, marque la fin de la campagne de 1814. Le 11, Napoléon signe le Traité de Fontainebleau, conclu le 6, et est exilé à l'île d'Elbe. Acclamé en héros, Wellington est fait duc de Wellington, titre toujours porté par ses

descendants. Il est bientôt nommé ambassadeur en France, puis prend la place de Lord Castlereagh comme plénipotentiaire au congrès de Vienne, où il plaide énergiquement pour que soit permis à la France de garder sa place dans l'équilibre des puissances européennes. Le 2 janvier 1815, il est fait Chevalier Grande-Croix de l'Ordre du Bain. Le 26 février 1815, Napoléon quitte son exil à Elbe et revient en France, et en mai, il a retrouvé le contrôle du pays. Il doit alors faire face à une reformation de l'alliance contre lui. Wellington quitte alors Vienne pour prendre la tête des forces britanniques et alliées durant la campagne de Waterloo.

Il arrive en Belgique et son avant-garde combat les Français à la bataille de Quatre-Bras avant de se replier. Deux jours plus tard, le 18 juin, Wellington, avec l'appui des forces prussiennes commandées par Gebhard Leberecht von Blücher bat définitivement Napoléon à la bataille de Waterloo. L'Empereur français abdique une nouvelle fois le 22 juin, et est exilé par les Britanniques sur l'île Sainte-Hélène. Fasciné par le souvenir de l'Empereur, il passait de longues heures, assis devant son tableau, silencieux...

Carrière politique
En 1819, Wellington est nommé *Master-General of the Ordnance* — poste de l'armée britannique indépendant du commandant en chef et responsable de toute l'artillerie, les fortifications, l'intendance…— dans le gouvernement Tory de Lord Liverpool. En 1827, il devient Commandant en chef de l'armée britannique, poste qu'il occupera jusqu'à la fin de sa vie, sauf durant son mandat de Premier ministre. En même temps que Robert Peel, Wellington est une étoile montante du parti Tory, et en 1828, il devient Premier ministre. Comme premier ministre, Wellington est l'archétype de l'ultra-conservateur, pourtant c'est bizarrement durant son mandat que passa la loi d'émancipation des catholiques, leur accordant la garantie de pratiquement tous les droits civils au Royaume-Uni. Lord Winchilsea accusa Wellington d'avoir « traîtreusement comploté la destruction de la constitution protestante ».

Wellington le provoqua alors en duel, duel qui eut lieu le 21 mars 1829 aux champs de Battersea. Au moment de tirer, Wellington visa délibérément à côté et Winchilsea tira en l'air. Le gouvernement Wellington tombe en 1830. Il y eut de nombreuses émeutes cet été et cet automne là. Les Whigs, qui n'avaient pratiquement plus été au pouvoir depuis les années 1770, virent les réformes politiques comme la clé de leur retour. Wellington, respectant à la lettre la ligne politique conservatrice des Torys perd un vote de confiance le 15 novembre 1830.
Il est remplacé comme premier ministre par Charles Grey qui initie une grande réforme libérale, devant la faire passer de force à la chambre des Lords. Lors du retour au pouvoir des Torys en 1834, Wellington décline le poste de premier ministre qui va à Robert Peel ; toutefois, celui-ci étant en Italie, Wellington doit assurer l'intérim durant trois semaines, en novembre et décembre 1834. Dans le premier gouvernement Peel (1834-1841), Wellington est secrétaire d'état aux affaires étrangères, et dans le second (1841-1846) il est ministre sans portefeuille et président de la chambre des Lords. Wellington se retire de la vie politique en 1846, bien que restant commandant en chef des forces armées, et revient brièvement sur le devant de la scène en 1848, lorsqu'il aide à organiser une force de protection de Londres durant cette année de révolutions en Europe. Il meurt en 1852 et est inhumé à la cathédrale Saint-Paul. JCvL+Wikipédia

WHARTON Philip



Comté d'Oxford, Angleterre 21 décembre 1698 – Monastère de Poblet, Catalogne, 31 mai 1731.
1er duc de Wharton, fut un important homme politique jacobite, un libertin célèbre et l'un des premiers Grands Maîtres de la franc-maçonnerie. Philip Wharton, était le fils de Thomas "Honest Tom" Wharton, membre du parti Whig. Il reçut une excellente éducation et fut formé pour devenir un grand orateur. À la mort de son père, il lui succéda dans la pairie de Grande-Bretagne comme marquis de Wharton et de Malmesbury. Il fut aussi marquis de Catherlough dans la Pairie d'Irlande. Il s'enfuit avec Martha Holmes, fille du major-général Richard Holmes et commença à voyager. Les immenses domaines de son père furent confiés à la gestion de sa mère et des amis de son père. Il voyagea en France et en Suisse.

Il rencontra le « *Old Pretender* » Jacques François Stuart qui lui donna le titre de duc de Northumberland en 1716. Il partit alors en Irlande où, à l'âge de 18 ans, il entra à la chambre des lords irlandais en tant que marquis de Catherlough. Il fut fait duc de Wharton en 1718 par George Ier de Grande-Bretagne. En 1719, sa femme eut un fils nommé Thomas, qui mourut dans une épidémie de variole dans sa première année.

Vie politique
Jacobite, Wharton déclarait n'être pas tant en faveur du « Prétendant » pour des motifs religieux ou nationalistes queparce que celui-ci, d'après lui, était fidèle comme son l'était son père aux principes Whig que trahissaient selon lui le libéral Robert Walpole et le nouveau monarque. Comme il était un orateur brillant et un pair du royaume initialement prospère, les hanovriens tentaient de le gagner à leur cause tandis que les vieux jacobites, dans les premiers temps, faisaient également tout leur possible pour le conserver à leurs côtés.

Wharton commença à accumuler les dettes très vite, au point qu'il vendit ses propriétés d'Irlande pour investir dans la *South Sea Company*. Quand celle-ci s'effondra dans le Krach de 1720, il perdit la somme considérable de 120000 livres et s'en amusa en organisant un simulacre de riches funérailles publiques pour la compagnie en faillite. Il s'opposa activement à Robert Walpole en 1722, en particulier en finançant un périodique nommé « *The True Briton* ».
En 1725, ne pouvant plus faire face à ses dettes, il quitta la Grande-Bretagne.

Exil et déclin
Ayant quitté la Grande-Bretagne avec plus de 70000 livres de dettes, il accepta en 1725 les fonction d'ambassadeur du Prétendant auprès du Saint Empire romain germanique, à Vienne. Mais les autrichiens n'appréciant pas sa vie dissipée, il rejoignit son protecteur à Rome où il reçut de ses mains l'Ordre de la Jarretière. Il partit ensuite pour Madrid, où son épouse mourut en 1726. Trois mois plus tard, il épousait Maria Theresa O'Neill O'Beirne dans une cérémonie qui fit scandale. Il revendit son titre à George I[er] et s'engagea contre l'Angleterre dans les forces jacobites de l'armée espagnole. Il fut blessé à Gibraltar en 1727. En 1728, il publia un pamphlet contre la « corruption » de la cause Whig par Walpole, intitulé « *Reasons for Leaving his Native Country* » (« Motifs de quitter son pays natal »). En 1730, totalement ruiné, banni hors de Madrid suite à une rixe, il renonça à la cause jacobite et trouva refuge en compagnie de sa seconde épouse au Monastère de Poblet, Catalogne, où il décéda des conséquences de son alcoolisme le 31 mai 1731. Sa veuve retourna alors à Londres avec l'aide du prétendant et parvint à y faire valoir ses droits en 1736, s'assurant ainsi une vie confortable. Les titres nobiliaires de Wharton furent tous éteints après lui.

Carrière maçonnique
Membre de la loge maçonnique *King's Arms* de Londres, le duc de Wharton devint le sixième grand maître de la Grande Loge de Londres du 22 juin 1722 au 24 juin 1723. En 1724, après s'être brouillé avec elle, il aurait constitué les Gormogons, afin de parodier la Grande Loge d'Angleterre avec laquelle il s'était brouillé juste après en avoir été le grand maître. Il fut à l'origine de la création de la première loge d'Espagne: *French Arms*, n°50, *calle de San Bernardo*, à Madrid. Cette loge envoya une demande de reconnaissance à la Grande Loge de Londres qui y fut reçue le 17 avril 1728. La même année 1728, les francs-maçons français décident de le reconnaître comme « grand maître des francs-maçons en France », à l'occasion de son séjour à Paris et à Lyon de 1728 à 17293. Les jacobites James Hector MacLean (1703-1750) puis Charles Radcliffe, Comte de Derwentwater (1693-1746), lui succéderont. Sa nomination à la tête des francs-maçons de France, antérieure à la transformation de la « Grande Loge de Londres » en « Grande Loge d'Angleterre » en 1738, est considérée par une partie des historiens comme le point de départ d'une franc-maçonnerie française indépendante de celle de Grande-Bretagne.

WHITEMAN **Paul** Denver 28 mars 1891 - Doylestown 29 décembre 1967.



Musicien américain de jazz surnommé le Roi du Jazz. La plupart des grands musiciens de la période d'après guerre ont joué dans son orchestre.
Franc-Maçon de la loge "*St. Cécile Lodge*", New York City.

Né en 1880, fils d'un professeur de musique, **Paul Whiteman** commence sa carrière comme altiste dans l'orchestre symphonique de Denver puis dans celui de San Francisco. Il participe aussi comme instrumentiste (violon ou alto) à de nombreux orchestres de danse. En 1919, il fonde son propre orchestre. En 1920 il enregistre ses premières faces pour le label Victor. L'orchestre de Whiteman joue, entre autres, pour des revues dont celles de Florenz Ziegfeld. La notoriété arrivant, Whiteman élargit le personnel de son orchestre et le proclame orchestre de *jazz symphonique*. Dans les faits, le répertoire est composé de musique de danse et de variétés, de reprises « réarrangées » de pièces classiques, de jazz édulcoré et de tentatives de fusion entre « classique » et jazz. Whiteman est très populaire dans les années 20.

Ceci lui permet de passer des commandes à des compositeurs reconnus (Gershwin, Stravinski) et aux maintenant passablement oubliés Ferde Grofé et Bill Challis. Il commande à George Gershwin la *Rhapsody in blue* qu'il donne en public à l'Aeolian Hall de New York, le 24 février 1924, avec le compositeur au piano et qu'il enregistre le 10 juin. Il est aussi le premier à enregistrer le *Concerto en Fa* du même Gershwin et le *Scherzo à la russe* d'Igor Stravinski. Cependant, ces incursions dans l'univers de la musique « savante » restent marginales, L'orchestre de Whiteman est avant tout un orchestre de variétés (c'est là que le chanteur Bing Crosby va se faire connaître) et surtout un orchestre de jazz, atypique certes (les arrangements ne sont pas toujours du meilleur goût), mais présentant d'excellents solistes. Au fil des années, on a pu y entendre le cornettiste Bix Beiderbecke, les trompettistes Harry Busse, Red Nichols, Andy Secrest, Bunny Berigan, les trombonistes Bill Rank, Jack Teagarden , et Tommy Dorsey, les saxophonistes Frankie Trumbauer, Jimmy Dorsey, le violoniste Joe Venuti, le guitariste Eddie Lang et la chanteuse Mildred Bailey. À la fin des années 1920, Whiteman est d'ailleurs sacré « Roi du jazz ». En 1930, il est même la vedette d'un film musical qui lui est dédié *The King of Jazz*. L'arrivée de l'ère du swing va mettre fin à son « règne », Whiteman va continuer à diriger son orchestre jusqu'au milieu des années 40. À partir de cette date, il ne dirige plus que des orchestres occasionnels. Il s'occupe en revanche de la direction de L'*American Broascasting Corporation*. Il meurt en 1967. Son oeuvre est reconnue dans la franc-maçonnerie.

SON ŒUVRE
Adulé dans les années 20, sacré indûment « Roi du jazz », Paul Whiteman a longtemps été méprisé par les critiques de jazz. Certes le style ampoulé et pompier de certains des arrangements de l'orchestre a souvent très mal vieilli, mais il faut reconnaître à Whiteman sa réelle volonté de donner une « respectabilité » au jazz (même si son « concept » était naïf et inadapté), sa grande ouverture d'esprit et surtout sa capacité à savoir recruter d'excellents solistes. L'écoute de plages de Whiteman, outre le fait qu'elle nous replonge dans une ambiance « années folles » - très « Francis Scott Fitzgerald » - au charme un peu désuet, offre parfois musicalement d'excellentes surprises.

WIELAND **Chistoph Martin**



Poète et écrivain allemand (1733 – 1813)

WILDE **Oscar O'Flahertie Wills** Dublin 16 octobre 1854 - Paris 30 novembre 1900.



Dramaturge anglo-irlandais. Père du dandisme et esthète accompli. Ses oeuvres, dont 'Le Protrait de Dorian Gray', reflètent un idéal hellénique du raffinement mais aussi du morbide.
Initié Franc-Maçon, en 1875, à la Loge "*Apollo Lodge*", Oxford.

Oscar Wilde est le fils de Sir William Robert Wills Wilde, chirurgien irlandais, et de Jane Francesca Elgee ("Speranza"), poétesse et nationaliste irlandaise.
Oscar fait d'abord de brillantes études au Trinity College de Dublin, puis au collège Magdalen d'Oxford ; il s'y distingue par son goût pour la discussion, le raffinement, ce qui lui vaudra d'être raillé par ses camarades. Cela ne l'empêcha pas de défendre avec les poings sa réputation (son frère était boxeur), ce qui est paradoxal et contredit l'image de dandy qu'il laissera à la postérité.

En 1878, il reçoit le Newdigate Prize pour son poème sur Ravenne. Il en profite pour créer le mouvement de l'Art pour l'Art.
Après l'obtention de son diplôme à Magdalen, Wilde retourne à Dublin, où il rencontre Florence Balcombe, dont il s'amourache. Quand il apprend ses fiançailles avec Bram Stoker, Wilde lui annonce son intention de quitter définitivement l'Irlande. Wilde s'installe à Londres en 1879 : séduisant, raffiné et subtil, il est fêté dans toute l'Angleterre. Il développe rapidement sa théorie de l'esthétisme et donne des conférences sur ce thème aux États-Unis. Il devient rédacteur en chef de *The Womans' World*. Il s'installe quelque temps à Paris.

En 1884, Oscar Wilde épouse Constance Lloyd avec qui il aura deux fils, Cyril et Vyvyan.
En 1886, il rencontre Robert Ross qui devient son amant et sera plus tard son exécuteur testamentaire. La parution en 1890 du *Portrait de Dorian Gray* marque le début d'une célébrité littéraire.
En 1891, il rencontre Lord Alfred Douglas de Queensberry, s'en éprend et tous deux mènent une vie débridée en affichant en public leur homosexualité. Le père d'Alfred, John Sholto Douglas, marquis de Queensberry, désapprouve cette relation et provoque Wilde à plusieurs reprises. Celà entraînera le scandale Queensberry et un procès.

Le scandale Queensberry
Le marquis de Queensberry, père de Lord Alfred Douglas, avait demandé à Wilde de s'éloigner de son fils. Début 1895, il remet au portier du club Albermarle, l'un des clubs d'Oscar Wilde, sa carte de visite où il écrit :
« *For Oscar Wilde posing as Somdomite* » « Pour Oscar Wilde, s'affichant comme So(m)domite. » (la mauvaise écriture du mot *sodomite* créa en anglais le mot somdomite)

Wilde décide alors de lui intenter un procès pour diffamation, qu'il perd. Le marquis se retourne contre Wilde. C'est le premier des procès intentés contre Wilde. Il débute le 3 avril 1895. L'avocat de Queensberry, Edward Carson, va s'y révéler un accusateur habile et coriace, et les joutes verbales opposant les deux hommes vont rester fameuses. Wilde joue tout d'abord de son charme habituel, de son inégalable sens de la repartie, déclenchant l'hilarité du public, transformant par moment le tribunal en salle de théâtre. Mais il finit par se faire "piéger" pour un "bon mot" à propos de Walter Grainger, un jeune domestique de Lord Alfred Douglas à Oxford: Carson lui demandant s'il l'a jamais embrassé, Wilde répond "Oh non, jamais, jamais ! C'était un garçon singulièrement quelconque, malheureusement très laid, je l'ai plaint pour cela." ("He was a particularly plain boy—unfortunately ugly—I pitied him for it.").

Pressé par ses amis, Robert Ross en particulier, de s'enfuir sur le continent, il préfère attendre l'inéluctable. Il est arrêté le 6 avril dans sa chambre n°118 du palace londonien "Cadogan Hotel"1, puis, après deux autres procès, il est condamné le 25 mai, en vertu d'une loi datant de 1885 interdisant l'homosexualité, à la peine maximale de deux ans de travaux forcés en 1895. Il séjourne dans différentes prisons dont la geôle de Reading. Il n'écrira en prison que de la correspondance: les travaux forcés et l'enfermement l'affecteront au point qu'il ne produira qu'une seule œuvre après sa sortie, elle-même sur le thème de la prison: *Ballade de la Geôle de Reading*. Ses biens sont confisqués pour payer les frais de justice. Constance Lloyd, sa femme, se réfugie en Allemagne avec ses fils qui changent de nom (Holland). Durant son incarcération, il continue de recevoir la visite de Robert Ross, tandis qu'Alfred Douglas est poussé à l'exil en France et en Italie pendant plus de trois ans. Toujours incarcéré, Wilde écrit *De profundis* et joue au football avec le gardien de prison, le même gardien à qui il dédicacera un poème peu avant sa mort.

Après sa libération de prison
En 1897, libéré, il quitte l'Angleterre pour la France, où il demeure quelque temps à Berneval, près de Dieppe en Normandie, sous le nom de Sébastien Melmoth, en référence au roman *Melmoth the Wanderer* (1820) de Charles Robert Maturin, un des romans fondateurs du courant gothique en littérature. Maturin était par ailleurs le grand-oncle de Wilde. Commence alors une période de déchéance dont il ne sortira pas et, malgré l'aide de ses amis, notamment André Gide, il finit ses jours dans la solitude et la misère. Oscar Wilde meurt d'une méningite, âgé de 46 ans, en exil volontaire à Paris, le 30 novembre 1900. Le 28 octobre 1900, il s'était converti au catholicisme. À cette occasion, la tradition voulant que l'on offre une coupe de champagne à un adulte qui se convertissait, il aurait eu ce mot " je meurs comme j'ai vécu, largement au-dessus de mes moyens". Ses derniers mots, dans une chambre d'hôtel au décor miteux (Hôtel d'Alsace, 13 rue des Beaux-Arts à Paris) auraient été : "Ou c'est ce papier peint qui disparaît, ou c'est moi."

Après une inhumation à Bagneux, ses restes sont transférés en 1909 au cimetière du Père-Lachaise, division 89, à Paris. Son tombeau a été sculpté par Sir Jacob Epstein.

WILKES John

Clerkenwell 17 octobre 1727 – Londres 26 décembre 1797.



Parlementaire victime de la censure, privé de son siège aux Communes et condamné pour avoir publié un article jugé séditieux dans sa revue, North Briton, Wilkes incarne le combat pour les libertés aux yeux des acteurs de la Révolution américaine et des *radicals* anglais, partisan d'une réforme électorale et d'une plus grande justice sociale tout au long du XVIII^{e} siècle.

Fils d'un riche distillateur, John Wilkes fait des études à l'université de Leyde aux Provinces-Unies. Il commence à fréquenter des sociétés fantaisistes comme la Sublime Société des Beefsteaks en 1754, puis les Moines de Medmenham plus connus sous le nom de Club du Feu de l'Enfer, l'Ordre des Bucks (un *buck* désignait un jeune élément menant joyeuse vie) et enfin l'Ancienne Famille des Poireaux, un an seulement avant son initiation.

Il est élu député d'Aylesbury en 1757 (moyennant finances, comme c'était l'usage) et devient colonel de la milice de Buckingham, à une époque où les Anglais n'avaient pas encore de police.

Il soutient dans un premier temps William Pitt, puis il cherche le soutien de Bute, le conseiller du roi, espérant que ce dernier l'aidera à régler ses dettes. Comme ce dernier refuse de le nommer ambassadeur à Constantinople ou gouverneur du Québec, Wilkes se venge en lançant en 1762 un journal antigouvernemental, le *North Briton*, dans lequel il attaque Bute. En 1763, il va jusqu'à dénoncer le roi et son conseiller, qui viennent de signer le traité de paix avec la France à la fin de la guerre de Sept Ans. Cela lui vaut d'être immédiatement arrêté et enfermé à la Tour de Londres, victime du système des *général warrants*, ces lettres de cachet à l'anglaise qui permettaient de détenir en prison toute personne représentant une menace pour la sécurité de l'Etat sans qu'aucune preuve de la culpabilité ait besoin d'être établie. Le journal est jugé séditieux et on ordonne que tous les exemplaires soient brûlés. Wilkes, privé de son siège de député, s'enfuit en France, refusant d'assister à son procès. Il revient en Angleterre en 1768, se fait réélire au Parlement, est immédiatement arrêté et perd de nouveau son siège de député. Or le sort de Wilkes ne laisse pas les Anglais indifférents. La Société pour la « Défense de la Charte des droits » se réunit pour la première fois en 1768.

C'est l'année suivante, en 1769, que John Wilkes rencontre la franc-maçonnerie : il est initié à la loge « *Jérusalem n°44* », celle d'Edmund Burke. Le seul doute qui subsiste concerne le lieu de l'initiation, la prison de King's bench ou les locaux habituels où se réunissait la « loge de Burke ». John Wilkes vint-il chercher en maçonnerie la même chose que dans tous les clubs auxquels il adhéra, c'est-à-dire des relations personnelles qui augmenterait son « capital Social » ? La chose est improbable, car Edmund Burke, pourtant peu enclin à défendre les libertés, lui apporta son soutien politique à un moment où il en avait grand besoin. Wilkes était très soucieux de promouvoir ses intérêts personnels et l'affiliation à une loge maçonnique entre dans la stratégie d'un homme dont le mythe devient fascinant. Très peu d'hommes en son temps osèrent défier le pouvoir royal, même pour de mauvaises raisons, et Wilkes incarne alors le combat pour les libertés.

Il inspire, même après sa mort, des organisations qui se battent en Grande-Bretagne pour étendre le droit de vote et obtenir des droits civiques pour les dissidents religieux. Son soutien populaire est immense, car il est la figure de proue du combat pour les libertés individuelles contre la censure, contre les arrestations arbitraires et même l'enrôlement de force des soldats. Des pétitions sont envoyées au roi pour réclamer son retour au Parlement et il parvient à rassembler autour de son nom les émeutiers de la faim dans les rues de Londres. L'association révolutionnaire *The Sons of Liberty* de Boston lui envoie un message de soutien à la Tour : « *L'Amérique et Wilkes ont le même destin : ils gagneront ou perdront ensemble* ». Wilkes parvient encore à faire abolir le système des *général warrants* par le Parlement. Il termine sa vie de façon très respectable, puisqu'il obtient un siège de député pour le Middlesex en 1774. Devenu Chambellan de la Cité de Londres en 1774, il fait même chasser la foule rassemblée devant la Banque d'Angleterre en lui envoyant des gardes. Il meurt en 1797. C.R.

WILLERMOZ Jean-Baptiste

Saint-Claude 10 juillet 1730 – Lyon 1824.



Il fut un franc-maçon français qui joua un rôle important dans la constitution des systèmes de hauts grades maçonniques de son temps en France et en Allemagne.

Aîné de 12 enfants, il vécut principalement à Lyon. Frère de Pierre-Jacques Willermoz, médecin et chimiste collabora également à l'*Encyclopédie* de Diderot et D'Alembert. Grand bourgeois, fabricant d'étoffes de soie et d'argent rue des Quatre-Chapeaux, administrateur bénévole d'oeuvres de bienfaisance. Figure majeure de la maçonnerie chrétienne et mystique au XVIII^{e} siècle, Jean-Baptiste Willermoz est relativement bien connu grâce aux travaux d'Alice Joly et de René Le Forestier.

De son actif et volumineux commerce épistolaire, nombre de documents permettent de comprendre comment il a construit son réseau d'amitiés et d'informateurs, donné à la franc-maçonnerie lyonnaise un rayonnement européen et introduit dans cette ville tous les courants qui parcourent le corps maçonnique au cours du XVIII^{e} siècle (la théurgie de Martines de Pasqually, la pensée de Saint-Martin, la franc-maçonnerie rectifiée de la Stricte Observance, le mesmérisme…) pour les approprier et les relayer vers l'aire d'influence immédiate de Lyon.

Exploitant une culture liée à ses origines négociantes qui lui ont parfois valu railleries et condescendance, il a su prendre conscience avant beaucoup d'autres de l'importance de l'information et de l'intérêt de réseaux constamment étoffés et entretenus pour valoriser l'importance d'un carrefour comme celui de Lyon et l'affirmer comme métropole maçonnique de premier ordre. Grâce à ses réseaux de négociant en soierie et à ceux de ses confrères devenus frères, il met sur pied un réseau de correspondances maçonniques qui soutient la concurrence avec celui d'un Savalette de Langes.

C'est ainsi qu'il apprend par le Messin Meunier de Précourt qui a entrepris de créer une « correspondance maçonnique universelle » l'existence du grade de Chevalier Kadosh, et qu'il se tourne vers la franc-maçonnerie templière. En outre, alors que son statut de négociant aurait pu le disqualifier auprès des élites maçonniques européennes, Willermoz sait en tirer profit en convainquant de grands noms de l'aristocratie française et étrangère. Ainsi le duc d'Havré de Croÿ qui prendra la tête de la II^{e} Province Templière, dite d'Auvergne, dont Lyon est la capitale, de parrainer la réforme maçonnique, dite réforme de Lyon ou « *réforme de la réforme* » pour reprendre les propres mots de Willermoz, qu'il propose à l'ensemble de la maçonnerie templière.
Accueillant avec chaleur et disponibilité les nobles étrangers qui passent par Lyon, il forge des amitiés durables, ainsi avec Wächter, bouillant représentant de la Stricte observance en Italie, que Willermoz défendra contre ses détracteurs, ou avec l'envoyé danois à Naples, Plessen. Il étoffe son réseau de correspondants et gagne de nombreux partisans, notamment en Italie du Nord, où « *tout est lyonnais !* », selon Friedrich Münter, qui tente en vain d'y substituer l'influence des Lumières radicales défendues par les *Illuminaten*, mais aussi au Danemark, en Allemagne, en Suisse voire en Angleterre où Willermoz réussi à intéresser à son projet de réforme maçonnique des représentants de l'aristocratie en route vers Genève ou l'Italie comme le colonel Carlton ou le duc de Gloucester.

On voit donc, et l'exploitation des archives de Berlin, de Pologne et de Russie devrait permettre de renforcer cette vision, que la contribution éminente de Willermoz à l'essor de la franc-maçonnerie européenne ne saurait être réduite aux volontés d'un parvenu ambitieux, partisan d'une maçonnerie papiste… Cependant, si la contribution de Willermoz à la maçonnerie est connue, ses premiers pas en tant que maçon le sont moins. Si on sait qu'il est initié à l'âge de vingt ans, on ne sait si c'est aux « *Amis Choisis* » ou à « *L'Amitié* ». Toutefois il est admis qu'il devient vénérable dès 1752, ce qui prouve à la fois la profondeur de son engagement et sa disposition à assumer les responsabilités. Ses talents d'organisateur s'expriment à la Grande Loge des Maîtres Réguliers de Lyon qui tentent de pallier les dysfonctionnements nombreux causés dans les orients périphériques avec la crise terminale de la Grande Loge de France à la fin des années 1760. Il amorce une réflexion sur l'organisation du corps maçonnique français. Il appelle de ses vœux une structure déconcentrée qui accorde une large autonomie aux Grandes Loges Provinciales.

Cependant, à la différence des Strasbourgeois de La Candeur, qui se tournent vers Londres puis vers la Stricte Observance, Willermoz est trop conscient de l'impossibilité pour Lyon de s'isoler au sein de la franc-maçonnerie française et de rompre avec Paris. Dans les délicates négociations qu'il mène alors avec le baron de Weiler, émissaire de la Stricte Observance, il fait montre d'une réelle habilité, et réussit à gagner l'estime puis l'amitié de son interlocuteur. Lyon prend la tête de la II^{e} Province, dite d'Auvergne. « *La Bienfaisance* », loge fondée en 1774, est l'objet de tous ses soins. En 1778, Jean-Baptiste Willermoz réunit le Convent national des Gaules à Lyon. Lucide, il milite pour l'abandon des légendes templières qui risquent d'inquiéter inutilement les autorités laïques et ecclésiastiques. Il crée l'«*Ordre des Chevaliers bienfaisants de la Cité Sainte*» et propose la « *réforme de la réforme* » (Rite Ecossais Rectifié) qu'il réussit à imposer au Convent de Wilhelmsbad en 1782. Après la Révolution, il tente de relever l'Ordre qu'il a constitué, sans grand résultat. La révélation durable que représente la théurgie de Martines de Pasqually et de ses Elus coens pour Willermoz qui avait rencontré le maître dès 1767, est l'une des clefs pour comprendre son projet maçonnique et mystique. Elle explique sa participation déterminée aux séances théurgiques au cours desquelles l'Agent inconnu (la chanoinesse de Vallière), prise de délires d'influence à thème mystique, se fait l'intermédiaire avec l'au-delà dont elle écrit les messages. A sa manière, Willermoz représente la part d'irrationnel caractéristique des Lumières de la fin du XVIIIe siècle. P.-Y.B.

WILLOT **Amédée** Saint-Germain-en-Laye 1757 – Choigny 1823.



De famille noble, Willot a reçu une formation militaire et a participé à la campagne de Corse. Au moment du déclenchement de la Révolution, il sert dans un régiment d'infanterie stationné à Paris. Favorable à la Révolution libérale, il est nommé colonel puis général de brigade à l'armée des Pyrénées-Orientales, mais il est suspendu de ses fonctions puis emprisonné en raison d'un échec subi contre les Espagnoles, le 20 avril 1793. Cette défaite le rend suspect aux yeux de la Convention qui le soupçonne de collusion avec la Contre-Révolution.

Réintégré dans son grade après le renversement de Robespierre, Willot est envoyé au commandement de l'armée des Pyrénées-Occidentales. Il se distingue dans les combats autour de Pampelune et dans ceux qui conduisent à la reddition de Bilbao (mai-juillet 1795).

Elevé au grade de général de division (9 juillet 1795), il est chargé de pacifier la Vendée. On le suspecte d'avoir traité avec certains chefs vendéens. En août 1796, le Directoire le nomme, grâce à Carnot, commandant de la 8e division militaire qui siège à Marseille. Il se trouve désormais à la tête de l'ensemble du Sud-Est où sévit la Terreur blanche. Dans les faits, Willot combat plus l'agitation néojacobine marseillaise (janvier 1797) que les activités contre-révolutionnaires des compagnies du Soleil. Dans ce Midi provençal, il apparaît comme l'idole des royalistes. En germinal an V, proconsul militaire dénoncé régulièrement par Barras mais protégé par Carnot, il est élu par les électeurs des Bouches-du-Rhône au Conseil des Cinq-Cents et bénéficie de la marée conservatrice qui secoue la République.

Lié à Pichegu, il devient l'un des animateurs du Club de Clichy, point de ralliement d'éléments qui travaillent au projet d'une restauration monarchique. Il est d'ailleurs pressenti pour préparer un coup d'Etat militaire mais, attaché aux moyens constitutionnels, Willot refuse ce type d'action.

C'est dans ce contexte politique agité qu'il adhère à la franc-maçonnerie. Le 12 juillet 1797, il est reçu dans la célèbre loge parisienne « *Le Centre des Amis* » dont Roëttiers de Montaleau est le vénérable, en compagnie de Pichegru. Le fait d'accepter d'initier dans cet atelier deux royalistes fervents attire rapidement la suspicion de la presse de gauche envers la franc-maçonnerie. Aussi le *Journal des Hommes Libres*, le 14 juillet 1797, dénonce une sorte de complot maçonnique mettant en péril les institutions de la République.

L'initiation de Willot sert durablement de support à la dénonciation : « *Messieurs Willot et Pichegru, qui ne veulent point des réunions publiques et constitutionnelles des républicains, ont été, par une conséquence toute naturelle, reçus hier à une loge de francs-maçons. Depuis que la liberté est établie et que son culte doit être public, c'est une très bonne institution pour la renverser que la multiplication des soi-disant maçonneries* ». Elle montre donc bien les ressorts de l'antimaçonnisme durant ces années de troubles et d'incertitudes.

Frappé par la répression du coup d'Etat du 18 fructidor, le général Willot s'éloigne alors de la maçonnerie. Il est arrêté et déporté en Guyane avec Pichegru. Après huit mois de pénible captivité, les deux hommes parviennent à s'évader et réussissent à regagner le continent européen. Appelé à la cour de Turin, Willot est chargé de préparer un soulèvement armé dans le Sud-Est en liaison avec les armées de la deuxième coalition. Après Marengo, il passe en Angleterre où des spéculations financières hasardeuses le conduisent à s'embarquer pour les Etats-Unis. Il séjourne dans le Nouveau Monde jusqu'en 1814. De retour en France, il est réintégré dans son grade de général. Il obtient par la suite le commandement militaire de la Corse (1816-1818) et l'ancien frère Willot aurait alors appartenu aux *Chevaliers de la Foi*, une société secrète qui s'inspirait dans son organisation de la structure maçonnique. En 1822, le comte Willotest nommé président de la commission de souscription chargée d'élever un monument à la mémoire de Pichegru, mort mystérieusement en 1804. Retiré dans sa maison de campagne de Choigny, il décède le 17 décembre 1823.

WILMSHURST **Walter Leslie** Chichester 22 juin 1867 – Londres 22 juillet 1939.



Wilmshurst est peu connu. Pourtant, c'est l'un des plus grands francs-maçons, un très profond mystique et un parfait gentleman anglais. Ses écrits et sa loge ont inauguré, dans la franc-maçonnerie moderne, une tradition de théorie et de pratique initiatiques qui prend sa source dans les réalités et les principes fondamentaux de l'ésotérisme, en particulier de l'ésotérisme chrétien, plus particulièrement encore de la franc-maçonnerie, aux origines chrétiennes, en son essence illuminatrice.

Sa vie familiale, sa vie professionnelle d'avocat, à partir de 1889, sa vie mondaine furent heureuses. Passionné de livres et de lecture, passionné de musique, promeneur de la nature, hermétiste, étudiant perpétuel de la philosophie et de religion, ses ouvrages intéressent au premier chef la franc-maçonnerie, mais ils concernent aussi la vie spirituelle, qui était chez lui intense.

Son premier livre scrute les Ecritures sacrées de l'Inde et il commenta le ***Parsifal*** de Wagner. Il s'occupa de la « recherche psychique », en plein essor, et c'est grâce à lui que reparut la ***Suggestive Inquiry*** d'Atwood, un classique de l'alchimie spirituelle contemporaine. Il collabora à *The Ouest*, surtout au ***Seeker*** et dirigea cette revue inégalée de 1913 à 1919. Ses essais sont clairs, solides et composés selon l'art ; ses poèmes sont inspirés et réguliers. Dans Contemplations (1914-1928),

un mystique chrétien interprète des sujets religieux permanents et ders thèmes d'une actualité de transition, au centre d'une nouvelle Pâque.

Cependant, Wilmshurst, maçon depuis le 11 décembre 1899, était investi de la mission de rechercher et restituer le sens de la franc-maçonnerie. La franc-maçonnerie, selon Wilmshurst, *est un système de connaissance et de discipline de soi dont l'observance quotidienne transforme l'âme et la passe de son état naturel d'obscurité à un état de lumière, de l'irréel au réel, de mortel à l'immortalité, c'est-à-dire à une conscience spirituelle étendue et clairvoyante, supérieure aux perceptions sensibles et indépendante d'elles. L'initiation est le début d'un nouvel ordre de vie personnelle et de connaissance dans l'harmonie. La loi divine est lumière, elle culmine dans l'amour. Le franc-maçon se connaîtra lui-même et se perfectionnera selon des règles de sagesse.*

Il apprendra les secrets de la nature, avant tout ceux de la nature humaine qui récapitule la vie phénoménale autour de nous. La fraternité maçonnique requiert la volonté d'élever dans son cœur un temple spirituel à la gloire de Dieu et pour le bien de l'humanité, quelles que soient la philosophie ou la religion professées. Aux rites de concrétiser ces propos abstraits. Or, aucune loge de notre constitution, observa Wilmshurst, ne se consacre à ce sens profond de la charité fraternelle, à ce qui attend derrière le voile des allégories et des symboles. Le 16 décembre 1927, est consacrée à Leeds la *« Lodge of Living Stones* (Loge de pierres vivantes) n°4957, riche de 24 membres ; W.L. Wilmshurst est installé dans la chaire du roi Salomon. Il préside de nouveau la loge en 1937-1938, mais jusqu'à son départ pour l'Orient éternel, il en est le guide. *The Masonic Study Society* (Londres 1921) vient seconder la loge ; elle est toujours à l'œuvre. L'atelier de Wilmshurst, ses brochures, ses livres, continuent d'enseigner aux francs-maçons, et surtout aux membres actifs ou correspondants de la *Lodge of Living Stones*, à « chercher les grâces plutôt que les pouvoirs ». R.A.

WIRTH Oswald

Brienz 1860 – Mouterre-sur-Bourde 1943.

Né en Suisse d'un père républicain et d'une mère catholique pratiquante, Wirth est initié le 26 janvier 1884 à la loge « *La Bienfaisance Châlonnaise* » du Grand Orient, dans la ville où il effectue son service militaire. Comptable de formation, il se consacre très tôt au magnétisme et entre en relation avec Stanislas de Guaita, écrivain occultiste, fondateur en 1888 de *l'Ordre kabbalistique de la Rose-Croix*. Il en devient le secrétaire et appartient, ainsi que Paul Adam, Péladan et Papus , au Conseil Supérieur de cet Ordre.

Installé à Paris, Wirth s'affilie aux « *Amis Triomphants* » du Grand Orient, puis, à l'initiative d'un ancien communard, Ferdinand Baudel, il s'inscrit à la loge « *Travail et Vrais Amis Fidèles* » de la Grande Loge Symbolique Ecossaise.



Il participe à la création de la Grande Loge de France et lui reste fidèle jusqu'à sa mort. Promu au 4° en 1904, il ne se montre guère attiré par les ateliers supérieurs, mais accepte, avec le sourire, d'être élevé au 33°. Sa connaissance de la langue allemande lui permet d'œuvrer au rapprochement entre les obédiences françaises et germaniques.

Il se manifeste avec éclat, par la publication, en 1889, d'une controverse sur le symbolisme au nom du Groupe Maçonnique d'Etudes Initiatiques, inter obédience, présidé par le vénérable de « *Travail et Vrais Amis Fidèles* ». le groupe souhaite réorganiser la maçonnerie française « par la pratique sérieuse de l'initiation », l'ouverture de relations fraternelles avec la maçonnerie anglo saxonne, la constitution d'une maçonnerie « blanche », dépourvue de symbolisme initiatique, servant d'intermédiaire avec le monde profane pour que les maçons remplissent leurs devoirs démocratiques. Il veut ainsi clairement différencier la double vocation de l'Art royal : former des initiés et œuvrer à l'amélioration de la société.

Ce groupe publie la première revue de Wirth, le ***Rituel interprétatif pour le grade d'apprenti***, première ébauche du ***Livre de l'apprenti*** qui sort en 1893. Puis suivent, entre autres, ***Le Symbolisme hermétique dans ses rapports avec l'alchimie*** et ***La Franc-Maçonnerie*** (1910), ***Les Tarots*** (1911), ***Le Livre du compagnon*** (1912), ***Le Livre du maître*** (1922), une traduction commentée du *Serpent vert* de Goethe (1922), ***Le Tarot des imagiers du Moyen Âge*** (1927), ***Les Mystères de l'Art Royal*** (1932), ***Le Symbolisme astrologique*** (1938), ***Qui est Régulier ?*** (1938). Parallèlement, il développe ses thèses dans *L'Acacia* (1902), ***La Lumière maçonnique*** (1910) et surtout, ***Le Symbolisme***, revue qu'il fonde en 1912 et devient *Organe du mouvement universel de régénération initiatique de la franc-maçonnerie*.

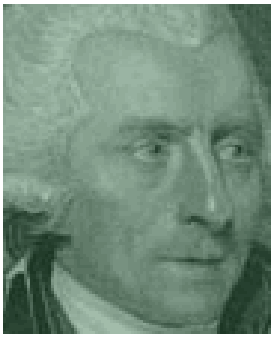
Wirth, dans ses premières interventions maçonniques, se fait le défenseur d'une maçonnerie spiritualiste mais aussi progressiste, ouverte à la mixité. Il s'oppose pourtant ultérieurement à ce que son obédience adopte des motions d'ordre politique ; il conseille aux maçons de ne pas confondre le temple et la maison, mais de travailler à ces deux constructions. Selon lui, le temple est destiné à abriter sous son dôme étoilé l'humanité entière alors que la maison répond à des besoins plus modestes et plus immédiats. Il invite la Grande Loge à pratiquer les rites avec intelligence, à former des penseurs et à assurer ainsi l'avenir de la République. Faute de quantité, elle aurait ainsi la qualité. Cette démarche élitiste, à l'origine, ne rencontre qu'un faible écho, mais ses thèses façonneront, entre les deux guerres, les conceptions d'une large fraction de la maçonnerie, et pas seulement au sein de la Grande Loge.

Wirth veut également expliquer le sens des rites et des symboles avec des commentaires tirés de la Kabbale, de l'hermétisme, des sciences occultes et du savoir initiatique des Anciens. Chaque grade met le maçon sur le chemin de

l'initiation, pour en faire « un penseur et un sage ». Les purifications que subit l'apprenti le conduisent à voir la lumière. Le symbolisme du grade de compagnon est censé l'inviter à agir conformément à la raison et à s'imprégner totalement de la lumière. Avec le grade de maître il devient à son tour un foyer lumineux.

De cette création de l'homme par lui-même naît, écrit-il « l'homme perfectionné ou le fils de l'Homme de l'Evangile ». Ce travail de perfectionnement est « représenté par le grand œuvre des philosophes hermétiques ». Wirth se refuse cependant à toute définition dogmatique du Grand Architecte de l'Univers en qui il voit la clef de voûte de l'édifice maçonnique, mais pas une abstraction, ni un objet de culte idolâtrique. « Vagabond spirituel », Wirth est hostile à toute orthodoxie maçonnique. Très à la mode dans les années 1950, son œuvre à aujourd'hui vieilli. Elle continue cependant, comme celle de Guénon ou de Plantagenêt, à inspirer de nombreux exposés en loge. A.C.

WITHERING William 1741 – 1799.



Il fut initié à la Lodge of Holyrood House, St. Luke, Edimbourg, en 1763.

Eminent botaniste, Withering, étudie la médecine à l'Université d'Edimbourg. Il fréquente à Edinburgh la Medical School de 1762 à 1766. En 1767, il commence en tant que consultant à la Stafford Royal Infirmary. Il épouse Hélène Cookes avec laquelle ils ont trois enfants (Hélène née en 1775 mais mourut quelques jours plus tard, William né en 1776, et Charlotte en 1778). En 1775, il est nommé médecin de l'Hôpital général de Birmingham (à la suggestion d'Erasmus Darwin, médecin et membre fondateur de la Lunar Society). Il publie plusieurs ouvrages traitant des biens faits et de la taxinomie de la flore ; il effectue un travil de pionnier dans la connaissance des champignons et invente un microscope de poche, pliable, pour analyser les scories botaniques.

Il pratique à l'Hôpital général de Birmingham à partir de 1779. L'histoire prend tournure après avoir remarqué q'une personne atteinte d'hydropisie (oedème de l'insuffisance cardiaque congestive) pouvait obtenir une santé améliorée avec un remède traditionnel à base de plantes. Withering est devenu célèbre pour avoir reconnu que l'ingrédient actif dans le mélange provenait de la digitaline. En 1785, Withering publie un compte-rendu sur la digitaline et certaines de ses utilisations médicales, rapports sur les essais cliniques et notes sur les effets digitaliques et de leurs toxicités.

En 1783 il se diagnostique une tuberculose pulmonaire et décide de passer l'hiver au Portugal en espérant une amélioration de son état de santé.
En 1787, il est élu Fellow de la Société linnéenne en reconnaissance pour sa contribution à la recherche botanique. Il est fait membre d'honneur de l'usine Witheringia Solanacées et devient une référence sur le continent Européen.

Pendant les émeutes de Birmingham de 1791 (où sa maison de Priestley est détruite) alors qu'il se prépare à fuir Edgbaston Hall, son personnel garde les émeutiers à distance jusqu'à de ce que les militaires arrivent. En 1799, il décide qu'il ne pouvait pas vivre un autre hiver dans le froid et les courants d'air de Salle Edgbaston ; il fait l'acquisition d'une propriété, «Les Mélèzes » dans les environs de Sparkbrook, sa femme préférant rester à Edgbaston Hall. Il déménage à sa nouvelle demeure « Les Mélèzes » le 28 Septembre, et décéde de sa maladie le 6 Octobre 1799.

WREN Christopher East Knoyle 20 octobre 1632 – Hamton Court 25 février 1723.



Après le grand incendie qui réduisit une bonne partie de Londres en cendre, Christopher Wren eut pour mission de reconstruire les principaux édifices, et en particulier la cathédrale Saint-Paul, ce qu'il fit entre 1675 et 1710. En 1680 il fut élu président de la très prestigieuse Royal Society. On doit à Christopher Wren, outre **Saint-Paul**, la **Bourse de Londres** (Royal Exchange) et **l'Observatoire de Greenwich**.

La question de son affiliation maçonnique a fait couler beaucoup d'encre et n'est toujours pas résolue. Certains, comme Anderson dans l'édition de 1838 de ses *Constitutions*, en ont fait le Grand Maître de l'Ordre dans les années qui précédèrent la création de la Grande Loge de 1717. D'autres tels que l'historien Gould, ne croient pas à son initiation. C'est l'encyclopédie maçonnique d'Albert Mackey qui fait le point le plus complet sur la question.

Il semble indéniable que Christopher Wren ait eu des liens avec les maçons de métier par ses fonctions ; il est possible qu'il servit de mécène aux membres de la *Gild of Freemasons* de Londres, sans pourtant avoir le titre de « Grand Maître » que l'on utilisait pas à cette époque.

Lors de la création de la Grande Loge de 1717, Christopher Wren était trop âgé pour jouer un rôle déterminant. La petite phrase d'Anderson en préambule de l'édition de 1738 des *Constitutions* n'est peut-être pas tant un reproche qu'une constatation : « *Lorsque la rébellion fut terminée, en 1716, les quelques loges qui existaient à Londres se trouvant négligées par sir Christopher Wren, jugèrent bon de s'unir sous l'autorité d'un Grand Maître*… ». Anderson entend par là que la Glorieuse Révolution ne prend réellement fin qu'une fois les Hanovre installés au pouvoir, à la mort de la reine Anne. C'est une époque qui s'achève, comme celle des bâtisseurs de cathédrales. La maçonnerie opérative a bien laissé la place à une structure entièrement nouvelle, qui n'est plus du tout composée de maçons de métier, la Grande Loge d'Angleterre. Christopher Wren meurt en 1723, à l'âge de 91 ans. C.R.

YARKER John

17 avril 1833 - 20 mars 1913.



Franc-maçon anglais, occultiste et auteur d'ouvrages maçonniques et ésotériques.
Histoire

Memphis et Misraïm

Le 8 octobre 1872, Harry J. Seymour, le Grand Maître de Memphis aux États-Unis, établit à Londres un *Souverain Sanctuaire du Rite Ancien et Primitif* pour la Grande-Bretagne et l'Irlande. John Yarker en devint le premier Grand Maître Général. Harry Seymour transmit aussi à John Yarker d'autres Rites, en particulier le Rite Ecossais de Cerneau qui plus tard fut absorbé par le Rite de Memphis. En 1876, John Yarker incorpora également dans ce Rite Ancien et Primitif le Rite de Misraïm que Robert Wentworth Little avait introduit en Angleterre en 1870. En 1881, Yarker parvint à obtenir une charte du Rite Réformé de Misraïm de Pessina (qui comportaient 33 degrés) en échange d'une charte de Memphis. Cela se passa au moment même où le général Joseph Garibaldi était nommé Grand Hiérophante général des deux Rites.

Cela consacra officiellement la fusion des Rites de Memphis et Misraïm. Peu à peu le Rite fut porté à 97 degrés et s'appela réellement Rite de Memphis et Misraïm. En 1913, après nombre de péripéties, John Yarker en devint jusqu'à sa mort en 1913 le Grand Hiérophante pour tous les pays d'Europe. Yarker était un ami d'Helena Petrovna Blavatsky et de Joseph Garibaldi et il semble bien qu'il soit pour quelque chose dans la fondation de la Société théosophique. Après que Mme Blavatsky eut publié son ouvrage « Isis dévoilée », il la reçut dans sa Franc-maçonnerie à hauts grades et lui conféra le suprême grade d'adoption. Elle négocia avec Yarker l'introduction d'un rituel dans l'école ésotérique de la Société théosophique, mais cela resta sans suite.

Yarker et Papus

En 1901, Papus obtint de John Yarker une patente pour ouvrir à Paris la loge INRI travaillant selon le Rite Swendenborgien. La Loge INRI devint ultérieurement le siège de la Grande Loge Swedenborgienne de France grâce à une nouvelle charte reçue de John Yarker le 20 mars 1906.

Yarker et Rudolf Steiner

En 1906,Rudolf Steiner reçut de Theodor Reuss, qui représentait Yarker en Allemagne, un patente pour fonder à Berlin un Chapitre et Grand Conseil de Memphis-Misraïm sous le titre distinctif de « Mystica Aeterna ». Steiner fut appointé Député Grand Maître avec juridiction sur les membres qu'il avait reçu où qu'il recevrait dans le futur3). Steiner entra assez vite en

conflit avec Reuss et reprit son indépendance. Puis à partir des éléments initiatiques qu'il avait rassemblés, il fonda son propre Rite la « Franc-maçonnerie ésotérique », à laquelle Edouard Schuré aurait probablement été initié. Ce Rite se servait d'un rituel fort ancien, dont le texte se trouve partiellement dans l'ouvrage « Dogme et Rituel de Haute Magie » d'Eliphas Lévi. Dans son autobiographie, Steiner minimise les rapports qu'il a eu avec la Maçonnerie et Reuss en particulier. A noter que Theodor Reuss était un ancien membre de la Société théosophique. Selon certains auteurs4, Steiner aurait aussi été initié dans l'Ordre de la Rose-Croix Ésotérique de Franz Hartmann5, un autre théosophe et ami de Reuss, qui après l'affaire Judge6, avait fondé une branche dissidente de la Société théosophique en Allemagn

YELAGUIN Ivan Perfilievich 1726 – 1793.

Poète, dramaturge et secrétaire particulier de Catherine II de Russie.
Franc-Maçon : en 1771 est constituée la loge "*Parfaite Union*", Saint-Pétersbourg, par la Grande Loge d'Angleterre qui reconnaît Yelaguin Grand Maître Provincial pour la Russie.

YRIGOYEN Ippolyto 12 juillet 1852 - 3 juillet 1933.



Deux fois Président de la République argentine (1916-1922 et 1928- 1930), sa seconde présidence ayant été interrompue par un coup d'état militaire.
Initié Franc-Maçon, en 1882, à la Loge "Docente", Buenos Aires.

Juan Hipólito del Sagrado Corazón de Jesús Irigoyen Alem, connu comme **Hipólito Yrigoyen**, est le troisième fils de Martín Yrigoyen et de Marcelina Alem, sœur de Leandro N. Alem, fondateur de l'Union civique radicale. Son père, un immigré du Pays basque français qui travaillait comme gardien et palefrenier, épousa la fille de son patron, Leandro Antonio Alén, qui fut un des chefs de la Mazorca, force parapolicière de Juan Manuel de Rosas, et qui fut pendu sur la Plaza de Mayo après la chute de Rosas.

Hipólito naît et grandit dans le quartier de Balvanera à Buenos Aires, en Argentine. Il fait ses études au Collège San José de Buenos Aires. Grande figure de l'Union civique radicale, fut président de son pays à deux reprises, du 12 octobre 1916 au 12 octobre 1922 et du 12 octobre 1928 au 6 septembre 1930. Il fut le premier président de l'histoire de l'Argentine à être élu par suffrage secret et universel (masculin).

Débuts dans la vie politique
Hipólito Yrigoyen et son oncle Leandro N. Alem, qui a changé la dernière lettre de son nom de famille pour ne pas subir de discrimination à cause de son père, commencent leur vie politique au Parti autonomiste, parti populaire dirigé par Adolfo Alsina, opposant au Parti national de Bartolomé Mitre.

Après l'élection d'Alem comme député provincial en 1872, Hipólito Yirigoyen est nommé commissaire de police de Balvanera à 20 ans, grâce à l'influence de son oncle. En 1877, Alem et Yrigoyen affrontent le secteur officiel du Parti autonomiste en présentant leur propre candidat, Aristóbulo del Valle, et en s'opposant fermement aux accords entre dirigeants. L'année suivante, Yrigoyen sera élu député provincial du Parti républicain, mais après la mort d'Alsina, il reviendra à l'autonomisme.
Yrigoyen est reçu dans la franc-maçonnerie, parrainé par son oncle.

En 1880, la République argentine devient une fédération avec Buenos Aires comme capitale fédérale et Julio A. Roca accède à la présidence. Alem ayant abandonné la politique, Yrigoyen accepte la fédéralisation et se voit élu député national du Parti autonomiste national de Roca, récemment réorganisé. Deux ans plus tard, déçu par Roca comme l'a été son oncle, il abandonne également la politique. À ce moment, *Yrigoyen n'est encore que le neveu d'Alem*.

En 1882, Yrigoyen a achevé la partie théorique des études de droit à l'Université de Buenos Aires, mais il lui manque la partie pratique. Par le passé, il a travaillé dans l'étude de son oncle et d'Aristóbulo del Valle, mais il n'aura jamais le statut d'avocat.

À 30 ans, Yrigoyen est un homme peu fortuné qui a commencé sa carrière comme professeur d'histoire, d'instruction civique et de philosophie à l'École normale d'institutrices fondé par Domingo Faustino Sarmiento, et qui vit encore chez son oncle. Il fait don de ses salaires à l'hôpital pour enfants.

C'est à cette époque que Yrigoyen découvre, par l'intermédiaire, entre autres, des krausistes espagnols Julián Sanz del Rio et Francisco Giner de los Ríos, l'oeuvre philosophique de Karl Kraus qui aura une influence considérable sur sa pensée.
Au cours de la décennie, il va s'enrichir en se consacrant à l'engraissement de bovins pour les vendre à l'industrie frigorifique. Pour cela, il loue une ferme et en acquiert trois autres. Il constituera ainsi une fortune de plusieurs millions de pesos qu'il consacrera presque entièrement au financement de ses activités politiques, à tel point qu'il mourra en laissant des dettes à ses héritiers.

Ses relations avec le sexe féminin lui vaudront une abondance de polémiques et d'attaques de la part de ses adversaires. Yrigoyen entretient quantité de liaisons amoureuses. De l'une d'entre elles naîtra une fille, Elena, qui l'accompagnera toute sa vie. Il n'admettra jamais avoir d'autres enfants bien qu'on sache qu'il en eut beaucoup plus. Selon les recherches rendues publiques dans *Los amores de Yrigoyen* par Araceli Bellota, il aurait eu cinq enfants4 : Helena, l'aînée, fille d'Antonia Pavón

(servante de sa tante Tomasa Alem, qui vécut un temps dans la maison familiale) ; Sara Dominga ; un fils qui mourut peu après sa naissance ; Eduardo Abel, fils de Dominga Campos, la fille du commandant Pedro Campos (qui accompagna Roca dans sa « Conquête du désert ») ; Luis Hernán, avec sa chère Luisa Bacichi. Bien qu'il ne se soit jamais marié et n'ait jamais vécu avec Antonia ni avec Dominga, il s'opposera à la légalisation du divorce, affirmant que la famille était la base qui soutenait le pays.

En 1889, Yrigoyen s'installe dans sa propre maison, dans la rue qui porte aujourd'hui son nom, face à ce qui est de nos jours la Place du Congrès, à Buenos Aires. C'est à cette époque qu'il noue une profonde amitié avec deux amis de son frère qui avait connu une mort tragique, Carlos Pellegrini et Roque Sáenz Peña. Ces deux amis vont jouer un grand rôle dans les changements institutionnels qui porteront Yrigoyen à la présidence de la Nation

.

La lutte armée (1890-1912) Yigoyen participe activement à la révolution de 1890 et à celle de 1893. Lors de la première, il est pressenti au poste de chef de police en cas de réussite de la révolution ; lors de la seconde, il organise, dirige et finance une armée radicale de 8 000 hommes. Dans le sillage de son oncle et d'Aristóbulo del Valle, il fera partie des fondateurs de l'Union civique et de l'Union civique radicale, qui seront toutes deux dirigées par Leandro N. Alem.

En dépit de l'affection qu'il lui porte, Yrigoyen doute des qualités de chef de son oncle, ce qui l'amènera à l'affronter sur la scène politique et à organiser l'Union civile radicale de la province de Buenos Aires comme un parti politique autonome.
Après le suicide de son oncle Leandro Alem et la mort d'Aristóbulo del Valle en 1896, Yrigoyen exprime son profond désaccord sur la tactique d'entente avec les mitristes imposée par le président du Comité national, Bernardo de Irigoyen, pour contrer Roca alors que ce dernier s'achemine vers sa seconde présidence, en 1898. Le Congrès national de l'UCR s'étant prononcé contre la *politique des parallèles* pour participer aux élections avec les mitristes, Yrigoyen décide de dissoudre le Comité de l'UCR de la province de Buenos Aires, faisant échec à la stratégie des *bernardistes*. Dès lors, le radicalisme entre dans une période de désorganisation jusqu'à la réorganisation du parti en 1904.

En 1903, Yrigoyen entreprend la réorganisation institutionnelle de l'UCR. Il prend la tête de la révolution de 1905, qu'il finance de ses propres deniers et qui est un échec. Cependant, le Président de la Nation, son ami Roque Sáenz Peña, mû autant par la conviction qu'il fallait faire cesser les abus que par la crainte d'un nouveau soulèvement armé d'Yrigoyen, promulgue en 1912 la *Ley del Voto Secreto* (Loi sur le scrutin secret), plus connue en Argentine sous le nom de *loi Sáenz Peña*, qui va porter Yrigoyen à la présidence en 1916.

PREMIERE PRESIDENCE (1916-1922)

Aux élections, le ticket formé par Hipólito Yrigoyen et Pelagio Luna l'emporte facilement sur ceux du Parti conservateur (Ángel Rojas et Juan Eugenio Serú), du Parti démocrate progressiste (Lisandro de la Torre et Alejandro Carbó) et du Parti socialiste (Juan B. Justo et Nicolás Repetto).

L'élan initial donné à la conquête des droits démocratiques se voit freiné, car l'UCR n'est pas majoritaire au Sénat et ne contrôle pas le gouvernement de nombreuses provinces. Yrigoyen aura recours à l'intervention fédérale à plusieurs reprises, aggravant ainsi la confrontation avec les secteurs conservateurs.

Sur le plan économique, l'Argentine pâtit de la Première Guerre mondiale : la réduction des exportations et des échanges commerciaux internationaux crée du chômage dans le secteur de l'exportation. Mais dès 1918, avec la demande croissante de produits d'exportation argentins, l'inflation va se développer. Elle profite aux propriétaires terriens exportateurs de viande, dont les produits se vendent plus cher, et nuit aux travailleurs salariés.

Avec l'aval d'Yrigoyen, Marcelo Torcuato de Alvear est désigné candidat radical aux élections de 1922. Élu, il prend rapidement la tête de la faction *antipersonnaliste* de son parti, opposée à Yrigoyen.

SECONDE PRESIDENCE (1928-1930)

En 1928, Yrigoyen est réélu président, aux dépens d'une coalition des conservateurs et des radicaux antipersonnalistes, pour un mandat qui devait se poursuivre jusqu'en 1934.

En 1929 commence la Grande Dépression. Le radicalisme dirigé par Yrigoyen ne parviendra pas à répondre aux nouvelles tendances socio-politico-économiques mises en évidence par cette crise à une époque où tout un paradigme économique se désintègre à l'échelle mondiale.

Yrigoyen fait intervenir le fédéral dans les provinces de Mendoza et de San Juan, gouvernées par des adversaires radicaux. En fin d'année, le sénateur de Mendoza, Carlos Washington Lencinas, est assassiné par un militant yrigoyeniste. Ce crime provoque la stupeur dans le pays ; logiquement, Yrigoyen est accusé de l'avoir commandité, même si sa responsabilité s'avère improbable. Un mois plus tard, on un attentat anarchiste vise Yrigoyen au moment où il sort de chez lui pour se rendre à la Casa Rosada.

L'année 1930 commence avec l'assassinat d'un autre adversaire d'Yrigoyen, l'avocat Manuel Ignacio Castellano, représentant l'Unión Cívica Radical Bloquista, dans une province où le fédéral était intervenu. Aux élections législatives du 2 mars, l'Union civique radicale perd de façon fracassante la ville de Buenos Aires avec 83 000 voix, contre 100 000 pour le

Parti socialiste indépendant et 84 000 pour le Parti socialiste original. À l'échelle du pays, elle perd une partie de son électorat, ayant obtenu 655 000 voix, contre 695 000 pour l'opposition. En pleine crise économique et politique, et quatre ans avant l'élection présidentielle, la faiblesse du gouvernement d'Yrigoyen devient critique. Le radicalisme est complètement divisé, et le gouvernement ne parvient pas à rétablir le dialogue avec l'opposition. Le fait le plus important et le plus durable de la seconde présidence d'Yrigoyen sera la décision de la société pétrolière d'État YPF, le 1er août, d'intervenir sur le marché pétrolier pour fixer les prix et rompre les trusts.

Trente-six jours après, le 6 septembre 1930, Yrigoyen est déposé par le premier coup d'État de l'époque constitutionnelle, soutenu par la presse, l'armée et l'opposition conservatrice. La classe moyenne, qui avait été la clé de son accession au pouvoir, a cessé de le soutenir après l'effondrement économique7. Des groupes de manifestants saccagent la maison d'Yrigoyen. Plusieurs historiens relient, au moins en partie, ce coup d'État à la décision d'YPF. Le général Uriburu prend le pouvoir et le quittera deux ans plus tard pour permettre l'arrivée d'un nouveau gouvernement démocratique.

Dernières années
Après son renversement, Yrigoyen est emprisonné et plusieurs fois assigné à résidence sur l'île Martín García. Après sa mort à Buenos Aires le 3 juillet 1933, il est accompagné jusqu'à sa dernière demeure par l'un des plus grands et des plus surprenants rassemblements spontanés de l'histoire de l'Argentine. Sa dépouille repose au Cimetière de Recoleta, à Buenos Aires. Dans la ville autonome de Buenos Aires, au 948, calle Sarmiento, la plaque de bronze fixée à l'une des colonnes de granit qui soutiennent l'immeuble de 14 étages indique qu'Hipólito Yrigoyen mourut le 3 juillet 1933 à cet endroit, déclaré lieu historique par l'administration de la ville de Buenos Aires.

L'héritage politique d'Yrigoyen
Plusieurs groupes et courants au sein de la plupart des partis politiques argentins ont revendiqué l'héritage politique d'Hipólito Yrigoyen, l'yrigoyenisme. Parmi eux, on peut mentionner la Fuerza de Orientación Radical de la Joven Argentina (FORJA), créée en 1935 ; le Mouvement intransigeant et rénovateur de l'UCR, créé en 1945 ; Perón lui-même, qui invoqua plus d'une fois l'axe populaire San Martín-Yrigoyen-Perón. Quelques socialistes, tels Guillermo Estévez Boero et Hermes Binner, et communistes, tel Rodolfo Puiggrós, ont aussi revendiqué cet héritage.

En 2005, par la loi 26.040, le gouvernement argentin a créé l'Instituto Nacional Yrigoyeneano, personne morale sous le nom de laquelle une institution créée en 1940 allait poursuivre ses activités et qui est présidée par Victor Martínez, ancien vice-président d'Argentine.

ZAJACZEK Jóseph

Kamenets-Podolski 1er novembre 1752 - Varsovie 18 juillet 1826.

Józef Zajączek. Général de division. Il prit part à la Campagne d'Égypte. Après la chute de l'empire Français, il est nommé par le tsar, gouverneur de Pologne...
Il fait partie des 660 personnalités à avoir son nom gravé sous l'Arc de triomphe de l'Étoile. Il apparaît sur la 26e colonne (l'Arc indique **ZAYONSCHECK**).

ZAMBECCARI Titi Livio

Bologne 1802 - 1862.



Tito Livio Zambeccari ou **Livio Zambeccari** Patriote italien. Il est le fils du comte Francesco Zambeccari. Comme son père, il montre un intérêt pour les études scientifiques et naturalistes.

Affilié dès son plus jeune âge aux *Carbonari*, il est contraint à l'exil suite aux émeutes révolutionnaires de 1821. Condamné à mort, il se réfugie en Espagne où il combat aux côtés des constitutionnels de Rafael del Riego. Après la révolution, il voyage dans toute l'Europe suivant ses inclinations de naturaliste, puis il décide de partir pour l'Amérique du Sud.
Il est grand maître du Grand Orient d'Italie en 1860, puis de 1861 à 1862.

La période sud-américaine
Arrivé à Montevideo en 1826 alors qu'une guerre oppose le Brésil et l'Argentine (guerre de Cisplatine), Zambeccari combat dans les rangs des hussards unitaires contre les fédéraux de Juan Manuel de Rosas.

En 1829, à Buenos Aires, Zambeccari s'allie aux unitaristes contre Rosas et, se joignant aux italiens qui y résident, il forme une légion qu'on lui propose de commander, invitation qu'il décline. Après la victoire de Rosas, Zambeccari embarque pour le Rio Grande do Sul où il retrouve des amis de la période de la guerre de la Province Cisplatine. En 1831 il offre ses services scientifiques à la province de São Pedro do Rio Grande do Sul, et dessine le plan le plus ancien de Porto Alegre datant de 1833. Il classe également dans son herbier plus de 1 621 espèces botaniques provenant de ses missions. Il devient conseiller et ami des meneurs de la guerre des Farrapos : Bento Gonçalves da Silva, Onofre Pires et Domingos José de Almeida. Selon les écrits d'un de ses contemporains : « Zambeccari, Bento Gonçalves, Onofre Pires et José Calvet sont ceux qui traitaient des affaires de la République Riograndaise, Zambeccari étant le cerveau qui planifiait la marche à

suivre pour plus tard ».

Pour l'historien Alfredo Varela, l'italien influença les manifestes signés par Bento Gonçalves, celui du 24 mars 1836 étant de lui. De même le drapeau de la république Riograndaise aurait été conçu par Zambeccari, avant même le début de la révolution. Lorsque le conflit éclate, il devient secrétaire et le chef d'état major du général Bento Gonçalves.

Il prend part aux émeutes séparatistes du Rio Grande do Sul qui a aussi pour protagoniste Giuseppe Garibaldi. Capturé par l'armée impériale de Pierre II du Brésil lors de la bataille du Fanfa le 4 octobre 1836, il est envoyé sur le Presiganga, navire-prison ancré sur le Rio Guaíba, puis transféré à la forteresse de Santa Cruz da Barra à Rio de Janeiro. Il est emprisonné pendant trois ans, et remis en liberté en 1839.

Le retour en Italie
Zambeccari retourne en Italie en 1841 et participe activement aux événements qui mèneront à l'unité du pays : il est parmi les protagonistes des émeutes mazziniennes qui se déroulent en Romagne, entre 1843 et 1845, puis en 1848, il prend part à la première guerre d'indépendance italienne comme commandant d'un bataillon de volontaires des Chasseurs du Rhin, se distinguant au cours de plusieurs opérations, surtout en Vénétie. Il ne réussit pas à empêcher, le 21 juin 1849, la conquête d'Ancône par les autrichiens et la ville retourne sous la domination des États pontificaux. Après la brève expérience de la République romaine, il repart en exil, d'abord en Grèce, en 1854, puis dans le Piémont. Après la participation à la bataille de Volturno, entre septembre et octobre 1860, Garibaldi nomme Zambeccari général de l'armée méridionale. Peu après, il se retire à Bologne, en raison d'une santé précaire.

Le 8 octobre 1859, il fonde à Turin, avec d'autres frères maçons, la Loge *Ausonia* qui crée le 20 décembre 1859, le Grand Orient d'Italie. Zambeccari fait beaucoup pour la reconstruction de la maçonnerie italienne, et il est nommé Grand Maître du Grand Orient d'Italie entre 1861 et 1862.

ZANNOWICH **Stefano** Budva, (Monténégro) février 1756 – Amsterdam (Provinces-Unies) 26 mai 1786.
Stefano Zannowich, dit aussi **Zanovich Babbindon** connu au XVIII[e] siècle comme étant le **comte de Zannowich**, voire le **prince d'Albanie**, est un de ces aventuriers de talent qui ont égayé la vie du grand monde au siècle des Lumières. Il est cité dans ses *Mémoires* par Casanova qui le détestait, car Zannowich lui était peut être trop semblable sans avoir ses dons.
Il figure en 1783, on ne sait trop pourquoi, inscrit au tableau de la loge l'Union, troisième loge de Bruxelles, n° 9. Peut-être fut il attiré en cette ville par la cour de Charles de Lorraine qui ne manquait pas de beaux esprits ?

ZANUCK **Darryl Francis** Wahoo dans le Nebraska 5 septembre 1902 – Palm Springs en Californie 22 décembre 1979.



Producteur américain, cofondateur de la 20th Century Productions en 1933, devenue la 20th Century Fox en 1935.
Franc-Maçon de la loge "*Mount Olive Lodge*", Los Angeles.

Biographie
C'est un monument du Septième Art. Avec plus de 200 films produits durant cinquante ans, du cinéma muet des années 1920 jusqu'au début des années 1970, on lui doit plusieurs chefs-d'œuvre et la révélation d'une multitude de talentueux réalisateurs et stars. Il fut marié pendant plus de trente ans à Virginia Fox, fille de William Fox - créateur de la Fox - et une des actrices fétiches de Buster Keaton. Leur fils, Richard D. Zanuck, est également producteur de cinéma.

ZARRO **François** Paris 1789-1848.
Architecte militaire. Après de nombreuses campagnes (en Prusse, en Espagne, en Allemagne puis à nouveau en Espagne), a trouvé la mort durant les journées de juin 1848 alors qu'il était capitaine adjudant major de la 8° légion de la GN. **Il a fréquenté la loge Henri IV (1819), le Conseil Philosophique des Sept Ecossais, et a accédé à la fonction de Grand Esprit de la Chambre du Grand Conseil des Rites.** Chr. N.

ZAY **Jean** Orléans 6 août 1905 – Cusset 20 juin 1944.



Archétype du politicien juif pour les antisémites, Jean Zay n'était même pas juif, selon les lois de Vichy : seule sa famille paternelle était d'origine juive, il avait été élevé dans la religion de sa mère, le protestantisme. Fils d'un journaliste radical et franc-maçon, Jean Zay a fait ses débuts journalistiques en même temps qu'il menait à bien ses études juridiques. Le jeune avocat avait été initié en 1926 à la loge « *Etienne-Dolet* » d'Orléans, celle de son père et du vieux sénateur radical Rabier. En 1932, il est élu député syndical du Loiret. Il devient l'une des figures de proue du mouvement jeune-turc et un leader parlementaire de l'aile gauche du parti radical. La stratégie d'union des gauches triomphe en 1935 quand le parti décide de rejoindre le Front populaire.

Le choix de Jean Zay comme rapporteur de politique général au congrès d'octobre est l'un des signes de ce virage à gauche. « *Le plus timide des citoyens sait bien que son époque est devenue révolutionnaire. Le drame réside dans le fait que la démocratie politique, si péniblement construite par nos pères*

aux prix de mille efforts, ne s'est pas assez vite complétée d'une démocratie économique capable de résoudre des problèmes nouveaux et complexes ».

Sous-secrétaire d'Erat à la présidence du Conseil dans le ministère Sarraut de janvier 1936, Jean Zay est choisi comme ministre de l'Education nationale par Léon Blum au lendemain de la victoire électorale du Front populaire. Il restera rue de Grenelle jusqu'en septembre 1939. Son œuvre gouvernementale est considérable. Il a déposé en mars 1937 un projet de réforme d'ensemble visant à mettre fin au dualisme du système solaire, qui séparait l'enseignement primaire supérieur et l'enseignement secondaire, surtout fréquenté, malgré la mise en place de gratuité depuis le début des années 1930, par les enfants des milieux aisés. L'« Ecole unique » était devenue l'un des chevaux de bataille de la gauche au lendemain de la guerre. Le projet de 1937 prévoyait l'unification complète de l'enseignement élémentaire (suppression des petites classes des lycées, obligation pour tous les élèves de passer le certificat d'études), la mise en place au début des études secondaires d'une classe d'orientation, qui répartirait les élèves entre les filières classique, moderne et technique. Le projet suscite les réserves des associations d'enseignants, et une franche hostilité à droite. Pour l'Action Française, les « *juifs de gouvernement veulent guider et fabriquer en série des barbares* ». A la veille de la guerre, le projet n'avait pas encore été discuté par le Parlement. Les réalisations ont porté sur la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à quatorze ans, l'unification des programmes d'écoles primaires supérieures et du premier cycle du secondaire, l'innovation pédagogique (les « loisirs dirigés »), le développement du sport scolaire. Jean Zay avait dans ses attributions les Beaux-Arts, et c'est sous le Front populaire que l'Etat entreprend de mener une véritable politique culturelle : soutien à la diffusion de la lecture publique (les bibliobus), aide à la création théâtrale et cinématographique, projet de loi sur le droit d'auteur et le droit d'édition. Avec la création d'un sous-secrétariat d'Etat spécialisé, est entreprise une politique de la recherche scientifique qui conduira à la création du C.N.R.S. Maintenu dans ses fonctions par Daladier en 1938, Jean Zay est mal à l'aise dans un gouvernement radical qui a enterré le Front populaire. Tenté à plusieurs reprises de démissionner, il en a été dissuadé par Edouard Herriot. Antimunichois, partisan de la fermeté face à Hitler et Mussolini, il lutte dans le gouvernement, avec Paul Reynaud et Georges Mandel, contre la tendance favorable à « l'apaisement ».

« Juif », franc-maçon, partisan de l'alliance des radicaux avec l'extrême gauche, « belliciste », insulteur de l'emblème national (ses adversaires exploitent contre lui – en fait un pastiche de Gustave Hervé – où le drapeau tricolore était traité de « torche-cul »), Jean Zay était une cible de choix pour l'extrême-droite.

Embarqué en juin 1940 sur la *Massilia* avec les parlementaires qui croient à la poursuite de la lutte en Afrique du Nord, il est arrêté et condamné à la déportation sous l'invraisemblable accusation de désertion en présence de l'ennemi. Pendant sa captivité, il est traîné dans la boue par la presse collaborationniste qui réclame la tête du Juif fauteur de guerre.

Philippe Henriot publie les « ***carnets secrets*** » de l'ancien ministre (son journal de 1938-1939), censé prouver qu'on a poussé la France à la guerre « pour des fins politiques et raciales », après avoir tout fait pour désarmer le pays. L'assassinat de Jean Zay par la Milice, un juin 1944, est la tragique conclusion d'une longue série d'appels au meurtre. Il reste difficile de déterminer la part de l'engagement maçonnique dans la pensée et l'action de Jean Zay. Il est entré en maçonnerie par tradition familiale, sans doute pour faciliter son implantation politique locale. Comme pour d'autres « jeunes-turcs », la fréquentation des loges n'a pu que renforcer sa volonté de ramener le Parti radical à la tradition du « pas d'ennemis à gauche ». Mais le ministre de l'Education nationale du Front populaire (*nommé Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Sylvestre par Pie XI en janvier 1938*) semble étranger aux obsessions anticléricales d'une bonne partie de la maçonnerie. La victoire de la gauche en 1936 ne conduit pas à la relance des campagnes laïques de 1902 ou de 1924, et il n'est pas question de monopole scolaire dans les projets du ministre.

La seul allusion à la maçonnerie dans son journal de captivité (*souvenirs et solitude*) permet de douter de la profondeur de son investissement maçonnique : « *Si ceux qui dénoncent la franc-maçonnerie comme le gouvernement occulte de la République, comme une puissance clandestine et écoutée, savait ce qu'elle était réellement devenue, avaient assisté à la moindre de ces parlottes provinciales où tout était inoffensif et sans portée, même les ordres des jours fulgurants, ils regretteraient tant la publicité gratuite* ». G.B.

ZEROMSKI Stefan Strawczyn, près de Kielce 14 octobre 1864 - Varsovie 20 novembre 1925. **Stefan Żeromski** (en polonais [ˈstɛfan ʐɛˈrɔmski]), écrivain polonais, journaliste, dramaturge, appelé « la conscience de la littérature polonaise ». Il a utilisé les pseudonymes Maurycy Zych, Józef Katerla et Stefan Iksmoreż.

Issu d'une noblesse désargentée, il grandit dans les montagnes Świętokrzyskie **(en)**. Il perd sa mère en 1879, son père en 1883. En 1909, il déménage avec sa famille à Paris, où il vit trois ans. Il revient en Pologne à Zakopane. En 1913, il fonde une famille avec l'artiste peintre Anna Zawadzka. Après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, il ne prend pas part aux combats. Il retourne à Zakopane.

Dans la Pologne indépendante, Zeromski vit à Varsovie, où il prend une part importante à la vie littéraire. Il est le fondateur et premier président de la branche polonaise du PEN Club. En 1922 paraît le roman *Le Vent de la mer*, pour lequel il a reçu le Prix littéraire d'État et, en 1924, le roman *Przedwiosnie*. Żeromski est décédé en 1925 et est enterré dans le cimetière protestant réformé de Varsovie. En 1928 a été ouvert à Naleczow un musée dédié à l'écrivain.

ZINNENDORF von **Johann Wilhelm Ellenberger** Halle 10 août 1731 – Berlin 1782.



Fils de Friedrich August Ellenberger et de Sophia Wilhelmine Kellner von Zinnendorf, son frère Friedrich Wilhelm, et lui portent le nom de leur grand-père maternel en vertu des dispositions testamentaires de ce dernier, agréées en 1763 par Frédéric. Né à Halle, il y acquiert de bonnes connaissances de français et de latin. Ses études sont couronnées par un doctorat en médecine le 31 mai 1756.

Reçu le 13 mars 1757 à la loge « *Philadelphia zu den drei goldnen Armen* » de Halle, fondée le 11 décembre précédent par patente du maréchal James Keith (Hund), il y fait la connaissance de l'étudiant en droit Hans Karl Baumann, reçoit un grade écossais à Breslau dans l'armée des Frédéric pendant la guerre de Sept Ans.

Devenu premier médecin des armées du roi de Prusse, il retrouve à Berlin en 1763 Baumann, qui a été en relation avec Keith, et rencontre le Dr. Johann Friedrich Schopp.

Le scandale provoqué par la comparution de Rosa à Halle devant Johnson (Hund) amène ces trois frères à adresser le 15 novembre une lettre au marquis de Granby à Londres, auquel ils demandent une patente pour une loge qu'ils envisagent de former à Berlin. N'ayant pas reçu de réponse, ils se tournent vers la Suède. Schopp se rend à Stockholm où il entre en relation avec Eckleff. Le 27 avril 1764, Eckleff adresse à Zinnendorf son accord écrit pour lui envoyer secrètement une patente l'autorisant à fonder une loge écossaise à Berlin avec la copie des rituels nécessaires. Les demandes d'argent répétées d'Eckleff, transmises par Schopp à Zinnendorf, rendent celui-ci méfiant. Johann Christian Schubart, Député-Maître de la Mère Loge *Aux Trois Globes* depuis 1763 mais rallié à titre personnel à von Hund au Convent d'Altenberg, convainc Zinnendorf de se rendre au mois d'octobre 1764 à Unwürde où il est armé chevalier et nommé Préfet de Templin (Berlin) par von Hund. Zinnendorf prévient Eckleff qu'il est devenu membre de la Stricte Observance et informe von Hund de ses rapports avec la Suède. Après la conversion de la Mère Loge *Aux Trois Globes* à la Stricte Observance par Schubart, Zinnendorf en est élu vénérable en juin 1765, en même temps que Baumann va à Stockholm continuer les pourparlers entamés par Schopp. Zinnendorf ayant accepté de verser à Eckleff 100 ducats pour une loge écossaise et 120 ducats pour un chapitre légitime, Baumann rentre à Berlin en septembre 1766, muni des documents rituels qu'Eckleff lui a remis. Zinnendorf démissionne de la Stricte Observance le 16 décembre 1766 et quitte *les Trois Globes.*

Il constitue plusieurs loges au Rite Suédois dont la première « *Minerva* », est fondée à Potsdam le 13 mai 1768, la loge écossaise « *Indissolubilis* » à Berlin le 22 novembre 1769, et crée la Grande Loge Nationale d'Allemagne le 22 septembre 1770, obédience aujourd'hui encore membre des Grandes Loges Unies d'Allemagne.

Il annonce à Londres que le prince Ludwig Georg Karl von Hessen-Darmatadt a accepté la Grande Maîtrise, ce qui facilite la reconnaissance de son obédience par la Grande Loge des Modernes en novembre 1773. Le 20 décembre 1766, Zinnendorf ouvre le Grand Chapitre « *L'Indissoluble* » à Berlin.

La mort de von Hund en novembre 1776 amène le duc Carl de Södermanland, qui souhaite lui succéder, à se rapprocher du duc Ferdinand de Braunschweig. L'existence de la Grande Loge Nationale représentant une concurrence déplaisante pour la Stricte Observance, le duc déclare officiellement le 28 avril 1777 que la patente qu'Eckleff a adressée à Zinnendorf est illégale. La Grande Loge Nationale rompt ses relations avec la Grande Loge de Suède le 2 septembre suivant. En septembre 1779, Zinnendorf va à Stockholm faire la connaissance d'Eckleff et lui achète une partie de sa bibliothèque pour 200 ducats. Il meurt trois ans plus tard d'une crise cardiaque au cours d'une réunion maçonnique à Berlin. A.B.